



961. 187/103

1019
III

76.8.



2668 / Fol.
/ 4

R E C U E I L
D E S
T R A I T E Z

DE PAIX, DE TRÈVE, DE NEUTRALITÉ,
DE SUSPENSION D'ARMES, DE CONFÉDÉRATION,
D'ALLIANCE, DE COMMERCE, DE GARANTIE,

ET D'AUTRES
ACTES PUBLICS,

COMME
CONTRACTS DE MARIAGE, TESTAMENTS,
MANIFESTES, DECLARATIONS DE GUERRE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Républiques, Princes, & autres
Puissances de l'Europe, & des autres Parties du Monde.

Depuis la Naissance de JESUS-CHRIST jusqu'à présent.

SERVANT A ÉTABLIR

LES DROITS DES PRINCES,

ET DE
FONDEMENT A L'HISTOIRE.

Rassemblez avec soin d'un grand nombre d'Ouvrages imprimez, où ils étoient dispersez, & de divers Recueils
publicz ci-devant, auxquels on a ajouté plusieurs Pièces, qui n'avoient jamais été imprimées.

*Le tout redigé par ordre Chronologique, & accompagné de NOTES, de TABLES
CHRONOLOGIQUES & ALPHABETIQUES, & des Noms*

des AUTEURS dont on s'est servi.

TOME TROISIÈME.

Contenant les Traitez depuis MDCL jusqu'en MDCLXI.



AMSTERDAM,

Chez HENRY ET LA VEUVE DE T. BOOM.

ALA HATE,

Chez { ADRIAN MOETJENS,
HENRY VAN BULDEREN.

M. DCC.



TABLE CHRONOLOGIQUE.

	IV. Roi de France & les Cantons SUISSES, & leurs Alliez. Du 15. Janvier, 1606.	1609.
1606.	24. b.	
5. Mars.	Déclaration du Canton d'APPENZEL, de vouloir entretenir le Traité de Confédération & d'Alliance du 31. Janvier, 1602. entre HENRI IV. Roi de France, & les Cantons SUISSES & leurs Alliez. Du 5. Mars, 1606.	20. Juin.
1606.	25. b.	
2. Avril.	Protection de SEDAN, accordée par HENRI IV. Roi de France, au Duc de BUILLON. A Donchery, le 2. d'Avril, 1606.	1609.
1606.	26. a.	
17. Avril.	Monitoire ou Bref du Pape PAUL V. portant excommunication des VENITIENS. Donné à Rome, le 17. Avril, 1606.	22. Juin.
1606.	26. b.	
6. Mai.	Protestation du Senat de VENISE contre le Monitoire de PAUL V. Pape. Faite à Venise, le 6. Mai, 1606.	1609.
1606.	28. b.	
6. Mai.	Lettre du Senat de VENISE écrite aux Recteurs, Consuls, & Commune des Villes, & des autres lieux de l'Etat Venitien, au sujet de l'interdit du Pape PAUL V. Ecrite de Venise, le 6. Mai, 1606.	27. Juin.
1606.	29. a.	
26. Mai.	Traité entre HENRI IV. Roi de France, & JACQUES I. Roi d'Angleterre, pour la sûreté & liberté du Commerce entre leurs Sujets. A Paris, le 24. Février, & ratifié par HENRI IV. le 26. Mai, 1606.	1609.
1606.	30. b.	
21. Octobre.	Traité de Paix pour vingt ans, entre RODOLPHE II. Empereur d'Allemagne & AHMET I. Empereur des Turcs. Fait près de Comar, le 21. Octobre, 1606.	28. Juin.
1607.	33. a.	
7. Mars.	Accord provisionnel entre les Etats de HOLLANDE & de WEST-FRISE d'une part, & les Députés des Etats de ZELANDE d'autre; touchant les griefs proposés par lesdits Etats de Zelande, pour ce qui concerne l'administration de la Justice de la Cour Provinciale de ladite Province, le nombre des Conseillers de ladite Cour, & l'élection du Président & des Officiers d'icelle. Fait à la Haye, le 7. Mars, 1607.	1609.
1607.	34. a.	
Avril.	Reconciliation entre le Pape PAUL V. & la République de VENISE, faite au mois d'Avril, 1607.	28. Juin.
1607.	38. a.	
24. Avril.	Traité de Trêve pour huit mois entre les Archiducs ALBERT & ISABELLE, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait le 24. Avril, 1607.	1610.
1607.	38. b.	
2. Juin.	Extrait de l'accord entre ERNEST Comte de Holstein-Schönemborg, & le Conseil de la Ville de HAMBOURG. Le 2. Juin, 1607.	7. Janvier.
1607.	830. a.	
5. Juin.	Certificat du Canton du Haut UNDERWALD, que la Déclaration, qu'il avoit baillée à Alphonse Casate Ambassadeur du Roi d'Espagne, au préjudice de l'Alliance avec la FRANCE, avoit été révoquée par eux, d'un commun consentement. Du 5. Juin, 1607.	1610.
1608.	39. a.	
23. Janvier.	Traité de Ligue Défensive entre HENRI IV. Roi de France, & les Etats des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à la Haye, le 23. Janvier, 1608.	11. Février.
1608.	39. a.	
22. Février.	Contrat de Mariage entre ALFONSE d'EST Duc de MODENE & de Reggio, & ISABELLE de SAVOYE. Fait à Ravenne, le 22. Février, 1608.	1610.
1608.	41. a.	
26. Juin.	Traité de Garantie, promis par JACQUES I. Roi d'Angleterre, du Traité entre les Archiducs ALBERT & ISABELLE, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES. Fait à la Haye, le 26. Juin, 1608.	25. Avril.
1609.	42. a.	
9. Avril.	Traité de Trêve, pour douze ans, entre PHILIPPE III. Roi d'Espagne, & ALBERT & ISABELLE-CLAIRE-EUGENIE, Archiducs de Brabant d'une part; & les Etats des PROVINCES UNIES des Pais-Bas, d'autre; par l'entremise des Rois de France & d'Angleterre. Fait à Anvers, le 9. Avril, 1609.	1610.
1609.	43. b.	
17. Juin.	Traité de Garantie de la Trêve du 9. Avril, 1609. par les Ambassadeurs de FRANCE & d'ANGLETERRE avec les Députés des Etats Généraux des PROVINCES-UNIES. Fait à la Haye, le 17. Juin, 1609.	29. Août.
	52. a.	
	Traité fait entre JEAN SIGISMOND Electeur de Brandebourg, & WOLFGANG-GUILLAUME Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière, touchant la succession de Clèves, Juilliers, &c. Fait à Dortmund, le 20. Juin, 1609.	1610.
	47. a.	
	Traité entre HENRI IV. Roi de France, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, pour le payement des gens de guerre François. Fait à la Haye, le 22. Juin, 1609.	24. Septembre.
	53. b.	
	Partage fait entre les Princes d'Orange MAURICE & HENRI de Nassau Frères, des Biens délaissés par la mort du feu Prince d'Orange leur Père. Fait à la Haye, le 27. Juin, 1609.	
	54. a.	
	Déclaration & Certificat des Sieurs Jeanmich de Rulff, sur l'interprétation de la Promesse par eux baillée aux Députés des Archiducs de la Ville d'Anvers, au sujet de la Religion dans les lieux de BRABANT tenus par les Etats des PROVINCES UNIES. Fait à la Haye, le 28. Juin, 1609.	
	56. a.	
	Déclaration faite par les Députés des ARCHIDUCS & des Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, sur le Traité d'Anvers du 9. Avril, 1609. Fait à la Haye, le 7. Janvier, 1610.	
	56. b.	
	Traité & Convention faite entre JEAN SIGISMOND Electeur de Brandebourg, & PHILIPPE LOUIS & WOLFGANG-GUILLAUME Père & Fils, Comte Palatin du Rhin au sujet de la succession de Clèves & de Juilliers. A Hallen Suabe, le 27. Janvier, 1610.	
	58. a.	
	Déclaration des Princes Unis d'ALLEMAGNE, sur le sujet de Clèves & Juilliers, & l'obligation qu'ils ont au Roi de France, de protéger cette affaire contre la Maison d'Autriche. Donné à Halen Suabe, le 30. Janvier, 1610.	
	61. a.	
	Traité de Confédération & Alliance, entre HENRI IV. Roi de France & les Electeurs PALATIN & de BRANDEBOURG, & autres Princes & Etats de l'EMPIRE, pour conserver les Duchez de Juilliers, Clèves, & Berg, le Comté de la Mark, & autres Seigneuries aux plus proches Héritiers. A Hallen Suabe, le 11. Février, 1610. Ratifié par le Roi de France à Paris le 23. desdits mois & an.	
	62. b.	
	Traité entre HENRI IV. Roi de France & CHARLES EMANUEL Duc de Savoie, pour la conquête du Duché de Milan. Fait à Brusol, le 25. Avril, 1610.	
	64. a.	
	Traité de Ligue Offensive & Défensive entre HENRI IV. Roi de France, & CHARLES EMANUEL Duc de Savoie, contre PHILIPPE II. Roi d'Espagne. Fait à Brusol, le 25. Avril, 1610.	
	65. a.	
	Points & Articles accordés entre les Députés d'ALBERT VI. Archiduc d'Autriche Souverain des Pais-Bas, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES pour confirmation du Traité de Trêve, &c. Fait à la Haye, le 20. Juin, 1610.	
	66. a.	
	Articles du Traité de Garantie d'entre LOUIS XIII. Roi de France & de Navarre, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, Pan 1610.	
	68. a.	
	Articles de la Reconciliation de RODOLPHE II. Empereur, avec MATTHIAS Archiduc d'Autriche & Roi de Hongrie, conclus à Vienne, le 3. Juillet, 1610.	
	68. b.	
	Traité de Confédération & d'Alliance entre LOUIS XIII. Roi de France & JACQUES I. Roi d'Angleterre. Fait à Londres, le 29. Août, 1610.	
	69. a.	
	Articles accordés au Gouverneur, Capitaines, Officiers, Bourgeois, Habitans, & Soldats de la Garnison de JUILLIERS, par les Princes de BRANDEBOURG, PALATIN, &c. Fait au Camp devant Juilliers, le 1. Septembre, 1610.	
	73. b.	
	Traité fait entre les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES & MULAY ZEIDAN, Roi de Maroc. Ala Haye, le 24. Septembre, 1610.	
	74. a.	
	Traité	

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1610.	Traité de Neutralité entre les DUCHE' & COMTE' de BOURGOGNE, terres & Seigneuries y enclavées, fait sur la fin de 1610. & ratifié au commencement de 1611. 78. a.	Décembre de la même année. 119. a.	1615.
1611.	Traité entre les Electeurs de Saxe & de Brandebourg, & le Prince de Neubourg touchant la succession de Clèves & de Juliers. Fait à Jurobroc près de Leipzig, le 18. Mars, 1611. 81. b.	Traité de Paix pour vingt ans entre RODOLPHE II. Empereur d'Allemagne & le GRAND SEIGNEUR. Fait à Vienne sur la fin de Mai, de l'an 1615. 123. a.	Mai.
18. Mars.		Recès de la Conférence tenue à Mastricht entre les Commissaires du Prince & Evêque de LIEGE & ceux des Archiducs d'Autriche Ducs de BRABANT. Fait le 27. Novembre, 1615. 124. a.	1615.
1611.	Traité entre les PROVINCES-UNIES & l'Electeur de Brandebourg, & le Duc de Neubourg, au sujet du Transport des Marchandises sur le Rhin & la Meuse. Fait le 21. Septembre, 1611. 831. a.	Traité d'Alliance entre les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, & les VILLES ANSEATIQUES. Fait au mois de Décembre, 1615. 125. a.	27. Novembre.
21. Septembre.		Traité de Paix entre FREDERIC ULRIC Duc de Brunswick, & la Ville de BRUNSWIC. Fait à Steterbourg, le 31. Décembre, 1615. 128. a.	1615.
1612.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France & les Archiducs ALBERT & ISABELLE, pour les limites du Duché & Comté de Bourgogne & autres Provinces voisines. Avec le partage des Terres restées en surplance, par le Traité de Paix de 1559. Fait à Auxonne, le 15. Février, 1612. 82. a.	Articles accordez sous le bon plaisir de LOUIS XIII. Roi de France, entre Messieurs de Brisfac Maréchal de France, & de Villeroy Conseillers d'Etat de sa Majesté, d'une part, & Mr. le Prince de CONDE' premier Prince du Sang, d'autre; afin de parvenir à une Conférence, pour la pacification des troubles de France. Fait à Fontenoi-le-Comte, le 20. Janvier, 1616. 129. a.	31. Décembre.
15. Février.		Edit de LOUIS XIII. Roi de France, pour la Pacification des Troubles de son Royaume, donné à Loudun, au mois de Mai, 1616. & vérifié au Parlement de Paris le 13. Juin de la même année. 130. a.	1616.
1612.	Capitulation & Privilèges accordez par le SULTAN ACHMET CHAN, Empereur des Turcs aux Etats des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas. Fait à Constantinople, au commencement de Juillet, 1612. 85. a.	Articles présentés à LOUIS XIII. Roi de France de la part des Princes, Ducs, Pairs, Officiers de la Couronne, Seigneurs & Gentilshommes retirez de la Cour, depuis la défection de la personne de Prince de CONDE', avec les réponses du Roi sur ce sujet. Fait le 30. Septembre, & reçu par les Princes le 6. d'Octobre, 1616. 138. a.	20. Janvier.
22. Août.	Contrat de Mariage de LOUIS XIII. Roi de France avec la Sérénissime Infante Dona ANNA d'Autriche, Fille de Philippe III. Roi d'Espagne. Passé à Madrid, le 22. Août, 1612. 96. a.	Traité de Paix entre CHARLES EMANUEL I. Duc de Savoie & HENRI de Savoie, Duc de Nemours. Fait le 14. Novembre, 1616. 139. a.	1616.
1612.	Contrat de Mariage de PHILIPPE IV. Prince d'Espagne avec ELISABETH de France Fille du Roi Henri IV. Fait à Paris, le 25. d'Août, 1612. 99. b.	Articles & Capitulations dressées par le Sieur Alphonso Casal, Conseiller du Roi d'ESPAGNE, & son Ambassadeur en Suisse, agissant au nom de Dom Pietro de Toledo, Gouverneur du Duché de MILAN, d'une; & les Seigneurs Chefs & Députés des Communes des trois LIGUES, d'autre part, le tout sous l'aveu de sa Majesté & desdits trois Lieux. Fait à Covère, le 19. Mars, 1617. 140. a.	Mai.
25. Août.		Articles de ce qui a été imprimé à Paris, à Madrid, à Vienne, pour l'exécution du Traité d'Ast du 21. Juin, 1615. pour accorder les différends des VENITIENS avec l'Archiduc FERDINAND Roi de Bohême, & de ceux du Duc de SAVOIE avec le Duc de MANTOUE, & le Traité de Pavie, du 9. Octobre, 1617. 141. a.	1616.
1613.	Accord touchant l'achat du Cuivre entre GUSTAVE ADOLPHE Roi de Suède, & les Etats Généraux des Provinces-Unies, du 11. Avril, 1613. 832. a.	Testament de PHILIPPE de Nassau, Prince d'Orange. Fait à Bruxelles, le 20. Février, 1618. 144. a.	6. Octobre.
11. Avril.	Traité d'Union entre les Electeurs & Princes de l'EMPIRE, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, &c. Fait à la Haye, le 16. Mai, 1613. 102. a.	Traité de Paix entre GUSTAVE ADOLPHE Roi de Suède & MICHEL FEDERVITZ Grand Duc de Moscovie, fait à Stockholm par l'entremise du Roi d'Angleterre, en l'année 1618. 147. b.	14. Novembre.
1613.	Traité entre les Etats des PROVINCES-UNIES des Pays-bas, & la Ville de LUBEC. Fait en 1613. 105. a.	Contrat de Mariage entre HENRI de Savoie Duc de Nemours, & ANNE de Lorraine, Duchesse d'Aumale, le 14. Avril, 1618. 148. a.	1617.
1613.	Traité accordé par les Députés de LOUIS XIII. Roi de France à HENRI de Bourbon Prince de Condé. Arrêté à sainte Menesbould, le 15. Mai, 1614. 108. a.	Contrat de Mariage de CRESTIENNE de France, deuxième Fille du Roi HENRI IV. avec VICTOR AMEDEE de Savoie, Prince de Piémont, Fils aîné du Duc de Savoie. A Paris le 11. Janvier, 1619. 150. b.	19. Mars.
1614.	Contrat de Turnhout concernant le tiers dans la grande Saulnerie, nommé le partage de Chalon entre ALBERT Archiduc d'Autriche & ISABELLE CLAIRE EUGENIE Infante d'Espagne, Ducs de Brabant, &c. & PHILIPPE GUILLAUME Prince d'Orange. Du 19. Août, 1614. 837. a.	Traité entre Monsieur de Guise au nom de LOUIS XIII. Roi de France & les Députés du Bacha & Milice d'ALGER. Fait à Marseille, le 21. Mars, 1619. 152. a.	1618.
1614.	Articles accordez entre les Rois de FRANCE & d'ESPAGNE par les Sieurs de Vaucelas & le Marquis de la Laguna pour raison des différends des bas & haut Navarrois. Fait à S. Laurent le 25. Septembre, 1614. 109. a.	Articles de Reconciliation entre LOUIS XIII. Roi de France, & MARIE DE MEDICIS sa Mère, conclus à Angoulême, le 30. Avril, 1619. 153. a.	1618.
15. Mai.		Traité fait entre les COMPAGNIES des Indes	1618.
1614.	Contrat de Turnhout concernant le tiers dans la grande Saulnerie, nommé le partage de Chalon entre ALBERT Archiduc d'Autriche & ISABELLE CLAIRE EUGENIE Infante d'Espagne, Ducs de Brabant, &c. & PHILIPPE GUILLAUME Prince d'Orange. Du 19. Août, 1614. 837. a.		20. Février.
1614.	Articles accordez entre les Rois de FRANCE & d'ESPAGNE par les Sieurs de Vaucelas & le Marquis de la Laguna pour raison des différends des bas & haut Navarrois. Fait à S. Laurent le 25. Septembre, 1614. 109. a.		1618.
25. Septembre.			1619.
1614.	Traité entre GEORGE GUILLAUME Marquis de Brandebourg, & WOLFGANG GUILLAUME Comte Palatin de Neubourg, pour le Gouvernement & Administration provisionnel des Duchez de Juliers, Clèves, & Berg, les Comtez de la Mark & de Ravensberg, & la Seigneurie de Ravensstein, par l'entremise des Rois de France & d'Angleterre. Fait à Santen, le 12. Novembre, 1614. 110. b.		11. Janvier.
12. Novembre.			1619.
1614.	Traité fait par M. Savelli Nonce du PAPE, M. le Marquis de Rambouillet, au nom du Roi de FRANCE, & le Duc de SAVOIE. A Vereuil, le 17. Novembre, 1614. 112. b.		21. Mars.
17. Novembre.			1619.
1614.	Traité fait entre le Roi de FRANCE & le Duc de SAVOIE en la Ville d'Ast, le 1. Décembre, 1614. 113. b.		30. Avril.
1. Décembre.			
1614.	Traité entre GUSTAVE ADOLPHE Roi de Suède & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas. Fait à la Haye le 5. Avril, 1614. & ratifié le 11. Décembre de la même année. 114. a.		
2. Décembre.			
1614.	Traité entre GUSTAVE ADOLPHE Roi de Suède & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas. Fait à la Haye le 5. Avril, 1614. & ratifié au mois de		
Décembre.			

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1619.	des Orientales ANGLOISE & HOLLAN-	CE & D'ESPAGNE, touchant le dépôt de	1623.
2. Juin.	DOISE, au sujet des différens survenus en-	la VALTELINE entre les mains de sa Sainté. Fait le 4. Février, 1623. 159. a.	4. Février.
	tre elles. A Londres, le 2. Juin, 1619. 153. b.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, la	1623.
1620.	Traité de Confédération entre FREDERIC	République de VENISE & le Duc de SA-	7. Février.
3. Janvier.	nommé Roi de Bohême, & les Etats de BO-	VOYE pour la restitution de la VALTE-	
	HÈME, SILESIE, MORAVIE, LU-	LINÉ. Fait à Paris, le 7. Février, 1623. 189. b.	1623.
	SACE; les Etats de la Haute & Basse AU-	Confirmation par LOUIS XIII. Roi de Fran-	14. Avril.
	TRICHE Protestans joints & unis; &	ce du Traité de Commerce entre la France &	
	BETHLEM GABOR, comme Prince de	l'Angleterre, fait à Paris, le 24. Février,	1623.
	Hongrie & de TRANSYLVANIE, & les	1606. A Fontainebleau, le 14. Avril,	
	Etats de HONGRIE & de Transylvanie.	1623. 190. b.	1623.
1620.	Fait au Château de Prague, en l'Assemblée	Diverses Pièces concernant le Mariage de	
Février.	générale, le 3. Janvier, 1620. 158. b.	CHARLES Prince de Galles, Fils de Ja-	
	Traité de Trêve entre FERDINAND II. Em-	ques I. Roi d'Angleterre, avec MARIE	
	pereur & BETHLEM GABOR, Prince	Infante d'Espagne, Fille de Philippe III.	
	de Hongrie & de Transylvanie. Fait à Pres-	négocié au mois d'Avril & suivants de l'an-	
1620.	bourg, sur la fin de Février, 1620. 159. b.	née 1623. 190. b.	1623.
9. Juin.	Premier Edit d'Otroi fait par les Etats Gé-	Traité de suspension générale d'Armes en l'Empi-	1. Mai.
	néraux des PROVINCES-UNIES des Pays-	re, accordé par Jacques I. Roi de la Grand'	
	Bas pour la COMPAGNIE Générale de	Bretagne, pour son Gendre FREDERIC V.	
	INDES OCCIDENTALES. Donné à la	Electeur Palatin, & ceux de son Parti; &	
1620.	Haye, le 9. Juin, 1620. 160. a.	l'Infante Archi-Duchesse d'Autriche, au nom	
3. Juillet.	Accord fait & passé entre les Princes & ETATS	de l'Empereur FERDINAND II. & de	
	UNIS D'ALLEMAGNE, tant CA-	PHILIPPE IV. Roi d'Espagne. Fait à	
	THOLIQUES, que PROTESTANS, à	Londres, le 1. Mai, 1623. 195. a.	1624.
1620.	Ulm, le 3. Juillet, 1620. 164. a.	Premier Projet dressé à Rome, pour l'accordo-	Février.
10. Août.	Articles accordez par LOUIS XIII. Roi de	ment des différens entre les GRISONS	
	France à MARIE DE MEDICIS sa Mé-	ausujet de la VALTELINE; en Février,	
	re. Faits au Pont de Sé, le 10. Août,	1624. 197. a.	1624.
1621.	1620. 165. a.	Second Projet concernant les Articles sur le fait	Février.
	Traité de Paix entre SIGISMOND I. Roi de	de la Religion, que le Pape Urbain VIII. entend	
	Pologne & OSMAN I. Empereur des Turcs.	être observé dans la VALTELINE & aux	
	Fait en l'année 1621. 165. b.	Comtez de Chiavenna & de Bormio. Au mois de	
1621.	Conditions auxquelles ceux de SILESIE ren-	Février, 1624. 198. a.	1624.
8. Février.	trent sous l'Obedissance de L'EMPEREUR, ré-	Traité de Trêve entre la POLOGNE & la	
	glées à Dresde, le 8. Février, 1621. 165. b.	SUEDE. Fait avant le mois de Juin de l'an-	
1621.	Traité de Reconciliation entre l'Empereur FER-	née 1624. 199. b.	1624.
23. Mars.	DINAND II. & MAURICE Landgrave	Traité de Paix entre FERDINAND II. Em-	8. Mai.
	de Hesse. Fait à Bingen, le 23. Mars,	pereur, & BETHLEM GABOR Prince	
	1621. 166. a.	de Transylvanie. Fait à Vienne le 8. Mai,	
1621.	Articles de la Réunion entre l'Empereur FER-	1624. 200. b.	1624.
12. Avril.	DINAND II. & les PRINCES D'AL-	Traité entre JEAN SIGISMOND, Electeur de	
	LEMAGNE de l'Union, réglés à Mayen-	Brandebourg, & PHILIPPE LOUIS	
	ce, le 12. Avril, 1621. 166. b.	Comte Palatin du Rhin, Duc de Neubourg,	
1621.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France &	pour accommoder les différens survenus à l'oc-	
25. Avril.	PHILIPPE IV. Roi d'Espagne au sujet de	casion de leur succession dans le Pays de Jul-	
	la Valteline, avec la Déclaration dudit Roi	liers, Clève, &c. Fait à Dusseldorp, le 11.	
	d'Espagne, faite à Monsieur de Bassompier-	Mai, 1624. 202. a.	1624.
	re, Ambassadeur de France, pour la restitu-	Traité de continuation de Ligue défensive entre	
	tion de la Valteline. Fait à Madrid, le 25.	JACQUES I. Roi d'Angleterre, & les	
1621.	Avril, 1621. 167. a.	PROVINCES-UNIES des Pays-bas. Fait	
10. Mai.	Règlement & Département fait dans l'Assemblée	à Londres, le 5. de Juin, 1624. 213. a.	5. Juin.
1621.	de tous les REFORMEZ de France à la	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France &	1624.
14. Mai.	Rochelelle le 10. Mai, 1621. 169. a.	les Etats des Provinces-Unies des Pays Bas,	10. Juin.
	Traité d'Alliance & de Confédération entre	qui porte que ledit Roi fournira auditz Etats	
	CHRISTIAN IV. Roi de Danemarck & les	par prêt, douze cens mille livres pour l'année	
	Etats des PROVINCES-UNIES. Fait à	1624. & pour les années 1625. & 1626. en	
1622.	la Haye, le 14. Mai, 1621. 171. a.	chacune un million de livres. Fait à Compiè-	
15. Janvier.	Trois Traitez ou accords passez à Milan, le 15.	gne, le 10. Juin, 1624. 216. a.	1624.
	Janvier, 1622. entre les Députés du Roi	Traité d'Alliance entre les PROVINCES-	
	D'ESPAGNE, & de la Maison D'AU-	UNIES des Pays-Bas, & GEORGE	
	TRICHE, & les Députés des deux LI-	GUILLAUME Electeur de Brandebourg.	
	GUES GRISES & de la CADEE, &	Fait à la Haye, le 23. d'Octobre, 1624.	
	ceux de MAYENFELD. 175. a.		
1622.	Traité de Paix entre FERDINAND II. Em-		
26. Janvier.	pereur d'une part, & le Prince BETHLEM	Déclaration des Ambassadeurs de JACQUES I.	1624.
	GABOR, Prince de Transylvanie & les	Roi d'Angleterre sur la signature des Articles de	
	Etats de HONGRIE de son parti d'au-	Mariage de CHARLES Prince de Galles,	
	stre. Fait à Niclasbourg, le 26. Janvier,	avec Madame HENRIETTE MARIE,	
	1622. 179. a.	Sœur de Louis XIII. Roi de France, A Paris,	
1622.	Lettre des GRISONS aux Ambassadeurs de	le 20. Novembre, 1624. 223. a.	20. Novembre.
3. Mars.	France Résidents en Suisse sur le sujet du Traité	Articles traités & accordez entre le Marquis de	1624.
	fait par lesdits Grisons à Milan au mois de	Cœuvres Ambassadeur de LOUIS XIII.	
	Janvier, l'an 1622. ladite Lettre datée du	Roi de France aux Suisses & Grisons, Général	
	3. Mars de la même année, 1622. 179. a.	de l'Armée de l'Union dudit Roi très-Chrétien,	
1622.	Traité d'Alliance entre GEORGE GUIL-	de la République de VENISE, & du Duc de	
10. Mars.	LAUME Marquis de Brandebourg, & les	SAVOYE avec les Députés de la VALTE-	
	Etats des PROVINCES-UNIES des	LINÉ. Fait à la Madona de Teramo, le 6.	
	Pays-Bas. Fait à la Haye, le 10. Mars	Décembre, 1624. 223. b.	
	1622. 180. a.	Articles accordez entre le Marquis de Cœuvres,	
1622.	Traité de Paix entre les PROVINCES-	Général de l'Armée de LOUIS XIII. Roi	
	UNIES des Pays-Bas, & le Royaume de	de France, de VENISE, & du Duc de	
	TUNIS. Fait en 1622. 183. a.	SAVOYE, Alliez, & le Marquis de Ba-	
1622.	Traité de Paix entre les PROVINCES-	gni, Lieutenant Général de l'Armée du	
	UNIES des Pays-Bas & la Ville & Royaume	Pape URBAIN VIII. en la Valteline,	
	d'ALGER. Fait en l'année, 1622. 186. a.	Bormio, & Chiavenna. Au Siège de Tira-	
	Accord entre le PAPE & les Rois de FRAN-	no, le 8. Décembre, 1624. 224. a.	
		Enni-	

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1624.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour envoyer vingt Vaisseaux de Guerre contre Gènes. A la Haye, le 10. Décembre, 1624. & ratifié par ledit Roi, le 25. Février, 1625. 838. b.	STRALSOND en Poméranie. Fait en l'année 1628. Sans date de jour, ni de mois. 255. b.	
10. Décembre.		Traité entre CHARLES I. Roi de la Grand' Bretagne, & le Maire, les Echevins, Pairs, Bourgeois, & Habitans de la Ville de LA ROCHELLE. Fait par leurs Députés, le 28. Janvier, 1628. 256. a.	1628.
1625.	Articles accordez entre le Marquis de Cœuvres, Général de l'Armée de LOUIS XIII. Roi de France, de la République de VENISE, & du Duc de SAVOYE, Alliez; & le Colonel Jean Baptiste Conti d'Ascoli, Gouverneur du Fort de Bormio, & le Colonel César Scolti de Peruze, Sergent Major pour le Pape URBAIN VIII. Fait le 17. Janvier, 1625. 224. a.	Traité entre les Sujets & au nom de LOUIS XIII. Roi de France, & ceux d'ALGER pour le Commerce. Fait à Alger, le 19. Septembre, 1628. 257. a.	1628.
17. Janvier.		Diverses Pièces concernant les Négociations de Lubec, pour la Paix entre FERDINAND II. Empereur, & CHRISTIAN IV. Roi de Danemarque, sur la fin de 1628. & au commencement de 1629. 258. a.	1628.
1625.	Traité de Paix entre FERDINAND II. Empereur, & AMURAT IV. Empereur des Turcs, & GABRIEL BETHLEM GABOR Prince de Transylvanie. Fait au Camp de Giernata, en l'année 1625. 224. b.	Edit & Déclaration de l'Empereur FERDINAND II. touchant les Edits & Traitez de Pacification, pour la Religion & la restitution des Biens Ecclesiastiques. A Vienne, le 6. Mars, 1629. 261. b.	1629.
1625.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, au sujet des vingt Vaisseaux, que lesdites Provinces se sont obligées de mettre en mer par le Traité précédent. Fait à la Haye, le 12. Avril, 1625. 840. a.	Traité de la Ligue projetée entre le Pape URBAIN VIII. LOUIS XIII. Roi de France, & CHARLES EMANUEL I. Duc de Savoie, la République de VENISE, & le Duc de MANTOUE. Fait le 8. Mars, 1629. Ratifié par ledit Duc de Savoie, le 20. Mars, 1629. 267. a.	1629.
1625.	Testament de MAURICE Prince d'Orange, &c. Fait à la Haye, le 13. Avril 1625. 225. a.	Traité provisionnel entre GEORGE GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & WOLFGANG GUILLAUME Duc de Neubourg. Fait à Dusseldorf, le 9. Mars, 1629. 268. a.	1629.
13. Avril.	Contrat de Mariage entre CHARLES I. Roi d'Angleterre, & Madame HENRIETTE MARIE Sœur de Louis XIII. Roi de France. Fait à Paris, le 8. Mai, 1625. 229. a.	Traité de Paix entre Monsieur le Cardinal de Richelieu au nom de LOUIS XIII. Roi de France, & CHARLES EMANUEL I. Duc de Savoie. Fait à Suze, le 11. Mars, 1629. 270. b.	1629.
1625.	Traité entre CHARLES I. Roi de la Grand' Bretagne, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour l'union de vingt Navires de guerre Hollandois, à la Flote Angloise, composée de quatre vingt deux Vaisseaux, pour l'attaque de Cadix; ce qui n'eut pourtant aucun effet. A la Haye, le 2. Août, 1625. 231. a.	Traité de Confédération & d'Alliance pour six ans; entre le Pape URBAIN VIII. LOUIS XIII. Roi de France, la République de VENISE, & le Duc de MANTOUE, pour la défense de leurs Etats contre la Maison d'Autriche. Fait à Venise, le 8. Avril, 1629. Le Pape ne signa pas ce Traité. 271. b.	1629.
1625.	Traité de Ligue Offensive & Défensive entre CHARLES I. Roi de la Grand' Bretagne, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Southampton, le 17. Septembre, 1625. 231. b.	Traité de Paix & Confédération entre LOUIS XIII. Roi de France & CHARLES I. Roi d'Angleterre. Fait à Suze, le 24. Avril, 1629. 272. b.	1629.
17. Septembre.	Transport & Cession faite par François de Lorraine, Comte de Vaudemont, des Duchez de Lorraine & Barrois, au Duc CHARLES son Fils Aîné. Fait à Nancy, le 26. Novembre, 1625. 234. b.	Traité fait entre PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, & le Duc de ROHAN, au nom des Réformez de France. Fait à Madrid, le 3. Mai, 1629. 275. a.	1629.
1625.	Traité d'Alliance entre CHARLES I. Roi de la Grand' Bretagne, CHRISTIERNE ou CHRISTIAN IV. Roi de Danemarque, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à la Haye le 9. Décembre, 1625. 236. a.	Traité fait entre le Cardinal de Richelieu, au nom de LOUIS XIII. Roi de France, avec CHARLES EMANUEL I. Duc de Savoie, pour le partage des Terres de Montserrat, avec le Duc de MANTOUE. Fait à Bassolin, le 19. Mai, 1629. 274. a.	1629.
9. Décembre.	Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & la République d'ALGER. Fait le 30. Janvier, 1626. 239. a.	Articles de Paix entre FERDINAND II. Empereur, & CHRISTIAN IV. Roi de Danemarque, conclus à Lubec, le 27. Mai, 1629. 276. b.	1629.
1626.	Traité entre la FRANCE & l'ESPAGNE, pour l'accommodement des Affaires des GRISONS & VALTELINS. Fait à Monçon, le 5. Mars, 1626. 241. a.	Traité entre les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & l'Electeur de BRANDEBOURG, au sujet des Contributions dans le Pais de Clèves & de Guiliers, &c. Fait à la Haye, le 31. Juillet, 1629. 841. a.	1629.
1626.	Traité de Trêve entre l'Empereur FERDINAND II. & BETHLEM GABOR, Prince de Transylvanie. Fait le 20. Novembre, 1626. 252. b.	Articles accordez par FREDERIC HENRI de Nassau, Prince d'Orange, & les Députez des Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, au Clergé, Magistrats, & Bourgeois de la Ville de BOIS-LE-DUC; le 14. Septembre, 1629. 277. a.	1629.
10. Novembre.	Traité de Paix entre l'Empereur FERDINAND II. & BETHLEM GABOR, Prince de Transylvanie. Fait au mois de Décembre, 1626. 252. b.	Traité de Trêve pour six années entre SIGISMOND III. Roi de Pologne, & GUSTAVE ADOLPHE Roi de Suède. Fait au Camp d'Altzemarch, le 25. Septembre, 1629. 284. a.	1629.
Décembre.	Déclaration du Roi de France LOUIS XIII. portant interdiction du Commerce avec l'Angleterre. Donnée à Paris, le 8. Mai, 1627. 840. b.	Traité d'Alliance & de Commerce entre LOUIS XIII. Roi de France, & MICHEL FEODROVITZ Czar de Moscovie. A Moscou, le 12. Novembre, 1629. 286. b.	1629.
1627.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, par lequel entr'autres, le Roi s'engage de fournir auxdits Etats pendant neuf ans, un million de livres tous les ans. Fait à Paris, le 28. Août, 1627. 253. a.	Traité de Commerce entre GUSTAVE ADOLPHE Roi de Suède, & la Ville & Magistrats de DANTZIC. Fait à Tigenboff, le 9. Février, 1630. 288. a.	1630.
1627.	Traité de Paix entre FERDINAND II. Empereur d'Allemagne, & AMURATH IV. Empereur des Turcs. Fait au mois de Septembre, 1627. 255. a.		
1628.	Traité d'Alliance entre GUSTAVE ADOLPHE II. Roi de Suède, & la Ville de		

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1630.	6. Mai.	Déclaration de LOUIS XIII. Roi de France, qui enjoint à tous ses Sujets de quitter le service du Duc de SAVOYE, & de sortir de ses Etats. Faite à Lyon, le 6. Mai, 1630.	321. a.	1631.
1630.	17. Juin.	Traité & renouvellement d'Alliance entre LOUIS XIII. Roi de France, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à la Haye, le 17. Juin, 1630. Le Roi fournira aydits Etats en don, sept ans durant, un million de livres chaque année.	321. b.	30. Mai.
1630.	20. Juillet.	Traité de Confédération & d'Alliance entre GUSTAVE ADOLPHE Roi de Suède, & BOGISLAUS Duc de Stettin, de Poméranie, &c. Fait à Stettin, le 20. Juillet, 1630.	290. a.	1631.
1630.	Août.	Manifeste de GUSTAVE ADOLPHE Roi de Suède, par lequel il déclare les raisons, qui l'ont obligé à prendre les armes, & à entrer en Allemagne. Publié au mois de Juillet, ou au mois d'Août de l'année 1630.	291. b.	19. Juin.
1630.	12. Août.	Traité d'Alliance entre GUSTAVE ADOLPHE Roi de Suède, & le Landgrave de HESSE-CASSEL. Fait le 12. Août, 1630.	292. a.	1631.
1630.	26. Août.	Traité entre GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & WOLFGANG GUILLAUME Duc de Neubourg sur le partage de la Succession de Clèves, & Juillers. Fait le 26. Août, 1630.	297. a.	17. Septembre.
1630.	3. Septembre.	Traité de Trêve entre LOUIS XIII. Empereur de France, & celui de MAROC, par Monsieur le Chevalier de Rafalli, & les Capitaines & Gouverneurs de Salé, & autres Villes du Royaume de MAROC. Fait à la Rade de Salé, le 3. Septembre, 1630.	298. b.	1631.
1630.	4. Septembre.	Articles de la Trêve générale, entre les Généraux de l'EMPEREUR, de la FRANCE, de l'ESPAGNE, & de SAVOYE, sur les instances de Monsieur de Mazarini, Ministre du Pape, jusqu'au quinziesme Octobre, tant deçà, que de là les Monts. Fait au Camp de Rivalia, le 4. Septembre, 1630.	299. a.	24. Septembre.
1630.	17. Septembre.	Lettre de GUSTAVE II. Roi de Suède à LOUIS XIII. Roi de France, pour du secours, qu'il lui demande. Ecrite à Stralsund, le 17. Septembre, 1630.	300. a.	19. Octobre.
1630.	13. Octobre.	Traité de Paix entre l'Empereur FERDINAND II. & LOUIS XIII. Roi de France, touchant le différent pour la succession des Duchez de MANTOUE, & de MONTFERRAT. Fait à Ratisbonne, le 13. Octobre, 1630. Avec diverses Pièces servant d'éclaircissement à ce Traité, ou expliquant les suites qu'il eut.	300. b.	1631.
1630.	15. Novembre.	Traité de Paix & d'Alliance entre PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, & CHARLES I. Roi de la Grand' Bretagne. Fait à Madrid, le 15. Novembre, 1630.	301. b.	31. Décembre.
1631.	Janvier.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & CHARLES Duc de Lorraine. Fait à Vic, en Janvier, 1631.	306. a.	1632.
1631.	13. Janvier.	Traité de Confédération & Alliance entre LOUIS XIII. Roi de France, & GUSTAVE II. Roi de Suède, pour le rétablissement des Princes & Etats d'Allemagne. Fait à Bernwald, le 13. Janvier, 1631.	311. a.	1632.
1631.	7. Février.	Traité & Articles de Commerce entre le Roi de PERSE, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES. Fait à la Haye, le 7. Février, 1631.	311. b.	5. Mai.
1631.		Traité entre MICHEL PHEODOROWITZ Grand Duc de Moscovie, & les PROVINCES-UNIES. Fait à Moscou, en l'année 1631.	312. a.	1632.
1631.	6. Avril.	Traité entre l'Empereur FERDINAND II. & LOUIS XIII. Roi de France, pour l'exécution de la Paix d'Italie. Fait à Querasque, le 6. Avril, 1631. Avec l'Article secret dudit Traité.	314. a.	20. Mai.
1631.	30. Mai.	Traité de Confédération, d'Alliance, & de Ligue Défensive pour huit ans, entre LOUIS XIII. Roi de France, & MAXIMILIEN Electeur de Bavière. Signé à Fontainebleau, le 30. Mai, 1631.	314. b.	1632.
		Articles accordés entre les Ambassadeurs de LOUIS XIII. Roi de France, & de VICTOR AME' Duc de Savoie, pour la restitution du Piemont, de la Savoie, & du Montferrat, A Querasque, le 30. Mai, 1631.	322. a.	
		Second Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & VICTOR AME' Duc de Savoie, fait à Querasque, le 19. Juin, 1631. pour l'éclaircissement du premier, & de celui de Ratisbonne.	322. b.	
		Traité de Paix entre LOUIS XIII. Empereur de France, & celui de MAROC. Fait à Maroc, le 17. Septembre, 1631.	323. a.	
		Traité entre LOUIS XIII. Empereur de France, & MOLEI ELGUALID Empereur de Maroc. Fait à la Rade de Soffi, le 24. Septembre, 1631.	323. a.	
		Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & VICTOR AME' Duc de Savoie, pour un libre passage en Italie. Fait à Milleseur, le 19. Octobre, 1631.	324. a.	
		Déclaration de Monsieur l'Electeur de TREVES, par laquelle il se met, & ses Etats sous la protection de LOUIS XIII. Roi de France. Donné à Coblenz, le 21. Décembre. Et suivant l'Arresté entre le Roi, & ledit Sieur Electeur, il mit le Fort d'Hermesheim entre les mains de sa Majesté, le 12. Juin, 1632.	325. a.	
		Traité de Paix entre LOUIS XIII. Roi de France, & CHARLES III. Duc de Lorraine; par lequel la Place de Marsal demeure entre les mains du Roi pour trois ans. Fait à Vic, le 31. Décembre, 1631.	325. b.	
		Traité de Neutralité entre GUSTAVE ADOLPHE Roi de Suède, & les ETATS Catholiques d'Allemagne. Fait à Mayence, le 29. Janvier, 1632.	327. a.	
		Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & CHARLES I. Roi d'Angleterre, pour la restitution de la Nouvelle France, l'Acadie, & Canada; & des Navires & Marchandises pris de part & d'autre. Fait à S. Germain en Laye, le 29. Mars, 1632.	327. b.	
		Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & CHARLES I. Roi d'Angleterre, pour l'établissement du Commerce. Fait à S. Germain en Laye, le 29. Mars, 1632.	328. a.	
		Traité d'Alliance entre les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & GEORGE GUILLAUME Electeur de Brandebourg. Fait à la Haye, le 2. Avril, 1632.	329. b.	
		Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & PHILIPPE CHRISTOPHE Electeur de Trèves, par lequel sa Majesté s'oblige de l'assister contre tous ceux qui le voudront opprimer, & de faire sortir les Suédois de ses Etats. Fait à Eibrenbreistein, le 9. Avril, 1632.	330. b.	
		Articles convenus & accordés entre Monsieur de S. Chaumont pour LOUIS XIII. Roi de France, & M. l'Electeur de TREVES, au sujet d'Hermesheim & de Philipsbourg, & pour l'exécution du Traité du 9. Avril, 1632. Sans date.	331. a.	
		Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & VICTOR AME' Duc de Savoie, par lequel le Duc de Savoie cède & transporte au Roi, & à ses Successeurs la Ville & Château de Pignerol, le Village & Fort de la Perouse, & autres Villages d'alentour. Fait à S. Germain en Laye, le 5. Mai, 1632.	333. b.	
		Traité de Neutralité entre GUSTAVE ADOLPHE Roi de Suède, & l'Electeur de TREVES, par l'entremise de LOUIS XIII. Roi de France. Fait à Munich, le 20. Mai, 1632.	334. b.	
		Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & CHARLES III. Duc de Lorraine; par lequel les Villes, Châteaux, & Citadelles de Stenay & Jametz, demeurent en dépôt entre les mains de Sa Majesté pour quatre ans, & le Comté de Clermont en Auvergne en pleine propriété & Souveraineté. Fait à Livardun, le 26. Juin, 1632.	336. a.	

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1632.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & VICTOR AMÉ Duc de Savoie, par lequel ledit Sieur Duc cède & transporte au Roi la Ville & Seigneurie de la Ville & Château de Pignoral, & autres lieux en dépendans, avec la confirmation du Traité de Quarasse, du sixième Avril, 1631. Fait à Turin, le 5. Juillet, 1632.	337. a.	Septembre, 1634.	356. b.	1634.
5. Juillet.	Articles de Paix, que LOUIS XIII. Roi de France accorde à GASTON JEAN BAPTISTE de France, Duc d'Orléans son Frère. Faits à Beziers, le 1. Octobre, 1632.	337. b.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & CHRISTINE Reine de Suède, pour les Places d'Alsace. Fait le 9. Octobre, 1634.	359. a.	9. Octobre.
1632.	Traité fait entre GUSTAVE ADOLPHE Roi de Suède & l'Electeur Archevêque de COLLOGNE, par l'autorité de LOUIS XIII. Roi de France, du 27. Octobre, 1633.	338. b.	Traité de Confédération entre LOUIS XIII. Roi de France, & le Duc de WIRTEMBERG, & autres Princes d'ALLEMAGNE, Fait à Paris, le 1. Novembre, 1634.	357. b.	1634.
1. Octobre.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & le Prince GUILLAUME Electeur de Brandebourg. Fait à Dresde, le 26. Février, 1633.	339. a.	Traité de Paix entre le Roi de POLOGNE & AMURAT IV. Empereur des Turcs. Fait en 1634.	359. a.	1. Novembre.
1633.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & le Prince JEAN GEORGE Duc de Saxe. A Dresde, le 26. Février, 1633.	340. b.	Traité de Confédération & d'Alliance entre LOUIS XIII. Roi de France & de Navarre, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, contre l'Empereur FERDINAND II. Archiduc d'Autriche, PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, & ses Adhérans. A Paris, le 8. jour de Février, 1635.	359. b.	1634.
27. Octobre.	Traité de Confédération entre la Couronne de SUEDE, & les Etats & Princes Protestans d'ALLEMAGNE. Fait à Heilbron, au mois de Mars, 1633.	343. a.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & CHRISTINE Reine de Suède. Fait à Compiègne, le 28. Avril, 1635.	365. a.	1635.
1633.	Traité d'Alliance entre la Couronne de SUEDE & la NOBLESSE PROTESTANTE d'ALLEMAGNE. Fait à Heilbron, au mois de Mars, 1633.	343. b.	Lettre de LOUIS XIII. Roi de France, écrite à Monsieur le Duc de Montbassin, Pair & Grand Veneur de France, Gouverneur & Lieutenant Général pour le Roi de Paris & l'Isle de France; contenant les justes causes, que sa Majesté a eues de déclarer la guerre au Roi d'Espagne; qui peut passer pour un Manifeste & une Déclaration de Guerre. Ecrite à Monceaux, le 9. Juin, 1635.	365. a.	8. Février.
26. Février.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & CHRISTINE Reine de Suède. Fait à Heilbron, le 9. Avril, 1633.	344. a.	Traité de Confédération entre LOUIS XIII. Roi de France, & VICTOR AMEDEE Duc de Savoie, pour la conquête du Duché de Milan. A Rivolles, le 11. Juillet, 1635.	368. a.	1635.
26. Février.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & CHARLES III. Duc de Lorraine, fait au Camp devant Nancy, le 6. Septembre, 1633.	345. a.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & la Ville Impériale de COLMAR, qui s'prend en sa protection. Fait à Ruel, le 1. Août, 1635.	369. b.	1635.
1633.	Et les Articles ajoutés audit Traité, à Châmes, le 20. Septembre. Par ce Traité, la Ville de Nancy demeure entre les mains du Roi, pour quatre ans.	346. a.	Traité entre LOUIS XIII. Empereur de France & de Navarre, & MOLEI ELGUALID, Empereur de Maroc, Roi de Fez, de Suz, & de Salé, &c. Fait en la Ville de Salé, le 7. Septembre, 1635.	370. b.	1635.
Mars.	Traité de Confédération & Alliance, entre LOUIS XIII. Roi de France, & les Princes & Etats Protestans des Cercles & Provinces Electorales de FRANCONIE, de SUAVE, & du RHIN. A Francfort sur le Mein, le 15. Septembre, 1633.	347. b.	Traité de Trêve pour vingt-six ans entre le Roi de POLOGNE, & la Reine CHRISTINE de Suède; conclu par l'entremise du Roi de France, & du Roi d'Angleterre. A Stunsdorf, le 12. Septembre, 1635.	371. b.	9. Juin.
1633.	Cession & Transport des Duchés de Lorraine, & de Bar au Cardinal de LORRAINE, par son Frère le Duc de LORRAINE. A Miécourt, le 12. Janvier, 1634.	348. b.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & BERNARD Duc de Weimar. Fait à S. Germain en Laye, le 20. Octobre, 1635.	373. b.	1635.
9. Avril.	Renouvellement d'Alliance entre le Roi d'ESPAGNE, les cinq petits Cantons Catholiques SUISSES, le Pais d'APPENZEL, l'Abbi & Ville de S. GAL. Du 30. Mars, 1634.	344. a.	Traité de Confédération & d'Alliance entre LOUIS XIII. Roi de France, & CHRISTINE Reine de Suède, contre l'Empereur FERDINAND II. & ses Adhérans, pour la liberté de l'Allemagne. Fait à Wjmar, le 20. Mars, 1636.	375. a.	1635.
5. Septembre.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour sept années. Fait à la Haye, le 15. Avril, 1634. Le Roi donnera auxdits Etats par chacun an, durant ce Traité, deux millions trois cents mille livres.	349. a.	Traité de Confédération & d'Alliance entre LOUIS XIII. Roi de France, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à la Haye, le 16. Avril, 1636.	376. a.	1635.
1633.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & CHARLES III. Duc de Lorraine, fait au Camp devant Nancy, le 6. Septembre, 1633.	345. a.	Traité d'Alliance entre les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & GEORGE GUILLAUME Electeur de Brandebourg. Fait à la Haye, le 4. Septembre, 1636.	377. a.	1635.
6. Septembre.	Et les Articles ajoutés audit Traité, à Châmes, le 20. Septembre. Par ce Traité, la Ville de Nancy demeure entre les mains du Roi, pour quatre ans.	346. a.	Traité de Confédération & d'Alliance entre LOUIS XIII. Roi de France, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à la Haye, le 6. Septembre, 1636.	381. a.	1635.
1633.	Traité de Confédération & Alliance, entre LOUIS XIII. Roi de France, & les Princes & Etats Protestans des Cercles & Provinces Electorales de FRANCONIE, de SUAVE, & du RHIN. A Francfort sur le Mein, le 15. Septembre, 1633.	347. b.	Traité & Accord entre le Landgrave de HESSE & la FRISE ORIENTALE. Fait à Liroot, le 23. Septembre, 1636.	379. a.	1635.
15. Septembre.	Cession & Transport des Duchés de Lorraine, & de Bar au Cardinal de LORRAINE, par son Frère le Duc de LORRAINE. A Miécourt, le 12. Janvier, 1634.	348. b.	Traité de Confédération entre LOUIS XIII. Roi de France, & GUILLAUME Landgrave de Hesse. Fait à Wejil, le 21. Octobre, 1636.	381. a.	1635.
1634.	Renouvellement d'Alliance entre le Roi d'ESPAGNE, les cinq petits Cantons Catholiques SUISSES, le Pais d'APPENZEL, l'Abbi & Ville de S. GAL. Du 30. Mars, 1634.	344. a.	Traité fait au nom du Roi de France LOUIS XIII. avec les GRISONS, par le Duc de Rohan &	***	1635.
1634.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour sept années. Fait à la Haye, le 15. Avril, 1634.	349. a.			1635.
15. Avril.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour sept années. Fait à la Haye, le 15. Avril, 1634.	349. a.			1635.
1634.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & le Prince GUILLAUME Electeur de Brandebourg. Fait à Dresde, le 26. Février, 1633.	339. a.			1635.
22. Mai.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & CHRISTINE Reine de Suède, contre l'Empereur FERDINAND II. & ses Adhérans, pour la liberté de l'Allemagne. Fait à Wjmar, le 20. Mars, 1636.	375. a.			1635.
1634.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & CHRISTINE Reine de Suède, contre l'Empereur FERDINAND II. & ses Adhérans, pour la liberté de l'Allemagne. Fait à Wjmar, le 20. Mars, 1636.	375. a.			1635.
7. Juin.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & CHRISTINE Reine de Suède, contre l'Empereur FERDINAND II. & ses Adhérans, pour la liberté de l'Allemagne. Fait à Wjmar, le 20. Mars, 1636.	375. a.			1635.
1634.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & CHRISTINE Reine de Suède, contre l'Empereur FERDINAND II. & ses Adhérans, pour la liberté de l'Allemagne. Fait à Wjmar, le 20. Mars, 1636.	375. a.			1635.
16. Août.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & CHRISTINE Reine de Suède, contre l'Empereur FERDINAND II. & ses Adhérans, pour la liberté de l'Allemagne. Fait à Wjmar, le 20. Mars, 1636.	375. a.			1635.
1634.	Traité de Confédération & Alliance entre LOUIS XIII. Roi de France, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à la Haye, le 16. Avril, 1636.	376. a.			1635.
20. Septembre.	Traité de Confédération & Alliance entre LOUIS XIII. Roi de France, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à la Haye, le 16. Avril, 1636.	376. a.			1635.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

	Roban, Général de l'Armée de sa Majesté, pour la justice de ses Troupes dudit Pays. Du 26. Mars, 1637.	382. b.	pour le Roi de France LOUIS XIII. avec les Princes de la Maison de BRUNSWIC & LUNEBOURG, à Mai, 1640.	401. a.	1640. Mai.
1637.	Convention faite entre LOUIS XIII. Roi de France & le Duc de WEIMAR. A Paris, le 17. Avril, 1637.	383. b.	Traité d'Alliance & de Confédération entre CHRISTINE Reine de Suède, & les PROVINCES UNIES des Pays-Bas. Fait à Stockholm, le 11. Septembre, 1640.	402. a.	1640. 11. Septembre.
1637.	Traité d'Alliance & de secours entre LOUIS XIII. Roi de France, & les Etats des PROVINCES UNIES des Pays-Bas, avec assistance ausdits Etats de douze cens mille livres pour un an. Fait à Paris, le 17. Décembre, 1637.	383. b.	Traité de LOUIS XIII. Roi de France avec le Prince THOMAS de Savoie, pour la restitution des Places fortes du Piémont tenues par sa Majesté & le Roi d'Espagne. A Turin, le 2. Décembre, 1640.	405. b.	1640. 2. Décembre.
1638.	Traité de Confédération entre LOUIS XIII. Roi de France & CHRISTINE Reine de Suède. Fait à Hambourg, le 5. Mars, 1638.	384. b.	Traité de Confédération & Alliance du Roi de France LOUIS XIII. avec la Principauté de CATALOGNE, & les Comtez de ROUSSILLON & de CERDAIGNE contre le Roi d'Espagne. Fait à Barcelone, le 16. Décembre, 1640.	406. b.	1640. 16. Décembre.
1638.	Traité de Ligue Offensive & Defensive entre LOUIS XIII. Roi de France & Madame la Régente de SAVOYE contre l'Espagne. Fait à Turin le 3. Juin, 1638.	386. a.	Déclaration des trois Etats des Royaumes de PORTUGAL rouchant la Proclamation & le rétablissement du Roi Don JEAN IV. & le serment que les mêmes Etats lui ont prêté. Fait le 28. Janvier, 1641.	845. a.	1641. 28. Janvier.
1639.	Traité pour un secours de douze cens mille livres entre LOUIS XIII. Roi de France, & les Etats Généraux des PROVINCES UNIES, négocié par Monsieur de Buillon du Conseil d'Etat, Grand Trésorier de ses Ordres, & Secrétaire des commandemens de sa Majesté pour cet effet; & le Sieur Guillaume de Lierre, Sieur d'Osternoyck, Ambassadeur Ordinaire desdits Sieurs Etats près du Roi. Fait à Paris, le 24. Mars, 1639.	387. a.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France & les Etats Généraux des PROVINCES UNIES des Pays-Bas, avec assistance de douze cens mille livres pour un an. Fait au mois de Février, 1641.	407. b.	1641. Février.
1639.	Traité de renouvellement d'Alliance entre CHARLES I. Roi de la Grande Bretagne, & CHRISTIERNE IV. Roi de Danemarck. Fait à Gluckstadt, le 6. Avril, 1639.	388. b.	Traité de Commerce entre l'ESPAGNE & le DANEMARC, conclu à Madrid le 19. de Mars, 1641.	849. b.	1641. 19. Mars.
1639.	Convention faite par Monsieur le Duc Bernard de WEYMAR & le Roi de France LOUIS XIII. &c. le 17. Avril, 1639.	390. a.	Traité fait entre Monsieur le Cardinal de Richelieu pour LOUIS XIII. Roi de France, & Monsieur le Cardinal de LORRAINE. A Paris, le 29. Mars, 1641.	408. b.	1641. 29. Mars.
1639.	Traité entre le Roi de France LOUIS XIII. & Madame Régente de SAVOYE, pour la restitution des Places fortes tenues par sa Majesté & le Roi d'Espagne, lorsque la Paix se fera, & pour l'entretenement des gens de guerre. Fait à Turin, le 1. Juin, 1639.	390. b.	Traité de Confédération & Alliance entre LOUIS XIII. Roi de France & CHRISTINE Reine de Suède. Fait à Hambourg, le 30. Juin, 1641.	414. b.	1641. 30. Juin.
1639.	Traité de Confédération entre LOUIS XIII. Roi de France, & Madame la Landgrave de HESSE. Fait à Dorsfen, le 22. Août, 1639.	391. b.	Traité de Paix entre LOUIS XIII. Roi de France & CHRISTIERNE Reine de Suède. Fait à Hambourg, le 30. Juin, 1641.	414. b.	1641. 30. Juin.
1639.	Traité de Paix entre AMURATH IV. Empereur des Turcs & la République de VENISE. Fait au mois de Septembre, 1639.	393. b.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France & le Prince de MONACO, pour la protection de la Souveraineté de Monaco. Fait le 8. Juillet, 1641.	415. b.	1641. 8. Juillet.
1639.	Traité d'accord & de Réconciliation entre FRÉDERIC élu Archevêque de BREME, & la Ville d'élême nom. Fait le 4. Octobre, 1639.	394. a.	Conditions auxquelles le Roi de France LOUIS XIII. veut bien pardonner au Duc de Bouillon sa Rébellion. Du 3. Août, 1641.	416. b.	1641. 3. Août.
1639.	Traité fait par LOUIS XIII. Roi de France avec les Directeurs & Officiers de l'Armée du feu Duc de WEYMAR, pour ladite Armée & les Places conquises par ledit Duc. Fait à Brisjac, le 9. Octobre, 1639.	395. a.	Articles & Conditions sous lesquelles les Bras ou Etats Généraux de la Principauté de CATALOGNE & des Comtez de ROUSSILLON & de CERDAIGNE, assemblée à Barcelonne le 23. Janvier 1641. ont soumis ladite Principauté & Comtez sous l'obéissance de LOUIS XIII. & ses Successeurs, agréées & acceptées par le Roi. A Peronne, le 19. Septembre, 1641.	419. b.	1641. 19. Septembre.
1639.	Traité d'Alliance entre FRÉDERIC, AUGUSTE, & GEORGE, Ducs de Brunswick & de Lunebourg d'une part, & Dame AMELIE ELIZABETH Landgrave de Hesse, d'autre. Fait le 30. Octobre, 1639.	397. b.	Traité entre les Villes de LUBEC, BREME & HAMBOURG, pour leur commune sûreté. Fait le 24. Novembre, 1641.	422. b.	1641. 24. Novembre.
1639.	Promesse reciproque entre Monsieur le Cardinal de RICHELIEU & Monsieur le Prince d'ORANGE, pour l'attaque des Villes de Dam & de Bruges tout à la fois par ledit Prince. Fait à Ruel, le 24. Novembre, 1639.	399. a.	Articles de Paix & de Commerce entre les hauts & puissans Rois CHARLES I. par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, Défenseur de la Foi, &c. & JEAN IV. Roi de Portugal, des Algarbes, &c. & leurs sujets. Conclu à Londres, le 29. jour de Janvier, 1642.	424. a.	1642. 29. Janvier.
1640.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & Madame la Landgrave de HESSE, fait par le Duc de Longueville Général des Armées de sa Majesté. A Lipstat, le 1. Février, 1640.	399. b.	Traité de Confédération entre les Catholiques d'IRLANDE. Fait environ le mois de Mars, 1642.	851. a.	1642. Mars.
1640.	Contrat de Mariage entre GUILLAUME de Nassau Prince d'Orange & HENRIETTE MARIE, d'Angleterre, fille de Charles I. Roi de la Grande Bretagne. Fait en l'année 1640.	400. a.	Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & les Etats Généraux des PROVINCES UNIES des Pays-bas, avec assistance ausdits Etats de douze cens mille livres pour un an. Fait à la Haye, le 8. Mars, 1642.	426. b.	1642. 8. Mars.
1640.	Déclaration de Madame la Landgrave de HESSE, sur le Traité avec la FRANCE du 22. Août, 1639. A Saint Germain en Laye, le 22. Mars, 1640.	401. a.	Traité de Paix entre FERDINAND III. dit- Enscif		

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1642.	Ernest Roi d'Hongrie & IBRAHIM Empereur des Turcs. Fait le 23. Mars, 1642.	1644.	Obligation de LOUIS XIV. Roi de France de tenir la main à ce que le Traité de Trêve, qui sera entre le Roi d'ESPAGNE & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas étant fini, soit continué par le Roi d'Espagne, & par le même terme d'années, & aux mêmes conditions. Et aussi d'affirmer lesdites Provinces si elles sont attaquées, durant cette Trêve, par le Roi d'Espagne, l'Empereur, ou autre Prince de la Maison d'Autriche. Pareillement lesdites Provinces s'obligent d'affirmer le Roi, s'il est attaqué par le Roi d'Espagne ou autre Prince de la Maison d'Autriche, après le Traité de Poix qu'il fera. <i>Ala Haye, le 29. de Février, 1644.</i>	1644.	Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, pour un subside de douze cens mille livres. <i>Ala Haye, le 29. Janvier, 1644.</i>	1644.	Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, pour la garantie des Traitez de Paix & de Trêve, que sa Majesté & les Etats feroient avec l'Espagne. <i>Ala Haye, le 1. Mars, 1644.</i>	1644.	Articles du Traité de Paix, conclu par l'entremise du Roi de France LOUIS XIV. entre le Pape URBAIN VIII. & le Duc de Parme ODOARDE FARNESE. Signez du Cardinal Dughé, Plénipotentiaire de sa Sainteté, & du Cardinal Bichi, Plénipotentiaire de sa Majesté très-Chrétienne stipulant pour ledit Duc de Parme. <i>A Ferrare, le 31. Mars, 1644.</i>	1644.	Articles du Traité de Paix conclu par l'entremise du Roi de France LOUIS XIV. entre le Pape URBAIN VIII. & les Princes Collègues d'ITALIE. Signez du Cardinal Dughé, Plénipotentiaire de sa Sainteté, & du Cardinal Bichi, Plénipotentiaire de sa Majesté. <i>A Ferrare, le 31. Mars, 1644.</i>	1644.	Traité de renouvellement & continuation d'Alliance & Protection accordé par LOUIS XIV. Roi de France, à la Ville de COLMAR. Fait à Paris, le 12. Mai, 1644.	1644.	Traité fait par le Sieur du Plessis Besançon ayant pouvoir du Roi de France LOUIS XIV. avec le Duc CHARLES de Lorraine. A Génèves, le 24. Juin, 1644.	1644.	Acte du Serment du Roi de France LOUIS XIV. & de la Reine Régente sa Mère, portant confirmation de tous les Traitez précédents faits par les deux Rois ses Prédécesseurs avec les Rois d'Angleterre. <i>A Ruel, le 3. Juillet, 1644.</i>	1644.	Traité de Suspension d'Armes entre Madame la Douairière Landgrave de HESSE-CASSEL, & M. le Prince de la FRISE ORIENTALE. Fait par la Médiation des Etats Généraux des Provinces-Unies. <i>A Emden, le 28. Octobre, 1644.</i>	1644.	Conventions Préliminaires pour la Paix entre CHRISTINE Reine de Suède & CHRISTIEN IV. Roi de Danemarque. Faites le 8. Novembre, 1644.	1645.	Traité d'Union, pour le maintien de leurs Privilèges, entre les Duxes de JULLERS, CLEVE, BERG, & les Comtez de LA MARK & RAVENSBERG. Fait à Cologne, le 15. Février, 1645.	1645.	Traité Provisionnel entre JEAN IV. Roi de Portugal & les PROVINCES-UNIES, sur les différens survenus au sujet de la Jurisdiction & du Territoire du Fort de Galle. Fait à la Haye, le 27. Mars, 1645.	1645.	Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & la Duchesse Régente de SAVOYE pour la Restitution de plusieurs Places, que le Roisnoir en Piémont. Fait au Valentim, le 13. Avril, 1645.	1645.	Traité entre le Roi très-Chrétien LOUIS XIV. & GEORGES RAGOSKI Prince de Transylvanie. Fait à Monakacz. Le 22. Avril, 1645.	1645.	Traité entre les PROVINCES-UNIES & les Villes de BREME & de HAMBOURG. Fait à la Haye, le 4. Août, 1645.	1645.	Traité d'Alliance & de Commerce entre CHRISTIEN
-------	--	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	--	-------	--	-------	---	-------	--	-------	---	-------	--	-------	---	-------	---	-------	---

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1645.	TIEN IV. Roi de Danemarck, & les PROVINCES UNIES des Pais-Bas. Fait à Christionopol, le 13. Août, 1645. 464. b.	Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, d'autre part, pour être inférés dans le Traité, qui se fera à Munster. 884. a.	1647.
13. Août.	Traité de Paix entre CHRETIEN IV. Roi de Danemarck, & CHRISTINE Reine de Suède, conclu par la Médiation du Roi de France. A Bronsboero, le 13. Août, 1645. 466. b.	Accord fait entre les Ambassadeurs de SUEDE, & ceux de BRANDEBOURG, touchant la Poméranie. A Osnabrug, le 11. de Février, 1647. 889. b.	11. Février.
1645.	Traité de Garantie du Traité fait entre le DANEMARCK, & les PROVINCES-UNIES l'ay 1645, entre CHRISTINE Reine de Suède, & lesdites Provinces. Fait à Sudor Okra, le 15. Août, 1645. 474. a.	Traité concernant le Commerce entre CHRETIEN IV. Roi de Danemarck, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à la Haye, le 12. Février, 1647. 497. a.	1647.
15. Août.	Contrat de Mariage entre ULADISLAS IV. Roi de Pologne, & Madame la Princesse de MANTOUË; que le Roi de France LOUIS XIV. maria comme sa Fille. Fait à Fontainebleau, le 26. Septembre, 1645. 475. b.	Adé séparé touchant les affaires du Zond, du Traité de Commerce fait entre CHRETIEN V. Roi de Danemarck, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. A la Haye, le 12. Février, 1647. 891. a.	12. Février.
26. Septembre.	Traité d'Alliance entre LOUIS XIV. Roi de France, & CHRETIEN IV. Roi de Danemarck. Signé à Copenhague, le 25. Novembre, 1645. 477. b.	Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, CHRISTINE Reine de Suède, Madame EMILIE-ELIZABETH Régente de la Hesse Inférieure, leurs Hoirs, Successeurs, Confédérés, & Adhérens d'une part; & l'Electeur MAXIMILIEN Duc de Bavière, & toute la Maison Electorale, l'Electeur de COLOGNE, & le Prince MAXIMILIEN HENRI, leurs Provinces & Armées, Archevêchez, Evêchez, Terres, & Seigneuries, d'autre part. Fait à Ulm, le 14. Mars, 1647. 504. a.	1647.
1645.	Promesses & Engagemens du Prince de Transylvanie GEORGE RAGOTSKI envers la FRANCE & la SUEDE, & réciproquement de la France envers ledit Prince. Faites le 22. Février 1646. & jours suivans. 871. b.	Traité de Trêve entre les Couronnes de FRANCE & de SUEDE, & l'Electeur de BAVIERE, conclu le 14. de Mars, 1647. avec la Ratification du même Electeur, du 27. du même mois & an. 892. a.	14. Mars.
25. Novembre.	Traité entre CHARLES I. Roi d'Angleterre, & les CATHOLIQUES ROMAINS d'IRLANDE. Fait le 6. Mars, 1646. 873. b.	Traité d'Accommodement entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & WOLFGANG GUILLAUME Duc de Neubourg, & le Duc de Saxe. Fait à Dusseldorp, le 8. Avril, 1647. 505. b.	1647.
1646.	Contrat de Mariage entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & LOUISE née Princesse d'Orange, Comtesse de Nassau. Fait à la Haye, le 7. Mars, 1646. 479. a.	Renouvellement d'Alliance entre la FRANCE & la SUEDE, pour continuer la guerre en Allemagne. Avec les demandes de la Landgrave de HESSE-CASSEL. Livré à Munster, le 25. Avril, 1647. 894. b.	14. Mars.
7. Mars.	Suspension d'Armes entre CHRISTINE Reine de Suède, & JEAN GEORGE Electeur de Saxe, jusqu'au Traité de Paix. Conclut sur la fin de Mars, 1646. 486. a.	Traité de Neutralité fait entre ANSELME CASIMIR WAMBOLT DE UMSTAT Electeur de Moyence; & le Maréchal de Turenne, Général de l'Armée de LOUIS XIV. Roi de France en Allemagne. A Francfort sur le Mein, le 9. Mai, 1647. 509. a.	1647.
1646.	Traité de LOUIS XIV. Roi de France, avec les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, concernant le Commerce par Mer. Fait à Paris, le 18. jour d'Avril, 1646. 487. b.	Traité de Garantie entre LOUIS XIV. Roi de France, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. A la Haye, le 29. Juillet, 1647. 510. a.	1647.
18. Avril.	Traité de Neutralité accordé entre LOUIS XIV. Roi de France, & FERDINAND II. Grand Duc de Toscane. A Florence, le 11. Mai, 1646. 488. b.	Traité d'Alliance entre LOUIS XIV. Roi de France, & le Duc FRANCOIS de Modène. Fait à Gènes, le 1. Septembre, 1647. 511. a.	1647.
1646.	Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour une entreprise sur Auvers. A Breda, le 11. Juillet, 1646. 490. b.	Traité de Réconciliation & Accord entre la Ville de GRONINGUE, & les OMMELANDES. Fait à Groningue, le 10. Septembre, 1647. 514. a.	1. Septembre.
11. Mai.	Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & Monsieur l'Electeur de TREVES. Fait à Trèves, le 19. Juillet, 1646. 491. b.	Traité de Commerce entre PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, & les Villes ANSEATIQUES. Fait à Munster, le 11. Septembre, 1647. 513. a.	10. Septembre.
1646.	Association entre les divers Membres des Etats du Duché de Clèves, pour le maintien de leurs Privilèges contre les entreprises de l'Electeur de BRANDEBOURG. Faite au Village de Mebr, le 24. Juiller, 1646. 492. b.	Traité de Paix entre PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Munster, le 30. Janvier, 1648. 516. a.	1647.
13. Mai.	Articles de la Capitulation d'OXFORD rendue aux Parlementaires par les Partisans du Roi d'Angleterre CHARLES I. Faite le 30. Juin, 1646. 489. a.	Nouveau Traité d'Alliance entre FERDINAND III. Empereur, & le Duc de BAVIERE pour la jonction de leurs Armées. Conclu le 24. Février, 1648. 895. b.	29. Juillet.
1646.	Traité de Paix entre FREDERIC III. Empereur, & GEORGE RAGOSKI Prince de Transylvanie, & les Etats de HONGRIE. Livré auxdits Etats, à Presbourg, le 5. Octobre, 1646. 879. b.	Traitez, Privilèges, & Prééminences, faits & accordés aux VILLES ANSEATIQUES, par les Seigneurs Rois Catholiques, PHILIPPE II. III. IV. ratifiés par le Seigneur Comte de Pegnaranda, Plenipotentiaire d'Espagne à Munster, l'11. de Septembre, 1647. & confirmés par Ja Majesté, le 26. de Février, 1648. 896. a.	1647.
1646.	Traité d'Alliance entre les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas d'une part, la Ville de LUBECK, & les autres Villes Anseatiques d'autre. Fait à la Haye, le 15. Octobre, 1646. 493. b.	Traité de Paix entre FERDINAND III. Empereur, LOUIS XIV. Roi de France, les Electeurs, Princes, & Etats du Saint EMPIRE Romain. Fait à Munster, le 24. Octobre, 1648. 528. b.	1. Octobre.
19. Juiller.	Articles de Paix ou Propositions envoyées à CHARLES I. Roi de la Grand' Bretagne par les deux Chambres du PARLEMENT. 494. b.	Traité de Paix entre l'EMPIRE, & la SUEDE, conclu & fait à Osnabrug, le 24. Octobre, 1648. 529. b.	1647.
1646.	Articles convenus provisoirement le 15. Décembre, 1646. entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi d'ESPAGNE d'une, & les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Etats		1648.
24. Juiller.			24. Octobre.
1646.			
5. Octobre.			
15. Octobre.			
Sans datte.			
15. Decembre.			

TABLE CHRONOLOGIQUE.

	bre, l'an 1648. Le Roi de France a été compris dans ce Traité, comme Allié de la Suède, 541. a	voye, & les six Cantons SUISSES Catholiques Romains. Fait le 14. Avril, 1651. 607. a
1648.	Traité d'accommodement sur les différens & intelligences depuis quelques ans en casurvenus au Bresil & ailleurs sous le district de l'ostroi de la Compagnie des Indes Occidentales des PROVINCES-UNIES, entre Monsieur l'Ambassadeur de PORTUGAL, d'un côté, & Messieurs les Commissaires des Seigneurs Etats de l'autre côté; conclu & arrêté à la Haye, le 20. reçu le 24. d'Octobre, & ti le 28. dudit mois & an. 918. a.	Traité entre FREDERIC GUILLAUME 1651. Electeur de Brandebourg & WOLFGANG GUILLAUME Duc de Neubourg, touchant la succession de Cleves & de Juilliers. Fait à Cleves, le 11. Octobre, 1651. 614. a.
24. Octobre.		Traité entre PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, & GUILLAUME-HENRI, Prince d'Orange, la Princesse sa Mere stipulante pour lui, pour l'exécution de ce qui avoit été conclu à Munster. Fait à la Haye, le 12. Octobre, 1651. 618. a.
1648.	Protestation du Pape INNOCENT X. contre la Pacification de Westphalie. A Rome, le 26. Novembre, 1648. 563. b.	Manifeste du Parlement d'ANGLETERRE contre les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, publié le 31. Juillet, 1652. 620. a.
26. Novembre.	Traité de Reconciliation & de Paix entre PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, & FRANÇOIS d'ESTE Duc de Modene. Fait à Regio, le 27. Février, 1649. 565. a.	Manifeste & Déclaration des Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, contenant une craye Relation de la fincérété des intentions qu'ils ont eues, & des justes procédures qu'ils ont tenues, en ce qui s'est passé au Traité entr'eux & les Ambassadeurs Extraordinaires & Députés de ceux qui gouvernent à présent l'Angleterre, tant ici à la Haye, que depuis à Londres. Comme aussi des injustes & violentes procédures de ceux dudit Gouvernement, qui ont contraint lesdits Seigneurs Etats à garantir par la voye de restitution leur Etat & leurs sujets des torts & des outrages qu'ils exercent. Fait à la Haye, le 2. Août, 1652. 622. b.
27. Février.	Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & Monsieur le Prince EDOUARD Infant de Portugal. Fait à Paris, le 2. Septembre, 1649. 566. a.	Ordonnance des Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, qui défend tout commerce avec l'ANGLETERRE. Faite à la Haye, le 5. Décembre, 1652. 627. a.
1649.	Traité d'Alliance défensive entre FREDERIC III. Roi de Danemarck, & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas. Fait à la Haye, le 9. Octobre, 1649. 567. a.	Traité d'Alliance entre FREDERIC III. Roi de Danemarck & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas. Fait à Copenhague, le 8. Février, 1653. 632. a.
27. Février.	Traité de Rédemption, pour les Péages du Sond, entre FREDERIC III. Roi de Danemarck, & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas. Fait à la Haye, le 9. Octobre, 1649. 573. a.	Contrat de Mariage entre FERDINAND MAXIMILIEN Marquis de Bade, & LOUISE de Savoie. Fait au Louvre, le 15. Mars, 1653. 639. a.
1649.	Articles accordez entre Messieurs les Commissaires Députés par le Roi de France LOUIS XIV. & les Sieurs Ambassadeurs des trois Cantons SUISSES, pour la forme & les termes du payement des sommes qui sont dues de tout le passé, jusqu'à la fin de Décembre dernier, tant pour les Officiers & Soldats licenciés, que ceux qui sont encore dans le service de sa Majesté, sans y comprendre ce qui peut être dû aux Officiers du Régiment des Gardes, en conséquence du Traité fait avec eux, en l'année 1648. Fait à Paris, le 29. Mai, 1650. 577. a.	Capitulation de l'Empereur FERDINAND IV. Faite à Ausbourg, le 2. Juin, 1653. 921. a.
9. Octobre.	Recès Capital & Principal pour l'exécution de la Paix en Allemagne, conclu, signé, & scellé en la Ville Impériale de Nuremberg, le 26. Juin, 1650. puis ratifié & échangé par les Généraux d'Armée Plénipotentiaires de FERDINAND III. Empereur, & de CHRISTINE Reine de Suède, en présence & du consentement des Ambassadeurs, Conseillers, & Députés des Electeurs, des Princes, & des Etats de l'Empire. 578. a.	Traité de Paix & Union entre OLIVIER CROMWEL comme Protecteur d'Angleterre, & les PROVINCES UNIES des Pays-Bas. A Westmunster, le 5. Avril, 1654. 647. a.
1649.	Convention publique faite & conclue à Nuremberg le 2. de Juillet 1650. entre les Ambassadeurs Plénipotentiaires de l'Empereur FERDINAND III. & d'après-Christien LOUIS XIV. du consentement & en présence des Ambassadeurs, des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, touchant l'exécution de la paix, 591. b.	Traité de Paix & d'Alliance entre OLIVIER CROMWEL Protecteur d'Angleterre & JEAN IV. Roi de Portugal. Fait à Westmunster, le 10. Juillet, 1654. 655. a.
26. Juin.	Articles du Traité conclu à la Haye entre le Sieur d'Esfrade, Plénipotentiaire du Roi de France LOUIS XIV. & GUILLAUME Prince d'Orange, du 20. Octobre, 1650. 592. b.	Règlement fait par des Commissaires nommez de part & d'autre touchant les dommages & pertes souffertes, tant de la part des COMPAGNIES ANGLOISES d'Orient & d'Occident & autres, que des COMPAGNIES DES PROVINCES-UNIES d'Orient & d'Occident, & autres; conformément au Traité de Paix entre l'Angleterre & les Provinces-Unies de l'an 1654. ledit Règlement fait & passé le 30. d'Août, 1654. 659. a.
1650.	Convention publique faite & conclue à Nuremberg le 2. de Juillet 1650. entre les Ambassadeurs Plénipotentiaires de l'Empereur FERDINAND III. & d'après-Christien LOUIS XIV. du consentement & en présence des Ambassadeurs, des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, touchant l'exécution de la paix, 591. b.	Traité de Paix & d'Alliance fait entre FREDERIC III. Roi de Danemarck & OLIVIER CROMWEL Protecteur de la République d'Angleterre. Fait à Westmunster, le 15. Septembre, 1654. 664. a.
26. Juin.	Articles du Traité conclu à la Haye entre le Sieur d'Esfrade, Plénipotentiaire du Roi de France LOUIS XIV. & GUILLAUME Prince d'Orange, du 20. Octobre, 1650. 592. b.	Traité de Paix entre CHARLES GUSTAVE Roi de Suède & la Ville de BREME. Fait à Staden, le 28. Novembre, 1654. 668. a.
1650.	Contrat de Mariage de FERDINAND Prince de Baviere avec ADELAIDE de Savoie. Fait à Turin, le 4. Décembre, 1650. 593. a.	Traité de Ligue entre MAXIMILIEN HENRI
4. Décembre.	Traité de Murine, fait, conclu, & arrêté à la Haye en Hollande, le 17. Décembre 1650. entre PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, & les PROVINCES-UNIES. 595. b.	
1650.	Traité d'Amitié & d'Alliance entre les PROVINCES-UNIES & ceux de SALE, conclu le 9. Février, 1651. 598. a.	
17. Décembre.	Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & FREDERIC MAURICE de la Tour d'Auvergne Duc de Bouillon, pour l'échange de Sedan, Raucourt & le Duché de Bouillon. Fait à Paris le 20. Mars 1651. Régistré en la Chambre des Comptes, le 13. Mars 1652. 600. a.	
1651.	Traité de renouvellement d'Alliance entre CHARLES EMANUEL II. Duc de Savoie Tome III.	
9. Février.		
1651.		
20. Mars.		
1651.		
14. Avril.		

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1654.	HENRI Archevêque de Cologne, & CHARLES GASPARD Archevêque de Trêves, CHRISTOPHE BERNARD Archevêque de Munster, & PHILIPPE GUILLAUME Electeur de Bavière. Fait à Cologne, le 15. Décembre, 1654. 666. a.	Traité d'Alliance entre LEOPOLD Roi de Hongrie & de Bohême, depuis Empereur, & JEAN CASIMIR Roi de Pologne. Fait à Vienne, le 27. Mai, 1657. 707. b.	1657.
15. Decembre.	Privilege accordé par LOUIS XIV. Roi de France aux VILLES ANSEATIQUES, au mois de Mai, 1655. 671. a.	Traité d'Amplification d'Alliance fait entre FREDERIC III. Roi de Danemarck, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Copenhague, le 27. Juin, 1657. 711. a.	27. Mai.
1655.	Traité de Marine fait entre LOUIS XIV. Roi de France, & les VILLES & CITEZ ANSEATIQUES. A Paris, le 10. Mai, 1655. 672. a.	Traité de Paix entre JEAN CASIMIR Roi de Pologne, & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg. Fait à Vellaw en Prusse, le 14. Septembre, 1657. 714. a.	1657.
Mai.	Mémoire présenté à OLIVIER CROMWEL Protecteur d'Angleterre, par le Marquis de Leyde, & par D. Alonso de Cardenas Ambassadeurs de PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, en Angleterre. Le 21. Mai, 1655. 674. a.	Traité de Paix conclu entre CHRISTOPHE BERNARD Evêque de Munster, &c. & les Bourguemaitres & le Conseil de ladite Ville de Munster. Fait le 21. Octobre, 1657. 720. a.	14. Septembre.
1655.	Traité d'Alliance Défensive entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à la Haye, le 27. Juillet, 1655. 675. a.	Traité entre le Roi de France LOUIS XIV. & Monsieur le Duc de LONGUEVILLE, Prince Souverain de Neuchâtel & Valengin en Suisse. Fait à Paris, le 12. de Décembre, 1657, & ratifié par le Roi, le 2. Janvier, 1658. 722. a.	1657.
10. Mai.	Traité de Paix entre le Royaume de FRANCE, & la République d'ANGLETERRE, d'ECOSSE, & d'IRLANDE. Fait à Westminster, le 3. Novembre 1655. 681. a.	Traité Préliminaire entre CHARLES GUSTAVE Roi de Suède, & FREDERIC III. Roi de Danemarck. Fait à l'osrup, Village près de Copenhague, le 18. Février, 1658. 723. b.	1657.
21. Mai.	Traité d'Alliance entre la PRUSSE ROYALE & la PRUSSE DUCALE. Fait à la Diète de Mariembourg, le 12. Novembre, 1655. 684. a.	Traité de Paix entre CHARLES GUSTAVE Roi de Suède, & FREDERIC III. Roi de Danemarck. Fait à Roschild, les 26. & 27. Février, 1658. 724. b.	12. Décembre.
1655.	Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg. Fait à Compiègne, le 24. Février, 1656. 686. a.	Accord entre PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, au sujet du Pais d'Ostre-Meuse. Fait le 25. Février, & le 27. Mars, 1658. 728. a.	1657.
27. Juillet.	Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & CHARLES LOUIS Electeur Palatin. Fait à Heidelberg, le 2. Mars, 1656. 687. b.	Traité entre FREDERIC III. Roi de Danemarck, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, concernant la mesure des Vaisseaux. Fait à la Haye, le 15. Avril, 1658. 729. a.	18. Février.
1655.	Traité de Paix entre les CANTONS SUISSES CATHOLIQUES ROMAINS & les PROTESTANS. Fait à Bade, le 7. Mars, 1656. 692. a.	Traité fait entre M. le Duc de PARME, & M. du Plessis Bezançon, substitué par son Altesse de MODENE, pour cet effet. Le 4. Mai, 1658. 733. a.	1658.
3. Novembre.	Articles de la Paix conclue entre les CANTONS CATHOLIQUES ROMAINS & les PROTESTANS SUISSES, à la sollicitation de l'Ambassadeur du Roi de France, A Bade, le 8. Mars, 1656. Avec les Discours dudit Ambassadeur. 689. a.	Articles Extraits de deux Traitez faits entre la FRANCE & l'ANGLETERRE en 1657. & 1658. 735. a.	1658.
1655.	Acte par lequel les PROVINCES-UNIES déclarent, qu'elles entrent dans le Traité fait entre l'ANGLETERRE & la FRANCE, au mois de Novembre, 1655. Ledit Acte du 20. Avril, 1656. 693. b.	Articles par lesquels M. le Duc de MODENE au nom de sa Majesté Très-Christienne, & en vertu des Pouvoirs qu'il en a reçu, accorde la Neutralité à M. le Duc de MANTOUE. Fait à Modène, le 9. Juillet, 1658. 749. a.	1658.
12. Novembre.	Traité entre CHARLES GUSTAVE Roi de Suède, & OLIVIER CROMWEL Protecteur d'Angleterre; par lequel le Traité d'Alliance fait entre les deux Etats, le 11. Avril, 1654. est confirmé & expliqué. Fait à Londres en 1656. 694. a.	Capitulation de l'Empereur LEOPOLD I. Faite à Francfort, le 18. Juillet, 1658. 736. a.	25. Février & 27. Mars.
1656.	Traité entre les PROVINCES-UNIES des Pais Bas, & la Ville de DANTZIC. Fait à la Haye, le 13. Juillet, 1656. 696. b.	Traité de renouvellement d'Alliance, & Confirmation des anciens Traitez de Paix, & Union perpétuelle entre le Roi de France LOUIS XIV. les Cantons SUISSES & leurs ALLIEZ. Fait & signé à Soleurre, le 2. Juillet, 1653. & par les autres Cantons en différens tems, jusques au 1. Juin, 1658. & ratifié par le Roi. Fait à Calais, le 19. Juillet, 1658. 745. b.	1658.
24. Février.	Traité entre FREDERIC III. Roi de Danemarck, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Copenhague, le 16. Août, 1656. 697. a.	Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & plusieurs Princes & Etats d'ALLEMAGNE, appelle l'Alliance du Rhin, signé à Mayence, le 15. Août, 1658. 749. b.	26. & 27. Février.
1656.	Traité de Paix entre CHARLES GUSTAVE Roi de Suède, & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg. Fait en 1656. 699. a.	Règlement entre PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, & les PROVINCES-UNIES, au sujet de la Mairie de Bois-le-Duc. Fait à la Haye, le 28. Août, 1658. 751. a.	1658.
7. Mars.	Traité d'Alliance entre CHARLES GUSTAVE Roi de Suède, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Elbing, le 11. Septembre, 1656. 700. a.	Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & RICHARD CROMWEL Protecteur d'Angleterre, pour parvenir aux moyens de procurer la Paix entre la Suède & le Danemarck. A Westminster, le 3. Février, 1659. 752. a.	1658.
1656.	Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES, & la Ville & Régence de SALE. Fait à Salé, le 25. Mars, 1657. 701. a.	Traité entre GUILLAUME HENRI Prince d'Orange, & CHRISTOPHE BERNARD Evêque de Munster. Fait à Confeld, le 15. Février, 1659. 753. a.	15. Avril.
8. Mars.	Manifeste pour le Sérénissime Prince Comte PALATIN du Rhin, Electeur & Vicair du Saint Empire, &c. Contenant un abrégé des raisons de son droit sur le Vicariat de l'Empire, dans les Cercles du Rhin, de la Saabe, & du Droit Franconique. Fait à Heidelberg, le 1. Mai, 1657. 705. a.	Premier Acte pour une suspension d'Armes entre les Couronnes de FRANCE & d'ESPAGNE, 7. Mai.	1657. & 1658.
1656.	Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & OLIVIER CROMWEL Protecteur d'Angleterre. Fait le 9. Mai, 1657. 709. a.		1658.
13. Juillet.			1658.
1656.			1658.
16. Août.			1658.
1656.			1658.
1656.			1658.
11. Septembre.			1658.
1657.			1658.
25. Mars.			1658.
1657.			1658.
1. Mai.			1658.
1657.			1658.
9. Mai.			1658.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

	GINE, signé à Paris par D. Antoine Pimentel pour le Roi d'Espagne, le 7. Mai, 1659.	bing, de 1656. Fait à Elsigneur, le 9. Décembre, 1659.	
1659.	757. a.	Traité par interim entre PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour le Pais d'Outre-Meuse. Fait à la Haye, le 13. Décembre, 1659.	1659.
21. Mai.	760. b.	801. a.	13. Decembre.
1659.	Second Acte pour une Suspension d'Armes, entre les Couronnes de FRANCE & d'ESPAGNE, signé à Paris, par D. Antoine Pimentel, le 21. Juin, 1659.	Actes & Traité sur la Reddition du Château & Citadelle d'ORANGE au Roi de France LOUIS XIV. le 20. Mars, 1660.	1660.
21. Juin.	757. b.	803. a.	20. Mars.
1659.	Capitulations faites par le Roi de France LOUIS XIV. & les autres Princes de la LIGUE DU RHIN, avec les principaux Officiers de l'Armée qu'ils doivent mettre sur pied : savoir avec le Prince de Salm, pour la Charge de Général de la Ligue, &c. A Francfort, le 25. Juin, 1659.	Traité de Paix entre JEAN CASIMIR Roi de Pologne, CHARLES XI. Roi de Suède, LEOPOLD Empereur, & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg ; fait par la Médiation du Roi de France LOUIS XIV. au Monastère d'Oltwa près Dantzic en Prusse, le 3. Mai, 1660.	1660.
25. Juin.	762. a.	805. a.	3. Mai.
1659.	Traité entre le Parlement d'ANGLETERRE & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour porter la Suède & le Danemarck à la Paix. Fait à la Haye, le 24. Juillet, 1659.	Articles arrêtés par M. l'Archevêque d'Ambrun, Ambassadeur Extraordinaire du Roi de France, LOUIS XIV. avec la République de VENISE, pour les intérêts du Corps d'Armée, que M. le Prince Almeric de Madène doit commander par les Ordres de Sa Majesté, pour le secours de la République. A Venise, le 26. Mai, 1660.	1660.
24. Juillet.	769. b.	812. b.	26. Mai.
1659.	Convention entre la FRANCE, l'ANGLETERRE, & les PROVINCES-UNIES, pour porter à la Paix la Suède & le Danemarck. Fait à la Haye, le 4. Août, 1659.	Traité de Paix entre FREDERIC III. Roi de Danemarck, & CHARLES XI. Roi de Suède, par la Médiation & la Garantie de la France, de l'Angleterre, & des Provinces-Unies. Fait à Copenhague, le 27. Mai, 1660.	1660.
4. Août.	770. a.	814. a.	27. Mai.
1659.	Traité de Renouvellement d'Alliance entre CHARLES GUSTAVE Roi de Suède, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Elsigneur, le 29. Septembre, 1659.	Acte de Renonciation, fait le 2. de Juin de l'an 1660. à Fontarabie ; par Madame MARIE THERESE Infante d'Espagne, promise au Roi Très-Chrétien, tant de ce qu'il lui pourroit toucher de sa Légitime, comme de toute l'Hoirie du Roi Catholique son Pere.	1660.
29. Septembre.	770. b.	819. a.	2. Juin.
1659.	Explication des Traitez précédens entre les PROVINCES-UNIES & la Régence de SALE'. Fait à la Haye, le 22. Octobre, 1659.	Convention entre les Commisaires de FRANCE & d'ESPAGNE, en exécution du quarante-deuxième Article du Traité des Pyrénées, touchant les trente-trois Villages de la Conté de Cerdagne, qui doivent demeurer au Roi de France. Du 12. Novembre, 1660.	1660.
22. Octobre.	771. a.	824. b.	12. Novembre.
1659.	Traité de Paix, nommé, des Pyrénées, entre les Couronnes de FRANCE & d'ESPAGNE. Fait dans l'Isle des Faisans, le 7. Novembre, 1659.	Traité entre le Roi de France LOUIS XIV. & FERDINAND CHARLES Archiduc d'Autriche, Résident à Inspruck. A Paris, le 16. Décembre, 1660.	1660.
7. Novembre.	773. a.	825. a.	16. Decembre.
1659.	Contrat de Mariage de LOUIS XIV. Roi de France, & de la Sérénissime INFANTE, Fille aînée du Roi Catholique. Le 7. Novembre, 1659.		
7. Novembre.	794. a.		
1659.	Traité entre CHARLES GUSTAVE Roi de Suède, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour l'explication de celui d'El-		
9. Decembre.			

Fin de la Table Chronologique du TOME III.



RECUEIL

DES

TRAITEZ

DE

PAIX, DE TREVE,

DE NEUTRALITÉ, DE CONFEDERATION,
D'ALLIANCE, DE COMMERCE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe,
& d'ailleurs, depuis la Naissance de JESUS-CHRIST, jusqu'à present.

I.

ANS
de J. C.
1601.
FRANCE
ET
SAVOYE.

(a) C'est
le même
qui l'an-
née sui-
vante
prendre
la Ville de
Genève
par esca-
lade, le bi-
sayaül du
Duc de
Savoie
qui régné
présente-
ment en
1697.

(b) On
voit à la
fin du
Tome
précédent
les Trai-
tez sur la
même af-
faire, qui
ont pré-
cédé ce-
lui-ci.

*Traité entre HENRI IV. Roi de France,
(a) CHARLES EMANUEL I
Duc de Savoie, pour l'échange du Mar-
quisat de (b) Saluces avec la Bresse, Bu-
gey, Valromay & Gex. Fait à Lyon le 17.
Janvier 1601. Freder. Leonard. Tom. IV.*



OMME ainsi soit que par le
Traité de Paix fait à Vervin le
deuxième jour de Mai 1598.
eult été convenu sur ce qui au-
roit été remontré par les Deputé
de tres-haut, tres-puissant &
tres-excellent Prince Philippes
deuxième Roi Catholique des
Espanes, & sur la priere &
par ledit Traité seroient remis pour bien de Paix au Ju-
gement de nostre S. Pere le Pape Clement VIII. pour
estre jugez & decidez dans un an, à compter du jour &
date dudit Traité, Sa Sainteté desirant de tout son pou-
voir d'établir & d'assurer la Paix publique, tant pour le
bien commun desdits Princes, que pour avoir moien
d'effectuer ses saintes & loüables intentions pour la gloire
de Dieu, & l'exaltation de la Foi & Religion Chrestienne,
après avoir par diverses fois fait continuer &
prolonger le tems du Compromis, auroit enfin exhorté
S. M. & ledit Sieur Duc, de vouloir terminer leur diffé-
rent par composition amiable sans autrement attendre
son Jugement; sur quoi Sa Majesté mûe de la reve-
rence qu'Elle porte à Sa Sainteté, & de l'affection
qu'Elle a toujours eu au bien & repos general de la
Chrestienté, auroit consenti & promis à Sa Sainteté
d'entendre les propositions que ledit Sieur Duc preten-
doit faire pour composer le différent du Marquisat de
Saluces: & ledit Sieur Duc aussy auroit pris resolution
de venir trouver Sa Majesté pour en faciliter la conclu-

Tom. III.

sion, comme depuis il s'ensuivit par Accord fait à Pa-
ris le 27. Fevrier 1600. Et pour n'avoir esté ledit Ac-
cord effectué, la Guerre s'étant derechef émue entre
lesdits Princes, nostredit S. Pere le Pape continuant la
singuliere affection qu'il a toujours porté au bien de la
Chrestienté, & à la paix & tranquillité publique, desirant
composer lesdits differens pour faire cesser les
motifs & l'occasion de la guerre, auroit envoyé vers Sa
Majesté & ledit Sieur Duc, l'illustissime & Reveren-
dissime Pierre Cardinal Aldobrandin, son Neveu, Ca-
merlingue de l'Eglise Romaine, General & Sur-Inten-
dant de l'Etat Ecclesiastique, Legat de Sa Sainteté &
du S. Siege Apostolique, pour exhorter lesdits Princes
à la Paix, & pour faciliter les moiens d'une bonne re-
conciliation entre eux. Aiant ledit Sieur Legat pre-
mierement veu & admonesté ledit Sieur Duc, lequel
mû du respect & reverence qui est dûe aux paternels re-
cours de Sa Sainteté, & du desir qu'il a de donner con-
tamment à Sa Majesté, & comme son tres-humble Pa-
rent la reconnoître de tout l'honneur, service & ob-
servation d'amitié qui lui sera possible, auroit promis
d'envoyer ses Deputez & se mettre en tout devoir de
donner satisfaction à Sa Majesté. Et depuis aiant aus-
si ledit Sieur Legat visité & exhorté Sa Majesté, & prié
de la part de Sa Sainteté, Sadite Majesté inclinant au
saint & loüable desir de Sa Sainteté, & aux bonnes ex-
hortations dudit Sieur Legat, desirant épargner le sang
humain, regner en paix & vivre en amitié avec ses Vois-
sins, même avec ledit Sieur Duc pour la proximité qui
est entre eux, auroit aussi ordonné ses Deputez pour
traiter & conclure les points, conditions & articles qui
seront trouvez convenables à une bonne reconciliation
& accord. Et pour cet effet auroient esté commis de la
part de Sa Majesté, Messire Nicolas Brulart, Chevalier,
Seigneur de Sillery, Conseiller du Roi en ses Conseils
d'Etat, & Ambassadeur de Sadite Majesté à Rome; &
Messire Pierre Jeanin, Seigneur de Monjeu, aussi
Chevalier, Conseiller du Roi en son Conseil d'Etat, &
President en la Cour de Parlement de Bourgogne. Et
de la part dudit Sieur Duc, les Seigneurs François Dar-
conat, Comte de Toulfane, Conseiller d'Etat dudit
Sieur Duc; & René de Lusinge, Seigneur des Alimes,
aussi Conseiller d'Etat, & premier Maître d'Hôtel
dudit Sieur Duc; lesquels en vertu de leurs pouvoirs res-
pectifs, en presence & par l'avis dudit Sieur Legat,
qui avec grand travail, soin & diligence, se seroit di-
gnement & vertueusement employé pour promouvoir &

ANS
de J. C.
1601.

A

avan-

ANS
de J. C.

1601.

avancer ledit accord, ont traité, conclu & arresté les articles qui ensuivent.

I. Premièrement. Que ledit Sieur Duc cede, transporte & délaisse audit Sieur Roi & à ses successeurs Rois de France, tous les Païs & Seigneuries de Bresse, Bugey & Varomay, généralement tout ce qui lui peut appartenir jusques à la Riviere du Rhône, icelle comprise; de sorte que toute ladite Riviere du Rhône dès la sortie de Genève sera du Royaume de France, & appartiendra audit Sieur Roi & à ses successeurs. Et sont lesdits Païs cedez ainsi que dessus, avec toutes leurs appartenances & dépendances, tant en Souveraineté, Justice, Seigneurie, Vassaux & Sujets, & tous droits, noms, raisons & actions quelconques qui pourroient appartenir audit Sieur Duc esdits Païs, ou à cause d'iceux, & sans y rien réserver ni retenir; sinon que pour la commodité du passage demeurera audit Sieur Duc le Pont de Gressin sur ladite Riviere du Rhône, entre l'Ecluse & le Pont d'Arle, qui par le present Traité appartiendront audit Sieur Roi. Et par delà le Rhône demeurent encore audit Sieur Duc les Paroisses des Landis & Hefery, de Laiz, Lavran & Chezay, avec tous les Hamcaux & Territoires qui en dependent, entre la Riviere de Vaconnes & le long de la Montagne appelée le Grand Credo, jusques au lieu & Village appelé la Riviere, & où passe ladite Riviere de Vaconnes demeure encore audit Sieur Duc le lieu de Maingrecombes jusques à l'entrée plus proche pour aller & passer au comté de Bourgogne. A condition toutefois que ledit Sieur Duc ne pourra mettre ni lever aucunes impositions sur les denrées & marchandises, ni aucun peage sur ladite Riviere pour le passage dudit Pont de Gressin, & autres lieux & Territoires ci-dessus designez: & en tout ce qui est réservé pour ledit passage & tout le long de la Riviere du Rhône, ledit Sieur Duc ne pourra tenir ou bastir aucun Fort, & demeurera le passage libre par ledit Pont de Gressin. Et en tout ce qui est réservé tant pour les Sujets dudit Sieur Roi, que pour tous autres qui voudront aller & venir en France, sans qu'il leur soit donné détourber, moleste ni empêchement. Passans néanmoins Gens de Guerre pour le service dudit Sieur Duc ou autres Princes, ne pourront entrer es Païs & Terres dudit Sieur Roi sans sa permission, ou de ses Gouverneurs & Lieutenans Generaux, & ne donneront aucune incommodité aux Sujets de Sa Majesté.

II. Et pour effectuer entièrement ce que dessus, ledit Sieur Duc remettra en la puissance dudit Sieur Roi, ou de celui qui fera commis par sa Majesté, la Citadelle de Bourg, en l'estat qu'elle est de present, sans y rien demolir, affoiblir ni endommager, avec toute l'Artillerie, poudres, balles, & munitions de guerre qui seront dans ladite Place lors qu'elle sera remise.

III. Et outre a esté accordé que ledit Sieur Duc cede aussi, transporte & délaisse audit Sieur Roi de delà la Riviere du Rhône, les Lieux Terres & Villages de Aux, Chauzy, Avully, Pont d'Arlay, Seissel, Chava & Pierre-Chastel, avec la Souveraineté, Justice & Seigneurie, & tous droits qu'il peut avoir esdits lieux cedez & sur les Habitans d'iceux, sans en ce comprendre le surplus des Mandemens desdits lieux & de leur Territoire.

IV. Ledit Sieur Duc cede aussi, transporte & délaisse audit Sieur Roi, la Baronnie & Bailliage de Gex, avec toutes ses appartenances & dépendances, ainsi que ledit Sieur Duc & ses predecesseurs en ont ci-devant jouï, & sans y rien réserver ni retenir, sinon ce qui est par delà le Rhône, hormis les Villages & lieux d'Aux, Chaufy & Avully, specifiez ci-dessus: Le tout à condition que lesdites choses cedées seront & demeureront unies & incorporées à la Couronne de France, & seront reputées Domaine & Patrimoine de la Couronne, & n'en pourront estre separées pour occasion que ce soit, ains tiendront lieu & pareille nature que les choses échangées, qui seront declarées ci-après.

V. Aussi a esté convenu que ledit Sieur Duc rendra & restituera effectivement & de bonne foi audit Sieur Roi, ou à celui ou à ceux qui seront à ce commis par sa Majesté, les lieux, Ville & Châtellenie de Chateau Dauphin, avec la Tour du Pont, & tout ce qui est occupé par ledit Sieur Duc ou par les siens dépendant du Dauphiné en l'estat qu'il est de present, sans y rien demolir, affoiblir ni endommager en aucune sorte, & délaissera toute l'Artillerie, poudres, boulets, & autres munitions de guerre qui se trouveront dans lesdites Places au tems present. Pourront néanmoins les Soldats, Gens de Guerre, & autres qui fortiront desdites Places, faire emporter tous leurs biens meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible de rien exiger des Habitans desdites Places ou du Plat Païs, ni emporter aucune chose appartenant audits Habitans.

VI. A esté aussi accordé que ledit Sieur Duc fera abattre & demolir entièrement le Fort de Beche Dauphin, qui a esté construit pendant les guerres. Et fera paier ledit Sieur Duc pour le passage ci-dessus réservé, la somme de cent mille écus de trois francs piece, monnoie de France, ou la valeur, en cete Ville de Lyon, à celui ou à ceux qui auront charge de Sa Majesté; C'est à sçavoir cinquante mille écus comptant lors que le Fort de la Charbonniere sera rendu, & les autres cinquante mille écus six mois après.

VII. Et moienant lesdites cessions & transport, toute l'Artillerie, poudre & munitions comprises, demeurent entièrement à Sa Majesté. Et moienant aussi tout ce que dessus est dit, ledit Sieur Roi se contente pour bien de paix de laisser & transporter audit Sieur Duc, comme par ces presentes Sa Majesté lui cede, transporte & délaisse audit Sieur Duc, & à ses heritiers & successeurs, tous les droits, noms, raisons & actions, & généralement tout ce qui peut estre pretendu par les Rois & Dauphins de France, à cause du Marquisat de Saluces, ses appartenances & dépendances; ensemble sur les Places de Cental, de Mont & Roquesparvier, sans y rien réserver ni retenir. Et a ledit Sieur Roi quitté & remis audit Sieur Duc, toute l'Artillerie & munitions qui se sont trouvées dans lesdites Places du Marquisat de Saluces, Cental, Mont & Roquesparvier en l'an 1588.

VIII. Promet aussi ledit Sieur Roi faire rendre & restituer audit Sieur Duc, effectivement & de bonne foi, ou à celui ou ceux qui auront charge de lui, tous les Païs, Places & lieux qui se trouveront avoir esté pris, saisis & occupez depuis l'an 1588. sur ledit Sieur Duc, & qui sont à present possédés par sa Majesté ou par ses serveurs, le tout en l'estat que lesdits lieux & Places sont à present, sans y rien demolir, affoiblir ni endommager en aucune sorte.

IX. Restituant lesdites Places poura ledit Sieur Roi faire emporter toute l'Artillerie, poudres, boulets, vivres & autres munitions de guerre qui se trouveront esdites Places au tems de la restitution. Pouront aussi les Soldats, Gens de Guerre, & autres qui sortiront desdites Places, faire emporter tous leurs biens meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible de rien exiger des Habitans desdites places ou Plat Païs, ni emporter aucune chose appartenans audits Habitans.

X. Et se fera ladite restitution de part & d'autre ainsi qu'il s'ensuit; c'est à sçavoir aussi-tôt que les Ratifications du present Traité auront esté fournies, ledit Sieur Duc fera remettre en la puissance dudit Sieur Roi, ou de celui ou ceux qui auront charge de sa Majesté, la Citadelle de Bourg, avec l'Artillerie, poudres, boulets, & toutes les munitions de Guerre qui seront dans ladite Place. Et ladite restitution étant faite, ledit Sieur Roi fera aussi restituer les Villes & Châteaux de Chamberi & Montmelian audit Sieur Duc, lequel incontinent après fera rendre le Chateau Dauphin & ce qui en depend, comme dessus est dit, & fera demolir le Fort de Beche Dauphin. Lesquelles choses étant effectivement accomplies par ledit

ANS
de J. C.

1601.

ANS ledit Sieur Duc, la Vallée & Vicariat de Barcelonnette, & toutes les autres Places & lieux promis par le présent Traité, lui seront entièrement rendus dans un mois après, & lui sera donné seureté raisonnable à son contentement.

1601.

XI. Tous les papiers, titres & enseignemens qui peuvent servir pour justifier les droits des choses échangees, seront rendus & delivrez de bonne foi tant d'un côté que d'autre.

XII. Ledit Sieur Roi ne sera tenu à l'entretienement des dons, recompenses & assignations ci-devant données par ledit Sieur Duc ou ses predecesseurs, sur les Terres & Seigneuries par lui cedées à sa Majesté, ni d'acquitter les hipotecques qu'il a créés sur icelles. Et pour le regard des ventes & alienations faites à titre onereux par la forme ordinaire, & avec verification requise avant cette dernière guerre, S. M. y sera obligée, tout ainsi que ledit Sieur Duc y auroit été, & non plus avant. Le semblable sera observé pour les dons, recompenses & alienations faites sur les choses cedées par sa Majesté.

XIII. En consequence de quoi & de tout ce qui a été accordé par le Traité de Vervin, y aura paix du jour & date de ce présent Traité, ferme amitié & bonne voisinance entre ledit Sieur Roi & ledit Sieur Duc, leurs enfans nés & à naître, leurs heritiers & leurs successeurs, Royaumes, Pais & sujets, sans qu'ils puissent faire entreprendre au dommage l'un de l'autre, leurs pais & sujets, pour quelque cause ou pretexte que ce soit. Et sera le Commerce libre entre les sujets des pais de l'un & de l'autre Prince, en payant les droits & impositions qui doivent être payez par les propres sujets du pais.

XIV. Les sujets & serviteurs de l'un & l'autre parti, tant Ecclesiastiques que Seculiers, nonobstant qu'ils aient servi en parti contraire, rentreront pleinement & paisiblement en la jouissance de tous & chacuns leurs biens, Offices & Benefices, suivant ce qui est contenu par le septième article dudit Traité de Vervin, sans que cela puisse être entendu des Gouverneurs.

XV. Tous prisonniers de guerre, & autres qui à l'occasion des guerres sont detenus de part & d'autre, seront mis en liberté, en payant leurs dépenses & ce qu'ils pourroient d'ailleurs justement devoir, sans être tenus de payer aucune rançon, sinon qu'ils en aient convenu : & s'il y a plaintes del'excez d'icelle, en sera ordonné par le Prince au Pais duquel les prisonniers seront detenus.

XVI. Tous autres prisonniers sujets dudit Sieur Roi & dudit Sieur Duc, & même du Marquisat de Saluces, & autres lieux cedez, qui pour la calamité des guerres pourroient être detenus aux Galeres desdits Princes, seront promptement delivrez & mis en liberté, sans qu'on leur puisse demander aucune chose pour leurs rangons ni pour leurs dépens.

XVII. Toutes Procedures, Jugemens & Arrêts donnez depuis l'an 1588. avec les sujets du Marquisat de Saluces, & autres lieux cedez par ledit Sieur Roi, & depuis les dernières guerres par les Juges & Conseillers ordonnez en Savoye, Bresse, & autres lieux conquis par sa Majesté, tiendront & sortiront leur plein & entier effet, sauf aux parties de se pourvoir contre lesdits Jugemens par les voies de droit, en cas qu'elles aient paru ou contecté volontairement; mais si les Jugemens ont été donnez sans comparution ou contestation volontaire de la partie, ils seront & demeureront nuls & de nul effet, & comme non avenus. Et quant aux instances indecises & non jugées, la connoissance en demeurera aux Officiers desd. Princes auxquels elle doit appartenir.

XVIII. Les Habitans & sujets des lieux & pais échangez par le présent Traité, ne pourrout être molestez ni recherchez en aucune maniere pour avoir servi en parti contraire, ou pour cause que ce soit à l'occasion des guerres passées, ains retourneront pleinement & paisiblement en la possession & jouissance de tous & chacuns leurs biens, droits, privileges & immunités, & tous leurs biens meubles qui se trouveront en nature, & leur sera loisible de demeurer ou se retirer ail-

leurs ainsi que bon leur semblera. Pourront néanmoins jouir de leurs biens ou iceux vendre ou échanger, & disposer comme ils verront bon être à leur commodité.

ANS

de J. C.

1601.

XIX. Et pour le regard des Habitans du Marquisat de Saluces & autres lieux cedez par ledit Sieur Roi, qui n'auroient joui de leurs biens depuis le Traité de Paix fait à Vervin, leur seront rendus les fruits de leurs immeubles & arrerages des rentes, depuis la publication dudit Traité de Paix de Vervin jusques au commencement de la dernière guerre. Et quant aux Officiers de Saluces, & autres qui ont servi en Piedmont les Rois de France, ils jouiront des privileges, immunités & exemptions qui leur ont été accordées par autres Traitez ci-devant faits par les Rois Charles IX. & Henri III. avec le feu Duc de Savoie, & depuis confirmiez par ledit Sieur Duc qui est à présent.

XX. Promet aussi ledit Sieur Duc, que tous les Officiers & autres Habitans de Saluces & lieux cedez par ledit Sieur Roi, ne seront molestez, recherchez ni inquietez directement ou indirectement en aucune maniere, à l'occasion des guerres & differends entre sa Majesté & ledit Sieur Duc, ains seront maintenus en leurs libertés & franchises, pour jouir de tous leurs biens paisiblement, en repos & liberté. Et pour les charges & impositions du pais, ne seront surchargez, mais plutôt soulagez & favorablement traitez pour la recommandation de sa Majesté; & de ce baillera ledit Sieur Duc ses Lettres Patentes en bonne & due forme.

XXI. Les Collateurs ordinaires sujets de sa Majesté, qui ont Benefices sujets à leur collation dans les pais dudit Sieur Duc, pourrout conferer lesdits Benefices quand le cas écherra. Et ceux qui seront bien & canoniquement pourvus, jouiront du revenu de leurs Benefices sans qu'il leur soit donné moleste ni empêchement. Le semblable sera aussi observé pour la jouissance des Benefices qui sont en France, encore que le Titulaire du Collateur fût tué dans le pais dudit Sieur Duc.

XXII. Et sont reservez audit Sieur Roi tous les droits par lui prétendus contre ledit Sieur Duc, suivant ce qui est contenu par les Traitez faits au Château en Cambresis l'an 1559. & à Turin 1574.

XXIII. Et pour ce que Monsieur le Duc de Nemours & de Genevois, qui souloit avoir & posséder toutes les Terres, Tailles, & droits dépendans de son appanage dans la Souveraineté dudit Sieur Duc, les aura dorenavant à cause du présent Traité, sous l'un & l'autre Prince, sa Majesté & ledit Sieur Duc ont promis respectivement de le traiter favorablement & comme leur bon Parent, & de ne contrevenir ni déroger aux droits & autoritez qui sont de son appanage, l'en laissant jouir paisiblement & pleinement, conformément aux Traitez de son appanage. Et en outre ont consenti & accordé, si quelque differend survenoit ci-après pour raison dudit appanage, de le faire terminer sommairement à l'amiable & sans proces.

XXIV. Et sur l'instance & priere faite par ledit Sieur Legat au nom de sa Sainteté, a été convenu que toutes les forces levées & assemblées à l'occasion de cette dernière guerre, seront séparées & licenciées tant en France qu'en Italie, dans un mois après la publication du présent Traité, afin qu'un chacun puisse jouir de la Paix generale, & du repos stipulé & promis par le Traité de Vervin, lequel est confirmé en tous ses points, sinon en ce qu'il seroit changé ou expressément dérogé par le présent Traité.

XXV. Et pour plus grande seureté de ce présent Traité, & de tous les points & articles y contenus, sera ledit Traité verifié, publié & enregistré en la Cour de Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens de France, & Chambre des Comptes de Paris. Comme au semblable il sera verifié au Senat de Chambéry & Senat de Turin, & autres lieux accoutumez, & en seront baillées les expéditions de part & d'autre, trois mois après la publication du présent Traité.

XXVI. Lesquels points & articles ci-dessus compris,

ANS pris, & tout le contenu en chacun d'eux, ont été
de J. C. traitez, accordez, passez & stipulez entre lesdits De-
1601. putez es noms que dessus: Lesquels en vertu de leurs
Pouvoirs ont promis & promettent sous Pobligation de
tous & chacuns les biens presens & à venir de leurdits
Maîtres, qu'ils feront par iceux inviolablement obser-
ver & accomplis. Et outre promettent de fournir les uns
aux autres Lettres de Ratification autentiques, signées
& scellées, esquelles tout le present Traité sera inséré,
& ce dans un mois du jour & date de ces presentes.
Eten outre jureront solennellement sadite Majesté &
ledit Sieur Duc, en presence de tels qu'il leur plaira
deputer, d'observer & accomplir pleinement & de bon-
ne foi le contenu esdits articles. En témoin desquelles
choses ledit Sieur Legat & lesdits Deputez ont signé &
souscrit de leurs noms le present Traité. A Lyon ce 17.
Janvier 1601. Ainsi signé, PETRUS, Cardinalis
Aldobrandus, Legatus. BRULART, DE SIL-
LERY, P. JEANIN. FRANCISCO ARCO-
NATO. Et. DE LUSINGE, Sieur des Alimes.
Publié à Turin le 6. Mars, à Chambéry le à Lyon
& à Bourg en Bresse le 14. Mars, & à Grenoble le 20.
dumême mois.

II.

FRANCE
ET
SUISSE.

Declaration de HENRI IV. Roi de France,
en faveur des CANTONS CA-
THOLIQUE SUISSSES. Freder. Leonard. Tom. IV.

(a) Cette
Declaration n'est
point datée. Il pa-
roît
qu'elle a
été faite
après le
Traité
précé-
dent. M.
Amelot
le met
dans le
Recueil
de Leo-
nard im-
médiat-
ement
avant le
Traité
qui suit.

(a) COMME ainsi soit qu'entre Nous HEN-
RI Quatrième de ce nom, par la Grace de
Dieu Roi de France & de Navarre: Et les
Bourgmaitres, Advoyers, Landamans des Cantons
Alliez & Confederez des anciennes Lignes de la Haute
Allemagne, ait été arrestée & conclue une loiable A-
mitié & Alliance, outre laquelle il a été convenu d'au-
cuns points particuliers contenus en la presente Decla-
ration, lesquels auront pareille force & vertu, comme
s'ils estoient inferez dans les Traitez d'Alliances gene-
ralement, lesquels s'ensuivent.

PREMIEREMENT. Que le Traité d'Al-
liance qui sera fait demeure en la même forme que les
precedens, sans y rien diminuer: & s'entendra pour
tous les deux Pais, Terres & Seigneuries qui sont à
present possedez par Sa Majesté, à cause de ses Roiaumes
de France & de Navarre, & ceux qui lui ont été
cedez & transportez par le Duc de Savoye, par le der-
nier Traité fait à Lyon le 17. Janvier 1601. Mais sur
les instances & remontrances qui ont été faites par les
Ambassadeurs des Cantons ci-dessus nommez, Sa
Majesté faisant estime de leur foi & amitié, pour les
contenter & gratifier a voulu condescendre à accorder
la presente Declaration, par laquelle nonobstant le
Traité d'Alliance fait & passé le même jour, lesdits
Cantons puissent reserver comme de fait ils reservent
la Duché de Milan, & la Duché de Savoye, pour la de-
fense desquels & pour certaines raisons, les Cantons
ont ci-devant fait Alliance defensive avec le Roi d'Es-
pagne & Monsieur de Savoye, & hors la defense desdits Pais
de Milan & de Savoye, lesdits Cantons promettent
d'accomplir entierement & de bonne foi tout ce qui
est contenu audit Traité, & aussi de ne donner passage
ni commodité aux Ennemis du Roi, comme ils sont
obligez par les Traitez de Paix & d'Alliance qu'ils ont
avec les Rois & la Couronne de France.

II. Le Roi accorde un Revers aux Cantons alliez
avec l'Espagne d'aucuns points declarez, non toutesfoi
mentionnez au Traité d'Alliance.

III. Les Cantons alliez avec Espagne doivent gar-
der le Traité d'Alliance avec la France, en ce qui tou-
che les Roiaumes de France & de Navarre, & les Ter-
res cedées par le Duc de Savoye le 17. Janvier 1601.

IV. Le Roi permet audits Cantons, nonobstant
que ce soit contre son Alliance, la defense du Duché

de Milan & de Savoye, pour laquelle ils ont fait Al-
liance avec le Roi d'Espagne & le Duc de Savoye, es de J. C.
années 1587. & 15

V. Hors la defense desdits Duchez de Milan & de
Savoye, tous les Articles de l'Alliance de la France se
doivent observer par lesdits Cantons.

VI. Lesdits Cantons ne doivent donner passage ni
commodité aux Ennemis du Roi.

III.

Traité de Renouvellement d'Alliance entre
HENRI IV. Roi de France, & les Li-
gues des SUISSSES & GRISONS.
A Soleure le 31. Janvier 1602. Freder.
Leonard. Tom. IV.

FRANCE
SUISSE,
ET
GRISONS

AU NOM DE LA TRES-SAINTE
TRINITE. A tous soit notoire: Com-
me ainsi soit que par ci-devant & des long-temps
ily ait eu Paix, Amitié, Alliance & bonne intelligen-
ce, entre les Tres-Chrestiens Rois de France, & les
Magnifiques Seigneurs des anciennes Lignes des Hau-
tes Allemagnes: & afin de faire pourvoir que ladite
amitié & bonne intelligence fust toujours conservée &
non jamais alterée ni interrompue, dès le temps du Roi
Charles VII. il auroit été fait Accord & Traité par écrit
pour durer à perpetuité; lequel Traité fut depuis con-
firmé par le Roi Louis XI. qui depuis auroit encore
ajoint un autre Traité d'Alliance, qui conte-
noit autres conventions & conditions plus amples &
plus expressees, pour assurer un mutuel secours des uns
aux autres pendant la vie dudit Sieur Roi, après le de-
cez duquel ledit Traité auroit été renouvelé & conti-
nué par les Rois Charles VIII. & Louis XII. jusques
au temps du Roi François Premier, avec lequel fut fait
le Traité de Paix & Amitié perpetuelle entre les Rois
& la Couronne de France, & tous les Pais des Lignes,
pour estre à jamais inviolablement observé tant d'une
part que d'autre. Et peu après fut fait encore un autre
Traité de plus estroite Alliance pendant la vie dudit
Sieur Roi, & quelque temps après lequel estant expi-
ré, ladite Alliance auroit été renouvelée par les Rois
qui ont depuis succédé à la Couronne de France, &
auroit toujours heureusement continué au bien com-
mun de l'une & de l'autre Nation. A cette cause, Nous
HENRI IV. par la grace de Dieu Roi de France &
de Navarre, Duc de Milan, Comte d'Als, & Sei-
gneur de Genes, &c. Et nous les Bourgmaitres, Ad-
voyers, Ammans, Conseillers, Communautiez des
Villes, Pais & Seigneuries desdites anciennes Lignes
des Hautes Allemagnes; ensemble nos Alliez, Amis
& Combourgeois de Berne, Lucerne, Ury, Schwitz,
Underwald, en dessus & dessous le Bois, Zug, avec ses
Offices extérieurs, Glaris, Basle, Fribourg, Soleurre,
Schaffouse, Appenzel, ensemble le Sieur Abbé &
Ville de S. Gal, les Capitaines, Chastelains, Dizains,
Communautiez, & Paisans des Seigneuries & Pais des
Grisons & Valay, Rotwil, Milhausen, et Bienne. A
tous presens & à venir; Certifions par ces presentes,
que en suivant l'exemple de nos Predecesseurs, nous
avons delibéré de renouveler, faire & conclure une
bonne Alliance, Confederation & mutuelle intelligen-
ce, pour la seureté, defense & conservation de nos
Personnes, Honneurs, Roiaumes, Duchez, Princi-
pautez, Villes, Pais & Seigneuries, Droits, Terres,
& Sujets quelconques, que nous avons & possedons
tant deça que delà les Monts: & pour cet effet, nous
avons de part & d'autre ordonné nos Ambassadeurs à
ce expressement commis & deleguez, avec amples &
suffisans pouvoirs, qui ont esté vus, lis & reconnus,
pour traiter & conclure le renouvellement de ladite Al-
liance. C'est à sçavoir Nous ledit Sieur Roi, avons
commis & député Messire Charles de Gontault, Duc
de Biron, Pair & Maréchal de France, Chevalier de
nos Ordres, Conseiller en nos Conseils d'Etat & Pri-
v.

DE TREVE, D'ALLIANCE, &c.

5

ANS vé, Capitaine de cent Hommes d'Armes de nos Or-
de J. C. donnances, Grand Maître de Camp General de nos
1602. Années, tant dedans que dehors nostre Roiaume,
Gouverneur & nostre Lieutenant General en nos Pais
& Duchez de Bourgogne & Bresse, Baugy, Veromey
& Gez; Messire Nicolas Brulart, Chevalier, Sieur de
Sillery, Vicomte de Puificux, Conseiller en nos Con-
seils d'Etat & Privé : & Meric de Vic, Sieur de Morin,
aussi Conseiller en nostre Conseil d'Etat, & nostre
Ambassadeur aux Liges de Suisse & Grisons. Et nous
lesdits Cantons, Alliez & Confederez des Liges, avons
aussi commis & ordonnez nos Ambassadeurs, aussi in-
struits, amplement autorisez & par Nous commandez,
lesquels après longues communications entre eux faites
pour le bien & establisement d'un si bon œuvre, ont
en vertu de leurs pouvoirs avec nostre gré, approbation
& consentement, fait, conclu, & arresté une vraie &
certaine Alliance, Confédération mutuelle & bonne
intelligence, laquelle lesdites parties voulons & ordon-
nons estre de bonne foi entierement & inviolablement
observée en toute amitié pure & entiere sincerité, en
tous les points & articles suivans; ce qui sera plus am-
plement écrit ci-après, sans toutesfois rien innover,
ajouter ou diminuer au Traité de Paix perpetuelle fait
& passé avec le Roi François Premier, de très-haute &
loüable memoire, & sans vouloir jamais en departir ni
rien changer en icelui, sinon en ce qui sera déclaré par
le present Traité, lequel a esté convenu & accordé ain-
si qu'il ensuit.

Et premierement, Nous nous recevons l'un l'autre
en bonne foi en vrais & entiers Alliez, sans aucun dol,
fraude ni deception, pour le repos, desense & conser-
vation de nos Personnes, Honneurs, Roiaumes, Du-
chez, Principautez, Pais, Terres, Droits, Seigneu-
ries, & Sujets, que presentement avons & possédons
tant deçà que delà les Monts, en quelque part & lieu
que ce sera, & principalement les Pais que Nous HEN-
RI Roi possédons, à cause de nos Roiaumes de France
& de Navarre, ensemble ceux qui nous ont esté cedez
& remis par le Duc de Savoye, suivant le dernier Trai-
té fait à Lyon en Janvier 1601. Voulons & entendons
que la presente Alliance dure tant & si longuement
qu'il plaira à Dieu pour son service donner vie à Nous
HENRI, & à nostre Fils qui nous succedera à la
Couronne, & huit ans après le decez de Nous & de no-
stredit Fils.

II. Et cependant, Nous HENRI Roisuldit, ni
Nous les Cantons en general ou en particulier, n'au-
ront pouvoir de nous desister ni de quitter la presente
Alliance, pour quelques Capitulations, Contracts, ou
Conventions faites ou qui pourroient estre faites entre
Nous des Liges & autres, en quelque forte que ce
soit, renonçans à toutes Capitulations particuliere-
ment ou generalement qui pourroient occasionner
aucuns de nous desister de la presente Alliance, sinon
qu'il y eust cause raisonnable & déclarée par droit,
suivant le Traité de la Paix perpetuelle qui est entre
Nous.

III. Et si durant cette Alliance, Nous HENRI
Roi, & nostredit Fils qui nous succedera, estions en-
vahis ou molestez par Guerre en nos Roiaumes, Du-
chez, Principautez, Pais, Droits & Seigneuries, que
presentement avons & possédons tant deçà que delà les
Monts, comme dessus est dit, par qui que ce fut, de
quelque estat & dignité que ce soit, nul excepté, en-
cores qu'il nous precedast en dignité, Nous pourrons
lever des Gens de pied des Liges pour la tuition & de-
fense de nosdits Roiaumes, Duchez, Pais, Villes,
Droits, & Seigneuries, tel nombre qu'il nous plaira,
toutesfois non moins de six mille, & non plus de seize
mille sans le consentement de Nous des Liges : Auf-
quels Soldats Nous HENRI Roi, & nostredit Fils
Successeur, pourons élire & bailler Capitaines suffisans
& de bonne renommée selon nostre vouloir & inten-
tion, & à nos dépens, de tous les Cantons & de leurs
perpetuels Alliez : A sçavoir dudit Sieur Abbé & Ville
de S. Gal, des Trois Liges Grises, Valays, Rotwil,

Milhausen & Bienne, & estans lesdits Gens de Guerre
alliez des Cantons & Confederez requis & de mandez; &
que iceux, ensemble leurs Capitaines comme Gens
de Guerre, veuillent aller & marcher au secours & ser-
vice de S. M. Nous ne pourrons & ne devons en au-
cune maniere les retarder; mais sans aucun empêche-
ment ni délai, dix jours après avoir esté demandez
les y laisser marcher, sans autre Mandement ni De-
claration.

IV. Et doivent lesdits Capitaines & Soldats demeu-
rer & perseverer au service de Nous Henri Roi, & de
nostredit Fils Successeur, tant que la Guerre durera &
qu'il nous plaira : & ne seront de Nous des Liges rap-
pellez jusques à ce que la Guerre soit entierement
finie, & eux soldoyez aux dépens dudit Sieur Roi, en
la façon accoustumée. Mais si cependant Nous Sieurs
des Liges estions chargez de Guerre en nos Pais,
Terres & Seigneuries, tellement que tout dol & frau-
de exceptez ne pussions bailler au Roi Tres-Christien
Gens de Guerre à pied sans nostre grand dommage &
moleste, tel cas avnant nous en serons pour cette fois
francs & quites, & aurons pouvoir de revoquer iceux
Soldats sans nul délai; & Nous Henri & nostredit
Successeur, à iceux Soldats revoquez donner congé.

V. Et si tost que Nous des Liges seront déchargez
de telle Guerre faite alencontre de nos Pais, comme
est dit ci dessus, nous permettons en vertu de la presen-
te Alliance, à nosdits Soldats & Gens de Guerre, d'al-
ler & retourner au service de Sad. Majesté & de fondit
Successeur, à la premiere Requête, comme ci-dessus
est déclaré & accordé.

VI. Et s'il avenoit durant la Guerre que Sa Majes-
té Tres-Christienne se trouvast ou voulust se trouver en
propre personne en quelque lieu ou endroit alencontre
de ses Ennemis, il pourra lever à ses dépens tant de Ca-
pitaines & Soldats qu'il voudra & que bon lui sembla-
ra, toutesfois non moins de six mille, & nommera &
élira les Capitaines d'un chacun Canton de Nous des
Liges, & de nos perpetuels Alliez, comme dessus est
dit.

VII. Nousdit Roi & nostredit Fils Successeur, ne
pourons & ne devons departir lesdits Capitaines &
Soldats durant la Guerre actuelle, sans l'avis & con-
sentement de leurs Colonels & Capitaines, mais les laisser
ensemble. Et toutefois la furie de la Guerre estant
passée, les pouront mettre çà & là en Garnison, pour
la tuition de nos Villes, Places & Châteaux, & au-
tres endroits de nostredit Roiaume & obeissance; re-
servé qu'ils seront seulement employez par Terre & non
sur Mer.

VIII. Estant au surplus accordé que nous baillerons
à chacun Soldat pour la folde d'un mois, comptant dou-
ze mois en l'an, quatre florins & demi de Rhin, ou
la valeur d'autant selon les Pais esquels le paiement se-
ra fait : & commencera le paiement dès l'heure qu'ils
partiront de leurs maisons, & ce par le commandement de
celui qui aura charge de faire la levée pour aller à nostre
service, & la levée faite, & les Soldats ja receus au ser-
vice, leur sera payé la folde de trois mois, encore que ne
les eussions retenus si long-tems à nostre service, & leur
sera payé la folde du premier mois avant le partement de
leur Pais, & les deux autres en lieux commodés & con-
venables, ainsi que l'occasion se presentera.

IX. Et au cas que nous retenions lesdits Gens de
Guerre outre lesdits trois mois, nous serons tenus de
bailler à un chacun de mois en mois, & au commence-
ment du mois quatre florins & demi par mois, comme
dit est, sinon quand ils seront licenciés, qu'on leur
paiera raisonnablement pour s'en retourner en leurs Pais.
Et quant aux Capitaines, Lieutenans & Portes Enseig-
nes, & autres Officiers, ils seront par nous soldoyez,
selon la coûtume des feus Rois nos Predecesseurs de hau-
te & loüable memoire.

X. Et s'il avenoit que pendant la continuation de la
Guerre par nostre commandement, ou de nos Lieute-
nans Generaux en l'Armée, il se donnast bataille en la-
quelle eussions victoire par l'aide desdits Gens de Guerre

ANS
de J. C.
1602.

ANS re Suisses, ou bien que lesdits Suisses fussent pressés & ANS
de J. C. forcez au combat par nos Ennemis, tellement qu'ils s'en de J. C.
1602. ensuivirent bataille & victoire, Nous Henri Roi, comme aussi nôtre dit Successeur, usans de l'inclination naturelle que nous avons toujours portée & portons à l'endroit de leur Nation, ledit cas avenant, voulons & entendons donner aux Soldats la paie d'un mois entier, outre celle qui court pour leur appointement ordinaire; ce que nous serons tenus de leur faire paier & délivrer avant que les licenciers, & renvoyer en leur Pais.

XI. Et pour le regard de Nous des Liges & de nos Alliez, où il aviendra que serions molestez par Guerre en nos Personnes, Pais, Seigneuries & Sujets, par quelque Prince, ou Seigneur de quelque état ou qualité qu'il fût, en ce que présentement nous possédons, Sa Majesté sera tenue après l'en avoir requis pour la conservation de nos Sujets, Pais & Seigneuries tant que la Guerre durera, de nous envoyer deux cens Lances & douze pieces d'Artillerie sur roué, six grosses & six moyennes; ensemble toutes munitions à ce ordinaires, le tout aux dépens de Sa Majesté.

XII. Et d'avantage pour l'entretenement de la Guerre, tant qu'elle durera, Sa Majesté sera tenue nous faire bailler & fournir en la Ville de Lyon, en chacun quartier d'an, vingt-cinq mille écus, fust-il chargé de Guerre ou non: & si Nous des Liges aimons mieux au lieu desdites deux cens Lances, deux mille écus, outre la somme de vingt-cinq mille écus, sera à nostre choix prendre lesdits deux mille écus au lieu desdites deux cens Lances, & nous sera païée cette somme en mesme sorte & maniere que lesdits vingt-cinq mille écus; & en ce faisant ledit Seigneur Roi ne sera altrait de nous envoyer aucuns Gens d'Armes. Et la Guerre finie, Nous des Liges serons obligez à la restitution & renvoi des douze pieces d'Artillerie, au cas qu'elles ne fussent perduës, ou qu'à nostre Requête elles eussent été envoyées.

XIII. Et si Sa Majesté ou Nous tombons en Guerre avec qui que ce soit, est accordé que ni l'un ni l'autre ne fera Paix ni Treve avec l'Ennemi sans le sceu de l'autre partie, & sans la comprendre au Traité qui se fera pour la Paix ou Treve. Et neanmoins il demeurera en la liberté, option & choix de celui qui sera aussi compris, d'accepter ladite comprehension ou la laisser, ainsi qu'il avisera pour le bien & commodité de ses affaires.

XIV. L'une ou l'autre partie ne pourra ne devra prendre en sa Protection & Combourgeoisie les Sujets de l'autre partie, ne souffrir ni donner passage aux Ennemis, Adversaires & Bannis, mais iceux de tout leur pouvoir dechasser & rejeter selon le contenu du Traité de Paix perpetuelle, avec tout soin & diligence, ainsi qu'il appartient entre bons Amis & Alliez: & en outre tenir par tout les passages ouverts, afin que sans empêchement puissent respectivement subvenir à nos Pais, Terres & Sujets, en quelque part & endroit que ce soit, & secourir & aider à nos Amis en vertu de ces presentes.

XV. Et afin que lesdits Seigneurs des Liges connoissent aisément la sincere amitié que Nous Henri leur portons, Nous voulons & nous plaist (à quoi sera tenu aussi après Nous nostredit Fils Successeur) annuellement bailler dorenavant tant que cet Accord durera à chacun Canton des Liges, outre le deux mille qu'ils ont eus par ci-devant de feu de loiable memoire nostre grand Oncle, par le Traité de Paix, encore mille francs de crüe: & s'en fera le paiement à chacun desdits Cantons, au temps & terme, en la forme & maniere accoutumée; que les Penfions des deux mille francs seront païées comptant & sans aucun delay à Lyon au jour de Nostre-Dame de Chandelur; & au cas que les Ambassadeurs attendissent & demeurassent audit Lyon plus de huit jours, nous serons tenus leur paier leurs dépens que outre lesdits huit jours ils pourroient faire.

XVI. Et ensemble Nous voulons & entendons

aussi bailler & donner annuellement aux Alliez & Confederés desdits Sieurs des Liges & de Nous, tant que de J. C. 1602. cette Alliance durera, outre les Penfions generales qu'ils reçoivent presentement en vertu dudit Traité de Paix, pour augmentation d'icelles Penfions à chacun Allié la moitié de la somme de la Penfion generale, laquelle moitié sera païée aux Alliez en la forme & maniere que les Penfions generales sont ordinairement fournies & païées.

XVII. Il est accordé que si par occasion de quelque Guerre de la Traite du Sel estoit à Nous des Liges refusee es lieux dequels pouvons & avons de coutume d'en avoir, alors Sa Majesté nous permettra la Traite dudit Sel de ses Pais, & d'autres vivres pour nostre provision & necessité, tout ainsi & au même prix que ses Sujets l'achèptent es Pais de son obéissance; Toutesfoi quant aux Peages seront traitez comme il est accoutumé.

XVIII. Et pour autant que les Traitez de Paix & Amitié doivent sans aucun changement demeurer en leurs articles, force & vigueur, si à cause de la justice des personnes qui ont pretentions & querelles il se trouve quelque obscurité, sur ce a été conclu que si aucun des Liges avoit ci-après action ou demande alencontre dudit Sieur Roi ou fondit Successeur, pour quelque cause que ce soit, que alors le demandeur donnera à entendre sa pretention & querelle à ses Seigneurs & Superieurs, & si lesdits Seigneurs & Superieurs déclarent & reconnoissent que la cause soit juste & raisonnable pour estre poursuivie, le demandeur sera tenu le faire entendre aux Ambassadeurs de Sa Majesté estans aux Liges, & au dessaut d'Ambassadeur les Seigneurs & Superieurs dudit demandeur en écriront au Roi, le priant & admonestant de satisfaire à leur Sujets; & au cas que ledit Seigneur Roi lui satisfist tellement que eussions raison de contentement, lors le demandeur comme satisfait se tiendra pour content sans plus en molester Sa Majesté ni ses Ambassadeurs; Mais où ledit Seigneur Roi ne donneroit provision raisonnable audit demandeur sur ses pretentions, alors la partie poursuivante pourra faire venir ledit Seigneur Roi devant les Juges & le Cinqüième, & en cet endroit user de Justice: & au cas que Sa Majesté à nostre demande n'envoiait les deux Juges ainsi qu'il est porté par le Traité de Paix, & qu'il ne voulut répondre & ester en droit, est arresté que Nous les Juges des Liges sur la plainte des poursuivans, donneront & pouront donner la Sentence, qui aura force & vigueur tout ainsi que si les quatre Juges avoient sentencié, arresté & prononcé; & ce qui sera ainsi jugé de bonne foy satisfait & païé: Bien entendu que le reciproque s'observera à l'endroit de Sa Majesté & de ses Sujets, où il y auroit action alencontre d'aucuns des Liges en general ou en particulier.

XIX. Et si entre les Sujets de Nous Henri Roi & des Liges, avenoit querelle, contention & demande pour quelque chose que ce fust, les demandeurs seront tenus adjourner les defendants aux lieux & Jurisdiccions où ils seront demeurans & residans, auxquels sera faite bonne & breve Justice selon le contenu de la Paix.

XX. Et suivant ce que les Traitez de Paix entre la Couronne de France & Nous des Liges, contiennent comme les Marchands de Nous des Liges doivent estre traitez quant aux Peages & subfides, demeurera le tout en son entier comme du passé & sans aucune innovation: & pourront les Marchands, Pelicrins, Mesfagers, & autres de Nous des deux parties qui trafiqueront & negocieront es uns & es autres Pais seurement & sans aucun empêchement en corps & biens librement & à leur volonté, aller, venir, séjourner & demeurer par les Pais de l'un & l'autre, sans fraude ni deception.

XXI. Estant au demeurant accordé que le présent Traité ainsi que les precedens, s'étendra à la tuition & deffensé de toutes les Seigneuries & Terres que nostre feu Seigneur grand Oncle François Premier de ce nom, de

ANS de loüable mémoire, tenoit & possédoit tant deçà que de J. C. delà les Monts, du temps que l'Alliance fut faite entre lui & Nous des Lignes en l'an 1521. pourveu que 1602. Nous Henri Roi de France & nostredit Successeur, puissions recouvrer lesdits Pais desquels presentement sommes frustrez de nous mêmes & sans l'aide des Lignes, tellement que lors nostdits Alliez seront tenus en vertu de la presente Alliance, nous bailler aide & confort pour la conservation desdits Pais, ainsi qu'il est d. claré des Pais & Terres que nous possédons à présent.

XXII. Et d'autant que lesdites Terres & Seigneuries possédées par nostredit Seigneur grand Oncle en l'an 1521. ne sont encores en nostre possession; cependant Nous des Lignes ne baillerons directement ni indirectement aucune aide, assistance, faveur ni Gens de Guerre à ceux qui presentement les possèdent, ou pourroient ci-après posséder contre le vouloir de Nous Henri Roi, ou après Nous de nostre Fils qui nous succedra, pour estre lefd. Pais gardez & defendus; mais au contraire Nous des Lignes refuserons tout secours, faveurs, assistance & aide sans respect de qui que ce soit, & de quelque plus haute qualité & dignité que ce puisse estre, ou soient ceux-là qui voudroient ce requirir.

XXIII. En cette Alliance sont de la part de Nous Henri Roi & de nostredit Successeur, reservez le Pape, le S. Siege Apostolique, le S. Empire, les Rois d'Espagne, de Portugal, Ecosse, Danemarck, Suede & Pologne, la Seigneurie de Venise, les Ducs de Lorraine, Savoye & Ferrare. Et de la part de Nous des Lignes, sont reservez le Pape, le S. Siege Apostolique, nos Alliances jurées, toutes nos franchises, libertez, tous droits de Bourgeoisie & Combourgeoisie, les Maisons d'Autriche & de Bourgogne, & toutes les anciennes Lettres & Sceaux, Contrats, Intelligences & Confederations, Paix Civile, & tous nos Alliez & Coaliez, la Seigneurie de Florence & la Maison de Medicis. Et s'entend ladite reserve au cas que quelcun d'entre Nous lesdites deux parties voudrions endommager ou molester par Guerre lesdits reservez.

XXIV. Et si aucuns des reservez desdites deux parties vouloient envahir, molester, ou endommager par Guerre ou autrement directement ou indirectement l'une ou l'autre partie en leurs Roiaumes, Pais, Terres, Duchez & Seigneuries, que de present tient & posséde à droit tant deçà que delà les Monts, lors l'autre partie sans égard ni consideration du contenu en cette comprehension & reserve, donnera aide & secours à la partie envahie, molestée ou assaillie, par les agresseurs, molesters ou assaillans quels qu'ils soient, ainsi que dessus est declaré.

XXV. Et d'autant que la presente Alliance est la plus ancienne, Nous les fudits Cantons & Alliez, declérons qu'elle est & sera à toujours purement & expressément preferée à toutes autres des autres Princes & Potentats qui se trouveront posterieures à l'an 1521. depuis lequel temps celle de France a toujours esté continuée, quels que soient lesdits Princes & Potentats, & quelque chose qu'il y puisse avoir au contraire. Et sur ce Nous lesdites parties; à sçavoir Nous Henri Roi Très-Christien de France & de Navarre, Duc de Milan, Comte d'Ast & Seigneur de Gennes, &c. Et Nous lesdits Bourgmaitres, Advoyers, Conseils, Bourgeois, petits & grands Conseils, Communautéz des Villes, Pais & Seigneuries des anciennes Lignes, ensemble nos Alliez, Amis & Confederez, avons accepté & confirmé cette presente Alliance, Confederation & bonne Intelligence, voulons & promettons icelle tenir & observer inviolablement avec toutes les choses ci-devant écrites, passées & accordées par nostdits Ambassadeurs & Deputez, avec Declaration expresse que ne pretendons par cette presente Alliance & Confederation, aucunement diminuer, changer ou innover les Traitez de Paix & Amitié perpetuelle, ci-devant faits & arrestez entre nos Predecesseurs, comme est dit ci-dessus, & ne voulons ni entendons suivre la Declaration fudite nous en deslister ni departir, mais

icelle garder à perpetuité, & comme bons & loiaux, vrais & sincerés Amis, la conserver & corroborer.

XXVI. En témoin des choses fudites, Nous avons de part & d'autre commandé d'apposer nos Sceaux à ces presentes deux Lettres, dont l'une est en François, & l'autre en Aleman, toutes deux de semblable substance & teneur. Et nonobstant la presente conclusion nous avons laissé lieu à ceux d'entre Nous desdits Cantons & Alliez qui n'auroient si-tost pris resolution d'y entrer; ce qu'ils pouront faire & le declarer à leur commodité. Fait & passé en la Ville de Soleure le dernier jour de Janvier 1602.

I V.

*Traité de Confederation entre HENRI IV. ANS
Roi de France, & JACQUES I. Roi de J. C.
d'Angleterre, principalement pour la de- 1603.
fence des Provinces-Unies des Pais-bas, FRANCE
contre le Roi d'Espagne, fait à Hampton- ET
court le 30. Juillet 1603. Freder. Leonard. ANGLE-
Tom. V. pag 1. TERRE.*

Premierement a esté accordé que les anciennes & non jamais interrompues Alliances de France & d'Escoffe seront non seulement renouvelées, confirmées & observées, & pareillement celles qui avoient esté contractées entre Sa Majesté & ses Predecesseurs & la Serenissime Elizabeth ci-devant Reine d'Angleterre; mais aussi fortifiées & étreintes par toutes autres sortes de convention utiles & honorables: même par une Ligue, qui sera pareillement conclue entre leurs Majestés, pour la defense commune de leurs personnes, Roiaumes & Sujets: dans laquelle defense seront compris tous les Alliez de part & d'autre, qui seront nommés communement par leurs Majestés dans certain temps.

II. Entre lesquels Alliez les Provinces-Unies du Pais-bas étans des princeaux & plus considerables, leursdites Majestés procureront mutuellement envés le Roi d'Espagne & les Archiducs de Flandres, qu'ils les veuillent laisser en repos & delivrer de toute invasion & hostilité, ou à tout le moins les reconnoître pour leurs Sujets ou de l'Empire, avec telles & si raisonnables conditions, qu'ils n'en puissent apprehender une domination trop entiere, & les deux Rois prendre une juste jalousie, laquelle ne leur peut manquer toutes les fois que sans leur intervention & consentement lesdites provinces deviendront absolument sujettes d'Espagne.

III. Et pource que pendant la negociation de telle chose qu'on voudroit peut-être artificieusement tirer en longueur, les Espagnols voudroient se servir du temps, & faire un puissant effort contre lesdites Provinces, & les reduire par la violence & rigueur des Armes: leurs Majestés desirant couserver la dignité & grandeur que leurs Predecesseurs leur ont laissée, & la reputation qu'ils se sont eux-mêmes acquise: laquelle seroit infiniment endommagée, s'ils laissoient ainsi perir, sous ombre de leur assistance, ceux dont ils montrent desirer la conservation, & la procurent en toute maniere, conviendront ensemble, au cas que lesdits sieurs Etats voudront suivre leurs avis & conseils, de les assister & secourir presentement d'une bonne somme d'argent, & suffisant nombre de gens de guerre, lesquels seront tous levés dedans les Pais, Terres & Seigneuries dudit Roi d'Angleterre, & les frais de ladite levée, solde & entretenemens entierement fournis des deniers de Sa Majesté: laquelle à cet effet mettra es mains desdits sieurs Etats des Pais-Unis, les sommes pour ce necessaires; dont les deux tiers seront purement & simplement fournis par Sa Majesté, & l'autre tiers semblablement par elle, mais en deduction & paiement de ce qu'elle peut devoir audit Roi d'Angleterre.

IV. Lesquelles choses se feront le plus secretement

ment & couvertement que faire se pourra, afin de ne préjudicier directement ni ouvertement à la Paix de France, ou à celle où l'Angleterre se pourra porter avec l'Espagne.

1602.

V. Mais pour ce que telles assistances peuvent offenser les Espagnols, & les injurier tôt ou tard à ouvrir la guerre contre la France & Angleterre, leurs deux Majestés en ce cas ont concédé les choses qui ensuivent.

VI. A sçavoir, si le Roi d'Angleterre est ouvertement attaqué tout seul par celui d'Espagne en aucuns lieux des Roiaumes & États, il sera assisté & secouru par le Roi d'une gailarde & forte Armée, foldoïce pour tel temps que la nécessité le requerrera, laquelle ne pourra être moindre que de dix mille hommes de guerre.

VII. Davantage Sa Majesté fera paiement audit Roi d'Angleterre en trois années, par égales portions de tout ce qu'il lui pourra lors devoir d'rente.

VIII. Si pareillement le Roi est attaqué seul en aucun lieu de son Roiaume ouvertement par l'Espagne ou ses adhérens, Sa Majesté d'Angleterre sera tenue de l'assister & secourir d'une forte Armée de Terre ou de Mer, au choix & opinion du Roi, laquelle ne pourra être moindre que de six mille hommes, sans que ledit Roi d'Angleterre puisse pendant ce temps demander à Sa Majesté paiement d'aucune part & portion de ses dettes.

IX. Davantage a été accordé, que si les deux Rois étoient ensemblement attaqués par l'Espagne, ou qu'ils fussent contraints par raison d'État, & pour la sécurité, repos & utilité de leurs personnes, Roiaumes & Sujets, d'ouvrir communement la guerre, qu'un chacun d'eux la fera de son côté, non point à demi, mais selon qu'il convient à la dignité & grandeur de tels Princes, & avec moyens suffisans, pour en faire eferer l'entière délivrance des dix-sept Provinces des Pais-bas.

X. A sçavoir de la part du Roi avec une Armée de quinze ou vingt mille hommes, qu'il jettera vers lesdits Pais, & tiendra les Provinces de Guienne, Languedoc, Provence, Dauphiné, Bresse & Bourgogne, munies d'un suffisant nombre de gens armés, ensemblement d'une suffisante quantité de Galeres & équipage de guerre dans la Mer de Levant; afin de tenir non seulement les côtes en sécurité, mais donner juste jalouse au Roi d'Espagne, & par conséquent occuper & divertir partie de ses forces.

XI. Et de la part du Roi d'Angleterre la guerre se fera avec deux grandes Flottes dignes de faire de bons exploits vers les Indes & côtes d'Espagne; & une Armée de Terre, laquelle ne pourra être moindre de six mil hommes, le tout levé & foldoïé à ses frais & dépens, sans que durant ce temps de guerre commune ledit Roi d'Angleterre puisse presser Sa Majesté de ce qu'il lui pourra lors devoir de reste. Il y a qu'aucun des deux Rois puisse faire paix, amoindrir les forces ci-dessus, ni se départir des actes d'hostilité, que par le consentement mutuel l'un de l'autre, dont sera passé instrument public & authentique, lors du renouvellement de l'Alliance, pour ce qui touche la Ligue défensive, & pour l'offensive des promesses secrètes & reciproques. Signé, JACQUES; & scellé du scel ordinaire d'Angleterre, & contresigné, CECIL.

Fait à Hamptoncourt le 30. Juillet 1603.

V.

ANS
de J. C.

1602.

VENISE
ET
LES GRISONS.

(a) Les
Histo-
riens
François
parlent
bien dif-
féremment

(a) *Traité d'Alliance entre la Republique de VENISE & celle des GRISONS, fait sur la fin de l'année 1602. ou au commencement de 1603. Histoire de France sous le Règne d'Henri IV. par Matthieu. Tom. II. pag. 570. Mercure François Tom. X. pag. 83. des Mémoires d'État, qui sont à la fin du Tome.*

I. **Q**ue les deux Républiques en toutes choses conserveront bonne amitié & voisinance, comme il convient entre bons & loyaux amis & conféderez.

II. Que lors que la serenissime Seigneurie de Venise aura besoin de gens de guerre, les Seigneurs des trois Ligues Grises seront obligés de leur faire conduire par les Colonelles qui pour ce fait seront nommez, le nombre de six mille Soldats volontaires, sans que pour ce la levée puisse estre moindre de mille ou quinze cents. Lesquels seront obligés de servir en campagne ou demeurer aux garnisons des terres fermes de la Seigneurie, & sans que toutesfois ils soient tenus d'aller aux assauts des murailles ou forteresses ni par mer, sinon en passant, & de servir en la guerre contre qui que ce soit pour la défense, repos, sécurité & conservation des affaires & États de la serenissime Republique de Venise.

III. Et parce que les Seigneurs, Suisses & Grisons sont tenus par les capitulations que le Roy tres-Chrestien a avec eux, de donner à sa Majesté seize mil hommes, il est déclaré que si la serenissime Seigneurie vouloit faire levée des gens que le Roy tres-Chrestien eust déjà levé, ou qu'il levât actuellement le nombre entier & parfaict qui lui est accordé, en ce cas seulement de l'entière levée pour France, au lieu de ce nombre de six mil Soldats, la serenissime Seigneurie n'en pourra lever plus de quatre mil durant cet empêchement, afin que le pays ne soit dégariné de plus qu'il ne faut pour la sécurité.

IV. Voulant la Serenissime Seigneurie faire lever des gens sur les États, Pais & Jurisdiccions des Seigneurs Grisons, sera payé au Capitaine la paye d'un mois, pour le nombre de trois cents Soldats, & si ce nombre n'estoit entier ni complet à la première montre, le Capitaine sera tenu à la montre suivante de tenir compte & deduire ce qu'il aura receu, réglant les mois à raison de trente jours.

V. Que les Troupes étant levées, elles auront dix jours de terme pour venir, & se rendre sur les terres de la serenissime Seigneurie de Venise, pour lesquels & non pour d'avantage, si plus elles demouroient à venir, seront payées pour dix autres jours suivans, & se feront tous les payemens à la fin des mois.

VI. Ne pourront estre licenciées, sinon trois mois apres le jour de la levée, & les licenciés leur sera par fait & accompli le paiement entier de trois mois, encores qu'ils n'ayent point fait de service. Declarant que s'il le faisoit quelque fait d'armes, & moyennant la grace de Dieu, la serenissime Seigneurie obtint quelque victoire, elle payera au Capitaine & Soldats par honnorance une montre.

VII. Les compagnies en campagne ne pourront estre séparées en moindre nombre de deux mille Soldats, & du consentement des Coronels.

VIII. Les Coronels & Capitaines, comme aussi les Soldats, seront tenus d'obeir au Capitaine General, Gouverneur general Proveditor, & autres qui commanderont l'exercice de la serenissime Seigneurie.

IX. Et advenant que le Pais & État des trois Ligues fust assailli des ennemis avec guerre ouverte, au temps que leurs Soldats seront en la milice, & service de la serenissime Seigneurie, lesdits Seigneurs des trois Ligues les pourront renvoyer, & appeller, en rendant à la serenissime Seigneurie, la solde du temps qu'ils n'auront servi.

X. Le paiement des Soldats, qui seront tant aux garnisons qu'en la campagne; sera dix-sept cents escus le mois, pour compagnie; & chaque compagnie de trois cents soldats, y compris tous les Officiers.

XI. Sera payé à un ou deux Coronels, & à chacun d'eux, la somme de cent escus par mois, & aux Officiers du Regiment deux cents escus.

XII. Les Soldats qui tomberont malades, seront payés jusques à la nouvelle montre, après laquelle ils recevront encores paye de dix jours, pour pouvoir retourner en leur maison.

XIII. Si l'advient que la serenissime Seigneurie ne paye que de mois en mois, elle satisfera au Capitaine ce qui aura esté encouru depuis la dernière montre.

XIV. Quand il sera nécessaire de faire levée des gens

ANS
de J. C.
1602.

de ce
Traité, les
uns comme
Matthieu, di-
sant qu'il
fut fait,

parce
qu'Henri
IV. n'avoit
pour
agréable,

& les au-
tres com-
me l'Au-
teur du
Mercure
François,

préten-
dant que
les Véné-
tiens vou-
lurent

traverser
par là
l'Alliance
de la Fra-
nce renou-

vellée
avec les
Suisses
& les
Grisons.

gens de guerre, la nomination des Colonels & Capitaines appartiendra à la serenissime Seigneurie, lesquels Colonels & Capitaines auront autorité de disposer des autres grades militaires, les donnant à qui bon leur semblera, & ne pourront être lesdits Colonels & Capitaines d'autre Nation, que lesdits trois Lignes.

XV. Tous les sujets des deux Republiques pourront respectivement aller & passer, demeurer, retourner & traiter en toute liberté, avec toute sorte de commerce & exercices, tant mercatils que militaires, sans empêchement de traîces, gabelles, ni honorance, en payant seulement les daces qui sont imposées jusques à présent, demeurant toutesfois en l'immunité, & sans qu'ils soient tenus en aucune chose, pour ce qu'ils porteroient sur eux & leur cheval. Reservez les temps suspects de contagion, auxquels sera permis aux uns & aux autres, de suspendre le commerce durant le soupçon.

XVI. L'une & l'autre partie sera obligée de donner passage libre & assuré, à tous les gens de guerre d'autres Nations, & Potentats qui voudroient passer sur les Etats & Pais de l'une des Republiques pour le service & nécessité de l'autre, en gardant toutesfois l'ordre du passage tel qui sera prescrit de la part qui le permettra.

XVII. Les uns & les autres empêcheront de tout leur pouvoir & avec armes, le passage des ennemis, & pour cet effect se donneront les uns aux autres tout secours, aide & faveur.

XVIII. S'il advient que les Seigneurs des trois Lignes soient assaillis ou affligés de guerre ouverte, que Dieu ne veuille, la serenissime Seigneurie sera tenue de leur donner du sien propre, tout ce qu'elle pourra d'aide, secours & faveur.

XIX. Que la serenissime Seigneurie sera obligée de payer les pensions aux Seigneurs des trois Lignes, en la ville de Coire, à la fin de chacune année, tant que durera la presente Confederation, lesquelles pensions seront de trois mil six cens écus par an, pour les trois Lignes, & où en écus d'argent appelez crochets de cinq livres Venetiennes l'un, ou la valeur d'autant: & outre ce cinquante moutons & fourniments.

XX. Que ceux de quelque Religion que ce soit pourront librement aller, demeurer, passer, négocier par les terres de la serenissime Seigneurie, sans aucun empêchement d'inquisition, pourveu toutesfois qu'ils ne parlent, disputent, portent livres de scandale, & ne fassent exercice contre la Religion Catholique.

XXI. Ne recevront aucun rebelle & criminel, prévenu de crimes énormes & atroces, comme assassins, Sodomites, voleurs, bouteux, violateurs de Vierges, & faux monnoyeurs: mais seront remis tels criminels à la partie qui les demandera.

XXII. L'une des parties pourra librement faire conduire par les Pais de l'autre, deux mille aînés de froment, & mille aînés de millet quand ils seront à cherté aux Pais étrangers sans payer aucun droit de traîce, ains seulement les daces accoutumées, & quand ils en voudront tirer des Etats, l'un de l'autre pourront faire respectivement jusques à mille aînés, fors & excepté en temps d'extreme cherté.

XXIII. Qu'au cas que les trois Lignes eussent nécessité de sel pour leurs pays, la serenissime Seigneurie sera tenue d'en fournir en la maniere, quantité & prix qu'elle le donne aux Daciens de Bresle & de Bergame.

XXIV. Durera la presente capitulation dix ans prochains, en intention de la continuer plus outre au bon plaisir des deux parties. Et celle qui voudra rompre, sera tenue de le faire entendre une année avant la fin des dix années de ceste confederation, autrement la confederation sera tenue continuée pour autres dix années, & ainsi successivement.

XXV. Quand il arrivera quelque différend entre les parties, pour cause publique, seront élus deux Commissaires de part & d'autre, & en cas qu'ils ne se puissent accorder, sera nommé un tiers pour juge, non suspect ni confederé des parties. Et sur les différends des contrats entre personnes particulieres, elles se

Tom. III.

pourvoient par devant les Juges des lieux où les contrats auront été passés, & seront tenus les Magistrats, de de J. C. faire exécuter les jugemens qu'ils donneront sommairement, & sans distinction de l'une ou de l'autre Religion. 1602.

XXVI. L'observation du traité ne sera empêchée par aucune capitulation precedente, & ne se fera cy-après aucune confederation qui lui puisse préjudicier. Comme aussi n'entendent les Seigneurs des trois Lignes, de contrevenir ny faire aucun préjudice aux alliances, convention & paix, tant perpetuelles que pour certain tems qu'ils ont fait cy-devant.

VI.

(a) *Traité de Paix & d'Alliance perpétuelle entre PHILIPPE III. Roi d'Espagne, & les Archiducs ALBERT & ISABELLE d'une part, & JACQUES I. Roi d'Angleterre d'autre.* Fait l'An 1604. Placars, Ordonnances, Edits, &c. de Brabant. Tom. I. Liv. V. Tit. I. Chap. XX. pag. 621.

ANS
de J. C.
1604.

(a) Nous
avons
omis
licins.
pouvoirs
de part
& d'autre,
comme
trop
longs &
inutiles.

NOVERINT omnes & singuli, Quod post diuturnum & savissimum bellorum incendium, quo Christianæ Provincie per multos annos insigni jactura conflagravit, Deus (in cuius manu omnia posita sunt) ex alto respiciens, & sui Populi (cui ut pacem afferret & relinqueret, proprium sanguinem effundere non dubitavit) calamitates miseratus potentissimum Christiani Imperii Principum stabili conjunctione, savientem ignem potenter reflinxit, & diem pacis, diem tranquillitatis cuiusque magis optam quam speratam, misericorditer attulit. Devolutis enim per ipsius Dei Maximi gratiam, ad extirpanda discordiarum semina, Angliæ & Hybernæ Regnis, ad Serenissimum Jacobum Scotiæ Regem, sublatique ideo illis dissensionum causis, quæ bella inter Antecessores Serenissimorum Principum Philippi tertii Hispaniarum Regis, & Alberti ac Isabellæ Claræ Eugeniæ Austriæ Archiducum, Ducum Burgundiæ, &c. & ejusdem Jacobi Regis tandiu aluerunt: animadverterunt dicti omnes Principes (Deo corda illorum illuminante) nihil superesse, cur odiis, quæ nunquam inter ipsos extiterunt, certarent, vel armis, à quibus Majores ipsorum semper abstinerunt, contenderent, & ab antiquissimo, ac super hominum memoriam custodito fœdere discederent, arcissimæque necessitudinis, quæ Serenissimis Austriacæ & Burgundiæ Familiis cum prædicto Serenissimo Rege Angliæ intercedit, vincula disrumprent, ac veterem amicitiam novis semper ac indes cumulatius amoris ac benevolentie Officiis exultant violarent. Propterea audito de successione dicti Serenissimi Scotiæ Regis ad Regna Angliæ & Hybernæ, missisque ex parte Serenissimi Regis Hispaniarum Domino Joanne Taxis Comite Villæ Medianæ, & ex parte dictorum Serenissimorum Archiducum, Domino Carolo Principe Comite Arembergii qui de Regni successione, nomine Serenissimorum Principum respectivè gratularentur dicto Serenissimo Regi Angliæ, eaque legatione humanissimè suscepta, legatiquæ amantissimè receptis, certiores redditus fuerunt dicti Serenissimi Rex Hispaniarum & Archiduces à suis Legatis, de propensa Serenissimi Regis Angliæ voluntate, nedum ad observanda antiqua fœdera, sed alia si opus foret, ætiora & firmiora ineunda. Quare nihil ab ipsis præmittendum esse putarunt, quod posset communis Reipublicæ Christianæ tranquillitas promoveri, & populorum sibi commissorum utilitati prospici. Et ut quamprimum & sedulo opus tam pium conficeretur, Commissarios suos ac Procuratores generales ac speciales constituerunt, cum amplissima facultate ad ineunda ac stabilienda fœdera cum ipso Serenissimo Rege Angliæ, renovandaque tandiu intermissa commercia, pacemque & amicitiam perpetuò duraturam inter ipsos Principes confirmandam.

B

Qua

ANS
de J.C.

1604.

Quapropter nos Joannes Velafchius, Castellæ & Legionis Comesabilis, Dux civitatis Friensis, Comes Hæri, Dominus Villarum Villapandi & Pedratæ della Sierra, Dominus domus Velafchiæ, & septem Infantum de Lara, Gubicularius Major Serenissimi Philippi tertii Hispaniarum, &c. Regis, ac suus in pertinentibus ad Statum & bellum Consiliarius, ac Præses Italiæ, Procurator & Commissarius specialis à Regia Catholica Majestate constitutus ad prædicta & infra scripta omnia stabilienda & peragenda cum amplissima facultate, ut patet in mandato Regio factò in Valladolid, prima Octobris anno Millesimo sexcentesimo tertio, manu propria dicti Catholici Regis subscripto, ac suo sigillo Regio munito de verbo ad verbum, inferius registrando. Et nobiscum Joannes Taxis Comes Villemedianæ, à Cubiculo Regis, & Cursorum in Regnis & Dominiis dicti Regis Catholici generalis Præfectus, & à Regia Catholica Majestate ad tractatum pacis nominatus. Alexander Rovidius Collegii Mediolanensis I. C. & Mediolanensis Provinciæ Senator, à nobis nomine R. Ca. Majestatis nominatus, & à nobis pariter, dum properantes in Angliam, superveniente in valetudine in Belgio dissineremur, virtute facultatis Regiæ nobis concessæ, ad ipsam pacem interea cum eadem facultate & auctoritate, quæ nobis tributa fuerat, tractandam, una cum dicto Comite Villemedianæ substitutus, ut patet mandato factò Bergis S. Winockii, 15. May. 1604. inferius de verbo ad verbum registrando, omnes Commissarii ex parte dicti Serenissimi Regis Hispaniarum, Carolus Princeps Comes Arembergii, Eques Ordinis Aurei Velleris, à Consiliis rerum Status, Admirallius generalis. &c. Joannes Richardotus Eques, Secreti Consilii Præses, & à rerum Status Consiliis, & Ludovicus Verreycken Eques, primarius Secretarius & Audientarius, Serenissimorum Principum Archiducum Legati & Deputati ut patet in mandato factò Bruxellis, die 12. mensis Aprilis 1604. inferius quoque registrando. Thomas Comes de Dorset Baro de Buchurst, Thesaurarius magnus Angliæ, Carolus Comes Nottingham, Baro Howard de Effingham, capitalis Justitiarius, & Justitiarius itinerans omnium forestarum circa Trentam, Magnus Admirallius Angliæ, & Præfectus generalis classium & marium Regnorum Angliæ, Franciæ & Hiberniæ, ac Insularum & Dominiorum eorundem. Carolus Comes Devoniz, Baro de Montjoy, Locumtenens pro Sereniss. Rege Angliæ in Regno suo Hyberniz, munitionum bellicarum Præfectus, Gubernator oppidi Insulæ & Castri de Portismouth, prænobilis Ordinis Garterii Milites. Henricus Comes Northantoniz, Dominus Howard de Marnehill, Custos & Admirallius quinque portuum maritimarum: & Robertus Dominus Cecyll, Baro de Essfingen, Primarius dicti Sereniss. Regis Secretarius, Magister Curiz Wardorum & Liberationum, Consiliarii è secretioribus Consiliis Sereniss. Regis Angliæ Deputati & Commissarii pro dicto Sereniss. Rege Angliæ, &c. Ut patet mandato factò in Palatio suæ Majestatis Westmonasterii, sub die 9. Maii, Stilo veteri, anno Domini 1604. inferius registrando. Præmissis prius diligenti rerum omnium examine ac discussione, factisque pluribus sessionibus & conferentiis, ac post diuturnam disceptationem, ad omnipotentis Dei gloriam, totius Christiani orbis beneficium, subditorumque dictorum Serenissimorum Principum utilitatem & quietem, fuit per nos conclusum, stabilium ac concordatum, prout infra.

I. Primò conclusum, stabilitum & accordatum fuit, & est, ut ab hodie in antea sit bona sincera, vera, firma, ac perfecta amicitia, & confederatio, ac pax perpetuò duratura, quæ inviolabiliter observetur inter Serenissimum Regem Hisp. & Serenissimos Archiduces Austriæ Duces Burgundiæ, &c. & Serenissimum Regem Angliæ, &c. eorumque heredes, & successores quoscunque, eorumque Regna, patrias, dominia, terras, populos, homines, ligeos, ac subditos quoscunque præcæntes & futuros, quoscunque condi-

tionis, dignitatis & gradus existant, tam per terram, ANS
quàm per mare & aquas dulces, ita ut prædicti Vassalli, de J.C.
ac subditi sibi invicem favere, & mutuis prosequi Officiis, achonestia affectione invicem se tractare habeant. 1604.

II. Cessetque in posterum omnis hostilitas, ac inimicitia, offensioibus omnibus, iniuriis ac damnis, quæ durante bellorum incendio partes quoquo modo percepissent, sublatis, ac oblivioni traditis, ita ut in posterum nihil, alter ab altera occasione quorumcunque damnorum, offensioium, captioium aut spolioium prætereire possit, sed omnium abolito sit, & censeatur facta ab hodie in antea, omnisque actio extincta habeatur, salvo, & præterquam respectu captioium factarum à die 24. Aprilis 1603. citra, quia de illis debet reddi ratio; abstinébuntque in futurum ab omni præda, captione, offensione ac spolio in quibuscunque regnis, dominiis, locis ac ditionibus alterutrius, ubi vis sit is, tam in terra, quàm in mari, & aquis dulcibus, nec per suos Vassallos, incolas, vel subditos aliquid ex prædictis fieri consentient, omnemque prædam, spoliū ac captioem ac damnum quod inde fiat vel dabitur, restitui facient.

III. Item quòd nullus dictorum Principum, suorumque hæredum, ac successorum quorumcunque, per se neque per quemvis alium, contra alium, & sua Regna, patrias & dominia quæcumque quicquam agat, faciat, tractabit vel attentabit quocunque in loco, five in terra, five in mari, portibus vel aquis dulcibus, quacunque occasione, vel causa, nec alicui bello, consilio, attentationi, vel tractatui qui feret, vel fieri possit in præjudicium unius contra alium, consentiet vel adhærebit.

IV. Item, quòd neutra partium præstabit, nec præstari per aliquos suos Vassallos, subditos incolasve consentiet, auxilium, favorem, vel consilium directè, nec per indirectum, tam per terram, quàm per mare & aquas dulces, nec subministrabit, nec subministrari consentiet per dictos Vassallos, incolasve & subditos Regnorum suorum, milites, commeatum, pecunias, instrumenta bellica, munitiones, vel aliquodvis aliud auxilium ad bellum confovendum hostibus, inimicis, ac Rebellibus alterius partis, cuiuscumque generis sint, tam invadentibus regna, patrias, ac dominia alterius quàm se subrahentibus ab obedientia, & dominio alterius.

V. Renunciabuntque præterea, prout tenore præsentium dicti Principes ac quilibet eorum renunciavit & renunciat cuicumque ligæ, confederati, capitulationi ac intelligentiæ in præjudicium unius, vel alterius, quomodolibet factæ, quæ præsentis paci ac concordiz, omnibusque, & singulis in ea contentis repugnet vel repugnare possit, easque omnes & singulas quoad effectum prædictum, cassabunt, & annullabunt, nulliusque effectus, ac momenti declarabunt.

VI. Item, pactum, ac conventum est, ut iidem Serenissimi Reges, & Archiduces subditos suos ab omni vi & injuria abstinere curent, revocentque quascunque commissiones & litteras tam repræsalium, seu de marcha, quàm facultatem prædandi continentes, cuiuscumque generis aut conditionis sint, in præjudicium alterutrius Principis, vel subditorum, subditis suis, five incolis, five extraneis datas & concessas, easque nullas, cassas & irritas declarent, ut hoc pacis tractatu, nullæ, cassæ, ac irritæ declarantur: & quicunque contravenerint, puniantur, & præter inflictam criminalem poenam subditis læsis, & id requirerentibus illata damna refarcire compellantur.

VII. Item, quod attinet ad villas Vlissinghæ, Brillæ, Rammekens & alia fortalicia & loca ab his dependentia, in quibus præsidarii milites dicti Serenissimi Regis Angliæ nunc existunt. Cum idem Serenissimus Rex per pacta inter Reginam Elisabetham F. M. cui in sua Majestas successit, & ordines provinciarum Belgii unitarum conclusa, artè astringi se asserat, ne aliis quàm illis qui dictas villas oppignoraverunt, eas restituat, adeò ut contra easdem transactiones salva fide (quam religiosè erga omnes observandam sua Majestas de-

ANS decrevit) liberum sibi non esse dicat, dicta loca restituere Serenissimis Archiducibus: In verbo Regio promittit, se cum dictis Ordinibus de novo tractatum initurum, in quo sua Majestas tempus competens eis assignabit, quo cum Serenissimis Principibus, fratribus ipsius charissimis, pacificationum conditiones accipiant iustas & æquas, alioquin si id facere recusaverint, Serenissimus Rex Angliæ inde à prioribus conventionibus liberatus, quod iustum & honorabile existimaverit, de villis statuere, cognoscentque dicti Serenissimi fratres sui charissimi, se Officio amici Principis non defuturum.

VIII. Item, quod idem Serenissimus Rex Angliæ mandabit, pro ut serio mandatum promittit, ut Hollandis aliisque Serenissimorum Regis Hispaniarum, & Archiducum hostibus, suis præsidarius miles, ex quacunque causa aut prætextu non serviat, suppetias ferat, commeatum præstet, bombardas, pulverem tormentarium, globos, salnitrum, aliæ armorum genera concedat, aut qualecunque auxilium præbeat, aut aliquod hostile contra dictos Serenissimos Regem Hisp. & Archiduces eorumque subditos faciat, quemadmodum nec ex parte dictorum Serenissimorum Regis Hisp. & Archiducum quicquam hostile contra dictos præsidarius milites, vel contra Serenissimum Angliæ Regem, vel suos subditos fiet.

IX. Item conventum ac stabilitum fuit, & est, quod inter dictum Serenissimum Regem Hisp. ac dictum Serenissimum Regem Angliæ, ac cujuslibet eorum Vassallos, incolas & subditos tam per terram, quam per mare, & aquas dulces in omnibus & singulis regnis, dominiis ac insulis, aliisque terris, civitatibus, oppidis, villis, portubus, & districtibus dictorum regnorum ac dominiis sit, & esse debeat commercium liberum, in quibus ante bellum fuit commercium, juxta & secundum usum & observantiam antiquorum foederum & tractatum ante bellum, ita ut absque aliquo salvo conductu aliæque licentia generali, vel speciali tam per terram, quam per mare & aquas dulces, subditi & vassalli unius & alterius Regis possint & valeant ad regna & dominia prædicta eorumque omnium civitates, oppida, portus, littora, sinus ac districtus accedere, intrare, navigare, & quoscunque portus subire, in quibus ante bellum fuit commercium, & juxta & secundum usum & observantiam antiquorum foederum & tractatum ante bellum, cum plauris, equis, sarcinulis, navigiis tam onustis quam onerandis, merces importare, emere, vendere, in eisdem quantum voluerint commeatum resque ad vicum & protectionem necessarias iusto pretio sibi assumere, restandis navigiis & vehiculis propriis vel conductis aut commodatis operam dare, illinc cum mercibus, bonis ac rebus quibuscunque, soluti juxta locorum statuta teloniis ac vectigalibus presentibus tantum, eadem libertate recedere, indeque ad patrias proprias vel alienas, quomodocunque velint, & sine impedimento recedere.

X. Item, conventum ac pariter stabilitum fuit & est, ut liceat ad dictorum Principum portus accedere, morari, ac redire cum eadem libertate, ne dum cum navibus ad usum commercii, & mercium convehendarum, sed etiam cum aliis suis navigiis armatis ad hostium impetus cohibendos paratis, siue vi tempestatis appulerint, siue ad reficiendas naves, vel ad emendum commeatum, modò si sponte accesserint, numerum sex vel octo navium non excedant, neque diutius vel in portubus, vel circa portus hæreant vel persistant, quam illis ad refectorem & alia necessaria paranda fuerit necesse, ne impedimento quoquo modo sint libero aliarum nationum amicarum intercursui & commercio. Ubi autem de majori numero navium armatarum agatur, tunc non nisi consilio Principe liceat ingredi, & modò in dictis portubus nihil hostiliter agant in præjudicium ipsorum Principum, sed ut amici & confederati degant & quiescant eo semper tuto, ne sub colore & prætextu commercii auxilia aliqua siue commeatibus, siue armorum, siue instru-

mentorum bellicorum, siue cujusvis alterius bellici auxilii genus, ad utilitatem & beneficium inimicorum unius vel alterius Regis, per eorum Regum subditos, Vassallos vel incolas quoscunque deferantur, sed quicunque hæc attentaverint, acerrimis poenis puniantur, quibus seditiosi ac fidei ac pacis infractores coerceri solent.

XI. Ita ut subditi unius in territorio alterius non pejor tractentur, quam ipsimet naturales in venditione ac contractione suarum mercium, tam ratione pretii quam aliter, sed par & æqua sit in prædictis, tam forentium quam naturalium conditio, Nonobstantibus quibuscunque statutis vel consuetudinibus in contrarium.

XII. Item, conventum & stabilitum fuit & est, quod dictus Serenissimus Rex Angliæ prohibebit, edictoque publico itatim post formationem præsentium capitulorum, publicando cavebit, ne aliquis suus subditus, Incola vel Vassalus levabit aut transteret quoquo modo, directè nec per indirectum, proprio nomine vel alieno, nec aliquam navem, aut aliud vehiculum, vel nomen suum commodabit ad transferendum vel traducendum aliquas naves, merces, manufacturas, vel quævis alia ex Hollandia ac Zelandia in Hispanias ac alia Regna & Dominia ipsius Serenissimi Regis Hisp. & Serenissimorum Archiducum, nec aliquem mercatorem Hollandum vel Zelandum in suis navibus levabit ad dictas partes, sub poena indignationis Principis, & aliarum poenarum contemporibus mandatorum Regiorum indictarum. Et ad effectum, ut magis cautum sit, ne fraudes sequantur ob similitudinem mercium, præsentis capitulo cautum est, ut merces ex Anglia, Scotia & Hibernia advehenda, vel traducenda ad Regna & dominia dictorum Regis Hisp. & Archiducum, registro villæ seu civitatis, ac sigillo ex qua levabuntur, obsignentur, atque ita registratæ & obsignatæ sine difficultate aliqua, aut questione quacunque pro Anglicanis, Scotticis & Hibernis habeantur, & respectivè juxta obsignationem approbentur, salva probatione fraudis. Non retardato tamen nec impedito cursu mercium. Illæ verò merces quæ nec registratæ, nec sigillatæ fuerint, cadant in confiscationem, & sint, ut dicitur, de bona præda, & similiter omnes Hollandi & Zelandi, qui in dictis navibus reperientur possint capi & arrestari.

XIII. Item, conventum est, quod merces Anglicæ, Scotticæ & Hibernicæ possint ex Anglia, Scotia & Hibernia in Hispaniam ac alia Regna dicti Serenissimi Regis Hispaniarum de quibus supra, transmitti ac traduci, absque solutione vectigalis 30. pro centum nuper impositi, sed solutis tantum datis ac teloniis confectis, ante impositum dictum vectigal 30. pro centum.

XIV. Item pariter conventum est, quod pro mercibus quas mercatores Angli, Scoti & Hiberni ement in Hispaniis vel aliis Regnis dicti Serenissimi Regis Hispaniarum, & in propriis eorum navibus vel conductis vel commodatis ad eorum usum, exceptis tamen, ut superius dictum est, navibus Hollandorum & Zelandorum levabunt, solvant tantum datia confecta, ante impositionem dicti novissimi vectigalis 30. pro centum, modò illas merces conducant, & deferant ad Regna dicti Serenissimi Regis Angliæ, vel ad portus provinciarum dictis Serenissimis Archiducibus obtemperantium, & ad finem, ne fraus sequatur, & ne dictæ merces ad alia loca & Regna, & in specie in Hollandiam & Zelandiam non deferantur, conclusum est quod dicti mercatores se obligabunt tempore quo onerabunt naves in Hisp. vel aliis Regnis & dominiis dicti Serenissimi Regis Hisp. de quibus supra, coram Magistratu loci in quo merces levabunt, de solvendo dicto vectigali 30. pro centum, ubi dictas merces ad alias provincias deferant, & de consignanda certificatione à Magistratibus locorum obtinenda exonerationis dictarum mercium vel in Regno Angliæ, vel in portubus provinciarum sub obedientia dictorum Serenissimorum Archiducum existentium, termino

ANS
de J. C.
1604.

ANS duodecim mensium, qua certificatione exhibita, obli-
de J. C. gationes prius datæ, eandem certificationem adferen-
1604. tibus, retrahentur.

XV. Quodque Serenissimus Rex Angliæ prohibebit statim post firmationem præsentis concordia, quod nullus exportabit merces ex Hispaniis vel aliis Regnis Sereniss. Regis Hispan. aliunde deferendas, quam ad Regna sua & dictos portus Flandriæ, sub pena confiscationis omnium ipsarum mercium versus fiscum dicti Sereniss. Regis Angliæ, data medietate dictarum mercium seu valoris notificatori, & imprimis deducto datio 30. pro centum, quod solvetur ministris deputatis Sereniss. Reg. Hisp. adhibita fide probationibus legitime in Hispaniis receptis, huc in Angliam transmittendis in authentica forma.

XVI. Item quod nullus Magistratus villarum vel civitatum dictorum Regnorum suorum, qui certificationes exonerationis navium faciet, fidemque de registro mercium dabit, nullam in eare admittet fraudem sub pena indignationis Principis, privationis officii, & alia graviori arbitrio suo.

XVII. Ea declaratione adjecta, quod ubi dicti Serenissimi Rex & Archiduces convenient cum Serenissimo Rege Gallorum, vel cum alio quovis super novissimo placarto 30. pro centum, & inter eos restituantur commercium, tunc licebit subditis Serenissimi Regis Angliæ, transferre suas merces ad Regna & dominia ejus cum quo restaurabitur commercium absque solutione 30. pro centum, sed solutis consuetis teloniis ac datis ante impositionem dicti vectigalis, impositis & solvi solitis.

XVIII. Quod dictum est de libero dictorum Serenissimorum Regum subditis concessio commercio, id ipsum intelligendum etiam inter subditos Serenissimorum Principum Archiducum, & Serenissimi Angliæ, Scotiæ & Hiberniæ Regis, scilicet ut ubique locorum se invicem amanter complecti, sibi favere, sequæ mutuis officiis prosequi, teneantur, possintque terra Marique & aquis dulcibus, sine aliquo salvo conductu, neque nulla petita licentia generali aut speciali, ad dicta Regna, dominia, terras, villas, oppida, civitates, littora, portus & sinus quoscunque, liberè, tunc ac securè accedere, intrare, navigare, merces importare ac securè reportare, emere ac vendere, in iisdem quamdiu voluerint subsistere, versari & conversari, commeatum, resque ad victum & protectionem necessarias, iusto pretio sibi assumere, restaurandis navigiis & vehiculis propriis, conductis, aut commodatis, operam dare. Illinc cum mercibus, bonis & rebus quibuscunque (solutis juxta locorum statuta teloniis & vectigalibus) eadem libertate recedere, negotia sua liberè exercere, indeque in proprias, aut alienas patrias quandocunque velint, & sine ullo impedimento redire, modò Seren. Regis Angliæ subditi Hollandorum unitorumve navigiis non utantur, nihil ex Hollandiæ aut provinciarum unitarum opificiis quocunque loco emptis aut acceptis, nihil pro quo soluta sint in Hollandia aut partibus unitis, tributa, in Sereniss. Archiducum provincias deferant, nihil inde ad eos, nisi inita pacificatione referant, nihil quod Hollandorum, aut unitorum sit in suis navibus recipiant, aut quod suum sit, Hollandicis navibus fidant, nomina sua Hollandis aut unitis fraudulenter non præstent, ut si quid in eorum aliquo contraventum reperiantur, id omne pro iusta & licita habeatur præda.

XIX. Suprà dicta autem intelligenda non solum de navibus commercii causâ vel onustis vel onerandis, sed etiam de iis quas dicti Seren. Principes armatas habent & habebunt, cohibendis hostium conatibus, ut scilicet iis aequè liceat, eo numero quo suprà, sive vi tempestatis sint coacti, sive commeatu aliisve rebus emendis, sive navibus reficiendis eadem libertate uti, appellendo, subsistendo & abeundo, modò in dictis portibus nihil hostiliter agant, sed se honestè ac quietè, ut amicos & confederatos decet, contineant, modò diutius vel in iisdem portibus vel circa portus non hæreant vel persistant, quam illis ad refectorem

& alia necessaria paranda fuerit necesse, nec impedimento quocunque modo sint, libero aliarum nationum amicarum intercursum & commercio: ubi autem de majori numero navium armatarum agetur, non nisi consulto Principe licebit ingredi.

XX. Quemadmodum autem iidem Reges & Archiduces sanctè pollicentur, nihil se subsidii bellici alicujus eorum hostibus unquam laturos, Ita quoque cautum est, ne eorum subditi incolæve, quuscunque sint nationis aut qualitatis, sive prætextu intercursum & commercii, sive alio quocunque quâvis colore, possint eorundem Principum aut alicujus eorum hostes, ulla ratione juvare, pecunias conferre, commeatum, arma, machinas, bombardas, instrumenta bello gerendo apta, aliosve bellicos apparatus subministrare, ut qui contrafecerint, sciant in se poenis acerbissimis animadversum iri, ut in fœdistragos ac seditiones solet animadverti.

XXI. Et quò uberiores fructus ex hac concordia subditis Seren. Regis Angliæ & Archiducum provenire possint, Convenit & conclusum est, dictos Seren. Angliæ Regem & Archiduces conjunctim & divisim daturos operam, ne subditi, eorum ad omnes portus, Regna & dominia eorum, via præcludatur, quo minus liberè & sine impedimento cum suis navigiis, mercibus & plaustris, solutis ordinariis portoriis & teloniis ad omnes dictos portus, Regna & dominia accedere possint, eademque, quando videbitur, libertate cum aliis mercibus reducere.

XXII. Quod verò attinet ad antiquos intercursum & commercii tractatus, qui varii extant inter Burgundiæ Duces Principesque Belgii, & Regna tum Angliæ, Hiberniæque, tum Scotiæ, quique durantibus iis motibus sunt intermissi, varièque fortasse læsi, Convenit est, idque provisionaliter, ut pristinam vim & auctoritatem retineant, idemque sit utrimque eorum usus, qui fuit ante bellum motum. Quod si quis vel utrimque ab alterutra parte allegetur excessus, aut conquærantur subditi pacta non servari, onerave sibi imponi solito graviora, committentur utrimque deputati qui conveniant, & adficiat, si fuerit opus, mercatoribus earum rerum gnaris, amice tractent ea que bona fide restarent ac restituant quæ vel iniuriâ temporum, vel corrupto usu, collapsa aut immutata reperientur.

XXIII. Et quia jura commercii quæ ex pace consequuntur, infructuosos reddi non debent, prout redeuntur, si subditis Serenissimi Regis Angliæ, dum eunt & redeunt ad Regna & dominia dictorum Serenissimorum Regum Hisp. & Archid. & ibi ex causa commercii vel negotii moram trahunt, eis molestia inferatur, ex causa conscientia, Ideo ut commercium sit tutum & securum, tam in terra quam in mari, dicti Serenissimi Rex Hispan. & Archiduces curabunt & providebunt, ne ex prædicta causa conscientia, contra jura commercii molestantur, & inquietentur, ubi scandalum aliis non dederint.

XXIV. Item quod ubi contingat aliqua ex bonis ac mercibus prohibitis, ex Regnis & dominiis Serenissimorum Regum & Archiducum prædictorum per subditos unius vel alterius exportari vel extrahi, quod eo casu persona solummodo delinquens poenas incurrat, & bona tantum prohibita fisco cedant.

XXV. Item quod bona morientium subditorum in Regnis ac provinciis alterius conserventur suis hæredibus, ac successoribus, salvo jure tertii.

XXVI. Item quod concessiones & privilegia indulta per ipsos Principes, mercatoribus regnorum utriusque, advenientibus ad eorum Regna, & quæ ob bellum cessaverunt, omnino reviviscant, & suum fortitum effectum.

XXVII. Item si contingat posthac (quod Deus avertat) ut displicentia inter Serenissimos Reges Hisp. Angliæ aut Archiduces oriantur, quo periculum esse possit, ne commercii intercursum interrumpatur, tunc ut subditi hinc inde, ita ea de re admoneantur, ut sex menses, à tempore monitionis, habeant ad transportandas merces suas. Nulla interea arrestatione, inter-

ANS rutione aut damno personarum aut mercium suarum
de J. C. faciendis vel dandis.

1604. XXVIII. Item, quod nullus Principum prædictorum, naves subditorum alterius in portibus vel aquis suis existentibus, detineat aut demoretur ad belli apparatus, aliudve servitium in præjudicium dominorum, nisi prius admonito Principe ipsorum, ad quos naves pertineant, eoque etiam consentiente.

XXIX. Item conventum est, quod si durantibus pace & amicitia, aliquid contra vires & effectus eorundem per terram, mare vel aquas dulces per aliquos ipsorum Principum, Hæredum & successorum Vassallos, subditos aut alligatos, aut eorum alligatorum Hæredes seu successores, in his amicitia comprehenditorum subditos vel Vassallos fuerit attentatum, actum aut gestum, nihilominus hæc pax & amicitia in suis viribus & effectu permanebunt, & pro ipsis attentatis solummodo punientur ipsi attentantes & damnificantes, & non alii.

XXX. Item quod captivi in bello facti ex utraque parte, etiam si sint ad tireres damnati, liberè hinc inde relaxentur & dimittantur, solutis tamen expensis victus, ab his qui in trimeribus non sint, & soluto litro ab his qui de eo prius convenerint.

XXXI. Item conclusum est, quod omnes actiones civiles que tempore belli coepit vigeant & subsistant, possint adhuc exerceri, nonobstante lapsu temporis durante bello, ita ut quamdiu bellum duravit, nullum censetur in præjudicium illatum, salvis his quæ in fîscum pervenerunt.

XXXII. Item, quod si moveatur aliqua controversia in Regnis & dominiis unius vel alterius, per alium quemcumque non subditum, occasione captionum & spoliatorum, remittatur ad suum Judicem in territorio illius Principis, contra cujus subditum vel subditos agatur.

XXXIII. Item quod si Hollandi ac cæteri Status confederati voluerint pacificationum conditiones accipere cum Serenissimis Archiducibus eorumve successoribus, medio Serenissimi Regis Angliæ, dicti Serenissimi Archiduces & successores libenter semper audient quicquid proponetur, & optabunt, ut opera dicti Serenissimi Regis Angliæ illi æquas accipiant conditiones, cognoscantque quantum auctoritati dicti Serenissimi Regis Angliæ Fratri sui charissimi tribuant.

XXXIV. Item conclusum & stabilitum fuit, quod in præfenti tractatu pacis comprehendantur adhaerentes amici & confederati ipsorum Principum, videlicet, ex parte Serenissimorum Regis Hispaniarum & Archiducum, Rodolphus Romanorum Imperator, ejusque fratres & alii Principes Austriæ Archiduces, Principes Imperii, Electores, Civitatesque & status Imperio obediens, Rex Galliarum, Rex Poloniæ & Zvetiæ, Rex Daniæ, Dux & Respublica Veneta, Dux Sabaudia, Dux Baviaræ, Dux Clivæ, Dux Holsteini, Dux Lotharingæ, Dux Parmæ & Placentiæ cum fratre suo Cardinale, Episcopus & provincia Leodiensis, Dux Florentiæ, Dux Mantuæ, Dux Mutinæ & Regii, Dux Urbini, Ligæ & Cantones Helvetiæ & Grisons, Civitates Hanliaticæ, Comites Frisiæ Orientalis, sine tamen præjudicio juris per Regem Hispaniarum & Archiduces præfenti super eorum itatibus, Dux & Respublica Genueusis, Respublica Lucensis, Caput domus Columnæ, Princeps de Oria, Caput Domus Ursinæ, Dux Sermonetæ, Dominus de Monaco, Comes de la Mirandula, Marchio Massæ, Comes de Sala & Comes de Colorno.

XXXV. Ex parte Serenissimi Regis Angliæ, Rodolphus Romanorum Imperator cum Archiducibus Austriæ, & Electoribus Imperii, simulque Status & Civitates Imperii, Dux Lotharingæ, Dux Sabaudia, Dux Brunsvicensis, Luneburgensis, Mechleburgensis, Wirtenbergensis, Langravius Hefsiæ, Marchio de Baden, Dux Pomeraniæ, Princeps de Anhalt, Comites Frisiæ Orientalis, Cantones Helvetiorum ac Grisonum, Civitates Maritimæ Hanliaticæ, Rex Christianissimus, Rex Poloniæ & Zvetiæ, Rex

Daniæ, Dux & Respublica Veneta, Dux de Holsteini, & Dux Hetruziæ.

XXXVI. Item concordatum & conclusum est, quod dicti Serenissimi Philippus Hispaniarum, &c. Rex, Alberus & Isabella Clara Eugenia Archiduces, &c. Jacobus Rex Angliæ, &c. omnia & singula capitula in præfenti tractatu conventa & stabilita, sincere ac bona fide observabunt, per suosque subditos ac incolas observari ac custodiri facient, neque illis directè vel indirectè contravenient, aut per suos subditos vel incolas ut contraveniantur directè vel indirectè consentiant, omniæque & singula ut supra conventa, per literas patentes manibus suis subscriptas, & magnis sigillis suis sigillatas ratificabunt, auctorizabunt & confirmabunt, in sufficienti & valida ac efficaci forma, conceptas & confectas prima occasione tradent tradive facient bona fide, realiter & cum effectu, similemque promissionem de observandis omnibus & singulis præmissis in verbo Regis & Principes, & etiam præfatio juramento tactis Sacrosanctis Evangelis facient, cum ab altera parte fuerint ad id requisiti. Curabunt etiam Reges & Archiduces prædicti præsentem pacem & amicitiam locis consuetis publicari, quam primum commodè fieri poterit.

VII.

Conditions sous lesquelles les JESUITES ANS furent rétablis en France par le Roi HEN. de J. C.
R. I. IV. *Oùtroïées environ le mois de 1604. Septembre 1603. & publiées au commencement de 1604. Emanuel Meterer.*
Histoire des Pais-bas. Feuill. 551.

FRANC
ET
JESUITES.

I. Qu'ils ne pourroient point dresser de Colleges, & places dénommées, sans l'express congé du Roi, sur peine de deschoir de toute grace présente.

II. Qu'ils devoient tous être naturels François.

III. Qu'ils auroient un naturel François d'entre eux pour être en la Cour près du Roi, & y prêcher, qui seroit autorisé de rendre raison, & compte de leurs affaires.

IV. Qu'ils feroient tous serment au Roi, tant ceux qui étoient reçus, que ceux qui seroient encores reçus, de ne faire, ou n'entreprendre rien contre son service, ou contre la paix, & le bien public : & celui qui refuseroit de ce faire, ne pourroit point s'entrer, ains demeureroit banni.

V. Que d'orénavant tous ceux de la Société, tant ceux qui seroient de la simple promesse, ou profession, que les autres, ne pourroient point accepter en son Royaume quelques heritages, & biens immobiliers, soit en les achetant, ou les obtenant par don ou autrement, sans le congé du Roi, ne recevront point aussi quelque succession de biens, soit directement ou collatéralement, non plus que les autres Religieux : Que si avec congé ils sortent des Cloîtres de leur Société, ils pourroient s'entrer, & jouir de leurs biens, comme auparavant.

VI. Que ceux de la Société ne pourroient point prendre, ni recevoir aucuns biens immobiliers, de ceux qui d'orénavant pourroient venir en leurs Colleges : ains demeureroient à leurs heritiers, ou à ceux auxquels ils les auroient donnés, devant que d'y entrer.

VII. Que tous ceux de la Société seront subiects en tout & par tout aux loix du Royaume, & justiciables sous les Officiers en toutes affaires ; comme sont les autres Ecclesiastiques, & Religieux.

VIII. Que ceux de la susdite Société, ne pourroient rien faire, ni entreprendre, soit en fait Ecclesiastique, ou Seculier, au préjudice des Evêques, Chapitres, Paroisses, & Universités du Royaume, ou autres Religieux, ains ils se conformeront selon les loix communes.

IX. Qu'ils ne pourroient point prêcher, ni administrer

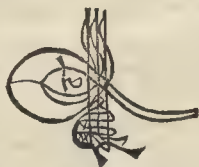
ANS frer les saints Sacremens, ni confesser autres per-
de J. C. sonnes, sinon ceux de leur Societé, n'est que ce fut par
1604. permission des Evêques, Diocèses, ou des Parlemens,
où ils seront introduits par cet Edict, à sçavoir, à
Tholouse, Bordeaux, Dijon, sans qu'en cette per-
mission soit compris le Parlement de Paris, mais
seulement la ville de Lyons, & la Flesche, où il leur
est permis de resider, & d'y exercer leur service divin,
comme es autres lieux, qui leur ont été accordés.

X. Et afin que ceux de la Societé, étans reſtablis,
puissent avoir moyen de s'entretenir en leurs Colle-
ges, & lieux de leur residence, le Roi leur octroye de
pouvoir jouir de leurs rentes, & fondations, présen-
tes, & à venir, & en cas qu'elles ayent été ſayſies, que
mainlevée leur en ſera faicte.

V I I I.

ANS *Articles du Traité fait entre HENRI le*
de J. C. *Grand, Roi de France & de Navarre; &*
1604. *SULTAN AMAT, Empereur des*
FRANCE *Turcs, en l'année 1604. Par l'entremise*
ET *de Messire François Savary, Seigneur de*
TURQUIE. *Breves, Conseiller du Roi en ses Conseils*
d'Etat & Privé, lors Ambassadeur pour
Sa Majesté à la Porte dudit Empereur.
Freder. Leonard. Tom. V.

L'EMPEREUR AMAT FILS DE
L'EMPEREUR MEHEMET
toujours Victorieux.



Marque de la haute Famille des Monarques
Ottomans, avec la beauté, grandeur &
splendeur de laquelle tant de Pais sont con-
quis & gouvernez.

MOI qui suis par les infinies graces du Juste,
Grand & Tout-Puissant Createur, & par l'ab-
bondance des Miracles du Chef de ses Prophe-
tes, Empereur des victorieux Empereurs, Distributeur
des Couronnes aux plus grands Princes de la Terre,
Serviteur des deux tres-sacrees & tres-augustes Villes
Meque & Medine, Protecteur & Gouverneur de la
sainte Jerusalem, Seigneur de l'Europe, Asie & Afri-
que, conquises avec notre victorieuse épée & épouven-
table lance; A sçavoir des Pais & Roiaumes de la Gre-
ce, de Themisvar, de Bosſena, de Seguetvar, des
Pais & Roiaumes de l'Asie, de la Natolie, de Cara-
manie, d'Imadie, d'Egypte, & de tout le Pais des
Parthes, de Cars, des Georgiens, de la Porte de Fer,
de Tiflis, de Sirvan, & des Pais du Prince des Tar-
tares, nommez Cerim, & de la Campagne nommée
Dest Cipehac, de Chipre, de Zeulcadene, de Che-
reſeul, de Diarbequier, d'Alep, de Rom, de Chil-
deur, d'Arzeron, de Damas, de Babylone, demeu-
re des Princes de Ciouſe, de Baſera, d'Egypte, de
l'Arabie heureuse, d'Abas, d'Aden, de Tunis, la
Goulette, Tripoli de Barbarie, de plusieurs autres
Pais, Villes, & Seigneuries conquises avec notre puis-
sance Imperiale, Seigneur des Mers blanche & noire,
& de l'imprenable Forteresse de Aigria, de tant d'au-
tres divers Pais, Isles, Détroits, Passages, Peuples,
Familles, Generations, & de tant de cent milliers de
Victorieux Gens de Guerre, qui reposent sous Po-
bédissance & Justice de Moi, qui suis l'Empereur Amat,

Fils de l'Empereur Mehemet, de l'Empereur Amo-
ratar, de l'Empereur Selim, de l'Empereur Soliman, de J. C.
de l'Empereur Selim, de l'Empereur Bajazet, de l'Em-
pereur Mehemet, de l'Empereur Amorat, &c. par
la grace de Dieu recours des grands Princes du monde,
& refuge des honorables Empereurs.

I. Au plus glorieux, magnanime & grand Seigneur
de la Creance de JESUS, élu entre les Princes de
la Nation du Messie, Mediateur des differens qui sur-
viennent entre le Peuple Chrétien, Seigneur de Gran-
deur, Majesté & Richesses, glorieux Guide des plus
Grands, HENRI IV. Empereur de France, Que
la fin de ses jours soit heureuse.

II. Ayant notre Altesse été priée du Sieur de Breves
au nom de l'Empereur de France son Seigneur, comme
son Conseiller d'Etat, & son Ambassadeur ordi-
naire à notre Porte, de trouver bon que les Traitez
de Paix & Capitulations qui sont de longue memoire
entre notre Empire & celui de fondit Seigneur, fus-
sent renouvelées & jurées de notre Altesse, sous cette
consideration, pour l'inclination que nous avons à con-
server cette ancienne amitié, avons commandé que
cette Capitulation soit écrite de la teneur qui s'enſuit.

A S Ç A V O I R.

III. Que les Ambassadeurs qui seront envoieés de
la part de Sa Majesté à notre Porte; les Consuls qui
seront nommez d'Elle pour resider par nos Havres &
Ports; les Marchands ses Sujets qui vont & viennent
par iceux, ne soient inquietez en aucune façon que ce
soit, ains au contraire receus & honorez avec tout le
soin qui se doit à la foi publique. Voulons de plus,
qu'outre l'observation de cette notre Capitulation,
celle qui fut faite & accordée par notre deſſunt Pere
l'Empereur Mehemet, heureux en sa vie & Martyr
en sa mort, soit inviolablement observé & de bon-
ne foi.

IV. Que des Venitiens & Anglois en là, les Es-
pagnols Portugais, Catalans, Ragusois, Genevois,
Anconitains, Florentins, & generalement toutes au-
tres Nations quelles qu'elles soient, puissent librement
venir, trafiquer par nos Pais, sous l'aveu & ſeureté de
la Banniere de France, laquelle ils porteront comme
leur Sauvegarde, & de cette façon ils pourront aller &
venir trafiquer par les lieux de notre Empire comme
ils y sont venus d'ancienneté, obéissant aux Consuls
Francois qui resident & demeurent par nos Havres &
Eschelles. Voulons & entendons qu'en usant ainsi,
ils puissent trafiquer avec leurs Vaisseaux & Gallions
sans être inquietez, & ce seulement tant que ledit Em-
pereur de France conservera notre amitié, & ne con-
treviendra à celle qu'il nous a promise. Voulons & com-
mandons aussi que les Sujets dudit Empereur de Fran-
ce, & ceux des Princes ses Amis, Alliez & Confede-
rez, puissent sous son aveu & protection, venir libre-
ment visiter les Saints Lieux de Jerusalem, sans qu'il
leur soit fait ou donné aucun empeschement. De plus
pour l'honneur & amitié d'icelui Empereur, Nous
voulons que les Religieux qui demeurent en Jerusa-
lem, & servent l'Eglise de Coumame (c'est à dire le
Saint Sepulchre de Notre Seigneur JESUS-CHRIST)
y puissent demeurer, aller & venir ſeurement, & sans
aucun trouble & desfourbier, & y soient bien re-
ceus, protegez, aidez & secourus en la considera-
tion susdite.

V. Derechef nous voulons & commandons, que de-
puis les Venitiens & Anglois en là, toutes les autres
Nations aliénées de notre grand Porte, lesquelles n'y
tiennent Ambassadeur, voulans trafiquer par nos Pais,
elles aient d'y venir sous la Banniere & protection de
France, sans que jamais l'Ambassadeur d'Angleterre
ou autres aient de s'en empeschier, sous couleur que
cette condition a été inserée dans les Capitulations don-
nées de nos Peres, après qu'elles auroient été redigées
par écrit.

VI. Voulons & Ordonnons que toutes permissions
qui

ANS qui se trouveront avoir été données, ou qui se pour-
de J. C. roient donner ci-après par surprise ou mégarde, con-
traire à l'article précédent, soient de nul effet & va-
1604. leur, ains que cette Capitulation soit inviolablement
gardée & entretenuë.

VII. Item, Permettons aux Marchands François, en considération de la bonne & parfaite amitié que leur Prince conserve avec notre Porte, d'enlever des Cuirs, Cordoans, Cires, Cottons, Cottons filez, jaçoit que ce soient Marchandises prohibées & défendues d'enlever; Ratifions la permission que notre Bifaieul Sultan Selim, & notre défunt Pere Sultan Mehemet, en ont donnée. Nous voulons aussi que ce qui est porté par cette notre Capitulation, en faveur & pour la sécurité des François, soit encore dit & entendu en faveur des Nations étrangères qui viennent par nos Pais, Terres & Seigneuries, sous la Bannière de France, laquelle Bannière elles porteront & arboreront pour leur sécurité & marque de leur protection, comme dit est ci-dessus.

VIII. Que les Monnoies qu'ils apportent par les lieux de notre Empire, ne puissent être prises de nos Tresoriers ni de nos Monnoyeurs, sous prétexte & couleur de les vouloir convertir en Monnoie Ottomane, & ne voulons pareillement qu'il se puisse prétendre aucun droit sur ni à cause d'icelles.

IX. Et parce qu'aucuns Sujets de la France navigent sur Vaisseaux appartenans à nos Ennemis, & y chargent de leurs Marchandises, & étans rencontrés ils sont faits le plus souvent Esclaves & leurs Marchandises prises; Pour cette cause nous commandons & voulons, que d'ici en avant ils ne puissent être pris sous ce prétexte, ni leurs facultés confisquées, s'ils ne sont trouvés sur Vaisseaux de cours. Voulons & commandons que ceux qui ont été faits Esclaves de cette façon, soient mis en pleine liberté, & leurs Hardes & Marchandises restituées sans aucun contredit.

X. Défendons que les Vaisseaux François qui seront rencontrés chargés de victuailles prises des Pais & Seigneuries de nos Ennemis, puissent être retenus & confisqués, & les Marchands & Mariniers faits Esclaves.

XI. Défendons qu'aux François qui se trouveront pris sur les Vaisseaux de nos Sujets portans des vivres à nos Ennemis, encores que nosdits Sujets & Vaisseaux en soient en peine, il soit fait ni donné aucune fâcherie, ains enjoignons qu'ils soient relâchés & mis en liberté sans aucune peine ni punition.

XII. Défendons que les Vaisseaux François, Marchands & Mariniers, qui se trouveront chargés de Bled acheté de nosdits Sujets, puissent être pris & faits Esclaves, ni leurs Vaisseaux confisqués, encore que ce soit chose prohibée, mais demeurera seulement le Bled confisqué. Voulons & commandons que ceux qui se trouveront par tout notre Empire avoir été faits Esclaves de cette façon soient mis en liberté, & que leurs Vaisseaux leur soient restitués. Que les Marchandises qui seront chargées à Nollis sur Vaisseaux François, appartenantes aux Ennemis de notre Porte, ne puissent être prises sous couleur qu'elles sont de nosdits Ennemis, puis qu'ainsi est notre vouloir. Que les Marchandises qui seront apportées des Marchands François en nos Havres & Ports, ou celles qu'ils enlèvent d'iceux, ne soient sujettes à autres droits & impôts que ceux qui sont de l'ancienne coutume. Voulons & Ordonnons que les Marchands François, & leurs Vaisseaux qui viennent par nos Ports & Havres, ne soient obligés de payer autre droit que celui des Marchandises qu'ils débarqueront, & qu'ils les puissent aller vendre en quelle Eschelle ils voudront, & où bon leur semblera, sans aucun empêchement.

XIII. Que lesdits François soient exempts de l'impôt de Cassapelic, autrement nommé l'Aide des Chaires. Comme aussi de celui des Cuirs nommé Refe. Qu'ils ne soient non plus recherchés de payer celui des Bufles, nommé Bas. Qu'ils soient aussi exempts de payer aucune chose aux Gardes de nos Ports & Peages. Qu'à

la sortie de leurs Vaisseaux ils ne puissent être forcés de payer plus de trois écus, sous le nom de bon & heureux voiage.

XIV. Et d'autant que les Corsaires de Barbarie allans par les Ports & Havres de la France, y sont reçus, secourus & aidés à leur besoin de poudres, plomb, & autres choses nécessaires à leur navigation, & néanmoins trouvant des Vaisseaux François à leur avantage ils ne laissent pas de les piller & saccager, en faisant les personnes Esclaves, contre notre vouloir & celui du défunt Empereur Mehemet notre Pere, lequel pour faire cesser leurs violences & depredations, auroit diverses fois envoyé ses puissans Ordres & Commandemens, & enjoint par iceux de mettre en liberté les François détenus Esclaves, & leur restituer leurs facultés, sans que pour cela ils aient discontinué leurs actes d'hostilité. Nous pourry remédier commandons par cette notre Capitulation Imperiale, que les François pris contre la foi publique soient remis en liberté, & leurs facultés restituées. Declérons qu'en cas que lesdits Corsaires continuent leurs brigandages, à la première plainte qui nous en sera faite par l'Empereur de France, les Viceroy & Gouverneurs des Pais de l'Obeïssance desquels seront les Voleurs & Corsaires, seront tenus des dommages & pertes qu'auront faites les François, & seront privez de leurs Charges: & promettons de donner croiance & ajouter foi aux Lettres qui nous en seront envoyées dudit Empereur de France. Aussi consentons nous & avons agreable, si les Corsaires d'Alger & Tunis n'observent ce qui est porté par cette notre Capitulation, que l'Empereur de France leur fasse courir sus, les chassie, & les prive de ses Ports; & protestons de n'abandonner pour cela l'amitié qui est entre nos Majestez Imperiales. Approuvons & confirmons les Commandemens qui ont été donnez de notre défunt Pere pour ce sujet.

XV. Consentons & accordons que les François nommez & avouiez de leur Prince, puissent venir pêcher du Poisson & Corail au Golfe de Stora Courcouri, dépendant d'Alger, & en tous autres lieux de nos Côtes de Barbarie, & en particulier aux lieux de la Jurisdiction de nos Roiaumes d'Alger & Thunis, sans qu'il leur soit donné aucun trouble ni empêchement. Confirmons toutes les permissions qui ont été données par nos Aïeuls, & singulierement par notre défunt Pere touchant cette Pêcherie, sans qu'elles soient sujettes à autre confirmation qu'à celle qui en a été faite d'ancienneté.

XVI. Voulons & Nous plaît que les Interpretes & Truchemens qui servent les Ambassadeurs d'icelui Empereur, soient francs & exempts de payer Tailles, Impôts de Chaires, & tous autres subsidez quels qu'ils soient.

XVII. Que les Marchands François, & ceux qui trafiquent sous leur Bannière aient à payer les droits des Consuls sans aucune difficulté. Que nos Sujets qui trafiquent par les Lieux & Pais de l'Obeïssance de nos Ennemis, soient obligés de payer les droits de l'Ambassadeur & Consul François, sans contradiction, jaçoit qu'ils trafiquent avec leurs Vaisseaux, ou autrement.

XVIII. Que survenant quelque meurtre, ou autre inconvenient entre quelques Marchands François & Negocians, les Ambassadeurs & Consuls d'icelle Nation, puissent selon leurs Loix & Coutumes en faire Justice, sans qu'aucun de nos Officiers en prenne aucune connoissance ni jurisdiction.

XIX. Que les Consuls François qui sont établis par les lieux de notre Empire pour prendre soin du repos & sécurité d'iceux trafiquans, ne puissent pour quelque cause que ce soit, être continués Prisonniers, ni leurs Maisons scellées & bullées, ains commandons que ceux qui auront prétention contre eux soient renvoyés à notre Porte, où il leur sera fait Justice. Que tous commandemens ou autres rescrits qui pourroient avoir été ci-devant, ou seroient ou pourroient être ci-après impetrez de nous par mégarde ou surprise contre cette

nô-

ANS
de J. C.
1604.

ANS notre promesse & capitulation, soient de nulle effet & qu'il n'y soit ajouté aucune foi.

XX. Et pour autant qu'icelui Empereur de France est entre tous les Rois & Princes Chrétiens le plus noble, & de la plus haute Famille, & le plus parfait Ami que nos Aïeux aient acquis entre ledits Rois & Princes de la croyance de JESUS, comme il a été dit ci-dessus, & comme le témoignage par les effets de sa sincère Amitié; en considération de ce nous voulons & commandons que son Ambassadeur qui reside à notre heu, eue Porte, ait la préférence sur l'Ambassadeur d'Espagne, & sur ceux des autres Rois & Princes soit en notre Divan public, ou autres lieux où ils se pourrout rencontrer.

XXI. Que les Etoffes que les Ambassadeurs d'icelui Empereur rendent à notre Porte, feroient venir pour leur usage & présents, ne soient sujettes à aucunes daces ou impôts.

XXII. Que ledits Ambassadeurs ne paient aussi aucun impôt de leurs victuailles, & de tous les vivres qui seront achetez pour la provision de leur Maison. Que les Consuls François jouissent de ces mêmes privilèges aux lieux où ils résideront, & qu'ils aient la préférence sur tous les autres Consuls de quelque Nation qu'ils soient.

XXIII. Que les François qui viennent avec leurs Vaisseaux & Marchandises par les Echelles, Havres & Ports de nos Seigneuries & Pais, y puissent venir librement sous la foi publique: & en cas que la fortune & orage jettât aucun de leurs Vaisseaux au travers se rencontrant de nos Galleres ou Vaisseaux aux lieux circonvoisins, Nous commandons tres-expressement aux Capitaines d'iceux de les aider & secourir, portant honneur & respect aux Patrons & Capitaines d'iceux Vaisseaux François, leur faisant donner, avec leur argent tout ce qui leur sera nécessaire pour leur vie & autres nécessitez.

XXIV. Et en cas qu'aucun d'iceux Vaisseaux fasse naufrage, Nous voulons que tout ce qui se recouvrera soit remis au pouvoir des Marchands à qui les facultez appartiendront, sans que nos Vicerois, Gouverneurs, Juges & autres Officiers y contreviennent, ains voulons qu'ils les secourent à leur besoin, leur permettant qu'ils puissent aller, venir, séjourner & retourner par tout notre Empire, sans qu'il leur soit donné aucun empêchement, s'ils ne commettent chose contre l'honnêteté & la foi publique.

XXV. Nous ordonnons aussi & commandons aux Capitaines de nos Mers, leurs Lieutenans & tous autres qui dépendent de notre obéissance, de ne violenter ni par Mer ni par Terre ledits Marchands François, ni pareillement les Etrangers qui viennent sous la feureté de leur Bannière: Voulons toutefois qu'ils soient tenus de payer les droits ordinaires de nos Echelles.

XXVI. Qu'iceux Marchands ne puissent être contrainsts d'acheter autres Marchandises que celles qu'ils voudront, & leur seront dûsibles.

XXVII. Et en cas qu'aucuns d'iceux se trouvent redevables, voulons que la dette ne puisse être demandée qu'au débiteur, ou à celui qui se sera rendu plege & caution pour lui, par Contrat passé pardevant personne publique.

XXVIII. Et si aucuns d'iceux Marchands, ou autres d'icelle Nation meurent en nos Pais, que les facultez qui seront trouvées leur appartenir soient remises au pouvoir de celui qu'ils auront nommé pour exécuter de leur Testament, pour en tenir compte à leurs héritiers. Mais s'il arrive qu'ils meurent *ab intestat*, Voulons que les Ambassadeurs ou Consuls qui sont par nos Echelles, se fassent de leurs facultez pour les envoyer à leurs héritiers, comme il est raisonnable, sans que nos Gouverneurs, Juges & autres qui dépendent de notre obéissance en puissent prendre aucune connaissance.

XXIX. Que les Consuls, ou Interpretes François, ou ceux des lieux qui dépendent d'eux, aient en leurs ventes & achats, plegeries & tous autres points, d'en

passer actes devant le Juge ou Cady des lieux où ils se trouveront, au deffaut de quoi nous voulons & commandons, que ceux qui auront quelque pretention contre eux, ne soient écoulez ni receus en leurs demandes, s'ils ne font apparoir comme dit est, par Contrat public leur pretention & droit. Voulons que tous les témoins qui seront produits contre eux & à leur dommage, ne soient receus ni écoulez si premièrement, comme dit est, il n'est suivi acte public de leurs ventes, achats & plegeries.

XXX. Etant formé quelque accusation contre les Marchands, ou autres d'icelle Nation, les accusant d'avoir parlé, ou blasphemé contre notre sainte Religion, & produisant de faux témoins pour les travailler, Nous ordonnons qu'en telles occasions nos Gouverneurs & Juges, aient de se porter prudemment, que les choses ne se passent plus avant, & qu'iceux François ne soient indeument & calomnieusement vexez & travaillez.

XXXI. Si aucun d'eux se trouvant endetté, ou aiant commis quelque mauvais acte, fuit ou s'abiente, Nous voulons & commandons que les autres d'icelle Nation ne puissent être responsables pour lui, s'ils n'y sont obligés, comme dit est, par Contrat authentique, & passé pardevant personne publique.

XXXII. Que se trouvant par notre Empire des Esclaves François étans reconnus pour tels des Ambassadeurs & Consuls, ceux au pouvoir desquels ils se trouveront faisant refus de les delivrer, soient obligés de les amener ou envoyer à notre Porte, afin d'être jugé à qui il appartiendra.

XXXIII. Qu'aux changemens & établissemens des Consuls François en nos Echelles d'Alexandrie, Tripoli de Syrie, Alger, & autres Pais de notre obéissance, nos Gouverneurs, & autres Officiers, ne se puissent opposer, ni empêcher qu'ils soient établis ou changez.

XXXIV. Si quelqu'un de nos Sujets a différent avec un François, dont la connoissance appartienne à nos Juges, Nous voulons que le Juge qui en connoitra ne puisse écouter la demande du demandeur, qu'un Interprete de la Nation ne soit présent, & si pour lors il ne se trouve aucun Interprete pour comparoir devant le Juge, & défendre la cause du François, que le Juge remette la cause à un autre tems, jusques à ce qu'il se trouve un Interprete, lequel toutefois le François sera obligé de trouver & faire comparoir, afin que l'effet & expedition de la Justice ne soient différés.

XXXV. S'il naît quelque contention & différent entre deux François, que l'Ambassadeur ou Consuls aient à le terminer, sans que nos Juges & Officiers s'en empêchent, & en prennent aucune connoissance.

XXXVI. Ordonnons que les Vaisseaux François esquels aura été faite la recherche en Constantinople, ne soient recherchez en autre part, sinon au fort des Dardanelles. Défendons qu'il soient forcez de la souffrir à Galipoli, comme ils y ont été contrainsts par le passé.

XXXVII. Les Vaisseaux, Galeres, & Armées Navalles appartenantes à notre Altesse, se rencontrans avec ceux de la France, Nous exhortons les Capitaines d'une part & d'autre, qu'ils aient à s'aider & servir, sans se procurer les uns aux autres aucun dommage, ains tout aide, secours & confort.

XXXVIII. Voulons & Nous plaît que tout ce qui est porté par les Capitulations accordées aux Venitiens ait lieu pour les François.

XXXIX. Que les Marchands, leurs facultez & Vaisseaux venans par les Mers & Terres de notre Empire, y soient bien receus, maintenus en toute seureté, & defendus de toute hostilité ainsi qu'il doit être fait selon la foi publique. Ordonnons qu'ils y puissent venir, aller, & séjourner sans aucun empêchement, & si quelqu'un étoit volé, qu'il se fasse une recherche tres exacte pour le recouvrement de

ANS

de J. C.

1604.

de la perte; & châtiment de celui ou ceux qui auront commis le méfait.

XL. Que les Admiraux de nos Armées Navales, nos Vicerois, Gouverneurs de nos Provinces, Juges, Capitaines, Châtelains, Daciers, & autres qui dépendent de notre obéissance, soient soigneux d'observer ce notre Traité de Paix & Capitulation, puis que tel est notre plaisir & commandement.

XLI. Declaronz ceux qui contreviendront à ce nôtre vouloir, rebelles, desobéissans, & perturbateurs du repos public, & pour ce voulons que sans aucune remise ils soient condamnés à ce qui est porté par ce Traité de Paix & Capitulation, puis que tel est notre plaisir & commandement.

XLII. Nous promettons & jurons par la vérité du Grand Dieu Tout-Puissant, Createur du Ciel & de la Terre, & par l'ame de nos Aïeuls & Bifaïeuls, de ne contrarier ni contrevenir à ce qui est porté par ce Traité de Paix & Capitulation, tant que l'Empereur de France sera constant & ferme à la conservation de notre amitié. Acceptons dès à présent la sienne, avec volonté de la tenir chère & en faire étime : & telle est notre intention & promesse Imperiale.

Ecrit environ le 20. Mai 1604.

I X.

ANS **Déclaration de HENRI IV. Roi de France,**
de J. C. **portant interdiction de Commerce avec**
1604. **L'ESPAGNE & les Pais-Bas, faite au**
FRANCE **mois de Février, 1604. Freder. Leonard.**
ET **Tome IV.**
ESPAGNE.

HENRI, &c. Après que le Placard publié au mois de Février & d'Avril de l'année dernière, de la part de nos très-chers freres le Roi d'Espagne & des Archi-Ducs de Flandres, touchant le fait du Commerce, fut venu à notre connoissance, ne pouvant nous persuader que l'on voulut assujettir nos Sujets à l'observation d'icelui, d'autant que c'étoit covertement leur interdire le Commerce aux Pais de nosdits freres, nous laissâmes couler quelque temps, durant lequel nous commandâmes à nos Ambassadeurs residens auprès de nosdits freres, de s'en éclaircir avec eux & nous en rendre certains : & ayant sceu, tant par les réponses faites à nosdits Ambassadeurs, que par les contraintes desquelles l'on a usé depuis envers nosdits Sujets, pour leur faire paier l'imposition de trente pour cent, & les assujettir aux conditions & rigueurs ordonnées par ledit Placard qu'ils entendoient y comprendre nosdits Sujets, nous prîmes résolution d'ordonner, pour garder quelque égalité au maniement & entrecours du Commerce entre nosdits Sujets & ceux de nosdits freres, par nos Lettres de Declaration du mois de Novembre ensuivant, que les Marchandises mentionnées par icelles venans des Royaumes & Pais dudit Roi d'Espagne & de ceux qui obéissent ausdits Archi-Ducs, en icelui notre Royaume, comme celles qui seroient tirées & transportées d'icelui ausdits Pais, paieroient la même imposition de trente pour cent qu'ils faisoient lever sur nosdits Sujets en vertu dudit Placard : mais depuis nous avons reconnu que lesdites levées continuant de part & d'autre, ruinent & détruisent entièrement nosdits Sujets, qui trafiquent ausdits Pais, tant pour la gravité insupportable desdites impositions, & les rigueurs & sujétions avec lesquelles elles s'exigent, qu'à cause des abus & fraudes qui se commettent en la perception & pratique d'icelles, au lieu que notre intention étoit faisant ladite Declaration, non de surcharger nosdits Sujets

Tome III.

ni les autres du redoublement de ladite imposition de trente pour cent, mais plutôt induire nosdits freres par la consideration commune du bien & soulagement de nosdits Roiaumes, Pais & Sujets, à les décharger ensemble du faix de l'un & de l'autre, & en ce faisant restituer & rendre ledit Commerce en nosdits Roiaumes, Pais & Sujets, aussi libre & florissant qu'il doit être entre bons voisins, freres, amis & alliés, tels que nous sommes, étant l'un des plus principaux fruits de la Paix que Dieu nous a donnée, laquelle nous entendons entretenir, garder & observer sincerement & de bonne foi. Néanmoins voians que l'on continué à lever lesdites impositions aux Pais de nosdits freres, sans faire demonstration de vouloir les revoquer ni régler, nous avons avisé redimer nostredit Royatme, Pais & Sujets, de la perte & vexation insupportable qu'ils en reçoivent : au moien dequoi après avoir mis cet affaire en deliberation en notre Conseil d'Etat, où étoient plusieurs Princes, Seigneurs & autres grands & notables personages, de l'avis d'icelui & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons pour les causes susdites, jusques à ce que nosdits freres le Roi d'Espagne & les Archi-Ducs aient déchargé nosdits Sujets du paiement de ladite imposition de trente pour cent : Défendu & défendons par ces Présentes, à tous nosdits Sujets de quelque état, qualité & condition qu'ils soient, de mener, conduire & transporter ci-après aux Pais de l'obéissance dudit Roi d'Espagne & Archi-Ducs de Flandres, soit par Mer ou par Terre, aucunes Marchandises quelles qu'elles soient, mêmes grains, vins, bestiaux de toutes espèces, ni autres sortes de denrées en quelque maniere que ce soit, comme aussi nous défendons l'entrée en nostredit Roiaume de toutes Marchandises venans des lieux de l'obéissance de nosdits freres, à peine de confiscation desdites Marchandises & des Navires, Vaisseaux, Batteaux, Chariots, Chevaux & Charettes qui en seront chargez, quelques Passeports & permission contraires à ces Présentes que nosdits Sujets, & ceux de nosdits freres puissent avoir, de nous ou des Gouverneurs & Lieutenans Generaux de nos Provinces, Admiraux, Vice-Admiraux, ou autres, lesquels Passeports & permissions dès à présent, comme dès lors, nous déclarons nuls, & défendons d'y avoir aucun égard. Et afin que notre intention soit plus diligemment, exactement & mieux executée, Nous permettons à tous ceux qui seront avertis de la contravention qui sera faite par nosdits Sujets, & ceux de nosdits freres, au contenu de la présente Declaration, de la venir dénoncer & reveler à nos Juges & Officiers des lieux, & voulons que le tiers des confiscations, qui nous seront adjudgées contre les delinquans & transgresseurs demeure & soit delivré, comme par ces Présentes nous asséctons & ordonnons aux dénonciateurs : voulans qu'ils soient paiez dudit tiers des premiers deniers qui proviendront de la vente desdites Marchandises, Navires, Batteaux, Vaisseaux, Chariots, Chevaux & Charettes : dont nous chargeons nosdits Juges & Officiers, leur commandant faire fournir ledit tiers ausdits dénonciateurs, sans attendre sur ce autre commandement de nous. Et pour le regard des Sujets des autres Princes, Potentats, Republiques, Villes & Communautez : ils pourront trafiquer en celsdits Roiaumes, tout ainsi qu'ils faisoient auparavant la publication de notre présente Ordonnance, sans qu'il leur soit donné aucun empêchement. Mais d'autant qu'aucuns abusans de ladite liberté, au mépris de notre Ordonnance & au préjudice de nostredit Roiaume, Pais & Sujets, pourroient en chargeant des Marchandises en cedit Roiaume, les faire après transporter & conduire ausdits Pais dudit Roi d'Espagne, & desdits Archiducs de Flandres, sous couleur de les porter aux lieux où ils sont Sujets, qui seroit entièrement détruire l'effet de notre présente intention : Nous pour y remédier voulons &

entend-

ANS
de J.C.

1604.

(a) On
lit cette
Note à la
fin de la
Déclara-
tion pré-
cédente
dans l'E-
dition de
Leonard,
& l'on n'a
pas cru
devoir
l'omettre.

entendons que tous Etrangers Sujets desdits Princes, Potentats, & Républiques, auxquels nous laissons par la présente Ordonnance la liberté de trafiquer en notre-dit Royaume, baillent devant qu'ils sortent des lieux où ils auront chargé les Marchandises qu'ils auront achetées & voudront transporter, bonnes & suffisantes cautions pardevant nos Officiers desdits lieux, de rapporter dedans le temps qui leur sera pour ce préfix & limité par nosdits Officiers, eu égard à la distance des lieux, une certification des Officiers & Magistrats des Villes & lieux où ils prétendent porter lesdites Marchandises, de la décharge d'icelles audits lieux où ils les voudront porter. Davantage nous voulons & entendons, qu'ou il se vérifieroit qu'après la descente desdites Marchandises esdits lieux, l'on les eut après rechargées & portées audits Pais obéissans audits Roi d'Espagne & Archiducs de Flandres, que lesdites cautions en demeurent réponçables, & qu'il soit loisible à nos Juges & Officiers d'agir contre icelle & leur posterité : & afin qu'aucun ne se puisse excuser de n'avoir été averti du contenu des Présentes, nous voulons & entendons qu'elles soient tenues pour notifiées à toutes personnes, 15. jours après la publication d'icelles par les Baillies & Sénéchauffes de notre Royaume, pour ce qui est de la Terre : & par les Officiers de l'Amirauté, pour ce qui est des Ports de Mer : auxquels Baillies & Sénéchaux & Officiers de l'Amirauté, & à chacun d'eux en droit soi, nous enjoignons faire faire ladite publication en toute diligence, & aux Substituts de nos Procureurs Generaux, d'y tenir la main, à peine d'en répondre en leurs propres & privés noms. Si donnons, &c.

(a) *L'interdiction & défense du Trafique en Espagne & Flandres aux François étoit le seul moyen pour contraindre le Roi d'Espagne de lever son nouvel impôt de trente pour cent (ainsi qu'il a été contraint de faire comme nous dirons sur la fin de cette année) ; mais nonobstant ces défenses, plusieurs Marchands ne laissoient par le moyen des Etrangers d'y trafiquer, & rendoient l'intention de Sa Majesté sans fruit ; ce qui fut cause qu'il fut d'autres défenses encore plus amples le septième jour de Juillet, sur peine de punition corporelle aux contrevenans, leurs fauteurs, recelleurs ou entremetteurs, avec confiscation de toutes leurs Marchandises, desquelles il vena que les dénonciateurs en aient la moitié, sans être Sujets à payer les frais de Justice, lesquels se prendroient sur l'autre moitié. Et pour éviter aux fraudes & abus, que les Marchands qui ont des Marchandises es Ports de Mer & Villes frontières, pourvoient commettre, il leur enjoint de faire marquer & enregistrer par ses Officiers toutes denrées & marchandises, sans que ses Officiers prennent aucune chose pour la marque, ni pour l'enregistrement. La punition corporelle de quelques Marchands donna crainte aux autres, & les fit obéir aux défenses du Prince, qui par ce moyen en reçut le fruit de ses intentions.*

X.

ANS

de J.C.

1604.

FRANCE

ET

ESPAGNE.

Traité pour le rétablissement du Commerce, entre le Roi HENRI IV. Roi de France d'une part, le Roi D'ESPAGNE & les Archi-Ducs Albert & Isabelle d'autre part: Fait à Paris le 12. Octobre 1604. Freder. Leonard. Tom. IV.

HENRI, &c. Ayant été reconnu que l'imposition ci-devant mise par nos tres-chers freres le Roi d'Espagne & les Archi-Ducs de Flandres, de trente pour cent sur les Marchandises qui y pouvoient être apportées de ce Royaume, ou qui de leur Pais & Etats étoient apportées en icelui. Comme pareillement les défenses qui en suite & conséquence de ladite imposition avoient par nous été faites à tous nos Sujets de trafiquer es Pais & Etats desdits Princes, alteroient du tout le Commerce qui souloit être entre nos

Etats, & qui est un des meilleurs & plus fermes liens de l'entretènement de la Paix : Ce que notre tres-saint Pere le Pape ayant bien considéré, & que cela avec le temps pourroit faire & attirer de pires conséquences, auroit pris soin, pour la paternelle affection qu'il nous porte, & à la continuation de ladite Paix, & au bien & repos de nosdits Etats, de nous exhorter tous par ses saintes admonitions de faire cesser tous ces différends survenus pour les publications susdites, & rendre au Commerce la liberté qui auroit toujours été depuis ladite Paix. Comme aussi notre tres-cher frere le Roi d'Angleterre avoit voulu faire envers nous ce même Office, qui auroit été cause que nous nous serions unanimement résolus de faire traiter par nos Ministres sur lesdits différends, qu'ils auroient enfin terminés par un mutuel accord les Conventions que nous aurions depuis respectivement ratifiées, & desirans de notre part qu'il soit inviolablement gardé & observé : Et à cet effet qu'il soit connu & notoire à tous : Sçavoir faisons, que par nous Cousin le sieur Marquis de Rosny Grand-Maitre & Capitaine general de l'Artillerie de France : & le sieur de Silley, Conseiller en notre Conseil d'Etat, de notre part : Et de celle de nosdits freres le Roi d'Espagne & Archi-Ducs, Dom Baltazar de Cúñiga Ambassadeur dudit Roi d'Espagne, & le Senateur Alexandre Rovidius, ont été traités, accordés, signés, & depuis respectivement confirmés & ratifiés comme dit est, les Articles desquels la teneur ensuit.

I. Il a été arrêté que de part & d'autre & en même jour seront ôtés & levés par lesdits Rois & Archi-Ducs les Placards publiés pour l'imposition de trente pour cent, & interdiction du Commerce.

II. Item a été convenu que ledit sieur Roi Tres-Chrétien, défendra par Edit public, incontinent après la publication des présents Articles, que aucuns de ses Sujets, Vauxaux ou Regnicoles, n'enlève ou transporte directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit, en son nom ou celui d'autrui, & ne prête son nom ni aucun Vaisseau, Navire, ou Chariot pour porter ou conduire Navires, Marchandises, Manufactures ou autres choses des Provinces de Hollande & Zelande en Espagne, ou aux autres Roiaumes & Seigneuries desdits Roi d'Espagne & Archi-Ducs, & ne charger en ses Vaisseaux pour transporter audit Pais aucuns Marchands Hollandois & Zelandois, sous l'indignation de Sa Majesté, & aux peines portées par les Ordonnances contre les infractions d'icelles.

III. Et afin d'empêcher les fraudes qui se pourroient ensuivre à cause de la ressemblance des Marchandises, il a été arrêté par les présents Articles, que les Marchandises de France qui se transporteront & conduiront aux Roiaumes & Pais desdits Roi Catholique & Archi-Ducs seront enregistrées & scellées du Sceau de la Ville d'où elles seront enlevées : & ainsi enregistrées & marquées seront tenues & réputées pour Marchandises Françaises, & comme telles approuvées & admises, sauf à prouver la fraude, sans retarder ni empêcher toutes fois le cours des Marchandises & des Vaisseaux. Et quant aux Marchandises qui ne seront enregistrées & marquées, elles seront confiscuées & déclarées de bonne prise. Semblablement aussi tous Hollandois & Zelandois qui seront trouvés dans lesdits Navires pourront être pris & arrêtés.

IV. Item a été accordé que pour le regard des Marchandises que les Marchands François apporteront en Espagne & autres Pais dudit Roi Catholique, & qu'ils transporteront dans leurs propres Navires ou autres loités & empruntés pour leur usage, excepté toutes fois les Navires Hollandois & Zelandois, & comme il est dit ci-dessus, ne paieront point ladite imposition de trente pour cent, pourveu qu'ils les conduisent au Pais dudit Roi Tres-Chrétien, ou aux Ports de l'obéissance desdits Archi-Ducs ou lieux & endroits non défendus par le Placard sur ce fait. Et afin d'éviter à toutes fraudes, & que ledites Marchandises ne soient transportées ailleurs, & spécialement en Hollande & Zelan-

ANS Zelande, a esté resolu que ledits Marchands au même
de J. C. temps qu'ils chargeront leurs Navires en Espagne ou
autres Roiaumes & Seigneuries de l'obeissance dedit
1604. Roi Catholique & Archi-Ducs, s'obligeront pardevant le Magistrat du lieu d'où ledites Marchandises seront enlevées, de paier ladite imposition de trente pour cent, en cas qu'ils les transportent en autres lieux, & de rapporter dans unan Certificat du Juge des lieux où ledites Marchandises auront esté déchargées soit au Roiaume de France ou aux Ports & Havres dedit Archi-Ducs ou autres non défendus par ledit Placard. Lequel Certificat estant rapporté, les obligations sur ce faites seront rendues & demeureront nulles.

V. Il a esté aussi accordé que le Roi Tres-Chrétien incontinent après la publication du présent accord, défendra qu'aucun ne transporte des Marchandises d'Espagne ou d'autres Pais dudit Roi Catholique, ailleurs qu'en ses Roiaumes, & edits Ports & Havres de Flandres & lieux ci-dessus spécifiés ou autres non défendus par ledit Placard, à peine de confiscation dedit Marchandises au profit dudit Roi Tres-Chrétien, dont la moitié ou la valeur appartiendra au dénonciateur, deduction préalablement faite dudit droit de trente pour cent : lequel sera païé aux Commisaires députés par ledit Roi Catholique, foi étant ajoutée aux preuves légitimement reçues en Espagne & envois en France en forme authentique, sauf les exceptions & défenses contre ledites preuves.

VI. De même a esté accordé que aucun Magistrat des lieux & Villes dedit Roiaumes, qui baillera Certificat de la charge des Navires, ou de l'enregistrement des Marchandises, n'y commettra aucune fraude, à peine d'encourir l'indignation de Sa Majesté, d'estre privé de son Office, & d'autre plus grève punition si elle échut.

VII. Et parce que l'intention dedit Princes est de procurer que le Commerce d'entre leurs Sujets leur apporte plus de commodité & utilité, ils donneront ordre autant qu'en eux sera, que les chemins soient ouverts à l'entrée & sortie de leurs Ports, Roiaumes & Seigneuries, afin que leursdits Sujets puissent plus librement aller & venir avec leurs Marchandises.

VIII. Et pour le regard de la revocation des daces imposées à Calais, depuis le Traité de Vervins, sur les Marchandises qui sont transportées d'Espagne en Flandres, & de Flandres en Espagne, cet Article aiant déjà esté arrêté à l'instance du Cardinal Delbuffalo au nom de Sa Sainteté, il sera ensemble executé selon sa forme & teneur.

Tous les Articles ci-dessus spécifiés seront réciproquement publiés avec ce qui y est contenu. Et sera la ratification dedit Princes sollicitée, afin que la publication s'en fasse en même jour de part & d'autre quarante jours après la date des Présentes. Faite le 12. Octobre 1604. Signé Maximilian de Bethune, N. Brulard de Silleri. Dom Baltazar de Cuniga, Alexander Rovidius. Et plus bas est écrit, Si donnons en mandement, &c.

X I.

ANS Privileges accordez par HENRI IV. Roi
de J. C. de France aux Villes de la HANSE
1604. TEUTONIQUE, donné à Fontaine-
bleau, au mois de Novembre, 1604.
FRANCE Aitzema, Histoire des Affaires d'Etat
ET & de Guerre. Tom. VIII. pag. 306. de
LAHANSE l'Edition in 4º.
TSUTONIQUE.

HENRY par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre; A tous presens & advenir, Salut: Comme nos tres-chers, grands amis & confederes les Proconsuls, Senateurs, Marchands, Anciens, Aldremans, Manans & Habitans des Villes & Citez de la Nation & Hanse Teutonique, dits Osterlins, ayant n'agueres envoyé leurs Deputez & Ambassadeurs devers nous, pour nous requierir de la continuation & confirmation, tant de nostre amitié, allian-

ce & confederation, que des Privileges qui leur ont esté octroyez le passé par nos Predecesseurs Roys de France d'heureuse memoire: Scavoir faisons que nous desirons singulierement l'entretenement de ladite amitié, alliance & confederation, & suivant la bonne & louable coustume de nosdits Predecesseurs, la promouvoir & avancer autant qu'il nous sera possible. POUR CES CAUSES, & autres bonnes, grandes & raisonnables consideration à ce nous mouvans; Avons par ladvis & deliberation des Princes de nostre Sang & Gens de nostre Conseil d'Etat, continué & confirmé, continuons & confirmons par ces presentes ladite amitié & confederation, ensemble tous les Privileges par nosdits Predecesseurs donnez & octroyez ausdites Villes & Citez de ladite Nation de la Hanse Teutonique, & leurs Sujets: Voulons & nous plaist, qu'ils en jouissent pleinement & paisiblement, & que selon la teneur d'iceux & des Traitez par nosdits Predecesseurs Roys à eux octroyez, ils puissent venir & frequenter seurement & saurement en nostre dit Royaume, Pays, terres & Seigneuries de nostre obeysance, trafiquer avec nosdits Sujets par terre & par mer, ainsi qu'ils ont cy-devant accoustumé, & ramener marchandise non prohibées ny défendues, en payant & acquitant les droicts & devoirs pour ce deus, & ainsi qu'il appartiendra: Défendons tres-expressement à tous nos Sujets de quelque estat & condition qu'ils soient, de donner ny souffrir estre fait, mis ny donné aucun arrest, destourbier, ny empeschement ausdites Villes de la Hanse Teutonique, ou leurs Sujets, ny entreprendre aucune chose préjudiciable à ladite amitié & confirmation d'icelle, nonobstant qu'ils n'ayent depuis le deceds du feu Roy Henry II. pris Lettres de confirmation des Roys Francois II. Charles IX. & Henry III. nos tres-chers & tres-honnez Seigneurs & Freres, que Dieu absolve, dont les avons relevées & dispensées, relevons & dispensons par cesdites presentes pour ce signées de nostre propre main: SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux les Gens tenans nos Cours de Parlement, & autres nos Cours Souveraines; A tous nos Lieutenans, Generaux, Gouverneurs de nos Provinces, Admiraux, Vice-Admiraux, Tresoriers generaux de France, Officiers de la Table de Marbre de nos Palais de Paris & Roïen, Baillifs, Seneschaux, Prevosts, Juges, Maires de nos Ports, ou leurs Lieutenans, Officiers de nos Traites-foraines, & à tous nos autres Justiciers & Officiers, ou leurs Lieutenans, presens & advenir, & à chacun d'eux, si comme à luy appartiendra, que le contenu en ces presentes, ensemble ladite Amitié, Alliance, confederation, Privileges, & cette presente confirmation, ils entretiennent, gardent & observent, & fassent entretenir, garder & observer de point en point selon leur forme & teneur, & le publient & fassent publier par tous les Havres de nostre Royaume, & autres lieux que besoin sera, & de ladite amitié, alliance, confederation & privileges, ils fassent ledites Villes de la Hanse Teutonique, & leursdits Sujets, jouir & user pleinement, & paisiblement, contraignans à ce faire souffrir & obeyr tous ceux qu'il appartiendra, & procedant contre ceux qui feront le contraire, comme il est accoustumé contre les infractions de nos Ordonnances & volonte, nonobstant Clameur de Haro, oppositions & appellations quelconques, pour lesquelles ne voulons estre différé: Et parce que de cesdites presentes, l'on pourra avoir affaire en plusieurs & divers lieux, Nous voulons qu'aux Vidimus d'icelles deüement collationnés, soy soit adjoutée comme au present original; CAR tel est nostre plaisir; Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, Nous avons fait mettre nostre seel à cesdites presentes, sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes. DONNÉE à Fontainebleau au mois de Novembre l'an de grace mil six cens quatre. Et de nostre regne le sixième. Signé, HENRY. Et plus bas, Par le Roy, DE NEUVVILLE.

ANS
de J. C.
1604.

ANS de J. C.
1605.
LES PROVINCES UNIES
ET LES ELECTEURS PALATIN
ET BRANDEBOURG.
Traité entre les PROVINCES UNIES & les ELECTEURS PALATIN & de BRANDEBOURG, pour assurer la succession de Cleves & de Juliers. Fait le 25. Avril, 1605. Aitzema, Histories des Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XI. Partie II. pag. 1086. de l'Edition in 4^o.

Alfo den Doorluchtichte hooggeboorne Vorst en Heer, *Heer Frederik, Palts-Grave by Rhijn, des Heyligen Roomschen Rijcx, Ertzuchtes ende Keur-Vorst, Hertoch in Beyren, deur den Edelen Erntfekten, sijne Keur-Vorstelijcke Hoocheyt geheymen Raadt, Volraden van Plessen*, ende die oock Doorluchtichster, Doorluchtich en Hoochgeboorne Vorst ende Heer, *Heer Joachim Frederick, Markgrave tot Brandenburg des H. Roomschen Rijcx, Ertz Cammerer ende Keur-Vorst, ende Heer Johan Sigismund, Markgrave van Brandenburg in Pruyssen, tot Stettin, Pomeran, &c. Hertoch en Burchgrave tot Neurenborch, ende Vorst tot Rugen, door den welgebooren Edel gestengnen Heer, Otto Heymichen van der Bylant, Vry-Heer van Roydt ende Brembt, sijn Keur-Vorstelijcke Hoocheyt ende Vorstelijcke Doorluchtichyts gewesen Overlien ende geheymen Raedt, volgens sijn Keur-Vorstelijcke Doorl. ende Vorstelycke Doorl. Brieven van Credentie ende Ratificatie, respectieve ghedateert tot Heydelberch den achten den February, ende tot Ceulen an den Sprey den derten January beyde leffleden, de Heeren Staten Generael der Vereenichde Nederlanden genadicht belieft hebben te proponeren, dat tot den dienst van den Heyligen Rijcke, bescherminge van de Steden ende Ingelctenen des selfs, tegens uythemse overvallen, ende tot conservatie van sijn Keur-Vorstelijcke Hoocheyt ende Vorstelijcke Doorl. tegenwoordige ende toekomstende Rechten ende Gerechtigheden an, ende in de Vorstendommen van *Gulick, Cleve ende Berge*, sampt der Graeffschappen van der *Mark ende Ravensberch, ende Heerlijckheyt van Ravenssteyn*, tegens onrechtmatige voorgenomen Usurpatie, beyde sijn Keur-Vorstelijcke Hoogheydt ende Vorstelijcke Doorl. de voorz. Heeren Gezanten gelaft hebben, daar op met de Heeren Staten Generael te beraetslagen ende handelen, welke propositie welgemelte Heeren Staten aengenaeem zijnde, en hebbende eenige uyt hare Vergaderinge gecommiteert, om met de selve Heeren Gezanten te beraetslagen. Zo is't: dat dienvolgende gehouden zijnde, vericheyde conferentien en beraetslagen, en daer van rapport aan de Heeren Staten Generael gedaen wezende, by welgemelde Heeren Staten goetgevonden is te verfoeken en te committeren den Doorl. Hooghgebooren Heer ende Vorst, *Maurits Prins van Orangie, Grave van Nassau, Catzenelleboge, Vyanden, Dieft, Meurs, Marquis van der Veere, & Fleissinge & Gouverneur & Capitaine General de Gueldre, Hollande, Zelande, Westfrise, Utrecht & Overijssel; Amiral General des Provinces Unies, & le Seigneur Guillaume Louis Comte de Nassau, Catzenelleboge, Vyanden, Dieft, Gouverneur & Capitaine General de Friesle, Groningue Ommelanden, Drenthe &c. Ensemble de leur Assemblée le noble, Sage & discret Seigneur Jean de Oldenbarnevelt, Seigneur de Tempel, Premier Conseiller & Advocat des Comté & Pais de Hollande & West-Frise, & Albers Joachimi Conseiller pensionnaire de la Ville de der Goes, pour avec lesdits Sieurs Envoyez conclure & accorder, comme de fait ils ont lesdits Sieurs Envoyez de leurs Serenitez. Electorale & lesdits autres Deputez, accordé & conclue qui s'ensuit.**

Te

Traduction de ce Traité.

Comme le Serenissime Prince & Seigneur Frederic Comte Palatin du Rhin, Electeur du St. Empire & Duc de Baviere a, par le noble & honorable le Sr. Volrade de Plessen Conseiller privé de Son Altesse Electorale, & le Serenissime Prince & Seigneur Joachim Frederic Marquis de Brandebourg Chambellan & Electeur du dit St. Empire; & le Seigneur Jean Sigismund Marquis de Brandebourg en Prusse, Stettin, Pomeranie &c. Duc & Burgrave de Nirenberg & Prince de Rugen par le noble Seigneur Otton Henri vander Bylant, Seigneur de Rejdt & de Brempt cy devant Colonel de Son Altesse & serenité Electorale & Son Conseiller Privé Suivant les Lettres respectives de Creance de leurs serenité & Altesse Electorale datées à Heydelberg le 18. Fevrier & à Cologne sur la Sprée le 3. Janvier tous deux dernier, proposé aux Seigneurs Etats generaux des Provinces Unies que pour le Service du St. Empire, & la defense des Etats & habitants d'icelui contre les irruptions étrangères, & pour la conservation des droits presens & futurs de son Altesse & serenité Electorale dans les Principauté de Juliers, Cleves, & Berge, ensemble les Comtés de la Mark & Ravensberg & Seigneurie de Ravenssteyn, contre l'usurpation qui en a été entreprise injustement, lesdits Electeurs ont tous deux chargé leurs Envoyez d'en communiquer & deliberer avec lesdits Seigneurs Etats Generaux. Laquelle proposition étant agreable auxdits Seigneurs Etats, & ayant depuis quelques uns de leur Assemblée pour en deliberer avec lesdits Sieurs envoyez. C'est pourquoy ayant en consequence plusieurs deliberations & conferences été tenues, & d'icelles fait rapport aux Seigneurs Etats Generaux, lesdits Seigneurs Etats ont trouvé bon de prier & commettre le Serenissime Seigneur & Prince Maurice Prince d'Orange, Comte de Nassau, Catzenelleboge, Vyanden, Dieft, Meurs, Marquis de der Veere, & Fleissinge & Gouverneur & Capitaine General de Gueldre, Hollande, Zelande, Westfrise, Utrecht & Overijssel; Amiral General des Provinces Unies, & le Seigneur Guillaume Louis Comte de Nassau, Catzenelleboge, Vyanden, Dieft, Gouverneur & Capitaine General de Friesle, Groningue Ommelanden, Drenthe &c. Ensemble de leur Assemblée le noble, Sage & discret Seigneur Jean de Oldenbarnevelt, Seigneur de Tempel, Premier Conseiller & Advocat des Comté & Pais de Hollande & West-Frise, & Albers Joachimi Conseiller pensionnaire de la Ville de der Goes, pour avec lesdits Sieurs Envoyez conclure & accorder, comme de fait ils ont lesdits Sieurs Envoyez de leurs Serenitez. Electorale & lesdits autres Deputez, accordé & conclue qui s'ensuit.

ANS de J. C.
1605.
LES PROVINCES UNIES ET LES ELECTEURS PALATIN ET DE BRANDEBOURG.

Sçavoir

ANS Te weten: dat ten eynde hier voor verhaelt , die
de J. C. voorfz Heeren Gezanten van wegen hooght ende
1605. hooggedachte fijn Keur-Vorftelyke Doorl. ende Vorftelyke Doorl. beloofte hebben , ende belooven mitsdefen , de welgemelde Heeren Staten Generael voor den Jaare van *teftienhondert vijft , ses ende seven* , te affifteren met de fomme van *hondert duysent* duytle guldens Jaerlijcx , mackende in de voorfz drie Jaeh , drie hondert duysent der voorfz guldens , doch de vijftigh duysent guldens , welke de Heeren Keur-Voriten , Paltsgrave , Keur-Vorftelyke Hoogheyt albercys verwilligt ende de termynen halver , met welgemelde Heeren Staten *Agenten* in Duytlandt , geacordeert heeft daer van afgetrokken , ende de twee hondert en vijftig duysent guldens , door fijn Keur-Vorftelyke Hoogheys ende Vorftelyke Doorl. van Brandenburg op nader vergelykinge (welke ten langften in de nactie twee Maenden afgedaen zal werden) te betalen .

Waer tegens hare Ed. ende andere Gecommitteerden van wegen welgemelde Heeren Staten Generael beloofte hebben , ende belooven mitsdefen , ingevalle van het overlyden van den Doorl. Hoochgebooren Vorft ende Heer , *Heer Johan Willem* , Hertoght tot Gulick , Cleve ende Berge , Grave van der Mark ende de Ravensberch , ende Heer tot Ravensfeyn , ingevalle van een onverfienfe Refolutie , ofte alteratie ende veranderinge in 't Rijk , ofte dat yemad het zy uytlandifch of Lantzaat , door fijn Vorftelyke Doorl. indifpofitie , ofte om eenige andere redenen , mofte ontrent die voorfz Vorftendommen , Graaffchappen , Heerlijkheden , Plaetfen ende Steden der felver , yets metter daed tegen fijn Keur-Vorftelyke Hoogheyt ende Keur-Vorftelyke Doorl. hebbende , ofte toekomende Rechten zouden willen attenteren , ofte den felven fch opponeren , dat welgemelte Heeren Staten Generael , op die voorfz gevallen , ende op die ordre van hooght ende hooghtged: fijn Keur-Vorftelyke Hoogheyt ende Vorftelyke Doorl. om zulks af te helpen weren , ende van Keur-Vorft. Palts hooghtgedachte ende Vorftelyke Doorl. Markgrave *Sigismund* refpectie hebbende ende toekomende Rechten , te helpen de poffeffie apprehenderen , promptlyk ende datelyk zullen fchikken , ende tot haren laft ende koften , ende houden een nootwendigh aental Krijgsvolks te paerde en te voet met fijn toebehooren , ende tot beftherminge ende confervatie der felver poffeffie , fijn Keurvorftelyke Hoogheyt ende Vorftelyke Doorl. afftentie doen , ende dit alles , noch dat haer Ed. Mog: mette behoudenis van den welstant der Vereenigde Provintien , Quartieren , Steden ende Leden van dien , eenigfints zal mogelijk ende doenlyk zijn . Aldus geacordeert en beflooten in den Hage , tuffchen de voorfz Heeren Gezanten , ende andere Gecommitteerden , ende in Oirconde by de felve , met hare Signature ende Pitfure bevestigt den *vijf-en-twintigften April 1605* . Geteeckent *Wolradt van Plefen* , *Otto Hemricx* , *Vryheer tot Reith* . *Maurice de Nassau* . *Wilhem Ludwigh* , *Graef zu Nassou* . *Johan van Oldenbarnevelt* . *Albert Joachim* .

ANS *Sçavoir que pour la fin cy-dessus mentionnée , les fufdits Sieurs Envoyez au nom de leurs Serenitez Electorales & Prince ont promis & promettent par ces presentes d'affister les fufdits Seigneurs Etats Generaux pour les années mil six cens cinq , six & sept , de la fomme de cent mil livres monnoye Allemande annuellement , faifant pour lesdites trois années trois cent mille livres , mais les cinquante mille livres , lesquelles les Seigneurs Electeurs , Comme Palatin & Alteffe Electorale ont déjà stipulé en Allemagne , avec les agens defdits Seigneurs Etats , il a été accordé qu'ils feront rabatus , & les deux cent & cinquante mille livres seront payés suivant la repartition qui en sera faite entre lesdits Alteffes & Serenitez Electorales , laquelle repartition se fera au plus tard dans le tems de deux mois prochains .*

ANS *Pourquoy leurs N. & autres Deputez au nom des fufdits Seigneurs Etats Generaux ont promis & promettent par ces presentes en cas que le Serenissime Prince & Seigneur , le Seigneur Jean Guillaume Duc de Juliers , Cleves & Bergue , Comte de la Mark & de Ravensberg & Seigneur de Ravensfeyn vienne à mourir , & qu'il arrivât quelque alteration , & changement dans l'Empire , ou que quelqu'un , soit étranger ou du Pais , par l'indisposition dudit Prince Serenissime ou pour quelque autre fujet , voulut attenter quelque chose par voye de fait fur lesdites Principautés , Comtés Seigneuries , Places & villes d'icelles contre les droits que son Alteffe & Serenité Electorale y a ou lui appartient , ou voulussent s'opposer à lui , que lesdits Seigneurs Etats Generaux en cefdits cas & sur l'ordre de S. Alteffe & Serenité Electorale pour l'affister à se defendre & aider Son Alteffe Ser. le Marquis Sigismund à prendre poffeffion des droits qu'il y a & lui appartient , enverront promptement à leurs frais & depens & entretiendront un nombre neceffaire de Cavalerie & d'infanterie avec fes dependances , & que pour la defence & poffeffion d'icelles , ils donneront à faditte Alteffe & Serenité Electorale toute l'affiftance qui sera poffible & faifable pour la confervation & prosperité des Provinces Unies & des Quartiers , Villes & Membres d'icelles . Ainsi accordé & conclu à la Haye entre les fufdits Sieurs Envoyez & autres Deputez en Témoin dequoy ont confirmé ces presentes de leurs signatures & feaux le 25 Avril 1605 . Signé Wolradt de Plefen , Jean d'Oldenbarnevelt , Otton Henri Seigneur de Reith , Maurice de Nassau , Albert Joachim , Guillaume Louis Comte de Nassau .*

X I I I .

ANS *Déclaration du Canton de ZURICH , qu'il*
de J. C. *entre en la confédération & alliance avec*
1605. *HENRI IV. Roi de France , & les Cantons*
ZURICH *de Berne & Soleure , pour la défense &*
FRANCE *confervation de la Ville de Genève , du*
ET *28. Août 1605 . Freder. Leonard.*
GENEVE. *Tom. IV .*

A U nom de la Sainte Trinité , Dieu le Pere , le Fils le Saint Esprit . Amen . Nous le Bourguemestre , ou Conful , le Conseil & le Grand Conseil , que l'on nomme les deux Cens de la Ville de Zurich ,

reconnoiffons & faisons à favior par ces presentes , que s'étant en l'an passé 1579 . fait & conclu un traité & accord pour juftes caufes & confiderations , entre le feu tres-illuftré , tres-puiffant , & tres-Chrétien Prince & Seigneur Henri III. du nom , Roi de France & de Pologne , d'heureufe memoire ; & les Prudens & Honorables Schultheis , ou Chefs du Conseil des deux Villes de Berne & de Soleure , nos fidels , chers Al-liez , avec certaines claufes & conditions touchant la protection & confervation de la Ville de Geneve , & du Pais qui y appartient ; par lequel Traité il eft refer-vé aux autres Cantons de Suisse , & leurs alliez d'y pou-voir entrer .

ANS de J. C. 1605. Et aians considéré comme il importe à tous les loüables Cantons, en commun, que la Ville de Geneve demeure en l'état & condition qu'elle est à present, & que rien ne peut plus troubler la paix, repos & prosperité d'icellui Cantons en commun, que si ladite Ville de Geneve (qui est la clef & le principal Boulevard des Pais d'icellui Cantons) tombe es mains de quelque autre, & vient au pouvoir d'aucun Prince ou Potentat, quel qu'il soit, par force ouverte, surprise, ou en autre maniere que cela arrive; Que pour ce de nostre libre volonté, & après y avoir meurement pensé, meus du desir que nous avons d'aider ensemblement avec nosdits chers allies de Berne & de Soleure, à ce qui peut servir à nostre sureté en commun, & au maintien & conservation de ladite Ville de Geneve (laquelle nous est aussi alliée) avec le consentement & octroi du tres-illustre, tres-puissant, & tres-Christien Prince & Seigneur Henri IV. du nom, Roi de France & de Navarre, nostre tres-clement Seigneur & allié; & aussi du s^{eu} de nosdits chers allies de Berne & de Soleure, nous sommes entez audit traité & accord fait audit an 1579. & icelui accepté pour nous & nos successeurs, recevons le même Traité en vertu de ces Lettres. Desorte que nous devons & voulons y être compris & obligés, & liez à tous les articles, conditions, & clauses spécifiques & contenues en icelui, en la même maniere, & non moins, comme si nous y avions été nommez & compris du commencement, & au tems qu'il fut fait. Assurans & promettans par ces presentes sur nostre bonne foi & honneur, entretenir le même Traité en tout ce qu'il contient, de point en point & y satisfaire constamment en tout tems fidelement & sans fraude. En foi & témoignage de quoi nous avons fait apposer à ces Lettres le grand S^{eu} de notre Ville. Fait le 28. du mois d'aoust, l'an de la Nativité de Notre Seigneur & Sauveur Jesus-Christ 1605.

X I V.

ANS de J. C. 1605. *FRANCB ET SUISSE.* *Déclaration du Canton de ZUG, de vouloir entretenir le Traité de Confédération & Alliance du 31. Janvier 1602. fait entre HENRI IV. Roi de France & les Cantons des Suisses, & leurs Alliez, du 1. Octobre 1605. Freder. Leonard. Tom. IV.*

1. **E**T nommement ne se réserver la garde & protection que des Duchez de Milan & de Savoie.
2. Ne donner le passage aux Ennemis du Roi.
3. Ouvrir le passage à ses gens de guerres, pour le secours de ses Alliez.
4. Lui donner secours, s'il est assailli par ceux de la Maison d'Autriche, & autres.
5. Et preferer ladite Confédération à toutes autres, que ledit Canton pourroit avoir fait depuis l'an 1521. avec aucuns Princes, de quelque dignité & qualité qu'ils soient.

Ladite Declaration fut à cause du Traité de Confédération fait par ledit Canton, & autres Cantons Catholiques, avec Philippe III. Roi d'Espagne, à Lucerne l'an 1604. le 28. d'avril.

AU nom de la Sainte individuë Trinité. Amen. Nous Henri par la grace de Dieu, Roi de France, & de Navarre, &c. Etnous l'Amman, ou Chef du Conseil, & le Conseil, & aussi la commune Bourgeoise, ensemble nos Bailliages, & Communautés exterieures de la Ville & Baillage de tout le Canton de Zug, notifions & faisons à faveur par ces presentes à tous & un chacun auxquels il appartient, d'en avoir connoissance. Que après que Dieu nous a voulu émouvoir & disposer à ce que l'ancienne paix, amitié & alliance, qui à son honneur & gloire, & aussi à notre profit commun & repos, a commencé de se

traiter dès le Regne du Roi Charles VII. de tres-heureuse memoire, & depuis a été continuée par les autres Rois predecesseurs de nous Henri IV. comme aussi par les predecesseurs de nous susdit Canton, ait été renouvelée le dernier Janvier 1602. qui doit durer & persister autant de tems qu'il plaira à Dieu de nous conserver en vic & notre fils qui nous succedera à la Couronne, & huit ans après. Et toutesfois à la charge de la Contrelettre que nous Henri IV. sus-nommé avons accordé le même jour ausdits Amman, & Conseil, & à la commune Bourgeoise, & Communauté de la Ville & Baillage de Zug, à leur priere & demande, touchant la garde & protection des deux Duchez de Milan & de Savoie. Hors & excepté laquelle protection ledits Sieurs ont juré solennellement par leurs Ambassadeurs à Paris le 22. d'Octobre audit an, de fidelement tenir & accomplir tout ce qui est écrit au susdit Traité d'alliance, auquel l'on se raporte & remet. Et néanmoins à ce qu'il soit prevenu & obvié à toutes doutes, & mes-intelligences, par lesquelles cete bonne paix, amitié & alliance pourroit être troublée, & qui comme dit est, a été continué pour l'entretien & accroissement de notre commune utilité & prosperité. Nous susdit Canton Catholique de Zug, avons déclaré & declaron par ces presentes Lettres, après meur conseil & deliberations, & aussi du s^{eu} & vouloir de tous nos Souverains devant lesquels cela a été proposé, & par eux approuvé; que aians observé & entretenu fidelement ladite alliance en tout ce qu'elle contient, notre vouloir & intention n'a jamais été ni sera dorénavant, & n'est de traiter & agir contre & au prejudice d'aucuns articles quels qu'ils soient dudit Traité, du dernier Janvier 1602. ni au semblable contre ladite Contrelettre du même jour ainsi qu'elle a été acceptée, & que derechef nous persiflons en ce notre dessein & resolution.

N'aians eu l'intention de traiter & apporter aucun prejudice, en quelque façon & maniere que ce soit à ladite Alliance, quelque Declaration & Promesse que nous aions baillé depuis ledit Traité du dernier Janvier 1602. ainsi confirmions derechef ledit Traité, assurans & promettans de l'entretenir, & accomplir fidelement & loialement, sans aucune exception ou contredit, autant qu'il plaira à Dieu qu'icelui dure, & en telle sorte & maniere, & mot pour mot, comme il a été écrit, & en suite juré de l'entretenir, & specialement le seizieme article qui concerne nos passages.

Et davantage que ladite Alliance conclue le dernier Janvier 1602. sera toujours clairement, & expressement réservée & preferée à toutes autres alliances d'autres Princes & Potentats, de quelque dignité & qualité qu'ils soient, qui ont été faites depuis l'an 1521. depuis lequel tems celle de France a toujours continué, & sans qu'il y puisse être contrevenu, & encore d'observer le vingt-cinquieme article de ladite Alliance renouvelée en l'an 1602. selon qu'il le porte & contient, sans toutefois contrevenir & prejudicier au contenu en ladite Contrelettre.

Et au reciproque nous Henri IV. du nom, Roi de France & de Navarre, assurans & promettons sous nostre foi & parole royale, d'observer & entretenir tout le contenu audit Traité, pareillement la Lettre Patente que nous avons fait expedier le même jour pour ledit Canton Catholique de Zug, & pourvoir à ce qu'il soit entretenu par nos Sujets au contentement dudit Canton.

En foi & témoignage de quoi nous avons fait apposer nos Sceaux aux deux Lettres presentes; dont l'une a été délivrée entre les mains de nous Roi, & l'autre entre les mains de nous Canton Catholique de Zug, & icelles approuvées, fait le premier jour du mois d'octobre l'an 1605. après la Nativité de Jesus-Christ nostre cher Seigneur, Sauveur & Redempteur. Signé, CONRAD DE LOUBEN, Secretaire de la Ville de Zug.

ANS
de J. C.

X V.

1605. *Déclaration du Canton d'URY, de vouloir entretenir le Traité de Confédération & d'Alliance du 31 Janvier 1602. fait entre HENRI IV. Roi de France, & les Cantons Suisses & leurs Alliez du 4. Décembre 1605. Freder. Leonard. Tom. IV.*

FRANCE
ET
SUISSE.

A U Nom de la Sainte, tres-joyable & individué Trinité, Dieu le Pere, le Fils, & le Saint Esprit. Amen. Nous Henri par la grace de Dieu Quatrième du nom, Roi de France & de Navarre, Et nous le Stathalter, ou Chef du Conseil, le Conseil, & toute la Communauté du Pais d'Ury, notifications & reconnissons par ces Lettres, qu'ayant plu à Dieu nous disposer à ce que l'ancienne paix, amitié, union & alliance, qui à son honneur & gloire, & aussi à notre utilité & commun repos, a commencé du tems du Roi Charles VII. de glorieuse memoire, & qui depuis a été continuée par les Rois predecesseurs de nous Henri IV. & les ancêtres de nous & des autres Cantons de l'ancienne alliance des Pais de la Haute Allemagne, ait été renouvelée le dernier jour de janvier de l'année 1602. qui doit durer & continuer aussi long-tems qu'il plaira à Dieu nous conserver en cette vie, & aussi notre fils qui parviendra à la Couronne après nous, & huit ans après, toutefois avec la réserve de la Contrelettre & promesse reciproque, que nous Henri Roi avons accordé le même jour ausdits de Ury, & aux autres Cantons, à leur priere & recherche seulement pour la protection des Duchez de Milan & de Savoie. Excepté laquelle protection lesdits Sieurs ont juré solennellement par leurs Ambassadeurs à Paris le 20. octobre dudit an, d'entretenir & entierement accomplir en bonne foi tout ce qui est compris au Traité de ladite Confédération, au contenu duquel l'on se raporte. Or à présent pour obvier à tout doute & mes-intelligence, qui pourroit troubler ou changer ladite bonne paix, amitié & alliance, laquelle comme dit est, a été continuée pour l'entretien & accroissement de notre salut, & commune utilité & prospérité, nous susdits Stathalter, Conseil, & toute la Communauté du Pais de Ury, avons déclaré & reconnu, & aussi déclarons par ces presentes Lettres, que après avoir le tout meurement deliberé & proposé à nos Conseillers, & Souveraines Puissances lesquels l'ont aussi confirmé & accepté, d'autant que nous avons bien & honorablement entretenu le contenu en lad. Alliance, que notre vouloir & intention n'a jamais été & ne doit être, de rien faire ou traiter contre & au prejudice du moindre des articles du Traité fait au mois de Janvier en l'an 1602. en y comprenant ladite Contrelettre faite au même-tems, & que nous persiflons derechef en la même volonté & resolution, & aussi n'entendons traiter contre icelle, ni voulons faire contre ladite Alliance, en aucune forme ni maniere que ce soit, par aucune Lettre, Declaration ou Promesse que nous aurions fait depuis ledit dernier jour de Janvier l'an 1602. ains confirmons derechef le Traité fait au même jour, & promettons icelui entretenir fidèlement & honorablement, sans aucune reserve ni contredit, & aussi long-tems qu'il plaira à Dieu qu'il dure de mot à mot, & en la maniere & forme, comme il est écrit, & depuis a été juré, & particulièrement le contenu & substance de l'article seizieme d'icelui, qui fait mention de nos passages; comme encore tous les autres points & articles conveus, compris & mentionnez en ladite Alliance de l'an 1602. & toutesfois sans prejudice de ce qui est contenu en ladite Contrelettre. Et nous Henri IV. Roi de France & de Navarre, promettons aussi sous notre foi & parole roiale, d'entretenir & accomplir tout le contenu dudit Traité, & aussi les Lettres Patentes que nous avons baillé aux susdits Seigneurs de

Ury; & encore faire qu'il soit entretenu par nos Sujets à l'avantage desdits Seigneurs de Ury. En foi de quoi nous les deux parties avons fait apposer nos Sceaux aux presentes Lettres; l'une desquelles a été délivrée à nous Henri Roi, & l'autre à nous de Ury, fait le 4. Decembre l'an que l'on conte 1605. après la Nativité de Christ. Signé, JERÔME MUHEIM, Secrétaire du Pais de Ury.

ANS
de J. C.

1605.

FRANCE
ET
SUISSE.

X V I.

Déclaration du Canton D'UNDERWALD, au dessus de la Forêt, de vouloir entretenir le Traité de Confédération & d'Alliance du 31. Janvier, 1602. fait entre HENRI IV. Roi de France, & les Cantons des Suisses, & leurs Alliez du 8. Decembre, 1605. Freder. Leonard Tom. IV.

ANS
de J. C.

1605.

A U nom de la Sainte Trinité, Dieu le Pere, le Fils, & le Saint Esprit. Amen. Nous Henri IV. par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; Et nous Landtaman, ou Chef du Conseil, & le Conseil de Underwald, ensemble toute la Communauté du Pais au dessus de la Forêt des Chênes, faisons à sçavoir à tous à qui il appartient & reconnissons par cette Lettre, que ayant plu à Dieu de nous disposer que l'ancienne paix, amitié, union & alliance qui a commencé à son honneur & gloire, & aussi à notre utilité & commune renommée par le Roi Charles VII. de bonne memoire, & qui depuis ce tems jusqu'à cette heure a été continuée par tous les autres Rois predecesseurs de nous Henri IV. & les ancêtres de nous & des autres Cantons de l'ancienne Alliance des Pais de la haute Allemagne, ait été renouvelée le dernier jour de janvier de l'année 1602. & doit continuer & durer autant de tems qu'il plaira à Dieu nous conserver en cette vie, & aussi notre fils qui viendra après nous à la Couronne, & huit ans après, toutefois avec la Contrelettre ou Reverfale que nous Henri Roi avons accordé ausdits de Underwald, & autres Cantons, le même jour, à la priere & recherche qu'ils nous en ont fait seulement pour la protection des Duchez de Milan & Savoie, excepté laquelle protection les susdits Seigneurs ont juré solennellement à Paris par leurs Ambassadeurs, le 20. octobre de ladite année, d'entretenir & entierement accomplir en bonne foi tout ce qui est compris audit Traité de ladite union, au contenu duquel l'on se remet & raporte. Or à présent pour obvier à tous doutes & mes-intelligences qui pourroient troubler ou changer ladite bonne paix, amitié, union, qui comme dit est, a été continuée pour l'entretien & augmentation de notre salut, commune utilité & prospérité. Nous susdits Landtaman, Conseil, & toute la Communauté du Pais, avons déclaré, reconnissons & déclarons par cette presente Lettre, après avoir le tout meurement considéré & représenté à nos Conseillers & souveraines Puissances, qui l'ont aussi confirmée & acceptée, d'autant que nous avons bien & fidèlement entretenu le contenu de ladite union, que notre vouloir & intention n'a jamais été, & ne doit être à présent, de rien faire ou traiter en la moindre chose qui soit contre & au prejudice des articles du Traité fait au mois de Janvier de l'année 1602. en y comprenant aussi ladite Lettre de Reverfale faite au même tems, & que derechef nous persiflons au même vouloir & resolution, & aussi nous ne pensons point que nous ayons traité au contraire, ni ne voulons faire contre ladite union en aucune maniere ou forte que ce soit, ni par aucune Lettre, Declaration ou Promesse que nous puissions avoir fait depuis ledit dernier jour de Janvier 1602. ains confirmons derechef le Traité conclu ledit jour, & promettons de l'entretenir fidèlement & comme gens d'honneur, sans aucune exception ni contredit, autant qu'il plaira à Dieu qu'il dure

ANS de J. C.
1605. dure mot pour mot, en la maniere & forme, ainfi qu'il eſt écrit, & que depuis il a été juré, & ſpeſialement le contenu du ſeizieme article, faiſant mention de nos paſſages; comme encore tous les autres points & articles compris & mentionnez en lad. union conclué audit tems 1602. toutesfois ſans prejudice de ce qui eſt contenu en ladite Lettre reverſale. Et nous Henri IV. Roi de France & de Navarre, promettons d'entretenir & accomplir tout le contenu audit Traité ſous nôtre foi & parole roiale, & pareillement les Lettres Patentes que nous avons baillées audits Seigneurs au deſſus de la Forêt, & auſſi pourvoir à ce qu'il ſoit entretenu par nos Sujets au profit deſdits Seigneurs au deſſus de la Forêt. En foi & temoignage de quoi nous avons fait apoſer nos Sceaux des deux côtes aux preſentes Lettres, l'une deſquelles a été délivrée à nous Henri IV. Roi, & l'autre à nous d'Underwald au deſſus de la Forêt. Fait le jour de la Conception de Nôtre-Dame qui eſt le 8. decembre l'an 1605.

XVII.

ANS de J. C.
1605. FRANCE ET SUISSE.
Déclaration du Canton de LUCERNE, de vouloir entretenir le Traité de Confédération & d'Alliance du 31. Janvier 1602. fait entre HENRI IV. Roi de France & les Cantons des Suiffes, & leurs Alliez, du 20. Décembre, 1605. Freder. Leonard. Tom. IV.

NOUS le Schultheis, ou Chef du Conſeil, & le Conſeil de la Ville de Soleurre, certifions au ſerreniffime, tres-puiſſant, & tres-Chrétien Prince & Seigneur Henri IV. Roi de France & de Navarre, que nos fideles chers alliez, Combourgeois, & freres de la Ville de Lucerne, nous ont delivré depuis quel- que tems une Declaration en parchemin, à laquelle le Scel de leur Canton eſt apoſé, qui contient mot pour mot ce qui ſ'ensuit.

AU nom de la ſainte Trinité, Dieu le Pere, le Fils, & le ſaint Eſprit. Amen. Nous Henri IV. par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; & nous le Schultheis, ou Chef du Conſeil, & le Conſeil, & auſſi le grand Conſeil, que l'on nomme les Cent de la Ville de Lucerne, notifions à tous auxquels il appartient, & reconnoiſſons par cette Lettre, que aiant plu à Dieu nous diſpoſer à ce que l'ancienne paix, amitié, union & alliance, qui à ſon honneur & gloire, & auſſi à nôtre profit & commun repos, a commencé par le Roi Charles VII. de bonne memoire, qui depuis ce tems a été continuée par tous les autres Rois predeceſſeurs de nous Henri IV. & nos ancêtres, & ceux des autres Cantons de l'ancienne alliance des Pais de la haute Allemagne, ait été renouvelée le dernier jour de janvier de l'an 1602. qui doit continuer, & durer auſſi longtemps qu'il plaira à Dieu nous conſerver en cette vie, & auſſi nôtre fils qui après nous viendra à la Couronne, & huit ans après. Toutefois ſous la reſerve de la contrelettre ou reverſale, que Nous Henri avons accordé le même jour audits de Lucerne, & autres Cantons, à leur priere & recherche, ſeulement pour la protection des Duchez de Milan & de Savoie. Hors laquelle protection leſdits Seigneurs par leurs Ambaſſadeurs ont juré à Paris ſolemnellement le vintieme jour du mois d'Octobre audit an, d'entretenir & entierement accomplir de bonne foi tout ce qui eſt contenu au Traité de ladite union, au contenu duquel l'on ſe remet & raporte. Or à preſent pour empêcher tout doute & mes-intelligence qui pourroit troubler & changer ladite bonne paix, amitié & union, qui comme dit eſt, a continué pour l'entretien & accroiffement de nôtre ſalut, & commune utilité & proſperité. Nousdits Schultheis, petit & grand Conſeil de Lucerne, avons reconnu & déclaré, & auſſi reconnoiſſons

ANS de J. C.
1605. & declarons par cette preſente Lettre, après avoir le tout meurement conſidéré, & propoſé à nos Conſeillers & ſouveraines Puiſſances, qui l'ont confirmé & accepté, d'autant que nous avons bien & fidellement entretenu le contenu de ladite union, que nôtre vouloir & intention n'a jamais été & ne doit être à preſent de faire ou traiter en la moindre choſe contre & au prejudice des articles du Traité fait au mois de Janvier l'an mil ſix cens & deux, en y comprenant auſſi ladite contrelettre faite au même tems; & que nous perſiſtons derechef au même vouloir & reſolution, & n'entendons auſſi que nous y aions contrevenu, ni voulons faire contre ladite union en aucune forme ni maniere que ce ſoit, ni par aucune Lettre, Declaration, ou Promeſſe que nous aions fait depuis ledit dernier jour de janvier dudit an mille ſix cens deux, ains confirmons derechef le Traité conclu audit jour, & promettons icelui entretenir fidellement & honorablement, ſans aucune reſerve ni contredit, autant de tems qu'il plaira à Dieu qu'il dure, de mot à mot, & en la forme & maniere comme il eſt écrit, & a été depuis juré: & auſſi ce que comprend & contient le ſeizieme article d'icelui, qui fait mention de nos paſſages; comme encore tous les autres points & articles conclus, contenus & mentionnez en ladite union dudit an 1602. Toutefois ſans prejudice de ce qui eſt compris en ladite Lettre reverſale. Et nous Henri IV. Roi de France & de Navarre, &c. promettons auſſi par nôtre foi & parole roiale d'entretenir & accomplir tout le contenu dudit Traité & auſſi les Lettres Patentes que nous avons baillé audits Seigneurs de Lucerne: & pareillement pourvoir qu'il ſoit entretenu par nos ſujets au profit deſdits Seigneurs de Lucerne.

En foi & temoignage de quoi, Nous les deux parties avons fait apoſer nos Sceaux à la preſente Lettre, qui pour certaines cauſes a été conſignée à nos fideles, chers, anciens, alliez & confederéz, & auſſi Combourgeois & freres, où elle doit demeurer ſeulement entre leurs mains, & être miſe avec la Lettre d'Union qui y eſt. Fait le vintieme de decembre, que l'on contoit mil ſix cens cinq, depuis la tres-ſainte, tres-clemente, & tres-heureuſe Nativité de Chriſt nôtre cher Seigneur & Sauveur.

Depuis en preſence deſdits nos alliez de la Ville de Lucerne, & auſſi de nos fideles, chers alliez, combourgeois & freres de la Ville de Fribourg, Nous avons baillé la même Declaration au Sieur de Caumartin, Ambaſſadeur reſidant de ſa roiale Majelté, lequel nous l'a derechef remiſe & laiſſée entre nos mains, nous priant que la veuillons garder, & la mettre avec la Lettre d'Union qui dernièrement a été dreſſée & renouvelée en l'an mil ſix cens deux, pour en pouvoir faire apaſoir derechef, ſi pour celà nous en ſommes recherchez par ſa Majelté, ce que nous avons promis & promettons par la preſente Lettre de faire & accomplir de bonne foi. En temoignage de quoi nous avons fait apoſer le Scel de nôtre Ville à cette Lettre, & ſigner par nôtre Secretaire, le dixieme jour de mars l'an mil ſix cent ſix. Signé, GEORGE WAGNER.

XVIII.

ANS de J. C.
1606. FRANCE ET SUISSE.
Déclaration du Canton D'UNDERWALD, au deſſous de la Forêt, de vouloir entretenir le Traité de Confédération & d'alliance du 31. Janvier 1602. fait entre HENRI IV. Roi de France & les Cantons Suiffes, & leurs Alliez; du 15. Janvier 1606. Freder. Leonard. Tom. IV.

AU nom de la Sainte Trinité. Nous Henri par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; Et nous le Landtaman ou Chef du Conſeil, le Conſeil, & toute la Communauté du Pais du Canton de Underwald, au deſſous de la Forêt des Chênes, notifions

ANS de J. C.
1606.

tiſſions & faiſons à ſavoir par ces preſentes à tous & un chacun à qui il appartient, que après que Dieu nous a voulu mouvoir & diſpoſer à ce que l'ancienne paix, amitié & alliance, qui à ſon honneur & gloire, & auſſi à notre commune utilité & repos, a commencé du tems du Roi Charles VII. de très-heureuſe memoire, & depuis ce tems a été continuée par les autres Rois predeceſſeurs de nous Henri IV. & de nous dudit Canton, & autres Cantons de l'ancienne Alliance des Païs de la haute Allemagne, ait été renouvelée le dernier Janvier l'an mil ſix cens deux, qui doit continuer & durer autant de tems qu'il plaira à Dieu de nous maintenir en vie, & notre ſils qui nous ſuccedera à la Couronne, & huit ans après, toutefois avec la reſerve & condition de la Contrelettre que nous Henri Roi avons accordé auſſi de Underwald, & autres Cantons le même jour, à leur priere & demande ſeulement pour la garde & protection des deux Duchez de Milan & Savoie, excepté laquelle protection leſdits Seigneurs ont juré ſolemnellement à Paris par leurs Ambaſſadeurs le vingtieme jour d'Octobre dudit an, de garder fidellement & entierement accomplir tout ce qui eſt écrit audit Traité d'alliance auquel l'on ſe rapporte & remet. Et néanmoins pour prevenir & obvier à tout doutes & mes-intelligences qui pourroient troubler cette bonne paix, amitié & alliance, qui ainſi comme il a été remarqué, a été continuée pour le maintien & accroiſſement de notre commune utilité & proſperité. Nous ſuſdits Landtaman, Conſeil, & communauté du Païs de Underwald, au deſſous de la Forêt, avons déclaré & declaron en vertu de cette preſente Lettre, avec leur Conſeil, que aiant été accomplie ladite Alliance par nous fidellement en tout ce qu'elle contient, que notre vouloir & intention n'a jamais été & n'eſt à preſent, ni ſera dorénavant, de traiter en la moindre choſe contre & au prejudice des articles du Traité paſſé le dernier Janvier l'an mil ſix cens deux, ni au ſemblable à ladite Contrelettre qui a été expediee le même jour, & que derechef nous perſiſtons en cetui notre deſſein, vouloir & reſolution, & n'entendons auſſi avoir traité contre ladite union, en aucune ſorte ni maniere, par aucune Lettre, Declaration ou Promeſſe que nous aurions delivré depuis ledit Traité de mil ſix cens deux, ni que nous y voulions porter prejudice, ains confirmons derechef ledit Traité fait audit jour, aſſurans & promettans icelui entretenir & accomplir fidellement & candidement, ſans aucune exception ni contredit auſſi long-tems qu'il plaira à Dieu qu'icelui dure, & auſſi en la forme & maniere qu'il eſt écrit mot pour mot, & depuis a été juré, ſpecialement pour le regard du ſeizieme article touchant nos paſſages, enſemble tous les autres points & articles qui ſont compris & mentionnez en ladite union de l'an mil ſix cens deux, toutefois ſans prejudice ni aller au contraire du contenu en ladite Contrelettre. Au reciproque nous Henri Quatrieme du nom Roi de France & de Navarre, aſſurons & promettons ſous notre foi & parole roiale, d'entretenir & accomplir tout le contenu dudit Traité, & encores ladite contrelettre & patente que nous leur avons fait expedier, & auſſi pourvoir à ce que nos ſujets l'entretiennent au profit & contentement deſdits Seigneurs de Underwald au deſſous de la Forêt. En foi & témoignage de quoi nous avons fait aſſer ouvertement nos Sceaux à ces deux preſentes Lettres, l'une deſquelles a été delivree & miſe és mains de Nous Roi, & l'autre à nous de Underwald au deſſous de la Forêt. Fait à Underwald au deſſous de la Forêt: le quinzieme jour de Janvier, l'an que l'on conte mil ſix cens ſix. Signé GASPARD LOEW, Secretaire du Païs.

X I X.

ANS
de J. C.

1606.
*Declaration du Canton D'APPENZEL, de
vouloir entretenir le Traité de Confédération
& d'Alliance du 31. Janvier, 1602. entre
HENRI IV. Roi de France, & les Cantons
Suiſſes & leurs Alliez, du 5. Mars,
1606. Freder. Leonard. Tom. IV.*

FRANCE
ET
SUISSE.

A U nom de la Sainte Trinité, Dieu le Pere, le Fils, & le Saint Eſprit, Amen. Nous Henri quatrieme, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre &c. Et nous Landtaman ou Chef du Conſeil, & le Conſeil doublé du Païs d'Appenzel, Notifiſons à tous à qui il appartient, & reconnoiſſons par ces preſentes Lettres, que aiant plû à Dieu nous diſpoſer à ce que l'ancienne Paix, Amitié, Union, & Confédération, qui à ſon honneur, & gloire, & auſſi à notre utilité, & commune gloire, a commencé par le Roi Charles ſeptieme, de bonne memoire, & depuis a été continuée par tous les autres Rois, predeceſſeurs de nous Henri quatrieme, & nos ancêtres, & ceux des autres Cantons de l'ancienne Confédération des Païs de la haute Allemagne, ait été renouvelée le dernier Janvier l'an mil ſix cens deux, qui doit continuer & durer autant de tems qu'il plaira à Dieu de nous conſerver en cette vie, & auſſi notre Fils, qui viendra à la Couronne après nous, & huit ans après toutefois avec l'exception & reſerve contenué en la contrelettre ou reverſale, que nous Henri Roi avons accordée le même jour audit Landtaman, Conſeil, & Communauté du Païs d'Appenzel, & aux autres Cantons, à leur priere & recherche, pour la deſſence & protection des deux Duchez de Milan, & de Savoie, excepté laquelle Protection, leſdits Seigneurs ont ſolemnellement fait le Serment à Paris, par leurs Ambaſſadeurs, le vingt deuxieme Octobre dudit an, d'entretenir & entierement accomplir de bonne foi tout ce qui eſt porté au Traité de ladite Alliance, au contenu duquel l'on ſe rapporte. Or maintenant, pour empêcher tout doute, & mes-intelligence, qui pourroit troubler ou changer ladite bonne Paix, & union, qui ainſi, qu'il eſt remarqué, a été continuée pour l'entretien & accroiſſement de notre Salut, commune utilité, & proſperité, Nous ſuſdits Landtaman & tout le Conſeil du Païs d'Appenzel, avons reconnu & déclaré, reconnoiſſons & declaron auſſi par ces preſentes Lettres, après avoir conſideré le tout meurement, & propoſé à nos Conſeillers, & Souveraines Puiffances, qui l'ont auſſi confirmé, & accepté d'autant que nous avons bien & fidelement entretenu le contenu de ladite union, que notre vouloir & intention n'a jamais été & ne doit être, de faire ou traiter la moindre choſe contre & au prejudice des articles du Traité du mois de Janvier l'an mil ſix cent & deux, en y comprenant ladite contrelettre faite au même tems, & que nous perſiſtons derechef au même vouloir & reſolution & auſſi n'entendons point ni voulons qu'il ſoit traité en ladite union en aucune maniere ni façon que ce ſoit, même par aucune Lettre, Declaration ou Promeſſe que nous puiffions avoir fait depuis ledit dernier jour de Janvier de l'an mil ſix cens deux, ains confirmons derechef le Traité fait audit jour. Et promettons icelui entretenir fidellement & en gens d'honneur, ſans aucune exception & n'y contredire autant de tems qu'il plaira à Dieu qu'il dure, de mot à mot, & en la forme & maniere, ainſi qu'il eſt écrit, & depuis a été juré, & parcellément le contenu & ſubſtance du ſeizieme article, qui fait mention de nos paſſages, comme encore tous les autres points, & articles compris & mentionnez en ladite union de ladite année mil ſix cens deux, & toutefois ſans prejudice du contenu en ladite Lettre reverſale. Et nous Henri quatrieme Roi de France & de Navarre, promettons auſſi ſous notre foi & parole Roiale, d'entretenir & accomplir tout le contenu du

D

ſuſdit



ANS fusdit Traité, & aussi les Lettres Patentes, que nous
de J. C. avons baillé aux fusdits Seigneurs d'Appenzel. Et
1606. encores faire que par nos sujets il soit entretenu à l'avantage desdits Seigneurs d'Appenzel, en foi & témoignage de quoi Nous les deux parties avons fait apposer nos Sceaux à ces présentes Lettres, l'une desquelles a été delivrée à nous Henri Roi, & l'autre à nous d'Appenzel. Fait le cinquième du mois de Mars, l'an mil six cent six, après la Nativité de Jesus-Christ notre Redempteur & Sauveur.

X X.

ANS
de J. C. *Protection de SEDAN, accordée par HENRI IV. Roi de France au Duc de BUIL-
LON, à Doncheri le 2. d'Avril 1606.*
1606. *Freder. Leonard. Tom. III.*
FRANCE
ET
SEDAN.

HENRI par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces présentes Lettres verront : SALUT, comme notre tres-cher Cousin Henri de la Tour, Duc de Buillon, Seigneur Souverain de Sedan, Vicomte de Turenne, Marechal de France & Premier Gentilhomme de notre Chambre; Nous ait tres-humblement supplié par Acte daté d'aujourd'hui, signé de sa main & scellé de ses armes, de continuer notre Roiale protection à lui, son Fils & ses Successeurs avec les mêmes honneurs, graces & faveurs qui ont été départies par les Rois nos Prédecesseurs aux anciens Seigneurs de Sedan, & promis sur sa foi & honneur pour lui, fondit Fils & les autres enfans qu'il plaira à Dieu lui donner, ensemble pour ses Successeurs Seigneurs dudit Sedan & sur l'obligation de sa personne & de tous ses biens, tant & si avant qu'on peut faire en tel cas de Nous bien & loialement servir, notre Fils le Dauphin & nos Successeurs Rois, envers tous & contre tous sans nul excepter ni reserver, tant de sa Personne que de tout son pouvoir de la Ville & Château de Sedan & des autres Places de ladite Souveraineté; & qu'edites Ville & Château de Sedan & autres Places, il Nous mettra & recevra notre Fils le Dauphin & nos Successeurs Rois, & tels de nos Serveurs qui seront ordonnez & designez par nos Lettres Patentes, scellées de notre grand Sceau adreßantes à notre Cousin, fondit Fils, ou leurs Successeurs, & en leur absence, ou à lui, ou à ceux qui commanderont edites Ville & Château de Sedan & autres Places fortes ou foibles à notre choix, & toutesfois & quantes que besoin sera pour nos affaires & service, sans aucune longueur ni difficulté, & sans aussi que lesdites forces estans entrées & receues edites Places puissent attenter ou entreprendre aucune chose au préjudice de la Souveraineté & propriété de notre Cousin, & fessdits En'ans & Successeurs; & en outre ait icelui notre Cousin promis de jurer sur les Saints Evangiles de Dieu, en notre présence ou de tel autre de nos Serveurs que nous commanderons pour cet effet & en tel lieu que bon nous semblera de faire accomplir ladite promesse, ainsi qu'il est plus au long porté par ledit Acte qu'il nous a presentement fait représenter & delivrer : Scavoir faisons, que Nous desirans à l'exemple de nos Prédecesseurs Rois d'heureuse memoire, témoigner à notre Cousin, fondit Fils & Successeurs les effets de notre bonne volonté, tant pour les assurances qu'il nous a données de sa fidelité & devotion à notre service, que pour aucunement le remunerer desdites promesses & obligations : A ces causes Nous lui avons promis & accordé, promettons & accordons de le proteger & défendre lui, fondit Fils & leurs Successeurs, avec lesdites Places & Châteaux & la possession & jouissance d'iceux, & outre ce lui donner la somme de dix mille livres de pension par chacun an, & à fondit Fils deux mille livres de pension aussi par chacun an, au paiement desquelles pensions sera par nous pourveu sans qu'il y ait aucun manque-

ment, & avenant que notre Cousin ait autres Enfans mâles étans à notre service, nous leur accordons les mêmes graces & pensions qu'ont fait nos Prédecesseurs aux Enfans desdits Seigneurs Souverains de Sedan : Et pour plus grande marque de la bonne volonté que nous lui portons, & combien nous voulons affectionner sadite protection, nous lui entretiendrons & à ses Successeurs pour la garde desdits Châteaux & Places fortes de ladite Souveraineté de Sedan, le paiement & solde de cinquante Chevaux, de la Compagnie d'hommes d'armes de nos Ordonnances de notre Cousin qui est composée de cent, avec l'entretennement du Lieutenant & du Guidon, ainsi qu'il a été fait ci-devant. A la charge que tous lesdits Gens de Guerre qui seront entretenus & paiezz de ladite solde, seront serment quatre fois l'an aux jours du paiement qui leur sera fait, de nous bien & fidellement servir à la garde desdits Châteaux & Places suivant les anciennes Declarations, ce que notre Cousin a promis de leur faire observer & entretenir. Davantage, nous avons promis & promettons donner au Capitaine dudit Château de Sedan la somme de douze cent livres de pension par chacun an, lequel sera le serment tel que dessus, & sera couché & employé en notre Etat pour ladite somme, & avenant le deces dudit Capitaine ou changement d'icelui, celui qui lui succedera sera tenu nous faire le même serment, & de plus nous a notre Cousin promis, arrivant qu'il ait plusieurs Enfans qu'aucun d'iceux n'entrera edites Ville & Château de Sedan, s'il n'est à notre service, & ne nous a prêté le serment que dessus. En témoin de ce nous avons signé ces présentes de notre main, & à icelles fait mettre & apposer notre Seel. Donné à Doncheri le deuxième jour d'Avril, l'an de grace 1606, & de notre Regne le dix-septième. Signé HENRI. Et sur le repli, par le Roi de NEUVILLE: Escellée sur double queue pendante du grand Sceau de cire jaune.

X X I.

Monitoire ou Bref du Pape PAUL V. portant Excommunication des VENITIENS, donné à Rome, le 17. Avril, 1606. Mercure François. Tom. I. Feuille 65.

ANS
de J. C.
1606.
L'EGLISE
ET
VENISE.

PAUL V. Pape, aux venerables Freres les Patriarches, Archevêques & Evêques établis en tout le Domaine de la Republique de Venise; & à leurs bien-aimés fils & Vicaires Generaux en la Spiritualité : Item à tous les Abbez, Prieurs, Protonotaires, Prevôts, Archidiaques, Archipretres, Doyens, Curez, & Recteurs d'Eglises paroissiales, & aux autres personnes constituées en dignité Ecclesiastique en icelle Seigneurie, tant seculieres, que regulieres, de quelques Ordres & professions qu'elles soient : Salut & Apostolique benediction. Ces mois passez est parvenu à l'Audience nostre & du Siege Apostolique, que le Duc & le Senat de la Republique de Venise ont depuis quelques années fait en leurs Conseils plusieurs arrests, contraires tant à l'autorité du Siege Apostolique & à la liberté de l'Eglise, qu'aux Conciles Generaux, aux Saints Decrets, & aux Constitutions des Papes. Entre autres que le 23. jour du mois de May l'an 1602. prenant occasion de certain procez ou different ventilant entre le Docteur Francisque Zabarella d'une part, & les Religieux du Convent de Praglia de l'ordre de saint Benoît de la congregation du mont Cassin, autrement de S. Justine de Pade au Diocèse de Padoue, d'autre : ils ont ordonné en leur Conseil, que non seulement ces Religieux ne pourroient lors ni de là en avant, en quelque temps que ce fût, pretendre action, par laquelle, sous titre ou pretexte quelconque ils fussent preferencez & biens Ecclesiastiques possedez par gens laïcs en tiltre, d'emphiteose; ni se vendiquer non plus par droit de prolation ou de consolidation de possession directe avec Domaine d'avantage,

ou

ANS ou d'amortissement de ligne préalablement comprise de J. C. par investiture ou aucune autre cause, la propriété de tels biens ains seulement retinist le droit de Domaine

1606.

direct mais outreplus, que tel arret seroit tenu pour fermement conclud & déclaré à toutes autres personnes Ecclesiastiques seculieres & reguieres, aux Convents de Nonnains, hospitaux, & autres lieux de devotion qui sont en leur Domaine temporel.

Qu'environ le dixiesme jour de Janvier 1603. ayans égard, comme ils disoient, à quelques arrefts de leurs ancestres, lesquels avoient ordonné que nul, soit seculier, soit Ecclesiastique, n'eust à bastir & fonder Eglises, Monasteres, Hospitaux, ni autres maisons religieuses & lieux de devotion dedans Venise, sans leur licence speciale : étans assemblez au Conseil general, dit de Pregay, ils ont derechef arreisté que ceste ordonnance sera observée par toute leur Seigneurie, sur peine, aux contrevenans, de bannissement, de prison perpetuelle, de confiscation du fond, & de vendition du baltiment.

D'avantage que le mesme Duc & Senat assemblez le vingtiesme jour de Mars l'an 1605. adherans à une autre ordonnance de l'an 1536. faite par le mesme Senat, par laquelle (comme ils maintiennent) est expressément defendu, que nul, sous certaines peines y contenues, n'ait à laisser par testament, ou par donation entre vifs, ni à alienier par autre tiltre quelconque, ni dedans la ville, ni en la Duché de Venise, des biens immeubles pour causes pies, soit les obligeant en faveur d'icelles outre le tems certain lors prefix (ce qui jusques alors, comme porte icelle ordonnance, n'aurait été usité ni observé) avoient non seulement derechef fait mesme arrest, mais d'abondant defendu par exprés telles alienations d'immeubles en faveur des personnes Ecclesiastiques, sans la licence du susnommé Senat, & qu'outre plus ils avoient étendu tel arrest & les peines y contenues par tous les lieux de leur Seigneurie, & commandé aux Gouverneurs & Podestats des villes & places de leurdite Seigneurie de les y publier, & que tous biens immeubles vendus, ou comment que ce soit alienez, contre le formulaire deldits arrefts, fussent, comme mal vendus & alienez, confisciez & vendus, les deniers qui en procederoient partis au profit de la Seigneurie du Magistrat executant, de ses Officiers, & de ceux qui auroient descouvert telles ventes & alienations : outre autres particularitez plus amplement contenues (comme ils disent) en ces arrefts & mandemens d'iceux Duc & Senat.

Outreplus que les mesmes Duc & Senat ont fait saisir aux corps, emprisonner, & detenir Scipion Sarazin Chanoine de Vincence, & Brandolin Vaudemarin de Friul Abbé de Nerveuse au diocèse de Trevisé, personne eslevée en dignité Ecclesiastique : à cause de quelques pretendus crimes commis par iceux en la ville de Vincence & autres lieux : alleguans leur avoir été loisible de faire tel emprisonnement, entré autres raisons à cause de certains privileges octroyez par aucuns Papes nos predecesseurs au Duc & à la République de Venise.

Or d'autant que telles allegations abolissent les droicts des Eglises, leur appartenans par contractz authentiques, & qu'outreplus en icelles & autres soit prejudicié à l'autorité nostre & du siege Apostolique, aux droicts des Eglises, aux privileges des personnes Ecclesiastiques : que ce soit supprimer la liberté & l'immunité Ecclesiastique : que toutes ces choses tendent à la perte des ames du Duc & du Senat, & au scandale de plusieurs : & comme ainsi soit que ceux qui ont osé avancer, publier & faire valoir tels & semblables arrefts, ayent encouru les censures Ecclesiastiques ordonnées par les sacrez Canons, par les decrets des Conciles generaux, & par les Constitutions des Papes, & ayent merité d'estre privez des siefs & biens que les Eglises peuvent leur avoir commis & octroyez, sans qu'autre que Nous, ou le Pape qui sera lors, puisse les absoudre & liberer de telles censures & punitions :

étans outre plus inhabiles & incapables d'obtenir le benefice d'absolution & delivrance, jusques à ce qu'ils ayent par nouveaux Edicts & Arrefts abolis telles ordonnances precedentes, & par effect remis en son premier état tout ce qui s'en est ensuivi : comme ainsi soit aussi que ce Duc & Senat susnommez, après plusieurs paternelles monitions nôtres, à eux faites depuis beaucoup de mois, n'ayent point revoqué leurs Arrefts & Edicts, detiennent prisonniers le Chanoine Sarazin & l'Abbé Brandolin, ne les ayans remis (comme ils devoient) es mains de Venerables freres Horace Evêque de Favagnagne, Nonce nôtre & du Siege Apostolique riere eux :

Nous qui ne devons nullement endurer que la liberté & l'immunité de l'Eglise, l'autorité nôtre & du siege Apostolique soit violée, adherans aux decrets de plusieurs Conciles generaux, & suivant les traces des Papes Innocent 3. Honoré 3. Gregoire 9. Alexandre 4. Clement 4. Martin 4. Boniface 8. Boniface 9. Martin 5. Nicolas 5. & autres nos predecesseurs de venerable memoire, aucuns desquels ont autres fois revoqué, annullé, déclaré invalides & frustratoires semblables ordonnances publiées contre la liberté Ecclesiastique, comme étans icelles nulles, invalides, & frustratoires, par le droit : & quelques autres ont passé jusques à publication d'excommunication, & autres peines ci-dessous marquées contre les faiseurs de telles ordonnances : Ayans meurement deliberé de tout avec nos venerables freres les Cardinaux de la S. E. R. par leur advis & consentement, quoi que les susmentionnez decrets, edicts & mandemens soient de droit nuls, invalides & frustratoires, neantmoins encores selon le droit, Nous decretons & declaron de nouveau par ces presentes, qu'ils ont été & sont nuls, invalides, frustratoires, sans force ni respect quelconque, & que nul n'est tenu de les observer.

En outre, en l'autorité de Dieu tout puissant, des Apôtres S. Pierre & saint Paul, & la nôtre, si le Duc & Senat susnommez, dedans vingtquatre jours à compter du jour de la publication des presentes en ceste ville de Rome, dont nous leur assignons les huit premiers pour le premier delai, les huit suivans pour le second, & les autres huit restans pour le troisieme, dernier & peremptoire delai, & monition Canonique : ne revoquent publiquement tous les susdits arrefts, & le contenu d'iceux, avec ce qui s'en est ensuivi, toute exception & excuse cessante entierement, & s'ils ne font rayer, biffer & effacer de leurs archives, livres & registres ces arrefts qui y sont couchés & reduits par escrit, faisans publier par les lieux de leur Seigneurie, où l'on en a fait publication, qu'ils sont revoquez, annullés & abolis, sans que personne soit atreint d'y obeir : & s'ils ne font restablir en leur premier état toutes choses qui s'en sont ensuivies : d'avantage s'ils ne promettent de prendre garde & s'abstenir du tout par ci-aprés de publier telles ordonnances contre la liberté, immunité, juridiction de l'Eglise, contre l'autorité nostre & du Siege Apostolique : sans plus y toucher : & s'ils ne nous donnent advis de telle revocation, abolition, cassation, denonce, restitution & promesse : & si réellement ils ne livrent & font livrer es mains de nostre Nonce l'Evêque Horace susnommé, ledits Chanoine Scipion & Abbé Brandolin.

Nous dès à present comme alors, & lors comme des à present, excommunications, denonçons & declaron excommuniez ledits Duc & Senat de la République de Venise, leurs faiseurs d'ordonnances, fauteurs, consultants & adherans, & chacun d'eux, quoi que non designez par leurs noms, desquels toutesfois nous voulons que les noms & surnoms soient tenus pour exprimés par les presentes. De laquelle sentence d'excommunication ils ne pourront obtenir benefice d'absolution (fors en l'article de la mort) par autre que par Nous, & par le Pape qui sera lors, voire sous pretexte de support quelconque qui leur puisse estre octroyé,

ANS
de J. C.
1606.

ANS ou à quelqu'un d'entreux, soit en general, soit en
de J. C. particulier, alors, ou ci après. Et s'il advient à quel-
1606. qu'un d'entreux, en danger de mort, d'estre absous
de ceste sentence de condamnation, & puis après il re-
vient en convalescence : celui retombera incontinent
en mesme sentence, s'il n'obeit à nos mandemens,
entant qu'en lui fera. Et neantmoins si après avoir ob-
tenu telle absolution il vient à deceder, qu'il soit privé
de sepulture Ecclesiastique, jusques à ce que l'on ait
obei à nos mandemens.

Que si les susnommez Duc & Senat au bout des
vingt-quatre jours prescripts s'ouffrent d'esprit endur-
ci (ce qui n'advienne) la sentence d'excommunica-
tion, Nous pareillement des à present comme pour
lors aggravans icelle sentence, soumettons à l'interdit
Ecclesiastique la cité de Venise, & les autres Ci-
tez, terres, villes, chasteaux, lieux quelconques, &
tout le domaine temporel d'icelle Republique, denon-
çant & declarant icelle cité & toute la Seigneurie y être
soubmise : Durant lequel interdit ne pourront estre
dites messes ni hautes ni basses, ni autres services divins
celebrez en icelle cité de Venise, ni en quelconques
autres lieux, citez, terres, villes, chasteaux de ladite
Seigneurie, ni en leurs Eglises, lieux de devotion,
oratoires particuliers & chapelles domestiques, sinon
es cas permis de droit, & lors seulement es Eglises,
non point ailleurs, & dedans icelles Eglises à portes
closes, & sans sonner les cloches, les excommuniez &
interdits forcos de l'entrée d'icelles : nonobstant quel-
conques indults & privileges Apostoliques, voire jus-
ques aux Eglises seculieres & regulieres, quelque ex-
emption qu'elles aient, quoi qu'elles soyent immédia-
tement subjettes au Siege Apostolique : encores qu'elles
subsistent par droit de patronage d'iceux Duc &
Senat, de fondation, de dotation, ou mesmes de pri-
vilege Apostolique, & ne soyent comprises sous ge-
nerale disposition, ains faille en faire mention speciale
& à part : brief sans excepter les Monasteres, les or-
dres des Mendians, les Convents reguliers, ni leurs
Prevoists, Prelats, Superieurs, & autres quelconques
personnes particulieres, ni lieux de devotion, ni Ora-
toires domestiques, ni chapelles particulieres en general,
ou en particulier, comme on dit, en quelques ten-
neurs & formes qu'elles aient esté permises & octroyées
jusques à present.

Outre plus si les susnommez Duc & Senat, ou quel-
qu'un d'eux, soit au nom de la Seigneurie, soit au sien
particulier, tient quelques biens Ecclesiastiques en fief
ou par autre moyen que ce soit de l'Eglise Romaine,
ou de vos Eglises, ou d'autres, des à present aussi comme
pour lors, & lors comme pour à present, nous les
privons, declérons & ordonnons estre & devoir estre
privéz deldits fiefs & biens : Item de tous & chacuns
privileges, & indults generaux, & particuliers de pro-
ceder en certains cas & delicts contre les Ecclesiastiques,
pour cognoistre de leurs causes selon certaine forme
prescrite, octroy des Papes nos predecesseurs en quel-
que forme & maniere que ce soit.

Au reste, si ces Duc & Senat demeurent plus long
temps endurcis en leur rebellion, Nous reservons à
nous & aux Papes nos successeurs, nonnement & spe-
cialement, d'aggraver à diverses fois, & reaggraver les cen-
sures & peines Ecclesiastiques contre iceux, leurs ad-
herans, & fauteurs es cas susmentionnez en quelque
maniere que ce soit, on qu'il leur donnent aide, conseil
& faveur : Item de declarer d'autres peines contre iceux
Duc & Senat, & recourir à autres procedures contre
eux, & à remedes oportuns selon la disposition des sa-
crez Canons. Nonobstant quelconques constitutions,
ordinations, privileges, indults, & lettres Apostoli-
ques à iceux Duc & Senat ou autres personnes quel-
conques en general ou en particulier, en quelque ma-
niere que ce soit octroyées, confirmées, & approu-
vées par quiconque soit de nos predecesseurs Papes, &
par Nous, & par le siege Apostolique, au contraire
des choses ci-dessus mentionnées : & principalement
nonobstant quelconques Bulles qui porteroient qu'i-

ceux Duc & Senat ou autres leurs adherans ne pour-
roient être interdits, suspendus, & excommuniez ;
s'il n'y a pleine, expresse & entiere mention de mot
à mot d'indult de telle substance : & nonobstant aussi
toutes autres formules, teneurs, clauses derogatoires
de derogatoires, & autres clauses plus expresse, ex-
traordinaires, abolissantes, decret, & speciaux octrois
d'absolution en cas : à toutes lesquelles Constitutions,
lettres, bulles, formules, chacune d'icelles & autres
sus exprimées, la teneur desquelles nous tenons pour
representée par les presentes, pour ceste fois speciale-
ment & expressement, nous derogons & à toutes au-
tres quelconques.

Or afin que nos presentes lettres parviennent à plus
grande cognoissance de tous, Nous en chargeons par
icelles à vous & à un chacun de vous, & en vertu de
sainte obediencia, & sous peine de la malediction de
Dieu, item sous interdit d'entrée en l'Eglise, suspen-
sion d'exercices de vos charges Pontificales, privation
des fruits & revenus de vos tables Patriarchales, Ar-
chiepiscopales, Episcopales, quant à vous, freres Pa-
triarches, Archevêques & Evêques : Item sous peine
de privation de dignitez, benefices & offices Ecclesi-
astiques quelconques ja obtenus, semblablement de voix
active & passive, & d'habilité pour obtenir tels & au-
tres benefices à l'advenir, quant à vos fils vicaires &
autres susnommez : esquelles peines & autres qu'il
nous plaira ordonner vous tomberiez faisant autrement.
Commandons que par vous, autre, ou autres, les
presentes, si-tôt que les aurez receuës, ou aurez eu
cognoissance d'icelles, soient solemnellement publiées
en vos Eglises, lors qu'il y aura plus grande affluence
de peuple, assemblée pour le service divin, pour plus
grande commodité, & à ce que les fideles de Christ
sachent par vous que c'est : Item que vous en fassiez af-
ficher copie aux portes de vos Eglises.

Nous voulons en outre qu'aux copies imprimées des
presentes, souscrites par quelque notaire public, &
cachetées du seau de personne constituée en dignité
Ecclesiastique, soit soit par tout adjouctée comme à
ces presentes, si on les exhiboit & monstroient : & qu'i-
celles presentes, ou leurs copies, voire les impressions
d'icelles, affichées aux portes de l'Eglise de Latran,
de l'Eglise du Prince des Apostles, de nostre Chan-
cellerie Apostolique, & en la place de Campo di fio-
ro, & publiées à la maniere accoustumée, émeuvent
iceux Duc & Senat, tous autres susmentionnez, & un
chacun de vous aussi respectivement, ainsi & autant
que si elles étoient adressées, intimées, presentées à
un chacun d'eux & de vous en propre personne.
Donné à Rome chez S. Pierre, sous l'anneau du
Peschier le dix septième jour d'Avril, l'an mil six
cens six, l'an premier de nostre Pontificat. *M. Vesprius
Barbianus.*

XXII.

Protestation du Senat de VENISE contre le
Monitoire de PAUL V. Pape. Faite à Ve-
nise, le 6. Mai 1606. Mercure François.
Tom. I. Feuill. 71.

ANS
de J. C.
1606.
L'EGLISE
ET
VENISE.

LEONARD DONAT, par la grace de Dieu
Duc de Venise, &c. Aux Reverendissimes Pa-
triarches, Archevêques, Evêques de toute no-
stre Seigneurie de Venise, & aux Vicaires, Abbez,
Prieurs, Curez, & autres Prelats Ecclesiastiques, Sa-
lut. Il est venu à nostre notice, que le dix-septième
d'Avril dernier passé, par l'ordonnance du tres-saint
Pere Pape Paul cinquième a été publié & affiché à
Rome un Bref expres fulminé contre Nous, le Senat,
& nostre Seigneurie, adressé à vous, de la teneur & du
contenu qu'on y void. Or étans obligez de conserver
en paix & tranquillité l'Estat que Dieu nous a donné
en gouvernement, & de maintenir l'autorité du
Prince, qui ne recognoit es choses temporelles aucun
supé-

1605. **ANS** supérieur que la Majesté divine, protérons par celles de J. C. nos lettres patentes devant le Seigneur Dieu & tout le monde, que nous n'avons failli d'employer tous moyens possibles pour faire comprendre à la Sainteté nos tres-fermes & irrefutables raisons. Premièrement par le moyen de nostre Ambassadeur residant aupres de la Sainteté, & puis par nostre réponse à son Bref : finalement par un Ambassadeur envoyé expres à celle fin. Mais ayant trouvé closes les oreilles de la Sainteté, & voyant le Bref susdit publié contre toute forme de raison, & contre ce que les saintes Esritures, la doctrine des Saints Peres, & les sacrez Canons enseignent, au prejudice de l'autorité seculiere que Dieu nous a donnée, & de la liberté de nostre Estat, avec trouble de la paisible possession dont nos fideles sujets jouissent par la grace de Dieu sous nostre gouvernement de leurs biens, honneurs, vies, & au tres-grand & universel scandale de tous : Nous ne faisons difficulté de tenir le susdit Bref pour injuste & indeu, item pour nul & de nulle valeur, par consequent invalide, frustratoire, illegitimement fulminé, & de fait aucun ordre de droit n'y ayant été observé, avons estimé convenable d'user contre icelui des remedes dont nos ancestres, & autres Princes Souverains le font prevalus à l'endroit des Papes, lesquels en lieu d'employer en edification la puissance que Dieu leur a donnée, ont outrepassé les limites : sur tout étans assurez, que vous & nos autres fideles sujets tiendrez (comme fera aussi tout le monde) tel Bref pour nul & de nulle valeur : Nous assurant que comme jusques à ce jour vous avez vacqué soigneusement à ce qui concerne le salut des ames de nos sujets, & au service divin, lequel par vostre diligence florit en nostre Estat, autant qu'en nul autre; ainsi continuerez-vous pour l'advenir en vos charges Pastorales : nostre deliberation & resolution est de vouloir perseverer en la sainte foi Catholique & Apostolique, & en la reverence de la S. Eglise Romaine, comme nos ancestres dès le commencement de la fondation de ceste Cité, jusques à présent, ont continué par la grace de Dieu.

Et nous voulons que nos presentes, pour estre entendues de tous, soyent affichées es lieux publics de ceste Cité, & de toutes nos autres places sujettes à la Seigneurie : estans assurez qu'une publication si manifeste parviendra jusques aux oreilles de tous ceux qui ont ouy parler du Bref susmentionné, voire que la Sainteté en aura cognoissance. Nous prions le Seigneur nostre Dieu qu'il lui plaise icelle inspirer pour cognoître la nullité de son Bref, & des autres actes faits contre Nous, à bien comprendre aussi l'équité de nostre cause : nous accroissant le courage de reverer le S. Siege Apostolique, auquel Nous, vos predecesseurs, & tous les membres de ceste Republique avons esté tous-jours & serons tres-affectionnez. Données en nostre Palais Ducal, le sixiesme jour de May, indiction quartriesme, 1606. Signé *Jaques Girard*, Secrétaire.

XXIII.

Lettre du Senat de VENISE écrite aux Roiteurs, Consuls, & Communautéz des Villes, & des autres lieux de l'Etat Vénitien, au sujet de l'Interdit du Pape PAUL V. Ecrite de Venise, le 6. Mai 1606.
Mercure François. Tom. I. Feuill. 72.

ANS
de J. C.

1604.

L'Eglise

et

VENISE.

DIEU Eternel voulant & ayant ordonné que les Princes ses Lieutenans & imitateurs paroissent au monde pour Gouverner les hommes & maintenir la société civile : de là vient que comme lui, Pere & conservateur universel, assiste & prouvoit à tous par sa grande bonté & sapience : qu'ainsi les sujets des Princes soyent maintenus & garantis par les loix, & par la prudence d'iceux es gouvernemens particuliers. La Republique ayant l'œil continuellement ouvert sur cela, & non moins soigneuse des biens & commoditez

des villes & Communautéz à elle soumisses que de la propre cité de Venise, a voulu d'un zele paternel de J. C. que les habitans d'icelles villes & communautéz, comme membres bien-amez & porteurs de son corps d'Estat, eussent part aux statuts & à l'ordre qu'elle a cogneu leur estre avantageux & profitables. Estant doncques il y a quelques centaines d'années descendu en ceste Cité & Duché l'alienation des biens immeubles au profit des personnes Ecclesiastiques : puis qu'en continuant par icelles d'acquérir, & rien ne retournant de tels biens aux personnes laïques, pour certain l'on voyoit la plus-part des fonds & biens immeubles de la Seigneurie passer en la main des Ecclesiastiques, au prejudice de l'Estat, & au grand interest des citadins, qui cependant demeuroient sous le faix des charges personnelles, & des contributions au public en temps de paix & de guerre : tellement que privez d'heritages & biens immeubles, ils n'avoient peu fournir à ce dont ils sont obligez contre leur patrie. Ce qu'entendant avoir été introduit avec grand desordre, & pouvoir entrevenir es autres lieux & endroits de son Estat, ou par la finesse des Ecclesiastiques, & par la simplicité des personnes devotes l'on void aliéné le quart, voire le tiers des immeubles de la Seigneurie : pourtant en ayant égard au bien & profit particulier de leurs sujets, ont ordonné que la defense & prohibition susdite, comme loy tres-juste, soit observée en tout leur pays : estimans chose indeu, que vous ayez à supporter toutes les charges ordinaires & extraordinaires, & que les autres, sans aucune recognoissance envers le public, jouissent à l'ombre des biens que vos predecesseurs ont acquis à la sueur de leurs villages & au peril de leurs vies. Nous conformans en ce fait à l'usage de tous les Princes Chrestiens, lesquels pour le bon gouvernement de leurs Estats, & leurs sujets, observent le mesme. Ceste loi est établie pour les sujets laïcs seulement, & pour les biens laïques soumis à la jurisdiction temporelle, sans toucher ni prejudicier comment que ce soit aux biens spirituels & de l'Eglise, à laquelle est réservé le moyen, non seulement d'amasser & abonder en deniers & autres meubles de valeur : mais encore par permission du Senat elle peut acquérir des biens immeubles : tous lesquels biens d'Eglise maintenus & garantis par les Princes aux despens du public, doivent toujours demeurer hypothéqués & obligés ausdits Princes pour les necessitez publiques en tems de guerre & d'autres telles difficultez, comme a esté decreté par les S. Conciles. Advient encores bien souvent que sous pretexte de Religion, se glissent es villes & fortes places, troupes de gens estrangers, qui baltissent maisons, chapelles, Eglises, en lieux dangereux & prejudiciables à la seureté d'icelles villes & forteresses, outre l'introduction des costumes differentes & contraires au bien public, peuvent produire des meschans effects : tellement que par divers artifices, & venant à multiplier en grand nombre, les aumosnes & charitez accoustumées ne fussent pas au grand nombre qu'il y a de Religieux : dont s'en suit l'incommodité, voire la ruine des anciennes, naïves, & patrones Religions, les merites & prieres desquelles ont toujours garanti la cité de Venise & la Seigneurie aussi. A quoy estant prouvé, par ordre tres-ancien, que sans licence nul n'ait à bâtir tels edifices en mesmes lieux, non pour empêcher de bâtir des Eglises dont le nombre est plus grand aujourd'hui en nostre Estat qu'en nul autre de toute la Chrestienté, mais pource que le Senat, qui a soin de nostre franchise, & de la conservation publique, a decouvert les innovations contraires en cet égard : par ainsi cet ordre s'estant depuis changé par l'inadvertance de ceux qui en avoient charge, a eu besoin maintenant d'estre renouvelé, réglé & publié pour la seureté de vostre patrie & conservation de la liberté publique. Quoy faisant nous estimons servir à Dieu, assseurer & maintenir de nouveau ceste Seigneurie & les sujets que la Majesté divine lui a recommandez. Outre plus

ANS il convient pour vivre paisiblement & à recoi, exercer de J. C. indifféremment justice contre les scandaleux & perturbateurs du repos public : entre lesquels, comme chacun sçait, se trouvent souvent des Religieux & Ecclesiastiques en grand nombre aujourd'hui, devenus si audacieux & desbauchez, qu'avec tresgrand scandale ils troublent & tourmentent non seulement les citadins, mais les citez mesmes, ravissent les biens, l'honneur, la vie du prochain, & se licentient à cela pour assouvir leurs appetits insatiables, outre les litigieuses & cauteleuses plaideries, leurs meurtres & empoisonnements, attentats contre le sang plus prochain, pour courir avec tant plus d'audace en la voye de leurs pensées diaboliques. Mais nos ancestres qui ont catholiquement & religieusement gouverné la Republique, ont toujours châtie & puni tels desbauchez, quoi qu'ils se nommassent Religieux & Ecclesiastiques, telle justice étant permise par les loix divines & humaines, à l'honneur de Dieu & de l'Eglise, & au soulagement des oppressez : dont nosdits predecesseurs ont en divers tems été toujours louez & approuvez par plusieurs tres-saincts Papes en leurs brefs & bulles Pontificales. Or nous étans deliberez & resolus, selon nôtre devoir, de maintenir la tres-juste loi susmentionnée, & celle si ancienne coustume de justice, sur tout à present contre personnes suspectes de plus grands excez que les paravant mentionnez, Paul V. de present nouveau Pape a été circonvenu & persuadé par des flatteurs, ennemis du bien public, de vouloir empêcher tel œuvre, enterrompre les coustumes tres-anciennes & francs privileges, ensemble le cours regulier de nos tres-justes loix, ce qu'à une puissance du monde n'a osé entreprendre en l'espace de douze cens ans, & empêcher que pour le bien & avantage de vous, tres-fideles & bien aimez enfans, nous ne puissions établir loix ni punitions à ceux qui vous offensent : comme si cela qui est licite à tout particulier, de disposer de sa famille, de ses affaires, & repousser les torts qu'on lui fait, ne puisse à meilleure raison estre fait par une Republique establee de Dieu pour la garde & conservation de vous, Principauté libre, non jamais sujette d'aucun, & qui merite pour ses thesors employez, & pour le sang de ses sujets & citadins espandus en descendant l'Eglise Romaine, d'estre non seulement louée & honorée, mais aussi d'obtenir accroissement & étendue par le moyen d'icelle Eglise. Or encore qu'avec toute humble affection de reverence & de service, pour lever toute finistre opinion, nous ayons fait représenter au Pape par nôtre Ambassadeur à Rome plusieurs fois nos tres-justes raisons : combien aussi que contre les changes de Brefs, monitoires, & de tres-severe protestation, le propre jour tres-saint de Noël, au temps de recevoir la sacrée-sainte Communion, & que nôtre Prince Grimani rendoit l'ame, il se soit plaint à tort de nous aux Princes, & au Consistoire des Cardinaux : toutefois continuans toujours en nôtre humble & accoustumée obeissance, en signe de plus grande submission, nous avons encore par Ambassade extraordinaire renouvelé tout devoir & convenable office. Mais pour tout cela le Pape n'a rien rabatu de sa rigueur premeditée & aspreté delibérée : ains s'eschauffant encore plus qu'il n'avoit fait, & son courage venant à s'endurcir par conseils depravez, a resolu de dresser contre nous, quoi qu'à grand tort, ses interdicts & autres siennes armes ordinaires & accoustumées, lesquelles, puis que nous avons bonne conscience devant la Majesté divine, ne pourront nous nuire, & en sommes bien aiseurez. Aussi pour témoignage d'amour & bien-veillance paternelle ayons voulu vous advertir de tout : nous confiant que vous qui sçavez le contraire par la protection & defense de vos biens & honneurs, sans aucune offense de Dieu ni de l'Eglise, ferez desplaisans de si indue & inique procedure, & procurerez en tout evenement de defendre les causes communes, & les vôtres particulieres.

X X I V.

ANS de J. C. 1605.
 Traité entre HENRI IV. Roi de France & JACQUES I. Roi d'Angleterre, pour la sureté & liberté du Commerce entre leurs Sujets. A Paris le 24. Février, & ratifié par HENRI IV. le 26. Mai 1606. Freder. Leonard. Tom. V. pag. 3.

ANS de J. C. 1606.

FRANCE ET ANGLETERRE.

HENRI par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut; Comme nous avons ci-devant commis & député nos amés & feaux Conseillers en nôtre Conseil d'Etat, les Sieurs de Maisse & de Boissiz, pour traiter, conférer, & resoudre avec le sieur Thomas Parry, Chevalier, naguere Ambassadeur près de Nous, de la part de nôtre tres-cher & tres-amé bon Frere, Cousin & ancien Allié le Roi de la grand' Bretagne, du moien de continuer & augmenter de plus en plus la bonne amitié & intelligence qui est entre nous, & procurer le bien & commodité de nos Roiaumes : même en ce qui concerne le trafic & commerce entre nos communs Sujets. Et soit ainsi que suivant les Pouvoirs & Commissions qui ont été respectivement données par Nous & nostredit bon Frere & Cousin, lesquelles seront inserées en la fin des Presentes : Nosdits Commissaires de part & d'autre aient conclu & arrêté entre eux, sous nos bons plaisirs, le Traité & Articles, desquels la teneur ensuit.

Au nom de Dieu Tout-Puissant, soit notoire à un chacun, comme ainsi soit que Henri IV. par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, T. C. & Jacques par la même grace de Dieu Roi de la grand' Bretagne & d'Irlande, delirans de continuer & augmenter de plus en plus la bonne amitié & intelligence qui est entre leurs Majestés, & procurer le bien & commodité de leurs Roiaumes : même en ce qui concerne le trafic & commerce d'entre leurs Sujets ; afin qu'ils puissent en toute seureté & liberté trafiquer les uns avec les autres. Et pour remédier à toutes les difficultés qui se rencontrent maintenant & peuvent naître à l'avenir au trafic & commerce qui se fait entre leurs Roiaumes, eussent commis & député, c'est à sçavoir, le Roi Tres-Chrétien, nous André Hurault sieur de Maisse & de Bellebat, & Jean de Thumery sieur de Boissiz, Conseillers de Sa Majesté Tres-Chrétienne en ses Conseils d'Etat & Privé, ses Commissaires & Procureurs, avec commission & pouvoir suffisant pour cet effet, signé de sa propre main, & scellé de son grand sceau : & ledit sieur Roi de la grand' Bretagne eût aussi commis & député nous Thomas Parry, Chevalier, & Ambassadeur de Sa Majesté de la grand' Bretagne près de Sa Majesté Tres-Chrétienne, son Procureur & Commissaire, suffisamment autorisé & garni de charge & pouvoir, ainsi qu'il apparoitra par la teneur de nosdits pouvoirs & commissions à nous respectivement données par ledits Rois Tres-Chrétien, & de la grand' Bretagne, qui seront inserées de mot à mot à la fin des Presentes. Nous avons convenu & traité au nom desdits Rois les Capitulations, Paix, & Articles qui ensuivent, sous les bons plaisirs & vouloirs de leurs Majestés.

PREMIEREMENT : A été convenu & accordé, qu'en nul des Articles contenus au present Traité, il ne sera aucunement réputé que l'on se soit départy des precedens Traités, mais qu'ils demeureront en leur premiere force & vertu, sinon en ce qui est dérogé par ce present Traité.

II. Aussi a été convenu & accordé, pour confirmer & accroître de plus en plus la bonne amitié & intelligence qui est entre Sa Majesté Tres-Chrétienne & Sa Majesté de la grand' Bretagne, qu'il sera mandé par toutes les Provinces, Villes, Ports, & Havres des Roiaumes, de bien & favorablement traiter les Sujets de l'un & l'autre Prince, & les laisser trafiquer en toute seureté & liberté les uns avec les autres, sans les molester, ni permettre qu'ils soient induement travaillés

ANS ni molestés, pour quelque cause & occasion que ce
de J. C. soit, contre les Loix & Constitutions des lieux où ils
se trouveront : & sera enjoint aux Officiers de part &
1606. d'autre, de tenir la main à l'exécution de ce que dessus,
à peine de répondre en leurs propres & privés
noms des dépens, dommages & intérêts des parties où
ils se trouveront avoir fait le contraire.

III. Aussi a été convenu & accordé, que toutes
daces & impositions, qui se lèvent maintenant sur les
Sujets, Marchandises & denrées de l'un & l'autre
Royaume, au profit desdites deux Majestés, & par
leurs Fermiers & Commis, continueront d'être levés,
comme ils le font à présent ; & ce par manière
de provision, en attendant que l'on les puisse ôter,
ou moderer : Ce qui se fera au plutôt que le bien des
affaires de l'un & l'autre Prince le pourront porter. Et
afin qu'un chacun de part & d'autre soit certain des daces
& impositions qu'ils devraient poier, en sera dressée
pacte en l'un & l'autre Royaume, qui sera mise
& attachée es lieux publics, tant de la Ville de Roüen,
& autres Villes de France, que de la Ville de Londres
& autres, pour y avoir recours quand besoin sera.

IV. Pour le regard des levées & impositions qui se
levant au profit de certaines Villes particulières de l'un
& l'autre Royaume, a été avisé, que les Maires &
Echevins des Villes de Roüen, Caën, Bourdeaux &
autres, rapporteront au premier jour au Conseil de
Sa Majesté les Lettres en vertu desquelles ils font &
continuent lesdites levées, pour icelles vûes, estre cassées
& abolies, si les Lettres en vertu desquelles elles
ont été faites le trouvent mal ordonnées, leur faisant
cependant inhibitions & défenses, à peine de la vie &
& du quadruple, de lever plus que ce qui est porté
par lesdites Lettres, ni excéder les conditions portées
par icelles : & le semblable sera fait par les Maires &
Echevins de Londres, & autres dudit Royaume de la
grand' Bretagne.

V. A été aussi accordé, que les Marchands François
trafiquans en Angleterre, ne seront contraints
bailler autre caution de leur vente & emplois de leur
Marchandise, entr'autres, que leur caution juratoire,
ni d'obtenir aucunes prolongations, ni décharges, ni
faire aucuns frais & dépens pour ce regard.

VI. Plus, a été accordé & convenu, que les Navires
Francois pourront aller librement jusques au Quai
de la Ville de Londres, & autres Ports & Havres de
la grand' Bretagne, & y étans pourront charger &
détacher avec les mêmes libertés & franchises dont les
Navires Anglois jouissent en France, sans qu'il leur
soit donné de part ni d'autre aucun empêchement avant
ni après le frettement, ni contraints de décharger leurs
Vaisseaux en autres, & en toutes autres choses la liberté
& égalité du commerce sera gardée & observée le
plus que faire se pourra.

VII. Et parce qu'il est impossible de pourvoir aux
plaintes particulières, & même sur la qualité des marchandises
& denrées qui se transportent de l'un en l'autre
Royaume, & des fautes & abus qui s'y commettent,
a été accordé, que pour mieux & promptement y
pourvoir, en la Ville de Roüen seront nommés par
Sa Majesté Tres-Chrétienne deux notables Marchands
Francois, gens de bien, & expérimentés : lesquels
avec deux Marchands Anglois de pareille qualité,
qui seront aussi nommés par l'Ambassadeur de la
grand' Bretagne, résidant près Sa Majesté Tres-
Chrétienne, recevront les plaintes desdits Marchands
Anglois, & videront tous différends qui pourront
intervenir sur le fait dudit trafic & commerce en ladite
Ville de Roüen, & Havres de ladite Province : comme
aussi Sa Majesté de la grand' Bretagne nommera en
la Ville de Londres deux notables Marchands Anglois,
lesquels pareillement avec deux Marchands François,
qui seront nommés par l'Ambassadeur de France, rési-
dant près Sa Majesté de la grand' Bretagne, feront le
semblable, & pourvoiront promptement à toutes les
plaintes qui pourroient survenir pour le fait dudit tra-

fic & commerce : & où ils ne se pourront accorder, les
desdits quatre Marchands conviendront d'un cin-
quième François, si c'est à Roüen ; & d'un Anglois,
si c'est à Londres. En sorte que le jugement passé par
la pluralité de voix, sera suivi & exécuté : & pour
cet effet leur seront de part & d'autre baillées des Com-
missions & Pouvoirs nécessaires ; & au cas qu'il sur-
viennne quelque notable difficulté, qui méritât d'être
entendu par l'un & l'autre Prince, lesdits Marchands
ainsi députés de part & d'autre, en donneront respecti-
vement avis au Conseil de l'un & l'autre Prince, pour
y estre pourvu sans aucune dilacion.

VIII. Le semblable établissement sera fait & ob-
servé es Villes de Bourdeaux & Caën : comme aussi es
Villes dudit Royaume de la grand' Bretagne & Royau-
me d'Irlande, pour par ceux qui seront nommés &
dépûtes, estre pourvu aux plaintes & difficultés qui
peuvent survenir sur le Reglement dudit Commerce &
trafic en la même forme que dessus.

IX. Et pour mieux pourvoir au soulagement des-
dits Marchands de part & d'autre, a été avisé, que
lesdits Marchands tant François que Anglois, les-
quels seront appelés dorénavant *Conservateurs du Com-
merce*, seront nommés & députés d'an en an, &
seront serment devant le Prieur & Consuls, tant de
la Ville de Roüen & autres Villes du Royaume de
France où ils seront établis, qu'en la Ville de Lon-
dres, & autres où besoin sera, de bien & fidele-
ment s'acquitter de ladite Charge : & seront tenus
pendant ledit temps d'y travailler selon les occasions
gratuitement, sans exiger aucunes choses des uns &
des autres Sujets, si ce n'est pour les actes par
écrit que les Parties voudront lever, dont par eux en sera
fait taxe raisonnable.

X. Que tous les salaires excessifs & autres profits
& menus droits que prennent les Officiers des lieux sur
lesdits Marchands de l'un & de l'autre Royaume,
les Gardes & Contre-gardes, les Chargeurs, Dé-
chargeurs, Ambailleurs, Porteurs, & généralement
tous autres, seront réglés & moderés par lesdits
Conservateurs, & en sera fait par eux une taxe ra-
isonnable, qui sera envoyée au Conseil de l'un & l'autre
Prince, pour y estre vûe & arrêtée, & puis publi-
cité & attachée par les carrefours & places publiques
des lieux, afin qu'un chacun de part & d'autre soit cer-
tain & assuré de ce qu'il en devra paier.

XI. Les Conservateurs s'informeront aussi par-
ticulièrement des franchises & privileges que préten-
dent aucunes Villes & Bourgeois d'icelles de l'un &
l'autre Royaume, de la commodité & incommodité
d'iceux, & en donneront avis à l'un & à l'autre Prin-
ce, pour estre réglés & moderés selon les anciennes
usances des lieux, ainsi qu'il sera avisé au Conseil des-
dits Princes.

XII. Sera la Charge desdits Conservateurs de pren-
dre garde aux poids & mesures en chacune Ville de l'un
& l'autre Royaume, afin qu'il n'y ait fraude, ni abus
de part ni d'autre : Et pour le regard des Marchandi-
ses, regleront celles qu'ils jugeront estre sujettes à visi-
tation ou non.

XIII. Et d'autant que la principale plainte faite par
l'Ambassadeur de la grand' Bretagne, & par les Mar-
chands Anglois, est contre un Arrêt donné au Con-
seil de S. M. T. C. le 21. jour d'Avril 1600. portant Re-
glement sur le fait de la Draperie qui se transporte par
les Marchands Anglois au Royaume de France, &
principalement es Provinces de Normandie, Breta-
gne & Guienne : Sa Majesté Tres-Chrétienne vou-
lant de plus en plus contenter le Roi de la grand' Bre-
tagne son bon Frere, sur l'instance qui lui a été faite
par plusieurs fois de la part de son Ambassadeur : de-
siring aussi faciliter le commerce de ladite Draperie,
sans toutefois apporter incommodité au public, ladite
Majesté tres-Chrétienne a revocqué & revoque ledit
Arrêt, & a déchargé & décharge pour l'avenir les-
dits Marchands Anglois de la confiscation portée,
tant par icelui, que par tous autres Arrêts & Ordon-
nances

AN S nances faits pour raison de ladite Draperie, & leur a permis & permet de remporter en Angleterre les Draps vicieux & mal façonnés : Et d'autant que lesdits Marchands Anglois sur la dispute qui pourroit intervenir sur la qualité de ladite Draperie, pourroient estre travaillés, & leurs Draps retenus & laïssés, avec perte de temps & dommage, il a été accordé & convenu, que lesdits Conservateurs du Commerce députés comme dessus, au cas que la plainte en vienne jusques à eux, jugeront lesquels desdits Draps seront bons & marchands, selon leur prix & valeur, pour estre vendus & débités, ou ceux qui devront estre renvoyés en Angleterre, comme étans vicieux, & s'en rapportera Sa Majesté à leur conscience & loiauté, ayant pour agréable ce que par eux en sera ordonné ; n'entendant toutefois que pour lesdits Draps vicieux qui seront ainsi rapportés en Angleterre, il soit païé aucune chose pour le droit de sortie.

XIV. Aussi a été accordé & convenu, que la liberté du Commerce sera entretenue comme elle est à présent de part & d'autre, tant des Marchandises manufacturées, que non manufacturées, selon le présent Traité & les précédens, & ne pourront de part & d'autre estre faites aucunes défenses d'en trafiquer : & si aucunes ont été faites, seront revoquées ; excepté toutefois les Marchandises qui sont de contrebande, & dont le transport a été de tout temps, & est encore prohibé & défendu par les Loix de l'un & l'autre Roiaume, dont sera baillé état de part & d'autre.

XV. Item, a été accordé, qu'au cas qu'il se trouve aucun Vaisseau venant d'Angleterre en France, ou de France en Angleterre chargé de plus grande quantité de marchandise, que celle pour laquelle il aura païé & acquitté les droits dûs à l'un & l'autre Prince, ladite quantité non acquittée sera seulement saisie & confiscée, & non le surplus desdites Marchandises, s'il ne se trouve parmi des Marchandises de contrebande prohibées & défendues en l'un & l'autre Roiaume : auquel cas les Ordonnances de l'un & l'autre Prince seront observées.

XVI. Aussi a été accordé, que les Habitans des Isles de Jerzai & Guernesai pourront librement & seurement passer & trafiquer dans le Roiaume de France, & jouiront en France de pareils privileges dont les François jouissent euidites Isles, en païant toutefois par les uns & les autres les droits appartenans à l'un & à l'autre Prince.

XVII. Sera rendu aux Sujets de Sa Majesté de la grand' Bretagne en leurs causes & procès prompte & briève Justice, & mandé es Officiers des Ports & Havres de Normandie, Bretagne, & de la Guienne, de les traiter favorablement : Et où il y auroit quelque affaire d'importance, Sa Majesté Tres-Chrétienne enjoint son Conseil d'en prendre la connoissance, ou leur pourvoir de Juges non suspects. Comme aussi le semblable sera fait par le Roi de la grand' Bretagne aux Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne, se trouvant en Angleterre, & y demandans Justice.

XVIII. Les Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne, entrans aux Ports de Mer dudit Pais d'Angleterre, ne paieront ci-après le droit de Cocquet plus que les naturalisés Anglois.

XIX. Les Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne, & ceux de Sa Majesté de la grand' Bretagne, qui seront par tourmente, fortune de Mer, ou contrainte de guerre, contraints jeter l'ancre dans aucuns Ports & Havres de l'un & l'autre Roiaume, ne seront tenus de paier aucun droit, ni pour l'entrée, ni pour la sortie de leurs Marchandises, à la charge toutefois que le Maître du Navire ou Marchand Facteur, seront tenus le même jour ou le lendemain de leur arrivée faire reconnoître aux Officiers de la Justice de l'un & l'autre Roiaume, appelé le *Commis du Fermier*, la vérité & l'occasion de leur entrée audit Havre, & même exhiber leur chartre partie, si besoin est, à la charge aussi de sortir au premier temps convenable : Et si pendant le séjour ils sont contraints de vendre

leur Marchandise, ou partie d'icelle, par nécessité ou autrement, ils seront tenus d'en paier les droits pour la quantité qu'ils en auront vendu : & pour le surplus, le pourront transporter comme dessus.

XX. Et voulant Sa Majesté Tres-Chrétienne faire connoître de plus en plus l'estime qu'elle fait de l'amitié du Roi de la grand' Bretagne son bon Frere, & le desir qu'elle a de bien & favorablement traiter les Sujets trafiquans & demeurans en France : & aussi en faveur du Commerce & Trafic, encore que le droit d'Aubeine soit un des plus anciens privileges de son Roiaume ; néanmoins Sadite Majesté Tres-Chrétienne a permis & permet aux Marchands Anglois, leurs Facteurs, & tous autres Sujets du Roi de la grand' Bretagne, de disposer à leur volonté, soit entre vifs, ou pour cause de mort, de toutes leurs marchandises, argent, monnoie, dettes, & tous biens meubles qu'ils auront es Pais de l'obéissance de Sa Majesté Tres-Chrétienne, & qu'après leur mort, soit qu'ils aient testé ou non, leurs heritiers leur puissent succéder, selon les Loix d'Angleterre, tellement que par droit d'Aubeine leurs biens ne puissent estre confiscés à l'avenir.

XXI. Semblablement a été accordé aussi, que les François disposeroient à leur volonté de leurs biens qu'ils auront en Angleterre, Elcosse & Irlande, & autres Pais de l'obéissance du Roi de la grand' Bretagne, soit par mort ou autrement, & qu'après leur mort, soit qu'ils aient testé ou non, leurs heritiers institués ou legitimes leur succéderont, selon les Loix de France ; pourvu toutefois que les testamens & prochaines successions, tant des Sujets du Roi de France, que du Roi de la grand' Bretagne, soient legitimelement prouvées ou en France ou en Angleterre, savoir au Pais des deux Princes où ils seront decédés.

XXII. Et en attendant que Justice se fasse des Pirateries & depredations prétendues avoir été faites de part & d'autre par les Sujets de l'un & l'autre Roiaume, à quoi faire sera pourvu le plus promptement que faire se pourra, a été conclu, que toutes les lettres de marque & de repesaille, qui ont été ci-devant expédiées par l'un & l'autre Prince, seront surcises, sans qu'elles se puissent executer de part ni d'autre, jusques à tant qu'autrement en ait été avisé par le Conseil de l'un & l'autre Prince, & que pour l'avenir ne seront expédiées aucunes lettres de marque & repesaille, que premierement l'Ambassadeur residant près de l'un & l'autre des Princes ne soit averti, & qu'elles n'aient été vûes & deliberées au Conseil de l'un & l'autre Prince, scellées de leurs grands sceaux, & que toutes les solemnités en tel cas requises n'y aient été gardées & observées.

XXIII. Pour la fin a été conclu & accordé, que le présent Traité sera ferme & stable & entretenu, tant & si longuement, que l'alliance & mutuelle amitié & intelligence durera entre lesdits Rois & leurs Successeurs ; & que ce Traité aura le sens & intelligence que la force & propriété des paroles represente, & ne recevra aucune interpretation, qui puisse changer ou empêcher en façon quelconque la force, forme & effet des paroles claires & simples, exprimées par ce Traité ; mais que toute subtile recherche & invention rejetée, qui a accoustumé de subvertir la sincere & concorde intention des contractans, que ce qui a été accordé & géré par ce Traité, sera aussi entièrement & sincerement gardé, entretenu & observé.

Lesquels Articles ci-dessus contenus, & chacun d'iceux ont été traités, passés & accordés entre nous susdits Députés, en vertu de nos Pouvoirs & Commissions : le tout sous le bon plaisir & vouloir de leursdites Majestés : Et nous Député du Roi Tres-Chrétien, avons promis & promettons que Sa Majesté Tres-Chrétienne ratifiera, approuvera, & autorisera tous & chacuns les Articles contenus au présent Traité par Lettres patentes signées de sa main, & scellées de son grand Sceau, qui seront vérifiées où besoin sera. Lesquelles Lettres de ratification en forme suffisante & valable,

AN S
de J. C.
1606.

ANS lable, ledit Roi Tres-Chrétien fera bailler & délivrer dans trois mois du jour & datte des Presentes à l'Ambassadeur de sa Majesté de la grand' Bretagne residant près Sa Majesté Tres-Chrétienne, qui sera garni de suffisant pouvoir pour les recevoir.

Et semblablement, nous fûdît Ambassadeur & Député du Roi de la grand' Bretagne, avons promis & promettons que tout ce que par ces Articles ledit Roi Tres-Chrétien est tenu de faire & accomplir, ledit Roi de la grand' Bretagne fera & accomplira le même, & ratifiera & approuvera le present Traité dans le même temps, & en la même forme & maniere que dessus, si leursdites Majestés l'ont pour agreable.

En foi & témoignage de chacune lesquelles choses nous Commissaires députés avons soussigné de nos mains le present Traité, & icelui muni & confirmé par l'apposition de nos sceaux. Fait à Paris le 24. jour de Février 1606. Signé HURAULT, DE THUMERY, & PARRY, avec un cachet des armes de chacun d'euxdits Sieurs.

Sçavoir faisons, que nous desirans embrasser de bonne foi tous les moyens d'entretenir & accroître la bonne & sincere amitié & correspondance qui est entre Nous & nôredit Frere, & n'obmettre aucune chose qui puisse servir à faciliter ledit Commerce, avons le contenu audit Traité ci-dessus écrit en tous ses Points & Articles agréé, ratifié & approuvé, agréons, ratifions & approuvons par ces Presentes, promettant en foi & parole de Roi de l'entretenir & observer inviolablement, sans jamais aller, venir, directement ou indirectement au contraire. En témoignage de quoi Nous avons à ces Presentes signées de nostre main, fait mettre & apposer nostre Scel. DONNE' à Fontainebleau le 26. jour de Mai l'an de Grace 1606. & de nostre Regne le 17. Signé, HENRI. Par le Roi étant en son Conseil, DE NEUVILLE.

XXV.

ANS *Traité de paix pour vingt ans entre* RODOLPHE II. Empereur d'Allemagne & ACHMET I. Empereur des Turcs fait près de Comar, le 21. Octobre, 1606. Continuation de l'Histoire de Calchondile, par Thomas Artus, Sr. d'Embry. Livre XVIII. pag. 825.

PREMIEREMENT, que les Ambassadeurs de part & d'autre ne feront point d'autres appellations que de pere & de fils, Achmet appellant l'Empereur Rodolphe son pere, & cettuy-cy appelloit l'Empereur Turc son fils.

II. Qu'au commencement de leurs lettres ils prendront le nom & la qualité d'Empereur, & non de Roi.

III. Que les deux Empereurs donneront ordre que les Royaumes de Hongrie, & Archiduché d'Autriche seront en repos, paix, & tranquillité, & du tout exempts & assurez de foules, oppressions, & cruautés des gens de guerre de tous les deux partis.

IV. Qu'il sera loisible au Roi d'Espagne d'entrer dans le traité, s'il le trouve à propos pour son bien, sans que l'un ni l'autre des Empereurs s'y puisse opposer en aucune forte.

V. Que les Tartares, & tous les autres peuples qui ont de coutume d'entrer en armes dans la Hongrie, seront compris au traité de la paix, pour estre desarmez de tout pouvoir de nuire au Royaume par leurs armes, & lui tout assuré de leurs violences & felonies.

VI. Que chacun de l'une & de l'autre part, s'abstiendra de courses & brigandages, entreprises de guerre, & de tous actes d'hostilité, chacun demeurant toutesfoies en son pouvoir, de courir sus aux corsaires, voleurs, & brigands qui feront injure au public, Tom. III.

donc chacun se pourra donner avis, afin de les opprimer à communes forces, & faire repaier aux de J. C. outrages les dommages qu'ils en auront receus.

VII. Que les places, chasteaux, villes & fortresses demeureront hors de toute entreprise des uns & des autres, soit par force, surprise, ou trahison, & par conséquent, les biens, familles, & bestiaux des païsans qui seront de leurs territoires & ressorts, & que Boscaie retiendra ce qui lui fut dernièrement accordé par le traité de Vienne.

VIII. Que tous prisonniers de guerre seront mis en liberté, principalement ceux qui ont été pris es villes & citadelles, les desflandans vertueusement par leur valeur, & les autres rendus par échange, ou par rançon, au plus expedient, & facilité des deux partis.

IX. Que toutes disputes intervenantes, tant deça que delà le Danube entre les deux partis, se termineront par la douceur, au jugement du Gouverneur de Javarin, du Bassa de Bude, du Gouverneur de l'Esclavonie, & des autres Gouverneurs des places; & si elles étoient de telle consequence qu'elles ne puissent être terminées par ces Magistrats, elles seront réservées pour cet effect à leurs communes Majestez, & sera permis à l'un & à l'autre parti, de restaurer & rétablir les places ruinées, mais non d'en édifier de neuves, qui pourroient prejudicier à l'un des partis.

X. Que le Bassa Serdar enverra ses deputes vers l'Archiduc Matthias chargez de presens pour lui presenter, & que l'Empereur depechera vers le grand Seigneur un Ambassadeur, lui portant deux cens mille florins d'or pur, & que le grand Seigneur pareillement enverra le sien à Prague avec de grands & riches presens pour offrir à l'Empereur.

XI. Que cette paix sera pour le temps de vingt années, à commencer en l'an 1607. à la charge que l'un & l'autre Empereur de trois ans en trois ans s'envoyeroient des Ambassadeurs, avec dons, & presens honorables, & riches, au desir, & selon le pouvoir de leurs Majestez.

XII. Que tous les successeurs de l'Empereur, & du Royaume de Hongrie, entreront en cette paix pour en estre maintenus, pareillement ceux du grand Seigneur, avec tous leurs parens, alliez, & confederes.

XIII. Que les Chrétiens seront remis dedans Vacca, la retiendront & fortifieront à leur desir: comme aussi Strigonie avec ses appartenances & dependances demeurera au grand Seigneur, à la charge qu'il n'y aura point de surhausse de la taille ordinaire, & de la conservation des droits de ceux qui par privilege n'y sont point sujetez.

XIV. Que les Turcs ne pourront exiger leurs tributs par la pointe de l'espée, mais par la justice, qu'ils commettront es mains des juges & receveurs par les bourgades, pour la rendre sans oppression du peuple, si ce n'est que les taillables ne voulussent payer, ou par entreprise, ou par audace, ou mêmes qu'ils eussent trop long-temps différé le tribut, auquel cas sera permis aux uns & aux autres de se faire payer par telles voyes qu'ils verront bon estre.

XV. Je trouve encores ailleurs un quinzième article, à sçavoir que les Ambassadeurs de l'Empereur à leur arrivée à Constantinople, pourroient demander quelque chose au Sultan, laquelle pourveu qu'elle fût juste & équitable, ne leur seroit point déniée.



ANS
de J. C.

XXVI.

XXVI.

ANS
de J. C.

1607.

1607.

HOLLAN-
DE ET
ZELANDEHOLLAN-
DE ET
ZÉLAN-
DE.

*Accord provisionel entre les Etats de HOL-
LANDE & de WEST-FRISE d'u-
ne part, & les Depnteuz des Etats de ZE-
LANDE d'autre; touchant les griefs
propofez par lesdits Etats de ZELAN-
DE, pour ce qui concerne l'adminiftration
de la justice de la Cour Provinciale de ladite
Province, le nombre des Confeillers de la
dite Cour, & l'élection du Préfident & des
Officiers d'icelle. Fait à la Haye le 7. Mars
1607. Le Grand Recueil des Placards.
Tom. II. Col. 774.*

Traduction de ce Traité.

Ende eerst, wes aengaet d'adminiftratie van Justitie, ende redres van eenige Poincten ende Articulen vande Instructie van den Hove, fullen die vanden voorfz Rade ter eerfter instantie gheen kennis of judicature nemen, tusschen private ende particuliere Perfoonen, alwaer 't oock *in possessio*. Ende dat het selve oock plaetse sal hebben ten regarde vande Wedawen, Weesen, ende andere misérable Perfoonen.

II. Alle questien van schiftinge, scheydinge of deylinge, oock raeckende partyen in diverse Jurisdicctien ghesceen, fullen in *prima instantia* beslist worden ter plaetse daer het iters huys gevallen is.

III. De gene die onder eenen dagelyckchen Rechter in Zeelandt zijn geseeten, fullen van nu voortaan d'een den anderen niet mogen verbinden elders te Recht te staen, by prorogatie oft onderwerpinge van Jurisdicctien: Ende sal niemant uyt Obligatie die van nu voortaan verleden fullen worden, mogen betrocken worden voor den voorfz Hove, dan die gene die uydruckelijken ende specificc hen den selven Hove by prorogatie onderwerpen fullen, ende boven dien onder diverse Jurisdicctien geseeten zijn.

IV. Sal oock niemant uyt Zeelant te Hove betrocken mogen worden *ex l. diffamari*, onder pretext van vanfien van eenige t'achterheyt, maer die gene die sulcks pretenderen te doen, fullen schuldigh zyn hen parthyen te dachvaerden in *prima instantia*, voor des diffamants competente Rechters, blyvende nochtans die diffamant sulcks om sijn actie te mogen intimueren, daer, ende soo by sal meenen geraeckt te zyn.

V. Die vanden voorfz Hove en fullen geen kennisse of judicature nemen van eenige Licenten, Convoyen, Imposten ende andere Inkomsten, aenkomende de gemeene saccke, nochte oock van Geestelijke oft Wereldlycke goedren, uyt saccke vander Oorloge aengeshagen ofte geconfisqueert, nochte oock van saccken vande Admiraliteyt, ende dependencien ende appendentie van alle de selve.

VI. 't Voorfz Hoff en sal niet mogen verleen eenige Mandamenten ofte provisien tegens notoire ende bekende Privilegien vanden Lande ende Steden van Zeelandt, ofte jegens de poincten in desen Tractate besproocken. Ende by aldien in prejuditie gedaen wort van dien, fullen de Heeren Staten ende Steden van Zeelant mogen volstaen, midts die vanden voorfz Raede 't selve by Missive adverterende, sonder daer toe in Rechte te moeten treden.

VII. Die gene die hem befaemt vint met eenige delicten, sal hem selven ter purge mogen stellen voor sijne competente Rechters, ofte voor den Hove Provinciael tot sijner keure.

VIII. Ende wat aengaet de kennisse ende judicature in criminele saccken, en sal 't voorschreve Hoff gheen vordere ofte andere kennisse hebben, dan den Hoogen Rade by den laetsten Tractate is toegelaten.

IX. Sullen oock alle saccken van Dyckagie, voor den

Premierement, pour ce qui regarde l'adminiftration de la justice & le redressement de quelques points & articles de l'instruction de la Cour, ceux dudit Conseil ne connoîtront en premiere instance des affaires entre les personnes particulieres & privées, fût-ce même au possessioir, & que la même chose aura lieu à l'égard des veuves, orphelins, & autres personnes dignes de commiseration.

II. Tous les differens de division & partage, même concernant les parties residentes en diverses Jurisdicctions seront terminés en premiere instance aux lieux où la succession sera ouverte.

III. Ceux qui sont residents sous la Jurisdicction d'un juge ordinaire, ne pourront d'ici en avant s'obliger l'un l'autre à répondre par-devant un autre juge par prerogative ou soumission de Jurisdicction; & aucunes personnes, en vertu d'obligations qui seront ci après passées, ne pourront plus être traduits par devant ladite Cour, que ceux qui expressement & specialement se seront par prerogative soumis à ladite Cour, & qui outre cela seront residents sous diverses Jurisdicctions.

IV. Aucun de Zélande ne pourra être traduit à la Cour *ex l. diffamari*, sous pretexte de vanité de quelques arrerages à lui dus, mais celui qui le prétendra sera obligé d'ajourner la partie en premiere instance par devant le juge competent du diffamant, demeurant pourtant en sa liberté d'innocenter son action où & comme il le jugera convenable.

V. Ceux de ladite Cour ne prendront aucune connoissance de judicature des tailles, convois, impôts & autres revenus concernant les affaires publiques, non plus que des biens spirituels & temporels, arrictez & confisquezz pour cause de guerre, ni des affaires de l'Amirauté, ni apendances & dependances d'icelles.

VI. Ladite Cour ne pourra accorder aucun Mandement ou provifion contre les privilèges notoires & connus des Pais & Villes de Zélande, ou contre les points mentionnez en ce Traité. Et au cas qu'il soit rien fait au préjudice, les Etats & Villes de Zélande pourront en avvertir ceux du Conseil par une missive, sans être obligé d'en venir en justice.

VII. Celui qui se trouvera accusé de quelque delict, il s'en pourra purger par devant son juge competent, ou par devant la Cour Provinciale à son choix.

VIII. Et quand à la connoissance en judicature des affaires criminelles, ladite Cour n'en prendra point d'ultérieure ou autre connoissance, que celle qui par le dernier Traité est permise au grand Conseil.

IX. Toutes les affaires qui concerneront les Dignes se-
ront

ANS den Rechter, ende ter plaetse daer die behooren ghe-
de J. C. termineert worden, ende hebben haer volkomen ef-
1607. fect ende executie onder cautie, niet tegenstaende ap-
pellatie ofte reformatie, ende sonder prejudicie van
dien: Ende sal 't selve oock plaets hebben, alwaer 't
dat 't gewijde *in facto* consilteerde, of andersints liqui-
de ware.

X. Als eenige van partijen hen hebbende ghesub-
mitteert in eenige Arbitres of Seghs-luyden, begeer-
ren van de arbitrale Sententie te reduceren: Sullen het
selve ghehouden zijn te doen voor den Rechter vander
plaetse, daer de arbitrale uitsprake is gedaen.

XI. By den Steden van Zeeland, sal generalijck ge-
wesen worden by arrest, in saecken niet meer bedra-
gende dan vier ponden Vlaems, sonder appellatie ofte
reformatie toe te laten, als de saecke alleene in gelde
bestaet, ende niet en heeft sequele van infamie ofte
ander prejudicie.

XII. In Matrimoniale ofte huwelijcksche saecken
geappelleert zijnde aenden Hove, sullen parthyen ge-
houden zijn de selve sommierlick by Pleydoye te in-
strueren, omme daer op ghedecideert te worden, soo
het Hof bevinden sal sulcks te behooren, soo niet,
sullen de selve saecken van acht te acht dagen werden
volchreven, ende sal de productie daer inne noodich,
hinc inde binnen een Maent daer nae moeten werden
gedaen. Ende voorts by reprochen ende Salvatien van
acht tot acht dagen *hinc inde* worden geschreven, alles
op peyne van versteck. Ende sullen die vanden Rade
gehouden zijn de selve saecke binnen een Maent daer
nae te termineren, naer-latende alle andere saec-
ken.

XIII. Die vanden Rade voorz, sullen in 't termi-
neren vande Processen vanden Ingefectenen van Zee-
lant hen reguleren conform de Privilegien vanden Lan-
de van Zeeland, Steden ende Leden van dien: Midt-
gaders conform d'Octroyen, Ordonnantien ende Pla-
caten by den Staten van Zeelandt ghemaect of als
noch te maecten, soo in cas van Policie, adminis-
tratie van Justitie als anderints, in alder manieren ghe-
lijck 't selve gheschiet in regard vanden Heeren Staten
van Hollandt.

XIV. De Gront-Heeren om te komen tot beta-
ling van hare pachten, genootsaect zynde de Vruch-
ten ofte Bestialen te Velde t'arresten, sullen de selve
niet mogen ontlagen worden vanden arreste, dan
mits dat die Pachter eerst sal gehouden wesen te namp-
tiseren, ende de Vonnissen dien aengaende by den le-
gen Rechter ghewesen, sullen werden geexecuteert,
niet tegenstaende appellatie ofte reformatie, ende son-
der prejudicie vande selve.

XV. Soo wanneer eenige partijen hen willen bekla-
gen dat sy qualijck werden geexecuteert, ofte ander-
ints verongelyck, uyt krachte van eenige Sententie
in Zeelandt gegeven, sal 't selve moeten geschieden
voor den Rechter daer de Sententie is ghewesen, of-
te daer d'executie by Brieven requisitoriaal ofte ander-
ints geschiet, sonder dat partyen geoorloft is by Man-
dament Pnael of andere provisie de saecke te Hove te
betrecken.

XVI. Alsof by dagelijckche experientie bevonden
wort, dat de onroerende goederen die by executie van
den Hove verkocht worden, dickwils ten vryen prylen
werden ghediltraheert, overmits den Koopers ende
gheinteresseerden ongelegen is van verre wegen te Ho-
ve te compareren. Soo wordt verstaen dat die vanden
voordz Hove de finale verkooping by delegatie sul-
len laten doen, den Wethouderen vande naeste Ste-
den daer de gedecreteerde goederen zyn liggende,
naer het ghebruick inde selve Steden geobserveert,
blyvende alle andere solemniteyten ende decisien vande
oppositie ende preferentie als tot noch toe is ge-
bruickt.

XVII. Sullen oock alle provisien van Graticen,
als Remissen, Pardonen ende Abolitien, midtga-
ders Creatien van Notarissen, Legitimatie ende ande-
re diergelycke saecken binnen Zeelandt vallende, geex-
-

ront termineert par devant le juge & au lieu qu'il appar-
tiendra & auront leur plein effet & execution en
donnant caution, nonobstant appellacion ou reformation,
& sans prejudice. Et cela aura aussi lieu encore que la
chose consistât in facto, ou fût autrement liquidée.

ANS
de J. C.
1607.

X. Quand quelques parties se seront soumises à quel-
ques Arbitres, si elles desirent que la sentence arbitrale
soit reformée, on sera obligé de le faire par devant le ju-
ge du lieu où la sentence arbitrale aura été rendue.

XI. Les jugemens des Villes de Zelande auront gé-
néralement force d'arrêt, en choses qui ne passeront pas
quatre Livres Flamandes, sans en permettre appella-
tion ou reformation, si la chose seulement consiste en ar-
gent, & ne fait point de conséquence pour quelque in-
famie ou autre préjudice.

XII. Quand il y aura appel à la Cour en matière ma-
rimoniale, les parties seront obligées d'instruire le pro-
cez par un plaidoyé sommaire; pour être décidé comme
la Cour le jugera convenable, sinon l'affaire sera in-
struite par écrit de huit en huit jours, & la production
en devra être faite hinc inde dans le mois; & ensuite
on fournira des reproches & salvations de huit jours en
huit jours hinc inde, le tout sur peine d'être forcé. Et
ceux du Conseil seront tenus de terminer ladite affaire
dans un mois en suite, laissant toutes les autres af-
faires.

XIII. Ceux du Conseil susdit se régleront en termi-
nant les procès des habitants de Zelande conformément
aux privilèges du Pais de Zelande, Villes & Mem-
bres d'icelui; Ensemble conformément aux Octrois, Or-
donnances & Placards faits ou à faire par les Etats de
Zelande, tant en matière de Police, administration de
la Justice qu'autrement, en la même manière que la
chose se fait à l'égard de Messieurs les Etats de Hollande.

XIV. Les propriétaires des fonds pour parvenir au
payement de leur ferme étant necessitez de saisir les fruits
& bestiaux au champ, il n'en pourra pas être donné
main levée qu'au préalable, le fermier n'ait nanti, &
les sentences données par le juge inférieur seront execu-
tées nonobstant apellation ou reformation quelconque,
& sans prejudice.

XV. Quand quelque partie se verra plaindre d'a-
voir été mal executée, ou autrement lésée en vertu de
quelque sentence rendue en Zelande, la plainte s'en fe-
ra par devant le juge où la sentence aura été rendue, ou
bien où l'execution en vertu de Lettres requisitoires ou
autrement, sans qu'il soit permis aux parties de traduire
l'affaire à la Cour par un Mandement peinal, ou
autrement.

XVI. Comme on a trouvé par une experience joi-
nalere que les biens immeubles qui par execution sont
vendus par la Cour, le sont souvent à vil prix, parce
qu'il est incommode aux acheteurs & aux interessez
de venir de loin comparoir à la Cour; on entend que la
vente finale se fasse par la delegation que sera ladite
Cour au Magistrat de la Ville la plus proche des lieux
où les biens decretez sont situés, selon l'usage observé
dans lesdites Villes, demeurant toutes les autres solem-
nitez & decisions, pour les oppositions & preferences
comme il en a été usé jusques à présent.

XVII. Toutes Provisions de grace, comme pardons &
abolitions, ensemble les creations de notaires legitima-
tions & autres semblables choses qui écherront à faire en
Zelande seront scellées & expédiées de la part des Etats

ANS gheexpedieet ende ghefegelt worden van wegen den de J. C. Staten van Zeelandt, als geschiet in Hollandt.

1607. XVIII. Ende aengående het getal vande voorfz Rade, is verstaen ende gheaccordeert, dat den voorfz Raedt sal wesen van elf Persoonen, ende dat daer inne de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrielandt fullen hebben acht Raden, ende de Heeren Staten van Zeelandt drie. Welverstaende dat in den voorfz ghe-tale van d'e'en ofte van d'ander zyde niet en sal wesen begrepen den President. Ende soo verre die Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrielandt belieft noch een twaelfden Raedt te stellen, dat die van Zeelandt den derthienden by fullen voegen. Behoudelyck dat den voorfz Provincialen Raedt niet en sal mogen verandert, vermeerderd of vermindert werden, dan met consente ende gemeen advyse.

Ende naeckende voorts het stellen ende nomineren vanden President ende Officiers vanden voorfz Provincialen Hove, ghemerckt 't selve is ten beyden zyden gestelt aende verklaringe ende decisie van syne Excellentie, heeft Syne Excell. de selve belieft te doen inder manieren hier naer volgende.

XIX. Alsoo tusschen den Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrielandt ter eenre, ende den Heeren Staten van Zeelandt ter andere zyden, different ghebleven is op 't nomineren ende committeren vanden President, Advocaet Fiscael, Procureur Generael, Griffier, die ses Secretarissen, Rentmeester vande exploicten vanden Hove van Hollandt, Zeelandt ende West-Vrielandt, ende andere Officien vanden voorfz Hove, daer inne de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrielandt, nominatie of dispositie gebruycken, sustinerende de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrielandt, dat hare E. behooren drie beurten tegens de Heeren Staten van Zeelandt een te hebben: Ende die Heeren Staten van Zeelandt ter contrarie, dat hare E. de derde beurtte behoorte te volgen: welcke different eyndelyck ten wederzyde gestelt zynde aende verklaringe ende decisie van syne Excellentie. Soo ist, dat Syne Excell. op alles rypelyck ghelet hebbende, tot nederlegginge van 't voorfz different, verklaert heeft ende verklaert by desen, Dat de Heeren Staten van Zeelandt fullen hebben die eerste beurtte om te denomineren drie gequalificeerde Persoonen tot het vacerende Presidentschap. Ende dat de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrielandt gelycke denominatie fullen doen de drie naeste reysen, als den voorfz staet van President sal komen te vaceren, ende daer nae die van Zeelandt de vierde; die van Hollandt ende West-Vrielandt de vyfde ende seste; die van Zeelandt de sevenste; die van Hollandt ende West-Vrielandt, de achtste, negende ende tiende, ende soo voorts de eenre reysen een van vieren, ende de andere reysen een van dryen voor die van Zeelandt.

XX. Ende aengående de Officien van den Advocaet Fiscael ende Procureur Generael, fullen met de eerste ghelegenthey, naer ouder gewoonte, tot eenen staet ghebracht, ende by een Perloon bedient werden. Welcke Officie mede by drie ende vier reysen als vooren gheconferreert sal worden. Dies fullen de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrielandt de eerste ende tweede denominatie hebben. Die Heeren van Zeelandt de derde, Die van Hollandt de vierde, vyfde ende seste, Ende die van Zeelandt de sevende, ende soo consequentlyck.

XXI. Ende in gevalle het Griffierschap niet en wordt verpacht met onderlinge accoort, sal daer inne den voet van het voorgaende Article ghevolght worden.

XXII. Belangende de ses Secretarissen, Rentmeester vande Exploicten, ende alle andere Officien van den voorfz Hove, daer inne de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrielandt nominatie ofte dispositie gebruycken, sal mede ghebruyckt werden den derden ende vierden tour. Sulcks dat de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrielandt toute twee eerste

de Zelande avec le sceau dudit Pais de Zelande, comme il se pratique en Hollande.

ANS XVIII. Et quant au nombre des susdits Conseillers, de J. C. 1607. il est convenu & accordé que le susdit Conseil sera de onze personnes, & que les Etats de Hollande & de West-Frise y auront huit Conseillers, & les Etats de Zelande trois. Bien entendu que dans l'un & l'autre nombre ne sera compris le President. Et au cas que les Etats de Hollande & West-Frise y veuillent encore établir un douzième Conseiller que ceux de Zelande y en joindront un treizième. Excepté que le susdit Conseil Provincial ne pourra point être changé, augmenté ni diminué que par un consentement & avis commun.

Et en outre quand à l'établissement & nomination du President & des Officiers de la susdite Cour Provinciale, vu que de part & d'autre elle est remise à la déclaration & décision de son Excellence, il a plu à sadite Excellence de la faire à la manière qui s'ensuit.

XIX. Comme les Etats de Hollande & de West-Frise d'une part, & les Etats de Zelande d'autre, sont restez en différent sur la nomination du President, Advocat Fiscal, Procureur General, Greffier, six Secretaires, Receveur des Exploits de la Cour de Hollande, Zelande & West-Frise & autres Officiers de la susdite Cour, ou Messieurs les Etats de Hollande & West-Frise se servent de leur nomination & disposition, lesdits Etats de Hollande & de West-Frise soutiennent qu'ils doivent nommer trois fois contre les Etats de Zelande une, & les Etats de Zelande au contraire, qu'ils doivent avoir le troisieme tour à nommer, lequel différent ayant été remis à la décision de son Excellence, sadite Excellence ayant meurement considéré le tout, il a déclaré, pour terminer ledit différent, & declare par ces presentes, que les Etats de Zelande auront le premier tour à nommer trois personnes qualifiées pour la place vacante de President; & que Messieurs les Etats de Hollande & de West-Frise auront la nomination trois fois en suite, quand ladite place de President viendra à vacquer, & en après ceux de Zelande la quatrième, ceux de Hollande & West-Frise la cinq & sixième, ceux de Zelande la septième; ceux de Hollande & West-Frise la huit, neuf & dixième, & ainsi de suite, une fois, une de quatre, & de l'autre fois suivante un de trois auparavant ceux de Zelande.

XX. Et quand aux charges d'Avocat Fiscal & Procureur general, elles seront remises à la première occasion sur l'ancien pied, & exercées par une seule personne. Laquelle charge sera conférée au troisieme & quatrième tour comme dessus. C'est pourquoy Messieurs les Etats de Hollande & de West-Frise auront la première & seconde nomination; ceux de Zelande la troisième; ceux de Hollande la quatrième, cinquième & sixième; & ceux de Zelande la septième, & ainsi de suite.

XXI. Et au cas que la place de Greffier ne soit pas donnée à ferme d'un accord particulier on suivra à cet égard le même pied que dans l'article precedem.

XXII. Quand aux six Secretaires, receveurs des Exploits, & tous les autres Officiers de ladite Cour dont Messieurs les Etats de Hollande & de West-Frise ont la nomination & disposition, cela se pratiquera aussi au troisieme & quatrième tour. En sorte que Messieurs les Etats de Hollande & de West-Frise nommeront aux deux premiers Vacans. Messieurs de Zelande au troi-

ANS vacerende fullen denominatie doen; De Heeren van
de J. C. Zeelandt tot het derde; De Heeren van Hollandt en-
de West-Vrielandt tot het vierde, vijfde ende seste;
1607. De Heeren van Zeelandt tot het leventte, ende soo
voorts die eene reyfe twee van dryen voor Hollandt
ende West-Vrielandt, ende een voor Zeelandt, die
andere reyfe drie van vieren voor Hollandt ende West-
Vrielandt, ende een voor Zeelandt. Alles indistin-
ctelyck, ghelyck die voorz Officien fullen komen te
vaceren.

XXIII. Aldus ghedaen by Syne Excell. in 's Gra-
venhage, den tweeden Marty 1607. Ende was onder-
teeckent, *Maurice de Nassau*. Lager stont, Ter Or-
donnantie van Syne Excellentie. Geteyckent, *Mil-
lander*. Hebbende daer beneffens een opghedrukt
Cachet-zegeel in roodden Walfche, met een Pampieren
Couvert daer over.

XXIV. Alle 't welcke hebben de parthyen ten bey-
den zyden geloof te onderhouden, ende doen onder-
houden, ende voorts oock gheacordeert, dat de Hee-
ren Staten van Hollandt ende West-Vrielandt ter een-
re, ende die van Zeelandt ter andere zyde, in 't stel-
len vanden voorz President, Raden ende Officiers
fullen nomineren t'elcken drie gequalificeerde Persoo-
nen, daer uyt Syne Excellentie sal eenen kiezen. En-
de fullen de Commissien werden gedepefcheert by bey-
de de Provincien, ghelyck 't selvige inden Hoogen
Raedt geschiet. Mits dat de Commissie gedepefcheert
zijnde by de Provincie op wiens nominatie den staet is
gheconferreert, ende d'andere Provincie in ghebreecke
blyvende, de selve te depescheren veerthien dagen naer
het verfloekt aende selve ghedaen, datals dan de Ge-
committeerde op de Commissie by hem van d'eene
Provincie ontfangen, in possessie van sijnen staet ge-
stelt ende ontfangen sal worden.

XXV. Ende sal dese gestelt worden in handen van
die vanden Hoogen ende Provincialen Rade, ten eynde
sy hen daer nae, voor soo veele hen aengaen mach,
reguleren, ende doen publiceren op de Rollen, het
welcke oock in Drucke sal uyt-geheven worden, ende
alomme in Zeelandt ghepubliceert, ten eynde nie-
mandt daer af ignorantie en pretendere.

XXVI. Alles by provisie, ende met conditie, soo
verre d'een ofte d'andere hen by den Accorden in 't
generael ofte particulier bevonden bequaert, men des-
halven sal komen metten anderen in communicatie:
Ende soo verre inde selve communicatie d'een ende
d'andere in hure redenen gehooft, niet en konnen
accorderen, dat als dan de respectieve Provincien fullen
daer van mogen scheiden ende blyven op haer geheel,
ghelyck sy waren voor date van desen.

XXVII. Ende tot meerder bevestinge ende con-
firmatie van alle 't geene des voorz, is dese van wegen
de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrielandt
by hunnen Secretaris, ende by den Ghedeputeerden
vande Heeren Staten van Zeelandt onderteyckent. Be-
loovende de voorz Gedeputeerden hier van by d'eerste
gelegenheyt over te seyn den Acte van approbatie
van den Heeren Staten voornoeft.

Aldus gedaen in 's Gravenhage, op den seven-
den Marty Anno seshien-hondert leven. Onderstont,
Ter Ordonnantie vande Staten van Hollandt ende
West-Vrielandt. Ende was ghetyckent, *A. Duyck*.
Was noch geteyckent van wegen die van Zeelandt,
I. de Malderée; A. Schotte; L. Werckender; Alb.
Joachim; B. de Witte; Jan Jansz. Huye; Ingel
Leunisz; G. van Vosbergen; I. van de Warck.

DE Staten 's Landts ende Gracfelijckheyt van Zee-
landt, ghesien ende geexamineert hebbende het
Provisioneel Accoort by hunne Gedeputeerden ge-
maect, met den Gedeputeerden vanden Heeren Sta-
ten van Hollandt ende West-Vrielandt, op het Re-
dres in eenige Poincten vande administratie van Justi-
tie, electie vanden President ende Officiers; Mitsga-
ders het ghetal vande Raeden vanden Hove van Hol-
landt,

troisième, Messieurs les Etats de Hollande & de West-
Frise au quatrième, cinquième & sixième, Messieurs de J. C.
de Zélande au septième, & ainsi de suite une fois, deux
de trois pour Hollande & West-Frise, & un pour Zé-
lande; l'autre fois trois de quatre pour Hollande &
West-Frise, & un pour Zélande, le tout indistincte-
ment, comme lesdits Officiers viendront à vacquer.

XXIII. Ainsi fut par son Excellence à la Haye le
2. Mars 1607. Et c'étoit signé Maurice de Nassau,
plus bas étoit, par ordonnance de son Excellence, signé
Mylander. L'ayant de plus un sceau en cire rouge, avec
un couvert de papier au dessus.

XXIV. Toutes lesquelles choses ont les parties de part
& d'autre promis observer & faire observer; Et en ou-
tre a été accordé que Messieurs les Etats de Hollande &
de West-Frise d'une part, & ceux de Zélande d'autre
pour l'installation du susdit Président, Conseillers &
Officiers, nommeront chacun trois personnes qualifiées,
dont Son Excellence en choisira un. Et les commissions
en seront dépêchées par les deux Provinces, comme cela
se pratique au grand Conseil. Et au cas que la Com-
mission étant dépêchée par la Province à la nomination
de laquelle la place est conférée, & que l'autre Provin-
ce demeure en deffaus de le dépêcher après quinze jours
qu'elle en sera requise; qu'alors les Deputez sur la Com-
mission qu'ils auront reçeu d'une des Provinces, rece-
vront & installeront celui qui sera élu.

XXV. Et ladite Commission sera mise es mains du
grand & Provincial Conseil, afin qu'il ait à s'y régler
avant qu'en lui sera, & le fasse publier sur le rôle, ce
qui sera aussi imprimé & publié par tout en Zélande,
afin que personne n'en pretende cause d'ignorance.

XXVI. Le tout par provision & à condition, qu'au
cas que l'une ou l'autre en general ou en particulier, se
trouvent lezée par ledit accord; on en communi-
quera les uns avec les autres. Et si par la communi-
cation reciproque, & les raisons ouies on ne peut s'accor-
der, qu'alors lesdites Provinces s'en pourront departir &
demeurer en leur entier, comme elles étoient avant la
date de ces presentes.

XXVII. Et pour confirmation & fermeté de tout ce
que dessus les presentes ont été signées par le Secrétaire des
Etats de Hollande & West-Frise, & par les Deputez
des Etats de Zélande; Promettant lesdits Deputez d'en
envoyer à la première occasion Acte d'approbation de Mes-
sieurs les Etats susdits.

Ainsi fait à la Haye le septième Mars mil six cent &
sept. Etoit sous écrit par ordonnance des Etats de Hol-
lande & de West-Frise; Et étoit signé A. Duyck. Et
étoit aussi signé de la part de Zélande J. de Malderée,
A. Schotte, L. Werckender, Ab. Joachimi, B. de
Witte, Jean Jeanse Huye, Ingel Leunisz, G. de
Vosbergen, J. van de Warck.

LES Etats des Pais & Comté de Zélande, ayant vu
& examiné l'Accord provisionnel fait par leurs
Deputez, avec les Deputez de Messieurs les Etats de
Hollande & de West-Frise, touchant le reglement de
quelques points de l'administration de la Justice, l'éle-
ction des Président & Officiers, ensemble le nombre des
Conseillers de la Cour de Hollande, Zélande & West-
Frise, ci dessus écrit en date du septième du présent mois,

ANS landt, Zeelandt ende West-Vrielandt, hier vooren
de J. C. gheschelt in date den sevendén desér, by de boven-
1607. gnomineerde onse Gedeputeerden ondertereykent, met
belofte van Aggreatie in behoorlijke forme. SOO
IST, dat wy dien conformelyck hebben verclaert,
ende verklaren mits desen, dat wy allen 't selve goet
vinden, aggreëren ende approberen, Consenterende
dat daer af Acte sal worden ghemaeckt om te dienen
daer 't selve behoort. Aldus gedaen ende gearresteert
ter Vergaderinge vande Heeren Staten voornemt, in
't Hoff aldier tot Middelburgh, den twintighsten Mar-
ty seshien-hondert ende sevend. Onder stont, Ter
Ordonnantie vande Staten voornemt. Ende was on-
dertereykent, B. de Jonge.

et signé par nos Deputez susmentionnés, avec promesse
de le faire agréer en la forme convenable. Nous en con-
formité avons déclaré & déclarons par ces présentes, 1607.
que nous l'avons trouvé bon, agréé & approuvé, con-
sentant qu'il en soit fait un Acte pour servir ou il apparti-
tiendra. Ainsi fait & passé en l'Assemblée des Etats
sujets à la Cour de Middelbourg, le vingtième Mars
mil six cent & sept. Dessous étoit écrit, par ordonnan-
ce des Etats sujets. Et étoit signé B. de Jonge.

XXVII.

ANS (a) *Reconciliation entre le Pape PAUL V.*
de J. C. *et la République de VENISE, faite au*
1607. *mois d'Avril 1607. Emanuel Meteren,*
Histoire des Pays-bas. Feuill. 60..

LE PAPE
ET
VENISE.

(a) On
peut voir
l'Abregé
de ce mé-
me Traité
& tout
ce qui
concerne
cette af-
faire dans
l'Histoire
de l'Eu-
rope
par le Pere
Paul, sur
la fin.

I. Que la Sainteté de son propre mouvement
revoceroit toutes les censures & excom-
munications, dequoy le Cardinal de Joyeu-
se assura les Veneziens, & leur fit voir le plein pou-
voir qu'il en avoit : & que l'excommunication étant
ostée, le Duc revoceroit par un Placart, la pro-
testation qu'il avoit faite contre le ban.

II. Que l'Abbé de Nervesa, & le Chanoine Scipio
Saracino, qui estoient criminellement prisonniers,
seroient livrés au Roy de France, pour estre renvoyez
à la justice, quand il le commanderoit.

III. Que tous les Capuchins & Tolentins, pour-
roient retourner, quand ils voudroient, mais les Je-
suites demeureroient entierement forclos.

IV. Que tous les Ecclesiastiques, qui s'estoient
retirez à cause de l'excommunication, pourroient re-
tourner.

V. Que les loix & statuts faits par le Grand Con-
seil de Venise, demeureroient en leur premiere valeur
& vigueur, mais seroient exécutés avec telle modera-
tion, comme avoient fait leurs Predecesseurs.

VI. Que tous les Privileges & graces octroyées par
les Papes precedens, jusques à présent, ne pourroient
estre ostés à la République, & à l'estat de Venise.

XXVIII.

ANS *Traité de Trêve pour huit mois entre les Ar-*
de J. C. *chiducs ALBERT & ISABELLE,*
1607. *& les PROVINCES UNIES des*
Pays-bas, fait le 24. Avril 1607. Ema-
nuel Meteren, Histoire des Pays-bas,
Feuill. 608.

ESPAGNE
ET LES
PROVIN-
CES
UNIES.

Que les Archiducs ont trouvé bon de faire la de-
claration, l'offre & presentation suivante aux
Estats Generaux des Provinces Unies du Pays-
bas. Que les Archiducs n'ayans rien plus à cœur,
que de voir les Pays-bas, & les habitans d'iceux deliv-
rés des misères de la guerre : déclarent par la presen-
te, & avec bonne deliberation, qu'ils sont contents,
de traiter avec les Etats Generaux des Provinces Unies,
en qualité, & comme les tenant pour Pais, Provin-
ces, & Etats libres, sur lesquels leurs Alteſſes ne pre-
tendent rien, soit par voye d'une perpetuelle Paix,
ou Trêve, ou par cessation d'armes pour 12, 15, ou
20. ans, au choix desdits Etats, le tout sous raisonnables
conditions : & notamment, que si on vient à
arrester une Paix perpetuelle, ou une Trêve, & cessa-
tion d'armes, qu'un chacun demeurera en la posses-
sion de ce qu'il tient, n'est que pour accommoder

leurs Alteſſes, ou les Estats, comme aussi les respo-
ctives Provinces, on vint à faire quelque échange
de quelques Villes ou Places, & ce selon que par
commun consentement on en pourroit accorder, par-
teillemeut que touchant l'ordre & l'assurance de la
navigation, du traffic mutuel, & de la frequentation,
on en arreſtera par ensemble l'intervention, aggre-
ation & manutention. Leurs Alteſſes ont aussi consi-
deré meurement la commodité & l'estat des Provin-
ces Unies, tellement qu'ils veulent aussi traiter avec
eux sans fraude, & donner temps aux Estats pour con-
siderer & refoudre ce qu'ils trouveroient estre le plus
expedient pour le bien public : & partant sont con-
tens que les personnes, qu'ils choisiront d'entre les
naturels du Pais, & qu'ils deputeront pour traiter de
ce fait, s'assembleront avec les Deputés des Estats qui
seront en pareil nombre, en tel temps, & en telle pla-
ce, qu'il plaira aux Estats sùsdits de choisir. Et afin
que ce que dessus puisse estre d'autant mieux effectué,
soit pour venir à une Paix perpetuelle, ou à la Trêve
sùsdite, leurs Alteſſes sont contentes qu'il y ait cessa-
tion d'armes, & de tous assiegemens, surprinses de
Villes ou Forteresſes, invasions de Provinces ou quar-
tiers, & fabrication de nouveaux Forts, pour huit
mois prochainement venans : à condition que les
Estats accorderont la sùsdite Trêve provisionnelle en
huit jours, apres la presentation de la presente, &
en feront declaration par escrit à leurs Alteſſes, de-
vant le premier de Septembre prochainement venant,
touchant le principal Traité sùsdit de Trêve ou cessa-
tion d'armes, avec le temps & le lieu qu'ils pourront
avoir choisi. Fait à Brüssel sous les signatures, &
le cachet de leurs Alteſſes, le 13. de Mars 1607. Etoit
paragraphe : Rich. V. Signé J. Albert, A. Isabelle.
Et au bas il y avoit par ordonnance de leurs Alteſſes,
Signé Verreycken : Et cacheté du cachet de leurs Al-
teſſes.

Que les Estats Generaux en qualité & comme Estats
de Pais & Provinces libres, sur lesquelles leurs Al-
teſſes n'ont rien à pretendre : ne desirans parcellier
rien plus, que d'entendre à une Chrestienne, hon-
norable & assurée issue & delivrance des misères de
cette guerre : apres meure deliberation, & avec l'ad-
vis de son Excellence & du Conseil d'Etat ont accep-
té la sùsdite declaration des Archiducs de tenir les
Provinces Unies pour Pais libres, & sur lesquels leurs
Alteſſes n'ont rien à pretendre : & la Trêve pour 8.
mois prochainement venans, commençant le 4. de
May de cette année, selon le nouveau style, pour ces-
ser de tous assiegemens, & surprinses de Villes, ou
Forteresſes, invasions de Provinces, ou quartiers,
comme aussi de ne point faire de nouveaux Forts : &
trouvé bon, de communiquer & rapporter les autres
offres & presentations de leurs Alteſſes, à tels qu'il
appartiendra, & d'en faire declaration à leurs dites Al-
teſſes, devant le premier de Septembre prochainement
venant. Voyla pourquoy les Archiducs d'un côté,
& les Etats Generaux des Provinces Unies de l'autre,
ont promis en bonne foi & promettent par la pre-
sente

ANS s'ente d'entretenir la fufdite declaration, & trefve pro-
de J. C. visionnelle, & de repaer & faire repaer toutes con-
1607. travenctions directes ou indirectes : Et promettent en
outre leurs fufdits Alteſſes, d'apporter & de delivrer
aux fufdits Eſtats Generaux, en trois mois prochainement
venans l'aggregation du Roi d'eſpaigne, touchant
ce traité, ſous toutes renonciations & obligations
neceſſaires, tant generales que particulieres. En témoi-
gnage dequoi ont été faiſts deux eſcrits de même ten-
neur, & confirmés des ſignatures & du grand ſeau de
leurs Alteſſes : & des paraphes & ſoubſignatures ordi-
naires, de leur Greſſier. Faiſt à Bruſſelles & à la
Haye, le 24. d'Avril l'an 1607. au deſſous il y avoit
le ſeig de Jean Ney, Commiſſaire General : & en-
cores j'ai ſoubſigné cecy, comme Deputé de Meſſei-
gneurs les Eſtats Generaux des Provinces unies du Pais
bas : Signé, C. Aerſſens.

X X I X.

ANS *Certificat du Canton du Haut* UNDER-
de J. C. *WALD que la Declaration qu'il avoit*
1607. *baillée à Alphonſe Caſate, Ambaſſadeur*
du Roi d'Eſpaigne, au préjudice de l'alli-
ance avec le FRANCE, avoit été revo-
quée par eux d'un commun conſentement, du
5. Juin 1607. Freder. Leonard. Tom. IV.

FRANCE
ET
UNDER-
WALD.

N OUS Landtamant, ou Bailly, le Conſeil, &
toute la Communauté du haut Underwald, cer-
tifications par ces preſentes au Sieur Ambaſſadeur
du Roi Tres-Chrétien nôtre tres clement Seigneur,
& nôtre confederé allié, que la Declaration écrite en
parchemin & ſcellée du Scel de nôtre Pais, que nous
avons montrée audit Ambaſſadeur & dont lui avons
delivré copie, étoit la même Declaration que celle que
ci-devant avions baillée au Sieur Ambaſſadeur d'Eſpa-
gne qu'il nous a volontairement renduë & remiſe en
main comme nulle & de nul effet & valeur, & à cet
effet elle a été déchirée de nôtre commandement par
nôtre deputé le Sieur Pierre Inſfeld Landtamant, en
preſence dudit Sieur Ambaſſadeur de France. Et auſſi
nous voulons aſſurer par ces mêmes preſentes qu'il
n'en eſt demeuré aucune autre devers le ſuſnommé
Sieur Ambaſſadeur d'Eſpaigne. Et promettons ſur nô-
tre honneur ne lui en bailler aucune autre dorenavant,
ains d'entretenir le contenu de l'alliance avec ſa tres-
Chrétienne Majeſté en tous ſes points & articles, au
cas auſſi qu'elle accompliſſe le même en nôtre endroit
comme nous eſperons qu'il ſe fera. En foi de quoi
nous avons fait ſceller le Certificat du propre Scel
du Pais, le cinquieme jour de Juin l'an mil ſix
cens ſept.

X X X.

ANS *Traité de Ligue deſenſive entre HENRI IV.*
de J. C. *Roi de France, & les Etats des PRO-*
1608. *VINCES UNIES des Pays-bas.*
Fait à la Haye, le 23. Janvier, 1608.
Negociations du Préſident Jeannin. Tom.
II. pag. 69. Freder. Leonard. Tom. IV.

LA FRAN-
CE ET LES
PROVIN-
CES U-
NIES.

L ES Eſtats-Generaux des Provinces-Unies du
Pais-bas, A tous ceux qui ces preſentes verront,
ſalut. Comme ainſi ſoit que le vingt-troisième
de ce mois de Janvier, l'an ſeize cens & huit, un
traité d'alliance & confederation ait été fait & accordé
en ce lieu de la Haye, entre Maître Pierre Jeannin
Sieur de Montjeu Chevalier Conſeiller du Roi Tres-
Chrétien en ſon Conſeil d'Eſtat, & Maître Helie de
la Place Sieur de Ruſſy, auſſi Chevalier Conſeiller &
Gentilhomme ordinaire de ſa Chambre; au nom, &
comme Poucreurs ſpeciaux en vertu des lettres de
commiſſion, pouvoir & procuration dudit Sieur Roi

Tres-Chrétien, du 23. jour de Novembre ſeñner, ANS
d'une part; & les Sieurs Cornelle Degent, Sieur de de J. C.
Loenen, & Meynewik, Viconte & Juge de l'Em- 1608.
pire de la ville de Nymmeguen, Maître Jean d'Ol-
denbarneyelt Chevalier Sieur de Tempel, Rodenris,
& Advocat d'Eſtat, Garde du ſeel, Chartres & Regi-
ſtres de Hollande, & Weſtfrize, Maître Jacques de
Maldrée Chevalier Sieur de Heyes, & premier & re-
preſentant les Nobles aux Eſtats & Conſeil de Zelan-
de, Nicolas de Berck, premier Conſeiller de l'Eſtat
de la Province d'Utrecht, Erneſt Dailva de Herwy
Gritman Dooff-dongerdeel, Jean Slooth Sieur de
Saillits, Droſſart du Pays de Wollenho, & Chaste-
lain de la Seigneurie de Cander, & Abel Coenders
de Helpen, Sieur Enſaen & Cantes, au nom & com-
me Deputez & commis ſpecialement à ce par leſdits
Sieurs Eſtats generaux, en vertu des lettres de com-
miſſion & procuration, du 22. du mois, d'autre part,
dont la teneur enſuit. Comme ainſi ſoit que les tres-
hauts, tres-puiſſans, & tres-excellens Princes Henri
IV. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrétien de Fran-
ce & de Navarre; & Jacques auſſi par la même grace
de Dieu Roi de la grande Bretagne & d'Irlande, ayant
ci-devant été priés & requis par leurs tres-chers & bons
amis Meſſieurs les Etats-generaux des Provinces-Unies
des Pays-bas, de les vouloir aſſiſter de leur autorité &
Conſeil, pour mettre leur Eſtat aſſiégé d'un longue
guerre en quelque bon & aſſeuré repos, pour lequel
obtenir ils étoient preſts d'entrer en conference avec
tres-hauts, & tres-puiſſans Princes les Archiducs, tant
en leurs noms, que de tres-haut, tres-puiſſant, &
tres-excellent Prince, le Roi d'Eſpaigne en ce qu'il
peut toucher. Et que pour ſatisfaire à leur deſir, &
aider à l'avancement d'un ſi bon œuvre, ils ayant
envoyé dès long-temps au lieu de la Haye en Hollan-
de près d'eux, aucuns de leurs plus ſpeciaux & fi-
delles ſerviteurs Conſeillers en leur Conſeil d'eſtat, leſ-
quels y ont travaillé avec grand ſoin, & fait aſſez con-
noiſtre par toutes leurs actions & conduite, qu'ils n'a-
voient rien plus à cœur que de leur procurer ce bien,
en recherchant avec ceux, qui étoient touchez de ce
même deſir en leur Eſtat, les moyens de ſurmonter
les difficultez, qui ſemblent y pouvoir donner quelque
empêchement. En quoi ils auroient reconnu & apriſ
tant d'eux que des Deputez deſdits Sieurs les Eſtats,
avec leſquels ils ſont entrés ſouvent en conference ſur
ce ſujet, que les guerres paſſées avoient laiſſé une ſi
grande deſiance és eſprits de leurs peuples, que le ſeul
& vray moyen de la faire ceſſer, & leur perſuader
d'embrasser tous enſemble, & d'une même volonté,
les conſeils qui les pouvoient faire jouir de ce bon-heur,
ſeroit qu'il pleuſt auditſdits Sieurs Roys ſe rendre garants
de l'obſervation de la paix; & leur promettre par un
traité d'alliance & contederation fait avec eux avant la
conclusion d'icelle, de prendre leur deſſence contre
tous Princes, Potentats, & autres perſonnes quelcon-
ques qui voudroient entreprendre l'enfreindre & vio-
ler, ayans les Deputez deſdits Eſtats, ſuivant les de-
liberations priſes en leur aſſemblée generale, prié &
requis inſtamment par pluſieurs fois les deputez deſ-
dit Sieurs Roys de les en avertir, ce qu'ils auroient
fait : & leurs Majeſtez, après meure deliberation ſur
cét affaire, conſenti & accordé d'y entendre, tant pour
le bien & repos deſdits Sieurs Eſtats que des Princes,
avec leſquels ils avoient à traiter, dont ils deſirent con-
ſerver l'alliance & amitié. Ce qu'il eſtiment pouvoir
mieux ſaire la paix, étant bien établie & ſincere-
ment gardée, que ſi cette longue & perilleuſe
guerre venoit à continuer, qui pourroit eſtre cauſe
de troubler quelque jour par divers accidens le re-
pos de pluſieurs Princes & Eſtats qui penſent avoir
intereſt à l'evenement d'icelle. Et neantmoins étans
les deputez deſdits Sieurs Roys preſtez de faire &
paſſer dès à preſent ledit traité par leſdits Sieurs les
Eſtats, qui le jugeoient plus utile & avantageux
pour eux, fait avant la paix que diſſeré apres la con-
clusion d'icelle, ceux dudit Sieur Roi de la gran-
de Bretagne s'en ſeroient excuſez, à cauſe de quel-
ques

ANS
de J. C.
1608.

ques difficultez concernans les affaires particulieres dudit Sieur Roi advenues entr'eux, & ledits Sieurs ESTATS es demieres conferences qu'ils ont eues par ensemble, sur lesquelles leur estoit besoin recevoir nouveau commandement avant que pouvoir passer outre. Nonobstant quoi ledits Sieurs les ESTATS n'auroient laissé de continuer leur priere & instance envers les deputez dudit Sieur Roi Tres-Chretien, pour les induire à faire & passer entr'eux des maintenant icelui traité, les asseurant que ledit Sieur Roi de la grande Bretagne ne feroit aucune difficulté d'y entrer après. A quoi ayans consenty pour les considerations susdites, ce jourd'hui vingt-troisième jour de Janvier, l'an mil six cent huit, furent present en leurs personnes Maître Pierre Jeannin Sieur de Monjeu, Chevalier, Conseiller dudit Sieur Roi Tres-Chretien en son conseil d'Etat, & Maître Helie de la Place Sieur de Ruffy, aussi Chevalier, Conseiller, & Gentilhomme ordinaire de sa Chambre, au nom & comme Procureurs speciaux en vertu des lettres de commission, pouvoir, & procuration dudit Sieur Roi Tres-Chretien du vingt troisième jour de Novembre dernier d'une part : & les Sieurs Cornelle de Gent, Sieur de Loenen & Meynerwick Vicomte & Juge de l'Empire de la ville de Nymmeguen, Maître Jean d'Oldenbarnevelt Chevalier, Sieur de Tempel Rodenris, Advocat d'Etat, & Garde du scel, Chartres, & Registres de Hollande & Westfrize, Maître Jacques de Maldrée, Chevalier, Sieur de Heyes, & premier representant les Nobles aux ESTATS & Conseil de Zelande, Nicolas de Berck, premier Conseiller de l'Etat de la Province d'Utrecht, Ernest Dailva de Herwy Grutman Dooft Dongerdeel, Jehan Slooth Sieur de Saillits, Drossart du pays de Wollenho, & Chastelain de la Seigneurie de Cunder, & Abel Coenders de Helpen, Sieur ensaen & Cantes, au nom & comme Deputez & Commis specialement à ce par les ESTATS generaux desdites Provinces assemblez à present en ce lieu de la Haye, en vertu des lettres de Commission & procuration du vingt-deuxième de ce mois d'autre part, & ont fait par ensemble esdits noms le traité d'alliance & confederation qui ensuit.

I. Premierement, ledit Sieur Roi Tres-Chretien a promis, & promet assister de bonne foi ledits Sieurs les ESTATS, pour leur donner aide en ce qu'il pourra à obtenir une bonne & asseurée paix, & s'il plaist à Dieu la leur donner, se mettre en tout devoir de la faire garder, & les defendre eux & leur pays de toute injure, violence & invasion contre tous Princes, Potentats, & autres personnes quelconques qui voudroient entreprendre d'enfreindre, & violer ladite paix, soit directement ou indirectement, & les secourir à cet effet de dix mille hommes de pied à ses fraix & despens, pour autant de temps qu'ils en auront besoin.

II. Et si les forces de leurs ennemis estoient si grandes, qu'il fût requis pour leur conservation de donner un plus grand secours, promet encore de l'accroître d'autant de gens de guerre à cheval & à pied, que ses affaires & la seureté de ses Royaumes & Pais lui pourrout permettre, à la charge toutesfoi que cet outre-plus sera par forme de prets aux fraix & despens desdits Sieurs les ESTATS, pour en estre remboursé, lui ou ses successeurs, après la guerre finie, & aux termes, dont ils conviendront par ensemble.

III. Et pource qu'il est expedient de tenter tous moyens pour faire reparer par voyes amiables les attentats, si aucuns estoient faits contre, & au prejudice de la paix, avant que venir aux armes, les agreffeurs seront requis & sommez de le faire. Et s'ils refusent ou different plus de trois mois, le secours sera donné sans autre remise. N'entend toutesfoi ledit Sieur Roi de le retarder jusques après l'expiration de ce delai, quand les entreprises auront été faites à force ouverte par surprise de places, ou par quelque faulse generale faite par autorité publique; Mais d'y acourir incontinent, & envoyer ledit secours au plusost qu'il pourra, après avoir été prié & requis.

ANS
de J. C.
1608.

IV. En reconnaissance de quoi, & des autres grandes faveurs & assistances que ledits Sieurs les ESTATS ont receues de sa Majesté, ils ont promis & seront tenus, si ledit Roi est assailli, ou troublé dans ses Royaumes & pais par quelque Prince & Potentat que ce soit, de le secourir & assister incontinent, après qu'ils en auront été requis, de cinq mille hommes de pied, qui est la moitié du secours promis par ledit Sieur Roi: Et ce pour autant de temps qu'il en aura besoin, & aussi à leurs fraix & despens.

V. Et fera à son choix de le demander en gens de guerre, ou bien en navires de guerre, equipez, fournis, & armez, ainsi qu'il appartient, de munitions de guerre, victuailles, pilotes, mariniere, & de soldats aussi, si ledit Sieur Roi le desire: lesquels navires ne pourront estre moindres que de deux à trois cens tonneaux, & le prix & estimation dudit equipage & secours de Mer évalué & arreté, selon le projet contenu en un escript particulier, signé d'une part & d'autre, qui sera tenu pour inferé au present traité.

VI. Promettent aussi audit Sieur Roi, en cas qu'il ait besoin d'un plus grand secours, de l'en aider & assister, soit par mer ou par terre, en gens ou navires, avec autant de soin & d'affection qu'ils reconnoissent y être tenus & obligez, sans rien espargner de ce que la seureté de leur Estat leur pourra permettre de fournir & avancer; à la charge toutesfoi que lui ou ses successeurs seront pareillement tenus de les rembourser de l'outre plus dudit secours après la guerre finie, & aux termes dont ils conviendront par ensemble.

VII. Lesdites forces ainsi promises, & qui doivent estre données d'une part & d'autre, seront employées, selon que celui qui aura demandé le secours, jugera estre requis, soit dans son pais pour se defendre, ou ailleurs, s'il est trouvé plus utile pour sa conservation.

VIII. S'il avient que ledit Sieur Roi donne secours ausdits Sieurs les ESTATS, ou eux à lui, l'assailli ayant receu ledit secours, ne pourra faire aucun traité avec l'agresseur sans le consentement exprés de l'autre.

IX. Le present traité n'aura lieu qu'après la paix, & continuera dès lors, non seulement à la vie dudit Sieur Roi, mais aussi durant celle de son successeur & heritier en ses Royaumes, pais, terres, & seigneuries, pourveu qu'il le confirme dans l'an & jour du deceds d'icelui; à quoi ledit Sieur Roi entend l'obliger autant qu'il lui est permis, & que cette alliance, comme faite avec ses ESTATS & Couronne, soit perpetuelle.

X. En consequence duquel traité les sujets & habitants dudit Sieur Roi & ESTATS, vivront en bonne amitié, & auront le trafic libre entr'eux, & dans l'estendu des ESTATS & Pais l'un de l'autre, tant par mer que par terre, de toutes denrées & marchandises, dont le commerce n'est prohibé & defendu par les ordonnances, qui ont lieu esdits ESTATS & pais, sans qu'ils soient tenus payer plus grands droits pour lesdites denrées & Marchandises qui entreront esdits Royaumes Pais & ESTATS, ou qui en sortiront, que ceux qui ont accoustumé d'estre payez par les naturels habitants & sujets.

XI. Lequel traité sera ratifié bien & deüement par les ESTATS generaux de present assemblez au lieu de la Haye, dans trois jours, & par ledit Sieur Roi deux mois après, comme aussi dans pareil temps par les Provinces qui ont envoyé leurs deputez en ladite assemblée. Et lesdites ratifications delivrées d'une part & d'autre en bonne & deüé forme en même temps, & deux autres-mois après, les publications qui auront été faites dudit traité par tout où il appartient. Fait au lieu de la Haye l'an & jour susdit. Signé par ledits Sieurs Deputez, & cacheté de leurs armes esdits noms. Estant signé, P. Jeannin, Helie De la Place, Cornelle van Gent, Jean van Olden-Barnevelt, Ide Maldrée, Nicolas Bercko, Ernest Dailva, Jean Slooth, Abel Condera Van Helpen, & cacheté de leurs

ANS leurs respectives armes. Ont iceux sieurs Estats ledit de J. C. traité ratifié, & confirmé, le ratifient, aprouvent & confirment par cettes, prometans de le garder, entretenir, & observer inviolablement, sans jamais aller ou venir au contraire directement ou indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit, sous l'obligation & hypothèque de tous les biens & revenus desdits Provinces Unies en general & en particulier, & presens & avenir. En témoin de quoi ont ledits Sieurs Estats fait sceller ces presentes de leur grand Sceau & signer par leur Greffier, le vingt-cinquième jour de Janvier l'an mil six cents huit. Signé Idé Mالدرة: Et plus bas, est écrit par ordonnance d'iceux Sieurs les Estats, Aersens: & scellé sur lacs de soye blanche d'un grand sceel en cre rouge, aux armes desdits Estats.

X X X I.

Contrat de Mariage entre Alphonse d'Est Duc de MODENE & de Reggio, & Isabelle de SAVOYE. Fait à Ravenne, le 22. Février, 1608. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye Preuves. pag. 567.

ANS
de J. C.
1608.SAVOYE
ET MO.
DENE.

IN Christi nomine Amen. Anno à Nativitate ejusdem M. DC. VIII. Indiæ. VI. die vero X X I. mensis Februarij, Pontificatus autem Sanctissimi in Christo Patris & D. N. Pauli divinâ providentia Papæ V. anno I I I. hora I I. noctis tribus luminibus ardentibus. Cum Tractatum & Dei dono medio infrascripti Illustrissimi & Reverendissimi Domini Cardinalis Aldobrandini feliciter conclusum fuerit Matrimonium salvo bene placito & bonâ gratiâ Majestatis Catholicæ invictissimi Hispaniarum Regis ex nunc petito inter Serenissimam Infantem Isabellam Filiam Serenissimi Domini Caroli Emanuelis Sabaudie Ducis & Serenissimum Principem Dominum Alphonsum primogenitum Serenissimi Domini Cesaris Estensis Mutina Ducis, velintque modò partes de predictis apparere per publicum instrumentum ad perpetuam rei memoriam. Hinc est quòd Illustrissimus & Reverendissimus D. Petrus tituli Sanctorum Joannis & Pauli Presbyter Cardinalis Aldobrandinus S. R. E. Camerarius & Ravennensis Ecclesiæ Archiepiscopus vice & nomine dicti Serenissimi D. Ducis Sabaudie virtute autoritatis eisdem Illustrissimo & Reverendissimo D. Cardinali datæ & attributæ per patentes & authenticas literas manu & sigillo dicti Serenissimi Ducis Sabaudie subscriptas & signatas omni quo potest meliori modo in executionem capitulorum jam conventorum spondit & destinavit in Sponsam & Uxorem futuram prædictam Serenissimam Infantem Isabellam licet abentem prædicto Serenissimo Principi Alphonso etiam absenti, & Illustrissimo Domino Comiti Alphonso Saffo nobili Mutinensi dicti Serenissimi Ducis Mutinæ consiliario procuratorique specialiter constituto patentibus & authenticis literis manu & sigillo celsitudinis suæ similiter subscriptis & signatis. Promittens dictus Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Cardinalis nomine quo supra curare cum effectu omni juris & facti excusatione & impossibilitatis remotis; quòd dicta Serenissima Infans eundem Serenissimum Principem accipiet in ejus Sponsum & Maritum futurum, ac per verba de presenti consentiet, Matrimoniumque cum eo contrahet, & debito tempore consummabit juxta ordines S. R. E. ac Sacro-sancti Concilii Tridentini, & viceversa prædictus D. Comes Alphonfus dicto nomine promittit curare cum effectu omni juris & facti excusatione, & impossibilitatis ut supra remotis, quòd dictus Serenissimus Princeps eandem Serenissimam Infantem accipiet in ejus Uxorem futuram & pro dote dictæ Serenissimæ Infantis Isabelle, ipse Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Cardinalis obligans omnia, & singula ejusdem Serenissimi Sabaudie Ducis bona præsentia & futura in

Tom. III.

executionem capitulorum prædicto Serenissimo Duci Casari ejusdem Serenissimi Principis Alphonfi genitori absenti, Ducatum millia scutorum promittit & convenit solvere, & dare in terminis & sub pagis & conditionibus contentis capitulis. Ipseque Dominus Comes Alphonfus dicto nomine & obligans omnia & singula bona præsentia & futura dicti Serenissimi Ducis Mutinæ ex autoritate eadem ut supra attributa titulo & ex causa donationis puræ, meræ, simplicis inter vivos donavit & donat dictæ Serenissimæ Infanti Isabelle absenti, eisdemque Illustrissimo & Reverendissimo Domino Cardinali pro ea acceptanti Ducatonorum quinquaginta mille, quorum media pars ad eundem Serenissimum Mutinæ Ducem revertatur, si dicta Serenissima Isabella sine liberis ex hoc Matrimonio moriatur; si vero liberi existunt, ad eisdem redeat dicta media pars, quam dote ut supra constitutam & promissam, ea tamen prius habita, & non aliter, nec alio modo, idem Dominus Comes Alphonfus obligans bona omnia Serenissimi Principis sui, dare & restituere promittit ipsi Serenissimæ Infanti Isabelle in omnem casum & eventum dictæ dotis solvende seu restituende. Quæ omnia ipsemet Illustrissimus & Reverendissimus D. Cardinalis nomine quo supra ex una, & D. Comes Alphonfus, nomine prædicto ex altera, sibi vicissim & mutuo & uniuscujusque eorum hæredibus habere perpetuò firma, rata & grata promiserunt, obligantes omnia & singula Serenissimum Principum bona, &c. Actum apud Ravennam nel Palazzo dell'Archevescovato, anno & die quibus supra.

ANS
de J. C.
1608.

X X X I I.

*Traité de Paix entre RODOLPHE II. ANS
Empereur, & MATTHIAS Archi-
duc d'Autriche son Frère, fait à Prague
le 27. Juin, 1608. Mercure François.
Tom. I. Feuill. 238.*

ANS
de J. C.
1608.
L'EMPE-
REUR ET
L'ARCHI-
DUC SON
FRERE.

Cette conference acceptée par les Ambassadeurs de l'Archiduc, ils s'en retournerent au camp le neuvième de Juin. Et deux jours après les Deputés de part & d'autre se trouverent à Debrins, là où après plusieurs allées & venues, l'Empereur se despouillant de la plus grand' part de son Domaine patrimonial entre les mains de son frere l'Archiduc Matthias, eut paix avec lui. Les articles furent leus & signés par Sa Majesté Imperiale, le dix-septième Juin en presence de Lichtenstein & Kinski Ambassadeurs de l'Archiduc, par lesquelles l'Empereur accorda.

I. Qu'il seroit delivrer la Couronne de Hongrie à l'Archiduc Matthias, lui cederait le Royaume, remettrait le serment aux Hongrois, à condition qu'ils n'en éliront point d'autre que lui.

II. Qu'à la premiere Diette Imperiale, lui Empereur seroit proposer le besoin que l'on avoit de lever une contribution pour payer les gens de guerre qu'il fait entretenir sur les frontieres du Turc en Hongrie.

III. Que tous les titres, enseignemens, & privileges concernant le royaume de Hongrie, seroient baillez dans deux mois audit Archiduc.

IV. Qu'il cederait audit Archiduc & à ses enfans masles toute l'Archiduché d'Autriche, sans s'y reserver aucun droit, & lui en seroit delivrer tous les titres & enseignemens qu'il en avoit.

V. Que les Estats de Boheme ratifieroient la paix faite avec les Turcs & les Seigneurs de Hongrie, au nom & du consentement de l'Arm. Imperiale.

VI. Que si l'Empereur mourait sans enfans masles, que l'Archiduc lui succederait au royaume de Boheme, ce que les Estats du pays ratifieroient. Et si l'Empereur aussi avoit des enfans masles, & qu'il mourut laissant en bas age, que l'Archiduc seroit leur tuteur, & gouverneroit la Boheme en leur minorité, avec les Estats.

F

VII. Que

ANS VII. Que l'Archiduc promettrait par écrit aux
de J. C. Estats de Boheme (en cas que le Royaume lui advint
1608. par legitime succession) de prêter le serment pour la
conservation de tous leurs privileges, ainsi que les Rois
de Boheme ont accoustumé de faire.

VIII. Que l'Archiduc mettroit en ses tiltres & qualitez, designé Roi de Boheme.

IX. Que l'Archiduc & ses heritiers auroient aussi l'administration de la Moravie, avec tiltre de Marquis.

X. Que l'Evesché d'Olmuts, lequel a été de tout temps subiect pour le temporel au Roi de Boheme, ne reconnoitroit d'oresnavant en la temporalité que ledit Archiduc.

VI. Que l'Empereur à l'intercession de l'Archiduc conserveroit les privileges de la Silésie.

XII. Que les Estats de Boheme, pour la conservation des frontieres de la Hongrie contre le Turc, en temps de guerre ne contribueroient point d'avantage qu'ils avoient accoustumé de contribuer, sauf à l'Archiduc d'user de la même liberté envers eux, comme l'Empereur s'estoit reservée.

XIII. Que de toutes les Provinces cedées à l'Archiduc, l'Empereur en ses qualitez ne laisseroit pas d'en porter le tiltre.

XIV. Que l'Archiduc Matthias renonceroit à la part qu'il tenoit en la Comté de Tirol, & la cederoit à l'Empereur.

XV. Qu'aux assemblées des Estats desdits pays cedez, l'Archiduc feroient qu'il se fit une annuelle contribution pour l'Empereur.

XVI. Que ce qui s'estoit passé durant ce trouble tant de parti que d'autre ne seroit nullement recherché.

XVII. Que l'on mettroit bas les armes.

XXXXII.

ANS
de J. C. *Traité de Garantie, promise par JACQUES I.*
1608. *Roi d'Angleterre, du Traité entre les Archiducs Albert & Isabelle, & les Estats Généraux des PROVINCES UNIES; fait à la Haye, le 26. Juin 1608. Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre Tom. I. pag. 26.*

L'ANGLE-
TERRE
ET LES
PROVIN-
CES
UNIES.

Comme ainsi soit que Messieurs les Estats Generaux des Provinces Unies, ayans depuis n'agueres envoyez en Angleterre leurs Deputez au tresault, trespuissant, & tresexcellent Prince Jacques, par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, France & Yrlande, avec charge de lui faire entendre les offres & presentations, faites par les Serenissimes Archiducs Albert & Isabelle, de contracter avec eux une bonne & assurée Paix, recognoissans les Provinces Unies Estats sur lesquels ils ne pretendent rien, & s'obligeants de Procurer du Roi d'Espagne d'agreer de sa part la même recognoissance, lesquels Deputez desdits Seigneurs les Estats ont prié quant & quant sadite Majesté de la grande Bretagne, de vouloir envoyer vers leurs Provinces quelques Personnes qualifiées pour assister lesdits Seigneurs les Estats de leur meilleur avis, Conseil, & jugement, en cette negotiation tant importante au bien de leur Estat avec charge, si Dieu leur donne la Paix, de faire avec eux en son nom & de sa part une Ligue défensive pour la manutention d'icelle; sa Majesté sachant combien il y va du bien de toute la Chrétienté, que ces Provinces, après avoir été harcelées, d'une miserable, & sanguinaire guerre, soient enfin établies en un bon & assuré repos, a trouvé bon d'envoyer vers icelles, ses treschers & Fidelles Serveurs Richard Spencer, Chevalier, Gentilhomme de sa Chambre privée & ordinaire, & Rudolphe Winwood, Conseiller de sa part au Conseil d'Etat des Estats Generaux des Provinces Unies, du rapport

rapport desquels ayant entendu les serieuses instances que Messieurs les Estats de jour à autre leur avoient faits pour l'avancement de cette ligue, & veu les desiances & jalousies que cette longue guerre avoit enracinées aux Esprits de tout leur peuple, que ce seroit le moyen Unique d'induire toutes les Provinces Unies d'un consentement unanime, d'entendre aux ouvertures presentées par lesdits Seigneurs les Archiducs, & maintenant ratifiées par ledit Seigneur Roi d'Espagne: après meure deliberation & avec l'avis de son Conseil, afin qu'un si saint & pieux œuvre puisse le plutôt sortir son effect; a donné charge & plain pouvoir ases susdits Ministres d'ententer avec Messieurs les Estats en une ligue défensive, Laquelle, la Paix estant faite, la puisse rendre inviolable & à jamais perpetuelle: suivant laquelle charge, ce jourd'hui vingt & sixiesme jour de Juin mil six cens & huit, Messieurs Richard Spencer, & Rudolphe Winwood, Chevaliers, &c. En vertu des lettres de pouvoir & procuration dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne &c. du 21. de Decembre dernier d'une part, & les Seigneurs Corneille de Gent, Seigneur de Loenen & de Meynerwyck, Viconte & juge de l'Empire & de la Ville de Nymegen, Messieurs Johan de Oldenbarnevelt, Chevalier, Seigneur de Temple, Rodenrys, Advocat d'Etat & garde du Seel, Chartres & Regîtres de Hollande & Westfrie, Jacques Malderie Chevalier, Seigneur des Heyes, Premier & representant les Nobles aux Estats & Conseil de Zeelande, Nicolas de Berck, premier Conseiller de l'Etat de la Province de Utrecht, Sixtus Dekkema Sr. de Jellum, Tammingaborgh & la Marne, Johan Slooth, Seigneur de Sallick, Droffart du Pays de Vollenhove, & Chastelain de la Seigneurie de Cuinder, & Abel Coenders de Helpen, Sr. en Faen & Cantres, spécialement Deputez & Commis à cet effect par les Estats Generaux desdits Provinces, assemblez à present à la Haye en Hollande & en vertu des lettres de procuration du 20. de ce mois, ont fait par ensemble le Traité d'alliance & confederation qu'ensuit.

I. Premièrement, tous Traitez, alliances, & confederations faites auparavant entre ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne &c. Et la dite Reine d'Angleterre &c. de haute memoire, & les Seigneurs les Estats demeureront entieres en leur premiere vigueur en tous Points non changées ou derogées par ce Traité.

II. Ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne a promis & promet assister de bonne foi lesdits Seigneurs les Estats pour leur aider, en ce qu'il pourra, à obtenir une bonne & assurée Paix, & s'il plaist à Dieu la leur donner, se mettre en tout devoir de la faire garder, & defendre eulx & leur Pais de toute injure, violence & invasion contre tous Princes, Potentats, & autres personnes quelconques, qui voudroient entreprendre d'enfreindre & violer ladite Paix, soit directement ou indirectement & les secourir à cet effect de vingt bonnes Navires de trois cents jusques à six cents tonneaux, bien armées & équipées, tant de gens que de vivres, & de toutes autres choses necessaires pour la guerre. Et les assister chaque année de six mille hommes de pied & quatre cents chevaux, a ses frais & despens, de trois mois en trois mois, par participation, suivant le pied que lesdits Seigneurs les Estats sont accoustumés de tenir en la solde & au payement de leurs gens de guerre.

III. Les frais & despens de ces vingt Navires de tems en tems faits par sa Majesté, comme aussi les sommes des deniers lesquelles par icelle seront desboursées d'année en année comme dessus pour le traitement des gens, les Seigneurs les Estats obligent les Provinces Unies tant en general qu'en particulier de lui faire rembourser, ou à ses hoirs, & successeurs dans cinq ans après la guerre finie, par égales portions annuellement.

IV. Et pour ce qu'il est expedient de tenter tous moyens pour faire reparer par voye amiable les attentats, si aucuns étoient faits, contre & au prejudice de

ANS
de J. C.
1608.

ANS de J. C. 1608. la Paix, avant, que venir aux armes, les agresseurs seront sommés & requis de le faire. Et s'ils relèvent ou différent plus de trois mois, le secours sera donné sans autre remise : n'entend toutefois ledit Seigneur Roi de retarder jusques après l'expiration de ce délai, quand les entreprises auront été faites à force ouverte par surprise de places, ou par quelque arrest de Navires, & saisie generale faite par autorité publique, mais d'y accourir incontinent & envoyer ledit secours au plus-tôt qu'il pourra, après en avoir été prie & requis.

V. En recognoissance de quoi, & des autres grandes faveurs & assistances que ledits Seigneurs les États ont reçues de la Majesté, ils ont promis & seront tenus, si ledit Seigneur Roi est assailli ou troublé dans quelqu'un de ses Royaumes ou en quelque Isle, qui est sous son obéissance par quelque Prince ou Potentat que ce soit, de le secourir & assister incontinent après qu'ils en auront été requis de vingt Navires de trois cens jusques à six cens tonneaux, ou de tant de Navires, qui leur seront equipollents en force & en grandeur bien armés & équipés tant de gens que de Vivres, & de toutes autres choses requises à la guerre, & de l'assister chaque année de quatre mille hommes de pied, & trois cens chevaux desfrayez par eux & soldoyez de trois mois en trois mois par anticipation, ou de lui fournir la dépense & traitement dedit gens chaque année de trois mois en trois mois par anticipation, au choix de sa Majesté suivant le pied qu'eux memes ont accoutumés de tenir en solde & au payement de leur gens de guerre.

VI. Les frais & despens de tant de Navires que ledits Seigneurs les États mettront en mer pour le service de sa Majesté fait par eux de temps en temps, comme aussi les sommes de deniers, lesquels ils déboursieront d'année en année pour le traitement des gens, sa Majesté s'oblige soy mesme, ses hoirs, & successeurs de le leur faire rembourser dans cinq ans apres la guerre finie, par égales portions annuellement.

VII. Ledites Forces ainsi promises & qui doivent estre données d'une part & d'autre, seront employées, selon que celui, qui aura demandé le secours, jugera estre requis, soit dans son Pays pour se defendre, ou ailleurs, s'il est trouvé plus utile pour sa conservation.

VIII. S'il advient que ledit Seigneur Roy donne secours audit Seigneurs les États, ou eux à lui; l'assailly, ayant reçu ledit secours ne pourra faire aucun Traicté avec l'agresseur sans le consentement expres de l'autre.

IX. Le present Traicté n'aura lieu qu'apres la Paix & continuera dès lors non seulement à la vie dudit Seigneur Roy, mais aussi durant celle de son Successeur & heritier en les Royaumes, Pays, Terres & Seigneuries; pour veu qu'il le confirme dans l'an & jour du decez d'iceluy. / A quoy ledit Seigneur Roy entend s'obliger autant que luy est permis, & que cette alliance comme faite avec ses États & Couronnes, soit perpetuelle.

X. Ce present Traicté ne sera nullement prejudiciable au Traicté fait par les Seigneurs les États avec le Roy Treschrestien le 23. du mois de Janvier dernier, ny celui à cestuy cy, ains tout deux demeureront toujours en leur force, suivant le contenu des Articles & l'intention des contractans.

XI. Et sera ce traicté ratifié bien & deüement par les États Generaux de present assemblez au lieu de la Haye, dans trois jours, & par ledit Sr. Roi dedans deux mois apres; comme aussi dans pareil temps par les Provinces qui ont envoyé leurs Deputez en ladite Assemblée, & ledites ratifications delivrées d'une part & d'autre en bonne & deüe forme en mesme temps, & deux autres mois apres les Publications qui auront esté faites dudit Traicté par tout où il appartiendra. Fait au lieu de la Haye, l'an & jour susdit, signé par ledits Seigneurs Deputez & Cachetté de leurs armes & dits noms, & estoit signé Richard Spencer, Rudolphe Winwod, Cornelis van Gent, Johan van Oldenbarnevelt, J. de Maderce, Nicolaes van Berk, Sixtus Desanva,

Johan Sloeth, Abel Coenders van Helpen, & Cachetté des respectives armes dedit Seigneurs Deputez.

ANS de J. C. 1608.

XXXIV.

Traicté de Trêve, pour douze ans, entre PHILIPPES III. Roi d'Espagne, & ALBERT ET ISABELLE-CLAIRE-EUGENIE Archiducs de Brabant, d'une part; Et les États des Provinces-Unies des Pais-bas, d'autre : par l'entremise des Rois de France & d'Angleterre. Fait à Anvers le 9. Avril 1609. Négociations du Président Jeannin, Tom. IV. pag. 62. Frederic Leonard. Tom. V. & autres.

ANS de J. C. 1609. L'ESPAGNE ET LES PROVINCES-UNIES.

COMME ainsi soit que les Serenissimes Princes Archiducs, Albert & Isabelle-Claire-Eugenie, &c. aient dès le 24. d'Avril 1607. fait une Trêve & cessation d'armes pour huit mois avec les Illustres Seigneurs les États Generaux & des Provinces-Unies des Pais-bas, en qualité & comme les tenants pour États, Provinces & Pais libres, sur lesquels ils ne prétendoient rien : laquelle Trêve devoit estre ratifiée avec pareille Declaration par la Majesté du Roi Catholique, en ce qui le pouvoit toucher, & la Ratification & Declaration delivrées aux Sieurs États trois mois après icelle Trêve, comme il s'est fait par Lettres Patentes du 18. Septembre audit an; & outre ce Procuration speciale donnée audit Sr. Archiduc du 10. de Janvier 1608. pour tant en son nom comme au leur, faire tout ce qu'ils jugeroient convenable pour parvenir à une bonne Paix ou Trêve à longues années. En suite de laquelle Procuration, ledits Sieurs Archiducs auroient aussi par leurs Lettres de Commission du vingt-septième du même mois nommé & député Commissaires, pour en conférer & traiter dedit noms & qualités, & à cette occasion consenti & accordé que ladite Trêve fut prolongée & continuée, par diverses fois, même le 20. de Mai jusques à la fin de ladite année 1608. Mais après s'estre assemblés plusieurs fois avec les Députés dedit Sieurs États, qui avoient aussi Procuration & Commission d'eux du cinquième de Février audit an, ils n'auroient pu demeurer d'accord de ladite Paix, pour plusieurs grandes difficultés survenues entre eux : au moiens de quoi les Sieurs Ambassadeurs des Rois Tres-Chrestien & de la grande Bretagne, des Princes Electeurs Palatin & de Brandebourg, Marquis d'Anspach, & Landgrave de Hesse, envoyés sur le lieu de la part dedit Rois & Princes, pour l'avancement d'un si bon oeuvre, voiant qu'ils estoient prêts de se separer & rompre tout Traicté, auroient proposé une Trêve à longues années, à certaines conditions contenues en un écrit donné de leur part aux uns & aux autres, avec priere & exhortation de s'y vouloir conformer : sur lequel écrit plusieurs autres difficultés estant derechef survenues : Enfin ce jour d'hui neuvième jour du mois d'Avril 1609. se sont assemblés Messire Ambrosio Spinola Marquis de Benafro, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or, Conseiller du Conseil d'Etat & de Guerre de Sa Majesté Catholique, & Messire de Camp General de ses Armées, Messire Jean Richardot Sieur de Barley, du Conseil d'Etat, & Chef President du Conseil de leurs Alteſſes, Jean de Mancicidor du Conseil de Guerre & Secrétaire de Sa Majesté Catholique, le Reverend Pere Frere Jean de Neyer Commissaire General de l'Ordre de Saint François des Pais-bas, & Messire Louis Werreyken Chevalier Audiancier & premier Secrétaire de leurs Alteſſes, & ce en vertu des Lettres de Procuration dedit Sieurs Archiducs, pour traiter tant en leur nom qu'au nom dudit Sieur Roi Catholique, la teneur de laquelle Procuration est ci-après inserée avec celle dudit Sieur Roi, d'une part : Et Messire Guillaume Louis Comte de Nassau, Catzenelbogen,

ANS Vianen, Diets, Seigneur de Biltstein, Gouverneur & de J. C. Capitaine General de Frise, Ville de Groningen, des Ommeclandes & Drente, Messire Walraven Sieur de Brederode & Vianen, Vicomte d'Utrecht, Sieur de

1609.

Amoden, Cloetinguen, le Sieur Corneille de Gent Sieur de Loenen & Meyner Suvick, Vicomte & Juge de l'Empire & de la Ville de Nimègue, Messire Jean d'Oldenbarnevelt, Chevalier, Sieur de Tempelec, Rodennis, Avocat & Garde du grand Scel, Chartres & Registres de Hollande & Westfrise, Messire Jacques de Maldere, Chevalier le premier & representant la Noblesse aux Etats & Conscils de la Comté de Zelande, les Sieurs Gerard de Renesse Sieur de Wander Aa de Streetkerken, Niculekerlande, &c. Gellinus Hillama, Docteur es Droits, Conseiller ordinaire au Conseil de Frise, Jean Sloeth, Sieur de Salik, Drosfart du Pais de Vollenhove, & Châtelain de la Seigneurie de Cunder, & Abel Coenders de Helpen, Sieur en Faen & Cantes, aux noms desdits Sieurs Etats, aussi en vertu de leurs Lettres de Procuration & Commission ci après semblablement insérées, d'autre. Lesquels avec l'intervention & par l'avis de Messire Pierre Jeannin, Chevalier, Baron de Chagny & Monjeu, Conseiller du Roi Tres-Chrétien en son Conseil d'Etat, & son Ambassadeur extraordinaire vers lesdits Sieurs Etats, & Messire Elie de la Place, Chevalier, Sieur de Ruffi, Vicomte de Machault, aussi Conseiller audit Conseil d'Etat, Gentilhomme ordinaire de la Chambre dudit Sieur Roi, Baillif & Capitaine de Vitry le François, & son Ambassadeur ordinaire résidant près lesdits Sieurs Etats, Messire Richard Spenser, Chevalier, Gentilhomme ordinaire de la Chambre privée du Roi de la grande Bretagne, & son Ambassadeur extraordinaire vers lesdits Sieurs Etats, & Messire Rodolphe Wimerod, Chevalier, Ambassadeur ordinaire & Conseiller dudit Sieur Roi au Conseil d'Etat des Provinces-Unies, sont demeurés d'accord en la forme & maniere qui s'ensuit.

PREMIEREMENT. Lesdits Sieurs Archiducs déclarent, tant en leurs noms que dudit Sieur Roi, qu'ils font contens de traiter avec lesdits Sieurs Etats Generaux des Provinces-Unies, en qualité & comme les tenants pour Pais, Provinces & Etats libres, sur lesquels ils ne prétendent rien, & de faire avec eux es noms & qualités susdits, comme ils font par ces Presentes une Trêve aux conditions ci-après écrites & déclarées.

I. I. A sçavoir, que ladite Trêve sera bonne, ferme, loiale & inviolable, & pour le temps de douze ans, durant lesquels il y aura une cessation de tous actes d'hostilité entre lesdits Sieurs Roi, Archiducs, & Etats Generaux, tant par Mer & autres Eaux, que par Terre en tous leurs Roiaumes, Pais, Terres & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans, de quelque qualité & condition qu'ils soient, sans exception de lieux ni de personnes.

III. Chacun demeurera saisi, & jouira effectivement des Pais Villes, Places, Terres & Seigneuries qu'il tient & possède à present, sans y estre troublé ni inquieté durant ladite Trêve : en quoi on entend comprendre les Bourgs, Villages, Hameaux, & plat Pais, qui en dépendent.

I V. Les Sujets & Habitans es Pais desdits Sieurs Roi, Archiducs, & Etats, auront toute bonne correspondance & amitié par ensemble durant ladite Trêve, sans fe ressentir des offenses & dommages qu'ils ont reçû par le passé : pourront aussi frequenter & séjourner es Pais l'un de l'autre, & y exercer leur trafic & commerce en toute seureté tant par Mer & autres Eaux, que par Terre; ce que toutefois ledit Sieur Roi entend estre restreint & limité aux Roiaumes, Pais, Terres & Seigneuries qu'il tient & possède en l'Europe & autres lieux & Mers, où les Sujets des autres Princes, qui sont ses Amis & Alliés, ont ledit trafic de gré à gré; & pour le regard des lieux, Villes, Ports & Havres qu'il tient hors les limites susdits, que lesdits Sieurs Etats, & leurs Sujets, n'y puissent exercer

aucun trafic sans la permission expresse dudit Sieur Roi : bien pourront-ils faire ledit trafic, si bon leur semble, es Pais de tous autres Princes, Potentats & Peuples, qui leur voudront permettre, mesme hors lesdites limites, sans que ledit Sieur Roi, ses Officiers & Sujets qui dépendent de lui, donnent aucun empêchement à cette occasion audits Princes, Potentats & Peuples qui le leur auront permis, ni pareillement à eux ou aux particuliers avec lesquels ils ont fait & feront ledit trafic.

ANS

de J. C.

1609.

V. Et pour ce qu'il est besoin d'un assez long temps pour avertir ceux qui sont hors lesdites limites avec forces & Navires, de se desister de tous actes d'hostilité, a esté accordé que la Trêve n'y commencera que d'aujourd'hui en un an; bien entendu que si l'avis de ladite Trêve y peut-estre puë, que dès lors l'hostilité y cessera : Mais si après ledit temps d'un an quelque hostilité y étoit commise, le dommage en sera reparé sans remise.

VI. Les Sujets & Habitans es Pais desdits Sieurs Roi, Archi-Ducs & Etats, en faisant trafic es Pais l'un de l'autre, ne seront tenus paier plus grands droits & impositions que leurs Sujets & ceux de leurs amis & Alliez qui seront les moins chargés.

VII. Et auront aussi les Sujets & Habitans des Pais desdits Sieurs Etats, la même seureté & liberté es Pais desdits Sieurs Rois & Archi-Ducs qu'elle a esté accordée aux Sujets de la grande Bretagne par le dernier Traité de Paix es Articles secrets, faits avec le Comte de Castille.

VIII. Ne pourront semblablement les Marchands, Maîtres de Navires, Pilotes, Matelots, leurs Navires, Marchandises, denrées & autres biens à eux appartenans, estre saisis & arrestez, soit en vertu de quelque Mandement general ou particulier, ou pour quelque cause que ce soit, de Guerre ou autrement, ni mêmes sous pretexte de s'en vouloir servir pour la conservation & défense du Pais, on n'entend toutesfois en ce comprendre les Saissies & Arrests de Justice par les voies ordinaires à cause des dettes propres, Obligations & Contrasts valables de ceux sur lesquels lesdites saissies auront esté faites, à quoi il sera procédé selon qu'il est accoutumé par droit & raison.

IX. Et pour le regard du Commerce des Pais-Bas, & des daces & impositions qui se leveront sur les denrées, s'il est trouvé ci-après qu'il y ait de l'excez & qu'il en soit incommode, à la première requisition qui en sera faite d'une part ou d'autre, Commissaires seront députez pour les regler & moderer par avis commun si faire se peut, sans que pourtant la Trêve soit rompue, au cas qu'ils n'en puissent demeurer d'accord.

X. Si quelques Sentences & Jugemens avoient esté donnez entre personnes de divers Partis non défendus, soit en matiere Civile ou Criminelle, ils ne pourront estre executez contre les personnes des condamnés, ni sur leurs biens durant ladite Trêve.

XI. Lettres de marque & Repressailles ne seront octroyées durant ledit temps, si ce n'est à connoissance de cause, & es cas esquels il est permis par les Loix & Constitutions Imperiales, & selon l'ordre établi par icelles.

XII. On ne pourra aborder, entrer, ni s'arrestier aux Ports, Havres, Plages, & Rades es Pais l'un de l'autre, avec Navires & Gens de Guerre en nombre, qui puisse donner soupçon, sans le congé & permission de celui sous lesquels sont lesdits Ports & Havres, Plages & Rades, sinon qu'on y fut jetté par tempeste ou contraint de le faire par nécessité & pour éviter quelque peril de Mer.

XIII. Ceux sur lesquels les biens ont esté saisis & confisquez à l'occasion de la Guerre, ou leurs heritiers & aians cause jouiront d'iceux biens durant la Trêve, & en prendront possession de leur autorité privée & en vertu du present Traité, sans qu'il soit besoin d'avoir recours à Justice, nonobstant toutes incorporations au fisque, engagements, Dons, Traités, Accords & Transfactions pour exclusion de partie desdits biens, ceux

ANS
de J. C.

1609.

ceux à qui ils doivent appartenir, quelques renonciations qui aient été mises esdites Transactions, à la charge néanmoins qu'ils n'en pourront disposer, ni les charger, ou diminuer pendant le temps de ladite jouissance, sinon qu'ils en aient obtenu la permission desdits Archi-Ducs & Etats.

XIV. Ce qui aura aussi lieu au profit des héritiers du feu Sieur Prince d'Orange, mêmes pour les droits qu'ils ont es Salines du Comté de Bourgogne, qui leur seront remises & délaissées avec les Bois qui en dépendent, & quant au Procès de Châtelbelin intenté du vivant dudit Sieur Prince d'Orange en la Cour de Malines contre le Procureur du Roi Catholique, lesdits Sieurs Archi-Ducs promettent de bonne foi de leur y faire rendre justice dans un an après la poursuite qui en sera faite par eux, sans autre longueur ni remise & en toute droiture & sincérité.

XV. Si le fiske a fait vendre d'une part & d'autre quelques biens confisquez, ceux à qui ils doivent appartenir en vertu du présent Traité, seront tenus se contenter de l'intérêt du prix à raison du denier seize, pour en estre paiez chacun an durant ladite Trêve à la diligence de ceux qui possèdent lesdits biens, autrement leur sera loisible de s'en adresser au fonds & héritage vendu.

XVI. Mais si lesdites ventes avoient été faites par Justice, pour les dettes bonnes & légitimes de ceux à qui lesdits biens souloient appartenir avant la confiscation, leur sera loisible ou à leurs héritiers & aians cause, de les retirer en payant le prix dans un an à compter du jour du présent Traité, après lequel temps ils n'y seront plus reueus, & ladite retraite & rachât aians été faits par eux, ils en pourront disposer comme bon leur semblera sans qu'il leur soit besoin d'en obtenir autre permission.

XVII. On n'entend toutesfois donner lieu à cette retraite pour les maisons scituées dans les Villes vendues à cette occasion, pour la grande incommodité & notable dommage, qu'en recevoient les Acquéreurs à cause des changemens & reparations qu'ils pourroient avoir fait esdites maisons dont la liquidation seroit trop longue & difficile.

XVIII. Et quant aux reparations & meliorations faites & autres biens vendus dont le rachapt est permis, si elles sont prétendues, les Juges ordinaires y feront droit avec connoissance de cause, demeurant le fonds & héritage hipotecqué pour la somme à quoi les meliorations seront liquidées, sans néanmoins qu'il soit loisible à l'Acchepteur user du droit de retention pour en estre paie & satisfait.

XIX. Si quelques fortifications & ouvrages publics ont été faits d'une part ou d'autre avec permission & autorité des Supérieurs, en des lieux dont la restitution doit estre faite par le présent Traité, les Propriétaires d'iceux seront tenus se contenter de l'estimation qui sera faite par les Juges ordinaires, tant desdits lieux que de la Jurisdiction qui leur appartenoit, sinon que les Parties s'en accordent de gré à gré.

XX. Quant aux biens d'Eglise, Colleges & autres lieux pieux assis dans les Provinces-Unies, lesquels estoient membres dépendans d'Eglises, Benefices & Colleges qui sont en l'obéissance des Archi-Ducs, ce qui n'a été vendu avant le premier de Janvier 1607. leur sera rendu & restitué & y rentreront aussi de leur autorité privée sans ministère de Justice pour en jouir durant la Trêve, & sans en pouvoir disposer selon qu'il a été dit ci-dessus, mais pour ceux vendus avant ledit temps ou donnez en paiement par les Etats d'aucunes des Provinces, la rente du prix leur sera paiee chacun an à raison du denier seize par la Province qui aura fait ladite vente ou donné lesdits biens en paiement, en sorte qu'ils en puissent estre assurez. Et le semblable sera fait & observé du côté desdits Sieurs Archi-Ducs.

XXI. Ceux à qui les biens confisquez doivent estre restituez, ne seront tenus paier les arrerages des rentes, charges & devoirs spécialement affectez & assignez

sur iceux biens pour le temps qu'ils n'en ont joui, & s'ils en sont poursuivis & inquietez d'une part ou d'autre, en seront renvoyez absous.

XXII. On ne pourra prétendre aussi pour les biens vendus ou accordez afin d'estre diguez ou rediguez, sinon les redevances auxquelles les Possesseurs se sont obligez par les Traitez sur ce faits avec les interets des deniers, denrée si aucuns ont été donnez aussi à raison du denier seize comme dessus.

XXIII. Les jugemens donnez pour les biens & droits confisquez avec Parties qui ont reconnu les Juges & ont été légitimement défendus tiendront, & ne seront les condamnés reueus à les contredire sinon par les voies ordinaires.

XXIV. Lesdits Sieurs Archi-Ducs & Etats commettront chacun en droit soi les Magistrats & Officiers pour l'administration de la Justice & Police es Villes & Places fortes, lesquelles par le présent Traité doivent estre rendus aux Propriétaires pour en jouir durant la Trêve.

XXV. Les meubles confisquez, & fruits qui seront échus avant la conclusion du présent Traité, ne seront sujets à restitution.

XXVI. Les actions mobilières qui ont été remises par lesdits Sieurs Archi-Ducs ou Etats, au profit des Débiteurs particuliers avant le premier jour de Janvier 1607. demeureront éteintes d'une part & d'autre.

XXVII. Le temps qui a couru pendant les troubles à compter depuis l'année 1567. jusques à présent, ne sera compté pour induire prescription contre ceux qui estoient de divers parts.

XXVIII. Ceux qui se sont retirés en Pais neutre durant la Guerre, jouiront aussi du fruit de cette Trêve, & pourront resider où bon leur semblera retourner, même en leurs anciens domiciles, pour y habiter en toute sécurité, observant les Loix du Pais, sans qu'à l'occasion de la demeure qu'ils feront en quelque lieu que ce soit, leurs biens puissent estre saisis, ni eux privés de la jouissance d'iceux.

XXIX. Aucuns nouveaux Forts ne seront faits durant ladite Trêve dans les Pais-bas d'une part ni d'autre.

XXX. Les Sieurs de la Maison de Nassau ne pourront estre poursuivis ni inquietés durant ladite Trêve en leurs personnes ou biens, soit pour dettes contractées par le feu Sieur Prince d'Orange depuis l'an 1567. jusques à son trépas, soit pour les arrerages échus pendant le saisissement & anotation des biens qui en estoient chargés.

XXXI. S'il y a quelque contravention à la Trêve faite par quelques particuliers, sans commandement desdits Sieurs Roi, Archiducs, ou Etats, le dommage sera réparé au même lieu où la contravention aura été faite, s'ils y sont surpris, ou bien en celui de leur domicile, sans qu'ils puissent estre poursuivis ailleurs en leurs corps ou biens, en quelque maniere que ce soit; & ne leur sera loisible de venir aux armes, & rompre la Trêve à cette occasion; mais bien permis, en cas de negation manifeste de Justice, de se pourvoir ainsi qu'il est accoutumé par Lettres de marques & represailles.

XXXII. Toutes exheredations & dispositions faites en haine de la Guerre, sont déclarées nulles, & comme non advenues.

XXXIII. Les Sujets & Habitans es Pais desdits Sieurs Archiducs & Etats de quelque qualité & condition qu'ils soient, sont déclarés capables de succéder les uns aux autres, tant par Testament que ab intestat, selon les Coutumes des lieux; & si quelques successions estoient ci-devant échues à aucuns d'eux, ils y seront maintenus & conservés.

XXXIV. Tous Prisonniers de Guerre seront déliés d'une part & d'autre, sans paier rançon.

XXXV. Et afin que le présent Traité soit mieux observé, promettent respectivement lesdits Sieurs Roi, Archiducs & Etats, de tenir la main & employer leurs forces & moyens, chacun en droit soi, pour rendre les passages libres, & les Mers & Rivières navigables & seures contre l'incursion des mutins Corsaires & vo-

ANS leurs, & s'ils les peuvent apprehender, de les faire châtier avec rigueur.

1609.

XXXVI. Promettent en outre de ne rien faire contre & au préjudice du présent Traité, ni souffrir estre fait directement ou indirectement, & si fait estoit, de le faire reparer sans aucune difficulté ni remise: & à l'observation de tout ce que dessus ils s'obligent respectivement, même lesdits Sieurs Roi & Archiducs, leurs Successeurs, & pour la validité d'icelle obligation, renoncent à toutes Loix, Coutumes, & choses quelconques à ce contraires.

XXXVII. Sera le présent Traité ratifié & approuvé par lesdits Sieurs Roi, Archiducs & Etats; & les Lettres de Ratification desdits Sieurs Archiducs & Etats, délivrées de l'un à l'autre en bonne & due forme dans quatre jours: & quant à la Ratification dudit Sieur Roi, lesdits Sieurs Archiducs ont promis & seront tenus la donner dans trois mois, aussi en bonne & due forme; afin que lesdits Sieurs Etats, leurs Sujets & Habitans puissent jouir effectivement du fruit du présent Traité en toute sécurité.

XXXVIII. Sera ledit Traité publié par tout où il appartiendra, incontinent après que la Ratification aura été faite par lesdits Sieurs Archiducs & Etats, cessans dès à présent tous actes d'hostilité.

Ainsi fait & arrêté en la Ville & Cité d'Anvers le 9. d'Avril l'an 1609. & signé par les Ambassadeurs desdits Sieurs Roi Tres-Chrétien & de la grande Bretagne, comme Mediateurs; puis par les Députés desdits Sieurs Archiducs, & après eux par ceux desdits Sieurs Etats ci-devant nommés. P. Jeannin, Elie de la Place, Spenser, Rodolphe Winuferod, Ambroise Spinola, le President Richardot, Ju. de Mancicidor, Fr. Jean Neyen, L. Verreycken, Guillaume Louis Comte de Naillau, W. de Brederode, Corneille de Gent, Jean de Oldenbarnevelt, J. de Malderée, G. de Renesse, G. Hillama, Jean Slooth, Abel Coender.

(a) Cet Article est dans Jeannin mais il ne se trouve point dans le Recueil de Leco-nard; non plus que le suivant.

(a) *Traité particulier & secret, que les députés des Estats ont demandé au Roi d'Espagne, & qui leur a été accordé en la forme qui ensuit.*

COMME ainsi soit que par l'article quatrième du traité de la trêve fait ce même jour, entre la Majesté du Roi Catholique, les Serenissimes Archiducs d'Autriche d'une part, & les Sieurs Estats généraux des Provinces-Unies, d'autre: Le commerce accordé ausdits Sieurs les Estats, & à leurs sujets, a été restreint & limité aux Royaumes, pays, terres & Seigneuries, que ledit Sieur Roi tient en l'Europe & ailleurs, esquels il est permis aux sujets des Rois & Princes qui sont ses amis & alliez d'exercer ledit commerce de gré à gré; & outre ce, ledit Sieur Roi ait déclaré qu'il n'entendoit donner aucun empêchement au trafic & commerce que lesdites Sieurs les Estats & leurs sujets pourront avoir cy-après en quelque pays & lieu que ce soit, tant par mer que par terre, avec les Potentats, peuples & particuliers qui le leur voudront permettre, ny pareillement à ceux qui feront ledit trafic avec eux, ce que toutes fois n'a été touché par écrit audit traité. Or est-il, que ce même jour neuvième Avril mil six cents neuf, qui est celui auquel ladite trêve a été accordée, les Sieurs Marquis Spinola, President Richardot, Mancicidor, frere Jean de Neyen, & Verreiken, au nom & comme Deputez, tant dudit Sieur Roi que Archiducs, en vertu du même pouvoir à eux donné, & sous la même promesse de faire ratifier en bonne & due forme ce présent écrit avec le traité general, & dans le même temps: ont promis & promettent au nom dudit Sieur Roi, & de ses successeurs pour le temps que ladite trêve doit durer, Que sa Majesté ne donnera aucun empêchement, soit par mer ou par terre ausdits Sieurs les Estats, ny à leurs sujets au trafic qu'ils pourront faire cy-après es pais de tous Princes, Potentats, &

peuples, qu'il leur voudront permettre, en quelque lieu que ce soit, même hors les limites cy-dessus définies, & par tout ailleurs, ny pareillement à ceux qui feront ledit trafic avec eux, & d'effectuer tout ce que dessus de bonne foi, en sorte que ledit trafic leur soit libre & assuré, consentans même, afin que le présent écrit soit plus autentique, qu'il soit tenu comme inferé au traité principal, & faisant partie d'icelui. Ce que lesdits Sieurs Deputez des Estats ont accepté. Fait à Anvers les an & jour susdits. Signé AMBROSIO SPINOLA, LE PRESIDENT RICHARDOT, MANCICIDOR, FRERE JEAN DE NEYEN, ET WERREIKEN.

Certificat de Messieurs les Ambassadeurs de France & d'Angleterre, touchant le fait des limites, & le commerce des Indes.

NOUS sous-signez Ambassadeurs des Rois Tres-Chrétien, & de la grande Bretagne, certifications à tous qu'il appartiendra, Que par l'article troisième du traité fait ce jourd'hui entre les deputés des Sieurs Archiducs & Estats généraux des Provinces-Unies, on a entendu d'une part & d'autre, & nous l'avons ainsi compris, Que tout ce que lesdits Sieurs Estats tiennent en Brabant & en Flandres, aussi bien qu'es autres Provinces dont ils jouissent, leur doit demeurer en tous droits de superiorité, même le Marquisat de Bergues sur le Zoon, les Baronnies de Breda, Graves, & ce qui est joint & uni avec tous les Bourgs, villages, & territoires en dépendans. Certifications aussi les deputés desdits Sieurs Archiducs avoir consenti & accordé, tout ainsi que lesdits Sieurs Estats & leurs sujets ne pourront trafiquer aux ports, lieux & places tenues par le Roi Catholique aux Indes, s'il ne le permet; Qu'il ne sera loisible aussi à ses sujets de trafiquer aux ports, lieux & places que tiennent lesdits Sieurs Estats esdites Indes, si ce n'est avec leur permission. Et outre ce, que les deputés desdits Sieurs ont déclaré plusieurs fois en notre présence, & des deputés des Archiducs, si on entreprend fur leurs amis & alliez esdits pais, qu'ils entendent les secourir & assister, sans qu'on puisse prétendre la trêve estre enfreinte & violée à cette occasion. Fait à Anvers le neuvième jour d'Avril 1609. Signé P. JEANNIN, ELIE DE LA PLACE, RUSSY, RI. SPENCER ET RODOLPHE WINNOOD.

Déclaration des Ambassadeurs de France à Anvers le 9. Avril 1609. que les Estats des Provinces-Unies des Pais-bas ont promis qu'il ne sera rien innové en l'exercice de la Religion Catholique es Villages du Ressort des Villes desdites Provinces situées en Brabant.

NOUS soussignés Ambassadeurs du Roi Tres-Chrétien, employés par Sa Majesté près des Messieurs les Estats Généraux des Provinces Unies, pour aider à faire la Trêve avec leurs Alte-ses, certifications lesdits sieurs des Estats & Monsieur le Prince Maurice nous avoir promis & donné leur foi, que rien ne sera innové en la Religion es Villages qui sont du Ressort des Villes des Provinces-Unies situées en Brabant; & tout ainsi que le seul exercice de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine y a été fait du passé, qu'il y sera continué de même sans aucun changement, & sans qu'on leur donne aucun scandale. Promettons à cette occasion au nom de Sa Majesté, que si quelque contravention y étoit faite, elle pourrroit instantment envers lesdits Sieurs des Estats, pour la faire reparer, en sorte que ladite promesse soit exécutée de bonne foi. Fait à Anvers le neuvième jour d'Avril 1609. Signé, P. JEANNIN, ELIE DE LA PLACE RUSSY.

ANS
de J. C.

XXXXV.

1609.

BRANDE-
BOURG
ET NEU-
BOURG.

*Traité fait entre JEAN SIGISMOND
Electeur de Brandebourg, & Wolfgang
GUILLAUME Comte Palatin du Rhin
Duc de Bavière, touchant la succession de
Cleves, Juilliers, &c. Fait à Dortmund,
le 20. Juin, 1609. Aitzema, Affaires
d'Etat & de Guerre. Tom. I. pag. 245.*

ZUe wissen als nach dotlichem abgancck Weylandt des Durchleuchtighen, Hoohebohnern Fursten vnd Herrn, Herrn *Johan Wilhelms* Herzogen zu Gulich, Cleve, vnd Berge, Grave zu der Marck, Moers, vndt Ravensbergh, Herren zu Ravestein &c. Hochloblicher Gedachtus, Zwischen den Durchleuchtighsten, vnd Hochgebohnern Chur vnd Fursten Herrn *Johan Sigismund* Marg-Graven zu Brandenburg, des Heyligen Romlichen Reichs Erbs-Camerer vndt Chur-Furst, Herzogen in Pruyen &c. aentstadt vnd von wegen S. Chur-Furst Genade Gemahlin frauen *Anna* Marg-Gravin vnd Chur-Furstin zu Brandenburg, Weylandt der auch Durchleuchtighen vndt Hoohegebohnern Furstin frauen *Maria Leonora*, Marg-Gravin zu Brandenburg, Herzogin in Preussen gebornher Herzogin zu Gulich, Cleve vndt Berge &c. Christmilder Gedachtus, Hinterlassenen elstisten Tochter aen cynem, vnd des *Wolfgang Wilhelms* Phalts-Grave bey Rhein, Herzogen in Beyerren, in nahmen vndt von wegen S. E. Gn: frau Mutter, der auch Durchleuchtighen vndt Hochgebohnern Frauen *Annen* Phalts-Gravin bey Rhein, Herzogin in Beyerren, gebornher Herzogin zu Gulick, Cleve vndt Berge &c. als Weylandt gedachter Herzogen in Preussen &c. selbiger nach gelassener frau Schwester, an anderen theil, von wegen Hoohegedachter Herzog *Johan Wilhelms* zu Gulich als jhrer beyderzijts seligen Bruders nach ghlassene Furstenthumb, Graefvnd Herrschaffen succession, streyt und misverstantidit voorgefallen: In dehme das beyde Chur und Furstliche theyle sich zu solchem Herzogh *Johan Wilhelms* Hochfelliger gedachtenis hinter lassenen Landt vndt Leuthen besuegnt vndt berechtigt zu sein, prætendiert vndt voorgegeben, auch dar auf Hochtgedachte Chur-Furst zu Brandenburg durch S. Chur-Furst Gen: volmachtigde vndt abgelandten, vndt Hochermelter Herr Phalts-Grave *Wolfgang Wilhelm* sich in Person zu possession derselben Landen gethan vndt genaheret, undt dan nicht allein der Herr Chur-Furst zu Brandenburg, S. Chur: Excellencie Herrn Bruder, der auch Durchleuchtighen, Hoch-gebornen Fursten Herrn *Ernst* Marggraven zu Brandenburg, Herzogen in Preussen zu dem auch den Durchleuchtighen Hoch-gebornen Fursten Herrn *Moritzen* Landt-Graven zu Hessen, Graven zu Catzenellenbogen, Dietz Ziegenhain vnd Nidda &c. abgeferticht, wie auch aen dessen seyne Excellencie geschriben, sonderen auch des Herren Phalts-Graven *Wolfgang Wilhelm* Herrn Vater, der auch Durchleuchtiche Hoch-gebohrne Furst, Her *Philips Ludwig* Phalts-Grave bey Rhein, Herzogh zu Bayern, wie auch Gefanten S. Furstliche Genade Sohn aen Herrn Landt-Graef *Moritzen* freuntlichen geschriben vndt vmb Raht vndt Assistenten gebeten undt aenghalten, in massen auch die Gulickche Landt-stende selbsten jhre deputierte zu jhren seyne Excellencie gegen Ziegen, Hamburch, auch an hero, vndt alsoo zu untercheiden mahlen abgeordnet vndt vnterthanig jhrseyne Excellencie ersuchen vndt bitten lassen sich dieer sachen gutlich an zu nehmen, vndt die Furstliche Herrn Parthien der gestalt mit ein ander zu vergleichen, da mit die Landen in Ruhe vndt frieden verbleiben, vndt alle thatlicheyten verhiutet werden mochten, wie auch ermelte Landt-Stande, nicht weyniger beyde Furstliche theile selbsten so schriftlich so mündlichen

acn-

ANS
de J. C.

1609.

BRAN-
DEBOURG
ET NEU-
BOURG.

Traduction de ce Traité.

Comme après la mort du Sérénissime Prince & Seigneur le Seigr. Jean Guillaume Duc de Juilliers, de Clève, & de Bergue, Comte de la Marck, de Meurs, & de Ravensperg, Seigneur de Ravenstein, de glorieuse memoire, il est survenu quelque dispute & mesintelligence entre les Sérénissimes, Princes le Seigneur Jean Sigismund Margrave de Brandebourg Grand Chambellan & Electeur du Saint Empire, Duc en Prusse, & le Seigneur Wolfgang Guillaume Comte Palatin du Rhin Duc de Bavière, par ce que le premier au nom de son Eposé la Sérénissime Dame Anne Margrave & Electrice de Brandebourg Duchesse en Prusse, & Fille ainée de la Sérénissime Dame Marie Eleonor Margrave de Brandebourg, Duchesse en Prusse, de Juilliers, de Clève & de Bergue d'un côté, & le dernier au nom de Madame sa Mere la Sérénissime Dame Anne Comtesse Palatine du Rhin, Duchesse de Bavière née Duchesse de Juilliers, de Clève, & de Berghe, & Sœur de ladite Duchesse de Prusse de l'autre côté, croyoient avoir droit à la Succession du Prince Defunct, & que Monsieur l'Electeur de Brandebourg par ses deputés, & Monfr. le Comte Palatin du Rhin Wolfgang Guillaume s'approchoient en personnes desdits pays pour en prendre possession: S. A. E. n'a pas manqué d'envoyer Monfr. son Frere le Sérénissime Prince Ernest Margrave de Brandebourg, Duc de Prusse, & d'écrire aussi au Sérénissime Prince Maurice Landgrave de Hesse, Comte de Catzenellenbogen, Dietz, Sieghheim & de Nida: de même que le Sérénissime Prince Philippe Louis Comte Palatin du Rhin Duc de Bavière y a député son Fils le Sérénissime Prince Wolfgang Guillaume Comte Palatin du Rhin, & ont demandé au dit Landgrave Maurice de Hesse son Conseil & assistance dans cete affaire, comme aussi les Etats memes de Juilliers ont plusieurs fois envoyé & écrit à son Excellence, tant à Sieghem qu'à Hombach & icy, & l'ont très-humblement supplié de vouloir bien avoir soin, que les Princes Pretendants à cete succession s'accorderent à l'amiable, & qu'on n'y parvenne à des faits, qui pourroient troubler le repos de ces Pays, faisant cependant leurs instances aussi tant de bouche que par écrit à ces Princes memes, afin qu'ils voulussent s'entendre à cete voye de douceur: & comme son Excellence le Prince Maurice Landgrave de Hesse également pour le bien desdits Princes & de ces Pays contestés, & en dessein d'empêcher les suites fâcheuses & les perils dans l'Empire Romain nôtre tres Chere Patrie, & dans les Provinces voisines a invité le Sérénissime Comte Palatin Wolfgang Guillaume à Hombach pour s'y voir dans la maison de Brabant comme dans un lieu Neutre, & qu'en même tems le Sérénissime Prince Ernest Margrave de Brandebourg s'est trouvé dans le voisinage, sa dits Excellence le Landgrave y fit toute sorte de remontrance, & apporta des raisons les plus propres pour persuader ces Princes à une composition amiable, mais comme il n'y eût pas pour lors moyen d'y reussir si bien, que S. E. avoit esperé, elle leur proposa d'avantage de quelle maniere une partie pourroit deferer l'administration de ces pays à l'autre, à la reserve pourtant de leurs droits communs, & à telle condition, que chaque Prince croyroit nécessaire pour s'y maintenir, soit par une administration alternative, ou par concurrence de ses deputés, ou bien qu'un Prince assisteroit à la Chancellerie de Clève & ainsi à la Regence de ces pays jusqu'à une decision ou accommodement

ment

ANS aenbelange, sich zu folcher gutlicher vergleichung zu
de J. C. bequemen, und Hochermeiter Herr Landt - Graef
1609. Morits zu Hefen, daer auf so well by den Chur vnd
Fürstlichen theilen, vnd von wegen der nahe verwan-
tenus vnd freunttschaft, als auch die Gulischen, vnd
da zugehörigen Landen vnd Leuthen selbst zu guthen
vnd besten, auch zuer behuetung aller hant belorgen-
den gefahr vnd weyterungen der gemeinem in heiligen
Reich, Vnseren geliebten Vatter Landt vnd sonder-
ling der benacht baerten wolffahrt vnd ruhe, nicht
allein Herrn Palts-Graven *Wolf-ganck Wilhelm* zu sich
gen *Hamburch* ander *Trabender hofe*, als einen Neu-
tralen orth freuntlich bescheiben, sonderen auch Herr
Marg-Graef *Ernst* zu *Brandenburg* in die nahe da her
kommen, vnd beyde Fürstlichen theile auf aller hant
ihrer seynr G. G. da bey zu gemuthe geführten er-
heblichen gedanken vnd vhrfachen, zur gutlicher
heil vnd beylegung der sachen freuntlich erinnert vnd
ermahnet, vnd ob Sr. sijne Excellentie verhofft bie
deswegen gantzlich mit ein ander zu vergleichen, je-
doch vndt weil solches bey jhren sijne Excellentie
Ex : da zu mahl nicht zu erheben gewesen, vnter-
scheidliche mittel vnd wege fur geslagen wie vnd auf
was weyle ein thail dem anderen, doch auch auf ge-
wisse maffe vnd verficchte Conditions, auch mit
vorbehalt eines jeden Rechts die Administration
der selben Landen vndt Leuthe *sine vel cum adjunctio-
ne* etlicher des anderen theils Rathen, konte deferiren,
oder sich hie vnter einer alternierten Administ-
ration mit ein ander vergleichen, oder das ein Herr die
Cantzely zu *Cleve*, doch vngeschiedt der Landen
Vnion, Privilegien vnd seyne Genade pasten, bey-
wohnen, vnd alsoo die regierung derselben Landen
bis zu ferner gutlicher handlungh, oder rechtlichen
auftragh dieser sachen fuhren, vnd weil sich kein theil
auf solche vom Herrn Landt-Graef Moritzen seyn
Gn. domals voor geslagene mittel schieflich erklaren
konnen, jhren F. F. G. G. gerechten den selben mit-
teeln ferners nach zu denken oder jhre seyne Excellen-
cie dargegen anderer vnd vertraglichere an die handt zu
geben, vnd daer aus ist vor guth angesehen den vol-
genden 27. May alhier zu *Dortmund* wieder zu sam-
men zu kommen, vnd sich auf opbedachte middel
eines oder des anderen endtlichen zu resolviren, vnd
zu erklaren, alles vermoge zu *Hambach* genommene
aff-scheyt sub dato den 22. ejusdem, vnd solchem zur
folge Hoch ermelter Herr Landt-Graef Morits vnd
beyde Fürstliche parthyen alhier widerumb feind zu
sammen kommen, das dem nach Herr Landt-Graef
Moritzen F. Excellentie vermittels Godtlicher hulf
vnd beystant beyde Chur vndt Fürstliche theile mit
dero guthen wissen vndt willen folgender massen mit
ein ander vergleichen vndt vertragen, das erstlich bey-
de personen bis zur fernern gutlichen oder rechtli-
chen auftragh, sich *jure familiaritatis*, vnd als nahe
verwandten vndt Bludt-freunden mit ein ander freunt-
lich wollen begehen, vndt werden alle andere anmaf-
sunge zu erhaltung vndt defension der Landen, zu
sammen setzen, vndt innerhalb der nechsten vier mo-
natten obt etwa der Herr Chur-Furst zu *Brandenburg*
einmittel selbst bey der handt nehmen mogte, alles
was den Rechten *Successori* vndt Erben derselben Lan-
den, vndt wie auch deren Vnterthanen zu guthen kom-
men und gereichen mach, bestes vndt mögliches fley-
ses bedecken, beforderen vndt aentstellen helffen,
vndt daer auf den nechsten tagen gen *Dusseldorff* zie-
hen, vndt solches den Stenden vndt ghewesenen Rah-
ten zu erkennen geben, wie auch ermelten Rahten,
doch das ihnen etliche aus der Stenden mittel zu geor-
denet werden, noch maels vndt bis zu anderwärts be-
ferrer bestellung der Regierung der selben Landen, be-
fehlen, vndt folgens zo wol von den Regiments Rah-
ten, als auch den anderen Stenden vndt Vnterthanen
allenthalben die huldung einnehmen vndt sic dem jeni-
gen Herrn sweeren lassen, welcher hier nechst und
inskunftigh vnter Chur-Brandenburg vndt Palts Neu-
burh der Rechte Erve und *Successor* zu dem *Gulischen*,
vndt

ment entier, & sans toutefois les traités & les privilè-
ges d'union & d'autres Recés : & encore qu'aucun de
ces Serenissimes Pretendans ne se pouvoit pour lors posi-
tivement résoudre sur ces moyens que Monseigneur le Landgrave
leur avoit indiqués, ils convinrent pourtant d'y réfléchir
dans la suite ou de songer à d'autres plus convenables
& à cete fin on trouva à propos de s'assembler derechef
ici à *Dortmond* le 27. de Mai, & des'y déclarer posi-
tivement sur un des moyens proposés en conformité du re-
cés fait à *Hombach* le 22. du Courant; les Serenissi-
mes Princes Pretendans venrant, comme il a été con-
venu, en conférence, S. E. Le Landgrave Maurice
les mit d'accord par l'assistance du Ciel & de la maniere
qui suit : que premierement ces deux Princes se traite-
ront toujours en grands amis & en bons Parents,
& concourront en tout pour la défense des pays con-
testés jusqu'à ce que par sentence ou autre accommodement
la succession seroit établie : qu'ils s'aviseroient pendant les
4. Mois suivans, si peut-être Monsieur l'Electeur de
Brandenburg ne feroit pas d'autres moyens, de tout ce
qui pourroit être utile à la conservation du successeur légi-
time dans ces Provinces & de ses sujets, & qu'ils le
mettroient en pratique : qu'en suite de ce ils se rendront au
plus tôt à *Dusseldorp*, pour donner à connoître tout ceci aux
Estats & au Conseil du Prince défunt, & pour y auto-
riser encore ce dit Conseil en y ajoutant quelques uns des
Estats jusqu'à un établissement de la régence de ces pays :
qu'ils recevront par après l'hommage par tout tant de
la Regence que des Estats & habitans, desorte qu'ils y
seront jurer fidélité au successeur légitime dans les pays
de *Juillers* & provinces y annexées qui que ce soit en-
tre les Serenissimes Princes le Seigneur Electeur de
Brandenburg & le Seigneur Comte Palatin du Rhin :
qu'ils ordonneront l'enterrement du Duc défunt, &
donneront à la Duchesse Veuve son douaire, qu'ils y
cacheteront l'Archive de leur Sceaux, & bailleront des
indults aux Vassaux, qui demandent leurs investitures :
qu'ils enverront à la Diète de l'Empire & aux as-
semblées du Cercle, & regleront toute autre chose
nécessaire, sans que par cela les droits de l'un ou de l'autre
soient diminués ou altérés nec in Possessorio, nec in
Petitorio, ni qu'il lui en revienne quelque avantage ou
préjudice, mais que toute chose demeure dans son entier :
de même qu'on ne prétend pas en cela préjudicier ou dé-
roger aux droits du Comte Palatin des Deuxponts & du
Margrave de *Burgau*, qu'on les leur reserve plutôt, &
c'est ce que les susnommés Serenissimes Princes se sont re-
ciproquement promis par la main & en honneur de Prin-
ce d'accomplir ponctuellement & sans supercherie : en
foi de quos on a dressé de cette convention trois exemplai-
res, qui ont été signés tant par le Serenissime Mediateur
le Landgrave de *Hesse*, que par les Serenissimes contra-
ctans. Fait à *Dortmond* le dernier jour de Mai
l'an 1609.

ANS vndt dar zu gehörigen Landen erklaret, wie auch fur-
de J. C. ters die Fürstliche begrabnus anstellen, vndt die Fürst-
liche Wittib wollen abfertigen, das *archivum* ver-
1609. sigelen, den ansuchenden Lehen-leuten in-dult geben,
Creits vnd Reichstagen besuchen lassen, vnd alles an-
ders thun vnd verordnen was der sachen nothtrufft er-
fordern wirdt, dar durch doch keinem theil aen sey-
nem recht *tam in possessorio, quam in petitorio* etwas
benohmen, sonderen so viel ferners der guth vndt
rechtlichen auftragh der hauptfachen an langt beyde
thiel in dem standt wie sie jetzo seyndt, verbleiben,
vndt kein theil lunttels jhme etwas zur fortheil, vndt
den anderen zuer nachtheil voor sich erlangen, vndt
hier nechst entziehen, wie dan auch weniger nicht
Phalts-Zweibrugge, vnd den Marg-Graven zu Bruggau
jhr recht in alle wegen vorbehalten, vnd durch die-
ser vergleichung nicht präjudicirt sein oder werden
sol, im massen auch mehr hochst-Gedachte Fursten
beyde parthyen ein ander mit handt vndt treuwen bey
Fürstlichen ehr vndt glauben haben versprochen solcher
vergleichung stets vndt fest zu geloben und nach zu
kommen, alles ohne gefehrd. In vhrkunds ist dieser
abscheyt in trijlo verfertigt, von nur Hochgedachten
Herrn Landt-Graef *Mauritzen* zu Hessen, als hier
zu gebettener vnterhandler, sonderen auch bey den
fürstlichen theilen mit eigenen handten vnterzeich-
net, Ihren Fr. sijne G. Gn: Excellence allenseits Für-
stelick Ring Pitschaften becreftigt vndt bestetigt wor-
den. So geschehen zu Dortmund am *letzzen tagh May*
Jahren 1609.

Nach dem beytzegehaltener Tractation vnd hand-
lung alhier zu *Dortmund*, beyde Chur vnd Fürstliche
theile sich mit ein ander verglichen, das die haupt
sach von wegen des successions streyts Zwischen jhrer
Churfürstliche Gen: vnd den Herren Palts-Graven,
nachmaln in der gute, oder mit entstehung derselber
durch einen Summarischen auftrag verglichen werden
sollen. Als ist daneben verasscheydet das mit zu Zie-
hung beyderseits Verwanten Potentaten, Chur vnd
Fürsten parthyen disfalls in der gute so viel mogelich
nochmals zu vergleichen sein muchten, im fal aber
die guete nicht Staet finden wurde, nachfolgenden
summarischen auftrag *tam in possessorio quam in pe-*
torio, daer in gehalten werden, das nach aus ganck
der im vorigen abscheyt gedachten vier Monechten
jeder theil schuldig sein solle innerhalb negsten
Zweyen Monaten nach entstehung der gute sein
Libel *parsi & simultaneo processu* zu uber geben,
vnd daer auf ferners die *responsiones* vnd *defen-*
sionales wiederum in den negstfolgenden Zweyen
Monathen ein zu bringen vnd dan es *ad terminum*
probandi kommen ist als dan beyde theile jhre *probatio-*
nes innerhalb dreyen Monathen ein zu lieffern, vnd
daer auf in den negsten Zweyen Monathen in Zwey
schriften *Finaliter* zu concludiren vnd zu schliessen,
vnd was daer uber dan in rechten erkent vndt gespro-
chen werden wirt ohne weigerung, appellation, re-
vision, reduction, exception, nulliteten, vndt allen
anderen behulffen vndt beneficien, wie dieselbe in
Geist vndt weltlichen rechten namen Haben muchten,
verbleiben zu lassen, wie auch den samptlichen *Land-*
Standen hierunter die Execution zu thun, vndt den
Obbligenden vor jhren alleinigen Herren vndt Lant-
Fürst zu erkennen schuldig sein sollen, vndt seintzeur
nachmahlicher gutlicher Handlungen in entstehung
derselben zu vnter handeln, vndt auftrags Richterern,
Chur-Paltz, Chur-Saxen, Colburg, Braunschwig,
Lunenburg, Wirtzburg, Hessen, Baden, Mecke-
lenburg, Pommeren, Holstein vndt Anhalt fuge-
sagen, daer unter ein jeder Chur vndt Fürstliche parthy
Zwischen einen Evangelischen Graven, vndt einer
Evangelischen Reich-Stadt zu wehlen vndt zu ersu-
chen, hette sich der mit freuntlich beladen zu lassen,
vndt *post Conclusionem Cause* inner halb dreyen Monaths
der rechten gemas, vndt auf voorgehende verpflich-
tung der Jeningen so dar zu gezogen wurden zu
Laudiren vndt zu sprechen, daer uber einer oder mehr

Tom. III.

der

ANS
de J. C.
1609.

Comme en traitant cecy: Dortmund on convint ex-
pressément que la cause Principale de la succession conte-
stée entre les susdits Serenissimes Princes seroit ajustée à
l'amiable ou bien par Procès sommaire, ainsi a-t-on réglé
de plus, que cette voye de douceur seroit tentée derechef,
en auant qu'il seroit possible, & conjointement avec des
Princes Parens de ces Serenissimes Pretendans, & qu'en
cas qu'on n'y pût réussir, on s'y servira du Procès sommaire
ou compromis tam in petitorio quam in Possessorio, de
sorte qu'après les 4. mois expirés chaque partie seroit
obligée de former & presenter ses prétensions par écrit pen-
dant les deux mois suivans, comme aussi de fournir leurs
réponses & déffenses en deux autres mois, & quand la
cause sera avancée jusqu'aux preuves, qu'ils auroient pour
cela un terme de 3. Mois, après quoi ils concluront par
deux écrits & en terme de deux Mois, & que ils se
tiendront finalement à la sentence, qui y sera donnée,
sans avoir aucun recours à l'appel, revision, exception,
pretexte de nullité ou de tout autre bénéfice comptant par
les droits Ecclesiastiques ou profanes, mais qu'ils le no-
tifieront d'abord aux Etats du pays, afin que ceux-cy
reconnoissent celui, qui obtient par Composition ou sen-
tence, pour leur seul Seigneur & Souverain. Fina-
lement on a proposé pour Mediateurs, ou, en cas que l'ac-
commodement à l'amiable ne se fassé pas, pour arbitres les
Electeurs Palatin & de Saxe, & les Princes de Col-
burg, Brunswigh, Lunebourg, Wirtemberg, Hesse,
Baden, Meklembourg, Pomeranie, Holstein & d'An-
halt, & que de plus chacun de Princes Pretendans pourroit
encore choisir entre un Comte & une Ville Impériale de la
religion Protestante, qu'ils prieront de se vouloir bien
charger de ce compromis, & de prononcer l'arbitrage
conformément aux loix en terme de 3. mois après la con-
clusion en la cause: mais quand un ou plusieurs de ces
Princes proposés s'excuseroient de ce compromis, les au-
tres y poursuivront, supposé qu'ils n'y soient pas intéressés,
ni que les Princes pretendans n'ayent des difficultés ou
exceptions à faire, mais si contre toute espérance on ne
pouvoit réussir par cette voye de compromis, les parties
en auroient pendant le terme d'un mois à résoudre à un
autre, & à condition, que cette nouvelle procédure ou
accommodement de leur cause s'achève pour le plus tard
dans un an de tems, & que durant ces 19. mois desti-
nés pour decider cette succession, les Serenissimes Prie-
ndans se tiendront en repos, & ne procederont à aucun fait.
Fait le jour, an, & lieu, que dessus.

G

Nous

ANS derjenige so aus den obbemelten Chur vnd Fürstlichen Heusern sey diesen Compromis ersucht sich diesen zu unternehmen, behörliche einwenden wurden. 1609. So sollen nicht desto weniger die anderen vnd ubrigen wo fern sie nicht hierunter mit Intereßiret, oder die Chur vnd Fürstliche partheyen dessen erheblich bedenkens tragen werden, wurde aber uber Zuverlicht derer hier zu achte auf beyden theylen nicht zu vermögen seyn, alsdan sollen die partheyen Innerhalb Monats frist weiter vergleichen, was vor ein Modus Compromis an zu stellen, doch das solche neuwe verfassung und ausprung der sachen eygentlick vnd gewis in einen Jahr zu ende gefuhrt werde, vnd sollen in obgemelter seyt der neunzehn Monats, so zu dem gut vnd rechtlichem auftragh bewilligt sein, beyde theile mit aller thalicheyt in Ruhe stehen, *Altum Loco, die & Anno* wie in abschiede &c.

Von Gottes Gnaden Wihr Ernst, Marg-Grave zu Brandenburg in Preussen Herzog &c. als dessen hoch gebohrnen Fürsten Herrn, Herrn *Johan Sigismund* Marg-Graven zu Brandenburg des Heyligen Römischen Reich und Ertz Camerer vnd Chur-Fürsten Herzogen zu Preussen, vnser freuntlichen Lieben Bruders gevolmachtigter Gewalthaber, vnd Wihr *Wolfgang Wilhelm* Palts-Grave bey Rhein, Herzog zu Beyerern, als der Hochgebohrnen Fürsten frauen *Anna Palts-Gravinne* bey Rhein, Herzogin zu Beyerern, gebohrner Herzogin zu *Gulich, Cleve, vnd Berge*, gevolmachtigter, Gewalthaber. Thun kundthiemit vnd in kraft dieses Briefs gegen mennichlichen bekennend, als nach todlichen abgank, weilen des Hochgebohrnen Fürsten Herrn *Johan Wilhelms* Herzogen zu *Cleve, vnd Berge, Grave* zu der Mark, Moers, vnd Ravensbergh, Herren zu Ravensstein vnser freuntlichen Herrn Vatters Christ seligen Sr. L. Hinter lassenen Landen und Erbschaften haben sich Zwischen Hochgedachte Herrn Chur-Fürsten zu Brandenburg an eynem, so dan auch Hochgemelte frau Palts-Gravinne an anderen theil ein Zeithero vngleichet verstand, vnd mishelligkeiten erhalten, vnd aber auf unterhandlung des Hochgebohrnen Fürsten Herrn *Morisen* Landt-Grafen zu Hessen, Grave zu Catzenellenbogen, Diets, Ziegenheim vnd Nedda &c. vnser freuntlichen Lieben Herrn Vatters und Respective Gevatteren angendeute mishelligkeyten nach befrage Zweyer derowegen in des Heyl. Reichs Stadt *Dortmund* am Dreyzigsten vnd ein vn Dreyßigsten May 1609. Jaers verroffene vergleichung, durch dar in befindliche verfassung ihr Ziel und mals gegeben, daer nach sich beyde Chur vnd Fürstliche theile bis zu dero entlichen gut vnter rechtlichen entseheit zu gehalten, vnd aber zu besorgen das etwa durch andere zu diesen sachen vngliche Affectionier-Leuthe, daer durch das gewünschte friedit und zu sammensetzung, daer auf man hie bey furnemblich geschehen gehindert werden konte, das wir dem allen nach ein tragender volmacht Hohermelten vnseren principalen Herrn Bruders und Respective Frau Mutter, vnd insonderliche betrachtung das Ihren L. L. hier an vnd da es bey solcher verfassung vnverruckt bleiben mochte zum höchsten gelegen, ein ander versprochen und zu gesaget, ob dem allem was gedachte beyde vergleichungen in ihren puchtaben aus weysen, alles ihres Inhalts selbst steyt und auf richtig halten, vnd vns da von in allen vnd jeden ihren Punkten sampt vnd sonders kein verbot oder gebot es komme auch her von wehme es wolle nach einige verhandlungen, in was weyse form vnd gestalt auch solches immer geschehen mogte, in einigen wege abhalten oder abschrecken zu lassen, und sonderlich da man etwan diese sachen an einen anderen ohr, wieder beyder ihren L. L. willen zu gutlicher oder rechtlicher handlung ziehen vnd avocieren, oder sonsten etwas vortreuen wolte, so dieser vergleichung zu wider laufen oder daer durch denselben verfassung auf gehaben oder aber gehindert werden mochte. Sonderen wir sollen vnd wollen treulich zu sammen setzen,

Nous Ernest par la grace de Dieu Margrave de Brandebourg, Duc en Prusse &c. en qualité de Plenipotentiaire de notre tres aimé frere le Serenissime Prince & Seigneur Jean Sigismund Margrave de Brandebourg grand Chambellan &c. Electeur du S. Empire, Duc en Prusse &c. & nous Wolfgang Guillaume Comte Palatin du Rhin Duc de Baviere en qualité de Plenipotentiaire de notre tres honorée & tres aimée Mere la Serenissime Princesse & Dame Anne Comtesse Palatine du Rhin Duchesse de Baviere, née Duchesse de Juilliers, de Clève & de Berghe, publions & sçavoir faisons par cette lettre, comme quoy après la mort du Serenissime Prince & Seigneur le Seigneur Jean Guillaume Duc de Juilliers, de Clève, & de Berghe, Comte de la Mark, de Meurs, & de Ravensperg, Seigneur de Ravensstein notre tres honoré Pere de glorieuse memoire plusieurs disputes, méfiances, & mes-intelligences, qui s'étoient émuës à l'occasion de cette succession entre les Serenissimes Princes le Seigneur Electeur de Brandebourg & Madame la Comtesse Palatine du Rhin, avoient été heureusement terminées par l'entremise de notre tres honoré Pere & respectivement compere le Serenissime Prince & Seigneur Maurice Landgrave de Hesse Comte de Catzenellebogen, Diets, Siegham & Nida, & nommement par deux accords, qui firent là dessus dressés dans cette ville Imperiale de Dormond le 30. & 31. de Mai de l'an 1609. auxquels accords les deux parties se tiendront inviolablement & fidelement jusqu'à l'entiere décision de la cause Principale, soit qu'elle se fasse par une amiable composition ou par forme de Procès: mais comme il étoit à craindre que l'effect de cette paix & bonne intelligence, qu'on pretend principalement de retablir, pourroit être empêché ou interrompu par des gens mal affectionnés, nous en vertu des Pleinpouvoirs reçus respectivement de notre tres aimé frere & tres honorée Mere, & en considération, qu'il importe extrêmement à ces nos Serenissimes Principaux de maintenir tels accords, déclarons de nous avoir reciproquement promis & obligé, d'observer exactement & tres fidelement tout ce, qui y est compris, & que nous ne nous en laisserons jamais detourner par qui que ce soit, & de quelque maniere que nous y puissions être sollicités, ni de permettre, qu'on entreprenne malgré nos Principaux la décision de cette cause dans quelque autre endroit par procès, ni qu'on fasse la moindre chose au prejudice de cette convention: mais déclarons de plus de nous y entre assister toujours de nos conseils & de nos forces, & de ne rien faire publiquement ou à la sourdine, ni permettre que rien se fasse par d'autres, qui pourroit causer de la méfiance, ou altérer aucunement leur bonne intelligence & amitié. C'est ce que nous repetons de nous promettre en parole de Prince & de bonne foi, & nous nous sommes mutuellement donné la main pour en assurer l'accomplissement, & avons pour cela signé cette lettre & y a apposé le cachet de nos sceaux. Fait à Dormond le dernier de Mai 1609.

ANS setzen, vndein ander mit Rath vnd that beystehen, de J. C. vnd weder offentlich noch heimlich etwas vor vns selbst thun oder durch anderen thun lassen, soo sie 1609.

einigen misstrauen, oder zur krankung guter vertraulichen Vrcuntschafft vnd einigkeit anlas oder verschaffen mochte, versprechen vnd verheyslichen auch nochmals wie oben, es by vnseren Fürstlichen ehren wahren worten, trauen und glauben deme allen also Fürstliche nach zu setzen, zu dem behuof wir dan auch umb mehrer sicherung willen solches zu thun, mit handtgegebenen trauen ahn yders Stadt ein ander gelobt vnd zu gesagt haben.

Zu dessen vrkundt haben wir diesen Brief mit eigenen handen vnter schreiben vnd mit vnsern daer unter auf getruckten Fürstlichen Ringpittschaften versiegelt. Geschehen zu *Dorimondt* am letzten tagh May im Jahr nach Christi gebuhrt ses zehen honder und neunten &c.

Von Gottes Gnaden wir *Ernst* zu Brandenburg in Preussen, zu Stettin Pommeren, der Castilen vnd Wenden auch in Schlesien zu Cossen und Iagerndorf, Hertzog Burg-Graef zu Nuremberg vnd Fürst zu Rugen, vnd wir *Wolfgang Wilhelm* Palts-Graef bey Rhein Hertzog zu Beyerem, Grave zu Valdens, und Spanheim, thun kundt vnd bekennen hiemit nach dem zu folge *Dorimondtscher* vergleichung, wir in unsern sampt vnd sonders nahmen vnter scheydtliche schreibens, an Rom: Keyserliche Majesteyt Könige, auch Chur vnd Fürsten des Reichs, vnd andere Hohes, vndt minderes standes persohnen zu versertigen haben, vnd veltlich vereinigten sachen zu guten, dar in solche worte gefunden werden mochten, deren her nach ein oder mehr theils vngleichen verstandts sich zu seinen Intent vnd prejudicieren vorthail zu gebrauchten hette, das dem nach wir ein ander veltlich versprochen, vnd zu gesagt auch kraft dieses Wißentlich versprechen vnd zu sagen, das solche worte keine partheien zu vohr vnd nachtheil berurtet vergleichung zu wieder gereichen, sonderen anders nit dan denselben gemas, hier neglt gedeudet oder verstanden werden sollen, alles bey unseren Fürstlichen ehren auch ohne gefehrd vndt arglist, zur vrkundt haben wir diesen mit eygener handen vnterschrriben vnd vnser Taumbrinck auftrucken lassen; Geschehen zu *Dusseldorff* den 10. Juny Anno 1609.

*Het Reverſael hier voor gementioneert
lydt als volcht.*

W ihr von Gottes Gnaden *Ernst* Marg-grave zu Brandenburg in Preussen Hertzog vndt delfen Gnaden *Wolfgang Wilhelm* Palts-Graue bey Rhein, in Beyerem Hertzog, als der zur zeit Chur-Brandenburgische vndt Pfalts Neuburgsche Gewalthaber bekennen hiemit, nach dehme die *Lobliche Stenden* des Fürstenthums Cleve vndt Graaffschafft von der Mark auch der herchaft Ravenstein vns mit handtgebenden treuen versprochen, vnd zu gesagt das sie sich vns anstadt vnserer Principalen der Hoch-gebohrnen Fürsten vndt Fürstinne, Herr *Johann Sigismundten*, Marggrafen vnd Chur-Fürsten zu Brandenburg, in Preussen Hertzogen, in ehelicher verwantschafft Sr. L. Gemahlin, auch frauwen *Anna* Pfalts-Gravinne bey Rhein, in Beyerem mit schulden gehoorſamb vndt treuen submittieren, keinen *Tertium*, werder auch fein mochte an nehmen auch keinen aus vnseren oder vnseren Principalen mittel, sich *ad partem* anhangich machen, viel mehr aber bey vns beyden an Staat des rechtmessigen successoris vor ihren Landes-Fürsten vnd Herren erkennen, bis das einer von vnseren Principalen der rechte einige *Successor* dieser Landen Guht oder rechtelich erklet werde, deme sie als dan noch euffersten vermogen by springen an dem allein sich halten, vndt solche ferne-

re

Nous Ernest par la grace de Dieu Margrave de Brandebourg, Duc en Prusse, de Stettin, de Poméranie, des Cassubes, des Vandales, de Grossin & de Jagherdorf, Burgrave de Nuremberg & Prince de Rugen, & nous Wolfgang Guillaume par la même grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, Comte de Veldentz & de Spanheim sçavoir faisons, que comme en conformité des conventions faites à Dorimond nous avions à écrire tant conjointement que séparément plusieurs fois des lettres à sa Majesté Impériale, à des Rois, aux Electeurs, & à des Princes dans l'Empire & hors d'icelui, & comme il ne seroit pas difficile d'en interpreter ou tirer quelques mots à l'avantage ou au prejudice de l'un ou de l'autre de nous, nous avons mutuellement déclaré & promis, comme nous nous prometons & déclarons par celle-cy, que les paroles trouvées dans telles Lettres ne nous doivent servir d'aucune consequence, ni d'avantage, ni de prejudice aucun, mais qu'elles doivent être interpretées & entendues conformément aux susdites conventions. Attestons le tout en parole de Prince & sans supercherie, En foy de quoy nous avons signé cette lettre & fait appliquer le cachet de nos bagues du gros doigt fait à Dusseldorff le 10. Juin l'an 1609.

*Reverſal ſigné à Duisburgh le 14 Jillet,
de l'an 1609.*

Nous Ernest par la grace de Dieu Margrave de Brandebourg, Duc en Prusse, & Nous Wolfgang Guillaume par la même grace Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere en qualité de Plenipotentiaires de l'Electeur de Brandebourg & du Comte Palatin de Neubourg certifions & sçavoir faisons par celle-cy, après que les illustres Etats de la Principauté de Cleve & de la Comté de la Marc conjointement avec ceux de la Seigneurie de Ravenstein nous ont promis par serment & leur bonne foy de nous rendre toute obéissance & soumission, qu'ils doivent à nos Principaux le Serenissime Prince & Seigneur Jean Sigismond Margrave & Electeur de Brandebourg, en consideration de Madame son épouse, & la Serenissime Dame Anne Comtesse Palatine du Rhin, Duchesse de Baviere, de n'accepter aucun tiers, qui que ce puisse être, ni même de s'attacher en particulier à aucun de nous deux, ou de nos Principaux séparément, mais de nous reconnoître tous deux ensemble, & de la part de nosdits Serenissimes Principaux, jusqu'à ce qu'un de ceux-cy soit déclaré le seul & le legitime successeur & souverain de ces pays, soit par sentence ou composition amiable, & à laquelle ils se tiendront alors & l'assisteront avec tous leurs biens, & lui prêteront duement hommage, qu'en échange.

nous

ANS re gebührliche huldigung Leysten füllen, das wir hin
de J. C. gegen ihnen versprechen.

1609.

Das die Stenden in alle wege sich wollen vorbehalten haben, das wiht die Keyserliche Majesteyt als ob-
risten haupt der Christenheydt vndt Lehen Herrn ver-
moge vnser proposition in vnterthanigster respect,
halten, wie auch die Stenden allein Hochgedachte
Keyserliche Majesteyt ingleichen keinen andern pre-
tendenten hie vnter nicht präjudiciret haben.

Die Catholische Romische, wie auch andere Christ-
liche Religion, wie so wol in Romischen Reich als
diesen Furstenthumb vndt Grafschap van der Marck
ahn einen jeden ohrt in offentlichen gebrauch vnd
vbunge zu Continuiren, zu manutreniren vndt zu
lassen, vndt daeruber niemant in feynen gewissen
nach exercitio zu perturbiren zu Molestiren noch zu
betruben.

Alle von den vorigen dieser Landen Fursten vnd
Regenten ertheilte Brief vndt Ziegel, wie auch ver-
stanttschaften vnd andere Fursliche verschreibungen
sicht vnd vnverbrochen nach eines jedem inhalt zu
halten.

Alle Privilegien vnd Furslichen begnadungen zu
confirmiren, zu bestetigen, vnd nach billigkeit zu
augiren auch die *Gravamina* zu erledigen.

Das wir beyde, vor haubt sachlicher entscheidung
dieser Successions sache, wieder ein ander etwas de-
facto vernehmen wurden, welches doch die Stenden
nicht vermuthen, noch hoffen, sollen sie bis zu vn-
seren reconciliation, sampt vndt fonder ihrer gethan-
nen handt gelubte auch erlassen sein.

Item dayemant met gewelt wieder diese Landen
etwas attentiren wiert, das wir, laut der propo-
sition, ouffersten vermogens mit dar setzungleibas,
guthes, vnd bluts dieselbe verthetigen schutzen vnd
beschermen wollen.

Item die Stant vnd vnterthanen sampt vnd funder
fur allen diesen wegen entstandenen an spruch vndt
fuderunge wie auch die nahmen haben mogen zu
verthetigen vndt schatzlos zu halten, in was Herrn Lan-
de solches auch geschehen moge.

Item das die Hoffhaltung, Cantzley besetzung
vnd anderen Ampt bedienungen, durch *Lands-sassige*
qualificirte vnd nicht freinde eines jedes stants gebuhr
und Ampt alten herkommen nach, zu besetzen.

Das auch die stift Cloostren, vnd alle andere Col-
legia ebener gestalt durch *Lands-sassig* in esse gelas-
sen, gehalten, vnd niemant inmittel in sein ge-
wissen betrubt werden moge.

Letzlich das die Lobliche, Alte, der samentliche
Landen Unionen vnterhalten, vnd was sonst nach
der Erbhuldigung diesen Landen zu nutz vnd besten
ferners in vnterthanigheyte mochte furbracht vndt aen-
gedeutet werden vorbehalten pleiben. *Signatum Duis-*
burgh vnter vnserm subscription vndt vorgedruckten
Secreten den 4. July Anno 1609. *Signatum Ernst*
Marck-Graeff. Wolff-ganck Willem: met aengedruckte
Wapens.

X X X V I.

ANS

de J. C.

1609.

LA FRAN-
CE L'AN-
GLETER-
RE ET LES
PROVIN-
CES
UNIES.

Traité de Garantie de la Trêve du 9. Avril
1609. *par les Ambassadeurs de France &*
d'Angleterre avec les Députés des Etats
Généraux des PROVINCES UNIES,
fait à la Haye le 17. Juin 1609. Ait-
zema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom.
I. pag. 16. Freder. Leonard. Tom. V.

COMME ainsi soit que les Rois Tres-Chrétiens
& de la grande Bretagne se soient employés
des long-temps avec grand soin & affection,
pour faire cesser la Guerre des Pais-bas par une Paix
perpetuelle, & pour n'y avoir pu parvenir, aians de-

nous leur avons accordé, & leur accordons en vigueur
de la presente.

Que les Etats se reservent expressément, que nous re-
connoîtrons avec obeissance & respect Sa Majesté Im-
periale comme le Chef de la Chrétienté & le Seigneur
direct, selon notre proposition, comme aussi, que les
Etats n'entendent pas de préjudicier en aucune manière
à sa dite Majesté Imperiale, ni à aucun autre prétendant.

Que nous maintiendrons l'exercice public de la Religion
Catholique Romaine, & de toute autre Religion Chré-
tienne selon l'usage de l'Empire, & selon qu'elle se trouve
établie dans des lieux de cette Principauté & de la Com-
té de la Marck, & que nous ne permettrons jamais, que
personne en soit inquiet ou forcé dans les affaires de
conscience.

Que nous observerons & maintiendrons les lettres pa-
tentés, que les Princes ou les regences de ces pays avoient
accordées cy-devant, comme aussi toutes leurs hypothèques
& obligations.

Que nous confirmerons leurs Privilèges & les aug-
menterons même, si l'équité le requiert ainsi, & que
nous ôterons les griefs de chacun.

Qu'en cas que nous deux devant la décision principale
de cette succession aurions des démêlés, & viendrions à
des voyes de fait entre nous mêmes, ce que les Etats n'es-
perent pas, ils seront généralement, & chacun en parti-
culier, dispensés & absous de leur hommage & fidélité
jusqu'à notre reconciliation.

Quand quelqu'un tenteroit quelque chose par la force
contre ces pays, que nous, selon notre proposition, les
défendrons & maintiendrons de tout notre possible, mé-
me au prix de notre sang & de tous nos biens.

Comme aussi dédommagerons les Etats & les sujets de
toute perte ou préjudice, qu'ils auront souffert dans ces sor-
tes d'occasions, par tout que ce soit.

Que nous remplirons notre Cour, la Chancellerie, &
tous les autres offices des gens du pais, & qui seront qua-
lififiés selon l'usage établi dans chaque état.

Que nous conserverons de même les Chapitres, les
Cloîtres & autres Collèges à ceux du pais, & empêché-
rons, qu'on n'y force, ni inquiète personne dans sa Con-
science.

Finalement que nous observerons l'ancienne union de ces
pais, & toute autre chose, qui après l'hommage fait nous
pourroit être tres-humblement remontrée comme utile au
bien public de ces pais. Fait & signé à Duisburg avec l'ap-
position de nos sceaux le 4. Juillet l'an 1609.

puis proposé une Trêve à longues années, dont le
succès eût été aussi peu heureux, si pour ôter toute
défiance aux Etats Généraux des Pais-bas-Unis,
leurs Majestés ne leur eussent offert de s'obliger à l'ob-
servation d'icelle Trêve, & de leur donner assistance
& secours, au cas qu'elle fût enfreinte & violée
même s'ils étoient troublés & empêchés au Commer-
ce des Indes, que les Députés des Archiducs leur ac-
cordoient de gré à gré par ladite Trêve, au nom du
Roi Catholique, sans néanmoins l'exprimer nom-
mément, ainsi que lesdits Sieurs Etats le demandoient
pour leur plus grande sûreté, eux faisant à cette oc-
casion refus de l'accepter, si ladite promesse de Ga-
rantie, faite de bouche par les Ambassadeurs desdits
Sieurs Rois, en présence même des Députés desdits
Sieurs Archiducs, ne les y eût induit; de l'accom-
plir.

ANS plissement de laquelle promesse ledits Sieurs Rois
de J. C. aians été priés, requis & formés, & y voulans satis-
faire de bonne foi.

1609.

Ce jourd'hui dix-septième jour de Juin mil six
cens neuf se sont assemblés Messire Pierre Jeannin,
Chevalier, Baron de Chagni & Montjeu: Conseiller
dudit Sieur Roi Tres-Chrétien en son Conseil d'E-
tat, & son Ambassadeur extraordinaire vers ledits
Sieurs Etats, & Messire Elie de la Place Chevalier
sieur de Ruffy, Vicomte de Machaut, aussi Conseil-
ler audit Conseil d'Etat, Gentilhomme ordinaire de
la Chambre dudit Sieur Roi, & son Ambassadeur
ordinaire residant près ledits Sieurs Etats, au nom &
comme aiant charge de tres-Haut, tres-Puissant &
tres-Excellent Prince Henri IV. par la grace de Dieu
Roi de France & de Navarre, Messire Richard Spen-
ser Chevalier ordinaire de la Chambre privée dudit
Sieur Roi de la grande Bretagne, & son Ambassadeur
extraordinaire vers ledits Sieurs Etats, & Messire Ro-
dolphe Winwood, Chevalier, Ambassadeur ordinaire
& Conseiller dudit Sieur Roi au Conseil d'Etat des
Provinces-Unies, aussi au nom & comme aiant charge
de tres-Haut, tres-Puissant & tres-Excellent Prin-
ce Jacques par la grace de Dieu Roi de la grande
Bretagne, &c. & les sieurs Corneille de Gendt Sieur
de Loenen & Meynerdt-Wick, Vicomte & Juge de
l'Empire & de la Ville de Nimégue, Messire Jean
d'Oldenbarnevelt, Chevalier, sieur de Tempel, Ro-
denriis, Avocat & Garde du grand Scel, Chartres &
Registres de Hollande & Westfrise, Messire Jacques
de Malderée, Chevalier, sieur de Heyes, &c. pre-
mier President & représentant la Noblesse aux Etats
& Conseil de la Comté de Zelande, les sieurs Gerard
de Renesse sieur de la Aa, de Streeskercke, Nieule-
kerlande, & Ernestus Aylas, &c. Jean Sloet sieur
de Salik, Drost du Pais de Vollenhoe & Châtelain
de Cuinder, & Abel Coenders de Helpen, sieur en
Faen & Cantes, au nom des Illustres, Hauts & Puil-
sants Seigneurs les Etats Generaux des Pais bas-Unis:
lesquels en vertu de leurs pouvoirs, & avec promesse
de faire ratifier respectivement le contenu en ces Pre-
sentes audits Sieurs Rois & Etats dans deux mois pro-
chains, ont consenti & accordé ce qui s'ensuit.

PREMIEREMENT. A sçavoir, que les Trai-
tés faits séparément avec ledits Sieurs Etats Generaux
par ledit Sieur Roi de France le 23. Janvier 1608.
& par ledit Sieur Roi de la grande Bretagne le 26.
Juin au même an, pour l'observation de la Paix qu'on
pretendoit lors faire, ensemble les conventions, pro-
messes & obligations reciproques y contenues pour la
défense & conservation mutuelle de leurs Roiaumes,
Pais, Terres & Seigneuries, seront entretenues &
gardées pour le temps que ladite Trêve doit durer,
tout ainsi que si elles estoient repetées & inferées de
mot à autre au présent Traité.

II. Et auront lieu ledites obligations & assistances
de secours, non seulement en cas d'infraction de la
Trêve & limites spécifiées par le quatrième Article du
Traité d'icelle Trêve; mais aussi si ledits Sieurs Etats,
ou leurs Sujets, sont troublés & empêchés pendant le-
dit temps au Commerce des Indes de la part dedit
Sieurs Roi Catholique & Archiducs, leurs Officiers
& Sujets; & sera aussi entendu ledit trouble & em-
pêchement, tant s'il est fait aux Sujets dedit Sieurs
Etats, qu'à ceux qui ont fait ou feront ledit Com-
merce avec eux, ou bien si ces Princes & Peuples,
qui leur auront donné la permission d'exercer ledit
Trafic en leur Pais, étoient en cette occasion mole-
stés eux ou leurs Sujets; pourveu toutefois, que pour
obliger ledits Sieurs Rois à donner ce secours, le ju-
gement dedit empêchement soit fait par avis com-
mun d'eux & dedit Srs Etats. A quoi ils promet-
tent apporter la diligence & sincerité requise, pour
faire repaier le dommage aux intéressés, & repousser
la violence dont on auroit usé contre eux: pourront
toutefois ledits Sieurs Etats, s'il y a de longueur en
ladite deliberation, pourvoir a la seureté de leurs

affaires & Sujets, comme ils se trouveront convenir.

ANS

III. En reconnaissance de laquelle Garantie, & de J. C.
du secours que ledits Sieurs Etats ont déjà reçu dedit
Sieurs Rois, ils leur promettent de ne faire au-
cun Traité, durant icelle Trêve, avec ledits Sieurs
Roi Catholique ou Archiducs, sans leurs avis & con-
sentement: & pareillement ledits Sieurs Rois de ne
faire aucun Traité avec quelque Prince ou Potentat
que ce soit, au préjudice de celui-ci & de leur liber-
té: de la conservation de laquelle & de leur Etat
ils auront soin, comme de leurs bons Amis & Al-
liés. Ainsi fait, accordé, conclu, signé & cacheté
par ledits sieurs Ambassadeurs Députés à la Haye l'an
& jour susdit. Ainsi signé, P. JEANNIN, ELIE
DE LA PLACE RUSSY, R. SPENSER, RO-
DOLPHE WINWOOD, CORNELIS VAN
GENDT, JEAN VAN OLDENBARNE-
VELT, DE MALDEREE, J. RENESSE,
ERNESTUS AYLUA, JEAN SLOET, &
COENDERS. Et cachetés des armes tant dedit
sieurs Ambassadeurs de France & d'Angleterre, que
des Députés dedit Sieurs Etats.

1609.

X X X V I I.

ANS

de J. C.

Traité entre HENRI IV. Roi de France 1609.
& les Etats Généraux des PROVIN-
CES-UNIES, pour le paiement des
gens de Guerre François, fait à la Haye
le 22. Juin 1609. Fred. Leonard Tom. V.

FRANCE
ET LES
PROVIN-
CES
UNIES.

LES Sieurs Jeannin & de Ruffy, Ambassadeurs
pour le Roi Tres-Chrétien près Messieurs les
Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-
bas, ont ce jourd'hui 22. Juin 1609. traité de la part
de Sa Majesté avec les sieurs Députés Conseillers de
Messieurs les Etats de Hollande & Westfrise, au nom
de Messieurs les Etats Generaux susdits, ce qui s'ensuit.

PREMIEREMENT. Que Sadite Majesté fera
mettre par son Ambassadeur residant près ledits sieurs
Etats, chacun an deux ans durant, à commencer au
premier jour du mois de Mai dernier, & es mains de ce-
lui qui sera commis & ordonné par ladite Province de
Hollande, la somme de six cens mille livres en deux
termes par moitié & égale portion: sur le pre-
mier desquels la somme de cent mille livres a été
païée, & les deux cens mille livres restant dudit pre-
mier paiement, le feront dans le premier jour du mois
d'Aoult prochain. Et pour le regard des termes sui-
vans, seront toujours avancés au commencement de
chacune demie année; par ainsi le second terme de la
première année écherra au premier de Novembre, &
les deux termes de la seconde année aux premiers jours
de Mai & de Novembre en l'année 1610.

II. Moïennant laquelle somme de six cens mille
livres, païable au terme susdit, ledit Sieurs Etats pro-
mettent au nom de la Province de Hollande faire paier
& entretenir les deux Regimens de gens de pied Fran-
çois, qui sont sous la charge des sieurs Colonels de
Chatillon & de Bethune, composés les deux ensemble
de trente huit Enseignes, dont celles dedit sieurs
Colonel sont de deux cens hommes, & les autres
de cens, fors celles dedit Lieutenans Colonels, qui
en ont chacune vingt-cinq de plus, & celle du sieur
de la Force qui en a aussi cinquante outre les cens, fai-
sant ledits gens de Guerre, compris dedit deux Re-
gimens le nombre de quatre mille cent hommes.

III. Seront pareillement païées & entretenues les
Compagnies de Chevaux legers des sieurs de Villebon
& du Meys, qui sont de soixante & dix Chevaux cha-
cune, & ledits paiemens faits à même raison & solde
qu'ils ont été païés jusqu'à présent, fors que sera par
avance, & sans attendre la fin du mois.

IV. Outre les Commissaires qui sont employés de
la part dedit Sieurs Etats pour faire les montres dedit
Compagnies, tant de pied que de cheval, il y

ANS aura aussi un Commissaire de la part de Sa Majesté, à
de J. C. mêmes gages & droits que ceux desdites Sieurs Etats,
1609. lequel sera tenu mettre les rôles desdites montres signés
& dièment expédiés es mains de son Ambassadeurs,
pour les lui envoyer; afin qu'elle puisse être assurée
que le nombre y soit toujours complet.

V. Les frais pour faire venir les deniers seront aussi
pris sur cette somme de six cens mille livres, outre les-
quels frais & paiemens susdits Sa Majesté s'est réservée
d'y prendre vingt cinq mille livres chacun an, pour
gratifier ceux qui ont charge desdits Regimens, selon
l'état qu'elle en fera dresser & envoyer à son Ambassa-
deur, pour leur être distribuée de quartier en quartier,
dont le premier écherra à la fin du mois de Juillet
prochain: voulant qu'il soit usé de cette gratification
envers eux, afin qu'avec cette commodité & avanta-
ge, ils puissent mieux appointer & retenir leurs Offi-
ciers & bons Soldats, & que lesdits Sieurs Etats en
soient aussi par ce moien mieux servis & assistés.

VI. Si Sa Majesté a besoin pour le secours de son
Royaume de retirer dans les deux ans les forces susdi-
tes, tant de gens de pied que de cheval, elle le pourra
faire, & seront tenus lesdits Sieurs Etats de les lui ren-
voyer incontinent & à leurs frais, jusques à Calais ou à
Dieppe, à son choix.

VII. Sera la Ratification du present Traité envoyée
par Sa Majesté dans un mois, & par lesdits Sieurs les
Etats dans le même temps. Fait à la Haye les an & jour
susdits, & signé par lesdits sieurs Ambassadeurs, &
Députés desdits Etats de Hollande.

X X X V I I I.

ANS *Partage fait entre les Princes d'Orange*
de J. C. **MAURICE & HENRI de Nassau**
1609. *Freres, des biens délaissés par la mort*
ORANGE. *du feu Prince d'Orange leur Pere. Fait*
à la Haye, le 27. Juin, 1609. Nego-
ciations du Président Jeannin. Tom IV.
pag. 173.

COMME ainsi soit, que Hauts & Puissants
Princes Messire Philippes Guillaume par la
Grace de Dieu Prince d'Orange Comte de
Nassau, & de Buren, &c. Messire Maurice Comte
de Nassau, Marquis de Verre, Flelsingue, & Mes-
sire Henry Comte de Nassau & de Catzenellenboge
freres, ayant désiré dès long-temps de faire partage
entr'eux par voye amiable, des biens délaissés
par le deceds de feu Monsieur le Prince d'Orange de
loisible memoire leur pere: Ce que toutesfois ils n'ont
peu jusques à present, à cause de plusieurs difficultez
qui s'y sont rencontrées, lesquelles ont tenu en gran-
de contention & diversité d'opinions leurs conseils,
& aucuns de leurs parens & amis qui se sont entremis
à leur prier pour les accorder; pretendant ledit Sieur
Prince d'Orange le bien entier de la succession luy
apartenir, en vertu du fideicomis contenu au testament
de feu Messire René de Nassau, dit de Chalon, fait
par luy à Charlemont en l'an 1544. du moins avoir
sur iceluy bien de grands preciputs, & avantages, tant
à cause du droit d'ainesse, que par la coustume des
lieux où les biens sont assis, & le traité de mariage de
Dame Anne de Guemont sa mere: A quoy les deux
freres contredisoient ensemblement, soustenant ledit
fideicomis estre esteint en la personne dudit feu Sieur
Prince d'Orange, & qu'il estoit raisonnable de s'ar-
rester au testament d'iceluy Sieur leur pere parfait quant
à la volonté, quoy qu'il y eust quelques défauts en la
solemnité: qu'à tout autre droit, & en particulier
ledit Prince Maurice qu'il se vouloit arrester au traité
de Mariage de Dame Anne de Saxe sa mere, suivant
lequel il devoit prendre sur tous les biens de ladite suc-
cession de soixante à septante mille livres de rente &
revenu annuel en terres & Seigneuries, entre lequel-

les le Comté de Vianden estoit nommé & compris, ANS
avec promesse de le faire eriger en Marquisat; & ou- de J. C.
tre ce repeter la dot de ladite Dame sa mere. Tous- 1609.
tes lesquelles pretentions qui les eult voulu faire juger
contentieusement, & par la voye de Justice, eussent
tenu en proces lesdits Sieurs freres par un bien long-
temps, & pouvoient estre cause de mettre de l'inimi-
tité entr'eux, au lieu qu'ils ont tousjours esté desireux
de vivre en une fraternelle, vraye & sincere amitié,
pour rendre par ce moyen toutes sortes de devoirs les
uns aux autres, & mieux conserver l'honneur, gran-
deur, & dignité de leur Maison. Or est-il, qu'après
s'estre assemblés à diverses fois avec Messire Guilla-
ume Loüis Comte de Nassau leur beau-frere & Cousin
germain, Messire Walraven Seigneur de Brederode,
Viannen, &c. Messire Jean Doldenbarnevelt Che-
valier Sieur de Tempel, &c. qu'ils avoient choisi pour
amicales compositeurs, & avoir aussi deliberé meu-
rement de cet affaire avec leurs conseils, auxquels ils
ont fait voir lesdits testamens & traitez de maria-
ges, ensemble les titres & enseignemens necessaires
pour connoître la valeur, revenu, & charges qui
sont sur les biens de ladite succession. Enfin ce-
jourd'huy ving-septième jour du mois de Juin 1609.
lesdits Sieurs princes d'Orange, Prince Maurice, &
Prince Henry, établis en leurs personnes par l'advis
desdits Sieurs cydessus nommez, & avec l'intention
de Messire Pierre Jeannin, Chevalier Conseiller du
Roy Tres-Chrestien en son Conseil d'Etat, Messire
Elic de la Place aussi Chevalier & Conseiller audit
Conseil, Ambassadeur dudit Sieur Roy Tres-Chres-
tien près de Messieurs les Estats, Messire Richard
Spencer, Chevalier Gentilhomme ordinaire de la
Chambre privée du Roy de la Grande Bretagne,
& Messire Rodolphe Uvinnood, Chevalier Amba-
sadeur aussi dudit Sieur Roy de la grande Bretagne: les-
quels à la priere desdits Sieurs Princes, se sont tres
volontiers employez pour aider à ce bon œuvre, ont
traité, accordé, & transigé de tous les differends qui
pouvoient survenir entr'eux, à cause desdits partages
ainsi que s'ensuit.

A sçavoir, que ledit Sieur Prince d'Orange aura pour
son partage, & tout le droit qu'il peut prendre desdits
biens, à quelque titre que ce soit, la Principauté d'O-
range, les quatre Baronnies, terres & Seigneuries si-
sées en Dauphiné, avec les noms, droits & actions qui
en dépendent; comme aussi tous les droits & actions
qui appartiennent à leur Maison dans le Royaume de
France contre qui ce soit: Toutes les terres &
Seigneuries qui sont situées au Comté de Bourgogne
y compris aussi les Salines, l'action pour le recouvre-
ment de la Seigneurie de Chastelbelin, & autres ter-
res qui en dépendent, & generallyment tout ce qui
pouvoit appartenir audit Comté de Bourgogne à feu
Messire René de Chalon; Le Vicomté de Besançon,
les Baronnies & Seigneuries de Breda, Stenbergue,
Grinibergue, Dielt, Sichein, le Vicomté d'Anvers,
les Seigneuries d'Herstal, Ruthem, Seelhem, &
Warneliten, & generallyment tous les biens scés au
Duché de Brabant & Comté de Flandres avec les
noms & actions qui en dépendent. Jouiira encore
ledit Sieur Prince d'Orange par forme d'usufruit
sa vie naturelle durant, du Comté de Vianden,
Seigneuries de St. Vith, Burgenbach, Daesborg,
& de tous les autres biens situés au pais de Lu-
xembourg, ensemble de tous droits, preminences, au-
thoritez, & revenus qui en dépendent, sans que ledit
Sieur Prince Maurice, au partage duquel la propriété
d'icelui Comté, terres & Seigneuries doit escheoir,
comme il sera dit cy-après, s'y puisse aucunement en-
tremettre ny y pretendre aucune chose du vivant dudit
Sieur Prince d'Orange, sinon ladite propriété nuë &
simple, pour la conservation de laquelle il pourra ne-
anmoins faire ce qu'il jugera estre requis par droit &
coustume. Sera tenu ledit Sieur Prince d'Orange à
cause dudit usufruit de payer les arrerages qui sont
escheus, & escheveront pendant le temps de sa jouissan-
ce

ANS ce des rentes constituées, & spécialement assignées sur de J. C. ledit Comté, terres, & Seigneuries : prendra encore la part pour un tiers, à la somme promise & accordée par les Archiducs à Messieurs des États, au profit des trois freres, le mesme jour que la trêve fut conclue & arrêtée, sur lequel partage sera aussi tenu de contenter Madame la Comtesse de Hoello la sœur aisnée.

Et quant audit Sieur Prince Maurice, il aura pour son partage, & à cause des droits par lui pretendus, les terres & Seigneuries qui ensuivent, avec les biens, noms, & actions qui en dépendent ; à sçavoir le Marquisat de la Verre, & Fleislingue, ensemble les Seigneuries de Domborch, avec les autres bien situez en l'Isle de Walchren, selon qu'il en jouït de present. La Seigneurie de Nieovaert, la Seigneurie & ville de Grave avec le pais de Cuyth, la Seigneurie de la Lecque & Pelavan, ensemble la propriété du Comté de Vianand, & autres terres & Seigneuries sîzes au pais de Luxembourg, dont l'usufruit a été cy-devant compris au partage dudit Sieur Prince d'Orange : après le deceds duquel ledit usufruit sera reünny & consolidé à la propriété, au profit dudit Sieur Prince Maurice, s'il est lors vivant, sinon de ses heritiers, ou qui auront droit & cause de lui. Demeurera encore au partage dudit Sieur Prince Maurice, l'action entiere, & pour le tout, du pais, Baronnie, & Seigneurie de Linguen Cloppenbroch, & autres appartenances qui en dépendent, comme aussi le tiers de ce qui doit provenir du traité fait par Messieurs les États avec les Archiducs en faveur desdits Sieurs freres : moyennant quoy sera à la charge de contenter Madame la Princesse de Portugal de la rente de deux mille florins chacun an, rachetable au denier vingt à elle delaissee par la dernière disposition du feu Sieur Prince d'Orange ; comme aussi de payer à Monsieur le Comte Guillaume pareille rente de deux mille florins pendant sa vie, à cause de feuë Dame Anne de Nassau sa femme, & à ce moyen la succession de ladite Dame demeurera, & apartiendra pour le tout audit Sieur Prince Maurice, & à ladite Dame Princesse de Portugal sa sœur.

Et ledit Sieur Prince Henri troisieme fils aura pareillement pour son partage, les biens, terres, & Seigneuries qui en suivent, avec les noms, droits, & actions qui en dépendent, la Seigneurie & ville de Gertrudenbergue, la Maison & moulins qui sont tant au dedans que hors icelle ville ; la Seigneurie de la haute & basse Zuallierre, celle du Drumeiclem, & Walpreh, la Seigneurie de Stanthase, Almonde, Débelmonde, Twintrich Hoenen, avec les pescherries qui sont près de Saint Gertrudenbergue, pour jouïr cy-après desdites terres & Seigneuries, à la charge du Douaire de Madame la Princesse d'Orange sa mere, & sans qu'il puisse rien pretendre des fruits perçus du passé. Aura encore ledit Sieur Prince Henry un tiers en la somme accordée par les Archiducs, dont mention a été faite cy-dessus.

Jouïront lesdits Sieurs freres des droits, biens, terres, & Seigneuries escheuës à leur partage, comme de leur propre, & en pourront disposer & ordonner en toute liberté ainsi que bon leur semblera ; & s'ils avoient quelques actions l'un à l'encontre de l'autre, tant pour les biens paternels que maternels, pour quelque autre cause que ce soit, elles demeurent consules & esteintes, moyennant le present partage.

S'il advient aussi que ledit Sieur Prince d'Orange par les actions qu'il a intentées, ou pourroit intenter cy-après, fasse declarer en Justice quelques engagements, ventes ou autres alienations faites par le feu Sieur Prince d'Orange leur pere nulles, comme le profit en doit demeurer à luy seul, aussi est-il convenu & accordé, si les acquereurs qui auront été evincez des choses par eux acquises, pretendroient avoir recours contre lesdits Sieurs Princes Maurice, & Henry, que ledit Sieur Prince d'Orange leur frere sera tenu d'entrer en cause pour eux, & les en aquiter & desdommager.

Encore que par la nature du partage qu'ils font à

present, ils soient respectivement tenus de garantir l'un à l'autre ce qui est échu à leurs partages ; ils ont neantmoins accordé, afin qu'ils n'entrent cy-après en nouvelles disputes & procez, qui pourroient estre cause d'interrompre & troubler leur amitié ; Que chacun jouïra de son partage à ses perils & fortunes, & supportera seul les charges reelles qui sont dessus, comme aussi les rentes constituées à prix d'argent assignées spécialement sur les biens advenus à son partage, encore que ladite assignation speciale n'ait été faite par œuvre de Loy ; mais par la seule declaration dudit feu Sieur Prince d'Orange faite par contract ou bien de son ordonnance, ou de celle de son Conseil, pourveu qu'en vertu desdites ordonnances les payemens ayent été faits & continuez au moins cinq années avant ou après son deceds. Et pource qu'il y a des hypothèques speciales d'une mesme rente sur diverses terres & Seigneuries qui peuvent estre escheuës au partage de deux d'iceux, ou des trois ensemble, l'acquiescement d'icelles rentes, tant en principal qu'arrérages sera pris sur la terre du revenu de laquelle les arrérages ont été payez du passé : & si aucuns payemens n'en avoient été faits, ils seront tenus supporter ensemblement, & par égale portion ladite charge, & à la garantie l'un de l'autre pour ce regard, encore que les terres sujettes audités assignations ne fussent de mesme valeur.

Et quant aux creanciers ou autres qui peuvent pretendre droit sur les biens de ladite succession par actions personnelles, ou en vertu d'hypothèques generales qui n'ont aucune assignation speciale, ny paiement fait en la forme contenuë cy-dessus, encore que les trois freres y soient obligez chacun pour un tiers ; neantmoins lesdits Sieurs freres Princes d'Orange & Maurice consentent, pour gratifier & delcharger d'autant ledit Sieur Prince Henry frere, de le prendre à leur charge, & acquiter par moitié jusques à la somme de cent cinquante mille florins, si tant lesdites debtes & actions peuvent monter ; mais s'ils excèdent ladite somme, ce qui sera de plus sera supporté par eux trois ensemble chacun pour un tiers : N'entendent toutesfois lesdits trois freres s'obliger, par ce que dessus, au payement des debtes contractées pour le fait de la guerre ; mais supplient ensemblement Messieurs des États de les vouloir prendre à leur charge.

Les titres & enseignemens concernans les biens advenus au partage de chacun d'eux seront delivrez de bonne foy : Et quant aux titres communs, & qui peuvent servir à l'un & à l'autre, ils demeureront es mains dudit Sieur Prince d'Orange pour en faire la garde, & communiquer les originaux quand il en sera prié & requis, & de permettre qu'extraits soient faits pour s'en servir au besoin.

Pour le regard des Dames Princesses leurs sœurs, elles sont priées de se vouloir contenter ; à sçavoir, Madame la Princesse de Portugal de la rente de trois mille cinq cens florins rachetable au denier vingt, qu'il a pleu à Messieurs les États luy accorder, à la charge desdits Sieurs freres, & les Dames Princesses issues de Madame Charlotte de Bourbon, de la rente de six mille florins chacun an, aussi rachetable au denier vingt, que lesdits Sieurs États ont consenty leur donner pour mesme consideration, en y joignant les terres qui sont au Duché de Bourgogne, lesquelles on delaisse à icelles Dames sorties du Mariage de ladite Dame Charlotte de Bourbon ; Estimans lesdits Sieurs freres, qu'à cause des grandes charges, rentes, & debtes qui sont sur la succession, & leurs partages, les choses susdites devoient suffire pour les droits qu'elles y pourroient pretendre. Et à cette occasion s'il advient cy-après qu'elles poursuivent pour obtenir plus grand partage, les trois freres seront tenus de prendre la defence contre elles, & par ainsi l'évenement du procez demeurera en commun sur eux.

Promettent lesdits Sieurs freres sur leur foy & honneur

ANS
de J. C.
1609.

ANS
de J. C.

1609.

neur de garder & observer inviolablement le contenu au présent traité, sans jamais aller au contraire, & s'entremettre en quelque sorte que ce soit, au bien & partage l'un de l'autre, ny s'attribuer aucune autorité sur les droits & prééminences qui en dépendent : à l'effet dequoy, & pour l'accomplissement de tout ce que dessus, ils obligent respectivement tous & uns chacun leurs biens. Ainsi fait, conclu & arrêté, à la Haye les an & jour que dessus, & en présence des Seigneurs y mentionnez, fors ledit Sieur de Brederode qui n'y estoit présent; & ont ledits Sieurs freres, en témoin de vérité signé les présentes de leurs mains, ce qu'ont fait aussi ledits autres Seigneurs à leur requi-sition, & en outre ledits Sieurs freres y ont fait apposer le scel de leurs armes. Ainsi signé, P. Jeannin, Elie de la Place-Russy, Ri. Spencer, Rodolphe Uvinnod, Philippes G. de Nassau, Maurice de Nassau, Henri de Nassau, Guillaume Louis Comte de Nassau, & Jean van Oldenbarnevelt.

Nous Philippes Guillaume de Nassau Prince d'Orange, & Henry Comte de Nassau freres, reconnoissons de bonne foy Monsieur le Prince Maurice, nôtre frere, n'avoir consenty au partage fait ce même jour entre nous, des biens delaissez par feu Monsieur le Prince d'Orange nôtre pere, si non sous l'assurance qui luy a esté donnée, que moyennant ledit partage il sera gratifié par Messieurs les Estats de vingt-cinq mille livres de rente & revenu annuel pour luy, ses hoirs, & ayans cause, rachetable au denier vingt. Au moyen dequoy, consentons que ledit partage demeure nul, & comme non avenu, & que chacun de nous soit remis au même droit qu'il estoit avant iceluy partage, au cas que ledit Sieur Prince Maurice ne reçoive d'eux cette gratification & bien-fait, dans la fin du mois d'Octobre prochain; mais où il la recevroit en la forme susdite, ledit partage tiendra & sera effectué d'une part & d'autre sans jamais y contrevenir, & le présent esclartendu, rompu, & tenu pour nul. Fait à la Haye le vingt-septième jour de Juin 1609. Signé PHILIPES G. DE NASSAU, ET HENRY DE NASSAU.

X X X I X.

ANS
de J. C.

1609.

PROVINCES UNIES
ET
BRABANT(a) Vo-
yez ci-
dessus
pag. 46.

Déclaration & Certificat des Sieurs Jeannin & de Russy, sur l'Interprétation de (a) la Promesse par eux baillée aux députez des Archiducs en la ville d'Anvers, au sujet de la Religion dans les lieux du BRABANT tenus par les Etats des PROVINCES UNIES. Fait à la Haye, le 28. Juin. 1609. Negociations du Pré-sident Jeannin. Tom. IV. pag. 181.

Nous fousignez Ambassadeurs du Roy Tres-Chrétien, près de Messieurs les Estats, déclarons & certifions, que par la promesse donnée par nous leurs Alteſſes, au nom de nostre Roy, qu'il ne seroit rien innové de la part desdits Sieurs les Etats en la Religion Catholique, és Bourgs, Villages, & plat pais, qui dépendent des villes tenues par eux en Brabant, Nous n'avons entendu que Monsieur l'Evesque d'Anvers y puisse à cette occasion exercer aucune Jurisdiction, ny pretendre autorité au prejudice des Loix de leur Estat, & de l'Obeïſſance qui est due à leurs Magistrats, ny qu'il soit loisible non plus aux Curez & autres personnes Ecclesiastiques, d'user d'inquisition & recherche pour contraindre ceux qui résident esdits Villages de suivre ladite Religion Catholique, si bon ne leur semble. Fait à la Haye le vingt-huitième jour de Juin 1609. sous nos ſeings & ſcel de nos armes. Signé P. JEANNIN, ELIE DE LA PLACE-RUSSY: Et ſcellé des Cachets de leurs armes.

X L.

ANS
de J. C.

1609.

LE PAIS-
BAS ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

Déclaration faite par les Deputez des ARCHIDUCS & des Etats Généraux des PROVINCES UNIES, sur le Traité d'Anvers du 9. Avril 1609. Fait à la Haye le 7. Janvier 1610. Freder. Leonard. Tom. V.

ET d'autant qu'on trouva puis après és Articles précédens quelque difficulté & obscurité, les Députés des Archiducs & de Messieurs les Etats firent depuis la Declaration & l'augmentation suivante, dont lateeneur de mot à mot estoit comme s'ensuit.

Les Etats Généraux des Provinces-Unies du Pais-bas, à tous ceux qui ces Présentes verront, Salut. Sçavoir faisons, qu'ayant vû les Points & Articles qui ont été accordés le septième de ce mois de Janvier, ici à la Haye, entre les Députés des tres-illustres Archiducs d'Aultriche Albert & Isabella Clara Eugenia, & les nôtres, en vertu des Procurations données respectivement ausdits Députés touchant quelques difficultés & ambiguïtés procédées du Traité de Trêve arrêté le 9. Avril 1609. en la Ville d'Anvers entre ledits Archiducs & Nous d'une part, & proposés d'autre part par les Officiers & Sujets respectivement, & pris pour y penser, afin de bien considérer à l'accroissement & plus ample declaration des Points & Articles, desquels le contenu s'ensuit de mot à mot ci-après.

D'autant que du Traité de Trêve fait le 9. Avril en l'an 1609. en la Ville d'Anvers entre les Commis & Députés de Messieurs les Archiducs d'Aultriche, & ceux des Etats Généraux des Provinces-Unies du Pais-bas, quelques difficultés & ambiguïtés ont été proposées de part & d'autre par les Officiers & Sujets, & pris en consideration afin de penser de plus près à l'accroissement & plus ample declaration desdits Articles, il a enfin été trouvé bon d'aviser par les Députés de part & d'autre à ces difficultés, pour se pouvoir accorder là-dessus: Après que ledits Députés ont été plusieurs fois assemblés pour parler ensemble, suivant leurs Procurations & Commissions de part & d'autre, ils se sont enfin accordés sur les Points & Articles qui s'ensuivent ci-après. Et pour ce faire estoient assemblés le 7. de Janvier de l'an 1610. en la Haye en Hollande Baltazard de Robiano Tresorier General des Domaines & Finances desdits Seigneurs Archiducs, le Sieur Louis Verreyken, Chevalier, Sieur de Hamme, Conseiller du Conseil de Guerre, Audiancier & premier Secrétaire de leurs Alteſſes, & Jean Baptiste Maes, Conseiller & Avocat Fiscal du Conseil de Brabant, de la part de mesdits Seigneurs les Archiducs, le Sieur Henri de Brien Lancier, Seigneur en Sinderen, le Sieur Jean d'Oldenbarnevelt Chevalier, sieur de Tempel, Rodenrijs, &c. Avocat & Garde du grand Sceau, des Chartres & Registres de Hollande & Westfrie, le Sieur Jacques de Malderée, Chevalier Sieur de Heyes, &c. le premier & représentant les Nobles és Etats & au Conseil de la Comté de Zelande, le Sieur Justus de Ryſenbourg, Sieur de Ryſenbourg, premier Bourg-Maître de la Ville d'Utrecht, Tinco, de Oennama, Justicier de Schooterlant, le Sieur Ernest de Iterſum, Drossart de Tuven, & le Sieur Abel Corder de Helpen; Seigneur de Faën & Cantes, de la part de mesdits Seigneurs les Etats Généraux.

Premierement. Que les Habitans des Provinces-Unies du Pais-bas, venant és Pais & Provinces de l'Obeïſſance des Archiducs, auront & jouiront en se réglant suivant le susdit Traité, de la même liberté qu'ont les Sujets du Roi de la grande Bretagne; & à cette fin les Articles qui en disposent seront envoyés à tous Gouverneurs, Magistrats & Officiers és respectives Provinces par leurs Alteſſes, avec commandement de se regler selon iceux: & ledits Habitans & Sujets des Provinces-Unies du Pais-bas se pourront par tout

(sous

ANS fous l'obéissance de leurs Alteſſes ſervir de tel Avocat, Procureur, Notaire, ſolliciteur & exécuteur, que bon de J. C. leur ſemblera, qui auſſi en eſtant requis ſeront ordonnés à cela par les Juges ordinaires.

1610.

II. Que leurs Alteſſes pourvoient en premier lieu qu'on ordonne des lieux propres & honorables, pour y enterer les corps de ceux qui du côté de Meſſeigneurs les Etats viendront à mourir és lieux de l'obéissance de leurs Alteſſes.

III. Leſdits Seigneurs Archiducs & Etats ne pourront point recevoir hors de leurs limites de part ni d'autre des biens paſſans ni par eau ni par terre, entrans ou ſortans quelques autres charges.

IV. Les Sujets deſdits Seigneurs Archiducs & Etats jouiront reſpectivement & reciproquement, és Pais les uns des autres, de leurs anciennes franchises & droits de Gabelle, dont ils ont été jouiſſans paſſiblement devant la Guerre.

V. La fréquentation, converſation, & le Commerce entre les Sujets reſpectivement, ne pourra pas eſtre empêché; & tous les empêchemens, qui ont été faits, ſeront ôtés.

VI. Tous biens & droits, qui ſuivant le Traité ont été reſtitués ou doivent eſtre reſtitués aux vieux propriétaires, leurs heritiers, ou qui y ont quelque action, pourront eſtre vendus par les mêmes propriétaires, ſans qu'il ſoit beſoin d'obtenir pour cela quelque particulier conſentement, nonobſtant l'Article 13. du preſent Traité, où il eſt dit autrement, excepté la propriété des rentes, leſquelles ſeront reconnues par le Fiſc, au lieu des biens vendus, comme auſſi les rentes & actions eſtans à la charge du Fiſc reſpectivement.

VII. Tous les biens recelés, ou droits, meubles, immeubles, rentes, actions, dettes & autres choſes, leſquelles n'ont pas été faiſies par le Fiſc avec bonne connoiſſance devant le 9. d'Avril de l'an 1609. les propriétaires, leurs heritiers, ou ceux qui prétendent action, en pourront jouir avec tous les fruits, rentes, revenus & profits, librement & à leur diſpoſition; & les Recelleurs ne pourront ni eux ni leurs heritiers, eſtre moleſtés pour cette cauſe par les Fiſcs de part ou d'autre; mais les propriétaires, leurs heritiers, ou qui y prétendent action, auront touchant ce fait droit contre un chacun, comme ſi c'eſtoit leur propre bien.

VIII. Les arbres qui ont été coupés après le dernier de Janvier de l'an 1609. & qui au jour de l'arreſt dudit Traité ont été encore ſur le fond, auſſi ceux qui ont été vendus au même jour ſans eſtre coupés, ſeront octroyés aux propriétaires, nonobſtant la vente faite, & ſans qu'ils ſoient tenus de paier quelque choſe.

IX. Les fruits, loiaiges, fermes & revenus des Seigneurs, Terres, Dixmes, Pêcheries, Maisons, rentes & autres revenus des biens qui ſuivent le Traité, ont été reſtitués ou doivent eſtre reſtitués, échus après le 9. d'Avril 1609. ſeront octroyés pour toute l'année aux propriétaires, ou leurs heritiers, ou qui y prétendent quelque action.

X. On donnera des biens vendus des rentes déchargées ou du capital levé par les Fiſcs de part & d'autre, des Lettres aux propriétaires, leurs heritiers, ou qui y prétendent action, leſquelles leurs ſerviront comme de preuve déclaratoire en conformité du Traité, avec aſſignation du paiement annuel ſur un Receveur es Provinces où ils ont été vendus ou rachetés, qui y ſera dénommé après la première vente publiquement ou autrement, ſelon qu'il appartiendra, & les rentes de la première année qui en écherra & ſera païé le 9. d'Avril 1610.

XI. Les loiaiges faits des biens conſiſqués ou annotés (encore qu'ils aient eſté faits pour pluſieurs années) ſeront expirés avec l'an 1609. ſelon la coûtume des lieux où les biens ſont ſitués, & leſdits loiaiges échus après le 9. d'Avril (comme a eſté dit) ſeront païés aux propriétaires; mais à cette condition il eſt accordé,

Tom. III.

que ſi le jouiſſant deſdits biens a fait quelques dépens pour les faits de l'Aoult à venir, que leſdits dépens, ſelon la coûtume ou diſcretion de la Juſtice du lieu où leſdits biens ſont ſitués, ſeront païés par le propriétaire à celui qui en a eu l'uſufruit.

XII. Les ventes faites des biens conſiſqués ou annotés depuis l'arreſt du ſuſdit Traité ſeront tenues pour nulles, & ſemblablement celles qui ont eſté faites auparavant contre l'accord fait avec quelque Ville en Particulier.

XIII. On fera ſatisfaction aux propriétaires pour les biens employés aux fortifications, œuvres publiques ou Hôpitaux, ſuivant l'Article 19. du Traité.

XIV. Les Maisons des Particuliers, leſquelles ont été reſtituées ou doivent eſtre reſtituées ſuivant ledit Traité, ne pourront pas eſtre reciproquement chargées de garniſon ou autrement, plus que celles des autres Sujets qui ſont de même condition.

XV. Si on fait difficulté en quelque lieu de rendre les biens & droits qui doivent eſtre reſtitués, le Juge dudit lieu ſera que ladite reſtitution puiſſe incontinent eſtre eſſectuée, & ſe ſervira à cela du plus court chemin; ſans que ſous pretexte que la capitation n'a pas été païée ou autrement, contre le contenu du 13. Article du Traité, la reſtitution puiſſe eſtre diſſérée.

XVI. Es lieux où l'on trouvera que tous les biens de quelqu'un de l'un ou de l'autre côté, ont été conſiſqués ou annotés, en telle ſorte qu'il n'ait retenu aucun moyen pour pouvoir paier les rentes ou intereſts de ſes dettes faites durant la conſiſcation ou annotation, il ne ſera pas ſeulement libre de toutes charges & rentes ſuivant ledit Traité, mais auſſi de la charge generale & perſonnelle, des rentes & intereſts échus audit temps.

XVII. On entend que ſous les exheredations faites en haine de guerre, ſont auſſi comprises les exheredations faites à cauſe de quelque choſe procedante de la guerre, & qui en dépende.

XVIII. Nul ne pourra eſtre empêché d'un côté ou d'autre directement ou indirectement en changeant le lieu de ſa demeure, en païant les droits qu'il faut paier: & tous empêchemens depuis de Traité accordé, ſeront réellement & de fait ôtés.

XIX. On entend auſſi de comprendre ſous la reſtitution des biens & droits accordés par le Traité, les biens & droits ſitués és Comtés de Bourgogne & Charolois, & ce qui ſuivant le Traité n'a pas encore été reſtitué, ſera par tout de part & d'autre reſtitué ſidèlement & bien-tôt par les propriétaires, leurs heritiers, ou qui y prétendent action.

XX. Leſdits Seigneurs Archiducs & Etats promettent d'accomplir & de faire accomplir tous & un chacun des ſuſdits Points ſidèlement; à quoi ils s'obligent ſelon l'obligation contenue au principal Traité, & en telle ſorte comme ſi ces Points ici y étoient auſſi mentionnés.

XXI. Finalement a été accordé que tous & un chacun des Points & Articles du Traité ſuſdit du 9. Avril paſſé, deſquels on n'a point fait de changement exprés, ni de plus ample déclaration, demeureront pour un chacun en leur entier, ſans eſtre préjudiciés ou intereſſés; & ſans que ce qui a été en ce Traité de bouche ou par écrit propoſé ou allegué de part ou d'autre, puiſſe tendre ou eſtre aucunement interprété à l'avantage ou déſavantage de quelqu'un, & ce directement ou indirectement; mais tant leſdits Seigneurs Archiducs & les Etats Generaux & particuliers, qu'auſſi tous Princes, Comtes, Barons, Villes, Colleges, Seigneurs, Gentilshommes, Bourgeois & autres Habitans des reſpectives Provinces, de quelque qualité ou condition qu'ils ſoient, demeureront en leurs droits ſelon la teneur dudit Traité, & meſdits Seigneurs les Archiducs & les Etats agréeront en un mois prochainement venant ce Traité, & en livreront les uns aux autres leurs Lettres d'agrégation en dûe forme.

Ainſi accordé & arrêté en la Haye en Hollande le
H jour,

ANS jour, mois & an susdit, en témoignage de quoi la Pre-
sente a esté confirmée par la signature desdits Depu-
tés de part & d'autre, & estoit signée, B. de Robia-
no, Verryken, J. B. Mafius, Hen Van Brien, d'Alste ou l'Ainé, Jean de Oldenbarnevelt, J. de
1610. Malderée, Julius de Ryenbourg, T. V. Ocnama, Ernest de Ifferfum, A. B. Coender.

A Prés meure délibération nous avons accepté, ap-
prouvé, confirmé & ratifié, acceptons, approu-
vons, confirmons & ratifions par ces Presentes les
mêmes Points & Articles, promettant en bonne foi

de les observer & faire observer de point en point, ANS
comme si nous mêmes les avions traités & promis, de J. C.
sans jamais faire quelque chose au contraire, ou per-
mettre estre fait en quelque maniere que ce soit, di-
rectement ou indirectement: obligant pour cela tous
nos biens & de nos Successeurs. En témoignage de
quoi nous avons fait sceller la Presente de notre grand
Sceau, parapher & fait signer par notre Greffier en
notre Assemblée à la Haye le 29. Janvier 1610. Estoit
paragraphe J. Magnus, V. T. Et plus bas, Par Or-
donnance de melchits Seigneurs les Etats Generaux.
Signé, C. Aertsen.

X L I.

ANS *Traité & convention fait entre JEAN SI-*
de J. C. *GISMOND Eleveur de Brandebourg*
1610. *& PHILIPPE LOUIS & WOLF-*
GANG GUILLAUME Pere & Fils, Comtes Palatin du Rhin au sujet de
la succession de Clèves & de Juilliers, A
Hall en Suanbe, le 27. Janvier, 1610.
BRANDE- Aitzma Affaires d'Etat & de Guerre.
BOURG
ET
PALATIN.
Tom I. pag. 254.

ZU wissen das die Durchleuchtigste Deurluchtige,
Hochgeborne Fursten vnd Herren, Hern Jo-
han Sigismund Marg-Graef vnd Chur-Voritz zu
Brandenburg, vnd Herrn Philips Ludwig, auch
Hern Wolfgang Wilhelm, Vatter und Sone beyde
Palts-Grave bey Rhein, vnd Zwaar Palts-Graef Wolff-
gang Wilhelm als Gewalthaber S. Furstelijcke Gene-
de Fraumutter sich uber nechst stehenden Punkten
volgender massen, Welwissen vnd welbedacht verei-
nigt vnd verglichen haben.

I. Ansfänglich sollen die in Majo verschienenen
Jaers zu *Dortmunds* asgerichteten Reces vnd andere
sint hero daer auferfolgte vergleichungen vnd ascheyt
ausser deme darinnen lie durch diese Weittere Hand-
lung biemiet ferners erleutert worden uber al by wurden
vnd kraffen bleiben beyde theil denselven zu geloben
schuldich sijn.

II. Vnd da man wel solchem zue folge, beyder-
seits mit denen daerin aengedenteten Gutlichen Tra-
ctaten, wie auch, da die guet entlunde mit den selbst-
sten besagtem Compromis verfahren, vnd hier durch
den ob verstandenen *Dortmundschen* Reces gern emgun-
gen gethanhet nachdem es aber vor dismahl, aller-
handt vrsachen vnd verhinderung halber, nicht ge-
schehen konte, So ist abgereeet vnd verglichen, das
nach hochernantes Pfaltz-Graven Wolfgang Wilhel-
mus gluckliches hierankunft, nach *Dusseldorff*, die
eroffnung der Archiven der gestalt anghenel das soo
wol Marg-Graef Ernst F. Genade als auch iets Hoch-
ghedachter Pfaltz-Grave ein jeder Zween aus deren
Rhaten vnd einen *Secretarium* vnd *Notarium* hier zu
verordnen, dieselve sollen den bisz dasero gewesen
registratorn zu sich siehen jhn außs neuwe in plicht vnd
in specie zu diesen *Althum revisionis Archivorum* neh-
men. Doch sol erkeyn Direction des werks haben,
noch auch die *Althaheraus* langen, oder etwas daerin-
nen machen, sondern allein seynen bericht vnd anzeigh
so oft dieselve von jhne begehrt wird, thun, da
bey jhme dan ausdrücklich vermeldet worden sol, das
oblich jetzo oder jns kunftich einiger mangel oder de-
fect aenden asten vinden salte er inder zejt rehdte vnd
Antwort hier vor zu geben solle schuldich sijn, vnd
keines wegen dessen erlassen worden mugen, beyde
theyle sollen auch daer nebens daer an sein, das das
so hinweg, hinwieder zur hant gebracht werden moge,
die AGen an sich betrefent, sollen dieselbe alle vnd
jede eischen, diejenige aber alleyn welche den suc-
cessions werck oder aber den Churfurstelijcke Pfalts-Grav-
ischen lehenlucken anghedorig Seraus genommen, vnd

Traduction de ce Traité.

L Es Serenissimes Princes & Seigneurs le Seigr. Jean
Sigismund Margrave & Eleveur de Brandebourg,
d'un côté, & les Seigneurs Philippe Louis &
Wolfgang Guillaume Pere & Fils, tous deux Comtes
Palatins du Rhin, & le dernier au nom de sa tres ho-
norée Dame & Mere de l'autre côté, se sont accordés
après une meure deliberation sur les points suivants.

I. Tous les recés faits au mois de Mai de l'année
passée à *Dortmond*, & les autres conventions suivies
par après demeweront en leur entier, même dans les
points, qui ne se trouvent pas déduits ou éclaircis d'a-
vantage dans le present traité, & l'on s'y tiendra tou-
jours de la part de ces Serenissimes Pretendans.

II. Encore qu'on auroit souhaité de satisfaire aux diis
recés en ce qui y est convenu, de la voye amiable ou
du compromis pour decider la cause principale de la suc-
cession, si est-ce pourtant, que des raisons & des em-
pêchemens y sorvenus ne l'ont pas soufert pour le present,
on a concerté & réglé, comme quoy à l'arrivée du Se-
renissime Prince Wolfgang Guillaume Comte Palatin du
Rhin à *Dusseldorp* on commencera incessamment l'ouver-
ture des Archives, & qu'il y aura deux des Conseillers
de chacun de ces Serenissimes Pretendans avec un Se-
cretaire & un Notaire pour chaque partie, & que ceux-
cy prendront derechef au service & au serment le re-
gistrateur, qui y étoit jusqu'à present, particulièrement
pour cét acte de revision, en sorte pourtant, qu'il n'ait
aucune direction, ni qu'il touche les papiers, mais
qu'il en réponde seulement, & donne des éclaircis-
sement, quand il sera requis & demandé, & on luy
declarrera d'abord expressement, qu'il aura à répondre
de tout le defaut, qui se trouvera presentement, ou à
l'avenir dans ces papiers & instrumens & qu'il n'en
sera jamais dispense, ou les parties contribueront aussi
pour ravoir les Actes, qui y manquoient. Et quant
aux actes mêmes, ils les demanderont tous, mais n'en
prendront que ceux, qui concernent cette succession & les
siefs des Comtes Palatins du Rhin, pour faire copier
ceux-cy & les autoriser par le dit Notaire, & en pou-
voir donner copie à chacun de leurs Serenissimes Prin-
cipaux, après quoy ils remettront tels actes dans les ar-
chives, comme tous les autres, & tacheront pourtant
d'en faire l'inventaire entier, si tôt que le tems le leur
permettra. Et comme il est à craindre, que par ceste
occasion on pourroit decouvrir quelque secret du pays an-
pre-

ANS
de J. C.
1610.
BRANDE-
BOURG.
ET
PALATIN.

ANS vnd den beyden residierenden Fursten abschriften hier
de J. C. ongefertiget vndt durch oben gedachten *Notarium* vi-
dimirt worden, hernacher aber sollen diese *Originalia*
I610. hinwieder in die *Archiva* reponiert vnd andere *Acta*
aber anfangs soo fort dærin gelassen, vnd Danebens,
mit gantzlicher inventarisation aller Acten zur gelegener
zeyt, doch ehist als muglich, verfahren worden, vnd
wenis befragen wirt das dem *Vero Successori* (weres dan
auchkunflich zu sein bevonden wirt) etwa zu nachteil
vnd præjuditz die *secreta* des Landes mochte offenbaret
worden, sollen dieselve rahte vnd diener sonderbare
pflichtleiften niemanten hie von etwas aufler den beyden
Fursten, vndt dero Hern principalen vndt wen sie es
je weiter zu entdecken befehlen werden zu offnbaren,
vnd wan man nun mit erfchung der Archiven hindurch
ist, sollen ihre beyderleyts Chur vnd Furstliche Gnade
zu dem inder *Dortmundischen Reces* bedachten auftragh
schritten, Ihre Chur vnd Furstleycke Gnade benehmen
auch in solchen fal *conjunctim* vndt zu sammen die
Durchleuchtige Hochgebohrten Fursten vnd Hern *Jo-
han Frederichen* Hertogen zu Wirttemberg, Hern
Georg Friederichen Marck-Graven zu Badem &c. Hern
Adolffen Hertogen zu Holsteyn &c. Hier mit vndt in
kraft dieses zu compromissarien vnd Scheys-Richteren,
wollen anch die anwesende Fursten itzo so baldt folch
Compromis auff undt uber sich zu nehmen freuntlich
ersuchen vnd erbitten lassen, Hertzogh *Johan Adolff*
zu Holstein aber fol durch eingefampt schreiben derhal-
ven ersucht werden.

Es sol auch mit den *Compromis* deraenfang innerhalb
dreyer monaten, den negsten von zeyt empfangener
vidimirten Copeyen der uhrkunden aen zu rechnen
vnd ublich nach ahnweyung *Dortmundischen Reces* hiemit
verfahren werden: oder da es auch ihren Chur vnd
Furstliche Gnade geliebt, sollen als dan noch ein ver-
such durch eben diese in *Ovenum* benante Scheits-Rech-
ter, ob ein guten aufganck inder sachen zu bekommen,
gethaen werden.

III. Al die weil aberbifz dafer, wanfaltige meynun-
ge im Rath vohr gefallen, ubereme wobey es pleiben
vndt werde sluch machen, allerhande Controvers vorge-
lauffen, daer uberviel Stadliche *occasions* pflegen ver-
saubmt zu werden, so ist es *in fauorem* also zu halten,
das wan die beyde residierende Fursten Marg-Græf *Ernst*
zu Brandenburg &c. vndt Hertzogh *Wilhelm Wolff-
gangh* *Wilhelm Pfalts-Græf* uber dem, so in consul-
tation etwas wehre was es wolle (jedoch ausgellossen was
in Furst Christians zu Anholt F. G. von Ihro Chur
vndt F. G. habenden Generalat befallungh versehen
vndt abgehandelt sich nicht vereinigen kouten, das als
dan den anwesentlichen Coniglichen, auch Chur vndt
F. Gefanten die beyde vnterschiedliche meynungen
mit den *rationibus*, jedoch vnvermelt welcher meinun-
ge eyner oder der ander von den Fursten zugethan umb-
dero femblichen bedencken furterlich angeprecht
gleichwol in sachen die Landtschaft vndt Landt Standt
vormemlich vndt eygentlich betreffendt auch dieselbe
oder deren etliche vmb ihr guet achten daneben gehohrt,
vndt da dar auff die Fursten sich als balden vor sich selb-
sten einhelllich nicht vergleichen, als dan entlich des
jenigen Fursten meynung, met welcher der obgedachter
Gefanten guthachten sich conformirt vorgehen censluch
vndt ausflagh machen vndt dar auff die volziehung vnd
execution in beyder Furste namen ohn alles cunctiren
forth vndt zu werck gestelt worden sol, doch alles mit
dem anhang das obgesetzte verglichung in diesen
punkten nur soo lange, als die vorhabende Kriegs expen-
dition wehret, in ubnug bleiben sol.

IV. Des Landttaghs halben da druten in den Lande
ist vnr guth angesehen, yber wogen daz derselbe bereyts
aus geschriben, solcher noch bis auf den 20. Aprilis al-
ten Calenders zu verschieben.

V. Mit den *anaccommodierten* Rathen, Amptleuten,
oder anderen vorbedachten personen in richtigen sachen
in gegenward, da druten residierende Fursten ent-
weder die gelegentheyt der Lande von Jhenen zu er-
kundigen vndt die zu einen besseren zu desponieren
eynem

prejudice du seul & légitime successeur, qui que ce puisse
être, lesdits conseillers & serviteurs prêteront un serment
particulier de n'en parler à personne, hormis à leurs Se-
renissimes Principaux ou sur leurs ordres exprés. Et après
avoir ainsi visité les archives on procedera au compromis
de la maniere, qu'il est porté dans le recés fait à Dort-
mond, & leurs alteffes Eleitorales & Serenissime nom-
ment pour ceste fin conjointement les Serenissimes Princes
& Seigneurs Jean Frederic Duc de Wirttemberg, George
Frederic Margrave de Bade & Adolphe Duc de
Holstein &c. pour leurs arbitres, & en requerront d'a-
bord ceux de ces Princes, qui sont presens, de vouloir
bien se charger de ce Compromis, & écriront ensemble
& prieront par lettre comme le Seigneur Duc Jean
Adolphe de Holstein de cette même faveur.

L'on commencera ce Compromis au terme de trois
mois à compter du jour de la reception des sudites copies
auteniques des Archives, & on y procedera en tout con-
formement au Recés de Dortmund, ou bien que les Se-
renissimes arbitres, qui y sont eventuellement nommés, ten-
teront encore une fois la voye de l'accommodement à l'a-
miable, en cas que les deux parties le souhaitent, ou en
esperent un bon succès.

III. Et puisque par les opinions differentes du Conseil
on a été plusieurs fois obligé de demeurer là & sans con-
clusion, & de négliger ainsi plusieurs bonnes occasions,
& de laisser indecises les controverses, on est convenu,
qu'à l'avenir, quand les deux Princes Regens les Sei-
gneurs Ernest Margrave de Brandebourg, & Guillaw-
Wolfgang Comte Palatin du Rhin seront d'un avis oppo-
sé on differera en quelque matiere que ce soit, hormis en ce
qui touche les appointemens accordés par leurs Alteffes
au Prince Christian d'Anhalt: on communiquera d'a-
bord les avis de l'un & de l'autre Prince regent sans
pourtant les nommer distinctement, avec leurs raisons,
aux Ministres Royaux, Eleitoraux, & d'autres Prin-
ces, qui seront presens, pour en avoir leurs sentimens,
& dans les affaires qui concernent principalement les
Etais du Pays, on y écoutera de plus les avis de ceux-cy
ou de quelques uns d'iceux, & si là dessus les Princes
Regens ne se conforment pas à l'instans, qu'on preferera
le sentiment de celui d'eux, qui seroit appuyé des opi-
nions des dits Ministres étrangers, & qu'on en fera
la conclusion & l'arrêt, qui sera executé, sans aucun
delay, mais le tout à condition, que les procédures da
cette maniere dureront seulement tant que les expéditions
Militaires.

IV. Pour ce qui est de la Diète Provinciale on a
trouvé à propos, d'en differer l'ouverture jusqu'au 20.
d'Avril ancien stile.

V. Chacun des deux Serenissimes Regens pourra
librement communiquer avec des Conseillers, Officiers &
autres personnes qui ne se sont pas encore accommodés, soit
pour apprendre d'eux la situation des pays, ou pour les
disposer à un accommodement. Il pourra de plus donner

ANSD
de J. C.
1610. enyem jedein nach gelegenheyt frey seyn doch seynt keynemt heel die absonderliche audientzen verbotten mit der condition das keyner in præjudicium des andern etwas mit ihnen handeln oder furnemen sollen.

VI. Daneben ist auch dis in guter obacht zu halten das diejenigen so von anfangs den beyden Fursten wolzugestah gewesen, oder sich noch accommodieren wurden, oder sich sunstent nut befurderung des gemeynen Wolfarths verdienet gemach vndt wol affectioneret erwiese auch vor anderen qualificieert, auch dahingegen mehr favorisirt vndt zu Amptern, digniteten vndt wurden vor anderen mochte befurdert worden Sintemahls sonsten heimliche *alterationes*, *kleinmugheyds*, auch zu lest gantzliche *Factiones* erlaght vndt verusachet, andere widerigen auch in ihren vorhaben nur steijf vndt mehr halsstarrich gemacht.

VII. Was sonsten noch die *unaccommodirte* Landt-
Standen ahnbelanght, sol mit allem fleisch sie zu gewinnen, vnd zu schuldigen gehooramb zu bewegen versucht uf behatliche verwygerung aber andere mittel nach aufweyfung der Landen Rechten vnd Privilegien auch mit Rath vnd gutachten der gehorsamen Standen gegen ihnen vorgenommen werden, so viel aber die Rathe diener vndt Ambtleuth belanget, sollen dieselbe deren herkommen vndt billigheyt gemeenlich, in *aids* pflicht genommen, deswegen auch ehilt erfordert, vndt mit ihnen dar uber Tractation gesolgen. Diejenige aber so die pflicht verweigeren mith rath eines aufschloß vnder gehorsamen Stenden, der alsbaldt nach Pfaltz-Graef *Wolfgang Wilhelm* hin abkunft beschriben werden sol (dessen sich die beyde residierende Fursten mit ein ander zu vergleichen) von den Amptern *abgeschafft*, vnd andere wol affectionirte gegen Leystung gebührender pflicht, aen ihre Stette getelt: gegen denjenigen aber so wider die Fursten vn Ziemliche practiquen mith anderen furnemen oder sich sunstent ongehorsamb erzeigen, uf vorhergehende genuchsame inquisition, vndt mit des auffschloß Raeth die gebuer vorgenommen werden.

VIII. Hie uber ist weiter verglichen dasz sich weder mit der Keyserliche Majesteyt Ertz-Hertzogen *Leopoldo* vndt desselben Leuten oder anderen pretendenten oder auch sonsten jemanden werden auch wehre in keine Tractaten ohn vorbewillt des Königs zu Franckreich vndt Navarre &c. also auch der Hultsfeytenden Chur und Fursten (so lang die hultsfeyt wehren wirt) einlassen sol, doch den Fürstlichen Swestern vndt dero erben sich selbstent vnter ein ander zu vergleichen hiemit vnbenommen.

IX. Demnach auch wegen Marg-Graef *Ernst* zu Brandenburg volmacht, anregung geschehen damit derhalben kunftlich keine verlengerung zu besorgen, so wirt es dahingestellt, das alles das yenige was bihero so wol Zwischen den beyden Herrn principalen Chur-Brandenburgh vndt Pfaltz-Neuwburgh als dero gewalthabere den Herrn residierende Fursten uf der Herrn principale erfolgte Ratification verglichen, verabscheidet, also in kresten bleiben vndt da hero Hohermelter Herr Marg-Graef hiemit gewalt haben sol alle dasjenigen in Regierings vndt anderen gemeinen sachen verhandlen zu helffen als wan dar uber ein sonderbere volmacht van Chur-Brandenburgh uber geben worden wehre, in sachen aber das haupt werck der *Succession* selbstent betreffent, oder die sunstent hochster wichtigheyt seyn, vnd gleichwol kein verzug wol leyden muegen, sol gebührende relation ahn die principalen beschehen oder je nit anders dan uf derselven Ratification gellossen werden.

X. Da auch zweiffel vohrsiel ob verzug Stadt oder nicht haben moghte oder ob die sache auch soo wichtig das sie *necessario* muste aen die Principalen gebracht werden, auff solchem fal sol es beyder verlehungh verbleyben, in massen oben bey dem dritten puncten verabscheydet werden.

XI. Dem nach auch ex parte Pfaltz furenie Nothtrufft cracht worden die Lehen so wol bey der Keyf. Majesteyt als auch by Ertz-Hertzogen *Alberto* zue
Osten-

des audienzen particulieres, à condition portant, que rien ne s'y traite au préjudice de l'autre Prince Regent.

ANSD
de J. C.
1610.

VI. On aura bonnement soin de gratifier de charges & de dignités ceux, qui ont toujours été attachés aux intérêts de ces Serenissimes regens, ou qui le seront à l'avenir, ou qui l'auroient mérité par de bons services pour le bien commun, en cas qu'ils y soient qualifiés, à fin qu'on ne leur donne pas sujet à aucune alteration puillanimité ou complot, & que les autres ne soient pas favorisés dans leur opiniâtreté.

VII. Quant à ceux des Etats du Pays, qui ne se sont pas encore accommodés avec les Serenissimes regens, on tâchera en toute maniere de les gagner, & de les persuader à se soumettre, & en cas de refus on procedera contre eux selon les Loix & Privileges du Pays, & de concert avec ceux des Etats, qui se sont soumis. Mais pour ce qui est des Officiers & des Serviteurs du Conseil, on les prendra au serment, conformément au stile & à l'équité, & ils en seront requis à la première, à fin qu'ils en puissent dument convenir. Tous ceux, qui ne s'y accommoderont pas, seront privés de leurs charges par les Etats obéissans, qui seront expressement députés pour cela par leurs Altesse, si tôt que le Serenissime Comte Palatin *Wolfgang Guillaume* sera arrivé, & qui y mettra d'autres dans les charges moyennant le serment de fidélité, comme de coutume; mais ceux, qui auroient tramé quelque chose contre les Serenissimes regens, ou les auroient desobligé par leur desobéissance, en seront châtiés par les mêmes députés & selon l'exigence du crime.

VIII. L'on est convenu de plus, qu'on ne traitera ni avec sa Majesté Imperiale, ou l'Archiduc *Leopold*, ou leurs Ministres, ni avec aucun autre Pretendant, sans en donner connoissance au Roy de France & de Navarre, & aux Electeurs & Princes, qui nous assistent, & tant qu'ils nous assisteront, les Serenissimes seurs auront pourtant la liberté toujours de s'y accommoder entre elles.

IX. Et comme on a mis en question le plein-pouvoir pour le Serenissime Margrave *Ernest* de Brandebourg, on est convenu pour éviter les longueurs, que tout ce qui a été traité jusqu'à présent entre les Serenissimes Principaux mêmes ou entre les Serenissimes Regens avec Ratification de leurs Principaux, demeurera également dans sa vigueur, & que par ce traité le dit Serenissime Margrave aura pouvoir de traiter à l'avenir de tout ce qui concerne cette Régence & cause commune, tout de même, comme s'il en avoit une commission particulière de son Altesse Electorale de Brandebourg, mais pour les affaires, qui concernent la cause principale de la succession, ou qui seroient autrement de grande importance, on en fera rapport aux Serenissimes Principaux, ou si elles ne souffrent aucun delay, on n'y conclura que jusqu'à leur Ratification.

X. En cas de doute, si l'affaire souffre ou delay ou non, on bien si elle est de telle importance, que le rapport en soit nécessaire, on se tiendra au réglemen fait dans l'article troisième.

XI. Comme en a proposé de la part du Serenissime Comte Palatin du Rhin, qu'on devoit en tems demander investiture des fiefs tant à sa Majesté Imperiale, qu'à L'Archiduc *Albert* d'Autriche & autres Seigneurs Directs,

ANS Ofterreich vndt anderen *Intra debitum tempus* zu fu-
de J. C. chen also hat man sich verglichen das bey dñr hogst-
Ernantes Erzhertzen F. Ehlt wegen der herlick-
r1610 heyten *Reussstein*, *Wynndal*, vndt *Breschessant*, wie-
der au zu mahnen mit ersten gewisse verfohlen ein
oder meer sonderbare gewalt zuertigen, was aber die
Reich-Leen aenbelangt haben sich ihre Churf: Genade
da hin-erklert das sie die weitere ansuchung bey
Keyserliche Majesteyt dero theyls noch zur zeit vor vn-
notig achten, dabey sie doch des Pfaltz Graven Furst-
felicke Genade nicht maase oder ordnungh gegeben,
fondem deroselben was sie disals thun oder lassen
werde frey gestelt haben wollen, was andere *Leben* be-
langt, sol denselben drunten mit allem fleisch nach
getracht die gebuhr ehlt vndt vor verlauffungh der
zeyt dar auf verordnet, undt woe die *belemung* oder
aber ein indult nicht zu erhalten sich durch sonderbare
protection verwaret werden.

XII. Nach dem auch ihre Churf: Genade sich des
tituls vndt schilts vndt helms der Hertzogen zu *Gulich*
gebrauchen, welches von jhre des Pfaltzgraven Furst-
lichen Genade contradiciert worden, haben ihre Churf:
Genade sich erklert daz folches weder ihre Furstliche
Genade den Herrn Pfalts-Graven noch fensten yem-
ants anders *in petitorio* oder auch *possessorio* nachteyllich
sein solte war bey jhre F. Genade mit fur behalt vor
sich vndt die ihrigen dergleiche nauch (jedoch ohn al-
les Prejuditz jhr Churf: Genade vndt deren nach-
kommen) zuthun, dofern es jhren E. Genade vndt
deren nach kommen oder den jhrigen geliebte bewen-
den lassen.

XIII. Vndt lestlichen die von *Chur-Pfalts* ange-
sprochene *Lebensluck* belangt, lassen es jhre Chur
vndt F. F. G. G. bey der den 22. January jungen
tenden Chur-Pfaltzischen Rathen vndt abgeordneten
gegebenert Christelicker Resolution allerdings be-
wenden.

XIV. Alles getrewlich urkundlich haben ob Hogft
vndt Hoch-gedachte ihr aller seyt Chur vndt F. F. G. G.
diesen Reces vndt dem Ch. vndt F. secreten auch vnder-
schrit ubel al volnzoogen, vndt sich da durch zu vester
holtz vndt erfolgung allen dessen so hier in begriffen
stehet bey Furstlichen wurden vndt wroten verbunden
gemacht. Geschehen zu Hall in Swaben am 17 January
1610.

Directs, on est convenu, qu'on enverra aux premiers
jours un ou plusieurs députés avec instruction d'aller de-
mander à sa dite Altesse l'Archiduc Albert l'Investi-
ture pour les Seigneuries de Ravenstein, Winndal, &
de Breschessant. Mais pour ce qui est des siefs de
l'Empire, S. A. E. de Brandebourg s'est déclarée,
qu'elle ne croit pas encore nécessaire d'en demander l'in-
vestiture à Sa Maj. Imperiale, toutefois qu'elle ne pré-
tend pas empêcher le Serenissime Comte Palatin de faire
à cet égard tout ce que bon luy semblera: & quant aux
autres siefs, qu'on en aura soin sur les lieux ou dans les
pays en question, qu'on y demandera l'investiture ou
l'indulte dans le terme, & si on ne les obtient pas, qu'on
y fera des protestes pour éviter la confiscation.

XII. Puisque S. A. E. de Brandebourg se servoit
du titre & des armes de Duc de Juliers, & que le
Serenissime Comte Palatin s'y opposoit, sadite Altesse
Electoral a déclaré de le faire sans qu'elle prétende par
là porter prejudice aucun ni à S. A. Le Serenissime Com-
te Palatin, ni à aucune autre personne soit pour le pe-
titoire ou le possessorie: & le Serenissime Comte Palatin
du Rhin s'est réservé là dessus le même droit, de se ser-
vir de ce même titre & armes, quand luy ou ses Suc-
cesseurs le voudront, sans prétendre faire prejudice à
Son Altesse Electoral, & à ses Successeurs.

XIII. Finalement touchant les siefs, que l'Electeur
Palatin a demandés, leurs Alteses Electoral & Se-
renissime s'en remettent & se tiennent à la resolution,
qu'elles en donneront le 22. de ce même mois de Janvier
au Conseiller député de sadite altesse Electoral Palatine.

XIV. Leurs alteses Electoral & Serenissime ont pro-
mis de faire accomplir tout cecy, fidèlement & sans su-
percherie, & en foi de quoi elles ont signé ce Recés & y
fait apposer leurs sceaux. Donné à Hall en Suabe le 27
Janvier L'an 1610.

X L I I.

ANS de J. C. 1610. ALL-
MAGNE ET LA
SUCCESSION DE
DE CLE-
VES ET DE
JULLIERS.
Déclaration des Princes Unis D'ALLE-
MAGNE, sur le sujet de Clèves &
Julliers, & Pobligation qu'ils ont au Roi
de France, de proteger cette affaire con-
tre la Maison D'AUTRICHE. Don-
né à Hal en Suabe le 30. Janvier 1610.
Freder. Leonard. Tom. III. pag. 1.

SUR ce que Monsieur l'Ambassadeur du Tres-
Chrestien & Tres-Puissant Roi de France & de
Navarre, par le commandement de son Maistre,
a dernièrement exposé en l'Assemblée des Electeurs,
Princes & Ordres Unis. Eux avant toutes choses de-
sirent que Sa Majesté Royale croye que telle Legation
si honorable & splendide leur a esté extrêmement agrea-
ble. Il est tout notoire avec combien de soin, de sol-
licitude un si bon Roi est affectonné envers les Prin-
ces & Ordres Unis, & comme il desire conserver le
repos acquis à la Chrestienté, & la dignité & la liberté
entiere à la Germanie. Que si les Etrangers entre-
prenoient moins en l'Empire, & que sous pretexte de
justices hommes malins & corrompus n'en abusoient
point pour l'ambition & la cupidité des autres, la Ger-
manie jouiroit d'une heureuse & perpetuelle paix.
L'honneur & la splendeur demeurerait aussi aux Fa-
milles des Princes, lesquelles pour la plupart sont des-

cendus des Rois de France & d'Allemagne, & toute
crainte d'Armes cesseroit, lesquelles quelques-uns
prennent plutôt pour établir leur Puissance particu-
liere & procurer l'avancement des Etrangers, qu'il soit
nécessaire de ceux-là, non seulement le Roi tres-pru-
dent par sa sagesse incomparable, découvre leurs con-
seils & mouvemens, qui regardent un grand change-
ment des choses; mais aussi pour empêcher tout trou-
ble en la Religion Chrétienne, & principalement en
la Germanie, offre son soin, ses conseils, ses moies
& son aide, pour lesquels tant de bienfaits, lesdits
Princes Unis ne savent quelles graces rendre à Sa Maj.
Car Combien que par la singuliere vertu (de la quelle il
ne doit rien aux anciens Heros) & poussé par l'exemple
de ses Ancêtres, il s'offre pour defendeur de la liberté
de la Germanie, & ensemble veille se ressouvenir des
bons offices receus des Princes Unis aux tems necessi-
teux de la France, & maintenant l'occasion se presen-
tant, s'offre si liberalement lui-même & ce qui dé-
pend de lui. Ainsi la grace engendre la grace, & cette
obligation de ceux qui ont bien mérité est si belle
qu'elle ne peut jamais estre effacée par aucune prescrip-
tion de tems. C'est pourquoi lesdits Princes se sentent
obligés à Sa Majesté Royale, & attachés par ce lien de
gratitude & de souvenance, & estiment cela vraie-
ment Roial, non seulement de rendre bienfaits pour
bienfaits, mais aussi en les combant de vaincre tout
le monde. Or en cete affaire le Roi à tres-bien jugé
que pendant que ceux qui aboient après sigraisse proie,

ANS s'efforcent de renverser aux legitimes Successeurs la
de J. C. possession des Provinces de Julliers, il faut craindre
1610. les embralemens d'une Guerre, & se montre tres-ama-
teur de la Justice, en ce qu'il a fait sçavoir à tous les

Princes de l'Europe, & assure encore maintenant vou-
loir empêcher en une cause legitime toute injure &
force estre faite à des Princes qui sans aucune violence,
au contraire avec l'approbation & consentement quasi
de tous les Ordres & Sujets, ont esté receus dans les-
dites Provinces, & qu'ils ne soient chassés indigne-
ment des Sieges de leurs Ancestres. Magnanimité &
vertu certes tres-digne d'un si grand Roi, laquelle
lesdits Princes Unis reconnoissent & loient extreme-
ment, & reçoivent les secours si splendidement of-
ferts, & sous la parole Royale prest pour tous even-
emens, se confians que Dieu n'abandonnera point en
une cause si juste les droites intentions de Sa Majesté
Royale & ses entreprises tres-fortes, & les vœux des
Princes Alliez; Qu'ils ont toujours désiré une hon-
nête & assurée Paix, & que les debats fussent ter-
minés par un Jugement legitime non corrompu ou que
l'on les pût évincer; que tous ceux qui pretendent
quelque action ou droit, s'arrestent au Jugement qui
en sera donné comme ils sont encores prests aujour-
d'hui; que le tres-illustre Prince Maurice Landgrave
de Hesse, par le moien de la Transaction, s'est effor-
cé de détourner les mouvemens des Armes civiles en-
tre les Princes de l'Empire; que les Princes Unis par
une honorable Legation, ont intercedé à l'Empereur;
que laissant là la haine & le desir de vengeance en une
cause de toutes la plus importante, ayant appellé les
Officiers de l'Empire, on accordât les Parties ense-
mble par une amiable composition, ou par une Sentence
definitive à l'exemple de ses Ancestres mist fin à cete
affaire, toutes lesquelles choses sans doute le tres-illustre
Prince Christian d'Anhalt a soigneusement rapportées
à Sa Majesté Royale, ensemble lui aura montré com-
bien il importe aux Princes Unis & même au Roiaume
de France, que par les machinations cauteleuses de
certains Etrangers (qui pour parvenir à la Monarchie
du monde, ont accoutumé de ne rien laisser à tenter)
l'ingenuë candeur & sincere foi & integrité des Alle-
mans succombe, le Roi tres-vigilant a bien reconnu
ces choses comme il paroît, & ne l'a pas voulu celer
aux Princes ses Alliez ni à leur Ambassadeur, Mon-
sieur le Prince d'Anhalt; quant à ce qu'il a promis à Sa
Majesté, ils le lui reconfirment maintenant par Mon-
sieur son Ambassadeur, assurons qu'étans joints en-
semble avec ses forces Royales d'estre prests pour secourir
les Princes heritiers contre toute force injuste, prin-
cipalement pourveu que ledit Roi puisse défendre de
toute forte d'aide, les Princes heritiers & leurs Alliez
contre tous efforts Ennemis, & qu'il aura promis de
les assister & de son Conseil & de ses moiens. Quant
à la forme que l'on doit tenir pour commencer & faire
toutes choses nécessaires pour un si grand œuvre, l'on
en pourra traiter plus particulierement avec M. l'Amba-
sadeur, s'acheminant toujours au but des intentions
Royales, & est raisonnable de le faire sans plus grand
retardement; & cependant il semble à propos d'aver-
tir Sa Majesté au plutôt par Lettres de toutes ces cho-
ses, encore que l'on ne doute point de la tres-grande
volonté de Sa Majesté en leur endroit, mais seulement
afin qu'Elle sçache que les Princes Unis feront en leur
lieu ce qu'ils ne lui ont pas fait sçavoir jusques à cete
heure, & qu'ils lui confirment maintenant sincere-
ment, & ne laisseront passer aucune occasion pour té-
moigner leur foi & perpetuelle devotion & obervance
envers Sa Majesté, comme ils ont toujours fait. Au
reste ledit Sieur Ambassadeur s'est si dignement acquité
de la Charge qui lui a esté imposée, & y a fait paroître
tant de soin, de diligence & de prudence, que le ju-
gement du Roi paroît par cete élection, & sa pre-
sence est tres-agreeable ausdits Princes & Ordres assem-
blez; car ils se persuadent & l'éprouvent déjà, que le-
dit Sieur Ambassadeur emploiera toute son industrie
pour faire que Sa Majesté Royale remporte une im-

mortelle gloire de la defense de la liberté & tranquillité
de la Germanie, & principalement de la cause des
Princes heritiers & de la Justice qui defend faire vio-
lence à celui qui est prest d'acquiescer à un legitime
Jugement & non corrompu. Donné à Hal en Suabe
le 30. Janvier 1610.

X L I I I.

Traité de Confederation & Alliance, entre
HENRI IV. Roi de France & les Ele-
cteurs PALATIN & de BRANDE-
BOURG, & autres Princes & Etats
de L'EMPIRE, pour conserver les Du-
chez de Julliers, Cleves & Berg, le Com-
té de la Marck, & autres Seigneuries,
aux plus proches heritiers. A Hall en Su-
abe le 11. Février 1610. Ratifié par le
Roi à Paris le 23. desdits mois & an. Ait-
zema. Affaires d'Etat & de Guerre Tom.
I. pag. 25. de l'Edition in folio. & Fre-
der. Leonard Tom. III. pag. 3.

HENRI par la grace de Dieu, Roi de France &
de Navarre: A tous ceux qui ces Presentes
Lettres verront, Salut. Comme ainsi soit que
nostre amé & feal Conseiller en nostre Conseil d'Etat,
le Sieur de Boissise, n'aguer par nous envoyé en Al-
lemagne, pour comparoître en nostre nom en l'As-
semblée de Hall en Sueve, faite par les Electeurs &
Princes du Saint Empire, nos tres-chers Cousins, &
les Etats d'icelui unis au Traité commencé & accordé
avec eux, dont la teneur ensuit.

Aujourd'hui 11. jour du mois de Fevrier 1610. en
l'Assemblée où estoient Messieurs Jean Comte Pa-
latin du Rhin, Duc de Baviere, au nom & fe faisant
fort pour Monseigneur Frederic Comte Palatin du Rhin
Electeur du S. Empire, Duc de Baviere.

Le Sieur Frederic Brochman, Conseiller d'Etat &
& Chancelier, & aiant pouvoir de Monseigneur Jean
Sigmund, Marquis de Brandebourg, Electeur du
Saint Empire, Duc en Prusse.

Philippes Louis & ledit Jean Comtes Palatins du
Rhin, Ducs de Baviere.

Joachim Ernest, Marquis de Brandebourg, Duc
de Prusse, tant pour lui qu'au nom de Christian,
Marquis de Brandebourg; Duc de Prusse son Frere.

Jean Frederic, Duc de Wurtemberg; & Teck,
Comte de Monbéliard; George Frederic, Marquis de
Baden & de Hochberg.

Christian Prince d'Anhalt pour lui, & Messieurs
Jean, George, Louis, Auguste, Rudolphe ses Fre-
res, & Etats du S. Empire Unis & Confederez.

S'est Present Monsieur Jean de Thumery, Seigneur
de Boissise, Chevalier & Conseiller au Conseil d'Etat
de Tres-Haut, Tres-Puissant & Tres-Excellent Prin-
ce Henri Roi de France & de Navarre, & son Ambassa-
deur vers ledits Princes & Etats.

Lequel adressant sa parole ausdits Princes & Etats,
leur a dit; Que pour entiere confirmation & assuran-
ce de l'amitié & bienveillance de Sadite Majesté envers
eux, & aider à assurer & conserver la liberté & tran-
quillité de la Germanie, maintenir & défendre les
Princes ausquels la Succession de Cleves & de Julliers,
& autres Principautés & Seigneuries qui en dépen-
dent, appartient par droite & legitime Succession;
qu'il declaroit derechef, & en tant que besoin estoit,
aussi. Sieurs Electeurs, Princes & Etats Unis & Con-
federez. Outre ce que Sa Majesté en auroit ci-devant dit
& baillé par écrit signé de sa main, à Monsieur le Prin-
ce d'Anhalt, & ledit Ambassadeur ausdits Sieurs Prin-
ces, tant en public que privé; que le Roi son Maître
vouloit employer en faveur desdits Princes heritiers de
Cleves pareil nombre de Gens de Guerre à pied & à
cheval

ANS cheval, & semblable équipage d'Artillerie avec ce qui de J. C. en dépend à ses dépens, que ledits Princes héritiers de Cleves & leurs Confederez y emploieront, laquelle bonne volonté & offres de Sadite Majesté ainsi témoignée par ledit Ambassadeur, ledits Sieurs Electeurs, Princes & Etats Unis auroient accepté avec humbles remerciemens envers Sadite Majesté, la suppliant de les vouloir effectuer au plutôt, comme ils estoient prêts de satisfaire à ce que ledit Prince d'Anhalt auroit de leur part proposé à Sadite Majesté, en quoi il estoit besoin d'user de diligence, attendu que leurs averfaires tâchoient de les prévenir, & faisoient de grands préparatifs pour envahir les Pais, dont ledits Princes héritiers estoient en possession.

A quoi ledit Sieur Ambassadeur auroit repliqué, que ledits Electeurs, Princes & Etats Unis se devoient assurer en la parole de Sa Majesté, qui leur avoit été tant de fois confirmée, & réiteroit par fondit Ambassadeur à présent; pour laquelle effectuer ledit Ambassadeur auroit requis de la part de Sadite Majesté, ledits Sieurs Electeurs, Princes & Etats Unis, de vouloir déclarer leur vouloir & intentions sur les points & articles qui ensuivent.

PREMIEREMENT. Sileddits Sieurs Princes entendent obéir, ou defferer aux Commandemens & Bans qui pourront venir de la part de l'Empereur, & se départir pour iceux de la défense de la cause qu'ils ont entreprise.

II. Sa Majesté desire sçavoir au vrai & estre assuré du nombre des Gens de Guerre, & quel équipage d'Artillerie, tant les Princes interessez que leurs Confederez, ont délibéré d'entretenir, du fonds qu'ils ont pour le paiement & la forme d'icelui.

III. Sa Majesté desire pour le bien de la cause commune, que Messieurs les Princes Unis promettent dès à présent d'entretenir les forces dont ils doivent assister cette cause, non pour fix mois seulement de la presente année, mais tant que durera la Guerre, les evenemens de laquelle estans incertains, ne se peuvent limiter d'aucun espace de tems.

IV. Il est besoin que le Roi sache en quel tems Messieurs les Princes mettront leurs forces aux champs, d'autant qu'à l'occasion de l'assistance que Sa Majesté donne aux Sieurs Princes, le Roi d'Espagne & les Archiducs de Flandres pourroient rompre la Paix.

V. Sadite Majesté desire sçavoir quel secours en ce cas mesdits Sieurs les Princes lui voudroient donner.

VI. Sa Majesté desire que l'Electeur de Brandebourg & Prince Palatin de Neubourg, & les autres Princes Unis, lui promettent que les Habitans Catholiques des Pais de Cleves, Julliers & autres Provinces qui en dépendent, ne seront aucunement troublez en l'exercice libre de leur Religion.

Ledits Sieurs Princes promettront à Sa Majesté de ne faire aucun Accord ou Traité general ou particulier ensemblement ou séparément qui soit contre l'union qu'ils ont eue, soit pour le fait de Cleves, ou autres qui importe à la cause commune, sans le consentement de Sa Majesté.

Sur lesquels points & articles ledits Sieurs Electeurs, Princes & Etats Unis aians meurement délibéré, misme conféré avec ledit Sieur Ambassadeur auroient donné la réponse telle qui s'ensuit.

Sur le premier article, l'union generale portant article exprés la dessus, les Princes & Etats Unis promettent à Sa Majesté de n'abandonner ladite cause pour Mandement ou Ban qui vienne de la part dudit Empereur, ains demeurer fermes en leur union, & poursuivre leur entreprise, tant que Dieu leur en donnera les moiens.

Sur le second article, Messieurs les Princes Interessez ont satisfait à cet article par une Declaration imprimée, & par ainsi ne font difficulté d'en assurer de nouveau Sa Majesté.

quatre mil Hommes de pied & douze cens Chevaux, quinze Canons & six pieces de Campagne, avec les provisions necessaires d'atril, munitions & Vivres. Et les Princes & Etats Unis pareil nombre de quatre mil Hommes de pied & mil Chevaux, pour l'entretenement & paiement desquels les uns & les autres sont tellement pourvus, qu'ils promettent qu'il n'en arrivera aucune faute. Comme aussi l'ordre & la conduite sera tellement établie, que Sa Majesté en aura satisfaction.

Sur le troisième article, ledits Seigneurs Princes & Etats Unis reconnoissent que les evenemens de la Guerre sont incertains, & qu'il est malaisé de la limiter à certain tems; mais ils ont d'autre part cete crainte, que moienant le secours & assistance de Sa Majesté, la presente se pourra finir en moins de tems que les fix mois, pour lesquels ils offrent les forces susdites; & que par ainsi l'on n'en aura plus besoin. Promettans néanmoins, au cas que ladite Guerre ne soit finie edits Quartiers de Julliers, Cleves & Provinces en dépendantes, de continuer leur dit secours spécifié ci-dessus.

Sur le quatrième article, quant au tems de la levée, mesdits Seigneurs les Princes Unis & Etats s'accommoderont toujours avec Sa Majesté pour faire acheminer leurs forces lorsqu'elle sera prête. Et partant desireront sçavoir de Monsieur l'Ambassadeur ledit tems pour selon icelui regler leurs preparations, estimans néanmoins que celui qui previent a l'avantage, & que par ainsi il sera besoin de diligenter ce secours le plus qu'il sera possible. Comme de leur part ils feront marcher une bonne partie des forces susdites vers la mi-Mars, & le reste dans un mois après au plus tard.

Sur le cinquième article, les Maisons Palatine & de Brandebourg, aians esté comprises par Sa Majesté au dernier Traité de Vervin, Messieurs les Princes estiment que le Roi d'Espagne ni l'Archiduc ne pourront avec bon titre rompre la Paix à l'occasion de ce secours qui se fait hors de leurs Terres, & jaçoit qu'il avienne, ils savent Sa Majesté suffisamment pourvue pour resister à telle rupture prise sur un sujet si mal à propos: & en ce cas promettent & assurent Sa Majesté que n'aians plus de Guerre ouverte ausdits Paix de Julliers & appartenances, ni en celui des Unis & Confederez, qu'ils secourront Sa Majesté avec quatre mil Hommes de pied & mil Chevaux. Comme aussi Sa Majesté promettra reciproquement, au cas qu'eux ou aucuns d'entre ledits Princes & Etats Unis fussent attaquez par voie d'Armes sur le sujet de Julliers, ou autre concernant l'union, que Sa Majesté les secourra de huit mil Hommes de pied & deux mil Chevaux, en cas qu'il ne soit empêché de Guerre en son Roiaume.

Et outre ce que dessus, d'autant que le Comté, Ville & Forteresse de Monbéliard, avec les Terres, Places & Seigneuries Souveraines en dépendantes, appartenants à Monseigneur le Duc de Wurtemberg, ne peuvent en cas de nécessité facilement ni promptement estre secourus dudit Seigneur Duc, ni d'autres ses Alliez, à cause de leur situation éloignée, Sa Majesté se chargera d'en prendre la protection particulière, soit par soi mesme, ou par moien d'autres ses Alliez, ainsi que ci-après sera plus particulièrement accordé; en ce non compris néanmoins les Terres & Seigneuries appartenantes audit Sieur Duc, qui relevant du Comté de Bourgogne, s'estant ledit Seigneur à cause de la foi & hommage dont il est tenu audit Comté expressément réservé, qu'en tout événement le secours porté par le present article pour sa part, ne puisse aucunement estre employé au prejudice dudit Comté de Bourgogne.

Sur le sixième article, Messieurs les Princes Interessez ont satisfait à cet article par une Declaration imprimée, & par ainsi ne font difficulté d'en assurer de nouveau Sa Majesté.

Sur le septième & dernier article, ledits Sieurs Princes se souvenans par diverses Declarations de Sa Majesté, combien Elle desire procurer & maintenir la Paix en

ANS
de J. C.
1610.

ANS de J. C. 1610. En general, & particulièrement celle de la Germanie, ont cete assurance que l'occasion se presentant de pouvoir sortir de ce fâcheux affaire par Traité ou Accord, Elle n'aura desagreable cete voie, puis qu'on entendy comprendre Sa Majesté. Et en ce cas sont contents de ne rien conclure sans le consentement & avis de Sa Majesté, laquelle assurera pareillement ledits Princes Unis de ne faire aucun Traité pour lesdites Terres de Julliers & dépendances, ou autres quelconques qui les concernent sans leur sceu, intervention & gré, laquelle réponse (horsmis le seul article touchant le mutuel secours & protection du Comté de Monbeliard, duquel ledit Sieur Ambassadeur n'avoit pour le present expres commandement) comme conforme à l'intention du Roy, ledit Sieur Ambassadeur auroit receu & acceptée au nom de Sa Majesté son Maître, & promis icelle envoyer en la plus grande diligence qu'il seroit possible à Sadite Majesté, pour avoir sur le tout sa Ratification & ses Commandemens, lesquels il delivra à Monseigneur l'Electeur Palatin dans trois semaines ou un mois au plus tard; desquelles dites Declarations & Offres ledits Sieur Ambassadeur & Sieurs Electeurs, Princes & Etats Unis, se sont les uns aux autres delivrez actes pour leur servir & valoir, ainsi que de raison. Signé, Jean de Thumery. Jean Comte Palatin du Rhin, au nom & aiant le pouvoir de Monseigneur l'Electeur Palatin. Philippes Louis, Comte Palatin du Rhin. Jean Comte Palatin. Joachim Ernest, Marquis de Brandebourg, tant pour moi que pour mon Frere Christian. Jean Frederic Duc de Wirtemberg. George Frederic, Marquis de Bade. Christian Prince d'Anhalt. Wolfgang. Guillaume, Comte Palatin du Rhin. Et plus bas, *Ad Mandatum Illustrissimi Electoris Brandenburgici, &c. propria manu subscripti Frid. Bruchmann de manu propria Gafpdr Grave M. Otinguen, & cacheté d'un Cachet sous lacs de soie blanche & bleuë.*

NOUS, après nous estre fait représenter lesd. articles, & aians tous leur contenu bien agreable, Avons lesdits articles en general & en particulier, acceptez, approuvez, ratifiez & confirmez, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, & sous l'obligation & hipotheque de tous & chacuns nos biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans aller ni venir au contraire: Car tel est nostre plaisir. En témoin de quoi Nous avons fait mettre nostre Scel à ces Pre-sentes. Donné à Paris le 23. jour de Fevrier, l'an de grace 1610. & de nostre Regne le vingt-unième. Signé, par le Roi, BRULART. Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

X L I V.

ANS de J. C. 1610. *Traité entre HENRI IV. Roi de France & CHARLES EMANUEL Duc de Savoye, pour la Conquête du Duché de Milan, fait à Brusol le 25. (a) Avril 1610. Freder. Leonard Tom. IV.*

FRANCE
SAVOYE.
(a) Ce
Traité &
le suivant
furent
sans effet,
Henri IV.
ayant été
tué 19.
jours
après, &
voit le 14.
de Mai
suivant.

I. L'auroit plu à sa Majesté d'envoyer devers son Altesse le Sieur de Bullion, Conseiller en son Conseil d'Etat, pour faire entendre à sadite Altesse les intentions de sa Majesté sur les articles proposez au fait de la guerre, & aiant vu Sa Maj. les réponses, les auroit approuvez suivant ce que plus particulièrement Monsieur le Maréchal des Diguieres devoit faire entendre à son Altesse: & pour cet effet mondit Sieur le Maréchal s'estant acheminé vers son Altesse à Brusol, auroit fait entendre à sadite Altesse la continuation de l'affection & bonne volonté de sa Majesté envers elle & ses enfans; & que sa Majesté se servant de l'occasion de l'affaire de Cleves, faisoit estat d'estre dans son Armée au mois de Mai prochain, & que comme le Roi d'Espagne assisté le parti contraire, sa Majesté

a resolu avoir guerre contre lui. Et parce que son Altesse auroit déclaré au Roi qu'elle estoit estre à propos d'avancer l'exécution des entreprises, Monsieur le Maréchal auroit déclaré à son Altesse avoir commandement de sa Majesté de refoudre toutes choses necessaires à cet effet, surquoi auroient eu plusieurs Conferences sadite Altesse & ledit Sieur Maréchal, & icelles entreprises reconnus & jugés faisables, auroit sadite Altesse déclaré vouloir de de sa part employer pour parvenir à la conquête du Duché de Milan, quatorze mille hommes de pied, mille Maîtres gens de cheval, & mille Arquebusiers à cheval. Et par Mondit Sieur le Maréchal auroit été dit, que sa Majesté pour parvenir à icelle execution, auroit donné charge d'offrir à son Altesse douze cens Maîtres gens de cheval, quatre cens Carabins, & quatorze mille hommes de pied, paiez & maintenus aux dépens de S. M. Et auroit son Altesse fait instance qu'il n'estoit à propos de tenter l'exécution d'icelles entreprises, que la plus grande partie, voire toutes les forces de sa Majesté, ne fussent passées deçà les Monts, & la conduite de gens de guerre, & la forme de l'exécution desdites entreprises, resoluë entre son Altesse & ledit Sieur Maréchal.

II. Et pour ce qui est des canons, poudres, balles & chevaux d'artillerie, a été convenu qu'il sera fourni par son Altesse trente pieces de canons avec l'attirail aux dépens de son Altesse, & dix canons avec l'attirail aux dépens de sa Majesté; Comme aussi trente mille Balles & de la poudre le plus que faire se pourra, & pour tirer jusqu'à vingt mille coups, & pour les autres vingt pieces son Altesse les fournira, à la charge qu'on s'aidera de l'attirail desdits vingt canons ci-dessus specifiez, tant du Roi que de son Altesse.

III. Et parce que par le Traité du septième Janvier 1610. auroit été dit expressement qu'il estoit necessaire de convenir du profit & sureté de la guerre, & sur la declaration faite au nom de sa Majesté par ledit Sieur Maréchal, de la recompense que demandoit sa Majesté du Duché de Savoie, au lieu de la Conquête de celui de Milan, pour lequel le Roi emploioit ses forces & moiens, son Altesse pourtant en la premiere réponse ci-devant faite au mois de Novembre dernier, seroit demeuré d'accord que lors qu'elle sera en possession de la Ville & Chateau du Duché de Milan, elle fera remettre es mains d'un Gentilhomme, duquel sa Majesté & son Altesse conviendront, toute la Forteresse entiere du Fort & Chateau de Montmelian pour la faire demolir & raser incontinent; bien entendu que la Conquête entiere dudit Duché de Milan demeurera toute entiere au profit de son Altesse.

IV. Et quant à la sureté demandée par ledit Sieur Maréchal de la part du Roi à son Altesse, mettant en avant que comme les choses humaines sont sujettes à variation & changement par mort ou autrement, n'estant raisonnable que les forces de sa Majesté dépendent entierement de la fortune du hazard, auroit été faite instance de mettre en dépôt le Chateau & Ville de Pignerol, en donnant de part & d'autres les seuretez & promesses necessaires. Surquoi auroit été dit par son Altesse, qu'elle supplie le Roi de se contenter des offres ci-devant faites touchant un ou deux de Messieurs les Princes ses enfans, & mesme attendu la Ligue offensive & defensive accordée entre le Roi & son Altesse, estime qu'il est raisonnable que sa Majesté se contente que pour retraite & commodité des Troupes qu'enverra sadite Majesté, que Valence & Alexandrie, ou deux autres de pareille qualité, si ces deux n'étoient prises, provenans de ladite Conquête dudit Duché de Milan, soient laissées en dépôt es mains de Gens de guerre de sa Majesté, Catholiques Romains, & que ausdites Villes ne se fera exercice d'autre Religion que la Romaine; demeurant aussi à son Altesse la Souveraineté d'icelles & tous les revenus, lesquelles seront remises à son Altesse lors que la guerre du Duché de

ANS
de J. C.
1610.

ANS de Milan fera finie, ou lors que les Gens de guerre de J. C. re de son Alteſſe ſe retireront hors du Duché de 1610. Milan.

V. En outre eſt accordé entre ſon Alteſſe & Monditſieur le Maréchal, que ſadite Alteſſe dans la fin du mois prochain, fera partir ſes Ambaſſadeurs pour ſe rendre vers le Roi au vingt-cinquième de Juin prochain, pour paſſer le Contract autentique du Mariage de Madame avec Monſieur le Prince de Piedmont. Fait à Bruſol ce vingt-cinquième jour d'Avril 1610. Signé, DES DIGUIERES, & BULLION.

X L V.

ANS de J. C. *Traité de Ligue offenſive & deſenſive entre HENRI IV. Roi de France & CHARLES EMANUEL Duc de Savoie, contre Philippes II Roi d'Eſpagne, fait à Bruſol, le 25. Avril 1610. Freder. Leonard. Tom. IV.*

COMME ainſi ſoit que par ci-devant il y ait eu pluſieurs Traitez entre les Rois de France & Ducs de Savoie, pour le bien, avantage & ſeureté de leurs Roiaumes & Etats, & que maintenant il ait été convenu entre tres-haut, tres-puiſſant & tres-excellent Prince Henri IV. Roi de France & de Navarre; & tres-haut & tres-puiſſant Prince Charles Emanuel Duc de Savoie, Prince du Piedmont; du Traité de Mariage de Madame Eliſabeth, fille aînée dudit Sieur Roi de France, & de Monſieur le Prince de Piedmont, ſils aîné dudit Monſieur Duc, pour témoigner par Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, qu'il affectionne la proſperité & grandeur de la Maïſon de Son Alteſſe, à l'égal de la ſienne, & meſme pour affermir davantage de part & d'autre la bonne amitié & voiſinance qui doit eſtre entre leſdits Seigneurs Roi & Duc, auroit été aſſé ſur les préſentes occurrences de traiter une Ligue deſenſive & offenſive, entre Sa Majeſté & ſon Alteſſe. Et à cete cauſe il auroit plu à Sa Majeſté commander au Sieur de Leſdiguières, Maréchal de France, & au Sieur de Bullion, Conſeiller en ſon Conſeil d'Etat, de venir trouver Son Alteſſe pour s'aboucher enſemble avec lui, & délibérer ce qu'il convenoit pour tel effet, ſuivant que les préſens articles ont été accordez entre Son Alteſſe & ledit Sieur Maréchal & Sieur de Bullion, le tout ſous le bon plaïſir de Sa Majeſté, avec promeſſe de les faire ratifier par Sa Majeſté dans un mois.

Premièrement, les précédens Traitez & Confederations, qui ſont encorés de préſent en vigueur entre le Roi & ſon Alteſſe, demeureront confirmés en leur première force & vertu, & ne ſeront tenus pour revoquez en quelque ſorte que ce ſoit, ſinon en tant que par le préſent Traité il y pourroit eſtre dérogé & innové.

II. Cete Confederation ſera offenſive & deſenſive, entre le Roi & le Duc, leurs Roiaumes, Pais & Etats, contre tous Rois, Princes, ſans nul excepter, meſme contre le Roi d'Eſpagne, ſes Roiaumes & Pais.

III. Et durera ladite Confederation pendant la vie deſdits Seigneurs Roi & Duc, & de leurs enfans, & quatre ans après le decez du dernier deſdits enfans.

IV. A ladite Ligue & Confederation ſeront invitez tous autres Princes & Etats auſquels il importe de conſerver la liberté de l'Egliſe, du S. Siege Apoſtolique, de toute la Chreſtienté, & particulièrement de l'Italie, & par ce moiſen empêcher les deſſeins du Roi d'Eſpagne & entrepriſes contre ſes Voiſins: & pour cet effet ſeront deſpeſchez par le Roi & le Duc, Ambaſſadeurs à autant de Princes & Etats qu'ils eſtimeront à propos, pour les perſuader d'entrer en lad. Confederation, ſans toutefois comprendre ceux contre leſquels S. M. & ſon Alteſſe peuvent avoir action

Tom. III.

de querelles, pour quelques conſiderations & prétentions qui puiſſent eſtre de part & d'autre.

ANS de J. C. 1610.

V. Et le pluſtoſt que commodement faire ſe pourra on dreſſera une Armée compoſée de forces communes tant du Roi que du Duc, que des autres Princes & Etats qui entreront en ladite Confederation, pour courir ſus audit Roi d'Eſpagne, & à ſes Roiaumes, Pais & Etats, quels qu'ils ſoient, meſme au Duché de Milan, ſuivant ce qu'il a plu particulièrement accorder par ſa Majeſté à ſon Alteſſe ſur le fait des entrepriſes, & ſans que pendant ladite guerre de Milan, ſon Alteſſe ſoit tenuë de fournir ſes Gens de guerre ailleurs que dudit coſté de Milan.

VI. Leſdits Seigneurs Roi & Duc, ne pourront traiter aucune Paix ni Treve avec ledit Roi d'Eſpagne, ſes Lieutenans & Capitaines, ſans le conſentement l'un de l'autre; lequel conſentement ſera autoriſé par leſdits Seigneurs, de la propre main dudit Seigneur Roi & dudit Seigneur Duc.

VII. En cas de guerre offenſive par ledit Sieur Roi, du conſentement dudit Sieur Duc, il fournira quatre cens chevaux & deux mille hommes de pied, pour eſtre employez au ſervice dudit Sieur Roi, tant & ſi longuement qu'il lui plaira. Et en cas que ledit Sieur Roi ait guerre deſſenſive, ledit Sieur Duc fournira pareil nombre de Gens de guerre.

VIII. Comme auſſi ſi ledit Sieur Duc entreprend de ſon coſté guerre offenſive, ſa Majeſté lui fournira douze cens chevaux & neuf mille hommes de pied, pourveu que telle guerre ſoit du conſentement dudit Sieur Roi. Et en cas de deſenſive ſera fourni pareil nombre.

IX. Et ſi la guerre s'entreprend par l'un deſdits Princes, ſans le conſentement de l'un & l'autre, ſera fourni de part & d'autre la moitié moins du nombre de gens de guerre ci-deſſus ſpecifiez.

X. Et ſera fait eſtat de la ſolde & appointement des Gens de guerre, qui ſeront fournis tant de part que d'autre, avec le meſme ordre & forme qu'il a accoutumé d'eſtre convenu en pareils Traitez.

XI. Leſdits Seigneurs Roi & Duc promettent reciproquement que ſi l'un d'eux a affaire d'armes, poudres & canons, ou autres munitions de guerre, qu'on les pourra acheter & transporter, dont neanmoins il faudra prendre paſſeport de ſa Majeſté & de ſon Alteſſe ou de leurs Lieutenans Generaux.

XII. Promettent de bonne foi leſdits Sieurs Rois & Duc, en Parole de Prince, de ne ſe deſunir ni ſeparer à l'avenir en quelque maniere & façon que ce ſoit, au prejudice l'un de l'autre.

En foi de quoi le préſent Traité a été ſigné par ſon Alteſſe & ledit Sieur Maréchal, & dudit Sieur de Bullion, pour témoignage de ce que deſſus. Fait à Bruſol le vingt-cinquième d'Avril 1610. Signé, DES DIGUIERES, & BULLION.



ANS
de J. C.

XLVI.

1610.

L'AR-
CHIDUC
D'AU-
TRICHE
ET LES
PROVIN-
CES U-
NIES.

Points & Articles accordez entre les Députez D'ALBERT VI. Archiduc d'Autriche Souverain des Pays-bas & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES pour confirmation du Traité de Trêve &c. Fait à la Haye, le 20. Juin. 1610. Le Grand Recueil des Placards. Tom. II. Col. 58r.

DE Staten Generael van de Vereenighde Nederlanden. Allen den geenen die dese tegenwoordige fillen sien, Saluyt. DOEN TE WETEN, Dat gesien hebbende de Poincten ende Articulen die verdragen ende geacordeert zijn geweest opten vier en twintigsten dach Junij deses Jaers seshien-hondert ende thienne, alhier in den Hage, tusschen de Heere Johan Baptista Maes, Raedt ende Advocaet Fiscael inden Raede van Brabant, last hebbende vande Doorluchtighste Eertz-Hertogen van Oostenrijk Aelbert ende Isabella Clara Eugenia, ende onse Gecommitteerde, tot meerder bevestinge van het Tractaet van Bestant op den negentien Aprilis seshien-hondert ende negen binnen de Stadt van Antwerpen tusschen de hoogst-gemeke Eertz-Hertogen ende Ons gesloten ter eenre, ende ter andere zyden; Van welke Poincten ende Articulen het inhouden hier na volgt van worde te worde.

Alsoo nae het Tractaet van Bestant in Aprilis inden Jaer seshien-hondert ende negen binnen Antwerpen, 'ende de naarder Verklaringe daar op inde Maent van Januarij lesleden, tusschen den Commissarissen vande Heeren Eertz-Hertogen ter eenre, ende vande Heeren Staten General vande Vereenighde Nederlanden ter andere zyde, alhier inden Hage gemaect, noch eenige Poincten tot meerder bevestinge van 't selve Tractaet dienden vergeleken, ende geacordeert, ende dat daer toe by hare Hoogheden gecommitteert is Heere Johan Baptista Maes, Raedt ende Advocaet Fiscael in den Raede van Brabant, de welke volgende den last vande Heeren Eertz-Hertogen, hem gevonden hebbende inden Hage in Hollandt: Is op hyuden den vier-en-twintichsten Junij inden Jaere seshien-hondert ende thien, met Heeren Joncker Heyndrick van Bienen d'Alste, Heere van Sinderen; Heer Johan van Oldenbarnevelt, Ridder, Heere vanden Tempel, Rodenrys, &c. Advocaet ende Bewaerder van 't groote Zegel, Charten ende Registeren van Hollandt ende West-Vrieslandt; Jacob Magnus, Leenman vande Provincie van Zeelandt, ende Oudt-Burgemeester der Stadt van Middelburg; Tinco van Oennama, Grietman over Schoterlant; Jan Jelleffz, Burgemeester der Stadt Zwol; ende Joncker Eylko Clanch tho Stedum, Hovelinck, Gecommitteerden vande voorschreve Heeren Staten Generael, eyntelijck daer op verdragen, gelyck hier nae volght. In den eersten, dat geduerende het tegenwoordigh Bestant, die Heeren Eertz-Hertogen van den lesten dagh der tegenwoordiger Maent van Junio af, sullen doen cesseren op den Rhijn ende Maze, die lichtinge van alle Thollen die voor dato van den Oorloge zijn geweest onder het ressort ende district der Vereenichde Nederlanden, namentlijcken mede vanden Thol van Zeelandt, sulcks dat dien noch binnen der Stadt van Antwerpen, noch elders van wegen heere Hoogheden sal worden ontfangen, Behoudelijck ende op expresse conditie, die Heeren Staten van Zeelandt reciproquelijck vanden voorzf lesten dach deser Maent van Junio tot heuren laste sullen nemen; Ende eerst van als dan betalen die Jaerlicxe Renten die opten voorzf Thol van Zeelandt voor den jaer vijftien-hondert twee ende tseventigh zijn beset, ende daer af de Proprietarissen ende Rent-heffers, voor date van den voorzf oorloge in possessie ende ontfangh zijn geweest:

foo

ANS
de J. C.

1610.

L'AR-
CHIDUC
D'AU-
TRICHE
ET LES
PROVIN-
CES U-
NIES.

Traduction de ce Traité.

LES Etats Generaux des Provinces Unies à tous ceux qui ces presentes Lettres verront. Salut, sçavoir faisons qu'ayant vu les points & articles qui sont convenus & accordez le vingt quatrième Juin de l'an 1610, ici à la Haye entre le Sieur Jean Baptiste Maes Conseiller Advocat Fiscal au Conseil de Brabant, ayant charge de Serenissime Prince & Princesse Albert & Isabelle Claire Eugenie Archiduc & Archiduchesse d'Autriche & nos Deputez, pour plus grande confirmation, du Traité de Trêve conclu à Anvers le neuvième d'Avril 1609 entre lesdits Archiduc & Archiduchesse d'une part, & nous d'autre, desquels points & articles le contenu s'en suit mot pour mot.

Comme ensuite du Traité de Trêve fait à Anvers au mois d'Avril 1609 & la declaration ulterieur faite ici à la Haye au mois de Janvier dernier entre les Commissaires des Seigneurs Archiduc & Archiduchesse d'une part & les Etats Generaux des Provinces Unies d'autre part, il restoit encore, pour plus grande confirmation du Traité de Trêve, quelques points à régler & à accorder, & que pour cet effet leurs Altesse ont député le Sieur Jean Baptiste Maes Conseiller & Advocat Fiscal au Conseil de Brabant, lequel suivant le pouvoir desdits Duc & Archiduchesse s'étant transporté ici à la Haye a été ce jourd'hui vingt quatrième Juin de l'an 1610 avec les Sieurs Henri de Bienen d'Alste, Seigneur de Sinderen, Le Sieur Jean de Oldenbarnevelt, Chevalier Seigneur du Temple, Rodenrys &c. Advocat & garde du grand sceau & des Chartres & Registres de Hollande & de West-Frise, Jacques Magnus Seigneur du Fief de la Province de Zelande, & ancien Bourgeois de la Ville de Middelbourg, Tinco van Oennama Grietman de Schoterland, Jean Jelleffz, Bourgeois de la Ville de Zwol; & Joncker Eylko Clanch tho Steadum Gentilhomme, Députez des susdits Seigneurs Etats Generaux enfin accordé comme s'en suit; Premièrement que durant tout le tems de la presente Trêve lesdits Ducs & Duchesse depuis le dernier jour du present mois de Juin seront cesser sur le Rhin & la Meuse les levies de deniers de tout Peage qui avant la guerre ont été du ressort & district des Provinces Unies, nommement aussi du Peage de Zelande, en sorte que dans la ville d'Anvers ni ailleurs il ne sera reçu de la part de leurs Altesse, sous la condition expresse que les Seigneurs Etats de Zelande, reciproquement, du susdit dernier jour de Juin, prendront à leur charge, & premierement de payer alors les rentes annuelles qui ont été mises sur ledit Peage de Zelande avant l'an quinze cent soixante & deux & dont les propriétaires & leveurs de rente ont été mis en possession avant la susdite guerre. Et seront aussi le semblable les Proprietaires des susdits autres Peages. Point qui regarde le Twente lesdits Duc & Duchesse le laissent pendant tout le tems de cette Trêve aux Seigneurs Etats Generaux & à la Province d'Overyssel, sous l'expresse condition neanmoins, que touchant le point, & l'exercice de la religion, toutes choses y demeureront au même état qu'elles étoient au jour de la conclusion de la susdite Trêve; sans qu'il y soit rien innové ni les Officiers

ciers

ANS 1610. soo oock van gelijken fullen doen die Proprietarissen de J. C. van de voorz. andere Thollen. Aengaende de Twente, laten die Heeren Eertz-Hertogen geduyrende het voorz. Bestant, deselve aende Heeren Staten Generael, ende Landtſchap van Over-Yſſel, op expreſſe conditie, niet te min dat roerende het stuck ende exercitie van de Religie, alle ſaecten aldaer fullen blyven indien ſelven ſtaet soo die geweeſt zijn ten dage van het beſluyt des voorz. Beſtants, ſonder dat daer inne yet ſal worden geinnoveert, noch oock die Officiers by den Heeren Eertz-Hertogen aldaer gecommiteert ter ſaecten van heuren voorleden dienſt, eenichſints gerechercheert of wederſien: Ende in conformiteyt van dien fullen de voorz. Heeren Eertz-Hertogen van den leſten dach af deſer Maent van Junio, aldaer oock doen ceſſeren alle vordere lichteſingh vande Contributien van heuren wegen: ende dat voorts aende ſelve Heeren Eertz-Hertogen geduyrende het tegenwoordige Beſtant fullen blyven die Stadt van Oldenzeel, ende het Caſteel van Lagen, met allen toebehooren ende dependentien van dien. Belangende die Vrouwe Gravinne van Solms, ſal by den voorz. Heeren Eertz-Hertogen prompte ordre gegeven worden, dat de ſelve Wel-gedachte Vrouwe geſeilt worde inde poſſeſſie vande beleeningh van Keſſel ende Krijckenbeeck, mette vruchten van dien, verſchenen t'ſedert date van den voorz. Tractate, ſonder prejuditie niet te min vander actie, die soo heure Hoogheden ter ſaecte van de diminutie, ende gebrecke van bewys van eenige parthyen onder de voorz. beleeningh begrepen ſoude mogen competeren, als aen den Grave van Solre, ende andere heure Vaſſallen, waer af de kenniſſe ende judicature ſtaen ſal aen die van den grooten Rade tot Mechelen. Aengaende de reſtanten vande Contributien in Brabant, dat mits by de ſelve promptelijck ſumerende een derdendeel, ſal by den voorz. Heeren Staten Generael noopende de reſte met hun gehandelt worden in alle redelijckheyt: Ende ſal deſe handelinghe by den Heeren Eertz-Hertogen ende Staten Generael binnen een Maent eerſtkomende worden geaggreert, ende daer van Brieven van Aggreatie over geleverd in gewoonlijke forme. Aldus geacordeert ende beſloten, ten dage, Maent, ende Jare voorz., ende ten oorkonde by den voorz. Gecommitteerden onderteekent. Iſgeteekent, J. B. Maſius: Hen. van Brienem d'Alſte: Johan van Oldenbarnevelt: J. Magnus: T. v. Oemama: Johan Jelleſz: Eyſke Clant.

Wy naer rype deliberatie de ſelve Poincten ende Articulen hebben aengenomen, geapprobert, geconfirmiert ende geratificeert, nemen acn, approberen, confirmeren ende ratificeren by deſen, Beloovende ter goeder trouwen die punctuelijck te onderhouden ende doen onderhouden, als of wy die ſelvs hadden gehandelt, getraceert ende beſloft, ſonder immermeer yets daer tegen te doen, of gedooen gedaen te worden in eeniger manieren, directelijck ofte indirectelijck: Verbindende daer vooren onſe ende onſer Nakomelingen goederen. Des t'oorkonden hebben wy deſe jegenwoordige met onſen grooten Zegel doen zegelen, parapheren ende teekenen, in onſe Vergaderinge, inden Hage, opten ſeften dach in Auguſto, in t' Jaer ſelthien-hondert ende thien. Geparapheert, C. Bieſman, v. Onder ſtoot, Ter Ordonnantie vande hoochgelmete Heeren Staten Generael. In abſentie vanden Criſtier, By my als jonghſt gepreſideert hebbende, Geteekent, Eyſke Clant.

Volgt den inhoudt der Aggreatie van de Doorlugtigſte Eertz-Hertogen van Ooſtenryk, &c.

Albert ende Iſabel Clara Eugenia, Infante van Spangien, by der gratien Gods Eertz-Hertogen van Ooſtenryck, Hertogen van Bourgundien, van Lothriek, van Brabant, van Lembergh, &c. Graven van Flapſborgh, van Vlaenderen, van Arthoys, van

ciers commis par leſdits Duc & Duchesse recherchés en quelque maniere que ce ſoit à cauſe de leur ſervice paſſé; Et en conformie de ce les ſuſdits Duc & Duchesse du dernier jour du preſent mois de Juin feront auſſi ceſſer toutes levées de contributions de leur part, & qu'en outre la ville de Oldenzeel & les chateau de Lagen avec toutes leurs appartenances & dependances demeureront aux ſuſdits Ducs & Duchesse. Pour ce qui concerne Madame la Comteſſe de Solms ſera par leſdits Duc & Duchesse promptement donné ordre, que laditte Dame ſoit miſe en poſſeſſion du Fief de Keſſel & Kryckenbeeck, avec les fruits d'iceux échus depuis la date du ſuſdit Traité, ſans prejudice neantmoins de l'action qui peut competer tant à leurs Alteſſes pour cauſe de diminution & deſſaut de preuve de quelque partie compris ſous leſdits Fiefs, qu'à au comte de Solre & autres leurs Vaſſaux dont la connoiſſance & jugement demeureront au grand Conſeil de Malines. Quant au reſtant des contributions en Brabant pourvu qu'il en ſoit promptement payé le tiers Meſſeigneurs les Etats Generaux traiteront raiſonnalement avec eux pour le reſte. Et ſera la preſente Negotiation agréé dans un mois prochain par leſdits Ducs & Duchesse & par les Etats Generaux, & en ſeront données Lettres d'agregation en la forme accoutumée, Accordé & convenu les jour mois & an ſuſdit, & en temoin de ce ont les preſentes été ſignées par les ſuſdits depuiez. Signé J. B. Maſius, Hen. van Brienem d'Alſte, Jean de Oldenbarnevelt, J. Magnus, V. Oemama, Jean Jelleſz, Eyſke Clant.

ANS
de J. C.
1610.

Nous après mure deliberation avons leſdits points & articles, accepté, approuvé, confirmé, & raiſſié, les acceptons, approuvons, confirmons & ratiſions par ces preſentes, promettant en bonne foi de les obſerver & faire obſerver ponctuellement comme ſi nous même les avions negocié, traité & promis, ſans jamais rien faire ni ſouffrir être fait allencontre, en quelque maniere que ce ſoit, directement ni indirectement, obligéans pour ce les biens de nous & de nos ſucceſſeurs. C'eſt pourquoi nous avons ces preſentes fait ſceller de notre grand ſceau & parapher & ſigner en notre aſſemblée à la Haye le ſixieme jour d'Août de l'an mil ſix cens dix. Paraphé C. Bieſman, & plus bas étoit écrit, par ordonnance de noſdits Seigneurs les Etats Generaux en l'abſence du Greſſier, par moi comme ayant preſidé le dernier, ſigné Eyſke Clant.

Suit le contenu de l'agregation des Sereniffimes Duc & Duchesse d'Aurriche &c.

Albert & Iſabelle Claire Eugenie Infante d'Eſpagne, par la grace de Dieu Duc & Duchesse d'Aurriche, Duc de Bourgogne, de Lorraine, de Brabant, de Limbourg, &c. Comte de Hapſborg, de Flandre, d'Artois, de Bourgogne, de Thiol, Comte Palatin & de Hai-

ANS van Bourgondien, van Thiol, Paltz-Graven, ende de J. C. van Henegouwe, &c. Marckgraven, des Heyligen Rijcks van Rome, &c. Allen den geen die dese tegenwoordige sien fullen, Saluyt. Alsoo wy gesien hebben seckere Poincten ende Articulen die op den vier en twintighden dach der Maent van Junio leltleden, inden Hage tuschen die Gecommitteerde van Ons, ende vande Staten Generael der Verenichde Provincien zijn verdragen ende geaccordeert geweest, tot meerder bevestiging van het Tractaet van Bistant, ende Naerder Verklaringe daer op ghevolgt: Van welcke Poincten ende Articulen het innchouden alhier is geinfereert van woerde te woerde. Alsoo naer het Tractaet van Bistant, &c. DOEN TE WETEN, dat wy houdende de voorzf Poincten ende Articulen voor goet ende van weerden, hebben de selve soo voor ons, als voor onse Erven ende Nakomelingen, gearprobert, geratificeert ende geconfirmeert, Approberen, ratificeren ende confirmeren by desen, Be loovende in Souveraine Princelijcke woorden, de selve onverbreeckelijck t'observeren ende t'onderhouden, sonder daer tegen yet te doen, ofte te laten geschieden, directelijck ofte indirectelijck in eniger manieren. Des t'oorkonden hebben wy dese tegenwoordige niet onse eygen handen onderschreven, ende daer aen doen hangen onsen Zegel. Gegeven in onse Stadt van Brussel den seltzen dach van Augusto, in 't Jaer ons Heeren duyfent ses hondert endethien. Was gearapheert, S. v. Geteckent, C. Albert. A. Isabel. Opte Plijcke siont geschreven, By de Eertz-Hertogen. Geteckent, Verreycken. Ende gelegelt metter grooten Zegel van hare Hoogheden in rooden Walfische, hangende aen dubbelden staerte van Silver, roode ende blauwe Zyde.

ANS de J. C. 1610. naut &c. Marquis du St. Empire Romain &c. Atous ceux qui ces presentes Lettres verront Salut, comme nous avons vu certains points & articles qui furent traittez & accordez à la Haye le vingt quatrième du mois de Juin dernier entre nos deputez & ceux des Etats Generaux des Provinces Unies, pour plus grande confirmation du Traité de Trêve & declaration ulterieure qui s'en est ensuivie, desquels points & articles le contenu ici inferé de mot à mot commence ainsi; Comme ensuitte du Traité de Trêve &c. Sçavoir faisons que nous tenons les susdits points & articles pour bons & valables, les avons tant pour nous que pour nos heritiers & Successeurs approuvé, ratifié & confirmé, les approuvons, ratifions & confirmons par ces presentes, promettans en Paroles de Prince & Princeesse de les observer & entretenir inviolablement, sans rien faire ni permettre être fait allencotre, directement ni indirectement en quelque maniere que ce soit, en témoin dequoi nous avons ces presentes signé de notre main & y fait apposer notre grand sceau donné en notre Ville de Bruxelles le sixième jour d'Aoust l'an de notre Seigneur mil six cent & dix: éton Paraphé S. Signé C. Albert. A. Isabelle: éton sur le repli écrit par l'Archiduc & l'Archiduchesse, signé Verreycken, & scellé du grand sceau de leurs Alteses en cire rouge pendant en double queue d'argent, soye rouge & bleue.

X L V I I.

ANS Articles du Traité de Garantie d'entre LOUIS de J. C. XIII. Roi de France & de Navarre, 1610. & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, l'an 1610. France BY LES PROVINCES UNIES, Freder. Leonard. Tom. V.

PREMIEREMENT. A Sçavoir que les Traités faits séparément avec lesdits Sieurs Etats Généraux par ledit Seigneur Roi de France le 23. de Janvier 1608. & par ledit Sieur Roi de la grande Bretagne le 26. Juin au même an, pour l'observation de la Paix qu'on prétendoit lors faire, ensemble les conventions, promesses & obligations reciproques y contenues, pour la défense & conservation mutuelle de leurs Roiaumes, Pais, Terres & Seigneuries, seront entretenues & gardées pour le temps que ladite Trêve doit durer, tout ainsi que si elles estoient repetées & inferées de mot à autre au present Traité.

II. Et auront lieu lesdites obligations & assistance de secours, non seulement en cas d'infraction de Trêve & limites specifiées par le quatrième Article du Traité d'icelle Trêve, mais aussi si lesdits Sieurs Etats ou leurs Sujets sont troublez ou empêchez pendant ledit tems au Commerce des Indes, de la part desdits Seigneurs Roi Catholique ou Archiduc, leurs Officiers & Sujets, & sera aussi entendu ledit trouble & empêchement, tant s'il est fait aux Sujets desdits Sieurs Etats, qu'à ceux qui ont fait ou feront le Commerce avec eux, ou bien si les Princes & Peuples qui leur auront donné la permission d'exercer ledit trafic en leur Pais, estoient à cette occasion molestés, eux ou leurs Sujets, pourveu toutefois que pour obliger lesdits Seigneurs Rois à donner ce secours le jugement desdits empêchement soit fait par commun avis d'eux & desdits Sieurs Etats, à quoi ils promettent apporter la diligence & sincerité requise pour faire repaier le dommage aux Intereffez, & repousser la violence dont on

auroit usé contre eux. Pourront toutesfois lesdits Sieurs Etats s'il y a de la longueur en ladite deliberation pourvoir à la seureté de leurs affaires & Sujets, comme ils trouveront convenir.

III. En reconnaissance de laquelle garantie & du secours que lesdits Etats ont déjà reçu desdits Seigneurs Rois, ils leurs promettent de ne faire aucun Traité durant icelle Trêve avec lesdits Seigneurs Roi Catholique ou Archiducs sans leurs avis & consentement, & pareillement lesdits Seigneurs Rois de ne faire aucun Traité avec quelque Prince ou Potentat que ce soit au préjudice de celui-ci, & de leur liberté, de la conservation de laquelle & de leur Etat, ils auront soin comme de leurs bons amis & Alliez. Ainsi fait, accordé, conclu, signé & cacheté par lesdits sieurs Ambassadeurs Députés à la Haye l'an & jour susdit, signé P. Jeannin, Elie de la Place Roülli, R. Spencer, Johan Van Oldenbarnevelt, J. de Malderée, G. V. Renesse, Ernest d'Ailma, Johan Sloets, Ab. Coenders & cacheté des armes desdits sieurs Ambassadeurs & Députés respectivement.

X L V I I I.

Articles de la Reconciliation de RODOLPHE II. Empereur, avec MATTHIAS de J. C. Archiduc d'Autriche & Roi de Hongrie, 1610: conclus à Vienne le 3. Juillet, 1610. Mercure François. Tom. II. Feuille 27.

LE troisième de Juillet mil six cents dix, l'Electeur de Cologne, l'Archiduc Ferdinand, & le Duc de Brunvic Henri Jules, allerent de fa part à Vienne par devers le Roi Matthias pour apporter ce qu'ils pourroient en la reconciliation des deux freres: Le Duc de Brunvic travailla tant à la faire, qu'en fin il leur fit signer les articles suivans.

I. Que le Roi Matthias reconnoistroit son frere Rodolphe pour Empereur & Chef supreme de la Chrestienté, Roi de Boheme, Seigneur du Marquisat de Mo-

L'EMPEREUR ET LE ROI DE HONGRIE.

ANS Moravie, & le premier de la Maison d'Autriche.
de J. C. II. Que tous les ans ledit Roi lui enverroient deux
1610. mille vaisseaux de vin, & lui payeroit cents mille florins.

III. Que ledit Roi, & toutes les Provinces qui lui
avoient été cédées, ne feroient aucunes alliances sans
le consentement de sa Majesté Imperiale.

IV. Que ledit Roi demanderoit pardon des choses
passées à sa Majesté Imperiale, & qu'elle le lui donne-
roit en certaines paroles & particuliere formalité.

V. Que dans un mois tant d'une part que d'autre tous
gens de guerre seroient licenciés.

VI. Que toutes les fois qu'il seroit besoin de faire
la guerre contre le Turc, qu'elle ne se feroit point que
par l'autorité de sa Majesté Imperiale.

VII. Qu'es fortresses de la Hongrie les Allemans
y feroient mis pour les defendre & garder avec les Hon-
griens : aussi que sa Majesté Imperiale seroit continuer
le payement ordinaire que la Boëme fournissoit pour
l'entretien des garnisons desdites fortresses.

VIII. Que l'Empereur & le Roi jointroient à
l'advenir leurs forces pour reprimer & châtier tous les
sujets rebelles & seditieux.

IX. Que si aucun des Officiers desdits Empereur &
Roi ne faisoient observer incontinent les susdits arti-
cles, qu'ils seroient privez de leurs offices.

X. Que les Electeurs & Princes de l'Empire assem-
blés à Prague, foubleroiroient de faire conserver lesdits
articles : & qu'elles seroient signées tant de part que
d'autre avant la my-Septembre.

XI. Que le Comté de Tyrol seroit delaisé au seul
pouvoir de l'Empereur, sans que le Roi Mathias &
tous les Archiducs ses freres & cousins y pretendissent au-
cune chose.

X L I X.

ANS *Traité de Confédération & d'Alliance entre*
de J. C. LOUIS XIII. Roi de France & JAC-
QUES. I. Roi d'Angleterre; Fait à Lon-
dres le 29. Aoust 1610. Freder. Leonard.
FRANCE Tom. V. pag. 12.
ET
ANGL.
TERRE.

AU NOM DE DIEU TRES-PUISSANT, TRES-
BON ET TRES-GRAND: Soit notoire à tous
ceux qui ces Presentes Lettres verront; Com-
me ainsi soit que pour conserver & accroître entre
Princes voisins une bonne Paix & amitié, il n'y ait
rien plus nécessaire & utile que de tems en tems l'éta-
blir & confirmer par mutuels & assurés Traités & Al-
liances, afin même de la rendre plus illustre & la per-
petuer à la posterité, & soit ainsi que les plus anciens
Traités & Alliances d'entre les Couronnées de France
& d'Angleterre, aient par l'injure du tems passé esté
aucunement intermis ou écheus, & iceux mêmes tâ-
choient de renouveler & rétablir tres-invincible Prin-
ce Henri IV. Roi Tres-Chrétien de France & de Na-
varre, & Jacques Roi de la Grande Bretagne & d'Ir-
lande, lors que le Traité s'en faisoit par leurs Députés
en vertu de leurs Commissions, il est inopinément ar-
rivé que ledit Henri Roi Tres-Chrétien est decédé,
& que depuis Loüis XIII. Roi Tres-Chrétien de France
& de Navarre à présent regnant, ait témoigné par
l'avis & prudent Conseil de la Serenissime Reine Marie
sa tres-honorée Dame & Mere Regente en France,
des Princes de son sang & autres principaux Officiers
& Conseillers de la Couronne, ne desirer rien davan-
tage que de suivre les vestiges de son tres invincible
Pere, & chérir la même amitié avec le Serenissime Roi
de la Grande Bretagne & ses Enfants, ce que desire
même avec tres-grande affection ledit Roi de la Gran-
de Bretagne, & pour ce lesdits Rois aient jugé rien ne
pouvoir estre plus salutaire & profitable, non seule-
ment à leurs Roiaumes, mais aussi à la Republique
Chrétienne, que de reinteigrer & mener à bonne fin
ce Traité d'Alliance & confirmation d'amitié mutuelle
& interrompu par cette malheureuse mort, & chacun

desdits Sieurs Rois nous ait chacun pour soi donné
charge, c'est à sçavoir ledit Sieur Roi Tres-Chrétien
à nous Antoine de Boderie Chevalier sieur dudit lieu
de Pompone & de Brou, Conseiller au Conseil d'Etat
de Sa Majesté son Ambassadeur vers ledit Sieur Roi de
la Grande Bretagne & icelui Roi de la Grande Bretagne à
nous Robert Comte de Salysberi, Henri Comte de Nort-
hampton, Edoüard de Zouche-Saint-Maur, & Chante-
loup. Charles Comte de Nottingham, Edoüard sieur de
Wooton, de Marley, Edoüard sieur de Bruyere, de Kin-
lossie, Jules-Cesar Chevalier, Chancelier de l'Eschiquier
Roiyal, & Thomas Parry, Chevalier, Chancelier du Du-
ché de Lancastre, entre lesquels de part & d'autre a esté
convenu & accordé en forme & maniere qui ensuit.

PREMIEREMENT. A esté convenu, accordé
& conclu que par aucun des Pactes, Conventions, Ar-
ticles ou Chapitres contenus au présent Traité d'Al-
liance & union, l'on n'a entendu en aucune sorte se
départir des précédens Traités ou Confederations fai-
tes entre lesdits Sieurs Rois Confédérés ou leurs Pré-
decesseurs, tant pour les Roiaumes de France & d'An-
gletterre que pour les Roiaumes de France & d'Ecos-
se; mais que néanmoins ils demeureront en leur entie-
re force, fermeté & vigueur, pourveu qu'ils ne soient
contraires ou repugnans au présent Traité d'union, ou
à aucuns des Articles contenus en icelui.

II. Item a été convenu, accordé & conclu qu'il ne
sera donné aucun secours, faveur, ni aide publique-
ment, ou occultement, directement ou indirectement
par l'autre des Confédérés, ni souffrira estre donné
par ses Sujets à celui, qui de quelque condition, gra-
de, état, dignité ou autre qu'il puisse estre, envahira
ou s'efforcera d'envahir les Roiaumes, Pais, Terres,
Domaines ou autres lieux appartenans à l'un desdits
Sieurs Contractans.

III. Mais qu'il y aura entre lesdits Princes Confe-
deration, Ligue & union pour la mutuelle défense de leurs
Etats, Dignité ou Ordre contre tous ceux de quelque
condition qu'ils soient, qui sous quelque pretexte ou
couleur, ou pour quelque cause sans en exiger aucune
quelle qu'elle soit, envahiront & s'efforceroient d'enva-
hir par voie d'hostilité, force & armes, les Personnes,
Roiaumes, Pais, Seigneuries, Domaines ou Terri-
toires possédés & détenus par lesdits Princes ou l'un
d'eux au temps de la conclusion du present Traité.

IV. Aussi lesdits Princes ne donneront aucun se-
cours, ni aide en quelque façon que ce soit, ou souf-
friront estre donné par leurs Sujets à ceux qui seront
rebelles à l'un ou l'autre desdits Princes, ou qui prend-
ront les armes contre eux.

Item a été convenu, accordé & conclu que le present
Traité de Ligue, Alliance & union sera perpetuel,
de sorte que tant que vivront lesdits Serenissimes Rois
Tres-Chrétien & de la Grande Bretagne il demeure
ferme, stable & inviolable sans aucune exception, &
après la mort de l'un d'eux soit transféré à leurs Succes-
seurs, pourveu que dans un an après le deceds de l'un
desdits Princes son Successeur signifie au survivant par
son Ambassadeur & par Lettres qu'il accepte les mêmes
conditions & la même Alliance, & qu'il veut conti-
nuer la même amitié; mais si dans un an le Successeur
du decédé ne fait sçavoir ce que dessus audit Prince sur-
vivant: icelui Prince survivant sera tenu quitte & libre
de toute l'obligation du present Traité.

VI. Et le même & en la même maniere que dessus,
se fera & observera entre les Heritiers & ceux qui suc-
cederont aux Couronnes & Etats des Roiaumes de Fran-
ce, & de la Grande Bretagne.

VII. Item a été convenu, accordé & conclu que
pour la tuition & défense, conservation des Personnes
desdits Serenissimes Princes, de leurs Etats, Roia-
umes, Pais, Terres, Domaines, Villes, Bourgs,
Châteaux & Territoires au tems de la conclusion du
present accord & Traité possédés & tenus par l'un ou
l'autre d'entre eux contre tous les envahisseurs & agre-
seurs, par voie d'hostilité, voire Princes, Potentats,
Communautés quelles qu'ils soient, quelque grade,
dignité

ANS
de J. C.
1610.

dignité qu'ils aient ou autrement ; de quelque état, grade ou condition qu'ils soient, & quelque lien de consanguinité ou affinité qu'ils aient, qui par voie de fait & en hostilité aura ou auront envahi ou attaqué les Roiaumes, Pais, Terres, Domaines, Villes, Bourgs, Villages, Châteaux, Territoires ou autres lieux quelconques possédés & detenus comme dit est par l'un desdits Princes ou qui sera ou seront entrepris, aura ou auront attenté de lui faire ou susciter Guerre, injure ou dommage à l'un desdits Princes ou à aucuns des Habitans, Sujets ou autres retirés dans leursdits Royaumes, Pais, Terres, Domaines, Villes, Bourgs, Villages, Châteaux, Territoires & lieux quelconques les envahissant hostilement nonobstant quelconques Traités, Liges, Alliances, amitié & Confédérations comment que se soit confirmées, ou qui se contracteront & confirmeront ci-après avec quelque Princes, Potentats & Communautés, que ce soit, encore qu'ils fussent Alliés de consanguinité, affinité & Confédération ausdits deux Rois ou à l'un d'eux (ausquels Traités, Liges, Alliances, amitié & Confédérations est & à esté en cela expressement renoncé & dérogé) & pour leur mutuelle tuition, défenses & conservation de bonne foi, réellement & de fait s'aideront l'un l'autre, d'un secours mutuel de gens de Guerre armés, tant de cheval que de pied, de Navires & Mariniers, Canons, Bombardes, Poudres, Boulets & autres instrumens de Guerre, aux dépens de celui des deux Princes qui demandera le secours toutesfois & quantes que besoin sera, & au plutôt que commodement ils le pourront faire après en avoir esté requis, auprès duquel secours pour ce qui regarde le nombre des Gens de Guerre & des Navires, armes, canons, pieces d'Artillerie & autres choses susdites, lesdits Princes s'aideront l'un l'autre en la forme & maniere qui ensuit.

VIII. Il a esté convenu, accordé & conclu que le Serenissime Roi de la Grande Bretagne après la requisi-tion à lui faite par Lettres signées de la main & fermées du Cachet secret du Roi Très-Christien, envahi ou assailli par Guerre, demandant secours deux mois après ladite requisi-tion, sera tenu pour sa défense par Terre lui fournir passés en France six mille hommes de pied au moins armés partie, d'arquebuses, partie d'escopetes, partie d'alebardes ou piques au choix & option dudit Roi Très-Christien, ou tel autre moindre nombre selon qu'il sera par lui demandé, auxquels Gens de Guerre ledit Sieur Roi Très-Christien fera fournir leur solde depuis le tems seulement qu'ils seront arrivés en France.

IX. Plus a été convenu & conclu que toutesfois & quantes que ledit Sieur Roi Très-Christien demandera audit Sieur Roi de la Grande Bretagne, plus grand nombre de Gens de Guerre en la forme & maniere que dessus, il sera tenu le lui envoyer, si commodement il se peut faire, en égard au tems & lieu & à l'état des affaires dudit Sieur Roi, le tout sera remis à sa conscience.

X. Item pour la Guerre & défense Navale, il a esté convenu, accordé & conclu que audit Roi Très-Christien sera tenu ledit Roi de la Grande Bretagne fournir huit Navires de juste grandeur, ou tel nombre & en tel état que sur iceux puissent estre mis douze cent hommes combattans, lesdits Navires suffisamment armés de toutes choses nécessaires pour combattre, comme de Canons, Poudres, Boulets & autres choses semblables, sans que ledit Sieur Roi Très-Christien soit tenu en paier aucune chose que l'évaluation desdites Poudres & Boulets, & ne seront mis sur lesdits Navires autres Gens de Guerre que des Sujets dudit Sieur Roi de la Grande Bretagne sans son consentement, & sera tenu ledit Sieur Roi Très-Christien leur faire paier, & aux Mariniers leur solde & nourriture raisonnable & convenable depuis le tems seulement que lesdits Gens de Guerre & Mariniers auront esté embarqués pour servir ledit Sieur Roi Très-Christien, depuis lequel tems aussi lesdits Vaisseaux pendant qu'ils seront au secours dudit Sieur Roi obeiront à l'Admiral de France,

ce, on à son Lieutenant ou autres aians Charges & Commandement sur les Vaisseaux dudit Sieur Roi de J. C. Tres-Christien.

XI. Item, a esté convenu, accordé & conclu que néanmoins ledit Sieur Roi de la Grande Bretagne sera tenu fournir lesdits Vaisseaux de vivres qui leur seront nécessaires durant deux mois qui seront comptés seulement du jour, que lesdits Gens de Guerre & Mariniers se seront embarqués pour servir ledit Sieur Roi T. C., desquels vivres l'estimation sera faite & sera l'évaluation d'iceux païée par ledit Sieur Roi Tres-Christien dans deux mois, s'il arrive que lesdits vivres aient esté consommés pendant que lesdits Vaisseaux auront esté à son service, ou bien au prorata du tems qu'ils auront servi.

XII. Item, a esté convenu, accordé & conclu que semblablement & reciproquement ledit Sieur Roi Tres-Christien après la requisi-tion qui lui en sera faite par Lettres signées de sa main, & fermées du cachet secret dudit Sieur Roi de la Grande Bretagne, envahi ou assailli en Guerre demandant secours, sera tenu lui fournir deux mois après ladite demande pour le défendre par Terre six mille hommes de pied au moins passés en la Grande Bretagne, Irlande ou autres ses Pais, armés partie d'arquebules, partie d'alebardes, & piques au choix & option dudit Sieur Roi de la Grande Bretagne, ou si mieux il aime trois mille chevaux montés & armés suffisamment à la Françoisse, ou bien tel autre moindre nombre de Gens de cheval & de pied qu'il demandera, selon & ainsi que ledit Sieur Roi Tres-Christien en sera requis. Ausquels ledit Sieur Roi de la Grande Bretagne sera tenu faire paier leur solde depuis le tems seulement qu'il seront arrivés en la Grande Bretagne, Irlande & autres ses Pais.

XIII. De plus a été convenu & conclu que toutesfois & quantes que ledit Sieur Roi Tres-Christien sera requis par ledit Sieur Roi de la Grande Bretagne, de lui fournir plus grand nombre de Gens de Guerre, ou Gens d'armes en la forme & maniere susdite, il sera tenu les lui envoyer si commodement il se peut faire, en égard au tems & au lieu & à l'état de ses affaires, ce qui sera remis à la conscience dudit Sieur Roi Tres-Christien.

XIV. Item pour la Guerre & défense Navale, il a esté convenu, accordé & conclu qu'audit Roi de la Grande Bretagne, sera tenu ledit Sieur Roi Très-Christien fournir huit Navires de raisonnable grandeur, ou tel nombre & en tel état que sur iceux puissent estre mis douze cent Hommes combattans, lesdits Navires suffisamment armés de toutes choses nécessaires pour combattre, comme de Canons, Poudres, Boulets & autres choses semblables sans que ledit Sieur Roi de la Grande Bretagne soit tenu en paier autre chose que l'évaluation desdites Poudres & Boulets, & ne seront mis sur lesdits Navires autres Gens de Guerre que des François, sans le consentement dudit Sieur Roi Très-Christien & sera tenu ledit Sieur Roi de la Grande Bretagne faire paier ausdits Gens de Guerre & Mariniers leur solde & nourriture raisonnable & convenable, depuis le tems seulement que lesdits Gens de Guerre & Mariniers auront esté embarqués pour servir ledit Sieur Roi de la Grande Bretagne, depuis lequel tems aussi lesdits Vaisseaux pendant qu'ils seront au service dudit Sieur Roi de la Grande Bretagne obeiront à l'Admiral d'Angleterre, & à son Lieutenant ou autres aians Charge & Commandement sur lesdits Vaisseaux dudit Sieur Roi de la Grande Bretagne.

XV. Item, a esté convenu, accordé & arrêté que néanmoins ledit Sieur Roi Très-Christien sera tenu faire fournir lesdits Vaisseaux des vivres qui leur seront nécessaires pendant deux mois, qui seront comptés seulement du jour que lesdits Gens de Guerre & Mariniers se seront embarqués pour servir ledit Sieur Roi de la Grande Bretagne, desquels vivres l'estimation sera faite, & sera l'évaluation d'iceux païée par ledit Sieur Roi de la Grande Bretagne dans deux mois, s'il arri-

ANS ve que ledits vivres aient été consommés pendant que
de J. C. ledits Vaisseaux auront été à son service, ou bien au
prorata du tems qu'ils auront servi.

1610. XVI. Item, a été convenu, accordé & arrêté
que les Troupes du secours susdit, tant par Terre que
par Mer, seront tenus de servir fidèlement le Prince
auquel elles seront accordées, aussi long-tems qu'il ju-
gera les devoir retenir, & qu'il leur aura fait payer leur
solde & nourriture, ainsi que dessus est dit.

XVII. Il a été convenu, accordé & arrêté pour
éviter tous scrupules & doutes qui pourroient naître du
nombre de Gens de cheval & de pied, & des appoin-
temens des Colonels, Capitaines, Enseignes & autres
aïans charge dedit Gens de cheval & de pied, qu'au
prêt dedit secours entre ces deux Roïaumes & au paie-
ment des soldes, la forme y sera perpétuellement gar-
dée & observée ainsi qu'elle est contenue en la cedula qui
sera transcrite au bas du present accord.

XVIII. Item, a été convenu, accordé & arrêté
qu'à celui des Confédérés que quelqu'un aura attaqué,
l'autre Confédéré vendra à juste prix si commodément
qu'il le peut faire, ou souffrira être vendu & transporté
de son Roïaume, harquebuses, morions, cuirasses,
poudres, canons, boulets, souffres, salpêtres & au-
tres choses semblables qui peuvent servir à repousser les
Ennemis.

XIX. Item, a été convenu, accordé & arrêté que
si par aventure aucun Prince en quelque tems que ce
soit ci-après, avoit commandé ou permis que les Mar-
chands Anglois, Ecoissois, ou Irlandois ou autres quels
qu'ils soient Sujets du Roi de la Grande Bretagne, &
leurs Merceries, Marchandises ou autres biens à eux
appartenans, fussent molestés, appréhendés, & dete-
nus en quelques Roïaumes, Terres & Seigneuries de
quelques Princes que ce soit. Alors & en ce cas ledit Sieur
Roi Tres-Chrétien, ses Heritiers & Successeurs ad-
monesteront & requerront avec toute diligence, &
celerité par leurs Lettres & leur Ambassadeur qu'ils en-
voieront exprés vers ledits Princes, qu'ils aient à ren-
voyer ledits Anglois, Ecoissois & Irlandois avec tou-
tes leurs Marchandises & biens en quelques Provinces
dedit Princes qu'ils soient pris, arrêtés & detenus
& les remettre en leur première & pleine liberté,
avec faculté d'en sortir ensemble leursdits biens &
Marchandises.

XX. Et en cas que ledit Prince, ainsi que dessus
est dit admonesté & requis refusant de le faire ou di-
laïant, a été convenu, accordé & conclu que ledit
Sieur Roi Tres-Chrétien, ses Heritiers & Successeurs
sans aucun retardement, ou tergiversation & toutes
excuses & allegations postposées, feront arrester, pren-
dre & retenir sous bonne & seure garde, tous & cha-
cuns les Marchands Sujets dudit Prince refusant qui
se trouveront en leurs Provinces habitans d'icelles, ou
comment que ce soit y exerçans trafic, leurs Facteurs,
Agens & Negociateurs, mêmes leurs Marchandises,
Terres, Revenus, Patrimoines, Biens, Meubles &
Immeubles quelconques qui se trouveront assis aux
Roïaumes, Terres, Pais & Seigneuries dudit Sieur
Roi Tres-Chrétien, & ne les laisseront ni restitueront
en aucune sorte, qu'au préalable chacun dedit Anglois,
Ecoissois, Irlandois, ainsi que dit est arrêté &
retenus, n'aient eu entière liberté en leurs personnes
& leurs biens généralement quelconques être restitués.

XXI. Laquelle pleine & entière restitution si elle
ne peut être faite par ledits Marchands Sujets du
suscrit Prince, leurs Agens, Facteurs, & Negocia-
teurs, ni par le moien de leurs Terres, Revenus,
biens, meubles & immeubles lors trouvés & arrêtés,
a été convenu, accordé & arrêté qu'alors pour la
seconde & troisième fois, de tems en tems ledit
Sieur Roi Tres-Chrétien, ses Heritiers & Successeurs,
feront autant & si longuement arrester & retenir les-
dits Marchands & biens que ladite restitution demeu-
rera à être faite entièrement & que ledits Mar-
chands & Sujets dudit Sieur Roi de la Grande
Bretagne.

XXII. Item, a été convenu, accordé & arrêté
que pour accomplir ce que dessus, il faut envoyer un
Ambassadeur aux Princes pour aller & retourner à fai-
re les remontrances, pour ladite restitution & le séjour
que ledit Ambassadeur sera à attendre la réponse, il a
été déterminé & préfix entre nous qu'il faut limiter
l'espace de dix-huit jours pour les Provinces Belgi-
ques, tant celles qui appartiennent aux Archiducs
Albert & Isabelle, que celles qui sont sujettes aux
Etats des Provinces-Unies, ensemble les lieux d'Alle-
magne les plus voisins, & pour Espagne, Italie, Po-
logne & autres contrées d'Allemagne plus éloignées l'es-
pace de quarante jours au plus, partant après cet es-
pace de tems passés, alors aussi-tôt & immédiatement
& sans aucun délai toutes excuses cessantes, l'arrest &
detention des choses susdites se fera, ainsi qu'il est
dit ci-dessus.

XXIII. Item, a été convenu, accordé & arrêté
que le Roi de la Grande Bretagne, ses Heritiers &
Successeurs seront tenus mutuellement, & reciproque-
ment faire de même pour les Sujets dudit Sieur Roi
Tres-Chrétien, leurs biens & Marchandises detenus
& arrêtés & saisis es Roïaumes, Pais, Terres & Sei-
gneuries de quelque Prince que ce soit, ainsi qu'en
l'Article ci-dessus ledit Sieur Roi Tres-Chrétien a
promis devoir faire pour les Sujets dudit Sieur Roi de la
Grande Bretagne.

XXIV. Item, a été convenu, accordé & arrêté
que les Marchandises & tous autres biens, lesquels
sous quelque pretexte auront été pris & arrêtés seront
départis, de sorte qu'ils puissent paier & recompenser
la perte, dommage & dépense faits & supportés à cet-
te occasion par les Sujets dedit sieurs Rois de France &
de la Grande Bretagne respectivement.

XXV. Il a été convenu, accordé & arrêté qu'en
cas que ledit Prince pour quelque raison, cause ou
matière juste & probable & qui fut comprise aux pré-
cédens Traitez de Paix & amitié, faits & conclus ci-
devant entre ledit Prince qui auroit convenu à faire
tort, & ledits Princes Confédérés, il auroit première-
ment demandé autentiquement à l'un dedit Princes,
leurs Heritiers & Successeurs, que justice lui fut faite
ou à ses Sujets, & puis en cas de déni de justice
ainsi demandée, icelui Prince eut arrêté ou fait ar-
rester aucuns Marchands Sujets de l'un dedit sieurs
Rois, leurs biens Navires, Marchandises ou denrées,
alors & en ce cas ledits Sieurs Rois, leurs Heritiers
& Successeurs en vertu des Presentes, ne seront tenus
ni obligés de faire faire les restitutions & indemni-
tez aux Parties intéressées, ainsi qu'il est convenu ci-
dessus, pourveu que dans trois mois prochainement
suivans les susdites detentions & remontrances, ledit
Prince par legitimes preuves ait fait voir audit Sieurs
Rois de France & de la Grande Bretagne, leurs He-
ritiers & Successeurs, que pour les susdites raisons &
matieres & non autrement il ait fait arrester ledits
Marchands, ainsi que dit est, Sujets de l'un dedit
Sieurs Rois ou permis qu'ils aient été arrêtés.

XXVI. Car autrement il a été convenu & arrêté
que ledits Sieurs Rois de France & de la Grande
Bretagne, leurs Heritiers & Successeurs, seront tenus
reciproquement de bailler & delivrer, voire mêmes en-
tièrement convertir tous & chacuns les biens, ainsi
par eux arrêtés & detenus au profit & avantage de
leurs Sujets respectivement, c'est-à-dire de ceux des-
quels ledit Prince ainsi que dessus est dit, auroit pre-
mierement fait arrester les biens, ou permis qu'ils
fussent arrêtés, bien pris garde toujours que ledits
Sieurs Rois, leurs Heritiers & Successeurs pendant &
au milieu du tems que la justice de tel arrest ainsi faite
par le susdit Prince, pour les causes ci-devant di-
tes, soit legitiment pardevant eux prouvée, devront
& seront tenus non seulement, continuellement &
de tems en tems faire arrester & retenir tous &
chacuns les Sujets du susdit Prince, leurs biens,
Navires, denrées; Mais aussi s'il advient que les
biens des Sujets de l'un dedit Sieurs Rois, ainsi que
dit

ANS
de J. C.
1610.

ANS dit est, par ledit Prince arrestez, excédent & surpas-
de J. C. sent le juste nombre, prix & valeur des biens de ceux,
1610. au nom & sous pretexte desquels ledit arrest auroit été
fait par ledit Prince, alors ledits Sieurs Rois, leurs
Heritiers & Successeurs seront restitués, & bailleront
aux Sujets l'un de l'autre respectivement ainsi interesez
autant de biens des Sujets dudit Prince, par eux
arrestez & detenus, qu'il leur en faudra & devra suffire
pour leur juste satisfaction & récompense de la valeur qui
aura excédé.

XXVII. Item, a été convenu, accordé & arrêté
que si ledit Prince n'avoit arrêté ainsi que dessus est
dit, ou permis être justement arrestez plus de cinq ou
fix au plus Marchands Sujets de l'un desdits Sieurs Rois,
leurs biens, Navires ou denrées, où que s'eut été
pour quelque fait particulier & quelque raisonnable intere-
st, lequel soit à vider entre eux & ledit Prince
ou leurs Sujets, alors & en ce cas ledits Sieurs Rois,
leurs Heritiers & Successeurs ne seront en vertu des
Présentes reputez, obligés de faire aucunes des remon-
trances ou arrests compris au présent Traité.

XXVIII. Item, a été convenu, accordé & ar-
rêté que le Roi Tres-Christien ne permettra, ni ses
Successeurs qu'aucun des Sujets du Roi de la Grande
Bretagne, soit molesté par les Inquisiteurs ou autre-
ment, en son corps ni biens à cause de la Religion
maintenant approuvée en la Grande Bretagne; mais
si aucun comment que ce soit avoit entrepris de ce
faire, ledit Sieur Roi défendra par son autorité, em-
pêchera qu'il ne soit fait & fera rétablir le fait en
son entier, à condition toutefois que les Sujets du
dit Sieur Roi de la Grande Bretagne se comporteront
modestement.

XXIX. Item, a été convenu, accordé & arrêté
qu'aucuns Marchands sera permis exposer en vente,
vendre & changer leurs Marchandises à toutes per-
sonnes de quelque Nation & contrée qu'ils soient,
en acheter d'eux ou leurs échanges chacun jour, hor-
mis les Dimanches & autres Fêtes auxquelles il est dé-
fendu aux François originaires & autres Regnicoles de
commercer & trafiquer.

XXX. Item, afin que les Marchands puissent plus
seurement aller, venir & négotier au commun bien
& avantage des deux Roiaumes, a été convenu, ac-
cordé & arrêté que s'il arrivoit Guerre entre les Rois
de France & de la Grande Bretagne (que Dieu ne
veuille) il sera donné trois mois aux Marchands Sujets
de l'un & l'autre Prince après la publication de la Guer-
re faite en la Ville où ils habitent, dans lequel tems
il leur sera loisible d'en ôter, vendre & transporter
seurement leurs Marchandises & tous autres biens.

XXXI. Et si dans ledit tems aucune chose leur au-
roit été pris & ôtée par l'un ou l'autre Prince ou au-
cuns de leurs Sujets, ledit Prince & ses Succes-
seurs seront tenus les restituer ou faire restituer en-
tièrement.

XXXII. Item, pour obvier aux depredations &
autres larcins & pirateries, a été convenu, accordé
& arrêté que bonne & suffisante Caution avec Cer-
tificateurs, sera prise par l'Admiral, Vice-Admiral
ou leurs Lieutenans aux Ports de l'un & l'autre Prin-
ce d'où sortiront aucuns Vaisseaux, c'est-à-dire pour
les Navires des Marchands & autres Sujets que l'on
fera ci-après sortir avec équipage de Guerre, &
represse à l'usage en double appareil & valeur d'avitail-
lement, mais des autres qui sortiront seulement pour
faire Marchandise, sera prise la Caution juratoire
des Maîtres, & autres Officiers des Navires, de
se bien comporter & ne commettre aucune piraterie
sur les Marchands ou autres Sujets desdits Sieurs
Rois; mais s'il arrive que ledit Admiral, Vice-
Admiral ou leur Lieutenant n'aient point aucuns Cer-
tificateurs, ou du moins insolvable, & que ce soit
leur faute, ils seront tenus répondre des torts qui au-
ront été faits.

XXXIII. Item, a été convenu, accordé & ar-
rêté que tous les biens, qui par les Capitaines &

autres Ministres de l'un & l'autre Prince, auront été
pris sur les Pirates, ou autres Ecumeurs de Mer, se-
ront respectivement amenez à certain Port de l'un &
l'autre Roiaume, & là mis sous la bonne & seure gar-
de de l'Admiral, Vice-Admiral, ou autres Officiers
dudit Port, lesquels Officiers seront tenus répondre
desdits biens en leur propre & privé nom.

XXXIV. Item, a été convenu, accordé & ar-
rêté que tous les biens, qui ainsi que dit est, auront été
pris & recouvrés sur les Pirates, soit qu'ils soient en
or ou argent monnoyé ou autres Marchandises,
appartenans aux Sujets de l'un desdits Sieurs Rois,
seront rendus & restitués aux vrais propriétaires d'iceux
sans aucun délai, préalablement fait preuve légitime de la
propriété d'iceux.

XXXV. Item, a été convenu, accordé & arrêté
qu'aux preuves & depositions légitimement faites de-
vant les Juges du lieu où ledites Marchandises &
autres biens ainsi depredés auront été chargez, signez
de la main du Notaire & scellées du Sceau autentiques
desdits Juges, il y sera ajouté autant de foi que si les-
dites preuves avoient été faites par commission du Ju-
ge du lieu où seront appellez ceux qui seront accusés
desdites depredations, sauf toutesfois auditz accusés
toutes les exceptions & défenses à admettre
de droit.

XXXVI. Item, a été convenu, accordé & arrêté
que tous & chacuns les habitans de l'un & l'autre Ro-
iaume & de toutes les Terres & Seigneuries, qui sont
& seront ci-après possédés par l'un & l'autre desdits
Sieurs Rois, de quelque dignité, état ou condition
qu'ils soient pourront rendre & recevoir les uns des
autres, tous bons & mutuels offices d'amitié, libre-
ment & seurement de part & d'autre, trafiquer en-
semble par Terre, Mer & Rivières, y demeurer &
séjourner, ou en sortir & retourner quand bon leur
semblera sans aucun empêchement, offense, arrest ou
inhibition.

XXXVII. Et spécialement que les Navires des
Marchands & autres Sujets du Roi de la grande Bre-
tagne, ou ses Successeurs qui iront à Bordeaux, ou en-
treront dans la Rivière de Garonne, ne seront tenus
ni contrainds de laisser & déposer au Château de Blaye,
leurs Canons, Pieces d'artillerie ou autres armes &
munitions de Guerre, suivant ce que leur avoit accordé
de tres-heureuse memoire, Henri IV. Roi Tres-
Christien de France & de Navarre, par ses Lettres Pa-
rentes n'agueres expédiées de son grand Sceau, à l'in-
stance de George Carrenu Ambassadeur, lors Resi-
dant près dudit Sieur Roi, de la part dudit Roi de la
grande Bretagne, tout ainsi que les Marchands, ni
autres Sujets de Loüis Roi Tres-Christien de France &
de Navarre ou ses Successeurs, ne seront tenus ni con-
trains de subir semblables empêchemens en aucuns
Ports de la grande Bretagne ou d'Irlande, ce qui sera
semblablement observé en tous les autres Ports de Fran-
ce, pour le regard des Marchands ou autres Sujets dudit
Roi de la grande Bretagne ou ses Successeurs.

XXXVIII. Item, pource qu'en aucuns Ports de
France & d'Angleterre, par certaines mauvaises Coû-
tumes qui ne sont autorisées d'aucune Loi, les Offi-
ciers desdits lieux exigent quelques petits tributs
pour l'entrée & sortie, qu'ils appellent *Tribus du Chef*
vulgairement, en Angleterre *Head-mony*, a été con-
venu, arrêté & accordé que ci-après tel & semblable
Tribut ne s'exigera dans les Roiaumes & Païs de l'un
& l'autre desdits Princes, afin que l'entrée & sortie
soit libre à tous, de quelque qualité & condition qu'ils
soient sans aucune telle ou autre exaction de quelque
tribut que ce soit, afin qu'en cela tous Etrangers
soient traités tout ainsi que les naturels Sujets des
lieux.

XXXIX. Item, afin que l'amitié s'éteigne davan-
tage entre ledits Princes & leurs Sujets, & qu'il soit
plus manifeste & apparent, avec quelles regles & con-
ditions les Marchands de l'une & l'autre part, & les
Sujets desdits Princes doivent instituer & exercer leur
Com-

ANS de J. C. 1610. Commerce & negoce, a esté convenu, accordé & arrêté qu'en tout & par tous ils suivront la force, forme & effet de tous les Articles du Traité fait pour le Commerce, le quatorzième de Février mil six cent six stile d'Angleterre : Fait à Paris, lequel Traité ensemble tous & chacuns les Articles d'icelui, nous voulons estre ci-après pour inflex.

XL. Item, a esté convenu, accordé & arrêté qu'aucun desdits Princes ne protegera, ni retiendra comment que ce soit, ni permettra estre receu, protégé & retenu par ses Sujets aucuns Rebelles, ou Traîtres audit Princes ou Criminels de Leze-Majesté de l'un d'eux, & ne fera audit Rebelles ni Traîtres qui seroient retirez aux Terres de l'obeissance desdits Princes, ou d'aucun d'eux donné par l'autre comment que ce soit, conseil, aide, faveur, secours, ou assistance, mais vingt jours après, que par Lettres ou par Ambassadeur desdits Princes, qui reclamera lesdits Rebelles ou Traîtres, l'autre desdits Princes qui en aura esté requis sera tenu de les rendre & delivrer tous & chacuns de bonne foi, ou faire rendre & delivrer audit Ambassadeur ou autre ayant esté nommé pour cette effet par lesdits Lettres & à ce député.

XLII. Item, combien que par le Traité de Commerce d'entre les Sujets des deux Couronnes, fait à Paris le quatorzième Février, il ait esté convenu qu'aucunes Lettres de marque & Repressailles ne seront ci-après expédiées, sinon sur certains moins & considérations exprimées audit Traité. A esté en outre convenu, accordé & arrêté que si par ci-après pour quelque cause juste, telles Lettres de marque s'accordoient, elles ne seront toutesfois mises à execution sur Marchandises ou biens quelconques, amenez ou remis aux Ports & Terres de l'un ou l'autre Prince.

XLIII. Item, comme ainsi soit qu'il arrive souvent que les Etrangers qui plaident, succombent en Jugement, soit Civil ou Criminel, soit en demandant ou défendant aient coûtume de se venir plaindre, comme ils n'auroient obtenu en leur Cause bonne Justice des Juges de l'autre Prince, pour donc éviter telles fausses plaintes & calomnies, a esté accordé & arrêté que l'Ambassadeur résident près l'un & l'autre Prince respectivement, ou telle autre personne capable qu'il voudra pour cet effet député : pourront assister à quelque Jugement que ce soit, qui se fera des biens ou de la vie de l'un des Sujets de son Prince, & principalement quand il sera question d'en donner un Jugement définitif.

XLIII. Plus a esté convenu, accordé & arrêté que le present Traité en toutes choses sera fermement & sincèrement observé, tant que durera l'union mutuelle, amitié & bonne intelligence d'entre lesdits Princes & leurs Successeurs.

De tous & chacuns lesquels Articles ci-dessus exprimés convenus & accordés par ce Traité en vertu des commissions & pouvoirs à nous donnés, avons promis & promettons nous Député du Roi Tres-Christien, que le Roi nôtre dit Seigneur, ensemble la Serenissime Reine Regente sa Mere, par l'avis & conseil des Princes du sang & autres Officiers de la Couronne s'obligeront de les garder & observer, leurs mains touchant les Saints Evangiles, toutesfois & quantes que par Ambassadeur ou Ambassadeurs aians pouvoir suffisant quant à ce ils en feront deuxième requis.

Lequel serment ledit Sieur Roi reiterera quand il sera devenu Major, en estant comme dit est deuxième requis, & cependant qu'il declarera dès maintenant qu'il aura agreable, approuvera & de son autorité confirmera tous & chacuns desdits Articles contenus en ce Traité par ses Lettres Patentes, signées de sa main & scellées de son grand Scel, lesquels seront émolgués es Cours Souveraines du Roiaume où besoin sera, sans aucune restriction, exception, ou modification, lesquelles Lettres de Ratification, en bonne & valable forme, sera bailler & delivrer dans trois mois du jour & date des Presentes,

à l'Ambassadeur du Serenissime Roi de la Grande Bretagne lors résidant en France, ou autre aiant pouvoir & mandement pour les recevoir, comme pareillement nous Députés du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, avons promis & promettons, que tout ce que par cet Article le Roi Tres-Christien est tenu faire & bailler le même dans le tems même sera & baillera le Roi nôtre dit Seigneur en la même forme & maniere que Roi Tres-Christien le fera & baillera.

Fait à Londres le vingt-neuvième jour d'Aoust mil six cent dix, signé de la Boderie, R. Salysbery, Northampton, Nottingham & Waton, Jul. Cesar, Tho. Parry avec chacun le cachet de leurs armes.

L.

Articles accordez au Gouverneur, Capitaines, Officiers, Magistrats, Bourgeois, Habitans & Soldats de la Garnison de JULLIERS par les Princes de BRANDEBOURG, PALATIN, &c. Fait au Camp devant Julliers le premier Septembre 1610. Freder. Leonard. pag. 7. Le Grand Recueil des Placards. Tom. II. Col. 2261.

AYANT ci-devant esté promis par Messieurs les Princes, au feu Roi de loisible memoire, l'Invincible HENRI LE GRAND, Quatrième du nom Roi de France & de Navarre, que es Pais de Julliers, Cleves, Berg, & autres appartenans & possédez par lesdits Sieurs Princes, qu'il ne se feroit aucun changement en l'exercice de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, ains qu'icelui exercice sera permis à toutes personnes esdits Pais. Lesdits Princes promettent le faire ainsi garder & observer, & seront toutes personnes Ecclesiastiques conservez & maintenus en leurs privileges & immunités en la jouissance de leurs biens, rentes & revenus.

II. Que le Gouverneur, Capitaines, Officiers, & Soldats de la Ville & Château, remettront entre les mains de Messieurs les Princes de Brandebourg & Neubourg, ladite Ville & Château, avec l'artillerie, munitions de Guerre, vivres, & autres instrumens de Guerre, sans rien aliener ou gâter, après l'accord arrêté, ni de mettre aucunes mèches ou autres instrumens à feu, pour allumer poudres, à condition qu'étant trouvé chose semblable, le Traité sera nul.

III. Qu'à cette condition on permettra audit Gouverneur, Capitaines, Officiers & Soldats, de sortir avec leurs armes, chevaux & bagage telle part qu'il leur plaira, & qu'il leur sera fourni à cet effet des chariots pour mener lesdits bagages, blessez & malades, jusques au nombre de cent cinquante.

IV. Qu'en sortant hors de ladite Ville & Château de Julliers, leur est accordé de pouvoir marcher tambour battant, mèches allumées, balles en bouche, & drapeaux déployez.

V. Que les Officiers de l'Archiduc Leopold, & tous autres tant Ecclesiastiques comme autres, de quelque condition qu'ils soient, pourront sortir avec eux librement, avec leurs hardes & bagages.

VI. Que ledit Gouverneur laissera entre les mains de ceux qui seront deputez par lesdits Sieurs Princes, tous les chartres, titres, enseignemens, sans que rien soit aliené ou emporté, ni par lui ni par autre.

VII. Que le Magistrat & Bourgeois seront maintenus en leurs privileges, & ceux qui voudront sortir le pourront faire librement avec leurs hardes & bagage.

VIII. Qu'étant l'accord arrêté, ils laisseront entrer quelqu'un de la part desdits Sieurs Princes, pour recevoir lesdits chartres, l'artillerie, munitions & toutes autres comme dessus.

K

Que

ANS IX. Que ledit Gouverneur fera sortir ceux de la
de J. C. Garnison de Bredeben, sur les mêmes conditions qui
sont accordées à ceux de ladite Ville de Julliers.

1610. X. Que ledit Gouverneur rendra tous les Prison-
niers de ce Camp, en payant chacun ses depens, com-
me aussi tous les chevaux qui ont été pris durant
ce Siege.

XI. Que ledit Gouverneur de Julliers sera remis en
la possession & jouissance de tous les biens ainsi qu'ils
sont à present, avec tous privilèges, franchises, im-
munités y appartenans, & ne sera ledit Gouverneur
molesté ni inquieté pour les choses avenues pendant
cette Guerre, en faisant par ledit Gouverneur serment
de fidélité & obéissance audit Sieurs Princes, telles
que Pont fait les autres Gentilshommes du Pais,
lequel serment il fera tenu faire dans quatre mois.

XII. Sera permis audit Gouverneur, Capitaines &
Soldats, estans dans la Ville & Château de Julliers,
de se retirer où bon leur semblera, hors de l'obéissan-
ce des Princes, & de Messieurs les Etats Generaux des
Provinces des Pais-Bas, & y pouront demeurer le tems

& espace de quarante jours en toute seureté, sans estre
assailis ni endommagés par les Troupes dedit Sieurs
Princes, ni autres venus à leur secours, moienant
que les Troupes qui sortiront de Julliers, & autres
estans au service de l'Empereur, ne fassent, aucun
acte d'hostilité, soule ni oppression envers les Su-
jets & Pais desdites Provinces desdits Sieurs des Etats
Generaux.

XIII. Qu'ils seront tenus de donner deux Capiti-
naires, qui demeureront en otage jusques à ce que les
chariots & chevaux qui leur seront baillez pour mener
leursdits bleffez, malades & bagage soient retournez.

Ce que dessus sera executé dans demain Jeudi deu-
xième du present mois de Septembre 1610.

Fait sous nos Seins & Scl de nos Armes au Camp
devant Julliers, le premier jour de Septembre 1610.
Signé, ERNEST, Marquis de Brandebourg. WOLF-
GANG GUILLAUME, Comte Palatin du Rhin, Duc
en Baviere, Julliers, Cleves & Berg. CHRESTIEN
D'ANHALT. LA CHASTRE. MAURICE DE NAS-
SAU. JEAN DE ROCHEMBERG.

L I.

ANS *Traité fait entre les Etats Généraux des*
de J. C. PROVINCES-UNIES, & MU-
1610. LAY ZEIDAN, Roi de Maroc, fait à
la Haye le 24. Septembre, 1610. Ait-
zema, Affaires d'Etat & de Guerre, Tom.
I. pag. 325.

PROVIN-
CES UNIES
ET MA-
ROC.

Alfoo die Hoogste ende Groot-machtighsten
Mulay Zydan, Keyser van Marrocs, Koning
van de Koninkrycken van Barbaryen, Fèz,
Sus, Taflette, ende Koningh van Guinea, Hogo,
Janibuta, Fenez, ende hare Provincien, &c. uyt
syne Koninklycke gunste, affectie ende welgevallen
tot de Vereenighde Nederlanden, goetgevonden en-
de belijft heeft aende Hooge Mogende Heeren Staten
Generael van selve Vereenighde Nederlanden te
fenden den Edelen ende Gestrengen Heere Alcay de
Hamet, Ben Abdela, als synes Majesteits Ambaf-
sadeur, midsgaders Samuel Pallache, desselvs Agent,
met behoudlijcke Brieven van Credentie, van syne
Majesteit, die welcke uyt krachte van de selve, gepro-
poneert ende verklaert hebben gelaft ende geauthori-
seert te wesen, omme van wegen syne Majesteit met
de Hoogh-gemelte Heeren Staten Generael te hande-
len ende tracteren eene valse, seckere, ende onver-
breeckelijcke vruntchap ende correspondentie tusschen
syne Majesteit, desselvs erfgenamen ende nakomelin-
gen, ende haer Ho: Mo: alsoo dat de subiecten, in-
geseten ende onderfaten ten beyder zyden voortaan
vry, vranc ende onbeschadigt, met ende onder mal-
kanderen souden mogen handelen ende trafficqueren
te Lande, ter Zee, ende op de Rivieren in sijne Ma-
jesteits Rijken ende Landen, ende dese Vereenighde
Provincien respectie, alles in conformité van de af-
scheyt gegeven aen syne Majesteits voorgaende Am-
bassadeur den Heere Alcay de Hamet Ben Bechier, en-
de den voorsz Agent Samuel Pallache by de Hoogh-
gemelte Heeren Staten Generael, ende dat daer op
tusschen die Wel-gemelte Heeren Ambassadeur ende
Agent, ende de Edele Erentfelte ende Hoogh-geleer-
de Heeren Hendrik van Bienen d'Alste, Heere van
Sinderen; Nicolaus Sym, Oude-Burgermeester der
Stad Hoorn, ende Meester Jacob Magnus der Rechten
Doctor, Oude-Burgermeester der Stadt Middel-
borgh in Zeelandt, Commissarissen van haer Ho: Mo:
hier toe specialijck gecommiteert ende geauthoriseert,
verscheyden Conferentien ende communication waren
gehouden, vermogens den laft haer E. daer toe ge-
geven: soo zijn eyndtlijck tusschen die selve Heeren
Ambassadeur ende Agent van syne Majesteit ter eenre;
ende die voorsz Heeren Commissarissen vande Hoog-
gemel-

Traduction de ce Traité.

Comme le très haut & très puissant Prince Mulay
Zidan Empereur de Maroc, Roi des Royaumes
de Barbarye, Fèz, Sus, Taflette, & de Guinée,
Hogo, Janibuta, Fenez & leurs Provinces &c. Par
l'affection & bienveillance qu'il porte aux Provinces
Unies, a trouvé bon & lui a plu d'envoyer à leurs Hautes
Puissances, les Seigneurs Etats Generaux desdites
Provinces Unies, le noble & discret Seigneur Alcay de
Hamet, Ben Abdela, en qualité d'Ambassadeur de
sa Majesté, ensemble Samuel Palache son Agent, avec
lettres convenables de creance de sa Majesté; lesquels en
vertu d'icelles ont proposé & déclaré avoir charge &
être autorisés, pour de la part de sa Majesté négocier
& traiter avec les susdits Seigneurs Etats Generaux une
ferme, sùre & inviolable amitié & correspondance en-
tre sadite Majesté, ses heritiers & successeurs, & leurs
Hautes Puissances, afin que les sujets & habitants de
part & d'autre puissent négocier & trafiquer par eau,
par terre & sur les rivières des Royaumes & pais de sa
Majesté & des Provinces Unies respectivement, le tout
en conformité de la permission, donnée au precedent Am-
bassadeur de sa Majesté le Sieur Alcay de Hamet
Ben Bechier & au susdit Agent Samuel Pallache, par
lesdits Seigneurs Etats Generaux, & y ayant eu sur ce
sujet plusieurs conférences & communications entre lesdits
Seigneurs Ambassadeurs & Agent & les nobles discrets &
tres-sçavans Seigneurs Henri de Bienen l'aîné, Sei-
gneur de Sinderen; Nicolas Sym ancien Bourguemaitre
de la Ville de Hoorn & maître Jacob Magnus docteur
en droits, ancien Bourguemaitre de la Ville de Middel-
boerg en Zelande, depuiz de leurs Hautes Puissances
à ce spécialement autorisés en vertu des pouvoirs à eux
accordés, lesdits Seigneurs Ambassadeur & Agent de sa
Majesté, d'une part & les susdits depuiz desdits Sei-
gneurs Etats Generaux d'autre, ont traité & accordé
les points & articles suivants.

ANS
de J. C.
1610.

PROVIN-
CES UNIES
ET MA-
ROC.

ANS gemelte Heeren Staten Generaal ter andere zyden,
de J.C. verdragen ende geaccordeert de navolgende Pointen
ende Articulen.

1610. I. Eerft sal van nu voortaan en voor altydt tusschen
syne Hooght-gemelte Kon. Majesteyt desselfs Erfge-
namen ende nakomelingen, ende die Hoogh-gemel-
te Heeren Staten Generaal der Vereenighde Neder-
landen, der selver respectieve Koninkrijcken, Lan-
den, subiecten ende onderfaten wesen, geoeffent en-
de onderhouden worden, vaste, seeckere ende onver-
brekelycke vrundtschap ende correspondentie Lande,
ter Zee, ende op de Rivieren: Alsoo dat de voorz
subiecten, ingeletenen ende onderfaten ten bey-
den zyden, vry, wranck, ende onbeschadigt sonder ee-
nige Sauvegarde, Saus-conduicten, Paspoorten, ofte
Zee-Brieven, d'e'en van d'ander daer toe te behoeven,
moeten hebben, oft thoonen, te Lande; ter Zee,
ende op de Rivieren fullen mogen varen, passeren
ende repasseren voor hare persoonen, met hare sche-
pen, koopmanschappen, andere goederen, ende ba-
gagien, ende vryen toe ende inganck met deselve heb-
ben tot de Rijkken, Landen, Steden, reden, Inham-
men en Havens ten beyden zyden, na dat elcx ge-
legentheyte ende gedestineerde reyse sal wesen, windt
en weder sal dienen, oock den noot door tempe-
sten, onweder, vervolg van vyanden, Zee-roovers,
lecken, ende andere toevallen, eegen uytgefondert
vereychen sal, ende in de selve blyven converseren,
en hare sacken verrichten, soo lange haer dat ge-
lieven ende goet duncken sal.

II. Ende op dat de Schepen van dese Landen seecker-
lijcx bekent mogen worden, fullen die Schippers ofte
andere op de selve commanderende, versien worden
met behoorlycke Zee-Brieven van de traffiquerende
Steden, daer uyt de selve fullen varen, ende en fullen
eegene Zee-Brieven mogen gegeven worden aen eenige
Oosterlingen ofte aen yemant anders, als die ghene,
die sijn oprechte onderfaten ende Inwoonderen van de
Vereenigde Provincien.

III. Alle Schepen van de voorz Vereenigde Pro-
vintien, versien met sulcke Zee-Brieven, varende naar
Spangien, Italien, ende andere Landen, in wat quar-
tieren de selve gelegen zyn, en fullen in hare reyse by
de schepen, onderfaten, ofte andere synes Majesteyts
onderhoorige, ofte met desselfs commissie in Zee we-
sende, niet mogen in eniger manieren becommert,
verhindert, opgehouden, ofte andersints vernadeelt
ende beschadigt worden, maer fullen de selve vry en-
de wranck moeten laten passeren ende gedogen hare
reysse te vorderen daer die gedestineert zijn.

IV. Sal oock sijne Majesteyt niet toelaten dat sulcke
schepen van dese Landen by eenige Zee-roovers ofte
andere in Zee genomen wesen in Barbarien gebracht,
ende aldaer verkocht worden, maer sal sijne Majesteyt
deselve Schepen mette ingeladen goederen den Eyge-
naer, van den Zee roover datelijck doen restituieren,
ende desselfs geleden schaede door het nemen ende be-
rooven, vergoeden, soo veel doenlijck, sonder sijne
Majesteyt voordere te verbinden.

V. Sullen oock in deselve Rycken, Landen, Steden,
Reden, Inhammen, ende Havens van beyde zyden vry
onbelet, onbekommert ende onverhindert moogen
frequenter innebrengen, koopen, verkoopen ende
met haer eygen schepen, ofte andere die sy ter
plaetse fullen moogen koopen ofte hueren, uytvoe-
ren alderhande soorten van goederen ende Koop-
manschappen, naar haer goet-duncken ende gelieven,
uytgenomen alleen alsulcke goederen die van outs by
de Wetten en Costuymen vande voorz Rycken
ende Landen te verhandelen ende uytte voeren ver-
boden sijn, sonder te moeten gehouden ofte verboden
wesen yet anders ofte meer van deselve goede-
ren in 't innekomen ende uytvaren te betalen, als de
gewoonlijcke Rechten van Tollen ende Impositien die
welcke betalen de naturele Ingebooren, ende ande-
re Onderfaten van de Coninkrijcken, Landen ende
Steden, alwaer sulcken handel Negotiatie ende traf-

Premierement il y aura & sera entretenuë une ferme,
sure & inviolable amitié & correspondance par terre,
par Mer & eaux douces des maintenant & pour tou-
jours, entre la susdite Royale Majesté, ses heritiers &
successeurs, & les susdits Seigneurs Etats Generaux des
Provinces Unies & leur Royaumes, pais, sujets & ha-
bitans respectivement, en sorte que les susdits sujets &
habitans de part & d'autre pourront aller, passer & re-
passer par les terres Mer & eaux douces l'un de l'autre
avec leur Vaisseaux, marchandises & autres biens &
bagages, librement, Francs & sans dommage, & sans
avoir besoin de sauvegardes, ssaus-conduict, passeports &
Lettres-de-Mer; Et auront libre entrée pour leurs per-
sonnes, Vaisseaux, & marchandises & bagages susdits
dans les Royaumes, pais, Villes, rades, & havres de
part & d'autre, selon l'occurrence & le voyage qu'un
chacun aura destiné de faire, soit qu'ils viennent à bon
vent, ou qu'ils y soient poussés par la tempête & pour-
suivis par des ennemis, pirates & autres accidens, nuls
exceptez: & y pourront converser & faire leurs affaires
aussi long-tems qu'il leur plaira & que bon leur sem-
blera.

II. Et afin que les Vaisseaux de ces pais puissent sere-
ment étre connus, les bateliers & autres qui les com-
manderont seront pourvus de Lettres-de-Mer convena-
bles des Villes marchandes d'où ils sortiront, & ne pou-
ront étre données aucunes Lettres-de-Mer à aucuns Ostar-
lins ou à aucun autre que ceux qui seront véritablement Sujets
& habitans desdites Provinces Unies.

III. Tous Vaisseaux des susdites Provinces Unies
pourvus de Lettres-de-Mer, naviguant en Espagne, Ita-
lie & autres pais en quelques quartiers qu'ils soient situés,
ne pourront en quelque maniere que ce soit étre inquiétez,
empêchez, ni retenus dans leur voyage par les Vaisseaux
des sujets & autres dependans de sa Majesté, étant en
Mer avec commission d'icelle, ni autrement étre molestés,
ni endommagés; mais ils les laisseront passer librement
& franchement & continuer leur chemin pour le lieu où
ils seront destinés.

Sa Majesté ne permettra point que tels Vaisseaux de
ses pais pris en Mer par quelque pirates & ramenez en
Barbarie y soient vendus, mais sa Majesté les fera restitu-
er aussi-tôt aux propriétaires d'iceux par lesdits Pirates
avec les marchandises y chargées, & les fera indemni-
ser de tous dommages soufferts par laditte prise & Pira-
terie, si faire se peut, sans que sa Majesté s'engage à da-
vantage.

V. Pouront aussi dans lesdits Royaumes, pais, Vil-
les, rades, ports & Havres, de part & d'autre, fre-
quenter librement & sans empêchement ni moleste, & y
amener avec leurs propres Vaisseaux ou autres qu'ils au-
ront achetez ou loués, y acheter, vendre, & en
transporter toute sorte de marchandises & denrées, selon
qu'ils le trouveront à propos, excepté seulement les Mar-
chandises dont le transport & négoce a été desquid d'an-
cienneté par les loix, coutumes des susdits Royaumes
& pais, sans étre tenus ni obligez de payer autre chose
ni plus que les droits & impots ordinaires que les natu-
rels & autres sujets desdits Royaumes, pais & Villes
sont tenus de payer où lesdits negoces & trafics se font,
& lesdits droits étant payez, ils pourront transpor-
ter les Marchandises qu'ils auront chargées, les con-
duire & mener, en tels Royaumes, Republiques, pais
& Villes que bon leur semblera, à moins qu'ils ne soient
en guerre ouverte avec laditte Royale Majesté, ou les
susdits Etats Generaux des Provinces Unies.

ANS
de J. C.
1610.

ANS trafique gedreven ende geexerceert wort; ende sulcke
de J. C. rechten behoordlyck betaelt hebbende, fullen hare inge-
laden goederen mogen transporteeren, vervoeren en-
1610. de brengen tot sulcke Koninkrijcken, Republycken,
Landen ende Steden, gelijk haer dat goet duncken
sal: midts dat die in egeene openbare Artijckle oorlo-
ge en zyn tegen sijne Hooghst-gemelte Koninklycke
Majesteit ende desselvs Rycken, ofte tegen de Hooge
Mogende Heeren Staeten Generael der Vereenigde
Nederlanden.

VI. Sullen oock de subiecten onderfaten ende in-
woonderen van syne Majesteits Koninkrycken in de
Vereenigde Nederlanden, ende wederom die onder-
faten ende inwoonderen van de selve Vereenigde Ne-
derlanden in de Koninkrijcken van syne Majesteit,
hebben deselve verseeckertheit ende vryheyt die hebben
ende genieten die *naturlycke* ingesetenen van de Kon-
inkrijcken van syne Majesteit.

VII. Infgelycken fullen die Kooptuyden, Schip-
pers, Piloten, Scheeps-volk, hare Schepen, Koopt-
manschappen, Waren, ende andere goederen ten bey-
den zyden niet mogen aengellagen, oft gearresteert
worden, 't zy in krachte van eenigh bevel generael,
oft particulier, ende voor wat saecke dat het zy van
oorloge ofte andersints, selfs niet onder pretext van
hem daer van te willen laten dienen voor de conserva-
tie ende beschermenisse des Landts (daer onder men
nochtsans niet en betaecte begrypen die *aenslagingen*,
ende arresten van de Justitie door die ordinaire wegen
ter oorsake van eygen schulden, Obligatien, ende
bondige Contracten van de geenen jegens den welcken
de voorz. *aenslagingen* fullen zyn gedaen) daer inne
geprocedeert sal worden, gelijk gebruyckelyck naer
recht en redenen, volgende de costumen van de plaet-
sen, daer het aenhouden ende arrest sal vallen.

VIII. By soo verre syne Coninklycke Majesteit
voor synen dienst, ofte die Hoogh-gemelte Heeren
Staeten Generael voor haren dienst, ofte om de Na-
vigatie, Commerce, ende trafique ter Zee beter te
vorderen, bewaren ende verseeckeren, geraden vinden
eenige Schepen van oorloge elck in provisien, van Munition
van oorloge, lijfvochten, water ofte andere, hoeda-
nige die souden mogen wesen, van noode hadden,
oft door *lecken*, oft door andere toevallen haer moe-
tlien calefateren, fullen de selve Schepen van oorloge tot
dien eynde mogen inne-loopen in al sulcke Steden,
Havens ofte plaetsen, ten beyden zyden als haer be-
quaemt ende goet duncken sal. Ende fullen aldaer als
goede vrienden, wel ontfangen, getraecteert, geaccom-
modeert ende gerieft worden voor haer gelt van 't gee-
ne sy behoeven ende noodich fullen hebben. En sal
hen oock daer na vallen tyden als hun sal goet dun-
cken ende believen sonder eenige swarigheyt oft diffi-
culteyt moeten toegelaten worden, wederom te ver-
trecken ende in Zee te keeren, sonder tot dien
eynde te moeten erkennen, consent ofte permissie
verfoecken van de *Vice-Roys*, Gouverneurs ofte Com-
mandeurs van de voorz. Steden, Havens ofte
plaetsen.

IX. Ende fullen ten beyden zyden niet geaccordeert
worden enige Brieven van Marcke ende *Repressalien*,
maer sal een yegelyck recht en justitie gedaen ende ge-
administreert worden nae behooren ende vereysch van
de saecken in questien.

X. Ingevalle eenigh subiect ende onderfaet van syne
Majesteit in de Vereenigde Provintien weseende, in
de selve komt te *sterven*, ende van gelycken eenigh on-
derdaen ende inwoonder van de Vereenigde Neder-
landen in de Koninkrijcken ende Landen van syne
Majesteit, die goederen ende koopmanschappen die
sulcken afgestorven heeft na gelaten, 't zy dat die an-
dere daer van hy is geemployeert geweest, ofte hem
selven

VI. *Auront aussi les sujets, & habitants des Royau-
mes de sa Majesté, dans les Provinces Unies, & re-
ciproquement les sujets & habitants des Provinces Unies
dans les Royaumes de sa Majesté, la même sûreté &
liberté que les naturels du pais.*

VII. *Semblablement, les marchands, bateliers,
pilotes, mariniere, leurs Vaisseaux, marchandises, den-
rées & autres biens de part & d'autre ne pourront être
saisis & arrêtés, soit en vertu de quelque ordre general
ou particulier, pour quelque sujet que ce soit, soit de guerre
ou autrement, & même sous pretexte de s'en vouloir
servir pour la conservation & défense du pais, (n'y
comprenant pourtant point les saisies & arrêts par les
voies ordinaires de justice, pour quelques dettes, obliga-
tions ou contrats en vertu desquels lesdites saisies ou ar-
rêts auroient été faites) à l'égard de quoi il sera procédé
comme il est d'usage selon le droit & la raison, & suivant
la coutume des lieux où lesdites saisies & arrêts auront
été faits.*

VIII. *S'il arrivoit que sa Royale Majesté, ou les
susdits Seigneurs Etats Generaux, trouvaissent expedient
pour leur service ou pour la navigation, commerce ou
trafic d'équiper dans chacun leurs Royaumes & pais quel-
ques Vaisseaux de guerre pour tant mieux pousser & as-
surer leurdit commerce, & de les mettre en Mer & les
tenir dans tels quartiers qu'ils jugeront le mieux conve-
nir; Et que ces Vaisseaux de guerre étant en Mer eussent
besoin de quelques provisions, de munitions de guerre, vi-
vres, eau ou autre choses, qu'elles pussent être, ou
qu'ils eussent besoin d'être radoubez, lesdits Vaisseaux
de guerre pourront entrer dans telles Villes, havres &
lieux de part & d'autre qu'il sera jugé être le mieux &
le plus convenable. Et ils y seront receus, traitez, ac-
comodez, & pourvus des choses nécessaires comme bons
amis, & pour leur argent. Et leur sera aussi permis en
tout tems & quand bon leur semblera d'en partir &
retourner en Mer sans aucune difficulté ou empêchement,
& sans être obligé à cette fin de demander le consente-
ment ou permission des Vice-Roys, Gouverneurs ou Com-
mandeurs des susdites villes, Havres, ou places.*

IX. *Et ne seront de part ni d'autre accordées Lettres
de Marque & représailles; mais sera à chacun fait droit
& justice comme il appartient & selon l'exigence des cas
& differens.*

X. *Si le cas echeoit que quelque sujet de sa Majesté
étant dans les Provinces Unies vint à mourir, & que
semblablement quelques sujets des Provinces Unies vinssent
à mourir dans les Royaumes & pais de saditte Maje-
sté, les biens que les deffunts auront laissé, soit qu'ils
appartiennent à ceux qui les auroient employez ou à eux
mêmes, ne seront arretez ni par saditte Majesté ni
par les Etats Generaux par quelque droit & usage
des*

ANS
de J. C.

1610.

felven hebben toebehoort, en fullen ten beyden zyden van wegen sijne Majesteit nochte van wegen die Ho: Mo: Heeren Staten Generael niet mogen aengevaert noch aengeslagen worden by eenige rechten ofte gebruycken vande Rijkken ende Landen van sijne Majesteit ende van hoogh-gemelte Heeren Staten Generael als vervalle aen deselve, maer t'samen volgen aenden rechten Erfgenaem des aflyvigen na de Rechten vande Lande daerinne deselve erfgenaem geboortigh is, ten ware, dat by dispositie van den aflyvigen daerinne anders versien ware, het welcke na gevolcht sal worden.

XI. In gevalle de Wettige ofte Testamentaire Erfgenaem niet en sijn by der handt, ende de gestorven by Testamente ofte Codicille daer inne niet en heeft versien, in sulken gevalle fullen vyf ofte ses vande Principaelste van dese Landen in Barbarien tegenwoordich weseende des gestorven goederen, mogen aennemen onder Inventaris by heuluyden geteckent, ende deselve bewaren tot behoef van den oprechten erfgenaem voorz, sonder dat d'Officiers respectieve haer in t'minste fullen hebben te bemoeien.

XII. Soo verre eenige schepen vande subiecten ende Onderdanen van sijne Conincklijke Majesteit door tempeest, onweder, jacht ofte vervolgh van Vyanden kommen te stranden aen de Vereenigde Provintien, ofte eenige schepen van de Onderdanen van deselve vereenigde Provintien aen de Coninckrycken ende Landen van syne Majesteit van wat quartieren, Coninckrycken, Landen ende Steden t' selve soude mogen wesen egeen uytgefondert, deselve schepen ende ingeladen goederen fullen volgen den eygenaers respectievelijk, mits betalende daer voren redelyck Berg-loon.

XIII. Ofte gebeurde dat eenige Koopvaerdye ofte andere schepen van weder-lyde door lekinge, storm, contrarie wint ofte andere nooden mochten komen in de Havenen ofte opte Reden van syne Majesteit ofte van dese Landen, fullen deselve Schepen reciproquelyck (egeen last breckende omme die goederen te verhandelen, vertieren, ofte verkoopen) weder vry moogen vertrecken, sonder eenige Tollen oft anderen gerechticheden te betalen, ofte aengehouden te mogen worden, alwaert alsoo dat de voorz schepen quamen uyt Spagnien, Italien ende andere quartieren, ofte derwaerts wilden varen; Indien verstante nochtans, dat sulcke schepen in Barbarien niet en fullen moogen handelen sonder expresse ordre ende consent van syne Majesteit, ofte van desselvs Commandeur, ter plaetse daer den cas sal vallen.

XIV. Ende alsoo de experientie leert dat alle handelingen die by Monopolien aen eenige besondere ende particulieren verleent worden, het gemeene welvaren vande Koningen, Princen, ende Republycken, hare Landen ende Onderdanen schadelijk ende tegens de gemeene vryheydt der Traffique slydende sijn; is verdragen by so verre als eenige sulcke handelingen by syne Majesteit tot nadeel vande vereenigde Provintien van de Rycken ende landen van sijne Majesteit voor desen geaccordeert sijn, dat deselve datelijck wederroepen ende cessen fullen, ende die Handelinghe ende Traffique in allesen beyden sijden een yegelijcken vry gestelt worden.

XV. By soo verre hier na sijne Majesteit tot synen dienft meer Volcx, Schepen, Geschut ende Munition van oorloge uytte vereenigde Provintien tot syne kosten soude begereen ofte noodich hebben aen te nemen, te koop en te voeren, fullen die hoog-gemelte Heeren Staten Generael (daerom van wegen syne Majesteit verlicht weseende) daer op favorabelijk leuten en disponeren ten besten contentement van sijn Majesteit, soo veel als de gelegentheyt en constitutie van haren staet ende saken sal kunnen ende mogen lyden.

XVI. Ende also by dese handelinghe vrye traffique ende toeganck totte Koninckrijcken ende Landen ten beyden sijden worde toe-gelaten, sal syne Konincklijke Majesteit alle de gevangens ende Captiven van de Vereenigde Provintien in Barbarien weseende, effectueelijck

des Royaumes & pais de saditte Majesteit ou desdits Etats Generaux comme à eux echeus, mais lesdits biens de J. C. suivront aux heritiers des desdits selon le droit du pais ou lesdits heritiers seront nez; à moins qu'il n'en fut autrement disposé par le desditté, ce qui sera suivi.

ANS
de J. C.
1610.

XI. Si l'heritier legitime ou testamentaire n'étoit pas en lieu & que le desditté n'en ait pas disposé par testament ou Codicille, en ce cas, cinq ou six des Principaux du pais pourront prendre les biens suivant l'inventaire qu'ils en signeront, & les garder au profit du véritable heritier, sans que les Officiers de l'un ou l'autre lieu où les biens seront, puissent s'en mêler en aucune maniere.

XII. En cas que quelque Vaisseau des sijets de sa Royale Majesteit vint à échouer sur le rivage ou côtes des Provinces Unies, soit par tempête ou étant poursuivi par l'ennemi, ou que quelque Vaisseau des sijets des Provinces Unies vint à échouer sur les côtes de saditte Majesteit en quelque endroit de ses Royaumes & pais, & Villes que ce soit, nuls exceptez, lesdits Vaisseaux, & Marchandises qui y seront, chargés demeureront aux propriétaires respectivement, en payant auparavant le droit & salaire pour les avoir mis à couvert.

XIII. S'il arrivoit que quelque navires marchands ou autres Vaisseaux, d'une ou d'autre part, soit qu'ils eussent besoin d'être radoubez, ou qu'ils fussent poussez par tempête ou autrement dans les havres ou rades de sa Majesteit, ou de ses pais, lesdits Vaisseaux reciproquement, (ayant pouvoir de negocier ou vendre les Marchandises dont ils seront chargés) pourront retourner librement sans payer aucun peage ni droits, & sans pouvoir être arrestez, quand même lesdits Vaisseaux viendroient d'Espagne, Italie ou autres quartiers, ou qu'ils y voulussent aller, bien emendupourtant que tels Vaisseaux ne pourront negocier en Barbarie sans ordre & consentement expresse de sa Majesteit, ou de ses Commandeurs, au lieu où le cas écherra.

Et comme l'experience apprend que tous les negoces qui par monopole sont accordés à quelques particuliers sont nuisibles au bien des Roys, Princes & Republiques, dommageables à leurs sijets, & contraires à la liberté du trafic, il est convenu qu'au cas que quelque tels negoces eussent cy-devant été accordés par sa Majesteit au prejudice des Provinces Unies, & des Royaumes & pais de sa Majesteit, qu'ils seront incessamment revoquez & n'auront plus de lieu, & que ces negoces & trafics seront libres à tous de part & d'autre.

XV. S'il arrivoit que sa Majesteit desirât cy-après d'avantage de troupes, Vaisseaux canons & munitions de guerre des Provinces Unies à ses dépens, & qu'il jugerât à propos d'en prendre, d'en acheter & transporter, les susdits Etats Generaux, (en étant requis par saditte Majesteit) prendront la chose en consideration au plus grand contentement de saditte Maj. autant que la conjoncture des temps & la constitution de leurs affaires le pourront permettre.

XVI. Et comme par ce traité libre trafic est permis dans les Royaumes & pais l'un de l'autre, si Royale Majesteit fera relâcher libres & Francs tous les Prisonniers & captifs des Provinces Unies qui sont en Barbarie, & descendra qu'à l'avenir il n'en soit plus fait dans les Royaumes de saditte Majesteit.

ANS tuelijk doen relaxeren, los ende vry laten, en ver-
de J. C. bieden, dat voortaan eegen *Captiven* meer van dese
1610. landen in syne Majesteys Koninkrijcken en worden
vermaectt ende verkoft.

XVII. Alle de voorzf Poincten ende Articulen ende
elcke van de selve, zyn by ons onder genoemt in
den naem ende van wegen als boven getraectert, ver-
dragen, ende geaccordeert in 's *Graven-Hage* in *Hol-*
lande, ende hebben die voorzf Heeren Ambassadeur
ende Agent van den Hooght-gemelte Heere Keyser
van *Maroc* beloofte te leveren ofte doen leveren aen
de Hoogh-gemelte Heeren Staten Generael van de
Verenigde Nederlanden binnen den tydt van ses maen-
den naestkomende, ofte eer, is 't doenlijck, Brieven
van *Ratificatie* van syne Majesteit, in behoorlijcke
forme van 't voorzf gehandelde: ende die Gecom-
mitteerde van de selve Heeren Staten Generael aen de
voorzf Heeren Ambassadeur ende Agent, die Brieven
van *Ratificatie* van haer Hoog Mog: binnen ge-
lijcken tydt.

XVIII. Het tegenwoordigh Traetaet sal ten bey-
den zyden alomme daer sulcx behoort ende gewoon-
lijck is gepubliceert worden, nae dat de *Ratificatie* sal
wesen by syne Majesteit, ende die Hoogh-gemelte
Heeren Staten Generael gedaen.

Aldus gedaen ende besloten in 's *Graven-Hage* voorzf
op den 24. dagh der maendt van December in 't jaer ons
Heeren Jesu Christi sesshien hondert en thien.

Tous les susdits points & articles & chacun d'iceux
ont été par nous soussignez & au nom que dessus, trait-
tez, convenus & accordez à la Haye en Hollande,
& ont les susdits Sieurs Ambassadeur & Agent du
susdit Seigneur Empereur de Maroc promis de fournir
ou faire fournir aux susdits Seigneurs Etats Generaux,
des Provinces Unies dans le tems de six mois prochains
ou plutôt, si faire se peut, lettres de Ratification en bonne
forme de sa Majesté; Et lesdits Deputez desdits Seigneurs
Etats Generaux aux susdits Ambassadeur & Agent, let-
tres de Ratification de leurs Hautes Puissances dans pa-
reil tems.

XVIII. Le present Traité sera de part & d'autre
publié par tout où il appartient, après que la Ratification
en sera faite par sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats
Generaux.

Ainsi fait & conclu à la Haye le 24. jour du mois de
Decembre l'an de nôtre Seigneur 1610.

ANS
de J. C.

1610.

DUCHE'
ET COM-
TE' DE
BOUR-
GOGNE.

(4) Ce
Traite
fut renou-
vellé en
1644.

L I I

(a) *Traité de Neutralité entre les DUCHE'
& COMTE' de BOURGOGNE terres
& Seigneuries y enclavées, fait sur la fin
de 1610. & ratifié au commencement de
1611. Recueil des Traitez de Paix & entre
les Couronnes d'Espagne & de Fran-
ce, imprimé à Anvers in 12. pag. 370.
Freder. Leonard. Tom. IV. &c. Placards
de Brabant, &c.*

ALBERT & ISABELLE Clara Eugenia In-
fante d'Espagne, par la Grace de Dieu Archi-
ducs d'Aultriche, Ducs de Brabant, de Lem-
bourg, de Luxembourg, de Gueldres, &c. Comtes
de Flandres, de Bourgogne, de Hainau, d'Artois,
&c. A tous ceux qui ces presentes verront, Salut.
Comme il soit, que le douzieme de Decembre de l'an
passé M. DC. X. entre nostre amé & feal Messire Pierre
Pecquins, Maître aux requestes de nostre Hostel,
Conseiller de nostre Conseil Privé, & nostre Amba-
sadeur ordinaire aux Pais du Roi Tres-Chrestien, no-
stre Procureur, d'une part: & Messire Nicolas Bru-
lard Chevalier, Sieur de Sillery, Chancelier de France
& de Navarre; Roger de Bellegarde grand Escuyer de
France, premier Gentilhomme de la Chambre dudit
Seigneur Roi, & Gouverneur de la Duché de Bour-
gogne & Pais de Bresse; Nicolas de Neuville Che-
valier, Sieur de Villeroy; Louis Potier aussi Che-
valier, Sieur de Gervres, Conseiller dudit Seigneur Roi
en son Conseil d'Estat, & Secrétaire de ses comman-
demens & Finances; Pierre Jannin aussi Chevalier,
Sieur de Montjeu, Conseiller audit Conseil d'Estat;
Edme de Malain Baron de Lux, Chevalier des Ordres,
Conseiller audit Conseil d'Estat, Capitaine de cinquante
hommes d'armes, & Lieutenant general au gouver-
nement de ladite Duché de Bourgogne & Bresse; &
Mathieu Boulard aussi Chevalier, Sieur de Berny,
Conseiller audit Conseil d'Estat; commis & deputez
de la part dudit Seigneur Roi, d'autre part; a esté
contractée, passée & accordée bonne & seure Neutra-
lité entre nostre Franche Comté de Bourgogne,
y comprise la Cité de Besançon, avec leurs apparte-
nances & dépendances, Terres & Seigneuries y encla-

vées, ainsi que de present nous les tenons & possédons;
& ladite Duché de Bourgogne, Viscomté d'Auxonne
& Pais de Bassigny, avec leurs appartenances & dé-
pendances, Terres & Seigneuries y enclavées, ainsi
que ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien les tient & pos-
sede semblablement: & ce pour le temps & terme de
vingt neuf ans, à commencer au jour que la precedente
Neutralité s'est expirée, qui fut le vingtnouvieme
de Juillet de l'an mille six cens neuf: & selon qu'il est
plus à plein contenu & déclaré au Traité qui en a été
fait & passé, & duquel la teneur s'en suit.

COMME ainsi soit, que la Neutralité faicte & ac-
cordée avec l'Intervention des Seigneurs des Liges
le premier jour de Mars mille cinq cens quatre vingt,
au lieu de Baden, pour vingtnouf ans, entre les Du-
ché de Bourgogne, Viscomté d'Auxonne, Pais de
Bassigny avec leurs appartenances & dépendances,
Terres & Seigneuries y enclavées d'autre part, soit fi-
nie & expirée de le mois de Juillet de l'année mille six
cens neuf; & que lesdits Seigneurs des Liges, desi-
reux de voir que lesdites Provinces, qui leur sont voi-
sines, vivent en amitié & concorde, tant pour la com-
modité mutuelle des uns & des autres, que pour la leur
propre; ayant peu auparavant l'expiration d'icelle si
souvent depuis prié & exhorté le Roi Tres-Chrestien, &
les Archiducs Seigneurs des Pais-bas & de ladite Fran-
che Comté, de le renouveler: ce que le desuin Roi
Henri IV. de bonne memoire, que Dieu absolve,
auroit eu intention de faire, & donné charge peu au-
paravant son decés à aucuns de ses Ministres de con-
seiller sur ce sujet avec l'Ambassadeur desdits Seigneurs
Archiducs. Or est-il que le jourd'hui douzieme de De-
cembre M. DC. X. en la Ville de Paris Hauts & Pui-
sants Seigneurs, Messire Nicolas Brulard Chevalier,
Sieur de Sillery, Chancelier de France & de Navarre;
Roger de Bellegarde grand Escuyer de France, pre-
mier Gentilhomme de la Chambre du Roi, Gouver-
neur & Lieutenant general pour Sa Majesté en ses Pais
de Bourgogne & Bresse; Nicolas de Neuville Che-
valier, Sieur de Villeroy; Louis Potier aussi Che-
valier, Sieur de Gervres, Conseillers de Sa Majesté en
son Conseil d'Estat, Secrétares de ses commande-
mens & Finances; Pierre Jannin aussi Chevalier, Sieur
de Montjeu, Conseiller audit Conseil d'Estat; Edme
de Malain Baron de Lux, Chevalier des Ordres de Sa
Majesté, Conseiller en sondit Conseil d'Estat, Ca-

pitai-

ANS
de J. C.
1610.

ANS pitaine de cinquante hommes d'armes de ses Ordon-
 de J. C. nances, Lieutenant general audit gouvernement de
 1611. Bourgogne & de Bresse; & Matthieu Boulard aussi
 Chevalier, Sieur de Berny, Conseiller audit Con-
 seil d'Etat, au nom & comme ayant charge & com-
 mission expresse de Tres-Haut, Tres-Puissant &
 Tres-Excellent Prince Louis Treizieme par la Grace
 de Dieu Roi de France & de Navarre, en vertu
 des lettres de commission faictes & passees en ceste dite
 Ville de Paris, le troisieme jour de Novembre der-
 nier, par l'advis & en la presence de Tres Haute,
 Tres-Puissante & Tres-Excellente Princesse la Roine
 Mere Regente, dont la copie est ci-apres in-
 serree, d'une part : & Messire Pierre Pecquius Mai-
 stre des Requestes de l'Hostel de Tres-Hauts &
 Tres-Puissants Princes les Archiducs Seigneurs des
 Pais-bas & de ladite Franche Comté de Bourgon-
 gne, Conseiller en leur grand Conseil, & leur Am-
 bassadeur ordinaire, resident près ledit Seigneur Roi,
 ayant outre ce charge, pouvoir & commission ex-
 pressie desdits Seigneurs Archiducs, dont la teneur
 est aussi inserree ci-apres, d'autre part; ont pour le
 renouvellement de ladite Neutralité accordé les articles
 qui s'ensuivent.

I. A SCAVOIR, que pour le tems & terme de
 vingneuf ans, à les commencer au jour que la prece-
 dente Neutralité est expirée, 'qui fut le vingneufie-
 me de Juillet de l'an dernier M. DC. IX. il y aura
 bonne Paix, union, voisinance & amitié entre les
 Pais ci dessus nommez, & ne s'y pourra mouvoir
 guerre ne commettre aucun acte d'hostilité par enva-
 hissement, force ouverte, surprise ou autrement, par
 quelque voye & maniere que ce soit, directement
 ou indirectement, de la part des Souverains Seigneurs
 desdits Pais, sur les Pais, Terres & Seigneuries com-
 prises en ladite Neutralité, ny sur les sujets & ha-
 bitans y residents : ce que leurs successeurs esdits Pais
 seront tenus aussi d'observer, au cas qu'eux ou l'un
 d'entre eux vinssent à deceder avant ledit temps: ce
 que Dieu ne veuille.

II. Et afin que l'observation en soit plus ferme
 & stable; lesdits Seigneurs Archiducs ont promis,
 & seront tenus de faire ratifier & approuver le pre-
 sent Traité dans six mois, par Tres-Haut, Tres-
 Puissant & Tres-Excellent Prince le Roy Catholique
 des Espagnes, à ce qu'il demeure obligé à l'observa-
 tion d'icelui, & soit pareillement tenu, aussi bien que
 lesdits Seigneurs Archiducs, de s'abstenir de tous actes
 d'hostilité & entreprise sur les Pais & sujets dudit
 Seigneur Roi Tres-Chrestien, compris en ladite
 Neutralité.

III. Et combien qu'on ait toute occasion d'esper-
 rer, que la Paix, qui est de present entre lesdits Sei-
 gneurs Rois Tres-Chrestien, Catholique & Archi-
 ducs, sera perpetuelle & inviolable; neantmoins si
 quelque rupture advenoit contre leur intention &
 desir (ce qu'ils prient Dieu vouloir destourner) ladite
 Neutralité ne laissera aussi de continuer entre lesdits
 Pais & sujets durant ledit tems.

IV. Ne sera mesme interrompue, violée & enfrain-
 te, si aucuns particuliers desdites Provinces & Pais,
 compris en icelle, venoient à faire quelque entre-
 prise ou attentat au prejudice de ladite Neutralité;
 mais en sera seulement poursuivie la reparation parde-
 vant les Gouverneurs & Lieutenans Generaux des
 Duché & Comté de Bourgogne; qui s'assembleront
 avec quelques Deputez des Parlemens de Dijon
 & Dole, pour y pourvoir à la premiere plainte
 qui leur en sera faicte, en sorte que le dommage
 soit réparé, & justice favorable rendue aux interessez:
 à quoi les Souverains d'une part & d'autre appor-
 teront aussi leur autorité, quand besoin sera, pour
 empêcher que tort & violence ne soit faicte d'une
 part; sans toutesfois venir aux armes à cette occasion.

V. Que durant icelle Neutralité, les manans &
 habitans des Duché de Bourgogne, Viscomté d'Au-
 xonne & Pais de Bassigny, avec leurs appartenan-

ces & dépendances, Terres & Seigneuries y encla-
 vées; & ceux d'icelle Franche Comté, & Cité de J. C.
 Befançon, leurs appartenances & dépendances, Ter-
 res & Seigneuries y enclavées, pourront hanter, con-
 verser, frequenter, trafiquer & marchander de cho-
 ses loyables & non prohibées, aller, demeurer, se-
 journer & retourner de Pais à autre avec leurs mar-
 chandises librement, & sans que respectivement ils
 puissent estre constitués prisonniers de guerre ou
 leurs biens arrestez; ny que les biens immeubles,
 que les habitans desdites Provinces, Terres & Sei-
 gneuries pourroient avoir respectivement (à sçavoir
 ceux desdites Duché de Bourgogne, Viscomté d'Au-
 xonne, Pais de Bassigny, Terres & Seigneuries y
 enclavées; ny semblablement ceux desdites Comté de
 Bourgogne, Cité de Befançon, Terres & Seigneu-
 ries y enclavées) riens lesdites Duché de Bourgogne,
 Viscomté d'Auxonne, Pais de Bassigny, Terres &
 Seigneuries y enclavées, puissent estre mis hors leurs
 mains, saisis & arrestez, ny declarez commis ou con-
 fisque, comme biens d'ennemis tenans party con-
 traire.

VI. Pendant le tems de ladite prolongation de
 Neutralité, lesdits Seigneurs Rois & Archiducs,
 ensemble les Gouverneurs desdites Provinces &
 Cours de Parlement, en cas de necessité de vivres
 esdits Pais, pourront defendre la traite tant d'un
 costé qué d'autre.

VII. Ceux de ladite Franche Comté, Cité de Be-
 fançon, leur appartenances & dépendances, Terres &
 Seigneuries y enclavées, qui suivront le party dudit
 Seigneur Roi Catholique ou Archiducs, ne pourront
 estre travaillez ny molestez pour leurs siefs & autres
 biens, qu'ils ont auxdites Duché de Bourgogne,
 Viscomté d'Auxonne, Pais de Bassigny, Terres &
 Seigneuries y enclavées: ny pareillement ceux desdites
 Duché, Viscomté d'Auxonne, Pais de Bassigny,
 Terres & Seigneuries y enclavées, qui suivront le par-
 ti dudit Seigneur Roi Tres-Chrestien, ne pourront
 estre travaillez ny molestez, pour leurs siefs & autres
 biens qu'ils ont en icelle Franche Comté, Cité de
 Befançon, leurs appartenances & dépendances, Ter-
 res & Seigneuries y enclavées; ains en jouiront respec-
 tivement durant ladite Neutralité sans aucune diffi-
 culté, & sans qu'ils soient tenus, pour transporter les
 fruits provenans des heritages qu'ils ont ou auront aux
 Pais de l'une des Souverainetez à l'autre, payer aucu-
 nes daches, gabelles ny impositions, non plus que
 pour les fruits & denrées sortans d'un lieu de ladite
 Franche Comté, pour estre transportées en un autre
 de mesme Pais, encore qu'on les fasse passer & repas-
 ser par quelques lieux des terres de France comprises
 en ce Traité de Neutralité.

VIII. Lesmanans & habitans desdits Pais respec-
 tivement ne conspireront ny entreprendront aucune cho-
 se l'un contre l'autre: & s'il estoit fait par aucuns des
 sujets d'une part ou d'autre, les contrevenans & tran-
 gresseurs en seront aigrement punis & corrigez.

IX. Si aucuns sujets desdites Duché & Comté de
 Bourgogne, Pais, Terres, Seigneuries & lieux des-
 seldits se retirent d'une obeissance à l'autre, pour evi-
 ter la punition qu'ils pourroient avoir meritée pour
 quelques crimes par eux commis, lesdits Seigneurs
 Roi Tres-Chrestien & Archiduc seront tenus respecti-
 vement les faire rendre es mains des Officiers où ils
 seront juridiques, pour en faire la punition: & le
 semblable sera fait des voleurs non sujets desdits Sei-
 gneurs Roi & Prince.

X. Et pour ce qu'au Traité dernier de l'an mille
 cinq cens octante, plaintes furent faictes de la part des
 Deputez du Roi Tres-Chrestien, qu'à l'occasion de
 quelques Edicts publiez en la Comté de Bourgogne,
 la liberté de jouir des benefices assis audit Comté de
 Bourgogne, par ceux de ladite Duché de Bourgon-
 gne, Bassigny, Viscomté d'Auxonne & Terres y en-
 clavées, leur estoit ostée, du moins diminuée de beau-
 coup; l'abolition desquels Edits estoit à present requi-
 se:

ANS se : ce que l'Ambassadeur desdits Seigneurs Archiducs de J. C. auroit déclaré n'avoir charge ny pouvoir consentir, les Deputez dudit Seigneur Roi Tres-Christien ont protesté & déclaré, qu'il en sera usé de mesme, en cas, qu'à cause desdits Edits, les subjets de sa Majesté Tres-Christienne reçoivent quelques incommoditez & dommages.

1611.

Commission du Roi de France.

LOUIS par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à nostre Tres-cher & feal le Sieur de Sillery, Chancelier de France & de Navarre; à nostre cher Cousin le Sieur de Bellegarde, grand Escuyer de France, premier Gentilhomme de nostre Chambre, Gouverneur & nostre Lieutenant General en Bourgongne & Bresse; à nos amez & feaux Conseillers en nostre Conseil d'Etat, les Sieurs de Ville-roi & de Gesvres, Secretaires de nos commandemens & Finances; Jannin Conseiller en nostredit Conseil d'Etat, Baron de Lux, Chevalier de nos Ordres, Capitaine de cinquante hommes d'armes de nos Ordonnances, nostre Lieutenant general audit Gouvernement de Bourgongne & Bresse; & de Berny, aussi Conseiller en nostre Conseil d'Etat, Salut. Comme pour satisfaire à l'instance priere, qui nous a esté faite & souvent réitérée de la part de nos tres-chers & grands amis, allies & confederes les Sieurs des Ligues des treize Cantons des hautes Allemagnes, pour la prolongation ou renouvellement de la Neutralité, faite & accordée au lieu de Baden le premier jour de Mars mille cinq cens octante, entre nos Duché de Bourgongne, Viscomté d'Auxonne, Pais de Bassigny, Terres & Seigneuries y enclavées, leurs appartenances & dépendances d'une part; & la Franche Comté de Bourgongne, Cité de Besançon, leurs appartenances & dépendances, Terres & Seigneuries y enclavées, d'autre part; ladite Neutralité expirée dez le mois de Juillet mille six cens neuf, nous ayons advisé, suivant la bonne intention du feu Roi nostre Tres-Honoré Seigneur & Pere, que Dieu absolve, & par l'avis & prudent Conseil de la Roine Regente, nostre Tres-Honorée Dame & Mere, d'en faire traiter avec celui ou ceux qui à ce faire seront commis par nos Tres-chers & amez Cousins les Archiducs, Seigneurs des Pais-bas & de ladite Franche Comté: à ces causes à plein confians de vos sens, suffisance, loyauté, preudhomme, experience & bonne diligence, Nous vous avons par le mesme avis & Conseil de ladite Roine Regente, nostre Tres-honorée Dame & Mere, commis & député, commettons & deputons par ces presentes signées de nostre main, pour & en nostre nom traiter, accorder & convenir avec celui ou ceux qui seront, comme dit est, à ce faire commis par lesdits Archiducs, de la prolongation ou renouvellement d'une bonne, seure, ferme & commune Neutralité & amitié entre nosdites Duché de Bourgongne, Viscomté d'Auxonne, Pais de Bassigny, leurs circonstances & dépendances, Terres & Seigneuries y enclavées, & ladite Franche Comté de Bourgongne, Cité de Besançon, leurs appartenances & dépendances, Terres & Seigneuries y enclavées: & ce pour le temps de ving-neuf ans, ou autres que vous adviserez, sous les mesmes conditions & conventions portées par ledit dernier Traité de Neutralité, ainsi que vous jugerez estre plus à propos pour le bien de nostre service, profit & utilité de nos Duché & Pais susdits: & généralement faire en ce que dessus, circonstances & dépendances tout ce que nous mesmes ferions, si present en personne y estions, selon la fiance que nous en avons en vous; jaoit que le cas requist mandement plus special que n'est contenu en celsdites presentes: promettant en foi & parole de Roi avoir agreable, tenir ferme & stable à tousjours tout ce que par vous sera fait, traité & conclu en ce que dessus, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement; & d'en bailler nos lettres de ratification, toutes fois & quantes que requis serons de ce faire: vous avons don-

né & donnons plein pouvoir; puissance, autorité, **ANS** commission & mandement special; car tel est nostre de J. C. plaisir. Donné à Paris le xiiii. jour de Novembre, l'an de Grace mille six cens dix, & de nostre Regne le premier. Signé Louis, & plus bas, Par le Roy, la Reine Regente sa Mere presente, Brulard: & sceillés sur double queue du grand seau de cire jaune. 1611.

Commission & Ratification des Archiducs.

ALBERT & ISABELLE CLARA EUGENIA Infante d'Espagne, par la Grace de Dieu Archiducs d'Aultriche, Ducs de Brabant, de Lembourg, de Luxembourg, de Gueldres, &c. Comtes de Flandres, de Hainau, d'Artois, &c. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme pour satisfaire à l'instance priere & requission qui faicte nous a esté de la part de nos tres-chers & bons amis & anciens confederes les Seigneurs des Ligues de tous les Cantons de la haulte Allemagne, par leurs lettres à nous ecrites le dixhuitieme du mois de Juillet de l'an passé mille six cens & neuf, nous nous ayons confederés de deputer personages, pour traiter de la prolongation ou renouvellement de la Neutralité, accordée entre nostre Franche Comté de Bourgongne, y comprise la Cité de Besançon avec ses appartenances & dépendances, Terres & Seigneuries y enclavées, d'une part; & les Duché de Bourgongne, Viscomté d'Auxonne & Pais de Bassigny, avec leurs appartenances & dépendances, Terres & Seigneuries y enclavées, d'autre part: **SçAVOIR FAISONS**, que nous confians entierement de la personne de nostre tres-cher & feal Messire Pierre Pecquius, Maistre aux requestes de nostre Hostel, Conseiller en nostre grand Conseil, & nostre Ambassadeur ordinaire auprès du Roy Tres-Christien, & de ses seas, suffisance, loyauté, preudhomme & bonne diligence; iceluy pour ces causes & autres à ce nous mouvans, avons fait, créé, ordonné & estably; faisons, creons, ordonnons & establissions par ces presentes nostre Procureur special; luy donnant plein pouvoir, puissance & autorité de pour & en nos noms traiter, accorder & passer avec celui ou ceux qui seront deputez de la part dudit Sieur Roy, & qui de ce auront pouvoir suffisant, le renouvellement d'une bonne & seure Neutralité & amitié entre nostredite Franche Comté de Bourgongne, y comprise ladite Cité de Besançon, avec toutes leurs appartenances & dépendances, Terres & Seigneuries y enclavées, & ce pour le temps de vingt ou vingneuf ans, ou tel autre plus bref qui sera entre eux advisé; qui commenceront à courir dez le jour & date dudit renouvellement, ou tel autre qu'ils adviseront, & sous les mesmes pactes & conventions portées par ledit dernier Traité de Neutralité, & selon que ledit Pecquius verra estre à faire, pour le plus grand bien, profit, utilité & commodité de nous & de nostredite Franche Comté. Mesmes lui donnons pouvoir de promettre en nostre nom, que nous ferons avoier & ratifier ledit Traité de Neutralité par nostre bon Frere le Roi Catholique des Espagnes: & ce dedans six mois prochains, ou tel autre terme qu'il sera advisé; & qu'il n'entreprendra rien contre icelui: & généralement de faire, traiter & negotier par nostredit Procureur au present affaire tout ce que nous mesmes ferions & faire pourrions, si presens y estions; jaoit qu'il y ait chose qui requist mandement plus special que le contenu en ces presentes; lesquelles promettons en bonne foi & parole de Prince, & sous l'hypothèque & obligation de tous & chacun nos biens, presens & à venir, avoir agreable, & tenir pour ferme & stable tout ce que par nostredit Procureur sera fait, traité & negocié en cet endroit, sans y contrevenir, ny souffrir qu'il y soit contrevenu, directement ou indirectement, en quel-

ANS quelque sorte & maniere que ce soit : & de ce faire de J. C. expedier, fournir & bailler nos lettres d'agregation & ratification en dedans le terme qui aura esté pris, convenu & accordé par nostredit Procureur. En témoin dequoi nous avons subsigné ces presentes de nostre main, & fait mettre & apposer à icelles nostre seel. Donné en nostre Ville de Bruxelles le vingtquatrième jour du mois de Septembre, l'an mille six cens dix. Signé *Albert & Isabelle*. Sur le reply, *Par les Archiducs : Prats : & scellé en cire rouge*. Fait & arresté à Paris par nous Commissaires susdits, les an & jour que dessus. Lequel fust dit Traité toutes Deputes du Roi Tres-Chrestien ci-dessus nommez ont signé l'un après l'autre à l'un des costez de l'écrit ; à sçavoir *Brulart, Rogier de Bellegarde, de Neuville, Potier, P. Jannin, de Malain-Lux, Boulard : & de l'autre costé, P. Pecquius*. SCAVOIR FAISONS, que nous voulons proceder sincerement & de bonne foi, en tout ce que nostredit Procureur a traité, promis & accordé en cet endroit ; avons, en agreant le fust dit Traité, tel qu'il est ci-dessus referé, icelui confirmé, ratifié & approuvé ; confirmons, ratifions & approuvons, tant pour nous que pour nos hoirs & successeurs, pour ledit temps de vingt-neufans, à commencer comme dessus est dit : promettons en parole de Princes sous nostre foi & honneur, & l'obligation de tous & chascuns nos biens, tant meubles qu'immeubles, presens & à venir, & ceux de nosdits hoirs & successeurs, l'observer & faire observer inviolablement, sans y contrevenir, ny souffrir qu'il y soit contrevenu, directement ou indirectement, en quelque sorte ou maniere que ce soit. En témoin dequoi nous avons soubsigné ces presentes de nos mains, & fait à icelles apposer nostre grand seel accoustumé. Donné en nostre Ville de Bruxelles le vingtième jour de Janvier l'an de Grace mille six cens onze. *Grijot, Signé Albert & Isabelle : & plus bas, Prats*. Collationné à l'original, & trouvé concorder par moi *Pecquius*.

*Ratification du susdit Traité par le
Roy de France.*

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme en suite de la bonne intention du feu Roi, nostre Tres-Honoré Seigneur & Pere, Henry le Grand, que Dieu absolve, & à la priere qui nous en a esté faite par nos tres-chers & grands amis, alliez & confederes des Lignes Suisses, nous ayant ci-devant, par l'avis & prudent conseil de la Roine Regente, nostre Tres-Honorée Dame & Mere, fait expedier nos lettres de commission à aucuns des principaux Seigneurs de nostre Conseil, pour traiter avec celui ou ceux qui seroient à ce commis par nos Tres-chers Cousins les Archiducs, Seigneurs des Pais-bas & de la Franche Comté de Bourgogne, du renouvellement de la Neutralité, faite & accordée avec intervention des Seigneurs des Lignes le premier jour de Mars mille cinq cens quatrevingt, au lieu de Baden, pour vingt-neuf ans, expirer du Regne dudit feu Seigneur Roy, nostre Tres-Honoré Seigneur & Pere, entre les Duché de Bourgogne, Viscomté d'Auxonne, Pais de Basigny, avec leurs appartenances & dépendances, Terres & Seigneuries y enclavées, d'une part ; & la Franche Comté de Bourgogne, Cité de Besançon, leurs appartenances & dépendances, Terres & Seigneuries y enclavées, d'autre part ; nosdits Deputes & le Sieur Pecquius, Ambassadeur de nosdits Cousins les Archiducs, residant près de nous, ayant traité & convenu pour le renouvellement de ladite Neutralité les articles ci attachez sous le contrescel de nostre Chancellerie ; SCAVOIR FAISONS, que nous étant iceux fait lire en presence de ladite Roine Regente, nostre Tres-Honorée Dame & Mere, nous avons iceux par son bon avis & prudent conseil agréé, approuvé, ratifié & confirmé ; agreons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy

Tom. III.

& parole de Roi, & sous l'obligation & hypothèque de tous & un chascun nos biens, presens & à venir, garder, observer & entretenir inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoi, nous avons signé ces presentes de nostre propre main, & à icelles fait mettre & apposer nostre seel. Donné à Paris le premier jour de Fevrier l'an de Grace mille six cens onze, & de nostre Regne le premier. Ainsi signé, *Louis : & sur le reply, Par le Roi, la Roine Regente sa Mere presente : Brulart : scellé d'un grand seel en cire jaunie à double queue de parchemin pendant*.

CE Traité fut publié en l'audience de la Cour Souveraine de Parlement à Dole, le Procureur General le requérant par la voix de Messire Antoine Berceur Docteur es Droits, Conseiller & Premier Advocat Fiscal en ladite Cour, le dixhuitième d'Avril, l'an mille six cens onze : à Dijon le vingtième du même mois : à Chaumont en Basigny, le trentième du mois de Mars : & le troisième d'Avril au siege Royal de Langres : le tout en la même année M. DC. XI.

L I I I.

Traité entre les Electeurs de SAXE & de BRANDENBOURG & le Prince de NEUBOURG touchant la succession de Cleves & de Juliers, Fait à Jutrobok près de Leipsic, le 18. Mars, 1611. Gabriel Chappuys, Histoire Générale de la Guerre de Flandres. Partiel II. pag. 291. Mercure François, Tom. II. Feuill. 217. Verso.

LES deux Electeurs de Saxe & de Brandebourg s'étant donc rendus à Jutrobok, & tous les Princes de leurs maisons, sçavoir de ceux de Saxe, le Duc Jean George frere de l'Electeur, les Ducs de Coburg & de Vinar, avec l'Administrateur de Magdebourg : Des Princes de Brandebourg, les Marquis de Brandebourg, & Culmbach, ceux d'Onoltzbac & Croissenfe. Les Landgraves de Hesse, Maurice, Louis, & Frederic : Le Duc d'Hollatie, Christian Prince d'Anhalt, & plusieurs autres Seigneurs. Le 18. Mars l'accord suivant fut arrêté & signé.

I. Que les Estats de Juliers seroient conjointement possédez & administrés par les Electeurs & Princes de Saxe, avec l'Electeur de Brandebourg & le Prince de Neubourg.

II. Que le Senat ou Conseil seroit composé de Senateurs élus & choisis de toutes les Provinces dependantes de la maison de Juliers, afin que chaque pays fust gouverné suivant leurs anciens privileges & coutumes.

III. Que le Gouverneur de Juliers & les habitants presteroient le serment de fidelité au nom des trois familles des Electeurs, Palatin, Saxe & Brandebourg, avec cette condition, que le different entr'eux étant terminé, ils reconnoistroient celui seul à qui il seroit adjugé.

IV. Que l'Electeur & Princes de Saxe intercederoient envers l'Empereur pour la revocation des Edicts faits contre les Electeurs & Princes de Brandebourg, & contre le Prince de Neubourg.

V. Que leur different seroit terminé devant l'Empereur comme leur Juge ordinaire.

VI. Qu'uns & autres donneroient caution d'obeyr à la sentence qui interviendrait.

VII. Que les sujets des Estats de Juliers, lesquels s'estoient jusques alors comportez neutres, sans avoir recogneu l'un ou l'autre party, n'en seroient molestés ny recherchéz.

VIII. Que les navires de guerre qui estoient sur le Rhin pour lever les impôts nouveaux mis sus depuis

L

la

la mort du dernier Duc de Julliers, seroient licentiées, & lesdits impôts abolis.

IX. Qu'ils licentieroient leurs gens de guerre de part & d'autre.

X. Que la Maison de Saxe donneroit la somme de deniers par eux accordée aux Princes de Brandebourg & Neubourg, avant qu'ils fussent admis en aucune possession.

XI. Que l'Empereur seroit prié par les Princes qui auroient intérêt en la succession de Julliers, de ratifier cette transaction.

XII. Et que la Maison de Saxe retiendroit son investiture des États de Julliers, sans empêcher ceux de Brandebourg & de Neubourg à l'investiture qu'ils en vouloient envoyer demander à l'Empereur.

L I V.

ANS *Traité entre LOUIS XIII. Roi de France*
de J. C. *Et les Archiduc ALBERT ET ISABEL-*
1612. *LE, pour les Limites des Duché & Comté*
de Bourgogne & autres Provinces voi-
sines. Avec le Partage des Terres restées
en fursance par le Traité de Paix de 1559.
fait à Auxonne le 15. Février 1612. Fre-
der. Leonard. Tom. IV.

FRANCE
ET LES
ARCHI-
DUCS
POUR LA
BOURGO-
GNE, &c.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous presens & à venir; Salut. Comme sur Pouverture qui nous avoit esté faite de la part de nos tres-chers Cousins les Archiducs, Seigneurs des Pays-Bas, & de la Franche Comté de Bourgogne de traiter, refoudre & accorder à l'amiable plusieurs difficultez & differents qui estoient survenus, comme il en naissoit encore tous les jours sur les Frontieres de notre Royaume entre nos Sujets de nostre Duché de Bourgogne, & de nos Provinces de Champagne & Bresse, & ceux de nosdits Cousins en ladite Franche-Comté, tant pour raison des limites desdites Provinces, que pour la souveraineté des lieux où elles estoient encore contentieuses, & semblablement faire partages des Terres qui estoient jusques alors demeurées en fursance, suivant & conformément au Traité de Paix fait en l'an mil cinq cens cinquante-neuf entre le feu Roi Henri II. nostre Predecesseur, & Philippe II. Roi d'Espagne. Nous aurions dès l'année mil six cens & dix, suivant les bonnes intentions du feu Roi nostre tres-honoré Seigneur & Pere Henri le Grand (que Dieu absolve) celles des autres Rois nos Predecesseurs, témoignées par plusieurs Députations & Conférences, que depuis le Traité de l'an mil cinq cens cinquante-neuf se sont faites de part & d'autre sur ce sujet, & toutefois séparées sans aucun fruit. Et par le bon avis & prudent Conseil de la Reine Regente nostre tres-honorée Dame & Mere, commis & député Messire Jean Baptiste le Goux, Conseiller en nostre Conseil d'Etat, & President en nostre Cour de Parlement de Dijon. Jacques Venot Conseiller & Maître ordinaire en nostre Chambre des Comptes dudit Dijon, assistez de Maître Marc-Antoine Millotet nostre Avocat General en nostredite Cour pour proceder de nostre part audit partage, & à la décision de tous lesdits differents, avec ceux qui seroient à ce commis par nosdits Cousins les Archiducs, lesquels ayans au même temps & au même effet député de leur Maître Antoine Garnier & Claude le Brun, Conseillers au Parlement de Dole, & Jean Boivin aussi Conseiller & Avocat Fiscal audit Parlement, assistez de Messire Luc de saint Mauris Procureur General audit Parlement de Dole; les uns & les autres se seroient veus & assemblez; & auroient conféré ensemble par plusieurs fois, tant en nostre Ville d'Auxonne, qu'aux autres lieux desdites Frontieres; & après avoir conjointement dressé proces verbaux, communiqué & considéré les Titres, enseignemens & productions, examiné & debatù les raisons de part & d'autre, auroient finalement procédé d'un

commun accord au partage desdites Terres de Sursance, & à la décision de tous lesdits differents, & en auroient sous nostre bon plaisir, & de nosdits Cousins les Archiducs, fait, arrêté & conclud le Traité; dont la teneur s'ensuit.

ANS
de J. C.
1612

JEAN BAPTISTE LE GOUX, Chevalier, Seigneur de la Berchère, & Concor, Conseiller du Roi Tres-Chretien en son Conseil d'Etat, & President en la Cour de Parlement à Dijon, Commissaires deputez par sadite Majesté: Antoine Garnier & Claude le Brun Conseillers, & Jean Boivin aussi Conseiller, & Avocat Fiscal en la Cour de Parlement de Dole, Commissaires deputez par les Serenissimes Archiducs, Comtes de Bourgogne, pour traiter & décider les differents des limites entre le Duché de Bourgogne, Pais de Bassigny & Bresse, avec le Comté de Bourgogne: même ceux qui concernent la souveraineté des Terres de Savigny & saint Loup: comme aussi pour partager les Terres & lieux demeurés jusques à present en fursance. Desquels par le Traité de Paix de l'an mil cinq cens cinquante-neuf, fait entre les défuncts Rois Henri II. Roi de France, & Philippe II. Roi d'Espagne de tres-heureuse memoire, il fut convenu & accordé que partage seroit fait à l'amiable. SCAVOIR FAISONS, Qu'estans assemblez en la Ville d'Auxonne avec M. Marc-Antoine Millotet Avocat General audit Parlement de Dijon, Luc de saint Mauris Procureur General audit Parlement de Dole, Antoine Joly Greffier audit Parlement de Dijon, & Jacques de la Barre Juré au Greffe dudit Parlement de Dole, nommé pour Greffier en ladite Commission: Après avoir receu les proces verbaux par nous ensemblement dressés sur le fait desdites Terres de Sursance, & différend des limites. Les titres, pieces, & productions communiquées d'une part & d'autres, représenté & debatù les raisons à divers jours. Finalement a été par nous procédé au partage desdites Terres de Sursance, accord & décision des différends desdites limites, suivant nos pouvoirs comme s'ensuit.

PREMIEREMENT. Et premierement avons accordé & convenu qu'au partage desdites terres de fursance seront comprises celles cy-après nommées, par nous reconnues estre de ladite qualité, A SCAVOIR Fontaine-Françoise, Chaulme, Mantoche, Achey, Delain, Montot, Nervefain, Fonuans la ville, avec les granges d'Anvillers, & Dialosse en dépendans, Farincourt, Raucourt, la Grange d'Eru-court, Pisseloux, Sualcourt, Tournai, Belmont, Bussieres, non compris ce qui est du Bailliage de Dijon, Duché de Bourgogne, & la terre entiere de Vauvillers, de laquelle dépendent les bourgs dudit Vauvillers, les villages du pont du Bois, Ambivillers, Ailloncourt en partie, Haumongey, Grandrupt, Sorans, Harfaut, Gruyer, la Haye, avec les Forges, & Verrieres encloses dans les finages & forests dudit Vauvillers. Et pour proceder audit partage selon l'affiette & proximité des deux souverainetés & commodité des sujets, Avons déclaré & accordé, Qu'en la souveraineté de France demeureront le chasteil & bourg de Fontaine-Françoise, les villages de Chaulme, Belmont, Bussieres, non compris ce qui est du Bailliage de Dijon, & Duché de Bourgogne, Farincourt, Tournai, Fonuans la ville, avec les granges d'Anvillers, & Dialosse. Et en la terre de Vauvillers les villages d'Harfaut, la Haye, & Gruyer, la forest de Vauvillers & Verrieres estant en icelle. Item ce qui joint & avoient lesdits trois villages de part & d'autre à proportion de leurs finages, ensemble les territoires des susdits bourgs & villages, ainsi qu'ils s'étendent pour estre les Seigneurs desdits bourgs & villages, & habitans en iceux, vassaux, hommes & sujets de Sa Majesté Tres-Chrestienne, & de ses successeurs Roys de France, tout ainsi que les autres vassaux & sujets de son Royaume.

II. Comme au semblable les villages de Mantoche, Delain, Achey, Montot, Nervefain, Raucourt, grange

ANS grange d'Erucourt, Piffeloux, Suaucourt, le chaste
de J. C. & bourg de Vauvillers, avec ce qui dépend dudit Vau-
villers en la terre d'Alaincourt, villages d'Ambevill-
1612. lers, Pont-du-Bois, Hamongey, Grandrupt, &
Sorans, ensemble, la forêt dudit Vauvillers, Forges
& Verrières estans icelle, en ce qui joint ledits Vau-
villers, Ambevillers, Point-du-Bois, Hamongey,
Grandrupt, & Sorans de part & d'autre à proportion
de leurs finages, avec tous les territoires des susdits
bourgs & villages; ainsi qu'ils s'étendent, & mesme-
ment celui de Delain, selon le partage fait de quelque
portion de bois entre les S. dudit Delain, & de Fou-
nuans, demeureront à la souveraineté des Serenissimes
Archiducs, & leurs successeurs Comtes de Bourgo-
gne, pour estre les Seigneurs deditz bourgs & villages,
& habitans d'iceux, vassaux, hommes & sujets de leurs
Altesces, & successeurs Comtes de Bourgogne, tout
ainsi que les autres vassaux & sujets dudit Comté. Et
neanmoins où les finages de Gruyer & Sorans ne se
trouveroient reglez, sera la souveraineté de ladite for-
est entre iceux partagée par une droite ligne traver-
sant icelle, & également distante des deux villages.

III. Et le différend de la souveraineté de Savigny en
Ravermont a esté par nous déclaré & accordé le cha-
steau, bourg, fauxbourg, vieille ville, Eglise & hal-
les dudit Savigny, avec le village du Vernoy leurs fi-
nages & territoires, ainsi qu'ils s'étendent, deme-
ureront à la souveraineté du Roi & de ses successeurs
Rois de France à cause du Comté d'Auxonne, tout
ainsi que les villages de Veria la Chaux, Chavannes,
Lelect, Bauvernois les Maigains, Villeron, Ablavey,
Vilbaudry, Bonnemarc, & les Gobards dépendans
de ladite terre de Savigny, qui sont sans contredit de
la mesme souveraineté, & dont jusques à present n'y a
eu contention. Et quant aux villages de Condamines,
Nille, Treval, Bonnault, & ce qui peut estre du ter-
ritoire de Bonnaïot, dépendant aussi de ladite terre de
Savigny, & faisant parties d'icelle avec leurs territoires,
ainsi qu'ils s'étendent, demeureront en la souverai-
nété des Comtes de Bourgogne & leurs successeurs,
laquelle les Seigneurs dudit Savigny en joiront, & se-
ront tenus de faire administrer la Justice aux sujets
deditz lieux, au dedans du Comté de Bourgogne
par Officiers originaux, habitans & residents en
icelui.

IV. Pareillement en ce qui touche les difficultez des
villages de Colligny le vieil, Colligny le neuf bourg
dudit Colligny proche la tour de Manton Communal
dudit Colligny, & Eglise d'icelui les villages de Cha-
selle, saint Jean Detreux, petit Villers grange de Mau-
sier Charmoux, ville sous Charmoux, Cenat Cyria,
& Champel, pour les portions respectivement preten-
dus par les deux souverains deditz lieux, afin de ter-
miner lesdits différends par accommodement & échan-
ges, suivant les pouvoirs particuliers qui nous en ont
esté donnez. Avons traité & convenu que le corps de
Colligny le neuf, à prendre du côté de Soleil cou-
chant, y compris le ban de la Cour, où la Justice est
exercée, avec les trois maisons estans du mesme côté
de Soleil couchant, & approchant l'Eglise, qui sont
partie en la souveraineté de France, & partie en icel-
le dudit Comté, selon qu'il est contenu en nos procez
verbaux. Comme aussi le bourg dudit Colligny le neuf
proche la tour de Manton, y compris les maisons des
Sieurs de Martinat, Gros-Bois, & Claude-Roi, & les
villages de saint Jean Detreux, Charmoux, Petit-
Villars, & grange du Mausier, autrement dite Maix
Petraudin, avec leurs finages, territoires, hommes &
sujets demeureront entièrement de la Souveraineté du
Roi, & de ses successeurs Rois de France, à cause de son
Comté de Bresse.

V. Et réciproquement le corps de Colligny le vieil
estant du côté du Soleil levant, la grande rue entre deux,
ainsi qu'il se continue le long d'icelle du mesme côté,
tirant contre l'Eglise avec les halles & autres maisons
suivantes, ainsi qu'il en a esté usé cy-devant, & de
plus le communal dudit Colligny & maisons d'icelui,

selon qu'il se comporte, ensemble les villages de Cha-
selles compris, la contrée des Rippes-ville sous Char-
moux, Cenat, Champel, Cyria, leurs finages & ter-
ritoires, hommes & sujets demeureront entièrement en
la Souveraineté deditz Serenissimes Archiducs, & leurs
successeurs Comtes de Bourgogne. Le finage duquel
Cyria du côté du Planchan sera limité avec les ter-
ritoires de Chevignia & Rossia pays de Bresse, par l'en-
droit appelé le Goullet-au-Loup, & d'icelui descen-
dant droit au Buiffon ou Meurgier-Ragoix; & dudit
Meurgier en droite ligne à la combe, au Soub, selon
laquelle limitation les bornes y seront plantées.

VI. Demeurera néanmoins l'Eglise & Prioré dudit
Colligny sous la souveraineté commune des deux Prin-
ces, qui jouiront chacun en sa part du droit de nomi-
nation qu'ils ont audit Prioré, comme ils ont fait du
passé. Le tout sans préjudice des droits particuliers que
les Seigneurs de Colligny le vieil, Colligny le neuf,
& autres peuvent avoir es susdits lieux, soit en Justi-
ce, fiefs, censés, dîmes, & autres droits qui leur sont
réservés pour en jouir sous la Souveraineté du Prin-
ce, où lesdits droits se trouveront leur appartenir.

VII. Avons aussi accordé que le village de Ryan
avec tout son territoire selon qu'il s'étend, demeu-
rera de la terre de saint Oüyan de Joux, souveraineté du
Comté de Bourgogne.

VIII. En ce qui concerne le différend des limites
des territoires des villages d'Arben pays de Beugey sou-
veraineté de France, & de Very terre de saint Oüyan sou-
veraineté du Comté de Bourgogne. Avons dit & ac-
cordé que les territoires deditz villages seront limités,
à commencer dès le Goullet de la roche taillée qu'est du
côté d'Orient, & d'icelui à l'Occident, au Molard
d'Anticone, ou de Verlon, & doisludit Molard par la
cote d'icelui au chemin de roche taillée qui tire audit Ar-
ben, continuant par ledit chemin jusques à l'endroit où
il coupe le ruisseau de la fontaine sous roche taillée,
& par ledit ruisseau au lac de Very, & contournant ledit
lac de vers Soleil couchant jusques à l'endroit du mont
des Sauls, coupant icelui au mont de Lesay, conti-
nuant par le sommet de la roche d'Avarice ou des Vari-
ces, & au Molard Rond, ou d'Arton, & d'icelui à la
fontaine Noire; & de ladite fontaine tirant en droite
ligne à la Croix d'Epiciery; en sorte que ce qui est du
côté des limites susdites de vers le midy, demeure au
finage & territoires d'Arben souveraineté de France.
Comme au semblable ce qui est du côté de bise, le lac y
compris entièrement, sera du territoire de Very, sous
la souveraineté du Comté de Bourgogne, sans préju-
dice du droit de propriété, & jouissance des heritages
des particuliers qui se trouveront enclos esdites limites
en la souveraineté de l'un ou l'autre des Princes.

IX. Encore avons déclaré & accordé que la monta-
gne de Chalamont entre les villages de Montanges pais
de Beugey, souveraineté de France, & d'Esbouchoux
terre de saint Oüyan de Jotiy, souveraineté du Comté
de Bourgogne, sera séparée par le chemin, dit la vie
des Croix, qui conduit de Chaisery à Esbouchoux,
à commencer dès le lieu appelé la Clea, jusques au
sommet de la petite cresse des Nerbiers qui sépare la com-
be Froide, de celle du Remble ou des Nerbiers; & dès-
là le long de l'arête d'icelle petite cresse des Nerbiers
jusques au bief Brun, & à l'Encrenna; & dudit bief,
à l'endroit où il se rend dans la rivière de la Semine;
& dès-là tirant à une Roche à l'opposite du côté du So-
leil Couchant, appelé le Four de la Pellete: de sorte
que tout ce qui est de ladite montagne de Chala-
mont au delà deditz limites du côté d'Orient & Midy,
demeurera de la Souveraineté de France. Et au
reciproque tout ce qui est delà dudit chemin des Croix
du côté de Septentrion, avec la pente de ladite cresse
des Nerbiers du côté de Soleil Couchant; & dès le
chemin des Croix jusques au bief Brun, & l'Encren-
na qui comprend la combe Froide, la grande cresse
des Nerbiers, & la combe de la Semine jusques au-
dit bief Brun & Roche de la Pellete, & demeu-
rera du territoire dudit Villages d'Esbouchoux Sou-
verai-

ANS veraineté dudit Comté de Bourgogne, comme le sur-
de J. C. plus du territoire dudit lieu d'Eicouchoux.

1612.

X. Au regard des différens à cause des accrus & mutations du cours de la Rivière du Doubs, aux endroits des finages de Chaulcin Souveraineté de France. Longuy, Peseul, Champdivers, & Hottelans Souveraineté du Comté de Bourgogne. Avons semblablement déclaré & accordé que la Contrée dite le Glaïron du Peshé, ou isle d'accréu de Madame, avec l'isle y joignante, dite le Glaïron de la Roye, ou isle d'accréu de Madame l'isle du Pont, autrement l'isle devant le Moulin Bretenois. Le Pasquier du Glaïron du bief, autrement l'accréu des Aillet, les Terres appellées le Pasquier sous le Parrolois, autrement le Pasquier du bief, & Recorne, avec les accréus de Montrobert, y joignans le Pasquier entre la Rivière de Doubs & l'isle d'Hottelans, joignant à ladite Isle, & le Pasquier & accréu estant entre Chanterene, & la pointe Amyot demeurant du territoire de Chaulcin sous la Souveraineté de France.

XI. Et quant à la contrée des grands Pevillets, celle des terres appellées de Ranfonniers, ou devers la borde Reunot, le prel au Mayte, l'accréu des Pevillets, ou petit Pevillet du costé de la borde Jean Prestre, ou borde Reunot, le bois appellé les Vulpes de Peseul, ou les Vulpes des accréus de Chaulcin, réservé le droit de L'ataiche du portal dudit Chaulcin en icelui, & le passage pour y aller en payant seulement la redevance accoutumée au Seigneur de Peseul. L'accréu proche l'isle du portal à l'opposite du vieil Jousleot la rivière entre-deux, le Glayron-Rondot, la Queue, autrement l'isle Guyhard, & Trenal demeureront des territoires d'icelles lieux de Longuy, Peseul, & Champdivers chacun en droit soy sous la Souveraineté des Comtes de Bourgogne.

XII. Le tout sans prejudice des droits de parours, & de propriété qui pourroient appartenir es susdits lieux, tant aux Seigneurs, communautéz, que particuliers, qui leur demeureront réservés : pour raison desquels s'il survenoit quelque difficulté, dont les parties ne s'en pourroient accorder à l'amiable, elles se pourvoiroient pardevant les Juges en la Souveraineté desquels seront ledits lieux.

XIII. Et pour obvier cy-apres aux contentions qui pourroient naître pour le changement du cours de ladite rivière de Doubs entre les finages d'icelles lieux de Chaulcin, Peseul, Champdivers, & Hottelans. Avons dit & déclaré, Que advenant changement dudit cours, proces verbal en sera dressé par les Officiers des lieux y prétendants interêts ensemblement, que sera par eux signé, & enregistré es Greffes de leurs Justices, & Baillages de leurs Ressorts, pour y avoir recours quand besoin sera, afin que la propriété, Justice, & souveraineté soit conservée à qui il appartient & selon son droit.

XIV. Entant que touche le différend pour la separation des territoire des villages de Frerans Duché de Bourgogne, & Neublans Comté de Bourgogne, avons déclaré & accordé que doit l'extremité du déchargeoir des estanchots, la plus avancée du costé de Frerans sera tirée une ligne droite, jusques au lieu dit le Saulce à la Renette, & de là une autre ligne droite qui traversera la contrée des Franches, & la diviserà en deux portions égales : en sorte que ce qui sera du costé dudit Frerans, demeurera du territoire d'icelui, & souveraineté de France. Et ce qui sera du costé de Neublans aussi territoire d'icelui souveraineté du Comté de Bourgogne : sans atoucher à l'isle de la Forteresse, qui demeurera en la souveraineté des deux Princes, selon le partage qui en a été fait entre les deux communautéz, ny aux limites dudit Neublans du costé du bois, tirant à Authume, au dessus dudit déchargeoir, desquels n'est à présent contention ; & sans prejudice des droits de dîmes qui se leveront comme du passé, censés, & propriétés des heritages enclos au dedans des susdites limites qui demeureront à ceux auxquels ils appartiennent.

ANS XV. Finalement avons dit & déclaré, qu'en tous
de J. C. les lieux cy-dessus par nous limités, seront plantés
1612. bornes où besoin sera, par nous ledits deputez, ensemblement l'un de nous de chacune part, ou tels autres que nous y commettrons : lesquelles bornes seront armoyées des armes des deux Souverains, pour servir de perpetuelle memoire. Et en cas qu'il arrivoit difficulté pour les finages & territoires d'icelles bourgs, & villages cy-dessus mentionnez & non limités, dont les Seigneurs & communautéz ne puissent entr'eux convenir ; la limitation sera par nous faite, ou par ceux qui seront par nous deputez.

XVI. Et d'autant qu'à l'occasion des susdits différends ont été cy-devant donnez contre aucuns particuliers des Jugemens par contumace & Parlemens de Dijon & de Dole, & par Juges de leurs Ressorts, contenant condamnation d'amandes, bannissements, & autres peines. Avons accordé que ledites condamnations demeureront comme non advenues.

XVII. Et outre que les proces pendans edits Parlemens entre les sujets, tant d'icelles terres de fief que qu'autres lieux cy-dessus spécifiés seront renvoyez en l'estat qu'ils sont, au Parlement auquel ils doivent ressortir.

XVIII. Et comme les souverainetés & territoires communs sont souventefois cause de dissensions & troubles entre les sujets, avons ensuïte des pouvoirs particuliers à nous donnez, convenu ; Que la vallée commune de Mijoux, selon qu'elle s'étend en toutes ses limites, sera partagée par la rivière de la Vauferine qui la traverse, le cours de laquelle sera commun pour la pêche, & autres commoditez entre tous les habitans d'icelle. Demeurant tout ce qui est de ladite vallée du costé de Soleil couchant de la terre de saint Ouyan de Joux sous la souveraineté du Comté de Bourgogne. Et l'autre part du costé d'orient & de la montagne des Fauilles sous la souveraineté de France, à cause de la Baronnie de Gex : pour estre les habitans en icelle hommes & sujets de Sa Majesté ; & des Comtes de Bourgogne chacun en sa part respectivement, comme seuls Seigneurs & Souverains. Et la Justice cy-apres exercée séparément en icelle vallée par les Officiers qui seront établis en chacune d'icelles portions.

XIX. Le droit que les habitans de ladite vallée avoient de prendre du sel en la saunerie de Salins, leur sera réservé, en cas que Sa Majesté ait agreable que ceux qui sont à sa part en usent, & les Comtes de Bourgogne leur en veuillent faire délivrer. A quoy nous Deputez de part & d'autre avons promis de nous employer & le procurer de tout nostre pouvoir.

XX. Avons aussi accordé que les sujets du Comté de Bourgogne possédans à présent quelques granges & heritages en ladite vallée à la part de Sa Majesté, leurs hoirs, successeurs, & ayans cause, sujets, & habitans dudit Comté de Bourgogne, ne pourront estre cortiez aux tailles par les Esleus, ou autres Officiers du Roy ; ainsi en demeureront francs & quittes, comme ils ont été du passé, & sans nouvelles charges sur leurs heritages ; desquels ils seront tenus de bailler declaration ausdits Esleus, ou autres Officiers de Sa Majesté. Et néanmoins où les sujets dudit Comté acqueriroient cy-apres aucuns heritages en ladite part, ils pourront estre imposez par ledits Esleus & Officiers pour ledites acquisitions, comme les autres sujets de Sa Majesté possédans biens en icelle vallée.

XXI. Semblablement les Abbé & Religieux de saint Oiiyan jouiront des droits spirituels & dîmes en ladite vallée, comme ils ont fait du passé, & du droit de Collation de l'Hospital estant en icelle à la part dudit Comté de Bourgogne : Et sans prejudice du fief prétendu en ladite vallée par ledits Abbé & Religieux, pour raison duquel ils se pourvoiroient comme ils verront estre à faire.

XXII. Et sur l'instance faite par nous ledits Deputez des Serenissimes Archiducs à ce que cy-apres aucune forteresse ne soit construite en l'une ou l'autre part de ladite vallée, conformément au premier & ancien

ANS cien traité d'association, ny aucune nouvelle gabelle
de J. C. établie en icelle, qui puisse empêcher la liberté du
1612. commerce. Nous Deputez de Sa Majesté Tres-Chre-
tienne avons déclaré n'avoir aucun pouvoir pour ce
regard; & néanmoins promis de le représenter à Sa-
dite Majesté, & nous employer à ce qu'elle l'ait
agréable.

XXIII. Tous lesquels partages & accords nous les-
dits Deputez avons respectivement fait & passé sous le
bon vouloir & plaisir de Sa Majesté Tres-Chrestienne,
& de leurs Alteſſes Serenissimes Comtes de Bourgogne,
& promis de le leur faire ratifier entant qu'en nous se-
ra dans deux mois : Et contiendra la ratification clau-
ſes expreſſes de faire valoir & garantir ledits partages
des terres de fureance, & d'accomplir tout le contenu
au present traité; & dans ledit temps en donner &
fournir les uns aux autres Lettres authentiques, signées
& scellées, pour icelles estre verifiées, & émologuées
és Parlemens de Dijon, Dole, & autres que besoin
fera. Le tout de ce que dessus sans prejudice à tous
autres droits appartenans à nosdits Princes, dont men-
tion n'est faite à nos proces verbaux, qui leur deme-
urent reservez, sans que la possession d'une part ny d'autre
puisse faire perdre l'ancien droit ny nouvel acquérir.

XXIV. Et où pour iceux, ou pour les choses cy-
dessus accordées surviendrait cy-apres quelque difficulté
entre les deux souverainetés, il y sera procédé à l'amia-
ble par Commissaires, qui seront deputez à cet effet de
part & d'autre; & les pretentions décidées par voye de
droit & de Justice.

XXV. Ainſi nous lesdits Commissaires l'avons con-
clud & arrêté en la ville d'Auxonne ce jour d'huy quin-
zième Fevrier l'an 1612. En foy de quoy nous nous
sommes tous souſſignez avec ledits Greſſiers, signé le
Goux, Venot, Garnier, Brun, Jean Boyvin, Millo-
ter, de ſaint Mauris, Joly, & la Barre.

Lequel Traité ayant esté veu, & lesdits Commissai-
res oüys en nostre Conseil, la Reyne Regente nostre
eres-honorée Dame & Mere presente, y aſſiſtans plu-
ſieurs Princes, Officiers de cette Couronne, & autres
plus notables Perſonnages de noſtre dit Conseil, & le
tout y ayant esté meurement conſideré & examiné.
Sçavoir FAISONS, que nous avons ledit Traité, tel
qu'il est cy-dessus inferé, agréé, & approuvé & rati-

ficé, agréons, approuvons, & ratifions par ces presen-
tes; Voulons & nous plaît, qu'il ſorte ſon plein & de J. C.
entier effet. Promettant en foi & parole de Roi, tant
1612. pour nous, que pour nos ſucceſſeurs Rois à perpetuité
ſous l'obligation & hypothèque de tous & chascuns nos
biens preſens & à venir, faire valoir & garantir tous
& chascuns ledits partages de terres de fureance, com-
me generalement & en particulier, entretenir, garder,
faire garder & obſerver tout le contenu en icelui ſelon
ſa forme & teneur inviolablement, ſans aller, ny ve-
nir jamais, ny permettre que de noſtre part il y ſoit
allé, ny venu au contraire, directement, ou indi-
rectement, en quelque forte & maniere que ce ſoit.
Si donnons en mandement à nos amez & ſeaux Con-
ſeillers, les Gens tenans nos Cours de Parlemens,
Chambres des Comptes, & Aydes à Paris, & Dijon,
qu'ils ayent à faire regiſtrer ces preſentes : & ledit
Traité faire garder & obſerver ſelon ſa forme & teneur.
Car tel eſt noſtre plaisir; & afin que ce ſoit choſe fer-
me, & ſtable à toujours, Nous avons fait mettre no-
ſtre ſcel à ces dites preſentes, ſauf en autre choſe nôtre
droit, & l'autrui en toutes.

Donné à Paris au mois d'Avril, l'an de grace mil
ſix cent & douze, Et de noſtre regne le deuxième.

Signé,
Et ſur le reply, Par le Roy, la Reyne Regente ſa Mere
preſente,

LOUIS.

POTIER.

Et ſcellé en cire jaune, à double queue de parchemin
pendant.

Ratifié par leurs Alteſſes Serenissimes à Bruxelles le 2.
May 1612.

Signé ALBERT & ISABELLE.

Eplusbas, PRATZ.

Ratifié par le Roy d'Eſpagne à Saint Laurens le 2.
Aouſt 1612.

Signé PHILIPPE.

Et plusbas, MALDONAT.

Et cacheté de cire rouge.

Publié judiciellement en l'Audience de Cour ſouverai-
ne de Parlement de Dole le 10. Decembre 1612.

L V.

Traduction de ce Traité.

ANS
de J. C.

1611.

PROVIN-
CES-
UNIES ET
TUR-
QUIE.

ANS Capitulation & Privilèges accordez par
de J. C. SULTAN ACHMET CHAN, Empe-
1612. reur des Turcs aux Etats des PROVIN-
CES-UNIES des Pays-Bas. Fait à
Constantinople, au commencement de Juil-
let, 1612. Aitzema, Affaires d'Etat
& de Guerre Tom. I. pag. 331.

IN de Name Godts des Alderhooghſten, want het is
goet, recht, ende behoorlick, eerſt ſynen Naem
aen te roepen, ende daer na ſijn genade te ont-
fangen.

Met hulp van den heerlijcken Konigh der Konin-
gen, den Alderhooghſten Heere Audeur van alle
gaven, ende bewegingen, ſonder comparatie, ende
gelijckeniſſe, onſienlijck, ende onbegrypelijk door
enige aerſchte gedachten, Heere van de oneyndij-
cke macht, liberal van genaden, ſonder vermindering
van de oneyndelijckheit van ſijn gaven en genaden,
ende met de proteſtie van't zegel van de ſchoonheit der
Prophetien, ende Heer en Patroon van't Caſteel der
deugden, Heer van't geſelſchap der Propheten, ver-
kooren van de gantſche vergadering van de onbeſmet-
te; wel gewildt van Godt, Zalichmaker van de ge-
ſlachten in den dagh des algemeenen oordeels, Me-
hemet Muſtapha, op welcken de gebeden, ende de
vrede Gods beruſte, met de heerlijcke, endemenich-
vuldige benedictien van die geene, die in ſyn geſel-
ſchap

A U nom de Dieu le tres haut, Car il eſt bon, juſte
& convenable, d'invoker premierement ſon nom,
pour en après recevoir ſa grace; Avec l'aſſiſtance
du Souverain Roy des Rois, le très Haut Seigneur &
auteur de tous dons & mouvemens, incomparable, ſans
pareil, inviſible, & incomprehenſible à aucun eſprit ter-
reſtre, Seigneur de puiſſance infinie, liberal en grace,
ſans diminution de l'infinité de ſes dons & graces, &
avec la protection du ſceau de la beauté des Prophetes,
& Seigneur & Patron de la Fortreſſe des vertus, Sei-
gneur de la ſociété des Prophetes, élu de toute l'aſſemblée
des immaculés, bien voulu de Dieu, ſauveur des Nations
au jour du dernier jugement, Mahomet Muſtapha, ſur
lequel repoſent les prieres & la paix de Dieu, avec les
Souveraines & abondantes benedictions de ceux qui ſont
en ſa compagnie, & patrons des loix, & autres ſaints
Prophetes, avec qui ſoit l'honneur de Dieu, & l'Alli-
ance, dont les ſaints, qui ſont un prix des honneurs,
& les bienheureux une ſouveraineté de la ſaineté, ſont
liez à Dieu, doit être ſanctifiée, & leur ſaintes ames
joûir toujours de la gloire divine.

L 3

Suit

ANS schap zijn, ende Patronen van de Wetten, ende andere heylige Propheten, met den welken de eere Godts zy, ende het verbondt, waer mede de Heyligen, dewelcke zy een prys der eeren, ende de zalige zijnde een heerlijckheit der heylighcyt, aen Godt verbonden zijn, moet geheylighyt zijn, ende hare heylige zielenal-tyt de Godtlycke glorie besittten.

Hier volgt de Teykeninge van de Keyser-lycke Majesteit, vervaect in een Gouden strick met dese woorden, SULTAN ACHMET CHAN altydt geluckigh.

ICK die beneen Koningder Koningen, Princen ende Keyfers, uydeeler van de Croonen der Koningen van 't oude Keyserdom der Aerden, ende der Castelen, Administrateur van 't beste van alle Landen ende Castelen : de hooge Godt beschermte met syn schaduwte de Landen ende de inwoonders van dien, onder de Regeringe ende heerlichappye van myn Majesteit, ende beware mijn Majesteit in de werelddt, de welcke ben gestelt in de plaets van den Propheet, ende een Heer van Steden, Rycken, Keyser-rijcken, Provincien, ende haer omleggende plaetsen, behouder van de twee hooge Hoven, ende Rechter van dat gebenedyde *Jerusalem*, ende Keyser van 't Hoogh Koninklyck Hoff van de Heerlijckheit van *Constantinopolen*, het welcke Godt wil bewaren van alle quaet, ende van *Adrianopoli*, ende *Brussa*, ende heel *Griekenland* ende *Temissuar*, ende de Steden van *Bosnia*, ende *Boddim*, ende *Segirwar*, ende *Egri*, ende *Cannissa*, ende *Semendra*, ende *Bellegrado*, ende het Landt van *Anatolia* ende *Caramina*, ende de Provincien van *Arabistam*, ende *Damaske*, de Stede des Vredes, ende suyerheits, ende *Cairo*, ende *Jemen* ende *Chabex*, ende de Steden van *Heden*, ende de Stadt van den Propheet, *Babylonia* ende *Gock*, ende *Bask*, *Lachsa*, ende *Gavaquin*, ende *Linan*, ende *Alleppo* ende *Zul*, *Cadrie*, *Geerezul*, ende *Adna*, ende *Tripoli de Soria*, ende *Antalie*, ende *Cipro*, ende *Chio*, ende *Diarbeger*, ende *Rucarum*, ende *Gieldel*, ende het Hertoghdom van *Amadie*, ende al het *Cordistan*, ende *Efrum*, ende al het *Giurgistan*, ende *Demir Cappy*, ende *Teflis*, ende *Girvan*, ende *Cassa*, ende *Gioslef*, *Descapehiac*, ende *Times*, ende *Tripoli dy Barbaria*, ende de Steden van *Algieri*, ende het Koninkrijk van *Transilvania*, ende *Bogdania* ende *Walachia*, ende de reste van de Koninkrijcken van *Christenrijk*, de welcke door de hulpe Godts, die is een overwinnende Koningh met louter Koninklyck gewelt, ende door de merckelycke vroomheyt van onse Koningen, uyt de macht der vyanden geruckt zijn. Ick zijnde een Koningh van alle de Rijken, Steden, ende Castelen, die genomen zijn met de vuyft der overwinningen, ende der victoryen. Ick zijnde een gekroonde Koning van de hoogste Koninklycke Stoel, Koningh van de *Witte en Swarte Zee*, ende Koningh van veel andere Eylanden en Koninkrijcken, ende schalen, ende Zee-havens, Monarch van veel volckeren, ende geslachten, een Keyser van veel duysent onverwinnelike Heyr-leghers, een oprecht Keyser, een Licht, een Fackel, ende de Godvruchtigheyt des wereldts, ende Grave van de Wet van *Mehemet, Sultan Achemet Chan, Soon van Sultan Mehmet Chan, Soon van Sultan Mirat Chan, Soon van Sultan Selim Chan, Soon van Sultan Soleiman Chan, Soon van Sultan Selim Chan, Soon van Sultan Bajazeth Chan, Soon van Sultan Mehmet Chan.* Welckers zielen moeten rusten in de barmhertigheyt ende glorie Godts, de welcke ons, zijnde beschermers van den *Coran*, die genade gedaen, ende onse macht alle de vier deelen des wereldts onderworpen heeft, die hooge ende groote Godt vergunne mijne Majesteit een lantk leven, dewelcke ben een hulp van de Koningen, ende geslachten, een Excellentie van de Princen. Aen ons hoogh, ende verheven Keyserlyck Hof, zijnde onse

ge-

Suit la Signature de sa Majesté Impériale contenue en un nœud d'or avec ces parolles, SULTAN ACHMET CHAN toujours heureux.

MOY qui suis le Roi des Rois, Princes & Empereurs, distributeur des Couronnes des Rois de l'ancien Empire de la terre & des forteresses; Administrateur des biens de tous les pais & Chateaux; le grand Dieu protege de son ombre les pais & habitants d'eux, sous le gouvernement & Seigneurie de ma Majesté & conserve ma Majesté dans le monde, moi qui suis établi en la place du Prophete, & Seigneur des villes, Royaumes, Empires, Provinces & de leurs places adjacentes, Conservateur des deux grandes Cours, & juge de la benie Jerusalem, & Empereur de la haute royale Porte de la Seigneurie de Constantinople, que Dieu veuille garder de tout mal, & d'Andrinople & Bursa, & de toute la Grece, & de Temissuar, & des Villes de la Bessine, & Boddin & Segirwar, Agria & de Camise & de Semendrie, & de Belgrade, & du pais de l'Anatolie & Caramanie, & des Provinces d'Arabie & de Damas, Villes de paix & de pureté, & du Cairo, & de Jemen & de Chabex, & des Villes de Aleden & de la Ville du Propheet; Babilone & Gock, & Bask, Lachsa, & Gavaquin, & Linan, & Alep & Zul, Cadrie, Geerezul, & Adna, & Tripoli de Sourie & Antalia & Chipe, & Chio & Diarbeger, & Rucarum & Gieldel, & du Duché d'Amadie, & de tout le Cordistan, & Cars & Efrum & tout le Giurgistan, & Demir Cappy, & Teflis & Girvan, & Cassa, & Gioslef, & du Royaume de Descapehiac, & de Tunis, & de Tripoli de Barbarie, & des Villes d'Alger, & du Royaume de Transilvanie, Bogdanie, Walachie & du reste des Royaumes de la Chrestienté, qui par l'assistance de Dieu qui est un Roi victorieux d'une force royale, & par la considerable prohibé de nos Rois, sont delivrez de la puissance des Ennemis, moi qui suis Roi de tous les Royaumes, Villes & forteresses qui ont été conquises par la main des invincibles & des victoires, moi qui suis un Roi Couronné du haut siège royal, Roi des Mers blanche & Noire, & Roi de plusieurs autres Iles & Royaumes & ports de Mer, Monarque de plusieurs Peuples & Nations, & Empereur de plusieurs milliers d'armées invincibles, un Empereur legitime, une lumiere, un flambeau, & la devotion du monde, un Comte de la Loi de Mahomet, Sultan Achmet, fils de Sultan Mahomet Chan, fils de Sultan Murat Chan, fils de Sultan Selim Chan, fils de Sultan Soliman Chan, fils de Sultan Selim Chan, fils de Sultan Bajazet Chan, Fils de Sultan Mahomet Chan, dont les ames doivent reposer dans la misericorde & gloire de Dieu qui nous a fait la grace, à nous qui sommes les deffenseurs de l'Alcoran, de soumettre à notre puissance les quatre parties du Monde, le grand Dieu veuille accorder à ma Majesté une longue vie, à moi qui suis l'aide des Rois & des nations, & l'Excellence des Princes. A notre haute & sublime Cour Imperiale, qui est notre heureuse Porte par la grace de Dieu qui est un donneur des graces & un Roi de tous Peuples, dont le nom soit eternellement loué, une aide des Rois & un Protecteur de tous fameux Princes, ont envoyé, ceux qui sont.

L'hon-

ANS gelukkige Porta door de genade Godts, de welke is de J. C. een gever der Genaden, eenen Koningh aller volckeren, wiens naem zy in der eeuwigheyt geprefen, een hulp der Koningen, ende een befchermer aller fameufer Princken, hebben gefonden die gene die zijn.

II. Een ere van de grootheyt van de heerlijckheyt des *Christendoms*, grootte Hoogheydt van de Excellentie ende grootheyt des Wets Christi, Regeerders van de Regieringe der Ghemeente der Christenen, Patronen van de beleeftheit ende eere, Heeren van macht ende eere, de *Generale Staten*, Heeren, ende Patronen van de Vereenighe Provintien, ghelegen onder Nederlandt, als zijn *Gelderlandt, Hollandt, Zeelandt, Utrecht, Vrieslandt, Over-Iffel, Groeningen en Groeningerlandt*, en daer en boven van soo veel Rijken, als sy in *Oost-Indien* befiten, den Heeren en Patronen van al het boven-ghescreven, zy heyl, en welvaert van harent weghen; is aen mijn Keyserlijck Hoff gekomen een Brief van vriendschap van haer Hoogheden, en gebrocht van den Heere Edelen Heere van den Edeldom der Christenrijcke Wetten, de ere der Ambassadeuren *Cornelio Haga*, des welck digniteyt ende ere moet sijn vermeerderd: dese Brief komende tot dit Keyserlijck Hof, is ge-examineert ende naestelijck doorgelesen gheweest, ende 'tinhout van dien was om onse Majesteit te kennen te gheven, dat haere Hoogheden wt gantscher herten ende ghemoe, een vafte Vrede, ende Vrientschap met ons willen houden, daer beneven soo hebben sy in de selvige verklaert, dat in de Scheepen van 't Landt des Christenrijck eenige *Turckische Slaven* gevonden waren, dewelcke sy al-te-famen vry gemaect, ende met groote beleeftheit in haer Landt weder gefonden hebben; daerom beveelen wy oock in mijn Rijk, dat Godt befcherme, ende in alle de omleggende plaetfen dat niemandt ter geeniger tydt, de voornoemde haer Scheepen ofte Volck eeniger moeyte ofte quellingen aen en doe.

III. Gelyckerwys nu in mijn hooge Keyserlijke Hoff *Vranckryck* ende *Engelandt*, ende de Inwoonders vande plaetfen haer onderworpen, met hare *Drogemans* in alle de Landen van mijn Rijk, seecker, ende vry komen ende gaen, soo wel haere Persoonen als met hare Goederen ende Coopmanschappen over al Negotierende, ende handelende, ende dat wt kracht van vrientschap tuschen ons onderlingh gemaect in conformiteyt van de Capitulatie van mijn Majesteit ende de stercke bevelen van mijn Rijk, desgelijck oock is van wegen de Hoochgedachte Heeren *Staten Generael* vande vereenichde Nederlanden verlocht geweest, dat mijn Majesteit al het gunt aende voornoemde gegeven is, oock aen haere Hoogheden soude willen vergunnen, ende van dese fakte verloecht gedaen synde aende Majesteit van mijn Croon, heeft my welgevalen, ende goetgedocht, met groot contentement in alle hare verloecken volkomenlijck te consenteren, hebbende oock aenden Ambassadeur van hare Hoogheden verlof gegeven, dat hy soude aen myn Keyserlijcke Hof komen Reverentie doen, ende de handen van mijn Majesteit kussen, gelijck de andere Ambassadeurs plegen te doen, ende hebbe gelast met het gebodt van mijn Rijk den voorscreven *Cornelio Haga*, Ambassadeur aen mijn Keyserlijcke Hof, dat hy soude blyven inden dienst van het Ambassadeurschap, ende dat hy soude stellen syn *Consuls* in alle de Provintien, ende aen alle de Schalen van mijn Rijk, ende het gebodt van mijn Keyserlijke bevelen is vergunt op dese wijse, haer ghevende de Capitulatie van mijn oprechticheyt, ende van mijn Majesteit.

IV. Dat alle de gene, die de Geunierde Nederlandtche Provintien onderworpen sijn, ende alle de Cooplyden van de voorlz plaetse, mogen gaen, ende komen in alle Steden van mijn Rijk, ende dat sy in de selvige vry ende onverhindert moghen handelen.

V. Men sal haer van de *Daelders* ende *Goude Munten*, die sy sullen brengen geen dacio, ofte Tol mogen afnemen, ende *Begi, Cady, Tresoriers*, ofte *Enimi*

ANS
de J. C.
1612.

II. L'honneur de la grandeur de la souveraineté du Christianisme, la plus haute Excellence de la loi de Christo, Regens du Gouvernement des Communautés des Chrétiens, modeles de civilisé & d'honneur, Seigneurs de puissance & d'honneur les Etats Generaux, Seigneurs & Patrons des Provinces Unies situées dans les Pais bas; savoir Gueldre, Hollande, Zeelande, Utrecht, Frise, Over-Iffel, Groningue, & pais en dependans & outre ce de tous les Royaumes qu'ils possèdent dans les Indes Orientales, aux Seigneurs & Patrons sulsus salus soit & prosperité; de leur part est venu en notre Cour Imperiale une lettre d'amitié & a été apportée par le noble Seigneur, Seigneur de la Noblesse du Christianisme, l'honneur des Ambassadeurs *Corneille de Haga*, dont la dignité & l'honneur soit augmentée; Cette lettre adressée à notre Cour Imperiale a été examinée & lue exactement, & le contenu icelle étoit pour faire savoir à notre Majesté, que leurs Hautessees veulent de tout leur cœur entretenir une solide paix & amitié avec nous; & en icelle ils ont outre ce déclaré que dans les Vaisseaux du pais de la Chrétienté il y avoit quelques Turcs esclaves lesquels ils ont relâchés & les ont avec grande civilité renvoyé en leurs pais, c'est pourquoi nous ordonnons aussi dans notre Empire que Dieu protège, que dans toutes les places circonvoisines perfonne, en quelque tems que ce soit, n'ait à inquiéter ni faire aucune peine ni dommage à leurs Vaisseaux ni sujets.

III. Tout ainsi que la France & l'Angleterre & les habitans des lieux qui leur sont soumis avec leurs droguemans vont & viennent sûrement dans mon Empire, tant à l'égard de leurs personnes que de leurs biens & marchandises, trafiquant & negociant par tout; & ce en vertu de l'amitié faite singulierement avec nous, en conformité de la Capitulation de ma Majesté & des ordres exprés de mon Empire. Semblablement aussi a été requis de la part desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, que tout ce que ma Majesté leur a donné, soit aussi accordé à leurs Hautessees, & la demande en ayant été faite à la Majesté de ma Couronne, il m'a plu & semble bon, de consentir entièrement avec grande satisfaction à toutes leurs demandes; ayant donné aussi permission à l'Ambassadeur de leurs Hautessees, qu'il auroit à venir me faire la reverence en ma Cour Imperiale & baiser la main de ma Majesté, comme les autres Ambassadeurs ont accoustumé de faire, & ay ordonné, avec le commandement de mon Empire, audit *Corneille Haga* Ambassadeur à madite Cour Imperiale d'y demeurer & d'y faire sa fonction, & qu'il etablirait ses Consuls en toutes les Provinces & Echelles de mon Empire; Et l'ordre de mes Commandemens imperiaux a été accordé en cette maniere, leur donnant la capitulation de majesté & de ma Majesté.

IV. Que tous ceux qui sont sujets des Provinces Unies des pais bas, & tous les marchands des sulsus lieux pourront aller & venir dans toutes les Villes de mon Empire, & qu'ils y pourront traffiquer librement & sans être inquiéter.

V. On ne leur prendra aucune dace ou peage des daelders ou monoye d'or qu'ils apportent, & les Regis, Cardis, Tresoriers, ou Eminis de la monoye & les in-

spe-

ANS *Enimi* van de Munte, ende de opfienders van dien, de J. C. sullen hare *Daelders* die sy brengen niet moghen nemen, om in de Muntete breken, ende *asperi* daer van te maecken, ofte haerlyders derhalven eenighe moeyten, ende bekommernis, om wat oorfaecke het soude moghen wesen, in't misten aen doen.

VI. Niemand sal moghen seggen teghen eenich Coopman van Nederlandt, die soude moghen varen in een Schip van andere Christenen, die hier geen Ambassadeur ofte vrientschap houden, na dien gh' ghevonden sijt op een Schip van Volk, dat geen Vrede met den *Gran Seigneur* en heeft, soo willen wy V. *slave maecken*, ende u goet confiscueren, het selve sal niet moghen geschieden, by aldiensy gaen om haar Coopmanschap te doen.

VII. Ende soo yemant van't voorz. Nederlandt, ofte van de Landen van dien in enige Christen Schepen ghevonden werden voerende eenighe verboden goederen van *Victualie*, al hoewel het voorz. goet geconfisqueert, ende andere Christenen daer op sijnde, tot Slaven gemaect worden, Soo sullen evenwel de *Nederlanders* tot geen *Slaven* moghen gemaect worden.

VIII. Ende al hoe-wel yemant van't voorz. Nederlandt gaende om Koopmanschap te doen, gevonden werde in een schip dat in *Corso* gaet, by aldien foodanighen gheen compagnon van de roovers, maar alleenlijck om syn *Negotie* als een *Passagier* mede gaet, soo sal men hem ten oorfaecke van dien, om dat hy op een *Vrybuyters* schip genomen is, evenwel syn goet niet mogen confiscueren noch hem tot een slave maecken.

IX. Overmits de Koningen van *Frankrijk*, van oudts-her, Vrienden zijn van ons Keyserlijcke Hof, ende noyt yets begaen hebben streckende tot verhinderigh van de Vrede gemaect tusschen haer, ende onse Keyserlijcke Croonen, soo hebben sy ten tijden van mijn Groot-vader Hooghloffelijcker, ende geluckiger ghedachtenis *Sultan Selim* die nu in glorie leeft, verlocht, dat sy eenige verbode goederen, als zijn *Cattens*, *Filady*, ende *Corduanen* souden mogen uytvoeren, 't welk haer vergunt is; daer beneven van weghen de groote ende oprechte vrientschap van goeder herten, ende gemoedt, met dit Keyserlijcke Hof ghehouden, soo heeft mijn Vader van Hooghloffelijcke ende geluckige memorie, die nu in glorie leeft, haer in syn tijdt oock vergunt, dat sy *Was*, ende *Huyden* om haer geldt souden moghen koopen, ende dat het haer in geenderly wyse mogen verboden werden, ghelijck 't zelve verklaert staet in de Capitulatie, die ick selve gheconfirmeert hebbe, desgelijck oock aen de Hoogheemelte Heeren Staten Generael van de Geunieerde Nederlanden, overmits sy aen mijn Keyserlijcke Hof ghefonden hebben, met begeerte van oprechte vrientschap, ende van weghen hare Hoogh: aen mijn Majesteyt daer van verfoeck gedaen is geweest, ende ick 't zelve van goeder herten en bly gemoet ontfangen hebbe: soo ist oock, dat ick hare E: goetwillighlijck alles wat van weghen hare Hoogheden verlocht is, gheconsenteert heb, ende ghelijck het de voornoemde *Francoysen* vergunt is, alsoo vergunne ick het oock de voorz. van Nederlandt, te weten, dat sy met haer geldt sullen moghen koopen ende laeden, *Cattenen*, *Filady*, *Cordoani*, *Wasch*, ende *Huyden*, ende in dese saecke sal niemant haer eenighe moeyten mogen aen doen, noch oock hem daer mede moeyen, noch haer 't selve verbieden.

X. De voorz. Natie reysende nae haer Landt, ofte uyt haer Landt na mijn Rijk komende, sal seckerlijck by contrarie weder, ende windt, in alle de havenen van mijn Rijk met haer schepen mogen leggen, ende bandelen, ende niemant sal hem 't selve mogen belletten.

XI. Alle Recht-saken, ende differemien rijfende tusschen die van de Landen van Nederlandt, oock aenklachte van *doodslaghe*, soo den eenen den anderen quam te dooden, sullen by den Ambassadeur, ende syne *Consuls*, achtervolghende hare Wetten ende

cou-

inspecteurs d'iceux ne pourront prendre leurs daelders qu'ils apportent, pour les refondre & faire des aspres, ni de leur faire à cet égard aucune peine ou trouble, pour quelque sujet que ce puisse être.

VI. Personne ne pourra dire à quelques marchands des pais-bas qui navigeront dans un Vaisseau des autres Chrétiens qui n'ont point ici d'Ambassadeurs ou ny entretiennent point d'amitié, puis que vous êtes trouvé sur un Vaisseau de gens qui ne font point en paix avec le grand Seigneur, nous vous voulons faire esclave, & confiscuer vos marchandises. Cela ne se pourra faire au cas qu'ils aillent pour faire leur trafic.

VII. Et si quelqu'un des Provinces Unies, & des Pais d'icelles étoit trouvé sur quelque Vaisseau des Chrétiens menant quelques marchandises ou vituailles desdits, quoi que lesdites marchandises fussent confisquées, & que les autres Chrétiens étant sur lesdits Vaisseaux fussent faits esclaves, lesdits sujets des pais bas ne pourront néanmoins pas être faits esclaves.

VIII. Et encore que quelque sujet desdits pais bas allant en marchandise fussent trouvés dans quelque Vaisseau allant en corso, pourvu qu'ils ne soient pas associés des pirates, mais seulement qu'ils s'y trouvent comme négocians ou passagers, leurs marchandises ne seront pas confisquées ni leurs personnes faites esclaves, parce qu'ils se seroient trouvez sur un Vaisseau de pirate.

IX. Comme les Rois de France ont été de tout tems amis des nôtre Cour Imperiale, & qu'ils n'ont jamais rien commis qui soit en obstacle à la paix faite entre eux & nôtre Couronne Imperiale, ils ont, du tems de mon grand Pere de glorieuse & d'heureuse memoire, *Sultan Selim* qui vit dans la gloire, demandé qu'il leur fut permis de transporter quelques marchandises desdites, *Cottons*, *Filadi* & *Cordouanen*, ce qui leur est accordé, outre ce à cause de la grande & sincere amitié entretenue de bon cœur avec cette Cour Imperiale, mon pere de glorieuse & d'heureuse memoire, qui vit presentement dans la gloire, leur a aussi accordé de son tems, qu'il leur fut permis d'acheter de la cire & des peaux pour leur argent, & que cela ne leur fut desdendu en nulle maniere, comme cela est déclaré dans la Capitulation, que j'ai même confirmée, comme aussi aux susdits Seigneurs *Etats Generaux* des Provinces Unies, à cause qu'ils ont envoyé à ma Cour Imperiale, avec desir d'une sincere amitié, & que de leur part demande en a été faite à ma Majesté, ce que j'ai reçu de bon cœur, de sorte que j'ai de bon cœur consenti à ce qui m'a été demandé de la part de leurs Hautessees, & comme il a été accordé auxdits *François*, de même je l'accorde auxdits des *Pais-bas*, savoir que pour leur argent ils peuvent acheter & charger du *Cotton*, *Filadi*, *Cordoani*, *Cire* & *Peaux* & en cela personne ne les inquiettera ni leur sera aucune desfence.

X. Ceux de la susdite nation s'en retournant en leur pais, ou venant de leurdits pais dans mon Empire pourront étant poussez par tems ou vent contraire, entrer dans nos ports avec leurs Vaisseaux, & y traffiquer, & personne ne les en pourra empêcher.

XI. Tous les procès & differens qui seront entre ceux des Pais-Bas, même les plaintes de meurtres, si l'un ou l'autre venoit à mourir, seront jugez par les Ambassadeurs & Consuls suivant leurs Loix & coutumes.

[sant]

ANS costumen gheoordeelt worden, sonder dat de Rech- ters, ofte Gouverneurs van mijn Rijk, haer ghenigh-
1612. lints daer mede sullen moghen bemoeven.

XII. Soo yemant yets uytlannde heeft met de Consuls, die gestelt sijn tot oplicht van de Negotie, en sal die selvighe niet mooghen doen vangen, noch oock haer huyfen verslegghen, dan men sal de voorz Consuls ende Drogemans citeren voormijn Keyserlijke Hoi, ende aldaer sullen haer aenklachten gehoor worden.

XIII. Ingevalle dat eenighe Commandementen gelicht waren voor't maecken van dese Capitulatie, ofte ghelicht souden mogen werden na het maecken van deselvighe, slyd ende teghens dese jegenwoordighe Capitulatie, sullen van gheender waerden sijn, ende men sal die selvighe gheen gehoor moghen gheven, maer alleen onderhouden werden 't gunt in dese Capitulatie van mijn Majesteit vervattet is.

XIV. Soo eenighe onderfaten vande Hoochgedachte Heeren Staten Generael, ofte yemant onder haer staende in dese Landen quamen te sterfen, soo sal noch de Peitmael, noch yemant anders over de Tollen van de verlturene gestelt, in haer goet ofte middelen mogen treden, noch oock eenichints haer daer mede bemoeven, sullen oock niet mogen seggen, dat het goederen sijn sonder Eygenaer, noch yets doen teghen dese Capitulatie, ende alle de Commandementen, die men aen de voornoemde Nederlanders gheven sal, sullen in Bona Forma, ende starck gemaect worden, soo dat sy al te saman strecken tot haer meeste profijt ende voordeel, ende de Cassani, ende Cadys (dat sijn Rechters) ofte oock yemant van haer wegen, sullen in't minsten niet mogen pretenderen aen de goederen vande afgestorvenen, noch oock eyschen het resme van 't kismet, 'twelck sijn Gravamina en exactien, soo ten profijt van den Grand Signeur, als der Officieren op de goederen vande afgestorvenen gestelt.

XV. Die Ambassadeurs ende Consuls sullen haer lanten dienen van alsulcke Janissaren, al haer believen sal, ende tot Drogemans stellen, die sy willen, sonder dat de Janissaren, ofte yemant anders haer selven in den dienste van den voornoemen, sonder haer consent, sullen mogen ingeceren.

XVI. In haer Woonsteden ende Huyen sullen sy moghen Wyn in leggen, voor haer Huysghelin, 'twelck haer niemant sal mogen verbieden, ende niemant, hy sy wie hy wil, soo wel mijn slaven de Janissaren, als yemant anders, sal derhalven yet van haer moghen eyschen, ofte met geweld nemen, noch haer ongelijck ofte eenich impediment aen doen.

XVII. De Kooplieden van de voorz plaetse sullen voor alle Waren, ehde Koopmanschappen, soo wel die sy uyt haar Landen sullen brenghen, als oock die sy van hier uyt mijn Rijk, soo van Aleppo, ende Alexandrien, als oock uyt alle andere deelen mijns Rijk sullen wech voeren, alleen voor Dacio ofte Tol betalen drie ten hondert, en niet meer, men sal oock geene waren hooger als de waerdye mogen estimeren.

XVIII. Ende sy sullen gehouden sijn van alle waren, soo wel die sy met haer Schepen brengen, als die sy hier koopen om in haer Landt te voeren daer men Dacio of betaelt, de Consulaten volkomenlijck aen hare Consuls te betalen.

XIX. Van alle de waren, die sy met hare Schepen brengen sullen sy alleenlijck Dacio betalen van die geene, die sy uyt hare Scheepen lossen sullen om verkocht te werden, ende van die andere, die niet ghesloft, maer in de Schepen geladen blyven, om op andere plaetsen te vervoeren, ende te verkoopen, salmen soo wel in Constantinopelen als andere schalen geen Dacio moghen afeyschen, noch oock verbieden deselvighe waren aen andere schalen te brengen, noch haer dwingen die aende selvighe schalen te lossen.

XX. De nieuwe Impositie van Cassapie, ende Refi, ende Bach, ende het Jafacuelli, salmen haer niet mo-

Tom. III.

ANS sans que les Juges & Gouverneurs de mon Empire
s'en puissent mêler en aucune maniere.

1612.

XII. Si quelqu'un a quelque chose à démêler avec les Consuls, qui sont établis à l'égard du négoce, il ne pourra les faire appréhender ni sceller leurs maisons, mais on citera lesdits Consuls pardevant ma Cour Imperiale, où on enendra la plaine.

XIII. Au cas que quelque mandement ait été donné avant cette Capitulation, ou qu'après icelle faite, il en fut donné quelqu'un contraire à icelle, ils seront nuls, & on n'y obeitra point, mais seulement sera observé ce qui est contenu dans cette Capitulation de Ma Majesté.

XIV. Si quelques sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, ou quelqu'un étant de leur obéissance, venoit à mourir dans ce pais, aucuns de ceux établis sur les impôts mis sur les morts, ne pourront se saisir de leurs biens, ni s'en mêler, & on ne pourra dire non plus que lesdits biens sont sans propriétaires, ni rien être fait contraire à cette Capitulation, & tous les Commandemens que l'on fera auxdits des pais bas seront en bonne forme, & faits surs, en sorte que le tout tende à leur meilleur profit & avantage. Et que les Cassani, & Cadys (ce sont les juges) ou personnes de leur part ne pourront en la moindre maniere rien prétendre aux biens des defuncts, ni non plus demander le droit de Kismet qui sont les Gravamina & impôts tant au profit du grand Seigneur que des Officiers sur les biens du defunct.

XV. Les Ambassadeurs & Consuls se feront servir par tels Janissaires que bon leur semblera, & ils établiront pour Drogemans ceux qu'ils voudront, sans que les Janissaires, ou quelques autres s'ingéreront de les servir sans leur consentement.

XVI. Ils pourront avoir du vin dans leurs maisons & demeures, pour eux & pour leur menage; ce que personne ne leur pourra défendre. & qui que ce soit, aussi bien mes esclaves Janissaires qu'aucun autre, ne leur pourra rien demander ou prendre, ni leur faire aucun tort ou empêchement.

XVII. Les marchands des susdits lieux payeront seulement pour daces, ou peage trois par cent, pour toutes les marchandises & denrées, qu'ils amèneront de leurs pais ou qu'ils transporteront de mon Empire, soit d'Alep & d'Alexandrie comme aussi des autres endroits de mon Empire; & l'on ne pourra non plus estimer les marchandises par de là leur juste valeur.

XVIII. Et seront obligez de payer entièrement à leurs Consuls les Consulats tant des marchandises dont on paye les daces, qu'ils amèneront avec leurs Vaisseaux, ou de celles qu'ils achèteront ici pour transporter dans leur pais.

XIX. De toutes les marchandises qu'ils amèneront avec leurs Vaisseaux, ils payeront seulement les daces de celles qu'ils déchargeront de leurs Vaisseaux pour être vendues, & des autres qui ne seront point déchargées, mais qui resteront dans les Vaisseaux, pour les transporter en d'autres lieux & les y vendre, on ne leur pourra point demander de daces tant à Constantinople qu'aux autres Echelles, ni aussi on ne leur pourra défendre de mener lesdites marchandises en d'autres Echelles, ni les obliger de les y décharger.

XX. On ne pourra leur faire payer les Nouvelles impositions de Cassapie, Refi, Bach, ni le Jafacuelli, &

ANS
de J. C.
1612.

ghen afnemen, ende als de Schepen wech gaen, salmen haer voor 't *Salametich* niet meer moghen afnemen, als drie hondert *Afpers*.

XXI. Aengaende de *Corsaren van Algiers*, ende *Barbaria*, komende te havenen in eenige havens van de Nederlanden, na dien men ghewoon is haer corteftic te bewijzen, ende *Kragt*, *Loot*, oock *Zeylen*, met alles wat sy meer van nooden hebben te laten volghen: soo en is de wille oock niet gheweelt van mijn Majesteyt dat sy de Scheepen vande Nederlanders ghemoedende, haere Goederen nemen, ende de luyden tot slaven maecten, maer dat sy alle de slaven, die sy ghenomen hebben, vry fullen laten, ende alle de goederen wederomme restitueren, sonder dat daer aen yet manquere. Ende by aldien de voornoemde *Corsaren* hier na eenighe quade feyten bedryven fullen, soosullen de ghemelte Heeren Staten Generael sulcx aen ons Keyserlijck Hofte kennen geven, ende in welck *Beglerbey*, ofte Gouverneur syn tijdt sulcx sal geschiet sijn, dicselvig sal van sijn Officie a'gheset worden, ende men sal maecten, dat alle de Goederen, die de *Corsaren* gerooft fullen hebben, ten vollen gherestitueren, ende alle de slaven vry ghelaten werden. Ende of de voorgehoemde van *Algiers*, ende *Barbaria*, dese mijne bevelen niet na en quamen, soo fullen oock de Heeren Staten van Nederland dicselvig, als sy in haer landen komen, in haer havenen, ende kasteelen niet ontfanghen, ende alwaert schoon dat sy oock haer qualijck, ende Vyantijck tracteerden, soo sal daer door niet verstaen werden het Accoort tusschen ons gemaect, gebroocken te sijn, ende in dese saecke sal ick altydt de informatie die de Heeren van Nederland doen fullen, geloof geven, ende altyd hare excusen voor goet ende oprecht aennemen.

XXII. Men sal commandementen senden aen den *Beglerbey*, aen *Bey*, aenden *Cadis*, ende aen alle de *Emini vande schalen* van mijn gantsche Rijk, inhoudende dat het Gebode van mijn Majesteyt bevesticht is op dese manier. Dat al ten tijden so langhe van wegen de Hooch-gedachte Heeren Staten Generael vande voorz Nederlanden, de vrientchap ende het Accoort tusschen ons gemaect, ghelijck alst behoort, onderhouden sal worden, dat oock van onse sijde niemant hare Goederen, waren, Coopmanschappen, de Gallioenen over Zee komende, ofte andere Scheepen, ende de personen daer in sijnde, met goet, ende Coopmanschappen, de personen met hare lastpaerden, ende goet te lande komende, inden alderminsten eenighe schade, ofte molestie aen doen sal, maer dat men se met vreden haer Negocie sal laten doen.

XXIII. In alle de Landen van mijn Rijk fullen alle de slaven, Onderlaten van Hooggedachte Heeren Staten Generael, oock die voor desen genomen sijn, in wat plaetsen die gevonden fullen werden, in volkomen vryheyt gestelt werden; sonder dat de *Patronen* t'gunst de Slaven gekoft hebben vande Nederlanders in eenigerley manieren fullen mogen eyschen, maer den prijs daer van vorderen van die geenige, daer sy die van gekocht hebben.

XXIV. Soo yemandt vande voorgehoemde Nederlanders *Eethare waren* koopende, vyt de Scheepen vande *Turcken* ende dat met haer wil, brengende dicselvig in haer Landen ende niet in de Steden van andere Natien geen Vrede met ons houdende, daer na eenighe *Turckische Oorloch-scheepen* ontmoete, ende daer van genomen werden, in sulcken gevalle salmen haer Scheepen niet mogen confisqueren, noch het Volck daer op sijnde tot Slaven maecten, maer by aldien dat in sulcken kas, als dit is, eenige Nederlanders genomen werden, salmen dicselvig wederom vry laten, ende oock al haer goet restitueren.

XXV. Soder eenighe *Coopluyden* ende *Christenen*, die geen Vrede met ons en hebben, op de Scheepen vande voordreue Nederlanders, eenighe Goederen landen fullen, salmen in het selvig goet niet mogen confisqueren, onder 't pretext dat het andere luyden toekomt,

quand les *Vaisseaux* partiront, on ne pourra leur faire plus payer pour le *Salametich* que trois cens aspres.

ANS
de J.
1612.

XXI. Pour ce qui regarde les *Corsaires d'Algiers* & de *Barbarie* qui viendront dans les ports des *Pais-bas*, comme on est accoutumé de leur témoigner de la courtoisie, & de leur donner de la poudre, du plomb, même des voiles, avec tout ce dont ils ont besoin, aussi n'est-ce pas la volonté de ma Majesté, que quand ils renverront des *Vaisseaux* des *Pais-bas*, ils leur prennent leurs marchandises, & les amènent captifs, mais qu'ils relâcheront francs tous les esclaves qu'ils auront fait, & leurs restitueront toutes leurs marchandises ou effets, sans qu'il y manque rien. Et au cas que cy-après lesdits corsaires commettent quelque méchant acte, les susdits Seigneurs Etats Generaux en donneront connoissance à notre Cour, & en quel *Beglerbey* ou Gouvernement la chose sera arrivée, & tel sera démis de sa charge, & l'on fera en sorte que tous les biens que les corsaires auront pillés seront entièrement restitués, & tous les esclaves relâchés. Et si lesdits d'Algiers & de Barbarie n'obéissent point à mes présents ordres, les susdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, quand iceux Corsaires viendront en leur pais, ils ne les recevront pas en leurs havres & ports, & quand mêmes ils les traiteroient mal ou hostilement, le présent Accord ne sera pas pour cela réputé être enfreint, & en ces occasions j'ajouterai toujours foi aux informations que lesdits Seigneurs Etats Generaux en feront, & j'agrérai toujours les excuses qu'ils en feront.

XXII. On enverra des ordres au *Beglerbey*, au *Cadis*, & à tous les autres Officiers des *Echelles* de tout notre Empire, contenant que le mandement de ma Majesté est confirmé en cette manière. Que pendant tout le tems que l'amitié & l'accord fait entre nous, sera observé comme il faut du côté des susdits Hauts Seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies, de notre côté on ne fera non plus le moindre dommage ni moleste à leurs biens, marchandises, denrées, gallions, venant par mer, ou autres vaisseaux, ni aux personnes qui y seront, avec quelques efforts & marchandises, ni aux personnes venant par terre avec leurs chevaux de charge, mais qu'on leur laissera faire leur négoce en pais.

XXIII. Dans tous les pais de mon Empire tous les esclaves, sujets des susdits Hauts Seigneurs les Etats Generaux, comme aussi ceux qui ont été pris cy devant en quelquelieu qu'ils se trouvent, seront relâchés entièrement francs, sans que les Patronus puissent rien demander en quelque manière que ce soit à ceux des *Pais-bas* de ce qu'ils auront coûté, mais seulement ils en redemanderont le prix à ceux de qui ils les auront achetés.

XXIV. Si quelques uns des susdits *Pais-bas* viennent à acheter des munitions de bouche des *Vaisseaux* des *Turcs*, & cela de leur consentement, pour les mener dans leur pais, & non pas aux Villes des autres nations qui ne sont point en pais avec nous, & que rencontrant quelque *Vaisseau* de guerre *Turc* ils en soient pris, en ce cas leurs *Vaisseaux* ne pourront pas être confisqués, ni l'équipage d'iceux être fait captif; mais si dans un cas pareil à celui cy on prend quelque *Vaisseau* des *Pais-bas*, on le remettra en liberté, & restitueratome la marchandise.

XXV. Si quelques marchands ou *Chrétiens* qui ne sont point en pais avec nous, chargent quelques marchandises sur les *Vaisseaux* des susdits des *Pais-bas*, on ne les pourra confisquer, sous prétexte qu'elles appartiennent à d'autres personnes n'étant pas en pais avec nous; Et au cas que

ANS komt, geen Vrede met ons hebbende; ende ingevalle
de J. C. yemant vande voorfz 'tly wech gaende uyt de Landen
van mijn Rijk ofte uyt andere Landen, 'tly komen-
de om haer Coopmanschap te doen in fulcken kas tot
1612. Slaven gemaect waer, sal hem dadelijk sijn vry-heyts
gegeven worden.

XXVI. Ende de voorgenoemde Natie sal in alle
de Steden van mijn Rijk met groote vryheydt ende
seeckerheynt mogen komen ende gaen; ende foo't ge-
viel, dat sy by ongeval in perijckel der Zee quamen,
foo fullen alle de Scheepen, foo wel die van mijn Ma-
jesteyt als van andere particulieren haer alle mogelijke
gunste bewijzen, ende assistentie doen, ende foo sy
eenige *Vitualie*, ende provisie voor haer Scheepen sul-
len willen koopen, foo en sal haer 'tselfde niemant mo-
gen verbieden noch eenige molestie ofte ongemack
aen doen.

XXVII. Alle de *Coophyden*, *Drogemans*, ende
alle de andere Onderfaten van de Hoogh-gedachte
Heeren Staten Generael vande Nederlanden, fullen
foo te Water als te Lande, mogen komen in alle Ste-
den van mijn Rijk, haer Coophandel drijvende, en-
de na dat sy betaelt fullen hebben haer gewoonlijke
Dacio, foo in't gaen, als in't komen, foo fullen de
Capiteynen, ende *Bey*s ('t welck sijn Capiteynen,
vande Galeyen) over Zee varende, ofte eenige ande-
re die *Slaven* sijn van mijn Majesteyt, niet moogen
haere Perfoonen, Dienaers, goet, ofte last-Paerden in
geenderley manieren molesteren, noch de *Cady*s, ofte
yemant anders fullen haer lastich vallen, ofte eeniger-
ley veranderinge aen doen.

XXVIII. Soo sy door Tempeest, ende onweder
quamen *Schip breckingete* lyden, ende hare Scheepen
over Zee gaende, quamen te Stranden, foo fullen alle
de *Bey*s, ende *Cady*s, gelijck oock andere, haer alle
mogelijke hulp doen, alle de Waren ende Goede-
ren, die gebercht fullen sijn, salmen haer wederom
geven, sonder dat de *Peitmalgis*, noch oock ye-
mant anders haer daer mede eenichfins fullen mogen
bemoeven.

XXIX. Soo yemant vande voorfz yemant *schul-*
dighe ware, foo salmen de *schuld* moeten eyschen
vanden debiteur, ende alster geen borch gestelt is,
salmen niemant anders mogen manen, als den schul-
denaer.

XXX. Soo yemant van de voorfz quam te *sterven*,
foo fullen de Waren, ende alle sijne Goederen gecon-
signeert werden in handen vanden geen, die hy in
sijn *Testament* geordonneert sal hebben, ende geen *Te-*
stament gemaect hebbende, fullen de goederen ge-
geven worden door ordre vande *Consul*, aen yemant van
sijn Compagnons, sijnde vande selve, ofte naestge-
legen plaets, sonder dat yemant anders hem daer in mach
ingeren.

XXXI. Soo eenige vande voorfz Nederlanders,
ende alle andere haer onderworpen sijnde, 'tly *Coop-*
hyden, *Consuls*, ofte *Drogemans*, in eenige Landen
van mijn Rijk eenige contracten maectken, 'tly van
wegen de Handeling, Coopmanschap, ofte Borch-
tocht, ofte eenige andere saecken, daer voorfz bye-
mandt anders in Recht souden mogen geroepen wer-
den, foo fullen sy met haer partheye gaen voor den *Cady*,
ende daer fullen sy van haer Contract een hant-
schrift, oft *Hogiet* ('t welck is een publicke Aete van
den *Cady*) doen maectken, ende by aldien daer naer
eenige questie, ofte rechts-vorderinge ontsaen sal,
foo sal de selve conform de voorfz handtschrift, ofte
Hogiet gedeceideert worden, ende anders niet, sulcx
dat sy derhalven by yemant in recht geroepen sijnde,
om haer t'onrecht eenige Penningen te extorqueren,
ende geen van beyde 'tly hantschrift ofte *Hogiet* ge-
maect sy, foo salmen soodanigen aenklachten, ende
ongefondeerde eysch, als stryden tegeen de wachtheyt,
in geenderley manieren mogen hooren.

XXXII. Soo yemant vande voorfz Natie, door
eenige *Natie* t'eeniger tijden valscheelijck soude mogen
be-

que quelqu'un des susdits, soit en sortant des pais de mou
Empire ou d'autres pais, soit venant pour faire leur ne-
goce sur les Vaisseaux des susdits des Pais-bas, vissent
à être faits captifs, ils seront relâchez aussi-tôt.

ANS
de J. C.
1612.

XXVI. Et ceux de la susdite Nation pourront en tou-
te sùreté & liberté aller & venir dans toutes les Villes
de mon Empire; Et s'il arrivoit qu'ils fussent en danger
sur la mer, tous les Vaisseaux tant de ma Majesté, que
ceux d'autres particuliers, les favoriseroient & assisteront
autant qu'il sera possible; Et s'ils veulent acheter quel-
ques vitualles & provisions pour leurs Vaisseaux, person-
ne ne le leur défendra, ni leur fera aucune moleste ou in-
commodité.

XXVII. Tous les marchands, Drogemans & au-
tres sujets des susdits Seigneurs Etats Generaux des Pro-
vinces Unies, pourront venir dans toutes les Villes de mon
Empire pour y trafiquer; Et après qu'ils auront payé les
daces ordinaires, tant en entrant qu'en sortant, les Ca-
pitaines & Regs, (qui sont les Capitaines des galeres)
étant en Mer, ou quelques autres qui sont esclaves de Ma
Majesté ne pourront les molester en nulle maniere en leurs
personnes, serveurs, biens ou chevaux de charge, non
plus que les Cadys, ou quelques autres ne leur pourront fai-
re tort ou empêchement en quelque maniere que se puis-
se être.

XXVIII. Si par tempête ou gros tems ils venoient
à faire naufrage & que leurs Vaisseaux vogans à la merci
de la Mer se jettassent sur quelques côtes, tous les Bey
& Cadys, comme aussi tous autres leur donneront toute
l'assistance possible, & toutes les marchandises & effets
qu'on aura sauvés leur seront rendus, sans que les Peit-
malgis, non plus qu'aucun autre leur puissent faire tort en
quelque maniere que ce soit.

XXIX. Si quelques uns des susdits étoient redevables
de quelque chose à quelqu'un il faudra demander la dette
au debiteur, & s'il n'y a point de caution donnée, on ne
poura se prendre à personne qu'au debiteur.

XXX. Si quelqu'un desdits venoit à mourir, les mar-
chandises & tous les effets seront consignez, és mains de
ceux qu'ils auront pour ce nommez dans leur Testament;
& étant mort sans en avoir fait, les effets seront donnez
par ordre du Consul à quelqu'un de ses Compagnons, étant
de la même ou plus prochaine Ville, sans qu'aucune autre
personne puisse s'en ingérer.

XXXI. Si quelqu'un des susdits Pais-bas & tous au-
tres qui leur seront sujets, soit marchands, Consuls, ou
Drogemans font quelques contrats dans quelques pais de
mon Empire, soit touchant le negoce, marchandises, ou
autres choses, pourquoy ils devroient être traduits en ju-
stice, ils iroent avec leurs parties pardevant le Cady, &
là ils feront de leur contract faire un écrit, ou Hogiet
(qui est un acte public du Cady) & s'il y survient quel-
que differend on demande, la chose sera decidée confor-
mément à l'écrit, ou Hogiet, & non autrement, enfor-
te qu'étant pour ce appelé en justice par quelqu'un, pour
leur extorquer quelques deniers, on n'entendra en nulle
maniere à telle plainte ou demande malfondée & con-
traire à la verité.

XXXII. Si quelqu'un de la susdite nation venoit à
être accusé fausement par quelque Vanie comme ayant fait
quel-

ANS beschuldigt worden, als of hy de *Wet* ofte yemant ander J. C. ders *gelaſſert*, ofte oock andere quade feyten *frydende* tegen de *Wet*, bedreven hadden, ſulcke aenklachten, als alleen gedaen om eenich gelt te genieten, ſalmen niet mogen horen, en tegens de Heylige *Wet* ſalmen niet mogen derhalven ymant eenig moleltie aen doen, maer de partie ontflaen.

XXXIII. Soo eenige Nederlander yemant *ſchuldig* waer, ofte van andere ſaecten beſchuldicht ſijnde hem verbergde, ſoo ſalmen niemant anders ten ſy hy borch gebleven is, daer voor mogen aentfaen.

XXXIV. Ende in alle manieren eenige *Slaven*, die gevonden ſullen werden, uyt eenige Steeden vande vooſchreve Nederlanden, ſal de *Conſul* die ſelvjge eyiſchen, ende verklarende dat ſy van ſijn Landen ſijn, dieſelvjge ſonder tegenſprecken hem laten volgen.

XXXV. Ende wie vande voorſz Nederlanders ſoude mogen *woonen* in eenige plaets van mijn Rijk hy ſy getrouw, oft ongetrouw, ſal mogen handelen ſonder dat men hem eenich *Harach*, dat is *Tribuyt*, ſal mogen af-eyiſchen, van gelijken de *Conſuls* ſijnde in dienſt vanden Ambaſſadeur oock de *Drogemans*, gelijck gebruyck is, ſullen ſoo wel van t' *Harach* (dat is *tribuyt*) ende *Caſſapie*, als oock van alle andere Keyſerlijke beſwaerniſſen volkomentlijk exemt ſijn.

XXXVI. Sy ſullen oock ſoo wel in *Alexandria*, *Tripoly de Soria*, *Algiers*, *Tunis*, als oock in *Gefairegar* ende *Cairo*, ende in alle andere *Schalen* van mijn Rijk moogen ſetten, en aſſetten hare *Conſuls*, na dat ſy haer bequaem ſullen achten, en niemant ſal ſulck moegen verbieden.

XXXVII. Niemant ſal de voorſz Coopluysden eenige goederen, waren ofte Coopmanſchappen tegens haer danck onrechtelijk mogen doen aennemen, ende haerlyden derhalven oock in geenigerley manieren eenige overlaf, ende moeyte aendoen.

XXXVIII. Soo wie met yemant vande voorſz Nederlanders eenich verſchil ofte queſtie hebbende, hem voor de *Cadi* doet gaen, ſal de *Cadiſyn* eyſch niet mogen hooren, ten ſy de *Drogeman van Nederland* daer preſent ſy, ende de *Drogeman* geoccupeert zijnde in importante ſaken, ſoo ſullen ſy wachten tot dat hy kome, nochtans ſoo ſullen ſy-luyden oock door de excuſe van de abſentie van den *Drogeman* niet mogen eenige onrechte uytvluchten ſoecken, alleen om haer partyen te quellen, ende de ſaken met quade practijcken dilayeren.

XXXIX. Soo yemant vande Nederlanders in eenige *ſuſten* van *Rovers* gevangen ſijnde in *Aſia*, ofte *Gretia* als een *ſlaef* verkocht werde, ſal men naerſtige onderſoeckinge doen, ende t'ſy in wiens handt deſelvjge ſoude mogen gevonden werden, al-hoe-wel hy oock tot een *Turck* ſoude mogen gemaect ſijn, die ſal te kennen geven, van wien hy hem gekocht heeft, ende ſal ſyn Penningen van den Verkooper mogen eyſchen, ende den *ſlaef* vrylaten gaen, daer het hem believen ſal.

XL. In alle de Landen van mijn Rijk ſoo wel de *Galejen* als mijn Keyſerlijke *Armada* over Zee varende, als ſy eenige Nederlandſche Schepen ontmoeten, ſullen malkanderen vrientſchap bewylen, ende mogen haer in t' minſte geen ſchade, noch eenige overlafte doen, ende t'ſelſde ſoo wel op de Zee, als in *Havens*; ende ſoo verre ſy met haer vrye wil geenige preſenten gaven, ſoo ſalmen haer nochtans geen Scheeps Wapenen, gereetſchap, eenige Goederen, ofte Jongens, noch eenige fakte ter Werelt met gewelt mogen atnemen, noch oock haer eenige overlaf, ofte quellinge aen doen.

XLI. Alle de *Capitulatie* van mijn Rijk, die *Frankrijk* ende *Engeland* vergunt ſijn, en alle het geene dat in deſelvjge geſchreven ende verklaert ſtaet, wert die van Nederlandt oock vergunt, ende al wat in die voorſz *Keyſerlijke Capitulatie* vervat is, ſoo van waren, als andere ſaken, t'ſelſde ſal haer oock geconfirmert werden, ende deſe Keyſerlijke *Capitulatie*, ende heylige *Wet*, ſal niemant mogen tegen ſpreken,

noch

quelque injure à la Loy ou à quelque autre, ou commis quelque autre acte contraire à la loi, telle plainte faite de J. C. seulement au sujet de quelque argent qu'on pretendra ne sera entendue; & il ne sera permis de moleſter perſonne à cauſe de la ſainte loi, mais on decharge-
ra les parties.

XXXIII. Si quelque ſujet des païs bas étoit redevable de quelque choſe à quelqu'un, ou qu'étant accuſé de quelque autre choſe il ſe cachât, on ne pourra attaquer perſonne pour ce ſujet à moins qu'on ne ſ'en ſoit rendu caution.

XXXIV. Et ſ'il ſe trouve des eſclaves qui ſoient de quelques Villes des païs bas ſuſdits, ſi le Conſul qui les repetera declare qu'ils ſont de ſon païs, on les lui rendra ſans contradiction.

XXXV. Et quiconque des ſuſdits païs bas demeurant dans quelques lieux de mon Empire, ſoit qu'il ſoit fidele ou infidele, on le traitera en ſorte, qu'on ne lui pourra demander aucun Harach, c'eſt à dire tribus; ſemblablement les Conſuls étant au ſervice des Ambaſſadeurs, & même les Drogemans, comme la coutume eſt, ſeront entierement exempts tant du Harach, c'eſt à dire tribus, & Caſſapie, que de toutes autres charges imperiales.

XXXVI. Ils pourront auſſi tant dans Alexandrie, Tripoli de Sorie, Algiers, Tunis, que dans Gefairegar, & le Caire, & autres Eſchelles de mon Empire, mettre & depoſer leurs Conſuls, ſelon qu'ils le jugeront à propos, & perſonne ne le leur pourra deſendre.

XXXVII. Perſonne ne pourra auxdits marchands faire prendre quelques denrées ou marchandises malgré eux, & ne ſera fait à cet égard aucune violence ni grief.

XXXVIII. Si quelqu'un ayant quelque different ou queſtion avec quelques uns des ſuſdits païs bas, le fait aller pardevant le Cadi; ledit Cadi ne pourra prendre connoiſſance de l'affaire, à moins que le Drogeman des païs bas ne ſoit preſent; Et ſi le Drogeman eſt occupé à quelque importante affaire, ils attendront juſques à ce qu'il vienne; Cependant ils ne pourront non plus chercher quelque injuſte ſubterfuge à cauſe de l'abſence du Drogeman, dans la veu ſeule de tourmenter leur partie & de dilayer l'affaire par mauvaife pratique.

XXXIX. Si quelque ſujet des païs bas étant pris par quelque Vaiſſeau de Corſaires, vient à être vendu en Aſie, ou dans la Grece comme eſclave, on en fera diligemment information, & en quelque main qu'il ſerouve, quand même il ſe ſeroit fait Turc, l'acheteur fera ſavoir de qui il l'aura achetée, & pouravedemander ſon argent au vendeur, & donner la liberté à l'eſclave, en le laiſſant aller où il voudra.

XL. Dans tous les païs de mon Royaume, ſi les galeres ou mon armée navale imperiale rencontrent quelque Vaiſſeau des païs bas, ils ſe remonſtreroni amitié, & ne ſe feront le moindre tort ni dommage, & cela tant en Mer que dans les Havres, & ſ'ils ne veulent de leur pleine volomé leur faire aucun preſent, on ne leur pourra neanmoins prendre aucunes armes navales, equipages, marchandises, garçons, matelots ni aucune autre choſe du monde, ni leur faire aucun grief, ni tourment.

XLI. Toutes les Capitulations de mon Empire qui ſont accordées à la France & à l'Angleterre, & tout ce qui y eſt écrit & déclaré eſt auſſi accordé à ceux des païs bas; Et tout ce qui eſt contenu dans les ſuſdites Capitulations Imperiales leur ſera auſſi confirmé, & cette Capitulation Imperiale & ſainte loi, ne pourra être contredite par perſonne, & on ne leur pourra faire de peine en aucune maniere.

S

ANS noch haer-luyden in eenigerley manieren moeyten aen de J. C. doen.

1612. XLII. Soo wel *Galionen*, als de Schepen die van hier vertrecken fullen eens besocht werden in de Haven van *Constantinopelen*, ende een andermaal aende *Castelen* besocht sijnde, mogen sy wech gaen, ende tegen mijne *Capitulatie* en fullen sy in *Galipoli* niet mogen besocht werden, veel weyniger salmen haer, om die oorfaecke wil eenich gelt af-nemen, noch in eeniger wyse ongenucht aendoen.

XLIII. Ende in alle de andere *schalen* van mijn Rijk, salmen de *Galionen*, ende *Schepen*, na dat sy geladen fullen sijn ende haer *Dacio* ten vollen betaelt hebben, door geenigerley pretentien mogen besoecken, noch ook derhalven eenich gelt van haer nemen, noch in geenderley maniere molestieren.

XLIV. Soo wel in *Aleppo*, als in alle andere plaetsen van mijn Rijk de voornoemde *Nederlanders* soo wel *Syde* als andere *Waren* koopende, naer dat sy alle hare gerechtigheiden fullen betaelt hebben, soo eenich haer *Schip*, daer op de voorfz *Goederen* geladen sijn na haer vertreckt quam te arriveren in *Cipro* ofte aen eenige andere *schalen* van mijn Rijk, ende soo by avonture de voorfz *Waren* in een ander *Schip* oversetten, ofte oock voor eenen tijdt ontladen, ende in pack-huyfen bewaren wilde, om daer na in eenige ander *Schepen* te laden, soo sulcx niet en geschiet, om te verkoopen, en salmen haer derhalven geen moeyten mogen aen doen, ter oorfaecke dat sy die waren ontladen hebben, ende met dese excuse en sal niemant haer een penninck mogen afnemen ende yegens dese *Keyserlijke Capitulatie*, soo en mogen de *Cadis*, noch de *Gouverneurs*, noch de correcteurs vande steden haer eenige falschheid aen doen.

XLV. De voorfz *Nederlanders*, ende die onder haer staen komende met haer *Galionen* ofte *Schepen*, soo wel in *Cipro*, als in eenige andere Steden van ons Rijk, fullen voor sulcken prijs, als de *Turcken* het *Sout* koopen, soo veel *Sout* mogen laden, als sy willen om wech te voeren, ende niemant en mach haer verbieden, noch meer van haer nemen, als den ordinaris prijs van die plaetse, noch haer in geenigerley wyse quellinge aen doen.

XLVI. In 't Eylandt van *Cipro* met haer *Schepen* komende, ende *Sout* begerende tot ballast van hare *Schepen*, overmits het selfde *Sout* niet en is van sulcke waarde, als het ander, ende van ouden tijden gebruyckelijck datmen voor yder *Karre* daer van betaelde een en 't *seventich aspers*, soo fullen sy hare *Galionen*, ende *Schepen* desgelijck met *Sout* mogen ballasten; betalende als van den ouden tijden gebruyckelijck is geweest een en 't *seventich aspers* voor de *Karre*, sonder dat men haer een asper meer sal mogen af-nemen, ende in dese saecken fullen de *Cady*, noch de *Emini* noch de reste van de *Officieren* haer geenderley moeyten mogen aendoen.

XLVII. In alle de Steden van mijn Rijk, daer de voornoemde so wel *Loot*, *Tin*, *Yser*, *Stael*, als oock alle andere soorten van *Krameryen* fullen brengen, en sal niemant haer 't selfde mogen verbieden, noch eenige moeyte, ofte swaerichydt aen doen, ende gelijck als geschreven staet in dese mijne *Keyserlijke Capitulatie*, fullen alleen daer van drie ten hondert voor *Dacio* betalen, ende men sal haer in geenderley maniere yet meer mogen afnemen, ofte oock derhalven eenich falschheid aen doen.

XLVIII. De *Galionen* ende *Schepen* vande voorfz *Nederlanders* gaende op *Damiaata* ofte op *Alexandrien*, ende aen alle andere *schalen* loo enige *Turcken* deselvjge met enige *Waren* willen laden, 't selvjge fullen sy mogen doen, soo wel voor *Constantinopelen*, als op eenige andere Landen van mijn Rijk, ende niemant en mach hem dat verbieden, ende men sal vande selve goederen, om die oorfaecke datse op *Christenlike* *Schepen* geladen sijn, geen meerder *Dacio* mogen af-nemen, als alleen 't gunt men van alle die ander *Turcken* gewoon is te eyschen.

De

XLII. Si tant les gallions que les Vaisseaux qui partiront d'ici sont visitez dans les Havres de Constantinople; étant encore une fois visitez aux Ports, ils pourront s'en aller, & ne pourront contre ma Capitulation être visitez à Gallipoli, encore moins leur pourra-t-on pour ce sujet prendre de l'argent ni leur faire aucun déplaisir en quelque maniere que ce soit.

XLIII. Et dans toutes les autres Echelles de mon Royaume après que les Gallions & autres Vaisseaux auront chargé & payé leur dace entiere ne pourront être visitez pour quelque pretention que ce soit, ni ne pourra-t-on prendre d'eux aucun argent, ni les molester.

XLIV. Tant à Alep que dans les autres places de mon Empire, les susdits des Pais bas achettant tant de la soye qu'autres marchandises, si quelqu'un de Vaisseaux, ou lesdites marchandises seront chargées, après avoir payé leurs droits venoient à aborder en Chipre, ou en quelque autre Echelle de mon Empire, & qu'ils dechargeraient lesdites marchandises dans un autre Vaisseau, ou qu'ils les dechargeraient pour un tems, & les voulaissent garder dans un magasin, pour les charger sur un autre Vaisseau, si cela ne se fait pas pour les vendre, on ne leur fera pour cela aucune peine, à cause qu'ils auront déchargé lesdites marchandises, & sous ce pretexte personne ne pourra prendre d'eux aucun denier; & les Cadis, Gouverneurs ni Correcteurs des Villes ne pourront leur donner aucune fâcherie contre cette Capitulation Imperiale.

XLV. Les susdits des Pais-bas, & ceux qui sont de leur obéissance venant avec leurs Gallions & Vaisseaux tant en Chipre, que dans quelques autres Villes de notre Empire achetteront le sel pour le même prix que les Turcs, & ils en chargeront pour l'emporter autant qu'ils voudront, & personne ne le leur pourra défendre, ne prendre d'eux plus que le prix ordinaire de ces lieux ni les inquiéter en aucune maniere.

XLVI. Venant dans l'isle de Cypre, & desirant d'avoir du sel pour charger sur leurs Vaisseaux, par ce que ce sel n'est pas de même valeur que l'autre, & que d'ancienneté l'usage est de payer soixante & onze aspers de chaque chariot, ils pourront semblablement charger de sel leurs Gallions & leurs Vaisseaux, en payant comme on en a usé d'ancienneté soixante & onze aspers pour un char, sans qu'on puisse prendre d'eux un aspre de plus, & dans ce cas le Cady ni les Emini ni le reste des Officiers ne leur pourront faire aucune peine.

XLVII. Dans toutes les villes de mon Empire, où les susdits ameneront tant du plomb, de l'estain, fer, acier qu'autres sortes de marchandises, personne ne le leur pourra défendre ni leur faire aucune difficulté, & comme il est contenu dans cette mienne Capitulation ils en payeront seulement trois pour cent de dace, & on ne pourra leur rien prendre de plus, ni leur faire à ce sujet aucune molestie.

XLVIII. Les Gallions & Vaisseaux des susdits des pais bas allant en Dalmatie ou à Alexandrie, & dans toutes les autres Echelles, si quelques Turcs veulent en même tems charger avec eux quelque marchandises, ils le pourront faire, tant pour Constantinople que pour quelque autre pais de mon Empire, & personne ne le leur pourra défendre, & on ne prendra de ces marchandises, sous pretexte qu'elles seront chargées sur des Vaisseaux des Chrétiens, plus de daces, qu'on est accoustumé d'en demander de tous les autres.

M 3

XLIX. Les

ANS
de J. C.

1612.

ANS XLIX. De voorſz Schepen ende Gallioenen, de-
de J. C. welcke van mijn Havens koomen, nadien de Dacio in
1612. voegen als in deſe Keyſerlijke Capitulation geſchreven
is van alles betaeltſal weſen, ſullen om geenderley oor-
ſaken gearreſteert, ofte door eenige *angaries* (dat ſijn
Keyſerlijke beſwaren) ofte voor onſe Majesteys
dienſt opgehouden mogen werden.

L. Soo yemant vande voorſz Coopluyden hier met
eenige Waren komende, hem *Turcx* maecke, ſal de
Ambaſſadeur ende de Conſuls het gelt, ende de Wa-
ren, die hy van de Coopluyden van ſyn Landt mede
gebrocht heeft, hem aſiemen, ende onder haer hou-
den om die ſelvige te beſtellen in handen vande eyge-
naer, invoegeen dat onder hem niets en blyve van't
gene de Nederlaſtſche Coopluyden is toe-behoorende,
ende in ſulcken cas ſullen de *Cadi* ende andere Gou-
verneurs haer niet mogen met die ſake bemoeyen, of
eenigh beſtel doen.

LI. Soo yemant enig *Nederlander* wilde overtuy-
gen dat hy hem ſoude tot een *Turck* gemaect hebben,
ende hem om deſe oorſaack eenige moeyten aen doen,
ſoo ſal't ſelvige van geender waerden zyn, ten ware hy
in preſentie van een *Nederlaſtſchen Drogeman* met
ſijn vrye wil ſeyde, *ick wil my Turcx maecken*; 't welck
alleen gelden ſal, ende ſoo menichmael als de *Droge-
mans* niet en komen, ſoo en mach niemant hem om
die oorſaack wille moleſteren, doch ſal men de *Droge-
mans* ſoecken, op dat ſy haer preſenteren.

LII. Soo de *Eſtimateurs* van den *Tol* de goederen
van de voorſz *Nederlanders*, die ſy met haer Schepen
en *Gallioenen* brengen, hooger ſchatten als't waerd is,
ſoo ſullen ſy haer met Waren mogen betalen tot al-
ſulcken prijs, als die geſchat zyn, ſonder dat ſy geldt
mogen eſſichen, maer moeten met de Waren te vre-
den zyn.

LIII. Ingeville de *Gallioenen* ende Schepen vande
voorſz komen te ſlaen met eenige die geen vrede met
ons en hebben, ende hare Schepen nemen, ſoo ſullen
ſy tot allen tijden, 't ſy met haer vryen wil, ofte door
onweder en tempeſt, mogen komen in alle de Lan-
den van mijn Rijk, in welke Haven ofte ſchale dat
ſy ſullen willen gaen, alwaer 't oock ſchoon dat ſy haer
daer wilden verſamelen, dat ſullen ſy oock mogen doen,
ende daer ſal niemant zyn die haer ſaltidie, of enig
impediment doen ſal; ende al't geene ſy tot hare noot-
druft van doen ſullen hebben, dat ſullen ſy om geldt
vryelyck mogen koopen, ſonder dat yemant haer dat ſal
mogen verbieden.

LIV. De ingeſtetenen van de Hoog-gedachte Hee-
ren Staten Generael; ende alle die onder haer ſtaen,
die na *Jeruſalem* ſullen reysen, om de Landen te beſien
ſoo wel in't heen gaen, als in't weder keeren, vrye-
lyck na haer believen mogen gaen, ſonder dat hem yem-
ant eenige moeyte mach aen doen: de *Municken*
zinde in *Camania*, noch oock yemant anders en ſal
durven eenich beſtelſel ofte bekommernis geven, noch
oock leggen, *gy ſijt Lateranen, wy willen u de plaetſe
niet laten ſien*; maer ſullen gehouden weſen de plaetſe-
ſen die men gewoon iſte ſien, haere toonen, ſonder
eenig tegenſtant te doen, ofte eenich excuſen voor te
brengen.

LV. Als de *Gallioenen* ende Schepen vande voornoem-
de hier koomen, ſoo ſullen alle de Landen van mijn
Rijk haer de *Guardia* doen, ende eeren, ſoo veel als
mogelyck ſal ſijn, ende ſullen maecken, dat ſy met
vreden in alle ſeeckerheyt ſullen mogen, ſoo wel kom-
men, als wederom weg gaen, ſoo wel de Schepen als
oock haere goederen.

LVI. Oft gebeurde dat haer eenich goet, ofte yem-
ant van haer Volck ontrooft werde, ſalmen alle mo-
gelyke devoiren, ende naerſticheden doen om den
dief te ontdekken, ende den miſdadiger 't ſy oock wie
hy ſoude mogen ſijn, na verdienſten rigoureuſelyck
ſtraffen.

LVII. Menſal vanden Ambaſſadeur van den voor-
noemde *Nederlanders*, noch vande Conſuls noch van de
Drogemans, noch van ſijn ander Volck voor eeni-
ge

XLIX. Les ſuſdits Vaiſſeaux & Gallions qui auront
ainsi payé dans les Havres où ils viendront, les daces, de J. C.
comme il eſt ſpécifié dans cette Capitulation Imperiale, ne
pouront pour quelque ſujet que ce ſoit être arretez, ni rete-
nus par aucuns angaries, (ce ſont des charges Imperiales)
ou pour le ſervice de nôtre Majeſté. 1612.

L. Si quelqu'un des ſuſdits Marchands, venant icy avec
quelques marchandises, ſe fait Turc, l'Ambaſſadeur &
le Conſul pouront lui ôter l'argent & ſes Marchandiſes
qu'il aura apporté de ſon Pais, appartenans à d'autres
Marchands, & les retiendront entre leurs mains pour les
reſtituer aux propriétaires d'iceux, enſorte qu'il ne leur
reſte rien de ce qui appartiendra auxdits Marchands chré-
tiens, & en tel cas les *Cadis* & autres Gouverneurs ne
les pouront inquieter ni empêcher en nulle maniere.

LI. Si quelqu'un vouloit convaincre quelque ſujet des
pais bas qu'il ſe ſeroit fait Turc & que pour cette raiſon
il vouloit lui faire de la peine, celane ſera point valable,
à moins qu'il ne diſe en préſence d'un Drogue-man des
Pais bas avec franche volonté, je me veux faire Turc,
ce qui ſeul ſera valable, & ſi le Drogue-man ne vient
point, on ne pourra pas le moleſter pour cela, mais on
cherchera le Drogue-man afin de le lui préſenter.

LII. Si les Eſtimateurs du peage, eſtiment les Mar-
chandises que ceux des Pais-bas auront amenez, avec leurs
Gallions & Vaiſſeaux, plus que leur valeur, ils pou-
ront les payer en Marchandiſe ſur le pied qu'elles ſeront
eſtimées, ſans qu'ils puiſſent demander de l'argent, mais
ils ſes devront contenter de la Marchandiſe.

LIII. Si les Gallions & vaiſſeaux des ſuſdits vien-
nent à ſe battre avec quelques uns qui ne ſoient point en
paix avec nous, & leur prennent leurs vaiſſeaux, ils pou-
ront en tout tems, ſoit de franche volonté, ſoit qu'ils
ſoient pouſſés par la tempeſte en gros tems, venir dans
tous les pais de mon Empire, en quelques ports & eſchel-
les qu'ils veulent aller, & quand même ils voudroient
ſ'y reſſembler, ils le pourront faire, & perſonne ne leur
poura faire moleſte ou empêchement, & tout ce dont ils
auront beſoin ils pouront l'acheter pour leur argent, ſans
que perſonne le leur puiſſe deſſendrir.

LIV. Les ſujets des ſuſdits ſeigneurs Etats Generaux
& tous ceux qui ſont ſous leur obéiſſance qui voudront vo-
yager à *Jeruſalem* pour voir le pais, tant en allant qu'en
retournant ils le pourront faire librement, ſans que per-
ſonne leur faiſſe aucune peine, les Noïmes étant dans la *Ca-
manie*, & perſonne non plus ne pourra les inquieter ni
les empêcher ni leur dire, vous êtes *Lutheriens*, nous ne
voulons pas vous laiſſer voir les lieux; mais ils ſeront obli-
gez de leur montrer les lieux qu'on a coutume de voir,
ſans faire aucune oppoſition, ni alleguer aucune excuſe.

LV. Tous les Gallions & vaiſſeaux des ſuſdits ven-
ans icy, tous les pais de mon Empire les honoreront au-
tant qu'il ſera poſſible, & ſeront en ſorte qu'ils puiſſent
aller & retourner en paix & toute ſûreté, tant les vaiſ-
ſeaux que leurs marchandises.

LVI. S'il arrivoit qu'on leur emportât quelque gens
ou effets, on ſera tous les devoirs & diligences poſ-
ſibles pour découvrir le voleur, & l'on punira le delin-
quant, quel qu'il puiſſe être, rigoureuſement ſelon ſon mé-
rite.

LVII. On ne prendra ni dace, ni Bach, ni Caſſa-
pi & le reſte, des Ambaſſadeurs des ſuſdits de pais
bas, ni des Conſuls, ni des Drogemans, ni de leurs
gens

ANS ge dingen, die aen haer fullen gebracht werden, soo de J. C. wel om te vereeren ende te kleeden, als oock voor eetbare, ende drinckbare Waren, die sy voor haer gelt 1612. fullen koopen, ende laten komen geen *Dacio*, noch *Bach*, noch *Cassio*, noch rest mogen af-nemen, noch derhalven eenichints haerluyden yet mogen af-cyphen.

LXVIII. Alle de *Beglerbeys* de *Sangiakbeys*, de *Capiteynen* mijn Slaven sijnde, als oock de *Cadis*, ende *Enimi*, *Soprostanten*, ende de *Patronen vande Galejen* dewelcke mijn Slaven sijn, ofte andere *Patronen* van haer eygen *Galejen*, ende alle het Volck van mijn Rijk, fullen alles doen conform dese Capitulatie vande bevelen van mijn Majesteit, ende niemant sal in 't alderminsten Artijckel manquieren maer ter contrarie alle hare Poincten stricktelijck onderhouden.

LIX. En ingevalle dat yemant tegen dese mijnbevelen van mijn eeren Majesteit yet committerde, sodanig als sijn de een oorfaeck van diergelijcke overtredinge, sal gehouden werden in 't getal der rebellen van mijnen Staet, ende den selvigen salmen plaets noch tijdt geven, maer dadelijck alsoo straffen dat alle de andere daer een exempel aen mogen nemen.

LX. De *Onderdanen vande Hooggedachte Heeren Staten Generael vande Nederlanden* fullen mogen koopen Waren, ende Koopmanschappen, ende deselve brengen tot *Trebefonde* ende *Cassa*, ende aen alle de plaetden, ende *schalen* van mijn Rijk gelegen aende *Suarte Zee*, desgelijck oock te Lande aenden *Danubium*, *Osag* in *Moscovien*, ende alle Steden van *Russia*, desgelijck fullen sy van daer oock Waren mogen brengen in alle de Steden van mijn Rijk, ende haer Coophandel doen, sonder dat yemant het hen mach verbieden, ende van de voorzf Coopmanschappen salmen alleenlijck mogen nemen *drie ten hondert*, sonder dat men yet meer sal mogen eyphen, in manieren als wy verklaert hebben in dese Capitulatie van ons Rijke.

LXI. Ende soo sulcke haer Schepen komende na *Constantinopelen*, door contrarie Wint, verbleven in *Cassa*, ofte daer ontrent aen die selvige kusten, het sy oock dat sy met haren vryen wil na de voorzf plaetden zeylen, soo sal niemant haer met geweld mogen dwingen, hare Coopmanschappen ende Waren daer te ontladen, ten sy de Coopluyden die selvige goetwillighlijck verkoopen willen, ende niemant sal foo wel aende *Galyoenen* als de Schepen, die aende selfde Cuften willen seylen, eenige verhinderinge mogen doen, noch haer 't selfde verbieden.

LXII. Ende in plaetden, daer eenige vrees, ofte peryckel is, fullen de *Gouverneurs* ende *Regenten* vande selfde plaetden, de voornoemde Schepen met het gunt datter in is, soo wel het Volck als Waren, ende Coopmanschappen, in sulcker vougen bewaren, ende beschermen, dat haer geen schade, noch eenich verlies overkome en in al het geen, dat sy van noode fullen hebben, tot victualie van haer Schepen, ende alles anders, fullen haer alle mogelijcke cortseij bewyfen, op dat sy 't selvige met haer gelt mogen bekomen.

LXIII. Ende soo sy eenige *Karrent*, ofte andere Schepen van doen soudon mogen hebben, om haer Waren daer in te laeden, salmen haer die selvige foo verre die van niemant anders gehurt sijn, doen hebben, ende niemant sal 't mogen verbieden.

LXIV. Ende soo sy eenige Coopmanschappen brengen fullen, om tot *Constantinopelen* te voeren, salmen van deselve in genige andere plaetden, ten sy sy geloft worden om te verkoopen, *dacio* mogen eyphen, tot dat sy tot *Constantinopelen* fullen gekomen sijn, en oock hier te *Constantinopelen* gearriveert sijn, de salmen haer *Dacio* afnemen, alleen vande *Goederen* die sy fullen lossen, ende van wegen de *Goederen* die niet geloft werden, salmen haer oock alhier tot *Constantinopelen* in 't minste niet af-nemen, ende fullen met *Vrede* gaen, ende komen, ende hare *Negotie* doen, daer-en-boven salmen oock binnen *Constantin-*

gens, pour toutes les choses qui leurs seront apportées, soit pour faire des presens, soit pour s'habiller ni pour dandées servant au boire, ou manquer, qu'ils acheteront de J.C. 1612. seront venir pour leur argent, & ne leur pourra être rien demandé du tout à ce sujet.

LXVIII. Tous les *Beglierbeis*, *Sangiakbais*, & les *Capitaines* étant mes esclaves, comme aussi les *Cadis*, *Enimi*, *Soprostanten* & *Patrons* de mes *Galleres* qui sont mes esclaves, ou autres *Patrons* qui ont leurs propres galeres, & tous les *Peuples* de mon Empire, seront tous conformement à cette Capitulation de commandement de ma Majesté, & personne ne pourra le moins du monde manquer à aucun article, mais au contraire ils les executeront ponctuellement en tous leurs points.

LIX. Et si quelqu'un vient à commettre quelque chose contre les commandemens de mon honneur & Majesté, tel étant la cause d'une semblable contravention sera compté au nombre des rebelles de mon États, & à tels ne sera donné ni lieu ni tems, mais seront aussi-tôt punis pour servir d'exemple aux autres.

LX. Les sujets des susdits Hauts Seigneurs les États Generaux des Pais-bas pourront acheter des denrées & marchandises, & les apporter à *Trebifonde* & *Cassa* & en tous les lieux & Eschelles de mon Empire scituees sur la Mer noire, comme aussi aux pais scituez sur le Danube *Afophen* *Moscovie*, & dans toutes les Villes de la Russie. Semblablement ils pourront aussi mener des marchandises dans toutes les Villes de mon Empire, & faire leurs negoce, sans que personne le leur defende, & des susdites marchandises ne sera pris seulement que trois pour cent, sans qu'on puisse rien demander d'avantage, de la maniere que nous l'avons déclaré dans cette Capitulation de notre Royaume.

LXI. Et s'il arrivoit que leurs Vaisseaux venans à Constantinople demeurent à *Cassa*, en environ sur les côtes, soit qu'ils fassent volontairement voile vers lesdites places, personne ne pourra les contraindre par force, d'y decharger leurs marchandises, à moins que les marchands ne desireront volontairement de les y vendre, & personne ne pourra, tant aux Gallions qu'aux Vaisseaux qui voudront faire voile sur lesdites côtes, donner aucun empêchement, ni le leur deffendre.

LXII. Et dans les lieux où il y pourroit avoir crainte ou peril, les Gouverneurs & Régens desdites places, garderont & protegeront les susdits Vaisseaux, avec tout ce qui y sera tant monde que Marchandises & denrées, de telle maniere qu'il n'en souffrent aucun dommage ni perte, & en tout ce dont ils auront besoin, soit pour victuailles pour leurs Vaisseaux ou autrement, leur sera remoygné toute courtoisie, afin qu'ils en puissent avoir pour leur argent.

LXIII. Et s'ils ont besoin de quelques chariots ou Vaisseaux pour y charger leurs Marchandises, ou les leur sera avoir, pourvu qu'ils ne soient pas loués à d'autres, & personne ne pourra le deffendre.

LXIV. Et s'ils apportent quelques marchandises pour les mener à Constantinople, on ne pourra dans aucune autre place leur faire payer les daces, à moins qu'ils ne les y aient dechangez pour les vendre, jusques à ce qu'ils soient venus à Constantinople, & même étant arrivez ici à Constantinople, on leur fera seulement payer les daces des Marchandises qu'ils dechargeront, & quant aux marchandises qu'ils ne dechargeront pas, on n'en prendra rien ici à Constantinople en nulle maniere; & iront & viendront en paix pour faire leur negoce. De plus on ne pourra même leur demander à Constantinople que trois pour cent de leurs marchandises, & non plus.

LXV. Et

ANS *flaminopolen* haer-luyden voor alle Coopmanschap-
de J. C. pen allicenlijk mogen af-eyfchen drie ten hondert son-
der meer.

1612.

LXV. Ende alle 't gunt voorfz is, in fukker voe-
gen als verklaert staet in dese Capitulation, soo lange fy
lyuden de Vrientschap met *oprechtheyt van goeder har-
ten*, ende gemoederen fullen onderhouden, soome
ick haer vrientschap oock aen, ende beloove, ende
fweert by dien, die Hemel ende Aerde gefchapen heeft,
dewelcke is die grooten, ende hoogen *Godt*, buyten
den welcken geen ander en is, wiens naem fy groot
gemaakt, ende by de zielen van myne Vaders, ende
voor-Vaders, dewelcke *Godt* in fijn eeuwige glorie wil
verlichten, dat desgelijcks oock van mynent wegen in
het alderminften tegen een enich punct van al 't gunt
belooft is, niet gedaen, maer alleentlijk dat alles in
conformité van dese mijne Keyferlijke Capitulation
van mijn Majesteit sal onderhouden werden. Ende
dit is de teykeninge van mijn Majesteit aende welcke
de gantsche Werelt een vast geloof sal geven, ende
de tegenwoordige is gefchreven in 't beginfel vande
Macht van Giamafi Elebla, 't welck is in 't Jaer na de
openbaringh vanden Propheet 1021. 't welck is in 't
beginfel van Julio in 's Jaer ons Heeren Jesu Chri-
sti 1612.

In den Staet van 't Hooge Conincklijk Hof van
Constantinopolen, 't welck *Godt* befcherme van alle
quaet, en van alle tegenpoet.

Is geteyckent op den rug vanden *Rais Kitap*, de-
welcke is de groote *Cantfclier* van 't Rijk.

LXV. Et tout ce qui est mentionné cy-dessus en telle
maniere qu'il est déclaré dans la présente Capitulation tant
qu'ils entretiendront sincerement & du bon cœur & cou-
rage, j'agréeray leur amitié, & promets & jure par ce-
lus qui a créé les cieux & la terre, qui est le grand Dieu,
outre lequel il n'y en a aucun dont le nom soit magnifié,
& par les ames de mes Peres & ancêtres, que Dieu veuil-
le soulager dans sa gloire éternelle, qu'il ne sera rien
en nulle maniere fait de ma part contraire aux points de ce
qui est promis, mais que tout sera observé en confor-
mité de la présente Capitulation de ma Majesté: Et
c'est ici la signature de ma Majesté à laquelle tout
l'Univers donnera une entière créance; Et ces présentes
sont écrites au commencement du mois de Giamafi Eleb-
la, qui est l'an d'après la manifestation du Propheete
1021, qui est au commencement de Juillet de l'année de
notre Seigneur Jesus Christ 1612.

Dans l'Etat de la haute Cour royale de Constantinople
que Dieu garentisse de tout mal, & de toute adversité.

Sur le dos est signé par le *Rais Kitap*, qui est le grand
Chancelier de l'Empire.

LVI.

ANS
de J. C. *Contrat de Mariage de LOUIS XIII. Roi de*
1612. *France avec la Sérénissime Infante Dona*
ANNA d'Autriche, Fille de Philippe
III. Roy d'Espagne. Passé à Madrid le
22. Août 1612. Recueil des Traitez de
Confédération, &c. entre la Couron-
ne de France & les Princes & Etats
Etrangers. pag 482. Freder. Leonard.
Tom. IV.

AU nom de la Sainte Trinité, du Pere, du Fils
& du benoist Saint Esprit, trois personnes en
un feul, & vrai Dieu, pour sa gloire & service,
& pour l'avancement de ses Royaumes. Soit notoire
à tous ceux qui verront cette présente écriture & instru-
ment, contenant l'accord & traité de Mariage qui
s'ensuit: Comme ainsi soit, qu'en la Ville de Ma-
drid, Cour de Sa Majesté Catholique, en son Pa-
lais Royal, le Mercredy 20. d'Aoust de l'an 1612.
en la presence d'Illustre Dom Anthoine Cayetan
Archevêque de Capotie, Legat à latere de nostre saint
Pere le Pape Paul V. son Nonce Apostolique en ses
Royaumes au nom de Sadite Sainteté; & du Sei-
gneur Comte Orfo Delzi, Ambassadeur du Grand
Duc de Toscane en ce qu'il possède; & en la pre-
sence des Seigneurs Ducs de l'Infantado & d'Albur-
querque, des Marquis de Castel-Rodrigo & de Villa-
franca, tous quatre du Conseil d'Etat de Sa Majesté
Catholique, du Duc de Uzeda, Amiral de Castil-
le, Prince de Tyngry, du Duc de Maqueda, Duc de
Pegnaranda, du Duc d'Albe, du Duc Cesa, Duc
de Feria, Duc de Montalto, Duc de Villa-Hermosa,
Duc de Veraguas, de Dom Joam de Idiaque, Grand
Commandeur de Leon, du Conseil d'Etat de Sa-
dite Majesté & President des Ordres, de Dom Augu-
stin le Mezie aussi du Conseil d'Etat, & du Licentié
Dom Diego Lopes de Ayala, aussi du Conseil d'E-
stat, & Grand Chambellan de Sa Majesté, & de plu-
sieurs autres Seigneurs & Chevaliers. Pardevant moi
Antoine de Arostegny, Chevalier de l'Ordre de S.
Jacques, Secrétaire d'Etat, Ecrivain & Notaire de

Sa Royale Majesté Catholique: Comparant l'Excel-
lentissime Seigneur Dom François de Sandoval, du
lignage de Rozas, Duc de Lerme, Marquis de De-
nia, Grand Commandeur de Castille, du Conseil
d'Etat de Sa Majesté, & son Sommelier de corps,
grand Ecuier, Gouverneur & premier Maître d'Ho-
stel de Tres-Haut & Triomphant Philippes Prince
d'Espagne, Capitaine General de la Cavalerie d'E-
spagne: Au nom & comme Procureur de Tres-Haut,
Tres-Excellent & Tres-Puissant Prince Dom Philippe,
III. de ce Nom nostre Seigneur, par la grace de Dieu
Roi de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Si-
cilles, de Jerusalem, de Portugal, de Navarre, des
Indes Orientales & Occidentales, & Duc de Milan,
&c. En vertu du pouvoir que ledit Sieur Duc de Ler-
me a receu de Sa Majesté Catholique, par Brevet
& Provision signées de sa Royale Main, scellées de
son Sel Royal, & contre-signées par moi fufdit Secre-
taire Royal, fait & passé à saint Laurens de l'Escurial,
le 30. juillet audit an: Comme Roi, Pere & legiti-
me Administrateur de la Serenissime Infante sa fille,
& de la Majesté de la Reine Marguerite sa legiti-
me femme & épouse d'une part. Et d'autre part,
comparant l'Excellentissime Seigneur Henry de Lor-
raine, Duc de Mayenne & d'Esguillon, Pair & Grand
Chambellan de France, Gouverneur & Lieutenant
General pour Sa Majesté Tres-Chrestienne en l'Isle
de France: Et avec lui pour l'assister, sont person-
nellement presens & comparans le Sieur Vicomte
de Puiseux, Conseiller d'Etat de Sa Majesté Tres-
Chrestienne, Secrétaire de ses Commandemens &
finances, Grand Tresorier de ses Ordres, & son Am-
bassadeur Extraordinaire d'autre part, exprés pour cet
effet vers Sa Majesté Catholique, & le Seigneur Baron
de Vauclas, Conseiller d'Etat de Sa Majesté Tres-
Chrestienne: Pour & au nom de Tres-Haut, Tres-
Excellent & Tres-Puissant Prince Louis XIII. par la
grace de Dieu Roi Tres-Chrestien de France & de Na-
varre; & de Tres-Haute, Tres-Excellente & Tres-
Puissante Dame Marie, Reine Tres-Chrestienne de
France & de Navarre sa mere, Tutrice & Regente
en ses Royaumes: En vertu de leurs pouvoirs qu'ils
ont exhibez & representez écrits originaires en Lan-
gue François, signez de leurs royaux mains, & scel-
lés de leurs sceaux Royaux, donnez & octroyez en
leur

ANS leur Royale Ville de Paris. C'est à sçavoir celui du
de J. C. Roi Très-Chrétien le 17. du mois de Juillet de la pre-
1612. sente année, & celui de ladite Reine Très-Chrétien-
 ne du 19. deldits mois & an. Les Originaux desquels
 pouvoirs des fufdits demeurent par devers moi présent
 Secrétaire d'Etat, pour estre inferez consecutivement
 après le présent écrit. Ledit Duc de Lermé au nom
 de Sa Majesté Catholique, & ledits Sieur Ducs de
 Mayenne, Vicomte de Pisieux & Baron de Vaucelas,
 au nom de leurs Majestez, comme Rois Tres-Chre-
 stiens & Catholiques, auxquels touche le bien de
 leurs Royaumes, & pour asseurer la paix de leurs Cou-
 ronnnes & de toute la Chrestienté, laquelle a esté ob-
 servée depuis qu'elle fut conclue & arrestée entre la
 Majesté Catholique du feu Roi Dom Philippes II. no-
 stre Seigneur, & Sa Majesté Tres-Chrétienne des-
 fuint le Roi Henrj IV. Peres de leurs Majestez Catho-
 liques & Tres-Chrétienues, à présent regnans, desir-
 ans qu'elle se perpetuë & continuë, non seulement
 durant la vie de Leurs Majestez, mais aussi de celle de
 leurs descendants & successeurs : elles n'auroient estimé
 plus propre ny plus convenable moyen que celui des
 mariages, ny qui fust de plus grande efficace quand
 ils se peuvent accomplir par doubles & renforcez liens.
 Moyennant la grace de Dieu, à l'augmentation de son
 divin service, & même qu'avec le Mariage de l'Infan-
 te, & avec la benediction de notre Tres-Saint Pere
 le Pape Paul V. & l'entremise aussi du Grand Duc
 de Toscane : *Sont déjà traitées & accordées les Epou-
 sailles & Mariages du Serenissime Prince d'Espagne,
 Dom Philippes, avec la Serenissime Isabelle, sœur &
 fille aisnée de leurs Majestez Tres-Chrétienues : Comme
 aussi du Roi Tres-Chrétien LOUIS XIII. avec la Sere-
 nissime Infante, Dame Anne, fille aisnée de Sa Maje-
 sté Catholique.* Afin qu'avec les nouveaux liens s'al-
 lient plus étroitement, & se confirme davantage l'a-
 mour, l'amitié & la fraternité qui est & qu'on desire
 estre conservée entre leurs Majestez, afin aussi qu'elles
 ressortissent leur plein & entier effet. Les fufdits Sei-
 gneurs Commissaires es Noms cy-dessus, en ce qui
 concerne le Mariage du Roi Tres-Chrétien avec la
 Serenissime Infante, Dame Anne, ont capitulé & con-
 senti ce qui s'ensuit.

Qu'avec la grace & benediction de Dieu préla-
 blement obtenues, dispense de Sa Sainteté, à raison
 des proximités & sanguinités, qui sont entre le Roi
 Tres-Chrétien & la Serenissime Infante, si-tost qu'elle
 aura atteint l'âge de douze ans accomplis, ils
 fassent celebrer leurs Epousailles & Mariage par pa-
 roles de présent, selon la forme & en la solennité
 prescrite par les sacrez Canons & Constitutions de
 l'Eglise Catholique, Apotolique & Romaine : Et se
 feront ledites Epousailles & Mariage en la Cour,
 Palais & Maison de Sa Majesté Catholique, où la
 Serenissime Infante, Dame Anne, fait sa residence ;
 & ce en vertu du pouvoir & commission du Roi
 Tres-Chrétien, & comme il sera fait, le Roi Tres-
 Chrétien le ratifiera & accomplira en personne, quand
 la Serenissime Infante, Dame Anne, sera amenée
 & arrivée en France, Sa Majesté se joignant avec
 son Altesse : & se fera ladite solennité des Epousailles,
 soit par pouvoir special, ou en presence, quand le
 temps de l'accomplir sera concerté & arresté entre
 leurs Majestez.

Que Sa Majesté Catholique promet & demeure
 obligée de donner & donnera à la Serenissime In-
 fante, Dame Anne, en dot & en faveur de Ma-
 riage, avec le Roi Tres-Chrétien de France, & pa-
 yera à Sa Majesté Tres-Chrétienne, ou à celui qui
 aura pouvoir & commission d'elle, la somme de cinq
 cent mil écus d'or de la valeur de seize réelles la
 piece, & ce en la Ville de Paris un jour avant la cele-
 bration dudit Mariage.

Que leurs Majestez Tres-Chrétienues s'obligeront
 d'asseurer ou asseureront le dot de la Serenissime In-
 fante, Dame Anne, sur rentes bien assurées & bon-
 nes, & sur fonds & assignations valables, au conten-

tement de Sa Majesté Catholique ou des personnes **ANS**
 qu'elle nommera pour cet effet; & en cas de dissolution de J. C.
 de Mariage, en cas que de droit, la restitution du dot
 ait lieu, elles le rendront à la Serenissime Infante, ou
 à celui qui aura charge de son Altesse; & pendant que
 le temps qu'il courra qu'on ne lui rendra point fondit
 dot. Son Altesse ou ses heritiers & successeurs jouiront
 du revenu, à quoi monteront ledits cinq cent mil écus
 à raison du denier seize, qui seront payez en vertu des
 fufdites assignations.

Que la Serenissime Infante, Dame Anne, se tien-
 dra pour contente, & se contentera du fufdit dot, sans
 que par cy-après elle puisse alleguer aucun sien autre
 droit, ni intenter aucune autre action ou demande,
 pretendans qu'il lui appartienne ou puisse appartenir
 autres plus grands biens, droits, raisons & actions,
 pour cause des heritages & plus grandes successions
 de leur Majestez Catholiques les peres, & meres,
 ny pour contemplation de leurs personnes considerables,
 en quelque autre maniere ou pour quelque cause &
 titre que ce soit, soit qu'elle le sçault, ou soit qu'elle
 l'ignore; attendu que de quelque qualité & condi-
 tion que ledites actions & choses cy-dessus soient,
 elle pourtant ne laissera d'en faire la renonciation en
 bonne & deue forme, & avec toutes les assurances,
 formes & solennitez qui y seront requises & necessai-
 res; laquelle dite renonciation elle fera avant que
 d'estre mariée par parole de présent. Qu'elle ault-
 tost après la celebration du Mariage, approuvera &
 ratifiera conjointement avec le Roi Tres-Chrétien,
 avec les memes formes & solennitez qu'elle aura faite
 à la fufdite premiere renonciation: voire avec les
 clauses qu'ils verront estre les plus convenables & ne-
 cessaires à l'effet & accomplissement : de laquelle re-
 nonciation Leurs Majestez demeureront & demeurent
 dès à présent comme pour lors obligez. Et au cas
 qu'elles ne fassent ladite renonciation & ratification en
 vertu du présent Contrat par capitulation, icelles fuf-
 dites Traitez, Renonciation & Ratification, sont te-
 nus & censées dès à présent, comme pour lors, pour
 bien & deuement faites, passées & octroyées. Ce qui
 se fera en la forme la plus authentique & efficace
 que faire se pourra, pour estre bonnes & vali-
 dables, ensemble avec toutes les clauses derogatoires
 des derogatoires, de quelconques Loix, Jurisdiccions,
 Coustumes, Droits & Constitutions à ce contraires;
 ou qui empeschassent du tout ou en partie ledites re-
 nonciation & ratification, auxquelles à l'effet & vali-
 dité que dessus, leurs Majestez Catholiques & Tres-
 Chrétienues dérogeront, & dès à présent elles y déro-
 gent entierement : & pour l'approbation & ratification
 qu'elles feront de ce présent contrat & capitulation,
 dès à présent comme dès lors, elles entendront &
 entendent avoir dérogé à toutes exceptions cy-dessus.
 Que d'autant que Leurs Majestez Catholiques & Tres-
 Chrétienues sont venus & viennent à faire les Ma-
 riages, afin de tant plus perpetuer & asseurer par ce
 fort nœud & lien la paix publique de la Chrestien-
 té; & entre Leurs Majestez l'amour & la fraternité
 que chacun esperent entre-elles, & en contempla-
 tion aussi des justes & legitimes causes, qui monrent
 & persuadent l'égalité & convenance desdits Mariages,
 par le moyen desquels & moyennant la faveur & gra-
 ce de Dieu, chacun en peut esperer de tres-heureux
 succez, au grand bien & augmentation de la Foi &
 Religion Chrestienne, au bien & benefice commun
 des Royaumes, sujets & vassaux des deux Couronnnes;
 comme aussi par ce qui touche & importe au bien
 de la chose publique & conservation d'icelle. Con-
 sideration de telle importance qu'il seroit à craindre
 que les occasions qui se presentent de tels Mariages ne
 fussent prevenus ou tollez : Donques attendu la qua-
 lité des fufdits & autres justes raisons qui se pourroient
 dire ou alleguer : Leurs Majestez accordent & arrestent
 par contrat & pache conventionnelle entre-elles, qui
 sortira & aura lieu, force & vigueur de loi, ferme &
 stable à tout jamais, en faveur de leurs Royaumes &
 de

ANS
de J. C.

1612.

de toute la chose publique d'iceux. Que la Serenissime & Infante d'Espagne, Dame Anne, & les enfans procréés d'elle, soient mâles ou femelles, & leurs descendants, premiers ou seconds, troisième ou quatrième naiz, cy-après en quelque degré qu'ils se puissent trouver, voire à tout jamais ny puissent venir ny succéder es Royaumes, Estats, Seigneuries & Dominations qui appartiennent & appartiendront à Sa Majesté Catholique, & qui sont compris au-dessous des titres & qualitez mentionnez en cette presente capitulation, ny en aucuns des plus grands Royaumes, Estats, Seigneuries, Provinces, Isles adjacentes, Fiefs, Capitaineries, ny es Frontières que Sa Majesté Catholique possède de present, ou qui lui appartiennent ou pourront appartenir dedans & dehors le Royaume d'Espagne, que par cy-devant leurs Majestés Catholiques & leurs aïcendans predecesseurs eurent, possederent & leur appartindrent, ny en tous ceux qui sont compris en iceux ou dépendans d'iceux, ny mêmes en tous ceux que par cy-après en quelque temps que ce soit, elle pourroit acquérir ou accroître & ajouter aux fudits siens Royaumes, Estats & Dominations, ou qu'elle pourroit retirer ou qui leur pourroit échoir par dévolus, ou par quelques autres titres, droit ou raison que ce soit ou puisse estre, encore que ce fust durant la vie de la Serenissime Infante, Dame Anne, ou après sa mort, en celle de qui que ce soit de ses descendants premiers, seconds ou troisième nez, ou en quelque maniere qui puisse avenir, ou que le cas ou les cas par lesquels ou par droit, ou par les loix & coustumes dedits Royaumes, Estats & Dominations, soit par dispositions du titre par lesquels ils puissent succéder ou prétendre pouvoir succéder dedits Royaumes, Estats ou Dominations, en tous lesquels fudits cas dès à present ladite Dame Anne Infante, dit & déclare estre & demeurer bien & deuëment excluse, ensemble tous ses enfans & descendants, mâles & femelles, encore qu'ils se voulsissent ou pussent dire & prétendre qu'en leurs personnes ne courent ny ne se peuvent & doivent considerer icelles raisons comme de nulle valeur de la chose publique, ny autres esquelles ladite exclusion se pourroit fonder, ou qu'ils voulsissent alleguer (ce qu'à Dieu ne plaist) que la succession du Roi Catholique ou de ses Serenissimes Princes & Infantes, & d'abondant des mâles qu'il a & pourra avoir pour ses legitimes successeurs, eust manqué & défailly : parce que comme & en aucun cas ny aucun temps, ny en quelque maniere qu'il püst avenir, elle ni eux, ses hoirs & descendants n'ont à succéder ny prétendre pouvoir succéder, sans préjudicier ausdites Loix, Coustumes, Ordonnances & dispositions, en vertu desquelles il a succédé en tous ses Royaumes, Estats & Seigneuries, que ce ne soit préjudicier aussi à toutes les Loix des lieux & Coustumes de la Couronne de France : lesquelles au préjudice des successeurs en icelle, n'empeschent cette fudite execution, aussi bien à present, comme en temps & es cas qui different ledites successions. A toutes lesquelles considerations ensemble, & à chacune en particulier d'icelles, leurs Majestés derogent en ce qu'elles contrarient ou empeschent le contenu en ce Contrat, ou l'accomplissement & execution d'icelui. Et que pour l'approbation & ratification de cette presente capitulation, elles y derogeront & derogent, veulent & entendent que la Serenissime Infante & les descendants d'icelle, demeurent à l'avenir & pour jamais exclus de pouvoir succéder en aucun temps, ny en aucun cas es Estats du pais de Flandres, Comté de Bourgogne & de Charollois leurs appartenances & dépendances : lesquels pays & Estats furent donnez par Sa Majesté Catholique à la Serenissime Infante, Dame Isabelle, & qui doivent retourner à Sa Majesté Catholique & à ses successeurs. Pareillement aussi ils déclarent tres-expressément, qu'en cas que la Serenissime Infante demeurast veuve (ce qu'à Dieu ne plaist) sans enfans de ce Mariage, qu'elle demeurera libre & franche de la fudite exclusion, & partant déclarée personne capable de ses droitz, & de pouvoir succéder en toutte que lui

poura appartenir ou échoir en deux cas seulement : Si elle demeurant veuve de ce Mariage & sans enfans, venant en Espagne ; l'autre si par raison d'Estat pour le bien public, & pour justes considerations elle se remarieroit par la volonté du Roi Catholique son pere, ou du Prince des Espagnes son frere, lesquels deux cas elle demeurera capable & habille à pouvoir succéder & heriter.

Que si-toit que la Serenissime Infante, Dame Anne aura accompli l'âge de douze ans, & avant que celebrer le Mariage par paroles de present, elle donnera, promettra & octroyera son escrit, par lequel elle s'obligera, tant pour elle que pour ses successeurs, à l'accomplissement & observation de tout ce que dessus, & de son exclusion & de celle de ses descendants, approuvant le tout selon comme il est contenu en ce present contrat & capitulation, avec les clauses & juremens nécessaires & requis : & en jurant cette presente capitulation & la fudite obligation & ratification que son Altesse aura faite & donnée, elle en fera une autre pareille & semblable avec le Roi Tres-Christien, si-toit qu'elle sera mariée & épousée, la quelle sera enregistrée au Parlement de Paris selon sa forme & teneur, comme aussi dès à present Sa Majesté Catholique fera approuver & ratifier ladite renonciation & ratification en la forme accoustumée, la fera aussi enregistrer en son Conseil d'Estat, & soit que ledites renonciations, ratifications & approbations soient faites ou non faites dès à present en vertu de cette capitulation & present contrat, & du Mariage qui s'en ensuivra, & en contemplation de toutes les choses fudites, elles seront tenues & censées pour bien faites & deuëment octroyées & passées.

Que leurs Majestés Tres-Christiennes donneront à la Serenissime Infante, Dame Anne, pour ses bagues & joyaux, jusqu'à la valeur de 50. mil écus sol lesquelles & toutes autres qu'elle portera avec elle lui appartiendront sans aucune difficulté, comme estans biens de son patrimoine, qui appartiendront à son Altesse & à ses heritiers & successeurs, ou à ceux qui auront son droit & cause. Que leurs Majestés Tres-Christiennes, selon l'ancienne & loiable coustume de la Maison Royale de France, assigneront & constitueront à la Serenissime Infante, Dame Anne, pour son dotiaire vingt mil écus d'or sol par chacun an, qui seront assignez sur revenus & terres où y aura Justice. Dont le principal lieu aura titre de Duché ou plus consecutivement, & jusques à la concurrence de ladite somme de vingt mil écus par chacun an, desquels lieux & terres ainsi données & assignées, ladite Serenissime Infante jouira par ses mains & de son autorité ou de celles de ses Commissaires & Officiers avec la Justice : Comme il a esté dit, & davantage à elle appartiendra la provision de tous les offices vacans, comme ont accoustumé d'avoir les Reines de France, attendu neanmoins que ledits Offices ne pourront estre donnez qu'à naturels François. Comme aussi l'administration & les fermes dedites terres, conformément aux loix & coustumes du Royaume de France ; de laquelle fudite assignation ladite Serenissime Infante, Dame Anne, entrera en possession & jouissance, si-toit que la viduité aura lieu pour en jouir toute sa vie, soit qu'elle demeure en France ou qu'elle se retire ailleurs & hors de France.

Que Sa Majesté Tres-Christienne donnera & assignera à la Serenissime Infante, Dame Anne, pour la dépense de sa chambre & entretenement de son estat & de sa maison, somme convenable & telle qu'appartient à fille & femme de tant de grands & puissans Rois, la lui assignant en la forme & maniere qu'on a accoustumé en France, de donner assignation pour tels entretenemens & despenses.

Que la Serenissime Infante ayant accompli les douze ans de son âge, ils épouseront & mariront par Procureurs qu'envoiera le Roy Tres-Christien, & la Serenissime Infante par parole de present : Ce qu'estant fait Sa Majesté Catholique la fera mener à ses frais & dépens, jusqu'à la frontière du Royaume de France, avec

ANS
de J. C.

1612

l'autorité & appareil qui appartient à fille & femme de si grands & puissans Rois, dont avec le même appareil elle fera aussi receuë & recueillie par le Roy Tres-Chrestien.

ANS
de J. C.
1612.

Qu'en cas que le Mariage se dissolve & rompe entre Sa Majesté Tres-Chrestienne & la Serenissime Infante, Dame Anne, & que son Altesse survive Sa Majesté Tres-Chrestienne, en ce cas elle s'en pourra retourner & retirer librement & sans aucun empêchement es Royaumes d'Espagne, ou es lieux & endroits qu'elle choisira plus commode hors de France, toutefois & quantes que bon luy semblera se retirer, elle le pourra avec tous les biens susdits, dot & dotière, bagues & joyaux, habits & vestemens, vaisselles & argent, & tous autres meubles quelconques, & avec ses Officiers & serviteurs, sans que pour aucune chose qui soit ou seroit survenuë, on luy püst donner empêchement quelconque, ny arrêter son départ directement ou indirectement empêcher la jouissance & recouvrement de sesdits dot & dotière, ny les assignations que Pon luy aura données ou deu donner; & pour cet effet Sa Majesté Tres-Chrestienne donnera à Sa Majesté Catholique, & à la Serenissime Infante, Dame Anne, sa fille telles lettres & brevets de seureté qui seront necessaires, signées de sa propre main, & de la Reine Tres-Chrestienne, sa mere, Tutrice & Regente du Royaume, & scellées de son scel, & dès à present, comme dès lors Leurs Majestez Tres-Chrestiennes le leur asseureront & promettont pour eux & leurs successeurs Rois, en foy & parole de Roy.

Qu'attendu que le traité & pourparlé à present d'un Mariage a esté désiré & puis concerté & promu par nostre S. Pere, & par les entremises acheminées en l'estat où il est à present : sera bien à propos de supplier sadite Sainteté : Comme dès à present Leurs Majestez la supplient trouver bon & avoir agreable d'en donner la benediction & intervenuë de son autorité Apostolique, & ce present contrat & capitulation la vouloir approuver & inserer dans ses Bulles, ensemble les approbations qu'en auroient faites Leur Majesté & son Altesse : aussi avec les écritures & jurmens qui sont données & octroyez. Bref tout ce qui a esté fait & passé pour l'accomplissement & seureté d'iceluy.

Que Leurs Majestez Catholiques & Tres-Chrestiennes approuveront & ratifieront cette presente capitulation, promettont sur la foy & parole de Roy, de la garder & accomplir inviolablement, délivreront à cet effet leurs brevets en la forme accoustumée, avec les dérogatoires & quelconques loix, Jultices & coutumes qui sont ou seroient à ce contraires & estant raisonnable. Lesquels dits Brevets de ratification de la presente écriture, ils bailleront & délivreront l'un à l'autre respectivement dans deux mois, à compter du jour & de la date de la presente, & ce par le moyen des Ambassadeurs ordinaires residans es Cours de Leurs Majestez Catholiques & Tres-Chrestiennes.

De tout ce que dessus lesdits sieurs Commissaires esdits noms promettent, consentent & accorderont selon qu'il est contenu en la presente capitulation, y ayans obligez Leurs Majestez Catholiques Tres-Chrestiennes, ensemble son Altesse avec l'obligation & le lien de leur foy, & parole de Roy, qu'ils l'effectueront & garderont : commanderont qu'il soit gardé & accompli entièrement, sans qu'en tout ou en partie il faille ou manque chose quelconque, ny iroit ny viendront au contraire : même consentiront allery venir directement, ou indirectement, de quelque façon & maniere que ce soit : car ainsi l'ont promis lesdits Commissaires en vertu des pouvoirs qu'ils ont de Leurs Majestez, à quoy furent presens lesdits dénommez au commencement de cette capitulation, & lesdits Seigneurs promettans & octroyans ce que dessus l'ont signé de leurs mains & de leurs noms, & me requierent de toute cette capitulation, je leur en baillasse copie, & de toutes celles qui seront

traduites & translattées qui leur seront necessaires. Ainsi signé des deux costez.

ANS
de J. C.
1612.

LE DUC DE LERME.

HENRY DE LORRAINE.

MARQUIS DE DENIA.

BRULARD.

ANDRE' DE COISEFILLES.

Fait & passé pardevant moy le Secrétaire cy-dessus, Notaire public, les an & jour susdits. Ainsi signé.

ANTOINE ARESTIGNY.

LVII.

Contrat de Mariage de PHILIPPES IV. ANS
Prince d'Espagne avec ELISABETH de J. C.
de France, Fille du Roy HENRY IV. 1612.
Fait à Paris le 25. d'Aoust 1612. Freder.
Leonard. Tom. IV.

FRANCE
ET ESPAGNE.

DOM Philippes, par la grace de Dieu, Roy de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Portugal, de Navarre & des deux Indes Orientales & Occidentales, Duc de Milan, &c. Comme ainsi soit que le Roy Tres-Chrestien & la Reine Tres-Chrestienne sa mere, Tutrice & Regente d'une part, & Ruy Gomez de Sylva, Prince de Melito, Duc de Paltrane & de Franqueville, & Dom Inigo de Cardenas, de mon Conseil, & mon Ambassadeur Ordinaire en la Cour de France d'autre : En vertu du Pouvoir que j'ay commandé leur donner, la teneur duquel sera cy-aprés inserée, ont fait & accordé une Ecriture de Traité, & Capitulation de Mariage entre le Serenissime Prince des Espagnes, Dom Philippes mon tres-cher & bien-aimé fils, & la Serenissime Dame Elisabeth de France, sœur & fille ainée desdits Rois Tres-Chrestiens, dont la teneur s'ensuit.

Comme ainsi soit que Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-Puissant Prince Louis Treizième du Nom, par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, & Tres-Haute, Tres-Excellente & Tres-Puissante Princesse Marie, par la même grace, Reine de France & de Navarre, mere & Tutrice du Roy & Regente de ses Royaumes, & Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-Puissant Prince Dom Philippes III. de ce Nom, aussi par la grace de Dieu, Roy de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Portugal, de Navarre & des Indes, &c. Duc de Milan, &c. meus conjointement d'un singulier soin, comme Rois Tres-Chrestiens & Catholiques d'affirmer & asseurer la paix & concorde publique, de laquelle il a pleu à Dieu venir depuis aucunes années la Republique Chrestienne à la gloire & loüange de son saint Nom, & au commun benefice des peuples qui sont sous leur domination, & des autres qui jouissent avec eux des mêmes graces & felicité. Ayent d'une égale volonté & inclination reciproque, à ce exhortez & confortez par nostre Tres-Saint Pere le Pape Paul V. comme pere commun des Chrestiens, & par l'entremise de Haut & Puissant Prince Cosme de Medicis, Grand Duc de Toscane, à ce assistant pour Sa Sainteté l'Illustissime & Reverendissime Seigneur Waldin, Eveque de Montepulciano, Nonce Apostolique de Sa Sainteté en ce Royaume, & le Marquis de Campigle, Ambassadeur du Grand Duc de Toscane, en son nom proposé & délibéré pour les considerations & fins susdites de fortifier & tellement étraînder les liens de l'amitié fraternelle & bonne paix contractée par Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-Puissans Princes Henry IV. & Dom Philippes II. d'immortelle memoire, leurs Tres-honnez Seigneurs & Peres (que Dieu ait en sa gloire) laquelle a esté depuis observée & entretenue sincerement par leursdites Majestez par nouvelles & redoublées Alliances de Mariages qu'elle soit perdurable, non seulement pour leurs personnes, & en leurs jours, mais encore pour leurs enfans & successeurs à perpetuité; pour à quoy parvenir Leurs Majestez

ANS fitez Tres-Chrestiennes & Catholiques ayent trouvé bon, convenu & accordé ce qui s'enfuit.

1612. Que la Serenissime Infante Dona Anna, fille aînée du Roy Catholique, soit baillée en Mariage audit Sieur Roy Tres-Chrestien; & que en même temps Madame Elisabeth de France, sœur & fille aînée de leursdites Majestez Tres-Chrestiennes, soit aussi baillée en Mariage à Tres-Haut & Puissant Prince Dom Philippe IV. du Nom, Prince d'Espagne, fils aîné dudit Roy Catholique, pour estre lesdits deux Mariages parfaits, accomplis & solemnisez au bon plaisir de Dieu, en l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, moyennant la préalable dispense de sa Sainteté, pour les parentez & consanguinitéz qui sont entre leursdites Majestez & Aïeuses: lesquels deux Mariages se feront, lors que lesdits Roy, Prince & Princesses auront atteint l'âge legitime, & se celebreront par paroles de present en la forme & avec les solemnitez ordonnées par les sacrez Canons & Constitutions de la Sainte Eglise Catholique, Apostolique & Romaine.

Ensuite & execution de quoy a esté proposé & accordé entre lesdits Roy & ladite Dame Reyne Regente, que les pactions, articles & contras desdits Mariages seront traitez & resolus, & dès à present mis par écrit, passez & délivrez de part & d'autre: Sçavoir est celui dudit Roi Tres-Chrestien, & ladite Donna Anna, auprès & en la Cour dudit Roi Catholique, & celui dudit Prince d'Espagne, & de madite Dame Elisabeth auprès de Leurs Majestez Tres-Chrestiennes.

Et soit ainsi pour l'accomplissement des choses susdites, que Tres-Illustres Duc de Paltrane, Prince de Melito, Duc de Franqueville, & le sieur Dom Inigo de Cardenas du Conseil dudit Roy Catholique, & son Ambassadeur auprès de leursdites Majestez Tres-Chrestiennes, ayent esté commis & députez par sadite Majesté Catholique, avec charge & pouvoir de traiter & résoudre pour ledit Prince Dom Philippe, son fils aîné, les Articles & Capitulations du Mariage dudit Prince d'Espagne, & de madite Dame Elisabeth.

L'an de Nostre Sauveur JESUS-CHRIST 1612. furent presens en leurs personnes les susdits Seigneur Roi Tres-Chrestien Louis XIII. de ce nom, & la susdite Dame Reyne Tres-Chrestienne Marie, Regente, Mere & Tutrice de Sa Majesté, assistée des Princes du Sang, autres Princes, Officiers de la Couronne, & des Seigneurs de leur Conseil, qui seront cy-après nommez, d'une part. Et ledit Sieur Duc de Paltrane, & Dom Inigo de Cardenas, au nom & comme Procureurs desdits Rois & Prince des Espagnes ayans pouvoir, procurateur & mandement special de ce faire, comme il appert par les Lettres de Procuration données à Madrid le 20. jour de Juillet 1612. écrites en Langue Castillane, & traduites en celle de France, deüment collationnées sur l'Original, qui est demeuré par devers leursdites Majestez Tres-Chrestiennes, & sont cy-après inserées, d'une part. Lesquelles parties de leur bon gré dirent & confesserent en la presence de Monseigneur, frere du Roi, de Madame Chrestienne sa sœur, de la Reyne Marguerite, de Messieurs les Princes de Condé, Prince de Conty & Comte de Soissons, Princes du Sang, de Messieurs les Duc de Guise, Prince de Joinville, Chevalier de Guise & Duc d'Elbeuf, & Messire Nicolas Brullart, Chevalier Chancelier de France & de Navarre, des Ducs de Luxembourg, de Ventadour, de Montbazon & Danville, Pairs de France, du Duc de Bouillon, Premier Marechal de France, & des Sieurs de Brillac & de Lavardin, de Bois-Dauphin & Desdiguieres aussi Marechaux de France & de Mesdames les Princesses de Condé, Princesses de Conty & Comtesse de Soissons, Madame la Duchesse Douairiere de Guise & autres Princesses, Duchesses & Dames, de Messire Pierre Jeannin, Conseiller d'Etat de Sa Majesté Tres-Chrestienne, & de plusieurs autres Seigneurs, avoir fait & sont les Traitez, Accords & Conventions cy-après déclarez, pour raison du Mariage qui s'effectuera

cy-après, moyennant la grace de Dieu entre ledit Dom Philippe IV. & madite Dame Elisabeth de France, sœur & fille aînée de leursdites Majestez Tres-Chrestiennes.

1. Premièrement, que lesdits Roi & Reyne Regente, Mere & Tutrice de Sa Majesté Tres-Chrestienne, ont promis & promettent de bailler en nom & loi de Mariage madite Dame Elisabeth de France, leur sœur & fille aînée de son bon gré & consentement, autorisée de ladite Dame Reyne sa mere, audit Prince d'Espagne, fils aîné dudit Roi Catholique. Lesquels Roi & Prince d'Espagne ont ensemblement promis & promettent par la bouche dudit Duc de Paltrane, & Dom Inigo de Cardenas, en vertu des susdites Lettres de pouvoir, que ledit Prince prendra pour femme & loyale épouse madite Dame Elisabeth de France, suivant les Loix & Constitutions de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, aussi-tost qu'elle aura atteint l'âge capable & requis pour estre mariée.

2. En faveur & contemplation duquel Mariage, & pour à icelui parvenir, leursdites Majestez Tres-Chrestiennes ont promis & promettent de bailler pour dot & Mariage de ladite Dame leur sœur & fille aînée, la somme de cinq cent mille écus d'or sol. Et ce pour tous Droits paternels & maternels, & autres qui lui pourrout appartenir & échoir par succession & autrement. Laquelle somme sera comptée & délivrée à celui que ledit Roi Catholique & ledit Prince des Espagnes députeront pour la recevoir à une seule fois en payement, la veille de la consommation dudit Mariage en la Ville de Madrid, comptant les écus sols au prix de treize réales pour piece.

3. Et ledit Roi d'Espagne a promis & promet d'asseurer ladite somme de cinq cent mil écus sur bonnes & suffisantes rentes, à raison du denier seize, au contentement raisonnable des Ministres, qui à cet effet feront nommez & députez par leursdites Majestez Tres-Chrestiennes, & seront données bonnes & suffisantes hypothèques pour la seureté dudit dot: Et si madite Dame Elisabeth aime mieux jouir desdites rentes es Villes qui lui seront données pour hypothèques, que de la rente dudit dot à la raison susdite du denier seize, & qu'il lui soit pourveu comme aux autres Reynes d'Espagne pour leurs maisons en la forme & grandeur qui a esté usée & s'use entel cas, la rente desdites hypothèques sera comptée selon & ainsi que lesdites rentes ont à present en Espagne, & à raison que les autres de mesme qualité sont assignées.

4. Et comme leursdites Majestez Tres-Chrestiennes & Catholiques sont les susdits deux Mariages dudit Roi Tres-Chrestien avec la susdite Infante Donna Anna, & dudit Prince d'Espagne avec madite Dame Elisabeth, pour par ce double lien mieux assurer la Paix publique de la Chrestienté, & perpetuer entre leursdites Majestez & leurs descendants une parfaite amitié & confederation, ainsi qu'il a esté dit cy-devant. Aussi il a esté convenu & accordé entre elles, pour retrancher toutes causes & pretextes de querelles & contentions à l'avenir entre les descendants desdits Mariages, fondées sur les droits que lesdites Dames & leurs enfans mâles ou femelles pourroient pretendre aux successions des Royaumes, Pays, Seigneuries & bien qui appartiennent à leursdites Majestez Tres-Chrestienne & Catholique, que madite Dame Elisabeth & ses enfans procedans dudit Mariage ne pourront en aucun temps, forte & maniere succeder aux Royaumes & Seigneuries dudit Roi Tres-Chrestien son frere, mesme à ceux auxquels par faute de mâle, les femmes ont droit de succeder, ny aux biens appartenans à ladite Dame Reyne Regente sa mere, & autres qui pourroient lui échoir & avenir par succession collaterale, moyennant le payement de ladite somme de cinq cent mil écus d'or sol, & les autres Conventions portées par le present Contrat.

5. Et d'autant que ledit Prince d'Espagne & madite Dame Elisabeth ne sont à present en âge competent &

ANS & requis par les Loix divines & humaines pour faire de J. C. re ladite renonciation, & en assurer l'accomplissement & observation, comme il convient pour la sûreté 1612. des Parties.

Il a été accordé que ladite Dame Reyne Regente, comme mere & Tutrice de ladite Dame Elisabeth & Regente dudit Royaume, & ledit Roi d'Espagne comme pere dudit Prince Dom Philippes son fils; & Leurfdites Majestez ensemble l'une & l'autre partie promettent & s'obligeront, comme de fait ils promettent & s'obligent réciproquement par le present Contrat & instrument que madite Dame Elisabeth, ny ledit Prince & les enfans mâles & femelles qui naîtront dudit Mariage ne pourront pretendre ny pretendront aucun droit aux fufdits Royaumes, Seigneuries, Pays & biens paternels & maternels, ni autres cy-devant déclarez.

6. En foi & sûreté de quoi Leurfdites Majestez Tres-Chrestiennes & Catholique ont dès à present renoncé & renoncent, tant pour ladite Dame Elisabeth, que pour ledit Prince & leurs descendans au profit dudit Roi Tres-Chrestien & ses Successeurs Rois de France, à tous droits, noms, raisons & actions qu'ils pourroient avoir & pretendre en aucune sorte & maniere que ce puisse estre, à cause desdites successions dudit Roi Tres-Chrestien, & de ladite Reyne Regente, ses frere & mere & autres collaterales, auxquelles les femmes peuvent prendre droit par les Constitutions, Loix & Coutumes des Pays, ausquels lesdits Seigneuries & biens sont situez.

7. Plus a été convenu & accordé entre Leurfdites Majestez Tres-Chrestienne & Catholique que madite Dame Elisabeth au temps & devant qu'elle parte de France pour s'acheminer en Espagne, acceptera, approuvera & ratifiera la fufdite renonciation, promettra & s'obligera par serment & en telle maniere que besoin sera de la garder, & observer & entretenir, & de n'aller ny venir au contraire, sous quelque pretexte que ce soit, de quoi sera dressé & délivré à Leurs Majestez Tres-Chrestiennes, Acte en forme requise.

8. Pareillement a été convenu & accordé que lors que ledit Mariage sera célébré entre ledit Prince d'Espagne & madite Dame Elisabeth, tous deux ensemble confirmeront & ratifieront la fufdite renonciation, & approuveront les premiers Actes fufdits; lesquels seront par eux inferez en l'instrument qu'ils feront de ladite renonciation, par laquelle ils s'obligeront derechef aussi par serment & par toutes voyes & obligations qui seront jugées les meilleures, n'observer ladite promesse, nonobstant toutes Loix & Coutumes desdits Royaumes & Pays contraires à icelles, auxquelles il sera derogé par ladite ratification.

Lesquelles promesses & obligations fufdites ainsi réitérées seront enregistrees par le Conseil d'Etat dudit Roi d'Espagne en la forme & à mesure qu'elles seront faites, dont sera fait & délivré par eux les actes necessaires expediez en forme deuë, ausquels ceux desdites renonciations seront aussi inferez.

9. Plus a été promis par ledit Duc de Pastrane & ledit Dom Inigo de Cardenas, Ambassadeur fufdit au nom dudit Roi d'Espagne & dudit Sieur Prince son fils, de donner à madite Dame Elisabeth des bagues & joyaux de la valeur de cinquante mil écus d'or fol, qui sortiront nature d'heritage à ladite Dame, comme feront aussi toutes les autres bagues & joyaux qu'elle portera, lesquels demeureront par après pour elle, ses hoirs, successeurs & ayans cause.

10. Que ledit Roi Catholique & ledit Prince d'Espagne son fils donneront à madite Dame Elisabeth entretenement pour son Estat & Maison, tel qu'à sœur, fille & femme de si Grands & si Puissans Rois appartiennent, & icelui assignera sur bonnes rentes avec feux & fermes assignations & fuffifans hypoteques au contentement de ladite Dame Elisabeth.

11. Est aussi convenu & accordé qu'au lieu de dotaire dont on a accoustumé d'user en France, ladite Dame Elisabeth aura pour augment de dot dudit Mariage selon l'usage des Royaumes dudit Roi d'Espagne, la somme de cent soixante six mil six cent soixant six écus fol deux tiers, qui reviennent au fur de ladite somme entiere dudit dot, chacun écu évalué & estimé comme il a été dit cy-dessus pour ceux dudit dot: lequel augment de dot, estant ledit Mariage dissolu, & ladite Dame survivant ledit Prince d'Espagne son mary, lui sortira nature d'heritage pour elle, les siens & ayans cause, pour en pouvoir disposer, soit entre vifs ou par dernière volonté, conformément à l'usage & coutume d'Espagne: Et lors que ledit Mariage sera consommé, sera baillée assignation à ladite Dame de ladite somme de cent soixante six mil six cent soixante six écus fol deux tiers pour en jouir ledit cas d'augment de dot avenant, & ce en la mesme forme & maniere que les deniers & rentes dudit dot lui seront assignez.

12. Plus est accordé que la dissolution dudit Mariage avenant & survivant ladite Dame Elisabeth ledit Prince d'Espagne, elle pourra partir & se retirer franchement & librement dudit Royaume d'Espagne toutes & quantes fois qu'il lui plaira, & avec elle tous ses Officiers, Domestiques & Serveurs, & retourner en France, faire emmener & apporter avec soy tous & chacuns ses biens, joyaux, accoustremens, vaiffelles & autres meubles quelconques, que pour quelque occasion que ce soit ou pourroit survenir, il soit fait ou mis directement ou indirectement aucun empeschement ou retardement à son départ, ny en la jouissance dudit augment, de dot & assignation de deniers de son dit Mariage, qui lui auront été donnez ou deu donner.

13. Pour sûreté de quoi sera donné à Leurfdites Majestez Tres-Chrestiennes pour madite Dame, femme, sœur & fille devant qu'elle parte d'aupres d'elles, par ledit Roi Catholique, & par ledit Prince son fils, les lettres d'assurance qui leur seront necessaires, scellées des Sceaux de Sa Majesté Catholique, & dudit Prince son fils, avec promesses sur leur foi & paroles Royales de les garder & accomplir inviolablement, tant pour eux, que pour leurs Successeurs aux Couronnes d'Espagne.

14. Plus est convenu & accordé que ladite Dame Elisabeth sera honorablement conduite & renduë aux frais de leurs Majestez Tres-Chrestiennes, comme il convient à Princesse de telle qualité & alliance qu'elle prend julques aux Frontieres du Royaume d'Espagne, au mesme temps que Sa Majesté Catholique pour le mesme effet fera conduire au Royaume de France ladite Serenissime Infante Donna Anna, où elle sera recueillie & receuë honorablement de la part desdits Roi Catholique & Prince d'Espagne, comme appartient à Dame de si haute Maison & Parantage.

15. Leurfdites Majestez Tres-Chrestiennes ont promis, traité & accordé les presens Articles, & ont obligé leur foi & parole de Roi de les accomplir, garder & ordonner qu'ils soient gardez & accomplis entierelement sans faute ny manquement aucun en tout ny en partie, sans aller ny venir au contraire, ny consentir y estre allé ny venu au contraire, directement ny indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit: Et lesdits Députez & Ambassadeurs dudit Roi Catholique & Prince d'Espagne ont promis, traité & accordé le semblable au nom d'iceux, & sur pareilles obligations de leur foi & parole Royale: Ainsi il a été promis & juré de part & d'autre, & ont signé de leurs propres mains le present Contrat, duquel l'Original est demeuré par devers Nous, pour en vertu d'icelui leur estre par nous délivrez les Contrats necessaires en la forme ordinaire: Et ont signé Louis, Marie Regente, Elisabeth, le Prince de Melito, Duc de Pastrane & de Franqueville, & Dom Inigo de Cardenas. Fait & passé en la Ville de Paris au Royal Palais du Louvre, le jour & Feste Saint Louis, le 25. du mois d'Aoust audit an mil six cent douze. Pardevant nous Nicolas

ANS de Neufville & Paul Phelippeaux, Conseillers & Sec-
de J. C. cretaires d'Etat de Leurs Majestez Tres-Chrestienne,
1612. Secretaires & Notaires de la Couronne de France.

Acte de Renonciation.

L'Acte de Renonciation au profit du Roi à toutes successions a esté fait par Marie Reyne Regente de France & de Navarre, pour & au nom d'Elizabeth de France sa fille, accordée à Philippes IV. Prince d'Espagne, fils aîné de Philippes III. Roi d'Espagne, tant pour elle, que pour les enfans, qui procederont dudit Mariage. A Bourdeaux le quatorzième Octobre mil six cent quinze.

Et par Madame Elisabeth de France a esté faite une pareille Renonciation, avec serment & promesse de confirmer & ratifier ladite Renonciation avec le Prince

d'Espagne, lors que le Mariage seroit consommé, n'habitant toutes Loix & Coultumes des deux Royaumes & Pays à ce contraires, auxquels ils dérogeront mesme au Droit, ou par faute de masse, les femelles ont droit de succeder; ensemble à tous les biens appartenans à ladite Dame Reine sa mere, & autres generalement quelconques qui pourroient lui échoir & avenir par succession directe ou collaterale, moyennant la dot de cinq cent mil écus d'or fol à eux faite en faveur dudit Mariage. En l'Eglise Saint André, à Bourdeaux le dix-neuvième Octobre mil six cent quinze: A laquelle Renonciation & prestation de serment fut present & est intervenu de la part du Roi d'Espagne Dom Inigo de Cardenas, son Ambassadeur Ordinaire près de Sa Majesté Tres-Chrestienne.

L V I I I.

ANS *Traité d'Union entre des Elefleurs, & Prin-*
de J. C. *ces de l'Empire, & les Etats Généraux*
1613. *des PROVINCES UNIES, &c.*
Fait à la Haye le 16 Mai 1613. Aitze-
ma Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. I.
pag. 58.

L'EMPIRE
ET LES
PROVIN-
CES-U-
NIES.

VOn Gottes gnaden, Wir Johannes Palts-Grave bey Rhein, Hertzog in Beyeren, Grave zu Veldents vnd Spanheim &c. Wir Johannes Friedrich Hertzog zu Württemberg vnd Teck, Grave zu Mumpelgard vnd Herr in Heydenheim &c. Wir Moritz Lant-Grave zu Hessen, Grave zu Carzenellebogen, Diets, Ziegenheim vnd Nidda &c. Wir Georg Friederich Marg-Grave zu Baden vnd Hochberg, Lant-Grave zu Saufenberg Heer zu Rotteln vnd Badenweiler &c. Wir Christian Fürst zu Anhalt Grave zu ascanien Herr zu Berenburg vnd Zerbst &c. Von wegen Herren Joachim Ernsten Marg-Graven zu Brandenburg in Preussen zu Stettin Pommeren, der Cassuben vnd Wenden auch in Schlesien zu Crossen vnd Jagerndorf Hertzoge, Burg-Graven zu Nuremberg vnd Fursten zu Rugen &c. Craft habenden gewalts, soo wol auch voor vns vnd vns habender Volmacht unser geliebten Herren gebruderen, Herrn Hans Georgen, Herrn Augusti, Herrn Rudolphen und Herrn Ludwigen aller Fürsten zu Anhalt &c. vnd an Stadt vnd von wegen Herrn Marg-Graef Christians zu Brandenburg, Wir Johan Philips Fuchs van Bambach, Ritter vnd Obrister, vnd Johan Baptista Baun der rechten Doctor, geheime Rahte &c. wegen Herrn Godsfrieden Grave zu Ottingen, Ich Ludwiche Muller der Rechten Licentiat vnd St. G. Cantzler &c. Bekennen vnd thun Kundt vnd offenbar mit diesen offnen brief, Demnach der Hochgeborn auch Durchleuchtichst Fürst vnd Herr, Friederich Pfaltz-Graef bey Rhein des H. Rom: Reichs Ertztruchsas vnd Churfürst, Hertzog in Beieren &c. Vnser freundlicher lieber Oheim, Vetter, Swagern und Sohn, auch gnedichster Herr, vermog eines sonderbahren von uns unterschribenen vnd gesiegelten gewalts unter dato Rotenburg an der Tauber den 20. Marti verschiennen 1613. Iahrs, auf unser Freundtlich vnd underthenigs ersuchen, in dero zu ruckreis aus Engellant nit allein freundtlich vnd gnedigt us sich ghenommen, die vor diesem mit den Herrn General Staden der Vnirten Niederlandischen Provinen angefangene Tractaten wegen einer ngehern Correspondents vnd alliantz zu readsumiren, sondern auch dero Hochvernunftigen vorsichtigheit nach mit den dazu deputirten von gedachten Herrn Staden dieselbe abgeredet verglichen, vnd vf allerseits belieben geschlossen, vf mazz dieselbe in Zween unterschiedliche abschideit vnder dato den 6. May gedachtes Iahrs 1613. begriffen worden. Wie dieselbe von worten zu worten, sambt beygefügten gewalden hernacher volgen.

Demnach von alten zeyten hero Zwischen den Durchleuchtigsten, Durchleuchtigen Hochgebornen Fürsten

Traduction de ce Traité.

Nous Jean par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, Comte de Veldenz & de Spanheim &c. Nous Jean Frederic Duc de Württemberg & Teck, Comte de Monbeliard, & Seigneur de Heidenheim &c. Nous Maurice Landgrave de Hesse, Comte de Catzenlebogen, Diets, Ziegenheim & Nidda &c. Nous George Frederic Margrave de Bade & de Hochberg, Landgrave de Saufenberg Seigr. de Rotteln & de Badenweiler &c. Nous Chretien Prince d'Anhalt, Comte d'Ascanie, Seigr. de Berenburg & de Zerbst tant de la part & avec pleinpouvoir du Seigneur Joachim Ernest Margrave de Brandebourg, Duc de Prusse, de Stettin, de Pomeranie, des Cassubes, des Vandales en Silesie de Crossen & de Jagersdorf, Burggrave de Nuremberg & Prince de Rugen &c. que pour nous même & comme Plenipotentiaires de nos Freres le Seigr. Jean George, le Seigr. Auguste, le Seigr. Rodolphe & le Seigr. Louis tous Princes d'Anhalt &c. de la part du Seigr. Margrave Chretien de Brandebourg, nous ses Conseillers d'Etat Jean Philippe Fuchs de Bambach Chevalier & Colonel, & Jean Baptiste Baun Docteur en droitz &c. de la part du Seigr. le Comte Godfrid d'Ottingen, moi Louis Muller licencié en droitz & son Chancelier, savoir faisons par celle cy, comme quoi le Serenissime Prince & Seigr. Frederic Comte Palatin du Rhin, Grand Maitre d'hotel & Electeur du St. Empire, Duc de Baviere &c. respectivement nostre très-honoré & bien aimé Oncle, Cousin, Beaufrere, Fils, & Seigneur à son retour d'Angleterre & en conformié du pouvoir signé de nous à Rotenburg sur le Tauber le 20. de Mars 1613. s'étoit bien voulu charger de reassumer les traittez d'alliance & de Correspondance plus étroite commencés cy devant avec les Seigneurs les Etats Généraux des Provinces Unies, & qu'avec les Depués de ceux cy il avoit enfin selon sa prudence concerté & conclu jusqu'à ratification ce qui ensuit, & dont on a fait deux recés sous la date du 6. de Mai 1613.

Comme de tout tems il y a eu une bonne Correspondance & amitié entre les Serenissimes Princes & Seigneurs le

Sei-

ANSten vnd Herrn, Herrn *Johan Pfaltz-Gravenbey Rhein* ANS
de J. C. der Churfürstlichen Pfaltz Administratoren, Hertzo-
gen in Beyeren, Graven zu Veldentz vnd Spanheim
1613. &c. Herrn *Johan Sigismund Marg-Graven zu Bran-*
denburg des Heyligen Rom. Reichs Ertz-Cammerern
vnd Churfürsten, Hertzogen in Preußen &c. Herrn
Cristian vnd Herrn Joachim Ernst, Marg-Graven zu
Brandenburg in Preußen, zu Stettin, Pomeran der
Cassuben vnd wenden auch in Schlesien zu Croffen
vnd Jagerndorf Hertzogen &c. Herrn *Johan Frieder-*
ichen, Hertzogen zu Württemberg vnd Teck, Graven zu
Mompelgard vnd Herrn zu Heidenheim &c. Herrn
Morizen Landgrafen zu Hessen, Graven zu Catzenel-
ebogen, Ziegenheim vnd Niedda &c. Herrn *Georg*
Friederichen, Marg-Graven zu Baden vnd Hochberg,
Land-Grafen zu Sausenberg, Herr zu Rotteln vnd
Badenweyler &c. Herrn *Hans Georgen, Herrn Lud-*
wich gebürdnen Fürsten zu Anhalt, Graven zu Alca-
nien Herrn zu Zerbst vnd Berenburgh, auch den wel-
gebornen Herrn *Gottfrieden Grafen zu Ottingen*, sampt-
lichen Vereinichte Churfürsten vnd Ständen, vnd die
Hoch vnd Mächtige Herren *Staten General der freien*
Vereinichte Niederlanden sich eine gute vnd verteu-
liche Correspondents verhalten, vnd hochst vnd hoch-
gedachte Unirte Chur vnd Fürsten, wie auch Staten
General gut vnd Ratfam befinden vorbesagte Cor-
respondents vnd freundschaft vermittelt einer engeren
allianz vnd beiderseits versprochener Hülffleistung
vnd assistens zu vermehren vnd zu bestercken auch zu
dem ende den Durchleuchtichten vnd Hochgebornen
Fürsten vnd Herrn *Friederichen Pfaltz-Graffenbey*
Rhein des Heiligen Römischen Reichs Erstruchtsassen
vnd Churfürsten, Hertzogen in Bairen &c. Von
hochst vnd Hochgedachten Chur vnd Fürsten auch
Ständen Freuntlich vnd underthenlich solche Com-
mission ufgetragen worden, wie auch von Hochge-
meinten Herrn Staten General den wol Gebornen Ge-
strengen Edelen vnd Ertwelften Herrn *Walraven*
Herrn von Brederode, Vianen, Burggraffen von
Vtrecht, Herrn von Ameyden, Clutingen &c. *Joh-*
han van Luchteren alten Burgemeister der Stadt Zut-
phen, *Johan van Oldenbarnevelt*, Ritters, Herrn van
Berckel vnd Rodenrijck, Advocat vnd verwarhern des
grossen Siegels Archiven vnd Registrern von Holland
vnd Westvrieland, *Jacob Magnus* Herr von Melis-
fant, alten Burgermeister der Stadt von Middelburg
in Zeeland, *Joncker Justus von Rysenburg* Herr zu Rij-
senburg *Joncker Kempe von Donia* Grietman van Leeu-
wardenadel, *Arent Gerrits* Burgemeister der Stadt
Schwoll, und *Joncker Abel Coenders* von Helpen Ho-
veling zu Faen vnd Cantes, als haben dieselbe vermog
beiderseits Commission vnd gewalt, welche zu ende
diesem Tractat inserirt vnd demselbigen beigefugt,
uf vorhergehende freundsliche Communication vnd
Conferents, Welche jedoch uf beieben vnd ratification
beiderseits Principalen Commitmenten gestellet, sich
nachfolgender gestalt verglichen.

I. Ertlichen ist beyderseits ausdrückelichen voorbe-
halten, das diese allianz zu niemants offension gemeint,
sondern allein defensiv gemeint sein soll, vnd zu dem
ende angehen, damit Hochst vnd Hoochedachte
Chur vnd Fürsten, auch Staten General dero Landen
vnd onderthanen in ihrem Respective Hoheyt, Liber-
teit, Rechten, billigen vnd wol hergebrachten gebräu-
chen manutentir, vnd wieder alle unrechtensliche that-
lichkeiten vnd gewalt geschutzt vnd beschirmet wer-
den mögen.

II. Es soll auch durch diese Handlungh die verain-
nung, verbundnußen, Freundschaft vnd allianzen,
soo Hochst vnd Hochgemelte Chur vnd Fürsten auch
Staten General so wol in Respect der Keyserliche Ma-
jesteyt vnd des Heyligen Rom. Reichs, Königen in
Frankreich vnd Groß Brittanien, auch das Hochlo-
bliche Churfürstlich Collegium oder andere Fürsten
vnd Stenden, haben nicht gemindert noch geendert
werden, oder denselbigem im geringsten einiger ab-
bruch geschehen, sonder in ihrem kreyten gants vnver-
schert verbleiben.

Seigr. *Jean Comte Palatin du Rhin, Administrateur de* ANS
l'Electorat Palatin, Duc de Baviere, Comte de Vel- de J. C.
denz & de Spanheim &c. le Seigr. *Jean Sigismond*
1613. *Margrave de Brandebourg Grand Chambellan & Ele-*
cteur du St. Empire, Duc en Prusse &c. les Seigrs. Chré-
tien, & Joachim Ernest Margraves de Brandebourg,
Ducs en Prusse, à Stettin, en Pomeranie, des Cassubes,
des Vandales, en Silesie, de Croffen & de Jagerdorf &c.
Le Seigr. *Jean Frederic Duc de Wirtemberg & de*
Teck, Comte de Montbeliard, & Seigneur de Heiden-
heim &c. le Seigr. Maurice Landgrave de Hesse, Com-
te de Catzenelbogen, Ziegenheim & Nidda &c. Le
Seigr. George Frederic Margrave de Bade & de Hoch-
berg, Landgrave de Sausenberg, Seigneur de Rotteln &
Badenweiler &c. les Seigrs. Jean George & Louis Fré-
res & Princes d'Anhalt, Comtes d'Ascanie, Seigneurs
de Zerbst & de Berenburg & le Sr. Comte Godfroid
d'Ottingen d'une part; & les hauts & puissants Seigneurs
les Etats Généraux des Provinces Unies & libres d'autre;
& comme lesdits Electeurs, Princes & Etats Généraux
avoient jugé à propos de confirmer & de fortifier de plus
en plus cette ancienne amitié & Correspondance par une
alliance plus étroite & par promesses d'assistance mutuel-
le, & que pour cette fin le Serenissime Prince & Seigr.
Frederic Comte Palatin du Rhin, Grand Maître d'ho-
tel & Electeur du St. Empire, & Duc de Baviere &c.
ayant commission & pouvoir des sedits Confédérés Ele-
cteurs & Princes d'une part, & les nobles & honora-
bles Seigneurs le Sr. Walrave Seigr. de Brederode &
de Viane, Burgrave d'Utrecht, Seigr. d'Ameyden & de
Cluwingen &c. Jean de la Luchteren ancien Bourguemai-
tre de la Ville de Zutphen. Jean d'Oldenbarnevelt Che-
valier, le Sieur de Berckel, & de Rodemiz Advocat
& Garde du grand sceau, des archives & des Registres
de Hollande & de la Frise Occidentale. Jaques Magnus
Seigr. de Melissant ancien Bourguemaitre de la Ville de
Middelbourg en Zelande; le Sr. Justus de Rysenburg
Seigr. de Rysenburg. Le Sr. Kempe de Donia Grietman
Leeuwardenadel. Arent Gerard Bourguemaitre de la
Ville de Zwol, & le Sr. Abel Coenders de Helpen, Ho-
veling, en Faen & de Cantes ayant commission & pouvoir
des Seigneurs les Etats Generaux de l'autre part avoient
après plusieurs communications & conférences concerté
& accordé, jusqu'à la Ratification de leurs Commissions,
les articles qui suivent.

I. En premier lieu on est convenu bien expressement
qu'on n'entend offenser personne par cette alliance, mais
seulement se defendre, & maintenir mutuellement la
Souveraineté, la liberie & les droits accoustumés des sus-
dits Confédérés Electeurs Princes & Etats Generaux &
de leurs sujets contre tous les attemais & oppressions
injustes.

II. On n'entend non plus déroger par cette union aux
liaisons, alliances, & amitez que lesdits Electeurs,
Princes & les Etats Generaux ont contractées tant avec S.
M. Imperiale, & l'Empire, qu'avec les Rois de France
& d'Angleterre, comme aussi avec le Collège Electro-
ral, & d'autres Rois, Princes, & Etats, mais que
Icelles alliances & liaisons demeureront dans leur entier
& sans aucune diminution ou alteration.

ANS 111. Da nun Höchst vnd Hochgedachte Chur vnd
de J. C. Fürsten oder Staten General, ihre Landen vnd under-
1613. thanen oder d'rselben gütlich wider ihre freyheit, Recht
Hochit, loblich vnd Wohlgebrachten gebreuchen that-
lich, Feindlich oder unbilliger weyse molestirt, ge-
hindert, bekriegt, angefochten oder beleidicht, ihm
Keine billige wiederkehr oder ersatung in der gutte ge-
schliche, Nachdem solches von dem Vereinigten Chur
vnd Fürsten oder Staten General für eine thatliche vnd
feindliche erzeigung, vnd welche zu nachtheil ihrer
verainung gemeint, erkant vnd angenommen wor-
den, soll vor dem andern theil gegen dem anfechter
hulf vnd assistents geleistet werden nach ihrer Respective
gelegenheit vnd vermogen, uf massen heut dato dieses
in einem absonderlichen unterschriebenen vnd ge-
glichen Tractat abgedruckt vnd verglichen worden.

IV. Es soll auch die versprochene assistents vermehret
werden nach der proportion der Contribution solcher
Churfürsten vnd Stenden auch Staten, so sich künftlich
in die Verainigung hochst vnd hochgedachter Chur
vnd Fürsten begeben mochten, des wucklichen ef-
fects dieser Handlung thilhaftig zu werden vnd zu ge-
nüssen.

V. Die versprochene hulf, soll innerhalb Zweyen
Monaten nach beschäner anmanung so woll von Reu-
tern vnd Knechten vnd zu dem Krieg erforderter not-
trufft, als auch in guter ordnung von woll versuchten
Kriegs-Volk, die wol montirt vnd armirt seind, mit
proviand, Kriegs-Munition, vnd andere Zugehore
versehen, uf die eulsterre Frontieren, und anneksten
zu des jenigen grenzen, welcher assistirt werden soll,
fertig sein also bald fort zu Ziehen vnd zu Marchiren
mit geschickter anfaht der bezalung ihrer soldes uf
drei Monat, welche bezahlung je von drei Monaten zu
drei Monaten sol continuirt vnd vermittelt einer anti-
cipation dargelegt, vnd ent richtet werden soo lang es
die noturfft erfordert, vnd dieses Tractat in kreften
bleiben wirt.

VI. So bald die versprochene hulf aus den Landen
vnd gebiet der assistirenden wirt marchiren, sollen die
jenige welche assistirt werden verordnung thun, das-
solcher secours, so wol vor das Kriegs-Volk als die
pferde, mit notige proviand vnd füturung in einem
billigen werth welchen sie von ihre besoldung zu be-
zahlen versehen werden, in massen sie auch mit zuge-
horender Munition, Kriegs-Instrumenten alles uff des
jeunigen, welchen die assistents geschickt, costen ver-
forget nach der art vnd gebrauch so bey denselbigen
assistirten üblich vnd herkommen.

VII. Der zugeschickte Secours von Reutern vnd
Knechten sol über die Obristen, Ritmeister, Cap-
tain vnd anderer Officier, mit einem oder meer, die
Commandieren, uff des Hulfleistenden kosten ver-
sehen werden, doch mit diesem vorbehalt, das sie dem
jenigen underworfen sein, welchen der assistirte oder
dem hulf geleistet wirt, von zeit zu zeit, es sey zu
Velt zu Wasser, oder zu Landt, in besetzung Stette
oder Vestungen, zu ihrem behuff, vorthail vnd dienst
jederzeit wirt verordnen oder ihnen fustellen.

VIII. Die versprochene hulf in gelt, gants oder zum
theil vermog vorbelegter sonderbahren versprechung,
soll beyderseits vor die erste drei Monat mit uberfendung
des secours, und also vorthan von drei Monaten zu
drei Monaten vermittelt einer participation, in die
negste Stadt des assistirten an die grenzen des jenigen
soo assistents leistet, gelegt (welche befagter, assi-
stirender ime schriftlichen vnd in geheim zu bene-
men) entrichtet vnd geliefert werden.

IX. Und diessel Höchst vnd Hochgedachte
Chur vnd Fürsten auch Staten General mit dem
König in Frankreich vnd Grolz Britanien auch an-
dern Königen, Prinzen ende Stenden sonderbare
verbundnußen vnd defensiff aliancen ufgerichtet,
ist beyderseits accordirt vndt verglichen, uf den fal
mehr hochst vnd Hochgedachte Churfürsten oder Sta-
ten General, ehe vnd zu voor sie crast dieser engeren
verfassung umb hulf ersucht, bereits von andern ihren
obge-

ANS 111. Qu'en cas que quelqu'un de ces Electeurs Prin-
ces, ou les Etats Generaux, ou les sujets d'iceux fussent de J. C. ANS
molestez ou empêchez dans l'exercice de la Souveraineté, de J. C. 1613
liberté, ou droits accoutumés, ou dans leurs biens, soit
qu'ils fussent attaquez en ennemi, ou insultez autrement,
Et que la Réparation Et juste satisfaction ne leur en fut
donnée d'abord, les aures de ces Confederés Electeurs,
Princes, Et Etats Généraux, quand ils jugeroient cecy
pour une hostilité ou attentat au préjudice de cette union,
assisteront la partie offensée contre l'offensant, selon leurs
forces Et la maniere stipulée par un Traité séparé Et si-
gné cejourd'hui.

IV. On augmentera le secours accordé, à proportion
des contributions des Electeurs, Princes, Et Etats,
qui se joindront à l'avenir à cette Union, pour en jouir
aussi l'effet Et la protection.

V. Que le secours promis se trouve tout prêt sur la fron-
tière de celui, qui le doit recevoir, au bout de deux mois,
soit en Cavaliers ou fantassins, qui seront tous bien mon-
tez Et armez, Et d'ailleurs pourvus des munitions de
guerre Et de bouche Et d'autres choses nécessaires, Et
que leur solde y sera payée pour trois mois, avec un Régle-
ment bien assuré de continuer ainsi par anticipation de trois
en trois mois ladite solde, tant que le nécessité le requiert,
Et que ce Traité demeure dans sa vigueur.

VI. Si-tôt que le secours promis sortira du pais de
ceux qui le fournissent, les aures, qui l'ont à recevoir,
mettront incessamment ordre, qu'en y trouve des vivres pour
les hommes, Et des fourrages pour les chevaux à un prix
raisonnable, que ces troupes auront à payer de leur solde:
Et on y fournira de plus des munitions de guerre Et d'au-
tres instrumens pour icelle, selon l'usage du pais, Et
aux dépens de ceux, qui reçoivent l'assistance.

VII. Que le secours consistant en Cavalier ou fantaf-
sins sera pourvu, outre les Colonels, Capitaines, Et au-
tres subalternes, encore d'un ou de plusieurs chefs aux dé-
pens de celui, qui l'envoye, mais toutes fois que ce chef
sera sous les ordres de celui, qui y sera député ou nommé
pour Commandant de la part du Prince, qu'on assiste,
soit par Terre ou par Mer, en Campagne, ou dans les
places fortes.

VIII. Que le secours promis en argent, tant en par-
tie qu'en la somme totale, en conformité de la susdite
Convention séparée, sera pareillement fournie de trois en
trois Mois par avance, Et payée dans une Ville située dans
l'état de celui qui doit être secouru, Et laquelle pour le
voisinage Et la commodité de celui, qui donne le secours,
sera choisie de sapart, Et secrètement indiquée par lettres.

IX. Et d'autant que lesdits Electeurs, Princes Et les
Etats Généraux se trouvent en des confederations parti-
culières, Et alliances défensives avec les Rois de France
Et de la grande Bretagne, comme aussi avec d'autres Rois
Princes, Et Etats, on est convenu de part Et d'au-
tre, qu'en cas, que les susdits Electeurs, Princes,
Et Etats auroient déjà été requis de l'assi-
stance de tels autres leurs considérez, avant qu'en leur
en ent demandé aussi en vigueur de cette union, on se
con-

ANS obgefägen mit vereinigten vermog voriger Tractaten
de J. C. umb die verglichene huiß solten aengeruffen sein wor-
1613. den, das aldan ein theil den andern, mit den halben
theil der verprochenen vnd zugefaghter affistents ein-
genugen vnd Satisfaction thun mag, alles uf massen hier
befohr angereget.

X. Item ob es sich begeben wurde, das Hoochft
vnd Hoochgedachte Chur vnd Fursten oder Staten Ge-
neral in *ihren eigenen Landen* angefochten und feint-
lich angegriffen, vnd die Unire Chur: vnd Fursten
oder Staten General solche angriffung vor ein thathand-
lung, die sie schuldig ab zu wehren, erkennen vnd
annemen wurden, in folchem fall solen die angefoch-
tene oder feintlich angegriffene nicht allein Kraft die-
ses entschuldiget sein, einige hulf in wehrender sol-
cher jhrer anfechtung zu schicken, sondern ihn auch
bevor vnd frei stehen, ihren bereits uberschritten se-
cours nach verfliefung der drei Monaten von dem tag
der Ratification so den affistiren zu thun, an zu rech-
ten, zu revocieren vnd wieder ab zu fordern.

XI. Hoochft vnd Hoochgedachte Churfursten, Fur-
sten vnd Staten General sollen in wehrender dieser
Alliantie, Keine verbuntensuffen zu nachteil oder
Prejuditz dieses gegenwertigen Tractats machen oder
eingehen.

XII. Diese Alliants oder Vereinung sol *funfzehn*
jahr beständig wehren, auch beiderseits Respective
Successor dar in mit verbunden sein, vnd ein jahr vor
verfliefung solcher funfzehn Jahren, sollen diese al-
lyrte oder ihre successoren ihre Respective Commis-
sarien vnd Gefandten mit volcomen gewalt zusamen
schicken, diese Handlung zu prorogiren vnd was in
gemein nutzlich sein mochte, mit einen zu berad-
tlagen.

Endtlich sol dieser Tractat in einem jhar negst
Kumftigh von Hoochft vnd Hoochgedachten Chur
vnd Fursten, auch Staten General ratificirt, ap-
probit, vnd beiderseits die ratification vnderfcriben
vnd gesiegelt, ie von einem theil dem anderen gelie-
fert vnd Zugesteller werden, So geschehen vergli-
chen vnd geloffen vff gutbefinden, belieben vnd ra-
tification beyderseits Principalen Committenten vnd
gewaltgeberen. In des Graffen-Hage den 2^{ten} May im
jahr sechszelen hondert vnd dreyzehen und dessen zu
Urkundt seind Zwey gleichlautende exemplaria dieses
Tractats von Hooftgedachten Herrn Churfursten, und
Committiren auch der Staten General onderschrieben
mit jhre Churfurstelicke G. secret vnd jhren insiegelen
vnd Pitz schafen gesiegelt worden.

tennera pour lors de recevoir d'eux la moitié du secours
promis de la manière, qu'il a été dit y-dessus.

ANS
de J. C.
1613.

X. Pareillement en cas que les Conféderez, Electeurs,
Princes & Etats Généraux fussent attaquez ou molestez
dans leurs propres pais, & que les autres de cette union
reconnoitroient telle attaque ou moleste pour une voye de fait
au attentat qu'ils seroient obligez d'empêcher, qu'alors
les attaquez seroient non seulement dispensez durant cette
attaque ou moleste, du secours, qu'on leur demanderoit
pour d'autres, mais qu'ils pourroient même rappeler le se-
cours, qu'ils avoient envoyé devant que de se voir attaquez
chez eux, & cela au bout de trois mois à compter du jour
de la Notification, qu'on en aura à faire à celuy, qui a
déjà été assisté du secours.

XI. Que les Conféderez Electeurs, Princes, & Etats
Généraux ne feront durant cette union aucune autre allian-
ce au préjudice du traité.

XII. Que cette alliance ou union durera quinze ans
consecutifs, que les successeurs de ces Conféderez y seront
pareillement obligez, & qu'un an devant l'expiration
des 15. ans, ces Conféderez ou leurs successeurs députeront
de part & d'autre des Commissaires aux Ministres
munis de pleinpouvoirs pour s'assembler, proroger ce traité,
& concerier ensemble tout ce qui pourroit être utile
au bien commun.

Que finalement le present Traité sera approuvé & ra-
tifié par les conféderez Electeurs Princes & Etats Gé-
néraux, & la Ratification signée & scellée d'eux en
sera échangée de part & d'autre dans le terme d'un an.
Le tout fait, conclu & arrêté, jusqu'à l'approbation des
Princes & Etats commettans, à la Haye le 2^{de} de Mai
l'an 1613. Et en foi de ce on en a dressé deux Instru-
mens pareils qui ont été signez par les députez Ministres
des Conféderez, Electeurs, Princes, & Etats Généraux,
& munis de leurs sceaux.

ANS
de J. C.

L I X.

1613.

PROVIN-
CES-
UNIES ET
LUBECK.

(4) Le

Roi de
Dane-
marc eut
que ce
Traité
avoit été
fait contre
lui, qu'il
n'y soit
fait aucu-
ne men-
tion ex-
presse de
ce Prince.

(a) *Traité entre les Etats des PROVIN-
CES-UNIES des Pays-bas, & la Vil-
le de LUBECK, fait en 1613. Aitze-
ma Affaires d'Etat & de Guerre Tom. I.
pag. 170.*

Alfoo van ouden tijden den Eerbaren Raed der
Keyserlijcken Freyen ende des Heyligen Rijcx
Stadt *Lubeck* ende veele andere Steden aen die
Noordt ende Oost-Zee gelegen mit veele ende ver-
scheyde Steden vande vrye Vereenichde Nederlanden
in eenicheyt ende Vrundschap sijn geweest tot hande-
houdinge ende bescherminge van de vrye Schip-Vaert,
handelinge, ende Commercie, mitgaders daer toe
hare Respective hebbende Vryheyden, Gerechtighe-
den ende Privilegien, ende dan nu by den Hoogen
ende Mogende Heeren Staten Generael der voornoem-
de Vereenichde Landen, sampt Heeren Burgemeester-
en ende Raedt der Stadt *Lubeck* by de tegenwoordige
gelegenheyt voor Raet-saem aengesien ende noodich
geacht worden door haar respective Gecommitteer-
den Edelen Erenfseten ende Hoochgemelde *Hendrick
van Bienen d'Alde Heere in Sinderen, Dirck Baes,*
Tom. III. Ge-

Traduction de ce Traité.

ANS
de J. C.

1613.

PROVIN-
CES-
UNIES ET
LUBECK.

Comme ainsi soit que d'ancienneté l'honorable Con-
seil de la Ville libre & Imperiale de *Lubeck* & de
plusieurs autres Villes situées sur la Mer du Nord
& de l'Ost ont été en Union & amitié avec diverses Villes
des libres Provinces Unies pour la défense & maintien
de la liberté de la navigation, negoce & commerce, en-
semble des droits, & privileges y appartenants; Et que
presentement leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats
Generaux des susdites Provinces Unies, ensemble Messieurs
les Bourguemaîtres & Conseil de la Ville de *Lubeck* ont
trouvé à propos & utile dans la conjoncture presente de ne-
gociier & traiter pour le renouvellement des susdites union
& amitié, par les Nobles Deputez, Messieurs *Henri de
Bienen l'ainé, Seigneur de Sinderen; Dirck Bas Consei-
ler desputé des nobles & puissans Seigneurs Messieurs
les Etats de Hollande & de West-Frise ancien Bourgue-
maître de la Ville d'Amsterdam; Jacob Magnus, Sei-
gneur*

ANS Gecommitteerden Raed der Ed: Ho: Mo: Heeren Staten
de J. C. van Hollandt ende West-Vrielandt oudt Borgemeester
1613. der Stadt Amsterdamb, *Jacob Magnus* Heere van Melissant oudt Borgemeester der Stadt Middelburgh in Zeelandt, *Justus van Ryssenburgh* Heere tot Ryssenburgh, *Wilhelm van Velsen*, out Borgemeester der Stadt Leeuwarden, *Arent Gerritsz* Borgemeester der Stadt Swolle, ende *Abel Coenders van Helpen* Hoveling tot Faen ende Cantes, ende dan *Hendrick Brookes* Borgemeester, mitgeders *Martinum Nordamum Syndicum* der Stadt *Lubeck* te doen handelen ende traecteren tot hervattinge ende verniewinge van de voorz. oude vereeninge ende Vruindtschap, Soo ist, dat na verscheide voorgaende t'samen-komiten onderlinge conferentien, oock beyderlijts Gecommitteerden gedane rapport van haer gebefoigneerde ende op allen wel ende tydelijck gelet sijnde, die Hoochgedachte Heeren Staten Generael, ende Borgemeester ende Raedt der Stadt *Lubeck* voornemmt eyntelijck met malkanderen sijn overkomen ende t'samen hebben verdragen geacordeert ende beslooten, die Poincten ende Articulen hier na volgende.

I. Ende ten eersten dat dese Vereeninge ofte Unie niet en sal wesen tot yemands offensie maer alleen tot conservatie ende onderhoudinge der vrye Navigatie, commercien, ende traffiquen in die Oost ende Noorder Zee, ende niet anders gemeynt sijn, als dat de respectieve Vereenigde Burgeren ende Onderdanen na aller Volckeren rechten ende hare erlange ende hebbende Vryheyden, Rechten, Privilegien, ende welhergebrachte gebuyncken in die voorz. Oost ende Noort Zee (streckende tot die Hoofden toe) onverhindert mogen gebuyncken, alsoo dat jegens den geenien die den Burgeren, Inwoonderen, ende Onderdanen der Geunierde met geweld ende onrechtmatige middelen daeraen hinderen ende turberen wilden, die samentlijke Geunierde derselven defenderen ende schutten sullen, op dat die veel vuldige beswaernissen, soo haer Burgeren Inwoonderen ende Onderdanen tot groot bedruck ende verhinderinge der algemeyne Commercen ende Schipvaert wedervaren afgeschafte, ende dieselve Navigatie ende Commercen den heyligen Roomschen Rijk, gants Duytslandt, den nabegbuure Rijcken ende Landen, ende namentlijk mede den Vereenigden tot nut ende voordeel behouden ende gemeerdert mogen worden.

II. Derwegen dan dese Unie niet en sal prejudicieren die Vruindtschap mette Roomsche Keyserlijke Majesteit sampt t' Heyl: Rijkje noch oock mette Konincklijke Majesteit van Vranckrijk, ende Groot Britanien ensamentlijk die Vereenigde Evangelische Chur-Fursten ende Stenden des Heyligen Rijck tot noch toe mette Heeren Staten onderhouden, als dan oock jegens de Keyserlijke Majesteit ende den H. Rijkje die Stadt *Lubeck* by schuldige gehoorsaemheydt sal ende wil verschynen, ende inlijcklyk vereenichde by hare Alliantien, Rechten, Statuten ende Bontnissen, welcken allen hier mede niet verandert, geschweckt, noch opgeheven sijn sal, maer alles in haer geheel ende volle weerde blyven, alles nochtans salvo presentis foedere.

III. Die Vereenigde sullen dese Articulen getroulich ende oprechtich onderhouden ende die met Eede besceldigen.

IV. Die Heeren Staten Generael sullen dese Unie des gemeynen wesen der Vereenigde ten besten Dirigeren, doch alsoo dat enen Eerbaren Raedt der Stadt *Lubeck* alle wegen met haren *Voto* daer by gehoort werde, ende in allen wat voorgenomen werden sal, hare vrye stemme mede geven, tot welcken eynde dan alle tijds van wegen die Stadt *Lubeck* een Persoon in den Hage ofte andere plaetse daer de Heeren Staten Generael sullen Vergaderen, mede by den Raedtsflaggen, soo dese Unie ende wat daer van dependeert aengaende sijn sal, ende sullen die Heeren Staten Generael enigne mogen stellen ende committeeren tot *Lubeck*, daer mede die *consilia* destte beter mogen ge-

com.

gneur de Melissant ancien Bourguemairre de la Ville de Middelbourg en Zelande, *Justus de Ryssenburgh* Seigneur de J. C. de Ryssenbourg; *Guillaume de Velsen*, ancien Bourguemairre de la Ville de Leeuward; *Arent Gerritsz* Bourguemairre de la Ville de Swolle, & *Abel Coenders* de Helpen Seigneur en Faen & Cantes, & *Henri Brookes* Bourguemairre, ensemble *Martin Nordamum*, Syndic de la Ville de Lubeck; C'est pourquoy après différentes Conferences & assemblées, & rapport fait par les deputez de part & d'autre de ce qu'ils ont besoigné, & ayant meurement considéré le tout, lesdits Seigneurs Etats Generaux, & les Bourguemairres & Conseils de la Ville de Lubeck susdite, ont enfin ensemble convenu, traité, accordé & conclu les points & articles suivants.

I. Et premierement que cette Union ne sera point pour offenser personne, mais seulement pour l'environnement & conservation de la libre navigation, commerce & traffic dans les Mers du Nord & d'Est, & que leur pensée n'est point autre, sinon que les bourgeois & sujets respectifs de l'union suivant le droit des gens & les libertez, droits & privileges à eux accordés pour les susdites Mer du Nord & d'Est, puissent à cet égard en jouir sans empêchement, en sorte que les Bourgeois, habitants & sujets de ladite Union se pourront réciproquement & conjointement défendre & protéger, contre ceux qui les voudroient troubler & empêcher, afin que la multitude des difficultez qui sont au grand dommage de la navigation & du commerce commun de leurs Bourgeois, habitants, & sujets & qui leur sont si à charge, soient terminées, & que lesdites Navigation & Commerce puissent être maintenus & augmentés par tout l'Empire & toute l'Allemagne à l'avantage & utilité de l'Union.

II. En ce faisant cette Union ne préjudiciera point à l'amitié avec sa Majesté Imperiale ni le Saint Empire ni aussi avec leurs Majestés Royales de France & de la Grand' Bretagne, ensemble les Electeurs & cercles Evangeliques du St. Empire qui a été entretenu avec les Seigneurs Etats, Comme aussi ladite Ville de Lubeck veut demeurer dans l'obéissance qu'elle doit à sa Majesté Imperiale, semblablement les Alliances, droits, Statuts, & traittez qu'ils ont ensemble ne seront point changez par ces presentes, ni affoiblis, mais demeureront dans leur entiere force & valeur, le tout néanmoins salvo présente foedere.

III. Ceux de l'Union observeront ces articles fidelement & sincerement, & les confirmeront par serment.

IV. Messieurs les Etats Generaux dirigeront de leur mieux cette Union d'un commun, mais cependant en telle sorte que le Conseil de la Ville de Lubeck y pourra voter, & donner sa voix libre en tout ce qui sera résolu, que pour cette fin une personne de la part de la Ville de Lubeck pourra toujours se trouver à la Haye ou autre lieu où les Etats Generaux s'assemblent & délibérer avec eux de la part de la Ville de Lubeck, tant sur cette Union que sur les choses qui en dépendront; Et les Etats Generaux pourront deputer quelqu'un à Lubeck pour tam mieux communiquer avec le Conseil & prendre des mesures pour mettre en execution les choses qui auront été résolues, sans toutefois, s'il arrivoit que quelques autres Villes An-

senti-

ANS de J. C. 1613. communicateert, ende 'tgeene wat vorders te effectueren van nooden is in acht genomen werden konnen, behoudelijk dat indien hier na eenige andere Hanse-Steden haer in dese vereeniging begeven, als dan gelet ende gersolveert sal worden oft die Residentie dierfelver verandert sal worden.

V. Die Vereenigde sullen haer Contributiones daer toe dicselve verplicht sijn, ende soo veel daer van tot yeder tijdt voor goet aengiefen sal worden, op haer eygene onkosten aen gelt, Schepen, ende Volck te Peerde ende te Voet met allen toebehoor ende gebeur in goede Vrientschap ende ordeninge houden, ende met dierfelven ter plaetsen daer sulcx van nooden ende beltemmet wort, sich vinden laten.

VI. Even verre nu by den geenens soo die *Commerciën* ende *Schipvaert* verhindert na voorgaende goetlijcke ende vruntlijcke aenfoeckinge niet te erhouden en sy, wat recht, reden ende billichheit vereyscht, soo sal men defensieve daer tegens *met macht* procederen, *gelijck men sich des wegen voorhier vereenigen wert*, daer mede die *Privilegien, Commerciën, ende Schipvaert* bevryt ende gesekert werden mogen als voorts.

VII. Ende daer het aldan tot der *Wapenen* komen soude, sullen die Vereenigde haer inwoonende Burgeren ende aengehörigen soo *Krijgs als Zee-Varent Volck*, soo der wederpartye dienet, by verlies van Lijf ende Goet afvorderen, oock gelijcker gestalt niet gestaden dat dierfelver wederparten uyt haren Steden ende gebieden *Gelt, Volck, Schepen, Ammonitiën, Wapenen, Vriesen* oft dergelijcke Goederen toegelonden oft gevolgt werde, maer sulcx by Lijf-strafte verbieden, ende oock soo veele mogelijk verhindern, dat het van anderen ohrten niet en geschiede.

VIII. By aldien oock by die wederpartye der *Geunierde Onderdanen, Persoonen, Schepen, Goederen*, ende uytstaande schulden in sijne Landen wierden gearreleert ofte in der Zee aengehouden, wech genomen ende prijs gemaect, soo sal in der *Geunierde Landen Steden* en gebieden dergelijcken oock geschieden, ende daer tegens een jeder een helpen weeren ende tegenstaen.

IX. Der *Geunierde Schepen* sullen eene des anderen *Havenen* ende *Stroomen* vry ende onverhindert te gebruycken hebben, ende daer inne haer nootdrift verrichten ende repareren, doch dat niemant van hem enige geweld gebruycke, maer 'tgeene hy noodich heeft sich verschaffen ende danckbaerlijck betalen.

X. Soo sal der *Geunierde Onderdanen* alomme in die Landen ende Steden deser Unie, dat Burger-Recht gunniet oock die *Erfsitten* daer toe hy bevoecht is, onweygerlijck gevolgt werden by erlegginge tot Nach-Schos ofte Erve des *derstijgen Penning*, alleen sonder onderscheydt der *Religion* soo die in 't *Heylige Rijkje* gerecipieert ofte toegelaten is, doch sal een jeder sich anderints Burgerlijck verholden, ende den *Statutes Locī*, onderworpen ende conform betoonen.

XI. Niemant van die Vereenigde sal sonder den anderen *consent* ende willen mit den jegendeel sich *vergelijcken noch verdragen*, ofte anderints yetwes ingaen, dat den anderen tot *prejuditie* ende *schaden* gereycken konde, maer veel meer daer heen trachten dat die *Vrede* in 't gemeen erhouden ende den *Vereenichden Burgeren, Inwoonders, Onderdanen, Schepen, Goederen, ende Commercia* van den beswaernissen bevryt worden, ende men tot den voorgien *Vryheyden* ende *Privilegien* seecker, ende onbehindert gelangen moge.

XII. Daer oock een *Vrede* ofte *Stilstand* met den jegendeel soude gemaect worden, soo sal sulcx geschieden by gemeynen Raedt ende believen ende verders niet.

XIII. Deser *Bunds* sal dnyren *vyftich Jaren*, ende op gemeene believinge vorder gecontinueret worden, maer daer van *wegen* desselven ende wat daer van de-

pen-

scatiquen woulessent entren dans l'Union, d'examiner & résoudre si la residence d'icelle ne sera point changée.

ANS de J. C. 1613.

V. Ceux de l'Union contribueront à leur depens comme ils y sont obligés en avant, Vaisseau, infanterie & Cavallerie & tout ce qui en depend, qui seront entretenus en amitié & en bon ordre & ce en tel nombre & dans le tems qu'il sera trouvé nécessaire, & les feront rendre en tel lieu qu'il sera jugé à propos.

VI. Et si ceux qui empêcheront le commerce & la navigation après avoir été requis amiablement de s'en abstenir ne le veulent pas faire, quoi que le droit & la raison le demanderoient, on se défendra vigoureulement contre eux, puis que c'est dans cette intention que cette union se fait, & afin que les privilèges, commerce & navigation soient assurés, & libres.

VII. Et en après s'il en falloit venir aux armes ceux de l'Union rappelleront ceux qui serviront les parties adverses, sur peine de mort & de la confiscation de leurs biens, & sera défendu d'envoyer ou faire avoir aux parties adverses, argent, troupes, Vaisseaux, munitions, armes, vivres & autres choses semblables, sur peine de punition corporelle, & même on empêchera autant qu'il sera possible qu'il ne leur en soit envoyé d'autres lieux.

VIII. Si aussi les parties adverses arrêtoient des sujets, personnes, Vaisseaux, marchandises, & dettes de ceux de l'Union dans leur pais ou en Mer ou les enlevoient, on ordonnera aux pais & Villes de l'Union d'user de représailles, & de se prêter en cette occasion un secours mutuel.

IX. Les Vaisseaux de Ceux de l'Union pourront entrer librement dans les Havres & Rivières les uns des autres, & sans aucun empêchement pour prendre leurs nécessitez & y être reparez; mais personne n'usera de violence, & on payera avec remerciement ce qu'on aura eu.

X. Les sujets de l'Union jouiront dans les uns & les autres pais du droit de bourgeoisie, même du droit de succession qui pourra être recueilli sans différence de religion, comme cela est reçu & permis dans le saint Empire; mais chacun se comportera bourgeoisement & s'assujettira & conformera aux Statuts des lieux.

XI. Personne de ceux de l'Union ne pourra se reconcilier ni traiter avec l'ennemi sans le consentement des autres, ni faire autre chose qui seroit préjudiciable aux autres; mais au contraire chacun fera tout son possible que les bourgeois, habitants, sujets, Vaisseaux, marchandises & commerce soient exempts de tout dommage, & qu'on puisse jouir des libertés & Privilèges précédens sans aucun empêchement.

XII. Et qu'ainsi aucune paix ou trêve ne se fera avec l'ennemi que par une délibération & un consentement réciproques.

XIII. Cette Alliance durera cinquante années, & d'un commun consentement pourra être continuée. Mais qu'a cause d'icelle & de ce qui en depend si quelq'un de

ANS pendert yemandt vande Vereenichde bystaende Bunde-
de J. C. nisse ofte oock na geyyndigden Bunt te Water ofte
1613. Lande soude aengevochten ende bewaert werden, soo
sal die eene den anderen tegens eenen yderen getrouwe
hulpe ende bystandt leiffen.

XIV. Indien eenige Potentaten Landen ofte Sten-
den ende namentlyck oock de andere Hanse-Steden in
desre vereeniginghe begeeren te komen, suilen op redel-
lycke conditiones daer toe ontfangen werden.

In oorkonde zijn hier van twee gelycklydende In-
strumenten opgericht ende verferdicht, soo met eet
leiffinghe behoordlyck gesterect oock met der Ho: Mo:
Heeren Staten Generael ende der Stadt *Lubeck* aenhan-
gende grooten Insegelen bekreftigt ende by deselve
Respective Griffier ende Syndico onderworpen, waer
van yder deel een beholden, aldus gedaen in die Maent
van May inden Jare 1613. onterfont ter Ordonnan-
tie vande Hoochgemelde Heeren Staten Generael ge-
teyckent C. Aerssen, aus bevel E. Erb: Raets der Stadt
Lubeck, geteyckent *Martines Nordanus Reip: Lubee-
ensis Syndicus*, ende Gefegelt mette Zegelen vande Hoo-
gemelde Heeren Staten in rooden Wafsche, ende der
Stadt *Lubeck* in geelen Wafsche, hangende een dob-
belen staerte van witte roode en blauwe zyde.

l'Union durant icelle, ou icelle finie recevoit quelque dom-
mage par Mer ou par terre ou se secourra les uns & les
autres contre tous & uns chacun.

XIV. Si quelque Potentat, pais ou Ville & même
quelque autre Ville Anseatique desire d'entrer dans cette
Union il y seront reçus à des conditions raisonnables.

En témoign de quoi ont ces presentes été faites dou-
ble, & confirmées par serment, & fortifiées des sceaux
de leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Generaux
& de ladite Ville de *Lubeck*, & signées par leur Greffier
& Syndic respectifs, dont chacune partie en a retenu une;
Ainsi fait au mois de Mai de l'année 1613. étoit sous écrit
par ordonnance de Messieurs les Etats Generaux signé
Aerssen, Par l'ordonnance de l'honorable Conseil de la
Ville de *Lubeck* signé *Martins Nordanus* Syndic de la
Republique de *Lubeck*, & scellé du sceau des Seigneurs
Etats en creux rouge, & celui de la Ville de *Lubeck* en creux
jaune, pendant à double queue de soye rouge & bleu.

L X.

ANS *Articles accordez par les Députez de LOUIS*
de J. C. *XIII. Roi de France à HENRI de Bour-*
1614. *bon Prince de Condé, arrêtez à Sainte*
Menebould, le 15. Mai, 1614. Mercure
François. Tom. III. pag. 428.

FRANCE
ET
CONDE.

Articles accordez par le Duc de Ventadour, Pair
de France, & Lieutenant pour le Roy au Gou-
vernement de Languedoc, les sieurs de Thou,
Jeannin, de Boiffize, & de Bullion, tous Conseillers
au Conseil d'Etat, & Commissaires deputez par sa Ma-
jesté, en vertu du pouvoir du cinquiesme jour de Mai
dernier, A Monseigneur le Prince de Condé, premier
Prince du sang, tant en son nom, que des autres Prin-
ces, Officiers de la Couronne, & Seigneurs qui l'ont
assisté, soit presens ou absent.

I. Que les Estats Generaux du Royaume seront
convoquez & assemblez en la ville de Sens à la ma-
niere accoustumée, dans le vingt-cinquiesme du mois
d'Aoust prochain, en laquelle les Deputez des trois
Ordres qui y assisteront, pourront en toute liberté
faire les propositions & remonstrances qu'ils jugeront
en leurs consciences estre utiles pour le bien du
Royaume, & le soulagement de ses subjects, afin
que sur icelles sa Majesté par l'advis des Princes de
son sang, autres Princes, Officiers de la Couronne,
& principaux Seigneurs de son Conseil, puisse faire
quelques bons Reglements & Ordonnances, pour
contenir un chacun en devoir, affermir les Loix &
Edicts faicts pour la conservation de la tranquillité
publique, & reformer en mieux les desordres qui
peuvent donner quelque juste occasion de plainte
& de mecontentement à ses bons subjects.

II. Quant aux Mariages d'Espagne, la Roynie Re-
gente a escrit à Monseigneur le Prince sur ce sujet,
lettres dont il a receu contentement. Ainsi n'est
besoyn d'en faire mention en cet Article.

III. Les fortifications de la Citadelle de Mezieres
qui sont du costé de la ville, seront desmantelées &
ostées, & sur la supplication faicte par Monsieur le
Duc de Nevers qu'il plaist à sadite Majesté lui ordon-
ner assignation de quelque somme de deniers pour
luy aider à construire une maison, au lieu de celle
qu'il avoit en ladite ville de Mezieres, laquelle fut
desmolie lors qu'on bastit ladite Citadelle: a esté ac-
cordé qu'il sera pourveu cy-apres d'assignation de la
somme dont on conviendra avec lui.

IV. Le fort de Blavet, dont on s'est faisi depuis
ces derniers mouvements, & que l'on a commencé à
rebastir & fortifier, sera entièrement desmoly, razé,
& remis au mesme estat qu'il estoit auparavant
ladite faicte & surpris, sans que cy-aprés il y ait
aucun Capitaine ny garnison, & le seront pareille-
ment toutes autres nouvelles fortifications faictes en
la Province de Bretagne par qui que ce soit, pendant
& à l'occasion du présent mouvement.

V. Et pour faire cesser les ruines & oppressions que
le peuple souffre à l'occasion des gens de guerre,
tant François qu'Estrangers qui ont esté levez de-
puis le premier jour de Janvier dernier, & sont à
present espanchez en divers endroits de ce Royaume,
soit pour sa Majesté ou pour ledit Sieur Prince,
seront licentiez, & ledits Estrangers conduits hors le
Royaume par Commissaires qui seront à ce deputez
par sa Majesté, & ledit Sieur Prince, dans douze
jours après la signature des présents Articles. Et pour
le regard des François, leur sera enjoint de se retirer
en leurs maisons douze jours après la signification qui
leur en sera faicte, à peine d'estre punis comme va-
gabonds, & gens sans aveu.

VI. Sa Majesté voulant gratifier ledit Sieur Prin-
ce, a tres-volontiers accordé sur la priere & instan-
ce qu'il lui en a faicte, & l'assurance qu'il a de son
affection & fidelité à son service, la ville & chateau
d'Amboise en depost, jusques après la tenue
des Estats generaux, & pour la garde d'icelui cha-
teau, cent hommes de garnison.

VII. Monsieur le Duc de Vendosme absent, ren-
dant l'obeyssance qui est due à sa Majesté, pour les
causes contenues au présent Traicté, elle veut & entend
qu'il soit remis en son Gouvernement, charges,
honneurs, Capitaineries & Estats, pour en jouir tout
ainsi qu'il souloit faire cy-devant, & que toutes in-
terdictions faictes par Lettres Patentes ou autrement,
soient levées & ostées par autres Lettres Patentes, ad-
dressées au mesme Parlement de Bretagne, en sorte
qu'elles ne lui puissent estre d'aucun préjudice.

VIII. Et sur ce qu'il a faict représenter avoir obte-
nu le consentement des Estats de Bretagne, pour lever
dans les pais l'argent nécessaire pour l'entretienement de
ses gardes, sadite Majesté a trouvé bon de confirmer
& approuver ce que ledits Estats ont faict en cet
endroit.

IX. Comme aussi ayant esgard à la supplication
qui lui a esté faicte de la part de Monsieur le Duc de
Rets, de vouloir entretenir le nombre des gens de guer-
re dans Machecou & Belle Isle, selon qu'il est conte-

ANS nu au Brevet octroyé par le feu Roi, elle a accordé de le faire pour quatre ans.

X. L'entreprise faite sur Hennebon au préjudice du sieur de Camore qui en est Capitaine & Gouverneur, sera réparée, & lui remis en sa charge, comme il souloit estre avant ce mouvement.

XI. Toutes les garnisons mises dans les villes & places du Royaume, à l'occasion du présent mouvement depuis le premier jour de Janvier dernier, seront ostées, fors & excepté cent hommes qui seront entretenus à Mezieres, jusques apres la tenue des Estats generaux du Royaume, & deux cens hommes pour le mesme temps en la ville de Soissons, dont Monsieur le Duc de Mayenne est Gouverneur, & demeureront toutes les autres places au mesme Estat qu'elles estoient auparavant.

XII. Lettres Patentes seront expédiées, & l'adresse d'icelle faite à tous les Parlemens pour les verifier, par lesquelles sa Majesté declarera avoir esté bien & dûement informée, ledit sieur Prince, & les autres Princes Officiers de la Couronne, de quelque qualité & condition qu'ils soient, & qui l'ont suivi & assisté en ce mouvement, n'avoir eu aucune mauvaise intention contre son service, avec les clauses nécessaires pour leurs seuretez & descharges, & empêcher qu'ils ne puissent estre poursuivis & recherchez à ceste occasion à l'advenir, ensemble pour les reestabli en leurs Charges, Estats & Dignitez, pour en jouir tout ainsi qu'ils souloient faire avant ce mouvement.

XIII. Et pareillement sera écrit par sa Majesté aux Princes, Estats & Republiques allies de ceste Couronne & personnes de qualité envoyées exprés vers eux, pour leur faire entendre ce qu'elle a recogneu de l'innocence & bonne intention dedit Sieurs Princes & Officiers de la Couronne & Seigneurs qui les ont assistez.

XIV. Accorde encor sa Majesté pour tous les fraits que ledits sieurs Princes, Officiers de la Couronne, & Seigneurs pourroient avoir fait à l'occasion de ce mouvement, de donner comptant audit sieur Prince de Condé la somme de quatre cents cinquante mil livres, à departir par lui entr'eux ainsi que bon leur semblera.

XV. Moyennant les choses susdites qui autrement n'eussent esté consenties & accordées par sa Majesté, se font ledits sieurs Princes, Officiers de la Couronne, & Seigneurs, departis de toute ligue & association avec qui que ce soit, tant dedans que dehors ce Royaume, avec promesse de n'en jamais faire à l'advenir.

XVI. Accorde aussi sa Majesté en consideration des grands & signalez services faits à ceste Couronne, tant par les predecesseurs dudit sieur Duc de Nevers, que par luy mesme, de luy donner un Brevet & toutes autres expéditions nécessaires pour la survivance du Gouvernement de Champagne au nom de son fils aîné.

XVII. Fait & arrêté à Sainte Manchould le quinzième jour de May, mil six cents quatorze.

Signé, Henry de Bourbon, Vantadour, Charles de Gonzague de Cleves, Henry d'Orleans, Henry de Lorraine, Henry de la Tour, Au. de Thou, B. Jeannin, de Thumery, Bullion, Henry de Luxembourg, Tavernes.

L X I.

Articles accordez entre les Rois de FRANCE & d'ESPAGNE par les Sieurs de Vauclas & le Marquis de la Laguna pour raison des differens des bas & haut Navarrais fait à S. Laurens le 25. Septembre 1614. Freder. Leonard. Tom. IV.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, SALUT. Comme ainsi soit que nôtre

amé & feal Conseiller en nôtre Conseil d'Etat, Me. André de Cocheflet nôtre Ambassadeur en Espagne, & Dom Sancho de la Cerda Marquis de la Laguna, du Conseil d'Etat, & Gentilhomme de la Chambre du Roi Catholique des Espagnes, nôtre tres-cher & tres-amé bon frere & beau-pere, aient en vertu des Pouvoirs à eux donnez respectivement concluz & accordé certains Articles & conventions par forme de Provision sur les differens advenus entre les Sujets confins de la basse & haute Navarre pour l'usage & jouissance des Montagnes d'Aldude, desquels Articles & Conventions la teneur s'ensuit.

ARTICLES convenus & accordez entre Messire André de Cocheflet, Baron de Vauclas du Conseil d'Etat de Sa Majesté Tres-Chrétienne, & son Ambassadeur en Espagne d'une part: Et le Seigneur Dom Sancho de la Cerda Marquis de la Laguna du Conseil d'Etat de Sa Majesté Catholique, & Gentilhomme de sa Chambre d'autre. Sur les Differens des Sujets des confins de la basse & haute Navarre, & sur l'usage & jouissance des montagnes d'Aldude, en vertu des Pouvoirs qu'ils ont pour cet effet de leurs Majestés tres-Chrétienne & Catholique, desquels la teneur se mettra & inserera après ledits Articles.

I. Que les Habitans de Baigorri en la basse Navarre, Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne, jouiront du Pâturage de jour & de nuit dedites Montagnes d'Aldude, avec corales, couvertes & cabannes, tant pour les jumens, brebis & chèvres pour toute l'année, que pour les pourceaux, aux saisons qu'il n'y aura point de glandage, jusques aux limites & bornes de Measlea & de Beorfeu du côté de Valtan ou Baitan faisant & tirant une droite ligne de l'un à l'autre, auront aussi la facerie de Soleil à Soleil depuis ladite ligne & limites de Measlea & Beorfeu jusques à la premiere borne de Mendicocetagaïna, s'il s'en trouve aucune ou marque d'icelle, autrement s'en mettra & plantera une nouvelle, & dudit Mendicocetagaïna jusques audit Beorfeu, faisant aussi une droite ligne de l'un à l'autre, sans qu'ils puissent passer plus avant vers la Vallée de Valderro en la haute Navarre: jouiront pareillement dudit pâturage du côté de Valcarlos, tant de jour que de nuit avec corales, couverts & cabannes jusques aux lieux & endroits de leurs labourages plus proches & plus avancez vers Roncelvaux, & sera faite une droite ligne vers Aldude à la prendre au deça de douze labourages plus proches dudit Roncelvaux. Pourtant depuis ladite ligne que de celle qui va par Ourdis & Ocora jusques audit Measlea avoir eux la facerie de Soleil à Soleil jusques à vis-à-vis dudit Mendicocetagaïna, sans toutefois qu'ils approchent de trois cens pas du grand chemin Royal qui va & passe de la basse Navarre vers la haute, ni puissent descendre plus bas, ni leur soit préjudicié aux autres droits qu'ils peuvent avoir es susdits lieux speciefiez selon la coûtume & ancien usage. Declarant qu'il suffit de faire un couvert & un coralle pour chaque troupeau de bétail, & une cabanne pour le Pasteur.

II. Pourront aussi les Habitans de Valderro en la haute Navarre qui sont de l'obeissance de Sa Majesté Catholique jouir avec leur bétail comme bon leur semblera dedites Montagnes jusques à Euncarai du côté de Valcarlos & Iflans du côté de Valtan tirant une droite ligne de l'un à l'autre sans qu'ils puissent passer ni en jouir plus avant vers Baigorri, ni leur soit préjudicié aux autres Droits qu'ils peuvent avoir es susdits lieux speciefiez selon la coûtume & ancien usage, & pareillement ceux des Vallées de Valan & Valcarlos de ladite haute Navarre, & de l'obeissance de S. M. C. auront la facerie de Soleil à Soleil dedites Montagnes selon qu'ils l'ont accoustumé, & outre ce que ledits de Valcarlos pourront jouir comme bon leur semblera & selon leur coûtume jusques à Eihabial du côté de ladite Vallée, sans qu'il leur soit fait tort, & leurs bois Vedatz, Vedados, s'ils en ont aucuns.

III. Quant aux vaches que la coûtume ancienne & pratiquée aux buttes ou vacheries de Nôte-Dame de

ANS Roncevaux, soit gardée & suivie, & les mêmes de
de J. C. Roncevaux feront obligés de recevoir les Porcionni-
1614. ftes de Baigorri & Valderro avec leurs vaches & vachers
selon ladite coutume. Declarant que tant les uns que
les autres jouiront des Privilèges, Franchises & exemptions,
qu'ont & tiennent lesdites buttes ou vacheries
sans que moiençant ce lesdits de Baigorri & Valderro
en puissent faire ni fonder de nouveaux, & s'ils en ont
fait ou formé aucuns, ils seront joints, unis & incor-
porez à ceux desdits Roncevaux.

IV. Les pascages ou soles desquels seront aussi remis
en leur premier état, & gardez & conservez selon la
même coutume; & ne pourront les uns ni les au-
tres couper les holls ou corroftiac esdites monta-
gnes.

V. Qu'en ce qui concerne le pâturage des pourceaux
des uns & des autres au tems & saison de Glandée ils
en jouiront avec leurs couverts, tant du côté de Val-
carlos qu'en tout le demeurant desdites Montagnes,
selon la coutume qu'il y a toujours eu, gardant à un
chacun ses Droits, Franchises, Exemptions & Privile-
ges accoutumés.

VI. Que lesdits de Baigorri bâtiront les granges
nécessaires es environs de leursdits labourages, pour
seulement y amasser les fruits, retirer & battre les bleds,
& y habiter aux saisons qu'il conviendra faire ladite re-
colte, & travailler & semer lesdites Terres, sans y faire
Bourgs, ni Villages sous ombre desdites Granges, des-
quelles les fondemens seront de pierres jusques à la su-
perficie de la terre, & le reste de bois.

VII. Que pour le Terroir qui est entre Baigorri,
Ipegui & Elhorrieta, du côté de Bafan & de Ocaca
du côté de Valcarlos, lesdits de Baigorri le tiendront
& en jouiront aux mêmes Droits qu'ils ont accoutumés,
sans préjudice des buttes ou vacheries de Roncevaux
& de la Facerie Soleil à Soleil de ceux de Ba-
fian & Valcarlos, selon qu'ils la peuvent avoir ac-
coutumés.

VIII. Que ceux qui auront des Palomiers esdites
Vallées & Montagnes en jouiront comme ils avoient
accoutumés, & ne pourra personne couper arbres au
préjudice de la chasse desdits Palomiers.

IX. Et afin que la Paix soit durable entre lesdits Peu-
ples, leur est déclaré que lesdits de Baigorri & de Val-
derro ne pourront donner ni vendre l'herbage qui est
entre les susdites limites de Eunfarai, Ifans, Mendi-
coceta, & Beorfu, les uns en préjudice des autres.

X. Que les pierres ou bornes que les Commissaires
de leursdites Majestés avoient fait remettre en la Con-
ferences d'Arrangui seront remises de nouveau si elles
sont tombées, aux mêmes conditions & en la même qua-
lité que dès lors, & demeureront avec la même force
que lors qu'elles furent remises & non davantage, &
sans préjudicier au droit des Parties.

XI. Et pour mettre en execution le contenu en ce
Traité, & marquer & sennaler les lignes d'une borne
à autre, leursdites Majestés nommeront & Deputeront
telles personnes que bon leur semblera avec pouvoir
d'établir & ordonner les peines qu'ils jugeront estre ju-
stes & raisonnables contre les contrevenans.

XII. Tout ce que dessus a été convenu, arrêté &
accordé entre lesdits Sieurs Baron de Vaucelas, & Mar-
quis de la Laguna par provision & sans préjudicier aux
droits de leursdites Majestés; & se font obligés de fai-
re ratifier le tout chacun de sa part dans soixante jours
à leursdites Majestés, à compter du jour de la date
du présent Traité, & la Ratification de S. M. T. C.
sera délivrée à Don Inigo de Cardenas, Ambassadeur
en la Cour de France. Et celle de S. M. C. audit Sieur
de Vaucelas Ambassadeur en la Cour d'Espagne. Fait
à S. Laurent le 25. Septembre 1614. Signé, A. DE
COCHFILLET, ET M. DE LA LAGUNA.

Sçavoir faisons que nous aians bien entendu le con-
tenu esdits Articles, & conformément à ce qui est por-
té par le treizième & dernier d'iceux: Nous avons lesdits
Articles approuvés & ratifiés, approuvons & rati-
fions, & tout leur contenu, & promettons & nous

obligeons sur nos foi & parole de Roi que nous les gar-
derons & accomplirons, ferons garder & accomplir
de notre part & par nos sujets inviolablement, sans aller
ni venir au contraire en aucune maniere.

En témoin de quoi Nous avons signé ces Presentes de
notre propre main, & à icelles fait mettre notre Scel;
Car tel est notre plaisir. Donné à Paris le 21. jour de
Novembre l'an de grace 1614. & de notre Regne le
cinquième. Signé, LOUIS, & plus bas, Par le Roi.
BRULART. Et scellées.

Collationnées par moi. BRULART.

L X I I.

Traité entre GEORGE GUILLAUME ANS
Marquis de Brandebourg, & WOLF- de J. C.
GANG GUILLAUME Comte Palatin 1614.
Duc de Neubourg, pour le Gouvernement
& Administration provisionnel des Duchez
de Juliers, Cleves & Berg, les Comtez
de la Marck & de Ravensberg, & la Sei-
gneurie de Ravensstein, par l'entremise des
Rois de France & d'Angleterre. Fait à
Santen le douzième Novembre 1614. Fre-
der. Leonard. Tom. III. pag. 9.

ARTICLES accordez entre les Ambassadeurs des
Rois, Princes & Potentats soussignez, sur les
différens survenus entre les tres-illustres, hauts
& puissans Princes, George Guillaume, Marquis de
Brandebourg, Duc de Prusse, &c. d'une part: &
Wolfgang Guillaume, Comte Palatin, Duc de Neu-
bourg, &c. d'autre; touchant le Gouvernement &
Administration provisionnel des Pais de Juliers, Cle-
ves, & autres dépendans de la Succession du feu Duc
de Cleves.

Lesquels Articles ont été redigez par écrit après plu-
sieurs & diverses Conferences faites, tant entre lesdits
Ambassadeurs soussignez, qu'avec ceux qui ont été
commis par lesdits Princes à cet effet: & après le con-
sentement d'iceux Princes de Brandebourg & de Neu-
bourg, sur la pluspart & les principaux desdits Arti-
cles. Et afin de retrancher plusieurs legeres difficultez
qui pouroient causer une grande longueur au Traité
encommencé pour parvenir audit accommodement, &
par ce moien prolonger l'oppression des Peuples desdits
Pais, éloigner le rétablissement desdits Princes en la
commune Administration d'iceux, & par continuation
du séjour des Armées & Garnison, engendrer plusieurs
désiances & inconveniens, au grand préjudice de la
tranquillité publique, a été avisé que lesdits Articles
seroient présentés par lesdits Ambassadeurs ausdits Prin-
ces, & priez de s'y conformer, & les accepter pour le
bien & repos d'eux mesmes, desdits Pais, & de toute
la Chrestienté; promettans lesdits Ambassadeurs au nom
de leurs Rois, Princes & Superieurs, de maintenir lesdits
Princes de Brandebourg & de Neubourg, en ladite
Administration provisionnelle suivant lesdits Articles.

I. Les Garnisons qui ont été mises en toutes les
Villes, Châteaux, & autres lieux des Duchez de Jul-
liers, Cleves & Berg, Comtez de la Marck & Ravens-
berg, & Seignurie de Ravensstein, lesquelles ont été
occupées par qui, sous quelque nom & pretexte que
ce soit, mesmement celles qui ont été mises en la Vil-
le & Chasteau de Juliers, & en celle de Wesel, se-
ront incontinent ôtées, & pourront estre emmenées les
munitions qui s'y trouveront par ceux qu'elles y ont mi-
ses: & toutes les Troupes de l'une & de l'autre Ar-
mée, se retireront en leur Pais sans pretention quel-
conque pour ce regard, & sans endommager les
Habicans des Villes, ni les Sujets desdits Duchez
& Comtez.

II. S'obligeront lesdits Princes de ne mettre aucu-
ne Place desdits Pais, entre les mains d'un tiers, quel
qu'il soit, mais s'assisteront l'un l'autre contre tous
qui

ANS qui par voie de fait ou autrement prétendront sur les-
 de J. C. dits Pais, sauf audits prétendants de se pourvoir par
 voyes amiables ou de Justice, & ne seront aucunes
 1614. Garnisons mises ni établies en aucunes Villes ni Cha-
 steaux desdits Pais, par qui que ce soit, sinon du con-
 sentement commun desdits Princes, lesquels aussi ne
 pourront avoir au plus pour la garde & feureté de leurs
 personnes, que cinquante hommes de cheval, & cent
 hommes de pied chacun.

III. Les fortifications faites de part & d'autre esdits
 lieux occupez depuis le mois de Mai dernier, seront
 ruinées & démolies, sans que cy-après il soit permis à
 qui que ce soit de les reparer, ni de fortifier aucune
 Place esdits Pais, jusques après la décision entière de la
 cause principale.

IV. Les Ecclesiastiques, Officiers, Gentilshom-
 mes, ou autres de quelque Religion, condition &
 qualité qu'ils soient, lesquels auroient esté deposez de
 leurs Benefices, Offices, Maisons & Biens, ou au-
 roient esté chassés ou se seroient retirez à l'occasion de la
 même intelligence survenue entre lesdits Princes, se-
 ront restitués & rétablis en leurs Benefices, Offices,
 Charges, Maisons & Biens sans aucune exception,
 & ceux qui se trouveront avoir esté ci-devant légitime-
 ment pourvus desdits Benefices & Offices, selon
 les Reverfals, Accords & Conventions d'entre lesdits
 Princes, y seront reçus, sans toutesfois qu'il soit per-
 mis à aucuns desdits Officiers communs de s'enga-
 ger particulièrement au service de l'un plus que de l'autre
 desdits Princes.

V. Toutes choses innovées tant en l'Etat Ecclesi-
 astique que Politique, seront par Commissaires Deputez
 par l'un & l'autre Prince conjointement redressées
 & réintégrées, comme aussi réglées à l'avenir, le tout
 en conformité des Traitez de Dortmund & de Halle,
 des Lettres Reverfals & Declarations qui se trouve-
 ront faites sur icelles du commun consentement desdits
 Princes & Etats du Pais, en tant que lesdites Decla-
 rations ne seront contraires à la promesse faite au des-
 funt Roi Tres-Christien Henri le Grand, d'immor-
 telle & tres glorieuse memoire, par les Princes de Bran-
 debourg & de Neubourg, laquelle sera en tout &
 par tout gardée & suivie, selon qu'elle est rapportée
 au Traité fait pour la réduction de Julliers. Et se-
 ront les Commissaires à ce Deputez par lesdits Prin-
 ces, choisis personnages de qualité, de moins resseans
 dans le Pais, & interessés au repos & à la concor-
 de publique, lesquels seront nommez dans un mois du
 jour de la datte du present Traité. Et où l'un desdits
 Princes seroit en demeure d'en nommer dedans le-
 dit temps, l'exécution du present Article se fera par
 les Commissaires qui auront esté nommez par l'autre
 desdits Princes : & s'il venoit que lesdits Commissai-
 res fussent en quelque doute entre eux sur l'exécution
 desdits Traitez, Reverfals, Declarations & Promes-
 ses fudites, les Etats de la Province de laquelle dépen-
 dra le differend, nommeront deux personnages de l'une
 & de l'autre Religion, pour conjointement avec
 lesdits Commissaires aviser & résoudre ce qu'ils juge-
 ront plus conforme audits Traitez, Reverfals, Decla-
 rations & Promesses.

VI. Lesdits Princes résideront séparément esdits Pais,
 & pour cet effet seront iceux Pais provisionnellement
 separés en deux parts, sans prejudice de l'union d'i-
 ceux, & des Traitez de Dortmund & de Halle.

VII. En l'une desquelles parts sera le Duché de
 Cleves, le Comté de la Mark, Ravenstein, avec le
 Comté de Ravensberg, & toutes les appartenances &
 dépendances de la Chancellerie & Chambre des Comptes
 dudit Cleves; comme aussi les Fiefs, Terres &
 Seigneuries situées au Duché de Brabant & au Comté
 de Flandres : & sera ledit Comté de Ravensberg dis-
 trait de la Chancellerie & Chambre des Comptes de
 Dusseldorp pour estre joint à celle de Cleves.

VIII. Et en l'autre part seront les Duchez de Jul-
 liers & de Berg, avec leurs appartenances & dépendan-
 ces, à la charge que la Ville & Citadelle de Julliers

avec toute leur enceinte, seront mises hors de défense, ANS
 & ladite enceinte reduite à une simple clôture; comme de J. C.
 aussi en même tems la nouvelle fortification de la Ville, 1614.
 Citadelle & Chateau de Dusseldorp, sera pareillement
 ruinée & démolie; & pour l'exécution du present Ar-
 ticle sera nommé un Capitaine ou Ingenieur par cha-
 cun desdits Princes, pour estre procédé audits démo-
 litions avec toute diligence & sans intermission, & ce
 aux dépens du Pais.

IX. Et attendant que les fortifications de Julliers &
 Dusseldorp soient entièrement démolies, seront lesdi-
 tes deux Villes avec leurs Chateaux & Citadelles, re-
 mises & consignées en la puissance des Etats de Jul-
 liers, Cleves, &c. pour estre commis par lesdits Etats
 à la garde desdites Places, personages de qualité, fi-
 delles & affectionnez audit Pais.

X. Et pour cet effet seront nommez par les Etats de
 la Duché de Julliers quatre personages, deux de l'une
 & deux de l'autre Religion, les deux d'iceux pour
 estre Capitaines & les autres Lieutenans : & de cha-
 cune des Duchez de Cleves & Berg, & de la Comté
 de la Mark, deux de l'une & de l'autre Religion,
 pour aussi estre l'un Capitaine & l'autre Lieutenant,
 & auront chacun desdits Capitaines charge de cent
 hommes, lesquels seront levez audit Pais sans qu'au-
 cun Etranger y puisse estre admis. Desquels cinq Ca-
 pitaines trois seront mis à la garde de la Ville & Ci-
 tadelle de Julliers; & deux pour la Ville, Citadelle &
 Chateau de Dusseldorp, pour raison de quoi sera par eux
 tiré au fort.

XI. Jureront & prometttront lesdits Capitaines,
 Lieutenans & Soldats, de bien & fidellement garder
 lesdites Places pour ledit Pais jusques à l'entière démo-
 lition d'icelles, & de n'y recevoir aucun de quelque
 part que ce soit qui puisse entreprendre sur icelles,
 & qu'ils ne desereront à aucun commandement de qui
 que ce soit, lequel leur seroit fait au prejudice de la garde
 de la Place qui leur sera commise, ou de la démolition
 d'icelle.

XII. Lesquelles parts ainsi faites lesdits Princes ti-
 reront au fort, & chacun d'eux gouvernera celle qui
 lui écherra au nom de tous deux; comme aussi tous
 les Actes publics tant en l'une qu'en l'autre desdi-
 tes residences, s'expedieront au nom desdits deux
 Princes, sous les signatures des Presidens de chacune
 Chancellerie, & sous un Scel commun desdits Princes,
 dont ils conviendront.

XIII. En l'une & en l'autre résidence chacun Prin-
 ce mettra deux Presidens, pour servir tant à la Chan-
 cellerie qu'à la Chambre des Comptes, avec quatre
 Conseillers, & tel nombre de Secretaires qui sera trou-
 vé nécessaire par lesdits Princes : & presideront les
 Presidens alternativement par Semaines; & pour ce-
 lui qui commencera, comme aussi pour la signature,
 sera gardée la preference à celui qui l'a eue ci devant;
 & se résoudreont les affaires de Justice & de Finan-
 ce à la pluralité des voix, sans qu'il soit permis de
 s'adresser à aucuns desdits Princes soit pour interrom-
 pre le cours ou l'exécution de la Justice, ou les af-
 faires qui s'y traiteront. Où toutesfois il arriveroit
 quelque contention avec les voisins, ce qui sera or-
 donné pour ce regard esdites Chancelleries, ne sera
 mis en execution sans en avoir préalablement conféré
 avec l'un & l'autre Prince. Que si les Presidens &
 Conseillers d'une Chancellerie se trouvent partis en
 opinions, l'affaire sera derechef reveuë, & mise en
 deliberation par deux fois & deux jours differens, &
 où ils seroient derechef partis, le Prince de la residen-
 ce avec les Presidens les départira.

XIV. Demeureront audits Princes les graces &
 distributions des Offices & Benefices en tous lesdits
 Pais, & en disposeront alternativement par mois, se-
 lon leurs Conventions precedentes & les Reverfals;
 & ce après information deuëment faite de la qualité,
 vie & mœurs des poursuivans, par les Conseillers des
 Chancelleries qui seront à ce commis, & après exa-
 men de ceux qui poursuivront lesdits Benefices, lequel
 sera

ANS fera fait selon l'ancien ordre, & sera le Benefice qui de J. C. vacquera deservi par le plus proche Ecclesiastique de semblable Religion & dignité, jusques à ce qu'il y ait été pourvu par ledit Prince, & pour cet effet icelui joindra du revenu affecté audit Benefice, à proportion du tems qu'il servira.

XV. Et s'il arrive que l'un ou l'autre desdits Princes soit en demeure par l'espace de trois mois de nommer personnes capables aux Cures & Benefices vacquans à son tour, il sera loisible en tel cas à l'autre Prince de le conférer à personne de qualité convenable.

XVI. Les revenus desdits Pais seront partagez également entre lesdits Princes, après l'acquittement des gages, pensions & charges ordinaires : & recevront ce qui devra revenir à chacun d'eux des revenus desdits Pais, par les mains des Receveurs à ce commis, & par Ordonnance des Chambres des Comptes, sans que l'un desdits Princes puisse ordonner d'aucune partie desdits revenus séparément d'avec l'autre, ni en faire aucun divertissement.

XVII. L'on ne pourra lever ni même demander aucunes contributions ni impositions au profit desdits Princes, sans leur commun consentement & aveu. Et ce que les Etats desdits Pais contribueront de leur mouvement ou à l'instance desdits Princes, sera parti entre eux par égales portions.

XVIII. Les Comptes des Receveurs generaux & particuliers, tant depuis ladite Communion que auparavant, seront rendus, & après information prise du revenu desdits Pais par les Presidens ou autres qui seront à ce commis par la Chambre des Comptes, en sera dressé Etat certain. Et seront les Baux à Ferme, engagements & dettes desdits Pais examinées, & corrigées si besoin est.

XIX. Les Archives & autres lieux où se trouveront les Titres & Registres concernans les droits de l'une & de l'autre Chancellerie, & Chambre des Comptes, seront exactement & diligemment reveués dedans un an à compter du jour du present Traité, par Commissaires à ce deputez par l'un & l'autre Prince, & Inventaire sera dressé par eux des Titres qui s'y trouveront.

XX. Sera aussi fait séparément Inventaire des Titres du Comté de Ravensberg, qui sera laissé à la Chancellerie de Dusseldorp, lorsque l'on en tirera les Originaux pour les porter à la Chancellerie de Cleves : & promettra celui à qui écherra le Département dudit Cleves, de restituer lesdits Titres à celui à qui en fin de cause Ravensberg sera adjugé.

XXI. L'effet de toutes les alienations, donations & engagements qui pourroient avoir esté faits par lesdits Princes avant le mois d'Octobre dernier, sera suspendu jusques à la decision de la cause principale ; sauf à icelui desdits Princes qui se trouvera avoir aliéné, donné ou engagé quelque chose hors la residence qui lui sera échüe, de recompenser en l'étendue de sa residence comme il avisera, ceux auxquels lesdites Alienations, Donations ou Engagemens auroient esté faits, & même le Sieur Ketler pour la Terre & Baronnie de Montjoie ; & ce provisionnellement & à la charge que pour l'avenir la somme à laquelle se pourra monter le revenu des choses aliénées, données ou engagées, sera reduite sur sa moitié au revenu du total desdits Etats. Et pour le regard des alienations & engagements qui auroient esté faits depuis le commencement dudit mois d'Octobre dernier, les choses ainsi aliénées & engagées seront restituées de part & d'autre.

XXII. Lesdits Princes vivront & se conduiront desdits Pais, *jure familiaritatis*, conformément aux Traitez de Dortmund & de Halle, aux lettres Reversales & aux Privileges desdits Pais, jusques à la decision de la cause principale.

XXIII. Par ce present Traité n'est entendu que soient revoquées aucunes Reversations, Offres, Reversales, ou autres Declarations, que lesdits Princes pourroient avoir ci-devant données ou faites en faveur

de quelconque des pretendans à la Succession desdits Pais, ains qu'elles demeurent en pareille force & valeur de J. C. qu'elles estoient auparavant ledit Traité.

XXIV. Promettront lesdits Princes en parole de Prince, & jureront les Officiers desdites deux Chancelleries & Chambres des Comptes, esquelles le present Traité sera lu, publié & regitré, de le garder, observer & entretenir inviolablement selon la forme & teneur, & même lesdits Princes d'en fournir Ratifications bonnes & valables dans six semaines pour toutes prefixions & délais ; & où l'un desdits Princes n'y satisferoit dedans ledit tems, icelui passé il sera déchu de tirer au fort : & à celui qui auroit rapporté la siennne, & icelle notifiée à l'une & à l'autre des Chancelleries desd. Pais, sera deferé le choix des residences ci-dessus mentionnées.

XXV. Sans attendre lesquelles Ratifications le present Traité ne laissera d'estre executé pour le regard de la retraite des Armées & des Garnisons, & demolitions des Fortifications ci-dessus mentionnées, & rétablissement des innovations ; à la charge qu'en même tems que les Armées & Garnisons se retireront, la Ville & Citadelle de Juliers, & la Ville, Citadelle & Chateau de Dusseldorp, seront remises en la puissance de ceux qui auront esté commis par les Etats du Pais pour la garde desdites Places ; & ce pour le bien de la tranquillité publique, seurte del'Administration commune desdits Princes, & soulagement des Sujets desdits Pais. Fait & conclu à Santen le 12. Novembre 1614.

REFUGE, Conseil- ler du Roi Tres-Chre- tien en les Conseils d'Etat & Privé, & Ambassadeur de Sad. Majesté pour la paci- fications des differens de Juliers, Cleves, &c	DU MAURIER, Conseiller de S. M. T. C. & son Ambassa- deur ordinaire vers S. M. de la Grande Bretagne, pour la paci- fications des differens de Juliers, Cleves, &c	HENRI WOTON, Chevalier, Ambassa- deur Extraordinaire de S. M. de la Grande Bretagne, pour la paci- fications des differens de Juliers, Cleves, &c.
---	---	---

Pour & au nom des Electeurs, Princes & Etats Unis du S. Empire JEAN ALBERT, Comte de Solms, & Grand Maître du Pala- tinar Electoral. B. BUWIN CHAUSSEN- DE WALMEROD, Conseiller aux Conseils de Monseigneur le Duc de Wirtemberg.	Pour & au nom des Etats Gene- raux des Provinces Unies des Pais-Bas. DIRCH. BAS. ALB. JOACHIMI.
--	---

JEAN DICKENSON, Agent de S. M. de la Grande Bretagne, prés des Princes possédans. Tous Ambassadeurs & Deputez des Rois, Princes & Potentats, lesquels ont ci-devant assisté lesdits Princes de Brandebourg & de Neu- bourg, en leur établissement provisionnel es Pais de la Succession du feu Duc de Cleves.	MARCH. DE LYCLA- MA EN NIESOLT. JEANG. CH. W. BORTEVAN ALME. RONG. S. VAN HAER- SOLT.
---	--

L X I I I.

Traité fait par M. Savelli, Nonce du Pape, ANS
M. le Marquis de Rambouillet, au nom de J.
du Roi de France & le Duc de SAVO- 1614
YE, à Vercell le 17. Novembre 1614.
Freder. Leonard. Tom. IV.

A Tous soit notoire, que le Duc de Savoie ayant par Lettre particuliere de ce jourd'hui dix-septieme Novembre, commencement : Aiant plus, &c. qui se finit, en foi de quoi sadite Altesse a sousigné la presente, à Vercell le 17. de Novembre ; remis à l'arbitrage de nous sousignez, la forme de desfermer entre sadite Altesse & le Gouverneur de Milan, & les Terres que sadite Altesse pretend, lesquelles ledit Seigneur de Mantouie a au Canavez, pour asseurance des dotes & mariages mentionnez en ladite Lettre. Nous unanimement & l'un pour l'autre, de nostre propre mouvement, promettons à sadite Altesse ci-present & acceptant, que nous ne nous servirons de telle remission que pour resoudre tout ce qui concerne lesdits articles, comme aux autres choses, en la façon que s'ensuit ; Sçavoir est.

I. Que son Altesse licenciera son Armée, en retenant néanmoins tel nombre de Soldats qu'il jugera nécessaire pour la conservation & assurance de ses Places, sui-

ANS suivant l'ordre établi par M. de la Varenne, le neuvième Mai 1611. & ce que nous jugerons estre convenable, ayant égard au Fort basti de nouveau auprès de Vercell.

1614.

II. Que Monsieur le Gouverneur de Milan, au nom de sadite Majesté Catholique, assure sa Sainteté & le Roi de France, de n'offenser sadite Altesse & ses Etats directement ou indirectement, pour quelque pretexte que ce soit, & en outre de licencier dans quinze ou vingt jours, après que sadite Altesse aura desarmé : & contrevenant à ce que dessus, que sa Sainteté & le Roi de France prendront la défense & protection de sadite Altesse en main.

III. Que sadite Altesse & ledit Gouverneur de Milan, comme dessus, se remettront respectivement les Etats, Places & Prisonniers dans le tems qui sera arrêté, & que le present Traité aura esté publié.

IV. Quant aux differens d'entre sadite Altesse & ledit Duc de Mantouë (pour oster toutes occasions qui se pourroient presenter à l'avenir de reprendre les armes pour ce mesme effet) lesd. Seigneurs Ducs nommeront chacun de leur costé des Arbitres, auxquels ils remettront tous leurs differens & pretentions, tant à l'occasion du Marquisat de Montferrat qu'à autres, pour estre vidées & decises à l'amiable, ensuivant la disposition du droit, six mois après que l'élection en aura esté faite.

V. A la charge & condition toutefois que presentement pour les dotes de Mariage de Madame l'Infante avec les joiaux, & celui de Madame Blanche avec son Douaire, Monsieur le Duc de Mantouë laisse entre les mains de Nous soussignez, & du Gouverneur de Milan (moienant le consentement dudit Gouverneur) toutes les Places que Monsieur le Duc de Mantouë a au Canavez, avec declaration qu'après tel Jugement sedites Altesse s'y arressteront, & effectueront ce qui sera par les susdits Arbitres resolu & ordonné, parce que quant aux mariages & joyaux de l'Infante comme choses certaines, elles ne se doivent remettre, puis qu'elles sont suffisamment assurées, moienant la remission sedites Places.

VI. Que nous determinerons que sedites Altesse ne parleront ni pretendront à present ni pour l'avenir, les dommages respectivement soufferts par eux & leurs sujets en la precedente guerre de Montferrat.

VII. Que sedites Altesse pardonneront à leurs vassaux & sujets qui auront suivi parti contraire, & ce fassans que l'on leur rendra & restituera leurs biens saisis & occupe, permettant de les vendre si bon leur semble, & auxdites Altesse de les acheter à prix raisonnable : & pour le regard des personnes susdites & biens saisis, comme ici il s'entendra encores qu'ils fussent condamnez corporellement, ou que leurs biens fussent confisquez pour autres delits ne procedans de la guerre, afin que sous ce pretexte les interessez ne fussent deceus & trompez, moienant que tels Jugemens ou amendes pecuniaires, ou confiscation aient esté faites depuis le mouvement de ladite guerre de Montferrat, declarant expressement toute autre resolution de fait ou de droit nulle & de toute nullité, comme faite par ceux qui n'en ont l'autorité, & en outre sans que sadite Altesse soit tenuë de faire autres exceptions. Et pour assurance de ce que dessus, nous avons soussignez le present Traité de nos propres mains, les an & jour susdits.

JE JULLES SAVELLI, Nonce extraordinaire de sa Sainteté, promets absolument tout ce que dessus, pour ce qui concerne mon Arbitrage, declarant neanmoins que pour quoi que ce soit, sa Sainteté ne demeurera obligée au present Traité pour la défense de sadite Altesse, & que l'obligation se fera suivant l'ordre que j'en aurai avec la réponse des Lettres que sadite Altesse & moi écrivons autres-illustre Cardinal Borghese. Ainsi signé, JULLES SAVELLI, Nonce.

JE CHARLES D'ANGENNES, Marquis de Ramboillet, Conseiller du Roi en son Conseil d'Etat, Maître de la Garderobe de sa Majesté, & son

Tom. III.

Ambassadeur extraordinaire en Italie, promets observer tout ce que dessus, sans l'exception faite par Monsieur le Nonce Savelli, le contenu au present Traité. Ainsi signé, C. D'ANGENNES.

ANS

de J. C.

1614.

L X I V.

Traité fait entre le Roi de FRANCE & le Duc de SAVOYE en la Ville d'Ast, le premier Décembre 1614. Freder. Leonard. Tom. IV.

FRANCE
ET SA-
VOYE.

MONSEIGNEUR le Nonce Savelli, au nom de sa Sainteté, & Monsieur le Marquis de Ramboillet, Ambassadeur du Roi Tres-Christien, aians par leurs commandemens fait plusieurs instances au Duc de Savoie, à ce qu'il lui plust desarmer & faire la Paix avec Monsieur le Duc de Mantouë, & ensemble remettre tous les differens qui font entre eux pardevant les Arbitres, son Altesse pour deferer à sa Majesté Catholique, suivant l'honneur & respect qu'elle scait lui estre dû, & pour condescendre aux prières qui lui en ont esté faites de la part de si grands Princes, desirieux du bien de la Chrestienté, paix & tranquillité publique, s'est contenté d'accorder les articles suivans.

Premierement, Que sadite Altesse licenciera son Armée, retenant neanmoins ce qu'il aura de besoin pour la tuition & défense de ses Places suivant l'ordre établi par Monsieur de la Varenne le neuvième Mai 1611. & en outre ce que Monsieur Savelli & Monsieur le Marquis de Ramboillet jugeront estre nécessaire, en égard au Fort nouvellement basti au lieu du Bourg près de Vercell.

II. Que Monsieur le Marquis d'Inoiosa, Gouverneur de Milan, promettra au nom de sadite Majesté Catholique, à sa Sainteté & au Roi de France, de n'offenser sadite Altesse ni ses Etats directement ou indirectement, pour quelque occasion, pretexte, ou entremise de quelque personne que ce soit, & d'avoir desarmé dans quinze ou vingt jours après que sadite Altesse aura desarmé sans aucune feinte : & y contrevenant sadite Sainteté & le Roi de France prendront, comme ils font, la défense de sadite Altesse, selon qu'ils jugeront expedient & convenable.

III. Que sadite Altesse & Monsieur le Marquis d'Inoiosa, au nom que dessus, remettront à ceux qui en estoient premiers possesseurs, toutes les places & prisonniers qui ont esté & seront pris pendant cete guerre, soudain que sadite Majesté Catholique aura desarmé, avec toute l'artillerie que l'on y aura trouvé lors qu'elle aura esté prise, & qu'à l'avenir ne sera fait aucun acte d'hostilité.

IV. Concernant les differens de son Altesse avec Monsieur le Duc de Mantouë, pour oster toutes occasions à l'avenir de prendre les armes, la Paix se fera entre eux, & remettront tous leurs differens à l'arbitrage de ceux que leursdites Altesse nommeront, aux fins qu'ils puissent estre vidées six mois après qu'ils auront esté choisis.

V. Que le Seigneur Duc de Mantouë sera tenu de rendre promptement à sadite Altesse, tous les joiaux de Madame l'Infante Marguerite, & lui paier aussi la dote de madite Dame l'Infante, & quatre mois après l'acceptation dudit Traité, qu'il lui paiera son augment avec ses accessoires : & en cas de refus soit en la quantité ou autrement, il s'en remettra à ce qu'en feront lesdits Arbitres.

VI. Et touchant la dot de Madame Blanche, Monsieur le Duc de Mantouë la payera dans deux années, commençant dès que le present Traité aura esté accordé comme dessus : & avenant qu'icelui Sieur de Mantouë ne fust tel paiement, le Roi de France soit obligé de le paier du sien propre dans ledit tems, sans que sadite Altesse soit tenuë ni obligée de faire aucune poursuite contre ledit Sieur Duc de Mantouë, & que le Sieur Marquis de Ramboillet pour dignes respects que

P

regar-

ANS Regardant le bien public & l'avancement de ces deux
de J. C. Maisons, que sa Majesté aime particulièrement, le
1614. promet à son Altesse, qu'il l'accepte favorablement; de-
meurant toutefois la liquidation des accotoires de ladite
Dote au jugement dedit Arbitres, pour lesquels accotoires si Ma-
jesté n'en demeurera obligée.

VII. Que leusdites Alteses pardonneront à ceux de leurs Vaux & Sujets qui ont suivi & tenu parti contraire, & leur feront rendre les biens saisis, leur permettant de les vendre si bon leur semble: & en ce cas leusdites Alteses les pourront acheter à prix raisonnable: & quant aussi personnes & biens saisis comme dessus, cela s'entend nonobstant tous Jugemens portant peine corporelle, amende pecuniaire, ou confiscation dedit biens, pour autres peines & délits qui ne procederont de cete guerre, afin que sous ce pretexte leurs vaulx & sujets n'en soient trompez & deceus, ou circonvenus; à charge toutefois que tel Jugement de condamnation corporelle, amende pecuniaire ou confiscation dedit biens, aient esté rendus dès le commencement de ces mouvemens.

VIII. Et toutes les choses susdites s'entendent avec expresse declaration, que si elles ne sont entierement acceptées & observées suivant leur contenu, tant du côté de leusdites Majestez & Alteses, aucun d'eux ne

soit tenu de les observer comme si elles n'avoient esté faites ni accordées, & que tout autre Traité sur ce fait, soit de nul effet, force & valeur.

IX. Desquels articles susdits seront faits trois copies, signées par son Altesse, & des susdits Messieurs le Nonce & Marquis de Ramboüillet, qui sera tenu de les faire ratifier comme elles sont par le Roi de France; dans un mois après qu'ils seront acceptez dedites parties. Fait en Ast le premier Decembre 1614. Ainsi signé, CHARLES EMANUEL.

Je JULLES SAVELLI, Nonce extraordinaire de sa Sainteté, promets absolument tout ce que dessus, declarant neanmoins que contre qui que ce soit sa Sainteté sera obligée par le present Traité de defendre sadite Altesse, & que l'obligation s'en passera suivant l'ordre que j'en aurai avec la réponse des Lettres que son Altesse & moi avons écrit au Seigneur Cardinal Borghese. Ainsi signé, JULLES SAVELLI, Nonce.

Je CHARLES D'ANGENNES, Marquis de Ramboüillet, Conseiller du Roi en son Conseil d'Etat, Maître de la Garderobbe de sa Majesté, & son Ambassadeur extraordinaire en Italie, promets absolument & sans l'exception de M. le Nonce Savelli, le contenu du present écrit. Ainsi signé, C. D'ANGENNES.

L X V.

ANS *Traité entre GUSTAVE ADOLPHE Roi*
de J. C. *Roi de Suède & les Etats Généraux des*
1614. *PROVINCES-UNIES des Pais-bas ;*
SUEDE *fait à la Haye, le 5. Avril, 1614. &*
ET PRO- *ratifié le 11. Decembre de la même année.*
VINCES- *Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre.*
UNIES. *Tom. 1. pag. 175.*

Traduction de ce Traité.

DE Staten General der vereenigde Nederlanden &c. gesien, ende gevisiteert hebbende de Aggre-
gatie en ratificatie vande Doorluchtigen Grootmachtigen Vorsten ende Heeren, Heer Gustaaf Adolphus der Sweden, Gotten ende Wenden erkorene Koninge ende Ervoortten, Grootvorsten, in Finland, Hertogen tot Eylon ende Westmanlant &c. over het Tractat van Alantie en verbinde-
schen syn Majesteys Hofraad ende Gesanten den Edelen Erentfellen ende Hooch geleerden Heer Jacob van Dyck, der Rechten Doctoren in derselver name, krafft syner Credents-brieve ende instruction ter centre, ende in onsen name ende van onsen wegen, den Edelen Erentfellen ende wel wylen Heere Nicolaes de Voocht, Burgermeester der Stadt Arnhem in Gelderlandt, Diederick Bas Gecommitteerde Raed der Edelen vermogenden Heeren Staten van Hollandt ende Westvrieslant, ende alt Burgermeester der Stadt Amsterdarn. Jacob Magnus Heere van Melislant, alt Burgermeester der Stadt van Middelborch in Zeelant; Johan de Goyer, Raed der Edelen vermogende Heeren Staten des Landes van Wtrecht, Marcus van Lycklama tot Nieholt, Grietman van Stellingwerf Oostende in Vrieslant, Arent Gerrijsen alt Burgermeester der Stadt van Swolle in Overysse, en Albert Clant zu Meima zu Brafelt ende Rasquart Joncker ende Hovelingh, na luyt harer hebbenden special Procuratie ter anderen syden. Den 5. Aprilis deses noch loopenden 1614. jaers alhier in 's Gravenhage in Hollant op welbehigen ende approbatie van beydezyts Principalen opgericht ende besloten, luydende van woort tot woort alshier na volcht.

Alsoo die Doorluchtigste, Grootmachtigen Hooggeboren, Vorst ende Heere, Heer Gustaaf Adolph van Godes Genaden der Sweden, Gotten ende Wenden erkelten Koningh ende Erf-Vorst, Groot-Vorst in Finland, Hertoch tot Elton ende Westmanlant &c. in ersingh gekonca was, dat die Hoog

Les Etats Generaux des Provinces Unies &c. ayant vu & examiné l'agregation & ratification de Serenissime & Puissant Prince & Seigneur Gustave Adolphe Roi de Suède, des Gots & des Vandales, Prince de Finland Duc d'Esston, & de Westmanlant, &c. touchant le Traité d'Alliance entre les Conseillers & Deputez de sa Majesté, le noble & Grave Seigneur Jacob van Dyck, docteur en droit audit nom, en vertu de ses lettres de creance & instruction d'une part; Et en notre nom & de notre part le noble Seigneur Nicolas de Voocht Bourguemestre de la Ville d'Arnhem en Gueldres, Dyderik Bas Conseiller depute des nobles & puissans Seigneurs les Etats de Hollande & de West-Frise, ancien Bourguemestre de la Ville d'Amsterdam, Jacob Magnus Seigneur de Melislant, ancien Bourguemestre de la Ville de Middelbourg en Zelande; Jean de Goyer Conseiller de leurs nobles puissances les Etats du pays d'Utrecht, Marcus de Lielama de Niebolt, Grietman de Stellingwerf Oostende en Frise; Aert Gerrijs, ancien Bourguemestre de la Ville de Zwol en Overysse, & Albert Clant de Meyna de Baffels, & Rasquart Joncker & Hoveling, selon le contenu de leur procuratie speciale d'autre part, le 5. Avril de ce present mois 1614. ont esté conclu & arrêté à la Haye du consentement & de l'approbation reciproque des parties comme s'ensuit de mot à mot.

Comme le tres puissant Prince & Seigneur Gustave Adolphe, par la grace de Dieu Roy de Suède, des Gots & des Vandales, grand Prince en Finland, Duc d'Esston & de Westmanlant &c. a appris que les Seigneurs Etats Generaux des livres Provinces Unies ont trouvé bon de traiter avec le Conseil de la Ville libre de Lubbeck pour

ANS Hoog ende Mogende Heeren Staten Generael der vrye
 de J. C. Vereenigde Nederlanden goet gevonden hebben met
 1614 den Eerbaren Raedt der Keyserlycke fryen , ende
 des Heyligen Ryck Stadt *Lubeck* te handelen ende te
 tracteren , om te vernieuwen ende te hervatten
 die eenicheydt ende vruntfchap , daerinne die vrye
 Vereenichde Landen , met deselve Stadt *Lubeck* ende
 met veele andere Steden aen die Noort ende Oost-Zee
 gelegen van ouden tyden hebben geltaen , tot hant-
 houdinge ende bescherminge van die vrye Schipvaert ,
 handelinge en Commerciën , misfgaders daer toe haere
 hebbende respectieve vryheden , gerechtigheden en Pri-
 legien , en dat sijne Conincklycke Majesteit by die
 Welgedachte Heeren Staten Generael door den Heer
 Dr. *Jacob van Dyck* sijne Majesteits Hoff-Raet ende
 Gesante was gedaen Communicatie van de Articulen
 in die voorgemelde Handelinghe beslooten ende ge-
 accordeert , die sijn Majesteit hebbende doorlefen en-
 de wel over-wogen bevinden niet alleen seer profitee-
 lijck ende vorderlijk voor die Vereenichde Nederlanden
 ende andere goede reden ende motiven , raekende
 den Staet van sijne Majesteits Rycken ende Landen ,
 misfgaders van de Vereenichde Nederlanden met die
 Wel-gemelte Heeren Staten Generael hem naeder
 te verbinden , soo hadde sijn Hoochst-Gemelte Kon-
 incklycke Majesteit voor goet aengelden den Voor-
 gemelten Heere van *Dyck* wederom aet te veerdigen ,
 om die welgedachte Hooch ende Mogende Heeren
 Staten Generael met sijne Majesteits genadige Brieven
 van Credentie en de volkomene Instructiën omme
 die goede gunstige meninge van sijn Konincklycke
 Majesteit desen aengaende hare Ho: Mo: te doen ver-
 staen , ende met die selve te delibereeren ende te be-
 ramen die conditiën ten weder sijde hier toe dien-
 stich , de welke Hooge Mogende Heeren Staten
 Generael na verscheyde mondelinge conferentien hier
 op gehouden metten voorz: Heere van *Dyck* , door
 de Gedeputeerde van haer Ho: Mo: namentlijcken
 die Heeren *Nicolas de Voocht* Burgemeester der Stadt
Arnhem , *Dierck Bas* gecommiteerde Raet der E.
 Mo: Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrie-
 slandt ende Oudt Burgemeester der Stadt *Amster-*
dam , *Jacob Magnus* Heere van *Melilant* , oudt
 Burgemeester der Stadt *Middelborgh* in *Zeelant* , en-
 de naer dat daer van was gedaen rapport aen haer
 Ho: Mo: bevindende die voorgedachte sijne Majes-
 teits goede gunstige intentie ende meyninge seer
 noodich tot vermeerderingh ende versterckinge van
 voorgemelte besloren Handelinghe met die van *Lu-*
beck , als voorz: is aengegeven soo sijn haer Ho: Mo:
 te rade geworden , hare Gedeputeerden te autori-
 sieren , omme metten voornoemden Heere van *Dyck*
 uyt den name van sijn Hooch-Gemelte Majesteit
 op het welbehagen van beyderlyde te ramen , vol-
 trecken ende te sluyten seecker Accord ende Ver-
 drach , gelijk dan op hynden , dat deses alhier in
 den Hage Vergadert sijn geweest , die voornoemde
 Heere van *Dyck* , Hoff-raet ende Gesanten van sijne
 Hoochst-gedachte Konincklycke Majesteit als spe-
 cialijcken by Brieven van Credentie ende Instructie
 van sijne Majesteit hier toe gelast ende geautho-
 riseert ter eenre , ende de Edcle Ernveste , wyse
 end voorsienige Heeren , als namentlijk die voor-
 noemde Heeren *Nicolaes de Voocht* Burgemeester
 der Stad *Arnhem* in *Gelderlandt* , *Diederick Bas*
 Gecommitteerde Raet der Ed: M: Heeren staten van
Hollandt ende *West-Vrielandt* ende Oudt: Burgeme-
 ster der Stadt *Amsterdam* , *Jacob Magnus* Heere
 van *Melilant* , Oudt Burgemeester der Stadt *Mid-*
 del-

renouveler l'ancienne amitié & Union qui a été d'ancien-
 neté entre lesdites Provinces Unies libres & ladite Vil-
 le de *Lubeck* , & entre plusieurs autres Villes situées sur
 la Mer du Nord & d'Est , pour la desfence & le main-
 tien de la libre navigation , negoce & commerce , ensemble
 leurs droits libertez & privileges respectifs ; & que com-
 munication aient été donnée par lesdits Seigneur Etats à
 sadite Majesté de ladite Alliance , par les mains du
 Seigneur *Jacob van Dyck* Conseiller deupé de sadite Ma-
 jesté & de tous les articles d'icelles , & lesquels sadite
 Majesté ayant lu & considéré neles trouve pas seulement
 profitables & avantageux auxdites Provinces Unies &
 pour les autres Villes situées sur la Mer d'Est & du
 Nord , mais aussi pour les sujets des Royaumes & pais
 de sa Majesté & pour leur bien commun , sa Majesté a
 trouvé à propos pour la liberté du Commerce commun de
 concourir à la confirmation & soutien dudit Traité , com-
 me aussi à l'égard des anciens & precedens Traitez al-
 liances & negotiations & autres raisons & motifs qui
 regardent les Royaumes & pais de sa Majesté ; ensemble
 d'allier encore plus étroitement lesdits Etats Generaux avec
 les Pais bas Unis , de sorte que sadite Majesté avoit
 trouvé à propos de deputer derechef le susdit Seigneur van
Dyck avec une lettre de creance & une parfaite instru-
 ction pour faire entendre aux Seigneurs Etats Generaux
 les bons sentimens de sa Majesté , & pour delibérer en-
 semble sur les conditions à ce necessaires ; lesquels Hauts ,
 & puissans Seigneurs les Etats Generaux après avoir con-
 féré plusieurs fois de bouche avec ledit Sieur van *Dyck*
 par leurs deputez , assavoir le Seigneur *Nicolas de Voocht*
 Bourguemaitre de la Ville d'*Arnhem* ; *Dierck Bas* Con-
 seiller deupé des Nobles & puissans Seigneurs les Etats
 de *Hollande* & de *West-frise* ancien Bourguemaitre de
 la Ville d'*Amsterdam* ; *Jacob Magnus* Seigneur de *Me-*
lissant ancien Bourguemaitre de la Ville de *Middelbourg*
 en *Zelande* ; & après rapport fait à leurs Hautes Pui-
 sances , & trouvant la bonne intencion & la pensée de
 sadite Majesté tres necessaires pour l'augmentation &
 corroboration du susdit Traité fait avec ceux de *Lubeck*
 comme il est dit , leurs Hautes Puiſſances ont trouvé à
 propos d'autoriser leurs deputez pour du consentement des
 deux parts , traiter & conclure certain accord avec le
 susdit sieur van *Dyck* au nom de sa susdite Majesté ; En
 consequence dequoy ont en effect été assemblé ici à la Haye
 le susdit Sieur van *Dyck* Conseiller & deupé de sa susdi-
 te Royale Majesté comme spécialement chargé des lettres
 de creances & instruction de sadite Majesté , & à ce
 autorisé d'une part , Et les nobles , graves , sages , &
 prudens Seigneurs , c'est à sçavoir les sislus *Nicolas de*
Voocht Bourguemaitre de la Ville d'*Arnhem* en *Gueldres* ;
Dyderik Bas Conseiller deupé des nobles & puissans Sei-
 gneurs les Etats de *Hollande* & de *West-frise* ancien
 Bourguemaitre de la Ville d'*Amsterdam* ; *Jacob Ma-*
gnus Seigneur de *Melissant* , ancien Bourguemaitre de la
 Ville de *Middelbourg* en *Zelande* , & avec ceux Sei-
 gneurs *Jean Goyer* Conseiller de leur Nobles puiſſances
 Messieurs les Etats du pais d'*Utrecht* ; *Marcus de Licla-*
ma de *Nieholt* , *Gritman de Stellingwerff* Offeinde en
Frise ; *Arent Gerrits* ancien Bourguemaitre de la Ville
 de *Swoll* en *Overysſel* ; Et *Alberti Clant* de *Meyna* du
Basselt & *Rasquan* Gentilhomme , au nom & spéciale-
 ment deupé de leurs susdites Hautes Puiſſances les
 Etats Generaux d'autre part. Lesquels ont establis quali-
 tez & consentement comme dessus , ensemble en vertu de
 leurs Commissions & procurations reciproques , après
 quelque prealable mature deliberation tenue à ce sujet , en-
 fin conclu , arrêté & accordé les points & articles suivans.

ANS

de J. C.

1613.

ANS delborgh in Zeelandt, ende beneffens die selve de
de J. C. Heeren *Johan de Goyer*, Raede van de Ed: Mogende
1614. Heeren Staten des Lants van Wtrecht, *Marcus van
Likhama* tot Nieholt, *Grietman* van Stellingwerf
Osteinde in Vrielandt, *Arem Gerrisz* Oudt Burge-
meester der Stadt Swolle in over-Ysel, ende *Albart
Clant* tot Meina tot Baffelt ende Rasquart Joncker ende
Hoveling, uyt den Name ende als speciale Gecom-
mitterde van de wel-gemelte Hooge ende Mogende
Heeren Staten Generael ter andere zyde. Ende heb-
ben tusschen haer-luyden beyde in qualite ende op het
believen als vooren, misgaders uyt kracht van haere
respective speciaal Commissiën ende Procuratiën nae
eenige voorgaende rype deliberatiën hier over gehou-
den, eyntlijcken geraempt, besloten ende geaccor-
deert, dese navolgende Poincten ende Articulen.

I. Inden eersten, sal sijne Majesteit aennemen en-
de bewilligen alle de Articulen van 't voorzf Verbondt,
tusschen de Heeren Staten Generael ende de Keyser-
lijke vrye Rijcx-Stadt *Lubeck*, opgericht in dato den
naest-lesten dach Marty des verleden Jaers 1613. om
't selve Verbondt te helpen styven ende handhouden
die liberteyt ende vryheyd der Commerciën, na alle
Volkeren ende een yeder der Bondgenoten hebbende
Rechten, vryheden, Privilegiën ende wel-hergebrach-
te gebruycken op de Oost ende Noort-Zee (gelyck
die woorden in 't achste ende elfde Artikulen van 't
voorzf Verbondt sijn luydende) nevens die andere Bon-
denoten, te beschermen ende te beschutten, sulcx de
noodt ende gelegentheyd van faecken in tijden ende
wylen sal vereyschen. Doch alles onder expresse con-
ditiën ende interpellatiën, als hier na breeder staen
verklaert.

II. Waert by aldien (dat Godt wilde verhoeden)
sijne hoocht-gedachte Konincklijke Majesteit ende
die Kroon Sweden ofte oock die Ho: Mog: Heeren
Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, het
sy ter occasie van dese ofte oock van eenige andere oor-
sake, hoe deselve soude mogen wesen, van nu af ofte
in toekomende tyden in Vyantchap mochten gera-
ken, met eenige Potentaten, Princes, Landen, Re-
publicquen, ofte yemant anders wie het soude mogen
wesen, ende by dieselve in hare respectie Rycke ende
Landen, Konincklijke hoogheden, hebbende ge-
rechticheden ende Vryheden mochten bevochten ende
by wege van Oorloge aengevallen ende gekrenckt wer-
den, in sulcken gevalle sal die eenen den anderen ge-
houden wesen by te staen ende te assisteren: met al sul-
ken macht en middelen als tot defensie vanden aenge-
vochtenen van noode wesen sal, ende sulcx als men
hem na gelegentheyd van een yder sijn staet metten
aldereersten hier over sal kunnen vergelyken ende ver-
dragen.

III. Welverstaende ingevalle die saken noch niet
en waren gekomen tot feytelijckheyd van Oorloge,
sulcx dat 'een ofte d'andere partye onvertiens noch
niet en ware besprongen met Wapenen, soo sal die
geene die sich soodanige Oorloge is vermoedende,
gehouden wesen zijne geallieerden sulcx in tyds te
doen weten, ende dieselve zijne geallieerde mogen
toetsaen, mits eerst doende alle mogelijk devoirs om
sulcke geschillen ende questien, daer uyt een Oor-
loge soude staen te verwachten, inder goede ende vrient-
schap te doen by-leggen, ofte andersints 't selfde
niet konnende gedaen worden verplicht blyven zyne
Geallieerde alle hulpe ende assistentie te doen, als on-
derlinge verdragen is.

IV. Syne hoocht-gedachte Konincklijke Majesteit
ende die Hooge Mogende Heeren Staten Generael,
sullen betrachten harer beyder *mutuum Commodum* ende
welvaert, soo veel immers mogelijk ende behoordelijck
sal wesen, insonderheyt sal d'een den anderen voor al-
le schade ende heymelijcke practycken waarfchouwen,
ende soo verre het geschiede kan, het ongeluck hel-
pen verhoeden ende afweeren.

V. Nademael oock sijne Hoocht-gemelte Maje-
steit aen d'een, ende die Ho: Mog: Heeren Staten

Ge:

I. En premier lieu sa Majesté acceptera, & agree-
ra tous les articles du susdit Traité fait entre les Etats
Generaux & la Ville libre & imperiale de Lubeck l'a-
vant dernier jour de Mars 1613. pour concourir à main-
tenir cette Alliance, & defendre & proteger avec les au-
tres Alliez la liberté du Commerce chez tous les peuples,
& les droits, privileges & usages introduits de chaque
Allié sur les Mer de Nord & d'Est, (comme portent les
mots des articles huitième & neuvième de ladite Allian-
ce) & ce selon que la nécessité & les conjonctures le de-
manderont, mais le tout sous les expresse conditions & in-
terpellations cy-dessous plus amplement deduites.

II. Que s'il arrivoit, (ce qu'à Dieu ne plaise) que
ladite Majesté Royale, & la Couronne de Suede ou
aussi leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Gene-
raux des Provinces Unies, soit à l'occasion de ce, ou
pour quelque autre sujet, quel qu'il puisse être, d'icy en
avant, vissent en inimitié avec quelque Potentat, Prin-
ces, Païs, Republicques, ou quelque autre que ce fut; &
qu'il fallut qu'ils combattissent dans leurs Royaumes, &
païs, & qu'ils eussent à essuyer quelque guerre, en tel cas
ils seront obligez de se secourir & s'assister les uns les
autres, avec telles forces que besoin sera pour la defence
de celui qui seroit attaqué, & cela selon la disposition des
affaires d'un chacun, & dont on pourra convenir au
pluôt.

III. Bien entendu, que si les affaires n'étoient point
encore venues au point d'une guerre ouverte, & que l'un
ou l'autre ne fut pas attaqué par surprise, celui qui s'a-
percevra qu'on a dessein de l'attaquer sera tenu d'en aver-
tir à tems ses Alliez, en faisant au preallable tout son
possible d'assoupir à l'amiable les differents d'ou la guerre
pourroit s'ensuivre, autrement cela ne se pouvant faire, on
sera obligé de secourir son Allié, comme cela est parti-
culierement stipulé.

IV. Sa susdite royale Majesté & leurs Hautes Puissances
Messieurs les Etats Generaux travailleront à l'a-
vantage & prosperité l'un de l'autre, du moins autant
qu'il sera possible & convenable; particulierement ils s'a-
vertiront l'un l'autre de tous dommages & pratiques secretes,
& autant qu'il se pourra on tâchera de prevenir &
detourner le malheur.

V. Et comme il n'importe pas peu à sa susdite Ma-
jesté d'une part & à leurs Hautes Puissances les Seigneurs
Etats

ANS Generael aen d'andere zyde, niet weynigh en is ge-
de J. C. legen, dat hare Vyanden niet en mochten op eeniger-
1614- ley maniere gesterckt worden, soo sal desen die eene
des anderen Vyanden die tegenwoordigh sijn ofte in
toekomstende tijden mochten komen, nimmermeer met
Raad, Volck, Geld, Ammunitie van Oorloge, Victu-
aille ende diergelijckij Assistentie ofte enige toevoer
van sijne Onderdanen ende Burgeren laten geschieden,
maer alles helpen verhoede ende afweeren t gene den
Vyant ten beste dienen, ende sijne voornemen soude
mogen strecken, ende sijne Majesteit ofte der Heeren
Staten Generael tot schade ende afbreucke mochte
gedyn.

VI. Doch met dit verstaende, dat hier mede niet
en sal werden verhindert die *vyre Handelinghe ende*
Commercie uyt die Vereenichde Landen, soo op die
Stad *Riga* als eenige andere Steden, Landen, ende
Havenen ende Oost ende Noort-Zee gelegen, staen-
de onder t gebiet van sijner Majesteit ende de Kroon
Zweden Vyanden, die nu zijn ende namaels soudn
mogen komen. Welcke *vyre Handelinghe ende Com-*
mercie aen die Inwoonderen ende Burgeren van de
Vereenighde Nederlanden van nu af voor altydt by
zyne Koninklijke Majesteit werden toegestaan ende
gepermitteert, sonder dat hunlyden daer in voortan
enich empêchement, hinder ofte belet sal gedaen
worden, ten waere zyne Koninklijke Majesteit die
voorgemelte Stad *Riga* ofte eenige andere der voor-
schreven Steden aen die Oost ende Noort-Zee ge-
legen, door sijn Volck van oorloge te Water ende te
Lande hadde beleget ofte doen besetten, met in-
tentie om de selve te veroveren.

VII. Dat t'allen tyden gedurende dit Verbont
sijne Koninklijke Majesteit inder Heeren Staten
Generael gebiet ende *Vice versa* de Heeren Staten Ge-
nerael in die Koninkrijcken ende Landen van sijne
Majesteit sal toegelaten werden, *allerley Kryghs ende*
Zee-Varent Volck aen te neemen, te doen werven,
ende over-scheepen, te mogen doen maecten en
koopen *allerley Schepen, Ammunitie van Oorloge,*
Geweer, Wapenen, ende wat d'een of d'ander der-
gelijcke meer van node mochte hebben, insgelijcken
dat d'een in des anderen Havenen sal mogen in loo-
pen, liggen, ende derselver vryheyt genieten, ende
wat sy van haar Vyanden veroveren, aldaer onverhin-
dert verkoopen, ende dat haerer beyder vyanden, die
nu sijn, ofte hier naermaels mochten worden, ten
weder sijden, sulcx alle tydt sal worden verboden
ende belet.

VIII. Dese verbintenisse, noch oock het voorige
Tractaet aengegaen ende gemackt tusschen de Hoo-
ge Mogende Heeren Staten Generael ende die Stad
Lubeck, dewelcke sijne Koninklijke Majesteit hier
vooren *Art. Primo* heeft aengenoomen tot bescher-
minge van die vryheyt der Zee-vart ende Commer-
cie op de Oost ende Noort-Zee, na allen Volckeren en
een yeder der geconfedereerden Rechten ende Gerech-
ticheden, te hanthouden ende te maintainen, sal
noch en mach in geender manieren prejudicieren sij-
ne Koninklijke Majesteit ende die Croon Sweeden,
in haere Hoogheydt, Regalien, Rechten, *Dominio*
Maris Baltici, &c. Maer sal ende mach sijne Ma-
jesteit ende die Croon Sweeden, sulcx alles ende wat
daer van dependeert nae desen gelijck als van te voo-
ren, vry ende onverhindert behouden, nutten ende
genieten.

IX. Die Onderdanen ende Inwoonderen der ve-
eenichde Nederlanden, sullen in die Rijken ende
Landen van sijne Koninklijke Majesteit behouden
ende genieten alsulcke *Privilegien, Contracten, ende*
Beloftenissen aengende den vrydom van de Tollen, *Im-*
posieten, Lasten ende opslagen aldaer, als voor desen by
sijne Majesteits Predecessors geaccordeert ende beloofst
sijn. Ende daer-en-booven noch andere vrydommen
die sijne Koninklijke Majesteit noch soude mogen
moetsaen ende accorderen.

X. Ende alsoo dit tegenwoordigh Verbont alleen-
lijck

ANS *Etats Generaux d'autre, que leurs ennemis ne puissent se*
renforcer en quelque maniere que ce soit, les uns ni les de J. C.
autres ne permettront pas que les ennemis d'apresent ni
1614- ceux de cy-aprés puissent jamais être assistez de conseil, gens,
argent, munitions de guerre, victuailles ou semblables
assistances, de leurs sujets, mais ils concourront à desfen-
dre qu'ils soient aidez d'aucune chose qui pourroit faire
réussir leurs desseins, & qui seroit dommageable à sa-
dite Majesté ou audits Seigneurs Etats Generaux.

VI. Bien entendu toutefois, que par là ne sera point
desfendu le trafic & commerce libre hors desdites Provin-
ces Unies, soit pour la ville de Riga comme pour ceux
autre Ville, pais, & Havres situés sur la Mer du Nord
ou de l'Est qui sont sous l'obéissance des ennemis presents ou
futurs de sa Majesté ou de la Couronne de Suede; Lequel
libre trafic & commerce sa Majesté royale permet aux-
dits habitans des Provinces Unies dès maintenant & pour
toujours, sans qu'il leur puisse être fait aucun trouble ou
empêchement à l'avenir; à moins que sadite Majesté
n'ait assiégé la Ville de Riga ou autres Villes situées sur
les Mers du Nord & de l'Est pour les conquérir.

VII. Qu'en tout tems durant la presente Alliance sa-
dite Majesté pourra dans les Etats de l'obéissance des Etats
Generaux & Vice versa, les Etats Generaux dans ceux
de sadite Maj: lever des troupes tant pour servir en Mer
que par terre & les embarquer, & faire faire & achet-
ter toute sorte de Vaisseaux, munitions de guerre, ar-
mes, & telle autre chose dont l'un ou l'autre pourroit avoir
besoin: semblablement qu'il sera permis aux uns & aux
autres d'entrer dans les havres l'un de l'autre & y vendre
ce qu'ils pourroient avoir pris sur l'ennemi sans aucun em-
pêchement, & que la même liberté sera desfendue & ôtée
aux Ennemis des uns & des autres.

VIII. Cette Alliance, non plus que le precedent Traité
ré fait & passé entre les Hauts & Puissans Seigneurs les
Etats Generaux & la Ville de Lubeck, lequel sa royale
Majesté a accepté de maintenir pour la desfence de la li-
berté de la Navigation & du Commerce, sur les Mers
de Nord & de l'Est, selon le droit des gens & de cha-
cun des Confederez, ne prejudiciera, ni ne pourra préjudi-
cier à sa Royale Maj: ni à la Couronne de Suede en leurs
droits regale, domaine de la Mer Baltique &c. tellem-
ent que sa Majesté & la Couronne de Suede en jouiront
& de tout ce qui en depend, comme auparavant sans au-
cun empêchement.

IX. Les sujets & habitans des Provinces Unies jouir-
ront dans les Royaumes & pais de sa Maj: royale de tels
privileges, contractes, & promesses, touchant, l'exempti-
on du peage, impots, charges & levées qui s'y font,
comme ils ont été cy-devant accordez & promis par les
predecesseurs de sa Majesté, & outre cela des autres ex-
ceptions que sa royale Majesté pourroit accorder à l'a-
venir.

X. Et comme cette presente Alliance est faite pour
P 3

ANS lijk is gemaect ende opgericht tot *defensie* ende we-
de J. C. derstant van allen gewelt ende ongelijk daer mede sij-
ne Majesteit, ende de Heeren Staten Generael van
1614. hare Vyanden souden mogen werden besprongen ende
verongelijckt, soo hebben sijne Koninklijke Ma-
jesteit ende die Hooge Mogende Heeren Staten Ge-
nerael by desen verclaert ende verstaen, dat dese Unie
niet en sal verminderen die Vriendchap daerinne sy
staen, met die Majesteit van Franckrijk, groot Brit-
tanniën, Vereenichte Duytse Churvorsten en Stenden
en allen anderen, wie die souden mogen wesen, en
insonderheyde ook dat daer door in 't minste niet en
sal gebroken of in eeniger manieren geviolert werden
die vrientchap ende Vredes-Verdrach, door intercessie
van die Koninklijke Majesteit van Groot Britanniën
tusschen sijne Hoocht-gemelte Majesteit ende die
Kroon Sweden ter eenre, ende die Koninklijke Ma-
jesteit van Denemacken &c. ter andere sijde, in
Januario des voorleden Jaers 1613. besloten ende ge-
maect, welcke Vredens-verdrach gelijk mede alle
voorgaende andere Tractaten, verbintenissen ende
Unien der Ho: Mog: Heeren Staten Generael fullen
blyven *salvo tamen presentis & Lubecensium fœdere*,
in haer geheel ende volle weerden.

XI. Indient geschiede dat ofte sijne Koninklijke
Majesteit ofte de Heeren Staten Generael ge-
nootfaect warente treden in een Oorloge, daer-
inne die eenen den anderen achtervolgende dit Verbont
by-sonde ende te hulpe quame, soo sal noch de
eenen noch de ander vrystaen, noch vermogen met
den Vyandt te Tracteren ofte Handelen over eenige
Vreden ofte Stillstandt van Wapenen, *sonder expres
voor-weten ende bewilginge van elck anderen.*

XII. Sijne Koninklijke Majesteit sal sijnen Or-
dinaris Ambassadeur houden by de Heeren Staten
Generael in 's Graven-Hage, ofte elders na goet
duncken, ende de Heeren Staten haren Ordinaris
Ambassadeur binnen Stockholm ofte elders aen 't
Hoff van sijne Koninklijke Majesteit, als hul-
pden dat goet duncken ende de gelegentheyt van
saken sulcx in tijden ende wijlen sal vereyschen.

XIII. Dese Unie sal staen ende duyren voordien
tijdt van *visibien Jaren*, ende nae expiratie vanden
selven tijdt mogen op-gesegt worden by den eenen
ofte den anderen ofte oock gecontinueert op gemeen
beh egeen.

XIV. Ende suldit Contract, soo by sijne Hoocht-
gemelte Koninklijke Majesteit ende die Stenden
des Rijcx Sweden, als by de Ho: Mog: Heeren Sta-
ten Generael na behooren en in gewoonlijcker For-
me en manieren werden geapprobiert ende geratificeert,
met beloften by Koninklijke woorden van dit al-
les ter goeder trouwete fullen naerkomen ende vol-
brengen, ende dat binnen ses maanden nae date
van desen. In oirconde der waarheydt, sijn twee
gelijk-luydende Exemplaria deses Tractaets verveer-
dicht, ende by welgemelte Heeren Gefante van
Dyck uyt den name ende van wegen Hoocht-gemelte
sijne Koninklijke Majesteit, mitgaders de
voorgemelte Heeren Gecommitteerden van de Hoogh
ende Mogende Heeren Staten Generael: uyt den
name ende van wegen hare Ho: Mog: ondertheyc-
ken, ende met opdruckinge van hare Respectieve Pit-
schaften bekræfticht.

Gedaen in 's Graven-Hage in Holland den 5. April
inden Jare 1614. en was onderteekent I van Dyck,
N. de Vooght, Dirck Bas, I. Magnus, I. de Goyer,
M. van Lycklama, Arent Gerritz, A. Clant,
ende der selver respectieve Pit-schaften daerop geset.

Ende bevindende na rijpe deliberatie ende exami-
natie 't bovengescreven Tractaet niet alleen te strecken
tot voortsettinge ende erholdinge der vrye Com-
merciën op die Oost ende Noort-Zee, maer voor-
naemendlijck oock tot becherminge van Hoocht-gemelte
sijne Majesteit ende onse respectieve Konink-
rijcken, Landen ende Onderdanen, sampt derselven
hebbende Privilegiën, Vryheden, Rechten ende Ge-
rech-

se *defendre contre les seuls ennemis qui pourroient assallir
ou attaquer sadite Majesté ou lesdits Seigneurs Etats Ge-
neraux, sadite Maj: & lesdits Etats Generaux ont de-
claré par ces presentes, que cette Union ne diminuera point
l'amitié qu'ils ont avec leurs Majestés de France, & de la
Grande Bretagne, les Electeurs & Cercles Unis de l'Em-
pire & quelques autres que ce pourroit être, & que particu-
lierement ne sera non plus violée ni enfreinte en nulle ma-
niere l'amitié & les Traitez de paix qui par la media-
tion du Roi de la Grand' Bretagne a été faite entre sa
suzdite Majesté & la Couronne de Suede d'une part &
sa Majesté royale de Dannemarc d'autre, fait & conclu
en Janvier de l'an dernier 1613. lequel Traité de paix,
aussi bien que tous autres precedens, Alliances & Unions
des Hauts & puissans Seigneurs les Etats Generaux de-
meureront en leur entier, & entoute leur valeur Salvo
tamen presentis & Lubecensium fœdere.*

XI. S'il arrivoit que sa royale Majesté ou les Seigneurs
Etats Generaux fussent obligés d'entrer en guerre ou l'une
conformement à la presente Alliance, vint à secourir l'autre,
il ne sera libre à l'un ni à l'autre de traiter avec
l'ennemi touchant aucune paix ou Trêve, sans le sceu &
le consentement exprès de l'autre.

XII. Sa royale Majesté tiendra son Ambassadeur or-
dinaire auprès de Messieurs les Etats Generaux à la Haye
ou ailleurs selon qu'il sera jugé à propos, Et les Seigneurs
Etats Generaux tiendront aussi leur Ambassadeur à Stoc-
holm ou ailleurs à la Cour de sa royale Majesté, s'ils le
trouvent à propos, & suivant que la disposition des affai-
res & des tems le demandera.

XIII. Cette Union durera le tems de quinze années
& après l'expiration d'icelle il y pourra être renoncé,
ou poura icelle être continuée d'un consentement commun.

XIV. Et sera ce Traité approuvé & ratifié par sa
suzdite royale Majesté & les Cercles du Royaume de Suede,
aussi bien que par leur Hauts Puissances les Sei-
gneurs Etats Generaux en la forme & maniere convenable
& accoustumée, avec promesse en parolles Royales de
l'observer & executer en bonne foi; & cela dans six mois
de la date de ces presentes. En temoin de la verité le
present Traité a été fait double, & signé par le susdit
seur Deputé van Dyck de la part de sa Majesté royale
& par les susdits Deputés de leur Hauts Puissances les
Seigneurs Etats Generaux & de leur part, & confirmée
de leur cachets respectifs.

Fait à la Haye en Hollande le 5. Avril l'an 1614.
& étoit signé J. van Dyck, N. de Vooght, Dirck Bas,
J. Magnus, I. de Goyer, M. de Lycklama, Arent
Gerritz, A. Clant, avec apostition de leur cachets res-
pectifs.

Et trouvant après mure deliberation que le present
Traité tend non seulement à l'avancement & entretene-
ment du libre Commerce sur les Mers du Nord & de
l'Est, mais principalement aussi pour la desfence de la sus-
dite Majesté & de nos Royaumes, pais & sujets respectifs,
ensemble des libertez, droitz & prerogatives, contre les
ennemis d'une & d'autre part, & encore pour la main-
tien & entretien de la paix & Union entre les voisins

ANS de J. C. 1614. rechticheden tegens beyderfys Vyanden, ende dan mede noch tot voortplantinge ende onderhoudinge van Vrede ende eenicheyt tusschen den nabuyren ten weder-sijden seer profftelijck ende bevorderlijck te sijn. Soo ist, dat wy met voor-weten volkomen kennis ende wel-gevalen van de Heeren Staten der Respective Vereeniche Provincien t' selve Tractuer van Alliantie ende Verbintenisse ende wat daer op tusschen Gemelten sijne Majesteys Hoff-Raedt ende Gefanten ter centre, mitgaders den boven-gemelten onsen Gedeputeerden ter andere sijde, ten selven dage den 5. April voornoemt tot werklijker effectueringe en voltrekkinge van dien meer en wyders is verasscheyt, besproken, geresolveert ende beslooten in alle sijne Puncten ende Articulen, Geratificeert, Geapprobeert ende Gelaudeert hebben, Ratificeren, Approberen, ende lauderen by desen, belovende ter goeder trouwe voor ons ende onse naerkomelingen, den inhouden van dien onverbreekelijck te onderhouden, ende onderhouden te laten, oock daer tegens geduyrende ende staende dese Verbintenisse directelijck noch indirectelijck tot eenigen tyden niet te doen noch te geschieden te laten. Des tot bevestinge, hebben wy desen doen Parapheren ende onsen grooten Zegel aenhangen, ende by onsen Griffier doen teykenen. Actum in onse Versamelinghe in 'sGravenhage den 11. December in den Jare onses Heeren eenigen Verloffers ende Salichmaeckers Jesu Christi dussent ses hondert ende veertien. Was Geapropheert, *Albert Joachimi Vi.* Onderstont, door de Hoog-gedachte Heeren Staten Generael uytdruckelijck bevel, Geteykent. *C. Aersen.*

reciproques. C'est pourquoy nous, avec la certaine science & bon plaisir des Seigneurs Etats des Provinces Unies respectives, avons icelui Traité d' Alliance & ce qui à cet égard a été conclu & arrêté entre les susdits Conseiller & Deputez de sadite Majesté d'une part, & nos susdits Deputez d'autre le susdit 5. d' Avril ratifié, approuvé, & agréé entous ses points & articles, lesratifions, approuvons & l'agréons par ces presentes, promettons en bonne foi, pour nous & nos successeurs d'entretenir & faire entretenir inviolablement le contenu en icelui ni de rien faire ni permettre être fait directement ni indirectement allencontre, en quelque tems que ce soit; En confirmation dequoi nous avons fait parapher ces presentes, y fait apposer notre Grand sceau, & signer par notre greffier. Fait en notre Assemblée à la Haye le 11 Decembre l'an de notre Seigneur & seul redempteur & Sauveur Jesus Christ mil six cens quatorze, Etoit signé Albert Joachimi Vi. Et dessous étoit par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Generaux, signé C. Aersen.

ANS de J. C. 1614.

L X V I.

ANS de J. C. 1614. *Traité entre GUSTAVE ADOLPHE Roi de Suède & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, fait à la Haye le 5. Avril, 1614. Ratifié au mois de Décembre de la même Année. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. I. pag. 181.*

Traduction de ce Traité.

ANS de J. C. 1614. SUEDE ET PRO-VINCES UNIES.

Als die Doorluchtigste, Grootmachtigste Hooghgebornen Furst en Heer, Heere *Gustaff Adolph* van Godes Genades der Sweden, Gotten en Wenden erweilter Coning en Erfvurft, Groot-Furst in Finlant, Hertog tot Elton en Weltmanlandt &c. goet gevonden heeft te doen oprechten en maken, seker Verbontende Unie met die Ho: Mog: Heeren die Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden &c. tot mutuele defensie tegens 't gewelt harer beyder Vyanden, als blykken mach by het Tractat daer van beslooten tusschen die Heer Doctor *Jacob van Dyck* sijne Koninghlijck Majesteys Hof-Raedt ende Gelante, uyt den name van sijne Majesteit ende uyt krachte van sijne Majesteys genadige Brieven van Credentie ende Instructien ter centre, ende die Edele, Eentfelte, Wyse ende Voorfienige Heeren *Nicolaes de Voocht* Burgemeester der Stadt Aernhem in Gelderland, *Dyderick Bas*, Gecommitteerden Raedt der Ed: Mogende Heeren Staten van Hollandt ende West-Vriesland, Oudt Burgemeester der Staet van Amsterdam, *Jacob Magnus* Heere van Melisant Oudt Burgemeester der Stadt Middelborg in Zeclant, *Johan de Goyer*, Raedt van die Ed: Mog: Heeren Staten des Landts van Wtrechte, *Marcus van Lielama*, tot Nieholt Grietman van Stellingwerf Oolsteinde in Vrieslandt, *Aert Gerritsz* Oudt Burgemeester der Stadt van Zwolle in Over-Yssel, ende *Albert Clant* van Meyna tot Basselt ende Rasquart Joncker ende Hovelingh &c. van wegen welgedachte Hoogh ende Mogende Heeren Staten Generael, ende als specijlijck by hare Ho: Mog: daertoe geauthoriseert ende gelatigt ter ander sijde, ende in het

Comme le Sérénissime & Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Gustave Adolphe, par la grace de Dieu Roi de Suède, des Gots & des Finlandes, grand Prince de Finland, Duc d'Eston & de Westmanlant &c. a trouvé bon de faire dresser certain Traité & Union avec les Hautes & puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies &c. pour une defence contre les violences de leurs ennemis reciproques, comme il se peut voir par le Traité qui en a été conclu entre le sieur Docteur *Jacob van Dyck* Conseiller & Ambassadeur de sa Majesté royale, au nom de sa Majesté & en vertu de ses lettres de creance & instructions d'une part; & les nobles, graves, sages & prudens Seigneurs *Nicolas de Voocht* Bourguemaitre de la Ville d'Arnhem en Gueldres, Thien Bas Conseiller Deputé des Nobles & puissans Seigneurs les Etats de Hollande & West-Frise, ancien Bourguemaitre de la Ville d'Amsterdam, *Jacob Magnus* Seigneur de Melissant ancien Bourguemaitre de la Ville de Middelbourg en Zelande, *Jean de Goyer* Conseiller de Nobles & puissans Seigneurs les Etats du pais d'Utrecht, *Marcus de Licklama* de Nieholt, Grietman de Stellingwerf Oolsteinde en Frise, *Aert Gerritsz* ancien Bourguemaitre de la Ville de Zwoll en Overysel & *Albert Clant* de Meyna de Basselt & Rasquart Gentilhomme &c. de la part desdits Hautes & Puissans Seigneurs les Etats Generaux, & comme étant spécialement chargés & autorisés de leurs Hautes puissances d'autre part; Et que dans le second article dudit Traité il estoit entendu & accordé, qu'on s'aidera & s'assistera l'un l'autre avec telles forces qu'il sera jugé nécessaire pour la desfence de celui qui sera attaqué &c.

C'est

ANS de J. C. 1614. het tweede Articul van 't voorgemelte Traetaet verstaen ende geaccordeert was: dat men malkanderen sal assisteeven ende lysaen met alsulke middelen als tot defensie van den aengevochtenen van nooden wesen sal, ende als men hem daer over naerder soude konnen verdragen. Soo ist, dat op huyden date defes tusschen den voor-gedachte Heere van Dyck ende die voornoemde Heeren Gedeputeerden beyde in qualiteit ende uyt krachte van hare Respectieve Brieven van Commissie als vooren, op het believen ende Ratificatie van sijne Hoochft-gedachte Koninglijke Majesteyt ende die welgedachte Hooge Mogende Heeren Staten Generael, tot voldoeninge van 't selve tweede Articul van 't voorz Traetaet van Alliantie, ende van 't gene daerinne wert beloofft, ende geconditionneert, is beslooten ende gearresteert 't gene hier naer is volgende.

I. Nametlijck dat sijne Conincklijke Majesteyt in tijde van Oorloge gelijk in het voorz 2. ende 3. Articul van 't voorschreve Traetaet is gementioneeret, by die welgedachte Heeren Staten Generael der Vereenichde Nederlanden, sal werden geassisteert met den Nombere van vier duysent mannen, die haer Hoogh Mogende dien dienst van sijn Koninghlijke Majesteyt tot haren koste sullen onderhouden, geduyrende dit verbondt, ofte soo lange sijne Majesteyt die selve van doen sal hebben.

II. Dat van gelijcken die Heeren Staten Generael in tyde van Oorloge van sijne Majesteyt sullen hebben ende genieten gelycke secours van vier duysent Mannen; te onderhoude tot laste van sijn Koninghlijke Majesteyt, geduyrende dit Verbondt ofte soo lange die Hooge Mogende Heeren Staten Generael die van doen sullen hebben.

III. Wel verstaende dat tot keure van d'eene ende d'andere sal staen het voorz secours van 4000. mannen te genieten, gehechlyck in 't onderhout van soo veel Crysch-Volk ofte voor een gedeelte, alse weten voor het getal van twee of drie duysent mannen, ende het vordere in gelde, Ammunitione van Oorloge; Schepen, ende Equipagie daer toe dienende, ofte andersints na gelegentheyte van saken ende een yeder sijne welgevallen, ge-estimeert yeder duysent mannen ter lopende maent in gelde de somme van tien duysent ponden tot xl. grooten Vlaems 't stuk.

IV. Doch is expresselijck geconditionneert, waert by aldien sijne Coninglycke Majesteyt aen d'eene oft oock die Heeren Staten Generael aen d'ander sijde, uyt faecke van voorgaende Alliantien, ende Verbintenisse daerinne sy ten wederlyden staen met andere Potentaten, Koningen, Princen, Republijcken ofte andere aen die selue mochte gedaen hebben, ofte alreede gesommeert waren, om te toen die assistentie, daer toe sy sijn gehouden volgende die voorz andere Alliantien, voor ende aler sy tot dit secours waren versocht, dat in sulcken gevalle, soo wel d'eene als de andere sal mogen bestaen met de helft van 't selve beloofde secours van vier duysent mannen, o'hetzquivalent van dien.

V. Soo wel d'eene als d'andere, tot het voorz secours by sijn geallieerden sijnde versocht, sal gegeven worden, bequamen tyt, om hem daer toe te mogen prepareren, als te weten den tyd van drie Maenden naer dat hy om 't selve te presteren sal sijn geinsinueert, naer expiratie van dewelcke 't voorz secours promptelycken sal moeten gedaen worden, sonder eenige vorder dilayen ofte uydtellen.

VI. Soo het mochte gebeuren dat sijne Hoochft-gemelte Coninglycke Majesteyt ofte de Ho: Mog: Heeren Staten Generael in haer eyge Respectieve Rycken, ende Landen aengevochten ende Vyantlycken aengetaet wierden, ende dat sijne Coninglycke Majesteyt ende Hooge Mogende Heeren Staten Generael sulcke datelycke aenvechtinge voor een oorloge hielden, die sy schuldich ende genootdaect zijn al te weeren, sulck dat den Staat van hare Rycken ende Landen, omme de selve tegens hare vyanden wel

C'est pourquoy, ce jourd'uy date des Presentes; entre le susdit sieur van Dyck & les susdits sieurs Deputez, les de J. C. 1614. uns & les autres en qualite & vertu de leurs lettres de creance & commission comme dessus, sous le bon plaisir & ratification, de sa susdite royale Majesté, & des susdits Hauts & puissans Seigneurs les Etats Generaux pour satisfaire au susdit deuxieme article du susdit Traité d'Alliance & de ce qui y est promis a été conclu & arrêté ce qui s'ensuit.

I. Sçavoir que sa royale Majesté en tems de guerre, comme il est mentionné au second & troizième article du susdit Traité, le secours desdits Seigneurs Etats Generaux sera de quatre mil hommes qu'ils entretiendront au service de sadite Majesté à leurs depens, pendant le tems de cette Alliance; ou durant tout le tems que sadite Majesté en aura besoin.

II. Que semblablement lesdits Seigneurs Etats Generaux en tems de guerre jouiront de sa Majesté un semblable secours de quatre mil hommes à entretenir aux depens de sadite Majesté, durant cette Alliance, ou pendant le tems que lesdits Seigneurs Etats Generaux en auront besoin.

III. Bien entendu qu'il sera au choix de l'un & de l'autre de jouir du secours susdit de 4000 hommes entièrement par l'entretien d'avant de troupes, ou pour une partie, à sçavoir pour le nombre de deux ou trois mil hommes & le reste en argent, munitions de guerre, Vaisseaux & équipage servant à ce, ou autrement selon la disposition des affaires, & le bon plaisir d'un chacun, chaque mil hommes estimés par mois en argent à la somme de dix mil livres à quarante gros flament la piece.

IV. Mais il est expressément stipulé, que si sadite royale Majesté d'un côté & aussi les Seigneurs Etats Generaux de l'autre, pour raison des precedentes Alliances & obligations, ou ils sont de part & d'autre avec d'autres Potentats, Rois, Princes, Republiques & autres avoient donné, ou fussent déjà sommés de donner l'assistance à laquelle ils seroient obligés en vertu des susdites precedentes Alliances, avant qu'ils l'eussent fournie, qu'en ce cas tant l'un que les autres se pourra contenter de la moitié du secours de quatre mil hommes promis ou l'équivalent d'iceux.

V. Tant de part que d'autre étant requis par son allié ou alliez de fournir le susdit secours, il sera donné un tems convenable pour s'y preparer, à sçavoir le tems de trois mois après la signification qui lui aura été faite d'y satisfaire, après l'expiration duquel tems le secours devra être promptement fourni, sans aucun nouveau delai.

VI. S'il arrivoit que sadite royale Majesté, ou les Hauts & puissans Seigneurs les Etats Generaux vinsent à être attaqués dans leurs Royaume & pais respectifs; Et que sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux repussent cette attaque être une guerre qu'ils se sentiroient obligés de repousser, en sorte que l'état de leurs Royaume & pais ne leur permit pas à cause de la defence d'iceux, contre l'ennemi, de donner ladicte assistance, ladicte partie attaquée ne sera tenuë en ce cas de fournir pendant le tems de ladicte guerre ledit secours promis ni en tout ni

ANS
de J. C.
1614. wel te mogen defenderen, niet en souden kunnen lyden, de voorz. assilentie in 't geheel ofte ten deele te doen, soo sullen in desen gevalle de eene ende d'andere aengevochtene parthyen, niet alleen ongelouden ende niet schuldich zyn de voorz. assilentie ende hulpe geduyrende de voorz. aenvechtinge te presteren, maer de selve assilentie alreets gedaen, ende gesonden zynde, sal na verwittinge van drie maenden te vooren, mogen gerevoceert ende te rugge onthoden worden.

Aldus gedaen ende gearrelteert op believen ende Ratificatie als vooren, ende in oirconde der waerheyt zyn hier van twee gelyck-lydende exemplaria verveerdigt, ende by Welgamelde Heere Gesante van Dyck uyt den name en van wegen de Hooghtgedachte syne Konincklycke Majesteit, misgaders den voornoemde Heeren Gecommitteerde vande Hooge ende Mogende Heeren Staten Generael uytten name ende van wegen haer Ho: Mog: onderteykent, ende met hare respectiven Pitchaften bekrachtigt. In 's Graven-Hage in Hollandt, op den vyfden Aprilis, in den jare seftien hondert en veertighen, ende was onderteekent J. van Dyck, N. de Voocht, Dirck Bas, I. Magnus, I. de Goyer, M. van Lycklama, Arem Gerrisz, A. Clant. &c. ende der selver respectie Pitchaften daer op gesetct.

*Aggreatie des Konings van Sweden
op 't voorsz. Tractaet.*

WIr Gustaf Adolph von Gottes Gnaden, der Sweden, Gotten, vnd Wenden Erkohrnen Konning vnd Erb-Furst, Grosfurst in Finlant, Herzog zu Eßhon vnd Westmanland: Entbieden allen, vnd jedermanglichen, so dieses werden sehen vnd lesen, vnseren gruz vnd Gnadigen Guten willen, vnd thun hie mit künde, Nach dem vns ist exhibirt, vnd wir gesehen vnd gelesen haben den tractaet der Altiantsien vnd verbrunnisse so durch vnserem Hof-Radt vnd Gesandten den Edlen Ernvesten vnd Hochgelahrten Herrn Jacob van Dyck, der Rechten Doctorn, in unserem Nahmen, kraft vnseren Gnedigen Credents-Brieff vnd Instruktionen an einen, vnd den Edelen Ehrnveten vnd Wolweisen Herrn Nicolaes de Voocht, Burgemeister der Stadt Arnhem in Gelderland; Diederic Bas, Gecommitteerten Raeth der Edelen Vermugenden Herrn Staten van Hollandt vnd West-Vrieslandt, vnd alt Burgemeister der Stadt Ambtelredam; Jacob Magnus, Heer van Melissant, alt Burgemeister der Stadt Middelburch in Zeeland; Johan de Goyer, Rath der Edlen Vermugenden Herrn Staten des Lands van Uytrecht; Marcus van Lycklama zu Nieholt, Grietman van Stelling-werff Oostfeinde in Vrieslandt; Arem Gerrisz, alt Burgemeister der Stadt Zwolle in Over-Yssel, vnd Alert Clant zu Meyma, zu Basselt vnd Rasquart, Juncker vnd Hoveling, &c. In namen vnd van wegen der Hochvermogenden Herrn der Herrn Staten Generael der Vereinigten Nederlanden, laut ihrer habenden special bevelh, zu anderen zeiten, den 5. Aprilis dieses lauffenden 1614. jahres, in 's Graven-Hage in Hollandt aufgerichtet vnd beschlossen wie ons dan das selbig die wolgedachte Herrn Staten in ihren Brieffen sub dato den 19. Aprilis dieses jahres zu geschriben, vnd obenermeltes Tractaet laut van wort zu worten, wie hernach folget: (Also die Doorluchtigste Groot-machtigste Hooch-gebohrne Furst und Herr, Herr Gustaf Adolph, &c.) vnd weilen wir aus den oben beschriebenen tractaet (welchen wir dan bey ons mit grossen fleisse gants wol haben examiniret vnd ponderiret) befinden, das er nicht alle in zu furssetzung, vnd erhaltung, der Freyen Commerzien auf die Oost vnd Noort-Sehe, besondern auch zu beschirmung aller vnserer, vnd der wol erwelter Hoochvermogenden Herrn Staten Generael, respectie Koninckreichen, Landen, vnd Unterthanen, sampt, vnserer habenden Koniglichen, Rechten, vnd gerechticheyten, wieder vnserer beiderseits feinde vnd dan auch zu vortplantzung vnd vnterhaltung alles guten

Tom. III.

frie-

en partie, mais même si ledit secours étoit déjà envoyé, il pourra en avertissant trois mois auparavant être rappelé & remandé.

ANS
de J. C.
1614.

Ansî fait & passé sous le bon plaisir & ratification comme dessus. Et en témoin de ce a été des presentes expedie deux exemplaires conformes l'un à l'autre, & signez par ledit sieur Ambassadeur van Dyck au nom de sadite Majesté, & par les susdits Deputez de la part des susdits Seigneurs Etats Generaux & confirmez de leurs sceaux. A la Haye, en Hollande le cinquième Avril de l'an mil six cent quatorze, & étoit signé J. van Dyck, N. de Voocht, Dirck Bas, I. Magnus, J. de Goyer, M. de Licklama, Arem Gerrisz, A. Clant &c. avec apposition de leur sceaux.

*Agreation du Roi de Suede du susdit
Traitté.*

Nous Gustave Adolphe par la grace de Dieu Roy de Suede des Gots & des Vandales, Prince en Finland, Duc d'Eston, & de Westmanland; mandons à tous & à chacun qui ces presentes lettres verront ou orront lire, qu'ils apprendront par ce nôtre volenté. Après qu'il nous a été exhibé & que nous avons vu & lu le Traitté d'Alliance fait & conclu à la Haye en Hollande le 5. Avril 1614, tant par nôtre Conseiller & Deputé, le noble, grave, & sçavant Seigneur Jacob van Dyck docteur en droit, en nôtre nom en vertu de ses lettres de creance & instructions d'une part, & les nobles, graves & sages Seigneurs Nicolas de Voocht Bourguemaitre de la Ville de Arnhem en Gueldres; Diderick Bas Conseiller Deputé des Nobles & puissans Seigneurs les Etats de Hollande & de Westfrise, ancien Bourguemaitre de la Ville d'Amsterdam; Jacob Magnus Seigneur de Melissant ancien Bourguemaitre de la Ville de Middelbourg en Zelande; Jean de Goyer Conseiller de leurs Nobles Puissances les Etats du Pais d'Utrecht; Marcus de Licklama de Nieholt, Grietman de Stellingwergh-Oostfeinde en Frise; Arem Gerrisz ancien Bourguemaitre de la Ville de Zwoll en Overysse; Et Albert Clant de Meyna de Basselt & Rasquart Joncker & Hoveling. Nous ayant dont considéré la lettre des susdits Seigneurs Etats à nous écrite en date du 19. Avril de cette année, & le susdit Traitté qui commence mot pour mot comme s'ensuit (comme le tres puissant Prince & Seigneur Gustave Adolphe &c.) & qu'il nous a paru par ledit Traitté lequel nous avons examiné & pesé avec grande diligence qu'il est très-vraie, très-profitable & très bon pour l'avancement du commerce libre sur les Mers d'Est & du Nord, particulièrement aussi pour la defense de nos Royaumes, pais, & sujets & de ceux desdits Seigneurs Etats Generaux respectifs, ensemble des droits & privileges de nos Royaumes, & pour l'entretenement & augmentation de nôtre amitié reciproque, de nôtre auctorité & puissance royale, avec la connoissance, bon conseil & bon plaisir des Hauts Princes & Seigneurs Jean par la grace de Dieu Princes hereditaires de Suede, des Gots & des Vandales, Ducs de Oost Godt-land, nos chers freres, ensemble des nobles & discrets Seigneurs Magnussen Juge du pais en Upland, Comte de Wisingsburgh, Seigneur de Ridbeholm & Anholm, du Seigneur Abraham Juge du Westmanland & Dalem, Comte de Wisingsburgh, Seigneur de Ridbeholm & Lindholm; d'Axel Reyning, Marechal du Royaume, juge du Sudderman-land, Assesseur hereditaire de Thuna; du Seigneur Goeren Guldenstern, Amiral du Royaume & juge du Wester Goet-land, Seigneur Axe

Q

de

ANS friedens vnd einichkeyte zwiffchen vnseren Nachbarn
de J. C. sehr nutzlichen beforderlichen vnd guth ist, als haben
1614. wir aufz Königliche macht vnd authoritet, mit vor-
wissen guten rath vnd vollenkommenen gefallen des
auch Hooch-gebohrnen Fürsten vnd Herrn Johan,
von Gottes Gnaden der Sweden, Gotten, vnd Wen-
den, Erb-Fürsten Hertzogen zu Oster Gothlandt, vn-
fers hertz-geliebten Bruderen, sampt den Wel-ge-
bohrnen Edlen, gestrengen Herrn Magnussen des
Reichs Truchses vnd Land-Richter in Upland, Graff
zu Wifingsburgh, Frei-herr zu Ridbeholt vnd
Anholm, Herr Abraham Landt-Richter in Westman-
landt vnd Dalem, Gratien zu Wifings-Burgh, Frey-
herr zu Ridbeholt vnd Lindholm; Axel Reyningh,
des Reichs Marfchalcks Landt-Richter in Suderman-
landt, Erbgefeffen zu Thuna; Heer Georen Gulden-
stern, des Reichs Admiral vnd Landt-Richter in We-
ster Goet-Landt, Frey-herr zu Lundholm; Herr Axel
Oxenstierne, vnser, vnd des Reichs Cantzler, Landt-
Richter in Nordlandt vnd Lappemarck, Frey-hor zu
Vyholm, &c. Heer Nicolas Bieleke, Landt-Richter
in Schmalandt, Frey-herr zu Sahl-Stadt, Hans Erick-
son, Stadt-halter vff Calmar vnd in Smalandt, Landt-
Richter in Wermelandt, Erbgefeffen zu Broxwyck;
Heer Gustaff Steenbock, Stadt-halter in Westergoth-
landt; vnd Landt-Richter in Tuch-heerth, Frey-herr
zu Chronbeek vnd Erbstein, Erb-herr zu Torpavnd
Lehen; Hans Achson, Reichs-Cammer-Rath, Erb-
gefeffen zu Byrum; Boo Ribbingh, Erbgefeffen zu Sa-
by; Erlam Bierffon, Erbgefeffen zu Schatmanfa; Ni-
colas Anderson, Reichs Cammer-Rath, Erbgefeffen
zu Fardala; Heimrich Hoorn vnser Maerfchalck, Land-
Richter in Olandt, Erbgefeffen zu Wenden; Isasper
Maltffon Krause, Landt-Richter in Morda Finlandt,
Erbgefeffen zu Harwila, vnserer Lieven getrouwen
Reichs Rahte, den obengeschriebenen Confederations
Tractaet, vnd was daer auf zwiffchen gemelten vnse-
ren Hof-Rath vnd Gefanten einer, vnd den oben
gedachten Deputirten der Hoch-vermugenden Herrn
Staten Generael zur anderen zeiten, am selbigen tage
den 5. Aprilis des jtzighen jahrs zu wirklicher effe-
cturing solches Tractats mehr vnd ferner ist abgeredt,
resolviret, vnd beschlossen in allen puncten Ratifi-
ciert, approbirt, vnd laudirt; wy wir dan deselven
hiemit Ratificieren, approbieren vnd laudiren, ge-
loben bey Königlichen worten, vnd trawen, den in-
halt desfen, vnverbrecklichen zu vnterhalten zu, las-
sen auch darwider directe noch indirecte bey wehren-
den diesen nicht zu thun, oder thun noch geschehen
lassen. Desfen zu befestigung haben wir es mit ei-
gener hant vnterschriben vnd wilendtyck vnser grosses
Konickliches Secret hier anhangen lassen, wie dan im-
gleichen zu mehrer urkundt Hooch-gedachte I. Lde.
auch wol erwente vnser Reiches Rathe vnd lieben ge-
trauwen dieses mit ihrer vnterschreibung vnd respectiue
Insiegel vnd Pitschaften bevestiget haben. Actum in
vnserer Königlichen vestungh Narffue, den 28. July,
Anno ein tausent zechs hundert vnd vierzeihen. Is ge-
teeckent Gustavus Adolphus, Johannes Magnus, Graf
zu Wifings-Burg, Abraham Graff zue Wifings-
Burgh, Axel Reyningh, Georgius Guldenstern, Axel
Oxenstierne, Nicolas Bieleke Frey-herr zu Saltath. Hans
Erickffon, Hans Achson, Boo Ribbing, Erlandt Bier-
ffon, Millus Anderson, Henrich Horren, Isasper Mal-
ffon Kruus.

de Lundholm, du Seigneur Axel Oxenstierne Chancelier
de nous & du Royaume, Juge du Nordland & de Lap-
pemarck, Seigneur de Vyholm &c. du Seigneur Nico-
las Bieleke Juge de Schmaland, Seigneur de Saul-Stadt;
de Jean Erickffon, Gouverneur de Calmar & de Sma-
landt, juge du Wermeland, Assesseur hereditaire de
Broxwyck; du Seigneur Gustave Steenbock, Gouverneur
du Wester Gotlandt, & juge de Tuch-heert, Seigneur de
Chronbeek & d'Erbstein, Seigneur hereditaire de Torpa
& Lehen; de Jean Achson Conseiller de la Chambre,
Assesseur hereditaire de Byrum; de Boo Ribbing, Asses-
seur hereditaire de Saby; d'Erlandt Bierffon Assesseur
hereditaire de Schatmanfa; de Nicolas Anderson, Con-
seiller de la Chambre Assesseur hereditaire de Fardala;
de Henri Hoorn nostre Marechal juge d'Oland, Asses-
seur hereditaire de Wenden; de Isasper Maltffon Krau-
se juge de Morda Finland, Assesseur hereditaire de Har-
wila nos chers Conseillers fideles; nous avons le susdit
Traite de Confederation fait & conclu par nostre Conseil-
ler depuis d'une part, & par les susdits depuis desdits
Hauts & puissants Seigneurs les Etats Generaux d'autre
part le susdit jour 5. Avril de ladiite annee, ratifie &
aprouve & agreee en tous ses points & Articles, le
ratifions approuvons & agreons par ces presentes; &
promettons en parole de Roi & de bonne foi d'entretenir
inviolablement le contenu en icelui, de le faire observer,
sans rien faire ni permettre que directement ou indirecte-
ment il soit rien fait au contraire; En confirmation de
quoi nous avons signe ces presentes & y avons fait appo-
ser nostre grand sceau royal & secret, lesquelles ont pareil-
lement ete signees par nos susdits Conseillers, qui y ont mis
leur cachet; Fait en nostre forteresse Royale de Norffue le
28. Juillet de l'an 1614; Etout signe, Gustave Adol-
phe, Johannes Magnus, Comte de Wifings-Burg, Abra-
ham Comte de Wifings-Burg; Axel Reyning, George
Guldenstern, Axel Oxenstierne, Nicolas Bieleke; Sei-
gneur de Sal-Stadt; Jean Erickffon Hans Achson; Boo
Ribbing; Erlandt Bierffon; Millus Anderson; Henrich
Horren; Isasper Maltffon Kruus.



ANS
de J. C.

L X V I I.

1615.
L'EMPIRE
ET LE
TURC.

Traité de Paix pour vingt ans entre RODOLPHE II. Empereur d'Allemagne, & le GRAND SEIGNEUR. Fait à Vienne, sur le fin de Mai de l'An 1615. Mercure François. Tom. IV. pag. 418.

LE lendemain de ceste reception l'Empereur s'en alla avec l'Imperatrice à Prague, laissant à Vienne François Fortgali, Melchior Clezel, Jean Molard, Adolph Altem, Philippe de Solmes, Vladissas Pethein, & Paul Nagy, ses Commissaires pour conférer & traicter avec Tichaja Ambassadeur du Turc, & ledit Gratian, de tous les differens entre le Turc & sa M. L. lesquels enfin après plusieurs assemblées arretterent.

I. Pource que plusieurs & diverses actions ont esté faites jusques ici de part & d'autre contre la Paix de Situatoroc accordée l'an 1606. il est necessaire que de nouveau elle soit reconfirmée, afin de remettre toutes choses en un estat paisible : Et a esté arreté que ceste mesme paix de Situatoroc sera continuée pour vingt années, à commencer du jour & date de ces presentes ; Et ce, suivant les articles de ladite paix, qui furent lors signés, tant par le feu Empereur Rodolphe & par lui envoyées à Constantinople, que celles que le Grand Seigneur envoya à l'Empereur ratifiées par ses lettres.

II. Que les bourgs & villages qui ont tousjours resté à Agrie, Canise, Albe-royale, Peste, Bude, Solooc, Hatuan, & autres chasteaux tenu par le Turc, en ressortiront encor à l'advenir.

III. Que les bourgs & villages, lesquels contre la paix de Situatoroc ont été, ou empêchez de payer les tributs, ou par force occupez, seront visitez par Commissaires deputez des deux costez, afin d'estre delivrez & restitués à leurs vrayz Seigneurs.

IV. Que Commissaires seront aussi deputez pour ensemblement faire un estat particulier des bourgs & villages qui ressortiront & payeront seulement tribut à Novigrad & aux autres forteresses tenues par l'Empereur, afin qu'ils ne soient plus travaillez pour le payer aux Turcs.

V. Que lesdits Commissaires feront aussi un estat des bourgs & villages qui devront payer tribut tant aux places tenues par l'Empereur, qu'à celles du Turc, afin qu'il n'en advienne plus de differens.

VI. Que sur le differend intervenu pour les cent cinquante huit bourgs & villages dependans de Gran, lesdits Commissaires feront un estat de soixante les plus proches dudit Gran ; lesquels ne payeront tribut qu'aux Turcs.

VII. Que tous les bourgs & villages de Hongrie, qui ne payeront le tribut qu'aux villes de leur ressort, ne seront troublez, & ne sera rien exigé sur eux outre le tribut ordinaire.

VIII. Que si les Officiers des bourgs & villages qui levont les tributs pour les porter aux Receptes generales des villes d'où ils dependent, retardent de les y porter, le Bassa ou Bey de ceste ville le fera dire premierement par trois fois aux habitants du village qui aura manqué : Secondement s'ils n'obeyssent, il enverra un mandement au Capitaine de la forteresse plus prochaine pour commander aux Officiers d'apporter le tribut, Et tiercement s'ils n'ont fait leur devoir de l'apporter il usera de toutes contraintes envers les paysans.

IX. Qu'en toute la Hongrie les bourgs & villages ou le Turc seul doit prendre tribut, demeureront en leur ancienne taxe, sans qu'elle se puisse augmenter.

X. Qu'en la haute & basse Hongrie, Croatie, & Slavonie, Commissaires seront aussi deputez tant d'une part que d'autre, pour faire l'estat & separation

des confins & limites des territoires du Turc avec ceux de l'Empereur, & de la Maison d'Autriche.

ANS
de J. C.
1615.

XI. Que des deux costez ceux qui seront accusez d'avoir delinqué, ne seront point punis sans estre convaincus par temoins. Que de part & d'autre justice sera administrée ; & que dans quatre mois sera advisé aux dommages receus.

XII. Que cependant l'argent de la paye des garnisons d'Albe-Royale, lequel a esté pris par les Imperialistes sera rendu : & le dommage fait à Palantuar restably.

XIII. Qui les prisonniers de part & d'autre seront mis en liberté sans payer aucune rançon.

XIV. Que tous chasteaux & forteresses fortifiées depuis la paix de Situatoroc seront de part & d'autre delaisées & desmolies dedans quatre mois.

XV. Que se retrouvant des deux costez tousjours des hommes malins qui ne s'adonnent qu'à contrevenir à la paix, & troubler le repos public par violences, perquisition s'en fera diligemment, & ceux qui tomberont au pouvoir de l'Empereur seront envoyez en la Cour du Turc, pour en estre fait justice : & ceux du Turc à la Cour de l'Empereur.

XVI. Que les Prestres, Moynes, Jesuistes, & autres Religieux Catholiques pourront librement faire le service divin, & baltir Eglises par tout l'Empire du Turc, sans qu'ils y soient aucunement troublez.

XVII. Qu'il sera tant de part que d'autre permis aux pauvres paysans de Hongrie d'y habiter les villages deserts & ruinez, & prendre les terres pour les cultiver, en payant tribut des deux costez, ou selon la nature des terres qu'ils possederont.

XVIII. Que tous marchands traffiqueront librement de la Cour du Turc aux terres de l'Empire, & des terres de l'Empire en celles du Turc, en prenant passe-port des Gouverneurs des frontieres, ou des Receveurs du Trentiesme, sans bailler aucuns deniers pour le passe-port. Que s'il y a bruit de danger par les chemins, lesdits Gouverneurs leur feront donner seurte conduite, sans que lesdits marchands ayans une fois payé le Trentiesme, on le leur puisse faire payer ailleurs, ny donner aucun empeschement d'aller où ils voudront.

XIX. Que les marchands des pays de l'Empereur & de la maison d'Autriche qui voudront traffiquer avec marchandises & argent aux pays du Turc, n'iront point sans porter la banniere de l'Empereur avec ses lettres de passe-port. Si aucun y contrevient, les Ambassadeurs de l'Empereur ou ses Agents saisiront leurs marchandises & argent ; laquelle saisie ne pourra estre jugée que par l'Empereur.

XX. Que les marchands subiects à l'Empire Romain, ou à la maison d'Autriche, ou des Provinces des Archiducs de Flandres ; traffiquans par mer en Turquie, au lieu du Trentiesme payeront aux Receveurs du Turc trois pour cent de tout ce qu'ils vendront & acheteront : & à l'Ambassadeur ou Agent de l'Empereur deux apres pour cent.

XXI. Que si quelqu'un desdits marchands decede es pays du Turc, l'Ambassadeur ou Agent de l'Empereur retirera ses biens pour les remettre entre les mains de ses heritiers, sans pouvoir estre subiects au fisc du Turc.

XXII. Quand un marchand aura payé l'impôt du Trentiesme une fois il ne le payera plus aux autres ports où il vouldra aller.

XXIII. Que si lesdits marchands ont quelques procesz entr'eux, ou avec autres, le Juge du lieu en prendra la cognoissance jusques à la valeur de quatre mille apres : Sile differend est de plus, il sera renvoyé au Juge de la Porte Imperiale du Turc.

XXIV. Que les Courriers & toutes personnes envoyées d'un Empereur à l'autre seront honorablement receus par les Gouverneurs des places, & donné l'escorte qu'il leur sera de besoin pour les conduire.

XXV. Que le Bassa de Bude prendra garde soi-

ANS gneusement à ce que les lettres qui seront envoyées d'une Cour à l'autre par la Poste ordinaire, soient seurement portées & rendues.

1615. XXVI. Que les Bassas & Beys n'envoyeront plus de mandemens aux bourgs & villages pour leur apporter les Tributs : mais les officiers destinez à les recevoir les porteront au bureau de la recepte établi pour les recevoir.

L X V I I I.

ANS *Recès de la Conférence tenuë à Mastricht*
de J. C. *entre les Commissaires du Prince & Evêque*
1615. *de LIEGE, & ceux des Archiducs d'Autriche Ducs de BRABANT. Fait le 27.*
Novembre, 1615. Placards Ordonnances, Edits, &c. de Brabant. Tom. I.
Liv. V. Tit. 1. Chap. 23. pag. 647,

LIEGE ET
BRA-
BANT.

Comme ainsi soit qu'à l'instance du Serenissime Electeur du Coloigne Evêque & Prince de Liege les Serenissimes Archiducs Ducs de Brabant, Ayent par leurs lettres patentes du 26. de Juillet dernier passé, commis & député Messires Pierre Pecquius Chevalier leur Chancelier de Brabant de leur Conseil Privé & sur-intendant de la justice Militaire, Charles Malineux President de leur Chambre des Comptes, & Jean Baptiste Maes Conseiller & Advocat fiscal de leur Conseil de Brabant pour avec les commis dudit Prince Electeur entrer en communication & conférence sur plusieurs difficultez & differences tant de juridiction & limites, qu'autres meus entre leur pays de Brabant & de Liege, Ayans à ces fins par lettres patentes dudit Prince Electeur en date du 29. d'Avril dernier esté deputez messires Christophe de Blocquerie Chanoine de l'Eglise Cathedrale de Liege son Chancelier, Godefroy de Bockholt Sr. dudit lieu Cortesem & Orey de son Conseil secret, & François Diffus aussi dudit Conseil secret & son Advocat fiscal lesdits commissaires des deux Princes après avoir par l'espace de quelques mois vacqué & entendu à ladite conférence en la Ville de Mastricht, y examiné bien & au long lesdits differens, ouy ceux qui faisoient sur ce à ouyr, veu & visité plusieurs procès avec les appointemens & sentences y rendus par les Juges de l'un & l'autre desdits Pays, prins inspections oculaires d'aucuns lieux contentieux & faire autres devoirs à l'esclaircissement des matieres mises en dispute, Ont enfin après meure & grande deliberation par avis commun prins & arresté les resolutions, reglemens & recès cy après particulièrement declarez.

Et post multa.

Comme l'experience a fait cognoistre qu'entre les sujets desdits pays de Brabant & de Liege plusieurs differens ont cy devant esté meus & se pourroient mouvoir à l'avenir au grand retardement du jour & execution de la justice es cas & matieres de juridiction cy après spécifiées, lesdits Commissaires y voulant pourvoir & remedier ont conclu & resolu ce que s'ensuit.

Premierement que les poursuites reelles non precedantes d'actions personnelles intentées ou qui s'interont pardevant les juges & justices ordinaires dudit Pays de Liege sur fonds y gisants & situez ne seront d'oresnavant empêchées ny retardées par mandemens cassatoires ou autres provisions du conseil de Brabant non-obstant que les proprietaires desdits fonds soyent Brabançons, mais leur Recepveurs Serveurs & fermes de tels fonds ne pourront estre convenus à raison des fruits & levées d'iceux, sinon pour autant qu'ils les auroient perçus depuis l'insinuation faite à leurs personnes desdits procédures & poursuites.

L'on n'accordera aucunes lettres de cassation au pre-

judi-

judice de la juridiction dudit Pays de Liege à personnes estrangeres n'ayans residence ou domicile en Brabant.

Les causes personnelles intentées contre ceux demeurans & residens actuellement au Pays de Liege au temps de l'action encommencée ne seront empêchées par provisions cassatoires ou autres semblables dudit Conseil, encores que les adjournez se foyent depuis retirez ou ayent prins residence aux Pays de Brabant.

La Reparation des dommages faits par les bestiaux des Brabançons sur les fonds de Liege & au contraire appartiendra d'icy en avant à la cognoissance des juges du fond où le dommage auroit esté fait.

Les sentences des juges de l'un ou l'autre desdits Pays rendues contre Brabançons ou Liegeois ayans reconnu & prorogé leur juridiction, sans que devant la prononciation d'icelles il y ait eu opposition de la part des Princes, sortiront leur plain & entier effect, sans prejudice de la juridiction desdits Pays au regard d'autres parties.

Mais s'il arrive que devant les sentences rendues l'un ou l'autre des Princes ait fait mettre empêchement à telles procédures pour la conservation de sa juridiction & que par ce moyen la partie prorogante s'en veuille aussi deporter elle ne pourra estre receuë qu'en payant à la partie adverse tous depens à la taxation du juge pardevant lequel aura esté procédé.

Les juges de l'un desdits Pays estant requis de faire mettre à execution les sentences des juges de l'autre passées en force & chose jugée les devront faire executer au plus tost selon les Loix & costumes du pays de l'execution en vertu des lettres requisitoriales à eux adressées & delivrees, sans donner lieu aux difficultez ou debats que les condamnez voudroient susciter contre lesdites executions, sous couleur de l'injustice ou iniquité desdites sentences, ny d'exceptions de paiement, quittance, compensation, ou autres semblables, pour lesquelles ils seront tenus de pourvoir pardevant les juges ayants rendu les sentences, & suffira qu'il apparait au juge requis qu'il y a sentence depechée en forme deue & probante selon les loix & costumes desdits Pays. Que si toutesfois il y avoit de l'obscureté esdites sentences les juges requis renvoyeront ceux qui en poursuiveroient l'execution pardevant les juges requierans pour y donner l'esclaircissement & interpretation que besoing sera.

Ce que se gardera & observera aussi au regard des sentences rendus par le conservateur des privileges de l'Université de Louvain, & mesmement de celles rendues en vertu du privilege accordé aux estudians de ladicte Université, que l'on appelle *privilegium tractus*, aux restrictions que s'ensuivent. A sçavoir lors que les cessions & transports sur lesquels les sentences seront rendues auront esté faites aux suppôts de ladicte Université actuellement y estudians pour continuation, & en subsidie de leurs études par leurs parens en ligne directe, & non autrement, aussi que la somme soit aucunement proportionnée à la qualité, l'estudiant & dont l'exaction n'auroit esté différée par l'espace de seize ans, que la cession soit de chose ou actions non défendues par le droit commun & qu'il n'y ait simulation ny collusion.

Et tiendront lesdits Commissaires de Brabant la main envers ceux de ladicte Université qu'ils ayent à donner acte & declaration par escrit qu'il n'entendent de se servir du privilege de nomination au prejudice des prebendes & benefices venans vacquer es mois des ordinaires audit Pays de Liege.

Comme aussi lesdits Commissaires de Liege continueront de faire bons devoirs que ledit Evêque & Prince de Liege soit servi de faire instance envers la Sainteté de n'accorder à l'advenir aucuns briefs ny autres lettres Apostoliques en prejudice dudit privilege de nomination & de l'execution d'icelui au-

dit;

ANS audit Pays selon qu'il se pratique à present.
de J. C. L'on ne pourra donner aucun empeschement aux juges dudit Pays de Liege en l'administation & execution de la justice criminelle contre les delinquans Brabançons saisis & apprehendez en icelui Pays de Liege en present meffait ou fraische coulpe, ni reciproquement aux juges du Pays de Brabant contre les delinquans Liegeois aussi apprehendez en Brabant.

Et s'il advenoit que les delinquans se retirassent de l'un desdits Pays, où ils auront commis les delicts & malefices en l'obeissance de l'autre, en ce cas les Officiers du lieu où les delicts auront esté commis & perpretrez les pourront poursuivre, saisir & apprehender en l'obeissance de l'autre Pays où ils se seront retirez en les delivrant à Officier ou Officiers où ils seront trouvez & prins chargés de leurs cas, lesquels Officiers seront tenus, en faire incontinent la punition & correction selon les merites des malfaicteurs sans port ou dissimulation & à l'exemple des autres, selon ce qui en a cy devant esté accordé entre les deux Princes par le traité du 12. de Novembre Mil cinq cent & dix-huit.

A fin d'accomplissement de la promesse cy devant faite par seie sa Majesté Catholique de treshaulte memoire de recompenser l'Eveque de Liege & son Eglise du terroir de Mariembourg, Philipville & Charlemont au moyen de la terre & Seigneurie de Herstal Pays de Brabant & autres Seigneuries, lesdits Commissaires de Brabant entendants que sur ce auroient de temps passé esté tenus plusieurs communications & diverses journées & assemblées des Deputez desdits Princes, ont requis lesdits de Liege de leur communiquer les pieces ou bien les copies d'icelles qu'ils en avoient en leur pouvoir, A quoi a esté satisfait, & ne laisseront lesdits Commissaires de Brabant de faire rapport audit Serenissimes Archiducques de tout ce que concerne ceste matiere de recompense aussi-tost qu'ils seront de retour audit Bruxelles pour y estre prinse la resolution qu'il conviendra.

Ainsi fait, avisé, & conclu par lesdits Commissaires des deux Princes sous le bon plaisir d'eux, 27. de Novembre 1615. estoit signé.

Blacquerie, Pecquius, Bockholtz, Malineux
Fran. Diffius, J. Majus.

L X I X.

ANS Traité d'Alliance entre les PROVINCES-
de J. C. UNIES des Pays-bas, & les VILLES AN-
1615. SEATIQUES, Fait au mois de Decembre,
1615. Aitzema, Affaires d'Etat & de
Guerre. Tom. I. pag. 186.

PRO-
VINCES-
UNIES ET
VILLES
ANSEA-
TIQUES.

Alsoo van Ouden ondencklijken tijden tot den gemeynen Hanfischen Verbondt niet allene hebben gehoort de Oostersche Hanse-Steden aen die Oost-Zee, mitgaders aen die Wixel, Oder, Elbe ende Weser, ende daer ontrent gelegen, maer oock veele Nederlamsche Steden aen die Noort ende Zuyde-Zee, als oock aen die Mase, Wale, Rhyn, Issule ende andere wateren ende Stroomen, in deselve Noort ende Zuyder-Zee, exonererende, gelegen ende metten anderen in vaste Eenicheyt ende Vruftickap sijn geweest, ende in de Nabuyre Koninkrijcken ende Landen veele gemeyne Vryheden, gerechticheden ende Privilegien, door verdriften ende Contraeten hebben verkregen, deselve oock met gemeynen Raedt middelen ende machten, somwylen oock met deensive Wapenen hebben bevochten ende staende gehouden, ende dan noch die Nederlandtche Hanse-Steden metter tydt, door den Lang-weerdenen Krygh, ende eenige door ingevallene misverstanten in 't besoecken der gemeyne Hanfische t'samenkomsten verhindert, ende van wegen haer eygene sware lasten niet mede des gemeynen Verbonds lasten en hebben konnen afdragen, 'twelck dan het aensien van eene scheuringe ofte affcheydinge by eenige Nabuyren heeft gevonden, ende dan inde vrye Navigatie, Commerctien ende Traffiquen, vercheydene beswaernissen voortvallen, ende noch wyders te beforren staen, soo heeft 't selve den interessenten van nieuw te samen geset ende genoodiget, omme op middelen ende wegen te gedencen, hoe sy naest God den voorbreucken onraet weeren, ende hare gemeyne Vryheyt, recht ende Gerechtigheyt bevestigen ende erhouden mochten; ende dan in desen verloop van Jaeren die meeste Nederlandtche Hanfische-steden totte vervattinge der Ho: Mog: Heeren Staten Generael der vrye Vereenichde Nederlanden geraecket, ende mede lidmaten sijn van deselve Staet, damen so niet met haer afsonderlijk maer mette gantsche vervattinge van hare Ho: Mog: veel better, voegelijck ende vorderlijken hadde te Tracteren, waer over dan nu ettelijcke Jaere herwaerts dit werck en allen zyden in forghvuldige ende vlytjge beradinge getogen, dienthal van mede vercheydene Communication door schryven ende gesanten aenge-

telet

Traduction de ce Traité.

ANS
de J. C.

1615.

PRO-
VINCES-
UNIES ET
VILLES
ANSEA-
TIQUES

Comme de tout tems immemorial non seulement les Villes Anseatiques de l'Est, scituées à la Mer de l'Est, ensemble celles scituées sur le Wixel, l'Oder, l'Elbe & le Weser & es environs, ont été comprises dans l'Alliance commune des Villes Anseatiques, mais aussi plusieurs Villes des Pais bas scituées sur les Mers du Nord & du Sud, comme aussi celles scituées sur la Meuse, le Wale, le Rhin & l'Isel & autres eaux & fleuves, se chargeans dans les Mers du Nord & de Sud, ont été en une ferme union & amitié avec les autres & ont obtenu des Royaumes & pais voisins plusieurs libertés communes, prerogatives & privileges, qui par conseil, biens & forces communes, & par les armes defensives de plusieurs ont été defendus & maintenus; & qu'aussi les Villes Anseatiques des Pais bas ont dans la suite des tems, & par une longue guerre & des mesintelligencees survenues, été empêchées d'assister aux Assemblées generales des Villes Anseatiques, & n'ont pu, à cause de leurs propres charges supporter les charges de l'Alliance commune, ce qui chez quelques voisins a paru être une rupture & separation, & a causé plusieurs accidens onereux dans les libres navigation, commerce, & traffique, à quoi il s'agit de remedier, cela a porté & obligé de nouveau les Interressez, de penser aux moyens & voyes, comment avec l'assistance de Dieu on pourra remedier à ces inconveniens, & rétablir & confirmer lesdites libertés, droits & prerogatives communes, & comme dans cette revolution d'années la plupart des Villes Anseatiques des pais bas regardent leurs Hautes Puissances les Etats generaux des Provinces Unies, comme étant Membres de l'Etat, & qu'ainsi il ne convient pas de travailler en particulier au redressement susdit, mais avec lesdites Hautes Puissances, le Traité qui en sera fait devant être par là plus utile, plus profitable & plus convenable, il y auroit eu sur ce sujet plusieurs de liberations diligentes, depuis quelques années, & diverses communications par écrit & par deputez, surquoy même Messieurs les Bourguemaitres & Conseil de la libre & Imperiale Ville de Lubec ont traité avec les susdits Seigneurs Etats Generaux dès le mois de May de l'an 1613; C'est pourquoi après meure deliberations les susdits Seigneurs Etats Generaux ont par leurs Deputez avec ceux des Villes Anseatiques de l'Est renouvellez l'ancienne amitié &

Q 3

Union

ANS stelt ende gehouden, ende in middelst oock de Heeren J. C. ren Burgemeesters ende Raedt der vrye ende des Heiligen Rixx Stadt *Lubeck*, met Hooch-gedachte Heeren Staten Generael albereyts in de Maent van Mey des Jaers 1613. desselfs hebben geflooten, Soo ist, dat na gehoude rijpe raedt, Hooch-gedachte H: H: Staten Generael door derselve Gedeputeerde met die Erbare *Oostersche Hanse-Steden*, ende die Erbare *Oostersche* door haer respectie gemachtigde Gefanten ende Gedeputeerden met hooch-gedachte Heeren Staten Generael die oude Vereeninge ende vrundtschap hebben vernieut, sich vorder vrundtlyck ende valtelijck te samen geset, vereeniget en verbonden, ende na volgende Poincten ende Articulen eyntlijcken hebben vergeleeken ende gesloten.

I. Inden eersten, dat dese Vereeninge ofte Unie niet en sal wesen tot yemants offensie, maer alleen tot conservatie ende onderhoude der vrye Navigatie, Commerciën ende Traffiquen in de Oost ende Noort-Zee, mitgaders in de stroomen, Rivieren ende wateren, haer in deselve Oost ende Noort-Zee exonerende, ende niet anders en sal gemeeynt sijn, alsoo dat de respectie Vereenighde, hare Burgeren ende Onderdanen, de rechten aller volckeren ende haer erlangte ende hebbende *Vryheyden*, *Rechten*, *Privilegien*, ende *wel-hergebrachte gebruycken* in de voorst Oost ende Noort-Zee, streckende totte Hoofden toe, ende op de voorst Stroomen, Rivieren ende Wateren, onverhindert mogen gebruycken, en dat jegens den geenem die den Burgeren, inwoonders ende onderdanen der geunieerde met gewelt ende onrechtmatige middelen daer aen hinderen en turberen, ende endtweeder den eenen der Geunieerden voor den anderen die commercien nederleggen ende verbieden, ofte des eenen voor des anderen aen, ofte afgaende waren, sonderlinge *beleggen ende beswaren* wouden, die samentlijcke geunieerde denselven defenderen ende schutten sullen, op dat die veelvoudige beswaernissen soo haeren Burgeren, Inwoonders ende Onderdanen tot groot bedruck ende verhindeeringe der algemeyne Commerciën ende Schipvaert wedervaren, afgeschafft, ende dese Navigatie ende Commerciën den Heiligen Rycke gansses Duytland, die nabuyrige Rycken ende Landen ende namentlijck mede den vereenighden, tot nut ende voordeel gehouden ende gemeerdert moge werden.

II. Derwegen dan dese Unie niet en sal prejudicieren de vrundtschap mette Roomsche Keyserlijcke Majesteit sampt den Heiligen Rycke, noch mette Koninklijke Majesteit van Franckrijk ende Groot-Britagnien, eenfamentlijck die, de vereenichde Evangelische Chur Furtlijcken ende Stenden des Heiligen Rixx tot noch toe mette Heeren Staten onderhouden, als dat oock die Erbare Hanse-steden, die tot noch toe in de Keyserlijcke Majesteits ende des Heiligen Rixx schuts, Scherm, verwantenus ende gehoorfaem geweest, oock hier vorder daer in ende onder sijn, ende verblyven, oock een yeder Stadt die eene *Middelbare* overicheyt heeft, deselve wat recht is, jeder tijdt leyften ende mede van deselve verwachten sal, ende insgelijcx die samentlijcke vereenichde hare *Alliantien*, *Rechten*, *Statuten*, *Ordinantien* ende *Bondenissen* in haer geheel en volle weeren, onverandert ende ongeswackten sullen gehouden, alles nochtans *salvo presenti fœdere*.

III. De Vereenichde sullen dese Articulen trouwelijck ende oprechtelijck onderhouden ende die met Eede besteltigen.

IV. Die Heeren Staten Generael sullen dese Unie den gemeynen wesen den Vereenichde ten besten dirigeren, doch also, dat in allen wat voorgenomen werden sal, een yegelijck deel de vrye Stemme sal hebben te geven, tot welcken eynde dan alle tijt van wegen de Oostersche Hanse-steden eenige in den Hage, ofte andere plaetsen daer de Heeren Staten Generael sullen vergaderen, mede sullen mogen sijn by

Union qui étoit entre eux, & pour s'unir encore plus ANS étroitement, ont conclu & arrêté les points & Articles suivants. de J. C.

1615.

I. En premier lieu que cette union ne sera point offensive à l'égard d'aucun; mais seulement pour l'entretenement & conservation des libres navigation; commerce & trafic dans les Mers du Nord & de l'Est, ensemble dans les fleuves, rivières & autres eaux qui se déchargent dans les Mers du Nord & de l'Est, & ne sera pas entendu autrement; en sorte que ceux de l'Union respectie, leurs bourgeois & sujets puissent sans empêchement jouir du droit des gens, & de toutes les libertés, droits, privilèges, & usages accordez pour lesdites Mers du Nord & de l'Est, & dans les fleuves, rivières & autres eaux; tous ceux de l'Union descendront ensemblement & protégeront les bourgeois, habitants & sujets d'entre eux qui par d'autres pourroient être troublés par quelques moyens injustes, & à qui on voudroit défendre le commerce, ou en imposant quelque charge particulière sur les marchandises en allant & venant, ou autrement, afin que lesdits empêchement ou charges redoublées, tant nuisibles au commerce, & à la navigation puissent être abolies & que lesdites navigation & commerce soient poussés par tout le Saint Empire d'Allemagne, & soient augmentés au profit & utilité des ceux de l'Union.

II. C'est pourquoy cette Union ne prejudiciera point à l'amitié contractée avec sa Majesté Impériale & le Saint Empire, avec leurs Majestés de France & de la grande Bretagne, & avec les Electeurs & Cercles Evangeliques du Saint Empire & qui a jusques à présent été entretenuë avec les Seigneurs Etats, comme aussi avec les honorables Villes Anseatiques, qui ont été jusques à présent sous la protection & obéissance de sa Majesté Impériale & du St. Empire, & chaque Ville qui a une autorité mediate, toutes les Alliances, Droits, Statuts, Ordonnances, & obligations demeuront dans leur entier, le tout néanmoins salvo presenti fœdere.

III. Ceux de l'Union observeront & entretiendront ces Articles sincèrement, & les confirmeront par sermens.

IV. Les Seigneurs Etats Generaux dirigeront cette Union au meilleur profit de ceux de l'Union; mais cependant d'une telle maniere qu'en tout ce qui sera entrepris, chaque partie donnera librement sa voix; à laquelle fin, il y aura toujours quelqu'un à la Haye de la part des Villes Anseatiques de l'Est, ou dans les autres lieux où les Seigneurs Etats Generaux s'assembleront, & pourra donner son avis, en ce qui concerne l'Union & pour

by den raetslagen, die dese Unie ende wat daer van dependeert, aangach. Ende sullen de Heeren Staten **ANS** Generael eenige moge stellen ende committeren tot **de J. C.** *Lubeck*, ofte daer het noot ende gelegenthey sal ver- 1615. veyschen daer mede die *Confilia* dese beter gecommuniceert, ende t'geene wat vorders te effectueren van noode is, mach genomen werden.

V. Die vereenigde sullen hare *Contribuiones* daer toe de selve verplicht zijn, ende soo veel daer van tótyder tijde voor goet aengelen sal worden, op haer eygene onkosten aen Gelde, Schepen ende volck, te peerde ende te voete, met allen toebehooren ende gebeur in goeder bereytschap ende ordeninge houden, ende daer mede ter plaetse, daer sulcx van noode ende bestemmet worde, sich vinden laten, gelijk dan in besondere schriften de namen van de vereenichde Hanse-Steden, ende der selven contributions quoten ende aenslagen zijn vervat ende uytdruyckt.

VI. Evenverre nu by den geenen so de Commerce ende de Schipvaert behuderen tegens de voorz Privilegien ende verdraegen handelt naer voorgaende goetlycke ende vruntlycke aensoeckinge niet te erhouden en zy, wat Recht, reden, ende billichkeyt vereyscht, soo salmen defensieve daer tegens met macht procederen, gelijk men sich deswegen voor hen vereenigen wert, daer mede die voorz Privilegien ende verdraegen gehouden ende de Commerce ende de Schipvaert bevyrt en geseceert werden moge, soo verre oock de eene ofte de andere Stadt wegen dese Union, ofte der voorgemelte gemeyne en sonderlinge Privilegien halven, vernut, verdorven, ofte in andere wegen beschadiget worden, soo sal deselve tot weeringe ende ontlattinge van de aengetogene bewaernissen en reparatie van de schaden spoedige en getrouwe bystant geschieden.

VII. ende daer hetalsdan beyder deelen toestemminge tot de wapenen komen soude, sullen de Vereenichde hare inwoonende Burgeren, Ingeletenen ende aengehoorigen, soo Krygs als Zeevarent volck so der weder-partye dienet, by verlies van Lyf en Goet afvorderen, oock gelijcker gestalt niet gestaden, dat derselver wederparty, uyt hare steden ende gebieden Gelt, Volck, Scheepen, Ammunities, Wapenen, Vivres, ofte diergelijcke goederen toegesonden ofte gevolget werden, maer sullen by listtraite verbieden, en oock soo vele mogelijk, verhinderen dat het van anderen niet en geschiede.

VIII. By aldien oock by de wederparty der Geunierde Onderdanen, personen, Schepen, Goederen en uytlaende schulden in zyne Landen werden gearsteert, ofte in der Zee aengehouden, wegh genomen, en prijs gemaect, soo sal in der Geunierde Landen, Steden, ende gebieden, dergelijken oock geschieden, ende men sal daer jegens eenen yederen helpen weeten ende tegenstaen.

IX. Der Geunierde Scheepen, sullen eene des anderen Haven ende Stroomen vry en onverhindert te gebruyken hebben, ende daerinne haere nooddrift verrichten en repareren, doch dat niemant van hun eenich gewelt gebruycke, maer t'gene hy noodich heeft sich verschaffe, en danckbaerlyck betale.

X. Soo sal der Geunierde Onderdanen alomme in de Landen en Steden deser Unie, des Burgerrecht gegunnet, oock die erfenisse daer toe hy bevoegt is, onweygerlijck gevolget worden by erleginge tot nachschos ofte exue des dertichsten ofte des thiensten pennings, gelijk sulcx aen elcker oort hergekomen ende gebruyckelijck is, alleen sonder onderscheyt der Religien, soo die in't Heylige Rijk gerepiceert, ofte toe gelaten is, doch sal een yeder sich andersints Burgerlijck verhouden, en den Statutes loci onderworpen en conform betonen.

XI. Niemant van de Vereenigde en sal sonder des anderen consent en wille met den jengendeel sich vergelijcken noch verdragen ofte andersints yetwes ingaen, dat den anderen tot prejuditie en schade geyceken konde, maer veel meer daer heen trachten, dat de Vrede in't

ront les Seigneurs Etats Generaux commettre quelqu'un à **ANS** *Lubeck* ou au lieu que la necessité & l'occasion le requerra, afin que les avis & sentimens pussent d'autant mieux **de J. C.** se communiquer, & effectuer ce qui sera de besoin. 1615.

V. Ceux de l'Union tiendront en bon ordre, & bien preparez à leurs propres frais, les Vaisseaux & troupes de pied & de Cavalerie, avec tout ce qui en depend, selon les contributions auxquelles un chacun est obligé & ce pour le temps qu'il sera trouvé bon, & les feront rendre aux lieux où il sera trouvé nécessaire, & ce suivant que les noms de chaque Ville Anseatiques de l'Union & les quoties desdites contributions sont contenus dans des écrits particuliers.

VI. Et s'il arrivoit que ceux qui voudroient donner quelque empêchement à la Navigation & commerce contre les susdits privileges & Traitez, accordés, ne voulussent s'en abstenir, après en avoir été requis amiablement, & selon que le droit, la raison & l'équité le demanderoit, on procedera contre eux desensivement, car pour ce a ladite Union été faite, & afin que lesdites Navigation & commerce soient assurez & rendus libres. Et s'il arrivoit que l'une ou l'autre des Villes à cause de cette Union ou de quelque privilege particulier souffrisent quelque dommage, on l'assistera au plutôt pour leur faire obtenir l'indemnité & réparation du dommage souffert.

VII. Et si par l'avis commun on en venoit à une guerre, ceux de l'Union ordonneront à leurs habitants, & sujets, soit marabouts, soit soldats qui seront au service de la partie adverse, de le quitter, sur peine de mort & de confiscation de biens; & pareillement il ne sera permis qu'à ladite adverse partie soient envoyez de leurs Villes & des terres de leur obéissance, aucun argent, troupes, Vaisseaux, Munitions, armes, vivres, ou choses semblables, mais cela sera desendu sur peine de punition corporelle, & même, autant qu'il sera possible on empêchera que d'autres ne lui en fournissent.

VIII. Au cas aussi que l'adverse partie vius à arrester les personnes, Vaisseaux, marchandises, & dettes des sujets de ceux de l'Union, où qu'ils fussent arrêtés en mer, enlevés, ou pris, on usera de représailles dans les pais de ceux de l'Union; & en celachacun s'assistera & se dessendra l'un l'autre.

IX. Les Vaisseaux de ceux de l'Union pourront frequenter dans les rivières & havres les uns des autres, sans aucun empêchement & s'y repaier & prendre les choses qui leur seront nécessaires, mais à condition que personne n'usera de violence, mais ce qui sera fourni sera payé avec remerciement.

X. Les sujets de ceux de l'Union jouiront partout dans les pais & Villes du droit des bourgeois, & pourront recueillir les successions qui leur apartiendront comme c'est la coutume en chaque lieu, sans difference aucune de religion, comme cela est reçu ou permis dans le saint Empire; mais chacun se comportera bourgeoisement, & se soumettra & conformera aux Statuts du lieu.

XI. Personne de ceux de l'Union ne s'accordera avec l'adverse partie, sans le consentement des autres, ni permettra qu'il soit rien fait au préjudice & dommage des autres; mais au contraire tâchera que la paix commune soit entretenuë, & que les bourgeois, habitants, sujets, Vais-

ANS in't gemeyn erhouden, ende der Vereenighde Borden de J. C. geren, Inwoonders, Onderdaenen, Scheepen, Goederen en commercie van de bewaernissen bevyrt werden men tot die voorige vryheden en Privilegien secker en onbehindert gelangen moge.

1615.

XII. Daer oock een vrede ofte stillestant met den jegendeel soude gemaect worden, so sal sulcx geschieden by gemeyne Raet en believen, en anders niet.

XIII. Dit Verbont sal duynen twaelf jaren en op gemeyne believinge vorder gecontinueret worden, maer daer van wegen deselven en wat daer van dependeert, yemant van de Vereenighde byltande Bontenisse, ofte oock naer ge-eyndighe Bont te water ofte te Landen soude aengevochten ende beswaert worden, soo sal d'eene den anderen tegens d'eenen getrouwe hulpe ende bystant leyften.

XIV. Indien eenige Potentaten, Landen ofte Stenden in dese Vereeninge begeeren te komen, sullen op redelycke conditien met gemeen consente daer toe ontfangen worden.

In oirkonde zijn hier, van voor haer Ho: Mog: en voor de Vereenighde Hanse-Steeden verscheydene genlijck-luydende Instrumeten opgericht ende verveerdiget, sullen oock noch wyders, na dat hier van ten beyden syden sal wesen gecereert, met Eedesleitinge en met eenes yederen aenhangende grootte zegelen behoordick bekræftiget worden; aldus gedaen in de Maent van December in den Jaere 1615.

L X X.

ANS *Traité de Paix entre FREDERIC ULRIC*
de J. C. *Duc de Brunswic, & la Ville de BRUNSWIC. fait à Steeterbourg, le 31. Decembre, 1615. Mercure François. Tom. IV. pag. 433.*

LE DUC
ET LA
VILLE DE
BRUNSWIC.

FRideric Ulrich Duc de Brunsvic confirmera tous les privileges, immunités, & coutumes de la ville de Brunsvic, & promettra de satisfaire aux Sentences prononcées en la Chambre Imperiale, pourveu que le Senat, & les Citoyens de Brunsvic luy entendent l'hommage & lui prestent le serment en la mesme forme qu'ils firent l'an 1569. Et qu'ils le tiennent pour leur legitime Duc, comme ils ont fait ses predecesseurs. Demeurans en leur entier tous les accords cy-devant faits entre les Ducs & la ville de Brunsvic.

II. S'estant esmeu beaucoup de contentions & differents sur la Jurisdiction du Duc, & sur les termes où il dit, qu'elle se doit estendre, il a semblé bon, que l'on en traicteroit en un autre temps, ou par Arbitres, ou en la chambre Imperiale: Et ne s'agissant maintenant, sinon comme l'on pourra composer ceste guerre, & delivrer de toute gendarmerie ceste Province, reservant les privileges & le droit des deux parties, il a esté accordé, que le Ban Imperial contre la ville de Brunsvic donné cy-devant à la poursuite dudict Duc, demeurera nul, & que ledit Duc renoncera à toutes les pretentions, qu'il pense luy estre acquies par icy-luy, duquel Ban il en impeterra l'abolition de sa M. I.

III. Quant à ce qui regarde la demande que la Bourgeoisie fait sur la retention de plusieurs biens immeubles, moulins, decimes & pensions qui sont au Duché, bien que le Duc ait plusieurs exceptions à l'encontre, il a semblé bon, que tous ces biens seront restitués par le Duc, à la Ville, & à ses Eglises, Monasteres, Escholes, Hospitiaux, Bourgeois, & autres auxquels ils appartiennent: & pour les dommages receus à cause de l'alienation ou vente qui en a esté faite par le Duc, ceux qui en ont tiré l'usufruit en payeront à la ville de Brunsvic cent mille florins, & ce durant cinq ans prochains, le premier terme commençant à

Vaisseaux, marchandises & commerce soient exemptés de toute moleste, & qu'on puisse jouir sagement & sans de J. C. empêchement des libertés & privileges susdits.

1615

XII. S'il se fait paix ou treve avec l'adversé partie, ce sera de l'avis & consentement commun, & non autrement.

XIII. Cette Alliance durera douze années, & sera continuée d'un consentement commun; mais si quel qu'un de l'Union, durant ladite Alliance, ou même après l'expiration d'icelle, venoit à être attaqué ou lésé à ce sujet & ce qui en depend, on se prêterait l'un l'autre secours & assistance.

XIV. Si quelque Potentat, pais, ou villes desirent d'entrer dans cette Union, ils y seront, à conditions raisonnables, reçus d'un consentement commun.

En témoin de ce, ont été pour leurs Hautes Puissances, & pour les Villes Anseatiques Unies, dressés divers instrumens conformes, des presens, lesquelles seront confirmés par serment & apposition des sceaux reciproques, après que le rapport en aura été fait. Ainsi fait au mois de Decembre l'an 1615.

à la S. Michel de l'an suivant: excepté les biens scis à Riddergeshus, & les minieres metalliques, lesquels seront remis aux proprietaires. Toutes actions pour ce regard intentées depuis l'an 1591. seront esteintes. Les biens enlevés à ceux de Brunsvic & des villes Anseatiques ne seront restitués, mais compensation s'en fera. Et sera libre à un chacun de se faire payer de ce qui lui est d'eu.

IV. Que les tiltres & enseignemens gardez à S. Blaise seront derechef restitués & rendus à la ville.

V. Qu'il ne se fera de part ne d'autre aucune demande pour les dommages receus pendant la guerre.

VI. Que les chemins & le commerce seront libres, & tous nouveaux impôts abolis.

VII. Que tous faiseurs de cervoise & autres ouvriers demeurans aux villages seront abolis, & à eux enjoinct de suivre le Reglement fait l'an 1569.

VIII. Que la transaction faite en 1569. concernant les fiefs d'Eichuse & Venhuse, & autres, seroit gardée, & la forme du serment feodal receu l'an 1571. observée, sans que par faute d'hommage ou devoirs non faits, on peult jusques à present intenter aucune action.

IX. Si d'aventure cy après il advenoit quelque different entre le Duc & la ville de Brunsvic sur les articles de la presente transaction, ou pour quelque autre cause que ce soit, ledict Duc & Villes s'en remettront par arbitres, ou se pourvoient par la voye de Justice en la Chambre Imperiale, sans en venir plus aux armes l'un contre l'autre.

X. Que si ledit Duc contrevient de sa part à ceste transaction, dès à present il delivre ses subjects de Volselbit & de Calvmont de l'obeyssance qu'ils lui doivent, & à ses successeurs: Et afin qu'il ne reste aucune chose qu'il ne face entretenir, le Senat & les Bourgeois de Brunsvic dilayeront de lui prester l'hommage jusques à ce que les articles cy dessus soient solennellement confirmés & establis. Que de l'autre part, si le Senat & les Bourgeois de Brunsvic violoient en quelque façon que ce fust ceste transaction, ils se soubmettoient à n'estre secourus des villes Anseatiques leurs alliées.

XI. Que toute la gendarmerie tant d'une part que d'autre seroit licenciée, sans qu'elle apportast incommodité: réservé la garnison ordinaire du Chateau & de la ville de Brunsvic.

XII. Que

ANS XII. Que sous ceste transaction de paix seront com-
de J. C. pris d'une part, tous ceux de la Maison de Brunsvic de
la branche de Sellen, les Conseillers du Duc, Pre-
1615. vots, Chefs de Cavalerie, Capitaines, Officiers,
vassaux, Ministres & subjects. Et de l'autre, Tou-
tes les villes Ansatiques; & principalement Lubec,
Breme, Magdebourg, Lunebourg, & tous leurs Syn-
dics, Prevots, Chefs de Cavalerie, Officiers, Bour-
geois, & subjects.

XIII. Que dans deux mois le Duc & la ville de-
puteront vers l'Empereur, pour le prier avoir agreable
cette transaction de Paix, & imposer une grande
peine à celui qui y contreviendra: laquelle transaction
sera au paravant Signée & scellée par le Duc, tanten
son nom que pour ses successeurs: Et par le Consul au
nom de la ville.

L X X I.

Articles accordez, sous le bon plaisir de
LOUIS XIII. Roi de France, entre Mes-
sieurs de Brissac Marechal de France, & de
Villeroy, Conseillers d'Etat de sa Majesté,
d'une part, & Mr. le Prince de CONDE
premier Prince du Sang, d'autre; afin de
parvenir à une conférence pour la paci-
fication des troubles de France. Fait à Fon-
tenay-le Conte, le 20 Janvier 1616. Mer-
cure François. Tom. IV. Part. II. pag. 19.

I. LE Roi se contentera de traiter en ladite con-
ference avec mondit Seigneur le Prince,
& autres Princes, Ducs, Pairs, Officiers de
la Couronne & tous autres, tant Catholiques, que
de la Religion pretendue ref. qui l'ont assisté & se sont
joins avec lui, y compris mesme les deputez de ceux
de ladite Religion assemblez à Nismes.

II. Ladite conference se fera en la ville de Lou-
dun par Commisaires deputez par sa Majesté pour
traiter avec mondit Seigneur le Prince, & les Sei-
gneurs susnommez, laquelle commencera le dixiesme
jour de Fevrier prochain.

III. Et afin que rien ne puisse troubler un si
bon œuvre, a esté trouvé à propos, sous le bon
plaisir de sa Majesté, de faire une Suspension d'ar-
mes & de toutes actions militaires par tout le Ro-
yaume & autres pais de l'obeissance de sa Majesté; comme
pareillement dans les souverainetez de Sedan & de
Raucourt, A commencer, pour le regard des Pro-
vinces de Poictou, Xaintonge, Angoumois, Breta-
gne, Anjou, Touraine & Berry, du jour que les pre-
sents articles auront esté ratifiez par sa Majesté. De
la volenté de laquelle ledit Seigneur Prince fera esclai-
rçy dans le trentiesme du present mois. Et pour le re-
gard des autres Provinces esloignées, ladite suspension
d'armes commencera du jour qu'elle sera publiée dans
lesdites Provinces, par les Gouverneurs, ou Lieuten-
ans generaux d'icelles, pour finir par tout au premier
jour du mois de Mars aussi prochain. Dequoi ledit
Seigneur Prince advertira en mesme temps ceux qui
commandent dans les places & lieux de ceux qui se sont
joins & unis avec lui.

IV. Et pour faire que ladite suspension d'armes soit
promptement executée & observée par toutes les Pro-
vinces du Royaume, sa Majesté sera suppliée tres-hum-
blement d'y envoyer en diligence ses commande-
ments necessaires pour la faire publier. Et si atten-
dant ladite publication aucunes personnes estoient
arrestez prisonniers apres ledit trentiesme jour du pre-
sent mois, sont dès à present declarez de mauvaise
prise, & seront relaschez à la premiere demande qui en
sera faite de part & d'autre.

V. Durant ladite suspension ne sera fait de part
& d'autre aucune fortification es villes & places prises
depuis le premier jour de Septembre dernier, ny au-

Tom. III.

cune levée de gens de guerre dans le Royaume, & pays
de l'obeissance de sa Majesté.

VI. Et pour empêcher que la proximité des armées
n'apporte aucune alteration de part & d'autre; a esté
accordé, souz le bon plaisir de sa Majesté, qu'en at-
tendant ladite Conference, nuls des troupes de sa-
dite Majesté, ne passeront, ny demeureront deçà la
riviere du Clain: Comme aussi durant ladite Confe-
rence les forces de sa Majesté se retireront au delà de la
riviere de Vienne, sans approcher de huit lieux de la-
dite ville de Loudun. Mais quant aux garnisons qui
pourroient estre necessaires pour la seureté des villes &
places au deça des rivières de Vienne & du Clain, les-
quelles pourroient donner quelque jalousie, il sera
dressé un Estat avec Monsieur le Prince, ou autre qu'il
commettra, du nombre d'hommes qui seront mis
en icelles.

VII. Comme au semblable aucun des troupes de
l'armée de Monseigneur le Prince n'approchera de la
ville de Poictiers durant ladite suspension, de six lieux,
ny logeront au delà de la riviere de Toué, ny es Pro-
vinces d'Anjou & de Bretagne, au delà de ladite ri-
viere de Toué. Et quant aux garnisons qui pourroient
estre necessaires pour la seureté des places de Mondit-
seigneur le Prince, lesquelles semblablement pourroient
donner jalousie, en sera dressé estat avec ceux qu'il plai-
ra à sa Majesté commettre.

VIII. Et pour le regard de la Province de Xain-
tonge, n'y logeront aucunes troupes, depuis Taille-
bourg remontant sur la riviere de Charente.

IX. Quant aux autres Provinces, sa Majesté &
Mondit-Seigneur le Prince deputeront quelques-uns
pour regler les troupes qui y seront, & convenir de
leur forme de vivre.

X. Mondit-Seigneur le Prince pourra durant ladite
Conference, & pour la seureté d'icelle, loger cent
hommes de guerre en la ville de l'Isle-Bouchard, &
jusques à huit cens hommes dans celle de Loudun:
ensemble quatre cens chevaux es environs de ladite vil-
le de Loudun, es lieux & endroits qui seront cy-aprés
nommez avec sa Majesté, ou ceux qu'il lui plaira
ordonner.

XI. Les troupes desdites armées qui se voudront
retirer par commandement ou congé des Generaux
d'icelles, ou desdits Seigneurs, Princes, Ducs, Pairs,
Officiers de la Couronne, Gouverneurs des Provin-
ces, & Lieutenans Generaux du Roi, le pourront
faire en toute seureté, advertissant les Gouverneurs des
villes & places par lesquelles ils passeront: Et n'y pour-
ront neantmoins passer que vingt à vingt à la fois. Faict
& signé à Fontenay le Conte le vingtiesme Jan-
vier, 1616.

Ordonnance pour la suspension d'Armes.

De par le Roy. Sa Majesté voulant embrasser tous
moyens convenables pour mettre son Royaume en re-
pos, & faciliter la tenuë de la Conference qui se doit
faire à ceste fin, A ordonné que suspension d'armes,
& de toutes actions militaires sera faite & observée
par tout son Royaume, pays, & terres de son obeis-
sance, à commencer du jour de la publication de la
presente Ordonnance, jusques au premier jour de Mars
prochain; pendant lequel temps, ne pourront estre
pris aucuns prisonniers de guerre, ny fait aucunes en-
treprises de part ny d'autre. Mandans à ceste fin à tous
Gouverneurs & Lieutenans Generaux de ses Provin-
ces & villes, Baillifs, Seneschaux, Prevots, Juges,
ou leurs Lieutenans, Capitaines, Chefs & Condu-
cteurs de ses gens de guerre, & à tous les autres Jus-
ticiers, Officiers & subjects qu'il appartiendra, de faire
publier la presente Ordonnance, & icelle faire entre-
tenir & observer, & reparer toutes contraventions qui
y pourroient estre faites. Donné à Chastelleraud
le 23. jour de Janvier 1616. Signé, LOUYS. Et
plus bas, de Lomenie.

ANS
de J. C.
1616.

130

TRAITEZ DE PAIX,

L X X I I.

FRANCE
ET
CONDE.

*Edict de LOUIS XIII. Roy de France,
pour la Pacification des Troubles de son
Royaume, donné à Loudun, au Mois de
May, 1616. & verifié au Parlement de
Paris le 13. Juin de la même année.
Mercure François. Tom. IV. Partie II.
pag 89.*

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, A tous presens & à venir, Salut.
Considerant les grands maux & calamitez advenues par les troubles & guerres, desquelles nostre Royaume a esté depuis quelque temps, & est encores de present affligé : & prevoiant la defolation qui pourroit cy après advenir, si par la grace & misericorde de nostre Seigneur ledits troubles n'estoient promptement pacifiez : Nous pour à iceux mettre fin, remedier aux afflictions qui en procedent, remettre & faire vivre nos Subjects en paix & union, repos & concorde, comme toujours a esté nostre intention : Après avoir sur ce pris l'advis de la Roynie nostre tres honorée Dame & Mere, des Princes, Ducs, Pairs, Officiers de nostre Couronne, & autres Seigneurs & notables personages de nostre Conseil, estans près de nous : Avons par cestuy nostre Edict perpetual & irrevocable, dit, statué & ordonné, dilons, statuons & ordonnons ce qui s'ensuit.

PREMIEREMENT, que la Memoire de toutes choses passées d'une part & d'autre, en cestuy nostre Royaume, depuis le premier jour de Juillet, dernier, que les presens troubles & mouvemens de guerre ont commencé, & à l'occasion d'iceux jusques à la publication qui sera faicte dans les Provinces, par nos Gouverneurs & Lieutenans Generaux en icelles de l'acte de la paix, demeurera esteinte & assoupie, comme de chose non advenue, & ne sera loisible, ni permis à nos Procureurs Generaux, ni autres personnes publiques, ni privées quelconques, en quelque temps, ni pour quelque cause que ce soit, en faire mention, procesz, ni poursuite en aucune Cour, ni Jurisdiction.

II. Desfendons à tous nos subjects de quelque estat & qualité qu'ils soient, d'en renouveler la memoire, s'attaquer, injurier, ni provoquer l'un l'autre par reproche de ce qui s'est passé, en contester ou quereller, ni s'outrager, offenser de faict ou de parole : Mais leur ordonnons se contenir & vivre paisiblement ensemble, comme freres, amis & concitoiens, sur peine aux contrevenans d'estre punis comme infracteurs de paix, & perturbateurs du repos public.

III. Ordonnons que la Religion Catholique, Apostolique, & Romaine, sera presentement remise & reestablie en tous les lieux & endroits où l'exercice d'icelle pouvoit avoir esté intermis, à l'occasion des presens mouvemens : desfendans à toutes personnes de quelque estat, qualité & condition qu'ils soient, sur les peines que dessus, de ne troubler, molester, ni inquieter les Ecclesiastiques en la celebration du service divin, jouissance & perception de leurs dixmes, fruits & revenus de leurs benefices, & en tous les autres droicts & devoirs qui leur appartiennent : mesmes leur laisser la libre demeure & habitation dans leurs maisons, auxquelles ils souloient demeurer auparavant ces mouvemens. Voulans que tous ceux qui durant iceux se sont emparez des Eglises, biens & revenus desdits Ecclesiastiques, & qui les detiennent & occupent, leur en delaisient l'entiere possession, & paisible jouissance, avec tels droicts, libertez, & feutez qu'ils avoient auparavant.

IV. Combien que par le soing & prudent advis de la Roynie, nostre tres-honorée Dame & Mere, nous ayons cy devant commandé & ordonné tres-

expressément de bouche, & par escrit, à nostre Cour de Parlement, & à nostre Procureur General, de de J. faire toutes poursuites & recherches de ceux qui ont participé au deffait patricide du feu Roy nostre tres-honoré Seigneur & Pere (que Dieu absolve,) Nous ayant esté neantmoins representé, que contre nostre intention aucuns de nos Officiers sont reputez avoir usé de nonchalance & negligence en ladite recherche : Nous ordonnons derechef, & tres-expresément enjoignons à nostredite Cour de Parlement de Paris, & à nostredit Procureur General de recevoir tous advis, memoires & enseignemens qui leur seront apportez sur ce subiect, pour faire la recherche, poursuite & punition de cet execrable crime : leur mandant de faire en cet endroit ce qui est du deub de leur charge, pour l'exacte execution de ceste nostre volonté. Et afin de destourner les esprits de nos subjets de penser à l'advenir à ces damnablez actes & impietez, nous escrirons à tous les Evêques de nostre Royaume, de faire publier chacun en leurs Dioceses le Decret du Concile de Constance, qui fait mention de la feureté de la vie des Roys & Princes souverains.

V. Et encores que la surseance de l'execution des Arrests de nostre Cour de Parlement de Paris, portée par l'Arrest de nostre Conseil du sixiesme Janvier mil six cents quinze, & les Declarations que nous avons envoyées hors nostre Royaume, ayent esté par nous ordonnées en la presence de la Roynie nostre tres-honorée Dame & Mere, des Princes, Ducs, Pairs de France, Officiers de nostre Couronne, & autres principaux Seigneurs de nostre Conseil, estans près de nostre personne, avec grande cognoissance de cause, meure deliberation, & pour bonnes & importantes considerations & raisons, afin de conserver & entretenir suivant l'exemple & la prudence du feu Roy nostre tres-honoré Seigneur & pere, pour le bien & grandeur de nostre Royaume, toute bonne correspondance, paix, amitié & intelligence avec nostre tres-saint Pere le Pape & le S. Siege Apostolique, sans pour cela avoir fait aucune declaration prejudiciable, ny des-avantageuse en sorte quelconque à nostre auctorité Royale, ny à nostre puissance souveraine, & à l'indépendance de nostre Couronne : dont par le prudent Conseil de nostredite tres-honorée Dame & Mere, Nous avons toujours esté & serons plus jaloux & soigneux protecteurs que tous autres, ainsi que le requiert & nous y oblige nostre interet. Neantmoins nous ordonnons que ladite surseance portée par l'Arrest de nostre dit Conseil du sixiesme Janvier 1615, soit levée, pourveu & à la charge aussi que ce qui reste à executer de l'Arrest ou deliberation de nostre dite Cour de Parlement, du deuxiesme dudit mois de Janvier y mentionné, demeurera sans execution.

VI. Et bien que nous ayons eu soing de commander à ceux de nostre Conseil de travailler à la Responce qu'il nous convient faire aux Cahiers qui nous ont esté presentez par les Etats Generaux de nostre Royaume, & que mesmes ils y aient desja beaucoup avancé, en ayant faict le rapport d'une partie en nostre presence : neantmoins pour tesmoigner à tous les Ordres d'iceuluy le desir que nous avons d'y pourvoir promptement, & satisfaire autant qu'il nous sera possible à leur contentement : Nous voulons & entendons qu'il soit cy après travaillé incessamment à la responce desdits Cahiers, en forte qu'elle soit expeditee dans trois mois après la publication des presentes.

VII. Voulons aussi que le premier Article du Cahier du Tiers Estat nous soit lors representé, pour estre par nous pourveu sur le contenu en iceluy, avec l'advis des Princes de nostre sang, autres Princes, Ducs, Pairs de France, Officiers de nostre Couronne, Principaux de nostre Conseil, & aucuns de nos Cours de Parlement qui y seront par eux envoyez, suivant le commandement que nous leur

ANS leur ferons d'y deputer pour deliberer sur ledit Ar-
de J. C. ticle.

1616. VIII. Declaronz suivant les anciennes Loix du Royaume, renouvelées par l'Ordonnance faicte sur les remonstrances des Estats de Bloys, en l'année 1576. Qu'aucuns estrangers ne seront à l'advenir admis es offices de nostre Couronne, ni es Gouvernements de nos Provinces & places fortes, charges & dignitez militaires, offices de Judicature & des Finances, dignitez & Prelatures Ecclesiastiques, & autres fonctions publiques : sinon qu'en consideration de leurs signalez & recommandables services, & de leurs qualitez & merites, & que pour la reputation de nos affaires & grandeur de nostre Couronne, il y soit par nous desfogé, ainsi qu'il a esté souvent faict par les Roys nos predecesseurs, que l'on a veu par experience en avoir esté utilement servis.

IX. Voulons & entendons, comme nous avons tousjours faict, que les Cours souveraines de nostre Royaume soyent maintenues & conservées en la libre & entiere fonction de leurs charges, & en l'autorité de Jurisdiction qui leur a esté donnée par les Roys nos predecesseurs.

X. Pour pourvoir aux Remonstrances qui ont esté faictes par nostre Cour de Parlement de Paris, en ce qui concerne la jurisdiction à eux attribuée, tant par leur établissement, que Ordonnances des Roys nos predecesseurs, sera faict une Conference suivant ce qui a esté ci-devant proposé des principaux de nostre Conseil, & de nostredite Cour de Parlement, nonobstant l'Arrest de nostredit Conseil du 23. May dernier, lequel demeurera sans effect.

XI. Voulons & ordonnons que tous ceux qui ont esté pourvus par les Roys nos predecesseurs, ou par nous des charges, estats, offices & dignitez : & qui en ont esté deposez, ou qui sont en quelque sorte que ce soit troublez en la fonction & exercice d'iceux, contre les loix du Royaume, y soient remis & re-stablis, pour en jouir par eux, suivant & conformément aux provisions & pouvoirs qui leur en ont esté expediés, s'en acquittans de leur part, comme ils sont tenus de faire par leurs provisions, & les sermens par eux prestez, & suivant nos Edicts & Ordonnances.

XII. N'entendons que desormais les charges de nostre Maison, des Roynes nos Mere, & frere, Gouvernements de nos Provinces & villes, Lieutenances generales desdites Provinces, Capitaineries de Places & Châteaux, & toutes charges militaires, & autres qui n'entrent point en nos parties caſuelles, soient venales : Ce que nous interdisons & defendons à tous generale-ment quelconques.

XIII. Et afin que nous ayons plus de moyen de recompenser la vertu & les merites de ceux qui nous auront bien & fidellement servis, nous declaronz que nous n'entendons donner à l'advenir aucunes survivances ni reserves d'aucuns Estats & offices, charges & dignitez, soit de nostre Couronne ou de nostre maison ou autres; comme aussi des Gouvernements des provinces & villes, Lieutenances Generales, & Capitaineries de places. Voulons que si par importunité ou surpris aucunes lettres ou provisions en estoient ci-apres expediées, elles soient revoquées sans que l'on y ait aucun esgard.

XIV. Voulons & entendons que les Edicts de Pacification, Declarations, & Articles secrets, verifiez en nos Cours de Parlement, comme aussi les brevets & responſes des Cahiers faictz par le feu Roy nostre tres-honoré Seigneur & Pere, & Nous, en faveur de nos subjects de la Religion pretendue reformée, soient observez & executez, & qu'ils en jouissent selon leur forme & teneur.

XV. Et d'autant que maistre Pierre Berger Conseiller en nostre Cour de Parlement de Paris qui estoit pourveu d'un des six Offices qui par le trentiesme Article dudit Edict furent affectez à ceux de ladi-

te Religion pretendue reformée, a faict profession de la Religion Catholique, Nous avons crée & erigé, de J. C. creons & erigeons de nouveau un office de Conseiller en nostredite Cour de Parlement de Paris, aux 1616. mesmes gages, droicts, privileges, autoritez & fonction que les autres. Et lequel office (ainsi que dit est) par nous presentement crée, Nous affectons à ceux de ladite Religion pretendue reformée au lieu de celui que tient ledit Berger, & dont nous ferons pourveoir un personnage de ladite Religion pretendue reformée suffisant & capable, suivant la forme portée par le cinquantesme des Articles particuliers accordez à Nantes à ceux de ladite Religion.

XVI. Voulons & entendons que l'exercice de ladite Religion pretendue reformée, soit remis & re-stabli aux lieux où il pourroit avoir esté discontinué ou interrompu depuis ledit premier jour de Juillet, & à l'occasion des presens mouvements, ainsi & en la mesme forme qu'il estoit auparavant.

XVII. Et afin qu'il ne soit doubté de la droicte intention de nostre tres-cher cousin le Prince de Condé, & ceux qui se sont jointz avec lui, nous declaronz que nous reputons & tenons nostredit Cousin le Prince de Condé, pour nostre bon parent & fidel subject & serviteur, comme aussi les autres Princes, Ducs, Pairs, Officiers de nostre Couronne, Seigneurs, Gentils-hommes, villes, communautez, & autres, tant Catholiques, que de la Religion pretendue reformée, de quelque qualité & condition qu'ils soient, qui l'ont assisté, & se sont jointz & unis avec luy, soit avant ou durant la suspension d'armes, y compris mesmes les Deputez de ladite Religion pretendue reformée n'agueres assemblez à Nismes, & de present en nostre ville de la Rochelle, pour nos bons & loyaux subjects & serveurs. Et après avoir entendu la Declaration à nous faicte par nostredit Cousin le Prince de Condé, nous croyons & estimons que ce qui a esté faict par luy & les susnommez, a esté à bonne fin & intention, & pour nostre service.

XVIII. Nostredit Cousin le Prince de Condé, & les autres Princes, Ducs, Pairs, Officiers de nostre Couronne, & Seigneurs, tant Catholiques que de la Religion pretendue reformée qui l'ont assisté, & se sont jointz & unis avec luy, soit avant ou durant la suspension d'armes, y compris mesmes les deputez de ladite Religion pretendue reformée cy-devant assemblez à Nismes, se desisteront & departiront dès à present de tous traictez, negociations, unions, intelligences, jonctions, & associations qu'ils pourroient avoir, tant dedans que dehors nostre Royaume, avec quelques Princes, Potentats & autres personnes quelconques, & pour quelque cause & occasion que ce soit, & y renonceront, sans pouvoir cy-apres les continuer ny renouveler : Ce que nous leur defendons très-expressement. Comme aussi de faire d'oresnavant aucunes cottizations & levées de deniers sans nostre permission, fortifications, enrrollemens d'hommes, congregations & assemblées autres que celles qui sont permises par nous ou nos Edicts, & par les loix & Estats de nostre Royaume. Le tout sur peine d'estre punis rigoureusement, comme contempteurs & infrauteurs de nos Ordonnances.

XIX. Voulons & entendons que nostredit Cousin, & tous lesdits Princes & autres susnommez & specifiez, demeurent entierement quittez & deschargez de tout ce qui s'est faict & passé, depuis le premier jour de Juillet dernier, à l'occasion desdits mouvements, jusques au jour de la publication qui sera faicte dans les provinces, & par les Gouverneurs ou Lieutenans Generaux d'icelles, de l'acte de la Paix, qui y sera envoyé, sans que cy après ils en puissent estre rechercher ny inquietez, pour quelque cause & pretexte que ce puisse estre, soit pour la prise des armes, port d'icelles, enrrollemens & conduite de gens de guerre, établissements & entrecenemens des garnisons, entreprises, sieges & prises de villes, places, châteaux &

ANS maisons fortes, par assault, composition ou autrement, de J. C. fortifications, demantelemens, & demolitions d'icelles, pillages & brulemens de faux-bourgs & villages, 1616. Eglises & maisons, commandez & advoiez par les Chefs, selon l'ordre & necessité de la guerre, equipage & conduite d'artillerie, prise ou fonte d'icelle, & de boulets, confection de poudres & salpêtres, armement de vaisseaux sur la mer & rivières, congez donnez aux Capitaines de Marine, prises & butins faicts en consequence desdits congez sur ceux du parti contraire, prise de Couriers & Messagers de leurs paquets & lettres, mesme durant la Trefve, emprisonnement d'Officiers, ou autres personnes, establissement de Conseils generaux ou particuliers, tant pour la direction des finances que pour autres affaires de la guerre, jugemens & execution d'iceux, tant civils que criminels, de police ou reglemens, translations de Chambres de Justice, de Generalitez, d'Eslections & Greniers à sel, executions de mort faictes par droit de guerre par les Prevosts des Marchaux, leurs Lieutenans ou autres commis, & establis es armées, ou par commandement des Chefs, les formes de la Justice non gardées, jugemens & declarations de ransons, amendes & butins, impositions de nouveaux droicts & devoirs, continuation des anciens, ou augmentation d'iceux, levées de pionniers, estape, munitions de guerre & magazins de vivres & fourrages, corvées d'hommes pour fortifier ou abatre places fortes ou chasteaux, prise de chevaux, de navires, de batteaux chargez de marchandises & biens sur mer, ou sur les rivières, prise & vente de biens, meubles, bagues & joyaux, & argenterie, appartenant tant aux Ecclesiastiques qu'aux particuliers, dons d'iceux, baux à ferme des immeubles, coupes & ventes de bois taillis, ou de haute fustaye à nous appartenans, ou à autres, assemblées & tenues de Conseils, establissement de Bureaux & Pancartes, introduction d'etrangers, infraction ou contravention faicte à la Suspension d'armes de part & d'autre, dont la reparation n'aura esté faicte, & tout ce qui a esté fait, geré, & negocié, dit ou escrit es livres, declarations & expeditions d'affaires, voyages, intelligences, traictiez, associations & negociations faictes par quelques personnes que ce soit, en quelque lieu, & pour quelquel effect que ce puisse estre, tant dedans que dehors le Royaume : comme aussi toutes prises & levées de nos deniers, ou des particuliers, de quelque nature que ce soit, & à quelques sommes qu'ils se puissent monter, soit en nos receptes ou hors d'icelles, tant du domaine, decimes, aides, tailles, tailon, vente de sel, prix d'icelui, tant des marchands, que de la gabelle, impôts & octrois mis sur iceluy, traictes & impositions mises sur les bleds, vins, vivres & denrées, & sur toutes autres sortes de marchandises, entrans & sortans des villes & autres lieux, prise de deniers des depots, consignations d'amendes, butins, & ransons; & biens meubles, faictes d'arterages, rentes & revenus appartenans à quelques personnes que ce soit, fruiets de benefices, subfides, subventions, contributions, emprunts sur les villes & bourgs, & toutes autres prises & levées de deniers publics ou particuliers faictes, les formes accoustumées non gardées, par quelques personnes que ce soit, & generalement tous actes d'hostilité, de fordes & excès faicts & commis par la licence & necessité de la guerre, & toutes autres choses quelconques, ores qu'elles ne soient plus particulièrement ici exprimées, faictes & executées pendant lesdits troubles, & qui se sont ensuivis à l'occasion d'iceux, en quelque sorte & maniere que ce soit, & par qui que ce soit qu'elles aient esté faictes avec pouvoir, charge, commandement ou adveu de nostredit Cousin, ou des Princes, Ducs, Pairs, & Officiers de nostre Couronne, Chefs d'armées, ou Commandans dans les Provinces qui se sont jointes & unis avec luy. Desendons à toutes personnes quelles qu'elles soient d'en faire aucune mention, recherche, procez, ny

pour suite, en quelque temps que ce soit, en aucune Cour ou Jurisdiction, en general, ou en particulier, soit contre nostredit Cousin & tous autres autorisez & advouez de luy, & qui ont esté employez par luy : entendans qu'ils en demeureront entierement quittez & deschargez, comme nous les en quittons & deschargeons par ces presentes, soit que les choses susdictes aient esté faictes par les commissions, lettres & mandemens de nostredit Cousin, ou des autres susnommez, imposans sur ce silence perpetuel à nos Procureurs Generaux, leurs Substitués, presens & à venir, & à toutes nos Cours de Parlement, Juges, Officiers, & tous autres, sans qu'il soit besoyn aux particuliers d'obtenir de nous, pour ce qui les concerne, autres lettres que ces presentes.

XX. Demeureront pareillement quittez & deschargez tous ceux qui ont esté commis par nostredit Cousin le Prince de Condé, pour la direction des finances & deniers publics, ensemble de nos Officiers, tant de nos Generalitez, que des Eslections & Greniers à sel, & tous autres qui ont executé les commissions & ordonnances de nostredit Cousin, & se sont entrepris par son commandement, & en vertu de ses commissions des levées desdits deniers & autres expeditions & actes de Jurisdiccions sur ce faictes es villes qui se sont jointes & unies avec luy, sans qu'ils en puissent estre ores & à l'advenir inquietez, poursuivis, ny recherchez en façon que ce soit. Voulons que tout ce qui a esté par eux executé ayt pareil effect comme s'il avoit esté fait en vertu de nos Commissions.

XXI. Voulons aussi que tous nos Receveurs Generaux & Particuliers, Fermiers, ou autres comptables, lesquels sont leur demeure & residence es villes & lieux tenus par nostredit Cousin, mesmes les Collecteurs des Paroisses & communautiez, & tous ceux qui ont esté par luy commis & establis, ou par les autres Princes, Ducs, Pairs, & Officiers de la Couronne, & autres joints & unis avec luy, & ayans pouvoir de luy à la levée & distribution desdits deniers, demeurent quittez & deschargez vers nous de tout ce qui aura esté payé par eux à quelques personnes, & pour quelque cause que ce soit, en vertu de leurs Ordonnances, Mandemens, & quittances : comme aussi de tous deniers qui auront esté pris par force & violence dans nos receptes ou hors d'icelles, des mains de nos Receveurs, Fermiers, & autres comptables qui les auroient transportez ailleurs, sans qu'eux, leurs cautions & certificateurs presens & à venir en puissent estre recherchez ny inquietez, en quelque façon que ce soit. Voulons que tout ce qui aura esté par eux payé, soit passé & alloüé en tous estats, comptes & comptereaux, en rapportant par eux pour toute descharge les Ordonnances ou quittances de nostredit Cousin, ou d'autres autorisez, & advouez de luy; & les actes & procez verbaux de force & contrainte, bien & deüement certifiez : pourveu neantmoins qu'ils en baillent estat certifié d'eux, & fassent paroistre desdites quittances ou procez verbaux, au bureau des Thresoriers de France de leur Generalité, dont ils prendront acte dans un mois après la publication des presentes, lequel tems passé ils n'y seront plus receus ny admis : & cependant toutes contraintes qui pourroient estre faictes par les Thresoriers de France, ou Receveurs Generaux contre lesdits Receveurs particuliers, pour le regard desdites deniers, seront surcises.

XXII. Validons & autorisons pour cest effect tous comptes & comptereaux qui auront desia esté rendus par lesdits Receveurs, Fermiers, ou Commis, soit pardevant nostredit Cousin, ou autres par luy commis, pour les ouyr & arrester : ensemble les ordonnances, mandemens, & acquits de l'emploi desdits deniers, & payemens faicts en vertu d'iceux, & quittances de nostredit Cousin, ou autres autorisez de luy, & qui se sont joints avec luy, encores que l'ordre de nos finances n'ait esté gardé,

ANS de J. C. 1616. dé, sans qu'il leur soit besoin d'obtenir d'autres lettres de validation, ny declaration de nous, que les presentes, lesquels comptes ou comptereaux avec ledites ordonnances, mandemens, acquits, & quittances, ledits comptables seront tenus porter ou envoyer dans quatre mois en nos Chambres des Comptes, au ressort desquelles ledites levées & receptes de deniers auront esté faictes; sans qu'ores ny à l'advenir ledits comptes puissent estre subjects à revision ny correction, ny ledits comptables tenus à aucune comparution pour cest effect, sinon en cas d'obmission de recepte ou faux employ, ny rendre autre nouveau compte que ceux qu'ils auront (comme dit est) rendus à nostredit Cousin, ou à ceux qui auront esté ordonnez par luy pour les ouyr; nonobstant toutes defectuosités & manquemens de formalitez qui s'y pourroient trouver, imposans sur ce silence perpetuel à nos Procureurs Generaux de nosdites Chambres, presens & à venir.

XXIII. Et pour le regard de ceux qui n'auront encores rendu leurs comptes, nous les en avons deschargez & deschargeons, attendu le peu de temps de leur maniemment. Pourra neantmoins nostredit Cousin les faire compter par estat par devant lui, ou autres qui seront à ce par lui ordonnez pour cet effect: Lequel estat ou coppie collationnée d'icelui, ils mettront dans six mois es mains de nos Receveurs Generaux des finances, chacun en sa Generalité, pour servir & valoir tant à nosdits Receveurs Generaux que Particuliers, & autres Officiers comptables, pour la justification des reprises de leurs comptes, sans que ledits Receveurs generaux soient tenus de la validité ou invalidité des acquits: validant pour cest effect ainsi que dessus, toutes Ordonnances, mandemens, acquits & quittances de nostredit Cousin, & des autres Princes, Ducs, Pairs, Officiers de nostre Couronne, & autres joints & unis avec lui & autorisez de lui.

XXIV. Voulons & entendons que les susdits articles aient aussi lieu pour les Maire, Eschevins, Pairs, Bourgeois & habitans de nostre ville de la Rochelle, & qu'ils demeurent deschargez de tout ce qui a esté fait par eux, geré & negocié durant ces presens mouvemens, & jusques à present, tant en ladite ville que dans le pays d'Aunis, soit pour levée & assemblée de gens de guerre, prises de places fortes, Chasteaux & maisons dans ledit gouvernement, & confins d'icelui, établissement des garnisons, armement des vaisseaux, prise & retention de navires, commissions & congez donnez pour cest effect, & generalement de tous autres actes d'hostilité: comme aussi de toutes impositions & levées de deniers, tant en ladite ville que hors d'icelle, mesmes du subside par eux imposé à Rochefort sur Charante, prises de deniers publics tant ordinaires qu'extraordinaires, de quelque nature qu'ils soient: pareillement des deniers de nos tailles, tailon, aides & creux, desquelles maistre Jean Royer Receveur des tailles de ladite ville auroit esté contraint de vuider ses mains, ensemble des deniers qu'ils ont receu de maistre Jacques Raizin, Receveur du domaine d'icelle, qui nous ont esté cy devant adjugez & confisquezz par sentence du Juge des traittes de ladite ville du 11 jour de Juillet, 1614. dont ils demeureront deschargez, nonobstant tous dons qui en pourroient avoir esté par nous auparavant faicts à quelques personnes que ce soit, & sans que ledits Royer & Raizin en puissent estre recherchez à present ni à l'advenir: voulans que les quittances qu'ils rapporteront desdits Maire, Eschevins ou autres par eux commis pour les recevoir, soient receuës en la Chambre des comptes, & par eux ledits deniers passez & alloiez en vertu d'icelles sans difficulté, & cependant mettront dans les bureaux des Thresoriers de France à Poitiers dans un mois, estat de tous les deniers qu'ils auront ainsi payez pour servir à la descharge du Receveur general, pour justification de la recepte de ses comptes, & pour le regard de ce qui a esté receu par le Receveur ordinaire des deniers communs & patrimoniaux de

ladite ville, ou autres commis par eux pour recevoir ledits deniers cy dessus specifiez, ils seront deschargez, rendans compte desdits deniers ainsi receus par devant ledits Maire & Eschevins, comme ils ont accoustumé faire des autres deniers de leur charge.

XXV. Les Commissaires & Controleurs des guerres, payeurs & autres qui ont esté commis & ordonnez par nostredit Cousin; Gouverneurs des Provinces ou commandans en icelles au fait des monstres, & paiement des gens de guerre tant de cheval que de pied, qui estoient à sa suite, ou sous son autorité, & de ceux qui estoient joints & unis avec lui durant les presens troubles, demeureront pareillement deschargez de tout ce qui regarde la certification des acquits & paiement d'iceux, selon les roubles qu'ils en auront signez & expediez, encores que les formes n'y aient esté gardées & observées.

XXVI. Comme pareillement ceux qui ont esté establis durant ledits presens mouvemens, pour exercer les charges de Commissaires & gardes des vivres & munitions es armées conduites par nostredit Cousin, & autres Princes, Ducs, Pairs & Officiers de nostre Couronne, & Seigneurs tant Catholiques que de la Religion pretendue reformée, joints & unis avec lui, demeureront deschargez de leur administration, & de tout ce qui s'est passé, fait & executé par eux esdites charges, de l'ordonnance de nostredit Cousin, ou des Princes & Seigneurs pour toutes sortes de munitions, vivres, chevaux, harnois, & autres choses levées & exigées sous leurs noms, sans qu'ils soient responsables du fait de leurs commis, clerks, & autres officiers par eux employez, le tout en rapportant par eux dans quatre mois declaration & certification de nostredit Cousin, ou desdits Chefs & Gouverneurs, comme ils auront bien & fidelement servi en l'exercice de leurs charges, en vertu dequoy nous les dispensons pareillement de rendre aucun compte en nos chambres des Comptes.

XXVII. Et pour ce que les veufues & heritiers de ceux qui sont morts au service ou à la suite de nostredit Cousin, ou ont esté employez par luy, pourroient estre poursuivis & recherchez pour raison des choses faites durant ledits presens troubles & mouvemens, & à l'occasion d'iceux par leurs maris, ou ceux desquels ils sont heritiers, nous voulons & entendons qu'ils jouissent de la mesme descharge que les defuncts pourroient faire suivant les articles precedents.

XXVIII. Ne pourra estre tenu nostredit Cousin, ny les autres Princes & Seigneurs qui l'ont assisté, & se sont joints & unis avec luy, ensemble les comptables par eux commis ou autorisez, de payer ou faire valoir en leurs noms à qui que ce soit, ce dont pour la necessité des affaires durant ledits presens mouvemens, & à l'occasion d'iceux, ils auront baillé leurs mandemens, lettres, rescriptions, assignations ou promesses.

XXIX. Et pour plus grande assurance & effect de nostre intention, nous voulons & ordonnons que tous Edicts, Lettres patentes, Declarations, faictes & publiées, Arrests, Sentences, Jugemens & decretz donnez sur icelles en nostre Conseil, Cours de Parlement, & autres Cours souveraines, & en tous autres lieux & Jurisdiccions de nostre Royaume, & pays de nostre obeyssance tant contre nostredit Cousin, que les autres Princes, Ducs, Pairs & Officiers de nostre Couronne, Seigneurs, Gentilshommes, Officiers, Corps de villes, Communautés & particuliers de quelque qualité & condition qu'ils soient, tant Catholiques que de la Religion pretendue reformée, qui se sont joints & unis avec lui, & l'ont suivi, assisté & secouru, presté aide & faveur en quelque sorte & maniere que ce soit, pendant & à l'occasion desdits presens troubles & mouvemens: comme aussi toutes poursuites qui pourroient avoir esté faites contre les Deputez de ladite religion pretendue reformée cy-devant assemblez à Nismes, &

ANS
de J. C.

#616.

autres pour s'estre trouvez es assemblées tenuës à Nismes & à la Rochelle, assemblées Provinciales, & aux Confeils des Provinces, demeurent nulles, & de nul effect & valeur, & comme tels soient rayez & tirez des Registres de nostredit Conseil, Cours de Parlements, & autres Jurisdiccions : Ensemble toutes informations, procez verbaux, prises de corps decretées, & procedures commencées, & autres actes de justice faits pour raison des choses advenûs durant & à l'occasion desdits mouvements. Defendons à nos Procureurs Generaux, leurs Substituts, & à tous autres particuliers d'en faire aucune instance ny poursuite à l'advenir.

XXX. La declaration faicte à Poitiers au mois de Septembre dernier, demeurera nulle & de nul effect, comme si jamais elle n'estoit advenûe, & sera ostée des Registres du Parlement de Paris, sans qu'elle puisse porter prejudice, ny l'exemple d'icelle estre tiré à consequence à l'advenir, en ce qui regarde l'honneur & dignité des Princes de nostre sang, lesquels neanmoins demeureront subiects à nostre justice, selon les formes anciennes & accoustumées en ce Royaume pour leur regard. Et quant à l'enregistrement de ladite Declaration, nous entendons qu'en quelque sorte qu'il ait esté fait en nostre Cour de Parlement de Paris, il soit tiré des Registres d'icelle, & pareillement que ladite Declaration, & les arrests, Sentences & Jugemens intervenus sur icelle en toutes nos autres Cours de Parlement, & Jurisdiccions inferieures, soient aussi ostées & tirées des Registres d'icelles.

XXXI. Comme aussi nous voulons que s'il avoit esté donné quelque Arrest en nostre Cour de Parlement de Bordeaux au mois de 1614. ou fait quelque arresté qui se trouvoit dans les Registres de ladite Cour contre nostredit Cousin le Prince de Condé, il soit tiré & osté desdits Registres.

XXXII. Toutes places, villes & communautéz qui se sont jointes & unies à nostredit Cousin le Prince de Condé, & lesquelles à l'occasion des presens mouvements pourroient estre troublez en la libre & entiere jouissance de tous leurs anciens droicts, privileges, franchises, libertez, dons, concessions & octrois, y seront remises & restablies à pur & à plain : Voulans qu'ils en jouissent, en la mesme forme & maniere, qu'ils ont bien & deüement fait jusques au premier jour de Juillet dernier ; Comme pareillement, Nous voulons & ordonnons que toutes Instances, Jurisdiccions, Bureaux de receptes generales & particulieres, qui auroient depuis ledit temps, & à l'occasion de cesdits mouvements esté ostées & remises ailleurs, y seront remises & restablies en la mesme forme qu'ils estoient auparavant, & notamment la Chambre de l'Edit de Guyenne à Nerac, cessant & revocquant tous nouveaux reestablishemens d'Electiions qui pourroient avoir esté faits pendant cesdits mouvements, & à l'occasion d'iceux.

XXXIII. Que les habitants de nostre ville de Poitiers, tant Ecclesiastiques, Officiers, qu'autres, de quelque qualité & condition qu'ils soient, lesquels à cause de ce qui est advenû le 23. du mois de Juin 1614. & jours suivans, & depuis se sont retirez de ladite ville, seront incontinent après la publication du present Edit remis & establis en icelle, & en la possession & fonction de leurs charges, dignitez, benefices & offices, tant Militaires que de Judicature, de la police, des finances, & gages, ensemble tous autres qui pour mesme subiect ont esté deposez de quelques charges, & toutes lettres, actes, procedures & informations faictes à l'encontre d'eux, par quelques Commissaires que ce puisse estre, & qui pourroient en quelque façon que ce soit toucher nostredit Cousin le Prince de Condé, ensemble l'honneur desdits habitants, de la fidelité & innocence desquels nous nous tenons bien & deüement informez, soient cassées & revoquées comme nulles, & de nul effect & valeur, & ôtées des registres, tant du siege Presidial que de la maison de Ville, & de tous les autres lieux : Et sont tous les

dessus-nommez mis en nostre protection, de nos Gouverneurs & Officiers dans la Province, & de ceux de ladite ville.

XXXIV. Toutes procedures, informations, recherches faites, sentences & jugemens donnez à l'encontre d'iceux depuis ledit vingt-troiesme Juin mil six cents quatorze, tant pour ce qui regarde la navigation de la riviere de Clin, construction de la ruë neuve de Poitiers, que pour les caux & forests, demeureront nulles, & de nul effect & valeur, & les parties remises pour ce regard en l'estat qu'elles estoient auparavant, & les Arrests de nostre Conseil fuivis.

XXXV. Voulons aussi, que nostredit Cousin & lesdits Princes, Ducs, Pairs, Officiers de nostre Couronne, & Seigneurs ; Ensemble tous Gentils-hommes, Officiers, Ecclesiastiques & autres, tant Catholiques que de la Religion pretendue reformée qui l'ont suivi & assisté & se sont joints & unis avec lui, tant avant que durant la suspension d'armes, soient restablis, maintenus & conservez en la libre & entiere jouissance de leurs Gouvernemens, Estats, charges, offices, benefices & dignitez : ensemble des gages droicts & revenus qui en escheveront ci apres, dont ils jouissoient avant le mois de Juillet dernier, & auxquels ils pourroient avoir esté troublez à l'occasion des presens mouvements, sans qu'ils soient tenus ni adtraits à prendre autres provisions ou confirmations de nous que ces presentes, ni à faire aucun remboursement ou recompense, à ceux lesquels pendant leur absence s'en sont fait pourvoir, & les ont exercées : & ce nonobstant toutes Declarations, Arrests, & Jugemens donnez contr'eux, lesquels comme nuls & de nul effect demeureront cassez & revoquez, comme nous les cassons & revoquons, & ordonnons qu'ils soient tirez des Registres, tant de nos Cours souveraines qu'autres Jurisdiccions inferieures.

XXXVI. Voulons & entendons que toutes personnes tant d'une part que d'autre, soient remises comme nous les remettons & restablissions en la jouissance de tous & chacun leurs biens meubles & immeubles, heritages, rentes & revenus, droict, devoirs, noms, raisons & actions, & quelque part qu'ils se trouvent, dont ils pourroient avoir esté deposez, troublez ou empeschez à cause des presens troubles & mouvements : nonobstant tous dons qui en pourroient avoir esté faits à leur prejudice ou de ceux auxquels ils appartiennent, leurs veufues, enfans & heritiers : Lesquels dons, confiscations & toutes autres dispositions d'iceux ; & toutes obligations & promesses sur ce faites, nous voulons demeurer nulles, ensemble toutes procedures, Jugemens, Sentences, Arrests, saisies, & ventes faites en execution d'iceux, & generalement tout ce qui s'en est ensuivi.

XXXVII. Entendons aussi que le present Edit ait lieu pour nostre tres-cher frere naturel le Duc de Vendosme, & tous ceux qui l'ont suivi & assisté, soit avant ou depuis qu'il s'est joint & uny avec nostredit Cousin le Prince de Condé, & qu'ils soient compris en la discharge generale portée par le present Edit, pour tout ce qui s'est passé pendant les presens troubles, & à l'occasion d'iceux : Et pour cest effect, Nous avons cassé & revoqué, cassons & revoquons tous Jugemens, Sentences, & Arrests qui pourroient avoir esté donnez, tant contre luy que ceux qui l'ont suivi, soit en nos Cours de Parlement & autres lieux, & spécialement l'Arrest de nostre Cour de Parlement de Rennes, du vingt-sixiesme Mars dernier, donné contre les sieurs d'Alegre, Saint Denys Maillet, Pierrepont, la Roche-giffart, de Camors, de Charnacé, & la Barre-Chivray : Et celui de nostre Cour de Parlement de Rouën, du onzieme Mars dernier, donné contre le sieur de la Baliviere, & autres y nommez, lesquels nous avons entierement dischargez, ensemble les veufues, enfans, & heritiers de ceux qui ont esté executez, de toutes les condamnations portées par iceluy : lesquels Jugemens, Sentences, & Arrests, nous voulons estre tirez des

Regi-

ANS
de J.C.

1616.

Registres, tant de nosdites Cours de Parlement de Rennes & Roïen, qu'autres lieux & Jurisdiccions inferieures, & impolons sur ce silence perpetuel à nos Procureurs Generaux, leurs Substituts presents & à venir.

XXXVIII. Comme aussi, nous revoquons tous les Arrests donnez en nostre Cour de Parlement de Rennes, contre nostredit frere naturel le Duc de Vendosme, & ceux qui l'ont suivi depuis le premier Janvier mil six cents quatorze, jusques à present tant à l'occasion desdits presens mouvements, qu'au prejudice du Traicté de Sainte Manehould, & de l'Edict qui fut fait en consequence d'iceluy en sa faveur: Comme aussi tout ce qui s'est fait & passé es derniers Estats de nostre Province de Bretagne, tenus en nostre ville de Nantes enladite année 1614. au prejudice des charges qu'il aaudit pays.

XXXIX. L'Edict fait sur le Traicté de S. Manehould au mois de Juillet 1614. sera suivi & observé en toutes ses parties, & toutes procedures, Sentences, Jugemens & Arrests donnez au prejudice d'iceluy, demeurent nulles & comme non advenues; comme pareillement seront revoquez l'Arrest de condamnation donné en l'an 1615. en nostre Parlement de Rennes contre le sieur de Camore, & le Jugement donné prevostablement par le Seneschal de saint Sever en Guyenne, contre le sieur de Stignoly, & ceux qui l'ont assisté pour l'entreprise dudit saint Sever en l'année mil six cents quatorze, lesquels seront tirez des Registres de nostredit Cour de Parlement de Rennes, & du siege de saint Sever, & de tous autres lieux & Jurisdiccions: voulons les condamnez estre remis en leur bonne renommée, honneurs, & biens, pour en jouir comme auparavant, & que toutes marques, vestiges, & monuments desdictes executions soient ostées.

XL. Toutes Sentences, Jugemens, & Arrests donnez pendant les presens mouvements contre les absens & non defendus d'une part & d'autre, soit en Justice civile ou criminelle, en toutes nos Cours ou Jurisdiccions, mesmes les poursuites faites en execution d'Arrests ou Sentences données auparavant les presens troubles, seront nulles, & de nul effect & valeur, & seront les parties remises au premier estat, & ainsi qu'elles estoient ledit premier jour de Juillet. Et pour le regard des executions de mort qui ont esté faites de part ou d'autre à l'occasion desdits presens mouvements, Nous voulons que la memoire de ceux qui ont esté condamnez & executez soit retablee & restituée, & les veufues, enfans, ou heritiers, deschargez de toutes amendes & confiscations qui pourroient avoir esté adjugées, ensemble de tous interets civils, ou despens, & que toutes marques & monuments desdictes executions soient ostées: Ce que nous voulons specialement avoir lieu pour la condamnation & execution de mort intervenue en la personne de Jacques de Normanaille, sieur des Heberts: Comme en semblable, Nous voulons que toutes poursuites faites à l'occasion de cesdits troubles contre

Visailly de Gien, & ceux qui l'ont delivré, demeurent nulles, & de nul effect.

XLI. Le temps qui a couru depuis le premier de Juillet dernier jusques à present ne pourra servir pour acquerir aucune peremption d'instance, ny prescription coutumiere, legale, ou conventionnelle contre ceux qui ont suivi nostredit Cousin, & qui se seront joints & unis avec lui; & neanmoins toutes Sentences, Jugemens, Arrests, & procedures, & tous autres actes de Justice faites & donnés, tant en nos Cours souveraines, qu'en toutes nos autres Justices & Jurisdiccions inferieures, entre personnes de mesme party, & entre tous autres qui auront volontairement contesté & suby Jurisdiction ne seront subiects à aucune revocation, ains demeureront en leur force & vertu, sauf la voye de droict où le cas y escherra: Comme aussi tous jugemens qui auront esté donnez par le Conseil estably par nostredit Cousin entre gens de mesme par-

ty, & dont l'execution s'en sera ensuivie, tiendront: mesmes les Jugemens criminels donnez sur duels qui se sont faits, tant par nostredit Cousin, qu'aux armées, & Provinces, sauf les interets des parties civiles.

XLII. Tous memoires, libelles diffamatoires, lettres, escrits, & livrets injurieux & scandaleux demeureront supprimez: Et sont faites defences tres-expresses à tous Libraires & Imprimeurs d'en imprimer ny exposer en vente cy après, & à toutes personnes d'en écrire & composer, sur peine de la vie. Enjoignant à tous nos Juges & Officiers de faire leur devoir à la recherche & punition des Auteurs d'iceux: ensemble des contrevenans ausdictes defences: Et neantmoins pour entierement esteindre la memoire des choses passées, Voulons que ceux qui pourroient estre poursuivis & recherchez à l'occasion de tous escrits faits & mis en vente depuis l'Edict de sainte Manehould, en estre deschargez, comme aussi ceux qui pourroient estre detenus prisonniers sur ce subiect.

XLIII. Voulons & ordonnons que poursuite & punition soit faite des crimes & delicts commis entre personnes de mesme party pendant les presens mouvements: Comme aussi de ceux qui seront atteints & convaincus d'incendie & assassinats de sang froid, violens, ravissements, & forcemens de femmes & filles, & sacrileges.

XLIV. Toutes personnes estans de contraire party, tant d'une part que d'autre, qui ont esté pris durant les premier mouvements, & à cause d'iceux, ou sont detenus prisonniers en quelque lieu que ce soit, mesmes en galleres, ou qui ont esté eslargis à leur caution juratoire, ou d'autrui, seront remis en leur pleine & entiere liberté, sans pouvoir estre detenu, poursuivis, ny condamnez en aucune peine, tant corporelle, infamante, que pecuniaire, dequoy nous les avons deschargez & deschargeons par ces presentes. Et quant aux prisonniers de guerre il en sera usé comme s'ensuit; C'est à sçavoir, que toutes personnes de contraire party, tant d'une part que d'autre, qui ont esté prises durant les presens mouvements, & à cause d'iceux ont esté jugez de bonne prise, & en vertu desdits jugemens ont payé rançon, ne pourront intenter aucune action pour ce subiect, ny pretendre aucune restitution de deniers contre qui que ce soit. Tous ceux aussi qui ont esté pris & jugez de bonne prise, qui en vertu desdits jugemens ont composé & convenu de leur rançon à prix & sommes certaines & limitées, qui sont encores detenus prisonniers, se sont obligez ou baillé caution pour le payement desdictes sommes certaines & limitées, pourront estre poursuivis pour ce regard, & contrains au payement d'icelles sommes. Et quant à tous autres qui n'ont convenu ny composé de leur rançon à prix & sommes limitées, soit qu'ils soient encores detenus prisonniers ou mis en liberté souz leur caution juratoire, ou d'autrui de se représenter, ne pourront nullement estre poursuivis pour aucun payement de rançon, comme par ces presentes, Nous les avons deschargez & deschargeons de l'un & de l'autre, sans qu'ores, ny à l'advenir ils en puissent estre recherchez, molestez, ny inquietez en quelque sorte & maniere que ce soit.

XLV. Seront restituez de part & d'autre tous titres, papiers & enseignemens qui pourroient avoir esté pris dans les maisons & chasteaux particuliers, sans qu'ils puissent estre retenus, pour quelque cause & pretexte que ce puisse estre.

XLVI. Toutes prises qui auront esté faites par mer durant le present mouvement en vertu des congez & advezs donnez par les Chefs de part & d'autre sur ceux du party contraire, & qui auront esté jugez par les Juges de l'Admirauté, ou autres Officiers à ce commis, demeureront assoupis sous le benefice du present Edict, sans qu'il en puisse estre fait aucune poursuite, ny les Capitaines & leurs cautions, bourgeois, & advitailleurs, & lesdits Juges

ANS

de J.C.

1616.

ANS & Officiers recherchez & molestez en quelque fa-
 de J. C. çon que ce soit : Comme aussi, Nous voulons que
 1616. tous ceux qui auront obtenu congé de nostredit Cousin
 pour aller sur mer, & qui avec iceux seront japa-
 ris, soient deschargez de toutes les prises qu'ils ont
 faites, ou pourront faire en vertu d'iceux, pendant
 le temps de trois mois après la date des présentes, tout
 ainsi qu'ils seroient s'ils avoient eu congé de nous, ou
 de nostre Cousin l'Admiral, dont les jugemens se fe-
 ront par les Officiers ordinaires de nostre Admirauté, ou
 autres à qui la cognoissance en appartient.

XLVII. Nostredit Cousin le Prince de Condé fe-
 ra remettre incontinent après la publication de la paix
 dans les Provinces, les villes & places de Chasteau-
 Thierry, Espernay, Tonné - Charante, Damajan, &
 généralement toutes les autres villes, places & cha-
 steaux que luy ou ceux qui sont assistez par luy, & se
 sont jointz avec luy, tant Catholiques que de la Re-
 ligion pretendue reformée ont prises pendant ces mou-
 vemens, & ce entre les mains de ceux qui les avoient
 en garde, sans aucune en excepter : Comme aussi seront
 remis & restitués de part & d'autre toutes autres pla-
 ces, maisons, & chasteaux appartenans, soit aux Ec-
 clesiastiques, ou aux Gentils-hommes particuliers en-
 tre les mains des Seigneurs propriétaires d'iceux, ou
 de ceux qui en jouissoient auparavant cédits mouve-
 mens. Et pour le regard de Tartas, attendu qu'il a
 esté surpris sur le sieur de la Harie pendant la sus-
 pension d'armes, il sera présentement remis en ses
 mains, & devant que l'on procede à la restitution des
 autres.

XLVIII. Comme en semblable nous voulons &
 entendons que les villes & chasteaux de Craon, Creil
 & Clermont en Beauvoisis soient remis incontinent
 entre les mains de nostredit Cousin le Prince de Condé
 en l'estat qu'elles sont. Et aussi les villes de Bryenne,
 Rosnay & Montbron, entre les mains de nostre Cou-
 sin le Duc de Luxembourg à qui elles appartiennent :
 à la charge neantmoins de faire demolir les fortifications
 qui y pourroient avoir esté faites pendant ces mouve-
 mens, si aucunes y en a.

XLIX. Nos Officiers, tant Catholiques que de la
 Religion pretendue reformée, qui ont demeurés vil-
 les qui ont suivi & assisté nostredit Cousin, & qui à
 l'occasion de ce, ou en suite du present mouvement
 n'ont peu payer le droit annuel de leurs offices dans
 le temps pour ce prefix aux bureaux qui en avoient esté
 établis, ou en leur défaut leurs veufues, enfans,
 ou heritiers, seront receuz à payer ledit droit un mois
 après la publication du present Edict, & en ce faisant
 jouiront du benefice dudit droit.

L. Et d'autant que pour subvenir aux grandes som-
 mes de deniers qu'il nous convient recouvrer, tant
 pour le licentierement des gens de guerre qui sont sur
 pied de part & d'autre, & autres affaires de la guerre,
 seront les cinquante sols par minor de sel qui avoient
 esté ostez en l'année mil six cens dix, remis & reim-
 posez, ainsi qu'ils estoient du vivant du feu Roi nostre
 tres-honoré Seigneur & Pere.

LI. Pour pareilles considerations seront reestablis les
 quarante sols qui se souloient lever sur chacun quintal
 de sel en l'estenduë de la ferme de Lyonnais, dicté à
 la part du Royaume.

LII. Comme aussi pour subvenir ausdictes despens-
 ses, nous avons ordonné quelques droicts estre impos-
 sez & levez sur les marchandises dont on trafique sur
 quelques-unes des rivières de cestuy nostre Royaume,
 afin de soulager d'autant le peuple de la campagne, &
 de nos bonnes villes.

LIII. Les Articles secrets qui auront par nous esté
 accordez, & qui ne se trouveront inferez en ce present
 Edict seront entretenus de poinct en poinct, & invio-
 lablement observez, & sur l'extrait d'iceux, ou de
 l'un desdits articles signez par l'un de nos Secretai-
 res d'Etat, toutes lettres necessaires seront expé-
 diées.

LIV. Et afin qu'il soit promptement pourveu à

l'observation de nostre present Edict, mandons à nos
 amez & feaux Conseillers les gens tenans nos Cours de
 Parlement, qu'incontinent après iceluy receu, & toutes
 choses cessantes, ils aient à le faire publier & enre-
 gistrer en nostdites Cours selon sa forme & teneur,
 purement & simplement, sans user d'aucunes modi-
 fications ny restrictions, ny attendre autre jussion &
 mandement de nous, & à nos Procureurs en requérir
 & poursuivre incontinent & sans delay la publication,
 laquelle nous enjoignons aux Gouverneurs & nos Lieu-
 tenans generaux de nos Provinces de faire pareille-
 ment faire chacun en l'estenduë de sa charge, &
 par tous lieux & endroits à ce faire accoustumez, &
 ce au premier commandement qu'ils en recevront
 de nostre part, & sans attendre que ladicte publi-
 cation ait esté faite dans nostdites Cours de Parlement,
 à ce que nul n'en pretende cause d'ignorance, & que
 plus promptement toutes voyes d'hostilité, levées de
 deniers, payemens & contributions escheuz & à escheoir,
 prises, demolitions, & fortifications de villes, pla-
 ces & chasteaux cessent, declarans dès à present icel-
 les levées de deniers, fortifications, demolitions, con-
 tributions, prises de biens, meubles, & autres actes
 d'hostilité qui se feront après la publication ainsi faite
 par les provinces sujettes à restitution, punition &
 reparation, à quoi nous voulons estre procédé contre
 les contrevenans. Sçavoir est, contre ceux qui use-
 ront d'armes, forces & violences en la contravention
 & infraction de cestuy nostre present Edict, empe-
 schant l'effect & execution d'iceluy de peine de mort,
 sans espoir de grace ny remission : Et quant aux autres
 contraventions qui ne seront faites par voyes d'armes,
 forces & violences, seront punis par autres peines cor-
 porelles, bannissements, amandes honorables, & au-
 tres, suivant la gravité & exigence des cas, à l'arbitre
 & moderation de nos Juges & Officiers, auxquels nous
 en avons attribué & attribuons la cognoissance, char-
 geant en cet endroit leur honneur & conscience d'y
 proceder avec la Justice & égalité qui y appartient, sans
 exception ou difference de personne. Si donnons en
 mandement ausdits gens tenans nostdites Cours de
 Parlement, Chambres de nos Comptes, Cours de nos
 Aydes, Baillifs, Seneschaux, Prevoists, & autres nos
 Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, ou à leurs
 Lieutenans, qu'ils fassent lire, publier & enregistrer
 cestuy nostre present Edict & Ordonnance en leurs
 Cours & Juridictions, & iceluy entretenir, garder
 & observer de poinct en poinct, & du contenu en
 faire jouir & user pleinement & paisiblement tous ceux
 qu'il appartiendra, cessant & faisant cesser tous trou-
 bles & empeschemens au contraire. Car tel est nostre
 plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à
 tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à nostre-
 dit present Edict, sauf en autre chose nostre droit,
 & l'autrui en toutes. Donné à Blois au mois de May,
 l'an de grace mil six cens seize. Et de nostre regne le
 sixiesme. Ainsi signé, LOUIS. Et à costé vils, &
 au dessous, Par le Roi, estant en son Conseil, DE
 LOMENIE. Et scellé du grand sceau de cire verte, sur
 lacs de soye rouge & verte.

Leu, publié & enregistré, oüy & consentant le Procureur general du Roy, du tres-exprés & reteré commandement dudit Seigneur, après tres-humbles remonstrances à luy faites & reiterées sur les cinq, quatorze, quinze & cinquante-troisiesme articles, & sans tirer à consequence à l'advenir pour la creation de l'office de Conseiller de la Religion pretendue reformée, mentionné au quinziesme article. A Paris en Parlement le 13. Juin 1616. Signé, DU TILLET.

Leu, publié, & enregistré en la Chambre des Comptes, oüy, & ce consentant le Procureur general du Roy, suivant l'Arrest de ce jourd'uy ving-huitiesme Juin, mil six cens seize. Signé, BERTHELIN.

VEU par la Chambre les Lettres Patentes du Roi en forme d'Edict, données à Blois au mois de May dernier, & les Articles particuliers y attachez sous le contrescel, l'Edict de Pacification donné à Nantes au mois d'Avril

ANS d'avril 1598. verifié & enregistré en ladite Chambre le
de J. C. dernier Mars ensuivant : conclusions du Procureur ge-
neral du Roi, & tout considéré, LA Chambre, les
1616. deux Semestres assemblez, a ordonné & ordonne, que

sur ledit Edict & Articles sera mis, leu, publié, &
registré, ouy, & ce consentant le Procureur general du
Roi pour le contenu es quatorze & cinquante-troisième
articles dudit Edict, & cinquiesme desdits Articles par-
ticuliers, estre gardé & observé en ce qu'ils sont confor-
mes aux Edicts & Declarations du Roy, verifiez &
registrés en ladite Chambre, & à la charge que ceux qui
ont recu & manie les deniers & compté d'iceux, sui-
vant le vingt-deuxiesme article dudit Edict, satisferont
à iceluy dans le temps qui leur est prefix, & que les au-
tres qui n'ont encores rendu compte, compteront en icelle
Chambre dans deux mois, sans que la despense desdits
comptes rendus & à rendre, puissent excéder la recepte :
Et sera sa Majesté tres-humblement suppliée, de por-
voir au remplacement des deniers pris & affectez au
payement des rentes, & sans approbation du contenu es
cinquante, cinquante-un, & cinquante-deuxiesme ar-
ticles dudit Edict. Et au regard de Maître Isaac le
Maistre, Conseiller & Maistre en ladite Chambre,
mentionné au quatriesme desdits Articles particuliers :
Ordonne ladite Chambre, qu'après qu'il sera purgé sui-
vant l'Arrest d'icelle, du 22. de ce mois, il jouyra du
contenu en iceluy. Fait le 28. jour de Juin 1616.

Extraict des Registres de la Chambre des Comptes.

Signé, BERTHELIN,

Leu, publié, & enregistré en la Cour des Aydes, ouy,
& ce consentant le Procureur general du Roy, aux mo-
difications portées par l'Arrest du jourd'uy. A Paris le
huitiesme Juin, mil six cents seize.

Signé,

BERNARD.

Extraict des Registres de la Cour des Aydes.

VEU par La Cour les Chambres assemblees, les Lettres
Patentes du Roy en forme d'Edict, pour la pacification
des troubles de ce Royaume, données à Blois au mois de
May dernier, signées LOUIS, Et plus bas, Par le
Roy estant en son Conseil, DE LOMENIE, A costé,
Vise, & scellées de cire verte sur lacs de soye rouge & ver-
te, Articles particuliers accordez par sa Majesté estant
en son Conseil, la Roynie sa mere presente, à Blois le
sixiesme jour dudit mois de Mai, signées LOUIS, A
costé, Vise, & plus bas, DE LOMENIE, attachez
audit Edict, Conclusions du Procureur general du Roy :
& tout considéré, La Cour les Chambres assemblees a or-
donné & ordonne que lesdites lettres seront leues, publiées
& registrées en icelle, à la charge que la levée des cinquante-
sols pour minot, & quarante sols sur quintal de sel
mentionnez par icelles, n'aura lieu que pendant le temps
de six années, sans qu'elle puisse estre continuée pour quelque
cause & occasion que se soit, & sans approbation des let-
tres, brevets, & traittez non verifiez en ladite Cour,
ensemble des articles secrets non inserez audit Edict, con-
tenus articles quatorze, trente-neuf, cinquante-trois d'au-
dit Edict, & cinquiesme des Articles particuliers attachez
à iceluy, jusques à ce qu'iceux veuz & rapportez, il en
soit deliberé par ladite Cour : Et pour le regard du cin-
quante-deuxiesme article dudit Edict, la Cour dit qu'elle
ne peut envier en la verification d'iceluy. Prononcé le 8.
jour de Juin, 1616. Signé, BERNARD.

Articles Particuliers accordez, au nom du Roy par ses
Deputez, envoyez en la Conference de Loudun, à Mon-
seigneur le Prince de Condé, & autres joints avec luy,
pour parvenir à la pacification des troubles : depuis veuz,
approuvez & ratifiez par sa Majesté.

I. Le Roy veut & entend à l'exemple des Roys
ses predecesseurs, que l'Eglise Gallicane soit con-
servée en ses droicts, franchises, libertez, & pre-
rogatives.

II. Ce qui a esté fait par le Clergé sur la pu-
blication du Concile de Trente n'a esté approuvé
par sa Majesté, aussi n'a-il eu aucune suite, ne
permettra point qu'il y soit encores rien fait cy après,
sans ny contre son autorité.

III. Et encores que dans l'Edict il soit porté que
Tom. III.

toutes places qui ont esté prises de part & d'autre du-
rant ces mouvements, seront restituées & restablies en-
tre les mains & en l'estat qu'elles estoient auparavant
iceux : Néanmoins il a esté convenu que le Chateau
de Lestoure sera mis entre les mains d'un Exempt des
Gardes du Corps du Roi, ou autre, de la Religion
pretendüe reformée, qui sera choisi par sa Majesté,
pour le garder jusques à ce que le different qui est en-
tre les sieurs de Fonterailles & d'Angalin, pour rai-
son de la Capitainerie dudit Chateau, soit jugé par sa
Majesté.

IV. L'article 27. de l'Edict de Nantes fait sur la
pacification des troubles concernant l'admission indif-
ferente de ceux qui font ou feront profession de la Re-
ligion pretendüe reformée, à tous Estats, dignitez,
offices, & charges publiques quelconques Royales,
Seigneuriales ou des villes, sera suivi & observé, &
en ce faisant les sieurs de Villemereau Conseiller en la
Cour de Parlement, & le Maître, Maistre en la cham-
bre des Comptes, seront admis en la fonction de leurs
charges, comme ils estoient auparavant qu'ils eussent
faict profession de ladite pretendüe Religion re-
formée.

V. Les Ministres de la Religion pretendüe re-
formée jouyront de la grace & des exemptions à eux
concedées par les lettres patentes du Roi, du quinzi-
esme Decembre 1612.

VI. Les sieurs Durant, Louys & Gaufin seront res-
tablis en la ville de Mets, ainsi qu'ils estoient par cy-
devant.

VII. Les habitants de la ville de Millan, & des vil-
les, bourgs, & communautez du Comté de Foix qui
se trouverent à la prise du Chateau de Camerade, Com-
me aussi quelques particuliers de la ville de Nismes,
jouyront de l'effect des abolitions qui leur ont cy-devant
esté octroyées pour aucuns crimes & excec y mention-
nez, sans qu'il soit besoin d'autre verification que
l'enregistrement qui sera fait des presents articles, &
sans que ledit enregistrement puisse prejudicier aux in-
terests civils des parties, pour lesquels ils se pour-
voient ainsi que de raison. Et pour le regard de la
ville de Millau, les Catholiques tant Ecclesiastiques
que autres y pourront faire leur demeure & residence,
& continuer le service divin en toute seureté. Le Roi
les mettant en la garde de ceux de la Religion pre-
tendüe reformée qui en demeureront responsa-
bles.

VIII. La Dame d'Audoux, & le sieur de saint-
de Foi, ensemble ceux qu'ils ont assistez, demeu-
reront entierement deschargez de tout ce qui leur
peut estre imputé, à cause de ce qui se passa à Be-
lectat l'année 1613. Ce qui sera esteint, aboly &
supprimé, & sans que pour l'enterinement de la grace
ou descharge qui en a esté ou sera expedie, ils soient
tenus se mettre en estat, dont ils seront dispensez &
deschargez, à la charge aussi de l'interest civil, s'il
y echet, & que les habitants qui font profession de
la Religion pretendüe reformée y pourront faire
leur demeure en toute seureté & liberté, & y faire
l'exercice de leur Religion selon qu'elle leur est per-
mise par les Edicts, lesquels demeureront en la garde
des Catholiques.

IX. Le sieur d'Aradon sera restably dans le gou-
vernement de la ville de Vannes, lequel reestablish-
ment sera fait par le Gouverneur & Lieutenant
general de la Province.

X. La declaration qui a esté expediee en faveur du
sieurs de Bors, au prejudice de la charge du Grand-
Maistre de l'artillerie, sera revokee, & ladite charge
remise en la mesme autorité & fonction dont on
jouy les Grands-Maistres qui l'ont cy-devant ex-
ercée.

XI. Les sieurs Marquis de Bonnavet & de Friaize
seront delivrez & mis en liberté, & seront toutes
informations & procedures commencées à l'encon-
tre d'eux, à cause & ensuite des presens troubles,
nulles & de nul effect & valeur.

ANS
1616.

ANS
de J. C.

1616.

FRANCE
ET
CONDE.

XII. Maître Nicolas Cugnois Receveur Provincial des decimes de Bourgogne en Bourgogne, demeurera déchargé, ensemble ses cautions & certificateurs de la somme de vingt-un mil livres qu'il avoit esté contraint de payer & fournir à Monsieur le Duc de Mayenne, tant des deniers de ladite recepte des decimes, que de la consignation qu'il estoit poursuivi faire au Chastelet de Paris, de la somme de six mil quatre cents livres pour le prix de la vente dudit office, & des années restans à exercer d'iceluy, sans que pour ce ledit Cugnois soit tenu de rapporter aucun proces verbal de ladite contraincte, dont il est dispensé, attendu la declaration que ledit sieur Duc de Mayenne a faicte d'avoir receu ladite somme de vingt-un mil livres dudit Cugnois, & icelle employée aux affaires de la guerre, dont ledit Cugnois demeurera vallablement déchargé envers le Receveur general du Clergé de France: celui des Consignations dudit Chastelet & tous autres en vertu de la quittance dudit sieur Duc de Mayenne, de ladite somme de vingt-un mil livres, qui servira aussi de décharge ausdits Receveurs.

XIII. La Commission qui a été expédiée pour le razeement du Chateau de Tigny en Anjou sera révoquée si ja elle ne l'a été.

XIV. Monsieur le Duc de Vendosme, ensemble tous ses domestiques, ceux de sa compagnie de gens d'armes, & ceux de la compagnie de chevaux legers, qui a été soubz le tiltre de Monsieur le Duc de Mercure son fils, & qui a été commandée par le sieur de la Barre-Chivray, ensemble les sieurs Marquis Doisan, d'Aradon, Baron de Quemenau, Baron de Vieux-Chateau, & les vefues & enfans du sieur d'Oervaux, & du sieur de Camors, auront Evocation de tous les proces & différends, tant civils que criminels, qu'ils ont ou pourroient avoir en défendant, en la Cour de Parlement de Rennes, & iceux proces seront renvoyez au grand Conseil, & ce pour un an, dont seront expédiées les lettres d'evocation pour ce nécessaires, soubz le contrescel desquelles sera attaché l'estat, tant desdits domestiques, que desdites compagnies.

XV. Le Roi accorde à Monseigneur le Prince de Condé, tant pour luy que pour les autres Princes & Seigneurs, tant Catholiques que de la Religion pretendue reformée, qui se sont joints & unis avec luy, la somme de quinze cents mil livres, tant pour le paiement des levées, entretenement & licentiaement des gens de guerre, qu'autres frais & despenf de ladite guerre.

Fait & arresté par le Roi estant en son Conseil, la Roine sa Mere presente, le sixiesme jour de Mai, mil six cents seize. Signe LOUIS. Et plus bas. Soubz le contrescel de l'Edict. POTHIER.

L X X I I I.

ANS
de J. C.

1616.

FRANCE
ET
CONDE.

Articles présentez à LOUIS XIII. Roi de France de la part des Princes, Ducs, Pairs, Officiers de la Couronne, Seigneurs & Gentilshommes retirez de la Cour, depuis la détention de la personne du Prince de CONDE, avec les Réponses du Roi sur ce sujet. Fait le 30. Septembre & reçu par les Princes, le 6. d'Octobre 1616. Mercure François. Tom. IV. Part. II. pag. 259.

X. Que le Traicté de Loudun, Articles particuliers & secrets accordez en consequence d'iceluy, seront gardez, observez, & promptement executez en tout & par tout; Tant en ce qui concerne mondit-seigneur le Prince de Condé, qu'autres Princes, Ducs, Pairs, Officiers de la Couronne, Seigneurs, Gentilshommes, & Officiers qui s'y trouvent compris: Et en ce faisant, s'il plaist au Roi, Que les sieges mis devant la ville & Chateau de Chi-

non, & Tour de Bourges soient levez, & ceux qui AN commandent esdites places, maintenus & conservez en de J. leurs charges.

L'intention de sa Majesté est d'entretenir & faire exécuter de bonne foy, ce qui a été accordé audit Traicté de Loudun: Mais pour le regard de Monseigneur le Prince de Condé, Sa Majesté s'est réservée d'en ordonner ainsi qu'elle advisera devoir estre fait cy après pour le bien de son service.

II. Que la declaration qu'il plaira au Roi accorder ausdits Princes, Ducs, Pairs, Officiers de la Couronne, Seigneurs, Gentilshommes, & autres, sera publiée en tous les Parlements de son Royaume, Baillages, & Seneschauflées, ainsi qu'il est accoustumé: Et pour cest effect lettres expédiées aux Parlements. Accordé.

III. Que la somme de cent mil escus promise par ledit Traicté de Loudun, assignée sur les impositions des rivières, qui n'ont pas été établies, sera remplie, toutes difficultez cessantes, attendu que lesdits Princes, Seigneurs & Gentilshommes en ont faict l'advance pour le licentiaement des troupes.

T a été satisfait par le premier article. Et si les assignations qui ont été baillées ne sont bonnes & valables, en sera pourveu d'autre.

IV. Que les garnisons estant es places que tient Monsieur le Duc de Mayenne, seront augmentées de deux cents hommes de pied: Et les Compagnies de gens d'armes & Chevaux legers entretenus & payez suivant le Traicté de Loudun, pour tenir garnison es places & lieux où ledit sieur de Mayenne advisera le plus expedient pour le service du Roy.

Sa Majesté accorde audit sieur Duc de Mayenne la somme à laquelle se pourroit monter le paiement desdits deux cents hommes de pied, pour les trois mois restans de l'année courante, & de l'année prochaine entiere: Pour estre ladite somme payée ainsi que seront les autres garnisons du Royaume: Et pour le regard des compagnies de gens d'armes & Chevaux legers, seront icelles entretenues selon qu'il a été accordé par ledit Traicté, Et ladite compagnie de gens d'armes payée de deux quartiers de l'année courante: Et de trois quartiers de l'année prochaine, & autre à l'advenir.

V. Que le paiement des pensions, estats, & appointemens, & entretenement des garnisons & compagnies de cavalerie dudit sieur de Mayenne soit assigné sur la recepte generale de Soissons, Taillon, & Gabelles de ladite Generalité, par l'ordre accoustumé des finances, & ce pour la presente année, & la prochaine suivante.

Sa Majesté ne peut affecter particulièrement aucune recepte au paiement du contenu audit article: Et neanmoins y sera pourveu en sorte, que ledit sieur de Mayenne aura subiect d'en demeurer content.

VI. Que la somme de dix mille livres cy-devant accordée audit sieur, pour les fortifications des places qu'il tient, luy soit continuée pour deux ans.

En dressant l'estat des fortifications, sa Majesté aura esgard à la remonstrance contenue au present article.

VII. Que la Commission pour tenir les Estats de Bretagne en la presente année soit envoyée à Monsieur le Duc de Vendosme, suivant la promesse qui lui en fut faicte à Loudun.

Les expéditions pour l'Assemblée desdits Estats ayant déjà été envoyées, sa Majesté ne peut faire aucun changement pour ceste année: Mais après que ledit sieur de Vendosme sera venu recevoir les commandemens de sa Majesté, sadite Majesté luy donnera toute occasion de contentement; & luy accordera la tenue desdits Estats de l'année prochaine.

VIII. Que ledit sieur Duc de Vendosme soit assigné de la somme de trois cents mil livres à luy promises par ledit Traicté de Loudun pour recompense de la charge de Capitaine & Gouverneur de la ville & Chateau de Nantes, Ostrant moyennant ce d'en bailler sa demission.

ANS de J. C.
1616. *Ledit sieur de Vendosme estant près de sa Majesté en sera advisé avec luy dedans le tems de la tenue des Estats de l'année prochaine.*

IX. Que la Compagnie de Chevaux legers dudit sieur de Vendosme servira où par ledit sieur de Vendosme luy sera ordonné, & par luy advisé plus expedient pour le service du Roi.

Ladite Compagnie de Chevaux legers a esté créée comme toutes les autres pour servir auprès du Roy : Mais les mandemens & commandemens de sa Majesté pour le fait de ladite Compagnie s'adresseront audit sieur Duc de Vendosme.

Sa Majesté, s'il luy plaist, ordonnera l'entretenement de cent hommes de pied, pour tenir garnison en la ville & Citadelle de la Fere.

Sa Majesté a accordé audit sieur Duc de Vendosme la somme à laquelle se montera le payement de cent hommes de pied pour les trois mois restans de l'année courante : Et l'année prochaine entiere. Pour estre ladite somme payée ainsi que seront les autres garnisons du Royaume.

XI. Sa Majesté commandera, s'il luy plaist, le razeement des fortifications faictes à Blavet & Donarvenez, en execution des Traictéz de fainte Manehold & Loudun.

Par lesdits Traictéz sa Majesté ne s'est obligée à razer aucunes fortifications faictes par son commandement, ny de s'oster la liberté de faire telles fortifications qu'elle advisera pour le bien de son service.

XII. Que les garnisons nouvellement mises es villes & places seront ostées & licentiées, & lesdits lieux remis ainsi qu'ils estoient auparavant la detention de mondit Seigneur le Prince de Condé. Supplient tres-humblement les Princes, Ducs, Pairs, & officiers de la Couronne sa Majesté, de mettre en bonne consideration s'il est expedient pour son service de tenir sur pied son armée nouvellement dressée.

Sa Majesté n'entend entretenir autres garnisons que celles qui seront nécessaires pour la seurte des places. Et pour le regard de l'armée, sa Majesté ayant pris l'avis des Princes & Seigneurs qui seront prez sa personne, en ordonnera pour le bien de son service.

XIII. Qu'il soit baillé ausdits Princes, Seigneurs & Officiers, un Duplicata de la Declaration susdite. Accordé.

Fait & accordé au Conseil du Roi tenu à Paris, le Roi y estant, & la Roynie sa Mere, les sieurs Cardinal & Duc de Guise, & Prince de Joinville, & autres Princes & Officiers de la Couronne : le dernier jour de Septembre 1616. Signé, LOUIS. Et plus bas MANGOT.

Ces Responses du Roi estans renvoyées à Soissons, les Princes mirent au dessous.

Nous avons receues les articles & responses cy-dessus portées par Monsieur de Boissize, par commandement express du Roi, & pour obeyr à ses volontez. Fait à Soissons le sixiesme jour d'Octobre 1616.

L X X I V.

ANS de J. C.
1616. *Traité de Paix entre CHARLES EMANUEL I. Duc de Savoye, & HENRI de Savoye Duc de Nemours, fait le 14. Novembre, 1616. S. Guichenon. Histoire Généalogique de Savoye. Preuves. pag. 626. Mercure François. Tom. IV. Partie II. pag. 395.*

S'ETANT depuis quelques mois en ça glissé une mauvaise intelligence entre son Altesse & Monsieur le Duc de Nemours & de Genevois, laquelle auroit esté suivie de mouvemens & prises des armes; son Altesse desirant rapprocher pres d'elle ledit sieur Duc, & iceluy se remettre & rentrer, comme estant Prince de sa maison, en la bonne grace de son Altesse par l'entremise de Monsieur le Prince de Pied-

mont, lequel pour l'assurance qu'il a de la volonté dudit sieur Duc, & de l'affection que sadite Altesse luy a tousjours portée, voulant encor la luy témoigner en ceste occasion, comme chose qu'il scait devoir estre tres-agreable à sadite Altesse, a volontiers embrassé ceste affaire, pour l'entiere resolution & accomplissement des choses qui auront esté commencées, Ledit Sr. Prince tant en son nom, que pour & au nom de sadite Altesse d'une part, & ledit sieur Duc d'autre, estimant le faire trouver bon à Monsieur le Duc de Guise son neveu : ont entre eux accordé les conditions qui s'ensuivent.

Premierement, que ledit sieur Duc de Nemours sera remis & restably en la pleine possession & jouissance de tous ses biens, appanages, droicts, devoirs, & pretentions tels que ses predecesseurs & luy en ont jouy & jouyssoient avant ladite prinse des armes.

II. Comme aussi les saisies & main-mises, si aucunes y en a, appostées sur les biens & appanages dudit sieur Duc, ceux de ses Officiers, serviteurs ou amis seront levées & ostées : Et s'ils avoient esté emprisonnez ou deposez de leurs charges & offices y seront restablis, & toute recherche & pretention que l'on pourroit faire contre eux, pour & à l'occasion des presens differens demeureront anciens.

III. Sera encores iceluy sieur Duc maintenu & conservé à l'advenir en la jouissance de vingt mil ducats à luy concédez par sadite Altesse, sa vie durant. Et pour plus grande assurance, elle luy en fera expedier les lettres de confirmation verifiées en la Chambre de Chambéry, pour l'avoir & prendre sur les tailles & deniers extraordinaires de Genevois & Faussigny, le tout à la forme des arrestz sur ce rendus.

IV. Et pour plus grande assurance audit sieur Duc tant de sa promesse que de la libre jouissance de ses biens, son Altesse luy a accordé pour un an cent hommes de garnison ordinaire dans le chasteau de Nicy, à son choix, lors & quand ledit sieur Duc y sera & y séjournera; Et hors ledit séjour à Clermont : Laquelle garnison sera payée & soudoyée aux despens de sadite Altesse, sur le mesme fonds que les autres garnisons de Savoye, & l'entretenement d'icelle mis & delivré de quatre mois en quatre mois par le Tresorier general du pays, ez mains d'un Commissaire particulier à ce député.

V. Et d'autant que ledit sieur Duc pretend sur les deniers extraordinaires qui se sont imposez & levez cy-devant, & qui se leveront & impoieront cy-après sur les Estats de son appennage luy en devoir appartenir une partie, selon les traictéz faictz par ses predecesseurs & son Altesse. Au contraire qu'il ne luy en appartient aucune chose, & ne luy en est rien deu : Pour le decider, l'on deputera dans trois mois de part & d'autre une ou deux personnes de leur conseil, & aux fins de telle qualité & condition que son Altesse & ledit sieur Duc adviseront chacun de leur costé, lesquelles si faire se peut conviendront à l'amiable de ladite pretention : Et où ils ne le pourroient faire, la decision en est remise à l'arbitrage des sieurs le Grand, Escuyer de France, Maréchal de Lesdiguières, & d'Alincourt, Gouverneurs des provinces voisines de l'Etat de Savoye. Lesquels comme amis communs, lesdites parties ont accordé & choisi pour arbitres & juges en cest affaire, & se soubmettent à ce qui en sera par eux décidé & ordonné.

VI. Et pour soulager aucunement les affaires dudit sieur Duc, son Altesse promet de luy payer & bailier la somme de quarante-cinq mille ducats, A sçavoir vingt mille contant en lettre de change, payables à Lyon, & pour les vingt-cinq mille restans, elle les luy fera fournir par tiers en dix-huit mois prochains.

VII. L'accomplissement des choses cy-dessus promises, & entiere observation d'icelles, son Altesse,

ANS de J. C.
1616.

ANS & ledit sieur Duc prient & requierent Monsieur le de J.C. Duc de Guise, ledits sieurs le Grand, Marechal de 1616. Lesdiguières, & d'Alcourt, Gouverneurs des provinces voisines de l'Etat de Savoye, de s'en vouloir charger & obliger, & en outre d'assister, défendre & secourir tant de leurs forces que de leur pouvoir & creance celui auquel l'autre des parties aura manqué & défaut en quelque chose du present Traicté : Le tout sous le bon plaisir du Roy, lequel son Altesse & ledit sieur Duc supplient le vouloir ainsi commander & ordonner ausdits sieurs Gouverneurs le faire par eux observer & garder.

VII. Et encores ledit sieur Prince de Piémont promet & sera tenu de faire ratifier, approuver & agréer par son Altesse le present traicté, & en fournir & mettre es mains dudit sieur Duc lettres de ratification dans huit jours prochains : comme aussi ledit sieur Duc promet de continuer par cy après en la mesme bonne volonté qu'il a fait cy-devant au service de son Altesse comme son devoir & sa naissance l'y obligent. Fait & arresté le 14. jour du mois de Novembre, 1616.

L X X V.

ANS *Articles & Capitulations dressez par le sieur de J.C. Alphonso Casal, Conseiller du Roi D'ESPAGNE, & son Ambassadeur en Suisse, agissant au nom de dom Pietro de Toledo, Gouverneur du Duché de MILAN, d'une; & les Seigneurs Chefs & Députés des Communes des trois LIGUES, d'autre part, le tout sous l'aveu de Sa Majesté & desdites trois Liges. Fait à Covère le 19. Mars 1617. Histoire de la Valteline & Grisons, &c. pag. 110. Mercure François. Tom. VI. Part. II. pag. 176.*

Ayant de tout temps esté une bonne amitié & correspondance entre les Ducs de Milan & les trois Liges, & icelle continuée avec les Rois Catholiques depuis qu'ils sont devenus Seigneurs de ce Duché : les deux partis, considerans le bonheur, profit & seurte, qu'apporte une bonne intelligence entre deux Estats voisins; afin d'oster aussi toute meffiance, que cy devant pourroit avoir esté causée entre la Majesté de Philippe III. de ce nom, comme Duc de Milan, & predites trois Liges, & en sa place establir & conserver à tousjours une bonne amitié & correspondance : ont resolu, à l'honneur de l'Eternel, & bien de leurs Etats, les suivans articles de confederation, qui auront force d'une Alliance perpetuelle. Donques S. Ex. Dom Pietro de Toledo, Gouverneur dudit Duché de Milan, au nom de sadite Majesté & de ses successeurs audit Duché, d'une; & les Seigneurs Prefidens, Conseillers, & Communautéz desdites trois Liges, pour eux & leurs successeurs, d'autre part; promettent qu'entre sadite Majesté comme Duc de Milan, avec ses subjects dudit Duché, & les trois Liges avec leurs subjects de la Valtoline, Wormsé, & Comté de Chavanne, sera & devra estre à perpetuité, une vraye amitié, bonne voisinance, & correspondance. De sorte, que aucune des parties ne se laissera employer à chose quelconque, qui puisse porter préjudice ou dommage à l'autre partie; & ne permettra, qu'à aucun qui voudroit offenser l'autre partie, ouvertement ou clandestinement, soit donné passage par dessus ses terres, ou celles de ses subjects; moins qu'il lui soit donnée aucune assistance, directement ou indirectement : ains s'opposera à iceluy de tout son pouvoir. Et advenant, que l'une des parties decouvre quelques menées ou pratiques secretes, tendantes au prejudice de l'autre, elle sera tenue, d'en donner avis à l'autre au plustost que faire se pourra; & cependant, tâchera de tout son

pouvoir d'empêcher & divertir telles menées & pratiques.

Et d'autant que son Excellence a esté advertie, que les trois Liges en General desiroient que le Fort qui a esté basti aux frontieres de la Valtoline en l'an 1603. fust demoly, pour leur tesmoigner qu'iceux sont restablis aux bonnes graces de sa Majesté, & leur faire voir la singuliere affection de sadite Majesté envers les trois Liges : sadite Excellence promet de faire demolir & razer ledit Fort avec le petit Fort, incontinent apres que les presens Articles auront esté acceptez & scellez par sa Majesté & lesdites trois Liges : & que sadite Majesté ne permettra, qu'il soit onques rebasté, tandis que lesdites trois Liges de leur costé observeront fidelement le contenu es presentes Capitulations, & ne donneront occasion à sadite Majesté d'entrer avec eux en defiance, comme ils avoyent fait en l'an 1603. Et d'autant que les Seigneurs Prefidens, Conseillers, & Communes desdites trois Liges reconnoissent assez, que la defiance, qui a esté cause de la construction dudit Fort, provient de l'alliance & passage qu'en l'an 1603. ils avoyent promis & octroyé à la Seigneurie de Venize : ils promettent, pour eux & leurs successeurs quelconques, que tandis que les presentes Capitulations dureront, ils ne renouvelleront plus à l'advenir ladite Alliance, ni ne permettront ledit passage. Le Commerce d'un Estat à l'autre sera libre, tant pour les Seigneurs, que pour leurs subjects, sans respect des personnes : à condition, qu'elles ne donneront point scandale en fait de Religion, & ne porteront des livres secrets & defensifs. Quant à la contagion, l'on observera l'ordre qu'on y a tenu ci devant. Item jouiront lesdites trois Liges, & leurs subjects, touchant le peage du bestail, & autres choses, qu'ils ameneront sur les terres de Milan, ou qu'ils en emmeneront, des mesmes franchises, que sont les Cantons Suisses allies avec ladite Majesté.

Et advenant que sa Majesté eust besoin de soldats de nostre nation, pour la defence dudit Duché de Milan lui sera permis de faire une levée ausdites trois Liges, mais non plus de quatre mille, & non moins de deux mille hommes. Excepté neanmoins, si ledites trois Liges lui vouloyent octroyer plus grand nombre. Les Ambassadeurs de sadite Majesté, qui seront ladite levée, auront la puissance de nommer le Colonel, & les Capitaines, & de traiter & convenir avec eux des armes & de leurs gages. Que si sadite Majesté, pour la conservation de ses Estats, vult faire passer quelque nombre de soldats estrangers, pour les mener sur le Milanois, cela lui sera permis, & à ses gens : à condition toutes fois, qu'ils passent par troupes, dont chacune n'excedera le nombre de 200. hommes, & que tousjours l'une soit distante de l'autre d'une journée. Chaque troupe aura son Capitaine ou Conducteur, qui la tiendra en ordre, avec un Commissaire, que lesdites trois Liges ordonneront aux despens de sa Majesté, afin d'éviter tout inconvenient. Lesdits soldats passans seront tenus payer leurs vivres & les peages, selon la raison, se comportans au reste ainsi comme il convient. Item ne porteront autres armes, que leurs espées, & poignards, fors les gens de cheval, auxquels il est aussi permis de porter leurs pistolets. Et au cas que ceste gendarmerie apportast quelque dommage ausdites trois Liges, soit à leurs subjects, & qu'iceluy fust deüement verifié, sa Majesté sera tenue de le reparer. Au reciproque, s'il advenoit, que lesdites trois Liges fussent assaillies par quelque Prince ou Estat, sadite Majesté sera tenue fournir ausdites trois Liges, toutes fois & quantes elle en sera par icelles recherchée, avoir 2000. fantassins & 200. chevaux, & iceux entretenir & souldoyer tandis que la guerre durera. Et advenant, que lesdites trois Liges eussent besoin de plus grand secours, sa Majesté sera tenue de le leur mander sans aucun delay. Que si au lieu du susdit nombre de soldats, lesdites trois Liges aimassent mieux l'argent, sa Majesté sera tenue leur fournir, & payer par mois 10000. escus pendant que la guerre durera. Item les

four-

ANS fournira de six grosses Coulevrines, & des munitions re-
de J. C. quises, qu'il fera livrer & rendre au Comté de Chaven-
1617. ne : à condition, que la guerre étant finie, lesdi-
tes trois Liges les restitueront. Il sera permis aux
suidites trois Liges, & à leur subiects, d'acheter
de toutes sortes de denrées pour leur usage, sur les mar-
chés de Comme & de Palantza au Duché de Milan, tout
ainsi comme font les Cantons Suisses, qui sont alliez
avec sadite Majesté. Icelle, comme Duc de Milan, de
sa Royale libéralité, & pour témoigner ausdites trois
Liges sa bienveillance & affection, leur promet de faire
payer à leur Fisque annuellement à la Feste St. Jean
Baptiste, assavoir florins 3000. à raison de 15. batz pic-
cone monoye de Covere, à chacune desdites trois Liges.
Et doit commencer ce paiement dès la premiere Feste du-
dit Saint, qui suivra la solennisation de ce traité. Que
s'il advint question & difficulté entre sadite Majesté,
comme Duc de Milan, & lesdites trois Liges, ils feront
choisis deux arbitres de chaque part, qui s'assembleront
à Chavanne ou Lorico, selon que chaque partie sera ac-
trice, ou Réce : & decideront lesdits arbitres telle diffi-
culté sommairement dans l'espace de deux mois. Mais
quant il surviendra procès entre particuliers des deux
Estats; en ce cas l'Acteur sera tenu de compeller le Réce
par devant son juge ordinaire. Que si les suidits arbitres
ne pouvoient tomber d'accord, chaque partie choisira
sur l'Estat de l'autre un personnage sage & expert, qui
soit de qualité & en Office : & lors icelles jetteront le
fort, lequel des deux sera le superarbitre.

Et faut entendre, que la presente Capitulation ne de-
vra en façon que ce soit prejudicier à l'Alliance, & let-
tres Reversales, que lesdites trois Liges ont avec la Cou-
ronne de France : ains ladite Alliance, & Revers, res-
teront en leur force & vigueur; & sera la presente Cap-
itulation perpetuelle & hereditaire. Sa Majesté se reserve
le S. Siege de Rome; le sacré Empire Romain;
la tres illustre maison d'Autriche; l'Alliance que sa-
dite Majesté a avec les Cantons Catholiques en
Suisse; & toutes autres precedentes Alliances, &
traitez qui pourroient encores valoir. Et lesdites trois
Liges reservent de leur costé, ledit Sacré Empire Ro-
main; l'Alliance & Revers avec la Couronne de Fran-
ce : l'Alliance hereditaire avec la tres-illustre maison
d'Autriche; les Alliances avec Messieurs les Suisses, &
toutes autres Alliances precedentes, qui sont encores en
valeur.

L X X V I.

*Articles de ce qui a esté imprimé à Paris,
à Madrid, à Vienne, pour l'exécution du
Traité d'Ast du 21. Juin 1615. pour ac-
corder les differens des VENITIENS
avec l'Archiduc FERDINAND Roi
de Boheme, & de ceux du Duc de SA-
VOYE avec le Duc de MANTOUE, &
le Traité de Pavie, du 9. Octobre 1617.
Freder. Leonard. Tom. IV.*

COMME ainsi soit que tres-haut, tres-excellent &
tres-puissant Prince Philippes III. Roi Catho-
lique des Espagnes, desirieux de faire cesser les
guerres qui troublent encores la Chrestienté, & té-
moigner sa pieté, ait fait entendre à tres-haut, tres-
excellent & tres-puissant Prince Louis XIII. Tres-
chrestien Roi de France & de Navarre, tant par Mes-
sire Henri de Bauffremont Marquis de Senecy, Amba-
sassadeur en Espagne, que depuis & fraichement en-
cores par Dom Hector Pinatello, Duc de Monteleon;
Ambassadeur dudit Roi Catholique en France, la bon-
ne volonté qu'il avoit de pacifier lesdits troubles, &
mettre les Pais d'Italie & de Piedmont, où ladite guer-
re se faisoit, en repos, ledit Roi Catholique aiant à
cete fin fait proposer à Madrid depuis le dix-huitieme
jour du mois de Juin dernier, jusqu'au vingt-quatrié-

me d'icelui, par Dom François de Sandoval & Rojas, **ANS**
Duc de Lerme, Marquis de Denia, en la presence de J. C.
Messire Antoine Gaetano, Archevêque de Capoué, **1617.**
Nonce de nostre Tres-Saint Pere le Pape Paul V. en
Espagne; du Comte de Chevenhuller, Ambassadeur
en Espagne, du tres-haut, tres-excellent & tres-puissant
Prince Mathias, Empereur du Saint Empire, & de
tres-haut & tres-excellent Prince Ferdinand Roi de
Boheme, Archiduc d'Autriche; & du Sieur Pierre
Gritti, Ambassadeur de la Serenissime Republique de
Venise en Espagne, certains articles propres pour com-
poser les differens d'entre ledit Ferdinand Roi de Bo-
heme, & ladite Serenissime Republique de Venise :
& pareillement pour l'exécution du Traité d'Ast, ci-
devant accordé pour terminer ceux d'entre tres-hauts
& tres-excellens Princes Charles Emmanuel, Duc de
Savoie, & Ferdinand de Gonzague, Duc de Man-
toué, lesquels articles auroient esté depuis confirmés
à Sa Majesté par le Duc de Monteleon, par declaration
signée de lui, Sa Majesté aiant le mesme desir dudit
Roi Catholique, affectionné pareillement au bien
& repos de la Chrestienté, auroit reçu avec grand
contentement de la suidite proposition & confirmation
par le Duc de Monteleon; ce qui l'auroit meu de dé-
puter & cometre Messieurs Nicolas Brulart, Sieur de
Sillery, Chancelier de France & de Navarre; Guillau-
me du Vair, Garde des Sceaux de France; Nicolas de
Neuville, Sieur de Villeroi, Conseiller & Premier
Secretaire d'Etat; Pierre Jeanin, Conseiller au Con-
seil d'Etat de Sa Majesté & Super-Intendant de ses Fi-
nances; & Pierre Brulart, Vicomte de Puseux, aussi
Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Maje-
sté, pour en conferer avec les Sieurs Octavien Bon,
& Vincent Griffloni, Ambassadeurs extraordinaire &
ordinaire de la Serenissime Republique de Venise, ainsi
qu'ils auroient fait par diverses fois, & auroient trou-
vé lesdits Ambassadeurs tres-disposés d'accepter lesdits
articles, suivant le pouvoir à eux donné par ladite Re-
publique, ci-aprés transcrit, en laquelle Conference
lesdits Sieurs Deputez de Sa Majesté ont esté grande-
ment assistez de l'autorité de sa Sainteté, & l'entre-
mise de Maître Guy Bentivoglio, Archevêque de
Rhodés, Nonce d'icelle en France, tellement que Sa
Majesté auroit trouvé bon pour éviter les inconveniens
que la dilation & le retardement pourroit apporter en
cete affaire, & pour par la conclusion desdits articles
faire pareillement avancer l'exécution du Traité d'Ast,
de faire arrester, resoudre & signer par lesdits Com-
missaires & Ambassadeurs, les articles & conditions
suidites, lesquelles sont par le present acte & instru-
ment dès à present comme deslors, agréés & accordez
entre les parties, pour estre à l'avenir exécutez, gar-
dez & observez par elles de bonne foi, suivant la te-
neur desdits articles ci-aprés transcrits; à quoi Sa Ma-
jesté est contente pour le desir qu'elle a d'avancer une
si bonne œuvre, engager sa foi & parole Roiale,
comme elle fait par ce presentes. Promettant sembla-
blement que l'accord fait en Ast au mois de Juin 1615,
pour composer les differens qui regardent lefd. Ducs
de Savoie & de Mantoué, & faire finir la guerre
qui se fait en Piedmont pour cete occasion, sera aussi
accompli & executé de bonne foi, & toutes les Vil-
les, Places & Prisonniers pris devant & depuis ledit
Traité d'Ast, rendus & restituez de part & d'autre,
en la mesme forme qu'il est contenu audit Traité,
comme il a esté promis à Sa Majesté de la part
dudit Roi Catholique, & souvent esté déclaré de celle
dudit Duc de Savoie, de se contenter de l'exécu-
tion dudit Traité d'Ast.

*Pouvoir du Roi Tres-Chrestien à ses
Commissaires.*

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France &
de Navarre : A nos tres-chers & feaux les Sieurs
de Sillery, Chancelier de France & de Navarre; du
Vair, Garde des Sceaux de France; de Villeroi, Con-
seil-

ANS seiller & Premier Secretaire d'Etat; Jeanin, Conseil-
de J. C. ler en nostre Conseil d'Etat, Super-Intendant de nos
Finances, & de Puisieux, aussi Conseiller & Sec-
1617. retaire d'Etat & de nos Commundemens, Salut.

Le desir que nous avons de voir finir les troubles qui agitoient la Chrestienté, & dont l'Italie a esté depuis quelques années alligée, Nous aint ci-devant fait employer nos Ambassadeurs & Ministres residens es Cours des Princes, où nous aurions esté le devoir faire comme Roi Tres-Chrestien, amateur de la Paix publique, & du bien & repos de nos Voisins & Alliez, pour l'accommodement des differens survenus entre nos chers & bien aimez Oncles & Cousins les Ducs de Savoie & de Mantouë; & nostre tres-cher & bien aimé Oncle l'Archiduc Ferdinand d'Autriche Roi de Boheme, & la Serenissime Republique de Venise; ce qui nous auroit tellement succédé, qu'aient appris avec nostre tres-grand contentement, tant du Marquis de Senecey nostre Ambassadeur en Espagne, que du Duc de Monteleon, Ambassadeur près de Nous de nostre tres-cher Frere & Beau-pere le Roi Catholique des Espagnes, les propositions qui avoient esté faites en Espagne au mois de Juin dernier, de certains articles propres pour composer lesdits differens, & depuis encore par la declaration que nous a fait ledit Duc de Monteleon de la bonne intention du Roi Catholique à faire cesser cette guerre. Nous conspirans au mesme dessein, avons avisé de commettre quelques personna- ges qui pussent en nôtre nom conférer, recoudre & accorder desdits articles, tant avec ledit Duc de Monteleon, Ambassadeur dudit Roi Catholique resident près de nous, qu'avec les Sieur Octavien Bon & Vincent Grisoni Ambassadeurs de ladite Republique de Venise, estans aussi près de Nous, suivant les pouvoirs qu'ils en ont. A ces causes, à plein confians de vos fustidies fuffisance, loianté, experience & affection, vous avons commis, ordonnez & deputez, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes signées de nostre main, pour de par Nous & en nostre nom conférer, refoudre & accorder lesdits articles & conditions avec lesdits Ambassadeurs d'Espagne & de Venise, & engager nostre foi & parole Roiale pour la sureté & execution de ce qui aura esté par vous convenu; de ce faire vous avons donné plein pouvoir, puissance, autorité & mandement special, promettant en foi & parole de Roi, avoir pour bien agreable tout ce que par vous aura esté en cette occasion fait & accordé en nostre nom : Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le dernier jour d'Aoust, l'an de grace 1617. & de nostre Regne le huitième. Signe, LOUIS. Et plus bas : Par le Roi, PHILPEAUX. Et scellé du grand Sceau du cire jaune sur simple queue.

*Ce qui a esté accordé & resolu par lesdits
Seigneurs Commissaires.*

Et pour l'accomplissement de ces presentes, lesdits Ambassadeurs de Venise residens près Sa Majesté, enverront audit Sieur de Griti, Ambassadeur de leur Republique en Espagne, leur procuration & substitution, en vertu de leur pouvoir pour confirmer & ratifier lesdits articles dans vingt-cinq jours, à compter du jour de la date de ces presentes, comme il sera fait au mesme tems par ledit Comte de Chevenhuller, en vertu du pouvoir qu'il en a de Sa Majesté Imperiale & dudit Roi de Boheme, & qui sera aussi ratifié & agréé par ledit Roi Catholique, pour ce qui le concerne du present Traité, & sera cesser tous actes d'hostilité de ses Armées & forces, tant sur Mer que par Terre, incontinent après lesdites Ratifications, conformément à ladite assurance que ledit Duc de Monteleon en a donné par écrit. Fait à Paris le sixième du mois de Septembre 1617. en la presence de M. Guido Bentivoglio, Archevêque de Rhodés, Nonce de nostre tres-Saint Pere le Pape Paul V.

en France. Signé, Guy Bentivoglio, Archevêque de Rhodés, Nonce Apostolique. Brulart du Vair, De Neufville. Jeannin & Brulart. Octavio Bon, Ambassadeur extraordinaire; Vincent Grisoni, Ambassadeur ordinaire.

*Articles dressez à Madrid, sur les differens
d'entre le Roi Archiduc Ferdinand, &
la Serenissime Republique de Venise.*

I. QUE le Roi Archiduc Ferdinand aiant mis une Garnison d'Allemands à Segna, les Venitiens rendront une Place d'Istrie la plus proche de Segna, que sa Majesté Imperiale ou ledit Roi Archiduc Ferdinand nommeront.

II. Qu'en ce qui touche les Uscoques & ceux qui doivent estre chassés, il sera nommé quatre Commissaires; A sçavoir deux de sa Majesté Imperiale, & deux autres par les Venitiens, qui seront personnes hors d'intérêt & de l'autorité requise à un tel effet. Qu'eux quatre joints ensemble, vingt jours après qu'on aura mis Garnison à Segna, feront un équitable rapport de ceux qui auront à sortir, car l'intention est de chasser seulement les Uscoques qui alloient en course avant ces derniers mouvemens, & avec eux tous ceux qui vivent encores en Pirates & des voleries qu'ils font. Pour le regard de ceux qui en la presente guerre auront seulement fait par Mer des actes d'hostilité, ils ne seront point tenus pour Corsaires ou pour Pirates, s'ils n'en faisoient mestier auparavant. Quant aux Bannis de la Republique, on les fera sortir de tous les Estats de sa Majesté Imperiale & dudit Roi Archiduc.

III. Que les Uscoques & Bannis estans chassés de Segna, lesd. quatre Commissaires députez pour mettre en execution ce Traité, feront mettre le feu dans les Navires de course (sans toucher aux Vaisseaux Marchands.) Aussi de leur côté les Venitiens rendront toutes les Places, Ports & autres lieux qu'ils auront occupés durant la guerre, sans en réserver aucune de quelque genre & qualité qu'elle soit, tant en Istrie qu'au Pais de Frioul, & aux autres Etats de sa Majesté Imperiale & de sa Serenité.

IV. Que l'execution de ce Traité se fera dans deux mois, & l'on posera les Armes bas, tant par Mer que par Terre, & toutes Fortifications & autres hostilités, seront cessées entre le Sieur Roi Archiduc Ferdinand, & Messieurs les Venitiens; que dans ledit terme de deux mois, l'on effectuera le contenu de Conventions ci accordées, après l'execution desquelles le Commerce sera rendu libre par Mer & par Terre, tant de l'un que de l'autre parti, comme il estoit avant qu'on eust rompu la Paix; & ainsi les Armes mises bas les affaires demeureront en leur premier estat, & telles qu'avant ces derniers mouvemens.

V. Qu'on donnera aux Prisonniers des deux partis une liberté reciproque & un pardon general à ceux qui auront servi à la guerre, tant le Seigneur Roi Archiduc que les Venitiens, outre que tous leurs biens leur seront rendus.

VI. Que sa Majesté & ledit Roi Archiduc promettent mutuellement, & sous la parole de Princes, de ne recevoir jamais plus les Uscoques qu'on aura chassés, & de ne permettre que les Venitiens ou leurs Sujets en soient molestés à l'avenir, suivant l'accord qui en fut passé au Traité de Vienne en l'an 1612. dont la teneur sera ici insérée, & selon la declaration de l'Ambassadeur de Venise, en la réponse par lui faite au Duc de Lerme, le sixième jour de Mai 1617. disant que la Republique ne pretendoit autre chose, sinon qu'on eust à faire sortir de Segna & de ces lieux maritimes, les Uscoques & Bannis qui sçavoient la route des courses & le mestier de voler, si bien qu'on n'en receut à l'avenir ni dommage ni fâcherie, ajoignant à cela, qu'il n'entendoit parler de ceux qui vivoient paisiblement dans leurs Maisons avec leurs femmes & leurs enfans,

ANS fans, comme il a esté déjà dit. Et que sa Majesté Impériale comme mediatrice de cette Paix, donnast sa parole de faire observer le tout, puis qu'en ceci les Venitiens ne pretendoient autre chose que de se délivrer des outrages que durant tant d'années ils avoient receus desdits Uscoques: pour le regard de la Navigation libre, dont il est fait mention au dernier article dudit Traité de Vienne, on en remet d'en traiter à une autre fois.

Traité de Vienne, 1612.

I. QUE l'Archiduc Ferdinand promettra de rendre la Mer Adriatique assurée de Pirates, & que ceux de Segna, & tous autres de ses Terres, n'iront plus en course & ne porteront plus aucun dommage à leurs voisins.

II. Que ceux qui se trouveront coupables d'avoir esté en course, seront punis ou proscrits.

III. Qu'un Gouverneur personnage de qualité & d'autorité, sera établi dans Segna.

IV. Que l'on y mettra une Garnison d'Allemands.

V. Que les Venitiens qui seront trouvez détenus des Terres de l'Archiduc, seront mis en liberté.

VI. Que la Navigation & le Commerce seront remis en leur pristin estat.

VII. Que toute Paix & bonne Amitié sera entretenue de part & d'autre.

VIII. Et quant à ce qui touche les privileges & franchises en la Navigation, il en sera deliberé à la premiere commodité.

*Articles pour les Ducs de Savoie
& Mantouë.*

I. POUR le regard des differens survenus entre les Seigneurs Ducs de Savoie & de Mantouë, on répond, que sa Majesté Catholique tiendra ce qui est porté par le Traité d'Ast, suivant l'offre qu'il en a faite à sa Sainteté & au Roi Tres-Chrestien.

II. Quant au point de desarmement, & que l'on demande de faire alternativement, & que le Duc de Savoie ait à dépêcher deux ou trois mille hommes, & le Gouverneur de Milan assure, on répond; que sa Majesté n'admettoit point cette demande, qu'on sçait bien quelles armes elle a en main pour se faire obéir; que le Duc de Savoie doit encore moins pretendre que ce Traité s'altere à son occasion, surquoy on est demeuré d'accord de rendre tout ce qui a esté pris devant & après le Traité d'Ast.

III. Qu'avant que le Seigneur Duc de Savoie commence à desarmer les Armées de S. M. C. aient à se retirer du Piedmont, s'il y en a dedans, ensemble du Montferrat, à quoi a esté fait réponse, que sa Majesté Catholique accomplira le Traité d'Ast, suivant l'offre qu'il en a faite au Roi Tres-Chrestien.

*Pouvoir desdits Sieurs Ambassadeurs
de Venise.*

Joannes Benbo, Dei gratia Dux Venitarum, &c.

La Majesté du Roi Tres-Chrestien étant intervenue à l'accommodement des differens de la Serenissime Maison d'Autriche, tant avec nostre Republique qu'avec son Altesse de Savoie, esperans que l'entremise de Sa Majesté pourra introduire une bonne Paix & un repos universel pour abréger tous les moiens qui peuvent conduire les affaires à une bonne fin, nous avons constitué & constituons nos Procureurs Generaux & Speciaux, nos bien aimez & Nobles Octavien Bon & Vincent Grifoni nos Ambassadeurs près sa mesme Majesté, pour intervenir en nostre nom & traiter de ce qui sera nécessaire & opportun avec Sa Majesté Tres-Chrestienne, & ensemble avec ses Ministres & autres selon qu'il en sera besoin, leur octroyant à cet effet l'autorité de proposer, accepter, conclure, donner parole, l'arrester & la souscrire, avec tous les

articles que nous declarons ici convenables au susdit accommodement; comme pareillement de faire toutes les choses que nous pourrions effectuer nous mesmes si nous y estions en personne, quoi qu'on vint à rechercher un mandement plus exprés que celui qui est contenu en ces presentes, avec permission encore de constituer un ou plusieurs Procureurs de ceux qui nous representent ailleurs, en cas qu'il en fust besoin; promettans sous la parole & la foi de Prince d'avoir pour agreable, & ratifié tout ce qui par nos Ambassadeurs & Procureurs susdits, ou par l'un d'iceux en l'absence de l'autre, & mesme par tous autres qu'ils auront constitué, sera proposé, accepté, promis & conclu. Donné à nostre Palais Ducal le 31. Juillet indiction xv. 1617. Signé, ANDRE' LUCIANO, Secrétaire. Et scellé de plomb du Sceau de la Republique en lacs de soie rouge.

Or suivant ce qui avoit esté resolu par les Commisaires de Sa Majesté Tres-Chrestienne avec les Ambassadeurs d'Espagne & Venise rapporté ci-dessus, on renvoia en Espagne les susdits articles, touchant le Roi Archiduc Ferdinand & les Venitiens; mais il survint encore des difficultez sur l'exécution d'iceux, entr'autres pour la prise de quelques Navires, desquels les Venitiens demandoient d'estre satisfaits, tellement que la guerre continua encore dans le Frioul, l'Istrie & le Golphe de Venise, & mesme elle pensa s'embraser par Terre du costé de la Lombardie entre l'Espagnol mesme & les Venitiens; mais les uns & les autres lassez, fatiguez & affligez de la misere de si cruelles guerres, enfin accorderent une Treve & suspension d'Armes faite le onzième Novembre de cette année, comme il sera rapporté ci-après; & ce pour plus facilement vider & terminer les differens survenus depuis le Traité de Madrid; ce qui depuis fut fait & arrêté à Neustat en Autriche au mois de Fevrier de l'an suivant.

Quant aux articles touchant le Roi d'Espagne & le Duc de Mantouë avec le Duc de Savoie, on les envoya aussi à Monsieur de Bethune en Piedmont, pour les communiquer & faire ratifier audit Duc de Savoie, & à D. Pedro de Toledo au nom & de la part du Roi d'Espagne, & aux Deputez du Duc de Mantouë, pour ce faire une Conference fut accordée à Pavie là où le Cardinal Ludovisio & ledit Sieur de Bethune se rendirent, & l'a où fut arrêté le Traité qui suit auquel on a donné le nom de Pavie.

Traité de Pavie 1617.

CONFORMEMENT à ce qui a esté concerté, accordé & resolu, Monsieur de Bethune, Ambassadeur extraordinaire en Italie pour Sa Majesté Tres-Chrestienne a donné au Sieur D. Pedro de Toledo, Capitaine General pour Sa Majesté Catholique en Italie, un Ecrit fait à S. Germain en Laye le treizième Septembre 1617. par lequel Sa Majesté Tres-Chrestienne certifie que Monsieur le Duc de Savoie a accepté le Traité d'Ast, & a promis l'accomplir en ce qui le regarde, en conséquence de quoi ledit Sieur D. Pedro de l'ordre de Sa Majesté Catholique, a aussi accepté ce qui regarde en icelui ladite Majesté du Roi son Maître, & moiennant ce ont arrêté que tous actes d'hostilité cessent, tellement que ce qui reste maintenant à faire est.

I. Que ledit Seigneur Duc de Savoie desarmera dans un mois, conformément à ce qu'il est obligé de faire par ledit Traité d'Ast, lequel mois commence du present mois d'Octobre, de l'accomplissement & effectuation de quoi ledit Sieur de Bethune donnera certification de sa Majesté Tres-Chrestienne.

II. Que ledit Sieur Duc rendra toutes les Places qu'il a occupées auparavant & depuis le Traité d'Ast, ainsi qu'il est porté par icelui Traité, tant en ce qui est & dépend des Etats de Monsieur le Duc de Mantouë, comme de l'Eglise & de l'Empire, que de quel-

ANS
de J. C.
1617.

ANS quelques autres personnes & en quelque part que ce soit, & ce durant la guerre.

1617. III. Qu'après que ledit Sieur Duc aura defarmé & restitué, led. Sieur D. Pedro au nom de sa Majesté Catholique, pour satisfaire au desir de sa Sainteté & de sa Majesté Tres-Chrestienne, tout aussi-tôt immédiatement & sans intervalle de tems, rendra & restituera toutes les Places qui ont esté prises & occupées devant & depuis ledit Traité, ainsi qu'il est aussi porté par icelui Traité, tant de ce qui appartient audit Sieur Duc & dépend de ses Etats, comme de ce qui appartient aux particuliers de quelque part que ce soit, & ce durant la guerre.

IV. Que tous les Prisonniers tant d'une part que d'autre, généralement seront rendus & mis en liberté, aussi-tôt après que ledit Sieur Duc aura faites lesdites restitutions.

V. Que ledit Duc aiant defarmé & restitué conformément à ce que dessus, ledit Sieur D. Pedro sera obligé de disposer son Armée selon & ainsi que le veut le Traité d'Ast, & ce dans tout le mois de Novembre prochain.

VI. Que les articles ci-dessus & le contenu en icelui, s'accomplira & executera réellement, sincèrement & de bonne foi.

Conclu & arrêté, avec l'assistance & intervention de Monsieur le Cardinal Ludovico, au nom de sa Sainteté. Fait à Pavie le 9. Octobre 1617.

En vertu de tous ces Traitez la suspension d'Armes fut publiée au Piedmont & au Milanois : mais l'execution de la reddition des Places tant de part que d'autre, ne se fist qu'au mois de Juillet de l'an suivant.

L X X V I I.

ANS Testament de PHILIPPE de Nassau, Prince de J. C. de Orange, fait à Bruxelles, le 20. Février, 1618. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. I. pag. 11. 71.

ORAN.
82.

AU nom de la Tres-sainte, Ineffable & indivisible Trinité, le Pere, le Fils, & le St. Esprit, un seul & vray Dieu, à qui j'ayme, crains, adore, & honore comme Auteur de toute chose & comme icelluy qui m'a donné l'estre & peult disposer de moy & de tout ce qui est à moy, de ma vie & de ma mort : Laquelle nous estant autant incertaine, comme à luy assurée, de jour, heure, & moment; pour ne tomber à une mort subite (dont la divine Majesté par sa misericorde infinie me veuille delivrer) & demeurer de tout frustré de declairer mes dernieres volontés, Ay bien voulu avec sa divine permission en disposer au temps, affin qu'à son temps, après estre hors des miseres de ce monde, soyent notoires à un chacun.

Nous Philippe Guillaume, par la Grace de Dieu, Prince d'Oranges, Comte de Nassau, Vianen, Dietz, Catzenellenbogen, Buren, & Lerdam : Seigneur & Baron de Breda, Dieft, Steenberghe, Warneton, Grimbergen, Laney, Herstal, Arlay, Nozeroy, Saint Martensdyck, & autres appendances & dependances, Visconte hereditaire d'Arvers & Besançon, Chevalier de l'ordre de la Toison d'Or.

A tous ceulx qui ces presentes verront, sçavoir faisons que le vingt troisieme jour d'Aoust après midy l'an 1603. pardevant Estienne Colleron & Jean François Notaires du Roy Tres-Chrestien en son Chastelet de Paris, & en presence de Messieurs François d'Arffens Ecuier, Jacques Bongart Ecuier & autres soubz signés en la maison dudit Seigneur d'Arffens, Faubour Saint Germain, Rue de Tozonnes, &c.

Avons fait un Testament duquel nous avons envoyé un double de la mesme teneur à nostre trescher & aimé Frere, le Prince Maurice de Nassau, lequel le trouverat en son pouvoir maintenant; mais comme ayant changé d'estat & desirant laisser mes dernieres

volontez plus amples & plus esclaircies; & adjoufter des Legats particuliers, pour ne pas estre surprins de la mort, dont l'heure & le jour nous est incertain, & me trouvant, Dieu mercy, avec le bon sens & capacité qu'il luy a pleu me donner, de meure deliberation & sans intention de ne rien innover quant au principal du susdit Instrument, je l'ay ouvert & veu pour coucher cestuy-cy à l'advenant du sens & comme il nous semblera mieux, convenir pour le bien & conservation, de la grandeur de nostre maison, que Dieu veuille prospérer de plus en plus & l'accomplir de sa Sainte benediction; ramenant tous ceux qui en seront heritiers à la vraye cognoissance de leur salut, se voyant estoignés d'icelle : à fin que conservant ce que je leur laisse, des-sous sa divine protection, ils puissent conjointement jouir heureusement les biens celestes; au lieu que les autres ne sont que prestez, remplis de vanitez, plains de miseres, & souvent plus tost perdus que jouis. Retournant doncques à l'establisement du project de nos dernieres volontez & disposant absolument des biens temporels qu'il y a pleu à Dieu nous eslargir, nous conservant toujours l'entiere disposition de changer, accroistre & diminuer lesdites volontez jusques au dernier jour & heure de nostre trespas, ayant le jugement bon, que Dieu me veuille conserver jusques au dernier soupir de ma vie; neantmoins dès maintenant par forme de Testament avons ordonné & statué, ordonnons & statuons & voulons estre executé (deroguant tout autre) tout ce que sera contenu en ce present Instrument escript de ma propre main & la teneur qui s'ensuit : Car telle est nostre volonté.

Premierement comme tout bon Chrestien est obligé de faire, se confiant en l'intime misericorde de nostre bon Dieu, qui a voulu espandre le precieux sang de son Fils Jesus Christ nostre Sauveur, pour racheter nos ames des eternels tourmens, ou le peché de nos premiers Peres & depuis les nostres nous les font meriter tresjustement. Mais en luy demandant pardon avec repentance de l'offence il nous lave de ce precieux sang, & par la passion & mort nous rend dignes de la jouissance de la gloire. Je remets doncq & recommande mon ame remplie de pechez, entre les mains de ceste infinie misericorde, afin que demeurant nette & lavée par un si grand & puissant benefice, demeurant en la vraye croyance de la sainte Mere Eglise Apostolique & Romaine, & contribuant la repentance de tant de pechez commises par elle, elle puisse aller jouir de l'eternelle gloire que sa Majesté divine luy a promise & à tous bons Chrestiens; luy suppliant avoir pour agreable les prieres & suffrages qui luy ont esté faictes par la benoite Vierge Marie & de tous les Apostles & Saints de Paradis pour moi indigne : en vos mains doncques encores une fois; mon Dieu, jerecommande mon ame, vous m'avez redimé, Dieu de verité, faictes que je vous en puisse rendre les loüanges eternellement, en ta gloire, glorifiant le Pere, & Fils & Saint Esprit; qui est le but de tous mes desirs & souhaits.

Secondement nous desirons & voulons que nostre corps soit ensevely en une de ces quatre Villes, Breda, Dieft, Lens le Saulnier, ou Oranges le plus proche du lieu ou nostre bon Dieu fera servi nous appeler de ce monde & ou l'office devin de la Messe se celebre ordinairement. Car en tel cas pourrat le corps demeurer deposté audit lieu ou en quelque autre, ou la continuation de ce Saint sacrifice sera continué & assuré, jusques à ce que Dieu le remettra entierement aux lieux sus nommez; voulons & mandons expressément que les solemnités & Ceremonies de l'enterrement soyent mediocres sans y faire despens superflus, neantmoins convenables à la qualité de la maison : ne faisant aucun estat en mon particulier de ces vaines coutumes, mais bien voulons qu'en l'Eglise ou nostre corps sera deposté soyent dictes la mesme année trois mille Messes, pour les offences que mon ame pourroit avoir commises, n'ayant fait deus penitence : l'aumoine sera faict des deniers que je veux reserver de la rente de toute une année depuis mon trespas,

ANS „ pas, pour estre encores employez a autres legatz, de J. C. „ que je veulx faire. Et si l'heritier que nous nom- 1618. merons en hile difficulté nous le privons des mainte- nant & tousjours de nos biens maternels comme pour tout autre manquement qu'il pourroit faire au moins de mes Legats, combien que je m'assure qu'il satisfera tres volontiers a mes dernieres voluntés. Nous laissons encores une messe perpetuelle qui se dira tous les jours au lieu ou nostre Corps sera enterré : de ce dit argent s'achettera une Rente annuelle pour le Chapelain qui la dira ou on la luy fera bonne sur les Rentes dudit lieu de l'enterrement. Mandons & voulons aussi que trois ans consecutivement soyent distribués desdits deniers trois mille escus aux pauvres & necessiteux qui soyent de nos subjects, a sçavoir en chaque année mille escus par gens de bien & de conscience tant au territoire de Breda qu'aux autres lieux & ou l'on pourra sçavoir, qu'il y aye plus de necessité : ce que par les paroisses sera facile de sçavoir & ceux qui en auront la charge s'en pourront enquerir, & Dieu aydant en donnerons d'avantage.

Troisiemement ordonnons & recommandons que toutes & chacune de nos debtes, si en laisserons au jour de nostre trespas depuis la moindre jusques à la plus grande soyent payées des deniers contents ou plus prompts biens qui seront par nous delaisés, sans epargner aucuns meubles de ceux qui j'auray, si besoyn fust; Car cest le premier que voulons estre payé & satisfaict.

Quatriemement : comme depuis ledit Testament que nous avons fait à Paris, dont Monsieur le Prince Maurice mon Frere en a eu ung double, que par cestuy-cy est annullé & invalidé, aurions changé d'estat ayants prins femme, qui nous a coustraint aussi à l'ouverture dudit Testament & en faire cestuy de nouveau, nostre volonté doncques est que nostre treschere & bien aymée femme & Compaigne Leonore de Bourbon soit entierement satisfaict & payée de son devoir en forme & maniere que le contract de nostre mariage porte sans aucune reserve ny chose au contraire, la laissant jouir paisiblement sa vie durant de tout ce qu'a esté stipulé & conclud audit Traicté. Nous voulons de plus qu'elle aye le list de velours passément d'Or & Argent, avec tout son ameublement, & la Tapiserie de Orlando, qui nous a esté donné en partie de nostre Ville de Breda avecq la moitié de nostre linge, je dis de celluy de nostre maison tant seulement (exceptant celluy qui est venu de la maison mortuaire de Buren, duquel disposons a nostre volonté) de toute nostre vasselle tant dorée que blanche, & la donnons de plus tous les joyaulx & perles qu'elle a eue de nous, excepté ce qu'elle a eu de celles & ceux de feu ma seur la Contesse de Rhœux : comme aussi est excepté mon cordon de Chapeau tout entier avec mes deux enseignes petite & grande, les boutons que je porte sur mes aubeillemens avecq diamans & ma chaîne de diamans faict en boutons ovales, & autres minuzes qui se trouveront en mon pouvoir pour en disposer a ma volonté soit maintenant ou apres; Si Dieu me faict la grace de me pouvoir conserver en mon bon sens jusques au dernier de ma vie; comme je luy en supplie tous les jours, demeureront à moy pour en disposer & faire d'avantage pour elle. Car je reserve la libre disposition jusques au dernier.

Cinquiemement : comme au second Article de nos dernieres voluntés avons reservé une année du net & entier revenu de nos biens tant Paternels que Maternels, payés les charges, qui sont sur ledits biens, y ayant desia assignés dessus quelque legat; desirons que le surplus soit distribué pour satisfaire a tous nos bons serveiteurs qui pour lors le trouveront en nostre service Domestique, n'ayans esté remunerés en vie; nous voulons doncques que nostre heritier, en suite de la clause inserée audit Article sans difficulté fasse distribuer ladite Rente de l'année apres ma mort a tous mesdits serveiteurs en la forme suivante. Devant qu'entrer en possession desdits biens premierement il leur fera

Tom. III.

ANS payer tout ce que leur est deu de toutes leurs Gaiges A NS de J. C. l'année de mon trespas & apres a rate des Gaiges an- 1618. nuelles distribuer ledit Argent pour leur acheter une Rente viagiere; A sçavoir celluy qui aura trois cens Florins par an en tirera deux mille & quatre cent en Argent contant pour l'achat d'une Rente viagiere de trois cens Florins ou pour l'employ, comme il trouvera le mieux convenir pour son bien, aussi des plus haults Gaiges n'excedant la somme de mille Florins & ayant satisfaict aux plus grand Gaiges, y restant encoires bonne somme, en pourra accroistre la quantité de ceux qui auront eu plus petits Gaiges selon la qualité des personnes & les loings & bons services qu'ils nous auront rendus, par ou l'heritier demeurera deschargé des Rentes viagieres qui se pourroient donner sur les biens. Bien entendu neantmoins que si le revenu de ladite année ne fust suffisant pour payer le tout, en tel cas mandons & voulons, que ceux qui ne pourront estre payés en argent comptant, soyent leurs Rentes viagieres Hypotecquées sur mes biens Maternels, jusques a estre deschargées du Revenu desdits biens par mon heritier, devant d'entrer en l'entiere possession desdits biens, ce que je veux aussi estre observé par tous les legats portés en cest Instrument, comme ceux que nous pourrions encoires faire, & par ce que nous ne pouvons pour le present sçavoir ceux qui pourroient avoir esté remunerés par nous en vie ny ceux qui a nostre trespas pourroient se trouver en nostre service, ne nommons personne en particulier, Dieu nous en fera la grace comme luy en supplions de le pouvoir faire quand il luy plaira nous appeller. Mais l'incertitude de la vie humaine nous oblige, faire ces preventions de nos dernieres voluntés, le remettant avec particuliere recommandation & injonction de nostre heritier qui sera nommé cy-apres de faire equitable repartition, sans laisser aucun plaintif ny mal satisfait. Car tel est nostre volonté, & ainsi luy recommandons estre satisfaits punctuellement; & ne le faisant; que tous les biens Paternels & Maternels vienne au second appellé par moy en Testament, & ne le faisant le second; au troisieme. Car je veux punctuel accomplissement de ce mon Testament, & comme le dessusdit Testament annullé & cassé par cestuy-cy, comme desia a esté dict, fut avant avoir esté en estat de mariage, l'estant maintenant & l'ayant y a esté dix ans, auxquels Dieu n'a encores esté servy nous donner lignées; Neantmoins si Dieu nous en donasse soit fils ou fille : En tel cas nous voulons soit l'un ou l'autre qu'il aye l'entier heritage de tous nos biens, tant Paternels que Maternels, sans en excepter aucuns meubles & immeubles, droicts, noms, & actions, de quelle nature & condition qu'ils soyent & en quel lieu & endroit qu'ils soient scitez; & en tel cas la Mere ne pourroit disposer d'aucune chose de tout ce que luy laissons déclaré au quatrieme Article de ce present Testament, que pour sa vie durant, le faisant remettre tout au fils ou à la fille, que Dieu nous auroit donnée à mon trespas, s'il fust un male & qu'il puisse parvenir à l'âge de discretion n'ayant hoirs de legitime mariage. Il appellera comme je fais en cest Instrument le malle le plus proche de la Maison de Nassau. s'Il a une fille qu'il si allie à la dite maison, comme est & sera ma volonté qui soit faict de la fille que nous pourrions encores avoir. Mais comme jusques ores il y a peu d'apparence, ayant desia si long temps esté marié, d'avoir des enfans, ce que Neantmoins je mets en la main de Dieu; & si en cas nous n'en avons point, & les ayant, vinsent à faillir sans laisser hoirs legitimes Femmes ou femmes, en tel cas nous avons nommé, institué, Nommons & Institurons nostre heritier Universel en tous nos biens & chacun nos principaultez, Contez, Baronnies, Terres, & Seigneuries & autres biens quelconques tant paternels que maternels, droicts, noms, & actions de quelle nature ou Condition qu'ils soyent & en quel lieu & endroit qu'ils soyent scitez (reservant nos meubles comme n'en ayant eu aucun en heritage de feu mon Pere ny de la Maison) nostre Trescher Mon-

T

sieur

ANS fleur Frere le Prince *Maurice de Nassau* & après luy
de J. C. les enfans Males procréés en legitime mariage & leurs
1618. hoirs & descendants d'eux, preferant toujours le
plus prochain masculin & Universel successeur, sub-
stituant au default de luy pour l'estre l'enfuyant : &
en cas que mondit Frere & ses Fils allaient de vie à
trespas sans delaisser Enfans males procréés de leurs
Corps en loyal mariage, instituons à nostre heritier
pour le tout & en la forme susdite nostre tresaimé Fre-
re le Prince *Henry de Nassau* & au default de luy ses hoirs
males procréés en legitime mariage & descendants d'eux
successivement preferant toujours l'aîné & le plus
prochain pour representation & substituans les en-
fuyants selon l'ordre que dict est : & si l'un ou
l'autre de nos dits Freres decedassent sans Enfans
males legitimes ou qu'iceux Enfans ou descendants
d'eux apres estre venus en nostre hoirie, allaient de
vie à trespas, sans hoires males legitimes procréés
de leurs Corps, nous ordonnons & Instituons au-
dit cas nostre heritier Universel le *Fils aîné* de no-
stre Oncle Paternel, Monsieur le Comte *Jean de Nassau*
& apres & en default de luy le plus pro-
chain de ses hoires males selon le mesme ordre que
dessus : & advenant que semblablement ledit Fils
aîné, vint à mourir sans delaisser Fils, petit Fils,
ou descendants d'eux nous delaissons tous nosdits
biens au second Fils de nostre dit Oncle à ses En-
fans males & descendants d'eux asçavoir toujours le
premier Fils & à leur default au troisieme Fils &
descendants & au quatrieme & ensuivans pour suc-
ceder successivement selon l'ordre & la suite que
dessus, entendant nommement d'instituer tous les
heritiers ou descendants cy dessus nommés & men-
tionnés, ores que ne fut que conditionnellement. Or-
donnons que tous ledits biens sans alienation, charge,
ou deminution, ou detraction d'aucune *quarte*
ou *rebellianique* soyent successivement delaisés &
rendus au plus prochain de nosdits hoirs & succes-
seurs procréés en loyal mariage portant le nom &
armes de *Nassau*, la representation ayant lieu. Jay
dict en loyal mariage : J'adjoute qu'il ne soit mesalié.
Car en tel cas je veulx que la succession passe
au second, estant marié selon sa qualité.

Et si au jour de nostre trespas nosdits Freres ou
autres susdits heritiers suivans fussent venus pour in-
habils & empeschés à heriter ou apprehender aucun
de nosdits biens pour quelque inhabilité ou empesche-
ment de droit ou de fait que ce soit : nous avons en
cas de l'empeschement ou inhabilité du premier de
nosdits heritiers institué le second : & en cas de l'em-
peschement du second, substitué le troisieme & ainsi
consecutivement selon l'ordre predit pour ledit ha-
bilité & non empesché, pour jouir les fruits & re-
venus d'iceux biens, tant que tel empeschement du-
rera au regard de tous les precedens institutés ; & ice-
luy venant à estre levé & osté, voulons & ordon-
nons destors tous & chacun ledits biens estre rendus &
restituez ; & que, de fait & plain droit ils retour-
nent au plus prochain de nosdits heritiers institutés
& fidei commissaires purement substituez, abiles à nous
succeder.

Et par ce que nous desirons & voulons que tous
ceux qu'aurons beneficié tant de *Rente viagere*,
qu'autrement & à qui aurons donné biens & Ren-
tes perpetuelles, soyent entierement satisfaits, selon
& en conformité des tesmoignages qu'ils exhiberont
par les escripts & Ordonnances sous nostre seal &
signées de nostre Nom & contresignées de nostre
Secretaire, & Greffier de nostre Chambre des Com-
ptes : Nous ordonnons à celui qui sera nostre pre-
mier heritier & qui entrera en nostre hoirie, de fai-
re payer le tout punctuellement & sans delay ausdits
qui produiront leurs actes en due forme signez &
contre signez comme dict est ; comme aussi tous
Legats interez en ce Testament, & qui apres pour-
ront estre faicts, comme en reservons le pouvoir
d'accroistre & diminuer a nostre volonté jusques au

dernier soupir de nostre vie ayant le pouvoir de les
signer de nostre main y comprenant toutes les deb-
tes non payez & tout autre chose, de laquelle, par
faute de paiement, pourrions demeurer chargez.
A quoy contrevenant perdra la succession des biens
Paternels & *Maternels*, que nous voulons estre don-
nez au second appellé à nostre succession : comme
nous avons enjoint cy dessus audit heritier : & ne
payant tous & chacun nos Legats bien & deüement,
soit en argent de l'année qu'avons reservé entiere des
rentes de tous nos biens tant *Paternels*, & *Matr-*
nels, payez les charges annuelles que ceux qui se-
ront chargez sur quelque bien & Hypotecque parti-
culiere, ne puisse entrer en nostre hoirie ny jouir de
nosdits biens jusques a l'entier furnissement desdits
Legats, bien faicts, payemens des debtes, & en
oultre perdre l'entiere succession de tous les biens *Pa-*
ternels & *Maternels*, les donnant au second qui
pourra succeder legitimentement selon les ordres cy
dessus nommez de nos dernieres volonte ; lesquels
voulons estre inviolablement gardez & observez par
tous ceux qui successivement viendront à la succe-
sion de tous nos biens, voyant la liberalité que j'ay
faite pour la Maison de *Nassau*, que Dieu veuille
prosperer garantir & proteger tousjours par sa bon-
té infinie. Car nous avons par le traicté de par-
tage & autrement l'entiere disposition de tous nos
biens, & puis que je le leur laisse avec si bonne af-
fection, je me veulx asseurer qu'ils accompliront en-
tierement nos derniers Mandats & dernieres volonte :
Car aussi le recommandons comme estant de tout a
nous.

Et par ce que nous voulons rendre nostre dernie-
re disposition ferme & valide par forme de Testa-
ment *Inscriptis* & *Codicillis* ou autrement, comme
mieux peut subsister non obstant aucuns droicts, cou-
stume, statuts, stil, & usance au contraire desquels
avons derogué & deroguons par les presentes, nous
avons prins les Octrois necessaires pour pouvoir tes-
ter absolument de tons nos biens, sans qu'il y
puisse avoir contradiction ny opposition quelconque,
tant pour les biens *Paternels* que *Maternels*; les don-
nans entierement, & absolument aux heritiers sus-
nommez avec les clauses & reserves, notez, & in-
ferrez cy dessus en ce mien Testament & derniere vo-
lonté : Mandons & ordonnons à nosdits heritiers
d'ainsi faire. Et comme jusques ores mes plus pro-
chains heritiers sont Messieurs les Prince *Maurice* &
Henry mes Freres, je les laisse aussi avec ceux de mon
Conseil qui pour lors seront trouvez en mon servi-
ce d'estre les Executeurs de mesdits ordonnances &
dernieres volonte. Il leur va du leur & du mien ; &
que mes dernieres volonte soyent bien & promptement
executez & accomplis ; je les en charge & prie & en té-
moignage & approbation de tout ce que dessus nous
avons escript de nostre propre main & signé d'icelle
nostre nom au dessous de ceste nostre presente Or-
donnance & disposition & derniere volonte & avec
les solempnitez requises devant Notaire & tesmoins
sellé de nostre seal & armoiries, pour plus ample
verification, ainsi par nous fait, comme contera :
voulons en oultre qu'apres nostre trespas chacun en
aye la cognoissance. Ordonnant à nostre dit heritier
au premier degre, qu'a chacun de nosdits denommez,
instituez ou substituez heritiers ou legataires de donner
Copie au publicq de cest, quand' requiz en seront, la
volant laisser jusques lors incognue, & reservant le
pouvoir & autorité d'accroître, changer, & dimi-
nuer les Legats & toute autre chose jusques au der-
nier soupir de la vie ayant force, sens, & vigueur de
signer & donner à cognoistre mesdits volonte : Ne-
antmoins des maintenant & jusques lors que pourrions
faire quelque changement ou y adjouter, ou survenant
que fussions surprins de la mort (que Dieu ne veuille)
voulons que ce Testament aye son plain effect & que
demeure ferme & estable comme estant tesmoignage
de nos dernieres volonte ; Et afin qu'il puisse estre
con-

ANS conservé & retrouvé à son temps, l'avons fait déposer de J. C. ter en la maison de Ville de nostre Ville de Breda, avec la solemnité requise en tel cas. Ordonnons à ceux 1618. qui seront lors de nostre Conseil & qui se trouveront à nostre trespas de faire mettre avecq le Magistrat de ceste ville le Testament entre les mains de l'héritier nommé & qu'il soit leu publiquement : afin que Copies en puissent estre données à qui il appartiendra, & à ceux qui en demanderont ce qui sera endossé au dessus du dict Testament, afin qu'il soit notoire à un chacun avec le tesmoignage du Notaire & tesmoins qui auront soubsigné le Testament, fermé & cacheté de nostre main, le jour & an que ledit Notaire aura inscrip, devant les tesmoins aubas de cedit Instrument. Et pour plus grande assurance & afin qu'il n'y puisse avoir aucune fraude, avons voulu envoyer un semblable Instrument signé, ferré, & fermé à Monsieur le Prince Maurice mon Frere, escript aussi de ma propre main, me reservant cestuy-cy, afin qu'après mon decés puissent estre par les executeurs du Testament collationnés ensemble pour faire plus de foi, & ce que pourrois encores adjoindre de plus devant mon trespas, comme ayant réservé la libre disposition jusques au dernier de ma vie, estant signé, je veux que ces dernieres volontés soyent accomplies avecq la mesme restriction que dessus : Car ce ne seront que Legats n'entendant rien changer quant à la succession fustide des heritiers appelez, si ce ne fut arrivant du changement devant mon trespas ; cependant n'y ayant chose au contraire ; voulons & ordonnons que ce Testament subsiste & soit entierement en sa force & vigueur, valide & sans contradiction. Car telle est pour le présent nostre dernière volonté absolue, & ce jusques à tant qu'il n'y ait autre Instrument, qui le derogue : Signé par nous en deite forme, comme le sera tout ce qu'à l'advenir pourrons adjoindre & diminuer & changer.

Et pour ce que nous desirons laisser toute chose en bon estat & pour les pouvoir mieux conserver & maintenir : Nous mandons & ordonnons au premier appellé à nostre hoirie, qu'il n'innove rien quant au fait de la Religion en nostre principauté d'Orange ; ains les laisser vivre aux uns & autres paisiblement chacun en sa Religion, conservant, quant aux Officiers, le mesme Ordre & Police que nous y aurons laissé sans faire tort à personne & les traitant également sous condition, que ne le faisant, tous les biens soyent appréhendés par le second appellé à nostre dire hoirie & conséquement aux autres, si en cas les premiers n'accomplissent punctuellement tout le contenu en c'est Instrument de nos dernieres volontés. Car ainsi le voulons & commandons comme absolu Seigneur & dispositeur de tous mes biens. Je me veux promettre de la prudence & probité du premier appellé, qu'il ne vouldra en aucune maniere contrevir à mes Saintes & justes volontés : c'est ce que me les a fait exprimer tout à fait & y mettre ces clauses presentes & obligatoires. Je le prieray doncques de mesme ordre en ses Enfans, procrées en legitime Mariage & de Femme conforme à sa qualité, si Dieu luy en donne. Et si non : Je prierai le même au second, au troisieme, finalement à tous ceulx qui pourront ou viendront à ceste mienne hoirie & succession, & celluy qui n'y vouldra entendre & se montrera ingrat à mes bien faits & Ordonnances de c'est instrument Testamentaire, sera forcos de la succession : laquelle passera au suivant & de l'ung à l'autre, demeurant à celluy qui accomplira entierement ce que luy est enjoinct par ce Testament, & qui est inseré, & bien particulièrement declairé l'intention de mes dernieres volontés, pour estre observées en tous & chacun de ces points absolument & expressement sous la fustide condition & perte. Fait à Bruxelles, le vingtiesme Fevrier mille six cent & dixhuit, sellé de mon seau escript & sellé de ma propre main, comme en seront Foy tesmoins & Notaire sous signés. signé Philippe Guillaume de Nassau. Audosdudit Testament estoit escript ce que s'ensuit.

Aujourd'hier vingtiesme jour du mois de Fevrier ANS mille six cent & dixhuit, comparant personnellement de J. C. hault & puissant Prince Philippe Guillaume de Nassau, Prince d'Orange, &c. pardevant nous Jehan Mendez de Salas, Greffier de l'audience de l'Armée & Notaire publicq, & Libert Melyn aussi Notaire ; Auquel estant par nous Notaires presents les tesmoins cy en bas denommés montré le Testament contenu & en ces neuf feuilles escript, A dict & declairé que le tout estoit escript de sa propre main & qu'y estoit escript son Testament, & dernière volonté & que pour tel le vouloit estre tenu & observé. Ainsi fait & passé à Bruxelles en presence de hault & puissant Seigneur Messire Christoffre de Rye, Marquis de Warambon, Chevalier de l'Ordre du Thozon d'Or, & hault & puissant Sieur Monsieur Jean de Croy, Conte de Solre, aussi Chevalier de l'Ordre du Thozon d'Or, & Monsieur Philippe de Merode, Conte de Middelborgh. Signé : Christophe de Rye, de la Palud, Marquis de Warambon, Le Conte de Solre, Philippe de Merode, de Salas, & Libert Melyn, Notaires. Cacheté du Cachet dudit Seigneur Prince. Embas estoit escript, Concorde par moi L. Melyn Notarius.

L X X V I I I.

Traité de Paix entre GUSTAVE ADOLPH. ANS de J. C. PHE Roi de Suède & MICHEL FEDER- 1618. VITZ Grand Duc de Moscovie, fait à Stockholm par l'entremise du Roi d'Angleterre, en l'année 1618. SUEDE ET MOSCOVIE. Mercure François, Tom. V. Partie II. pag. 29.

I. Que tous actes d'hostilité commis de part & d'autre, depuis l'an 595. au contraire de la transaction de Tenin, jadis faite entre le feu Roy Charles de Suece present son fils Gustav Adolph, & Michel Federvits grand Duc de Moscovie, seroient mis en un eternal oubli, & la paix derechef restable, & confirmée entre le Roy de Suece & le grand Duc de Moscovie, leurs Estats, pays, & villes.

II. Que le Roy de Suece Gustav Adolph, tant pour luy que ses heritiers, & pour & au nom de la Couronne de Suece, promettoit de rendre au grand Duc de Moscovie, tous les pays, villes, chasteaux, & bourgades qui avoient esté par les Sueciens pris les années precedentes sur les Moscovites, sçavoir, Novogard, Stararuff, Porchov, Ladg & Augdov, avec toutes les terres qui en dependoient, excepté les chasteaux, villes & bourgades delaissez audit Roy de Suece, par le present traité.

III. Que tous les ornemens, livres, & utensiles d'Eglise, les Registres publics, ensemble les canons, avec les cloches qui se trouveroient dans les dites forteresses & bourgs (excepté celles que les Novogardiens avoient vendues par necessité) seroient restitués & rendus au Grand Duc de Moscovie, & à ses subjects. Et que desdites seroient faites à tous Sueciens d'acheter plus aucunes cloches des Novogardiens : & pour celles qui avoient esté par eux vendues & non enlevées, les Moscovites rendroient l'argent qu'ils en auroient receu.

IV. Que les Sueciens en rendant les villes & forteresses cy dessus, n'useroient d'aucune violence contre les habitans, & leurs biens, & n'en ameneroient aucun avec eux. Et quant aux biens appartenant aux Sueciens lesquels ils ne pourroient emporter desdites villes & forteresses, lors qu'ils en sortiroient, ils seroient fidellement gardez comme un deposit, pour leur estre rendus à leur premiere demande.

V. Que les villes de Novogard, Stararuff, & Porchov avec toutes leurs dependances, & tout le

ANS districte de Sommorense, seroient dans quatorze jours
de J. C. apres le serment fait de part & d'autre d'observer
1618. de bonne foy les presents articles, remis entre les
mains de l'Ambassadeur du Roy de la grand Bre-
tagne, pour estre rendus & restitués au grand Duc
de Moscovie.

VI. Que le Chasteau de Lagd & ses dependan-
ces trois semaines apres, seroient restitués de la
mesme façon.

VII. Quant à la forteresse d'Augdov & son ter-
ritoire, ils ne seroient point rendus, que jusques à ce
que le grand Duc de Moscovie eust ratifié & mis
son seing au present traité, que les Ambassadeurs de
part & d'autre ne fussent seurement retournez vers
leurs maistres : Et que les habitants d'Augdov & de
ses appartenances n'eussent aussi payé & satisfait ce
qu'ils devoient aux Sueciens des tributs des années
precedentes.

VIII. Que le Roy de Suece, & son frere Char-
les-Philippe jureoient qu'à l'advenir ils ne preten-
droient avoir aucun droit sur les villes & forteresses
de Novogard, Porchov, Stararuff, Augdov, Lagd,
& en tout le districte Sommorense, & en leurs appar-
tenances & dependances, & promettoient de jamais
n'y faire la guerre.

IX. Quant au grand Duc de Moscovie, que tant
pour luy que pour ses successeurs, il cederait au Roy
de Suece, & pour estre eternellement unis à la Cou-
ronne de Suece, les villes & forteresses d'Inavogrod,
Jamme, Caporit & Noteburg dependantes de No-
vogard, avec leurs territoires & juridictions.

X. Qu'il payeroit aussi au Roy de Suece, vingt
mille Rubles, avant l'exécution du present traité.

XI. Que tous les canons, & les cloches transpor-
tées en Suece, durant la guerre, demeureroient aux
Sueciens : & ceux qui estoient dans les places villes &
chasteaux qui devoient estre rendus au grand Duc, y
seroient delaissez.

XII. Que Cherholm, jadis baillée par le grand
Duc Basile, au Roy Charles pour le secours qu'il
avoit donné aux Moscovites contre les Polonois, se-
roit delaissee encores entre les mains du Roy de
Suece.

XIII. Que pour eviter toute contention à l'adve-
nir, il seroit député de chaque costé trois personnes
pour borner les limites.

XIV. Qu'à l'advenir le Grand Duc de Moscovie
renonceroit à la Livonie, & n'en usurperoit plus le
titre de Duc.

XV. Que le commerce seroit d'oresnavant libre
entre les Sueciens & les Moscovites.

XVI. Que les prisonniers de part & d'autre se-
roient mis en liberté.

XVII. Que sur quelque incident qui pourroit ad-
venir pour erreur, ce Traité ne seroit point rompu ;
mais la partie lésée en advertiroit l'autre pour estre re-
compensée & satisfaite.

XVIII. Que le Roy de Pologne, & son fils Vla-
dislas, ne seroient secourus d'armes, d'argent, & de
gens de guerre en quelque façon que ce peust estre du
Roy de Suece, lors qu'ils seroient guerre en Mosco-
vie : & de mesme en seroit le grand Duc s'ils avoient
guerre contre le Roy de Suece.

ANS
de J. C.

1618.

NEMOURS

ET

LOKRAI-

NI.

L X X I X.

*Contrat de Mariage entre HENRY de
Savoie Duc de Nemours & ANNE,
de Lorraine, Duchesse d'Aumale. le 14.
Avril 1618. S. Guichenon Histoire Gé-
nealogique de la Maison de Savoie. Preu-
ves pag. 627.*

AU nom de la Treffaincte Trinité du Pere, du Fils
& du saint Esprit. Par devant moy Charles de
la Taille Secrétaire d'Etat de leurs Altesces en la

ville de Bruxelles dans leur Palais y estans presens &
assistans Messire Jean de Pericard Sieur de Meridon
Conseiller du Roy Tres-Chrestien en son Conseil d'E-
stat, Ambassadeur de sa Majesté pres leurs Altesces de
la part de sadite Majesté. Et Dom Rodrigo Nino
Lasso de la Veza Comte d'Avoveo du supreme Con-
seil de Guerre de sa Majesté Sommelier de corps de
Monseigneur l'Archiduc, Grand Maitre d'Hostel, &
Grand Escuyer de leursdites Altesces, & Messires En-
gelbart Maes Chevalier Chef President du Conseil
privé, & Conseiller de leur Conseil d'Etat, & Pier-
re Pecquius Chevalier dudit Conseil d'Etat & Chan-
cellier de Brabant de la part de leursdites Altesces ;
Comparurent en leurs personnes Tres-haut & puissant
Prince Monseigneur Charles de Lorraine Duc d'Au-
male, Pair de France, Grand Fauconnier des Sere-
nissimes Archiducs, & Tres-excellente & Illustre Prin-
cesse Madamoyelle Anne de Lorraine Duchesse d'Au-
male Fille unique dudit Seigneur Duc d'une part, &
Haut & puissant Seigneur Messire Jacques de Mont-
gomery Chevalier Seigneur de Courbouzon Con-
seiller du Roy Tres-Chrestien en son Conseil d'Etat,
Gentilhomme de sa Chambre, Marechal de Champ
en ses Armées, & l'un de ses pensionnaires, chef
du Conseil & comme Procureur fondé de procuration
speciale de Tres-haut & puissant Prince Monseigneur
Henry de Savoie Duc de Genevois, de Nemours &
de Chartres, Comte de Geneve & de Gisors, Mar-
quis de saint Sorlin & de saint Rambert, Vicomte de
Lyone, Vernon & Andely, Baron de Foucigny Beau-
fort, Chafay & Bray sur Seigne, Seigneur de Poncin,
Cerdon, Nogent & Pons sur Seyne & autres lieux,
ladite procuration passée sous le seel du Chancelier &
Prevost de Paris par devant Dupuis & Nutrat Notai-
res audit lieu le vingt-septieme Mars mil six cents dix-
huit qui sera transcrit en fin des presentes, par la-
quelle mondit Seigneur Duc de Nemours, ledit Sieur
de Courbouzon audit nom, promettant de faire agréer
& ratifier le contenu es presentes & en fournir lettres
de ratification en bonne & due forme dans deux mois
d'autre part, lesquelles parties du vouloir, autorité
& consentement de sadite Majesté Tres-Chrestienne
& de leurs Altesces Serenissimes, ont recogneu & con-
fesse avoir fait, firent & sont ensemble de bonne foy,
les Traitez, accords, promesses de Mariage & con-
ventions qui ensuivent. C'est à sçavoir que ledit Sei-
neur Duc d'Aumale a promis & promet de donner par
nom & loy de Mariage madite Damoyelle Anne de
Lorraine Duchesse d'Aumale sa Fille unique à ce pre-
sente & consentente audit Seig. Duc de Nemours, &
le dit Sieur de Courbouzon audit nom & en vertu de sa
procuration, a promis que ledit Seigneur Duc de Ne-
mours prendra madite Damoyelle la Duchesse d'Au-
male à Femme & legitime Espouse, & que ledit Ma-
riage & benediction nuptiale seront solemnises en fa-
ce de sainte Eglise Catholique, Apostolique & Ro-
maine, si Dieu & elle s'y accordent, dedans le plus
brief temps que faire se pourra & qu'il sera advisé, la-
quelle Damoyelle Duchesse, ledit Sieur Duc de Ne-
mours épousera avec ses droicts tels qu'il competent à
madite Damoyelle, tant à cause de la succession par
benefice d'Inventaire de feuë Madame la Duchesse
d'Aumale sa Mere qu'autrement. En faveur duquel
Mariage ledit Seigneur Duc d'Aumale Pere de madite
Damoyelle a confirmé, ratifié, & approuvé, confir-
me, ratifie & approuve la donation qu'il a cy-devant
faite & dez le premier jour de Decembre mil six cents
seize en faveur de madite Damoyelle, voulant qu'elle
soit son plain & entier effect, & en tant que besoin
est, ou seroit, a donné, quitté & delaisé, donne,
cede, quitte & delaisé par ces presentes par donation
entre vifs & irrevocable à madite Damoyelle tous &
chascun ses biens, meubles, immeubles, Terres &
Seigneuries en quelques lieux qu'elles soient scituées
& assizes dans le Royaume de France, spécialement les
Duchés d'Aumale, Comté de Maulevrier, Comté
de saint Vallier, l'Estaille & la Vache scituez es
Provin

1618. ANS. Provinces de Normandie & Dauphiné, leurs appartenances & dependances, sans que la specialité derogé à la generalité, ny au contraire, avec tous droits, noms, raisons & actions qui pouvoient & peuvent competer & appartenir audit Seigneur Duc d'Aumale, à cause deldits biens & spécialement tous les droits & actions rescindantes & rescissoires qu'il peut avoir pour le recouvrement de ses & biens immeubles à luy appartenans, qui se trouveront avoir esté mal vendus, engagez ou hypothéquez à son prejudice, sans toutesfois que pour raison deldits biens & droits cedez, à cause de l'acceptation faite par madite Damoiselle, elle puisse estre tenue des debtes dont deldits biens estoient chargez plus avant que jusqu'à la concurrence d'iceux, & sans aucune confusion des droits qu'elle peut avoir sur lesdits biens, à cause des conventions & avantages accordés à feué Madame la Duchesse d'Aumale sa Mere par le traité de Mariage d'entre ledit Seigneur Duc & elle, remploy de ses biens alienez; & autres droits quelconques que ledit Seigneur Duc d'Aumale, consent estre pourluis sur lesdits biens par madite Damoiselle comme heritiere de madite Dame sa Mere lesquelles choses il veut & accorde estre prises & payées sur le plus clair de son bien; & pour cet effect ledit Seigneur a remis & quitté à madite Damoiselle tous les droits qu'il eust pu avoir & pretendre sur les biens de madite Dame la Duchesse d'Aumale jadis son Epouse à quelques titres que ce soit, sans qu'à l'advenir il luy en puisse rien demander, pour deldites choses & biens ainsi par luy donnés & delaisés, joüir par lesdits futurs Epoux dez lors de la consommation dudit Mariage, tant en la propriété que fruits & revenus plainement, & paisiblement, sans deldits biens aucune chose retenir & reserver par ledit Seigneur Duc d'Aumale, sinon le seul titre & qualité de Duc d'Aumale, sa vie durant; seront les futurs Epoux unis & communs en tous biens, meubles, acquets & conqueits immeubles feodaux & autres qu'ils seront constant leur Mariage en quelque lieu qu'ils soient situés & assis, laquelle communauté avec toutes les conventions du present contract seront réglées suivant la coutume de la Prevosté & Vicomté de Paris, à laquelle lesdites parties se font expressement soumises, renonçant pour cet effet à toutes autres coutumes: Et neantmoins est accordé que lesdits futurs Epoux ne seront tenus des debtes l'un de l'autre créés avant ledit Mariage, ny les meubles & acquets de ladite Communauté chargées d'icelles, & pour cet effect sera fait Inventaire, ou sommaire description au desir de ladite coutume, en laquelle communauté madite Damoiselle apportera la somme de trois cens mille livres; sçavoir deux cens mille livres que ledit Seigneur Duc de Nemours luy auroit promis par la transaction faite entre lesdites parties le xxix Juin M.DC.XI. dont en ce faisant il demeurera quitte & déchargé, tant en principal que de tous interets jusqu'à huy, à condition toutesfois que si madite Damoiselle predecéderoit ledit Seigneur sans Enfans ou avec Enfans, ladite somme de deux cens mille livres & interets demoureront au profit dudit Seigneur, sans qu'elle puisse estre repetée, soit par lesdits enfans ou par ledit Seigneur Duc d'Aumale survivant, ny par d'autres heritiers collateraux ou creanciers de madite Damoiselle & encores cent mille livres à prendre sur le plus clair de ses biens & droits, tant meubles qu'immeubles, lesquels immeubles elle a pour cet effect ameubly & ameubly par ces presentes jusqu'au parfournement de ladite somme de cent mille livres pour avoir lieu ledit ameublissement après la dissolution dudit Mariage. Au surplus est accordé que tous les deniers provenans de la vente des biens dudit Seigneur Duc, ou de feu madite Dame la Duchesse d'Aumale consignés au Greffe du Parlement de Paris & ailleurs, ensemble les fruits & revenus deldits biens qui sont entre les mains des Commis-

saïres, Fermiers & Receveurs d'iceux, Reliqua des ANS. comptes des Tresoriers, Receveurs & autres qui en de J. C. ont eü le manientement jusqu'à huy, seront employés en payemens & acquits des rentes & debtes dudit Seigneur Duc d'Aumale, & succession de madite Dame la Duchesse sans aucune confusion & sans qu'ils puissent entrer en ladite communauté sinon jusques à la concurrence des cent mil livres deldits, à la charge toutefois que sur lesdits deniers, fruits, revenus & droicts escheus & réservés, seront prealablement pris & remboursés tous les frais de procès, & despens des poursuites cy-devant faites & qu'il conviendra faire cy-après pour le recouvrement d'iceux, tant en demandant qu'en defendant. Comme aussi pour le regard dudit Seigneur Duc de Nemours sera pareillement accordé que tous les deniers provenans des fruits & revenus de ses immeubles, debtes actives & generalement tous autres droicts à luy deubs & escheus auparavant ledit futur Mariage, & qui luy peuvent competer & appartenir, à cause des successions, tant de defunte Dame Jeanne de Hochberg Marquise de Retelin, que de feus le Seigneur Duc & Madame la Duchesse de Nemours ses Pere & Mere, & encores du Seigneur Duc de Nemours son Frere, seront employés au rachat des rentes, payement & acquit des debtes passives deus par ledit Seigneur Duc de Nemours futur Espoux & autres debtes, dont lesdites successions sont chargées; sans que deldits deniers, debtes actives, fruits, revenus & droicts escheus au precedent ledit futur Mariage, aucune chose puisse entrer en ladite Communauté, advenant le decez de l'un deldits futurs Epoux, le survivant d'eux aura par preciput & avantage sur les biens de la Communauté; Sçavoir ledit Seigneur Duc de Nemours ses habits, armes, chevaux & ameublemens, & madite Damoiselle ses habits, bagues & joyaux, jusques à la concurrence de cinquante mil livres ou ladite somme à leur choix & option. Si durant & constant ledit Mariage aucuns biens deldits futurs Epoux sont vendus, ou aliénés ou aucunes rentes rachetées, remploy en sera fait en acquets, pour sortir nature de propre, à celui auquel les terres vendües ou rentes rachetées apartenoient, & à faute d'avoir fait ledit remploy, il sera repris sur les biens de la Communauté, & où ils ne suffiroient pour le regard de madite Damoiselle future Epouse, ce qui defaudra sera pris sur les biens propres dudit Seigneur Duc de Nemours, lequel a donné & donne à madite Damoiselle sa future Epouse de Doüaire prefix, vingt mil livres de revenu annuel de proche en proche, en cas que lors de la dissolution dudit Mariage, il n'y eust aucuns Enfans d'icelui, & où il y auroit Enfans ou Enfant dudit Mariage, ne sera madite Damoiselle doüïce que de douze mil livres de revenu seulement, pour avoir & prendre ledit Doüaire en l'un & l'autre cas sur le Duché de Genevois, Barrenie de Foucigny, Domaines & Tailles deldits lieux, & generalement sur tous & chacun les autres biens dudit Seigneur futur Espoux en quelques lieux qu'ils soient situés, sans que la specialité derogé à la generalité, ny la generalité à la specialité au choix & commodité de madite Damoiselle future Epouse, avec son habitation au Chateau d'Anney ou en tel autre des Chateaux & maisons dudit Seigneur qu'elle choisira, lequel Chateau & clostures d'icelui ne tomberont en l'estimation dudit revenu, pour joüir dudit Doüaire prefix sa vie durant, sans qu'elle puisse pretendre Doüaire coutumier, auquel elle a renoncé & renonce, & s'est contenté de ladite habitation tant & si longuement qu'elle demeurera en viduité: Et outre aura madite Damoiselle future Epouse l'Hostel de Nemours situé en la ville de Paris pour sa demeure audit lieu meublé de meubles nécessaires pour sa commodité, sans neantmoins qu'elle en puisse disposer par accommodation au profit d'autres personnes, ny autrement que pour son habitation, laquelle demeure & retraïtte n'aura lieu, au cas qu'il y ait Enfans dudit Mariage, sinon tant qu'elle demeurera en viduité, &

ANS
de J. C.
1618.

à la charge d'entretenir les lieux de toutes réparations viagères & rendre le tout en bon état. Advenant le décès dudit Seigneur Duc de Nemours, madite Damoyelle survivante pourra accepter la Communauté ou à icelle renoncer, auquel cas de renonciation s'il y a Enfants ou Enfant procréé dudit Mariage, elle ne reprendra dedit trois cents mil livres par elle apportées en ladite Communauté, que la somme de cent mil livres seulement avec ses propres, & tout ce qui lui sera advenu par succession, donation ou autrement, ensemble son préciput, Dot, habitation & demeure tels que dessus franchement & quittement, sans qu'elle soit tenu d'aucunes dettes, encore qu'elle y eût parlé, dont les héritiers dudit Seigneur Duc de Nemours seront tenus l'acquitter & décharger, & s'il n'y a point d'Enfant survivant ledit Seigneur, en ce cas madite Damoyelle reprendra dedit trois cents mil livres par elle portés en Communauté, la somme de deux cents mil livres seulement, outre dedit propres non ameublés, préciput, Dot, habitation & demeure dessusdits, savoir est cent mil livres en pleine propriété, pour en faire & disposer à sa volonté, & autres cent mil livres pour en jouir par usu-fruct sa vie durant seulement, & à la charge de retour après son décès au profit des héritiers collatéraux, ou ayant cause dudit Seigneur le tout franchement & quittement de toutes dettes & hypothèques comme dit est. Et pour témoignage du grand respect que ledit Seigneur Duc de Nemours & madite Damoyelle future Epouse ont à la Maison, au nom & à la mémoire dudit Seigneur Duc d'Aumale est accordé que le second Enfant mâle qui naîtra dudit Mariage, Pâiné survivant, & au défaut de Pâiné le troisième dedit Enfants, le second pareillement survivant, ou tel autre dedit Enfants mâles pûnés qui sera choisi par madite Damoyelle, portera le nom & armes de la Maison de Lorraine, sans pour ce toutefois leur en affecter les biens, ny préjudicier en rien que ce soit à la liberté de madite Damoyelle d'en ordonner, faire & disposer à sa volonté. Toutes lesquelles promesses & conventions de Mariage dessusdites ont été faites & accordées comme dit est, du vouloir, autorité & consentement expres du Roy tres-Chrestien & des Serenissimes Archiducs, & sera Monseigneur le Duc de Savoie supplié de les avoir pour agréables, ce faisant ledit Seigneur Pericard Ambassadeur de sa Majesté tres-Chrestienne en vertu des pouvoirs & commandemens particuliers qu'il en a reçeu, a promis & promet au nom & de la part de sadite Majesté d'employer ce qui sera de son pouvoir & autorité, pour faire observer, garder & entretenir de bonne foy tout le contenu dedit promesses & conventions, pour l'exécution desquelles se font en outre toutes lesdites parties volontairement soubmises, & soumettent à la Jurisdiction des Juges & Cours Souveraines du Royaume de France, & spécialement de la Prevosté & Vicomté de Paris, tout ainsi que si le présent contrat de Mariage avoit été fait & passé sous le scel du Chastelet & Prevosté de la Ville de Paris, pour lequel insinuer & enregistrer tant au Greffe dudit Chastelet, qu'en tous autres lieux & endroits ou besoin sera, ont lesdites parties dedit noms constitué & constituent respectivement leur procureur special & irrevocable le porteur des présentes, lui donnant pouvoir de le faire & tout ce qu'au cas appartiendra. Promettant icelles parties contractantes dedit noms en foy & parolles de Prince & Princeesse par elles baillées, mises & jurées es mains de moi Charles de la Faille dessus nommé, cesdites présentes & tout le contenu en icelles, avoir & tenir pour bien agreable, ferme & stable à tousjours, sans jamais aller, faire n'y venir contre directement ou indirectement, à peine de tous dépens, dommages & intérêts: Et à ce faire ont obligé & hypothéqué respectivement tous & chacun leurs biens, terres, seigneuries & héritages, meubles, immeubles qu'icelles dites parties dedit noms & qualitez & chacune d'elles endroit foy ont soutins & soutin-

rent à Jurisdiction & contrainte de ladite Prevosté de Paris & de toutes autres Justices & Jurisdiccions ou trouvés seront, pour tout le contenu en cesdites présentes deüement effectuer & accomplir de part & d'autre, & renoncant en ce faisant à toutes choses généralement quelconques à ce contraires. Fait & passé en présence dedit Sieurs Ambassadeurs & Deputés dessusdits encore & denoble homme Messire Simon Tubeuf Advocat au Parlement de Paris Conseiller & Advocat ordinaire dudit Seigneur Duc de Nemours, lesquelles parties avec lesdits Sieurs presens & assisants ont signé les présentes ce jour huy quatorzième du mois d'Avril mil six cents dix-huit,

L X X X.

Contrat de Mariage de CHRESTIENNE de France, deuxième Fille du Roi Henri IV. avec VICTOR AMEDEE de Savoie, Prince de Piémont, Fils aîné du Duc de Savoie, à Paris le 11. Janvier 1619. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 579. Freder. Leonord. Tom. IV.

COMME ainsi soit que tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince Louis XIII. par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, dehrans témoigner à tres-excellent & tres-puissant Prince Charles Emanuel Duc de Savoie, & à excellent & puissant Prince Victor Amédée de Savoie, Prince de Piedmont son Fils aîné, l'estime que Sa Majesté fait de leurs personnes & affection, par l'amitié & bien-veillance que Sadite Majesté leur porte, & pour icelle étreindre & affermir d'avantage, & la perpetuer à la gloire de Dieu, au benéfice de la Chrestienté, & au commun bien des Peuples & Etats qui appartiennent ausdits Sieurs Roi & Duc, ait eu bien agreable la demande & recherche que lesdits Sieurs Duc de Savoie & Prince de Piedmont ont fait faire à Sa Majesté par Monseigneur le Cardinal de Savoie, du Mariage de haute & Puissante Princeesse Madame Chrestienne de France sa Sœur, pour ledit Sieur Prince de Piedmont, pour auquel parvenir.

Furent presens en leurs Personnes ledit tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince Louis XIII. par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre en son nom, & comme stipulant pour ladite haute & puissante Princeesse Madame Chrestienne de France sa Sœur, d'une part, & ledit Sieur Cardinal de Savoie, au nom & comme Procureur, & en vertu des pouvoirs qu'il a dudit Duc de Savoie son Pere, & dudit Sieur Prince de Piedmont son Frere, lesquelles parties de leur bon gré ont reconnu & confessé avoir fait & arrêté en présence de tres-haute, tres-excellence & tres-puissante Princeesse Anne, par la grace de Dieu, Reine de France & de Navarre, de Monseigneur Frere unique du Roi, de Madame Henriette de France sœur de Sa Majesté, de Messieurs les Princes & Princeesses du Sang, Messieurs les Cardinaux, autres Seigneurs Principaux du Conseil de Sa Majesté, étans près de sa Personne. Et de la part dudit Sieur Cardinal, des Ambassadeurs de Savoie, Evêques, Chevaliers de l'Ordre de l'Annonciade, Ministres, Presidents, Officiers du Conseil dudit Sieur Duc, & autres Seigneurs étans près la Personne dudit Sieur Cardinal, les Traitez, Accords & Conventions pour raison dudit Mariage qui ensuivent.

I. C'est à sçavoir, que ledit Sieur Roi a promis & promet bailler par nom & foi de Mariage, suivant les Loix & Constitutions de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, madite Dame Chrestienne sa Sœur à ce presente, audit Sieur Prince de Piedmont, laquelle du gré & vouloir dudit Sieur Roi, & du consentement de tres-haute, tres-excellence &

ANS
de J. C.
1618.

ANS.
de J. C.
1619.

FRANCE
ET
SAVOIE.

ANS
de J. C.
1619.

tres-Puissante Princesse Marie, par la grace de Dieu, Reine Doüaïrie de France & de Navarre sa Mere, a promis & promet prendre ledit Sieur Prince de Piedmont pour son loial Epoux. Comme aussi ledit Sieur Cardinal de Savoie audit nom, a promis & promet prendre pour ledit Sieur Prince de Piedmont son Frere, ladite Madame Chrestienne pour sa Femme & Epouse, pour estre ledit Mariage solennisé en face de nostre Mere sainte Eglise, au plutôt que convenablement faire se pourra, & en la Cour & presence dudit Sieur Roi, soit par ledit Sieur Prince de Piedmont, ou par ledit Sieur Cardinal son Frere, en vertu du pouvoir & procuration qu'il en a, ainsi qu'il sera arresté & convenu. En faveur & contemplation duquel Mariage ledit Sieur Roi donnera pour Dot à madite Dame Chrestienne sa Sœur, la somme de quatre cent mil écus, & ce pour tous droits Paternels & Maternels, & autres qui luy pourroient appartenir ou escheoir par succession ou autrement, à sçavoir le tiers en argent contant au jour de la solennité dudit Mariage en la Ville de Paris; un autre tiers un an après l'accomplissement dudit Mariage, & le surplus six mois après ledit an expiré, laquelle somme de quatre-cens mil écus ledit Sieur Duc de Savoie, & ledit Sieur Prince de Piedmont, ont promis & promettent d'assurer suffisamment au contentement dudit Seigneur Roi, pour seureté & hypothèque du Dot de ladite Dame, comme dès à present ledit Sieur Cardinal en vertu de ses Procurations, & au nom desdits Sieurs ses Pere & Frere, hypothèque sur tous & chascuns leurs biens & Estats, mesme sur la Duché de Savoie, Peage de Suze, Daces & Gabelle de Nice, & autres ses lieux, Pais, Terres & Seigneuries, & demeurera icelle somme de quatre cens mil écus propre à madite Dame Chrestienne & aux siens ou aïans cause: & moiennant ladite somme de quatre cens mil écus, ladite Dame a renoncé & renonce pour elle & ses descendans dudit Mariage mâles & femelles, au profit dudit Seigneur Roi, & ses successeurs Rois de France, à tous droits successifs paternels & maternels échus ou à écheoir, tant en ligne directe que collaterale, dont elle passera tous Actes de renonciation nécessaires avant la solennité dudit Mariage, qui seront ratifiés par lesdits Sieurs Duc de Savoie & Prince de Piedmont, à tous droits de la celebration d'icelui, & ladite Dame autorisée à cette fin par lesdits Sieurs Duc & Prince, laquelle renonciation elle fera tenuë de confirmer & ratifier lorsqu'elle sera parvenue en âge de majorité, autorisée comme dessus, nonobstant toutes loix & coutumes à ce contraires, ausquelles sera pour ce regard expressement derogé.

II. Sera madite Dame Chrestienne honorablement conduite & rendue aux frais de Sa Majesté, & comme il convient à Princesse de sa qualité jusqu'aux frontieres des Pais dudit Sieur Duc de Savoie, au temps qui sera promis & advisé, où ladite Dame fera particulièrement recueillie & reçue de la part desdits Sieurs Duc de Savoie & Prince de Piedmont, comme il appartient.

III. Lequel Sieur Prince de Piedmont, donnera à madite Dame Chrestienne en bagues & joiaux, la valeur de quarante mil écus, lesquels avec ceux que portera ladite Dame lui demeureront propres pour elle, ses hoirs, successeurs & aïans cause.

IV. Et donneront lesdits Sieurs Duc de Savoie & Prince de Piedmont à madite Dame Chrestienne, entretenement pour son Estat & Maison, tel qu'à sa qualité & condition peut appartenir, & icelui assigneront sur de bonnes rentes & revenus assuré au contentement de ladite Dame, jusques à la somme de cent mil livres.

V. Et outre ledit Sieur Prince de Piedmont, baillera & constituera pour Doüaire à madite Dame Chrestienne, la somme de quarante mil livres, à icelui avoir & prendre sur les Villes de Montcaillier & Quieraz, avec pouvoir de nommer aux Offices & Benefices, & autres droits à elle appartenans à cause

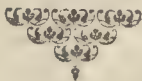
desdites terres, dons & assignations, librement & à son bon plaisir & volonté, & si lesdites terres & places ne montent tant, ce qui s'en défaudra sera parfoûrnî & remplacé de proche en proche sur autres Terres & Seigneuries.

VI. Et outre ce lui sera baillée une maison par ledit Sieur Duc de Savoie & Prince de Piedmont, meublée convenablement à sa qualité, dont elle jouira sa vie durant, sans diminution dudit Doüaire, comme il est dit ci-dessus; duquel Doüaire elle fera saisie, & incontinent après le décès dudit Sieur Prince de Piedmont, & sitôt que Doüaire aura lieu, en cas qu'elle le survive.

VII. Advenant le précedés dudit Sieur Prince de Piedmont, pendant & constant ledit Mariage, madite Dame Chrestienne outre fondit Doüaire aura & reprendra tout ce qu'elle aura porté, tant pour son dot, bagues & joiaux, que ceux qui lui auront esté baillés par ledit Sieur Prince de Piedmont, non compris les Bagues Ducales qui lui auront esté baillées par Inventaire pour son usage seulement, & ce qui lui pourroit estre échû par donation ou autrement pendant ledit Mariage, & pourra demeurer audit Pais de Piedmont ou retourner en France, à son choix & option, le tout franchise & quittement, & sans qu'elle soit tenuë d'aucunes debtes créées par lesdits Sieurs Duc de Savoie & Prince de Piedmont, devant ou après la celebration dudit Mariage, ores qu'elle y eût parlé, dont elle sera par lesdits Sieurs Duc & Prince acquittée & déchargée.

VIII. Et en cas que madite Dame Chrestienne vienne à précéder ledit Sieur Prince de Piedmont, soit qu'il y ait enfans ou non dudit futur Mariage, ses enfans, heritiers ou ayans cause, pourront reprendre ou faire rapporter en France si bon leur semble ledit dot, avec les bagues & joyaux, & tout ce qui aura esté propre à ladite Dame, sans estre tenus d'aucunes debtes comme il est dit ci-dessus; ce que lesdits Sieurs Duc de Savoie & Prince de Piedmont promettent leur faire rendre à la premiere requisition & demande qui leur en sera faite, & en passeront telle déclaration par écrite & obligation que besoin sera, car ainsi a esté le tout convenu, arresté & accordé par exprès en faveur dudit Mariage. Promettant Sadite Majesté en foi & parole de Roi, l'entretenir & garder inviolablement, sans aller ni venir au contraire, pour quelque cause & occasion que ce soit. Comme aussi ledit Sieur Cardinal de Savoie audit nom, & en vertu de ses pouvoirs & procuration, en foi & parole de Prince d'entretenir, garder & effectuer tout le contenu ci-dessus, sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement, & icelui faire ratifier & approuver par lesdits Sieurs Duc de Savoie & Prince de Piedmont, & de ce en fournir Lettres de ratification en bonne & due forme dans deux mois, à compter du jour de la datte des Presentes, & ce sous l'obligation de tous & chascuns leurs biens presens & à venir, & renonçans à toutes Ordonnances, Loix & choses à ce contraires.

Et ont signé de leurs propres mains le present Contrat, duquel l'Original est demeuré par devers nous, pour en vertu d'icelui leur estre par nous delivré les Contrats nécessaires en la forme ordinaire. Fait & passé dans le Roial Palais du Louvre à Paris, le onzième jour de Janvier l'an 1619. Pardevant nous Pierre Brulart, & Paul Phelippeaux, Conseillers & Secretaires d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, Notaires & Secretaires de la Maison & Couronne de France.



ANS
de J. C.

L X X X I.

1619.

FRANCE
ET
ALGER.

Traité entre Monsieur de Guise au nom de LOUIS XIII. Roi de France & les Députés du Bacha & Milice d'ALGER. Fait à Marseille le 21. Mars 1619. Freder. Leonard. Tom, V.

A U Nom de Dieu, soit-il, l'an mil six cens dix-neuf, & le 21. jour du mois de Mars du règne du Tres-Christien & Invincible LOUIS XIII. de ce nom par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre en la Ville de Marseille & dans l'Hôtel du Roi pardevant tres-haut, tres-puissant & tres-juste Prince Monseigneur Charles de Lorraine Duc de Guise, Prince de Joinville, Pair de France, Gouverneur & Lieutenant General pour le Roi en Provence, Amiral des Mers de Levant, & Capitaine general de ses Armées tant de Terre que de Mer se seroient présentés : Queynan Aga & Rozan Bei député du tres-illustre Bacha & Viceroy Divan & milice d'Alger, lesquels en presence des Sieurs Consuls de cette Ville & de plusieurs Seigneurs & Gentilshommes ont représenté à mondit Seigneur, qu'à l'arrivée qu'il lui fit en cette Province, ils lui vinrent baiser les mains de la part desdits Bacha & Divan, & lui auroient fait entendre le sujet de leur voyage & deputation qui n'est autre que pour assurer sa Majesté qu'ils n'ont autre intention que de garder inviolablement les Capitulations & Traitez de Paix qui sont entre les deux Empires, & faire cesser toutes courses, ravages & Actes d'hostilité, dont on a ci-devant usé, leur aiant pour lors mondit Seigneur fait réponse qu'il en donneroit avis à sa Majesté, & en attendroit ses Commandemens, depuis lequel temps ils ont toujours attendu la resolution. Le Suppliant la leur vouloir donner, afin qu'ils en puissent rendre compte à ceux qui les ont députés, ce qu'entendu par mondit Seigneur, leur auroit dit & fait entendre par l'organe de Pierre Sufin Interprete du Roi qu'il a donné bien particuliers avis à S. M. du sujet de leur voyage & des propositions par eux faites; mais que sadite Majesté trouve bien difficile de prendre aucune assurance en leur foi & parole, puisque de leur part ils ont si mal observé lesdites capitulations, mépris les commandemens de leur Empereur, & enfreint tous les particuliers Traitez faits avec ceux de cette côte, même celui qui fut fait y a deux ans avec Agi Muhamont & Mustafa Raix leurs députés confirmé par le Roi, lequel voyant que la foi & parole si solennellement donnée, & tant de fois réitérée ne les pouvoit contenir, auroit délibéré d'y employer ses forces qui sont assez grandes & puissantes pour tirer raison de tous ceux qui entreprennent de vexer & molester ses sujets, & lesquelles estoient déjà toutes prêtes, neantmoins que sadite Majesté comme grand Monarque & plein d'une singulière douceur & bonté, luy auroit entièrement remis & déposé cet affaire pour le conduire par une voie ou par autre ainsi qu'il aviseroit : c'est pourquoi c'estoit à eux d'aviser qu'elles assurances ils pourroient donner pour mettre sa Majesté hors de soupçon, & lui faire connoître qu'ils y vont de bonne foi, & non point pour en user ainsi qu'ils ont fait ci-devant : Sur quoi ledit Queiman Aga & Rozan Bei, ont dit que conformément à ce qu'ils représenteront à son Excellence lors qu'ils eurent l'honneur de lui baiser les mains, le Sieur Baron d'Allemagne Gentilhomme de ce Pais, s'étant trouvé ces mois passés à Alger, & fait plusieurs plaintes audit Bacha & Divan des courses & infractions de Paix commises par aucuns Raix & Capitaines de Navires & Galleres, il fut délibéré de faire cesser à l'avenir toutes lesdites violences & actes d'hostilité, & rendre la Paix ferme, stable & assurée, & pour cet effet les auroient députés pour en venir donner toutes les assurances qu'on peut desirer avec

resolution; que si bien par le passé la Paix qui est entre les deux Empires, & les particuliers Traitez n'ont pas esté si bien observés qu'il convenoit. Supplient son Excellence de croire que cela n'a jamais procédé de l'intention du Bacha & Divan, ni du commun d'Alger, ains de quelques particuliers armeurs qui s'estoient attribuez trop d'autorité; mais que cela n'arrivera plus regle & la deliberation de cette Paix a esté faite d'un consentement universel, & avec des formes & solemnitez qui obligent tellement le public & particulier qui n'est pas loisible de l'enfreindre n'y contrevenir en façon quelconque, suppliant son Excellence & le commun de cette Ville, & generallyment tous autres Sujets de Sa Majesté, de ni mettre plus aucun doute, ce qu'entendu par mondit Seigneur, & après avoir veules Capitulations faites entre les deux Monarques & les particuliers Traitez ci-devant accordez, & le tout bien considéré sous l'esperance que ce qui sera ce jourd'hui arrêté, sera gardé & entretenu de bonne foi, il a au nom & sous le bon plaisir de Sa Majesté accordé ce qui s'ensuit.

P REMIEREMENT, que les capitulations faites & accordées entre les deux Monarchies pour la Paix, & commun repos de leurs estats seront exactement & sincerement gardées & observées, sans que de part & d'autre il y soit contrevenu, directement & indirectement, en façon quelconques.

Que suivant icelles toutes courses ravages, & actes d'hostilité cesseront sans qu'à l'avenir les Corsaires du Royaume d'Alger, rencontrant les Navires, & Barques des François, tant du Levant que du Ponant, & autres negotians sous Banniere de France, puissent visiter prendre ny toucher aux personnes, Vaisseaux Robbes, & Marchandises ny autres choses leur appartenant, quand bien, il se trouveroit qu'il fust aux ennemis de la Porte du Grand Seigneur, suivant & conformément aux susdites capitulations ou ces mots sont expressément specifiez, & declarez même sous pretexte qu'ils eussent combattu, puis que la Paix d'Alger, ne comprend pas toute la barriere, & qu'on peut estre incertain, de quel lieu est le Corsaire.

Et afin que l'on soit assuré que les particuliers armeurs ne contreviendront point à ce Traité; Il ne sera permis à aucuns Vaisseaux, Galleres ou Fregattes de cours, de sortir des Ports & Havres dudit Royaume d'Alger, sans donner au préalable caution de ne prendre aucun François, ny leur faire aucun dommage, moins les porter & conduire en autres parts hors dudit Roiaume.

Ne sera permis aux Corsaires des autres pais, & Roiaumes de porter & conduire à Alger & sa coste aucuns François, & en cas qu'il en fust mené leur sera donné à l'instant liberté, avec restitution de leurs Barques, Navires & facultés.

Comme aussi sa Majesté ne permettra point que dans les Ports & Havres soient armez aucuns Vaisseaux, pour courir sur ceux d'Alger, & en cas que ses sujets se misent au service d'autres Princes, & fissent le cours sous la Banniere d'iceux sadite Majesté les desavoie, & n'entend leur donner aucune retraite dans les Ports, pour y conduire les Turcs, & si tant est qu'ils y abordassent les mettre semblablement en liberté avec les Navires, & facultés.

Tous les François generallyment quelconques tant de cette coste que de Languedoc, Guienne, Normandie, Picardie, Bretagne, & generallyment tous les sujets de sa Majesté, & autres qui ont esté pris sous la Banniere de France, seront delivrez & mis en liberté avec restitution de leurs Navires & facultés qui se trouveront en état dans trois mois, comme aussi tous les Turcs dudit Roiaume d'Alger, qui sont dans les Galleres du Roi, ou qui se trouveront dans le Roiaume de France, seront mis en liberté, & delivrez es mains desdits députés pour les conduire audit Alger, & si à l'avenir aucuns estoient pris ou retenus seront mis es mains des Consuls de cette Ville

ANS
de J. C.

1619.

de Marseille, pour les y renvoyer & faire conduire.

1619. Les Italiens, & Espagnols domiciliés, & residans en France qui sont tenus, & réputés comme sujets du Roi, seront traités & tenus à l'égal des originaux Français.

Et pour plus de feureté de ces conventions & present traité le tres illustre Bacha, & Divan envoieient deux d'entre eux personnes de qualité qui resideroient en cette Ville de Marseille, par forme d'otage, & pour entendre sur les lieux les plaintes qui pourroient arriver sur les contraventions, & avertir fidellement lesdits Bacha & Divan; & auxquels sera fait ici toute sorte de bon traitement; comme aussi le Consul des Français, fera le mesme office de par de là, & auquel sera rendu à l'avenir tout le respect, & honneur qui est deub à un Officier, qui represente la personne d'un si grand Monarque.

Et en cas qu'à l'avenir, il arrivât de part ou d'autre quelque action qui put estre prise, pour sujet de contravention, il ne sera pas pour cela permis, à celui qui s'estimera offensé d'user de force & d'hostilité: Mais en viendront demander raison sur le lieu, & si on refuse de lui faire justice, il pourra lors recourir à la force.

Et pour tout le surplus on s'en tient aux capitulations du pais qui sont entre les deux Empires, aiant mondit Seigneur remontré aux députés, que lesdits Traités doivent estre comme sacrés à leurs sujets, les exhortans à ces fins de les garder, & observer de bonne foi, ensemble le present, afin que S. M. n'ayt plus occasion d'employer ses armes invincibles, pour tirer raison des torts & oppressions qui sont faites à ses sujets, lesquels il ne souffrira jamais; ce que lesdits sieurs députés ont promis solennellement au nom desdits Bacha, Divan, & milice, & ont mis & apposé leurs seings accoustumés ensemble mondit Seigneur qui a commandé à moi Secrétaire sous signé d'en faire dresser le present acte, signé le Duc de Guise, & plus bas Paulmier, avec deux cachets desdits députés d'Alger.

Collationné à l'Original par moi sousigné Secrétaire de mondit Seigneur, PAULMIER.

L X X X I I.

Articles de Reconciliation entre LOUIS XIII. Roi de France, & MARIE DE MEDICIS sa Mere, conclus à Angoulême, le 30. Avril, 1619. Mercure Français, Tom. V. Part. II. pag. 200.

I. Accordé sa Majesté que la Roynie sa Mere dispose de sa maison, ainsi qu'il lui plaira, appellant & retenant à son service les personnes qu'elle voudra.

II. Qu'elle puisse aller & venir; & faire séjour en tel lieu du Royaume qu'il lui plaira, mesmes pres la personne du Roi.

III. Qu'elle jouira sa vie durant de tout ce, dont elle a jouy à titre d'assignat, des dons, pensions, & gratifications à elle octroyées par le feu Roi, & de sa Majesté à present, & qu'elle sera payée de ce qui luy peut estre deu de reste.

IV. Qu'elle disposera librement des charges, Offices, & Benefices dependans tant du Domaine dont sa Majesté jouyt à present, que de ceux qui luy seront donnez pour pariaict & entier assignat de ses conventions matrimoniales, & de ses deniers dotaux, le tout conformément aux expéditions qu'elle en a.

V. Sa Majesté promet de traiter amiablement comme ses autres subjects & serviteurs, tous ceux qui ont servy & assisté ladite Roynie à l'occasion de sa retraicte de Blois, nommément le sieur d'Espemon, & ses enfans.

VI. Que sadite Majesté les fera jouyr de toutes les charges, dignitez, offices, benefices, & retablir en Tom. III.

toutes les villes, places & Chasteaux sans aucune exception, desquelles ils se trouveront despossédés depuis de J. C. la retraicte de la Roynie: en outre seront payez de leurs pensions, estats, & appointemens.

VII. Que tous ceux qui ont esté esloignez par jugement ou autrement de la Cour, ou du Royaume, seront rappelez, & ceux qui sont retenus prisonniers, ou esprisons, seront remis en pleine liberté.

VIII. Que tout ce qui s'est passé en suite de la retraicte de ladite Dame Roynie du Chateau de Blois, soit levée de gendarmerie, impositions de deniers, & autres choses quelconques sera mis en oubly par sa M. sans aucune recherche.

IX. Que dans deux mois ladite Dame Roynie meré sera rendue contente & satisfaitte pour la descharge des emprunts qu'elle a esté contrainte de faire depuis sa retraicte.

X. Que dedans six semaines la declaration du Roy qui lui a esté accordée sera verifiée par tous les Parlements selon sa forme & teneur sans restriction ou modification quelconques.

Fait & promis à Angoulême par les sieurs Cardinal de la Roche-Foucault & de Bezhime en vertu du pouvoir à eux donné par sa Majesté.

L X X X I I I.

(a) Traité fait entre les COMPAGNIES ANS des Indes Orientales, ANGLOISE & de J. C. HOLLANDOISE, au sujet des différens survenus entr'elles. A Londres, le 2. Juin, 1619. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. I. pag. 44.

Les Estats Generaux des Pays bas Unis à tous ceux qui ces presentes Lettres verront ou lire orront salut, Comme ainsi soit que le 2. jour de Juin de l'an present 1619. un Traité ait esté fait, & accordé à Londres entre les Seigneurs Commissaires du Conseil privé de Tres-hault, tres-excellent, & très-puissant Prince Jacques par la grace de Dieu Roi de la grande Bretagne, France, & Irlande &c. & la Compagnie d'Angleterre trafiquante aux Indes Orientales d'une part, & nos Commissaires du Corps de nostre assemblée & de la Compagnie de nos Provinces d'autre part, dont la teneur ensuit.

Comme ainsi soit que depuis quelques années il seroit survenu certains différens & malentendus entre les subjects de Tres-haut, tres-excellent & très-puissant Prince Jacques par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande de la Compagnie des marchands trafiquants es Indes Orientales & ceux de la Compagnie des Provinces Unies du Pays bas subjects des hauts & Puissants Seigneurs les Seigneurs Estats Generaux, pour lesquels différens accommoder diverses Conferences se seroient tenues entre les Deputés desdites Compagnies tant à Londres en l'année 1613. qu'à la Haye en l'An 1615. sans toutes fois qu'aucun accord s'en soit pu ensuivre, sadite Majesté & lesdits Seigneurs Estats desirans entretenir & estreindre de plus en plus la concorde, amitié, & bonne correspondance entre leurs Estats & subjects & remediier soigneusement à tous inconveniens qui y pourroient apporter de l'alteration, auroient trouvé expedient & necessaire de resumer derechef ledit affaire en tine troisieme conference par des Deputez desdites Compagnies, lesquels sadite Majesté & lesdits Seigneurs Estats auroient en outre trouvé bon de faire assister de Personnes qualifiées de leur Conseil & Corps, sçavoir sa Majesté des Seigneurs Jean Digby, Chevalier Baron de Scherborne, vice Chambellan de sa Majesté, Tomas Edmondes Chevalier, Tresorier de la Maison de sadite Majesté, Henry Carey Chevalier Contreleur de sa Maison, Toulque Grevill Chevalier Chancelier de l'Eschiquier, Julius Cesar Chevalier, Maître

(4) Ce Traité se trouve en l'Anglois, en Flamand, en Italien, en Espagnol, en Français, & en Latin. Original en l'Anglois, en l'Espagnol, en l'Italian, en l'Espagnol, & en l'Anglois.

ANS
de J. C.

1619.

Maître des Rolles, & *Eduard Coecke* Chevalier tous du Conseil d'Etat de sa dite Majesté & ledits Seigneurs Etats, des Seigneurs *Joan de Goch* Bourgeois de la Ville de Zutphen, *Ewom vander Duffen*, vieil Bourgeois de la Ville de Delft: *Joachim Lijens* Conseiller & Pensionnaire de la Ville & Pays de Tollen, tous du Corps dedit Seigneurs Etats, & de *Noël de Caron* Chevalier Seigneur de Schonvalle Ambassadeur ordinaire dedit Seigneurs pres de sadite Majesté, lesquels sadite Majesté & ledits Seigneurs Etats ont à cet effet auctorisez de pouvoirs & Comissions, afin que par leur entremise & direction commune, la Conclusion d'un affaire de si grande importance peut estre facilitée & reussir au Contentement mutuel des deux parties; suivant lequel ordre & en la presence dedit Seigneurs les Deputés des deux Compagnies susdits seroient entrez en conference, sçavoir pour celle d'Angleterre les Sieurs *Thomas Smith* Chevalier, Gouverneur de ladite Compagnie des Indes Orientales *Leonel Craenfield*, Chevalier, Gouverneur Mre. de la Cour des garde nobles & de la Garderobe de sa Majesté, *Dudley Digby* Chevalier, *Richard Weston* Chevalier, *Henry Martin* Chevalier juge de l'admirauté d'Angleterre, *Clement Edmond* Chevalier Clerc du Conseil de sa Majesté *Guillaume Hollidaye* Senateur de la cité de Londres, *Levinus Munck* Clerc de Signet de sa Majesté, *Maurice Abbot* Deputé en la Compagnie Angloise, *Guillaume Harison* Tresorier de ladite Compagnie: & pour la Compagnie des Provinces Unies, les Sieurs *Thiery Bas* Chevalier Bourgeois de la Ville d'Amsterdam, *Jacques Boreel* Bourgeois de la Ville de Middelborg, *Arnold Bacoo Lodensteyn*, du Conseil de l'admirauté de Zee-lande, *Albert Sonck* Vieux Bourgeois de la Ville de Hoorne & Conseiller du Conseil d'Etat *Andries Richarsson* Administrateurs de ladite Compagnie Generale des Indes & Maître *Guillaume Boreel* Docteur es Droicts, Advocat d'icelle Compagnie, lesquels en vertu de leurs Lettres ou procurations, après beaucoup de Communications & longs débats, ont finalement par l'entremise, Conseil, & direction dedit Seigneurs susnommés conclu, & arrêté les Articles qui s'ensuivent.

I. En premier lieu a esté accordé qu'il y aura à l'advenir oubly & amnestie de tous excès, offenses & malentendus, lesquels pourroient avoir esté par cy devant es quartiers des Indes Orientales entre les subjects de sa Majesté de la Grande Bretagne, & des Seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies, & pour cet effet seront mises en liberté & franchement relâchées toutes les Personnes saisies & detenues d'une part & d'autre, comme aussi tous les navires & biens qui se trouveront avoir esté pris jusques au Temps de la Publication de ce Traicté dedit Indes, seront reciproquement restitués.

II. Les Officiers Commis & Serveurs de part & d'autre se porteront & rendront mutuellement en leur conversation, & par tout où ils se rencontreront, toute ayde, amitié, & Correspondence reciproque, tous offices & devoirs necessaires entre amis & voisins si estreitement alliez, & au cas que de part ou d'autre aucuns se trouvassent reduits à quelque extremite en mer, les autres leur presteroient tout le secours & assistance amiable qui sera en leur pouvoir, comme aussi ils feront tenir, ou porter promptement & fidelement les Lettres & Comptes les uns des autres.

III. Le Commerce & Traffiq sera libre es Indes Orientales tant pour la Compagnie d'Angleterre que pour celle des Provinces Unies, tellement que Chacune dedit Compagnies y pourra employer à son Compte separé & particulier tel fonds & Capital que bon luy semblera.

IV. Et pour de Commune main procurer le bien & soulagement du Commerce on fera tout devoir de regler & diminuer les daces & impositions extraordinaires & excessives qui y ont nagueres esté

mises, Comme aussi on fera cesser la pratique & liberalité des dons & presens.

V. On tachera de reduire par Commun advis es Indes toutes Marchandises à un prix raisonnable, & en la vante ou debit qui se fera par deça en ces Royaumes & Provinces Unies, de celles qui seront acheptées dedit Indes à un mesme prix & taxe commune, on conviendra de temps en temps d'un certain pris, au dessous duquel il ne sera licite aux uns ny aux autres de les vendre.

VI. Et pour prevenir toutes jalouses & differents, qui pourroient naistre à l'advenir, les commis de part & d'autre adviseront & s'accorderont par ensemble d'un prix moderé, selon qu'ils estimeront convenir pour l'acheptée des poivres à *Baniam* & autres lieux de *Java Major* (demeurant la liberté du Commerce es autres quartiers des Indes, comme aussi audit *Java Major*, pour le regard des autres Marchandises, suivant le troisieme Article:) & à cette fin seront ordonnées & commises certaines Personnes expertes pour les acheter, & l'achapt en estant fait de cette façon, ils seront partagez également par moitié aux uns & aux autres.

VII. La Compagnie Angloise aura libre exercice & jouissance de Traffiq au lieu de *Palicate*, & portera la moitié de la despençe pour l'entretenement du fort & Garnison qui est à commencer au temps de la Publication, qui se fera de ce Traicté en ces quartiers la.

VIII. Es illes des *Moluques Banda & Amboina*, le commerce sera par commun advis tellement réglé, que la Compagnie d'Angleterre y jouira de la troisieme partie de tout le Traffiq tant pour l'apport & vante des Marchandises auxdits Illes que pour les fruits & Marchandises qui y croissent & s'en transportent, & ceux des Provinces Unies auront les deux autres tiers.

IX. Et pour le regard de l'achapt & division dedit fruits & marchandises les Principaux commis & facteurs des deux nations residens par de la, les acheteront aux prix courant, & adviseront respectivement par sort la portion contingente aux uns & aux autres. Et à ceste fin auront libre accès & demeure es forts & Magasins des uns & des autres.

X. Et d'autant qu'un Commerce & Trafic si estoigné, & si important ne se peut assurer sans une vigoureuse defense, icelle se fera par le fournissement & entretenement de vingt Navires de guerre moitié de l'une, moitié de l'autre Compagnie, lequel nombre (si on le trouve expedient) sera cy apres augmenté, ou diminué par Commun advis, selon l'exigence des occasions & occurrences, & seront chacun dedit Navires du port de six à huit cent tonneaux, garnis chacun de cent & cinquante hommes, de trente pieces de Canon, & autres munitions necessaires, & sera la grosseur dudit Canon portant bales du poids de huit à dix huit Livres.

XI. Et le Conseil de la defense advisera quel nombre de Galleres, Fregates, & autres petits vaisseaux sera en outre necessaire pour ladite defense.

XII. Les Fortereses & Garnisons qui sont es Illes des *Moluques Banda & Amboyna* seront entretenues des daces & Impositions qui se leveront sur tous fruits & Marchandises qu'on transporterait dedit Illes, lesquelles daces & Impositions seront taxées selon l'Ordonnance du Conseil Commun de defense, & recetées par le Commis de part & d'autre, & delivrées de temps en temps, autant qu'il sera necessaire aux Tresoriers des Compagnies pour en payer les Soldats.

XIII. Pour avec ordre établir & mieux administrer ceste defense, il sera erigé un Conseil de defense, composé de huit personnes des Premiers & Principaux Officiers estans par delà, lesquels seront prises & esleus, en nombre egal, tant de l'une que de l'autre Compagnie, & presideront par tour.

XIV. Ce

ANS
de J. C.

1619.

ANS XIV. Ce Conseil ordonnera de ce qui concernera le fait de la défense commune par mer, & distribuera les navires de Guerre en tels endroits qu'il trouvera nécessaire.

1619.

XV. Comme aussi il reiglera les daces, & Impositions qui seront nécessaires pour l'entretienement desdits forts & Garnisons d'iceux, & fera autoriser de faire rendre compte aux Receveurs desdites Impositions.

XVI. Les Navires de guerre demeureront toujours es lieux qui leur seront assignés & suivront les mandemens dudit Conseil de défense sans estre employez à transporter Marchandises en ces Royaumes ou Provinces.

XVII. Neantmoins pourront lesdits navires pendant qu'ils seront es Indes, estre quelques fois employez à porter des Marchandises d'un lieu à autre pour le service de leurs Compagnies respectivement si ledit Conseil le trouve bon, & non préjudiciable à la défense.

XVIII. Et en cas de nécessité il sera permis audit Conseil d'employer aussi les Navires Marchands en tel nombre & pour tel Temps qu'il trouvera nécessaire au fait de la défense.

XIX. La perte & damage qui arrivera par quelque rencontre occasionnée pour la défense commune, ou bien en allant ou retournant de la défense, se portera également & sera réparé à communs frais, comme aussi le gain & prises qui se feront, viendront au profit commun.

XX. Le mesme s'observera pour le regard des Navires Marchands estants employes en mesme occasion, & durant cest employ, la solde & les Vivres des matelots seront aux despens Communs des deux Compagnies & en Consideration du divertissement que par iceluy ils auront souffert en leur Commerce, ils recevront en outre telle recompense qu'il leur sera adjugée, par ledit Conseil de défense.

XXI. Mais si aucun Navire de guerre estant à la rade en son quartier ou en y allant ou en revenant reçoit quelque perte par tempeste ou autre malheur, ladite perte ne se communiquera point, ains demeurera toute entiere à la Compagnie à qui appartiendra ledit Navire.

XXII. Et pour prevenir les Disputes qui pourroient naistre sur la valeur des Navires perdus, ou grandement endommagés, le Conseil de défense fera l'estimation de tous les Navires de guerre, & autres avant que de les employer pour la défense commune.

XXIII. Les Fortereses tant d'une que d'autre part demeureront es mains de ceux qui les possèdent presentement.

XXIV. Et d'autant qu'il a esté meue question touchant le bastiment de quelques nouvelles fortieres que la Compagnie Angloise a jugé leur estre nécessaires pour la seureté de leurs gens & biens, a esté convenu que ladite question demeurera en surseance pour le terme de deux ou trois ans, afin qu'après avoir detiement reconnu & advisé par ensemble combien de Fortereses, quelles & en quelles places seront de la en avant nécessaires, alors ladite question se puisse resumer & tellement accommoder, qu'elle puisse reussir au Contentement commun & reciproque des uns des autres.

XXV. Quant aux forts qui seront acquis es Moluques, ou en aucuns autres quartiers des Indes par l'industrie & forces communes des deux Compagnies, ils seront également possédés, gardés & entretenus conjointement avec des Garnisons de l'une & l'autre Compagnie, qui y seront en nombre egal ou bien ils seront partagés également entre les deux Compagnies selon l'advis du Conseil de défense estant par de la.

XXVI. On fera conjointement devoir d'ouvrir & establir le Trafficq libre en la Chine & autres quartiers des Indes par telles voyes & moyens que le Conseil Commun trouvera estre expedient.

XXVII. Aucune des deux Compagnies ne pre-

viendra ny excludra l'autre à l'advenir soit par moyen de fortifications ou de Contracés que l'on voudroit faire cy-aprés d'aucune partie des Indes mais tout le Trafficq sera libre & Commun à l'une & à l'autre en chaque endroit d'icelles.

ANS

1619.

XXVIII. Comme aussi il est convenu que sans le consentement de l'une & de l'autre Compagnies aucuns autres n'estans point du Corps d'icelles, ne seront admis à la participation du benefice du present Traicté : & au cas qu'aucuns des subjects de ladite Majesté ou desdits Seigneurs Estats n'estans poinct dudit Corps, voulussent entreprendre aucune chose au prejudice de ce que dessus, ou des Privileges d'aucune desdites Compagnies ceux desdites Compagnies s'efforceront conjointement & separement de les en empêcher & de maintenir respectivement les Privileges d'icelles Compagnies, & seront sadite Majesté de la Grande Bretagne & lesdits Seigneurs Estats suppliez de ne vouloir autoriser l'erection d'aucune autre société, pouts s'immiscer au Trafficq & en la Navigation desdits Indes durant le Terme de ce Traicté.

XXIX. Si en aucuns endroits des Indes esquels l'une ou l'autre Compagnie tient ou tiendra Facturerie, Trafficq ou moyens, il arrive, soit par la mort de Facteurs ou par autre desastre que les biens ou chevence des uns ou des autres demeurent sans administrateur de la Compagnie à laquelle ils appartiendront les facteurs & Officiers de l'autre Compagnie survivans & restans esdits lieux prendront en ce cas lesdits biens & chevence en leur garde & les conserveront de bonne foy aux propriétaires, auxquels ils les rendront en temps & lieu.

XXX. Ce Traicté sera pour le temps de vingt ans, & si pendant ce Temps là il arrive quelques Disputes qui ne puissent estre terminées par ledit Conseil en ces quartiers là, ny par deça par les deux Compagnies, le differend en sera remis au Roy de la grand' Bretagne & audits Seigneurs Estats Generaux qui daigneront prendre la peine de l'accommoder au Contentement des uns & des autres.

XXXI. Tous lesquels Articles seront fidelement & inviolablement entretenus & observés de part & d'autre, suivant l'intention de ce Traicté & promettent lesdits Sieurs susnommés que tant fa Majesté de la Grand' Bretagne & lesdits Seigneurs Estats, que ceux desdites Compagnies les approuveront, confirmeront & ratifieront & en delivreront reciproquement leurs Lettres de ratification en bonne & delie forme, sçavoir fa Majesté & ceux de la Compagnie Angloise dans le terme d'un mois après le date de ce Traicté; & lesdits Seigneurs Estats & ceux de la Compagnie des Pays Bas dans le mesme terme après ladite date.

Nous ayant pour agreable ce qui a esté conclu, avons icelui Traicté ratifié, approuvé, & confirmé; le ratifions, approuvons, & confirmons, par ces presentes & promettons de l'accomplir & faire accomplir & observer en tous & chacun de ces poincts en tant qu'il nous touche, ou à la Compagnie de nos Provinces, sans y souffrir quelque contraventions, directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit, & mesme que durant le temps de ce Traicté nous n'erigerons autre Compagnie qu'une seule laquelle pourra traffiquer aux Indes Orientales, en tesmoing de ce nous avons fait Seeler ces presentes de nostre grand Seel, Paraphé & Signé par nostre Greffier à la Haye le 22. de Juillet 1619. Estoit Paraphé C. Magnus vi. Et sur le ply par l'Ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux Signé C. Aerfsen, & Seelé du grand feat en cire rouge pendant en double queue de soye blanc.

Ratification du Roi de la Grand' Bretagne.

J'Acques par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, France & Yrlande, défenseur de la foi &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront ou lire orront salut, comme ainsi soit que le septiesme

ANS de J. C. 1619. jour de Juillets de l'an present 1619. un Traicté ayt esté fait & conclu en nostre Ville de Londres entre certains Commissaires de nostre Conseil privé & ce spécialement par nous Deputéz, & autres de la Compagnie & Société de nos Marchands d'Angleterre Traffiquans aux Indes Orientales d'une part & les Commissaires de Hauts & puissants Seigneurs les Estats Generaux des Provinces Unies des Pays Bas, nos bons amis & alliés estants du Corps desdits Seigneurs Estats & autres Deputez de la Compagnie desdites Provinces traffiquans esdites Indes Orientales d'autre part, duquel Traicté le teneur sensuit.

Comme ainsi soit comme dessus.

Nous ayans iceluy Traicté, veu, eu & pleinement entendu, avons le tout approuvé, confirmé & ratifié; approuvons, confirmons & ratifions par ces presentes, Promettans de l'accomplir & le faire accomplir & observer & tout & chacun ses Pointes autant qu'il nous touchera ou à la Compagnie de Nos Marchands d'Angleterre, sans y faire ou souffrir estre fait aucune contravention directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit, & mesmes acquiescer au contenu de l'Article vingt huitiesme, nous promettons que durant le Temps de ce Traicté nous n'erigerons autre Société que celle qui est desja erigée pour s'immiscer au Traffiq & en la Navigation desdites Indes Orientales, En tesmoing de ce nous avons Signé ces presentes, & les fait Sceler de nostre grand Sêl, fait à West-Minster ce seiesime de Juillett 1619. & de nostre Regne le 17. Estoit signé Jacques R. plus Bas Fr. Carcio & sellé du grand seau de sa Majesté en cire jaulne, pendant en double queue de soye blanc & rouge.

(a) C'est l'Ordre réglé par les Compagnies des Indes Orientales, d'Angleterre & des Provinces Unies, au sujet de l'exécution de certains Articles du Traicté précédent. Aitzema. Tom. I. pag. 512.

Les Limites dans lesquelles ce Contract sera compris ont été établis par l'avis commun des deputés des deux Compagnies, le Meridien touchant au Cap de Bonne Esperance, allant droit vers le Zud; & le Meridien Oriental, que l'on trouve quatre cent lieues du côté de l'Orient, depuis les Isles de Salomon, allant d'un côté droit vers le Zud & de l'autre vers le Nord jusques au Tropique du Cancer, & de là en ligne oblique vers le detroit de Caiyan toutes les Mers, Golfes, detroits de Mer, Rades, Bayes, Rivières, & ce qui sera trouvé entre ces deux Meridiens seront compris en ce Contract.

Les marchandises & Vaisseaux pris de part & d'autre seront restitués, sçavoir les Vaisseaux tels & en tel état qu'ils seront trouvez es mains de quelqu'un de la Compagnie & les marchandises, ou la valeur d'icelles, qui effectivement seront venues à la Compagnie susdite.

Mais pour ce qui regarde les Vaisseaux qui ne seront pas entre les mains de la Compagnie, comme ceux qui auront été coulez à fond, qui seront peris, ou abandonnez, comme aussi le desperissement ou ce qui en aura été usé, soit qu'on s'en soit servi ou non, cela ne sera point sujet à restitution, exceptez les Vaisseaux qui seront peris au service de la Compagnie dont la valeur sera restituée. Les prisonniers & detenus de part & d'autre seront relachez francs & libres, sans payer de rançon ni leurs vivres ni les habits qui leur auront été donnez par la Compagnie. Si lesdits prisonniers ont servi la Compagnie qui les aura detenus, il est juste qu'ils soient payez de leur service par ladite Compagnie. Dans l'elargissement des prisonniers sont aussi compris les esclaves de quelqu'un de la Compagnie qui se sont sauvez vers l'autre Compa-

gnie ou qui en ont été detenus, sous quelque pretexte que ce puisse être, lesquels seront aussi restitués à la de J. C. Compagnie à laquelle ils appartiennent.

Sur l'Art. IV.

Cesseront à l'avenir à Bantam & aux autres lieux où nous avons communauté de Commerce & même negoce seul sans communauté, la liberalité des dons & presens, qui pourroient être employez par l'une des Compagnies, au prejudice de l'autre. Mais s'il est nécessaire, qu'il se fasse quelque chose à l'avantage commun, cela se fera par commun consentement au nom & aux dépens des deux Compagnies.

Sur l'Art. V.

Les Fruits des Moluques, & d'Amboine qui seront apportez dans l'Europe, seront revendus au même prix & tenu ordonné tous les ans par les deux Compagnies au mois de Mars ou d'Avril, ou en tel autre tems qu'il sera jugé convenable. Il a été jugé à propos, pour tant mieux entretenir la correspondance & la communication nécessaire pour l'accord des deux Compagnies, Que chacune d'icelle tiendra respectivement en Angleterre & dans les Provinces Unies une ou deux personnes en qualité de Residens, lesquelles donneront & prendront avis & information sur les affaires concernant l'entretenement du present Traicté, & pouront au nom de leur Compagnie être presens aux deliberations & Resolutions qui seront prises dans les Assemblées des Compagnies respectives, pour autant, que cela pourra concerner le bien commun de l'Union.

Sur l'Art. VII.

VII. Les despens pour l'entretien de la Forteresse & garnison de Palicatte seront rapportez & payez en argent (ou autres dantées de marchandises ou vivres comme) la Compagnie, des pais bas est acoustumée de faire, moitié par moitié par les deux Compagnies, & non pas par imposition sur les marchandises, & commencera le payement susdit au tems que la publication de ce Traicté sera faite audit lieu de Palicatte; C'est pourquoi on en avertira les Commis de la Compagnie Angloise, pour ceux des Provinces unies à Bantam, pour ensemblement envoyer les nouvelles de ce Contract à Palicatte susdite.

Sur l'Art. VIII.

Pour mettre ordre au Negoce des Isles Moluques, Amboine, & Banda ou engera & ordonnera certains Comptoirs aux lieux qui seront propres pour le Commerce, auxquels resideront les Commis des deux Compagnies.

Lesquels seuls pouront vendre ou acheter toutes telles marchandises & fruits qui peuvent être vendus & achetez dans les susdites Isles sans qu'aucune autre personne, soit des deux Compagnies ou de quelque autre nation puisse acheter & vendre telles marchandises & fruits en aucune maniere.

Les susdits Comptoirs seront pourvus par chaque Compagnie suivant leur portion de telles marchandises & deniers comptans, que la nature du negoce dans les susdites Isles le requerront, sans que l'une des Compagnies en telle rencontre soit obligée de fournir pour l'autre. Les Commis de la Compagnie Angloise demeureront avec les Commis de la Compagnie des pais bas, si l'occasion le permet, autrement ils pouront construire des maisons, pour y vivre & demeurer; comme il leur sera aussi loisible de radoubier leurs Vaisseaux & de se servir à cet effect de la commodité des bois, & autres choses qui se trouvent dans les susdits quartiers & ailleurs, la même chose sera aussi de part & d'autre observée dans les quartiers où les Anglois possederont les susdites commoditez desquelles les Commis des Provinces Unies pouront se servir en la même maniere.

Sur l'Art. X.

Les deux Compagnies ont déclaré être prêtes pour indiquer chacune de son côté les susdits Vaisseaux qui sont destinez à la desfence commune d'entre les nombres de ceux qui sont presentement

ANS aux Indes, & en cas qu'ils ne soient pas de la grandeur & qualité requise par le Contrat, Elles promettent d'y envoyer des Vaisseaux par la première commodité, qui seront propres, en conformité de l'esprit de l'Accord, pour la susdite défense, au lieu des autres qui ne sont pas si propres.

1619.

Les Vaisseaux indiqués par les deux Compagnies, se rendront, sur le mandement du Conseil de défense & de chaque Compagnie, au lieu de résidence du susdit Conseil, soit à Bantam, soit à Jacarta, ou à quelque autre lieu, à moins qu'ils ne soient en quelque endroit où il sera jugé qu'ils pourront rendre service, pour la défense commune, & pour l'avantage des deux Compagnies. Auquel cas, ils seront taxés & estimés, ou par certains commissaires à ce autorisés, ou par bonnes informations.

A l'égard de la proposition qui est faite, pour savoir en quel lieu les Vaisseaux de défense, seront premièrement employés, il est jugé à propos que nonobstant le profit qui pourroit revenir aux deux Compagnies par l'envoi de la Flotte sur les côtes de Malabar & ses environs, néanmoins la défense sera employée pour gagner le commerce de la Chine, & à cette fin sera la Flotte envoyée aux Philippines, pour empêcher que les Chinois ne commercerent avec d'autres qu'avec nous. Et sera choisi un Rendez-vous, propre pour le commerce soit à Leguio, Pecquin, Poulo, Condor ou en quelque autre lieu qui par le Conseil Commun de défense, sera jugé le mieux situé pour ce commerce.

Et pour ce qui regarde la côte de Malabar, il a été trouvé bon que les Flottes, qui partiront tous les ans pour les Indes, si la conjoncture des tems & la commodité des deux Compagnies le permet, prendront leur Cours entre Madagascar & la terre ferme d'Afrique; pour passer le Long des côtes des Indes & de Malabar, avec le plus d'avantage pour les deux Compagnies, & de dommage pour ceux qui voudroient empêcher le commerce libre, qu'il sera possible.

Il sera instamment recommandé au Conseil de défense qu'ils aient à se servir pour leurs entreprises de forces suffisantes pour parvenir à un bon succès, principalement à présent que commence l'union des deux Compagnies, afin que l'honneur & la réputation d'icelle, ne soient pas non seulement conservés, mais aussi leur perte & dommage prevenus.

Sur l'Art. XIII.

XIII. Dans le Conseil de défense présideront les deux Nations par tour, changeant de mois en mois, & ceux d'Angleterre présideront les premiers, après que le Conseil susdit aura été établi; Et ceux des Provinces Unies le second mois, & ainsi tour à tour de mois en mois.

Et parce qu'il est nécessaire, qu'il n'y ait qu'un seul Commandement sur l'armement général de défense. Il est jugé à propos que la Nation au tour de laquelle sera de présider aura aussi le même mois le commandement suprême sur tous les Vaisseaux de guerre tant de l'une que de l'autre Nation, & arborera le grand pavillon au haut du grand Mat, & alors l'autre Nation arborera le sien sur le Mat de Misène, & sera Vice-Amiral, ce qui sera observé par tous les Vaisseaux de guerre, tant des Vaisseaux qui seront aux environs des lieux de résidence du Conseil de défense que dans les autres lieux de ceux qui seront dans leurs quartiers.

Mais pour ce qui regarde les expéditions particulières, à l'exécution desquelles une Flotte, ou quelque nombre de Vaisseaux sera destiné sous un chef, il est résolu que le Commandement qui sera une fois donné à l'une des Nations, durera, jusques à ce que la susdite Flotte sera retournée de la susdite expédition, sans avoir égard à la charge de Président dans le Conseil ou autrement; Et sera le grand Pavillon toujours porté par la Nation qui aura une fois reçu & tenu le Commandement, jusques à la fin de l'expédition & jusques au retour des Vaisseaux.

Toutes les expéditions & entreprises particulières qui seront faites par l'aide de quelque Flotte ou nombre de Vaisseaux de guerre, seront divisées par tour; pour ce qui regarde le Commandement & le port du grand Pavillon, le premier exploit sera commis à l'Angleterre, le second aux Provinces Unies, le troisième à l'Angleterre, & ainsi de suite chaque Nation à son tour.

Le Conseil de défense ordonnera aux Commandeurs de la Flotte ou de l'Armement qui seront envoyés à quelque expédition, qu'ils ne fassent rien d'importance pour l'exécution de la susdite expédition sans l'avis préalable & Consentement du Conseil de Marine de la susdite Flotte ou armement, qui sera donné au susdit Commandeur (qui aura en cela une double voix) par le Conseil de défense; Et il sera au pouvoir du susdit Conseil de défense, de révoquer & de changer le susdit Commandeur de la Flotte destiné pour quelque expédition même avant la fin de ladite expédition, si la grande nécessité & un avantage considérable de la Compagnie le requiert; Et le Conseil de défense ordonnera de choisir à cet égard ce qui sera convenable.

Il est remis au pouvoir du Conseil de défense de choisir un lieu pour la résidence, soit à Bantam ou à Jacatta, ainsi que la commodité & la réputation de la Compagnie le requerront.

Sur l'Art. XXVIII.

Pour l'explication de ces mots de l'Article; *N'étant point du Corps d'icelles*, il est jugé à propos d'établir que le contenu en icieux aura aussi lieu dans les équipages & Commerce que désireront faire quelques uns, qui sont bien du Corps de la Compagnie, mais qui regarderont le leur propre, lesquels n'auront point la permission de jouir des Privilèges & bénéfices de ce Traité, non plus que les autres étrangers, quels qu'ils puissent être.

Ceux de la Compagnie d'Angleterre ont promis de faire en sorte auprès de sa Majesté, qu'il sera fait défense à tous les sujets de sadite Majesté, de se mettre au service de quelque autre Nation pour fréquenter les Indes, excepté seulement la Compagnie des Pays bas; Et pour que celle d'Angleterre puisse avoir le réciproque, lesdits de la Compagnie des Pays bas ont promis d'obtenir auprès des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies qu'il sera fait modération dans le Placard qui ordonne, que leurs sujets qui fréquentent les Mers, ne pouront se mettre au service d'aucune Nation étrangère, & que ce Placard n'aura point de lieu à l'égard de la Compagnie Angloise, mais que les sujets Anglois & Hollandois se mettront au service de l'une ou l'autre Compagnie réciproquement sans aucun danger de mal faire.

Sur l'Art. XXX.

Chaque Compagnie fera ordonner bien expressément à ceux qui de sa part seront commis pour l'entretien du Traité qu'ils aient à se conformer à l'express contenu d'icelui de tout leur pouvoir & affection, Et au cas qu'il survint quelque dispute ou doute sur l'interprétation de quelque article ou sur quelque autre matière dans leurs conversations communes, il leur sera enjoint de ne point procéder les uns contre les autres par voye de fait ou d'hostilité en aucune manière que ce puisse être, mais après qu'information en sera faite, ils en donneront avis chacun à leur Compagnie qui est en Europe lesquelles tacheront d'accommoder les différends, ou par elles mêmes, ou par l'intervention de sa Majesté de la grand' Bretagne & des Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux comme besoin en sera, tous ceux qui seront allencontre seront cités & punis comme Perturbateurs du repos public.

Ainsi fait à Londres le 15. Juillet 1619. vieux stile, & étoit signé

Tho. Smythe.	Will. Harrison.	Livinus Munck.
Morris Abbot.	Durckla.	Robbert Bel.
Hundred Handfort.	Albert Sonck.	Jacobus Boreel.
Arent Lodenheyn.	Gnil. Boreel.	Andries Richart.
Will. Hollidaye		

ANS
de J. C.
1619.

ANS
de J. C.
1619.

Ordre donné pour le redres du Commerce de Bantam.

Pour redresser le Commerce de Bantam soit nottoire que non seulement l'on met le poivre sur l'ancien & raisonnable prix d'un & un quart, ou d'un & demi, ou deux Reales de huit le Sac ; Mais il sera aussi nécessaire de deduire & diminuer les droits excessifs & impôts qui sont pris présentement par le Pangoram à Bantam à 57 ou 58 par cent, au lieu que dans les autres quartiers des Indes on paye seulement 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. & au plus 8 par cent.

Pour remedier à cet abus il sera bon qu'on se serve de voyes douces & amiables, (en representant le pouvoir des deux Compagnies Unies) pour gagner le Roi de Bantam, afin que lesdites impositions soient absolument mises par lui sur un pied raisonnable, puis qu'il ne depend que de lui de remedier à ces abus, pour à quoi parvenir il sera bon de se servir de l'exemple & de la maniere d'agir, en matiere d'imposition, de tous les Rois & peuples des Indes. En suite.

Il sera expedient de convenir avec le Roi par voye de contract, que le poivre nous sera livré sans obstacle à un prix raisonnable, comme cela se fait par tout, & comme il étoit d'usage à Bantam, avant que le *Complet* de Pangoram avec les Chinois ait ruiné & détruit tout le Commerce.

A cette fin on pourra demander, Que le Roi ait à ôter & aneantir toute sorte de Monopole que les Chinois ont à Bantam, non seulement avec le feu du Pagoram ; Mais même par son Conseil & propre avis.

Et il sera loisible & permis aux paisans & gens de la Compagnie de venir & de vendre immédiatement leurs fruits dans nos loges aux Commis des deux Compagnies, comme c'étoit la coutume, avant que le fustid monopole fut établi, sans qu'on fasse aucune peine ni difficulté auxdits paisans, ni permette être faite.

Si cette voye n'est pas trouvée suffisante (comme elle ne l'est pas) alors il faudra aller plus avant & faire une convention avec le Roi.

Qu'il nous vendra & livrera le Poivre au même prix que cy-devant, en telle quantité que nos affaires l'exigeront, comme c'est la coutume & la maniere de faire du Roi d'Achim.

En tel cas il ne sera pas permis au Roi de livrer aucun poivre à d'autre nation, jusques à ce que nous soyons satisfaits, selon la production du contract à faire avec lui.

Si nous ne sommes pas encore contents de cela on tâchera de faire un Traité avec le Roi par lequel il sera libre à nous, & non à aucune autre Nation, d'acheter le poivre à Bantam, & il ne sera pas permis à aucune autre Nation soit de l'Europe soit des Indes même, de faire negoce dans les susdits fruits. Et par ce moyen, comme personne autre que nous n'en pourra acheter, il sera tres facile de mettre ledit poivre à un prix aussi raisonnable qu'on pourra le desirer.

Il est à croire que le Roi de Bantam accordera facilement ce contract à l'exclusion de toute autre Nation de l'Europe & des Indiens mêmes, si on en excepte seulement les Chinois, qui apportent beaucoup de choses nécessaires à Bantam, & qui y sont en grande consideration.

Après qu'on aura inutilement tâché d'exclure les Chinois, il sera nécessaire de les souffrir sous quelque conditions.

Comme par exemple.

Qu'il sera permis aux Chinois d'acheter à Bantam conjointement avec nous. Mais à condition qu'ils seront obligés de nous livrer le poivre à un prix raisonnable, comme on en pourra alors convenir, jusques à ce que nous soyons entièrement pourvus, sans qu'ils puissent

auparavant transporter aucun poivre en aucune maniere, Ou.

L'on demandera au Roi de Bantam, qu'il ne soit point du tout permis aux Chinois de vendre aucun poivre, sinon seulement que quand nos Commis auront entierement fait leur achat, alors nos gens se tenant en repos, il leur sera permis d'en acheter & de le garder autant qu'ils jugeront à propos.

Lequel poivre ainsi acheté & transporté par les Chinois ne pourra être vendu à aucune Nation de l'Europe directement ou indirectement en nulle maniere, sous telle peine qu'il sera trouvé à propos.

Ces moyens d'accord & d'amitié seront premierement tentés, comme étant les plus doux & les plus propres, mais si par iceux nous ne pouvons parvenir à notre but, en ce cas le Conseil de defence sera autorisé, pour chercher tel remede qu'il trouvera utile pour la prosperité des deux Compagnies.

L X X X I V.

Traité de Confédération entre FREDERIC nommé Roi de Bohême, & les Etats de BOHEME, SILESIE, MORAVIE, ET LUSACE ; les Etats de la Haute & Basse AUTRICHE Protestans joints & unis : EBETHLEM GABOR, comme Prince de Hongrie & de TRANSYLVANIE, & les Etats de HONGRIE & de Transylvanie fait au Château de Prague, en l'Assemblée Générale, le 3. Janvier, 1620. Mercure François. Tom. VI. Partie II. pag. 59.

I. **Q**ue la confederation, paix, union, & ligue inseparable sera inviolablement gardée & entretenue à l'advenir entre le Royaume de Boheme, Marquisat de Moravie, Silesie, haute & basse Lusatie, & les Estats, & communautez d'iceux : comme aussi entre les legitimes Rois de Boheme, Barons & Nobles leurs successeurs. Les Estats de la haute & basse Autriche joints & unis : Et le Prince d'Hongrie, Royaume, Provinces & Estats despendans de ladite Hongrie à present unis avec le Prince & Estats de Transylvanie.

II. Que si par l'artifice de quelque adversaire ceste commune paix est troublée, & que les Estats & Royaumes deldits confederez soient envahis par qui que ce soit : ou si aucuns d'eux confederez par malice & perfidie se demembrent de ceste association & entreprennent sur aucuns des allies. Nous en ce serons tenus & obligés de nous prester ayde & secours jusques à la dernière goutte de nostre sang, même avec la perte de nostre propre vie, & de nous defendre, & proteger nostre confederation.

III. Chacun de nous de son costé aura soing d'augmenter ladite association, recevoir les alliances des voisins qui les attouchent, pour affermir la nostre avec le commun consentement des Confederez ; faisant obliger ceux qui entreront en nostre Confederation aux mêmes conditions que nous le sommes les uns avec les autres, & en ce faisant jouyront des mêmes fruits & privileges que nous.

IV. Ceste Confederation & convention faicte entre nous, & en faveur de nos heritiers & successeurs ; sera tant par nous que par nosdits successeurs, publiquement leuë avec voix distincte en toutes les Assemblées generales, en presence de tous les assistans : & de cinq ans en cinq ans sera tenue Assemblée pour accorder les differens survenus au prejudice de ceste Confederation.

V. Il ne sera licite à personne, sans le consentement

ANS
de J. C.
1619.

ANS
de J. C.
1620.

BOHEME
SILESIE
ETC.
TRAN-
SILVA-
NIE, HON-
GRIE ETC.

ment de tous les allies, de faire aucun appareil de guerre, tant pour defendre que pour assillir, sinon en cas de necessité, & qu'il seroit besoin de remedier promptement contre l'invasion de quelque ennemi sur quelque Royaume ou Province desdits Confederez : alors sera permis à ceux qui seront proches du danger, & auxquels il touchera, de se defendre, sans attendre sur ce le plain consentement des Confedetez.

V I. Aussi ne sera-il litte à aucun de nous, sans le consentement & advis universel des allies, de traicter paix, ou faire trefve avec qui que ce soit voulans que tous soient compris aux traictes generaux qui se feront pour le commun interest des Confederez.

V II. Aussi ne sera-il permis à aucun de nous mouvoir & commencer aucune guerre, ny appeller garnison estrangere en aucunes places, Royaumes ou Provinces, sans le commun advis des allies.

V III. Et pour ce que lesdits Royaumes & pays ne peuvent estre assurez que par la garde des frontieres d'Hongrie : Nous Frideric Roy de Boheme & Estats dudit Royaume & Provinces unies, considerant l'estat present de ladite Hongrie, & qu'en la plus part de ses pays elle est deserte & desolée, & que nous avons aussi de nostre part de grands fraix à faire pour l'entretenement de nos armées : neantmoins ne laisserons pas de continuer tous les ans la paye ordinaire pour l'entretien des garnisons establies aux frontieres dudit Royaume de Hongrie ; chaque Province s'obligeant à ce pour sa part & contribution.

I X. Estant necessaire de renouër non seulement la paix avec le Turc par Ambassade expresse, mais la continuer : Pour ce de tous nosdits Estats enverrons à sa Porte pour la renouveler : & s'est chargé le Prince Bethlem de prendre le soin de ceste legation, & d'y envoyer particulièrement de sa part, à la charge que chacun de nostre costé, deputerons quelqu'un pour assistance aux Ambassadeurs de Hongrie, & chacun ordonnera à part soy des presens & despenes necessaires.

X. Les Princes & Estats Confederez pour tesmoigner leur bonne volonte les uns envers les autres, prendront ce soing dans trois mois de pacifier les differents depuis si longuement meuz pour les limites & bornes du Royaume de Hongrie, Moravie, Silesie, & Autriche.

X I. Sur la demande faicte par le Prince Bethlem, & les Estats de Hongrie, touchant les terres detenuës jusqu'à maintenant par ceux d'Autriche, au prejudice du Royaume de Hongrie, tous les Confederez s'employeront à ce que la restitution d'icelles en soit faicte.

X II. Ez Royaumes & Estats des confederez se tiendront Diettes generales toutes & quantes fois qu'il sera besoin, à condition qu'il n'y aura rien d'innové au prejudice des loix & Privileges anciens des autres Provinces particulieres.

X III. Et afin de conserver & affermir davantage ceste confederation, en la premiere Diette l'evaluation des monnoyes sera reglée & egalée en tous les Royaumes & Provinces des allies.

X IV. Si par laps de temps arrivoit quelque dispute sur le present traicte, les Royaumes & Provinces seront tenus à la premiere requeste, qui leur en sera faicte par le premier complainant, d'envoyer des Deputes en l'Assemblée qui sera convoquée pour ce sujet, où les difficultez seront reglées suivant le contenu de la presente Confederation. Quant aux difficultez publiques qui pourront survenir en chacun desdits Royaumes, & qui requeront prompte deliberation : En Hongrie, le Roi ou Prince, le Palatin & les Conseillers du Royaume y pourvoyront : Et en Boheme & Provinces incorporées, les Directeurs du Royaume & des Provinces.

X V. Que par Ordonnance inviolable sera ordonné que d'orenavant nuls Jesuites ne seront admis ni receus es Royaumes & Estats desdits Confede-

rez, & ne pourront y residier : il sera mesmes defendu à toutes personnes de les y heberger, loger, de J. C. nourrir, & entretenir, sous quelque pretexte que ce soit, secretement ou publiquement. Que les Rois, Princes & Estats aussi n'useront ny ne se serviront de leurs advis & conseils, ny ne seront pourvus en aucunes charges dans desdits Estats ; sur peine à celui ou ceux qui le feront, d'estre reputés perfides, & d'estre rejetez de la presente Confederation. 1620.

X VI. Que le secours & assistance des gens de guerre qui sera donné par l'un des Confederez à l'autre, sera souldoyé par ceux qui le demanderont : lesquels gens de guerre marcheront sans desordre, dommage ny ravage, & ne seront licentieés qu'après avoir fait monstre dans le pays d'où ils seront.

X VII. Que les tables & tous instrumens & actes publics, concernans les affaires & privileges desdits Royaumes & Provinces, en quelques lieux & Archives qu'ils soient, seront à la premiere demande promptement rendus aux Royaumes & Estats auxquels ils appartiendront.

X VIII. Et afin que ceste bonne correspondance dure, toutes haines, inimitiez, querelles & debats entre lesdits Roi, Prince & Estats seront cy-aprés esteintes, & oubliées comme non jamais advenues.

X IX. Que si quelqu'un est condamné au ban en un desdits Royaumes & Estats confederez, il gardera fondit ban hors de tous lesdits Royaumes ; Provinces & Estats, comme s'il avoit esté banny en chacun d'iceux particulièrement ; & ne sera reçu en aucun lieu, si les Roys & Princes ne veulent user de grace & faveur envers ceux qu'ils voudront.

X X. Finalement lesdits Roi & Prince chacun pour soy promettent conserver & garder de tout leur possible la presente Confederation ; & que pour la defense, & gouvernement des Royaumes & Estats, ils useront & se serviront des forces, advis, & conseils des confederez contre tous ennemis : Que si l'un d'eux vient à delinquer contre ladite Confederation, en ce cas les Ordres ou Estats desdits Royaumes, seront absous du serment de fidelité qu'ils leur auroient presté, & leur sera libre de luy resister & contredire par toutes sortes de voyes sans en estre blâmés. Aussi chaque Roi ou Prince à l'advenir seront au jour de leur couronnement serment special & solennel en presence du peuple, qu'ils garderont & entretiendront la presente Confederation.

Ces articles ont esté traictés & accordez au chasteau de Prague en l'Assemblée generale le 3. jour de Janvier 1620. & envoyez par toutes les Provinces ; & approuvez de Bethlem Gabor, Prince de Hongrie & Transilvanie, qui les a signez & promis iceux inviolablement garder & faire entretenir, tant par lui que par les Estats & Provinces du Royaume d'Hongrie, & Principauté de Transilvanie, luy estant à Presbourg, le 15. Janvier audit an.

L X X X V.

*Traité de Treve entre FERDINAND II. ANS
Empereur & BETHLEM GABOR, Prin- de J. C.
ce de Hongrie & de Transilvanie ; fait à 1620.
Presbourg sur la fin de Février, 1620. Mer- L'EMPE-
cure François Tom. VI. Partie II. pag. 87. REUR ET
LA HON-
GRIS.*

Q U'il y auroit loyale trefve & cessation d'armes, & de tous actes d'hostilité, en toute la Hongrie & aux Provinces voisines, jusques au jour saint Michel de la presente année mil six cents vingt, en laquelle trefve le Royaume de Pologne seroit compris.

Que la Boheme & les Provinces incorporées jouiroient de ceste trefve s'ils vouloient, afin que les troubles estans supercedez, il se peult trouver un moyen pour traicter d'une bonne paix.

ANS. Que durant cette trefve, chacun de sa part re-
de J. C. tiendrait & gouverneroit ce qu'il avoit en sa pos-
session.

1620. Que les Comtez, Domaines & forteresses, cha-
steaux & villes prises par le Prince Bethlem, luy se-
roient delaisées en sa possession jusques à une finale dis-
position & conclusion d'une bonne paix.

Que l'Assemblée des Estats de Hongrie seroit
publiée du commandement de l'Empereur, pour
estre tenuë à Neufel, là où le Palatin & tous les
Ordres d'Hongrie comparoistroient personnellement.

Qu'en ceste Assemblée il y seroit traité de l'a-
brogation de tous griefs, & des moyens d'accor-
der par amiables compositions les dissensions entre
sa Majesté Imperiale & Royale, & les Ordres de
Hongrie.

Que pendant ladite trefve le commerce seroit libre,
& permis de part & d'autre, d'aller & venir en tous
pays, & en toute seureté.

Et que les gens de guerre Polonois fortiroient de
la Hongrie.

L X X X V I.

ANS. *Premier Edit d'Ocroy fait par les Etats*
de J. C. *Généraux des PROVINCES-UNIES des*
1620. *Pais-bas pour la COMPAGNIE GÉNÉRALE*
des INDES OCCIDENTALES,
PROVIN- *donné à la Haye, le 9. Juin, 1620. Mer-*
CES *cure François. Tom. IX. pag. 209.*
UNIES
ZU LA
COMPA-
GNIE DES
INDES
OCCI-
DENTA-
LES.

LES ETATS Généraux des Provinces Unies du
Pais-bas. A tous ceux qui ces présentes verront,
Salut, Sçavoir faisons, Que nous considerans le
bien public de ces Provinces, & la prosperité des ha-
bitans d'icelles, consiliter principalement en la naviga-
& commerce, qui de tout temps a esté exercé
heureusement de celsdits Provinces en tous autres Pays
& Royaumes, & desirans que celsdits habitans soient
non seulement conservez & maintenus en ladite navi-
gation & commerce : Mais aussi qu'icelle se puisse tant
qu'il sera possible accroistre & augmenter, principa-
lement en conformité des Traitez, Alliances & ac-
cords, faicts sur la navigation & commerce avec au-
tres Princes, Republics & Nations : Que nous en-
tendons conserver & entretenir de point en point :
& cognoissans par experience, que sans assistance com-
mune d'une Compagnie generale, la navigation &
commerce ne se pourroit utilement pratiquer, & estre
maintenu & defenduës des Regions & quartiers cy-après
designez, à cause des grandes aventures des Corsaires,
pirates, & autres extorsions, qui se rencontrent sur
tels longs voyages : Pour ces causes & autres grandes
considerations, & raisons pregnantes. Nous avons
avec meure deliberation, & par urgente necessité trou-
vé bon, que la navigation, trafic & commerce aux
quartiers des Indes Occidentales, Afrique, & autres
Regions cy-dessous spécifiées, ne sera cy-après prati-
quée ny exercée qu'avec une puissante union de mar-
chands : Et à ces fins sera dressé & establi une *Com-
pagnie generale*, laquelle pour la singuliere affection
que nous portons au bien public, & pour conserver
les habitans en bon trafic & prosperité, Nous main-
tiendrons & fortifierons de nostre ayde, faveur & as-
sistance, au tant que l'Estat present de celsdits Provin-
ces pourra aucunement permettre, & la pourvoirons
d'ocroy convenable, avec les Privileges & exemptions
suivantes ; A sçavoir.

I. Que pendant le temps & espace de vingt & qua-
tre années, nul des naturels, ny habitans de ces Pro-
vinces Unies, ne pourront d'icelles, ny hors autres
Pais, naviger ny trafiquer (que seulement, sous &
au nom de ladite compagnie generale) sur les costes
d'Afrique, depuis le Tropique du Cancer, jusques au
Cap de bonne esperance, ny sur les Regions, d'Ameri-

que & Indes Occidentales, commençant à l'extremité
du Midy de terra Nova, par les destroits de Magellan, A N
le Maire, ou autres destroits & passages es environs, de J.
jusques au destroit d'Anian, tant sur la mer du Nord, 162
que sur la mer du Sud, ny sur aucunes Isles entre-deux
d'un costé ny d'autre, ny mesmes sur les terres Australes
ou du Midy, assises entre les deux Meridiens, join-
gnant à l'Orient, le Cap de Bonne esperance, & à l'Occi-
dent la coste Orientale de Nova Guinea, sur peine de
confiscation des Vaisseaux, biens & marchandises qui
se trouveront sans congé de ladite Compagnie, y avoir
esté navigez ou envoyez : lesquels Vaisseaux, biens &
marchandises, pourront à l'instant par tout estre pris,
arrestez & saisis de la part de ladite Compagnie, &
confisquez au profit d'icelle. Et en cas qu'iceux vais-
seaux, biens & marchandises, fussent auparavant ven-
dus ou entrez en quelques autres Pais ou Havres, se-
ront les personniars, ou autres y ayant intercé, exe-
cutez pour la valeur deldits navires, biens & marchan-
dises ; excepté seulement ceux, qui devant la date de
ce present Ocroy, pourroient estre sortis ou envoyez
de ces Provinces, ou autres Pays par noldits origina-
res ou habitans, vers quelques endroits & costes des-
dites limites, lesquels pourront continuer leur commer-
ce, jusques à l'entiere vente de leurs Cargaisons & re-
tour en ce Pays, ou jusques à l'expiration de leur ocroy,
si aucun en ont obtenu par cy-devant. A condition
toutefois, que après le premier jour de Juillet pro-
chain, l'on ne pourra plus envoyer aucuns vaisseaux
ny marchandises vers les quartiers compris aux limites
de cet Ocroy, quand mesmes ladite Compagnie ne
seroit lors encore finalement conclue : & ordonnerons
comme de raison à l'encontre de ceux, qui malicieuse-
ment voudroient frustrer le public de ceste nostre
bonne intention : réservé toutefois que le commerce
du sel *Sur pento del Rei*, se continuera aux conditions
& instructions par nous sur ce données ou à donner,
sans estre annexé ou compris en ce present Ocroy.

II. Que ladite Compagnie en nostre nom & autho-
rité dans les Pais & limites cy-dessus, pourra faire Al-
liances, Traitez & accords, avec les Princes & Na-
tions deldits Pays, comme aussi bastir forteresses &
lieux de seureté, y establi Gouverneurs, gens de
guerre, & Officiers de Justice, Police & autres ad-
ministrateurs necessaires, pour la conservation des pla-
ces, entretien de bonne discipline, Justice & police,
& pour l'avancement du commerce, les depeser, li-
cencier & subroger autres en leurs places, ainsi qu'ils
trouveront necessaire & convenable selon les occur-
rences : Leur avons aussi permis faire peuplades aux
pais fertiles & non habitez, & tout ce qui pourra ser-
vir au bien de ces Provinces, & augmentation dudit
commerce : & sera ladite Compagnie tenue nous com-
miquer & livrer successivement les Accords, Trai-
tez & Alliances qu'ils auront faicts avec lesdits Princes
& nations, ensemble nous informer de l'Estat des for-
teresses, seuretez, & colonies par eux faites ou en-
commencées.

III. A condition toutefois, que quand ils auront
choisi un Gouverneur general, & dressé son instru-
ction, ils demanderont nostre approbation en forme
de Commission, & sera ledit Gouverneur general
tenu, comme aussi tous autres Gouverneurs, Lieu-
tenans, Commandeurs, & Officiers, faire serment
de fidelité à Nous & à ladite Compagnie.

IV. Et si ladite Compagnie, sous ombre d'amitié
estoit trompée ou maltraitée, en aucuns Pays deldits
limites, soit à la finance des deniers & marchandises,
ou autrement sans pouvoir tirer restitution & paye-
ment, en tel cas pourront faire repare la faute, &
recouvrer la perte selon l'exigence du cas, par les moy-
ens les plus convenables.

V. Et comme il sera necessaire, pour l'establis-
sement, seureté & defence dudit commerce, amener
quelques gens de guerre audits Pays estrangers : Nous
assisterons ladite Compagnie de tels gens de guerre,
de commandement, & pour les fortifications qu'il
sera

ANS sera nécessaire, moyennant qu'ils soient payez & entretenus par ladite Compagnie.

1620. VI. Lesquels, outre le serment qu'ils Nous auront fait, & à son Excellence, jureront aussi de suivre les commandements de ladite Compagnie, & s'employer à l'avancement d'icelle autant qu'il leur sera possible.

VII. Les Prevosts de ladite Compagnie pourront arrester à terre, & prendre prisonniers les soldats, & autres personnes qui seront au service de ladite compagnie, & les mener dans les vaisseaux en quelques villes, places ou Jurisdictions de ces Provinces que ce soit, moyennant que ledits Prevosts en advertissent premierement les Officiers & Magistrats du lieu, ou cela pourra arriver.

VIII. Nous ne prendrons aucuns vaisseaux, canons ny munitions de ladite Compagnie, pour le service de ces Provinces, sans le consentement de ladite compagnie.

IX. En outre, Avons octroyé, concédé & favorisé ladite compagnie, Octroyons & concedons par ces presentes, que les vaisseaux & marchandises de ladite compagnie, pourront librement passer & repasser pardevant tous lieux de peages & daces de ces Provinces Unies, avec les memes franchises, immunités & exemptions, dont jouissent les naturels d'icelles, nonobstant l'intérêt que les personnes non affranchies ou estrangers pourroient avoir en ladite compagnie.

X. Toutes les marchandises & autres denrées que cette compagnie enverra pendant les premieres huit années de ces Provinces, vers les Pais d'Afrique, Indes Occidentales, & autres endroits des limites cy-dessus, & toutes celles qu'elles apporteront desdits Pays estranges en ces Provinces Unies, Seront exemptes de tous droicts d'entrée & de sortie : & si après lesdites premieres huit années, l'estat & condition de ce Pays ne permettoit de continuer ladite exemption encore pour quelque nombre d'années, lesdites marchandises & denrées ne seront non plus chargées durant ce present Octroy qu'elles sont à present, si ce n'est que nous retomberions en guerres, en tel cas, elles ne seront chargées d'avantage par nous, qu'elles ont esté au dernier tarif pendant la guerre.

XI. Et afin que ladite compagnie puisse estre bien conduite & gouvernée, au plus grand profit & contentement de tous les interez : Nous avons ordonné que ladite conduite consistera en cinq Chambres de Sur-intendants. A sçavoir une Chambre en la ville d'Amsterdam, qui aura l'administration de quatre neuves parts : Une autre Chambre en Zelande, qui aura l'administration de deux neuves parts : Une autre Chambre sur la Meuse, qui aura l'administration d'une neuvesme part : une autre Chambre en Nort Holande, qui aura l'administration d'une autre neuvesme part, & la cinquiemesme Chambre en Frise & Groenningue, qui aura l'administration d'une autre neuvesme part, sous les conditions couchées au registre de nos resolutions, dont a esté passé acte. Et les Provinces esuelles ny aura point de Chambre, pourront établir autant de Sur-intendants dans lesdites Chambres respectives, qu'ils fourniront de cent mil livres tournois en cette Compagnie.

XII. Dans la Chambre d'Amsterdam, il y aura vingt Sur-intendants, en celle de Zelande douze, & aux trois Chambres de la Meuse, Nort-Holande, Frise & Groenningue chacun quatorze : si ce n'est qu'on trouve cy-après que cette affaire ne se pourroit conduire qu'avec plus grand nombre de personnes, en tel cas ledit nombre sera augmenté par l'avis de l'Assemblée des dix-neuf, & de nostre consentement, & point autrement.

XIII. Et sont les Etats des Provinces respectives autorisées, soit pardevant eux, leurs Deputés ordinaires, ou par les Magistrats des villes de leurs Provinces, mettre tel ordre pour l'enregistrement des in-

terez, & eslection de Sur-intendants de cette compagnie qu'ils trouveront convenir selon la constitution de leurdites Provinces ; à condition toutefois que nul ne pourra estre élu Sur-intendant en la Chambre d'Amsterdam, qu'il n'ait mis pour son propre compte en ladite compagnie la somme de six mil livres tournois, en la Chambre de Zelande la somme de quatre mil livres tournois, es Chambres de la Meuse, Nort-Holande, Frise & Groenningue, pareillement la somme de quatre mil livres tournois.

XIV. Les premiers Sur-intendants, serviront l'espace de six années, après l'expiration desquelles fortira de l'administration un tiers d'iceux par bultin : & deux ans après, un autre tiers : & les deux autres années après le dernier tiers : & ainsi successivement les anciens en Office sortiront ; Au lieu desquels, & de ceux qui decederont avant & après, ou pourroient estre congédiés & démis pour autres raisons, sera élu triple nombre par les Sur-intendants demeurez en office, & ceux qui en seront sortis, ensemble tous les Notables interez qui voudront comparoir à leurs despens en personne, duquel nombre ledits Etats, leurs Deputés ou Magistrats des villes choisiront le tiers pour estre nouveaux Sur-intendants, & suppléeront ainsi successivement aux places vacantes : Et seront reputez Notables interez, à ceux qui participeront pour leur particulier en ladite compagnie, autant qu'un Sur-intendant est tenu de faire aux Chambres respectives, suivant l'Article cy-dessus.

XV. Les comptes de l'armement, charge, & equipage des vaisseaux & dependances se fera trois mois après le partement desdits vaisseaux, & un mois après sera envoyé copie à Nous & aux Chambres respectives, comme aussi du retour & ventes d'icelles. Seront les Chambres tenues envoyer l'estat les uns aux autres, & à Nous toutes fois & quantes que nous le trouverons bon, ou qu'ils en seront requis par les autres Chambres.

XVI. Tous les six ans sera arresté compte general, de tous les envois & retours, ensemble des profits & pertes de la Compagnie, à sçavoir un compte du negoce, & un de la guerre, chacun à part, lesquels comptes se feront en public, après prealable advertissement par affiches, à fin qu'un chacun ayant interez, puisse venir à la reddition dudit compte : & si à l'expiration de la septiesme année, ledit compte n'estoit rendu, en la maniere que dessus, perdront les Sur-intendants leur provision au profit des pauvres, & demeureront nonobstant obligés à rendre compte comme dessus en tel temps, & sur telles peines, que par nous sera ordonné contre les defaillans ; & neantmoins se fera distribution des profits du negoce, toutes fois & quantes qu'il se trouvera dix pour cent de profit.

XVII. Nul ne pourra durant le temps de cest Octroy, retirer les deniers par luy mis en cette Compagnie, comme aussi l'on ne pourra recevoir nouveaux participans ou interez mais à l'expiration desdites vingt-quatre années, soit que l'on trouve bon de continuer ladite Compagnie ou en établir une autre de nouveau, il sera fait compte final & estimation par l'assemblée des dix-neuf, avec nostre cognoissance, de tout ce qui pourra appartenir à cette Compagnie, comme aussi des frais nécessaires par elle faits, & sera libre à un chacun de retirer sa part, & recevoir les deniers, selon ledit compte & estimation, ou de participer du tout ou de partie en la nouvelle Compagnie. Laquelle en tel cas, sera tenue prendre à soy tous les biens restans de cette dite Compagnie, suivant ladite estimation, & payer aux interez qui ne voudront point continuer leur contingent, aux termes qui seront trouvés convenables par l'Assemblée des dix-neuf, avec nostre cognoissance & approbation.

XVIII. Toutesfois & quantes qu'il sera besoin faire Assemblée generale desdites Chambres, elle se fera par dix-neuf personnes, en laquelle comparoistront huit Sur-intendants de la Chambre d'Amsterdam, quatre de la Chambre de Zelande, deux de la Cham-

ANS
de J. C.
1620.

ANS
de J. C.
1620.

bre sur la Meuse, deux de la Chambre de Nort-Hollande, & deux de la Chambre de Frize & Groenningue, & la dix-neufieme personne, ou autant que nous trouverons bon à chaque fois, sera par Nous député pour en ladite Assemblée aider y conduire les affaires de ladite Compagnie au mieux qu'il sera possible.

XIX. En ladite Assemblée generale desdites Chambres, seront traictez & resolus toutes les affaires de ladite Compagnie, à condition que sur leur resolution aux affaires de guerre sera demandée nostre approbation.

XX. Ladite Assemblée generale estant convoquée, s'assemblera pour resoudre quand on équipera, combien de Vaisseaux on enverra en chacun quartier, & autres affaires concernant le commun de ladite Compagnie, sans que l'une ou l'autre Chambre puisse rien entreprendre par dessus les resolutions generales, mais seront tenues de les suivre & mettre en execution : & si aucune Chambre se trouve en faute de ce faire, ou de contrevénir auxdites resolutions generales, Nous avons autorisé ladite Assemblée des dix-neuf, & l'autorisons par ces presentes, de faire reparer promptement les fautes & contraventions, en quoi nous les assisterons en estant requis.

XXI. Ladite Assemblée generale se tiendra les premieres six années en la ville d'Amsterdam, & les deux autres années suivantes en Zelande, & ainsi consecutivement en ces deux lieux.

XXII. Les Sur-intendants qui seront deputez de la part de ladite Compagnie en quelque voyage, soit pour aller en ladite Assemblée generale, ou ailleurs, auront pour leur dépense quatre livres tournois pour chacun jour, outre le loage des coches & bateaux : mais ceux qui voyageront d'une ville en l'autre pour frequenter les Chambres comme Sur-intendants & Regens d'icelles, n'auront aucuns despens de ladite Compagnie.

XXIII. Et si en ladite Assemblée generale se rencontrent quelques affaires de grande importance, de laquelle ils ne pourroient tomber d'accord, & qu'ils fissent difficulté d'y proceder par pluralité de voix, en tel cas sera ladite affaire remise à nostre decision, & ce que nous en ordonnerons sera suivi & observé.

XXIV. Tous les habitans de ces Provinces unies, & aussi d'autres pays, seront advertis par affiches publiques dans le mois apres la date de ces presentes, que pendant le temps & espace de cinq mois, à commencer du premier jour de Juillet prochain, ils seront receus & admis en ladite Compagnie, & qu'ils auront à fournir les deniers qu'ils voudront mettre en quatre divers termes, sçavoir, un tiers à la fin desdits cinq mois, & les deux autres tiers en trois années consecutives, chacun en la tierce partie; s'il n'advient que l'Assemblée generale trouve cy-apres que l'on pourroit encore prolonger lesdits termes, dont les interressez seront advertis en temps par affiches.

XXV. Les vaisseaux revenans de leur voyage, retourneront au mesme lieu d'où ils seront sortis : & si par fortune de vent ou autrement, les vaisseaux d'un lieu arrivoient en un autre, comme si les vaisseaux forzoient d'Amsterdam, & Nort-Hollande arrivoient en Zelande, ou en la Meuse, ou bien ceux de Zelande en Hollande, & ceux de Frize & de Groenningue en un autre endroit, ce neantmoins chacune Chambre retiendra l'administration de leurs Navires & marchandises, & les pourront faire envoyer & transporter vers les lieux, d'où lesdits Navires seront, soit par les mesmes, ou autres Navires, à condition que les Sur-intendants desdites Chambres seront tenus de transporter aux lieux, où lesdits navires ou marchandises seront arrivez, sans y employer aucuns facteurs : toutesfoi si leur commodité ne permettoit d'y aller en personne, ils pourront commettre ladite administration aux Sur-intendants de la Chambre du lieu où les vaisseaux seront arrivez.

XXVI. Lors que l'une ou l'autre Chambre aura receu quelques marchandises venantes des pays comprins aux limites, dont autres Chambres ne seront de J. C. 1620. fournies, seront tenues lors que requis en seront, d'envoyer à celles qui n'en auront point selon l'occurrence; & cela estant vendu, d'en envoyer d'avantage : comme aussi les Sur-intendants des Chambres respectives, ayans affaire de quelques personne des villes où il y a Chambre, soit pour l'équipage ou autres choses necessaires, ils y commettront les Sur-intendants dudit lieu, sans y employer aucuns facteurs ou Commissionnaires.

XXVII. Et si aucunes Provinces trouvent bon de commettre un Agent pour assembler les deniers de leurs habitans, & les rapporter en une masse en laquelle une desdites Chambres, ensemble pour procurer le payement des distributions qui se feront, sera ladite Chambre tenuë donner libre accès en icelles audit Agent pour y estre informé de l'estat de l'employ du retour, & de ce qui est à payer & à recevoir, pourveu que les deniers par icelui Agent apportez montent à cinquante milles livres tournois ou plus.

XXVIII. Les Sur-intendants tireront pour leur provision de l'employ & du retour, ensemble des prises un pour cent, d'or; & argent demy pour cent : laquelle provision sera repartie pour la Chambre d'Amsterdam quatre neufoies, la Chambre de Zelande deux neufoies, celle de la Meuse une neufoies, celle de Nort-Hollande une neufoies, & celle de Frize & Groenningue aussi une neufoies.

XXIX. A condition qu'ils ne tireront qu'une fois provision de l'artillerie & de la valeur des vaisseaux, & ne prendront aucune provision des vaisseaux, artilleries, ou autres choses, dont nous assisterons ceste Compagnie, ny mesme des deniers qu'ils leveront pour icelle, ny pour vendre & beneficier les marchandises : comme aussi ils ne pourront charger ladite Compagnie d'aucunes vacations, frais, ny despens de ceux qu'ils commettront pour faire l'équipage & l'achat des choses necessaires.

XXX. Ceux qui tiendront les livres de compte, & les Cassiers, seront salariés, & payez aux despens des Sur-intendants, & hors leurs provisions.

XXXI. Les Sur-intendants ne pourront livrer, ny vendre à ladite Compagnie aucuns vaisseaux, marchandises, ne denrées à eux appartenans, du tout, ou en partie, ny acheter, ou faire acheter d'icelle aucunes marchandises, ni denrées, directement, ny indirectement, ny mesmes y avoir part ou portion, sur peine d'une année de leur provision au profit des pauvres, & d'estre demis de leur charge.

XXXII. Les Sur-intendants seront tenus notifier par affiches toutes fois & quantes qu'ils auront receu quelques marchandises de nouveau, afin qu'un chacun en soit adverty à temps devant qu'on procede à la vente.

XXXIII. S'il arrivoit en l'une ou l'autre Chambre que quelque Sur-intendant devint à decheoir, en tel estat, qu'il ne pourroit satisfaire à ce qui lui seroit confie touchant son administration, l'on aura recours sur les deniers qu'il aura en ladite Compagnie, lesquels seront specialement obligez, pour son administration : ce qui aura aussi lieu envers tous les participants, ou interessez, qui à l'occasion de vente de marchandises, ou autrement, devront à ladite Compagnie, tout ainsi comme si les deniers par eux mis en ladite Compagnie eussent esté dès le commencement compenfez à l'encontre de ce qu'ils doivent à icelle.

XXXIV. Les Sur-intendants des Chambres respectives respondront pour leurs Cassiers, & pour ceux qui tiennent les livres de compte.

XXXV. Toutes les marchandises & denrées de ceste Compagnie sujettes au poids se vendront tous à un mesme poids, à sçavoir par la pesanteur du poids d'Amsterdam, lesquelles pourront toutesfoi estre

ANS estre refinée dans le bord des Navires & dans les
de J. C. Magazins, sans payer aucun impôt ou droit de
1620. péage : mais lors qu'elles seront vendues, ne pour-
ront estre livrées que sur la balance publique, en pa-
yant les impôts & droits du poids, autant de fois
qu'elles seront aliénées comme autres marchandises sub-
jette à ladite balance.

XXXVI. L'on ne pourra arrester, saisir, ny mole-
ster les personnes ny biens des Sur-intendans, pour
avoir compte de leur administration, ny pour le paye-
ment des gages & salaires de ceux qui auront esté em-
ployez au service de ladite Compagnie : mais ceux qui
pretendront quelque chose sur eux, les feront appeler
devant les Juges ordinaires.

XXXVII. Lors que les vaisseaux reviendront de
leurs voyages, seront les Commandeurs de la flotte,
vaisseaux & navires, tenus dix jours après leur arrive-
ment, nous venir faire rapport du succès de leur
voyage, & le mettre par écrit, si le cas le re-
quiert.

XXXVIII. Et s'il advient (ce que nous n'esperons
aucunement) que quelqu'un voulust endommager &
empêcher ladite Compagnie en leur commerce, trafic
& navigation, contre le droit commun, & le contenu
desdits traités, alliances & accords, en tel cas ladite
Compagnie se pourra défendre en conformité des in-
structions que nous leur donnerons.

XXXIX. Nous avons promis & promettons par
ces présentes, que nous protegerons & maintiendrons
cette Compagnie en ladite navigation & libre trafic,
& à cette fin nous la renforcerons avec une somme de
dix fois cent mille livres tournois, à payer en cinq
années, dont le premier paiement se fera lors que la
première paye des autres interressez ou participants
sera fournie, à condition toutes-foies que nous par-
ticiperons pour la moitié de ladite somme en ladite
Compagnie, comme les autres interressez.

XL. Si par un puissant, & continuel empêchement
en ladite navigation & libre trafic, les affaires tom-
bioient en une guerre ouverte dans les limites de
cette Compagnie, Nous fournirons pour le secours
de ladite Compagnie, tant que les affaires de ce Pays
le pourront permettre, seize Navires de guerre, le
moindre de trois cents tonneaux, avec quatre bonnes
pattaches bien à la voile, le moindre de quatre-vingt
tonneaux, bien & deüement munis & garnis d'ar-
tillerie de fonte de breteil, & autres amonitions,
avec doubles & simples cordages, voiles, cables, an-
cres, & autres appareils, selon qu'il sera nécessaire
& requis pour tels voyages & exploits ; moyennant
qu'elles soient munies d'hommes, avituallées, &
entretenuës aux despens de ladite Compagnie, laquel-
le sera obligée y adjouter pareillement seize Navi-
res de guerre, & quatre pataches aussi, munis &
garnis, comme dit est, pour estre employées ensem-
blement à la defence dudit trafic, & autres exploits
de guerre : A condition que tous Navires marchands
qui pourront joindre, estans munis & montez com-
me de raison, seront tous sujets, & sous le comman-
dement de l'Admiral, qui sera par Nous esleu, après
avoir eu l'avis de l'Assemblée des dix-neuf, lequel
suivra nos commandemens, & les resolutions de la-
dite Compagnie, pour, si besoin estoit, estre tous
employez à la guerre ; toutesfoies ne hazarderont les
Navires marchands, leur charge, sans grande ne-
cessité.

XLI. Et s'il arrivoit que ces Provinces se trouva-
sent visiblement soulagées en leur charges, & que le
fais de la guerre tombast sur ladite Compagnie : En
tel cas nous avons promis & promettons par ces pré-
sentes, d'augmenter nostre dit secours, tant que les
affaires de ces Provinces pourront permettre, & celles
de ladite Compagnie requerront.

XLII. Nous avons aussi ordonné qu'en cas de
guerre, toutes les prises qui se feront par ladite

Compagnie, ou ceux qui seront joints à leur secours, A NS
sur les ennemis, ou sur les Pirates, & Escumeurs de J. C.
Mer dans lesdits limites, comme aussi les prises qui se
1620. feront en vertu de nos Edicts & Ordonnances, après
que tous frais raisonnables seront rabatus, & les pertes
que ladite Compagnie aura souffertes à les recouvrer,
avec le droit de son Excellence comme Admiral, en
conformité de nostre resolution sur ce prise le premier
Avril mil six cents deux ; & le dixiesme, des Officiers,
Mariniers, & Soldats, qui auront fait ladite prise ; &
ce qui restera, demeurera en la disposition des Sur-in-
tendans de ladite Compagnie, à condition qu'il en se-
ra tenu compte à part, & séparé de celui du Commer-
ce : & que le provenu desdites prises sera employé pour
l'équipage des Navires de guerre, payement des sol-
dats, fortifications, garnisons, & autres affaires de
guerre, par mer & par terre, sans en faire aucune di-
stribution aux interressez de ladite Compagnie : si ce
n'est que ledit provenu se trouve si grand, que sans
affoiblir les defences, & après tous frais de guerre payez,
l'on pourroit distribuer quelque somme notable, la-
quelle distribution se fera aussi à part, & séparée de
celle du Commerce ; le dixiesme pour les affaires com-
munes de ces Provinces, & le reste à tous les interres-
sez de cette Compagnie au marc la livre, & chacun à
l'équipolent des deniers qu'il y aura mis.

XLIII. Toutesfoies les prises faites en vertu de nos
Edicts & Ordonnances, seront apportées en ces Pro-
vinces, & soumises au Jugement des Juges de l'Ad-
mirauté du lieu, pour estre par eux jugées & senten-
tiées de la validité, ou invalidité desdites prises ; de-
meurant pourtant les choses ainsi prises pendant le pro-
cez, en la possession de ladite Compagnie, sous bon
inventaire ; & sauf l'appel ou revision de ceux qui se
sentiront grevez par la sentence desdits Juges de l'Ad-
mirauté, en conformité des instructions par Nous sur
ce données, & n'auront les Maîtres Vendeurs, ou
autres Officiers de ladite Admirauté aucun droit sur
les prises bénéficées par ladite Compagnie, sans qu'ils y
soient employez.

XLIV. Les Sur-intendans de cette Compagnie,
promettont & jureront solennellement, qu'ils se
comporteront deüement & fidelement en leur admini-
stration, qu'ils rendront bon & loyal compte de leur
manement, qu'ils procureront le profit de la Com-
pagnie, & éviteront son dommage tant qu'il leur sera
possible, qu'ils ne favoriseront non plus, le plus grand
interezzé que le moindre aux payemens & distribu-
tions des deniers, ny mesmes en la sollicitation des
debtes, & qu'ils participeront & demeureront partici-
pans, tant que leur administration durera dans ladite
Compagnie, ez sommes ordonnées par ce present Oc-
troy : ensemble qu'ils suivront & observeront autant
qu'il leur touche, tous & chacun les Articles cy-des-
sus, & les feront suivre & observer par les autres de tout
leur pouvoir.

XLV. Tous lesquels privileges, franchises & ex-
emptions, ensemble les assistances cy-devant mention-
nées en tous leurs points & articles, Nous avons avec
bonne cognoissance de cause, octroyé, concédé, as-
seuré, & promis à ladite Compagnie, Octroyons,
concedons & asseurons par ces présentes, promettant
la faire jouir pleinement & paisiblement de tout le con-
tenu d'iceux : Et ordonnons qu'ils seront observez &
suivis par tous Superieurs, Officiers & sujets de
ces Provinces Unies, sans aller au contraire, direc-
tement ny indirectement, dedans ny dehors cedités
Provinces, sur peine d'estre punis par corps & biens,
comme perturbateurs du bien public, & infrauteurs
de nos Ordonnances : Promettans en outre à ladite
Compagnie, que nous la conserverons & maintiendrons
au contenu de ce present Octroy en toutes les
Traictés de Paix, Alliances & accords à faire avec
les Princes, Royaumes & Pays voisins, sans rien faire
ou traicter au prejudice de ces présentes : Man-
dons & commandons expressement à tous Gouver-
neurs, Justiciers, Officiers, Magistrats & habitans

ANS de cesdites Provinces Unies, qu'ils laissent & fassent de J. C. jouir ladite Compagnie, & les Sur-intendants d'icelle, 1620. pleinement & paisiblement de l'entier effect de ce present nostre Octroy, congé & privilege, cessans & faisant cesser tous empêchemens & contradictions au contraire: Et afin que personne n'enprenne cause d'ignorance, Nous avons enjoint, que le sommaire de cet octroy sera publiée & affiché aux lieux accoustumés; car nous le trouvons ainsi convenir pour le service du Pays. Fait & arrêté en l'Assemblée de mesdits Seigneurs les Estats Generaux, à la Haye, le neufiesme jour de Juin, l'an de grace mil six cents vingt: Et estoit paraphé, I. Magnus V. Au dessous estoit écrit. Par l'Ordonnance de mesdits Seigneurs les Estats Generaux. Signé, C. Aerslen.

L X X X V I I.

ANS de J. C. 1620. *Accord fait & passé entre les Princes & ETATS UNIS d'ALLEMAGNE, tant CATHOLIQUES que PROTESTANS à Vlm, le 3. Juillet, 1620. Mercure François. Tom. VI. Partie. II. pag. 151.*

ETATS
UNIS
D'ALLE-
MAGNE
CATHO-
LIQUES
ET PRO-
TESTANS.

Nous Maximilien, par la grace de Dieu, Duc de Baviere, Comte Palatin du Rhin. Et nous Joachim Ernest, par la mesme grace, Marquis d'Anspach, & de Brandeburg: sçavoir faisons à tous qu'il appartiendra, que veu les desordres, miseres & calamitez qui se sont glissées par le moyen des mouvemens, troubles & guerres, & qui paroissent journellement, tant dedans le saint Empire Romain de la nation Alemande, qu'és autres Royaumes, & pais circonvoisins, menaçans une ruine & desolations entiere, & que de là non seulement les Esleuteurs, Princes, & Estats Catholiques unis, mais aussi les Evangeliques ont pris occasion de faire les levées & preparatifs de guerre; ce qui a causé & fait naistre une mauvaise intelligence de part & d'autre, mellée d'une jalousie & défiance, avec ceste persuasion que l'armement fait par les Unions, est pour endommager, affoiblir & molester l'une ou l'autre Union, & par ainsi troubler & alterer le commun repos, & elnouvoir le saint Empire, & le porter à des extremitez de guerre. Pour à quoi obvier, & afin que tous pretextes de mauvaise intelligence, jalousie & défiance soient ostés & levez. Nous par l'entremise des illustres & magnifiques Ambassadeurs du tres-haut & puissant Roy de France, lesquels pour cet effect se sont trouvez & rendus en la ville Imperiale d'Vlm, avons convenu, accordé & traité les capitulations, pactions, assurances & articles qui ensuivent.

Premierement, Nous Duc Maximilien, comme general des Catholiques unis, & nous Joachim Ernest, Marquis d'Anspach, & de Brandeburg, comme Lieutenant general de l'Union Evangelique, promettons & asseurons tant pour nous, chacun en particulier, que pour les Esleuteurs, Princes & Estats associez & confederéz de l'une & l'autre Union, par nos vrayes paroles, foi & fidelité, en la meilleure & plus authentique forme que par la voye de droict faire se peut, & estre le doit. Que nul, ou aucun des Esleuteurs, Princes ou Estats, ny autre confederé & associé à l'une ou à l'autre Union, en quelque façon & maniere que ce soit, & sous quelque pretexte ou couleur que ce puisse estre, & pour quelque cause quelle qu'elle soit, ou par foy, ou par autre, envahira, assaillira, endommagera, perdra & molesterà, ou s'efforcera d'envahir, assaillir, endommager, perdre & molester par voye d'hostilité, force & armes, les personnes, villes, bourgs, villages, chasteaux, pays, seigneuries, domaines, territoires, & biens tant Ecclesiastiques que seculiers, possédez, detenus,

& appartenant aux Esleuteurs, Princes, Estats, & Communautéz de l'autre party, ny mesme d'innover & aller au contraire és choses concernant la Religion, & la paix publique & prophané; ains aussi bien les Catholiques avec les Evangeliques, comme les Evangeliques avec les Catholiques, s'entretiendront en une bonne, vraye, & mutuelle paix, repos & concorde, exempte, de toute dissimulation, dol & supercherie, chacun demeurant auprès des siens en toute seureté, & liberté, & sans aucun trouble & mouvement: Mais afin que ceste promesse, & bonne intelligence (ainsi qu'entre les Princes & Estats voisins il est bien seant & convenable, & que les constitutions & ordonnances de l'Empire le requierent) soit gardée, fomentée, & continuée, les troupes seront de part & d'autre esloignées & retirées des lieux & places les plus voisines des Unis, & où elles se trouvent à present, & ce le plus tost que faire se pourra, sans que les uns & les autres en puissent recevoir quelque dommage, perte, ou incommodité, & en leurs places nulles autres seront envoyées mises & logées.

Secondement, a esté convenu, accordé & arrêté, Que si aucun ou de l'autre Union, allié Esleuteur, Prince ou Estar, ou aucun, & de l'autre Union conjointement en cas de pressante & urgente necessité demandast & requist un libre passage (en donnant au préalable bonne & suffisante caution, suivant & au desir des statuts & ordonnances de l'Empire) pour la defense, tuition, & conservation de sa personne, & des siens, l'un ou l'autre Estar ne le pourra pas refuser & denier, pourveu toutesfoies que telle requisition & demande soit faite en temps & lieu, & non inopinément, ou par un prompt & brief avis, & notamment lors que l'on sera des-jà sur les frontieres, ou bien tout à fait entré dans un autre pays, ce qui seroit à la foule, ruine & desavantage des subjects.

Tiercement, Nous Maximilian, Duc de Baviere, & autres Estats Catholiques unis, rejettons & excluons du present traité le Royaume de Boheme, & les Provinces incorporées, & comprenons seulement en iceluy les Principautéz, pays, terres & seigneuries appartenantes aux Esleuteurs, Princes & Estats de l'une & l'autre Union, mesme le Palatinat, & autres terres adjacentes & annexées par droict successif (attendu la bonne intelligence & correspondance qui est entre ledit Palatinat & les autres Principautéz sulsdites, & dont la continuation est comme assurée) & ledit traité ne s'estendra davantage, ny aura autre interpretation, & declaration que la sulsdite.

Nous Joachim Ernest Marquis d'Anspach, & de Brandeburg, tant pour nous que pour les Esleuteurs, Princes, & Estats unis avec nous: Nous nous remettons, & arretons entierement à la declaration que les Esleuteurs, Princes & Estats Catholiques ont cy-dessus faite, comme aussi à l'exception du Royaume de Boheme, & Provinces incorporées, & ne voulans pour nostre part, & entant qu'à nous est, comprendre en ce present traité ledit Royaume de Boheme, & Provinces incorporées, ains laisser les affaires prendre leur cours ordinaires.

En quatriesme lieu, a esté convenu, accordé, & arrêté, qu'attendu la briefveté du temps, & absence de la meilleure & plus saine partie des Estats du S. Empire tant Catholiques, qu'Evangeliques, l'on differrera & remettra à un temps plus commode & favorable de proceder & pourvoir à la restitution & compensation des pertes, oppressions, charges & surcharges souventesfoies souffertes & advenues au saint Empire à l'occasion & pendant les levées, n'estant bien seant & raisonnable de refoudre à present aucune chose pour cet affaire en particulier, ains en commun.

Pareillement pour ce qui regarde la reparation des torts, & dommages pretendus par ceux de l'une & de l'autre union, & par eux recueus de leurs soldats, & principalement à Simdtheim, & es environs d'icelle, l'on en traictera à la prochaine com-

ANS modité: le plus justement & équitablement que faire ce de J. C. pourra.

1620. Toutes & chacunes lesquelles choses, nous Duc Maximilian, & nous Marquis Joachim Ernest, tant pour nous que pour nos fideles confederes, Electeurs, Princes & Estats, promettons de garder & entretenir inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire. En foy & tesmoignage dequoy nous avons soubsignez de nos mains ce present traité & accord, muni & confirmé par l'opposition de nos seaux. Fait le 3. Juillet 1620. *stil nouveau.*

L X X X V I I I.

ANS Articles accordez par LOUIS XIII. Roi de France à MARIE DE MEDICIS sa Mère, faits au Pont de Sé, le 10. Août, 1620. Mercure François. Tom. VI. Partie. II. pag. 338.

I. A Declaration d'innocence sera donnée pour la Roynie mere du Roy, & decharge en sa faveur pour ceux qui l'ont assiliée.

II. Le traité d'Angoulesme sera executé de part & d'autre en toutes ses parties & conditions.

III. Les charges & Gouvernemens seront rendus, excepté ceux auxquels le Roy a pourveu, dont leur a donné memoire.

IV. Le Roy n'empeschant pourtant à la Roynie sa mere, d'user pour ce sujet de sa supplication en la faveur de ceux qui sont contenus au memoire qui a esté donné.

V. Seront aussi payez les Estats & gages qui appartiennent aux Gouverneurs & autres retables en vertu des presents articles, de mesme façon que ceux qui ont servy le Roy.

VI. Seront données charges de tous les deniers Royaux qui ont esté pris & enlevéz.

VII. Sera permis à toutes sortes de personnes de quelque qualité & condition qu'ils soient, qui ont suivy le party de la Roynie mere du Roy, d'exercer librement la fonction de leurs charges, aller, venir à la Cour, ou séjourner en leurs maisons & Gouvernemens, avec entiere & parcellie liberté que ceux qui ont suivy & servy le party du Roy.

VIII. Tous prisonniers seront delivrez sans rançon de part & d'autre.

IX. Sera rendue la maison du Pont du Sé entre les mains de qui la Roynie mere voudra.

X. Sera rendu Dreux à Monsieur le Comte, Vendosme à M. de Vendosme, qui fera oster les fortifications faites depuis son absence de la Cour, ensemble la ville de Verneuil; Sablé à M. le Marechal de Boissadain, & la Ferté Bernard à M. de Mayenne.

XI. Seront reestablis toutes sortes d'Officiers en toutes leurs charges & fonctions de part & d'autre, en vertu de la Declaration de la Roynie Mere, s'ils n'en demandent de particulieres, ou des Lettres de cachet sur la generale.

XII. Les compagnies de chevaux legers de M. le Comte & autres Princes qui ont suivy la Roynie mere, leur seront rendues, comme avant les mouvements, & à l'advenir entretenues comme celles des autres qui ont servy le Roy depuis le premier Juillet. Toutes poursuites de condempnations seront cassées, à l'égard de ceux qui ne se sont point desdendus.

XIII. Seront donnez à la Roynie Mere du Roy trois cens mille livres contant, & autres trois cens mille livres dans le commencement de l'année prochaine, pour ayder à acquiter ses debtes.

XIV. Moyennant lesquels Articles, de la part de la Roynie Mere, & desdits Princes qui l'ont assiliée, seront remises les Places & autres Officiers des Villes, Gentilshommes & autres; en pareil estat qu'ils estoient auparavant le premier jour de Janvier passé.

XV. Seront aussi payez les entretenemens & pensions de ceux qui ont suivy la Roynie Mere du Roy, dorénavant, & à la mesme façon que celles qui ont suivy le Roy.

L X X X I X.

Traité de Paix entre SIGISMOND I. Roi de Pologne, & OSMAN I. Empereur des Turcs. Fait en l'année 1621. Continuation de Calchondyle, par Thomas Artus, Sr. d'Embry. Liv. XX. pag. 914.

POLOGNE
ET
TURQUIE

Toutes choses ainsi terminées, le Vizir mit es mains des Ambassadeurs les Articles de Paix, dont voicy la substance. I. Stanislas Suliszow suivra Osman à Constantinople en qualité d'Ambassadeur, en attendant qu'on y en envoie un Ordinaire. II. Un Huissier de la chambre du Grand Seigneur ira en diligence vers le Roy Sigismond pour escorter celui qu'on y enverra, avec toute sorte d'honneur. III. Cét Ambassadeur sera d'une des plus nobles & des plus considerables Maisons de Pologne. IV. Il sera accompagné d'un Secrétaire du Roy, qui à la façon de ceux des autres Princes Chrestiens demeurera à la Cour d'Osman. V. Les Polonois defendront la Navigation sur le Boristhene aux Cosaques, & les chasseront rigoureusement s'ils font quelque tort aux sujets de Sa Hauteffe. VI. Les Tartares ne feront aucune courtes dans la Pologne; & seront chassés par Osman du passage d'Okzakow. VII. Ils recompenseront les dommages qu'ils feront aux Polonois, & le Cham sera puny par le Sultan son propre Seigneur. VIII. Toutesfoies l'Edit n'aura pas lieu à l'égard des sujets de l'un & de l'autre Prince qui iront à la pêche, & à la chasse. IX. Quand les Tartares marcheront sous les Enseignes des Turcs sur les frontieres des Pais appartenans à la Pologne, ils ne pourront faire leurs ravages au dedans. X. L'un & l'autre party enverront leurs Commissaires gens capables, pour regler les differends touchant les limites des deux Estats. XI. Le Roy de Pologne donnera les appointemens accoustumez au Cham des Tartares, & les luy fera porter à Jassos, où le Cham les enverra querir, & sera tenu à la façon des ayeuls de porter les armes quand il y sera appelé pour la Republique de Pologne. XII. Il ne sera mis dans la Moldavie que des Palatins Chrestiens, exempt d'avarice, amateurs de Paix, & soigneux d'entretenir l'alliance entre les deux Couronnes. XIII. La Forteresse de Chocin sera mise es mains du Palatin de Moldavie. XIV. Le commerce & les passages seront libres entre les sujets d'Osman & de Sigismond. XV. Les amis & ennemis seront censez communs. XVI. Les anciens Traitez seront entiereus, & les nouveaux demeureront inviolables. XVII. Quiconque entreprendra de violer aucun de ces Articles, sera estimé parjure, & chastié comme tel.

X C.

Conditions auxquelles ceux de SILE'SIE rentrent sous l'obéissance de l'EMPEREUR, réglées à Dresde le 8. Février 1621. Mercure François Tom. VII. pag. 55.

L'EMPEREUR
ET
LA SILE'SIE.

I. Les Princes & Estats de la haute & basse Silesie auront grace & pardon de tout ce qui s'est passé durant ce trouble, sans qu'il soit fait recherche & punition d'aucun depuis le plus petit jusques au plus grand, & depuis le plus grand jusques au plus petit.

II. Ils aimeront & honoreront l'Empereur Ferdinand leur Roy oinct & couronné & Souverain Duc

X 3

ANS de Sileſie, & de nouveau luy jureront & preſteront de J. C. ſerment de fidelité.

1621. III. Ils payeront dans un an trois cents mille florins pour la paye de la Gendarmerie de Sa M. I. & ce en trois termes, le premier deſquels commencera le jour Saint George.

IV. Ils renonceroient au ſerment par eux fait à l'Eſſecteur Palatin, & n'auroient plus doréſnavant aucune intelligence avec lui. Ils delivreront entre les mains de l'Eſſecteur de Saxe l'original de la Confédération faite avec la Moravie, Bohême, Tranſilvanie, Hongrie & autres, laquelle ſera annullée, caſſée & biſſée.

V. Ils licentieront leurs gens de guerre : & n'en retiendront & entretiendront que mil chevaux & trois mil hommes de pied pour leur deſenſe juſques à ce que le trouble ſoit du tout apaiſé, ſans que ledits gens de guerre puiſſent eſtre en quelque occaſion que ce ſoit employez contre ſa Maj. Imp. ni contre ſon Alteſſe Eſſectoriale.

VI. Plus ſon Alteſſe Eſſectoriale revoquera ſes troupes de Gendarmerie qui ſont à préſent en la Principauté de Sagen.

VII. Plus ſon A. E. intercedera envers ſa M. I. que toutes lettres de Maſſé octroyées aux Sileſiens, & leurs privilèges & libertez, leur ſeront entierement conſervez : que tous griefs ſeront oſtez : le commerce remis & permis avec les Moraves & Bohêmes. Tous biens detenus ſeront rendus à leurs vrayx Seigneurs : les Privilèges appartenans aux Sileſiens qui ont eſté trouvez dans Carloſtein leur ſeront ſeulement conſervez. Auſſi que les Eccleſiaſtiques & Catholiques ſeront maintenus en leurs Eglises, Monafteres & poſſeſſion de leurs terres, Seigneuries & biens, & ne ſera faite aucune offenſe à iceux depuis le plus petit juſqu'àu plus grand.

VIII. Si d'avanture les Proteſtans auſſi recevoient quelque contravention en la liberté de leur Religion, alors ſon A. Eſſectoriale en entreprendra la protection & deſſenſe.

IX. Si Chriſtian Duc de Lignits, comme Capitaine de Sileſie, ſuivant ſa promeſſe veuſt eſtre compris en ce traité de Paix, il le pourra faire dans ſix ſemaines : ſinon il ſera en la puifſſance de ſa Maſſé Imperiale d'en diſpoſer.

X. Jean George de Brandebourg Marquis de Jagerndorf, & Chriſtian Prince d'Anhalt, cy-devant mis au ban & publiquement proſcrits par ſa Maſſé Imperiale, ne ſeront nullement compris en ce Traité. Signé, Jean George Eſſecteur Duc de Saxe, Charles Frideric Duc de Munſterberg.

X C I.

ANS *Traité de Réconciliation entre l'Empereur*
de J. C. FERDINAND II. & MAURICE

1621. *Landgrave de Heſſe ; fait à Bingen, le*
23. Mars 1621. *Mercur François. Tom.*
VII. pag 84.

L'EMPEREUR ET
LE LANDGRAVE DE
HEſſe.

Premierement, Que le Prince Maurice Landgrave promettoit de n'entreprendre par ſoy, ne faire entreprendre par d'autres, aucun acte d'hoſtilité contre ſa M. Imp. & ſon armée, & de ne donner aucune aſſiſtance directement ou indirectement & ſecours de gens de guerre, argent, munitions, vivres, & conſeil au Comte Palatin, ny aux Princes Unis, & autres Roys, Eſſecteurs, Princes & Eſtats, leſquels juſques icy ont ſecouru ledit Palatin & Palatinat, le Royaume de Bohême & Provinces incorporées.

Secondement, Que ledit Landgrave retireroit de l'armée des Princes Unis & du Palatinat ſes gens de guerre.

Tiercement, Que dans le 14. du mois de May, qui eſtoit le terme que l'Union des Princes & Eſtats Corrépondans devoit durer, il envoyeroit Ambaſſade expreſ pour ſignifier aux autres Princes qu'il renonçoit

à ladite Union, & à toute autre Union nouvelle qui ſe pourroit faire contre ſa M. I. pour ſecourir le Palatin & le Palatinat : mais garderoit inviolablement les préſents articles.

Quatrieſmement, Que le Marquis de Spinola auſſi promettoit qu'il ne ſeroit fait & exercé par luy, ny par ſon armée, aucun acte d'hoſtilité, expedition, irruption, contribution, & exaction ſur les Principauté, Comté, & pays dudit Landgrave Maurice, ny ſur ſes Vaſſaux, Conſeillers, Officiers, Miniſtres & ſubjects, ny ſur leurs biens, meubles & immeubles tant dedans que dehors ſes Pays & Principauté : Mais au contraire les ſoulageroit & empêcheroit d'eſtre moleſtez, & les laifferoit jour de la Paix, tant en la Religion qu'en la Police, comme le permettoient les conſtitutions Imperiales. Si toutesfois il y avoit quelque un des ſubjects dudit Landgrave qui fiſſent le contraire de ceſte tranſaction, ils en ſeroient exceptez.

Et cinquiemeſment, Que ce Traité ſeroit ſigné dans le 23. Avril par le Marquis de Spinola, & par le Landgrave Maurice : Et que dans trois mois ledit Marquis de Spinola le ſeroit ſigner & ratifier par l'Empereur, & par l'Archiduc Albert : laquelle ratification ſeroit par luy baillée audit Landgrave Maurice. Et cependant que les articles cy-deſſus accordez ſeroient gardez & obſervez. Fait à Bingen le 23. Mars 1621.

X C I I.

Articles de la Réunion entre l'Empereur
FERDINAND II. & les PRINCES
d'ALLEMAGNE de l'Union, reglez à
Mayence, le 12. Avril, 1621. *Mer-*
cure François Tom. VII. pag. 87.

I. Avant toutes choſes il a eſté accordé entre les ſuſnommez Princes, qu'à l'advenir ils s'abſtiendront d'uſer les uns envers les autres d'aucunes hoſtilitez : Et que les Princes & Eſtats de l'Union Evangelique & leurs gens de guerre ne feront aucune offenſe au Marquis de Spinola & à ſon armée & troupes, ny aux lieux qu'il a ſuſſubjects à ſon obeyſſance, ny à tous ceux qui ſont comprins en ce Traité, leurs pays & domaines.

II. Auſſi ne donneront aucun ſecours d'argent ou gens de guerre à Frideric Comte Palatin du Rhin, ſoit directement ou indirectement par ſoy ou par autres en quelque forme & maniere que ce ſoit.

III. Qu'ils ne continueront l'Union par eux cy-devant faite, ny en faveur du Palatin, ny en haine de ſa Maj. Imp. & n'en feront point de nouvelle : mais qu'ils retireront le 14. de May prochain qu'elle doit finir, les gens de guerre du Palatinat, ſoit que les troupes ſoient à des particuliers, ou qu'elles ſoient au general, & demeureront tous tres-fidelles à ſa Maſſé Imperiale.

IV. Auſſi le Marquis de Spinola promet de n'exercer ny faire exercer à l'advenir aucune hoſtilité contre les Princes & Etats unis Proteſtans, leurs gens de guerre, officiers, ſubjects, chasteaux, villes & domaines.

V. Qu'en ce Traité de Paix ſeront comprins tant ceux qui ſont nommez au Traité d'Ulme, que tous les autres Electeurs, Princes, Eſtats & Chevaliers de l'Empire, tant Catholiques que Proteſtans : ſans qu'en cedat préſent Traité ſoient comprins tous les pays & territoires de la Maïſon de Juliers.

VI. Quant au Comte Palatin Frideric, apres que le Marquis de Spinola aura eſté requis par le Roy de la grand' Bretagne de n'exercer point ſa comiſſion contre les pays qui ſont en l'obeyſſance du Palatin, juſques à la fin de ladite Union qui ſera le 14. jour de May, ny contre ſes ſubjets & leurs biens, il promet qu'il ny ſera fait ny commis aucune acte d'hoſtilité, ny par luy ny par d'autres juſques audit jour : ſous ceſte condition toutesfois, que ledits Princes & Eſtats unis Proteſtans mettront ordre auſſi que juſqu'audit jour, la

ANS la gendarmerie particuliere du Palatin qui est dans le
e J. C. Palatinat & lieux voisins, n'attentera aucune chose contre
620. ledit Marquis de Spinola, son armée, villes & lieux
par luy à présent occupez, ny contre tous les autres Es-
tats de l'Empire fidelles à sa M. L.

VII. Et afin que les Princes & Estats voisins, & leurs subjects ne soient offenzés par les gens de guerre de l'un ou de l'autre party, les Princes sus-nommez promettent chacun de leur part, de tenir la main à ce que l'on ne fasse plus aucunes courtes, pilleries & brigandages, & de faire tenir les chemins asseurez & libres pour la liberté du commerce & d'un chacun.

Mesmes depuis il fut adjouté audit traité, que si le Roi de la grand' Bretagne demandoit que l'execution de la commission contre le Palatinat fust prolongée jusques au 2. Juin, que Spinola l'accorderoit, pourveu que ledite Majesté promet que son gendre ne feroit rien entreprendre sur les lieux occupez, ny contre l'armée de Spinola. Plus, que si les lettres du Roy de la grand' Bretagne ne pouvoient arriver audit 14. May, que le fuddit Marquis d'Olnozbac l'ayant fait sçavoir audit Marquis de Spinola, & s'il le requeroit d'un delay encore de dix jours, qu'il luy seroit accordé: ce qui fut derechef signé par les deux Generaux, Spinola & Brandebourg Olnozbac.

XCIII.

ANS *Traité entre LOUIS XIII. Roi de France*
e J. C. *& PHILIPPE IV. Roi d'Espagne au sujet*
621. *de la Valteline, avec la declaration du dit*
ESPA- *Roi d'Espagne, faite à Monsieur de Bas-*
sompierre, Ambassadeur de France, pour
la restitution de la (a) Valteline, fait à
Madrid le 25. Avril 1621. Freder. Leonard, Tom. IV.

Ayant esté envoyé sur la fin du mois de Fevrier de l'année presente de la part du Roi Tres-Chretien, le Sieur de Bassompierre, Chevalier des deux Ordres de Sa Majesté, Conseiller en son Conseil d'Etat, Colonel General des Suisses, & son Ambassadeur extraordinaire en Espagne, pour traiter avec le Roi Catholique du rétablissement de la Valteline, à cause des interets qui obligoient Sadite Majesté Tres-Chretienne de conserver & maintenir les Grisons en leur Pais, il trouva Sadite Majesté Catholique malade de telle sorte qu'il ne pût executer sa Commission de vive voix, mais ayant donné Lettre de creance, & mis par écrit les principaux points de sadite Commission, la mort de Sadite Majesté Catholique (que Dieu absolve) non prevenü, fut cause qu'Elle ne pût mettre en effet la bonne intention qu'Elle avoit de restituer la Valteline selon le desir & demande dudit Roi Tres-Chretien; & d'autant plus qu'en ce mesme tems Sa Sainteté en fist instance fort expresse par un Bref particulier. Mais ayant Sadite Majesté Catholique d'heureuse memoire, en mourant laissé aux clauses ajoutées à son Testament le Chapitre suivant.

D'Autant que le vingt septième jour du mois de Mars presente année, j'ai receu une Lettre de la main de Sa Sainteté Gregoire XV. par laquelle il m'exhortoit & enchargeoit qu'en la consideration & pour l'amour de lui, ayant égard au bien public, j'avisasse de pacifier l'affaire de la Valteline & ôter toutes occasions de scandales qui en pourroient arriver. J'ordonne au Serenissime Prince mon tres-cher & tres-aimé Fils, de recevoir en ceci le conseil paternel de Sa Sainteté en la forme fuddite, puisque ma principale intention n'a esté que pour le bien public & feureté des Catholiques de cette Vallée, dont Sa Sainteté prend le soin comme Pere universel: & je veux que ce mien Ecrit & Ordonnance soit tenuë pour clause speciale de mon Testament, comme si elle y

avoit esté comprise en vertu de l'article contenu en mondit Testament, par lequel je commande que tous les Papiers qui paroîtront signez de ma main & de mon nom soient tenus pour partie d'icelui, Fait en mon Palais Royal de Madrid le 30. jour de Mars 1621.

ANS
de J. C.
1621.

La Majesté du Roi Dom Philippe Quatrième, incontinent après estre pourveu à la Couronne, voulant accomplir ce que le Roi son Seigneur & Pere lui ordonnoit, & que Sa Sainteté desiroit pour la commune tranquillité, & ce que le Roi Tres-Chretien lui demandoit, ensuite & conformément à ce que sa parole Royale estoit obligée envers les Seigneurs des Trois Ligues Grises, Députa avec ample pouvoir ses Commissaires, les Sieurs Hierosme Caymo, Regent de son Supreme Conseil d'Italie; & Jean de Cerica, Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, Commandeur de Riven, Conseiller de Sadite Majesté Catholique & son Secretarie d'Etat, pour traiter sur ce sujet avec lesd. Seigneurs de Bassompierre, & Comte de Rochepot, Conseiller du Conseil de Sadite Majesté & son Ambassadeur ordinaire en cette Cour, lesquels ont convenu au nom de leursdites Majestez des articles suivans, en vertu de la Lettre de Creance que ledit Sieur de Bassompierre a apportée dudit Roi Tres-Chretien, en date du trentième jour du mois de Janvier de la presente année, & du pouvoir que ledits Sieurs Commissaires ont de Sad. Majesté Catholique, dont les tenues sont inferées à la fin du present Traité.

I. PREMIEREMENT, Que toutes choses seront remises en leur premier estat, tant d'un costé que d'autre retirant chacun les forces des Garnisons que l'on avoit mises de nouveau, & consequemment que Sa Majesté Catholique retire les Troupes qu'elle a aux confins de l'Etat de Milan, joignant la Valteline & Val de Chavenne, en façon qu'il n'y ait aucunes Troupes que celles qui avoient accoutumé d'y estre avant ces derniers mouvemens, & que d'autre part les Seigneurs Grisons en feront de mesme en ladite Valteline, Comtez de Chavenne & Bormio.

II. En second lieu, Qu'il sera fait par lesdits Seigneurs des Ligues, un pardon general de tout ce qui s'est passé en celd. derniers mouvemens, sans que les Sujets de ladite Valteline, & Comtez de Chavenne & Bormio, puissent jamais estre recherchez ni inquietez en leurs personnes ni en leurs biens, pour tout ce qui s'est passé à cette occasion; & à cete fin lesdits Seigneurs Grisons mettront tout ce qui s'est fait & passé en perpetuel oubli.

III. En troisième lieu, Il est arresté & accordé que pour ce qui concerne la Religion en la Valteline, Comtez de Chavenne & Bormio, on ôtera toutes nouveautéz prejudiciables à la Religion Catholique, lesquelles pouvoient avoir esté introduites dès le commencement de l'année 1617. jusques à present.

IV. En quatrième lieu, Que les Ligues desdits Seigneurs Grisons feront le serment & promesses requises, conformément à ce qui est accoutumé en semblables occasions, pour l'entretenement de ce qui est accordé ci-dessus, & donneront lesdits serment & promesses en autentique forme aux personnes declarez en l'article suivant: & le Roi Tres-Chretien promettra de faire entretenir la mesme chose, comme feront pareillement les Treize Cantons & Valaisiens, ou la plus grand part d'iceux.

V. En cinquième lieu, que le Roi Catholique donnera incontinent avis au Seigneur Archiduc Albert, son Oncle, afin qu'il envoie le President du Parlement du Comté de Bourgogne, ou autres personnes du mesme Comté à Lucerne, pour se trouver le plus tost que faire se pourra, mais au plus tard & pour tous délais, au dernier Mai prochainement venant; auquel lieu ledit personnage se joindra avec le Nonce de Sa Sainteté, & l'Ambassadeur que Sa Majesté aura agreable de commettre, pour accomplir & mettre les choses presentement concertées en effet & execution. Entendant & declarant en outre, que les anciens Traitez & Paixons faites avec la Maison d'Autriche, & en particu-

ANS culier pour le Comté de Tyrol, seront entretenus & de J. C. gardez.

1621. VI. En sixième lieu, Que le personnage qu'enverra ledit Seigneur Archiduc Albert du Comté de Bourgogne, portera avec soi une Lettre anticipée de son Altesse, pour le Duc de Feria, lui donnant avis que l'affaire est entièrement achevée, & qu'il exécute incontinent l'ordre qu'il aura eu de Sa Majesté Catholique, de rétablir le tout & le laisser au premier état où il estoit auparavant; laquelle Lettre il enverra aussi tost audit Duc de Feria, après l'accomplissement des choses mentionnées au quatrième article ci-dessus: & à cette fin sera envoyé par Sa Majesté Catholique audit Duc de Feria, ordre tres-express pour exécuter promptement ledit rétablissement, & mettre le tout en son premier état, aussi-tôt qu'il aura eu avis de Sadite Altesse, l'Archiduc Albert.

VII. En septième lieu, Que cette Capitulation sera ratifiée par le Roi Tres-Chrétien, & que la Ratification en sera délivrée à Paris au Marquis de Mirabel, Conseiller de Guerre de Sa Majesté Catholique & son Ambassadeur ordinaire Résidant en la Cour de France, & ce incontinent après que ledit Sieur de Bassompierre y sera arrivé.

VIII. En dernier lieu, Il a été arrêté qu'il sera fait deux copies de la présente Capitulation, l'une en Langue Française, l'autre en Langue Castillane, toutes lesquelles deux signées desdits Seigneurs de Bassompierre, Comte de la Rochepot; Regent Caymo, Secrétaire Cerica, pour être mises es mains de chacune desdites parties; Sçavoir, la Française audit Sieur Secrétaire de Cerica, & la Castillane audit Sieur de Bassompierre. Fait à Madrid le vingt-cinquième jour du mois d'Avril 1621. Signé, BASSOMPIERE D'AUGENNES. REGENT CAYMO. JOAN DE CERICA.

Lettre de Creance pour le Sieur de Bassompierre, au Roi d'Espagne.

Tres-haut, Tres-Excellent & Tres-Puissant Prince, nostre tres-cher & tres-aimé bon Frere & Beau-Pere, Nous envoions exprès nostre Ambassadeur Extraordinaire par delà, le Sieur de Bassompierre, Chevalier de nos Ordres, Conseiller en nostre Conseil d'Etat, & Colonel General des Suisses, sur les affaires qui se passent en la Valteline, importantes au bien & repos public, comme à nostre intérêt, & à ceux de nos autres Amis & Alliez: Et comme nous estimons de l'amitié & équité de Vostre Majesté, qu'Elle voudra rendre en cette occasion les témoignages ordinaires de son affection à la manutention de la concorde generale de la Chrétienté, Nous la prions aussi de mettre en consideration ce que ledit Sieur de Bassompierre exposera plus particulièrement à Vostre Majesté de nostre part sur ce sujet, que nous avons à cœur, & lui ajouter telle foi & creance comme à Nous mêmes, qui prions Dieu, Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-Puissant Prince, nostre tres-cher & tres-aimé bon Frere & Beau-Pere, qu'il vous tienne en sa digne garde. Ecrit à Paris le 30. Janvier 1621.

Protestation faite par les Grisons aux Ambassadeurs de France, sur l'exécution du Traité de Madrid.

Doppo che ci è stato à noi d'elle tre leghe contra ogni ragione & con termine d'infideltà & tradimento levato, & fino al di di hoggi trattenuto el nostro incorporato paese & communita di val monasterio, il sudetto paese di Valtelina, Contado di Bormio come anche parte del Contado di Chavenna le effendo ch'el Re di Franza & di Navarra nostro antichissimo confederato, per mezzo di suoi Ambasciatori à boca & in scritti ci ha più volte dinanzi al consoglio d'elle tre leghe promesso & assicurato alli honorati consiglieri & com-

munità di meterli in possesso nel nostro sudetto paese con condecevoli & compatibili mezi, ovvero con l'aperta forza Regia & sopra. Il che havendo che li Ragionevoli articoli stabiliti à Madrid & à noi proposti non hanno potuto haver effectio, & ne restano senza conclusion, di modo che per recuperare il nostro perduto paese altri ragionevoli mezi non ci restano che la sola aperta forza & la potente assistenza di sua regia Maestà protestiamo noi adunque con ciò per ultimo dinanzi a Dio & a'l mundo che se per l'avenir ce sera mancato delli mezi promessi contra quel che speriamo faremo necessitati di prender per mano altra qualità di mezi che farebbe per meglio per noi & per li nostri confederati che tralassiamo di ricercar altrove, accio possiamo ricuperar il nostro di che non intendiamo poi riportarne alcuna colpa se accorera qualche inconveniente & altre novità, in confirmation di che habbiamo confirmato la presente con li figlielli delle tre leghe pubblicamente. A 9. Adolfe 1621. Locut sigillorum, Hoachin de Cabalar, Scrivante della Superiore Legha Grisa, Hercules à Capolis, Cancellarius Curientis; Higg Vildener, Scrivante di Favencelle dicce dritture.

Articles convenus & Arrestez entre les Ambassadeurs de France & d'Espagne, par l'entremise du Nonce du Pape, au sujet de la Valteline, au mois d'Aoust.

PREMIEREMENT. Le Roi d'Espagne remettra tous les Ports de la Valteline & Comté de Bormio, entre les mains de celui qui sera nommé par Sa Sainteté, jusqu'à ce que ce qui concerne la Religion y ait été bien établi & assuré.

II. Le Gouverneur nommé par Sa Sainteté ne refusera le passage à aucun Roi ou Prince Catholique.

III. Ledit Gouverneur & ses Soldats feront fermement à Sa Sainteté & aux deux Couronnes, de ne rien innover ou changer en l'Etat.

IV. Si les Grisons pendant ce Sequestre attendoient sans cause legitime directement ou indirectement, & entreprenoient contre l'Etat & Duché de Milan ou contre la Valteline, ils seront deffors privez & déchus des bienfaits, lesquels par l'entremise du Roi de France, ils reçoivent.

V. Sa Majesté Catholique promet de retirer hors de la Comté de Chiavenna & lieux circonvoisins, toutes ses Troupes de Gens de Guerre; en telle sorte que les Grisons sans aucun empeschement jouiront paisiblement de ladite Comté comme ils ont fait par ci devant, sauf en ce qui concerne la Religion qui sera laissée à la disposition de Sa Sainteté.

VI. Sa Majesté Catholique promet de rechercher tous moiens & expédiens pour terminer à l'amiable, les differens survenus entre le Sérénissime Archiduc Leopold & les Grisons lesquels differens n'empêcheront l'effet du present Traité; tellement que le Traité touchant la Valteline, Chiavenna & Bormio, & le Traité avec ledit Archiduc Leopold, seront deux Traitez distincts & separez.

VII. Dom Baltazard promet au nom de Sa Majesté Catholique, que si l'Archiduc Leopold ne se veut contenter de chose raisonnable, & qu'il passe les bornes de raison, que Sa Majesté Catholique ne lui donnera aucun secours ni aide. Pareillement led. Sieur Comte de la Rochepot à promis que si les Grisons pendant ce Sequestre ne demeurent dans leur devoir, que Sa Majesté Tres-Chrétienne ne leur donnera aucun secours ni aide, mais même contribuera pour les ranger à leur devoir.

VIII. A été finalement arrêté, que les presens articles seront ratifiez dans deux mois par leurs Majestez Tres-Chrétienne & Catholique.

XCIV.

ANS
de J. C.

1621.

REFOR-
MEZ DE
FRANCE.

Règlement & département fait dans l'Assemblée de tous les REFORMEZ de France, à la Rochelle le 10. Mai, 1621. Mercure François Tom. VII. pag. 309.

L'Assemblée generale des Eglises Reformées de France, & Souveraineté de Bearn, ayant eu avis certain, & confirmé par M. de Challas, l'un des Deputez Generaux, que les conseils violans des ennemis de l'Estat & de la Religion, ayant prevalu au Conseil du Roy le dix-neufiesme jour d'Avril dernier, y auroit esté fait le departement de quarante & un mil hommes de pied, & six mille chevaux pour l'employer contre ceux de ladite Religion : & que le Sieur de la Force & ses enfans auroient esté en mesme temps en haine de ladite Religion ; expoliez de tous leurs Gouvernemens & estats, dont Messieurs le Marechal de Themines, & Marquis de Mosny, auroient esté à l'instant pourvus ; contre les paroles expresse desquelles Monsieur de Favas Deputé general, party le jour precedent pour venir vers ladite Assemblée, estoit chargé de luy donner assurance ; & que Monsieur le Duc d'Escliquieres luy faisoit aussi représenter comme certain & indubitable, tant par la croyance de Monsieur de la Roche de Grane, son Deputé vers icelle, que par ses moyens & instructions signées de Monsieur le Duc d'Escliquieres. Considérant aussi les horribles excec & seditions advenues au mesme temps en la ville de Tours en haine de ladite Religion : les armes levées en Guyenne pour l'oppression du Pays de Bearn & de M. de la Force : & en Languedoc, & en Vivarets par Monsieur le Duc de Montmorancy, où se seroit ensuivy la perte de Villeneuve de Berg, de Vals, & Vallons en toute force & violence, meurtres, penderies, violemens, & autres cruautés qui y auroient esté exercées : & d'ailleurs recognoissant que toute audience & justice leur est déniée, mais qui pis est, il y a des ennemis du repos public & de la tranquillité publique, abusant des affections & de la conscience du Roy, qui portent toutes choses à une persécution contre ceux de ladite Religion. Ladite Assemblée à ces causes sous la protestation qu'elle fait devant Dieu & les hommes, au nom de tous ceux de ladite Religion (desquels elle a charge de demeurer tousjours sous la tres-humble subjection du Roy, qu'elle recognoit leur avoir esté donné de Dieu pour leur Prince & souverain Seigneur) voyant les choses reduictes à des termes miserables, apres une si longue attente & retenué, estant avec un indicible regret contraincte de recourir aux moyens naturels & legitimes pour opposer aux violences & oppressions, & pour conserver en tant qu'en elle est l'autorité du Roy & de ses Edicts, pour la liberté de leurs consciences & seurété de leurs vies, mesme d'éviter en tant que faire se pourra les desordres, confusions & inconveniens que la licence de la guerre peut apporter, & pour realier, mettre & retenir en bon ordre toutes les forces qui peuvent estre en chacune Province, a fait & arresté l'ordre & reglement general qui s'ensuit, par toutes les Provinces, lesquelles ladite Assemblée a estimé estre à propos de diviser en huit departemens, & en chacun d'iceux eslire & établir un Chef general pour commander, sous l'autorité de sa Majesté, à tous ceux de ladite Religion, & y exercer leurs charges & pouvoir selon qu'il est contenu audit Reglement.

Reglement dressé par l'Assemblée de la Rochelle le 10. May 1621.

I. Toutes les Provinces seront distribuées selon l'ordre des Synodes, sçavoir est :

A M. le Duc de Bouillon premier Marechal de France, la Normandie, l'Isle de France, Berry, la
Tom. III.

Province d'Anjou, le pays du Mayne, Perche & Touraine, excepté l'Isle Bouchard.

A M. de Soubise, la Bretagne, l'Isle Bouchard, & la Province de Poitou & ce qui en depend, suivant l'estat de l'extraordinaire des guerres de ladite Province.

A M. le Duc de la Trimouille, l'Angoulmois, Xaintonge & Isles adjacentes.

A M. de la Force, la basse Guyenné.

A M. le Marquis de la Force, le Bearn.

A M. le Duc de Rohan, le haut Languedoc, & haute Guyenne.

A M. de Chastillon, le bas Languedoc, les Sevénes, Gevandan & Vivarez.

A M. le Duc d'Escliquieres, le Dauphiné, la Provence & la Bourgongne.

Et en outre aura mondit Sieur de Bouillon le commandement general des armées en quelque Province qu'il se trouve, avec le pouvoir & autorité, comme il est plus amplement contenu audit Reglement.

II. En chaque Province seront continuez les Conseils en la forme qu'ils sont à present établis, & s'assembleront toutesfois & quantes que les affaires le requerront.

III. Le Chef general commandera & exploitera l'armée generale & autres forces & armées, jointes & liées, où le bien des affaires requerra qu'il se trouve. Et avec lesdites forces pourra assieger, forcer, composer, livrer journées & batailles, & generalement exploiter ce qu'il jugera estre expedient de faire, avec l'avis des autres Chefs de son armée.

IV. Ledit General disposera de toutes les charges de son armée, excepté les charges des Colonels de la Cavalerie, & de l'Infanterie, Marechaux de Camp, & grand Maître de l'Artillerie, auxquelles charges l'Assemblée pourvoira comme bon luy semblera.

V. Ledit General aura un Conseil aupres de sa personne, composé des principaux Seigneurs de son armée : & en iceluy auront seances & voix deliberatives trois Deputez de l'Assemblée generale, lesquels seront changez de trois mois en trois mois.

VI. Les Chefs d'armée établis ausdites Provinces, suivant le departement cy-dessus mentionné, auront pareillement un Conseil prez de leurs personnes, composé des principaux Chefs de son armée, auxquels assisteront pareillement trois Deputez du Conseil de chaque Province, qui seront de leur departement, avec seance & voix deliberative, lesquels seront aussi changez de trois mois en trois mois.

VII. Lesdits Chefs generaux des Provinces pourront établir un ou plusieurs Lieutenans en l'estendue de leur Province, par l'avis des Conseils d'icelles : Et ensemble pourvoir à toutes les autres charges, en prenant par les nommez les provisions de l'Assemblée generale.

VIII. En toutes les places qui seront de nouveau jointes au party par les armes du General, appartiendra audit General de pourvoir à la garde, gouvernement & administration d'icelles : & auront les Chefs generaux établis par les Provinces, pareil pouvoir en toutes les places, qu'eux ou leurs Lieutenans auront reduites en leur puissance, à la charge de prendre provision de l'Assemblée comme dessus.

IX. Quant aux places qui sont à present entre nos mains, lesquelles il n'y a Gouverneur, & où il sera nécessaire d'en établir, nomination en sera faite par le Chef general établi en la Province, de l'avis du Conseil de ladite Province, & du consentement des villes, excepté la ville & gouvernement de la Rochelle, où il ne sera rien innové : & au regard des places où y a Gouverneur, advenant vacation du Gouverneur, ny pourra estre pourveu que par l'Assemblée, à laquelle le Chef General de la Province avec le Conseil d'icelle presenteront trois personnes pour en estre accepté l'un de ladite Assemblée.

X. Lors que le General se trouvera en ladite Assemblée generale, il y presidera : & les Chefs genera

ANS
de J. C.

1621.

ANS
de J. C.
1621.

raux établis sur les Provinces y auroient séance & voix deliberative, & non leurs Lieutenans. Aussi dans les Conseils des Provinces presideront lesdits Chefs Generaux desdites Provinces, quand ils y seront presents, & non leurs Lieutenans, si ce n'est par election du Conseil.

XI. Ne pourra estre fait aucun Traicté de Tresve ou de Paix, que la deliberation & conclusion n'en soit prise à l'Assemblée generale, où ledit General, & les Chefs generaux desdites Provinces seront priez d'assister en personnes, ou par leurs Deputez; auquel cas & pour ce fait seulement, lesdits Deputez auront voix deliberative en ladite Assemblée.

XII. Toutes les prises & captures qui se feront par terre seront declarées nulles, si elles ne sont avouées par le Chef general en chacune Province & Conseil residant aupres de luy, ou son Lieutenant en son absence, avec ledit Conseil.

XIII. Tous les Chefs, Capitaines & Soldats promettent d'observer les reglemens, tant Militaires que de la Justice, & finances, sur les peines portées par iceux.

XIV. D'autant que les gens de guerre doivent plutost servir d'exemple, vertu & honnesteté aux autres, que non pas de desbordement & dissolution. Tous Chefs, Capitaines & Soldats, seront exhortez d'user de si Chrestiens & sages deportemens en leurs actions, que Dieu en soit honoré, & par bonne vie & conversation un chacun edifié en toute pieté.

XV. Et pour ceste fin tous les Chefs & Gens de guerre, tant de Cavallerie que d'Infanterie, seront exhortez d'avoir, en tant que faire se pourra, des Pasteurs ordinaires pour faire le Presche & prieres aux jours ordonnez, & seront tous Chefs, Capitaines, & Soldats sujets à l'ordre de discipline Ecclesiastique, suivant le Reglement & Police des Eglises de ce Royaume.

XVI. Et pour ce que le vice le plus frequent qui est parmy les gens de guerre sont les blasphemés, est defendu de ne jurer pour quelque cause que ce soit, sur peine de payer un tesson par le Soldat qui aura juré, & un escu par le Gentil-homme, & le double s'il se trouve en la mesme faute, & en cas d'obstination seront cazez.

XVII. Deffenses seront faictes à tous gens de guerre sans exception, mener vie lubrique ny scandaleuse, ny d'avoir aucunes femmes dans les villes, ny aux armées sur peine de la vie, & aux femmes d'estre punies corporellement.

XVIII. Est encorres defendu à tous Capitaines & Soldats de se quereller en aucune sorte ny façon, ny mettre la main aux armes : mais pour la decision de leurs debats, s'adresseront à leurs Capitaines qui leur rendront Justice : & au deffaut d'iceux, aux generaux d'armes, & aux Gouverneurs de ville.

XIX. Tous Capitaines & Soldats declareront au General & au Conseil les prisonniers vingt-quatre heures apres les prises faictes, sans les pouvoir eslargir ny mettre à rançon sans l'ordonnance du General & Conseil, & seront tenus d'en respondre en leurs propres personnes, & les mettre en lieu de seureté, & en respondre ainsi qu'il leur sera ordonné.

XX. Ne pourront lesdits Generaux, Gouverneurs, Capitaines, congédier lesdits prisonniers, moderer ou remettre le droit de butins & rançons deus au public, sur peine de les payer de leurs propres deniers.

XXI. Les Commissions qui seront données seront enregistrees au Registre de ladite Assemblée, & est prohibé & defendu à tous Capitaines de gens de guerre marcher & tenir les champs sur peine de la vie, sans le commandement exprez de ladite Assemblée, ou des superieurs & Generaux, autrement il leur sera contrainct.

XXII. Les soldats ne pourront quitter leurs Capitaines, ny s'enrooller en d'autres compagnies, sans congé de leurs Capitaines, ny aucuns Capitaines les recevoir, sur peine de suspension de leurs charges.

XXIII. Et pour recognoistre les Soldats estran-

gers, sera tenu registre aux portes des villes, de tous ceux qui entreront, afin d'en informer les Gouverneurs.

XXIV. Ne sera permis ny loisible aux gens de guerre & autres d'exerciter aucunes entreprises sans l'advis & congé de ladite Assemblée, & du General de la Province.

XXV. Est defendu à tous Capitaines & Soldats, ayans receu leurs payemens, de prendre aucunes fortes de vivres sans payer, estans en pays d'amy ou contribuable.

XXVI. Est generalement defendu à toutes personnes de quelque estat & condition qu'ils soient, de traffiquer, negotier, & parlementer avec les ennemis, sur peine de la vie.

XXVII. Les payemens des compagnies, tant de cheval que de pied, se feront à la monstre, & non autrement, avec les Commissaires & Controolleurs Generaux, en campagne, & dans les villes, & presents les Magistrats & Conseillers des villes où lesdites garnisons seront ordonnées.

XXVIII. Les Capitaines responderont des exces & malversations de leurs Soldats, pour les représenter à la Justice quand requis en seront.

XXIX. Toutes les compagnies de chevaux legers seront reduites au nombre de cinquante, & celles des gens de pied à cent.

XXX. Les Soldats qui seront habitants des villes où ils seront en garnison, ne pourront demander logis ny utilicelles.

XXXI. Et afin que le labourage puisse estre continué, ne sera loisible de prendre aucune sorte de bestail servant à l'agriculture, ny les harnois & habillemens des paylans, hommes ny femmes, ny les susdits paylans estre rançonnez, ny pris prisonniers que pour deniers sur eux imposez, sur peine de la vie.

XXXII. Ne pourront les Generaux, Chefs & Capitaines advenant paix, s'approprier les villes, chasteaux, munitions, armes & magazins appartenans au public, & les laisseront aux profits & subventions generales des villes & places, par bon & loyal inventaire.

XXXIII. Il est enjoinct à tous meuniers des villes de demeurer dans leurs moulins, sans qu'on leur puisse donner aucuns hostes dans lesdits moulins pour eviter aux desordres qui y pourroient arriver : ny pareillement enlever, ny fourrager aucuns vivres, ny autres biens quelconques à eux appartenans; à la charge qu'ils ne pourront retenir ne fermer dans ledit moulin les biens & vivres appartenans aux autres habitants des lieux : & qu'ils seront tenus de remettre lesdits moulins en bon estat pour servir quand besoin sera.

XXXIV. Et afin que le commerce soit libre edictes armées, les Marchans & cabaretiers y pourront aller, & sejourner en toute seureté, sans que pour quelque occasion que ce soit on puisse prendre leurs chevaux ou équipages : neantmoins seront obligez d'observer les prix qui seront mis sur leurs denrées & marchandises.

XXXV. L'Assemblée generale pour subvenir aux grands frais & depens qu'il conviendra faire pour l'entretien des gens de guerre cy-dessus, & autres affaires publiques, a arresté tous deniers Royaux des tailles, & taillon; creuies, aydes, gabelles, domaine, decimes, subides, & autres droicts, & impositions, tant ordinaires qu'extraordinaires, soit celles qui sont déjà établies, ou autres qui se pourront cy-apres établir par ladite Assemblée, de quelque nature qu'elles puissent estre : lesquels deniers seront levez & receus par les Thresoriers & Receveurs generaux & particuliers qui seront nommez & pourvus tant par ladite Assemblée, que par toutes les autres Provinces.

XXXVI. Comme pareillement seront prins & levez les revenus des benefices & autres biens appartenans aux Ecclesiastiques : lesquels à ceste fin seront baillez à ferme par devant les Commissaires pour ce établis en chacune Province par le Chef general en icelle, avec le Conseil desdites Provinces, & ce ensuivant les char-

ANS charges & formes ordinaires & accoustumées, dontils
de J. C. dresseront bons & vallables procez verbaux qui seront
1621. mis es mains desdits Commissaires, & Conseils, & des
Receveurs etablis en chacune des Provinces, pour faire
le recouvrement des deniers qui en proviendront,
dont sera fait estat separé par lesdits Receveurs.

XXXVII. Entreront aussi es deniers publics, tous
les droicts qui seront pris sur les butins & rangons des
prisonniers de guerre : Et à ceste fin sera pris pour le
public, pour le droict desdits butins de toutes marchan-
dises, & autres choses prinées, ensemble desdites ran-
gons, la sixiesme partie.

XXXVIII. Les compositions qui se feront pour
la reddition des villes & autres lieux appartiendront
au public : Et pour ce sera fait cahier & registre à part
par les Thresoriers ou Receveurs generaux & parti-
culiers des deniers qui en proviendront.

XXXIX. Et pour accellerer la recepte desdits de-
niers, seront commis en chacune Province par le
Chef establi en icelles, & le Conseil de la Province,
des Receveurs & Controleurs particuliers, autant
que la necessité de la Province le requerra, qui seront
personnes resseantes, solvables, & cautionnées : A
la charge qu'ils prendront leurs provisions de l'Assem-
blée generale; Et mettront par chacun quartier les
deniers de leur recepte entre les mains du Receveur
general, qui sera establi par ladite Assemblée : En-
semble le Controleur general en ladite Province par
l'advis dudit General & Conseil de ladite Provin-
ce, & aux lieux les plus commodes que faire se
pourra.

XL. Tous les deniers revenans au public de quel-
que nature qu'ils soient, seront mis entre les mains
des Receveurs generaux en chacune Province : Et
sera pris prealablement, & avant toutes autres despen-
ses, le dixiesme denier, que chaque Receveur gene-
ral sera tenu faire tenir le plus promptement & seure-
ment que faire se pourra, entre les mains dudit Thre-
sorier general, establi pour la recepte desdits deniers,
& autres qui seront cy-apres declarez, residant pres
l'Assemblée generale : Comme estans les deniers des-
tinez, tant pour levées de gens de guerre en pays
estrange, que pour l'entretienement de l'armée ge-
nerale de ladite Province, & autres necessitez publi-
ques, suivant les estats & mandemens qui en seront
mis entre les mains dudit Thresorier general, par la-
dite Assemblée.

XLI. Seront en outre, & à mesme effect mis en-
tre les mains dudit Thresorier general, tous les de-
niers provenus des droicts de l'Admirauté, passeports,

tant par mer que par terre, congez & autres expedi-
tions de l'Assemblée : Ensemble les deniers revenans
bons, & autres revenus de reliqua de compte.

ANS
de J. C.
1621.

XLII. Le Thresorier general, & Receveurs ge-
neraux & particuliers des Provinces seront comptables
à ladite Assemblée, & pour cest effect y enverront
les estats de leurs receptes & despenes de trois mois en
trois mois, pour estre examinés par elle ou autre qu'elle
commettra pour cest effect. Et ne pourront lesdits
Receveurs generaux vuidier leurs mains des deniers de
leurs charges, ny en faire aucun payement, que par la
seule ordonnance de l'Assemblée.

XLIII. Les Chefs establis dans leurs Provinces a-
vec l'advis des Conseils d'icelle, enverront à ladite
Assemblée promptement l'estat des gens de guerre qui
seront sur pied : Ensemble l'estat de la despenée qu'il
faudra employer pour l'entretienement, comme aussi
les estats des Receptes generales, & particulieres de
leurs Provinces, afin que l'Assemblée en distribue les
assignations.

XLIV. Les Chefs desdites Provinces donneront
ordre d'exiger des receptes generales & particulieres des
deniers qu'on leur imposera, sans que neantmoins les-
dits deniers puissent estre divertis à d'autres despen-
ses, que celles que ladite Assemblée generale ordon-
nera.

XLV. Les Officiers, tant de Justice que de Finan-
ces, & tous autres Officiers faisans profession de
la Religion & demeurans en l'Union de leurs E-
glises, seront continuez en l'exercice de leurs char-
ger.

XLVI. Tous les droicts & rentes appartenans
aux particuliers de ladite Religion, sur lesdites tailles
& subides leur seront conservez, en faisant deuément
paroistre de leurs tiltres.

XLVII. Pour l'entretienement des Pasteurs aus-
quels les Eglises ne pourront fournir pour leur entree-
tenement, sera fait un estat par ladite Assemblée, &
par les Conseils des Provinces, pour estre payez de
leur entretienement sur les plus clairs deniers provenus
de biens Ecclesiastiques, ou au defaut sur toute au-
tre nature de deniers : Et d'autant que la rigueur des
troubles pourra contraindre les personnes & familles
de changer de demeure, & abandonner leur possessions,
vacations & charges, il sera pourveu à leur entretienement
par ladite Assemblée generale.

Fait & arresté en l'Assemblée generale, tenue en la
ville de la Rochelle ce Lundy 10. May mil six cens
vingt & un, Signé Comport President, Bonage Ad-
joncté, Rédil Secretaire, & Riffant aussi Secretaire.

X C V.

X C V.

ANS *Traité d'Alliance & de Confédération entre*
de J. C. *CHRESTIEN IV. Roi de Dannemarc*
1621. *& les Etats des PROVINCES-UNIES.*
DANE- *Fait à la Haye, le 14. Mai, 1621.*
MARC ET *Aitzema Relation des Negotiations de*
LES PRO- *Paix des Pays-bas. pag. 14.*
VINCES
UNIES.

*Procuratie voor de Heeren Gecommitteerden
tot voltrekkinge van de Alliantie met Sy-
ne Konincklycke Majesteyt van Dene-
marcken.*

DE Staten Generael der Vereenichde Nederlan-
den, Allen den genen die desen sullen hoo-
ren ofte sien lesen, Saluyt. Doen te weten,
Alſoo de Doorluchtighe ende Grootmachtighe Co-
ning ende Heere, Heere Christiaan de Vierde tot
Denemarcken ende Noorwegen; den Wenden ende
Gotten Coning, Hertog tot Sleswijck, Hol-
ſteyn, Stormarn ende der Dittmarschen, Grave tot Ol-
den-

Traduction de ce Traité.

Plein-pouvoir des Députez des Etats des
Provinces-Unies, pour Traiter Alliance
avec Sa Majesté le Roi de Danemarc.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies, à tous
ceux qui ces presentes lettres verront ou orront li-
re, SALUT; Scavoir faisons, comme le ſere-
nissime & puissant Roi & Seigneur, le Seigneur Chre-
tien quatrième, Roi de Danemarc, de Noruegue,
des Vandales & des Gots, Duc de Sleswick, de Hol-
stein, Stormarn & Dittmarschen, Comte d'Oldenbourg
& de Delmenhorſt, &c. & que nous avons trouvé
Y 2 bon

ANS
de J. C.
1621.

DANE-
MARC ET
PROVIN-
CES-
UNIES.

ANS
de J. C.
1621.

denborgh ende Delmenhorst &c. Ende wy dienstigh ende goet gevonden hebben, dat in conformitè van den afscheyt tusschen Hoog-gedachte syne Conincklyke Majesteits Af-gesanten Rijck-Cantzelier ende Raedt den Heere Jacob Ulfeldt zu Vrup Amptman zu Neuburg, en onse Gedeputeerden by haer alhier in den Hage op den 14. May leestleden geconcludeerde Tractaet genomen, beyderzys Gesanten, wederom by den anderen fouden komen, ende daer toe by Hoochtedachte syne Coninglyke Majesteit gedelingneert is die Stad Bremen om van wegens sekere openghebleven poincten in naerder Handelinghe te treden, tot voltreckinghe van een volkomen ende oprechte Alliantie ende verbintenisse; Soo ist, dat wy ons vertrouwende op de bequaemheyt, langhe experientie ende getrouwighedy van de Edelen, Gheltrenge, Erentfulle, oock Hoogh-geleerde Heeren, Reynier Pau, out Burgemeester ende Raedt der Stad Amstelredamme, Marck van Lijcklama tot Nieholt, Gritman over Stellingwerf, Oostende, Sweer van Haersolte tot Haerst, Landt Rentmeester Generael van Zalland, ende Goosen Schaffer tot Uythuylen ende de Meden Hovelingh, Raetsheer der Stad Groeningen, alle Gecommitteerde in onse Vergaderinge, deselve gecommitteert hebben ende committeren mits desen, om in onsen name ende van onsen wegen met die Gesanten van Sijn Con: Majesteit van Denemarcken te treden in vorder Handelinghe vande openghebleven Poincten: te beramen, besluyten ende Arresteren alsdanighe Articulen, als sy met Hoochged: Gesanten tot bevorderinghe van een valte sincere ende volkomen verbintenissen sullen bevinden te behoren, waer toe wy deselve volkomen macht, authoriteyt zyn gevende mits desen, geloovende alle t' gené wat in desen by ons voorz: Gesanten gehandelt ende geconcludeert sal worden, Stede valt ende onverbreeckelyck te sullen achtervolgen. Desen t' Oirconde hebben wy desen doen Parapheren met onsen grooten Zegel doen zegelen ende by onsen Griffier doen teeken. In 's Gravenhage den 9. dach der Maent van Augusti in 't Jaer 1621.

Aggreatie van de Alliantie gemaakt met syne Hoogstgemelte Coninckl: Majesteit van Denemarcken.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, Allen den genen die desen tegenwoordighe sullen sien ofte hooren lesen, Saluyt. Doen te weten, Alsoo op den 14. May leestleden deses Jaers 1621. tusschen den Edelen, Gestrengen Heere Jacob Ulfeldt zu Vrup des Doorluchtigsten ende Grootmachtigen Fursten, Coninck ende Heere, Heere Christiaan de Vierde tot Denemarcken Norwegen &c. Conincks Rijck-Cantzelier ende Raet ter eenre, ende onse Gedeputeerden ter andere zyde, seckere Articulen van een sincere ende mutuele Vrientschap, Alliantie, ende Verbondt berampt, geslooten ende gearreiteert zyn op het welbehagen ende aggreatie van Hoochtedachten syne Conincklycke Majesteit ende van ons, gelyck deselve Articulen, hier naervolgen.

Al dewyle de Doorluchtichste ende Grootmachtige Coninck ende Heere, Heere Christiaan de Vierde tot Denemarcken ende Norwegen, der Wenden ende Gotten Coning, Hertoge van Sleswyg, Holsteyn, Stormarn ende der Ditmarschen, Grave tot Oldenburg ende Delmenhorst &c. Ende de Ho: Mo: Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, van langen tyde herwaerts in goede oprechte ende nabuerlycke Vrientschap ende correspondentie geleefd ende gestaen hebben. Soo hebben beyde deelen nu een tyd lang herwaerts considererende de Continuatie ende gelegentheyt van de tegenwoordige tijden ende saecken van de geheele Cris-

tey,

hon & utile, qu'en conformitè du congé d'entre le Sieur Jacob Ulfeld de Prop, Chancelier du Royaume, & de J. C. 1621. Confesseur de sa Royale Majesté & son Ambassadeur, & nos Députés, pris les uns des autres ici à la Haye le 14. May dernier, lors de la conclusion du Traité où il fut dit que les Députés de part & d'autre se rassembleroient; & que la ville de Breme a été désignée par Sa Majesté Royale, pour entrer en une subséquente négociation sur quelques points, demeurés indecis, pour accomplissement d'une parfaite & sincère Alliance. C'est pourquoi nous confiant en la capacité, longue expérience & fidélité des nobles, honorables, & tres-sçavants Seigneurs Reigner Pau, ancien Bourguemaitre & Conseil de la Ville d'Amsterdam, Marquis de Lyclama, Grietman de Stellingwerf, Oostende, Sweer van Haersolte tot Haerst, Receveur general de Zelande, & Goosen Schaffer de Uythuylen, Conseiller de la Ville de Groningue, tous Députés dans notre Assemblée; lesquels Nous avons commis & commettons par ces présentes, pour en notre nom & de notre part entrer en négociation, sur les points demeurés indecis, avec les Envoyés de Sa Royale Majesté de Danemarck, & de conclure & arrêter tels articles qu'ils trouveront convenir pour affermir une bonne & sincère Alliance avec sadite Majesté, à quoy faire leur donnons Plein-pouvoir & autorité par ces présentes; promettant d'observer inviolablement tout ce que par nosdits Députés aura été fait & conclu. En témoin dequoy nous avons fait parapher ces présentes; fait sceler de Notre grand sceau, & signer par notre Greffier, à la Haye le 9. du mois d'Août 1621.

Ratification du Traité d'Alliance avec le Roi de Danemarck.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies, à tous ceux qui ces présentes lettres verront ou orront, SALUT; Sçavoir faisons que le 14. May dernier de l'an 1621. entre le noble & honorable Seigneur Jacob Ulfeldt de Prop, Envoyé du serenissime & très-puissant Prince, Roi & Seigneur, le Seigneur Chrestien quatrième Roi de Danemarck, Norwege, &c. Chancelier du Royaume, & son Conseiller d'une part, & nos Députés d'autre: Certains Articles d'une sincère & mutuelle amitié, & alliance ont été faits, conclus & arrêtés sous l'aprobation & agrégation de sadite Majesté Royale & de Nous, comme lesdits Articles s'ensuivent.

Comme le serenissime & puissant Roi & Seigneur, le Seigneur Chrestien quatrième Roi de Danemarck, de Norwege, des Vandales & des Gots, Duc de Sleswick, Holstein, Stormarn, & de Ditmarschen, Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorst, &c. & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, ont dès long-tems été & vécu en bonne & sincère voisinance, amitié & correspondance, les deux parties considérant depuis quelque tems la constitution & conjoncture présente du tems & des affaires de la Chrétienté, & particulièrement l'intérêt que les deux Etats ont à la conservation & prospérité l'un de l'autre; ils ont jugé à propos de s'allier encore plus étroitement, de-

si-
rants

ANS heyt, ende insonderheyt van 't Interesse, soo die aer-
de J. C. des anderen Status conservationem, welstant ende
1621. prosperiteyt u hebbende, noch naeder by sich bedacht
ende overwoogen, om hun naauwer 't samen te doen en-
de te verbinden, begerende uyt rechter ziele ende
Christelijken woornemen ende yver tot het welva-
ren van 't gantsche gemeene Evangelische wesen,
ende beyder desien eygene Staten te Contracteren
ende verdragen over een sincere ende mutuele
Vrientfchap, Alliantie ende Verbondt, tot conser-
vatie ende defensie van hare respectie Staten ende
Onderdanen, in voegen dat Hoogltg: ende
Hoogltgemelde deelen beyderzys onlangs na rype
ende ernstelycke deliberatie hebben gegeven last ende
Commissie, te weten Hoogltg: syne Koning-
lycke Majesteyt aen den Edelen, geltrengen, Heere
Jacob van Ufelft zu Vrap, der selven Rijkx Can-
zelier ende Raed, oock Amptman tot Nyborgh,
in kracht synaer overgeleverden Credents-Brief in
dato den 11. February lefleden ter centre, ende de
Hoi Mo: Heeren Staten Generael der Vereenigde
Nederlanden, de Edele, Geltreng, Erentfelte,
Wyle, fier Discrete Heeren, Gysbert van Boesfe-
laer, Erf-schenck des Furstendoms Cleve, Ampt-
man ende Dijk-Grave tusschen Maes ende Wael,
Jacob van Wassenaer ende Duyvenvoorden, Heere
van Opdam, Heynsbroeck, Spierdijk, Suytwyck
&c. Luytenant Admiral van Holland ende Dijk-
Grave des Lands van Stryen, Reynier Pauw out
Burgemeester ende Raad der Stad Amsterdam, Ja-
cob Magnus Ridder, Heere van Berch-Ambacht,
Melisant, Arent van Suylen van Nievelt, Heere
tot Geresfeyn ende Reckop, Marck van Lijcklama
tot Nieholt Grietman over Stellingwerf Oostende,
Baldewijn Slooth, Rentmeester Generael van de
Domeynen des Lands van Vollenhove ende der
Heerlijckheyt Cuynder, ende Goosen Schaffer tot
Uuythuysen ende de Medenhoveling, Raad der
Stad Groeninge, derselver Gedeputeerde ende al-
le mede Gecommitteerde in hare Hoi Mo: Verga-
deringe, ter anderē zyde ten eynde deselve fouden
mogen confereren, communiceren ende delibera-
ren over die openinge, ende middelen dienende
om voort te setten, ende in 't werck te stellen 'dit
hoofsaek gaeft ende te brengen tot een goede
conclusie, tot welken eynde dan die welgemelte
Gesante ende Gedeputeerden aen wederzyden om
hun in alles getrouwelyck te quyen, ten lesten over
een gekomen zijnde, gheconcludeert ende gearre-
stert hebben, op het welbelagen, verbeteringe,
modificatie ende aggregatie van Hoogltgemelte sijn
Koninglycke Majesteyt ende de Heeren Staten Gene-
rael dese naervolgende Poincten ende Articulen.

I. Dat een eeuwige goede Vrede, eenighet,
correspondentie, ende Vrientfchap tusschen den
Doorluchtigsten, Grootmachtigsten Koning in
Denemarken ende Norwegen &c. ende de Hoi
Mo: Heeren Staten Generael der loffelijcke Geuni-
eende Provincien in Nederlandt, ende alle hare Lan-
den ende Onderstaten presentes & futuros, te Wa-
ter, ende Lande oprechtigh, sonder alle geferdhe
ofte achtsijf zijn ende blyven sal.

II. Die sulen eenes anderen beste, heyl ende
welyaert getrouwelyck meenen, willen ende foc-
ken, ende daer toe met raed ende daed helpen, en-
de bevorderinge by alle voorvallende occasien.

III. Sy sulen niets, oft selvelt ofte dooryemant
hymelijck ofte openbaer Tracteren, Handelen
doen ofte bewilligen, dan den anderen deel gvaer-
lijck schadelijck ofte in eeniger maen prejudicierlijck
zijn kan, dan veel meer alle sulcke raed, intentien,
aenslagen ende werken, soo van yemant, hy sy
oock wie hy zijn mach, tot gevaer schade ende na-
deel gepracificeert ende voorgenomen werden mo-
gen by tyde, soo haest men dat sal mogen ervaren
een deel den anderen openbaren ende met allen vlijt
verhinderen ende afweeren.

IV. Die

siant d'un zèle sincere & Chrétien pour la prospérité &
le bien de toute la Communauté Evangelique de traiter
entre les deux parties & Etats d'une sincère & mutuelle
amitié & alliance, pour la conservation & deffence de
leurs Etats & sujets respectifs, en sorte que les susdites
parties ont depuis peu, après une sérieuse deliberation
donné charge & commission, savoir sa Majesté Ro-
yale à noble & honorable Seigneur Jacob de Ufelft de
Vrap Chancelier du Royaume & son Conseiller, en
vertu de sa lettre de creance en date du 11. Fevrier der-
nier d'une part; & les Hauts & Puissans Seigneurs
les Etats Generaux des Provinces-Unies, à nobles, ho-
noraables, sages & discrets Seigneurs Gysbert de Boesfe-
laer, Behanjon Héritaire de la Principauté de Cleve,
Dick grave d'entre Meuse & le Wael, Jacob de Waf-
fenaer & Duyvenvoorden, Seigneur d'Opdam, Heyns-
broeck, Spierdijk, Suytwyck, &c. Lieutenant Ami-
ral de Hollande & West-Frise; Hugues Mays de Ho-
ly, Chevalier, Bailly & Dick grave du Pais de Stryen;
Reynier Pauw ancien Bourguemaitre & Conseiller de la
Ville d'Amsterdam; Jacob Magnus Chevalier, Sei-
gneur de Berch-Ambacht, Melisant; Arent de Zuylen
de Nievelt, Seigneur de Geresfeyn & Reckop, Mar-
quis de Lijcklama à Nieholt, Grietman de Stelling-
werf, Oostende; Baudouin Slooth, Receveur General
des Domaines du Pais de Vollenhove, & de la Seigneu-
rie de Cuynder; & Goosen Schaffer, de Uuythuysen, Con-
seiller de la Ville de Groningue, leurs Députez, &
en l'Assemblée de L. H. P. d'autre part, aux fins de
conferer par iceux, communiquer & deliberer ensemble
sur l'ouverture & les moyens servans à avancer & exe-
cuter un bien si salutaire, & de l'amener à une bonne
conclusion. Aux fins dequoi lesdits Envoyez & Députez
pour se comporter de part & d'autre en toute fidélité,
enfin étant tombéz d'accord, ont conclu & arrêté, sous
la melioration, modification & approbation des susdits
Seigneurs de sa Majesté Royale, & Etats Generaux
les points & articles suivants.

I. Qu'il y aia une perpetuelle paix, union, corres-
pondence & amitié entre le serenissime & puissant Roi
de Danemarck, Noruegue, &c. & les Hauts & Pui-
ssans Seigneurs les Etats Generaux des Ionables Provin-
ces-Unies des Pais-bas, & tous leurs pais & sujets pre-
sens & futurs, par Eau & par Terre, sans aucune frau-
de ni dissimulation.

II. Ils rechercheront fidelement le bien, salut &
prospérité les uns des autres, & se prêteront reciproque-
ment secours & assistance en toute rencontre.

III. Ils ne feront par eux mêmes ou par d'autres se-
crettement ou manifestement aucuns Traitez, ou négocia-
tions qui puisse être dommageable ou préjudiciable à l'une
des parties, mais se donneront reciproquement avis,
des conseils, intentions, entreprises & exploits qui par
quelqu'un, même qui que ce soit, pourroient être prati-
quez au préjudice de l'une des parties, aussi-tôt qu'ils
seront parvenus à leur connoissance, & les empêcheront
& détourneront.

Y 3

IV. Ils

ANS IV. Die fullen in geener maten heymelijck of-
de J. C. te openlijck, met raedt ofte daet een deel des
1621. anderen Vyanden, sy zijn oock wie sy zijn kunnen of-
te mogen, die syne Hooghtged: Majesteyt mitsga-
ders de Ho: Mo: Heeren Staten Generael respecti-
velijck te Water ofte te Lande openbaer Oorloch
ofte dadelijcke Vyantschap fullen acndoen, in hewre
Rijcken ofte Landen, met Volek, Schepen, Gelt,
Proviant, munition, of in eenige andere manieren
belpen ofte stercken, oock niet toelaten dat eene,
ofte anderdeels Vyanden, eenige hulpe ofte assi-
stentie Publice ofte Privatim in hare Landen ende
gebieden bekomen mogen, dan sal veel meer
in sulke gelegentheyt een deel den anderen tot
een goet eynde, ende uytganck raden ende hel-
pen.

V. Sy fullen geene verbintenissen, Ligen ofte
Tractaten maken ofte urgeeren met yemant tegen
elkander, soo tot eenige suspitie, Prejuditie ge-
vaer ofte naedeel zijn kan, ende of te vooren eenige
Verbontenisse ofte Tractaet met yemant anders
geslooten ofte gemaectt zijn mochten, ofte hier
na gemaectt werden mogea, soo fullen al sulcke
Verbintenissen ende Tractaten geen deele tot Prejudi-
tie, gevaer, schade ofte naedeel zijn, ofte geyeyken,
dan sy fullen in alle manieren een oprechte, valte,
volkomene goede Vrientschap ende Nabuyschap
sonder enich mistrouwen ende archillit getrouwe-
lijck onderhouden, sal oock in kracht deses Trac-
tats verstaen worden, dat die Verbontenissen, soo
tusschen sijn Coninglijke Majesteyt van Denemar-
cken, Nagebuynen ende de Ho: Mo: Heeren Staten
Generael voor desen gemaectt, ingegaen ende ge-
slooten zijn, insonderheyt Anno 1613. ende etly-
ke naervolgende Jaren, of oock hier na geslooten
werden mogen, fullen noch mogen in gener ma-
nieren noch wegen Prejudiceren sijne Coninglijke
Majesteyt ende de Kroone Denemarken in hare
rechten Vryheden, Hoocheden, ende Regalien te
Lande ende te Water in de Oost-Zee, Mari Bal-
thico ofte Noort-Zee, ofte eenige andere sijne Co-
ninklijke Majesteyts gerechticheyt ende Hooch-
heyt.

VI. Of yemant van beyderdeelen Onderdanen
ofte Onderfaten sich eenigen maten ende billijcker
wyse te bewaren ende te klagen hebben mochte,
alidan fullen alle sulcke saecken ende beswaernissen
door ordentlijck recht Tracteren ende uytegevoert
worden, ende sal van beyde deelen, goede Justitie
administreert worden, gelijk eens ydem Ingeboor-
nen ende Onderdanen, ende sal doch daer door de
goede Vrientschap in allen onverbreckelijck ende
onverseert zijn ende blyven.

VII. Desel alliantie ofte Tractaet sal niet ophe-
ven ofte in eeniger manieren Prejudiceren, ofte na-
dedich wesen die Alliancien ende Tractaten, soo
beyde deelen voor desen met andere Potentaten,
Princen, Republijcken ende Communityten ge-
slooten opgericht ende ingegaen hebben, fullende
deselve in heur geheel ende volle weerde blyven,
salvo tamen praesentis faderae.

VIII. Ende sal dit Tractaet ofte Verbont behoor-
lijck geconfirmert ende geaggreert worden, door sijne
Hooghtged: Majesteyt ende die Ho: Mo: Heeren
Staten Generael voornomct, in den tijt van drie
Maenden, ofte soo veel cer, als 't selve sal kunnen
geschieden, ende fullen beyde deelen metten cer-
sten op tijt ende plaetse, soo ende daer sijne Hooght-
ged: Majesteyt believen sal met een ander in na-
der Communicatie, ende Handel treden, omme te
weten met wat machi ende middelen de parthyen
malkanderen fullen moeten assisteren, soo wan-
neer d'een of d'ander met openbaer Oorlog in sijne
Rycken ofte Landen aengevochten werden, ende
op de forme, maniere ende quantiteyt van dien,
als mede van den tijdt op dewelcke deselve be-
ginnen ende aenvangen sal loop te nemen, gelijk
oock

ANS IV. Ils n'assisteront en nulle maniere, ni secrette-
ment ni ouvertement les ennemis de l'une des parties, ANS
de J. C. qui que ce puisse être, qui feront une guerre ouverte par
1621. Eau ou par Terre à ladite Royale Majesté, ou auxdits
Seigneurs Etats Generaux, ou aggraveront contre l'une ou
l'autre partie par voye de fait, & ne les assisteront ou
renforceront dans leur Royaume ou Pais, d'Hommes,
Vaisseaux, Argent, Provisions, Munitions, ou en
quelque autre maniere, ni ne permettront que les enne-
mis de l'une ou l'autre des parties recoivent publique-
ment ou secretement dans leur Pais & Terres de leur
obeissance aucun secours ou assistance; mais bien plutôt
une des parties dans cette occasion aidera & assistera
l'autre à une bonne fin.

V. Ils ne feront ou solliciteront avec personne l'un
contre l'autre, aucune Alliance, Ligue ou Traité, qui
puisse causer soupçon, préjudice ou dommage; & s'il y
avoit déjà quelque Traité ou Alliance faite avec quel-
que autre, ou qu'il en fût fait ci-après telles Alliances
ou Traitez, ne pourront porter en nulle maniere aucun
préjudice, dommage ou désavantage à l'autre partie;
mais ils entretiendront en toute maniere une sincere, so-
lide, parfaite & bonne amitié & voisinance, sans au-
cune méfiance ni dissimulation. Il est aussi arrêté en
vertu de ce Traité, que les Alliances faites ci-devant,
& conclus entre les Voisins de sa Royale Majesté de
Danemarck, & les Hautes & Puissantes Seigneurs les
Etats Generaux, particulièrement en 1613. & quelques
années suivantes, ou les autres qui pourroient ci-après
être conclus, ne pourront en nulle maniere préjudicier
à sa Royale Majesté, ni à la Couronne de Danemarck,
en leurs droits, libertz, prérogatives, & regales, par
terre & par eau, dans les Mers de l'Est, Baltique ou
du Nord, ou à quelques autres droits du Sa Majesté
Royale.

VI. Si quelques sujets des deux parties venoient à
avoir quelque griefs ou plaintes à faire l'un contre
l'autre; alors telles affaires & griefs seront traitées
& vidées selon l'ordre de droit, & leur sera fait
bonne justice par les deux parties, comme aux sujets
naturels, & pour cela la bonne amitié ne laissera pas
de demeurer en tout inviolable.

VII. Cette Alliance ou Traité ne donnera atteinte,
ni ne préjudiciera en aucune maniere aux Alliances &
Traitez faits & conclus par l'une ou l'autre des parties,
avec d'autres Potentats, Princes, Republiques & Com-
munautés, mais demeureront en leur entier & forcés;
salvo tamen praesentis faderae.

VIII. Et sera ce Traité ou Alliance confirmé &
ratifié par ladite Majesté & par L. H. P. les Seigneurs
Etats Generaux susdits dans le tems de trois mois, ou
plûtôt, s'il se peut, & les deux parties entreront en
communication & Traité plus particulier au plûtôt au
tems & lieu qu'il plaira à ladite Majesté, pour s'a-
voir avec quelles forces & moyens les Parties s'as-
sisteront l'une l'autre au cas qu'ils viendront à être attaquez
dans leur Royaumes ou Pais; & en quelle forme, ma-
niere & quantité, comme aussi du tems auquel on com-
mencera de donner lesdites forces, comme aussi touchant
la restitution d'icelles, ou s'il sera nécessaire qu'elle se
fasse, & quand. Et comme dans la Conference il a été
fait mention de quelques Havres où on ne seroit pas ac-
coutumé de négocier, il en sera parlé lors qu'on s'assem-
blera pour les y exprimer de part & d'autre, pour en
être

oock van de restitutie van dien, of deselve behooren sal te geschieden ende hoe verre. Ende alsoo in de Conferentie vermaen is gedaen, van eenige Havenen daer men niet gewoon en soude zijn te handelen, sal in de voorlz by-een-komste mede getraecteet werden, omme deselve ten wederzyden uyt te drucken, ende daer af voorts te mogen verdragen, sulcx als ten meesten besten van beyde de parthyen bevonden sal werden te behooren, sullen oock mede in de voornoemde by-een-komste naeder Communicatie ende Handel vallen over de Navigatie ende Traffiquen in de Oost ende West-Indien, daer van de wel-gemelte Heer Gesante mede meldingh heeft gedaen, op welken allen getracht sal worden by beyde deelen behoorlijke satisfactie ende contentement elckanderen te geven is 't doenslyk.

Aldus gedaen, gesloten ende geacordeert by ons ondergeschreven, geteekent. In 's Gravenhage op den 14. Mey in den Jare 1621.

Zoo is 't dat wy de voorlz Articulen ende Tractaet van Alliantie goet ende aengenaem houdende, 't selve geaggreent ende geconfirmert hebben, aggreenten ende confirmeren misdfesen; belovende 't selve te sullen achtervolgen, naekomen ende onderhouden, sonder daer tegens te doen eenige Contraventie directelick of indirectelick in wat maniere het oock soude mogen wesen, des tot oironde hebben wy dese vereeniginghe Noutl met aenhanginge van onsen grooten Zegel, de gewoonlijcke Paraphure, misgaders onderteekeninghe van onsen Griffier doen bevestigen. Gedaen in onse Vergaderinge in 's Gravenhage op den 9. Augusti 1621.

être traité comme il sera trouvé le mieux convenir pour les deux parties, & sera aussi traité plus particulièrement dans ladite Conférence touchant la navigation & traffique des Indes Orientales & Occidentales, & dont ledit Envoyé a aussi fait mention, siroquoy outâchera de donner aux deux parties la satisfaction & le contentement convenables.

ANS
de J. C.
1621.

Ainsi fait, conclu & accordé par nous soussignez. A la Haye le 14. May 1621.

C'est pourquoy Nous ayant lesdits Articles & Traité d'Alliance pour agreable, les avons agréés & confirmés, agreons & confirmons par ces presentes, prometans de les observer & entretenir, sans jamais aller allencontre, directement ou indirectement en quelque maniere que ce soit. En témoin dequoy nous avons les presentes confirmés de l'aposition de notre grand sceau & de notre Paraphe accoutumée, & fait icelles signer par notre Greffier. Fait en notre Assemblée à la Haye le 9. Août 1621.

XCVI.

ANS
de J. C.
1622.
ESPAGNE
AUTRICHE ET
LES GRISONS.
Trois Traitez ou Accords passez à Milan, le 15. Janvier, 1622. entre les Députés du Roi d'ESPAGNE & de la Maison d'AUTRICHE, & les Députés des deux LIGUES GRISES & de la CADEE, & ceux de MAYENFELD. Mercure François. Tom. X. pag. 130.

LE premier fut, les Capitulations & Conventions entre le Duc de Fria pour & au nom du Roy d'Espagne, & les Deputes des Liges Grise & la Cadée, & ceux de la Seigneurie de Mayenfeld, par lequel ils renouvoient à la Valteline, moyennant une pension annuelle de vingt-cinq mille escus.

Le second contenoit, les Capitulations & Conventions pour le fait de la Religion en la Valteline, & des passages des gens de guerre du Roy d'Espagne par les Grisons.

Et le troisieme estoit un Traicté entre l'Archiduc Leopold & lesdits Deputes, pour les garnisons que devoit tenir ledit Archiduc dans Coye & dans Mayenfeld durant douze années.

Quand au Traicté de la pension annuelle des vingt-cinq mille escus, elle estoit couchée en ces termes:

I. Per escusar & evitar nuovi rumori, guerre & inquietudini, hanno hauute per bene le due Leghe Grise & Cadée, e signoria di Mayenfeldt di venire nella resolutione sequente. Et così noi li sudetti Ambasciatori & Procuratori delle dette due leghe & signoria, in nome di tutte le sudette Comunità, & di ciascuna di esse, suoi popoli & abitanti, si contentiamo & obblighiamo no istessi, & de dette nostre Comunità e popoli, che dal giorno della data della presente capitulationi inanti & in perpetuo tutta la

vallee della Valtellina, & Contado di Bormio, & ANS
suoi territorj, & le Comunità, loghi, terre, po- de J. C.
poli, & abitanti, messa di qual si voglia qualita, 1622.
perminenza, conditione, e sesso che di presente vi
si trovano o vi si trovaranno in ogni tempo avvenire, habbino da restar liberi, essenti, & fuori del dominio, giurisdictione, autorita, potesta & signoria delle dette due Leghe Grise & Cadée & signoria di Mayenfeldt, senza che resti presso di loro alcuna sorte di dominio, ne essercitio di giurisdictione ne amministrazione sopra la religione, o altra cosa toccante o dipendente da essa, ne in quel che tocca al governo temporale e politico, giurisdictione civile e criminale, o alcuna causa dipendente & emergente da essa, ne all' entrate, redditi, datij, gabelli, vettigali, pedaggi, impositioni, o altra qual si voglia sorte d'entrata, restando le dette due Leghe & signoria di Mayenfeldt senza alcuna riservatione di dritto, o ragione, dominio diretto, sopremo, soprano ne utile che habbino tenuto o goduto unitamente o separamente, o in altro qual si voglia modo che l'habbino posseduto, o essercitato, che in tempo alcuno potessero pretendere nella detta Valtellina & Contado di Bormio, & loro terre, & nelli popoli & abitanti di esse; & con che nissuno delli Protestanti, & di Religione contraria à la sudetta Catholica Apostolica Romana possa mai habitare per domicilio & habitatione ferma, ne in altro modo, se non come se dira da basso, in alcuna terra o luogo della detta Valtellina & Contado di Bormio. Et in conformatione, approbatione, & consentimento di tutto il sudetto, Noi Ambasciatori, & Procuratori sopra nominati in virtù delli presenti nostri mandati e procure che habbiamo, & ufendo di essi ciascuno di noi, & tutti in commune, si contentiamo di tutto il sudetto, rinunciando dette due Leghe & signoria di Mayenfeldt, si come per tenor della presente. Noi suoi Ambasciatori & Procuratori haviemo rinunciato & rinunciamo ad ogni & qual si voglia ragione, dritto, dominio diretto; soprano, o utile actione, credito, & al-

ANS tra qual si voglia forte di pretensione che le dette due leghe & signoria haverieno o teneffero, o potessero tenere e pretendere di presente o nell' avvenire con tutte le più favorevoli & più ample & opportune come si fuflero espresse & dichiarate in quello capitolo.

II. Et per a'cuni digni rispetti e più stretto vincolo, forza & corroborazione di pace & osservanza delli presenti capitoli, promettiamo, & si obblighiamo noi li suddetti Procuratori, Commissarij & deputati della detta Valtellina & Contado di Bormio, & delle Comuni, terre, popoli & abitanti di esse & di ciascuna di loro, che le dette Valle, Contado & Comuni daranno e pagaranno ogni anno venticinque mila scudi da vintiquattro bazzi per scudo di moneta dell' Imperio, & il valore del scudo si habbia da regular sempre conforme al corso vero & reale che averà nella padella del sale, & il pagamento si haverà da far annualmente alle dette due Leghe Grisa & Cade & Signoria di Mayenfeldt rispettivamente in due termini di ciascun anno, cio è di sei in sei mesi decorfi e maturati, che haveranno da cominciare a correre dal primo giorno di Genaro di ciascun anno, cio è il primo anno in Zant, & il secondo in Coyra; & continuando successivamente & alternativamente un' anno in una parte, & l'altro nell' altro. Et per evitar ogni sorte di confusione nel domo da pagamento, si farà alli Procuratori che faranno legitimamente eletti & deputati dalle dette due Leghe, Grisa, & Cade, & Signoria di Mayenfeldt, le quali faranno tenute costituire un solo in nome di ciascuna Legha, & della Signoria che haveranno da trasferirsi à Zant & Coyra, per il receiver il danaro, & far la riceuuta, & per la cautela necessaria del pagamento, per sicurezza del quale si obbligaranno la detta Valtellina & Contado di Bormio con atto & instrumento à parte, & con le clausule e solennità solite e necessarie.

III. Con questo espresso patto e condizione che in caso che della parte della Valtellina, e Contado di Bormio si retardasse il pagamento della detta annua pensione di venticinque mille scudi, o la rata parte di essa, per tre mese dopo maturato ciascun termine, in tal caso spirato li detti termini, sia tenuta & obligata la Camera di Milano come noi il Rè l'obblighiamo di proprio, & come principal debitore, con le rinuncie e clausule convenienti e forti: Et promettiamo di pagar prontamente alle dette due Leghe & Signoria di Mayenfeldt la detta rata parte delli venticinque mila scudi del sudetto valore, della quale anderanno creditor. Et se passati le detti tre mesi, tuttavia non faranno pagati della Valtellina, ne della Camera di Milano, in tal caso sia ancora tenuta la detta Camera di Milano a pagar alle dette due Leghe, & Signoria di Mayenfeldt l'interesse di cinque per cento a ragione d'anno per tutto il tempo decorso & che decorrerà dopo spirati li detti tre mesi fino all' effettivo & real pagamento della somma e quantità dovuta, & che sia lecito alle due Leghe & signoria nel detto caso del ritardato pagamento per più delli tre mesi come sopra, di mandar fra tutti loro due Deputati o Agenti, e non più, a questa Città di Milano a sollicitar il detto pagamento & satisfazione. Et in quanto alla spesa che faranno nel viaggio, si remetiamo all' arbitrio di S. E. Et avistati gli Officiali e condottieri che haveranno la cura della condotta del detto danaro, da levarsi, tanto nella Valtellina, come da Milano, saranno tenuto dar' avviso al Magistrato, o Ministro & Officiale che amministrerà la giustitia in Chiavenna & in Pusciavo, rispettivamente secondo li tempi che haveranno da passar per ciascuno delli teli luoghi, del tempo di detta condotta, per che possano provvedere della forza che à loro parerà per assicurarla fino à Zant o Coyra. Et dalli detti duo luoghi di Chiavenna & Puschiavo avanti haverà da essere a rifugio e pericolo della dette due Leghe & Signoria di Mayenfeldt in tutti li casi di fure, rapina, o altra sorte di dolo, riservata sempre à su Maestà, & alla sua Camera, la ra-

gione di ripetere della detta Valtellina & Contado di Bormio tutto quello che haverà pagato alle dette due Leghe & Signoria di Mayenfeldt in dispetto & causa loro.

Le IV. Article contenoit, que lesdites Ligues & Seigneurie moyennant ladite pension de vingt-cinq mille écus payeroient à l'Eveque de Coire ce que la Valteline luy payoit annuellement.

Le V. Que tant les Grisons que les Valtelins, oublieroient tout ce qui s'elloit passé durant ces derniers mouvements. Plus, que tous les petits enfans des Protestans & autres de Religion contraire à la Catholique, restans du dernier soulèvement, & qui se trouveroient en la Valteline & Comté de Bormio, & y voudroient demeurer, seroient nourris aux Seminaires, Monasteres, & lieux devots.

Le VI. Que le trafic seroit libre dans les pays les uns des autres, & tous passages ouverts & seurs pour le commerce, mesmes aux Valtelins Protestans retenez aux pays des Grisons, moyennant qu'il ne fust par eux contrevenu au point de la Religion: & mesmes permis aux Grisons, pourveu qu'ils ne fussent que fix à cheval, de porter en voyageant par la Valteline & Comté de Bormio, des harquebuses à roiet, à condition de les laisser à l'entrée des villes aux corps de garde: & aux autres endroits de les configner entre les mains de leur hoste à leur arrivée.

Le VII. Qu'il seroit permis aux Protestans refugiez de la Valteline & du Comté de Bormio, d'amodier tous leurs biens, & en tirer le revenu durant six ans, à la charge de les vendre dans les six années, pendant chacune desquelles ils pourroient retourner en la Valteline pour y faire & negotier leurs affaires deux mois l'année seulement, sçavoir en deux fois, un mois à chaque fois: à condition aussi qu'à leur arrivée ils se presenteroient au Consul de la terre, duquel ils prendroient billet de leur arrivée: sans pouvoir faire exercice, ny tenir rien de contraire à la Religion Catholique, pendant leur séjour en la Valteline, & ce sur peine.

Le VIII. Que les Grisons ne seroient contrains de payer aucuns nouveaux impôts ny gabelles qui seroient mises en la Valteline & Bormio.

Le IX. Que tout le bestail appartenant aux Grisons qui seroit mené en la Valteline, pour l'y vendre, ou ailleurs, ne payeroit rien en son passage ou retour.

Le X. Que les Grisons pourroient enlever du vin pour eux & leur famille (sans y tier d'aucune fraude) dans la Valteline & Bormio, dont ils ne payeroient aucun impoit.

Le XI. Que les Marchands qui traffiqueroient de Milan en Allemagne, la liberté leur demeureroit de passer par la Valteline, ou par Chiavenna.

Le XII. Que les usages & pascages seroient libres en la Valteline, en payant les droicts ordinaires, & non plus.

Le XIII. Quant aux biens, legs & donations, faictes par les Protestans pour l'entretienement de leurs Ministres, qu'ils en jouyroient comme de leurs autres biens, & aux mesmes conditions.

Le XIV. Que tous proces, qui sont ou seroient meus civilement entre les Grisons, & les Valtelins, ou les refugiez de la Valteline aux Grisons, seroient vuidez & terminez par un Juge que l'Archiduc Leopold nommeroit, lequel seroit sa residence à Sonders.

Le XV. Que les differents qui pourroient naistre entre lesdites deux Ligues & Seigneurie d'une part, & les Valtelins & Bormiens d'autre, pour leurs limites & confins, seront jugez & terminez par deux arbitres nommez de part & d'autre: & en cas de discord entre eux, le Tiers sera nommé par l'Archiduc Leopold.

Le XVI. Que toutes les sentences, transactions, arbitrages, & contrats donnez & passez en la forme que dessus, auront telle force, que nul n'y pourra déroger

ANS de J. C. 1622

ANS
de J. C.

1622.

rogé, excepté en ce qui touchera la Religion & l'intérêt civil des matieres Ecclesiastiques.

Le XVII. Que les jugemens de condamnation qui civilement pourroient estre donnez par les Juges des Grisons contre les Valtelins refugiez ausdites Lignes & Seigneurie, seront executoires en la Valteline sur les biens que ledits refugiez y pourroient avoir.

Le XVIII. Que tous papiers, obligations, instrumens & livres de comptes esgarez ou pris en ce dernier soulèvement seront restitués de part & d'autre à ceux qui les réclameront, & justifieront leur appartenir.

Le XIX. Que tout prêt d'argent par obligations, cedules, ou comptes arreztez auparavant le soulèvement, seront executoires par les mêmes voyes qu'elles eussent été lors de leur passation & arreztez, & en observant ce qui a été ordonné cy-dessus.

Et Le XX. Que le Duc de Feria donnera l'ordre requis pour les soldats des garnisons que sa Majesté Catholique tiendra dans la Valteline, à ce qu'ils s'y comportent selon les regles de la police militaire, & sans que les Valtelins, ny autres passans & voyageurs en reçoivent aucune incommodité.

Quant aux articles du Traicté ou Convention pour l'exercice de la Religion Catholique tant aux Grisons qu'en la Valteline: Et des Passages.

Le premier portoit, Que l'exercice de la Religion Catholique demeureroit libre par tous les pays des Grisons, & que les Ecclesiastiques y seroient restitués en leurs Eglises, Chapelles, Oratoires & Hospitaux, où ils seroient le service divin & Predication sans que les Ministres ou autres leur pussent donner aucun empêchement.

Le II. Que tous Catholiques, tant Grisons qu'autres, habitans demeurans ou séjourans dans les pays desdites Lignes, y pourroient librement observer & tenir le Concile de Trente, la Bulle in *Cana Domini*, & le Calendrier Gregorien.

Le III. Que toutes ordonnances, & defenses faictes cy-devant par les Magistrats Grisons, contre la réception & observation par les Catholiques des Decrets, Bulles & Constitutions de sa Sainteté, seroient cassées, & déclarées invalides, avec tout ce qui auroit jadis été decreté contre l'autorité du Pape, du S. Siege, & l'exercice libre de la Religion Catholique Romaine.

Le IV. Que les Ecclesiastiques, tant Religieux que seculiers, qui comme Apôtats ayans changé de Religion se refugioient aux pays desdites Lignes & Seigneurie, seroient apprehendez, saisis & mis entre les mains des Juges Ecclesiastiques, pour estre procédé contr'eux selon les saints Canons.

Le V. Que l'Evesque de Coiré & ses successeurs, comme aussi l'Abbé de Tiffentis, ayans fait serment d'observer la presente Capitulation seroient conservez & maintenus en leurs dignitez Episcopale, & Abbatiale, & leur seroient restitués tous les biens qui dependoient de leurs benefices: laquelle restitution de biens se feroit pareillement à toutes les Eglises, Monasteres, & Hospitaux.

Le VI. Que de tout ce que dessus il en seroit faict Edit, qui se publieroit par toutes les terres desdites deux Lignes & Seigneurie.

Le VII. Que les Grisons descendus à Bormio, ayans brûlé l'Eglise & plusieurs maisons de ceste Comté, ledit Duc de Feria auroit été contrainct de se mettre en campagne pour s'opposer à leur progres, & les faire retirer: ce qui luy auroit succédé, & mesmes auroit pris Chiavenna, & mis garnison dedans, laquelle en faveur de la presente Capitulation il promettoit ôster & restituer ladite place ausdites Lignes, à la charge des conditions suivantes.

Le VIII. Qu'à l'advenir en toute la Comté de Chiavenna il ne se feroit aucune exercise de Religion

Tom. III.

AN
de J. C.

contraire à la Catholique Romaine, soit en public ou en secret: & ceux qui se trouveroient y avoir contre-venu seroient mis es mains du Juge Ecclesiastique, pour estre punis selon les sacrez Canons.

1622.

Le IX. Que tous les originaires de ladicte Comté qui se trouveront estre de Religion Protestante, seront avec leurs femmes, enfans & famille contraincts d'en sortir, & se retirer dès le jour de la publication du present Traicté, sur peine d'estre punis comme dessus.

Le X. Que lesdits Protestans ne laisseront de jouir de tous leurs meubles & immeubles, & revenus d'iceux, de quelque nature qu'ils soient, & leur sera permis de pouvoir retourner aux lieux de leurs heritages trois fois l'année, & y demeurer à chaque fois un mois & non plus, en donnant au Consul de la terre avis du jour de leur arrivée: & sans y pouvoir faire aucun exercice de leur Religion en secret, ny tenir livres prohibez: Le mesme sera observé par les Podestats & Officiers Grisons qui seront envoyés pour rendre Justice, en cas qu'il s'en trouvat qui fussent de Religion Protestante, sur peine d'estre procédé contre eux comme infracteurs du present Traicté.

Le XI. Que lesdits Protestans rentreront dans les biens, legs, & donations jadis faictes par eux pour l'entretenement de leurs Ministres.

Le XII. Que les Ecclesiastiques de ladicte Comté seront restablis en la possession & revenu de toutes les Eglises, Monasteres, Chapelles, & Hospitaux, qui leur auroient été ostés depuis un an.

Le XIII. Que les articles & conditions cy-dessus pour Chiavenna seront aussi observés par ceux de Brusio: Et que le territoire de Brigaglia sera restitué à la Ligue de la Gadée avec les armes qui y auroient été prises, & qui se retrouveroient en nature dans Chiavenna.

Par le XIV. le Duc de Feria promettoit dans un an du jour de la ratification du present Traicté, de faire abatre & ruiner le fort de la rive de Chiavenna: Et lesdites deux Lignes & Seigneurie consentoient qu'il en peult rebaltir un autre al Sasso-corbe, ou sur les confins de Chiavenna & de la Valteline.

Le XV. Que toutes ordonnances jadis faictes contre l'autorité du Pape & du S. Siege seront revoquées & annihillées: & que l'Evesque de Come sera reconnu à Chiavenna, tant pour y user de sa juridiction, que pour jouir des droicts qui luy pouvoient appartenir.

Le XVI. estoit couché en ces mesmes termes, Promettiamo noi tutte le parti vicendevolmente che l'una non passa ne debba impiegarli, ne dihiarsi diretta o indirettamente, à danno, detrimento, ne offesa dell'altra parte, con gente, danari, ne altrimenti, ne permettere che per le nostre terre e paesi, ne de nostri sudditi, si dia passo, commodità, o ajuto ad alcuna gente di guerra di qual si voglia nazione, o Potentato che pubblicamente o occultamente fosse a offesa, dell'altra parte; anzi l'impediremo con ogni nostro potere. Et in caso che alcuna sorte di gente pretendesse di passare senza dimandar la licenza del passo, faremo obligati a impedirlo. Et in oltre venendo a notizia di alcuna di noi le parti, per avviso dell'altra, ò in qual si voglia altra maniera alcun trattato, conguirazione, machinatione, assalto, dannificatione, disegni, o consigli che fossero in danno dell'altra parte, faremo obligati ad evitar & impedir tutto il sudetto senza dilatione alcuna, procedendo in questo con ogni fedeltà, sincerità, diligenza e prontezza, & tutto questo à spece di sua Maestà.

XVII. Di pui noi il Rè promettiamo che occorrendo che le dette due Leghe Grisa, e Cade, & Signoria di Mayensfeldt venessero in pericolo ò atto di guerra con alcun Principe, Republica, ò Potentato, le difenderemo & socoreremo perpetuamente con tutto quel numero de soldati da piedi & da cavallo, che s'era bisogno, munizioni di guerra, & vettovaglie pagate con denari nostri per tutto il tempo che durera la guerra.

Z

guerra contra la detta Legha, o Leghe; Et volendo ANS
de J. C. detti Signore Grifoni il soccorfo in denaro, & non
1621. in gente di guerra, gli faremo dar detto soccorfo pro-
porzionale alla necessita per tutto il tempo che durera
la guerra effettiva per compita difesa, conservatione &
mantenimento della liberta & paeli liberi & sudditi
loro.

XVIII. Noi il sudetto Vescovo, & le due Le-
ghe, Grifa, Cade, & Signoria di Mayenfeldt, con-
cedemo & promettemo il passo libero, & senza alcun
impedimento ne difficulta per li nostri paeli, & de
nostri sudditi alle genti di guerra di sua Maesta cosi da
cavallo, come da piedi, di qual si voglia nazione, con
le sue armi offensive e difensive, bandiere, munitioni,
danari e robbe, che occurrerai passar per li paeli
nostri, tanto all' andare, comme al ritornare, per dif-
fesa degli stati contenuti nelle Lega hereditaria della
Serenissima casa d'Austria, della Maesta Catholica,
dell' Imperatore, & del Serenissimo Signor Archiduca
Leopoldo, & di quelli che di presente tiene & pos-
sede sua Maesta Catholica, & la Serenissima Infanta
Donna Isabella sua zia, che dopo sua morte pervene-
ranno nella Maesta sua, & di tutta la casa d'Austria,
& faccellori di tutti li sudetti Potentate rispettivamente,
con conditione che quando occorrera il bisogno a
sua Maesta, ovvero vorra far passar tal gente in grosso
numero, habbiamo da essere auviti per qualche gior-
ni avanti, accioche si possa far la provisione di vetto-
uaglie & altre cose necessarie, & che le troppe di ca-
valeria non eccedano il numero di quattro cento, &
l'una troppa segua lontana dall' altra una giornata,
& habbino de passar con ogni modestia, non offen-
dendo alcuno de i paesani nella vita, robba & honore,
& pagando sua Maesta li danni che daranno; & ogni
troppa habbia la sua guida o Capitano che li tenga in
disciplina, & non portino le armi alte, ne mag-
gior quantita del loro bisogno, ma imballate, e lega-
te, per evitare la facilità di qualche disordine. Et se
gli soldati in tali passaggi commetteranno eccesso o de-
lito habbino da essere castigati dalli loro superiori co-
me sara di giustitia. Et in caso che faccia bisogno,
del vivere per detta gente di guerra, per esservi caresti
nelli nostri paeli, si habbi da provvedere dello stato
di Milano; Et la medesima facolta del passo libero per
li paeli nostri habbino tutti li sudditi di sua Maesta con
le sue armi, mercentie, danari & robbe di qua si vo-
glia forte che porteranno seco.

Le XIX. Que la Majestè permettoit le passage li-
bre par le Duché de Milan aux gens de guerre Gri-
fons qui iroient en guerre pour leur service, ou pour
celuy de quelque Prince, pourveu que ce ne fust pour
aller contre les autres Estats que sa Majestè possèdoit en
Italie, le Pape & le Domaine de l'Eglise, & les Po-
tentats allies de sadite Majestè: sans pouvoir en leur
passage estre au plus que trois enseignes en une troupe,
& les troupes elloignées l'une de l'autre d'une jour-
née.

Les XII. XIII. & XIV. contenoient le Regle-
ment & l'ordre que les subjects desdits deux Liges &
Seigneurie garderoient en allant trafiquer dans le Mi-
lanois, & faire leurs provisions de vivres, & autres
choses necessaires pour leurs familles: & celuy que les
Milanois observeroient allant trafiquer aux pais desdi-
tes deux Liges & Seigneurie.

Le XXIII. Que s'il advenoit qu'en temps de guer-
re lesdites deux Liges & Seigneurie eussent necessité
de vivres, en tel cas sa Majestè Catholique consen-
toit qu'ils peussent en payant, enlever bestail, grains,
fel, & autres choses necessaires, en sa Duché de Mi-
lan, & le transporter aux pays desdites Liges sans payer
aucun impoit.

Le XXIV. Que toutes les fois que sa Majestè Ca-
tholique ou son Gouverneur à Milan voudroit faire
levée de Grifons esdites deux Liges & Seigneurie,
tant pour la defense du Milanois que des pays heredi-
taires de la Maison d'Austrie, le pourront faire,
pourveu quela plus grande levée ne soit que de six mil-

le Grifons; les Colonels, Capitaines & Officiers AN
desquels seront eueus & nommez par sadite Majestè, de J.
ou par son Gouverneur à Milan. Et pour la paye, 1622
que chaque soldat auroit quatre escus d'or par mois,
& seroient payez par avance trois mois, & puis
de mois en mois jusques à leur reconduite sur les fron-
tieres des pays desdites deux Liges.

Le XXV. Que s'il advenoit que des gens de guer-
re Grifons fussent allez au service d'un Potentat, quel
qu'il peust estre, lequel voudroit entreprendre contre
le Milanois, ou quelque place de sa Majestè Catholi-
que, lesdites deux Liges & Seigneurie seront teneus
de les rappeller, revoquer, & leur enjoindre sur pei-
ne de la vie, & perte de leurs biens, de retourner en
leur patrie, & n'assister à aucune entreprisse sur le Du-
ché de Milan, ses garnisons & places.

Le XXVI. estoit le Reglement pour les proce-
z qui pourroient survenir entre les subjects des deux
partis.

Le XXVII. Que si par laps de temps il surve-
noit quelque different entre sa Majestè & lesdites deux
Liges & Seigneurie, qu'ils s'en rapporteroient à
quatre arbitres, deux de chaque part, lesquels s'assem-
bleroient à Sorico, ou à Chiavenna: & en cas qu'ils
ne peussent s'accorder, seroit pris ehor trois autres ar-
bitres, sçavoir un denommé de chaque part, & le
tiers seroit eueu par sort.

Le XXVIII. Que les condamnés aux galeres
par les Juges des pays desdites Liges & Seigneurie
seroient envoyez es galeres de sa Majestè Catho-
lique.

Le XXXIX. Que le Roy d'Espagne donneroit
quize cents ducats de pension annuelle ausdites
deux Liges & Seigneurie, qui leur seroient payez
comme il payoit celle des cinq petits Cantons Catho-
liques.

Le XXX. Que sadite Majestè entretiendroit aux
estudes à Milan, ou à Pavie, huit enfans des Seigneurs
desdits Liges & Seigneurie, & leur donneroit tous
les ans à chacun pour payer leur pension soixante & dix
escus.

Le XXXI. Qu'il sera libre aux Marchands Mi-
lanois trafiquans en Allemagne de faire passer leurs mar-
chandises par la Valteline, ou par le val de Chiavenna,
selon leur commodité.

Le XXXII. Que les sujets desdites deux Liges
& Seigneurie qui se trouveroient factieux, turbu-
lents & seditieux seroient chastiez, & privez du be-
nefice, utilité & commodité qui pourra provenir de
cette Confederation, & de la Capitulation de la
Valteline.

Le XXXIII. estoit les Reservations du Roy d'Es-
pagne, sçavoir le sancti Siege, l'Empire, la Maison
d'Austrie, l'Archiduc Leopold, l'Infante Archi-
duchesse Isabelle, les cinq petits Cantons Catho-
liques.

Le XXXIV. estoient celles desdites deux Liges &
Seigneurie, qui declaroient qu'en ce qui estoit conte-
nu au present Traicté de Confederation, ils ne vou-
loient derogier ne prejudicier, In parte alcuna alla pace
perpetua, alla lega & alle lettere reversali, qu'ils avoient
con la Christianissima Corona de Francia, anze
quelle restino nello suo intiere vigore & forza.

Le XXXV. contenoit, Qu'ils reservoient aussi le
Pape, & l'Empire, leur Ligne hereditaire avec la
Maison d'Austrie, & toutes les Liges qu'ils avoient
avec tous les Cantons des Suisses, & Valsans, & au-
tres plus anciennes que n'estoit ceste-cy, lesquelles n'es-
toient pas encores finies.

Le XXXVI. estoit, l'approbation, & ratification
que lesdites deux parties faisoient de la Capitula-
tion de l'Archiduc Leopold avec la Ligue de la
Cadet, la Seigneurie de Mayenfeld, & les huit
Droictures.

Et le XXXVII. & dernier contenoit la Decla-
ration du Roy d'Espagne, qui n'entendoit estre obli-
gé à observer le contenu de ceste Confederation,

ANS & de la Capitulation de la Valteline, sinon qu'entant
de J. C. & pour le temps que ledits deux Liges & Seigneurie
1622. de Mayensfeld observeroient les trois Traitez qui
s'estoient faicts entr'eux en mesme jour; sçavoir, la
presente Confederation, la Capitulation de la Valte-
line, & l'Accord avec l'Archiduc Leopold.

XCVII.

ANS *Traité de Paix entre FERDINAND II.*
de J. C. *Empereur, d'une part, & le Prince BETH-*
1622. *LEM GABOR, Prince de Transylvanie*
& les Etats de HONGRIE de son Parti
d'autre. Fait à Niclasbourg, le 26. Jan-
v. l'EMPE- *vier 1622. Mercure François. Tom.*
REUR *VIII. pag. 80.*
ET LA *HONGRIE*

I. **Q**ue l'Empereur donneroit une abolition ge-
nerale, *omnibus & singulis*, de tout ce qui
s'estoit fait & passé durant ces troubles.

II. Que Gabriel Bethlem Prince de Transylvanie
renonceroit au titre & à la dignité de Roy de Hongrie,
& que dans dix-huit jours il remettrait la Couronne
Royale de Hongrie, & toutes les places & forteresses
qu'il tenoit aux frontieres entre les mains de sa M. I.
se retireroit à Calovic, & feroit serment de ne rien
entreprendre à jamais, contre sa M. I. & la Maison
d'Autriche.

III. Que sa M. Imperiale creeroit Prince de l'Em-
pire ledit Prince Bethlem, & lui laisseroit jouir sa vie
durant en la Hongrie de huit Comtez avec la ville de
Calovic.

IV. Plus, des Principautez d'Oppel & Radibor, &
des Chateaux & Domaines de Montchat, Toccai,
Zagmarec & Escher; ce qu'il possederait par engage-
ment jusques à ce qu'il eust esté payé de la somme de
deniers qui luy avoit esté promise.

V. Que sa M. Imperiale donneroit tous les ans cin-
quante mil florins audit Prince Bethlem pour le paye-
ment des garnisons des places qui luy estoient delais-
sées par le Traicté, lesquelles garnisons seroient ser-
ment à l'Empereur & audit Prince Bethlem.

VI. Que la Couronne seroit gardée au chateau de
Trinchin, jusques à la premiere Assemblée des Etats,
en laquelle on traicteroit, 1. de l'abrogation de tous
griefs, & 2. si les Allemans seroient admis à pouvoir
tenir des charges publiques en la Hongrie, ou non.

VII. Qu'un chacun seroit conservé en sa Religion
comme on estoit à l'advenement de sa M. I. à la Cou-
ronne de Hongrie: Mesmes que les Jesuites seroient
restitués en tous les lieux d'où ils avoient esté chassés,
sans qu'ils peussent à l'advenir atquerir ny posséder
aucuns immeubles.

VIII. Quant aux biens engagez, ceux qu'ils pos-
sederent en jouyrent jusques à la prochaine Assem-
blée Provinciale, en laquelle ceux à qui ils appartiend-
roient les pourroient retirer en rendant le pris de l'en-
gagement: mais les biens qui n'auroient esté que don-
nez, il seroit député des Commissaires pour les faire
rendre à ceux à qui premierement ils appartoient.

XCVIII.

ANS *Lettre des GRISONS aux Ambassadeurs*
de J. C. *de France résidans en Suisse, sur le sujet*
1622. *du Traité fait par ledits Grisons à Milan*
au Mois de Janvier, l'an 1622. ladite
GRISONS *Lettre datée du 3. Mars, de la même An-*
VALE- *née 1622. Freder. Leonard. Tom. IV.*
TINE.

MESSIEURS. Nous avons reçu vostre Lettre
datée de Soleure le quatorzième de Fevrier,
& entendu les considérations & consequences
que Vos Seigneuries nous proposent pour raison du

Traité fait à Milan par nos Ambassadeurs avec le Duc
de Feria, au nom & pour sa Majesté Catholique Roi
d'Espagne & Duc de Milan; le Serenissime Archiduc
Leopold, & les Sujets de la Valteline; Sçavoir, que
nosdits Ambassadeurs, sans nostre consentement avoient
par timidité & crainte quitté la Valteline avec une par-
tie de nostre propre Pais, & encore fait plusieurs au-
tres diverses promesses au prejudice de nostre Estat &
liberté, & consenti à plusieurs points contraires à la
Ligue que nous avons avec Sa Majesté Tres-Chrestien-
ne. Nous exhortans . . . de ne ratifier sembla-
ble Traité, y ajoutant une protestation expresse en cas
que ledits Traitez fussent par nous confirmez & ap-
prouvez. Surquoi nous répondrons à Vos Seigneu-
ries, que nous n'avions renoncé en façon quelconque
au Pais de la Valteline. Mais tous les jours naislans
en nostre Estat, comme Vos Seigneuries sont bien
informées, plusieurs querelles & débats desquels pro-
cedoient de tres-grands desordres, nos Sujets de la
Valteline se sont à l'occasion d'iceux retirez de nostre
obéissance & sujettion, & se sont jetté entre les bras
de puissans Princes; & quand une partie de nos Com-
munes, les autres estans sollicitées & conseillées de de-
meurer en leurs Maisons, comme Vos Seigneuries sça-
vent, avec l'aide d'aucuns de nos Conféderez ont tâché
de reprendre le Pais de la Valteline pour le remettre
sous nostre obéissance, les Sujets ont esté protegez par
la puissante main, par la force & les armes d'icelle Prin-
ces qui déjà occupoient partie de la Valteline, de for-
te que rien ne s'est pû effectuer. Occasion de quoi
nous sentans foibles contre une si grande puissance, &
justifians de pouvoir entretenir les Garnisons necessai-
res pour la garde & sureté de nosdits Pais & de nosdits
Sujets y residans, Nous avons par diverses fois requis
& prié Monsieur Gueffier Ambassadeur de Sa Majesté
Tres-Chrestienne près de nous, de nous donner aide
que nous esperions en vertu du Traité d'Alliance.
Neanmoins nous n'avons pû obtenir aucun secours
par effet; & lors que ledit Sieur Gueffier nous a à di-
verses fois promis de nous procurer ladite restitution
par autre moien que par les Armes, l'effet ne s'en est
ensuivi. Et quand on nous proposa d'effectuer & ac-
complir le Traité de Madrid, nous y avons prompte-
ment consenti & confirmé en tout & par tout à ce que
nous écrivoient & conseilloyent Vos Seigneuries; mais
n'ians pû avoir aucun effet, & ne pouvans sans secours
supporter plus longuement les dépenses grandes & ne-
cessaires pour la solde & entretien des Garnisons, quel-
ques Communes resolurent d'hazarder encore une fois,
& tenter tous moiens pour recouvrer par Armes ledit
Pais perdu, aians attiré par force & contrainte à leurs
desseins les autres Communes, & assailli Bormio dont
nous fusmes contrains de nous retirer sans rien faire;
au moien de quoi le Gouverneur de Milan & le Se-
renissime Archiduc Leopold nous ont attaquez en divers
endroits, pris & subjugué le Comté de Chiavennes,
avec la Ligue des dix Droitures & celle de la Cadé, ex-
cepté seulement trois Bailliages, si que nous retrouvans
en citat d'avoir perdu la meilleure partie de nos Pais, &
ne pouvans esperer aucun secours humain avec lequel se
peut deffendre le reste de nosdits Pais, moins encore rega-
gner le perdu, nous avons esté contrains & forcez de re-
courir au Gouverneur de Milan pour une suspension
d'Armes, laquelle fust accordée. Et lors qu'en mes-
me tems ledit Sieur Gueffier fust envoyé vers nous pour
nous exhorter de ne passer plus outre audits Traitez,
assurant que Sa Majesté Tres-Chrestienne avoit déjà
obtenu par ses Ambassadeurs, que nos Pais nous se-
roient rendus sans venir à d'autres moiens; Nous fîmes
réponse, que nous nous tiendrions à ce Traité,
pourveu que ledit Sieur Gueffier obtint le mesme des
parties, & qu'elles ne passassent plus outre à la Con-
quête de nosdits Pais; & encore qu'il ne peut venir
à bout, il voioit du moins que le Traité commencé
pour éviter, non seulement la ruine de nostre Pais,
mais la perte entiere de nostre ancienne liberté, estoit
la chose que plus nous desirions, laquelle ledit Sieur

ANS
de J. C.
1622:

ANS de J. C. 1622. Gueffier nous eust assurée desdits Princes, nous n'aurions esté contrains de plus envoyer à Milan. Mais ledit Sieur Gueffier ne pouvant rien promettre d'assuré, afin de remedier à la ruine de nostre patrie & liberté, nous avons dépêché nos Ambassadeurs, & iceux envoiez à Milan avec ample pouvoir; lesquels nous ont rapporté que conformément à nos bonnes intentions ils ont traité: & que pour le regard de leurs personnes, ils n'avoient eu occasion de craindre s'estans trouvez asurez, & connoissans apertement le danger évident auquel se trouve l'Etat commun & nostre liberté, ils avoient jugé expedient moienant une bonne pension annuelle de renoncer & quitter la Valteline qui déjà estoit perduë, & qui ne se pouvoit recouvrer par aucuns moïens desquels on s'estoit par plusieurs fois servi, à moïenner & recouvrer une partie de nos Pais & Sujets assujettis, & nous assurer avec nos voisins, plustost que de permettre que nostre patrie fust entièrement opprimée, ruinée & reduite en une miserable servitude. Quand à ce qui touche le Traité d'Alliance que nous avons avec Sa Majesté Tres-Chrestienne, nous l'avons expressement & solemnellement réservé par un article particulier, ne voulans ni desirans le diminuer en aucune chose, & estimons que nonobstant ledit Traité avec ledit Gouverneur de Mi-

lan, pour éviter les susdits évidens dangers & perils; veu mesme que nos autres Alliez les Seigneurs Suisses qui ont aussi Alliance avec Sa Majesté Tres-Chrestienne ont nonobstant icelle & sans aucune contrainte ni danger, traité & fait solemnelle Alliance avec Sa Majesté Catholique. Vos Seigneuries nous mandent de ne point ratifier lesdits Capitulations de Milan, ains en faire refus, il est trop tard; car ladite Ratification est déjà faite, à laquelle nous voulons nous arrester, pensans avoir échappé lesdits dangers & assuré nostre Patrie & Republique. Vous continuerez donc, Messieurs, à nous presser davantage sur ce point pour l'intérêt de Sa Majesté Tres-Chrestienne; car nous espérons que quand Elle sera informée des dangers & causes urgentes qui nous ont meu à traiter, Elle ne nous en sçaura pas mauvais gré, mais nous continuera la mesme volonté & affection qu'Elle nous a toujours portée, ce que nous avons voulu écrire à Vos Seigneuries pour estre informées du fait & nous servir d'excuse. Donné à Jant le 3. Mars 1622. scellé du Scel de la Ligue Grise Supérieure, au nom de tous nous autres. De Vos Seigneuries Illustissimes, Tres-obéissans Serveurs. Les Chefs, Ambassadeurs & Consuls des Excellens Ligues Grises de la Cadé, & de la Seigneurie de Maiensfeld assemblez à Jant.

X C I X.

ANS de J. C. 1622. Les PROVINCES-UNIES ET BRANDEBOURG. *Traité d'Alliance entre GEORGE GUILLAUME, Marquis de Brandebourg, & les Etats des PROVINCES-UNIES des Pays-bas; fait à la Haye, le 10. Mars, 1622. Aitzema, Histoire de la Paix. pag. 22.*

DE Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, Allen den geenen die desen jegenwoordigen sullen sien ofte hooren lesen, Salut. Doen te weten, Alsoo tusschen des Doorluchtighen ende Hoochgeboornen Fursten ende Heeren, Heeren *George Wilhem*, Marck-Grave van Brandenburg des Heyligen Roomschen Rijcks Erts-Camerer, ende Chur-Furst in Pruisien, tot Cleve, Gulick, Berge, Hertogh &c. Geheyme Raed, over Camerer, en de Gesante van den welgeboornen Heere, *Adam Graef* tot Swartsenburgh, Heere tot Hooger-lands-bergh ende Gimborn, Ridder van de Koninklijke Ordre van *S. Michiel* in Vrankrijk, ter eenre, ende onse Gecommitteerden ter andere zyde, op den 10. Marty leff-leden secker Accord van naerder *Alliantie* ende Verbintenisse op 't welbehagen en Ratificatie, van beyderzijts Heeren principalen, is beracmt ende gesloten, luydende 'tselve Accord van woorde te woorde als volgt.

Alsoo vele Jaren herwaerts tusschen den Doorluchtighen Churfurstelijken huyse Brandenburg, ende de Hog: Mog: Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden goede en vertroude Alliantie, Vrienschap, Correspondentie ende Nabuerschap is onderhouden geweest, die haer soo verre heeft gestrekt, dat Hoochged: Heeren Staten Generael naer dootlijken afgang wylen des Doorluchtighen Hoochged: Fursten ende Heeren, Heere *Johans Wilhelms*, Hertogen tot Cleve, Gulick, Berge, Grave van der Marck ende Ravensbergh, Heeren tot Ravensteyn, &c. Hen gevoegt hebben met haer Koninklijke Majesteyten van Vrankrijk ende Groot-Brittagnien, ende andere Chur ende Fursten, om den Heere Chur-Furst van Brandenburg met den Fursten van Nieuborgh te manteneren ende defenderen in haer geappreheenderde possessie, van de voorschreve Fur-

X C I X.

Traduction de ce Traité.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies à tous ceux qui ces presentes Lettres verront ou orront, SALUT; Sçavoir faisons, qu'entre le Seigneur Adam Comte de Swartsenbourg, Seigneur de Hogenlamsberg &c. de Gimborn, Chevalier du Royal Ordre de *S. Michel* en France, Conseiller privé de la Chambre, &c. Depuis du serenissime grand Prince &c. Seigneur, le Seigneur *George Guillaume* Marquis de Brandebourg, grand Chambellan du *S. Empire Romain*, Duc de Prusse, Cleves, Juliers, Bergues, &c. d'une part; & nos Députez d'autre part, a été conçu & conclu, certain accord & Alliance le 10. Mars dernier, sous le bon plaisir & ratification des deux parties, comme s'ensuit de moi à moi.

Comme une bonne & fidelle Alliance, amitié, correspondance & voisinance a été entretenue depuis plusieurs années entre la serenissime Maison Electorale de Brandebourg, & qu'elle s'est si bien fortifiée, que les susdits Seigneurs Etats Generaux après les décès des sen serenissimes Prince &c. Seigneurs, les Seigneurs *Jean Guillaume* Ducs de Cleves, Juliers, Bergue, Comtes de la Marck &c. Ravensbergh, Seigneurs de Ravenstein, &c. ils se seroient joints à Sa Majesté Royale de France, & le Roy de la grand' Bretagne & autres Princes & Electeurs, pour maintenir & defendre l'Electeur de Brandebourg & le Prince de Neubourg, dans la possession par eux prise des susdites Principautés & Pais delaissez par les susdits Seigneurs *Jean Guillaume*, jusques à ce qu'il fut convenu & décidé à qui les susdites Principautés & Pais sont de droit échus en propriété, si quoi en n'a encore pu rien déterminer, à cause de divers incidents qui

ANS
de J. C.
1622.

stendommen ende Landen by Hoochged: Heere *Johan Wilhelm*, nagelaten, tot dat gedecideert ofte verdragen soude wesen, aen wie de voorsz Furstendommen ende Landen naer rechte in eygendommen zyn vervallen, waer inne alsoo deur verscheiden oneroorte incidenten tot noch toe niet en heeft konnen werden gedisponeert, in vervolge van de verdragen tusschen hare hoogstg: ende hoochged: Chur-Furstelycke Doorluchtigheden, ende *F. F. G. G.* dies aengaende op gerecht, maer dat eenige plaetsen sedert zyn ingenomen ende geoccupeert by Vreemde, die niet en zyn verfocht geweest, om te maintainen die hoogst: ende hoogstged: Chur ende Fursten in haer voor aengerorde Possessie, ende dat die Doorluchtigste ende hoogh-gebooren Furste ende Heere, Heere *George Wilhelm* Marck-Graef tot Brandenburg, des Heyligen Roomschen Rijcks Erts - Camerer ende Chur-Furst, in Pruyssen, tot Cleve, Gulich, Berge, Hartogh &c. Door der selver geheymden Raed ende over Camer-Heeren den wel-gebooren Heere *Adam Graver* tot Swartsenborgh, Heere tot Hogenlandsbergh, ende Gimborn, des Koninklycken Ordens in Frankrijk *S. Michalis* Ridderen &c. om te voorkomen diergelycke occupatie, ende tot conservatie van syne Chur-Furstelycke Doorluchtigheits *kunbaer recht*, heeft doen verdragen een handelinge van naerder *Alliantie* ende *Verbintenisse*, de voornomde *Furstendommen ende Landen* specialijk *beroerende*, tusschen sijn Chur-Furstel: Doorluchtigheyt ende de Hoog-gemelte Heeren Staten Generael, dewelcke daer inne, om verder te continuieren goede vriendschap, correspondentie, ende Nabuerschap bewilligt hebben, Zoo is 't, dat welgemelte Heere Grave van Swartsenborgh ende de Gedeputeerden van hare Ho: Mo: aen het eynde van desen genomineert, beracemt ende opgesteld zyn de navolgende Articulen ende Condition, op het welbehagen ende Ratificatie van beyder-zyts Heeren Principalen, die daer van d'een aen d'ander bezegelde Acte in behoortlycke forme sullen zeynden binnen den tyd van drie Maenden na dato deses.

I. Eerstelyk dat dese *Verbintenissen* ofte *Alliantie* alleendijk *defensief* sal wesen, om sijn Chur-Furstelycke Doorluchtigheyt te helpen defendeeren in sijnen kantbaren Rechte totte Landen van *Cleve, Gulich, Berge, Marck, Ravensbergh* ende *Ravensteyn* met haren appendentie, ten eynde deselve daer van niet verdrongen nochte verstooren werden.

II. Zonder dat hare Ho: Mo: eenigins hier mede verstaen te willen *voorgrypen* allulcke defensie, als de hoogstgedachte Koninklycke Majesteyten van Frankryck ende Groot - Brittagnien den Chur-Furstelycken Huysse Brandenburg ende Paltz-Graven Huysse Nieuburgh t'samen ofte elks bysonder belooft mogen hebben, vertrouwende dat hare Majesteyten de selve defensie sullen laten volgen tot recouvrement van 't Regt ende Landen daer af sijn Chur-Furstelycke Doorluchtigheyt tegenwoordig voor een goet deel is, ende werd gedrongen.

III. Dat dese *Alliantie* duynen sal tot dat sijn Chur-Furstelycke Doorluchtigheyt in 't volle besit van des selfs goede Recht tot de voorsz Landen sal wesen gekomen, de saken verdragen, ofte dat de selve mette pretendenden andersints vergeleken sal wesen.

IV. Ende by aldien sulks by sijn Chur-Furstelycke Doorluchtigheits leven niet en konde geschieden, dat dan dese *Alliantie* op syne *Successeurs* mede strecken sal.

V. Oock by aldien yemant eenige plaetsen die sijn Chur-furstelycke Doorluchtigheyt nu tegenwoordig in de voorsz Landen besit, vyandyk soude willen aantasten, dat hare Ho: Mo: in sulken geval 't selve sullen helpen afweeren met sulken macht, als beween staet als dan sal kunnen lyden.

VI. Ende sullen hare Ho: Mo: sijne Chur Furstelycke Doorluchtigheyt alle behulp doen, ten eynde by gebeurlycke maniere van doen de *Contributien, Schuttingen, gemeene middelen ende andere oplagen* naer

sont survenus ensuite des conventions faites à ce sujet entre les susdites serenitez Electorales & F.F.G.G. mais qu'en quelques places ont été prises & occupées par des Etrangers qui n'ont point été requis de maintenir les susdits Electeurs & Princes dans leur possession susmentionnée; & que le serenissime Prince & Seigneur, le Seigneur George Guillaume Marquis de Brandebourg, grand Chambellan & Electeur du St. Empire, Duc en Prusse, de Cleves, Juliers & Bergues, &c. a fait proposer par son Conseiller privé, le Sieur Adam Comte de Swartsenbourg, Seigneur de Hogenlandsbergh & de Gimborn, Chevalier de l'Ordre de St. Michel en France, pour prevenir de semblables occupations & pour la conservation des droits connus de sa serenité Electorale, une Alliance & engagement plus étroit, concernant lesdites Principautés & Pais, entre sadite Serenité Electorale & les susdits Seigneurs Etats Generaux, lesquels pour continuer avec sa Serenité Electorale dans une bonne amitié, correspondance & voisinance, ont donné les mains. C'est pourquoy ont été conçus & dressés les articles & conditions suivantes par le susdit Seigneur Comte de Swartsenbourg, & les Députés de L. H. P. denommés à la fin des présentes, & ce sous le bon plaisir & approbation de leurs Seigneurs Principaux respectifs, lesquels en enverront un acte scellé en la forme convenable, dans le tems de trois mois, de la date des présentes.

ANS
de J. C.
1622.

I. Premièrement, que cette Alliance sera seulement defensiva, pour aider sa Serenité Electorale à defendre ses droits connus qu'il a sur les pais de Cleves, Juliers, Bergue, Marck, Ravensbergh & Ravenstein, & dépendences d'iceux, & afin qu'il n'en puisse pas être expulsé.

II. Sans que L. H. P. emendent nullement d'entreprendre telle defension que leursdites Majestés Royale de France & de la grand' Bretagne ont promis aux Maisons Electorales de Brandebourg & Comte Palatin de Neubourg ensemble ou à chacun en particulier, s'assurant que leursdites Majestés persisteront dans ladite defension pour recouvrement du droit & des Pais dont sa Serenité Electorale est déjà présentement expulsée en bonne partie.

III. Que cette Alliance durera tant que sa Serenité Electorale soit remise en pleine possession desdits droits & pais, & que les affaires soient terminées ou accommodées avec les prétendants.

IV. Et qu'aucune chose ne se pût faire du vivant de sa Serenité Electorale, que cette Alliance s'étendra à son Successeur.

V. Et au cas que quelques places que possède présentement sa Serenité Electorale, vissent à être attaquées hostilement, que L. H. P. aideront à les defendre avec de telles forces que l'état de leurs affaires le pourra permettre.

VI. Et L. H. P. donneront tout secours à sa Serenité Electorale, afin que par maniere d'amendes, les contributions, taxes, deniers communs & autres impositions puissent, selon l'exigence des cas être imposées,

ANS
de J. C.
1622.

naer eysch van saken mogen werden aengeslagen, ingevoert ende opgeheven in de voorz. Landen van Cleve, Gulich, Berge, Marck, Ravensteyn, ende die daer van mogen dependeren, soo lange 't voorz. onderhoudt van Krijchs-volk sal moeten werden gedaen.

VII. Daer tegen sijn Chur-Furstelyke Doorluchtigheyt in den dienst van de Ho: Mo: Heeren Staten Generael sal onderhouden ende betalen een Regiment Foet-Knechten van dyssent Mannen, verdeelt in acht Compagnien; de Colonelle van hondert sestig ende de andere seven Compagnien van hondert twintigh koppen, ende soo veel meer als nyt de voorverhaelde Contributien, Scharingen, gemeene middelen, ende andere oplagen, die men sal kunnen ofte mogen omflaen, invoeren ofte opfetten, onderhouden fullen kunnen werden, op sodanige soldye ende voet van betalinge ende Wapeninge, als hare Ho: Mo: van tyd tot tyd haer Krijgs-volk fullen betalen ende wapenen, ende dat soo lange als dese Alliantie sal duyren.

VIII. Ende daer-en-boven onderhouden voor de tyd van een jaer ingaende metten dato deses noch vyf hondert Mannen, onder de voorz. acht Compagnien: te weten onder de Compagnie Colonelle ses ende sestig Hoofden, ende onder elke van de andere seven Compagnien: twee ende sestig Hoofden daer onder fullen wesen eenen Sergeant ende Tamboutijn.

IX. Welverstaende, dat goede ende sulcke ordre sal werden gheliet, daer mede klaerlyk blyke moge, dat de voorz. Contributien, Schattingen, gemeene middelen ende nadere oplagen tot geene andere saken en werden gediverteert, maer alleenlyk bekoft tot onderhoudt van 't Krijchs-volk, soo vooren is verhaelt.

X. Gelyck dan hare Ho: Mo: soo veel haren Staet eenigins lyden kan, alle vlijt fullen helpen aenwenden, dat sijne Chur-Furstelyke Doorluchtigheyt de helft van alle Domeinen ende Inkomsten van alle ende yeder Rentmeesterien, in allen de voorz. Landen levert ende geene Amptdieden ofte comptable Officieren tot hare bedieningen toegelaten fullen worden, dan die met believen van sijne Chur-Furstelyke Doorluchtigheyt sijn aangenomen.

XI. Dat d'Ingeketenen ofte gehoorige onder d'ene ofte d'andere van de Heeren Contrahenten niet en fullen vermogen eenige Afsen te koopn ofte over te nemen, omme die tot laste van de Onderstaten van de andere parthye anders als met gebeurlijcken rechte in te vorderen ter plaetse daer des naer Rechten behoort, op peyne van nulliteyt van de selve koopn: ende fullen geen van beyde de Partyen toelaten, dat enig geweld, bedrieginge, ofte represalien daer toe ofte andersins werden gebruyckt, ofte den cours van de ordinari Justitie verhindert.

XII. Ende by aldien daer ofte omme eenige andere saecken eenige meerdere misverstanden tusschen beyder-zyden Onderstaten mochten komen te rysen, soo fullen tot naerder bejegeninge van dien van elke zyde verkooren ende gecommiteert worden drie Persoonen van aensien, om de selve af te handelen ende wech te nemen met vriendlycke accommodatie ofte meerheyt van advysen: ende indien sy daer inne niet malkanderen niet en kunnen over-een-komen, fullen t'samentlick verkiefen eenen *superarbiter*, ende dan by uytpraec des meerderendeels de selve decideeren, 't welk dan vast ende steedt blyven sal, ende by beyde parthyen moeten gevolgt worden.

XIII. Dat de Landen van sijn Chur-Furstelyke Doorluchtigheyt, soo veel eenichins doenlyck, verschoont fullen worden voor doortochten, inlegeringen ende inquarteringe van 't Krijgs-Volk.

XIV. Ende als eenige noodlijcke inlegeringe aldaer soude moeten geschieden, dat daer inne gehouden sal werden goede Ordre ende discipline, gelyck haer Ho: Mo: in heure eyge Landen gewoon sijn te doen, ende te onderhouden.

XV. Ende by aldien eenige Soldaten tegen dese Ordre ende buyten de selve discipline eenige overlast komen te doen, fullen daer over gestraft worden naer behooren.

XVI. Zo

introduites & levées dans les susdits Païs de Cleves, Juliers, Berge, Marck, Ravenstein, & dependances, de J. C. tant qu'il sera nécessaire de pourvoir à l'entretien des gens de guerre.

ANS
de J. C.
1622.

VII. C'est pourquoy sa Serenité Electorale entretiendra au service de L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux, & payera un Regiment d'Infanterie de mil hommes, divisé en huit Compagnies; la Colonelle de cent soixante, & les autres sept Compagnies de cent vingt hommes, & autant plus, que par la levée desdites contributions, taxes, deniers communs, & autres impositions, on en pourra entretenir sur le même pied & solde & armure, que L. H. P. payeront de tems en tems leurs gens de guerre, & ce, tant que cette Alliance durera.

VIII. Et outre ce entretiendra pour le tems d'un an, à compter de la date des presentes, encore cinq cens hommes parmi lesdites huit Compagnies, sçavoir sous ladite Compagnie Colonelle soixante six hommes, & sous chacune des autres Compagnies soixante deux hommes, parmi lesquels on comptera un Sergeant & le Tambour.

IX. Bien entendu qu'on mettra un si bon ordre, qu'il paroisse clairement que les susdites contributions, taxes, deniers communs, & autres impositions, ne sont divertis à aucun autre chose, mais seulement à l'entretien des gens de guerre, comme il est mentionné ci-dessus.

X. Comme aussi L. H. P. avant que leur Etat le pourra permettre, aideront à porter toute la diligence que sa Serenité Electorale leve sur tous lesdits territoires la moitié de tous les domaines & revenus de chaque Recettes, & qu'aucuns Officiers comptables ne soient souferts dans leurs charges, que ceux qui ont été admis sous le bon plaisir de sa Serenité Electorale.

XI. Que les habitants, ou ceux qui sont sous l'obéissance de l'une ou l'autre des parties contractantes ne pourront acheter ou accepter aucune action, pour la poursuite contre les habitants de l'autre partie, autrement que selon le droit ordinaire aux lieux que cela regarde de droit, sur peine de nullité, de tels achats. Et aucune des parties ne permettra qu'aucune violence, tromperie, ou représaille soit mise en œuvre, ou que le cours de la Justice ordinaire soit empêché.

XII. Et au cas que pour ce sujet ou pour quelque autre, il arrivât quelque differend entre les sujets de part & d'autre, on choisira & commettra trois personnes de chaque côté, pour les unider par amiable accommodation, ou par la pluralité des voix; & au cas qu'ils ne puissent pas convenir ensemble, ils éliront par ensemble un *sur-arbitre* lesquels décideront par la pluralité desentiment, ce qui sera ferme & stable, & devra être suivi & executé par les parties.

XIII. Que les païs de sa Serenité Electorale, autant qu'il se pourra, seront épargnez pour les passages, campemens & quartiers de gens de guerre.

XIV. Que si on est obligé d'y faire quelques campemens, qu'on y observera un bon ordre & discipline, comme L. H. P. sont accoustumés de faire & observer dans leur propre païs.

XV. Et si quelques Soldats viennent à faire quelque chose contraire auxdits ordres, ils en seront punis, selon ce que de raison.

XVI. Si

ANS XVI. Zo wanneer zijn Chur-Furstelijcke Doorluchtigheyt tot vreedzaamich besit van de voorz Landen geraect te komen, 't sy by rechte, by recuperatie, ofte by *Traictat*, ofte dat de selve om eenige confideratie zijn recht tot de selve quamen te cederen, soo sal dese Alliantie soo verre kracht houden, dat zijn Chur-Furstelijcke Doorluchtigheyt ende sijne Successeurs verbonden sullen blijven noch twintigh jaren langh daer na 't onderhouden ende betalen op den voet alsvooren drie *dusent Mannen*, onder twee Regimenten: dan indien d: selve syne Chur-Furstelijcke Doorluchtigheyt mette pretendentes quamen te verdragen, om te houden een gedeelte van de Landen voornoemt, sal nopande dit onderhoud gevolgt werden, die proportie van die selve Landen, die zijn Chur-Furstelijcke Doorluchtigheyt als dan sal behouden.

XVII. Indien de Heeren Staten Generael naer tijd, gelegentheyt ende Redenen goet vinden aen te talen enige plaetse van de Landen van Cleef, Gullich, Bergh &c. Die zijn Chur-Furstelijcke Doorluchtigheyt nu niet machtig en is omme de selve te recupereren ten behouwe van zijn Hoogstged. Chur-Furstelyke Doorluchtigheyt, dat haer Ho. Mo. de selve sullen mogen doen *met haer eygen Krijchs-Volk* alleen, sonder enig toedoen van zijn Chur-Furstelijcke Doorluchtigheyt.

XVIII. Doch dat zijn Chur-Furstelyke Doorluchtigheyt daer tegen gehouden ende verbonden sal welen aen den hoogstged. Heeren Staten Generael te vestitueren een *gerechte derde part* van alle de Extraordinaris kosten van de Belegeringen daer vooren te doen, boven de ordinare betalinge van het volk van Oorloge te voet ende te Paerde, de welcke in de selve Extraordinaris kosten niet en sal werden gerekent, maer by hare Ho. Mo. alken gedragen.

Aldus gedaen onder Signature ende pischafte van de respectie Heeren Altelcanten ende Gecommitteerden hier onder genoemt. In 's Gravenhage den 10. Marty Stylo Novo. Anno 1622. was onderteyckent, *Adams Graef zu Swartsenburgh, Gysbert van Und zu Boetselaer, Nicolaes van Bouchorst, H. Mays van Holy, Albertus Joachimi* ende gecachetteert mette voorz Heeren Cachetten in den Rooden Lacle.

Soo is 't dat wy 't voorz Accort van naerder Alliantie ende Verbintenisse, gezien, geëxamineert ende overwogen hebbende, 't selve na rype deliberatie geapprobeert, getatificeert ende geconfirmert hebben, approbeeren, ratificeren ende confirmeren mits desen, beloven ter goeder trouwen voor ons ende onse nakomelingen 't selve in allen hare poincten, clausulen ende Articulen stede ende vast te houden, sonder daer tegens directelijck of indirectelijck yetwes te doen ofte geschieden te laten: des ten oirconde hebben wy dese Verbintenissen doen Parapheeren ende met aenhanginge van onsen grooten Zegel, ende onderteekeninge van onsen Griffier bevestigt, gedaen in 's Gravenhage op den 4. Juny 1622.

ANS XVII. Si sa Serenité Electorale vient à parvenir à la possession paisible des susdits pais, soit par droit, reconvement ou Traité, ou qu'elle vint à ceder les droits qu'elle ya, cette Alliance demeurera dans sa force, jusques là que sa Serenité Electorale & ses Successeurs resteront encore vingt ans par de là obligés d'entretenir & payer, sur le pied que dessus, trois mil hommes sous deux Régimens. Que si sa Serenité Electorale vient à traiter avec les pretendans, pour retenir une partie de ses pais, on reglerá ledit entretien à proportion des pais que sa Serenité Electorale retiendra.

XVII. Si les Seigneurs Etats Generaux, selon le tems, l'occasion & les raisons qu'ils pourroient avoir, trouvent à propos d'attaquer au profit de sa S. E. quelque place du pais de Cleve, Juliers, Bergues, &c. que sa Serenité Electorale n'est point presentement en pouvoir de recouvrer, que L. H. P. le pouront faire avec leurs propres troupes seules, sans que sa Serenité Electorale y aide en rien.

XVIII. Mais aussi que sa Serenité Electorale sera tenuë & obligée pour cela de restituer ausdits Seigneurs Etats Generaux le juste tiers de tous les frais extraordinaires des sieges qu'on sera obligé de faire pour cela, outre le payement ordinaire des gens de guerre tant Infanterie que de Cavallerie, lequel ne sera point compté dans les frais extraordinaires, mais seulement porté par L. H. P.

Ainsi fait sous les signatures & cachets des Sieurs Envoyez & Députez ci-après nommez. A la Haye le 10. Mars Nouveau Stile l'an 1622. Etoit signé, *Adam Comte de Swartsenbourg, Gysbert de Boetselaer, Nicolas de Bouchorst, H. Mays de Holy, Albert Joachimi*, & cachetté avec les cachets desdits Sieurs, en cire rouge.

C'est pourquoi ayant vû, examiné, & considéré le susdit accord de plus étroite Alliance, l'avons après meure deliberation approuvé, ratifié & confirmé, l'approuvons, ratifions & confirmons par ces presentes; promettans en bonne foi pour nous & pour nos Successeurs, de le tenir ferme & stable dans tous ses points, clauses & articles, sans rien faire ni permettre être rien fait alencontre, directement ni indirectement. En témoin de quoi nous avons cette presente Alliance fait parapher, & fait apposer à icelle notre grand sceau, & l'avons fait signer par notre Greffier, fait à la Haye le 4. Juny 1622.

C.

ANS *Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES des Pays-bas, & le Royaume de TUNIS, fait en 1622.* Le Grand Recueil des Placards, Tom. II. Col. 2293.

LES PROVINCES-UNIES ET TUNIS.

IN den name des eenigen ende Almachigen Godts, Schepper des Hemels ende des Aerdes. De Doorluchtigste, hoogst ende kloekmoedigste Heeren, de Heere Basia van den Rijkje Tunes, de Heere Issfo Dai, Capiteyn over de Militia, ende Protector van den voornoemden Rijkje Tunis, de Heer

C.

Traduction de ce Traité.

A U Nom du seul & Tout-puissant Dieu, Createur du Ciel & de la Terre. Les très Illustres & très vaillants Seigneurs Bacha, du Royaume de Tunis, Issfo Dey, Capitaine ou Commandant de la Milice, & Protecteur du susdit Royaume de Tunis, le Seigneur Aga, & tous les autres Seigneurs du Divan du susdit Royau-

ANS de J. C. 1622.

LES PROVINCES-UNIES ET TUNIS.

ANS Heer Aga, ende alle de andere Heeren van Diwan
de J. C. des gemelten Rijk Tunes ter eenre zyde; de Door-
1622. luchtighste ende Mogenste Heeren Staten van Neder-
lant, den Doorluchtighen, hoogh-gebooren Vorst
ende Heere, Heer Maurits, Prince van Oranien,
Grave van Nassau, Capiteyn Generael ende Ad-
miraal van voorz Nederlandt, door den Heer Corne-
lis Pynaacker, haren Raedt ende Ambassadeur hier
tegenwoordig, ter andere zyde, hebben geaccordeert
dele volgende Articulen van vaste, eeuwige ende on-
verbreeckelijke Vrede, vrundtschap, Broederfchap en-
de correspondentie.

Eerst, dat de Capitulatie in Constantinopolen, by
den Grooten Heere (den welken Godt voorpoet al-
tydt wil verleenen) gemaect, ende aen allen Inwoon-
ders van 't geseyde Nederlandt in den Jare Mahemeds
1021. gegeven, op nieuws werde geaccepteert, en-
de voor goet gehouden: Belovende de Contractanten
ten weder-zyden de voorschreve Capitulationen punct-
tuelijken ende in goede trouwe te willen naerkomen
ende observeren.

Ten tweeden, dat de voorz Inwoonders van Ne-
derlandt volle vryhey fullen hebben, omme ongemoe-
lesteert te mogen traffiqueren in de Stadt ende Rijkje
van Tunis: Doch en fullen ytt de Stadt ofte Rijkje
van Tunis niet mogen wech voeren enige Granen,
omme te brengen in de Landen die Vyandt zijn
van den Grooten Heer: Noch fullen sy niet mogen
gaen op de Kusten van 't gemelde Rijk, omme te
handelen, sonder voorgaende oorlove, op pene
van 't verlies harer Schepen, ende slavren van den
Volcke.

Ten derden, Nademacl sulcks is dat de Inwoon-
deren van 't meer-geseyde Nederlandt tegenwoordigh
staen in openbaren Oorloge te Lande ende te Wa-
ter tegens den Coning van Spanien ende alle syne On-
derdanen: Dat oock mede den voorz Ingeleutenen
van Nederlandt is geinterdicteert met haere Schepen te
arriveren in de Havenen van Hispanien, ende dat dien-
volgens de voorz Nederlanders met haere Schepen
niet en fullen voeren enige goederen den Spaa-
ngaerden toebehoorende: Om dese oorlaecken wille
fullen de visitation van de Schepen der Nederlanders,
de welke de Corsaren van 't Rijk van Tunis preten-
deerden, omme te bevinden de goederen ofte
Koopmanschappen der Spaignaerden, ofte van ande-
re Italianen, die des Grooten Heers Vyanden zijn,
voortaan niet meer gepractiseert werden, als cause-
rende de gemelte visitation, occasien van beroerte en-
de rupture van goede vrundtschap ende vrede. Sal
daer omme genoeg gedaen wesen, dat de Nederland-
ers ontmoetende in de Zee den Corsaren van dit
Rijk, sy zyn van weyniger ofte meerderen getale,
den eenen over den anderen geenfints sal hebben
commandement ofte autoriteyt, omme de Zeylen
te doen strycken, de Vlagge af te doen, ende de
Ankeren te werpen, ofte enig ander teecken van
submissie te betoonen: Dan fullen sy d'een den an-
deren wederzijts eere ende behoortlycke courtoisie be-
wysen: Ende de Nederlanders zyn gerequireert van
de voorschreve Corsaren, omme haere Zee-brieven
aen haer te laten besichugen (indien 't Wint ende
Weder 't selve niet en belet) fullen haere Boten in
Zee uytdetten, ende komen aen boort van de Cor-
saren, omme te vertoonen de Patenten vanden Door-
luchtighen ende hoogh-booren Vorst Heere Maurits,
Prince van Oranien, Grave van Nassau, welke
Patenten fullen mede brengen ende inhouden deze
clausule.

Dat de Patroonen ofte Schippers van de Schepen
solemnellen eedt gedaen hebben, dat sy in hare Sche-
pen geene Goederen ofte Waren, den Onderdanen
van den Koningh van Spaignen, ofte andere Italianen
toebehoorende, in en hebben.

Ende dat sy tegen desen haren eedt committerende,
strengelijck gestraft zullen worden: Ende terwyle de
Nederlanders met haere Boten (als vooren gezeyt
wert)

Royaume de Tunis d'une part; & lestrés Illustres & Prins ANS
sans Seigneurs Etats des Pais-bas, le serenissime grand de J. C.
Prince & Seigneur Maurice Prince d'Orange, Comte 1622.
de Nassau, Capitaine General & Amiral des susdits
Pais-bas, ont par le Sieur Cornelis Pynaacker, leur Con-
seiller & Ambassadeur ici present d'autre part, accordé
les Articles suivants, d'une forme, perpetuelle & in-
violable Paix, amitié, fraternité & correspondance.

Premierement, Que la Capitulation faite a Constan-
tinople par le Grand Seigneur (que Dieu veuille toujours
faire prosperer) & accordée à tous les habitants desdits
Pais-bas en l'an de Mahomet 1021. est d'erechef accep-
tée & tenue pour bonne. Promettant les Parties con-
tractantes de part & d'autre, d'observer punctuellement
& en bonne foi ladite Capitulation.

Secondement, que les susdits habitants des Pais-bas
auront entiere liberté de pouvoir traffiquer sans moleste
dans la Ville & Royaume de Tunis; mais ne pourront
transporter hors de ladite Ville & dudit Royaume de
Tunis aucuns grains pour les porter dans les pais
des ennemis du Grand Seigneur, & ne pourront non
plus aller sur les côtes du susdit Royaume pour y traffiquer
sans permission préalable, sur peine de perdre leurs vais-
seaux & d'esclavage pour leurs gens.

En troisieme lieu, comme les habitants des susdits Pais-
bas sont presentement en guerre ouverte par Mer & par
Terre contre le Roi d'Espagne, & sous ses Sujets; &
qu'il est aussi defendu aux habitants desdits Pais-bas de
venir dans les Havres d'Espagne avec leurs Vaisseaux,
& que par consequent les susdits des Pais-bas ne pourront pas
mener avec leurs Vaisseaux des marchandises appartenan-
tes aux Espagnols. Pour cette raison la visite des Vais-
seaux des Pais-bas que les Corsaires du Royaume de Tunis
pretendent pouvoir faire pour trouver les biens ou mar-
chandises des Espagnols, ou d'autres Italiens, lesquels
sont ennemis du Grand Seigneur, ne seront plus en usage
à l'avenir, comme causant les susdites visites, occasi-
on de trouble & de rupture de la bonne amitié & Paix.
Pour à quoi satisfaire ceux des Pais-bas venant en
Mer des Corsaires de ce Royaume, quoi qu'inférieurs ou
supérieurs en nombre, les uns n'auront point de comman-
dement sur les autres pour faire saluer, baisser les Pavil-
lons ou jeter les ancres, ou faire faire aucune autre sou-
mission; mais ils seferont l'un à l'autre la courtoisie & hon-
neur convenable. Et lesdits des Pais-bas étant requis des-
dits Corsaires de leur montrer leurs Lettres de Mer, (si
le vent & le tems ne l'empêche pas) ils metront leur
barque en Mer, & viendront à bord des Corsaires pour
montrer les Patentes du serenissime & grand Prince
Maurice, Prince d'Orange, Comte de Nassau, lesquel-
les Patentes porteront & contiendront cette clause.

Que les Patrons ou Batteliers des Vaisseaux ont presté
serment solennel, qu'ils n'ont dans leurs Vaisseaux auc-
uns biens ou marchandises, appartenantes aux Sujets
Roi d'Espagne, ou à d'autres Italiens.

Et que s'ils viennent à contrevenir à leur serment, ils
seront punis rigoureusement. Et pendant que lesdits
Pais-bas iurent; comme il a été dit avec leur barque, les
Pais-

wert) fullen gaen ende keeren, fullen de Schepen van weder-zyden soo wjt van den anderen blyven, dat geen achterdacht ofte vrees van eenige violentie ofte overvallinge genomen werde.

1622.

Ten vierden, als het gebeurt dat eenige Patroonen ofte Schippers haere Schepen verkoopen aen eenen Italiaen, ofte andere die Vyandt is van den Grooten Heer, soo fullen de selvige Schippers sich niet mogen behelpen mette voor-gemelte Patenten van den hoog-gedachten Prince van Orangen, - indien sy op de verkochte Schepen willen Patroonen blyven, fullen daeromme de gemelte Patenten inhouden, dat de Schippers hebben eedt gedaen dat haer Schip niet en is toebehoorende aen een Italiaen, ofte eenen anderen, die Vyandt is van den Grooten Heer, ende suffisantelyck bewesen zijnde dat de Schipper tegen desen synen eedt ende tegen syne trouwe gedaen sal hebben, sal hy goede prinle wesen.

Ten vijften, soo wanneer de Nederlanders versogt fullen wesen by den Corsaren, omme te verklaren of sy Italianen Goederen of Waren in hebben, ende bevonden zijnde dat Italianen goederen daer inne zyn, fullen de Corsaren de selve goederen mogen na sich nemen, mits betalende de behoortlycke vracht, sonder wyders overlaf te doen.

Ten seften, t'Allen tyden als de Nederlanders gerequireert zynde by de Corsaren, omme te vertoonen haere Patenten, ende sy haer daer toe onwillighende te weer stellen, staende tegens den Corsaren, fullen sy goede prinle wesen; doch met desen bescheyde, dat dit ingaen sal een jaer nae desen Accorde, op dat een yeder die dit aengaet, daer van moge verwittigt wesen.

Ten sevendén, Dat de Inwoonders van de Stadt Embden in Oost-Vrieslandt, om redenen dat sy in hebben de Guarnisoenen van de Doorluchtige Ho: Mo: Heeren Staten van Nederlandt, ende van den Doorluchtigen hoog-gebooren Vorst ende Heer Maurits, Prince van Orangen, Grave van Nassau, ende daeromme met publicquen Edict verklaert zyn Vyanden van den Koningh van Spaignen, soo fullen sy mede genieten dese Vrede.

Ten achtsten, dat alle Nederlanders, als mede de Inwoonders van Embden, die noch tegenwoordig mette Corsaren in de Zee zyn, weder gekeert wesende uyt de Zee, ende niet begeerende langer in den dienst te blyven, fullen vry mogen vertrecken naer haer Landt.

Ten negenden, Dat alle de gene die komen met Patente van den hoog-gedachten Heere ende Vorst den Prince van Orangen, ende met syne Vlagge, van wat Natie de selve mogen zyn, fullen vry ende vranck wesen: Gelyck daer en tegen alle Inwoonders van Nederlandt, staende in den dienst van den Koningh van Spaignen, ofte andere Vyanden van den Grooten Heere, goede prinle fullen wesen.

Ten thienden, Sal de Consul der Nederlanders, die hier tot Tunis sal resideren, gerespecteert wesen als het behoort, Sal ontfangen de Consulaten van alle de Waren der Nederlanders, als mede van alle andere die komen onder de Vlagge van den hoog-gedachten Prince van Orangen, Grave Maurits van Nassau, soo wel van de inkomende, als uytgaende Waren, mitsgaders van de gereede gelden. Dat voorts de licentie omme van hier te gaen mette Schepen, niet en sal valideren, voor en al eer die gemelte Consulaten betaelt ende voldaan fullen wesen.

Ten elfden, Is mede veracordeert, dat of yemant van den Volcke van d'een ofte andere zyde eenige contraventie hier tegens committerde, soo sal daer omme dese Vrede ende correspondentie datelijcken niet gebroocken wesen, maer al eer men tot eenige hostiliteyt sal procederen, fullen goede advisen ende informatie over 't quade feyt gerecouvreert moeten zyn.

In Tunis op ten twintigsten van de Maent Muharrem van 'tjaer des Propheet's Mahemet 1032.

Tom. III.

Wat

Vaisseaux de part & d'autre, demeureront à une telle distance les uns des autres qu'on n'ait aucun sujet de soupçon à l'égard de nulle violence ou surprise.

1622.

En quatrième lieu, s'il arrive que quelques Patrons ou Batteliers vendent leurs Vaisseaux à quelque Italien ou autres qui seroient ennemis du Grand Seigneur, lesdits Batteliers ne pourront se servir desdites Patentes du susdit Prince d'Orange, s'ils veulent rester Patrons sur les Vaisseaux vendus; c'est pourquoi lesdites Patentes comiendront que les Batteliers ont juré que leur bateau n'appartient à aucun Italien ou quelque autre, ennemi du Grand Seigneur; & étant suffisamment prouvé que le susdit Battelier aura juré contre son serment & sa foi, il sera de bonne prise.

En cinquième lieu, quand ceux des Pais-bas seront sommés par les Corsaires de déclarer s'ils n'ont point dans leurs Vaisseaux de marchandises Italiennes, & qu'il se trouve qu'ils y en ont, les Corsaires pourront se saisir desdites marchandises, en payant la voiture convenable, sans faire aucune autre molestie.

En sixième lieu, toutes fois & quantes ceux des Pais-bas seront requis par les Corsaires de montrer leurs Patentes, & qu'ils ne veulent pas & qu'ils s'y opposent, se battant contre les Corsaires, ils seront de bonne prise; mais avec cette différence, que cela aura lieu un an après cet Accord, afin qu'un chacun que cela pourroit regarder en soit averti.

En septième lieu, que les Habitans de la ville d'Emden en Oost-Frise, en consideration qu'ils ont garnison des serenissimes Seigneurs L. H. P. les Etats Generaux des Pais-bas, & du serenissime Prince le Seigneur Maurice Prince d'Orange, Comte de Nassau; & qu'ils sont déclarez ennemis du Roi d'Espagne, ils jouiront aussi de cette Paix.

En huitième lieu, que tous ceux des Pais-bas, comme aussi les Habitans d'Emden, qui sont encor en Mer avec des Corsaires, étant rentrez dans les ports, & ne desirans pas de rester ici plus long-tems en service, pourront librement retourner en leur pais.

En neuvième lieu, que tous ceux qui viennent avec des Patentes du susdit Seigneur & Prince d'Orange, & portant son Pavillon, de quelque Nation qu'ils puissent être, seront libres & francs, comme au contraire tous les Habitans des Pais-bas, étant au service du Roi d'Espagne ou autres ennemis du Grand Seigneur, seront de bonne prise.

En dixième lieu, le Consul des Pais-bas qui résidera ici à Tunis sera respecté, comme il est convenable, & recevra le droit de Consul de toutes les marchandises de ceux des Pais-bas, comme aussi de toutes celles qui viendront sous le Pavillon du susdit Maurice Prince d'Orange, Comte de Nassau, tant des marchandises qui entreront que de celles qui sortiront, comme aussi de l'argent contant. Qu'en outre la liberté de partir d'ici avec les Vaisseaux ne vaudra, qu'après avoir satisfait auxdits droits de Consulat.

En onzième lieu, est aussi accordé, que si quelqu'un de part ou d'autre vient à contrevenir à ce que dessus, cette Paix & correspondance ne serapas d'abord rompue pour cela, mais avant que de proceder à aucune hostilité, il faudra produire de bons avis & de bonnes informations contre le fait perpetré.

A Tunis le vingtième du mois Muharrem, de l'an du Propheet Mahomet 1032.

A a

Pow

Wat aengaet het derde Article hier boven gestelt, is na lange gecontroverteert te hebben, geacordeert, dat van de Corsfaren eenige in de Schepen van de Nederlanders over fullen mogen komen, omme te besichtigen de Waren: Doch altyd ende geheelijken sonder eenige violentie ofte tormenten te doen aen de Perfoonen van de Schepen.

Het achtste Arttyckel sal van onwaerde ende ongedeideert wesen, tot dat mette Doorluchtige Ho: Mog: Heeren Staten van Nederlande naerder gecommuni-ceert ende geadviseert zijnde, verstaen sal wesen hier op haere wille. Tot beveltinge van onse trouwe, hebben wy onsen Zegel hier op gedrukt, Was hebbende een opgedruckte Tappa van den Aga.

C I.

ANS *Traité de Paix entre les PROVINCES- de J. C. UNIES des Pays-bas, & la Ville & Royaume d'ALGER, fait en l'année, 1602. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. I. pag. 353.*

LES PROVINCES-UNIES ET ALGER.

I. Erstelijck dat fullen vry ende liber wesen sonder eenigh gelt te betalen alle die tot slaven zyn verkocht Vassallen van de selve hare Ho: Mo: die present zyn in handen van *Rajsen* ofte *Kapiteynen* van de Vrybuyters ende andere Reeders, die in de selve part gehadt hebben, als wanneer sy die genomen hebben en die geene die gekocht zyn op de Marct, ende haer gelt daer vooren betackel fondert part te hebben gehadt in de Schepen die haer genomen hebben, aen de selve fullen de voornoemde Vassallen die tot slaven zyn verkocht moeten betalen het eerste gelt dat gekost hebben.

II. Ende fullen de selve daer men 't gelt vooren betackel, liberlijck mogen aen boort gaen van de Oorloch Schepen als hem Gedeputeerde sal believen.

III. Ende die vry gegeven worden sonder gelt fullen in den Banher blijven tot hy Gedeputeerde van Thunis weder sal komen, ende van gelijcken alle de reste voor dewelcke men terstont geen gelt sal konnen geven, sonder dat de Patronen die fullen mogen voeren uyte Lande.

IV. Ende zynde de Gedeputeerde weder gekomen van Thunis, soo sal hy hier blijven op de conditien naervolgende.

V. Dat nemende de Corsfaren ofte Vrybuyters van die Koningrijck eenige Koopvaerdy-Schepen van de Onderdanen van hare Ho: Mo: dewelcke Goederen van contrabande in sijn hebbende, dat sulck goet sal wesen van goeden Pryse, maer het Schip, Volck, Coopmanchappen, ende al 't geen dat de voorz Onderdanen aengaet, sal vry ende liber wesen, al hebben se schoon gevochten, ende dit voor de tyd van een Jaer.

VI. Ende fullen de Capiteynen gehouden wesen te toonen ofte bewyfen, dat sy aen de Coop-Vaerders gedaen ende bewisen hebben alle Vrentschap, ende vertoon dat den Vrede gemaect ende geacordeert is, ende de selvige Coop-Vaerders gestreecken hebbende, dat sy gesonden hebben hare Boot aen Boort van de selve Coop-Vaerders om te vernemen of sy Goederen van Contrabanda in hebben.

VII. Ende als de Boot aen Boort gaet van selve Coop-Vaerders dat sy het Volk der selver niet en fullen dwingen, om te doen bekennen dat sy Vyanden Goederen in hebben.

VIII. Ende Vyanden Goederen in hebbende, fullen sy gehouden wesen aen den Schipper syne vraecht te betalen.

IX. Ende dit alles by provisie, deur dien het is tegen de Commandementen van den grooten Heere, met conditie dat soo de Heeren Staten hier mede niet te vreden en zyn, den *Ambassadeur* ende *Consul* liberlijck sal mogen vertreecken, naer Nederlande, ende sal den selven

Pour ce qui regarde l'article troisième ci-dessus couché, après avoir contesté long-tems sur icelui, a été accordé, que quelqu'un de la part des Corsaires pourra venir dans les vaisseaux de ceux du Pais-bas, pour visiter les marchandises: mais toujours sans exercer aucune violence ou moleste aux Personnes des Vaisseaux.

Le huitième article sera de nulle valeur & indecis, jusques à ce qu'on en ait communiqué avec L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux du Pais-bas, & qu'en ayant été avertis on ait apprié leur volonté là-dessus. Pour confirmation de nôtre foi Nous avons imprimé nôtre sceau sur ces presentes. *Edict* avoit un sceau de l'Aga.

C I.

Traduction de ce Traité.

I. Remierement seront relâchez & mis en liberté, & sans payer d'argent, tous les Vaisseaux de L. H. P. qui ont été vendus comme esclaves qui sont presentement entre les mains du Rajsen ou Capitaine des Flibustiers & aures gens de Mer qui y ont eu part. Si ceux qui les ont pris les ont achetez sur le marché & les ont payé de leur argent, sans avoir part aux vaisseaux qui les ont pris, les susdits Vaisseaux qui ont été vendus pour esclaves devront payer le premier argent pour lequel il ont été vendus.

II. Et ceux pour qui on paye l'argent pourront librement aller à bord des vaisseaux de Guerre, comme ledit Deputé le trouvera bon.

III. Et ceux qui seront remis en liberté sans argent demeureront à Bord jusques à ce que le Deputé de Tunis soit de retour, & semblablement tous les autres pour lesquels on ne pourra d'abord donner d'argent, sans que les Patrons puissent les mener hors du Pais.

IV. Et le Deputé étant de retour de Tunis, il restera ici aux conditions suivantes.

V. Que si quelques Corsaires ou Flibustiers de ce Royaume vient à prendre quelques vaisseaux marchands appartenans aux sujets de L. H. P. qui auron des marchandises de contrebande, elles seront de bonne prise, mais le vaisseau, équipage, marchandises, & tout ce qui apartiendra auxdits sujets, sera libre & franc, quand même ils auroient combattu, & ce pour le tems d'un an.

VI. Et seront les Capitaines obligez de montrer & prouver qu'ils ont témoigné auxdits Marchands toute amitié, & fait voir que la Paix est faite & accordée, & que ledits vaisseaux marchands après avoir abaissé le Pavillon, ils ont envoyé une barque à bord desdits vaisseaux, pour seavoir, s'ils n'avoient pas de marchandises de contrebande.

VII. Et quand la barque ira à bord des vaisseaux marchands, on ne pourra point forcer leurs gens à avouer qu'ils ont des marchandises de contrebande dans leur bord.

VIII. Et s'ils ont des marchandises d'ennemi ils en payeront la valeur au Battelier.

IX. Et le tout par provision parce que cela est contre le Commandement du Grand Seigneur, avec cette condition que si les Seigneurs Etats ne sont pas contents de ce que dessus, l'Ambassadeur & Consul pour a librement partir pour les Pais-bas, & ledit Ambassadeur & Consul

ANS de J. C.

1622.

LES PROVINCES-UNIES ET ALGER.

ANS *Ambassadeur* ende *Consul* daer op aen de selve Heeren
de J. C. Staten schryven, gelijk oock op *Constantinopolen* aen
den *Ambassadeur* alder, ende 't selve sal oock doen
1621. aen *Cady* om synen wille te weten.

X. Ende soo den Pays door eenige occasie gebroo-
ken wort, ofte dat de Heeren Staten de *Ambassadeur*
ofte *Consul* ontbieden, dat hy dan oock liberlyck sal
mogen vertrecken naer *Neerland*.

XI. Dat de Schepen die op *Vrybuyt* gaen, fullen ge-
houden wesen, borge te stellen, selfs Inwoonders van
dese Stadt, dat sy aen de *Onderfaren* van hare Ho:
Mo: geen schade ofte hinder en fullen doen.

XII. Dat oock de selve Schepen geen *Prysen* son-
der Volck die sy daer in gevonden hebben, op en
fullen brengen ende het Volck niet mede brengende
dat de *Prijzen* niet en fullen mogen verkoopen, maer
fullen in vaste en seckeere handen gestelt werden, tot
dat proberen dat van de *Vyanden* genomen is.

XIII. Ende nademaal dat alle de *Vassalen* ofte *On-
dersaten* van den grooten Heere, soo Schepen van
Oorloch als van *Coopvaerdy* fullen mogen gaen in
't gebied van hare Ho: Mo: als oock in Zee met alle
Vintfchap, hebbende goet *Paspoort*, ende halen
't geen haer van noode soude mogen wesen van *Am-
monitie*, van 't *Kruit*, *Cogels*, ende nootfaeckelyck-
heden tot hare Schepen, volgende het XXI. Artyc-
kel van de *Capitulatien* van syne Keyserlycke Majesteit
den grooten Heere, ende van gelycken alle *Koop-
manschappen* laden, gelijk alle andere *Kooplieden*
doen die met hare Ho: Mog: geallieert zyn. Soo is
oock verstaen ende geaccordeert het naervolgende son-
der prejuditie van 't geaccordeerde, ende van de *Ca-
pitulatie* van den grooten Heere.

XIV. Dat als wanneer eenige *Corfaren* ofte *Vry-
buyters* ende *Coopvaerdy*-Schepen komen klagen dat
eenige Schepen van *Oorloge* van hare Ho: Mog: ofte
oock *Coopvaerdy*-Schepen haer eenigen overlast heb-
ben aengedaen, dat men aen de selve *Ambassadeur*
ende *Consul* daer over geen moeyten aen en sal
mogen doen, noch hem niets eyfchen, maer sul-
en gehouden wesen haer gerechtigheyt te verseecke-
ren by de selve Heeren Staten Generael in *Nederlant*,
dewelcke haer goede justitie fullen doen, voor wel-
ke Heeren den *Ambassadeur* ende *Consul* haer oock
sal geven syne *Brieven* van *faveur* soo sy die be-
geeren.

XV. Dat alle de Schepen die hier fullen komen om
te *Negotieren*, mits dat den *Consul* die tot synen last
nemende, niet en fullen gehouden zyn hare *Zeylen*
noch *Cabel-Touwen* aen *Land* te brengen, ende voor
die geene die hy niet tot synen last en neemt, en sal
hy niet geobligiert wesen te verantwoorden van 't gene
dat sy fouden mogen contrarie de *Wetten* van 't *Land*
attenteren.

XVI. Ende de selve Schepen *Zeylreet* zijnde, en-
de de rechten betaelt hebbende, dat sy liberlyck sul-
len mogen vertrecken sonder opgehouden te wor-
den, conform het 49. *Capittel* van de *Capitulatie*.

XVII. Dat de voorseyde Schepen, noch de
Kooplieden, niet en fullen gehouden wesen eenigh
gelt aen de *Koningen* ofte andere *Perfoonen* te lee-
nen.

XVIII. Dat de selve Schepen fullen mogen uyt het
Land voeren *Catoenen* ongeponnen ende gesponnen,
Corduane *Was*, *Huyden* ende *Wol*, conform het ix.
Capittel van de *Capitulatie*, ende soo alle andere onver-
boden *Waren*, ende geene *Waren* na sijn believen vin-
dende, sal mogen het procedu van syne *Koopmanschap-
pen* in gelt mede nemen.

XIX. Dat sy niet en fullen gehouden zyn vorder
Tol te betalen als van 't geene sy daer ontladen ende
verkoopen, ende 't geene dat behouden, dat het selve
vry wech mogen voeren volgende het xix. *Capittel* van
de *Capitulatie*.

XX. Dat niemant sal mogen eenige *Coopman-
schappen* aen de *Negotianten* opdringen tegen haren
wille conform het 37. *Capittel*.

XXI.

Consul en écrira auxdits Seigneurs Etats, comme aussi
à l'Ambassadeur à Constantinople, & il en sera fait de J. C.
de même au Cadi pour sçavoir sa volonté.

1622.

X. Et si la Paix vient à être rompue par quelque oc-
casion, ou que les Seigneurs Etats remettent leur Am-
bassadeur ou Consul, qu'alors il pourra aussi librement
s'en retourner aux Pais-bas.

XI. Que les Vaisseaux qui vont croiser seront obligez
de donner caution, même les habitants de cette ville,
qu'ils ne feront aucun dommage ou obstacle aux sujets
de L. H. P.

XII. Qu'aussi lesdits Vaisseaux n'emmenent point de
prise à moins qu'ils n'amènent aussi l'équipage qu'ils
auront trouvé, & qu'on ne pourra vendre les Prises,
mais elles seront mises en mains sûres, jusques à ce qu'on
ait justifié qu'elles ont été prises sur des ennemis.

XIII. Et comme tous les vaisseaux & sujets du Grand
Seigneur, & tant les vaisseaux de Guerre que les vais-
seaux Marchands pourront aller dans les Pais qui sont de
l'obéissance de L. H. P. comme aussi en Mer avec toute
liberté, ayant bon passeport, & y prendre ce dont ils
auront besoin, soit munition, poudre, boulets, & cho-
ses nécessaires pour leurs vaisseaux, en conséquence du
xxv. article de la Capitulation de sa Majesté Imperia-
le le Grand Seigneur, & semblablement charger toute
sorte de Marchandises, comme sont tous les autres Mar-
chands qui sont Alliez de L. H. P. a été convenu &
accordé ce qui suit sans préjudice de ce qui a été accordé,
& de la Capitulation du Grand Seigneur.

XIV. Quand quelques Corsaires & Flibustiers &
Vaisseaux Marchands viendront se plaindre que quelques
Vaisseaux de Guerre de L. H. P. ou même quelques
Vaisseaux Marchands leur ont fait quelque tort. On
n'en inquietera pas pour cela l'Ambassadeur & Consul,
ni ne lui demandera-t-on rien, mais ils seront obligez
d'en demander justice aux Seigneurs Etats Generaux au
Pais-bas, qui la leur feront bonne, auxquels Seigneurs
l'Ambassadeur & Consul écrira aussi en leur faveur s'ils
le souhaitent.

XV. Que tous les Vaisseaux qui viendront ici pour y
négoier, pourvu que le Consul les prenne à sa charge,
ne seront point obligez d'amener leurs voiles ou cables à
terre, (ou d'ancre sur cette côte) & quand à ceux qu'il
ne prendra point à sa charge, il ne sera point obligé de
répondre de ce qu'ils pourroient faire de contraire aux
Loix.

XVI. Et que lesdits Vaisseaux ayant abordé & payé
les droits, ils pourront librement partir sans être rétar-
dez, conformément à l'article 49. de la Capitulation.

XVII. Que lesdits Vaisseaux, ni les Marchands
ne seront obligez de prêter de l'argent aux Rois ou autres
personnes.

XVIII. Que lesdits Vaisseaux pourront transporter
du Pais du coton, filé ou non filé, de la cire, des peaux
& de la laine, conformément au ix. article de la *Ca-
pitulation*, & ainsi toutes les autres marchandises non des-
fendues, & ne trouvant point de marchandises à leur
gré, ils pourront payer le montant de leurs marchandises
en argent.

XIX. Qu'ils ne seront point obligez de payer les
droits que de ce qu'ils déchargeront & vendront, & ce
qu'ils retiendront, ils pourront le transporter déréché ou
ramener, suivant le xix. article de la *Capitulatien*.

XX. Qu'on ne pourra pas extorquer des marchandises
aux Marchands, contre leur volonté conformément à
l'art. 37.

A 2 2

XXI. Que

ANS
de J. C.
1622. XXI. Dat alle verboden Waren, als Cruyt, Loot, Tſjer, Bliq, Tin gewerck ofte om te Wercken, Kogels, Geſchut, Riemen, Deelen, Maſſen, Boomen, Zeylen, ofte Cabels; gemaect ofte om te maecten alle ſoorten van Tounen, Pick ende Teer ſullen liberlyk mogen komen ſonder Rechten te betalen, gelyck ook alderhande Lyſtocht, als Granen, Haringh, Kaes, Boter ende Bier.

XXII. Dat niemant geen ſchade en ſal mogen doen aan de Coopvaerdy-Schepen, als in haer Volck af te mogen nemen tegen haren danck, te weten Jongens, Booten, ofte eenig ander Gereetſchap van de Schepen, of ſelfs de Schepen in geenderley maniere.

XXIII. Dat de Coopvaerdy-Schepen alſſe hier ſullen geweest ſyn ende hare rechten betackt hebben, ſullen vyfelyk mogen gaen laden ende ontladen in nadere plaecten van 't ſelve Koningryck van Alger.

XXIV. Naerdemael dat den voorſeyden Ambassadeur ende Conſul ſo wel gekomen is in qualiteyt van Ambassadeurs van Conſul doorordre van hare Ho: Mo: dat hy dienvolgende van de Kooplieden ſal mogen nemen de rechten van den Ambassadeur, gelyck die deur de gancſche Levant betaelt worden, ſoo van gelycken dat hy ſal mogen nemen het Conſulaet.

XXV. Dat ſy geen en anderen Conſul ſullen conſentieren ſonder expreſſe ordre van hare Ho: Mo: de Heeren Staten Generaal.

XXVI. Dat alle de Privilegien die den ſelven Ambassadeur ende Conſul ſal genieten, oock ſullen genieten die geene die hy in ſijn plaets ſal laten, ende dat hy 't ſal mogen doen, ende laten als 't hem goet dunckt.

XXVII. Dat den ſelven Ambassadeur ſal mogen authoriſeren een Nederlander tot Notaris ofte Publyck Schryver, dewelck geloof ſal mogen preſteren.

XXVIII. Dat den Conſul ſal mogen nemen ſulcken Janitſair voor ſynen Truchement ofte Taelman als 't hem belieft.

XXIX. Dat den ſelven Ambassadeur ende Conſul ſal mogen Paerden houden, ende daer mede ryden binnen en buyten de Stadt na ſijn believen.

XXX. Dat alle Schepen die hier ſullen komen, willende vorders na de Levant gaen, ſullen mogen Paſſagiers ende Coopmanſchappen over voeren van hier, blyvende den Ambassadeur ende Conſul tot verſceckeringe dat ſyſe met Gods hulpe in goede Haven brengen, ende oock dat de ſelve Schepen dat niet doen en ſullen mogen ſonder Licentie van den ſelven Conſul.

XXXI. Dat den ſelven Ambassadeur ende Conſul in ſijn huys ſal mogen leggen Wijn, al 't geen hem tot preſent ſal mogen ſenden, ende 't geene hy ſal koopen tot onderhouddinge van ſijn huys, ende ſijn Volck, ſonder eenich recht te betalen, volgende het ſestiende ende ſeven-en-vyſtigſte Arttyckel van de Capitulation.

XXXII. Dat yemant die eenige differentie oſtey te teſſen mochte hebben op den Ambassadeur ende Conſul, ofte op die geene die in ſijn plaecte ſoude mogen blyven, hem niet en ſal mogen doen vangen, noch ſijn huys bezegelen, maer ſal gehouden wesen hem te doen citeren voor 't Hof van den groeten Heere volgende het twaelfde Arttyckel van de Capitulation, ende dienvolgens oock dat geene Chriſten noch Joden ofte ander door enig transport hem in geenderley manieren en ſal mogen eyſchen de ſchuld die ſy ſouden begaen hebben ofte ſchuldich zyn in Chriſtemyck, van wat qualiteyt datſe ſouden mogen wesen.

XXXIII. Ende nademael dat uwe Excellentie gegeven heeft aen de Engelen ſalvo condijt, ſoo als ſy tegeeyſcht hebben ende dienvolgende deſe ſalvo condijt oock geaccordeert zynde gelyck als 't behoort, om de Kooplieden contentement te geven, ſoo ſullen met Gods hulpe hier ſoo veel Nederlandtſche Kooplieden komen met Koopmanſchappen van alle oorden, dat alle andere Natien geforceert ſullen wesen 't Huys te blyven, gelyck als 't blykt in alle de oorden waar onſe Nederlandtſche Schepen met liberteyt komen.

ANS
1622. XXI. Que toutes les marchandises deſſendues, comme poudre, plomb, fer, ſer blanc, & etain ocre, ou de J. C. à mettre en œuvre, boulets, canons, rames, planches, mats, voiles ou cables faits, ou de quoi faire toutes ſortes de cordes, pourront eſtre librement amenées, comme auſſi toutes ſortes de munitions de bouche, comme grains, harangs, fromage, beurre, & biere.

XXII. Que perſonne ne fera aucun tort aux Vaiſſeaux marchands, comme de vouloir prendre de leur monde malgré eux, ſcavoir, garçons, matelots, ou autres ſervants à l'équipage des Vaiſſeaux, en aucune maniere.

XXIII. Que quand les Vaiſſeaux marchands ſeront venus ici, & auront payé leurs droits, ils pourront librement partir charger ou non charger en d'autres lieux du même Royaume d'Alger.

XXIV. Comme le ſuſdit Ambassadeur & Conſul, eſt venu ici auſſi bien en la qualité d'Ambassadeur que de Conſul par ordre de L. H. P. il pourra prendre des marchands les droits d'Ambassadeur, comme ils ſe payent par tous le Levant; & ſemblablement il pourra prendre le droit de Conſul.

XXV. Qu'ils ne conſentiront à aucun autre Conſul, ſans l'ordre expreſ de L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux.

XXVI. Que ceux que ledit Ambassadeur & Conſul mettra en ſa place, jouira des mêmes privilèges que lui, & qu'il le fera ou ne le fera pas, ſelon qu'il le trouvera à propos.

XXVII. Que ledit Ambassadeur pourra authoriſer un des ſujets des Pais-bas, pour eſtre Notaire ou Ecrivain public, lequel ſera obligé de prêter ſerment.

XXVIII. Que le Conſul pourra prendre quel Janiſaire il voudra pour ſon truchement.

XXIX. Que ledit Ambassadeur pourra avoir des chevaux, & ſ'en ſervir pour aller dehors & dedans la ville, à ſa volonte.

XXX. Que tous les Vaiſſeaux qui viendront ici, voulant aller plus outre au Levant, pourront mener des paſſagers & marchandises d'ici, l'Ambassadeur & Conſul demeurant pour caution qu'ils les meneront avec l'aide de Dieu, à bon port, & qu'auſſi les mêmes Vaiſſeaux ne pourront pas le faire ſans la permiſſion dudit Conſul.

XXXI. Que ledit Ambassadeur & Conſul pourra metre du vin dans ſa Maiſon, & tout ce qu'il en lui enverra en preſent; & tout ce qu'il achatera pour l'entretien de ſa Maiſon & de ſes Gens, ſans en payer aucun droit, ſuivant le ſeizieme & cinquante-septieme article de la Capitulation.

XXXII. Que ſi quelqu'un a quelque diſſerem, ou quelque choſe à dire contre l'Ambassadeur & Conſul, ou contre celui qui pourroit eſtre mis en ſa place, il ne pourra pas le faire apprehender, ni faire ſceller ſa Maiſon, mais il ſera obligé de le faire citer par devant la Cour du Grand Seigneur, ſuivant le xii. article de la Capitulation, & en conſequence de quoi auſſi qu'aucun Chrétiens, ni Juif ou autre, en vertu de quelque transport, ne pourra en aucune maniere lui demander les dettes qu'il pourroit avoir fait, & dont il pourroit eſtre redevable dans la Chréſtiente, de quelque qualité qu'elle puiſſe eſtre.

XXXIII. Et comme Vostre Excellence a donné aux Anglois un ſauf-conduit, comme ils l'ont demandé, & qu'en conſequence ce ſauf-conduit eſt auſſi accordé comme il appartient pour donner ſatisfaction aux Marchands, il viendra ici tant de Marchands des Pais-bas, avec l'aide de Dieu, avec des marchandises de toute ſorte, que toutes les autres Nations ſeront forcées de demeurer chez eux, comme il paroît dans tous les endroits où nos Vaiſſeaux des Pais-bas viennent avec liberté.

ANS
de J. C.

CII.

CIII.

ANS
de J. C.

1623.

LA FRAN-
CE L'E-
SPAGNE,
ET
LE PAPE
SUR LA
VALTE-
LINE.

Accord entre le PAPE & les Rois de FRANCE & d'ESPAGNE, touchant le Dépôt de la VALTELINE entre les Mains de sa Sainteté, fait le 4. Février, 1623. Mercure François. Tom. X. pag. 152.

Mossa la Maesta Catholica dall' istanza che fa Sanctità più volte li hà fatto circa il depositar i forti della Valtellina, fur tanto che li finisca il negozio principali a fodisfazione di S. S^{ta}. & delle due Corone, guidando S. Beatitudine che da questa azione penda la pace & quietà d'Italie, attribuendo le inquietudini che sono passate al ritirer li il Re Catholico S. Maesta che per farli e difenderli si mosse solo per lo zelo della Religione e chiamato da Catholici di quella Valle oppressi da gl'heretici, si contenta (per dar fodisfazione a S. S^{ta}. & per la buona corrispondenza col Re Christianissimo suo fratello, & per dar insieme fodisfazione al mondo, e particolarmente a tutta l'Italia del disinteresse e retitudine con la quale ha proceduto e procede in tutto, giudicando d'haver sodisfatto al suo zelo della causa Catholica trattando della sola religione con ponerli hora in mano di S. S^{ta}. alla quali come a Padre universale spetta questo punto; di consegnar, a S. S^{ta}. & alla sede Apostolica detti forti in deposito, per che li ritenga fino alla conclusione finale del negozio, con Prefido, Governatore, Capitani & Uffiziali da ponerli da sua Beatitudine vassali di sua S. S^{ta}. & della sede Apostolica, & la conclusion s'habbia da pigliare a fodisfazione di S. S^{ta}. & delle due Corone. Et perche la ragioni per le quali S. Sta. se mosse, & muove a questa istanza, & quella perche sua Maesta condescende alle paterne esortazioni di S. Beatitudine sono le medesime & al medesimo fine, cio e la sopradetta bona corrispondenza col Re di Francia, al quale tanto desidera sua Maesta di fodisfare, & insieme la quiete & pace universale in Italia, S. M^{te}. con questo fundamento dimanda a S. S^{ta}. per condizione in questo deposito, che pigli a suo carico la predetta quiete, la quale turbandosi senza occasione ne causa di Spagna in qual si voglia parte d'Italia S. S^{ta}. habbia da poner prontamente rimedio effectivo con che li fodisfaccia & consegna la medesima quiete desiderata, ovvero restituire i medesimi forti nella medesima maniera che li riceve, in mano di sua M^{te}. Catholica da hora per allora sua M^{te}. consegna a S. S^{ta}. in deposito reale i sopradetti forti nella forma, maniera, e condizione sopradette; Come a nome di S. Maesta, il signor Conte d'Olivarez per fermezza & in esecuzione delle sopradette cose consegnando a Monsignore Nuntio con summa prontezza gl'ordini opportuni a tutta sua fodisfazione consegna el medesimo la presente p^{ma} scrittura & hora sotto scritta di sua mano, da inviare a S. S^{ta}. Come all' incontro Monsignore Nuntio accettando come accetta, e promette le sopradette cose nella medesima maniera, forma, e condizione come sopra a nome di S. Sanctità, consegna a medesimo signor Conte la medesima scrittura, scritta & hora sotto Sta. di sua mano, douendo in termine di due mesi consegnare insieme al Ser. Conte, lettere ratificative di S. S^{ta}. di tutto questo come S. B. ne le consegnera simili di S. M. nel medesimo termine. Il tutto fatto li 4. Febuario 1623. presente il signor Ambasciatore di Francia.



Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, la République de VENISE & le Duc de SAVOIE pour la restitution de la VALTELINE. Fait à Paris le 7. Février 1623. Freder. Leonard. Tom. IV.

1623.

FRANCE
VENISE
ET
SAVOIE
POUR LA
VALTE-
LINE.

COMME ainsi soit que le Roi dès le commencement qu'il a cité entrepris par le Roi d'Espagne & depuis par l'Archiduc Leopold au Pais des Grisons, & autres endroits à eux appartenans au prejudice de ses Alliez & de son Alliance, n'eust épargné aucun Office comme le Roi Tres-Chrestien à Rome, en Espagne & ailleurs, où il a esté besoin pour faire remettre les choses en leur premier estat, & rendre à seldits Alliez & Confederez leur repos & liberté; ce qui n'ayant produit par les artifices & longueurs dont il a esté usé, l'effect qui estoit désiré pour l'honneur & contentement des interessez & la sureté publique, Sa Majesté meue des memes consideration pour Elle & ses Amis, & specialement de la Republique de Venise & de Monsieur le Duc de Savoie, qui ont aussi un notable interrest en l'affaire & ont fait paroître jusques ici avoir les memes fins & intentions, a trouvé bon d'arrester & conclure un Traité de Ligue sur cette occasion avec lad. Republique de Venise & ledit Sieur Duc de Savoie, pour le terme & espace de deux ans, à commencer du jour de la signature du present Traité, & pour le tems de plus qu'il sera necessaire jusqu'à l'entiere restitution de la Valteline, & autres lieux occupez appartenans aux Grisons; & que seldits Princez Confederez puissent estre en repos & sureté par une bonne Paix & Accommodement.

PREMIEREMENT. Le Roi promet & s'oblige de fournir pour le fait susdit quinze à dix huit mil Hommes de pied & deux mil Chevaux. La Republique promet aussi fournir dix à douze mil Hommes de pied & deux mil Chevaux.

II. Monsieur le Duc de Savoie promet semblablement fournir huit mil hommes de pied & deux mil Chevaux.

III. Et seront seldites Troupes payées & stipendiées par chacun seldits Princes qui les fournira.

IV. En outre ladite Seigneurie de Venise & ledit Sieur Duc de Savoie, promettent fournir par leurs Frontieres, Canons & Munitions necessaires pour les occasions qui se presenteront, Sadite Majesté offrant de contribuer sa part & argent à cete depense à proportion des Troupes qu'Elle est tenu de fournir, & faire délivrer ledit argent en lieu & tems opportun au contentement de lad. Republique de Venise & dudit Sieur Duc de Savoie, pour la depense qu'il conviendra faire.

V. Et pour ce qui regarde l'emploi seldits Gens de Guerre, entretenus comme dit est par seldits Confederez du consentement des Parties, en sera avisé & délibéré plus meurement & particulièrement; à mesure qu'il sera besoin, & que les occasions s'avanceront, chacun des Confederez faisant faire l'amas le plus proche les uns des autres que faire se pourra sur leurs Frontieres, pour estre prestes au premier jour d'Avril, pour les conduire de la part & sous le commandement de qui il sera délibéré.

VI. Et cependant a esté jugé pour porter tant plus tost les Espagnols & l'Archiduc Leopold à la raison & restitution réelle des choses usurpées, & empêcher qu'ils s'affermissent davantage en la possession de la Valteline, & des lieux & places qu'ils y occupent, & au Pais des Grisons, de faire toutes une diversion par le Comté de Mansfeld, & en cas qu'il ne se pult avoir par autre chef avec forces suffisantes, seront accompagnées de six Canons &

ANS quatre pieces de Campagne & Munitions necessaires pour
de J. C. les exploits qu'il lui conviendra faire, lesquelles Forces,
1623. Munitions & Canons serontournies par lesdits Con-
federes tous ensemble, & par eux paiees moiegnant
la somme de neuf cens mil livres, de laquelle le Roi
paiera la moitié, & de l'autre moitié la Republique de
Venise en paiera trois cens mil livres & ledit Sieur Duc
de Savoie cent cinquante mil livres, & toute ladite
somme de neuf cens mil livres sera fournie à Nurem-
berg ou à Venise, pour estre employée a cet effet
pour le tems qui sera avisé.

VII. Et en cas que l'un desdits Confederes fust at-
taqué ou inquiet en ses Etats, soit par Mer ou par
Terre à l'occasion de lad. affaire de la Valteline & de
la presente Confederation, soit par les Espagnols ou
autres sous leur nom, lesdites parties ont promis reci-
proquement les uns aux autres & s'obligent de se don-
ner mutuel secours à leurs propres frais, pourveu que
ce soit dépense semblable par Mer ou par Terre : &
pour cet effet Sa Majesté sera tenue de fournir huit mil
Hommes de pied & mil Chevaux, ladite Republique cinq
à six mil Hommes de pied & mil Chevaux, & Mon-
sieur le Duc de Savoie quatre mil Hommes de pied &
mil Chevaux, & ledit secours sera à l'élection du Prin-
ce qui en aura besoin de le rechercher, en tout ou en
partie, en Hommes ou en Argent, & se donnera un
mois après l'instance qui en sera faite : & quand à la
portion qu'il conviendra y contribuer en argent, elle
sera fournie au lieu qui sera arrêté pour plus gran-
de commodité de celui qui en aura besoin, pour
estre employée selon & en la maniere qu'il sera dé-
libéré.

VIII. En outre lesdits Confederes ont estimé con-
venable & utile à l'affaire, d'encourager & favoriser
les Etats des Provinces-Unies des Pais-Bas. Comme
aussi les affaires qui sont en Allemagne, pour
par une telle occupation rendre ce dessein plus fa-
cile.

IX. Et si les choses passioient plus avant, en sorte
qu'il se fust des Conquestes sur les Averfaires, sera avi-
sé & convenu entre les parties pour les partages d'icel-
le, promettant Sa Majesté en foi & parole de Roi
tout le contenu au present Traité, sans aller ni venir
au contraire ; & le Sieur Jan Pezaro, Ambassadeur
ordinaire de ladite Republique de Venise residant près
Sa Majesté, en vertu du Pouvoir & Procuracion qu'il
a de ladite Republique, & le Sieur Comte de Verruë,
Ambassadeur ordinaire dudit Sieur Duc de Savoie près
de Sa Majesté, allant semblablement charge & pouvoir
dudit Sieur Duc de Savoie, ont promis & stipulé de
garder & inviolablement observer le contenu au susd.
Traité, sans y contrevenir en aucune façon, & d'en
fournir les Ratifications necessaires en bonne & deue
forme dans un mois, à compter de la date d'icelui,
tant de ladite Seigneurie de Venise que dudit Sieur Duc
de Savoie : & pour le respect qui est deu à nostre Saint
Pere le Pape, lesdites parties ont eu agreable, non seu-
lement de faire donner part à sa Sainteté par leurs Am-
bassadeurs ordinaires, des vrais causes & motifs de la
suldite Confederation, mais encore lui sera réservé son
lieu, la conviant d'entrer en ladite Ligue établie qu'il
le sera, puisque par sa prudence & sollicitude pa-
ternelle Elle n'a pu prevenir le mal & disposer les Espa-
gnols à une prompte & réelle restitution des choses oc-
cupées, comme il eust esté à desirer, pour éviter d'en
venir à ces voies de fait, auxquels ils sont contrains
de recourir pour garantir leurs Voisins & Alliez d'op-
pression, comme les y oblige leur honneur & reputa-
tion, avec la sureté & liberté publique. Et a esté sem-
blablement réservé lieu & seront invitez établie que se-
ra ladite Ligue, les Seigneurs des Ligues de Suisse par
toutes sortes d'offices, d'entrer au present Traité de
Ligue & Confederation, comme eussent notablement
intéressés aux affaires de la Valteline, & y seront sem-
blablement invitez, & réservé lieu pour le Roi de la
Grande Bretagne, & les Princes d'Allemagne & d'Ita-
lie qui voudront entrer avec des conditions qui seront

avisées par les Confederes, sans que l'un desdits Confe-
deres puisse entendre à aucune notable proposition ni rien
alterer au present Traité, sans la participation & con-
sentement des autres : & survenant quelque different
entr'eux à l'occasion de la presente Capitulation si
la difficulté est entre d'eux d'entr'eux, le troisieme en
sera le Juge ; & si le different estoit entre tous trois,
en ce cas il sera décidé par Commissaire & par autres
Princes, Amis & Confederes choisis & nommez par
les parties.

Fait à Paris au Palais Roial du Louvre le 7. Février
1623. Signé, Louis Giovanni Pezaro, Ambassa-
dor della Serenissima Republica di Venetia; An-
golino Manfredi Scaglia, Comte de Verruë, Ambassa-
deur de son altesse Serenissime de Savoie.

C I V.

Confirmation par le Roi Louis XIII. Roi
de France du (a) Traité de Commerce de J. C.
entre la FRANCE & l'ANGLETERRE. 1606.
RE, fait à Paris le 24. Février 1606. FRANCE
A Fontainebleau le 14. Avril 1623. ET
Freder. Leonard. Tom. V. pag. 25. ANGLE-
TERRE.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROI
DE FRANCE & de Navarre: A nos amés
& feaux Conseillers les gens tenants nos Cours
de Parlemens de Bordeaux, Roien, & Rennes
Salut; Le feu Roi Henri le Grand nostre tres-honoré
Seigneur & Pere, pour continuer & augmenter de plus
en plus la bonne amitié & intelligence qui estoit en-
tre lui & notre tres-cher & tres-ami bon Frere, Cou-
sin, & ancien Allié, le Roi de la grand' Breta-
gne, & procurer le bien & commodité de nos
Roiaumes ; memement en ce qui concerne le Traffic
& Commerce de nos communs Sujets, auroit traité
avec noredit Frere le vingt-sixieme Mai mil six cens
six. Ce que desirans pareillement entretenir, & ac-
croître la bonne & sincere amitié & correspondance
qui est entre Nous & noredit Frere, & n'obmettre
aucune chose qui puisse servir à faciliter ledit Com-
merce : Nous avons ledit Traité ci-attaché sous notre
contre-scel, entant que besoin est, ou seroit, ratifié,
agréé, approuvé, ratifions, agréons & approuvons
par ces Presentes, par lesquelles vous mandons, & à
chacun de vous enjoignons, qu'ayez à icelui émo-
luer, regiltrer, & faire executer & entretenir par
tous nos Sujets de point en point selon sa forme & te-
neur, sans qu'il en soit innové aucune chose: CAR
tel est notre plaisir. DONNE' à Fontainebleau le 14.
jour d'Avril, l'an de Grace 1623. & de notre Re-
gne le treizieme. Signé, LOUIS. Par le Roi,
BRULART.

C V.

Diverfes Pièces concernant le Mariage de
CHARLES Prince de Galles Fils de ANS
de J. C. Jacques I. Roi d'Angleterre, avec MA-
RIE Infante d'Espagne, fille de Philippe 1622.
III. négocié au mois d'Avril & suivans ESPAGNE
de l'année 1622. Mercure François. ET
Tom. IX. pag. 510. ANGLE-
TERRE.

Bref du Pape Gregoire XV. au Prince de
Galles.

TRES-NOBLE Prince salut, & lumiere de la
grace divine. Comme ainti soit que la gran-
de Bretagne ait tousjours esté abondante en ver-
tus, & personnalités de grand merite, & ait remply
l'un & l'autre monde de la gloire de sa renommée,
elle

ANS elle attire aussi tres-souvent les pensées du saint Sie-
de J. C. Apollitic à la consideration de ses loüanges. Et de
1623. fait l'Eglise ne faisoit encores que naître, quand le
Roy des Roys la voulut choisir pour son herita-
ge, & si affectionnément, qu'on tient qu'à peine
les Aigles Romaines y ont pu l'estendard de la Croix. Joint que plusieurs de ses Roys
instruits en la science du vray salut, ont preferé la
Croix au Sceptre Royal, & la discipline de la Religion
à la convoitise, laissant des exemples de Pieté aux
nations estrangeres, & aux siecles futurs. Si bien que
ayans merité dans le Ciel les Principautez & préemi-
nences de la beatitude, ils ont obtenu en terre des or-
nements triomphaux de vraye sainteté. Et ores qu'
aujourd' huy l'Estat de l'Eglise Anglicane soit alteré,
nous voyons neantmoins la Cour de la grand' Bre-
tagne estre ornée & munie de vertus morales, qui ser-
voient de consolation à la charité que nous luy portons,
& d'ornement au nom Chretien, si conjointement
elle pouvoit avoir pour sa defense & protection la Ve-
rité orthodoxe & universelle. C'est pourquoy d'au-
tant plus que la gloire de vostre Serenissime Pere nous
delecte, & le ressentiment de vostre Royal naturel, de
tant plus grande ardeur desirons-nous que les portes
du Royaume celeste vous soient ouvertes, & vous ac-
queriez l'Amour de l'Eglise universelle. D'Ailleurs
étant vray, que Gregoire le Grand de tres-sainte
memoire, a introduit aux peuples d'Angleterre, &
enseigné à leurs Roys la Loy de l'Evangile, & le res-
pect de l'autorité Apollitique; Nous comme infe-
rieurs à luy en sainteté & vertu, & pareils en nom &
degré de dignité, il est bien raisonnable qu'en suivans
ses saints vestiges, nous procurions le salut de ces Pro-
vinces, nommément aujourd' huy que vostre heureux
desseign (tres-noble Prince) vous eleve à l'esperance
d'un bonheur extraordinaire. Partant, comme vous
vous estes acheminé en Espagne vers la personne du
Roy Catholique, avec desir de vous allier à la Maison
d'Austrie, Nous avons bien voulu joier vostre
dessein, voire mesme tesmoigner ouvertement à l'af-
faire qui se presente, que vous estes celuy que re-
garde le principal soing de nostre Prelature: Car étant
ainsi que vous desirez prendre en mariage une fille
d'Espagne, de la pouvons-nous aisément conjecturer
que ces anciennes lemmes de la Pieté Chretienne,
qui es cœurs des Roys de la grand' Bretagne ont esté
si heureusement florissantes, peuvent (Dieu leur don-
nant accroissement) reverdir en vostre ame. Et de
fait il ne seroit pas croyable que celuy là aymast une
telle alliance, lequel hayroit la Religion Catholique,
& se plairait à opprimer le saint Siege. Nous avons
en suite de ce commandé de faire continuellement de
tres-humbles prieres au Pere des lumieres, à ce qu'il
luy plaise de vous mettre comme une belle fleur du
Christianisme, & unique esperance de la grand' Bre-
tagne, en possession de ce tres-noble heritage que vos
ancestres vous ont acquis, à descendre l'autorité du
souverain Pontife, & à combattre les monstres de l'he-
resie. Souvenez vous des jours anciens, enquestez
vous de vos Peres, & ils vous diront par quelle voye
l'on va au Ciel, & quel chemin ont tenu les Princes
temporels pour parvenir au Royaume eternal. Voyez
les portes du Ciel ouvertes, ces tres-saints Roys d'An-
gleterre, qui partans d'Angleterre pour venir, à Ro-
me accompagnez des Anges, sont venus honorer &
faire hommage au Seigneur des Seigneurs, & au
Prince des Apostres en la chaire Apollitique. Leurs
œuvres & leurs exemples sont autant de voix de
Dieu qui parlent, & qui vous exhortent à ce qu'a-
yez à suivre la façon de vivre de ceux à l'Empire
desquels vous parviendrez un jour. Est-il possible que
vous puissiez souffrir, que les heretiques tiennent pour
impies, & condamnent ceux que la Foy de l'Eglise
Catholique tesmoigne regner dans le Ciel avec Jesus-
Christ, & avoir commandement & autorité sur tou-
tes les Principautez & Empires de la terre? Voilà
qu'ils vous tendent la main de ceste bien-heureuse Pa-

trie, pour vous conduire sain & sauf à la Cour du Roy ANS
Catholique, & qui desirent vous ramener au giron de de J. C.
l'Eglise Romaine, laquelle suppliant avec gemisse-
ments inenarrables le Dieu de toute Misericorde pour
1623. vostre salut; vous tend les bras de la Charité Apo-
stolique pour vous embrasser avec toute affection Chre-
tienne, vous qui estes son desiré fils, en vous mon-
strant l'esperance bien-heureuse du Royaume des Cieux.
Pour vray vous ne pourrez donner plus grande conso-
lation à tous les peuples de l'Estat Chretien, que
de mettre en possession de vostre tres-noble Isle le
Prince des Apostres, l'autorité duquel a esté tenuë si
long temps en vostre Royaume de la grande Bretagne
pour la defense des Royaumes, & pour oracle de la
divinité: Ce qui arrivera sans difficulté, si vous ou-
vrez vostre cœur au Seigneur qui frappe, en quoy gist
tout le bon-heur de ce Royaume. C'est de ceste si
grande charité que nous favorisons aux loüanges du nom
Royal, & qui nous fait desirer que vous & vostre Se-
renissime Pere soyez qualifiez du nom de Libérateurs
& Restaurateurs de l'ancienne & paternelle Religion de
la grand' Bretagne. Ce que nous esperons, nous con-
fians en la bonté de Dieu, es mains duquel sont les
cœurs des Roys, & qui fait que les peuples de la ter-
re puissent recevoir guarison, lequel nous tacherons
tousjours de tout nostre pouvoir vous rendre propice &
favorable. Cependant reconnoissez en ces lettres le
soing de nostre charité, qui n'est autre chose que pour
procurer vostre bon-heur: & jamais il ne nous fera
mal de les avoir écrites, si la lecture d'icelles vient au
moins à exciter quelque petite flammèche de la Foy Ca-
tholique au cœur d'un si grand Prince, lequel nous de-
sirons estre comblé d'une liesse de longue durée, &
estre florissant en la gloire de toutes vertus. Donnée
à Rome au Palais de S. Pierre, le vingtième jour
d'Avril, 1623. l'an troisieme de nostre Pontificat.

Réponse du Prince de Galles au Pape.

TRES-SAINCT PERE, J'ay receu la despêche
de vostre Sainteté avec un grand contentement
dans le respect que demandent la Pieté & la Bien-veil-
lance, avec lesquelles sa Sainteté l'a écrite. Ce m'a
esté un plaisir indicible de lire les exploits geneaux
des Roys mes Predecesseurs, à la memoire desquels
la Posterité n'a point donné les Eloges d'honneur qui
leur sont deus. Je veux croire que sa Sainteté a
mis leur exemple devant mes yeux, afin que je les imi-
tasse en toutes mes actions: car à la verité, ils ont ex-
posé souvent leur Estat & leur Vie pour l'exaltation du
saint Siege; de sorte que le courage avec lequel ils ont af-
faillé les ennemis de la Croix de Jesus-Christ, n'apas
esté moindre que le foucy & la pensée que j'ay, afin
que la Paix & l'Intelligence qui ont manqué jusques à
present dans la Chretienté soient estraites d'un lien
d'une veritable concorde: Car de mesme que l'en-
nemy commun de la Paix veille tousjours pour met-
tre la hayne & la dissention parmy les Princes Chre-
tiens; de mesmes je croy que la gloire de Dieu de-
mande qu'on tasche de les unir. Et je n'estime pas
que j'aye un plus grand honneur d'estre descendu de
si grands Princes, que de les imiter dans le zele de leur
piété; en quoy il me sert grandement d'avoir recogneu
la volonté de nostre tres-honoré Seigneur & Pere,
& les saintes intentions de sa Majesté Catholique,
pour faire reussir heureusement ce loüable dessein,
parce qu'elle a un extreme regret de voir les grands
mal-heurs qui naissent de la division des Princes Chre-
tiens. Ce que la prudence de sa Sainteté a prevu,
lors qu'elle a jugé que le mariage qui luy plaist d'ascei-
gner entre l'Infante d'Espagne & moy, est necessai-
re pour procurer un si grand bien; parce qu'il est tout
certain que je ne me porteray jamais si passionnément
à chose du monde qu'à la recherche de l'alliance d'un
Prince, qui aura le mesme sentiment de la vraye Re-
ligion avec moy: C'est pourquoy je prie sa Sainteté
de croire que j'ay tousjours esté fort estoigné d'avan-
ta-

ANS tager les nouveautez, ny d'estre partisan d'aucune faction contre la Religion Catholique Apostolique Romaine; mais au contraire que j'ay recherché les occasions, afin que le foupçon qui peut tomber sur moy soit entierement ôté, & que je m'employe de tout mon reste pour n'avoir qu'une Religion, & qu'une Foy, puis que nous croyons tous ensemble en Jesus-Christ: Ayant resolu de ne m'espargner point en chose du monde, & de souffrir toute sorte d'incommodité, mesmes de hazarder mon Estat & ma Vie, pour une occasion si agreable à Dieu, il reste seulement, que je remercie sa Sainteté de la permission qu'il luy a pleu de m'accorder, & que je prie Dieu qu'il luy donne une heureuse santé, & sa gloire, apres tant de travaux que sa Sainteté prend dans son Eglise. Signé, CHARLES STOUARD.

Articles, Conditions, & Capitulations offertes par le Roi de la Grand' Bretagne, envoyez au Roi d'Espagne, avec les Responses de sa Sainteté.

Le Roi de la Grand' Bretagne.

Que le mariage se doit faire avec la dispense du Pape, laquelle dispense le Roy Catholique doit procurer, & donnera sa Parole Royale au Roy de la Grande Bretagne de faire tout son possible, pour obtenir ladite dispense du Pape.

Response du Pape.

Les deux parties sont d'accord sur ce point.

II. *Le Roi de la G. B.* Que le mariage se fera en Espagne & en Angleterre. En Espagne selon la forme de l'Eglise Romaine. Et en Angleterre selon les ceremonies quisembleront convenir au bien du Roy de la Grande Bretagne, de telle façon que lesdites ceremonies ne soient contraires à la Religion de la Serenissime Infante: Mais touchant le premier point, on conviendra comme telle ceremonie se fera en l'un & en l'autre Royaume.

Rep. du P. *Le mariage se doit celebrer en Espagne. Et s'il se doit faire quelque solemnité en Angleterre, il faut que premierement l'on advertisse, & que l'on soit d'accord quelle solemnité l'on voudra faire.*

III. *Le R. de la G. B.* Que la Serenissime Infante aura le libre Exercice de la Religion Catholique Romaine.

R. du P. *Cest Article est aussi accordé.*

IV. *Le R. de la G. B.* Que la Serenissime Infante aura toujours les serviteurs domestiques par l'élection du Serenissime Roy d'Espagne, sans qu'aucuns luy puissent estre donnez par le Roy de la Grande Bretagne.

R. du P. *Cest Article est aussi accordé.*

V. *Le R. de la G. B.* Qu'il aura une Oratoire ou Chappelle, & en icelle des Prestres pour y faire le service Divin, selon que la Serenissime Infante l'ordonnera.

R. du P. *Cest Article est aussi accordé.*

VI. *Le R. de la G. B.* Lequel Oratoire se fera dans son Palais, & où il se dira Messe selon la volonté de la Serenissime Infante.

R. du P. *Que l'on fera une Eglise publique à Londres, ville où la Serenissime Infante pourra demeurer, sans celui de son Palais, & qu'en un chacun endroit se feront les Exercices Divins, & s'y prêchera la parole de Dieu, avec Administration des Sacrements.*

VII. *Le R. de la G. B.* Que tous les Officiers domestiques & serviteurs de la Serenissime Infante, de quel que sexe qu'ils soient, & tous les serviteurs & servantes de sa Maison & Famille, auront le libre exercice de la Religion Catholique: lequel point se doit entendre, que qui que soit, étant serviteur, est obligé d'estre Catholique & serviteur.

R. du P. *Que les serviteurs & servantes de la Serenissime Infante, & leurs enfans & descendants, &*

toute leur famille, quelque office qu'ils exercent, doivent avoir le libre exercice de la Religion Catholique.

VIII. *Le R. de la G. B.* Que l'exercice libre de la Religion Catholique, sera en la façon qui s'en suit; sçavoir: Que la Serenissime Infante aura tout joignant son Palais une Chapelle fort grande, afin que lesdits serviteurs Catholiques y puissent entrer librement, laquelle aura une porte publique & ordinaire pour lesdits serviteurs, & autre porte inferieure afin que la Serenissime Infante y puisse entrer & ouïr Messe, & y faire celebrer l'Office Divin quand elle voudra.

R. du P. *Que les serviteurs & familiers en cela soient tous d'accord.*

IX. *Le R. de la G. B.* Que ceste Chapelle sera parée avec un decent ornement d'autel, & de toutes choses nécessaires pour le service Divin qui s'y doit celebrer, selon la coutume de la sainte Eglise Romaine: Et sera licite ausdits Officiers, serviteurs & autres, comme dessus est dit, entrer en ladite Chapelle à toutes les heures qu'ils voudront.

R. du P. *Cest Article est aussi accordé.*

X. *Le R. de la G. B.* Que le Recteur & Custodes de ladite Chapelle seront eueux & deputez par la Serenissime Infante, lesquels ne permettront l'entrée à personne qui y puisse faire chose indecente.

R. du P. *Que le Recteur & Custodes de ladite Chapelle & Eglise seront Espagnols.*

XI. *Le R. de la G. B.* Que pour administrer les Sacrements, & servir en ladite Chapelle, il y aura tel nombre de Prestres qu'il semblera convenable à la Serenissime Infante. Et que s'il y en avoit qui fussent naturels des Royaumes du Roy de la grande Bretagne, ce ne sera qu'avec la volonté & permission de ladite Serenissime Infante.

R. du P. *Sa Sainteté veut & entend que ce soit une Eglise.*

XII. *Le R. de la G. B.* Qu'il y aura entre lesdits Prestres un Recteur ou Supérieur, avec autorité & puissance de determiner des differents qui surviendront pour la Religion & conscience.

R. du P. *Sa Sainteté veut que ce soit un Eveque.*

XIII. *Le R. de la G. B.* Que le mesme Recteur ou Supérieur pourra reformer & exercer toutes Jurisdiccions Ecclesiastiques sur les delinquans de ladite Maison & famille: Et outre cela la Serenissime Infante les pourra chasser de son service à sa volonté.

R. du P. *Il faut que ce soit aussi un Eveque.*

XIV. *Le R. de la G. B.* Qu'il sera licite à la Serenissime Infante, & à ses serviteurs, de gagner les dispenses, Indulgences, & Jubilez qui viendront de Rome, & toutes les autres choses qui concernent la conscience.

R. du P. *Cest Article est aussi accordé.*

XV. *Le R. de la G. B.* Que les serviteurs & servantes de la famille de la Serenissime Infante qui seront en Angleterre, feront serment de fidelité au Roy de la grande Bretagne, pourveu qu'il n'y ait clause & parole audit serment qui contredie à la Religion & conscience des Catholiques; laquelle forme de serment sera approuvée.

R. du P. *Que lesdits serviteurs & domestiques seront Espagnols.*

XVI. *Le R. de la G. B.* Que les loix observées en Angleterre touchant la Religion, ne s'estendront pour les officiers & serviteurs Catholiques de la Serenissime Infante, lesquels seront exempts desdites loix & peines mises contre les transgresseurs d'icelles, & qu'il en fera fait une Declaration à ce sujet.

R. du P. *Que les loix qui sont & seront par cy-aprés en Angleterre touchant la Religion ne s'estendront point pour lesdits serviteurs & autres, lesquels seront exempts desdites loix & peines contre les transgresseurs: Pour ce les Ecclesiastiques ne seront sujets à nulles autres loix, qu'à leurs Ecclesiastiques.*

XVII. *Le R. de la G. B.* Que les enfans de leursdites Majestez ne seront contrains en fait de Religion & conscience, & que les loix contre les Catholiques ne s'estendront pour eux en ce point; & que si quel-

ANS qu'un d'eux estoit Catholique, pour cela il ne perdra le droit de succeder au Royaume de la grande Bretagne.

R. du P. Cest Article est aussi accordé par sa Sainteté.

1623. XVIII. Le R. de la G. B. Que les nourrices qui allaiteront les enfans de la Serenissime Infante, seront choisies & admises du consentement du Serenissime Prince, & seront mises aux rangs des domestiques.

R. du P. Que les nourrices qui allaiteront les enfans de la Serenissime Infante seront Catholiques, & choisies par ladite Serenissime Infante : Et seront mis au rang des domestiques & familiers.

XIX. Le R. de la G. B. Que le Recteur ou Supérieur Ecclesiastique, & les personnes Ecclesiastiques & Religieuses domestiques de la Serenissime Infante pourront porter leurs habits d'Ecclesiastiques accoustumés.

R. du P. Cest Article est aussi accordé.

Avis des Cardinaux du Conseil de la Propagation de la Foi.

TOutant les conditions que l'on offre de la part du Serenissime Roy de la grande Bretagne, il semble que c'est seulement pour l'assurance de la Religion de la Serenissime Infante, & de sa famille : Et pour concéder la dispense, il est nécessaire autres choses pour le droit, augmentation & bien de la Catholique Romaine Religion : Lesdites choses se doivent proposer de la part du Roy de la grande Bretagne, afin que nostre Saint Père puisse deliberer, si avec telles choses on pourroit donner la dispense requise.

Demandes du Roi d'Espagne.

I. Outre la bonne assurance que l'on a offerte, que l'Espouse, comme le dot, apres la consommation du mariage, demeureront en Espagne, jusques à ce que toutes les conditions soient accomplies : Pour éviter le Repudio, plus grandes choses sont nécessaires, & plus grandes assurances, & que pour cela le Serenissime Roy de la grande Bretagne declarera quelle assurance il donnera ; que le mariage une fois fait ne sera contredit ni desfait jamais.

Response du Roi d'Angleterre.

Pour assurance que ledit mariage ne sera desfait, il ne se peut trouver plus fermes obligations que la réalité, & la sincerité de la Religion & des loix de son Royaume, lesquelles n'admettent aucune repudiation : Aussi, il ne se peut augmenter autre Vinculo que le Mariage & sa Reputacion ; avec tout cela il se fera tout ce qui se peut faire avec detention & accommodement.

II. Demande. Qu'il soit déclaré jusqu'à quel age la Serenissime Infante aura l'Education de ses enfans, qui naistront de ce mariage.

Response. Que les enfans demeureront sous le gouvernement des femmes, jusques à l'age accoustumé en tel cas ; & cela se fera selon la complexion & santé des enfans : & par ainsi les enfans demeureront ou plus ou moins dans ledit gouvernement.

III. Demande. Qu'il soit déclaré, que quand quelque place des serviteurs & servantes de la Serenissime Infante seront vacantes, que d'autres seront nommez de la part du Roy Catholique, ou de son frere, en leur place, quand lesdites places seront vacantes, soit par mort, soit qu'ils soient chassés, où qu'ils s'en veulent retourner en Espagne de leur bon gré.

Response. Que les serviteurs qui viendront d'Espagne seront nommez par le Roy Catholique, toutes les fois que leurs places vacqueront.

IV. Demande. Que le Serenissime Roy de la grande Bretagne declare la seureté qu'il peut donner, que tout ce qui sera accordé se gardera inviolablement.

Response. Pour la seureté que toutes ces capitulations seront bien gardées, le Roy de la grande Bretagne & le Prince de Galles s'obligeront par serment, qu'ils confirmeront & seront sceller du grand sceau d'Angleterre : Et le Prince & le Prince donneront aussi leur parole, qu'ils

Tom. III.

seront tout leur possible, que toutes les Capitulations seront accordées par le Parlement. Si le Roy Catholique augmente & propose autre chose qui se puisse faire, le Roy de la grande Bretagne le fera de bonne volonté.

1623.

Response du Prince de Galles aux dernières propositions du Roi d'Espagne.

LE 2. de Juin de l'an 1623. sa Majesté presenta au Prince de Galles un papier, ou memoire de l'Assemblée des Theologiens ; & le 3. dudit mois le Comte d'Oliveres luy en bailla un autre au nom de sa Majesté, auquel il fait instance, que son Altesse conclue & accomplisse le Mariage accordé, laissant la delivrance de la Serenissime Infante pour une autre saison : Et que pour cet effect, il met en consideration à sa Majesté ce qui s'ensuit.

Que le Roy son pere estant chargé d'ans, & avec un fils unique, mettant les yeux seulement à le voir marié : & l'ayant envoyé avec esperance que le tout se faciliteroit par sa presence, sans attendre de plus longs delays par d'autres moyens, il seroit grandement desplaisant en son ame de voir des nouvelles difficultez au bout de tant d'années qu'il y a que l'on traicte du mariage, & lors qu'il se tenoit pour conclu.

Qu'estant venu en personne avec de grands travaux & dangers, afin de donner de plus grandes demonstrations de l'amour qu'il porte à Madame l'Infante, & de combien il desire voir ces deux Monarchies confederées, de s'en retourner sans le gage qu'il estime le plus, ce seroit un incroyable amoindrissement de sa reputation, & un tres-grand deshonneur, que le monde creust, que pour ne s'entre pas hié les Theologiens à la parole & serments du Roy son pere, il auroit été contraint de laisser pour otage sa propre femme, & avec icelle l'esperance de succession : chose que l'on ne scauroit demander à un ennemy que l'on puisse avoir le plus cauteux.

Et l'interim donneroit des aïdes & hardiesse à ceux qui trouvent ce mariage, au dedans des Royaumes de la grande Bretagne, pour (se mettant au hazard d'encourir l'indignation du Roy) faire de nouvelles entreprises, & molester de rechef les Catholiques, en esperance d'empescher le mariage : mais estant du tout conclu, personne ne l'osera faire : parce qu'alors ils verront tous leurs desseins renverez par terre. Et cela même se peut colliger de ceux des autres Royaumes & Provinces de la Chrestienté, qui ont de mauvaises intentions.

Que par des sinistres & mauvaises informations des choses d'Angleterre, ou par les vexations des mauvais Ministres, faites aux Catholiques contre la volonté de leurs Princes, ou pour ce que pourroient proposer les Medecins (auxquels la conscience nous oblige de croire en ce qui est de leur art) l'importunité, ou defaut de la santé, l'on iroit changeant tous les jours de nouveaux termes.

Et finalement nouvelles difficultez s'offrant, on encourroit le danger de desfaire, avec une dispense Apostolique un mariage accordé, & non du tout consommé : & ne seroit pas tant difficile, comme aucuns pensent, puis que Navarre tandis qu'il fut à Rome, obtint trois ou quatre semblables dispenses, alleguant le danger spirituel des mariez.

Et si l'on presumoit ou pensoit, que ce mariage estant dissout, son Altesse ne pourroit dans un terme plus bref que celui qui est requis, pour la delivrance de Madame l'Infante en trouver d'autres : ce seroit une chose fort terrible, & un terme bien dur, qu'apres sept années d'attente, & avoir refusé toutes les autres offres de ceste qualité, aussi que d'avoir si déterminément, & avec tant de resolution mis son affection en vostre Majesté, & livré son ame & son cœur à Madame l'Infante, cela servist de sujet pour differer ce qu'il a tant désiré, & desiré, y ayant tant de dangers au delay comme il paroît.

Et supposé que pour l'execution de ce qui se promet

B b

en

ANS en Angleterre, ou pour la delivrance de Madame l'Infante, il est force de s'offrir à la parole & serment d'aucunes des parties. Son Altesse protette que sur tous les gages du monde, il estime la Royale promesse de votre Majesté, & la supplie que l'on fasse confiance de celle partie en la promesse du Roy son pere & la sienne : ce que ne se faisant point, il se découvre de plus grands inconveniens & impossibilités pour l'accomplissement de ce que l'on desire.

Quant à l'opinion des Theologiens, son Altesse respectant autant qu'il est possible leur grande vertu & science, desireroit qu'il pleust à votre Majesté de les assurer, & informer de la grande confiance que votre Majesté fait de sa seule parole, laquelle il luy a plu estimer & choisir pour plus grand gage de l'accomplissement de ce qui s'offrira, que toutes les *fortereses* de ses Royaumes; parce qu'en cela il luy semble que quelconque scrupule de conscience, formé sur la defiance qu'ils démontrent, se reconnoitroit n'estre pas justement, ny suffisamment fondé.

Il desireroit aussi qu'en ceste matiere ils fussent informez par tant de Ministres, qui en affaires de tres grande importance ont traité avec le Serenissime Roy de la grand Bretagne : que s'ils ne l'accusent point d'avoir manqué à la parole Royale, en chose capitulée & jurée, moins y aura-il à douter au cas qui est present, là où tout va avec plus de resolutions, & de plus grands sermens que tous ceux qui se sont traité de ceste qualité.

Et presume qu'avec cestuy-cy, (entendant les Theologiens) que ne s'elloignant point de ceste opinion, ils seront non seulement fruitiers de ce qu'ils pretendent, mais ils destruiront totalement le mariage & parentage tant désiré, & se laisseront persuader par les raisons qui sont icy représentées : & c'est ce que son Altesse desire, qu'on leur remontre par voye d'avertissement, tandis que le remede est present.

Outré cè, determiner les particularitez de la seurété que l'on doit demander au Roy son pere & à son Altesse, c'en'est pas un point seulement de Theologiens, mais aussi de votre Majesté, & de ses Conseils, à la prudence & bon advis desquels, en matiere d'Etat, appartient aussi de juger de ce qui concerne le fait.

Il faut aussi considerer, que si au bout de quelques mois il est force de se fier à la parole & serment de son Altesse & de son pere, n'ayant autre seurété que celle-là, & le faire incontinent pour l'advenir, ce seroit les tirer d'une plus étroite obligation, avec un terme & procedure Royale, que non pas en faisant les diligences où il n'y a pas la seurété, qu'ils pretendent : car si on usoit de cautelle, il ne seroit pas fort difficile de feindre une grande punctualité & justesse, huit ou neuf mois, & puis apres monstrier que les finesces & industries n'ont de rien servi à ceux qui n'ont point eu de fiance en leur Royale parole.

Et s'ils demandent cela, comme pour une monstre & experience de ce qui doit arriver apres : celle que le Roy son pere a donnée depuis que l'on traite avec ardeur ce mariage, au grand bien & soulagement que ressentent les Catholiques, est plus grande que celle qui se pourra donner en quatre mois : aussi est plus grande celle qui se cognoist en la resolution si extraordinaire que son Altesse a pris, étant meü du servent amour de la Serenissime Infante, & de la grande confiance qu'il a eüe en votre Majesté, la venant servir en personne, appuyé seulement sur la Royale bonté, sans aucune autre assurance.

Et à n'interpreter le tout pieusement, son Altesse pourroit ressentir le peu d'estime que l'on fait de sa personne, puis que luy remettant à un autre temps la jouissance de ce qu'il pretend & desire le plus en ce monde : & mettant les Catholiques Anglois dès à present en possession du libre exercice de leur Religion, en la forme qu'il a esté accordé : cela est causé que son Altesse ne peut marcher d'un pas égal, non pas mesmes avec les Vaux de son pere, ny participer aux benedictions de ce mariage, ayant son Altesse travaillé en

cela tant d'années, avec un plus grand danger qu'aucun autre.

Touchant le serment que requiert sa Sainteté, selon que son Altesse est informée, votre Majesté le pourra fort bien recevoir, puis qu'au serment promissoire du fait d'autrui, dont on ne peut estre compulsé, l'on n'entend pas promettre d'avantage que de procurer avec tous les cautionnements & réponses d'induire à l'accomplissement de la parole & serment, comme il appert de plusieurs exemples.

Et de cet accomplissement, est plus que juste & claire la confiance que votre Majesté peut avoir de son Altesse & de son pere, pour tant de raisons & motifs qui sont notoirs & evidents : & espere que les Grands & doctes personages, qui sont concurrens en ceste Assemblée, ayant veu ces raisons, desquelles ils ne peuvent avoir eu cognoissance jusques à present, seront d'accord, & se conformeront en ce qu'elles auront plus de poids, & assureront d'avantage que l'experience que l'on pretend si forte contre la reputation de son Altesse : & espere, sans point de doute, qu'il n'y en aura aucun qui ne soit de ceste opinion & avis : Et au cas qu'ils n'y concurrencent tous, votre Majesté doit considerer & mesurer la gravité des voix, & non le nombre, puis qu'il est si profitable, & si certain en la pratique & experience, que la conscience de votre Majesté demeurera avec cela fort assésée, sans que personne puisse censurer ses actions.

Pour conclusion de tout ce qui a été dit (puis que les Theologiens proposent tant de difficultez, qu'elles impossibiliteront son Altesse à les recevoir,) & qu'il y a plusieurs raisons pour entendre, qu'ils ne donnent pas leur avis pour diffinitif, ny obligatoir en conscience, ains *ad melius esse*.

Et puis que l'on apperoit que ce seroit une faute de prendre ce chemin là, & que d'ailleurs son Altesse, pour mettre à repos la conscience de votre Majesté, prend sur sa foy & son honneur, que non seulement tous les autres Chefs, mais aussi la substance de ce que demandent les Theologiens, se mettront en execution à present au temps par eux limité, & par moyens plus effectifs que ce qu'ils ont déterminé : il presume que votre Majesté ne trouvera sujet, que se laissant emporter à ceste resolution, elle adventure & mette plus qu'au danger de perdre les grands biens qui resulteront évidemment de ceste union à toute la Chrestienté : l'augmentation de la Religion Catholique, que votre Majesté prefere à tout le reste : l'establisement d'une amitié & amour si reciproque, comme l'on desire entre les personnes de votre Majesté & de son Altesse, leurs successeurs & Royaumes.

Et finalement supplie votre Majesté de joindre ceste faveur à celles que chaque jour il reçoit, laquelle il estimera plus que toutes celles du monde, qui est de donner pour seurété morale la promesse & serment d'un Prince Chrestien, & de qui votre Majesté est si fort satisfait; & étant meü par cela, vaincre par sa Royale grandeur toutes les difficultez & scrupules qui se pourroient opposer à l'effect & brevité de ce mariage. Que son Altesse dedie & consacre sa personne, & tout ce qu'elle possède à l'accomplissement de ce qui sera accordé : & plustost laissera tout perdre, & se perdra quant & que de manquer à la plus petite chose en quoy votre Majesté aura engagé sa parole Royale. En son outre, ce sera mettre le leu aux obligations qu'aura son Altesse à votre Majesté; La Royale personne de laquelle le Ciel fasse prosperer, avec les heureux succez, que en conformité de ses Royaumes l'on desire.



ANS
de J.C.

C V I

1623.

Traité de Suspension générale d'armes en l'Empire, accordé par Jacques I. Roi de la Grand' Bretagne, pour son gendre FREDERIC V. Electeur Palatin, & ceux de son Parti; & l'Infante Archiduchesse d'Autriche au nom de l'Empereur FERDINAND II. & de PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, fait à Londres le 1. Mai, 1623. Mercure François. Tom. IX. pag. 338.

COMME ainsi soit que rien ne soit plus à souhaiter, & ne doive être plus soigneusement recherché par les Princes Chrétiens, que l'entretenement de la Paix en la Chréienté, nommément dedans l'Empire, qui en est comme le boulevard contre les efforts de l'ennemy commun : & que pour parvenir au rétablissement de ladite Paix en iceluy, il est besoin de faire cesser les armes & actions d'hostilité, afin d'entrer en un Traicté de Pacification generale, qui ne pourroit pas avoir sa fonction libre & reglée parmy le bruit & remuemens de la guerre : C'est pourquoi sa Majesté de la grand' Bretagne, & la Serenissime Infante Isabelle Claire Eugenie Archiduchesse d'Autriche, en vertu des pouvoirs dont son Altesse est munie, se sont déliberez d'entrer en un Traicté de Suspension, & deposition d'armes, & ont à ce nommez respectivement leurs Commissaires ou Deputez : Sçavoir, De la part de sadite Altesse en vertu de sesdits pouvoirs, Dom Charles Coloma, Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, Commandeur de Montiel, & de la Olla, du Conseil de Guerre de sa Majesté Catholique, Gouverneur de la ville & Citadelle de Cambray, Capitaine generale du Pays de Cambresis, & son Ambassadeur extraordinaire vers le Roy de la grande Bretagne, & Messire Ferdinand de Lenox, Grand-Maître de la Maison dudit Sieur Roy de la grand' Bretagne; Jacques, Marquis d'Hamilton; Thomas Comte d'Aronel & de Surrey, grand Marechal d'Angleterre; Guillaume Comte de Pembroke, Chambellan de sadite Majesté de la grand' Bretagne; Olivier Viconte de Grandison; Arthus Baron Cichester de Belfast, grand Tresorier du Royaume d'Irlande; Messire Georges Calvert, Chevalier, l'un des premiers Secretaires d'Etat dudit Sieur Roy de la Grand' Bretagne; & Messire Richard de Velson, Chancelier de l'Eschiquier de sadite Majesté, tous de son Conseil d'Etat : lesquels au nom & en qualité que dessus, & en vertu des pouvoirs & commissions qui leur ont esté baillées à cest effect, desquels la teneur sera inserée à la fin de ce Traicté, ont ensemble convenu & accordé sous l'adveu & bon gré de sadite Majesté de la Grand' Bretagne, & de ladite Serenissime Infante, les articles & conditions qui s'ensuivent.

Premièrement, A esté conclu & arresté de la part du Serenissime Roy de la Grand' Bretagne, une Deposition & Suspension generale d'armes en l'Empire, tant de la part de Sa Majesté de la Grand' Bretagne & de son Gendre, que de tous ceux qui tiennent son party : & ce pour le terme de quinze mois, en dedans lequel ne se feront aucunes nouvelles levées d'hommes.

Item, A esté conclu & accordé, que durant ladite

Deposition & Suspension d'armes, ne se feront de la part du Serenissime Roy de la grand' Bretagne, son Gendre, ny ceux tenans son party, aucunes incursions, prises de personnes, ou biens, entreprises sur les places, ny autres actes d'hostilité, & ne presteront ayde, ny confort, directement, ou indirectement contre ce present Traicté dans les limites de l'Empire, ny de leurs associez. Comme aussi son Altesse la Serenissime Infante promet, & s'oblige, que ne se feront invasions ny hostilités contre les personnes tenans le party contraire, ny leurs Vassaux, biens, maisons, & terres, en aucune maniere, & que ne se feront aucunes nouvelles levées pour les jetter dans les Palatinats.

Item, Est accordé & convenu, que durant ce Traicté le Serenissime Roy de la Grand' Bretagne, & son gendre, ne maintiendront ny enteront en aucune ligue, ou confederation, au prejudice de ce present Traicté, ains les desadvoieront, comme ils font desmaintenant; & aussi tous ceux qui commettront ou feront quelque invasion, ou acte d'hostilité dans les terres de l'Empire, ou celles des associez, les declarans pour ennemis de l'Empire, & desdits associez : Comme semblablement la Serenissime Infante declare pour tels tous ceux qui contreviendront au present Traicté : promettant à cet effect, tant le Serenissime Roy de la Grand' Bretagne, que la Serenissime Infante, de faire tout devoir pour empêcher les oppressions & hostilités susdites, afin que la Paix y soit relablie, & le commerce remis comme auparavant en toute sécurité.

Item, A esté convenu & accordé, que durant ledit terme ne se baltiront de part & d'autre aucunes fortresses, ny fortifications nouvelles dans l'un ou l'autre des Palatinats; mais toutes les places d'iceux seront laissées, & demeureront pendant ledit temps en l'état qu'elles sont à present.

Item, A esté accordé de la part de la Serenissime Infante, en vertu de ces pouvoirs, que le Traicté general de Paix, & accommodement final des troubles survenus, & à present ayant cours en l'Empire, se tiendra entre les Ambassadeurs, Commissaires; ou Deputez, tant de la part de sa Majesté Imperiale, & des autres parties interessées avec elle, que de sa Majesté de la Grand' Bretagne, pour l'interet de son Gendre, & des personnes interessées avec elle, en la ville de Cologne.

Et ont, tant sa Majesté de la Grand' Bretagne, que Son Altesse la Serenissime Infante, convenu & accordé, que ledit Traicté general commencera au plus tard dedans le terme de trois ou quatre mois, apres la date du present Traicté : & qu'à cest effect les susdits Princes feront trouver audit lieu convenu leurs Ambassadeurs, Commissaires, ou Deputez.

Lesquels articles sus-mentionnez, ledit Serenissime Roy de la Grand' Bretagne, d'une part, en vertu du pouvoir que sa Majesté a de son Gendre, & la Serenissime Infante, en vertu de sesdits pouvoirs, de l'autre, promettent & s'obligent sincerement sur la foy & parole de Princes, de récllement & punctuellement accomplir & faire accomplir tout le contenu d'iceux, sans aller ny venir au contraire, directement, ou indirectement; prenant ladite Serenissime Infante à sa charge de ratifier, & faire ratifier par sa Majesté Imperiale ce present Traicté, & d'en delivrer les ratifications à sa Majesté de la Grand' Bretagne; qui promet réciproquement de ratifier, & faire ratifier par son Gendre, par la sous-cription de son nom cedit Traicté; & faire delivrer la mesme ratification à ladite Serenissime Infante, ou à ses Ministres, dans le temps de deux mois prochains.

Suivent les teneurs des Commissions.

JACQUES par la grace de Dieu Roy de la grand' Bretagne, &c. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut : Comme ainsi soit que pour le grand desir que nous avons tousjours eu d'arrester le

ANS de J. C. 1623. cours, & assoupir les troubles qui sont nez en l'Empire, & de voir la Paix & tranquillité publique restablir en la Chrestienté, Nous ayans à ceste fin recherché toutes les occasions, & embrassé tous les moyens possibles qui nous pouvoient faire esperer de parvenir à ce bien-là, & jugeant que pour ce faire, il seroit expedient de faire cesser au preallable les actes d'hostilité par une Suspension d'armes, afin d'acheminer paisiblement les choses à la pacification absolue par le moyen d'un Traicté, qui ne pourroit pas avoir sa fonction libre, ny réglée parmy le bruit & les remuements des armes. Nous n'avons pas si-tost recogneu la mesme disposition & dessein du tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince, Ferdinand deuxieme, par la grace de Dieu. Empereur des Romains, &c. nostre tres-cher & tres-ame bon Frere & Cousin, de venir à ladite Suspension, que nous avons despesché à cest effect nostre Ambassadeur extraordinaire en la Cour de tres-haute & tres-puissante Princesse, nostre tres-cher & tres-amee bonne Sœur & Cousine l'Infante Isabelle Claire Eugenie, pour à son entremise, debatre & conclurre cest affaire de la Suspension & de position d'armes avec les Commissaires par elle deputés, en vertu du pouvoir & autorité que luy en avoit esté donné de la part de sa Majesté Imperiale. Et bien que la chose ne se peût pas lors resoudre, ny effectuer, à cause de plusieurs grandes difficultez qui se feroient rencontrées en la negociation, si est-ce que ce bon desir ayant continué es volontez de part & d'autre, & fait naître de nouveaux expedients pour en reprendre le fil, à l'entremise de nostre-dite bonne Sœur & Cousine la Serenissime Infante, qui auroit envoyé vers nous son Ambassadeur extraordinaire le Sieur de Boischot, Baron de Saventhen, &c. pour avec Dom Charles de Coloma, Ambassadeur extraordinaire de tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince le Roy d'Espagne, nostre tres-cher & tres-ame bon Frere & Cousin, traicter avec nous, ou avec nos Deputés à ceste fin; Nous desirans de nostre pouvoir avancer cet œuvre, pour parvenir à celuy de la Paix, & voulant commettre à iceluy personages de prudence, & intégrité requise; Sçavoir faisons, que pour la cognoissance que nous avons, & nous confians à plain de la probité, suffisance, loyauté, & experience de nos chers & bien-amez Cousins Leonel Comte de Middlesex, grand Thresorier, & Maître des Gardes-nobles de nostre Royaume d'Angleterre; Louys Duc de Lenox, grand Maître de nostre Hostel; Jacques Marquis d'Hamilton; Thomas Comte d'Arondel & de Surrey, grand Maréchal d'Angleterre; Guillaume Comte de Pembroke nostre Chambellan, & Olivier Vicomte de Grandison, & de nos feaux & bien-amez Arthur, Baron de Chichester de Belfast, grand Thresorier de nostre Royaume d'Irlande; le Chevalier Calvert, l'un de nos premiers Secretaires d'Etat, & le Chevalier de Velson, Chancelier de nostre Eschiquier: Tous Conseillers de nostre Conseil d'Etat: Avons iceux commis & député, commettons & deputons par ces presentes, pour traicter, conclure, & arrester avec lesdits Sieurs Ambassadeurs extraordinaires desdits Serenissimes Roy & Infante, nos tres-chers Frere & Sœur; Estans iceux garnis de pouvoir suffisant, tant sur le fait de ladite Suspension, ou de position d'armes, que particulièrement de la Sequestration de la ville & forts de Francquendal entre les mains dudit Seigneur Roy, ou de ladite Serenissime Infante, sous tels pacts, conditions, & seuretez, & pour tel temps que l'on en pourra convenir; tout ainsi que nous mesmes faire pourrions en nostre propre personne, dequoy nous leur avons donné, & donnons Plein-pouvoir & autorité: jaoit que le cas requist mandement plus special qu'il n'est contenu en ces presentes, promettant en foy & parole de Roy, & sous l'hypothèque de tous & chascuns nos biens, presents & advenir, d'avoir pour agreable, & de tenir ferme & stable à tousjours, & arrester en cest endroit, tout ce que par nosdits Commissaires sera fait, traicté & conclu; & le tout obser-

ver & accomplir de point en point, sans jamais aller ny venir au contraire, directement, ny indirectement. En témoin dequoy nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait mettre & apposer nostre signet. Donné à Neumark le premier jour de May, l'an de grace mil six cents vingt & deux, & de nos regnes d'Angleterre, & d'Irlande le vingtième, & d'Ecosse le cinquantième. JACQUES ROY.

ANS de J. C. 1623. ISABELLE Claire Eugenie par la grace de Dieu Infante d'Espagne, Archiduchesse d'Autriche, &c. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut: Comme sa Majesté Imperiale par ses lettres patentes du quatrième jour de Juin, seize cents vingt & deux, nous ait à l'instance & intercession & intercession du tres-haut, & tres-puissant Prince le Roy de la grand Bretagne, nostre tres-cher & tres-ame; Pour le tres-grand desir qu'elle a de voir restablir l'Union & tranquillité publique, donné Plain-pouvoir, anéantir, & puissance absolue d'arrester, & faire une Suspension ou de position d'armes au Palatinat, & ailleurs en Allemagne, avec tout ce qui en dépend, comme ledit Sieur Roy l'a tousjours témoigné de desirer, pour avoir à cest effect envoyé passé quelque temps à ceste nostre Cour son Ambassadeur, auquel nous aurions aussi fait joindre nos Commissaires & Deputés, pour en nostre nom conclure & arrester ladite Suspension d'armes, sans pour lors cest affaire avoir esté conduit à quelque effect final, quoy que depuis il ait esté continué & suivi. Et desirans d'en voir réüssir une bonne fin, & de satisfaire au pouvoir susdit, Sçavoir faisons que pour la grande confiance & certaine cognoissance, que Nous avons de longue main, & experience de nos tres-chers, & tres-amez Dom Charles Coloma, Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, Gouverneur, & Capitaine general de Cambray & Cambresis, du supreme Conseil de guerre de Sa Majesté, & son Ambassadeur extraordinaire en Angleterre: Et Messire Ferdinand de Boischot, Baron de Saventhen, aussi Chevalier de l'Ordre de St. Jacques, & Conseiller des Conseils d'Etat, & Privé de ladite Majesté en ces Pays-bas: Nous avons iceux delegués, commis & député de nostre part, commettons, deputons, & deleguons par ces presentes à l'effect que dessus, vers la personne dudit Sieur Roi, pour traicter, conclure, & accorder avec icelluy, ou ses Deputés, garnis de pouvoir suffisant touchant ladite Suspension & de position d'armes; & mesmes pour y arrester le deposit de la ville de Francquendal en nos mains, sous tels pacts, conditions, & convenances, & pour tel terme de temps que l'on en pourra estre d'accord de part & d'autre; & ce avec la mesme fermeté, & en la mesme forme & maniere, comme nous mesmes faire pourrions, si presents y estions: à quoy nous les autorisons par cesdites presentes, jaoit que le cas requist mandement plus special qu'es presentes n'est porté: Et tout ce qu'ils auront ainsi arrêté, fait & accordé, à l'effect que dit-est, Nous promettons en foy & parole de Princesse, & sous nostre honneur, & obligation de tous & chascuns nos biens presents & advenir, de tenir & avoir agreable, ferme, & stable à tousjours, mesmes faire par ladite Majesté Imperiale solennellement confirmer, ratifier, & approuver tout ce que par eux sera fait, traicté, conclu, & arrêté en cet endroit, sans jamais y aller au contraire, directement, ny indirectement, mesmes desmaintenant pour lors que les choses dites seront faites & arrêtées, Nous les loüons, approuvons, & ratifions par cesdites presentes, & promettons les loüer, approuver, & ratifier en la plus ample forme que faire le peut, & doit pour la deü observation, entretenement & execution de tout ce qui sera fait, conclu & arrêté en vertu de cestuy nostre pouvoir. En tesmoignage de ce nous avons signé ces presentes, & y fait apposer nostre cachet secret. A Bruxelles le douzième Fevrier, mil six cents vingt & trois. Ainsi sous-script, A ISABELLE, Et plus bas: par ordonnance de son Altesse, De la Faille.

ANS En foy & tefmoignage de toutes & chacune les-
de J. C. quelles chofes ; Nous Commiffaires deputez , avons
1623. fous-figné de nos mains le prefent Traicté, & iceluy
muny & confirmé par l'appofition de nos feaux. Faict
à Londres le vingt-uniefme d'Avril 1623. ftille
d'Angleterre , & le premier de May , ftil nouveau
1623.

D. Carlo Coloma. Middlefer. Arthur Chichefter.
Ferdinand de Boiffot. Lenox. Georg. Calvert.
Hamilton. Rich. Wefton.
Arondel & Surrey.
Pembroke.
Ol. Grandifon.

C VII.

ANS Premier Projet dressé à Rome , pour l'ac-
de J. C. commodement des Differens entre les Gri-
1624. sons au fujet de la VALTELINE ,
en Février , 1624. Mercure François
Tom. X. pag. 154.

I. **Q**ue l'establiffement de la Religion Catholique
en la Valteline , Comtez de Bormio &
Chiavenne s'effectuera conformement aux
articles qui en ont esté dressés par ordre de fa Saincteté,
& qui feront mis au pied de ceste capitulation , fous-
cripts par le commandement de fa Saincteté , & de
Monsieur le Cardinal Barberin fon Nephve.

II. Que les Grifons jureront & promettont les ob-
servations des mefmes articles de Religion , s'obligeant
en toute meilleure forme aux deux Roys ; & ceux-cy
l'un à l'autre ; & les mefmes deux Roys pour ladite
observation promettont l'affiftance de leurs bons of-
fices , & encores de leurs amies toutes-fois & quan-
tes qu'ils en feront requis de fa Saincteté , ou des Pa-
pes qui feront pour lors.

III. Qu'en tous les lieux de la Valteline & des Com-
tez de Bormio , & de Chiavenne , efquels les Grifons
avoient accoustumé d'envoyer des Gouverneurs de-
vant les derniers mouvements de l'anj 1620. ils puiffent
dorenavant en envoyer encores qui foient efleus de
leurs communes , pourveu qu'ils foient Catholiques , &
non autrement.

IV. Qu'en toutes les instances & cas d'appellation
selon les loix , statuts & costumes des Grifons , les
caufes efquelles lefdits Gouverneurs Catholiques efdirs
Pays auront donné sentence foient reveués par des Ju-
ges Catholiques efleus comme dessus.

V. Que lefdits Gouverneurs adminiftreront la Ju-
stice droictement & fans aucune paffion , haine & ven-
geance.

VI. Que lefdits Gouverneurs procederont à ladite
adminiftration de Justice tant civile que criminelle a-
vec l'affiftance des Lieutenans efleus des lieux où ils ex-
erceront leur Gouvernement.

VII. Que quant au Comté de Bormio & fes de-
pendances , l'on n'entend point par la prefente Capi-
tulation faire aucun prejudice aux privileges dont ceux
de Bormio jouyffoient devant lefdits mouvements de
l'anj 1620. mais au contraire que tous lefdits privileges
demeurent en leur premiere vigueur : la prefente Ca-
pitulation s'entendant pour les peuples dudit Comté de
Bormio , plustoft augmentant que reftreignant leurfdits
privileges.

VIII. Que tous les forts baltis en ladite Valteline
& Comtez de Bormio & Chiavenne depuis l'année
1620. fe demoliront , avec promesse des Grifons aux
deux Couronnes , & de celles-cy reciproquement l'un
à l'autre , qu'ils ne fe referont , & ne fe permettra
qu'ils foient refaits fous quelque pretexte & couleur
que fe soit.

IX. Que le paffage par la Valteline & Comté de
Bormio demeurera libre à fa Majesté Catholique pour
faire paffer & retourner les mefmes gens de guerre
qu'elle aura befoin d'envoyer delà les monts , avec les
circonfpections qu'on a accoustumé d'avoir es paffa-

ges de la gendarmerie touchant le departement des
chemins , & comportement defdits gens de guerre.

X. Que les Valtelins & ceux de Bormio , & tous
autres habitans des fufdites Vallées & de leurs depen-
dances , auront pardon general de tout ce qui s'est
paffé jufqu'au jour de la datte des prefentes à caufe des
mouvements qui commencerent l'anj 1620. Et que les
maifons & familles des fieurs Robuftel , Paribel ,
Paravicino , Azo-Befte , Jean Guillard , Quadri , la
famille de Lingi , & les freres de Verlema Franchi du
Comté de Chiavenne qui ont fuivy ces années paf-
fées le party de la Valteline , & autres qui feront de-
clarez des deux Roys ; avec leurs biens & perfonnes
pour vingt ans en la protection des deux Roys , &
en telle forte que fous quelque tiltre que ce puiffe efre,
encores que ce fult de Justice , l'on ne puiffe faire ex-
ecution réelle ou perfonnelle contre eux à l'infiance
du fife , ou de fes adherants , fans le fecu & ordre des
deux Roys.

XI. Que les Grifons promettont & jureront en
s'oblignans aux deux Roys en toute meilleure forme ,
& ceux-cy l'un à l'autre l'obfervation de tous les pre-
fents articles , & de tout ce qui en tout autre cas
controverfé ou litigieux fera déclaré par les deux Roys
eftre entendu en la prefente Capitulation ; jurant
encores lefdits Grifons l'obfervation des articles cy-de-
fous concernans la Religion Catholique.

XII. Qu'en cas de contravention à tous les pre-
fents articles de Religion , ou en aucune partie d'i-
ceux , & en ce qui touche la prefente Capitulation ,
les Grifons fe declareront avec expresse renonciation
dez à present comme dez lors , exclus & privez de
toute raifon-jurisdiction & fuperiorité , ez Comtez
de la Valteline & de Bormio , en forte que lefdits
pays & habitans demetrent pour toujours libres
& fans que jamais plus ils doivent recognoître en au-
cune façon lefdits Grifons.

XIII. Que pour tant mieux affeurer ceste promesse ,
les Grifons prieront les deux Roys de prendre en leur
protection la defenfe des Valtelins , & de ceux de Bor-
mio contre eux-mefmes , pour faire qu'ils obfervent la
prefente Capitulation , & les articles concernans la Re-
ligion joints icy bas.

XIV. Qu'il fera au plain & absolu arbitrage du Pa-
pe de declarer les cas de contravention aux prefens ar-
ticles Politiques accordés entre les deux Couronnes ;
& que lefdits Grifons promettont & s'obligeront
aux deux Roys , & ceux-cy reciproquement l'un à l'aut-
re d'en demeurer à ce que fa Saincteté declarera tou-
chant ladite contravention.

XV. Que lefdits Grifons contrevenans à la fufdi-
te capitulation & etabliffement , ou en quelque partie
des articles cy-dessus transcrits concernans la Re-
ligion , ou par offense que quelques perfonnes particu-
lières feiffent au public de la Valteline & du Comté de
Bormio , ou par offense publique des Grifons contre
des particuliers de ladite Vallée & Comté , ou par
offense particuliere entre privés Grifons & Valtelins ,
& ceux dudit Comté , ou offense publique des mefmes
Grifons , contre le public defdites Vallées & Comté ,
foit en la vie , ou aux biens , ou en ce qui touche
la Religion Catholique-Romaine , & le libre exer-
cice d'icelle , en ces cas les Valtelins & ceux dudit
Comté qui pretendront y avoir contravention , feront
obligez de la denoncer au Pape par le moyen de
fon Nonce , afin que fa Saincteté declare s'il aura efre
contrevenu ou non à la prefente Capitulation , ou à
l'establiffement defdits Articles cy-dessus escrit concer-
nans la Religion.

XVI. Que le Pape declarant que les Grifons auront
contrevenu , en ce cas , il toft que telle declaration
de fa Saincteté par le moyen de fon Nonce prez les
Suiffes & Grifons Catholiques fera faite aux Ambaffa-
deurs que les deux Roys tienient refpectivement
efdirs pays , leurfdites Majestez feront obligées dans le
temps de quatre mois que leur aura efre faite la
declaration du Pape , de faire defifter les Grifons de

ANS toute contravention, autrement que ce terme expiré, il sera permis à sa Majesté Catholique, & à ses Ministres de moyenner sans ou avec les armes, comme sa Majesté le jugera plus à propos, que les Valtelins & ceux du Comté de Bormio demeurent libres conformément à l'Article unzième cy-dessus écrit, & qu'en tel cas sa Majesté tres-Chrétienne ne donnera aucune assistance secrète ou publique aux Grisons.

XVII. Que si l'offense des Grisons estoit telle contre les Valtelins, & ceux de Bormio, qu'ils prissent publiquement les armes contre eux, encores que ceste prise d'armes eut pour fondement une cause particulière, alors & en ce cas, sans qu'il soit besoin d'une dénonciation au Pape, ny d'une déclaration de cestuy-cy, il sera permis à sa Majesté Catholique, & à ses Ministres, de moyenner sans autre delay, sans, ou avec les armées, comme mieux luy semblera, que les Valtelins & ceux de Bormio demeurent libres, suivant l'établissement de l'article unzième cy-dessus écrit; auquel cas sa Majesté tres-Chrétienne sera aussi obligée de se retirer de toute assistance secrète ou publique en faveur des Grisons.

XVIII. Que les deux Couronnes s'obligeront de demeurer à la déclaration du Pape, naissant quelque doute sur ces trois articles, sçavoir 14. 15. & 16. qui concernent la feureté du présent établissement, en cas que lesdits Roys ne fussent d'accord en la détermination desdites doutes.

XIX. Que lesdits deux Roys & leurs Ambassadeurs ordinaires près sa Sainteté conformément à leur pouvoir, la teneur duquel sera enregistrée au pied de la présente Capitulation, en promettent l'observation, & des articles cy-dessus écrits, & que dans le terme de deux mois, de la date du présent établissement, les articles en seront ratifiés.

XX. Qu'aussi-tôt que la ratification en sera faite, & que les patentes en seront envoyées à sa Sainteté, la présente Capitulation s'effectuera, afin qu'édits pays de la Valteline & Comtez de Bormio & Chiavenna, les forts soient demolis.

XXI. Que jusques à ce que lesdits forts soient demolis en ladite Vallée & Comtez de Bormio & de Chiavenna, le deposit s'entend estre continué entre les mains du Pape, & que pour le commandement de ces lieux là, il demeure un Catholique tel que sa Sainteté voudra, en quoy les deux Roys donneront leur consentement, & à ce tel là, la Superintendance pour l'accomplissement & execution du présent établissement.

XXII. Que chacun des Ambassadeurs des deux Couronnes soubscrira une copie de la présente Capitulation, l'un retenant près de soy celle qui aura esté soubscrite de l'autre.

C V I I I.

ANS *Second Projet contenant les Articles sur le fait de J. C. de la Religion, que le Pape Urbain VIII. entend être observés dans la VALTELINE.*
1624.
LA VALTELINE.
LINE 3 aux Comtez de Chiavenna & de Bormio. Au mois de Février, 1624.
Mercure François. Tom. X. pag. 161.

Articles du moyen par lequel les choses touchant la Religion Catholique Romaine, les Peuples de la Valteline & des Comtez de Chiavenna & de Bormio devront estre gouvernez par ordre & commandement de sa Sainteté le Pape Urbain VIII. Si tous les points politiques pour l'accommodement des différens qui sont entre les Grisons & les Peuples de la Valteline, & des Comtez de Chiavenna & Bormio sont accordez entre les deux Roys par l'entremise de leurs Ambassadeurs ordinaires résidens en la Cour de Rome : & sa Sainteté voulant selon le devoir de

son Office de Pasteur, & en conformité de la pieté des deux Roys pourvoir à la feureté & à l'établissement de la Religion Catholique Romaine, & libre exercice d'icelle edits pays; Sa Beatitude preicit & commande l'observation des Articles cy-dessus écrits.

I. Que les Gouverneurs qui seront envoyez & Gouvernements de la Valteline, & Comtez de Bormio & Chiavenna, devront estre de la Religion Catholique Romaine, & non autrement.

II. Que toutes les instances & cas d'appellation, selon les Loix, Statuts & Costumes du pays, les causes esquelles lesdits Gouverneurs Catholiques edits pays auront donné sentence, seront cogneues & reveuës par des Juges Catholiques.

III. Qu'en cas qu'il survint quelque doute, si lesdits Gouverneurs & Juges seront vraiment Catholiques, ou prétendus tels; l'on doive demeurer à la Déclaration que le Pape en fera devant qu'ils prennent possession de leur charge.

IV. Que dans la Valteline & les Comtez de Bormio & Chiavenna, comme aussi es lieux de Bruz & Puschiavo, l'on ne puisse exercer en aucun temps ny maniere, soit publiquement, soit privéement, aucun acte ou usage, ny faire profession d'aucune autre Religion que de la seule Catholique Romaine.

V. Que les Grisons seront obligez de recevoir & maintenir avec toute favorable assistance en tous leurs pays de deçà les monts l'exercice de la seule Religion Catholique Romaine, & de tout acte & usage d'icelle privativement à tout autre exercice, acte & usage d'autre Religion.

VI. Que les mesmes Grisons seront obligez de recevoir & maintenir avec toute favorable assistance en tous leurs autres pays le libre exercice de la Religion Catholique Romaine, & de tout acte usage particulier d'icelle, & de chasser de leursdits pays tous apostats de l'Eglise Romaine, en sorte qu'ils ne puissent avoir domicile edits pays.

VII. Que nul de secte heretique, telle qu'elle puisse estre, ne puisse avoir domicile affermé en aucune terre ou lieu de la Valteline, & des Comtez de Bormio & de Chiavenna, de Bruz, & de Puschiavo, ny en aucun autre lieu deçà les monts, sous quel que pretexte que ce puisse estre.

VIII. Qu'en tous les susdits pays, domaines & lieux, toutes les Loix & Decrets qui offensent en quelque façon le Pape & son autorité, & celle de l'Ordinaire, & qui sont contre la liberté Ecclesiastique, seront revoquées & annullées, & par special les Sentences faites par les Droictures de Tolose contre les Valtelins devant leur soulevation.

IX. Que les heretiques, de quelque secte que ce soit, qui ont des biens stables, cens, rentes, & qui possèdent en aucune maniere immeubles, meubles & autres biens en la Valteline, & Comtez de Bormio & Chiavenna, en Bruz & Puschiavo, s'ils ne veulent vivre suivant l'usage de ladite Religion Catholique Romaine; & que devant que de s'y habiter faire profession de la Foy Catholique, seront obligez de vendre, permuter, ou en quelque autre façon alienen lesdits biens à personnes Catholiques, dans le terme de six ans de la date des présents articles : & cependant voulans bailler à ferme lesdits biens, seront tenus de ce faire à des Catholiques.

X. Qu'il sera permis aus heretiques qui posséderont des biens, comme à esté dit cy-dessus, durant le temps desdites six années de pouvoir aller & demeurer ex lieux où ils posséderont lesdits biens deux mois de l'année, à sçavoir un mois à la fois, en divers temps du jour de leur arrivée edits pays, & non deux mois de suite; durant lesquels temps ils pourront faire valoir leursdits biens, cultiver leurs terres, & en recueillir les fruits, les transporter, & librement jouir de leurs revenus.

XI. Que lesdits heretiques ez cas exprimez cy-dessus de cultiver leurs terres, & en recueillir les fruits, ne pourront mener avec eux leurs femmes & familles. Et quant

ANS quant aux Gentils hommes , il fera permis de mener
de J. C. deux ferviteurs au plus : & arrivez qu'ils seront au lieu
où ils possèdent du bien , seront obligez de se pre-
senter au Podeslta ou au Lieutenant dudit lieu , lesquels
1624. ne pourront leur donner licence de demeurer plus long
temps que celui qui leur est accordé cy-dessus , ny leur
permettre d'y venir armez ; lesquels susdits heretiques
pendant qu'ils y demeureront , ne pourront faire ex-
ercice d'aucune autre Religion , que de la Religion
Catholique Romaine en public ou privé , ny dogma-
tiser , disputer , ou en quelque autre façon discourir des
choses contraires à ladite Religion Catholique Romaine ,
ny tenir livres defendus par la sainte Eglise Catho-
lique Romaine ; & faisant autrement , seront severement
chastiez par la Justice de l'Ordinaire ou autre Ju-
ge Ecclesiastique.

XII. Que les enfans des heretiques de quelque
sorte que ce soit , tant males que femelles , qui demeure-
ront & sont encores en la Valteline & Comtez de
Bormio & de Chiavenna , comme des lieux de Bruz
& de Puschiavo seront retenus esdits pays pour les
nourrir & eslever à la Catholique & Seminaires , Mo-
naisteres , & lieux pieux , ou en quelque autre fa-
çon , asquels les peres seront tenus de donner les ali-
mens : & en cas de refus , y seront contrains par
les voyes d'une sommaire Justice , & sans appel ;
ne pourront lesdits peres les priver de leur he-
redité.

XIII. Que l'entrée libre en la Valteline , & Com-
tez de Bormio & Chiavenna , de Bruz & de Puschiavo
sera permise à tous Ecclesiastiques , tant seculiers que
reguliers : comme aussi d'y demeurer , y baltir des E-
glises , d'y instituer des Paroisses , Colleges & Uni-
versitez , & finalement leur sera permis d'exercer sans
aucun obstacle tout ce qui sera nécessaire & expedient
en ces pays là , pour la manutention de la Religion Ca-
tholique Romaine.

XIV. Qu'il sera permis à l'Ordinaire & aux Visi-
teurs & autres Ministres de l'Eglise Romaine de
visiter lesdits pays , & y exercer en toutes affaires , mais
principalement en ce qui touche la Religion Catho-
lique Romaine leur office & Jurisdiction selon la dispo-
sition des loix Ecclesiastiques & l'usage de l'Eglise Ro-
maine.

XV. Que la Ligue Grise , celles de la Cadée , &
des dix Droictures , & la Seigneurie de Mayenfeld ,
tant au nom public que par les personnes particulieres
seront obligées en vertu de la presente Capitulation de
rendre dans six mois de la date d'icelles , aux Eglises
& personnes Ecclesiastiques , tous & chacun les biens
qui sont en quelque lieu que ce soit , qui ont esté oc-
cupez & usurpez depuis quarante ans en çà ; Et à ceste
restitution seront obligez non seulement les usurpateurs ,
mais leurs heritiers successeurs , & ayant cause , avec
condemnation des fruits eccheus & mal perçus à
ceux qu'ils ont occupez : comme aussi de ceux qui ont
esté alienez par contrats avant devant que depuis les
susdits quarante ans.

XVI. Que le susdit & tous autres des presens arti-
cles ne sera point restrictif & limitatif , mais extensif
& ampliatif , à tout ce qui aura delà esté esclairey , eta-
bly , & accordé par Monsieur l'Evesque de Compagne
à present Nonce Apostolique & Conferences & Pi-
tachs faicts n'agueres en la ville de Coyre pour le bene-
fice de la Religion Catholique Romaine , des Eglises
& personnes Ecclesiastiques.

XVII. Que pour plus grande seurte de ladite Re-
ligion Catholique Romaine & des Catholiques , de-
vant la demolition des forts , & tout autre acte de l'ex-
ecution de la Capitulation politique , devront estre pu-
bliez par Edict tous les presens articles de Religion ,
compris sous les nombres 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11.
12. 13. & 14.

XVIII. Que les Grisons promettont aux deux
Rois , & ceux cy l'un à l'autre , de demeurer à la deci-
sion du Pape sur les dones qui pourront naistre sur les
presens Articles de Religion , & contravention à la
tenue d'iceux.

XIX. Que les deux Roys pareillement promettont
& s'obligeront d'assister tousjours pour l'entiere obser-
vation des presens Articles de leurs bons offices , &
de leurs armes encores , toute & quantes fois qu'ils en
seront requis par la Sainteté , ou des Papes qui seront
pour lors.

XX. Que la disposition du Chapitre uniesme qui
regarde le pardon de ceux de la Valteline , & de ceux
de Bormio , & des Chapitres 11. 12. & 13. tou-
chant la seurte de l'observation des poincts politiques
& temporels qui seront accordez entre les deux Roys ,
s'entendra mot à mot repetée & inserée es presens Ar-
ticles pour l'observation d'iceux en faveur de la Re-
ligion Catholique Romaine , non seulement en la Val-
teline & Comté de Bormio , mais à Chiavenna enco-
res , comme si Chiavenna au regard de la Religion
estoit comprise ausdits Articles.

XXI. Que pour plus grande seurte de l'accom-
plissement & observation desdits articles de Religion ,
chacun des deux Roys fera promptement faire tous
offices , afin que les Suisses promettent & s'obligent
pour les Grisons , à l'observation de toutes & cha-
cunes les choses comprises aux susdits Articles , mais que
ce present Article s'entendra mis à part & pure-
ment , & non par forme de condition , afin que les
Articles qui seront establis , comme il a esté dit cy-
dessus entre lesdits deux Couronnes , touchant les
poincts politiques & temporels , & les susdits Articles
touchant la Religion , demeurent en leur vigueur , en-
core que ladite promesse des Suisses n'en suivist.

C I X.

Traité de Trêve entre la POLOGNE & ANS
la SUEDE , fait avant le mois de Juin de J. C.
de l'Année 1624. Mercure François. 1624.
Tom. X. pag. 269. POLOGNE
ET SUEDE.

Nous Deputez Commissaires de la sacre & Roy-
ale Majesté de Pologne & de Suede nostre
Seigneur souverain très-clement , & de l'As-
semblée des Estats du Royaume de Pologne , & du
grand Duché de Lithuanie , Faisons à sçavoir , & cer-
tifions à tous ceux qu'il appartiendra , ou qu'il doit ap-
partenir en quelque sorte ou maniere que ce soit. Que
ayant esté cy-devant accordé en la Conference tenue en-
tre les Commissaires de Pologne & de Suede , que nou-
veaux Commissaires seroient deputez de part & d'autre ,
pour reprendre & parfaire derechef le Traicté com-
mencé de la Paix , Nous insistans sur ces choses , avons
convenu avec les Commissaires de l'Illustrissime Prince
Gustave Adolphe , & les Commissaires du Royaume
de-Suede l'Illustré Seigneur Jaques de Legardie Con-
seiller & Marechal General des armées , & Magnifi-
ques Seigneurs Henry Flamming de Lics & Esche ,
Colonel de la milice de Finnonie , & Adam Schraffer
de Alpe & Westent Commissaire en Estonie es fins
de la forteresse de Darles : Comme en leur presence on
n'a peu traicter d'une Paix ferme & assuee , aussi de
peur que la toile de concorde commencée ne soit rom-
pue la cessation d'armes expirant , & que toute espe-
rance de Paix soit perdue , Nous , selon le pouvoir
& mandement que nous avons receu de nostre Roy Se-
renissime , & du Royaume de Pologne , & du
grand Duché de Lithuanie , avons prolongé la ce-
ssation d'armes qui eschet au premier jour de Juin
de l'an 1624. jusques au dernier de Mars de
l'an 1625. siil veill , suivant ces conditions & ar-
ticles.

I. Que les Trêves seront prolongées entre nos
Principaux , & les Royaumes de Pologne & de Sue-
de , & entre les Provinces , armées & subjects de
l'un & l'autre party , & ce jusques audit jour dernier
Mars de l'an 1625. siil veill.

II. Nous promettons que le Roy Sigismond nostre
très-clement Seigneur , & tous les Ordres & Estats du
Roy-

ANS
de J. C.
1624.

Royaume de Pologne, & du grand Duché de Lithuanie, garderont & conserveront ledites Trefues saintement & religieusement, jusques à la fin du dernier jour prescrit.

III. Aussi il a esté accordé que la guerre de part & d'autre ne se pourra faire qu'au paravant elle n'ait esté déclarée deux mois avant le premier jour de Juin, s'il viell; parquoy la partie qui voudra recommencer la guerre le fera signifier au Chef general de l'autre party par lettres publiques, & par un Trompette envoyé exprès selon la coustume militaire, lequel luy denoncera la guerre, & la publique desiance.

IV. Que nonobstant ladite declaration de la guerre ainsi publiée, les Trefves ne laisseront pas de demeurer fermes & assurées, jusques audit premier jour de Juin, s'il viell, de l'année 1625. Mais si audit dernier jour de Mars la susdite Declaration ou publique denonciation de la guerre n'a esté faite legitiment par l'un des deux partis, alors en vertu des presents articles ledites Trefves seront estendues & prolongées jusques au premier jour de Juin de l'an suivant, sçavoir de l'an 1626. & se devront observer saintement & inviolablement sous les mesmes conditions qu'elles ont esté faites.

V. Durant ceste cessation d'armes, toutes choses de part & d'autre demeureront en mesme estat qu'elles sont à present: & ce que l'un & l'autre party possède maintenant, il le tiendra & possèdera paisiblement, sans y donner par l'un des partis aucun empeschement; sans injures, sans incursions, ravages, ny secrettes ou manifestes entreprises.

VI. Nous promettons aussi & nous obligeons, que nostre Roy Serenissime, & le Royaume de Pologne, & le grand Duché de Lithuanie, n'entreprendront aucune guerre ou hostilité manifeste ou secrette, soit par mer ou par terre contre le Royaume de Suede, le grand Duché de Finlandie, ny aussi contre les lieux de Livonie qui sont maintenant en la puissance de la Suede; comme encor contre les autres Provinces, villes, citez, ports, & subjects, ou aux territoires, ports & pays du Royaume de Pologne, & du grand Duché de Lithuanie, & ne se passeront au contraire jusques audit jour prescrit. Et si quelque Potentat ou Estat faisoit des preparatifs pour entreprendre quelque hostilité contre le Royaume de Suede, il sera semblablement empesché & retenu de ce faire durant ceste suspension d'armes.

VII. Afin que cependant il soit traité d'une paix stable ou d'une prolongation desdites trefves, nous supplierons sa Royale & Serenissime Majesté nostre tres-clement Seigneur, de nous donner un pouvoir plus special & une commission plus ample & estendue: laquelle chose, si elle s'obtient, nous en donnerons incontinent advis certain à l'illustre Seigneur Palatin de Micellavie Comte & General des armées de Suede, avec le temps & le lieu où se tiendra la Conference. Aussi pour telle nouvelle Commission il ne sera derogé aucunement à la presente suspension d'armes, jusques à ce que le temps de la reprise des armes soit arrivé. Si aussi ladite Commission s'obtient, ce qui sera accordé & convenu en consequence d'icelle entre les Commissaires devant ledit dernier jour de Mars de l'année 1625. sera dès lors executé & suivy sans aucune remise.

VIII. L'alibre conversation & negotiation sera permise à tous les subjects des deux Couronnes de quelque nation ou condition qu'ils soient, comme aussi les chemins seront assurez tant par mer que par terre, & ne s'y commettra aucune violence.

IX. Quant aux injures tant personnelles que reelles qui arriveront durant le temps de ceste cessation d'armes, une partie ne se vengera point de l'autre par armes, mais la Justice en sera demandée aux Officiers & Magistrats auxquels il appartiendra de la rendre, & sera administrée de part & d'autre. Aussi seront punis de peines severes & de chastiments les infractions & violateurs de ceste Trefve, comme violateurs de la Foy publique.

X. Les prisonniers de part & d'autre, qui sont detenus encore à present, seront delivrez sans remise, retardement, ny rançon.

Nous Commissaires, &c. promettons, & nous obligeons, selon nos pouvoirs & commissions, de faire que ceste presente prolongation de la cessation d'armes, dont ledites Couronnes jouissent à present, sera gardée & observée de bonne & sincere foy, & nullement violée par nostre Serenissime Roy, le Royaume de Pologne, & grand Duché de Lithuanie, ains sera observée sans aucune fraude ny mauvaise volonté, jusques audit jour prefix de l'an 1625. sauf toutesfois en toutes choses le droit hereditaire de sa Royale Majesté sur le Royaume de Suede, le grand Duché de Finlandie, qui appartient tant à luy qu'à ses Serenissimes successeurs: comme ainsi soit qu'au droit Royal & legitime, il ne se doit creer, ny faire aucun prejudice, par le present Traicté: mais il se peut entierement disputer & attribuer à sa Royale Majesté, & à ses Serenissimes heritiers, quand le temps des Trefves sera terminé, afin qu'il se reconnoisse & demeure sollemnellement appartenir à ladite Majesté Royale, & à sesdits heritiers. En foy & tesmoignage desquelles choses nous avons sousscrit les presentes, & icelles confirmées de nos seals.

C X.

*Traité de Paix entre FERDINAND
II. Empereur, & BETHLEM GABOR, Prince de Transylvanie, fait à
Vienne, le 8. Mai, 1624. Mercure
François. Tom. X. pag. 293.*

ANS
de J. C.
1624.
L'EMPEREUR
ET LA
TRANSYLVANIE.

I. **Q**ue le Prince Bethlem ne prendroit plus à l'advenir le tiltre de Roy de Hongrie, remettrait les feux du Royaume entre les mains de l'Empereur & Roy de Hongrie, & s'abstien droit de toute administration en iceluy.

II. Qu'à l'advenir, sous quelque pretexte que ce fust, il ne se porteroit à aucune acte d'hostilité contre l'Empereur, la serenissime Maison d'Autriche, & leurs subjects.

III. Qu'il ne presteroit ou donneroit secours, faveur & assistance à aucun des ennemis & adversaires de la Maison d'Autriche, & n'entreprendroit nulle confederation & amitié avec eux.

IV. Qu'il ne susciteroit point les Tartares & les Turcs de faire la guerre contre l'Empereur, la Maison d'Autriche, ne contre aucun de leurs subjects.

V. Qu'il ne les introduiroit, & ne leur donneroit aucune entrée en tous les pays où s'estendrait sa puissance: & qu'à l'advenir il ne se laisseroit seduire par des conseils pervers à la rupture de la Paix; ce que l'Empereur promettoit aussi de faire.

VI. Que s'il advenoit quelque doute ou difficulté sur le present Traicté de Paix, qu'elle seroit resoluë & accordée par une amiable composition entre les Commissaires deputez de part & d'autre, sans en venir à la guerre & aux armes.

VII. Que de part & d'autre ceux qui se trouveroient encores prisonniers, seroient mis en liberté sans payer aucune rançon. Et que le Prince Bethlem feroit son possible pour faire mettre hors de captivité les prisonniers Imperiaux qui estoient entre les mains des Turcs.

VIII. Que les armes & bagages qui avoient esté pris au dernier combat sur le territoire d'Abavivar demeureroient aux Imperiaux: ce qui avoit esté presté en d'autres endroits seroit restitué.

IX. Que tous Colonels & Capitaines qui avoient presté le serment au Prince Transylvain en seroient delivrez & quittes.

X. Que tous les biens fiscaux & mettaliques seroient restitués à l'Empereur, & ne retourneroient jamais au Prince Transylvain.

XI. Qu'il

ANS de J. C. 1624. XI. Qu'il sera permis à l'Empereur & au Prince Transilvain de prendre copie des lettres & titres de la Chancellerie de Cibin, qui avoient été conſignez de bonne foy en garde entre les mains de certaine perſonne.

XII. Que les biens de la Maifon de Humanoi, avec les Châteaux & Seigneuries qui en dependoient, ſeroient reſtitués par le Prince Bethlen, ſans aucun delay, aux enfans heritiers de ladite Maifon.

XIII. Que les terres, Seigneuries & biens d'André Dozi, & de Sigismond Forgati, & tout ce que que ces familles là tenoient du bien de l'Egliſe, pris ſur eux au dernier mouvement, leur ſeroient rendus & reſtituez.

XIV. Comme auſſi ſeroient reſtituez les biens qui devoient eſtre rendus par le Traicté de Niclasbourg.

XV. Que le Prince de Tranſilvanie Gabriel Bethlen, ſe ſiltra encore Prince du ſainct Empire, Seigneur de diverſes Seigneuries en Hongrie, & Duc d'Oppel & Ratiſborne : Lequel titre ne ſera ſeulement que pour ſa perſonne, ſans paſſer à ſes heritiers.

XVI. Que les ſept Seigneuries cy-apres denommées, leſquelles eſtoient de la Couronne de Hongrie, & ſituées tant deçà que delà le Tibiſce, demeureroient audit Prince avec toutes leurs dependances, pour en jouir pleinement & paſſiblement durant ſa vie, avec ceſte condition, Que les Juges, Officiers & Magiſtrats deſdites villes qui eſtoient obligez par ſerment audit Prince, ſeroient auſſi ſerment à ſa Maſteſté Imperiale, de n'apporter aucun dom nage, durant le vivant dudit Prince, à ſa Maſteſté Imperiale, ny à ſes ſucceſſeurs. Leſdites ſept Seigneuries cedées audit Prince, ſont, Zathmar avec ſon Chateau, Zobolar, Ugochi, Berochi, Zemplot, Bozzat, (excepté la fortereſſe de Zanderie & les villages & revenus qui en dependent,) & Abbavivar, avec la ville de Caſſovie, leurs Juridiſctions, leurs domaines, & leurs revenus.

XVII. Que tous les ans le jour de la feſte S. Georges, les Commiſſaires de ſa M. I. ſeroient tenus de delivrer & payer aux habitans deſdites Seigneuries frontieres du Turc la ſomme de trente mille florins pour la garde d'icelles, & ce en preſence des Deputez dudit Prince.

XVIII. Auſſi ſi d'aventure la guerre recommençoit contre les Turcs, leſdits peuples & habitans deſdites frontieres demeureroient fidelles tant à l'Empereur qu'audit Prince.

XIX. Que ledit Prince eſtant decedé, leſdites ſept Seigneuries retourneroient en l'obeiſſance de ſa Maſteſté Imperiale, comme Roy de Hongrie, & ſeroient reünies au Royaume, de telle ſorte qu'elles ne pourroient tomber en la puiſſance du Turc ſur aucun pretexte : Auſſi que les Tranſilvains pour & au nom de ſa Maſteſté Imperiale prendroient le ſoin, & ne permettroient point que le Turc envahiſt ces ſept Seigneuries, mais procureroient de tout leur poſſible l'eſfect & l'obſervation de ceſte tranſaction & Traicté de Paix.

XX. Que toutes ces ſept Seigneuries ſeroient ſubjectes aux Loix du Royaume, à la Juridiſction du Palatin, & d'envoyer leurs Deputez à l'Assemblée des Eſtats de Hongrie, avec toutesſois le ſceu & conſentement dudit Prince, auquel auſſi on ſeroit affavoir la tenué deſdites Eſtats. Le droit de Patronage aux Eglises deſdites ſept Seigneuries demeurant à ſa Maſteſté Imperiale comme Roy de Hongrie.

XXI. Que le Prince pourroit uſer de gratification des biens dependans deſdites Seigneuries à perſonnes de merite, pourveu que la gratification fuſt ratifiée de ſa Maſteſté Imperiale, & priſſent lettres en la Chancellerie Royale de Hongrie, qui leur ſeroient delivrées gratis.

XXII. Qu'en toutes leſdites ſept Seigneuries, l'exercice libre de la Religion Catholique, & la Juridiſction Eccleſiaſtique ſeroient conſervez.

XXIII. Que les Decimes appartenans aux Eccle-

ſiaſtiques de trois deſdites Seigneuries, ſituées au delà de la Tibiſce, ſçavoir Zathmar, Zobolar, & Ugochi ſeroient doreſnavant levées par le Prince, & affectées à la conſervation de ſes frontieres; ſa Maſteſté Imperiale ſe chargeant de ſatisfaire d'ailleurs leſdits Eccleſiaſtiques auxquels elles apartenoient de droit. Et quant aux quatre autres Seigneuries qui eſtoient au deçà de la Tibiſce, les Eccleſiaſtiques, à qui les decimes appartenoient, les leveroient ſans aucun empeschement.

XXIV. Que ſa Maſteſté Imperiale delaſſeroit en engagement audit Prince le Chateau de * Minchaz, avec ſes appartenances & dependances pour la ſomme de trois cents mil florins, ſans le pouvoir retirer dudit Prince ſa vie durant : Et apres ſa mort ſadite Maſteſté Imperiale, ſi bon luy ſembloit, le pourroit retirer des heritiers dudit Prince, en leur remboursant ladite ſomme. * Mika: batz.

XXV. Que le Chateau & Ville de Toccal, & toutes leurs dependances demeureroient auſſi en engagement audit Prince, aux meſmes conditions que ceux qui l'avoient cy-devant poſſedé, & retiendroit en ſes mains ce qui eſtoit deu aux heritiers de ſeu Georges Turſo pour les ſatisfaire.

XXVI. Quant au Chateau & ville d'Echied & tout ce qui en dependoit, ledit Prince en jouiroit luy & ſes heritiers à perpetuité, comme de choſe qui luy eſtoit donnée par liberalité Royale, ſauf la reſerve d'aucuns droits qui y eſtoient pretendus par quelques particuliers.

XXVII. Que les villes de Nagibai & de Poſſobanie, poſſedées par la Maifon de Bathory, ſeroient delaſſées audit Prince, à ceſte condition que luy eſtant decedé, les Tranſilvains ny pourroient rien pretendre, mais demeureroient en domaine perpetuel à la Maifon de Bethlen.

XXVIII. Que pour faire executer de bonne foy les Articles cy-deſſus, dans quinze jours apres la ratification d'iceux, Commiſſaires ſeroient deputez de part & d'autre pour ſe transporter au delà de la Tibiſce.

XXIX. Que le Commerce ſeroit rendu libre par tous les pays poſſedez de part & d'autre : & ne ſ'y ſeroit plus aucune levée de gens de guerre ſans le ſceu des particuliers Gouverneurs.

XXX. Que ledit Prince pourroit faire faire telle levée de gens de guerre qu'il voudroit en Hongrie aux pais que l'Empereur y poſſedoit, & les faire paſſer pour la garde de ſes terres & Seigneuries.

XXXI. Que ledit Prince pourroit auſſi tirer deſdits pays de l'Empereur, & faire conduire en ſes terres & Seigneuries, les ouvriers & artiſans qui luy ſeroient beſoin d'avoir, en prenant le conſentement des Magiſtrats des lieux.

XXXII. Qu'il ſeroit procedé ſelon les Loix & conſtitutions du Royaume, contre ceux qui ſeroient ſi temeraires que d'enſeindre ou violer le preſent Traicté.

XXXIII. Que ſi le Sultan des Turcs à cauſe de ce Traicté vouloit entreprendre ſur les Eſtats & Pays poſſedez par ledit Prince, que ſa M. Imperiale le ſeroit ſecourir de ſes forces particulieres, de celles des Princes de ſa Maifon, du Roy d'Eſpagne, & de celles de tout le ſainct Empire Romain.

XXXIV. Que le Roy de Pologne ſeroit adverty incontinent par ſa Maſteſté Imperiale de ce preſent Traicté, & ſeroit requis d'entretenir une bonne & familiere amitié avec ledit Prince.

XXXV. Que ſ'il ſe trouvoit que les châteaux & fortereſſes qui ſervient de frontieres contre le Turc, & qui eſtoient assignées audit Prince fuſſent deſgarnies de munitions neceſſaires pour leur conſervation, attendu que cela eſtoit important à toute la Republique Chreſtienne, il y ſeroit envoyé Commiſſaires de la part de ſa Maſteſté Imperiale pour les faire munir de ce qui leur ſeroit neceſſaire.

ANS
de J. C.

C X I.

C X I.

ANS
de J. C.
1624.

1624.

BRANDE-
BOURG
ET
NEU-
BOURG.

Traité entre JEAN SIGISMOND, Eleveur de Brandebourg, & PHILIPPE LOUIS, Comte Palatin du Rhin, Duc de Neubourg, pour accommoder les différens survenus à l'occasion de leur Succession dans les Pays de Juillers, Cleve, &c. Fait à Dusseldorp, le 11. Mai 1624. Michel Gaspard Londorpius Acta Publica. Tom. II. pag. 815.

KUnd un zu wissen sey, alsnach Gottes unveranderlichen willen, der weyland Durchleuchtige, Hochgeborne Fürst, Herr Johann Wilhelm, Hertzog zu Gulch, Cleve und Berg, Grav von der Marck und Ravensburg, Herr zu Ravenstein, &c. Christl. und seel. Andenkens diese Welt gelegnet, und darauß an statt des Durchleuchtigen Fürsten und Fürstin, Herr Johann Sigismund, und Frau Anna, Marggraff und Marggräfin zu Brandenburg, des Heil. Röm. Reichs Ertz-Cammerherr, Churfürst und Churfürstin, Hertzog und Hertzogin in Preussen, zu Gulch, Cleve und Berg, zu Stettin, Pommern, Cassuben und Wenden, auch in Schlesien, zu Crossen und Jagerndorff, Burggraff und Burggräfin zu Nürnberg, Fürst und Fürstin zu Rugen, Graff und Gräfin von der Marck, in Ravensburg, Herr und Frau zu Ravenstein, als auch Herr Philips Ludwig, und Frau Anna, Pfaltzgraff und Pfaltzgräfin bey Rhein, Hertzog und Hertzogin in Bayern, zu Gulch, Cleve, und Berg, Graff und Gräfin von Veldentz, Spanheim, der Marck, Ravensburg und Mors, Herr und Frau zu Ravenstein: Der Durchleuchtigste Hochgeborne Fürst, Weyland Herr Ernst, Marggraff zu Brandenburg, in Preussen, zu Stettin, Pommern, Cassuben und Wenden, auch in Schlesien, Crossen und Jagerndorff Hertzog, Burggraff zu Nürnberg und Fürst zu Rugen, Meister des Ritterlichen Orden von St. Johann, in den Landen von der Marck, Sachsen, Pommern und Wenden; und Herr Wolfgang Wilhelm Pfaltzgraff bey Rhein, Hertzog in Bayern, zu Gulch, Cleve und Berg, Graff zu Veldentz, Spanheim, der Marck, Ravensburg und Mors, Herr zu Ravenstein, &c. in diese Lande sich begeben, und hierauß zwischen Ihre F.F. G.Gn. auff Unterhandlung des Durchleuchtigen Hochgebornen Fürsten, Herrn Mauritzen, Landgraffen zu Hessen, Graffen zu Catzenelenbogen, Dietz, Ziegenheim und Nidda, die Sache dahin gebracht worden, daß sie beyde im Namen und Hülff derjenigen, so auß ihrem oder derselben Principalen Mittel, vor die einige Regenten von allen vorgemeldten letztverstorbenen Hertzogen von Gulch, Cleve und Berg, &c. Ihren nachgelassenen Landen, durch Gunst oder Recht, erkandt, daß sic *jure familiaritatis, sine prejudicio cuiuscuque* dieselbe Landen sollen und mögen besitzen, regieren und administriren.

Als nun wolgemeldter Marggraff Ernst diese Welt gelegnet und darauß von Hochged. Herrn Churfürsten von Brandenburg Ihrer Churfürstl. Durchl. lieber ältester Sohn, nunmehr auch der Durchleuchtigste Fürst und Herr Georg Wilhelm, Marggraff zu Brandenburg, des H. Röm. Reichs Ertz-Cammerherr und Churfürst, Hertzog in Preussen, Gulch, Cleve und Berg, zu Stettin, Pommern, Cassuben und Wenden, auch in Schlesien, Crossen und Jagerndorff, Burggraff zu Nürnberg und Fürst zu Rugen, Graff von der Marck und Ravensburg, Herr zu Ravenstein, &c. deputirt wird, umb an denselben statt die Administration der vorgemeldten Länder, gleich wie zuvor von Seiner Fürstl. Gn. Marggraff Ernst gesehen war, zu continuiren.

Und hieruber zwischen denselben *Constituents* und

BRANDE-
BOURG
ET
NEU-
BOURG.

Traduction de ce Traité.

Comme après la mort du Serenissime Prince & Seigneur Jean Guillaume Duc de Juillers, Cleve, & Berghe, Comte de la Marck & de Ravensburg, Seigneur de Ravenstein, &c. de glorieuse mémoire, il est arrivé, que de la part du Serenissime Prince & Seigneur Jean Sigismond Margrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Eleveur du St. Empire, Duc en Prusse, de Juillers, Cleve, Berghe, Steitin, Pomeranie, des Cassubes & Vandales, comme aussi en Silesie, de Grosser & de Jagerndorff, Burg-Grave de Nuremberg, Prince de Rughen, Comte de la Marck & de Ravensburg, Seigneur de Ravenstein, &c. & de la Serenissime Princesse & Dame Anne Margrave & Eletrice de Brandebourg, son Epouse: Et de la part du Serenissime Prince & Seigneur Philippe Louis Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, de Juillers, Cleve & Berghe, Comte de Veldentz, Spanheim, de la Marck, Ravensburg & Mewse, Seigneur de Ravenstein, &c. & de la Serenissime Princesse & Dame Anne, Comtesse Palatine du Rhin, son Epouse, se sont rendus dans ces pays les Serenissimes Princes & Seigneurs, le Seigneur Ernest Margrave de Brandebourg, Duc en Prusse, de Steitin, Pomeranie, des Cassubes & des Vandales, comme aussi en Silesie, de Grossen & Jagerndorff, Burggrave de Nuremberg, Prince de Rughen, Maître de l'Ordre des Chevaliers de St. Jean dans les pays de la Marck, de Saxe, Pomeranie & Vandalie: Et le Seigneur Wolfgang Guillaume, Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, Juillers, Cleve & Berghe, Comte de Veldentz, Spanheim, de la Marck, Ravensburg, & Mewse, Seigneur de Ravenstein, &c. Et que par la médiation du Serenissime Prince & Seigneur, Maurice Landgrave de Hesse, Comte de Catzenelbogen, Dietz, Ziegenheim & de Nidda, l'affaire a été accommodée de la sorte, que les susdits Serenissimes Princes y pourroient gouverner ensemble, administrer, & tenir possession sans préjudice de personne, comme le faisant de la part & au nom de celui, qui d'entre eux ou entre leurs Principaux sera par après, soit par sentence, ou à l'amiable, déclaré & reconnu pour le seul & véritable héritier des susdites Provinces.

Mais le Margrave Ernest étant mort, & le Serenissime Prince Electoral George Guillaume (qui est présentement Eleveur de Brandebourg, &c.) étant depuis pour continuer la même administration & possession, plusieurs difficultés & mesintelligences sont survenues entre lui & le Serenissime Comte Palatin Wolfgang Guillaume, tant au sujet du Plein-pouvoir du premier, que pour d'autres choses: ce qui a causé que les parties, après s'être pourvus de secours étrangers, avoient assiéé de part & d'autre, & pris des places, & surchargé les habitants de contributions & de quartiers.

ANS hochgemeldten Pfaltzgraffens Wolfgang Wilhelm de J. C. Furtl. Durchl. über die Vollmacht und anders allernachst Mißverständniß entstanden, auch Feindseligkeiten darauf erfolgt, so daß beiderseits streitige Partheyen sich um Affilienz beworben, wodurch unterschiedliche Oerther in gemeldten Furstenthumben und Landen vom Gegentheile belagert und eingenommen worden, und über das noch große Einquartierung von Gegentheile geschehen.

Wiewol nun beiderseits Partheyen ihr Recht weiters zu verfolgen nicht umgehen können, auch nicht Gottes und Ihrer Herren Allirten Beystand, Hülff und Segen Ihre Succession von Rechtswegen ihnen zuzuwenden, zu conserviren, auch respective zu recuperiren in Hoffnung stehen: Jedoch, dieweil beyde Ihre Chur- und Furtl. Durchleuchtigkeiten, auf angeborener Gutigkeit, Furtl. und Väterlicher Liebe und Vorforge vor deren unschuldige Unterthanen sich selbst erinnern, in was Elend, Jammer, und verderblichem Unheil selbige nicht allein allbereits stecken, sondern auch noch ferner darin gerathen möchten, wann sie mit feindlichen Atematen, recuperation: und occupationen gegeneinander verfahren, daß auch wann diese so starke Einquartierung noch länger continuirt werden sollte, die Unterthanen dadurch zur Desperation, die Länder auch gänzlich in ruin und Verderben, und zur endlichen desolation und Verwüstung gebracht werden möchten; da doch niemand mit gedienet, die Gewissen beschweret, der Zorn Gottes erweckt, große Verbitterung verursacht, und dadurch sowohl beiderseits Herrlichkeiten als Unterthanen und ganze Nachbarschaften, und das H. Röm. Reich in mehrere widerwärtigere Unruh und Verderben gesetzt werden dürfte, wofür dan Gott der Allmächtige bey Zeichen durch ein eifriger Gebett anzurufen, damit durch unverdrossene Arbeit, und Anwendung alles möglichen Fleißes solches Unheil abgewendet werden möchte. Und ob nunwol jede Parthey, wie gesagt, verhofft, ihre alleinige Successions-Gerechtigkeit zu allen nachgelassenen Landen, nach dem Inhalt der Union dieser Landen, und vermög der empfangenen Kayserl. Privilegien, Paten, und anderer Documenten, Rechtfam, mit gutem Fug und Beltand zu beweisen;

Dieweil aber dergleichen Rechtliche Decision und darzu gehörige execution bey dieser schwebenden leyder allzugroßen Uneinigkeit, Mißtrauen, und Verwüstung im Reich, und in consideration so viel mächtiger, ansehnlicher, und mit großer Affilienz versehener Pretendenden, noch so bald nicht zu vermuthen, in zwischen diese Landen in Grund ruinirt und zunichte gebracht, auch eine und die andere Parthey ihres Vortheils beraubt werden möchte. Als hatt Gott der Allmächtige es so gnädiglich gefügt, das auf unterthänige representation und wolgemeinten Vorschlag gewisser vornehmen und friedliebenden Personen, auch Inwohner dieses Furstenthumbs, und auf inständiges Bitten des gemeinen Lands, beide Ihre höchstgemeldte Chur- und Furtl. Durchleuchtigkeiten, als nahe Anverwandte, wegen der Successions - Differentien (sintemahl die Allirte Verwandtschaft, Liebe und Affection noch nicht ganz erloschen) beyderseits sich informiren lassen, dannenhero sehr begierig, in Betrachtung der großen Nothwendigkeit, und aus angeborener Blutfreundschaft, mit welcher beyde Ihre Chur und Furtl. Durchleuchtigkeiten einander zugehan seyend, desto eher das gute friedliche Vertrauen gegeneinander, ohne fernern Verzug zu verneuern, fest und unverbrüchlich zu machen; Gestalt sie dann einander freundlich zu geschrieben, und ihre freundschaftliche Zuneigung zu wissen gethan; und demnach der Wolgeborene, Herr Adam, Graff von Schwarzenburg, Herr zu hohen Landsberg und Gymborn, Ritter des St. Michaels Orden, höchstgedachter Ihrer Churfurtl. Durchleuchtigkeit Rath und Ober-Cammerherr, in Geschafften St. Churfurtlichen Durchl. in diese Landen gereiset, als haben Ihre Churfurtl. Durchl. demsel-

Sur quoy les Serenissimes Parties ne desistrent pas de leur droit, esperant même avec la grace de Dieu & la bonne assistance de leurs Alliés respectivement d'obtenir, de conserver, ou de recouvrer cette Succession: toutes-fois ces Serenissimes Princes, le Seigneur Electeur de Brandebourg & le Seigneur Comte Palatin du Rhin considerant par un mouvement de leur bonté naturelle, & des soins qu'ils ont toujours pour leurs sujets, que ceux-ci souffrent extremement par ces sortes d'hostilités, d'attaques, & d'extorsions, que les Pays en sont ruinés & abandonnés, & que bien loin d'en retirer quelque avantage on n'y fait que charger la conscience, s'attirer la colere de Dieu, & envelopper les Etats Voisins & le St. Empire de troubles & de ruines: ainsi ils veulent plutôt qu'on employe l'assistance Divine, afin qu'ils puissent par leurs applications continuelles détourner tant de maux & de miseres. Et encore que chacun de cette succession prétendans esperant par la teneur de l'union de ces Provinces & des Privileges Imperiaux y obtenus, que par le moyen d'accords & d'autres documents, de se legitimer pour le seul heritier des dites Provinces, ils craignent que la decision en Droit, & l'execution d'icelle ne se pourroit pas ni si-tôt, ni si aisément faire à cause de ces mesintelligences de Partis & de leurs secours étrangers, & que cependant le Pays pourroit être ruiné, & l'un ou l'autre des Pretendans frustré de ses avantages.

C'est donc par la grace du Seigneur, & sur des remontrances & propositions faites par des personnes de marque & de pieté, comme aussi sur les prieres universelles de tout le Pais, que les serenissimes Princes le Seigneur Electeur de Brandebourg, & le Seigneur Comte Palatin (dont l'affection & l'amitié convenable à leur parentage & alliance n'étoit pas entierement éteinte) se sont informés des differens arrivés dans cette succession, & dans le dessein d'y renouveler & de retablir au plutôt leur ancienne affection & bonne intelligence, s'en sont expliqués par Lettres, & particulièrement son Altesse Electorale de Brandebourg, ayant occasion d'envoyer son Conseiller & Grand Chambellan, le Sieur Comte Adam de Schwarzenburg, Seigneur d'Hohen, Landsberg & de Gimborn, Chevalier de l'Ordre de Saint Michel, en ces Provinces pour d'autres affaires, lui a aussi donné lettre de croyance, commission & plein pouvoir de decouvrir d'avantage la sincerité de ses intentions à son Altesse Serenissime le Comte Palatin Wolfgang Guillaume, & d'ajuster finalement ces differens survenus pour la succession.

ANS
de J. C.
1624. selben *Creditiv*, *Commission* und Vollmacht gegeben, dero gutes und freundliches Anfinnen-Hochged. Herrn Pfälzgrafen Wolfgang Wilhelmen fernhin zu offenbaren, und dergestalt die *Successions* - *Differentien* endlich und beständiglich abzuhandeln;

I. Welches Ihre Fürstl. Durchl. sehr gern vernommen, und darauff mit dem Herrn Grafen in Unterhandlung getreten, und haben also über die Abtheilung und *Succession* der Landen sich verglichen; daraus klärlich erscheinet, das Ihre Chur- und Fürstliche Durchleuchtigkeiten mehr auff die Erneuerung und Unterhaltung guten Vertrauens und Einigkeit zwischen sich und deren Freunden und *affectionirten*; auch auff Wiederbringung des lieben Friedens, auff der gemeinen Unterthanen Ruhe und Wolfarth, Trost und Erquickung, als auff ihre eigene *Commoditet* und Bequemlichkeit, und vornemblich auff die Ehre Gottes, und schuldigen *Respect* Ihrer Kayserlicher Majestät, auch auff die mögliche *Satisfaction* und Befriedigung der obigen *Prätendenten* gesehen, und deshalb vornemblich zu erkennen geben, das diese Theilung, so allein wegen angefangener und nöthiger *Intention* geschicht, Ihrer Churfürstl. Durchleuchtigkeiten an deren eigenthumblichen Recht und Genießung derselben Landen unnachtheilig, oder wieder dieselbe in *prejuditz* gezogen werden möge; Inmassen dann Ihre Chur- und Fürstliche Durchleuchtigkeiten deswegen bey Ihrer Kayserliche Majestät über die notwendige Erklärung mit allem möglichen Fleiß insgesampt *solicitiren* lassen wollen; Und sollen beiderseits *possidirende* Chur- und Fürsten verbunden seyn, selbige Landen zu defendiren und ins künftige zu starrer *Union*, als ob sie unter einem Herrn waren, zu beschirmen.

II. Zweytens, dieweil auch in den Preussischen Heyraths-Tractaten, darauff sich auch die Heyraths-Tractaten der jungen Schwestern *referiren*, klar versehen ist, wie mit der Religion soll gehalten werden, als sollen selbige Tractaten in gehörige Obacht genommen und gehalten werden.

III. Auff das auch Ihre Kayserl. Majestät, als das oberste Haupt und Lehenherr, desto mehr verspüren, das Ihre Chur- und Fürstl. Durchl. derofelben allen schuldigen *Respect* zuzutragen gemeint gewesen, so soll nit allein bey derofelben die *Ratification* dieses Vertrags, und darinnen bestimmte *Succession*, auch darüber *simultanea investitura* unterthänigst gesucht, sondern auch dieselbe gebetten werden, dieweil ohne das vom Kayser *Maximiliano I.* allerhöchtlöblichster Angedehntnuß, eine Kayserl. *Declaration* und Zusatz-Brief in der Cantzley gefunden, darin gegen den *Weyland* Durchleuchtigen und Hochgebornen Fürsten und Herrn, Herrn Johann, Herzog zu Gulch, Cleve und Berg, &c. gegen *restitution* einer ansehnlichen Summa Gelds, die allergnädigste *Präsentation* und Zusatz geschehen, das Haus Sachsen; sonder einige Wieder Bezahlung Sr. Fürstl. Durchl. und dero Erben, wegen Ihrer Anforderung sohaner gemeldten Landen, selbst zu *comentiren*. Das auch Ihr. Kayserl. Maj. als des allerhöchstmeldten Kayfers *Successor*, Erb- und Regierender Kayser, hochgemeltes Churfürstl. Hauß, als auch andere *Prätendenten* mit obigem Beding und *Satisfaction* zu *comentiren*, gnädiglich wil *disponiren* lassen, und solcher Gestalt auch deswegen als ein Vatter des Vaterlands, und aus Kayserl. Macht in diese Landen, und *consequenter* ins Heil. Rom. Reich, den werthen Frieden wieder zu bringen, dahingegen solle in alle diesen Fürstenthumben und Landen eine unterthänige Erkantnuß an Ihre Kayserl. Majest. *offerirt* werden.

IV. Zum vierdten bleibt nicht allein Ihre Fürstliche Durchl. Pfälzgraff Wolfgang Wilhelm der Königl. Majest. in Hispanien, wegen bewiesener *Assistentz* und verhofter *Manutenentz* dieses Vertrags mit möglicher Danckbarkeit und Dienstfertigkeit *obligirt*; sondern auch so wil Ihre Churfürstl. Durchl. von Brandenburg, &c. sich gegen Ihre Majest. und dero Löblichen

I. Son *Altesse Serenissime* ayant beaucoup de plaisir d'apprendre cette déclaration entra d'abord en *Traité* avec ledit *Sieur Comte*, & s'y accomoda par une *separation* des *Pays* appartenants à la *succession*; de sorte qu'il étoit aisé de voir, que leurs *Altesse* *Electorale* & *Serenissime* y négligerent en quelque façon leur propre *convenience* & *avantage*, & prirent uniquement à cœur les moyens de se remettre dans l'ancienne *affection*, *amitié* & *bonne intelligence*, & de procurer par là le bien & le repos de leurs *Sujets*, & principalement de tout deférer à la gloire de Dieu, & aux respects, qu'elles doivent à sa *Majesté Imperiale*, voulant en même tems conserver tout leur droit de *propriété*, & celui des autres *Prétendants*, dans son entier, elles *soliciteront* de concert *sadite Majesté Imperiale*, à en faire la *déclaration nécessaire*, *protestant* cependant, qu'Elles *defendront* ces *Pays* par une *union plus étroite* que s'ils étoient gouvernés d'un même *Souverain*.

II. D'autant que le fait de Religion a été réglé par le *Traité de Mariage* fait en Prusse, & que celui de la *Sœur cadette* s'y rapporte aussi, on observera lesdits *Traités*.

III. Pour montrer d'avantage les tres-humbles respects, que leurs *Altesse* *Electorale* & *Serenissime* ont à sa *Majesté Imperiale* comme au Chef de l'Empire & à leur *Seigneur direct*, elles lui demanderont non seulement la *ratification* de ce *Traité de succession* réglée, & l'égal *investiture* d'icelle, mais elles supplieront de plus, d'autant que par une *déclaration Imperiale* de *Maximilien I.* de glorieuse mémoire, on y promit au feu Duc Jean de *Füßler*, *Cleve* & de *Berge* de *contenter*, moyennant la *restitution* d'une certaine somme d'argent, la *Maison de Saxe* sur toute *prétension* à ces *Pays*, que sa *Majesté Imperiale* comme *Successor* voulut bien à cette même condition *contenter* ladite *Maison Electorale de Saxe* & les autres *Prétendants*, & de rendre ainsi la Paix à ces *Provinces*, & à tout l'Empire par un *soin paternel* & de l'*autorité Imperiale*; pour laquelle grace on lui donnera des *marques de reconnaissance* de la part de tous ces *pais*.

IV. Non seulement S. A. S. le Comte Palatin Wolfgang Guillaume reconnaitra perpétuellement l'*assistance* reçue de sa *Majesté Catholique*, & le *maintien* de ce *Traité*; mais aussi S. A. E. de Brandebourg, qui considère le *maintien* de cet accord comme le *fondement* de la Paix & de la *prospérité* de ces *Provinces*, en sera en échange tant à sa *Majesté Catholique* qu'à sa *serenissime*

Mai-

ANS de J. C. 1624. ches Hauf vor Beförderung und Handhabung dieses Vergleichs und davon *dependirenden* Friedens, Ruhe und Wohlstands dieser Landen, dergestalt bezeigen, als einen friedliebenden und Nachbarlichen Churfürsten des Reichs zusehet, und das sie auch anderseits die verhoffte *Satisfaction* genießen sollen.

V. Desgleichen bleibt ihre Churf. Durchl. dankbarlich eingedenck der Assistentz, so dero von den Herren Staten der vereinigten Niederlanden geleistet, und ist mit Ihr. Furstl. Durchl. Pfalzgraff Wolfgang Wilhelm erbietig, hochgemeldten Herren Staten, vor Beförderung und Handhabung dieses Accords, und davon *dependirenden* Friedens, Ruhe und Wohlstands in diesen Landen, dergestalt zu begegnen, als einem Reichs-Fürsten gebühret, damit sie dadurch Gelegenheit haben mögen, mit I. Furstl. Durchl. gute Nachbarliche Correspondenz zu halten und zu continuiren.

VI. Sollen auch höchstgemeldte Königl. Maj. und Durchleuchtigste Infantin von Hispanien, als auch gemeldte Herren Staten in beyder Chur- und Fürsten Namen eruchen werden, diesen Vertrag zu halten, und insonderheit, das I. Maj. von Hispanien, und milderweile die Durchl. Infantin bey Ihr. Kayserl. Maj. die *Ratification*, als auch jetzt hochgemeldte Königl. Maj. und Durchleuchtigste Infantin wolgemeldte Herren Staten bey den übrigen *Prätendenten* die Bewilligung über diesen *Accord* befördern helfen wolten.

VII. So aber ein und der ander sich darwider *de facto* setzen wurden, sollen deren hochgemeldter Ihr Chur- und Furstl. Durchl. Assistenten sich der Sach auf Begehren der klagenden Parthey treulich, und sonder einig Wiederbezahlung oder Entgelt, und des lieben Friedens und des Landes Beiten willen, annehmen; über das diese Landen mit Einquartierung und Garnison, auch mit Durchzügen, so viel möglich, verschonet, so aber dergleichen einiger Zeit nothdringlich geschehen mußte, in solichem Fall sollen dieselbe nach des Reichs *Constitution*, in die vornehmten Fürsten-Pässen gegeben werden, auff das die Plackereyen *cessiren* mögen; auch unter *Prætext*, das man den Feind sucht, dergleichen nicht gelitten werden solle, sondern derwegen frey bleiben, und auff das man der Landverderblichen Convojen ferner nit bedörffe, soll das Kriegs-Volk, so in dem Fürstenthumb Gulch und Berg, wie auch in der Graffschafft Marck und Ravensperg ist, allgemach abgeführt, auch darin beyderseits Soldaten das Ausreiten und Partheyen Lauffen verboten: und sie darvon abgehalten werden, damit derselben Unterthanen sich dermahleins erholen: und *respiriren* mögen; und so einiger Spanischer Officier umb seiner Geschäften halben irgend wo verzeilen wolte, soll derselbe vom Fürsten Paßport oder nur einen Trompeter begehren, welcher alsdann von keiner Parthey in diesen Landen soll angetastet werden.

So fern auch beyde Partheyen in Meynung waren, die Landen vollkommentlich zu quittiren, sollen im Fürstenthumb Clev die Spanischen ihre Garnison in Wesel, Goch und Orsay, und die Staten Reetz, Emerick, wie auch die Stadt Ravenstein besetzt halten, und Gennep, Liptatt, Soest, Sparenberg und andere Oerther der Graffschafft Marck und Ravensberg, sollen vom Chur-Brandenburgischen Regiment, welches der Freyherr von Gent commandiret, besetzt: doch vor neutral gehalten werden: desgleichen mögen Ihre Furstl. Durchl. der Pfalzgraff, Gulch, Duffeldorff, Brug und andere fortificirte Oerter ditz Fürstenthumbs Gulch und Berg, von denselben Sohns Regimenten, so ingleichen neutral, besetzen lassen; Sollen auch alle Kriegs-Auflagen, Auslauffen, Futter holen, Brandchätzen, und dergleichen *Actionen* in diesen Landen ganz verbieten, und über begangene Fehler und *Excessen* Bestrafung thun, auch gegen Ihre Churf. Durchl. oder dero Unterthanen einige *Action* anheben oder *Execution* attemiren, unter was *Prætext* es auch seyn möge; So aber Ihr. Königl. Majest.

Maison tout ce qu'un bon Voisin & Prince paisible puisse faire, en esperant du reste la due satisfaction.

ANS de J. C. 1624.

V. Son Altesse Electorale demeure pareillement tres obligée aux Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas, de tous leurs secours, & promet conjointement avec S. A. S. le Seigneur Comte Palatin, de leur témoigner toujours ce qui convient à des Princes de l'Empire, pour le maintien de ce Traité, & pour leur donner l'occasion d'entretenir une bonne correspondance, & les devoirs du voisinage avec leurs Alteses.

VI. On fera de la part de leurs Alteses Electorale & Serenissime des instances auprès de sa Majesté Catholique, sa serenissime Infante, & desdits Seigneurs Etats Generaux, pour observer aussi cet accord, pour en procurer par leur moyen, la ratification de sa Majesté Imperiale, & le consentement des autres Prétendants pour ce Traité.

VII. Si l'une des parties s'oppose à l'exécution de ceci, alors à l'instance de l'autre les Princes assistans s'en pourront mêler, mais à leurs propres dépens, & pour l'amour de la Paix & du bien public, & en dispenseront ces pais de garnisons, quartiers, & des passages, autant qu'il sera possible, & en cas de nécessité ils en useront selon la constitution de l'Empire, & avec des passeports des Princes, afin qu'on ne ravage pas le Pais sous pretexte de poursuivre l'ennemi, & pour n'avoir pas à faire d'escortes, on fera successivement sortir les Troupes des Duchés de Juliers & de Berge, & des Comtés de la Marck & de Ravensperg, & on y fera defence aux Cavaliers de sortir de leurs rangs, & d'aller en parti, afin que ces sujets puissent un peu respirer & se remettre: & en cas qu'un Officier Espagnol se trouve obligé d'aller quelque part pour des affaires, il prendra un passeport ou trompette du Prince avec lui, & personne ne l'osera attaquer.

Quand les deux Serenissimes parties seroient d'avis de quitter entièrement ces Pais, les Espagnols tiendront leurs garnisons dans le Duché de Cleve à Wesel, Goch, Orsay, Rees, Emerik & dans la ville de Ravenstein: & les places de Gennep, Liptatt, Soest, Sparenberg, & d'autres des Comtés de la Marck & de Ravensperg, seront garnies par un Regiment de Brandebourg, commandé par le Baron de Gent, & elles seront pourtant tenues pour des places Neutres: S. A. S. le Seigneur Comte Palatin pourra de son côté mettre des Troupes du Regiment de son fils dans les villes de Duffeldorff, Juliers, Brugb, & autres places fortes des Duchés de Juliers & de Berge, en les tenant aussi pour Neutres: on defendra les excursions, exactions de soufrage, de rançon, & d'autres extorsions militaires sous quelque pretexte que ce soit, & on en chatiera les coupables: mais si sa Majesté Catholique, ou Messieurs les Etats Generaux avoient quelque prétension sur son Altesse Electorale ou ses sujets, qu'on se contentera de la voye amiable ou de sentence en justice, selon la teneur d'alliances & d'anciens Traités, sans venir à des hostilités.

ANS de J. C. 1624. jeßt. und die Herren Staten gegen I. Chur- und Fürstl. Durchl. oder deroelben Landen ichts was mochten zu pretendiren haben, solches durch Gute oder ordentlich Recht, den alten *Traittaten* und Verbundnußen zu folg, mit Hindansetzung aller Feindthätigkeit gebühlich *determiniren* lassen.

VIII. Die Könige in Frankreich und Engelland sollen auch ersucht werden, uber Unterhaltung dieses Vertrags, auch deswegen jeder Parthey ein Schriftliche *Declaration* von sich zu geben, inhaltend, das sie der unterhaltenden Parthey zum Besten auff ihr anhalten, dafern alle Vermahnung darvon hiernächst mehrere Meldung geschicht, bey dem Beleidiger keine statt hätte, alle Assistenz ohne Entgelt zu leisten; desgleichen auch, das sie bey Ihrer Kayserlichen Majestät vorgenant *Ratification* bey den restirenden *Prätendenten*, zu derselben *Accommodation*, gleicher Weise *interveniren*, und denjenigen so gegen diesen Vertrag beschweret worden, getreulich und unvergeltlich, auff deren Begehren, *assistiren*, und alle widerwärtige Dinge *diverteren* helfen wollen.

IX. Und dieweil beyde I. Chur- und Fürstl. Durchl. erzehlet massen einander so nahe verwandt, soll alles dasjenige, was einen oder dem andern zur *Dissidentz* oder *Offension* mochte verursacht haben, vollkommenlich aufgehoben, todt und vergessen seyn, und deß in Ungutem nicht mehr gedacht werden; dagegen sollen I. Chur- und Fürstl. Durchl. forthin nach Erreichung Ihrer Blut-Verwandtschaft, und damit ins künftige alle Uneinigkeit und Trennung zwischen Ihnen, als deren Nachkommen und Verwandten, der Weg abgeschnitten werde, Fürstlich und getreulich beylammen halten, und wider alle Feindthätigkeit einander *assistiren* und beystehen.

X. So auch zwischen beyderseits Chur- und Fürstl. Personen, und deren Rathen, Officieren, Dinern, und Unterthanen, wegen dieses volkommengemachten Vertrags, einiger Mißverstand entstehen möchte, darvor man sich in alle Weg wol wird vorzusehen haben, soll man nit *de facto* gegeneinander verfahren, sondern nach Gelegenheit der Sach erstlich die Officier oder Rathe beschreiben, oder beschicken, und die Sach in aller Billigkeit sonder Verfaumnus *decidiren*; oder so darbey einige *Difficultet* von grosser *Importantz* vorkommen möchte, alsdann redliche und discrete Personen, erkießen, selbige zu unterhandeln, und nach aller Billigkeit in der Guthe, und wie zweifelhaft auch die Sache sey, durch ein schleunich unpartheylich *Compromiß*, von beyderseits Rathen, Officieren, und Landständen, welche sich zu dem Ende hierinnen eingelassen haben, durch unpartheyliche Zuweisung der *Juristz* dieselbe scheiden, und es darbey, was dadurch *per majora* geschlossen, beruhen lassen, zu welchem allen die alte zwischen denen Landen aufgerichtete *Contract* gute Anlaß geben, welche dann nach Befindung dieselbe zu verneuern und auff diesen Vertrag zu *accommodiren*.

XI. So oft ein Chur- oder Fürst diese Welt geseget und sein *Successor* in die Regierung dieser Landen treten, und die Huldigung von den Ständen und Unterthanen annehmen wil, so soll derselbe allemal den noch lebenden Chur- oder Fürsten drey Monat zuvor solches wissen lassen, auff das derselbige seine Gesandten abordnen: und der verfallenen und inthetenden *Succession* in Erbhuldigung mit beywohnen möge, und dieses soll allezeit *observirt* und also die inthetende *Succession* verneuert, und die Stände und Unterthanen dadurch desto mehr verbunden bleiben.

XII. Auch zu mehrer Sicherheit der unveränderlichen freundliebenden *Affection*, auch in besonderer Betrachtung, das Ihre Churfürstl. Durchl. zu *Conservation* dieser Landen nicht allein auff dem Ihrigen so viel spendirt und zugefetzt, sondern auch mit ansehnlicher Hülff hierzu gehalten haben, als haben beyde Ihre Chur- und Fürstl. Durchl. vor sich und deren Erben und Nachkommen sich darzu verstanden, im Fall beyderseits *Assistenten* zu dieser Vergleichung, so viel

VIII. On fera de pareilles instances auprès des Roys de France & d'Angleterre, pour l'observation de cet accord, & d'en donner à chaque partie une declaration par écrit, portant, qu'ils feront à leurs propres dépens toute assistance à la partie offensée, en cas qu'elle la leur demande, & que d'ailleurs ses plaintes, dont on parlera plus amplement dans la suite, n'auroient rien effectué auprès la partie offensante: comme aussi qu'ils s'interposeront auprès de sa Majesté Imperiale, pour en obtenir la Ratification de ce Traité, & auprès le reste des Prétendants, pour les y faire consentir.

IX. Leurs Altesse Electorale & Serenissime déclarent de plus, qu'en consideration de leur parentage elles tiennent pour amais, & enseveli en perpetuel oubli tout ce qui auroit pu causer de la méfiance ou du dégoût à l'une ou à l'autre: & pour ôter même l'occasion de pareille mésintelligence à leur posterité, elles tâcheront à l'avenir d'observer une union plus étroite, & de se défendre mutuellement de toute leur force contre les insultes étrangères.

X. Si par hazard à l'occasion de cet Accord il survient quelque mésintelligence ou opposition entre leurs Altesse & leurs Conseillers, Officiers, ou Sujets, dont on se gardera pourtant au possible, l'on n'y procedera à aucun fait ou hostilité, mais on appellera d'abord tels Conseillers, ou Officiers, pour s'accommoder avec eux à l'amiable, & si la difficulté paroit plus grande, on y fera un compromis des Conseillers, Officiers, & des Etats du pais de part & d'autre, & on se tiendra à ce qui y aura été décidé par la pluralité des voix, selon la direction même des anciens Traitez faits entre ces Provinces, qu'on observera & accommodera en tout cas au present Accord.

XI. Toutes les fois qu'un Electeur ou Prince regnant ici vient à mourir, & que son Successeur y veut prendre la regence & l'hommage des Etats, il le fera trois mois d'au paravant savoir à son Serenissime Collègue qui se trouve en vie, afin que celui-ci puisse départir quelq'uns de ses Ministres, pour assister à ce renouvellement de succession, & à l'hommage, que les Etats & Sujets auront à prêter, & par où ils demeront d'autant plus obligés à l'un & à l'autre Prince.

XII. Pour asseurer d'avantage leur affection & bonne intelligence, & particulièrement en consideration de ce que Son A. E. a dépensé du sien, & des considerables secours, qu'elle a apporté pour la défense de ces pais, leurs Altesse s'entrepromettent qu'en cas que leurs Assistans s'accommodent du present Traité, elles le maintiendront conjointement avec eux, & en feront participants leurs héritiers de la maniere qui s'ensuit.

ANS sic solche betrifft, sich darzu werden verstanden haben, de J. C. selbige mit einander *respectiv* Handzuhaben, auch
1624. fürters auff beyderseits Chur- und Fürstl. *Defenden-*
ten und Verwandten kommen zu lassen, auch denselben bekannt zu machen, gleich wie hernach folget.

XIII. Beyde Ihre Chur- und Fürstl. Durchleuchtigkeiten und deren Erben und Nachkomlinge sollen den gantzen Titel und das gantze Wapen der Fürstenthumben Gulch, Cleve und Berg, mit darzu gehörigen Graffschafften und Herrlichkeiten behalten und dieselbe gebrauchen.

XIV. Das Fürstenthumb Clev soll gleichfalls unter Ihre Chur- und Fürstl. Durchl. vertheilt werden, das Chur-Brandenburg vor seinen Theil behalten soll dasjenige, was zwischen Iselburg und Winneken- donck gelegen, also, das die Oerther Iselburg und Winneken- donck mit allem demjenigen was zu dem Fürstenthumb Clev gehört, an den Herrn Pfaltzgr. verbleiben soll, und sollen deswegen zwischen den vornehmsten Plätzen die Gränzen nach der Linien und *Compaß* abgezeichnet, und zur Nachrichtung einige Wällen aufgeworffen, oder große Marcksteine gesetzt: und auff einer das Chur-Brandenburgische, auff der andern Seiten das Pfaltz-Neuburgische Wapen gesetzt werden, und sollen alle Lehen und andere Gerechtigkeiten, so auff dieser Linien an beyden Seiten des Rheins, in- oder außershalb dieser Landen so vor diesem zu dem Fürstenthumb Clev gehörig dem Herrn Pfaltzgraff allein, und dagegen die Lehen, so inner der Linien an beyden Seiten des Rheins, in- oder außershalb Lands gelegen, I. Churfürstl. Durchl. von Brandenburg seyn, mit allen *Pertinencien*, und soll diese Abtheilung den Unterthanen oder *Particulieren* an ihren Gütern, Landen, Renten, Recht und Gerechtigkeit, mit *prejudicieren*, und sollen die Schatzungen, Renten und Zölle, so vor diesem einem und dem andern Chur- oder Fürsten gegeben, fortan dem Chur- oder Fürsten zugehören, unter welches Marcktheilung und Gebieth dieselbe gelegen, und die Landgebräuche als auch andere Dienste sollem demjenigen allein zukommen, in welches Land die Wohnungen gelegen seynd.

XV. Sollen I. Churfürstl. Durchl. die Graffschafften von der Marck und Ravensperg, zusambt dem Ampt Windeck, so zuvor zu dem Fürstenthumb Berg gehörig, mit allen Gerechtigkeiten, so von Alters bis dato dißs Ampt gehabt und genossen; verbleiben; dagegen aber verbleiben über das vorgenante Theil von dem Fürstenthumb Clev, die Fürstenthumb Gulch und Berg, und die Herrlichkeit Ravenstein dem Herrn Pfaltzgr. und sol ein jeder Herr sein Land oder Theil neben der *Sessio* auff Reichs- und Craistagen, auch alle andere *Digniteten*, Lehnen, Regalien, Geleith, und andere Gerechtigkeit, Einkommen und Gefall, was Namen dieselbe auch haben mögen, ebenner massen, wie es die alte Fürsten und Grafen dererelben Fürstenthumben, Graffschafften und Herrlichkeiten genossen haben, behalten und handhaben; und gleicher Weis der Herr Pfaltzgr. und dessen Mannliche Erben, wegen des Fürstenthumbs Gulch und Berg, also sollen auch I. Churfürstl. Durchl. und dero Mannliche Erben, wegen des Hertzogthumbs Clev, und der Graffschafft Marck und Ravensperg auff allen Reichs- und Craistagen ihre *Sessio* haben, und nachdem, wie von Fürstenth. Clev die Herrlichkeit Ravenstein, also auch vom Fürstenthumb Berg die Graff Ravensperg, und das Ampt Windeck abgetheilt is, als sol von sothanen Abtheilungen ein jeder, der alten genossenen *matricul* gemäls, den Abtand von gemelten Reichs- und Crails-Zöllen andern Fürsten presentiren lassen und bekannt machen. Die Land-schatzung und Steuer betreffend, sol einem jeden Chur- oder Fürsten, wie abgetheilt, dieselbe einig und allein zukommen; was aber die übrige Herrlichkeiten, Renten und Guter so in Brabant und Flandern gelegen, oder von Alters zu Lehen bekommen seynd, betrifft, sol einem jeden Chur- und Fürsten nach Gefallen frey-
stehen,

ANS

de J. C.

1624.

XIII. Que leurs Alteſſes Electorale & Serenissime & leurs Successeurs & Heritiers continueront de ſervir du titre entier & des armes des Duchés de Juilliers, de Cleve, & de Berghe, & des Comtés & Seigneuries y appartenantes.

XIV. On partagera le Duché de Cleve en sorte, que son Alteſſe Electorale de Brandebourg aura pour ſa part tout le pais ſitué entre Iselbourg & Winneken- donck, & que les places de Iselbourg & de Winneken- donck avec tout ce qui appartient au Duché de Cleve, demeurera à son Alteſſe Serenissime de Palatin Neubourg: qu'on marquera ainſi les frontieres entre les principales places par le moyen du compas, & par lignes, en y mettant de grandes pierres marquées d'un côté des armes de son Alteſſe Electorale, & de l'autre de celles de son Alteſſe Serenissime: Les Fiefs & tous les autres Droits appartenans d'ancienneté au Duché de Cleve, & competans ſur des lieux ſitués hors de ces lignes, ſoit de l'un ou de l'autre côté du Rhin, dans ou hors de ces pais, demeureront au Seigneur Comte Palatin: de même que les Fiefs & Droits ſur des lieux ſitués dans cette ligne, ſoit dans ou hors ces pais des deux côtés du Rhin ſeront avec leurs dependances au Seigneur Electeur de Brandebourg, bien entendu pourtant, que cette ſeparation du pais ne porte aucun prejudice aux rentes, biens, ou droits des particuliers & ſujets: ainſi les Droits de la Douane, de contribution ou taille ne ſeront payés à l'avenir qu'à celui de ces Serenissimes Princes, dans le partage duquel ils ſe trouvent ſitués.

XV. Son Alteſſe Electorale aura de plus les Comtés de la Marc & de Ravensperg avec la Chatelaine de Wendeck, (qui appartenoit ci- devant à la Duché de Berghe) avec toutes les dependances & droits de cette Chatelaine: en échange dequoi reſteront à son Alteſſe Serenissime de Neubourg (outre la partie nommée du Duché de Cleve) les Duchés de Juilliers & de Berghe, avec la Seigneurie de Ravenstein. Chaque Prince exercera & continuera la Sessio dans les Dietes Imperiales & celles du Cercle, les Droits regaliens, de Fiefs, d'esorte, d'impositions & de tributs, & generalement toute autre dignité & droit, de quelque nom que ce ſoit, de la même maniere, que les anciens Princes & Comtes les y ont exercé: de sorte que le Seigneur Comte Palatin de Neubourg & ſes deſcendans ou Successeurs mâles auront la ſeance ſur les Dietes Imperiales & celles du Cercle, pour les Duchés de Juilliers & de Berghe: & que le Seigneur Electeur de Brandebourg & ſes deſcendans ou Successeurs mâles, auront telle ſeance pour le Duché de Cleve & les Comtés de la Marc & de Ravensperg: & d'autant que la Seigneurie de Ravenstein ſe trouve ainſi ſeparée de la Principauté de Cleve, de même que la Comté de Ravensperg & la Chatelaine de Wendeck ſe trouvent ſeparés de la Principauté de Berghe, l'un Prince en fera ſavoir & preſenter à l'autre la ceſſion de toute imposition & Douane, ſoit pour l'Empire ou pour le Cercle, ſelon l'ancienne matricule, en sorte qu'un chacun aura ſeul dans les terres de ſon partage les impositions & les tailles: mais pour ce qui eſt des rentes, biens, ou Seigneuries, qui ſe trouvent en Brabant & en Flandre, ou comme leurs anciens Fiefs, il ſera également libre tant à son Alteſſe Electorale qu'à son Alteſſe Serenissime d'en pourſuivre ſon droit pour ſon avantage particulier, & pour celui de ſes heritiers.

ANS stehen, sein Recht detswegen, insonderheit ihm und de J. C. dem seinigem zum besten, zu verfolgen.

1624.

XVI. Soll auch ein jeder in seinem Land nach besten Verstand und Wissenschaft, gleich die Billigkeit, Gewohnheit, Privilegien, Statuten und formliche *Ordnungen* dieser Landen mitbringen, die Regierung verwalten, wider welche er niemand beschweren, noch andere dergleichen an deren Stell setzen mag.

XVII. Und soes sich zutrüge, das Ihre Chur- und Furstl. Durchl. und deren Männlichen Nachkommen, sonder einige Männliche Leibs-Erben diese Welt gesegnen möchten, welches Gott gnädiglich abwenden wolle, und ob sie schon einige nachliessen, welche dann auch sonder Männliche Leibs-Erben zu sterben kämen, soll alsdann die Graffschafft von der Marck, Ihr. Churfurstl. Durchl. Hn. Brudern, dem Herrn Marggr. Joachim Sigismund und dessen Männlichen Leibs-Erben verfallen seyn, und zugehören.

XVIII. Wann auch der Herr Marggraff Joachim Sigismund, da Gott vor sey, sonder Männliche Leibs-Erben und Nachkommen mit Todt abgehen wurde, soll die Graffl. von der Marck dem Chur- und Furstl. Haufs Sachsen verfallen seyn, so fern dasselbe Haufs zuvor, ehe der Verfall geschehen, sich zu dem Vertrag verstehen: und gutwilliglich dazü *induciren* lassen wird.

XIX. Item, so das Chur- und Furstl. Haufs sich zuvor noch nicht *accommodiren* haben möchte, soll selbige Graffschafft Ihr. Furstl. Durchl. Pfaltzgraf Wolfgang Wilhelm, und seinen Männlichen Nachkommelingen, frey, ledig, sonder einigen Abstand zufallen.

XX. Und so Ihre Furstl. Durchl. Pfaltzgraf Wolfgang Wilhelm ohne Männliche Leibs-Erben, welches Gott verhute, ableben möchte, und obichon, einige nachgelassen waren, doch wiederumb dieselbe ohne andere nachzulassen auch zu sterben kämen, soll alsdann das Furstenthumb Berg, neben dem getheilten Furstenthumb Clev, welches dem Neuburg. Theil zugefallen war, Ihre Chur- und Furstl. Durchl. von Brandenburg, derofelben Echten und Männlichen Leibs-Erben frey und ledig verfallen seyn.

XXI. Und soll das Furstenthumb Gulch dem Hn. Pfaltzgraffen *Augusto*, oder so Ihre Furstliche Durchl. oder dero Erbgenahmen oder *Descendents* keine Männliche Erbgenahmen nachliessen, dem Herrn Pfaltzgraffen Johan Friederich, oder desselben Echten und Männlichen Erben, so als dann bey Leben seind, verfallen seyn.

XXII. So aber auch oberbührte beyde Herren Pfaltzgraffen ohne Männliche Erben abgehen möchten, soll das Furstenthumb Gulch auch Ihrer Chur- und Furstl. Durchl. von Brandenb. oder dero Mannlichen Erben, oder aber dem Herrn Marggraffen Joachim Sigismund und dessen Männlichen *Descendents* zufallen.

XXIII. Und soll der Marggraff, welchem das Furstenthumb Gulch auff solche weise zukommt, verbunden seyn, den ein oder andern Theil des Furstenthumbs Cleve, oder eine von den vorgenannten Graffschafften, so in des Herrn Marggraffen von Brandenb. Willkür stehen soll, den Eltesten und Männlichen Leibs-Erben, nach der Linien der *primogenitur*, unter der Linien des Pfaltzgraffen von Zweybruck (so fern sie zuvor, ehe der Verfall kommen, wegen dieser *Succession* sich verstanden) frey, und ohne Vergleich folgen zu lassen.

XXIV. Und so es sich zutragen wurde, das der ein oder der andere, um mehr Gewinn, und aufs Nothdurfftigkeit, oder auch umb anderer Ursachen willen, den einen oder den andern Platz oder Ampt zu versetzen, oder zuverkauffen willens ware, soll er solches den andern Chur- oder Furstten, so in diesen Landen mit begriffen seyn, umb einen ehrlichen Pfennig vor andern überlassen, und auch solches bey zeiten wissen zulassen, *obligirt* seyn, oder so selbiges nicht geschehen wurde, soll die andere Parthey Macht haben, gegen Aufflag der Gelder einzutreten.

XXV. Auff

ANS
de J. C.

1624.

XVI. Chaque Prince gouvernera en personne son partage du pais, selon sa prudence & experience, & principalement selon l'equité, & conformement aux Coutumes, Privileges & Ordonnances anciennes, contre lesquelles il ne chargera personne, ni entreprendra de les aucunement charger.

XVII. S'il arrivoit, ce qu'à Dieu ne plaise, que son Altesse Electorale, ses Enfans mâles ou les Descendans de ceux-ci vinssent à mourir sans laisser de leurs héritiers mâles, qu'alors la Comté de la Marc tombera sur le Frere de S. A. E. le Seigneur Margrave Joachim Sigismund & ses Descendans mâles.

XVIII. Et en cas que ledit Seigneur Margrave Joachim Sigismund viint à manquer sans laisser de ses Enfans mâles, que cette Comté de la Marc sera transférée dans la Maison des Electeurs & Princes de Saxe, si toutefois cette serenissime Maison de Saxe consent à cet accord, devant même que le susdit cas d'ouverture soit échü.

XIX. Car si la serenissime Maison de Saxe ne s'accommode pas à tems de ce Traité, la Comté de la Marc échoira & tombera sur le Serenissime Comte Palatin Wolfgang Guillaume, sans qu'il en cede en échange la moindre chose.

XX. Si pareillement son Altesse serenissime le Comte Palatin Wolfgang Guillaume, ses Enfans mâles, ou les Descendans d'eux venoient à mourir sans Successeurs mâles (dont Dieu les veuille garder) que son Altesse Electorale de Brandebourg & ses Héritiers mâles profiteront de la Principauté de Berge & de la partie de celle de Cleve, qui étoit donnée en partage à la serenissime Maison Palatine.

XXI. Et en ce cas la Principauté de Juillers tombera sur le serenissime Comte Palatin Auguste & ses Enfans & Descendans mâles, & en défaut de ceux-ci ladite Principauté sera au Seigneur Comte Palatin Jean Frideric, ou à ses Enfans & Successeurs mâles, qui se trouveront pour lors en vie.

XXII. Mais si les deux serenissimes Comtes Palatins & leurs dits Descendans mâles manquoient aussi sans laisser aucune succession mâle, que cette Principauté de Juillers sera dévolüe à son Altesse Electorale de Brandebourg, & à ses Héritiers mâles, & en défaut de ceux-ci au serenissime Margrave Joachim Sigismund & à ses Descendans mâles.

XXIII. Le serenissime Margrave de Brandebourg, à qui la Principauté de Juillers seroit échü de cette maniere, sera pourtant obligé de céder l'une ou l'autre partie de la Principauté de Cleve, ou une des susdites Comtés, selon son choix ou sa détermination, au Prince aîné de la serenissime ligne des Comtes Palatins Deux-ponts, suivant la ligne de la primogeniture, si pourtant cette serenissime branche de Deux-ponts consent à ce présent Traité devant le cas de cette ouverture.

XXIV. Si l'un de ces serenissimes possesseurs trouvoit à propos d'engager ou de vendre quelque place ou Châtelainie de son partage, soit par nécessité ou pour en faire son profit, qu'il sera obligé de le donner à connoître à l'autre, & de lui en faire l'offre pour un prix raisonnable, & que faute de cela, l'autre Prince possesseur aura le droit de reprendre telle place ou Châtelainie, en remboursant l'argent, qu'un autre acheteur en auroit donné.

XXV. Et

XXV. Aufdafs auch dieser Ihrer Chur- und Fürstl. Durchl. eigentlicher Will und Meynung, und auch der *Successions* Verfall, gleich nach Gottes willen folgen möchte, deroelben Ritterchaft, Städten, und Unterthanen bekannt, und die Nachkommlinge in die *Successions*-Regierung auff allen Verfall desto mehr versichert werden möchten, soll solches nicht allein auff die Einräumung und darauff folgende Huldigung, denselben bekannt gemacht, sondern auch auff Beweiß der Pflicht, dieselbe sowohl durch Eydsgeübde als Schriftl. und klare *reversalen* darzu obligirt seyn, erstens wegen der *formalen*, so man beederseits zu gebrauchen haben wird, verglichen, und mit gesambter Hand und mit der Stimmen Einträchtigkeit zu Papier gebracht, und das *Concept* mit Unterzeichnung bekräftiget werden, davon auch zuvor bey dem zweyten Artikel Anweisung gethan.

XXVI. Man soll auch bey dieser Gelegenheit den Unterthanen bekannt machen, auff was Weise die *Union*, Vereinigung und nachbarliche *Correspondenz* zwischen beyden Ihren Chur- und Fürstl. Durchl. und den *Successoren* und Unterthanen in einem Stand geblieben, und dafs keiner den andern in einerley weg beschweren soll, dagegen auch gegen alle und jede, so wider Ihre Chur- und Fürstl. Durchl. oder dero Landen *de facto*, und sonder vorgehende ordentliche und rechtmäßige Erkenntnis sich empören, sollen Ihre Chur- und Fürstl. Durchl. gehalten seyn, in solcher *occasion* einander getreulich beyzutehen, und zu Hülff zu kommen.

XXVII. Man soll auch so wol bey Ihrer Königl. Maj. in Spanien, als Herren Staaten Versuch thun, ob sie nochmehr Oerther von *Guarnison* befreien wollen, und dafs sie einen gewissen Tag bestimmen, auff was weise vom Aufzug der Spanischen und Statlichen *Guarnisonen* und Kriegs-Volcks ein Anfang zumachen.

XXVIII. So man aber der Meynung wäre, die Spanische in der Stadt Wesel, Orfey und Gog, oder in ciniger derselben, oder die Staten in der Stadt Rees, Emerik, Ravenstein, oder in einer derselben in *Belatz* zu halten, so soll dagegen dem andern Theil auch frey stehen, so viel von den vorgenannten Städten in *Belatz* zu halten.

XXIX. Und so fern die Spanische in Churf. Stadt Gog, und die Statliche *Guarnisonen* in I. Fürstl. Durchl. Stadt Ravenstein verbleiben würden, so sollen beyde streitende Partheyen das Kriegsvolk in guter *Disciplin* und über die Kriegs-Ordnung und *Stauten stricke* zu halten und die Verbrecher zu straffen verbunden seyn, ausser der *Jurisdiction* aber über das Kriegsvolk keine Macht haben, also auch mit keinen Plätzen, oder Ihr. Churf. Durchl. Landen, *Jurisdiction*, *Regalien*, Einkommen, Gebiets, Recht und Gerechtigkeit, auch Jagten, Fischereyen, und anders, so von Alters Ihre zukommt, keins Wegs sich beschweren, sondern diese sollen Ihrer Chur- und Fürstl. Durchl. allein frey und ledig zustehen, sie zu genießen.

XXX. Und so die *Guarnison* vom einem dieser beyden Plätzen aufziehen möchte, sollen ingleichen die von den andern Plätzen auch zu thun schuldig seyn, und sollen diese ferner hin von denen streitenden Partheyen nicht mehr besetzt werden.

XXXI. Die andere obige Plätze, so fortificirt seynd, derer *Fortificationen* sollen entweder geschleift, oder mit I. Churf. Durchl. Volk, so der Freyherr von Gent commandirt und in guter *Disciplin* und *Neutralität* gehalten hat, und ingleichen mit Neuburgischen Volk, von Ihr. Fürstl. Durchl. Sohns Regimentern, welche sich mit Neutral gehalten haben, besetzt werden.

XXXII. Soll beyderseits *Assistenten* kund gemacht werden, welche Stadt und Platz, darin kriegende *Guarnisonen* geblieben seynd, neutral seyn sollen oder nit.

XXXIII. Und so die zu keiner Neutralität gebracht werden könnten, sollen doch die Inwohner und Unterthanen neutral seyn, und sich mit dem Krieg nicht bemühen.

Tom. III.

XXV. Et afin que cette disposition de leurs Alteses Electorale & Serenissime, & de la succession reglée parvint exactement à la connoissance de la Noblesse, des Villes, & des Communautés du pais, comme aussi que la posterité en fut d'autant plus assurée, on en donnera notice d'abord qu'on y prendra possession & l'hommage, & on dressera un acte signé des mains de leurs Alteses, & couché dans des termes concertés entre Elles & selon ce qui a été dit dans l'article second de ce même Accord. C'est ce que leurs Alteses promettent par des sermens & des déclarations mutuelles par écrit.

XXVI. On notifiera avec cette occasion aux sujets, comme quoy l'ancienne union & bonne correspondance entre leurs Alteses, leurs Successeurs, & sujets demeuré dans son entier, & que l'un ne fera rien au préjudice de l'autre: mais qu'au contraire on s'assistera mutuellement, si quelqu'un s'y oppose par la voye de fait, & sans se servir de celle de Justice.

XXVII. L'on fera des instances auprès de sa Maj. Catholique & les Seigneurs Etats Generaux pour retirer leurs garnisons encore de quelques places de ces pais, & pour savoir d'Eux le jour & la maniere, dont on commencera l'évacuation, & la retraite de leurs Troupes.

XXVIII. Quand on seroit d'avis de garder les Garnisons d'Espagne dans les villes de Wesel, Orfey & Gog, ou dans une d'icelles: ou bien quand on voudroit tenir les Garnisons des Etats Generaux dans les villes de Rees, Emerik, & Ravenstein, ou dans une d'icelles, il sera libre à l'autre partie, de garnir de sa garnison tout autant des villes nommées.

XXIX. Si les Troupes d'Espagne demeurent ainsi dans la ville de Gog appartenante à S. A. E. & les Troupes des Etats Generaux dans celle de Ravenstein, appartenante à S. A. S. Les deux parties auront à tenir bon ordre, & d'y faire rigoureusement observer la discipline Militaire, & de chatier les coupables, sans se donner pourtant d'autre pouvoir que sur leurs Soldats & Garnisons, ainsi elles ne se mêleront rien de ce qui concerne les autres places, la Jurisdiction, les Regalien, les Remer, & autres droits comme de la chasse, de la pêche, &c. mais en laisseront librement disposer & jouir leurs Alt. Electorale ou Serenissime.

XXX. Si l'une de ces deux Garnisons vient à sortir, que l'autre aura à quitter aussi, & qu'à l'avenir ni l'une ni l'autre place ne pourra plus être garnie de Troupes de ces parties, qui sont en guerre.

XXXI. Les autres places fortes seront ou demolies, ou garnies de ces Troupes, que le Baron de Gent commande de la part de S. A. E. & tenues pour Neutres: De même que de la part de S. A. S. on ne mettra que celles du Regiment de son Serenissime Fils, dans des places pareillement Neutres.

XXXII. Es on aura soin de faire savoir aux Princes assistants lesquelles des places garnies de leurs Troupes doivent être considérées & tenues pour Neutres.

XXXIII. Quand en suite il n'y auroit pas moyen d'établir une Neutralité entre lesdites Garnisons, les habitants & sujets pourtant ne s'y mêleront pas de la guerre.

Dd

XXXIV. Et-

ANS XXXIV. Und so es sich zutrüge, daß ein von J. C. diesen Orten, so von kriegenden Partheyen besetzt verblieben, und zuvor nicht neutral gemacht, erobert 1624. würde, welches man doch, umb Verhohnung willen der Landen, und damit die Unterthanen, durch fernere Belagerungen, nicht ruinirt werden: sondern vielmehr *respiriren*; und sich wiederumb versamlben möchten können, lieber nachgelassen sehe; sollen die Chur- oder Fürsten, welchen solche Plätze, in Manier, wie vorgelagt ist, *assignirt* seynd, ihre Landsfürstliche Obrigkeit, Recht, Regalien, *Accidentien*, und Gerechtigkeiten behalten.

XXXV. Und soll die Parthey, welche die Stadt oder Festungen erobert, die Wahl haben, solche Oerther besetzt zu behalten, oder zu schleiffen und zu verlassen.

XXXVI. Und wann dieselbe einmahl geschleiffet und von Guarnisonen befreiet seynd, sollen sie nicht wieder bevolligt; noch von den streitigen Partheyen besetzt werden.

XXXVII. So auch einiger Platz von Spanischer oder Statistischer Guarnison besetzt wäre gewest,

XXXVIII. Soll derselbe doch, so bald die Guarnison darauß gezogen ist, und die Belagerung nicht über drey Tag gewehret hat, vor neutral gehalten werden, welches zur Stund dem Gegentheil soll zu wissen gethan werden;

XXXIX. Und soll ferner mit niemanden, als allein mit des Fürsten Regimenten, dem der Platz ist, besetzt werden.

XL. Und soll beyder kriegenden Partheyen der freye Durchzug durch dergleichen Oerther vergönnt werden.

XLI. Doch soll hier keine Beschwerde seyn, noch ihr Chur- und Fürstl. Durchl. oder derselben Unterthanen, einiger Überlast gethan werden.

XLII. Auch sollen beyderseits Kriegs-Völker, in den neutralen Oerthern, gegeneinander nichts feindliches vornemen.

XLIII. Und so ein Soldat in solcher Gelegenheit einigen Fehler begiege, soll derselbe in des Churfürsten Straff verfallen seyn, als dessen der Platz, da er begangen wird, zugehörig ist.

XLIV. Es soll auch kein streitender Theil die Macht haben, einige Oerther so mit Spanischer oder Staten Guarnison besetzt, anzugreifen, zu belagern, oder darauß einen Anschlag zu machen, unter was Scheyn selbiges auch seyn möchte.

XLV. Und so die besitzende Chur- und Fürsten über die vornehmste Länder möchten uneinig werden, welches Gott gnädiglich verhüten wolle, und auch zu geschehen sich nicht gebuhret, so sollen die *Assistenten* mit I. Kayf. M. und dem vorgenanten König, so sie dessen berichtet, auff der beleydigten Parthey Begehren darauß gedenden, und wie nöthig, allen gebührlichen Beystande ohne Entgelt beweisen, damit selbiger also durch sie, oder anderweils, zu ihrem Recht verholffen: und an ihrer Gerechtigkeit und Possession nicht frustiret, auch aller Schad und Kosten derselben behörlich *restituir*t und *sufficienter* Abtrag gethan werde.

XLVI. Und so etliche oder mehr, welche die Succession dieser Landen *pretendiren*, etwas anfangen oder sich unterwinden möchten, so sollen in solcher Gelegenheit beyde ihr Chur- und Fürstl. Durchl. zusammen spannen, oder sich vereinigen, vor einen Mann stehen, und ihr beyder Recht de *jure* & *facto*, wie es sich gehöret, und die Noth erfordert, suchen zu salveren, und sich dergestalt, wie sie können, defendiren und beschirmen: So man sich aber derer ganz entschlagen kan, doch zum *contentement* derjenigen, so die Succession dieser Landen *pretendiren*, etwas thun muß, und in der Güte kan vermittelt werden, soll selbiges alsdann über beyde Partheyen gehen, und darüber beyderseits Landeshaupten einige nöthige Collection geschehen.

XLVII. Die Archiv-Regüter und Documenten be-

ANS XXXIV. Encore que quelqu'une de ces places, où il y avoit Garnison étrangere de ces parties qui sont en guerre, fut assiégée & prise devant que d'être déclarée Neutre, celle de leurs Alliees, à qui telle place étoit assignée par ce présent partage, conservera néanmoins tous les droits de Souverain, Regalies, & Jurisdictions. Cependant on souhaite que tels sieges ne s'y fassent pas, pour faire respirer les habitans, & pour empêcher la ruine ulterieure de ces pays. 1624. de J. C.

XXXV. Celle des parties, qui prend ainsi une place forte, aura le choix, ou de garnir telle forteresse de ses Troupes, ou de la demolir & abandonner par après.

XXXVI. En cas qu'une forteresse se trouve tellement demolie, elle ne pourra plus être fortifiée ni garnie de Troupes de parties qui se sont la guerre.

XXXVII. Si quelque place avoit été garnie par les Troupes d'Espagne ou par celles des Etats Generaux,

XXXVIII. Et si le siege de cette place n'avoit pas duré au delà de trois jours, on la tiendra encore pour Neutre, aussi-tot que la Guarnison en sera sortie, & on le fera à l'instant savoir à la partie contraire.

XXXIX. En suite de quoi telle place ne sera munie que des Troupes de ce Prince, auquel elle appartient.

XL. Les deux parties qui sont en guerre, auront pourtant le passage libre par telles places.

XLI. A condition qu'elles n'y feront aucun préjudice ni à leurs Alliees Electorale & Sereniss. ni à leurs sujets.

XLII. Et ces Troupes de parties contraires ne pourront plus faire des hostilités les unes aux autres, quand elles se trouveront dans telle place Neutre.

XLIII. Le Soldat qui aura fait quelque faute dans ce cas, sera même chassé par le Prince, qui selon cette repartition est le maître de la place.

XLIV. Qu'aucune des parties qui sont en guerre, ne pourra attaquer ou assieger des places munies de guarnison d'Espagne ou des Etats, ni même former quelque dessein sur icelles, sous quelque pretexte que ce puisse être.

XLV. Si ces serenissimes Possesseurs envoient en dispute sur les principales Provinces, ce qui ne conviendrait pas, & dont Dieu les veut garder, qu'alors les Princes assistans devoient à leurs propres dépens & de concert avec sa Majesté Imperiale & avec sa Majesté Catholique, s'employer pour la partie offensée, qui les en auroit requis, & tellement secourir, que son bon droit lui seroit conservé, & tout le dommage réparé.

XLVI. En tous les cas, que quelqu'un de ceux qui prétendent à la succession, entreprendraient quelque chose sur ces pais, leurs Alliees Electorale & Serenissime s'y uniroient si étroitement, qu'elles se defendroient mutuellement par le droit & le fait, comme ayant une même cause, & n'oublieroient rien pour s'y sauver: mais si elles trouvoient nécessaire de traiter à l'amiable & de faire quelque chose pour contenter tels prétendants, qu'alors tous ces pais y contribueroient par le moyen d'une contribution proportionnée.

XLVII. Pour ce qui est des Registres & des Documentes

1624. ANS de J. C. belangend, sollen die bey jedem Land bleiben, solcher Gestalt, was Gulch und Berg belangt, dasselbe bleibt Dusseldorff, und soll Ihr. Churfl. Durchl. dar-
aus gegeben werden, alles was zu Ravensperg und zu dem Ampt Windeck gehört. Was die Clevische Archiven betrifft, die bleiben zu Clev, aufgenommen, dass Ihrer Fürstlichen Durchl. daraus soll gegeben werden, was zu dem vorgenannten Theil des Fürstenthums Cleve und der Herrlichkeit Ravenstein gehört, und soll jeder Parthey zugelassen seyn, durch ihre Deputirten in den Archiven und Registern, was dero zukommt, aussuchen zu lassen, und soll ihnen alles gezeigt und nichts vorenthalten werden.

XLVIII. Was die gemeinen Documenten angehet, dieselbe sollen originaliter an jedem Orth verbleiben, und sollen dem Gegenseit allein authentische Copien eingehändigt werden.

XLIX. So es auch sich zutragen möchte, dass ins künftige ein oder der ander einge Documenten aus den Dusseldorffischen oder Clevischen Archiven von nöthen hätte, so sollen dieselbe ungeweiht in originali oder authentischen Copien gefolgt werden, wie es die Noth erfordert wird.

L. Niemand soll einige Festungen, vornehmlich an den Gränzen, so zu eines oder des andern Nachtheil und Verdruss gereichen möchten, aufweisen oder bauen.

LI. Die Gränzen aber zu verbessern, und zu erhalten, auch die Pässe mit Schantzen zu versehen, soll einem jeden frey stehen.

LII. Und auff dass ein jeder sich dieses Vertrags zu erfreuen habe, sollen die Officiere und Diener bey den Aemptern, wider ihren Willen, ohne notori-Untreue oder Verlaumdung, nicht verlossen, sondern aufs wenigste so lang behalten werden, bis dass diejenige, welche mit der Zeit von den andern Chur- oder Fürsten darzu erwöhlt worden, darmit versehen mögen.

LIII. Und sollen die Commercen zwischen den Insassen vorgenannter Fürstenthumben und Landen, dieser Vertheilung ungeachtet, als zuvor unyerhindert getrieben werden.

LIV. Und so die Unterthanen des einen Ampts in des andern Fürstenthumbs Aempter schuldig gewesen Schatzung zu bezahlen, soll dasselbe bis noch zu darbey bleiben, ausgenommen im Fürstenthumb Cleve, in welchem, als vorgelagt ist, einem jeden Chur- und Fürsten die Renten und Dienste von allen Ländern und Gütern, so in seinem ihme assignirten Bezirck gelegen, zugehören sollen; Darentgegen sollen die befundene Schulden und schuldige pensionen zuvor aus dem Ampt oder Kellerey, darhin sie gehören, oder verletzet seind, von dem Chur- oder Fürsten, welchem solchanige Stuck oder Güter zu theil fallen, bezahlt werden.

LV. Was den Unterhalt des Cämmergerichts zu Speyer belangt, dasselbe soll von Gülch wegen Pfaltz Neuburg, oder der Besitzer dieses Fürstenthumbs wegen Clev Chur Brandenburg zu verrichten schuldig und verobligirt seyn.

LVI. Des Zolls und der Licenten wegen zu Roort, Lobith, und andern Orthen, soll, wie von Aelter, zwischen beyderseits Chur- und Fürstl. Dienern gute Correspondenz gehalten werden, und alles, was aus Ihr. Chur- und Fürstl. Durchl. Landen, den Rhein, die Ruer, die Lipp, oder von andern Orthen auf- oder abgethet, soll Zoll und Licenten bezahlen deme, aus welchem Lande dasselbe gehet, aufgenommen, was Ihre Chur- und Fürstl. Durchl. zu Ihrem eigenen Gebrauch von nöthen haben.

LVII. So dann noch einiger Zwytracht zwischen der Graffl. von der Marck, und dem Fürstenthumb Berg, oder des Neuburgischen getheilten Fürstenthumbs Cleve, oder auch zwischen den Aemptern Blankenburg und Windeck, ungeschlichtet befunden würde, soll dasselbe, noch vor, oder zum längsten

ments d'Archive, ils demeureront dans le pais qu'ils concernent, de sorte que ceux qui touchent les Provinces de Juilliers & de Berghes, resteront à Dusseldorp, à condition pourtant, qu'on en donne à son Altesse Electorale ceux qui concernent la Comté de Ravensperg & la Chatelainie de Windeck: & que les Archives de Cleve demeureront à Cleve, sous pareille condition, qu'on en donne à son Altesse serenissime tout ce qui concerne sapart du pais de Cleve & la Seigneurie de Ravenstein. Et il sera libre à l'une & l'autre partie, de faire chercher par leurs Deputés dans les Archives les Documents qui les touchent, & on ne leur en cachera rien.

XLVIII. Touchant les Documents communs, ils seront dans l'Archive du lieu, & on se contentera d'en donner à l'autre serenissime partie des copis autentiques.

XLIX. Et si l'une ou l'autre partie avoit besoin encore d'autres Documents des Archives de Dusseldorp ou Cleve, qu'on les lui fournira, soit en original, ou en copie autentique, selon que la nécessité le demande.

L. Personne ne fera de nouvelles fortifications, principalement sur les frontieres, où elles pourroient être au préjudice, ou au dégoût de l'autre partie.

LI. Il leur sera pourtant libre de reparer & rendre meilleures les fortifications qui y sont, & particulièrement d'en faire quelques uns ou bien des lignes sur les passages.

LII. Afin que tout le monde ait de la consolation dans ce Traité, les Officiers, commis, ou valets d'offices, n'en seront pas privés, à moins qu'ils ne commettent quelque infidelité ou faute grossiere, mais ils y seront pour le moins continués jusqu'à ce que ceux qui leur seront substitués par leurs Alteses, en conviennent avec eux.

LIII. Le Commerce se continuera entre ces pais & habitants de la même maniere que cy-devant, nonobstant la separation, qui en est faite par le present accord.

LIV. Si les sujets d'une Chatelainie étoient obligés de payer des impositions aux Chatelainies de l'autre Principauté, ils en continueroient ce paiement encore à l'avenir, hormis dans la Principauté de Cleve, où, comme il a été dit ci-devant, les impositions & ventes de tout le pais, qui y est assigné à un Prince, lui appartiennent entierement, toutefois les debtes & les pensions restantes seront payées par les Chatelainies & Officiers, qui y étoient destinés ou engagés, soit qu'ils appartiennent à l'un ou à l'autre de ces serenissimes Possesseurs.

LV. Ce qui concerne l'entretien de la Chambre Imperiale de Spire, sera payé en autant, qui en touche le pais de Juilliers, par son Altesse serenissime le Comte Palatin, ou par le Possesseur du pais, & ce qui en touche au pais de Cleve, sera payé par son Altesse Electorale de Brandebourg ou le Successeur.

LVI. Touchant la Douane & Imposition, qui se paye à Roort, Lobith, & ailleurs on s'en entendra suivant l'ancienne bonne correspondance, qu'il y eut toujours entre les Officiers de leurs Alteses Electorale & Serenissime, & de tout ce qui vient des pais de leursdites Alteses, sur les Rivières de Rhin, Ruer, & de Lip, ou d'autres Provinces; sur la Riviere d'Oder, on payera la Douane ou la licence au Prince de la Province de qui cela sort, bien entendu pourtant, que ce qui est pour l'usage de leurs Alteses memes, n'y payera rien.

LVII. S'il y avoit encore quelque difficulté entre la Comté de la Marck, & la Principauté de Berghes, ou entre la partie de celle de Cleve, assignée au Seigneur Comte Palatin, ou enfin entre les Chatelainies de Blankenburg & Windeck, qu'on cherchera d'oter & d'accommoder tel différent devant ou pour le moins, à l'ins-

ANS stien bey dem Einraumen und Huldigung des gemeldten
de J. C. Fürstenthums Graßl. und Ampt Windeck, nieder-
1624. gelegt, und darbey versehen werden, daß nach Gele-
gen- und Beschaftenheit des Landes, dessen ruhige
und kundbare Gränzen, durch gut Vertrauen und
Einigkeit desto minder verschwacht: Sondern viel-
mehr zunehmen, und in gute Richtigkeit gebracht
werden mögen.

LVIII. So fern ein Chur- oder Fürst seine Rathe
und Officier, ehe Gott der Allmächtige in den nach-
barlichen Landen einen Stillstand der Waffen möcht
geben, einige Convojen wolte aufsenden, soll man
dieselbe über die Gränzen, aber nicht ferne, als bis
zu der nächste Stadt, so an den Gränzen ander Seits
gelegen ist, conveyiren, und soll dasselbige sonder Be-
schwehrung der Unterthanen geschehen, und die jeni-
ge, so unter der Convoje seind, oder conveyet werden,
sollen ihre eigene Zehrung thun, und so es die Zeit
wolt leiden, sollen dieselben vor angezeigt und nicht
über die Gränzen conveyet werden, und soll das con-
vojen, so in diesen Kriegzeiten geschicht, der freyen
Gleichs-Gerechtigkeit eines oder des andern Chur-
Fürsten nicht präjudicirlich seyn.

LIX. Und wiewohl Ihrer Churf. Durchl. Frau
Mutter schon vorlangt ihre Vollmachten von sich ge-
geben, die Successions difficultäten endlich verglichen,
als auch mit Ihrer Chur- und Fürstl. Durchl. Brüdern,
der gemeinen Succession halben keine difficultät zu ma-
chen, abgehandelt: Und daß die gemeine Succession
Ihr. Chur- und Fürstl. Durchl. ohne das gebühret, als
dann auch kundbar, das aus ihren eigenen Landen
so ein merklicher Vortheil, und mehr als die Landen
auffbringen, geführt ist, damit die vorgesezte Frau
Mutter und Brüder desto minder difficultät über diese
Vergleichung, so um des gemeinen Besten willen,
als auch zu Trost der Unterthanen geschicht, solten
machen, so soll denselben dennoch communicirt wer-
den, und so die Brüder sich darzu wollen bequemen,
sollen sie denselben also, und anders nicht, genießen,
und sich denselben zu erfreuen haben.

LX. Beyde Ihr. Chur- und Fürstl. Durchl. sollen
diesen Accord, so bald die Durchl. Infantin, und die
Herren Staten der vereinigten Niederländischen Pro-
vinzien, die vorgenante schriftl. Erklärung empfan-
gen werden haben, unterzeichnen, und mit Ihren
Chur- und Fürstl. großen: und respective Siegeln be-
festigen, aber auch mit einem Körperlichen Eyd vor
sich und ihre Erbgenahmen bestätigen, und soll ei-
ne gewisse Zeit getheilt werden, den modum proceden-
di und die Form des Eyds zu effectuiren und ins werck
zu setzen.

LXI. So bald nun dieser Vertrag von Ihrer Maj. in
Spanien, oder der Durchl. Infantin, als auch von den
Herren Staten, so viel Ihre Majest. und die Hn. Staten
belangt, und vornehmlich, wann die Abführung
des Kriegsvolcks bewilliget und vor gut erkandt ist,
sollen alsdann alle Thätigkeiten, Gefängnisse und
Zwispaltigkeiten zwischen beiderseits Rathen, Die-
nen und Unterthanen, cessiren, und die Gefangene
loß gelassen werden, welches dann in beyderseits Guar-
nisonen, und zwar insonderheit durch den Herrn Gr.
von Schwarzenburg, als Chur-Brandenburgischen
gevollmächtigten Abgesandten, in den Brandenburg-
und Statisthen Quartieren notificirt soll werden: Und
soll ferner, wann der Eyd vorgenannter Puncten
Haltung wegen prestirt: Darauf die Einräumung
alles dessen was verglichen, an Land und Leuten,
beyden Chur- und Fürsten geschehen, auch was von
dem retirirenden mehr veraccordirt ist, sonder Arge-
list, Furtlich, getreulich, und fest gehalten werden.

Zu Urkund dieser Verbundnuß, seyn zwey gleich-
lautende Instrumenten von einer Form und Inhalt ver-
fertigt, und sowohl von hochgedachter Ihrer Chur-
und Fürstl. Durchl. als wohlgedemtem Chur- und
Fürstl. Brandenburg. gevollmächtigten Abgesandten,
Hn. Adam, Graven zu Schwarzenburg unterzeichnet
und besiegelt: Und so die Höchstgemeldte Durch-
leuch-

flam de la possession & de l'hommage, qu'on
y doit prendre, & on le reglerá tellement, que les
bornes en soient indubitables, & que par une bonne union
& intelligence de part & d'autre, la tranquillité pu-
blique y puisse continuer.

LVIII. Si l'un des Princes, ou de leurs Ministres
& Officiers trouvoit bon d'envoyer quelque part ses escor-
tes, en tems que la guerre dure encore dans les Provin-
ces voisines, qu'on les accompagnera au delà de la fron-
tiere jusqu'à la premiere ville de l'autre pays: que ceux
de telles escortes vivront à leurs propres dépens, & n'y
seront nullement à charge aux habitans: que si le tems
le permet, on en donnera préalablement notice, & on
ne les conduira que jusqu'aux frontieres: & qu'enfin
par telle escorte en tems de guerre, on n'entende nul-
lement de préjudicier aux Droits de conduite libre com-
petans à l'un & l'autre des serenissimes Princes.

LIX. Encore que la serenissime Electrice Mere de
son Altesse Electorale de Brandebourg avoit déjà de-
vant quelque tems donné ses Plein-pouvoirs pour ad-
juster ce Traité, & que les serenissimes Freres de leurs
Altesse ne pourroient aucunement contester le reglemet
de cette succession mutuelle, d'autant qu'elle compete sans
cela à leurs Altesse Electorale & Serenissime, & que
d'ailleurs elles y avoient contribué de leurs biens &
propres pays plus qu'on n'en puisse retirer: toutefois pour
leur ôter toute raison & sujet de difficultés, on est con-
venu qu'on leur communiquera cet Accord, qui n'a été
fait que pour le bien commun & le soulagement des su-
jets: & qu'on fera connoître en même tems, que lesdits
serenissimes Freres de leurs Altesse n'en auront aucune
utilité qu'à proportion qu'ils y consentent.

LX. Leurs Altesse Electorale & Serenissime signi-
fient & moniront de leurs grands sceaux ce Traité, si-
tôt que la Serenissime Infante, & les Seigneurs Etats
Generaux auront reçu la susdite Declaration: & elles
le confirmeront même par serment, pour en assurer d'a-
vantage l'exécution tant pour elles que pour leurs Succes-
seurs. Pour cette fin on reglerá le tems & la maniere de
faire ce serment.

LXI. Tout aussitôt que le present Traité sera agréé
par sa Majesté Catholique, ou la serenissime Infante,
& par les Seigneurs Etats Generaux, en autant qui les
concerne, & qu'ils auront consenti à retirer leurs Troupes,
toutes les hostilités, voyes de fait, de prison, &
generalement toutes les mesintelligence cessent entre les
Ministres, Officiers, & Sujets de leurs Altesse: on
relachera immédiatement les prisonniers de part & d'autre:
& ceci sera notifié par tout, & particulièrement
par le Sieur Comte de Schwarzenbourg, Ministre Plé-
nipotentiaire de Son Altesse Electorale de Brandebourg,
aux Guarnisons de ladite Altesse Electorale, & à cel-
les de Messieurs les Etats Generaux: Et si-tôt que le
susdit serment aura été prêt par leurs Altesse, la ces-
sion & la prise de possession de tout ce qui est porté par ces
Accord, suivra immédiatement, & on en observera
toutes les autres points fidellement, & sans supercherie.

En foi de quoi on a dressé de cect deux Exemplaires
d'une même teneur, qui furent signés par le Serenissima
Seigneur Comte Palatin du Rhin, & de la part de son
Altesse Electorale de Brandebourg par son Ministre le
Sieur Comte Adam de Schwarzenbourg, y ayant plein-
pouvoir: & on est convenu en même tems, qu'après que
la Serenissime Infante & Messieurs les Etats Generaux
des

ANS leuchtigste Infantin, als auch wohlgemelte Hn. Staten
de J. C. der vereinigten Niederländischen Provinzien, wafs
1624. sic anbelangt, sich darzu verstanden haben werden,
soll diese Verbundnus auff ein neues in duplo verfer-
tigt, von beyderseits Chur- und Fürstlichen Durchl.
mit eigenen Händen unterzeichnet, besiegelt, und,
als vorgefagt, mit gethanem Eyde befestiget werden.
Aitum Dusseldorff, den 11. May, 1624. War un-
terfchrieben.

Wolfgang Wilhelm. L. S.
Adam, Grave zu Schwartzenburg. L. S.

des Provinces Unies des Pais-bas awont pareillement ap- ANS
prouvé ce Traité en ce qui les y concerne, on en fera de J. C.
nouveaux deux exemplaires d'une teneur égale, qui se-
ront signés par leurs Alteſſes Electorale & Serenissime, 1624.
munis de leurs sceaux, & confirmés par leurs sermens
de la maniere qu'il a été dit. Fait à Dusseldorp le 11.
de Mai de l'an 1624.

Wolfgang Guillaume (L. S.)
Adam Comte de Schwartzembourg (L. S.)

C X I I.

ANS Traité de continuation de Ligue deffensive
de J. C. entre JAKUES I. Roi d'Angleterre,
1624. & les PROVINCES UNIES des
Pays-bas. Fait à Londres, le 5. de Juin,
1624. Aitzema Affaires d'Etat & de
Guerre. Tom. I. pag 691.

ANGLE-
TERRE
ET LES
PROVIN-
CES-
UNIES.

Comme ainsi soit que Treshault, Tres-excellent
& Tres-puissant Prince Jacques, par la grace
de Dieu Roy de la Grande Bretagne, France,
& Yerlande, &c. Aye esté a diverses fois humblement
requis, & recherché par hauts & puissants Seigneurs
les Estats Generaux des Provinces Unies des Pais-bas,
ses bons amis & Alliés, & depuis n'agueres par Messirs
François d'Aerssen Chevalier, Sieur de Somelsdyk
& de la Plate, &c. Albert Joachimi Chevalier, Sieur
d'Ostende de Odekenskercke, &c. & Noël de Caron Che-
valier, Sieur de Schonevalle, &c. leurs Ambassadeurs
Extraordinaires & Ordinaire, de continuer l'Alliance
de Ligue deffensive commencée de long temps & con-
tinuée par plusieurs années entre ses Royaumes & leurs
Provinces, & pour icelle affermer & affermir d'avanta-
ge, de permettre aux dits Seigneurs Estats de faire
quelques levées d'hommes en ses Royaumes : sadite
Majesté en continuation des faveurs siennes, & celles
de ces Predecesseurs aux dites Provinces, pour la pre-
servation & seureté de ses Royaumes, & desdites Pro-
vinces, & pour tant plus faciliter le reſtabliſſement de
son Trescher Gendre le Prince Electeur Palatin, en ses
Estats & dignités, a trouvé bon en son Conseil de
faire traicter en son nom avec eulx, d'une telle Ligue
& levées susdites : ayant à ces fins nommé & député
Illustres & Excellents Seigneurs George Duc de Buc-
kingam, Grand Admiral d'Angleterre, &c. Jacques
Marquis d'Hamilton, Grand Maître de son Hostel, &c.
Guillaume Comte de Penbrok, Chambellan dudit Ho-
stel, &c. & Messieurs Edouard Conwey, un de ses
premiers Secretaires d'Etat, Richard Weston, Chan-
celier de son Eschiquier, Chevaliers tous & chacun
d'eulx de son Conseil d'Etat & privé ses Commissai-
res pleinement autorisés, pour avec lesdits Sieurs
Ambassadeurs Extraordinaires & Ordinaire conclure
& arreſter ce qu'ils trouveroient bon & convenable
pour les fins susdites, lesquels Seigneurs Commissai-
res & Ambassadeurs, en vertu de leurs Pouvoirs, &
Commissions, dont sera inferée Copie à la fin de ce
present Traicté, apres plusieurs conférences sur ce te-
nues, ont finalement convenu, conclu, & arreſté les
Articles qui en suivent.

I. Premièrement il y aura une bonne Alliance de
Ligue deffensive, entre sadite Majesté & lesdits Seigneurs
Estats des Provinces Unies des Pais-Bas, pour la Con-
servation de ses Royaumes, & de leurs Provinces respec-
tivement.

II. Sadite Majesté consent que lesdits Seigneurs
Estats fassent levée de six mil hommes de pied sous leur
Commission, & iceluy nombre fournissent de temps
en temps des volontaires de ses Royaumes, tant que
cette Alliance durera : lesquels six mil hommes sa Ma-
jesté permettra d'estre armés & portés aux dits Pais-

Bas dans six semaines ou plustost, si faire se peut,
apres la conclusion de la presente Alliance pour estre
repartis en quatre Regiments, chacun desquels sera
composé de douze Compagnies, & commandé d'un
Colonel.

III. Sadite Majesté permettra à telles personnes de
ses subjects qui se presenteront, & seront enrôllés
pour les places de Colonels & autres subalternes Of-
ficiers aux dites levées de jouir & exercer lesdites char-
ges & places, & apres que lesdites levées seront descen-
dus auxdits Pais-Bas, qu'il soit disposé de toutes les
charges & places de Colonels & autres qui viendront
à manquer auxdits Regiments, selon l'ordre observé
auxdits Pays, au regard des autres Regiments des sub-
jects de sadite Majesté.

IV. Et seront ces levées gouvernées, traictées, &
payées, aux dits Pays-Bas sous la meſme autorité,
conditions, loix, & coutumes que le sont presente-
ment les autres Regiments, composés pareillement
des subjects de sadite Majesté.

V. Les Colonels, Lieutenants Colonels, Sergeants
Majors, Capitaines, Officiers & Soldats, faisant le
Corps desdites levées, seront payés selon l'ordre & la
paye accoustumée aux dits Provinces.

VI. Sadite Majesté promet de faire porter d'an en
an, en quatre termes égaux dans la Ville de Delf,
d'Amsterdam, ou de quelque autre de la Souveraineté
desdits Seigneurs Estats la somme totale à laquelle
se montera le Payement plénier desdites levées de six mil
hommes. Et en fera faire l'avance de trois en trois
mois à commencer la premiere du jour de la signature
de la presente Alliance.

VII. Laquelle somme sera de temps à autre deli-
vrée en bonnes especes selon la valuation de la mon-
noye du pays, es mains du Commissaire des payemens
que sadite Majesté trouvera bon d'establiſſir, & faire re-
sider au pays d'Hollande, pour par apres estre par lui
distribuée, selon les Ordonnances desdits Seigneurs
Estats, & sur les roles de monſtres de leur Commis-
saires.

VIII. Lequel Commissaire sera aussi tenu de vi-
der ses mains sur les dictes Ordonnances des dits Sei-
gneurs Estats de trois en trois mois de tous les deniers
qui luy seront restés des monſtres non fournis ni com-
plettes, & se contentera ledit Commissaire de quinze
cents livres d'appoinctement par an, monnoye de
Hollande pour toute pretention.

IX. Lesdites levées de six mil hommes jouiront par
tout & en tout des meſmes Franchises, libertés & be-
nefices, que tous les autres Officiers & Soldats des
Regiments des subjects du Roy, qui sont p:esentement
au service desdits Seigneurs Estats.

X. Tous les Colonels, Lieutenants Colonels, Ser-
geants Majors, Capitaines & autres Officiers & Sol-
dats desdites levées seront tenus de faire serment de fi-
delité es mains desdits Seigneurs Estats, du Gouver-
neur General & de tous autres qu'il appartiendra es
meſmes formes, termes, & devoirs que tous autres
Officiers & Soldats des Regiments de meſme Nation.

XI. Sa Majesté permettra aux dits Seigneurs Estats
de faire les dictes levées à la charge qu'elles seront par
eulx restituées apres que leur guerre sera finie par une
bonne & ferme Paix ou Tresve de huit, dix, ou

ANS douze ans, en pareil nombre d'années qu'elles auront de J. C. été par eux reçues, à savoir dans la première année de Paix ou de Trêve de huit, dix ou douze ans ils feront rendre à sa Majesté l'avance faite la première année de cette Ligue, & ainsi suivant d'an en an jusques au plénier payement; pour l'assurance duquel sera baillée à sadite Majesté un acte d'Obligation en forme, sous le scel & signature desdits Seigneurs Estats.

XII. En reconnaissance desquelles faveurs Royales lesdits Seigneurs Estats s'obligent de secourir sa Majesté promptement d'an en an de quatre mil hommes, ou de leur solde, à l'option de sadite Majesté si à l'occasion de ce présent Traicté, ou pour autre chose quelconque elle vient à estre agresseée de ses ennemis en ses Royaumes par guerre ouverte.

XIII. Laquelle solde ils feront payer aux quatre termes de l'année, dans la Ville de Londres, dontaussy l'avance se fera de trois en trois mois, à commencer dès aussitost que sa Majesté aura esté notoirement assurée, & aura fait former lesdits Seigneurs Estats de luy fournir lesdits quatre mille hommes, ou l'argent pour en soulde, & payer un pareil nombre.

XIV. Et se fera cette assistance pareillement à la charge que sa Majesté promettra d'en faire la restitution ausdits Seigneurs Estats après que la guerre sera finie, aux mesmes termes, conditions, & avantages que lesdits Seigneurs Estats la doivent faire à sa Majesté.

XV. La presente Alliance durera pour le moins le terme de deux ans, à commencer du jour que lesdites levées auront passé monstre generale de là la Mer, & par après si longuement jusques à ce que sa Majesté ou lesdits Seigneurs Estats ensemble ou separément trouveront à propos d'entrer en nouvelles deliberations: au quel cas l'insinuation du desist se debvra faire six mois avant que cette Alliance prenne fin.

XVI. Toutes lesquelles conventions & conditions de la presente Alliance de Ligue Defensive lesdits Seigneurs Commissaires & Ambassadeurs promettent au nom de sa Majesté & Seigneurs Estats respectivement, d'accomplir & faire accomplir de bonne foy selon leur forme & teneur, mesmes de les faire ratifier si besoin est. En foy de quoy ils ont signé le present Traicté de leur seing ordinaire dans la Ville de Londres, & iceluy muny & confirmé par l'apposition de leurs seaux le cinquième de Juin, mil six cents vingt quatre.

s'Ensuit la Copie des Commissions.

Copie de la Commission de sa Majesté.

J'Acques par la Grace de Dieu, Roy de la Grande Bretagne, France & Irlande, &c. Défenseur de la Foy. À tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme ainsi soit que depuis nostre avenement à cette Couronne d'Angleterre: Nous avons tousjours esté soigneux ensuivant les erres de la feüe Reyne nostre tres-chère Sœur d'heureuse memoire, non seulement d'entretenir la bonne amitié & intelligence, que nous y avons trouvée établie entre elle, & Messieurs les Estats Generaux des Provinces-Unies du Pays-bas, & entre les subjects de part & d'autre, pour le bien, confort & utilité qui provient mutuellement aux uns & aux autres, de leur bonne & proche voisinance, mais aussi estreindre, & ferer de plus pres aux occasions le nœud de cette bonne correspondance avec lesdits Seigneurs Estats Generaux, ainsi que nous avons fait à diverses fois tant par les bons offices & témoignages que de temps en temps leur avons donnés de nostre bien-veillance, que par les Traictés de confederation qui se sont passés entre nous & eulx; estant encore pousés de ce mesme desir, & prompt affecton à embrasser toute occasion d'affermir & estreindre le lien de cette bonne intelligence entre nous & lesdits Seigneurs Estats, qui ont nouvellement envoyé leurs Ambassadeurs vers nous pour requérir nostre assistance, & à nous inviter à une confederation plus estroite que

nous n'avons pas à present avec eulx. Nous avons volontiers presté l'oreille à leur instance, & consenti d'entrer en Traicté avec eulx tant pour renouveler les anciennes alliances que nous avons avec leur Estat, que pour faire, & conclure une Ligue Defensive tant par Mer, que par Terre avec eulx: & estant besoing à cet effect d'employer de nostre part des personnes de la probité & suffisance requise pour avec lesdits Ambassadeurs & Commissaires desdits Seigneurs Estats traicter & refoudre d'un affaire de telle importance, sçavoir faisons, Qu'ayans bonne cognoissance, & nous confians à plein en la loyauté, preud' homme, experience & suffisance de nos chers & bien aimés Cousins & Conseillers George, Duc de Buckingham, Grand Admiral d'Angleterre, Jacques, Marquis de Hamelton, nostre Grand-Maitre d'Hôtel; Guillaume, Comte de Pembrock, nostre Chambellan; & nos amés Edouard Conway, Chevalier, un de nos premiers Secretaires d'Estat, & Richard Weston, Chevalier, Chancelier de nostre Eschecquier, tous de nostre Conseil d'Estat & Privé, nous avons pour ces causes iceulx commis, ordonnés & députés, commettons, ordonnons & deputons, par ces presentes, leurs avons donné & donnons Plein-pouvoir, autorité & commission de traiter, convenir & conclure avec lesdits Ambassadeurs & Commissaires desdits Seigneurs Estats (estans garnis de pouvoir suffisant) d'une Confederation & Ligue defensive tant par Mer que par Terre entre nous & eulx, avec le renouvellement de nos anciennes Alliances tant pour la bonne observation, entretenir de l'entrecours & Commerce entre nos peuples, que pour la defense & conservation mutuelle de nos Estats, & de faire à cette fin tout ce qu'ils verront estre expedient & necessaire, ainsi que nous mesmes faire pourrions, si presens en personne y estions: à quoy nous les autorisons par ces presentes, jaoit que le cas requist mandement plus special, promettans en foy & parole de Roy, & sous l'obligation de tous, & chacuns nos biens, presens, & advenir, d'avoir agreable tenir ferme & stable, ce que par noldits Commissaires sera fait, promis & accordé en cet endroit, & le tout observer accomplir, & entretenir inviolablement, sans aller directement ou indirectement au contraire. En tesmoin de quoy nous avons signé ces presentes, & à icelles fait mettre & apposer nostre signet, donné à nostre Cour à Theobals le quinziesme du mois d'Avril, mil six cents vingt quatre.

Copie de la Commission de Messieurs les Etats.

Les Estats Generaux des Provinces Unies du Pays-Bas, à tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Comme ainsi soit que pour le bien & service de nostre Republique, nous ayons besoing d'envoyer des Ambassadeurs vers le Roy de la Grande Bretagne, afin de deliberer, traicter & conclure avec sa Majesté une Alliance offensive ou defensive seulement, & autres affaires qui se pourroient rencontrer pour l'avancement du service de sadite Majesté & de nos Provinces, & à cette fin pleinement informés de la suffisance, prudence, fidelité, & diligence des Sieurs François d'Aerssen, Chevalier, Sieur de Somelsdijk & Plate, &c. & Albert Joachimi, aussi Chevalier, Sieur d'Ostende & Oedeckenskercke, &c. Nous ayans fait élection de leurs personnes, pour de nostre part & en notre nom, en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires jointement avec le Sieur Noël de Caron, aussi Chevalier, Sieur de Schonevalle, nostre Ambassadeur ordinaire, traiter avec sadite Majesté ou avec ceux qu'elle trouvera bon de commettre pour cette besoigne de ces, & pareilles matieres, & que pour faciliter leurs negociations, afin de les conduire au dessein, & conclusion convenable, ils ayent besoing d'estre pourvus de nous de Plein-pouvoir, puissance, autorité, commission & mandement special, nous à ces causes desirans prevenir, & lever toute dispute qui se pourroit mouvoir sur la suffisance de leur

ANS
de J. C.
1624.

creancé

ANS creance & authorisation, leur donnons en vertu de de J. C. ces presentes, & à chacun d'eux en particulier, si par maladie d'aucun d'entre eux, ou autrement ils estoient 1624.

Plus haut au dessus des Signatures estoit cachetté de ANS
Cachet des Armes respectives deditz Seigneurs Com- de J. C.
missaires & Ambassadeurs. 1624.

Obligation de leur Hautes Puissances des Provinces Unies en faveur du Roi d'Angleterre, & dont il est parlé dans le Traité.

LES ESTATS Generaux des Provinces Unies, comme aussi les ESTATS de Gueldres & Comté de Zutphen, de Hollande & West-Frise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, d'Over-Isse, & de la Ville de Groenningen & Ommelanden. A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Comme ainsi soit que par le Traité fait entre les Seigneurs Commissaires du Serenissime Roy de Grande-Bretagne, France & Irlande, à ce par sa Majesté spécialement Commis, Affavoir les Illustres & Excellents Seigneurs, *George Duc de Buckingham*, Grand Admiral d'Angleterre, *Jacques Marquis de Hamilton*, Grand Maître de l'Hôtel dudit Roy, *Guillaume Comte de Pembroke*, *Chambellan dudit Hôtel*, & *Messires Edouard Conway*, un de ses premiers Secretaires d'Etat, *Richard Weston*, Chancelier de son Echequier, Chevaliers, tous & chacun d'eux de son Conseil d'Etat & privé d'une part, & les Seigneurs *François d'Aerssen* Chevalier, Sieur de *Sommelsdyck* & de la *Plate*, &c. *Albert Joachimi* Chevalier, Sieur à *Ostende*, *Odekenskercke*, &c. & *Noël de Caxon* Chevalier, Sieur de *Schonenewalle*, &c. Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Ordinaires d'autre part, le 5. de Juin dernier *Silo Veteri*, il a été traité, convenu & promis par l'onzième Article dudit Traité, aussi par l'explication dudit Article faite le 16. dudit mois de Juin par un autre particulier Traité, que pour l'assurance de la restitution des avances faites desbourser par sadite Majesté pour la levée, entretienement & recreies de six mille Soldats à pied, il sera baillé à sadite Majesté un acte d'obligation en forme sous les sceaux & signatures de nous en Corps, & de chacune desdites Provinces Unies separément & in solidum en mesme stile & forme que fust l'Obligation du 17. de Septemb. 1608. Si est-il, que pour satisfaire de vostre part au contenu d'iceluy onzième Article, & de l'explication ensuivie, Nous avons tant en general chascun de nous en particulier promis & asseuré, promettons, & asseurons par la presente de restituer & faire restituer au Roy ou à ses Ministres, à ses hoirs & successeurs, ou à leurs Ministres, toutes avances & deniers, quisé debourseront & auront esté deboursés par sa Majesté pour la dite levée, & distribués par le Commissaire des payemens establi, sur nos Ordonnances & les Rolles de Montres de nos Commissaires suivant le contenu du 7. Article dudit Traité, Obligeans à ceste fin toutes les Provinces Unies & chacune d'icelles in solidum toutes les villes & subjects d'icelles, tant en general qu'en particulier nous & leurs personnes & tous & quelconques, nos & leurs biens, meubles & immeubles, presens & advenir, nuls d'eux exceptés, Renonceans pour cet effect par ceste expressement & in vim pacti à tous & quelconques Privileges, exceptions & benefices de droit, non numerata pecunie, non facti aut celebrati contractus, rei non gesta, dolus mali, fraudis, Privilegii fori, (lesquels nous tenons icy pour inferés) qui en aucune maniere pourroyent deroguer, & prejudicier à ces presentes, mesmes au benefice, disant, *Que la générale renonciation ne vaulx, si la speciale ne precede.* Le tout sans fraude & dolengien, en témoin de quoy nous lesdits ESTATS Generaux, & nous les ESTATS de Gueldres, & Comté de Zutphen, de Hollande & West-Frise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, d'Over-Isse, & de la Ville de Groenningen & Ommelanden, avons fait seeler la presente de nos grands sceaux, & signé de nostre Greffier & Secretaires Respectivement, & nous les ESTATS Generaux le dix-septiesme d'Octobre seize cens vingt & quatre, estoit Paraphé *Nicolaes vander Bouchorj* vt. sur le pli estoit escript par Ordonnance deditz Seigneurs ESTATS

Article Secret.

Comme il est porté au second Article de la Ligue Defensive faite le cinquiesme de ce mois de Juin, entre les Seigneurs Commissaires du Roy de la Grande-Bretagne, & les Ambassadeurs des Seigneurs ESTATS des Provinces Unies des Pays-Bas, que lesdits Seigneurs ESTATS pourrout faire lever aux Royaumes de sadite Majesté six mil hommes & iceluy nombre de temps en temps fournir & tenir complet sans qu'il y ait expressément esté déclaré à la charge de qui, ne de quelle nature de deniers se feront les recreies necessaires à venir, lesdits Seigneurs Commissaires & Ambassadeurs pour esclaircir iceluy Article, & douter, entendent & ont convenu par résamption que toutes telles recreies qui ont accoustumé se faire par ordre, & aux despens deditz Seigneurs ESTATS au regard des autres Regimens des subjects de sadite Majesté, icelles se feront pareillement au regard de cette nouvelle levée de six mil hommes, & seront payés des deniers qui par le huitiesme Article de ladite Ligue relieront & procederont des montres non fournis ny complètes, & dont le Commissaire aura vuider ses mains sur les Ordonnances deditz Seigneurs ESTATS, si tant est qu'ils y pourrout suffire aux frais deditz recreies, pour tenir ladite levée de six mil hommes complete; que sa Majesté fera de temps en temps avancer & prester tout ce qui en manquera, pour luy estre restitué aux mesmes termes, & conditions, que le prest general suivant l'onzième Article.

Et pour expliquer plus pleinement l'onzième Article auquel il est dit, que pour l'assurance de la restitution des avances faites desbourser par sadite Majesté pour la dite levée, il sera baillé à sadite Majesté un Acte d'Obligation en forme sous le scel & signature deditz Seigneurs ESTATS; lesdits Seigneurs Commissaires & Ambassadeurs entendent leur intention avoir esté & estre que tel acte d'Obligation sera depeché & delivré à la charge de chacune desdites Provinces Unies separément, & in solidum par lesdits Seigneurs ESTATS Generaux en Corps, au mesme stile & forme que fut l'Obligation du 16. Septemb. 1608. Ainsi fait & convenu en la Ville de Londres le 15. de Juin 1624. Elloit signé,

G. Buckingham Hamelton. *François Aerssens.*
Ed. Conway. *Alb. Joachimi.*
Richard Weston. *Noël de Caxon.*

estoit Paraphé *Nicolaes vander Bouchorj* vt. sur le pli estoit escript par Ordonnance deditz Seigneurs ESTATS

ANS des J. C. 1624. Generaux, & signé *J. van Goch*. Par Ordonnance des Sieurs Eftats de la Duché de Gueldres, & Comté de Zutphen, signé *J. Shysken*. Par Ordonnance des Sieurs Eftats de la Comté d'Hollande & Westfrise le 4. Novemb. 1624. signé *C. vander Wolf*. Par Ordonnance de Messieurs les Etats de Zeelande, signé *J. Boreel*. Par Ordonnance de Messieurs les Eftats de la Province d'Utrecht, le 14. d'Avril 1625. signé *Ant. van Hilten*. Par Ordonnance de Messieurs les Eftats de Frise, le 26. Avril 1625. signé *A. Aysma*. Par Ordonnance des Sieurs Eftats d'Overyffel, le 2. May l'an 1625. signé *Roelincx*. Par Ordonnance de Messieurs les Eftats de la Ville de Groningue & Ommelande, le 28. d'Avril l'an 1625. signé *Eijfinge*.

C X I I I.

ANS de J. C. 1624. *Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & les Etats des PROVINCES UNIES des Pais-Bas, qui porte que le dit Roi fournira ausdits Etats par prêt, douze cent mille livres pour l'année 1624. & pour les années 1625. & 1626. en chacune un million de livres. Fait à Compiègne le 10. Juin 1624. Frederic Leonard. Tom. V. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. I. pag. 708.*

LA
FRANCE
ET LES
PROVINCES
UNIES.

COMME ainsi soit que tres-haut, tres-puissant, & tres-excellent Prince Louis XIII. par la grace de Dieu Roi T. C. de France & de Navarre, ayant ci-devant esté prié & requis par ses tres-chers & bons Amis, Alliez & Confederez, Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, de les vouloir assister, sur ce qu'ils auroient fait représenter à Sa Majesté par leurs Ambassadeurs l'état de leurs affaires, avec les conséquences tres-dangereuses qui en peuvent arriver au préjudice du general de la Chrétienté, & de ceux mêmes qui penseroient en profiter, Sadite Majesté desirant témoigner ausdits Sieurs les Etats, ses tres-chers & bons Amis la souvenance qu'elle veut avoir de la bonne volonté que le feu Roi Henry le Grand son tres-honoré Seigneur & Pere, que Dieu absolve, leur a souvent fait paroître pour le bien, repos & avantage, & continuer la sienne à son imitation attendant que Sadite Majesté puisse par effet assurer la tranquillité publique & particulièrement celle des Pais-Bas, tres-importante à la manutention de la Paix de la Chrétienté toujours desirée & affectionnée par Sadite Majesté, comme doit faire un Roi Tres-Christien, tel que Dieu l'a constitué. Sadite Majesté a nommé, choisi & Deputé Monsieur le Duc de Lefdiguières Pair & Connetable de France, & les Sieurs Marquis de la Vieuville Chevalier des Ordres de Sa Majesté, Conseiller en son Conseil d'Etat, Maréchal de ses Camps & Armées, l'un de ses Lieutenans generaux au Gouvernement de Champagne, & Sur-Intendant des Finances, & de Bullion, Sieur de Bonnelles, Conseiller en seldits Conseils d'Etat & Finances. Pour avec les Sieurs Henry d'Eslen Conseillers de Gueldre & Zutphen, & Nicolas de Bouchorft Sieur de Noortwick, & Adrian Paw Chevalier, Sieur de Hemstede, Gedeon de Boetzelaer & d'Asperen, Seigneur & Baron de Langerack & du Saint Empire, au nom & en qualité d'Ambassadeurs extraordinaires de Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, aviser & traiter des moyens plus convenables à cet effet, lesquels reciproquement en vertu des pouvoirs à eux donnez, dont copie sera inseré en fin des Presentes, & ont après plusieurs conferences convenu & arresté les Articles qui ensuivent.

PREMIEREMENT.

Que Sadite Majesté fera fournir ausdits Etats Generaux par prêt, dans la presente année 1624. douze

cent mille livres, & pour les années 1625. & 1626. ANS en chacune d'icelles un million de livres, lesquelles de J. C. 1624. sommes seront fournies en chacune année ausdits Sieurs les Etats, en la Ville d'Amsterdam es mains de Pierre Real Receveur de la Province d'Hollande à la fin du mois de Juin, & le reste dans le mois d'Octobre ensuivant.

II. Ledits Sieurs les Etats s'obligeront aussi en bonne & deue forme de rembourser les susdites sommes à sa Majesté ou à ses Successeurs Rois, trois ans après qu'ils seront en Trêve ou en Paix, & ledit remboursement de chacune année du prêt se fera par eux en deux années, & ce après les trois années de la Paix ou Trêve faite, sçavoir la premiere de prêt en deux années, la deuxième en deux autres, faisant le tout en neuf années du jour de la Paix ou Trêve.

III. Le Roi n'ayant autre but que l'union & le repos de la Chrétienté, ledits Etats promettent avoir tout l'égard que leur seureté leur pourra permettre aux Conseils qu'il plaira à Sa Majesté leur donner sur ce sujet & s'obligeront de bonne foi, de ne faire Trêve ni Paix avec qui que ce soit sans l'avis & intervention de Sadite Majesté.

IV. Secoureront de leur part Sa Majesté en cas qu'elle en ait besoin & qu'elle soit en Guerre, de la moitié des sommes portées par le premier Article ci-dessus & aux termes & conditions portées en icelui, ou bien d'hommes & Vaisseaux jusques à la concurrence dudit prêt au choix du Roi, & au même prix de leur solde ordinaire, & ce en temps de Paix ou Trêve, & s'ils sont en Guerre autant que la seureté de leur Etat le pourra permettre.

V. Quant au Trafic des Indes Orientales & Occidentales, en sera traité sur les lieux par l'Ambassadeur de Sa Majesté, selon les memoires & instructions qui lui seront baillées à cet effet.

VI. Ledits Sieurs les Etats conviendront avec Sa Majesté dans six mois pour garantir les Mers de Ponant, contre les incursions & depredations de ceux d'Alger & de Thunis, & cependant où il se trouvera Ports deldits Sieurs les Etats aucuns Vaisseaux de Marchandises Françoises, qui auront esté depredées par leldits Corsaires d'Alger, ou de Thunis, en la Mer de Ponant leldits Sieurs les Etats les feront restituer à la premiere instance qui leur en sera faite, soit par l'Ambassadeur ou les Marchands ses Sujets qui les reclament.

VII. Ledits Sieurs les Etats donneront ordre que les plaintes des Sujets du Roi soient terminées dans trois mois au plus tard par les Conseillers de l'Admirauté, après que l'Ambassadeur de Sa Majesté ou autre de sa part aura esté ouï, lesquels ne pourront avoir aucune part ni profit dans les Navires de guerre, ni es prises qu'ils auront à juger.

Etau cas que l'une deldites Parties demande revision du Jugement donné par leldits Conseillers, leldits Etats commettront des Commissaires qualifiez & nullement interessez, pour en juger en dernier ressort avec les Conseillers de l'Admirauté, & cependant leldites prises demeureront en bonne & seure garde, sans qu'il en puisse estre fait aucune vente, si ce n'est après avoir esté convenu avec ledit Ambassadeur du temps d'icelle, ce que pareillement Sa Majesté accorde pour les Sujets deldits Sieurs les Etats pour tous les cas dessus dits.

VIII. Quant à la nomination aux Charges de Colonels, Capitaines & autres Officiers des Regimens François, en sera usé à la maniere accoutumée.

IX. Si le Roi a besoin de Vaisseaux de trois à quatre cent tonneaux équipez en Guerre, leldits Sieurs Etats en feront fournir, soit par achat ou par loiage à prix raisonnable.

X. Si Sa Majesté estant en Guerre avoit besoin de rappeler les Regimens François qui sont en Hollande, seront leldits Sieurs Etats tenus de les faire conduire à Calais ou Dieppe, pourveu toutesfoi que leldits Sieurs les Etats soient en Paix ou en Trêve.

•XI. Le

ANS XI. Le Droit d'Aubaine cessera reciproquement
de J. C. pour les Sujets de Sa Majesté & des Provinces-Unies,
1624. & main levée sera donnée de part & d'autre d'exécuter
les saisies faites au contraire.

XII. Et sur ce que ledits Ambassadeurs auroient
fait quelques propositions sur le fait de la Navigation,
Trafic & Commerce à l'avantage des Sujets de Sa Ma-
jesté & desdits Sieurs les Etats, en sera traité particu-
lièrement par l'Ambassadeur de Sadite Majesté, & ce-
pendant la liberté de ladite Navigation & Commerce
aura lieu de part & d'autre.

XIII. Lesquels Articles & Traitez pour les susdi-
tes trois années si tant la Guerre dure, seront ratifiés
bien & dûement par lesdits Sieurs les Etats Generaux
dans deux mois du jour & date des Presentes, & iceux
avec la Ratification presentez à Sa Majesté par leur
Ambassadeur extraordinaire & Resident près icelle, pour
estre pareillement ledits Articles & Traitez ratifiés
par Sadite Majesté quinze jours après & délivrez ausdits
Sieurs les Etats.

(a) *Ensuit la teneur du Pouvoir desdits
Sieurs Commissaires de sa Majesté.*

(a) Ce
qui suit,
jusques à
la fin de
ce Traité,
ne se
trouve
point dans
Lecourd,
& a été
tiré d'Ait-
zema.
Nous par la grace de Dieu Roy de France & de Na-
varre, à nostre tres-cher & tres-ami Cousin le
Duc de Lesdiguières, Pair & Connétable de France,
& aux Sieurs Marquis de la Vieville, Chevalier de
nos Ordres, Conseiller en nostre Conseil d'Etat, Ma-
rechal de nos Camps & Armées, l'un de nos Lieute-
nans Generaux au Gouvernement de Champagne,
& Sur-Intendant de nos Finances, & de Bullion Sieur
de Bonnelles, aussi Conseiller en nosdits Conseils
d'Etat & Finances. Salut. Ayans considéré com-
bien soigneusement le feu Roy nostre tres-honoré
Seigneur & Pere, que Dieu absolve a conservé de son
vivant la bonne Alliance & Confédération qu'il avoit
contrahé avec les Sieurs les Estats Generaux des Pro-
vinces-Unies des Pais-Bas, par plusieurs Traictés faits
avec eux que nous avons confirmé depuis nostre adve-
nement à la Couronne par nos lettres de declaration
du 20. Juin 1610. Et comme il se la Volontairement
assistés & libéralement secourus lors qu'ils en ont eu
besoyn pour se conserver & garantir d'oppression jus-
ques au temps de la Tresve pour laquelle il contribua
mesme son entremise, afin de procurer la Paix non seu-
lement auxdicts Pays-bas, mais aussi à toute la Chre-
stienté. Et voulant suivre en cela les bonnes & saintes
instructions de nostre dict feu Seigneur & Pere,
nous avons jugé raisonnable de recevoir benigne-
ment les Ambassadeurs qui nous sont venus trouver de leur
part, pour nous représenter l'Etat de leurs affaires &
de les assister en ce qui dependra de nous, soit pour les
maintenir & conserver, ou pour leur procurer, si fai-
re se peut, une bonne & assurée Paix & à toute la Chre-
stienté, comme il est du devoir d'un Prince tres-Chre-
stien & Fils aîné de l'Eglise. Et parce qu'il est ne-
cessaire de commettre quelques personnes capables &
experimenter de nostre Conseil pour entendre particu-
lièrement les Ambassadeurs ledits Sieurs les Estats,
ce qu'ils ont charge de nous dire & représenter, & ce
qu'ils desireront de nous pour leurs secours & conserva-
tion, & à ce qu'ils en puissent convenir avec eux, &
que nous n'y pouvons employer personnes qui s'en ac-
quittent mieux & plus dignement & fidellement que
vous qui avez une particulière connoissance de nos plus
importans & serieux affaires : Nous pour ces causes &
autres à ce nous mouvans, & pour l'entière confiance
que nous avons en vous, vous avons commis & depu-
tez, commettons & deputons par ces presentes signées
de nostre main avec pouvoir que nous vous donnons
de vous assembler avec ledits Ambassadeurs aux jours
& lieux que vous adviserez pour voir & entendre les
propositions qu'ils ont charge de nous faire, les exa-
miner avec eux, & sur chascune d'icelles, & des Arti-
cles qu'ils vous représenteront y prendre les resolutions
& faire les responses que vous jugerez en vos loyautés
Tom. III.

& consciences estre raisonnables & aux plus advan-
tageuses conditions pour nostre service que vous pourrés
obtenir, & de tout ce qui sera traicté & convenu en-
tre vous, faire ou passer, tels actes, instrumens, con-
traicts & promesses en bonne & autentique forme que
besoin sera : Et nous obliger & nos successeurs Rois
pour le payement & entretènement des choses promi-
ses aux termes que vous adviserez estre pour le mieux,
& generalement faire en ce que dessus, ses circon-
stances & dependances, ce que nous ferions & faire
pourrions si present en personne y estions, jaoit que
le cas requist Mandement plus special qu'il n'est con-
tenu en ces dites presentes. Par lesquelles nous pro-
mettons en bonne foy & parole de Roy d'avoir pour
agreable & tenir ferme & stable à tousjours tout ce que
par vous sera fait, procuré, promis, & accordé en cet
endroit, & le tout confirmer, approuver, & ratifier
toutes & quantes fois que requis en serons, l'observer,
accomplir, & entretenir de point en point sans jamais
aller au contraire, directement ou indirectement en
quelque sorte & maniere que ce soit. De ce faire nous
avons donné & donnons plein pouvoir, autorité,
commission, & mandement special. Cartel est nos-
tre plaisir. Donné à Compiègne le 18. jour d'Avril,
1624. Et de nostre Regne le 14. Signé LOUIS. Et
plus bas, Par le Roy, Poitier. Et scellé sur simple de
cire jaune.

*Ensuit la teneur de la Procuration desdits
Sieurs Ambassadeurs des Provinces-Unies.*

Les Estats Generaux des Provinces-Unies du Pais-
bas, A tous ceux que ces presentes Lettres ver-
ront, Salut. Comme ainsi soit que pour le bien &
service de nostre Republique nous ayons besoin d'en-
voyer des Ambassadeurs vers le Roy Tres-Chrestien,
afin de deliberer, traicter, & conclurre avec sa Majesté
une Alliance Offensive & Defensive, ou Defensive seule-
ment, & autres affaires qui leur pourront rencontrer pour
l'avancement du service de sadite Majesté & de nos Pro-
vinces : Et à teste fin pleinement informés de la sus-
sistance, prudence, fidelité, & diligence des Sieurs
Henry d'Eslin, Conseiller de Gueldees & Zutphen;
Nicolas de Boeckhorst, Sieur de Noortwijck; & Adrian
Paeu, Chevalier, Sieur de Heemstede; Nous avons
fait élection de leurs personnes, pour de nostre part &
en nostre nom & qualité de nos Ambassadeurs extra-
ordinaires jointement avec le Sieur de Langerac nos-
tre Ambassadeur ordinaire, traicter avec sadite Ma-
jesté ou avec ceux qu'elle trouvera bon de commettre
pour cette besoigne de ces & pareilles matieres. Et
que pour faciliter leurs Negotiations à fin de les con-
duire au dessein & conclusion ils ayent besoyn d'estre
pourvus de Nous de Pleinpouvoir, Puissance, Au-
thorité, Commission, & Mandement special, nous
à ces causes desirans prevenir & lever toute dispute,
qui se pourroit mouvoir sur la suffisance de leur Cre-
ance & Autorisation, leur donnons en vertu de ces
presentes & à chacun d'eux en particulier (si par ma-
ladie d'aucun d'entre eux ou autrement ils estoient
d'aventure empêchés d'intervenir tous trois ensemble
au Traicté) plein pouvoir de traicter, convenir, ac-
corder, & conclurre avec sa Majesté ou avec ceux qui
seront deputés de sa part, une Ligue Offensive & De-
fensive, ou Defensive seulement, ou tel autre Traicté
& Accord qu'ils aviseront par ensemble utile au servi-
ce de costé & d'autre. Et de tout ce qui sera ainsi
convenu & conclu, faire ou passer tel ou tels Instru-
mens, Contracts & Promesses en telle bonne & due
forme que besoin sera, & generalement faire en ce
que dessus & en ces circonstances & dependances tout
ainsi que nous ferions ou faire pourrions, si presens
en personne y estions, jaoit que la chose requist
mandement plus special, qu'il n'est contenu par ces
presentes, par lesquelles nous promettons sincerement
& de bonne foy avoir agreable, tenir ferme & stable
à tousjours tout ce que par eux en celle qualité sera
fait,

ANS
de J. C.

1624.

ANS fait, procuré, promis, convenu & accordé en cest de J. C. endroict, l'observer, l'accomplir & entretenir inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit : mais le tout devoir ratifier, si besoin est & en passer lettres & Instrumens en la meilleure forme que faire se pourra au contentement de sa Majesté. Fait à la Haye en nostre Assemblée sous nostre grand seal en Cire rouge, Paraphé & sous la signature de nostre Greffier, le 18. Mars 1624. Etant Paraphé *Henry ter Cuylen* vidit, & sur le reply par Ordonnance desdits Sieurs Estats Generaux, signé *J. van Goch*, seellé du grand seal desdits Sieurs Estats en Cire rouge pendant en queue de foye blanche.

En foy de quoy nous susdits Commissaires & Ambassadeurs subsignés avons esdits noms signé les presentes de nos seings ordinaires & à icelles fait apposer le Cachet de nos Armes, à Compiègne ce jourd'hui 10. Juin, 1624. Signé de *Lesdiguières*, *la Vieuville*, *Bullion*, *Henry d'Essen*, *Nicolas de Bouchorst*, *Adriaen Pau*, *G. de Boetseler* & *d'Aperen*. Plus bas au dessous les signatures estoit cacheté des Cachets des Armes respectivement desdits Sieurs Commissaires & Ambassadeurs.

Article particulier arresté entre lesdits Sieurs Commissaires & Ambassadeurs.

SA Majesté ayant expressement désiré que l'exercice de la Religion Catholique fut libre à les subjects, lesdits Sieurs Ambassadeurs ont déclaré, qu'en la maison de l'Ambassadeur de sa Majesté l'exercice de sa Religion sera permis à tels Chefs, Officiers de Guerre, Soldats & autres François qui s'y voudront trouver; sans que les subjects desdits Messieurs les Estats y puissent estre compris.

Pour l'observation duquel present article lesdits Sieurs Ambassadeurs ont promis de le faire ratifier en bonne & deüe forme par lesdits Sieurs les Estats Generaux dans deux mois du jour & date des presentes & en faire presenter la Ratification à sa Majesté dans ledit temps conjointement & separement avec celle des autres Articles qu'ils ont arresté à Compiègne le 18. Juin 1624. Estoit signé *Lesdiguières*, *la Vieuville*, *Bullion*, *H. van Essen*, *Nicolas de Bouchorst*, *Adriaen Pau*, *G. de Boetseler*. Plus bas au dessous des signatures estoit cacheté des Cachets d'Armes respectives desdits Commissaires & Ambassadeurs.

A esté convenu & accordé entre Messieurs les Commissaires du Roy, & Messieurs les Ambassadeurs extraordinaires des Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas, que sur le prest, que sa Majesté leur a accordé pendant la presente année & celles de 1625. & 1626. seront reservées trente huit mil livres par chaque année, pour estre payé par lesdits Sieurs Estats aux Chefs & Officiers de gens de guerre François, qui sont en leur service, selon l'Etat qui en est dressé, à condition expresse que lesdits Sieurs Estats ne seront tenus de rembourser les dites sommes montans à cent quatorse mil livres en trois années, dont dds à present sadite Majesté les quitte & discharge. Fait & arresté à Compiègne le 10. Juin 1624. Estoit signé *Lesdiguières*, *Ch. Vieuville*, *Bullion*, *H. van Essen*, *Nicolas de Bouchorst*, *Adriaen Pau*, *G. de Boetseler*. Plus bas au dessous les signatures desdits Commissaires estoit mis le Cachet d'Armes de Monsieur le Duc d'Escliguières; & sous celles desdits Sieurs Ambassadeurs le Cachet d'Armes de Monsieur d'Essen.

Aggregation de Messieurs les Estats Generaux du Traicté Precedent.

LES Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas, à tous ceux qui ces presentes verront, *Salut*. Comme ainsi soit que le 10. jour de Juin, l'an 1624. un Traicté d'Alliance, & Ligue defensive ait esté fait & accordé à Compiègne entre les Sieurs Commis-

saire du Roy tres-Chrestien de France & de Navarre, ANS & les Ambassadeurs par Nous envoyés à sadite Maje- de J. C. sté dont la teneur s'ensuit. 1624.

Comme ainsi soit que le Tres-haut, Tres-puissant, & Tres-excellent Prince Louis XIII. par la grace de Dieu Roy Tres-Chrestien de France & de Navarre, Ayant cy-devant, &c.

Nous ayans ledit Traicté agreable en tous & chascuns ses points avec les Articles particuliers y adjoints avons iceux Points & Articles en general & en particulier acceptés, approuvés, ratifiés & confirmés, les acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons par ces presentes, promettans les garder, entretenir, & observer inviolablement, sans aller ny venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit, sous l'obligation & hypothèque de tous les biens & revenus des Provinces-Unies en general & particulier, presens & à venir : En témoign de quoy nous avons fait seeller ces presentes de nostre grand seal, parapher & signer par nostre Greffier. A la Haye le 12. de Juillet 1624. Estoit Paraphé, *J. V. Brouchoven*, vt. Soubscript par Ordonnance desdits Sieurs Estats Generaux. Signé *J. van Goch*. Et seellé du grand seal desdits Sieurs Estats en cire rouge pendant en queue de foye blanche.

Aggregation du Roi Tres-Chrestien du Traicté precedent.

LOUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, *Salut*. Les Commissaires par nous députés, & ceux de nos tres-chers & grands Amis les Sieurs Estats Generaux des Provinces-Unies du Pays-bas, ayans en vertu des pouvoirs respectivement donnés, resolu & arresté en nostre nom & desdits Sieurs les Estats Generaux à Compiègne le 10. jour de Juin, aussi dernier le Traicté & Articles d'Alliance & Confederation qui ensuivent.

Comme ainsi soit, &c.

LEquel susdit Traicté & Articles ayants esté approuvés, confirmés & ratifiés par lesdits Sieurs Estats à la Haye, le 12. Juillet ensuivant : Nous apres avoir fait voir le tout à nostre Conseil pour satisfaire à ce qui est requis de nostre part pour ce subject avons icelly agreable en tous & chascuns ses Points & Articles qui y sont contenus & déclarés, & iceux en general & particulier tant pour nous que pour nos heritiers, successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Subjects, acceptés, approuvés, ratifiés & confirmés, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, & sous l'obligation & Hypothèque de tous & chascuns nos bien presens & advenir garder, observer & entretenir inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire directement ny indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit, car tel est nostre plaisir. En témoign de quoy nous avons signé ces presentes de nostre propre main, & à icelle fait mettre & apposer nostre seal. Donné à St. Germain en Laye le 4. jour de Sept. l'an de grace 1624. Et de nostre Règne le 15. Estoit signé, *Louis*. Plus bas, par le Roy, & signé *Potier*.



ANS
de J. C.

CXIV.

1624.

LES
PROVIN-
CES
UNIES ET
BRAND-
BOURG.

Traité d' Alliance entre les PROVINCES UNIES des Pays-bas, & GEORGE GUILLAUME Electeur de Brandebourg. Fait à la Haye, le 23. d'Octobre, 1624. Aitzema, Histoire de la Paix, pag. 30.

Alfoo naer dat in den Jare 1622. opgerechte was seecker Accoort van naerder Alliantie tusſchen den Doorluchtighen ende hooch-gebooren Furt ende Heer *George Wilhelm*, Marck-grave tot Brandenburg ende Chur-Furt ver centre, ende de Hooge ende Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden ter andere zyden, eenige diſputen gevallen zijn, daer deur de gehoopte vrucht van de voorſz Alliantie, tot noch toe in veele deelen is naer-gebleven, ende dat daer aen ſonderlinge veel gelegen is, tot onderhoudinge van alle goet ende valt vertrouwen tusſchen Hooghtged. ſyne Chur-Furſtelijke Doorluchtigheyt ende Hare Hoogh Mog. dat de voorſz diſputen wech genomen, ende ten wederzyden de gewenſchte effecten genoten mogen werden, midsgaders dat ſyne Chur-Furſtelijke Doorluchtigheyt van ſynen kundbaren rechte tot der Landen van Gulich, Cleve, &c. ende 't geniet van dien niet langer werde verdrongen, ende dat de middelen van Contribution die naer luyt der voorſz Alliantie voor deſen op-geſtelt zijn, niet verwaerlooft, nochte de Onderdanen van ſyne Chur-Furſtelijke Doorluchtigheyt in de voorſz Furſtendommen, ende andere daer toe gehoorige Landen, met geene al te laſtige middelen van executie beſwaert en werden, ende echter het Volck van Oorloge in dienſte werde onderhouden, gelijck in de voorſchreven Alliantie is verſproken, daer op verſcheyden Conferentien zijn gehouden; Als eerſtelijck tot Emmerich, ende daer naer weder tusſchen den Heere van *Winterfeld*, als ſyne Chur-Furſtelijke Doorluchtigheys Afgeſante, ende de Heeren Gecommitteerde van haer Hoog Mog. hier in's Gravenhage, ende Ged. Heere van *Winterfeld* by geſchriſte zijn mede gegeven gewelt ſeekere Puncten ende Articulen, om verthoont te werden aen Hooghtged. ſyne Chur-Furſtelijke Doorluchtigheyt, die de ſelve in ſynen Rade geëxamineert hebbende, af-geſonden heeft den wel-geboornen Heere *Adam*, Grave tot Swartenburgh, Heere tot Hohenlanſberg ende Gimborn, Ridder des Ordens *S. Michaelis* in Vranckrijck, &c. ſyne Chur-Furſtelijke Doorluchtigheyt geheytijſte Raedt ende over Kamer-heer, geauthoriceert ende volkomenlijck geïnſtrueert, om over de voorſz Pointen ende Articulen naerder met hoogh-gedachte Heeren Staten Generael te handelen ende te beſluyten; Zoo is 't, dat nae verſcheyde Communication ende Onderhandelingen, gepleegt tusſchen welged. Heere Grave ter centre, ende de Heeren *Nicolaes vander Bouckhorſt*, Heere van Noortwijck, *Baillou* ende *Dijckgraef* van Rhijland, *Albert Joachimi* Ridder, Heer tot Ooſtende in Oedekenskerke, *Rienck van Burmania*, *Grietman* van Ferwerderadeel, *Sweer* van Haerſolte de Haerſt, Landt-Rentmeester van Salland, *Goeffen Schaffer* rho Uythuſyen en de Meden Hoveling, en *Joris de Bye* Heer van Albantſweert, Threſorier generael van de Vereenigde Nederlanden, t'ſamen Gecommitteerden van de Heeren Staten Generael ter andere zijde, om te continueren alle goet vertrouwen tusſchen Hooghtged. ſyne Chur-Furſtelijke Doorluchtigheyt ende Hare Hoog Mog. ende te komen tot beter effect van de voorſz Alliantie by forme van naerder verklaringe, ende explicatie geaccordeert zijn tusſchen den wel-geboornen Heere Grave, van wegen ſyne Chur-Furſtelijke Doorluchtigheyt van Brandenburg, ende de haer Hoog Mog. de Puncten hier naer volgende.

I. Ende

CXIV.

Traduction de ce Traité.

ANS
de J. C.
1624.LES
PROVIN-
CES
UNIES ET
BRAND-
BOURG.

Comme en l'année 1622. certain Accord d' Alliance plus étroite a été fait entre le serenissime Prince & Seigneur, *George Guillaume* Margrave de Brandebourg & Electeur d'une part, & les Hautes & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies d'autre part. Et qu'il est arrivé quelques diſputes par où le fruit de ladite Alliance a été jusques à present en grande partie sans effect, & qu'il est très important pour l'entretienement de toute bonne & ferme confiance entre ladite Serenité Electorale & L. H. P. que les susdites diſputes soient aneanties, & que l'on puisse jour de part & d'autre des effectstam desirer de ladite Alliance, ensemble que sa Serenité Electorale ne soit pas plus long-tems frustrée des droits manifestes qu'il a, aux pais de *Julier*, *Cleve*, &c. mais qu'il en puisse jouir, comme aussi que les deniers des Contributions qui, selon la reueu de ladite Alliance ont été ci-devant impolez, ne soient point négligés, ni qu'aussiles sujets de ladite Serenité Electorale dans lesdits pais ne soient trop levez par les voyes d'exécution, & que néanmoins les gens de guerre puissent être enrôlez au service, comme il est stipulé dans le susdit Traité d' Alliance; plusieurs conférences ont été tenues à ce sujet, premierement à *Emmerich*, & en suite derechef ici à la Haye entre le Sieur de *Winterfeld*, comme Deputé de sa Serenité Electorale, & les Sieurs Deputés de L. H. P. audit Sieur de *Winterfeld* a été donné par écrit plusieurs points & articles, pour être montrés à ladite Serenité Electorale, qui les ayant examinés dans son Conseil a dépêché le Sieur *Adam Comte* de *Swartzenbourg*, Seigneur de *Hohenlanſberg* & de *Gimborn*, Chevalier de l'Ordre de *St. Michel* en France, &c. Conseiller intime, & premier Gentilhomme de la Chambre; avec pleine autorité & instruction pour traiter & conclure plus particulièrement sur lesdits points & Articles avec lesdits Seigneurs Etats Generaux; de sorte qu'après plusieurs communications & négociations ont été faites entre le susdit Sieur Comte d'une part, & le Sieur *Nicolas vander Bouckhorſt* Seigneur de *Noortwijck*, *Bailli* & *Dijckgrave* du pais du Rhin; *Albert Joachimi* Chevalier, Seigneur d'Ooſtende & Oedekenskerke; *Rienck de Burmania*, *Grietman* de *Ferwerderadeel*; *Sweer* de *Haerſolte* de *Haerſt*, Receveur du pais de *Salland*; *Goeffen Schaffer* d'Uythuyſen; & *Joris de Bye* Seigneur de *Albantſweert*, Threſorier general des Provinces Unies, tous ensemble Deputés des Seigneurs Etats Generaux d'autre part, pour continuer toute bonne Confiance entre ladite Serenité Electorale & L. H. P. & pour parvenir à un meilleur effect de la susdite Alliance, par forme de declaration plus particuliere, & d'explication, ont été accordez entre le susdit Sieur Comte au nom de sa Serenité Electorale de Brandebourg, & L. H. P. les points suivans.

Ec 2

I. Et

ANS I. Ende eerstelijck hebben haer Hoogh Mog. ver-
de J.C. klaert, gelijk sy verklaren mits desen, dat sy continu-
1624. erende in haere voorige genegenheit, om van ha-
re zyde te presteeren alle 't geene daer toe de selve uyt
krachte van de meer-gemelde Alliantie verbonden
zijn, ende insonderheit om te voldoen den inhouden
van de 6. ende 10. *Articles*, sullen helpen te wege
brengen, soo veel eenigins in hun is; dat syne Chur-
Furstelijcke Doorluchtigheit de vruchtbaer Effecten
daer van mach genieten, ende *den de selve alle moge-
lycke assistentie doen*, naer dat de gelegentheit van tyd
tot tyd sal toedragen, dat de Contribution by syne
Chur-Furstelijcke Doorluchtigheit naer luyt van de
Alliantie, uytgeschreven ende noch nyt te schrijven,
als mede dessels portie in de Domeinen van de Landen
van Kleve, Gulich, &c. met dat daer aenkleeft, en-
de in den voorichreven 10. *Artic.* meer is verhaelt, ge-
efftueert ende op syne Chur-Furstelijcke Doorluch-
tigheids Naem mogen werden geinnt, niet tegen-
staende de Acte van Neutraliteyt, onlangs aen dien
van Gulich, Kleeff, Bergh ende aengehoorige Lan-
den vernieuwt, die haer tot het geene dat syne Chur-Fur-
stelijcke Doorluchtigheit aengaet niet en kan strecken,
gelijk toekomende geene Neutraliteyten, Pas, ofte
Salvegarden, soo hieraen verhinderlijck mochten zijn,
den voorz Landen, ofte der selver Onderdanen met
gedeelt sullen werden.

II. Ten tweeden, om wech te leggen ende te ac-
commoderen de disputen ende differenten gemoveert
op het voldoen van het 9. Artikel van de voorz Al-
liantie, ende op het beleyd, ende de *Administratie*
van de Contribution, ende dat daer van dependeert, is
versproocken dat van wegen syne Chur-Furstelijcke
Doorluchtigheit aengeselt sullen werden twee Ont-
fangers, wel gequalificeerde personen, de welke
d'executie bevorderen, de inkomende Penningen
ontfangen, ende weder uytgeven sullen, ende hen
gedragen in haere Ampten, gelijk hen in sekere In-
structie, waer van Welged. Heere Grave van Swar-
senburgh haer Hoogh Mog. een gelijk-luydende ge-
teyckende Copie toegeselt, bevolen sal worden; op
welcke Instructie sy oock sullen beëdicht, ende sulcx
alfoo geschiedt zijnde, haer Ho. Mog. dat selve te ken-
nen gegeven werden, sonder dat de Ontfangers van
den gedachten Eedt ontlagen sullen mogen werden,
sonder voorgaende wetenschap van hare Hoog Mog.
Ende sullen daer-en-boven nyt syne Chur-Furstelijcke
Doorluchtigheids Gulich ende Clevische Regeer-
inge twee Raden gedeputeert, ofte gecommiteert
worden, om die inspectie ende directie te hebben,
over de Ontfangers ende het geheele werck van de
Contribution, aen de welke d'Ontfangers sich 't al-
len tijden, ende als het van nooden sal wesen, hen sul-
len mogen adresseren, tot beter beleyd ende uytvoe-
ring van hare Commissien. Welcke twee Direc-
toren versorgen sullen, dat aen haer Hoogged: Heeren
Staten Generael alle maendt geleverd ende behandigt
worden eenen pertinenten ende oprechten Staet van
den ontfangh ende uytgeef van de voorz. Contribu-
tien, ende dat daer van dependeert, onderteykent
by den Ontfanger, ende alle Jaer een bestendige
Reeckeninge van den geheelen ontfangh ende uytgeef
van de voorgeroerde Ontfangers ingeselt, op den
voet ende naer het formulier begrepen in haere In-
structie.

III. Item, dat het Volck van Oorloge, dat in
dienst werdt gehouden, kracht ende luyt de voorz.
Alliantien, het welck niet sal werden gebruyckt buy-
ten sijn Chur-Furstelijcke Doorluchtigheids Landen
tot dessels ondiensien, gebracht zijnde in Eedt van syne
Chur-Furstelijcke Doorluchtigheit ende haer Hoogh
Mog: op het Formulier daer van geconcipteert, 't allen
tijden, als het de selve oirbaetlijck sullen vinden, ge-
monstert sal werden by den Commissaris van Montee-
ringe van sijne Chur-Furstelijcke Doorluchtigheit,
ofte andere Personen daer toe te committeren, ten
bywesen van een Commissaris van wegen haer Hoogh
Mog:

ANS I. Et premierement ont L. H. P. declaré, comme
de J.C. ils déclarent par ces presentes, qu'ils persistent dans leur
1624. premieres inclinations pour faire de leur côté ce à quoi ils
sont obligés en vertu de la susdite Alliance, & singulierement
pour satisfaire au contenu des 6. & 10. *Articles*
ils seront en sorte, autant qu'il sera en eux, que sa Serenité
Electoralé puisse jouir des effets d'iceux, lui don-
nant toute l'assistance possible, selon que la conjoncture
des tems le permettra, à ce que les contributions imposées,
selon la teneur de ladite Alliance, & à imposer,
comme aussi la portion que ladite Serenité Electoralé a
aux domaines de Cleves, Juliers, &c. & dependances,
soient effectuées & levées en son nom, nonobstant les
actes de Neutralité, renouvellez depuis peu en faveur de
ceux de Juliers, Cleves, Bergue, & pais en dependans,
laquelle Neutralité ne peut s'étendre à ce qui concerne sa
Serenité Electoralé; comme aussi à l'avenir ne seront ac-
cordés aucunes Neutralitez, Passports ou Sauvegardes
qui pourroient tourner au préjudice desdits pais ou sujets
d'iceux.

II. Pour ôter & accommoder les disputes & diffé-
rens nés sur l'exécution de l'art. 9. de la susdite Allian-
ce, & sur la direction & administration des Contri-
butions, & ce qui en depend; est stipulé que de la part de sa
Serenité Electoralé seront établis deux Receveurs, per-
sonnes de qualité requise, qui seront faire les exécutions,
recevront les deniers, & en feront la délivrance, &
se comporteront dans leur département, comme il leur
sera enjoin dans certaine instruction, dont ledit Sieur
Comte de Swartzenbourg donnera une Copie signée de
même teneur à L. H. P. sur laquelle instruction ils se-
ront aussi assermentez, & la chose étant faite de cette
manière, en sera donné connoissance à L. H. P. sans que
lesdits Receveurs puissent être liberez dudit serment, sans
le sceu préalable de L. H. P. Et seront deputez deux Conseil-
lers de la Regence de Cleves & Juliers de sa Serenité Ele-
ctorale, pour être commis à l'inspection & direction sur les-
dits Receveurs, & à l'égard de tout le fait desdites Con-
tributions, auxquels lesdits Receveurs pourront s'adresser
en tout tems pour se conduire d'autant mieux dans l'exé-
cution de leurs Commissions. Lesquels deux Directeurs
auront soin qu'il soit fourni & mis tous les mois & mains
des Seigneurs Etats Generaux, un état pertinent & fi-
dele de la recette & de la depence des susdites Contri-
butions, & de ce qui en depend, icelui signé du Receveur,
& tous les ans un compte convenable de toute la recette
& la depence, dressé par lesdits Receveurs sur le pied &
suivant le formulaire contenu dans leur instruction.

III. Item, que les gens de guerre, qui sont tenus au
service, en vertu & conformement à la teneur de la sus-
dite Alliance, lesquels ne seront point employez hors
des pais de sa Serenité Elect: contre son service, étant
mis sous le serment de sa Serenité Electoralé & de L.
H. P. sur le formulaire qui en a été conceu, seront passez
en revue toutes les fois qu'il sera jugé nécessaire, par les
Commissaires de sa Serenité Electoralé & aaves qui se-
ront établis pour cet effect, en présence d'un Commissai-
re de la part de L. H. P. qui ensemble pourront signer le
Role aux lieux où il y aura des Compagnies de Brande-
bourg & de l'Etat ensemble, celles de l'Etat seront pas-
sées

ANS Mog. die t'samen de rollen mogen onderteykenen; de J. C. gelijk oock in plaetfen daer Chur-Furstelijcke Brandenburgische ende Statistische Compagnien t'samen ligen, de Statistische gemonstert sullen werden by een Commissaris van haer Hoog Mog. ten bywesen van een Commissaris, ofte een ander Gedeputeerde van sijn Chur-Furstelijcke Doorluchtigheyt die verlocht sal werden daer by te zijn, indien hem sulks belieft, ende mede met den Commissaris van de Heeren Staten Generael de Rolle mogen onderteykenen, om gelijkheyt te onderhouden, ende werdt verstaen, dat in de Steden ende plaetfen daer Garnisoenen zijn van de Compagnien van sijn Chur-Furstelijcke Doorluchtigheyt ende van de Heeren Staten Generael, genomen sullen werden de Officieren van der t'samenlijke Compagnien om den Krijchs-Raet te bekleeden.

IV. Ende sullen in dienste gehouden ende uyt de Contributien bevelt werden de drie hondert Paerden, ende de twaelf Compagnien voet-knechten, gespecificeert in de voor-geroerde Instructie van de Ontfangers, de Compagnie Colonelle geteekent tot hondert vijftigh, ende d'andere Compagnie hondert twintigh Koppen, opder de tegenwoordige Officieren: des sullen tegens den 1. Januarij 1625. noch twee Compagnie voer Volk, elck van hondert twintigh Koppen van nieu werden aengenomen.

V. Vorders, om oock af te snyden het misverstante datter geschapen is geweest to ontstaen ter cause van seckere hondert acht en veertich duysent gulden by de Heeren Staten Generael in den Jare 1621. uitgegheven over de landen van Gulich ende Berge, by retortie ende ter cause van de Assistenten, die uyte voorz Landen waren gedaen aen den Marquis Spinola, daer van daer na gecompseert is op hondert vijftigh duysent gulden; is verdragen, dat aen sijn Chur-Furstelijcke Doorluchtigheyt gestelt sijn sal woorden de Obligatie van twee hondert acht en veertich duysent gulden voer de selve op Cedit van de Heeren Staten, gelicht indeu jare 1616. ende dat selve gelibereert vande Interessen sedert dien tijd vervallen, tot den laesten Augusti lesleden, beloopende ter somme van een hondert elf duysent, twee hondert vier gulden twee schellingen 8. pen. van veertigh grooten, gelijk de voorz Obligatie aen den Heere Agessante dadelijk overgelevert is, ende sijn Chur-Furstelijcke Doorluchtigheyt daer van, ende van de voorz verscheenen Interessen gelibereert wert misdefen; dies sullen aen de Heeren Staten Generael geassigneert ende in solatun werden gegeven, gelijk haer Hoog Mog. misdefen geassigneert ende gegeven werden in solatun vande voorz somme van twee hondert acht en veertigh duysent, ende hondert elf duysent twee hondert vier gulden twee schellingen acht pen. t'samen drie hondert negen en vijftigh duysent, twee hondert vier gulden twee schellingen acht pen. van veertigh grooten het stuck metten Interesse, die verschijnen sullen sedert den laesten Augusti, tot de effectuele voldoeninge toe, van de voorz somme, de geheele reisterende ende loopende Contributien vande Landen van Gulich, ende de helft vande portie van sijn Chur-Furstelijcke Doorluchtigheyt in de verscheenen, ende noch te verschynen Domeynen van de Landen van Gulich, Bergh ende Ravensberg ter Concurrentie van de voorz somme toe, met diete verscheenen Interessen, tot de effectuele betalinge toe, om die te innen door foodanigen ontfanger, als haer Hoog Mog. goet sullen vinden tot de inninge van de selve te stellen, ende te committeren, die d'executie van de voorz Gulickse Contributien sal dirigeren (doch op den Naem van sijn Chur-Furstelijcke Doorluchtigheyt ende met goetie Correspondie ende kennisse van de Gedeputeerden Raden) ende de Penningen daer van Procederende, als oock van de voorgeroerde geassigneerde Domeynen van Gulich, Bergh ende Ravensbergh ontfangen, gelijk die sullen in komen, maer in presentie van een van de Ontfangers by sijn Chur-Furstelijcke Doorluchtigheyt gestelt, over het Contributie werck, ofte den Lant-Rentmeester respectue, dewelcke

sees en revuë par un Commissaire de Leurs Hautes Puissances en presence d'un Commissaire ou autre de J. C. Deputé de sa Serenité Electorale qui sera invité d'y assister, s'il lui plait, & qui pourra signer le Rolle avec le Commissaire des Seigneurs Etats Generaux, pour observer l'égalité, & est entendu que dans les villes & places, où il y a garnison des Compagnies de la Serenité Electorale & des Seigneurs Etats Generaux, on prendra les Officiers des Compagnies conjointement pour former le Conseil de guerre.

IV. Et seront tenus au service & payer desdites Contributions les trois cens chevaux & les douze Compagnies d'Infanterie spécifiées dans la susdite Instruction des Receveurs, la Compagnie Colonelle comptée à cent cinquante, & les autres Compagnies à cent vingt hommes, sous les Officiers présents; c'est pourquoi on prendra le premier Janvier 1625. encore deux Compagnies d'Infanterie, chacune de cent vingt hommes.

V. En outre pour couper chemin à la mesintelligence qui est née à cause de certains cent mille rixdales imposés par les Seigneurs Etats Generaux sur les pais de Juliers & de Berge par retorsion, & pour cause d'assistences fournies audit pais au Marquis Spinola, dont en suite on a composé pour cent vingt mil livres, est convenu que l'on restituera à sa Serenité Electorale l'obligation de deux cens quarante huit mille livres levés pour elle en l'année 1616. sur le crédit des Seigneurs Etats, & sera quitte des intérêts échus depuis ce tems-là jusques au dernier jour d'Août dernier, montant à la somme de cent onze mille deux cens quatre livres deux escalins, huit deniers, & quarante gros, comme aussi ladite obligation a été sur le champ délivrée au dit Sieur Deputé; & en est ladite Serenité Electorale quitte & des susdits intérêts par ces présentes; pourquoi sera auxdits Seigneurs Etats Generaux assignée & donnée en paiement, comme est assignée & donnée à L. H. P. par ces présentes en paiement de la susdite somme de deux cens quarante huit mil & cent onze mil deux cens quatre livres, deux escalins, huit deniers, faisant ensemble trois cens vingt neuf mil deux cens quatre livres, deux escalins, huit deniers, de quarante gros la pièce avec les intérêts, qui écherront depuis le dernier d'Août jusques au paiement effectif de ladite somme, toutes les Contributions restantes & courantes des pais de Juliers, & la moitié de la portion de sa Serenité Electorale, des domaines des pais de Juliers, Bergues & Ravensberg, qui sont échus & qui échouront jusques à la concurrence de ladite somme avec les intérêts échus, jusques au paiement effectif, pour être reçus, par tel Receveur que L. H. P. trouveront à propos d'établir & commettre pour cet effet, qui dirigera l'exécution desdites Contributions, (mais au nom de sa Serenité Electorale & avec bonne correspondance & connoissance des Conseillers Députés) & des deniers en procedans, comme aussi recevront les domaines assignez de Juliers, Berg & Ravensberg, selon qu'il en reviendra; mais en presence d'un des Receveurs qui sera établi par sa Serenité Electorale, sur le fait des Contributions, ou du Receveur du pais, qui donneront quittance aux Contribuans, & recevront quittance du Receveur de L. H. P. en deduction de la susdite somme de trois cens cinquante neuf mil deux cens quatre livres, deux escalins, huit deniers avec les intérêts échus; & ne sera l'assignation ci-dessus mentionnée ni la perception des susdits deniers rendue infructueuse pour les Seigneurs Etats Generaux par la participation de sa Serenité Electorale, ou par ses Ministres. Et afin que L. H. P. puissent d'avant plus être assurez de la Ratification de la susdite assignation de sa Serenité Electorale, le susdit Sieur Comte a obligé, comme il oblige par ces présentes

ANS welcke de contribuerende quiteren, ende van den Ont-
de J. C. fanger van haer Hoog Mog. Quintantie in minderinge
1624. de voorlz somme van drie hondert negen en vijftich dry-
sent twee hondert vier gulden twee scellingen ende acht
penninge mette verschijnende Intressen sullen ontfangen.
Ende sal dese voorverhaelde Assignatie, noch te de in-
ninge van de voorlz Penningen door toedoen van sijne
Chur Furstelijcke Doorluchtigheyt ofte desselvs diena-
ren, den Heeren Staten Generael niet onvruchtbaer
worden gemaect. Ende op dat haer Hoog Mog. van
de Ratificatie der voorlz assignatie van sijn Chur-Fur-
stelijke Doorluchtigheyt so veel te meer verseceert
mogen sijn, soo heeft Welged: Heere Grave soo
lange, ende tot dat sijn L. gedachte Ratificatie haer
Hoog Mog: sal ingelevert hebben, hem ende sijne
goederen verbonden, gelijk als de selve verbindmits-
desen.

VI. Iestelijck omme te vermyden de Contentie
over de betalinge van de servitien, ende den brand
ende keerfen, inde Corps de gardien tot Ravelsteyn
ende Gennep, is veracordeert ende beloofd dat de
Heeren Staten de voorlz servitien brand ende keerfen
tot Ravelsteyn versorgen sullen, daer tegen wil hare
Chur-Furstelijke Doorluchtigheyt in hare Stadt Ra-
velsteyn laten invoeren sijdelijke middelen van Con-
sumptie, die geheven sullen werden, soo tot latte
van de Soldaten, als Borgerijen op den voet, ende
maniere als die werden geheven in die naest gelegene
plaetsen, die beset sijn met Staetisch Garnisoen, alsoo
dat nu metten eersten ende volgens na gelegenthey
jaerlijckx, ofte by halve jaren, deselve sullen Verpacht
worden van sijne Chur-Furstelijke Doorluchtigheyt
by eenen Commissaris van deselve in tegenwoordigheyt
van eenen Ontfanger, welcken haer Hoog Mog: daer
toe sullen mogen stellen ofte Committeren, aen den
welcken de Penningen vande Pachter (soo van den
Ontfanger van hare Hoog Mog: behoortijcke quitantie
nemen, ende deselve hare Chur-Furstelijke Door-
luchtigheys luyden in plaetse van betalinge toestellen
sal) sullen geleverd worden. Ende sal uyt dese voorlz
Penningen voor eerst gegeven werden, het onderhout
van eenen Predicant van de Gereformeerde Religie tot
vier hondert gulden, en het onderhout van een School-
meester tot een hondert gulden Jaerlijcks, welcke bey-
de van hare Chur-Furstelijke Doorluchtigheyt na
desen aengestelt, ende onderworpen sijn, gelijk oock
de tegenwoordige, de Jurisdicctie van deselve, ende
gehooren tot de Clevilche Synode; vorders sullen de
resterende Penningen tot de Servitien, brand ende
keerfen, ende indien na de gelegenthey van tijd wat
mochte overblijven, sulcx tot hare Chur-Furstelijke
Doorluchtigheys Krijchs-Staet geemployeert worden,
sonder dat hier door eenige verminderinge ofte ver-
kortinge aen sijn Chur-Furstelijke Doorluchtigheys
Hoogheyt, ofte gerechtigheyt geschiede. Ende sul-
len de Accijssen, gelijk hooghtged. Chur-Fur-
stelijke Doorluchtigheyt die selve tegenwoordigh al-
daer is hebbende, soo wel tot last der Borgeren, als
Soldaten, continueren ende blijven onverlet tot voor-
deel ende profijt van sijn Chur-Furstelijke Doorluch-
tigheyt voorlz. Den brand ende keerfen op het Huys
van Gennep belangende, sullen hare Chur-Furste-
lijke Doorluchtigheyt versorgen, dat by den Burgeren
ofte andersins daer inne moge versien worden.

Alle welcke Puncten ende Articulen hier vooren
verhaelt, ten wederzijden ter goeder trouwen, ende
onverbreekelijck sullen onderhouden werden, ende
tot meerder vastigheyt sijn hier van twee gelijklydende
Instrumenten gemaect, daer van het ene voor sijne
Chur-Furstelijke Doorluchtigheys Afgefante by de
Heeren Staten Generael onder de Paraphure van den
Presiderende, ende signature van haer Hoog Mog:
Griffier, misgaders der selver Cachet, ende het ander
voor Hooghtged: Heeren Staten Generael, onder het
Segel ende signature van sijne Chur-Furstelijke Door-
luchtigheys Afgefante geexpedieert en vervoerdigt sijn.

In 's Graven-Hagen op den 23 Octobris 1624.

ser biens, jusques à ce que ladite Ratification soit deli-
vrée à L. H. P. et à la chandelle.

ANS
de J. C.
1624.

VI. En dernier lieu, afin d'éviter les contentions
sur le payement du service, & le feu & la chandelle
confermez dans les corps de garde de Ravelsteyn & Gen-
nep, est accordé & promis, que les Seigneurs Etats
pourvoient au service, au feu & à la chandelle; pour
cela sa Serenité Electorale fera transporter dans sa ville
de Ravenstein les vivres raisonnables pour la consom-
ption, qui seront donnés tant à la charge des Soldats que
de la Bourgeoisie, sur le pied & de la manière qu'on les
donne dans les places les plus prochaines, dans lesquelles
il y a garnison de l'Etat; de sorte qu'ils seront au plutôt
& suivant l'occurrence donnés à ferme par année ou der-
nière année de la part de sa Serenité Electorale, par un
de ses Commissaires, en présence d'un Receveur, que
L. H. P. établiront & mettront à cet effet auquel
les deniers de la ferme seront delivrez, prenant quittance
convenable du Receveur de L. H. P. & qui sera allouée
aux gens de sa Serenité Electorale en payement; &
desdits deniers seront premierement pris quatre cens livres
pour l'entretien d'un Ministre de la Religion Reformée,
& cent livres pour l'entretien d'un Maître d'Ecole, &
ce annuellement; lesquels seront tous les deux établis par
sa Serenité Electorale, & seront soumis, comme ceux
d'apresent, à sa Jurisdiction, & répondront au Sinode
de Cleeves; en outre les deniers restans du service, du feu
& de la chandelle, & ce qui encore par la conjoncture
des tems pourra rester, sera employé pour l'Etat de guerre
de sa Serenité Electorale, sans diminuer par là les pro-
rogatives & droits de sa Serenité Electorale; & seront
les accises, telles que ladite Serenité Electorale les a à
present continuées sans empêchement tant à la charge des
Bourgeois que des Soldats, à l'avantage & profit de sa
sussdite Serenité Electorale; Quant au feu & à la chan-
delle qui concernent la Maison de Gennep, sa Serenité
Electorale fera en sorte qu'il y soit pourvu par la Bour-
geoisie, ou autrement.

Tous lesquels points & articles ci-dessus mentionnez,
seront observez de bonne foy & inviolablement de part
& d'autre, & pour plus grande fermeté des presentes,
en ont été faits deux instruments uniformes, dont l'un qui
sera pour le Deputé de sa Serenité Electorale a été signé,
scellé & expédié par le Greffier de L. H. P. & scellé
de leur sceau, & l'autre pour L. H. P. a été signé, scellé
& expédié par le Deputé de sa Serenité Electorale.

A la Haye le 23, d'Octobre 1624.

ANS
de J. C.

C X V.

1624. *Déclaration des Ambassadeurs de JAKUES I.*FRANCE
ET AN-
GLETER-
RE.

Roi d'Angleterre, sur la signature des Articles du Mariage de CHARLES Prince de Galles avec Madame HENRIETE MARIE, Sœur de Louis XIII. Roi de France, à Paris le 20 Novembre 1624. Fréder. Leonard. Tom. V. pag. 26.

Nous sous signés Ambassadeurs extraordinaires, Procureurs & Députés du Serenissime Roi de la grande Bretagne &c. pour traiter le Mariage de Monseigneur le Prince de Galles son Fils, avec Madame Henriette-Marie Sœur du Roi Tres-Chrétien, reconnoissons & confessons qu'en passans les Articles dudit Traité de Mariage, Messieurs les Commissaires & Députés du Roi Tres-Chrétien ont fait difficulté & refus de signer deux Copies dedit Articles, en tant que nous prétendions en l'une d'icelle mettre nos noms les premiers, soit en tant que leurs noms devoient estre préposés aux nôtres, tant es expéditions qu'il leur devoient estre par nous délivrés pour demeurer en France, qu'en l'autre expédition par eux signée & à nous délivrée pour emporter en Angleterre, se fondans sur la dignité, prérogative & prééminence du Roi Tres-Chrétien qu'ils représentent, alleguans qu'au Traité fait en l'an 1572. à Blois sur Loire, fut ainsi fait & observé entre les Députés des Tres-Chrétiens & Serenissimes Majestés, à quoi nous fûdits Ambassadeurs de la grande Bretagne répondions & sollicitons au contraire quant aux écrits qui ont esté baillez par les Ambassadeurs ou Députés de nos Rois ou Reines à quelque Prince que ce soit, mêmes des Empereurs, les Ambassadeurs ou Députés de nosdits Rois ou Reines ont toujours accoutumé de préposer leurs noms ou signatures es écrits par eux baillez pour leur partie aux Commissaires des autres Princes, & qu'ainsi apparoit par les propres Originaux des Traitez par eux signez & délivrez ausdits Commissaires & Députés des Princes Etrangers, mêmes par ceux qui ont esté faits en l'an 1546. entre le Roi Henri VIII. Roi d'Angleterre & François I. Roi Tres-Chrétien, en l'an 1549. entre le Roi Edouard II. & le Roi Henri II. en l'an 1559. dit le Traité du Châtel en Cambresis, en tous lesquels en les signant & scellant les Commissaires d'Angleterre ont esté préposés aux Commissaires de France en ceux qui ont esté par lesdits Commissaires d'Angleterre baillez & délivrez, auxquels nous nous remettons entièrement & rapportons pour nôtre direction en cet endroit, & accordons prendre droit par iceux, sur quoi a esté avisé que suivant ladite forme & usage ancienne par nous alleguée; les noms, seings & sceaux dedit Commissaires dudit Roi Tres-Chrétien précéderont les nôtres ausdits Articles & autres actes qui en dépendent, qui nous seront baillez & délivrez par eux, & les nôtres précéderont les leurs es Actes que nous leur délivrerons, comme aussi nous disons qu'en cas semblables ci-devant a esté accoutumé sans préjudice des prétentions susdites dedit Seigneurs Commissaires dudit Roi Tres-Chrétien & outre à la charge qu'ou par lesdits Traitez & Contrats ci-devant passez entre les Députés de nosdits Rois & Reines avec ceux dedit Rois Tres-Chrétien (excepté toutesfois le Traité fait à Blois en l'an 1572. que disons si ainsi est avoir passé par erreur & inadvertance) il se trouvera & apparaitra que les noms & seings des Députés de nos Rois & Reines auroient esté mis & apposez après ceux des Députés dedit Rois Tres-Chrétiens, en ce cas dès à présent comme dès lors nous consentons & accordons lesdits Articles par nous signez & délivrez ausdits sieurs Commissaires de France estre reformez pour ce regard, & nos noms & seings postposés à ceux dedit Commissaires sous lesquelles conditions, charges & reformations, ont esté lesdits Articles signez respectivement en la

forme que dessus. En foi & témoignage de ce avons signé ces Présentes le vingtième jour de Novembre mil six cent vingt-quatre, Signé Carille & Hollande, & cacheté des armes dedit Seigneurs.

ANS
de J. C.
1624.

C X V I.

Articles Traitez & accordez entre le Marquis de Cœuvres Ambassadeur de LOUIS XIII. Roi de France aux Suisses & Grisons, & General de l'Armée de l'Union dudit Roi très-Chrétien, de la République de VENISE, & du Duc de SAVOYE avec les Députés de la VALTELINE. Fait à la Madona de Terano, le 6. Décembre 1624. Mercure François. Tom. X. pag. 826.

FRANCE
VENISE
SAVOYE
ET LA
VALTE-
LINE.

I. Les Valtelins seront maintenus sous la protection de sa Majesté tres-Chrétienne, selon l'Alliance qu'elle a avec les Seigneurs Grisons, & celle qu'elle a avec lesdits Seigneurs Princes ses Colleguez, pourveu que les Valtelins s'en rendent dignes, par la renonciation à toutes les protections, alliances, & traitez recherchez & conclus depuis les cinq dernières années avec autres Princes.

II. Que nul des forts ne sera mis en la puissance des Grisons; & au respect du Terzero de Tirano, ils ne seront point logez aux terres de dessus, ny en celles de dessous; & n'entreront point es maisons des familles principales, sçavoir en celles de Torelli, Lambert-henghi & Belta; & sera mis un si bon ordre parmi eux, & une si bonne discipline, que nul ne fera mal traicté ny de parole, ny de fait.

III. Que l'administration & gouvernement de la Valteline demeurera en l'estat qu'il se trouvera à présent, & pour le temps qu'il sera jugé raisonnable par sa Majesté tres-Chrétienne, & lesdits Princes ses Colleguez.

IV. Que les différends entre les Grisons & Valtelins seront accordez le plus tost que faire se pourra, avec toute satisfaction & sécurité pour les Valtelins.

V. Sécurité, telle qu'elle se demandera par les particulières familles de la Valteline.

VI. Les Deputés Valtelins ayans proposé estre raisonnable, que si les affaires & différends entre les Grisons & Valtelins ne se peuvent terminer au contentement de tous les particuliers, & qu'il s'en trouve aucun qui feroient contraincts d'aller habiter ailleurs, au paravant qu'ils soient necessitez de partir, on leur donnera vne entière satisfaction du payement de toutes leurs facultez: Que sa Majesté Tres-Chrétienne, & les Princes ses Colleguez, seront obligez de pratiquer toutes sortes de moyens possibles pour l'accomplissement de cest article.

VII. Et suivant cest accord, (lequel servira pour le Terzero de Tirano & Teglio, & pour ceux de Sondrio & Morbegno, & tous autres qui voudront suivre l'exemple des Tiraniens, les Deputés soussignés promettent & s'obligent de mettre les armes bas, & recevoir dans Tirano & par tout l'armée de sa Majesté Tres-Chrétienne, & des Princes ses Colleguez, comme amis & Protecteurs, & d'ouvrir les portes de tout ce qui est, & se trouvera en leur puissance.

VIII. Ces articles ont esté conclus & arrestez de part & d'autre, sçavoir de la part & au nom de sa Majesté Tres-Chrétienne, & les Princes ses Colleguez, par Monsieur le Marquis de Cœuvres, General de leur armée, avec promesse de les faire approuver: Et de l'autre part, par les Deputés soussignés, tous du Conseil, & habitants de la Valteline, qui promettent de fournir la ratification des présents articles par ledit Conseil, & par tous les habitants du Terzero de Tirano.

Fait à la Madona de Tirano le 6. Décembre 1624. Signé, D'Eltrés.

ANS Io Prospero Quadrio, del Consiglio, fermo come sopra, Io Marc-Antonio Venosta affermo come sopra come
de J. C. Agente de Terzero foto & sopra, Io Simone Venosta
1624. affermo come sopra come Agente del Terzero di sopra.
Par commandement de Monseigneur, Mesmin.

CXVII.

ANS *Articles accordez entre le Marquis de Cœuvres, Général de l'Armée de LOUIS XIII. Roi de France, de VENISE, & du Duc de SAVOYE, Alliez, & le Marquis de Bagni, Lieutenant Général de l'Armée du Pape URBAIN VIII. en la Valteline, Bormio & Chiavenne. Au siege de Tirano, le 8. Decembre 1624. Mercure François. Tom. X. pag. 829. Fredric Leonard. Tom. IV.*
de J. C.
1624.
LE Pape
FRANCE
ET SES
ALLIEZ.

PREMIEREMENT: Que si pour tout le jour du dixiesme de ce mois il n'arrive du secours au-dit Marquis de Bagni, il sera obligé de rendre au Marquis audit nom la place & fort de Tirano dans le soir du jour de Mercredi prochain, & ce aux conditions suivantes.

II. Que ledit Marquis de Bagni sortira de Tirano avec tous ses soldats & gens de guerre, & toutes autres personnes qui se retrouveront dans ledit fort de Tirano, avec leurs armes & munitions de vivres de toutes sortes pour six iours, les Enseignes desployées, tambour battant, meche allumée, & balle en bouche, & se retireront à Morbegno pour y aller attendre les commandemens de sa Sainteté.

III. Qu'ils pourront conduire une piece d'artillerie.

IV. Que ce qui restera dans le fort de Tirano d'artilleries, armes, & munitions que ledit Marquis de Bagni a dit appartenir à sa Sainteté, il en fera fait inventaire signé dudit sieur Marquis de Cœuvres, pour en estre disposé par sadite Majesté & lesdits Princes ses Collègues.

V. Qu'il sera donné audit sieur Marquis de Bagni toutes les commoditez nécessaires pour la conduite de ce qu'il aura avec soy, promettant ledit sieur Marquis de Cœuvres qu'il ne luy sera donné aucun empeschement: & le mesme promet ledit sieur Marquis de Bagni pour l'aller & retour de ceux qui l'accompagneront iusques à Morbegno.

VI. Ledit sieur Marquis de Bagni promet aussi durant ce mouvement d'armes en la Valteline de ne s'enfermer en aucune place d'icelle qui soit sous son pouvoir, & que tous les soldats qui sortiront du fort de Tirano, excepté sa famille & officiers, s'en retourneront sur l'Etat Ecclesiastique. Et afin que les presents Articles soient entierement effectuez, lesdits deux Excellens Seigneurs, ont souscrit & scellé de leurs seals le present Traicté, le susdit iour dixiesme de Decembre 1624. Nicolo Guidi Bagni. D'Estrees. Lodovico Manzoni Secretario. Mesmin Secretaire.

CXVIII.

ANS *Articles accordez entre le Marquis de Cœuvres, Général de l'Armée de LOUIS XIII. Roi de France, de la République de VENISE & du Duc de SAVOYE, Alliez, & le Colonel Jean Baptiste Canti & Aloisi Gouverneur du Fort de Bormio, & le Colonel César Scolti de Peruze sergent Major pour le Pape URBAIN VIII. Fait le 17. Janvier, 1625. Mercure François. Tom. X. pag. 837.*
de J. C.
1625.
LE Pape
FRANCE
ET SES
ALLIEZ.

I. Que si pour tout ledit iour dix-septiesme Janvier il n'arrivoit secours, lesdits sieurs Gouverneur & Sergent Major s'obligeoient de

mettre le fort de Bormio entre les mains de l'Excellent ANS
Seigneur Marquis de Cœuvres, & ce dans le lendemain dix huitiesme à telle heure qu'il plairoit à sa S. E. de J. C. 1625.

II. Que lesdits Gouverneur & Sergent Major en fortiroient avec tous leurs soldats, & toutes autres personnes qui se trouveroient dans ledit fort, avec leurs armes & munitions de toutes sortes, l'enseigne desployée, tambour battant, meche allumée, & balle en bouche, pour s'en aller hors des territoires de Bormio, la Valteline, & Chiavenne, & s'acheminer vers le Lac de Come, ou autre part, conduisant avec eux tout le Bagage des Officiers & soldats.

III. Que de toute l'artillerie, armes & munitions de toutes sortes que ledit sieur Gouverneur laissera dans ledit fort, & qu'il a déclaré appartenir à sa Sainteté il en fera fait inventaire, laquelle sera signée dudit sieur Marquis de Cœuvres, pour en estre disposé comme il en sera ordonné par sa Majesté Tres-Christienne, & lesdits Princes ses Collègues.

IV. Qu'on leur fera administrer tout ce qui leur sera nécessaire pour la conduite de leur bagage, & de tout ce qu'ils auront avec eux. Ledit sieur Marquis de Cœuvres promettant audit sieurs Gouverneur & Sergent Major, qu'il ne leur sera donné aucun empeschement ny destourbier en leur retraicte: aussi lesdits sieurs Gouverneur & Sergent promettent toute assurance de retour à ceux qui leur seront donnez pour les accompagner & faire escorte.

V. Promettent aussi lesdits sieurs Gouverneur & Sergent Major, que de six mois, ny eux, ny aucun de tous les Officiers & soldats qui sortiront du fort de Bormio, ne porteront les armes contre sadite Majesté Tres-Christienne & lesdits Princes ses Collègues dans les terres & Jurisdicions de Bormio, la Valteline & Chiavenne. En foy dequoy les presents articles ont esté signez & scellez, par l'Excellent Seigneurs Marquis de Cœuvres, & par lesdits sieurs Gouverneur & Sergent Major, le 17. Janvier 1625. Signé, D'Estrees. Gio. Baptista Canti, & Cesare Scoti. Et plus bas, Mesmin.

CXIX.

*Traité de Paix entre FERDINAND II. ANS
Empereur, & AMURAT IV. Empereur des Turcs & GABRIEL BETHLEN GABOR Prince de Transylvanie fait au Camp de Giermata, en l'année, 1625. Mercure François. Tom. XI. pag. 1123.*
de J. C. 1625.
L'EMPEREUR
LE
TURC
ET
LA TRANSYLVANIE

LEs Commissaires pour l'Empereur estoient Adolphe Comte d'Alten ou d'Alheim, Esterhazy Comte de Galantha, Jean Jacques Baron de Senftenau, Nicolas Frangipan Comte de Terfacy, & le Baron Sigismund Galler.

Ceux du Turc furent, le Vizir Serdar Mehemet Bassa de Bude, Isa Effendi Mouphti de Bude, Mustapha Effendi Timar, Tefterdar de Bude, Jahia jadis Bassa de Canisli, Achmet Bassa d'Erlav, le Bey d'Erlav, le Bayran Haghi, & Ali Bey de Bude.

De la part de Gabriel Bethlen Prince de Transylvanie, Wolfgang Kamuthy, Michel Thodolaghy, & Thomas Borlos: tous lesquels Commissaires apres plusieurs assemblées arrestèrent enfin les sept articles suivans.

I. Que la Paix jadis faite à Situatorok & à Vienne entre leurs Majestez Imperiales, & scellées de leurs seals, sera de nouveau republiée, & les articles d'icelle gardez & observez.

II. Que les differents survenus pour Vaccia, & principalement à cause du chateau de Bolondvar ne s'estans pà terminer, cet affaire seroit traitée par Deputez particuliers, tant à Constantinople qu'à Vienne, & cependant que la Paix seroit observée de part & d'autre.

ANS III. Quant aux forts de Drefnics, Therfacz, AN3
de J. C. Hoiritzangradats en la Croatie, faits & dressez de part
1625. & d'autre depuis & contre la Paix de Situatorok, Com-
mission particuliere seroit delivrée de la part de sa Ma-
jesté Imperiale au Comte Nicolas de Therfacz, & de
la part de sa Hauteffe au Bassa de Bosnie, pour en ter-
miner à l'amiable: toutefois s'il survenoit quelque
empeschement que l'un ou l'autre n'y peussent y com-
paraître, seront envoyez de part & d'autre d'autres
Commissaires pour accommoder ce different.

IV. Pour ôter les differents & griefves plaintes
des habitans des bourgs & villages, contre les Nobles
qui y ont leur demeure, sera donnée commission (pour
ce qui est au delà du Danube) au Comte Nicolas Ester-
hazy, l'un des Deputez de sa Majesté Imperiale & au
Bassa d'Erlau Achmet Deputé de sa Hauteffe, lesquels
prendront tels Adjoints qu'ils adviseront, pour ensem-
blement accommoder tous ces differents, suivant les
premieres constitutions. Et si cas avenant que l'un
desdits seurs Commissaires ne peust assister à ladite
Commission, il en sera substitué un autre en sa place.

Quant aux habitans des villages du territoire de Ca-
nife obligez par serment, il sera delivré Commission
conjointement à personnes qui les regleront, suivant
la teneur du premier Decret.

V. Ces Commissions seront executées dans la S.
Martin prochaine: toutefois si l'execution totale ne

s'en peut faire dans ce temps prefix, la paix n'elassera AN3
pas d'estre gardée & observée, & nouvelles Commis- de J. C.
sions seront expédiées pour l'accomplissement entier de 1625.

VI. Les Comtes d'Alheim, & le Bassa de Bude re-
gleront la liberté des prisonniers qui ont esté pris, tant
de part que d'autre, contre la foy des articles de la Paix.

VII. Outre toutes ces choses, il a aussi esté arresté
que tout ce qui auroit esté mis à charge jusqu'à ce jour-
d'huy contre les articles de Situatorok & Vienne seroit
levé & ôté, & que pour ceste cause les articles accordez
entre leurdites Majestez seroient entretenus durant les
vingt années portées par ledit Traicté de Paix, afin de
conserver une bonne voisinance, correspondance, &
tranquillité entre les peuples. Que si quelques uns,
tant de part que d'autre se trouvent transgresser ledits ar-
ticles, ils seront severement punis.

Et pour plus grande foy les susdits articles, suivant
le pouvoir des susdits Commissaires, ont esté par eux
signez & scellez de leurs sceaux, au camp de Giamate.
Que le Bassa de Bude (lequel pour certaines causes n'a-
voit pu assister à la souscription commune de cet Ac-
te) enverroit sans aucun retard à sa Majesté Imperiale
coppie desdits Articles signée de sa main, & scellée de
ses armes: & aussi qu'au plustost que faire se pourroit,
leurs Majestez Imperiales les confirmeroient.

C X X.

C X X.

ANS Testament de MAURICE, Prince d'O-
de J. C. range, &c. Fait à la Haye le 13. Avril
1625. Aitzema Affaires d'Etat & de
ORANGE. Guerre. Tom. I. pag. 1180.

Traduction de ce Testament.

ANS
de J. C.
1625.

ORANGE

WY Maurits by der Gracien Godes Prince van
Oranien, Grave van Nassau, Catzenelbogen,
Vyanden, Dietz, Lingen, Meurs, Buuren,
Leerdam, Marquis van der Veere ende Vlissingen, Heere
ende Baron van Breda, der Stadt Grave ende Landen
van Cuyck, Dieft, Grimbergen, Heersdal, Craenendonek,
Warneston, Arley, Nofroy, St. Vieth, Lecke, Polanen,
Nieuwert, IJsselstein, St. Martensdijk &c. Erf-
Burch-Graef van Amwerpen, ende Besançon,
Gouverneur ende Capiteyn General van Gelderland,
Hollandt, Zeelandt, West-Vrielandt, Zutphen,
Utrecht, Over-Yssel, de Stadt Groningen, Ommelanden
ende Drenthe, Admiraal General &c. Doen hier
mede te weten, dat wy bemerkende de brosheyt ende
onseckerheyt van 's Menchen leven, ende begeerende
in tijds te disponeren van onse Goederen tot conser-
vatie van de eere ende Hoocheyt van onsen Huyfe ende
Stamme van Nassau, wy daeromme sijnde God lof ge-
font van Lichaem, gaende ende staende voor onsen
Testament ende uyterste wille, hebbengeordonneert
als volcht.

Eerst bevelen wy Ons, aen Lichaem ende Ziele,
de genade ende Barmhertigheyt Godes door Jesum
Christum onsen Heere ende Zalighmaccker, bidden-
de Godt ende Vader, die my geschapen heeft, Godt
Zoonne, die my verlost heeft, ende Godt den Hey-
ligen Geest die my geheylicht heeft, het Zalighmac-
kende Geloove ende alle Christelijcke deugden meer
ende meer in my te verstercken ende te vermeerren, om
alsoo u, ô Heylige Drieuldighyit in dit leven alhier
met ende in de Christelijke Gemeente, ende daer
naer in het ewigh leven ende gemeenschap van alle
Heyligen ende Hemelsche Heylcharen te loven, prij-
sen, ende danken in alle eeuwighyeyt, Amen.

Wat belanghet de Begravnisse van Onsen Lichame;
wy vinden goet dat deselve geschiede tot Delft in de
Sepulture van onsen Heere ende Vader den Prince
van Oranien Hoochloflijcker Memorie, itellende de
Cereemonien van dien ter discretie van onse naer-
Tom. III. noein-

Nous MAURICE, par la grace de Dieu Prince
d'Orange, Comte de Nassau, Catzenelbogen,
Vianden, Dietz, Lingen, Meurs, Buuren,
Leerdam; Marquis de Terveer & Fleissingue, Seigneur
& Baron de Breda, des Ville, Comté & Pais de Cuyck,
Dieft, Griembergen, Heersdal, Craenendonek, War-
neston, Arley, Nofroy, St. Vieth, Lecke, Polanen,
Nieuwert, IJsselstein, St. Martendick, &c. Burgrave-
héréditaire d'Anvers, & Besançon, Gouverneur &
Capitaine General de Gueldres, Hollande, Zeelande,
West-Frise, Zutphen, Utrecht, Overysse, la Ville de
Groningen, Ommelandes, & Drenthe, Amiral Ge-
neral, &c. Par ces presentes sçavoir faisons que con-
siderans la fragilité & l'incertitude de la vie de l'hom-
me; & desirans à tems de disposer de nos biens pour la
conservation de l'honneur & la grandeur de nôtre Mai-
son & Famille de Nassau, Nous, étant graces à Dieu,
sain de Corps, avons pour nôtre Testament & dernière
volonté ordonné comme s'ensuit.

Premierement nous recommandons nôtre Corps & nô-
tre Ame à la grace & misericorde de Dieu par Jesus-
Christ, nôtre Seigneur & Sauveur, priant Dieu le Pe-
re qui m'a créé, Dieu le Fils qui m'a racheté, & Dieu
le St. Esprit qui m'a sanctifié, de fortifier & augmenter
de plus en plus en moi la foi sanctifiante, & toutes les
vertus Chrétiennes, afin que par ce moyen, ô Sainte
Trinité, jete puisse louer, priser, & rendre mes actions
de grace en cette vie dans l'Eglise Chrétienne, & en
suite, éternellement dans la vie éternelle en la compagnie
de tous les Saints & des Armées célestes, Amen.

Quant à nos funeraillies, nous jugeons à propos qu'el-
les se fassent à Delft, & que nous soyons deposez dans le
sepulchre de nôtre Seigneur & Pere le Prince d'Orange,
de très louable memoire, nous en remettant pour la cere-
monie d'icelles, à la discretion de nos Descendans.
F f H

ANS
de J. C.
1625.

noemde Erfgenamen ende Executeurs van desen Testamente.

Ende aengaende Onse tijdelijke goederen, soo hebben wy onse vrye dispositie niet alleen van onse Heerlijkheden ende andere vrye goederen die ons by partage zijt ten deelen gevallen, item van die geene, die wy van nieuws hebben geacquireert, ende de melioratie van dien, ende die wy noch souden mogen acquireren, maer hebben ook onse vrye dispositie van eenige Heerlijke goederen Ons aengekomen by Testamentaire successie van wijlen Onsen Heere en Broeder *Philips Wilhelms* Prince van Oragnien, als namentlijk van alle de Heerlijke goederen gelegen in *Zeelandt*, ende oock van die gelegen zijn in 't Hertoghdom *Brabant* aen d'andere zyde, ende onder de Vereenighde Provintien. Van gelijken hebben wy onse vrye dispositien over 't Recht ende Actie, die ons is competierende jegens 't Sterf- Huys ende de Goederen van den voornoemden Onsen Heere ende Broeder ter zaacke van zeeckere merkelijke Somme van Penningen die wy uyt onse eygene middelen voor 't selve Sterfhuys ende de goederen van dien hebben verfhoten, volgende de reeckeningen die wy daer van hebben doen houden.

Ende om d'eere ende digniteyt van Onsen Huysdies te beter te considereren, ende in toekomende tijde te doen conserveren, Soo hebben wy in alle de voorschreven Onse zoo Heerlijke als Leen-goederen (uyt krachte van Ocfroyen, die wy daer toe zijn hebben) als in de voorschreven andere goederen, ende die wy vorders; vermits ons overliden, zouden mogen ontruymen niets uytgefondert, tot onsen eenigen ende Univerfelen Erfgenaem genomineert ende geinstitueert, gelijk wy nomineren ende institueren by desen Onsen lieven Broeder Prince *Hendrick Frederick van Nassauw &c.* Ende by gebreecke van Hem, ofte tot wat tijde Hy naemaels soude komen 't overliden, des-zelfs wettige Manlijke Kinderen ende descendenten, deselve Kinderen ende descendenten successive daer inne instituerende ende substituierende by desen.

By gebreecke van onsen Broeder ende des-zelfs Wettelijke Kinderen ende descendenten als voren, tot wat tijde deselve namaels zouden mogen komen te faileren, soo institueren en substituieren wy respectivè in alle onse Heerlijkheden ende andere onroerende goederen, item Renten ende Actien onse Neve *Ernst Casimir Grave van Nassauw &c.* Ende by gebreecke van Hem als oock naer Hem zijne Wettelijke Manlijke Kinderen ende descendenten, willende ende ordonnerende, dat de voorschreven onse onroerende goederen, item Renten ende Actien tot conservatie van den Name ende Stamme van *Nassauw* sullen Erven ende succederen zoo by institutie als substitutie op den Oudsten van Linie tot Linie, van Graed tot Graed, ende dat by representatie, zonder dat de voorschreven onse goederen, Rente ende Actien sullen mogen alieneren ofte daer van afrekenen en besonder eenige falcidie ofte *Trebellianique* portie.

Maer aengaende Onse roerende goederen, Gout ende Silver, gemunt ende ongemunt, Meublen ende andersints; de selve en verlaen wy niet, dat subject sullen wesen eenigen last van substitutie of restitutie.

Tot naerder vasticheyt van welke voorlz substitutie by ons gedaan op beyde de voorlz Linien en descendenten: zo ordonneren ende belafen wy ernstelijck by desen alle de voorlz onse gesubstitueerden, dat sy elcx Successive tot haeren tijdt ende op haer ordre desen yttersten willen methare Testamentaire dispositie onder ende met simpel Ocfroy om van hare Leen-Goederen te mogen testeren ('twelck niemant wort geweygert) 't elcker reyle sullen confirmeren ende bevestigen.

Willende ende ordonnerende als noch weluydruckelijck dat de voornoemde onse geinstitueerde ende gesubstitueerde desen onsen lesten wille punctuelijck sullen achtervolgen ende naerkomen, ende dat by gebreck van d'ersten ('t welck wy niet en verhoopen) onse

Héritiers & Executeurs de ce Testament.

ANS

Et pour ce qui concerne nos biens temporels, nous en avons la libre disposition, non seulement à l'égard de nos Seigneuries, & autres biens francs qui nous sont en partie échus en partage, item de ceux que nous avons nouvellement acquis, & des ameliorations d'iceux & de ceux que nous pourrions encore acquerir, mais aussi à l'égard de quelques biens Seigneuriaux qui nous sont venus par succession Testamentaire de feu notre Seigneur & Frere *Philippe Guillaume* Prince d'Orange, comme nommément tous les biens Seigneuriaux scituez en Zelande, & aussi de ceux qui sont scituez dans le Duché de Brabant de l'autre côté, & sous l'obéissance des Provinces-Unies. Semblablement nous avons notre libre disposition des droits & actions qui nous appartiennent à l'égard de la Maison mortuaire & des biens de notre susdit Seigneur & Frere au sujet de certaine somme considerable de deniers que nous avons déboursé de notre propre argent, pour la susdite Maison mortuaire & les biens d'icelle, suivant le Compte que nous en avons fait dresser.

1625.

Et pour rendre l'honneur & la dignité de notre Maison d'aussi plus considerables, & les maintenir à l'avenir, nous avons, pour tous nos biens Seigneuriaux & fеоdaux, (en vertu de l'Ocfroy que nous en avons) & pour les autres biens susdits, & tous ceux que nous laisserons par notre deceds, nuls exceptez, nommé & institué, comme nous nommons & instituons par ces presentes, notre cher Frere le Prince *Henri Frederic de Nassau, &c.* pour notre seul & universel Héritier. Es fante d'icelui, ou en quelque tems qu'il viant à mourir, ses legitimes enfans & descendants mâles, y instituant & substituant seldits enfans & descendants successivement par ces presentes.

Au deffaut de notre Frere & de ses Enfans legitimes & Descendants comme dessus, en quelque tems qu'ils puissent venir à manquer, nous instituons & substituons respectivement dans toutes nos Seigneuries & autres biens immeubles, ensemble dans nos rentes & actions, notre Neveu *Ernst Casimir* Comte de Nassau, &c. Et au deffaut d'icelui, ses legitimes enfans mâles & descendants; voulant & ordonnant que les susdits, pour la conservation & tige de Nassau, hériteront & succederont aux biens immeubles, item aux rentes & actions, tant par institution que par substitution, savoir l'aîné de ligne en ligne & de degré en degré, & ce par représentation, sans que nos susdits biens, rentes, & actions puissent être alienez, ni en tout ni en partie distraites par les loix falcidia, ni *Trebelliane*.

Mais à l'égard de nos biens meubles, or & argent monoyé ou non monoyé, ou autres meubles, nous ne prétendons pas qu'ils soient sujets à aucune charge de substitution ou restitution.

Pour plus grande fermeté de laquelle susdite substitution par nous faite en faveur de nos susdits ligne & descendants; Nous ordonnons & rechargeons instamment par ces presentes à nos susdits substituez, que chacun successivement en leur tems & leur ordre ils confirment & corroborent à chaque fois cette notre dernière volonté par leur disposition Testamentaire, par un simple ocfroy de pouvoir tester de leurs biens fеоdaux, lequel on ne refuse à personne.

Voulant & ordonnant de plus bien expressement que nos susdits instituteurs ou substituez aient à en suivre & observer ponctuellement cette notre dernière volonté, & qu'au deffaut des premiers ce que nous n'esperons pas, nos biens viendront aux seconds, & ainsi de suite à ceux qui

ANS onse goederten sullen komen op den *rueden*, ende de J. C. soo voorts op den geenen die dese onse ordonnantie ende uiterste wille in alle sijne Poincten sal achtervolgen ende naerkomen.

1625.

Sal oock den lesten Mannelijken descendent der voornocinder Linien van *institutie* en *substitutie* Respectie gehouden wesen forge te dragen, ten eynde naer hun overlyden de *ere* ende *digniteit* van onsen Huys ende stamme mede in behoortlike achtginge werde genomen, soo ende in sulcker manieren, als aldan naer gelegentheyt van saecken besl. bevonden sal worden.

Is noch onsen wille ende ordonnantie dat de voorlz. onse *geinstituteerde* ende *gesubstituteerde* Erfgenamen voortaan sullen uytreycken ende betalen de naervolgende *Legaten* ende oock de *Legaten*, die vorders by ons nu ofte hier namaels sullen gegeven ende uytemaectt werden.

Eerst maecten ende Legateren wy aen onse lieve Suster Vrouwe *Amelia van Nassau*, Princesse van Portugal, ofte by hare afstijcheyt aen hare Kinderen eene erftelijke Rente van *seven duysent vijf hondert guldens* s'laers tot twintich stuyvers 't stuk tegens den penninck twintich, bedragende in de Hooft-somme *hondert en vyftich duysent gulden*.

Noch maecten ende Legateren wy aen de *ruwe Soonen* van de voorlz. onse lieve Suster, *Emanuel* en *Christoffel van Portugal*, indien sy ten tijde van onsen overlyden in leven sijn, elck eene erftelijke Rente van *ruwe duysent gulden* s'laers tot twintich stuyvers 't stuk mede te sullen tegen den Penninck twintich, bedragende in de Hooft-somme *tiensachthentich duysent gelijke guldens*.

Noch maecten ende Legateren wy aen de *Dochteren* van de voornoemde onse Suster Vrou *Amelia*, die ten tijde van onse overlyden in leven sullen wesen, elcke eene Rente van *duysent gelijke guldens* s'laers mede te sullen tegen den Penninck twintich, met desen verstante nochtans, dat een van de voorlz. Soonen ofte desselfs Wettige descendenten komen te sterfen sonder Wettich Kindt ofte Kinderen achter te laten, de Rente vande *ruwe duysent gulden* s'laers sal erven ende succederen op den anderen langt levenden, ofte desselfs Wettige Kinderen ende descendenten, ende beyde de voorlz. Soonen ende derselver Wettige descendenten ontbreckende, soo sullen de voorlz. twee Renten van *ruwe duysent gulden* s'laers komen ende succederen op de voorlz. Dochters ende derselver Wettige Kinderen ende descendenten. Gelijk mede de voorlz. Rente van *duysent gulden* s'laers, die wy aen elck der voorlz. Dochteren hebben gemaectt, eenige van deselve Dochters ende hare Wettige descendenten ontbreckende, sal erven ende succederen by representatie onder alle de voorlz. Kinderen ende descendenten van de voorlz. onse Suster tot de leste toe, ende alle deselve Kinderen ende descendenten ontbreckende soo ordonneren ende willen wy de voornoemde Renten, soo die geene, die wy aen onse voorlz. lieve Suster, als die wy aen hare Kinderen hebben gemaectt, wederomme sulck komen ende succederen op onse voorlz. geinstituteerde ende gesubstituteerde ende naerkomelingen successie.

Met welke voorlz. Renten wy verstant, dat onse lieve Suster ende de Kinderen van haer L. haer sullen genoeghen, ende blyven uyten Goederen sonder oock yetwes breeder uyten ende op den Sterf-huysen van wijlen Onsen Heere Vader te mogen pretenderen.

Verklaren voorts noch te hebben Gelegateert, als wy Legateren by desen aen onsen natyrtlijcken Soone *Willem* onse Heerlijckheden van de *Leck* met haere appendentes ende dependencie, ende onse gerechtigheyt in de Vischerie van de *Merwe* conform de leste reekeninge daer van sijnde.

Ende aen onsen tweede natyrtlijcken Soone *Louys* de Heerlijckheden van *Polanen*, *Monster* ende *Monster-Ambacht* als Poeldijk, ter *Heyden*, halfs *Lofduynen* ende 't toebehooren van dien.

Doch soo om eenige redenen ofte oorsaeken de voor-

qui en suivront & observeront cette nôtre ordonnance & dernière volonté.

ANS de J. C. 1625.

Le dernier Descendant mâle des susdites lignes d'institution & substitution sera tenu de prendre soin qu'après sa mort, l'honneur & dignité de nôtre Maison & Famille soit estimée comme il appartient; ainsi & de la manière que suivant la disposition des affaires, il sera jugé être le mieux.

C'est encore nôtre volonté & ordonnance que nos susdits Héritiers instituez & substitués payeront, en après les legs suivants, & aussi ceux que nous ordonnerons ci-après.

Premièrement nous legons à nôtre chere Sœur Dame, Amelia de Nassau Princesse de Portugal, ou, son deceds arrivant; à ses enfans une rente héréditaire de sept mil cinq cens livres par an de vingt sous chacun, rachetable au dernier vingt, montant en principal à la somme de cent & cinquante mil livres.

Nous legons encore aux deux fils de nôtre susdite chere Sœur, Emanuel & Christoffel de Portugal, s'ils sont en vie au tems de nôtre deceds, à chacun une rente héréditaire de deux mil livres annuellement de vingt sous, à rachetter aussi au dernier vingt, montant le principal à la somme de quatre vingt mil semblables livres.

Nous legons encore aux filles de nôtre susdite Sœur Dame Amelia qui au tems de nôtre deceds seront en vie à chacune une rente de mille pareilles livres par an, rachetable aussi au dernier vingt, à condition néanmoins que si un desdits fils ou ses descendants légitimes vient à mourir, sans laisser enfant ou enfans légitimes, le survivant héritiera de ladite rente de deux mil livres annuelle, ou ses enfans légitimes & descendants, & venant sans desdits deux fils & descendants légitimes, lesdites deux rentes de deux mil livres annuelles échoiront auxdites filles ou à leurs enfans & descendants légitimes; Comme aussi venant sans de quelqu'une desdites filles & de leurs descendants légitimes ladite rente annuelle de mil livres que nous legons à chacune d'elles, échoira par représentation à tous les enfans & descendants de nos susdites Sœurs jusqu'au dernier, & sans de tous lesdits enfans & descendants, nous ordonnons & voulons que ceux que nous instituons & substituons ou leurs descendants successivement héritent des susdites rentes que nous legons tant à nos susdites Sœurs qu'à leurs Enfans.

Moyennant lesquelles susdites rentes nous entendons que nos dites cheres Sœurs & leurs Enfans se contentent, & soient exclus de tous nos biens, sans rien prétendre de plus de la succession de feu nôtre cher Pere.

Nous déclarons de plus que nous avons legué, comme nous legons par ces présentes, à Guillaume nôtre fils naturel la Seigneurie de la Leck avec ses appartenances & dependances, & nôtre droit à la pêche dans la Rivière de Merwe, conformément au dernier Compte qui s'en trouvera.

Et à Louis nôtre second fils naturel les Seigneuries de Polanen, Monster, sa Chatellenie, & celle de Poeldijk, de Heyden, la moitié de Lofduyn, & dependances.

Mais si pour quelques raisons ou sujets nos susdits fils

ANS voornoemde natuurlijke Soonen de voorz Respective
de J. C. Heerlijckheden niet en soude mogen ofte kunnen vol-
gen (als wy niet valt stelle kunnen) soo ordonneeren
1625. wy, dat in sulcken gevalle onse voorz Erf- genamen
aen de voornoemde natuurlijken Soonen fullen goet
doen ende betalen de waerde van 't Capital der voorz
Heerlijckheden in Lande ofte gelde.

Daer-en-boven laten wy aen elck van hun beyde een
erflijke Rente van *viijf duysent guldens* 's laers losbaer den
Penninck twintich.

Behoudelijk ende met dien verstande dat beyde de
voorz onse natuurlijke Soonen ende hare Kinderen
ende descendanten de voornoemde twee Heerlijckhe-
den als mede de voornoemde Rente aen hem respectie
gemaect niet en fullen vermogen te verkoopen belaf-
ten ofte te vervreemden int geheel ofte ten deele in
eeniger manieren. Maer is onse intentie, wille ende
ordonnantie, dat een van beyden onser voorz Soonen
ofte desselfs Wettige Kinderen ende descendanten
ontbreckende, tot wat tijde sulcx soude mogen wesen,
dat aldan de voorz sijne Heerlijckheit ende Rente sal
komen te erven ende succederen op den anderen onsen
natuurlijken Soonen, ofte desselfs Wettige Kinderen
ende descendanten. Ende dat alle beyde voorz So-
onen ende derselver Wettige Kinderen ende descen-
danten ontbreckende, wanneer ende tot wat tijde
sulcx soude mogen gebeuren de voorz twee Heerlijck-
heden met alle appendentien ende dependentien van
dien, als mede de voorz Renten fullen gaen, keeren
ende succederen op onse Erfgenamen ende nackome-
lingen.

Voorts maecten ende Legatren wy aen *Juffrou van*
Mechelen, Moedervan de voornoemde *Willem* ende
Louys een Lijf-Rente van *vier duysent twee hondert* *Car-*
olus gulden 's laers.

Ende is onse meeninge ende wille, dat alle de voorz
Renten ende Lijf-Pensioenen fullen werden ytgereyckt
ende betaelt uyt de inkomsten van de voorz onse Heer-
lijke ende andere Onroerende Goederen, Renten en-
de actien.

Verklarende wijders alsoo wy genegen ende oock ge-
resolueert sijn noch een *Codicil* ofte *Codicillen* te mac-
ken van diverse *Legaten* ende andere ordonnantien, dat
wy foodanigen *Codicil* ofte *Codicillen*, die hier naer
fullen gevonden werden 'ty by ons geschreven ende
ofte by een anders hande geschreven ende ofte by ons
alleene onderteekent ende gefegelt, sulcken effecte,
waerde, ende vigeur houden, als of die van woort toe
woort alhier waren geinseerert.

Willende, ordonneerende ende bevelende, dat den
inhouden van desen Testamente in alle sijne Poincten
ende Articulen volkomen kracht ende effect hebbe,
sterker, ende achter volcht werde 'ty in forme van een
gemeen burgerlijk ofte *Militair* Testamente ofte van sul-
ken anderen *uytsersten wille*, als 't selve naer recht ende
costuyme best sal mogen ende kunnen geschieden.

Ende ten eynde de voorz onse leste wille ende or-
donnantie des te valster ende onverbreeckelijker haer
effect fortere, Soo hebben wy tot *executeurs* van den-
selven onsen uytserste wille ende ordonnantie gestelt en-
de geordonneert, stellen ende ordonneeren hier mede
de Hoog Mo: Heeren *Staten Generael* der Vereenichde
Nederlanden *Vrundlijk* verfoeckende, dat haer Hoog:
Mog: believen den last daer van 'taenvaerden, ende
nemen onse geinstueerde ende gesubstueerde Erfge-
namen de goede handt daer aen te houden, soo door
hem selven als mede by hare Provincien in 't particulier,
dat den voornoemden onsen uytsersten wille ende leste
ordonnantien ten vollen in hare Poincten haer effect
moge hebben ende sorteren, nemende tot behulp ende
assistentie eenige uyt onsen Rade ende andere (so 't noot
is) die hare Hoog: Mog: goet vinden fullen.

Des 'oirkonde desen getyckent ende ons Cachet
hier op gedrukt in s'Gravenhage den *dertienden*
Aprillis seshien hondert *viijf-en-twintich*, was onder-
teyckent *Maurice de Nassau*. Hebbende daer-en-bo-
ven een opgedrukt Cachet in Rooden Wasse, daer-
om-

naturels ne pouvoient être mis en possession des susdites ANS
Seigneuries respectives, (comme nous ne pouvons pas de J. C.
l'assurer) nous ordonnons en ce cas à nos susdits Hé- 1625.
ritiers, de faire bon & payer à nos susdits fils naturels la
valeur du Capital des susdites Seigneuries en Terres ou
Argent.

Outre plus nous leur laissons à chacun des deux une ren-
te héréditaire de cinq mil livres par an, rachetable au
denier vingt.

A condition que chacun de nos susdits fils naturels &
leurs enfans & descendants ne pourront vendre, hypothe-
quer ou aliener les dites deux Seigneuries, comme aussi
lesdites rentes à eux leguées, en tout, ni en partie en
quelque maniere qu'il soit: mais notre intention est,
& nous voulons & ordonnons que l'un des deux susdits
fils venant à manquer sans enfans legitimes & descen-
dants; de quelque maniere & en quelque tems que ce
soit, l'autre notre fils naturel héritera de sa Seigneurie
& remes susdites. Et qu'au deffaut desdits deux fils &
de leurs enfans legitimes & descendants, en quelque
tems & de quelque maniere que cela soit, les susdites
deux Seigneuries avec leurs appartenances & dependan-
ces, comme aussi les susdites rentes échouiront & retour-
neront à nos Héritiers & Successeurs.

De plus nous legons à Mademoiselle de Malines,
Merc desdits Guillaume & Louis une rente à vie de qua-
tre mil deux cens livres carolus par an.

Et notre intention & volomé est que toutes les susdites
rentes & pensions à vie soient payées des revenus de nos sus-
dits biens Seigneuxiaux & immeubles, rentes & actions.

Declarant en outre, que comme nous sommes d'inten-
tion & resolu de faire un codicile ou codicules de divers
legs & autres ordonnances, nous voulons que tel codicile
ou tels codicules qui seront écrits de notre main, ou qui étant
écrits de la main d'un autre seront signez & scellés de
notre seau, foyent le même effect & aient la même force
& vigueur que s'ils étoient inserez ici de mot à mot.

Voulans, ordonnans & recommandans que le conte-
nu de ce present Testament sorte son effect en tous ses points
& articles, & soit exécuté soit en forme de Testament
Civile ou Militaire, ou d'autre dernière volomé, &
de la meilleure maniere que suivant le droit & coutume
se pourra faire.

Et afin que notre susdite dernière volomé & ordon-
nance sorte d'autant plus fermement & inviolablement
son effect, nous avons créé & ordonné pour Executeurs
d'icelle notre ordonnance & dernière volomé, comme
nous ordonnons & creons par ces presentes *Leurs H. P.*
les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, sup-
pliant amiablement *L. H. P.* de s'en charger & d'y
tenir la main avec nos Héritiers institués & substitués,
tant par eux mêmes que par leurs Provinces en particu-
lier, afin que notre dite dernière volomé puisse avoir &
sortir son effect en tous ses points, prenant, si besoin est,
pour aide & assistance, ceux de notre Conseil que *L.*
H. P. jugeront bon être.

En témoin dequoy nous avons signé ces presentes & y
avons apose notre cachet. A la Haye le treizième Avril
mil six cens vingti cinq; étoit signé *Maurice de Nassau*
ayant ouure ce un cachet imprimé en cire rouge; & allen-
tour étoit écrit de la propre main du susdit Prince certain
Acte conçu en ces termes. Non.

DE TREVE, D'ALLIANCE, &c. 229

ANS omme stont geschreven met eygene handt van Hoöch-
de J. C. gemelte sijne Furstelijke Gen. seeckere acte aldus luy-
dende.

1625. Wy *Maurits* by der gratien Gods Prince van Oragnien,
Grave van Nassau &c. Bekennen met dese onse eygene
handt, dat 'tbovengeschrevene is onsen wille ende or-
donnantie, ende dat wy overmits onse occupatie 't
selve by de hand van onsen Griffier *Paulus de Jonge* heb-
ben doen schrijven, ende met onse Signature ende Seg-
gel doen bekrachtigen ende tot meerder seeckerheyt als
noch met desen onsen speciaal geschrifte ende onder-
teykeninge bevesticht ten dage, Maent en Jare als bo-
ven: Onderteekent

MAURICE DE NASSAU.

Nous Maurice par la grace de Dieu Prince d'Orange, ANS
Comte de Nassau &c. Reconnissons de notre propre main, de J. C.
que ce qui est cy-dessus écrit est notre volonté & ordonnan-
ce, & qu'à cause de nos occupations nous l'avons fait écri-
re de la main de Paul de Jonge notre Greffier, & l'avons
confirmé de notre signature & cachet: pour plus grande
sûreté de quoi nous avons écrit & signé cecy de notre main
les jours, mois & au susdit, signe 1625.

MAURICE DE NASSAU.

C X X I.

ANS *Contrat de Mariage entre CHARLES I.*
de J. C. *Roi d'Angleterre, & Madame HEN-*
1625. *RIETTE-MARIE, sœur de Louis*
XIII. Roi du France. Fait à Paris le 8.
Mai 1625. Frederic. Leonard. Tom. V.
pag. 27. Mercure François. Tom. X.
pag. 480. Aitzma Affaires d'Etat & de
Guerre. Tom. I. pag. 738.

ANGLE-
TERRE
&
FRANCE.

AU NOM DE DIEU LE CREATEUR,
sachant tous présens & à venir: Comme ainsi
soit que le Roi Tres-Chrétien de France & de
Navarre, à présent Regnant, eût reçu Plusieurs pro-
positions de la part du feu Roi de la grande Bretagne,
Jacques de tres-glorieuse memoire, tendant à affermir
de plus en plus leurs Couronnes, par un lien indissol-
uble d'amitié, suivant l'exemple de plusieurs Rois
leurs Prédecesseurs. Reconnoissant lesdits Rois com-
bien il leur estoit non seulement honorable, mais utile
à toute la Chrétienté, que des Princes de telle Naissan-
ce, Dignités & Grandsurs, fussent unis même par le
Mariage de la Majesté de la grande Bretagne à présent
Regnante, lors Serenissime Prince de Wales; & Ma-
dame Henriette-Marie, sœur de Sa Majesté Tres-
Chrétienne. Pour traiter duquel ledit feu Roi de la
grande Bretagne, desiréux de voir conclure & parache-
ver un si bon œuvre, auroit envoyé Messieurs les Com-
tes de Carlile, & d'Hollande, ses Ambassadeurs ex-
traordinaires, avec amplex Pouvoirs, vers Sadite Ma-
jesté Tres-Chrétienne: laquelle ayant député les prin-
cipaux Ministres de son Conseil; sçavoir eût, Messieurs
les Cardinaux de la Rochefoucault Grand Aumônier
de France, & de Richelieu, d'Haligre Chancelier de
France, & les sieurs Comte de Schomberg, Che-
valier de ses Ordres; Conseiller en son Conseil d'E-
tat, Gouverneur & son Lieutenant General en An-
goumois & Limosin, & de Villeaux-clercs Com-
te de Montbron, aussi Conseiller d'Etat, & Se-
cretaire de Commandemens de Sa Majesté: & à eux
donné pouvoir d'oïr & entendre lesdites proposi-
tions, traiter, conclure, & arrêter avec les susdits
Ambassadeurs extraordinaires, Commissaires, députés
audit feu Roi de la grande Bretagne, mesdits sieurs les
Comtes de Carlile, & de Hollande, les Articles dudit
Mariage. Ce qu'après plusieurs Assemblées ils auroient
fait, au gré & consentement de leurs Majestés. Pour
ce est-il qu'en présence de tres-Haut, tres-Excellent &
tres-Puissant Prince Loüis par la grace de Dieu Roi de
France & de Navarre: de tres-Excellent & tres-
Puissant Princeesse Marie par tres haute la grace de
Dieu Reine de France & de Navarre, Mere de Sadite
Majesté Tres-Chrétienne: de tres-Haute, tres-Ex-
cellente & tres-Puissant Princeesse Anne par la même
grace de Dieu Reine de France & de Navarre, Epou-
se de Sadite Majesté: de tres-Haut & tres-Puissant
Prince Monseigneur Frere unique du Roi, & de tres-

Haute & Puissant Princeesse Madame Henriette-Marie
sœur de Sadite Majesté, & des Princeesses du Sang,
Cardinaux, autres Princes & Officiers de la Couron-
ne, & principaux Seigneurs du Conseil de Sadite Ma-
jesté Tres-Chrétienne, d'une part; Et de Haut &
Puissant Seigneur Messire Jacques de Hay Comte de
Carlile, Vicomte de Doncaster, Baron de Salcy Con-
seiller de Sa Majesté de la grande Bretagne en ses Con-
seils d'Etat & Privé, & Chevalier du tres-Noble Or-
dre de la Jarretiere: de Haut & Puissant Seigneur Mes-
sire Henri de Riche Comte de Hollande, Baron de
Kensington, Ambassadeurs extraordinaires de tres-
Haut, tres-Excellent & tres-Puissant Prince Charles
par la grace de Dieu Roi de la grande Bretagne, d'autre
part: Lecture auroit été faite desdits Articles dressés &
arrétés en la forme & maniere qui s'ensuit.

PREMIEREMENT.

C'est à sçavoir, que les susdits sieurs Ambassadeurs
ont promis & promettent pour Sa Majesté de la grande
Bretagne, à présent Regnant, que Sadite Majesté
prendra à Epouse & Femme Madame Henriette-Marie,
fille de France, & sœur de Sadite Majesté Tres-
Chrétienne, soit en personne ou par Procureur, si-tôt
que commodement faire se pourra.

II. Comme aussi madite Dame, sous le bon plaisir
& du consentement de Sadite Majesté Tres-Chrétien-
ne, & de la Reine sa Mere, en consequence de la dis-
pense obtenüe par Sadite Majesté Tres-Chrétienne du
Pape, promet de prendre à Mari & Epoux ledit Roi de
la grande Bretagne Charles Premier: & suivant lesdites
promesses reciproques seront fiancés, selon la forme
utitée en l'Eglise Catholique, Apostolique & Ro-
maine.

III. Ensuite desquelles fiançailles le Mariage indis-
soluble se celebrera en France, selon l'ordre & forme
qui furent observés à celui du Roi Henri le Grand, &
de la feüe Reine Marguerite, & de feüe Madame sa
sœur, avec feu Mr. le Duc de Bar.

IV. Qu'après ladite celebration, madite Dame sera
menée en Angleterre le plutôt que faire se pourra, &
sera conduite aux frais de Sa Majesté Tres-Chrétienne
jusques en la Ville de où elle sera assignée
à ceux qu'il plaira à Sadite Majesté de la grande Bretagne
destiner à cet effet, & dudit en Angle-
terre, le défray de madite Dame sera fait par Sa Majesté
de la grande Bretagne: le tout de part & d'autre comme
il est convenable à la dignité d'une Princeesse née de la
Maison de France, jointe par Mariage au Roi de la gran-
de Bretagne.

V. Ledit Mariage estant fait & célébré en France,
a été accordé que madite Dame estant arrivée en An-
gleterre, on prendra un jour où Sa Majesté de la gran-
de Bretagne & Madame sa Femme estant en l'une des
Salles du Palais Royal parée selon leur dignité, lecture
publique sera faite du présent Contrat de Mariage,
ensemble des Pouvoirs & Procurations en vertu des-
quels il a été passé; après quoi ledit Contrat sera de
nouveau ratifié par Sadite Majesté de la grande Bretagne,

ANS en présence de ceux qu'il aura plu à Sa Majesté Tres-
de J. C. Chrétienne commettre à cet effet, & des Grands des
1625. Roiaumes dudit Roi de la grande Bretagne, qui se trou-
veront en cette action, en laquelle n'interviendra au-
cune Ceremonie Ecclesiastique.

VI. Le libre exercice de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine est accordé à Madame, comme aussi à toute sa suite, & aux enfans qui naîtront de ses Officiers: pour cet effet madite Dame aura une Chapelle dans toutes les Maisons Royales, & en quelque lieu des Etats du Roi de la grande Bretagne qu'elle se trouve & demeure. Que ledites Chapelles seront ornées comme il appartient, & le soin & la garde en seront commis à tels qu'il plaira à madite Dame ordonner. La prédication de la parole de Dieu, & administration des Sacramens, la Messe & tous Offices Divins pourront librement & solennellement être faits en icelles selon l'usage Romain: même toutes Indulgences & Jubilés, que madite Dame obtiendra du Pape, y pourront estre gagnés: sera aussi donné un Cimetiere en la Ville de Londres, auquel ceux de la suite de madite Dame, qui viendront à deceder, seront inhumés selon l'usage de l'Eglise Romaine, ce qui se fera modestement; lequel Cimetiere sera fermé, en sorte qu'il ne puisse estre profané.

VII. Que madite Dame aura un Evêque pour son Grand Aumônier, qui aura toute juridiction & autorité nécessaire pour les causes qui regardent la Religion, lequel pourra proceder contre les Ecclesiastiques qui seront sous sa Charge, selon les Constitutions Canoniques. Et en cas que la Cour Seculiere se fassit de quelqu'un desdits Ecclesiastiques pour quelque crime qui concernât l'Etat, & qu'elle eût fait informer contre lui, elle renvoyera audit Evêque ledit Ecclesiastique, avec les charges & informations faites contre lui, afin qu'il connoisse du delit: lequel estant privilegié, il le remettra entre les mains de ladite Cour Seculiere, après l'avoir dégradé. Et pour toutes autres fautes, seront renvoyés ledits Ecclesiastiques au sulsdit Evêque, pour proceder contre eux, selon les Constitutions Canoniques; & en cas d'absence ou maladie dudit Evêque, celui qu'il commettra pour son Grand Vicaire, aura le même pouvoir.

VIII. Madite Dame aura vingt-huit Prêtres ou Ecclesiastiques sur l'Etat de sa Maison, en ce compris ses Aumôniers & Chapelains, pour desservir les sulsdites Chapelles, selon qu'il leur sera ordonné: & si aucun d'entre eux est Regulier, il pourra retenir son habit.

IX. Le Roi de la grande Bretagne est obligé par serment de ne tâcher par quelque voye que ce puisse estre, de faire renoncer Madame à la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, ni la porter à chose quelconque qui y soit contraire.

X. La Maison de Madame sera composée avec autant de dignité & aussi grand nombre d'Officiers, qu'ait jamais eu aucune Reine d'Angleterre.

XI. Tous les Domestiques que madite Dame menera en Angleterre, seront Catholiques & François, choisis par Sa Majesté Tres-Christienne; & où ils viendroient à mourir, ou que madite Dame en voudrît changer quelques-uns, elle en prendra en leur place d'autres Catholiques & François, ou Anglois, moyennant que Sa Majesté de la grande Bretagne y consente.

XII. Les Domestiques feront serment au Roi & à Madame, selon la forme qui ensuit: *Je tel &c. jure & promets fidelité au Serenissime Charles Roi de la grande Bretagne, & à la Reine son Eponse, que je garderai fidellement & inviolablement: & si je connois que l'on veuille attermer quelque chose contre la personne, l'honneur & la dignité desdits Roi & Reine, ou des Etats, & du bien public, du Roiaume dudit Roi, je le dénoncerai aussi-tôt au sulsdit Roi ou Reine, ou autres qui en auront la charge.*

XIII. Le Dot de madite Dame sera de huit cens mille écus, de trois livres piece monnoye de France, dont Sa Majesté Tres-Christienne fera acquitter la

moitié la veille des épousailles dans la Ville de Londres; & l'autre moitié dans un an, à commencer du jour dudit de J. C. premier payement.

XIV. Advenant que le Roi decede avant Madame, 1625. sans enfans de leur Mariage, les deniers du Dot qu'elle aura porté & payé, lui seront entierement restitués, pour en disposer à sa volonté; soit qu'elle demeure en Angleterre, ou qu'elle retourne en France, auquel cas elle les rapportera avec elle.

XV. Mais s'il reste des enfans dudit Mariage, la restitution du Dot se fera seulement de deux-tiers d'icelui, l'autre tiers demeurant ameuilli; soit que madite Dame repasse en France, ou qu'elle demeure en Angleterre; mais en ce cas lui sera fait, sa vie durant, rente dudit tiers, ou Dot ameuilli aux enfans au denier vingt.

XVI. Les enfans, qui naîtront dudit Mariage, seront nourris & élevés jusqu'à l'âge de treize ans auprès de madite Reine dès leur naissance.

XVII. Les enfans dudit Mariage heriteront encore après le decès de madite Dame des deux-tiers dudit Dot, qui auront esté restitués, sinon que madite Dame convolât en secondes nocces, & qu'elle eût enfans du dernier Mariage, comme du premier; auquel cas les uns & autres auront part ausdits deux-tiers dudit Dot restitué à madite Dame.

XVIII. Et s'il advient que madite Dame decede avant ledit Roi, sans enfans dudit Mariage, Sa Majesté Tres-Christienne, accorde que la moitié dudit Dot soit seulement restituée; & en cas d'enfans, que tous les deniers d'icelui, leur demeuront acquis.

XIX. Sera madite Dame dotée de dix-huit mille livres sterlin par an, revenant monnoye de France à soixante mille écus.

XX. Sa Majesté de la grande Bretagne donnera à madite Dame en faveur dudit Mariage pour cinquante mille écus de bagues, lesquelles seront propres à elle & aux siens, comme celles qu'elle a dès maintenant, & lui seront données ci-après.

XXI. Sera Sadite Majesté de la grande Bretagne tenuë de l'entremement de madite Dame & de sa Maison, & en cas qu'elle fût veuve, elle jouira de son Dot, Douaire, & autres conditions à elle accordées.

XXII. Et en cas que le Roi vienne à predeceder aiant des enfans, ou n'en ayant point, madite Dame jouira librement en quelque lieu qu'elle veuille demeurer de son Douaire, qui lui sera assigné en Terres, Châteaux & Maisons, qui en dépendront, dont l'une sera telle qu'elle y puisse faire son séjour ordinaire, meublée, comme il convient à une Princesse de sa qualité: la libre disposition des Benefices & Offices desdites Terres, dont l'une aura titre de Duché ou Comté, appartiendra à madite Dame.

XXIII. Il sera libre à madite Dame, soit qu'elle ait des enfans ou non, de pouvoir revenir en France, d'y rapporter ses meubles, bagues & joiaux, en outre son Dot, selon qu'il est ci-dessus spécifié.

XXIV. Madite Dame renonce à toutes successions paternelles & maternelles, & au collateral quant aux Terres souveraines, & autres Terres du Domaine Royal, sujettes à reversion par appanage, ou autrement.

XXV. Et sera le present Contrat de Mariage enregistré en la Cour du Parlement & Chambre des Comptes à Paris, ratifié en Angleterre par ceux du Parlement assemblés, & enregistré dans les Justices ordinaires des lieux: promettant ledits Rois de ne contrevenir à aucune des clauses & conditions portées par icelui.

XXVI. Est encore convenu & accordé que celui des deux Rois qui viendra à manquer à l'accomplissement du present Mariage, sera tenu & obligé de paier la somme de quatre cens mille écus, comme pour la peine du dédit.

Tous lesquels Articles, Passions, Conventions, Clauses & Conditions ci-dessus leurs Majestés Tres-Christiennes, & ledits Sieurs Ambassadeurs, au nom

ANS & comme Procureurs de sadite Majesté de la grande de J. C. Bretagne, en vertu de leurs Pouvoirs & Procurations, 1625. qui seront ci-après transcrits, avec le Pouvoir donné par Sadite Majesté Tres-Chrétienne ausdits Sieurs de son Conseil, qui sera pareillement inféré à la fin des Presentes, ont déclaré avoir agreeable, & à l'observation d'iceux se sont obligés & obligent sous l'ipothèque de tous & chacuns leurs biens presens & à venir. Et fut ledit present Contrat fait, passé, conclu & arrêté à Paris au Château du Louvre, signé de leurs Majestés, de mesdits Seigneurs & Dames, & desdits Sieurs Ambassadeurs, autres Princes, Princesses, Officiers de la Couronne, & principaux Seigneurs du Conseil, & contresigné de nous Notaire Secrétaire du Roi, Maison & Couronne de France, Conseiller, Secrétaire d'Etat, & des Commandemens & Finances de Sadite Majesté Tres-Chrétienne, ce jourd'hui Jeudi huitième de Mai mil six cens vingt-cinq. Ainsi signé en la Minute des Presentes, LOUIS, MARIE, ANNE.

GASTON, HENRIETTE-MARIE, CARLILE, HOLLANDE, H. DE MONTMORENCI, LOUISE DE LORRAINE, ANNE DE MONTAFIE, MARIE DE BOURBON, DE LOMENIE, & POTIER.

C X X I I.

ANS *Traité entre CHARLES I. Roi de la* de J. C. *Grand Bretagne, & les PROVINCES* 1625. *UNIES des Pays-bas, pour l'union de* *vint Navires de guerre Hollandois, à la* *Flote Angloise, composée de quatre vint* *deux Vaisseaux, pour l'attaque de Cadix,* *ce qui n'eut pourtant aucun effet. A la* *Haye, le 2. d'Août, 1625. Aitzema* *Affaires d'Etat & de Guerre, Tom I.* *pag. 1224.*

Comme ainsi soit que le Serenissime Roy de la Grande Bretagne ayt fait équiper une Flotte de huitante & deux Navires de guerre fournies d'Artillerie, & toute sorte d'Ammunitions & Vivres nécessaires, sous un Admiral, Vice-Admiral, & autres Capitaines & Officiers, avec grand nombre de gens tant de Marine, que de guerre : à laquelle Flotte Royale les Sieurs Estats Generaux des Provinces-Unies, feront joindre vingt autres Navires, par eux faictes équiper, armées & pourvues aussi d'Artillerie, & de toutes sortes de munitions & vivres nécessaires, avec leurs Commandeurs, Capitaines & Matelots de qualité & nombre convenable, pour estre ces deux Flottes Unies, & envoyées en Mer à certain voyage & dessein destiné par sa Majesté au dommage des ennemis communs, & que besoing est, que tout soit conduit en bon ordre & avec correspondance, pour en tirer le plus de service, que faire se pourra, sans deslourbier, desordre, ou confusion, apres communication sur ce tenuë, entre les Sieurs *Dudley Carleton* Chevalier, Ambassadeur Ordinaire dudit Sieur Roy, & les Deputez desdits Sieurs Estats, est accordé & convenu, que ledits vingt Navires des Sieurs Estats feront une Esquadre à part, & seront conduites & commandées par leur Admiral, Vice & arriere-Admiral, sous leurs Bannières ou Pavillons selon l'ordre & l'usage des autres Flottes & Navires de guerre du Royaume d'Angleterre & de ces Provinces, ainsi toutesfoies que ledit Admiral recevra & suivra les ordres & Commandemens de l'Admiral ou General de la Flotte Royale, lesquels il departira ausdits Vice & arriere Admiral & autres Capitaines & Officiers desdits vingt Navires.

Que l'Admiral & Vice-Admiral desdits vingt Navires auront *seance & voix deliberative & resolutive* au Conseil de la Flotte Generale, ledit Admiral

apres, & le plus proche de l'Admiral des Navires de la Majesté, & le Vice-Admiral en tel lieu & ordres de J. C. apres le Vice-Admiral d'Angleterre, que par apres luy sera convenablement, & selon raison attribué, 1625. quand tous les Officiers de la Flotte Royale seront ensemble. Que des Conquestes qui se feront en Mer ou dans les ports & havres des Ennemis, de Navires, leur équipage & appartenances, despouilles, Or, Argent, Marchandises, & autres tels qu'ils soyent, ledits vingt Navires auront pour leur partage la cinquième partie. Ainsi accordé & conclu à la Haye entre ledit Sieur Ambassadeur *Carleton*, & ledits Sieurs Deputez. En tesmoing de quoy cet Acte est par eux signé le 2. d'Août 1625. *Dudley Carleton, Nicolas de Bouchorst, S. van Beaumont, Gilbert de Boeselaer, S. van Haerfote.*

C X X I I I.

Traité de Ligue Offensive & Defensive entre ANS *CHARLES I. Roi de la Grand Bre-* de J. C. *tagne, & les PROVINCES-UNIES* 1625. *des Pays-bas. Fait à Southampton, le* *17. Septembre, 1625. Aitzema Affai-* *res d'Etat & de Guerre. Tom. I. p. 1226.*

Les Estats Generaux des Provinces-Unies du Pays-bas, à tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Comme ainsi soit que le 3. jour de Septembre l'an present 1625. un Traité d'Alliance, de Ligue Offensive & Defensive ayt esté fait & accordé à Zouthampton entre les Seigneurs Commissaires du Serenissime Roy de la Grande Bretagne au nom dudit Roy & ses Royaumes, & les Ambassadeurs par nous envoyé à sadite Majesté en nostre nom & de nostre Republique, dont la teneur s'en suit.

Comme ainsi soit que pour d'un commun effort rompre les progrès des injustes usurpations du Roy d'Espagne & ses ambitieuses entreprises par lesquelles il trouble journellement le repos & Estats des Roys & Princes de l'Europe, & particulièrement celuy des Provinces-Unies des Pays-bas; le Tres-haut, Tres-excellent, & Tres-puissant Prince *Charles* par la grace de Dieu Roy de la grande Bretagne, France & Yrlande, Defenseur de la Foy, &c. Auroit esté instamment requis de la part de Hauts & Puissants Seigneurs les Estats Generaux desdites Provinces Unies des Pays-bas, par le moyen de Messires *François d'Aerssen*, Chevalier, Sieur de Scheldtsdijck, de la Plate; *Albert Joachimi*, aussi Chevalier, Sieur à Ostende & Oedeckenskercke, & *Rienck de Burmania* à Fervet, Grietman de Ferverderadeel, Ambassadeurs vers sadite Majesté de la part desdits Seigneurs Estats, d'entrer avec eux en une Confoederation plus estroite & en Ligue offensive & defensiva contre ledit Roy d'Espagne & ses Adherens, sadite Majesté de la Grande Bretagne, &c. En continuation de l'affection & soing que les Roys & Reynes ses Predecesseurs, & notamment le feu Roy de glorieuse memoire, son tres-honorable Seigneur & Pere, ont tousjours eu de la conservation & subsistence desdites Provinces-Unies, contre ledit Roi d'Espagne & Ennemis de leur liberté; comme aussi des assistences & grands secours qui leur ont esté donnez de temps en temps, tant par la Dame *Reyne Elizabeth*, que par ledit Seigneur Roy Pere de sa Majesté à l'entier retablissement de son tres-cher Frere *Frederrick* Serenissime Prince Electeur Palatin du Rhin & ses Estats, possessions, & dignitez hereditaires, dont il a esté injustement depoussé par ledit Roy d'Espagne & ses Aherens : sa Majesté ayant nommé & constitué les Seigneurs *Jacques Baron Ley*, son Grand Thresorier d'Angleterre; *George Duc de Buckingham*, son Grand Admiral d'Angleterre; *Guillaume Comte de Pembroke*, Chambellan de son Hostel; *Jacques Comte de Carlile*; *Henry Comte d'Hollande*; *Eduart Baron Conwey*, premier Secrétaire d'Etat; *Fulcke Baron Broocke*; *Rob-*

ANGLES-
TERRE
ET LES
PROVIN-
CES-
UNIES.

ANS *bert Naumon* Chevalier, Maître des Gardes Nobles; de J. C. *Albert Maurton*; n'agueres Chevalier, & l'autre des premiers Secrétaïres; & *Richard Weston*, Chevalier, Chancelier de son Exchiquier, ou six d'eux, tous & un chacun d'eux Conseillers en son Conseil d'Etat & Privé, & iceux garnis de pouvoir suffisant dont Copie sera inserée à la fin de ce present Traitté, pour avec lesdits Sieurs Ambassadeurs desdits Seigneurs Estats, munis aussi de pouvoir suffisant, dont Copie sera pareillement inserée apres celle desdits Seigneurs Commissaires de sadite Majesté traiter, convenir, & conclure d'une *Ligue Offensive & Defensive* entre sadite Majesté & lesdits Seigneurs Estats contre ledit Roy d'Espagne & ses adherens : lesquels Commissaires de sadite Majesté & Ambassadeurs desdits Seigneurs Estats, apres plusieurs assemblées & deliberations tenues sur ce sujet, ont convenu, conclu, & arresté les Pointes & Articles qui s'ensuivent.

I. Premièrement il y aura alliance de *Ligue Offensive & Defensive* entre sadite Majesté d'une part, & lesdits Seigneurs Estats d'autre part, afin d'*assaillir* le Roy d'Espagne à guerre ouverte en tous ses Royaumes, Terres, Sujets, & Droits en tous lieux, deçà & de la Ligne par Mer & par Terre.

II. Laquelle dite Alliance durera si longuement que le Roy d'Espagne continuera de pretendre par guerre, voyes de fait, & autres ambitieuses menées sur la liberté & droits desdites Provinces-Unies, & que la dignité Electorale, Terres, & autres Estats Patrimoniaux du Palatinat demeureront occupez par luy ou par ses Adherens, au moins pour le terme de quinze ans.

III. Et ne pourront la Majesté de la Grande Bretagne, &c. ny lesdits Seigneurs Estats traicter avec le dict Roy d'Espagne ny ses Adherens dans ledit terme de quinze ans prochain venans, à commencer du jour de la presente convention, de Paix, Trefve, suspension d'Armes, ny entrer en aucune autre Negociation tendente à pareille fin, directement ou indirectement, ny aussi quitter ou renoncer à la presente Alliance, que de l'*avis & consentement commun*. Et seront sadite Majesté & lesdits Seigneurs Estats tenus se declarer sur la continuation de la presente Alliance, un an auparavant que lesdits quinze ans viendront à expirer.

IV. Seront receus en cette Alliance tous les Rois, Princes, Republiques, Villes, & Communautés interessez en cette cause qui le desireront à condition équitable, lesquels seront requis solennellement par députation expresse de ce faire par sadite Majesté & lesdits Seigneurs Estats, separement, ou ensemblement, dans trois mois apres la conclusion du present Traitté, & plustost si faire se peut.

V. Il y aura bonne & sincere correspondance pour la defense mutuelle des Royaumes, Estats & Subjects l'un de l'autre, entre sadite Majesté & lesdits Seigneurs Estats qui demeureront respectivement tenus de procurer à leur possible le bien, seureté, & avantage l'un de l'autre, comme aussi d'avancer le dommage, affoiblissement & ruine dudit Roy d'Espagne leur Ennemy commun.

VI. Lequel commun Ennemy sadite Majesté & lesdits Seigneurs Estats seront obligés d'attaquer de toute leur puissance, par Mer & par Terre, & seront à cette fin tous les ans équiper & entretenir une, deux, ou plusieurs Flottes, au moyen desquelles ils les feront invahir & infester, par de cente d'arme en Terre ferme, ou par autres aggreffions en tous ses ports & isles, avec tant de vigueur que la Communication de la Mer, le Commerce parmy l'Europe, le Negoce des deux Indes, & principalement le retour annuel de ses Flottes, luy en puisse demeurer coupé & retranché.

VII. Et afin d'entreprendre tel dessein avec ordre & une despençe réglée & partagée, sans la laisser toute à la charge de sadite Majesté ou desdits Seigneurs Estats seuls, il a esté dit, & convenu que sadite Majesté de la Grande Bretagne, &c. Tiendra un bon nombre de Vaisseaux équipés, & armés en guerre,

aux costes & Isles d'Espagne pour tenir d'Ordinaire ANS
bouchées les entrées des Rivieres de *Lisbone*, de *St. de J. C.*
Lucas, & la *Baye de Cadix* autant que faire se pourra; 1625.
comme seront pareillement lesdits Seigneurs Estats tenus de leur part, de faire aux costes de Flandres, pour tenir les ports fermés & la Mer libre de pirateries, à leur possible.

VIII. Mais si en outre il est trouvé bon, pour faire une plus gaillarde impression, & occuper plus sensiblement ledit Roy d'Espagne en ses propres Royaumes & Estats, de mettre une grande Flotte en Mer, avec un dessein réglé & concerté entre sadite Majesté & lesdits Seigneurs Estats : entel cas lesdits Seigneurs Estats seront tenus de contribuer une *quatriesme partie* du nombre des Vaisseaux que sadite Majesté à cette fin fera armer, & jeter en Mer, montés, & munitionnés pour pareil temps & proportionnés à la mesme grandeur & port de ceux de sa Majesté.

IX. Sa Majesté aura le commandement sur toute telle Flotte, par son Admiral ou Vice-Admiral subsecutivement, toutesfoi il a esté convenu & accordé, que l'Admiral & Vice-Admiral qui commanderont la Flotte desdits Seigneurs Estats, quand ils seront conjoint avec celle de la Majesté pourront arborer une seconde baniere, assister avec quelques vieux Capitaines, & avoir voix à toutes les tenues, & deliberations du Conseil de guerre, & que les commandements qui se feront sur sadite Flotte desdits Seigneurs Estats, par l'Admiral ou Vice-Admiral de sadite Majesté, se feront mediatement & par l'entremise de l'Admiral ou Vice-Admiral desdits Seigneurs Estats : lesquels dits Admiral ou Vice-Admiral desdits Seigneurs Estats auront aussi toute *Justice* sur leurs Officiers, Soldats, & Mariniers quand ils auront dispute entre eux, mais s'il arrivoit quelque dispute ou controverse entre quelques uns de la Flotte de sadite Majesté & celle desdits Seigneurs Estats, le différent sera examiné & décidé selon les Loix & Ordonnances par l'Admiral ou Vice-Admiral de sadite Majesté au Conseil de Guerre.

X. Aux exploits de guerre qui se feront pour forcer quelques havres, monter des Rivieres, assaillir les Navires ennemis, ou aux autres actions de pareil danger & nature, il sera gardé cest ordre : qu'il ne sera employé plus grand nombre des Navires desdits Seigneurs Estats que proportionné à celui de sadite Majesté selon la quantité du secours ; si d'un commun consentement des Chefs de part & d'autre, il n'est autrement resolu.

XI. Si l'une ou l'autre Flotte venoit en Mer à avoir besoin d'aide & assistance de Vivres, Munitions, Voiles, ou autres appaux ; les Amiraux les en feront secourir, s'il y a moyen, à prix raisonnable, ou à la charge d'en faire rendre autant au retour des Flottes à l'option de ceux qui l'auront demandé.

XII. Si ces Flottes ainsi conjointes & armées, font quelque prise sur les Ennemis communs en Mer ou à Terre, d'Hommes, de Navires, d'Or, d'Argent, de Marchandises, & d'autres meubles ; sera incontinent fait un estat & Registre de toutes telles prises, en presence & par le moyen des Officiers des deux Flottes ensemble, de bonne foy, & sans en rien cacher ou destourner : lesquels seront par apres équitablement partagez à proportion du nombre ; & du port des Vaisseaux que sadite Majesté & lesdits Seigneurs Estats auront recèlement, & de fait fourni, pour parformer leur Flotte commune, nonobstant qu'il pourroit arriver que lors de la prise, nul des Navires de sa Majesté ou *Vice versa* desdits Seigneurs Estats s'y seroit rencontré, pourveu que telles prises ayent esté faites par une partie des Vaisseaux de la Flotte commune.

XIII. Mais si sadite Majesté de la Grande Bretagne, &c. trouvoit bon de faire embarquer à ses despens une bonne armée, & la descendre quelque part à Terre au Pays de l'Ennemy, afin d'y faire invasion & occuper quelque Ville, ou assiéger forte à y loger sadite Armée en seureté, & lieu commode, pour

ANS
de J. C.
1625.

advantager les desseins : il est accordé que les occupations qui de cette sorte se feront en Terre ferme appartiendront & demeureront purement & simplement à sadite Majesté, nonobstant que la Flotte desdits Seigneurs Estats y pourront avoir assisté & aidé.

XIV. Bien entendu toutesfois, que si à telle descente & exécution les sujets desdits Seigneurs Estats entretiennent, qu'ils auront aussi leur part au butin & meubles, proportionnée de leur nombre à celui des sujets de sadite Majesté, à laquelle seule demeureront tous les acquêts immeubles des Isles, Villes, & Terres.

XV. Ceux qui auront commission de sadite Majesté de la Grande Bretagne ou desdits Seigneurs Estats, pourront en vertu de cette Alliance, poursuivre, combattre, prendre, & emmener par tout leurs Ennemis, en quelques endroits qu'ils viennent à les rencontrer, mêmes aux rades, emboucheures, & Rivieres, & aux ports de Mer de part & d'autre : à la charge que ceux qui auront esté prins aux rades, emboucheures, & auxdits ports, ne pourront estre emmenez devant que d'en payer les droicts, devoirs, & coutumes à ceux qu'il appartiendra : lesquels ports & rades de sadite Majesté & desdits Seigneurs Estats seront ouverts & libres aux Navires de guerre & Marchands de part & d'autre qui y pourront entrer, demeurer, sortir, & rader sans nul empeschement : se reigeront néanmoins iceux Navires selon les loix, droicts, & coutumes des lieux.

XVI. Si par tempeste, poursuite de pyrates, ou par quelque autre contrainte, & meschef aucuns Navires Marchands prennent port dans le Pays de l'obeissance de sadite Majesté ou desdits Seigneurs Estats, iceux s'en pourront retirer librement à leur volonté, sans pour ce estre tenus de descendre, troquer, ou vendre leurs Marchandises, ny d'en payer aucuns droicts.

XVII. Les Capitaines commandans les Navires de guerre de sadite Majesté ou desdits Seigneurs Estats, & envoyez en Mer avec les Commissions privées de leurs Souverains, n'estans point comprins au Corps de ladite Flotte commune, pourront pareillement en toute seureté mener aux ports & rades de sadite Majesté & desdits Seigneurs Estats, leurs princes, faites sur les Ennemis communs, & les en retirer par apres franchement à leur plaisir, pour les conduire au lieu qu'ils doivent par leur commission, sans estre tenus de notifier leur dites princes aux Officiers du lieu, ou leur en payer aucuns droicts, mais à la charge toutesfois de monstrer leurs commissions, s'ils en sont requis par iceux.

XVIII. Si durant la presente Confederation aucuns Navires, par tempeste, ou autre mesadventure viennent à s'eschouer ou se perdre sur les costes de sadite Majesté de la Grande Bretagne, &c. ou sur celles desdits Seigneurs Estats, tels Navires où leurs debris pourront estre reclamés & repetés dans l'an, par ceux auxquels ils appartiendront de droict, ou en ayans cause & procuracion d'eux, & leur seront rendus, sans autre forme de procès, payans selon les droicts & coutume des lieux.

XIX. Si sur telle ou pareille occurrence, il arrivoit dispute entre les sujets de part & d'autre, les Officiers des lieux seront obligés de leurs faire & administrer bonne & courtoise justice, sans trainer & entretenir les parties en longueur, par aucune formalité de Procès.

XX. Toutes Marchandises de contrebande, comme font munitions de bouche & de guerre, navires, armes, voiles, cordages, or, argent, cuivre, fer, plomb, & semblables, de quelque part qu'on les vouldra porter en Espagne, & aux autres de l'obeissance dudit Roy d'Espagne & de ses Adherens, seront de bonne prinse, avec les Navires & Hommes qu'ils porteront.

XXI. Sadite Majesté fera instance envers les autres Roys, Princes, Estats, Villes, & Communautés

neutres, de faire defence à leurs sujets de trafiquer, tant que la presente guerre durera, avec les Royaumes, & autres possessions dudit Roy d'Espagne & de ses Adherens, afin de ne leur laisser encourir à leur escient, aucun dommage.

XXII. Ce que ne venant à s'obtenir de leur gré, il est convenu, que les Navires qui se trouveront à la Mer, suspects de prendre leur route devers l'Espagne, les Isles, ou autres Estats dudit Roy d'Espagne, & de ses Adherens, seront obligés de s'arrester, pour estre recognus & visités, sans pour ce les pouvoir retarder ou endommager.

XXIII. Le Negoce ou Commerce sera cependant ouvert & permis par tout ailleurs aux Royaumes, Villes, Terres, & Pays des Alliés, & des Princes & Amis Neutres, sans interruption ny deslourbier.

XXIV. Pareillement pourront sadite Majesté & lesdits Estats, se faire fournir aux Pays l'un de l'autre de toutes sortes de Munitions, d'Armes, Cordages, Voiles, & Victuailles, pour le necessaire equipage de leurs Flottes, sans pour l'achat ou transport, estre tenus payer d'avantage que ceux du Pays auquel ces achats auront esté faits.

XXV. Sa Majesté traitera lesdits Seigneurs Estats en Amis, & Voisins aliez avec elle d'une Alliance étroite, en ce qui concerne le Traficq d'Artilerie, & balles ou boulets à Canon, leur permettant d'achepter & transporter hors de ses Royaumes & Dominions telle provision d'Artilerie, & à tel pris & conditions que les autres Alliés de sa Majesté ou ses propres sujets font accoustumez de l'avoir.

XXVI. Et avenant que par cy-apres, sadite Majesté & lesdits Seigneurs Estats separent, ou ensemblement viendroient à decouvrir des nouveaux moyens, & expedients propres pour endommager plus puissamment ledit Roy d'Espagne, par Mer, que ceux desquels il est convenu en ce Traicté, & demandoient d'ajuster leurs entreprises avec commune deliberation & advis : il est accordé qu'ils en communiqueront & concerteront par leurs Ambassadeurs quand bon leur semblera, ou par deputation & envoy expres s'il est trouvé utile & à propos.

XXVII. Et comme il a esté dict qu'il faut entreprendre & assaillir le Roy d'Espagne à guerre ouverte & à toute outrance par Mer & par Terre, sadite Majesté & lesdits Seigneurs Estats seront tenus de faire chacun separement, & à ses frais & depens, une forte Armée de gens de pied & de cheval, artillé convenablement & fournie plantureusement de tout ce qui sera necessaire, pour la soutenir & la rendre capable d'assaillir l'Ennemy commun, tant à la Campagne, qu'en ses Villes closes, par sieges, surprinses, & autrement.

XXVIII. Laquelle dite Armée, du costé de sadite Majesté de la Grande Bretagne, &c. ne pourra estre moindre de *vingt cinq à trente mille hommes* de pied, armez de Mouquets & Picques complètement, & de *quatre à cinq mille* Cuirassiers, avec un train d'Artilerie d'attelage, chariage, & de munitions bien proportionnez.

XXIX. Et seront lesdits Seigneurs Estats pareillement effort de leur costé de mettre aussi ensemble un corps d'Armée de pareil nombre d'Infanterie & de Cavallerie, avec un plein attirail de Canon & de ses suites, & dependances ordinaires & necessaires.

XXX. Sadite Majesté & lesdits Seigneurs Estats adviseront cy-apres entre eux du temps qu'il conviendra sortir semblablement leurs armées aux champs, & à celle fin s'entrecommuniqueront leurs desseins l'un & l'autre, pour d'autant plus commodement divertir & distraire les forces de leur Ennemy, en divers lieux.

XXXI. A ce faire ils promettent de conduire chacun ses armes de telle sorte, qu'à leur meilleur escient ils en procureront la seureté, facilité, & utilité l'un de l'autre, entretenant à cette fin une ordinaire & tres confidente correspondance par ensemble.

XXXII. Cas avenant que pour le transport de son

ANS Armée & son attirail, sadite Majesté venoit à avoir de J. C. befoin de quelque nombre de Vaisseaux propres à ce faire; lesdits Seigneurs Estats feront devoir d'en faire promptement accommoder sadite Majesté en payant, à 1625.

XXXIII. Les Conquestes qui de l'une ou de l'autre Armée se feront demeureront entières à celle qui les aura faites.

XXXIV. Et sera sa Majesté à son befoin & desir ferrée dedans les Provinces-Unies hors des Magasins, & autrement, de Navires, d'Armes & Munitions de Guerre, & Vivres, Matériaux, & autres nécessités, en payant.

XXXV. Ces Armées ne seront retirées de la Campagne avant le temps que sa Majesté & lesdits Seigneurs Estats ensemble adviseront, ny aussi retranchées, que d'avis commun, mais les Chefs de part & d'autre, seront tenus les tenir fortes & completes, & les rafraîchir de temps en temps, de nouvelles recrues.

XXXVI. Si l'Ennemy venoit à tourner toutes ses forces contre un seul des Confédérés, l'autre sera tenu de bouger son Armée aussi tost, si elle n'est engagée, & s'embesogner au Pays, & à l'endroit où se pourra faire plus sensible dommage audit Ennemy, s'il n'estime plus seur, & n'aime mieux marcher incontinent avec son Armée au secours de l'autre, pour serres s'il est possible l'Ennemy entre les deux Armées.

XXXVII. Il sera cy-apres traité entre sadite Majesté & lesdits Seigneurs Estats sur l'ordre des contributions qui se leveront au Pays & Estats Ennemis.

XXXVIII. L'une ou l'autre Armée venant à estre pressée, la Majesté & lesdits Seigneurs Estats s'entretroveront du secours, si faire se peut, de tant de gens que leur propre seureté permettra.

XXXIX. Toutes Lettres de Represailles, Marque, Arrest, & autres semblables, qui ont esté cy-devant octroyées & decernées contre les subjects de l'un ou l'autre des Confédérés pour quelque cause que ce soit, n'auront lieu de part & d'autre, ains sont des maintenant & demeureront nulles & de nul effect, & pour l'advenir n'en seront aucunes octroyées, mais justice sera rendue & administrée, ainsi que de droit appartenra.

XL. Par la presente Alliance, ny par aucunes paroles y contenues generales ou speciales, n'est pas compris ny entendu qu'il y ait aucune innovation, interruption, ou changement en la liberté de la Navigation & Commerce, es Royaumes, Estats, & Pays de sa Majesté, desdits Seigneurs Estats, & autres Roys, Princes, Villes, Amis, Alliez & Neutres, ny aussi aux Loix & Coustumes des Admirautés, payemens de daces, Impôts, Subsidés, devoirs de part & d'autre, ny aux droicts appellés Coustumes en Angleterre : ains a esté expressement convenu & accordé que ladite liberté, droicts, daces, impôts, loix, coustumes & payemens susdits demeureront en leur pleine & entiere force & vertu comme ils estoient le jour precedent de la conclusion du present Traicté.

Lesquelles Conventions, Paixons & Articles y-dessus convenus, & chacun d'iceux, ont esté traictés, stipulés, accordés, & passés entre lesdits Commissaires de sa dicte Majesté & lesdits Sieurs Ambassadeurs desdits Seigneurs Estats Generaux, promettants de bonne foy, & s'obligeans en vertu de leurs Commissions respectivement, qui seront inserées à la fin du present Traicté, que dans trois mois prochainement venans, ou plustost, si faire se peut, ils feront fournir, savoir les Seigneurs Commissaires de sadite Majesté aux Sieurs Ambassadeurs desdits Seigneurs Estats aux Seigneurs Commissaires de sadite Majesté La Déclaration speciale de la volonté de leurs Souverains sur iceluy Traicté ou lettres de Ratification en forme, suffisante & valable.

En foy & témoignage de toutes lesquelles paixons, conventions & Articles, lesdits Seigneurs Commissaires & Sieurs Ambassadeurs ont signé ce present Traicté & à iceluy apposé le seal de leurs Armes. Faict en la

Ville de Southampton ce septiesme jour de Septembre l'an mille six cens vingt cinq tile d'Angleterre. AN de J. C.

Ensuivoit la teneur des Commissions. Charles par la Grace de Dieu, &c. datée Tichfield le vingt cinq d'Aougt mille six cens vingt cinq, & plus bas Charles Rex: puis survoit le pouvoir en Commission des Estats Generaux, datée à la Haye le douze Juin mille six cens vingt cinq. S. Beaumont vidit, & sur le reply, par Ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux. J. van Goch.

Signé & scellé comme s'ensuit.

James Ley.	François d'Aerssen.
G Buckingham.	Alb. Joachimi.
Penbroke.	R. v. Burmania.
Carlisle.	
Hollande.	
E. Convey.	
Rich. Weston.	

La Ratification des Seigneurs Estats Generaux estoit signée à la Haye le 14. Decembre 1625. Paraphé *Vanner vidit*. Et sur le reply estoit escript, par Ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux, Signé J. van Goch.

La Ratification du Roy, estoit signée le vingtiesme Decembre mille six cens vingt cinq datée Carew. Plus-Bas Charles Rex.

CXXIV.

(a) Transport & cession faite par FRANCOIS de Lorraine Comte de Vaudemont, ANS de J. C. des Duchez de Lorraine & Barrois, au Duc CHARLES son Fils Ainé. Fait à Nancy le 26. Novembre 1625. Mercure LORRAINE. François, Tom. XI. pag. 1166.

(a) Ce Trans. port don. na lieu à bien des réflexions, & de l'on prétendit que comme les plus sages & prudents qu'il connoissoient en la plupart des Royaumes, Duchez & Principautez, ayant reconnu que le moyen plus puissant, plus seur, & expedient pour maintenir & perpetuer les Estats en leur lustre, consistoit en la seule union aux continée en sa grandeur & force solide, qu'il en va en dissipation, & perdition par parcelles & distractions, ils ont aussi témoigné que ceste union ne pouvoit mieux estre affermée que par la succession de males aux Estats Souverains, lesquels demeurent obligés de rendre en l'ordre de leurs Successeurs ce qu'ils ont reçu de leurs predecesseurs, & faire tomber leurs successions aux heritiers de leur Sang, sans aucune division; lequel ordre mondit Seigneur Duc ayant nouvellement appris avoir esté curieusement observé par ses predecesseurs Ducs de Lorraine & Barrois; lesquels ayans jugé necessaires pour établir une concorde perpetuelle à leur posterité, de l'affermir par l'union desdites Duchez, procurée par leurs alliances communes. Et depuis continuée par l'ordre établie en la succession desdites Duchez, & nommément par le Roy de Hierusalem & de Sicile René I. du nom, Duc de Lorraine, & de Bar, son tris-ayeul paternel, lequel prevoyant que les grandes Maisons s'ancastissent par partages, distractions & demembrements, auroit par son testament du 25. May 1306. prudemment ordonné, que l'union desdits Duchez & terres en dependantes & annexées en iceux, & le Marquisat du Pont-à-Mousson, & Comté de Vaudemont qui en font partie, seroient continués en sa posterité: Ayant à cet effect institué son heritier seul & unique esdites Duchez feu Monseigneur le Duc Antoine, son fils aîné, bis-ayeul de mondit Seigneur Duc François. Et ordonné que les descendants males dudit Seigneur Roy succederont ausdites Duchez les uns aux autres graduellement & successivement leurs enfans males.

ANS
de J. C.
1625.

masses, selon l'ordre de la substitution exprimée par ledit testament, lequel auroit été approuvé par les États desdites Duchez assemblée à cet effet, après le décès dudit Seigneur Roy, le 13. Fevrier 1508. en présence de Madame Philippe de Gueldres, Royné de Sicile, Duchesse de Lorraine & Barrois, lesquels auroient publiquement déclaré qu'ils se voulaient conformer à la disposition dudit Seigneur Roy. La teneur duquel testament & declaration desdits États étant depuis peu venue à la cognoissance de mondit Seigneur Duc François, il auroit reconnu que selon l'ordre estably par ledit testament, il estoit demeuré seul capable de succéder ausdites Duchez, y étant appelé comme plus proche en ligne masculine, du défunct tres haut, tres-puissant & serenissime Prince Monseigneur le Duc Henry son frere aîné decédé sans hoirs mâles: Mais par faute d'en avoir eu cognoissance jusques à present, & d'avoir esté informé des droicts à luy acquis esdites Duchez, tant à cause de la nature & qualité d'iceux reconnue masculine par ses predecesseurs Ducs, qu'en vertu de la substitution graduelle ordonnée par ledit testament: il auroit depuis le décès dudit Seigneur Duc Henry son frere aîné toléré la jouissance desdites Duchez à tres-haut, tres-illustre & serenissime Prince Monseigneur Charles de Lorraine son fils aîné, au nom & comme mary & administrateur des corps & biens de tres-haute, tres-illustre & serenissime Princesse Madame Nicole de Lorraine son Epouse, fille aînée dudit Seigneur Duc Henry, conformément au Contrat de mariage passé en sa présence, & de son consentement entre mondit Seigneur Charles de Lorraine son fils, & madite Dame Nicole de Lorraine, laquelle par ledit contrat auroit esté instituée heritiere universelle ausdites Duchez, au prejudice de l'ordre de succéder en iceux estably par ledit Testament, en faveur des masses: du contenu duquel & de la declaration faite par ledites États en execution d'iceluy, mondit Seigneur Duc François étant deüement informé, & désirant se conformer à la juste & loüable intention dudit Seigneur Roy pour perpetuer lesdits États en la ligne masculine de ladite maison de Lorraine, apres avoir fait recognoître les droicts à luy acquis ausdits Duchez par le décès dudit Seigneur Duc Henry à l'exclusion de tous autres, il auroit jugé, que pour continuer l'union & la succession desdites Duchez en la ligne masculine de ladite maison de Lorraine, il ne pouvoit faire choix de personne plus proche & plus capable que mondit Seigneur le Duc Charles; soit que l'on considere l'ordre de succession naturelle, ou celui qui se trouve estably par ledit Testament, & tant en ceste consideration, que pour tesmoigner le soin particulier duquel il est porté à executer la loüable intention de ses predecesseurs, & son affection naturelle envers mondit Seigneur le Duc Charles, Il a déclaré & declare en presence des Tabellion general sous signé, & tesmoins sous nommez, de sa pure, franche & libre volonté, qu'il avoit fait & faisoit cession & transport à mondit Seigneur Duc Charles son fils aîné present & acceptant, de tous les droits, noms, raisons & actions, qui luy competent & appartiennent, peuvent competre & appartenir ausdits Duchez de Lorraine & Barrois, & terres unies & annexées à iceux selon l'ordre dudit Testament, & à quel titre que ce soit ou puisse estre pour en jouir par luy, & iceux posséder, & par ses descendants masses en loyal mariage, comme vrais & legitimes proprietaires & possesseurs d'iceux, & y exercer tous droits de Souveraineté, regale & feodalité, & tous autres actes, tant de propriété que possession, appartenant à la qualité de Duc desdites Duchez. Renonçant mondit Seigneur Duc François en faveur de mondit Seigneur Duc Charles son fils aîné par ces presentes à tous droits de propriété & possession desdites Duchez & terres unies & annexées à iceux, & entant que besoin seroit, se desfaissant de ladite possession, & en faisant mondit Seigneur Duc Charles son fils, pour apres son décès estre lesdites Duchez & terres unies & en dependantes tenuës & possédées par ses hoirs masses & descendants de luy en loyal mariage, & par l'aîné d'iceux, à l'exclusion des

puifnez, & successivement au default des masses en ligne directe, par le plus prochain masse de ladite Maison graduellement, tant & si long-temps que laline masculine d'icelle Maison durera; soit en ligne directe ou colaterale en vertu de la presente substitution, ou de telle autre forme que peut estre valable pour transmettre la succession desdites Duchez graduellement en la ligne masculine, en preferant toujours les aînez, en donnant par eux appanage au puîné, & dot aux femmes selon la dignité de la Maison. Et en cas toutes-fois que mondit Seigneur Charles viendrait à deceder sans hoirs masses proctez en loyal mariage, lesdites Duchez & Terres susdites seront & appartiendront à Monseigneur Nicolas François de Lorraine son Frere puîné, & à ses hoirs descendants masses qui naitront en loyal mariage; la preference demeurant toujours aux aînez, comme dessus. Et le decez de mesdits Seigneurs Charles & Nicolas François son Frere avant sans hoirs descendants masses en loyal mariage, lesdites Duchez & Terres unies retourneront & appartiendront à mondit Seigneur Duc François en tous droits de propriété & possession, s'il est vivant au temps du decez de mondit Seigneur Nicolas François; sinon, lesdites Duchez & Terres appartiendront au masse plus prochain, selon l'ordre & les degrez cy-dessus declarez tant que la ligne masculine durera. Laquelle cession & demission faite par mondit Seigneur Duc François desdites Duchez & Terres unies, mondit Seigneur Duc Charles present a accepté & accepte selon la forme cy-dessus prescrite, & sous condition expresse, que le nom de Duc demeurera à perpetuité à mondit Seigneur Duc François: Et que toutes les dettes passives par luy contractées jusques à la date de cestes, & la plupart desquelles ont esté créées pour le bien, conservation & avancement de l'État, mondit Seigneur Duc Charles sera tenu payer & acquiter à la delcharge de mondit Seigneur Duc François, lequel ensemble mondit Seigneur Duc Charles ont d'abondant déclaré & declarent, sçavoir mondit Seigneur Duc François par la presente cession, & mondit Seigneur Duc Charles par l'acceptation d'icelle, qu'ils n'ont entendu & n'entendent derogier au Contrat de mariage d'entre mondit Seigneur Duc Charles & madite Dame Princesse Nicole de Lorraine, du 22. May 1621. en ce qui concerne le mariage de madite Dame Princesse Claude de Lorraine avec mondit Seigneur Prince Nicolas François de Lorraine, Marquis de Hattonchel, en cas que mondit Seigneur Duc Charles predecéderoit sans enfans masses de son mariage. Comme aussi en ce qui touche le mariage de Madame la Princesse Nicole avec mondit Seigneur Duc Charles, en cas de predecz de madite Dame Princesse Nicole de Lorraine sans enfans masses. Aufquelles clauses, depósitos & conditions, comme aussi à la constitution du dot de madite Dame Princesse Claude de la somme de douze cents mil francs au cas spécifié par ledit Contrat, mesdits Seigneurs Ducs François & Charles ont consenty & consentent de se conformer, sans y contrevenir ou derogier directement ou indirectement. Et moyennant l'accomplissement d'icelles, (sous lesquelles mondit Seigneur Duc François a fait & fait la presente cession, & à l'execution desquelles mondit Seigneur Duc Charles a derechef consenty & consent la libre & entiere jouissance desdites Duchez & Terres unies, luy demeurera en tous droits de propriété & possession selon la forme cy-dessus prescrite, s'il ont promis & promettent mesdits Seigneurs Ducs François & Charles, chacun à son regard, d'avoir à tousjours pour agreable, & tenir ferme & stable le contenu cy-dessus, sans y contrevenir ny permettre y estre contrevenu directement ou indirectement en façon, & pour quelque pretexte ou occasion que ce soit ou puisse estre. Sous l'obligation expresse de tous un chacun leurs biens presens & à venir par tout, qu'ils ont pour ce soumis & submettent à toute Cour & Justice. Et en ce faisant ont renoncé & renoncent à toutes expéditions, faits & moyens

ANS
de J. C.
1625.

ANS de J. C. 1625. contraires à l'effect & execution desdites presentes; mesmes au droit reprochant generale renonciation. En foy & tesmoignage de verité sont lesdites presentes faictes triples, scellées du scel du Tabellionage de son Altesse, nostre Souverain Seigneur de sa Cour de Nancy : l'une son droit & l'autre : qui furent faictes & passées audit Nancy pardevant ledit soubserit Tabellion general au Duché de Lorraine, le Mercredi environ les huit heures du matin, le 26. jour du mois de Novembre, 1625. Presens hauts & puissans Seigneurs Charles Emanuel, Comte de Gournelle, & de Gaspar de Lingneville, Comte de Menis, Messire Pierre de Stainville, Doyen, Blaise Preud'homme, Eschevier, & Nobles Seigneurs Claude Janin, & Gerard Roufflot, tesmoins : Et ont mesdits Seigneurs Ducs signé à la minute des presentes. Signé,

J. VIGNOLES.

C X X V.

ANS de J. C. 1625. *Traité d'Alliance entre CHARLES I. Roi de la Grande Bretagne, CHRISTIERNE ou CHRISTIAN IV. Roi de Danemarck, & les PROVINCES-UNIES des Pays-bas; fait à la Haye le 9. Décembre, 1625. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. I. pag. 1254.*

ANGLE-
TERRE,
DANE-
MARCK,
ET LES
PROVIN-
CES-
UNIES.

Comme ainsi soit, que d'un commun consentement, & en consideration des mauvaises & très-dangereuses menées, outrages, violences & oppressions, lesquelles depuis quelques années jusques à présent, non seulement se sont menacées, mais aussi par guerre ouverte & de fait exécutées, contre la pacification estable & confirmée de temps en temps successivement par les Empereurs mesmes, & contre les autres constitutions fondamentales de l'Empire, & les capitulations jurées : tout ce qui concerne non seulement les Electeurs, Princes, Villes & Estats d'Allemagne, mais aussi par une inevitable consequence les Roys, Princes, & Estats voisins, Amis & Alliés, à cause de l'intérêt qu'ils ont en la conservation desdites Paix, constitutions, capitulations, & confirmations, on a esté poussé & contrainct, pour en temps obvier & empêcher les cours trop violents, & insupportables de ces mauvaises intentions, & oppressions, & pour le reestablishement & conservation de ladite liberté, droits, & constitutions de l'Empire, & s'opposer à une fin évidemment approchante ruine, & à tous ceux qui maintenant ou pour l'advenir en seront les auteurs. Et que pour lesdites raisons le Serenissime Roy de la Grande Bretagne a envoyé icy à la Haye en Hollande, les Tres-Ilustres Seigneurs George Duc de Buckingham, Grand Admiral d'Angleterre, &c. Henry Comte d'Hollande, &c. ses Ambassadeurs Extraordinaires, & le Seigneur Dudley Carleton, Chevalier, son Ambassadeur Ordinaire pres les Seigneurs Estats Generaux du Pays-bas; & aussi le Serenissime Roy de Danemarck, les Seigneurs Jacques Ulefeld de Urup, Chevalier du Royaume de Danemarck, Gouverneur de Niburg, & Christian Thomas de Tomme Roy, ses Ambassadeurs Extraordinaires : & que lesdits Estats Generaux des Provinces Unies du Pays-bas ont commis & députés les Sieurs Floris Comte de Culenborgh, Baron de Pallant, Witten, Weerde, Seigneur de Leede, Lienden, Wildenburgh, Kenfwieler, Engelsdorp, Urechem, Bachem, &c. Nicolas de Bouchorst Seigneur de Noortwijck, Baillif & Grand Maistre des levées de Rijnlant, Anthony Duyck, Conseiller & Pensionnaire des Etats d'Hollande & Westfrise, S. de Beaumont, Conseiller & Pensionnaire de la Ville de Middelbourg, Gijbert de Hertevelt, Christiaan Oosterzee, Grietman de Lemertlant, Thomas Varver Bourguemaître de la Ville de Deventer, Goossen Schaffer, Seigneur en Uthuyfen & Meden, leurs Commissaires, les-

quels ayans esté plusieurs fois assemblés icy à la Haye subdite pour traiter & convenir sur l'ordre & remede necessaire pour parvenir aux fins sus-mentionnées, sont accordés & convenus entre eux des Articles suivans. ANS de J. C. 1625.

I. Premièrement qu'il y aura une Alliance ferme, stable, & permanente entre les Serenissimes Roys de la Grande Bretagne & de Danemarck, & les Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies du Pays-Bas.

II. Que pour remedier aux maux susdits, sa Majesté de Danemarck tiendra sur pied son armée, & la grossira de vingt huit à trente mil Soldats à pied, & de sept à huit mil à cheval, moyennant qu'elle soit detournée & suffisamment assistée des Confederés.

III. Que sa Majesté de la Grande Bretagne assistera le Roy de Danemarck de trois cens mil florins par mois, à payer dans la Ville de Hambourg, de mois en mois, précisément & à conter trente deux jours pour un mois.

IV. Que sa Majesté de la Grande Bretagne en suite de l'Alliance contractée entre elle & lesdits Seigneurs Estats Generaux, & selon les conventions d'icelle mettra en Mer une autre Flotte, pour seconder celle qui déjà est en Mer, à fin de par ce moyen divertir & empêcher les Forces de la Contrepartie.

V. Que lesdits Seigneurs Estats Generaux assisteront sa Majesté de Danemarck de cinquante mil florins par mois, à conter comme dessus, & outre ce, en cas que leurs affaires le pourroient permettre, & que les forces de leur Ennemy s'avançoient contre l'Armée du Roy de Danemarck, seront en faveur de ladite Armée une bonne Cavalcade, pour divertir ledit Ennemy, & encores contribueront leur part à la subsistance de la Flotte du Roy de la Grande Bretagne, & en l'Esté qui vient, mettront aussi en Campagne tant d'Infanterie & de Cavallerie, qu'il leur sera possible, pour faire un bon camp, & empêcher que leurs Ennemis n'envoient du renfort contre ladite Armée du Roy de Danemarck.

VI. Que nul des Confederés ne pourra sortir de cette Confederation, devant que l'on aye, par la grace de Dieu, obtenu le reestablishement susdité en Allemagne.

VII. Qu'aussi nul des Confederés pourra recevoir ouvertures du parti contraire, si non celles qui seront presentées par écrit, auxquelles aussi nulle réponse essentielle pourra estre donnée, jusques à ce qu'icelles seront communiquées aux Ministres de tous les Confederés, Residentes icy à la Haye, & sans le consentement commun.

VIII. Si l'un ou l'autre des Confederés se trouvoit cy apres directement ou indirectement molesté, inquieté, ou oppressé en leurs Royaumes, Pays, Dignités, ou Villes, par Mer ou par Terre à cause de cette Confederation, les autres seront tenus de l'assister, soit par Mer ou par Terre, des forces & moyens par les Confederés ja accordés; ou de tout leur pouvoir, afin d'aider à le garantir desdites oppressions.

IX. Tous lesquels points & pactions sont & seront obligatoires mesmes au regard de sa Majesté de Danemarck, moyennant que l'assistance susdite luy soit accompagnie infailliblement.

X. Et d'autant qu'il a pleu au Serenissime Roy Chrestien de France, de faire serieuses instances au Roy de Danemarck, mesmes par l'envoy de deux siens Ministres, afin de le disposer pour prendre à la main le remede contre les pernicieuses menées & oppressions en l'Empire, accompagnées desdites instances de plusieurs offrir & aides pour pouvoir soutenir ce faix : la Majesté dudit Roy Tres-Chrestien sera au plus tost requise, de vouloir maintenant entrer en cette Alliance, ou bien de subvenir à l'entretien de l'Armée du Roy de Danemarck, d'un bon & liberal subsidie, selon les offres Royaux, & à l'egal des autres Confederés, qui s'engagent pour le bien public.

XI. D'autant aussi que le Serenissime Roy de Suede a faict divers offres & declarations de sa bonne inclination à cette Alliance; sa Majesté sera semblablement requise d'y vouloir entrer, & la seconder en conformité desdits offices. XII.

ANS XII. Seront aussi requis la Serenissime Republic-
de J. C. que de Venise, & le Ducq de Savoye à y entrer, & pren-
1625. dre part à icelle.

XIII. Seront semblablement requis les Princes Elec-
teurs d'Allemagne & tous autres Princes, Estats, &
Villes intéressés à entrer dans la mesme Alliance.

XIV. Cette Alliance sera aussi notifiée au Prince de
Transylvanie, pour entendre, si son Altesse trouvera
bon d'y entrer, & faire pour le bien d'icelle ce qu'il con-
viendra.

XV. Cette Alliance ne donnera aucune innovation,
ny alteration aux Alliances que sa Majesté de la Grande
Bretagne à particulièrement contractées avec lesdits
Seigneurs Estats Generaux, lesquelles l'on entend que
seront gardées en leur entier, selon la forme qu'elles
font Conciliées & arrestées.

Lesquelles conventions, pactions & Articles cy des-
sus contenus, & chacun d'iceux ont esté traictés, stipu-
lés, accordés, & passés entre lesdits Seigneurs Am-
bassadeurs de la Grande Bretagne & Danemarck, sous
le bon plaisir de leurs dites Majestés & par les Commis-
saires desdits Seigneurs Estats Generaux, aussi sous
le bon plaisir de leurs superieurs, promettans de bon-
ne foy, & s'obligans en vertu de leurs commissions res-
pectivement, qui seront insérées à la fin du present
traicté, que dans le vingtiesme de Mars prochaine-
ment venant, ou plustost, si faire se peut, par ceux
qui ont leurs principaux moins éloignés ils seront four-
nir icy à la Haye, sçavoir les Seigneurs Ambassadeurs
de la Grande Bretagne aux Ministres de Danemarck,
& desdits Sieurs Estats, & lesdits Seigneurs Ambassa-
deurs de Danemarck aux Ministres de la Grande Bre-
tagne, & Seigneurs Estats, & aussi les Sieurs Com-
missaires desdits Seigneurs Estats, aux Ministres des
Roys de la Grande Bretagne & de Danemarck, la De-
claration speciale de la volonté de leurs Souverains sur
iceluy traicté, ou lettres de ratification en forme suffi-
sante & valable.

En Foy & tesmoignage de toutes lesquelles pactions,
conventions & Articles lesdits Seigneurs Ambassadeurs,
& Sieurs Commissaires, ont signés ce present traicté
& à iceluy apposé le scel de leurs armes. Fait à la Haye
en Hollande ce neufiesme de Decembre l'an mil six
cents vingt & cinq.

Ensuit la teneur du pouvoir desdits Seigneurs
Ambassadeurs Extraordinaires du Roy
de la Grande Bretagne.

CAROLUS Dei Gratia Magnæ Britannia, Franciæ
& Hiberniæ Rex, Fidei defensor, &c. Omnibus ad
quos presentes literæ pervenerint, Salutem. Cum
multæ & graves admodum causæ nostra pariter & pu-
blica spectantes commoda, illaverò præcipue quæ pro
amicis & Confederatis nostris nobis incumbit cura,
quorum salutem summo nostro cum lætu periclitantem
ceminus, persuaserent nobis, amicos, affines, & Con-
federatos nostros non solum per literas monere, ut
suar Publicæque prospiciat saluti, sed etiam per Lega-
tos & Deputatos nostros tentare, & ad fœdus con-
tra communem hostem nobiscum ineundum invitare,
ut scilicet communi auxilio consilioque maturè obviari
eatur tam latè grassanti malo, & jam universo Chris-
tiano orbi freena jugumque minitanti. Hac de causâ
pro summâ illâ fiduciâ, quam in prædictis & præcla-
ris consanguineis & consiliariis nostris Georgio Buckin-
gham Duce, summo Regni nostri Angliæ Admirallo
&c. & Henrico Comite Hollandiæ, quorum non semel
probitatem, industriam, prudentiam, & providam
animi circumspeditionem in rebus nostris gerendis ex-
pert sumus, ipsos nostros veros, certos, & indubi-
tatos Legatos, Deputatos, & Commissarios nostros,
tam ad Serenissimum Fratrem nostrum præclarissimum
Ludovicum Regem Christianissimum & Magnificos &
Spectabiles Unitarum Belgii Provinciarum Ordines,
Amicos nostros charissimos, quam ad quoscunque
Reges, Principes, Status liberos & quoscunque alios

amicos, affines, & Confederatos nostros, hac in
parte fecimus, constituimus, & ordinamus per præ-
sentes, dantes, & tenore presentium concedentes eis
plenam, sufficientem & omnimodam potestatem pa-
riter ac facultatem pro nobis & nostro nomine cum
præfatis Serenissimo Rege Christianissimo, Unitis, Bel-
gii Provinciarum Ordinibus, vel cum quolibet Rege,
Principe, Statu Libero aut aliis quibuscunque cujuscun-
que Ordinis, Status, aut dignitatis fuerint, contra
domum Austriacam, Hispaniarum Regem, aut ali-
quem alium eis faventem & ab eorum partibus stan-
tem, fœdus, Ligam & Confœderationem quâcun-
que offensivam & defensivam ineundi & contrahendi,
Ligas aut Confœderationes quâcunque ante hac habi-
tas corroborandi, iis adiciendi, aut detrahendi, Trac-
tatus cum quocunque ineundi, propositionibus con-
sentiendi, proponendi, stipulandi, conveniendi, &
nostro nomine concordandi, promittendi & conclu-
dendi, atque iisdem promissis, stipulationibus, &
conventionibus subsignandi, omnia denique & singula
agendi, præstandique; quæ prædicti Legati, Deputati,
& Commissarii nostri nobis Regniq; nostris
utilia, convenientia & necessaria judicaverint, &
quâcunque ipsi agere aut præstare possemus, si ipsi præ-
sentes & in personis nostris adessemus, promittentes &
verbo Regio spondentes, quâcunque à præfatis Lega-
tis, Commissariis, & Deputatis nostris acta, gesta,
conclusaque in præmissis fuerint, nos rata, grata, &
firma habituros, & inviolabiliter observaturos, & si
opus fuerit Regiâ nostrâ manu, & sigillo nostro fir-
maturos. In quorum testimonium hiisce literis nostris
manu nostra signatis, magnum nostrum sigillum ap-
poni fecimus apud Novum Forum decimo septimo die
Octobris, Anno Regni nostris primo, signé Carolus
Rex, & scellé de cire jaune du grand seau.

Ensuit la teneur de la Procuration du Sieur
Dudley Carleton, Chevalier Ambassa-
deur Ordinaire dudit Roy de la Grande
Bretagne.

CAROLUS Dei Gratia Magnæ Britannia, Franciæ,
& Hiberniæ Rex, fidei defensor &c. Omnibus ad
quos presentes literæ pervenerint, Salutem. Cum
multæ & graves admodum causæ, nostra pariter & pu-
blica spectantes commoda, persuasissent nobis Tracta-
tum & deliberationem injre, cum Serenissimis Daniæ
& Sueciæ Regibus, Electore Brandenburgico, & aliis
Principibus & Confederatis nostris (publicæ utilitatis
imprimis studiis) super iis, quæ in hoc rerum statu
nostro & communi Christiani Orbis bono utilia vide-
buntur, eumque ad id præfati Reges, Principes & Con-
federati nostri Legatos & Deputatos suos Hagam Bata-
vorum missuri & deputaturi sint, aut jam miserint vel
deputarint, ut cum nostro aut nostris in & de præmis-
sis & omnibus ea concernentibus deliberent, conven-
niant & concludant, Sciatis quod nos de Fidelitate &
providæ animi Circumspectione prædicti & fidelis nos-
tri Dudley Carleton Equitis aurati, Oratoris nostri Or-
dinarii apud Illustrissimos Unitarum Belgii Provincia-
rum Ordines apprimè confidentes, ipsum verum, cer-
tum, legitimum, & indubitatum Commissarium &
Deputatum nostrum, hac in parte facimus, constitui-
mus, & Ordinamus, eidem per presentes dantes &
concedentes plenam & omnimodam potestatem & au-
thoritatem cum prædictis Regibus, principibus, & Con-
federatis nostris, vel eorum Legatis aut Deputatis, suf-
ficientem, ad id auctoritatem habentibus deliberandi,
conveniendi, & concludendi pro nobis & nostro no-
mine de & super ligis, amicitis, & Confœderationi-
bus, quibuscunque inter nos & præfatos Reges Prin-
cipes & Confœderatos nostros, auxiliaque mutua con-
cipiendi & Concordandi, & pro nobis & nostro nomi-
ne promittendi, & firmandi, pactionesque quaslibet
& conventiones ineundi & contrahendi, cæteraque faci-
endi quæ in præmissis vel eorum aliqua concernen-
tibus utilia aut necessaria judicaverit, promittentes bona-
fide

ANS fide & verbo Regio spondentes, quæcunque à prædicto
de J. C. Commissario & Deputato nostro in præmissis aut ea
1625. quovis modo Concernentibus, acta, gesta, promissa,
& Conclufa fuerint, Nos ea omnia rata, grataque ha-
bituros, & inviolabiliter observatuos. In cujus rei
testimonium his literis nostris manu nostra signatis Si-
gillum nostrum magnum apponi fecimus. Data apud
Palatium nostrum Westmonasterii vicesimo tertio die
Aprilis, anno Regni nostri primo, Subsignatum erat
Carolus Rex, & scellé de cire jaune du grand seau.

*Ensuit la teneur du pouvoir desdits Seigneurs
Ambassadeurs Extraordinaires du Royde
Danemarck.*

Christianus quartus Dei gratia Daniz, Norwegiz,
Vandalorum, Gothorumque Rex, Dux Slesvici,
Holstiz, Stormariz, ac Ditmarsiz, Comes in Ol-
denburg & Delmenhorst, omnibus & singulis quibus
hæc nostre exhibentur litteræ, pro Status ac Dignitatis
ratione, post officii, benevolentiz, favoris, ac gra-
tiz nostre Regiz Testificationem condignam, amicè
benevolè ac clementissimè significamus, cum hoc tem-
pore inter præcipuos aliquot Europe Reges, Principes, ac
Siaus Hægæ Batavorum, per Legatos illuc mittendos,
conventus haberi, ac de mediis, per quæ afflicta, ac
penè oppressa Germania in pristinum statum ac tran-
quillitatem reduci possit, matura deliberatio institui de-
beat, nos pro eo studio & Favore, quo erga bonum
publicum tenemur, pio huic & laudabili proposito mi-
nime desse voluisse, & propterea Generosos ac Nobi-
les, Regni nostri Cancellarium & Senatores, præfec-
tum arcis Niburgensis dilectos nobis fideles, *Jacobum
Ulefeldium* in Urup, & *Christianum Thomæ* in Tom-
merup Hæreditarios, quorum prudentiam, fidem ac
diligentiam in multis gravissimis rebus experti sumus il-
luc nostro nomine ablegasse, quibus vigore præsentium
Damus & Concedimus plenam ac omnimodam potes-
tatem cum Regibus, Principibus & Statibus prædictis,
aut eorum Legatis, sufficientem itidem ad id Commis-
sionem habentibus, conveniendi, deliberandi, ac
nostro nomine concludendi, de iis omnibus, quæ ad
prædictum scopum necessaria aut expedientia videbun-
tur, *Confederationes*, item *Contractus* aliasque litteras
aut Instrumenta super iis erigendi & firmandi, sponden-
tes & promittentes in verbo Regio, nos ea omnia, quæ
prædicti Legati & Deputati nostri ita gerent & promit-
tent, rata & grata habituros: in quorum pleniorum fi-
dem præsentis manus nostre Regiz subscriptione ro-
boratas, Sigilli appositione muniri curavimus, daban-
tur Nieuburgi 31. Octobris Anno 1625.

Sigdatum *Christianus.*

Et scellé d'un seau en Cire Rouge.

*Ensuit la teneur de la Procuration des Sieurs
Commissaires des Seigneurs Estats Gene-
raux.*

Les Estats Généraux des Provinces Unies du Pays-
Bas, à tous ceux qui ces présentes verront, *Salut.*
Comme ainsi soit, que pour d'un commun concert
rompre le progrès des mauvaises, & tresdangereuses men-
nées, outrages, violences, & oppressions, qui se font
par guerre ouverte & voye de fait contre la Pacification,
constitutions fondamentales, & autres capitulations de
l'Empire, confirmées par les Empereurs mesmes, auroit
esté trouve bon, par la direction & à l'instance du Se-
renissime Roy de la Grande Bretagne, de tenir icy en la
Haye une assemblée des Ambassadeurs & Commissaires
desdits Roys, Princes & Potentats, intéressés en ceste
cause, comme aussi de nos députés, pour conférer,
traicter, & conclure une ferme Alliance de Ligue offen-
sive & défensive, contre tous ceux qui maintenant ou
pour l'advenir seront Auteurs desdites menées, outra-
ges, violences & oppressions, & qu'à ceste fin seroyent
arrivés sur le lieu les Tres-Illustres Seigneurs *George Duc*

de Buckingham, grand Admiral, &c. *Henry Come d'Hol-
lande*, Ambassadeurs Extraordinaires du Treshaut, de J. C.
Tres-Excellent & Tres-puissant Roy de la Grande Bre-
tagne, comme aussi le Sieur *Dudley Carleton* Cheva-
lier Ambassadeur Ordinaire de sadite Majesté en auroit
charge & Commission speciale, & qu'aussi seroyent ar-
rivés sur le lieu les Seigneurs *Jacques Ulefelt* de Urup,
Chancelier du Royaume de Danemarck, Gouverneur
de Nieuburg, & *Christiaan Thomassen* de Tommerup,
Ambassadeurs Extraordinaires du Treshaut, Tres-Ex-
cellent & Tres-puissant Roy de *Danemarck*, pour ce
est-il qu'ayants entiere confiance de la pseudhommie,
longue experience es affaires, fidelité, suffisance & bon-
nes qualités des Sieurs *Floris Come de Culenburgh*, Baron
de Pallant, *Witthem*, *Weerde*, Sieur de *Leede*, *Lien-
den*, *Wildenburgh*, *Kenfiwiler*, *Edgelidorp*, *Vre-
chem*, *Bachem* &c. *Nicolas de Bouchorst* Sieur de *Noor-
wijck*, *Baillif*, & grand Maître des levées de *Rijnlant*,
Antoine Duyck Conseiller, & Pensionnaire des Estats
d'Hollande & Westfrise, *Simon de Beaumont* Conseil-
ler & Pensionnaire de la Ville de *Middelbourg*, *Gijbert
de Hertefeld*, *Christiaan Oosterzee* Grietman de *Lem-
terlant*, *Thomas Varver* Bourgmestre de la Ville de
Deventer, & *Goossen Schaffer* Sieur en *Uthusen* &
Meeden &c. avons iceux commis, Ordonnés, & de-
putés, Commettions, Ordonnons, & députons par ces
présentes pour en notre Nom, & de nostre part, se trou-
ver en l'assemblée desdits Sieurs Ambassadeurs Extra-
ordinaires desdits Roys & des autres Roys & Poten-
tats, lesquels s'y joindront encores, leur donnant plein
pouvoir & autorité de traiter, convenir, & conclure
avec eux une ferme Alliance & Ligue Offensive & De-
fensive contre lesdites menées outrages & oppressions, &
de tout ce qui sera convenu & conclu faire ou passer tel ou
tels Instruments, Contracts & promesses, que besoi-
n sera, & generalement faire en ce que dessus, tout ainsi
que nous ferions ou faire pourrions si presens en person-
ne y estions, jacoit que la chose requist mandement plus
special; qu'il n'est contenu par ces présentes, promet-
tans sincerement & de bonne foy avoir agreable, tenir
ferme & stable à tousjours tout ce qu'en ceste qualité sera
faict, procuré, promis, convenu, & accordé par nos-
dits Deputés en ce que dessus & qu'en depend, l'obser-
ver, l'accomplir & entretenir inviolablement, sans jamais
aller ny venir au contraire, directement ou indirec-
tement en quelque sorte ou maniere que ce soit, mais le
tout devoir ratifier, si besoi-
n est, au contentement des-
dits Roys & autres, qui trouveront bon y entretenir ou
se joindre. Faict à la Haye en nostre assemblée sous
nostre grand seel, Paraphure, & sous la signature de
nostre Greffier. Le vingtième jour de Novemb. l'an mil
six cens vingt & cinq. Estoit Paraphé *Gijbert de Bon-
selaer* &c. & sur le reply: par Ordonnance desdits Sei-
gneurs Estats Generaux, signé *J. van Gosh*. Scellé du
grand seau en Cire rouge.

Estoit Signé.

L. S. G. Buckingham, &c. *L. S. Floris Come de Culenburgh*.
L. S. Hollander, &c. *L. S. Nicolas de Bouchorst*.
L. S. Dudley Carleton. *L. S. Ant. Duyck*.
L. S. de Beaumont.
L. S. Jacob Ulefelt, &c. *L. S. G. van Hartevelt*.
L. S. Christ. Thomassen. *L. S. C. van Oosterzee*.
L. S. Thomas Varver.
L. S. G. Schaffer.

*Memoire touchant le Traité fait à la Haye
entre les Serenissimes Rois de la Grande
Bretagne & de Danemarck, & les Seigneurs
Estats des Provinces-Unies des Pays-bas
le 9. Decembre 1625.*

AD REFERENDUM.

ENcores que Messieurs les Ambassadeurs & Depu-
tés qui ont traité ayent trouvé à propos de le
coucher en termes plus generaux, pour plusieurs res-
pects

ANS spect & considerations : si est ce qu'il faut presuppo-
de J. C. ser que le *Palatina hant & bas* avec toutes les dignités
1625. & dependances doit estre tenu pour compris expresse-
ment à ce que les Confederés soyent obligés d'en
procurer & obtenir par toutes Voyes possibles la resti-
tution au Prince *Electeur Palatin*, & à ses Enfans,
puis qu'on les en a depossés injustement, & que
lesdits Confederés n'entreront point en aucun accord
avec la contre-partie sans y comprendre ledit Seigneur
Electeur.

Que le subsid d'argent que sa Majesté de la Grande
Bretagne contribue de *trois cent mille florins par mois* à
l'Armée du Roy de Danemarck, sera continué jusques
à ce que par *une vive & gaillarde diversion* que sa Ma-
jesté de la Grande Bretagne fera par une autre Armée
par Terre, aussi bien que par ses Flottes sur Mer, le
Roy de Danemarck se trouvera par effect *plus assisté que*
par ledit subsid d'argent, ou par d'autres subsid &
contributions sa Majesté sera rendu capable de mainte-
nir son Armée.

Qu'en cas que le Roy de la Grande Bretagne desire
d'envoyer de ses propres sujets *six mille hommes de pied*
à ladite Armée, & d'entretenir *mille Chevaux* à ses
gages, mais selon la proportion de la paye de sa Ma-
jesté de Danemarck : il luy sera libre d'en faire ainsi au
bout de trois mois, comme il est ou sera accordé en-
tre leurs Majestés de la Grande Bretagne & de Dane-
marck par l'entremise du Chevalier *Amstruther*, & que
la paye desdits gens sera par voye de rabat, de la som-
me promise de *trois cens mille florins par mois*, le reste
dudit argent allant aux autres frais de ladite Armée.

Que l'Armée du Comte de *Mansvelt* tandis qu'elle
demourera conjointe ou en la disposition du Roy de
Danemarck (comme elle est à present, & s'entend de-
voir continuer jusques à une autre resolution, prise
par les Confederés) doit estre prise & mise en ligne de

compte du nombre de gens tant de Cavallerie que
d'Infanterie spécifié dans le deuxiesme Article dudit de J. C.
Traicté, entendant que ledit Article ne soit point du-
rement interpreté jusques à ce que les moyens seront
1625. augmentés par d'autres contributions point encor spe-
cifiés dans ledit Traicté pour subvenir à l'entretene-
ment de ladite Armée de sa Majesté de Danemarck.

Que l'on entend aussi que nul des Confederés ne
pourra envoyer ou laisser porter directement ou indi-
rectement aux Ennemis ou leurs Adherens, des *Am-
munitions de Bouche ou de Guerre*, ou bien de *masts, cor-
dages ou quelques autres necessités*, soit de Guerre, ou
pour armer, ou baltir des Navires, mais l'empêche-
ront & defendront à leur possible, tant à leurs pro-
pres sujets que tous autres, à peine d'estre tout de
bonne prinle.

Puis que par ledit Traicté de Confederation sus-
dit est promis que les Seigneurs Ambassadeurs des
Rois de la Grande Bretagne & de Danemarck & les De-
putés des Seigneurs Etats seront fournir ici à la Haye
la Declaration de la volonté de leurs Souverains sur
iceluy traicté, dans le vingtiesme de Mars prochaine-
ment venant, promettent lesdits Seigneurs Ambassa-
deurs & Deputés en mesme terme & lieu aussi four-
nir la Declaration de leurs Souverains sur les points &
Articles comprins en ce present Memoire. Estoit si-
gné & scellé, comme s'ensuit.

G. Buckingham.
Hollandes.
Dudley Carleton.

Jacob Ulfelt.
Christiaan Thomassen.

Floris Comte de Kuylenburgh.
Nicolas de Boeckhorst.
Amoine Duyck.
S. de Beaumont.
G. van Hartevelt.
C. Oosterzee.
Thomas Varwer.
G. Schaffer.

C X X V I.

ANS Traité de Paix entre les PROVINCES-
de J. C. UNIES des Pays-bas, & la Républi-
1626. que d'ALGER; fait le 30. Janvier,
1626. Aitzema. Affaires d'Etat & de
Guerre. Tom. II. pag. 69.

PROVIN-
CES U-
NIES ET
ALGER.
E^{Es}peelick, dat de Visitation die de voorschreve Cor-
faren pretendieren en practiseren in de Schepen van-
de Nederlanders te ondersoecken ende daer in te
vinden Goederen ofte Coopmanschappen die niet toe-
behooren den Onderlaten van den Prince van Orangien
(dit vonthij soo goet te seggen: om dat by de Barbaren
niet veel kennisse was: ende meest gebruyckt wiert de
naem van den Prins, die als Admiral de Commissien
gaf) maer toe komen aen andere Natien die geen Vrede
ende vruntchap en hebben metten grooten Heere,
naegelaten sullen werden ende niet geuseert, onder
hoedanigh pretext ofte Couleur 't selve soude mogen we-
sen, ende dat volkomenlijck genoeg sal zyn, dat de
gemelte Nederlanders by sich sullen hebben en vertoon-
nen de Opene Brieven van den Hoochgedachten Prin-
ce van Orangie. Welcke Brieven geclaufuleert sullen
wesen nae den Ordre ende forme die uytdruyckct staet
in 't Accordt van de Anno Mahemeds. 1026. pa-
rag. 6.

Ten tweeden, dat de Corsfaren als zy gekomen sullen
wesen in 't Schip vande Nederlanders, ommete besich-
tigen de Patente vanden Prince van Orangien, haer
sullen wachten van eenige violentie te bedryven aen het
volck vande Scheepen, ommete met bastonatie ofte met
dryegementen uyte persen bekentenis datze Oosterlin-
gen souden wesen, ofte van eenige andere Natie die geen
Vrede en heeft metten grooten Heere, Maer courtois-
sie bewysen volgens het eerste article van 't Accordt de
Anno 1626.

C X X V I.

Traduction de ce Traité.

P^Remierement, les visistes que les sçavans Corsfaires
pretendent faire dans les Vaisseaux de ceux des Pro-
vinces-Unies, pour y faire perquisition de denrées
& marchandises qui n'appartiennent pas à des sujets du
* Prince d'Orange, mais à d'autres Nations qui ne sont
point en alliance & amitié avec le Grand Seigneur, ne
seront pas usitées, sous quelque pretexte ou couleur que ce
soit, & qu'il suffira que lesdits sujets montrent les lettres
Patentes dudit Prince d'Orange. Lesquelles lettres se-
ront conçues selon l'ordre & la forme contenuë dans
l'accord de l'an 1026. parag. 6.

En second lieu, que quand les Corsfaires viendront
dans les Vaisseaux de ceux des Pais-bas, pour voir la
Patente du Prince d'Orange, ils se garderont bien de
commettre aucune violence envers l'équipage, soit par la
bastonnade ou par menace, pour les faire confesser qu'ils
sont Oosterlins, ou de quelques autres Nations qui ne
sont point en Paix avec le Grand Seigneur, mais té-
moigneront toute courtoisie, conformément au premier
article de l'Accord de l'an 1626.

ANS
de J. C.
1626.

PROVIN-
CES-
UNIES ET
ALGER.

* Les Bar-
bares croi-
ront pas usitées, sous quelque pretexte ou couleur que ce
soit, & qu'il suffira que lesdits sujets montrent les lettres
Patentes dudit Prince d'Orange. Lesquelles lettres se-
ront conçues selon l'ordre & la forme contenuë dans
l'accord de l'an 1026. parag. 6.

ANS Ten derden dat de Nederlanders die in dese Stadt van
de J. C. Argiers sullen comen ende haer Waren brengen omme
1626. te verkoopen, ofte eenige goederen van dit Landt ge-
kocht wilen uyt voeren gehouden sullen wesen voor dacio
of tol niet meer te geven als drie ten hondert volgens
de texten vande Capitulatie parag. 17. 47. 60. 64.

Ten vierden dat de Nederlanders, die met hare sche-
pen eenige goederen van den Francoisen den Italianen
sullen toevoeren, daer over by den Corsaren van dit
Rijck niet gemolesteert ofte gemocyt werden volgens de
Capitulatie parag. 25.

Ten vyfden dat de Nederlanders vanden gereeden
gelde die sy sullen brengen, niet met allen voor dacio
ofte pensye vande Contanten en sullen betalen, vol-
gens de Capitulatie parag. 5.

Ten seften dat geenich Nederlander geviolenteert sal
mogen werden omme te musulmaniseren, ende indien
't geschiet tegens synen willen, soo sal 't selve Tur-
ca torneren wesen van onwaerden, Capitulatie pa-
rag. 51.

Ten sefvenden dat den Agent van Nederlandt, die
alhier komt residieren, sal hebben Licentie ende auto-
riteyt van hier te verrecken 't allen tyden als het hem be-
lieft, sonder dat yemant hem sal mogen empefcheren
ofte bemocyen: ende salhy gerespecteert ende geacht
werden alhier in maniere als den Bailes binnen Stam-
bout wert gerespecteert, volgens den Accorde de Anno
Mahomedis 1031. parag. 17.

Ten achften, dat de Corsaren van dit Rijck, komende
in eenige Haven van Nederlandt, het sy met vryen wille
ofte door tempest, niet sullen aen Landt brengen eeni-
gen slaven ofte Renegaten van Nederlandt ofte eenige
geconfedereerde Vrunden met den Nederlanders, op dat
daer uyt geen Ruinoeren ofte onluften onder gepu-
pel geoccalioneert werden.

Ten negenden dat noch den Bassa noch de Divana
van Argier sal mogen geven Licentie aen eenige Ne-
derlanders die niet Turks getornet is omme met
Commissie te gaen in Corfo op den Vrienden ende ge-
confedereerde vande Nederlanders.

Ten tienden ende ten lesten dat alle het geene tegen-
woordigh is veracordeert formelijcke sal geschieden
werden in den Abhamant van dese Divana omme dien-
ten tot eeuwige memorie.

Op 't welcke na eenige onderhandelinge by forme van re-
ponseive is gemaect volgende Accord, of verklaringh.

Voor eerst dat de Heer Aga, de Heeren Massalaga,
Lajabassa, Boluchassa Odabassa alle gesamentlyck
de handen kussen aende Heeren van Nederlandt, haren
Vrinden te Water ende te Lande: De Coopluyden van
Nederlandt die alhier zyn, hebben over het Accord te
samen onder haer gesproken ende mede met Uwen
Ambassadeur die hier gesonden is, omme den Vrede
te onderhouden, welke Vrede wy verklaren oprecht
te wesen: ende wy en hebben geen verraderye of be-
droch in onsen herten. Indien eenige inbreuck ge-
schiede, dat komt op onsen hoofden ende wy syn daer
aen schuldich. Wy hopen dat den Pays vaster sta ende
beter sy als te vooren, dat verklaren den Bassa ende de
geheele militie die Godt verlene allen goets, gelijk
Wy Godt daer omme bidden, ende sal den Consolo die
hier sal residieren wel gerespecteert werden.

II. Nademaal sulcx is dat de Heeren van Nederlandt
by hare Placcaten, belast hebben alle hare Schippers
dat sy by Gode en haere gelooft sullen moeten sweeren
geene Goederen die den Spangiaende toe komen in haer
Schepen telaten dat de selve Heeren daeromme verfoe-
cken dat haer Schepen, so wanneer sy ontmoeten onsen
Schepen, ende sy aenden onsen verthooven de opene
Brieven van den Prince van Orange, sullen de onse cer-
bidighet den selven bewysen ende omredenen dat de
Goederen aende, Verraders niet toe behoren soo sal sy
niemandt mogen aenroeren, noch oock eenige onder-
foeckingen van den Schepen doen, dan de goederen
die den Spanjaert toe komen, sullen sy overgeven aende
onsen.

En troisieme lieu, que les Hollandois qui viendront
dans la Ville d'Alger, & y ameneront leurs marchan-
dises pour y être vendues, ou quand ils vendront tran-
sporter hors de ladite Ville quelques marchandises qu'ils
y auront achetez, ne seront obliges de payer les daces ou
tol qu'à raison de trois pour cent, suivant le texte de la
Capitulation, parag. 17. 47. 60. 64.

En quatrième lieu, que les Hollandois qui avec leurs
Vaisseaux transporteront des marchandises Françaises en
Italie, ne seront point molestez ni inquietez par les
Corsaires, suivant la Capitulation parag. 25.

En cinquième lieu, que les Hollandois ne payeront
aucune dace, de l'argent contien qu'ils aparteront, ou
pension du content, suivant le § 5 de la Capitulation.

En sixième lieu, qu'aucun Hollandois ne sera vio-
lenté pour se faire Musulman, & si cela se fait, ce
changement sera nul, suivant le parag. 51. de la Capi-
tulation.

En septième lieu, que l'Agent des Hollandois qui
viendra résider ici, aura la liberté de se retirer toutes-
fois & quantes que bon lui semblera, sans que personne
l'en puisse empêcher, ni faire aucune moleste; & il se-
ra ici respecté & estimé comme le Baile l'est dans
(a) Constantinople, suivant l'Accord de l'an 1031. de
Mahomet parag. 17.

(a) Que
les Turcs
nomment
Stamboul.

En huitième lieu, que les Corsaires de cet Empire,
qui viendront dans les Havres de la Hollande, soit de
franche volonté ou à cause de la tempête, ne débarqueront
aucun esclave ou renegat Hollandois, & qu'on ne leur fera
aucun trouble ni déplaisir à cette occasion entre le peuple.

En neuvième lieu, que ni le Bassa ni le Divan d'Al-
ger ne pourra donner la liberté à quelque Hollandois, qui
ne se sera pas fait Turc, pour aller avec Commission en
course contre les Amis & Confédérés des Hollandois.

En dixième & dernier lieu, que ce qui est accordé
par ces présentes, sera inséré dans les Archives du Di-
van pour servir de memorial éternel.

s'Ensuit un autre Accord en forme de reponse ou De-
claration.

P Remierement, que le Seigneur Aga, les Seigneurs
Massalaga, Lajabassa, Boluc Bassa, Oda Bassa,
baisent les mains sur Mer ou sur Terre aux Seigneurs des
Provinces-Unies leurs Amis. Les Marchands Hol-
landois qui sont ici ont conféré ensemble & avec voire
Ambassadeur qui est envoyé ici sur cet Accord, pour l'ob-
server, laquelle Paix nous declaronz être sincere, &
nous n'avons aucune trahison ni tromperie dans le cœur.
S'ils'y commet quelque infraction, cela retournera sur
nos têtes, & en demeurerons responsables. Nous espe-
rons que cette Paix sera plus ferme que la précédente; c'est
ce que declarent le Bassa & toute la Milice, à qui Dieu
fasse bien, comme nous l'en prions. Et sera le Consul qui
résidera ici respecté, & traité avec toute sorte de con-
sideration.

II. Comme ainsi soit que les Seigneurs des Provinces-
Unies par leurs Placards ont ordonné aux Maîtres de
leurs Vaisseaux de jurer sur leur Dieu & leur foi, qu'ils
ne prendront dans leurs Vaisseaux aucune Marchandise
appartenantes aux Espagnols; & que pour cette cause les-
dits Seigneurs nous ont prié que leurs Vaisseaux, quand
ils rencontreront les nôtres, & qu'ils leur montreront
leur lettre Patente du Prince d'Orange, les nôtres leur
témoigneront toute sorte de considérations, parce que les-
dites Marchandises n'appartiennent point à des Traîtres,
& personne n'y pourra toucher ni faire aucune visite dans
les Vaisseaux; mais les Marchandises qu'ils auront
appartenantes à des Espagnols, seront delivrez aux nôtres.

Et

ANS den onfen. Ende wanneer uwe Schepen ontmoeten fullen den onfen, niemandt vanden onfen falfce eenige be-
de J. C. moeyens mogen aendoen. Ingefingelyc uwe Schepen
1626. van Vrybiyt vindende onfe Schepen van Corfo, nie-
mant van defelve fal den onfen eenigen overlaft mogen
aen doen.

III. Uwe Schepen willende gaen nae Vranckrijck
op *Corfica* op *Sardinia* op *Sicilia*, ofte op wat Eylant
van de Zee, 't felve foudde mogen welen, fullen niet
gemolefteert werden van onfe Schepen, fullen mede
uwe Schepen mogen gaen op *Venetia*, aende Fran-
fchen, ende aende *Tofcanen*, want wy mede Coop-
handel metten felven lyn dryvende.

IV. Wy accorderen mede Uwe E.E. dat Uwe Schep-
en alhier gereede penningen in brengende geen Tol
ofte Penfion daer van fullen fchuldich welen.

V. De Coop-man-fchappen die Uwe Onderdanen
alhier fullen toe-voeren inde Stad van *Argier* fullen voor
Tol niet meer geven als drie ten hondert, ende als die
weder eenige waren van hier inladen fullen ingelijcx drie
ten hondert betalen.

VI. Men fal geen Jongers vande Nederlanders met
dwangh mogen Turcx maken. Dan werden zy Turcx
met haren vryen wille, het fal wel gedaen welen.

VII. Uwen Confal als het hem belift fal van hier
mogen vertrecken op een ander Plaets, 'twelck wy
hem fullen vergunnen, mits dat hy een Perfoon in fyn
placfe fal moeten hier laten, aen den welcken Court-
toe in den hoochften gract gedaen fal werden.

VIII. Soo wanneer onfe Schepen fullen aenkomen
in Nederlant hetzy door onweder ofte met haere vrye
wille, fy fullen niet mogen uy haer Schepen laten gaen
eenige Nederlantfche renegeaden, op dat geen rumoer-
en ofte onlusten daer uyt ontfien, ende foudet gy mo-
gen seggen dat wy defelve caufieren.

IX. Uwe Excellencie begeret mede dat wy aen geeni-
gen Nederlander Licentie fullen geven omme van hier
op de Zee te gaen in Corfo; dan indien hy *Mufelmimi-
fere* mach hy doen alft hem belieft.

X. Alle defe woorden hebben wy gefchreven, die wy
verklaren op onfe trouwe, ende hebben onse beveltinge
van onse trouwe, omme te verthooven daer het van
noode welen fal. Gedaen op den eerften vanden Maen
Giamafil, in het Jaer vande Propheet *Mahumet* 1035.
ofden 30. January 1626. Was geteckent. *Mahumet*,
Aga Rawanifjam, *Gefuir Garp*.

Et quand vos Vaisseaux en rencontreront des nôtres, ANS
ceux-ci ne les inquieteront en nulle maniere. Sembla- de J. C.
blement vos Vaisseaux Armateurs rencontrant des Vais- 1626.
seaux de nos Corsaires, nuls de ceux-ci n'en pourront re-
cevoir aucune moleste.

III. Vos Vaisseaux qui voudront aller en France, en
Corse, Sardaigne ou Sicile, ou à quelque Ile de la Mer, quel-
les qu'elles soient, ne seront point molestés par nos Vaisseaux.
Vos Vaisseaux pourront aussi aller à Venise, en France &
en Tofcane, car nous y négocions aussi nous mêmes.

IV. Nous accordons aussi à V. E. E. que vos Vaisseaux
qui apporteront ici de l'argent comptant ne seront sujets à
aucun tol ou penson.

V. Les marchandises que vos sujets amèneront ici en
cette Ville d'Alger, ne payeront pour tol que trois pour
cent, & quand ils transporteront d'ici quelques mar-
chandises qu'ils y auront chargées, ils en payeront aussi
trois pour cent.

VI. On ne pourra forcer aucun jeune homme Hollan-
dois à se faire Turc; mais s'il se fait Turc volontaire-
ment ce sera bien fait.

VII. Votre Consul pourra se transporter de ce lieu en
un autre, s'il lui plaît, ce que nous lui permettons, en
laissant ici une autre personne en sa place, auquel on dé-
montrera la plus grande courtoisie.

VIII. Quand nos Vaisseaux arriveront en Hollande
soit par tempête ou de franchise volomé, ils n'en pourront
point laisser sortir aucun renegat, afin qu'il n'en arrive
aucun trouble ou déplaisir, & que vous ne puissiez dire
que nous l'avons causé.

IX. Vos Excellences souhaitent que nous ne donnions
la liberté à aucun Hollandois d'aller en Corse en Mer;
mais s'il se veut faire Musulman, il fera ce qu'il vaudra.

X. Nous avons écrit ces presentes; & nous déclarons sur
notre foi, que nous les confirmons, pour les produire où
besoin sera. Fait le premier du mois Giamafil l'an du
Propheet Mahomet 1033, ou le 30. Janvier 1626,
étoit signé Mahomet, Aga Rawanifjam. Gefuir Garp.

C X X V I I.

ANS
de J. C.
1626.

FRANCE
ESPAGNE
GRISONS
ET VALTE-
LINE.

(a) Quoiqu'il
soit, toutes
ces pièces en-
fermées dans
cet Article ne
soient pas de la
même date; ce-
pendant comme
ce sont des dé-
pêches du
Traité de Mon-
çon, ou les a-
toutes renfer-
mées dans le
même article.

(a) *Traité entre la FRANCE & PES-
PAGNE, pour l'accommodement des af-
faires des GRISONS & VALTE-
LINS. Fait à Monçon le 5 Mars 1626.*
*Frederic Leonard. Tom. IV. Histoire de
la Valteline & Grisons, pag. 94. &c.*

I. LEURS Majestez desirans de se remettre en bon-
ne amitié & correspondance, si elle estoit tant
soit peu altérée par les mouvemens arrivez entre
les Srs. Grisons & les Valtelins, ont resolu, resolvent
& promettent de remettre les affaires deditz Srs. Gri-
sons, Valteline, Comtez de Bormio & Chiavenne en
l'estat où elles estoient quand ces premiers troubles ont
commencé parmi eux, & que l'on presupoise avoir esté
au commencement de l'année seize cens dix sept, sans
alterer ni innover chose aucune en l'estat où elles se trou-
voient pour lors, annullans pour cet effet tous Traitez
faits depuis ladite année 1617. avec les Grisons par qui
que ce puisse estre, à la reserve des restrictions contenu-
es en la presente Capulation.

II. Qu'en la Valteline, Comtez de Bormio & Chia-
venne, ils ne puissent avoir par ci-après autre Religion
que la Catholique, Apostolique & Romaine; avec ex-
presse exclusion de quelque exercice ou usage d'autre
Tom. III.

secte ou religion que ce soit, & que l'établissement &
obfervation perpetuelle de cet article, soit dans le Pais
un memorial du zele & de la pieté de ses deux Couron-
nes, lesquelles y demeureront conjointement obligez.

III. Que les Valtelins, ceux des Comtez de Bormio
& de Chiavenne, puissent élire par élection entr'eux,
leurs Juges, Gouverneurs & autres Magistrats, tous
Catholiques Grisons ou Valtelins, sans qu'à telle élection
les Grisons se puissent opposer ni que leur approbation
soit nécessaire, encore que si leur confirmation, toute-
fois l'on ne met point en doute qu'ils ne la leur doivent
donner: & en cas de ne la leur donner pas, l'on satisfasse
en l'ayant demandée; & si après trois demandes l'on dif-
fere de la donner, & huit jours passent après la presen-
tation, lefd. Seigneurs Grisons perdront la premiere
fois pour trois avec le droit qu'ils ont que les Valtelins
la leur demandent: & que les huit jours étant passez, le
pouvoir & exercice de leur Magistrature ne soit point
interrompu ni suspendu, mais au contraire que la per-
sonne éluë exerce sa Charge comme si elle avoit obtenue
ladite confirmation; & au cas qu'en une élection ils fassent
encore le mesme refus, ils perdront le droit à per-
petuité.

IV. Que tels Juges, Gouverneurs, & autres Ma-
gistrats pourront juger diffinitivement, sans que pour
raison quelqueque lefdits Seigneurs Grisons puissent an-
nuller leurs Sentences & Resolutions ni détourner leur
exécution, & aussi ordonner, dispenser & executer tout
Hh cc

ce qui concerne leur pouvoir, office & magistrature, & le bien de la Religion Apostolique & Romaine.

V. Que rien de ce qui concerne les presens articles, soit en la substance soit en la forme, ne se puisse alterer par ledits Seigneurs Grisons, soit par actes particuliers ou generaux, à l'observation de quoi dès à present comme des lors, les deux Rois se declarent engagez à l'execution de ce qui se promet, soit en cas qu'il se soit pu prévoir ou non.

VI. Que nul Roi, Prince ou Potentat puisse sans offence les deux Couronnes, attenter, retarder, empêcher ni de faire chose quelconque, de ce qui en faveur dedit Seigneurs Grisons, Valtelins & Comtez suldits, a esté ce jourd'hui cinquième Mars 1626. résolu & arresté entre les deux Couronnes, & qu'elles soient obligées de maintenir par toutes sortes de voies deues & raisonnables; ce qui a esté déclaré & arresté, & d'en conserver l'execution perpetuelle sans y apporter aucun delay.

VII. Que les Grisons promettent, & en pleine assemblée solennellement jureront en la meilleure, plus autentique & celebre forme qui soit entr'eux, l'observation perpetuelle & inviolable des presens articles, & les deux Rois respectivement l'un à l'autre, comme chacun d'eux à part soi, promettent & jureront le mesme, & s'assisteront mutuellement de leurs Offices, & de toutes voies deues, raisonnables, & permises pour l'entiere & exacte observation des choses qui sont exprimées au present Traité.

VIII. Que les deux Couronnes donneront assurance d'un oubli perpetuel de tout ce qui s'est passé en tous les mouvemens precedens, sans qu'aucun qui y ont eu part reçoive aucune moleste pour ce sujet, ni en leurs personnes, ni en leurs familles, ni en leurs biens, soit qu'ils soient de la Valteline, des Comtez de Bormio & de Chiavenne ou d'autres lieux.

IX. Que les Valtelins & ceux des Comtez ci dessus, comme jouissans par ce Traité d'un nouveau droit d'élire & d'avoir leurs Juges, Gouverneurs & Magistrats, payeront annuellement une somme de deniers aux Grisons, correspondante à l'utilité publique & particuliere, que le general & particuliers dedit Seigneurs Grisons recevoient de leur administration & magistrature dedit Valtelins & Comtez, laquelle somme sera arbitrée par gens à ce députez entr'eux de part & d'autre, & pour rendre les Grisons plus prompts & interressez à l'observation de ce Traité, s'il arrivoit que l'observation fust telle, qu'au lieu de l'executer ils entrepriussent de prendre les Armes pour y déroger, les deux Rois les declareront, & les declarent dès à present comme des lors, décheus & privez à perpetuité de la somme de deniers mentionnée au present article, au paiement de laquelle les Valtelins & ceux dedit Comtez sont obligez; comme aussi du droit de confirmer les Juges, Gouverneurs & Magistrats qui seront élus dedit Valtelins & Comtez; & si cela ne suffit pour arrester le cours de leurs conventions, les deux Rois arbitreront ensemble une plus grande peine & s'engageront la leur faire subir.

X. Que le Pape faisant connoître par ses Nonces aux deux Rois, qu'il y a de la contrevention notable de la part des Grisons en chose qui concerne la Religion & le declarant ainsi, Sa Sainteté apres cette connoissance donnée aux deux Rois, telle declaration sera notifiée aux Grisons par le Nonce de Sa Sainteté residant dans le Pais de Messieurs les Suisses Catholiques, afin qu'ils n'en puissent pretendre aucune cause d'ignorance, & qu'ils soient obligez de desister de leur contrevention & de rentrer dans leur devoir, & s'ils ne le font dans quatre mois, à compter du jour de ladite Declaration notifiée, les deux Rois seront tenus de s'unir ensemble & prendre toutes voies, deues, raisonnables & permises, pour supporter aux Grisons & proteger les Valtelins. Et le Roi de France en particulier croit devoir à son zele & à sa pieté, d'employer lors la puissance & autorité pour les ranger à leur devoir, tant s'en faut qu'il leur donne aucune assistance ni publique ni secreta, dont ils se puissent prevaloir.

XI. Que s'il arrivoit que les Grisons emploiasent publiquement les Armes contre les Valtelins, Comtez de Bormio & Chiavenne pour quelque cause que ce fust, soit publique ou particuliere, les deux Couronnes en seront averties, & les Ambassadeurs des deux Rois residans sur les lieux travailleront promptement & sans delay à les faire desister; & en cas qu'il ne se puisse obtenir, les deux Rois s'obligent d'employer conjointement leur autorité, moyen & pouvoir pour leur faire sentir la peine que les deux Rois jugeront estre due à ce desordre, conformément aux Capitulations ci-dessus. Desquelles la premiere est de les tenir pour exclus du droit de confirmer l'élection dedit Juges, Gouverneurs & Magistrats, comme aussi de perdre la somme annuelle; que pour cette raison les Valtelins & Comtez leur doivent payer, ajoutant à cela la plus grande peine qu'il plaira aux deux Rois d'arbitrer, & en conformité de l'article neuvième ci-dessus, remarquant en outre que la Declaration des deux Rois touchant ladite peine reservée à leur Arbitrage & Jugement, se doit donner incontinent apres, que les quatre mois seront passez sans plus long delay.

XII. Qu'arivant en quelque tems que ce soit, que les Valtelins & ceux des Comtez de Bormio & de Chiavenne, vinssent à enfreindre en tout ou en partie l'observation du present Traité touchant la Religion Catholique ou articles Politiques, lors que tout cela sera verifié, les deux Rois s'employeront par un zele commun à les ranger à leur devoir, & s'ils s'opiniâtroient les deux Rois les declareront déchu des privileges établis en leur faveur par leurs Majestez, lesquelles ont voulu s'employer à leur procurer ce bien & repos avec tant de soin & fatigue. Et le Roi d'Espagne en particulier croit devoir à son zele & à sa pieté d'employer sa puissance & autorité à les ramener à leur devoir, tant s'en faut qu'il les assiste ouvertement ni secretement pour les appuyer en ladite contrevention.

XIII. Que toutce qui est ci-devant dit & arresté se doit entendre, au cas qu'en premier lieu, & avant toutes choses les Forts de la Valteline, Comtez de Bormio & de Chiavenne, & le surplus de ce qui a esté occupé en ces lieux-là par les Armes de la Ligue, ou même par Sa Majesté Catholique en ses presens mouvemens, sera entierement remis entre les mains de Sa Sainteté.

XIV. Que les Armes des deux Rois & de leurs Alliez s'estans retirées de ces lieux-là, ledits Seigneurs Grisons ne pourront tenir en leurs Frontieres regardans la Valteline & Comtez, des Garnisons extraordinaires, & plus fortes que celles qu'ils avoient auparavant ces mouvemens. Le mesme se devant observer dans les Frontieres de l'Etat de Milan; demeurant en outre & particulièrement arresté que ledits Grisons ne pourront mettre Gens de Guerre, Milice ni Garnisons en ladite Valteline, Comtez de Chiavenne & Bormio, afin que la violence & force des Armes que verroient les Valtelins ne violente pas l'usage libre de la Religion Catholique, ni de leur Justice & forme de gouvernement établi par ce Traité.

XV. Quant au regard des troubles commencés dans le Genevois, les deux Rois chacun avec le Prince son Allié, seront tenus de faire office, afin qu'incontinent il se fasse suspension d'Armes entr'eux, & celles qui sont entrées auxiliaires au nom des deux Rois de part & d'autre, se suspendent dès à present pour avoir esté levées seulement avec intention & but d'assister leurs Alliez, & s'obligent leurs Majestez d'interceder au cas qu'il en soit besoin, pour obvier & empêcher que nulles des forces de leurs susdits Alliez, entreprennent les uns sur les autres aucuns progres ou attentats.

XVI. Et d'autant qu'avec ladite suspension l'on n'arrive pas entierement à la Paix, à laquelle principalement aspire le bon zele des deux Rois, ils promettent entr'eux d'employer tous Offices possibles chacun avec son Prince Allié, qu'ils compromettent & conviennent d'Arbitres dans quatre mois, & que pour leur temperament ledits Arbitres ayent à passer & voider

tous

ANS tous différens qu'ils ont, ou grief present ou passé sur de J. C. les mouvemens & état des inquiétudes présentes; à quoi dès à présent les deux Couronnes se conforment; 1626. comme aussi se compromettre sur ce sujet en ce qui les peut concerner.

XVII. Que les saisies faites par les deux Rois sur les Sujets l'un de l'autre soient levées, ajoutant premierement la satisfaction du landin & galilabre de caleus, laquelle satisfaction sera traitée par les Ambassadeurs résidans en la Cour de delà, & en celle-ci, ou par les personnes qu'il plaira aux deux Rois nommer pour cet effet.

XVIII. Sa Majesté Catholique est contente dès à présent que les présentes choses arrêtées estans signées & ratifiées par les deux Rois, que tous les Forts qui sont en la Valteline, Comtez de Bormio & de Chiavenna, sans aucune exception, bastis depuis l'année 1620. soient incontinent saisez & démolis par Sa Sainteté, délivrant au Gouverneur de Milan, ou à celui qui aura son pouvoir & procuration; ce qui fust donné par inventaire à Sa Sainteté d'artillerie & munitions: & non seulement consent Sa Majesté Catholique à ce que dessus, mais Elle supplie Sa Sainteté, qu'incontinent elle le mette en execution; s'entendant en outre que lesdits Forts ne puissent estre rebastis par aucun, sous quelque pretexte que ce soit.

XIX. Et d'autant que par diverses fois on a traité d'accommoder ces affaires, sans que les Traitez qu's'en font faits ayent pu avoir aucun effet, leurs Majestez entendent & déclarent que le present & seul Traité est celui qui doit avoir lieu & estre mis en execution, annullans tous les autres Traitez d'accommodement en cette matiere en la part où ils ne seront pas totalement conformes au present Traité, la Declaration duquel en chose douteuse concernant la Religion Catholique, se réserve & remet dès à present au Saint Siege Apostolique & sacré College, & en toutes choses à l'amiable declaration & interpretation des deux Couronnes, lesquelles au surplus ont convenu de quatre mois, à compter du cinquième Mars presente année, pour le faire approuver & ratifier aux parties.

XX. Et afin que le contenu au present Traité demeure en tous ses points & articles ferme & inviolable, il sera signé par le Sieur Comte de la Rochepot, Conseiller du Roi Tres-Christien & son Ambassadeur en Espagne; & par le Sieur Comte de Saint Lucar, Conseiller d'Etat de Sa Majesté Catholique, & son Sommelier de Corps & Grand Ecuyer, lesquels s'obligent l'un à l'autre en vertu des pouvoirs qu'ils ont des Rois leurs Maistres, & la Ratification signée par les deux Rois, laquelle ils s'exhiberont mutuellement l'un à l'autre dans quatre mois après la date des presentes, avec annulation de ce qui pourroit survenir jusqu'à la Ratification du present Traité. Fait à Monçon le 5. Mars 1626. Signé, d'ANGENNES.

Articles secrets du Traité de Monçon, fait le 5. Mars 1626.

I. POUR ne s'entre mis dans le Traité de mesme date que le present Article, ce que ledit article, contient pour certains bons respects, Monsieur le Comte de la Rochepot, Conseiller de Sa Majesté Tres-Christienne & son Ambassadeur en Espagne; & Monsieur le Comte de Saint Lucar, Conseiller de Sa Majesté Catholique, son Sommelier de Corps & son Grand Ecuyer, ont convenu que ledit article bien que secret aura mesme force que s'il estoit compris dans le Traité, & sera ratifié de la mesme forme que ledit Traité, & signé de la main de leurs Majestez.

II. Que pour ne s'entre les deux Rois pour certains & bons respects expliquez en termes exprés en l'article seizième dudit Traité de Monçon, fait le cinquième Mars 1626. de la forme de conduire finalement les affaires, raisons & pretentions qui ont occasionné les derniers mouvemens & revolutions dans le Genevezar, & le surplus des alterations qui en ce mesme temps sont arrivées en ce Pais-là, par ce present & se-

cret article, ils se promettent en premier lieu de ne prendre aucun sujet l'un avec l'autre, occasion de dégout ni froideur, au contraire de cheminer avec toute sincerité pour pacifier les deux Princes interessez: & au cas que lesdits Princes ne voulsussent passer par expediens d'Arbitres, ou tels autres qu'il se pourra proposer & chercher, & qu'ils differassent, les deux Rois prendront entr'eux un si bon moien, & assuré les quatre mois portez par ledit Traité estans expirez, que ledit. Alliez aient obligation precise de s'y conformer. Fait à Monçon le cinquième Mars 1626. Signé, d'ANGENNES; y el Conde Duque de S. Lucar.

III. D'autant que l'article inferé dans le Traité qui concerne la demolition des Forts, ne porte pas une declaration si expresse du tems & de la maniere dont il sera procédé en cette demolition, comme est l'intention des deux Rois, leurs Majestez pour certaines considerations se promettent l'un à l'autre de faire tous offices possibles, à ce qu'incontinent & sans aucun délai ils se demolissent, encore qu'on ait toute confiance en la sainte intention de nostre S. Pere le Pape, qu'après la supplication qui lui en a esté faite par le Traité, il executera lad. demolition; & qu'après ladite Ratification dudit Traité, les deux Rois, lui en feront faire instance par leurs Ambassadeurs résidans aux pieds de Sa Sainteté, de la bonté de laquelle ils se promettent qu'il lui plaira lui en donner l'assurance. Fait à Monçon le cinquième Mars 1626. Signé, d'ANGENNES; y el Conde Duque de S. Lucar.

IV. Pour ne s'entre mis dans le Traité de mesme date que ce present article, ce que ledit article contient, pour certaines & bonnes considerations, Monsieur le Comte de la Rochepot, Conseiller d'Etat; & Monsieur le Comte de S. Lucar, ont convenu que cet article bien que secret aura la mesme force que s'il estoit compris dans le Traité, & sera verifié de la mesme forme que ledit Traité & signé de la main de leurs Majestez; que si les Grisons, Valtelins, & ceux des Comtez de Bormio & de Chiavenna ne s'accordent de la somme d'argent que lesdits Valtelins & Comtez doivent paier audits Grisons, à raison de ce qui leur est concédé le cinquième Mars 1626. les deux Rois prendront un expedient en leurs différens, & les feront contenter de ce qui sera de raison, & dès à present comme dès lors, leurs Majestez déclarent & promettent de ne consentir ni permettre que de part ni d'autre la force s'emploie sur ce sujet entre les parties, non plus qu'à l'avenir pour quelques autres différens qui puissent naistre entre les Grisons & Valtelins; lesquels différens leurs Majestez promettent de terminer par leur autorité & negociation, sans souffrir que lesdites parties ni eux pour elles viennent aux Armes, en quelque façon que ce puisse estre, soit sur le sujet de leur différend, soit en consequence d'icelui; en quoi leurs Majestez demeureront unanimes & conformes. Fait à Monçon le cinquième Mars 1626. Signé, d'ANGENNES; y el Conde Duque de S. Lucar.

V. Et d'autant que les deux Rois qui sont convenus dans le Traité de mesme date, que ce present & secret article procedent avec toute sincerité & Royale intention, & desirer ensemble une Paix assurée & de durée, à laquelle on ne pourroit parvenir si leurs Majestez ne la promettoient & établissoient fermement & surement à raison des inquietudes qui peuvent naistre par des attentats secrets & peu justifiez, ou des Armes qui se peuvent mouvoir entre & contre les Alliez de l'une & l'autre Couronne, ils demeurent d'accord, promettent & capitulent sur leur foi & parole Royale & publique, que pour quelque accident ou instance que ce soit, pas une des Couronnes n'inquietera avec Armes, ni donnera assistance publique ou secreta contre aucuns des Alliez de l'autre en Italie; sans premierement & avant toutes choses, traiter l'un desdits Rois en la Cour de l'autre par son Ambassadeur, ou autre personne particuliere, des raisons pour lesquelles leurs Alliez reçoivent moleste, traitant à l'amiable de lad. composition & évitant en tout où la justice de la cause n'obligera point: & en cas où la composition & temperament ne pourroit

ANS avoir lieu, après en avoir traité & communiqué, de mouvoir leurs Armes propres & auxiliaires, parce qu'autrement la Paix ne pourroit demeurer ferme ni assurée, les deux Rois demeurans toujours exposez à maintenir finlement ce qu'entreprendroient ou pourroient avoir à endurer les Alliez de l'une & l'autre Couronne, pour quelque raison que ce püst estre. Fait à Monçon le cinquième jour du mois de Mars 1626. Signé, d'Angennes; yel Conde Duque de S. Lucar.

V L. D'autant que l'on pourroit pretendre pour pre-texte, le deffaut de restitution des munitions de Guerre, lesquelles furent données par inventaire à la Sainteté au tems que le dépot des Fors fust fait, ils s'entend que le manquement qui se pourroit trouver desdites munitions pour estre consumées, ne retarderapoint la demolition desdits Fors, laquelle leurdl. Mijettez, & par expres la Catolique, s'obligent qu'elle sera effectuée dans un mois, après que ledits Fors auront esté remisés mains de Sa Sainteté, demeurant le Roi Tres-Chrestien obligé de satisfaire le Roi Catolique ou ses Ministres, desdites munitions qui se trouveront manquer, pourveu que ce soit chose de consideration. Fait à Monçon le cinquième Mars 1626. d'Angennes; yel Conde Duque de S. Lucar.

Explication des Articles du Traité de Monçon, par Monsieur le Marquis de Chasteau-Neuf, Ambassadeur de France.

LES Deputez des trois Liges Grises, aians proposé à Monsieur le Marquis de Chasteau-Neuf, Ambassadeur extraordinaire du Roi Tres-Chrestien, que le contentement du Serenissime Archiduc Leopold n'estant encore donné sur les articles de Paix, il n'y avoit aucune sureté de ce costé-là, Monsieur l'Ambassadeur répond: Qu'il est nécessaire que ledit Archiduc Leopold y donne son consentement & ratification; que pour cet effet Sa Majesté Tres-Chrestienne a envoyé un Ambassadeur extraordinaire au Roi d'Espagne, pour faire qu'il fasse en sorte que l'Archiduc donne sa Ratification, ou promette de ratifier par ledit Archiduc.

Sur l'article de la Religion, Monsieur l'Ambassadeur desire au nom de Sa Majesté Tres-Chrestienne, qu'on lui accorde qu'en la Valteline il n'ait autre exercice de la Religion que de la Catolique, Apostolique & Romaine, avec condition que les Protestans puissent aller librement en ladite Valteline y demeurer, jouir de leurs biens sans empeschement ni exercice de l'Inquisition: & au cas qu'ils voulussent vendre leurs biens, qu'ils le puissent faire sans danger de confiscation ni d'aucun châtiment.

A l'élection des Magistrats, sont aussi compris Chiavenne & Bormio, lesquels Chiavenne & Bormio ont esté rendus par Sa Majesté aux Grisons, comme ils les possédoient d'ancienneté, ledit Sr. Ambassadeur répond: Que les Ambassadeurs deputez pour France feront représenter ce grief au Roi: & quant aux appellations, puisqu'audit Traité il n'en est fait aucune mention, est entendu qu'elles ne sont pas ostées aux Grisons aux cas & choses appellables.

Au cinquième article, le Sieur Ambassadeur répond & accorde, que les Grisons demeurent en leur Souveraineté, & qu'autres Princes n'aient aucune domination ni pouvoir sur eux.

Sur l'article du pardon general, ledit Sieur Ambassadeur accorde que cela s'entend seulement sur ceux de la Valteline, Chiavenne & Bormio; & que les difficultez que l'on y a proposées, que les Sujets depuis la rebellion ont occupé & joui des biens & facultez des Protestans, tant Grisons que Valtelins, sur lesquels encore aujourd'hui ils imposent des Tailles pour paier le prix de leur rebellion, ledit Sieur Ambassadeur accorde encore que ces points soient représentés au Roi.

Sur l'article de Cens annuel, ledit Sieur Ambassadeur accorde que dans ledit Cens les Daces, Impôts & autres revenus ordinaires que les Grisons avoient auparavant

au Pais desdits Sujets ne soient compris, ains qu'ils les puissent faire exiger outre ledit Cens annuel.

Au dixième article, ledit Sieur Ambassadeur accorde qu'il le doit entendre & étendre seulement sur le Pais des Sujets, & non sur le Pais libre de trois Liges, les Députez des Grisons protestent, que ni à cet article ni en autre, ils ne veulent estre soumis ni au Pape ni à autre Prince, mais qu'en tout & par tout ils veulent maintenir leur liberté & Souveraineté.

Sur le onzième article, les Députez ne consentent en façon quelconque, qu'il leur soit rien osté de leur autorité, ni prescrit par quel moien ils doivent & puissent reduire à obéissance leurs Sujets en cas de contrevention.

Sur le douzième article, les Députez representent à Monsieur l'Ambassadeur la grande partialité dont l'on a esté en faisant ledit Traité, en quoi ils pretendent que nul autre ne se doit ingérer entre eux & leurs Sujets, & supplient Sa Majesté de les vouloir assister en tout tems aux occasions, en vertu de l'Alliance, pour reduire leurs Sujets à obéissance.

Au treizième, prient que le dépot ni autres nouveutez ne se fasse jusqu'à ce que l'on ait représenté à Sa Majesté les raisons & griefs des Grisons.

Pour le quatorzième, les Députez sont contents de ne mettre Garnison en la Valteline pour troubler l'exercice de la Religion Catolique, mais en autres occasions necessaires, ils ne veulent qu'il leur soit deffendu de pourvoir selonc que le besoin le requerra à la conservation de ce qui leur appartient: Monsieur l'Ambassadeur accorde en cas de danger, d'invasion ou rebellion.

Sur le dixneuvième, Monsieur l'Ambassadeur accorde qu'il ne soit au pouvoir de Sa Sainteté de mettre ni faire exercer l'Inquisition dans le Pais des Sujets desdits Grisons.

Sur la demande des Sujets, que l'on retire les Armes hors du Pais, les Députez prient que cela ne se fasse, & que les Gens de Guerre ne soient licenciés jusqu'à ce que Sa Majesté soit informée de leurs droits & raisons.

Pour ce qui est du Sur-Intendant en la Justice, les Deputez le rapporteront au Conseil.

Sur les articles que Monsieur l'Ambassadeur a accordés, les Grisons ne s'en veulent départir, ains y demeurent fermement; & pour les autres qu'il a renvoyés à Sa Majesté Tres-Chrestienne, les Deputez le supplient de les vouloir declarer.

Declaration faite à Soleure par les Ambassadeurs de France, sur les articles du Traité de Monçon.

NOUS avons entendu amplement de vos Deputez ce qui avoit esté apporté & proposé par le Bourgmestre Mayer, Deputé des trois Liges, touchant les points que Sa Majesté leur avoit mis dans les instructions & lettres de ses Ambassadeurs, sur le Traité fait & conclu, selonc qu'elle juge & estime que se doivent terminer absolument tous les differents d'entre eux & la Valteline: & semblablement ce que les Seigneurs Grisons ont desiré que vos Deputez accompagnassent leur députation & dernière resolution, & que sur ce vous n'avez point voulu changer vostre réponse & délibération, jusqu'à ce que vous nous aiez fait part & regu de nous une entière declaration des points & articles concernans la Religion & la Souveraineté, avec une entière annulation & cassation de tous les Traitez faits avec les Grisons depuis l'année 1612. comme plus amplement & contenu en vostre Requête envoyée dès le premier de ce mois.

Sur toutes lesquelles choses nous vous répondons, que nous estimons avoir suffisamment satisfait à vostre dite requisiion & demande par nostre proposition du trentième du passé, par laquelle nous ne vous avons pas seulement déclaré l'intention de Sa Majesté sur ce qu'Elle demande de vous, mais aussi nous vous avons fait entendre la Declaration & contenu du Traité avec l'utili-

ANS
de J. C.
1626.

l'utilité que les Grisons reçoivent d'icelui. Néanmoins nous vous en éclaircirons derechef pour vostre contentement & le leur. Nous vous faisons donc entendre que par les premières paroles dudit Traité, il est dit & entendu que les deux Couronnes remettent les choses & affaires des Grisons & de la Valteline, ensemble des Comtez de Bormio & de Chiavenna, en pareil estat qu'elles estoient l'an 1617. sans aucune innovation ni changement; entendans lesdites deux Couronnes que toute l'autorité decente & convenable, Supérieure, Majeure & Souveraine desdits Grisons sur la Valteline, Comtez de Bormio & de Chiavenna; que de ce tems-là les Grisons ont toujours eu en tous ces lieux-là, sans que par ci-après il soit innové ni changé chose aucune, leur demeurent propre & assurée, fors & excepté seulement la reserve de ce qui s'ensuit; chose à la vérité qui donne à connoître que la seule Souveraineté & entière Jurisdiction est réservée aux Grisons, sans y comprendre les Valtelins, ainsi comme elle estoit ci-devant, puisque les exceptions & considérations suivantes ne touchent aucunement la Souveraineté, mais parlent seulement de la Religion Catholique & de l'élection des Officiers sans autre chose; ce qui n'a aucune union ni connexion avec la Souveraineté, comme il se peut aisément comprendre sur ce que vous autres Messieurs possédez en plusieurs lieux l'autorité Supérieure & Souveraine; esquelz lieux les peuples ne se conforment nullement avec vous pour ce qui touche la Religion; ce qui pourtant n'affoiblit aucunement vostre autorité ni souveraineté, ainsi que Messieurs les Grisons le comprennent & l'entendent fort bien, puisqu'ils ont consenti à ce que dit est au second article du Traité, lequel accorde le seul exercice de la Religion Catholique en la Valteline.

Quant à ce qui est de l'élection & nomination des Officiers, puisque la nomination d'icelle se doit faire par les Grisons, & la Justice administrée & rendue en leur nom, elle ne diminue en aucune façon le droit qu'elle a de Souveraineté, au contraire elle l'empêche & accroît par le cens & droit annuel que les Valtelins sont obligés de payer en reconnaissance de la liberté qui leur est accordée de leurs Seigneurs Supérieurs d'élire & choisir leurs Juges, & les Grisons le confesseront eux mêmes estre ainsi.

De plus, le premier article montre & declare que tous & chacuns les Traitez qui ont esté faits avec les Grisons depuis l'année 1617. jusqu'à présent, seront annulés & de nulle valeur, sur lequel point il n'y a point d'autre Declaration à donner, veu que le Traité fait à l'Indau avec l'Archiduc Leopold y est compris, & est du nombre des Traitez ensuivis & que l'on a faits avec les Grisons; en sorte que tant celui-là que les autres, accordez tant à Milan qu'aux Pais des Grisons, mesme ceux qui ne sont venus à la notice & connoissance des deux Couronnes demeurent nuls encore qu'ils n'ayent pas esté nommés dans ledit Traité, & combien que les deux Couronnes par cedit Traité aient remis toutes choses en l'estat auquel elles se trouvoient auparavant ces presens mouvemens, & ce en termes généraux, l'explication & signification des susdites paroles & termes, est qu'ils ont voulu comprendre toutes les choses & Traitez; toutefois nous avons offert & promis aux Grisons, comme encore nous vous offrons presentement au nom de Sa Majesté, d'obtenir du Roi d'Espagne la Ratification de l'Archiduc Leopold, partant nous espérons de vous qu'ensuite de cette Declaration, de l'intention de Sa Majesté sur le present Traité, vous connoîtrez & jugerez avec quel soin & diligence Elle a recherché le moyen d'assurer & conserver l'Etat & Souveraineté de ses bons Alliez, & de leur remettre leur Souveraineté première, sans avoir en égard à la renonciation qu'ils firent, non seulement de la Valteline, mais mesme de leur naturel & propre Pais, qui fait que tout cela surpassé ce qu'ils sçauraient desirer de nostre part, estant un bienfait incomparable & qui leur est avantageux, & encore Sa Majesté leur auroit volontiers conservé tous les autres

avantages & droits, si elle l'eust pu faire sans alterer le repos & tranquillité publique.

Par ce que dessus, nous vous faisons donc entendre que Sa Majesté par sa clemence & soin paternel, depuis neuf mois en ça que ledit Traité a esté fait, en a différé & retardé l'exécution & dilayé de retirer ses forces, jusqu'à ce que les Valtelins fussent demeurez d'accord du cens annuel, & devoirs qu'ils sont obligés de payer & rendre aux Seigneurs Grisons: & d'autant que lesdits Valtelins se sont montrez retifs & obstinez sur cela, Sa Majesté a recherché le Roi d'Espagne pour en demeurer d'accord entr'eux, par une Declaration qui obligeait lesdits Valtelins, quoique Sa Majesté se soit réservée l'autorité de les faire obéir, à quoi le Roi d'Espagne a consenti, ayant donné ordre & pouvoir à son Ambassadeur résidant en France, d'accorder cette affaire avec les Ministres de sadite Majesté; desorte que le 22. Septembre dernier passé, ledit Cens annuel que lesdits Valtelins sont obligés de payer ausdits Seigneurs Grisons pour la concession & liberté d'élire leurs Juges, a esté par un acte formel déclaré & arrêté à la somme de vingt-cinq mil écus, & de vingt-quatre bons bats l'écu.

ANS
de J. C.
1626.

*Acceptation du Traité de Monçon par les
Deputez des sept Cantons Suisses Catho-
liques, assemblez à Soleure.*

NOUS les sept Cantons Catholiques, avec les Catholiques de Glaris, Appenzel, Abbaye de St. Gal & Pais de Valay, avons dit & déclaré ce qui s'ensuit. A sçavoir que si nos Seigneurs & Supérieurs eussent esté dûement informez des articles du Traité de Paix entre les deux Couronnes de France & d'Espagne, avec le consentement & bon plaisir de sa Sainteté; & aussi la Declaration à nous donnée sur ledit Traité, Nous ne doutons nullement qu'ils ne nous eussent envoyez avec plein pouvoir de declarer qu'ils sont demeurez satisfaits & contents, esperans que quand ils entendront que dans la Valteline, Comtez de Bormio & Chiavenna il n'y aura exercice d'autre Religion que de la Catholique, & que la Declaration de son Excellence porte, que ledit Pais de la Valteline est de nouveau reincorporé à nostre Corps de l'Helvetie, & entierement restitué à nos Alliez & Confederez des trois Liges pour leur estre & demeurer sujet, sur lequel ils ayent toute autorité, liberté, & souveraineté comme ils avoient auparavant, sans aucune exception, fors de la seule Religion Catholique, & de l'élection des Officiers & administration de la Justice. Item, que tous les deux Rois se départent & renoncent entierement à toutes pretentions sur lesdits Pais de la Valteline & Comtez. De plus, que par ledit Traité de Paix la Ligue des dix Droitures, Engarnes & Val Monastère, soient entierement reintegrez & remis au Corps entier des trois Liges, réservant les justes droits que son Altesse l'Archiduc Leopold a esdits lieux. De sorte que par ledit Traité de Paix les trois Liges sont remises en leur premier estat, & reincorporées & rassurées à nostre entier Corps de l'Helvetie: C'est pourquoi en consideration des susdites bonnes causes, nous ne trouvons ni pouvons juger que ledit Traité puisse estre desagréable à nosdits Alliez & Confederez, non plus qu'à nos Seigneurs & Supérieurs, lorsqu'ils en seront entierement & suffisamment informez, ains qu'ils l'auront pour agreable, ainsi que nous sous leur bon plaisir ne pouvons l'improver, surquoi dans quatorze jours nous en donnerons finale resolution à son Excellence.

*Response des Grisons aux Ambassadeurs de
France, sur la presentation du Traité de
Monçon. Fait à Coire le 19. Novembre
1626.*

TRES-Excellens Seigneurs. Nous ne doutons nullement de la bonne & sincere affection de Sa

ANS Mjelté Tres-Chrestienne nostre gracieux & clement de J.C. Seigneur & Allié, de laquelle par plusieurs témoignages nous sommes tres-assurez. Nous avons néanmoins 1626. entendu avec tres-grande consolation de Vos Excellences la continuation de la mesme affection de Sadite Majelté envers ce Pais, nous reconnoissons lui en estre perpetuellement obligez, & de lui demeurer tres-humbles & tres-obéissans serviteurs & fideles Alliez, avec prieres que nous continuerons à Dieu pour l'augmentation, & heureux gouvernement & regne de Sadite Majelté.

Nous avons entendu de Vos Excellences l'exhortation & instances qu'elles nous ont fait pour l'acceptation des articles de Paix sur nos affaires contre les Valtelins, qui ont esté traitez & concertez entre les deux Couronnes, dont nous avons esté grandement estonnez. Car nous avions esperé que conformément à la Ligue jurée avec Sa Majelté Tres-Chrestienne, & ensuite de tant de promesses qui nous ont esté faites par les Sieurs de Mondragon, Marquis de Cœuvres & Miron, & autres Ministres du Roi, les Armes de Sa Majelté mettroient à execution le Traité de Madrid, nous restituant nostre ancien Domaine de nos Pais sujets, & nous estans reposez sur telles promesses faites de vive voix & confirmées par écrit, nous n'avons point envoyé nos Deputez pour solliciter plus outre. Or nous voions maintenant des effets contraires; nous voions nos rebelles estre favorisez, loiez & recompensez contre la coutume des Rois & Princes, & nous estre oppressez, affoiblis & abbatuz : & voions que nous qui dependons de la protection de Sa Majelté ne laissions avec ses Armes victorieuses de perdre nostre Domaine, lequel nous avons possédé si longtemps avec juste titre, & nos Rebelles se l'acquerrir par la protection d'Espagne; nous voions contre la disposition de la Ligue que l'on a capitulé & traité en nos propres affaires sans nous en faire participans d'un seul mot, & sans voir ni entendre nos raisons : & que tels articles sont fondez sur les calomnies, fausses accusations & informations de nos Rebelles, ou autres qui pour leur interet les favorisent, faisant peu de cas & d'estime de la raison, reputation, & autres interets de Sa Majelté.

Nous acceptons néanmoins le premier article de la Paix, en ce qu'il remet nostre Republique en son premier Etat, Seigneurie & Droits qu'il avoit avant l'année 1617. & encore acceptons l'annulation des Traitez faits auparavant sur ces affaires avec autres Princes, & supplions Sa Majelté qu'Elle veuille faire en sorte qu'à ceci intervienne le consentement de l'Empereur, de l'Archiduc Leopold, ou autres interessez ausdits Traitez. Nous n'admettons néanmoins ni acceptons en aucune partie, ains excluons totalement les clauses reservatoires ou restrictions contenues à la fin du premier article de Paix; par le moien desquelles reserves & restrictions nous venons par les articles suivans à estre privez de nostre Domination, Seigneurie & Jurisdiction es Pais de la Valteline, Bormio & Chiavennne, & y est en plusieurs sortes fait prejudice à nostre Souveraineté, & mesme à la dignité, reputation & autres interets de Sa Majelté, sans que jamais nous soions intervenus en tels Traitez, & que nos raisons ayant onques esté entendues. A cette cause nos Communez des trois Liges ont unanimement resolu d'envoyer leurs Deputez vers Sa Majelté Tres-Chrestienne pour la supplier d'annuler telles conditions, & si prejudiciables restrictions, & pour le rétablissement de nostre Republique & son pristin Etat & Seigneurie, conformément à la confederation qui est entre Sa Majelté Tres-Chrestienne & nous, & aux declarations & promesses faites & à diverses fois reiterées par Sa Majelté & ses Officiers : & au cas que nous puissions obtenir de Sa Majelté ce rétablissement comme nous l'esperons fondez en justice & raison; en ce cas nous consentons de remettre à S.M. l'établissement & disposition touchant la Religion en la Valteline, selon qu'elle trouvera expedient; à la charge néan-

moins que l'Inquisition ne soit introduite en ladite Valtée, & qu'il soit permis aux Protestans de nostros de J.C. Liges, & à nos Sujets de pouvoir librement aller & demeurer en ladite Valtée, & jouir de leurs facultez & les vendre s'il leur plaist, les retirer hors du Pais & en partir librement sans danger de confiscation, châtiment ou autre moleste, & supplions que l'Armée de Sa Majelté & de ses Alliez, ne soit congediée & licenciée hors de la Valteline, Chiavennne & Bormio, & qu'il ne soit fait aucun dépoit es mains d'autres Princes, ou fait autre nouveauté qui nous soit préjudiciable, jusqu'à ce que nous soions remis & rétablis en nostre ancienne possession. Et si Sa Majelté établit cependant un Sur-Intendant en la Justice, qu'il lui plaist en l'administration d'icelle, se servir de personnes des trois Liges, sans que les Valtelins soient admis à telles charges.

Il est notoire à tout le monde que les Grisons sont perfectuez & haïs d'Espagne, non pour autre cause que pour avoir esté toujours en toutes les Guerres & occasions, avec leurs forces & effusion de leur propre sang, tres-fideles Alliez de la Couronne de France.

Il est notoire combien de fois l'Espagne avec tres-amples conditions à nos tres-avantageuses, araché d'avoir Ligue avec nous pour se pouvoir servir de la commodité de nos passages, & particulièrement au tems de la Ligue & Guerres Civiles de France, ils rechercherent avec grand effort de nous faire abandonner cette Amitié & Alliance, comme ils obtindrent de quelques Cantons de Suisse, mais ils ne purent jamais corrompre nostre fidelité. Et dernièrement combien de deniers nous offrit l'Espagne en l'année 1617. avec beaucoup d'avantages, & particulièrement la demolition du Fort de Fuentes pour obtenir nostre Alliance; mais on fist refus de tout pour ne manquer de fidelité à Sa Majelté, & la laisser Maitresse de ces Alpes, comme avoient esté ses Predecesseurs, pour cette cause l'Espagne à laquelle ces passages sont fort importants pour conjoindre les Pais d'Italie avec les Pais d'Autriche & d'Allemagne, a recherché d'avoir ce qu'elle n'a pu obtenir des Grisons par Traitez, en favorisant les Rebelles, & parviendra facilement à son dessein si ces articles ont d'effet, puisqu'ils lui demeurent toujours obligez tenans leur liberté & grandeur d'elle, & poura tous les jours l'Espagne faire passer à sa volonté les Soldats par la Valteline, sans que les Grisons les puissent empêcher, n'ayant ni Magistrats ni aucune Jurisdiction en la Valteline pour les pouvoir tenir en obéissance par châtiment ou par force d'Armes. Et encore qu'il semble vouloir laisser aux Grisons la domination & Souveraineté en la Valteline, nous connoissons néanmoins que cette Domination sans Jurisdiction sera une ombre & une fumée : & que Sa Majelté & les Grisons auront en la Valteline l'ombre, & les Espagnols & Valtelins le corps : & que nostre Domination sera semblable à un corps auquel on a occupé tous les nerfs; & qui par tant est rendu immobile & inutile, & que nous serons Maitre pour commander, mais non pas pour faire obéir, puisque Sa Majelté par ces articles nous oste l'autorité de proceder contre les Valtelins par peines & armes; veu que nous avons de grande peine de les contenir & dompter, lors mesme que nous avons ample & absolu pouvoir sur eux. Et si par aventure à present il y a un accommodement entre les deux Couronnes touchant ces passages de nos Alpes, l'on sçait néanmoins que venant aux Armes l'on n'a plus d'égard aux Accords, & l'Espagne sera toujours Maitresse des passages au besoin, & de les fermer & empêcher à la France & à ses Amis & Confederéz. Et combien que l'on die que par ces articles les Grisons retireront une recompense annuelle aussi grande en deniers qu'ils en recevoient auparavant, les Grisons reconnoissent fort bien, qu'encore que l'on leur eust promis une somme plus grande, néanmoins la Jurisdiction demeurant aux Valtelins, ils auront moyen de faire payer aux Grisons mesme toute cette somme & beaucoup d'a-

ANS
de J. C.
1626.

avantage, & les faire avec le temps leurs Tributaires, la Valteine n'importe pas tant aux Grisons pour l'utilité qu'ils en reçoivent, comme ils ont besoin de pourvoir que les Valtelins n'acquiescent liberté de Jurisdiction, & de ne les laisser venir des mains d'autres Princes, pour estre cete Vallée un Rempart & un Bastion pour l'assistance des Pais Grisons & leurs Alliez, nos Ennemis aians par la commodité de cete Vallée & par l'aide des Habitans d'icelle, un grand avantage & une voie ouverte pour assaillir, endommager & molester nos Pais, & partant nous ne pouvons aucunement accepter telles Capitulations, & ne pouvons faillir d'envoyer nos Deputez conformément à l'Ordonnance de toutes nos Communautés, esperant que quand nos raisons auront esté ouïes & pesées, Sa Majesté ne permettra que ses Alliez estans sous la protection soient oppressez & privez de leur Domination & Jurisdiction, & que les Rebelles l'acquiescent & emportent par la protection & faveur d'Espagne, & ne permettra pas que l'Espagne ait cete gloire de pouvoir contre raison élever ses Favoris en leur donnant Jurisdiction, & qu'elle l'oste à ceux qui ont toujours esté fideles serveurs & alliez de Sa Majesté, soit éludée pour ne pouvoir entretenir l'Alliance jurée avec nous, & le Traité de Madrid si juste & raisonnable qui est de restituer à chacun le sien, ni d'accomplir les articles si prejudiciables à son interet & reputation & de ceux qui dépendent de lui; & ne souffrira que ces passages qui jusques à present ont esté au commandement de la Couronne, soient contre raison au service d'Espagne, & par ce moien lui faire chemin à la Monarchie, au grand prejudice de toute l'Europe, & ne voudra tant exalter les Espagnols que de leur donner la hardiesse de travailler & soumettre d'autres Amis de Sa Majesté, leur faisant voir par ce premier rencoûtre des Grisons, combien il leur est bien heureusement reüssi du consentement mesme de Sa Majesté.

Quant aux declarations & explications que son Excellence s'offre de faire sur lesdits articles en nostre faveur, nous reconnoissons que quand aux Valtelins en leur donnant le gouvernement & la substance, les autres explications nous seront peu profitables.

Nous remercions néanmoins son Excellence de sa bonne volonté & affection, & la supplions de continuer cete mesme volonté.

Quant à la Ratification des Autrichiens touchant la renonciation des Traitez passez, nous persiflons à nostre Declaration que nous lui avons déjà donnée, & continuons à supplier son Excellence qu'elle nous favorise de tant que d'accompagner nos Deputez de ses Lettres vers Sa Majesté, & contribuer à ce que nous puissions obtenir nostre juste Requeste.

Nous sçavons quelle estime nous devons faire de la grande autorité, prudence & expérimentée dextérité de son Excellence, & reconnoissons en elle un tres-grand zele à l'honneur, interet & reputation de Sa Majesté Tres-Chrestienne nostre benin Seigneur, & particulièrement encore à avancer la Justice; partant nous esperons de son intégrité & valeur une faveur singuliere pour nostre cause si juste & raisonnable; & que pour ses bons offices en vers Sa Majesté, les interets de Sadite Majesté seront conservez, & que nostre Republique dependant d'iceux demeurera consolée, & à lui estre toujours tres-humbles serveurs. En foi de quoi nous avons scellé la presente des Sceaux ordinaires de nos Lignes. A Coire le 19. Novembre 1626.

Declaration des Rois de France & d'Espagne, touchant le Cens Annuel que les Valtelins dorvent payer aux Seigneurs Grisons.
Fait à Paris le 22. Decembre 1626.

COMME ainsi soit que par le Traité fait à Monçon le cinquième Mars dernier, il soit dit que les Valtelins & ceux des Comtez de Bormio & Chiavenne, paieront annuellement aux Grisons une somme de deniers correspondante à l'utilité publique & particuliere; que le general & les particuliers dedit Grisons reçoivent de leur administration & magistrature edits

Valteline & Comtez, & que ladite somme seroit arbitree par gens à ce deputez de part & d'autre; que sur la proposition qui en a esté faite, tant ausdits Grisons qu'edits Valtelins & Comtois, les uns & les autres se feroient fait entendre de plusieurs difficultez & avis differens fort éloignez, qui pouroient causer un grand retardement à l'exécution pleniére dudit Traité de Paix, & donner lieu à plusieurs inconveniens au prejudice de la bonne reputation des deux Rois & du repos public, pour y pourvoir & retrancher toute matiere, de renouveler les differens assoupis par ledit Traité, Monsieur le Cardinal de Richelieu; Messieurs de Marillac, Garde des Sceaux de France; Comte de Schomberg, Maréchal de France, & d'Herbant, Conseiller Secretaire d'Etat & des Commandemens du Roi, de la part de Sa Majesté Tres-Chrestienne; & Monsieur le Marquis de Mirabel, Ambassadeur du Roi d'Espagne en France, aians tous lesdits Seigneurs respectivement pouvoir de leurs Majestez, ensuite de ce qui est porté par les articles secrets accordez le mesme jour dudit Traité, que si les Grisons, Valtelins, & ceux des Comtez de Bormio & Chiavenne ne s'accordent de la somme d'argent que lesdits Valtelins & Comtois doivent paier ausdits Grisons, à raison de ce qui leur est accordé par ledit Traité, lesdits Rois prendront un expedient en leur differend, & les feront contenter de ce qui sera de raison, ont convenu & accordé ensemblement que lesdits Valtelins & ceux des Comtez de Bormio & Chiavenne paieront par chacun an ausdits Grisons la somme de vingt-cinq mil écus, à vingt quatre bats pour écus, de cens & rente annuelle & perpetuelle, à commencer du jour que les trois Forts seront démolis & rafez; ce qui se fera promptement & sans délai, suivant le Traité fait à Rome le huitième Novembre dernier passé, sur ladite somme préalablement prise la somme qu'il conviendra pour la pension que l'Evêque de Coire recevoit des Valtelins, laquelle dorénavant sera païée par les Grisons, ainsi qu'il a esté ci-devant pratiqué; si mieux n'aiment lesdits Grisons laisser le paiement de ladite pension à paier par les Valtelins, auquel cas lesdits Valtelins retiendront la somme de deux mil écus sur ladite somme de vingt-cinq mil écus, moienant la quelle ils paieront la pension dudit Evêque à quelque somme qu'elle se puisse monter: & en cas qu'elle se monte moins ce qui restera desdits deux mil écus, appartiendra ausdits Grisons, pour l'assurance du paiement de la quelle pension, s'il y a refus ou retardement, les deux Rois concourront conjointement pour faire accomplir la présente Convention, & tous les autres articles dudit Traité de Monçon. Fait à Paris le 22. Decembre 1626. Signé, Armand, Cardinal de Richelieu. De Marillac. De Schomberg, Phelypeaux, & Marquis de Mirabel, avec promesse par les susnommez de faire fournir dans le vingtième de Janvier prochain, bonnes & valables Ratifications de la part de leurs Majestez, laquelle sera donnée de la part d'Espagne à Monsieur le Marquis de Mirabel, & de la part de France à Messieurs le Marquis de Ramboüillet & du Farges.

Declaration du Roi de France sur L'Explication du Traité de Monçon.

SUIVANT le premier article du Traité de Monçon, nous Traitez faits avec les Srs. Grisons depuis l'an 1617. jusqu'au cinquième Mars 1626 jour delà conclusion dudit Traité par qui ce puisse estre, & notamment ceux de Lindau, Milan, Coire, & autres généralement quelconques faits dans ledit tems, sans aucune exception ni reserve, demeurent cassez, revoquez & annullez, comme nuls & non avenues, reservans néanmoins les droits qui se trouveront estre deus & appartenir au Comté de Tyrol dans la Basse Engadine, & dans la Ligue des dix Droitures, selon les anciennes Conventions auxquelles nous n'entendons qu'il soit prejudicié, & qu'avec aux autres Traitez faits, projetez ou concertez sur les choses de la Valteline, ils demeureront pareillement annullez en la part où ils ne seront pas totalement conformes audit Traité de Monçon, suivant le dix neuvième article d'icelui.

Qu'en

ANS
de J. C.
1626.

ANS Qu'en consequence du mesme premier article dudit
de J. C. Traité de Monçon, qui remet les affaires desdits Grifons, Valteline, Comtez de Bormio & de Chiavenne en l'estat où elles estoient pour lors, à la reserve des restrictions contenues par ledit Traité, ledits Grifons soient pleinement restitués & rétablis en l'autorité, supériorité & souveraineté qu'ils avoient sur ledit Pais de la Valteline, Comtez de Bormio & Chiavenne en ladite année 1617. qu'à eux seuls comme Souverains, & non aux Habitans desdits lieux leurs Sujets, appartient de faire Traitez de Paix, d'Alliance & de Guerre avec qui que ce soit, d'accorder ou refuser les passages, battre Monnoie, établir Peages, Daces, Imposits & Contributions, sans que ledit. Valtelins en puissent établir aucunes sur les Marchandises & Denrées entrans & sortans, soit du costé du Pais desdits Grifons ou ailleurs, sans lettres & provisions desdits Seigneurs Grifons, auxquels demeurera generally la disposition de tous autres droits, dont ils jouissoient auparavant ladite année 1617. sans aucune reserve ni restriction, fors celles que pour le bien de la Paix, & rétablissement du repos & tranquillité entre ledits Seigneurs Grifons & Valtelins, ont esté particulièrement & nominément comprises, déclarées & exprimées par les articles dudit Traité de Monçon.

Que ledit Traité fait entre les Valtelins & ceux de Bormio, durant ledit tems desdits mouvemens, & autres qui pourroient estre intervenus entre ledits Sujets, demeurans nuls & comme non avenus, & les choses rétablies en leur premier estat.

Que toutes Sentences données par les Officiers de la Valteline & desdits Comtez depuis l'année 1620. au prejudice desdits Seigneurs Grifons, demeureront annulées & cassées, & qu'ils seront rétablis en leurs premiers droits, noms, raisons & actions pour l'avenir, parties ouïes & du consentement d'icelles.

Parcillement que toutes censures & decrets donnez par ledits Seigneurs Grifons au prejudice desdits Sujets Valtelins & ceux des Comtez depuis l'année 1620. demeureront cassez & annulés: entendons toutefois que toutes celles qui auront esté par eux, ou leurs Juges ordonnez sur les lieux, données tant en choses Civiles que Criminelles, les Transactions, Contrats, Distractions & Arbitrages faits auparavant ladite année 1620. aient lieu & soient inviolablement gardez, selon leur forme & teneur sans qu'elles puissent estre revocquées pour quelque cause que ce soit.

Que suivant le second article dudit Traité de Monçon, il ne puisse avoir en ladite Valteline & Comtez de Bormio & Chiavenne à perpetuité autre exercice de Religion que de la Catholique, Apostolique & Romaine, avec exclusion de toute autre; & néanmoins sera permis tant aux Grifons qu'aux originaires de ladite Valteline & Comtez, Protestans, Habitans & retirez en plusieurs endroits, d'y aller librement & y demeurer quelques mois l'année, pour y recueillir les fruits & revenus, sans y faire exercice de leur Religion, ni donner scandale, sans aussi qu'ils puissent estre inquietez en leurs personnes & bien pour le regard de leur Religion, leur sera aussi permis de vendre ou aliéner leurs facultez sans trouble ni empeschement.

L'élection des Officiers & Podeltats qui auront à servir en ladite Valteline & Comtez, Grifons ou Valtelins, sera faite par les Valtelins en bonne & legitime forme, exempte de brigues & monopoles, & la confirmation d'iceux sera accordée par les Grifons dans le tems & en la forme prescrite au troisieme article dudit Traité de Monçon.

Que les Podeltats, Officiers, & autres élus & commis pour l'administration de la Justice, garderont & observeront les anciennes Loix, Decrets & Status de la Valteline de l'année 1548. en la forme & ainsi que depuis ledit tems & jusqu'en l'année 1620. a esté pratiqué, sans que ledits Habitans de ladite Valteline & Comtez puissent établir de nouvelles Loix.

Que la somme annuelle que les Valtelins doivent paier audit Seigneurs Grifons, au lieu de l'utilité publique

& particuliere qu'ils recevoient de la Justice & Magistrature en ladite Valteline & Comtez, leur sera actuellement payée à raison de vingt-cinq mil écus de vingt-quatre bats pour écus, selon le cours & usage du Pais chacun an, à commencer du jour que les Forts qui estoient en la Valteline & Comtez furent razez & demolis suivant le Traité particulier, fait entre nous & le Roi d'Espagne nostre bon Frere & beau-Frere, du vingt-deuxieme Decembre 1626.

Pour cet effet il sera procédé le plus tost qu'il se pourra entre les Habitans de ladite Vallée & Comtez à la partition de ladite somme sur eux, avant laquelle partition, & jusqu'à ce qu'il y ait un bon ordre établi pour la seureté du payement d'icelle audit Seigneurs Grifons, ne seront obligés de recevoir & confirmer les Officiers & Podeltats de ladite Valteline & Comtez, qui leur pourroient estre presentés ni moins estre décheus du payement dudit cens annuel de vingt-cinq mil écus, tant pour le passé que pour l'avenir, lequel en consequence du Traité ci-dessus du 22. Decembre 1626. commencera le sixieme Mars 1627. jour de la demolition des Forts & retraite des Armées hors desdits lieux, depuis lequel l'administration de la Justice est demeurée libre & en paisible puissance de ladite Valteline & Comtez, & se continue encore à present.

Et d'autant que ladite somme annuelle de vingt-cinq mil écus, est accordée audit Seigneurs Grifons pour leur tenir lieu seulement de l'utilité publique & particuliere, qu'ils recevoient en l'année 1617. de l'administration de la Justice & Magistrature, ledits Seigneurs Grifons jouiront outre ladite somme de tous droits Domaniaux, Cens, Rentes, Peages, Gabelle, & autres dont ils jouissoient en ladite année esdites Vallées & Comtez, lesquels ils enverront recueillir par leurs Officiers, fors des droits & émolumens de la Justice, amendes & confiscations qui appartiendront audit Valtelins, le tout ainsi qu'ils faisoient en ladite année 1617. sans qu'ils y puissent estre troublez ni empeschés en quelque maniere que ce soit, ni que les Valtelins & ceux des Comtez de Bormio & de Chiavenne, sous pretexte du payement de ladite somme annuelle, puissent pretendre ledits droits leur appartenir.

Ex pour le regard des autres articles du Traité dont le sens est si clair qu'il n'est besoin d'autre explication, ils seront suivis & gardez par ledits Seigneurs Grifons, Valtelins & Habitans des Comtez de Chiavenne & Bormio, respectivement selon leur forme & teneur.

Promettant Sa Majesté de departir aux uns & aux autres toute assistance & protection, pour les faire jouir, conserver & maintenir inviolablement en l'effet dudit Traité; lequel aussi ledits Seigneurs Grifons seront tenus d'accepter sans plus long délai, selon la teneur déclarée par ces presentes. Signé, LOUIS. Et plus bas, PHELYPPEAUX. Et scellé de cire jaune.

Declaration du Roi sur la nullité, cassation & révocation de tous les Traitez faits avec les Grifons & Valtelins, depuis l'année 1617. jusqu'au Traité de Monçon. Donnée à St. Germain en Laye le 14. Septembre 1627.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Comme ainsi soit que par le premier article du Traité fait à Monçon le cinquieme jour de Mars de l'année 1626. sur les affaires du Pais des Grifons & de la Valteline, il soit entr'autres choses porté que tous Traitez faits avec les Grifons depuis l'année 1617. par qui que ce puisse estre demeureront annulés; Scavoir faisons, que nous pour ces causes & autres à ce nous mouvans, avons déclaré & par ces presentes signées de nostre main, disons & déclarons que conformément à la clause sus exprimée du premier article dudit Traité de Monçon, les Traitez faits à Lindau & Coire par

ANS
de J. C.
1626.

par

ANS par nostre cher Cousin l'Archiduc Leopold, & ceux
de J. C. raités à Milan avec les Seigneurs des trois Liges Gri-
1626. ses nos tres-chers Alliez & Confederez, depuis l'an-
née 1617. jusqu'au jour dudit Traité de Monçon,
demeurent catz, revoquez & annullez; au moyen de
quoi nous promettons faire jouir ledits Seigneurs
Grifons nos Alliez de l'effet de ladite annulation &
revocation : & au cas que quelque Prince entreprit
de les molester, troubler & inquieter en vertu d'édits
Traitez de Lindau, Coire & Milan, au prejudice de
l'expresse annulation d'iceux portée par celui de Mon-
çon, de les defendre & proteger par toutes voyes,
deus & raisonnables, melme par Armes si besoin est,
reservans neanmoins les droits qui se trouveront ap-
partenir justement au Comté de Tyrol dans la basse
Engadine & dans la Ligue des dix Droicteurs selon
leurs anciennes Conventions, auxquelles nous n'en-
tendons qu'il soit derogé en aucune sorte : Car tel est
nostre plaisir. En temoin de quoi nous avons fait met-
tre nostre Scel à cesdites presentes. Donné à Saint
Germain en Laye le 14. Septembre 1627. & de no-
stre Regne le dix-huitième. Signé, LOUIS. Et
sur le repli PHELYPPEAUX. Et scellé sur dou-
ble queue du grand Scel de cire jaune.

*Lettre des trois Liges Grises au Roi contre
les Valtelins; écrite à Coire le 29. Jan-
vier 1628.*

SIRE. La resolution pour laquelle nous avons en-
voyé nostre tres-honorable Ambassadeur vers
vostre Majesté, sur ce qui est de l'affaire principale,
n'ayant esté jusques ici obtenué, bien qu'elle eust esté
solicitée près d'un an entier, nous voions & ressentons
appertement à nostre grand regret combien ce délai
nous est préjudiciable, au moien de quoi nos naturels,
mais tres-pernicieux Sujets & Rebelles de la Valteline
& Comtez à nous soulltraits, recherchent en toutes fa-
çons leurs avantages pour s'en prevaloir, ainsi que
leurs procédures le font assez connoître & en diverses
sortes, pour rétablissement de leur Justice, Gouver-
nement, où malicieusement ils s'efforcent de soustrai-
re à nostre Etat toute la Souveraineté, laquelle mes-
me par le Traité de Monçon nous est reservée, pour
se l'attribuer audacieusement contre tout droit, ce
qu'ils feront si Vostre Majesté par son autorité & zele
en ce cas bien nécessaire, ne les en divertist, chose
que nous nous promettons de Vostre Majesté, & de
quoi nous la supplions tres-humblement; mais pour
du tout prevenir les pernicieux desins d'icelle Rebel-
les, s'il plaisoit à Vostre Majesté se comporter con-
federalemment avec une ferveur plus pregnante & expre-
sse, defendant non seulement ce qui legitimelement
appartient à nostre dignité souveraine, mais encore à
cause des propres interdicts qu'elle y a conjointement
pour les passages desquels ils s'emparent, ainsi qu'il
s'est veu par experience au passage des Troupes de Pi-
colomini, d'où aviendroit si l'usurpation du pouvoir
souverain demeurait de la sorte entre leurs mains; que
Vostredite Majesté ne se pourroit à l'avenir prevaloir
d'autres meilleurs fruits & faveurs d'iceux, que la
mauvaise volonté qu'ils portent à Vostre Majesté avec
le peu d'estime qu'ils font d'Elle, choses qu'ils ont as-
sez témoigné particulièrement, en ce qu'ayans esté par
diverses fois avertis par le Sieur Mesmin, résidant Am-
bassadeur de Vostre Majesté en ce Pais (qui veritable-
ment porte toutes ses actions pour l'avancement de son
service & de nostre bien) de se deporter de telles inno-
vations qui ne leur appartenent point, ains qu'ils
eussent à attendre avec patience l'explication des am-
biguités dudit Traité de Monçon; nonobstant quoi
ils n'ont pas laissé avec opiniâtreté de passer outre à
l'établissement de leurdit gouvernement, icelui exer-
cer avec arrogance, & ainsi abuser de l'autorité sou-
veraine; desquelles procédures & autres es tres-grand
nombre & presque infini, & de la contrevention par
eux malicieusement faite audit Traité de Monçon après

Tom. III.

l'avoir agréé, dont Vostre Majesté en auroit esté suf-
fisamment informée de tems en tems par nostredit Am-
bassadeur; toutes lesquelles choses nous avons jusqu'à
present tolerées avec grande patience, sans que pour
ce nous en ayons témoigné aucun ressentiment de
craintes; que si par la raisonnable dessein de notre ju-
ste droit nous eussions entrepris quelque chose contre
ledits Valtelins, nous eussions pu irriter Vostre Ma-
jesté & les Potentats mentionnez audit Traité de Mon-
çon, & parce que pour l'obtention des resolutions
accordées de Vostre Majesté qui ont esté dilayées assez
long-tems, & qui sans nostre grand prejudice ne peu-
vent plus estre différées. Nous n'avons pu ni deu
manquer par la presente, de supplier comme nous fai-
sons confederalemment en toute humilité Vostre Ma-
jesté, de vouloir par la premiere & meilleure commo-
dité expedier nostredit Ambassadeur, avec telle reso-
lution que sans aucune exception prejudiciable, nous
puissions par vostre souveraine autorité estre reinte-
grez en la pleine possession de nos vrais & naturels Su-
jets, & en la souveraineté legitime que nous avons sur
eux; & qu'en vertu de l'Alliance que nous avons avec
Vostre Majesté de ses promesses & de celles de ses Mi-
nistres, nous y soions paisiblement maintenus selon
l'entiere confiance que nous avons en elle, principa-
lement des choses concernant ledits passages, & ce
que Vostre Majesté pourra desirer. Il semble que Vo-
stre Majesté auroit assez de sujet, de droit & d'occasion
de declarer ledits Rebelles déchus entierement & in-
dignes de tous les Benefices qui leur pouvoient ave-
nir par ledit Traité de Monçon, puisque d'un costé
sans aucune contrainte ni respect de personne, ils y
ont ouvertement contrevenu, & de l'autre pour l'a-
voir receu & s'estre mis en devoir de l'excecuter, de
quoi & de tous autres incidans, nous nous en rappor-
tons à ce qui en sera plus amplement dit à Vostre Ma-
jesté par nostredit Ambassadeur. L'esperance & en-
tiere confiance que nous avons en Vostre Majesté,
qu'elle nous continuera confederalemment ses ferveurs
& graces, usant de sa benignité & accoustumée dou-
ceur, nous occasionne de la supplier en toute humili-
té d'avoir nostre juste cause en digne recommanda-
tion. Et où au reciproque nous avons le moyen de
témoigner à Vostre Majesté tout le service à nous pos-
sibles, nous le ferons toujours en toutes les occasions
qui se presenteront sincerement comme de vrais &
loyaux Alliez & Confederez doivent faire, d'aussi
bonne volonté, que nous prions Dieu donner à Vo-
stre Majesté, & la conserver, SIRE, en parfaite san-
té, longue & heureuse vie, avec un Regne prospere &
tranquille. De Vostre Majesté, tres-affectionnez Ser-
viteurs & Alliez, les Chefs & Conseillers d'Etat des
trois Liges, assemblez à Coire le 29. Janvier 1628.

*Harangue au Roi Louis XIII. par les Dé-
putez des Liges Grises.*

SIRE, les Chefs & Ordonnez Conseillers d'Etat
des trois Liges Grises en commun, ont donné
charge & commandement à nous leurs Deputez, de
présenter de leur part & de leurs Communes, à Vostre
Majesté Tres-Christienne, leurs tres-humbles salu-
tations, leurs affectionnez services & cordiale affection
en toute humilité. SIRE, ayant plü à Dieu de visi-
ter nos Seigneurs & Superieurs des seldites Liges en
commun, par troubles interieurs & armes estrange-
res, de quoi Vostre Majesté ayant eu un juste & Royal
ressentiment de ses plus fidelles & affectionnez Servi-
teurs, Alliez & Confederez, a voulu embrasser avec
ferveur la justice de leur cause, d'où principalement
ils tiennent leur subsistance & établissement, n'a voulu
épargner aucun travail, soin ni grande dépense, pour
aider à les maintenir en leur juste cause; ce que Vo-
stre Majesté d'une loiauge éternelle, auroit enfin em-
porté par le Traité de Madrid, conclu & arresté en
Espagne par Monsieur le Maréchal de Bassompierre
avec le Roi Catholique, le vingt-huitième de Mars 1622.

Li

Mois

ANS
de J. C.
1626.

ANS Mais comme il a été question de l'exécution d'icelui, se feroit rencontré plusieurs & divers empêchemens, pour lesquels lever Vostre Majesté se feroit employée avec une affection plus que paternelle. Et d'autant que la plupart des Cantons des Liges de Suïtze, ayant apporté quelque retardement au consentement qu'ils devoient donner sur ce qui les pouvoit regarder audit Traité de Madrid, qu'il sembloit vouloir directement empêcher l'exécution d'icelui, Vostre Majesté par la sage & prudente conduite de Monsieur le Marechal d'Estrées, en qualité de son Ambassadeur extraordinaire, auroit obtenu affectueusement ledit consentement de tous les Cantons dedites Liges en general unanimement.

Et comme tous ses moyens de douceur & amiable interposition n'ont pu amener les choses à leur point désiré, & hors d'esperance de pouvoir rien profiter ni avancer par la continuation de cette Negociation amiable, Vostre Majesté par une toute Royale generosité, ne voulant pourtant abandonner ses plus fideles Serviteurs & affectionnez Alliez, se feroit résolu, quoi que rien ne lui fust agreable que la Paix, aux moïens & voies de fait, afin de remettre en leur ancien estat & paisible possession, ledits Alliez de leur Pais & Sujets rebelles en l'estat qu'ils estoient en l'année 1617. lequel loüable dessein Dieu avoit si heureusement conduit par la valeur, prudence & sage conduite dudit Sieur Marechal d'Estrées, General de vos Armées & de celle des Princes de l'Union, qu'en peu de tems contre toute esperance il auroit reconquis ledits Pais Rebelles, & soustraits audits Grisons qui sera une immortelle gloire à Vostre Majesté mesme audit Sieur Marechal.

Tous lesquels bons effets, mesme la prudente & amiable Negociation que d'abondant il a plu à Vostre Majesté de faire executer depuis peu par Monsieur de Chateau-neuf en nostre Pais, en qualité de son Ambassadeur extraordinaire, nosdits Seigneurs & Superieurs, ensemble l'Etat des trois Liges, vous en demeureront à jamais d'autant plus obligez.

A raison de quoi ils n'ont dû ni voulu manquer, nous leurs serviteurs de nous envoyer ici aux pieds de Vostre Majesté, pour icelle en leurs noms remercier tres-humblement en toute obéissance, du soin paternel, de la peine & grand travail tant en Paix qu'en Guerre, avec une grande & judiciable dépense qu'elle a supporté à leur occasion pour leur restauration, & autres choses faites en leur faveur, que plusieurs langues en beaucoup de tems ne pourroient suffisamment exprimer, & en outre assurer Vostre Majesté, qu'eux & leur posterité à venir, auront une memoire perpetuelle en tous les bons offices, sincerement vous en demeureront obligez, & vous en rendront à Vostre Etat & Couronne à toujours actions de graces & tres-humbles services, à l'exemple de leurs fideles Predecesseurs, qui n'ont jamais abandonné la Couronne en toutes occasions de Guerres qui se sont presentées pour son service & assistance; à plus forte raison par cette nouvelle obligation seront toujours portez pour la conservation & accroissement de la grandeur & autorité d'icelle; de quoi dès maintenant & d'entrée ils ont désiré de donner à Vostre Majesté un gage certain, avec tres-humbles prieres & deües soumissions de vouloir benignement entendre l'estat & circonstance des affaires de nosdits Seigneurs & Superieurs, afin que icelles soient tellement bien conduites, que d'une part la grandeur & autorité de Vostre Majesté & de sa dignité Royale, & plusieurs notables d'icelle, ne viennent à estre violez ni diminuez; & d'autre part que ses tres-fideles Serviteurs & Alliez, n'ayent à souffrir aucun detrimment ni diminution en leur Souveraineté, anciens droits & prerogatives; lequel veritablement sera si en vertu de l'étroit lien & serment de l'Alliance, & de plusieurs & diverses instructions sur ce faites, tant de bouche que par écrit de vos Ministres, ils sont reintegrez pleinement en toutes leurs superioritez, libertez & franchises, & choses tant spirituel-

les que temporelles, ainsi qu'auparavant l'an 1617. ANS
Pais affranchis, ils possédoient paisiblement l'entiere Jurisdiction & Souveraineté de leurs Sujets Rebelles, nosdits Seigneurs & Superieurs n'ayant pas manqué de moïens, pour rentrer dans le leur, comme il est dit ci-dessus, mais à cause des interets communs de toute la Chrestienté, & principalement de Vostre Majesté, avec laquelle ils sont en Alliance tres-ancienne, l'autorité & profit de laquelle ils ont toujours preferé à eux & réputé comme leur chose propre, a fait qu'ils ont rejeté tels moïens en eltant les conditions telles qu'elles eussent esté peu avantageuses à vostre Roïaume & autres Etats.

Cette constance de nosdits Seigneurs & Superieurs, de leur vraie & sincere Amitié en toute fidelité envers cette Couronne, Vostre Majesté se les remettant en memoire s'il lui plaist, conformément à nostre supplication, faisant les considerations que meritent les propres interets, tellement incorporez & inseparablement unis au bien & au salut de ses Alliez, elle voudra que toutes choses se fassent droitement ainsi qu'il est requis & désiré, sans que personne soit prejudicié ni diminuée en façon que ce soit du témoignage & preuve de sa fidelité.

Vostre Majesté considerant de quelle importance lui est cette affaire, & ce qu'en cela l'équité requiert de soi, elle ne manquera d'employer de si bons & apparens remedes, que la chose pour laquelle ses Predecesseurs de tres-glorieuse memoire & elle, ont eu tant de peine & de travail, & fait de si grands frais, pourra estre restituée en son premier estat.

Par ce moien, SIRE, nous supplions tres-humblement vostre Majesté, prenant en bonne part cette tres-humble priere de nos Seigneurs & Superieurs, ainsi qu'elle est entendue par eux, vouloir en ce faisant garantir ses plus fideles serviteurs & alliez de violence. Et ils prieront Dieu avec nous en toute humilité pour l'accroissement des grandeurs de Vostre Majesté, en tout heur & felicité.

Harangue du Sieur de Molina Deputé des Grisons au Roi, à Estré le 28. Janvier 1628.

SIRE, Puisque les Valtelins ont de gaieté de cœur contrevenu aux articles de Paix en plusieurs points, aians usurpé & empiété sur la Souveraineté appartenante seule à Messieurs des trois Liges, pour avoir donné passage aux Troupes de gens de Guerre, par ladite contrevention ils se sont rendus indignes des Benefices que le Traité leur donnoit, Sa Majesté est tres-humblement suppliée de la part de Messieurs des Liges Grises ses fideles Alliez & Confederez, qu'il lui plaist declarer ledits Valtelins déchus des privileges dudit Traité de Mongon, comme il est expressément porté par le douzième article d'icelui, & ordonner qu'ils aient à se remettre sous l'ancienne sujction dedites Sieurs Grisons leurs legitimes Souverains, se ranger au devoir & obéir aux Ordonnances de Sadite Majesté, lesdits Seigneurs la supplient de faire seulement que le Roi d'Espagne & la Maison d'Autriche se departent de leur pretention, promettans de ne les secourir en façon quelconque: en tel cas ledits Seigneurs Grisons ne prieront aussi nous plus S. M. ni aucuns autres de leurs Confederez & Amis, pour aucun secours ni assistance selon l'Alliance, pour ranger ledits Valtelins à leur juste obéissance: & pour ce faire s'il avient que ledits Seigneurs fussent contrainsts de prendre les Armes & les aller ranger par la force, ils promettent, obligeront & donneront suffisante assurance à S. M. de n'offenser les Eglises, Convents, Monasteres, Presbres, ni autres personnes en façon quelconque, ni les lieux Religieux & de Devotion, aians les proteger entierement en leurs vies, biens, exorcices, & toutes autres choses qui leur appartiennent, même de ne contrevénir à ce qu'ils ont accordé & donné par écrit sous leurs Sceaux, à Monsieur de Chateau-Neuf, au

ANS au mois de Novembre 1626. lors extraordinaire Am-
 de J. C. balfadeur de S. M. & pour cet effet l'Ambassadeur qui
 1626. reside près d'eux, en fera l'Inspecteur & Sur-Inten-
 dant.

Et par ce moien tous les Princes qui se sont mêlez
 de cette affaire seront hors d'intérêt, veu que S. M.
 demeure satisfait pour ce qui est de la Religion; le
 Roi d'Espagne n'ayant aucune autre pretention
 sur la Valteline que la protection de la Religion Ca-
 tholique, ainsi qu'il l'a déclaré en la preface dudit
 Traité de Monçon; la Maison d'Autriche, & autres
 Princes n'en ont point du tout, il n'y a que Sa Maje-
 sté interessée pour les passagers, lesquels lui demeurent
 tres-assurez sans aucune peine, ni faire dépense aucu-
 ne comme par le passé, autrement elle n'en pourra ja-
 mais disposer; car tant que les Valtelins en seront les
 Maîtres, les Espagnols en auront le pouvoir; & tant
 de millions d'Or que S. M. & les Rois ses Predeces-
 seurs y auront employé depuis cent douze ans en ça,
 seront entierement perdus. Fait à Etré le 28. jour du
 mois de Janvier 1628. Signé, MOLINA.

*Articles de Gouvernement formé par les Val-
 telins & Comtez de Chiavenna & Bormio.*

P REMIEREMENT, que par chaque Commu-
 ne, le cinquième de Mars, on celebrera dans
 lesdits Comtez Fête avec devotion publique, & action
 de grâces à Dieu de ce qu'audit jour il a rétabli la Paix
 en la Patrie.

II. En second lieu, que pour la pureté de la Foi
 Catholique, & de tout ce qui pourroit toucher en ma-
 tiere de Religion, seront exactement observés, les
 sacrez Canons, Bulles, & autres Constitutions Pon-
 tificales dépendans entierement de la Saincte Eglise
 Catholique, Apostolique & Romaine.

III. Que toutes les Communes aient en leur Con-
 seil des personnes particulieres, lesquelles auront fa-
 culté & pouvoir, en tout cas de deliberer & resoudre
 de toutes qui sera expedient & necessaire pour le bien
 public, & pour la prompte resolution des affaires.

IV. Qu'aucun ne pourra entrer au Conseil de la
 Vallée de Esquadre ni de Terzero, s'il n'a suffisante
 procuration des Communes pour lesquelles il compa-
 roît; & lors que le Conseil sera assemblé, ils seront
 tous le serment en substance d'avoir Dieu devant les
 yeux, le salut de la Patrie, le bien public, & qu'en
 l'Election ils éliront toujours les plus capables & ido-
 nes aux fonctions qui auront esté pratiquées, nom-
 mant expressement les personnes; les accusez d'infam-
 ies seront declarez incapables d'aucune Charge du
 Pais, & sera procédé contre eux par peine corporelle
 ou pecuniaire à l'arbitrage du Conseil de la Vallée,
 suivant la qualité du fait; & ce sera enquesté de ceux
 qui pour eux ou pour personnes tierces, brigueront
 quelque suffrage de la Commune ou de ses Deputez;
 & en ceci le Censeur recevra l'accusation; le Juge fe-
 ra le Procès, la Vallée le Jugement; nul ne pourra
 donner dans le Conseil plus d'une voix, & en quelque
 sorte d'Assemblée, soit de Terzero, soit de Esquadre
 ou de la Vallée, les affaires seront terminées par la
 pluralité des voix, & ceux lesquels n'interviendront
 en ladite Assemblée, seront privez pour cette fois là
 de leur voix active; & le tout demeurera à la détermi-
 nation de ceux qui ont esté presens.

V. Au Conseil de la Vallée ou de Terzero, se re-
 cueilliront les voix avec des Ballottes, ou en quelque
 autre secreete façon sur toutes les Deliberations.

VI. Il se créera un Conseil en la Vallée de douze
 personnes; à sçavoir quatre pour les Esquadres, qua-
 tre pour le Terzero de May, & quatre pour le Terze-
 ro de dessus, outre le Gouverneur, le tout avec des
 Ballottes.

VII. Ces douze Conseillers pourront créer des Con-
 seillers de la Jurisdiction avec des Ballottes, & en la
 forme susdite: apres la premiere année sortiront six
 Bellottans de Juridictions; à sçavoir deux par Tercier

du milieu, le Tercier de dessus de Telio, en éliront
 pareil nombre au lieu des sortis, à condition qu'aucun
 d'eux ne demeure au Conseil.

VIII. La Charge de ce Conseil sera de faire Loix,
 Arrests, Edits, Ordonnances, veiller au bien & Ma-
 nutenction du Pais, pourvoir aux oppressions des pau-
 vres, à la defense de la Justice, & à la conservation
 des Droits de la Patrie, imposer Daces & Peages, de-
 creter Commisions, écrire & faire réponses, horsmis
 où il s'agira de perpetuité ou obligation de la Vallée:
 & en ce cas faudra premierement rendre compte à ice-
 le pour en avoir la Ratification, les Conseillers des
 Douze ne pourront avoir aucunes Charges ni compa-
 roir en la Vallée ni en Tercier. Il se créera de la Val-
 lée un Chef sous le nom en conformité de la Capitula-
 tion de Gouverneur, lequel ne pourra estre continué
 que deux années, avec l'autorité & gages que la Val-
 lée declarera, celui-ci continuellement residera à Sou-
 drio, avec l'assistance de deux du Conseil des Douze,
 lesquels deux se changeront de deux en deux mois.

IX. Les Docteurs du College s'éliront au nombre
 de cinq avec le mesme pouvoir, & seront créez par le
 Conseil des Douze.

X. Il y aura cinq Podestats suivant l'ordinaire, les-
 quels seront créez en la forme suivante, le Conseil des
 Douze proposera quinze Sujets; Sçavoir, cinq des
 Squadres, cinq de Tercier du milieu, & cinq de Ter-
 cero de dessus & Telio, de ces quinze mis és mains du
 Chancelier de la Vallée, le Conseil du Tercero du mi-
 lieu créera son Podestat, les quatorze restans le mes-
 me, le Chancelier les enverra au Tercier de Tyra-
 no, afin qu'il s'élise le lieu successivement à Morben
 en la mesme façon, & puis à Traone, & la dernière à
 Telio.

XI. Les Podestats auront l'autorité accoustumée,
 les compositions ou mutations de peines ni capitales,
 ne se pourront faire sans l'assistance d'un des Docteurs
 du College & d'un des Douze de la Jurisdiction; ne
 vaudra ladite composition ou transaction si elle n'est
 registrée au Livre du Chancelier de la Jurisdiction; si
 en ladite Jurisdiction n'y avoit aucun du College, en
 tel cas suppléera un du Conseil des Douze, lequel y
 sera nommé.

XII. Les Chanceliers de Tercier ou Esquadre,
 auront un Livre bien relié, scellé & feuilleté, auquel
 s'éciront les compositions & condamnations pecu-
 niaires, avec declaration du délit, bien exactement
 imprimé.

XIII. Les Chanceliers Civils & Criminels, s'é-
 liront par les Conseils de la Jurisdiction, & pareille-
 ment les Censeurs, la charge desquels sera de recevoir
 toutes les plaintes contre les Officiers & de ceux-là, les
 représenter au tems des Syndicats, ou au Conseil des
 Douze pour les proposer au Conseil General.

XIV. Les grâces des peines corporelles se feront
 en cette sorte; en premier lieu, doit proceder la voix
 du Podestat & du College des cinq Docteurs, apres
 doivent passer le Conseil des Douze, avec les trois
 quarts des voix; en dernier lieu, avec le consente-
 ment du Conseil de cette Jurisdiction où le coupable
 est condamné, & autrement fait ne seront valables;
 les Lettres meritoires ou de suspension, seront don-
 nées par le Gouverneur & les deux Présidens.

XV. Celui qui à l'avenir aura eu des Charges, se-
 ra exempt pour deux ans de mesme sorte de Charge.

XVI. Les Conseillers jureront formellement
 qu'ils n'ont pratiqué mediatement ni immediatement
 telle Charge qu'ils exerceront en toute sincerité, qu'aux
 propositions ils nommeront tant seulement les person-
 nes qu'ils jugeront plus habiles & capables; qu'ils ne
 deceleront les secrets du Conseil; qu'ils reveleront les
 intelligences, & finalement qu'ils feront tout ce qu'ils
 jugeront expedient pour le bien de la Patrie.

XVII. Executant les avis salutaires des Ministres
 Royaux, & ainsi que les raisons de la fureté publique
 le conseillement, est descendu à peine de la vie aux Bannis
 Etrangers de demeurer en la Vallée, à peine de mil

ANS écus à ceux qui les logeront ou recevront en leurs Maisons de J. C. son, & davantage à l'Arbitrage de la Vallée, même de
1626. peine corporelle.

XVIII. Les Bannis de la Vallée ne pourront estre tollez, & sera condamné à cent écus, le Doien lequel sçachant y avoir un banni en sa Commune, fera sonner le tocsin & ne procurera de les faire vif ou morts; & les particuliers de ladite Communauté, sçavoir les habiles qui ne courront avec leurs Armes au son de la cloche pour faire lesdits bannis, à dix écus d'amende pour chaque contumax, permettant en outre que toutes les fois qu'un banni tuera un autre banni condamné à peine capitale, il se pourra libérer de son bannissement en représentant la teste du mort & faisant la reconnaissance de: & si un non banni tue un banni, celui-là représentant la teste du mort pourra délivrer un autre banni de même qualité.

XIX. Les pistolets s'ils seront absolument défendus à peine des Galleries, sans que le Podestat ni le Conseil des Douze en puisse dispenser, les autres Armes se permettant à la discrétion de la Jurisdiction des lieux.

XX. Aucun Etranger ne pourra acquérir droit de Bourgeoisie en la Valteline, s'il n'est admis du Conseil General de la Vallée.

XXI. Ces articles seront ratifiés par les Communes, protestans les Agens sur le commencement, au milieu & à la fin d'iceux, qu'au cas que lesdites articles contiennent au Traité de Paix fait entre les deux Couronnes, que dès à présent ils soient tenus pour revoquez, avec déclaration de vouloir en semblables actes comme en toutes autres affaires conformer audit Traité, avec réserve de mieux disposer & ordonner les présents articles, d'en ajouter ou diminuer selon qu'il se trouvera convenable pour le public.

Ordonnance des Valtelins Touchant ceux de la Religion.

I. EN execution de la Capitulation précédente, ceux de la Religion Protestante ne pourront demeurer en la Vallée à peine de la vie & confiscation des biens applicables à lad. Vallée, sauf que pour leurs affaires il leur sera donné par les Juges sauf-conduit qui n'excèdera un mois chaque année, & audit mois ils ne pourront porter Armes ou donneront caution de *bene vivenda*, & ne donneront scandale, les relaps & apostats demeureront exclus du Benefice de tous sauf-conduits.

II. Les convertis à la Foi Catholique ne pourront avoir aucun office ni charge en la Vallée, ni en Tercero, ni moins des Communes pour dix ans avenir, & plus outre à l'Arbitrage de la Vallée, les dix années se comptant du jour de la publication de la présente Ordonnance.

III. Les personnes qui seront en disposition de se convertir avant qu'elles soient admises au Pais, seront obligées de faire profession de Foi pour six mois devant l'Inquisiteur ordinaire.

IV. Aucune personne particulière ne pourra tenir plus de deux Etrangers en sa Maison, en sorte que pour ceux-ci on observe les articles de la Capitulation du Gouvernement.

V. Nul ne sera si osé à peine de la vie & confiscation de biens, traiter ni imposer publiquement ni en particulier chose qui soit contraire au Traité de Monçon.

VI. Nul ne pourra directement ni indirectement avoir correspondance avec Prince ou leurs Ambassadeurs pour affaires publiques, à peine de crime de Leze-Majesté. Signé, NICOLAS PARAVICINO, Chancelier de la Vallée.



CXXVIII.

ANS
de J. C.

1626.

Traité de Trêve entre l'Empereur FERDINAND II. & BETLEM GABOR Prince de Transylvanie. Fait le 20. Novembre, 1626. Ricaut Histoire des trois derniers Empereurs Turcs, pag. 15.

Les principaux articles de la Trêve estoient.

I. **Q**ue l'on poseroit les armes de part & d'autre pour dix mois; Que pendant ce temps, tous actes d'hostilité cesseroient, & que durant la Trêve on ne pourroit prendre par force ny par surprise aucuns châteaux, ou aucunes places de défense: Ce qui regarderoit également les Hongrois, les Turcs, & les Allemands.

II. Que si l'Empereur vouloit faire la paix avec la Cour Ottomane, il se serviroit de la médiation du Prince, sans la communication duquel il ne pourroit rien conclure.

III. Que toutes les places prises par le Prince de Transylvanie dans sa dernière expédition, lui seroient cédées; & que l'un & l'autre parti demeureroit en possession des villes & des châteaux, qu'il tiendrait au temps de la signature.

IV. Qu'il y auroit une entière liberté de commerce; Que pour cet effet les passages seroient ouverts, tant aux marchands qu'aux autres sujets ou allies de l'un & de l'autre parti.

CXXIX.

ANS
de J. C.

1626.

Traité de Paix entre l'Empereur FERDINAND II. & BETLEM GABOR Prince de Transylvanie. Fait au mois de Décembre, 1626. Ricaut Histoire des trois derniers Empereurs Turcs, pag. 22.

I. **L**E Prince de Transylvanie engage sa foy, comme Chrestien, de ne plus prendre les armes contre l'Empereur, ny contre la Maison d'Autriche, ou leurs successeurs; De n'exercer à l'avenir aucun acte d'hostilité contre eux; De ne plus entrer sur leurs terres à main armée; De ne se plus joindre à leurs ennemis, & de ne plus entretenir commerce avec eux. De ne tramer aucune innovation dans le Royaume de Hongrie, ou dans les autres Estats Chrétiens; De ne jamais inciter les Turcs, les Tartares, ny d'autre à les attaquer: De ne former aucune entreprise contre sa Majesté Imperiale; De ne prêter l'oreille à aucunes sollicitations des ennemis de la Maison d'Autriche: Au contraire de luy découvrir toutes les entreprises qui pourront être faites à l'avenir contre elle, en cas qu'elles viennent à sa connoissance; & en un mot, de faire paroître en toutes occasions une véritable sincérité, & une forte résolution d'observer la paix, & de contribuer au bien commun.

II. Il sortira incessamment avec son armée, des Estats & des Villes de l'Empereur; & fera restitution de toutes les choses appartenantes, tant à sa Majesté Imperiale, qu'à ses sujets.

III. Il éloignera de luy le traitre Mansfeldt, & tous ceux du même parti, qui ont attaqué les Estats de sa Majesté Imperiale. Il ne pourra plus donner de secours aux étrangers, qui à sa sollicitation sont entrez sur les terres de l'Empereur avec le Comte Mansfeld. Mais il leur sera donné passeport pour s'en retourner vingt ou trente de compagnie, à condition qu'en quel que lieu qu'ils se retirent, ils ne se joindront point aux ennemis de l'Empereur.

IV. Les habitans des Provinces & des Villes, qui appartiennent au Prince par consentement de l'Empe-
reur,

ANS reur, luy demeureront fidelles & obeiffans pendant fa
de J. C. vic. Mais comme d'ailleurs il est nécessaire pour l'é-
1626. tablissement de la Paix, que les mesmes habitans fai-
sent hommage à l'Empereur, & jurent l'observation
des articles, le Prince leur donnera dans les premières
conventions ou assemblées d'Estats, des Patentes de
plein-pouvoir, pour rendre cet hommage à sa Majesté
Imperiale. Ce qui se fera pourtant sans préjudice du
serment corporel qu'ils ont presté au Prince.

V. Lors qu'ils rendront cet hommage, ils feront,
outre le serment presté avant la Guerre, un nouveau
serment, selon qu'il sera réglé entre le Prince & les
Commissaires de l'Empereur.

VI. Le Prince s'engage de faire restituer toutes les
places prises par les Turcs; de faire élargir les prison-
niers; & de faire mettre en liberté tous les sujets de sa
Majesté Imperiale, qui seront esclaves en Turquie.

VII. Tous les sujets de l'Empereur, qui ont de-
puis peu pris parti sous le Prince, soit par force, soit
volontairement, seront déchargés du serment de fide-
lité qu'ils luy auront fait; Que s'ils luy ont donné des
engagemens par écrit, illes leur rendra. Ces articles
étant ratifiés, tous les Traitez qui ont esté faits aupara-
vant, auront la mesme force qu'ils ont eüe jusques
icy.

VIII. Que s'il arrive quelques nouveaux diffé-
rens, ils seront compozés à l'amiable & de bonne foi
par les Commissaires deputez pour ce sujet de part &
d'autre. Tous ceux qui auront servi le Prince dans les
derniers troubles, auront amnistie, selon ce qui a esté
arresté à Vienne.

IX. La même amnistie sera accordée aux habitans
des villes & des pais, qui ont embrassé le parti du Prin-
ce. A l'exception de ceux qui de leur propre mouve-
ment ont pris les armes contre l'Empereur, lesquels
auront leur recours par voie civile, pour se faire rédin-
tegrer; & le Prince se contentera d'interceder pour
eux, abandonnant toujours les personnes particulieres,
qui auront commis des torts particuliers.

X. Tous les autres articles des Traitez conclus à Ni-
chilbourg, & à Vienne, demeureront dans leur force
& dans leur vigueur. Tous les biens Ecclesiastiques
relevans de l'Empereur, lesquels auront esté possédés
par le Prince depuis l'an 1619. jusqu'au jour de la si-
gnature du présent Traité, seront restitués: A l'ex-
ception des Abbayes de Réplana, appartenantes aux
Séminaires de Gran, pour lesquelles le Prince payera
cinq cens florins par an à l'Empereur.

C X X X.

ANS *Traité entre LOUIS XIII. Roi de Fran-*
de J. C. *ce, & les Etats Généraux des PRO-*
1627. *VINCES-UNIES des Pays-Bas :*
par lequel entr'autres le Roi s'engage de
fournir ausdits Etats pendant neuf ans un
million de livres tous les ans. Fait à Paris le
28. Août 1627. Freder. Leonard Tom. V.

COMME ainsi soit que le feu Roi nostre tres-ho-
noré Seigneur & Pere, que Dieu absolve, eut
voulu faire en l'année 1603. une Ligue défen-
sive avec Messieurs les Etats Generaux des Provinces-
Unies des Pais-Bas, pour les obliger à faire Trêve avec
les Archiducs, qu'ils ne vouloient faire sans l'assu-
rance de garantie & défense de nostredit Seigneur &
Pere, & que par ladite Ligue il soit porté qu'elle doit
estre perpetuelle entre nos Etats & les Provinces-U-
nies, son intention aiant toujours esté que nous la con-
firmassions & continuassions, Nous desirons en tou-
tes choses de suivre l'exemple de nostredit Seigneur &
Pere, & nous conformer à ses volontez, considerans
que plus ledits Sieurs Etats auront assurance de nôtre
part, moins ils se porteront pour trouver leur seureté
par d'autres voies, & des extremitez capables de trou-

bler le repos commun, desirons aussi de conserver au-
tant qu'il nous sera possible la Paix entre les Princes: ANS
Sadite Majesté a nommé, choisi & député les Sieurs de J. C.
1627. Buillon & Chateau-neuf, Conseillers au Conseil
d'Etat & des Finances, & Chancelier de ses Ordres,
pour avec le Sieur Gedeon de Boetzelaer, & d'Aspe-
rem, Baron de Languerack, de Louvigny & du St.
Empire, Chevalier de l'Ordre de Saint Michel de Sa
Majesté, au nom & en qualité d'Ambassadeur de Mes-
sieurs les Etats des Provinces-Unies des Pais-Bas,
aviser & traiter des moyens plus convenables à cet ef-
fet, lesquels reciproquement en vertu des pouvoirs à eux
donnez, dont copie sera inserée en fin des Presentes,
ont apres plusieurs conferences convenu & arresté des
choses qui ensuivent.

I. PREMIEREMENT, Que sa Majesté fourni-
ra ausdits Sieurs les Etats Generaux neuf ans durant,
la somme d'un million de livres payables de six mois en
six mois par chacun an, si la Guerre qu'on leur fait
dure autant de temps à commencer du premier Janvier
passé.

II. Durant lequel temps ledits Sieurs les Etats ne
traiteront Paix ni Trêve avec leurs Ennemis, directe-
ment ni indirectement sans le sceu & avis de Sa Maje-
sté, comme aussi de la part de Sa Majesté nese fera au-
cun Traité au préjudice de leur Etat.

III. En reconnaissance du secours qu'il plaist à Sa
Majesté accorder ausdits Sieurs Etats par le présent
Traité, & les autres grandes faveurs qu'ils ont receus
de la France, seront tenus si Sa Majesté est en Guerre
assailie en ses Etats, d'employer apres qu'ils en auront
esté requis contre tous & quelconques, la moitié de
la somme que dans un an ils recevront de Sadite Maje-
sté, si mieux n'aiment ledits Sieurs Etats en Hommes
& Vaisseaux de port de deux à six cent tonneaux, jus-
ques à la concurrence de ladite somme, auquel cas on
conviendra de la solde des Soldats & du prêt des Vais-
seaux selon le prix ordinaire & usité dudit Pais, du-
quel dès à présent sera fait estat particulier, comme
aussi ledits Sieurs les Etats ne donneront directement
ni indirectement, sous quelque couleur que ce puisse
estre aucun secours ou assistance contre Sa Majesté.

IV. Si en outre il arrive que Sa Majesté ait besoin de
Vaisseaux pour nettoier les Mers, soit pour s'opposer
aux attaques & entreprises qu'on pourroit faire contre
ses Etats, ou quelque autre cause semblable, Sa Ma-
jesté pourra à sa volonté faire acheter ou fréter dans les
Provinces-Unies jusques à la quantité de quinze Vais-
seaux, auquel cas ledits Sieurs Etats promettent de se-
corder l'intention de Sa Majesté de bonne foi pour les
lui faire avoir au plutôt & à prix raisonnable & ordi-
naire dudit Pais.

V. Ledits Sieurs les Etats conviendront avec Sa
Majesté dans six mois, pour garentir la Mer du Ponant
contre les incurfions & depredations de ceux d'Alger
& de Thunis, & cependant où il se trouvera es Ports
des fudits Sieurs les Etats aucuns Vaisseaux & Marchan-
disés Françoises qui auront esté depredées, led. Sieurs
les Etats les feront restituer à la premiere instance qui
leur en sera faite, soit par l'Ambassadeur du Roi, ou
les Marchands ses Sujets qui les reclameront.

VI. Ne pourront les Sujets de Sa Majesté, ni ceux
des Sieurs les Etats exercer aucun Acte d'hostilité l'un
contre l'autre, en Terre ou en Mer, ou en Riviere
sous quelque pretexte que ce puisse estre, & ledits
Sieurs les Etats donneront ordre que les plaintes des
Sujets du Roi seront terminées dans trois mois au plus
tard par les Conseillers de l'Admirauté, après que
l'Ambassadeur ou autre de sa part aura esté ouï, les-
quels ne pourront avoir aucune part ni profit dans les
Navires de Guerres, ni es prises qu'ils auront à juger.

VII. En cas que l'une desdites Parties demande ré-
vision du Jugement donné par ledit Conseil, ledits
Sieurs les Etats commettront des personnes qualifiées
& nullement interessées pour en juger en dernier res-
sort avec ledits Sieurs Conseillers de l'Admirauté,
& cependant ledites prises demeureront en bonne &
seure

ANS seure garde sans qu'il en puisse estre fait aucune vente, si ce n'est après avoir esté convenu avec ledit Ambassadeur du temps d'icelle, ce que pareillement Sa Majesté accorde pour les Sujets dedit Sieurs les Etats pour tous les cas susdits.

VIII. Quant à la nomination aux Charges des Colonels, Capitaines, & autres Officiers des Regimens François, en sera usé en la maniere accoutumée.

IX. Si Sa Majesté estant en Guerre avoit besoin des Regimens François qui sont en Hollande, seront lesdits Sieurs les Etats tenus de les faire conduire à Calais ou à Dieppe, pourveu toutesfoi que lesdits Sieurs les Etats soient en Paix ou Trêve.

X. Le Droit d'Aubeine cessera ensuite des Traitez précédens, en tous points, & sera par Sadite Majesté mandé à tous ses Parlemens d'en faire jouir lesdits Sieurs les Etats purement & simplement sans autre forme de Justice, & sans qui leur soit nécessaire d'imprimer Lettres de Naturalité, comme aussi de leur part lesdits Sieurs les Etats seront tenus de donner pareil ordre au regard des Sujets de Sa Majesté.

XI. Toutes Lettres de Reprefailles, Marques, Armes, & autres semblables seront nulles & de nul effet, en vertu du présent Traité, mais la justice sera rendue & administrée à un chacun ainsi qu'il appartiendra.

XII. En consequence duquel Traité les Sujets dudit Seigneur Roi & des Sieurs les Etats, vivront en bonne amitié & auront le Trafic libre entre eux dans l'étendue des Etats & Pais de l'un & de l'autre, tant par Mer que par Terre, de toutes denrées & Marchandises dont le Commerce n'est prohibé & défendu par les Ordonnances qui ont lieu esd. Etats & Pais, sans qu'ils soient tenus paier plus grands Droits pour lefd. denrées & Marchandises qui entreront esd. Roiaumes, Pais & Etats ou qui en sortiront, que ceux qui se paient par les Naturels Habitans & Sujets ou le Trafic & Commerce s'exercera.

XIII. Pour éviter les depredations qui arrivent souvent sur les Sujets, tant de Sa Majesté que dedit Sieurs les Etats pour la facilité que les Ennemis des uns & des autres ont de se servir des Ports & Havres de Sa Majesté & des Sieurs les Etats, il a esté arrêté que les Navires de guerre de Sa Majesté & des sieurs les Etats pourront poursuivre les Navires de leurs Ennemis, desquels il auront esté depredés jusques à une portée de Canon des Ports & Havres de l'un & de l'autre, sitôt que les Navires des Ennemis seront entrez dans lefd. Ports & Havres, avec les Prisonniers & Marchandises depredées, on fera mettre les Prisonniers en liberté, & les biens, Marchandises & Navires par eux depredés, seront rendus & délivrés aux Propriétaires.

XIV. Ne pourront aussi lefd. Navires des Ennemis attaquer ou endommager les Sujets de Sa Majesté & des Sieurs les Etats, que vingt-quatre heures après qu'ils seront sortis dedit Ports & Havres, autrement seront déclarées de mauvaise prise, & sera procédé à la restitution d'icelles par reprefailles, qui dès à présent comme dès lors sont tenues pour accordées au profit des Interessez & les Capitaines dedit Navires poursuivis comme infraçteurs de la Paix publique.

XV. Tous les Traitez faits par Sa Majesté & les Sieurs les Etats avec autres Rois, Princes & Republiques demeureront en leur force & vigueur fors & excepté en ce en quoi il est déroge par le présent Traité.

XVI. Pour l'exécution & observation des présents Articles Sa Majesté fera expedier toutes Lettres de Declaration nécessaires, lesquels Articles & Traité pour lefd. neuf années si tant la Guerre dure, seront ratifiés bien & deüement par lefd. Sieurs les Etats Generaux dans six semaines du jour & date des Presentes, & iceux avec la ratification presentez à Sa Majesté par lesdits Sieurs Ambassadeurs, pour estre pareillement lesdits Articles & Traitez ratifiés par Sa Majesté

quinz jours après & délivrez ausd. Sieurs les Etats. ANS de J. C.

Articles particuliers arrestés à Saint Germain en Laye le 16. Septembre 1627.

I. QUE pour faciliter le secours promis ausd. Sieurs les Etats les sommes accordées par le premier Article du Traité, seront fournies au terme porté par icelui, & pour cet effet sera au commencement de chaque année délivrée assignation sur un fond ordinaire & bien asseuré.

II. Que le million de livres deub par Sa Majesté ausd. Sieurs les Etats pour l'année échue à ce dernier jour du mois de Decembre dernier, suivant le Traité de Compiegne sera payé comptant.

III. Que ce à quoi se trouveront monter les frais, dépenses, & pertes avancées & souffertes par les Sieurs les Etats pour la Flotte du Sieur Hautin envoyé en France en l'année leur sera remboursé comptant selon l'état qu'ils en ont dressé.

IV. Comme aussi le fret & loiage des Vaisseaux qui ont servi pour le passage de la Cavallerie du feu Sieur Comte de Mansfeld en l'année 1625. sera payé selon les Contrats & Obligations faites avec les particuliers Sujets dedit Sieurs les Etats, & le Canon dedit Sieurs enlevé de Calais, & mené au Havre de Grace.

V. Que Lettres Patentes pour le droit d'Aubeine seront délivrées à Monsieur l'Ambassadeur dedit Seigneurs, l'une adressant au Parlement de Roien & la troisième au Parlement de Bourdeaux.

VI. Que pour prévenir les grandes vexations qui sont journellement données aux Sujets dedit Seigneurs sur le fait du Commerce, & pour les saisis de leurs Marchandises, sous pretexte des prises qui sont faites sur les Espagnols venans de Baïonne, & Saint Jean de Luz, qui trouvent moins de faire vendiquer lefd. prises par des François qui prêtent & accommodent leurs noms ausd. Espagnols, qu'il sera accordé ausd. Sieurs les Etats de nommer en chacune des Villes de Roien, Dieppe, Bordeaux, Baïonne, Saint Jean de Luz, & autres un des Bourgeois dedit Villes originaires des Pais-Bas, auquel Sa Majesté aura agreable de donner Commission pour & au nom du Consul ou Syndic des Marchands dedit Pais, expedier tous Certificats de Marchandises sortans dedit Villes, ou entrans dans le Roiaume, appartenans aux Sujets dedit Sieurs les Etats pour passer de bout aux Pais Etrangers, & pour assister aux visitations qui se feront des Marchandises venans dedit Pais pour estre debitées dans le Roiaume, & generalement agir & repeter en justice les interêts dedit Marchands pour la facilité dudit Commerce.

VII. Qu'en consequence de l'Article dudit Traité, Arrest sera expedié au Conseil, portant défense aux Juges de la Table de Marbre de connoître la Navigation à l'égard des Sujets dedit Sieurs les Etats, ni de permettre aucune saisie de leur Marchandise dont la connoissance sera évoquée au Conseil, pardevant Messieurs les Commissaires de l'Admirauté, & sera enjoint ausd. Juges ordinaires de la Table de Marbre de renvoyer les Requestes, qui leur seront presentées pardevant lefd. sieurs Commissaires, à peine de répondre des dommages & interêts en leurs propres & privez noms.

1. Seront fournies es mains de Monsieur l'Ambassadeur d'Hollande, les assignations nécessaires suivant les termes du Traité de six cent mille livres, tous les six mois, à condition de tirer l'argent par lettre de change & non autrement.

2. La moitié aiant déjà esté payée comptant, l'autre moitié se paiera en rapportant la Ratification du susdit Traité.

3. Les Sieurs d'Herbaut, de Bullion, de Château-neuf, & de Chevreil, sont commis pour examiner l'état des frais, qui sera présenté par Monsieur l'Ambassadeur,

ANS fateur, pour icelui veu, & examiné leur estre pour-
de J. C. veu d'assignation, de ce qui se trouvera leur estre bien
& légitimement deub.

1627. 4. Idem comme l'Article précédent.

5. Accordé.

6. Monsieur l'Ambassadeur présentant sa Requête
sur le contenu audit Article, le Roi la fera examiner
en son Conseil, pour y estre pourvu, ainsi que de
raison.

7. Sera usé de même pour cet Article qu'au préce-
dent.

Fait & arresté par le Roi à Saint Germain en Laye
le 16. jour de Septembre mil six cent vingt-sept, signé
de Bullion & de l'Aubespine.

ANS
de J. C.

CXXXI.

1627. (a) *Traité de Paix entre FERDINAND
II. Empereur d'Allemagne, & A-
MURATH IV. Empereur des Turcs.
Fait au mois de Septembre, 1627. Ri-
caut. Histoire des trois derniers Empe-
reurs des Turcs. Tom. I. pag. 24.*

(a) L'Au-
teur du
quel on
emprunte
ce Traité
nous a-
vertit,
qu'il est
traduit
de l'Ori-
ginal
Turc, &
qu'il a tâ-
ché de le
rendre
dans son
stile na-
turel.
Aussi est-
il allé fa-
cile de re-
connoi-
tre, que
c'est une
Tradu-
ction.

COMME ainsi soit que les traitez de Zinwar,
Vienne, Komorre & Chiarmar, soient demeu-
rez au même estat sans aucune alteration d'arti-
cles, ils seront à l'avenir encore inviolablement obser-
vez.

A l'égard des differents de Paz, on s'en tiendra à
ce qui aura esté réglé par les Commissaires députez de
part & d'autre.

Les forts bâis depuis peu sur les frontieres de Croa-
tie, seront razez, comme ayant esté construits contre
la teneur des traitez. Pour cet effet Mehmet nostre
Député, & Morteza Baiba, l'un des Conseillers de
notre Divan, se rendront sur la frontiere de Bude,
pour y conférer avec vos Députés au temps marqué
par la paix. Les places qui se trouveront fortifiées
contre le traité, seront demolies de part & d'autre; &
si l'on vouloit les empêcher d'exécuter le present arti-
cle, ils s'appuyeroient pour cela d'horribles propres &
résolus.

Après la confirmation de cette heureuse paix, vos-
tre grand Ambassadeur viendra à Komorre, & le nostre
se rendra à Gran, avec nos lettres Imperiales. En-
suite après s'en estre avertis reciproquement, le vostre
se mettra en marche pour nostre heureuse Porte, & le
nostre s'avancera vers vous; tous deux portant les nou-
veaux traitez. Car c'est de la sorte que nous l'avons
resolu.

Toutes les plaintes des villages dependans de l'un
ou de l'autre parti, cesseront. On ne pourra plus fai-
re de violence, ni exiger de taxes ou de contributions
contraires aux premiers articles. Les forts bâis sur les
deux frontieres, seront demolis; & conformément
aux traitez, l'on marquera précisément de part & d'aut-
re, quelles personnes considerables sont tributaires de
l'un ou de l'autre Empire. En execution du XVI.
& du XVII. article de la paix de Zinwar, du X. de
celle de Vienne, & du IV. de celle de Komorre & de
celle de Chiarmar, deux des Capigi-Bachas, de nostre
tres-haute Porte, seront envoyez aux deux costez du
Danube, & de vostre part vous enverrez aux mêmes
endroits deux personnes considerables de vostre Cour:
Afin que conjointement avec les Députés de Morteza,
& du Palatin de Hongrie, ils previennent les desor-
dres, tiennent la main à l'observation de tous les arti-
cles, & fassent en sorte que la Justice ne soit point
violée. Car telle est nostre sublime volonté.

Les esclaves faits pendant le present traité, seront
relâchez sans payer rançon. Mais ceux qui auront esté
pris auparavant seront échangez ou rachetez selon leur
naissance, & leurs possessions; ce qui se fera par l'en-
treprise de Morteza, & du Palatin de Hongrie dépu-
tez pour ce sujet.

Les Commissaires de part & d'autre ayant jugé à
propos pour le bien des pauvres peuples de nos deux de J. C.
Empires, de conclure la presente paix pour vingt-
cinq ans, à compter de l'an 1627, nous y donnons
notre consentement Imperial.

Tous marchands & autres sujets de l'un ou de l'aut-
re Empire, pourront librement passer dans nos Estats
reciproques, & seront pourvus des passeports necessai-
res pour cet effet. C'est pourquoi nous avons donné
ordre à nos Bachas, à nos Beglerbeys, aux Generaux
de nos troupes, aux Beys de nos Provinces, & à tous
les Capitaines de nos frontieres, de se saisir de tous
ceux qui troubleront, ou inquieteront les voyageurs,
& de les punir comme infracteurs de la paix. Vous
ferez la même chose de vostre part, donnant ordre au
Palatin de Hongrie, & à tous vos autres Ministres ou
Officiers de faire punir les coupables.

Nos Beglerbeys, Sangiacs, Capitaines & Gouver-
neurs; vos Generaux, Commandans, & Capitaines
se serviront dans l'occasion de gens amateurs de la paix,
& zelez pour le bien public.

Il ne sera fait dans vos Estats aucun tort ni aucune
injustice à nos sujets, qui y voyageront par terre &
par mer: Comme nous vous promettons que dans
nos Estats, il ne sera fait aucun dommage à aucun de
vos sujets.

Toutes violences, injustices, inimitiez, haines pas-
sées, seront oubliées: & établissant la paix avec sincerité
& bonne foy, nous nous efforcerons de costé & d'aut-
re de l'observer inviolablement.

En cas que l'Empereur exécute & observe les pre-
sens articles, & que ses Ministres ne fassent rien qui
puisse tendre à les violer, Nous promettons & jurons
par Dieu nostre Createur, lequel a fait le monde de
rien, & par l'honneur que nous portons à nostre tres-
haut Prophete, Mahomet Mustapha, Que pendant
tout le temps que doit durer la presente paix, il ne
sera fait par nos Ministres ou par nos soldats aucune
entreprise, ni sur les sujets, ni sur les pais, ni sur les
villes, ni sur les châteaux de l'Empereur; & qu'il ne
sera fait aucune injustice aux esclaves Chrétiens solimis
à nostre tres-heureuse Porte.

CXXXII.

ANS
de J. C.

*Traité d'Alliance entre GUSTAVE A. 1628.
DOLPHE II. Roi de Suède, & la
Ville de (a) STRALSOND en Po-
méranie. Fait en l'année 1628. sans dat-
te de jour, ni de mois. Mercure François
Tom. XV. pag. 145.*

Sur-
DE ET
STRAL-
SOND.

(a) L'Au-
teur, qui
nous

I. Que cette Alliance contractée entre le Roy de
Suede & la Ville de Stralsond, sera pour
vingt années.

II. Que cette Confederation sera seulement pour
la defence de la Ville, & par consequent pour celle de
son port en la Mer Baltique, & non à autre fin, (sinon
que la Guerre qui pourroit estre ne les appellast ailleurs)
comme aussi pour la conservation des ulages libres des
Commerces.

III. Que cette Alliance ne prejudiciera à l'obeis-
sance & service, par lequel cette Ville est obligée à sa
Majesté Imperiale & à son Prince, donnant & rece-
vant reciproquement ce qui sera juste & équitable.

IV. Que par le present Traité ne sera en aucune
maniere derogé à la Jurisdiction & Privileges d'icelle
Ville: ce qui est dit toutefois, sans que cela puisse
nuire ni prejudicier à la presente Confederation.

V. Qu'en vertu de cette Alliance, le Roy de Sue-
de donnera ordre de reformer l'estat present de la Vil-
le, moyennant que la chose se compose par une trans-
action amiable, & que les efforts des armes ennemies
soient repoulez par la force des Suedois.

VI. Que pour sa delivrance, & au sujet de la guer-
re, qui prend sa naissance de là, la Ville continuera

fournir ce
Traité
l'appelle
toujours,
Stral-
sund:
mais c'est
une fau-
te.

ANS à se servir de tout le secours du Roy de Suede, dont elle aura besoin, sans se separer en aucune façon d'avec luy : ny ne fera aucun Traicté d'accord avec les Ennemis, sinon avec le consentement dudit Roi, lequel fera aussi compris audit Traicté.

VII. Que toutes autres Confederations, principalement celles des Villes Anseatiques, avec cette Ville, ne prejudicieront en rien au Traicté de cette Alliance, & ne seront alleguées raisons au contraire : mais plustost les autres Villes Anseatiques seront comprises en icelle, & se ligueraient avec celle de Stralsund, & avec le Roy de Suede, tant pour sa defence, que pour celle de la Mer Baltique.

VIII. Que les habitans pourvoient de logement & vivres nécessaires aux garnisons Suedoises qui seront envoyées pour la defence de leur Ville.

IX. Que si les Ennemis continuent leur siege, & que la nécessité de la Ville requiere de plus grands secours pour sa delivrance, les habitans fourniront argent, & tout ce qui sera nécessaire pour la nouvelle garnison, qui y sera envoyée pour sa defence.

X. Que s'il est besoin que les vaisseaux de Suede demeurent au port de la Ville, il sera pourveu de logement au Nochers & Matelots en icelle, & argent constant pour avoir des vivres selon qu'ils en auront besoin.

XI. Que si quelque accident arrive à l'armée de Suede, & au prejudice du repos de la Ville, en l'usage des entrées & passage en icelles, les portes seront aussi-tôt fermées, si faire se peut sans peril.

XII. Qu'il ne sera fait aucun dommage ny prejudice aux Privileges, Jurisdictions & Coutumes, (receus par un long usage, tant de la Ville, que des Citoyens,) par le Roy de Suede; mais les confirmera & protégera en icelles.

XIII. Que le Roy de Suede, ayant confirmé les Privileges de leurs Antecessurs, aura soin de composer les troubles de la Ville, & faire en sorte, qu'à l'avenir les differents qui pourroient naître entre ledit Roy & ladite Ville, fussent accommodez par composition amiable, ou bien assoupis par l'arbitrage des États de Hollande, ou des Villes Anseatiques.

XIV. Que les Rois, Princes, États & Republiques desirans estre compris en cette Confederation y seront admis du consentement des deux partis.

C X X X I I I.

ANS de J. C. 1628. *Traicté entre CHARLES I. Roi de la Grand' Bretagne, & le Maire, les Echevins, Pairs, Bourgeois, & Habitans de la Ville de LA ROCHELLE. Fait par leurs Deputez le 28. Janvier 1628. Mercure François. Tom XIV. Part. II. pag. 3.*

L'ANGL-
TERRE
& LA
ROCHEL-
LE.

Les Deputez munis de bons & amples pouvoirs s'estans presentez à si Serénissime Majesté, & ayant tres-humblement suppliée, de vouloir prendre & recevoir ceux de ladite Ville sous sa protection & sauvegarde, & leur en faire sentir les effets par une assistance digne de sa Majesté, au moyen de laquelle ils pussent estre delivrez de l'oppression, laquelle ils souffrent maintenant, & estre tenus en la bonne grace de leur Prince & Roy Tres-Christien, pour jouir d'une bonne & assurée Paix : Sa Majesté s'inclinant favorablement à cette Requête, leur a accordé ladite Protection, & en ont esté stipulées reciproquement les conditions qui s'ensuivent.

I. Quant audit de la Rochelle, qu'ils presteront tout l'aide & faveur à eux possible, pour l'avancement & heureux succès des armes de sa Majesté, en équipant le plus de vaisseaux de guerre qu'il leur sera possible pour favoriser l'exécution de ses armes de Mer, en luy fournissant de Pilotes experimentez. Pour ce qui est des costes qui leur seront voisines, & les embouchures des rivières, en prevoyant, à ce que ceux aus-

quels sa Majesté en pourra donner ordre, trouvent en leur ville des magazins, & lieux propres pour faire de J. C. 1628. leur ville des magazins, & toutes sortes de provisions, s'il est jugé à propos, & reçoivent les vaisseaux que les mauvais temps contraindroit de relacher vers eux, ou qui seroient portez par quelque autre nécessité, en cas mesmes que l'armée de sa Majesté se trouvât pressée, luy donnant retraite, abry, & pourvoyant à la seureté.

II. Que lesdits de la Rochelle ne presteront l'oreille à aucun accommodement particulier, & n'entendront à traité quelconque de Paix, sinon du gré, & entier consentement de sa Majesté Serénissime.

III. Que s'il advient apres qu'il se fit quelque entreprisse de la part de la France, sur les États de sa Serénissime Majesté, au sujet de ladite assistance, laquelle presentement elle promet : lesdits Rochelois se declareront à sa faveur, & divertiront de tout leur pouvoir les desseins que l'on auroit à son prejudice, que pour foy & assurance de cela dès à present lesdits Deputez promettront au nom de l'Église de la Rochelle, & s'obligeront de leur faire ratifier, & en faire faire un serment solennel, tant aux Maires, Echevins, & Pairs de la Maison de Ville : comme aussi à tous les Bourgeois extraordinairement assemblés pour cet effect.

IV. Quant à sa Serénissime Majesté, elle leur promet en parole de Roy de les secourir à ses propres frais & despens, tant par mer, que par terre, selon sa puissance Royale, jusques à ce qu'elle les ait liberez des Forts qui sont, tant à l'Isle de Ré, qu'es environs de leur Ville, & leur aye moyenné la Paix.

V. Que pour cet effect dès à present elle fera armer puissamment, pour à ce Printemps executer quelque chose digne de sa Majesté, moyennant quoy les desseins qu'on a contre la Ville pussent estre divertis, & les troupes qui les pressent soient obligez de leur donner de relache, jusques en fin que par l'heureux succès qu'il plaira à Dieu donner à son armée, elle en soit entièrement libérée.

VI. Que sa Majesté durant tout le temps que la Guerre continuera, assistera ladite Ville d'un tel nombre de soldats, qu'elle jugera en estre de besoin pour la garder; lesdits soldats soldoyez par sa Majesté.

VII. Que sa Majesté permettra tant à ses sujets, qu'aux habitans de ladite Ville, de charger en tous les États, toutes les provisions desquelles elle aura besoin, & en fera expedier des Patentes authentiques, qui seront envoyées à tous les ports & havres, afin qu'en vertu d'icelles, sans autre plus particulier passeport, les marchands pussent faire librement leur achat, & ne soient point troublez au transport.

VIII. Que dès à present sa Majesté fera partir, avec suffisant convoi les bleds & autres provisions, qui par son commandement se trouveront chargez, pour au plustost estre apportez à ladite ville, & y estre debitez à prix honneste.

IX. Que pour soulager la pauvreté de ladite ville, & subvenir à ses plus pressantes nécessitez, sa Majesté permettra une Collecte en ses États, & dès à present établira l'ordre qui y est nécessaire pour cela.

X. Qu'ayant esté ci-devant compilé certains articles de Traicté entre le sieur Duc de Buckingham son grand Admiral, & lesdits de la Rochelle, dont il auroit accordé les uns sous le bon plaisir de sa Majesté, & remis les autres à une plus particuliere conference, dès à present sa Majesté agréee, & tient pour bons & valables, ceux que ledit sieur Admiral auroit convenus : & quant aux autres, qu'il les fera expedier au plustost, pour sur iceux donner auidits de la Rochelle tout le julte contentement qu'ils peuvent attendre.

XI. En fin qu'en cas advenant que sa Majesté prêtât l'oreille ci-aprés à quelque un pour parler de Paix avec le Roy Tres-Christien, lesdits de la Rochelle y seront appellés, & que nul Traicté ne se conclurra, sans stipuler bien expressement leurs immunités & Privileges, selon les memoires qu'ils en fourniront. Sa Majesté s'oblige en outre, de leur garantir ledit Traicté.

XII. Quant

ANS XII. Quant à sa Serenissime Majesté, meue du
de J. C. soin, & de l'affection qu'elle a tousjours eu pour les
Eglises, & particulièrement pour la Ro-
1628. chelle, elle leur promet en foy & parole de Roi, de
leur donner toute l'assistance convenable, jufques à
une bonne & fenne Paix.

CXX XIV.

ANS *Traité Entre les Sujets & au nom de LOU-*
de J. C. *IS XIII. Roi de France & ceux*
1628. *D'ALGER pour le Commerce. Fait à*
Alger le 19. Septembre 1628. Freder.
FRANCE *Leonard. Tom. V.*
ET AL-
GER.

IL y eut quelque fujet de rupture entre les François & ceux d'Alger, Sujets du grand Seigneur, à l'occasion de quelques Vaisseaux, Canons & Mufulmans pris fur Mer par Simon Dauler François, Capitaine de Marine, laquelle néanmoins n'eût lieu, parce que le Roi Tres-Christien aiant esté averti de cette prise, & jugeant que cela troubleroit la liberté du Commerce, & que le Sieur Samfon Napolon pourroit recevoir quelque mauvais traitement, non seulement sa Majesté commanda que tout ce qui avoit esté pris fût rendu; mais aussi consentit à ce que l'Alliance entre France & Alger fût renouvelée, comme il fe voit par le fuyvant Traité.

AU Nom de Dieu, soit-il, l'an 1628. le 19. jour du mois de Septembre, & fuyvant le compte des Mufulmans 1038. & le vingtième jour de la Lune de Maran en l'invincible Ville d'Alger.

Les tres-puiffant & tres-glorieux Empereur des Mufulmans, &c. qui est l'ombre de Dieu fur la face de la terre, nous auroit envoyé ses sublimes commandemens à la confideration de son tres-cher & parfait ami l'Empereur de France, (auquel Dieu augmente sa gloire & vertu,) lequel il auroit envoyé en cette invincible Ville d'Alger, par le Capitaine Samfon Napolon son aimé, les deux Canons que Simon d'Auler nous avoit enlevéz; ensemble nos Freres Mufulmans aians conduits dans ce Port d'Alger, nous auroit rendus en la présence du tres-Illustre Seigneur Ofsan Bafcha, (que Dieu augmente ses jours) où étoient aussi assemblée l'Aga Chef de la milice, le Moifi, Cadi, & les Défenseurs de la Loi, & generalement tous ceux de la milice du grand Divan & Conseil, où publiquement avons fait lecture des commandemens du tres haut Empereur des Mufulmans, la substance desquels estoit telle.

Vous autres, mes Efcaves de la Milice d'Alger, anciennement avez vécu avec les François comme Freres; mais à cause de quelques méchans hommes parmi vous qui ont commis des actes contre le devoir & la justice, avez reputé lesdits François comme Ennemis. Maintenant je veux que tout ce qui s'est fait & passé soit oublié, fans que vous vous refouveniez plus des injures, & que viviez comme freres & bons amis.

Tous generalement grands & petits auroient répondu, nous sommes contents, & voulons obeir aux commandemens de notre Empereur, comme estans ses Efcaves.

De même auroient fait lecture des lettres d'amitié de l'Empereur de France, la substance desquels dit ainfi.

Tout ainfi que l'Empereur des Mufulmans, mon tres-cher & parfait ami, les jours duquel soient heureux m'auroit écrit, qu'il délire que les Sujets d'une part & d'autre vivent à l'avenir en bonne paix & amitié, je l'ai eu à plaisir.

Tous le Divan & Conseil, grands & petits, ont folennellement juré & promis de conserver une bonne paix & amitié, & pour tel effet ont déclaré ci-après ce qui se doit observer.

Premierement qu'à tous les Efcaves Mufulmans réfugiés des Pais de les Ennemis, abordans dans le Pais de France, fera donné libre passage pour venir en Al-
Tom. III.

ger, & défenses feront faites à ceux qui gouvernent les Villes des Confins du Roiaume de France & à toutes autres personnes de rendre ni vendre lesdits Mufulmans à les Ennemis.

Lorsque les Navires d'Alger se rencontreront avec les François, s'estans reconnus, se donneront de nouvelles reciproques, comme vrais & bons amis, fans que ceux d'Alger puiffent aller dans les Navires ou Barques Françaises pour y prendre aucune chose que ce soit, ni changer voiles neuves pour vieilles, cables, canons munitions de guerre ni autres choses. Et qu'encores moins pourront-ils menacer ou outrager les Patrons, Ecrivains, garçons, ni autres du Navire ou Barque, pour les forcer à dire chose contre verité.

Si lesdits Navires ou Barques Françaises se trouvent chargez de Marchandises de compte des Ennemis du grand Seigneur, après en avoir esté bien éclaircis, soit par rapport des Patrons, Ecrivains ou Mariniers; tels Vaisseaux ou Barques feront conduits en Alger, où l'on leur fera paier les Noles ou péages: & par après s'en retourneront où bon leur semblera, auxquels sera enjoind de ne celer telles Marchandises des Ennemis, de crainte de perdre le credit de ces Noles.

Tous les François qui se trouveront dans les Navires de Guerre des Ennemis d'Alger, & qui seront mariez & habitez aux terres desdits Ennemis, estans pris dans telles Navires feront declaréz esclaves comme Ennemis.

Aians les Navires Françaises reconnu & parlementé avec les Navires d'Alger, & après en estre éclaircis, si tels Navires François combattent & font agreffeurs, estans pris feront esclaves, ainfi qu'il est porté par le commandement du grand Seigneur.

Ne pourront ceux d'Alger prendre aucuns garçons pour les faire renier par force, tailler, circoncir, ni les intimider par menaces en façon quelconque mais si quelque François veut renier volontairement, il sera conduit devant le Divan ou Conseil, declarera franchement & en conscience quelle Loi il veut tenir fans aucune contrainte.

Et en cas qu'il y eût quelque Raix de Navires ou Barque d'Alger qui rencontre quelque Navire ou Barque Française ne voulant croire à la parole & témoignage du Capitaine Ecrivain François, que les facultez de tels Navires ou Barques appartiennent aufdits François, & qu'on les vould conduire en Alger, y estans arrivez, feront lesdits Capitaines & Ecrivains interrogez dans le Divan, avec paroles d'amitié & de douceur, fans user d'aucunes menaces: & s'il persiste que ses facultez appartiennent aux François, elles seront incontinent relâchées, & tels Raix châtiéz arbitralement.

Tous ceux qui seront natifs des Pais ennemis du grand Seigneur mariez & habitez en France, ne pourront estre faits esclaves, comme aussi rencontrans quelques François passagers fur les Navires desdits Ennemis, ne pourront aussi estre esclaves pourveu qu'ils fassent paroître qu'ils sont fuyets de l'Empereur de France.

Et d'autant que tous ceux de la Milice d'Alger qui seront Raix & Capitaines de Galeres & Navires de Guerre ne contrviendront jamais à ce Traité de Paix; ains pourroit bien estre qu'aucuns de mauvaise vie, comme Mores & Tagaouis, qui voulans armer pourroient rencontrer quelques Navires ou Barques Françaises, & les conduire à Salles ou autres lieux des Ennemis des François, ce qui seroit au grand préjudice de l'intégrité de cette Paix, & feroit donner le blâme à ceux d'Alger, & par conséquent de l'intérêt au public en cette échelle, afin de prévoir à tels inconveniens, & se rendre assurez, sera establi un tres-bon ordre, par lequel tous ceux qui partiront d'Alger se pourroient promettre d'y retourner, défendant aussi qu'aucun étranger ne soit fait Raix de Galere & de Navire.

Et generalement tant de part que d'autre, promettons & nous obligeons par ce présent Traité d'observer

ANS ver & maintenir ponctuellement tous & chacun les
de J. C. Articles des Imperiales Capitulations d'entre nos deux
1628. Monarques, auxquels Dieu augmente leur gloire & vertu.

Suivant lesquelles, personne ne pourra entrer dans la Maison du Conseil des François; soit Sobasti, Officier du Divan, ni aucun de la Milice pour quelque occasion & sujet que ce soit; que si quelqu'un prétend quelque demande dudit Conseil, il sera appelé en tout honneur avec un des Chaoux du Divan pardevant l'Aga, Chef dudit Divan, où la Justice sera observée, afin que ledit Consul François puisse vivre en Paix & tranquillité avec toute sorte d'honneur & de respect.

En cas qu'il y eût quelques mauvaises personnes tant de la part d'Alger que de France qui commissent quelques actions capables de contrevenir aux Articles du présent Traité, au préjudice des Commandemens & Capitulations Imperiales; & qui recherchaient quelques occasions préjudiciables à cette Paix, n'y ayant point sujet capable de ce faire, telles personnes seront punies de mort cruelle, & tous ceux qui contreviendront en aucun de ces présents Articles, auront la tête tranchée.

Et pour l'observation de tout ce qui est contenu aux présents articles en la présence du tres illustre Ofsan Basia de Moce, à présent Aga ou Chef de la Milice, des Seigneurs Mossi, Cadi, défenseur de la Loi, de tous les Sages & Anciens, & ceux qui continuellement prient le tres haut Dieu, & generalement en la présence du Divan & Conseil de l'invincible Milice d'Alger, grands & petits d'un commun accord & consentement à la gloire & honneur des Empereurs, & suivant ses sacrez Commandemens & Capitulations Imperiales; avons fait & promis cette Paix, & donné parole avec serment & promesse de la maintenir & garder de point en point; ains fait des présents Articles plusieurs copies semblables scellées & signées de tous les susdits nommez, l'une desquelles copies sera gardée dans la caisse du sacré Tresor du Divan, & les autres envoyées à l'Empereur de France, & aux lieux où besoin sera de les faire observer. Fait l'an & jour ci-dessus.

ANS
de J. C.

1629.

L'EMPEREUR ET
LE DANEMARC.

C X X X V.

Diverses Pièces concernant les Négociations de Lubec pour la Paix entre FERDINAND II. Empereur, & CHRISTIAN IV. Roi de Danemarc, sur la fin de 1628. & au commencement de 1629. Mercure François. Tom. XV. pag. 172.

Commission & Instruction des Députés des quatre Electeurs Catholiques Romains vers l'Empereur.

Les Deputés des quatre Electeurs Catholiques sont chargés de leurs Maîtres, de ne faire à la première audience que les complimens accoutumés en termes généraux, concernant les miseres publiques de l'Etat, & de conférer de bouche avec les Conseillers d'Etat, & du Conseil privé de sa Majesté Imperiale, leur laissant refondre les choses principales. Cette entrée faite, & apres avoir recogneu les bonnes inclinations de sa Majesté Imperiale, ils demanderont la seconde audience, en laquelle ils passeront aux propositions speciales: feront une recapitulation de la communication avec les Conseillers de sa Majesté Imperiale, & demanderont tres-humblement leur favorable despesche.

I. Les propositions seroient: Qu'il plaise à sa Majesté Imperiale donner à l'Empire affligé, la chere & precieuse Paix, apres laquelle tous les bons Patriotes soupirent: ce qu'elle pourroit bien faire, au cas qu'elle s'accordast avec la Couronne de Danemarc, & vou-

lust embrasser les moyens de paix proposez par le College des Electeurs en commun & en particulier.

II. Que les quatre Electeurs, sans rien vouloir prescrire,ouveroient bon, puis que sa Majesté a desormais reduit tout l'Empire à sa devotion, & qu'il n'y a plus d'ennemy à craindre, qu'elle veulust décharger l'Empire de gens de Guerre & foulager le pays en les licentiant ou faisant emmener.

III. Que pour l'establissement d'une bonne & ferme paix, & réintegration de la foi Germanique entre les Etats de l'Empire, il seroit grandement nécessaire de tenir une Diette Imperiale, où les Electeurs comparussent en personne, & leurs differents, dès long temps conceus l'un contre l'autre, y eussent esté proposez & entierement vuidez.

IV. Que pour la convocation d'une telle Diette, les quatre Electeurs Catholiques tiennent (sans prejudice) que sa Majesté seroit bien de faire une réelle declaration à tous les Etats Protestans, qu'en son dernier Edict, la Religion de la Confession d'Ausbourg n'est pas comprise. Qu'il plaise aussi à sa Majesté, en vertu de sadite Declaration, les proteger & defendre contre toute violence, & les laisser en leur Religion: ce qui auroit besoin d'être fait au plutôt, afin que les Protestans quittassent leurs soupçons, & les Electeurs se peussent refondre à y comparoir en personne; là où durant ces logemens & desiances susdites, il n'est aucunement à craindre qu'aucun des Electeurs comparoisse en personne.

V. Que l'Electeur de Saxe avoit desia de tels mescontemens, que mal-à-propos pourroit-il estre amené à une telle Diette: Partant tiennent lesdits Electeurs en toute humilité, qu'il seroit bon & grandement nécessaire de la contenter au plutôt & l'aiseur de nouveau.

I. Pour ce qui est des poincts contenus en l'instruction desdits Catholiques pour proposer au Conseil secret, ils feront tels. Les Deputés des quatre Electeurs Catholiques supplient tres-humblement S. M. I. au nom de leurs maîtres de licentier les par trop excessives troupes de gens de guerre dont l'Empire est chargé; offrans en toute obeissance, que de la part de la Ligue il en sera fait autant.

II. En outre sa Majesté Imperiale tient y avoir du peril, de denuer & enlever l'Empire du tour des forces, de peur de nouvelles collusiones, dangereuses correspondances, & conjecures ennemies; Qu'il lui plaise au moins de les distribuer également, & tellement loger, que la Ligue puisse de mesme loger les siennes.

III. Se plaignent en outre du Duc de Fridland, de ce qu'il presse leurs gens & ceux de la Ligue, de trop prez, leur ostant leurs quartiers; & demandent les cercles de Franconie, & de Suabe pour leurs gens seuls.

IV. Qu'il plaise à sa Majesté ne point trouver mauvais, qu'en cas de continuation de guerre la Ligue Catholique s'assure pareillement, & retienne ses gens sans les licentier, tout prêts pour le bien public de l'Empire: Que pour cet effect la Ligue entretiendra quarante cornetes de cavalerie, & vingthuit mil hommes de pied, moitié de ses despens & de la bourse commune, le reste payé de la contribution des cercles du pays.

V. Les Etats de la ligue Catholique retiendront les lieux occupez par leurs gens de guerre, & ne les quitteront, qu'ils ne soient remboursez de leurs frais.

Les Princes desirieux de la paix de l'Empire ayans envoyé leurs Ambassadeurs & Deputés à Lubec, l'Empereur y envoya pour Commissaires de sa part le Duc de Fridland Walstein, le Duc d'Holface, & le Comte de Tilly: les Electeurs de Saxe & de Brandebourg y envoyèrent aussi leurs Ambassadeurs, lesquels assemblée firent entendre au Roy de Danemarc la bonne volonté de sa Majesté Imperiale, pour l'establissement de la Paix en l'Empire (que tant ils desiroient) avec des

ANS des conditions raisonnables, l'exortant à s'accorder avec J. C. vec sadiète Majesté Imperiale, & lui declarans qu'en cas de refus ils seroient contrainsts par communes armes de se bander contre lui & assister l'Empereur pour le depouiller de ses Estats.

Articles proposez par les Députez de Danemarc au Traité de Paix entre l'Empereur & lui, à Lubec.

I. QUE toutes les Principautez & pais de sa Majesté, occupez de l'ennemi avec leurs appartenances, les forteresses, Châteaux, passages, villes, ports & places fortes, toutes les provisions trouvées en icelles, munitions, canons, &c. Ornaments des Eglises, en fin *Omnia mobilia & moventia*, lui seroient entierement restituées; & que tous les gens de guerre en fortiroient sans faire aucun dommage ou mesfait.

II. Qu'on rendroit à ses sujets tout le dommage qu'on leur a fait.

III. Que tous les Prisonniers de part & d'autre soient delivrez *pari passu*, sans les arrester ou molester.

IV. Que tous les Princes & Estats de la Basse Saxe puissent continuer à jouir de la Paix prophane, & de la Religion avec le libre exercice de la Confession d'Ausbourg, observant en ce point les Constitutions de l'Empire, les Capitulations & Sincérations ou Ordonnances imperiales.

V. Que s'il escheoit à l'advenir quelque different entre l'Empereur & sa Majesté, ou les successeurs d'iceux; que les parties aient à se soumettre aux arbitrages & compromis de ceux qu'elles auront nommez.

VI. Que les subjects de sa Majesté estans en l'Empire ou autres Jurisdicions de l'Empereur, ne seront (sauf pour les cas criminels) detenus, ni arrestez pour donner satisfaction à ceux, qui à cause de leurs services faits à sa Majesté par le passé ont à pretendre de leur solde.

VII. Se fera une Amnistie generale, en laquelle seront compris les Estats de la basse Saxe, qui ont deffendu le pais avec sa Majesté, & tous ceux qui ont esté au service d'icelle en cette guerre ou autrement, & pour ce, sont abolies toutes les actions & accusations.

VIII. Qu'en cas que sa Majesté Royale pour cause de ces capitulations, fust attaquée par guerre d'aucun, elle sera assistée avec un fort & prompt secours.

IX. Que les allies de sa Majesté, nommément les Rois de France, d'Angleterre, de Suede, & les Estats unis des Pais-bas, seront compris dans cette Paix, en cas qu'ils le veulent, & leur plaisir se declarer là dessus dans un certain temps.

X. Que les Fils de sa Majesté de Danemarc ne seront empeschez de jouir des Postulations & elections aux Evechez qui leur ont esté faites en l'Empire.

Articles de Paix Proposez de la part de l'Empereur à Lubec, le 2. Mars, 1629.

I. QUE le Roy de Danemarc ne se meslera à l'avenir des affaires de l'Empire & des Estats adherans, principalement des Cercles de la basse Saxe & pays voisins: & qu'il renoncera tout à fait aux Duchez de Holstein, Schlawik, Ditmarce, & aux pays qui en dependent.

II. Qu'il renoncera aussi, & quittera totalement les droits & pretentions, lesquelles lui ou ses fils ont ou croient avoir, aux Archeveschez, Evechez, Duchez, Principautez, terres & seigneuries de l'Empire, es Cercles de la basse Saxe, d'Westphalie, &c. & toutes autres pretentions qu'il estimeroit avoir audit Empire.

III. Qu'il ceddera le Pays de Judland à l'Electeur

de Saxe par droit d'hypothèque, pour le desgagement ANS de l'une & l'autre Lusacie, & lui en permettra la paisible possession, jusques à ce qu'il aye touché le remboursement des frais qui lui seront deus par sa Majesté Imperiale; ou reçu quelque autre contentement & satisfaction dudit Roy de Danemarc.

IV. Qu'il refendra tous les frais & despens de la guerre, tant à sa Majesté Imperiale, qu'à tous les Electeurs, Princes, & Estats, qui l'ont assistée & secouru.

V. Tous les degasts faits aux obeissans Electeurs, & Estats, spécialement aux Princes assistans, comme au Duc de Lünebourg, Pomeranie, & Jean Frideric Duc de Holstein, leur seront recompensez, & l'Isle de Fimмерen restituée.

VI. Que le Roy bouclera le passage de Sond aux ennemis du saint Empire, de sa Majesté Imperiale & de sa Maison, & le donnera libre aux amis & membres obeissans d'icelle, & mettra le peage à la somme equitable & ordinaire, sans le surhausser.

VII. En ce Traité seront compris la Couronne d'Espagne, de Pologne, l'Infante Archiduchesse des Pais-bas, l'Electeur de Baviere, avec tous les autres Princes, & Estats obeissans de l'Empire.

VIII. Que ledit Roy de Danemarc, ni ses allies & confederes ne feront aucunes invasions ennemies ni actes d'hostilité sur l'Empire Romain, directement ou indirectement: & ne feront aussi aucunes levées de gens de guerre en ses Royaumes & Etats qui puissent tourner au prejudice du bien & repos de l'Empire.

Réponse des Commissaires Députez du Roi de Danemarc aux Propositions des subdeleguez de l'Empereur.

Messieurs du Conseil d'Etat, & Commissaires du Roy de Danemarc, a esté delivré par ordre de Messieurs les subdeleguez de l'Empereur, le deuxiesme du mois present, un cahier signé de leurs mains, contenant quelques Articles de Paix; lequel veu, & bien examiné, a esté trouvé fort exorbitant & estrange. D'autant qu'après une si longue patience ils ne croyoient point, qu'au lieu de quelques équitables, justes & raisonnables conditions, telles que lesdits Deputez leur avoient si souvent promis, ils proposeroient & mettroient en avant des moyens si durs & intolérables, fondez sur des maximes non accordées du Resultat du premier du mois de Fevrier, par lesquelles il a esté aisé à juger, que le parti contraire n'a rien plus à cœur que de divertir ou d'oter tout à fait par des Traictez & propositions entierement irraisonnables, le bien tant désiré de la Paix. Mais pour persuader ausdits sieurs subdeleguez d'accepter & embrasser les justes & raisonnables moyens ci-devant proposez, afin qu'une infinité d'Ames languissantes n'estans point frustrées de l'attente de cette Paix, recouvrent à la fin par le succez de ceste negotiation, moyennant la grace de Dieu, le fruit d'icelle: & pour demonstret leur desir & inclination à la dicte Paix, ils se declarent sur les articles proposez, ainsi qu'il s'ensuit.

Pour la premiere demande, assavoir que le Roy de Danemarc ne se mesle point des affaires de l'Empire ni des Estats d'icelui, non plus qu'en particulier de celles de la Basse Saxe & autres Pays voisins; & que pareillement il renonce aux Duchez de Holstein, Schlawik, Ditmarce, & aux terres appartenantes, &c. Nous respondons qu'avec raison il ne lui peut estre imputé qu'il s'en soit meslé autrement, que selon les loix & constitutions de l'Empire, & selon que le devoir du rang, qu'il tient parmi les Princes & Estats d'icelui l'y oblige. Sa Majesté, sans en recevoir des advis d'ailleurs sçaura fort bien les bornes, selon lesquelles elle se doit gouverner. Les memoires des Archives de l'Empire tesmoignent, & outre les autres actes authentiques, mesmes un bon nombre d'écrits originaux de

ANS la main de l'Empereur, font voir que sa Majesté de J. C. Danemarc, suivant en cela l'exemple de ses Predecesseurs Ducs d'Holstein, n'a en rien cédé, en ce qui a

1629.

concerné le bien, la conservation, & l'avancement du Saint Empire, & du Cercle de la basse Saxe, par ses contributions, & débourssemens liberaux & volontaires, à aucun des autres Princes & Etats d'iceluy Cercle. Ce qui l'oblige d'entendre, avec beaucoup de regret & facherie, que le party contraire demande, qu'il abandonne ignominieusement, & au prejudice irreparable de sa posterité, non seulement le Duché de Schleswick, qui releve en fief de luy mesme; mais aussi celuy d'Holstein & Dithmarce. Sa Majesté assure en conscience, & s'y croit secondé par tout le monde qui juge sans passion, que ce n'est pas elle qui a causé les hostilités & invasions, comme aussi le reste des calamitez, dont ledits Pays sont accablés. C'est pourquoy ledits Sieurs du Conseil d'Etat & Commissaires du Roy s'attendent qu'on les dispensera de telles & semblables demandes, desquelles l'accord ou ratification n'estant aucunement en leur pouvoir, ils sçavent aussi fort bien que sa Majesté ne les accordera jamais; esperant que l'on entendra à leur juste & raisonnable demande, qui est que l'on quitte & vuide effectivement, & sans autre delay & refus, ledites Provinces & Duchez, avec tous les droits qui en dependent.

Au second Article, & au contenu d'iceluy; Que sa Majesté se deporte tout entierement sans exception, de toutes les droits & prerogatives, qu'elle, ou Messieurs ses fils ont acquis, ou pourront pretendre sur les Archeveschez, Dioceses, Principautez, & Terres, au Cercle de la basse Saxe, Westphalie, en somme par toute l'estendue de l'Empire Romain, &c. Messieurs les Commissaires du Roy font entendre à Messieurs les subdeleguez de l'Empereur, que de son Chef sa Majesté n'a jamais pretendu aucun droit ou pretentions sur ledits Archeveschez & Dioceses: Mais il est plus que notoire, & les actes publics & decrets, des Elections, suffrages & postulations, témoignent, que quelques uns de ses enfans par une Election solennelle, selon les coutumes, sont appellez & proclamez à la coadjuterie & succession de quelques Archeveschez & Dioceses, & apres avoir esté installez en la possession & administration réelle, la vacance survenue, ont receu le serment ordinaire d'hommage & de fidelité: en suite dequoy ils ont administré le Gouvernement du consentement & avis du Chapitre, selon les concordats, & suivant la Capitulation convenüe, de sorte que tout le monde en demeure bien satisfait, en quoy il n'y a rien d'extraordinaire: & sa Majesté ne pouvant nullement prejudicier à ses enfans, iceux estans emancipez, ny les destituer de la garantie en leurs droits acquis, juge que les differens survenus depuis quelque temps en ça à raison desdits Evêchez & Dioceses, comme concernant les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire en general, peuvent estre mis à part, jusques à une Assemblée generale des interressez, afin d'y consulter & adviser conjointement des moyens propres & expedients à quelque bon accord & reconciliation. Cependant qu'à bonne raison tout demeure en estat, & en la mesme condition comme du temps de l'Empereur Ferdinand premier, Maximilian second, Rodolphe second, & Mathias premier.

Or les affaires ont esté tellement mesnagées, que sa Majesté Imperiale a plus d'obligation de faire expedier les Brevets ordinaires des protestations & indults, sur les Postulations & Elections desdits Evêchez, en suite de la propre Declaration faite le vingt-cinquesme jour du mois de Juillet, l'an mil cinq cens vingt cinq, aux Princes & Etats de la basse Saxe, de les proteger effectivement, & les appuyer de son pouvoir & devoir Imperial; que de presser cette demande, directement contraire à tout ce que dessus. Si bien que ledits Sieurs du Conseil & Commissaires de sa Majesté se reservent par expiés, & ne cedent en façon quel-

conque, de tous les droits, interets & pretentions, ANS presentes & à avenir, qu'ils possèdent, ou qu'ils peuvent attendre ou pretendre sur aucunes des terres du saint Empire. 1629.

Ledit Sieurs du Conseil & Commissaires du Roy de Danemarc ont trouvé toute exorbitante la proposition faite par Messieurs les subdeleguez de l'Empereur, de quitter, & de permettre que l'on mette entre les mains de l'Electeur de Saxe le Pays de Judlande, à condition qu'il le garde jusques à ce que l'Empereur ait desgagé & déchargé les Pays de Luface des debtes contractées par iceluy Empereur, ou qu'en quelque autre façon il ait donné satisfaction audit Electeur, &c. Ils ne se mettent point en peine pour ledit engagement, & comme quoy l'Empereur est tenu audit Electeur, comme d'une chose qui ne le touche point. Mais on ne peut nullement permettre que la Couronne de Danemarc, laquelle ne s'est jamais interressée à cette guerre devant qu'estre hostilement envahie & occupée, receive aucun prejudice en cette Province de Judlande, comme incorporée à la Couronne, de laquelle elle ne peut estre séparée.

Quant au remboursement des frais & despens faits par sa Majesté Imperiale, & par Messieurs les Electeurs, Princes & Etats affidans, Messieurs du Conseil & Commissaires du Roy, font souvenir à Messieurs les subdeleguez de l'Empereur, que la necessité presente a obligé le Roy de Danemarc de monter à cheval, & d'embrasser tous les moyens possibles pour sa defence & protection tant seulement, & pour divertir de luy & ses amis & allies, les dangers & dommages des hostilités exercées & à exercer; mais nullement pour offenser ou endommager sa Majesté Imperiale, ou Messieurs les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire; dont il est evident, que par nulle raison ny apparence de Droit, sa Majesté Imperiale puisse redemander à sa Majesté de Danemarc les frais de cette guerre.

Touchant la restitution en general qui seroit à faire ausdits Sieurs Electeurs, Princes & Etats, Messieurs du Conseil d'Etat, & Commissaires du Roy de Danemarc, se reposent conclusivement à ce que dessus, & à la Declaration donnée sur l'article precedent, sans la reiterer icy: & sont d'opinion, que si c'est à bon escient & de bonne foy, que Messieurs les subdeleguez de l'Empereur ont entamé le present Traité; ainsi qu'ils pretendent, & s'en vantent; ils ne s'amuseront point à empêcher & à dilayer le bien public de cette pacification, pour des recherches de telles & semblables pretentions, tout à fait impertinentes & particulieres.

Concernant la demande faite au sixiesme article, que le passage du destroit de la Mer Baltique se ferme aux Ennemis de sa Majesté Imperiale & de l'Empire, demeurant ouvert pour sadite Majesté & Amis, & pour les Etats de l'Empire qui sont demeurez dans l'obeissance; & qu'outre cela, les impositions se retrenchent selon le cours du temps passé, sans que l'on les surhausse: Messieurs du Conseil d'Etat & Commissaires du Roy de Danemarc, n'ont point de pouvoir d'entrer en Traité quelconque; mais croyent fermement que sa Majesté, non plus qu'un autre Prince & Potentat de sa qualité, ne permettra point qu'un autre luy donne la loy, selon laquelle il ait à regler les souveraines préeminences de la Couronne.

Pour le septiesme, si le Dieu souverain de Paix favorable de sa benediction le present Traité d'un heureux & bien désiré succès, le Roy de Danemarc sans doute ne fera point de difficulté, que les Rois, Princes & Electeurs mentionnez y soient compris.

Pour le huitiesme, tout ce que de costé & d'autre sera accordé & effectué, sa Majesté de Danemarc le gardera de son costé, & l'accomplira infailiblement, & le confirmera de sa Royale parole & subscription: Et pour conclusion, Messieurs les Commissaires du Roy de Danemarc ont cette ferme creance, que Messieurs les subdeleguez de l'Empereur feront à la fin l'ou-

ANS l'ouverture des conditions equitables & tolerables, de J. C. dont le pouvoir de l'Empereur fait mention, & auxquelles ledits Sieurs subdeleguez se sont si souvent rapportez : En ce cas là ils protestent, qu'en suivant l'ordre exprès ils feront aussi de leur côté des declarations justes, raisonnables, & telles que tout homme de bien pourra estre, & demeurera entierement satisfait. Signé à Lubek ce 3 Mars, l'an mil six cens vingt-neuf, Christian Fries. Levin Marechalck. Jacob Ulefelt. Detlef Rentzons. Albert Schidl. Henric Rentzons.

C X X X V I

ANS
de J. C.

(a) *Edict & Déclaration de l'Empereur FERDINAND II. touchant les Edits & Traitez de Pacification pour la Religion, & la Restitution des biens Ecclesiastiques. A Vienne, le 6. Mars, 1629.* Mercure François, Tom. XV. pag. 193.

1629.

L'EMPI-
RE.(4) Quoi
que ce ne
soit pas ici
un Traité
de Paix,cet Edit
est si
import-tant, qu'on ne
peut le pouvoir
omettre,sans faire
sortir de cet
Ouvrage.il sert d'é-
claircisse-ment à
beaucoup
de Trai-tez, qui
ont pré-cédé, &
à d'autres
qui ont
suivi. Il a
un rapport
essentiel
au Traité
de Mun-ster; &
M. Ame-lot n'a pas
oublié
d'en par-ler dans
ses Obser-vations,
que nous
avons mi-

ses à la té-

te de cet
Ouvrage.

(4) Apres
toutes ces
réponses
on ne
pût rien
conclure
alors.

(a) *Replique des Commissaires de l'Empereur aux Réponses de ceux du Roi de Danemarck.*

I. **Q**ue les actes d'hostilité du Roy de Dannemarck ne peuvent estre palliez, ny couverts par les Constitutions de l'Empire; & que pour ce sujet l'Holface, le Schlifwick, & le Dithmarck, (comme siefs de l'Empire, quoy que les Danois y contredissent) ont esté par armes assubjetis à l'Empereur par droit de guerre, & seront ledits Pays gardez & tenus jusques à une plaine & entiere satisfaction des frais de la guerre; & que sa Majesté Imperiale ne peut pas ainsi facilement quitter un droit qui lui est acquis.

II. Qu'il n'y a personne qui ne soit informé par quelle maniere le Roy de Danemarck a esté porté de jouir malicieusement des biens des Ecclesiastiques, & que sur ce sujet a esté représenté par les principaux Princes & Chefs de la basse Saxe, quoy qu'il n'en fassé estat, que jamais il n'a esté permis au Roy de Danemarck, ny à ses fils, de se mettre avec main forte en possession des biens Ecclesiastiques dudit Cercle.

III. Que pour la restitution de la Judlande, en laquelle la nécessité & les loix de la guerre, ont permis de poursuivre l'Ennemy, seront payez cinq millions de Joachims.

IV. Que les pratiques tramées par ledit Roy ne se peuvent couvrir sous aucun titre de défense : ains on monstrera au contraire, que pour s'opposer aux mauvais desseins des Rebelles Proscriptis, il a fallu entretenir des armées puissantes, avec des despences immenses, qui doivent estre payées à l'Empereur, & aux Estats de l'Empire; à quoy toutefois si les Commissaires Danois s'accordent au Traité de Paix, il sera usé de quelque moderation en ceste refusal de despences, frais & dommages reçeus par l'Empereur & ledits Estats de l'Empire.

V. Que pour ce qui est des droits Royaux qui se perçoivent au destroit de Dannemarck, & autres qui sont reservez au Roy, il ne sera contraint d'y souffrir un ordre prefix, en esperance, qu'en faveur des privileges des commerces & negociations des Estats, il ne sera rien ordonné qui ne soit juste & raisonnable.

VI. Que comme les Commissaires Danois sollicitent que les Rois & Princes par eux nommez soient compris au Traité de Paix; de mesme sera accordé à ceux de l'Empereur.

VII. Que pour ce qui concerne cette clause, qui doit estre acceptée en toute evenement, ne sera faite aucune difficulté pour la delivrance reciproque des prisonniers. Qu'en faveur aussi dudit Traité sera promis au Roy de Dannemarck de faire retirer l'Armée Imperiale de ses Pays; & pour conclusion, ledits Commissaires seront exortez de se desister des choses extremes, promettans faire tenir & accomplir ce qui sera juste & raisonnable.

Nous Ferdinand II. du nom par la grace de Dieu esleu Empereur des Romains, tousjours auguste, Roy de Germanie, de Hongrie, &c. Offrons nostre amitié, graces, & toutes sortes de bienfaits à tous & chacun les Electeurs, Princes Ecclesiastiques, & Seculiers, Prelats, Comtes, Barons, Chevaliers, Baillifs, Capitaines, Juges, Eschevins, Bourgeois, Communautéz, & à tous autres sujets & feaux de nous & de l'Empire, de quelque dignité, estat, & qualité qu'ils soient.

Nous ne doutons point qu'il ne soit plus que notoire & connu à tous & à un chacun, de combien de miseres & divisions nostre chere Patrie l'Allemagne a été depuis long-temps affligée. Ce qui apris sa source & commencement du schisme deplorable en la Religion, & des attentats & entreprises contre les Traitez de Paix pour la Religion, qui avoient esté faits & accordez pour maintenir les Estats des deux Religions en bonne Paix & concorde entre eux, & à ce qu'une partie n'entreprist de porter dommage à l'autre en ses droits, biens, pays & sujets; encores que ceux qui y ont contrevenu, taschent de se justifier, & excuser sous divers pretextes leurs usurpations. D'où il est advenu qu'ayans esté donnez aucuns jugemens contre ces Perturbateurs du repos public, lesquels à cause de leurs injustes procedures craignoient d'estre condamnés à davantage, ils ont voulu contraindre l'une partie de ne se pouvoir plus plaindre en justice, contre la teneur des Traitez de Paix, & des Ordonnances de l'Empire, ains de venir à un nouvel accord, & sous ombre d'icelle qu'elle s'abstint d'en faire aucune poursuite ny demande. Et à cet effect ils ont eu des intelligences clandestines entre eux, & se sont alliez en secret par diverses correspondances, & enfin ont fait une union & ligue publique; avec esperance d'avoir obtenu l'avantage qu'ils desiroient, lors que la rebellion de Boheme est survenuë. Et pour parvenir d'autant plus facilement à leur dessein, ils se sont confederéz & alliez avec des Seigneurs, & Communautéz, tant dehors que dedans l'Empire, voire mesme attiré à eux & appelé à leur secours l'Ennemy hereditaire de la Chrétienneté, jusques à ce que finalement par telles machinations, ils ont reduit toute la Patrie aux flammes, & en l'estat auquel jusques à present elle se retrouve, avec les grands pleurs & gemitemens, auxquels sont reduits les pauvres sujets, en la nécessité en laquelle on les voit.

Il est vray que ce malheur avoit esté prevenu de bonne heure, tant par nos loüables Predecesseurs en l'Empire, que par plusieurs Estats, amateurs de Paix, & principalement par les Electeurs du Saint Empire, qui y eussent volontiers remedié. Ainsi qu'il advint en l'an 1559. que l'on commença de faire des plaintes, de ce qui auroit esté attenté au prejudice des Traitez de Paix pour la Religion : car feu nostre Predecesseur & Ancestre l'Empereur Ferdinand I. renvoya ledites plaintes à la Chambre Imperiale pour en cognoistre. Mais les Protestans en fuirent lors le jugement, & en demanderent la decision à nostre fuisdit Ancestre l'Empereur Ferdinand mesme; en donnant à entendre, qu'une partie de ce qu'ils entreprenoient se trouvoit en termes clairs & intelligibles à leur faveur dans ledits Traitez sans qu'il fust aucunement besoin de les deduire plus amplement, ainsi à ce qu'ils pretendoient, qu'il apparoissoit simplement du texte des mots contenus en iceux. De maniere que l'on

ANS en recherche une declaration generale pour tous es
de J. C. Diettes & assemblees des Etats generaux, qui furent
1629. tenues par apres, & nommement en l'an 1594. Ou
fut proposee la declaration du Duc Frederic Guillaume, Administrateur de l'Electorat de Saxe: à laquelle
neantmoins on differa de pourvoir, à cause de la guerre
avec le Turc, & autres empeschemens. Toutefois nos
susdits predecesseurs de loiable memoire n'ont pas laisse
pour cela, lors qu'ils ont esté requis, de rendre justice à
ceux que l'on opprimoit, de leur faire administrer, sui-
vant leur devoir & office Imperial, soit en leur Conseil
Privé, ou en la Chambre Imperiale de Spire, selon lesdits
Traitez, & les droits communs. Jusques à ce qu'en-
fin en l'an 1613. ceux qui se font nommez correspon-
dants, se sont plaints, & ont mis en avant leurs griefs,
à cause des proces qu'on leur mouvoit sur ce sujet,
conformement à la raison & à l'accord de Passau, tant
audit Conseil, qu'à ladite Chambre: n'ayans plus voulu
fournir qu'ils s'en fit une declaration Imperiale, en-
cores qu'ils l'eussent auparavant demandé, ont propo-
sé une nouvelle maniere d'en accorder à l'amiable en la
Diette Imperiale qui fut tenue lors. Et n'y ayans peu
parvenir, ils n'ont laisse pour cela de solliciter à leur
possible nostre cousin & Pere le feu Empereur Ma-
thias, pour faire tenir une journée, où se fit un ac-
cord, en laquelle enfin il ne fut contraire, pour re-
mettre la bonne intelligence entre les Etats de l'Em-
pire. Mais ayant esté informé de la part des Etats Ca-
tholiques des inconveniens qui arriveroient de tels
moyens que l'on proposoit; par ce que les Catholi-
ques ne pouvoient ni ne vouloient se departir desdits
Traitez de paix, & partant que tout ce qui se nego-
cieroit en cet affaire, seroit non seulement inutile,
mais aussi seroit cause d'aigrir d'avantage les parties:
Lesdits correspondants ont recogneu qu'il n'y avoit e-
sperance d'atteindre à leur but; comme une partie des
Etats Protestants ont recogneu aussi, que difficilement
on y parviendroit sans le consentement du parti des Ca-
tholiques. Ce qui fut cause, qu'aussitost apres ladite
Diette de l'an 1613. l'Electeur de Saxe & le Land-
grave de Hesse de Darmstat, ensemble avec les Catho-
liques, conseillerent à nostre dit predecesseur l'Empe-
reur Mathias, de s'y gouverner & conduire selon son
devoir Imperial, & à l'exemple de ses predecesseurs les
Empereurs Romains, conformément aux constitutions
& Ordonnances de l'Empire. Comme aussi sur cela le
susementionné Electeur de Saxe, l'année d'apres 1614.
le 5. Mars auroit par ses lettres, fondé sur ces raisons,
exhorté les Etats du Cercle & Province de la Basse Sa-
xe, de se separer de l'alliance & union qu'ils avoient
fait avec lesdits correspondants, par ce que sa Majesté
estoit apres, & prenoit le soin de remedier au plustost
à leurs griefs.

Or d'autant que selon nostre devoir Imperial nous
sommes obligez non seulement d'obvier & remedier
à ce qui va contre le saint Empire, & remettre ledit
Empire en son premier repos, & tranquillité, mais aussi
donner ordre à l'advenir que par diverses interpretations
des Traitez de paix pour la Religion, les Etats de
l'Empire ne tombent plus entre eux en division & mau-
vaise intelligence; & pour ces causes avons esté recher-
chez par les Electeurs assemblez à Mulhausen, selon le
soin qu'ils portent avec fidelité à la prosperité du saint
Empire, d'y vouloir donner un tel ordre, que la mu-
tuelle intelligence soit restable; & remedier conforme-
ment aux Ordonnances de l'Empire, & Traitez de
pacification pour la Religion, aux plaintes & griefs si
souvent reiterez par les Etats, & aussi à ce que nul
Etat ne soit dorenavant trouble ni molesté.

C'est pourquoi nous ne devons ni voulons plus
long temps différer de bailler nostre declaration & re-
solution suivant nostre charge & devoir Imperial, &
conformément aux Edicts & Traitez de paix, tant en
fait de Religion, que pour les affaires seculieres; sui-
vant aussi les decrets des Diettes Imperiales, & prin-
cipalement de celle de l'année 1566. Et sur tout à
cause que, non seulement on nous a fait voir, comme

les Protestants mesmes ont recogneu en ladite Diette
de l'année 1613. que les griefs n'estoient nouveaux, de J. C.
ains avoient esté auparavant souventefois representez &
1629. sur iceux, ceux là qui se pretendoient interessez, a-
voient esté suffisamment ouïs: mais aussi que de long
temps en l'an 1576. les sumentionnez Etats Prote-
stants, en leurs Requistes presentées à nostre prede-
cesseur l'Empereur Maximilian II. ont eux mesmes
donné clairement à cognoître avec de bons fonde-
mens, & raisons, lors qu'ils ont presenté leur griefs,
& doleances, qu'il n'estoit necessaire d'avoir esgard ou
s'attendre au consentement de l'une ou l'autre partie;
ains qu'il dependoit de la puissance & du pouvoir de
sa Majesté Imperiale, d'y interposer ce qui estoit de sa
charge Imperiale; comme estant le souverain chef &
defenseur des Ordonnances, & decrets, & comme
Protecteur, & Conservateur des opprimés, d'ordon-
ner ce qui convient à l'avancement du salut & pro-
sperité publique, & offer ce qui va à la mauvaise in-
telligence & dommage de l'Empire, conformément
aux decrets precedens dudit Empire. Ce qu'en l'an-
née 1559. les sumentionnez Protestants, comme aussi
il a esté ci-dessus deduit, ont representé avec cette clau-
se en termes formels à nostre predecesseur l'Empereur
Ferdinand I. que les griefs & plaintes pouvoient & de-
voient estre decidez (comme il est veritable) par les
mots & paroles qui se trouvent es Ordonnances de
l'Empire, & es Edicts & accords pour la paix en fait
de Religion.

Et bien que veritablement rien ne nous eust esté
plus agreable, que de remedier à tous ces griefs par
nostre declaration Imperiale: Si est-ce que nous avons
eu principalement esgard, & dont aussi nous en avons
esté recherché par les Electeurs, de donner nostre de-
claration sur ceux auxquels on s'est foubmis, comme
aussi sur ceux auxquels il y a le moins de doute, tels
que sont les griefs, pour lesquels encores qu'il n'y eust
foubmission, qui se trouvent en termes exprez es Trai-
tez & Edicts de paix pour la Religion, & à la resolu-
tion desquels il importe le plus, pour ramener une
paix tolerable. N'ayans pour cela intention d'obmet-
tre à penser au reste, & à la premiere occasion nous
resoudre en la mesme maniere, à ce que personne n'aye
d'oresnavant sujet de se plaindre.

Suivant ce, & à ce que nous mesmes nous parve-
nions à l'œuvre, Nous trouvons premierement que l'on
est venu à disputer du tout inutilement, contre l'in-
tention des Edicts & Traitez de paix pour la Reli-
gion, & contre les precedentes Ordonnances de l'Em-
pire, auxquelles il n'a esté du tout en rien derogé, &
dont est advenu en parti le mauvais Estat, auquel est
à present le saint Empire Romain; Sçavoir si les E-
veschez, Abbayes, & Priores, qui sont situez sous la
Seigneurie & jurisdiction des Princes, Seigneurs, &
republicques, sont compris sous les Edicts de paix pour
la Religion: & si lesdits Etats ont eu ce pouvoir, &
l'ont encores, de s'en saisir, les reformer, & autrè-
ment en disposer à leur volonté.

Or que cela ne doit estre, & qu'il n'appartient aux
Seigneurs & Magistrats d'apprehender les biens Eccle-
siastiques, combien qu'ils ne soient immediatement
sujets du saint Empire, cela se void clairement &
precisement en l'Edit & Traicté de paix pour la Re-
ligion en l'article *Au reciproque*, &c. Que ceux de
la Confession d'Ausbourg ne pourront molester les
autres Etats du saint Empire de l'ancienne Religion,
soient Ecclesiastiques, ou seculiers seuls, ou avec leurs
Chapitres, & autres de l'Estat Ecclesiastique, sans dis-
tinguer où ils ont leur demeure & residence, tant pour
le regard de leur Religion, croyance, Eglises, cou-
stumes, Ordonnances, & ceremonies; qu'aussi pour
leurs biens meubles, ou immeubles, pays, sujets,
Seigneuries, jurisdictions, rentes, cens, & dismes;
ains les laisseront jouir & user d'iceux paisiblement, &
sans empeschement, & les assisteront fidellement, sans
entreprendre rien contre eux à leur dommage, de fait,
ou autrement: ains en toutes manieres, suivant ce qui
est

ANS est porté par les droits, Ordonnances, decret, & Edicts de J. C. dictés de pacification du saint Empire, l'un se comportera envers l'autre selon ce qui est porté par les Loix: Le tout, sous perte de l'honneur & respect des Princes, d'estre tenus pour avoir manqué à leur foy, & parole, & pour n'encourir les peines lesquelles encourent ceux qui contreviennent aux Edicts de pacification.

1629. Et que ces mots, & autres de l'Etat Ecclesiastique ne se doivent entendre des Evechez, & Abbayes, qui sont immédiatement sujets à l'Empire, & sont au nombre des Etats dudit Empire; mais de ceux seulement qui sont demeurans au territoire & sous la juridiction de ceux de la Confession d'Ausbourg: Cela se prouve non seulement par les actes & registres de l'Empire, qui ont été faits sur ce point au Conseil des Princes, auquel tout ce qui est contenu en cet article des Ecclesiastiques, & de leurs fondations, & est mis sous une période, est réglé du tout distinctement; spécialement au commencement il est parlé des Ecclesiastiques qui sont du nombre des Etats de l'Empire, & puis de ceux qui ne sont du corps des Etats dudit Empire, & demeurans sous le territoire & juridiction d'un autre: Mais aussi le contexte & suite des paroles dudit article le donne assez à entendre, quand il ordonne que les Ecclesiastiques qui se sont retirés de leur demeure & résidence ordinaire, au territoire & juridiction d'autrui, comme s'ils y étoient encore demeurans.

Et sur tout cela se reconnoît très-clairement de l'article suivant. Et à ce que aussi, &c. Auquel étant suspendue la juridiction Ecclesiastique contre ceux de la Confession d'Ausbourg, c'est avec cette réserve expressément, qu'une telle suspension ne puisse nuire aux Electeurs Ecclesiastiques, Princes, & Etats, Colleges, Monasteres, & Religieux, en leurs rentes, revenus, cens, & dîmes, fiefs, & autres droits, selon qu'il est ci-dessus remarqué au sus allégué article, *Au reciproque*. Comme comprenant, & le rapportant en toute cette Ordonnance au decret de la Diette de l'an 1544. Article, *Et avec, &c.* & suivans, qui parlent autant des biens Ecclesiastiques, rentes, & cens, qui dependent mediatement de l'Empire, comme de ceux qui en dependent immédiatement. Ledit decret, comme aussi ceux des precedentes Diettes, concernant la paix pour la Religion, qui n'ont été expressément changez, devant demeurer en leur force & vertu, sans que l'on puisse aller à l'encontre.

Secondement, on trouve aussi cela décidé plus amplement en l'article, *Mais d'autant, &c.* Car en icelui il est pourveu, que les Evechez, & Monasteres, qui n'appartiennent aux Etats de l'Empire, & dont la possession n'auroit été es mains des Ecclesiastiques du temps de l'accord de Passau, ains en celles des Etats de la Confession d'Ausbourg, demeureront aufdits de la Confession d'Ausbourg, sans qu'ils en puissent estre plus poursuivis. D'où il s'ensuit sans contredit, que les Evechez & Monasteres tenus mediatement de l'Empire, qui n'ont été saisis & occupez avant le traité de Passau, ains depuis, ne peuvent nullement de droit estre retenus par ceux de la Confession d'Ausbourg, qu'ils n'ont peu les reformer & prendre à eux, & que la partie complaignante ne doit estre refusée en sa juste demande & querelle.

Ce qui en troisième lieu apparait aussi, d'autant qu'aux Edicts de paix pour la Religion, il ne se trouve nulle part, que ceux de la Confession d'Ausbourg puissent plus d'oresnavant occuper aucuns Evechez, ou Monasteres; ains selon qu'il est remarqué, il apparait du contraire. Car encorcs que cela n'y soit descendu, & prohibé en termes precis (Si est-ce que par ce qu'il n'en est rien exprimé, l'on en doit juger selon qu'en disposent les droits Canon, & civil, & les Edits de paix, suivant lesquels il n'appartient à aucun de depouiller autrui du sien, & moins de convertir à autre usage les Eglises, & biens Ecclesiastiques, qui sont de droit divin, & n'appartiennent qu'à Dieu, & à l'usage de la Religion, selon l'intention des Fondateurs.

Et pour cette cause ils ont été particulièrement réservés au susdit article, *Mais d'autant*, comme n'appartenans point aux Etats sous la juridiction desquels ils sont situés. Et pourtant aussi ceux de la Confession d'Ausbourg se sont réservés expressément aux Traitez & Edicts de paix pour la Religion, qu'ils ne seront plus tenus de répondre & s'exposer pour les biens Ecclesiastiques tenus mediatement de l'Empire, lesquels ils ont déjà occupez.

Et n'empêche point qu'au Traicté de paix, en l'article *Et à ce que, &c.* Il est mis que les Etats de la Confession d'Ausbourg ne seront molestés, ains demeureront en l'exercice & usage de leur Religion, ceremonies, & Ordonnances Ecclesiastiques, qu'ils ont établies, ou pourront établir à l'advenir en leurs principautez, pays & Seigneuries, dont quelquesuns veulent conclure qu'ils ont aussi le pouvoir de reformer les Monasteres qui y sont situés. Car encorcs que tels Monasteres, en ce qui est des choses & affaires seculieres, soient tenus de demeurer en la subjection & respect qu'ils doivent à leurs Seigneurs; Si est-ce que tels Seigneurs ne peuvent renverser ce qui est de la fondation des biens Ecclesiastiques qui appartiennent spécialement à Dieu, & à son Eglise, ainsi qu'il est dit, & qui sont en ce cas exempts & libres de la juridiction & gouvernement des seculiers.

Il ne s'ensuit point aussi pour ce que la paix pour la Religion a été établie entre les Etats de l'Empire, que pour cette cause les Religieux ne puissent estre aucunement receus à demander Justice. Car encorcs que la paix pour la Religion ait été établie seulement avec les Etats de l'Empire; Si est-ce que les sujets en peuvent du tout jouir aux cas qui surviennent; Et est chose notoire, que les Evechez & Monasteres situés es principautez & pays de quelque Prince, Etat, ou Seigneur, sont compris en la paix pour la Religion avec les Etats Ecclesiastiques de l'Empire, & doivent jouir des droits communs, & estre maintenus en ce qui leur appartient: Au contraire, ainsi que dit est, l'on ne trouvera nulle part, que ceux de la Confession d'Ausbourg doivent, ou puissent, plus rien occuper des biens Ecclesiastiques.

Il est aussi d'oresnavant non moins cogna en l'Empire comme aucuns Etats Protestans, contre ce qui est porté en termes precis en la paix pour la Religion, en l'article *Et d'autant que, &c.* Auquel en mots clairs il est pourveu, que si aucun Archevesque, Eveque, Prelat, ou quelque autre de l'Etat Ecclesiastique, se detourne de nostre ancienne Religion, que cestui-là est tenu, sans aucun contredit ou delay, & toussois sans prejudice de son honneur, de délaisser son Archevesché, Prelature ou Benefice, & ensemblement les fruits & revenus qu'il en percevoit: & qu'aussi il est loisible aux Chapitres, & à ceux ausquels de droit commun, & selon la coutume des Eglises, & Monasteres, il appartient, d'élire & ordonner une personne de l'ancienne Religion, laquelle sans empêchement, & paisiblement doit estre laissée avec les Chapitres & autres Eglises au droit de patronage, election, presentation, & confirmation, comme encorcs aux anciennes coutumes, droits & biens meubles, & immeubles, &c. Comme aucuns Etats Protestans, disje, se sont efforcés, non seulement depuis qu'ils ont quitté la Religion Catholique de retenir leurs Evechez, Prelatures, & prebendes, dont ils étoient auparavant pourvus; voire mesmes ceux qui n'en étoient point pourvus, ont prins d'eux mesmes la possession desdits Evechez, & Prelatures, sous l'apparence & pretexte qu'ils ont mis en avant: comme li cet article, qui leur apparaitoit trop evident, ne faisoit aucunement part pour la paix de la Religion: Aussi n'y ont-ils jamais consenti, ains plustost protesté au contraire. Ce qui nous a donné sujet de nous informer diligemment par les actes de l'Empire, de ce qui étoit proprement contenu en cet article, que l'on appelle communément l'article réservé aux Ecclesiastiques, & comme il est compris dans la paix pour la Religion, encorcs

cettes

ANS de J. C. 1629. certes que le contexte seul de la paix pour la Religion nous deult suffire : Et trouvons audit article, qu'en ce qui concerne la contradiction & non consentement des Protestans à iceluy, que l'on met en avant, que toutesfois la fufdite Paix pour la Religion si souvent aléguée contient autrement, ayant esté faite & conclüe selon qu'il est porté par icelle, d'un commun advis & consentement de l'Assemblée des Electeurs & Princes des deux Religions, & depuis mise à execution ; & que tous les Estats ont donné parole & fait serment de l'observer fermement, continuellement, & inviolablement, en tous & chacuns ses points, clauses & articles, & ne point aller à l'encontre à la moindre chose. Nous aussi & nos Predecesseurs nous sommes obligez, lors qu'il a esté traité de nostre election, & couronnement, d'observer cette Paix pour la Religion, & ce qui y est contenu & compris, sans aucune reserve & exception. A quoy les Electeurs du Saint Empire ne nous eussent obligez, sans rien retenir, & indistinctement, au cas qu'en cette Paix pour la Religion ils'y fust trouvé aucune chose, à l'observation de quoy nous ne deussions point l'estre. Avec ce les actes & registres de l'Empire sur l'entretenement de ladite Paix, qui se trouvent en nostre Chancellerie de l'Empire, monstrent que veritablement du commencement les Catholiques & ceux de la Confession d'Ausbourg, furent en grand different sur ce point ; & que ledits de la Confession d'Ausbourg n'y voulurent consentir. Mais comme les Catholiques n'en voulurent sur cela rien quitter, & plustost se despartir de tout accord & Traicté de Paix ; & que nostre Predecesseur l'Empereur Ferdinand d'heureuse memoire eust fait aussi représenter plusieurs raisons de poids & consequence à ceux de la Confession d'Ausbourg, auxquelles aussi ils ne peuvent contredire : les actes originaux & registres dignes de foy de ladite Diette & Assemblée des Estats Generaux en l'an 1555. donnent à entendre comment les Deputés des Electeurs, Princes & Etats absens de la Confession d'Ausbourg, demanderent un delay, pour en informer leurs Seigneurs ; Qui leur ayant esté accordé jusques à dix jours, ils apporterent le 20. de Septembre la declaration sur cela de leurs Seigneurs. Et comme ledits Seigneurs & leurs Conseillers ne se voulurent departir de leur demande. Ils s'accorderent enfin sous cette reserve en termes exprez, qu'ils ne pensoient pouvoir prescrire à sa Maj. Imperiale, comment & en quelle façon elle s'y comporteroit : & sur cela ils supplierent d'adoucir quelques clauses, qui leur sembloient estre trop rudes audit article concernant les Ecclesiastiques, & y mettre quelques corrections : Comme spécialement que les deux parties ne se pourroient accorder ensemble, & que ceux qui de la façon seroient contrains de quitter leurs Evechez & Abbayes, le feroient sans prejudice de leur honneur ; & encores que cette reserve ne prejudicieroit au Traicté qui se feroit à l'advenir de la Paix pour la Religion. A quoy iceluy Empereur Ferdinand auroit consenty, pour établir d'autant plus facilement la Paix entre nous, & que le Traicté n'en fust rompu. Et sur cela cette reserve & exception fut inserée audit Traicté de Paix pour la Religion, en la forme & maniere, & ainsi qu'elle y est à present comprise ; & en suite publiée sans aucun contredit le 25. de Septembre, avec la Paix pour la Religion, & fut insérée & commandée à la Chambre Imperiale de juger d'oresnavant selon icelle.

Et encores, que l'an suivant, à sçavoir l'année 1556. comme encores apres en l'année 1557. & l'an 1559. l'on ait voulu protester à l'encontre : Si est-ce qu'il fut obtenu que les choses demeureroient entierement au mesme estat, & que la Paix pour la Religion seroit entretenue comme une Loy, & Ordonnance fondamentale, qui déjà avoit esté conclüe & confirmée par serment : Par le moyen de laquelle le party Catholique auroit acquis un droit, qui ne luy pouvoit plus estre osté. Ce fut pourquoy aussi le fufdit nostre Predecesseur l'Empereur Ferdinand declara plusieurs fois par

divers decrets sur telles protestations, prieres & recherches de ceux de la Confession d'Ausbourg, qu'il ne de J. C. se pouvoit plus departir de la Paix pour la Religion, 1629. puis qu'elle avoit esté ainsi accordée.

Après la mort, l'Empereur Maximilian, de loisible memoire, en la Diette de l'an 1566. ayant esté semblablement recherché par les Estats de la Confession d'Ausbourg de casser ce point, il fit response qu'il n'y pouvoit non plus entendre que le fufdit Empereur Ferdinand. Consecutivement nostre bien-aimé Sieur Cousin l'Empereur Rodolphe, qui repose en Dieu, se declara imperialement & vertueusement en l'an 1590. le 27. Juillet, à l'exemple de ses Predecesseurs, aux trois Electeurs seculiers, comme ils vouloient renverser cette reserve ; qu'il ne pouvoit faire aucun changement en la Paix pour la Religion, ny au contenu d'icelle, & consequemment en l'article reservé pour les Ecclesiastiques, comme faisant part de la Paix pour la Religion ; & qu'il estoit tenu d'observer pour les raisons suivantes : A sçavoir que la Majesté Imperiale auroit fait serment d'entretenir tout le contenu en icelle, sans rien excepter, comme le tout auroit esté proposé à sa Majesté Imperiale, sans aucune exception & reserve par les Electeurs du Saint Empire, lors qu'il fut élu Empereur. Ce que son Imperiale Majesté estoit tenu d'accomplir, veu son serment. Dont aussi les Electeurs & Princes, qui le supplioient, pouvoient evidemment cognoître, comme sa Majesté ne pouvoit approuver ce qui avoit esté entrepris contre le contenu à ladite Paix es deux Evechez de Cologne & de Strasbourg ; & que l'on ne fust jamais venu à voyes de fait & de troubles, si de costé & d'autre l'on eust voulu se souvenir du Traicté de Paix pour la Religion, & ensuivre exactement le contenu en iceluy.

Et ainsi pour raison de tout ce que dessus, nous avons d'autant plus juste sujet d'ensuivre les justes & bien considerées resolutions & decrets de nosdits Predecesseurs, & particulièrement à cause de ce que nous nous sommes fait informer comme elles sont fondées sur de grandes & fortes considerations, ainsi qu'il apparoit des actes qui se sont passez, & des mots clairs & intelligibles du Traicté de Paix pour la Religion. Et ne peuvent les Protestans pretendre avec fondement que cette reserve convient & est à charge à leur honneur & à leur conscience. Car quant à l'honneur, ils s'y sont conservez par la clause qu'eux mesmes y ont fait apposer. Et pour le regard de la Religion, encores ont-ils moins de sujet de s'en plaindre. D'autant que la Religion de nulle partie ne porte cela avec soy, ny la leur en particulier n'est sur cela fondée, qu'il faille qu'un chacun qui en est, ait un Archevesché, ou prebende. Et les Catholiques Ecclesiastiques, qui n'ont receu l'ordre de Prestre, se marians peuvent delaisser leurs prebendes sans aucun prejudice de leur honneur, estans mesmes incapables de plus hautes dignitez Ecclesiastiques.

Il n'y a point aussi de contrariété es mots inferez à la reserve & exception en faveur des Catholiques, Desquels neanmoins les Estats des deux Religions n'ont peu s'accorder, contre la promesse si claire & alliance jurée des Estats des deux Religions à l'entretenement de tout le contenu en la Paix pour la Religion ; D'autant que pour cela mesme, à cause que les deux parties n'ont peu s'accorder sur ce point, ils se sont remis à ce qui en seroit décidé par l'Empereur Ferdinand : auquel s'estans pour ce soumis, ledit article a esté inseré au Traicté de Paix pour la Religion, & a esté confirmé & publié du consentement des Estats de l'Empire assemblez en corps, comme une constitution & Ordonnance concernant l'Empire en commun, selon qu'il appert dudit consentement & approbation, par la soucription & sceillé apposé audit Traicté de Paix pour la Religion. De sorte que les Estats Protestans s'estans ainsi soumis, comme il est représenté ci-dessus, s'est en vain & sans sujet qu'ils veulent maintenant le revoquer en doute.

Tiercement & finalement, quand aussi l'on voudroit

ANS de l'Empire doivent jouir du bénéfice de la Paix pour de J. C. la Religion (combien qu'ils aient presque au contraire au premier point proposé par nous, comme ne voulans accorder aucun privilège & exercice de la Religion aux Ecclesiastiques, qui ne sont du nombre des Estats de l'Empire) & partant qu'ils ne peuvent estre envoyez hors du Pays à cause de leur Religion : Combien certes que pour le regard de ces griefs les Etats de la Confession d'Ausbourg ne soient de mesme opinion entre eux, & que pour pretexte de ce qu'ils mettent en avant ils produisent l'article, *Mais ou*, &c. Auquel il est disposé, Que si un sujet à cause de la Religion se veult retirer en d'autres lieux, qu'il luy sera loisible & pourra vendre ses biens, en payant quelque droit tollerable pour la sortie : Comme aussi encores, de ce qu'ils auroient obtenu un Decret de nostredit Predecesseur l'Empereur Ferdinand, lors que la Diette fut close en l'an 1550. par lequel il fut dit en faveur des sujets des Ecclesiastiques faisans exercice de la Confession d'Ausbourg, qu'ils ne seroient empêchez en leur Religion par leurs Seigneurs Ecclesiastiques.

Si est-ce qu'ayans pareillement sur ce point parcouru avec toute diligence les actes de la Diette en l'an 1555. concernant la Paix pour la Religion, & nous estans fait informer par les circonstances de ce qui se seroit passé sur ce point; encores certes qu'il apparaisse du tout clairement du Traicté de Paix pour la Religion en l'article, *Et à ce que*, &c. Item de celui qui commence, *Au reciproque doivent*, &c. Esquels il est permis aux Estats dependans immédiatement de l'Empire, d'ordonner de la Religion, des costumes Ecclesiastiques, Ordonnances & Ceremonies au culte divin; & qu'il soit severement defendu, que nul n'ait en cela à les empêcher : Nous trouvons par ladite information, que du commencement il y a eu un grand différent sur ce sujet, & que ceux de la Confession d'Ausbourg ont fort pressé la dessus, à ce que les sujets des autres Estats fussent laissez en la liberté de l'exercice de la Confession d'Ausbourg; & qu'à cet effet fut opposée une clause en particulier au Traicté de Paix pour la Religion. Mais les Catholiques n'y ont voulu aucunement consentir, ains au contraire ont representé que cela donneroit occasion & sujet entierement aux troubles, & à la desobeissance & mauvaise volonté des sujets à l'encontre de leurs Seigneurs. Et par ce qu'ils ne preseroient aux autres Estats comment ils auroient à se gouverner avec leurs sujets, que c'étoit chose injuste, que pour ce regard ils voulsussent faire luy aux Catholiques, & les y contraindre. Qu'eux Catholiques pensoient aussi bien à ce qui concernoit le salut de leurs ames, comme pouvoient faire les autres, & partant qu'ils ne pouvoient souffrir qu'il fust loisible & permis à leurs sujets de s'attacher à une autre Religion, qu'à celle dont ils faisoient profession. Ce que leur auroit aussi representé nostre tres-cher Ancestre l'Empereur Ferdinand, par plusieurs autres bonnes & fortes raisons, avec ces paroles expressees, Que si l'on pensoit traicter sur ce sujet, & comprendre au Traicté de Paix les sujets des Catholiques, que l'on pouvoit finir la conference, & estoit du tout inutile de s'entretenir plus long-temps les uns les autres. Car plustost sa Majesté permettroit que l'Assemblée se séparât & rompit sans rien conclure.

Mais comme les Estats de la Confession d'Ausbourg ne laissoient pour cela de solliciter & presser grandement pour la liberté de conscience, les Catholiques leur ont enfin accordé jusques-là, qu'il seroit permis aux sujets de se retirer du Pais. Surquoy ledits Estats se sont desistez de ladicte clause, & transigé de l'affaire avec ledit Empereur & les Catholiques, suivant ce qui est aujourd'hui compris en l'Edit de Paix pour la Religion en l'article, *Il se doit aussi*, &c. A sçavoir que nul Estat ne contraindra ne persuadera l'autre ny ses sujets pour la Religion, ny ne les prendra en sa garde & protection, ny ne les defendra en aucune maniere contre leurs Seigneurs. Item, que s'il arri-

Tom. III.

ve que aucun des sujets de sa Majesté Imperiale, des ANS Electeurs, Princes & Estats, soit de l'ancienne Religion ou de la Confession d'Ausbourg, pour raison de sa Religion se retire avec sa femme & enfans des Pays, Principautez, Villes, & Bourgs de nous, comme aussi des Electeurs, Princes, & Estats du Saint Empire, pour aller demeurer autre part : que telle sortie & demeure luy soit permise, & loisible, & qu'il puisse vendre ses biens, en payant un droit moderé pour la sortie, selon l'ancienne coutume des lieux; & que ce soit sans prejudice de son honneur, & ne soit réputé d'avoir manqué à sa foy & serment. Voire l'on a procédé avec telle retenue sur ce point, qu'il y a eu plusieurs journées & conferences, jusques à ce que finalement l'on a compris en ce Traicté de Paix pour la Religion, la Noblesse relevant immédiatement de l'Empire, & les Villes, ainsi que l'on peut voir en l'article, *Et en cette Paix*, &c. Dont il n'eust esté nullement besoin, si tous & chacun les sujets d'eux memes eussent esté capables de jouir du privilege de l'Edit de Paix pour la Religion. D'où il apparoit clairement que la liberté en la Religion n'a esté delaissee aux sujets; mais au lieu d'icelle l'on leur a donné la permission de sortir du pays : & quand la liberté en lad. Religion eust esté permise ausdits sujets selon le contenu en l'Edit de Paix pour la Religion, il n'eust point esté du tout besoin que les Estats de la Confession d'Ausbourg se fussent tant peinez de l'obtenir, premierement par un Decret particulier, & puis par une Declaration derogante à l'Edit de pacification pour la Religion.

Mais d'autant qu'il n'y a rien de ce Decret en l'Edit de Paix pour la Religion, ains plustost fait ledit Edit au contraire, & que mesmes il n'a jamais esté insinué & notifié à la Chambre Imperiale, & en nul cas il n'a esté jugé conformément à iceluy, & moins encores observé & mis en usage; joint que les Estats Catholiques n'y ont point consenty, à cause que par iceluy il est derogé à l'Edit de Paix pour la Religion, qu'il est mesmes grandement prohibé & defendu par ledit Edit, & n'a plus d'oresnavant aucune force, & aussi que ledits Estats Catholiques n'ont point de cognoissance qu'il en ait jamais esté deliberé aux seances ordinaires des Diettes, & moins encores qu'ils y aient donné leur consentement, & que partant nos loiables Predecesseurs ne l'ont incorporé & inseré dans ledit Edit de Paix pour la Religion, quelque sollicitation qu'il ait esté faite à l'occasion dudit Decret ou du contenu en iceluy, ny ne l'ont fait insinuer à la Chambre, ains en ont retenu à eux mesmes la cognoissance, & au contraire ils ont fait confirmer, establir, & jurer ledit Edit de Paix avec toutes ses clauses & articles : Il est raisonnable & juste qu'en cecy nous demeurions aux mesmes termes, & ne pouvons de nostre part pour ledit pretendu Decret, en rien nous esloigner du contenu audit Edit de Paix.

Mais moins encores peut-on conclure aucune chose qui vaille contre le texte évident dudit Edit, & des actes qui s'en sont ensuivis, à cause de l'article, *Mais si*, &c. & des mots qui y sont apposez *se voudront mettre bas*. Car en cet article il est seulement ordonné, ainsi qu'il apparoit clairement des actes, que si un sujet ne se conforme pour la Religion avec son Seigneur, mais aime plustost se retirer, que cela luy sera permis, en payant le droit d'issuë accoustumé; & que contre son vouloir aussi il ne pourra estre contraint de faire exercice d'autre Religion, ny pour cela faire perte de ses biens.

Et par ainsi nous declérons & ordonnons par ce present Edit, conformément à ce qui a esté deduit jusques icy, selon qu'il est porté par ledit Edit de Paix & autres Decrets, Traictés, & Actes de l'Empire; que ces trois principaux articles auront lieu, & seront observez.

Premierement, que les Estats Protestans n'ont aucun sujet de se plaindre & produire pour un grief, que aux Generaux des Ordres, Abbez, Prelats, & autres

ANS
de J. C.
1629.

de l'Estat Ecclesiastique, qui ne sont sujets immédiatement de l'Empire, si à cause de la detention & occupation des Monasteres & biens Ecclesiastiques, hôpitaux & autres fondations pieuses, ils sont contraincts d'en faire plainte & demande à nous ou à notre Chambre Imperiale, que l'on en prenne la cognoissance, & aussi sur celai en soit donné sentences & jugemens, & iceux mis à execution. Ains qu'au contraire les Estats Catholiques ont juste sujet de se plaindre, & que tels Ecclesiastiques mediatement sujets à l'Empire doivent estre ouys, sur ce que leurs Monasteres & biens Ecclesiastiques qu'ils possédoient du temps de l'accord de Passau, ou depuis, leur ont esté occupez, & ôtez contre ce qui est clairement contenu audit Traicté de Paix, & que leurs rentes & revenus leur soient detenus; & par dessus tout cela que comme s'ils n'estoient du tout capables de jouir dudit Traicté de Paix, l'on les veut mesmes du tout empêcher de poursuivre leurs droitz, & vendiquer ce qui leur appartient, estans les biens occupez de fait par les Seigneurs, contre l'intention & desir des pieux fondateurs, comme aussi contre les mots exprez de l'Edit de paix pour la Religion.

Pour le regard du second article, Nous declaronz semblablement que ceux de la Confession d'Ausbourg n'ont aucune raison de se plaindre, que ceux de leur Religion, qui detiennent les Eglises, Evechez, & les Prelatures dependans immédiatement de l'Empire, ou qui tachent de les avoir, ne sont recognus par les Estats Catholiques pour Eveques & Prelats, & que l'on ne leur accorde la seance & la permission d'opiner aux Diettes Imperiales, ny aussi qu'on ne leur en donne l'investiture, & qu'on ne les recoit à foy & hommage : Ou au contraire de la part des Catholiques, suivant la reserve & exception pour les Ecclesiastiques, & conformément aux mots qui se trouvent en icelle que l'on ne peut revoquer en doute, l'on peut justement se plaindre de ces griefs qui sont notoires ; Que tels Eveques & Prelats Ecclesiastiques, qui se sont destournez de la Religion Catholique, ne laissent pour cela de retenir leurs Evechez & Prelatures, & se maintiennent en la possession des droitz & privileges qui appartiennent aux Catholiques, voulans estre tenus & reputés pour Estats de l'Empire à cause desdits Evechez & Prelatures : & aussi que ceux qui ne sont de la Religion Catholique, & moins encores ne sont qualifiez pour estre de l'Estat Ecclesiastique, n'ont laïssé pour cela de s'intromettre en tels Evechez & Prelatures, & par ce moyen ont eu l'intention d'opprimer & reduire à neant, entant qu'en eux a esté, tout l'Estat Ecclesiastique Catholique, ensemblement avec la Religion.

Comme encores pour ce qui est du troisième point, nous trouvons les pretendus griefs des Estats Protestans n'estre du tout à souffrir, en ce qu'ils se plaignent, que les Etats Catholiques ont pouvoir de retenir & contraindre leurs sujets dans leurs territoires & Seigneuries à l'exercice de la Religion Catholique; & si en cela ils ne se veulent accommoder, de les mettre hors à leur volonté, en payant le droit d'issuë, & de leur defendre d'aller en lieux estrangers, & là y chercher des presches, & faire les autres exercices de leur Religion, encores qu'ils soient bien fondez de les envoyer tout à fait hors de leur pays. Au contraire il est du tout visible, parce qu'a esté deduit, que les Catholiques ont juste sujet de se plaindre, que la partie adverse les veuille en cela regler & limiter leur pouvoir en telles leurs reformatiions, & sur ce fondement solliciter & inciter leurs sujets à une entiere rebellion & substruction de l'obeissance qu'ils doivent à leurs Seigneurs. Et est ce grief de la part des Catholiques d'autant plus grand & considerable, pour ce que quant à cette reformation, ceux de la Confession d'Ausbourg penseroient que les Catholiques ne deussent pour ce regard jouir de mesme droit qu'eux, ains que veritablement il leur appartient de reformer leurs sujets, & qu'il leur fust loisible de mettre hors de leurs pays ceux qui seroient contraires à leur

reformation, & le mettre publiquement à effect; & au contraire que les Catholiques ne peussent faire le de J. C. semblable.

Or estans icy suffisamment & très-amplement declarez les griefs principaux & plus pressans, desquels depend principalement la paix publique, ainsi qu'il est ci-dessus mentionné par les mots clairs de l'Edit de pacification pour la Religion, des Constitutions & Ordonnances de l'Empire, & les actes notoires : Nous commandons par cette presente à nostre Chambre Imperiale de juger & donner la sentence à l'advenir suivant ceste nostre declaration, sans permettre que l'on revoque plus en doute, & que l'on dispute sur semblables cas quand ils adviendront, ainsi qu'il est contenu en ceste nostre resolution; Comme déjà elle a trouvé juste par cy-devant de decider tous les points que dessus, lors qu'il y en a eu instance, & procez selon ledit Edit de Paix pour la Religion & le contenu en iceluy. Et d'autant que les despoüilles & troubles, & l'occupation des Evechez & Prelatures contre la teneur dudit Edit de paix en plusieurs lieux, est du tout notoire, & l'on ne le peut nier : & au contraire le droit & juste cause qu'il y a de se plaindre, ainsi qu'il est remarqué suivant les mots dudit Edit & autres decisions & Ordonnances de l'Empire, ne peut revoquer en doute il n'est besoin d'autre chose en telles occurrences, que d'assister avec une réelle execution la partie opprimée, & luy aider à recouvrer le sien.

De forte que nous sommes finalement resolu à ce que les Edits de paix, tant pour la Religion qu'es choses seculieres, soient en effect executez : de deputer au plustost des Commissaires, en l'Empire, pour redemander des injustes deteneurs les Archevechez, Evechez, Prelatures, Monasteres, & autres biens Ecclesiastiques, les hospitaux & les fondations, qui ont esté ainsi destournées & occupées de force & en autre maniere, dont les Catholiques estoient en possession du temps du Traicté de Passau, ou depuis, & en ont esté deposez par moyens illicites & injustes, le plus convenablement que faire se pourra : y etablir des personnes qualifiées, & idoines selon l'ordre qui y est requis, & en ceste maniere assister un chacun à recouvrer le sien, & ce qui luy appartient, selon ledit Edit de paix souvent allegué; sans qu'il soit usé d'aucune remise ou delay.

Nous declaronz aussi & ordonnons icy publiquement, suivant le contenu dudit Edit de paix, & des Traitez de l'Empire sur iceluy, principalement de celui de l'an 1566. que ledit Edit ne concerne & comprend que seulement ceux de l'ancienne Religion Catholique, & ceux de la Confession d'Ausbourg non changée, & ainsi qu'elle fut presentée à nostre cher Predecesseur Charles Quint en l'an 1530. & que toutes autres doctrines & sectes au contraire, en quelque façon qu'on les nomme, soit qu'elles soient ja introduites, ou que l'on les vueille introduire à l'advenir, comme non permises en sont exclues & prohibées, & ne doivent estre souffertes ou endurées.

Et partant nous vous commandons à tous & à un chacun de vous en particulier, sous peine d'estre tenus pour contrevenans aux Edits de paix, que vous ne vous opposiez point à ceste nostre dernière Ordonnance & disposition, ains que sans remise vous ayez à en procurer l'execution en vos Pais & Seigneuries; Comme encores, que vous donniez assistance à nos Commissaires qui vous en requerront. Et quant à ceux qui detiennent tels Archevechez, Evechez, Prelatures, Monasteres, Hospitaux, & autres biens Ecclesiastiques, qu'aussi-tost apres l'insinuation & signification de cestuy nostre Edit Imperial, ils aient à delaisser & restituer tels Evechez, Prelatures, & autres biens Ecclesiastiques, & les rendent & restituent sans plus les retenir, avec toutes leurs appartenances & dependances, & ainsi qu'ils en seront requis par nos Commissaires Imperiaux. Car au cas qu'ils n'y obéissent, & qu'en ce ils se montrent dilayans, ils encourront non seulement les susdites peines contre les violateurs de la

paix

ANS paix pour la Religion, & pour les affaires seculieres, de J. C. qui est à dire au ban, & souverain ban, & en la perte en effect de tous leurs privileges, droits, & juridictions, sans qu'il soit besoin d'autre plus ample condamnation & jugement pour le regard de leur desobeissance notoire; mais memes sur cela nous ferons entreprendre & accomplir aussi-tôt la réelle execution.

Nous commandons aussi, ordonnons & voulons que cestuy nostre Edict Imperial, resolution & declaration soit publiée par chaque Prince, Directeur, & Chef de Cercle, ou Province, en ce qui sera de son Cercle, & qu'il soit donné à cognoître à un chacun: & que aux copies qui seront envoyées çà & là par les Directeurs des Cercles, qu'on n'y adjoute moins de foy qu'à l'original mesme. Telle est nostre finale intention. Donné en nostre Ville de Vienne, le 6. jour du mois de Mars l'an 1629. l'an 10. de nostre Empire des Romains, Ponziesme du Royaume de Hongrie, & le 12. de celuy de Boheme. Ferdinand. Vise P. Sieur de Stralendorf. Du commandement particulier de la sacrée Maj. Imperiale Arnold. de Clarstein.

C X X X V I I.

ANS (a) *Traité de la Ligue projecté entre le Pa-*
de J. C. *pe URBAIN VIII. LOUIS XIII.*
1629. *Roi de France, CHARLES EM-*
ANUEL I. Duc de Savoye, la Républi-
que de VENISE, & le Duc de MAN-
TOUE. Fait le 8. Mars 1629. Ratifié
par ledit Duc de Savoye, le 20. Mars 1629.
Recueil des Traitez entre la Couronne
de France & les Princes & Etats Etran-
gers. pag. 27.

(c) Il faut
que ce
Traité ne
fût qu'un
projet,
puis que
peu de
jours
après on
fut celui,
qui fust
inimicia-
lement.

L'Oppression faite par les Espagnols au Duc de Mantouë, ayant contraint le Roy de quitter ses affaires propres pour venir en personne avec trente-cinq mille hommes de pied, & trois mille chevaux servir ledit Sieur Duc, ainsi qu'il a esté convié par plusieurs Princes de la Chrestienté, & particulièrement ceux qui tiennent les principaux Estats d'Italie, qui reciproquement luy ont promis d'y concourir de leur part avec leurs forces & leurs armes.

Sa Sainteté, le Roy, & la Serenissime Republique de Venise unis pour le secours dudit Duc, sans autre interest que de proteger leurs Alliés, & procurer le repos de l'Italie, & de toute la Chrestienté, considerant qu'il ne suffist pas d'unir presentement leurs armes pour le secours des Estats dudit Sieur Duc de Mantouë; mais qu'il est de tout necessaire d'empescher qu'à l'advenir il ne puisse plus arriver de semblables inconveniens, au prejudice de la seureté de tous les Princes, & de la Paix de toute la Chrestienté: ont estimé du tout important de faire Ligue & Union perpetuelle entr'eux & ledit Sieur Duc de Mantouë, selon la convention des articles qui suivent.

I. Ils sont tous tenus & obligés au cas que l'un d'eux fût offensé hostilement en ses Estats, par qui que se puisse estre, & notamment par la Maison d'Austrie, en consequence de la presente Union & prise d'armes, ou autre cause, d'employer leurs forces pour la defence l'un de l'autre, & de n'abandonner jamais la defence de celuy qui sera attaqué, jusques à ce que l'hostilité cesse entièrement.

II. En ce cas, Sa Sainteté contribuera 8000. hommes de pied, & 800. Chevaux. Le Roy 20000. de pied & 2000. Chevaux. La Republique de Venise 12000. de pied & 1200. Chevaux. Et le Sieur Duc de Mantouë 5000. hommes de pied & 500. Chevaux.

III. Et au cas que la France fournisse une plus puissante armée, comme elle fait en cette presente occasion, les Colliguez fourniront aussi des forces plus puissantes au prorata de pied que dessus.

IV. Toutes lesquelles Troupes seront entrete-

nuës & fournies de toutes choses necessaires, comme ANS vivres, artileries, & munitions de guerre aux dépens de J. C. de ceux qui sont tenus de les mettre sur pied, & ce tant, si longuement que l'hostilité durera, & jusques à ce 1629. que celuy qui sera attaqué soit en l'estat où il est à present.

V. Que s'il n'est pas besoin d'un si grand nombre de gens de guerre pour l'effect qui sera requis, chacun des susdits Colliguez diminueront le nombre qu'ils doivent fournir au prorata l'un de l'autre, & ce par un commun consentement.

VI. Et afin que celuy d'entr'eux qui seroit attaqué soit plustôt secouru, ceux qui seront proches luy fourniront sans delay toute l'assistance qu'ils pourront, à raison des choses cy-dessus spécifiées, d'hommes, de vivres, d'artillerie, munitions de guerre, or, argent, sans attendre le secours de ceux qui en seront plus éloignez, lesquels neantmoins seront tenus de contribuer avec toute la diligence possible à quoy ils sont obligez.

VII. Et s'il arrive qu'au progres de leur armes prises pour leur consideration, comme ils sont contraints de convertir leurs defences en attaque, & qu'en ce cas ils conquierent quelque place, ou quelques E tats, le partage sera fait entr'eux, selon qu'eux mesmes, ou la plus grande part d'eux trouveront raisonnable, ayant égard à ce que l'un plus que l'autre y aura contribué.

VIII. Et afin que cette presente Union fondée sur des causes si justes & si importantes à la tranquillité publique, soit d'autant plus considerable, & puisse mieux parvenir à la fin de son institution, qu'elle sera composée d'un plus grand nombre de Princes & Potentats, les Colliguez inviteront les autres Princes qui y ont un interest commun d'y entrer, le plus promptement & efficacement qu'il se pourra, en laquelle consideration ils seront reçus dans six mois, aux conditions de contribuer à la subsistante fin, au prorata selon qu'il sera arresté.

IX. Le Roy, & Monsieur le Duc de Savoye sont demeurés d'accord de passer & signer la Ligue cy-dessus transcritte, Sa Majesté s'estant contentée pour le present de la promesse que Monsieur le Prince de Piedmont lui a faite au nom, & ayant charge de Monsieur de Savoye son pere, que Monsieur le Duc de Savoye & luy la signeront tout aussi-tôt, que trois des quatre nommez en ladite Ligue, qui sont, Sa Sainteté, le Roy, Venise & Mantouë, l'auront signée & passée entr'eux, & en ce cas l'observer inviolablement & de bonne foy. Fait à Suze le 11. jour de Mars 1629. par Monsieur le Cardinal de Richelieu, au nom de Sa Majesté, & par Monsieur le Prince de Piedmont, au nom de Son Altesse de Savoye.

X. Que si les Colliguez aiment mieux la Ligue pour trois ou pour six ans que perpetuelle, la France leur laisse le choix, ce qui en sera décidé par ce que la plus grande part des Colliguez estimeront plus à propos.

Monsieur le Prince de Piedmont, comme dessus, est demeuré d'accord que Monsieur de Savoye entrera en ladite Ligue pour le mesme nombre de gens de guerre, & autres despences, au prorata de ce à quoy il estoit obligé par la dernière Ligue faite entre le Roy, les Venitiens & lui.

Signé ARMAND Cardinal de Richelieu,
& V. AMEDE'E.

Ayant veu par nous les articles ci-dessus signez par Monsieur le Cardinal de Richelieu de la part du Roy, & nostre tres-cher & tres-ami Fils le Prince de Piedmont, de la nostre, nous les avons agréés & approuvez; agréons & approuvons, promettons en foi & parole de Prince d'accomplir le contenu en iceux, en tesmoin dequoy nous avons signé la presente de nostre propre main, icelle fait contresigner par l'un de nos Secretaires, & sellées du Cachet de nos armes.

Fait à Angliane le 20. jour de Mars 1629.

Signé, C. EMANUEL.
Et plumbé, MEYNIER, & scellé.

ANS
de J. C.

CXXXVIII.

1629.

BRAN-
DEBOURG
ET NEU-
BOURG.

Traité Provisionnel entre GEORGE GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & WOLFGANG GUILLAUME Duc de Neubourg. Fait à Dusseldorp le 9. Mars, 1629. Äitzema, Historia Pacis. pag. 57.

QUONIAM inter Serenissimum Principem & Electorem, Dominum Georgium Guilelmum, Marchionem Brandenburgensem, Sacri Romani Imperii Archicamerarium atque Electorem, Borussiae, Juliaci, Montium, Cliviae, Stetini, Pomeranorum, Cassubiorum ac Wendorum, atque in Silesia Crofinae & Jägerdorpium Ducem, Arcis Neoburgensis Comitem, Rugae Principem, Marcae ac Ravensbergii Comitem, Dominum Ravelsteinii, &c. atque inter Dominum Wolfgangum Guilelmum, Comitem Palatinum, Bavariae, Juliaci & Montium Archiducem, Comitem Veldentzii, Spanheimbii, Marcae, Ravensbergii, & Morfiae, Ravelsteinii Dominum, &c. plurimae diversaeque exortae fuerunt dissensiones, super administratione ac gubernatione, simul etiam super possessione, Ditionum & Ducatum Juliaci, Montium, Cliviae, ceterorumque Comitatum ac Dominiorum eodem pertinentium & subjacentium, quem ad modum ea omnia Serenissimus Princeps ac Dominus, D. Johannes Guilelmus, gloriosissimae memoriae, Dux Juliaci, Montium, Cliviae, Marcae, Ravensbergii & Morfiae Comes, Dominus Ravelsteinii, dum viveret, possedit.

Idecirco summè praememorati Principes post maturam & diuturnam deliberationem ob oculos sibi posuerunt, quod si contentiones illae malorum fertiles ac fecundae, producuntur ac foveantur, non tantum Celsitudines Suas in perpetuam damnique plena sollicitudine versari, verum etiam Territorii Ordines, Subditosque in summum vitae bonorumque discrimen precipitari, agros & loca eorum vastari funditusque everti, ac tandem legitimis Haeredibus suis destitui, atque ab Imperio Romano penitus divelli posse.

Quibus malis ærumnisque exinde orituris ut succurrerent, tam propter Amicitiam & Consanguinitatem, qua Celsitudines inter se tam arcte tenentur devinctae, quam propter Amorem quo Subditos suos prosequuntur, Contractum Provisionalem, quem vocant, Annorum viginti supra quinque (si hæc de jure possessionis illis & contentio intra dicti temporis spatium, sive jure debito, sive cum bonâ gratiâ non componeretur) inierunt & confirmarunt.

I. Utriusque Partis Celsitudines cavebunt, ne praesens Contractus aut sibi, aut aliis, quibus in supradicta Dominia, Comitatus, Ditionesque quidquam juris reliquum est, aliquid derogare possit in eo, quod sibi jure optimo competere arbitrabuntur, quodque legitime ad eosdem pertinere judicabitur: ac proinde à Nullo tertio adversus Celsitudines Suas neque alio quocunque pacto in damnum aut detrimentum deputari queat.

II. Quapropter etiam Celsitudines Suae communi consensu Sacri R. Imperii Caesaris Majestati, utpote Clementissimo Suo Feudi Domino ac Summo Principi cum, quem debent, honorem exhibebunt, Contractumque Provisionalem, quam fieri poterit, humillimè indicabunt, idque summâ spe ac fiduciâ, quoniam hoc pacto Neutri Celsitudinum Suarum de jure suo quidquam decedit, sed potius Dominia, Comitatus & Ditiones S. Romano Imperio alligantur, insuperque Subditorum saluti & tranquillitati consultitur, fore, ut Caesarea Sua Majestas benigno animo suscipiatur sit.

III. Celsitudines Suae supramemoratum Contractum Provisionalem Regi Hispaniarum, Serenissimae Infantiae & Foederati Belgii Praepotentibus D. D. Ordinibus Generalibus exhibebunt, atque ab iisdem majorem in

modum petent, ut Copias Suas, propterea quod Celsitudines Suae jam inter se convenerunt, ex omnibus Principatum, Comitatum, Dominiorum ditionumque locis educere, neve supra unum Utriusque Celsitudinis locum milite praedidario obtinere, militibus insuper, ut sese moenibus contineant neutrive Parti quidquam damni aut detrimenti inferant, praecipere ac demandare velint: sed ut omnimodos hostilitatis actus, Repetitiones violentas, vulgò Repressalia, acta & facta omnia, quo tandem nomine veniant, à Principatibus, Comitatibus, Ditionibus, Dominiis utque ab eorundem Incolarum Subditorumque cervicibus avertere atque amoliri studeant. Ac si quidam Incolarum Subditorumque in Praesidiis & Stationibus militaribus deventi inveniantur, eosdem absque ullo Redemptionis pretio ab Utraque Parte dimittant; & per Scripta solenniter decreta tam Celsitudinibus, quam ipsæmet Celsitudines sibi mutuò promittant & polliceantur, se praefatos Principatus, Comitatus, Ditiones, Dominiisque tam universâ quam singula quaecunque Militum metatis exempturas prorsusque liberaturas esse; aut si ejusmodi necessitas immineret, castra ut in dictis Celsitudinum Suarum Comitatibus, Principatibus, &c. metari cogerentur, non diu tamen esse commoraturas; ac si pernoscendum foret, optimâ disciplinâ, & sine Incolarum Subditorumque damno, secundum S. Romani Imperii Constitutiones, transitusque ordinem, cum Prioribus Principibus Electoribus constitutum decretumque omnia administraturas, atque à Contraventoribus supplicium sumpturas, nisi damnum à se illatum resarciverint. Subditi quinetiam nullo praetextu, aut quocunque tandem nomine veniat, exactionibus, aliisve modis molestiâ, damno vel injuriâ afficiuntur, verum omni loco ac tempore optimâ Neutralitate, quam vocant, ac libertate fruuntur. Ac si quis atterutris Partis militibus se opposuisse, & Neutralitatem violasse comperitur, in ejusmodi exemplum ut statuitur, damnumque illatum restituatur, à Magistratibus Legitimis, quorum Imperio subsunt, eo quo decet modo postulabitur.

IV. Omni quinetiam cura, studio ac diligentia ab Utriusque Partis Copiis auxiliariis inquiretur, nequis alterius Partis locum Praedidario milite munire, occupare, sive quascunque in aliquem machinationes clandestinas, aut in Celsitudinum Suarum, sive Ordinis Equestris Personas, in Oppida, Ditiones & Dominia, Subditos, Consiliarios, Praefectos, tam militares quam civiles, sive Administratores & Directores quoscunque ejusmodi quidquam occupant, neve occipere permittant: Sed siquid Ipsi, Ipsorumque Subditis, Administratores aut Directoribus cum Principatibus, Comitatibus, Ditionibus Dominiisque Eorundemque Possessoribus, Subditis, Territorii Auditionis Ordinibus privatim aut publicè fuerit, id omne, hostilitatis actibus & violentis Repetitionibus semotis, cum bonâ gratiâ optimoque jure secundum consuetas Factiones, ac Conventiones, prout æquum iustumque futurum est, decidatur & conficiatur.

V. Quapropter etiam asserere minime dubitabunt, se neutrum Possidentium Principum juxta Confœderationis Articulos in Principatibus, Comitatibus, Ditionibus Dominiisque, Eorumque Constitutionibus & Privilegiis, vel denique in alterius rebus ac Dominiorum fructibus, quo praetextu tandem fieri possit, nihil quidquam molestiæ sive detrimenti illaturos, neque ut per suos inferatur permittunt.

VI. Quem in modum etiam Celsitudines Suae Utrique Parti militanti sincere cavebunt, fidemque dabunt, quamvis altera hujc, altera illi Parti opem auxiliumque ferat, ut se iuxta reliquos Celsitudinum Suarum Subditos adversus fe invicem tam privatim quam generatim gerere velint, prout fides decet finitimos, optimè & sincerè Neutralitati operam dare, seque in dissensionibus ac litibus oborituris, ex veterum pactorum praescripto se junctos habere, omnique prorsus contrarietate abstinere velint.

VII. Quidquid ab Utriusque Partis Subditis in hunc

ANS
de J. C.
1629.

ANS hunc usque diem perpetratum, dictumque fuerit, at-
de J. C. que disentionibus causam præbuerit, id omne ab U-
traque Parte sincere condonabitur, nullique dehinc
1629. imputabitur.

VIII. Contra verò Utriusque Partis Celsitudines
jam nunc provisionaliter composita, fide, quæ est op-
tima Principum, omnia inter se agent, atque ad finem
universæ decisionis omnia ad *mutuam Utriusque Domi-*
niarum Conservationem conferent; quin etiam adversus
qualcunque hostiles, actuales, & ab omni jure alienas
præventiones se mutuo auxilio sincere & fideliter pro-
pugnabunt.

IX. Sin verò inter Serenissimos Principes, Eorum-
demve Consiliarios, Præfectos, Ministros, Subditosque
disensio nonnulla oboriatur, à quâ tamen omni stu-
dio, curâ ac diligentia cavendum erit, *non de facto*,
sed pro ejusdem rei circumstantiâ agetur; ac primo qui-
dem Præfectorum & Consiliariorum habebitur con-
ventus, ortaque lis & contentio ex æquitate rei deci-
detur. Sed si tantæ ac tam graves obortur difficulta-
tes, quæ à Celsitudinum Suarum Præfectis Consilia-
riisque confici nequitiam poterunt, jam tum Infi-
gnes Ordine Loquoque Viri, de quorum modestiâ re-
rumque experientiâ satis constat, æquali numero,
rem cum bonâ gratiâ compositori deliguntur: aut si
neque id fieri queat, expeditissimo atque ab omni
partium studio alienissimo jure intra Anni spatium deci-
detur. Eâ lege tamen ac conditione, ut, dum e-
jusmodi Causa agitur, ac dicitur, non ultra binâ cui-
que Parti Litiganti Scripta adhibere liceat. Ea pro-
pter etiam ii, qui ad licentiam hanc decidendam atque ex-
pediendam deliguntur, juramento ab Utraque Parte
obligabuntur, se rem omnem absque ullo partium
studio confecturos esse. Ac proinde etiam, quic-
quid ab iisdem in tali negotio per Majora statuerit ac
decernerit, id omne ad legitimam totius rei decisio-
nem referabitur. Verum enimverò si *paria fuerint*
suffragia, Utraque Pars æquum, & cuius animus nul-
lo partium studio turbatus est, *Arbitrum* eligit, dein-
de ex numero hoc binario unus per sortem nomi-
nabitur; atque ejusmodi, qui, ut dictum est supra,
juramento ad id devinctus tenetur.

X. Quod si quis Serenissimorum Principum jam
nunc in vita commorantium, Eorumve Hæredes &
Succesores ante viginti quinque Annorum spatium su-
pramemoratum, live ante totius rei vel jure legitimo,
vel bonâ gratiâ compositionem ac decisionem (*Deo sic*
jubente) naturæ concederet; Ejusdem Hæres ac Suc-
cessor horum Principum, Comitatum, Ditionum-
que Imperium solenniter capeflet, ille, quotiescun-
que eveniret, alteri adhuc vitam degenti Principi E-
jusdemque Successori, tribus Mensibus ante significare
tenebitur, ut is, qui adhuc in vivis est, Legatum suum
deputare simul etiam prospicere queat, ne quidquam
in ejusmodi auspicatione Imperii contingat, quod vel
huic Contractui, vel Domino suo obesse possit; ve-
rùm ut ad illud animadvertatur, atque Ordines Subdi-
tique id temporis eodem se juramento obstringant ac
devinciant, quum eadem Imperii Auspiciatione futura est,
ac Legatus à Principe, qui Imperium subibit, eo,
quo decet, modo excipietur.

XI. Utrique Celsitudini Sux, Ejusdemque Hære-
dibus & Successoribus, ad totius rei decisionem, a-
liumve Contractum perpetuum, sive ad Annorum vi-
ginti supra quinque, jam memoratorum expirationem,
omnes ac singuli Ducum Juliaci, Montium, Cliviae,
eodemque pertinentium Comitatum, Dominiorum
Ditionumque Tituli & Gentilitia Signa conceduntur;
iisdem se mutuo tam in literis quam in Sermonibus in-
signiter tenebuntur; quod, ut à Subditis Suis similiter
& Cancellariis observetur, sedulo curabunt.

XII. Quod autem ad Provisionalem Comitatum,
Dominiorum & Ditionum divisionem, Administrationem,
Possessionem Reditusque annuos attinet, Se-
renissimo Principi Electori Brandenburgensi conceden-
tur Eidemque attribuentur Ducatus Cliviae, uterque
Marca & Ravensbergii Comitatus, cum omnibus &

singulis Eorundem Regalibus, Jurisdictionibus, Pri-
vilegiis Juribusque.

XIII. Contra verò Serenissimo Principi Neobur-
genfi uterque Juliaci & Montium Ducatus, atque utra-
que *Ravesteinii & Breskefami* ditio cum omnibus
& singulis Eorundem Regalibus, Jurisdictionibus,
Privilegiis Juribusque attribuentur.

XIV. Quemadmodum etiam Serenissimus Princeps
salvum sibi cupit atque integrum jus in executionem
Actionis quam habet in reliqua Dominia, Jurisdic-
tiones, ac Dotalitia quæ *Johannes Gulielmus Dux Julia-*
centis, gloriosissimæ memoriæ, vel post vitam suam
reliquis, vel unquam in hac vitâ possedit, quæque hoc
tempore ab aliis occupata tenentur.

XV. Ordinarii ut & Extraordinarii Reditus annui,
Fructus, Vectigalia, Tributa, & quidquid eo nomi-
ne venit, utriusque *Clivia Montiumque Ducatus*, quæ
Kalendis Maji proximè venturi exolvenda venient,
communi arario deponentur, cumque iis, ut sequen-
tibus narrabitur, agatur.

XVI. Quamvis enim Serenissimo Principi Electori
Ducatus Cliviae, cum omni Ejusdem Imperio, Regalibus,
Privilegiis Juribusque vi præsentis Contractus
assignatus, eodemque modo ac forma *Montium Du-*
catus Serenissimo Principi Neoburgensi attributus con-
cessusque est, nihilo minus tamen cum Ordinarii tum
Extraordinarii Reditus annui, Vectigalia, Tributa,
Onera, multa & Subditorum consensus, inter Utram-
que Celsitudinem æqualiter dividuntur.

XVII. Quoniam verò Serenissimus Princeps Ele-
ctor Brandenburgensis certo quodam respectu æquè
Montium, ac Clivia Ducatum sibi assignari cupiat,
quumque Celsitudini Sux Neoburgensi eligere con-
cessum sit, neque tam citò ad alterutrum inclinare
queat, Celsitudini Sux Neoburgensi post hunc Diem
universi Anni spatium cogitandi deliberandique dabi-
tur; Eâ lege ac conditione, ubi ante dicti Anni spa-
tium Celsitudo Sua Neoburgensis *Clivia Ducatum* e-
ligere sibi queat, *Montium* verò Ducatum renun-
ciare consueverit, tum communionem supradictam tam
Ordinariorum quam Extraordinariorum Tributorum,
Onerum Reditusque annuorum cessaturam esse;
simpliciterque utrumque Ducatum commutatum, atque
ab Utraque Parte pari modo, sine ullo alio Contractu
sive conventu instituendo traditum iri; ubi tum Se-
renissimo Principi Electori Brandenburgensi *Montium*
Ducatus, Serenissimo autem Principi Neoburgensi *Clivia*
Ducatus, eodemque casu Serenissimo Principi Ele-
ctori Brandenburgensi *Montium Ducatus* cum utroque
Marca & Ravensbergii Comitatus, Serenissimo autem
Principi Neoburgensi (salvo tamen atque integro jure
præventionis in reliqua Dominia Ditionesque) uterque
Juliaci Cliviaeque Ducatus, simul cum Utraque *Raven-*
steinii & Breskefami ditione, Ejusdemque possessione,
Administratione, Apnuique redditibus concedetur at-
que assignabitur.

XVIII. Et quia collatio *Præpositurarum* cætero-
rumque *Ecclesiasticorum Beneficiorum in Collegialibus*
Ecclesiis, ac insuper *Vicariatuum* in aliis *Ecclesiis* Ter-
ritorii Principibus eodem modo haud competit, ea-
dem Beneficia in dictis Principatibus & Comitatibus
per vices Mensuas ab Utraque Celsitudine Sux con-
ferentur, ea lege ac conditione, ut quævisque in
Jurisdictionibus, Dominis & Ditionibus collationes
in totum Serenissimo Principi Neoburgensi sint pro-
priae, Serenissimo Principi Electori Brandenburgico a-
liis conferre integrum erit. Ea omnia Beneficia, quæ
Mense *Januario, Martio, Mayo, Julio, Septembri*
ac Novembri expirabunt, quæque ad manus Celsitu-
dinis Sux resignabuntur; Eum quoque ad modum Se-
renissimo Principi Neoburgensi, in quævisque Ju-
risdictionibus, Dominis & Ditionibus collationes in
totum Serenissimo Principi Electori Brandenburgensi
sunt propriae, aliis conferre integrum erit ea Beneficia
quæ Mense *Februario, Aprili, Junio, Augusto, Octo-*
bri & Decembri conferenda, quæque ad manus Cel-
situdinis Sux resignanda venient. At verò in iis Ju-
ridic-
L 3

ANS
de J. C.
1629.

ANS
de J. C.
1629.

risdictionibus, Dominiis & Ditionibus, in quibus superiores Principes sex Menses integros obtinuerunt, Cuique tres Menses reservabuntur; adeo ut Serenissimo Principi Electori Brandenburgensi in iisdem locis Mense Januario, Maio, & Septembri, ac Serenissimo Principi Neoburgensi, Mense Martio, Junio & Novembri beneficia aliis conferenda veniant. Quo circa etiam Decani & Capitulares eorumdem Beneficiorum, quæcunque de hac re constituta ac decreta sunt, admonebantur, ut quotiescunque Beneficia aliqua vacare intelligant, quamprimum Utrumque Principem sive Eorundem Consiliarios de omnibus circumstantiis faciant certos, & quantum poterunt, constituta hæc atque decreta executioni mandent.

XIX. Ditionum, Jurisdictionum Dominiorumque præfatorum Contractu Provisionali inter Utramque Celsitudinem divisorum Administratio prout Principe dignum erit, & Privilegiis atque immunitatibus conveniet, ac Summo Numini, Cæsareæ Majestati Posterisque ratio reddi poterit, instituitur.

XX. Verum ubi quinque & viginti Annorum spatium supradictum elapsum, idque iuxta ac legitimum Ducatum, Comitatum, Dominiorum Ditionumque divisio non subsequuta aut alia denique compositio sive Tractatio inter Utramque Celsitudinem non fuerit inita, jus suum & actio integra cuique manebit.

XXI. *Archiva, Registratura, & Regesta* pro Ducatum, Comitatum, Dominiorum Ditionumque, quæ Cuique conceduntur atque attribuentur, opportunitate, sincere fideliter tradentur.

XXII. Quotiescunque autem alterutri sive Serenissimo Principi Electori Brandenburgensi, sive Serenissimo Principi Neoburgensi *Documentis* quibusdam *Scriptisque* ex alterius *Cancellariis* aut *Regestis* opus fuerit, eaque petierit, in *Originali*, ut vocant, omni dolo ac fraude exceptis, tradentur.

XXIII. Itus ac Reditus, itemque Commercia, quæ Terræ Marique instituentur, nemini Utriusque Partis Subditis interdicerentur; sed eodem plane modo permittentur, quo Veterum gloriosissimæ memoriæ Principum tempore concessa ac permissa fuere.

XXIV. Quod autem Imperii & Circulorum *Onera* negotiaque spectant, in iis (non obstante tamen præfenti Contractu Provisionali) unusquisque Ducatus, Comitatus & Jurisdictionis partem suam feret.

XXV. In quorum omnium Testimonium, Eorundemque firmam, perpetuam atque indissolubilem observationem & conservationem, Celsissimi Domini, Comites Palatini, Serenissimi Principes pro se; Celsitudinis & Electoralis Nomine Locoque Per-Illustres D. D. *Adamus, Comes Swartsenburgerensis*, Ordinis Sancti Johannis in Marchia Eques, Saxoniz, Pomeranorum & Wendlandiz Præfectus, Dominus in Hogenlansbergh & Gimborn, Legati qualitate (vi literarum suarum Auctoritatis, atque utriusque mandati in Originali, ut vocant, à Celsitudine Electorali conscripti) præfenti Contractui propriâ suâ manu subscripserunt, Sigillisque munierunt.

Actum Duiseldorpii, nono die Martis, Anno millesimo, sexcentesimo, nono & vicesimo. Notatum rat,

Wolfgangus Galielmus.

Adamus Comes Swartsenburgerensis.



CXXXIX.

ANS
de J. C.
1629.

FRANCE
ET
SAVOYE.

Traité de Paix entre Monsieur le Cardinal de Richelieu au nom de LOUIS XIII. Roi de France, & CHARLES EMANUEL I. Duc de Savoie. Fait à Suze, le 11. Mars 1629. Guichenon Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 561. Freder. Leonard. Tom. IV.

MONSIEUR le Cardinal de Richelieu pour le Roi, & le Prince Major pour le Duc de Savoie, arrestèrent les articles suivans.

I. Monsieur de Savoie promet de donner présentement passage par ses Etats à l'Armée de Sa Majesté qui va à Montferrat, fournir d'Escapes tant pour ledit passage que pour le retour desdites Troupes, & contribuer tout ce qui sera possible pour le ravitaillement de la Ville de Casal, soit en fournissant de vivres, munitions de guerre, & autres choses nécessaires, en les payant par Sa Majesté au prix des trois derniers Marchez.

Il promet en outre de donner ci-après seur, libre & assuré passage à tous les vivres, munitions de guerre, & autres choses nécessaires que Sa Majesté voudra faire passer à l'avenir au Montferrat, par quelque endroit que se puisse entrer de son Pais; comme aussi à tel nombre de gens de guerre que Sa Majesté jugera nécessaire pour la sûreté dudit Montferrat, au cas qu'il fust attaqué ou qu'on jugeot qu'il le deult estre.

III. Pour sûreté de l'exécution de ce que dessus, Monsieur de Savoie remet présentement la Citadelle de Suze & Chateau de S. François entre les mains de Sa Majesté, laquelle y mettra garnison de ses Suisses commandez par tel qu'il lui plaira, lesquels feront serment par commandement de Sa Majesté à Monsieur de Savoie, de lui remettre ladite Citadelle & Chateau entre les mains, aussi-tôt que les choses promises & accordées par les présents articles auront esté exécutées; & cependant garder ladite Place pour le service du Roi.

IV. Moienant ce Sa Majesté promet à Monsieur de Savoie de lui faire délaisier par Monsieur de Mantouë, pour tous les droits que Monsieur de Savoie peut prétendre sur le Montferrat, en propriété la Ville de Train, avec quinze mil écus d'or de rente, de la même nature & qualité que l'on lui avoit accordé les douze mil écus ci-devant, & consent jusqu'à ce que les choses promises par ces présents soient effectuées, que Monsieur de Savoie retienne tout ce qu'il tient de Montferrat, qu'il restituera audit Duc de Mantouë en même tems que Sa Majesté lui remettra la Ville & Citadelle de Suze, & le Chateau de S. François entre ses mains, délaisiant cependant toute liberté à Monsieur de Mantouë de jouir des droits qui se perçoivent dans ce qu'il tient dudit Montferrat, fors & excepté de quinze mil écus promis par le présent Traité.

V. S. M. promet en outre de n'entreprendre rien contre les Etats de Monsieur de Savoie; & au cas que du costé de Nice ou de Savoie, ses Armes eussent fait quelque progrez & occupé quelques Places appartenantes audit Duc de Savoie, de faire rétablir toutes choses comme elles estoient auparavant, & faire retirer ses Armes dudit Pais.

VI. Sa Majesté donne encore sa parole Roiale de defendre Monsieur de Savoie & ses Etats, contre qui que ce soit qui voudroit pour raison du présent Traité ou autre prétexte, entreprendre sur iceux à son prejudice; & pour plus grande sûreté Sa Majesté & Monsieur de Savoie ont convenu de faire entr'eux & quelques autres Princes, une Ligue de la teneur portée par l'Ecrit dont copie est demeurée signée entre les mains de chacune des parties, pour le repos de l'Italie.

VII. Les

ANS VII. Lesdits Sieurs Cardinal & Prince de Piedmont, promettent faire ratifier les presens articles à Sa Majesté & à Monsieur de Savoie dedans demain. Signé, ARMAND, Cardinal de Richelieu, & V. AMEDEO.

Articles Secrets.

I. A été accordé par cet article secret, qui aura la même force que le Traité qui a été fait & passé aujourd'hui entre Monsieur le Cardinal de Richelieu pour le Roi, & Monsieur le Prince de Piedmont pour M. le Duc de Savoie, que sur la promesse que Monsieur le Prince de Piedmont fait au Roi, de faire entrer dans Casal dedans le quinzième du present mois, mille charges de bled froment, & cinq cens charges de vin, aussi le Roi jusqu'à tout jour quinzième de ce mois, ne fera avancer ses Troupes au delà de Bassolin: ce que Sa Majesté a accordé à la priere de Monsieur le Prince de Piedmont, pour donner tems aux Espagnols de se retirer de devant Casal. Fait à Suze le 11. jour de Mars 1629. Signé, Armand, Cardinal de Richelieu, & V. Amedeo.

II. A été accordé par cet article secret, qui aura la même force que le Traité fait ce jourd'hui 11. du present mois de Mars, par Monsieur le Cardinal de Richelieu pour le Roi, & par Monsieur le Prince de Piedmont pour Monsieur le Duc de Savoie, que Monsieur de Savoie pourra faire sçavoir à Dom Gonzalo, que fut la connoissance qu'il a donnée au Roi, que l'intention d'Espagne n'a jamais été de dépouiller Monsieur de Mantouë des ses Etats, & qu'ils sont contents de retirer le Siege de Casal & le laisser ravitailler, laissant Monsieur de Mantouë libre possesseur des Etats de Mantouë & de Montferrat, jusques à la mesure qu'ils procureront, que dans un mois l'Empereur donne à Monsieur de Mantouë l'investiture de Mantouë & de Montferrat, & des Fiefs qui en dépendent, moyennant que pendant ledit tems on mette des Suisses dans Nice de la Paille, qui déclarent la tenir & garder en dépôt au nom de l'Empereur, avec serment & obligation toutesfois de la remettre au bout dudit mois au Sieur Duc de Mantouë, ou à celui qui sera envoyé de sa part, soit que l'Empereur ait donné l'investiture ou non, Sa Majesté a consenti au susdit dépôt, & l'a assuré qu'il n'avoit aucune intention d'attaquer les Etats du Roi d'Espagne son Beaufiere, avec lequel il desire toujours vivre en amitié & mutuelle correspondance. Fait à Suze ledit jour onzième Mars 1629. Signé, Armand, Cardinal de Richelieu, & V. Amedeo.

III. A été accordé par cet article secret, qui aura la même force & vertu que le Traité fait & passé ce jourd'hui entre Monsieur le Cardinal de Richelieu pour le Roi, & Monsieur le Prince de Piedmont pour Monsieur le Duc de Savoie, que bien que les Villes d'Albe & Montcalvo ne soient point spécifiées par le Traité, où il est parlé de la restitution des lieux que Monsieur de Savoie occupe dans le Montferrat: néanmoins Monsieur le Prince de Piedmont demeure d'accord qu'elles ne pourront être comprises dans l'estimation de quinze mil écus d'or de rente qui doivent être données avec Train, ains de les restituer à Monsieur de Mantouë, lors que la Ville, Chateau & la Citadelle de Suze seront remis entre les mains de Monsieur de Savoie. Fait à Suze le 11. Mars 1629. Signé, Armand, Cardinal de Richelieu, & V. Amedeo.

IV. A été arrêté & convenu par ce present Article secret, fait & passé le même jour, que l'article ci-dessus transcrit entre Sa Majesté & Monsieur le Duc de Savoie, qu'au cas que ledit Gonzalo de Cordua ou le Roi Catholique contreviennent en aucune façon, directement ou indirectement à ce qui a été promis & traité par le susdit article, ou que celui qui sera dans Nice de la Paille pour l'Empereur choisi par Monsieur de Savoie, joindront leurs forces pour faire exécuter & repaier tout ce qui sera fait au contraire; même Monsieur de Savoie au cas de contravention au susdit

article, a promis Sa Majesté de donner libre passage par ses Etats aux Troupes de Sa Majesté, pour criner dans le Montferrat, & de fournir les Etapes nécessaires pour leur nourriture, aux frais & dépens toutesfois de Sa Majesté. En outre il a été accordé par cet article qui sera signé par Sa Majesté Tres-Chrétienne & par Son Altesse de Savoie, & qui aura la même force que le Traité fait le onzième de ce mois, par Monsieur le Cardinal de Richelieu pour sadite Majesté, & par Monsieur le Prince de Piedmont pour sadite Altesse; Sçavoir, qu'ains sadite Majesté connu que l'intention du Roi Catholique n'a jamais été de dépouiller Monsieur de Mantouë de ses Etats, & que pour cet effet le Sieur Dom Gonzalo de Cordua, Gouverneur de Milan, a levé le siege de Casal, promettant de laisser ledit Sieur Duc de Mantouë libre Possesseur de ses Etats de Mantouë & Montferrat; faisant à cet effet sortir promptement dudit Montferrat toutes les Troupes qu'il y commande, moyennant lesdites choses Sa Majesté le contente qu'ils soient mis en garnison dans Nice de la Paille, deux cens Suisses qui y seront mis de ceux qui sont à present au service de Monsieur le Duc de Savoie, lesquels prêteront serment avec leurs Officiers & Commissaires de l'Empereur, de tenir & garder en dépôt pour un mois au nom de l'Empereur ladite Place, au bout duquel ils seront obligez par le même serment, de remettre à Monsieur le Duc de Mantouë ou à celui qui sera envoyé de sa part, soit qu'il ait ou non l'investiture de Sa Majesté Imperiale, ladite Place de Nice de la Paille; comme aussi tous les Villages qui sont entre Tenate & la Barmida, qui demeureront pour ledit mois en même dépôt que ladite Place. Signé comme dessus.

V. Promettant aussi ledit Sieur Gonzalo, qu'il n'attentera aucune chose contre les Etats de Mantouë & de Montferrat, au prejudice du Sieur Duc de Mantouë; & que dans six semaines il fournira la Ratification du present article du Roi Catholique, avec une promesse dudit Roi de ne rien faire entreprendre à l'avenir qui puisse troubler ledit Sieur Duc de Mantouë en la possession des Duchez de Mantouë & de Montferrat. Sa Majesté assurant aussi ledit Gonzalo qu'elle n'a ni a eu aucune intention d'envahir ni endommager les Etats de Sa Majesté Catholique, ains qu'elle desire vivre avec elle avec toute sorte d'amitié & bonne correspondance; donnant à cet effet sa parole Royale de n'attaquer point les Etats ni des Princes ses Confederez, ains seulement d'assister ses Alliez.

Ces Accords & Articles furent ratifiez par le Roi d'Espagne à Madrid, le troisieme jour du mois de Mai 1629.

C X L.

Traité de Confédération & d'Alliance pour six ans, entre le Pape URBAIN VIII. LOUIS XIII. Roi de France, la République de VENISE, & le Duc de MANTOUË, pour la deffense de leurs Etats, contre la Maison d'Autriche. Fait à Venise le 8. Avril 1629. Le Pape ne signa pas ce Traité. Freder. Léonard. Tom. IV.

In nomine Sanctissime Trinitatis & gloriose Virginis Mariae.

I. L'OPPRESSION faite par les Espagnols au Duc de Mantouë, ayant contraint le Roi de quitter ses affaires propres pour venir en personne avec trente cinq mil hommes de pied & trois mil chevaux, secourir ledit Sieur Duc, ainsi qu'il y a été convié par plusieurs Princes de la Chrétienté, & particulièrement par ceux qui tiennent les principaux Etats d'Italie, qui reciproquement lui ont promis d'y concourir

ANS de J. C. 1629.

ANS de J. C. 1629. LE PAPE, LA FRANCE, VENISE, ET MANTOUË.

ANS rir de leur part avec leurs forces & leurs armes, Sa de J. C. Saincte, Sa Majesté Tres Chrestienne, la Serenissime Republique de Venise, unis pour le secours dudit Sieur Duc; sans autre interelt que de proteger leurs Alliez, & de procurer le repos de l'Italie & de toute la Chrétienté; considerans qu'il ne fust pas d'unir presentement leurs Armes pour le secours des Etats dudit Duc de Mantoué, mais qu'il est du tout necessaire d'empescher qu'à l'avenir il ne puisse plus arriver de semblables inconveniens au prejudice de la fureté de tous les Princes & de la Paix de la Chrétienté, ont estimé du tout important de faire Ligue & Union entre eux & ledit Sieur Duc de Mantoué, selon la Convention des articles suivans pour six années, sauf à les prolonger puis après selon le bon plaisir des Confederez, ils sont tous tenus & obligés au cas que l'un d'eux fust offensé hostilement en ses Etats par qui que ce puisse estre, & notamment par la Maison d'Autriche, en consequence de la presente union & prise d'armes ou autre cause, d'employer leurs forces pour la defense l'un de l'autre, & de n'abandonner jamais la defense de celui qui sera attaqué, jusqu'à ce que l'hostilité cesse entierement: en ce cas sa Sainteté contribuera huit mil hommes de pied & huit cens chevaux; sa Majesté vingt mil hommes de pied & deux mil chevaux; la Serenissime Republique de Venise douze mil hommes de pied & douze cens chevaux, & ledit Sieur Duc de Mantoué cinq mil hommes de pied & cinq cens chevaux: & en cas que la France fournisse une plus puissante Armée, comme elle fait en cette presente occasion, les Colleguez fourniront aussi des forces plus puissantes au prorata du pied que dessus; toutes lesquelles Troupes seront entretenues & fournies de toutes choses necessaires, comme vivres, artileries, munitions de guerre, aux dépens de ceux qui seront tenus de les mettre sur pied, & ce tant & si longuement que l'hostilité durera, & jusqu'à ce que celui qui sera attaqué soit remis en l'estat où il est à present. Que s'il n'estoit pas besoin d'un si grand nombre de gens de guerre pour l'effet qui sera requis, chacun des susdits Colleguez diminuera le nombre qu'il doit fournir au prorata l'un de l'autre, & ce par un commun consentement; & afin que celui d'entre eux qui seroit attaqué soit plutôt secouru, ceux qui en seront proches lui fourniront sans délai toute l'assistance qu'ils pouront, à raison des choses ci-dessus spécifiées, d'hommes, de vivres, artileries, munitions de guerre & argent, sans attendre le secours de ceux qui en seront le plus éloignez, lesquels neanmoins seront tenus de contribuer avec toute la diligence possible, ce à quoi ils sont obligés.

II. Et s'il arrive que au progres de leurs armes prises pour leur conservation commune, ils soient contrainsts de convertir leur defense en attaque: & qu'en ce cas ils conquerent quelques Places ou quelque Etat, le partage sera fait entre eux, selon qu'eux mêmes ou la plus grande part d'eux trouveront raisonnable, aiant égard à ce que l'un plus que l'autre y aura contribué.

III. Et afin que cette presente union fondée sur des causes si justes & si importantes à la tranquillité publique, soit d'autant plus considerable, & puisse mieux parvenir à la fin de son institution, qu'elle sera composée d'un plus grand nombre de Princes & Potentats, les Colleguez inviteront les autres Princes qui ont un interelt commun d'y entrer le plus promptement & efficacement qu'il le pourra; en laquelle Confederation ils seront receus dans six mois, aux conditions de contribuer à la susdite fin au prorata, selon qu'il sera arrêté. *Datum Venetiæ, die 8. Aprilis 1629.* Et plus bas est écrit: Pour sa Majesté, avec pouvoir exprès, Cl. de Mesmes, Et au dessous: Per la Serenissima Republica di Venetia, Andrea Suriano, Secrétaire.

Le Roi aiant veu le Traité de Ligue pour la conservation d'Italie, arrêté, conclu & signé entre le Sieur d'Avaux, Conseiller de sa Majesté en son Conseil d'Etat, & son Ambassadeur ordinaire à Venise de sa part, & ladite Republique d'autre, le huitième jour du present mois d'Avril, sa Majesté a le contenu audit Trai-

té, selon & ainsi qu'il est ci-dessus transcrit, agréé, ANS approuvé & ratifié, promettant en bonne foi & parole de J. C. le de Roi de le garder, observer & entretenir en tous 1629. ses points, sans y contrevenir en aucune maniere. En témoin de quoi sa Majesté a signé la presente de sa main, icelle fait contresigner par moi Conseiller Secrétaire d'Etat & de ses Commandemens, & apposer le Cachet de ses Armes. Fait au Camp de Suze le 19. Avril 1629.

C X L I.

Traité de Paix & Confederation entre LOUIS XIII. Roi de France & CHARLES I. Roi d'Angleterre, fait à Suze le 24. Avril 1629. Freder. Leonard Tom. V. pag. 35.

I. **L**ES deux Rois demeureront d'accord de renouveler les anciennes Alliances entre les deux Couronnes, & les garder inviolablement, avec ouverture du Commerce seur & libre. Et pour le regard dudit Commerce, s'il y a quelque chose à ajouter ou diminuer, se fera de part & d'autre de gré à gré, ainsi qu'il sera jugé à propos.

II. Et d'autant qu'il seroit difficile de faire les restitutions de part & d'autre, des diverses prises qui ont esté faites durant la guerre, les deux Couronnes sont demeurées d'accord qu'il ne s'en fera aucune: & ne s'accordera aucune represaille par Mer, ou autre façon quelconque, pour ce qui s'est passé entre les deux Rois & leurs Sujets durant cette dernière guerre.

III. Quant à ce qui regarde les Articles & Contrats de Mariage de la Reine de la grande Bretagne, ils seront confirmés de bonne foi.

IV. Et sur ce qui concerne la Maison de la Reine, s'il y a quelque chose à ajouter ou diminuer, se fera de part & d'autre de gré à gré, ainsi qu'il sera jugé plus à propos pour le service de ladite Reine.

V. Toutes les anciennes Alliances, tant de l'une que de l'autre Couronne, demeureront en leur vigueur, sans que pour le present Traité il y ait aucune alteration.

VI. Les deux Rois pour le present Traité estant remis en l'affection & intelligence en laquelle ils estoient auparavant, s'emploieront respectivement à donner assistance à leurs Alliez & Amis, selon que la constitution des affaires & l'avantage du bien public le requerront & le pourront permettre: le tout à dessein de procurer un entier repos à la Chrétienté, pour lequel les Ambassadeurs des deux Couronnes seront chargés de propositions & d'ouvertures.

VII. Toutes lesdites choses étant établies & acceptées de côté & d'autre, Ambassadeurs extraordinaires, personnes de qualité, seront envoyés reciproquement avec ratification de ce present accord: lesquels porteront aussi la denomination des Ambassadeurs extraordinaires, pour resider en l'une & l'autre Cour; afin de rassembler cette bonne union, & empêcher toutes les occasions qui la pouront troubler.

VIII. Et d'autant qu'il y a beaucoup de Vaisseaux en Mer avec lettres de marque, & pouvoir de combattre les ennemis, qui ne pouront pas si tôt entendre cette Paix, ni recevoir ordre de s'abstenir de toute hostilité: Il sera accordé par cet Article, que tout ce qui se passera l'espace de deux mois prochains après cet accord fait, ne dérogera ni empêchera cette Paix, ni la bonne volonté de ces deux Couronnes; à la charge toutefois, que ce qui sera pris dans l'espace des deux mois depuis la signature du Traité, sera restitué de part & d'autre.

IX. Les deux Rois signeront les presens Articles le 24. du present mois d'Avril, lesquels seront consignés en même temps, par leur Commandement & mains des Sieurs Ambassadeurs de Venise George Georgy & Louis Contarin, residans près leurs Personnes: pour les

ANS de J. C.

1629.

FRANCE ET ANGLETERRE.

ANS les délivrer réciproquement audit deux Rois, à jour de J. C. préfix incontinent que chacun d'eux aura reçu l'un de l'autre qu'ils ont scellés Articles entre les mains : & du jour de la signature tous actes d'hostilité, tant par Mer que par Terre, cesseront ; & les Proclamations nécessaires à cet effet seront faites le 20. jour de Mai dans les deux Roiaumes. Et dedans le premier jour de Juin prochain les deux Rois feront trouver leurs Ambassadeurs, l'un à Calais, & l'autre à Douvre, pour passer en même temps l'un en Angleterre & l'autre en France.

Fait à Suze ce vingt-quatrième jour d'Avril 1629.

(a) Comme cette Déclaration est une suite du Traité qui précède, on n'en fait qu'un seul article, quoique par la date elle doit être mise après le Traité suivant. Il en est de même du serment qui suit.

(a) *Déclaration du Roi de France, pour le rétablissement du Commerce avec l'Angleterre, donnée au Camp d'Allez le 23. Juin 1629.*

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : À tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Encore que par la publication que nous avons ci-devant ordonné estre faite par tout notre Roiaume, Pais, Terres & Seigneuries de notre obéissance, de la Paix arrêtée entre Nous & le Roi de la grande Bretagne notre tres-cher & tres-ami bon frere & beau-frere, il soit expressément porté, que le Trafic & Commerce sera seur & libre à l'avenir tant par Mer que par Terre entre nos Sujets & les siens, ainsi qu'il estoit avant la dernière guerre ; Nous avons néanmoins jugé à propos, pour empêcher que personne ne puisse mettre en doute notre volonté sur ce sujet, de faire dépêcher nos Lettres de Declaration expresse, afin que nos Sujets conviés par la nouvelle publication qui en sera faite par nosdites Lettres, se portent plus volontiers à reprendre & remettre l'ancien Commerce & Trafic qu'ils souloient avoir avec les Anglois : Nous pour ces causes & autres à ce nous mouvans, avons dit & déclaré, disons & declaronas par ces Presentes signées de notre main, nos vouloir & intention être, qu'il y ait à l'avenir tout seur & libre Commerce & Trafic, tant par Mer que par Terre, entre nosdits Sujets & ceux de notre dit bon frere & beau-frere le Roi de la grande Bretagne : Voulons, ordonnons & nous plaît, que pour raison d'icelui ils aient tout seur & libre accés en nos Ports, Havres & Villes, & y puissent apporter toutes sortes de Marchandises, icelles vendre, troquer & échanger, en acheter & transporter d'autres de notre dit Roiaume, excepté celles prohibées par nos Ordonnances : tout ainsi qu'ils faisoient avant lesdites Guerres, nonobstant toutes les défenses que nous avons ci-devant faites au contraire, lesquelles nous avons levées & ôtées, levons & ôtons en faveur dudit Traité de Paix. Si donnons en mandement à nos amis & feaux Conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement, Baillifs, Senéchaux, Prevôts, ou leurs Lieutenans, & tous autres nos Officiers qu'il appartient, que ces presentes nos Lettres de Declaration ils fassent lire, enregistrer & publier par tout où il appartiendra, & le contenu en icelles entretenir, garder & observer, sans permettre qu'il y soit contrevenu : Enjoignant à notre Procureur General en notre dite Cour d'y tenir la main ; Car tel est notre plaisir. En témoin dequoi nous avons fait mettre notre Scel à cesdites Presentes. Donné au Camp d'Allez le vingt-troisième jour de Juin, l'an de Grace 1629. de notre Regne le 20. Signé, **LOUIS.** Et sur le repli, Par le Roi, **PHÉLIPPEAUX.** Et scellées du grand Sceau en cire jaune sur double queue.



Acte de Serment, pour la Paix du 24. Avril 1629. fait par l'Angleterre le 6. Septemb. & par la France le 16. Septemb. 1629.

LE seizième jour de Septembre mil six cens vingt-neuf, tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puissant Prince Louis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, notre Souverain Seigneur, prent & assistant le Sieur Thomas Edmont Ambassadeur extraordinaire de tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puissant Prince Charles aussi par la grace de Dieu Roi de la grande Bretagne, a fait & prêté en l'Eglise du Bourg de Fontainebleau le Serment de l'observation du Traité de Paix, réconciliation & amitié, fait & conclu entre Sa Majesté & ledit Sieur Roi de la grande Bretagne le vingt-quatrième du mois d'Avril dernier : duquel Serment la teneur ensuit.

NOUS LOUIS par la grace de Dieu Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, jurons & promettons, en foi & parole de Roi, sur les Saints Evangiles pour ce par Nous touchés, en presence du Sieur Thomas Edmont, Chevalier, Ambassadeur extraordinaire de tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puissant Prince Charles par la même grace de Dieu Roi de la grande Bretagne, notre tres-cher & tres-ami bon Frere, beau-Frere, Cousin, & ancien Allié : que nous accomplirons & observerons, ferons observer, accomplir plainement, réellement & de bonne foi, tous & chacuns les Points & Articles accordés & portés par le Traité de Paix, réconciliation & amitié, fait & conclu entre Nous & notre dit tres-cher & tres-ami bon Frere & beau-Frere, nos Roiaumes, Etats, Pais & Sujets, le vingt-quatrième du mois d'Avril dernier : lesquels Traités & Articles aians ci-devant approuvés & confirmés, Nous approuvons & confirmons de nouveau, & en jurons & promettons devant Dieu, & à mains jointes, l'observation, sans jamais y contrevenir directement ni indirectement, ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere ; ainsi Dieu nous soit en aide. En foi & témoignage de quoi nous avons publiquement signé ces Presentes de notre propre main, & à icelles fait mettre & apposer notre Scel, en l'Eglise du Bourg de Fontainebleau le seizième jour de Septembre, l'an de Grace 1629. & de notre Regne le vingtième.

Ledit Acte a esté signé, **LOUIS** ; & sur le repli : Par le Roi, **BOUTHILLIER**, & scellé du grand Sceau de cire jaune sur double queue, baillé audit Ambassadeur séparément d'avec le present proces verbal.

A laquelle prestation de Serment se sont trouvés presens & ont assisté tres-Haute, tres-Excellente & tres-Puissante Princeesse Marie par la grace de Dieu Reine de France & de Navarre Doiainiere, Mere du Roi : tres-Haute, tres-Excellente & tres-Puissante Princeesse Anne par la même grace de Dieu Reine de France & de Navarre, Epouse de Sa Majesté : Monseigneur le Comte de Soissons, Pair & Grand Maître de France, Gouverneur & Lieutenant General pour Sa Majesté en Dauphiné : Monsieur le Cardinal de Richelieu, tenant le Livre des Saints Evangiles, sur lequel Sa Majesté avoit les mains posées : Monsieur le Cardinal de la Vallette, plusieurs Princes, Ducs, Pairs de France, & Officiers de la Couronne : & Mr. de Marillac, Garde des Sceaux de France.

En témoin dequoi, & à la Requête dudit Sieur Edmont Ambassadeur, & par Commandement de Sa Majesté, nous Henri-Auguste de Lomenie, Sieur de la Villeauxclercs, Comte de Montbrion : Charles de Beauclerc, Sieur & Baron d'Acheres : Claude Bouthillier, Sieur du Mesnil & des Caves : Louis Phelipeaux, Sieur de la Vrilliere, Chevaliers, Conseillers & Secretaires d'Etat, dudit Sieur Roi & de ses Commandemens, avons signé la Presente de nos mains en la maniere accoutumée, les jour & an que dessus. Signé, **DELOMENIE, DE BEAUCLERC, BOUTHILLIER, & PHELIPEAUX.**

M m

Traité

ANS
de J. C.

CXLII.

1629.

FRANCE
SAVOIE
ET
MAN-
TOUE.

Traité fait entre le Cardinal de Richelieu au nom de LOUIS XIII. Roy de France avec CHARLES EMANUEL I. Duc de Savoie, pour le partage des Terres de Montferrat, avec le Duc de MANTOUE. Fait à Bassolin le 10. Mai 1629. Freder. Iton. Tom. IV. S Guichenon Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 563.

COMME ainsi soit que par le Traité fait & passé entre sa Majesté & Monsieur le Duc de Savoie, le onzième Mars 1629. a été arrêté & convenu, que pour tous droits & prétentions que led. Sieur Duc de Savoie avoit sur le Montferrat, sa Majesté lui feroit donner & délaisser par Monsieur le Duc de Mantoué la Ville de Train, avec quinze mil écus d'or de rente, ainsi & aux conditions qui sont plus au long exprimées dedans ledit Traité, lequel le Roi auroit fait entendre au Duc de Mantoué, qui auroit aussitôt envoié ses Deputez pour accomplir en son nom tout ce qui auroit été promis par sa Majesté pour lui audit Sieur Duc de Savoie; lesquels Deputez auroient offert quatre différentes parties audit Sieur Duc, en l'une desquelles ils offrirent la Ville de Train, avec plusieurs autres lieux & villages, jusqu'à la valeur de quinze mil écus de rente, qu'ils offrirent de faire valoir en toutes sortes de rentes comme Tailles ordinaires & extraordinaires pour la Citélle & Fatigage des Soldats: & pour le Dot des Princesses, Daces, Gabelles, Greffes, Enregistrement & Domaines, jusqu'à ladite somme de quinze mil écus d'or: & au cas que ledits lieux ne fussent de la valeur portée dedans ledits offres, offrirent à les faire valoir les sommes spécifiées en leurs offres, ou les parfourir en semblables revenus en d'autre Village de proche en proche, le tout jusqu'à ladite somme de quinze mil écus, ce qui auroit été communiqué aux Deputez de Monsieur de Savoie. Et depuis Monsieur le Cardinal de Richelieu & Monsieur le Prince de Piedmont en auroient conféré ensemblement à Bassolin, où ledit Sieur Prince auroit fait entendre audit Sieur Cardinal que l'intention de Monsieur le Duc de Savoie estoit sans s'arrestier aux autres parties qui avoient été proposées, de prendre & avoir la Ville de Train, avec les lieux & villages circonvoisins, particulièrement ceux qui lui donnoient le passage libre de ses Etats audit lieu de Train, comme Livorne, Blançay & quelques autres: mais qu'il ne pouvoit demeurer d'accord de la nature des revenus, particulièrement de la Taille imposée depuis quelques années seulement pour l'entretenement de Casal, de celle du Dot des Princesses de Montferrat, & de celle des Fatigages qui se paie pour l'entretien des Soldats, non plus que du revenu des Domaines qui ne doit être estimé à l'égal des autres rentes Seigneuriales & droit de Souveraineté, mais seulement des Daces, Tailles, Gabelles, Greffes, Enregistrements, & autres revenus anciens, ce qu'ayant été par ledit Sieur Cardinal remontré aux Deputez dudit Sieur Duc de Mantoué, ils auroient persisté en leurs offres, & soutenu que moiennant icelles, ils pensoient avoir satisfait de tout ce qui avoit été promis audit Sieur Duc de Savoie par sa Majesté pour leur Maître; tous ledits revenus proposés dedans leurs efforts étant rentes ordinaires & perpétuelles, & dont avoient joui les Ducs de Montferrat, & jouissoit encore ledit Sieur Duc leur Maître, desquelles ne seroit raisonnable qu'il se délassât en abandonnant les villages & lieux sur lesquels elles sont assises, & qu'elles tournassent au profit particulier dudit Sieur Duc de Savoie, sans qu'on lui en tint compte sur ce qu'il doit fournir; que pour le regard des Villages de Blançay, Livorne, & autres

que ledit Sieur Duc de Savoie pretend lui donner libre passage de ses Etats audit lieu de Train, ils ne pouvoient non plus consentir de les délaisser audit Sieur Duc de Savoie, étant les principaux Bourgs de deçà le Pau, & dont ils tiroient tous les bleds pour l'entretenement de Casal & de tout le Montferrat, joint que le Traité estoit relatif aux precedens Traitez, & que par celui fait avec le feu Duc Ferdinand, il estoit loisible audit Sieur Duc de donner tels lieux que bon lui sembleroit, aussi qu'il estoit raisonnable que ledit Sieur Duc de Mantoué eust le choix des lieux qu'il voudroit donner & délaisser, pourveu qu'ils fussent de la valeur & revenu promis par sa Majesté. Sur toutes lesquelles difficultez sa Majesté aiant été avertie par Monsieur le Cardinal de Richelieu, elle a arrêté en execution dudit Traité, que ledits Sieurs Ducs de Savoie & de Mantoué enveroient leurs Commissaires de part & d'autre, avec un qui seroit nommé par sa Majesté, lesquels commenceroient d'informer de la nature & valeur des revenus & rentes ci-dessus spécifiées, fors & excepté de celles pour le Dot des Princesses & Fatigages des Soldats, par le lieu appelé de Roua Sigillie, & le continueroient par les Terres de Paranna, S. Damian, Isola, Castiglione, & tous les autres lieux, depuis ledit Castiglione le long du Pau jusqu'à Verrue; & après que les lieux qui sont du Cannevez, & dudit Cannevez par Salluguet jusqu'à Train, icelui compris, & autres lieux de deçà le Pau, & de tout dressèrent leurs Procès verbaux pour iceux veus & rapportez à sa Majesté, terminer ledits différens le plus justement qu'il se pourra au gré & contentement des parties, en sorte que n'y aiant plus rien à démêler entre les deux Maisons, ils pussent vivre à l'avenir en parfaite union & bonne intelligence: & cependant ledit Sieur Duc de Savoie ne pourra tenir garnison en autres lieux qu'à Train, Livorne & Damian, Albe & Montralué, où ils vivront avec un tel ordre que le Pais n'en reçoive aucune foudre, & que tous actes d'hostilité cessent de part & d'autre, & le commerce & passage seront libres entre les sujets des deux Princes dans les Etats l'un de l'autre. Comme aussi tous ceux qui ont été arrestez prisonniers durant la guerre, & depuis l'onzième Mars dernier, seroit mis en pleine liberté, & pour la jouissance & perception des rentes & revenus des lieux tenus par ledit Sieur Duc de Savoie, y feroit établi un Receveur par sa Majesté pour recevoir ledits rentes & revenus, & délivrer audit Sieur Duc de Savoie les quinze mil écus de rente, conformément au Traité du onzième Mars dernier, & le surplus desdites rentes & revenus audit Sieur Duc de Mantoué.

Fait à Bassolin le dixième Mai 1629. presens Monsieur le Cardinal de Richelieu pour le Roi, & M. le Prince de Piedmont pour M. le Duc de Savoie, lesquels en execution de ce que dessus, ont nommé pour Commissaires; Scavoir, Monsieur le Cardinal de Richelieu pour & au nom du Roi, le Sieur Servient, Conseiller au Conseil Privé du Roi, & Maître des Requestes de son Hostel; & Monsieur le Prince de Piedmont pour Monsieur le Duc de Savoie, le Sieur de Bamo, Président du Marquisat de Saluces & du Senat de Piedmont, outre ledit Sieur Cardinal a promis de faire dedans lui accepter ce que dessus aux Deputez dudit Sieur Duc de Mantoué, & nommer les Commissaires de la part de leurs Maîtres, afin que l'on pût sans retardation proceder incessamment à ladite information, & verification de la valeur & revenu desdits lieux.



ANS
de J. C.

CXLII.

1629. *Traité fait entre PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, & le Duc de ROHAN, au nom des Réformez de France; fait à Madrid le 3. May 1629. Recueil des Traitez de Confédération, &c. entre la Couronne de France & les Princes & Etats Etrangers. pag. 470.*

L'ESPA-
GNE ET
LE DUC
DE RO-
HAN.

Comme il se vid, comme le Sieur de Rohan avoit envoyé Clauzel son Agent en Espagne, où il se faisoit nommer le Sieur de la Roche, & comme il fust bien reçu sur l'esperance de pouvoir par l'Alliance des Rebelles de France, faire diversion des armes du Roy Tres-Christien, qui estoient au secours de Monsieur le Duc de Mantoué, voicy le Traité qui fust fait.

Estant venu en cette Cour le Sieur de Clauzel de la part du Sieur Duc de Rohan, pour représenter à sa Majesté Catholique l'estat des affaires, & de ceux de son party & Adherans, & le desir qu'ils ont de servir sa Majesté Catholique, ledit Sieur Clauzel a fait les demandes & offres suivantes.

I. Que le Sieur de Rohan supplie tres-humblement sa Majesté Catholique, suppliant que la raison d'Etat luy permette de le secourir & assister de quelques sommes d'argent pour conserver la guerre qu'il fait en France depuis quelques années en ça; moyennant quoy il offre tres-humble service à sa Majesté Catholique, laquelle pourra l'employer quand & comme bon luy semblera.

II. Ledit Sieur Duc de Rohan offre d'entretenir la guerre & icelle conserver pour tout le temps qu'il plaira à sa Majesté Catholique, moyennant qu'il lui plaise lui aider de six cens mil Ducats d'or, payables en argent comptant en deux payes, la premiere par avance, moyennant lequel secours il sera obligé d'entretenir d'ordinaire douze mil hommes de pied & mil deux cens chevaux, pour faire telle diversion qu'il plaira à sa Majesté Catholique soit au bas & haut Languedoc, Provence, Dauphiné, aux choix de sa Majesté.

III. Offrant en outre ledit Sieur de Rohan à sa Majesté Catholique, de tenir main & favoriser tous les desseins de Sadite Majesté en quelque temps que ce soit, de tout son pouvoir.

IV. Promet en outre ledit Sieur de Rohan de maintenir & donner pleine & entiere liberté de conscience tant es Villes que luy & ceux de son party tiennent, comme aussi en toutes celles qu'il pourroit acquerir pour l'advenir, & en tous Bourgs, Villes & Villages & autres lieux possédés à present, & que luy ou ceux de son party pourront posséder à l'advenir.

V. Promet en outre ledit Sieur de Rohan de conserver les Convents des Religieux en l'estat qu'ils sont, les faisant jouir paisiblement de leurs Eglises, biens, rentes foncieres, fruits, de mesme aussi à tous autres Ecclesiastiques, sans iceux inquieter en aucune chose.

VI. Et cas advenant que ledit Sieur de Rohan & ceux de son party se puissent rendre si forts qu'ils se puissent cantonner & faire un Estat à part, audit cas ils promettent pareillement la liberté de Conscience, & le libre exercice de la Religion aux Catholiques, & à cet effet l'on pourra faire ledit exercice par toutes les Villes, Villages & autres lieux qu'ils tiennent, comme en ceux qu'ils acqueront à l'advenir.

VII. Les Catholiques jouiront de tous leurs biens presens & advenir, & seront traités en toutes charges & impositions également comme les autres, & seront tenus ceux dudit party de conserver tous les Religieux & Religieuses en leurs biens, dignités & honneurs.

VIII. Les Catholiques entreront en toutes charges de Villes, & seront à icelles admis comme les autres, sera establi égalité de justice, & seront receus en tous les Presidiaux, Seneschauflées, Parlements, Cham-

bres des Comptes, & en tous autres Offices de Justice; ANS finalement les Catholiques seront maintenus en tous de J. C. leurs biens, honneurs & dignités comme ceux de l'autre party, sauf à ce qui regardera l'assurance de ceux dudit party.

1629.

IX. Offrant en outre ledit Sieur de Rohan de rendre toutes fortes de services à luy possibles avec tres-grande affection à sa Majesté Catholique.

X. Et cas advenant que ledit Sieur de Rohan vint à traicter de Paix du seu & consentement de sa Majesté Catholique, il sera obligé de la rompre quand il plaira à sa Majesté, & de conserver la guerre moyennant les mesmes faveurs & aides de six cent mil Ducats d'or annuels tant qu'il plaira à sa Majesté Catholique.

XI. Et à ces fins il supplie tres-humblement sa Majesté Catholique luy vouloir accorder les grâces & faveurs qu'on luy avoit offertes les guerres precedentes, de luy donner pension pour avoir de quoy entretenir les Officiers, Noblesse, & les Gouverneurs des Places, & les maintenir à sa devotion, & leur faire jouir le jeu qu'il voudra en ce qui regarde le service de sa Majesté Catholique.

XII. Et d'autant que lesdites Pensions, Estats, Benefices sont pour se rendre à jamais fidel Serviteur à gage d'un si grand Roy & Prince étranger, & qu'iceluy Seigneur court hazard si cela estoit descouvert d'estre déclaré criminel de leze Majesté, & de perdre ses biens, ledit Sieur Clauzel supplie humblement S. M. Catholique au nom dudit Sieur de Rohan qu'il luy plaise augmenter la pension d'iceluy, qui estoit de quarante mil Ducats d'or, de trois ou quatre mil, la faisant de quarante huit mil Ducats, & celle du Sieur de Soubise qui étoit de huit mil, l'augmenter jusques à dix, & celle qui estoit de huit mil pour les Officiers, Noblesse & Gouverneurs, l'augmenter aussi jusques à dix mil, mesmement en ce temps qu'ils vont servir S. M. d'autre forte qu'ils n'auront pas possible fait par le passé.

XIII. Pour toutes lesquelles offres sus écrites ledit Sr. de Clauzel engage la parole d'un Prince d'honneur & tres-religieux, signée du nom d'un Gentilhomme envoyé de la part dudit Sieur de Rohan, qui supplie tres-humblement S. M. Catholique de croire que tout ce Traité sera observé de point en point dudit Sieur Duc de Rohan, qui se dira éternellement humble sujet & Serviteur de S. M. Catholique.

Signé, CLAUZEL.

Sa M. ayant veu les propositions & offres sus écrites faites de la part du Sieur de Rohan par ledit Sieur de Clauzel, estant comme il est tres certain sa Majesté Catholique estroitement obligée de procurer la conservation des Estats & Royaumes qu'il a pleu à Dieu luy donner, & à cet effet de se servir de tous les moyens propres, licites & necessaires qui se presentent, considerant pareillement les grandes pertes & dommages que ses Estats ont receu & reçoivent journellement par le moyen de la faveur & assistance que les Roys de France des plusieurs années en ça ont donné & donnent aux Vaux de sa Majesté en Hollande contre leur naturel & legitime Seigneur; Considerant de plus que lesdits Roys semblent n'avoir autre but que proteger en tout temps & en tous lieux contre sa Majesté, ceux contre lesquels elle est contrainte par raison & justice d'employer son autorité & sa puissance pour faire rendre à un chacun ce qui luy appartient, sans autres interets que celui de la plus grande gloire de Dieu, le tout sans que sa Majesté Catholique ait donné aucun sujet à la France d'en user ainsi, ny qu'elle ait pretéte apparent de le pretendre, comme si on lui detenoit quelque chose qui lui appartint legitimement, ce qui n'est pas, ou que sa Majesté eut intention de faire tort à ses Alliés, ce que Dieu ne permette pas; Et par ce ayant fait la Majesté le tour voir en son Conseil de Conscience, composé de gens de grande integrité; Il a jugé estre convenable de pourvoir à la juste desfiance de ses Estats contre une si injuste action comme celle que le Roy de France fait contre tout droit & justice, en cette consideration ayant resolu d'accepter & establi un

M m 2

Trai-

ANS Traicté avec le Duc de Rohan & ceux de son party à de J. C. leur requête, leur a accordé les Capitulations suivantes.

1629. I. Sçavoir est que S. M. Catholique accepte l'offre dudit Sieur Duc de Rohan, de conserver la guerre qu'il fait à présent en France pour tout le temps qu'il plaira à sa Majesté Catholique, laquelle annuellement payera à cet effet audit Sieur Duc de Rohan trois cens mil Ducats de onze reaux de Castille chacun, payables en deux termes de six en six mois.

II. S. M. Catholique accepte pareillement l'offre dudit Sieur de Rohan d'entretenir moyennant lesdits trois cens mil Ducats des gens au prorata d'iceux, sçavoir est six mil hommes de pied, & six cens de cheval, que ceux dudit party du Sr. de Rohan entretiennent pour le mesme effet de la guerre, laquelle pour faire diversion ils feront en Provence, Languedoc, Dauphiné, ou autre lieu qu'il sera jugé plus opportun & convenable pour les justes desseins & defences des Etats de S. M. Catholique, & comme elle ordonnera, à la charge néanmoins & conditions tres-expresses, que S. M. Catholique n'entend & ne veut que les Catholiques soient inquiétés ni molestés en chose que ce soit par ceux du party dudit Sieur de Rohan en leur Religion.

III. Et cas advenant que ceux dudit party se puissent cantonner & établir un Estat, audit cas sa Majesté Catholique veut & entend que ceux dudit party seront tenus de garder toutes que dessus pour le regard des susdits Catholiques.

IV. Ne pourra ledit Sieur de Rohan ny ceux de son party traicter ny conclurre la Paix sans le gré & consentement de sa Majesté Catholique; Et cas advenant qu'il vint à ce faire, quoy que ce fût du consentement de sadite Majesté, ledit Sieur de Rohan & ceux de son party seront obligés nonobstant ce, de rompre tous lesdits Traictés, & retourner faire la guerre toutesfoies & quantes qu'il plaira à sa Majesté Catholique, moyennant le payement des trois cens mil Ducats susdits, & des autres ci-dessus accordez, moyennant lesquelles choses ledit Sieur Duc & ceux de son party conserveront, & entretiendront la guerre tant qu'il plaira à sadite Majesté, durant ces justes causes qu'il a de ce faire.

V. Sa Majesté Catholique accorde & fera payer audit Sieur Duc quarante mille Ducats de pension annuelle, & au Sieur de Soubise son frere huit mil Ducats semblablement annuels que ledit Sieur de Rohan pourra departir entre ses Capitaines & Officiers comme bon luy semblera.

VI. A bon compte desquels trois cens mil Ducats, sa Majesté Catholique fera payer audit Sieur Duc de Rohan cent cinquante mil Ducats au lieu qu'il les demandera; soit en argent comptant, ou en Lettres de change en mesme temps que ledit Duc de Rohan fera remettre le present Traicté par luy juré, Signé de sa main & sellé du seu de ses Armoiries à la personne qu'on enverra vers luy.

VII. Ledit Sieur de Rohan procurera de tout son possible & de bonne foy que les Deputés de ses villes jurent & approuvent le present Traicté, & se soumettent à l'obéissance de sa Majesté Catholique, en sorte que nul autre respect ne les en puisse destourner, avant qu'on paye le second terme.

VIII. Declarant sa Majesté Catholique que le present Traicté soit gardé & observé inviolablement d'une part & d'autre, & qu'iceluy commencera à sortir son effet dès le jour que ledit Sieur Duc de Rohan les signera, auquel Sieur Duc sa Majesté promet de satisfaire & de recevoir pour l'exécution, tout le contenu en ce present Traicté; Et pour ce qui pourroit arriver ci-apres y aura un sien confident, qui résidera auprès de sa Majesté à la charge néanmoins qu'il fera Catholique Romain; & pourra semblablement sa Majesté Catholique, si bon lui semble, envoyer un des siens résider auprès dudit Sieur Duc de Rohan, audit effet que dessus.

Tout ce que dessus a été conclut & arrêté par ordre

de sa Majesté avec ledit Sieur de Clauzel, & Dom Jean de Billela du Conseil d'Estat de sa Majesté Catholique de J. C. & son premier Secrétaire en toutes ses Chancelleries. Ay signé le present Traicté au Nom de Sadite Majesté, 1629. comme aussi ledit Sieur de Clauzel au Nom dudit Sieur de Rohan, lequel ledit Sieur Duc ratifiera & jurera & signera comme cy-dessus a été dit.

Fait à Madrid, ce troisiéme jour de May 1629.

Signé DOM JEAN BILLELA pour sa Majesté Catholique, & de CLAUZEL pour Monsieur de ROHAN.

CXLIII.

(a) Articles de Paix entre FERDINAND ANS de J. C.
II. Empereur, & CHRISTIAN IV. de J. C.

Roi de Danemarck, conclus à Lubec, le 1629.

27. Mai, 1629. Mercure François.

Tom. XV. pag. 239.

I. V Raye & sincere amitié sera renouée, conservée & entretenue, tant par mer que par terre, entre sa Majesté Imperiale & le Roi de Danemarck; en telle sorte que toutes les choses qui le Roi de Danemarck ne veulent les signer, qu'après qu'ils eurent été corrigés, sans nous dire comment l'Empire Romain, non autrement que fait le Duc d'Hollace.

II. Pour plus grande confirmation de ceste Paix, le Roy de Danemarck n'agira aux affaires qui concernent l'Empire Romain, non autrement que fait le Duc d'Hollace.

III. Sa Majesté Royale avec ses fils renoncera entièrement à la possession des Archevêchez & Evêchez, n'entreprendra de corriger aucune chose en l'administration de l'Empire, contre sa Majesté Imperiale: comme aussi de la part sadite Majesté Imperiale ne s'entreprendra des choses qui seront à faire au Royaume de Danemarck, & ne corrigera rien au gouvernement Royal dudit Royaume: & si à l'avenir naît quelque différent entre l'Empereur & le Roy, il sera composé par transaction amiable, ou par Arbitres nommez.

IV. Ne se fera aucune demande de la restitution des despenses de la guerre par le Roy de Danemarck contre sa Majesté Imperiale & les Etats de l'Empire Romain, ni aussi par sa Majesté Imperiale contre ledit Roy & ses sujets: sous ceste loy toutefois, que toutes pretensions faites en quelque façon depuis le commencement de ceste guerre au Cercle de la basse Saxe, desquelles ne seroit rien ordonné, ni expressément fait mention en ce present Traité, seront réservées.

V. Les Provinces, Duchez & Seigneuries dépendantes du Roy de Danemarck, comme la Wenslie, Jutrie, Sleswic, Hollace, Stormarc, Dittmarck, avec tous les chasteaux, forteresses, prefectures, citez, passages, ports, bourgs, villages compris en icelles, & toutes les choses qui leur appartiennent, seront restituées au Roy de Danemarck, avec tous les canons qui y restent, sans aucun dommage, & remises en l'estat auquel elles estoient, auparavant ces guerres, possédées par sa Majesté Royale: sans toutefois les droits de hief que sa Majesté Imperiale a sur l'Hollace, Stormarc & Dittmarck: que les soldats en seront retirez en bon ordre, sans aucunes exactions: que les procès pour le fait de la confiscation au Duché d'Hollace, seront abolis sans aucune autre pretention, & que la mesme toutes choses y seront conservées selon la Paix, tant de la Religion que de la Police, sans troubler personne.

VI. Les prisonniers de part & d'autre seront également & reciproquement delivrez sans rançon ni recherche à l'avenir.

VII. En ce Traité de Paix seront compris de la part

ANS part de l'Empereur, les Rois d'Espagne & de Pologne, de J. C. l'Archiduchesse des Pays-bas, avec toute la Maison d'Autriche, l'Electeur de Baviere, & tous les autres Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, avec tous leurs subjects qui ont tenu son parti; & de la part du Roi de Danemarck, les Rois de France, de la grande Bretagne & de Suede, avec les Etats des Provinces unies des Pays-bas, pourveu que deez à present ils ne se montrent plus ennemis.

VIII. Encores que de la part du Roi de Danemarck ait esté demandé en toutes façons, qu'il fût expressément inferé en ce Traité de Paix, que les Princes & Etats de l'Empire ne seroient molestez contre droit & equité: & qu'il soit assez apparu que ce n'étoit aussi la volonté de sa Majesté Imperiale, qu'aucun fût molesté contre droit & raison, ledit Roy de Danemarck acquiescera aussi en cela.

IX. Sa Majesté Royale cedera aussi-tôt à la maison de Sleswic, comme aussi à celle de Gotorpiane d'Holface, les Isles de Femeren, appellées Nordstrand, & la partie receüe par droit hereditaire aux Isles de Wor-

de & de Sulde, (sauf toutefois le droit de fief que ledit Roy a sur ces Provinces) avec tous les canons qui y sont, sans faire aucun dommage aux habitans: retirera en bon ordre les soldats qui sont en ces Isles, & qu'à l'avenir il ne sera rien attenté contre cet Etat de l'Empire, pour les choses qui pourroient avoir esté commises durant la guerre.

X. Tous & chacuns les articles susdits seront au plûtôt portez à leurs Majestez Imperiale & Royale, & sera fait en sorte que les deux partis les ratifieront; & promettront par leur foy, tant pour eux que pour leurs heritiers & successeurs, les garder, conserver & entretenir, sans y contrevenir directement ou indirectement, ni en aucune autre maniere, ni y faire contrevenir par d'autres, sous quelque pretexte que ce soit, ni donner aucune occasion de ce faire: & finalement qu'au premier temps les ratifications du présent Traité seront envoyées confirmées par les Seaux Imperiaux & Royaux, avec les subscriptions, & sceles des Conseillers du Royaume de Danemarck.

ANS
de J. C.
1629.

ANS
de J. C.
1628.

LES PROVINCES
UNIES ET
BOIS LE
DUC.

CXLIV.

Articles accordez par Frederic Henri de Nassau Prince d'Orange & les Députez des Etats Généraux des PROVINCES UNIES, au Clergé Magistrat & Bourgeois de la Ville de BOIS LE DUC; le 14. Septembre, 1629. Placards, Ordonnances Edits &c. de Brabant. Tom. I. Liv. V. Tit. I. Chap. 24.

I. **I**NDEN ersten, dat alle Offentien, Injurien, ende alle feytelijke Acten langh dese Stadt ende die vande Geuniederde Provintien gedaen, geschiedt, ende volbrachte, soo van het begin der Inlandscher Troublen, ende beroerten ofte Oorlogen, als oock geduerende dese Belegeringe, op wat plaetsen, ende in wat manieren het oock sy, in't Generael ende particulier, soo buyten als binnen, sullen wesen, zyn, ende blijven vergeven ende vergeten, ende gehouden als niet geschiet, sulx dat tot geenen tyden enig vermaen, mentie, molestatie, actie ofte ondersoek in recht ofte daer buyten ter cause voorschreven tegens de levende, ofte den Erfsenamen der Dooden, noch der selver respectie goederen; gedaen, gemaectt, nochte ten laste geleyt en sal mogen worden.

II. Dat de Ingesetenen van dese Stadt hun sullen moeten dragen volgens de Placcaten vanden Lande, midts genietende de Vryheyt van Conscientie, gelijck sulx alomme wordt gedaen, ende dat alle Geestelijke ende Religieuse Mans personen sullen uytre Stadt verrecken binnen den tijdt van twee maanden, midts midderlijctijdt haer gedragende naer de Placcaten vanden Lande, ende sullen niet haer mogen nemen hare meublen, Beelden, Schilderijen, ende ande Kerckelijke ornamenten.

III. De selve Geestelijke ende Religieuse Personen sullen genieten haer leven langh duerende, alle den incomen ende vruchten van haerlijcker goederen, gelegen op plaetsen waer men Contributie betaelt, wel verstaende dat de Kerckelijke ende Pastorie goederen sullen volgen aende Hoogh Mogende Heeren Staten Generael; om daer van soo ten behoeve vande Stadt als anders disponeren.

IV. Alle Nonnen ende andere Geestelijke Vrouwpersonen, sullen binnen de Stadt mogen blijven, ende haer leven langh gealimenteert worden nyeten incomen van hare respectie Convents goederen, blijvende ter dispositie vande Hoogh Mogende Heeren Staten Generael, ofte de selve inde Conventen ofte met

CXLIV.

Traduction de ce Traité.

ANS
de J. C.
1629.

PROVINCES
UNIES ET
BOIS LE
DUC.

I. **P**remierement, que toutes les offenses, injures, & toutes les actions de fait qui se sont commises entre cette Ville & ceux des Provinces-Unies, tant du commencement de ces troubles & guerres, que durant ce siege, en quelque lieu & de quelque maniere que cela soit arrivé, en general & en particulier, tant dedans que dehors seront & demeureront pardonnés & oubliés, & tenus pour non-avenus; en sorte que jamais il ne soit fait instance, mention, action ni information, en droit ni hors droit, contre les vivans, ni contre les heritiers des decedez, & n'en pourront être recherchez non plus en leurs biens.

II. Que les habitans de cette Ville se devront comporter suivant les Placards, jouissant de la liberté de conscience comme cela se fait par tout, & que tous les Ecclesiastiques & Religieux sortiront de la Ville dans deux mois, pourvu qu'ils se comportent cependant conformément aux Placards du Pais, & pourront emporter avec eux leurs meubles, images, portraits & autres ornemens d'Eglise.

III. Lesdits Ecclesiastiques & Religieux jouiront leur vie durant de tous les revenus & fruits de leurs biens, situés es lieux où l'on paye contribution; Bien entendant que les biens Ecclesiastiques & des Cures demeureront aux Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux, pour en disposer tant au profit de la Ville qu'autrement.

IV. Toutes les Nonnes & autres Femmes Ecclesiastiques pourront demeurer dans la ville, & y être alimentées leur vie durant des revenus des biens de leurs Convents respectifs, demeurant à la disposition des Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux de les laisser dans leurs Convents, ou de les accommoder d'autres demeures.

M m ?

V. Item

ANS andere wooningen sullen worden geaccommodeert. de J.C.

1629. V. Item, dat alle d'Ingefetenen d'eer Stadt, soo Geeltelijcke, Religieuſe, als Wereldlijcke perſoonen, gevluchte ende anere wie datter ſy, in Officie, dienſt, Eedt ende Regeeringe van ſijne Majesteit militair, of anderſints Staten van Brabant, ofte deſer Stadt reſpectelijc zijnde of niet, ſal worden geconſerveert Liſt ende Goedt, ſoo in 't generael als particulier, voor ſoo veel 't ſelve niet en contrarieert t'voorgaende Articul.

VI. Item, dat deſe Stadt met haer Burgers ende Ingefetenen voorſz. ſoo Geeltelijc als Wereldlijc, by de Ho. Mo. Heeren Staten Generael der Geunieerde Provintien ende ſijn Princelijcke Excellentie ontfangen ende getraecteert ſal ende ſullen worden, in alle toetigheyd ende goedertierenheyd, om voortaan in alle vriendſchappe ende eendrachtigheyd met de andere Geunieerde Provintien ende Steden te leven, t'ſamen te handelen, ende te Coopmanſchappen op haren ouden vrydom nae behooren.

VII. Dat de voorſz. Ho. Mo. Heeren Staten Generael ende ſijne Princelijcke Excellentie in de voorſz. Stadt, Vrydom ende Mayerije, voor ſoo veel die aende Stadt Annex, ſullen gebruycken ende exerceren ſoodanige Jurisdictione ende gerechticheyd, als de Hertogen ende Hertoginnen van Brabant daerinne tot noch toe hebben gehad, ende deſe Stadt in alles daer in traecteren, ſoo ende gelijk de Hooft-Steden van Brabant zijn ghouden ende getraecteert.

VIII. Item, dat deſe Stadt, Burgers, ende Ingefetenen van dien, ende van het Vrydom der ſelver Stadt, ſullen behouden alle hare Rechten ende herkommen, coſtumen, vryheden, Exemptionen, ende alle andere Privilegien, ſoo generael als particulier, dieſy van ouds ende voor het begin deſer Oorloge genoten ende gehad hebben, te Water ende te Lande, inde Stadt ende daer buyten in Brabant, Gelderlandt, Hollandt, Zeelandt, op den Rhijn ende andere Provintien, Plaetsen ende Stroomen, ſoo aengaende de Tollen, Houtſcheut, Ingebot, Stapel van d'Offen ende andere egeen uytgelcheyden voor ſoo veel als ſy in deuchdelijcke poſſeſſie ſijn gewect.

IX. Item, dat de Regieringe van de Stadt ſoo in recht voorderinge, als politieke ſaecten ſal blijven aen de Magiſtraet, ende de drie Leden der ſelve Stadt reſpectieve, ende dat daer toe geen andere perſoonen en ſullen gepromoveert noch geſummeert worden, als die gene inde voorchreven Stadt geboren, of het heyligh Doopſel aldaer ontfangen hebbende, ofte ſoodanige andere die de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael daer toe goet ſullen vinden te naturaliſeren, ende qualificeren, midts dat voor deſe reysſe absolute-lijc by ſijn Excellencie ende de Gedeputeerde van hare Ho: Mo: de regieringe in Juſtie ende Policye, ſoo in Hooge als Subalterne Magiſtraten, Officieren, Regenten ende andere Miniſters ſullen worden geconſtitueert.

X. Item, dat deſe Stadt ſal behouden tot hare diſpoſition ende regieringe alle haere gemeene Erf-goederen, recht van Impolitic, Viſſcherien, weegh ende Craen maet, ende maentgelden, ſoo ende gelijk hy daer van tot noch toe de diſpoſitie ende Regieringe heeft gehad, voor ſoo veel de ſelve daer toe is gerechticht, ende midts niet prejudicier ende andere leden van de Geunieerde Provintien.

XI. Item, dat deſe Stadt oock ſal behouden hare eygen reſterende proviſie van Vivres, Materialen ende alle andere haere gemeene gereede, ende ongereede goederen, om tot proſſijte ende ontlaſtinge deſer Stadt geadminiſtreert, verkocht ende behouden te worden ter diſpoſitie der voorſz. drie Leden, uytgeſondert van 't geſchut, wapenen ende andere munitien, die ten behoeve vande Stadt onverkocht gelaten ſullen moeten worden.

XII. Item, dat alle Confraterniteyten, Schutten, Ambachten, ende Gilden tegenwoordigh bin-

ANS
de J. C.
1629.

V. Item que de tous les habitants de cette Ville, tant Ecclesiastiques, Religieux que Seculiers qui sont refugiez & autres quels qu'ils soient, étant en charge, au service, serment & de la regence de sa Majesté, Militaires, ou autrement étant des Etats de Brabant, qu'ils soient de cette Ville ou non, seront conservez en vie & biens, tant en general qu'en particulier, aueas qu'il n'en est point disposé au contraire par l'article precedent.

VI. Item que cette Ville & ses Bourgeois & Habitans susdits, tant Ecclesiastiques que Seculiers, seront traittez par L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies & par le Prince, & reçus en toute douceur & benignté, pour vivre ci-après en toute amitié & concorde avec les autres Provinces-Unies & Villes, & négocier ensemble & faire marchandise, comme il appartient selon leur ancienne liberté.

VII. Que les susdits H. & P. Seigneurs les Etats Generaux & son Excellence exerceront telle jurisdiction & justice dans la susdite Ville, Franchise, & Mairie annexée à cette Ville, que les Ducs & Duchesses de Brabant y ont eu jusques à présent, & que cette Ville sera traitée de même & ainsi que le sont les principales villes de Brabant.

VIII. Item que cette Ville, Bourgeois, Habitans, & franchise d'icelle retiendront tous leurs droits & coutumes, libertez, exemptions, & tous autres privileges, tant en general qu'en particulier, dont ils ont joui d'ancienneté & dès avant le commencement de cette Guerre, par eau & par terre, dans la Ville & dehors en Brabant, Gueldres, Hollande, Zelande, sur le Rhin & autres Provinces, Places & Fleuves, tant à l'égard du peage, coupe de bois, Ingebot, marchez de bœufs, & autres muls exceptez, moyennant qu'ils en aient été en possession legitime.

IX. Item que la Regence de ladite Ville tant pour l'administration de la justice, que pour les choses de la Police demeureront au Magistrat, & aux trois Membres de la Ville respectivement, & que personne n'y pourra être admis ni promu que les Natifs de ladite Ville ou qui y ont reçu le St. Baptême, ou telles autres personnes que L. H. P. trouveront bon de naturaliser & qualifier à cet effet; à condition que pour cette fois les hauts & subalternes Magistrats, Officiers, Gouverneurs & autres Ministres tant à l'égard de la Justice que de la Police seront constitués absolument par son Excellence & par les Deputez de L. H. P.

X. Item que cette Ville retiendra à sa disposition & à son gouvernement tous ses biens héréditaires & de communauté, droits d'imposition, dépêche, de chemin, de poids, & décharge, de mesure & deniers de mois, & tous ses autres droits & revenus, comme & tous ainsi qu'elle en a disposé jusques à présent, enant qu'elle y soit fondée en droit, & que cela ne préjudiciera point aux autres membres des Provinces-Unies.

XI. Item que cette Ville retiendra aussi le restant de ses provisions de vivres, matériaux & tous autres biens communs, prêts ou non prêts, pour être administrez, vendus ou conservez au profit & au soulagement de ladite Ville & disposition des trois Membres, excepté le Canon, les armes & autres munitions qui resteront au profit de ladite Ville sans qu'on les vende.

XII. Item, que toutes les Confrairies, droits des Bourgeois de tirer au blanc, artisans & corps de metier, qui

ANS 1629. nen de Stadt wesende, sullen blijven in effie, ende be-
de J. C. houden hare respectieve Cierten, Ordonnantien, ende
Privilegien, mitsgaders alle hare goederen, soo gerce-
de als ongereede, tot wat eynde die oock aen de selve
Confraterniteyten, Ambachten ende Gilden mogen
sijn beset, ofte, by de selve gekocht ofte verkregen,
om by de Provoosten, Oversten ende Regierders van
dien, ten gemencen profijte der selver gegregiert, en-
de daer van gedisponeert te worden naer hennen ge-
licfte.

XIII. Dat inden Lande van Hóllandt ende andere
Geuniceerde Provincien by niemanden meer naegessa-
gen, noch geconterfeyt sullen worden deser Stadt
boom-wapenen, noch teekenen van Ambachten of-
te Ambachts-luyden deser Stadt, als van Mellemaec-
kers, Neltelmaeckers, ende meer andere manufactu-
ren, maer dat elck sal sijn eygen ende sijnder Stadt teec-
ken daer de werken gemaeckt worden moeten houden
ende gebruycken, ende dat alle diergelijcke Ambach-
ten ende manufacturen, mitsgaders de Verwerijen, en-
de Nieuwe Jaer-merckten geduyrende dese Troublen
verkregen, inde Meyerije deser Stadt, sullen cesseren,
ten ware die vande Meyerije daer op gehoort by hare
Ho: Mo: in rechtmatigheyd anders op 't stuck vande
Jaer-merckten werde gedisponeert.

XIV. Sullen de Ingelefenen van 's Hertogenbosch
ende die ten platten lande onder contributie stien,
worden getraecteert als andere goede Ingelefenen vande
vereenighe Provincien, soo inde Steden als ten plat-
ten Lande woonende.

XV. Ende wat aengaet alle de Renten ende wetti-
ge schulden by de drie Leden der Stadt ofte hare Ge-
commiteerden, mitsgaders by de Magistraet gecon-
stituert ofte gemaeckt, ofte aengenomen te betalen,
soo geduyrende dese Belegeringe als te vorens, weder
die sijn bebricft, ende bevelgele, of niet, daer van sal
de Magistraet van 's Hertogenbosch leveren pertinente
Staet, omme daer op naemaels by hare Ho: Mo: in
alle billigheyd gedisponeert te worden.

XVI. Ende tot betalinge van dien, ende alle an-
dere toekomende Stadts lasten, sullen de tegenwoor-
dige Accijsen, Imposten, ende middelen vande Stadt
haren gewoonlijcken loop houden, ende by de voorz.
drie Leden, volgende hare Privilegien ende herko-
men, mogen verhoogt, vermeerderd ende vermindert
worden, mids dat 't selve niet in prejudiciere de mid-
delen diemen tot profijte vande gemeene sake sal moe-
ten heffen.

XVII. Dar alle Acten, Resolutien, Decreten,
of Ordonnantien by de voorz. drie Leden, ofte Ma-
gistraet gemaeckt, voor soo veel de selve den Staet
ofte Wellant der Vereenighe Provincien niet en con-
trariëren, mitsgaders de Sententien die gegaen zijn in
krachte van gewijde by de Schepenen gegeven, cen-
samentlijck alle evictien van goederen, 't sy binnen
ofte buyten dese Stadt gelegen, behoortlijcke gesolem-
niseert sullen blijven in haren cracht ende vigeur, on-
vermindert partye geinteresseerde, nochtans heur recht
van appel ofte reformatie, ingevalle hen sulcx com-
peteert.

XVIII. Item, dat die gene die vande Magistraet
nu zijn ofte eertijts zijn geweest, over d'acten ofte or-
donnantie by hen totter uytreycken ofte tellen van eni-
ge der Stadts penningen ofte provisien gegeven, noch
de Rentmeester over het tellen ofte betalen der selver
penningen ende provisie, noch over 't gene daer van
sy hebben gerekent ende verantwoord, niet en sullen
becommert ofte geinquieteert worden, ende dat de ge-
dane rekeningen der voorz. Rentmeesteren ende ande-
re deser Stadts Gecommiteerden geen revisie of reche-
che en sullen subjeet zijn, gelijk oock alle gedane re-
kening van de Rentmeesteren vande Domeynen, Sta-
ten van Brabant, ontfangers vande Licenten, Contri-
butien ende Fortificatien sullen blijven gesloten sonder
recherche.

XIX. Item, dat de Regieringe der Tacffel vanden
Heyligen Geest, grooten Gasthuys, Fabricque der
Kerc-

qui sont presentement en cette Ville, subsisteront & re-
viendront leurs titres, ordonnances & privileges, en-
semble tous leurs biens, à quelque fin que lesdits Con-
frairies & Corps de métier les puissent posséder, ou de
quelque maniere qu'ils les aient achetez ou acquis, pour
être par les Prevôts, Colonels & Jurez ou Directeurs
d'iceux dirigés & disposez au profit de la Communauté
à leur volonté.

XIII. Que dans les Villes de Hollande & autres des
Provinces-Unies ne seront par aucun contrefaites aucunes
armes ni marques des métiers, ni artisans de cette Ville,
comme de couteliers, faiseurs de fers de d'éguillette, &
autres manufacturiers, mais que chacun se servira du sien
& de celle de la Ville dont il est; & que tous les métiers
& manufactures, ensemble les tintureries, & les nou-
velles foires qui ont été introduites durant ces troubles dans
la Mairie de cette Ville, cesseront, à moins que ceux de
la Mairie sur ce ouïs L. H. P. n'en ordonnassent autre-
ment à l'égard des foires.

XIV. Les habitants de Boisleduc & ceux du plat país
qui sont sous contribution, seront traittez comme les au-
tres bons habitants des Provinces-Unies, tant dans les
villes qu'au plat país susdit.

XV. Et quant à toutes les rentes & dettes légitimes
constituées ou faites par les trois Membres de la Ville ou
leurs Députés, ensemble par le Magistrat, ou acceptées
de payer, tant durant ce siège qu'auparavant, & en
oultre celles qui sont par lettres, & scellées ou non, le Ma-
gistrat en fournira un Etat pertinent, pour en disposer ci
après par L. H. P. en toute équité.

XVI. Et pour le payement d'icelles & toutes autres
charges futures de la Ville, les accises, imposts & de-
niers de la Ville du tems présent auront leur cours accou-
tumé, & pourront être par les trois Membres suivant leurs
privileges & coutumes, haussés, augmentés & dimi-
nués, pourvu que cela ne prejudice point aux deniers
qu'il faudra lever au profit des affaires communes.

XVII. Que tous les Actes, Resolutions, Decrets &
Ordonnances faites par les susdits trois Membres ou Ma-
gistrats, tant qu'elles ne seront point contraires à l'Etat
ou bien des Provinces-Unies, ensemble les sentences ren-
dus sur le jugement des Eschevins, ensemble toutes évic-
tions de biens soittez soit dedans soit dehors la Ville,
convenablement sollemnisées demeureront en leur force &
vigueur, sans le droit d'appel ou reformation des parties
intéressées, en cas qu'il leur appartienne.

XVIII. Item, qu'on ne recherchera ni inquietera
point les Magistrats qui sont presentement en charge, ni
ceux qui y ont été à l'égard des Actes & Ordonnances
qui ont été rendus par eux pour payement de quelques de-
niers ou provisions de la Ville, ni les Receveurs au sujet
du payement de leurs deniers & provisions ni au sujet de
leurs comptes, & ne seront non plus les comptes des sus-
dits Receveurs & autres Députés de ladite Ville sujets
à revision ou recherche, comme tous les comptes rendus
par Receveurs des Domaines & Etats de Brabant, par
les Receveurs des Licentes, contributions & fortifica-
tions, demeureront clos & exempts de recherches.

XIX. Item, que la Regence de la Table du St. Esprit,
des grands hôpitaux, Fabricque des Eglises, maisons
d'Or-

ANS Kereken, Wees-huyfen, Leprosen, Vondelinkhuyfen, Sinneloote huyfen, ende alle andere particuliere Fundation van Minnen ofte Vrouwen Gathuyfen, ende het stellen vande Provisors ende Reftors van dien, fullen by de drie Leden gedaen ende geconfereert worden, foo ende gelijk tot noch toe in gevolch van oude Privilegien der fclver Stede is gegolgen.

XX. Item, dat oock de eygenen van alle Wint, Ros, ende Oli-Molens binnen dese Stadt ende 't Vrydom van dien, geduerende dit beleg, ende by voorgaende Oorloge afgebroken, ommegefehoten, oft anderfints gedemolieert, fullen vermogen de fclve op hunne oude werven ofte gronden wederom te erigeren, fonder dat van noode fal welen daer toe eenige nieuwe acten oft consenten te verwerwen, of eenige andere gerechticheden te betalen, dan daer in de fclve Meulens voor het aff-breken oft demolitie voorfz zijn gehouden geweest, ten ware die tot dienfte van den Lande waren gecmployeert.

XXI. Dat oock een yegelyck Wereltlyck wat conditie hy fy, in Eet ende dienft van zijne Majesteyt van Spaengnien ofte deser Stede wefende, oft niet vry ende geoorloft fal welen uyt dese Stadt met zijne familie ende goederen terflost naer het overgaen te vertrecken, ende daer toe Wagens ende Karren, Schepen ende Schuyten te ontbieden, 't fy uyt Brabantfche, Hollantfche, oft Neutrale Steden oft te plaecten, fonder dat hare perfoonen oft goederen, ofte de Voerders van dien, in 't gaen ende weder-keeren by de Soldaten, Fifcalen ofte yemunden anders fullen belet, gemoeyt, belchadicht, ofte geturbeert mogen worden, fonder daer toe oock ander consent ofte Pafpoort te derven verwerwen.

XXII. Dat voorts de Borgers uyt de Stadt vertrocken zijnde, midtsgaders oock die gene binnen de voorfz Stadt als noch beggeren te blyven, weder die in Eede oft dienft van zijne Majesteyt militair oft anderfints fijn geweest oft niet, ende heure respectieve Erfgenamen fullen hebben den tijdt van drie eerst-comende jaren, om daer en-tuffchen hare goederen; alomme, foo binnen de Stadt, vrydom ende Meyerije der fclver gelegen, te mogen verkoopen, verwifelen ende anderfints verhandtichen, gelijk fy goet fullen vinden, oft de fclven te doen ontfangen ende adminiftreren, door foodanige als fy fullen goet vinden, ende commandende terfclven buyten oft binnen de Stadt geduerende den voorfeyden tijdt met Testament ofte fonder geteefteert te hebben, in fulcken gevalle fullen hare goederen volgen hare geïnstituteerde Erfgenamen ofte naechte vrinden respectieve.

XXIII. Ende die gene die middeler tijdt ende geduerende de voorfz jaren fullen willen gaert inde Provincien ende Steden onder de gehooraemheyt van zijne Majesteyt behorende, om hare particuliere affaeren, fullen t'fclve vryelyck mogen doen vier mael s'jars, met voorgaende kenniffe van den Gouverneur, vande welcke fy gehouden fullen zijn te nemen Pafpoort, de welcke hy haer gehouden fal zijn te geven, ten ware hy eenige wettelycke redenen hadde ter contrarie, ende t'eynde der voorfz drie jaren hare woonplaecte nemen dese Stadt ofte in Neutrale, ofte andere plaecten, daermen Contributie is betalende, alwaer fy fullen genieten de voorfz Vryheyt, om te mogen gaen, pafferen, ende trafiqueren alomme, midtsgaders 't voorder effect vande tegenwoordige Traactat.

XXIV. Item, dat over dese Stadt genen anderen Gouverneur noch Subftituyt van dien en fal worden geftekt, dan eenen vanden huys van Nassouw, ofte andere Nederlandfche Heeren ofte Landftaten.

XXV. Dat de Garnifoenen geen exemptien in eenige vande Stads middelen ende inpositien en fullen hebben noch genieten, maer alle lasten mede helpen dragen als andere Ingeletenen.

XXVI. Item, dat onder dit Traactat mede fullen gecomprehendeert ende begrepen welen alle abfente Poorteren; Borgeren, ende inwoonderen, oock Huysvrouwen ende Kinderen, midtsgaders alle ande-

d'Orphelins, Lepreux, enfans trouvez, de gens atenez d'esprit, & toutes les autres particulieres fondations de J. C. d'hospitaux d'hommes & de femmes, & l'infirmerie des Provisors & Reftors d'iceux feront faits & conferez par les trois Membres, comme il a été pratiqué jufques à present fuivant les anciens privileges de la ville.

XX. Item, que les proprietaires des moulins à vent, à cheval & à hule dans la Ville & sa franchise, qui ont été abattus & démolis pendant ce fies & pendant la precedente guerre les pourront rebatir fur leur ancien fond & héritage, sans qu'il soit nécessaire pour ce d'obtenir nouvelle concession ni nouvel acte, ou payer d'autres droits que ceux auxquels ledits moulins étoient fujets avant leur démolition, à moins qu'ils n'eussent été employez pour le service du païs.

XXI. Que pareillement il fera permis & libre à toutes personnes feculieres de quelque condition qu'elle soit, étant sous le fersment & au service de sa Majesté le Roi d'Espagne ou de cette Ville ou non, de se retirer de cette Ville ailleurs, avec leur famille & leurs biens après la reddition d'icelle, & de faire venir pour cet effet des chariots, charettes, bateaux & barques soit de Brabant, Hollande, Villes ou Places neutres, sans que leurs personnes ou biens ou ceux qui les voient puissent être empêchez, inquietez, levez ou troublez soit en allant ou retournant par soldats, Filsaux, ou autres, & sans qu'il soit besoin non plus d'obtenir d'autre consentement ou pafport.

XXII. Qu'en outre les Bourgeois étant sortis de la Ville, ensemble ceux qui desireront d'y rester encore soit qu'ils aient été au fersment & service de sa Majesté comme militaires ou autrement, & leurs héritiers respectifs auront le tems des trois premières années pour pendant ce tems pouvoir vendre échanger ou aliéner leurs biens fctuez dans la ville, franchise & Mairie comme ils le trouveront bon, ou d'en faire faire la recette ou administration par telles personnes qu'ils jugeront à propos: Et venant à mourir dedans ou dehors de la Ville pendant le fufdit tems soit ayant fait leur testament ou ab intestat, en ce cas leurs biens fufvront à leurs héritiers ou à leurs proches parens.

XXIII. Et ceux qui cependant durant les fufdites années voudront aller dans les Provincies & Villes de l'obéissance de sa Majesté, pour leurs affaires particulieres, le pourront faire librement quatre fois l'an, avec la connoissance du Gouverneur, dont ils feront tenus de prendre pafport, lequel il sera obligé de leur donner, à moins qu'il n'ait quelque raison legitime au contraire, & à la fin desdites trois années ils pourront faire leur demeure dans ladite Ville ou Places neutres ou autres, où l'on paye contribution, où ils jouiront de la fufdite liberté d'aller, paffer & trafiquer partout, jouissant en outre de l'effect du present Traité.

XXIV. Item, qu'il ne pourra être mis aucun Gouverneur ni Subftitut d'icelui dans ladite Ville que de la Maison de Nassau, ou autre Seigneur Hollandois & Compatriot.

XXV. Que la garnison ne fera point exemptée des deniers & impositions de la Ville; mais qu'elle aidera à porter les charges d'icelle comme les autres habitants.

XXVI. Item seront compris dans ce Traité tous les Bourgeois & habitants abfens, ensemble les femmes & enfans, & les autres personnes Ecclesiastiques & Seculieres qui se font fufvez.

XXVII. Que

ANS de J. C. re Geestelijke ende Wereltlijke personen gevlucht zijnde.

1629. XXVII. Dat alle siecken ofte gequetsten tegenwoordelijk in 't groot Gasthuys ofte anderen Huysen wese, 't zy Soldaten ofte andere, daer inne sullen blyven tot dat sy volcomentlijk zijn gecureert ende daer naer mogen vertrecken ofte blyven daer hen believen sal, ende datmen de selve aldan oock sal assiteren met Wagens ofte Karren om hare Bagagie te vervoeren, sonder beletfel van yemant.

Alle welcke Articulen by zijn Princelijcke Excellentie ende de Heeren Gedeputeerden van Hoog Mo. Heeren Staten Generael aende Geestelijckheyt, Magistraet ende Borgerije der voorz. Stede zijn toegestaen ende geacordeert, ende by de selve geaccepteert, in crachte van hare respectie Procuratie, des te oorconde dese geteekent tot Vucht in 't Leger voor s' Hertogenbosch den xiv. Septemb. XVIc. negen-en-twintich,

Was onderteekent.

Fre. Henry de Nassau.

Fr. Michael Episcopus Buscodus.

Fr. Joannes Moors Abbas Bernensis.

Joannes Hermans Decanus Buscodus.

R. van Voorn. T. vander Velde.

R. van Irieneven.

B. Loef vander Sloop.

Hendrick Somers.

Pieter Hubert Hercaltheuvel.

DE Staten Generael der Vereenichde Nederlanden, Gehoort het rapport van hare Gecommitteerden, hebben naer visie, lecture, ende examinatie vande boven-gescreven poincten ende Artickelen, de selve met rijpe deliberatie van Rade geapprobeert ende geadvouert, gelijk hare Hoog Mog. die approberen ende advoueren midts-defen, belovende de selve nae haer forme ende inhouden te achtervolgen, ende doen achtervolgen. Gedacn in 't Leger voor s' Hertogenbosch den xiv. Sept. 1629. stilo novo. Was gearapheert. *Henri ter Cuylen Vt.* Onderstont Ter Ordonnantie van de Hoog gemelte Heeren Staten Generael, geteekent.

Cornelis Musch.

Articulen by sijne Excellentie mijn Heere den Prince van Oragnien, toegestaen aen den Gouverneur der Stede s' Hertogenbosch, midtsaders aende Capiteynen ende Krijchsvolk binnen der selver geweest sijnde.

1. Dat den Gouverneur van s' Hertogenbosch met alle Krijchs Officiere ende Soldaten van wat qualiteyt ofte conditie de selve mogen sijn, soo te paerde als te voet gene uytgefondert, al waert oock dat sy den dienst van mijne Heeren de Staten verlaten, ende hen ten dienste vanden Coningh van Spagnien overgegeven hadden, sonder eenige verhinderinge ofte beletfel uyter Stadt sullen trecken met Wapenen ende Bagagie: de Ruyterije met slaende Trompet, vliegende Vendels, in volle Wapenen, geweer inde handt, d'Infanterij met slaende Trommel, met losse Vaendels, brandende Lonten aen beyde cynden, Cogels inde mont, in sodanige slach order, ende forme als sy lieden gewoon sijn in Batalie te marcheren, alles lijf ende goet vrij tot aen de Stadt van Dieft.

II. Alle Officiere ende Soldaten, soo sieckenaels gequetste, inden Galt-huyse oft elders sullen blyven, tot dat der selver gesontheit toelaten sal hun op den wegh te begeren.

III. Men sal mede voeren ses stucken Geschuts, ende twee Mortieren tot ten keure van den Gouverneur, met al haren Train, gereetschappen ende behoerlijke ammonitie van Oorloge, omme met elck stuck twaelfschoten te schieten.

IV. Sullen mede Paerden ende Wagene gestelt

Tom. III.

WOR-

XXVII. Que tous les malades & blesez qui sont presentement dans le grand hôpital ou autres maisons, soit Soldats ou autres, y demeureront jusques a ce qu'ils soient gueris, & ensuite pouront se retirer où bon leur semblera, & que l'on leur aidera de chariots ou charrettes pour voiser leur bagage, sans empêchement d'aucun.

Tous lesquels Articles ont été concedés & accordez par son Excellence & les Dèputés de L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux, & par le Clergé, Magistrat & Bourgeoisie de la susdite Ville, & par eux acceptez en vertu de leurs Plein-pouvoirs respectifs; En témoin de quoy ont ces presentes été signées à Fucht au Camp devant Boissleduc, le quatorzième Septembre mil six cent vingt-neuf. Etoit signé,

Frederic Henry de Nassau.

Fr. Michel Evêque de Boissleduc.

Fr. Jean Moors Abbé de Bernes.

Jean Hermans Doyen de Boissleduc.

R. de Voorn, T. vander Velde.

R. de Irieneven. B. Loef vander Sloop.

Henri Somers. Pierre Hubert Hercaltheuvel.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies ayant ouï le rapport de leurs Dèputés, après avoir vû, lû & examiné les points & articles ci-dessus, les ont après meure deliberation de Conseil approuvé & avoué, comme L. H. P. les approuvent & avouent par ces presentes; promettant de les observer & entretenir selon leur forme & teneur. Fait à l'Armée devant Boissleduc le 14. Septembre 1629. stilo nouveau. Etoit paraphé, Henry ter Cuylen Vt. étoit sous-écrit, par ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux, Signé

Cornelis Musch.

Articles accordez par Monseigneur le Prince d'Orange au Gouverneur de Boissleduc, ensemble aux Capitaines & Troupes qui étoient dedans la Ville.

I. Que le Gouverneur de Boissleduc avec les Officiers Militaires & Soldats de quelque qualiteé ou condition qu'ils soient, tant Cavalerie qu'Infanterie nuls exceptez, quand même ils auroient quitté le service de Messieurs les Etats, & se fussent mis au service de sa Majesté le Roi d'Espagne, sortiront sans aucun obstacle ni empêchement de la Ville, avec armes & bagage. La Cavalerie trompette sonnante, Etendards deployez, en armes & les armes à la main; l'Infanterie Tambour battant, enseignes deployées, mèche allumée par les deux bouts, balle en bouche, entel ordre & forme qu'ils sont accoutumés de marcher en bataille, biens & vie saurez, jusques à la Ville de Dieft.

II. Tous Officiers & Soldats tant malades que blesez, demeureront dans les hôpitaux, jusques à ce que leur santé leur permette de se mettre en chemin.

III. Ils emmèneront avec eux six pieces de Canon & deux Mortiers, au choix du Gouverneur, avec tout leur train, équipage, & munition convenable de guerre, pour de chaque piece pouvoir tirer douze coups.

IV. Seront fournis chevaux & chariots avec des char-

N n

tiers

ANS de J. C.

1629.

ANS worden, met bequame Voerluyden omme t'voorſz de J. C. Geſchut ende twee Mortieren te trekken, met alle haer Train ende Ammonitie tot aende Stadt van Dieſt toe.

1629. V. Sullen alle Amonitie van Oorloge ende Victuailien den Coninck van Spagnien toebehorende, ſonder eenich bedroch werden geleverd aen ſodanigen Perſoon alſijne Excellentie daer toe ſtellen ſal, uytegeſeght t'gene daer voor den xij. deſer Maent vercocht is geweest, doen men begoft heeft te tracteren, t'welck wel vercocht ſal blijven, ſonder datmen daer omme iemandt van die gene dieſe gekocht ſullen hebben, ſal mogen aenſprecken oft inquireren.

VI. Een fuſſant getal van Wagenen ende Paerden, ſoo veelals den Gouverneur verſoeken ſal, ſoo t'zijnen particulieren dienſt als voor alle d'andere Offizieren ende Soldaten, ſal hem toegelien worden, om t'goet ende alderhande Bagagie tot Dieſt toe te voeren, daer inne begrepen zijnde alle Wapenen, jaſels van de Soldaten van t'Garniſoen der voorchreven Stede, Abſenten, Dooden, Siecken, Gequetſte oft verloopene, ſonder dat de voorchreven Wagenen ſullen mogen werden geſuſteert, in geenecley manieren.

VII. Alle die gene die haer Goet ende Bagagie naer Antwerpen ſullen begeeren te voeren, ſullen buyten haere koſten werden beſtelt Schepen om de ſelve door Hollandt derwaerts te brengen, vry van alderhande Schattingen, Tollen oft Impoſitionen, haer toelatlende volck daer by te voegen, om haer voorchreven Goet ende Bagagie gade te ſlaen, ſonder mede in eenige plaetſen geſuſteert noch gearreſteert te werden, onder wat pretext het oock ſoude mogen weſen, maer ſullen tot Antwerpen toe paſſeren, ſonder eenichſins uyt den Schepe te gaen.

VIII. Den Gouverneur, Hoofden, Offizieren, Krijghs-raden, Soldaten ende alle andere, Soldijde vanden Coninck van Spagnien genietende, ſoo Geſteeltick als Wereltlijcke, geene uytegeſondert, gelijk mede hare Weduwen ende kinderen die binnen de voorſz Stadt eenige Huyſen, Erven ende Rentten ſullen hebben, t'zy op de Staten van Brabant in dit quartier, oft in de Stadt, ofte oock op particuliere Huyſen ende Gronden, andere goederen roerende ende onroerende, ſullen hebben den tijt van twee jaren naer d'onderteckeninge van dit Tractaet, om naer haren wille hare voorſz goederen te transporterem, verkoopen, verſetten ofte andersſints daer af te diſponeren. Ende ſullen den voorſz tijdt geduerende, genieten de voorſz Rentten, Huyſen, Hueren, Incomſten ende goederen verkregen oft om noch te verkrijgen, van wat natuere ende conditie deſelve ſoude mogen weſen.

IX. Dat de Offizieren ende Soldaten van wat officien oft conditie deſelve ſouden mogen weſen, hare Huyſvrouwe ende kinderen binnen de Stadt ſullen mogen laten, oock den voorchreven tijdt van twee jaren geduerende, diſponeren van hare goederen, roerende ende onroerende, binnen der voorchreven Steden oft elders gelegen, geene uytegeſondert, ſonder dat eenige Conſtitucie ofte neminge plaetſe ſal hebben.

X. Dat de voorchreven Offizieren en Soldaten haer Officien ende Dienſte, binnen den voorchreven tijdt twee jaren verlatende, vry naer de voorchreven Stadt ſullen mogen keeren, ende het Tractaet genieten gelijk andere Borgeren ende Inwoonderen, midts dat ſy-lieden eerſt haer aen zijne Excellentie oft dengenen die als dan Gouverneur van de Stadt ſal weſen, te kennen ſullen geven.

XI. Men ſal alhier geen Officier ofte Soldaet, noch der ſelver Bagagien om eenige ſchulden mogen arreſteren, t'zy dat hy met het Garniſoen uytrecke, oft ſieck oft gequetſt zijnde uytrecke, ſoo wanneer hy gegeneſen ſal zijn.

XII. De gevangen ten weder zijden van wat Conditie die zijn, ſullen in vrijhey worden geſteeltſonder eenich Ranſoen te betalen, maer alleenlijk de montkoſten, volgens de taxatie van t'quartier.

XIII. Dat alle buyt door die vande Stadt gedaen, ſoo voor als geduerende de Belegeringe, van hun niet en

tiers propres pour mener les ſuſdits Canons & deux Mortiers avec tout leur train & munitions juſques à la ville de J. C. de Dieſt.

V. Toutes les munitions de guerre & de bouche appartenantes au Roi d'Espagne ſeront livrées ſans aucune tromperie à telle perſonne que ſon Excellence voudra commettre à cet eſſet, excepté ce qui y a été vendu avant le 12. de ce mois qu'on commença à traiter, ce qui demeurera bien vendu; ſans qu'on puiſſe inquiéter ni aſſionner pour ce ſujet ceux qui les auront achetée.

VI. On accordera un nombre ſuffiſant de chariots & de chevaux, autant que le Gouverneur en demandera, tant pour ſon ſervice particulier, que pour les autres Officiers & Soldats, pour conduire leurs meubles & toute ſorte de bagage à Dieſt; y étant comprises toutes armes, mêmes des Soldats de la garniſon de la ſuſdite Ville, abſens, morts, malades, bleſſez ou tranſfuges, ſans que leſdits chariots puiſſent être viſitez en aucune maniere.

VII. Tous ceux qui deſireront faire conduire leurs meubles & bagages à Anvers, on leur fournira ſans frais des vaiſſeaux pour les y conduire par la Hollande, exempts de tous droits, peages & impôts, leur permettant d'y mettre du monde pour prendre garde à leurs meubles & bagage, ſans non plus pouvoir être viſitez ni arretez en aucune place, ſous quelque pretexte que ce ſoit, mais ils paſſeront juſqu'à Anvers, ſans en quelque maniere ſortir des vaiſſeaux.

VIII. Les Gouverneur, Capitaines, Officiers, Conſeillers de guerre, ſoldats & tous autres recevants paye du Roi d'Espagne, tant Eccleſiaſtiques que ſeculiers, nuls exceptez, comme auſſi leurs veuves & enfans qui ont quelques maiſon, herirage, & rentes dans ladite Ville, ſoit ſur les Etats de Brabant dans ce quartier ou dans la Ville, ou même ſur des biens & maiſons particulières, & autres biens meubles ou immeubles, auront le tems de deux ans de la date de ce Traité, pour à leur volonté transporter leur ſuſdits biens, les vendre, échanger, aliéner ou autrement en diſpoſer. Et jouiront ledit tems durant deſdites rentes, maiſon, loyers, revenus & biens acquis ou à acquérir, de quelque maniere & condition qu'ils puiſſent être.

IX. Que les Officiers & Soldats de quelque état & condition qu'ils ſoient, pourront laſſer leurs femmes & enfans dans la ville, & auſſi durant le tems deſdites deux années diſpoſer de leurs biens meubles & immeubles, ſeulement dans la ſuſdite Ville ou ailleurs, nuls exceptez, ſans qu'aucune conſſication ou ſaiſie ait lieu.

X. Que les ſuſdits Officiers & Soldats, abandonnans leurs charges & ſervice dans le ſuſdit tems de deux ans, pourront retourner librement dans ladite Ville, & jouir du benefice du Traité, comme les autres Bourgeois & habitants, pourvu qu'ils le faiſſent ſcavoir préalablement à ſon Excellence ou à celui qui ſera en qualité de Gouverneur de la Ville.

XI. On ne pourra arreter aucun Officier ou Soldat, ni leur bagage pour quelque dette, ſoit qu'il en ſorte avec la garniſon, ou qu'étant guerri de ſa maladie ou bleſſure il en ſorte dans la ſuite.

XII. Que tous les priſonniers de part & d'autre de quelque condition qu'ils ſoient ſeront remis en liberté ſans payer rançon, mais ſeulement les depences de bouche, ſelon la taxe du quartier.

XIII. Que tous le butin ſaiſ par ceux de la Ville, tant avant que durant le ſiege, ne pourra être repeté, mais leur demourera.

ANS en sal mogen werden verhaelt, maer aen hun blijven.
de J. C. XIV. Naer dat de Articulen van dit Verdragh on-
1629. dertcockent sullen zijn, salmen den Gouverneur van
s'Hertogen-Boisich tijtgeven om een expres nae de Se-
renissime Infante van Spaegnien afte senden, met vry
geleyt ende verskeringe om haer advis te geven, van
't gene gepasseert sal wesen, 't welck verstaen wordt dat
den Gouverneur sal mogen doen, den selven dach dat
't Accoord ondergeteekent sal zijn.

XV. De voorschreven Conditien gesloten zijnde,
sal den Gouverneur, ende alle het Krijgs-volck tijt ten
minsten voor twee dagen gegunt werden, om hen tot
het vertreck te prepareren, welcken tijt overstreken
zijnde, beloven den voorschreven Gouverneur ende
d'Officieren van 't voorschreven Guarnisoen uyt te
trecken, namentlijk op Maendagh naect-comende,
heel vroegh, 't welck den seventhienden deser Maent
Septembris sal wesen.

XVI. Wel verstaende dat geduerende den voor-
schreven tijdt van twee dagen, niemant van de Stadt
in 't Leger en sal mogen comen; noch die van het Le-
ger in de Stadt gaen, ende dat om disordre te schou-
wen, maer sal eek een om hem ondertuiffchen in zijne
Retrenchementen ende Fortification houden, sonder
dat het toegelaten sal wesen, eenige approfchien noch-
te acte van hostiliteyt te doen, tot verskeringe, van
't welck men Ostagiers van wederzijden sal leveren.

XVII. Dat al eer 't Guarnisoen uyt trecken sal,
daer van wegen zijne Excellentie twee suffisante Ost-
agiers sullen wesen gegeven, de welcke met het selvige
Guarnisoen, Wapenen ende Bagagie tot Dieft toe
marcheren sullen, gelijk mede daerentegens twee van
wegen den Gouverneur, de welcke blijven sullen, tot
dat de voorschreven Ostagiers van zijne Excellentie,
ende de Wagens wederom gekeert sullen wesen, als
wanneer zijne Excellentie oock dadelijk de voorschre-
ven Ostagiers met vry geleyt ende verskeringe tot Dieft
toefenden sal.

XVIII. D'Officieren, Capiteynen ende andere
in 't eerste Artijckel van dit tegenwoordigh Tractaet
begrepen, hebbende eenige Wapenen, Schuyten of-
te Salopen, oock andere gereedschappen van Oorlo-
ge hen lieden particulierlijk toebehoorende, sullen
vermogen de selve te verkoopen ende te vervoeren,
sonder dat ter saecke van dien eenige naefoeckinge
gedaen sal worden, by ofte aen die gene die se gekocht
ofte wech gevoert sullen hebben.

Daer en sal gantsch geen restitutie wesen van de Peer-
den, Wapenen, Koopmanschappen, Waren ende
andere dingen, die voor goeden buydt verkocht ende
gehouden zijn, noch en zal niemant daeromme mo-
gen naer ofte ondersocht worden.

XIX. Die van 't Guarnisoen van Bredazijnde bin-
nen der voorlz Stede, soo Officieren als particuliere
Soldaten, sullen vermogen met haer goederen ende
lijven wederom te keeren tot Breda toe, gelijk hen
lieden oock gegeven sal woorden, een suffisant getal
van Wagens ende Peerden om haer Bagagie te voe-
ren: mitgaders een Ostagier ende Convoy om die
selvige in alle sekerheyt te geleyen, op deselve maniere
van d'eerste Artijckel, als zijnde daer onder begrepen.
Gedaen in 't Leger voor s'Hertogenbosch den 14.
Septembris 1629. Ende was onderteekent. Fr. Hen-
drick de Nassauw. A. de Grobbendonck. Lecger
stont geschreven ter Ordonantie van sijne Excellentie
geteekent. I. Junius, ende gesegelt met het Ca-
chet van zijn Excellentie.

ANS
de J. C. XIV. Après que les articles de ce Traité seront si-
1629. gnez, on donnera le tems au Gouverneur de Boisleduc
de dépêcher un exprès à la Serenissime Infante avec sus-
conduit, & assurance, pour avoir son avis sur ce qui s'est
passé, & l'on entend que le Gouverneur le pourra faire
le même jour que l'Accord sera signé.

XV. Les susdites conditions étant conclues, on accor-
dera du moins deux jours au Gouverneur & à toutes les
Troupes pour se préparer à la sortie; lequel tems étant
passé ledit Gouverneur & les Officiers de la garnison
promettent de sortir nommément Lundi prochain, de bon
matin; qui sera le dix-septième du présent mois de Sep-
tembre.

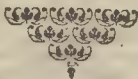
XVI. Bien entendu que durant le susdit tems de deux
jours, personne de la Ville ne pourra venir à l'Armée, ni
ceux de l'Armée aller à la Ville, & ce pour éviter le des-
ordre, mais un chacun demeurera dans ses retranchemens
& fortifications, sans qu'il lui soit permis de faire au-
cune approche ni acte d'hostilité, pour sûreté de quoi on don-
nera des Otages de part & d'autre.

XVII. Qu'avant que la garnison sorte il sera donné
deux Otages suffisans de la part de Son Excellence, les-
quels iront avec la garnison, armes & bagages à Dieft
comme aussi il en sera donné deux de la part du Gouver-
neur, qui resteront jusques à ce que lesdits Otages de Son
Excellence & les chariots soient de retour, & alors Son
Excellence renvoyera aussi-tôt ceux qu'il aura à Dieft avec
sauf conduit.

XVIII. Les Officiers, Capitaines & autres compris
au premier article de ce présent Traité, qui auront quel-
ques armes, barques, chaloupes & autres appareils de
guerre à eux appartenans, les pourront vendre & emme-
ner, sans qu'à ce sujet il soit fait aucune recherche contre
ceux qui les auront achetez ou emmenez.

On ne fera aucune restitution des chevaux, armes,
marchandises, denrées & autres choses qui ont été ven-
dus & retenus pour bonnes prises, & personne ne pou-
ra être recherché à ce sujet.

XIX. Ceux de la garnison de Breda étant dans la
susdite Ville, tant Officiers que Soldats particuliers,
pouront s'en retourner à Breda avec leurs biens; comme
aussi il leur sera donné un nombre suffisant de chariots &
de chevaux pour conduire leur bagage, ensemble un otage
& un convoy pour les pouvoir conduire avec sûreté en la
même manière qu'il est porté par le premier article; comme
y étant compris. Fait à l'Armée devant Boisleduc le 14.
Septembre 1629. Et étoit signé, Fr. Henri de Nassau. A.
de Grobbendonck; & plus bas étoit écrit par ordonnance
de Son Excellence, signé J. Junius, & scellé du
Cachet de Son Excellence.



ANS
de J. C.

CXLV.

1629.

POLOGNE
ET
SUEDE.

Traité de Trêve pour six années entre SIGISMOND III. Roi de Pologne, & GUSTAVE ADOLPHE Roi de Suède. Fait au Camp d'Altremarck, le 25. Septembre, 1629. Mercure François. (a) Tom. XV. pag. 1008.

(a) Il faut

remar-

quer que

cette fin

du Tome

XV. du

Mercure

François

se met

ordina-

irement

au com-

mence-

ment du

Tome

XVI.

NOUS Accelius Oxenterna, Sénateur & Chancelier de sa Majesté & du Royaume de Suède, Député en son Armée, Gouverneur general de Borussie, &c. Herman Wrangelius, Maréchal de Camp, Hereditaire des Armées du Roy en Able; & Sreikloster, & Jean Banelius Gouverneur hereditaire de Ostien en Mulhammer, &c. Commissaires du Serenissime & tres-puissant Prince Gustave Adolphe Roy de Suède, &c. Faisons sçavoir à tous qu'il apartiendra, que comme pour allouper & composer cette funeste guerre avec le Serenissime & tres-puissant Prince Sigismond troisieme Roy de Pologne, &c. (faite en Livonie & en la Republique de Pologne,) le tres-Serenissime & tres-Puissant Prince Louis XIII. Tres-Christien Roy de France & de Navarre, eut envoyé pour son Ambassadeur le Sieur Hercule Baron de Charrière, Chevalier, &c. comme aussi le Serenissime & tres-Puissant Prince Charles I. du nom, Roy de la grande Bretagne, eut aussi envoyé pour son Ambassadeur le Seigneur Tomas Roë Chevalier, &c. lesquels apres avoir par leur grand soin & conduite travaillé pour le rétablissement de la Paix, & à prescrire un certain temps pour la traiter, & la rendre perpetuelle; & afin que cela se puisse faire à l'amiable, moyennant la Divine Bonté se feroient assemblez ces jours passez avec iceux les Seigneurs Jacques Quadrik Eveque de Culmen, grand Chancelier de Pommeranie & du Royaume de Pologne. Jacques Sobjesky, grand Escuyer du Royaume de Ratslavie : George Ossensky de Thechin, grand Panetier du Royaume de Ralselen; & Ernest Doenho ff, Capitaine de Derpaten, Commissaire dudit Serenissime Roy & Royaume de Pologne, sur le sujet d'une Trêve, de laquelle nous aurions convenu, conclu & ordonné ce qui ensuit.

I. Sçavoir, que depuis ce jour y aura Trêve entre le Serenissime Prince Gustave Adolphe Roy de Suède, nostre tres-clement Seigneur, les Successeurs de Sa Majesté les Rois de Suède, & ledit Royaume, d'une part : & le Serenissime Prince Sigismond troisieme, Roy de Pologne, d'autre; pour six années suivantes, à compter du jour & date des presentes jusques au premier Juillet, l'ail vieil 1635. Durant lesquelles Trêves sa Majesté & Royaume de Suède s'abstiendra de tout acte d'hostilité contre le Roy & Royaume de Pologne, Provinces, Chasteaux, Citiez, & territoires à luy subjets; & que ny par luy, ny par qui que ce soit, ne sera attenté aucune chose au dommage & prejudice d'iceux. Pareillement le Serenissime Roy & Royaume de Pologne s'abstiendra durant lesdites Trêves de tout acte d'hostilité contre le Roi & le Royaume de Suède, ses Provinces, Chasteaux, Citiez, & territoires à luy subjets; & n'attentera & ne fera attenter, tant par lui que par autre, aucune chose au dommage & prejudice d'iceux.

II. Le Serenissime Roi de Suède rendra au Serenissime Roy & Republique de Pologne la ville de Strasbourg, size au traité de Culmen, avec son territoire: celle de Dirshavie en Pommerlie, avec son territoire: l'Isle Gelane, Gustade, Circomite, & Molsaoc, avec leurs territoires en l'Evesché de Warme : comme aussi l'Eglise de Francoemberg, avec sa ville, bourg & village : Mithavie en Semigale, avec son territoire au Duc de Curlindie. Et pour la Nouamunde & Spilte, avec les lieux qui en dependent, comme aussi Riga & Francoëburg, seront rendus suivant cet Ac-

cord, ainsi qu'il fut convenu aux premieres Trêves. Le Port de Francoëburg, avec toute rivage de Habi, de J. C. demeurera en la puissance du Roy de Suède, à la réserve du droit de Pêche à ceux de Francoëburg. 1629.

III. La ville de Francoëburg, ny autre lieu de son territoire, ne sera fortifié durant ladite Trêve, & le chemin par ledit territoire de Francoëburg sera toujours libre aux subjets & soldats du Roy de Suède.

IV. En Livonie, l'un & l'autre partie durant ces Trêves possèdera ce qu'elle possèdait à présent, excepté Mithavie, comme il est dit en l'article cy-dessus.

V. Et pour la Prusse, le Roy & Royaume de Suède retiendra & possèdera comme il fait à présent Brunsberg & Tolkemite, avec leurs territoires; le Binge, avec le sien, tant en terre ferme, qu'en l'une & l'autre Ile : l'Isle entiere de Fischavienem, & tout le rivage de Habi en la grande Ile, commençant au territoire d'Elbingem jusques à l'embouchure de la Riviere de Vistule, avec les villages circonvoisins : Stobendorf, Habendorf, & Alendorf : puis vers la Vistule, Tigenore; & de là, tirant une ligne jusques au Boulevard d'Infularem, & depuis ledit Boulevard ou chauffée Kuckeskrug, jusques à Jankendorf, & tout ce qu'on appelle vulgairement le Putendik des Isles, ou le Marais; avec les logemens & maisons, tant basties qu'à bastir, qui sont entre la grande Ile & Neringie; & depuis Jankendorf, entre la levée de l'Isle & Neringie au fleuve de Habi, jusques là où il court, avec Robelgrude, Kroskengruck, Stoudorf, Stegem; & de là, tirant une ligne à la Mer, tout ce qui est entre Neringie, Stegem & Pillaw, avec le même Port de Pillaw, sauf les corps de garde qui sont à resaire près des levées, que les habitants desdits villages avoient accoustumé de tenir es temps à eux ordonnez.

VI. Marieburg avec la grande Ile, excepté le territoire d'Elbingen, les rivages & villages susdits, Stuma Chef de la Vistule en Neringie, seront durant ces Trêves mis es mains du Serenissime Prince Georges, Marquis & Electeur de Brandebourg, Duc de Prusse, &c. à condition qu'un mois auparavant la fin des Trêves (si cependant icelle ne convient de l'affaire principale,) Marieburg avec le fort de la Vistule, Stuma, & la grande Ile, ne seront tenus & possèdez autrement qu'à présent, & seront rendus & restitués sans fraude au Roy & Royaume de Suède.

VII. Pour plus grande seurte du Roy & Royaume de Suède, touchant le recouvrement de Marieburg, du Fort de la Vistule & de Stume; le Serenissime Electeur de Brandebourg laissera entre les mains du Roy de Suède Fischause & Lochsterum, avec leurs territoires, & la partie du territoire de Skuckensé, qui appartient à Ningie, & au Lac Lhuronic, qui embrasse le territoire de Fischause avec Neringie & le Lac, ainsi qu'il en sera convenu entre les Commissaires du Roy de Suède & dudit Electeur, comme aussi le Roy & Royaume de Suède retiendra & possèdera la même Neringie, Caronic, & finalement Memel ville & chasteau; & ce avec le même droit qu'il possèdait à présent Marieburg, jusques à ce que Hoc, avec l'Isle, le Fort de la Vistule, & autres lieux, comme dit-est, soient rendus, (auquel cas ces choses seront remises sans fraude au Serenissime Electeur) ou bien il en sera autrement convenu par les conventions d'une plus longue Paix.

VIII. Et pour les sequestres & restitutions des choses qui se doivent rendre ou qui tiendront lieu de caution, cet ordre sera observé : Que par la ratification donnée du Roy de Pologne Strasbourg, Gustade, Wormite, Millaw, Francoëburg, & Dischovie, seront livrez sans garnisons dans six jours aux Commissaires du Roy & Royaume de Pologne; comme aussi Marieburg & Stume sans garnisons du Roy de Suède, seront rendus dans le douzieme jour audit Electeur. Apres quoy, Mamelie sera confiée au Commissaire du Roy de Suède dans huit jours sans garnison dudit Electeur. Et finalement le Fort de la Vistule sera aussi dans huit jours delivré au même Electeur sans gar-

ni-

ANS nifon : le tout fait de part & d'autre fans aucun étrau-
de J. C. de quelque injure faite ou exactions d'argent par les gar-
nifons aux Citoyens & habitans defdits lieux, aux pal-
1629. fages & chemins, il y fera pourveu.

IX. Le Roy & la Republique de Pologne durant ces Treves n'attenteront aucune chose contre Marieburg, Stume, la grande Ile, & le Fort de Vistule, pour quelque cause ou pretexte que ce soit; mais le Serenissime Electeur les conservera de tous dommages & perils, & permettra la possession paisible defdits lieux.

X. Sera fait amnistie & oubli de toutes choses passées, & le Roy & la Republique de Pologne feront jouir en la meilleure forme que faire se pourra, les villes, territoires, Citoyens & habitans, qui seront reçus en sa foy, des mêmes droits & privileges desquels ils jouissoient avant ces troubles.

XI. Toutes & chacunes les communes, tant à l'avenir qu'à present, pourront jouir librement de leurs mêmes droits fans aucun empeschement.

XII. Toutes actions intentées contre ceux qui auront suivi en cette guerre le party du Roy de Pologne, ou auront feint l'avoir suivi, en quelques lieux qu'ils demeurent, soit en leurs propres ou sequestres, cesseront & demeureront nulles, & aucunes d'icelles ne seront executées pendant lesdites Treves.

XIII. Aux lieux sequestres, les biens d'Eglise & des Ecclesiastiques demeureront en la même nature durant le temps des Treves, & ainsi qu'ils estoient auparavant.

XIV. Trois Eglises seront données à Brunsberg pour l'usage libre de la Religion Catholique, & un Temple à Neustade & au destroit, avec pareil droit, & ne leur sera fait aucun tort ny injure. Les choses deus à Gulticie seront rendues aux Complainants; comme aussi aux Protellans l'exercice public de leur Religion leur sera libre, & sera aussi restitué aux lieux sequestres fans trouble ou empeschement comme auparavant. Et quant aux Paroissiens de Greffe, ils jouiront des anciens revenus des Eglises Catholiques fudites.

XV. S'il ne plaist à aucuns de demeurer aux villes & territoires restitués, & aiment plutôt en changeant de domicile se retirer, ou à Eltinge, ou autres pays estrangers, il sera libre à un chacun de vendre ses biens, ou de les transporter où bon luy semblera fans aucun empeschement, & sans pour ce luy imposer aucune charge pour quelque chose que ce soit. Pareille liberté sera donnée aussi en tous les lieux qui demeureront en la possession du Roy de Suede.

XVI. Aux lieux restituez aux sequestres seront laissez de bonne foi tous les biens meubles de l'Eglise qui y seront trouvez jusques à present, comme sont les vasseaux & ornemens sacrez, les cloches, & autres choses servans à l'usage des Eglises: comme aussi, les livres ou registres des privileges de Chancellerie, & autres actes publics, qui auroient esté durant les injures du temps rompus par les soldats ou corrompus par la negligence d'autres, n'en sera fait aucune perquisition ou recherche, & nul ne sera tenu de les restituer.

XVII. Les canons de guerre & grandes bombardes qui auront esté trouvez aux lieux occupez, & qui seroient encores aux villes & Citez rendues, seront restitués: comme aussi les canons & autres instrumens de guerre demeureront en leur quantité & qualité à Marieburg, & au Fort de la Vistule, ainsi qu'ils ont esté delivrez par ledit Electeur à Mamelie, comme il est convenu entre le Roy de Suede & ledit Electeur.

XVIII. Si quelques biens meubles ont, ou par ancien droit, ou par les communautéz, ou personnes privées, esté donnez au Roy de Suede, iceux seront gardeés lieux où ils auront esté mis.

XIX. Toutes Armées, excepté les garnifons, seront de part & d'autre retirées de la Province, & n'y seront introduites durant les Treves, & moins encore envoyées, sous quelque pretexte que ce soit, sur leurs Terres & Duchez.

XX. Les commerces & les chemins par terre, rivières & ports, seront libres à l'un & l'autre party, & ne seront nullement empeschez, tant au Royaume de Pologne, qu'au grand Duché de Lithuanie.

XXI. Nul des deux partis n'imposera aucun tribut, subsides ou exactions sur terre, ou sur les rivières; ains toutes choses demeureront en même estat qu'elles étoient avant cette guerre.

XXII. La conduite des marchandises du grand Duché de Lithuanie vers Regimond, ne seront tirez du Port de Memelens au Lac de Churonic pour aucune cause que ce soit: & nuls tributs ne seront exigés audit Lac. Les habitans du fudist Duché jouiront de la même liberté aux commerces qui s'exerceront en iceluy.

XXIII. Tous prisonniers detenus de part & d'autre, de quelque estat & condition qu'ils soient, nul excepté, seront delivrez & mis en liberté sans rançon. Ceux qui sont en la Prusse & aux Palatinats plus proches seront aussi delivrez dans quinze jours. Ceux qui sont en la haute & basse Pologne le seront dans deux mois: & tous ceux qui sont detenus en la Russie, Lithuanie, & Provinces plus éloignées, seront relâchez dans trois mois.

XXIV. Le même sera gardé de la part du Roy de Suede envers ceux qui seront par luy detenus en ces lieux icy, lesquels seront delivrez dans quinze jours. Et pour ceux qui seroient en Suede, ou detenus en Livonie, le seront dans trois mois: les garnifons de part & d'autre licentiés. Et aux lieux du Duché de Prusse, où elles pourront estre amenées, les soldats, tant de part que d'autre, observeront la discipline militaire, estans laissées audit Duché pour hyverner.

XXV. Toutes actions, de quelque estat ou nature qu'elles soient, qui auront esté ou pourroient estre intentées au Duché de Prusse à l'occasion de cette guerre, cesseront pendant lesdites Treves.

XXVI. Si quelqu'un à l'avenir, sous quelque pretexte que ce soit, vouloit contrevénir aux conventions de ce Traité, & empescher la restitution des fudits lieux mentionnez; ou si quelque tiers party, pour quelque sujet ou occasion, vouloit troubler en la Prusse le Roy & Royaume de Suede, & l'affaillir par armes, le Roy & la Republique de Pologne, avec le Duc de Boruscie & les Estats Royaux d'icelle, & principalement la ville de Dantie, s'obligeront de se joindre eux & leurs armes, pour empescher que ces conventions ne soient nullement violées. Comme aussi tous ceux qui contreviendront & pretendront empescher l'effect d'icelles, & la restitution defdits lieux, ou qui voudroient, sous quelque pretexte que ce soit, endommager par armes le Roy & la Republique de Pologne en la Prusse. A quoy tous se joindront, pour prevenir tels troubles & inconveniens.

XXVII. Les injures tant réelles que personnelles, qui arriveront durant le temps de ces Treves, ne seront punies par l'un ny par l'autre party; saufs la jurisdiction ordinaire de l'un & l'autre; mais la Justice en sera requise competemment des Officiers & Magistrats de part & d'autre: & par là même, peines severes seront exercées contre les violateurs de la Paix confirmée par la foy publique.

XXVIII. Nulles represailles ny arrests, tant par Terre que par Mer, ne seront alloüez, sinon lors que la Justice ne sera administrée, apres l'avoir demandée diverses fois: & si quelques-uns ont esté octroyez pendant cette guerre, ils seront cassez; en sorte neantmoins que justice sera faite à ceux auxquels ils auront esté octroyez.

XXIX. Si quelqu'un commet quelque chose plus grieve que ne semble concerner le violement de ce Traité, seront donnez de part & d'autre de bons Commissaires, qui s'assembleront en quelque lieu neutre assigné entre Elbinge & Marieburg, où ils decideront le different ou crime; & le même sera ordonné en Livonie.

XXX. Comme ainsi soit que ces presentes Treves

ANS
de J. C.
1629.

ayent esté conclus, afin que plus facilement il se soit peu traiter sans Paix perpetuelle, & sans plus longue Treve entre les partis des Princes Chrestiens, Commissaires seront alliés de part & d'autre, avec plains pouvoirs & mandemens; qui dans l'espace d'un an, à compter du jour & date des presentes, (apres qu'il aura esté convenu entre les parties par le serenissime Electeur de Brandebourg, du lieu & temps d'icelle,) s'assembleront pour traiter de l'affaire principale à l'amiable, pour affermir une bonne & stable Paix. Que si les affaires changent, (ce que Dieu ne veuille) & se separant, les Treves demeureront fermes, sans toutefois laisser escouler les occasions de traiter d'une autre Paix perpetuelle.

XXXI. En ce Traicté & conventions, seront compris de la part du Roy & Royaume de Suede, le Roy de Danneburc, les Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas, & le Prince de Transilvanie: auxquels sera dès à present donné faculté d'icy à cinq mois, de faire leur Declaration. Semblablement aussi de la part du Roy & Republique de Pologne, l'Empereur des Romains, l'Infante Archiduchesse des Pays-bas, le Duc & Electeur de Baviere, avec pareille faculté de donner leur Declaration dans cinq mois.

XXXII. Et afin que ces pactions & conventions demeurent plus fermes, & qu'il apparaisse, qu'elles seront gardées & entretenues de bonne foy de part & d'autre, il a esté convenu que les procurations des Commissaires de part & d'autre seront rendues, & que ces conventions seront signées & munies de la main & seel desdits Sieurs Commissaires, & rendus aux deux parties.

XXXIII. Le Roy de Pologne confirmera ces conventions selon la forme prescrite, & auparavant qu'il se fasse restitution d'aucun lieu, en donnera sa confirmation. Comme aussi le Roy de Suede par un instrument solennel ratifiera ces choses, tant en son nom, que du Royaume de Suede: & la Republique de Pologne approuvera les mesmes aux Dietes & Assemblées qui se celebreront au premier temps, & les ratifieront par instruments dressez à ce sujet, lesquels instruments solennels estans faits selon la forme prescrite, sans y changer aucun mot ny syllabe, seront rendus & receus de part & d'autre au plusloist que faire se pourra par lesdits Commissaires deputez aux limites & territoires d'entre Elninge & Marienburg, sans aucun delay ni excuse. Pareillement l'Electeur de Brandebourg promettra retenir Marienburg, le Fort de la Vistule, avec la grande Ile & Stulme, par droit de sequestre, & qu'un mois avant l'expiration des Treves il en retirera ses garnisons, & les rendra entre les mains du Roy & Royaume de Suede: au lieu dequoy il reçut Memel, Fischause, Lochitar & Skackim, comme il est convenu auparavant, & promettra ces choses par instrument special. Fait au Camp d'Altemmark le quinzieme Septembre; l'il vieil, mil six cens vingt-neuf. Signé, Axelius Oxensterna, Hermannus Wrangelius, Joannes Banerius.

Nous Sigismond troisieme, Roy de Pologne, &c. faisons sçavoir à tous & chacun qu'il appartiendra, qu'au mois de Juillet dernier nous avons donné à nos Commissaires instruction avec pleine puissance, & mandement pour traiter (par intervention & mediation du Tres-Chrestien & Serenissime Louys XIII. Roy de France & de Navarre, & du Serenissime Charles I. du nom, Roy de la grande Bretagne) de Paix ou de Treve avec le Serenissime Prince le Seigneur Gustave Adolphe Roy de Suede, Gotie & Wandalie, grand Prince de Fridlandie, (auquel nous donnons ces titres sans prejudice de nostre droit hereditaire) nostre Parent & Allié, & avec le Royaume de Suede, qui estant convenu avec ses Commissaires serenissimes, ont conclu & arresté ces conventions, comme elles sont icy exprimées & inserées de mot à mot. Nous donc Sigismond troisieme Roy de Pologne, promettons en nostre nom & celui des Suedes, de nos Royaumes de Pologne & grand Duché de Lithuanie, approuver, loier,

& ratifier de bonne foy Royale, comme par ces presentes nous approuvons, loions & ratifions tous & chacun les Articles compris & inserés au Traicté susdit, & ne permettrons estre nullement violés, ny par les nostres, ny par autres. Pour plus grande foy & assurance dequoy, nous avons sousscrit & signé la presente de nostre main, & fait apposer nostre Seel. Donné à Wersavie le huitieme Octobre mil six cens vingt-neuf. De nos regnes en Pologne 42. & en Suede 37. Sigismond: & plus bas, Petrus Queronsky, Chancelier de sa Majesté Royale.

CXLVI.

Traicté d'Alliance & de Commerce entre
LOUIS XIII. Roi de France, & MI-
CHEL FEODROVITZ Czar de
Moscovie. A Moscou le 12. Novembre.
1629. Freder. Leonard. Tom. V. Mer-
cure François. Tom. XV. pag. 1022.

EN 1629. le Sieur des Hayes Courmecomin fort expérimenté aux Affaires étrangères par les divers Emplois que le Roy luy avoit donnez, fut envoyé Ambassadeur de sa Majesté vers le Czar de Moscovie; & étant arrivé en la Ville de Dorpt en Livonie; & l'Empereur en ayant esté averti, commanda au Vaivode ou Gouverneur de Pleseou de faire entendre à l'Ambassadeur du Roy, qu'il seroit le tres-bien venu & receu dans tous les Estats de sa Majesté Imperiale.

Lettre du Vaivode de Pleseou à l'Ambassadeur de France, du 24. Septembre 1629.

LE tres-puissant. Empereur & Grand Duc Michel Feodrovitz par la grace de Dieu souverain Seigneur de toute la Russie, Roy de Voladimer, de Moscou, de Novogrod, de Casan, d'Altracon, & de Sibirie; Seigneur de Pleseou, Grand Duc de Smolens, d'Orovir, de Georgie, de Permire, de Viats, de Bulgare; Seigneur aussi & grand Duc de la petite Novogrod, de Tservigos, de Rescac, de Pelots, de Rostof, de Terolasc, de Bolozers, de Oudor, d'Odbor, de Coudenis, & seul obey en toute la Région Septentrionale; comme aussi Seigneur de Katallinqui, & Empereur de Groeniqui, & des terres de Karabinskui, Duc de Circassie & de Jogoreniqui, & outre cela souverain & tres-puissant Seigneur de plusieurs terres & dominions.

Moy Kenes Dimitre Pretrovitz Pozarcovi Vaivode du tres-puissant Empereur: A toy, qui es Ambassadeur du tres-puissant Monarque Louis XIII. de Bourbon, par la grace de Dieu Roy Tres-Chrestien, de France & de Navarre, Je t'envoie le salut: Tu m'as envoyé Estienne ton serviteur avec tes Lettres, par lesquelles j'ay veu, que tu es envoyé de la part du tres-puissant Roy Tres-Chrestien vers l'Empereur, pour traiter de plusieurs affaires tres-importantes à la Russie & à la France, & que tu es arrivé à la Ville de Dorpt en Livonie: Je te t'envoie en grande diligence ton serviteur Estienne, afin qu'arrivant auprès de toy, tu sache que tu peux entrer quand il te plaira dans les Estats de sa Majesté Imperiale en la Province de Pleseou, & de là continuer ton chemin par tout son Empire, non seulement pour ta personne, mais aussi pour tous les Gentils-hommes de ton Roy, qui t'accompagnent, & pour tous les valets qui les servent: les chemins par tout te seront ouverts, & ne te fera donné aucun empeschement. Escrit à Pleseou * l'an sept mil cinquante-huit, le 24. Septembre.

Ensuite de cette Lettre, ledit sieur Ambassadeur s'achemina à la Cour de cet Empereur, où il fut conduit & receu avec toute sorte d'honneur & démonstration de bien-veillance à l'Audience, en laquelle il fit entendre le sujet de son Ambassade, suivant son instruction, & le desir que le Roy son Maître avoit d'entretenir une parfaite amitié & alliance, & liberté de com-

* L'an
1629.

ANS commerce reciproque entre leurs Majestez & leurs Es-
tats. Et après avoir conféré plusieurs fois de cette af-
faire avec les Ministres de ce Prince, il rapporta au Roy
son Maître ces lettres patentes suivantes pour ladite al-
liance & liberté de commerce accepté & accordé.

*Lettre du Grand Duc de Moscovie au
Roy de France.*

PAR la force & par la vertu de la très-puissante & tres-
sainte Trinité, qui remplit tout le monde & qui
pourvoit à toutes choses, qui console & qui a soin de
tout le genre humain, qui donne la vie & qui fait sub-
sister toutes les créatures par la grace, par la puissance,
par la volonté & par la benediction de ce grand Dieu,
qui affermit les sceptres de ceux qu'il a élus pour regir
le monde: Je commande, & suis seul obey avec applau-
dissement de tous dans les terres immenses de la grande
Russie, & dans plusieurs autres Provinces nouvellement
conquises. Nous le grand Seigneur, Empereur &
grand Duc Michel Feodrovits, Souverain Seigneur &
conservateur de toute la Russie, de Volodimer, de
Moscou, & de Novogrod, Empereur de Cassan, Em-
pereur d'Altracan, & Empereur de Sibir, Grand Sei-
gneur de Plescou, Grand Duc de Smolens, d'Otenir,
de Georgie, de Permit, de Viats & Bulgarie, & Sei-
gneur & Grand Duc de l'inférieure Novogrod, & de
toutes les Duchez inferieures de Tievrogovs de Kafans,
de Pelots, de Rostof, de Geroslas, de Beloser, de Li-
vonie, de Oudor, de Obdor, de Coudmis, seul obey
en toute la region Septentrionnale, Seigneur des Pro-
vinces de Juors, de Catalins, & d'Ingrovens, Empe-
reur des Cabardins, Duc de Circassie, de Igor, & de
plusieurs autres Provinces, Seigneur & conservateur.

Au très-illustre, très-haut & très-puissant grand
Seigneur Louis XIII. de Bourbon, par la grace de
Dieu Roy Très-Christien, de France & de Navarre,
& souverain Seigneur de plusieurs autres terres.

Vostre Royale puissance a envoyé vers nostre grande
puissance, vostre Ambassadeur Louis, avec des lettres, &
nostre grande puissance a trouvé bon qu'il fût Amba-
sadeur vers nous: avons commandé que sa legation
fût entendue, & avons voulu recevoir les lettres signées
de vostre main, & contresignées de Lomenie, dans
lesquelles vous souhaitez que Dieu veuille faire pro-
spérer nostre grande puissance, & témoignez qu'encore
que vos Estats soient éloignés des nôtres, & qu'ils
soient séparés par plusieurs Provinces: Néanmoins la
renommée de nostre grande puissance n'a pas laissé de
parvenir jusqu'à vous, que vos predecesseurs & les nos-
tres ont cy-devant vécu en bonne amitié & parfaite
correspondance, & que de la même sorte vous souhai-
tez qu'il plaise à Dieu qu'à l'avenir la même amitié & par-
faite correspondance s'établisse & se rencontre entre nos
Royales personnes: ce que nostre grande puissance de-
sire extrêmement. Mais nous ne savons à quoy attri-
buer, que nostre nom, nos titres & nos qualitez, ayent
été oublié à la lettre que vous nous avez écrite. Tous
les Potentats de la terre, le Sultan des Turcs, le Roy
des Persiens, l'Empereur des Tartares, l'Empereur
des Romains, les Rois d'Angleterre & de Dannemarc
& plusieurs autres grands Seigneurs, écrivant à nostre
grande puissance mettent nostre nom sur leurs lettres,
& n'oublient aucun des titres & des qualitez que nous
possédons. Nous ne pouvons approuver vostre cou-
stume de vouloir être notre amy, & de nous dénier & ôter
les titres que le Dieu très-puissant nous a donné, & que
nous possédons si justement. Que si à l'avenir vous
desirez vivre en bonne amitié & parfaite correspondan-
ce avec nostre grande puissance, en sorte que nos Roy-
ales personnes & nos Empires jointes ensemble, don-
nent de la terreur à tout l'Univers: Il faudra que vous
commandiez qu'aux lettres que vous nous écrirez à l'a-
venir, toute la dignité de nostre grande puissance, notre
nom, nos titres & nos qualitez, soient écrites com-
me elles sont en cette lettre que nous vous envoyons.
De nostre part, nous vous serons le semblable en écri-
vant tous vos titres & toutes vos qualitez dans les let-
tres que nous vous manderons, étant le propre des amis

d'augmenter plustost reciproquement leurs titres &
leurs qualitez, que de les diminuer ou retrancher.

Vostre Royale puissance écrit encore dans les lettres,
que les grandes occupations que vous avez eues, tant
à pacifier les troubles de vostre Estat, qu'à protéger &
assister les Princes vos amis & allies, ont empêché que
vous n'ayez plustost correspondu aux témoignages d'a-
mitié que nostre grande puissance vous fit rendre en
l'année de la Nativité de Jesus-Christ 1615. par nostre
Ambassadeur Juan Kondirovin, & qu'à présent que
vous aviez remis sous vostre obéissance plusieurs Pro-
vinces, & vaincu tous vos ennemis, vous nous avez
voulu témoigner le desir que vous avez de vivre à l'a-
venir en bonne amitié & parfaite correspondance avec
nostre grande puissance, & nous avez voulu envoyer
vostre Ambassadeur Louis Deshayes, Seigneur de Cour-
memin vostre Conseiller & Maître d'Hôtel ordinaire,
& Gouverneur de Montargis, & luy avez commandé
de nous faire entendre plusieurs choses qui regardent
le bien commun de nos Royaumes & l'avantage de
nos sujets, & priez nostre grande puissance d'ajouter
toute créance à vostre dit Ambassadeur.

Toutes ces choses estans parvenues à la connoissan-
ce de nostre grande puissance: Nous avons commandé
que vostre dit Ambassadeur entrât en conférence avec
les Illustres Seigneurs, Bojars de nostre Conseil d'Es-
tat, Knes, Juan, Borisovits, Cercascoi, nostre cou-
sin germain, heritier de l'Empire de Casan, & Gene-
ral de nos Milices, Michel Borisovits Schein, Gouverneur
General de Smolens, mon Vasilevits Golovin, Feo-
drovits Licat-zof, & Jafim Telepnae nostre Chan-
cellier, auxquels nous avons donné ample pouvoir par
écrit d'écouter sa légation. L'Ambassadeur de vostre
Royale puissance, s'est trouvé avec lesdits Bojars de
nostre Conseil, & leur a fait entendre le desir que vos-
tre Royale puissance avoit de vivre à l'avenir en bonne
amitié & parfaite intelligence avec nostre grande puis-
sance: pour laquelle mieux affermir, vous souhaitez
que la même correspondance se rencontrât encore entre
les sujets de nos deux Empires, les Russiens & les François
que vous permettiez à tous nos sujets de trafiquer dans les
terres de vostre obéissance, & desiriez pareillement que nos-
tre grande puissance trouvât bon que les François, vos su-
jets, pussent trafiquer en toute liberté dans les terres de
nostre Empire, s'habiter dans les Villes qu'ils juge-
roient propres pour faire sortir leur commerce, sans
empêchement, de nos Estats quand ils voudront: que
nostre grande puissance déchargât lesdits Marchands
François de l'impôt que les Marchandises doivent à nos-
tre trésor, que lesdits Marchands François pussent vivre
en liberté de conscience, & tenir près d'eux tels Prestres
ou Religieux de la Foy Romaine que bon leur semblera,
que nos Juges & Officiers ne pussent prendre con-
noissance des différens qui surviendront entre lesdits
Marchands François, que nous leur permissions d'être
jugés par l'un d'eux, & de trafiquer avec les Tar-
tares, Persiens, & autres Marchands Estrangers.

Toutes lesquelles choses ayans été rapportées à nos-
tre grande puissance, par l'advis de nostre Saint Pere le
Grand Seigneur, Filaret Niquitis Patriarche de toute
la Russie, & des principaux de nostre Empire: Nous
avons commandé aux Bojars de nostre Conseil, sus-
nommez, de faire entendre à vostre Ambassadeur, que
nous acceptons volontiers l'offre que vostre Royale
puissance nous fait, de vivre à l'avenir en bonne amitié
& parfaite correspondance avec nostre grande puissance,
& que de nostre part nous contribuerons toujours ce qui
nous sera possible, pour la continuer & perpétuer en-
tre nos successeurs. Nous permettons aussi à tous Fran-
çois sujets de vostre Royale puissance, de venir trafi-
quer en nostre Empire sans aucun empêchement, tant
par mer à Arcangel, que par terre à Novogrod, à
Plascou, & à Moscou, leur donnons liberté de traiter
& de faire leur commerce avec tous nos sujets, en pa-
yant seulement à nostre trésor deux pour cent d'impo-
sition. Nous accordons aussi à tous les Marchands
François, vos sujets, de vivre en liberté de conscience
dans nostre Empire, de faire profession de la Foy Ro-
maine,

ANS
de J. C.
1629.

maine, & de tenir près d'eux des Prestres ou Religieux pour les administrer : Mais nous ne sçaurions permettre que publiquement dans nostre Empire l'exercice de la Religion Romaine se fasse, de peur de scandale. Quant à ce qui regarde la Justice, nous interdirons à nos Juges de prendre aucune connoissance des differens qui surviendront entre les Marchands François vos sujets. Mais si un François à quelque differend avec nos sujets, nous entendons que nos Juges en aient connoissance; Nous offrons à vostre Royale puissance de contribuer ce que nous pourrons pour le bien de vos affaires, & donnerons libre passage avec chevaux & vivres, aux Ambassadeurs & Courriers que vous desirez faire passer à l'avenir par nostre Empire, pour aller en Tartarie ou en Perse; ainsi que nous avons fait presentement à vostre Ambassadeur. Quant aux Marchandises de Perse & de l'Orient, Nous les ferons distribuer à vos sujets à si bon marché, qu'ils n'aient pas occasion de les aller chercher ailleurs; & en toutes choses nous favoriserons vos sujets, afin que d'autant plus volontiers ils viennent trafiquer en nos Etats & Empires. Nous renvoyons vostre Ambassadeur Loüis sans le retenir davantage, afin qu'il rende compte à vostre Royale puissance de nos bonnes intentions, tant envers vostre Royale personne, que pour le bien de vos Etats & Royaumes. Nous prions pareillement vostre Royale puissance de nous conserver toujours en son amitié & fraternelle bonne volonté. Ecrit en nostre Maison Imperiale de la ville de Moscou, le douzième du mois de Novembre, l'an 7058. l'an de Jésus-Christ 1629.

CXLVIII

ANS
de J. C. *Traité de Commerce entre GUSTAVE
1630. ADOLPHE Roi de Suède, & la ville
de Magistral de DANZIC, fait à
Tigenhoff le 9. Février 1630. Aizema Af-
faires d'Etat & de Guerre. Tom. III. pag.
163.*

SUEDE
ET
DANZIC

Serenissimi, Potentissimique Principis ac Dni: Dni: *GUSTAVI ADOLPHI Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiae Ducis Esthoniae & Careliae, Ingriaeque Dni: &c.* Dni: Nostri Clementissimi, Regni Sueciae Senator & Cancellarius ad Exercitum in Borussia legatus ibidemque; partium S. R. M. subiectarum Gubernator Generalis *Axillus Oxinierna* liber Baro in *Kymisbo*, Dni: in *Fyholmen* & *Tiden* Eques Auratus &c. Notum testatunusque facimus univerfis quorum interest. Postquam in Publicis Serenissimorum Regum Regnorumque Sueciae & Poloniae Tractatibus die decimo sexto Septembris anni praeteriti ad Pagum *Altmarck* conclusis, nonnulla incidissent in primis de *vectigali ad portum Gedanensem* atque ex eodem securitate praestanda S. R. M. Regnoque Sueciae, quae licet assensu Sereniss. Regis Regnique publicae Poloniae firmata approbataque essent: tamen quod ob temporis angustiam aliisve de causis pertractari non possent ad Gedanenses remissa fuerunt. Accesserunt deinde & alia quaedam eam civitatem eiusque cives ac subditos in specie concernentia, quae ad evitandas lites atque removenda alia alienandorum animorum fomenta uberiore visa sunt egere declaratione. Qua propter vi accepta S. R. Majestate Domino nostro clementissimo potestatis, hortante in primis ac se interponente Sereniss. Potentiss. Principis ac Dom. Dom. CAROLI Magnae Britanniae Franciae & Hiberniae Regis, fidei defensoris & Legato Illustrissimo Domino *Thoma* Roi Equite aurato, Deputativis & Constitutivis commissarios nostros, Plenae potestatis ac Mandatis instructos Magnificos Generosos & spectabiles Dominos *Johannem Hispanium* Tribunum Regimenti Germanici, Equitem auratum & *Johannem Nicodemum*, Regium Secretarium, qui in *Tiegenhoff* praeteritis diebus congressi cum civitatis Gedanensis Deputatis Commissariis Nobilibus Amplissimis

Consultissimis Clarissimis ac Spectabilibus Dominis *ANS*
Eggenio a Kempen praefatus, *Adriano vande Linde*, de J. C.
Lucobo Cornart Consulibus, *Johanne Keckerhart* Syndi-
co, *Johanne Brandes* Scabino, *Gabriele Schuman*, &
Johanne Rossum Centumviris, praedicta Negotia examina-
runt, ponderarunt, cunctisque perpensis itauerunt,
Declararunt ac pacti sunt ad modum sequentem.

I. Cum tranquillitas & commerciorum libertas nunc sit Regnis Sueciae, Poloniaeque restituta, convenit, ut Induciis Regnorum publicis atque cum usu & effectu civitas etiam Gedanensis ejusque Cives & Incolae gaudeant ac fruuntur, tam in Regno Sueciae quam in aliis ei subiectis provinciis: ac pariter civitas Gedanensis dictis pactis publicis teneatur; ita ut more ante bellum fuero, Suecis dictisque Borussis liberum sit in Civitate Gedanensi commercari; & cives ac incolae Gedanenses commercia sua vicissim in Suecia & paribus Borussiae S. R. M. subiectis exercent. Commercium quoque sicut utrinque libera terra, Mari, Fluminibus atque in portibus, neque ex una neque ex altera parte impediatur. Salvis tamen pactis hisce & cujusque loci Juribus, moribus, & privilegiis.

II. Erit jus & facultas S. R. M. Sueciae seu in ipso Regno seu hic in Borussia habitantibus subditis deposita debitaque sua, si quae habent, apud Cives & incolae Gedanenses repetendi ac depolcendi, ac vice versa, si quid civitates & incolae Gedanenses in Regno Sueciae aut civitatibus & territorijs Borussiae S. R. M. subiecti depolcerunt, aut sibi a quoquam in hisce deberi praetendunt, erit illis eorum repetendum ac depolcendum jus & facultas: Tenebuntque cujusque loci Magistratus querenti justitiam administrare: hac conditione & lege ut siquid ipso armorum tempore in fisco publicum sit relatum aut aliis donatum & exactum ex una alterave parte id censeatur expressis verbis exceptis, neque cuiquam actio juris detur.

III. De vectigali ex omnibus mercibus, quae mari Gedanum vel invehuntur vel inde evehuntur, solvendo convenit, ut quinque cum dimidio de singulis centenis exigantur; ita videlicet ut Serenissimus Rex Regnumque Sueciae per ministros proprios, collocatis ad portum Gedanensem navibus suis (nisi forsan in posterum ad submovendas exortas difficultates de alio modo mutuo consensu conveniret) exigat & accipiat tria cum dimidio pro centum: Reliquis bonis civitati Gedanensi in urbe exigendis reservatis.

IV. Cum vero hoc ad portum exigendi modo, impedimentum obiectum in Civitate veretur navigantibus diurnum ad portum detentione, & Sueci commissarii vicissim obtenderent, quorundam navigantium commercantiumque fraudes in subicendis mercibus, subtrahendoque vectigali per diversas artes, ut utriusque quantum fieri potest hisce remediis adhibeatur. Convenit ut naves omnes portum ingressurae jacent anchoras ante portum ad navim regiam. Atque illico nauderus designationem justam omnium omnino mercium, quas navi sua fert, exactori Regio bona fide offerat, qui accepta designatione ad evitandas fraudes omnes mittet suos visitatores qui navim mercisque inspiciat: & si ex fide actum, referant, illico navis soluto vectigali sine mora longiore expeditur.

V. Ad eundem modum naves omnes e portu Gedanensi solventes, anchoras ad navim Regiam jacent, atque ibidem mercium, quas referunt designationem justa oblata & soluto vectigali, postquam visitatoribus Regiis se exhibuerint inspicendos, nec quae fraus inventa fuerit, sine omni molestia ulteriore aut mora discedent. Quod si quae merces non notatae in oblata designatione reperta fuerint, ea in usum Ser. Regis Sueciae confiscabuntur.

VI. Si quid fraudis apud Nauderos aut mercatores in ipsa civitate aut portu, postquam exactori Regio satisfecerint, & ingrediendi facultas, fuerit reperiunt per visitatores civitatis ea bona in usum civitatis Gedanensis confiscabuntur.

VII. Ceterum ne vel exortae tempestates minores naves in periculum conjiciant si stare ad portum pro anchoris

ANS choris cogantur, neve ingressus ad salvandas naves per-
de J. C. missus præjudicium creet vœtigali Regio, Receptum
1630. est nomine S. R. M. Sueciæ, ubi tempestas exorta fue-
rit signum e navi Regia dari debere, quo cognoscatur
portum querere ac ingredi, non jacta ante anchorâ,
licere, Promissumque vicissim nomine civitatis Geda-
nenfis navi isti, quæ tali permissione, non solum vœ-
tigali Regio portum fuerit ingressa, non permixtum
iri ad navigare urbem, aut quicquam e navi adportare
aut expotare, priusquam oblata Regio exactori mer-
cium justa designatione, non minus quam de cæteris
dictum est, satisfecerit : concessumque a Civitate Re-
gio exactori est, ut suum mittat ministrum in portum,
qui una cum visitatore civitatis navim inspiciat, & mer-
ces cognoscat, sique quid deprehenderint in portu in
designationem non illatum, id confiscabitur, & se-
cundum partem ratam vœtigalis inter Reg. M. & Ci-
vitatem Gedanensem dividetur.

VIII. Ne vero Serenissimi Regis Sueciæ causa sit
vel ad suum vel ad civitatis incommodum, tempore hye-
mali vel extrema autumnii æstate naves suas ad portum
Gedanensem stantes habere neve ex eo si quis non solum
vœtigali vel intraverit vel exierit, enascatur actio in
navem, bona, nauceros, aut mercatores ad multorum
incommodum & detrimentum, hiæc mederi volentes
promittunt Ordines Civitatis Gedanensis Seren. Re-
giæ M. Sueciæ non passuros se tempore Induciarum ul-
lam navim e portu suo emissum iri nisi docuerit naucle-
rus vœtigali Regium S. R. M. Sueciæ tam in egressu
quam in ingressu solum esse. Quo nomine si suum
ministrum aut procuratorem exactor Regius in civitate
Gedanensi habere voluerit, qui naves una cum Civi-
tatis visitatore inspiciat & merces notet, ac vœtigal in
absentiâ navis exactorisque Regii accipiat, erit id libe-
rum, atque isab omni injuria in civitate tutus ase-
curus. Ac si quæ tum bona in designationem non il-
lata deprehensa fuerint, ut illa pro rata vœtigalis divi-
dantur inter S. R. M. Sueciæ & civitatem Gedanensem
salva jurisdictione civitatis Gedanensis circa ea, quæ in
urbe aut portu ipso acciderunt.

IX. Ne unius alteriusve loci inæqualis ratio commer-
cia communia contra Spontaneum naturæ ductum ducat
abducatur, convenit ut vœtigali Gedanense, Pillavien-
seque par ac æquale sibi sit omnimodo tam quantitate
quam mercium æstimatione seu taxa ac monetæ valua-
tione. Hoc tamen observato, ut merces pro ratione
bonitatis suæ æstimentur majoris minorisve, quæ æqua-
litas vera iustaque, non in quantitate tantum, sed etiam
in qualitate consistat.

X. Cum S. R. M. Sueciæ suæ regniq. sui securi-
tati cavere in primis voluerit e portu Gedanensi: idque
Sereniss. Rex ac Resp. Polona ad Gedanenses remis-
sit, quo omnis suspicandi causa omnique scrupulus exi-
matur, cavent Gedanenses hiæc S. R. M. Regnoque
Sueciæ, omni quo fieri potest optimo modo, se toto
hoc induciarum tempore nec publico nec privato no-
mine nec navim bellicam nec classem ullam vel extruc-
tuos vel adornatuos vel munituros per se vel per alios;
Nec permixtuos quencum alium (quisvis ille sit ne-
mine exempto) ædificare, instruere, munire aut edu-
cere navim bellicam aut classem e suo portu sub quocun-
que prætextu. Item nec admissuros aut in portum suum
recepturos si aliunde adveniret, sed impedituros omni
modo, ne quid existat quod suspicionem non servata-
rum induciarum injiciere queat.

XI. Hoc tamen concessio, si cives Gedanenses mer-
catuæ suæ causâ naves quasdam fabricant aut muniant
pro securitate commerciorum in Oceano exercendo-
rum, ut id liceat, hac conditione adjecta, ne qua na-
vis usui bellico accommodata, extantibus vel exenti-
bus Induciis venundetur, aut qua aliâ ratione mittatur
in manum hostium S. R. M. Regniq. Sueciæ: Quin
potius hiæc promittunt naves istas privatorum merca-
toribus exteris venditum iri circa exitum induciarum
vel eo ablegatum, ut periculum inde Sereniss. R. M.
Regnoque Sueciæ metui non possit.

XII. Pactis Regnorum publicis & hiæc utrimque
Tom. III.

bona fide stabitur. Quod si quis præter spem ac opi-
nionem extiterit qui sub quocunque prætextu hiæc &
publicis pactis contravenire, effectum eorum impedi-
re, aut quicquam quod violationem horum & reliquo-
rum actorum cum Serenissimo Rege Regnoque Polo-
niæ initorum secum feret & trahat, clam palamve ten-
tet vel adgrediatur, Promittunt Ordines Gedanenses,
se non modo eidem non auxilia lauros sed etiam in
portu territorii suis pro virili se opposituros, omnem-
que opem daturus, ut induciæ & bona fide & inviola-
bilitate serventur.

XIII. Hiæc ad modum supra scriptum per Commissarios
nostros conventa atque publico Ordinum Civitatis adien-
su approbata ac firmata sunt, cunctorumque transactio-
rum solemnibus ratificatio sub sigillo Civitatis nobis tra-
dita : Ideo nomine S. R. M. Domini nostri clementis-
sime & ingenue promittimus & spondemus cuncta
superius scripta sicuti convenit, bona fide servatum &
ratificationem S. R. M. propriam, qua pacta hæc ac-
ceptabuntur & laudabuntur & approbabitur ad xiv.
Maii stili veteris proxime sequentem civitati Gedanen-
si exhibitum iri. In cujus rei Majorem fidem hæc pa-
cta inter nos & Dominos Commissarios Gedanenses
ita conclusa & sancita esse fatemur, manus nostræ sub-
scriptione, donec Illustriss. Domini Cancellarii Prin-
cipalis nostri subscriptione ac sigilli appositione firma-
ta fuerint. Actum Tiegenhoff die decimo octavo Fe-
bruarii stili veteris Anno 1630.

CXLVIII.

Déclaration de LOUIS XIII. Roi de France, qui enjoit à tous ses Sujets de quitter le service du Duc de Savoie, & de sortir de ses Etats. Fait à Lyon le 6. Mai 1630. Freder. Leonard. Tom. IV.

ANS
de J. C.
1630.

FRANCE
ET
SAVOIE,

SA Majesté se trouvant obligée pour maintenir la
grandeur de sa Couronne & les Princes ses Alliez,
d'armer puissamment, pour entreprendre sur les
Etats du Duc de Savoie, & lui faire ressentir l'effet de
son indignation, qu'il s'est attirée sur divers manque-
mens, après estre obligé à Sadite Majesté de la con-
servation entière du Piedmont : & sçachant qu'il y a
nombre de François, Gentilshommes & autres, les-
quels ont pris condition avec ledit Duc, dans les tems
qu'ils ont creu que Sa Majesté ne l'auroit desgreable,
lesquels se trouvant aujourd'hui les armes en main contre
leur Roi, encourroient la punition du crime de Le-
ze-Majesté, contre lesquels sa bonté ne permet pas
qu'il soit procédé si rigoureusement. Pour ces causes,
Sadite Majesté fait à sçavoir à tous Gentilshommes &
Soldats nez dans son Roiaume, Terres & Pais de son
obéissance, qui sont maintenant dans les Pais & au
service dudit Duc de Savoie, qu'ils aient à se retirer en
leurs Maisons, ou en l'une des Armées de Sadite Ma-
jesté; Sçavoir est, ceux qui sont en Savoie en celle qui
de present est sur les Frontieres du Duché, & ceux qui
sont en Piedmont en celle qui y est aussi, où ils seront
receus comme bons & loiaux Sujets. Mais si aucuns,
quinze jours après la publication des presentes es Sie-
ges & Jurisdicions, où leurs Fiefs & leurs Patrimoi-
nes sont ressortissans, sont si insensés que de demeurer
és Armées ou Pais de l'Ennemi, il sera procédé à
l'encontre d'eux par les voies de droit, & par confiscation
de corps & de biens. Sadite Majesté declarant par
cesdites presentes, que tous Soldats François pris avec
les Ennemis, seront pendus & étranglez sans autre
forme ni figure de procès; leur posterité (s'ils sont
Gentilshommes) déclarée roturiere, & leurs biens ac-
quis & confisque, de mesme que des autres Soldats.
Et quant aux Soldats sujets dudit Duc ou de tout autre
Prince, qui sera pris faisant son devoir, Sadite Ma-
jesté entend qu'il soit traité en homme de guerre pris, &
reçu à rançon. Veut Sadite Majesté que la presente
Ordonnance soit publiée par le Senechal de Lionnois,
criée & affichée aux lieux accoustumez, à ce que nul
n'en pretende cause d'ignorance. Fait à Lyon ce 6.
jour

ANS jour de Mai 1630. Signé, LOUIS. Et plus bas,
de J. C. DE LOMENIE.

1630. *Leue, publiée & registrée en l'Audience de la Seneschauſſee & Siege Preſidial de Lyon, le huitième jour de Mai 1630, Signé, PALERNE.*

CXLIX.

ANS *Traite & renouvellement d'Alliance entre*
de J. C. LOUIS XIII. Roi de France, & les
1630. *Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-bas, fait à la Haye le 17. Juin 1630. Ledit Roi fournira ausdits Etats en don, sept ans durant, un million de livres chaque année. Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre, Tom. III. pag. 86. Freder. Leonard. Tom. V.*

FRANCE
ET LES
PROVINCES-
UNIES,

LES Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces Presentes verront, Salut. Comme ainſi ſoit que le dix-septième jour de ce mois de Juin un Traité d'Alliance ait été fait & accordé ici à la Haye, entre le Sieur de Baugy Ambassadeur de sa Majesté Tres-Chrestienne de France & de Navarre, & les Sieurs nos Députez à ce commis, dont la teneur s'ensuit.

Comme ainſi ſoit que le feu Roi nôtre tres-honoré Seigneur & Pere, que Dieu absolve, eût voulu faire en l'année 1608. une Ligue défensive avec les Sieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas, pour les obliger à faire la Trêve avec les Archiducs, qu'ils ne vouloient faire sans l'Assurance de Garantie & Défense de nôtre dit Seigneur & Pere; & que par ladite Ligue estoit porté, qu'elle estoit perpetuelle entre nos Etats & les Provinces-Unies, son intention aiant toujours été que nous la confirmassions & continuassions: Nous desirons en toutes choses de suivre l'exemple de nôtre dit Seigneur & Pere, & nous conformer à ses volontés, & considerans que plus lesdits Sieurs les Etats auront assurance de nôtre part, moins se porteront-ils pour trouver leurs seuretez par d'autres voies capables de troubler le repos commun: Desirans aussi de conserver, autant qu'il nous sera possible, la Paix entre tous les Princes, avons commis, choisi & député le Sieur de Baugy, Conseiller en nôtre Conseil d'Etat, & nôtre Ambassadeur eſdites Provinces-Unies: lequel en vertu du pouvoir à lui donné, dont copie sera transcrite & inserée en fin des Presentes, apres plusieurs conferences, a convenu & arrêté les choses qui s'ensuivent avec les Députez desdits Sieurs les Etats, aussi en vertu du pouvoir à eux donné, dont copie sera pareillement transcrite & inserée en fin des Presentes.

PREMIEREMENT, Que Sa Majesté fournira ausdits Sieurs les Etats en don, septans durant, la somme d'un million de livres, payable de six en six mois par chacun an, si la guerre qu'on leur fait dure autant de temps, à commencer du premier de Janvier dernier passé.

II. De laquelle somme d'un million de livres par chacun an, que sa Majesté accorde ausdits Sieurs les Etats, sera réservée la somme de cinquante mille livres, pour être distribuée aux Officiers François par ledit Sieur Ambassadeur.

III. Durant lequel temps de sept ans lesdits Sieurs les Etats ne traiteront ni Paix ni Trêve avec leurs Ennemis directement ni indirectement, sans l'avis de sa Majesté; comme aussi de la part de Sa Majesté ne se fera aucun Traité au préjudice de leur Etat.

IV. Outre est convenu qu'en cas que sa Majesté est en Guerre assaillie en ses Etats, il ne sera tenu qu'à la moitié dudit secours, & pourra employer l'autre moitié, si bon lui semblera, en hommes & Vaisseaux du port de deux à six cens tonneaux, jusques à la concurrence de ladite somme; auquel cas on conviendra de la solde des soldats, & du fret des Vaisseaux, selon le

prix ordinaire & usité dudit Pais, duquel dès à present sera fait état particulier, qui sera tenu pour Article du de J. C. present Traité; comme aussi lesdits Sieurs les Etats ne donneront au cas susdit directement ni indirectement, sous quelque couleur que ce puisse être, aucun secours ou assistance contre Sa Majesté.

V. Sien outre il arrive que sa Majesté ait besoin de Vaisseaux pour nettoyer les Côtes de ce Roiaume, soit pour s'opposer aux attaques & entreprises qu'on pourroit faire contre ses Etats, ou quelque autre cause semblable, Sa Majesté pourra à sa volonté accepter ou freter dans les Provinces-Unies, jusques à la quantité de quinze Vaisseaux; auquel cas lesdits Sieurs les Etats promettent de seconder l'intention de sa Majesté de bonne foi, pour les lui faire avoir au plutôt, & au prix raisonnable & ordinaire dudit Pais.

VI. Les Sieurs les Etats conviendront avec sa Majesté dans six mois pour garantir la Mer de Ponent contre les incursions & depredations de ceux d'Alger & Thunis; & cependant où il se trouvera es Ports desdits Sieurs les Etats aucun Vaisseau ou Marchandises Françaises depredées, lesdits Sieurs les Etats les feront restituer à la premiere instance qui leur en sera faite, soit par l'Ambassadeur du Roi, ou par les Marchands ses Sujets qui les reclameront.

VII. Ne pourront les Sujets de sa Majesté, ni ceux desdits Sieurs les Etats, exercer aucun acte d'hostilité l'un contre l'autre en Terre, en Mer ou Riviere, sous quelque pretexte que ce puisse être; & lesdits Sieurs les Etats donneront ordre que les plaintes des Sujets du Roi soient terminées, dans trois mois au plus tard, par les Conseillers de l'Amirauté, apres que l'Ambassadeur ou autre de sa part aura été ouï: lesquels ne pourront avoir aucune part ni profit dans les Navires de Guerre ou autres, ni es prises qu'ils auront à juger.

VIII. Et en cas que l'une desdites Parties demande revision des Jugemens donnés par ledit Conseil desdits Sieurs les Etats, ils commettront des personnes qualifiées & nullement interessées, pour en juger en dernier Ressort avec lesdits Sieurs de l'Amirauté; & cependant les prises demeureront en bonne & seure garde, sans qu'il en puisse être fait aucune vente, si ce n'est apres avoir convenu avec ledit Sieur Ambassadeur du temps d'icelle: ce que pareillement Sa Majesté accorde pour les Sujets desdits Sieurs Etats pour tous les cas susdits.

IX. Quant à la nomination aux Charges des Colonels, Capitaines & autres Officiers des Regimens François, il en sera usé en la maniere accoutumée.

X. Si sa Majesté estant en Guerre avoit besoin des Regimens François qui sont es Provinces-Unies, feront lesdits Sieurs les Etats tenus de les faire conduire à Calais ou Dieppe; pourveu toutefois que lesdits Sieurs les Etats soient en Paix ou Trêve.

XI. Le droit d'Aubaine cessera ensuite des Traitez précédens en tous Points, & sera par sadite Majesté mandé à tous Parlemens d'en faire jouir lesdits Sieurs les Etats purement & simplement, sans autre forme de Justice, & sans qu'il leur soit nécessaire d'impetrer Lettres de Naturalité: comme aussi de leur part lesdits Sieurs les Etats seront tenus de donner pareil ordre à l'égard des Sujets de sa Majesté.

XII. Toutes Lettres de Reprefailles, Marques, Arrests, & autres semblables, seront nulles & de nul effet en vertu du present Traité; mais la Justice sera rendue & administrée à un chacun, selon qu'il appartiendra.

XIII. En consequence duquel Traité les Sujets & Habitans des Pais dudit Seigneur Roi & desdits Sieurs les Etats, vivront en bonne amitié, & auront le Traffic libre entre eux & dans l'étendue des Etats & Pais de l'un & l'autre tant par Mer que par Terre, de toutes denrées & marchandises dont le commerce n'est prohibé & défendu par les Ordonnances qui ont lieu esdits Etats & Pais, sans qu'ils soient tenus paier plus grands droits pour lesdites denrées & marchandises qui entreront esdits Roiaumes, Pais & Etats, ou qui en for-

1630.

for-

ANS fortiront, que ceux qui se paient par les naturels Habitans & Sujets des lieux où le Trafic & Commerce s'exercera.

1630. XIV. Tous les Traitez faits par sa Majesté & ledit Sieurs les Etats, avec autres Rois, Princes & Républiques, demeureront en leur force & vigueur, fors & excepté en ce en quoi il est dérogé par le present Traité.

XV. Sera donné pouvoir à l'Ambassadeur du Roi residant es Provinces-Unies, & reciproquement à l'Ambassadeur que ledits Sieurs les Etats tiendront en France, pour traiter de bonne foi de toutes autres choses qui peuvent faciliter le Commerce & la Navigation entre sa Majesté & ses Sujets, & ledits Sieurs les Etats & les leurs.

XVI. Lesquels Articles & Traitez pour les susdites sept années, si tant la Guerre dure, seront presentement ratifiez bien & dûement par ledits Sieurs les Etats, & iceux avec la Ratification énoncée à sa Majesté par ledit Sieur Ambassadeur, pour estre pareillement ledits Articles & Traitez par elle ratifiez & delivrez ausdits Sieurs les Etats par ledit Sieur Ambassadeur deux mois après la date des Presentes.

Déclaration des Députés des Sieurs Etats, sur le premier Article de ce Traité.

COMME il est porté au premier Article du Traité fait ce jour d'hui entre le Sieur de Baugy Ambassadeur de sa Majesté Tres-Chrétienne, & les Sieurs Députés des Sieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, que sadite Majesté fournira ausdits Sieurs les Etats en don, sept ans durant, la somme d'un million de livres : ledits Sieurs Députés déclarent leur intention avoir esté & estre, que les premieres cinq cens mille livres tiendront lieu d'une pareille somme qui reste à paier en vertu du Traité de Compiègne, en cas que sa Majesté étant priée par l'Ambassadeur desdits Sieurs les Etats residant en France, vienne à déclarer qu'elle ne se peut élargir plus avant; requerans toutefois ledits Sieurs Députés ledit Sieur Ambassadeur de Baugy, qu'il lui plaic par ses meilleurs offices seconder devers sa Majesté les devoirs de l'Ambassadeur des Sieurs les Etats, afin qu'elle puisse estre émuë d'accomplir ledit premier Article, sans aucune limitation comme ci-dessus.

Ainsi fait à la Haye le 17. de Juin 1630. Estoit signé, B. Huygens, N. de Bouchorst, Simon de Beaumont, & Alphonse, J. Vestriel, G. Haerfolve, C. Schaffer.

NOUS aians cedit Traité agréable en tous & chascuns ses Points, avec la Déclaration particuliere donnée sur le premier Article dudit Traité, avons iceux Points, avec ladite Déclaration, acceptez, approuvez, ratifiez & confirmez, comme nous les acceptons, approuvons, ratifions & confirmons par ces Presentes, promettans les garder, entretenir & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement, en quelque sorte que ce soit, sous l'obligation & hypothèque des biens & revenus desdites Provinces-Unies en general & en particulier, presens & à venir : En témoignage de quoi nous avons fait sceller ces Presentes de notre grand Sceau, paraphées & signées de notre Greffier. A la Haye le 21. Juin 1630. Estoit paraphé, S. van Haerfolve. Plus bas, par Ordonnance desdits Seigneurs les Etats Generaux. Signé, Corn. Musch.

C L.

ANS
de J. C.

1630.

Traité de Confédération & d'Alliance entre GUSTAVE ADOLFE Roi de Suede, & BOGISLAUS Duc de Stettin, de Pomeranie, &c. fait à Stettin le 10^{es} Juillet, 1630. Mercure François. Tom. XVI. pag. 286.

SUFDE
ET
POMERA-
NIE.

NOUS Gustavus Adolphus par la grace de Dieu Roi de Suede, des Gots, Wandalas, Grand Prince de Finland, Duc d'Eltonie & de Carelie, Seigneur d'Ingrie.

Et nous Bogislaus par la grace de Dieu Duc de Stettin, de Pomeranie, des Calubes & Wandalas, Prince de Rugie, Evêque esleu de Camin, Comte de Gutzkovie, & Seigneur des Eilats de Lunebourg & Butove.

A tous presens & à venir, sçavoir faisons; que pour Nous, nos successeurs, & nos Royaumes, Duchez & Principautez, avons convenu & accordé les Articles suivants :

Après que Nous Gustavus Adolphus par la grace de Dieu Roy de Suede, &c. avons avec tres-grande compassion considéré les tres-griefves & inouies oppressions que ledit Seigneur Duc de Stettin & Pomeranie, avec ses subjects & Provinces, a souffertes pendant trois ans, & qu'entre la Couronne de Suede & les Provinces de Pomeranie, y avoit non seulement conjonction de sang & de Religion, mais aussi une tres-grande amitié & confiance, par le moyen du commerce mutuel exercé & inviolablement entretenu de temps immémorial entre les subjects desdits Eilats, & principalement par une étroite confédération contractée entre nos predecesseurs, d'heureuse memoire, les Rois de Suede & les Ducs de Pomeranie, leurs Provinces & Eilats, en la pacification faite entr'eux le jour de St. Luc, l'an 1570. ensemble aussi nostre grand interrest, à cause de la Mer Baltique, entant que les Provinces de Pomeranie situées à la colte de ladite Mer ayans esté occupées, servoient de retraite aux Ennemis, pour à nostre grand prejudice empêcher la liberté du commerce, & infecter nos Royaumes & Eilats; ayans mesmes, pour pallier leurs violences abusé de nostre nom. Apres avoir aussi considéré que la confédération pour la neutralité (de l'entretenement de laquelle ledit Seigneur Duc nous avoit requis) n'étoit assez solidement établie, Nous avons estimé (quoy que non requis) devoir accourir au secours dudit Seigneur Duc & de ses Eilats, pour avec l'assistance divine les delivrer d'oppression; & mesmes pour repousser de nos Eilats les cruelles hostilités, & venger les machinations & injustes oppressions faites contre nous; estans à ces fins, par l'aide de Dieu, arrivez avec une assez puissante armée en Pomeranie, (apres avoir pris la Principauté de Rugie, y ayans occupé sans aucune resistance toutes les lles, Villes, Ports & Forts, servans pour la defense & conservation de la Ville de Stettin, Capitale de la Province; ayans toutes les places esté abandonnées par ceux qui les tenoient,) nous prîmes occasion, contre l'opinion & l'esperance dudit Sieur Duc, d'entreprendre & venir heureusement à bout de reduire ladite ville de Stettin.

D'autrepart, Nous Bogislaus par la grace de Dieu Duc de Stettin, de Pomeranie, &c. ayans considéré 1. qu'estans destituez de tout secours, 2. nous seuls n'eussions peu resister à si grandes forces, 3. nos subjects ayans esté pour la plupart desarmez par les precedents pretendus defendeurs, 4. estans mesmes despoillez de tous leurs biens, & privez de tous vivres & moyens de defence, 5. & qui plus est, affoiblis & extenuiez par une cruelle oppression durant trois ans, n'ont eu pensée ny courage de se delivrer, ny de resister, pour n'empirer leur condition, 6. si bien que n'esperans plus aucun secours (apres tant de capitulations & promesses faic-



ANS tement jurées, & toutefois enfreintes.) 7. Jurvenant de J. C. le loüable & tres-Chrestien secours de la sacrée Royale Majesté de Suede, 8. qui n'est point venu contre l'Empereur ny l'Empire, avec lesquels la Majesté n'a rien de fâcheux à demesler, 9. mais contre ceux qui contre tout droit & équité avoient occupé nos Provinces, 10. afin des delivrer de violence & d'oppression, & les remettre en leur premier estat & liberté, & pour par mesme moyen asseurer sa personne & sa Couronne, & ce avec des protestations Chrestiennes & amiables, qui ont esté suivies de leur effet, à l'égard de la Ville de Stralsfond, & de la Duché de Rughen, occupez par sa Majesté, Nous avons eu plustost sujet de louer & accepter, que de refuser, à nostre tres-grand prejudice & de nos subjects, son secours & assistance.

Pour ce est-il que nous Gustavus par la grace de Dieu Roy de Suede, &c. & Bogislaus par la grace de Dieu Duc de Pomeranie, &c. Pour nous, nos Royaumes, Duchez, Principautez & Provinces, respectivement, pour la gloire de Dieu tout bon & tout-puissant, & pour le salut & soulagement de nos Royaumes, Duchez & Principautez, Avons ensemble convenu & accordé les suivans Articles par nous d'un mutuel contentement approuvez.

I. Nous avec nos Estats, Provinces & subjects respectivement, voulons & promettons sincerement & de bonne foy, conserver à l'avenir entre nous une ferme & constante amitié, utile & convenable à des bons voisins, & ne faire ny ne permettre estre fait l'un à l'autre ouvertement, ou couvertement, par qui, & en quelque maniere que ce soit, aucune hostilité; ains nous defendre les uns les autres par armes, & par mutuel secours, contre toutes violences, invasions, ravages, contributions, oppressions & contraventions, ne nous point abandonner, beaucoup moins nous trahir, ou subjuguer, mais plustost rechercher & accroistre le profit & avantage, & destourner tout dommage l'un de l'autre: Advancer de tout nostre pouvoir le trafic & commerce de Suede en Pomeranie, & de Pomeranie en Suede; faisans pour ce cesser toutes inhibitions & empeschemens. A l'effect dequoy, Nous Roy & Duc susdit, pour nous, nos successeurs & Estats, avons non seulement renouvelé ladite ancienne pactiō & accord, pour l'entretenement d'un bon voisinage entre Nous, nos Royaumes, Duchez, Principautez, & leurs appartenances; mais aussi l'avons par le present Traicté de nouveau confirmé & corrobore, pour durer à jamais. Voulans en outre que la presente Confederation soit de dix en dix ans renouvellee & reintegree.

II. Ledit accord s'entend estre renouvelé, pour la defence mutuelle contre la violence, non point pour l'offence, (sinon que pour l'entretenement des choses convenues entre Nous, il fust grandement requis) auquel cas chacun de nous sera obligé de prester l'un à l'autre, jusques au dernier effort, mutuel aide & secours.

III. Au moyen de ce le present Traicté ne doit point estre réputé fait contre la Majesté sacrée de l'Empereur, ny de l'Empire, mais plustost en faveur de l'Etat de l'Empire, pour le conserver en son ancienne forme, liberté, Religion & Paix Religieuse & seculiere, contre les tumultuaires & perturbateurs de la Paix publique: N'entendans point nous departir de l'obligation par laquelle nous Bogislaus Duc susdit sommes tenus à la sacrée Majesté Imperiale & à l'Empire, & au Cercle de la Saxe superieure: ains au contraire, protestans de nous y conserver selon nostre devoir, (à la charge toutefois qu'ils ne requerront de Nous aucune chose contrevenante au present Traicté,) & de demeurer avec nos Duchez, Estats, & subjects joints à l'Empire, audit Cercle, & aux Constitutions Imperiales; ne voulans qu'à l'occasion du present Traicté l'Etat de nos Provinces soit changé, ny que rien nous soit osté, ni diminué de nostre Souveraineté, ni quant aux droits Royaux, Dignitez, Jurisdiccions, droits domaniaux & territoriaux à nous appartenans, ny

semblablement quant aux Privileges, tant generaux que particuliers, de la Noblesse de Pomeranie, & des subjects & Estats, ni aux concessions, droits, statuts, loix fondamentales, ny à aucun autre droit particulier.

IV. Puis que cette union tend principalement à ce que nous Duc susdit puissions estre delivré de la cruelle oppression, de laquelle nostre constante & fidelle innocence a esté travaillée par l'espace de trois ans, contre les Loix sacrées de l'Empire & dudit Cercle, & contre les claires & expresse Constitutions de la Paix publique, & mesmes contre les speciales sincerations, mandemens & declarations de la sacrée Majesté de l'Empereur, & les Provinces & pays de Pomeranie, estre conservez en leur ancien estat, sans recevoir aucuns empeschemens es limites, ports & passages, & estre delivrez à l'advenir de tous dangers. Pour ces raisons a esté de part & d'autre unanimement convenu entre Nous, de s'opposer par jonction de forces à toute autre qui en l'Empire Romain contraire, & peut en quelque façon que ce soit contrevenir à la paix de la Religion, obtenué avec tant de peine & de travaux.

V. Les villes, lieux & Provinces de Pomeranie par nous Roy de Suede occupez, ou que nous pourrions cy-apres occuper, seront par nous remis entre les fideles mains & au pouvoir dudit Seigneur Duc de Pomeranie avec toutes leurs appartenances, droits, Regales & Jurisdiccions, sans nulle reserve, ny tergiversation, & sans repetition des frais de la guerre: mesmes la ville de Stralsfond luy sera par nous rendue, pourveu que, comme ledit Seigneur Duc ne doit rien aliener desdites Provinces de Pomeranie, principalement de la Principauté de Rughen, aussi il établisse esdites Provinces tels Officiers, qui en tout ce qui concernera la defence & conservation desdites Provinces, se montrent de bonne volonté envers les Commissaires de Suede: pourveu aussi que les privileges de la ville de Stralsfond soient maintenus en leur entier, & que spécialement par dessus tous l'alliance faite par ladite ville avec sadite Majesté soit conservée inviolablement, & que les griefs par eux pretendus soient promptement reparez, & equitablement jugez.

VI. D'autant que l'Evesché de Camin estant dans les Provinces & Estats de Pomeranie, & en consequence de ce ledit Diocèse devant jouir en son particulier de tout ce qui par le present Traicté a esté accordé, pour le bien general de la Pomeranie, a esté particulièrement convenu; que si contre les privileges, statuts & loix fondamentales de l'Evesché & du Chapitre, est attenté quelque chose au fait de l'élection de l'Evesque ou du Coadjuteur, ou à quelque autre occasion que ce soit; Nous Roy & Duc susnommez l'empeschons conjointement de tout nostre pouvoir, & maintiendrons la liberté du Chapitre & du Diocèse, ensemble la libre election de l'Evesque, son Estat, ses droits, & ses dignitez.

VII. Nul de Nous, sans le vouloir & consentement de l'autre, ne pourra renoncer au present Traicté: & beaucoup moins nous Duc de Pomeranie ne pourrions, pour ce qui concerne la presente defence de nostre Etat, faire aucun Traicté, ny alliance, avec qui que ce soit. Quésis la Royale Majesté, pour nostre bien & de nos Provinces, vouloit faire quelque Traité, il nous devra estre communiqué, duquel, si y voulons entrer & estre joints, ny nous, ny nos Provinces, ne pourrions en estre exclus.

VIII. Si quelque Prince Chrestien se vent adjoindre à la presente Confederation, & s'y alioier à conditions raisonnables, il luy sera libre de le faire, moyennant que par ladite jonction les Estats d'aucuns de nous n'en reçoivent dommage, & n'empient leur condition.

IX. Parce qu'en ceste Confederation particuliere (permise de tout droit, entant qu'elle est pour la conservation de la Paix Religieuse & seculiere de Pomeranie,) nulle mention n'a esté faite des autres Confederations & Accords cy-devant faits pour la conservation d'icel-

ANS d'icelle; lesdits Accords ne pourront en rien prejudi-
de J. C. cier au present Traité, ny estre alleguez contre iceluy.
1630. Et nous Duc susdit promettons de ne nous point allier
par Traité avec qui que ce soit, sans le special vouloir
& consentement de sadite Royale Majesté.

X. Si ledit Seigneur Duc, ses Provinces, & sub-
jets à l'occasion de la presente Confederation, estoient
assailliz par guerre par qui que ce soit; en tel cas, non
seulement nous Roy de Suede & nos Royaumes & Es-
tats, serons obligez, & promettons d'entreprendre foi-
gueusement & fidellement la defence dudit Seigneur
Duc: mais aussi y attirerons les autres Princes nos Con-
federes, pour augmenter & fortifier le nombre, & les
moyens de la defence. Comme aussi au reciproque,
nous Duc de Pomeranie, nos Provinces & subjets, se-
rons le mesme, au cas que la Royale Majesté, & ses Ro-
yaumes & Estats fussent infestez par guerre, à cause du
present Traité.

XI. Par la presente Confederation le privilege de na-
turalité s'entend estre respectivement accordé aux sub-
jets de l'une & de l'autre parties Royaumes & Estats de
Suede, & en la Duché & Estats de Pomeranie: & la na-
tion Suedoise honnora, aydera, & procurera le pro-
fit & advantage de la Pomeranoise, & la Pomeranoise
de la Suedoise en temps de paix & de guerre; sans res-
pectivement aux uns & aux autres leurs droits, privile-
ges & immunités particuliers.

XII. Pour la conservation, facilité & advancement
du commerce, la monnoye Royale de Suede aura cours
en Pomeranie, & celle de Pomeranie en Suede & sera
exposée selon l'evaluation qui en aura esté faite sur les
lieux.

XIII. S'il survient quelque different ou quelque me-
sintelligence entre sa Royale Majesté & ledit Seigneur
Duc, ou entre leurs subjets, ou Estats, elle ne se ter-
minera point par l'espée & par guerre, ains en la façon
prescrite par la pacification de Stetin en l'année 1570.
C'est à sçavoir par personnages d'autorité, nommez par
les parties, ou élus par fort.

XIV. Finalement, nous Roy de Suede nous sommes
expressément reservez, qu'au cas que ledit Seigneur Duc
vint à deceder sans descendans masses, ses heritiers,
avant que l'Electeur de Brandebourg (auquel comme au
futur successeur de l'Estat, l'hommage a desia esté fait)
ait approuvé & ratifié la presente Confederation, & avant
que ledit successeur soit venu en personne pour la libe-
ration de ces Provinces, ou au cas que cette succession
fust revoquée en doute, & rendue litigieuse audit Sei-
gneur Electeur: Nous Roy de Suede, ou nos succes-
seurs de nos Royaume & Couronne, retiendrons ces-
dites Provinces en forme de sequestre & de protection,
jusques à ce que le droit successif ait esté pleinement
esclairci & establi, & que par le successeur les frais de la
guerre nous aient esté entierement payez & rembour-
sez, (sans toutefois en faire souffrir aucune charge ny
contribution ausdites Provinces, Estats & subjects de
Pomeranie,) & jusques à ce que la presente Confede-
ration ait esté par luy deüement ratifiée & confirmée.

Tout ce que dessus s'entend avoir esté accordé & pro-
mis de bonne foy, & sans fraude. Pour certitude &
perpetuelle fermeté de quoy, nous Roy de Suede, &c.
pour Nous, nos successeurs, nos Royaumes, & Pro-
vinces. Et nous Duc de Pomeranie, &c. pour Nous,
nos successeurs, nos Duches & Principautez, avons la
presente nostre convention & Confederation approuvée
& confirmée de nos Seaux, Royal & Ducal: & icelle
signée de nos mains, au vilain Stetin le dixiesme jour de
Juillet, vieil stil, l'an mil six cens trente.

Signé,

GUSTAVUS. BOGISLAUS.



C L I

*Manifeste de GUSTAVE ADOLFE
Roi de Suede par lequel il declare les rai-
sons qui l'ont obligé à prendre les Armes,
& à entrer en Allemagne publié au mois
de Juillet, ou au mois d'Août de l'année
1630. Mercure François Tom. XVI.
pag. 297.*

Quand on vient à considerer le fait d'une guerre,
la premiere question est si elle est iuste, ou non.
Ce qui arrive maintenant en celle qu'a entrepris
de nouveau le Roy de Suede, que nous pouvons à bon
droict appeler grand, tant pour son courage & valeur,
& autres vertus heroïques, pour son pouvoir, force
& moyens, & encores pour tous ses hauts desseins &
actions vrayement dignes d'un grand Roy; ayant ces
années dernieres, pour soulager les amis, fait la guerre
heureusement contre les Moscovites & Polonois, &
puis dextrement fait la Paix tousjours à sa gloire & no-
table advantage; & depuis quelques mois, voire en
fort peu de temps, amené son armée es Havres de la
Mer Baltique, s'estant rendu maistre de toute la Po-
meranie, y fortifiant les places de sa conqueste, non
pour estendre ses limites, mais pour tirer d'oppression
ses parens & amis, non à la foule des villes & pays,
mais à ses propres frais & despens, & au hazard de sa
propre personne, ainsi qu'il se voit par les Relations
qui en ont esté publiées, lesquelles ont fait eclatter sa
renommée par tout l'Univers. Vray est que les en-
vieux de sa gloire, ou ceux qui ne sont encore informez
de la Justice de ses armes, y donnans diverses inter-
pretations, font courir de luy des bruits sinistres & au pre-
judice de sa reputation. Il a esté jugé à propos de faire
voir au monde les motifs & raisons de son dernier pas-
sage & entrée en Allemagne, & sans nous arrester à
discourir de ce qui est si notoire à tous les peuples & Es-
tats de la Chrestienté; sçavoir est le dessein perpetuel
des Espagnols & Maison d'Aultriche à la Monarchie
Universelle, ou du moins à la conqueste des Estats &
Provinces de la Chrestienté d'Occident, & particu-
lierement des Principautez & villes libres de la Germa-
nie, où cette Maison a fait tel progresz, que si ce brave
& genereux Prince du Septentrion ne se fust evertué
& opposé à ce torrent, elle pouloit son ambition &
ses Armes jusques aux Royaumes & Provinces les plus
esloignées, & qui jusques icy se sont garentis & main-
tenus en leur liberté, nonobstant mille pratiques & me-
nées secretes & ouvertes des Espagnols & de leur parti-
sans. C'est ce qui en partie a donné sujet à sa Majesté
de Suede de se mettre en mer & en campagne, afin de
conserver ses amis & rendre par tout ce climat la tra-
fic & commerce libre, tant par mer que par terre; y
ayant esté convié par quelques Princes & Estats de l'Em-
pire, avant mesme qu'ils fussent reduits entierement
dans la servitude & misere, en laquelle ils se retrou-
vent à present par la tyrannie des ambitieux partisans,
Conseillers, & chefs de guerre de ladite Maison, & quant
& quand pour prevenir la ruine totale, tant de foy, que
des voisins, amis & allies, qui est veritablement un ef-
fect de la Charité & protection qu'un Prince prudent
& genereux doit naturellement à ses propres suiets &
plus proches voisins, prests à tomber dans l'oppres-
sion; ne pouvant neantmoins s'imaginer que les enne-
mis de la liberté publique se deussent jeter avec tant de
violence & impetuosité dans les pays d'autrui, comme
ils ont fait. Et cette croyance & oppinion fut cause
d'arrester tout court le dessein de sadite Majesté à secou-
rir ceux qui apprehendoient cette invasion, & cepen-
dant tourner ses conseils & ses armes autre part, pour
ne perdre les occasions qui s'en presentoiert.

Car depuis que les guerres de Pologne en l'année
mil six cens vingt-six, obligerent S. M. de Suede à
faire passer son armée en Prusse (Province sujete dudit

ANS
de J. C.
1630.

SUEDE,

ANS de J. C. 1630. Roy de Pologne) elle commença alors à considérer de plus près tout ce qu'elle pouvoit esperer ou craindre de ceux qui ravageoient ainsi l'Allemagne : & jugea bien que ses amis ne l'avoient, sans raison ou fondement, advertie, en ce qu'elle reconnoit que les ennemis luy faisoient tousiours naître de plus en plus sujet de guerre, à mesure qu'ils s'approchoient des Provinces Baltiques.

Car en premier lieu, en ladite année on intercepta les lettres de sadite Majesté envoyées au Prince de Transilvanie : & apres les avoir ouvertes & faussement expliquées, pour charger sa Majesté de la haine du peuple, & pour la rendre par tout odieuse, furent malicieusement publiées ; & le Courier qui les portoit fut par une ouverte & publique violence, & contre le droit des gens, mis en prison, & traité en criminel.

Secondement, les ennemis du repos public empêcherent que la Paix, qui lors se traitoit, par des Commissaires députés de part & d'autre, ne se conclut entre sadite Majesté & le Roy de Pologne, bien qu'il y eust par fois assez d'apparence d'en pouvoir parvenir à la conclusion : d'autant qu'ils avoient pratiqué & corrompu par presens & artifices les Ministres des Estats de Pologne, voire des Principaux, à intention de tousiours entretenir cette guerre, & jusques à ce qu'ils eussent exécuté leurs desfeins en l'Empire ; sous l'esperance qu'ils donnoient aux Polonois, qu'apres avoir subjugué le party Protestant d'Allemagne, ils ne failliroient de les assister pour envahir & occuper le Royaume de Suede.

Pour confirmation de laquelle promesse, & pour s'acquiter de leur obligation par des effets veritables, qui ne tendoient qu'à animer les Polonois, & pour affoiblir la Suede, ils firent desfeins de faire aucunes levées dans l'Allemagne pour Suede, & au contraire, permirent à l'ennemi de lever gens de guerre ouvertement, & de se servir de toutes les provisions qu'ils en pourroient tirer. Mais voyans que nonobstant toutes leurs desfeins, les gens de guerre couroient de toutes les contrées d'Allemagne au service du Roi de Suede ; ils despescherent l'année suivante mil six cens vingt-sept, le Duc de Holstace avec une puissante armée pour luy aller faire la guerre en Prusse, & ce sous les Enseignes & bannières de l'Empereur mesme. Outre ceci, & pour plus grand témoignage de leur animosité, & afin de priver les Suedois de toutes commoditez, ils interdirent toute liberté de commerce, & aux marchands toutes sortes de trafic, leur enlevant leurs marchandises, mesmes celles dont le transport & voicture avoit déjà esté faite dans les villes de l'Allemagne, & confisquans les Navires Suedois, sous pretexte de vouloir establi un commerce general dans Lubek pour les villes Anseatiques. Ce qui toutesfois n'estoit en effet, qu'exclure & chasser les Suedois de tout le commerce de la Mer Baltique, & pour faire une armée Navale aux despens des pauvres Marchands, sujets du Roy de Suede, afin de courre & escumer librement ladite Mer à leur plaisir & volonté : comme ils firent bien paroître l'année suivante, ayant nouvellement créé un General des Mers (titre nouveau & non jamais usité en ce climat là) & occupés les ports & places munies Duchez de Meckelbourg & de la Pomeranie.

On pourroit bien objecter ici, que tout cela estoit supportable, pourveu qu'ils n'eussent point passé outre. Mais il estoit à juger qu'ils n'en demeureroient pas là ; & de fait ils commencerent aussitost à courir la Mer, & fortifier le port de la ville de Stralsund, pour receptacle & retraite de leurs Pyrates : Chose qui tant touchoit & importoit à toutes les Estats voisins & les endommageoit si fort, que le Roy de Suede, qui de toute ancienneté a le droit de protection de la Mer Baltique, n'en a peu ny deu d'avantage souffrir le moindre progres.

Sa Majesté donc, invitée par les prieres instantes de ses Amis & Alliez, & irritée par les injures & outrages faits, tant à ses sujets qu'à ses Amis & Alliez, passa pour la seconde fois en Prusse, vers le Printemps de l'année suivante mil six cens vingt-huit, à dessein de

remedier à tous ces inconveniens par des moyens, & ANS de J. C. voyes bonnes & legitimes. Et advint en mesme temps 1630. que les Deputés de ladite Ville de Stralsund la vindrent trouver, pour luy faire plainte, que nonobstant que leur ville n'eust en rien offensé ny l'Empereur, ny aucun des Estats de l'Empire, mesme sans avoir esté accusée, citée, ou condamnée, voire apres avoir esté declarée innocente par decret Imperial, avec promesse & assurance d'une entiere delivrance ; l'Armée Imperiale conduite par le General Walsstein, auroit fait le degast & ravage, & exercé des cruautés innoüies sur les bourgeois de la ville & habitants du plat pays, jusques à se fortifier dans leur territoire, & sans aucune denonciation de guerre surpris l'Isle Denholme, vis à vis du port de ladite Ville, laquelle on alloit munir & fortifier, au grand dommage & prejudice d'icelle : Qu'elle s'estoit en outre saisie des passages de l'Isle de Rughen, & de ceux mesme de leur ville pour aller à la terre ferme : Qu'elle amulloit les bourgeois de vaines esperances, à dessein de les surprendre : Qu'apres avoir elpuisé leurs bourses, elle les vouloit encore obliger à recevoir garnison, leur demandoit leurs Navires, leurs Canons, & leurs Havres ; & cependant les opprimoit de toutes sortes de violences, sans avoir égard à leur innocence, ni aux constitutions Imperiales, ni au decret de l'Empereur, ni aussi au Traité fait en Pomeranie avec le Marechal de Camp Arnhem, ny à plusieurs autres pactations, ny mesmes aux grandes sommes d'argent que ladite ville avoit contribué, par le moyen de quoy elle pensoit estre quitte & assurée.

Cette pauvre Ville donc ne pouvant estre delivrée par les decrets de l'Empereur, & voyant que le Duc de Pomeranie leur Prince ne la pouvoit assister, & se sentant abandonnée de ses Confederez, a esté forcée par la nécessité d'avoir recours à une aide & assistance étrangere, afin de divertir la ruine qui la menaçoit, & ainsi accepter le secours du Serenissime Roy de Dannemarck, en esperance que cette hostilité & violence se pourroit appaiser ou moderer. Mais toutesfois craignant qu'on ne l'accusast de s'estre alliée avec un Roy, pour lors en guerre avec l'Empereur, elle a jugé à propos de se jeter entre les mains du Roy de Suede, Prince son ami, & neutre pour lors.

C'est pourquoy sa Majesté voyant bien qu'on ne devoit esperer aucune douceur d'une armée, qui s'estoit comportée avec tant d'injustice & cruauté ; Veu mesme que la requeste de cette Ville estoit fondée en toute raison & equité, & qu'elle avoit tousiours esté alliée à la Couronne de Suede, tant par un commun lien de Religion & de commerce, que par toute autre bonne correspondance, veu aussi qu'il importoit à ses Estats, & à tous ses voisins, si on permettoit que les Pyrates occupassent ce havre pour y faire leur retraite ; Il n'a peu sans blesser son honneur & sa conscience, refuser à ses pauvres affligés le secours qu'ils luy demandoient, lequel il a esté obligé de leur donner, pour la seureté de son Estat, Voisins & Alliez.

Et combien que par cela sa Majesté de Suede pensât obtenir, & faire qu'on observeroit & respecteroit d'autant plus les Decrets de l'Empereur, & que par ce moyen la Mer Baltique demeureroit en son estat, c'est-à-dire libre & seure à ses Alliez, & à toutes Nations qui y trafiquent d'ordinaire, comme, que la Ville de Stralsund (qui auparavant avoit esté conservée par le Roy de Dannemarck, pour lors en guerre avec l'Empereur) fust par son entremise entretenue & conservée en sa liberté ; ainsi qu'il appert evidemment par les pactations qu'elle a fait sur ce sujet avec ladite Ville, lors qu'elle l'a prise en sa protection : Elle n'a toutesfois peu empêcher que ces broüillons & usurpateurs se fissent aucunement deportez de leurs pernicieux & ambitieux desfeins, moins les detourner de la guerre, que depuis ce temps ils ont encore continué par Mer & par terre, avec plus de rage & violence qu'auparavant : car ne se pouvans rendre maîtres de ce port là, selon leur intention, ils se firent de celui de la Ville de Wismar, & de quelques autres qui leur estoient ad-
vanta-

ANS de J. C. 1630. vantageux, & tiraient du port de Dantisc les Navires de Pologne, lors Ennemy du Roy de Suede, pour s'en servir, avec lesquels ils firent tant decourres, depredations & ravages sur la Mer voisine, que sadite Majesté de Suede fut enfin contrainte pour conserver le Commerce dans ses propres Mers, d'équiper, avec grande despenfe, une armée navale pour renfermer ces Corsaires dedans, afin de pouvoir jouir du reste de l'année en repos.

Nonobstant tout cela, le Serenissime Roy de Suede n'a point cessé d'incliner tousjours à la Paix, & d'y contribuer tout son possible : Car ayant sceu qu'on estoit sur le point de traiter une Paix entre l'Empereur & le Roy de Dannemarc à Lubec, il y envoya aussitôt ses Ambassadeurs pour accommoder le différent, touchant la ville de Stralsfond, & pour pacifier l'amiable tous les autres differents, qui s'estoient rencontrés pendant les années dernières, & avec charge expresse d'apporter toutes qu'ils pourroient d'industrie & d'induction, pour faciliter l'accommodement entre l'Empereur & le Roy de Dannemarc, estimant que la paix ne se pourroit bien faire avec ledit Roy, sans y comprendre la ville de Stralsfond : & laquelle y estant comprise, sa Majesté de Suede ne pourroit estre raisonnablement excluë de ce Traité mesme, à cause des accords & pactions ci-devant faits entre-elle & ladite Ville.

Mais bien que le Roy de Dannemarc eust reçu fort honorablement cette Ambassade, & que l'autre party en fust requis tres-dignement par plusieurs lettres de sa Majesté de Suede : on refusa neantmoins inhumainement l'audience à ses Ambassadeurs, auxquels on ne daigna donner aucune response; ains leur fut commandé, sur peine de la vie, de sortir à l'instant mesme, non seulement de Lubec, mais aussi de toute l'Allemagne. Laquelle procedure tant indigne, fut tenuë & jugée par toutes Nations pour sujet lussant de rupture, afin d'en tirer raison par les armes; Et sa Majesté eust esté dès lors fort exculpable, si elle se fust portée aux remèdes d'extremité, puis qu'il ne luy restoit plus aucun autre moyen ou raison valable de s'en abstenir. Toutesfois apres que les Deputez de l'Empereur par leurs lettres responsives, & dattées du mois de Mars, eurent recogneu celles de l'Ambassade de sa Majesté, & par cette reconnaissance voulu s'exculser de la premiere faute qu'ils avoient faite. Sa Majesté pareillement, comme plus encline à croire le bien que le mal, estima que cela pouvoit proceder d'une mauvaise suggestion de quelques Conseillers malins ou mal-advisez, & non pas d'un concert & commun advis de tous : ne jugea pas encore cette offense balzante pour l'obliger au ressentiment d'une juste guerre, veu principalement que les Deputez disoient n'avoir aucune charge de traiter avec autre qu'avec le Roy de Dannemarc : joint qu'ils asseuroient, que si on en vouloit parler à l'Empereur, ou au Duc de Fridland, on en pourroit tirer response favorable. Vray est que les affaires estoient pour lors reduites à tel point, qu'il sembloit n'y avoir plus lieu ou apparence quelconque d'oïr parler davantage d'aucun Traité d'accommodement, à cause des offenses & indignitez precedentes. Il venoit aussi à considerer comment & en quelle maniere le party offensé pouvoit, sans bleffer son honneur, faire le premier Pouverture à l'Empereur, avec lequel on n'avoit eu encores aucune communication, à cause de la difficulté des passages bouchés dans toutes les terres de l'Empire, & que la negotiation du Traité de Lubec s'en alloit prendre fin.

Toutesfois pour tenter derechef toutes voyes possibles, & afin de surmonter toutes difficultez qui se pouvoient opposer au bien de la Paix, ne se pouvant trouver aucun moyen d'en faire ouverture à l'Empereur : Le Parlement de Suede fit trouver bon à sa Majesté d'en écrire au College des Electeurs, n'estimant pas qu'ils approuveroient qu'on traitast de telle façon les Roys estrangers. Ce qu'il fit au mois d'Avril ensuivant, afin que ces Princes, comme ayans une grande autorité dans l'Empire, y cherchassent & trouvas-

sent eux-mêmes quelque remede convenable. Sa Majesté mesme consentit qu'on envoyast un Deputé au General de l'Armée Imperiale de la part dudit Parlement, jugeant qu'on pouvoit composer à l'amiable dans les Armées les difficultez qui s'estoient glissées entre elles : & pour cet effet le Baron Steno Bielke fut aussitôt depeché, avec pouvoir de traiter quelque Treve pour la ville de Stralsfond, s'il rencontroit des esprits qui fussent aucunement disposez à la Paix, en attendant qu'il se trouvast occasion d'envoyer des Commissaires pour terminer l'affaire entierement. Mais ledit Baron estant arrivé à Stralsfond au commencement du Printemps, trouva les affaires encores en pire estat qu'auparavant, & les ennemis portez à poursuivre leurs pernicieux desseins, voire avec plus de chaleur & violence qu'auparavant.

Car Stralsfond estoit lors travaillé & attaqué de tous costez, les ports remplis de gens de guerre, pour courre la Mer de Suede : & pour comble d'iniquité, une fort grande Armée (sans aucun prealable deff, ou denonciation de guerre) destinee en Prusse, contre sa Majesté de Suede, sous la conduite d'Arnheim, Marechal de Camp de l'Empereur. Ce qui empecha le susdit Baron de passer outre; lequel jugea estre en partie necessaire pour sa descharge d'écrire au Duc de Fridland pour luy faire sçavoir le sujet de sa legation, & ayant protesté contre cette injure & iniquité de l'Armée qu'on avoit fait passer, il requit qu'on la renvoyât, & qu'on fust cesser tout autre acte d'hostilité, suivant la parole qui en avoit esté donnée par les Deputez de la part de l'Empereur à Lubec.

Le Duc de Fridland respoignea neantmoins qu'il n'avoit lors encore aucune inclination à la Paix, & que les promesses de ces Deputez à Lubec n'estoient que fourbes & tromperies : car il protesta ne pouvoir rappeler les Troupes que conduisoit ledit Arnheim, & qu'il falloit que sa Majesté Imperiale, comme étant trop chargée de gens de guerre, s'en deschargeast en partie, les ayant déjà pour ce sujet envoyés au Roy de Pologne son ami, pour faire la guerre contre celui de Suede (comme tout cecy se peut verifier par lettres authentiques.) Et sans donner autre response, il fit avancer pour la deuxiesme fois ladite Armée en grande diligence, laquelle avoit travaillé tout le long de l'été celle de sa Majesté dans la Prusse, là où indubitablement elle eust souffert la ruine entiere de ses Estats & de ses Amis & Alliez; Si Dieu Protecteur des justes causes, & garant de son innocence, n'eust pris en main la defence de la Justice de ses armes, ayant fait justement souffrir à ses ennemis les maux qu'injustement ils luy avoient preparez & dressés.

Tout ce que dessus bien consideré, la preuve est assez evidente, combien sa Majesté de Suede, traversée tant de fois en ses bons desseins pour la Paix, a esté contrainte de reprendre maintenant les armes à bon escient pour la defence & conservation de sa personne, ses Estats & Alliez.

L'on pourroit dire ici qu'elle devoit encore temporiser & attendre la response des lettres du College des Electeurs; Veue que le Roy de Dannemarc estoit intervenu là dessus, qui à la persuasion & instigation de sadite Majesté avoit dès l'Hyver passé taché de composer le tout par un Traité de Paix. Mais il faut aussi infailliblement presumer ici, que si sa dite Majesté eust veu le moindre signe ou apparence, d'avoir par quelque Traité une digne reparation des outrages & dommages qui luy estoient faits, & quelque securité & liberte pour les voisins, elle n'eust seroit jamais tant portée à ce ressentiment, qu'elle n'eust plustost consentendu à quelque pourparler de Paix, selon son zele & inclination naturelle au repos & à la tranquillité publique. Mais depuis qu'on eust projecté un autre Traité de Paix en la ville de Dantisc en Prusse, & que le Commissaire du party agresseur ne voulut rien signifier ou declarer à celui du party offensé, qui s'offroit à traicter avec lui & lui avoit fait entendre son desir, & fait voir son pouvoir : Il est aisé à conclure de là, que le Com-

ANS de J. C. 1630.

ANS misfaire Suedois estoiententierement porté à la recherche de la Paix, & qu'au contraire, telle n'estoit point l'intention des ennemis, attendu les fraudes & tromperies dont ils se sont servis par le passé, & lesquelles ils ont encores pratiquées en cette mesme negotiation de Dantzig, & qui ne sont que par trop manifestes, puis qu'au mesme temps ils se sont saisis des passages & places munies de la Pomeranie pour pousser leurs conquestes plus avant, & continuer la guerre tousiours plus rudement; preuve qui n'est que trop suffisante pour faire recognoître le peur d'assurance qu'il y avoit en telstraittez.

Quant au College des Electeurs il y a trop d'apparence qu'il n'y auroit non plus guerres avancées: bien que sadite Majesté eût cette croyance, que si ledit College Electoral eût eu plein pouvoir de l'Empereur, il se fust sans doute porté à quelque chose de bon pour la Paix; outre l'autorité que ledit College a eu de toute ancienneté, & doit avoir, laquelle l'ont tasché de luy diminuer peu à peu: car par leur réponse du mois d'Avril, aux lettres de sadite Majesté, lesdits sieurs Electeurs ont assez approuvé la proposition qu'elle faisoit, d'un accord & composition amiable, luy promettant en cela d'y correspondre d'une volonté reciproque, mais ils n'y faisoient mention aucune de la reparation demandée pour les torts, injures & autres indignités dont elle se plaignoit: Ce que toutesfois ses lettres requeroient spécialement, d'où il est aisé à juger qu'ils luy laissent la liberté de pourvoir à ses affaires ainsi qu'elle trouveroit à propos.

Et partant puis que sadite Majesté de Suede a souffert tant d'outrages & injures, sans en avoir jamais peut tirer aucune satisfaction; comme de luy avoir intercepté, ouvert, fausement deschiffé & interpreté ses Lettres, emprisonné ses subjects, officiers & soldats, apres leur avoir volé tout leur bien, interdit le commerce, qui de droit naturel est commun à tout le monde: Qu'on a desconfié & empêché l'Accord ou Paix avec le Roy de Pologne; & au contraire, qu'on l'a assisté de beaucoup de forces: Qu'on a fait passer des armées entieres en Prusse contre sa Majesté & le Royaume de Suede, pour les ruiner: Qu'on luy a entierement refusé le passage demandé en toute amitié, & sous des cautions & assurances: Qu'on a spolié ses amis, allies & voisins, & parents, en haine du nom de sa Majesté, opprésés, persécutés, & depouillés de leurs Duchez & Seigneuries; bannis & chassés de leurs terres, & maisons, & peu s'en faut reduits à mendicité: Qu'on a ignominieusement forcos & rejeté d'une façon plus que barbare ses Ambassadeurs, qui avoient esté depechés avec plein pouvoir de traiter la Paix: Et enfin envoyé par deux fois de fortes armées contre sa Majesté, sans aucune juste cause ni sujet, voire mesme sans aucun pretexte, qui peust servir de couleur aux mauvais desseins de ses ennemis. Y a-il donc personne d'entendement, sein, & non preoccupé de passion & interet particulier, qui ose nier que par les loix divines & humaines, & par l'instinct de la nature mesme, il soit loisible d'employer les moyens que Dieu nous met en main, pour nous ressentir & venger d'une injure si sensible, sur tout aux Rois & Princes souverains, principalement où il va de de l'honneur de leur personne, du salut de leurs Estats, & du bien de leurs subjects, lors que toute apparence d'honneur & satisfaction leur est déniée, estant tres-vray & notoire à tout le monde, que non seulement par menaces & pratiques secretes, mais aussi par force & violence, on s'est saisi, & veut-on encores occuper les Ports & Havres de la Mer Baltique, y establir des Admirautez nouvelles au prejudice du commerce ordinaire & liberté ancienne, & à la ruine totale des villes maritimes. Et puis que telles entreprises & desseins injustes continuent encores par les preparatifs des ennemis, tant par mer que par terre; Y a-il, dis-je, quelqu'un qui blasmera le Serenissime Roy de Suede, d'avoir voulu par ses armes garantir ses subjects & ses amis d'une telle oppression?

Et pour comprendre le tout en peu de paroles: Ne

sonnons nous pas instruits par les loix de la nature mesme, de repousser la force par la force? Qui est aussi celuy qui ne jugera, que veritablement sa Majesté n'a esté portée à entreprendre cette juste guerre contre sa propre volonté, & par une contrainte & obligation necessaire; apres avoir tenté toutes voyes de droit & de justice, n'ayant rencontré que toutes sortes d'obstacles & empêchements, au lieu des bons & salutaires remedes qu'elle a souvent proposez?

Or ne luy restant à présent pour sa conservation propre, & pour la defense & protection de ses subjects & amis aucun moyen que celui des armes, elle desire que toute la Chrestienté recognoisse & juge si elle les a prises autrement qu'à regret, & forcée par une necessité extreme.

Que si l'on se trouvoit parmy ses ennemis & malveillans aucun qui osât blasmer & calomnier sa Majesté, pour avoir pris la defense & protection particuliere de la ville de Stralsund, (dont la justice en est neantmoins toute apparente) le blasme au contraire en doit estre imputé à ceux qui en ont donné l'occasion, & qui les premiers contre toute raison, ont attaqué cette ville, ses ports, & son territoire, y exerçans les ravages & barbaries dont a esté parlé cy-dessus.

Que si sa Majesté avoit en quelque façon favorisé les entreprises des ennemis de l'Empereur ou de l'Empire, ou si elle estoit entrée en ligue & association avec eux, on ne s'estonneroit pas si on luy rendoit la pareille: mais ayant toujours persisté dans une resolution de vivre en paix, & de se maintenir constamment dans l'amitié & neutralité des deux partis durant les guerres d'Allemagne, & sans avoir jamais donné aucun sujet ou soupçon d'offense; Elle a maintenant toute raison de se plaindre à toute la Chrestienté du mauvais & entierement indigne traitement qu'on luy a fait.

C'est pourquoy sadite Majesté de Suede n'ayant eu aucun dessein de porter prejudice à l'Empire, avec lequel elle protelle n'avoir querelle, ni inimitié quelconque: mais ayant seulement pris les armes pour le bien public, pour sa seureté, & la conservation de ses amis, lesquels elle desire remettre au mesme estat & franchise qu'ils estoient avant cette guerre, & pour assurer par mesme moyen à l'advenir contre toute incurie de voleurs & pyrates le voisinage & la mer Baltique, & son Royaume de Suede.

Et pour conclusion, sa Majesté à cette confiance, que les gens de bien qui verront ce Manifeste & sienne Declaration, & la liront des yeux d'équité, faisant consideration des raisons qui y sont sommairement & veritablement deduites, y trouveront de quoy blasmer & condamner les procedures de ses ennemis, comme tres-injustes & detestables, voire de tres-mauvais & dangereux exemples pour les Electeurs & autres Princes de l'Empire, sur lesquels on voudroit faire cy-apres pareils attentats & usurpations. Elle espere aussi que toute l'Allemagne, voire mesme toute la Chrestienté, favorisera la juste resolution qu'elle a prise de se defendre par les armes, afin de prevenir & repousser les violentes entreprises de ces usurpateurs, qui ont si malheureusement conspiré sa ruine, & donné à l'Empereur de si pernecieux conseils, qui ne tendent qu'à l'usurpation du bien d'autrui, & de la liberté Germanique; voulant sadite Majesté favorablement croire, qu'ils ont en cela excédé les pouvoirs, instructions, & commandements dudit sieur Empereur, & eludé les bons & salutaires conseils des Electeurs & Princes de l'Empire.



ANS
de J. C.
1630.Surd
et Hesse(e) Ce
Traité
n'est dans
Aitzema
qu'en Fla-
mand ; mais
comme
ce n'est
pas l'ori-
ginal, on
ne le met
ici qu'en
Français.

(a) *Traité d'Alliance entre GUSTAVE ADOLPHE Roi de Suède, & le Landgrave de HESSE CASSEL, fait le 12. Aout, 1630. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. III. pag. 552.*

I. Le Roy le prit en sa protection, en sorte qu'il voulût tenir & reputed pour ses Ennemis tous ceux qui feroient aucun déplaisir, dommage ou guerre au Landgrave, promettant de l'assister contre eux comme il avoit offensé, endommagé ou fait la guerre à lui même ou à sa Couronne, & de les poursuivre hostilement selon son état & de tout son pouvoir, & de ne faire de sa part aucune Alliance avec personne soit dedans ou dehors l'Empire qui voudroit contrarier à ce présent contrat & convention.

II. Si on venoit à enlever par force quelque chose audit Landgrave ou à ses pais & peuples, ou que ses Forteresses ou Maisons vinssent à être assiégées ou investies, il promet d'employer tout son pouvoir pour en faire lever le siège, se joindre audit Landgrave, & l'assister de tout son possible & diligence, & de ne l'abandonner en aucune manière.

III. Promet de ne faire & conclure aucune Ligue ni Traité, ni avec l'Empereur, ni avec les Catholiques Romains, ni avec aucun autre Ennemi, ni de mettre bas les armes, à moins que ledit Landgrave n'y soit compris, & de telle manière que satisfaction ne lui ait été faite, & à ses pais & sujets, soit dans les affaires qui concernent la conscience, ou autrement, & que suffisante sûreté ne lui ait été donnée, & enfin qu'il ne soit remis en l'état & liberté que la Maison Souveraine de Hesse Cassel possédoit avant les troubles du Palatin & de Bohême.

IV. Si le Landgrave vient à recevoir le Roy & ses gens en cas de nécessité, dans ses Forteresses, Maisons fortes & Villes, il n'en recevra aucune atteinte en ses regales, libertez, droits & justices, mais aussi-tôt que le danger sera cessé, aussi bien que la raison de l'occupation dedites villes, il les lui restituera.

V. Au cas que le Landgrave fournisse du canon ou autre chose au Roy, les trouvant dans ses maisons fortes, ils lui seront restitués après qu'on s'en sera servi.

VI. Si le Landgrave se met en marche contre l'un ou l'autre Cercle de la Ligue Catholique, qui sera déclarée Ennemie du Roy, & que par son moyen & avec ses propres Troupes, il se fera rendu maître de leur pais, villes ou place, il l'approuvera ou ratifiera, comme s'il l'avoit fait lui même, & au cas que pour ce sujet ledit Landgrave vint à être attaqué ledit Roi aidera à le maintenir.

VII. Si le Roi ne peut pas assister en personne ledit Landgrave, comme son Confédéré, & qu'il ne pût exercer le *directorium* absolu que ledit Landgrave lui a offert, le Roy sera obligé de lui adjoindre un sujet habile, & qui lui soit agreable, & qui commandera comme Chef de l'union de la part du Roi l'Armée du Landgrave, dirigera en conséquence toutes les affaires militaires, & executera le tout selon l'intention & l'avis commun des Alliez, afin que tout aille justement & droitement, & que tout désordre puisse être éloigné, pour laquelle direction generale & absolue.

VIII. Le Roi a établi & ordonné ledit Landgrave.

IX. Afin que toutes choses puissent être d'autant plus convenablement administrées, & principalement qu'il y ait quelqu'un avec cette Armée qui ait soin de faire observer cette Alliance, & qui ne soit point contravenu à son commandement ni à celui du Roi, ensemble qui aide à l'administration des affaires pecuniaires le Roi adjoindra au Directoir general un Conseil de guerre avec les qualitez requises, qui lui assistera de conseil & de fait comme son Ambassadeur pour la Confédération, & qui comme dit est, aura soin que

Tom. III.

tout aille bien, avec lequel le Directeur general communiquera l'état des choses, dans les affaires les plus secrètes.

ANS
de J. C.
1630.

X. Comme le Landgrave a aussi jugé très-necessaire & très-utile d'ordonner un Envoyé & Resident auprès du Roi, pour y demeurer continuellement; le Roi desire que le Landgrave lui envoie un homme droit, & de bonne vie, & par lequel il puisse non seulement solliciter ses affaires, mais aussi qui puisse entretenir une sincere correspondance.

XI. Enfin le Roi donnoit aussi au Landgrave plein-pouvoir d'attirer dans cette Alliance les autres Princes, Comtes, Souverains, Villes, Cercles & Communautés, auxquels le Roy consentoit de faire jouir des mêmes conditions ci-dessus mentionnées, & promettoit de les assister & secourir non moins que s'ils avoient expressement contacté avec lui même. Mais au cas que les autres voulussent premierement attendre l'issue de ceci, & laisser aux Confédérés à encourir seuls le hazard, ils ne jouiront pas après l'expiration de trois mois des conditions de ce Traité, mais seront obligés de demander des Traitez particuliers & de nouvelles conditions.

Le Landgrave s'oblige de son côté.

I. Qu'il assistera le Roi, sans jamais se departir en aucune manière de sa volonté, ni tenter ni entrer en aucun Traité avec les Ennemis, encore moins en conclure; à moins que ce ne fut du consentement dudit Roi & de son seür, & avec inclusion de lui & de sa Couronne, & qu'il ne fût content de tout, & ne soit compris dans les Traitez, & qu'en ayant été averti, il n'y eût donné son approbation.

II. Que ledit Landgrave comme Allié du Roi & de ses Alliez & Royaumes, detournera son dommage, & cherchera & avancera son avantage, & ne sera de conseil ni de fait avec ceux qui seront contre le Roi & ses Royaumes, Principautés & Villes, mais au contraire lui prètera fidelle assistance, & le secourra de tout son pouvoir de troupes & d'argent pour soutenir la guerre qu'il aura, ensemble conservera ses Forteresses autant qu'en lui sera pour l'avantage commun de la Confédération, n'en recevra aucunes troupes Ennemies, mais fera tout son possible pour les éloigner.

III. Semblablement il ouvrira audit Roi ses Forteresses, Pais, Maisons & passages, en cas de besoin, tant dans la marche qu'il fera pour l'exécution de quelque entreprise, qu'en cas de retraite, soit à lui seul, soit avec ses Soldats, & mêmes y logera des Regimens entiers; mais ledites troupes y étant reçues prêteront serment audit Landgrave de procurer leur service commun en vertu de cette Alliance. Et aussi le Roi ni ses Adherents n'useront en ceci d'aucune tromperie.

IV. Quand le Roi lui enverra ses Troupes pour l'assister, il se joindra à elles, les recevra, les conservera en tout & en partie, & aidera à battre l'Ennemi de tout son pouvoir.

V. Il assemblera sans délai un Corps de quelques mil hommes, & s'il est possible il les augmentera, & étant en état il refusera aux Ennemis les contributions qu'ils voudroient exiger sur son pais, tâchera d'en détruire & diminuer les forces, & fera main basse sur ceux qui se feront logez sur ses terres, les harcelera dans les lieux où ils s'assembleront, & où ils feront recueü, & s'il est possible se fera maître de leurs villes, maisons & passages, & de leurs garnisons; & si l'occasion s'en presente se rendant maître de leurs personnes, & leur causera tout le dommage qu'il se pourra.

VI. Quand le Roi les aura battu & les aura mis en deroute, & que par aventure ils auront fait retraite sur les frontieres du Comté, ils seront poursuivis de telle manière qu'ils ne puissent plus se remettre en ordre ni reprendre leur premier poste.

VII. L'intention dudit Comte sur la requisition du Roi est, & ils ont jugé conjointement à propos, que toutes & quantes fois que la nécessité le requerra ledit Comte fera marcher l'Arrière-ban de son Comté, & si besoin est generalement ses autres sujets, serviteurs

P p

&c

ANS & vassaux, sur peine de privation de leurs biens, & leur
de J. C. ordonnera de prendre les armes pour servir sous la direc-
tion dudit Roi. A l'égard de quoi le Roi promet que si
1630. en cas ces ledits sujets le montreroient desobeissans, il lui
prêtera main forte, & les reputera & traitera comme en-
nemis, & les poursuivra, comme tels, même par execu-
tion de leurs effets, leur laissant entièrement son domaine
comme Seigneur direct, mais les profits utiles seront
aportez dans la caisse commune, mais selon le but
& la fin proposée, étant à cet égard ensemble convenu
autrement que l'utilité de la confiscation échue au
Seigneur sera consolidée avec la propriété, & qu'il y se-
ra maintenu; Et le Roi ne pardonnera à personne contre
la volonté du Landgrave.

VIII. Ne pourra-on plus une partie demander de
l'autre, aucuns frais de guerre ou de fortifications ou au-
tres recompenses que ceux accordez ci-dessus, mais
tout demeurera & sera laissé dans la caisse commune;
& s'exécuteront ces présents accords, contre les autres
alliances & engagements avec d'autres Potentats, Ele-
cteurs & Maïsons Souveraines, au cas qu'à cause de
cette Confédération & Chrétienne intention ils se
montrent ennemis de l'un ou de l'autre, & que ledites
alliances soient contraires à celle-ci; & aucune partie à
cause dedites alliances ne se déclarera contre l'autre,
par nouvelle rébellion.

IX. Si le Roi pour tant mieux fortifier & conserver
les Forteresses du Landgrave, trouve nécessaire d'y
faire quelques nouveaux ouvrages, & les veut faire
faire, ledit Landgrave l'admettra, & le cas l'exi-
geant y fera travailler les propres sujets, & les y as-
sistera.

X. Pareillement si le Roi veut conduire & loger ses
Troupes dans le pais du Landgrave, les fantassins se
contenteront de chandelle & de bois, & les Cavaliers
de paille & de fourrage, comme aussi du service, & s'ils
ont besoin de quelque autre chose les sujets n'en feront
point levez, mais ils tireront leur subsistance, selon
qu'il est jugé à propos de part & d'autre du Pais En-
nemi.

XI. Si la nécessité indispensable vouloit qu'on as-
semblât les Troupes dans les pais du Landgrave, &
qu'on les y fit passer, le Landgrave le permettra, mais
il ne fera donné à aucun Cavalier ou Officier plus de
deux mesures & demi d'avoine pour chaque cheval
avec six boîtes de paille, & une de foin, & pour chacun
homme de quelque condition qu'il soit deux ridders
par mois, jusques à la revue.

XII. Si le Roi veut porter les armes dans les pais de
l'Autriche ou autre pais Ennemi, & y occuper l'En-
nemi, en sorte que ceux des Conféderez fussent hors
de péril, il l'assistera d'autant de mil hommes qu'il
poura avec sûreté, & ces Troupes seront entretenues à
frais communs.

XIII. Si le Roi conquête l'une ou l'autre Place non
appartenante au Landgrave, ou autre dépendans de lui,
le Landgrave les lui laissera jusques à ce que les frais de
la guerre lui aient été remboursés, & ils s'aideront
reciproquement à s'y maintenir.

XIV. S'il survient entre eux quelque différent;
le Roi prendra deux Arbitres desintéressés, & le Land-
grave autant, & s'accorderont suivant leur décision;
& à cet effet leur mettront en main les demandes &
défences appuyez sur les Traitez ou autres choses ser-
vant à la décision, & ce qu'ils trouveront bon, & les
deux parties l'approuveront & s'en tiendront là.

XV. Il a été convenu quant aux transfuges de part
& d'autre, que l'un ne prendra point les Officiers,
Cavaliers, Soldats ou autres criminels, infractions de
l'autre à son service, ni ne les y laissera passer; mais
si telles gens sont attrapez dedans ou dehors de son pais,
de quelque qualité & condition qu'ils soient, ou si
l'on sçait qu'ils soient ailleurs, on s'en donnera avis
reciproquement, & étant pris on les fera punir par un
Conseil de guerre. Et les sujets dont on ne pourra pas
se rendre maîtres, seront privez de leurs honneurs, re-
venus, droits & biens, & grace ne leur sera pas faite

par l'une des parties sans le consentement de l'autre. ANS
Finalement a été accordé entre le Roi & le Landgrave, de J. C.
que ledit Landgrave fera au plutôt publier des mande- 1630.
mens Avocats & défences à ses Sujets & Vassaux, d'as-
sister & servir la partie adverse & Armée Ennemie sur pei-
ne de confiscation de biens tant allodiaux que féodaux,
& même de vie & d'honneur; & au cas que quelqu'un
de quelque qualité ou état qu'il soit, n'y obéisse pas, &
qu'il laisse passer le tems qui sera prescisé, qu'il soit
procédé contre lui à toute rigueur.

CLIII.

ANS
de J. C.

Traité entre GULLAUME Electeur 1630.
de Brandebourg & WOLFGANG
GULLAUME Duc de Neubourg sur le
partage de la Succession de Cleves & Jul-
iers, fait le 26. Août, 1630. Aitzema
Historia Pacis. pag. 63.

Q Uoniam nono die Martii, Anno millesimo, sex-
centesimo nono & vicesimo Dusseldorpii inter Se-
renissimum Principem Electorem, Dominum
Guilelmum Marchionem Brandenburgensem, Sacri Ro-
mani Imperii Archi-Camerarium & Electorem, Boru-
siae, Juliaci, Cliviae, Montium, Stetini, Pomerano-
rum, Cassubiorum ac Wendorum, itemque in Sile-
sia, Crotac & Jägerndorpii Ducem, Burggravium
Norinburgensem, Rugz Principem, Ravensbergii
Marchae Comitum Ravensleinii Dominum, &c. ab
Una, atque inter Dominum Wolfgangum Guilel-
mum, Comitem, Palatinum Rheni, Bavariae, Juliaci,
Cliviae & Montium Ducem, &c. ab Altera Parte Con-
tractus quidam Provisionalis viginti & quinque Anno-
rum (si nimirum ante dictorum Annorum spatium sit ac
contentio super Ducatum, ac Comitatum Successione
oborta, sive jure legitimo, sive cum bona gratia, aut alio
quocunque modo confici atque expediri nentiquam possit)
propter Ducatum Juliaci, Cliviae, Montium, Mar-
cae, Ravensbergii, Ravensleinii & Breskelantii posses-
sionem, ut latius dicto Contractu indicatur ac brevi-
tatis ergo eodem legentes ablegantur, initus confirma-
tusque fuit; eodemque Contractu indicatum, Serenissi-
mo videlicet Principi Neoburgensi permissum concess-
sionem esse, ut anno post Contractus initium enun-
ciaret, utrum Celsitudo Sua Cliviz Ducatum eligeret,
ac pro eo Montium Ducatum Serenissimo Principi
Electori Brandenburgensi concederet; an vero Duca-
tum, Comitatum ceterorumque Dominiorum & Di-
tionum partitionem ac divisionem, prout ea Contractu
superiori fuerat instituta, hoc modo immutatam vel-
let? Cumque interea temporis dissensiones nonnullae su-
pramemoratum Electionem concernentes se obtule-
runt, quae nisi confectis praedicti Contractus Provision-
nalis effectum plurimam ex parte remorata fuissent; ea-
propter Praepotentes D. D. Ordines Generales, Celsi-
ssimo Arawionensi Principe consulto, per Depu-
tatos suos varias collationes conventualesque inter utrius-
que Celsitudinis Brandenburgensis & Neoburgensis
Legatos institui curarunt, quibus tandem, cognito
Celsissimi Arawionensis Principis consilio, rem eo
perduxerunt, ut Utriusque Celsitudinis Legati neuti-
quam sibi displicere dicerent, Serenissimum Principem
Electorem Brandenburgensem provisionaliter ad vigin-
ti & quinque annorum spatium, nisi intra id tempus
omnis lis ac contentio de possessione, sive jure legitimo,
sive cum bona gratia, composita foret, Ducatum Cliviae
atque universum Marchae Comitatum obtinere, Serenissi-
mum vero Principem Neoburgensem Juliaci & Mon-
tium Ducatum, Ravensleinii & Breskelantii Divisionem sibi
retinere, Ravensbergii autem Comitatus indivisi aequali
parte, & quoad supremam potestatem, Jurisdictionem,
& quoad Reditus fructusque annuos, Utrique
Celsitudini reservata. Quinctiam visum consultum-
que fuit, ut supramemoratus Contractus quoad reliqua
sua puncta, Articulos & clausulas prorsus immutatus
per-

ANS
de J. C.
1630.

permaneret, huius fecus, ac si præsens Contractus propior nequitiam superadditus fuisset. Quem etiam Contractum hunc propiorem Serenissimus Princeps Neoburgensis approbavit eundemque accepit, quem ad modum quoque per præsentem cum approbatum accepit. At verò, quoniam Summæditi Deputati eousque inter se agendi remque eo perducendi nullam Auctoritatem nullamque potestatem sibi datam dicerent, nihilo minus tamen propter amicam Præpotentium D. D. Ordinum Generalium admonitionem dictam propiorem Tractationem susceperunt, Eamque Celitudini Electorali Brandenburgensi unâ cum rationibus ac persuasionibus eo spectantibus se tradituros esse promiserunt: Quem in finem quoque summædicti Ordines Generales huic incumbunt suolque nervos intendunt, quò Sereniss. Princeps Elector Brandenburgensis Tractationem hanc propiorem approbet atque accipiat, suamque de eâ sententiam intra trium, vel ad summum, quatuor mensium spacium, declaret. Sin verò Serenissimus Princeps Elector Brandenburgensis præter spem atque opinionem difficultates quasdam moveret, quominus Tractationem hanc propiorem approbare atque acciperet, eo casu Serenissimo Principi Neoburgensi de jure suo, vi Contractus præcedentis, nono die Martii Anno millesimo, sexcentesimo vicesimo nono initii confirmati-que sibi competente, nihil quidquam derogabitur.

In quorum omnium testimonium ac confirmationem majorem, Serenissimus Princeps Neoburgensis, & Præpotentium D. D. Ordinum Deputati præsentibus propriâ manu subsignarunt, annulique signatoris ob- signarunt. Actum sexto & vicesimo die Augusti, anno millesimo, sexcentesimo & trigésimo. Notatum erat,

Wolfgangus Guilielmus. Florentinus Comes Culenburgergensis.
Nicolaus à Boeckhorst.
Casparus à Voßbergen.
J. ab Eyssinga.
S. ab Haarfjole.

CLIV.

ANS
de J. C.
1630.

FRANCE
ET
MAROC.

(a) On
n'a rien
changé au
Titre de
ce Traité,
non plus
qu'à tous
les autres
sembla-
bles.

(a) *Traité de Trêve entre LOUIS XIII. Empereur de France & celui de MAROC par Monsieur le Chevalier de Rasilli, & les Capitaines & Gouverneurs de Salé & autres Villes du Roiaume de Maroc. Fait à la Rade de Salé le 3. Septembre 1630. Fred. Leonard. Tom. V.*

LE Tres-Illustre Commandeur de Rasilli premier Capitaine de l'Admirauté de France, Chef d'Escadron des Vaisseaux du Roi en la Province de Bretagne, & Admiral de la Flotte qui à présent est à Laverø à la Rade de Salé, & Monsieur du Chalat Gouverneur de Cordouan, & Vice-Admiral de ladite Flotte sous la charge de Monseigneur l'Illustrissime Cardinal de Richelieu, Chef, Sur-Intendant, Grand Maître & Reformateur general du Commerce & Navigation de France. Au nom du Tres-haut & puissant Très-Chrétien & invincible Roi de France & de Navarre, & en vertu de la Commission de Sa Majesté, copie de laquelle sera inserée ci-dessous d'une part, & les Illustres Ahmet Benalei, Bexel & Abda Saben-Ali-Cascefi Capitaines & Gouverneurs du Château & Ville de Salé, & des autres Villes de leur Jurisdiction pour sa Majesté de Mulci Bonnamquam Abdumolique Empereur de Maroc, Roi de Fez, Suoi & Jaffils Seigneur de la Province de Para & Guinée d'autre, pour eux & au nom des Habitans dudit Château & Villes de l'accord & avis des Sieurs de Seau, Douan en assemblée. Ont dit, que comme ainsi soit que anciennement entre le Roiaume de France & celui-ci d'Afrique, il y a eu grande Paix & amitié, laquelle depuis peu d'années avoit été interrompue pour certaines causes qui se sont offertes à présent du Conseil & conformité des parties pour remédier les pertes & dommages que cau-

sent la Guerre, ont été accordées & établies en Très-ANS
ves les Capitulations suivantes pour le temps de deux de J. C.
ans suivans, à compter depuis le jour de la date des Pre- 1630.
sentes.

Premièrement, que si quelques Vaisseaux du Port de Salé ont pris quelques Vaisseaux François depuis le troisième dernier. Ils seront obligez de les rendre avec les marchandises & personnes, sans que rien en soit frustré, conformément à l'Acte qui en fût fait le même jour audit Douan avec le Capitaine du Pré Itelari, sans que les Propriétaires des Vaisseaux de Salé y puissent demander ou pretendre choses quelconques, ce à quoi seront pareillement obligez, & executeront les Vaisseaux de sa Majesté, & tous autres Sujets dudit Roiaume. Cet Article prit fin & s'acheva le ving-quatrième dudit mois, parce que les ôtages furent rendus de part & d'autre.

Que durant le temps de deux ans, aucune Armée ni Vaisseau du Roi de France ni de ses Sujets ne pourront faire Guerre audit Château de Salé, ni à ses Habitans ou Citez de sa Jurisdiction, ni même à aucun Vaisseau du Port dudit lieu, ni les molester en façon quelconques où ils les rencontreront, ni leur ôter aucune chose, soit Captifs ou Reniez par Mer ou par Terre.

Que les Vaisseaux de ladite Majesté Très-Chrétienne & de ses Sujets, pourront venir au Port de Salé entrer dans la Barre, se pourvoir de tout ce qui leur sera nécessaire de vivres ou autres provisions qui leur seront données à prix modéré, & se retirer quand bon leur semblera, sans que personne les offense ou donne empêchement.

Pareillement que les Marchands du Roiaume de France pourront librement venir audit Port de Salé avec leurs Navires & Marchandises, & y negocier avec toute seureté & satisfaction comme en terre d'amis, payant les droits accoutumez; & s'il arrive (ce que Dieu ne veuille) que lesdits Vaisseaux viennent à échouer sur ladite Barre à l'entrée ou sortie dudit Port de Salé, ou donner de travers à la côte de sa Jurisdiction, les Habitans dudit lieu seront obligez de les assister à sauver & mettre en assurance les marchandises, personnes, munitions & toutes autres choses, sans pretendre sur ce aucun droit, & la même obligation auront les Sujets de sa Majesté Très-Chrétienne en ses Ports & Côtes envers les Vaisseaux dudit lieu de Salé.

Que si quelques Vaisseaux d'Argel, Tunes ou de quelque autre part que ce soit méinent au Port de Salé quelques François Chrétiens, de leurs marchandises, & les mettent en vente, ou desirent les aliener aux Habitans dudit lieu de Salé, ils seront obligez de l'empêcher, & ne consentir point qu'ils les vendent, & si par autres voyes que ce soit il est conduit des François dans ledit lieu de Salé par Mer ou par Terre, il leur sera fait bon passage, & seront renvoyez en France dans les Vaisseaux.

Que si les Vaisseaux dudit Port de Salé prennent quelques Vaisseaux de leurs Ennemis, dans lesquels il se trouve quelques François Regnicoles dudit Roiaume, ceux de Salé seront obligez de leur donner liberté avec toutes leurs marchandises.

Que audit Château & Ville de Salé il y aura un Consul de la Nation Françoisé à la nomination dudit Illustrissime Seigneur Cardinal de Richelieu, & jouira des libertez, Franchises & préeminences qu'ont accoutumé de jouir les autres Consuls François avec le libre Exercice de la Religion Apostolique Romaine avec les autres François, & ledit Consul pourfuivra à ses dépens les Procez qui seront intentez entre les Vaisseaux de France & dudit Port de Salé, jusques à fin de cause, & la même obligation aura celui qui de la part dudit lieu de Salé devra assister au Roiaume de France.

Que si quelques Vaisseaux du Roiaume de France portent quelques marchandises appartenans aux Ennemis dudit lieu de Salé, elles seront perduës venant au pouvoir des Vaisseaux dudit lieu de Salé, lesquels seront seulement obligez de laisser libres les François & Regnicoles de France avec leurs marchandises, & leur rendre leurs

ANS de J. C. 1630. Navires & paier les frais, ce que pareillement garderont les François à l'endroit des Vaisseaux de Salé.

Que tous les Vaisseaux dudit Port de Salé tant de guerre que de Marchands, aians commission ou licence de Douan pourront aller à toutes les Isles & Ports dudit Roiaume de France, & ses Seigneuries, & se pourvoir de toutes sortes de vivres & autres choses nécessaires que ceux de la Terre seront obligez de leur donner à prix modéré, & les Marchands pourront vendre & accepter les marchandises que bon leur semblera, comme en Terre d'amis, sans que personne les moleste, ni donne empêchement en payant les droits accoutuméz.

Que aucun des Vaisseaux de Salé ne pourra prendre aucuns Vaisseaux qui soit dans les Ports & Rades de France.

Que si les Vaisseaux dudit lieu de Salé ont pris quelques Vaisseaux François depuis le 24. Aoust dernier, que les otages furent rendus d'une part & d'autre, & cessa l'effet des Trêves jusques aujourd'hui troisième Septembre, les priés seront bien faites, & ce qui se prendra depuis ledit jour, sera rendu & restitué en la forme susdite & capitulée ce qui s'effectuera reciproquement.

Que sa Majesté Tres-Chrétienne Roi de France fera suppliée de commander que les Andalons & Mores prins de la Patache, de la Vaci en Levant, & dans la quaravelle de Morata Vaci, seront rendus & mis en liberté, & ainsi ont été concluds & capitulés ladite Trêve, pendant le temps de laquelle s'il s'offre quelque autre chose pour le benéfice des Parties, il sera receu & accompli, promettans lesdites Parties de tenir pour ferme, stable & inviolable ce que dessus, sans que personne y contrevienne en aucune maniere ou tems, & les Archers & Capitaines qui contreviendroient seront rigoureusement châtiés; car ainsi l'ont promis, octroyé & signé lesdites Parties. Au Château & Rade de Salé le troisième jour dudit mois de Septembre 1630. au compte des Chrétiens, ainsi signé du Chalard, & au nom de Monsieur de Rafilli, Ahamet Benali Bexel, la paraphé Arabique de Aldana Benali Caseri; Et plus bas, pardevant moi Mahamet Blancet.

C L V.

ANS de J. C. 1630. L'EMPEREUR, LA FRANCE, L'ESPAGNE, ET LA SAVOIE. *Articles de la Trêve générale, entre les Généraux de l'EMPEREUR, de la FRANCE, d'ESPAGNE & de SAVOIE, sur les instances de Monsieur de Mazarini, Ministre du Pape, jusqu'au quinzième Octobre; tant deçà que delà les Monts. Fait au Camp de Rivalta le 4. Septembre 1630. Freder. Leonard. Tom. IV.*

La esté accordé une suspension d'armes entre les Generaux de l'Empereur, des Rois de France & d'Espagne, & du Duc de Savoie en tous les lieux, tant deçà que delà les Monts, jusqu'au quinzième d'Octobre prochain, sur les instances qui en ont été faites de la part de sa Sainteté par Monsieur de Mazarini son Ministre, pour faciliter les moiens de conclure la Paix, à laquelle les Ministres des susdits Princes ont déclaré que leurs Maistres estoient entièrement disposez & resolus.

II. Durant ledit tems il ne sera fait aucune hostilité, prise, ni demolition d'aucune Place, lieu ou passage, sous quelque pretexte que ce soit, les choses demeurant dans le mesme estat où elles se trouvent presentement, & les Armées de l'Empereur, ni celles du Roi Catholique & du Duc de Savoie, ne pourront prendre de logement ni en deçà du Pau, ni en deçà de la Dora Sulina, ni dans les Places où elles ont garnison. Les Armées du Roi Tres-Chrétien resteront pareillement dans les Places qu'elles occupent au delà du Pau, sans en pouvoir prendre d'autres: & ils pourront se loger

dans tous les autres lieux qui sont en deçà du Pau & de la Dora Sulina, excepté dans ceux où le Duc de Savoie de J. C. tient garnison, sans s'approcher neanmoins de la Ville de Turin, plus près que de trois ou quatre mille. 1630.

III. Monsieur le Marquis Spinola laissera les approches, fortifications, & tous les autres travaux faits pour l'attaque de Casal, ou pour s'opposer au secours qui pourroit venir, au mesme estat où ils sont maintenant, sans y pouvoir changer la moindre chose, encor moins à l'elst present de la Ville & du Château, & Monsieur de Toiras en fera de mesme, en ce qui regarde la deffense de la Citadelle, tant au dedans qu'au dehors de la Place.

IV. Monsieur le Marquis Spinola fournira jusqu'au dernier jour d'Octobre, la quantité de vivres dont il sera convenu avec Monsieur de Toiras, pour ceux qui servent dans la Citadelle de Casal, lesquels vivres sa Majesté Tres-Chrétienne paiera au prix courant.

V. Si dans le quinzième d'Octobre la Paix n'est point concludé, le Roi Tres-Chrétien pourra entreprendre dans le reste dudit mois de secourir la Citadelle de Casal, attendu que depuis ledit jour la Trêve sera censée rompue, & toutes sortes d'hostilités de nouveau permises entre les parties.

VI. Jusques à ce jour la Ville & la Citadelle de Casal seront remises entre les mains de Monsieur le Marquis de Spinola par Monsieur le Duc du Maine, ou autre qui y commande, & Monsieur de Toiras donnera des otages, & se obligera avec les Capitaines qui sont dans la Place, de remettre la Citadelle audit Sieur Marquis, si avant le dernier jour du mois d'Octobre la Place n'est secourue; desorte que l'Armée du Roi Catholique n'empêchera point la communication de celle de sa Majesté Tres-Chrétienne avec la Citadelle.

VII. Monsieur le Marquis Spinola s'oblige au cas que la Place soit secourue avant la fin du mois d'Octobre, de rendre la Ville, Citadelle & les otages qu'on lui aura donnez: & Monsieur le Duc de Savoie s'engage de faire executer cet article, & Monsieur le Comte de Collato pareillement au nom de l'Empereur.

VIII. Il sera au choix de Monsieur le Marquis Spinola de prendre des otages, ou d'entre les Officiers qui sont dans la Place, ou de ceux qu'on lui enverra de l'Armée du Roi Tres-Chrétien; mais au cas qu'on prenne pour otages ceux qui servent dans la Place, les Ministres du Roi Tres-Chrétien en pourront envoyer dans la Citadelle de Casal d'autres, de mesme condition que ceux qu'auroit pris Monsieur le Marquis Spinola.

IX. Monsieur le Marquis Spinola ne pourra faire entrer dans la Ville qu'une garnison suffisante pour la garde d'icelle, laquelle garnison sera fouldoïée, nourrie & entretenue aux dépens dudit Sieur Marquis, sans que les Habitans de ladite Ville soient obligez de fournir autre chose que l'ustensille; il ne pourra non plus rien innover aux privilèges, ni à l'Ordre de la Justice & de la Police de ladite Ville. Fait au Camp de Rivalta le 4. Septembre 1630. Signé, DE MONTMORENCY. DE CAUMONT. SCHOMBERG. D'EFFIAT.

C L V I.

Lettre de GUSTAVE II. Roi de Suede à LOUIS XIII. Roi de France, pour du secours qu'il lui demande. Ecrite à Stralsund le 17. Septembre 1630. Freder. Leonard. Tom. V.

NOUS GUSTAVE ADOLPHE, au Serenissime & tres-puissant Prince LOUIS XIII. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrétien de France & de Navarre, nôtre très-cher Frere, Cousin & Ami, toute félicité,

Tres-Serenissime & tres-puissant Prince, Frere & Cousin, l'Ambassade que vôtre Majesté nous a envoyée au mois de Juin dernier, nous a esté d'autant plus agreable,

ABLE, que par icelle elle a déclaré quelle estoit son amitié & sa bienveillance en vers nous, comme aussi son affection loisible & constante pour le bien public. A la vérité aussi, chose ne nous pouvoit arriver plus à cœur que cette union, & confédération d'amitié & bienveillance, qui a régné si long-temps entre les Rois de l'un & de l'autre Roiaume nos Predecesseurs; soit maintenant renouvelée; voir plus étendue & amplifiée pour ce qui concerne l'utilité de l'assurance & liberté mutuelle des peuples de nos Roiaumes: ce qui estoit à désirer singulièrement en l'état de l'Europe, troublé & agité. Aussi vôtre Majesté nous a-elle tellement reconnu enclin & porté à cette affaire salutaire, en ce que nous nous trouvons maintenant conformes en mêmes desseins & desirs. Mais pour ce que l'Ambassadeur de vôtre Majesté le sieur Baron de Charnafé, a pour quelque considération, qu'à peine pouvions nous comprendre, trouvé un scrupule en l'inscription des Patentes de nôtre Traité d'alliance, & n'a pu agréer que nous missions nos titres & non aux Patentes expédiées de nôtre part pour ledit Traité, ainsi qu'ont accoutumé de faire tous les autres Rois: chose que nous avons trouvée fort étrange, de s'arrêter à un point de si peu d'importance, qui ne convenoit nullement à la diminution ou augmentation de l'une ou l'autre Majesté. Toutefois à peine avons nous estimé estre du devoir d'un Roi de négliger les moindres choses qui concernent la dignité Roiale; plutôt eussions-nous souffert la rupture de ce Traité, que de relâcher aucune chose de cette dignité, que nous avons reçue de Dieu & de nos ancêtres. Mais pour ce que nous ne pouvons nous persuader en quelle façon nous devons interpréter ce fait dudit sieur Ambassadeur, ne voulant croire que cela ait été fait de la volonté & par commandement de vôtre Majesté; pour ce que nous avons toujours reçu des bons témoignages de son amitié & bons offices reciproques, & espérons encore les mêmes d'icelles: Pour ce sujet nous avons mieux aimé agir avec elle par toute sorte de bienveillance & office mutuels, que par aucunes prérogatives, & espérons d'elle toute affection reciproque, & qu'elle reconnoitra que nos Majestés ne dépendent que de Dieu seul, & ne voudra souffrir aucune chose contraire à nôtre dignité.

Que si vôtre Majesté juge estre expedient pour le bien commun, & pour nos Roiaumes, que ce Traité d'Alliance, soit encore continué entre nous & vôtre Majesté; (afin que nous persuasions que c'est nous par équité, outre l'utilité commune qu'il requiert, & sur l'assurance que avons de l'assistance à nous promise de vôtre Majesté, que nous nous emploierions en cette Guerre d'Allemagne): il sera nécessaire pour rendre plus facile l'effet de ce Traité, que nos Ambassadeurs soient à l'avenir munis & instruits de bons & suffisans pouvoirs; afin que par après il ne soit besoin de demander d'autres pouvoirs pour exprimer la force & intention des premiers en ce qui concerne cette Alliance. Nous recommandons affectionnément à la clemence & faveur de vôtre Majesté, les Illustres personnes Comte de Lenove, & Baron de Semur, porteurs des présentes, qui nous semblent dignes de cette charge, & lesquels nous désirons employer à lever des Troupes, sous le bon plaisir & permission de vôtre Majesté, tant à eux qu'aux autres qui seront par nous envoyez, en vos Roiaumes, y faire levées de Soldats pour nous & nôtre Armée. Et quoi que nous ne doutions nullement de sa bonne volonté, néanmoins nous demandons amiablement avoir d'elle quelque chose d'assuré, sur quoi nous puissions croire qu'il plaît à vôtre dite Majesté nous gratifier en cette affaire. C'est de quoi nous le prions: comme aussi de se vouloir persuader que nous userons de même promptitude, tant en cette affaire qu'en toutes autres; & que nous sommes très-prêts de lui témoigner toutes sortes d'affection & service, priant finalement Dieu très-puissant, qu'il donne à vôtre Majesté toute bonne & heureuse prospérité, ainsi que le désirons de tout nôtre cœur. Donné à Strasbourg le dix-septième Septembre mil six cent trente.

Cette lettre du Roi de Suede écrite à sa Majesté Très-Chrétienne, estoit accompagnée de la suivante au Cardinal de Richelieu.

Lettre du Roi de Suede au Cardinal de Richelieu.

NOUS Gustave Adolphe, &c. Très-Illustre & Reverendissime Cardinal; par vos lettres à nous rendues de la part de vôtre Dignité Illustrissime le..... Nous avons vu comme elle reconnoissoit le digne estime que nous faisons de ses rares & éminentes vertus, & comme nous magnifions sa grande & loisible affection pour le bien commun: aussi nous sommes nous persuadés, que vôtre même Dignité Illustrissime reconnoissoit quelle estoit nôtre constante affection & intention; Et que non seulement elle conserveroit cette bonne opinion qu'elle en avoit conçue, mais aussi la rendroit plus illustre pour meriter du bien commun, & du desir de la servir. Aussi ne doutons nous point que nous n'eussions perçu quelque fruit des soins quelle a pour la sécurité, repos & liberté publique, si le sieur Baron de Charnafé, Ambassadeur de sa Majesté Très-Chrétienne, n'eût trouvé du scrupule en ce que moins nous espérons y en avoir. C'est pourquoi il sera avisé suivant les Conseils tant élités de vôtre Dignité Illustrissime, que par quel conseil salutaire toutes les choses destinées au bien public pourroient estre conduites à la fin tant désirée, & ôter toutes sortes de remises & délais à une affaire si salutaire & importante; En quoi la gloire principale sera due à vôtre Dignité Illustrissime, laquelle méritera grandement de nous & de tous autres qui ont principalement interest en la cause dont il s'agit. Sur ce nous recommandons vôtre Dignité Illustrissime à la divine protection, & sommes prêts de faire tout ce qui servira à sa gloire. Donné à Stralsund le dix-septième Septembre, mil six cent trente.

CLVII.

Traité de Paix entre l'Empereur FERDINAND II. & LOUIS XIII. Roi de France, touchant le différend pour la succession des Duchez de MANTOUE & du MONFERRAT. Fait à Ratibonne le 13. Octobre 1630. Avec diverses Pièces servant d'éclaircissement à ce Traité ou expliquant les suites qu'il eut. Frédéric Leonard. Tom. IV. Recueil des Traitez de Confédération & d'Alliance entre la Couronne de France & les Princes & Etats Etrangers pag. 31. Mercure François. Tom. XVI. pag. 704. S. Guichenon Histoire Généalogique de Savoye. Preuves. pag. 570.

SA Sainteté comme Pasteur universel de l'Eglise, & Pere commun des Princes Chrétiens, voyant le soulèvement d'armes survenu en Italie, à raison du différend meü pour la succession des Duchez de Mantoue & Montferrat, entre le très-Auguste Empereur d'une part, & les Rois & Princes armez sur ce sujet d'autre, ayant interposé sur ce son autorité, & fait tous les devoirs & diligences que l'on pouvoit désirer de lui pour faire cesser tous ces troubles & les terminer à l'amiable: la sacrée Majesté de l'Empereur & le Roi Très-Chrétien, tant en leurs noms que comme fe faisant forts des Princes & parties intercelées de part & d'autre, eüent tant du respect qu'ils portent à Sa Sainteté, & de l'obligation qu'ils ont de seconder ses intentions, que du desir qu'ils ont de la Paix, attendu meüme les peines, & diligences apportées par le College des Electeurs & le Grand Duc de Toscane, pour l'affermissement de cette Paix, d'une pareille affection & accord

ANS mutuel, ils ont fait & passé les articles de Paix en la
de J. C. forme qui ensuit.

1630. I. Le Roi Tres-Chrestien promet qu'il n'offensera
& n'interessera en rien ni fera offenser par autrui, di-
rectement ou indirectement en quelque façon & manie-
re que ce soit, l'Empereur des Romains, ni le sacré
Empire, ni les Etats, Ordres, Roiaumes, Domaines
& Provinces hereditaires à ladite Majesté Imperiale.
Qu'il n'assistera de force ni de conseil, argent, armes,
vivres & munitions, ou en quelque autre sorte & ma-
niere que ce soit, les Ennemis de sadite Majesté Im-
periale & du sacré Empire, qui sont à present declarez,
ou qui se declareront ci-après, qu'au contraire il les sol-
licitera de se mettre à la raison, & se reduire dans le res-
pect & obéissance qu'ils sont obligez. Comme aussi
de son costé l'Empereur promet qu'il n'offensera en rien
ni fera offenser par autrui, directement ou indirecte-
ment en quelque sorte ou maniere que ce soit, le Roi
Tres-Chretien, le Roiaume de France, ni les Etats,
Provinces & Domaines à lui appartenans; qu'il n'assiste-
ra ni de force ni de conseil, argent, armes, vivres
ou munitions, ou en quelque autre sorte & maniere
que ce soit les Ennemis dudit Roi Tres-Chretien qui
sont à present declarez ou qui se declareront ci-après,
que meisme il tâchera de les reduire à la raison, respect
& soumission qu'ils sont obligez.

II. Que pour affoupir les troubles d'Italie émus pour
la succession des Duchez de Mantouë & de Montfer-
rat, estant necessaire avant toutes choses de donner
quelque contentement & satisfaction à ceux qui y ont
pretention & interest, l'Empereur declare & le Roi
Tres-Chretien le trouve bon, que conformément au
dernier Traité fait & conclu en Italie (& qui jusques
à cejour d'hui n'a point esté revoqué, entre le Duc de
Savoie d'une part, & le Duc de Nevers Charles de
Gonzagues de l'autre, que l'on donne au Duc de Sa-
voie pour tous les droits & pretentions qu'il a sur le
Montferrat & ailleurs, Train & autres Places dans le
Montferrat, dont ils ont déjà convenu ensemble, ou
conviendront par leurs Deputez, de la valeur de dix-
huit mil écus de revenu perpetuel, selon les baux an-
ciens: & desquelles Places sera fait choix, prise, es-
timation & assignation au Duc de Savoie par le Comte
de Collalte, Commissaire, ou autres aians plein pou-
voir de la part de l'Empereur, & par les Deputez du
Roi Tres-Chretien, lesquels d'abondant jugeront de
la valeur ou revenu desdites Terres & fonds, selon les-
dits baux anciens, & de la valeur & qualité desdits écus;
Sçavoir, si ce seront écus d'or, ou d'or en or, ou autre
momoie, si ce n'est que les parties en demeurent en-
semble d'accord.

III. Quant aux pretentions de la Duchesse de Lor-
raine, afin qu'elles n'empeschent l'effet de la presente
Paix ou ne la different, la Majesté Imperiale consent
qu'elles se definissent à l'amiable ou par compromis, ou
que l'on les remette à la connoissance & jugement de
sad. Majesté, laquelle après avoir communiqué les ti-
tres des parties aux Princes Electeurs de l'Empire, &
pris sur ce leurs avis, rendra sa Sentence definitive six
mois immediatement après qu'aura esté donné l'investi-
ture. Et afin qu'il ne deperisse rien du droit des par-
ties durant le proces, le Duc Charles de Gonzagues,
conformement aux Loix & Constitutions Imperiales en
pareil cas observées, sera obligé non-obstant opposi-
tion quelconque & sans délai, d'accomplir ce qui aura
esté accordé, ou par accommodement & de bon gré en-
tre les parties, ou ordonné par les Arbitres nommez,
ou bien adjugé par Sentence à la Duchesse de Lorrain-
ne. A toutes lesquelles choses de part ni d'autre ne se-
ra aucunement contrevenu, jusques là meisme que si le-
dit Duc Charles faisoit autrement, l'Empereur ne lais-
sera d'exécuter ses Jugemens, sans que pour cela le pre-
sent Traité demeure, ou cassé ou lezé.

IV. Afin que le Duc de Guastale renonce à tous les
droits & pretentions qu'il a sur le Duché de Mantouë
en faveur du Duc Charles & de ses descendants mâles,
la Majesté Imperiale lui assigne six mil écus de rente

en fond de terre par chacun an, chaque écus revenant à
deux florins de Rhin, & chaque florin à... pour le paie-
ment & jouissance desquels il aura & possèdera en toute
superiorité & justice, & à la façon qu'on en ont ci-de-
vant joui & usé les Ducs de Mantouë, une ou plusieurs
des Terres ci-dessous spécifiées; à sçavoir Dosobro,
Lullara, Suzara & Regiolo, & tant que leur revenu
monte à ladite somme de six mil écus. De façon que
si une d'icelles ne suffit, il en aura deux ou trois &
toutes les quatre; & pour lever toute difficulté qui
pourroit survenir au fait de l'estimation du revenu des-
dites Terres, chacune des parties nommera de sa part
un sien confident, & Sa Majesté Imperiale nomme de
son costé le Duc de Parme Commissaire en cette par-
tie, lequel par quelque personnage discret & sage, &
non suspect aux parties, mais plutôt en tant qu'il sera
possible, leur agréera, fera estimation juste & verita-
ble du revenu & profit desdites Terres, conformément
aux Us & Coutumes du Pais; en égard à la qualité des
biens, & profits des censives & biens allodiaux, & na-
ture des autres fruits: & en icelle estimation faite,
mettra ledit Duc de Guastale en possession réelle ou
actuelle des Terres qui lui auront esté assignées au Duc
de Guastale, excédant le prix & revenu de six mil écus
de rente, le surplus appartiendra audit Duc Charles,
pour en jouir avec tous les droits & justice, au prorata
de ce qui lui appartiendra, & jouira ledit Duc de Gua-
stale desdits biens à lui assignez franchement & quitte-
ment; lesquels pour cet effet lui seront délivrez quittes
& nets de toute dette, hypothèque, redevance & obli-
gation.

V. Ledit Duc Charles demandera la grace à sa Ma-
jesté Imperiale par écrit, es termes de soumission &
prière, tels qu'ils ont esté concertez & accordez.

VI. Et lors à la demande honneste du Duc Cha-
rles, qui sera faite par Agent exprés, aians pour ce plein-
pouvoir & mandement special de sa part, & à la priere
de sa Sainteté & du Roi Tres-Chretien, qu'il sera fait
aussi par écrit en faveur dudit Duc Charles, la Ma-
jesté Imperiale, de grace & de clemence Imperiale,
lui donnera, six semaines après la date des presentes,
l'investiture des Duchez de Mantouë & de Montferrat,
pendant lequel tems les assignations ci-dessus spécifiées
qui doivent se faire entre les parties, & à icelle par
l'entremise des Commissaires, se feront & acheveront
& avenant qu'il y ait quelque difficulté sur ce sujet, les
Commissaires de leur autorité speciale mettront en pos-
session les parties des biens, terres & revenus qui leur
auront esté assignées: mais au cas que par quelque ac-
cident inopiné & empeschement non preveu, surven-
nu en la personne des Commissaires, ou en quelque
autre maniere que ce soit, lesdites assignations n'ayent
pû se faire pendant les six semaines suidites, l'investi-
ture ne lairra d'estre délivrée audit Duc Charles, con-
formement aux articles neuf, dix & onze suivans. Et
quinze jours après l'investiture donnée tout au plus,
les Commissaires de la part de l'Empereur seront tenus
& obligez sans aucun délai, de délivrer & consi-
gner es mains des Ducs de Savoie & de Guastale, les
biens & terres qui lui doivent estre délivrez & assignez.

VII. En vertu de laquelle investiture sa Majesté
Imperiale protegera en tout & par tout, envers tous &
contre tous, & contre tous ceux qui contre la teneur
des investitures, & ensuite ou haine de ces troubles
derniers, molesteront & inquieteront ledit Duc Cha-
rles de Gonzagues son Vassal legitimentement investi.

VIII. Au meisme tems que ce Traité de Paix sera
ici en cette Cour Imperiale, signé par les Commis-
saires deputez de part & d'autre, & deurement notifié en
Italie aux Generaux des Armées, tous actes d'hostili-
té cesseront de costé & d'autre.

IX. L'investiture de l'un & l'autre Duché de Man-
touë & de Montferrat, ayant esté délivrée au Duc Cha-
rles de Gonzagues, quinze jours immediatement après
que dedans tel autre tems & terme, dont les parties de-
meureront respectivement d'accord en Italie, S. M. I.
retirera toutes ses Troupes d'Italie, elle pourra néan-
moins

1630. ANS moins tenir garnison suffisante & ordinaire dans la de J. C. Ville & la Citadelle de Mantouë & dedans Caneto, scis sur le Fleuve d'Oglio, laissant toutes generalement les autres Places dudit Etat sans aucun Soldat, & en la libre disposition dudit Duc Charles, en mesme tems toutes les Troupes du Roi C. se retireroient de la Ville & Chateau de Casal, du Duché de Montferrat & Principauté de Piedmont, dans ce même tems le Roi Tres-Christien sera tenu de faire retirer toutes les troupes de la Citadelle de Casal, de tout le Montferrat, Piedmont, Savoie, & generalement de toute l'Italie, fors & excepté de Pignerol, Briqueras, Suze & Veillane, auxquels lieux il pourra laisser & tenir garnison suffisante & ordinaire, laissant toutes les autres Places qu'il tient en Piedmont & Savoie, & es mains & puissance du Duc de Savoie. Le Duc de Savoie pareillement retirera tous les gens de guerre qu'il a dans le Montferrat, excepté ceux qu'il tient dedans Train, lequel lui demeurera en propriété en l'estat qu'il est, & poseroient les armes tous lesdits Seigneurs de telle façon qu'il ne leur puisse rester dans l'esprit en conséquence de cette guerre, aucun raisonnable sujet de mauvaise volonté les uns contre les autres.

X. Ensuite la Ville, Chateau & Citadelle de Casal, & toutes les autres Places du Montferrat (excepté celles qui seront assignées au Duc de Savoie) seront mises es mains & possession du Duc Charles, esquelles il pourra mettre garnison de sa part, telle & ainsi que ses Predecesseurs Ducs y ont tenu, & sans que ladite garnison puisse donner aucune jalousie aux Princes voisins & limitrophes: Mais au cas qu'en Italie les Generaux des Armées eussent conclu & resolu quelque autre chose sur la demolition de la Citadelle de Casal, au precedent la signature du present Traité, cela demeurera en sa force & vigueur, & ainsi qu'il aura été arrêté, nonobstant le contenu en cet article.

XI. Tout ce que dit est, aiant été executé, & toutes les Troupes retirées en la maniere que dit est, l'Empereur en vertu de l'investiture fera remettre es mains du Duc Charles la Ville de Mantouë & le Fort de Porto, avec toutes les Places qu'il tient, comme aussi Caneto, scis sur le Fleuve d'Oglio, & en faisant sortir toutes les Troupes du Pais, en laissant la libre disposition & jouissance audit Duc Charles. Comme aussi en mesme temps le Roi de France retirera ses garnisons de Pignerol, Briqueras, Suze & Veillane, & remettra lesdites Places es mains du Duc de Savoie: & seront toutes les Fortifications nouvellement faites en toutes lesdites Places, rasées & demolies de part & d'autre.

XII. Cela fait, sa Majesté Imperiale pour & à l'effet de cette Paix, & en vertu de la promesse qu'il a déjà faite aux Grisons, declare qu'elle abandonnera les Pas de la Valteline & des Grisons, & tous les lieux & Forts qu'elle tient audit Pais, & où elle a garnison, & les remettra en leur ancien estat, & tels qu'elles estoient avant ces troubles derniers, & fera demolir toutes les Fortifications nouvellement faites; à la charge que toutes lesdites Places ne pourront estre occupées ni fortifiées par qui que ce soit, sous quelque couleur & pretexte que ce soit; sauf toutesfois, quant à cet article les droits, traitez & actions d'un chacun.

XIII. Pour assurance des choses ci-dessus, l'Empereur & le Roi de France donneront de part & d'autre des otages de pareille qualité, qui seront consignés es mains de sa Sainteté, ou du Grand Duc de Toscane, ou de quelque autre Prince Catholique d'Allemagne, lesquels tiendra sûrement & gardera honorablement, jusqu'à ce que ce que dit est, ait été accompli; & que lesdits Pas des Suisses & Grisons ayant été delaissez & remis, & promettra de rendre les otages libres es mains de celui qui aura satisfait, & de recevoir les otages de celui qui, ou par brieveté de tems ou autrement, n'aura pu satisfaire, jusqu'à ce qu'il ait plaiblement executé ce à quoi il est obligé. Que si l'une desdites parties de mauvaise foi ne veut de sa part accomplir le Traité, ses otages seront remis es mains de l'autre partie, les Generaux des Armées d'Italie desdites parties

aviseront ensemble des personnes desdits otages, & de celui es mains desquels ils seront contignez. Que si de J. C. ANS mesme que pour plus grande sureté & facilité desdits otages, lesdits Generaux d'Armées veulent arrester entr'eux quelque autre chose que ce que dit est, faire le pourront, & seront tenus de l'executer. 1630.

XIV. De plus à la tres-instante priere du Roi Tres-Christien, sa Majesté Imperiale accorde que la Republique de Venise entre dedans cette Paix & jouisse du fruit d'icelle, consent que toutes les Places que l'on a prises sur elle depuis le commencement de cette guerre, jusqu'à la conclusion de ce Traité, lui soient restituées, & que jamais elle ne puisse estre recherchée, troublée ou inquietée d'aucune chose, & cas arrivez pendant cette guerre, à la charge aussi que ladite Republique promettra, que pour raison de ces troubles, elle n'attaquera ni offensera sa Majesté Imperiale, le sacré Empire, ses Ordres & Etats, ni les biens & terres patrimoniales & hereditaires de sa Majesté; que la mesme Republique licenciara & retirera toutes les Troupes, & gardera tel ordre en la quantité de sa Milice, que ses Princes voisins en suite de cete Guerre, n'en puissent entrer en aucun soupçon ou jalousie. Que s'il estoit arrivé qu'en Italie les Generaux des Armées eussent traité & resolu quelque autre chose devant la signature du present Traité, sur l'exclusion des Vénitiens de cette Paix, cela demeurera arrêté nonobstant cet article.

XV. Pour affermir de tant plus cete Paix entre l'Empereur & le Roi de France, les Commissaires de l'Empereur d'une part, aians allegué qu'il y avoit du different, & de nouvelles entreprises faites es Territoires des Evêchez & Citez Imperiales de Toul, Metz & Verdun, Abbaie & es autres lieux, Pas & Fiefs de l'Empire, pour le sujet desquels il pouroit ci-après naistre du trouble: & l'Ambassadeur de France d'autre part, aiant déclaré qu'il n'avoit ni charge ni connoissance de cela; sur ce sa Majesté Imperiale a trouvé tres-expedient, que dans certain tems & à certain lieu, soient nommez & deputez de part & d'autre, Commissaires qui traitent à l'amiable de tous ces differens: & que cependant l'on n'entreprene rien contre les droits de l'Empire; & que ni là ni ailleurs l'on ne traite ni compose rien des Fiefs de l'Empire.

XVI. Ensuite l'Ambassadeur de France aiant fait grande instance pour la demolition du Fort de Moienvic, & aussi afin de faire retirer les Troupes de l'Empereur des limites de France: & les Deputez de l'Empereur aians répondu que ce Fort aiant été bâti par le commandement de l'Empereur sur un fond de l'Empire, selon le droit & justice, & fortifié d'une garnison ordinaire & suffisante, c'estoit la raison qu'il demeurait sur pied; & aians de plus requis que les François eussent à demolir les Citadelles de Metz & de Verdun, & restituer tous ces lieux & autres semblables par eux occupez, usurpez & fortifiez. Surquoi aiant été replicqué de la part de l'Ambassadeur de France, qu'il persistoit en la demande qu'il faisoit de la demolition du Fort de Moienvic bâti par les Imperialistes, contre la volonté & consentement de l'Evêque de Metz: & que pour le regard desdites Citadelles, elles avoient été bâties par les François, selon droit & raison; que même pour le surplus des plaintes des Commissaires de l'Empereur, il n'y faisoit point avoir égard: & de la part de l'Empereur aiant été répondu par ses Commissaires qu'ils persistoient en leurs demandes, & déclaré que le Fort de Moienvic devoit demeurer avec garnison, jusqu'à ce qu'il en ait été ordonné dans la Conference future, l'Ambassadeur de France demeurant & persistant en ses premieres demandes, a ajouté qu'il n'avoit point charge de traiter ni consentir aucune Conference, qu'il ne sçavoit pas quelle estoit la volonté du Roi sur ce sujet, & qu'il écrirait diligemment pour estre instruit & tirer ordre sur ces affaires. Enfin a été convenu & accordé que de part & d'autre, l'on ferait retirer toutes les Troupes qui sont sur & proches les Frontieres, crainte que quelque different n'empeche

ANS de J. C. 1630. peche l'effet de cette Paix ou à la longue ne la trouble. Et d'autant que le Duc de Lorraine durant & à cause de ces troubles derniers, a levé quelque Gendarmerie pour garder ses Etats, leurs Majestez Imperiale & Tres-Chretienne, ont trouvé bon qu'il soit compris en cette Paix avec ses Pais & Etats, & qu'il n'en soit désormais troublé ou molesté par qui que ce soit; comme aussi de sa part qu'il n'offense & ne trouble personne: & que de part & d'autre l'on ne tienne sur les Frontieres des Troupes en telle quantité qu'elles puissent donner de la jalousie & de la méfiance aux voisins.

XVII. Entente remise generale & reciproque se fait en vertu de ce Traité pour tous Princes, & pour qui que ce soit qui ont porté les armes pour l'un ou l'autre parti, ou l'ont assisté en quelque sorte & maniere que ce soit, auxquels seront rendus leurs biens immeubles en l'état qu'ils sont à présent, & eux remis en leurs anciens droits, honneurs, dignitez & prerogatives. Comme aussi seront rendus & restitués aux vrais Seigneurs & propriétaires, tous & un chacun les biens à eux appartenans, ou échus pendant ces troubles, & sur eux envahis & occupés, transférerez ou confisquez durant le tems de cette guerre. Pareillement seront de part & d'autre mis en liberté tous les prisonniers sans rien paier, en remboursant les frais & dépens faits pendant leur prison, à l'arbitrage des Generaux d'Armée.

XVIII. Que si depuis & durant le tems que l'Ambassadeur de France reside en la Cour de l'Empereur, & traite avec sad. Majesté, il avoit esté fait en Italie quelque Traité entre les Generaux des Armées, munis de suffisant pouvoir & accord de paix, signé & arrêté au precedent la conclusion & signature de ce Traité ci; celui d'Italie ainsi fait & signé, demeurera ferme & en son entier. Mais si en Italie il ne s'est rien résolu & passé de contraire à ce present Traité, il demeurera en tout & par tout en sa force & vigueur.

XIX. Tout ce que dessus l'Empereur & le Roi de France se le promettent reciproquement & de tres-bonne foi en parole d'Empereur & de Roi, en sorte que sa Majesté Imperiale promet pour soi, pour le Roi Catholique & le Duc de Savoie, ses assistans, & le Roi Tres-Chretien en son nom, de garder & observer sincerement & inviolablement tout le contenu ci-dessus.

XX. Et pour faire foi du present Traité, ont esté écrits & dressés deux exemplaires de cedit Traité, de mesme teneur, & signez à Ratisbonne le treizieme d'Octobre 1630. par les Deputez & Conseillers de sa Majesté Imperiale, aians tous pouvoir; Scavoir Antoine Abbé de Kremsmuller, Conseiller Secret de sa Majesté Imperiale; Otton, libre Baron de Nollits en Flahenan, Chambellan de sa Majesté Imperiale, Conseiller de ses Conseils & Vice-chancelier de Boheme; & Herman, libre Baron de Queltemberg en Koleschau, aussi Conseiller d'Etat du Roi Tres-Chretien, Charles Brulard de Leon aiant de ce plein pouvoir, assisté du P. Joseph, Capucin. Et estoit signé, Antonius Abbas in Kremsmuller; Otton, libre Baron de Nollits; Herman, libre Baron de Queltemberg; Charles Brulard de Leon. P. Joseph, Capucin.

(a) Cette pièce & les suivantes au sujet du Traité de Ratisbonne, ne se trouvent, que dans le Recueil de Leonhard, & non dans les autres Auteurs, que nous ayons citez. Mais comme on les a jugés importantes, on a cru ne devoir pas les omettre.

(a) De la Nullité du Traité de Ratisbonne, du 13. Octobre 1630. & les raisons pourquoy le Roi de France ne l'approuvera pas.

L'EMPEREUR Ferdinand II. par sa resolution en l'an 1636. le premier Decembre, pour réponse à l'avis des Electeurs touchant la Paix entre lui, le Roi d'Espagne & leurs Alliez d'une part, & le Roi, la Reine de Suede, les Etats des Provinces Unies des Pais-Bas, & leurs Alliez d'autre, propose entr'autres choses que le Roi approuve & ratifie le Traité de Ratisbonne, en l'an 1630. mais le Roi n'y doit entendre.

I. Parce que au prejudice de sa dignité le titre de Majestyte. Mais comme on les a jugés importantes, on a cru ne devoir pas les omettre.

1630. jecté ne lui est donné en ce Traité comme à l'Empereur, auquel il est donné par vingt-sept fois, & jamais une seule fois au Roi, contre ce qui s'est observé aux Traitez precedens, & particulièrement à celui de Crespy en Laonnois, l'an 1544. entre l'Empereur Charles V. & le Roi François I. étant plus que raisonnable que les Rois de France, & les autres Rois de la Chretienté qui sont Souverains, jouissent du titre de Majesté, tout de mesme que l'Empereur.

II. Par ledit Traité de Ratisbonne, le Roi renonce au secours de ses Alliez d'Allemagne, des Pais-Bas & d'Italie, & promet de ne point assister, directement ou indirectement, par soi ni par autrui, de force ni de conseil, argent, ou en quelque autre maniere que ce soit, ceux que l'Empereur declarera ses Ennemis & de l'Empire, sans distinguer si c'est à tort ou à droit; que l'Empereur les declare pour tels. *Neque rebellibus vel inimicis Majestatis sue Caesaris sacrique imperii qui nunc sunt, aut aliquando declarabuntur ope, consilio, pecunia, armis, commeatu, vel alia quavis ratione assistet;* ce qui est de telle consequence au Roi, qu'il vaudroit mieux qu'il eut renoncé aux Duchez de Normandie & de Bretagne, que de renoncer au droit qu'il a de ne laisser perir ses Alliez, puisque leur conservation importe tres-grandement, comme l'on sçait au repos & sureté de la France.

III. Par ce mesme Traité de Ratisbonne, le Traité de Monçon en Arragon, en l'an 1626. y est confirmé sous ces mots generaux, que les Traitez touchant le Pais des Grisons seront saufs & entiers, & ledit Traité de Monçon fait perdre aux Grisons la Jurisdiction civile & criminelle sur les Valtelins & ceux de Chiavenna & Bormio, leurs Sujets; & de plus leur ôste le pouvoir d'y nommer les Magistrats & autres Officiers, outre l'obscurité qui est audit Traité de Ratisbonne, pour le regard de la demolition des Forts, en ces termes; *Ea tamen conditione, ut à nullo, sub quocunque etiam colore vel pretextu occupentur, aut fortificentur.* D'où les Espagnols veulent induire; que les Grisons mesme ne peuvent construire aucuns Forts dans leur Pais, au lieu que le sens doit estre; que le Roi d'Espagne, le Roi, ou autres Princes Etrangers n'y pourront construire aucuns Forts, autrement ce seroit ôster le pouvoir aux Grisons qui sont plainement Souverains, de pourvoir à la sureté de leurs Pais.

IV. A quoi l'on peut ajouter que le droit du Roi sur les Villes de Metz, Toul & Verdun y est revoke en doute. Les Deputez de l'Empereur y faisant instance, que le Roi quitte ces Villes & demolisse les Citadelles de Metz & de Verdun, sans avoir aucun égard aux justes raisons qu'à sa Majesté de s'y maintenir, nommément à cause des frais de la Guerre faits du Regne du Roi Henri II. pour conserver l'Allemagne en ses franchises & libertez, contre l'Empereur Charles V. qui la voudroit reduire en servitude, ainsi que la nouvelle Espagne, & sous un joug bestial, & tel que sont les bestes sous la domination des hommes, suivant ce qu'il est déclaré au Manifeste de Maurice, Electeur de Saxe, & autres Princes & Etats d'Allemagne, qui fut lors publié, & aussi qu'il est contenu au Traité de Chambort, en l'an 1551.

Extrait de la Relation, dont le titre est, Relation des affaires de Mantouë, és années 1628, 1629, 1630.

MAZARINI revint quatre jours après, & rapporta que le Sieur de Leon, Ambassadeur du Roi auprès de l'Empereur, traitoit à Ratisbonne avec sa Majesté Imperiale, la Paix generale sous des conditions si avantageuses pour l'Empereur, qu'il estoit impossible que Colate s'en entremist si on ne lui accordoit les memes avantages, & que le Sieur de Leon estoit déjà convenu de la plupart, & entr'autres que le Roi promettrait de ne point assister, directement ou indirectement par soi ni par autrui, soit à force ouverte, d'ar-

ANS d'argent ou conseil, ceux que l'Empereur declareroit de J. C. ses Ennemis & de l'Empire, & que cet article estoit accordé qu'il traitoit fort avant de la demolition de la Citadelle. C'est pourquoi il n'y avoit nulle apparence de traiter avec Colalte des faits, que l'Empereur écrivoit qu'il traitoit lui même, encore qu'il n'eut point revoué son pouvoir, &c.

Mazarini revint la troisième fois, pour dire que si on vouloit traiter & accorder les mêmes conditions qui avoient déjà été arrêtées à Ratisbonne, que Colalte traiteroit le même jour, & que si le Sieur de Leon n'avoit point accordé cet article, par lequel le Roi renvoyoit au secours de ses Alliés qu'il demeureroit nul; mais cette proposition estoit si forte contre l'honneur du Roi, que le Marechal de Schomberg n'y voulut pas entendre, & prit le hazard du secours de Cazal.

Extrait de la Relation intitulée, Excellent discours sur le juste procédé du Roi T. C. Louis XIII. en la défense du Duc de Mantouë, l'an 1630.

IL attendoit la conclusion d'un Traité qui se faisoit en Allemagne, auquel il s'avoit bien qu'il trouveroit son compte : & en effet le vingtième Octobre on recut une dépêche du Sieur de Leon, qui donnoit avis que le treizième dudit mois il avoit signé des articles de Paix. Ce nom de Paix réjouit un chacun, & jamais nouvelle fut mieux reçue généralement de tout le monde. Mais l'ouverture des Paquets convertit la joie qu'on avoit prise en tristesse en l'esprit de ceux qui en eurent connoissance, la lecture du Traité faisoit connoître que ledit Sieur de Leon n'avoit en aucune façon suivi les ordres, qu'il avoit notablement excédé son pouvoir en divers points, dont il avoit traité sans charge ; que les termes du Traité ne correspondoient pas à la dignité de ceux qui avoient été autres fois passés entre l'Empereur & la France ; qu'il y avoit tant d'obscurité & des circonstances si mal dirigées, que si les Ennemis le vouloient expliquer de mauvaise foi, les intérêts de nos Alliez ne s'y trouveroient pas soutenus, selon les justes intentions du Roi, & l'exécution en seroit capable d'engendrer de dangereuses guerres, au lieu de produire une vraie Paix, nécessaire à toute la Chrétienté.

Les fautes de ce Traité estoient si grossières que le Sieur de Leon l'envoyant au Roi, l'accompagna non des raisons pour les soutenir & les défendre, mais pour les excuser.

Les motifs qui le portèrent à les commettre, furent l'extrémité en laquelle il seut qu'estoit la personne du Roi, les divisions qu'on lui mandoit estre en la Cour, & la crainte qu'il avoit que la perte de Cazal estoit évitable. Ces considérations firent qu'il se laissa aller d'autant plus aisément à contredire aux sollicitations extraordinaires, que les Electeurs lui faisoient de consentir la Paix ; que signant ce Traité sans en avoir un pouvoir valable, il jugeoit que si les raisons qui l'avoient obligé à le conclure n'avoient point de lieu, Sa Majesté ne seroit point abstinée à l'observation de ce qu'il auroit fait sans pouvoir & sans ordre.

Pour cet effet en passant les articles de la Paix, il protesta qu'il excusoit son pouvoir, & que le Roi ne seroit point blâmé s'il le desavouoit, veu qu'il agissoit contre ses ordres.

Le Traité ayant été examiné, & les motifs d'icelui bien considérés au Conseil du Roi, on estima qu'il falloit par nécessité se résoudre à l'un des trois avis.

Le premier estoit d'accepter le Traité tel qu'il estoit, quoique tres-préjudiciable.

Le second, de le déclarer nul sur le champ.

Le troisième, de ne faire ni l'un ni l'autre, mais laisser aller le cours des Armes du Roi en Italie, & donner ordre au Sieur de Leon de tâcher à reparer sa faute, portant l'Empereur à une juste explication du Traité qu'il le rendit excusable.

Tom. III.

Ce dernier avis étant avec raison estimé le meilleur, ANS on dépêcha conformément audit Sieur de Leon, le de J. C. vingt-troisième Octobre, on lui donna charge particulière de représenter à l'Empereur & aux Electeurs, qu'ils ne pouvoient trouver étrange si le Roi n'approuvoit pas ce qui s'estoit fait à Ratisbonne, puis qu'en le signant ledit Sieur de Leon les avoit avertis qu'il outrepassoit ses ordres & son pouvoir ; que celui qu'il leur avoit montré, & dont ils avoient copie autentique justifioit son dire, veu qu'il n'estoit special que pour les affaires d'Italie, & que le Traité de Ratisbonne contenoit plusieurs autres choses qui n'avoient rien de commun avec icelles ; qu'il suffisoit en matière de telles affaires que le Traité fut nul en un point pour l'estre en tout.

Il eut ordre d'ajouter ensuite que nonobstant toutes ces nullitez le Roi estoit si desirieux de la Paix, qu'il consentiroit tres-volontiers à l'exécution de ce qui avoit été concerté sur le fait de l'Italie, selon le vrai sens qu'on lui devoit donner de bonne foi, & dont Sa Majesté desiroit éclaircissement particulier, avec d'autant plus de raison qu'une Lettre interceptée de Galassé à Aldringen, portoit en termes exprès qu'ayant veu le Traité de Ratisbonne, il voyoit bien qu'il leur faudroit garder pour jamais les Forts & Passages des Grisons ; ce qui faisoit clairement connoître qu'au lieu de bien user de ce Traité, on en vouloit abuser au préjudice de la réputation de la France, & à la ruine entière de ses Alliez.

Extrait de la Relation intitulée, Relation de ce qui s'est passé depuis quelque tems en Italie, pour le fait de Pignerol.

Mais aimant mieux faire connoître la sincérité de ses intentions à tous les Princes de l'Europe, que sentir la force de ses Armes à ceux qui l'avoient contraint de les prendre, au lieu de les porter plus avant comme il le pouvoit faire avec avantage, il envoya ses Ambassadeurs à la Diette de Ratisbonne pour faire entendre à l'Empereur & aux Electeurs assemblée en ce lieu là, les justes mouvemens qui l'avoient poussé à prendre la défense de Monsieur le Duc de Mantouë, sans aucun dessein de l'empêcher de rendre à Sa Majesté Imperiale tous les honneurs & toutes les respects qu'elle en pouvoit attendre, ni de blesser en façon quelconque les droits de l'Empire, cet expédient porta coup. La vérité de l'affaire qui peut estre jusques alors avoit été déguisée par des Ministres intéressés, ayant été nettement représentée devant ceux à qui la connoissance en estoit proprement due, ils reconnurent combien la ruine d'un Prince qui n'avoit autre crainte que d'estre François, & pour cette raison odieux aux Espagnols, seroit désagréable à Dieu, protecteur des innocens opprésés, & combien la suite de cette Guerre qui avoit déjà épuisé l'Allemagne de ses meilleurs Soldats pouvoit estre fatale à l'Empire, aussi bien qu'elle l'avoit été aux Etats de feu Monsieur de Savoie, que l'on lui avoit presque entièrement laissé perdre, pour avoir le tems de prendre Cazal ; ces considérations les firent sagement résoudre à pacifier promptement les troubles d'Italie ; à quoi le Roi de sa part apporta toute la disposition qu'on peut desirer d'un Prince comme il est, plus équitable qu'ambitieux. Car prenant entière confiance aux bonnes intentions de Sa Majesté Imperiale, & s'assurant que ce qui seroit résolu avec elle dans une si celebre Assemblée à la venue de tout ce que l'Allemagne a de plus grand, seroit exécuté de bonne foi, il envoya tout aussitôt à ses Ambassadeurs les pouvoirs requis en telles affaires, c'estoit ce que les Espagnols ne vouloient pas non plus que devant. Mais nonobstant toutes les menées qu'ils firent dans la Cour Imperiale pour traverser la conclusion d'une Paix qui ne leur aggrétoit pas, ceux qui avoient le véritable intérêt à la conservation des droits de l'Empire, dont on faisoit semblant qu'il s'agissoit en cette Guerre ayans repris en cette négociation l'autorité qui leur appartenoit, s'en firent

ANS
de J. C. 1630.

rent accroître par le Traité du treizième Octobre 1630. & bien que les Ambassadeurs de Sa Majesté eussent en beaucoup de chefs outrepassé les ordres qui leur avoient été donnez, le desir du repos public eut néanmoins tant de pouvoir sur elle, qu'il consentit à l'exécution de ce qu'on avoit arrêté pour les affaires d'Italie, moyennant quelques précautions absolument nécessaires pour la sécurité commune de tous les intérêts, & qui furent depuis accordées par le Traité de Carpi du vingtième Octobre, & par les deux de Quersque qui le suivirent, l'un du sixième Avril & l'autre du dix-neuvième de Juin, il ne tint pas toutesfois aux mêmes que rien de tout cela ne tint l'Ambassadeur d'Espagne, qui fut toujours présent aux deux dernières Negotiations, encore qu'aux point qui pouvoient regarder son Maître, il eut déclaré qu'il n'avoit aucun pouvoir, n'oubliant point de subtilité pour faire tout rompre, à peine fut conclu la première du cinquième Avril, que le Duc de Feria qu'on'y avoit pas voulu intervenir empêcha l'effet par son seul caprice, aimant mieux laisser les Etats de l'Empereur en proie, à la merci d'un Prince conquérant qui foulevoit l'Allemagne de toutes parts contre lui, & abandonner la Flandre qui estoit lors en très-grand danger, que de souffrir la paix en une Province, dont il desiroit, ou la conquête entière ou la ruine.

Le Traité de Ratisbonne est mis encore là dessus en avant, on pouvoit si l'on eut voulu se contenter de répondre sur ce point, qu'en ce Traité là les Ambassadeurs du Roi aians, comme nous avons déjà dit, excédé leur pouvoir en beaucoup d'articles, Sa Majesté ne l'a jamais approuvé, que pour ce qui concerne les affaires d'Italie, sous les conditions ajoutées depuis; mais sans s'arrêter à cetle défense, quoique très-pertinente & très-forte, on soutient que quand bien on s'y pourmettoit pour tout le reste, il ne contient rien qui puisse fonder tant soit peu la plainte qu'on fait; que l'article 12. porté à la vérité que les Fortifications faites en ces Pais là par les Impériaux seroient demolies, & que personne ne pût plus à l'avenir occuper leurs passages ni les fortifier; mais que cete clause y fut mise à la poursuite des Ministres du Roi, qui voyans qu'on avoit esté contraint de recommencer avec l'Empereur, ce qu'on croioit avoir fini avec l'Espagnol, voulurent empêcher par là qu'il ne fut encore au pouvoir de l'Espagnol de recommencer ce qu'on alloit terminer avec l'Empereur. Que tourner cete precaution contre ceux en faveur desquels elle fut inserée, est une interpretation si ridicule, qu'il faut renoncer expressement au sens commun pour la recevoir, étant hors de toute apparence que des peuples libres & qui ne dépendent purement que d'eux mêmes, se soient volontairement privez du pouvoir d'assurer la liberté de leur nation contre ceux qui la voudroient opprimer. Qu'autrement les mots d'occuper & de fortifier se rapportans aux mêmes personnes, on pourroit se plaindre de ce qu'ils occupent leur propre Pais, aussi bien que l'on se plaint de ce qu'ils le fortifient, & demander aussi justement qu'ils l'abandonnent, comme on demande qu'ils cessent de le remparer; ces réponses estoient si pressantes & si claires, qu'elles ne souffriroient point de repliche.

CLVIII.

ANS
de J. C. 1630.

Traité de Paix & d'Alliance entre PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, & CHARLES I. Roi de la grand' Bretagne. Fait à Madrid, le 15. Novembre, 1630. Placards, Ordonnances, Edits &c. de Brabant. Tom. I. Liv. V. Tit. I. Chap. 25. pag. 655.

Omnibus & singulis notum sit, ac manifestum, quod post diutina, & cruenta bella, quibus Hispaniarum & Angliæ Regna iam diu invicem agebantur, adfuit tandem summi Dei (qui pacis est author) immensa providentia ad coronæ Angliæ successionem Serenissimo Jacobo Scotiæ Rege,

ANS
de J. C. 1630.

cui cum Hispaniarum Regibus tunc & sincere pacis conjunctio semper intercesserat; cum eodem supremi nominis ductu ageretur de constituenda quoque cum Angliæ Regno eadem firma pace & concordia; eadem vigesima octava mensis Augusti, Anno Domini Millesimo sexcentesimo quarto feliciter inita fuit: ac postmodum à Serenissimis prælibato Philippo Tertio Hispaniarum, & Jacobo magnæ Britaniæ Regibus subscripta ac promulgata: nec non mutuis inter utrumque Regem intercedentibus amicitia officiis fraternæque benevolentia pignoris longa annorum serie, sanctæ, æque ac utiliter observata. Quamvis verò resem & temporum vicissitudo, & acris illa contentio, quæ humani generis hostis eidem indefessè studet offecere, tum verò variis ductu & accidentia, quibus potentiora Regna & Imperia plerumque sunt obnoxia, nonnullis dissidiis occasione præbuerunt; quæ mox in appetitum bellum, & mutuas utrimque hostilitates evelerunt: Omnipotens ille Deus, in cujus manibus corda Principum sunt posita, Serenissimum Philippum Quarti Hispaniarum Regis Catholicæ, & Caroli Regis Magnæ Britaniæ animis ne quaquam voluit excidere antiquam illam amicitiam, quæ Regiæ istæ coronæ tamquam firmissimo nexu hæcenus obstringebantur, aut indefessum studium, quo Regii eorum Progenitores Christiano sanguini parcere & subjectos sibi populos altæ pacis tranquillitate beate quæfiverunt, quo & prævis apud utrumque Regem nomine Caroli Emannelis Ducis Sabaudia à D. Alexandro Cesare Scaglia, Abbate de Stafarda, Sula, & Mulegia ejus intimo Consiliario & Legato, aliisque ministris eundem in finem adhibitis amabilibus officiis, factum est, ut pacis non ita pridem injecta mentio, non lubenti solim animo excepta, sed etiam Regii Legati, qui de ea faciendis agerent utrimque missi fuerint à Serenissimo quidem magnæ Britaniæ Rege ad Aulam Hispanicam, Eques Baro, D. Franciscus Cottingtonus, Regis ab intimis consiliis; in Angliam verò ab Hispaniarum Rege Catholico, D. Carolus Coloma, ejusdem ab intimis Consiliis & superius Præfectus arcis & territorij Cameracensis, Explorata igitur utriusque Regis, pia & innata Regiæ generositate & magnanimitati consentanea ad pacem propensione, instituta fuit Matriæ desuper tractatio, & ad eam à Rege Catholico specialiter deputati D. Gaspar de Guzman Comes Olivariensis, Dux de San Lucar majori nuncupati, ejus summus Cubicularius, & equitj Regij Præfectus, Magnus Indiarum Cancellarius, &c. D. Inicus Velez de Guevara, Comes de Onate, &c. D. Petrus de Zuniga Marchio de Flores Davila, &c. Omnes ab intimis Regis Consiliis, sub Commissione & mandato tenoris subsequents.

PHILIPPUS, Dei gratiâ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hierusalem, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Mediolani, &c. Comes Abpurgj, Tirolis, &c. Cum instauranda Paci, veterique illi restituenda amicitia, quæ inter Serenissimos Principes Philippum Tertium, beate memoriæ, optimum patrem nostrum, & charissimum nostrum Fratrem Jacobum Angliæ defunctum Regem per longum temporis cursum, donec impetitive quadam acceiderint interrupciones facilliter duravit, Carolum magnæ Britaniæ Regem Fratrem nostrum charissimum animum jam ferè applicatè, quorundam Principum interventione cognoverimus: Nos iidem nostrum in pacem propensionem, si pax Deo grata & communi Christianæ Republicæ bono celsissè penitus, ostendere non recusavimus: ex quo nosser Legatos utrimque mittendi mutui intercessit consensu; id que pto communi subditorum bono insimul exequi confestim curavimus. Cum igitur D. Franciscus Cottingtonus Caroli Regis intimus Consiliarius ipsius mandato, plenæque tractandæ & stabilendæ pacis auctoritate hodie apud nos gratissimus adfuit Orator, nostros iidem Commissarios, cum quibus pacis tractatus iniri & conscribi possit, nominandos & delegandos decrevimus. Plurimum igitur confidentes, de prudentia, fidelitate,

indu-

ANS industriâ, dexteritate & zelo Domini Gasparis de Guzman, Olivarenſis Comitſ, Ducis de San Lucar, majori nuncupata, noſtri ſummi Cubicularii & equiti Regii Præfecti, Magni Indiarum Cancellarii, &c. & Domini Inici Velez de Guevara Comitſ de Onnate, &c. Nec non Domini Petri de Zuniga, Marchionis de Flores Davila, &c. Qui quidem omnes & ſinguli à noſtris ſunt intimis conſiliis, illos præſenti pacis tractationi noſtros præſidere Commiſſarios æque bonique conſulimus; & harum ſerie ipſos tales noſtros Commiſſarios & Deputatos nominamus & declaramus, plenam ipſis poteſtatem & authoritatem, & mandatum generale & ſpeciale concedentes, ut cum dicto D. Francisco Cottingtonio ſui Regis nomine quæcunque inter nos & prælibatam Magnæ Britanniæ Regem ad firmam pacem & amicitiam reſtituendam, & ſtabiliendam neceſſaria & opportuna videbuntur, poſſint agere, tractare, concordare & uſque ad ſinalem concluſionem perducere: Eaque omnia & ſingula noſtro Regio nomine agant, tractent, concordent, conſanciant & concludant. Sicque ad finem peractis, unâ cum prænominato Magnæ Britanniæ Regis Oratore, Commiſſario, & Deputato tractationis articulos & inſtrumenta ordinare, ſubſcribere & expedire valeant, nec non ſub bona fide & verbo noſtro Regio promittere, nos ea omnia grata, rata & firma habituros, & ex parte noſtra æque & firmiter ſervaturos. Datum Madridi pridie Kalend. Maii, Anno Domini milleſimo ſexcentefimo trigefimo.

PHILIPPUS.

Andreas de Rojas.

Pio parte verò Regis Magnæ Britanniæ, præſatus ejus Legatus D. Franciſcus Cottingtonus vigore ſpecialis mandati & commiſſionis Regiæ in Palatio Weſtmonaſterienſi vigefimo die Octobris, Anno Chriſti, milleſimo ſexcentefimo vigefimo nono deſuper expediat, quæ de verbo ad verbum ſic ſe habet.

CAROLUS Dei gratiâ Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, fidei Defenſor, &c. Omnibus & ſingulis ad quos præſentes noſtra litteræ pervenerint ſalutem. Cum firma pax & amicitia inter optimum noſtrum patrem Regem Jacobum beatæ memoriæ, & Sereniſſimos Principes Philippum Tertium deſunctum Regem, chariſſimum noſtrum Fratrem Philippum IV. nunc temporis Regem Hiſpaniarum per multos annos feliciter duraverit, donec intempeſtivæ quædam interruptiones acciderunt, ad quas tamen diſſenſiones tollendas, veteremque amicitiam mutuè reſtituendam Principes quidam inter nos intervenientes nobis aſſerere voluerunt dictum Hiſpaniarum Regem Fratrem noſtrum chariſſimum animum jam ſerio applicare, adeoque nihil ſupplere ad pacem redintegrandam, & æquis conditionibus ſtabiliendam, niſi ut idonei & ſufficienti authoritate utrumque inſtructi & muniti mutuò mittantur Miniſtri & Legati. Noſ itidem quibus animus ad pacem numquam fuit alienus, ſed potius deſiderium priſtinam amicitiam firmiori (ſi fieri poſſit) & arctiori vinculo vincendi & ſancienti. Non dubitantes quin illud opus in bonum publicum, & amicorum noſtrorum confederatorumque ſalutem & emolumentum, inque noſtram noſtrorumque utrimque Regnorum mutuam utilitatem ad proſperum, & exoptatum finem perducere poſſit; promptos nos ipſos, atque paratos ad rem tantam promovendam præbere volumus. Igitur ſciatis quod nos de prudentia, fidelitate & induſtria Viri Nobilis, fidelis & prædilecti noſtri Franciſci Cottingtoni, Equitis Baroneti Conſiliarii noſtri & Cancellarii Regii noſtri Scacarii, plurimum confidentes, ipſum Franciſcum Cottingtonum noſtrum verum & indubitatum Commiſſarium, legatum, procuratorem & deputatum ad prædictum negotium fecimus, conſtituimus, ordinavimus & deputavimus; ac per præſentes facimus, conſtituimus, ordinamus & deputamus: dantes eidem & committentes plenam poteſtatem & authoritatem, pariter ac mandatum generale ac ſpeciale nomine noſtro præſato

Sereniſſimo Hiſpaniarum Regi Fratri noſtro chariſſimo, ejusque procuratoribus deputatis & Nuntiis ad de J.C. hoc ſufficientem authoritatem & poteſtatem habentibus communicandi, tractandi, concordandi, & concludendi, omnia & ſingula, quæ ad firmam pacem & amicitiam, inter nos, noſtras coronas, atque conſanguineos amicos & confederatos noſtros cum dicto noſtro chariſſimo Fratre Hiſpaniarum Rege reſciendam, & ſtabiliendam conducunt & faciunt, atque ſuper iis articulos, litteras & inſtrumenta neceſſaria conſancienti & ab altera parte petendi & recipiendi. Denique omnia quæ ad præmiſſa, & circa eadem erunt neceſſaria, & opportuna faciendi & expediendi. Promittentes bona fide & in verbo regio, nos quæ inter dictum Fratrem noſtrum chariſſimum Hiſpaniarum Regem, ejusque procuratores deputatos & nuntios, atque prænominatum Franciſcum Cottingtonum noſtrum Commiſſarium Oratorem & deputatum, in præmiſſis ſeu præmiſſorum aliquo erunt tractata & concluſa; ea omnia grata, rata & firma habituros, & ex noſtra parte ſervaturos. In cujus rei teſtimonium hiſce litteris manu Regia noſtra firmatis magnum regni noſtri Angliæ ſigillum apponi fecimus. Quæ dabantur è Palatio noſtro Weſtmonaſterienſi die vigefima Octobris, Anno Chriſti ſupra milleſimo ſexcentefimo vigefimo nono, Regniſque noſtri quinto.

CAROLUS REX.

Qui quidem utriusque Regis Commiſſarii & deputati factò aliquoties congreſſu præviaque ſolerti tante rei diſcuſſione & matura adhibita deliberatione, Deo piis ceptis favente, ad majorem ejus gloriam, Orbis Chriſtiani beneficium, utriusque verò Regis ſubditorum commodum & tranquillitatem ſubſequentes Pacis perpetuæ duraturæ articulos concordarunt & ſtabiliverunt.

I. Primò concluſum, ſtabilitum, & concordatum fuit & eſt; ut ab hodie in antea ſit bona, ſincera, vera, firma & perfectæ amicitia, & confederatio, ac pax perpetuè duratura, quæ inviolabiliter obſervetur, inter Sereniſſimum Regem Hiſpaniarum, & Sereniſſimum Regem Magnæ Britanniæ, eorumque Regna, Patrias, Dominia, terras, populos, homines, ligios ac ſubditos, quoscuque præſentes & futuros cujuſcunque conditionis, dignitatis & gradus exiſtant, tam per terram, quàm per Mare & aquas dulces, ita ut prædicti Vaſalli & ſubditi ſibi invicem favere & mutuis proſequi officiis ac honeſta affectione invicem ſe tractare habeant.

II. Ceſſetque impoſterum omnis hoſtilitas, ac inimicitia, offenſionibus omnibus, injuriis & damnis, quæ durante bello partes quoquomodo percepſerint, ſublatis & oblivioni traditis, ita ut impoſterum nihil alter ab altero occasione quorumcunque damnorum, offenſionum, captionum, aut ſpoliorum prætereundum poſſit; ſed omnium abolitio ſit & cenſeatur facta ab hodie in antea, omniſque actio extincta habeatur. Salva & præterquam reſpectu captionum factarum intra diſtrictum maris arctioris ſpatio quindecim dierum, & intra arctioris maris inſularumque tractus ſpatio trium menſium; atque ultra lineam ſpatio novem menſium integro elapſo à die publicatæ pacis, ſive ſtatim à ſignificatione infra dictos limites, & loca ſufficienter per declarationes, aut diplomata authentica reſpectivè monſtranda, quia de illis debet reddi ratio, fierique reſtitutio. Abſtinebunt in futurum ab omni prædâ, captione, offenſione & ſpolio in quibuſcunque Regnis, Dominis, locis & ditionibus alterutriuſque, ubiviverint, tam in terra quàm in mari & aquis dulcibus; nec per ſuos Vaſallos, incolas vel ſubditos aliquid ex prædictis fieri conſentient, omnemque prædâ, ſpolium ac captionem, aut damnum, quod inde fiet vel dabitur, reſtitui facient.

III. Item, quod nullus dictorum Sereniſſimorum Regum ſuorumque hæredum & ſucceſſorum quorumcunque per ſe nec per quemvis alium contra alium & ſua regna, patrias, & dominia quæcunque quicquam

ANS. ager, faciet & tractabit, vel attentabit quocunque in
de J. C. loco, five in terra, five in mari, portibus, vel in aquis
1630. dulcibus quacunque occasione, vel causa; nec alicui
bello, consilio, attentioni vel tractatui quæ fierent
vel fieri possent in præjudicium unius vel contra alium
consentiet vel adhibebit.

IV. Item quod neutra partium præstabit nec præsta-
ri per alios suos Vassallos subditos, incolave consen-
tiet auxilium, favorem vel consilium directe nec per
indirectum tam per terram, quam per mare & aquas
dulces, nec subministrabit, nec subministrari consen-
tiet per dictos Vassallos, incolave, ac subditos regno-
rum milites, commeatum, pecunias, instrumenta bel-
lica, munitiones, vel aliquodvis aliud auxilium ad bel-
lum confovendum, hostibus, inimicis, ac Rebellibus
alterius partis cuiuscunque generis sint tam invadenti-
bus regna, patrias & dominia alterius, quam se sub-
trahentibus ab obedientia & dominio alterius.

V. Renunciabuntque præterea prout tenore presen-
tium dicti Reges ac quilibet eorum renunciabit & renun-
ciat cuicunque ligæ, confederationi, capitulationi,
& intelligentiæ in præjudicium unius vel alterius quo-
modolibet factæ, quæ presentis paci & concordie, om-
nibusque & singulis in ea contentis repugnet vel repu-
gnare possit: eadque omnes & singulas quoad effectum
prædictum cassabunt & annullabunt, nulliusque effe-
ctus & momenti declarabunt.

VI. Item pactum & conventum, ut iidem Serenif-
simi Reges subditos suos ab omni vi & injuria abstine-
re curent, revocentque quascunque commissiones ac li-
teras tam repræsalium seu de marcia, quam facultatem
prædandi continentes cuiuscunque generis aut conditionis
sint, in præjudicium alterius Regis, vel subdito-
rum subditis suis, five incolis, five extraneis datas &
concessas, easque nullas, cassas & irritas declarent, ut
hoc pacis tractatu nullæ, cassæ, & irritæ declarentur.
Et quicunque contravenierint puniantur, & præter in-
flictam criminalem poenam subditis lætis, id requiren-
tibus, illata damna resarcire compellantur.

VII. Item, conventum & stabilitum fuit & est,
quod inter Serenissimum Regem Hispaniarum & Se-
renissimum Regem Angliæ, & cujuslibet eorum Vas-
sallos, thecolas & subditos tam per terram, quam per
mare & aquas dulces in omnibus singulis Regnis, Do-
miniis & Insulis, aliisque terris, Civitatibus, Oppi-
dis, Villis, Portibus ac districtibus dictorum regno-
rum & dominiorum sit & esse debeat commercium li-
berum, in quibus inter dicta regna fuit commercium
ante bellum inter Philippum secundum Hispaniarum
Regem & Elisabeth Angliæ Reginam prout stabili-
tum fuit in tractatu pacis anni millesimi sexcentissimi
quarti, articulo nono: juxta & secundum usum &
observantiam antiquorum foederum & tractatum su-
pra dictum tempus antecedentium, ita ut absque ali-
quo salvo conductu aliaque licentia generali, vel
speciali, tam per terram, quam per mare & aquas
dulces subditi & vassalli unius & alterius Regis, pos-
sint & valeant ad omnia prædicta, eorumque omnium
Civitates, Oppida, & Portus, Littora, sinus & di-
strictus accedere, intrare, navigare & quoscunque
portus subire, in quibus ante supra dictum tempus fuit
invenit commercium, & juxta & secundum usum &
observantiam antiquorum foederum, & tractatum
prædictorum cum plauris, equis, sarcinulis, navi-
giis, tam onustis quam onerandis, merces importa-
re, emere, vendere in eisdem quantum voluerint
commeratum resque ad victum, & protectionem ne-
cessarias juxta patrii sibi assumere, restaurandis navi-
giis & vehiculis propriis vel conductis aut commodatis
operam dare, illinc cum mercibus, bonis, ac rebus
quibuscunque solutis juxta locorum statuta telonis &
vectigalibus presentibus tantum, eadem libertate re-
cedere indeque ad patrias proprias, vel alienas quomo-
dopunque velint sine impedimento exire.

VIII. Item, conventum & pariter stabilitum fuit,
& est, ut liceat ad dictorum Regum portus accedere,
morari, & redire cum eadem libertate ne dum cum

navibus ad usum commercij, & mercium convenien-
darum, sed etiam cum alijs suis navigijs armatis ad hos-
tium impetus cohibendos paratis, five vi tempestatis
appulerint, five ad reficiendas naves vel ad emendum
commeratum: modo si sponte accesserint numerum sex
vel octo navium non excedant, neque diutius vel in
portibus, vel circa portus hæreant, vel persistant,
quàm illis ad refectionem & alia necessaria paranda fue-
rit necesse; ne impedimento quoquo modo sint libero
aliarum amicarum nationum intercursum & commercio.
Ubi autem de maiori numero navium armatarum aga-
tur, tunc non (nisi consulto rege) liceat ingredi, &
& modo in dictis portibus nihil hostiliter agant in præ-
judicium ipsorum Regum, sed ut amici, & confede-
rati degant & conquietentur.

IX. Hoc semper cauto ne sub colore & prætextu
commercij auxilia aliqua five comeatus, five armo-
rum, five instrumentorum bellicorum, five cum suis
alterius bellici auxilij genus ad utilitatem & beneficium
inimicorum unius vel alterius Regis per eorum Reg-
num, subditos, vassallos, vel incolas quoscunque de-
ferantur; sed quicumque hæc attentaverint acerrimis
poenis puniantur, quibus seditiosi & fidei & pacis in-
fractores coerceri solent. Ita ut subditi unius in terri-
torio alterius non pejor tractentur quàm ipsimet natu-
rales in venditione & contractione suarum mercium,
tam ratione pretij, quàm aliter, sed par & æqua sit in
prædictis tam forensium quàm naturalium condicio; non
obstantibus quibuscunque statutis, vel consuetudinibus
in contrarium.

X. Item, conventum & stabilitum fuit & est, quod
dictus serenissimus Rex Angliæ prohibebit, edictoque
publico statim post formationem presentium capitulo-
rum publicando cavebit, ne aliquis suus subditus, in-
cola, vel vassallus levet aut transferat quoquo modo di-
recte, vel per indirectum proprio nomine vel alieno;
nec aliquam navim aut aliud vehiculum, vel nomen
suum commodabit ad transferendum, vel traducendum
aliquas naves, merces, manufacturas, vel quævis alia
ex Hollandia & Zelandia in Hispanias, ac alia Regna
& dominia ipsius Serenissimi Regis Hispaniarum, nec
aliquem Mercatorem Hollandum, vel Zelandum in suis
navibus tranferet ad dictas partes sub poena indignationis
Regis & aliarum poenarum contemptoribus manda-
torum Regiorum indictarum. Et ad effectum ut
magis cautum sit ne fraudes sequantur ob similitudinem
mercium, presentis capitulo cautum est, ut merces ex
Anglia, Scotia, & Hibernia advehendæ vel traducen-
dæ ad Regna & Dominia dicti Regis Hispaniarum regis-
tiro Villæ vel Civitatis, ac sigillo, ex qua levabun-
tur obsequantur, atque ita obligatæ sine difficultate ali-
qua, aut quæstione quacunque pro Anglicanis, Scotis,
& Hibernicis habeantur, & respectivè juxta ap-
probationem approbentur, salva probatione fraudis,
non retardato tamen, nec impedito cursu mercium.
Illæ verò merces quæ nec registratæ nec sigillatæ fuerint,
cadant in confiscationem, & sint (ut dicitur) de bona
præda: & similiter omnes Hollandi, & Zelandi qui
in dictis navibus reperiantur, possint capi & arrestari.

XI. Pariter etiam conventum est, quod Britanni-
cæ, Schoticæ, Hibernicæ merces liberè possint ex eisdem
regnis in Hispaniam, ceterisque serenissimi ejusdem
Regis Provinciis adferri, solutis tantum datis ac teloniis
consuetis.

XII. Conventum etiam est, & stabilitum quod mer-
cibus quas mercatores Angli, Scoti & Hiberni ement
in Hispaniis, vel aliis regnis dicti Serenissimi Regis
Hispaniarum, & in propriis eorum navibus vel con-
ductis; vel commodatis ad eorum usum (exceptis tamen
ut superius dictum est navibus Hollandorum &
Zelandorum) nova datæ & vectigalia non augentur,
modo illas merces conducant & deferant ad Regna dic-
ti Serenissimi Regis Angliæ, vel ad portus provincia-
rum Belgarum obtemperantium; & ad finem ne fraus
sequatur, & ne dictas merces ad alia loca & regna &
in specie ad Hollandiam & Zelandiam deferantur, con-
stitutum est quod dicti mercatores se obligabunt tempo-
re

ANS re quo onerabunt naves in Hispania, vel aliis Regnis
de J. C. & Dominiis dicti Serenissimi Regis Hispaniarum, qui-
bus supra, coram Magistratu loci, in quo merces le-
vabunt de solvendo vectigali triginta pro centum, ubi
1630. dictas merces ad alias provincias deferant, & de confir-
manda certificatione a Magistratibus locorum obtinen-
da exonerationis dictarum mercium, vel in Regno Ang-
liae, vel in portibus provinciarum sub obedientia &
dominio dicti Regis Hispaniarum existentium termino
duodecim mensium: quâ certificatione exhibitâ, obli-
gationes prius datæ eandem certificationem adferenti-
bus tradentur.

XIII. Quod Serenissimus Rex Angliæ prohibebit
statim post firmationem præsentis concordia, quod
nullus exportabit merces ex Hispaniis, vel aliis Regnis
Serenissimi Regis Hispaniarum, aliunde deferendas,
quàm ad Regna sua, & dictos portus Provinciarum
Belgarum obedientium, sub poena confiscationis om-
nium ipsarum mercium versus fiscum dicti Serenissimi
Regis Angliæ, data medietate dictarum mercium, seu
valoris notificatori; & imprimis deducto datio trigin-
ta pro centum, quod solvetur Ministris deputatis Se-
renissimi Regis Hispaniarum, adhibitâ fide probationi-
bus legitimis in Hispaniis receptis, in Angliam trans-
mittendis in authentica forma.

XIV. Declaratur etiam supra dictam prohibiti-
onem mercium exportandarum ex Hispaniis ad alia, quàm
ad Britannia regna, & obedientes Provincias Flandriæ;
nullo modo illa Regna & Dominia comprehendere,
quæ Hispaniæ Regnorum libero fruuntur commercio;
ad hos enim quibus cum Hispaniis mutuum est com-
mercium, subditis Serenissimi Regis Angliæ horum
Hispaniæ Regnorum merces (supradictis cautionibus
& conditionibus poenitque in præcedentibus capitulis
contra transgressores appolitis, in suo robore, & effectu
permanentibus) poterunt apportare.

XV. Item, quod nullus Magistratus Villarum vel
Civitatum dictorum Regnorum horum; qui certifi-
cationes exonerationis navium faciet, fidemque dereg-
istro mercium dabit, nullam in eam mittat fraudem,
sub poena indignationis Regis, privationis Officij, &
alia arbitrio suo.

XVI. Quod dictum est de libero dictorum Serenif-
simorum Regum subditis concessio commercio id ip-
sum, eodemque modo intelligendum etiam intersub-
ditos Provinciarum obedientium Flandriæ, & Se-
renissimi Regis Angliæ, Scotiæ, & Hiberniæ scilicet ut
ubique locorum se invicem amanter complecti, sibi
favere, seque multis Officiis prosequi teneantur, pos-
sintque terra marique, & aquis dulcibus sine aliquo
salvo conductu, nec ulla petita licentia, generali aut
speciali ad dicta Regna, Dominia, Terras, Villas,
Oppida, Civitates, Littora, Portus & sinus quo-
cunque liberè, tutè, & securè accedere, intrare, na-
vigare, merces importare atque reportare, emere, ac
vendere in iisdem, quandiu voluerint subsistere, ver-
sari, & conversari, commeatum resque ad victum &
profectionem necessarias iusto pretio sibi assumere, re-
staurandis navigiis & vehiculis propriis conductis &
commodatis operam dare, illinc cum mercibus, bo-
nis, & rebus quibuscunque solutis juxta locorum sta-
tuta, teloniis, & vectigalibus eadem libertate recede-
re, negotia sua liberè exercere, indeque ad proprias
aut alienas patrias quandocunque velint, & sine ullo
impedimento redire, modò Serenissimi Regis Angliæ
subditi Hollandorum unitorumve navigiis non utantur;
nihil ex Hollandia aut Provinciarum unitarum opi-
ficiis quocunque loco emptis, aut acceptis; nihil pro
quo soluta sint in Hollandia aut partibus unitis tribu-
ta in Provincias obedientes deferant, nihil inde ad eos,
nisi firmatâ pacificatione referant, nihil quod Hollan-
dorum, aut unitorum sit in suis navibus recipiant,
aut quod suum sit Hollandis navibus fident, nomina
sua Hollandis, ac unitis fraudulenter non præsent;
ut si quid in eorum aliquo contraventionem reperiatur, id
omnino pro iusta & licita habeatur præda.

XVII. Supradicta tamen non solum intelligenda de

navibus commercij causâ vel onustis vel onerandis, sed
de his etiam, quas dicti Serenissimi Reges armatas ha-
bent, & habebunt cohibendis hostium conatibus, ut
scilicet eis aquæ liceat, eo numero, quo supra, sive vi
1630. tempestatis sint coacti, sive commeatu, aliisve rebus
emendis, sive navibus reficiendis eadem libertate uti
appellendo, subsistendo & abeundo, modò in dictis
portibus nihil hostiliter agant, sed se honestè, quietè,
ut amicos & confederatos deceat, contineant, modò
diutius vel in iisdem portibus, vel circa portus non hæ-
reant vel persistant quàm illis ad refectonem, & alia
necessaria paranda fuerit necesse, impedimento quo-
quo modo sit libero aliarum nationum amicarum in-
tercursum & commercio. Ubi autem de majori nume-
ro navium armatarum agatur, non (nisi consulto Re-
ge) licebit ingredi.

XVIII. Quemadmodum autem iidem Reges san-
ctè pollicentur, nihil se subsidij bellici alicujus eorum
hostibus unquam lauros, ita quoque cautum est, ne
eorum subditi, incolæ, cusculumque sint nationis,
aut qualitatibus, sive prætextu intercursum & commercij,
sive alio quocunque quaesito colore possint eorumdem
Regum aut alicujus eorum hostes ullâ ratione jurare,
pecunias conferre, commeatum, arma, machinas,
bombardas, instrumenta bello gerendo apta, aliisque
bellicos apparatus subministrare, & qui contra facient,
sciant in se poenis acerrimis animadversum iri, ut in for-
didissimos & seditiosos solet animadverti.

XIX. Et quò uberiore fructus ex hac concordia
subditis Serenissimi Regis Hispaniarum & Serenissi-
mi Regis Angliæ in suis Provinciis obedientibus pro-
venire possint, conventum & conclusum est dictos Se-
renissimos Reges conjunctim & divisim daturos ope-
ram, ne subditis eorum ad omnia portus, regna &
dominia, eorum via præcludatur, quominus liberè &
sine impedimento cum suis navigiis, mercibus & pla-
ustris solutis ordinariis portoriis & teloniis, ad dictos por-
tus, Regna & dominia accedere possint, eademque (quan-
do videbitur) libertate cum aliis mercibus recedere.

XX. Quod verò attinet ad antiquos intercursum &
commercij tractatus, qui varij existunt inter Regna,
tum Angliæ, Scotiæ, & Hiberniæ, tum Burgundiæ
Duces, Principesque Belgii, quique durantiis motibus
sunt intermissi, varique fortasse læsi, conven-
tum est, idque provisionaliter, ut præstatam vim, &
authoritatem retineant: idemque sit utrimque eorum
usus qui fuit ante bellum inter Philippum secundum
Hispaniarum Regem, & Elisabetham Angliæ Regi-
nam, prout stabilitum fuit in tractatu pacis anni mil-
lesimi sexcentissimi quarti articulo vigesimo secundo.
Quod si quis vel utrimque, vel alterutra parte allegetur
excessus, aut conquærantur subditi pacta non ser-
vari, onerave sibi imponi solito graviora, committentur
utrimque deputati qui conveniant, & si fuerit opus,
mercatoribus earum rerum gnaris amice tractent eaque
bona fide restaurent ac restituant, quæ vel injuria tem-
poris, vel corrupto usu collapsæ aut immutata repe-
riuntur.

XXI. Et quia jura commercij quæ ex pace conse-
quuntur, infructuosa reddi non debent, prout redde-
rentur, si subditis Serenissimi Regis Angliæ, dura-
eunt & redeunt ad Regna & Dominia dicti Serenissi-
mi Regis Hispaniarum & ibi ex causa commercij, vel
negotij moram trahunt, eis molestia inferatur ex causa
conscientiæ, idè ut commercium sit tutum, & secu-
rum tam in terra quàm in mari, dictus Serenissimus
Rex Hispaniarum curabit & providebit ne ex prædi-
cta causa conscientia contra jura commercij, mole-
stentur & inquietentur ubi scandalum aliis non dederint.

XXII. Item, quod ubi contingat aliqua ex bonis
& mercibus prohibitis ex Regnis, & dominiis Se-
renissimorum Regum prædictorum per subditos unius
vel alterius exportari, vel extrahi, quod eo casu per-
sona solummodo delinquens poenas incurat, & bona
tantum prohibita fisco cedant.

XXIII. Item, quod bona morientium subditorum

ANS in Regnis & Provinciis alterutrius conserventur suis de J. C. hæredibus, & successoribus salvo jure tertii.

1630. XXIV. Item, quod concessiones & privilegia indulta per ipsos Reges Mercatoribus Regnorum utriusque advenientibus ad eorum Regna & quæ ob bellum cessaverunt omnino reviviscant, & suum fortiantur effectum.

XXV. Item, si contingat post hæc (quod Deus avertat) ut dissidentia inter Serenissimos Hispaniarum & Angliæ Reges oriantur, quo periculum esse possit, ne commercii intercursus interrumpatur tum ut subditi hinc inde cā dere ita admoneantur, ut sex menses à tempore monitionis habeant ad transportandas merces suas, nulla interea arrestatione, interruptione, aut damno personarum aut mercium suarum faciendis vel dandis.

XXVI. Item, quod nullus serenissimorum Regum prædictorum, naves subditorum alterius in portibus vel aquis suis existentes, detineat, aut demoretur ad belli apparatus aliudve servitium in præjudicium dominorum, nisi prius admonito Rege ipsorum ad quos naves pertineant, eoque etiam consentiente.

XXVII. Item, conventum est, quod si durante pace & amicitia aliquid contra vires & effectus eandem per terram, mare & aquas dulces per aliquos ipsorum Regum, hæredum, & successorum, Vassallos, subditos aut alligatos aut eorum alligatorum, hæredes, & successores in his amicitia comprehensorum subditos, vel Vassallos fuerit attentatum, ac actum aut gestum nihilominus hæc pax & amicitia in suis viribus & effectu permanebunt, & pro ipsis attentatis solummodo puniuntur ipsi attentantes & damnificantes, & non alii.

XXVIII. Item, quod captivi in bello facti ex utraque parte, etiam si sint ad triremes damnati liberè hinc inde relaxentur & dimittantur, solutis tamen expensis victus ab iis qui in triremibus non sunt, & soluto lytro ab iis, qui de eo prius convenerint.

XXIX. Item conclusum est, quod omnes actiones civiles, quæ tempore belli cœptæ vigeant & subsistebant, possint adhuc exerceri, non obstante lapsu temporis durante bello, ita ut quamdiu bellum duravit nullum censetur, eis præjudicium illatum, falsis iis, quæ in fiscum pervenerint.

XXX. Item, quod si moveatur aliqua controversia in Regnis & dominis unius vel alterius per alium quemque non subditum occasione captionum & spoliolum remittantur ad suum Judicem in territorio illius Regis, contra cuius subditum vel subditos agatur.

XXXI. Item, quod si Hollandi, & ceteri status confederati voluerint pacificationum condiciones proponere cum Serenissimo Rege Hispaniarum, quicunque successoribus, medio Serenissimo Rege Angliæ: dictus Serenissimus Rex Hispaniarum & successores libenter semper audient quicquid iustum & rationi consentaneum proponetur, & optabit ut opera dicti Serenissimi Regis Angliæ, illi æquas proponant condiciones; cognoscentque quantum auctoritati dicti Serenissimi Regis Angliæ, fratris sui charissimi, deferatur.

XXXII. Item, conclusum & stabilitum fuit, quod in presenti tractatu pacis comprehendantur, adhaerentes amici & confederati ipsorum Regum videlicet.

XXXIII. Ex parte Serenissimi Regis Hispaniarum, &c. Ferdinandus Romanorum Imperator, ejusque Fratres & alii Principes Austriæ, Archiduces, Principes Imperii, Electores, Civitatesque & Status Imperio obediens, Rex Galliarum, Rex Poloniæ & Sueciæ, Rex Daniæ, Dux & Respublica Veneta, Dux Sabaudiarum, Dux Bavarie, Dux Cliviarum, Dux de Holstein, Dux Lotharingie, Dux Parmæ & Placentiæ, Episcopus & Provincia Leodiensis, Dux Florentiæ, Dux Mutinæ & Regii, Dux Urbini, Ligæ, Cantones Helvetie & Grisones, Civitates Hanstatiæ, Comes Frisiæ Orientalis, sine tamen præjudicio juris per Regem Hispaniarum & Archiducem præteritis super ejus statibus, Dux & Respublica Genuensis, Caput Domus Columnarum, Princeps Dorici, Caput Domus

Ursinæ, Dux Sermonetæ, Dominus de Monaco, Dux AN 3
de la Mirandula, Princeps Massæ, Comes de Sala, & de J. C.
Comes de Cotoro.

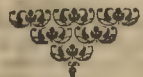
1630. XXXIV. Ex parte Serenissimi Regis Angliæ, &c. Ferdinandus Romanorum Imperator, cum Archiducibus Austriæ, & Electoribus Imperii, simulque Status & Civitates, Imperii, Dux Lotharingiæ, Dux Sabaudie, Dux Brunsvicensis, Lunenburgensis, Mechelburgensis, Wittemburgensis, Landgravius Hassiæ, Marchio de Baden, Dux Pomeraniæ, Princeps de Hanhalt, Comes Frisiæ Orientalis, Cantones Helvetiorum ac Grisonum, Civitates Maritimæ Hanstatiæ, Rex Christianissimus, Reges Daniæ & Poloniæ & Sueciæ, Dux & Respublica Veneta, Dux de Holstein, & Dux Heteriæ.

XXXV. Item, concordatum & conclusum est quod dictus Serenissimus Philippus Hispaniarum Rex & Carolus Angliæ Rex, &c. Omnia & singula capitula in presenti tractatu contenta & stabilita, sincera & bona fide observant per suosque subditos & incolas observari & custodiri facient, nec illis directè nec indirectè contravenient omniaque & singula supradicta per patentes utriusque litteras manu Regiæ & sigilli magni impressione munitas, & in sufficienti, debitæque formæ expeditas, firmæ & ratæ habebunt: & cum primum sese obtulerit occasio, tradent, seu tradi facient cum bona fide realiter, & cum effectu instrumentum sponsonis, quo se mutuo denuntiant sub verbo Regiæ, & jure jurando manuum appositione super librum Evangeliorum solemniter præstito, omnia & singula supradicta cum alter ab altero fuerit requisitus integrè executuros; nec non stabilitæ pacis tractatum forma & loco solitis, quantum citius commodè possint, facient publicari. Quæ omnia supra contenta à nobis prænominitis utriusque Regis deputatis, Legatis, & Commissariis dictarum commissionum vigore, nostrorumque Regum nomine concordata, stabilita, & conclusa fuerunt. In quorum omnium & singulorum fidem manu propria subscripsimus. Madriti decimo quinto die Novembris, anno Domini millesimo sexcentesimo trigesimo.

Copia juramenti præstiti per Regem magnæ Britanniæ.

NOs Carolus Dei gratiæ magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, fidei defensor, &c. Promittimus & juramus in manus illustrissimi viri Caroli Colomæ, præsentis Legati & Procuratoris Serenissimi & potentissimi Principis Philippi ejus nominis quarti Hispaniarum Regis, fratris nostri charissimi, & super hæc Sacrosanctæ Dei Evangelia, quod nos inviolabiliter, & sine fraude, aut dolo malo observabimus reconciliationis & pacis tractatum, conclusum & concordatum inter nostrum & prædicti charissimi nostri fratris Deputatos, die quinto Novembris præterito stylo veteri, secundum omnes & singulos articulos in eodem tractatu contentos, neque consentiemus ut per nos, aut subditos nostros aliquid tentetur, seu innovetur directè, aut per indirectum contra dictam reconciliationem & pacem vel in præjudicium dicti tractatus. In cujus rei testimonium manum nostram propriam præsentibus apposuvimus, Sello Palatii nostri Westmonasteriensis septimo die Decembris, anno Domini millesimo, sexcentesimo trigesimo, secundum computationem Ecclesiæ Anglicanæ, Regni que nostri sexto. Signatum

CAROLUS REX.



CLIX.

ANS
e J. C.

1631. *Traité entre LOUIS XIII. Roi de France & CHARLES Duc de Lorraine. Fait à Vic en Janvier 1631. Freder. Leonard. Tom. III.*

LE Roi étant à Vic, accorda au Duc de Lorraine la Protection qu'il desiroit, moyennant les conditions portées par le Traité suivant, qui fut conclu & arrêté tant d'une part que d'autre.

I. Le Roi aiant sincerement témoigné à Monsieur le Duc de Lorraine les mécontentemens qu'il avoit de lui sur le sujet de diverses occasions qui se sont présentées depuis quatre ans: après que ledit sieur Duc a fait connoître à sa Majesté avec tout respect l'extrême déplaisir qu'il avoit de lui donner aucun mécontentement, & le desir & la passion qu'il a de lui plaire à l'avenir en toutes choses; il a été accordé ce qui s'ensuit.

II. Que ledit Sieur Duc se départ dès-à-présent de toutes intelligences, Lignes, associations & pratiques, qu'il auroit & pourroit avoir avec quelque Prince ou Etat que ce peut estre au préjudice du Roi, de ses Etats, Pais de son obéissance & Protection. Comme aussi au préjudice du Traité d'Alliance & Confederation faite entre le Roi & le Roi de Suede, & entre sa Majesté & le Duc de Baviere, pour la conservation de la liberté d'Allemagne, de la Ligue Catholique, de défense & Protection des Princes, Amis & Alliez de la France.

III. Qu'à l'avenir ledit sieur Duc ne traitera ni fera aucune Alliance avec quelque Prince ou Etat que ce puisse estre, sans le sceu & consentement du Roi.

IV. Qu'il fera retirer de ses Etats tous les Ennemis du Roi, & tous ses Sujets qui sont sortis hors du Roilaume contre son gré, & neleur donnera ci-après passage ou seureté dedans iceux.

V. Ne permettra aussi qu'il se fasse aucune levée ni armées de gens de Guerre dedans ses Etats contre le service de sa Majesté, ni qu'aucun de ses sujets serve ou assiste ses Ennemis; aians fera retirer tous ceux qui pourroient estre engagez au service de quelque Prince que ce peut estre contre ledit Seigneur Roi.

VI. Donnera toute liberté & pouvoir à ceux qui seront envoyez de la part du Roi de se saisir & arrester dedans ses Etats tous les Sujets rebelles de Sa Majesté, prevenus & accusez de crimes d'Etat, ou de Leze-Majesté.

VII. Sa Majesté promet aussi audit Sieur Duc, pour lui témoigner la vraie & sincere affection qu'il lui porte de proteger sa Personne & défendre ses Etats envers tous & contre tous ceux qui voudroient les attaquer ou envahir, en tout ou en partie pour quelque cause ou sous quelque pretexte que ce peut estre, comme les siens propres.

VIII. Et d'autant que l'intention du Roi venant en ce Pais, n'a pas seulement esté de se faire droit, & reparer les torts qui lui ont esté faits par les entreprises de ceux qui abusans du nom & des armes de l'Empereur, sont entrez à main armée dans ses Etats & Pais de son obéissance & protection, & y ont occupé & fortifié des lieux pour se préparer un chemin à de plus grands desseins qui eussent avec le tems réüssi au préjudice de cette Couronne, s'il ne les eût repoussés par la benediction de Dieu & la force de ses armes: Mais aussi d'aviser aux moyens d'asseurer les Princes & Etats d'Allemagne ses voisins & anciens Alliez de cette Monarchie en leurs Etats, esquels ils sont troublez depuis plusieurs années: Il a été avisé que si pour détourner l'orage de la Guerre qui menace d'une entiere nuire Messieurs les Electeurs Catholiques & plusieurs autres Princes Alliez de la France & unis entre eux, il estoit necessaire que le Roi portât ses armes en Allemagne; Ledit Sieur Duc promet non seulement donner seureté & libre passage par ses Etats aux Armées de sa Majesté: pour entrer en Allemagne ou autres Pais & Terres qu'il voudra, lui faire

fournir vivres & toutes choses necessaires pour le maintien d'icelles, qui dépendront de lui, aux frais & dépens de Sa Majesté: Mais en outre y joindre ses forces, qui ne pourront estre moindres que de quatre mille hommes de pied, & deux mille chevaux qu'il entretiendra à ses frais & dépens, tant que l'occasion du present dessein durera, & que le Roi tiendra son Armée dedans l'Allemagne.

IX. Et comme il fera du tout necessaire que les Armées qui s'avanceront dans l'Allemagne vers le Rhin ou autres lieux qu'il sera jugé à propos pour assister les susdits Princes, forcent non seulement les lieux & Villages qui voudront s'opposer à leur passage, mais aussi s'assurent d'aucunes pour la seureté de leur subsistance, & des passages pour leur retour. Il a été arrêté que le tiers de tous lesdits lieux ainsi pris & occupez par lesdites Armées, demeurera es mains dudit Sieur Duc de Lorraine qui les pourra conserver & maintenir avec telles Garnisons que bon lui semblera, & faire lever les contributions ordinaires pour l'entretien d'icelles: & que les autres deux tiers demeureront aussi es mains du Roi, Sa Majesté & ledit Sieur Duc demeurans conjointement obligés à la défense de tous lesdits lieux avec le nombre de gens de Guerre ci-dessus accordé contre qui que ce puisse estre, sans que l'un ou l'autre se puisse démettre & défaire d'iceux en tout ou en partie, que tous deux n'y consentent.

X. Outre ce que dessus, ledit Sieur Duc desirant témoigner toute confiance & sincerité à Sa Majesté, & le grand desir qu'il a de s'unir entierement à lui pour jamais en consideration de l'assurance qu'il plait à Sa Majesté lui donner de l'assister envers tous & contre tous avec toutes ses forces, promet mettre entre les mains du Roi dedans huit jours la Place de Marsal, laquelle après l'exécution du contenu au present Traité, Sa Majesté promet rendre de bonne foi audit Sieur Duc & à ses Successeurs dedans trois ans, durant lesquels icelui Sieur Duc jouira du Domaine, cens, rentes, revenus, salines, & de tous autres droits audit Marsal, Terres & Villages en dépendans, comme il fait de present, ne cede & transporte au Roi ladite Place que par forme de dépôt durant ledit temps de trois ans, pour la tenir & garder avec telles forces & nombre de gens de Guerre qu'il plaira à ladite Majesté.

Promet sadite Majesté audit Sieur Duc de ne faire ci-après aucun Traité pour ce qui auroit esté entrepris, ensuite du present Traité, sans y comprendre ledit Sieur Duc, & avoir soin de ses interets comme des siens propres. Fait à Vic au mois de Janvier 1631.

CLX.

Traité de Confederation & Alliance entre LOUIS XIII. Roi de France & GUSTAVE II. Roi de Suede pour le rétablissement des Princes & Etats d'Allemagne. Fait à Bernwald. le 13. Janvier. 1631. Recueil des Traitez de Confederation & Alliance entre la Couronne de France & les Princes & Etats Etrangers. pag. 75. Mercure François. Tom. XVII. pag. 469. moins exact dans Freder. Leonard. Tom. III.

ANS
de J. C.

1631.

FRANCE
ET
SUEDE.

NOUS Gustave Horn de Mala & de Heringué, Chevalier & Marechal de Camp de l'Armée de Suede; Jean Banier de Muhamer, Chevalier, General d'Infanterie de Suede, & Conseiller du Roy; & Charles Banier de Husten, Secrétaire d'Etat, & Ambassadeur pour Sa Majesté de Suede en Pomeranie; Sçavoir faisons & attestons par ces presentes, comme le Sieur Hercules Baron de Charnassé, Conseiller d'Etat de Sa Majesté de France, auroit esté envoyé de la part de tres-haut & tres-puissant Prince Louis XIII. de ce nom Tres-Christien Roi de France & de Na-

varre,

ANS varie, pour servir d'instrument à la Paix entre la Cou-
de J. C. ronne de Suede & de Pologne, ce qui mesmes auroit
1631. succedé très heureusement. En sorte que du depuis les
susdits Roy de France & de Suede auroient eu desir mu-
tuel de traiter alliance ensemble, afin de pouvoir par
une bonne union apporter quelque salutaire remede à
tant de changemens qu'il y a aujourd'hui en Europe,
comme aussi pour reſtablir l'ancienne liberté de leurs
voisins & amis.

Par ainsi nous susdits deputez ayans receu pleine &
entiere commission de nos superieurs, avons traité,
conclu & arrêté au nom de leurs Majestez les articles
suivans.

Premierement, que l'alliance qui se fait presentement
entre leurs Majestez, est respectivement pour la defen-
ce de tous leurs amis oppressez, & pour la seureté des
commerces sur mer, comme aussi pour remettre en
estât tous les Princes & Estats de l'Empire, comme ils
estoyent auparavant la guerre d'Allemagne, & pareil-
lement afin que les forts & retranchemens qui ont esté
constitués le long des ports & des havres de la Mer Bal-
tique soyent razez & applanis: Et en somme pour re-
mettre tous les affaires en Estat ainsi qu'ils estoient avant
les troubles d'Allemagne.

II. Et veu que la partie adverse n'avoit jamais voulu
entendre à aucune réparation equitable concernant les
injuries passées; mais au contraire auroit rejeté toutes
recherches amiables qu'on avoit voulu faire; que par
ainsi on estoit contraint de rechercher avec les armes
au poing la Paix generale pour le bien de tout le com-
mun.

III. Qu'à cest effect par le present Traicté Sa Maje-
sté de Suede promet d'entretenir & conduire à ses pro-
pres frais & depens une armée de trente mille hommes
de pied & six mille chevaux, dans le pays d'Allemagne:
sur quoy le Roy de France promet aussi de son costé de
contribuer tous les ans pour l'entretien de ladite armée
quatre cens mille escus, lesquels se payeront la moitié
au quinziesme de May, & l'autre moitié au quinziesme
de Novembre en suivant dans Paris ou Amsterdam se-
lon le bon plaisir du Roy de Suede.

IV. La levée des Soldats, Matelots, equipage &
munitions de guerre devra estre libre pour les Estats &
Royautés de leurs Majestez, & au contraire totalement
interdite à leurs ennemis.

V. Tous mal-faïcteurs & delinquants, comme

aussi les Soldats qui s'en iroient sans congé estans appre-
hendez seront remis entre les mains de leurs maîtres, de J. C.
pour estre procedé contre eux comme de raison.

VI. Cas advenant qu'il pleust à Dieu favoriser les ar-
mes du Roy de Suede, est entendu par le present Trai-
té qu'il n'y pourra alterer ny changer les religions, soit
Catholique Romaine, ou autre dans les places qu'il
conquerra, mais promet de laisser jouir les habitants
de ces lieux de l'exercice de leur religion comme aupara-
vant, suivant la forme des constitutions de l'Empire.

VII. Que s'il y avoit quelque Prince ou Estat soit
dedans l'Allemagne ou dehors qui voulut se joindre à
la presente alliance; Il y pourra estre receu, en donnant
toutefois caution & assurance qu'il ne fera n'y appor-
ter aucun dommage n'y prejudice à leurs Majestez,
soit ouvertement ou clandestinement, ny sous le nom
d'autrui, ou sous quelque pretexte que ce soit, mais
au contraire contribuera de tout son pouvoir à la pre-
sente guerre, & y apportera tout ce qui sera le plus sa-
lutaire pour icelle.

VIII. Il se maintiendra autant qu'il sera possible
en bonne amitié & voisinage avec le Duc de Baviere &
la Ligue Catholique, ou pour le moins en une neu-
tralité: à condition toutefois qu'ils fassent de mesme
de leur costé.

IX. Cas advenant que le bon vouloir de Dieu fust,
qu'il se vint à faire quelque bon Traicté & accord de
paix, est arresté très-expressement, que rien ne se pour-
ra faire sans le sceu & consentement des deux parties
alliés.

X. La presente alliance subsistera dès la date des pre-
sentes, jusques au premier de Mars, mil six cens tren-
te six siel ancien: & cas advenant que durant le dit ter-
me la paix ne vint à estre estable, elle se pourra renou-
veller par le bon consentement de leurs dites Majestez.

XI. Les parties font aussi demeurees d'accord qu'à
cause que le present Traicté fut de-jà sur commencé en
l'année passée, & que cependant Sa Majesté de Suede
estoit en grand frais, pour cette consideration Sa Maje-
sté de France livrera la somme de trois cent mille livres
en bonnes lettres de change, qui ne pourront servir en
deduction de ce qui se doit payer aux termes cy-devant
specifiez des cinq années à venir.

Fait & passé au champ Royal de Bernwald dans Bran-
denbourg la Neufve, le vingt troisieme Janvier, mil
six cens trente un.

ANS

de J. C.

1631.

LA PER-
SE ET LES
PROVIN-
CES-
UNIES.

CLXL
*Traité & Articles de Commerce entre le Roi
de PERSE & les Etats Generaux des
PROVINCES-UNIES; fait à la
Haye, le 7. Février, 1631. Aitzema
Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. III.
pag. 352.*

I. **D**at de Hoog Mog: Heeren Staten Generael der
Vereenigde Nederlanden vergunthebben, ge-
lijck hare Hoog Mog: vergunnen mits desen aen
de Persiaensche Natie, hier te Lande komende uyt den
naem van den Meer-hoofst-gedachte Koning, of oock
in haer particulier, *oy geley en pas in alle Plaetsen en
Steden, gelegen in de Geunierde Provincien, ofte
het ressort van dien, omme vry, onbekommert, ende
ongemolesteert te gaen, keeren ende wederkeeren,
oock handelen, koopen ende verkoopen, aderley
Waeren ende Koopmanschappen, egeen uytsel-
fend, sulx als deselve Natie sal goet vinden, en hare
Negotie meynen vorderlijck te wesen.*

II. Dat deselve Persiaensche Natie binnen dese Lan-
den genieten sal, alle foodanige vrydommen ende ge-
rechtigheden, als d'Ingeletenen deser Landen syn ge-
nietende, jae oock selfs dié personen van qualiteyt
die binnen desen Landen groote ampten en Officien
beklee-

I. **Q**ue leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats
Generaux des Provinces-Unies ont accordé,
comme ils accordent par ces Presenies à ceux de
la Nation Persane qui viennent en ce pais de la part dudit
Roy de Perse, *ou en leur particulier, un sauf conduit, pour
aller, venir, retourner, traffiquer, vendre & acheter toutes
sortes de denrées & marchandises nulles exceptées dans tou-
tes les places & villes, situées dans les Provinces-Unies
ou ressorts en dependans, sans empeschement ni moleste,
& ce de la maniere que laditte Nation le trouvera bon,
& le jugera le plus avantageux pour leur Commerce.*

II. Que lesdits Persans jouiront dansces pais de toutes
les Franchises & droitz, dont les habitants de ces pais jouis-
sent, voire même les personnes de qualité qui dans ces
pais sont revêtues de grandes charges, quand elles se ven-
dront mêler de negoce.

III.

CLXL

Traduction de ce Traité.

ANS

de J. C.

1631.

LA PER-
SE ET LES
PROVIN-
CES-
UNIES.

ANS bekleeden, soo wanneer als fyfch met de negotie wil-
de J. C. len vermengen.

631. III. En ingevalle, de *Persiaenſche Natie* binnen haere huysen quamen te kopen ofte verkoopen eenige waren ende Koopmanſchappen, datſe in ſulcken caſ ſullen mogen gebruyken haere *Elle*, oock haer gewichte, ende *Mate*, ten waere ſaacke dat ſy koſten ofte verkoften en groote *quantitey* goederen, ende Koopmanſchappen, die te *Maete* ofte *Waage* ſoude mogen zyn, in welke gevalle, ſodanige groote *quantitey* in het meten ende wegen, gereguleert ſal worden, volgens d'ordre van het Lant, die met goede kenniſſe ende circumpſpectie is beracmt, ten cynde dat den koper ofte verkooper in mate ofte gewichte niet en werde bedrogen ofte verkort.

IV. Indien het gebeurde dat eenige van de gemelte *Persiaenſche Natie* binnen deſe Landen quaene te Overlyden ſonder yemant by hem te hebben, die op des Koninkſen ofte des overledens particuliere goederen acht naem; in ſulcken gevalle, ſullen de Heeren Reggeerders vande Reſidents plaetſe des overledene, ſorge dragen, dat alle die naegelatene goederen des Koninkſen van *Persien* ofte des overledene particuliere goederen, behoorlyk worden *geinventariſeert* en in bewaarder hant genomen, ter tijt ende wiſen tot, dat van wegen des hooghtgedachte Konink, ten regarde van zyne Majesteys goederen, ofte van des overledenen Vrunden ende magen ten regarde van zyne particuliere goederen, daerinne ander ſal weſen voorſien, ende ſullen middelert tijt de conſumpſible, ofte bederflicke waren met gelegenthey van ſaacken, worden gebeneficeert, ten behouwe van den hooghtgedachte Conink ofte des overledens Erſgenamen in 't particulier: doende vande gebeneficeerde waeren en Koopmanſchappen behoorlyk bewijs, ende reliqua.

V. De *Persiaenſche Kooplyden*, ſoo wanneer ſy in competent getal met een goet Capital binnen deſe Landen ſullen zyn gearriveert om te negotieeren, ſullen te ſaemen van eene bequaeme *Woning* worden voortſien, ende genieten ter plaetſe van haere residentie *vrydom vande Impoſten* op den conſumpſible waeren, die in haere huyshoudinge ſullen werden geconſumeert, gelijk oock van eene bequaeme huysinge ſal worden voorſien ende vrydom genieten als vooren die genen, die by commiſſie vande Hooghtgedachte Konink van *Persia* de voorſe Natien alhier ſal representeren, ende 't hoeft daer van zyn.

VI. Het huys van den *Agem* van zyne Koninklijke Majesteit van *Persien* ſal zyn ende blijven gepreſilegiert, gelijk de huysen van de andere *Agem van Koningen ende Princen in Europa*, die by het Hof van de Hooghtgemelte Staeten Generael reſideren; ende ſal die *Persiaenſche Natie* binnen deſe Landen een comptoir verſien van volck ende Capitaeln geerrigt hebbende, ſoo wel ten regarde vande commercien als het ſtuck vande juſtitie, genieten ſodanigen recht, voortdelen ende gerechticheydt als d' *Engelſche Court* reſiderende binnen de Stadt *Delft*, ende de *Schoſſe Natie*, reſiderende binnen de Stadt *Campveere*, reſpective zyn genietende: met welker Natien Konink, de Hooghtgemelte Staeten Generael van ouden tyden *accornden* ende *entrecouſen* op het ſtuck van de negotie hebben gemaeckt en onderhouden.

VII. De *Persiaenſche Natie* ſal oock toegelaten worden in hare huysinge alle *vrydom, liberteyt*, ende *exercitie van Religie*, ſonder daerinne by yemant wie het oock ſoude mogen zyn, verhindert, gemoelteert ofte onruſt te worden.

VIII. Ingevalle yemant vande *Persiaenſche Natie* van zyn Religie wilde veranderen, 't ſelve ſullen de Hooghtgemelte Heeren Staeten Generael niet aantrecken, maer in allen gevalle en ſal den Konink ofte yemant anders, die onder ſodanigen perſoon goederen mocht hebben, daer door vande ſelfde goederen niet werden verſteeken ofte ontfen, maer ſal deſelve perſoon als bevorenſter ſake van ſyne Adminiſtratie mogen aengeſproocken ende in rechten geconvenieert worden.

Tom. III.

IX.

III. *Encas que les Persans viennent à vendre, ou acheter dans leurs maisons quelque denrée ou marchandise, qu'en ce cas ils pourront se servir de leur aune, & de leur poids, & mesure; si ce n'est qu'ils vendissent ou achetaient une grande quantité de denrées & marchandises qui pourroient être sujettes à la mesure ou au poids, au quel cas telle grande quantité sera réglée suivant l'ordre du pais qu'on a établi avec bonne connoissance & circumspection, afin que l'acheteur ou vendeur ne soit point trompé ni lésé dans la mesure ou dans le poids.*

IV. *S'il arrivoit que quelqu'un de la Nation Persane vint à mourir dans ces pais sans avoir personne près de soi pour avoir soin des marchandises ou du Roy ou d'un particulier decédé, les Seigneurs Regens du lieu de la residence du defunct auront soin que tous les biens delaissez appartenants au Roi de Perse ou au defunct soient inventoriés, & mis en garde, jusques à ce que ledit Roi pour ses marchandises ou les parens du defunct pour les siennes, y aient pourvu, & cependant celles qui seront consommables, ou perissables seront beneficiées au profit du Roi, ou des héritiers du defunct, en tenant un compte convenable des marchandises beneficiées.*

V. *Quand les Marchands Persans seront arrivés dans ces pais en nombre competent avec un bon capital pour y négocier, ils seront pourvus d'un logement propre, & jouiront dans le lieu de leur Residence, de l'exemption des impôts pour les marchandises consommables qui seront consumées dans leur maison: comme aussi seront pourvus d'un logement convenable, & jouiront des exemptions comme dessus, ceux qui par commission du susdit Roi de Perse représenteront ici ladite Nation, & qui en seront les Chefs.*

VI. *La maison de l'Agem de sa Majesté le Roi de Perse sera & demeurera privilégiée, comme les maisons des Agens des autres Rois & Princes de l'Europe, qui résident à la Cour des susdits Etats Generaux; & la Nation Persane qui aura établi un bureau, pourvu de ses gens, & des capitaux dans ces pais, jouiront tant à l'égard du commerce qu'à l'égard de la justice de tels droits, avantages & prerogatives que la Cour Angloise qui réside dans la Ville de Delft, & la Nation Ecoſſoſe réſidant dans la Ville de Campveere, avec le Roi deſquelles Nations les susdits Etats Generaux ont entretenu d'ancienneté des accords & entrecours sur la ſujet du négoce.*

VII. *Les Persans pourront aussi exercer libre exercice de Religion dans leurs maisons, sans que personne, qui que ce puisse être, les puisse empêcher, moleſter ni inquieter.*

VIII. *Au cas que quelqu'un de la Nation Persane veuille changer de Religion, les susdits Seigneurs Etats Generaux ne les en ſoliciteront pas; mais en tout cas, le Roi ou quelque autre qui auroit entre ſes mains des biens d'icelui, ne l'en privera ou deposſedera pas, mais pourra ſeulement être mis en action à l'égard de ſon adminiſtration.*

R r

IX. On

ANS
de J. C.

1631.

ANS IX. De *Persiaensche Natie* sal aangewesen worden
de J. C. een bequame plaetse alwaar sy hare dooden naer haer ge-
brouck ende gewoonte sullen mogen begraven.

1631. X. Ingevalle yemant van de *Persiaensche Natie* tegens den *Agent* van den meerhoogstgedachten Koninklich quaem te verloopen, mitgrippen, ofte opposeren, sal de justitie ter plaetse van 't delict, des verdocht zijnde, den voornoemde *Agent* de hant bieden ende over foodanigen persoon ofte personen recht doen, sulckx alsmen nae gelegentheyte van sacken bevinde sal te be-
hooren.

Gedaen ter Vergaderinge vande hooghgemelte Staeten Generael in 's Gravenhage den sevendende February 1631. Was geparapheert *A. Ploos van Tienhoven* vt. Onderstont ter ordonnantie vande hooghgemelte Heeren Staeten Generael, Ende was gecreckent *Cornelis Musch*. Gezegelt met een uythangende Zegel met witte Zyde koorden in een ronde doofse gesloten.

IX. On indiquera un lieu commode à la Nation Persane pour pouvoir enterrer ses morts, suivant sa coutume. de J. C.

X. En cas que quelque Persan vint à se soulever ou opposer à l'Agent du susdit Roi, la justice du lieu où le delict aura été commis prêter la main au susdit Agent, & sera faite justice à l'égard d'une telle personne selon l'exigence des cas.

Fait en l'Assemblée des susdits Etats Generaux, à la Haye septième Fevrier 1631. Etait paraphé, *A. Ploos van Tienhoven*, Vt. Et plus bas étoit écrit, par ordonnance des susdits Seigneurs Etats Generaux; Et étoit signé *Cornelis Musch*. Et étoit scellé d'un sceau pendant en soye blanche, & enfermé dans une boîte ronde.

CLXII.

ANS (a) *Traité entre MICHEL PHEODOROWITZ Grand Duc de Moscovie & les PROVINCES-UNIES. Fait à Moscou en l'année, 1631. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. III. pag. 374.*
de J. C. 1631.

MOSCO-
VIE ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

(a) Ce
Traité
n'est
qu'en
Flamand
dans Ait-
zema;
mais
comme
l'Auteur
marque
qu'il a été
traduit du
Russien,
on ne l'a
mis ici
qu'en
Francois.

Joan Borissowitsch Seresaskoy Prince, Gouverneur de Casan, & premier Bojar de sa royale Majesté Michel Pheodorowitsch par la grace de Dieu, grand Seigneur, Roy & grand Prince, Seigneur de toute la Russie, & Protecteur de plusieurs Souverainetés, Michel Borissowitsch Scheyna, Gouverneur de Twersko, Leova Ivanowitsch Dolmatof Carpova, Chambellan & Gouverneur de Calstrum, Phedor Pheodorowitsch Lichafewa, & Juan Ossanashofeina Gabreneva, Chancelliers du Conseil de sa Majesté.

Vous Albert Conrad Burg, & Jean de Veldriël, Ambassadeurs des Etats des Pais-bas de Hollande, & de Henri Prince d'Orange, avez envoyé à nous Bojars & Chancelliers du Conseil de sa Majesté Royale, votre écrit après l'audiance du 17. Fevrier. Et nous Bojars & Chancelliers du Conseil de sa Majesté Royale avons présenté ledit écrit à sadite Royale Majesté & à Philarche Nikititch, Pere de sa Majesté, Grand Seigneur & très-Saint Patriarche de Moscou & de toute la Russie, & suivant les ordres de sa Majesté Royale & du Grand Seigneur & très-Saint Patriarche Pere de sa Majesté. Sçavoir vous faisons nous Bojars & Chancelliers du Conseil ce qui s'ensuit.

Votre écrit contient que les Etats de Hollande & le Prince Henri considerans le dérèglement present du Negoce, votre demande pour ce sujet est, qu'il plaise à sa Majesté que le Negoce puisse être sincerement conduit & poussé, & qu'on établisse un ordre juste & stable dans les doïanes pour toutes choses, & qu'ils veroient volontiers que chaque Negociant y pût trouver son compte, & qu'il se fait journellement quelques exactions par des Directeurs des doïanes contre les bons ordres établis par sa Majesté Royale, lesquels ordres on a trouvé à propos d'observer saintement & inviolablement selon qu'il est requis, parce que par cette oppression le Negoce pourroit diminuer, & qu'il vaudroit mieux que chaque Negociant quittât son negoce que d'avoir tous les jours des démêlez avec les Directeurs, ou d'essuyer leurs injustices, ou d'être toujours obligé d'importuner de leurs plaintes le grand Seigneur & sa Royale Majesté, & le Grand Seigneur & très-Saint Patriarche Pere de sa Majesté; Et vous, Ambassadeurs, priez pour cette raison la Majesté Royale de notre grand Seigneur, & le Grand Seigneur & très-Saint Patriarche Pere de sa Majesté, que par leur bonté tant ventée, les permissions & graces au sujet

de la doïane & autres charges dans l'Empire de la Russie puissent avoir sincerement lieu à l'égard des Hollandois, & qu'on s'en tienne dorénavant aux anciennes lettres données par la Majesté Royale de notre grand Seigneur, & qu'on écrive de nouveau à tous les Gouverneurs, Diacres, & Doïaniers des Villes, & à tous autres Directeurs que besoin sera, qu'ils ne prennent des Hollandois que ce qui est juste, & rien de plus, ni qu'ils leurs fassent ni permettent être faite par d'autres, aucune violence; & qu'en cas qu'ils y contreviennent, qu'ils en soient grièvement punis, & encourrent de grosses amendes; & aussi qu'à cet effect il soit enjoint aux Officiers de la doïane qu'ils donnent une réponse par écrit aux Negociants Hollandois sur la demande qu'ils font quel prix & taxe ils ont pris d'eux pour leurs marchandises quand elles ont passé par leurs Bureaux, & qu'ils prouvent par écrit quels ont été les droits qu'on a pris ci-devant des Negociants Hollandois & de leurs marchandises en toute sorte de peage, & ce qu'on en prend presentement.

C'est pourquoi nous Bojars & Chancelliers diti Conseil de sa Majesté Royale disons à vous Ambassadeurs, que par le mandement de la Majesté Royale de notre Grand Seigneur, & du Grand Seigneur & très-Saint Patriarche Pere de sa Majesté, il a été fait deffences à tous les Vayvodes commandans des Villes, comme aussi à tous autres étrangers, dans lesquelles Villes sa Majesté Royale donne ordre de les laisser venir, de leur faire ni à pas un aucune exaction, violence ni oppression, mais leur a ordonné de les proteger en tout dans leurs départemens. Il est aussi ordonné aux principaux Officiers des doïanes & aux jurez, de prendre des Etrangers & Russiens toute sorte de peage Seigneurial, suivant les lettres qui ont été données d'ancienneté par les grands Seigneurs & Rois de Russie; & il est aussi deffendu de rien établir de nouveau; ni de prendre aucun peage par dessus ceux qui sont établis; l'on a aussi envoyé des ordres dans les Villes, afin que les Chefs & Jurez choisissent ceux qui ont le plus d'esprit, & leur fassent prêter serment de ne faire tort à personne contre les ordres des Seigneurs, ni d'opprimer, ni apporter aucun obstacle à qui que ce soit, non plus que de demander des peages non dûs; & s'il est arrivé que les Chefs de la Doïane & les Jurez aient fait quelque chose contre les ordres des Seigneurs & l'observation de leur serment, sa Majesté Royale n'en a aucune connoissance; aussi personne n'a-t-il formé de plainte jusques à present, à la Maj. ni au très-Saint Patriarche contre les Chefs de la Doïane ni contre les Jurez. Neantmoins la Majesté Royale du Grand Seigneur & le Grand & très-Saint Patriarche Pere de sa Majesté, recevant favorablement votre supplication presente, il a ordonné d'envoyer aux Gouverneurs & Diacres & autres Directeurs de toutes les Villes dans lesquelles ceux du Pais-Bas & de Hollande font leur negoce, ses lettres, portant deffence auxdits Gouverneurs, de faire aucun

ANS de J. C. 1631. tort ni oppression aux Hollandois dans toutes les Villes où ils voyageront, ni de les empêcher dans leur negoce, mais de les protéger à cause qu'ils sont étrangers; Il a aussi ordonné auxdits Chefs de la Doïane & Jurez, de ne prendre des marchandises des Négocians Hollandois, ni de leur gens que les peages ordonnez par les Seigneurs en toute équité, & suivant les lettres données à cet effet, & non plus qu'on en prend des autres étrangers, & de ne prendre rien par dessus des marchandises dedites Hollandois, & s'il arrive que les Gouverneurs, Diacres ou autres Directeurs fassent quelque oppression aux Hollandois, ou s'ingèrent de prendre d'eux quelques peages qui ne soient pas dûs, & qu'il se trouve que cela soit, ils encourront la disgrâce de leurs Grands Seigneurs & en seront punis. Et s'il arrive que ledits Hollandois reçoivent quelque tort, qu'ils s'en plaignent au grand Seigneur, & au St. Patriarche, & il leur en fera faire raison.

Deplus votre écrit contient aussi qu'il est fort nécessaire d'ordonner qu'on fasse encore un pont à Archangel, afin que les marchandises que l'on décharge des Vaisseaux, puissent être menez à un des ponts, & qu'on mène les marchandises à l'autre pont, pour les charger dans les Vaisseaux, à cause que dans le tems que l'on décharge & recharge tant de fois, il y a beaucoup de monde qui y accourt, en sorte que les uns empêchent les autres, & qu'il y a plusieurs paquets & marchandises qui tombent dans l'eau, par où les Négocians souffrent beaucoup, aussi bien que le trafic des Hollandois; parce que les peagers d'Archangel descendent de vendre aucunes marchandises, sous prétexte qu'ils les veulent avoir pour un petit prix, & qu'ils desirant s'en servir pour la Majesté leur grand Seigneur, encore n'en font-ils rien en aucune manière, mais après avoir attendu une semaine ou deux, ils changent alors de dessein, & laissent ainsi passer le meilleur temps de la vente, en sorte que les marchandises restent aux marchands sans qu'ils en puissent faire negoce, c'est pourquoi la Majesté Royale, & le St. Patriarche, Pere de la Majesté, est suppliée d'y mettre ordre, & d'y pouvoir paternellement.

De sorte que la Majesté Royale, & le tres St. Patriarche recevant favorablement votre supplication, ils ont ordonné de faire un second pont à Archangel, aux dépens de leurs Seigneurs, afin que le negoce des Hollandois & autres Souverains, ne reçoive aucun obstacle ou dommage.

L'ordre de la Majesté est aussi d'envoyer à Archangel & d'ordonner à ceux de la Douane, que si les negocians Hollandois avoient quelques Marchandises qu'il fut nécessaire & utile d'être mises es Magasins de la Majesté, ils les prennent pour leur juste valeur, & qu'ils les payent promptement & sans delay, afin qu'ils n'en recoivent aucun dommage, & pour les marchandises qu'il ne fera pas besoin de mettre aux Magasins de la Majesté il leur est défendu de les enregistrer, ni de les retenir, & s'il arrivoit que quelqu'un vint à les retenir, qu'ils s'en plaignent aux Gouverneurs & Diacres, & ils en écriront à la Majesté royale & au tres St. Patriarche, & il en sera fait punition, selon l'exigence des cas.

En outre votre écrit porte qu'il plaise à la Majesté Royale d'ordonner & commander au Gouverneur d'Archangel, que dans les Lieux où les Hollandois font leur negoce ou halle, on ne tienne point Cabaret, & que ni ceux qui arrivent, ni ceux qui passent ne vendent ni biere, ni Brandevin, Tabac, ni autre Boisson en détail, ni que personne loge leurs gens, car par ce moyen les Mariniers s'enivrent, & il en arrive malheur, sedition, combat, & trouble, & que quelquefois on pourroit être en danger du feu, & d'autres inconveniens.

Surquoy nous Bojars & Diacres de la Majesté Royale, faisons savoir à vous Ambassadeurs, que suivant les ordres de la Majesté Royale, il est défendu qu'à Archangel & autres Lieux de Moscovie ou on fait ne-

goce de vendre à boire quelque boisson, que ce soit, ni du Tabac, & que quiconque s'ingérera de tenir Cabaret, ou de vendre du tabac, la Majesté Royale a ordonné dans toutes les Villes, il sera puni tres rigoureusement, & qu'on le condamnera à une grosse amende, qu'on le fouettera & mettra en prison, & qu'on confiscuera tous ses biens & maisons, au profit de la Majesté Royale; & la Majesté Royale a ordonné d'envoyer ses mandemens là dessus, aux Gouverneurs & Diacres d'Archangel, & ce plus expressément que cy devant, afin qu'on n'y tienne point du tout Cabaret, pour quelque boisson que ce soit, & qu'on n'y vende point de Tabac, & de punir & condamner ceux qui seront trouvés le faire à de plus grosses amandes que jamais.

Deplus vous dittes dans votre écrit que vous priez la Majesté Royale de notre grand Seigneur & le grand Seigneur & tres St. Patriarche Pere de la Majesté Royale que leur bon plaisir soit d'accorder aux habitants des Etats de Hollande, & de Henry Prince d'Orange, qui trafiqueront dans les Etats de Moscovie, de prendre des Russiens à leur service, comme on le permet aux Anglois.

Surquoy suivant l'ordre de la Majesté Royale & du grand Seigneur le tres St. Patriarche, il est défendu, qu'il y ait aucun Rusien dans les Maisons des Nations Etrangères, à cause de leur véritable Religion Chrétienne; il est semblablement défendu à la Nation Angloise, d'avoir chez eux aucun Rusien; mais il leur est ordonné de ne tenir chez eux, que des gens de leur propre Nation, & non de Russiens: Et comme il est porté par les Lettres, que la Royale Majesté & le grand Seigneur, & tres St. Patriarche, Pere de la Royale Majesté, a accordé de sa grace aux Négocians Anglois, qu'il leur est défendu, de tenir chez eux aucun Rusien, il seroit déraisonnable qu'il fût permis aux Hollandois d'en tenir.

Il est aussi porté par votre écrit que vous priez en faveur d'Abraham de Bitter, négociant Hollandois, que comme il a toujours demeuré dans le Royaume de Moscovie, depuis vingt deux ans, qu'il a négocié en toute sorte de Marchandises, & qu'il en a payé toute sorte de droits, & qu'il est presentement allé demeurer avec sa femme & les enfans à Jerslaw, sous la protection de la Majesté Royale, qu'il plaise à la Royale Majesté, & au grand Seigneur le St. Patriarche, Pere de la Royale Majesté, de lui accorder de leur grâce, leur Lettres sous le sceau rouge, afin qu'il puisse negocier librement dans l'Empire de Moscovie, comme il a cy devant été libre aux autres Hollandois de le faire, en payant les droits de ses marchandises.

Surquoy, comme il y a plusieurs negocians étrangers de diverses Nations, qui par la concession de la Royale Majesté notre grand Seigneur demeurent dans plusieurs villes, & qu'ils payent les droits de ce qu'ils ont, suivant les Lettres qui ont été faites à ce sujet, comme sont les Bourgeois Russiens, mais qu'on n'en donne point pour cela de Lettres à personne qu'à ceux qui l'ont mérité par leur service, si Ledit Abraham Hollandois, peut donner quelques preuves de son service, la Royale Majesté les fera examiner & alors il jouira de la grâce de la Majesté suivant qu'il se trouvera qu'il le merite.

Outre plus vous suppliez la Royale Majesté de notre grand Seigneur, & le grand Seigneur & St. Patriarche Pere de la Royale Majesté, en faveur d'Abraham Joostens van Beeck Hollandois, que les Etats de Hollande & le Prince d'Orange ayant écrit en sa faveur à la Royale Majesté notre grand Seigneur, & que comme son Oncle Gillis Hootman a navigé à Archangel & a établi le negoce pour Moscou avant aucun Hollandois, qu'il plaise à cause de cela, à la Royale Majesté le grand Seigneur, & au grand Seigneur & tres St. Patriarche, Pere de la Royale Majesté, de favoriser & accorder audit Abraham, avec ses deux fils, de pouvoir negocier librement sous son Empire de Moscovie d'Archangel, à Moscou & que la Majesté lui

ANS en donne f.s. Lettres en sceau rouge, surquoy il a aussi de J. C. envoyé sa supplication.

1631. Surquoy nous faisons savoir à vous Ambassadeurs le mandement de sa Royale Majesté notre grand Seigneur & du grand Seigneur le tres St. Patriarche Pere de sa Royale Majesté, que cy devant ledits grands Seigneurs ont fait dire & ordonner d'écrire les noms des Hollandois qui viendroient negocier dans les diverses Villes de l'Empire de Moscovie, & comme il y a un bon nombre de personnes qui sont favorisées comme les negocians Anglois, les Etats & le Prince Henri peuvent mettre en leur notice ledit Abraham & ses enfans au nombre d'iceux.

Quant à la navigation pour Archangel comme aussi l'établissement du negoce à Moscou, les Negocians Anglois ont été les premiers de tous les Etrangers, pour raison de quoy aussi ils ont favorisé, & ils ont aussi après des negocians étrangers des autres Etats, que les Anglois ont fait les premiers cette navigation, & qu'ils ont commencé les premiers à y venir.

Deplus vous suppliez par votre écrit sa Royale Majesté notre grand Seigneur & le grand Seigneur & tres St. Patriarche Pere de sa Majesté, de favoriser la femme de Cousma de Moucheron, avec ses enfans, suivant le contenu de sa supplication, que comme son mari est venu avec femme & enfans pour servir sa Royale Majesté le grand Seigneur avec son feu comme cela paroît par les Lettres d'accord de sa Royale Majesté, & que la Royale Majesté de notre grand Seigneur à envoyé son mari à Astracan & à Terck, pour y executer le service de sa Majesté, & que dans ledit service son dit mari a souffert beaucoup de dommage, & qu'il est mort à Astracan, en sorte que sa femme & ses enfans sont restez, il plaise à sa Royale Majesté d'ordonner de sa grace qu'à ladite femme & ses enfans soient donnez les aliments nécessaires, comme on en donnoit à son defunct mari, lors qu'il étoit au service de sa Royale Majesté.

C'est pourquoy nous Bojars faisons savoir à vous Ambassadeurs, que lors que le Sr. Cousma de Moucheron architecte est arrivé icy auprès de la Majesté de notre grand Seigneur pour le servir en ce qu'il sçavoit, il en a été reçu à son arrivée des aliments en abondance, & plus qu'à aucun de ses freres, & quand sa Royale Majesté lui a promis de l'envoyer pour son service à Astracan & Terck, on a augmenté considerablement ledits aliments. Il est aussi arrivé que ledit Cousma s'est décedé peu de tems après à Astracan, en sorte qu'il n'en a presque point été de service, & depuis on a fourni à sa veuve & à ses enfans les aliments nécessaires, suivant son merite & doit elle a pu être rassasiée, en sorte qu'elle n'a rien souffert à cet égard. Et si elle desire de s'en retourner en son pais près de ses parens, sa Majesté Royale ordonnera favorablement de la laisser partir; mais de lui accorder la même grace qu'à son mari, cela n'est pas raisonnable.

En outre vous dittes dans votre écrit qu'un Hollandois nommé Samuel Brouwer a negocié par grace de sa Royale Majesté dans le grand Novogrod, & que comme des malveillans ont envoyé des supplications fausses contre lui, les Etats de Hollande & le Prince d'Orange ont recommandé & ordonné à la Royale Majesté de notre grand Seigneur d'ouïr en justice ledit Samuel Brouwer contre ses accusateurs, & de juger la chose selon le merite du cas.

De sorte que nous Bojars disons à vous Ambassadeurs, que pendant le regne du grand Seigneur le Roy des Russiens, & pendant tout le regne de sa Royale Majesté, notre grand Seigneur, il a été descendu qu'aucun Hollandois des Pais-bas, ni aucun autre negociant des autres Etats, n'eût à bâtir ni acheter aucune maison, dans l'Etat de Russie à Moscou, ni au grand Novogrod, ni dans les autres Villes, sans les Lettres de permission de sa Majesté, mais a été seulement permis à tous negocians entrans de negocier dans les lieux de commerce en toute sorte de marchandise. Le neuvi-

me du mois de Fevrier, cent trente sept, les Bojars ANS & Gouverneurs du grand Novogrod, ont écrit à sa de J. C. Royale Majesté, & lui ont envoyé la supplication du directeur de la doiane de Novogrod, des Oudermans des cinq Cantons, & de toute la Bourgeoisie de Novogrod, contre les Negocians Hollandois, & contre ledit Samuel la teneur de ladite supplication, étant comme s'ensuit.

Ce Samuel est demeurant dans Novogrod, dans le Burgeriwyck, dans une maison non exempte de tribut, & ils ne sçavent pas par quelle autorité il se sert de cette maison, & il n'est point dans la Cour de Negoce, dite *Handels Hof*, où il est permis à un Negociant de demeurer, il n'y met pas non plus ses marchandises, mais les tient dans sa maison auprès de lui, & il ne les declare pas non plus à la Doiane pour payer les droits, il negocie avec toute marchandise en detail (ou par le menu) comme Damas, Velours, Draps, & les decoupe par aune, & pèse des marchandises à la livre, & tire les boissons étrangères par pot, & envoie des Russiens pour en trafiquer dans les Villages, par delà Connées, & achete du Bled, du Poisson, & toute sorte d'autres marchandises, qu'il envoie par Mer dans les Villes étrangères, par l'ordre de sa Royale Majesté, on a envoyé son mandement au grand Novogrod, adressant aux Bojars & Gouverneur, & leur ordonne de demander audit Samuel, Negociant Hollandois, par quel consentement il tient la demeure à Novogrod, dans une maison qui est située dans une rue sujette au tribut des Bourgeois, & qu'il negocie en toute sorte de marchandise, hors de la Cour de Negoce; & s'il en a des lettres de permission de sa Royale Majesté. Surquoy les Bojars & Gouverneur de Novogrod ont donné pour reponce à la Royale Majesté de notre grand Seigneur, que suivant le mandement de sa Royale Majesté, ils avoient fait ladite demande audit Samuel Hollandois, & qu'il leur a repondu, qu'il est venu de Hollande à Novogrod, auprès de Guerit vander Heyden, Negociant étranger, & qu'il demeure en sa maison, & a aussi des marchandises en sa maison, & n'a point de lettres de permission de la Majesté Royale de notre grand Seigneur, en sorte que suivant l'ordre de sa Royale Majesté, il envoie ledit Samuel étranger, hors de Novogrod, mais il ne lui a été fait aucun dommage, oppression ni moleste, & comme il est venu dans le grand Novogrod, & y a fait insolemment negoce sans le consentement de sa Majesté Royale, cela lui est arrivé par sa propre faute.

Votre écrit porte aussi que quelques Negocians Hollandois, croyant qu'on leur a fait tort, à l'égard de ce qui se fit l'année passée, comme si cela s'étoit fait sans la connoissance de sa Royale Majesté notre grand Seigneur, sçavoir qu'on leur a pris à Archangel une bonne quantité d'Orge, ou grain, lequel ils disent avoir toujours été exempt de non compté entre la provision de Bled, & qu'aussi les étrangers ont acheté le même Orge, & l'ont transporté au delà de la Mer, c'est pourquoy ils supplient sa Royale Majesté & le tres St. Patriarche Pere de sa Majesté, qu'il plaise à leurs Majestés de leur grace d'ordonner que le dommage soit réparé, ils nous ont à nous Bojars & Chancelliers du Conseil envoyé une notice de la quantité d'Orge, de qui ils ont été pris, & à quelle somme il le monte.

C'est pourquoy nous Bojars & Chancelliers du Conseil de sa Royale Majesté, faisons savoir à vous Ambassadeurs, que l'année passée cent trente cinq suivant l'ordre de sa Royale Majesté & du St. Patriarche Pere de sa Royale Majesté, il est permis, sur la supplication de Charles Christian le Danois, à David Claefoon, Hollandois, d'acheter trente mil *Saford*, de toute sorte de provision de Bled; dans l'Empire de Moscovie & à Archangel, & de plus il est descendu à tout autre, (excepté à Charles le Danois) d'acheter cette année aucune provision de Bled, & à là dessus été faite une forte défence, afin qu'aucun étranger n'achete aucune provision sans le consentement de sa Majesté,

ANS jecté, & si quelqu'un s'ingere d'acheter aucune provision de Bled, il est ordonné qu'on le confiscuera pour le grand Seigneur.

1630. C'est pourquoi les Gouverneurs des Villes ont écrit à sa Royale Majesté notre grand Seigneur, que plusieurs étrangers achettent du bled sans le consentement de sa Royale Majesté; & suivant l'ordre de sa Royale Majesté, on a envoyé à Vologda & à Archangel le Prince Mikite Mezeckoy courtois de sa Royale Majesté, avec un Clerc, & il lui a été ordonné de s'informer exactement quels étrangers ont acheté une provision de bled sans le consentement de sa Royale Majesté, & que si ledit bled acheté sans le consentement de sa Royale Majesté se trouve, il est ordonné de le confiscuer au profit de sa Royale Majesté, & suivant la preuve du livre du Prince Mikite Mezeckoy & de son Clerc, a été enregistré ce qui suit.

De Jacob Hendricks cent & quatre vingt sacs nattes, de sarafus, orge, encore sept mesures, sacs de poids, & selon le dire de Jacob Hendricks il y avoit parmi le nombre de sette provision, pour le compte de Lambert Abrahams Hollandois cent sacs nattes, & pour Pierre Dirck dix sacs nattes; à Abraham Janz de Bitter soixante huit sacs nattes; à Abraham Jooftens ont été pris soixante & dix neuf sacs nattes, de sarafin, grain, & cinquante sacs de poids, avec vingt huit tonneaux d'orge, & la mesure de l'orge qui étoit dans les tonneaux, s'est trouvé être chacune de quatre setford d'orge; c'est ensemble cent douze setford d'orge; à Frederic Janz Smel & Jean Hendricks Kenof ont été pris deux cens & sept sacs de natte, de sarafin, grain, avec trois tonneaux de poids & deux tonneaux de froment, la mesure des poids a été de six setford, & du froment deux setford; à Jean Hendricks ont été pris trente & un sacs nattes de fégle, & à Pierre de la Dale soixante sacs nattes, de farine de fégle, & suivant la resolution de sa Majesté Royale a été ordonné de vendre ladite provision de grains, parce qu'elle a été achetée sans le consentement des Seigneurs. Il est vrai aussi que les Negocians Hollandois ont supplié dès ci-devant la Majesté Royale de notre Grand Seigneur & le Grand Seigneur & très-Saint Patriarche, Pere de sa Royale Majesté à ce sujet; mais leur demande a été rejetée à l'égard du grain, parce qu'ils l'ont achetée sans la connaissance de sa Majesté, & l'ont achetée de mauvaise foi, pour quoi ils auroient dû être punis; mais par la grace de sa Majesté, il ne leur en est rien arrivé autre chose.

De sorte que les Etats de Hollande & le Prince Henri ordonneront fortement aux Marchands Hollandois de ne plus entreprendre telles choses, sçavoir de ne plus acheter méchamment de provision de grains, sans le consentement de la Royale Majesté de notre Grand Seigneur, & du Grand Seigneur & très-Saint Patriarche Pere de sa Royale Majesté, afin de ne se point attirer la colere du Seigneur, & ne lui fassent point de dommage.

Au reste, pour ce qui est de votre demande suppliante pour pouvoir acheter du bled, il vous sera dit à vous Ambassadeurs quelle quantité, suivant la resolution de sa Royale Majesté & du Grand Seigneur & très-Saint Patriarche Pere de sa Royale Majesté, dans le tems que vous ferez dépêchez dans la grande Alliance.

Traité entre l'Empereur FERDINAND

II. LOUIS XIII. Roi de France pour l'exécution de la Paix d'Italie. Fait à Querasque le 6. Avril 1631. Avec l'Article secret dudit Traité. Freder. Leonard. Tom.

IV. Recueil des Traitez de Confédération & alliance entre la Couronne de France & les Princes & Etats Etrangers. pag. 41. Mercure François. Tom. XVII. pag. 2. &c.

1631.

L'EMPEREUR, LA FRANCE ET L'ITALIE.

LE Sieur Baron Mathias Gallaffo, Commissaire General de l'Empereur, & avec plein pouvoir de sa part, ayant reçu ordre pour l'exécution de la Paix d'Italie & du Traité de Ratisbonne: & à cet effet s'étant rendu en ce lieu de Querasque, s'y sont pareillement trouvez le Sieur de Thoiras, Marechal de France, & Lieutenant General de Sa Majesté Très-Chrétienne en ses Armées d'Italie, & encore le Sieur Servient, Conseiller & Secrétaire d'Etat de Sadite Majesté, tous deux ses Ambassadeurs & aians aussi tout pouvoir de sa part, pour au nom de Sadite Majesté accomplir avec Madame, & lui faire voir leur commission pour l'achèvement de la Paix d'Italie; le Sieur Pancirole, Nonce extraordinaire, & le Sieur Julio Mazarini Ministre de Sa Sainteté, aians pris cette occasion afin de continuer leurs poursuites sur le fait de la même Paix, ont requis lesdits Seigneurs de ne sortir dudit Querasque, mais d'y achever promptement l'affaire, toutes les autres Places se trouvant moins commodes pour l'Assemblée des Ministres des Princes interessez, & pour traiter à cause de la contagion & des ruines de la Guerre; ensuite de quoi tous les susnommez munis, comme dit est, de plein pouvoir, aians agréé d'y faire leur Assemblée, ont accordé & décidé ce qui s'ensuit.

I. Le susdit Traité portant que l'on doit assigner en paiement au Duc de Savoie la Ville de Train, avec autant de Terres dans le Montferrat, que leurs revenus anciens & stables puissent monter jusques à la somme de dix-huit mil écus par chacun an, les Ministres du Duc de Mantouie ont prétendu que cet écu ne se devoit pas entendre de l'écu d'or, ou que du moins l'on ne devoit pas l'évaluer, selon le cours de l'écu d'aujourd'hui qui est de trente trois florins, parce que cela seroit trop excessif. Que dans les revenus anciens l'on devoit faire entrer la taxe de la Citadelle, ce que les Juifs paient & autres redevances de l'Etat; que les biens en fond ou stables se doivent évaluer à l'égard des fiefs, devoirs ou droits Seigneuriaux, & être tenus & nommez pour revenus anciens, faisant la prise d'eux selon les beaux & loiers de devant la guerre. Sur quoi a été opposé de la part du Duc de Savoie, que l'on ne pouvoit pas mettre au nombre des revenus anciens desdites Terres, ceux qui sont survenus depuis le droit acquis par les Predecesseurs de son Altesse sur le Montferrat, & qu'il falloit que ce fussent revenus de cent ans, ou quatre-vingt ans, ou du moins de soixante ans. De plus que ces revenus nouveaux n'étoient & ne devoient être tenus pour bien en fond, parce qu'ils cessoient lors que lesdites Terres seroient remises au Duc de Savoie, & que pour le regard de la qualité de l'écu elle ne pouvoit s'entendre sinon de l'écu d'or, ou l'égard aux Traitez passez, nommément à l'accord fait avec le défunt Sieur Duc Ferdinand & de lui signé, & portant que la valeur dudit écu reduite en monnoye pour le paiement des dix huit mil écus, devoit être estimée selon le cours qu'il a es lieux où se doivent recevoir les revenus, & que telle sembloit être la raison: & enfin que les revenus en fond de Terres ne devoient entrer en parallele des biens & droits Seigneuriaux, parce que lesdites terres, étant en mauvais état, & en partie ruinées par le commandement des Ministres du Duc de Mantouie, l'on ne pouvoit pas recevoir les fruits de long-tems, & que même l'on



ANS n'y devoit point avoir d'égard ni en faire aucun estat, parce que la plupart d'iceux estoient acquis de nouveau & unis à la Chambre de Montferrat. Or après plusieurs choses alleguées de part & d'autre, qui pouvoient faire des difficultez, à l'exécution des Traitez de Paix contraires à la bonne volonté de leurs Majestez, cejourd'hui les susdits Sieurs encore que par le Traité de Ratisbonne il soit dit, que ledit Sieur Duc de Savoie aura dix-huit mil escus de revenu; néanmoins attendu la valeur & qualité de l'escu & des biens qui se donnent audit Sieur Duc de Savoie, & en vertu de leurs Commis-sions & Pouvoirs, pour lever tout le contrainte qui pourroit survenir sur ce sujet, ont conclu, arrêté & déterminé ce qui s'ensuit. Promettans & s'obligeant pour son Altesse de Savoie le Sieur Baron Mathias Gallaffo: & pour son Altesse de Mantouë, les Sieurs de Thoiras & Servient, de faire agréer & ratifier le présent accord; Sçavoir, que son Altesse de Savoie en son nom & de ses successeurs Princes & Princesses de sa Maison, pour toutes les prétentions tant anciennes que nouvelles, qu'il peut avoir sur les Duchez & Terres de Mantouë & de Montferrat, auxquelles même ladite Altesse renonce en la meilleure & plus parfaite forme qu'il se peut en faveur de son Altesse de Mantouë & ses successeurs, se contentera de la somme de quinze mil escus d'or de revenu, à prendre sur autant de Terres qu'il appartiendra & suffira, du nombre de celles ci, après spécifiées, dans un cahier à part & signé desdits Sieurs Deputez, & aians plein pouvoir, compris entre les revenus anciens d'icelles, l'Ordinaire, la Gabelle du Sel, la Dace, les Infirmités ou Enregistrements & le Salpêtre. Que l'escu ne sera pas évalué à la valeur courante de l'escu d'or, pour ce qui touche les revenus & choses qui se paient en argent, mais réduit seulement à vingt-huit florins. Que l'estimation des Terres & biens de fond se fera sur le pied de ce que rapportoient lesdites Terres avant la guerre: & que pour cet effet ils doivent estre tenus pour revenus nouveaux payables à trois pour cent, & jugeans lesdits Sieurs Deputez n'estre pas raisonnable que son Altesse de Mantouë perde le surplus des biens & emolumens provenans desdites Terres, & dont ses devanciers ont joui, comme la taxe de la Citadelle, celle des Juifs, des Contrats & des Cartes, ont ordonné & dit que son Altesse de Savoie les paiera à son Altesse de Mantouë comme encore les biens itables à raison de trois pour cent, & ce dans dix-huit mois au plus, montant le tout à de laquelle somme son Altesse de Mantouë pourra disposer comme il lui plaira. Et au cas mesme que ledit Duc de Mantouë voudrait employer ladite somme en achat de Terres limitrophes de ses Etats, ledit Duc de Savoie & le Sieur Baron de Gallaffo, promettent de s'employer vers l'Empereur, ou tout autre que besoin sera pour lui en faire donner les permissions: & pour assurance desdits deniers, son Altesse de Savoie mettra & déposera es mains d'un notable Bourgeois, ou Marchand de Lyon ou de Paris, dont les parties conviendront, des bagues & joiaux montant à ladite somme, avec declaration que ledit terme de dix-huit mois passé & expiré, ledit Bourgeois ou Marchand à la premiere & simple demande qui lui en sera faite de la part de son Altesse de Mantouë, & sans en donner autre avis à son Altesse de Savoie, pourra & sera obligé de vendre lesdites bagues, & du prix en paier son Altesse de Mantouë, & se fera la consignation desdites bagues devant que son Altesse de Savoie prenne possession des Terres qui lui seront adjudgées, si ce n'estoit que d'ailleurs il pût assurer le paiement, ou satisfaire à son Altesse de Mantouë. Que tous les droits qui sont deus par les Communautés & par les particuliers, mesme à la Chambre de Montferrat se paieront encore par son Altesse de Mantouë, au mesme prix qu'ils ont esté achetez.

II. Que moiennant le paiement desdits quinze mil livres annuels sur lesdites Terres fait à son Altesse de Savoie, elle sera obligée de paier à la Serenissime Infante Marguerite, Duchesse de Mantouë, sa Dot, & l'augment de la Dot & les bagues, & tout ce qu'elle sça-

roit pretendre, & en acquitera & indemnifera le Duc de Mantouë & ses heritiers. Comme aussi de toute autre demande que lad. Serenissime Infante pourroit lui faire, & pour demeurer quitte de ladite Dot, assignera & donnera le Duc de Savoie à ladite Serenissime Infante, trois Terres près de Casal; Sçavoir, la Motte, les Rives & Coltanane, & ce pour le prix de cent mil escus, s'obligeant de faire valloir le revenu desdites Terres par chacun an à trois mil escus d'or effectifs, restant à ladite Altesse de Savoie la Souveraineté desdites Terres avec pouvoir de les racheter: & en cas qu'elle ne les rachete, pourra ladite Serenissime Infante en disposer comme & en faveur de qui il lui plaira, pour en jouir aux mesmes droits qu'elle les tient. Et pour le surplus de ladite Dot, augment, interet, ou telle autre somme pour ce regard que le Duc de Savoie fera tenu de paier, il la fournira dans quatre ans, pendant lesquels il paiera les interets tels qu'il accordera avec ladite Serenissime Infante.

III. Le droit de patronage, & la libre nomination de l'Abbaie de Lucedio, & la Souveraineté des lieux, biens & granges dépendans de ladite Abbaie, enclavés dans l'étendue des Terres, Places & Reforts que l'on donne au Duc de Savoie, demeureront comme autrefois au Duc de Mantouë, & ses successeurs Ducs de Montferrat: & quant à la Justice dudit lieu de Lucedio & membres dépendans d'icelui, demeurera à l'Abbé comme auparavant, & les secondes instances ou appellations se vuideront par les Deputez de l'Abbé ou de Senat de Casal, comme il s'est pratiqué par le passé. Et néanmoins les Membres & Terres de ladite Abbaie, qui par ci-devant estoient enclavés es Etats du Duc de Savoie, demeureront en l'estat qu'ils estoient auparavant la guerre.

IV. Son Altesse de Savoie souffrira que l'on tire tous les ans dix mil sacs de grain pour la nécessité de Casal & autres victuailles; au prix qui courra es Marchés les plus voisins; Sçavoir, six mil sacs de bled, moitié froment & moitié seigle, & quatre mil sacs, moitié legume & moitié ris; & ce sans paier aucune imposition ou traite-foraine, à la charge que ladite traite & levée de grains se fera au plus tard dans le mois de Novembre, lequel passé l'on n'enlèvera plus aucuns grains, ni pretendra de les pouvoir lever au double l'année suivante.

V. Le Sieur Duc de Savoie sera obligé de paier tous les fiefs ou paction d'iceux, ou tous tels autres biens de quelque nature que ce soit, qui seront devolus à la Chambre du Sieur Duc de Mantouë, & ce à raison de pour cent, à commencer du jour que led. Sieur Duc de Mantouë en aura connoissance jusqu'à hui, à cause des guerres.

VI. Les sujets du Duc de Mantouë, qui par le passé alloient moudre es Moulins des Terres que l'on donnera au Sieur Duc de Savoie; seront dorénavant libres, & pourront aller moudre où bon leur semblera.

VII. Tous les droits de patronage que les vassaux & sujets du Duc de Mantouë avoient dans les Terres que l'on donne en paiement au Duc de Savoie, demeureront en leur entier, & les Patrons en jouiront librement.

VIII. Tous les biens de quelque nature & conditions qu'ils soient que l'on a occupé, & dont on jouit par forme de Represaille de part & d'autre, seront restitués sans exception quelconque à leurs Maîtres & Propriétaires qui les possédoient avant la guerre, mais néanmoins en l'estat qu'ils sont à présent.

IX. La Navigation sur le Pau sera libre jusqu'à Train, tant à son Altesse de Savoie qu'à son Altesse de Mantouë, & encore à tous leurs sujets, & ce sans paier aucuns droits, daces ou gabelles nouvelles, mais seulement les anciennes qui se levoient avant les troubles.

X. Les Loix, Coutumes & Privilèges dont usioient & jouissoient les sujets du Piedmont & Montferrat, demeureront en pratique telle que devant la levée des armes.

XI. Tous les forçats & prisonniers qui se sont faits depuis la guerre, tant sur les Terres que l'on donne au Duc

1631. **ANS** Duc de Savoie qu'en tout autre lieu, pour quelque crime & delit que ce soit, seront presentement mis en liberté.

predecesseurs, & sera apporté en Italie ladite investiture quinze jours après la date des présentes, ou du moins dans ledit tems & terme sera reçu & viendra avis de M. de Leon, Ambassadeur du Roi de France vers l'Empereur, ou du Sieur Evêque de Mantouë, que ladite investiture sera expédiée & mise en leurs mains.

ANS
1631.

XX. Ladite consignation faite, ou l'avis reçu, comme dit est, & toute la Gendarmerie retirée de part & d'autre, l'on commencera à demolir les Fortifications, auxquelles demolitions s'emploieront quinze jours seulement, lesquels écheus, bien que les demolitions n'aient été faites, ne sera différé la restitution susdite.

XXI. La quinzaine passée, qui écherra le vingt-troisième Mai, le Sieur Baron Galaffo, retirera la Garnison qu'il avoit laissée à Mantouë: & le même jour le Sieur Marechal de Thoiras rendra au Duc de Savoie Pignerol, Briqueras, Suze & Avigliane, comme dit est, & tout au même tems ledit Sieur Baron Galaffo retirera toutes ses troupes, & vuidera tout à fait des Etats, Forts & Passages qu'il tient es Suisses & en la Valteline, toutes lesquelles Places demeureront en la libre disposition des Grisons comme elles estoient avant le soulèvement des armes.

XXII. Pour l'assurance de la restitution desdites Places, se bailleront ostages de part & d'autre, dans le tems & terme de quinze jours accordez ci-dessus pour les demolitions; Sçavoir, de la part de l'Empereur le Sieur Baron & Colonel Jean-Baptiste Chiezza, & les Sieurs aussi Colonels Piccolomini & Vissleben: & de la part du Roi de France, le Marquis de Tavanès, & les Sieurs de Nefstan & d'Aiguebonne, & se consigneront ledits ostages es mains de sa Sainteté, laquelle promettra de les garder seurement pour la remise desd. Places, s'obligeant de remettre les ostages es mains de celui qui aura satisfait, & encor les autres ostages de celui qui n'aura satisfait.

XXIII. L'on delivra pareillement à la fin du mois courant, les prisonniers de guerre de quelque parti que ce soit, & de quelque qualité & condition qu'ils soient, sans paier aucune rançon; declarans toutes les promesses & accords faits pour leur sortie & liberté, nuls & de nul effect.

XXIV. Les vassaux & sujets, & qui que ce soit qui en cette occasion de guerre auront suivi l'un ou l'autre des partis, seront reçus en grace de leurs Princes, & leur seront rendus leurs biens ou confisqueés ou tenus par représailles, & ce dans les Terres de l'Empereur, des deux Couronnes & de Piedmont, Savoie, Mantouë & Montferrat, en l'estat qu'ils se trouveront, sans que pour ce ils puissent jamais estre recherchez par Justice.

XXV. Sont aussi entendus estre compris en ce Traité les Alliez & Confederés, nommément les Suisses, ceux de Berne & de Valais, & tous autres qui auront assisté durant ces troubles plus l'un que l'autre parti, demeurans les commerces avec iceux, la bonne intelligence, & toutes autres choses en pareil estat qu'elles estoient devant la guerre; sans que pour ce l'on les puisse jamais ou offenser ou molester.

XXVI. La liberté du commerce sera remise dans son premier estat parmi les Etats de France, Savoie, Piedmont, Montferrat, Mantouë, Venise, & autres Terres des Princes voisins, avec les mêmes franchises & immunités dont l'on jouissoit respectivement auparavant les troubles.

XXVII. Le canon qui estoit dans Mantouë, & autres Places du Mantouan & Montferrat, Savoie & Piedmont, se rendra & demeurera es Places où il estoit.

XXVIII. Se rendront encor les artileries par les Sieurs Ministres d'Espagne, prises es Places de Pontefure, Nisse, & Ponton.

XXIX. Le Sieur Baron Galaffo promet (attendu qu'il est ainsi arrêté au Traité de Ratisbonne) que les troupes de sa Majesté Catholique ne demeureront dans le Milanois, pour ne donner point de jalousie aux Princes voisins, & qu'elles ne feront dommage aucun es Terres des Princes interesser en cette guerre dernière.

Et

XII. Les raisons & pretentions que les sujets & vassaux du Duc de Mantouë ont pour le cours des eaux, le droit de passage pour les personnes, hardes & bestiaux, tant par eau que par terre, les passages, ports & commerces, la liberté d'aller, passer & venir par Felizane, la conduite du sel, & les limites & confins demeureront en l'estat qu'ils estoient avant la guerre, & en jouira le Duc de Mantouë comme en ont joui les autres Ducs ses devanciers. Et s'il arrive quelque différend pour ce regard, il se vuidera promptement par les Commissaires qui seront nommez des parties, dans deux mois de la date des présentes.

XIII. Conformement au présent accord, le Sieur Duc de Mantouë sera presentement mis en possession des Duchez de Mantouë & de Montferrat, excepté ce qui regarde le Duc de Savoie, lequel sera mis en possession des Terres qui lui sont assignées, si-tost que l'on aura reçu l'investiture.

XIV. Le Sieur Baron Galaffo commencera à reconduire en bon ordre les Troupes de l'Empereur vers l'Allemagne, de façon qu'elles se retirent toutes, tant celles qui sont dans le Montferrat, Mantouan, qu'en tout autre lieu, & sans en réserver aucunes, afin que lesdites Seigneuries demeurent libres, & soient remises es mains des Deputez de leurs Seigneurs.

XV. Comme aussi se retireront de l'estat & postes de la Seigneurie de Venise, toutes les troupes qui y sont à présent, & se rendront toutes les Places que l'on occupées dans ladite Seigneurie, & se remettra le tout en tel estat qu'il estoit auparavant la guerre, sans qu'à l'avenir l'on puisse troubler ou molester en quelque sorte ou maniere que ce soit pour raison de ladite guerre.

XVI. L'on commencera à faire ladite retraite des troupes, le huitième du mois d'Avril courant, & se continuera incessamment sans delay, sans desordre, & sans faire ravage aucun par les lieux où elles passeront, & ce jusques à tant que toute l'Armée soit vuidee, excepté qu'il sera laissé garnison suffisante à Mantouë, Porto, & Canetto seulement.

XVII. Ce même jour huitième Avril, les Sieurs Marechal de Thoiras & Servient, commenceront à faire retirer d'Italie, de Piedmont & de Savoie, les troupes de sa Majesté très-Chrétienne, & continueront sans aucunement différer, & ce jusques à tant qu'elles soient toutes retirées, sans commettre par icelles aucun outrage aux lieux où elles passeront, & sans faire aucun dommage aux Etats de son Altesse de Savoie; excepté qu'il sera aussi laissé garnison suffisante à Pignerol, Briqueras, Suze & Avigliane. Les pas & chemins pour aller & venir de France ausdites Places, & de l'une desdites Places aux autres, seront libres; l'on ne pourra néanmoins loger aucune Gendarmerie entre l'une & l'autre desd. Places.

XVIII. Ce même jour le Duc de Savoie sortira de Montcalvo & autres Places qu'il tient dans le Montferrat, excepté celles qui lui appartiendront en vertu du présent Traité. De façon que le vingtième d'Avril toutes les Places respectivement prises par les Armées de l'Empereur, du Roi de France, & du Duc de Savoie dans le Mantouan, Etat de Venise, Montferrat, Piedmont & Savoie seront de part & d'autre remises es mains de leurs Maîtres, excepté Mantouë, Porto & Canetto, Pignerol, Briqueras, Suze & Avigliane, auxquels lieux seulement sera mise garnison suffisante: & au huitième du mois de Mai prochain au plus-tard, toute l'Armée de l'Empereur sera retirée dans l'Allemagne.

XIX. Le Sieur Baron Galaffo promet de donner promptement avis par un Courier exprès à sa Majesté Impériale, du présent Traité, lequel reçu sadite Majesté donnera au Duc de Mantouë l'investiture des deux Duchez de Mantouë & du Montferrat, & autres Terres dépendantes desdits Etats, (excepté celles qui sont assignées au Duc de Savoie, & qui pourront appartenir au Duc de Gualtale) conforme aux investitures de ses

ANS Et pour l'exécution de cette sienne promesse, & autres
de J. C. contenus dans ce Traité, lesquelles dependent du pou-
1631. voir des Ministres de sa Majesté Catholique, promettre-
dit Sieur Baron d'en tirer d'eux la Ratification, ou de
montrer le pouvoir qu'il a de le promettre.

XXX. Toutes lesquelles choses susdites, ledit Sieur
Baron Galasso promet au nom de l'Empereur, en ver-
tu des ordres & pouvoirs qu'il en a, lesquels il decla-
rera bastans & suffisans pour l'accomplissement entier
des susdits accords. Comme aussi d'autre part ledits
Sieurs Ambassadeurs de France, declareront pareille-
ment que leurs ordres & pouvoirs sont bastans & suffi-
sans pour l'exécution parfaite du present, & promet-
tent au nom de sa Majesté Tres-Christienne, l'obser-
vation d'icelui.

Finalelement pour faire foi de ce que dessus, deux co-
pies ont été faites, lesquelles seront signées desdits Sieurs
aïans plein pouvoir de leurs Majestés Imperiale & Tres-
Christienne. Fait à Querasque le sixième Avril 1631.
Signé, MATHIAS GALASSO. THOIRAS.
SERVIENT.

Article secret séparé.

Attendu que le Traité de Ratisbonne permet de pren-
dre d'autres leuretez pour la remise de tous les passages
& forts occupez es Grisons, à cause que ceux des ota-
ges ne se sont pas trouvez suffisans; par le present arti-
cle secret, lequel aura même force & vertu que le Trai-
té d'aujourd'hui, l'on est demeuré d'accord que l'on
mettra les places de Suze & d'Avigliane, es mains des
Suißes levez es Cantons Aliés de France & de Savoie,
qui les tiendront & garderont au nom de sadite Altesse
de Savoie, & jureront & promettront de les lui rendre
franchement, si-tôt que nouvelle assurance sera arrivée
de la remise desdits Pas & Forts. Comme aussi jureront
& prometttront ledits Suißes ausdits Sieurs Ambassa-
deurs, qu'au cas que ladite restitution ne se fasse dans
le tems dans lequel elle se doit faire, ils remettront les-
dites Places de Suze & d'Avigliane, es mains du Sieur
Mareschal de Thoiras, ou de telle autre personne qu'il
plaira au Roi de France.

Dont & de laquelle chose étant deuëment instruit le
Sieur Baron Galasso, & pleinement satisfait, il a de
nouveau promis la restitution desdits Passages & Forts,
faisant paroître la promptitude & le zele qu'a son Ex-
cellence en toutes les choses qui concernent le service de
l'Empereur pour faciliter la Paix. Fait à Querasque le
6^e Avril 1631. Signé, M. GALASSO. THOIRAS.
SERVIENT.

L'état des Terres assignées au Duc de Sa- voie dans le Montferrat, conformément au precedent Traité.

ENCORE que par le Traité d'accommodement fait
entre les Ducs de Savoie & de Mantouë, il ait été
cejourd'hui arrêté & déterminé, que l'on donnera au-
dit Duc de Savoie pour toutes ses prétentions des Ter-
res & biens anciens & itables dans le Montferrat, jus-
ques à la somme de quinze mil écus de rente, chacun
desdits écus évalué à vingt-huit florins; néanmoins de-
puis s'étant lesdites Altesse accordées ensemblement à la
somme de quinze mil & cinquante écus, & de plus
que l'on seroit un estat particulier desdites Terres; c'est
pourquoi cejourd'hui pour l'entière exécution du susdit
Traité, le Sieur Baron Galasso, Commissaire General
de sa Majesté Imperiale, & aiant plein pouvoir d'icelle,
& le Sieur de Thoiras, Maréchal de France, Lieu-
tenant General des Armées de sa Majesté Tres-Christi-
enne en Italie, avec le Sieur de Servient, Conseiller
& Secrétaire d'Etat de sadite Majesté, tous deux ses
Ambassadeurs, & aians plein pouvoir d'icelle, d'un
commun consentement ont déclaré & déclarent que les
Terres assignées à Son Altesse de Savoie, pour la sa-
tisfaction d'icelle, sont celles ci-après nommées.

Sçavoir, Train, Tricerro, Palazuolo, Fontaneto,

Bienza, Carpaneto, Livorno, Salugia, Verrolengo, ANS
Rondizzone, Volpiano, Foglizzo, Marzavasco, Ci-de J. C.
gonio, Cahlo, Candia, Barone, Luceaglio, Orio, 1631.
Lufigliè, Montalengo, San Giorgio, Favria, Levo-
ne, Buzzano, Rivara, Forno, Rocca di Corio, Cor-
rio, avec tout ce qui est delà le Pau, excepté Morano,
Balzola, Villeneuve, & les Granges & Terres de l'Ab-
baye de Lucedio, située delà le Pau.

Item, Brusasco, Cavagunolo, Monteu, Lauriano,
San Sebastiano, Castaneto, San Raphaële, Cimenà,
Castiglione, Cordoia, Sciolze, Buzzolino, Biazzo,
Marcorenge, Tonengo, Cinzano, Moncuco, Ver-
gnano, Pogliano, Mondovio, Berzano, Albuguano,
Pino, Isola, San Damiano, Guarena, Rocca, Ci-
gliero, Somo, Verduno, Barolo, La Bosia, Grin-
zano, Perno, Borgomale, Benevello, Rodi, Ro-
dello, Gotta, Secca, Camerana, Camo, Diano,
Alba Montelupo & Barbarelo, toutes lesquelles mon-
tent à la somme de quinze mille cinquante écus de ren-
te annuelle, & revenu de la nature convenue; & des-
quelles Terres ledit Sieur Baron Galasso mettra ou fe-
ra mettre en possession sadite Altesse de Savoie, ainsi
qu'il a été arrêté au susdit Traité. Et pour le regard
des biens & choses que paye son Altesse de Savoie au
Duc de Mantouë, ledit Sieur Duc sera obligé de l'en
faire jouir paisiblement, & l'indemnifier de tous les
troubles & empêchemens qui lui pourront être faits en
la jouissance d'iceux. En foi de quoi ledits Sieurs ont
signé le present acte, à Querasque le 6. Avril 1631.

Ratification du Traité de Querasque par le Duc de Savoie, à Querasque le 26. A- vril 1631.

VICTOR AMEDEV, par la grâce de Dieu Duc
de Savoie, Chablais, Aoste & Geneve, Prince
& Vicaire perpetuel du S. Empire. Aiant veu le Trai-
té fait & passé en ce lieu de Querasque, de nostre con-
sentement le sixième de ce mois, entre le Sieur Baron
Galasso, commandant l'Armée de l'Empereur en Ita-
lie, & Commissaire General de sa Majesté Imperiale,
aiant plein pouvoir de sa part pour la conclusion &
exécution de la Paix; & les Sieurs de Thoiras, Maré-
chal de France, Lieutenant General pour le Roi Tres-
Christien en son Armée d'Italie, & Servient, Con-
seiller de sa Majesté en ses Conseils & Secrétaire d'E-
tat, Ambassadeurs extraordinaires de sadite Majesté en
Italie, & après avoir attentivement leu, & meurement
considéré chacun des points & articles contenus aud.
Traité, duquel la copie est ci-attachée, nous les avons
agréé, approuvé & ratifié, agréons, approuvons &
ratifions selon leur forme & teneur, tant pour nous que
pour nos heritiers, successeurs & aians cause, & pour
cet effet avons signé la presente de nostre propre main;
promettant en foi & parole de Prince, de garder, ob-
server & entretenir, faire garder & observer à present
& toujours ledit Traité en tous ses points & articles,
pleinement, entierement & inviolablement, sans ja-
mais y contrevenir de nostre part, ne souffrir qu'il y
soit contrevenu, directement ou indirectement, en
quelque sorte & maniere que ce soit; & à ceci nous
avons obligé & obligéons nous & nos successeurs &
aians cause, nostre Etat, Pais, Terres, Seigneuries,
& Biens presens & à venir. En témoin de quoi nous
avons fait sceller cesdites presentes du Sceau de nos Ar-
mes. Donné à Querasque le 26. du mois d'Avril
1631. Signé, VICTOR AMEDEV, Contresigné,
CARRON. Et scellé du grand Sceau de Savoie en
cire rouge.



ANS
de J. C.

1631.

FRANCE
ET BAVIERE.

CLXIV.

Traité de Confédération, d'Alliance & de Ligue défensive pour huit ans, entre LOUIS XIII. Roi de France & MAXIMILIEN Electeur de Baviere, signé à Fontainebleau le 30. Mai 1631. Freder. Leonard. Tom. III. pag. 16. Et en latin, Recueil des Traitez de Confédération & d'Alliance, entre la Couronne de France & les Princes & Etats Etrangers. pag. 98.

LE Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, & l'Electeur de Baviere, desirans contracter ensemble, & confirmer une bonne amitié & une mutuelle défense, ont accordé pour cet effet les Articles suivans.

I. Il y aura entre le Roi Tres-Chrestien & l'Electeur de Baviere, une sincere, bonne & constante amitié, & une ferme & étroite obligation de se défendre l'un l'autre l'espace de huit ans, en vertu de laquelle le Roi est obligé de fournir neuf mille hommes de pied & deux mille chevaux, avec canons & provisions convenables & nécessaires pour la défense de l'Electeur de Baviere, & de ses Provinces hereditaires & acquises, en cas que l'on y entraist hostillement. Il sera toutesfois en la liberté dudit Electeur de demander à Sa Majesté ou le nombre d'hommes ci-dessus, ou de l'argent à proportion.

II. Semblablement l'Electeur de Baviere est obligé de fournir trois mille hommes, mille chevaux, avec canons & provisions convenables & nécessaires pour la défense du Roi Tres-Chrestien, & de ses Provinces hereditaires & acquises, en cas que l'on y entraist hostillement. Toutefois il sera en la liberté de Sa Majesté de demander audit Electeur ou le nombre d'hommes ci-dessus, ou de l'argent à l'équipolent.

III. Le Roi Tres-Chrestien promet de ne point porter ses Armes en aucune maniere que ce soit, contre l'Electeur de Baviere & ses susdites Provinces, ni de donner assistance d'hommes ou d'argent ni directement ni indirectement, à ceux qui voudroient troubler & molester ledit Electeur ou ses Provinces, ni de leur permettre de faire aucunes levées de Soldats dans son Royaume contre ledit Electeur, ou d'en enlever sous main, armes, canons ou poudres, par le moien de leurs amis ses Sujets.

IV. Comme aussi l'Electeur de Baviere de sa part, promet de ne point porter ses Armes contre le Roi Tres-Chrestien, & ses Provinces hereditaires & acquises, ni de donner assistance d'hommes ou d'argent ni directement, ni indirectement à ceux qui voudroient troubler & molester Sa Majesté & sesdites Provinces, ni de leur permettre de faire aucunes levées de Soldats dans ses Provinces, ou d'en enlever armes ni poudres.

V. Le Roi Tres-Chrestien promet de reconnoître, défendre & maintenir la Dignité Electorale en la personne dudit Electeur, & en sa Maison de Baviere, contre tous ceux qui voudroient ou s'efforceroient de la leur ôter ou les troubler en l'exercice d'icelle.

VI. Or d'autant que la necessité des affaires requiert que cete amitié & défense reciproque, contractée entre le Roi Tres-Chrestien & l'Electeur de Baviere, pour ce tems là seulement, ne soit point divulguée, il est recommandé de part & d'autre de garder le secret chacun en particulier.

VII. Tous lesquels Articles le Roi Tres-Chrestien & l'Electeur de Baviere, ont d'autant plus librement confirmé entr'eux, & promis l'un à l'autre, qu'ils sont permis de droit naturel, & conformes à la Majesté Royale & à la dignité Electorale, sans prejudice toutesfois de la part dudit Electeur, du serment par lui presté à l'Empereur & à l'Empire, moienant laquelle restitu-

Tom. III.

tion le susdit Electeur promet executer sincerement, exactement & de bonne foi tout ce qui est contenu en ce présent Traité; & sera tenu de défendre le Roi Tres-Chrestien, & ses Provinces hereditaires & acquises, contre qui que ce soit, ainsi qu'il est contenu aux susdits articles. Pareillement aussi le Roi Tres-Chrestien promet derechef de vouloir executer sincerement & de bonne foi, tout ce qu'il a promis dans les susdits articles, & sera tenu de défendre le Duc de Baviere, & ses Provinces hereditaires & acquises, contre qui que ce soit, ainsi qu'il est contenu aux susdits articles. En foi de tout ce que dessus, le Roi Tres-Chrestien a sousigné de sa propre main, & l'a fait sceller de son propre Cachet. Donné à Fontainebleau le 30. de Mai l'an de Nostre Seigneur 1631. Signé, LOUIS. Et scellé du Cachet secret.

CLXV.

ANS

de J. C.

1631.

FRANCE

ET

SAVOIE.

Articles accordez entre les Ambassadeurs de LOUIS XIII. Roi de France & de VICTOR AME Duc de Savoie, pour la restitution du Piemont, de Savoie & de Montferrat, à Querasque le 30. Mai 1631. Freder. Leonard. Tom. IV.

POUR faciliter l'exécution du Traité general fait le sixième jour d'Avril dernier passé, & conserver la bonne intelligence & le repos entre les Sujets de Sa Majesté Tres-Chrestienne & ceux du Duc de Savoie, a esté accordé entre led. Sieur Duc, & le Sieur de Thoiras, Maréchal de France, & le Sieur Servient, Conseiller & Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, ses Ambassadeurs extraordinaires en Italie, ce qui ensuit, qui aura la même force & vertu que ledit Traité dudit sixième Avril dernier passé.

I. Que les sujets de sa Majesté qui auront servi le Duc de Savoie en cete dernière occasion, & ceux dudit Duc qui auront servi sa Majesté, & particulièrement le Comte de Lucerne, seront remis en la libre jouissance de leurs biens, offices & benefices, nonobstant tous Edits, Declarations, Jugemens, Dons, Confiscations & Reprises, si les biens sont encore en nature, lesquels par ledit Traité dudit sixième Avril, en vertu du present article, seront revoquez & declarez nuls, sans qu'aucuns puissent pretendre aucune chose contre ceux qui les auront possédés & joui des fruits durant la presente guerre.

II. Tous sujets de sa Majesté qui ont des biens dans les Etats dudit Sieur Duc, & particulièrement le Sieur Marquis de S. Chaumont, & ceux dudit Sieur Duc qui ont des biens dans les Etats de sadite Majesté, seront remis en la libre jouissance d'iceux en vertu du present Traité & du present article, sans qu'il soit besoin d'autre declaration plus expresse, de sorte que tous en puissent jouir paisiblement & sans difficulté, ainsi qu'ils faisoient auparavant la dernière guerre: & seront pour cet effet tous Juges de part & d'autre tenus & obligés d'entretenir & garder le contenu au present article; & néanmoins s'il est nécessaire pour plus grande sûreté des particuliers d'avoir Lettres & Declarations plus expressees pour l'exécution du present article & du precedent, elles leurs seront expédiées sans difficulté à la première requeste qui en sera faite. Le même sera observé pour les sujets & habitans du Piedmont & du Montferrat.

III. Et attendu que sa Majesté a établi en la Savoie & lieux occupez par ses armes, un Parlement souverain, & autres personnes pour rendre la justice aux sujets & habitans deldits Pais, lesquels ont fait durant cete guerre serment de fidélité à sadite Majesté, a esté accordé que tous les Jugemens faits souverainement par ledit Parlement entre les parties qui ont comparu & contesté volontairement, demeureront en leur force & vertu, & auront souverainement leur plein & entier effet, sans

Ss

qu'il

ANS qu'il soit permis à qui que ce soit à l'avenir de se pour-
de J. C. voir contre eux par voie de nullité ou d'incompétence,
1631. mais seulement par la voie de droit accoutumée, & per-
mis contre les Arrêts des Cours Souveraines.

IV. Comme aussi les Sentences & Jugemens ren-
dus par les Juges Subalternes, pardevant lesquels les parties
auroient comparu & conté, seront exécutés à la
charge de l'appel, sans que contre iceux on puisse re-
courir par autre voie que par ladite appellation.

V. Et pour les Jugemens tant souverains que subal-
ternes qui auront été donnés par contumace, sans com-
parition ni contestation volontaire des parties, soit en
matière civile ou criminelle, demeureront nuls & de
nul effet, & valeur, comme non avenus, à la charge tou-
tesfoi que tous Jugemens, Declarations & Arrêts qui
pourront avoir été donnés depuis le commencement de
la présente guerre, & en conséquence d'icelle, tant par
ledit Parlement & autres Juges établis par sa Majesté
en Savoie, ou Terres du Piedmont occupées par ses ar-
mes, que par les Souverains de France, au préjudice
des droits & souveraineté de son Altesse, dans ses Etats
& Membres qui en dépendent, demeureront nuls &
comme non avenus, sans que pour le présent ni à l'a-
venir ils puissent préjudicier au droit & souveraineté de
ladite Altesse dans sesdits Etats.

VI. En conséquence de ce a été encore accordé, que
tous hommages rendus, & sermens de fidélité prestés à
sa Majesté par les vassaux & habitans d'icelle Savoie &
Piedmont, depuis l'occupation faite par les armes de sa
Majesté, demeureront nuls, de nul effet & comme non
avenus, sans qu'ils puissent à présent ni à l'avenir por-
ter aucun préjudice audit Sieur Duc.

VII. Que tous prisonniers seront incontinent relâ-
chez & mis en liberté, ainsi qu'il a été accordé au Traité
général.

VIII. Que pour faciliter l'établissement de la paix
générale, selon la forme portée au Traité dudit jour
sixième d'Avril dernier, lesdits Sieurs Ambassadeurs ex-
traordinaires restituèrent promptement audit Sieur Duc,
entre ci & le quatorzième jour du mois de Juin prochain,
la Ville & Chastelle de Saluces, la Ville & Château de
Ville Franche, Vigon, & toutes les autres places & lieux
tenus par les armes de sa Majesté deçà les Monts, ex-
cepté les quatre places réservées par ledit Traité, à la
charge que le jour précédent, ledit Sieur Duc aura res-
titué es mains de ceux qui auront été députés de la part
du Sieur Duc de Mantoue, le Chastelle de Camin,
Gibian, Vesime, S. George, & toutes autres Places,
Citez & Châteaux qu'il occupe dans le Montferrat,
excepté celles qui lui ont été adjudgées pour son partage,
& la Ville & Château de Montcaluc, lesquelles ne
seront restituées que le septième dudit mois, & le huitième
dudit mois sa Majesté fera remettre entre les mains
de ceux qui seront députés de son Altesse, toutes les
Places, Châteaux, Citez, Terres & Forts que ses ar-
mes occupent en Savoie, & en tirera ses gens de guerre,
en sorte qu'il n'en reste aucun dans ledit Pais de Savoie,
trois jours après ladite restitution, qui sera l'onzième
dudit mois.

IX. Que la liberté du commerce demeurera entière
entre les Etats & Sujets de sa Majesté & ceux de son Al-
tesse; comme aussi entre ceux de Piedmont & de Mont-
ferrat, en la sorte & comme elle avoit accoutumée d'être
auparavant la dernière guerre.

X. A été encore accordé que pour éviter toute oc-
casion de querelle & différens entre les sujets de sa Ma-
jesté, & ceux dudit Sieur Duc de Savoie, pour les li-
mites de souveraineté es lieux qui peuvent être con-
tentieux, seront expressement nommés des Commis-
saires de part & d'autre, ou bien les Commissions de
ceux qui ont été ci-devant députés, seront renouvel-
lées & exécutées, & que lesdits Commissaires procé-
deront en sorte qu'il n'y reste plus à l'avenir sur ce sujet
aucune contention, & ce dedans six mois du date des
présens articles. Fait à Querasque le 30. Mai 1631. Si-
gné, V. AMEDEO. THOIRAS. SERVIENT.

*Second Traité entre LOUIS XII. Roi de
France & VICTOR AME Duc de
Savoie fait à Querasque le 19. Juin 1631.
pour l'éclaircissement du premier, & de
celui de Ratisbonne. Fredes. Léonard.
Tom. IV.*

LE dix-neuvième jour du mois de Juin suivant,
l'on fit aussi à Querasque le second Traité pour
la résolution, éclaircissement & facilité, tant du
premier Traité de Querasque que de celui de Ratisbon-
ne, en la forme qui s'ensuit.

Sur la difficulté survenue en exécution de l'article se-
cret du Traité de Paix fait à Querasque le sixième Avril
passé, pour raison de la Ville de Suze & Avigliane, qui
devoient être remises entre les mains des Suisses Con-
federés avec le Roi & son Altesse de Savoie, jusques à
ce que l'entière restitution des Grisons soit faite.

Monfieur Pancirolli, Nonce extraordinaire de sa
Sainteté, & Monfieur Mazarini, Ministre de sadite Sainté,
ont avec instance pour le bien de la Paix, pro-
curé de la part de sa Sainteté, de reprendre le même
Traité fait à Querasque le sixième Avril dernier, au-
quel les parties trouvent leurs assurances & satisfaction
de leurs intérêts. Et partant le Seigneur Galasfo pour
sa Majesté Impériale, & Messieurs de Thoiras & de Ser-
vient, en vertu des pouvoirs que les uns & les autres ont
déclaré, ont convenu & accordé,

Premièrement. Que le fudist Traité de Querasque
sera entièrement observé selon la forme & teneur, ex-
cepté ce qui sera changé par le présent pour le regard
dudit article secret, qui est, que ledit Seigneur Galasfo
a promis de nouveau, qu'au premier avis donné du
présent accord, l'Empereur donnera l'investiture du
Mantouan, du Montferrat, & de toutes les Terres en
dépendantes, sans réserve ni condition, en la même
forme qu'aux autres Ducs ses prédécesseurs, excepté
les Terres assignées au Duc de Savoie & au Duc de Gua-
thale, qui leur ont été accordées pour les raisons con-
tenues audit Traité de Querasque, & par le Duc de Parme,
Commissaire député par sa Majesté Impériale.

II. Ledit Seigneur Galasfo promet faire venir ladite
investiture dans 25. jours du jour de ce Traité, ou du
moins avis de Monfieur de Leon, Ambassadeur au-
près de l'Empereur, ou de M. l'Evêque de Mantoue,
qu'elle est expédiée & consignée entre leurs mains.

III. Promet en outre ledit Galasfo, que les troupes
de l'Empereur sortiront d'Italie, & de retirer ensemble les
six mil hommes de pied, & les mil chevaux que le Duc
de Feria, Gouverneur de Milan doit envoyer à la fin
de Juillet prochain, excepté six cents hommes de pied
& cent chevaux, que chaque partie pourra tenir dans les
places réservées par le présent Traité.

IV. Pour plus d'assurance de la restitution des places,
seront consignés de part & d'autre des otages, Sça-
voir, du côté de l'Empereur lesdits Seigneurs Pico-
lomini, Chizi & Vilsen; & de celui du Roi, Mes-
sieurs de Tavanès, de Nerestan & d'Aiguebonne, les-
quels seront envoyés depuis le vingtième Juillet jusqu'au
vingtième Aoust, qu'ils devront être rendus entre les
mains de sa Sainteté, qui est suppliée de les recevoir &
garder, avec promesse & obligation de ne les rendre
qu'après l'exécution du présent Traité.

V. Et en cas que l'une des parties n'eussent ou ne vou-
lust exécuter led. Traité, celui qui aura exécuté retire-
ra les siens, & ceux encore de sa partie, jusqu'à l'entière
exécution dudit Traité.

VI. Sa Sainteté déclare néanmoins qu'elle n'entend
recevoir aucun otage pour la restitution des Grisons,
pour laquelle ledit Galasfo promet de signer soi-même
pour otage entre les mains du Duc de Mantoue,
& ledit Sieur de Thoiras de même pour Briqueras,
entre

ANS entre les mains du Duc de Savoie, au cas que ledits de J. C. Grisons & Briqueras ne soient rendus au tems promis par ce Traité, qui est depuis le sixième jusqu'au vingtième 1631. Aoust.

VII. Et au cas que l'un manque, il sera donné en otage à celui qui aura exécuté, jusqu'à l'entière exécution de ce qu'ils ont promis.

VIII. Les demolitions de costé & d'autre, commenceront à se faire le sixième Aoust jusqu'au vingtième dudit mois, auquel tems les susdites places seront rendues, soit que ledites demolitions soient faites ou non, en l'une des deux manieres suivantes.

IX. La premiere que ledites places seront tout à coup abandonnées & rendues au mesme jour vingtième d'Aoust, Sçavoir, par Messieurs de Thoiras & de Servient, pour le Roi, Pignerol, Briqueras, Suze, Avigliane, avec tous les Forts & Châteaux en dependans; & par le Sieur Galasso pour l'Empereur, au mesme jour que les susdites, Mantouë, Porto & Canetto, avec leurs Forts & Châteaux en dependans, ensemble les Passages des Grisons, Valteline & Comté de Chiavenna. De maniere qu'en mesme tems & mesme jour 20. Aoust, jour de ladite restitution, seront retirez de part & d'autre les garnisons desdites places; & ledites places remises comme elles estoient auparavant la guerre aux Ducs de Savoie, de Mantouë & ausdits Grisons.

X. La seconde maniere de rendre ledites places, sera en les abandonnant alternativement à jours differens, ainsi qu'il a esté promis par ledits Seigneurs; Sçavoir qu'au vingtième d'Aoust prochain Messieurs de Thoiras & de Servient rendront au Duc de Savoie Briqueras, envoiant immediatement les soldats qui y sont en garnison delà les Monts. Et au mesme jour le Baron Galasso rendra les Forts & Passages des Grisons, envoiant la garnison qui y est en Allemagne.

XI. Au vingt sixième dudit mois suivant, ledits Seigneurs de Thoiras & Servient, rendront Suze & Avigliane avec leurs Forts: & en mesme tems le Sieur Galasso rendra Porto & Canetto.

XII. Finalement ledits Seigneurs de Thoiras & Servient retireront leurs gens de guerre de la Ville & Chateau de Pignerol, & au mesme tems le Sieur Galasso ceux qu'il avoit dans Mantouë. Ainsi le Duc de Savoie, le Duc de Mantouë & les Grisons se trouveront en pleine possession de leurs Terres, avec la mesme liberté qu'auparavant la guerre.

XIII. Et pour ce qui est des troupes qui sortiront de Porto, Canetto & Mantouë, après la restitution des Grisons, Messieurs de Thoiras & Servient, promettent leur donner passage par la Valteline, en payant leurs depens par Etapes; à condition toutefois qu'ils ne pourront passer que trois Compagnies à la fois pour le plus. Fait à Querasque le 19. de Juin 1631. Signé, M. GALASSO. THOIRAS. SERVIENT.

CLXVII.

ANS de J. C. Traité de Paix entre LOUIS XIII. Empereur de France & celui de MAROC. 1631. Fait à Maroc le 17. Septembre 1631. Frederick. Leonard. Tom. V. Mercure François Tom. XVII. Part. II. pag. 175.

FRANCE
ET
MAROC.

AU Nom de Dieu tres-pitoiable & misericordieux, auquel tout le monde doit rendre compte, Par commandement du tres-haut l'Empereur tres-puissant & juste le Successeur de la Maison du Prophete Mahumet, le Roi Molei Elgualid, & Fatimi, & Hafni & Prophetico.

Dieu veuille favoriser son Roiaume, & que ses Armes soient toujours florissantes, & qu'il soit heureux en sa vie. Nous ordonnons avec la faveur de Dieu & son pouvoir & sa main droite avec les benedictions, ce tres-haut Traité, l'Imperial, le Roial qui est pour le soulagement de tous les maux passez, avec l'aide de Dieu, & pour la continuation de la Paix contractée avec

le tres-haut & tres-puissant l'Empereur de France, avec la confiance & securité qui se doit tant en general que de J. C. particulier.

1631.

Sçavoir faisons à tous ceux qui liront & auront connoissance de la teneur du present Traité que nous faisons Alliance de nostre tres-haute Couronne avec celle de l'Empereur Tres-Christien, qui professe la Loi du Messie, par l'entremise de tres-nobles, tres-prudens & vaillans les Sieurs Chevaliers de Razilli & du Chahard Amiral & Vice-Amiral de la Flotte envoyée par sa Majesté Tres-Christienne en nos côtes d'Afrique, avec pouvoir de faire & signer le present Traité, pour & au nom du tres-haut & tres-puissant entre tous les Potentats de la Chrétienté, tenant le plus haut Siege de valeur & vertu l'invincible Empereur de France & de Navarre, Fils aîné de l'Eglise, Protecteur du Saint Siege: afin d'entretenir la Paix & securité qui a esté par ci-devant entre nos Predecesseurs & les siens, & pour appaiser la Guerre, laquelle s'est du depuis ensuivie, & tant pour ôter toutes les occasions des maux, plaintes & dommages passez, que pour la securité des esprits & cessation des meurtres & captivités. La continuation de cette conformité sera veritable pour le commun droit des Sujets de l'une & l'autre Couronne suivant les conditions qui seront ci-après declarées, lesquelles obligent à toute sorte de tranquillité, profit & assurance des biens & personnes desdits Sujets, & avec ces conditions, avons accordé ce qui nous a esté demandé aux Articles suivants: c'est à sçavoir;

Que tous les differents pertes & dommages qui sont arrivez par ci-devant, entre les Sujets de l'une & de l'autre Couronne, seront pour nuls & non advenus.

Que tous les Captifs François qui sont & viendront à Salé, Saffi, & autres endroits de nos Roiaumes, soient à l'instant donnez pour libres, & que l'on ne les puisse jamais captiver d'oresnavant.

Que les Mores ne pourront captiver aucun François que l'on amenera dans les Navires de Tunis ou Alger, & s'ils les achèptent, ne les pourront tenir captifs, ains au contraire, seront obligez de les rendre libres.

Que tous les Marchands François qui viendront aux Ports de nos Roiaumes, pourront mettre en terre leurs marchandises, vendre & acheter librement, sans payer aucun droit que la Dixme, & Tavalit reconneu, comme aussi de même seront obligez en France les Marchands nos Sujets.

Que les Navires des François pourront emporter de nos Ports tout ce qui leur sera necessaire, & des victuailles la part ou le temps leur offrira: & de même nos Sujets dans les Ports de la France.

Que si la Mer par tourmente jectoit quelques Navires sur nos côtes & sables, qu'aucuns de nos Sujets ne soient si osés de mettre la main en aucune chose desdits Navires, & biens generalement quelconques, ni sur les hommes, ains au contraire qu'ils puissent retirer leursdits Navires & biens, & les emmener ou emporter où bon leur semblera, & de mêmes les Mores en France.

Que si quelque'un des Navires de nos Sujets prenoit quelque Navire des Ennemis, dans lesquelles se trouvaient desdits Chrétiens François seront libres avec leurs biens.

Et leur permettons qu'ils puissent establir des Consuls François dans nos Ports où bon leur semblera, afin qu'ils soient intercesseurs dans lesdits Ports entre les Chrétiens François & les Mores, & autres quels qu'ils puissent estre, soit en leurs ventes ou achats, & qu'ils les puissent assister en tout ce qui leur pourra arriver de dommage, & en pourront faire les plaintes en nôtre Conseil suivant les coutumes, & que l'on ne les trouble en leur Religion: & que des Religieux pourront estre & demeurer en quelque part que soient establis lesdits Consuls, exerçant leur dite Religion avec lesdits François & non avec d'autre Nation.

Que tous les differens qui arriveront entre les Chrétiens

ANS
de J. C.
1631. tiens François, soit de Justice ou autrement, l'Ambassadeur qui résidera en nosdits Roiaumes, ou Consuls les pourront terminer, si ce n'est qu'ils veuillent venir par devant nous pour quelque dommage reçu.

Que s'il arrivoit que les Consuls commissent quelque délit en leurs affaires, leur sera pardonné.

Que s'il arrivoit que quelques-uns de nos Sujets de ceux qui sont dans nos Ports ne voulussent obéir au présent Traité de Paix, contracté entre nos deux Couronnes, & prissent quelques François Chrétiens par Mer & par Terre seront châtiés, & pour cette occasion ne se pourra rompre la Paix qui est entre nous.

Que si les Navires de nos Ennemis estoient dans les Ports de France & en leur protection, nos Navires ne pourront les en sortir, & de même les Ennemis de France s'ils estoient dans nos Ports.

Que l'Ambassadeur de l'Empereur de France qui viendra en nôtre Cour, aura la même faveur & respect que l'on rendra à celui qui résidera de nôtre part en la Cour de France.

Et si ce Traité de Paix, contracté entre Nous & l'Empereur de France venoit à se rompre, ce que Dieu ne permette, par quelque différend qui pourroit arriver, tous les Marchands qui seront de l'un Royaume à l'autre, se pourront retirer avec leurs biens où bon leur semblera pendant le temps de 2. mois.

Que les Navires des autres Marchands Chrétiens, quoi qu'ils ne soient pas François, venans en nos Roiaumes & Ports avec la Bannière Françoisé pourront traiter comme François, ainsi qu'il se pratique en Levant & Constantinople.

Que le présent Traité de Paix sera publié dans l'étendue des Empires de Maroc & de France, afin qu'estant sçeu, les Sujets de l'une & de l'autre Couronne puissent traiter sûrement.

Tous les Articles ci-dessus mentionnez sont seize, lesquels sont pour le bien general & particulier, sans qu'il y ait dommage ni prejudice pour le Morisme, ni pour les Mores, d'autant que c'est pour le soulagement & Paix generale, laquelle estoit contractée par ci-devant entre nos Predecesseurs de l'une & de l'autre Couronne. Et par ainsi nous concluons avec la faveur de Dieu & son commandement, & promettons de les excuter sans y contrevenir, & nous obligeons à entretenir inviolablement cette Paix & union que nous avons signée à Maroc le 18. du mois de Safar 1041. qui est le 17. Septembre 1631. Signé, ELGUALID. Et est écrit le présent Traité en Arabe, sera nul s'il n'est conforme à celui que nous avons signé en François. Signés, Le Chevalier de Razilli, & Du Chalar.

ANS
de J. C.

CLXVIII.

1631. *Traité entre LOUIS XIII. Empereur de France, & MOLEI ELGUALID Empereur de Maroc. Fait à la Rade de Saffi le 24. Septembre 1631. Freder. Leonard. Tom. V. Mercure François. Tom. XVII. Part. II. pag. 185.*

FRANCE
ET
MAROC.

PREMIEREMENT, que tous les différends de l'une & de l'autre Couronne demeurent pour nuls d'oresnavant.

Qu'aucuns Mores ni autres Sujets de l'Empereur de Maroc ne pourront estre Captifs en France.

Que sa Majesté Tres-Chrétienne emploiera sa faveur pour le rachat du Morabit nommé Sidi le Ragragri qui est à Malte, ainsi qu'il est porté par la lettre de l'Empereur de Maroc.

Que sadite Majesté Tres-Chrétienne n'assistera ni aidera les Espagnols contre les Sujets dudit Empereur de Maroc, & en cas qu'il les assiste, les François qui se trouveront pris dans les armemens, seront de bonne prise comme les Espagnols.

Que les François ne traiteront avec les Sujets rebelles de l'Empereur de Maroc, tant pour vendre que pour acheter, ni leur fourniront d'armes & munitions de Guerres, Navires ni autres choses qui sont; c'est à sçavoir à Adi, de Messé & autres.

Que si l'Empereur de Maroc a besoin de Navires & munitions pour son service, il en pourra avoir de France, pourveu que ce ne soit pas contre les Amis de sa Majesté Tres-Chrétienne.

Qu'en France l'on ne forcera les Mores en ce qui sera de leur Religion, non plus que les François ne le feront dans les Roiaumes de l'Empereur de Maroc, & sans qu'aucune justice contraigne lesdits Mores.

Que sa Majesté Tres-Chrétienne donnera la liberté aux Mores qui sont dans ses Galleries à Marseille, comme semblablement l'Empereur de Maroc donnera la liberté à tous les François qui se trouveront en ses Roiaumes & Ports.

Que s'il arrivoit quelque différent entre les Mores Marchands qui seront en France, l'Ambassadeur de l'Empereur de Maroc résidant en France les terminera, & le même se fera par l'Ambassadeur ou Consul de France en Afrique.

Que s'il arrivoit quelque différend entre les Sujets de sa Majesté Tres-Chrétienne, & les Sujets de l'Empereur de Maroc, tant par Mer que par Terre, ou aux Ports & Rades de Barbarie, les François ne pourront faire aucune prise sur les Sujets dudit Empereur, ains s'adresseront à ses Juges & Officiers, & restitution leur sera faite, ce qui sera reciproquement en France.

Que les Sujets de sa Majesté Tres-Chrétienne pourront empêcher & défendre qu'aucuns Anglois ou autres Nations puissent trafiquer ni porter aucunes armes ni autres choses aux Sujets rebelles de l'Empereur de Maroc.

Que tous les Jugemens & Sentences qui seront donnez par les Juges & Officiers de l'Empereur de Maroc entre les Sujets de sa Majesté Tres-Chrétienne, & les Sujets dudit Empereur, seront valablement excutez, sans qu'ils s'en puissent plaindre au Roiaume de France, & le même se pratiquera entre les Sujets de Maroc & les François en France.

Que tous les Navires François qui traiteront aux Roiaumes & Ports de l'Empereur de Maroc, ne pourront tirer desdits Roiaumes de l'or monnoie, comme il estoit accoutumé du tems des Predecesseurs de sadite Majesté Imperiale; mais pourront transporter toute sorte d'autre or en tibar, lingots, & autre or rompu & non monnoie, & s'ils en estoient trouvez saisis, sera confiscé en quelque quantité que ce soit.

Que si les Ennemis de l'Empereur de Maroc portent ou amènent en France de ses Sujets, ils seront mis en liberté de même qu'il a esté accordé pour les Sujets de sa Majesté Tres-Chrétienne.

Que les François ne pourront traiter de la Paix avec aucuns des Sujets de l'Empereur de Maroc, que par son autorité, d'autant que cette Paix sera publiée & excutée par tous les Roiaumes de sa Majesté.

Et les presens Articles seront signés & scellés de la main & Sceau desdits Sieurs Commandeur de Razilli, du Chalar, dont la Ratification de sa Majesté Tres-Chrétienne sera envoyée dans un an à l'Empereur de Maroc. Fait à la Rade de Saffi, le 24. jour du mois de Septembre 1631. Signé, Le Chevalier de Razilli & Du Chalar.



ANS
de J. C.

CL XIX.

1631.

FRANCE
ET
SAVOIE.

Traité entre LOUIS XIII. Roi de France & VICTOR AME Duc de Savoie, pour un libre passage en Italie. Fait à Mille fleur le 19. Octobre 1631. Freder. Leonard. Tom. IV. Mercure François. XVII. part. II. pag. 43.

LE ROI étant obligé en la conjoncture présente des affaires, pour les considérations que sa Majesté a fait entendre à Monsieur le Duc de Savoie par ses Ambassadeurs, de s'avoir deçà les Monts une place entre ses mains pour le passage de ses forces, au cas que les Espagnols veuillent troubler la paix nouvellement faite entre l'Empereur & le Roi, si ponctuellement exécutée de la part de sa Majesté, & au préjudice de ladite paix, attaquer de nouveau les Alliez comme ils en font démonstration par les demandes qu'ils ont fait faire aussitôt que les armes de sa Majesté ont été hors d'Italie, fidèle Majesté desirant aussi d'avoir quelque assurance, que ledit Sieur Duc ne prendra aucune part aux desseins de ceux qui veulent exciter les divisions dans la France pendant l'éloignement de la Reine mère & de Monsieur.

Et ledit Sieur Duc n'ayant pu refuser ce contentement à sa Majesté, moyennant les promesses & conditions ci-après déclarées, il a été convenu entre sadite Altesse d'une part, & Messieurs le Maréchal de Thoiras & de Servient, Ambassadeurs extraordinaires pour le Roi en Italie, de l'autre, ce qui s'ensuit.

I. Que son Altesse desirant se conserver en l'amitié de sa Majesté, & vivre en union & bonne intelligence avec elle, ne prendra part directement ni indirectement aux desseins de ceux qui voudroient exciter des troubles dans la France, pendant l'éloignement de la Reine, mère de sa Majesté & de Monsieur.

II. Que sadite Altesse donnera présentement & à l'avenir, seurs & libre passage pour tous les vivres & munitions de guerre, & autres choses nécessaires que sa Majesté voudra envoyer au Montferrat, par les Etapes & endroits plus propres, & qui seront marquez par les Ministres de son Altesse; comme aussi à tel nombre de gens de guerre que sa Majesté jugera nécessaire pour la sûreté dudit Montferrat, au cas qu'il soit attaqué ou qu'on jugast qu'il le deult être, ou bien au cas que la paix fust troublée du côté des Grisons ou du Mantouan, sous quelque prétexte que ce puisse être, & pour cet effet fera fournir les Etapes en payant au prix commun. Aussi le Roi sera obligé de donner le même passage que dessus par les Terres de son obéissance, à tous les gens de guerre Lorrains, Liegeois, Wallois, & d'autres nations que son Altesse pourra faire lever pour l'effet du présent Traité, de lui permettre dans son Royaume la levée des hommes, & l'extraction de vivres & munitions de guerre qui seront jugées nécessaires pour ledit effet, & de faire fournir pour le passage d'iceux les Etapes en payant. Que sa Majesté sera obligée de défendre la Personne & les Etats de sadite Altesse, & les Terres qui lui ont été adjudgées dans le Montferrat, & au cas que pour le sujet de dessus, en haine du présent Traité ou autrement, sous quelque prétexte que ce soit, d'icelle Etats tant deçà que delà les Monts soient attaquez par quelque forces que ce soit, ou que son Altesse soit troublée en la jouissance d'icelles Terres adjudgées; promettant dès à présent sadite Majesté de fournir pour cet effet vingt mil hommes de pied & deux mil chevaux, avec l'artillerie à proportion. A la charge que son Altesse de son côté fournira dix mil hommes de pied & mil cinq cents chevaux, sans que de part ni d'autre il puisse être manqué au contenu du présent article, qui sera exécuté ponctuellement & de bonne foi, & ce jusqu'à ce que tous actes d'hostilité contre les Etats de son Altesse & Terres susdites du Montferrat adjudgées à son Altesse soient cessées, &

son Altesse demeure en la paisible possession d'icelles & de ses Etats, par une paix ou par quelque autre manière que ce soit.

ANS
de J. C.

1631.

III. Que pour sûreté de ce que dessus, son Altesse fera mettre en dépôt la Ville & Chateau de Pignerol, Mardi prochain vingtième jour de ce mois, & les Forts de la Perouse & de Sainte-Brigide entre les mains des mêmes Chefs & Soldats Suisses qui ont ci-devant gardé en dépôt la Citadelle de Suze & le Fort de Jalluis; lesquels entrans dans ladite Place & dans lesdits Forts, feront serment de les bien & fidèlement garder pour le service de sa Majesté, durant le tems de six mois tant seulement; & ledit tems expiré, de les remettre entre les mains de sadite Altesse, si ce n'est que continuant l'occasion de jalousie, il fust jugé à propos du contentement de sadite Altesse de prolonger le terme dudit dépôt.

IV. Que néanmoins sa Majesté pourra mettre dans lesdites Places un Gouverneur, lequel en execution du commandement de sa Majesté qui lui sera donné par Monsieur le Maréchal de Thoiras, fera le même serment que lesdits Suisses.

V. A été aussi convenu qu'au cas qu'il arrive quelque manquement aux choses ci-dessus promises par sadite Altesse, sa Majesté pourra retirer lesdits Suisses, & mettre dans ladite Place & Forts qui en dependent tel nombre de ses gens de guerre que bon lui semblera, pour demeurer Maître absolu de ladite Place: & qu'en ce cas led. Suisses & Officiers François qui entreront présentement en ladite place, seront dispensés de leur serment. Comme aussi en cas qu'il arrivât quelque manquement de la part de sa Majesté ou à ses Officiers aux choses ci-dessus promises en son nom, les Suisses & Gouverneurs qui auront promis à sa Majesté de garder lesdites places pour son service, demeureront dispensés de leur serment, & seront tenus de rendre lesdites places à sadite Altesse, pour être libre à sa disposition, lesdits Sieurs Maréchal de Thoiras & Servient, Ambassadeurs extraordinaires, ont promis au nom du Roi de rapporter à son Altesse dans le mois prochain la Ratification de sa Majesté, de tout le contenu en ces articles. Fait, signé & scellé à Mille fleur le 19. Octobre 1631.

CL XX.

Déclaration de Monsieur l'Electeur de TREVES, par laquelle il se met & ses Etats sous la protection de LOUIS XIII. Roi de France donnée à Coblenz le 21. Decembre 1631. Et suivant l'arresté entre le Roi & ledit Sieur Electeur, il mist le Fort d'Hermessein entre les mains de Sa Majesté, le 12. Juin 1632. Freder. Leonard. Tom. III. pag. 17.

ANS
de J. C.

1631.

FRANCE
ET
TREVES.

NOUS Philippes Christophle, par la Grace de Dieu Archevêque de Treves, Prince Electeur du S. Empire Romain, Archichancelier pour la garde du Royaume d'Arles, Evêque de Spire, Administrateur des Pauvres, Prevost de Vissembourg, Reconnoissons & attestons par ces presentes, que ven les divers mouvemens des Guerres survenus dans l'Empire Romain, principalement en environs de nos Archevêché & Evêché de Treves & Spire, qui sont venus à tel excès, que les Etats que Dieu nous a commis (comme il est venu à nos voisins l'Archevêque de Maïence, l'Evêque de Vissbourg, & plusieurs autres) soient menacés de leur prochaine ruine; que l'Empereur a retiré ses Troupes, & que le Roi d'Espagne n'a pas le pouvoir de le garantir lui-même contre tant de puissantes forces jointes ensemble, tant s'en faut qu'il puisse assister les autres, comme la Ville de Maïence en laisse un exemple perpétuel: & que le Grand & Tres-Christien Roi de France Louis XIII. mû de zèle, de pitié & de la Paix publique, nous a favorablement accordé son assistance

Ss 3

Roiale

ANS de J. C. 1631. Roiale contre les perturbateurs de nos Etats, meisme de nostre patrimoine & des nostres. A cescauses, Nous portez de l'amour de nostre Pais & de la conservation de tous nos Etats susdits, obligez par la force de nostre serment, avons accepté son assistance Roiale, tant pour nostre propre personne, que de nos autres Conseillers, Lieutenans, Comtes, Barons, Nobles, Ecclesiastiques & Reguliers, & de tous ceux qui nous sont sujets; & aussi pour les Fortereses, Citez, Villes, Bourgs, Chasteaux, & autres biens qui nous appartiennent, tant par droit de succession, que de nos Archevêché de Treves, Evêché de Spire, & autres: Avons imploré l'assistance de Sa Majesté Tres-Christienne, & encore à present l'implorons & acceptons. Mandons à tous nos sujets & affidés susmentionnez, qu'ils reconnoissent le Serenissime Roi de France, LOUIS, hautement nommé pour nostre Seigneur assistant, suivant nos Mandemens Imperiaux, qu'ils recoivent dans nos Places ses Gens de Guerre; qu'ils les nourrissent selon la possibilité des lieux; qu'ils defendent conjointement avec eux, & nostre personne & nos Etats. En foi de quoi nous avons sousigné ces presentes de nostre main, & icelles autorisées par l'apposition de nos Sceaux de Treves & Spire, Donné en nostre Ville de Coblenz ce 21. Decembre 1631. Signé, PHILIPPES CHRISTOPHE, Archevêque de Treves & Evêque de Spire.

CLXXI.

ANS de J. C. 1631. *Traité de Paix entre LOUIS XIII. Roi de France, & CHARLES III. Duc de Lorraine, par lequel la Place de Marsal demeure entre les mains du Roi pour trois ans. Fait à Vic le 31. Decembre 1631.* Freder. Leonard Tom. III. Recueil des Traitez de Confédération & d'Alliance entre la Couronne de France, & les Princes & Etats Etrangers, pag. 148. Mercure François Tom. XVIII. pag. 5. &c.

FRANCE
ET LOR-
RAINE.

LE Roi aiant sincerement témoigné à Monsieur le Duc de Lorraine les mécontentemens qu'il avoit de lui sur le sujet de diverses occasions qui se sont presentées depuis quatre ans, après que ledit Sieur Duc a fait connoître à Sa Majesté avec tout respect l'extrême déplaisir qu'il auroit de lui donner aucun mécontentement, & le desir & la passion qu'il a de lui plaire à l'avenir en toutes choses, il a été accordé ce qui s'ensuit.

I. Que ledit Sieur Duc se départ dès-à-present de toutes intelligences, Liges, associations & pratiques qu'il auroit & pourroit avoir avec quelque Prince ou Etat que ce peut estre au préjudice du Roi, de ses Etats, & Pais de son obéissance & Protection.

Comme aussi au préjudice du Traité d'Alliance & confédération fait entre le Roi, & le Roi de Suede, & entre la Majesté & le Duc de Baviere pour la conservation de la liberté d'Allemagne, de la Ligue Catholique, défense & protection des Princes, Amis & Alliez de la France.

II. Qu'à l'avenir ledit Sieur Duc ne traitera ni fera aucune alliance avec quelque Prince ou Etat que ce puisse estre, sans le sceu & consentement du Roi.

III. Qu'il fera retirer de ses Etats tous les Ennemis du Roi, & tous ses Sujets qui sont sortis hors du Roiaume contre son gré; & ne leur donnera ci-après passage ou seureté dedans iceux.

IV. Ne permettra aussi qu'il se fasse aucune levée ou amas de gens de Guerre dedans ses Etats contre le service de sa Majesté, ni qu'aucun de ses Sujets serve ou assiste ses Ennemis, ains fera retirer tous ceux qui pourroient estre engagez au service de quelque Prince que ce peut estre contre ledit Seigneur Roi.

V. Donnera toute liberté & pouvoir à ceux qui se-

ront envoie de la part du Roi de se saisir, & arrester dedans ses Etats tous les Sujets rebelles de sa Majesté prévenus & accusés de crime d'Etat, ou de Leze-Majesté, après en avoir nyeté ledit Sieur Duc.

VI. Sa Majesté promet audit Sieur Duc pour lui témoigner la vraie & sincere affection qu'il lui porte de protéger sa Personne, & défendre ses Etats envers tous & contre tous ceux qui voudroient les attaquer ou envahir en tout ou en partie pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce peut estre comme les siennes propres.

VII. Et d'autant que l'intention du Roi venant en ce Pais n'a pas seulement été de se faire droit, & reparer les torts qui lui ont été faits par les entreprises de ceux qui abusans du nom & armes de l'Empereur font entrer à main armée dans ses Etats & Pais de son obéissance, & y ont occupé & fortifié des lieux pour se préparer un chemin à de plus grands desseins qui eussent avec le temps réus si au préjudice de cette Couronne, si il ne les eût repoussés par la benediction de Dieu, & la force de ses armes; mais aussi d'aviser aux moïens d'asseurer les Princes & Etats d'Allemagne ses voisins & anciens Alliez de cette Monarchie en leurs Etats, esquels ils sont troublez depuis plusieurs années. Il a été avisé que si pour détourner l'orage de la Guerre qui menace d'une entiere ruine Messieurs les Electeurs Catholiques, & plusieurs autres Princes alliez de la France, & unis entre eux, il estoit nécessaire que le Roi portât ses armes en Allemagne, ledit Sieur Duc promet non seulement donner leur & libre passage par ses Etats aux Armées de sa Majesté pour entrer en Allemagne ou autre Pais & Terres qu'il voudra, lui faire fournir vivres & toutes choses nécessaires pour le maintien d'icelles, qui dépendront de lui aux frais & dépens de sa Majesté; mais en outre joindra ses forces qui ne pourront estre moindre que de quatre mille hommes de pied, & deux mille chevaux qu'il entretiendra à ses frais & dépens, tant que l'occasion du present dessein durera, & que le Roi tiendra son Armée dedans l'Allemagne.

VIII. Et comme il sera du tout nécessaire que les Armées qui s'avanceront dans l'Allemagne vers le Rhin ou autres lieux qu'il sera jugé à propos pour assister les susdits Princes, forcent non seulement les lieux & Villes qui voudront s'opposer à leur passage, mais aussi s'assurent d'aucunes pour la seureté de leur subsistance, & des passages pour leur retour. Il a été arrêté que le Tiers de tous ledits lieux ainsi pris & occupez par lesdites Armées demeurera es mains dudit Sieur Duc de Lorraine, qui les pourra conserver & maintenir avec telles garnisons que bon lui semblera, & faire lever les contributions ordinaires pour l'entretien d'icelles. Et que les autres deux tiers demeureront aussi es mains du Roi. Sa Majesté & ledit Sieur Duc demeurans conjointement obligés à la défense de tous ledits lieux, avec le nombre des gens de Guerre ci-dessus accordé, contre qui que ce puisse estre, sans que l'un ou l'autre puisse se démettre & délaisir d'iceux en tout ou en partie que tous d'eux n'y consentent.

IX. Outre ce que dessus ledit Sieur Duc desirant témoigner toute confiance & sincerité à sa Majesté, & le grand desir qu'il a de s'unir entierement à lui pour jamais, en consideration de l'assurance qu'il plaît à sa Majesté de lui donner de l'assister envers tous & contre tous, avec toutes ses forces promet mettre entre les mains du Roi la Place de Marsal, laquelle après l'exécution du contenu au present Traité, sa Majesté promet rendre de bonne foi audit Sieur Duc & à ses Successeurs dedans trois ans, durant lesquels icelui Sieur Duc jouira du Domaine, cens, rentes, revenus, faïnes & de tous autres droits audit Marsal, Terres & Villages en dépendans comme il fait de present, ne cede & transporte au Roi ladite Place que par forme de dépôt durant ledit tems de trois ans, pour la tenir & garder avec telles forces & nombre de gens de Guerre qu'il plaira à sadite Majesté.

X. Promet sadite Majesté audit Sieur Duc de ne faire ci-après aucun Traité pour ce qui auroit été entrepris ensui-

ANS de J. C. 1631.

ANS de J. C. 1631. en suite du présent Traité, sans y comprendre ledit Sieur Duc, & avoir soin de ses intérêts comme des siens propres. FAIT à Vic le dernier Decembre 1631. Signé, LOUIS.

Etrois doigts au-dessous. C. DE LORRAINE.

Et plus bas, BOUTHILLIER.

Registré où le Procureur General du Roi. A Paris en Parlement le 20. jour de Decembre 1633. Du TILLET.

Article séparé du Traité précédent.

B IEN qu'au premier Article du Traité general fait ce jour d'hui entre le Roi & Monsieur de Lorraine, il ne soit dit qu'en termes généraux que ledit Sieur Duc renonce à toutes intelligences, Lignes, associations & pratiques qu'il pourroit avoir avec quelque Prince que ce peut estre au préjudice du Roi, de ses Etats, Pais de son obéissance & Protection, comme aussi au préjudice du Traité d'Alliance, & confédération fait entre le Roi & le Roi de Suede, & entre sa Majesté & le Duc de Bavière pour la conservation de la liberté d'Allemagne de la Ligue Catholique, défense & protection des Princes, Amis & Alliez de la France. Néanmoins la vérité est que par cette generalité ledit Sieur Duc entend renoncer à toutes Alliances & Confédération qui pouvoit avoir fait avec l'Empereur, le Roi d'Espagne & tous autres Princes de la Maison d'Autriche.

Lors qu'aussi dans l'Article troisième il est porté qu'il fera retirer de ses Etats tous les ennemis de sa Majesté, & ceux qui seront sortis hors de son Royaume contre son gré, ledit sieur Duc entend s'obliger par cette clause generale de ne donner retraite & assistance dans ses Etats, ni à Monsieur, ni à la Reine Mere de Sa Majesté, ni à aucun des leurs.

Ce que dessus a été fait & arrêté ce 6. jour du mois de Janvier 1632. pour avoir la même force & vertu que le susdit Traité fait à Vic lesdits jours & au cy-dessus.

Signé, C. DE LORRAINE. Et plus bas, JANIN.

Registré où le Procureur General du Roi à Paris en Parlement le 20. Decembre 1633. Du TILLET.

CLXXII.

ANS de J. C. 1632. *Traité de Neutralité entre GUSTAVE ADOLPHE, Roi de Suede; & les Etats CATHOLIQUES D'ALLEMAGNE, Fait à Mayence le 29. Janvier 1632. Freder. Leonard Tom. III pag. 18.*

L E ROI de Suede aiant égard au desir que le Duc de Bavières, & la Ligue Catholique ont d'obtenir la Neutralité, combien qu'ils se soient mêlés en la Guerre pour l'Empereur, & n'aient mérité que toute hostilité; Toutesfois à l'intercession du Tres-Chrestien Roi de France, par le moyen des Ambassadeurs, en faveur de Sa Majesté, & pour témoigner l'affection qu'il lui porte, accordera la Neutralité aux conditions suivantes.

I. Que le Duc de Bavières, & les Princes & Etats Catholiques d'Allemagne Ligeux, établiront une Neutralité ferme & assurée, qu'ils observeront saintement & inviolablement, & dont ils donneront assurance suffisante au Roi de Suede, avec la Majesté sacrée dudit Roi de Suede, ses Royaumes, Terres & Sujets, tant hereditaires qu'acquises en Allemagne, ses Confederés, ensemble avec les Electeurs, Princes, Comtes, Nobles, Villes, Etats, Communautés & Ordres, & spécialement avec l'Electeur de Saxe.

II. Ledit Duc de Bavières, & ses Associez Princes Catholiques d'Allemagne, s'abstiendront de toute injure & hostilité, tant contre la Maison sacrée du Roi de

Suede, son Armée, & les Seigneuries qu'il a mises en sa puissance, que contre les Confederés Protestans, Electeurs, Princes, Comtes, Nobles, Villes, Communautés; Ordres, & tous Protestans & Evangeliques, de quelque qualité & condition qu'ils soient; & ne les travailleront par aucunes courses de leurs Gens estans dans leurs Terres, sous quelque pretexte que ce soit; & ne permettront qu'ils soient outragés & molestés par les Soldats Imperiaux ou autres.

III. Ledit Duc de Bavières, & les Princes Catholiques d'Allemagne, autant qu'il y en a de Confederés, rendront & restitueront aux Princes & Etats Protestans & Evangeliques, de quelque condition qu'ils soient, tout ce qu'ils ont usurpé & occupé sur eux depuis l'an 1618. que cete Guerre a été commencée, soit Châteaux, Fortresses, Villes, Territoires, & Provinces en la Basse Saxe, & les remettront au même état qu'ils estoient avant la Guerre.

IV. Ledit Duc de Bavières avec les Princes d'Allemagne Catholiques ses Confederés, retireront au plutôt toutes leurs Armées & Gens de Guerre de toutes les Provinces & les Terres des Electeurs & Princes Evangeliques, & les feront retirer sur leurs propres Terres.

V. L'Armée du Duc de Bavières, & des Princes Catholiques d'Allemagne associez, sera reduite par eux à la quantité de dix ou douze mille hommes, & le surplus sera licencié: & sera ce nombre dispersé & distribué dans leurs Villes & Terres propres, sans le pouvoir tenir en corps d'Armées.

VI. Le Duc de Bavières & les Princes Catholiques ses Confederés, en licenciant leurs Troupes ou les disposant en Garnisons dans leurs propres Pais, n'en pourront ni apertement & à découvert, ni clandestinement fortifier l'Empereur, ni aucun autre Ennemi de la Majesté sacrée du Roi de Suede.

VII. Et encore ledit Duc de Bavières, & les Princes d'Allemagne Catholiques ses Confederés, ne permettront à ceux de la Maison d'Autriche, ni à autre Ennemi déclaré de la sacrée Majesté du Roi de Suede, quel qu'il soit, de faire en leurs Terres & Seigneuries levées de Gens de Guerre, les armer, enrôler, distribuer, assembler; ne souffriront l'achapt & transport d'armes, ni faire aucuns préparatifs de Guerre, ains au contraire ils observeront la Neutralité inviolablement & sincerement.

VIII. Que tous passages de Gens de Guerre seront empêchés & refusés sans fraude aux deux partis, ou seront libres, selon ce qui sera convenable, & ce sans outrage ou dommage du propriétaire.

IX. Aussi la sacrée Majesté du Roi de Suede, & ses Confederés de leur côté, n'entreprendront sur le Duc de Bavières, ni autre Prince ou Etat de la Ligue Catholique, des Terres & Seigneuries desquels il ne s'est pas encore emparé, excepté l'Evêque de Bamberg, & ne les chargera d'aucunes charges de Guerre, de quelque sorte qu'elles puissent estre, mais il observera avec eux & entretiendra une sincere & réelle Neutralité.

X. Sa sacrée Majesté Roiale, hormis la Ville de Spire qui lui a été laissée, fera restitution au Duc de Bavières de tous les lieux du bas Palatinat, quels qu'ils puissent estre, jusques au Traité & composition amiable qui sera proposée & traitée dans peu de tems entre lui & le Comte Palatin, par le moyen des Rois de France & d'Angleterre, ensemble ce qui a été octroyé aux Archevêques de Treves & de Cologne.

XI. Le Duc de Bavières, & les Princes Catholiques d'Allemagne ses Confederés, ne feront demande ni par eux ni par autres, en quelque façon que ce soit, des Terres & Seigneuries outre les susdites occupées & prises par Sadite Majesté, ains elles demeureront entre les mains de Sadite Majesté Roiale, jusques à une Transaction generale.

XII. Tous les Ordres, Etats, Princes, Comtes, Nobles, Villes, & Communautés Evangeliques & Protestantes qui le voudront, seront sous la protection de la Majesté sacrée de Suede, & ne feront au prejudice de

ANS de J. C. 1632.

ANS de cette protection travaillez ni inquietez en façon quelconque, ni à découvrir, ni obliquement outrager & travailler par lesdits Princes Catholiques d'Allemagne.

1632. XIII. Il y aura Commerce & communication libre entre la sacrée Majesté Roiale de Suede, & les Sujets & Conféderez Protestans d'une part; & le Duc de Baviere, & les Princes d'Allemagne Catholiques, & leurs Sujets d'autre, & ne souffriront aucune sorte d'empêchement.

XIV. Les Prisonniers de part & d'autre seront renvoyez libres & sans rançon, & spécialement sur tout l'Administrateur de Magdebourg pris par le Comte de Tilly, fera promptement relâché sans aucun dommage.

XV. Pour plus grande assurance, le Roi Tres-Christien de France promettra que le Duc de Baviere, & les Princes Catholiques, Etats, & Villes d'Allemagne qui lui sont Conféderez, observeront fidèlement cette Neutralité en tous les points, & que s'ils y contreviennent il se joindra avec la Majesté Roiale de Suede, & portera les Armes contre ceux qui la violeront, & les poursuivra jusques à ce qu'ils y aient satisfait.

Par le commandement exprès de sa sacrée Majesté Roiale, soussigné, LAURENS HENBERT.

NOUS soussignez Ambassadeurs du Tres-Christien Roi de France; Sçavoir faisons : Que le Serenissime & tres-puissant Prince & Seigneur Gustave Adolphe, par la grace de Dieu Roi de Suede, &c. aiant voulu comprendre dans le Traité public de la Neutralité avec l'Electeur de Baviere & la Ligue Catholique, que tout ce qui avoit esté pris par droit de Guerre par lesdits Electeurs & Ligue Catholique, sur les Princes & Etats Protestans & Evangeliques, tant en la haute Allemagne qu'en la basse Saxe, & qui est occupée par les Garnisons desdits Duc de Baviere & Ligue Catholique, seroit rendu à tous les Seigneurs & precedens possesseurs Evangeliques : Nous pour éviter certains scrupules qui eussent pu en provenir, & apporter difficulté à l'entretenement de ladite Neutralité, avons obtenu de faire retrancher des articles dudit Traité, la caution & assurance promise au nom du Roi Tres-Christien nostre Seigneur, & que nonobstant cete clause tout ce qui avoit esté pris par droit de Guerre, & estoit occupé par les Garnisons du Duc de Baviere & de la Ligue Catholique, sur les Princes & Etats Evangeliques & Protestans, comme s'il estoit nommément stipulé & accordé par les Actes dudit Traité, seroit rendu & restitué ausdits Evangeliques & Protestans, auxquels il auroit esté osté; & pour tant nous promettons au nom du Roi Tres-Christien nostre Seigneur, que Sadite Majesté Roiale fera en sorte sur lesdits Princes & Etats Evangeliques, sera faite tout ainsi que si le mesme avoit esté promis par les articles de la Neutralité, excepté toutesfois les lieux & places qui auparavant appartenoient au Duc de Baviere en l'un & l'autre Palatinat. En foi de quoi nous avons signé ces presentes de nos mains, & scellé de nos Armes. Donné à Maience le 29. Janvier, stile nouveau, 1632.

CLXXIII.

ANS de J.C.

1632.

FRANCE
ET ANGLETERRE.

Traité entre LOUIS XIII. Roi de France & CHARLES I. Roi d'Angleterre, pour la restitution de la nouvelle France, la Cadie & Canada; & des Navires & Marchandises, pris de part & d'autre. Fait à S. Germain en Laye le 29. Mars 1632. Mercure François. Tom. XVIII. pag 40. Freder. Leonard. Tom. V.

PREMIEREMENT de la part de Sa Majesté Tres-Christienne, suivant le pouvoir qu'elle en a donné aux Sieurs de Buillon Conseiller du Roi en ses Conseils d'Etat & Privé, & Bouthillier aussi Conseiller du Roi en sesdits Conseils, & Secrétaire de ses Com-

mandemens, dont copie sera inserée à la fin des Presentes, il est promis & accordé que les Sieurs Lumague ou de J. C. Vanelly donneront caution & assurance, au nom de Sadite Majesté, & en leur propre & privé nom, presentement après la signature & date des Presentes, de paier dans l'espace de deux mois, à compter du jour de ladite date, au sieur Isaac Wake, Chevalier & Ambassadeur de la grande Bretagne, ou à qui il ordonnera, en la Ville de Paris la somme de soixante-quatre mil deux cens quarante-six livres, quatre sols, trois deniers tournois, pour les Marchandises du Vaisseau le Jacques; & la somme de soixante-neuf mil livres, huit cens nonante-six livres, neuf sols, deux deniers tournois, pour les Marchandises du Vaisseau la Benediction, le tout au taux du Roi: & que dans quinze jours lesdits deux Navires, le Jacques & la Benediction, estans maintenant au Port & Havre de Dieppe, avec leurs cordages, canons, munitions, agrets, apparaux & victuailles qui furent trouvées à leur arrivée audit Dieppe, seront restituées audit Sieur Ambassadeur d'Angleterre, ou à qui il ordonnera; & si quelque chose de cela vient à manquer, lui sera païé en argent comptant.

II. Et pour le regard du Navire le Bride ou l'Epoufée, les sommes auxquelles se trouveront monter ce qui a esté vendu à Calais, tant des vins & autres marchandises, que du corps du Navire, canons, munitions, agrets, apparaux, & victuailles d'icelui seront païées, ensemble les sommes auxquelles se trouveront monter le reste de la charge dudit Navire trouvée dans icelui lors qu'il fut pris, lesquelles seront païées sur le pied de la dernière vente faite audit Calais pour le paiement de quoi lesdits Sieurs Lumague ou Vanelly passeront caution pour le paier à Paris audit Sieur Ambassadeur, ou à qui il ordonnera, dans le terme susdit.

III. De la part de Sa Majesté de la grande Bretagne ledit Sieur Ambassadeur, en vertu du pouvoir qu'il a, lequel sera inseré en fin des Presentes, a promis & promet, pour & au nom de Sadite Majesté, de rendre & restituer à Sa Majesté Tres-Christienne tous les lieux occupés en la nouvelle France, la Cadie & Canada par les Sujets de Sa Majesté de la grande Bretagne, iceux faire retirer desdits lieux; & pour cet effet ledit Sieur Ambassadeur délivrera lors de la passation & signature des Presentes aux Commissaires du Roi Tres-Christien en bonne forme le pouvoir qu'il a de Sa Majesté de la grande Bretagne pour la restitution desdits lieux, ensemble les Commandemens de Sadite Majesté à tous ceux qui commandent dans le Port Roial, Fort de Guebec, & Cap Breton, pour être lesdits Places & Fort rendus & remis es mains de ceux qu'il plaira à Sa Majesté Tres-Christienne ordonner, huit jours après que lesdits Commandemens auront esté notifiés à ceux qui commandent ou commanderont esdits lieux, le dit temps de huit jours leur étant donné pour retirer cependant hors desdits lieux, Places & Forts leurs armes, bagages, marchandises, or, argent, utanciles, & generalement tout ce qui leur appartient pour delà se retirer en Angleterre sans séjourner davantage esdits Pais.

IV. Et comme il est nécessaire que les Anglois envoient esdits lieux pour reprendre leurs gens & les ramener en Angleterre, il est accordé que le General de Caën paiera les frais nécessaires pour l'équipage d'un Navire de deux cens, ou deux cens cinquante tonneaux de port, que les Anglois enverront esdits lieux, à sçavoir du loüage du Navire d'allée & retour, victuailles de gens, tant de marine pour la couduite du Navire, que de ceux qui sont à terre, lesquels on doit ramener, salaire d'iceux; & generalement tout ce qui est nécessaire pour l'équipage d'un Navire dudit Port pour un tel voiage, selon les usances & coutumes d'Angleterre.

V. Et

ANS V. Et de plus, que pour les Marchandises loiales & J.C. marchandes qui pourront rester es mains des Anglois non troquées, qui leur donnera satisfaction esdits lieux selon qu'elles auront coûté en Angleterre, avec trente pour cent de profit, en considération des risques de la Mer, & port d'icelles païé par eux.

VI. Procedant par les Sujets de Sa Majesté de la grande Bretagne à la restitution deldites Places, elles seront restituées au même état qu'elles estoient lors de la prise, sans aucune démolition des choses existantes lors de ladite prise.

VII. Les armes & munitions contenus en la déposition du Sieur Champlain, ensemble les marchandises & utanciles qui furent trouvées à Quebec lors de la prise, seront rendus ou en espece ou en valeur, selon que le porte la déposition dudit Sr. de Champlain, & sera le contenu en icelle, ensemble tout ce qui est justifié par ladite déposition avoir été trouvé audit lieu lors de la prise, rendu & délaissé audit Fort entre les mains des François; & si quelque chose manque du nombre de chacune espece, sera satisfait & païé par le Sieur Philippe Burlamachy, à qui par Sa Majesté Tres-Christienne, sera ordonné, hormis les coûts, castors & provenus des dettes enlevés par les Anglois, de quoi on a convenu ci-dessous, & satisfaction a été donnée audit General de Caën, pour & au nom de tous ceux qui y pourroient avoir interest.

VIII. De plus, ledit Sieur Burlamachy de la part de S. M. de la grande Bretagne, pour & au nom de Sadite Majesté, à la requête & commandement dudit Sieur Ambassadeur, selon l'ordre qu'il a reçu d'elle, & encore en son propre & privé nom a promis & promet de paier audit General de Caën, dans deux mois du jour de la signature & datte des Presentes, pour toutes & chacunes desdites pelleteries & coûteaux, dettes dûes par les Sauvages audit General de Caën, & autres marchandises à lui appartenantes, trouvées dans ledit Fort de Quebec en l'an mil six cens vingt-neuf, la somme de quatre-vingt-deux mille sept cens livres Tournois.

IX. Plus, lui faire rendre & restituer en Angleterre la Barque nommée l'Heleine, agrets, canons, munitions & appartenances, selon le memoire qui en a été justifié pardevant les Seigneurs du Conseil d'Angleterre.

X. Seront de plus restituées audit General de Caën dans l'habitation de Quebec toutes les barriques de galletes, barils de poix, prunes, raisins, farines & autres marchandises & victuailles de traite, qui estoient dans ladite Barque lors de la prise d'icelle en l'an mil six cens vingt-neuf, ensemble les marchandises à lui appartenantes, qui ont été déchargées & laissées l'année dernière à Quebec, en la Rivière de Saint Laurens, Pais de la Nouvelle France.

XI. Et en outre promet ledit Sieur Burlamachy audit nom que dessus, paier ou faire paier dans Paris, à qui par Sa Majesté Tres-Christienne sera ordonné, la somme de soixante mil six cens deux livres tournois dans ledit temps, pour les Navires le Gabriel de Saint Gilles, Sainte Anne du Havre de Grace, la Trinité des Sables d'Olonne, le Saint Laurens de S. Malo, & le Cap du Ciel de Calais, canons, munitions, agrets, cordages, victuailles & marchandises, & generalement toutes choses comprises es Inventaires & estimations deldits Navires faites par les Juges de l'Amirauté en Angleterre: pareillement pour la Barque d'Avis envoyée par les Alloçies du Capitaine Bontemps, avec les canons, munitions, agrets, appaux, marchandises & victuailles, la somme que l'on trouvera que ladite Barque & marchandises, agrets, canons & munitions auront été vendus ou évalués par ordre des Juges de l'Amirauté d'Angleterre. Et le même pour le Vaisseau donné par ledit Bontemps aux Anglois repassés en Angleterre, selon l'évaluation qui en aura été faite comme dessus.

XII. A été accordé que sur les sommes qui doivent être restituées par les Anglois & François, seront déduits les droits d'entrée, ensemble ce qui aura été bail-

lé pour la garde des marchandises, & réparation deldits Navires; & particulièrement douze cens livres pour ce qui touche les droits d'entrée des marchandises dudit General de Caën, & douze cens livres qu'il doit paier pour les vivres fournis aux François à leur retour en Angleterre & France en 1629.

XIII. De plus, a été convenu de part & d'autre, que si lors de ladite prise deldits Vaisseaux le Jacques, la Benediction, le Gabriel de Saint Gilles, Sainte Anne du Havre de Grace, la Trinité des Sables d'Olonne, le Saint Laurens de S. Malo, le Cap du Ciel de Calais, a été prise aucune chose contenue es Inventaires, & qui neanmoins n'aura été comprise es procès verbaux des ventes ou estimations: Comme aussi si lors de la prise deldits Vaisseaux, il a été soustrait ou enlevé quelque chose non comprise es Inventaires faits tant en Angleterre qu'en France par les Officiers de la Marine & Officiers de l'Amirauté; il sera loisible aux Intereffés deldits Navires de se pourvoir par les voies ordinaires de la Justice contre ceux qu'ils pourront prouver estre coupables de ce délit, pour iceux estre contrainsts par corps à la restitution de ce qui sera prouvé avoir été enlevé par eux; & qu'à ce faire ils seront contrainsts solidairement, le solvable pour l'insolvable, sans toutefois que ledits Intereffés puissent pour raison de ce prétendre aucune réparation de leurs griefs par Repressailles ou Lettres de Marque, soit par Mer ou par Terre.

XIV. Pour l'exécution de ce que dessus, toutes Lettres & Arrests nécessaires seront expédiés de part & d'autre, & fournis dans quinze jours.

C L X X I V.

Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, ANS
& CHARLES I. Roi d'Angleterre pour de J.C.
le rétablissement du Commerce. Fait à 1632.
S. Germain en Laye le 29. Mars 1632.
Mercure François. Tom. XVIII. pag 25.
Freder. Leonard. Tom. V. pag 44.

PREMIEREMENT. A Esté convenu, que toutes Lettres de Marque & Repressailles, arrefts, & exécutoires, qui ont été ci-devant expédiés par l'un ou l'autre Prince pour quelque cause ou occasion que ce soit touchant les Sujets de l'un ou l'autre Roi, seront revoquées & déclarées nulles, sans qu'elles puissent estre exécutées ci-après de part ni d'autre.

II. Et que pour l'advenir ne seront expédiés aucunes Lettres de Marque ne Repressailles de part & d'autre pour quelque cause que ce soit, si ce n'est après un déni manifeste ou délai excessif de justice dont les Complainans seront tenus auparavant que de pouvoir impetrer lesdites Lettres de faire apparoir par bons Actes, & les Ambassadeurs residans auprès de l'un & de l'autre Prince avertis de telles plaintes & déni ou délai de Justice, même sous cette caution stipulée expressément entre les deux Roiaumes, qu'encore qu'il se donnât des Lettres de Marque ou Repressailles sur le cas susdit, toutesfois elles ne pourront estre en aucune façon employées ou mises en execution contre aucuns des Navires, Marchandises, ou personnes des Sujets de l'un & de l'autre Prince estans dans les Ports, Havres, ou Rades de l'un ou de l'autre deldits Princes, si ce n'est contre celui ou ceux seulement qui ont commis le délit.

III. Et d'autant que sous pretexte de recherche & visite qui se pourroient faire par les Vaisseaux de Guerre de l'un ou de l'autre Prince, ou de leurs Sujets en Mer, des Navires Marchands, pour sçavoir s'ils sont chargez de Marchandises défendues & appartenantes aux Ennemis, il s'est commis par le passé plusieurs outrages, qui ont sans cause legitime empêché la route deldits Navires, & fait souffrir d'autres grands dommages aux Marchands, pour obvier à tels inconveniens, a été convenu que tels Navires de Guerre rencontrans en Mer les Vaisseaux Marchands ils pourront semondre d'amener leurs voiles, à quoi ledits Navires Marchands

ANS chands seront tenus d'obeir & presenter leurs Congez, de J. C. Chartes, Parties & connoissemens aux Capitaines, ou à ceux qu'ils voudront envoyer à bord d'icelle Vaisseau Marchands qui ne pourront entrer en icelle plus de deux ou trois au plus, ni exiger ou prendre aucuns droits sous pretexte de ladite visite, après laquelle si ceux dudit Vaisseau de Guerre ne laissent pas nonobstant cela d'empêcher le voiage d'icelle Navires, soit en les amenant chez eux, ou bien en les détournant ailleurs hors de leur route, lesdits Gens de Guerre seront tenus en ce cas-là de tous dépens, dom nages & interells envers eux, & punis en outre corporellement selon que la qualité & les circonstances du fait le requerront, desquels dépens, dommages & interells répondront, non seulement les delinquans, mais aussi ceux qui les auront armez ou avistuailliez & mis en Mer.

IV. Lesquels Capitaines, Armeurs & Avistuailliers seront tenus avant que sortir leurs Vaisseaux des Ports & Havres de l'un ou l'autre desdits Roiaumes, donner caution pardevant les Admiraux, leurs Lieutenans ou Juges des lieux en France, ou Juges de l'Admirauté en Angleterre de la somme de dix mille livres tournois, de n'entreprendre aucune chose contre les Sujets, Vaisseaux, Biens & Marchandises de l'un ou l'autre Prince, sur peine de punition corporelle & de confiscation de leurs Vaisseaux, de la restitution des choses prises & de toutes les dépens, dommages & interells de la Partie qui aura esté endommagée.

V. Les Capitaines, Lieutenans ou Maîtres des Vaisseaux qui auront fait prise en Mer, seront tenus en dedans vingt-quatre heures après leur arrivée de mettre tous les Livres de Comptes, Papiers, Congez, Chartes, Parties & connoissemens, lesquels ils auront trouvez d'icelle Navires pris entre les mains du Juge de l'Admirauté, ou son Greffier, afin que les Interellez & Parties en puissent tirer des copies pour s'en servir, & où il n'y a pas de Juge de l'Admirauté, lesdits Papiers & connoissemens seront mis entre les mains des Officiers du Roi pour estre envoyez clos & scellez au Juge de l'Admirauté.

VI. Seront semblablement tenus lesdits Preneurs d'amener avec eux les gens qu'ils auront trouvez d'icelle Navires, ou du moins le Capitaine & le Maître, ou deux ou trois des principaux Officiers, & les presenter dedans vingt-quatre heures au Juge de l'Admirauté pour estre examinez, & au cas qu'il n'y ait point de Juge de l'Admirauté, devant les Maires des Villes ou Officiers du Roi, sans qu'ils les puissent tenir & garder prisonniers dedans leurs maisons passé ledit temps, sur peine de punition & perte de la prise qu'ils auront faite, & après que lesdits Prisonniers auront esté ouïs & examinez, lesdits Juges seront tenus les mettre en liberté pour poursuivre leurs affaires ainsi qu'ils verront bon estre.

VII. Les Navires pris, estans amenez aux Havres & Ports, les Mariniers & Matelots n'en pourront estre chassiez, ni aucuns biens d'iceux mis en Terre, sans préalable Ordonnance du Juge, & inventaire fait par icelui ou ses Commis, en presence des principaux Interellez, auxquels en sera délivré copie dudit Juge.

VIII. Par ces Presens Articles, les deux Rois n'entendent point déroger aux précédens Accords & Traitez faits entre eux, lesquels demeureront en leur force & vertu, fors en ce en quoi il y pourroit estre déroge par ces Presentes, & particulièrement que les Traitez de l'an mil six cent six & mil six cent dix seront executez de bonne foi.

En foi de quoi nous Ambassadeurs & Commissaires susdits, en vertu de nos pouvoirs, avons signé les presens Articles. A Saint Germain en Laye le vingt-neuvième jour de Mars mil six cent trente-deux, Signé Isaac Wakus, Bouthillier.

Je sous-signé Resident en France pour Sa Majesté de la Grande Bretagne, certifie que la Copie ci-dessus écrite, est conforme à son Original. Auger.

CLXXV.

Traité d'Alliance entre les PROVINCES UNIES des Pays-bas, & GEORGE GUILLAUME Eleveur de Brandebourg. Fait à la Haye le 2. Avril 1632. Aitzema Historia Pacis pag 97.

Quandoquidem, Anno 1622. inter Serenissimum Principem Elect. Brandenb. ac Præpotentes D. D. Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum Fœdus aliquod defendendi ergo initum conclusumque fuit, ad Serenissimi Principis Electoris Principatus Juliaci, Clivieque Comitatus recuperationem & conservationem; quo Præpot. D. D. Ordines Gen. ad dicti Principatus, Comitatus cæterorumque; Serenissimi Principis Dominiorum recuperationem ac conservationem, auxilium Subsidiumque suum ab unâ, Serenissimus quinetiam Princeps Elector ab alterâ parte, quandam militum numerum, itemque prædictum alium numerum, si opus fuerit, sumptuum quinetiam Extraordinariorum, qui obidionibus impenderentur, determinatam Partem concesserunt ac promiserunt, prout in supramemorati Fœderis Articulis, Idemque sequutis Tractatibus latius exprimitur.

I. Quem in modum etiam Anno 1629. & 1630. Præpotentium D. D. Ordinum Generalium interfectione Contractus quidam Provisionalis, ut vocant, inter Serenissimum Principem Electorem, atque inter Principem Neoburgensem super Clivie & Juliaci Principatus & Comitatus, divisione initus ac conclusus est, Proindeque Serenissimus Princeps Elector dicitavit, se non diutius teneri quicquam supradicto Fœdere concessum præstare, sive militum stipendia, sive obidionales sumptus extraordinarios perfolvendo, utpote quæ omnia vi Fœderis Anno 1629. jamque 1630. initi, cessarunt. Cujus autem contrarium Præpotentes Ordines Generales judicant, existimantes obidiones quidem earumque sumptus, similiter etiam eorum Dominiorum recuperationem, quæ in Principis Neoburgensis commodum Partemque; divisa sunt, dehinc ad viginti & quinque Annorum spatium, dicto Fœdere Anni 1629. & 1630. expressum, respectu Serenissimi Principis Electoris, cessare; at nihilo minus tamen in concessorum per divisionem Dominiorum conservationem Copias nonnullas sub signis haberi necesse esse: quinetiam licet Serenissimus Princeps Elector super istidem Dominis convenisset, adeo ut quiete & tranquille jam possideret, atamen, vi supradicti Fœderis, certum militum numerum, quemadmodum in eodem latius exprimitur, sub signis habere, obstrictum obligatumque teneri.

II. Quem in finem etiam superiori Anno 1629. uti & 1632. inter Per-Illustrem Dominum D. Comitem Swardenburgensem, Serenissimi Principis Electoris, ac Præpotentium D. D. Ordinum Deputatos, qui presentibus subsignarunt, sigillisque Suis obsignarunt, varii plurimique conventus Tractatusque instituti atque habiti fuerunt.

III. Postremo itaque consensu ac consilio Celsissimi Arausionensium Principis conventum est, ut Serenissimus Princeps Elector Præpotentibus D. D. Ordinibus Gener. ad triennium, à decimo hujus Aprilis die annuero, singulis Annis, centum supra viginti Florenorum millia, monetâ Batavis receptâ, extolleret, quindecim Florenorum millia singulis septimanis sex erogando atque in manus illius tradendo, quem Præpotentes D. D. Ordines nummorum receptioni five Embri, Rhezz, sive Vefalia præfecturi sunt. Cujus quoque rei gratiâ Serenissimus Princeps Elector à dicto militum numero, quos hæcenus Dominus à Gent sub signis habuit, suoque ere exsolvit, prorsus liberabitur: Quapropter etiam Præpotentibus, dicto trium Annorum spatio, è Dominis ac Principibus supra memoratis nihil, præterquam quod sequitur, competet.

Utrum

ANS
de J. C.
1632.

Utrum verò Serenissimus Princeps Elector, post triennii jam memorati expirationem, ad ulteriorem tantæ Summæ seu militum stipendii exsolutionem vi supradicti Fœderis obstrictus obligatusque fuerit, illud ante triennii expirationem per Compromissum, ut vocant, unius è sequentium Regum, Eorumve Legatorum, nimirum, vel Regis Galliar, Britanniar, vel Sueciar iudicio atque arbitrio, in quorum iudicio utraque Pars mutuo consensu acquiescere poterit, nisi prius cum bona gratia compositum fuerit: quicquid autem à selecto Arbitro dicti Compromissi successu pronunciatum fuerit illud ab utraque Parte observandum veniet: Fœdere tamen Anno 1622. inito, vim ac robur suum in omnibus Articulis punctisque retinendo.

IV. Porro autem, quandoquidem Præpotentes D. D. Ordin. centies mille Imperialium causa, in Serenissimi Principis Electoris usum fidem suam obstrinxerunt, deinde Anno 1629. variis modis actum fuit, nec quidquam effecti obtinuit; Idcirco eâ etiam de re actum & conventum est, ut Serenissimus Princeps Elector supradictam centies mille Imperialium Summam, simul cum versurâ, insuper etiam versuræ annum versuram, quæ interim dictæ exsolutioni impendi debuerunt, in sese atque in Dominia sibi assignata reciperet: adeo ut supradictæ centies mille Imperialium Summa cum exsolvendâ versurâ Eiusdemque versurâ annuâ, juxta mercedem sequentem, quæque dehinc exsolventur seu exsolvendæ venient, æqualibus Partibus singulis Annis subsistentibus annumerandæ sint, factâ exsolutionis initio à decimo hujus Aprilis die.

V. Quinetiam Serenissimus Princeps Elector in sese recipiet exsolutionem reliquæ pecuniæ annumerandæ Domino à Gent, Copiis (quas ipse hætenus sub signis habuit) pedium scilicet cohortibus duodecim, uni, verò equitum; quæque insuper post summæ exsolutionem, secundum hujus Reip. instituta, ad decimum usque Aprilis, jam currentis, diem summe dicto Domino Eiusdemque Copiis quotquot assidue sub signis fuerint, competere reperietur; quapropter etiam ratio Summæ universæ, absque ullâ interruptione seu omissione absolvetur. At si præter spem & opinionem eveniat, ut in dictam Summam dubia quædam moveantur, ab Eiusmodi, quorum neutrarum Patrium studio animi fuerint disturbati, expedientur ac conficiantur; Quorum tamen Arbitri ab utraque Parte deligentur, si ejusmodi dissidia oboriuntur; eâ lege quidem ac conditione, ut Arbitri Clivie seu Fœderati Belgii incolis eligantur; & quæ oborta fuerint dubia, post sui electionem, unius Mensis intervallo expediant conficiantque, nisi forte rei difficultas plus decedendi temporis exigit: Quinetiam si inter se Arbitri convenire nequeant, sententiarum multitudine æquali, sed si neque id fieri possit, sorte Supremum Arbitrum eligant. Interim tamen supra dictæ Summæ detrahatur, quodcumque jam memoratis Copiis vicefimo die Julii, Anno 1630. ad decimum Aprilis 1631. è tributis Clivienibus fuerit exsolutum. Insuper etiam conventum concessumque est, hanc submissione liticque per eligendos Arbitros adhibendam decisionem, respectu aliorum, quorumcumque tandem, non ulterius latiusque se porrecturam.

Quum autem summæ dictus Dominus à Gent, & quas sub signis habet Copiæ, stipendii summopere hoc tempore indigeant, præsentium est, ut Serenissimus Princeps Elector mox à præsentium conclusione supra memorato Domino à Gent Eiusdemque Ducibus Præfatisque pro equitum pediumque cohortibus, duorum Mensium stipendia, quæ exsolvendâ ipsis veniunt, in Summæ deductionem annumeraret.

VI. Quæ de causâ etiam Præpotentes D. D. Ordines Generales fidem dederunt, se Principi Serenissimo Clivie cæterorumque Principatuum omnia & singula eorundem oppida, quæ Præpotentium D. D. Ordinum Generalium milite Præsidario aut jam tenentur, aut dehinc expugnari poterunt, Celsitudinis Sæ Imperio, Jurisdictionibus, Privilegiis, insuper etiam Neutralitati Sæ permissuros ac reddituros, neque iisdem tributa, vectigalia, vel ejusmodi onera, præterquam ex

quæ Embricum, Rheza ac Vefalia, vi superiorum ANS Contractuum & Recessuum jam promiserunt, esse im- de J. C.
peratos. Quinetiam Præpotentes D. D. Ordines
Generales eisdem Principi Serenissimi Comitatus, Prin- 1632.
cipatus, &c. quantum fieri poterit, adversus quem-
cumque propugnatos & conservatos, ac si quis Onera,
Tributa, sive ejusmodi imperare eademque exactio-
nibus extorquere conatus fuerit, propulsatos esse pro-
miserunt, seque ab exercitus sui transitu militumque
metatis, secundum superiorem Anni 1622. Contra-
ctum, prorsus liberatos.

VII. Nullas quinetiam Retoriones, ut vocant, in Principatibus, Comitatus, seu quæcumque in divisione Serenissimo Principi attributa fuerit, Præpotentibus D. D. Ordinibus institui licebit, si fortasse Celsitudo Sua, ejusdemque Subditi Præpotentium Hostibus pecunias dare coacti fuerint; hoc tamen sibi Præpotentes D. D. Ordines saluum atque integrum voluerunt, ut sibi Retoriones, extra Celsitudinis Sæ dominia divisione acquisita, institui liceret. Si verò Celsitudinis Sæ Subditi quicquam Hostibus volentes dederint, tantundem Præpotentibus ab iisdem exsolutum, aut alioquin Retoriones ejusmodi institutas in permissum concessumque foret.

VIII. Insuper etiam Præpotentes D. D. Ordines Generales, quod si à Serenissimo Principe rogati fuerint, operam dabunt, quò optimis quibuscunque mediis, quæque à Celsitudine sua propolita fuerint, supradicti nummi in Præpotentium D. D. Ordinum exsolutionem, è Serenissimi Principis jurisdictionibus dominisque ad eorundem excusationem, exigantur; Eâ lege tamen ac conditione, ut, si vel casu vel alio quovis modo Præpotentibus D. D. Ordinibus supradictum Auxilium ferentibus, jam memorati nummi non tam maturè quam quidem prædictum fuerit exsolventur, Serenissimus Princeps nihilominus præfatam numerum Summam Præpotentibus diligenter confecturus sit.

Tertiò, quandoquidem Serenissimus Princeps Neoburgensis, vi Contractus Provisionalis Anno 1629. & 1630. inito, ad pleniorum Præpotentium D. D. Ordinum satisfactionem pervenire queat, à Serenissimo Principe Electore triennii, jam proximè elapsi, spatio sibi persolvenda stipulatus fuit, ut è Juliaci Principatu, centies Imperialium mille, è principatu Montium, sexaginta Imperialium millia. Eum in modum etiam Serenissimus Princeps Elector è Ravensbergi Comitatu, qui Principi Neoburgensi in communione fuit concessus, decem Imperialium millia, atque è Ravelsteinii ditione sex Imperialium millia, à Neoburgensi Principe stipulatus fuit. Idcirco Præpotentes D. D. Ordines Generales, hæc etiam in parte Serenissimo Principi Electori, quoad ejus commode poterit, opem auxiliumque laturi sunt, quo Celsitudo Sua plenissimam numerum Summam, absque ullâ dilatione consequatur. Sic tamen ne plenissima exolutio trecentorum & sexaginta millium Florenorum, itemque centies mille Imperialium, unâ cum dictæ summæ versurâ, ut supra memoratum est cumque adhuc solvendis stipendiis, per interpestivum totius Summæ, à Serenissimo Principe Neoburgensi exsolvendæ annumerationem, neutiquam differatur.

X. Si denique Serenissimus Princeps Elector Eiusdemque Principatus, Comitatus ac Ditiones, à quopiam præter opinionem, propter Contractum præsentem, atque antehac initam Confederationem, hostiliter invaderentur, iisque damni aliquid inferretur, quantum fieri poterit, adversus ejusmodi Hostes Præpotentes D. D. Ordines Generales protectionem ac defensionem susceperunt.

Quapropter ab utraque Parte, Articuli punctaque constanter atque inviolabiliter observabuntur: in quem etiam finem præsentis Contractus exemplaria binasus conscripta, atque ab Illustr. D. Comite Swartzenburgensi, ut Serenissimi Principis Electoris Legato ab unâ, & Præpotentium D. D. Ordinum Generalium Deputatis ab altera Parte manu sigilloque obsignata sunt; Utriusque insuper Partis Deputati promittunt spondentque, se

ANS à D. D. suis Deputantibus in prasentes Articulos ap-
de J. C. probationem ac confirmationem, quatuor Mensium in-
tervallo, tradituros esse. Actum Hagæ-Com. secundo
1631. die Aprilis, Anno 1632.

Adami Comitibus Swartsenburgenfis. Florentii Comiti-
bus Culenburgenfis. Nicolai à Bouckhorst. Adriani
Pauw. Simonis à Beaumont. A. Ploos. P. à Walta. S.
ab Haarfolce. G. Schafferi, manu Sigillique obli-
gnatum.

CLXXVI.

ANS

de J. C.

1632.

FRANCE

ET

TREVES.

Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & PHILIPPE CHRISTOPHE Electeur de Treves, par lequel Sa Majesté s'oblige de Passister contre tous ceux qui le voudront opprimer, & de faire sortir les Suédois de ses Etats, fait à Ebremsburg le 9. Avril 1632. Freder. Leonard.
Tom. III. pag. 22.

Nous Philippes Christophle, par la Grace de Dieu Archevêque de Treves & Prince Electeur, Evêque de Spire, Administrateur de Prum, & Prevost de Weissenbourg. Et Louis de Prianfon de la Saludie, Mestre de Camp de Sa Majesté Tres-Chrétienne, & son Ambassadeur, munis d'un plein pouvoir. Faisons à sçavoir, que Sa Majesté Tres-Chrétienne s'étant entremise comme Mediateur, répondant, & garant d'un rétablissement & renouvellement de la Paix en Allemagne, entre le Serenissime & très-puissant Roi de Suede, & les Serenissimes & Reverendissimes Electeurs, Princes, & les autres Etats Catholiques unis; à condition qu'il y auroit une Neutralité entre Sadite Majesté Suedoise, & les susdits Etats Catholiques unis; ladite Neutralité n'ayant d'aucun costé esté ni approuvée, ni conclue, ni confirmée, mais plutôt rompue par des Actes tous contraires. A ces causes nous avons avec l'Ambassadeur de France, conclus, approuvé, munis de nos Sceaux, & signé de nos propres mains, les articles de Paix dont la teneur s'ensuit.

I. Nous Philippes Christophle, Archevêque de Treves & Prince Electeur, remettons entre les mains & à la garde de sa Majesté Tres-Chrétienne le Chateau d'Erberstein qui est le plus considerable de nostre Archevêché de Treves jusqu'à la conclusion de la Paix en Allemagne, dans lequel tems Sa Majesté Tres-Chrétienne en retirera ses Troupes & remettra ledit Chateau entre nos mains ou celles de nos Successeurs, dans le même estat qu'il estoit au tems que l'on lui remit, & qu'il y fit entrer ses Troupes.

II. Pour la garde duquel Sa Majesté fournira mil hommes de pied & cent chevaux, choisis tous François, pour y mettre en Garnison.

III. Lesquelles Troupes y estant ainsi entrées par la permission & ordre de Sa Majesté; ce qu'on y fera entrer ensemble nous prestera serment.

IV. Nous prions néanmoins Sa Majesté qu'à cause des derniers ravages nous ne paions que la troisième partie de la dépense qu'il faut pour la subsistance des Troupes, jusqu'à ce que nos Sujets soient en estat & puissent fournir les Contributions nécessaires.

V. Et aussi-tôt qu'on aura remis le susdit Chateau entre les mains de Sa Majesté, Sadite Majesté chassera de l'Archevêché de Treves, non seulement les Troupes de Sa Majesté Suedoise, mais encore toutes les autres qu'elle y trouvera alors; à quel effet il fera devant que d'y entrer, afficher pour plus grande sûreté une Ordonnance expresse, & aura soin qu'ils sortent de tous les lieux de nostre Etat, des Villes, Villages & Territoires qu'ils occupoient, qu'on en emmène les Soldats, & que ledits lieux soient remis libres entre nos mains; à condition que nous pourrions disposer comme auparavant desdits lieux ceder & évacuer, & que nous y pourrions

donner des Quartiers à nos Troupes sans aucun empeschement.

ANS

de J. C.

1632.

VI. Sadite Majesté ne gardera seulement pas, comme il a esté dit ci-dessus, nostre Chateau d'Erberstein, mais aussi nous aidera nous & nos Sujets de sa Roiale assistance contre toutes fortes d'hostilité, oppressions & offenses, détournera tous les Quartiers de Troupes & toutes les incommoditez, & nous défendra par toutes fortes de voies & moïens.

VII. En quel cas Sadite Majesté par sa libéralité Roiale fera toute la dépense, & ne demandera pas de Nous ni de nos Sujets plus de vivres & de provisions qu'ils n'en pourront fournir, & ne prétendra à l'avenir aucune autre action contre nostre Archevêché, Nous & nos Successeurs.

VIII. Et aussi-tôt que le Chateau d'Erberstein sera gardé, comme il a esté dit ci-dessus, & qu'on aura pris les sûretés pour le reste suivant les articles susdits, alors nous remettons aux mêmes conditions & de la même manière, nostre Chateau de Philipsbourg entre les mains de Sa Majesté Tres-Chrétienne, pour le garder avec mil hommes de pied & cent chevaux choisis: de manière néanmoins, comme il a esté dit ci-dessus, que le Roi de Suede & ses adhérens, évacueront tout l'Evêché de Spire & tous les lieux de nostre Etat, les Villes, Villages & Territoires; qu'on en fera tout à fait sortir les Troupes, & qu'on remettra ledits lieux libres en nos mains, à condition que nous pourrions disposer comme auparavant desdits lieux ceder & évacuer: & que nous y pourrions donner des Quartiers à nos Troupes sans aucun empeschement. Sadite Majesté Tres-Chrétienne ne gardera seulement pas, comme il a esté dit, nostre Chateau de Philipsbourg; mais aussi nous secourra Nous & nos Sujets de la Roiale assistance contre toutes fortes d'hostilité & oppressions quelconques, détournera tous les Quartiers de Troupes & toutes les incommoditez, & Nous défendra par toutes fortes de voies & moïens.

IX. Avec cette clause aussi que nous pourrions demeurer à nostre volonté dans tous les deux Châteaux avec nostre Cour, nostre Garde ordinaire & nostre Chancellerie, & là vacquer à nos affaires.

X. De plus, en cas que la Ville de Treves nostre Metropolitaine fust occupée par les Troupes du Roi de Suede, elle sera remise par le moien de Sa Majesté Tres-Chrétienne entre nos mains; & il n'y aura d'autre Garnison que la nostre qui y sera introduite & entretenue, de la même manière & condition que dessus.

XI. Enfin tous les passages seront ouverts sans fraude aux deux parties, sans qu'il soit fait aucune injure & tort aux Propriétaires.

Et Nous Christophle Philippes, Archevêque de Treves & Prince Electeur, Nous promettons d'observer & faire observer sincèrement & réellement, & avec effet sans aucune méchante interpretation.

Et moi Louis de Prianfon, Baron de la Saludie, Mestre de Camp de Sa Majesté Tres-Chrétienne, & son Envoyé avec plein pouvoir, suis convenu au nom de Sad. Majesté des susdits articles, en autant de paroles selon la coutume, & je promets de faire confirmer à Sa Majesté de sa main propre & de son Sceau Roial, tous & chacun des articles & conditions, comme est à present nostre conclusion, souscription & Cachet, & accomplir par sa Roiale assistance.

En foi de quoi Nous avons signé les presentes de nos propres mains, & munis de nostre Cachet. Le tout fait & passé dans nostre Chateau d'Erberstein le 9. Avril 1632. Ainsi signé, PHILIPPE CHRISTOPHE, Archevêque de Treves, & LA SALUDIE, avec le Sceau dudit Sieur Electeur.



ANS
de J. C.

CLXXVII.

1632.

FRANCE
ET
TREVES

*Articles Convenus & Accordez entre Mon-
seigneur de S. Chaumont pour LOUIS XIII.
Roi de France & M. l'Electeur de TRE-
VES, au sujet d'Hermestein & de Philips-
bourg, & pour l'exécution du Traité du 9.
Avril 1632. sans datte. Freder. Leonard.
Tom. III. pag 28.*

I. Monsieur l'Electeur de Treves promet paier & entretenir désormais dans son Pais, à com-
mencer au premier jour de cete année, dou-
ze cens hommes de pied François, & cinquante Ca-
rabins, & supplie le Roi d'agréer qu'il puisse établir
en telle Garnison qu'il lui plaira dans sondit Pais, hors
Treves, Coblents & Hermestein, la moitié desdites
Troupes; à sçavoir six cens hommes, à la charge qu'il
les fera rentrer en cas de besoin dans les Places qui se-
ront menacées de Siege.

II. Son Altesse supplie encore Sa Majesté de lui lais-
ser parmi ces six cens hommes la disposition de trois
Compagnies, l'une en faveur du Sieur Balt, Maréchal
de Cour de Son Altesse, & les deux autres par deux
Capitaines du Regiment de Lambertie; consentant que
Sa Majesté ait la liberté & entiere disposition de tout le
reste des Troupes qu'il lui plaira d'entretenir dans l'E-
tat de Treves (hors les six cens susdits) pour les mer-
treés Villes de Treves, Coblents & Chateau de Her-
mestein, ou autres Places.

III. Son Altesse supplie encores très humblement
le Roi, de rappeler dans son Roiaumes les Compagnies
de Chevaux Legers qui sont dans l'Etat de Treves, &
d'envoyer dans leurs Places des Compagnies de Cara-
bins, qu'elle y juge plus utiles.

IV. Son Altesse considerant la pauvreté de ses Su-
jets, & le peu de grains, vivres & fourages qui se trou-
vent en ces quartiers, a prié Monsieur de S. Chaumont
de s'en retirer avec l'Armée, n'ayant voulu qu'ils s'y ar-
restast pour reprendre Hermestein que Monsieur l'E-
lecteur de Cologne lui detient, n'étant Place de con-
sideration, ni de laquelle Son Altesse ne se puisse ren-
dre Maître quand il lui plaira avec ses forces, & s'est
contentée que mondit Sieur de S. Chaumont convias-
t par ses Lettres mondit Sieur l'Electeur de Cologne de
lui en faire restitution.

V. Son Altesse n'a non plus désiré de M. de S. Chau-
mont autre office pour se faire restituer les Places d'Al-
ken, Schimbourg & Frembsbourg, que les Suedois lui
tiennent, qu'une Lettre à M. le Grand Chancelier
Oxenstiern, pour le convier à les lui rendre; ce qu'il
lui a accordé.

VI. Les Troupes Françoises qui sont dans l'Etat de
Treves, reconnoîtront Son Altesse, suivant la Capitu-
lation avec le Roi du 9. Avril 1632. & Son Altesse
se contente d'user de cete autorité avec tant de moder-
ation, qu'elle prendra en toutes choses de Guerre les
conseils de M. de Bussy, Maréchal de Camp, ou tel
autre que le Roi y mettra.

VII. Son Altesse promet de fournir le bois & chan-
delle pour les Chateaux de Hermestein & Philip-
pust.

VIII. La Garde de Philipsust se fera désormais dans
les dehors du Chateau, où Son Altesse fera des cou-
verts pour les Corps de Garde, & les logemens des
Soldats.

IX. Son Altesse tiendra toujours le Chateau de Her-
mestein fourni de toutes sortes de munitions de guer-
re, de bouche & autres choses nécessaires à soutenir un
Siege pour trois mois.

X. Son Altesse fera tout ce qu'elle pourra pour re-
tirer la Forteresse de Philipsbourg des mains de celui
qui la tient aujourd'hui, & promet de la remettre in-
continent au Roi, suivant la susdite Capitulation du 9.
Avril 1632: suppliant très humblement Sa Majesté d'en
faire accepter la garde, & de l'assister.

CLXXVIII.

ANS
de J. C.FRANCE
ET
SAVOYE.

*Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, 1632.
& VICTOR AMEDUC de Savoie, par
lequel le Duc de Savoie cède & transpor-
te au Roi & à ses successeurs la Ville &
Chateau de Pignerol, le Village & Fort
de la Perouse, & autres Villages d'en-
tour. Fait à S. Germain en Laye le 5.
Mai 1632. Freder. Leonard. Tom. IV.*

ENCORE que depuis le Traité du dix neu-
vième Octobre dernier, par lequel pour les
considerations y contenues, la Place de Pignerol
a esté mise en deposit entre les mains du Roi pour six
mois, sa Majesté n'aie rien obmis de ce qu'elle a crû pro-
pre à lever les ombrages qu'on a essayé de donner aux
Princes d'Italie, qu'elle eust désiré cete Place pour en
troubler le repos & y faire de nouvelles entreprises; que
pour cet effet sa Majesté à l'instance de Monsieur le Duc
de Savoie aie fait reduire à une garnison modérée les
Troupes qu'elle avoit resolu d'entretenir dans ladite
place, qu'en même tems elle aie fait éloigner le reste
de ses forces des Frontieres, pour faire connoître à tout
le monde que son dessein n'étoit que de se maintenir
en estat de secourir ses Alliez & de défendre la liberté
de l'Italie; Neanmoins le Gouverneur de Milan aiant
non seulement continué les mesmes contraventions aux
derniers Traitez de Paix qui avoient obligé sa Majesté
de redemander cete Place; mais aiant outre cela ordon-
né de nouvelles levées en divers endroits, fait venir
quantité de forces étrangères dans le Milanois, & fait
de continuel préparatifs de guerre, a fait assez connoi-
tre au public outre les diverses pratiques que les Espa-
gnols font en d'autres endroits au prejudice de la France
& de ses Alliez, la juste nécessité que sa Majesté avoit
eu de désirer entre ses mains ce passage assuré: & com-
bien il importe à toute l'Italie pour y établir une dura-
ble paix, que sadite Majesté par la possession de quel-
ques places qui lui en donnent la libre entrée, soit in-
teressée avec tous les autres Princes Italiens à la deffen-
se de son repos & de sa liberté, l'expérience aiant fait
voir tant de fois depuis l'échange du Marquisat de Sa-
luzes avec la Bresse, que tous les troubles dont cete
Province a esté travaillée n'ont esté causez que de la fa-
cilité que les Espagnols ont eu d'y entreprendre pour
cet effet, sa Majesté aiant fait entendre par ses Amba-
sadeurs à Monsieur le Duc de Savoie les justes raisons
qui l'obligent non de lui demander la prolongation du
terme du deposit expiré, lequel semble plutôt par les
diverses esperances qu'il a laillées aux uns & aux autres
avoir tenu la paix en incertitude que de l'avoir bien éta-
blie, mais de faire un Traité definitif & irrevocable de
cete Place, par lequel sa Majesté pourvoit à l'indem-
nité dudit Sieur Duc à son contentement, puisse faire
cesser tous les interets que d'autres y veulent prendre
sans raison, & conserver entre ses mains ce moi-
en d'assister ses Alliez, & maintenir le repos & la liberté
de l'Italie. Et ledit Sieur Duc voulant cooperer au
repos public par ses propres interets, en y contribuant
tout ce qui lui est possible pour le contentement de sa
Majesté, il a esté resolu entre son Altesse d'une part,
& Messieurs le Maréchal de Thoiras, Lieutenant Ge-
neral des Armées de sa Majesté en Italie, & Servient,
Conseiller de sa Majesté en ses Conseils, Secretaires
d'Etat & de ses Commandemens, ses Ambassadeurs
extraordinaires en Italie, au nom du Roi, de faire ledit
Traité aux conditions suivantes.

I. Que ledit Sieur Duc pour lui & ses Successeurs à
l'avenir cede, transporte & delaisse pour toujours au
Roi & à ses successeurs la propriété, possession & sou-
veraineté de la Ville & Chateau de Pignerol, Riva,
Baudenasco, Biacasco, Supérieur, Collatgrande, &
ce qui est en l'étendue du Finage dudit Pignerol, le
Village de l'Abbaie, & Valdelemie & leurs Finages,

T t 3

en-

ANS ensemble les Villages & Fort de la Perouse, Pinache, de J. C. Villars, les Portes, le grand & petit Diblon & leurs 1632. Finages, & autres Terres qui pourroient estre situées dans la Vallée de la Perouse, excepté celles dependantes de lad. Vallée de la Perouse qui sont à la main gauche, allant de Pignerol à la Vallée de Pragelas, par delà la riviere de Chifon, pour estre lesd. lieux perpetuellement unis à la Couronne de France, consentant ledit Sieur Duc que sa Majesté en demeure presentement en possession, & qu'elle & ses successeurs à l'avenir en jouissent comme de chose qui leur appartient en propriété & souveraineté, en la même forme & aux mêmes droits qu'en ont ci-devant joui ledit Sieur Duc & ses predecesseurs; lequel pour lui & ses successeurs a promis de ne jamais venir au contraire de la presente cession & délaissement, sous quelque pretexte ou occasion que ce soit, & de ne donner aide, assistance ou passage sur ses Etats à qui que ce puisse estre qui voudrait entreprendre contre lesdites Terres ci-dessus mentionnées, ains de joindre ses armes à celles de sa Majesté pour la défense d'icelles, & pour s'opposer à tous ceux qui voudroient troubler sa Majesté; en quelque occasion qui s'en puisse presenter, en la libre jouissance d'icelles. Promettant en outre ledit Sieur Duc afin que le passage demeure libre à sa Majesté jusques à ladite Ville de Pignerol, de ne bailler aucuns Forts, Chasteaux ou Places fortifiées entre la Vallée de Pragelas & ladite Ville de Pignerol, tant deçà que delà la Riviere de Chifon, laquelle Riviere appartiendra en propriété à S. M. le long de la Vallée de la Perouse & du Finage de Pignerol seulement, en sorte néanmoins que l'usage d'icelle demeure libre aux particuliers & propriétaires qui ont eu droit jusqu'à present de s'en servir à leurs Moulins & Prez, soit qu'ils soient habitants dans les Terres qui resteront à son Altesse au delà de ladite Riviere, ou dans celles qui sont contenues en la presente cession & délaissement; en recompense duquel sa Majesté promet audit Seigneur Duc pour lui & les siens, de l'acquiter envers Monsieur de Mantoué de la somme de quatre cens quatre-vingt quatorze mille & tant d'écus que ledit Sieur Duc de Savoie est obligé de paier aud. Sieur Duc de Mantoué, en execution du Traité de paix fait à Querasque, le sixième Avril de l'Année dernière 1631. & de garantir ledit Sieur Duc de Savoie de la demande qui lui en pourroit estre faite; consentant sa Majesté que moiennant la presente promesse, ledit Sieur Duc puisse retirer presentement les pierrieres par lui consignées: & que dès à present les depositaires en demeurent bien & valablement déchargez, & d'autant que ladite somme de quatre cens quatre-vingt quatorze mille tant d'écus, ne peut faire qu'une partie de celle à laquelle montera l'évaluation des revenus desdits Terres ci-dessus énoncées, selon le denombrement qui en a été fait par estimation, sadite Majesté promet après que la liquidation desd. revenus aura été faite & l'évaluation d'iceux, laquelle il a été convenu de faire à raison de deux pour cent, par les Commissaires qui seront respectivement deputez pour cet effet, dans un mois après la dater du present Traité de fournir le surplus en deniers comptans.

II. Et parce que Monsieur le Duc de Savoie pretend par l'interposition de sa Majesté, employer cet argent en l'acquisition de Neuchâtel & Valengin, le Roi fera toutes sortes d'offices, & pourvoira envers le Sieur Duc de Longueville autant qu'il lui sera possible, que cete vente de laquelle il a été ci-devant parlé, soit effectuée, en sorte toutefois que soit que le Traité d'entre lesdits Sieurs Ducs de Savoie & de Longueville, pour raison de ladite vente de Neuchâtel & Valengin, ait lieu ou ne l'ait pas, la presente cession & délaissement de Pignerol, & autres lieux mentionnez ci-dessus, ne lairrapas de sortir son plein & entier effet, & en cas que l'achat dudit Neuchâtel & de Valengin n'ait lieu, Monsieur le Duc de Savoie voulant employer cet argent en achat d'autres Terres souveraines, où l'entremise de sa Majesté lui puisse estre utile, elle promet d'y contribuer tres-volontiers tout ce qui en dependra.

III. En consideration de ce que dessus, a été aussi convenu que son Altesse demeurera obligée par le present Traité, de donner presentement & à l'avenir libre passage par ses Etats aux armées du Roi, y joindre les siennes, & fournir les étapes & vivres nécessaires en paient au prix courant, lorsqu'ils seront delivrez, toutes les fois qu'il sera besoin pour la defense, & conservation des Etats & Princes Alliez de sa Majesté. Comme aussi sa Majesté demeurera obligée de defendre la Personne & les Etats de son Altesse & ses successeurs à perpetuité, & les maintenir en la possession & jouissance de toutes les Terres & Places du Montferrat, qui lui-ont été nouvellement adjudgées par ledit Traité du sixième Avril dernier, en cas que pour le sujet que dessus ou autrement, en haine du present Traité, ou sous quelque pretexte que ce soit, lesdits Etats tant deçà que delà les Monts, soient attaquez par quelques forces que ce puisse estre, ou que son Altesse soit troublée en la jouissance desd. Terres adjudgées, obligant pour cela tout ce qui peut estre de la Couronne, promettant sa Majesté dès à present de fournir pour cet effet, toutesfois qu'il en sera besoin, vingt-mille hommes de pied & deux mille chevaux, avec l'artillerie à proportion; à la charge que son Altesse fournira de son coûté douze mille hommes de pied & deux mille chevaux, dont la moitié sera païée par ladite Majesté: & seront toutes lesdites troupes entretenues de part & d'autre, jusques à ce que l'hostilité qui pourroit avoir été commencée, soit entierement cessée par un Traité de Paix ou autrement. Promettant en outre sadite Majesté pour donner plus de commodité à son Altesse d'y satisfaire, de donner libre passage par toutes les Terres de son obeissance, à tous les gens de guerres Lorrains, Liegeois, Wallons, & d'autre nation que son Altesse pourra faire lever pour l'effet du present Traité, & de permettre dans son Roïaume la levée des hommes qui seront jugez nécessaires pour ledit effet, & faire fournir pour le passage d'iceux les étapes & vivres en paient, comme est porté ci-dessus. Sa Majesté declare aussi par le present Traité, que si ledit Sieur Duc de Savoie acquiert la Souveraineté de Neuchâtel & de Valengin, sa Majesté le defendra au cas qu'elle fût attaquée, ainsi que les autres Etats qui appartiennent à present audit Sieur Duc.

IV. Promet de plus sa Majesté que l'artillerie qui est dans Pignerol appartenant à son Altesse lui sera rendue, ou que pareil nombre lui en sera donné en quelque autre lieu de ses Etats, à sa commodité & celle du Roi.

V. Et pour l'observation du present Traité, son Altesse a obligé tous & uns chacuns ses biens presens & à venir, & lesdits Sieurs Ambassadeurs ceux de sa Majesté & de la Couronne de France, de laquelle ils ont promis de fournir la Ratification pure & simple en bonne & deue forme, dans un mois après la dater du present Traité, lequel son Altesse & lesdits Sieurs Ambassadeurs ont signé, & fait mettre à icelui le Cachet de leurs Armes.

Le Roi trouve bon que le present Traité soit signé par Messieurs ses Ambassadeurs, en la forme ci-dessus, & non autrement. Fait à S. Germain en Laye le 5. jour de Mai 1632.

CLXXIX

ANS de J. C. 1632. **Traité de Neutralité entre GUSTAVE ADOLPHE Roi de Suede & l'Electeur de TREVES, par l'entremise de LOUIS XIII. Roi de France fait à Munich le 20. Mai 1632. Freder. Leonard. Tom. III. pag. 24.**

NOUS Gustave Adolphe, par la grace de Dieu Roi de Suede, des Goths, des Vandales, Grand Prince de Finlande, Duc d'Esthonie & de Carélie, Seigneur d'Ingrie. Sçavoir faisons, Qu'à l'occasion de cete Guerre qui s'est allumée dans l'AI-

ANS l'Allemagne. Nous avons condescendu aux desirs du
J. C. Serenissime & tres-puissant Prince nostre tres-cher Fre-
re LOUIS XIII. Roi de France & de Navarre, qui
632.

Nous a requis d'accorder la Neutralité aux Electeurs & Princes de la Ligue Catholique par ses Ambassadeurs, le Sieur Marquis de Brezé, Conseiller d'Etat, Capitaine de ses Gardes du Corps, Gouverneur de la Ville & Chateau de Saumur, & Maréchal de ses Camps & Armées; & le Sieur Hercule, Baron de Charnassé, Conseiller d'Etat. Nous pour lui témoigner nostre affection & bonne volonté à le gratifier, Nous avons consenti à de certains articles de Neutralité en faveur de ceux qui la veulent accepter, les autres de la Ligue Catholique apportant des délais pour ne la pas recevoir, le tres-illustre Prince Philippe Christophle, Archevêque de Treves, Electeur du Saint Empire, Grand Chancelier de l'Empire dans les Gaules & le Roiaume d'Arles, l'ayant acceptée pour lui, pour son Electorat, Archevêché, & ses Evêchez & Prevostez, pour le bien des Provinces & Pais de son obéissance, & les articles ayant été arrêtés & signés avec le Sieur Axel Oxenliern, Seigneur de Fiholm & Tydoen, nostre Conseiller & Chancelier de nostre Roiaume, Lieutenant General des Armées qui font du côté du Rhin & de Franconie. Par les susdits Ambassadeurs nous déclarons que ce n'est pas seulement en considération de l'entremise du tres-sereinissime Roi de France, mais aussi par l'inclination & la volonté que nous avons à procurer une bonne Paix & une tranquillité universelle, que nous avons approuvé & ratifié les articles suivans de Neutralité, arrêtés par nostre Chancelier avec l'illustissime Prince Electeur de Treves, comme nous les approuvons, ratifions & promettons par ces presentes.

I. L'Electeur de Treves entrera en un Traité de Neutralité avec Nous, nos Roiaumes, Provinces & Sujets, tant hereditaires que conquis en Allemagne, & les Electeurs, Princes, Comtes, Nobles, Villes, Etats, Communautés & Ordres Confédérés, & sur tout avec l'Electeur de Saxe, & l'observera saintement & inviolablement, & outre cela il aura égard à ce qui nous touche.

II. Il ne commettra aucune hostilité contre Nous, nos Roiaumes, Armées & Pais conquis, ni contre nos Alliez Evangeliques, Electeurs, Princes, Nobles, Villes, Communautés, Ordres, & autres Evangeliques de quelque condition qu'ils soient, & ne permettra non plus qu'ils soient inquiétés, ni par ses Soldats ou Sujets, sous quelque pretexte que ce soit, mais même empêchera autant qu'il lui sera possible qu'ils ne le soient, ou par les Imperiaux ou par les Alliez de la susdite Ligue Catholique, ou par quelques autres Ennemis.

III. Il restituera sans retardement à tous & un chacun des Princes & Etats Evangeliques, de quelque qualité & condition qu'ils soient, toutes les Chateaux, Places fortes, Citadelles, Villes, Territoires & Provinces qui se trouveront sous son obéissance ou celle de ses Eglises, & il emploiera tous ses soins afin que la même chose soit faite par les autres Princes Catholiques Alliez d'Allemagne, afin que chaque chose reprenne son ancien estat comme il estoit avant la Guerre; Sçavoir en l'année 1619. & cela pour l'avancement de la tranquillité publique.

IV. Quoique pour l'avancement de la Paix on eût résolu que toute l'Armée de la Ligue Catholique étant retirée des Provinces des Electeurs, des Princes & Etats Evangeliques, fust ou entièrement ou en partie congédiée; & qu'en ce dernier cas n'estant partagée qu'en petite bande & sans Chef General, elle passeroit sur les Terres des Princes Catholiques, cette affaire ne regardant pas seulement une personne, mais toute la Ligue Catholique, l'Electeur de Treves s'efforcera de faire effectuer cela au plutôt: cependant il fera sortir les Troupes de son Archevêché & de ses Evêchez, des Pais des susdits Electeurs & Princes, & celles aussi qui sont dans l'Armée Catholique ou qui sont dispersées dans ses Pais, leur otera le pouvoir d'agir, & aura soin

qu'elles n'augmentent point les Troupes de nos Ennemis.

V. Il ne donnera secours à l'Empereur & aux autres Princes Alliez Catholiques d'Allemagne, ou à aucun autre nostre Ennemi ni en secret, ni ouvertement, ni par l'aide d'autrui, & ne permettra pas à ses Sujets de le faire.

VI. Il ne permettra ni à la Maison d'Autriche, ni à aucun autre nostre Ennemi quel qu'il soit, de lever des Soldats dans ses Terres, de distribuer des Quartiers d'assemblée, d'y assembler des Troupes, d'emporter des Armes, ou d'y faire quelque autre appareil de Guerre, mais il observera par tout une inviolable & sincere Neutralité.

VII. Pour les passages il les refusera selon qu'il sera convenu, sans fraude à tous les deux partis, ou les accordera à tous deux sans qu'il en souffre aucune incommodité.

VIII. Que tous les Ordres, Etats, Princes, Comtes, Nobles, Villes & Communautés Evangeliques qui voudront, entrent sous nostre protection, sans que pour cela ils soient maltraités, directement ou indirectement par l'Electeur de Treves dans son Archevêché, ses Evêchez & Prevostez.

IX. Le Commerce sera libre par tout entre Nous, nos Roiaumes, Provinces, Alliez Evangeliques & leurs Sujets d'une part. Et l'Electeur de Treves, son Archevêché, ses Evêchez, ses Prevostez & ses Sujets de l'autre, & il ne l'empêchera sous quelque pretexte que ce soit, & aura soin que les autres Etats Allemands Catholiques ne le troublent.

X. Comme l'Electeur de Treves dans son Archevêché & ses Evêchez s'oblige d'observer inviolablement toutes & chacune des choses susdites, & de n'y contrevenir pour aucune raison, ainsi il consentira pour plus grande confirmation qu'on s'assure par les articles qui suivent, & pour nous & pour sa propre sûreté, & aura soin que les Garnisons de deux de ses Places fortes, dont l'une qui se nomme Ehrenbreistein est située dans l'Electorat de Treves, & l'autre sous le nom de Philipsbourg est située dans l'Evêché de Spire, en sorte dans six semaines de la date des presentes cette année; & qu'au contraire il y ait Garnison Française, & qu'elles soient gardées au nom de Sa Majesté Tres-Chrétienne, & ne seront remises entre les mains de quelque autre que ce soit pendant tout le tems de la Guerre, s'il n'en est autrement résolu entre leurs Majestés.

XI. Le Serenissime Roi de France promettra & donnera ordre que les Garnisons de ces deux Places, ne fassent dommage ou apportent empêchement, tant à nos Pais qu'à nos Armées & à nos Alliez, soit directement ou indirectement, & elle les gardera pour la sûreté des deux parties, tant que la Neutralité qui est conclue durera.

XII. Pareillement, nous ne commettrons aucune hostilité contre l'Electeur de Treves, son Archevêché, ses Evêchez & ses biens Patrimoniaux, & n'imposerons aucune charge onereuse de quelque genre qu'elle soit, mais nous observerons avec lui une sincere Neutralité.

XIII. Tout ce que nous avons emporté de son Electorat & de ses Evêchez en quelque endroit qu'il soit, & pour quelque sujet qu'on s'en soit emparé, sera restitué immédiatement après la Ratification, & nous retirerons tous les Soldats de ses Pais, & nous ne leur y donnerons dorénavant aucuns Quartiers, sous quelque pretexte que ce soit, ostée la Ville de Spire qu'on nous a laissé.

En foi de quoi nous avons signé ces presentes de nostre main, & y avons fait apposer le Cachet Royal de nos Armes. Fait à Munic le 20. Mai 1632. GUSTAVE ADOLPHE.



ANS
de J. C.
1632.

C L X X X.

FRANCE
ET
LORRAINE.

Traité entre LOUIS XIII. Roi de France & CHARLES III. Duc de Lorraine ; Par lequel les Villes, Châteaux & Citadelles de Stenai, & Jametz, demeurent en dépôt entre les mains de sa Majesté pour quatre ans, & le Comté de Clermont en Argonne en pleine propriété & Souveraineté. Fait à Liverdun le 26. Juin 1632. Freder. Leonard. Tom. III. Recueil des Traitez de Confédération & d'alliance entre la Couronne de France & les Princes & Etats Etranger, pag. 153.

SA Majesté retirera ses armes des Etats dudit Sieur Duc de Lorraine où elle avoit été contrainte de les porter pour tirer raison de son procédé, les faisant à son grand regret revenir d'Allemagne où elle les avoit avancées pour le secours de ses Alliez Catholiques.

Elle remettra audit Sieur Duc la Ville & Château de Bar, la Ville & Château de saint Miel, le Pont à Mousson, & generallyment tout ce qu'elle a conquis dans ses Etats depuis qu'elle y est entrée avec ses armes.

Moyennant quoi ledit Sieur Duc déposera dans neuf jours les Villes, Châteaux, & Citadelles de Stenai & Jametz entre les mains de Sa Majesté ; savoir est Stenai dans six jours, & Jametz trois jours après, le tout avec les vivres, armes & munitions qui sont dedans, & ce pour quatre ans.

A condition que ce temps expiré lesdites Places lui seront rendues de bonne foi au même estat qu'il les aura déposées. A raison de quoi en sera fait bon procez verbal, comme aussi des munitions de Guerre qui seront pareillement rendues en même estat.

Pour ce qui est des grains, sa Majesté en retiendra ce que bon lui semblera au prix courant, faisant dès-à-présent rendre le surplus aux Commissaires députés à cette fin par ledit Sieur Duc.

Pendant ledit temps du dépôt, il sera loisible à sa Majesté de mettre tel nombre de gens de Guerre qu'il lui plaira dans lesdites Places pour la garde d'icelles ; & les habitans prêteront le serment de fidélité au Roi, s'obligeant à ne rien entreprendre au préjudice du service de sa Majesté contre lesdites Places pendant ledit dépôt, lequel n'empêchera pas que son Altesse ne jouisse de tous & chacuns des revenus & droits, comme elle fait à présent, les Officiers dudit Sieur Duc exerçant leurs charges sous son autorité ainsi qu'ils font.

Ledit Sieur Duc déposera aussi entre les mains de sa Majesté la Ville & Forteresse de Clermont dans trois jours avec cette difference, que parce que sa Majesté prétend que le Comté dudit Clermont lui appartient & relève de sa Couronne, dont il y a procez pendant en la Cour de Parlement de Paris, au lieu que les deux autres Places doivent être restituées audit Sieur Duc. Dès à cette heure il est convenu entre sa Majesté & lui par le present Traité que ladite Ville, Forteresse & Comté de Clermont, & tout ce qui en dépend demeureront en pleine propriété & Souveraineté au Roi, comme sa Majesté le desire, moyennant le prix qui en sera payé par sa Majesté audit Sieur Duc, à raison du denier cinquante sur le pied du revenu de ladite Terre, dont estimation en sera faite par Commissaires qui seront députés de part & d'autres dans six mois, eu égard à ce que la terre a valu durant les neuf années dernières dont il en sera faite une commune ; cependant & jusques à ce que le prix dudit Comté ait été payé par sa Majesté, ledit sieur Duc en jouira comme des autres lieux ci-dessus.

Et si dans le temps de quatre ans spécifié ci-dessus pour le dépôt, sa Majesté n'avoit pas payé le prix dudit Comté, ainsi qu'il est porté dans cet Article, ladite Ville &

Château de Clermont seront restitués audit Sieur Duc au même estat que sa Majesté les a reçeus.

Il a été aussi arrêté qu'il sera faite estimation & inventaire des pieces d'artillerie & munitions de Guerre qui se trouveront dans ladite Place pour être payées par sa Majesté audit Sieur Duc.

De plus qu'entre ci & un an ledit Sieur Duc rendra la foi & hommage qu'il doit à sa Majesté pour raison du Barrois, mouvant de la Couronne ainsi qu'il le doit.

Et pour le regard des differens meus & à monvoir entre sa Majesté & ledit Sieur Duc pour raison des Evêchez de Metz, Toul & Verdun & autres lieux quels qu'ils puissent être, seront nommés des Commissaires de part & d'autre, qui seront tenus de s'assembler quand il plaira à sa Majesté en la Ville de Paris pour terminer & régler le tout à l'amiable, afin qu'à l'avenir rien ne puisse troubler la bonne intelligence d'entre sa Majesté & ledit Sieur Duc.

Ledit sieur Duc observera religieusement à l'avenir les cinq premiers articles du Traité de Vic, qui reprennent nouvelle force en vertu du present, sans plus s'en départir en façon quelconque, & ne laissera passer dans ses Etats aucunes troupes de gens de Guerre qui aient dessein contre le Roi ou ses Etats.

Il demeurera aussi inviolablement uni & attaché aux interêts de Sa Majesté, joindra ses armes aux siennes, & l'assistera de toutes ses forces en quelque Guerre que Sa Majesté puisse entreprendre, donnera passage libre dans tous ses Etats à ses Armées, & leur fournira les vivres dont elles auront besoin en les payant au prix courant, étant préalablement averti du temps du passage des troupes, & de la quantité des vivres qu'il faudra pour être fournis par les Commissaires dudit Sieur Duc à ceux de Sa Majesté, laquelle protégera aussi & défendra la personne dudit Sieur Duc, & tous ses Etats contre qui que ce puisse être sans exception quelconque.

Fait à Liverdun le 26. Juin 1632.

Pour être ratifiée au premier jour par Sa Majesté & ledit Sieur Duc. Ce que lesdits Commissaires députés ont respectivement promis esdits noms.

Signés, LE CARDINAL DE RICHELIEU.
J. C. HENRY DE LIVRON VILLE. JANIN.

NOUS Charles Duc de Lorraine, Bar, &c. aians veu les Articles du present Traité, avons icelui ratifié & promettons l'accomplir ainsi qu'il a été convenu par nos Commissaires ci-dessus dénommez.

En foi de quoi nous l'avons signé & fait contre signet par notre Secrétaire d'Etat & Commandement sousscrit. Fait en notre Ville de Nancy le 27. Juin 1632. Signé, C. DE LORRAINE. Et plus bas, C. VOILLOT.

Registré où le Procureur general du Roi à Paris en Parlement le 20. Decembre 1633. Signé, DU TILLET.

Article séparé du Traité précédent.

ENSUITE du Traité fait & passé ce jourd'hui entre Monsieur le Cardinal de Richelieu pour le Roi & les Sieurs de Ville & Janin pour Monsieur le Duc de Lorraine.

Par lequel il a été accordé que les Villes & Citadelles de Stenai, Jametz & Clermont seront déposées entre les mains du Roi dedans certain temps.

Il a été convenu que Monsieur le Cardinal de Lorraine viendra dans demain trouver le Roi, & demeurera pour otage en tel lieu qu'il lui plaira, jusques à ce que lesdites Places soient remises entre les mains de Sa Majesté. Laquelle moyennant ledit otage promet de ne rien entreprendre contre ledit Sieur Duc pendant ledit temps. Fait à Liverdun le 26. jour de Juin 1632. Signé, HENRY DE LIVRON VILLE. JANIN.

Registré où le Procureur General du Roi à Paris en Parlement le 20. Decembre 1633. Signé, DU TILLET.

Trai-

632. *Traité entre LOUIS XIII. Roi de France & VICTORAME Duc de Savoie, par lequel ledit Sieur Duc cède & transferte au Roi la Ville & Seigneurie de la Ville & Chasteau de Pignerol, & autres lieux en dépendans, avec la confirmation du Traité de Querasque du sixième Avril 1631. Fait à Turin le 5. Juillet 1632. Freder. Leonard. Tom. IV.*

Encore que depuis le Traité du 19. Octob. dernier, &c.

Ce Traité est de mesme que le précédent, fait à S. Germain en Laye le cinquième Mai 1632. qui est à la page 333. de ce Volume. Colonne. b. A la réserve du Traité secret ci-joint.

TRAITE SECRET.

ENCORE qu'il aie esté fait ce jour d'hui un Traité de cession & délaissement de la Ville & Chasteau de Pignerol, Riva, Rodevasco, Buriasco, Supérieur, Costagrande, & qui est en l'étendue du Finage de Pignerol, du Village de l'Abbaie & Val de Lenne & leurs Finages, ensemble des Villages & Ports de la Perouse, Pinache, Villars, les Portes, le grand & petit Dibbon & leurs Finages, & d'autres Terres qui pourroient estre constituées dans la Vallée de la Perouse, excepté celles dependantes de ladite Vallée de la Perouse, qui sont à la main gauche allant de Pignerol à la Vallée de Pragelas, par delà la rivière de Cluson, entre Monsieur le Duc de Savoie & Messieurs les Ambassadeurs extraordinaires du Roi, les conditions duquel sont différentes de celles du Traité d'échange de ladite Place & Terres fait à Querasque le dernier de Mai 1631. néanmoins il a esté convenu entre son Altesse & ledits Seigneurs Ambassadeurs par ces presens articles secrets, que ledit Traité de ce jour n'a esté fait qu'en apparence pour estre montré au public, & pour avoir moien de tenir secretes les conditions des Traitez secrets d'échange & de paix de Querasque; ausquels pour tant celui de ce jour, comme estant feint & simulé, nul & de nul effet, en tout ce qui peut estre différent dedit Traité de Querasque, ne pourra derogier ni prejudicier en façon quelconque, ains demeureront ledits Traitez de Querasque du dernier Mai comme les véritables en leur pleine force & vertu, & en tant que besoin ledit Sieur Duc & ledits Seigneurs Ambassadeurs au nom du Roi, sans avoir égard à celui d'aujourd'hui, s'obligent de nouveau à l'entiere observation d'iceux, selon leur forme & teneur, tant pour ce qui concerne ledit échange, que pour tous les autres articles & conditions y contenues.

II. Et d'autant que par ce present Traité secret, le Traité public de ce jour demeure entierement annullé, sa Majesté declare que venant son Altesse à faire acquisition du Comté & Souveraineté de Neuchâstel & Valengin, ou d'autres Terres du consentement de sa Majesté, qu'en ce cas elle & ses successeurs seront tenus toutesfoi qu'elles seront attaquées de les defendre, & conserver à son Altesse & à ses successeurs, tout de mesme que sa Majesté est obligée par les Traitez secrets de Querasque, pour tous les autres Pais & Etats de son Altesse.

III. Et pour plus grande preuve, quel'intention de sa Majesté & de son Altesse est de se tenir inviolablement à ceux de Querasque, & les executer de bonne foi en tous leurs points, il a esté convenu que tous les consentemens que son Altesse pourra donner de l'accomplissement du Traité resolu en Espagne le vingt-septième Novembre 1631. elle & la Republique de Gennes, ni l'exécution qui sera faite du Traité, n'empêcheront que sa Majesté & son Altesse ne demeurent respectivement obligés à ce qui a esté convenu & accordé par ledits Traitez de Querasque du dernier Mai 1631. touchant

Tom. III.

la guerre de Gennes, au tems & conditions portées par iceux; n'ayant pour cet effet ledit Sieur Duc voulu terminer par le Traité du vingt-septième Novembre fait en Espagne, que les différens qu'il avoit avec ladite Republique pour la Terre de Zuccarel, sans y avoir voulu comprendre ceux qu'il peut avoir avec elle pour les limites & passages respectivement pretendus sur leurs Etats, ni pour les autres pretentions de son Altesse, & pour temoignage de ce a esté signé & scellé à Turin le 5. Juillet 1632. Signé, AMEDE'E.

Nous promettons & nous obligons à faire ratifier tout ce qui a esté contenu dans ce present Traité secret par le Roi, dans un mois, sans que rien y soit changé ni diminué.

Acte de Serment de Fidelité Presté par les Habitans de Pignerol au Roi de France, le 11. Novembre 1632.

L'ANNO del Signor 1632. & alli 11. di Novembre in Pinarolo, avanti noi Giovanni d'Estempes de Valançay, Confegliero di Stato di sua Majesta, Maestro di Richieste del Palatio di detta Majesta, Presidente nel suo gran Consiglio, Intendente di Giustizia el Finanze; nella sua Armata in Italia e Capo del suo Consiglio Sourano in Pinarolo, e parti di qua de montis sono compariti nella piazza publica di questa Citta appresso San Donato gli Signori Giosepe Martelli, Giovan Antonio Fertiero, Sindici di detta Citta per guirare fidelita à sua Majesta, con tutto il Corpo detta Citta & Finagio come infra, & seguono tutti gli nomi di habitanti i quali hanno giurato. Li quali tutti tanto al huoro nome, come a nome dell'absenti essendo subditi di sua Majesta, per accordo fatto tra detta sua Majesta & sua Altezza, levato le mani hanno giurato di bene e fidelmente obedire e servire à detta sua Majesta come aluoro Re legitimo e patrone, e dichiarare e scoprire a Signori Ministri di essa sua Majesta, tutto quello che haveranno notizia esser contro al servizio di questa sua Majesta, e generalmente fare e obedire come e fideli sudditi verso luoro Patrono e Signore, il tutto alla presenza del illustrissimo & excellentissimo Signore Marchese di Villeroi, Marechiale di Campo, & del illustrissimo Signore Tolongione, Governatore della Citta, e Cittadella, e tutti glatri Signori Officiali della guarnigione di Pinarolo. Datum ut supra.

CLXXXII.

Articles de Paix, que LOUIS XIII. Roi de France accorde à GASTON JEAN de J.C. BAPTISTE de France Duc d'Orleans 1632. son frere. Faits à Beziers, le 1. Octobre, 1632. Mercure François. Tom. XVIII. pag. 774.

L'E Roi veut de bon cœur oublier & pardonner la faute de Monsieur, & ne demande autre condition pour ce faire, sinon qu'il en ait un véritable repentir, & qu'il fasse paroître clairement qu'il n'y veut plus retomber, comme il a fait deux fois, apres avoir receu de sa Majesté pareille grace que celle qu'elle luy veut faire.

II. Pour cet effet, la premiere chose qui est requise, est, que Monsieur cognoisse sa faute par écrit, supplie le Roi la vouloir oublier, & la luy pardonner.

III. La seconde, qu'il donne toute assurance raisonnable & possible, de ne vouloir plus retomber à l'advenir en pareil inconvenient.

IV. Cette assurance peut consister en promesses & en effets reels.

V. Les promesses seront, d'abandonner toute pratique soit au dehors, soit au dedans du Royaume, & n'avoir plus, sous quelque pretexte que ce soit, en quelque façon que ce puisse estre, d'intelligence avec

V v

Espa-

ANS
de J. C.
1632.

FRANCE

ANS de J. C. 1632. Espagne, Lorraine, ny autres Princes Estrangers; Avec la Roine sa Mere tandis qu'elle sera en l'estat auquel elle est, ny aucuns du Royaume contre le gré de sa Majesté, & de demeurer en tellieu qu'il plaira au Roy luy prescrire, & y vivre comme un vray frere & sujet.

VI. Les effets doivent estre, Premièrement, Qu'il ne prenne aucun interet en celuy de ceux qui se sont liez à luy en ces occasions, pour faire leurs affaires à ses despens & à ceux de la France: Et ne pretendre pas avoir sujet de se plaindre, quand le Roy leur fera subir ce qu'ils meritent: Bien entendu cependant, qu'au nombre de telles gens les domestiques de Monsieur, qui sont presentement auprès de sa personne, n'y sont pas compris.

VII. Qu'il ne demande aucune grace particuliere au Roy pour les Estrangers qui lui ont esté donnez pour le faire entrer en armes dans le Roiaume, ou qu'il a amenez avec luy, auxquels toutesfoi par pure bonté sa Majesté accorde six jours pour se retirer dans le Rouffillon.

VIII. Qu'il recoive actuellement aux charges vacantes de sa Maison, & entr'autres en celle de Chancelier, des personnes agreables & nommées par sa Majesté, afin que chacun puisse voir qu'il ne veut plus agir à l'advenir qu'avec un mesme esprit avec sadite Majesté.

IX. Que s'il ya mesme quelqu'un qui soit desagréable au Roy, comme capable de vouloir alterer les bonnes intentions de Monsieur, il l'éloignera de sa Maison par son propre mouvement.

X. Parce que le Roy ne peut ignorer, que tous les mauvais conseils que Monsieur a pris, luy ont esté particulièrement suggerez par le sieur de Puillarens, à qui il donne la principale confiance, ledit sieur de Puillarens advertira sincerement de tout ce qui s'est traité par le passé, qui pourroit estre prejudiciable à l'Estat, aux interets du Roy & de ceux qui ont l'honneur de le servir: Et declarera qu'il veut estre tenu coupable, comme il est maintenant avant que de recevoir la grace du Roy, s'il est contrevnu en quelque façon que ce puisse estre au contenu de ce qui aura esté promis.

XI. Pour que Monsieur fasse paroistre, qu'il veut que tout ce que dessus soit religieusement observé, il commandera mesme à tous les siens d'advertir le Roy de tout ce qu'ils recognoistront se passer au contraire; Et ceux que le Roy desirera en feront serment.

Nous Gaston, fils de France, Frere unique du Roy, Duc d'Orleans, de Chartres, de Valois, Comte de Blois, consentons tout le contenu cy-dessus, qui nous a esté présenté de la part du Roy par le sieur de Bullion, Surintendant de ses Finances: Et promettons en parole & soy de Prince, l'exécuter fidellement, que nous n'y contreviendrons en aucune façon.

Nous promettons en outre de conspirer de tout nostre pouvoir à tous les bons desseins que le Roy a pour le bien & la grande & de son Estat: Et de plus, aimer tous ceux qui servent sa Majesté, & particulièrement nostre Cousin le Cardinal de Richelieu, que nous avons toujours estimé pour sa fidelité à la personne & aux interets du Roy & de l'Estat. Signé, Gaston. En plus bas, Goulas.

Moyennant ce que dessus le Roy reçoit Monsieur en ses bonnes graces, le restablit tous ses biens, & trouve bon qu'il demeure paisiblement en telle de ses maisons qu'il plaira au Roy luy designer, avec ses domestiques, auxquels il pardonne aussi: Et fera delivrer abolition du crime qu'ils ont commis par leur rebellion, & les remettra en leurs biens. Ce qui s'entend de ceux qui sont presentement prez de sa personne, & non de ceux qui en sont absens & éloignez.

Sa Majesté pardonne aussi pareillement au Duc d'Elbeuf, & le remet en ses biens, luy permettant de demeurer en celle de ses maisons que sa Majesté aura plus agreable.

Nous comme deputez, & ayant pouvoir du Roy, avons sousigné les presens Articles, lesquels nous promettons faire ratifier à sa Majesté dans trois jours. Fait à Beziers ce vingt-neufiesme Septembre mil six cens trente-deux. Signé, Bullion. De la Vallée Fosse.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre. Après avoir veu & leu tous les Articles cy-dessus signez par nostre tres-cher & tres-ami Frere unique, contre-signez par Goulas son Secrétaire, & signez aussi par les sieurs de Bullion, Surintendant de nos Finances, & Marquis de Fosse, Gouverneur de nostre Ville & Citadelle de Montpellier, Nous les approuvons, confirmons & ratifions, & voulons qu'en tout le contenu en iceux ils aient leur plein & entier effect selon leur forme & teneur, sans y estre contrevnu en quelque sorte & maniere que ce soit. Fait à Montpellier ce premier jour d'Octobre 1632. Signé, LOUIS. Et plus bas Bouthillier.

CLXXXIII.

Traité fait entre GUSTAVE ADOLPHE de Suède, & l'Electeur Archevêque de COLOGNE par l'autorité de LOUIS XIII. Roi de France. A Toulouse le 27. Octobre 1632. Freder, Leonard. Tom. III.

Denis de Potiers Seigneur de Feuille Conseiller d'Etat de Monsieur l'Electeur de Cologne, & Gouverneur du Duché de Bouillon, envoyé par son Altesse vers le Roi pour supplier sa Majesté, qu'en suite du soin qu'elle a cy-devant apporté pour conserver la Religion Catholique, & la liberté des Etats qui dependent dudit Seigneur Electeur dans les mouvemens qui troublent à present l'Allemagne, elle ait agreable d'employer de nouveau son autorité, à ce que le temps qui est maintenant expiré de la convention amiable, & cessation d'hostilité entre le Roi de Suède & mondit Siegneur l'Electeur de Cologne, faite par l'entremise de sa Majesté soit prolongée, fuis demeuré d'accord en vertu du plein pouvoir à moi donné par son Altesse, de passer sur ce sujet un Traité en forme autentique, & de l'obliger envers ledit Roi de Suède à l'exacte observation des Articles d'icelui qu'ils soient couchez en la maniere qui sensuit.

PREMIEREMENT. Le Roi de Suède, promet tant en son nom que de ses confederés de ne molester en sorte quelconque la personne de Monsieur l'Electeur de Cologne ni les Etats qu'il possède, & n'exercera en son endroit aucun acte d'hostilité soit par logement de gens de Guerre, attaques, ou surprises de Places contributions de vivres, ou d'argent.

II. Ledit Roi ne donnera aussi aucun aide d'hommes, d'argent, de vivres, & de munitions de Guerre, & n'assistera directement ni indirectement ceux qui voudroient molester la personne ou les Etats de Monsieur l'Electeur de Cologne en aucune des manieres suddites.

III. Pareillement Monsieur l'Electeur de Cologne, promet tant en son nom que de ses pais, & Etats de ne molester en sorte quelconque la personne du Roi de Suède, ni les Etats qu'il possède, ni de ses Alliés, & n'exercera en son endroit aucun acte d'hostilité soit par logemens de gens de Guerre, attaques ou surprises de Places, contributions de vivres, ou d'argent.

IV. Ledit Sieur Electeur ne donnera aussi aucun aide d'hommes, d'argent, de vivres & de munitions; & n'assistera directement ni indirectement, ceux qui voudroient molester la personne ou les Etats du Roi de Suède en aucune des manieres suddites.

V. Et au cas que le Comte de Papenheim, ou autres chef de la ligue Catholique viennent à loger leurs troupes dans les Evêchez ou Pais dudit Sieur Electeur, le Roi de Suède & ses Alliés pourront aussi venir avec leurs troupes aux mesmes lieux, sans que cela empêche que le present Traité demeure en sa vigueur.

VI. Les passages & les levées des gens de Guerre dans les Etats de Monsieur l'Electeur de Cologne seront également permis ou defendus à l'un & l'autre parti.

VII. Cette convention & cessation d'hostilité durera trois ans, & pourra estre renouvelée.

Lef.

ANS
le J. C.
1632.

Lesquels Articles susdits je promets faire ratifier par mondit Seigneur l'Electeur, dans huit jours après que je serai arrivé près de Son Altesse, & de faire mettre entre les mains de sa Majesté lesdites Articles ratifiés aussi tost après. Fait à Toulouze, le vingt-septième jour d'Octobre mil six cent trente deux.

CLXXXIV.

ANS
le J. C.
1633.

Traité entre LOUIS XIII. Roi de France & le Prince GUILLAUME Electeur de Brandebourg, fait à Dresde le 26. Février 1633. Freder. Leonard. Tom. III.

Quæ Serenissimus, Potentissimusque Princeps ac Dominus Ludovicus XIII. Franciæ ac Navaræ Rex Christianissimus, ad Serenissimum Electorem Brandenburgicum, in Prussia, Juliz, Clivæ ac Montium, Sedini, Pomeraniæque Ducem, referenda, ac cum Serenitate suâ communicanda censuit; Ea dictus Serenissimus Elector Brandenburgicus, ex Regiæ Ejus Majestatis Legati, Domini de la Grange aux Ormes, oratione, scriptisque exhibitis sufficienter intellexit, seduloque consideravit, ac perpendit: Ac initio quidem Regiæ Ejus Majestatis, dictæ salutis, testatque affectus, ac oblate Regiæ benevolentia, tum & declarati erga Rem ad libertatem publicam studii, ac sollicitudinis laudatissimæ, observanter ac pro merito summas dicti habetque gratias, nec parum gaudet, sibi que gratulatur, quod Regiæ ejus Majestati, tum publicam Rom. Imperii salutem, tum Serenissimæ Domus Brandenburgicæ, commoda ac incrementa non minùs, quàm Augusto quondam Ejus Parenti, cujus insignia facta atque merita immortalem contraxerunt gloriam, ac æternum nomen, curæ cordique esse videt; nihilque magis cuperet, quàm ut Regiæ Ejus Majestatis gratitudinem debitam, studiis ac officiis convenientibus, ita, ut id tanti Regis sublimitas postulat, referre possit: ac si forte reipâ non undiqueque ex voto id præstare non poterit, in affectu tamen, amore, observantique studio quicquàm desiderari non patietur.

Ipsum deinde legationis caput, quod attinet, gratissimum suæ Serenitati est, quod Regia Majestas de subsecuturâ legatione extraordinariâ, Domini de Feuquière Eam certiorare fieri voluit, expectabitque ejus adventum singulari cum desiderio, ac de negotiis, consiliisque omnibus, cum eo continuatè communicare non intermitteret. Cum enim Serenitati suæ satis cognitum sit, quæ consiliorum communicatio, quæ animorum conjunctio, laudatissimis Majoribus suis, cum Christianissimis Franciæ Regibus jam multis abhinc annis intercesserit, quæque in publicam rem, ac Serenissimam Electoralem Domum Brandenburgicam inde redundant incommoda; non potest non gratissima suæ Serenitati omnis illa occasio esse, quæ ad continuandam dictam conjunctionem animorum, ac consiliorum faciat. Eodemque nomine & præsentem Domini de la Grange legationem, ac imprimis sententiæ Regiæ Ejus Majestatis circa præsentem Imperii Romani statum, tam candidam ac apertam expositionem, singulari cum gaudio suscepit: Cui ut pari candore sua Serenitas respondeat, hoc principio non dissimulat, nihil se magis optare ac cupere, quàm ut post tot annorum bella, eorumque incommoda gravissima, tandem æqua ac securâ pax restituit, ac primâ quâvis die stabiliri possit.

Prout enim naturâ S. Serenitas humani sanguinis effusionem, cedes, spolia, ac rapinas, direptionem ac vastationem regionum, & quæ præterea bello solennia sunt, avertatur; ac neres ad arma deveniret, plurimas ab adversa parte injurias, violentias, ac contumelias, cum sociis amicisque suis multo tempore, ac longiori equidem, quàm id avitus familiaris honor, innatumque libertatis studium ferè permetteret, patientiâ perpessa est, neque prius in societatem armorum descendit,

quàm desperata omnia alia, idque unicum, ut Religionis Evangelicæ omnis usus tandem, omnique se de J. C. curitas, unâ cum libertate ac pace politicâ, conculcetur, ac aboleretur, unice agi videret: Ità è converso, si Libertatem, Pacem, Religionisque Evangelicæ usum, ac debitam immunitatem reducere securò habere liceat, nollet ea vel per unius diei spatium belli injuriis inhærere publicamque salutem dubiæ Martis aleæ committere; Quin & omnibus iis, qui reducendæ æquæ, securæque paci suam navare vellent operam, multis nominibus se obstrictam esse agnosceret, ac profiteretur.

Ac proinde, cum oblatum Serenissimo Regis Danici ad hanc rem studium, jam tùm prompto gratoque animo agnovit, eâque de re cum amicis ac armorum sociis, quamprimum communicaturam in se receperit; nihil causæ est, cur non & Christianissimi Regis Franciæ, cujus auctoritas, potentia, prudens consilium, ac justum studium, Orbi Christiano constant, oblatam operam ac mediationem, pari promptitudine ac veneratione suscipiat.

Ità enim de Regiæ Ejus Majestatis æquanimitate ac justitiâ persuasa est, ut certò statuat, Eam, etsi in religione cum adversa parte conjunctam in studio tamen opprimendi Evangelicos, quod à multis jam annorum spatiis, apertè nimium exercere non sunt veriti, nullo pacto eis suffragaturam: Quin potius Regiæ suæ auctoritatis momento eò animos eorum inflexuram, ut agnoscant, eos, qui ejusdem Reipub. cives sunt, quique in ferendis oneribus pari, si non graviore sorte habentur; In omnibus quoque commodis, ac imprimis quod ad liberum Religionis usum, publicumque exercitium, ac hujus introductionem, & quæ eò pertinent, eadè frui debere libertate, immunitate, se curitate, & ut uno verbo res comprehendatur, pari per omnia æqualitate, adeoque id acturam Regiam Majestatem, ut abolitis omnibus priorum dissensionum causis, Imperio tranquillitas, honor, libertas, securitas, & cuique quod justum ac æquum est, reddatur. Quâ in re, si ad ultiores tractationis progressus res devenierit, particularior de rebus omnibus informatio Regiam Ejus Majestatem non fugiet. Interim Serenitas sua Christianissimi Regis studium, oblatamque Regiam operam sociis amicisque suis, quibus ab ipso & Regio legato hujus rei indicium factum iri, non est quod dubitet, aperiet, ac commendabit, & de omnibus illis, quæ ad negotium tractandæ pacis pertinent, ulterius deliberare ac cum illis communicare non intermitteret.

Non quidem suis, & hæc res, difficultatibus carere videtur; Si enim antea quis respiciat, comperiet, sæpius sub Pacis tractatibus, hoc potius actum, questumque fuisse ut alterutra pars, dulci Pacis spe capta, negligentius res suas ageret, aut cum sociis in partes abiret, vel præsentis rerum commodè gerendarum opportunitate privaretur, quàm ut firma, stabilis, duraturaque pax contraheretur, videbit, taminiq; accapitiosè hæcenus, tot cavillationibus ac sophismatibus anterioris seculi transactiones, ac pacta publica elusa, non raro aperta quoque vi, ac infractione manifestâ, sacramenta, ac promissa publica, quæ tam arcus nexibus, fortibusque vinculis, quibus vix humana ratio arciora fortioraque reperire possit, legata videbantur, temerata & conculcata, ut vix super sit quicquam, cui securò se, ac salutem suam committere quis possit.

Quicquid tamen difficultatis sit, id consilio tandem superari posse, non desperat sua Serenitas, certòque confidit, Christianissimum Franciæ Regem, aut quicumque præterea Christianorum Regum, vel Principum, manum rei tam optatæ admoverint, idacturos, præstuturosque esse, ut non æquis tantum pax contrahatur conditionibus, justisque læsæ partis postulatis convenienter satisfiat; sed & sufficiens servandis promissionibus colendæque paci perpetuæ, reperitur, præsteturque securitas.

Neque est, quod de admittendis propositionibus vel pollicitationibus particularibus quis metuat, de sua Serenitate. Jamdudum Ea dicitur,

ANS dicit, tūm suspecta omnia illa habere, quæ secretò, & de J. C. clam alios, ad quos tamen ejusdem rei affectus pertingit, offeruntur, tūm vel maximè rejicere ac averſari, quæ 1633. ad ſeparandos ab invicem eos, quos commune periculum conjungit, facere poſſunt, neque in ullà alia pace ſpem figit, quàm quæ cum omnibus illis, cum quibus ad arma res devenit, ſimul ac ſemel contrahi, ſumari- quæ poſſit.

Cæterum cūm de adverſæ partis ſtudio ac num ea Pacem honeſtam, æquā, ac ſtabilem, admiſſura, eaque, quæ ad ſecuritatem ejus faciunt, conceſſura præſtituraque ſit, nihil hucusque Serenitati ſuæ innotuerit; quin potiùs eam majori, quàm unquàm antehæc ſtudio ac apparatu bellum meditari ac intruere, fama ferat, nec ſit improbable, holtes ex præmaturo auguſti Regis Sueciæ, herois nunquàm ſatis laudandi, deceſſu, animum recepiſſe, magnasque in optatâ ac ſperatâ procul dubio noſtratiū diſſenſione ſpes collo- care: omnino cum Chriſtianiſſimo Rege Serenitati ſuæ in eo convenit, neceſſarium imprimis eſſe, ut ii, quos belli ſocietas hæctenus conjunxit, in unione firmâ ac concordia continerent; particulares, ſi quæ ſunt prætenſiones, ſimul- tates, vel ſuſpiciones, aut publico bono condonem, aut ſuſ- pendam ſaltem, ac armatura potenti ad unum omnes ſu- deant.

Faciet Sua Serenitas ſtudioſe, quic- quid ſuarum hæc in re erit partium; ac prout Ea jam tūm non exiguum Equitum; peditumque alit nume- rum, etique augendo jam intentâ eſt. Præterea inter Serenitatem ſuam omneſque belli focios, talis, quæ cuique probaretur, hæctenus interceſſit concordia, ac conſiliorum animorumque conjunctio; Itâ eodem te- nore etiam abhinc rebus ſuis moderabitur, alioſque eodem hortabitur, itâ ut ex parte ſuæ Serenitatis nihil ex- ſtiturum ſit, quod ſiniſtro eventui caulam vel occaſionem dare poſſit.

Satis quidem ſua Serenitas & hoc capit, non parùm mo- menti in eo conſiſtere, ut quæcunque ad belli conti- nuandi negotium pertinent, ad eundem undiquaque ſcopum ferantur, ac ſecreto conſilia & res omnes pe- ragantur, eoque nomine directio conſilii ac expeditiones bellicæ uni committantur Capiti, non eâ quidem ratione, ut ipſum belli ac Pacis arbitrium cum abſolu- tâ poteſtate liberæ unius voluntati committatur; id enim in libero Imperio liberæque Germanorum natione vix auditum aut tolerabile eſſet, neque Chriſtianif- ſimi Regis hanc mentem eſſe ſua Serenitas exiſtimat; ſed ut à Statibus Imperii, confederatiſque omnibus, qui- buſdam ex illorum numero ſpecialior hujus rei cura com- mittatur, qui vel ipſi perpetuo conſilio bellico interſint, vel delegatos ſuos ad hanc rem inſtruant, ad quos abhinc om- nia, quæ ad bellum pacemque ſpectant, rejiciantur, com- munitaque horum conſilio id ſtatuantur, quod res ac occaſio poſtulerit. Directione interim, Ordinis ratione in conſilio, tūm & in executione, uni præ reliquis relictâ, neque improbare ſua Serenitas monitum, in unum cor- pus, ut loquimur, omne belli negotium per totum Imperium referendi, ſed cūm hoc ex conſenſu eorum omnium, quorum intereſt, dependeat, vix eſt, ut certi, quid hæc de re ſtatu poſſit; niſi auditis, ac in unum convenientibus illis. Quo in caſu S. Serenitas partibus ſuis non deerit, ſed conſilio, ut conveniens eſt, hortationeque ſedulâ rem pro viribus juvabit, ac promovebit, talemque in toto negotio ſe præſtabit, ut appareat nihil privati, vel honoris vel commodi, aut quicquid aliud, quàm ſolam utilitatem, dignitatem, ſecuritatemque publicam, à Serenitate ſua queri ac in- tendi; eodemque & conſiderationem ulteriorem eor- um, quæ pro concedenda Regno Sueciæ directione ab Illuſtriſſimo Domino Legato adducta ſunt, rejicere cogitur.

Cūm enim Sereniſſimum Saxoniæ Electorem alia opinione duci videat, ſuæque utrinque foveantur ra- tiones, nec convenient ſit, ſuo ſolius calculo ſeu præ- judicio tanti momenti dirimere velle, ad ulteriorem de- liberationem communicationemque commodiſſimè hoc differri poſſe videtur.

Neque adeo urgens in morâ periculum eſſe Sua Se- renitas cenſet, modò ea, quæ ad perſequendum ac pro- ſligandum communem ſtatum pertinent, interea non negligantur, id quod factum non ita, omnino S. Se- renitas ſperat, monitiſque, conſilio, ac viribus, ad eam rem intercedere, ac concurrere non deſinet, con- ſiſſa Regiam Majeſtatem prudenti ſuo conſilio, rebus pro publica utilitate moderandis etiam abhinc non deſu- ram.

Deliberationem de Regis Romani electione quod attinet, probè Serenitas ſua recorda- tur, quibus de cauſis in conventu Ratiſbonæ noviffimè habito, conſenſu huic rei denegaverit: Neque ex eo tempore ſtatum rerum itâ mutatum exiſtimat, ut conſilium mutandum putet. Vix etiam videt, quâ ratione convenire Imperii Electores in hæc rerum facie poſſint, in quorum conventu tamen, unanimis eorum conſenſu, talia agi, expediriſque oportet. Quod ſi verò eò res devenerint, ut de eligendo Roma- norum Rege deliberari neceſſe, aut proſciuum judi- candum ſit, S. Serenitas in negotio hoc, quod ad Electorum officium omnino pertinet, itâ partibus ſuis deſungetur, prout id Imperii conſtitutiones ac leges fundamentales exigunt, honorique, ſecuritati, liber- tati, ac ſaluti Imperii, cujus unicam rationem habebit, erit conveniens.

Ultra hæc Chriſtianiſſimo Regi ſua Serenitas debitas quoque eo nomine gratias agit, quod reducendæ Paci Poloniæ ſuam etiamnum extare vult operam; idque ſolum rogat, ut Regni Sueciæ proceres, autoritate ſua regiâ eo permovere ac hortari non deſinat, quò tracta- tum reaſuſcitum in longum non protrahatur, ſed primo quovis tempore, loco commodo, ad tractatus ordi- endos procedi poſſit: In ipſis porro tractatibus, id Regiæ Majeſtatis autoritate, annuente divinâ faventiâ effectum iri ſperat, ut vel pax perpetua, æquis, ſecu- riſque conditionibus coaleſcat, aut prorogatio ſaltem Induciarum, ad annos plures mediis tolerabilibus ob- tineatur.

Lubenter quoque Sereniſſimus Elec- tor in hoc negotio cum Chriſtianiſſimo Rege con- junget operam, cujus oblationem ea, quæ ad Sereniſ- ſimi Electoris res pertinent, non minùs, quàm prop- ria commoda ſe promotura, omni cum obſervan- tiâ amplectitur, neque tanti Regis autoritate alia, quàm quæ aperta nuntur juſtitia, ac æquitate concedet.

Hæc ſunt, quæ ad Illuſtriſſimi Domini Legati pro- poſita, hoc tempore Sereniſſimus Elector Brandebur- gicus, reſpondenda duxit; quibus ſi quid addendum ulterior deliberatio inveniret; id cum eo communica- re; conſiliaque, prout id neceſſitas poſtulerit, con- ferre non deſinet.

Sua interim ſuæque Sereniſſimæ Domus negocia, ac potiſſimum ea quæ ad ſalutem publicam ſpectant, Chriſtianiſſimi Regis favori perſpecto, iterum atque iterum commendat.

Quem cum focis ſuis omni officiorum genere demer- ri, eamque ergà inclytum Franciæ Regnum, quam non uno antehæc tempore, majorique hoc, quàm ab iis, qui Romanam religionem proſequentur, factum eſt ſtudio, demonſtrârunt promptitudinem continuare non deſinet; ac Illuſtriſſimo Domino Legato quod ſupe- reſt, favorem ac benevolentiam ſuam benigniſſimè pollicetur, ac deſert. Actum Dreſdæ, vi- geſimâ ſextâ die februarii, anno ſuprà milleſimum ſex- centeſimum, trigelimo tertio.

GEORGIVS GUILIELMVS Elector.

C L X X X V.

Traité entre LOUIS XIII Roi de France & le Prince JEAN-GEORGE Duc de Saxe. à Dreſde le 26. Février 1633. Freder. Leonard. Tom. III.

Q Uæ mandatu Sereniſſimi Potentiſſimique Prin- cipis ac Domini, Domini LUDOVICI, hu- jus nominis Decimi tertij, Franciæ & Navaræ Regis, Serenitatis illius Regiæ Ordinarius Camerarius ac Legatus, Nobilis & ſtrenuus Dominus de la Grange aux

ANS de J. C. 1633.

ANS de J. C. 1633. FRANCE ET SAXE.

aux Ormes, exhibitis Regiis credentialibus, coram Serenissimo ac Illustrissimo Principe ac Domino, Domino JOHANNES GEORGIO, Duce Saxonie, Juliae, Cliviae & Montium, Sacri Romani Imperij Archimarchallo & Electore, Landgravi Thuringiae, Marchione Misniae, Burgravio Magdeburgensi, Comite Marchiae & Ravensbergae, Domino in Ravensstein, ore tenus proposuit, & scripto comprehensa, ad quod subinde se in dicendo retulit, una porrexit: Ea Serenitas sua Electoralis audivit pariter & diligenter perlegit. Ac principio gratum jucundumque Serenitati Electorali accidit, quod Regia Serenitas, praevia salutatione benevolâ, amicitiam Regiam & quicquid amoris ab eadem proficisci posset, ipsi denuo obtulerit, & de felici Serenitatis suae Electoralis statu letata, ut longo ille doret tempore, amicitiam optârâ & voverit. Deinde quod plenius à Legato Regio expositum fuerit, Serenitatem suam regiam curam & solitudinem suam omnem eò impendisse, ut oppressi protegerentur, Germanorum salus publica modis omnibus promoveretur, Ordinum Imperij libertas inviolata conservaretur, inprimis verò Serenitatis Electoralis persona, decus, status ac dignitas inconcussa perfluerent, idque ob singularem illam amicitiam, quae inter Coronam Francicam & Domum Saxoniam Electoralem olim feliciter coepta, à parentibus in filios hereditario propè modum jure longâ serie continuata esset. Quam ipsam etiam ob causam Regia Serenitas indignè tulisset, praesenti bello Serenitati suae Electorali tot damna cladesque tantâ immanitate & ferocia illatas fuisse. Ad quod amolendum & impediendum de cetero, Regia sua Serenitas Serenissimo Domino Electori suum quidem studium atque operam amanter deferret: Sed ante omnia necessum esse, ut ipsismet doctis salutaribus, vim injustam arcendi, cogitaret, animumque fortem ac heroicum indutus, praecellentiâ propatru quondam sui, Maurij Electoris, Saxoniae Ducis recolendae memoriae, facta imitaretur, Lipsiensium conventionem sibi ob oculos poneret, ac quid ab Electorali Celsitudine illa requireret, & ad quae eandem obligaret ac adstringeret, sepe multumque secum reputaret. Neque tamen hac in eam sententiam accipienda, ac si clasticum canere, & ad bellum inflammare quonquam vellet & irripellere. Non enim Serenitatem Regiam latere, quam necessaria sit pax in Imperio: ideoque consilia sua praecipue ad hunc scopum dirigere, ut Regia suae Serenitatis interventu & autoritate pax conciliaretur. Sed vix sperandum esse, ea ut ab adversâ parte, nisi coactio accedat, impetiretur. Planè si Protestantibus idem esset animus, eadem mens & intentio, Serenitatem Regiam ipsis auxilio venturam. *Decretum autem esse Serenitati suae Regiae, extraordinarium Legatum, Dominum de Fenquieres, virum ex praclarâ familiâ oriundum, qui ob virtutes suas egregias Campi Marcellus, tum Generalis belli Dux constitui meruerit, ad uberiorem negotij hujus tractationem in Germaniam mittere.* Perutile igitur fore, Serenitatem Electoralem fundamento illi innixam, consilium de firmandâ unione inire, & reliquos, quorum interfit maximè, ut simul alacriter, in quantum facere possint, concurrerent, cohortari. Ubi omni studio atque industriâ cavendum sit, ne ad divisiones & scissuras res deveniant, ad hostis autem blandas sollicitationes & suasiones aures obturentur, neque fides eis adhibeatur, & Catholicis Statibus in Imperiis significetur, Protestantes talem pacem & concordiam cum ipsis desiderare, quae fit omnis doli, fraudis, & simulationis experta, Imperij constitutionibus consentanea, & in neutrius Religionis praedjudicium vergat & cedat, quam Regia Serenitas interpositione sua omni studio sit adjuvatura. Nam & si oblatio ista etiam effectu suo careret: magnas tamen vires eam habituram ad excitandum Hispanis praetextum, quasi Protestantibus constitutum sit, Religionem Catholicam ad ruinam deducere. Ceteroquin futurum, ut Reges omnes ac Principes Catholici, vel vi, vel conscientiae necessitate, vel honoris & famae conservandae studio impulsis, se in favorem illorum sint declaraturi. Et quae prae-

ea latius per Legatum deducta sunt. Accum in retanti momenti & ponderis caput desideretur ac director, de J. C. non dubitare Regiam Serenitatem votum suum in puncto hoc conceptum omnino esse Celsitudini Electorali satisfacturum. At ex tribus propositis capitibus manifestè apparere, quot quantisque difficultatibus, quae & ipsa longâ serie à Legato Regio explicatae fuerunt, causa haec involata sit, variis insuper adluctis rationibus, quae Electoralem suam Serenitatem, ut directorium Coronae Sueciae cedat, permovere debeant. Sin verò alia tollendarum difficultatum ratio iniri queat, Regia suae Serenitati id haud ingratum fore. Convenit porro generalem Regiam Serenitatem necessarium censere, Regni quoque Suecici Cancellarium Oxensternium huc inclinare, dummodò conveniat, quis Convenit indicere, quisque Praefidis officio fungi in eo debeat. Quod si visum sit Serenissimo Domino Electori, sibi ad Convenit Ulmensem abitu aliquid committere, non delaturum se Electorali Celsitudini, sed Regie Serenitatis nomine grata officia ei praestitutum esse. Ad postremum, valde probare Regiam Serenitatem, quod Celsitudo sua superioribus annis Regis Romani electionem dissuaserit. Quod si contingat posthac, electionem illam fortè reassumi, tum Regiam Serenitatem adhibitis in consilium amicis, annisuram, ne quis, Electorali suae Serenitati qui parum acceptus sit, eligatur. Idem studium ac officium se vice mutua ab Electorali suâ Serenitate expectare. Quemadmodum haec & alia complura in exhibitio memoriali latius continentur.

Ad tamen ut Celsitudo sua Electoralis respondeat, principio Regiae Serenitati pro salutatione peramicâ, Regiisque oblationibus, tum quod Regia Serenitas amicitiae inter eminentissimam Franciae Coronam & Domum Electoralem Saxoniam Illustrissimam olim contractae, & custoditè hucusque servatae, recordari voluerit, gratias maximas agit. Certe summam exinde voluptatem percepit, Regiaeque Serenitati officia sua amicitiamque sinceram, & quicquid praeerea amoris, observantiae, & studij vicissim Regiae suae Serenitati Electoralis Serenitas praestare poterit, eidem prolixè pollicetur, felicem se estimatura, si commoda aliquando occasio se offerat, Regiae illius Serenitati & laudatissimae Coronae Francicae sincerum amorem & grata officia exhibendi. Toto autem pectore ab immortali Deo optat & precatur, ut Regiae Serenitati valetudinem firmam tribuat, successus laetos in consiliis omnibusque actionibus concedat, soliumque ejus justitiae, & thronum regium aequitate stabiliat. Simul etiam Regiam Serenitatem petamenter rogat, ut in laudabili sua affectione & voluntatis propensione erga se Domumque suam Electoralem firmâ constantiâ perseveret.

Principale negotium quod attinet, habet Serenitas sua Electoralis Lipsiensis Convenitus conclusa in recenti memoria, & verè de se affirmare potest, quod opere & facto ea sufficienter, & sicut laudatissimum Sacri Romani Imperij Septemviriū decet, adimpleverit omnia neque de cetero quicquam intermittere, quod rebus Germanicis utile sit futurum. Veltigiis recolendae memoriae praedecessorum suorum gloriose inharet, qui heroicis motibus impulsus non modò vim omnem injustam, armis ad sui suorumque defensionem licite captis, fortiter repulerunt, Imperij honorem, dignitatem & libertatem Germanicam, nullo profuso sanguine peritam, egregiè & viriliter tueri: sed & quoties media offensa fuerunt, tranquillitatem & quietem publicam recuperandi, armaque humano cruore madentia in pacem Deo a hominibus gratam prosperè convertendi, utique toti posteritati ad imitandum praeclassima exempla reliquerunt. Ad haec Electoralis sua Serenitas talem se omni tempore praebuit, ut inde heroica ipsius facta, praecellentes actiones, & admirabilis in rebus bene ceptis constantia, aliaeque insignes, quibus praedita est, virtutes undique mirisue elucescant. Ac cum ad vicinalem Electoratus sui administrationem accedat Sacri Romani Imperij vicariatus, quem binis vicibus ad utilitatem ejusdem in illis locis, ubi jura Saxonica servantur, gessit, utique satis exploratum habet, quan-

ANS tiffima habetur, & Sacri Romani Imperii majestas
de J. C. inviolata remaneat, neque quicquam, quod in ejus
1633. damnum aut præjudicium vergere possit, confieri per-
mitter.

Ad extremum, Regie Galliarum Serenitati & per-
sonam suam, & totam Electoralem Domum, & com-
munem Germaniæ Libertatem Elector studiosissime com-
mendat.

Atque hæc sunt, quæ visum fuit Sux Serenitati ad
propositionem Regii Oratoris respondere, cui gra-
tiam suam Electoralem & favorem pollicetur & de-
fert. Signatum Drestæ die 26. Februarii anno 1633.

JOHANNES GEORGIUS Elector.

CLXXXVI.

ANS
de J. C.
1633. *Traité de Confédération entre la Couronne de
SUEDE & les Etats & Princes Prote-
stans d'ALLEMAGNE, fait à Heil-
bron, au mois de Mars, 1633. Mercu-
re François Tom. XIX. pag. 463.*

Premierement. Une ferme & assurée confédéra-
tion entre le Royaume de Suede, & les Electeurs
Princes & Etats Protestans de la haute Allemagne;
en vertu de laquelle ils joindront leurs forces ensemble,
& se donneront secours & assistance mutuellement
les uns aux autres, jusques à ce que l'Allemagne aye
recouvré sa première liberté. Que les Loix & Ordon-
nances de l'Empire Romain soient remises en leur en-
tiere observance, lesdits Electeurs, Princes, & Etats
Protestans reſtablis en leurs Etats & possessions; Que
l'on aye obtenu une bonne & assurée Paix, tant pour
le spirituel que pour le temporel, & que l'on aye deu-
ment satisfait à la Couronne de Suede des frais & des-
pens de la guerre.

II. La direction & conduite des affaires demeu-
rera à Axel Oxenſtem, Chancelier du Royaume de
Suede.

III. Sera donné audit Chancelier un Conseil formé
de personnes qualifiées pour deliberer & conclure avec
eux les affaires de consequence; toutesfois pour ce qui
est de l'exécution, la resolution finale en demeurera
audit Chancelier. Et pour soulager ledit Directeur,
sera ordonné en chaque Cercle un Conseil de guerre,
pour deliberer des affaires qui se presenteront audit
Cercle.

IV. Nul des conféderez ne pourra traiter de paix
avec l'ennemi en particulier, sans le consentement de
tous les Conféderez. Et au cas que l'occasion s'en pre-
sente de la part des ennemis, il en sera donné avis au
Directeur du Conseil, & en suite signifié aux susdits
Estats conféderez, afin de deliberer ensemblement ce
qui se devra faire en telle occurrence.

V. Si aucun vouloit se separer de ceste confédéra-
tion, abandonner ses compagnons dans le danger, ou
favoriser les ennemis; brasser quelque chose contre la
confédération, ou ne contribuer de ses forces & mo-
yens comme il devroit: & si apres avoir esté adverti
il mesprisoit de se mettre au devoir, il sera déclaré enne-
mi & traité comme tel par les Conféderez.

VI. Durant la présente guerre, & jusques à ce que
l'on ait obtenu une paix universelle, les Conféderez
des quatre Cercles, entretiendront les armées qui se-
ront nécessaires, & les pourvoyront d'argent, vivres,
munitions, & artillerie: lesquelles armées seront le
serment de fidélité à la Roine, à la Couronne de Suede,
& aux Conféderez.

VII. Pour l'entretienement des armées, & de la dis-
cipline militaire, l'on fera une provision d'argent &
de munitions de guerre, afin que l'on puisse courre sus
à l'ennemi, & se defendre contre lui dans la ne-
cessité.

VIII. Le Directeur, avec le Conseil, fera son
pouvoir de reduire la milice en bon ordre, de reſtabli-
r la discipline militaire, d'assurer le trafic & commer-

ce, de conserver aux Estats leur Jurisdiction, tant au
civil qu'au criminel; d'empêcher les insolences de la
guerre, de mettre un bon ordre aux logemens & pas-
sages des troupes, favorisera & supportera en cela les
Conféderez tant qu'il se pourra, & laissera la dispo-
sition des logemens des soldats aux Magistrats des
lieux.

IX. Lesdits Estats s'obligent d'aider à maintenir la
Couronne de Suede, en la possession de ce qu'elle a oc-
cupé en Allemagne sur les ennemis, jusques à ce que la
guerre soit finie & qu'elle ait esté deuëment satisfaite,
& les conféderez aussi des dommages qu'ils ont souf-
ferts.

Or comme les conféderez ont esté contraincts de faire
cette confédération par l'oppression tyrannique des en-
nemis, pour leur defense & conservation seulement,
non pour offenser aucun Estat paisible; aussi est-ce sans
prejudice des droits de l'Empire Romain, de ses Loix &
Ordonnances, des fideles Electeurs, Princes & Estats
dudit Empire, & des Princes & Republiques étran-
geres.

CLXXXVII.

ANS
de J. C.
1633. *Traité d'Alliance entre la Couronne de SUE-
DE & la Noblesse Protestante d'ALLE-
MAGNE, fait à Heilbron, au mois de
Mars, 1633. Mercure François. Tome
XIX. pag. 466.*

Ceux qui n'auront de l'argent, payeront en bled
ou en vin.

L'argent sera apporté à Francfort sur le Mein, ou
à Neuremberg, Ulme, & Strasbourg.

Sera pourveu aux soldats par les habitants des lieux
seulement de logement, lits, bois, chandelle, & rien
plus outre leur folde.

Le Conseil formé du Directeur, sera composé d'au-
cunes personnes de la Couronne de Suede, d'un De-
puté de chaque Cercle, & d'un autre de ladite No-
blesse.

La Justice des lieux procedera à l'exécution des cri-
minels, en cas de negligence par les Officiers.

A ladite Direction & audit Conseil formé seront
traitées toutes les affaires de consequence de la guerre:
Les plaintes & doléances des Electeurs, Princes, Com-
tes, Seigneurs, Noblesse, & Villes desdits Cercles,
en ce qui concerne ladite confédération; & generale-
ment tout ce qui regardera ladite Alliance, qui y sera
meurement deliberé & resolu; Laisant toutesfois tout
pouvoir à la Direction en ce qui est du fait de la
guerre.

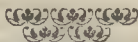
S'il se presente des affaires concernans les Traictés
de Paix ou de nouvelle Alliance, ou les droits de ju-
risdiction & franchise de Noblesse, & des autres Estats;
ils ne seront point conclus qu'avec le ſeu & gré des con-
féderez & de la Noblesse.

Et ladite Direction & Conseil formé aura soin sur tou-
tes choses, à ce que la discipline militaire soit observée,
les chemins en ſeureté, le commerce reſtably, l'agri-
culture ait son cours, & ce qui concerne le bien pu-
blic soit entretenu: Et qu'il y ait taxe & ordre raisonna-
ble pour le vivre des gens de guerre.

Ce qui a esté pris sur l'ennemi par la Couronne de Sue-
de lui demeurera jusques à pleine satisfaction.

Ce qui s'occupera au futur sur les ennemis, sera par-
tagé entre les Conféderez.

Et si quelqu'un est chassé de son bien, il lui sera pour-
veu pour son entretenement, sur les païs qui seront con-
quis sur l'ennemi.



ANS
de J. C.

CLXXXVIII

1633.

FRANCE
ET
SUEDE.

*Traité entre LOUIS XIII. Roi de France
& CHRISTINE Reine de Suede, fait
à Heilbron le 9. Avril 1633. Freder. Leo-
nard. Tom. V. Aitzema. Affaires d'Etat
de Guerre. Tom III. pag. 29.*

Nous Axel Oxelstern, libre Baron de Kunith, Seigneur de Fiholinen & Tydgen, Chevalier de l'Ordre, Conseiller ordinaire & Ambassadeur par toute l'Allemagne, & dans toutes les Armées de la Serenissime & tres-Puissante Dame & Princesse Christine Reine designée, & Princesse hereditaire des Suedois, des Goths, & des Wandalas, Princesse Souveraine de Finlandie, Duchesse d'Esthonie & de Corelie, nostre tres-clemente & tres-debonnaire Dame, faisons à sçavoir à tous ceux qui y ont interet : Que comme ainssi soit que pendant deux ans, & tout le temps qu'il s'est passé depuis le deces de feu Serenissime & tres-Puissant Prince Gustave Adolphe, Roi des Suedois, des Goths & des Wandalas, Prince Souverain de Finlandie, Duc d'Esthonie & de Corelie, nostre tres-debonnaire Seigneur, de tres-glorieuse memoire, on a jugé à propos, pour le bien & l'avantage de ses communs amis confederés, & sur tout pour le soulagement des Etats opprimés d'Allemagne, de faire une Alliance avec le Serenissime & tres-Puissant Prince Louis XIII. Tres-Chretien Roi de France & de Navarre; & qu'à cet effet leurs Serenissimes Majestés Royales eussent par leurs Agens conclu le Traité le 16. Janvier 1631. en la Ville de Bernwaldau Marquisat de Brandebourg, aux conditions qui y sont contenues, & que les deux Rois ont jusques ici fidelement & puissamment entretenus, jusques-là même que Sadite Majesté de Suede s'y est portée avec tant de soin & tant d'ardeur, qu'elle n'a point dédaigné de moiennier le salut & la liberte de ses Amis opprimés, aux dépens de son sang; que pour ce elle a generousement répandu : C'est pourquoi de peur que la trame de cette glorieuse toile ne demeure imparfaite, & que cette juste Alliance venant à cesser, ou du moins à se refroidir un peu, au grand regret & préjudice des voisins opprimés; on a jugé à propos de renouveler & de confirmer ladite Alliance entre le Serenissime Roi & Roiaume de France, & la Serenissime Reine & Roiaume de Suede.

A cette fin, comme ainssi soit que de la part de la Sacrée & Royale Majesté de France eut esté envoyé ici le tres-Illustrissime Seigneur Manasses Comte de Bas, Chevalier, Seigneur de Felquieres; Maitre de Camp, & son Ambassadeur extraordinaire par toute l'Allemagne, avec plein pouvoir de traiter & conclure cette Alliance : Nous nous sommes abouchés, & après avoir conféré ensemble, & avoir revû exactement tous les Articles du present Traité entre nos deux Rois, & les deux Roiaumes de Suede & de France, nous les avons renouvelles suivant l'ordre qui s'ensuit.

Premierement. Que dès à present il y aura une étroite Alliance entre la Serenissime Reine de Suede, & le Tres-Chretien Louis XIII. Roi de France, & leurs deux Couronnes, pour la defense de leurs communs Amis respectivement, & principalement de ceux, qui d'un commun consentement sont entrés en cette Alliance; que dès à present comme à l'avenir on aura soin de leur liberte, de leur dignité & de leur repos: que la seureté de la Mer Baltique & de l'Océan sera conservée, & sur tout que l'on travaillera pour établir & affermir une bonne & juste Paix dans l'Empire Romain, sans préjudicier au droit de chacun des Confederés.

II. Mais pource que l'experience nous enseigne, que la Paix qui se fait sans armes est ordinairement sujette à n'estre pas entretenue, par les interpretations que l'on lui donne, & les trompeurs artifices dont on se sert pour la rompre & pour l'ébranler.

C'est pourquoi on s'est avisé de défendre & de maintenir les Amis communs les armes en main, & qu'à cet effet la Reine & le Roiaume de Suede, avec tous ceux qui sont entrés, ou qui veulent entrer dans cette Alliance, entretiendront & soldoieront à leurs dépens les Troupes qu'ils ont sur pied, ou autant qu'ils jugeront en avoir besoin pour résister à la puissance des ennemis, lesquelles Troupes seront au moins composées de trente mille hommes de pied, & de six mille chevaux, jusques à ce que d'un commun consentement une bonne Paix résulte de la presente guerre.

III. Que pour soutenir les frais de cette guerre, le Roi de France fournira annuellement à la Reine & au Roiaume de Suede en faveur de cette Alliance; la somme d'un million de livres tournois, payable à deux fois: la première au 15. Mai, & l'autre le 15. Novembre, à Paris, ou à Amsterdam, selon la plus grande commodité & l'exigence des cas, le tout au choix de la Reine & du Roiaume de Suede, lesquels à cet effet enverront sur les lieux leurs Agents & Officiers pour recevoir cette somme, sans aucun délai.

IV. Que la levée des Soldats & des Nautoniers, le loüage ou la fabrique des Vaisseaux, & le transport de toutes les choses nécessaires à la guerre, se pourront faire en toute liberte sur les terres de chacun des Confederés, & que cette grace sera déniée aux ennemis.

V. Que les delinquans contre la discipline militaire, & les fugitifs seront mis entre les mains de leur Seigneur, pour leur estre fait bonne & brève justice.

VI. Que pour le fait de la Religion, la Reine & le Roiaume de Suede, ou leurs Lieutenans & leurs Confederés n'entreprendront rien dans le pais de Conqueste, que selon les Loix & Constitutions de l'Empire. Que l'exercice de la Religion Catholique Romaine sera inviolablement entretenu dans les lieux où il a esté trouvé. Qu'après le serment reçu de la part des personnes Ecclesiastiques, & qu'ils auront rendu foi & hommage à la Reine de Suede, ou à leurs Confederés, il ne leur sera fait aucun tort à eux, ni à leurs biens, autant que l'état present des affaires le pourra permettre.

VII. Jusques à present le Duc de Baviere, & les Princes de la Ligue Catholique, ont tellement refusé de demeurer neutres, que l'on n'a pas sujet de croire qu'ils changent de volonté; néanmoins déferant à l'amitié & à l'autorité du Tres-Chretien Roi de France, qui les presse d'accepter cette neutralité, il sera libre à Sa Majesté Tres-Chrétienne, de provoquer encore le Duc de Baviere & la Ligue Catholique, de demeurer neutres dans l'Empire Romain, sans ôter la liberte à la Reine & aux Confederés de Sa Majesté, de résoudre sur cette affaire ce qui sera le plus propre & le plus commode selon le temps: & tout ce qui aura esté arrêté du commun consentement & des uns & des autres, sera inviolablement observé.

VIII. Que ceux qui rechercheront cette Alliance y seront non seulement reçus, mais encore que l'on y invitera tous les autres Princes, soit de l'Allemagne, ou d'autre part; à condition que quand ils y auront esté reçus, ils prendront bien garde de ne point favoriser publiquement, ou en cachette, sous leurs noms, ou sous d'autres empruntés, le parti des ennemis, & ne nuiront aux susdits Rois, ni à leurs Amis communs & Confederés, ni à la cause commune; au contraire qu'ils contribueront de tout leur pouvoir, & par une condition particuliere, aux dépenses nécessaires pour cette guerre.

IX. Que si par une grace speciale de Dieu, il se présente une occasion de traiter de Paix, que cela se fera du commun avis des Confederés, afin que l'on n'entreprenne & que l'on ne determine rien au préjudice des uns & des autres; & que si quel'un va au contraire de cela, qu'il soit tenu pour ennemi par tous les Confederés.

X. Que cette Alliance durera jusques à ce que les troubles

ANS
de J. C.
1633.

ANS bles & les mouvemens, qui sont à présent en Allema-
de J. C. gne, soient apaisés, & qu'il y ait une ferme Paix
1633. établie.

XI. S'il arrivoit qu'après la Paix conclue, quel-
qu'un des Confédérés vint à faire & entreprendre quel-
que chose au contraire de ce qui avoit été promis & ar-
resté par le Traité de Paix, tous les autres Confé-
rés seront tenus de joindre, sans aucun délai, leurs
forces ensemble, pour repousser par armes cette inju-
re, le tout un mois après qu'ils en auront été avertis:
ce qui s'observera inviolablement pendant dix années,
du jour de la Paix conclue.

Ces Articles susdits ont été accordés ainsi aux noms
des Serenissimes Roi & Reine, & Roiaume de France
& de Suede, pour être entretenus par eux en leur force
& vigueur: ce que nous certifions être véritable,
pour confirmation de quoi nous les avons signés de nôtre
propre main, & cachetés du sceau de nos armes. Don-
née Heilbron le 9. Avril 1633.

CLXXXIX.

ANS *Traité entre le Roi LOUIS XIII. Roi de*
de J. C. *France, CHRISTINE Reine de Sue-*
1633. *de, & les Princes & Villes Confédérées*
FRANCE *d'Allemagne. Fait à Francfort le 5. Sep-*
EDS ET *tembre 1633. Freder. Leonard. Tom. III.*
LENA- *Recueil des Traitez de Confédération &*
d'Alliance entre la Couronne de France
& les Princes & Etats Etrangers. pag. 105.

CUM Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac
D. D. LUDOVICUS XIII. Franciæ, ac
Nav. Rex Christianissimus, & Serenissima Po-
tentissimaque Princeps ac Domina, D. CHRISTINA,
Suecorum, Gothorum, Vandalorumque designata
Regina, ac Princeps hereditaria, magna Princeps Fin-
landiæ, &c. Fœdus ante biennium, inter præfatum
Regem Christianissimum, & Serenissimum quondam,
ac Potentissimum Principem ac Dominum, D. GUS-
TAVUM ADOLPHUM, gloriosissimæ memoriæ
inijtum, proximo elapso mense Aprilis, Hailbronæ,
novis desuper comprehensis articulis renovavit: Præ-
terea Rex Christianissimus per suæ Majestatis Legatum
Extraordinarium, Illustrissimum Dominum de Feu-
quiere &c. cum Corona Sueciæ, confederatos qua-
tuor superiorum Imperij Circulorum, nimirum, Ele-
ctoralis, Franconici, Suevici, Rhenani, Ordines ad
idem Fœdus invitavit, necnon dictus Dominus Lega-
tus Regius Extraordinarius, apud Ordines Ordinum-
que Legatos, hoc tempore Francofurti ad Mœnum
congregatos repetiit; Præfati Ordines Ordinumque
Legati, prævio inter suam Excell. ac ipsos habito tra-
ctu, certis tamen conditionibus & declarationibus
adhibitis & cum oblatione Dominorum Confœderato-
rum absentium subsecutura rati habitionis, insuprà no-
minatum; inter utramque Coronam renovatum Fœ-
dus, per Confœderatorum Legatos, quos brevi ad
Christianissimi Regis Majestatem, præfentes Ordines,
Ordinumque Legati mittere decreverunt, perficien-
dum & confirmandum consenserunt, uti harum vigo-
re Præfentes respectivè perficiunt & confirmant. Sunt
autem Articuli Fœderis subseqentes.

I. Sit ex hoc die Fœdus inter Christianissimum Re-
gem LUDOVICUM XIII. Regnumque Galliæ; &
Serenissimam Reginam CHRISTINAM, Regnum-
que Sueciæ pro defensione suorum, respectivè com-
munium amicorum, eorum præsentium, qui sese huic
Fœderi, communi consensu, adjunxerint: atque ut
horum libertati, dignitati & quieti, nunc & in poste-
rum consulatur, securitas maris Baltici & Oceani con-
servetur, & maximè ut in Imperio Romano, æqua &
secura Pax, reservato cuique Confœderatorum jure suo,
stabilitur.

II. Quoniam verò Pax sine armis quæsitæ, teste
experientiâ, fraudibus plerumque obnoxia esse solet,
Tom. III.

hostiumque animus à justa satisfactione, & illatarum
injuriarum reparatione hæcenus sit alienior, Idcirco
communium amicorum salus armatâ manu vindicetur.
Atque Regina Regnumque Sueciæ, cum suis per Ger-
maniam Confœderatis, qui cum illa stant, aut stare
volunt, copias quas habent, aut sufficere suæ defensi-
oni & adversus hostem judicabunt, quæque ad minimum
triginta millibus peditum, & sex millibus cataphracto-
rum constabunt, suis sumptibus alet, sustinebitque,
donec bello præfenti, pax præfata communi consensu
inventâ fuerit.

III. Sumptibus verò hîc bellicis sustinendis Rex
Galliæ quotannis Reginæ Regnoque Sueciæ, favore
hujus confœderationis, contribuit
librarum Turonensium, ejusque summæ mediam par-
tem, decimo quinto Mensis Maij, alteram mediam de-
cimo quinto mensis Novembris, Lutetiæ Parisiorum,
vel Amsterodami in Batavia (pro ut Reginæ Regno-
que Sueciæ commodius acciderit, quod ejus optioni re-
linquitur) deputatis ad id eorum ministris infallibiliter
ac sine dilatione numerandam tradendamque curet.

Conscriptio militum ac nautarum, conductio na-
vium, exportatio rerum bellicarum, utrique Parti in
territoriis Confœderatorum libera sit, hostibus verò
denegata.

V. In disciplinam militarem delinquentes & fugiti-
vi, Domino suo, pro administrandâ in eos justitiâ tra-
dantur.

VI. Regina Regumque Sueciæ, aut eorum vice
fungentes, cum omnibus Confœderatis, in negotio
Religionis, non aliter se gerant in locis occupatis, de-
ditivè, quàm secundum leges & constitutiones Imper-
rij, atque in locis, ubi Catholice Romanæ exercitium
reperitum fuerit, in integro inviolabiliter remaneat, ne-
que personis aut bonis Ecclesiasticorum, qui subditi
Reginæ Sueciæ Fœderatorumque manentes, fidem &
obsequium dederint, servarint, præstiterintque, no-
ceatur, in quantum præfens rerum status ferre poterit.

VII. Sprevit & rejecit hæcenus Dux Bavaræ & Li-
ga Catholica oblatam Neutralitatis exercendæ facul-
tatem, ut de ea non immeritò cogitatio omnis deponen-
da videatur; at cum Christianissimus Rex Galliæ eam-
dem etiam urgeat, datum id sit amicitie autoritæque
suæ Majestatis, ut liberum sit eidem, Ducei Bavarie
atque Ligæ Catholicæ in Romano Imperio provo-
care ad neutralitatis, amicitie, aut alium tractatum;
Ita tamen, ut liceat Serenissimæ Reginæ Sueciæ, suæ-
que Majestatis Confœderatis, id super hoc negotio
statuere, quòd videatur ex usu suo, ac temporum ra-
tionibus esse, quidquid verò communi utriusque Par-
tis consensu constitutum approbatumque fuerit, id
utrinque inviolabiliter servabitur.

VIII. Ad hoc Fœdus quicumque alij Status & Prin-
cipes, sive in Germania, sive extra eam, voluerint,
non admittantur tantum, sed invitentur; idque apud
admissos caveatur, ne clam, suo vel alieno nomine,
adversæ parti faveant, aut Regibus præfatis, eorum-
que communibus amicis & Confœderatis, vel causæ
communi noceant, quin potius singuli ad hoc bellum
sumtus, pro viribus & peculiari conventionione contri-
buant.

IX. Quòd si per Dei gratiam occasio tractandi de Pa-
ce se offerat, ex communi Confœderatorum consilio
tractetur, nec ullus Fœderatorum sine altero, quid-
quam in eo aggrediatur, statuat, pacemve ineat: si quis
fecus fecerit, à Fœderatis pro hoste habeatur.

X. Hoc fœdus eò usque duret, donec præfentes in
Germania motus sedati fuerint, atque Pax firma sta-
bilita.

XI. Si post pacem initam contigerit alicui Confœ-
deratorum, ea, quæ in tractatu Pacis, promissa & con-
clusa erunt, non servari, aut illi bellum inferri, ex cau-
sa & occasione præfentis Fœderis, teneantur Fœderati
junctis viribus arma sumere, sine mora, aut tergiver-
satione, ad repellendam injuriam, statim atque post
mensem, ex eo die, quo fuerint ab injuriam passio
moniti; idque observetur ad decennium à die firmatæ
Pacis.

ANS
de J. C.

1633.

Declaratio sexti Capitis Confederationis.

SExtò, quemadmodum in negotio Religionis Christianissimi Galliarum Regis, mens & propositum non est, Statibus Protestantibus Confederatis, comprehensis Nobilibus liberis & immediatis Imperij, ullo modo iis præjudicare, quæ antehac, & in his ipsis motibus bellicis, ipsis competebant: Ita & in futurum prædictis Statibus Protestantibus, omnia & singula jura, quæ iis vel jure Magistratus, vel vi & respectu territorij, Superioritatis aut Jurisdictionis cujuscunque, tam circa Ecclesiastica quàm Politica competere possunt, salva, integra & illibata manere cupit Regia sua Majestas; Ita tamen, ut illis in locis, quæ à Statibus Confederatis in posterum occupari contigerit, & ubi Catholica Romana Religio ante exortum bellum interitum semper viguit, & etiamnum viget, ejusdem exercituum in posterum quoque relinquatur, neque tollatur, donec per futuros pacis tractatus (quibus tota hæc Confederatio, & in specie hoc pactum nihil penitus obstat, derogabit vel impedimento erit, salvo articulo nono) aliter inter partes convenerit.

Declaratio & additio ad septimum Confederationis punctum.

CIRCA secundum Dominorum Statuum dubium: Hi Regie Majestatis sinceritate freti, omnino certi & securi esse debent, suam Majestatem nullo modo permissuram, ut ex Regno suo hostes Protestantium directio vel per indirectum juventur, aut supportentur, & ne ex vicinia hoc fiat, quantum fieri poterit, averfuram: Quandoquidem sua Majestas, illos aliâ mente vel intentione ad suum Fœdus non invitat, quàm pro ipsorum stabilitimento & conservatione. In fidem horum omnium Serenissimi Regis Christianissimi Legatus Extraordinarius, Illustrissimus Dominus de Feuquièr, ut & congregatorum Ordinum absentiumque Ordinum Legatorum, hoc nomine Deputati, hæc præsentis suis subscriptionibus & sigillis subscripserunt. Actum Francofurti ad Mœnum quinto Septemb. Anni. M. DC. XXXIII.

Nomine Electoralis Palatinatus & reliquorum D. D. Principum Confederatorum.

Johan. Conrad.	Philippus Streuff.
Elzer à Geyerperg.	à Lawestein.
Joannes Fredericus Jägerd.	Isaac Bartolus.
Consil. Würtemb.	Consil. Badensis

Nomine Dominorum Comitum & Baronum Confederatorum.

Joannes Comes Nassavius	Wolfgangus Henricus
& Sarapontanus.	Comes Illemburgicus & Budingæ.

Nomine liberarum Imperij Civitatum confederatarum.

Georgius Richter D. Reip.	Philip. Andreas Frölich D. publ. Noribergens.
	Reip. Ulmenfis à Consiliis à Consiliis.

C X C.

ANS
de J. C.

1633.

FRANC
ET LOR-
RAINE,

Traité Entre LOUIS XIII. Roi de France & CHARLES III. Duc de Lorraine, fait au Camp devant Nanci le 6. Septembre 1633. Les Articles ajoutés audit Traité à Charmes le 20. Septembre. Par ce Traité la Ville de Nanci demeure entre les mains du Roi pour quatre ans. Freder. Leonard. Tom. III. Recueil des Traitez de Confédération & d'Alliance entre la Couronne de France & les Princes & Etats Etrangers. pag. 165.

LE Roi aiant grand sujet de se plaindre du Sieur Duc de Lorraine, tant pour les diverses intelligences, pratiques & menées qu'il a fait au prejudice des

Traitez faits entre Sa Majesté & lui à Vic le dernier Septembre 1631. & à Liverdun le 26. Juin 1632. que pour les entreprises & hostilités faites par lui contre les Alliez de Sa Majesté, & à l'égard dequels ledits Traitez s'obligeoient de prendre une conduite contraire. Qu'à raison aussi du mariage prétendu fait entre Monsieur son frere unique, & la Princesse Marguerite Sœur dudit Duc, non seulement sans la permission du Roi, mais contre l'expresse défense qu'il en avoit receu de sa part, par ceux qu'il avoit envoie & emploiez vers lui pour en avoir la licence.

Que par ce aussi que depuis que ledit Sieur Duc joist des Etats qu'il possede, il n'a point rendu l'hommage qu'il doit à Sa Majesté pour raison du Barrois, ni député des Commissaires, comme il estoit obligé pour éclaircir divers autres droits & prétentions que Sa Majesté peut avoir contre lui.

Ce qui auroit obligé Sa Majesté d'entrer en armes dans les Etats dudit Duc pour tirer raison de telles offenses.

Après que ledit Duc a fait supplier Sa Majesté par Monsieur le Cardinal de Lorraine son frere, de lui remettre les manquement arrivés en ce qui est ci-dessus spécifié, & offert à Sa Majesté toute la satisfaction qu'il pourroit desirer pour telles fautes.

Il a esté arresté entre Monsieur le Cardinal de Richelieu de la part du Roi & Monsieur le Cardinal de Lorraine fondé en general pouvoir de Monsieur le Duc de Lorraine ce qui s'ensuit.

Que ledit Duc renonce de nouveau à toutes Alliances contraires à celle de la France, proteste n'avoir plus à l'avenir aucunes intelligences prejudiciables au Roi, nommément avec la Maison d'Autriche, soit en Allemagne, soit en Espagne, ni avec quelques particuliers que ce puisse estre qui soient hors de l'obéissance & de la grace de Sa Majesté.

Qu'il veut à l'avenir servir envers tous & contre tous sans exception quelconque, & ce avec toutes les forces que la condition de son Etat le pourra permettre.

Et pour ôter tout soupçon qu'il fût capable de faire encore quelques entreprises contre les Alliez de Sa Majesté, ils s'obligent à ne faire aucun armement pendant les troubles présents de l'Allemagne sans le consentement exprès de Sa Majesté.

Promet aussi ledit Sieur Duc de déserter aussi-tôt que Sa Majesté aura parole de Monsieur Oxenstiern grand Chancelier de la Couronne de Suede & ses Conféderez de ne rien entreprendre contre lui, & qu'ils auront retiré leurs armes de ses Etats.

Fors des Comtez de Sarverden & Bouquenhiem occupez par eux depuis peu.

A raison dequoi ledit Sieur Duc supplie le Roi de prendre connoissance des droits qu'il a sur ledits Comtez, & du sujet qu'il a d'entreprendre la restitution pour laquelle il plait à Sa Majesté s'entremettre. Ledit Sieur Duc se soumettant à son arbitrage au cas que ledit Chancelier Oxenstiern & ses Conféderez veulent faire le même.

Que la Ville de Nanci sera déposée entre les mains du Roi dans trois jours pour y demeurer avec telle garnison qu'il lui plaira y mettre jusques à ce que la bonne conduite dudit Sieur Duc, & la pacification des troubles d'Allemagne ôte lieu d'apprehender pareilles menées & entreprises à celles qu'il a faites contre le Roi & ses Alliez.

Comme aussi jusques à ce que le susdit mariage prétendu d'entre Monsieur Frere unique du Roi, & la Princesse Marguerite Sœur dudit Sieur Duc soit déclaré nul par voies légitimes & valables. Pour à quoi parvenir ladite Princesse sera mise dans 15. jours entre les mains du Roi qui trouve bon qu'elle demeure dans Nanci, où plus facilement on pourra éclaircir les circonstances de ce qui s'est passé en ce prétendu mariage.

Et enfin jusques à ce que les différens qui peuvent estre entre le Roi & ledit Duc à cause des Etats qu'il possède soient raisonnablement décidés. A quoi il sera incessamment travaillé de part & d'autre sans intermission

ni

ni remise, Sa Majesté & ledit Duc demeurans cependant en tous les droits qu'ils prétendent leur estre acquis jusques à ce jour, sans qu'on puisse prétendre qu'en vertu du présent Traité ils renoncèrent à aucuns d'eux.

A esté aussi arrêté que le Duché de Bar demeurera en l'état qu'il est en la faïste ordonnée par Arrest du Parlement de Paris, jusques à ce que Sa Majesté ait receu la satisfaction qui lui est due pour raison dudit Duché de Bar.

De plus a esté convenu qu'il ne sera touché en aucune façon par Sa Majesté ni les siens au revenu dudit Duché de Lorraine & Etats en dépendans, duquel ledit Sieur Duc ou ses Successeurs & aïans cause jouiront, librement, comme de la Ville de Nanci qui sera remise de bonne foi audit Sieur Duc ou à ses Successeurs & aïans cause, aussi-tot que les choses ci-dessus seront mises à execution.

Et pendant que ladite Place de Nanci demeurera conignée & es mains du Roi, il sera permis à Monsieur le Cardinal de Lorraine de faire sa demeure en icelle si bon lui semble, avec libre jouissance de toutes Jurisdiccions & droits.

Fors en ce qui concerne le commandement des armes qui dépendra entièrement de celui qu'il plaira au Roi laisser à cette fin, lequel rendra tout respect audit Sieur Cardinal convenable à sa personne, & condition, & recevra le mot de lui.

Et afin qu'il puisse estre avec plus de dignité dans ladite Place, d'autant que le Palais Ducal est dans vieille Ville, lors qu'il lui plaira y demeurer, la Garnison Françoisse sera obligée d'estre toute dans la nouvelle Ville, sans tenir aucune chose de la vieille Ville, sinon les deux bastions & la porte qui separe les deux Villes, où il sera permis à ladite Garnison de se loger seurement, comme elle estimera à propos.

Le Roi trouvant bon qu'en ce cas ledit Sieur Cardinal ait une compagnie de cent hommes choisis par lui, pour faire garde devant son logis, à condition que tous les canons, armes & munitions de Guerre qui sont maintenant dans la vieille Ville, seront transportez dans la nouvelle.

Les Gens de Guerre qui seront en garnison dans ladite Place ne molesteront en aucune façon les habitans, aïans vivront avec tel ordre que ledits habitans n'aïent aucune occasion de s'en plaindre.

Et au cas qu'il en arrivât autrement en quelque occasion que ce peut-estre, il y sera promptement pourveu au contentement desdits habitans.

Et d'autant qu'il pourroit arriver que les troubles d'Allemagne ne se termineroient pas si-tôt que Sa Majesté le souhaite, & qu'il est à désirer, il a esté convenu que si la Guerre dure plus de quatre ans les conditions du premier Traité étans préalablement accomplies, Sa Majesté se déportera du dépôt de la Ville de Nanci, & la remettra entre les mains dudit Sieur Duc de Lorraine ou ses Successeurs & aïans cause pour en jouir pleinement & aux mêmes droits qu'il a fait ci-devant.

Fait au Camp devant Nanci le 6. jour de Septembre 1633. Signé, le Cardinal de Richelieu, le Cardinal de Lorraine.

Après avoir veu le Traité ci-dessus fait entre Monsieur le Cardinal de Richelieu de la part du Roi, & Monsieur le Cardinal de Lorraine mon frere, de la mienne, je declare par le présent Acte de trouver bon, & vouloir qu'il ait lieu & son entier effet avec jonction de ce qui s'en suit.

Que non seulement la porte qui est entre la vieille Ville & la nouvelle avec les deux bastions seront entre les mains du Roi, mais de plus l'autre porte de la vieille Ville, appelée de Notre-Dame, & ce pour éviter les inconveniens qui pourroient arriver des soupçons qu'on pourroit prendre s'il étoit autrement.

Que sur la proposition faite par Monsieur le Cardinal de Richelieu, Monsieur le Duc de Lorraine, pourra estre quand bon lui semblera dans Nanci, tout ainsi qu'il est dit ci-dessus, que Monsieur le Cardinal son

frere y pourra faire sa demeure avec tous les honneurs deus à la qualité de Duc.

Que bien que Nanci par les Articles du Traité ci-dessus doive estre mis entre les mains du Roi pour quatre ans, au cas toutes-foi que dans trois mois ledit Sieur Duc remette Madame la Princesse Marguerite entre les mains de Sa Majesté, qui aura agréable de la faire traiter selon la qualité & condition. Ledit Sieur Duc consentant comme il fait dés-à-présent à la dissolution de ce mariage avec Monsieur, à laquelle il sera procédé par voies legitimes & valables, & que le surplus du Traité soit accompli, Sa Majesté restituera ladite Place de Nanci sans attendre davantage, rasant les Fortifications d'icelle si elles se trouvent à propos. Fait à Charms le 20. jour de Sept. 1633. Signé, Charles Duc de Lorraine.

NOUS soussignez, Cardinal de Richelieu en vertu du Pouvoir qu'il a plu au Roi nous donner, déclarons accepter pour Sa Majesté les Articles ci-dessus signés par Monsieur le Duc de Lorraine, & promettons les faire ratifier par sadite Majesté, ainsi que le Traité signé par Monsieur le Cardinal de Lorraine le 6. jour du présent mois. Fait à Charms le 20. Septembre 1633.

C X C I.

Traité de confédération & Alliance, entre ANS
LOUIS XIII. Roi de France & les Princes de J. C.
& Etats Protestans des Cercles & Provinces 1633.
Electoiales de FRANCONIE, de FRANCE
SUAVE & du RHIN, A Francfort ET
sur le Mein, le 15. Septembre 1633. Fre- DIVERS
der. Leonard. Tom. III. pag. 29. Re- CERCLES
cueil des Traitez de Confédération & D'ALLE-
& d'Alliance entre la Couronne de France MAGNE.
& les Princes & Etats Etrangers. pag. 105.

LE Serenissime & tres-puissant Prince & Seigneur Louis XIII. Roi de France & de Navarre: & la Serenissime & tres-puissante Princesse Dame Christine, designée Reine & Princesse hereditaire de Suede, des Goths & des Vandales, Grande Princesse de Finlande, &c. Ontrenouvelé à Haillbron au mois d'Avril dernier, le Traité qui avoit esté conclu deux ans auparavant entre Sa Majesté Tres-Christienne, & le Serenissime & tres-puissant Prince & Seigneur Gustave Adolphe, de glorieuse memoire, & y ont ajouté de nouveaux articles. De plus, le Sieur de Feuequiere, Ambassadeur extraordinaire de Sadite Majesté, a invité de sa part à cete Alliance, outre la Couronne de Suede, les Ordres des quatre Cercles Superieurs de l'Empire: Sçavoir, du Cercle Electoral ou du bas Rhin, du Cercle de Franconie, du Cercle de Suabe, & du Cercle du haut Rhin. Et le susdit Ambassadeur Extraordinaire aupres des Ordres, & les Deputez desdits Ordres, assemblez en cetems ci à Francfort sur le Mein, l'a demandé; les susdits Ordres & leurs Deputez aiant commencé par un petit Traité passé entre eux & son Excellence, après y avoir ajouté de certaines conditions & declarations, & fait offre de la part des Seigneurs Confederez absents, sur l'esperance de la Ratification du susdit Traité, renouvelé entre les deux Couronnes par les Ambassadeurs des Confederez, que ledits Ordres & leurs Deputez ont resolu d'envoyer au plutôt aupres de Sa Majesté Tres-Christienne, pour l'achever & le confirmer, comme ils achevent & confirment par ces presentes. Les articles du Traité sont ceux-ci.

I. Qu'il y ait à commencer d'aujourd'hui, Alliance entre Sa Majesté Tres-Christienne Louis XIII. & son Roiaume, & la Serenissime Reine de Suede & son Roiaume, pour la defense de leurs amis communs, & de ceux-là particulièrement qui d'un commun consentement sont entrez dans cete Alliance: & afin que presentement & à l'avenir on puisse pourvoir à leur liberté,

ANS té, dignité & repos, on conservera la feureté de la Mer de J. C. Baltique & de l'Océan, & on travaillera précisément à établir dans l'Empire une juste & feure Paix, en conservant le droit de chacun des Confederez.

II. Comme la Paix qui ne se fait pas l'épée à la main selon l'expérience, est sujette à des fraudes, & que l'esprit des Ennemis est plus éloigné à present de la juste satisfaction & de la reparation des injures faites; c'est pourquoi il faut venger le salut des communs amis à main armée: & la Reine & le Roiaume de Suede, avec ses Alliez en Allemagne qui tiennent son parti ou le voudront tenir, entretiendra & nourrira à ses dépens les Troupes qu'elle a ou qu'elle croira estre suffisantes pour la défendre & pour attaquer l'Ennemi, lesquelles seront au moins de 30000. hommes de pied & de 6000. cuirassiers, jusqu'à ce que par la presente Guerre on ait trouvé d'un commun consentement la Paix susdite.

III. Pour soutenir les frais de la Guerre, Sa Majesté Tres-Chrestienne fournira tous les ans à la Reine & au Roiaume de Suede en faveur de cete Alliance, un million, de laquelle somme la moitié se comptera & delivrera aux Officiers à ce commis sans aucun délai le quinziesme de Mai, & l'autre moitié le quinziesme Novembre à Paris, ou à Amsterdam en Hollande, comme il se trouvera plus commode à la Reine & au Roiaume de Suede, ce qu'on laisse à leurs choix.

IV. Que la levée des Soldats & Matelots, le loüage ou emprunt des Vaisseaux, le transport des ustanciles de guerre, soit libre dans le Pais des Confederez, & deffendu aux Ennemis.

V. Ceux qui manqueront à leurs devoirs, & les deserteurs, seront livrés à leurs Maîtres, pour en estre par eux fait justice.

VI. La Reine & le Roiaume de Suede, ou ceux qui les représenteront, avec tous les Confederez, n'agiront sur le chapitre de la Religion dans les lieux occupez ou cedez, que selon les Loix & les Status de l'Empire; & dans les lieux où on aura trouvé l'exercice de la Religion Catolique Romaine établi, il y restera inviolablement dans son entier, & qu'il ne soit point nui aux biens ou aux personnes des Ecclesiastiques qui demeurent Sujets de la Reine de Suede & des Alliez auront presté serment de fidelité, en tant que l'état present des affaires le pourra permettre.

VII. Le Duc de Baviere & la Ligue Catolique, ont méprisé & rejeté jusqu'à present la liberté qu'on leur laissoit d'estre neutres, que ce n'est pas sans sujet qu'on n'y doit plus penser; mais Sa Majesté Tres-Chrestienne demandant qu'on accorde à son amitié & à son autorité Roiale, qu'il lui soit libre de porter ledit Duc de Baviere & ladite Ligue Catolique dans l'Empire, à quelque Traité de Neutralité, Alliance ou autre, de façon neanmoins qu'il soit libre à la Serenissime Reine de Suede & à ses Alliez, de regler sur cete affaire ce que bon leur semblera, selon l'usage & la raison des tems, & ce qui aura esté arresté & approuvé du commun consentement des deux parties, sera observé inviolablement de part & d'autre.

VIII. On ne recevra pas seulement les Etats & Princes qui voudront entrer dans cete Alliance, tant dans l'Allemagne que dehors, mais mesme on les invitera d'y entrer, & on prendra garde que ceux qu'on recevra en secret ou à decouvert, sous leur nom ou celui d'autrui ne favorisent le parti contraire, ou qu'ils ne nuisent aux Rois ci-dessus nommez, à leurs communs Amis & Alliez, ou à la cause commune, mais que plutôt chacun fournisse selon ses forces les Conventions particulières, aux frais de cete Guerre.

IX. Que si par la grace de Dieu l'occasion se presentoit de faire la Paix, on la traitera du commun consentement des Alliez, & qu'aucun des Confederez ne commence, n'entreprene rien & ne fasse point la Paix sans les autres; quiconque fera autrement sera censé pour Ennemi.

X. Cete Alliance durera jusqu'à ce que les troubles d'Allemagne soient apaisez, & qu'on ait établi une bonne & feure Paix.

XI. Si après la Paix faite il arrivoit à quel'un des

Alliez de ne pas observer ce qu'il aurait promis, & ANS qui auroit esté arresté dans le Traité de Paix, on lui de J. C. fera la guerre, & les Alliez seront tenus par ce present 1633. Traité de joindre leurs forces sans aucun retardement pour repousser l'injure faite, un mois après, à compter du jour qu'ils auront esté avertis: & cela s'observera pendant dix ans, à commencer du jour de la conclusion de la Paix.

C X C I I.

Cession & Transport des Duchés de Lorraine & de Bar au Cardinal de LORRAINE, par son frere le Duc de LORRAINE. A Mi-recours le 12. Janvier 1634 Recueïl des Traitez de Confédération & d'Alliance, &c. pag. 168.

Charles par la grace de Dieu Duc de Lorraine, Marquis, Duc de Calabre, Bar, Gueldres, Marquis du Pont à Mousson & de Noameny, Comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, Salme, Saverden, &c. A tous presens & à venir Salut. Combien que depuis nostre avènement à cete Couronne nous ayons contribué tous les moyens, & soins & devoirs que nous estimions suffisans pour maintenir nos Estats & Sujets au repos & tranquillité que nous désirions, & pour nous acquitter de l'obligation que nous avons commune à tous Princes souverains de procurer le repos de nos Sujets; Neantmoins nous avons jusques à present reconnu peu d'avancement au juste dessein que nous avons toujours eu, non seulement de conserver nosdits Sujets en tranquillité, mais aussi de nous maintenir en bonne intelligence avec les Princes voisins; Et quoi que nous ayons employé toute nostre industrie pour faire réüssir des effets conformes à nos justes intentions; Neantmoins ayans esté interpretez autrement que nous ne l'avions peu prévoir, & reconnoissans qu'au lieu de prendre nos actions avec la mesme franchise & sincerité que nous les avions exercées, & dont nous avions rendu des preuves suffisantes par toutes les submissions qui avoient esté desirées de nous, & mesme de posé les plus importantes places de nos Estats, pour divertir les impressions sinistres que l'on avoit pris de nos deportemens; les avertissons que l'on a prises au contraire nous font assez connoître que nostre personne a esté plustost rendue odieuse que nos actions n'en ont produit sujet: Ce qui nous a obligé de recourir au dernier remede que nous estimons seul capable d'arrester le cours de plus grandes ruines & desolations, desquelles nos Estats semblent estre menacez, en introduisant en la jouissance, administration & gouvernement d'eux, une personne de laquelle on puisse prendre plus de confiance que nous n'en avons peu jusques à present acquiescer par toutes les voyes que nous aurions jugées convenables, & témoigner en ce faisant le desir entier que nous avons de preferer le repos de nos Sujets à nos propres contentemens; Et pour cet effet nous estans proposez que nous ne pouvions faire election d'une personne dont les actions puissent donner plus de confiance que celle de nostre tres-cher & tres-ami frere Monsieur Nicolas François de Lorraine Cardinal, qui est d'ailleurs nostre legitime & presumptif heritier, & de la conduite duquel nous en esperons autant de bon-heur qu'il est nécessaire aux succez favorables du retablissement & conservation de nosdits Estats: Pour ces causes & autres considerations à ce nous mouvans, & spécialement de l'affection particuliere que nous portons à nostre dit frere, tant à cause de nostre proximité que des parties tres-loüables que nous avons reconnu en sa personne: Sçavoir faisons: Qu'après avoir mis en deliberation par plusieurs & diverses fois cete proposition en nostre Conseil, nous en presence de nostre dit frere & d'autres Princes de nostre sang, Seigneurs & Officiers de nostre Cour; Avons de nostre propre science, pure, franche, & libre volonté, donné, cede, conféré, & transporté; don-

ANS donnons, cedons, conserons, & transportons pardon-
J. C. nation entre Vifs, de pure libéralité, & sansy pouvoir
634. contreviendrait pour quelque cause & considération que ce
soit, à nostre dit frere present & acceptant, à la charge
neantmoins de reversion à nous en cas que nous sur-
vivions nostre dit frere, nos Duchez de Lorraine &
Barrois, Terres & Seigneuries enclavées en iceux, y
annexées & en dependantes, selon que nos predeces-
seurs & nous en avons jouy, & icelles tenues & posses-
sions cy-devant & jusques à present, & generalement
tous nos autres biens, Terres & possessions, droitz,
noms, raisons & actions qui nous competent, soit en
propriété ou usufruit, & à quel titre que ce soit, sans
aucune chose retenir & reserver; Et desquelles Duchez,
terres, & Seigneuries, & toutes autres possessions, &
autres droit à nous appartenans, nous nous avons dès à
present desfaict & detaillisons par ces presentes, & en
avons saisy & saisissions nostre dit frere, comme vrai
Seigneur, propriétaire & possesseur d'iceux; Voulons
& entendons que par la tradition des presentes il soit
& demeure réellement & actuellement saisi & empos-
sessionné desdits Duchez, Terres & Seigneuries & droitz
à nous competans & appartenans; A la charge & condi-
tion toutesfoi qu'il demeurera tenu & obligé de payer
& satisfaire toutes & chascunes nos debtes, tant person-
nelles que réelles, légitimement contractées jusques au
jour de la presente Cession, Transport & Donation; Si
donnons en mandement à tous nos Marchaux, Senes-
chaux & gens de nos Chambres des Comptes de Lor-
raine & Barrois, Baillifs, Prevosts, leurs Lieutenans,
Procureurs Generaux, leurs Sublits, & tous nos
autres Officiers, Justiciers, hommes & sujets qu'il ap-
partiendra chacun à son égard, que la presente Cession,
Transport & Donation lée, publiée & enregistrée, ils
la suivent, entretiennent & executent, la fassent sui-
vre, entretenir & executer selon sa forme & teneur.
A l'effect dequoy & pour connoître & faire reconnoître
nostre dit frere pour leur Prince naturel & Souverain;
Nous les avons dispensé & dispensons du serment
qui nous a esté par eux cy-devant presté; Voulons &
entendons que tous les honneurs, devoirs & obeissan-
ce à lui deus en consequence du present Transport,
Cession & Donation, lui soient rendu tels & sembla-
bles que ceux auxquels ils ont esté jusques à present tenus
& obligés envers nous. Car ainsi nous plaist. En
témoyn dequoy nous avons à ces presentes signées de
nostre main fait mettre & appendre nostre grand
seel.

Donné à Mirecourt le 19. Janvier 1634.

Ainsi signé CHARLES.

Et sur le reply par son Altesse, contresigné par le
Secretaire Rousselot, & à l'autre bout est écrit Registra.

C. JEANNIN. pro C. CORIEIL.

C X C I I I.

NS
J. C. 634. *Traité entre LOUIS XIII. Roi de France & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-bas, pour sept années, fait à la Haye le 15. Avril 1634. Le Roi donnera ausdits Etats par chacun an, durant ce Traité, deux millions trois cens mille livres.* Freder. Leonard. Tom. V. Recueil des Traitez de Confédération & d'Alliance entre la Couronne de France, & les Princes & Etats Etrangers pag. 186.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Nôtre amy & seel Conseiller en nôtre Conseil d'Etat le Baron de Charnacé, aiant ordre & pouvoir de Nous, a conclu, signé & arrêté en

notre nom, à la Haye le 15. jour d'Avril 1634. avec les Commissaires de nos tres-chers, grands Amis, Al-
liez & Confederes les sieurs les Etats des Provinces-
UNIES des Pais-bas, de la part desdits sieurs les Etats, 1634.
le Traité d'Alliance plus étroite entre Nous & lesdits
sieurs les Etats, ensemble d'aucunes Declarations par-
ticulieres sur quelques Articles d'icelles, desquels Trai-
tez & Declarations la teneur ensuit.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-
bas reconnoissans avec toute sorte de gratitude les bien-
faits, faveurs & assistances, qui de temps en temps leur
ont esté départies de la France; & partant desirans de
se procurer par tous moiens possibles la conservation
& augmentation de la bonne volonté & Alliance, dont
il a plu au Roi Tres-Chrétien les honorer & contribuer
en la presente constitution des affaires, tout ce qui
pourra servir à la grandeur de la France, bien public
de la Chrétienté, & l'affermissement & seureté de leur
Etat, ont député à cet effet Messieurs Comte de Cu-
lembourg Baron de Pallant, Vittenveerde, &c. sieur
de Leede, Lieuden, Wildenbarch, Kentzionler,
Engelsdorp, Bachan, Vrechen, Nicolas de Bouchorff
sieur de Noortwick & Vimmenon, Baillif & grand
Maître des levées en Rynsland, Adrian Paw, Che-
valier sieur de Hemstede, Hogermilde Ristwick, de
Niewerkerk, Conseiller & Pensionnaire de Hollande
& Westfrise, Jean de Knuyt Chevalier, sieur dans le
vieux & nouveau Volmar, premier & representant la
Noblesse aux Etats de la Communauté de Zelande, &
Conseiller ordinaire de son Excellence le Prince d'O-
renge, Adrian Plors Chevalier, sieur de Oudegen,
Thienhoven & Gem, Pierre de Walta, Guillaume
Ripperda à Bokbergem, Boculo & Engelo, & Ber-
nard Condors à Helpen, pour traiter avec ledit sieur
Baron de Charnacé, Conseiller de Sa Majesté en son
Conseil d'Etat, & ci-devant Ambassadeur en Al-
lemagne: lesquels Députés étant entré en serieu-
se communication avec ledit sieur de Charnacé, ont
après plusieurs conférences, en vertu de leurs res-
pectifs pouvoirs ci-après inserez, traité, convenu,
conclu & arrêté sur les conditions & Articles qui s'en-
suivent.

PREMIEREMENT. Lesdits Seigneurs les Etats
Generaux promettent de continuer à faire la guerre par
Mer & par Terre, avec toutes leurs forces, aux Espa-
gnols & Provinces qui en dépendent, sans pouvoir ren-
trer ni entendre à aucun Traité de Paix, Trêve, ni
suspension d'armes, directement ou indirectement les
huit premiers mois suivans, ni les pouvoir conclure de
douze mois: le tout à commencer du premier jour du
moi de Mai prochain.

II. Sa Majesté promet aussi de ne traiter de huit
mois, & de ne conclure de douze mois avec le Roi
d'Espagne aucun accommodement sur les affaires & dif-
ferens qui sont entre eux, & d'employer son pou-
voir vers les Ministres de la Couronne de Suede,
& les Princes Confederés en Allemagne, de faire
le même.

III. Lesdits sieurs les Etats Generaux feront publier
derechef, effectuer de bonne foi, quand l'occasion s'en
présentera, la Declaration qu'ils firent l'année 1632.
pour ceux de la Religion Catholique Romaine dans
toutes les Provinces & lieux qui s'uniront ou rendront
volontairement & sans contrainte à eux: pour ceux qui
seront pris par la force des armes, d'autant qu'ils n'ont
pas pouvoir d'en resoudre & s'en engager sans le con-
sentement des Provinces, lesdits sieurs les Etats promet-
tent, en consideration des instances reiterées qu'en a
fait le Roi, d'en faire rapport aux Provinces sulsdites,
afin qu'il leur plaist d'aviser quel contentement elles en
pourront donner à sa Majesté.

IV. Et si après les douze mois sulsdits, lesd. sieurs
Etats Generaux veulent traiter ou conclure Paix ou
Trêve avec leurs ennemis, ils ne le pourront faire du-
rant ce present Traité, sans l'intervention de Sa Ma-
jesté; & déclareront en tel cas à leurs ennemis par écrit,
que le Traité qu'ils pourront lors faire avec eux, ne

ANS. pourra préjudicier à celui ci, lequel nouveau demeurera en sa force & valeur; comme aussi si Sa Majesté de J. C. vient à traiter, déclarera le même.

1634. V. Et pource que lesd. sieurs Etats Generaux ont quasi seuls soutenu si longues années une Guerre tant sanglante & ruineuse, & la continuent encore contre un tres-puissant ennemi, Sa Majesté promet de leur donner chacun an de ce Traité, à commencer au jour du datte des Presentes, la somme d'un million de livres, outre & par dessus le million qu'elle leur a promise par le Traité fait avec eux le 17. de Juin de l'an 1630. c'est à dire deux millions de livres, en tout payables de fix mois en six mois par portions égales, à commencer le premier d'Aoult & Fevrier prochains; & leur donnera davantage la somme de trois cens mille livres chacun an en la façon suivante.

C'est à sçavoir leur entretiendra, quand il sera requis, un Regiment de gens de pied pareil à celui du sieur Maréchal de Chastillon, & une Compagnie de Cavalerie, ou l'argent de ladite Compagnie, à son choix, jusques à la concurrence desdites trois cens mille livres, l'une & l'autre aux conditions portées par un écrit, & du même datte de ce Traité: & si lesd. sieurs Etats ne requièrent le Regiment, Sa Majesté ne fera obligée au paiement de ladite somme de trois cens mille livres.

V I. Si pendant les années de ce present Traité, lesd. sieurs Etats Generaux viennent à conclure un Traité de Paix ou Trêve avec leurs ennemis, le Roi promet en demeurer Garant; en sorte que si puis après le Roi d'Espagne contrevient aux choses promises audit Traité, ou que sous quelque pretexte que ce soit directement ou indirectement il attaque lesdits sieurs Etats Generaux & Pais, Terres & Places qu'ils possèdent ou tiennent au jour de ce present Traité; en sorte qu'ils rompent généralement avec ledit Roi d'Espagne.

Sa Majesté sera obligée de faire le semblable & rompre généralement avec le Roi d'Espagne à guerre ouverte par Mer & par Terre, & de ne pouvoir puis après faire ni Paix ni Trêve, que conjointement avec lesd. sieurs Etats Generaux & de leur consentement.

V II. Comme en cas pareil la Paix ou Trêve estant une fois concludé, si puis après ledit Roi d'Espagne, sous quelque pretexte que ce puisse estre, directement ou indirectement, attaque le Roi & Pais, Terres & Places qu'il tient au jour de ce present Traité, en sorte que Sa Majesté rompt généralement avec le Roi d'Espagne, lesd. sieurs Etats s'obligent dès à present de faire le même & rompre généralement à guerre ouverte par Mer & par Terre, & de ne pouvoir puis après faire ni Paix ni Trêve, que conjointement avec le Roi & de son consentement.

V III. Or touchant les interets du Roi, que le sieur de Charnacé a donné par écrit & spécifié en certains Articles signez de sa main, dont la copie signée desdits Députés desd. sieurs Etats lui a esté donnée, si Sa Majesté vient à estre attaquée ou inquiétée par le Roi d'Espagne à l'occasion d'iceux, de sorte que Sa Majesté rompt généralement, comme sus dit est, lesd. sieurs Etats Generaux seront obligez de rompre & continuer la Guerre contre les Espagnols, & de ne faire ni Paix ni Trêve, que conjointement avec Sa Majesté & de son consentement.

Comme aussi Sa Majesté ne pourra faire ni l'un ni l'autre, que conjointement avec lesd. sieurs Etats de leur consentement.

IX. Si l'Empereur Ferdinand Archiduc d'Autriche, ou autre Prince de sa Maison & dépendant d'icelle, après le Traité de Paix ou Trêve susdit, sous quelque pretexte que ce soit, directement ou indirectement viennent à attaquer lesd. sieurs Etats Generaux, & Pais, Terres & Places qu'ils tiennent au jour de ce present Traité, en sorte que lesd. Etats Generaux rompent généralement avec ledit Empereur ou autres Princes & dépendant de la Maison d'Autriche, Sa Majesté s'oblige de faire le même, & de ne faire puis après aucun Traité de Paix ni Trêve, que conjointement avec lesd. sieurs Etats & de leur consentement.

Comme en cas pareil si ledit Empereur ou autre Prince & dépendant de la Maison d'Autriche, après le Traité de Paix ou Trêve susdit, attaque directement ou indirectement, sous quelque pretexte que ce soit, le Roi & Pais, Terres & Places qu'il tient au jour de ce present Traité, en sorte que Sa Majesté rompe généralement avec eux, lesd. sieurs Etats Generaux s'obligent de faire le même, & de ne faire puis après ni Paix ni trêve que conjointement avec Sa Majesté & de son consentement.

X. Le present Traité ne préjudiciera à celui qui a esté fait est-devant le 17. Juin de l'an 1630. lequel demeurera en sa force & valeur en toutes les choses qui ne sont portées en celui-ci, & durera ledit Traité sept années, à commencer du datte des Presentes; comme aussi le present Traité de l'an 1630. sera continué pour ledit terme, & tenu pour idéifié de mort à mort dans le present Traité, de sorte que lesdits Traitez dureront autant l'un que l'autre, & seront renouvellez & continuéz après lesdites sept années, si on y peut entendre de part & d'autre.

X I. Mais si Sa Majesté aime mieux rompre avec l'Espagne, que de fournir le million & les trois cens mille livres à la façon susdite, les sieurs Etats Generaux s'obligent de ne traiter avec leur ennemi, que conjointement avec le Roi & de son consentement; comme aussi Sa Majesté s'obligera reciproquement de ne traiter avec les ennemis, que conjointement avec lesd. sieurs Etats & de leur consentement, & sera déchargée en outre du million qu'elle leur a promis par le Traité de l'an 1630.

X II. Et quand il plaira au Roi de rompre avec le Roi d'Espagne, ils seront préalablement faits partages des conquestes de part & d'autre.

X III. Le Traité sera agréé & ratifié par le Roi & les Etats Generaux, selon la forme accoutumée & la plus valable qu'il se pourra desirer dans six semaines ou deux mois, & délivré entre les mains des Ministres de Sa Majesté & des sieurs Etats Generaux, pour estre accompli & executé selon sa forme & teneur.

Ensuivent lesdites Déclarations particulieres.

Articles & conditions accordez entre le Roi & Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas, par le sieur de Charnacé, Conseiller du Roi en ses Conseils, & Messieurs les Députés des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas, pour la levée & entretien d'un Regiment de gens de pied François, & d'une Compagnie de Cavalerie, au cas qu'il plaise à Sa dite Majesté donner ladite Compagnie.

PREMIEREMENT. Ledit Regiment sera d'autant de Compagnies, & chaque Compagnie d'autant de Soldats, qu'est celui de Monsieur le Maréchal de Chastillon, & de la Compagnie de Cavalerie de même que celles desd. sieurs du May & S. Martin.

II. Le Roi paiera la levée dudit Regiment & Compagnie, & lesd. sieurs Etats Generaux leurs donneront les armes, sans en prétendre aucun remboursement & fournissent des Vaisseaux & des vivres pour le passage des uns & des autres, aussi sans restitution de frais.

III. Le Roi donnera les Charges & Offices dudit Regiment & Compagnie de Cavalerie à la levée; & lors qu'elles viendront à attaquer, Sa Majesté en disposera ainsi qu'il lui plaira.

IV. Si les affaires de la France obligent ledit Colonel de ramener ledit Regiment & Compagnie de Cavalerie en France, lesd. sieurs Etats Generaux promettent lui donner toute aide & assistance, ne retenir aucun de ses Soldats, lui fournir des Vaisseaux pour les mener avec tout ou partie dudit Regiment & Compagnie de Cavalerie, en tel lieu ou lieux qu'il voudra aller, à la charge que l'on paiera audit sieurs Etats ce que peut monter la dépense dudit Regiment pendant le tems qu'il pourroit rester lors du Traité fait ce jour d'hui.

ANS d'hui : & lesdits Vaisseaux seront fournis de par les
J. C. sieurs Etats gratuitement en temps requis par ledit Col-
lonel.

634. V. Ledit sieurs les Etats Generaux ne voulant pas
traiter plus mal ledit Colonel, Capitaines & Officiers
dudit Regiment & Compagnie de Cavalerie, que ceux
des autres François qui sont à leur Service, & pour les
rendre d'autant plus affectionnés, promettent & s'ob-
ligent de leur donner de l'argent qui viendra de France;
les mêmes Pensions qui ont été promises au Colonel,
Officiers & Capitaines du Regiment de Monsieur le
Maréchal de Chastillon, & des Compagnies de Cavale-
rie des sieurs du May & de S. Martin; & pour l'argent
sera mis entre les mains dudit Colonel à Paris ou ici à la
Haye, à son choix, pour être distribué selon la volonté
du Roi : lequel argent sera pris de celui qui sera payé du
Roi par chaque année au premier terme.

VI. Le Traité fait ce jourd'hui entre le Roi & Mes-
sieurs les Etats Generaux, par lequel Sa Majesté s'oblige
d'entretenir ledit Regiment & Compagnie de Cava-
lerie, venant à expirer ou se rompre pour quelque cause
que ce soit, en sorte que S. M. n'entretint plus ni l'un ni
l'autre, led. Srs les Etats Generaux promettent & s'ob-
ligent de les entretenir au même pied & condition du
plus ancien Regiment & Compagnie de Cavalerie
Françoise qu'ils aient maintenant à leur service, tant
pour ce qui est du Colonel que Officiers, Capitaines &
Soldats, & aussi long-temps qu'ils auront des Troupes
Françoises à leur Service, sans leur pouvoir rabattre
aucune chose de ce qui se paie maintenant audit Regi-
ment dudit sieur Maréchal de Chastillon, & première
Compagnie de Cavalerie, sinon en cas que l'on rabbat-
tit à toutes les Troupes susdites generalement.

Le Colonel étant absent pour le Service du Roi, les-
dits Sieurs Etats Generaux ne pourront retenir ses gages
& appointemens, quelque Placard ou Ordonnan-
ce qu'ils aient fait ou puissent faire ci-après à l'en-
contre.

VII. Ledit Sieurs Etats promettent de repartir ledit
Regiment & Compagnie de Cavalerie, tant pour le
paiement des Soldats que des Officiers créés en la premi-
ère levée, dont le nombre & la paie ne seront diminuez
sur des Provinces qu'ils agréeront, & dont ils seront ac-
ceptez : qu'ils les paieront dès le jour que Sa Majesté ne
les entretiendra plus, sans pouvoir laisser plus d'un
mois en arriere.

VIII. Et encore que lesdits Sieurs Etats Generaux
entretiennent lors, comme dit est, le susdit Regiment
& Compagnie de Cavalerie, & qu'ils dépendent lors
immédiatement d'eux, ils promettent néanmoins que
toutes fois & quantes que ledit Colonel voudra ramener
ledit Regiment en France, lesdits sieurs Etats Generaux
lui en donneront la permission, sans aucun délai, paie-
ront effectivement tout ce qu'il leur sera dû, leur don-
neront un mois de gages, & fourniront incontinent des
Vaisseaux à leurs dépens, pour les mener en tel lieu
de la France que ledit Colonel desirera : ce qui
s'entend aussi si ledit Regiment venoit à être li-
centié.

IX. Si Sa Majesté ne peut être induite à entretenir
la susdite Compagnie de Cavalerie avec ledit Regi-
ment; les conditions ci-dessus insérées ne laisseroient
pas d'avoir lieu pour le Regiment seul, sans que le
manquement de la susdite Compagnie en puisse empê-
cher l'effet.

Ainsi fait à la Haye par nous soussignez le 15, d'Av-
ril 1634. Signé, Hercules de Charnacé, Floris
Comte de Culembourg, N. de Bouchorst, Adrian
Pauw, J. de Knuyt, A. Plors, Wilhelm, Ripperda,
B. Conders de Helpen.

Etat & département de la somme de 21500. livres,
réservée & stipulée par le Traité de l'Alliance con-
clu aujourd'hui par les hauts Officiers & Capitaines du
nouveau Regiment & Compagnie de Cavalerie nou-
velle à lever, & autres Officiers ci-après nommés par
forme d'augmentation de pension & appointement ex-

traordinaire des deniers que Sa Majesté fournira ausdits
sieurs les Etats Generaux en vertu dudit Traité.

ANS
de J. C.

Au Colonel du nouveau Regiment,	2000. l.
Au Lieutenant Colonel du nouveau Regiment,	1000. l.
Au Sergeant Major du nouveau Regiment,	500. l.
Aux quatorze Capitaines du nouveau Regiment, cha- cun	500. l.
Ci	7000. l.

1634.

Au Capitaine de la Compagnie de Cavalerie nou- velle,	1000. l.
Au Sieur Duc de Buillon, pension de Colonel,	2000. l.
Au même, comme Capitaine de Cavalerie,	1000. l.
Au Maréchal de Chastillon Capitaine d'une Compagnie de Cavalerie,	1000. l.
Au Vicomte de Machaut Capitaine d'une Compagnie de Cavalerie,	1000. l.
Au Sieur Fontaine Capitaine d'une Compagnie de Cavalerie,	1000. l.
Au Sieur Cormont Capitaine d'une Compagnie de Cavalerie,	1000. l.
Au Monsieur de la Force Capitaine d'une Compagnie de Cavalerie,	1000. l.
Aux quatre Capitaines derniers du Regiment de Mon- sieur de Candale.	500. l.

Et les pensions & appointemens susdits du Colonel &
autres Officiers & Capitaines du nouveau Regiment, &
du Capitaine de la Compagnie de Cavalerie nouvelle,
sont mis ainsi qu'il est porté par le Traité; mais les
pensions & appointemens du Duc de Buillon & des
autres Capitaines de Cavalerie sus-mentionnée, se-
ront mis entre les mains du Sieur Ambassadeur
du Roi Tres-Christien, ici ou en France, à son
choix.

Fait & arrêté à la Haye le 15, d'Avril 1634. Ainsi si-
gné, Hercules de Charnacé, Floris Comte de Culem-
bourg, N. de Bouchorst, J. de Kruyt, A. Plors, Wil-
helm, Ripperda, B. Conders de Helpen.

Sur ce qui a été convenu entre les sieurs Baron de
Charnacé, au nom du Roi Tres-Christien, & les Dé-
putés des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-
Unies, par les VI. VII. VIII. & IX. & XI. Ar-
ticles du Traité conclu aujourd'hui, que nul Traité de
Paix ou Trêve se pourra faire après la rupture commune
avec les ennemis, que conjointement & d'un commun
consentement : Il est convenu & déclaré de part & d'au-
tre, qu'au cas qu'on viendra à traiter, le Roi sera prié
d'avoir agréable que le Traité se fasse sur le lieu qui sera
choisi par lesdits sieurs Etats dans les Provinces-Unies,
pour plusieurs raisons qui ont été représentées audit sieur
de Charnacé, auquel lieu les Ambassadeurs & Ministres
du Roi & desdits Etats se trouveront avec ceux qui seront
députés de la part des ennemis. Et si le Roi ne le trouveoit
bon, dont la déclaration de Sa Majesté sera faite par écrit,
avec la Ratification du présent Traité; qu'en tel cas le
mot *Conjointement* sera tenu comme non inséré dans le
Traité susdit, & demeurera seulement le mot *Sans con-
sentement*, & auront ces Articles, & la Déclaration du
Roi qui s'en ensuivra, la même force & valeur comme
les autres du présent Traité.

Ainsi fait à la Haye le 15, d'Avril l'an 1634. Signé,
Hercules de Charnacé, Floris Comte de Culembourg,
N. de Bouchorst, Adrian Pauw, J. de Knuyt, A. Plors,
Wilhelm, Ripperda, B. Conders de Helpen.

Articles concernans les interets que le Roi a à dé-
mêler avec le Roi d'Espagne, que nous soussigné Bar-
on de Charnacé, Conseiller du Roi Tres-Christien en
ses Conseils d'Etat & Privé, & ci-devant son Amba-
sadeur en Allemagne, & maintenant pour son Service en
Hollande, avons ce jourd'hui déclaré à Messieurs les Dé-
putez des Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies
des Pais-bas : sur lesquels interets Sa Majesté venant à
être inquiétée ou molestée par ledit Roi d'Espagne sous
quelque pretexte que ce puisse être, en sorte que Sa

Ma-

ANS Majesté rompt généralement avec le Roi d'Espagne, de J. C. lesdits sieurs Etats Generaux font obligez de faire le semblable par le huitième Article du Traité qu'ils ont passé 1634. ce jourd'hui avec nous, au nom de Sa desdits sieurs Etats.

Lesdits Articles sont.

PREMIEREMENT. Que la Paix faite ci-devant pour terminer les differens survenus en Italie, sur le sujet de la succession de Mantouie demeure en son entier, selon les Articles qui ont esté arrêtés entre les deux Couronnes de France & d'Espagne & l'Empereur Ferdinand II. de ce nom.

II. Que le Roi ne pourra estre troublé ni molesté en la paisible possession de l'acquisition de Pignerol & ses dependances, non plus qu'aux autres lieux qu'il possède.

III. Que les Grisons soient maintenus en la libre jouissance des droits de Souveraineté, qu'il leur appartient sur la Valteline, conformément en ce qui a esté déclaré par le Traité de Monçon.

IV. Que le Roi d'Espagne n'assistera point le Duc de Lorraine contre la foi des Traités que le Roi a fait avec lui, comme fondés sur des raisons tres-justes & raisonnables.

V. Que le Roi d'Espagne n'assistera point ceux qui voudroient attaquer les Etats du Roi, sous quelque pre-texte que ce puisse estre.

(a) Ces Pleins pouvoirs ne se trouvent, que dans le second Recueil qu'on a cité au commencement de ce Traité.

(a) *Ensuit la teneur du pouvoir du Sieur Baron de Charnassé, Conseiller du Roy en ses Conseils d'Etat, cy-devant Ambassadeur pour le Roy en Allemagne, & Deputé par sadite Majesté pour negocier ledit Traité.*

LOuis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut: Nos tres-chers, grands Amis, Alliez & Conféderez: Apres avoir establi la Paix & le repos dans nos Etats, dont nos peuples jouissent, grâces à Dieu, depuis quelques années, nostre principal soin a esté d'appuyer & d'assister nos Alliez, pour les maintenir contre les entreprises de leurs ennemis; C'est ce que nous avons fait de tous costez, tant par la puissance de nos armes que par nos bien-faits & liberalitez: Et comme entre nos Alliez nous avons tousjours eu une particuliere affection pour les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pays Bas, à l'imitation du defunct Roy nostre tres-honoré Seigneur & Pere, & detres-glorieusement memoire; aussi avons nous eu tres-agreable de confirmer & renouveler de temps en temps l'alliance qu'ils ont avec cette Couronne, & leur départir incessamment nos bien-faits, pour leur donner d'autant plus de moyen de resister aux Espagnols, leurs ennemis continuels, pour parvenir à l'establissement d'un bon & assuré repos dans la Chrestienté; A quoy voulant apporter tout ce qui peut estre attendu de nous; Nous avons resolu de deputer quelque signalé personnage, pour traicter de nostre part avec lesdits Sieurs Etats, & sçachant pour ce sujet ne pouvoir faire meilleur choix que du Sieur Baron de Charnassé nostre Conseiller, tant pour la grande connoissance qu'il a des affaires publiques, que pour les preuves que nous recevons aux plus importantes affaires, que nous ayons de sa prudence, fidelité & affection à nostre service: Nous pour ces causes à ce nous mouvans, avons donné & donnons par ces presentes signées de nostre main, plein pouvoir audit Sieur Baron de Charnassé de conferer avec les Deputez desdits Seigneurs Etats Generaux; comme aussi de convenir, promettre, resoudre, conclure & arrester ensemblement tout ce qui sera estimé à propos & necessaire pour le bien general de la Chrestienté pour celui de cette Couronne, & desdits Sieurs les Etats; mesmes d'en signer un Traité: Promettons en foy & parole de Roy avoir agreable tout ce que le dit Sieur Baron de Charnassé aura promis, accordé & signé, & de le ratifier en la plus authentique forme que faire se pourra: Car tel est nostre

plaisir. En tesmoin de quoy nous avons fait mettre nostre seal à cesdites.

Donné à S. Germain en Laye le premier jour de Mars, l'an de grace 1634. & de nostre regne le vingt-quatriesme.

Signé, LOUYS,

& sur leprely,

Par le Roi, BOUTILLIER,

& scellé du grand sceau de cire jaune.

Ensuit la teneur du pouvoir des Deputez des Seigneurs Etats Generaux.

LES Etats Generaux de Provinces Unies des Pays-Bas; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut: Comme ainsi soit que nous avons jugé convenable de deputer de nostre part; pour tesmoigner la reconnaissance que nous avons, avec toute sorte de respect & gratitude, les bien-faits, faveurs, & assistances qui de temps en temps leur ont esté departies de la France, dont il a plu au Roi les honorer, & contribuer en la presente constitution des affaires tout ce qui pourroit servir à la grandeur de la France, bien public de la Chrestienté, & à l'affermissement & seurété de leurs Etats, & le maintien de la subsistance de la cause commune, contre les progrès de l'ambition du Roy d'Espagne, & telle autre affaire qui sera trouvée sortable au service & advancement de Sa Majesté & de nostre Estat, & sur ce deliberer, traicter, & conclure avec Sa Majesté, ou avec ceux qu'elle trouvera bon d'y commettre, tel Traité auquel Sa Majesté ou ses commis & autoritez voudront condescendre, & pareillement concerter & traicter de toutes autres affaires, qui selon les occasions se presenteront au bien des deux Etats; & qu'à cette fin estant pleinement informez de la suffisance, prudence, fidelité & diligence des Sieurs Comte de Culembourg, Baron de Palant, Witem, Werode à Leedeft, Liofden, Wildembourg, Kentzwilier, Engeldorp, Brachem, Wrechem. Nicolas Bouchorst Seigneur de Noordwick & Vemmenin Baillif & Grand Maître des Levées de Rhinlandt. Adrian Paw Chevalier, Seigneur de Hemstede, Hogersmilde, de Ritwick & Nieuwerkerke, Conseiller & Pensionnaire de Hollande & West-Frise. Jean Knuyt Chevalier, Seigneur dans le vieil & nouveau Volsmar, premier & representant la Noblesse aux Etats de la Comté de Zeelande, & Conseiller ordinaire de son Excellence le Prince d'Orange. Adrian Ploos Chevalier, Seigneur de Oudigem, Tienhoven & Glein. Pierre de Walta. Guillaume Ripperda à Bergema, Boreno & Hengello; & Bernard Coenders van Helpen; Nous ayans fait election de leurs personnes, pour de Nostre part & en nostre nom traicter avec Sadite Majesté, ou avec ceux qu'elle trouvera bon commettre, pour estre besoigné de pareilles matieres, & que pour faciliter leurs negociations, afin de les conduire au dessein convenable, ils aient besoin d'estre pourvus de nous de plein pouvoir, puissance, & autorité, commission, & mandement special; Nous à ces causes desirans prevenir & lever toutes disputes qui se pourroient mouvoir sur la suffisance de leur creance & autorisation; leur donnons en vertu de ces presentes, & à chacun en particulier, si par maladie d'aucun d'entr'eux, ou autrement, ils estoient d'avanture empeschez d'intervenir tous ensemble au Traité, plein pouvoir de concerter, traicter, convenir, accorder, & conclure avec Sa Majesté, ou avec ceux qui seront Deputez de sa part, un Traité ferme & solide, ou tel autre accord qu'ils adviseront par ensemble, utile au service de part & d'autre, & de tout ce qui sera ainsi convenu & conclu, faire ou passer tels instrumens, contrats & promesses, en telle, bonne, & due forme que besoin sera, & généralement faire en ce que dessus, & en ses circonstances, & dependances, tout ainsi que serions si presens y estions en nos personnes, jaçoit que le cas requist mandement plus special qu'il n'est contenu en ces presentes, par lesquelles nous promettons sincerement & de bonne foy avoir agreable, tenir

ferme & stable à tousjours tout ce que par eux en cette qualité, sera fait, promis, convenu & accordé en cet endroit, l'observer, l'accomplir, & l'entretenir inviolablement, sans aller ny venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit; mais le tout devoir ratifier si besoin est, & en passer lettres & instrumens en la meilleure forme que l'air se pourra, au contentement de S. M.

Fait à la Haye en Hollande en nostre Assemblée, & sous la signature de nostre Greffier, le 20. jour de Fevrier 1634.

Signé, S. V. HARSOLTE Vt

Et sur le reply estoit écrit, Par ordonnance des hauts & puissans Seigneurs les Estats Generaux.

Signé CORN. MUSCH.

Estant scellé du grand sceau desdits Seigneurs les Estats Generaux, de cire rouge pendant sur double queue d'or & de soye rouge.

En foy dequoy nous susdits Commissaires soussignez, avons signé ces presentes de nostre seing ordinaire, & à icelles fait apposer le cachet de nos armes. A la Haye ce jourd'huy 16. Avril 1634.

C X C I V.

Traité entre GASTON JEAN BAPTISTE Duc d'Orleans & le Marquis d'Aytone au nom de PHILIPPE IV. Roi d'Espagne. Fait le 22. Mai, 1634. Recueil des Traitez de Confédération & d'Alliance entre la Couronne du France & les Princes & Etats Etrangers. pag. 172.

Premierement le Sieur Duc d'Orleans promet & engage sa parole de n'entendre en aucune maniere que ce soit à aucun Traité ou accommodement avec le Roy son frere, quelques avantages qu'on luy puisse faire, & quelque changement qui puisse arriver en France par la ruine du Cardinal, que ce ne soit du sceu & consentement de sa Majesté Catholique, & ce afin que sa Majesté Catholique puisse donner seureté à sa Majesté Imperiale, & à tous autres, soit François ou estrangers, & cela pour le terme de deux ans & demy prochainement venans. Si neantmoins son Altesse venoit à traicter devant ce temps du consentement mesme de Sa Majesté Catholique, son Altesse sera obligée de rompre toutes & quantes fois qu'il plaira à sa Majesté Catholique: Mais au cas de rupture entre les deux Couronnes, son Altesse promet absolument de ne s'accommoder jamais, ains de prendre le parti de la tres-Auguste Maison d'Aultriche & de porter & favoriser ses interets de tout son pouvoir en toutes sortes d'occasions, jusques à l'accomplissement d'un Traité general, lequel d'un commun consentement se devra faire, à l'entiere accommodation de tout ce qui aura peu susciter la guerre.

II. Auxdites conditions sa Majesté Catholique donnera 12000. hommes de pied & 3000. chevaux à son Altesse, dont il aura 6000. hommes de pied & 1000. chevaux naturels François.

III. Mais S. M. Catholique veut & entend que les Chefs & Officiers qui commanderont lesdites troupes de 6000. hommes & 1000. chevaux soient à sa nomination & à son contentement; comme aussi qu'à son Altesse sera la nomination des 6000. autres estrangers & 2000. chevaux, & cela à son gré & desir.

IV. Ces troupes pourront estre sur pied à la fin de Septembre prochainement venant, sa Majesté Catholique presupposant que l'estat de ses affaires permettra de faire approcher les gens de guerre vers la frontiere de la France, afin de donner de la jalousie aux troupes du Roy, tandis que son Altesse pourra entrer dans la France d'un autre costé avec son Armée.

V. Et cas advenant que cette Armée fasse du progrès en France par la prise d'aucunes places, son Altesse en de laissera quelques unes à sa Majesté Catholique,

Tom. III.

tant pour la desdommager, comme il est raisonnable, des grandes despeses qu'elle aura souffertes, que pour de J. C. assurance de les reconnoître un jour si son Altesse parvient à la Couronne. 1634.

VI. Auquel cas & en quelque temps que ce soit, son Altesse promet & engage sa parole de les reconvenir entierement, tant à sa Majesté Catholique, qu'à ses Successeurs, & de les reconnoître d'un tel bienfait.

VII. Outre est convenu qu'il y aura tousjours auprès de son Altesse une personne de condition & d'autorité pour l'assister d'avis en tout ce qui sera de besoin, lequel sera choisi par sa Majesté Catholique, parmi ses sujets, le plus au gré de son Altesse que sera possible.

VIII. Et pour la levée des troupes Françaises sa Majesté Catholique a accordé à son Altesse soixante & dix mille escus une fois payés, veu la peine & les frais qu'il y aura à faire venir des hommes de si loin, & les risques qu'ils pourront encourir, en quittant leurs maisons & les emplois qu'ils pourront avoir en France.

IX. Et pour leur entretenement Sa Majesté Catholique a accordé quarante cinq mille escus par mois, en diminuant pourtant ledit entretenement à mesure que l'armée pourroit faire progrès: si bien qu'entrant en la France, & se pouvant entretenir par les contributions, Sa Majesté Catholique entend de diminuer pro rata l'entretien de ladite armée selon les occurrences.

X. Le present Traité a esté conclud, accepté & signé par le Duc d'Orleans & Marquis d'Aytone de la part de S. M. Catholique, le 22. jour de Mai 1634.

Signé GASTON,

LE MARQUIS D'AYTONE,

& par le Duc de Lermé & Puylaurens comme témoins.

Contresigné du Secrétaire DES LANGUES,
du MARQUIS D'AYTONE.

C X C V.

*Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, ANS
ce, CHRISTINE Reine de Suede, & de J. C.
les Princes & Villes Confederées d'AL- 1634.
LEMAGNE, à Francfort le 7. Juin
1634. Freder. Leonard. Tom. III.*

CUM Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus, D. Ludovicus XIII. Franciæ ac Navaræ Rex Christianissimus, & Serenissima Potentissimaque Princeps ac D. D. CHRISTINA, Suecorum, Gothorum Vandalorumque designata Regina ac Princeps hereditaria, magna Princeps Finlandiæ, Fœdus ante biennium inter præfatum Regem Christianissimum & Serenissimum quondam ac potentissimum Principem ac Dominum, D. Gustavum Adolphum gloriosissimæ memoriæ, initum proximo elapso mense Aprilis, Heilbronz novis desuper comprehensis articulis renovavit: Præterea Rex Christianissimus per suæ Majestatis Legatum Extraordinarium Illustrissimum Dominum de Feuquieræ &c. cum Corona Sueciæ &c. Confederatos quatuor superiorum Imperij Circulorum, nimirum, Electoralis, Francici, Suevici & Rhenani Ordines ad idem Fœdus invitavit, nec non dictus Dominus Legatus Regius Extraordinarius apud Ordines, Ordinumque Legatos hoc tempore Francofurti ad Mœnum congregatos id repetiit, præfati Ordines, Ordinumque legati prævio inter suam Excellentiam, ac ipsos habito tractatu, certis tamen conditionibus & declarationibus adhibitis, & cum oblatione Dominorum Confederatorum absentium subsecuturæ ratihabitionis insuprà nominatum inter utramque Coronam renovatum Fœdus, per Confederatorum Legatos, quos brevi ad Christianissimi Regis Majestatem, præfentes Ordines, Ordinumque

Y y

legati

ANS legati mittere decreverint :) perficiendum & confir-
de J. C. mandum consenserunt, uti harum tenore presentes res-
1634 pectivè perficiunt & confirmant. Sunt autem articuli
Fœderis subseqentes.

I. Sit ex hoc die Fœdus inter Christianissimum Regem
LUDOVICUM XIII. Regnumque Gallie, & Sere-
nissimam Reginam Christianam, Regnumque Suecie
pro defensione suorum respectivè communium amico-
rum, eorum præsertim qui se se huic Fœderi communi
consensu adjunxerint : Atque ut horum libertati, di-
gnitati, & quieti nunc & in posterum consulatur, se-
curitas maris Baltici & Oceani conservetur, & maxi-
mè ut in Imperio Romano æqua & secunda pax, reser-
vato cuique Confœderatorum jure suo, stabilietur.

II. Quoniam verò pax sine armis quæsitæ, teste ex-
perientiâ, fraudibus plerumque obnoxia esse solet,
hostium animus à justa satisfactione & illatarum injuria-
rum reparatione hæcenus sit alienior, idcirco commu-
nium amicorum salus armatâ manu vindicetur, atque
Regina Regnumque Suecie cum suis per Germaniam
Confœderatis, qui cum illa stant aut stare volunt, co-
pias quas habent, aut sufficere suæ defensioni & adver-
sus hostem judicabunt, quæque ad minimum triginta
millibus pedum, & sex millibus cataphractorum con-
stant, suis sumptibus alet sustinebitque, donec
bello præsentis pax præfata, communi consensu inven-
ta fuerit.

III. Sumptibus verò hisce bellicis sustinendis Rex
Gallie quotannis Reginæ, Regnoque Suecie, favore
hujus Confœderationis contribuat millionem librarum
Tyronensium, ejusque summæ mediam partem decimo
quinto mensis Maij, alteram mediam decimo quinto
mensis Novembris, Lutetiæ Parisiorum, vel Amste-
rodam in Batavia; prout Reginæ, Regnoque Suecie
commodius acciderit, quod ejus optioni relinquitur :)
deputatis ad id eorum ministris infallibiliter ac sine dilato-
ne numerandam tradendam que curet.

IV. Conscriptio militum ac Nautarum, conductio
navium exportatio rerum bellicarum, utrique parti in
territorijs Confœderatorum libera sit, hostibus verò
denegetur.

V. In disciplinam militarem delinquentes & fu-
gitivi Domino suo pro administrandâ in eos justitiâ
tradantur.

VI. Regina, Regnumque Suecie aut eorum vice
fungentes cum communibus Confœderatis in negotio
Religionis non aliter se gerant in locis occupatis dediti-
ve, quam secundum leges & constitutiones Imperij, at-
que in locis ubi Catholice Romanæ exercitium reper-
tum fuerit, in integro inviolabiliter remaneat, neque
personis, aut bonis Ecclesiasticorum, qui subditi Re-
ginæ Suecie Fœderatorumque manentes fidem & obse-
quium dederint, servarint, præstiterintque, no-
ceatur in quantum præsens rerum status ferre po-
tuerit.

VII. Sprevit & rejecit hæcenus, Dux Baviaræ, &
Liga Catholica, oblatam neutralitatis exercendæ facul-
tatem ut de ea non immerito cogitatio omnis deponen-
da videatur, at cum Christianissimus Rex Gallie eam-
dem etiamnum urgeat, datum id sit amicitie autoritati-
que suæ Majestatis, ut liberum sit eidem, Ducem Bava-
riaræ atque Ligam Catholicam in Romano Imperio
provocare ad neutralitatis, amicitie, aut alium tracta-
tum, ita tamen ut liceat Serenissimæ Reginæ Suecie
suæque Majestatis Confœderatis id super hoc negotio
statuere quod videatur ex usu suo ac temporum rationibus
esse, quicquid verò communi utriusque partis consensu
constitutum approbatumque fuerit, id utrinque invio-
labiliter servabitur.

VIII. Ad hoc Fœdus quicumque alij Status ac Prin-
cipes, sive in Germania, sive extra eam voluerint, non
admittantur tantum, sed & inventur, idque apud ad-
missos caveatur, ne clam aut palam suo vel alieno nomi-
ne adversæ parti faveant, aut Regibus præfatis eorumque
communibus amicis & Confœderatis vel causæ commu-
ni noceant, quin potius singuli ad hoc bellum sumptus
pro viribus & peculiari conventionione contribuant.

IX. Quod si per Dei gratiam occasio tractandi de pa-
ce se offerat, ex communi Confœderatorum consilio
tractetur, nec ullus Fœderatorum sine altero quicquam
in eo aggrediatur, statuat, pacemve ineat : si quis se-
cus fecerit à Fœderatis pro hoste habeatur.

X. Hoc Fœdus eo usque duret, donec præsentis in
Germania motus sedati fuerint, atque pax firma
stabilita.

XI. Si post pacem initam contigerit alicui Confœ-
deratorum ea quæ in tractatu pacis promissa & conclusa
erunt non servari, aut illi bellum inferri ex causa &
occasione præsentis Fœderis, teneantur Fœderati jun-
ctis viribus arma sumere, sine mora aut tergiversatione,
ad repellendam injuriam statim atque post mensem ex
eo die quo fuerint ab injuriâ passio admoniti, id-
que observetur ad decennium à die firmatæ pacis.

Declaratio Sexti Capitis Confœderationis.

Quemadmodum in negotio Religionis Christianis-
simi Galliarum Regis mens & propositum non
est Statibus Protestantibus Confœderatis comprehensis
nobilibus liberis & immediatis Imperij ullo modo in ijs
præjudicare, quæ ante hac & in his ipsis motibus belli-
cis ipsis competeant, Ita & in futurum prædictis Stati-
bus Protestantibus omnia & singula jura quæ ijs, vel
jure Magistratibus, vel vi & respectu territorij superiori-
tatis aut Jurisdictionis ejusdemque tam circa Ecclesia-
stica quam Politica competere possunt, salva integra,
& illibata manere cupit Regia sua Majestas, ita tamen
ut illis in locis ubi Catholica Romana Religio ante exor-
tum bellum intestinum semper viguit, & etiamnum
viget ejusdem exercitium, in posterum quoque relin-
quatur, neque tollatur, vel aboleatur.

Declaratio & additio ad septimum Con- fœderationis articulum.

Circa secundum Dominorum Statuum dubium Hi
Regiæ Majestatis sinceritate freti, omnino certi &
securi esse debent suam Majestatem nullo modo per-
missuram, ut ex Regno suo hostes Protestantium dire-
ctò vel per indirectum juventur aut supportentur, &
ne ex vicinia hoc fiat quantum fieri poterit aversum,
quandoquidem sua Majestas illos aliâ mente vel inten-
tione ad suum fœdus non inviat, quàm pro ipsorum sta-
bilimento & conservatione.

In fidem horum omnium Serenissimi Regis Christia-
nissimi Legatus Extraordinarius Illustrissimus Dominus
de Feuquieres &c. Ut & Congregatorum Ordinum ab-
sentiumque Ordinum Legatorum hoc nomine deputati
hæcæ præsentis suis subscriptionibus & sigillis subigna-
runt. Actum Francofurti ad Moenum die decimo quin-
to Septembris, anni 1633.

Nomine Electoralis Palatinatus & reliquorum Do-
minorum Principum Confoederatorum Johan. Con-
rad, Blarer à Geyersberg cum sigillo, Philippus Streuff
à Lawenstein cum sigillo, Joannes Fridericus, Jager
Confil, Wurtemberg cum sigillo, Isaac Bartolus
Conf. Bad. cum sigillo. Nomine Dominorum Co-
mitum & Baronum Confoederatorum, Joannes Co-
mes Nassavius & Sarapontanus cum sigillo, Wolff-
gangus Henricus Isenbuz & Burdingus Comes cum
sigillo, nomine liberæ Immediatæ Nobilitatis Imperii
Confoederatæ Johan. Surmynsthen Kinsbergk, cum
sigillo, Reinhardus de Gemmingen, Mippia, cum
sigillo.

LE ROI, ayant veu le traité cy-dessus, qui a esté
passé entre Sa Majesté & les Princes & Estats Con-
féderez des quatre Cercles de la Haute Allemagne par le
Sr. de Feuquieres, son Ambassadeur Extraordinaire de-
puté pour cet effet par Sadite Majesté; veu aussi le pou-
voir que lesd. Princes & Estats des quatre Cercles ont
donné ausdits Srs. Jâques Löffler Sr. de Neidlingen
Conf. privé de la Couronne de Suede, & Vice Chan-
cellier d'icelle en Allemagne, comme aussi Conseiller
privé

ANS privé & Chancelier du Sieur Duc de Wurtemberg, & de J. C. au Sr. Philippes Streuff de Lavenstein Conseiller privé du Sr. Comte Palatin de Deuxpons, Grand Bailiff de Neuchâtel, leurs Ambassadeurs Extraordinaires, pour conclure, signer & ratifier ledit Traité au nom dedit Princes & Estats, selon qu'il est plus amplement porté par ledit pouvoir, en date du 16. jour de Septembre de la presente année. Sadite Majesté a eu agreable d'approuver & ratifier ainsi que ces presentes; Elle a approuvé & ratifié led. Traité & les articles contenus en icelui; Declairant toutefois quant à ce qui concerne la Declaration cy-dessus sur l'article sixième de la Confederation faite entre la Couronne de France & celle de Suede, que pour ôter toutes ambiguïtés & sens obscurs, Sa Majesté entend que les Confederés demeureront obligés à observer led. article sixième de la Declaration depuis le date dudit Traité de Confederation fait à Heilbron & en tous les points dud. article, selon & en la forme qu'il est exprimé en lad. Confederation: Sur quoi Sa Majesté a deliré que les Srs. Ambassadeurs Extraordinaires susnommez dedit Princes & Estats declarent qu'ils croient, que tel est sur ce point le sens dedit Srs. Princes & Estats Confederés, & qu'à leur retour en leur premiere Assemblée, ledits Princes & Estats Confederés approuveront & ratifieront ce que les Sieurs Ambassadeurs en auront déclaré cy-après. Declairant aussi de sa part, qu'Elle ne veut & entend qu'il soit apporté préjudice en toute ce qui concerne les Droits Ecclesiastiques & Politiques dedit Srs. Princes & Estats Confederés qui leur appartiennent auparavant ledit Traité de Heilbron, selon même qu'ils leur sont réservés par ladite Declaration. FAIT a S. Germain en Laye, le 16. jour de Novembre 1633.

LOUIS.

BOUTHILLIER.

NOus Jâques Loffler, Sr. de Neidlingen, Conseiller privé de la Couronne de Suede, & Vice-Chancelier d'icelle en Allemagne: comme aussi Conseiller privé & Chancelier du Sieur Duc de Wurtemberg, & Philippes Streuff, Sr. de Lavenstein Conseiller privé du Sieur Comte Palatin de Deuxpons Grand Bailiff de Neuchâtel, Ambassadeurs Extraordinaires susdits en vertu du pouvoir à Nous donné par Nos-Seigneurs les Princes & Estats Confederés des quatre Cercles de la Haute-Allemagne, ratifions le susdit Traité d'Alliance fait entre Sa Majesté Tres-Chrétienne, & Nosts Sieurs les Princes & Estats, & quant à la Declaration de Sadite Majesté sur le sixième article de la Confederation entre les deux Couronnes insérée cy-dessus: Nous Declarons que nous croyons qu'elle est conforme au sens & à l'intention de Nosts Seigneurs les Princes & Estats Confederés, tant pour ce qui regarde les Catholiques que pour la conservation des Droits dedit Srs. Princes & Estats.

Jâques Loffler, In Neidlingen. Philippes Streuff de Lavenstein.

HAc die Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini, D. LUDOVICI XIII. Franciæ ac Navarræ Regis, ratihabitionem Fœderis amplâ cum relatione Dominis Confœderatis exhibuere superius nominati hoc nomine cum Mandatis ad Regiam Majestatem ablegati: Eandem itaque præsentis Confœderati & absentium, Legati ac mandatarij hîc congregati in omnibus & singulis capitibus denuo ratihabentes & solemniter confirmantes per Deputatos præsentis hæc tabulas in fide Fœderis subscribendas & sigillis muniendas curarunt. Actum Francofurti ad Moenum die 7. Junij, anni M. DC. XXXIV.

Nomine Electoralis Palatinatus & reliquorum D. D. principum Confœderatorum.

Johan Conrad Guilielmus Hassæ, Langravius.
Blarer, de Geyersperg Joannes Fredericus Jagend
Consiliarius, ac Legatus Confil. Wurtemberg.
Elect. Palatin.

Nomine Dominorum Comitum & Baron Confœderatorum. ANS
Wilhelmus Ludovicus Comes, Philippus Mauritius, de J. C.
Comes In 1634.
A Nassau-Surbrucken. Hanau Sülntzenberg.

Nomine libera immediatæ Nobilitatis Imperij
Confœderatæ.
Joannes Heinrichus Reinhardus de Gemmingen.
à Kunsberg.

C X C V I.

Traité entre LOUIS XIII. Roi de France ANS
le Chancelier Oxenstiern, pour CHRIS- de J. C.
TINE Reine de Suede & les Etats Evan- 1634.
geliques des Cercles & Provinces Electo- FRANCE
rales du RHIN, FRANCONIE & SUEDE ET
SUAVE, pour le dépôt de la Forteresse ALLEMA-
de Philipsbourg. Fait à Francfort le 26. GNE.
Aoust 1634. Freder. Leonard. Tom. III.
pag. 32.

MONsieur. le Directeur General, avec les Electeurs, Princes & Etats Confederés, nonobstant la ferme créance qu'ils ont toujours eu que Sa Majesté Tres-Chrétienne se deporteroit de l'instance du dépôt de Philipsbourg, en consideration des raisons tres-pregnantes lesquelles lui ont été plusieurs fois représentées; Neanmoins pour témoigner la confiance qu'ils ont en Sadite Majesté, & lui donner quant & quant sujet de leur continuer les assitances & faveurs Roiales, consentent que ladite Place de Philipsbourg lui soit mise en dépôt aux conditions suivantes.

I. Le Roi y établira le Gouverneur general & particulier, de la condition & qualité convenüe.

II. Quant à la Garnison, elle y sera pareillement établie par Sa Majesté, de mille hommes sous dix Compagnies, dont les six seront Françoises, & les autres quatre Allemandes, levées par le Gouverneur General, sous le nom & autorité de Sad. Majesté.

III. Seront aussi deputez des Commissaires de part & d'autre, pour faire l'inventaire du canon, des munitions de guerre & de bouche, & de tout ce que l'on y trouvera lors de l'entrée de la Garnison susdite.

IV. Que ce dépôt ne dérogera en façon quelconque à Sa Majesté, ni aux Droits, Constitutions ou Loix fondamentales du S. Empire, moins aux droits, privileges, & pretentions dedit Electeurs, Princes & Etats Confederés en general, ou aucun d'iceux en particulier.

V. Le Gouverneur & Lieutenant General pour le Roi en lad. Place, le Gouverneur particulier; Lieutenant au Gouvernement, Capitaines, Lieutenants, Enseignes, autres Officiers, & tous les Soldats en commun, prêteront serment à Sa Majesté Tres-Chrétienne, & ausdits Seigneurs Confederés, de la garder & defendre envers & contre tous, & ne la rendre à qui que ce soit, que par le commandement & du consentement de Sadite Majesté & dedit Seigneurs Confederés.

VI. Le cas avenant que ledits Gouverneurs, Lieutenants, ou autre Commandant en leur absence, voudront manquer audit serment, & au prejudice d'icelui passer à quelque composition, demise, reddition ou autre changement, les autres Officiers & Soldats ne seront tenus de leur rendre en tel cas aucune obéissance.

VII. Ledit Gouverneur, Lieutenant, Capitaine ou Compagnies de ladite Garnison, ne seront aussi ostés ni changez, ni ladite Garnison augmentée sans l'ordre exprès & consentement de Sa Majesté & de Monsieur le Directeur General, au nom des Confederés; & ceux qui succederont aux places vacantes, & seront reçus en ladite Garnison, prêteront incontinent le serment susdit.

VIII. Et d'autant que ce dépôt ne se fait que pour
Y y 2

ANS témoigner à Sa Majesté la confiance particulière que de J. C. Messieurs les Confederez mettent en Elle, Elle demeurera obligée par le present Traité, de remettre ladite Place entre les mains desdits Confederez, dès l'heure de la conclusion d'une Paix universelle en Allemagne, en laquelle Sa Majesté soit aussi comprise, conformément à l'Alliance qu'Elle a avec Messieurs les Confederez.

1634.

IX. Et comme tous les Confederez prient Dieu de prolonger à Sa Majesté Tres-Chrestienne ses jours un tres long tems, & ce pour le bien commun de la Chrestienté, ainsi croient-ils (eu égard aux evenemens & vicissitudes des affaires) estre obligez de veiller à leur conservation; & partant desirer qu'en cas de défaut de la personne de Sa Majesté (à laquelle Dieu ne les veuille pas faire survivre) ledit Gouverneur, Lieutenant, & autres Officiers & Soldats, soient déchargez absolument de leur serment envers Sadite Majesté, & qu'audit cas ils soient obligez de prendre & executer les ordres qui leur seront donnez par Monsieur le Directeur, ou Messieurs les Confederez, & ce soit que que l'on les veuille continuer ou retirer. Et en tout cas ledit Gouverneur, Lieutenant, ou autres Officiers venans à vider la Place d'une façon ou d'autre, ne demanderont aucune recompense ou autre satisfaction, pour quelque sujet ou pretexte que ce puisse estre.

X. Le Roi paiera lesdits Gouverneurs, Officiers & Garnison sur le pied de France, & y fera donné tel ordre que la Garnison ne soit forcée à faute de paiement, de faire des sorties & courtes au prejudice des voisins.

XI. Le Gouverneur, Lieutenant, & autres Officiers demeurans responsables desdits dommages, s'ils n'en font justice.

XII. Il plaira aussi au Roi de donner dans ladite Place, tel ordre aux provisions de bouche & de guerre, qu'au default d'icelles elle ne coure quelque risque.

XIII. Le Roi ne fera aucune Fortification sur le Rhin pour la defense de ladite Place autrement, que par concert avec Messieurs les Confederez, pour la seureté commune.

XIV. Le Commerce sera libre par eau & par terre, & ne sera permis aux Gouverneurs, Officiers ou Soldats, d'établir de nouveaux impôts, droits de passage, daces, reconnaissance du Gouverneur, ou autres exactions quelconques, ains tout demeurera pour ce regard en l'état auquel il estoit en l'an 1619.

XV. Le cas échéant que ladite Place soit attaquée, Sa Majesté sera obligée de la defendre puissamment, & empêcher autant qu'il lui sera possible, que les Etats voisins n'en reçoivent aucune incommodité; en ce cas elle est aussi suppliée de donner de bonne heure avis aux Electeurs & Etats, par dessus les Terres desquels ses Troupes auront à passer, à ce que l'on pourvoie aux Estappes & autres necessitez du passage, & que lesdits Etats ni leurs Sujets n'en soient endommagez, ains que les Gens de Guerre paient ce que l'on leur fournira, conformément aux Constitutions de l'Empire & aux Ordonnances de Sa Majesté, en semblable cas publiées & pratiquées en ses Roiaumes & Etats.

XVI. Il sera permis aux Electeurs, Princes & Etats voisins, comme aussi à leurs vassaux, serviteurs, domestiques & sujets, de quelque condition & qualité qu'ils soient, de pouvoir en cas de necessité, sauver, retirer, & faire sortir librement leurs personnes & biens, sans que l'on en puisse exiger aucune entrée, ou autre imposition quelconque, ni faire aucun tort à leurs personnes ou biens. De même arrivant quelque disgrâce aux Armées de Sa Majesté, ou à celle des Confederez, elles pourront prendre leur retraite par ladite Place: & ne pourra le Gouverneur ou celui qui commandera en sa place, donner passage par eau ou par terre à personnes suspectes desdits Seigneurs Confederez.

XVII. Quant au surplus du Traité de Neutralité, il sera pleinement & sincerement executé sans remise, & ce de part & d'autre, sur tout en ce qui concerne le troisième article.

XVIII. Et pendant le tems dudit dépôt de la For-

teresse de Philipbourg, toutes les pretentions & droits tant du Seigneur Electeur & Evêque de Spire d'une part, que desdits Seigneurs, Princes, & Etats voisins & Confederez d'autre part, sur le sujet de ladite Place & en consideration d'icelle, demeureront suspendus sans qu'il en puisse estre fait aucune instance ni action prejudiciable.

ANS

de J. C.

1634.

XIX. Il plaira à Sa Majesté ne recevoir en sa protection aucuns des Ennemis des Confederez, si ce n'est avec assurance que les Confederez n'en recevront à l'avenir aucun dommage.

Fait & passé en l'Assemblée de Francfort, & accepté par Monsieur l'Ambassadeur extraordinaire, sous le bon plaisir & Ratification de Sa Majesté, le 26. jour d'Aoust 1634. En foi de quoi ce present Traité a esté signé & scellé au nom de Sadite Majesté, par mondit Sieur l'Ambassadeur extraordinaire.

C X C V I I.

Traité de Confédération & Alliance, entre LOUIS XIII. Roi de France & les Etats Evangeliques des Cercles & Provinces Electorales de FRANCONIE, SUAVE & du RHIN, fait à Francfort le 20. Septembre 1634. Freder. Leonard. Tom. III. pag. 35.

ANS

de J. C.

1634.

FRANC

ET ALL

MAGNE.

LE ROI Tres-Chretien estant convié par Messieurs ses Amis, Alliez & Confederez, de vouloir embrasser plus étroitement leurs interets, & soutenir leurs libertez; & cela ne se pouvant efficacement faire qu'en engageant Sa Majesté à se declarer contre leurs Ennemis, & par consequent soumettre sa Personne, Couronne, Etats & Sujets, aux perils & evenement douloureux d'une grande guerre; lesdits Sieurs Confederez jugeront qu'il est expedient de demander cette puissante assistance, sous des conditions qui témoignent de leur part à Sa Majesté une telle confiance, qu'elle ait sujet d'entrer sur ce fondement principal en communion de bonne & de mauvaise fortune avec eux.

I. La premiere de ces conditions doit estre une resolution commune suivie d'execution, pour la liberté & exercice de la Religion Catholique, Apostolique, Romaine, par tous les lieux occupez ou à occuper sur l'Ennemi commun, & autres lieux où elle a esté devant ces mouvements.

II. La seconde, que l'on convienne contre quels Ennemis on aura à faire, & du but de la Guerre.

III. La troisième, qu'on s'oblige mutuellement de ne faire Paix non seulement sans le sceu, mais même sans le consentement des uns des autres, & d'estre reciproquement garands dudit Traité de Paix, durant les dix ans portez au Traité d'Alliance passé à Hailbron, & que dès à present on convienne en general des conditions, ou au moins de celles qui regardent Sa Majesté.

IV. La quatrième, que Sa Majesté ait sureté suffisante que ce que dessus sera loialement executé; offrant le même de sa part aux Confederez, estant considerable que Sa Majesté épouse un peril duquel elle se peut passer, & auquel les Confederez sont déjà engagez.

V. La cinquième, que Sa Majesté ait des lieux de passage seurs en tout tems sur le Rhin, & de retraite pour le cas de besoin pour ses Armées, & pour y faire les Magasins necessaires.

VI. La sixième, que Sa Majesté sache les lieux où elle aura à agir en l'Empire contre l'Ennemi, & qui des Confederez auront à se joindre à Elle; & en ce cas que chacun paye, nourrisse & entretienne ses Troupes, & participe au prorata à la Conquête.

VII. La septième, que cependant les autres Confederez emploient aussi toutes leurs forces contre l'Ennemi ostensiblement, le chargeant en ses Terres Patrimoniales & usurpées.

VIII. La huitième, en cas de necessité & que les Armées aient à se joindre, Sa Majesté ou en Personne ou par

par

ANS par ses Generaux, aura sans difficulté le Commandement principal.

1634. IX. La neuvième, que Sa Majesté & les Confederez, soient obligés de se secourir mutuellement en cas de necessité.

X. La dixième, que l'on tâche & s'emploie d'un commun consentement à decliner & separer del'Empereur tous les Princes Catoliques qui y sont joints, & les attirer ou dans la Confederation, ou au moins dans la Neutralité, s'ils ont encores Troupes ou Places à leur devotion.

XI. Enfin Messieurs les Confederez sont conviez de proportionner au peril auquel Sa Majesté soumettra ses Etats, si Elle se declare, les seuretez & conditions sous lesquelles ils pretendent l'y engager, afin qu'Elle puisse estre d'autant plutôt persuadée, portée & resoluë.

XII. En cas que Sa Majesté fasse difficulté pour certaines considerations de se declarer & faire la guerre de son chef, ains Elle aime mieux alister Messieurs les Confederez d'hommes & d'argent.

Les susdites conditions & articles ne laisseront de subsister & valoir de même comme si Sa Majesté se declaroit & rompoit avec leurs Ennemis.

I. Quant à ce point les Confederez observeront ce qui est porté par le Traité d'Alliance faite avec Sa Majesté, & les Declarations données de part & d'autre, auxquelles ne sera derogé par ce present Traité, ains seront sincerement executées.

II. Les Ennemis sont la Maison d'Autriche, Espagne, & leurs adherans en quelque façon que ce soit. Le but des Armes des Confederez se peut voir en la Declaration faite en l'entree de leur Confederation faite à Hailbron, communiquée à Sadite Majesté, & audit Traité d'Alliance fait avec Elle.

III. En cas que Sa Majesté vienne à rompre, les Confederez s'obligent de faire en sorte que Sa Majesté soit maintenuë par le Traité de Paix en ses droits & possessions declarées par autre article, selon que plus particulièrement on en a conféré avec Messieurs les Ambassadeurs.

IV. La plus grande sureté qui se puisse donner, est une promesse mutuelle, les Confederez se voulans obliger à ne se separer de la Confederation, sous quelque pretexte que ce soit, & que ceux qui ont esté & seront depouillees de leurs Etats & Pais, ne soient entierement rétablis par la Paix.

V. On donnera passages aux Armées & Troupes de Sa Majesté en tout temps, & par tout où la necessité des affaires le requerra, & ce aux conditions desquelles on conviendra avec Sa Majesté.

VI. Ceci pourra estre concerté & resolu près de Sa Majesté; bien entendu qu'és Conquestes ne soient comprises les Terres & Places qui ont esté prises aux Confederez, ni celles sur lesquelles ils ont à pretendre, & que lesdites Places soient rendus par le Roi quand la Paix se fera, à qui des Confederez elles appartiennent.

VII. Cet article est raisonnable.

VIII. Il est aussi raisonnable que Sa Majesté se trouvant en personne dans les Armées, chacun soit sous son commandement; mais le secours de part & d'autre recevra l'ordre de celui vers lequel il sera envoyé; & quant à l'ordre qui se doit observer, quand deux Generaux d'Armées se joindront, on en conviendra avec Sa Majesté.

IX. L'article neuf est juste.

X. Quant à cette condition on se tient aux termes du Traité de Philisbourg.

XI. En ce cas on en conviendra avec Elle aussi des conditions susdites, selon que de part & d'autre on jugera convenable.

XII. Et comme Messieurs les Confederez ont cette creance que Sa Majesté considerant l'Etat des affaires publiques, Elle ne les voudra abandonner, veu l'interet notable qu'Elle a en leur conservation, ainsi supplient-ils de faire acheminer son Armée ou un secours notable, & telle que la necessité presente le requiert, & ce au plutôt que faire se pourra, avec assurance que les

Ambassadeurs que l'on despeschera promptement avec ANS plein pouvoir, donneront à S. M. les éclaircissements & de J. C. satisfactions convenables.

1634. En foi de quoi ce present Traité a esté signé par Monsieur le Directeur General. Comme aussi par les Ambassadeurs & Deputés des Etats Confederez. Fait à Francfort ce 20. de Septembre 1634.

C X C V I I I.

ANS
de J. C.

Traité de confédération entre LOUIS XIII.

Roi de France & le Duc de WIRTEMBERG, & autres Princes d'ALLE-

MAGNE, fait à Paris le Premier No-

vembre 1634. Freder. Leonard. Tom. III.

pag. 38. Recueil des Traitez de Confédération & d'Alliance entre la Couronne de

France & les Princes & Etats Etrangers.

pag. 110.

1634.

FRANCE
ET
ALLE-
MAGNE.

LA connoissance qu'ont toujours eu les Princes & Etats Confederez en Allemagne, de la sincere affection qu'à Sa Majesté Très-Christienne d'assister ses Alliez & Voisins, & spécialement ledits Princes & Etats Confederez contre ceux qui sous divers pretextes voudroient opprimer leur liberté, les a conviez de deputer vers Sadite Majesté le Sieur Jacques Leufseur Sieur de Neilingen, Conseiller Privé de la Couronne de Suede, & Vice-Chancelier d'icelle en Allemagne; comme aussi Conseiller Privé & Chancelier du Duc de Wirtemberg; & le Sieur Philippes Streuff Sieur de Lauvestein, Conseiller Privé du Comte Palatin des deux Ponts, Grand Baillif de Neucastel, en qualité d'Ambassadeurs extraordinaires, tant au nom de la Couronne de Suede que desdits Princes & Etats Confederez, pour lui représenter vivement combien il importoit en l'estat present des affaires pour l'établissement d'une bonne & sûre Paix dans l'Empire & mesme dans la Chrestienté maintenant & à l'avenir, que Sadite Majesté vint à se declarer ouvertement, & à porter ses Armes contre ceux qui dès longtems & presentement font connoître qu'ils ne cesseront jamais de troubler le repos public pour s'accroître au prejudice de leurs Voisins, si tous les Princes qui ont interest à maintenir la Justice & la tranquillité commune, ne se joignent ensemble pour arrester le cours de si dommageables desleins; ce que Sadite Majesté aiant considéré, & ne voulant omettre chose aucune de ce qu'Elle pourroit contribuer de sa part pour l'athermissement d'une Paix generale entre les Princes Chrestiens, & spécialement dans l'Allemagne, a fait entendre ausdits Sieurs Ambassadeurs qu'au paravant de se resoudre en une affaire de telle consequence Elle desiroit de sçavoir d'eux l'assistance qu'elle se pourroit promettre, tant desdits Confederez que des autres Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, au cas qu'elle entrast en rupture ouverte pour leur sujet, & avec eux contre leurs Ennemis. Surquoi ledits Sieurs Ambassadeurs, tant au nom de la Couronne de Suede que desdits Confederez, ont convenu en vertu de leur plein pouvoir avec les Deputés de Sa Majesté sur cete Affaire, selon les articles suivants.

I. Sa Majesté & le Sieur Oxenstiern, Grand Chancelier de la Couronne de Suede, intervenant en ce Traité au nom & avec plein pouvoir de ladite Couronne, & ledits Confederez n'aisans autre dessein que le bien commun de l'Empire, declarent & conviennent par ce present Traité de s'employer sincerement & à tout leur pouvoir pour aider à pacifier les presens troubles de l'Allemagne, sous des condition sûres & raisonnables, tant pour le present que pour l'avenir, & d'apporter pour cet effet tous les plus prompts & meilleurs moiens; entre lesquels l'experience faisant assez connoître qu'il importe sur toutes choses de ne point traiter de la Paix, qu'ayant les Armes à la main, & de repousser par la force la violence des Ennemis de la commune liberté, Sa

ANS Myeste, ledit Sieur Chancelier & lesdits Confederez, de J. C. convient les autres Electeurs, Princes & Etats de l'Empire de se joindre à un si necessaire dessein pour leur rétablissement, manutention & sureté.

1634.

II. Et d'autant que les Electeurs de Saxe & de Brandebourg, & autres Princes & Etats de la haute & basse Saxe, ont témoigné leur ardente affection pour maintenir la liberté commune, & rétablir les Princes & Etats de l'Empire en leurs immunités, privileges & franchises selon les Constitutions du S. Empire, Sa Majesté, ledit Sieur Chancelier & lesdits Confederez aians la mesme volonté, ont arresté d'apporter tout ce qui dependra d'eux pour leur juste satisfaction, & pour appuyer leurs bonnes intentions.

III. Au cas que Sa Majesté vienne à rompre contre les Ennemis communs selon les articles portez en ce present Traité, Elle sera obligée d'entretenir douze mil hommes de pied Allemans, ou d'autre Nation, jusqu'à ce que la Paix soit faite en Allemagne, lesquels presteront serment à Sa Majesté & aux Confederez, & seront employez selon qu'il sera jugé plus à propos pour le service de la cause commune par le Conseil de la Direction.

IV. Sa Majesté tiendra au deça du Rhin une Armée considerable pour s'en servir offensivement & defensivement, selon les occurrences contre les Ennemis communs de Sa Majesté & des Confederez.

V. Sa Majesté s'oblige de faire délivrer promptement cinq cens mil livres, pour estre employez effectivement au paiement de la Cavalerie, & autres Troupes des Confederez, afin de leur donner moyen de repaier promptement le Rhin & agir contre l'Ennemi.

VI. Sa Majesté & lesdits Confederez s'obligent par le present Traité, à ne point entrer du jour de la signature d'icelui, en aucun Traité de Paix, & ne rien conclure sur ce sujet, que conjointement & d'un commun consentement. Pareillement Sa Majesté & lesdits Confederez s'obligent en cas de Guerre, de ne faire aucune suspension d'Armes ou Treve dans l'Empire & la Lorraine, que conjointement & d'un commun consentement, & si néanmoins la conjoncture des affaires oblige de faire une Treve de quinze jours ou trois semaines, on le pourra faire de part & d'autre, mais elle ne pourra se prolonger que d'un commun & exprés consentement.

VII. Lesdits Sieurs Oxenstiern au nom de la Couronne de Suede & lesdits Confederez, confirmans leur Traité d'Alliance, Declarations & Ratifications intervenus sur ce sujet, s'obligent & promettent de rétablir sans délai le libre exercice de la Religion Catholique dans toutes les Eglises des lieux occupez par eux sur les Catholiques, depuis ces derniers mouvemens de l'an 1618. & de faire jouir librement de leurs biens les personnes Ecclesiastiques dans lesdits lieux, & de ne les point molester; ce qui s'entend sans prejudice des justes & legitimes droits de l'une & de l'autre part.

VIII. Il a esté arresté que les douze mil hommes de pied entretenus par Sa Majesté au delà du Rhin, pour le bien de ses Alliez, feront un Corps, duquel sera General un Prince d'entre lesdits Confederez dont il sera convenu, sous lequel Sa Majesté nommera un Lieutenant General, tel qu'Elle le jugera à propos: & qu'audit Corps de douze mil hommes, lesdits Confederez feront joindre d'autres Troupes tant d'Infanterie que de Cavalerie, pour former un Corps d'Armée suffisant pour s'opposer aux Ennemis selon qu'il en sera besoin. Celui qui sera nommé par le Roi pour commander audit Corps de douze mil hommes en qualité de Lieutenant General, aura une voix égale au Conseil de Guerre dans l'Armée où il se trouvera un Prince qui en sera General. Que si plusieurs Corps d'Armées sous divers Generaux se joignent ensemble, ledit Lieutenant General nommé par le Roi, aura sa voix dans le Conseil desdites Armées ainsi jointes, égale à celui qui aura le premier Commandement dans lesdites Armées.

IX. Il a esté convenu que dans le Conseil formé de

la Direction, Sa Majesté y mettra une personne de sa part, avec pouvoir d'en substituer une autre en son absence, laquelle y aura voix & suffrage avec la même autorité qu'ont ceux desquels ledit Conseil formé est composé, sous le Directeur, en tout ce qui concerne les affaires de la Guerre & de la Paix, & des Traitez qui se feront sur ce sujet.

ANS

de J. G.

1634.

X. Sa Majesté & lesdits Confederez, declareront par ce present Traité, que leur intention est d'apporter tous les moyens possibles, tant par les armes que par toutes autres voies legitimes, d'essayer d'obtenir une bonne & sure Paix sous des conditions raisonnables, & s'obligent de nouveau respectivement de demeurer garands les uns vers les autres des choses qui auront esté accordées par un Traité de Paix, & de rompre tous ensemble de toutes leurs forces contre ceux qui auront violé & enfreint aucuns des articles, dont on seroit convenu audit Traité; laquelle obligation de mutuelle garantie durera l'espace de vingt ans, après la date dudit Traité de la Paix generale, avec pouvoir d'entendre & prolonger ledit terme après qu'il sera expiré.

XI. Au cas que Sa Majesté entre en rupture ouverte contre les Ennemis communs qui sont dans l'Empire ou ailleurs, lesdits Confederez considerans les incommoditez & perils de la Guerre auxquels Sa Majesté expose sa Personne & ses Etats en leur faveur, ils consentent dès à present sous ladite condition de rupture de la part de Sa Majesté, pour lui témoigner la confiance qu'ils ont en Elle, & à ce qu'elle ait plus de lieu d'éloigner les Ennemis communs de ses propres Etats; comme aussi pour mieux assurer le Pais d'Alsace contre leurs efforts, que ledit Pais d'Alsace au delà du Rhin soit mis en dépôt & en la protection de Sa Majesté, avec les Places & Villes qui en dépendent qu'ils ont prises sur leurs Ennemis, & spécialement Benfeld & Scelestat, qui seront mises es mains du Roi aussi-tôt que Sa Majesté aura déclaré estre en rupture. Comme aussi généralement tout ce qui dépend d'Alsace au deça du Rhin, les Garnisons que Sa Majesté établira esdits lieux lui presteront serment & aux Confederez, lesquels avec leurs Vassaux & Sujets seront maintenus en leurs possessions legitimes, & ne sera rien entrepris au prejudice de leur Jurisdiction & de tous leurs droits. Et pour ce qui est de la dépense qu'il conviendra faire à Sa Majesté pour l'entretien des Gens de Guerre necessaires à la conservation desdits lieux, il a esté arresté qu'il en sera au plutôt convenu raisonnablement entre le Sieur de Feuquieres, Ambassadeur extraordinaire du Roi & les Confederez.

XII. Lesdits Confederez consentent dès à present que le Roi puisse avoir entre ses mains la Ville de Brisfack, & autres lieux circonvoisins sur le Rhin delà vers Constance, necessaires pour le passage des Armées, s'il le juge convenable pour le bien des affaires, Sa Majesté & les Confederez emploient pour cet effet les forces qu'ils auront conjointes; & dans lesdites Places qui se prendront à forces communes, les Garnisons que Sa Majesté y mettra lui presteront le serment & aussi aux Confederez, & jusqu'à ce que le Roi ait en sa puissance le passage de Brisfack, le Pont de Strasbourg sera libre à Sa Majesté pour y faire passer & repasser les Troupes qu'elle jugera estre requises pour le bien commun, la garde dudit Pont demeurant toujours à ceux de ladite Ville, le Roi promet de bonne foi de retirer sa Garnison de Brisfack, & autres lieux susdits deçà & delà le Rhin, sans aucune restitution de frais, pour en estre disposé selon qu'il sera convenu au Traité de la Paix generale, qui sera fait conjointement & d'un mutuel consentement, les Confederez auront le passage libre selon qu'ils en auront besoin audit Brisfack.

XIII. Moienant ce que dessus, Sa Majesté sera déchargée à l'avenir du million de livres qu'elle estoit obligée de paier annuellement, à cause des frais de la Guerre qu'il lui conviendra faire, & pour l'entretienement desdits douze mil hommes. Et au cas qu'elle vint à ne rompre pas, les cinq cens mil livres qu'elle doit donner

nec

ANS
de J. C.
1634. ner promptement, ainsi qu'il est porté par l'article cinquième du présent Traité, seront comptez pour le terme de Novembre de la présente année 1634. du million porté par le Traité d'Heilbron.

XIV. S. M. auparavant que d'entrer en la susdite rupture, a fait entendre ausdits Sieurs Ambassadeurs qu'elle veut estre assurée par les voies que l'on choisira plus à propos pour cet effet; que Messieurs les Electeurs de Saxe & de Brandebourg, & autres Princes & Etats de la haute & basse Saxe, s'obligeront de ne point entrer en aucun Traité de Treve ou de Paix avec les Ennemis communs, que conjointement avec Sa Majesté & lefd. Confederez, & avec leur intervention & consentement. Comme aussi S. M. & lefd. Confederez s'obligent & promettent en ce cas ausdits Electeurs, Princes & Etats de la haute & basse Saxe, de ne point entrer en aucun Traité de Treve ou de Paix avec les Ennemis communs, que conjointement avec eux & avec leur intervention & consentement: & que cependant ils apporteront de bonne foi tout ce qui sera de leur pouvoir, & qui sera jugé plus propre par un commun avis pour parvenir à une prompte & sûre Paix sous les conditions raisonnables.

XV. Sa Majesté pourra recevoir en sa protection les Electeurs, Princes & Etats qui voudront se retirer du parti des Ennemis communs, & les Confederez les recevront en Neutralité sous des conditions raisonnables proposées par Sa Majesté, dont on conviendra de part & d'autre, & cas esquels il y échera restitution des Places, ou lors qu'il s'agira de quelques legitimes pretentions des Confederez, à condition qu'ils ne commettent aucun acte d'hostilité contre lefdits Confederez, & qu'ils ne donnent aucun secours aux Ennemis communs. Fait à Paris le premier jour de Novembre 1634.

C X C I X.

ANS
de J. C.
1634. *Traité de Paix entre le Roi de POLOGNE & AMURAT IV. Empereur des Turcs. Fait en 1634. Ricaut. Histoire des trois derniers Empereurs des Turcs. Tom. I. pag. 91.*

Que les Vayvodes de Valachie & de Moldavie seroient confirmez par le Grand Seigneur du consentement & à la recommandation du Roi de Pologne.

Que Cam-Emir & ses Tartares abandonneroient la Province de Buckzac; ou qu'à leur refus, les Turcs se joindroient au Cham des Tartares pour les en chasser.

Que les Polonois empêcheroient l'avenir les Cosaques de faire des courses sur la mer noire.

Que les Turcs renonceroient pour toujours à toutes demandes ou pretentions de tribut de la Pologne; Qu'ils ne bâtiroient aucun nouveau fort sur la frontiere.

Que le Nieper seroit libre aux Polonois, & qu'on ne pourroit leur empêcher l'usage de cette riviere.

Que les articles auparavant arretez demeureroient comme autrefois en leur force & en leur vigueur.

C C.

ANS
de J. C.
1634. *Traité entre LOUIS XIII. Roi de France, & CHRISTINE Reine de Suède, pour les Places d'Alsace. Fait le 9. Octobre, 1634. Freder. Leonard. Tom. V.*

Le bien public des affaires communes requerant de retirer les armes de la Couronne de Suède des Principales Places de l'Alsace, pour les mettre sous la protection de Sa Majesté très-Chrétienne; les Ministres des deux Couronnes sont tombez d'accord pour les Villes & Châteaux de Colmar, Slesstat, Markelsheim, Turckheim, Munster, Kaifelsperg, Ortenberg, Ruffach, Murbach, Gobwiler, Dam, Polwiler,

Obernheim, Hohen, Landsberg, Mafmunster, & ANS
Hohen Koninsberg, qu'elles seront mises sous la protection du très-Chrétien Roi de France, aux conditions suivantes & sous la Ratification de leurs Souverains Seigneurs & Superieurs.

Premièrement & en general, que par ladite protection ledit Roi T. C. n'entend déroger aucunement aux droits de l'Empire, & de la liberté des Etats alliez ni de contrevenir ou prejudicier aux Traitez d'Alliance faits à Heilbron, & depuis à Francfort, soit pour la bonne intelligence requise & nécessaire, & spécialement touchant les Communications ordinaires des Villes Impériales, ains plutôt de confirmer & établir tout cela de plus en plus, tellement que nous nonobstant sadite protection le tout demeurera en l'état accoutumé & convenu aux articles du Traité de ladite Alliance, & même que les Gouverneurs des Places & Garnisons que le Roi Tres-Chrétien voudra ordonner edifier Places apporteront toute assistance à l'accomplissement d'iceux autant que faire se pourra.

Secondement, que les Alliez auront libre passage par toutes les-dites Villes & Places, & retraite en icelles en cas de nécessité, comme aussi leur seront au besoin fournis Vivres, Munitions de Guerre & autres nécessités à pris raisonnable, & tout cela au contraire dénié & refusé aux Ennemis contre lesquels & leurs excursions Sa Majesté protégera & défendra lefdites Villes & Places avec leurs appartenances autant que faire se pourra, & rétablira en icelles la seureté & liberté du Commerce public, sans permettre qu'aucuns nouveaux peages & imposts soient introduits au préjudice du Commerce public & de la liberté des Princes & Etats sous laquelle couleur que ce soit.

En troisieme lieu, que toutes lefdites Places & leurs dépendances demeureront en la possession & au même état, tant pour le sujet de la Religion que de la Police, auquel elles se trouvent à présent jusques la pacification des Guerres d'Allemagne, laquelle arrivant elle seront remises une chacune selon le Traité de Paix qui sera fait, & d'autant qu'elles Villes de Colmar, & Slesstat il y a trois gros Canons appartenans à Monsieur le Marquis de Bade; & à la Ville de Strasbourg, comme aussi quelques petites pieces de campagne à la Couronne de Suede, est accordé qu'elles seront préalablement rendues à ceux à qui elles appartiennent aux Munitionnaires Suedois, & non esdites Villes.

Finalemment, que les Articles particuliers concernans la Ville de Colmar, desquels les Ministres des deux Couronnes sont tombez d'accord avec les Députés de ladite Ville seront punctuellement observez de bonne foi, & sans aucune contravention: Fait & accordé sous la ratification des Souverains & Superieurs, ce neuvieme Octobre 1634.

C C I.

ANS
de J. C.
1635. *Traité de Confédération & d'Alliance entre LOUIS XIII. Roi de France & de Navarre, & les Estats Generaux des PROVINCES UNIES des Pays-Bas, contre l'Empereur FERDINAND SECOND Archiduc d'Autriche & ses adherans. A Paris le huitiesme jour de Février, mil six cens trente cinq. Recueil des Traitez de Confédération & d'Alliance entre la Couronne de France & les Princes & Etats Etrangers. pag. 201. Freder. Leonard. Tom V.*

Louis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut: Après avoir establi la Paix & le repos dans nos Estats, dont nos peuples jouissent gra-

ANS ces à Dieu depuis quelques années, nostre principal
de J. C. soin a esté d'appuyer & assister nos Alliez pour les main-
1635. tenir contre les entreprises de leurs ennemis. C'est ce
que nous avons fait de tous costez, tant par la puissance
de nos armes, que par nos bienfaits & liberalitez;
Et comme entre nos Alliez nous avons toujours eu une
particuliere affection pour les Seigneurs Estats Gene-
raux des Provinces Unies des Pays-Bas, à l'imitation
du defunct Roi nostre Tres-honoré Seigneur & Pere,
de tres-glorieuse memoire, aussi avons nous eu tres-
agreable de confirmer & renouveler de temps en temps
l'Alliance qu'ils ont avec cette Couronne, & de leur
dépârtir incessamment nos bienfaits, pour leur don-
ner d'autant plus de moyen de resister aux Espagnols
leurs ennemis continuel, comme ils ont fait, & mes-
mes les ont souvent attaquez avec de notables avan-
tages; Voulons d'abondant contribuer à ce que lesdits
Seigneurs Estats jouissent enfin d'un repos asseuré, &
considerans que les Provinces qui sont possédées par les-
dits Espagnols aux Pays-Bas leur donnant la commodité
de troubler la Chrestienté, & spécialement la Paix & la
tranquillité de nos Estats, ainsi qu'ils ont fait toutes &
quantes fois qu'ils ont peu, & en cherchent encor tous
les jours les occasions & les moyens, outre que nous ne
pouvons voir sans compassion la dure & miserable ser-
vitude dont lesdites Provinces sont opprêssées, nous
nous sommes bien volontiers portés à deputer nos Com-
missaires cy-après dénommés, pour adviser avec les Am-
bassadeurs extraordinaires que lesdits Estats ont envoyé
par deçà suffisamment autorisez, des moyens plus pro-
pres pour reduire lesdits Espagnols à tels termes qu'ils
ne puissent plus se prevaloir desdites Provinces des Pays-
Bas pour nuire aux uns ni aux autres; Ce que nous
esperons devoir estre un acheminement à la Paix dans
la Chrestienté, qui ne peut estre solidement établie
tant que lesdits Espagnols auront esperance & moyen de
s'avantager en la troublant; sur quoi nosdits Com-
missaires & lesdits Sieurs Ambassadeurs sont convenus
de ce qui ensuit.

Traicté d'Alliance & de Ligue offensive & défensive
entre le Roi Tres-Chrestien & les Seigneurs Estats
Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, fait,
arresté & conclu entre les Sieurs de Bullion du Conseil
d'Etat, Garde des sceaux des ordres dudit Roi, &
Sur-intendant de ses Finances; Bouthillier aussi du Con-
seil d'Etat, grand Thresorier des ordres & Secrétaire
des commandemens & des finances de Sa Majesté, Com-
missaires Deputez par elle. Et les Sieurs Adrian Paw
Chevalier, Sieur de Hemstede, Hoogersmilde de Rit-
wik, & Nieuwerkercke Conseiller & Pensionnaire
d'Hollande & West-Frise. Et Jean de Knytt Cheval-
lier, Sieur dans le vicil & nouveau Volmar, premier
& representant la Noblesse aux Estats de la Comté
de Zelande, & Conseiller ordinaire de Monsieur le
Prince d'Orange, Ambassadeurs extraordinaires vers
le Roi Tres-Chrestien de la part desdits Seigneurs
Estats Generaux, en vertu de leurs pouvoirs respectifs,
dont les copies & teneurs seront cy-après inserées.
L'Experience faisant connoistre à tout le monde que le
procedé des Estats n'est que de se servir de toutes sor-
tes de moyens pour empier sur tous les Princes leurs
voisins, les tenir divisez entre eux, & rendre la guer-
re immortelle dans la Chrestienté, le Roi Tres-Chre-
stien & les Seigneurs Estats Generaux des Provinces
Unies des Pays-Bas, voulans prevenir les malheurs qui
en pourroient arriver, établir les choses en sorte que
l'on puisse parvenir à une bonne & seure Paix dans la
Chrestienté, & particulièrement aider les peuples des
Pays-Bas à se delivrer de la dure servitude où ils sont
soudmis par les Espagnols, ont convenu que si lesdits
Espagnols ne se disposent à des Termes raisonnables
d'accommodement, ains continuent en leurs mauvais
desseins qu'ils ont contre la France & lesdits Seigneurs
Estats, comme le Traicté passé à Bruxelles, le dou-
ziesme May dernier, pour mettre la Guerre dans la
France, la prise de Don Jean de Meneses trouvé le 11.
Septembre dernier, visitant à minuit les entrées &

passages du Royaume du costé de Languedoc, & l'ar-
mement naval qui a esté fait à Naples l'année dernière
pour descendre en la Provence, & divers autres desseins
cogneus par voyes indubitables, le justifient au regard
de ce Royaume, & les pernicieux desseins qu'ils ont
continuellement entrepris & fomentez de tous costez à
la ruine des Provinces Unies, avec le refus qu'ils ont
fait des conditions qui mesmes de leur part avoient esté
proposées aux Seigneurs Estats, le versifient à leur re-
gard; Et que Sa Majesté juge estre obligée par raison
d'entrer en rupture avec le Roi d'Espagne, & lesdits
Seigneurs Estats de continuer la guerre avec toutes leurs
forces: Pour ces causes & autres Sa Majesté rompra à
guerre ouverte avec le Roi d'Espagne dès que ce Trai-
cté sera signé & ratifié aux Pays-Bas, comme aussi les-
dits Seigneurs Estats Generaux continueront la guerre
avec toutes leurs Forces, le Roi & lesdits Seigneurs
Estats attaqueront à force ouverte les Provinces que
le Roy d'Espagne tient aux Pays-Bas, aux conditions
suivantes.

I. Premièrement le Roy fera entrer dans lesdites
Provinces une armée de vint cinq mille hommes de
pied, & cinq mille chevaux, avec le canon & attirail
nécessaire à un tel corps, & lesdits Seigneurs Estats fe-
ront la mesme chose avec une armée de vingt cinq mil-
le hommes de pied, & cinq mille chevaux aussi avec
le Canon & attirail nécessaire à un tel corps, lesdites
deux armées se joindront d'abord aux lieux dont ils se-
ront convenus pour agir conjointement ou séparé-
ment ainsi qu'il sera jugé plus à propos; ce qui se fera
au plus tard au mois de Mars prochainement venant,
si ce n'est qu'on convienne de quelque entreprise, la-
quelle on puisse executer par commun consentement
entre cy & là, à condition toutesfois, que si lesdites
armées font deux attaques, elles se feront si proches
l'une de l'autre qu'elles se pourroient secourir, en sorte
que si les Espagnols viennent à attaquer l'une d'icelles,
l'autre quittera toute entreprise pour aller à son secours,
sans s'en pouvoir excuser sous quelque pretexte que ce
puisse estre, si ce n'est qu'elle fût suffisante d'envoyer
dix mille hommes de pied & deux mille Chevaux, au
secours de celle qui sera attaquée, sans abandonner le
dessein où elle sera embarquée: Bien entendu que les
dix mille hommes de pied & deux mille Chevaux, en-
voyez au secours de celle qui sera attaquée, sans aban-
donner le dessein où elle sera embarquée, seront capa-
bles de se joindre à l'armée qu'ils devront secourir, &
au cas qu'ils ne le puissent sans evident peril, ladite ar-
mée marchera avec toutes ses forces; que si les Gene-
raux des deux Armées d'un consentement jugeoient,
qu'il en fallust user autrement, ils le pourroient selon
que l'ordre de la guerre le requerra, pourveu qu'au-
paravant ils en foyent convenus par escrit. Il a esté en ou-
tre convenu pour éviter les inconveniens qui pourroyent
arriver, si l'intelligence n'estoit entiere entre les Armées
du Roy & lesdits Seigneurs les Estats, qu'on ne pourra
recevoir les Soldats d'une Armée en l'autre, & que si
quelques Officiers souffrent la transgression de cet Ar-
ticle, ils seront chastiez severement; qu'aux logemens
qui se feront, les Armées estant conjointes, ceux qui
commanderont celle du Roy, choisiront pour leur cam-
pement de deux places égales l'une. Et quant au com-
mandement des Armées, chacun commandera la sienne:
Et au cas qu'il fust à propos de tirer des susdites
Armées conjointes quelque corps d'Armée, pour se-
courir & garder les frontieres, celle cy sera réglée &
commandée comme l'autre, & pareillement conjointe
selon qu'il en sera besoin, ou pour s'opposer au secours
que les ennemis pourroyent tirer d'Allemagne, ou pour
faire quelque nouvelle attaque par diversion, selon qu'il
en sera convenu, ou pour secourir les places des pays
tant du Roy, que desdits Seigneurs les Estats du costé
d'Allemagne. Et au cas que Sa Majesté & lesdits Sei-
gneurs Estats reconnoissent utile de separer la susdite
moindre Armée, il pourra estre fait par l'advis &
consentement des Chefs des Armées, bien entendu,
qu'il n'y ait aucune apparence de peril pour la fron-
tiere

ANS
e J.C.
635

tiere desdits Seigneurs des Estats du costé d'Allemagne.

II. Les deux Armées devant qu'entrer dans les Pays-Bas, comme dict est, les peuples d'iceluy seront con-
viez de se joindre à la cause commune, & chasser de leurs
villes les Espagnols, & leur adherans pour se mettre en
liberté; Ce qu'effectuant dans le terme de trois mois après
la requisition, lesdites Provinces demeureront jointes
& Unies en un corps d'Etat libre avec tous droits de
souveraineté, sans changement pour ce qui est de la Re-
ligion Catholique Romaine, qui demeurera auxdites
Provinces, au mesme estat qu'elles sont presentement.

III. Au mesme temps que quelques Provinces, Vil-
les, Princes & Seigneurs Ecclesiastiques ou Seculiers,
de quelque condition qu'ils soyent desdits Pays-Bas se
joindront sincerement au present dessein de l'establis-
sement d'une bonne Paix & de leur liberté, Sa Majesté &
lesdits Seigneurs les Estats les prendront en leur protec-
tion & alliance, & seront ligue offensive & defensive
avec eux, employant tout ce qui dependra d'eux, pour
les faire jouir de l'effet du present Traicté, avec pro-
messe de les comprendre dans tous les Traictés de Paix,
qui se pourront faire à l'advenir, & de les defendre en-
vers tous & contre tous, des lors qu'ils se joindront à la
cause commune. Et durant tout le cours de la guerre,
comme aussi après la Paix, la Religion Catholique Ro-
maine y sera conservée en son entier, avec les mesmes
franchises, autoritez, prerogatives, dont les Prelats
& Ecclesiastiques, soit en leur corps & communautéz,
ou en particulier jouissent presentement, & ne sera pris
desdits Seigneurs, Villes & communautéz autre assu-
rance, que celle de leur foy, & quelques otages, qui
seront gardez pour certain temps; selon qu'il en sera
convenu; bien entendu, que lesdits Princes, Seigneurs,
Provinces & Villes contribueront de bonne foy ce qui
sera de leur pouvoir à leur propre defence, & au cas qu'il
arrive qu'en un mesme voisinage trois ou quatre Villes
viennent à se rendre conjointement ou l'une après l'autre,
il a esté convenu, qu'elles pourront fournir un corps
d'Etat libres, & qu'elles seront conservées & mainte-
nuës en cette qualité avec les Seigneurs & Noblesses,
qui pourroient estre enclavés es territoires & voisinage
desdites Villes.

IV. Et d'autant qu'il seroit impossible auxdites Pro-
vinces de garder leurs frontieres contre la puissance des
Espagnols, toutes les places de la coste de Flandre jus-
ques à Blanquenberg & deux lieues avant en terre de-
meureront au Roy avec les Villes de Thionville & Na-
mur, leur territoire & juridictions, & Ostende, aux
conditions portées cy-après dans les grands partages,
& lesdits Seigneurs Estats auront aux conditions aussi
portées dans lesdits grands partages, Hult avec le pays
de Waes, Breda, Gueldres, Stevens-weert avec leurs
territoires & juridictions.

V. Et parce qu'il pourroit arriver que les susdites Pro-
vinces des Pays-bas maintenant assujetties au Roy d'Es-
pagne, ne voudroient pas contribuer ce qu'elles pour-
roient à leur liberté, ains nonobstant la requisition qui
leur en seroit faite dans les susdit temps, demeureroient
adherans aux Espagnols & favoriseroient leurs mauvais
desseins, le Roy & lesdits Seigneurs Estats, conside-
rant qu'en ce cas ils sont obligez de pourvoir à la se-
reté desdites Provinces, & de prevenir les maux qui
leur pourroient arriver pour leur vouloir procurer du
bien, il a esté arresté qu'en suite du present Traicté &
dessein, le Roy & lesdits Seigneurs Estats, se rendront
maîtres desdits Pays, dont le partage sera fait ainsi qu'il
ensuit, à condition toutesfois, que dans l'estendue du-
dit partage les places & lieux qui auront secoué le joug des
Espagnols, moyennant qu'ils fassent un corps de trois
ou quatre Villes, ainsi qu'il est dit cy-dessus, deme-
ureront libres sans autre subjection à Sa Majesté ou
auxdits Seigneurs Estats qu'un serment, de ne rien faire
contre leur service, & d'avancer leurs desseins autant
qu'ils pourront, donnans des otages, jusques à ce que
les Espagnols soyent hors du Pays.

*Partage du Roy avec les Estats des Provin-
ces Unies des Pays-bas.*

ANS

de J.C.

1635.

Pour le Roy, le pays de Luxembourg, les Comtez
de Namur & de Haynau, Artois & Flandres, jus-
ques aux limites qui se feront par une ligne, laquelle
prendra de Blanquenberg inclus, & tirera entre Dam &
Bruges à moitié chemin de ces deux places, d'où elle ira
droit à Rupelmonde, qui demeurera au Roy; & pour-
ce qui est de Cambresis & places contenues en iceluy,
il sera libre au Roy d'en disposer, comme bon luy
semblera.

*Pour les Estats des Provinces Unies des
Pays-bas*

Le Marquisat du Saint Empire, où est comprise la
Ville d'Anvers, la Seigneurie de Malines, le Duché
de Brabant, & le reste de la coste depuis Blanquen-
berg, qui demeurera au Roy, jusques à s'unir les vil-
les de Dam & Hult, avec le Pays de Waes jusques à
la ligne cy-dessus, à condition toutesfois, que pour le
regard de la Ville de Dam, la conquête du Pays-bas
estant parachevée, il y sera pourveu par Commissaires
de part & d'autre à ce Deputez, afin que la Ville de Bru-
ges & le territoire qui en dependra appartenant à Sa
Majesté, ne puissent estre inondées ny incommodées
par les escluses & digues de ladite Ville. Et
bien qu'il ne soit dit cy-dessus l'estat auquel Ostende
& Dam doivent demeurer entre les mains du
Roy & des Seigneurs les Estats, pour prendre temps
de mieux considerer ce qui sera plus utile pour le
bien commun; Il a esté convenu, que la conquête des
Pays-bas étant parachevée il sera advisé entre le Roy &
lesdits Seigneurs Estats par Commissaires à ce deputez,
comme est dit cy-dessus, s'il vaudra mieux ou raser les
fortifications de la Ville de Dam, ou que le Roy & les-
dits Seigneurs Estats les possèdent fortifiées, & que sa
Majesté mette ledit port d'Ostende en tel estat que bon
luy semblera. Il a esté aussi convenu, qu'en conside-
ration de sa Majesté la Religion Catholique Romaine
demeurera en toute l'estendue dudit partage, ainsi qu'il
est à present, & les Ecclesiastiques au mesme estat qu'ils
sont.

VI. L'Armée du Roy étant entrée dans ledit Pays,
& la rupture faite entre les deux Couronnes comme est
dit cy-dessus, elle y demeurera jusques à l'expulsion des
Espagnols des Pays-bas, sans que cependant sa Maje-
sté ny lesdits Seigneurs Estats puissent traicter de Tre-
ve ou suspension d'armes, que conjointement & d'un
commun consentement, & si ladite Paix venoit d'estre
faite en la façon susdite, & que puis après le Roy d'Es-
pagne, l'Empereur ou quelque autre Prince de sa Mai-
son, ou dependant d'icelle, directement ou indirecte-
ment attaquent le Roy, ou lesdits Seigneurs Estats en
ce que presentement ils possèdent ou posséderont, lors
que par les conquestes qu'ils auront faites, sa Majesté
& lesdits Seigneurs Estats rompent conjointement
avec ceux qui attaqueront l'un deux, sans pouvoir di-
viser leurs interets, ny faire ensuite aucun Traicté de
Paix, Treve, ou Suspension d'armes, que conjointe-
ment & d'un commun consentement; Ce qu'ils fe-
ront pareillement en quelque temps que les Espagnols
attaquent cy-après directement ou indirectement les
Estats & possessions de Sa Majesté ou desdits Seigneurs
les Estats: soit qu'il intervienne un Traicté de Paix au-
paravant, soit qu'il n'en intervienne point.

VII. Et afin que la jalousie & le desir de poursuivre
l'entreprise projectée par le present Traicté ne puisse
causer du desordre & de la confusion en l'exécution d'un
si bon dessein; Il a esté arresté que les Armées du Roy
& desdits Seigneurs Estats estans conjointes attaque-
ront premierement deux places du partage de sa Maje-
sté, & que après cela elles en attaqueront du partage
desdits Seigneurs Estats, si ce n'est que les Generaux
des deux Armées conviennent ensemble par escrit d'en

Z z

user

ANS user autrement, bien entendu, que si l'on vient conjointement ou separement à emporter avec les susdites Armées des places qui soient du partage de Sa Majesté, on les lui rendra tout aussi-tôt qu'elles seront prises, comme on fera de même au regard desdits Seigneurs les Estats en cas qu'on vienne conjointement ou separement à emporter des places qui soient de leur partage, lesquelles leur seront semblablement rendues aussi-tôt qu'elles seront prises, & l'entreprise ne pourra cesser, que chacun ne soit en possession de ce qui lui doit appartenir par le present Traicté suivant le partage que dessus; Mais si les Chefs des Armées estiment puis après par raison de guerre pour le bien commun, qu'il faille changer quelque chose en l'ordre pris par resolution commune pour attaquer des places, ils le pourront faire, pourveu qu'au préalable ils en conviennent ensemble par écrit.

VIII. Il est en outre convenu, que pendant l'attaque qui se fera en la coste de Flandres, lesdits Seigneurs Estats tiendront à leurs depens une Armée navale à la rade de ladite coste, convenable & suffisante pour empêcher quiconque voudroit se mettre esdites places, & icelle Armée y demeurera jusques à la reddition desdites places.

IX. Au cas qu'après ce Traicté de rupture signé & ratifié, on vienne à faire la Paix, Trêve ou Suspension d'armes, elle ne se pourra conclure ni entendre que conjointement, & d'un commun consentement du Roi & desdits Seigneurs les Estats, avec obligation de rompre aussi conjointement, & entrer en guerre avec les Espagnols & leurs adherans, toutes les fois qu'ils viendront à violer ou enfreindre aucune des conditions accordées par le Traicté de Paix ou de Trêves qui se fera, sans que par après on puisse jamais faire aucun nouveau Traicté de Paix ou Trêves que conjointement & d'un commun consentement, à condition que s'il vient encor à estre violé, Sa Majesté & lesdits Seigneurs les Estats entreront conjointement en guerre ouverte avec ceux qui en seront infracteurs.

X. Si l'Empereur Ferdinand Archiduc d'Autriche ou autre de sa Maison, ou dependant d'elle, ou quelque autre Empereur qui peut estre à l'advenir, sur le sujet de ce present Traicté, ou sous quelque autre pretexte que ce puisse estre, vient à attaquer les Seigneurs Estats Generaux, Pays, Terres & places qu'ils tiennent au jour de ce present Traicté, en sorte que lesdits Seigneurs Estats Generaux rompiissent généralement & ouvertement avec lesdits Empereur ou autre Prince dependant de la Maison d'Autriche, Sa Majesté s'oblige de faire le même, & de ne faire puis après aucun Traicté de Paix ou Trêves que conjointement avec lesdits Seigneurs Estats Generaux & de leur consentement; comme en cas pareil, si ledit Empereur Ferdinand ou autre Prince dependant de ladite Maison d'Autriche ou quelque autre Empereur, qui peut estre à l'advenir, sur les sujets que dessus, ou sous quelque autre pretexte que ce puisse estre, attaquoit directement ou indirectement le Roi, ses Pays, Terres & Places qu'il tient au jour de ce present Traicté, en sorte que Sa Majesté rompit généralement ou ouvertement avec eux, lesdits Seigneurs Estats Generaux s'obligent de faire le même, & de ne faire puis après aucun Traicté de Paix ny de Trêve que conjointement avec Sa Majesté & de son consentement.

XI. Et par ce que Sa Majesté & lesdits Seigneurs Estats Generaux ont trop de connoissance du desir que le Roi de la grande Bretagne a toujours eu du bien & du repos de la Chrestienté, pour douter qu'il n'y vueille contribuer en cette occasion, il a esté arrêté qu'il sera convié de la part de Sa Majesté & desdits Seigneurs les Estats d'entrer en Traicté avec eux, auquel ses interets, & ceux de sa Maison seront considerés ainsi qu'il le peut desirer pour le bien commun, ou au moins de demeurer dans les termes d'une vraye neutralité avec Sa Majesté & lesdits Seigneurs Estats.

XII. Il a esté aussi arrêté que du jour que la rupture sera faite entre les deux Couronnes de France & d'Es-

pagne, outre l'Armée navale que les Seigneurs Estats doivent entretenir en la rade de la côte de Flandres pour de J. C. le bien commun, ainsi qu'il est dit au huitième Article de ce Traicté, le Roi & lesdits Seigneurs les Estats entretiendront continuellement en Mer, tant que la guerre durera, chacun quinze vaisseaux de guerre, cinq de cent à deux cens, cinq de deux cens à trois cens, & cinq de trois à quatre cens tonneaux; qui seront divisez en deux esquadres, & commandés par des Admiraux & autres Officiers de part & d'autre, pour nettoier la Mer Oceane & le Canal, & tenir les costes des Estats du Roi, & celles desdits Seigneurs Estats libres & seures, en sorte que le commerce ne soit point troublé par qui que ce puisse estre, & empêcher que les ennemis communs ne puissent faire aucune descente dans les Estats de Sa Majesté, & desdits Seigneurs les Estats Generaux: Et au cas que lesdites esquadres viennent à s'assembler, comme il peut arriver qu'il sera nécessaire pour le bien commun, l'Admiral desdits Seigneurs les Estats abaissera à l'abord son pavillon du grand mast, & le saluera de son canon, & celui du Roi le reculera comme de coutume, & comme il en a esté usé par le Roi de la grande Bretagne, lors que ses Armées & celles desdits Seigneurs les Estats ont esté jointes; ensuite de telle salutation les Officiers des susdits navires assemblés sur le vaisseau qui portera le pavillon du Roi au grand mast, consulteront ensemble au commun Conseil de guerre, pour faire dans les occasions qui n'auront point esté prévues dans leurs instructions respectives, ce qu'ils estimeront plus à propos. Et l'Admiral aura audit Conseil la première voix, & l'Admiral desdits Seigneurs les Estats la seconde, la troisième le Vice-Admiral du Roi, & la quatrième celui desdits Seigneurs Estats, la cinquième le contre Admiral du Roi, & la sixième celui des Seigneurs les Estats, & les autres Officiers qui de part & d'autre seront appelez au Conseil par resolution commune desdits Admiraux, opineront alternativement ainsi qu'il est porté cy-dessus, & concluront puis après à la pluralité des voix, & la conclusion sera mise par écrit par un Secrétaire dudit Conseil qui entendra la langue Françoisse & celle desdits Seigneurs les Estats.

XIII. Le Roi & lesdits Seigneurs Estats Generaux promettent & permettront l'entrée libre dans tous leurs ports aux susdits vaisseaux entretenus par eux, & on leur fournira les vivres & munitions de guerre qui leur seront nécessaires pour leur subsistance, en payant le prix courant de ce dont ils auront besoin; ce qui sera pareillement observé par les Armées de terre, avec cette égalité, que quand les vivres viendront de France ils seront fournis à l'Armée desdits Seigneurs les Estats au même prix qu'ils seront distribués à celle du Roi, & comme en cas pareil lors que ces vivres viendront des lieux de l'obéissance desdits Seigneurs les Estats, ils les seront fournir à l'Armée du Roi au même prix qu'ils les seront distribuer à la leur.

XIV. A esté en outre arrêté que ce present Traicté ne derogera en aucune façon au dernier fait à la Haye le seizième Avril dernier, & ratifié puis après de part & d'autre avec les declarations particulieres, lequel demeurera en son plein & entier effect, pour estre executé en tous ses poincts, fors en ce qui pourroit estre contraire à celui-ci, auquel cas le present Traicté aura seulement lieu.

XV. Encor que par le Traicté fait à la Haye le seizième Avril de l'année dernière entre ledit Roi & lesdits Seigneurs Estats estoit dit que cas advenant de rupture de la part du Roi avec l'Espagne, Sa Majesté sera déchargée de deux millions de livres qu'elle leur a promis pour l'entretien d'un Regiment nouveau, & d'une compagnie de chevaux legers qu'elle leur accorde par icelui; neantmoins par ce que la première année dudit Traicté escheant le dixième Avril prochainement venant est presque achevée, Sa Majesté fera fournir effectivement auxdits Seigneurs les Estats le deuxième million dans ce present mois de Fevrier, outre le million qui leur a déjà esté payé pour l'année mil six cens trente quatre, qui eschet du mois d'Avril mil six cens trente-cinq,

ANS de J. C. 1635. cinq, afin qu'il ne se puisse trouver aucune ambiguïté sur ce sujet. Il a été présentement convenu derechef, que Sa Majesté sera déchargée à l'advenir des deux millions, & de l'entretienement dudit Regiment & Compagnie de chevaux legers.

Ce Traicté sera agréé par le Roi, & lesdits Seigneurs Estats Generaux selon la forme & coutume, & la plus valable façon qui se pourra, dans un mois ou six semaines après la signature, & delivré entre les mains de Sadite Majesté & desdits Seigneurs les Estats, pour estre accompli & executé selon la forme & teneur.

Teneur du pouvoir des Commissaires du Roy.

LOÛIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut; Nos tres-chers, grands Amis, Alliez & Confederez les Seigneurs les Estats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, ont envoyé vers Nous les Sieurs Adrian Paw, Sieur de Heemstede, Hogersmilde & Rietwyck, & de Nieuwerkercke, Conseiller, Pensionnaire de Hollande & West-Frise; & Jean Knuyt, Sieur dans le vieil & nouveau Vosmar, premier & representant la Noblesse aux Estats de la Comté de Zelande, & Conseiller de nostre tres-cher & tres-ami Cousin le Prince d'Orange, en qualité d'Ambassadeurs extraordinaires pour adviser avec nous aux moyens plus propres pour parvenir à l'establissement d'un bon & aisé repos dans la Chrestienté, à quoy voulans apporter tout ce qui peut estre attendu de nous; Nous avons resolu de deputer quelques personages pour traiter de nostre part avec lesdits Sieurs Ambassadeurs, scachans pour ce sujet ne pouvoir faire meilleur choix que des Sieurs de Bullion de nostre Conseil d'Etat, garde des Sceaux de nos ordres, & Surintendant des Finances de France; Bouthillier aussi de nostre dit Conseil, grand Thresorier de nos ordres, Secretaire d'Etat & de nos commandemens & Finances; & de Charnassé Baron dudit lieu, aussi de nostre dit Conseil d'Etat, tant pour la grande connoissance qu'ils ont des affaires publiques que pour les preuves que nous recevons aux plus importantes affaires, que nous ayons, de leur prudence, fidelité & affection à nostre service; Nous pour ces causes & autres à ce nous mouvans avons donné & donnons par ces presentes signées de nostre main plein pouvoir auxdits Sieurs de Bullion, Bouthillier, & Charnassé de conférer avec lesdits Sieurs Ambassadeurs, comme aussi de convenir, promettre, resoudre, conclure & arrester ensemblement tout ce qui sera estimé à propos & nécessaire pour le bien general de la Chrestienté, pour celui de cette Couronne, & celui desdits Seigneurs Estats, & mesme d'en signer un Traicté; Promettant en foy & parole de Roy avoir pour agreable, tenir ferme & stable tout ce que lesdits Sieurs de Bullion, Bouthillier & Charnassé promettent, accorderont & signeront, & de le ratifier en la plus autentique forme que faire se pourra: car tel est nostre plaisir. En tesmoin de quoy nous avons fait mettre nostre seal à cesdites presentes.

Donné à Paris le trentiesme de Janvier l'an de grace mil six cents trente cinq; & de nostre Regne le vingtcinquiesme.

Signé, LOUIS,

Et sur le reply

par le Roy BOUTHILLIER,

& scellé du grand seal en cire jaune.

Teneur du pouvoir des Ambassadeurs extraordinaires des Seigneurs les Estats des Provinces Unies des Pays-bas.

LES Estats Generaux des Provinces Unies du Pays-bas, A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Comme ainsi soit que nous avons jugé convenable d'envoyer des Ambassadeurs extraordinaires en nostre

Nom & de nostre part vers lettres-haut, tres-puissant & tres-excellent Prince LOÛIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre Tres-Chrestien, pour le remercier du soin & continuelle affection dont il plaist à sa Majesté nous honorer, comme aussi d'ouvrir d'avantage à icelle quelques points de tres-grande consideration & consequence, sur ce qui concerne l'avancement, la grandeur & gloire de Sa Majesté, l'affermissement de ses Estats, & le maintien & subsistance de la cause commune contre les progrès de l'ambition du Roy d'Espagne, ou telle autre affaire qui sera trouvée sortable au service de sa Majesté & de nostre Estat, & sur ce de liberer & conclure avec Sa Majesté, ou avec ceux qu'elle trouvera bon d'y commettre, tel Traicté ferme auquel sa Majesté & les Commissaires & Deputez voudront condescendre, & pareillement concerter, ajuster & traicter toutes autres affaires selon que les occasions se presenteront qui pourront servir au bien des deux Estats, pour cette fin estants pleinement informez de la suffisance, prudence, fidelité & diligence des Sieurs Adrian Paw, Sieur de Heemstede, de Rietwyck & Nieuwerkercke, Conseiller, Pensionnaire de Hollande & West-Frise; Jean de Knuyt, Chevalier, Sieur dans le vieil & nouveau Vosmar, premier & representant la Noblesse aux Estats de la Comté de Zelande, Conseiller ordinaire de son Altesse le Prince d'Orange. Nous avons fait election de leurs personnes, pour de nostre part & en nostre nom en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires traicter avec Sadite Majesté, ou avec ceux qu'il luy plaira commettre pour cette affaire en pareilles matieres, & pource que pour faciliter leurs negociations afin de les conduire au dessein & conclusion convenable, ils ont besoin d'estre pourvus de nostre plein pouvoir, puissance & autorité, commission & mandement special, Nous à ces causes desirans prevenir & lever toutes disputes qui se pourroyent mouvoir sur la suffisance de leur creance, & autorisation, leur donnons en vertu de ces presentes & à chacun d'eux en particulier, si par maladie d'aucun d'entre eux ou autrement ils estoient d'avanture empeschés, d'intervenir tous deux ensemble audit Traicté, plein pouvoir de concerter, arrester, ajuster, traicter, convenir, accorder & conclure avec Sa Majesté ou avec ceux qui seront Deputés de sa part, un Traicté ferme & solide, ou tel autre accord qu'ils adviseront par ensemble utile au service de part & d'autre, & de tout ce qui sera ainsi convenu faire ou passer tels instrumens, contrats & promesses, en telle deuié & bonne forme que besoin sera, & generalement faire en ce que dessus & en ses circonstances & dependances tout ainsi que ferions si presens en personnes y estions, jaoit que le cas requist mandement plus special qu'il n'est contenu en ces presentes; par lesquelles nous promettons sincerement & de bonne foy avoir agreable, tenir ferme & stable tout ce que par eux en cette qualité sera fait, promis, convenu & accordé en cet endroit, l'observer, accomplir & entretenir inviolablement sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit; ains le tout devoir ratifier si besoin est, & en passer lettres & instrumens en la meilleure forme que faire se pourra, au contentement de Sa Majesté.

Fait à la Haye en nostre Assemblée sous nostre grand seal, paraphe & sous la signature de nostre Greffier, le trentiesme de May mil six cents trente quatre.

Estoit paraphé S. V. HARSOLTE. Vc.

Et sur le reply estoit escrit: Par Ordonnance des hauts & puissans Seigneurs les Estats Generaux.

Signé CORN. MUSCH.

Estant scellé du grand seal desdits Seigneurs les Estats Generaux en foye rouge, pendant d'une double queue d'or & de foye rouge.

En foy de quoy nous susdits Commissaires & Ambassadeurs sous signez avons esdits noms signé ces presentes de nostre seing ordinaire, & à icelles fait apposer la cachet de nos armes.

ANS Fait à Paris, ce jourd'huy huitième Fevrier mil six
de J. C. cens trente cinq ainsi,

1634. Signé BULLION, BOUTHILLIER,
CHARNASSE, ADRIAN PAW,
JEAN DE KNUYT.

Avec les cachets des armes desdits Sieurs Commissaires
& Ambassadeurs.

Articles Secrets.

ENCOR qu'il ait esté dit par le second article du Traicté passé ce jourd'huy entre le Roy & les Seigneurs les Estats Generaux, que les peuples qui seront conuiez de se joindre à la cause commune, & chasser les Espagnols de leur villes, ayent à le faire trois mois après la requisi-
tion qui leur en sera faite, il est neantmoins accordé entre Sa Majesté & les Seigneurs les Estats, que ce terme pourra estre prolongé par advis & consentement commun de Sadite Majesté & desdits Seigneurs les Estats, autant qu'ils le jugeront necessaire pour le bien & advancement de la cause commune.

Il a esté en outre convenu entre Sadite Majesté & les Seigneurs les Estats, que si pendant la guerre qu'ils feront en la coste de Flandres ou en suite d'icelle les ennemis communs ou leurs adherans, quels qu'ils puissent estre, attaquoient par Mer les Estats de Sa Majesté en quelque lieu que ce puisse estre, qu'en ce cas lesdits Seigneurs Estats mettront une puissante Armée en Mer pour joindre aux forces navales que Sa Majesté fera aussi de son costé s'opposer conjointement aux mauvais desseins des ennemis, & faire contre eux tout ce qui sera jugé plus convenable; ce qui sera pareillement fait au cas que les Pays de Messieurs les Estats vinssent à estre attaquez par Mer, lesquels Articles auront pareille force & vigueur, que s'ils estoient inserez dans le corps du susdit Traicté.

Fait ce jourd'huy huitième Fevrier, mil six cens trente cinq.

Signé BULLION, BOUTHILLIER,
CHARNASSE, ADRIAN PAW,
JEAN DE KNUYT.

Et cacheté de leurs respectives armes.

ENCOR que par le neuvième Article du Traicté fait entre le Roy & les Seigneurs les Estats, signé ce jourd'huy, il soit dit, qu'au cas qu'après ledit Traicté de rupture signé & ratifié on vienne à faire la Paix Trefve ou Suspension d'armes, elle ne se pourra conclure ny y entendre que conjointement & d'un commun consentement du Roy & desdits Seigneurs les Estats; Neantmoins Sa Majesté & lesdits Seigneurs les Estats sont convenus, qu'en tous les autres lieux où l'on pourroit faire la guerre, sans y estre obligé par le present Traicté, le Roy & lesdits Seigneurs les Estats pourront puis après faire Trefves & Suspensions d'armes seulement, ainsi que bon leur semblera, mais non pas la Paix, qui ne pourra pas estre faite, que conjointement & d'un commun consentement.

Lequel Article sera & aura pareille force & vigueur, que s'il estoit inséré dans le corps dudit Traicté general, passé ce jourd'huy. Fait à Paris, le huitième Fevrier mil six cens trente cinq.

Estoit signé BULLION, BOUTHILLIER,
CHARNASSE, ADRIAN PAW,
JEAN DE KNUYT.

Et cacheté de leurs respectives armes.

Ratification faite par le Roy.

LEQUEL Traicté & Articles secrets cy-dessus transcripts nous ayans esté representez par nosdits Commissaires, & ayans le tout veu & examiné de mot à mot en nostre Conseil, nous avons iceluy, ensemble lesdits Articles secrets agréés, approuvez & ratifiés, agréons, approuvons & ratifions par ces presentes signées de no-

stre main, promettons en foy & parole de Roy le tout garder & observer, sans y contrevenir directement ou de J. C. indirectement ny souffrir que de nostre part il y soit contrevenu, en sorte & maniere que ce soit; car tel est 1634. nostre plaisir. En tesmoignage de quoy nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes.

Donné à Compiègne le 23. jour d'Avril, l'an de grace 1635. & de nostre regne le vingt cinquième.

* Le
nord dit
le 24.

LES Estats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas; A tous ceux qui ces Presentes verront, Salut. Les sieurs Adrian Pauw Chevalier, sieur de Hemstede, Hogerlindde, de Rietwich Conseiller, Penfionnaire de Hollande & Westfrise, & Jean de Knuit Chevalier, sieur dans le vieux & nouveau Vostmar, Premier & representant la Noblesse aux Estats de la Comté de Zelande, & Conseiller ordinaire de Monsieur le Prince d'Orange, nos Ambassadeurs extraordinaires, aians ordre & pouvoir de nous, ont conclu, arrêté & signé de notre part à Paris, ensuite & en consequence du Traicté passé le huitième jour de Fevrier dernier avec les Sieurs Commissaires du Serenissime Roi de France & de Navarre l'Article secret duquel la teneur ensuit.

Article secret accordé ensuite & en consequence du Traicté passé ce jourd'huy, survant la promesse ci-dessus écrite.

PREMIEREMENT. Il a esté accordé entre Sa Majesté & lesdits Sieurs les Estats, que si quelques Princes, ou Republicques, sous leur nom, sous celui du Roi d'Espagne, ou autrement attaquent les Vaisseaux que lesdits Sieurs les Estats tiendront en Mer devant les Villes de la côte de Flandre, qui sont entre les mains des Espagnols, entreprennent de combattre les Vaisseaux que Sa Majesté & lesdits Sieurs les Estats auront joints ensemble, ou tâchent de faire des descentes de Gens de Guerre sur les Terres de Sa Majesté & desdits Sieurs les Estats, ou de jeter du secours dans les Places assiégées par les armes des uns & des autres.

II. En sorte qu'un tel progrez fasse resoudre le Roi & les Estats à entrer en rupture avec les susdits Princes ou Republicques.

III. Qu'en ce cas ils le feront conjointement, sans pouvoir puis après faire Paix, Trêve ou Suspension d'armes, que conjointement & d'un commun consentement du Roi & desdits Sieurs les Estats.

NOUS sous-signez Ambassadeurs extraordinaires des Seigneurs les Estats Generaux des Provinces-Unies, promettons que le contenu de l'Article ci-dessus sera délivré, signé de la part de nos Superieurs, quand la ratification du Traicté fait aujourd'hui entre les Sieurs Commissaires, Députés du Roi Tres-Christien & nous, sera délivrée de la part du Roi.

Fait à Paris le 8. Fevrier 1635.

Lequel Article ci-dessus transcrit, aians veu & examiné de mot à mot en notre assemblée, nous l'avons agréé, approuvé & ratifié, agréons, approuvons & ratifions par ces Presentes, promettant les garder & observer sans y contrevenir directement ou indirectement, ni souffrir que de notre part il y soit contrevenu, en quelque sorte & maniere que ce soit, sous l'obligation & hypoteque de tous les biens & revenus desdites Provinces-Unies en general & en particulier, presens & avenir: En témoin de quoi nous avons fait mettre nostre grand Seel à cesdites Presentes, & les parapher & signer par nostre Greffier; à la Haye le 11. Avril 1635.



C C I I.

ANS
E J. C.1635.
FRANCE
ET
EDE.

Traité entre LOUIS XIII. Roi de France & CHRISTINE Reine de Suede, fait à Compiègne le 28. Avril. 1635. Freder. Leonard. Tom. V.

Estant arrivé, par le changement des temps & des affaires, certaines choses qui demandent l'éclaircissement, & l'amplification des precedens traités conclus entre les Roiaumes de France & de Suede, le sieur Axel Oxenstern Senateur, & Chancelier du Roiaume de Suede, & Lieutenant General de l'Armée en Allemagne, en vertu du pouvoir à lui donné par la Reine & Roiaume de Suede, s'étant assemblé avec le sieur Boutillier, Secrétaire d'Etat de S. M. T. C. Grand Tresorier de ses Ordres & Chancelier de Mr. le Duc d'Orléans, Frere Unique du Roi, envoié avec plein pouvoir pour la conclusion de ce Traité sont demeurés d'accord des susdits Articles, qui sont accommodés à l'état present des affaires, & selon l'intérêt des deux parties & pour être ratifiés par leurs Majestés.

Premierement. Le Roi & Roiaume de France, & la Reine & Roiaume de Suede, engagez en Guerre contre la Maison d'Autriche, s'obligent & promettent de ne souffrir & recevoir aucun Traité de Paix, avec les Princes de ladite Maison d'Autriche un ou plusieurs, & encore moins de rien conclure touchant cette affaire, que conjointement & d'un commun consentement, & de ne faire aucune suspension d'Armes ou Trêve sans l'aveu des deux parties.

II. Le Chancelier de Suede promet & s'oblige au nom de la Reine & Roiaume de Suede, de conserver le libre exercice de la Religion Catholique, dans les Eglises soumises à son pouvoir, occupés dans l'Empire depuis l'an 1618. que les troubles se sont élevés dans l'Empire, & que les Ecclesiastiques jouiront libres & sans empêchement, de leurs biens, avec cette reserve que le droit de chacune des parties demeurera sain & sauf.

III. Il est arrêté aussi entre les susdits Ambassadeurs, qu'on ne rendra à l'ennemi commun aucun lieu fortifié ou Château dans l'Empire, occupés par le Roi de France ou la Reine de Suede, sans le commun consentement de leurs dites Majestés.

IV. Sa Majesté T. C. & la Reine de Suede, sont convenus de fournir un secours de troupes à leurs alliés d'Allemagne, chacun selon qu'il s'est obligé.

En foi de quoi pour plus grande seurété nous avons signé de nostre main ces Articles, & nous y avons mis nostre cachet. Fait à Compiègne, le 28. Avril 1635.

C C I I I.

NS
J. C.
1635.
FRANCE
ET
AGNE.

Lettre de LOUIS XIII. Roi de France écrite à Monsieur le Duc de Montbazou, Pair & grand Veneur de France, Gouverneur & Lieutenant General pour le Roi de Paris & l'Isle de France; Contenant les justes causes que Sa Majesté a eues de déclarer la guerre au Roi d'Espagne; qui peut passer pour un Manifeste & une déclaration de Guerre. Ecrite à Monceaux le 9. Juin. 1635. Recueil des Traitez de Confédération & d'Alliance entre la Couronne de France & le Princes & Etats Estrangers. pag. 381.

LE Roi a fait assez connoître par toutes ses actions, depuis le commencement de son Regne jusques à maintenant, le desir passionné qu'il a eu en con-

servant le repos à ses Peuples, de maintenir aussi la Paix avec ses voisins; ayant pris sur tout un soin tres particulier, de détourner l'ancienne emulation & la

ANS
de J. C.

1635.

mauvaise volonté des Espagnols contre la France; Sa Majesté pour ceste fin s'estoit portée à renouveler l'Alliance plus étroitement que jamais entre les deux Couronnes par le double Mariage, encor qu'elle en fust dissuadée par plusieurs de ses Alliez, & de ses sujets mesmes qui avoient pris la liberté d'en parler, prevoians que ce lien sacré ne seroit pas assez fort pour retenir les Espagnols, & arrêter les desseins hereditaires du Conseil d'Espagne de troubler & mettre en confusion ce Royaume, qui leur est une barriere pour les empêcher d'opprimer leur voisins.

Depuis les mariages ils n'ont cessé d'offencer Sa Majesté, & de lui donner toute sorte de sujets de justes plaintes: ils attaquerent le Duc de Savoye peu après, sans autre raison que parce qu'il ne s'estoit pas voulu porter au dessein qu'ils avoient dès lors de faire la guerre à la France, se servant en ce temps là contre lui du pretexte de vouloir appuyer les droits de la Maison de Mantoue, à laquelle ils ont si peu d'affection que depuis ils ont conjuré la ruine.

L'on sçait le trouble qu'ils suscitèrent en suite dans la Valteline au prejudice des Grisons, anciens Alliez de cette Couronne, afin d'avoir un passage libre pour porter aisément la guerre d'Allemagne en Italie, & d'Italie en Allemagne, ce que jamais Charles V. ni Philippe II. (qui n'avoient laissé perdre aucune occasion de prendre leur avantage) n'avoient voulu entreprendre, veu l'injustice trop evidente qu'eust causé cette usurpation, comme estant une marque certaine du dessein de s'y rendre Maîtres absolus de toutes les grandes Provinces que cette Vallée conjoint, pour accomplir après le reste.

Les Espagnols en suite, ne pouvans souffrir la bonne intelligence qui a esté long-temps entre la France & l'Angleterre, ont esté les premiers auteurs par les cabales du Marquis de Mirabel leur Ambassadeur près du Roy, de la division & discorde qui a esté entre les deux Couronnes, & qui eust produit des mauvais effets, si les pernicieux desseins des Espagnols n'eussent esté confondus, comme chacun a veu.

Cependant par leurs secrètes menées dans la France, ils trouverent moyens de couler des soupçons dans les esprits de ceux de la Religion pretendue Reformée, & les ayant portés à une rebellion ouverte qui obligea le Roy à se refoudre d'en châtier les auteurs, les allant chercher dans leur fort, qui jusques là avoit esté inexpugnable: ils creurent que Sa Majesté estant occupée devant la Rochelle, ils pourroient par le siege de Casal troubler l'Italie, & jeter les fondemens affaibles de l'usurpation des Estats du Duc de Mantoue, & d'autres Princes ses voisins; ce qu'ils firent aussi pour divertir le Roy des justes resolutions, qu'il avoit prises de ramener ses sujets de la Religion au bonheur qu'ils trouvent aujourd'huy en l'obeissance qu'ils luy ont rendue.

Ces offenses sont si sensibles de la part de ceux qui se disoient Amis, que l'on n'en pourroit recevoir de plus griesves des ennemis ouverts. Neantmoins Sa Majesté ne laissa pas après avoir fait lever le premier siege de Casal de le porter à la Paix, & de delivrer les Espagnols du manifeste peril où ils se trouvoient lors de perdre l'Etat de Milan; combien que Sadite Majesté fût conviée par toutes sortes de raisons de se servir de cette occasion silegitime, pour affermir la liberté de ses Amis & Alliez, & leur ôter de si mauvais voisins, qui en cela eussent reçu une juste punition d'avoir voulu usurper & prendre le bien d'autrui.

Mais les Espagnols peu après que le Roy se fût retiré, sans avoir égard à la foy publique & aux traités signez, porterent ceux qui commandoient les armes de l'Empereur à attaquer la Ville de Mantoue, de laquelle ils se rendirent Maîtres par surprise, & remplirent de nouveau l'Italie de tant de desordres & cruautés, que le Roy fût contraint d'y faire repasser ses armes pour la

ANS troisieme fois, afin d'asseurer ses Alliez, & obliger les de J. C. Espagnols à leur donner quelque relâche.

1635. Ce qu'ils firent avec tant de regret, qu'ils ne cessèrent depuis par une vengeance tres-blâmable de fomentier dans la Maison Royale les divisions qu'ils y avoient fait naître; & pour rendre le mal plus grand par la separation, ils se servent du Duc de Lorraine ennemy juré de cet Etat (plus obligé toutesfois par toutes sortes de considerations qu'aucun autre, à reconnoître les graces que ceux de la Maison en ont reçeus) pour essayer d'allumer le feu de cette discorde domestique, & estendre cet embrasement dans le cœur & aux quatre coins du Royaume; & il n'y a personne qui ne sçache qu'encores depuis il n'a pas tenu à eux qu'ils n'ayent armé la France contre la France, ayant fait l'année dernière divers traitez à cette fin.

Sa Majesté a souffert tous ces outrages avec tant de patience, que ceux qui la consideroient l'ont souvent excitée aux ressentimens qu'elle avoit sujet d'en témoigner, & luy ont plusieurs fois remontré le dommage qu'elle recevoit, & beaucoup d'autres avec elle de voir consumer ses forces inutilement, & les tenir comme en un estat languissant sur la simple defensive, pendant que les Espagnols par leurs armes & par leurs pratiques & menées, l'apportoient & renversoient tous les fondemens de la liberté publique, allans ouvertement à leur premier dessein d'assujettir l'Empire en forme de Monarchie perpetuelle en la Maison d'Autriche, tirans à leur party quelques uns des Electeurs, & voulans perdre les autres, adjoustant que le travail que souffroient les Princes Italiens d'être obligés à d'extremes despenches, pour se garantir des desseins des Espagnols (qu'ils tiennent en continuelle jalousie, ne pouvans laisser cette Province en Paix) les reduiroient en peu de temps à une totale impuissance de résister à leurs efforts, quand principalement ils seroient appuyés de la Maison d'Autriche en Allemagne. Les plus judicieux representoient à Sa Majesté, qu'il n'y avoit rien plus dangereux que de laisser prendre aux Espagnols tous les avantages qu'ils ont accoustumé de tirer de leur dissimulation, dont ils se servoient avec tant d'artifice selon les occasions, qu'au mesme temps qu'ils veulent faire croire aux Catholiques qu'ils n'ont rien plus à cœur que de les favoriser, & qu'ils ont une hayne irreconciliable contre les Protestans, ils offrent la Paix à ceux-cy, & toutes conditions avantageuses pour tourner leurs armes contre les premiers, avec dessein de les ruiner les uns après les autres.

Plusieurs ont remis en avant l'exemple de Charles V. qui pour faciliter & affermir ses conquestes dans l'Italie avoit eu fort peu d'égard aux remontrances qu'il recevoit de Rome, pour le convier à reprimer les Protestans en leur naissance en Allemagne, avec lesquels au contraire il se maintenoit en intelligence, & s'en servoit pour mettre la guerre dans la France, & la mauvaise doctrine tout ensemble qui s'y est espandue en plusieurs lieux durant ces confusions.

Les plus sages entre les Protestans unis à cette Couronne par l'intérêt de la liberté publique, n'ont pas manqué de faire entendre à Sa Majesté l'apprehension que leur donnoit cette grande violence que le Conseil d'Espagne fait à l'Empereur, pour le contraindre d'acheter la Paix d'eux à quelque prix que ce soit; ils se souviennent que ce n'est pas la première fois que l'on a usé de cet artifice pour les endormir, & leur faire perdre la connoissance du dessein que l'on a de leur ôter par cette amorce leurs dignités, leurs biens, & tous les Privileges de l'Empire. Ils ont encor la memoire fraîche de l'Estat auquel ils furent réduits, quand ils posterent les armes aux premiers mouvemens de Boheme, par le Conseil mesme de Sa Majesté, qui lors ayant rendu à l'Empire de tels effets de sa bonne volonté, ne croyoit pas que les Espagnols le peussent détourner d'avoir une pareille affection vers elle & ses Amis.

Toutes ces raisons eussent peu toucher vivement l'esprit d'un autre Prince, qui n'eust pas de long temps été affermy comme Sa Majesté, dans une forte reso-

lution d'apporter tous ses soins pour acquérir la tranquillité publique auparavant que d'employer ses armes, de J. C. 1635. considerant que ce remede qui est quelquesfois nécessaire, doit être réservé jusques à l'extrémité, & comme sur la fin d'une maladie qui ne peut être guérie par autre moyen. Or combien que les Espagnols après avoir fait connoître par leurs preparatifs au sçu de toute l'Europe leur dessein d'attaquer la France, ayant tant la patience de sa Majesté par toutes sortes de moyens, pour éviter le blâme d'être les premiers agresseurs: Ils se sont toutesfois transportés d'une si forte passion à l'offencer qu'ils ont passé cette consideration, & n'ont point fait de difficulté de commencer la rupture sur un sujet qu'ils sçauroient devoir être fort sensible à sa Majesté, ayant fait paroître leur violence jusques à tel point qu'ils n'ont point craint de prendre l'Archevesque de Treves, personne sacrée, Prince & Electeur du Saint Empire, violans par cet attentat tout droit divin & humain: en quoi outre le mespris qu'ils ont fait de la dignité Ecclesiastique, en la personne d'un Prelat de telle autorité & veneration, ils ont fait voir encor le peu de respect qu'ils portent aux Princes Electeurs; & en cette occasion les Princes de l'Empire & tous ses Souverains ont reçu une telle offense, qu'en nos jours il ne s'en est point veu de pareille & aggravée de tant de circonstances, lesquelles feront juger à toute la Chrestienté le juste sujet que Sa Majesté a de s'en ressentir, veu l'assistance qu'elle donnoit à ce Prince, lequel elle tenoit en sa protection; jusques à la Paix n'avoit peu être portée à aucune résolution de venir à la force ouverte, bien qu'elle eust avis de ses Alliez, de ses Ambassadeurs, & de toutes sortes de personnes affectionnées au bien public & à celui de cette Couronne, que si elle ne prevenoit les Espagnols, ils la viendroient au grand prejudice des Princes Confederez & de ses propres Etats.

Durant tout ce temps sa Majesté n'a pas laissé, sur les instances que luy a faites sa Sainteté par Messieurs les Nonces, d'entendre aux propositions de Paix que son zele de Pere commun luy a fait desirer, les ayant assurées de la disposition entiere, & à un accommodement general, conjointement avec tous ses Alliez, & que ceux qui sçavent l'estat des affaires presentes ne peuvent ignorer être une condition du tout nécessaire pour établir un ferme repos en la Chrestienté, & qu'autrement ce seroit fomentier une semence perpetuelle de discorde, & au lieu d'esteindre le feu, ce seroit le cacher sous les cendres pour le rallumer de nouveau, avec d'autant plus de danger qu'il surprendroit à l'impourveu.

Sa Majesté sur cette reponse auxdits Sieurs Nonces, leur a fait connoître avec quelle affection elle vouloit correspondre au soin paternel de sa Sainteté, n'y ayant point d'expedients raisonnables qu'elle n'ait voulu embrasser, témoignant par telles avances son inclination à la Paix generale, à des gens qui ne la veulent pas, qui ne peuvent souffrir qu'on la vueille, & qui en attribuent les sincerés demonstrations à foiblesse ou à tromperie.

Cependant sa Majesté asceu par des preuves certaines les entreprises des Espagnols sur les meilleures Villes de Champagne & de Picardie, & du costé de Languedoc, où ils ont envoyé un de leurs Chefs pour reconnoître ces places, lequel a été pris à cette action; Elle a sçu depuis comme ils preparoient des Armées dans leurs forts, à la veüe de toute l'Italie, pour faire des descentes dans quelques unes de ses Provinces, & que leur Ambassadeur près de l'Empereur le pressoit incessamment de rompre avec la France.

Il n'y a personne qui ne sçache qu'il n'y a presque aucun Prince, ou Peuples alliez, ou voisins de sa Majesté qu'ils n'ayent offensés.

Pour ce qui regarde l'Empire, il seroit maintenant tranquille, si les Espagnols n'y eussent fait voir leur dessein manifeste de se rendre nécessaires à l'Empereur pour opprimer les Protestans, & de s'agrandir dans l'Empire aux despens de qui que ce fût, sans difference de Religion,

NS
J. C.
55.

ligion, voutans aussi peu restituer les Villes qu'ils ont
prises aux Liegeois & à Monsieur l'Archevesque de Co-
logne, que le bas Palatinat qu'ils ont usurpé sur le le-
gitime possesseur.

A peine sa Majesté peut-elle desfourner les artifices & pratiques continuelles des Espagnols dans la Suisse, pour mettre la discorde entre les Cantons, au repos desquels elle prend la part qu'il convient à leur ancienne Alliance avec cette Couronne, & l'affection qu'elle leur porte.

Après que les Grisons se sont long-temps adressés à sa Majesté, la suppliant de leur faire raison des infractions ouvertes du Traité de Mouzon, bien qu'ils ne l'ayent jamais approuvé, & des passages ardiraires des Espagnols par la Valteline, ils ont en fin été contraints de lui renouveler leurs plaintes, de ce qu'échans dépourvus de leurs droits de Souveraineté, ils demouroient depuis plusieurs années sans aucune satisfaction, à cause des délais que sa Majesté apportoit à faire cesser les contraventions & violences des Espagnols, laissant aussi les Grisons en un continuel peril d'être prevenus de leur Armée, ce qui fust bien-tost arrivé n'eust été la diligence que ce petit nombre de gens de guerre, que sa Majesté avoit accordée à leur priere, & pour leur conservation, a apportée pour les assister, & se saisir des places ennemies, & à se tenir mieux sur leurs gardes, qu'ils ne firent lors, que par deux fois depuis quelques années, ils ont perdu leur liberté sur les entreprises des Espagnols. Il est vray que leur précipitation à former promptement l'Armée de la Valteline leur eust été fort préjudiciable, n'ayant des forces suffisantes pour les repousser, si le Duc de Rohan, qui commandoit lors quelques troupes de sa Majesté en environs de Monbelliard, ayant secul l'offence qu'elle venoit de recevoir par la prise de Monsieur l'Electeur de Treves dans sa Ville capitale, ayant ordre de ne permettre pas que les Espagnols occupassent la Valteline, ne se fust promptement resolu d'y mener une partie desdites troupes. Ce qui s'est passé avec une entière satisfaction de tous les Cantons Catholiques & Protestans, & sans s'entendre à aucune autre action, dont les voisins ny mesme les Espagnols ayent souffert aucun dommage.

Ils se devoient au reste accuser eux-mêmes de ce qui s'est passé sur ce sujet; car ils ne peuvent dénier que lors du Traité de Cherafque les Ambassadeurs du Roy ne leur aient proposé de terminer tous les différens que l'infraction & l'inexécution du Traité de Mouzon auroient causés, à quoy ils ne voulurent jamais entendre. Ce qui porta les Ambassadeurs de sa Majesté (après leur avoir représenté plusieurs fois que c'étoit laisser une semence de nouvelles divisions) à faire une protestation, que les maux qui en naissoient à l'advenir ne pourroient être imputés à d'autres qu'à eux; & de cela peuvent rendre fidele témoignage Messieurs les Nonces de sa Sainteté, qui furent présens audit Traité de Cherafque.

Le Roy eust souhaité que les choses fussent demeurées dans les termes d'une juste & legitime défense de ses Alliez, & d'une nécessaire pretention de leur part pour empêcher qu'ils ne fussent de plus en plus opprimés: Sa Majesté eust bien voulu ne se trouver point obligée à prendre par la voye des armes la réparation de tant d'offences qu'elle a receu, & particulièrement du tort qu'on luy a fait en la prise & détention de l'Electeur de Treves; & à cette fin aupaaravant que de venir à une déclaration ouverte, elle envoya ordre à son Resident à Bruxelles, pour demander de sa part au Cardinal Infant la liberté dudit Seigneur Electeur, à quoy elle avoit droit comme étant en la protection, luy faisant représenter qu'il ne pouvoit legitimelement le retenir, étant Souverain, qui vivoit chez luy en Paix & repos, n'ayant & ne faisant la guerre contre aucun Prince, & qu'il n'avoit pas occasion de trouver à redire qu'il se fust mis en la protection du Roy, en un temps auquel l'Empereur n'étoit pas en état de le pouvoir protéger & garantir, comme il estoit nécessaire, du mal qui le menaçoit.

La réponse que fit ledit Cardinal Infant au Resident, ayant fait connoître à sa Majesté que cette injure ne luy estoit faite qu'avec dessein de la continuer, elle a creu qu'elle mesme contribueroit à l'augmenter, si elle n'en prenoit la raison, comme y étant obligée par toutes les considerations des choses qui ne sont pas seulement sensibles aux grands Roys, mais qui sont aussi les plus recommandées par le droit des gens, & par le commun consentement de tous les peuples.

Sa Majesté doncques n'a peu dissimuler cette injure sans laisser la cause de l'Eglise, offensée en la personne de ce Prelat, sans abandonner ses Alliez, laissant aux Espagnols la porte ouverte pour exercer sur eux toute sorte de violence, & sans exposer à un peril evident la liberté publique.

Ce procédé si estrange ayant bien fait connoître le dessein formé des Espagnols de venir à une rupture, ils en ont encor donné d'autres preuves bien certaines: les Ministres d'Espagne ne peuvent dénier en leur conscience la resolution prise d'attaquer la France de toutes parts; au vingtième de ce present mois de May; l'on le sçait par des voyes si assurées qu'il n'y a pas eu lieu d'en douter, puis que l'Armée qui paroît aujourd'huy aux costes de Provence le fait voir avec trop de certitude. Cette connoissance jointe aux actes insidieux d'hostilité (precedée de tant d'autres qui s'royent trop longs à deduire) a fait prendre resolution au Roy de ne plus différer à faire entrer ses armes dans le Luxembourg, pour avoir réparation de tous les torts qu'il a receu par tant de diverses entreprises.

Sa Majesté a bien voulu faire sçavoir à tout le monde les causes qui l'ont enfin portée à la resolution qu'elle a prise de se défendre & repousser par les armes tant d'injures qu'elle & ses Alliez reçoivent continuellement des Espagnols, bien fâchée toutesfois de ne les avoir peu reduire à la raison, s'estant Sadite Majesté tenuë long-temps pour cet effet dans les bornes d'une juste défense, assistant seulement ses Alliez contre leur manifeste oppression; en quoy ils n'ont eu aucun sujet de se plaindre, si non de ce que sa Majesté n'a pas voulu leur laisser en proye les Estats d'aucuns de ses Alliez, pour leur donner lieu de se fortifier & accroître, afin de venir après fondre sur les siens.

Sur ce sujet le Roy s'assure que tous les Princes de l'Europe, & toutes les personnes de saine jugement qui entendront les plaintes des Espagnols contre sa Majesté sur le fait des choses passées en Allemagne, reconnoîtront d'autant plus clairement son equitable procédé, que chacun sçait les causes pour lesquelles le Roi de Suède estoit entré en armes dans l'Allemagne, & que le Roi n'y avoit jamais eu aucune part. Mais que depuis il a esté contraint de s'opposer aux injustices des Espagnols, qui vouloient rendre l'Empire hereditaire à la Maison d'Autriche, ont fait reconnoître tellement à descover la pretention imaginaire de leur Monarchie sur la Chrestienté, & leur entreprise sur tous les Princes où ils en trouvent occasion, que l'on voit evidemment que le pretexte de la Religion dont ils ont voulu se servir jusques ici, ne leur sert plus que d'un manteau pour couvrir leurs desseins desreglés.

L'on ne met point ici en ligne de compte les malheureux libelles composés & publiez en plusieurs endroits de leurs dependances, lesquels contiennent des calomnies & propositions abominables contre l'honneur & la vie des personnes que les loix divines déclarent sacrées: Ce sont des propositions si desestables qu'elles ne peuvent estre attribuées qu'à des esprits frenétiques, pleins de rage & de fureur, de voir leur mauvais dessein confondu, & la benediction que Dieu donne à ceux du Roi pleins d'équité & de justice.

Sa Majesté nonobstant toutes les choses susdites voyant faire connoître à tout le monde ses justes & droites intentions, & le continuel desir qu'elle a pour le repos de la Chrestienté quelques avantages qu'il ait plu à la divine bonté lui donner au commencement de ses armes, par la victoire signalée qu'elle a remportée depuis peu de jours sur ses ennemis, proteste à la face de

ANS
de J. C.
1635.

ANS de J. C. 1635. la Chrestienté, & declare, prennant Dieu pour tefmoin de son cœur & de la sincerité de ses intentions, qu'il ne tiendra point à elle que l'Eglise ne soit promptement delivree des miseres & calamitez que luy causeront ceux qui ont commenté & continué les troubles en Italie, qui ont allumé la guerre entre les Catholiques, & qui voulans tourner à blafme l'affiftance juſte & raifonnable que S. M. a donnée à ſes Alliez Proteſtans comme aux autres, n'ont ceſſé de les rechercher de Paix, & toutesfois avec telles circonſtances que l'on peut juger aiſément que ce n'eſtoit avec deſſein de l'oſſerver, ne le faiſant que pour pouvoir continuer avec plus d'avantage à moleſter ceux qui eſtans joints avec eux en la Religion Catholique, ne le font pas en la volonté qu'ils ont de les joindre à leur Monarchie, & les accouttumer à ſouffrir toutes leurs violences.

Cependant S. M. eſpere que Dieu ſcrutateur des cœurs, & qui tient ceux des Roys en ſa main, protegera ſa bonne cauſe; & continuera à benir par ſa bonté ſes juſtes deſſeins, qui ne tendent qu'à obtenir en cete guerre une honorable, ſeure & durable Paix, qui ſoit generale, dans laquelle la Pieté & la Juſtice puiſſent reprendre leur vigueur, qui ne peut eſtre que beaucoup affoiblie par la deſunion & mauvaiſe intelligence de ceux qui en doivent eſtre les Proteſtateurs.

Ce que Sa Majesté ſouhaite de toute ſon affection pour l'avancement de la gloire de Dieu, & pour avoir plus de moyen de ſoulager ſes pauvres ſujets des charges qu'il a fallu impoſer ſur eux pour leur conſervation, laquelle luy eſt auſſi chere que ſa propre vie, qu'elle a ſouvent expoſée & expoſera toujours tres-volontiers en toutes occasions où il ſ'agira de l'honneur de ſa divine Majesté, du repos de cet Eſtat, & de la conſervation de ſes bons voiſins & Alliez.

Eſcrite à Monceaux, le neuſième jour de Juin mil ſix cens trente cinq.

CCIV.

ANS de J. C. 1635. *Traité de Confédération entre LOUIS XIII. Roi de France & VICTOR AMEDEE, Duc de Savoie, pour la conquête du Duché de Milan, à Rivolles le 11. Juillet 1635. Freder. Leonard. Tom. IV. pag. 84.*

ESTANT manifesté à tout le monde que dès longtemps, & ſpeciallement depuis ces dernieres années les Eſpagnols n'ont ceſſé d'entreprendre ſur la commune liberté de l'Italie, ſe ſervans de la commodité des Etats qu'ils y tiennent, pour moleſter les Princes qui en ſont voiſins, & les troubler en leurs poſſeſſions legitimes, ſa Majesté ſe trouvant obligée de ſ'oppoſer à ce mal pour l'intereſt qu'elle prend au bien public, & notamment à celui de ſes Alliez, a eſſaié d'y apporter les plus doux & agreables remedes qu'il lui a eſté poſſible, preferant pluſieurs fois la paix, quoique mal obſervée par les Eſpagnols aux occasions favorables qui ſe ſont preſentées de porter plus avant les heureux progres que ſes armes ont fait, & aiant reconnu qu'il n'y a plus d'autre moien pour faire jouir l'Italie d'un ferme repos, & rétablir une ſure & durable paix, qu'en faiſant une Ligue pour conquerir l'Eſtat de Milan, & eſſaié de l'oſter des mains de ceux qui en abuſent pour opprimer leurs voiſins, Sa Majesté veut de bon cœur contribuer ſes forces pour un ſi juſte deſſein, & trouve bon d'arreſter & conclure ce preſent Traité de Ligue avec les Princes qui y ont intereſt, & notamment Monſieur le Duc de Savoie en conſequence des Traitez precedens, & ce ſous les conditions ſuivantes.

I. qu'il y aura Ligue offenſive & deſenſive entre le Roi, le Duc de Savoie & les Princes ci-aprés nommez, les autres d'Italie qui voudront y entrer, en execution de laquelle ils s'obligent de faire guerre ouverte contre le Roi d'Eſpagne, & attaquer l'Eſtat de Milan par les voies & au tems qu'il ſera concerté entre les Princes Confederez.

II. Pour le ſuſdit eſſet, le Roi, contribuera douze mil hommes de pied & quinze cens chevaux entretenus à ſes depens, outre & par deſſus ſix mil hommes de pied & cinq cens chevaux que ſa Majesté entretient dans la Valtelline; promet ſa Majesté que Monſieur le Duc de Mantoué entrera en cete Ligue, & y contribuera trois mil hommes de pied & trois cens chevaux; comme auſſi Monſieur le Duc de Parme, lequel y contribuera quatre mil hommes de pied & cinq cens chevaux, le tout entretenus à leurs depens.

III. Monſieur le Duc de Savoie fournira à ſes depens ſix mil hommes de pied & douze cens chevaux, & promet que Monſieur le Duc de Modene entrera en cete Ligue, & y contribuera trois mil hommes de pied & trois cens chevaux entretenus à ſes depens.

IV. Le tout juſques à la guerre finie, ſans qu'aucun cependant puiſſe rien retrancher du ſuſdit nombre: & au cas que les Allemans viſſent à deſcendre en Italie, avec telles forces que jointes à celles que les Eſpagnols auroient dans l'Eſtat de Milan, elles puiſſent empêcher d'entreprendre aucune choſe, les Confederez ſeront obligez d'augmenter les troupes d'un quart & plus ſ'il eſt jugé neceſſaire, à la proportion ſuſdite.

V. Leſdites troupes de ſa Majesté & de ſon Alteſſe, ſeront preſtes à marcher le vingtième du preſent mois.

VI. Pour le canon en égard à la difficulté qu'il y auroit de le faire paſſer les Monts, les Confederez d'Italie en fourniront les corps & les voitures dans leurs Etats, & ſa Majesté comme les autres Confederez paiera ſa part deſdites voitures & les munitions qui ſeront conſommées. A cet eſſet il ſera fait un fonds pour mettre en eſtat & entretenir l'artillerie, & auſſi pour les munitions, auquel les Confederez contribueront au prorata de leurs troupes, les pieces d'artillerie que les Confederez fourniront ſeront eſtimées, & ſelon l'eſtimation il leur ſera fait raiſon de celles qui viendront à eſtre perdues ou gaſtées.

VII. Sa Majesté entrant en cete guerre en ſon propre nom avec ſes Alliez, en aura la principale direction.

VIII. Quand les troupes de la Ligue ſeront enſemble ou la plus grande partie, Monſieur le Duc de Savoie commandera y eſtant en perſonne, en l'abſence de ſa Majesté & ſous ſon autorité, en vertu du pouvoir qui lui ſera donné par le Roi, & y ſera aſſiſté d'un Chef François nommé par ſa Majesté, lequel aura un ſpecial commandement ſur les troupes Françoiſes fournies par elle, avec lequel Chef ſon Alteſſe prendra conſeil pour la conduite des armes & des affaires. En l'abſence dudit Sieur Duc de Savoie, le Chef François nommé par ſa Majesté, aura le commandement ſpecial ſur les troupes & ſur toute l'armée où il ſera: & en ce cas le Lieutenant dud. Sieur Duc aura commandement ſpecial ſur les troupes de ſon Alteſſe, recevant les ordres du Chef François, lequel prendra l'avis dudit Lieutenant pour la conduite des armes.

IX. Lorſque les troupes de la Ligue auront conquis quelque place, en attendant que le partage puiſſe eſtre fait de bonne foi entre les Confederez après la conquête finie, l'on mettra garniſon dans leſdites places conquiſes, diſtribuant leſdites places à proportion des troupes fournies par leſdits Confederez.

X. Leſdits Princes Confederez donneront libre paſſage ſur leurs Etats, & aideront de vivres & munitions neceſſaires aux troupes de la Ligue, ſans que pour cela chacun d'eux ſoit obligé d'entretenir plus que le nombre de gens de guerre auquel il ſera tenu, le taux deſquels vivres ſera fait en toutes les armées lorſqu'elles ſortiront en campagne, par les Commiſſaires reſpectivement deputez.

XI. Les conquêtes faites par les armes de la Ligue, ſeront partagées entre le Roi & les Confederez, au prorata des troupes qu'ils auront en dans ladite Ligue.

XII. Aucun des Confederez du jour que ce Traité aura eſté ſigné, & que les troupes de S. M. avec celles des Confederez auront commencé quelque acte d'hoſtilité, ne pourra entendre à aucun Traité de Paix ou de Tre-

ANS de J. C. 1635.

ANS Treve avec lesdits Espagnols & leurs adherans, que de J. C. conjointement & du commun consentement des Confederez.

1635. XIII. Les Confederez s'obligent à ne point attaquer durant le tems de cete Ligue aucun des Princes ou États d'Italie, s'ils ne sont adherans, directement ou indirectement des Espagnols, leur prestant secours d'hommes, d'argent ou de munitions de guerre, laquelle attaque ne pourra estre faite que du commun consentement des Confederez.

XIV. Le Roi & Monsieur le Duc de Savoie ne seront obligez de ne rien entreprendre en vertu du present Traité, que les susdits Confederez n'aient augmenté les troupes de sa Majesté & de son Altesse, de six mil hommes de pied & six cens chevaux.

XV. Cete presente Ligue durera trois ans du jour qu'elle sera signée, & pourra estre continuée par le consentement des Confederez; que si avant la declaration de la guerre ou deux mois après icelle declarée; quelques autres Etats ou Princes vouloient entrer en la presente Ligue, ils y seront receus aux memes conditions portées ci-dessus, tant pour la proportion des contributions que des conquestes.

XVI. Si quelques uns des Confederez venoient à perdre aucunes de leurs places par les armes des Espagnols ou de leurs adherans pendant le tems que durera cete Ligue, les Confederez seront tenus de continuer cete guerre jusques au recouvrement desd. places, ou jusques à ce qu'ils aient obtenu une juste satisfaction pour ceux qui auront fait cete perte: & si après la Ligue finie quelques uns des Confederez estoient attaquez par lesdits Espagnols à l'occasion du present Traité, les autres Confederez seront obligez de les secourir, fournissant la moitié des troupes qu'ils contribueroient en cete presente Ligue au plutost qu'il leur sera possible, & deux mois au plus tard après la demande qui en sera faite.

XVII. Encore qu'il soit porté par ce Traité quel nombre de gens de guerre chacun des Confederez doit par obligation contribuer aux armes de la Ligue, il a esté néanmoins convenu que ceux d'entre eux qui pour faciliter & avancer la conqueste voudront en fournir d'avantage (ce qui sera verifié par les Commissaires de chacun des Confederez, qui de deux mois en deux mois feront les reveués) la part des conquestes de ceux qui augmenteront, augmentera aussi à proportion de ce qu'ils auront de plus fourni de gens de guerre, & du tems qu'ils auront servi.

XVIII. Pour maintenir entre les Princes Confederez une bonne correspondance, ils deputeront les uns vers les autres des Residens pour conférer de ce qui sera nécessaire, & qui regardera les interets communs de la presente Ligue.

A l'observation de tout ce que dessus, Monsieur le Duc de Savoie s'oblige, & Messieurs de Bellievre, Conseiller du Roi en ses Conseils, President en sa Cour de Parlement; & le Comte du Plessis Praslin, Marechal de ses Camps & Armées, Ambassadeur extraordinaire & ordinaire, en vertu de leur pouvoir, dont copie sera ci-après inserée au nom de S. M. dans laquelle ils promettent dans un mois fournir la Ratification pure & simple en bonne & due forme. Fait, signé & scellé à Rivolles en presence de Madame la Duchesse de Savoie, ce II. jour du Mois de Juillet 1635. Signé, V. AMÉDÉE. BELLIEVRE. PLESSIS PRASLIN. Et Cacheté du Cachet des Armes dudit Sieur Duc & desdits Sieurs Ambassadeurs.

Copie de Pouvoir.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme le repos de l'Italie doit faire une partie de la paix de la Chrestienté, que nous desirons voir solidement établie, après tant de mouvemens qui l'agitent encore maintenant, Nous avons jugé convenable au soin que nous prenons de la promouvoir par

Tom. III.

les voies les plus certaines & plus sûres, & à l'affection que nous avons pour les Princes de cete Province, d'envoyer vers eux un Ambassadeur extraordinaire, pour leur témoigner les bonnes intentions que nous avons de contribuer pour les mettre en estat de jouir d'une tranquillité assurée, & telle qu'elle ne puisse estre troublée à l'avenir. A quoi Nous nous promettons qu'il correspondront d'autant plus volontiers que nos actions passées les doivent avoir éclaircis, que dans la part que nous pourrions prendre en leurs affaires, Nous ne considerons que leur propre bien & avantage. A cete fin Nous avons choisi nostre amé & feal Conseiller en nostre Conseil d'Etat, & President en nostre Cour de Parlement, le Sieur de Bellievre, comme aiant toutes les bonnes & recommandables qualitez requises pour s'acquitter dignement de cete Ambassade, avec la prudence, affection & fidelité qui conviennent à l'importance d'icelle, & par ces presentes signées de nostre main, Nous l'avons commis & ordonné, commettons & ordonnons avec plein & entier pouvoir, pour en nostre nom proposer, négocier, conclure & signer tous Traitez en la forme & aux conditions dont il conviendra avec chacun desdits Princes, & ce conjointement avec nos Ambassadeurs ordinaires, es lieux où nous en avons prés desdits Princes; promettant en foi & parole de Roi agréer, approuver & ratifier tout ce que par ledit Sieur de Bellievre aura esté négocié, conclu & signé en nostre nom avec lesdits Princes, & d'en faire expedier & delivrer nos Lettres de Ratification dans le tems qu'il aura promis de les fournir. En témoin de quoi Nous avons fait mettre nostre Scel à cesdites presentes: Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le 26. jour de Fevrier, l'an de grace 1635. & de nostre Regne le vingt-cinquième. Signé LOUIS. Scellé en cire jaune. Et contresigné sur le repli: Par le Roi, BOUTHILLIER.

C C V.

Traité entre LOUIS XIII. Roi de France & la Ville Impériale de COLMAR, de J. C. qu'il prend en sa protection, fait à Ruel le premier Aoust 1635. Recueil des Traitez de Confédération & d'Alliance entre la Couronne de France & les Princes & Etats Etrangers. pag. 334. Freder. Leonard. Tom. III. pag. 43.

ARTICLES convenus & accordez entre Monsieur Bouthillier, Conseiller du Roi en ses Conseils, Secrétaire d'Etat des Commandemens & Finances de Sa Majesté, Grand Tresorier de ses Ordres, & Chancelier de Monsieur le Duc d'Orleans Frere unique du Roi, Commissaire député par Sa Majesté en cete partie.

Et le Sieur Jean Henri Mogg, Syndic & Deputé de la Ville Imperiale de Colmar vers Sa Majesté, & chargé d'un special pouvoir par le Magistrat & Conseil de ladite Ville.

Sur ce que ledit Sieur Mogg a supplié Sa Majesté au nom de ladite Ville de Colmar, de lui accorder les articles suivans, aiant montré le pouvoir qu'il a des accepter, & d'obliger ladite Ville respectivement vers Sadite Majesté aux choses contenues en ce present écrit, Sa Majesté a député ledit Sieur Bouthillier, avec plein pouvoir pour traiter & convenir en son nom avec ledit Sieur Mogg, sur ce qui regarde cete affaire, lesquels sont demeurez d'accord des articles suivans.

I. La Ville de Colmar declare d'estre resoluë de perseverer dans l'Alliance faite à Heilbron le 19 Avril 1633. & depuis ratifiée à Francfort le cinquième Septembre de la mesme année, entre la Couronne de France & celle de Suede, & les Princes, Villes & Communautés des quatre Cercles de la Haute Allemagne, & de ne point se departir de ladite Alliance & Confédération, nonobstant tous autres Traitez de Paix qui pourroient

A aa

c. tre

ANS
de J. C.
1635.

FRANCE
ET
COLMAR.

ANS être faits ci après par aucuns Princes, Villes & Com-
de J. C. munes en particulier, ladite Ville de Colmar promet-
tant de ne point consentir volontairement à aucun sem-
blable Traité, & de n'en point accepter d'autres que
lors que la Paix sera faite, par un commun consente-
ment desdites Couronnes & desd. Confederez.

II. Pareillement Sadite Majesté declare & promet que
dans le Traité de la Paix generale, la Ville Imperiale de
Colmar y sera comprise, & que cependant elle la reçoit
en sa protection, avec tous les Bourgeois & Habitans,
son Territoire, dépendances & appartenances, pour y
estre & demeurer jusqu'à la pacification de la Guerre
presente en Allemagne, laquelle arrivant ladite Ville
sera remise en l'estat auquel elle estoit auparavant le
commencement des troubles d'Allemagne & de Bohé-
mie en l'an 1618.

III. Ladite Ville sera conservée en tous ses privile-
ges, franchises, immunités, droits & coutumes des-
quelles elle a joui jusqu'à maintenant, sans diminution
quelconque.

IV. Les affaires d'Etat & de Justice de ladite Ville,
seront gouvernées comme par ci-devant par la mesme
forme de gouvernement, sans que Sa Majesté change
chose quelconque en l'Election & Jurisdiction des Ma-
gistrats, ni au nombre & qualité des personnes.

V. Pour ce qui regarde le fait de la Religion Cato-
lique, il est convenu qu'elle y aura l'exercice libre & sans
aucun trouble, sans que l'on apporte aucun trouble aux
personnes & biens Ecclesiastiques; les Ordres des Re-
ligieux qui sont en ladite Ville y seront maintenus pa-
reillement en tout ce qui leur appartient, sans que le
Roi prescrive ceux de la Ville d'en recevoir de nouveaux;
& pour ce qui regarde les Protestans, Sa Majesté n'en-
tend pas qu'il soit apporté aucun changement en ce qui
est de l'exercice de leur Religion, mais veut que le Traité
suisant fait à Heilbron ratifié à Francfort, avec la De-
claration sur l'article 6. ait lieu & demeure en son en-
tier, sans y apporter aucune innovation.

VI. La Garnison que le Roi mettra dans la Ville,
sera maintenue au dépens de Sa Majesté gratuitement,
& sera pour l'ordinaire de six cens hommes & de cin-
quante Carabins au plus, estant loisible à Sa Majesté
d'y en mettre moins si elle le juge à propos, & lors que
les occasions en demanderont plus grand nombre, Sa
Majesté y en mettra autant qu'il sera besoin pour la de-
fense & conservation de ladite Ville.

Et en cas que Sadite Majesté estime nécessaire d'y
faire des Fortifications, les Habitans ne seront obligés
d'en faire les frais, & ne laisseront portant d'y assister
autant qu'il leur sera possible.

VII. Le Gouverneur que le Roi mettra dans la Vil-
le, sera obligé de tenir bon ordre & discipline entre les
Soldats de la Garnison, à ce qu'ils ne fassent aucun tort
aux Habitans de la Ville & Plat Pais; & cas avenant
qu'il y ait Plainte d'un Bourgeois contre le Soldat, il
sera bonne & briefve justice. Comme au reciproque
si le Soldat a sujet de se plaindre du Bourgeois, le Ma-
gistrat ordinaire de la Ville sera tenu de faire aussi bon-
ne raison aux Soldats.

VIII. Le logement des Soldats & distribution des
Quartiers de la Ville, sera donné par ceux que le Ma-
gistrat de la Ville deputera s'en qu'autre sans devoir
méler.

IX. Ladite Ville aiant tant du tems de la Garnison
Imperiale que Suedoise, toujours entretenu à chaque
Porte quelques Bourgeois pour servir & aider tant à la
garde d'icelle que pour veiller sur icelle, l'entrée & sor-
tie des Denrées & du Peage & Tribut qui leur appar-
tient, sera maintenu en telle coutume.

X. Lors que le Gouverneur est entré en ladite Vil-
le, aiant fait inventaire des Canons, Armes & Munitions
qui se sont trouvées dans icelle, elles seront après
ladite pacification remises & restituées en ladite Ville en
pareille qualité & quantité, si ce n'est qu'elles eussent esté
employées pour le service de ladite Ville: & en cas que
le Gouverneur ait besoin d'aucunes munitions pour le
service particulier des Troupes du Roi, il ne pourra en

prendre qu'en payant, si ce n'est d'autre part qu'il ANS
soit nécessaire de les employer pour la defense de ladite de J. C.
Ville. 1635.

XI. Et combien que par ci-devant, tant du tems de
la Garnison Imperiale que Suedoise, les Clefs des Por-
tes & entrées de la Ville aient toujours esté portées au
logis du premier Magistrat d'icelle, si est ce que il a esté
accordé que de chaque Porte la moitié des Clefs soit ren-
due au logis du Gouverneur, & l'autre en celui du pre-
mier Magistrat, afin que du commun consentement de
tous deux, les Portes s'ouvrent & ferment.

XII. Finalement comme le Roi par sa protection ne
veut point diminuer, ains plutôt conserver les droits &
privileges de ladite Ville, aussi S. M. se contente qu'elle
demeure & persiste, comme est dit ci-dessus, dans
l'Alliance faite à Heilbron, & dans la bonne corres-
pondance des autres Alliez. Fait à Ruel ce premier jour
d'Aoust 1635. Signé, BOUTHILLIER. J. H. MOGG.

CCVI.

Traité entre le Roi LOUIS XIII. Empe- ANS.
reur de France & de Navarre & MOLEI de J. C.
ELGUALID, Empereur de Maroc, Roi 1635.
de Fez, de Suz, & de Salé, &c. Fait en
la Ville de Salé, le 7. Sept. 1635: Freder.
Leonard Tom. III. FRANC ET MAROC.

I. QU'E leurs Majestés desirans relire leur amitié &
bonne correspondance, avec sincere & reci-
proque affection, ayant esté interrompue par
la faute de certains mal-intentionnez, dont la punition
sera faite. Promettent que le Traité de la Paix cy-
devant faite entre leurdites Majestés, au mois de Sep-
tembre 1631. est & demeurera valablement confirmée
en tous ses points & Articles, sans qu'à l'advenir il y
puisse estre contrevenu en quelque sorte & maniere que
ce soit.

II. Et s'il arrivoit par l'entre prise d'aucuns des Su-
jets de leurs Majestés, de contrevenir audit Traité de Paix,
que sur la plainte qui leur en sera faite les coupables se-
ront chastiez comme criminels, rebelles & perturba-
teurs du repos public, & seront tenus du dommage des
parties.

III. Que tous les François detenus esclaves, pris &
retenus depuis le Traité de Paix, seront presentement
rendus au lieu du Chalar, pour sadite Majesté tres-
Chrétienne: & de mesme les Sujets du Roy de Maroc,
qui luy sont envoyez par S. M. Tres-Christienne.

IV. Que les Gouverneurs & habitans des villes &
forteresses de Salé, & autres sujets du Roi de Maroc,
rendront tous les François pris & retenus depuis la Paix,
sans paier aucun rachap. Ce que ledit Roi de Maroc
leur commandera tres-expressement par de tres-Ro-
yales Lettres, & en cas de refus, S. M. T. C. se ser-
vira de ses moyens, sans que la Paix d'entre leurs Ma-
jestés se puisse rompre.

V. Que les Raiz & Capitaines des vaisseaux des su-
jets du Roi de Maroc qui trafiqueront en France, por-
teront passeport de S. M. ou des Gouverneurs des vil-
les & Ports où ils seront équippez: & de mesme tous
les Capitaines, ou Maîtres de Navires qui arboreront
la Banniere Française, seront obligés de porter un con-
gé de S. M. T. C. ou de son Eminence le Seigneur
Cardinal Duc de Richelieu, Pair, Grand Maître,
Chef & Surintendant General de la Navigation & com-
merce de France.

VI. Ne sera, ni pourra estre rien attenté sur les per-
sonne & biens des Consuls de la nation Française, qui
seront pourvus desdits Offices par S. M. T. C. & éta-
blis en chacune des villes & Ports des Roiaumes & Em-
pire de Maroc, ains en jouiront avec les privileges,
franchises, préeminences, droits & libertez, apparte-
nans & attribuez audit Consuls, lesquels seront assi-
stés pour l'exercice de leur Religion les François & au-
tres

ANS ttes Chrétiens, des gens d'Eglise François, qui seront
de J. C. envoyés pour demeurer avec lesdits Consuls en tous lieux
1635. d'Afrique.

Et seront lesdits Articles de Paix du mois de Septembre, 1631. publiez par toutes les villes, ports & rades des Roiaumes de leurs Majestez.

Lesquels dits presens Articles seront signez au nom de S. M. T. C. par le sieur du Chalar d Confeiller en son Conseil d'Etat, & Gouverneur de la Tour de Cordouan, en vertu du pouvoir & commission qu'il en a du 24. jour du mois d'Octobre 1634. signé Louïs, & plus bas, Par le Roi, Bouthillier: scellée du grand Sceau de cire jaune, sur double queue pendante. Fait à Saffi, le 18. jour du mois de Juillet. 1635.

Je certifie que les Articles de la Paix, dont copie est cy-dessus transcritte, sont conformes & de même teneur que ceux que le Roi de Maroc a signez, écrits en langue Arabe, baillez à Monsieur du Chalar, qui a signé ceux écrits en François, au nom du Roi Tres-Chrétien; envoyez au Roy de Maroc. Fait à Saffi le dix-neuf Juillet 1635. Signé M O R A T.

*Acceptation faite par les Gouverneurs
Habitans de Salé, des Ar-
ticles de la Paix.*

Messire Priam Pierre du Chalar d, Confeiller du Roy Tres-Chrétien, Gouverneur de la Tour de Cordouan, Chef d'Escadre des Vaisseaux de Sadite Majesté en la côte d'Afrique, & son Ambassadeur au Roi de Maroc, sous la charge & autorité de Monsieur l'Eminentissime Cardinal Duc de Richelieu & de Fronzac, Pair, Grand Maître, Chef & Surintendant general de la Navigation & Commerce de France, d'une part: Et les illustres Seigneurs Elhaech Abdala, Benaly Elcazery, & Mehamed Benamer, Gouverneurs de la Ville & Château de Salé, & sa juridiction, d'autre part.

Lesdits Seigneurs Gouverneurs certifient avoir reçu dudit Seigneur du Chalar d, d'une Lettre roiale de Moley Elgualid, Empereur de Maroc leur Seigneur, signée de sa propre main, par laquelle sadite Majesté les avise avoir fait & accordé la Paix avec le Tres-Chrétien Louis XIII. Roi de France & de Navarre; & des Articles d'icelle leur a été délivré un translat, écrit en lettre & langue Arabe, & au pied d'icelui signé par ledit sieur du Chalar d, laquelle dite Lettre roiale dudit Empereur de Maroc leur Seigneur, lesdits sieurs Gouverneurs ont baïssée & mis sur leurs têtes, comme la Lettre de leur Roi & Seigneur naturel: & en leur compliment, disent qu'ils obéissent à ce que leur commandement de Sa Majesté; & qu'ils font & feront compris ausdites Paix faites & accordées entre les Majestez desdits hauts & puissans Rois, & que par eux ne sera contrevenu à icelles, ains seront conservées & gardées comme il est contenu dans lesdits Articles. Comme même seront aux Articles de Trêves de l'an passé de 1630. qui furent accordés entre les sieurs Commandeur de Razilly, & le susdit sieur du Chalar d, & le Gouvernement de la Ville & Château de Salé, lesquelles ont été confirmées par Sa Majesté le susdit Tres-Chrétien Roi de France, duquel il y a un original attaché au dessous du Contre-sceau des Lettres Patentes Royales de Sa Majesté Tres-Chrétienne, datées du jour du mois de Mai de l'an 1631. lesquelles demeurent & demeureront en leur force & vigueur, & ledit sieur du Chalar d, au nom du Tres-Chrétien Roi de France, & en vertu de la particulière Commission que Sa Majesté a signée de sa main Roiale, & scellée avec ses Sceaux royaux, faite à S. Germain en Laie le 24 d'Octobre de l'an 1634. Promet que lesd. sieurs Gouverneurs, & de plus Citoyens & habitans desdites Ville de Salé, & leur juridiction, leur sera gardée la Paix faite & accordée entre leurs Majestez desdits tres-puissans Rois, sans faillir en chose quelconque de tout ce que leursdites Majestez ont articulé: & que les Articles de Trêves cy-devant referées faits avec lesdits sieurs Commandant de Razilly & du Chalar d,

avec le Gouvernement de ladite Ville de Salé, sont & demeureront en leur force & vigueur, comme elles ont été confirmées par Sa Majesté le Tres-Chrétien Roi de France, & signées de sa main roiale.

Et que si lesdits sieurs Gouverneurs desiroient envoyer en France quelque personne, pour demander à sa Majesté Tres-Chrétienne la liberté des Arraiz, & de leurs gens qui sont détenus dans les Galeres de Sa Majesté, ledit sieur du Chalar d donne sa parole qu'il luy fera fait bon passage, & le favorisera de ses bons offices, pour satisfaire aux prières & recommandations desdits sieurs Gouverneurs. Et pour foi & asurance de tout cy-dessus dit, lesdits sieur du Chalar d & sieurs Gouverneurs, signeront la presente de leurs mains, de laquelle a esté fait deux originaux, un desquels a esté mis en main dudit sieur du Chalar d, & l'autre est demeurée es mains desdits sieurs Gouverneurs. FAIT & octroïé en la Ville de Salé & de sa Rade, le premier jour de Septembre 1635. Signé du Chalar d, Elhaech Abdala, Benaly Elcazery, & Mehamed Benamer. Et plus bas, Benfayd.

En conséquence du present Traité de paix, ledit sieur du Chalar d ramené en France, au mois de Novembre dernier 1635. trois-cens quatre François des Provinces maritimes; & fait ôter des chaînes & du travail trois-cens trente-trois autres mis en liberté sur le credit du Roi, & de l'obligation particuliere dudit sieur du Chalar d, payable aux Gouverneurs de Salé à la fin du mois d'Avril prochain.

CCVII.

Traité de Treve pour vingt-six ans entre le Roi de Pologne & la Reine Christine de Suède, conclu par l'entremise du Roi de France, & du Roi d'Angleterre, à Stumfidorf le 12. Septembre 1635. Frederick. Leonard. Tom. V.

I. Il y aura trêve entre la Serenissime Princesse & Dame Chriline designée Reine & Princesse hereditaire des Suedois, Gots & Wandalas, Grande Princesse de Finlande, &c. & les Rois de Suede successeurs de la sacrée Roiale Majesté, & le Roiaume de Suede d'une part: Et le Serenissime Prince & Seigneur Vladislav IV. Roi de Pologne, grand Duc de Lithuanie, &c. les Rois de Pologne & Grands Ducs de Lithuanie successeurs de la sacrée Majesté, le Roiaume de Pologne, & le grand Duché de Lithuanie, d'autre part pour vingt-six années consecutives, à compter du jour & date des presentes jusques au premier Juillet, stile ancien, de l'année que l'on appellera 1661.

II. Il y aura amnistie de tout le passé de part & d'autre: & premièrement la Roiale Majesté & les successeurs Rois, & le Roiaume de Suede s'abstiendront durant la trêve, de toute hostilité contre le Roi & Roiaume de Pologne & grand Duché de Lithuanie, & les Provinces, Châteaux, citez & territoires qui leur sont mediatement ou immediatement sujets: sans entreprendre, attenter ou faire attenter par eux ou par autrui, aucune chose à leur domage ou préjudice. Comme aussi le Serenissime Roi & ses successeurs Rois & le Roiaume de Pologne, & le grand Duché de Lithuanie durant ladite trêve s'abstiendront de toute hostilité contre la Reine & Roiaume de Suede, & les Provinces qui leur sont aussi sujettes mediatement ou immediatement, Châteaux, terres & citez, & n'entreprendront de leur chef ou ne feront entreprendre par autrui aucune chose qui leur soit préjudiciable.

III. Sa R. M. de Suede rendra au Serenissime Roi & à la Republique de Pologne cette partie de la Prusse par elle occupée, qu'elle possède à present: de sorte toutes-fois que Pillau sera restitué à l'Electeur de Brandebourg, Duc de Prusse pour le posséder à meisme droit qu'avant cette guerre.

IV. On observera cet ordre en la restitution des places:

ANS ces : Qu'après que la ratification du Roi de Pologne de J. C. aura été mise entre les mains des Commissaires Suedois : & après que les Conseillers & commissaires Polonois

1635.

qui ont été députez par la Diete Generale du Roiaume pour assister ledit Roi en ce traité, auront donné assurance suffisante de fournir au plutôt la ratification de la Diete generale. Mariembourg avec la plus grande Isle, Stume, Brunsberg, & Tolkein, avec leurs territoires, après que les garnisons en auront été tirées, seront remis entre les mains des Commissaires du Roi & du Roiaume de Pologne, Haupt & Junker teils seront razez en présence des Deputez de part & d'autre : laissant à un chacun ses heritages & biens, & retirant les armées de l'un & de l'autre parti, dans le temps, l'ordre & la maniere dont les Generaux des deux partis seront convenus. Mais Elbing, son ancien territoire avec la petite Isle & toutes leurs fortifications, comme aussi le Pillau avec la partie de la Neringe qui la joint, demeureront entre les mains de sa Majesté & du Roiaume de Suede, jusqu'à la ratification de la Republique de Pologne laquelle étant remise entre les mains des Suedois, les lieux susdits seront aussi par eux restitués dans 14 jours en ayant fait sortir leurs garnisons sans apporter aucun dommage aux habitans, en sorte que tous les forts bâtis à Elbing demeureront, au même état qu'ils sont à présent, & avec la même garde que devant cette guerre.

V. Apres la restitution de tous les lieux, les impôts seront réduits sur le pied auquel ils étoient avant la guerre susdite : y gardant par tout l'égalité.

VI. En la Livonie chacune des parties possèdera durant cette trêve ce qu'il a possédé durant la dernière de six ans.

VII. Le Roi & la Republique de Pologne indemnifont le mieux qu'il sera possible les villes & pais, tous leurs Magistrats, Communautés, Bourgeois, habitans & sujet : les entretenant, & conservant & leur faisant sentir la même clemence & grace que par le passé : & tous en general & chacun d'eux en particulier jouiront sans exception des mêmes possessions, droits, privileges, coutumes tant generales & communes que speciales, desquelles ils ont joui avant cette guerre. Principalement la ville d'Elbing sera conservée en la jouissance du seau des terres de Prusse, & en sa seance ordinaire : après qu'elle aura prêté entre les mains du Roi de Pologne le serment de fidélité qu'elle lui doit. Et l'exercice de la Religion Catholique demeurera libre particulièrement dans l'Eglise Paroissiale de la vieille ville d'Elbing, comme il étoit avant la guerre : comme aussi celui de la Protestante dans les lieux restitués.

VIII. Toutes actions cesseront ; soit qu'elles soient intentées contre ceux qui ont en quelque façon que ce soit suivi le parti des Serenissimes Rois & Reine de Suede, ou sont accusés de l'avoir fait, de quelque état & condition qu'ils soient, privés ou constitués en quelque charge publique, ou engagés au service des Rois & du Roiaume de Suede. Celles d'elles actions qui seront intentées, seront supprimées & demeureront à jamais sans execution, & nul ne sera tenu de répondre à un autre d'aucune chose advenue, durant cette guerre, ou durant les suspensions d'armes : à quoi ladite guerre ou suspension d'armes auroient donné occasion : & si quelque chose a été entreprise ou faite au contraire, ou que quelques lettres & jugemens aient été obtenus en l'absence de l'une des parties, le tout demeurera nul.

IX. Celui ou ceux qui ne jugeront pas à propos de demeurer dans les villes ou pais restitués ; mais voudront changer de domicile & se transporter ailleurs : le pourront faire dans le terme de trois ans, à compter de la date des présentes, vendre leurs biens, les louer & affermer, & en disposer comme ils voudront : sans qu'il y soit mis aucun empêchement ou charge, sous quelque pretexte que ce soit, sauf les anciens droits & coutumes des lieux.

X. Si quelques-uns des bannis qui s'étaient retirés de

Suede en Pologne, ont suivi le parti des Serenissimes Rois de Pologne, veulent retourner en leur pais pour de J. C. quelque cause que ce soit : ils demanderont un sauf-conduit : lequel ayant obtenu, ils jouiront du benefice des Loix & Statuts du Roiaume de Suede.

1635.

XI. Les actes, sentences & decrets de quelque instance & siege qu'ils procedent, inscriptions, contracts, transactions, & toutes autres choses (qui ne dérogeront en rien à l'estat public, tel qu'il estoit avant la guerre, ou qui n'auront point été reservez par ces présentes) faits en temps de guerre ou de trêve, soit par l'autorité du Magistrat, & judiciairement, soit hors de jugement, demeureront fermes & stables, comme s'ils eussent été faits lors que les choses estoient en leur premier état, & de même que s'il n'eût arrivé aucun changement de gouvernement & d'officiers.

XII. Aux lieux qui doivent être restitués en quelque temps que ce soit, en consequence du present traité, on laissera de bonne foi tous les meubles des Eglises qui s'y trouvent à present : comme sont les vases & ornemens sacrez, cloches & autres choses servant à l'usage Ecclesiastique ; comme aussi les livres de la Chancellerie, les privileges & actes publics. Toutefois si aucunes de ces choses par le malheur des temps ont été pillées par le soldat, ou font deperies par la negligence de quelques autres, on n'en fera point de plus ample recherche, & nul ne sera tenu de leur restitution. Les canons & grosses pieces d'artillerie qui auront été trouvées dans les places qu'on doit restituer, lors quelles ont été occupées, ou qui y sont à present, y seront laissées.

XIII. On est convenu pour les choses sur lesquelles-uns confisquées ou données à d'autres, que les immeubles soit appartenans au Roi ou au public, soit aux particuliers, dont les donations ont été faites de part & d'autres, si les donataires en sont en possession ils les restitueront aux anciens possesseurs : mais si ledits donataires ne les possèdent plus ledits immeubles demeureront à ceux à qui ils appartiennent : & que d'ailleurs toutes questions & actions, pour raison des revenus percus des biens du public ou des particuliers cesseront entièrement. Pareillement les donations de meubles fait de part & d'autre qui n'auront point été exécutées avant cette trêve, demeureront nulles ; sinon elles demeureront aux derniers & actuels possesseurs : cessant toutes actions pour ce sujet & les obligations demeurant nulles, auxquelles on pourra opposer paiement avoir été fait par acquits authentiques des Lieutenans des Rois, ou Officiers des Chambres Royales, ou des donataires mesmes, sans fraude : moyennant qu'il apparaisse d'elles donations par instrument authentique.

XIV. Le commerce entre les deux Roiaumes, & les provinces qui leur sont sujettes, sera restablí & continué comme par le passé, & toutes choses seront remises au même état auquel elles estoient avant cette guerre, & garanties de toutes nouveautés & charges, auxquelles ladite guerre a donné lieu.

XV. La descente des marchandises du grand Duché de Lithuanie dans la riviere de Duna ne sera aucunement empêchée, & il y aura les mêmes peages à l'avenir sur cette riviere qu'auparavant cette guerre.

XVI. Tous les sujets fugitifs du grand Duché de Lithuanie, & Duché de Curlande qui seront trouvez dans la Livonie, seront rendus à leurs Seigneurs. Ce qui se fera aussi des sujets fugitifs de la Livonie, dans le grand Duché de Lithuanie & Duché de Curlande.

XVII. Toutes les armées, excepté les garnisons, seront retirées des Provinces, dans le temps prescrite ci-dessus & la Suedoile par mer. Toutes fois s'ils ne se trouvoient dans le temps ci-dessus limité assez de vaisseaux pour faire passer la mer à la cavalerie, on lui accordera le passage libre par terre & par le plus court chemin sur les lieux fournis mediatement ou immediatement aux Polonois sans aucun dommages des habitans : Ce qui

s'ob-

NS s'observera pareillement si quelques gens de pied de la-
J. C. dite armée Suedoise sont licentiez : & les Officiers ren-
35. dront bonne & brève justice à ceux qui en recevront
quelque dommage.

XVIII. L'une des parties ne tirera sa vengeance de l'autre pour les injures personnelles ou réelles faites durant cette trêve : sauf la juridiction ordinaire de chaque partie : mais en demandera justice aux Officiers & Magistrats, qui la rendront sans délai. On fera sur tout severe punition de ceux qui violeront la paix confirmée par la foi publique : & on ne fera aucunes représailles ou arrets par terre ny par mer pour quelque cause que ce soit : sinon à faute d'avoir rendu Justice à ceux qui l'auront par plusieurs & diverses fois requis legitiment. Et si on apermis aucunes desdites représailles ou arrets devant cette guerre ou durant icelle, ils seront nuls en sorte toutesfoi qu'on fera Justice à ceux qui les avoient obtenus.

XIX. Que s'il arrive quelque chose plus importante, qui semble concerner l'infraction des articles de paix des Commissaires seront nommez de part & d'autre : & ils s'assembleront en quelque lieu que l'on assignera sur les frontieres de la Livonie pour decider les contestations qui seront survenues.

XX. Pour plus grande securité, & pour empêcher que durant cette trêve il ne se commette rien qui lui soit contraire : Les Estats du Roiaume de Pologne & grand Duché de Lituanie promettont & donneront assurance que le Roi de Pologne & ses freres, leurs successeurs & posterité, durant cette trêve n'entreprendront rien, dans le Roiaume de Pologne, le Grand Duché de Lituanie & autres Pais à eux soumis, encore moins ne feront aucun acte d'hostilité contre la Serenissime Reine & ses Successeurs Rois & le Roiaume de Suede, Seigneuries & Provinces, Villes, Châteaux, forteresses & territoires à eux soumis : & que si quelqu'un le vouloit entreprendre, ils seront obligés de le prévenir & de l'empêcher.

XXI. Le Roi & la Republique de Pologne durant cette trêve ne se serviront d'aucune flotte ni navires contre la Reine & le Roiaume de Suede, & ses successeurs Rois, les Seigneuries & Provinces qui leur sont sujettes, & n'en enverront point au secours des autres. Et le Duc de Prusse, le Duc de Curlande, & dans les Estats de la Prusse Roiale, les villes majeures donneront assurance de ne permettre pas qu'il soit fait directement ou indirectement aucune hostilité de leurs ports contre la Reine, le Roiaume de Suede, les Provinces qui leur sont sujettes.

XXII. Durant cette trêve on traitera d'une paix perpetuelle, en tems & lieu par l'entremise des Princes Mediateurs, dont il sera convenu entre les parties par le soin & diligence du tres-illustre Duc de Curlande. En sorte neanmoins que si après y avoir essayé une fois ou deux, on ne pouvoit parvenir à la conclusion d'un traité de paix perpetuelle : cette trêve ne laissera pourtant de demeurer ferme & inviolable jusqu'au tems déterminé par ces presentes.

XXIII. Si quelques Rois ou Princes Chrestiens veulent être de part & d'autre compris en ce traité, ils le pourront en faisant leur declaration dans cinq mois prochains.

XXIV. Et afin que ce traité soit plus ferme, qu'on & soit assuré qu'il sera observé de bonne foi : on est convenu qu'en rendant de part & d'autre les procurations des deux Commissaires, les presens articles seront signez, scellez & donnez par l'un à l'autre : que le Serenissime Roi de Pologne les confirmera au pldict, & en donnera l'acte avant qu'on restitué aucune place. En suite de quoi la Serenissime Reine de Suede les ratifiera par un acte solemnel fait en son nom, & celui du Roiaume de Suede, signé par les Administrateurs dudit Roiaume. Puis la Republique de Pologne les approuvera solemnellement, dans la prochaine Diete, & les ratifiera par un acte exprés : lesquels Actes solemnels, sans qu'il y ait changement d'un mot ou d'une syllabe, seront rendus & reçus sur la frontiere entre Elbing & Mariembourg, sans aucun retardement ni

excusé par les Commissaires députez des deux parties. ANS
Semblablement le Serenissime Electeur de Brandebourg de J. C.
Duc de Prusse, le Duc de Curlande & les villes Majeures de la Prusse Roiale donneront leurs lettres authentiques, pour servir d'assurance de ce que dessus à la Reine & au Roiaume de Suede avant la restitution d'Elbing & de Pillau. Fait à Stumldorf le 12. Septembre, stile nouveau 1635.

CCVII.

Traité entre LOUIS XIII. Roi de France ANS
ce & BERNARD Duc de Weimar, fait de J. C.
à S. Germain en Laye le 26. Octobre 1635. 1635:
Freder. Leonard. Tom. III. pag. 45. FRANCE
Recueil des Traitez de Confédération ET WEI-
& d'Alliance entre la Couronné de MAR.
France & les Princes & Etats Etrangers,
pag. 135.

LE ROI aiant la mesme inclination que Sa Majesté a fait paroître jusques ici pour le rétablissement de la liberté Germanique, & voulant donner moien aux Villes, Princes & Etats qui sont entrez avec elle en Confédération, de se remettre en leur premiere vigueur pour parvenir à une Paix generale, dans laquelle par l'intervention de Sa Majesté ils puissent estre rétablis en la jouissance assurée de leurs libertez & privileges, Sa Majesté aiant considéré la constance & generosité que Monsieur le Duc Bernard de Weimar, General des Forces desd. Confederez, a témoigné pour soutenir par les Armes le bien commun ; depuis mesme que la plupart des interessez en la cause commune, ont mieux aimé accepter les conditions d'un accommodement incertain & desavantageux, que d'attendre les sûretés d'une Paix generale & avantageuse (que Sa Majesté a dessein de leur procurer conjointement avec la Reine & Couronne de Suede,) Sadite Majesté pour donner plus de moien audit Sieur Duc, de relever & maintenir la cause publique en laquelle ledits Confederez ont un si notable interet, voulant conserver inviolablement la foi de son Alliance avec eux, elle a resolu d'augmenter l'assistance Roiale qu'elle a donné audit Sieur Duc jusqu'à present, aux termes & conditions qui ensuivent.

PREMIEREMENT. Pour donner moien audit Sieur Duc General des Forces desdits Confederez, de mettre & entretenir ci-aprés une puissante Armée sur pied pour former les desseins & entreprises qui seront jugées plus avantageuses à la cause commune, Sa Majesté promet faire fournir pendant la durée de la presente Guerre quatre million de liv. par an, à commencer du quinziesme du mois de Novembre prochain, pour le paiement & entretenement des Troupes dont ladite Armée sera composée.

II. Promet en outre Sa Majesté que ladite somme de quatre millions de livres, sera dorenavant payée quartier par quartier, & que le paiement du premier quartier qui ne doit commencer qu'audit jour quinziesme de Novembre, sera fait par anticipation, pour donner moien audit Sieur Duc de mettre plutôt les Troupes en bon estat, jusques au nombre qu'elles doivent estre, partie d'icelui, sçavoir, la somme de quatre cens mil livres payée comptant deux jours après la signature des presens articles ; cent mil livres à la fin du mois de Decembre prochain, & les cinq cens mil livres restans dans le quinziesme Fevrier, auquel tems expirera led. premier quartier.

III. Que le paiement des quartiers suivant sera fait après le service rendu, à sçavoir de trois mois en trois mois un million de liv. moienant quoi ledit Sieur Duc s'oblige de composer son Armée dans le vingtième de Janvier prochain, du moins de six mil chevaux & de douze mil hommes de pied Allemans, & d'employer une partie de l'argent qui lui sera fourni par avance,

ANS
de J. C.
1635.

au paiement des nouvelles levées qu'il conviendra faire.

IV. S'oblige encore ledit Sieur Duc d'entretenir ci après lad. Armée de six mil chevaux & de douze mil hommes de pied, de la faire toujours suivre d'un équipage d'artillerie composé pour le moins de six cens chevaux, & du nombre d'Officiers nécessaires pour la bien servir. Et moienant le paiement desdits quatre millions de liv. de fournir tous les vivres & munitions de Guerre, faire paier leurs appointemens aux Officiers Majors de ladite Armée, & généralement de fournir à toutes lesdites dépenses qu'il conviendra faire en ladite Armée pendant le cours de la présente année, en quoi qu'elles puissent consister.

V. Promet en outre ledit Sieur Duc, que toutes ses Troupes seront commandées par de bons Chefs, qu'il choisira parmi ceux qu'il a reconnus plus capables & expérimentez au mestier de la Guerre.

VI. Que toute la Cavalerie sera bien montée & armée pour le moins d'une cuirasse & de deux pistolets, & l'Infanterie composée de Soldats aguerris & armés à l'ordinaire de bons mousquets avec leurs bandolieres, de picques & de corselets; comme aussi lors qu'elles approcheront des Païs de l'obeissance ou protection de Sa Majesté, les faire vivre en si bon ordre & discipline que les Sujets de Sa Majesté n'en reçoivent aucune oppression.

VII. Il a esté encore arrêté & convenu que ledit Sieur Duc emploiera lesdits quatre millions au paiement de toute son Armée, à raison de huit montres par an, lesquelles seront délivrées à lad. Armée lors qu'elle sera deçà le Rhin, à condition toutefois que lors qu'elle pourra passer delà le Rhin & y demeurer, il ne sera fourni que pour six montres, ledit Sieur Duc s'obligeant de menager l'argent de Sa Majesté comme le sien propre.

VIII. Et au cas que pour parvenir à une Paix generale (qui est le seul but de Sa Majesté & des Princes Confederez) il plaise à Dieu faire prospérer les affaires desdits Confederez, & qu'il arrive que d'autres Princes, Etats & Villes d'Allemagne, détrompez des fausses esperances qu'on leur a données pour les faire entrer dans la Paix de Saxe, se disposent à reprendre les Armes & à se joindre ausdits Confederez, ledit Sieur Duc emploiera l'argent que Sa Majesté s'oblige de lui fournir pour le bien de la cause commune, & leur fera part desd. quatre millions, à proportion des forces qu'ils pourront amener dans le parti, les assistans de tout ce qui dépendra de lui pour leur donner moien d'agir & de subsister.

IX. Comme aussi au cas que les forces desdits Confederez viennent à s'augmenter, en sorte qu'elles soient en estat de tenir la Compagne & d'entrer dans le Païs Ennemi, ledit Sieur Duc promet de soulager sa Majesté de la dépense desdits quatre millions de livres, à proportion des moiens qu'il aura de faire subsister ses Troupes aux dépens des Ennemis, & d'y travailler de bonne foi selon son pouvoir pour décharger le plutôt qu'il lui sera possible Sa Majesté d'une si grande dépense.

X. Et d'autant que Sa Majesté n'entend pas estre obligée de fournir ladite somme de quatre millions de livres, qu'au cas que ledit Sieur Duc ait effectivement sur pied six mil chevaux & douze mil hommes de pied dans le vingtième jour de Janvier prochain, il a esté convenu que toutes lesdites Troupes seront païées par les mains du Tresorier qui sera commis par Sa Majesté, suivant les reveués qui commenceront d'en estre faites aussi tost après ledit jour vingtième de Janvier par les Commissaires & Contrôleurs de Guerre de Sa Majesté, avec la participation du Lieutenant General nommé par Sa Majesté, & de l'Intendant des Finances qui résideront près dudit Sieur Duc.

XI. Et d'autant qu'il se commet ordinairement plusieurs abus aux reveués par l'avarice des Chefs, qui tâchent de remplir leurs Compagnies de passevolans, le jour de la montre faite ou lors qu'il en sera requis par lesdits Commissaires & Intendants des Finances, ils pourront faire une nouvelle reveuë sur laquelle il sera rabattu au profit de Sa Majesté pour chaque homme de che-

val qui defaudra dudit nombre quarante livres, & douze livres pour chaque homme de pied, & pour les appointemens des Officiers à proportion.

ANS
de J. C.
1635.

XII. Au cas que ledit Sieur Duc n'ait le nombre effectif des Troupes qu'il doit avoir dans le temps convenu, Sa Majesté lui pourra donner de ses Troupes Françoises ou Etrangers, pour remplir son Armée jusqu'au nombre qu'elle doit estre de six mil Chevaux & de douze mil hommes de pied, & y employer ce qui restera desdits quatre millions de livres.

XIII. En cas que par un combat ou autre accident, ledit Sieur Duc vint à perdre son Armée ou partie d'icelle, Sa Majesté lui aidera pour en remettre une nouvelle sur pied, prenant le fonds sur lesdits quatre millions de livres.

XIV. Sa Majesté promet encore que si ledit Sieur Duc ou quelqu'un des Officiers de son Armée venoit à estre pris par les Ennemis dans un combat, ou quelque autre occasion, d'en avoir le meisme soin que d'un des Generaux d'Armée & des Officiers.

XV. Et comme Sa Majesté promet de ne passer aucun Traité de Paix ou accommodement avec les Ennemis, sans y comprendre ledit Sieur Duc, les Princes de la Confederation, & tous les Officiers & Soldats de son Armée pour les faire remettre en liberté, & rétablir en la possession des biens & Etats qui leur appartiennent.

XVI. Ledit Sieur Duc aussi s'oblige, tant pour lui que pour lesd. Princes qui demeurent dans ladite Confederation, ou s'y pourront joindre ci-après, de n'entendre à aucun accommodement avec l'Empereur & ses adherans, sous quelque pretexte que ce soit, sans l'intervention & consentement de Sa Majesté.

Les presens articles ont esté signés par les Commissaires nommés par Sa Majesté, en vertu du pouvoir à eux donné; Comme aussi par le Sieur de Ponika, Conseiller & Gouverneur de Franconie, Commissaire député par son Altesse le Duc Bernard de Weimar, en vertu du pouvoir à lui expédié par son Altesse. Lesquels Commissaires, tant de la part de Sa Majesté que dudit Duc, ont promis de fournir des Lettres de Ratification dans un mois prochainement venant, à compter du jour de la date des presentes. Fait à S. Germain en Laye le 26. d'Octobre 1635. Signé, BULLION, BOUTHILLIER. SERVENT. BOUTHILLIER, & PONIKA.

Articles secrets entre le Roi Louis XIII. & le Duc de Weimar, à S. Germain en Laye le 27. Octobre 1635.

I. **ENCORE** que par les Articles signez ce jourd'hui entre... d'une part, en vertu du pouvoir à eux donné par Sa Majesté; & le Sieur de Ponika d'autre, ayant charge & pouvoir special de Monsieur le Duc Bernard de Weimar, il soit porté que Sa Majesté fournira quatre millions de livres par an, pour l'entretenement d'une Armée de six mil chevaux & douze mil hommes de pied, laquelle il commandera comme General des forces des Princes d'Allemagne confederez avec Sa Majesté: Neanmoins il a esté arrêté & convenu par les presens Articles Secrets, qui auront la même force & vertu que les autres, signez ce jourd'hui, que ladite Armée ayant désormais à estre entretenue des deniers de Sa Majesté, ledit Sieur Duc promet de la commander sous l'autorité de Sadite Majesté, de la servir avec ladite Armée envers tous & contre tous, quel que ordre & mandement qui lui puisse estre donné au contraire, & de la conduire en tous les lieux & entreprises que Sa Majesté désirera; ayant neanmoins la direction de toutes les actions de guerre pour les resoudre & examiner ainsi qu'il le jugera à propos pour le bien de la cause commune, par l'avis & conseil de ceux qui résideront près de lui de la part de Sa Majesté & desdits Princes Confederez; si ce n'est quand il sera question de passer de là le Rhin, d'entrer dans un Païs nouveau,

&c

NS & d'entreprendre quelque Siege important : Auquel J. C. cas, que ledit Sieur Duc envoie auparavant donner avis à Sa Majesté, pour recevoir ses ordres, afin 35. que Sadite Majesté y puisse ajouter ses autres des- seins.

II. Que cependant que la Guerre durera ledit Sieur Duc prendra par préférence sur lesdits quatre millions de livres pour son entretien, la somme de deux cens mil livres par an, qui sont cinquante mil livres par quartier : & dès maintenant Sa Majesté lui accorde cent cinquante mil livres de pension par an sa vie durant, payable aussi-tôt que la Paix sera faite, sur de bons Domaines dans la France appartenans à Sa Majesté, dont il jouira par les mains des Fermiers, & dont tous les Bre- vets & expéditions nécessaires lui seront delivrées toutes les fois que ledit Duc le désirera.

III. Outre ce que dessus, Sa Majesté donne & laisse audit Sieur Duc le Landgraviat d'Alsace, y compris le Bailliage d'Haguenu, tenu à présent par les Armes de Sa Majesté, pour en jouir sous le titre de Landgrave d'Alsace, avec tous les droits qui ont appartenu ci-de- vant à la Maison d'Autriche dans ledit Pais; à la charge d'y conserver sans aucun trouble l'exercice de la Reli- gion Catholique, & les personnes & biens des Ecclesi- astiques dans tous leurs privilèges, franchises & immu- nitez.

IV. En cas qu'on vienne à faire un Traité de Paix, Sa Majesté promet de faire tout son possible pour faire conserver audit Sieur Duc la jouissance dudit Pais d'Al- sace, & de toutes les donations qui lui ont été faites par la Couronne de Suede, ou lui faire donner une re- compensation convenable, & autant qu'il se pourra à son contentement.

Les presens Articles Secrets ont été par Nous Com- missaires deputez de Sa Majesté, & de son Altesse le Duc de Weimar, signez & arretez, pour avoir pareil- le force & vertu que les publics dont nous sommes con- venus ce même jour. Promettons de part & d'autre de les faire ratifier par le Roi & par ledit Duc dans un mois. En foi de quoi nous avons signé le 27. d'Octobre 1635. Signe, Bullion. Bouthillier. Servent. Bou- thillier, & de Ponika.

C C I X.

NS *Traité de Confédération & d'Alliance entre*
J. C. LOUIS XIII. Roi de France & CHRI-
36. STINE Reine de Suede, contre l'Empe-
NE reur Ferdinand II. & ses Adherans,
pour la liberté de l'Allemagne, fait à Wis-
mar le 20. Mars 1636. Freder. Leonard.
Tom. V.

Louis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Après avoir établi la paix & le repos dans nos Etats, dont nos Peuples jouissent, grace à Dieu, depuis quelques années, notre principal soin a été d'appuyer & d'assister nos Alliés, pour les maintenir contre l'entreprise de leurs ennemis; c'est ce que nous avons fait de tous côtés, tant par la puissance de nos Armes, que par nos bien-faits & liberalités: Et comme entre nosdits Alliés nous avons eu toujours une particulière affection pour les sieurs Etats d'Allemagne, & de la Couronne de Suede, à l'imitation du défunt Roi notre tres-honoré Seigneur & Pere, de tres-glorieuse memoire; aussi avons-nous agreat de confirmer & re- nouveller de temps en temps l'alliance qu'ils ont avec cette Couronne; de leur départir incessamment nos bienfaits, pour leur donner d'autant plus de moyen de résister aux Imperiaux & Espagnols, leurs ennemis continuels, les ayant souvent attaqués avec un notable avan- tage; d'abondant voulant contribuer à ce que ladite Cou- ronne de Suede & les Etats d'Allemagne jouissent d'un re- pos assuré; & considerant d'ailleurs que les Provinces qui

sont possédées par les Imperiaux & Espagnols aux Etats ANS d'Allemagne, leur donnent commodité de troubler la de J. C. Chrétienté, & principalement la paix & la tranquillité 1636. de nos Etats, & de ceux de ladite Couronne de Suede, ainsi qu'ils ont fait toutes fois & quantes qu'ils ont pu, & en recherchent encore tous les jours les occasions & les moiens, Nous nous sommes bien volontiers portés à députer nos Commissaires, pour traiter avec eux au nom de Dame Chritine Reine de Suede, suffisam- ment autorisés des moiens plus propres pour reduire les Espagnols à tels termes qu'ils ne puissent plus se faire prévaloir desdites Provinces, pour nuire aux uns ni aux autres: ce que nous esperons estre un achemine- ment à la Paix dans la Chrétienté, qui ne peut estre solidement établie tant que lesdits Espagnols auront es- perance & moien de s'avantager en la troublant.

Sur quoi nos Commissaires & ceux de ladite Reine de Suede sont convenus de ce qui s'en suit.

PREMIEREMENT. La Confédération pour la- dite défense & sécurité des deux Roiaumes, pour con- server les franchises & libertés d'Allemagne.

II. Le Roi fera la guerre es Provinces hereditaires de la Maison d'Autriche par delà le Rhin, & la Reine de Suede es autres Provinces hereditaires de ladite Mai- son, qui est à dire, au Roiaume de Boheme & de Silesie.

III. Les Princes & Etats de l'Empire, qui sont spoliés de leurs Etats, seront restitués; & ceux qui se sont séparés d'alliance, y seront ramenés.

IV. Les choses seront rétablies en Allemagne en l'état qu'elles estoient l'an 1618.

V. Le Roi & la Reine de Suede laisseront le libre exer- cice de la Religion, es lieux qu'ils occuperont, tels qu'ils y estoient auparavant.

VI. Le Roi, & la Reine de Suede, continueront la guerre jusques à ce qu'ils seront contents.

VII. Le Roi, & la Reine de Suede, feront leurs ef- forts d'emmener à leur parti les Princes de l'une & de l'autre Saxe.

VIII. Les gens de guerre du Roi, & de la Reine de Suede, auront le libre passage des uns & des autres.

IX. La direction du Conseil formé sera rétablie, se- lon qu'il a été reconnu à Heilbron.

X. Ce que le Roi, & la Reine de Suede occuperont, ils le tiendront chacun par devers eux, tandis que la guerre durera.

XI. Le Roi, & la Reine de Suede, s'assisteront l'un l'autre, si durant la guerre, il leur survient quelque en- nemi nouveau.

XII. Le Roi fera paier tous les ans en deux termes à la Reine de Suede la somme d'un million de livres tournois, & cinq cens mille livres pour le passé.

XIII. Le Roi, & la Reine de Suede, ne trai- teront de Paix, ni de Trêve avec l'Empereur & les Adherans, que conjointement & d'un commun con- sentement.

XIV. Le Roi, & la Reine de Suede, auront cha- cun leurs Ambassadeurs & Agens en la Cour de l'un & de l'autre auprès leurs Lieutenans Generaux en Alle- magne.

XV. Le Roi, & la Reine de Suede, ne traiteront ni de Paix, ni de Trêve, que d'un commun concert & d'un même temps.

XVI. Le Traité de Paix se pourra faire à Col- loque.

XVII. Le Traité de Confédération sera ratifié par le Roi, & la Reine de Suede; & leurs Successeurs seront obligés de l'entretenir.

XVIII. Le Roi, & la Reine de Suede s'obligent de s'assister l'un l'autre dix ans durant, au cas qu'il soit contrevenu par leurs Ennemis au Traité de Paix qu'ils feront.

XIX. La Confédération durera le temps de trois ans:

Les presens Articles ont été signés par les Commissai- res nommés par Sa Majesté, en vertu du pouvoir à eux donné; comme aussi par ceux de la Maison de la Reine de

ANS
de J. C.
1635.

de Suede, aussi en vertu du pouvoir à eux expédié : lesquels Commissaires, tant de part que d'autre, ont promis de fournir des lettres de ratification d'ici à un mois, à compter du jour de la date des Presentes.

En foi de quoi ils ont signé ces Presentes de leurs seings ordinaires, & à icelles fait apposer le cachet de leurs armes. A Wismar le 20. Mars 1636.

Lequel Traité & Articles ci-dessus transcrits, nous ayant été représentés par nosdits Commissaires, & ayant le tout vu & examiné de mot à mot en notre Conseil, Nous avons icelui agréé, approuvé, & ratifié, agréons, approuvons, & ratifions par ces Presentes signées de notre main : & promettons en foi & parole de Roi garder & observer le tout, sans y contrevenir directement ni indirectement, ni souffrir que de notre part il y soit contrevenu en aucune sorte & maniere que ce soit. CAR tel est notre plaisir : En témoin dequoy Nous avons fait mettre notre scel à cesdites Presentes. DONNE' à S. Germain en Laye le 15. jour d'Avril, l'an de grâce 1636. & de notre Regne le 26. Signé, LOUIS; & sur le repli, Par le Roi, BOUTHILLIER.

C C X.

ANS
de J. C.
1635.
LA FRAN-
CE ET LES
PROVIN-
CES.
UNIES.

Traité de Confédération & d'Alliance entre LOUIS XIII. Roi de France & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-bas. Fait à la Haye le 16. Avril 1636. Freder. Leonard. Tom. V.

LES Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-bas reconnoissant avec toute sorte de respect & gratitude les bien-faits, faveurs & assistances, qui de temps en temps leur ont été départis de la France; & partant desirans de se procurer par tous moïens possibles la conservation & augmentation de la bonne amitié & Alliance, dont il a plu au Roi Tres- Chrétien les honorer, & contribuer en la presente confédération des affaires, tout ce qui pourroit servir à la grandeur de la France; & partant desirans de se procurer au bien public de la Chrétienté, & l'affermissement & sécurité de leur Etat, ont député à cet effet Messieurs les Comtes de Cutembourg Seigneur Baron de Pallant Wuitem Werode à Leedelt, Lioldem, Wildenbourg, Kentzuillier, Engelsdorp, Bachem Vrechen, Nicolas de Bouchorst Seigneur de Noovik & Vimmemin, Bailiff & grand Maître des Levées, Rynlandt, & Adrien Paw, Chevalier Seigneur de Hemsteede, Sogermesde de Riguick & Nieuckerke, Conseiller & Pensionnaire de Hollande, West- Frise, Jean Knuit Chevalier, Seigneur dans le vieux & nouveau Vosmar, premier & représentant la Noblesse aux Etats de la Comté de Zelande, & Conseiller ordinaire de son Excellence le Prince d'Orange, Adrien Ploos Chevalier, Seigneur de Oudigem, Phienrem & Glein, Pierre de Walta, Guillaume Ripenda à Bexberguem, Borculo & Hengello, & Bernard Coenders à Helpen, pour traiter avec le sieur Baron de Charnacé, Conseiller de sa Maj: en son Conseil d'Etat, & ci-avant Ambassadeur en Allemagne: lesquels Députez étant entré en secrète communication avec ledit sieur Baron de Charnacé, ont après plusieurs conférences, en vertu de leurs respectifs pouvoirs ci-après inserez, traité, convenu, conclu & arrêté sur les conditions & Articles qui ensuivent.

PREMIEREMENT. Ledits Seigneurs & Etats Generaux promettent de continuer à faire la guerre par Mer & par Terre, avec toutes leurs forces, aux Espagnols & Provinces qui en dépendent, sans pouvoir traiter ni entendre à aucun Traité de Paix, Trêve, ni suspension d'armes, directement les huit premiers mois suivans, niles pouvoir conclure de douze mois: le tout à commencer le premier jour du mois de Mai prochain.

II. Sa Majesté promet aussi de ne traiter de huit mois, & de ne conclure de douze mois avec le Roi d'Espagne

aucun accommodement sur les affaires & differens qui sont entre eux, & d'employer son pouvoir vers les Ministres de la Couronne de Suede, & les Princes Confederés en Allemagne, de faire le même.

III. Ledits Seigneurs & Etats Generaux feront publier derechef, effectuer de bonne foi, quand l'occasion s'en presentera, la Declaration qu'ils firent l'année 1632. pour ceux de la Religion Catholique Romaine dans toutes les Provinces & lieux qui s'uniront & rendront volontairement & sans contrainte à eux: pour ceux qui seront pris par la force des armes, d'autant qu'ils n'ont pas pouvoir d'en refoudre & s'engager sans le consentement des Provinces, ledits Seigneurs & Etats promettent, en consideration des instances reiterées qu'en a fait le Roi, d'en faire rapport aux Provinces susdites, afin qu'il leur plaise d'aviser quel contentement elles en pourront donner à Sa Majesté.

IV. Et si après les douze mois susdits, ledit. Seigneurs & Etats Generaux veulent traiter à conclure Paix ou Trêve avec leurs ennemis, ils ne le pourront faire durant ce present Traité, sans l'intervention de Sa Majesté; & déclareront en tel cas à leurs ennemis par écrit, que le Traité qu'ils pourront lors faire avec eux, ne pourra préjudicier à celui-ci, lequel nonobstant demeurera en la force & valeur; comme aussi si Sa Majesté vient à traiter, elle déclarera le même.

V. Et pour ce que ledit. Seigneurs & Etats Generaux ont quasi seuls soutenu longues années une Guerre si sanglante & ruineuse, & la soutiennent encore contre un tres-puissant ennemi, Sa Majesté leur promet de leur donner par chacun an de ce Traité, à commencer aujourd'hui des Presentes, la somme d'un million de livres, outre celui qu'elle leur a promis par le Traité fait avec eux le dixseptième jour de Juin de l'an 1630. c'est à dire deux millions de livres en tout, payables de six mois en six mois par portions égales, à commencer les premiers d'Aoult & Février prochains; leur donne davantage la somme de trois cens mille livres par chacun an en la façon suivante. C'est à sçavoir leur entretiendra, quand il sera requis, un Regiment de gens de pied pareil à celui du sieur Maréchal de Chastillon, & une Compagnie, à son choix, jusques à la concurrence de ladite somme de trois cens mille livres, l'une & l'autre aux conditions portées par un écrit à part, de même date de ce Traité: & si ledit. Seigneurs & Etats ne requerront ledit Regiment, Sa Majesté ne sera obligée au paiement de ladite somme de trois cens mille livres.

VI. Si pendant les années de ce present Traité, ledit. Seigneurs & Etats Generaux viennent à conclure un Traité de Paix ou Trêve avec leurs ennemis, le Roi promet d'en demeurer Garant; en sorte que si puis après le Roi d'Espagne contrevient aux choses promises audit Traité, duquel sous quelque pretexte que ce puisse être directement ou indirectement qu'il attaqueroit ledit. Seigneurs & Etats Generaux & Pais, Terres & Places qu'ils possèdent ou tiennent au jour de ce Traité, en sorte qu'ils rompiissent generalement avec le Roi d'Espagne, Sa Majesté sera obligée de faire le semblable, & rompre generalement avec le Roi d'Espagne à guerre ouverte par Mer & par Terre, & de ne pouvoir puis après faire Paix ni Trêve, que conjointement avec ledit. Seigneurs & Etats & de leur consentement.

VII. Comme en cas pareil la Paix ou Trêve étant une fois conclue, si puis après ledit Roi d'Espagne, sous quelque pretexte que ce puisse être, directement ou indirectement, attaquoit le Roi & Pais, Terres & Places qu'il tient au jour de ce present Traité, en sorte que Sa Majesté rompit generalement, comme dit est ledit. Seigneurs & Etats s'obligent dès à present de faire le même & rompre generalement avec le Roi d'Espagne à guerre ouverte, par Mer & par Terre, & de ne pouvoir puis après faire Paix ni Trêve, que conjointement avec le Roi & de son consentement.

VIII. Et touchant les interets du Roi, que le sieur de Charnacé a donné par écrit & spécifié en certains Articles signez, dont la copie signée des Députez desdits Seigneurs & Etats lui a été donnée, si Sa Majesté vient

ANS
de J. C.
1635.

à estre attaquée ou inquiétée par le Roi d'Espagne à l'occasion d'icux, de sorte que Sa Majesté rompit généralement, comme dit est, lefd. Seigneurs & Etats Generaux seront obligez de rompre & continuer la Guerre contre les Espagnols, & de ne faire ni Paix, ni Trêve, que conjointement avec Sa Majesté & sadite Majesté ne pourra faire ni l'un ni l'autre, que conjointement avec lefd. Seigneurs & Etats & de leur consentement.

IX. Si l'Empereur Ferdinand Archiduc d'Autriche, ou autres Princes de la Maison & dépendant d'icelle, après les Traités de Paix ou Trêve susdits, sous quelque prétexte que ce soit, directement ou indirectement viennent à attaquer lefd. Seigneurs & Etats Generaux es Pais, Terres & Places qu'ils tiennent au jour de ce présent Traité, en sorte que lefd. Seigneurs & Etats Generaux seroient obligez de rompre généralement avec ledit Empereur ou autre Prince & dépendant de la Maison d'Autriche, Sa Majesté s'oblige de faire le même, & de ne faire puis après aucun Traité de Paix ni de Trêve, que conjointement avec lefd. Seigneurs & de leur consentement. Comme en cas pareil si ledit Empereur ou autres Princes & dépendant de la Maison d'Autriche, après le Traité de Paix ou Trêve susdit, attaque directement, ou indirectement sous quelque prétexte que ce soit, le Roi es Pais, Terres & Places qu'il tient au jour de ce présent Traité, en sorte que Sa Majesté rompe généralement avec eux, lefdits seigneurs & Etats s'obligent de faire le même, & de ne faire puis après ni Paix ni Trêve, que conjointement avec Sa Majesté & de son consentement.

X. Le présent Traité ne préjudiciera à celui qui a esté fait ci-devant le 17. Juin de l'an 1630. lequel demeurera en sa force & valeur en toutes les choses qui ne sont portées en celui ci, & durera led. Traité 7. années, à commencer du jour de la date des Présentes; comme aussi le précédent Traité de l'an 1630. sera continué pour ledit terme, & tenu pour inséré de mot à mot dans le présent Traité, de sorte que lefdits dureront autant l'un que l'autre, & seront renouvellez & continuez après lefdits sept années, si on y peut entendre de part & d'autre.

XI. Mais si Sa Majesté aime mieux rompre avec l'Espagne, que de fournir le million & les trois cens mille livres en la façon susdite, lefd. Seigneurs & Etats Generaux s'obligeront de ne traiter avec les ennemis, que conjointement avec le Roi & de son consentement; comme aussi Sa Majesté s'obligera reciproquement de ne traiter avec les Espagnols, que conjointement avec lefd. seigneurs & de leur consentement, & sera déchargée en outre du million qu'elle leur a promis par ledit Traité de l'an 1630.

XII. Et quand il plaira au Roi de rompre avec le Roi d'Espagne, ils sera préalablement fait partages raisonnables des conquêtes de part & d'autre.

XIII. Ce Traité sera agréé & ratifié par le Roi & les Etats Generaux, selon la forme accoutumée & la plus valable qu'il se pourra desirer dans six semaines ou deux mois, & délivré entre les mains des Ministres de Sa Majesté & des Seigneurs & Etats Generaux, pour estre executé & accompli selon sa forme & teneur.

CCXI.

Traité d'Alliance entre les PROVINCES UNIES des Pays-bas & GEORGE GUILLAUME Eleveur de Brandebourg; fait à la Haye, le 4. Septembre, 1636. Aitzema. Historia Pacis. pag. 202.

Quandoquidem Anno 1622. inter Serenissimum Principem Elect. Brandenburgicum & Præpotent. D. D. Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum Fœdus quoddam defendendi ad summæ dicti Principis Electoris Cliviz ceterorumque; eo spectantium Principatuum recuperationem conclusum confirmatumque fuit. Quod equidem Fœdus multa alia, quinientiam variaz Declarationes postmodum sub-

sequuntur fuerunt, prout latius in iisdem videre est; quemadmodum etiam Anno 1629. & 1630. Præpotent. de J. C. D. D. Ordinum interventu Tractatus quidam Provisionalis, ut vocant, inter Serenissimum Princip. Elect. Brandenburg. & Dominum Comitem Palatinum Neoburgensem initus fuit, qua de causa etiam inter Præpotentes Ordines & Serenissimum Principem Electorem variaz sententiaz atque opiniones fuerunt obortæ, num videlicet Serenissimus Princeps Elect. vi Tractatus Anno 1629. & 1632. initi, obstrictus atque obligatus foret, quidquam insuper nummorum aut Copiarum conferre, adeo ut ad dictas opiniones decidendas, varii Conventus ac communicationes institutæ atque habitæ fuerunt, ubi tum posteriori ac novissimo Anni 1632. Tractatu consultum decretumque fuit, ut ea res intra certum quoddam temporis spatium unius aut trium Regum arbitrio judicioque vel Galliz, Britanniz, Sueciz, vel Eorundem Legatorum decidenda ac conficienda traderetur, nisi fortassis ab utraque Parte cum bona gratia composita foret, ut è supradicto Tractatu pluribus innotescit.

Idcirco tam Serenissimo Principi Elect. quam Præpotentibus D. D. Ordinibus, quò omnis Amicitia ac Societas mutua, hæcenus ab utraque Parte sincerè ac fideliter observata, conservetur, perplacuit rem dictam novæ atque benevolæ communicationi & perpenioni subjicere; Eaque propter Serenissimum Principem Electorem Consiliarios suos, nimirum Cliviz & Marczæ Cancellarium D. Weynandum ab Heimburgh & D. Johannem à Braal, dictum Platerum, plenissimâ Auctoritate munitos ad Præpotentes D. D. Ordines delegavit, qui cum summè dictorum D. D. Ordinum Gener. Deputatis varios ac diversos Conventus instituerunt, atque tandem, Celsissimo Arausionensium Principe consulto, in sequentia conveniunt.

Primò itaque Præpotentes D. D. Ordines Generales renunciare volunt, quemadmodum etiam per præfatos renunciant, omnes & singulas prætensioniones sive competitiones quasunque tum vi Fœderis Anno 1622. inter Serenissimum Principem Elect. atque inter Ordines Præpotentes initi, sive decimo & sexto, sive reliquis dicti Fœderis Articulis, tum vi ceterorum Tractatum ac Declarationum institui potuerunt. Adeo ut Serenissimus Princeps Elector dehinc omnibus D. D. Ordinum Gener. Actionibus & prætensionibus, quasunque tandem fuerint, prosus liber atque immunis futurus sit; Neque supramemorati Ordines à Serenissimo Principi Electoris Principatibus, Comitatus, Oppidis Subditisque vi superiorum Tractatum quicquam, præterquam quod in sequentibus exprimitur, petiuri sint.

Primò scilicet, Serenissimus Princeps Elect. præter trecentena supra sexaginta Florenorum millia, Tractatu Anni 1632. quintiam supra quinquaginta Florenorum millia, singulis Mensibus, vi Tractatus Anni 1635. quæ promissa atque exsoluta fuere, ut è Chyrographis demonstrari potest, præpotentib. D. D. Ordinibus centum supra viginti & septem Florenorum millia annuerabit; ea tamen lege ac conditione, ut, quoniam in Serenissimi Principis Electoris Ducatu Cliviz nulla media ad tantam tanque expeditam nummorum Summam exsolvendam; inveniri queant, Serenissimus Princeps Elect. pignus aliquod sufficiens in supra dicto Cliviz Ducatu, quod ob memoratam Summam in Præpotentium D. D. Ordinum ulum oppignoriari poterit, traditurus est.

Secundò, quoniam Præpotentes D. D. Ordines Gener. in Serenissimi Principis Elect. commodum fidem suam pro centies Imperialium mille interposuerunt, eaque de causâ Anno 1624. 1629. & 1632. variis modis, absque ullâ tamen rei confessione; idcirco jam nunc rursus ac de novo conventum est, ut Serenissimus Princeps Elector hoc debitum, videlicet centies Imperialium mille, Summam Eiusdemque versuram & versuræ itidem aliam versuram, propterea quod dictæ summæ versura assidue negotiationi impendi debuit, in se ac divisos Ducatus, Comitatus, Ditionesque re-

Bbb

cipe-

ANS ciperet, quemadmodum etiam per presentes recipit; de J. C. Adcò ut supramemorata summa Eiusdemque versura atque hujus eidem alia versura una cum mercede Intercessoria (Belgicè, *Maecelaerdy-gelt*) & quæ adhuc solvenda restabit, quinquaginta Imperialium millibus exsolvenda veniant, ad dictæ summæ, ejusdemque versuræ, & mercedis Intercessoriæ plenissimam exsolutionem.

Eapropter etiam Præpotentes Ordines in se receperunt, ac promiserunt:

Primò, se Principem Electorem in Clivæ Ducatu, ceterisque Ditionibus adversus quemcunque defensuros ac propugnuros esse, quantum scilicet Status sui vires opesque fereant; ac si quis in Serenissimi Principis Principatus Ditioneq; irrumpendo atque hostiliter invadendo aggressus fuerit, aut alio quocunque modo infestaverit, contra eisdem auxilium atque subsidium sedulo apportaturos esse; Serenissimo quinetiam Principi Electori Principatum, ac ditionum suarum, civitatum insuper ac munitionum omnium & singularum, tam illarum, quæ sine Præpot. Ordin. præsidio, quam quæ Eorundem præsidio jam nunc tenentur, aut quæ ex Hostium faucibus postmodum eripiantur, uti etiam Subditis atque Incolis, absque ulla, *jure belli*, præstitione seu Actione instituenda, plenissimam Neutralitati relictis, neque Serenissimo Principi Electori quidquam incommodi aut detrimenti in Eiusdem Ducatibus, Comitatibus, Ditionibus, Dominiis, Oppidis, Civitatibus, summo ac jure optimo acquisitis jurisdictionibus, aliisque in locis esse allaturos; neque etiam Serenissimi Principis Ditionibus, Dominiis, Principatibus, Oppidis & Civitatibus, ceterisque locis, *incolis aut Subditis ulla onera, tributa aut vectigalia imperaturos*, præterquam quæ Civitates Rheza, Embriticum ac Vesalia, vi superiorum Fœderum Tractatumque, promiserunt: Ac quo tempore Serenissimo Principi Electori Ducatibus, Principatibus, Dominiis ceterisque locis Imperio suo obtemperantibus onera quædam, tributa sive vectigalia in Serenissimi Principis Electoris usum ac Præpotentium D. D. Ordinum expeditorem exsolutionem imperare visum fuerit, eaque de causa auxilium Præpotentes Ordines rogaverit, tum summe dictos Ordines Serenissimum Principem pro temporis opportunitate adjuturos: Eâ lege tamen ac conditione, ut, si eî dictis Principatibus, Dominiis ceterisque locis supramemorata nummorum Summa non tam citò maturè, quam quidem promissum fuerat, Præpotentibus D. D. Ordinibus annumeretur, Serenissimus tamen Princeps Elector præfatam nummorum Summam plenissimè exsolvere teneatur. Quocirca etiam Præpotentes Ordines Gener. pollicentur, se Præfectis suis omnibus & singulis interdictiones ac prohibitions esse, ne sese Ducatum, Comitatum, Dominiorum, Civitatum, Oppidorum, & quæ eò pertinent, regimini intermiscant, seu quidquam molestiæ inferant. Quemadmodum etiam Præpotentes D. D. Ordines Gener. promittunt sponteque; se diligenter fideliterque cautos, ne Præfecti sui quæcunque onera, pecuniarum exactiones, aut quo Nomine tandem venerint, directè sive indirectè sibi-beneficiis attribuant, ac retineant atque ea, quæ sibi jam attribuerunt, quamprimum restituant reddantque.

Secundò, Præpot. D. D. Ordines Gener. promittunt ac pollicentur, nullas sese Retoriones, quas vocant, in dictis Ducatibus, Comitatibus, Dominiis, Civitatibus Oppidisque Serenissimi Principis eo tempore instituturos, quo tempore Ducatus, Comitatus, Dominia, Civitates atque Oppida à Præpotentium D. D. Ordinum Gener. Hostibus nummorum aliquam Summam erogare coacti fuerint: quinetiam Copiarum suarum transiitum, & Calstrorum metatam, quantum fieri poterit, cohibituos, aut si quæ Copiarum Introductio. Transitus, & Calstrorum metata ad Præpotentium D. D. Ordin. Gener. necessariam defensionem ac propugnationem institui debeant (quippe aliam

ob causam neutiquam instituenda venient) ea omnia disciplinâ quacunque optimâ, qualis in Fœderati Belgii Provinciis exercetur sedulo esse curaturos.

Tertiò, quoniam Serenissimus Comes Palatinus vi Tractatus Provisionalis Anno 1629. & 1630. initi, ad pleniorum Præpotentium D. D. Ordinum Gener. satisfactionem, à Serenissimo Principe Electore stipulatus sit, trium Annorum, jam diu expiratorum, intervallo, centies Imperialium mille exsolutionem Juliaci Ducatu, similiter etiam à media Ravelbergensi Comitatus, qui Serenissimo Comiti Palatino in Principatum ac Dominiorum divisione attributus fuerat, parte decem Imperialium millia, atque è Ravensteinensi Ditione sex Imperialium millia Serenissimo Principi Electori exsolvenda veniant, summe dicti Ordines Præpotentes promittunt sponteque, se ea quoque in re Serenissimo Principi Electori subventuros, quo plenissimam nummorum omnium Summam, absque ullâ dilatione ulteriori, consequatur, sic tamen, ut hujus Summæ, quam Serenissimus Comes Palatinus debet, exsolutionis moram à Serenissimo Principe Electore exsolvendam summam nequidquam differat.

Quartò, quod si præter expectationem eveniret, ut Serenissimus Princeps Elector, ejusdemque Ducatus, Comitatus, Dominia, Ditiones, Incolæ ac Subditi propter præsentem Tractatum ceteraque cum Præpotentibus D. D. Ordinibus Gener. inita Fœdera ab aliquo hostiliter invaderentur, damno ac detrimento afficerentur, Præpotentes D. D. Ordines promittunt ac pollicentur se, quoad ejus fieri poterit, Eorundem defensionem ac propugnationem suscepturos esse.

Postremò, ad mutua ac sincera Amicitia, Affinitatis & Societatis conservationem decretum fuit, quod si Parti alterutri quidquam in alterius Partis Dominia, Incolas Subditosque competere videretur, quod altera negaret, ut hostile nihil, neque de facto quidquam occiperetur, sed verò Negotium integrum cum bonâ gratiâ componeretur, sive Arbitris, uni aut pluribus ab utraque Parte electis, quorum animus nullo partium studio turbatus teneret, decidendum atque expediendum relinqueretur. Ac priusquam conficeretur, neutri ambigenti Parti exactionem quancunque adversus se invicem, sive vi, sive facto, instituere atque exercere liceret.

Præfens insuper Tractatus Fœderi Anno 1632. sancito nihil omnino derogabit, præterquam quod in præfenti ejusce causa commutatum fuerit.

Ac quoniam Serenissimi Principis Elect. Deputati vi literarum suarum Auctoritatis præsentem Tractatum cum Præpotentibus D. D. Ordinibus, salvo Serenissimi Principis consensu ac confirmatione, concesserunt atque acceperunt, Idcirco etiam Eiusmodi confirmationem, duorum Mensium proximè sequentium intervallo, solennibus formulis conscriptam, & Serenissimi Principis Electoris Sigillo munitam, Præpotentibus D. D. Ordinibus Gener. tradi curabunt; Qui suam similiter, formulis solennibus conscriptam confirmationem ac Præpotentium D. D. Ordin. Sigillo itidem munitam, supramemoratis Deputatis redditi sunt. In quorum omnium testimonium ac securitatem Partis utriusque Deputati præsentibus subscribunt. Actum Hagæ-Com. quarto die Septembris, Anno 1636. Signatum erat, Weynandus ab Heynbach, Johannes à Braal, dictus Platerus, A. Ranvicius, Nicolaus à Bouckhorst, Caparus Volbergius, A. Ploos à Amstel, Fredericus Liber Baro in Swartenburg.



ANS
de J. C.
636. *Traité entre LOUIS XIII. Roi de France & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas ; Fait à la Haye le 6. Septembre 1636. Le Roi assistera lesdits Etats pour un an de quinze cens mille livres.* Freder. Leonard. Tom V.

LE Roi aiant considéré les grandes dépenses extraordinaires que les Srs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas ont esté obligez de faire cet hiver passé pour le Siege & reprise du Fort de Schenck, & celles qu'il leur convient encore presentement supporter pour tenir leur Armée en Campagne, afin de nuire & endommager ses ennemis autant qu'il leur sera possible, S. M. a donné ordre & pouvoir au Sieur de Charnacé, Conseiller en ses Conseils d'Etat & Privé, Gouverneur & Baillif des Villes & Comtés de Clermont, Maréchal des Camps & Armées de S. M. & son Ambassadeur ordinaire en ces Provinces, d'aviser avec lesdits sieurs les Etats ce que pourroit faire Sa Majesté en ces occasions, qu'il leur continuât de plus en plus la continuation de sa bonne volonté au bien de leur Etat.

Sur quoi aiant plusieurs fois communiqué avec les sieurs Députés desdits sieurs Etats à cet effet, enfin après diverses conférences ils ont convenu & arrêté, en vertu de leurs pouvoirs respectifs, les Articles & conditions qui ensuivent.

PREMIEREMENT. Sa Majesté assistera pour un an, à commencer du jour du présent Traité, les sieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas de la somme de quinze cens mille livres.

II. Lesdits Sieurs les Etats emploieront ledit argent effectivement à l'entretien des gens de guerre qui pourront estre levés, ou pour faire des recrues, ou autre renforcement des Compagnies qui sont presentement à leur Service.

En sorte que ladite somme de quinze cens mille livres ne pourra estre divertie à aucun autre usage.

Ce que lesdits Sieurs les Etats promettent de bonne foi & maintiendront religieusement, afin de tant mieux attaquer ou incommoder les ennemis par toutes voies & moïens à eux possibles.

III. Sauf & excepté que sur ladite somme de quinze cens mille livres sera prise ce qu'il faut pour paier selon le desir de Sa Majesté aux Villes & Places où les Troupes de sa Majesté ont esté en garnison, le juste prix du loge-

ment & service depuis qu'elles y sont entrées, jusques au jour qu'elles en sont sorties : en ce compris les Regimens des sieurs Mulart & Vendenburck, pour tout le temps qu'ils ont demeuré & demeureront en ces Pais, & lesdits Sieurs les Etats fourniront acquits valables desdites Villes & Places dedans trois mois après la ratification de ces Presentes, à la décharge de sa Majesté, comme aussi de ce qui est dû aux Hôpitaux desdites Villes pour les Soldats de sa Majesté, & les Regimens qui ont esté reçus.

IV. Sa Majesté entretiendra en ce Pais pendant ledit temps les Regimens desdits Sieurs Mulart & Vendenburck, qui seront mis au plus près que faire se pourra du nombre de chevaux & d'hommes portez par leurs respectives Commissions, & seront payez selon les rôles des montres qui en seront faites.

Et ce à quoi les clôtures desdites montres monteront, sera défalqué de la part de sa Majesté sur lesdits quinze cens mille livres.

V. Que si sa Majesté vient à demander les Regimens susdits pour estre envoies en France, lesdits sieurs Etats leur permettront d'y aller; mais en ce cas sa Majesté ne pourrâ plus rien défalquer pour leur entretien de ladite somme de quinze cens mille livres, depuis le jour qu'ils s'embarqueront.

VI. Sa Majesté baillera pour ledit argent des assignations qui seront bonnes, & au contentement de celui qu'il plaira ausdits Sieurs les Etats autoriser en France à cet effet, pour estre acquittées effectivement.

VII. Ladite somme sera païée en trois termes, sçavoir cinq cens milles livres lors de la ratification respective de ces Presentes, cinq cens mille livres dans le mois de Mars, & les autres cinq cens mille livres dans le mois de Juillet.

VIII. Lesdits Sieurs les Etats consentent en outre que sur ladite somme de quinze cens mille livres, seront prises & réservées les pensions des Officiers François, pour estre païées & distribuées sur le pied & de la même façon qu'il a esté convenu par le Traité du 17. jour de Juin 1630. & celui du 15. Avril 1634. Et que celui que lesdits sieurs les Etats commettront à Paris pour recevoir lesdites quinze cens mille livres, sera obligé en paier & fournir la somme à quoi se montent lesdites pensions sur le dernier terme susdit.

IX. Sa Majesté & lesd. sieurs Etats ratifieront respectivement ces Presentes dans le terme de six semaines, si faire se peut.

X. Ce présent écrit ne dérogera point aux précédens Traitez faits entre sa Majesté & lesdits Sieurs les Etats, tous lesquels demeureront en leur force & vigueur, pour estre fidèlement exécutés de part & d'autre.

ANS
J. C.
636. *Traité & accord entre le Landgrave de HESSE & la FRISE ORIENTALE. Fait à Lieroot, le 23. Septembre, 1636. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. IV. pag. 613.*

ALfoo de Doorluchtige Hoochgebooren Furst ende Heere, Heere Wilhelm Landt-Graef tot Hessen, &c. niet was te bewegen om de bemachtiche, ende met Crijchs-volk beleyde Graefschap Oost-Vrielandt tegen een erkenenis soo terstont weder te ontledigen, maer op een maentlijcke contributie ten respect der gevreesde Crijchs-exorbitantien instantelijk gedrongen; soo is onderhandt ende Zegel verdragen wat Syn F. G. over de tseventich Compagnien te voet yder Com. van hondert man, met vijf Comp. Ruyters ende twee Comp. Dragoners daer van vijftich ofte ten hoogsten tseftigh man, yder onder mede begrepen die gene welke de Heer Veldt-Marschalck Ransau daer in heeft gevoert sal hessen. Syn Furstl.

Traduction de ce Traité.

Comme le Serenissime Prince & Seigneur le Seigneur Guillaume Landgrave de Hesse &c. ne pouvoit estre porté de faire sortir au plus tôt les gens de guerre du Comté d'Ost-Frise dont il s'estrendu maître, moyennant une reconnaissance, mais qu'il n'y pouvoit estre forcé que moyennant une contribution par mois, il a esté convenu sous la signature & le sceau des parties, ce que sa Serénité leverâ pour les soixante & dix Compagnies d'infanterie chacune de cent hommes, & les cinq Compagnies de Cavalerie & deux Compagnies de dragons chacune de cinquante ou au plus haut de soixante hommes; sa Serénité promet de faire sortir lesdites troupes en bon ordre, sans dommage pour les habitans, & que celles que sa Serénité y tiend elle les mettra dans les extrémitez.

ANS Genade beloofde de selve Troupen met goede ordre son-
der beschiedinghe van de Ingeleteren, daer weder uyt
de J. C. te schaffen, ende de geene die S. F. G. daer in be-
1636. hout op de uytterste grensen des Lants te verleggen;
dat aldaer de Officiëren en Soldaten sonder andere ser-
vys als van huysveltinge en gewoonlijk *vuyr en licht*,
na Waerts gebruyck te vreden zijn, en op haer soldye
teeren sullen, dat de overige plaetsen des Landis van in-
quartieringe ende daer-rochten bevyrt, ende in 't toe-
komende niet beleyt, de Landt-Stenden aen hare ge-
rechtigheden geene indracht gedaen, aen de bedienin-
ge der Justitie by het over ende onder Gerecht soo wel
als het Ampt van 't Collegie der Administrateurs van
de Landts-collecten, als oock aen de Commerce te
Water ende te Landt, met den tot noch toe gewoon-
lijke middelen van consumptie, niet sullen verhin-
derden; gelijk dan oock de Soldaten van Syn Furtl.
Gen. soo wel Officiëren als gemeene Knechten, oock
haer Soetelaers ende Marcke-tenters de selve met be-
talen sullen, als mede dat in de executie over die geene
die hare schattinge tot onderhout van de geinquarter-
de Soldaten op behoortlike tijdt op te brengen, sich
onwillich behoonen souden, het Collegio *deputatorum*
& *administratum* niet sullen werden verhin-
dert, maer haren stercken loop, gantsch, en swangh, sonder eenich
belesel sullen vry hebben; dat niemant boven de na-
gelelde bewillichte maantlike contributie, onder wat
pretext sulcx geschieden mochte, sal werden bewaret,
maer een yegelijk van wat laet, welen, ofte conditie
hy sy, specialijk de Pachiers van de opgemelte midde-
len der consumptien en haer Dienaer sullen beschut en
beschermt, ende den geenen die daer tegen handelen
mochten ernstelyck gelraft, den beschadigde satisfac-
tie gegeven werden; eyndelijck de geyde contributie
na verloop van twee Maenden, als die dan by den In-
geleteren des Landts te swaer gevonden wort dragelijck
te vermindern ende te versachten, ende na de ses Maen-
den, van dato deses, edoch een dach ofte thien onbe-
gripen (ten ware dan die on-omgancelijke noot
van het alle gemeene welen vereyschte noch eene ge-
ringe tijck, langer als geseyt is, daer in te blyven) de
meer geyde Graefschap aen alle enden ende oorden,
sonder roof, plunderingh, wechvoeringe van Men-
schen ofte Vee, of eenige andere wederwaardighet op
wat wijse, niet nytscheyden, die geschieden mocht,
ganschelijck verlaten, daer tegens gene pretensien
van eenige opgerechte werken, ofte hoe het oock hee-
ten ofte bedacht werden mochte gemaect, maer dese
Graefschap den rechten Heeren ledich gerestitueert,
en met Krijchs-volk noyt weder beleyt sal worden;
oock sullen die hooge ende neder Officiëren als mede
de gemeine Soldaten van S. F. G. ende *Ransouische*
Troupen op ofte aen de Ingeleteren van dese Graef-
schap Oost-Vrieslandt van wegen enigen aen haer per-
soonen ofte goederen, voor dato deses geledene scha-
den, geene actie ofte vorderinghe pretenderen ofte re-
servieren mogen, maer sullen alle goeffende ende ge-
ledene vyandchappen kraft deses gantschelijck opgehe-
ven, ende hier mede allerlijts vergeten ende vergeven
sijn: insgelijck sullen soo wel de opgedachte Officiëren
als gemeene Soldaten die in dese Graefschap blyven of
afgevoert werden, alle den Onderdanen afgenomen
paerden, koeyen, ende andere Vee sampt wagen en-
de andere Meublen aen de Eygenaers, datelijck sonder
eenige exceptie, ongelt, ofte rantsoen kost ende scha-
deloos restitueren ende weder overleveren, ende dat by
onkostenisse van sulcx ongehoorname daer toe gecon-
stringeert, ende exemplariter gestraft worden sullen.

Ten aensien van dese Furttelijcke toefage, hebben
Ridderfchap, Steden ende den derden Stant van 't Graef-
schap Oost Vrieslandt tot vermydingh van de andersints
voor ooggen siewende gantschelijcke ruyne ende onder-
gangh door tusschen sprecken raet ende goetachten van
de Gecommitteerde der Hoog. Mog. Heeren Staten
Generael der Vereenichde Nederlanden tot desen han-
del expreclijck afgeveerdighe beloofte ende aengenomen
Sijne F. G. certt verfoecks wijse op twee maenden, of

ANS
1636. tez ou frontieres les plus reculées du païs, que tous les
Officiers & Soldats s'y commenteront, sans autre service, de J. C.
que du logement & du feu & chandelle accommés se-
lon l'usage des hôtes, & qu'ils vivront sur leur solde;
Que les autres places du païs seront exemptes de quartiers
& de marches, & qu'à l'avenir il n'y sera point mis
garnison; qu'il ne sera pas fait de tort aux prérogatives
des États du païs ni à l'administration de la justice soit
superieure soit inferieure, non plus qu'à la charge du Col-
lege des administrateurs des tailles du païs, ni au commerce
par eau & par terre, ni ne seront empêchés les termes
ordinaires de la consommation & que les Officiers aussi
bien que les Soldats, ensemble les vivandiers & marchands
qui étalent leur marchandises sur le marché la payeront.
Comme aussi que le College des Deputés & administra-
teurs ne seront point empêchés, dans l'exécution qui se fera
sur ceux qui ne voudront en tems convenable apporter des
impositions pour l'entretien des Soldats mis en quartier,
mais on la laissera avoir son cours sans aucun empêche-
ment; Que personne sous quelque pretexte que ce soit ne
sera lésé, ou surchargé outre les contributions de lois
accordées, mais un chacun de quelque état & condition
qu'il soit, spécialement les fermiers des dits deniers de con-
sommation, & leurs commis seront protégés & desfen-
dus; & ceux qui voudront agir allencontre punis; &
sera donné satisfaction à celui qui aura souffert le dommage.
Enfin si après l'expiration de deux mois les habitants du
païs se trouvent trop chargés, on pourra convenir d'une
diminution & adoucissement, & après les six mois,
de la date des presentes, cependant non compris neuf ou
dix jours (à moins que par une nécessité indispensable il ne
fut jugé nécessaire pour le bien commun que les troupes y
demeurassent encore un peu plus de tems que celui qui
est dit cy-dessus) ledit Comté en tout & par tout sera évacué
sans qu'on pille ou emmène aucun homme ou autre chose
rien excepté, ni sans qu'on s'y oppose en aucune maniere qua
ce soit, nulle exceptée, sans alleguer allencontre aucunes
pretensions de quelques ouvrages qu'on auroit construit de
quelque maniere qu'ils puissent être nommez ou imaginez.
Mais sera ledit Comté restitué à ses Seigneurs legitimes,
dûement évacué sans qu'il puisse jamais y être plus mis
de garnison. Semblablement les hauts & bas Officiers,
non plus que les Soldats de sa Serenité, ni les troupes de
Ransau ne pourront pretendre ni se réserver aucune action
contre les habitants de cette Comté d'Oost-Frise pour quelque
dommage qu'ils auroient souffert en leurs personnes ou en
leurs biens avant la date de ces presentes; mais seront le-
vés & oubliés en vertu de ces presentes toutes les hostili-
tez commises; pareillement les soldats Officiers & les
Soldats qui demoreront dans cette Comté ou qui en seront
emmenez, restituoront à tous les sujets d'icelle les chevaux,
vaches & autres bestiaux, chariots & autres meubles aux
propriétaires d'icelle & ce aussi-tôt & sans exception ni
payement de rançon ou de penes; & que faute de ce les des-
obeissans y seront contraincts & punis aexamplement.

En consideration de laquelle promesse dudit Prince la
Noblesse, les villes & le tiers Etat de la Comté d'Oost-
Frise pour en éviter l'ennemie ruine & desolation par l'en-
treprise, conseil & sentiment des Deputés de L. H. P.
Les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des
païs bas, deputés, expressement, pour cette negociation,
ont promis & consenti de faire payer à la premiere deman-
de de sa serenité de la maniere susdite & ses troupes entiere-
ment évacuées & mis en garnison es lieux assignez, avant

ANS gereceent van den dach wanneer S. F. G. op voor-
de J. C. gestelde wijze sijne volkeren respectie uytgeschact
1636. ende op de bestemde plaatsen verlegt, voort de
overige plaatsen bevyrt ja hebben maentlijk *waelf*
dusfent Rijckdaelders betalen te laten; edoch
met desen bedingh dat sy van desen ontlagen sul-
len sijn by soo verre sy boven vermoeden door het
inbrecken deses handels van de volkeren van S.
F. G. ofte in andere maniere deur gewelt verhindert
worden dese belofte te voltrecken, reserveren haer oock,
gelijck S. F. G. sulck bewillicht hooghedachte Hee-
ren Staten Generael te verfloeken, die hant daer aen
te houden, dat soo wel de opgemette toefage van S. F.
G. als dese haer verbinten is wel onderhouden werde,
alles getrouwelijck ende sonder bedroch. t' Oirconde
der waarhey hebben de voorgemelte hoochaenfiende
Heeren Gedeputeerden van de Hoog. Mog. Heeren
Staten der Vereenichde Nederlanden, als oock de hier
toe sonderlingh gevolmachtigde van Syn Furstol. Gen.
neven de Gecommitteerden van de Steden van dese
Graefschap Oost-Vrissant met cygen hnde onderschre-
ven ende met haren allerijts Zegels gecrachticht, ge-
schicht op Lieroot den drie en twintichsten September
seftien hondert seven en dertich, Onder tont Frederick
Vry-Heer tot Swartsenburch, Bernard Coenders van
Helper, Pieter Holtappel genaemt Milander, Reynart
Scheffer, Nicolaus Sixtinus uyt last der Gedeputeerde
van de Steden, Joost Wernarts Lant-Rentmeester, *Pro*
Sperringa Secretaris.

que le reste des places soient libres tous les mois douze mil
ANS Risdales; avec cette condition neantmoins qu'ils en seront
de J. C. decharges au cas que contre toute attente, ils fussent em-
1636. pechez d'accomplir cette promesse par l'infraction de ce
Traité par les troupes de sa Serenité, ou par quelque au-
tre violence. Se reservant aussi, comme sa Serenité y
consent, de supplier les Seigneurs Etats Generaux de tenir
la main, à ce que la susdite promesse de sa Serenité, &
l'engagement susdit soit observé, le tout fidellement &
sans tromperie. En témoin de la verité, les susdits sieurs
deputez de L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des Pro-
vinces Unies des Paisbas, comme aussi les Plenipotentiai-
res de sa Serenité, ensemble les Deputez des Etats de cette
Comté d'Oost-Frise ont signé ces presentes de leurs propres
mains, & confirmé de leurs sceaux; fait à Lieroot le
vingt troisième septembre mil six cents treize sept etoit sous
scrit, Frederic Baron de Swartsenburch, Bernard Con-
ders de Helper, Pierre Holtappel nommé Milander,
Renard Scheffer, Nicolas Sixtinus, de la part des Deput-
tez des Etats, Joost Wernarts Receveur du pais, *Pro*
Sperringa Secretaire.

C C X I V.

ANS *Traité de Confédération entre LOUIS XIII.*
de J. C. *Roi de France & GUILLAUME Land-*
1635. *grave de Hesse, fait à Wesel le vingt uni-*
me Octobre 1636. Freder. Leonard. Tom.
III. pag. 51. Recueil des Traitez de Con-
fédération & d'Alliance entre la Couron-
ne de France & les Princes & Etats Etran-
gers. pag. 117.

L E Serenissime, Tres-Chrestien & Tres-Puissant
Prince Louis XIII. par la grace de Dieu Roi de Fran-
ce & de Navarre, continuant ses toins à la conser-
vation des Princes & Etats de l'Empire, ses Amis & Al-
liez, & spécialement de ceux qui sont remis avec lui à la
Couronne de Suede, pour la manutention des libertez
Germaniques, & pour acquerir une bonne, seure & ge-
nerale Paix à la Chrétienté, aiant envoié des l'année der-
niere l'Illustrissime & Excellentissime Seigneur Mel-
chior Mitte de Cheviens, Marquis de S. Chaumont,
Comte de Miolans & d'Anjou, Premier Baron de Lyon-
nois & de Savoie, Chevalier de ses Ordres, Conseil-
ler en ses Conseils, Lieutenant General en ses Armées,
& Gouverneur de la Ville & Citadelle de Cistéron, son
Ambassadeur extraordinaire en Allemagne, avec plein
pouvoir de confirmer de vive voix, par écrit & par effet,
auidits Princes, Etats, & Communautés de l'Empire,
les assurances de la sincerité & bonne volonté de sa Maje-
sté envers eux, il le chargea particulièrement de visiter
de sa part le tres-illustre & puissant Prince Guillaume
Landgrave de Hesse, Comte de Catzenleobogen, Dietz,
Ziegenhain & Nidde, Prince du Saint Empire, comme
l'un des principaux de la Confédération, & de ceux
dont il estime extrêmement la personne & les merites,
outre l'ancienne alliance & protection que ceux de sa
Maison ont eu de tout tems du Roiaume de France. A
quoi ledit Seigneur Ambassadeur aiant faict fait dès le
mois de Juin dernier, & fait un Traité le douzième d'i-
celui à Minden, avec les Sieurs Scheffer, Sixtinus &
Vultejus, Conseillers dudit Prince, qu'il avoit depu-
tez & laissez pour cet effet auprès dudit Seigneur Am-
bassadeur, n'aiant pu le conclure en personne à cause des
pressantes necessitez qui l'obligeoient de s'en retourner

en son Armée: & les changemens survenus depuis &
quelques raisons considerables, aiant empêché que la
Ratification n'ait pu suivre, & obligé d'y apporter de
nouvelles conditions; ledit Prince Landgrave voulant
témoigner ses respects à Sadite Majesté, les resentimens
qu'il a de ses graces, & son Affection au bien public
& à la cause commune, de laquelle Sadite Majesté
veut toujours maintenir les interets, comme aussi
ceux de la Couronne de Suede & de tous ses Confe-
deres, il se seroit rendu en la Ville de Wesel Pais de
Cleves, où ledit Seigneur Ambassadeur s'étant achemi-
né, ils ont fait & conclu le present Traité selon les
Articles suivans.

I. Le Prince Landgrave promet d'entretenir une Ar-
mée de sept mille hommes de pied & trois mille chevaux,
& de l'employer à continuer la guerre contre les Enne-
mis communs dans l'Allemagne, jusques à fin du pre-
sent Traité, agissant en tout de concert avec le Roi Tres-
Chrestien, la Couronne de Suede, & tous les Alliez.

II. Il ira le plutôt que faire se pourra, pour essai-
er s'il est possible de secourir Hermentlein, suivant le Trai-
té de Minden & les conditions accordées par celui de la
Haye, du treizième Septembre dernier.

III. Quant aux Conquêtes que ledit Prince fera à
l'avenir, il ne les pourra remettre aux Ennemis non
plus que les Places qu'il tient, sans la volonté de Sa
Majesté.

IV. Tous les Princes & Etats qui ont esté ci-devant
du parti, ou qui voudront abandonner celui des Enne-
mis communs pour entrer dans celui du bien public, y
pouront estre admis & receus à Neutralité par le Roi &
la Couronne de Suede; & ledit Prince Landgrave pro-
met ne contrevenir aux Traitez que Sa Majesté & la
dite Couronne en passeront avec eux, moienant qu'il
en soit averti, & qu'ils ne l'obligent point à rendre les
Places qu'il tient, ni à diminuer ses contributions.

V. Ledit Prince Landgrave promet de laisser le libre ex-
cice de la Religion Catolique, Apostolique & Romaine,
& aux Ecclesiastiques l'entiere possession & jouis-
sance de leurs biens dans tous les lieux qu'il a occupiez
depuis l'an 1618. & qu'il occupera ci-après, sans per-
mettre qu'il soit rien changé ni innové en l'un ni en
l'autre de l'état auquel ils estoient en ladite année 1616.
le Roi de sa part promettant le même aux Protestans qui
se trouveront dans les Conquêtes en Allemagne.

ANS
de J. C
1637.

VI. Si pour le bien du service Roi ou de la cause commune les Troupes ou Armées de Sa Majesté ont à passer dans les Terres ou Etats dudit Prince Landgrave, il leur donnera les logemens & seuretez necessaires, & leur fera fournir les vivres qu'il pourroit trouver dans le Plat Pais, à la charge que lesdites Troupes y vivront avec bon ordre; mais en cas de séjour & qu'il leur faut tirer des vivres & provisions des Villes & Magasins du Pais, ledit Prince en sera remboursé en bled ou en argent.

VII. Ledit Prince Landgrave n'entrera en aucun Traité de Treve ni de Paix, avec l'Empereur ni le Roi de Hongrie ou leurs adherans, sans le sceu & consentement de Sa Majesté; bien pourra t'il faire une Treve d'un mois, si la nécessité de son Armée le requiert, à la charge qu'elle ne pourra estre prolongée d'avantage sans la volonté de Sa Majesté.

VIII. Ledit Prince Landgrave promet d'envoyer ses Deputés pour traiter la Paix au tems & aulieu dont Sa Majesté conviendra, par l'entremise du Pape, avec les Rois & Princes interessez, & de garantir de toute sa puissance ce qui sera accordé par ladite Paix au Roi & à ses Confederez; le Roi de sa part promettant le même audit Prince Landgrave, & de lui faire avoir les fauconduits & seuretez necessaires pour lesdits Deputés.

IX. Pour donner moien audit Prince Landgrave de supporter plus facilement les frais auxquels la Guerre le pourra engager, ledit Seigneur Ambassadeur lui promet au nom du Roi son Maître, de lui faire paier dans Hambourg ou à Amsterdam à son choix, deux cens mille Rischdalles tous les ans, tant que le present Traité durera; Sçavoir cent mille Rischdalles comptant, & autres cent mille Rischdalles le dernier Decembre prochain, que le Roi lui fera paier pour cete année 1636. bien que la conclusion de ce present Traité ait esté retardée jusques à ce jourd'hui, attendu que ledit Prince n'a laissé cependant d'agir pour le bien de la cause commune, selon son affection accoustumée envers Sa Majesté & le bien public, & même sous l'esperance du secours qui lui avoit esté promis dès le mois de Juin dernier, par le susdit Traité de Minden: & pour les années suivantes ledit Seigneur Ambassadeur promet audit nom de lui faire paier lesdites deux cens mille Rischdalles: Sçavoir cent mille Rischdalles le dernier de Mars, cinquante mille le dernier Septembre, & les autres cinquante mille le dernier Decembre, & ainsi continuant tant que le present Traité durera.

X. Et bien que ledit Prince ait représenté audit Seigneur Ambassadeur qu'il lui seroit presque impossible de resister long-temps à un si grand Ennemi sans estre plus puissamment secouru, tant d'hommes que d'argent, si est ce que pour témoigner le desir qu'il a de seconder de sa part les bonnes intentions du Roi en tout ce qui peut dépendre de lui, & y agir selon son pouvoir, il n'a laissé de passer le present Traité acceptant la somme offerte, sous l'esperance ferme qu'il a en la bonté & bienveillance de Sa Majesté d'en avoir plus grande assistance; & partant ledit Prince se reserve de lui faire ses tres humbles remontrances, sans toutesfois se départir du present Traité, se promettant que Sa Majesté sera d'autant plus conviée à favoriser & proteger ses interets, qu'il lui fera connoître par ses actions la vraie & sincere affection qu'il a pour son service & pour le bien de la cause commune.

XI. Ledit Seigneur Ambassadeur au nom du Roi, promet audit Prince Landgrave, que Sa Majesté ne fera aucun Traité de Treve ni de Paix avec l'Empereur, le Roi d'Hongrie & leurs adherans, que ledit Prince Landgrave n'y soit appellé & compris, & ses interets satisfaits.

XII. Ledit Seigneur Ambassadeur promet aussi, qu'en cas que le Roi son Maître fasse quelque Alliance, avec le Roi de la Grande Bretagne, pour le rétablissement de la liberté des Princes d'Allemagne, que Sa Majesté emploiera ses offices pour faire que ledit Prince Landgrave y soit compris avec lesdits interets.

XIII. Ledit Seigneur Ambassadeur promet que le

Roi continuera les offices envers Messieurs les Etats des Provinces Unies des Pais Bas, pour faire que ledit Prince Landgrave soit receu en Alliance avec eux, comme S. M. en a déjà donné l'ordre à M. de Charnacé son Ambassadeur en Hollande.

XIV. Et en cas que les Ennemis communs contraingent par la force de leurs Armes ledit Prince Landgrave de sortir de ses Etats, ledit Seigneur Ambassadeur promet au nom du Roi, que la personne dudit Prince, celle de Madame la Landgrave, & de Messieurs leurs Enfants, seront receus dans les Roiaumes de S. M. avec une affection entiere & tout le bon traitement convenable à leur qualité, jusques à ce qu'ils soient rétablis; surquoi S. M. declarera plus particulièrement sa bonne volonté, lorsque ledit Prince Landgrave lui en fera parler.

XV. Ledit Seigneur Ambassadeur promet au nom du Roi audit Prince Landgrave, que la pension qu'il plaist à S. M. de lui donner lui sera payée tous les ans, & de lui en faire toucher presentement une année suivant le Brevet qu'il en a.

XVI. En cas que par un combat ou autre malheur signalé, il arrivât que ledit Prince Landgrave vint à perdre son Armée, S. M. l'aidera de son pouvoir à la remettre sur pied.

XVII. Si après la Paix faire les Ennemis venoient à manquer à ce qui aura esté convenu par icelle, ou attenter quelque chose contre les Couronnes de France & de Suede, ou contre ledit Prince Landgrave & autres Alliez, lesdites Couronnes & Alliez seront obligez de reprendre les Armes pour repousser l'injure & defendre celui qui sera attaqué, ce qui s'observera durant dix ans après la Paix faite & établie.

XVIII. Le present Traité durera jusques à ce que la Guerre soit finie par une bonne, seure & generale Paix. Et pour une plus grande assurance de ce que dessus, Nous avons signé les presentes, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes, sous la Ratification & approbation du Roi Tres-Christien, laquelle ledit Seigneur Ambassadeur promet de procurer dans la fin de la presente année. Fait à Wesel le vingt-unième jour d'Octobre 1636.

Ainsi signéz S. Chaumont, & Guillaume Landgrave de Hesse, & scellé de leurs Armes.

C C X V.

Traité fait au nom du Roi de France LOUIS XIII. avec les GRISONS par le Duc de J. C. de Rohan, General de l'Armée de Sa Majesté, pour la sortie de ses Troupes dudit Pais, du 26. Mars 1637. Freder. Leonard. Tom. IV. LA FRANCE EST LES GRISONS.

ATTESO la dichiarazione fattaci dalli Signori Capie Consiglio delle excellēse Trē Leghe, che nella nuova amicitia stabilita con i Principi confinanti sia riservata la vecchia confederazione, che hanno con sua Maestà Christianissima, quale inviolabilmente sarà mantenuta. Intendendosi il medesimo d'alla parte di sua Maestà Christianissima, è cio tutto riconoscendo le grandi spese fatte da detta Maestà in questi paesi, per le quali teneranno sempre obligata memoria.

Sopra la qual dichiarazione, Noi Duca di Rohano, poiche siamo affurati della buona & sincera affectione che la Maestà Christianissima è solita ad usare con suoi confederati per quiete & beneficio de loro stati; Promettiamo di ritirare le arme del Rè fuori delli paesi de Signori Grisoni, de loro sudditi di Valtelina, Chiavenna, & Bormio, cominciando li 20. Aprile 1637. in maniera tale, che tutte le dette arme habbino sgombrato questi paesi alli 5. Maggio inclusive seguente; non ostante, alcuno altro comando che ciò potesse impedire. Il forte del Rheno donerà dimani venerdì 27. del corrente depositarsi al signore Colonello Schinid di Zu-

ANS Zurigo il quale in nome suo e del suo Reggimento si
J. C. obbligherà & prometterà di consegnare detto forte à Si-
636. gnori Grisoni alli 5. Maggio 1637. laqual consegna e
restitutione nel termine di sopra prefisso non si douerà
impedire nè sculare da chi si sia, ne qualsivoglia forte
di ordinanze o commissione che in questo mentre po-
trebbe ricevere.

Li soldati che sono in detto forte e non sono del
Regimento del Signor Colonello Schinid doueranno
fabbato prossimo li 28. del corrente uscire di quello con
sue arme e bagaglie, e ritirarsi fuori delli confini pro-
mettendoli che da Grisoni non riceveranno alcuna mo-
lestia, nè oltraggio.

Promettiamo senza alcuna riserva di consegnar a Si-
gnori Grisoni avanti li 5. Maggio, come di sopra,
la Valtelina, & ambedue i contadi di Chiavenna, e
Bormio con li forti di Mantello, Riva, Grosso, &
ogni altro luogo fortificato. Intendendosi subito sta-
bilito il presente Trattato di consegnar immediate li
due Castelli e terre di Sondrio e Tirano. Quanto al
Castello di Chiavenna che al presente è nelle mani del
signor Colonello Ulisse Salice, approviamo la libera-
tione del suo giuramento intimatagli da Signori Capi e
Consiglio de, Signori Grisoni, e consentiamo che detto
signor Colonello riservi detta fortezza e tutte le muni-
tionii che ivi si ritrovano, da quali douerà da qui avanti
ubbidire e dipendere assolutamente.

I Signori Grisoni opereranno, che le arme della
Maestà Catolica non tentino alcuna hostilità in detta
Valtelina e Contadi verso le arme della Maestà Cri-
stianissima, come anco non siano introdotte alcune fo-
reschiere dalla parte del Steig per offendere il Colonello
Schinid. Promettendo noi allincontra che non tenta-
remo dalla parte nostra verso Casa d'Austria e Spagna
alcuna novità, e questo fino all'intera esecuzione &
complimento del presente Trattato, come noi non
permetteremo, ne consentiremo alcune arme e solda-
tesche di qual si voglia loco cio potesse seguire, &
in caso quelle fossero per entrare di non accettar-
le, nè meno permetter di far alcuna mossa in Helve-
tica della nostra armata, che già in virtù di questo si
ritirerà.

Nel ritirare di Valtelina & Contadi l'armata nostra
Francesca, come anco del passaggio di quella per il paese
de' Grisoni non douerà seguire alcun disordine nè danno
à i Paesani; douendosi calligar li transgresori, e ris-
farcir li danneggiati. Per il marchiar di quella douerà
servirsi di due strade di sotto & sopra, nè dourà ecceder
il numero di 250. alla volta, e haver intieramente com-
piuto al termine prefisso.

La memoria delle cose passate sarà totalmen-
te sopita, e per li presenti affari non douerà in
avvenire in alcun modo esser ricercato, subito che
il signor Conte Serbellone e le arme del Rè Ca-
tolico non tenteranno alcuna hostilità verso di noi,
ò altri comandanti le arme di sua Maestà Christia-
nissima in Valtelina e Contadi, promettiamo di
far uscire parte della nostra cavalleria di detta Valle e
Contadi.

Et per tutto questo concederanno i Signori Gri-
soni, che noi con la nostra corte insieme con il signor
Governatore San Simon passiamo trattenerci nella cit-
tà, e doueremo goder intiera sicurezza, e ricever il
rispetto qualificato allo stato e commando, che rap-
presentiamo in nome di sua Maestà Christianissima,
promettendo noi vice versa che non tenteremo in detto
loco e tempo, sotto alcun pretesto, alcune pratiche,
ne altro che potesse impedire, nè pregiudicare al presen-
te Trattato.

CCXVI.

ANS
de J. C.

*Convention faite entre LOUIS XIII. Roi
de France & le Duc de WEIMAR, à Paris
le 17. Avril 1637. Freder. Leonard. Tom.
III. pag. 55.*

1637.

BERNARD par la Grace de Dieu Duc de Saxe,
Juilliers, Cleves & Monts, Landgrave de Tu-
ringen, Marquis de Misnie, Comte de la Marc &
Ravensburg, Seigneur de Ravenstein. Reconnoissons
que le Roi nous faisant paier presentement la somme de
treize cens cinquante mille livres, en une Lettre de Chan-
ge payable à Dijon, cent millivres payables par le Sieur
Heufft ou sa correspondance, au quinziesme Mai pro-
chain, trois cens mil livres à la fin de Juin ensuiuant par
ledit Sieur Heufft, dont il nous bailleta presentement
sa promesse pure & simple; cent cinquante mil livres
en assignation bonne & valable pour parfaire ladite som-
me de treize cent cinquante mil livres, dont nous avons
convenu avec Sa Majesté, pour tout ce que nous pou-
vons pretendre en execution de nostre Traité jusques au
quinziesme jour de Mai prochain. Nous promettons aussi
de tenir Sa Majesté quitte des termes dudit Traité qui
écherront au quinziesme Novembre de la presente an-
née, moienant le paiement qui nous sera fait de la som-
me de six cens mil livres au quinziesme d'Aoust prochain,
& de trois cens mil livres audit jour quinziesme Novem-
bre. Ce que Sa Majesté nous a accordé pour la presente
année, desirans que dans la fin d'icelle nous mettions
nos Troupes en l'estat qu'elles doivent estre suivant
nostre Traité, afin qu'il soit de part & d'autre ponctuel-
lement executé, pour à quoi parvenir nous n'obmet-
trons aucune diligence. Ensuite desquelles Conven-
tions, nous entrerons dans la fin du present mois
d'Avril au plus-tard, avec nos Troupes tant de Cava-
lerie que d'Infanterie, & nostre train d'Arillerie tel
qu'il doit estre par nostredit Traité, dans la Franche
Comté, pour de là passer le Rhin & aller faire la Guer-
re en Allemagne, conjointement avec les Troupes qu'il
a plu à Sa Majesté nous accorder pour le service de Sadite
Majesté, & pour le bien & avantage de la cause commu-
ne. Fait à Paris le 17. jour du mois d'Avril 1637. Si-
gné, BERNARD DE SAXE.

CCXVII.

*Traité d'Alliance & de secours entre LOUIS ANS
XIII. Roi de France & les Etats des PRO. de J. C.
VINCES-UNIES des Pais-Bas, 1637.
avec assistance ausdits Etats de douze cens
mille livres pour un an. Fait à Paris le 17.
Decembre 1637. Freder. Leonard. Tom.
V. Recueil des Traitez de Confédération
& d'Alliance entre la Couronne de Fran-
ce & les Princes & les Etats Etrangers.
pag. 221.*

LA FRAN-
CE ET LES
PROVIN-
CES.
UNIES.

LE Roi aiant considéré les grandes & extraordina-
res dépenses que les sieurs les Etats Generaux des
Provinces-Unies des Pais-bas ont esté obligé
de faire cet Esté passé pour le siège & la prise de Breda,
& celle qui leur est encore necessaire de supporter, pour
mettre leur Armée en Campagne le plutôt qui leur sera
possible.

Sa Majesté a donné ordre & pouvoir aux sieurs de
Buillon de son Conseil d'Etat & Sur-Intendant de ses
Finances, & de Chavigny dudit Conseil d'Etat, Grand
Tresorier de ses Ordres, & Secrétaire des Commande-
mens de Sadite Majesté, pour d'autant plus témoigner
ausdits sieurs les Etats la continuation de sa bonne volon-
te de convenir avec le sieur de Vosbergen, Chevalier,
sieur d'Isaler, l'un du Corps de l'Assemblée desdits sieurs

les



ANS les Etats, en vertu de leurs pouvoirs respectifs ci-après de J. C. iniez, les Articles & conditions qui ensuivent.

1637. PREMIEREMENT Sa Majesté assistera pour un an, à commencer du premier Janvier prochain 1638. les sieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas de la somme de douze cens mille livres, laquelle ledits sieurs les Etats emploieront effectivement à l'entretien des gens de guerre extraordinaires, qui sont déjà & pourront estre levez, en sorte que ladite somme de douze cens mille livres ne pourra estre divertie à aucun autre usage: ce que ledits Sieurs Etats promettent de bonne foi, & maintiendront religieusement, afin d'attaquer ou incommoder plus aisément les ennemis par toutes voies & moïens à eux possibles.

II. Sa Majesté fera bailler pour ledit argent des assignations qui seront bonnes & au contentement de celui qu'il plaira audits Sieurs Etats autoriser en France sur celui qui pour estre acquittées effectivement: le paiement s'en fera en trois termes, sçavoir, quatre cens mille livres lors de la ratification respective du present Traité, quatre cens mille livres dans le mois de Juin prochain, & les autres quatre cens mille livres dans le mois de Septembre ensuivant.

III. Moïennant quoi ledits sieurs les Etats s'obligent de mettre leur Armée bonne & forte en Campagne, pour faire une entreprise grandement considerable, Sa Majesté promettant de son côté de mettre pareillement une bonne & forte Armée en Campagne, pour faire aussi une entreprise considerable dans les Pais-bas, & incommoder les ennemis le plus qu'il lui sera possible.

IV. Lesquelles entreprises seront seulement concertées & déclarées entre Monsieur le Prince d'Orange, & celui qu'il plaira au Roi d'envoyer pour en communiquer de la part avec lui, chacun sçachant assez que le succès en est l'ame, & qu'il est impossible qu'elles puissent réussir, s'il n'est observé religieusement.

V. Ledit sieurs Etats consentent que sur ladite somme de douze cens mille livres seront prises & réservées les pensions des Officiers François, pour estre payées & distribuées sur le pied & de la même façon qu'il a esté convenu par le Traité du 6. Juin 1630. & celui du 14. Avril 1634. & que celui qui ledits sieurs Etats commettront à Paris pour recevoir ledites douze cens mille livres, sera obligé d'y paier & fournir la somme à quoi se montent ledites pensions sur le dernier terme du paiement.

VI. Sa Majesté & ledit. sieurs les Etats ratifieront respectivement les presens Articles dans le terme de six semaines, si faire se peut.

VII. Ce present Traité ne dérogera point aux précédens faits entre Sa Majesté & ledits sieurs les Etats, tous lesquels demureront en leur force & vigueur, pour estre fidèlement & religieusement effectuez de part & d'autre.

Déclaration du même jour, que le Roi attaquera Thionville, Namur, ou Mons: & les Etats Generaux Dunquerque, Anvers; ou Hulst: & du nombre de gens de Guerre, dont chacune de leur Armée sera composée.

ENCORE que par le troisième Article du Traité passé ce jour d'hui à Paris entre le sieur de Buillon du Conseil d'Etat du Roi, & Sur-Intendant de ses Finances, & de Chavigny aussi dudit Conseil, Grand Tresorier de ses Ordres, Secrétaire des Commandemens de Sa Majesté, & le sieur de Vosbergen, Chevalier, sieur d'Isclaer, l'un du Corps de l'Assemblée des sieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas, il soit dit que Sa Majesté & ledits sieurs les Etats mettront chacun une bonne & forte Armée en Campagne, pour faire des entreprises considerables dans les Pais-bas.

Et que par le quatrième Article dudit Traité ledites entreprises doivent estre concertées & déclarées entre Monsieur le Prince d'Orange, & celui qu'il plaira au Roi d'envoyer pour en communiquer de la part avec lui, afin qu'elles soient tenues plus secretes.

Neanmoins après que Sadite Majesté a fait déclarer au sieur de Vosbergen, qu'ayant à supporter les extraordinaires dépenses qu'elle est obligé de faire pour la subsistance de tant d'Armées qu'il est nécessaire qu'elle tienne sur pied en divers endroits, elle ne se fût pas résoluë à accorder audits sieurs les Etats la somme de douze cens mille livres, si elle n'eût esté assurée que ledits sieurs les Etats feroient un grand & considerable effort contre les ennemis, il a esté convenu pour plus grand éclaircissement des susdits Articles, que chacune des susdites Armées de Sa Majesté & desdits sieurs Etats sera composée de dixhuit à vingt-mille hommes de pied, & de quatre mille cinq cens à cinq mille chevaux, qu'elles entreront dans le 10. Avril au plus tard dans les Pais-Bas.

Que celle desdits sieurs les Etats attaquera une Place de grande consideration, & qui pourra plus incommoder les ennemis, comme pourroit estre Dunquerque, Anvers ou Hulst.

Et que celle de Sa Majesté en attaquera aussi une de son côté considerable, comme pourroit estre Thionville, Namur ou Mons, ou fera une telle diversion, en s'avancant dans le Pais des ennemis, qu'estans obligés de tenir une bonne partie de leurs forces pour s'opposer aux desseins de Sa Majesté, Monsieur le Prince d'Orange ait d'autant plus de facilité d'avoir un succès heureux de l'entreprise qu'il fera.

Bien entendu qu'en cas que l'Armée de Sa Majesté ne fasse qu'une simple diversion; elle se mettra en Campagne quatorze jours avant celle desdits sieurs les Etats.

Et au cas qu'il soit resolu que toutes les deux Armées entreprennent des attaques des Places, elles se mettront en Campagne le même jour.

En foi de quoi nous Commissaires & Députez susdits avons en vertu de nos pouvoirs respectifs signé la presente Contre-Lettre, & à icelle apposé le cachet de nos armes. A Paris le 17. Decembre 1637. Ainsi signé, Bullion, Bouthillier, de Vosbergen, &c.

CCXVIII.

Traité de Confédération entre LOUIS XIII. Roi de France & CHRISTINE Reine de Suede: Fait à Hambourg le 5. Mars 1638. Freder. Leonard. Tom. V. Recueil des Traitez de Coniédération & d'Alliance entre la Couronne de France & les Princes & Etats Etrangers pag. 88.

NOUS Claude de Mesmes, Comte d'Avaux, Conseiller d'Etat, Greffier des Ordres du Roi Tres-Chrétien Louis XIII. Roi de France & de Navarre & son Ambassadeur extraordinaire en Allemagne; Sçavoir faisons à tous & un chacun qu'il appartient, que l'échange des ratifications du Traité conclu à Vismar le 20. Mars 1626. entre les Ambassadeurs du Roi de France & de la Reine de Suede, ayant esté remis jusqu'à present pour plusieurs raisons, & ayant trouvé à propos d'un commun consentement d'achever ce Traité & étant arrivé par le changement des affaires certaines choses qui demandent un plus ample éclaircissement, après nous estre assemblés par un ordre exprès de sa Majesté Tres-Chrétienne, avec le Sieur Jean Salvius Seigneur Hereditaire de Osiwerbi & Tulinge, Conseiller secret & aulique de la Reine de Suede & son Ambassadeur en Allemagne, qui a aussi des instructions particulieres pour ce Traité, nous avons reconnu le susdit Traité de Vismar, & pour un plus grand éclaircissement après un mutuel échange des pleins pouvoirs que nous avons reçeus de nos Princes, que nous sommes convenus des Articles suivants.

PREMIEREMENT. En premier lieu, l'Empereur Ferdinand II. étant mort, contre lequel le premier Article du Traité de Vismar a esté fait, la Guerre que

ANS le Roi Tres-Chrétien & la Reine de Suede avoient entrepris contre lui, se fera & sera continuée contre son Fils Ferdinand, & la Maison d'Autriche & leurs adherans.

II. Et afin qu'on puisse les porter plus facilement à accepter une honnête Paix universelle, les deux Puissances l'attaqueront, à sçavoir le Roi de France par la haute Allemagne, & la Reine de Suede du côté de la Saxe, & porteront la Guerre avec toutes leurs forces, & en feront le theatre autant que se pourra dans les Provinces Hereditaires de la Maison d'Autriche.

III. On observera exactement l'Article quatrième en faveur des Catholiques, afin qu'ils jouissent du libre exercice de leur Religion & de leurs revenus conformément aux Articles de l'Alliance, & on fera la même chose à l'égard des Protestans.

IV. Le temps déterminé pour l'Alliance conformément à ce qui est contenu aux Articles 17. & 18. à compter du jour qu'on échange les ratifications sera de trois ans, à sçavoir depuis le 15. de ce mois jusqu'au 15. du mois de Mars de l'année 1641. inclusivement.

V. Touchant les subsides de l'Article onzième qui estoient en controverse, on est convenu de cette manière, que quoi que l'échange des ratifications ait été suspendu jusqu'à présent, pour contribuer pourtant aux dépenses de la Guerre que la Reine de Suede a été obligée de faire, depuis le premier jour de cette dite Alliance jusqu'à présent pour la cause commune, le Roi Tres-Chrétien lui fera d'abord donner ici à Hambourg (outre le reste de l'année 1637.) quarante mille thalers Imperiaux, lesquels étant comptés avec ledit reste, la Reine de Suede ne pretendra rien d'avantage du Roi de France jusqu'à ce jour, à raison desdites Alliances.

VI. Et pour les trois années suivantes pendant lesquelles l'Alliance durera, à sçavoir du 15. Mars 1638. jusqu'au même jour de l'année 1641. inclusivement, la Reine de Suede recevra à Amsterdam du Roi Tres-Chrétien toutes les années un million de livres tournois, la moitié deux mois après la ratification, c'est-à-dire le 15. de Mai de l'année 1638. & l'autre moitié six mois après, à sçavoir le 15. jour de Novembre de la même année, & ainsi dans la suite, tant pour les deux mois passés que pour l'anticipation des quatre suivans, les paiements se feront les mêmes jours 15. Mars, & 15. Novembre de chaque année. Et parce que la monnoie de France est peu commode dans ces Pais, le Roi de France gratifiera la Reine de Suede de la monnoie de l'Empire, en lui donnant en espee pour chaque million quarante mille thalers Imperiaux.

VII. Que si le Roi Tres-Chrétien & la Reine de Suede sont invités par les bons offices des Princes-leurs amis à faire quelque Traité avec l'Ennemi, afin qu'on connoisse qu'il ne tient pas à eux, & qu'ils ne refusent pas une Paix universelle à des honnêtes conditions, ils feront au plutôt connoître à ceux qui seront Mediateurs, que leur dessein est de ne traiter ni de Paix, ni de Trêve que conjointement, de ne rien conclure que d'un mutuel consentement & que l'une & l'autre cause doivent être traitées ensemble & en même temps, afin que ceux qui seront Mediateurs puissent sur cela prendre leurs mesures.

VIII. Il est expedient, afin qu'elles choses puissent se faire avec plus de seureté & avec plus de promptitude, que si un même lieu est agréé de tous ceux qui ont intérêt au Traité, les Ambassadeurs de France & de Suede avec leurs pouvoirs, y aïront & traiteront conjointement avec les Ambassadeurs des Ennemis & des Alliés, question ne s'accorde pas pour le lieu, on agira des deux côtés, séparément pour le lieu, mais conjointement pour l'affaire, pour la cause, & pour le temps, à sçavoir pour le Roi Tres-Chrétien à Cologne, & pour la Reine de Suede à Lubec, ou à Hambourg, chacun appellant leurs communs Amis & Confédérés d'Allemagne.

IX. Les affaires du Roi Tres-Chrétien se traiteront à Cologne, & celles du Roïaume de Suede à Hambourg, ou à Lubec, & dans l'un & dans l'autre lieu celles de leurs communs Alliés d'Allemagne. Un Agent de Suede assistera pourtant au Traité de Cologne, & un de France à celui d'Hambourg, l'un & l'autre assisteront sans aucun pouvoir pour agir avec l'Ennemi commun, & sans avoir voix; mais par une honnête concession. Afin qu'ils entendent, & qu'ils rapportent chacun à ses Plenipotentiaires, & qu'ils avertissent ceux qui sont presens selon le besoin, ni on ne fera rien de côté ni d'autre à leur insceu & sans les consulter.

X. Le Roi de France, & la Reine de Suede obtiendront reciproquement par des Mediateurs de l'Ennemi commun, des saufs-conduits & une seureté, tant pour les Ambassadeurs & les Agents de l'un & de l'autre, que pour les Deputés des communs Alliés, & les Courriers & Lettres d'un chacun, & qu'ils ne les envoient pas plutôt, ni à Cologne, ni à Hambourg ou ailleurs qu'ils n'aient reçu de part & d'autre tous lesdits saufs-conduits, & qu'ils declarent cela hautement aux Mediateurs.

XI. Si l'Empereur Ferdinand refuse néanmoins des Saufs-conduits aux communs Alliés d'Allemagne, les deux Rois insulteront auprès des Mediateurs, qu'il soit au moins donné une seureté par écrit à ceux que lesdits Princes voudront envoyer aux deux Assemblées.

XII. Le jour qu'on commencera & qu'on finira les deux Assemblées, sera le même pour toutes les deux, & dans l'un & l'autre lieu toutes les choses se feront en se communiquant les résolutions, & des deux côtés en traitant, on observera une même manière ou prompte ou lente.

XIII. On ne conclura rien dans l'un desdits lieux, sans un mutuel & exprès consentement des Ambassadeurs de France & de Suede, en le declarant par les Agents.

XIV. Les deux Assemblées dépendront l'une de l'autre, & seront unies de façon qu'on fera la Paix dans toutes les deux ou non. C'est pourquoi on ne signera aucun Traité ou de Trêve à Cologne, qu'on ne sçache certainement par l'Agent de Suede que le Traité d'Hambourg est prest d'être signé. Et la même chose sera observée à Hambourg par les Ambassadeurs de Suede, jusqu'à ce qu'ils aient des nouvelles certaines par l'Agent de France que le Traité de Cologne est prest d'être signé.

XV. Le Roi de France sera garant du Traité d'Hambourg, comme la Reine de Suede le sera de celui de Cologne, de façon que si l'un des deux vient à être violé directement ou indirectement, ou qu'on fit la Guerre à quelqu'un des Alliés à cause du present Traité, les deux Roïaumes joindront leurs armes sans retardement pour repousser l'injure, & cela s'observera pendant dix ans du jour de la conclusion de la Paix.

XVI. Le susdit Article sera inséré dans tous les deux Traités, & à cette fin les Ambassadeurs Plenipotentiaires de France & de Suede signeront respectivement tous lesdits deux Traités qu'ils s'enverront reciproquement.

XVII. Ce qui a été dit de Cologne & d'Hambourg, doit s'entendre aussi des autres lieux où il pourroit arriver qu'on traitât.

XVIII. Si on peut obtenir une Trêve generale de huit ou dix années, qu'on ne la refuse point moïennant que chacun des Rois avec des conditions commodes de part & d'autre, garde pendant ce temps-là ce dont il s'est emparé & qu'on traite cela conjointement dans un lieu ou deux selon la manière prescrite.

NOUS attestons par ces Presentes, que toutes & chacunes des choses susdites ont été patées & conclusés au nom des Rois de France & de Suede; & nous engageons de fournir reciproquement à Hambourg les ratifications devant le 15. jour de Mai de cette année sans un plus grand délai.

En foi de quoi nous avons signé de nostre main ces Presentes, & mis nostre Cachet: Fait à Hambourg le 5. Mars 1638.

ANS
de J. C.
1638.

CCXIX.

FRANCE
ET
SAVOIE.

*Traité de Ligue Offensive & défensive, entre
LOUIS XIII. Roi de France & Madame
la Regente de SAVOIE, contre l'Es-
pagne. Fait à Turin le 3. Juin 1638. Fre-
der. Leonard. Tom. IV.*

LE ROI aiant ci-devant & dès le onzième Juillet de l'année 1635. fait Ligue offensive & défensive avec feu Monsieur le Duc de Savoie, & les autres Princes nommez au Traité qui en fust fait pour garantir l'Italie de l'opression des Espagnols, qui continué encore aujourd'hui, comme les rencontres presens le font voir & connoître par l'attaque de Verceil; mais jusques ici sa Majesté n'ayant encore pu obtenir l'effet d'un si juste dessein, ni pu obliger les Espagnols à consentir à une Paix generale, sûre & avantageuse au bien de toute la Chrestienté, & aiant toujours le mesme desir de donner la liberté & le repos à l'Italie, a resolu de faire renouveler une autre ligue avec Madame la Duchesse de Savoie sa Sœur, Mere & Tutrice de Monsieur le Duc de Savoie François Hiacynte son Fils, & Administratrice de ses Etats, lequel dessein de Sa Majesté, Madame voulant seconder & suivre l'exemple de feu Monsieur le Duc de Savoie, comme aussi pour garantir ses Etats, il a esté resolu de faire les conditions suivantes.

I. Qu'il y aura Ligue offensive & défensive entre le Roi & Madame la Duchesse de Savoie sa Sœur, comme Mere & Tutrice du Duc François Hiacynte son Fils, en execution de laquelle ils s'obligent de faire guerre ouverte contre les Espagnols jusques à la fin de l'année 1640. & pour cet effet qu'ils mettront en campagne leur armée dans quinze jours & plustost s'il se peut, composée du nombre des troupes qui sera ci après exprimé.

II. Pour cet effet le Roi contribuera douze mil hommes de pied & quinze cens chevaux entretenus à ses dépens.

III. Madame la Duchesse de Savoie, outre les garnisons de ses places (qu'elle tiendra bien munies) entretiendra en campagne à ses dépens trois mil hommes de pied & douze cens chevaux.

IV. De plus Madame entretiendra à la charge du Roi trois mil hommes de pied & douze cens chevaux, qui seront partie des troupes que S. M. doit contribuer à la presente Ligue. Pour la solde & entretenement desquels S. M. fera paier annuellement à Madame par Mezzates la somme de huit cens quarante mil livres.

V. Quant au Canon attendu les difficultez qu'il y auroit de le faire passer les Monts, Madame en fournira les pieces jusques au nombre de quinze sur leurs affiuts du calibre desdites pieces, & les charrettes attelées pour la voiture des boulets; moienant quoi sa Majesté fera toutes les autres dépenses de l'artillerie, & fournira les poudres, meches, & plomb, & autres munitions de l'armée, excepté celles que Madame fera tenué de fournir à ses troupes: & en cas que lesdites pieces, ou aucunes d'icelles soient perduës, crevées ou éventées, elles seront païées à Madame, suivant l'estimation qui en sera faite par experts.

VI. Encore que le Roi doive avoir la principale direction de cette guerre; néanmoins les Generaux de sa Majesté n'agiront dans les Etats de Madame sans son autorité, si ce n'est aux occasions qu'ils jugeront ne le pouvoir faire, & hors de ses Etats ils lui communiqueront de tems en tems ce qui se devra faire, les Generaux de cavalerie & d'infanterie obeiront aux ordres des Generaux de l'armée du Roi, lesquels néanmoins ne feront difficulté de leur communiquer dans les conseils ce qui sera de leur emploi; & lesdits Generaux de Madame auront toujours le commandement special sur ses Troupes.

VII. Les Confederez donneront libre passage & logement sur leurs Etats, & fourniront de vivres & de munitions de guerre aux troupes de la Ligue, le taux

desquelles sera fait par les Commissaires qui seront respectivement deputez.

VIII. Les Confederez ne pourront entendre à aucun Traité de Paix ou de Treve avec les Ennemis, sans le commun consentement des parties.

IX. Les Confederez ne pourront durant le tems de la presente Ligue attaquer aucuns des Princes ou Etats s'ils ne sont adherans, directement ou indirectement aux Espagnols, leurs prestans secours d'hommes, d'argent & de munitions de guerre, ni moins molester ceux qui sont amis appartenans ou adherans desdits Confederez.

X. S'il arrivoit comme il est maintenant, que les Ennemis eussent attaqué quelque place importante des Etats de Madame, non seulement elle le pourra servir des troupes qu'elle fournit à la Ligue pour sa defense; mais le General de l'armée du Roi (si l'occasion est importante) viendra au secours de ses Etats, si ce n'estoit que l'on fust attaché à quelque dessein, notoirement plus important & avantageux au bien de la cause commune, ou que l'occasion ne fust pas si pressée, qu'elle pult donner le tems aux troupes de la Ligue de parachever l'entreprise commencée, & après secourir les Etats & Places attaquées.

XI. Le General de sa Majesté ne pourra dans les Etats de Madame donner aucun ordre pour les étapes, passages ou logemens des troupes, mais elles seront logées par les ordres de Madame ou de ses Ministres; pour le logement desquelles sa Majesté sera obligée de faire paier à Madame les dépenses des logemens.

XII. Sa Majesté fera en outre tenué de faire paier le prix des grains, ainsi qu'il a esté convenu avec ce qu'elle doit de plus, & devra pour les étapes & logemens de l'infanterie & cavalerie, suivant les comptes qui en seront arrestez.

XIII. Les dépenses que sa Majesté fera en cete guerre (quand mesme ce seroit pour la seule defense des Etats de Madame) ne pourront estre demandées ni pretendues par sa Majesté & ses successeurs à la Couronne, contre Madame & les Ducs de Savoie.

XIV. Pour ce qui est des places occupées par les Ennemis, ou qu'ils pourroient prendre ci-après, S. M. & les Confederez seront obligez de continuer la guerre jusques à ce qu'elles soient reprises ou restituées: & s'il arrivoit la publication de quelque Ban au prejudice de S. A. & des ses Etats, S. M. sera obligée de ne point faire la Paix que ledit Ban ne soit levé, & toutes choses remises en leur premier estat; comme aussi de faire obtenir à S. A. la confirmation des concessions & investitures de toutes les Terres desquelles le feu Duc Victor Amedée son Pere, fust investi par le desunt Empereur.

XV. Si après que cete Ligue sera finie, Madame venoit à estre attaquée à cause de ladite Ligue, sa Majesté & les Confederez seront obligez de l'assister & secourir.

XVI. Pour maintenir entre les Princes Confederez une bonne correspondance, ils deputeront les uns & les autres des Ambassadeurs pour conferer ce qui sera necessaire, & qui regardera les interets communs de la presente Ligue.

XVII. Madame s'oblige à l'observation de ce que dessus en qualité de Mere & Tutrice du Duc François Hiacynte son Fils; & respectivement Monsieur le Cardinal de la Vallette, General de l'armée du Roi, & Monsieur d'Hemery, Ambassadeur de S. M. en vertu du pouvoir à eux donné par Sad. M. s'obligent à rapporter la Ratification pure & simple du present Traité dans un mois. Fait à double à Turin le 3. jour de Juin 1638. Signé, CHRESTIENNE. LE CARDINAL DE LA VALETTE. D'HEMERY. CAIRON.



ANS
de J. C.

1639.

LA FRAN-
CE ET LES
PROVIN-
CES
UNIES.

C C X X.

*Traicté pour un secours de douze cens mil li-
vres entre LOUIS XIII. Roi de France
& les Etats Generaux des PROVIN-
CES-UNIES, Negocié par Messieurs
de Buillon du Conseil d'Etat, Grand Thre-
sorier de ses Ordres & Secrétaire des Com-
mandemens de Sa Majesté pour cet effet; Et
le Sieur Guillaume de Lierre, Sieur d'O-
sterwyk, Ambassadeur ordinaire desdits
Sieurs Etats près du Roy. Fait à Paris le
24. Mars. 1639. Recueil des Traitez de
Confédération & d'Alliance entre la Cou-
ronne de France & les Princes & les Etats
Etrangers. pag. 128. Freder. Leonard.
Tom. V.*

L'Oùs par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre; A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut. La bonne volonté que nous avons pour nos Tres-chers, grands Amis, Alliez & Confederez les Etats Generaux des Provinces - Unies des Pais-Bas, nous ayant convié à les traicter toujours favorablement & libéralement, pour leur donner moyen de supporter les grandes dépenses qu'il leur faut faire dans la continuation de la guerre; Nous avons eu agreable de donner pouvoir à nos Commissaires cy-après denommés de passer & signer en nostre nom un Traicté touchant l'assistance que ledits Sieurs Etats ont desiré de nous pendant cette année, semblable à celle que nous leur départîmes en la dernière, ce qui auroit esté fait entre nosdits Commissaires & leur Ambassadeur près de nous, aussi fondé de plein pouvoir en la maniere qui ensuit.

Le Roy considerant les grandes dépenses que les Sieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas sont obligés de supporter, pour faire subsister les troupes qu'ils doivent tenir sur pied, afin d'entreprendre quelque chose de considerable contre les ennemis communs, & d'essayer conjointement avec Sa Majesté par la force des armes de les reduire à consentir par raison à l'establissement d'une bonne Paix generale dans la Chrestienté, qui est la seule fin que le Roy & ledits Sieurs Etats se font toujours proposés dans cette guerre, S. M. pour leur faciliter les moyens de la continuer à l'advenir, & de pouvoir mettre leur armée en campagne de bonne heure pour prevenir les desseins des ennemis, & estre en estat d'exécuter plus aisément ceux qui auront esté concertez entre elle & ledits Sieurs Etats, A donné ordre & pouvoir aux Sieurs de Buillon de son Conseil d'Etat & Surintendant de ses Finances, & de Chavigny aussi dudit Conseil d'Etat, Grand Thresorier de ses Ordres & Secrétaire des commandemens de Sa Majesté, pour d'autant plus tesmoigner auxdits Sieurs Etats la continuation de sa bonne volonté, de convenir avec le Sieur Guillaume de Lierre, Sieur d'Osterwyk, Ambassadeur ordinaire desdits Sieurs les Etats Generaux près de nous, en vertu de leurs pouvoirs respectifs cy-après inserés des Articles & conditions qui s'ensuivent.

I. Sa Majesté assistera pour un an, à commencer du premier jour de Janvier de la presente année 1639. ledits Sieurs les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays Bas de la somme de douze cens mil livres, laquelle ledits Sieurs Etats employeront effectivement à l'entretien des Gens de guerre extraordinaires qui sont déjà & pourront estre levés; En sorte que ladite somme de douze cens mil livres ne pourra estre divertie à aucun autre usage, ce que ledits Sieurs Etats promettent de bonne foy & maintiendront religieusement, afin d'attaquer ou incommoder plus aisément les ennemis par toutes voyes & moyens possibles.

II. Sa Majesté fera bailler pour ledit argent des assignations bonnes, & au contentement de celui qu'il plaira aux dits Sieurs les Etats autoriser en France sur ce sujet, pour estre acquittées effectivement: Le paiement s'en fera en trois termes; A sçavoir quatre cens mil livres lors de la ratification respective du present Traicté, quatre cens mil livres dans le mois de Juin prochain, & les autres quatre cens mil livres dans le mois de Septembre ensuivant.

III. Moyennant quoy ledits Sieurs Etats s'obligent de mettre leur Armée bonne & forte en campagne; pour faire une entreprise grandement considerable; Sa Majesté promettant de son costé de mettre pareillement une bonne & forte Armée en campagne, pour faire aussi une considerable entreprise dans le Pays-Bas, & incommoder les ennemis le plus qu'il fera possible.

IV. Lesquelles entreprises seront concertées & deliberées entre Monsieur le Prince d'Orange & celui qu'il plaira au Roy d'envoyer pour en communiquer de sa part avec luy, chacun sçachant asseés que le secret en est l'ame, & qu'il est impossible qu'elle puisse réussir, s'il n'est observé religieusement.

V. Ledit Sieurs Etats consentent que sur ladite somme de douze cens mil livres seront prises & reservées les pensions des Officiers François, pour estre payées & distribuées sur le pied & de la mesme façon qu'il a esté convenu par le Traicté du 17. Juin 1638. & celui du 14. Avril 1634. Et que celui que ledits Sieurs Etats commettront à Paris pour recevoir ledits douze cens mil livres, sers obligé d'y payer & fournir ladite somme à quoy se montent ledites pensions, sur le dernier terme du payement.

VI. Sa Majesté & ledits Sieurs Etats ratifieront respectivement ledits Articles dans le terme de six semaines si faire se peut.

VII. Ce present Traicté ne derogera point aux precedens entre Sa Majesté & ledits Sieurs les Etats, tous lesquels demeureront en leur force & vigueur pour estre religieusement effectuez de part & d'autre.

Fait à Paris le 24. jour de Mars, 1639.

*Pouvoir du Roy aux Sieurs de Buillon & de
Bouthillier; pour conclure le Trai-
té cy-dessus.*

L'Oùs par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut: Nos tres-chers, grands Amis, Alliez & Confederez, les Sieurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, ayans envoyé vers nous le Sieur Guillaume de Lierre leur Ambassadeur ordinaire, pour nous remonstrer tres-humblement les grandes dépenses qu'ils sont obligés de supporter pour la continuation de la guerre, & nous réquerir les vouloir aider pour la presente année d'une somme de quinze cens mil livres pour mettre sur pied au plustost leur Armée, afin d'entreprendre quelque chose de considerable contre les ennemis communs, & d'essayer conjointement avec Sa Majesté par la force des armes, à les reduire à consentir par raison à l'establissement d'une bonne Paix generale dans la Chrestienté, qui est la seule fin que le Roy & ledits Sieurs Etats se font toujours proposés dans cette guerre: Sa Majesté pour leur faciliter les moyens de la continuer à l'advenir, & de pouvoir mettre leur Armée en campagne de bonne heure pour prevenir les desseins des ennemis, & estre en estat d'exécuter plus facilement ceux qui auront esté concertez entre elle & ledits Sieurs les Etats, a donné ordre & pouvoir aux Sieurs de Buillon de son Conseil d'Etat & Surintendant de ses Finances, & de Chavigny dudit Conseil d'Etat grand Thresorier de ses Ordres & Secrétaire des commandemens de Sa Majesté, de conférer avec ledit Sieur Ambassadeur, comme aussi de convenir, promettre & refoudre; conclure & arrester ensemblement tout ce qui sera estimé à propos & necessaire

Ccc 2

pour

ANS
de J. C.

1639.

A NS pour le bien general de la Chrestienté, pour celuy de
de J. C. cette Couronne & desdits Sieurs les Estats, mesmes d'en
1639. signer un Traicté. Promettons en foy & parole de Roi
avoir pour agreable tout ce que par lesdits Sieurs de
Bullion & Bouthillier sera promis, accordé & signé,
& de le ratifier en la plus authentique forme que faire
se pourra. Car tel est nostre plaisir. En tesmoin de
quoy nous avons fait mettre nostre seel à cefdites
presentes.

Donné à Saint Germain en Laye le dernier Fevrier,
l'an de grace 1639. Et de nostre Regne le 29.

Signé, LOUIS,
Par le Roy, BOUTHILLIER.

*Ensuit la teneur du pouvoir du Sieur d'Oster-
wyk, Ambassadeur ordinaire vers le
Roy, desdits Sieurs Etats
Generaux.*

LES Estats Generaux des Provinces Unies des Pays-
Bas, A tous ceux qui ces presentes lettres verront,
Salut. Comme ainsi soit que nous avons jugé conve-
nable d'envoyer un Ambassadeur vers le tres-haut,
tres-puissant & tres-excellent Prince Louis, par la
grace de Dieu Roi de France & de Navarre, pour lui
faire tres-humbles remonstrances des grandes charges
& despeses qu'il leur convient supporter pour la levée
& entretien de leur Armée, pour essayer conjointe-
ment avec Sa Majesté par la force des armes de reduire
les ennemis communs à consentir par raison à l'esta-
blissement d'une bonne Paix generale dans la Chre-
stienté; A quoi à present ils sont hors de tous moyens
pour y pouvoir subvenir, leurs finances s'estans toutes
espuisées aux precedentes années; Or estant ainsi hors
de puissance, & n'ayant autre recours ny secours à espe-
rer plus prompt que du tres-redouté Roy de France;
A ceste fin estans pleinement informés de la suffisance,
prudence, fidelité & diligence du Sieur Guillaume de
Lierre, Sieur d'Osterwyk, nostre Ambassadeur ordi-
naire près dudit Roy; Nous ayans fait election de sa
personne, pour de nostre part & en nostre nom en qua-
lité de nostre Ambassadeur ordinaire faire ladite sup-
plication à Sadite Majesté: Et outre traicter avec elle
ou avec ceux qu'elle trouvera bon commettre, pour
estre besongné à ces ou pareilles matieres, & en passer
tels instrumens, contractz, promesses, en telle, bon-
ne & deuë forme que besoin sera, & generalement
faire en ce que dessus, en ses circonstances & depen-
dances tout ainsi que serions si presens en personne y
estions, jaoit que le cas requiert mandement plus spe-
cial qu'il n'est contenu en ces presentes, par lesquelles
nous promettons sincerement & de bonne foy avoir &
tenir ferme & stable à toujours ce que par luy en
cette qualité sera fait, promis, convenu & accordé
en cet endroit, l'observer, l'accomplir & entretenir in-
violablement, sans jamais aller ny venir au contraire,
directement ny indirectement en quelque sorte &
maniere que ce soit, mais le tout devoir ratifier si be-
soin est, & en passer lettres & instrumens en la mei-
leure forme que faire se pourra, au contentement de
Sa Majesté.

Fait à la Haye en nostre Assemblée, sous nostre grand
seel, paraphe, & sous la Signature de nostre Greffier
le 30. Janvier 1639.

Estoit paraphé S. V. HARSOLTE Vt.

Et sur le reply estoit escrit. Par ordonnance des hauts
& puissants Seigneurs les Estats Generaux,

Signé, CORN. MUSCH,

estant seellé du grand Sceau desdits Sieurs Estats Gene-
raux en cire rouge, pendant en d'une double queue d'or
& de foye rouge.

En foi de quoi nous Commissaires susdits & Ambassa-
deur soussignés avons en vertu de nos pouvoirs cy-des-
sus inserés de mot à autre signé ces presentes de nos

seings ordinaires, & à icelles fait apposer le cachet de
nos armes.

Fait à Paris le 23. jour de Mars, 1639.

Signé, BULLION,

BOUTHILLIER,

& GUILLAUME DE LYERRE,

avec les cachets desdits Commissaires & Ambas-
sadeur.

Lequel Traicté cy-dessus transcrit nous ayant esté
representé par nosdits Commissaires, & ayant le tout
veu & examiné de mot à mot en nostre Conseil;
Nous avons icelui agréé, approuvé & ratifié; agreons,
approuvons & ratifions par ces presentes, signées
de nostre main; Promettons en foy & parole de
Roi, garder & observer le tout sans y contrevenir direc-
tement ny indirectement, ny souffrir que de nostre
part il y soit contrevenu en aucune sorte & maniere
que ce soit. Car tel est nostre plaisir. En tesmoin
de quoy nous avons fait mettre nostre seel à cefdites
presentes.

Donné à Compiègne, le 13. jour d'Avril 1639. Et
de nostre Regne le vint-neufieme.

Signé, LOUIS,
par le Roy, BOUTHILLIER.

(a) *Déclaration sur le Traité du 24. Mars
1639. Fait à la Haye le 13. Mai 1639.*

QUE les Armées du Roi & des Etats Generaux
seront chacune de dix-huit mille hommes de pied,
& de quatre mille cinq cens chevaux du moins.

Que l'entrée dans le Pais-bas se fera le 15. Mai.

Si le Roi attaque une Place sur la Côte de Flandres,
lesdits Etats tiendront à la Rade trente Vaisseaux de
Guerre, pour plus grand éclaircissement du troisieme
Article du Traité passé à Paris entre le Roi & les Sei-
gneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-
bas le 24. Mars dernier, il a esté convenu que Sa Ma-
jesté & lesdits Sieurs Etats mettront en Campagne cha-
cun une Armée de dix-huit à vingt mille hommes de
pied, & de quatre mille cinq cens & cinq mille chevaux.

Que lesdites Armées entreront le quinze de ce mois
de Mai au plus tard, sans y manquer, dans les Pais-
bas.

Que celle desdits Seigneurs Etats attaquera une
Place de grande consideration, & qui pourra le plus
incommoder les ennemis.

Et que celle de Sa Majesté en attaquera aussi une con-
siderable de son côté.

Et au cas que le Roi se resolve d'assiéger une Place
sur la Côte de Flandres, lesdits Seigneurs Etats s'obli-
gent de tenir pendant ladite attaque à leurs dépens à la
Rade de ladite Côte trente Vaisseaux de Guerre, pour
garentir & empêcher l'entrée & sortie de ladite Place
contre tous ceux qui voudront entreprendre de la se-
courir, sans aucuns exceptez.

Les Seigneurs Etats promettent de bonne foi d'ob-
server & executer ponctuellement les susdits Articles
secrets. Ainsi fait à la Haye en Hollande le 10. de Mai
1639. Signé, Nicolas de Bouchorst, G. de Vosber-
gen, S. van Haerfote, B. Conders de Helpen.

C C X X I.

Traité de Renouvellement d'alliance entre ANS
CHARLES I. Roi de la grand Bre- de J. C.
tagne, & CHRISTIERNE IV. Roi 1639
de Danemarc, fait à Gluckstat, le 6. ANGLE
Avril, 1639. Aitzema Affaires d'Etat TERRRE
& de Guerre. Tom. IV. Liv. XIX. ET
pag. 288. DANE-
MARC.

* COMME les très-illustres & très-puissants Prin- * C
ces Chrétiens quatrième, par la grace de Dieu ici une
Roi de Dannemarc, Norwegue, &c. & Char-
les

les par la même grace de Dieu Roi de la grand' Bretagne, &c. Suivant leur prudence Royale, & pour l'amour particulier & le soin qu'ils ont pour leurs peuples, ne souhaitoient rien plus ardemment que de renouveler les Alliances qui ont été entre les Ancêtres d'heureuse mémoire de part & d'autre, à la gloire du Dieu Tout-puissant, la paix du monde Chrétien, la prospérité de leurs sujets respectifs, & pour renouer d'un nœud plus étroit l'ancienne amitié & les singuliers offices qui ont été entre eux jusques à présent, & qu'ils ont confirmés depuis long-tems par une affection particulière, Nous Chrétien Comte de Pens Seigneur de Nevendorf, Chevalier, Gouverneur de Rensborch & Glückstadt. Et Detlof Reventlouw, Seigneur de Reets & Sisendorf, Chancelier de sa Royale Majesté, au nom du serenissime Roi de Danemarck; Et semblablement moi Thomas Rowe Chevalier & Chancelier de l'Ordre de la Jarretière, & présentement Ambassadeur extraordinaire près du Roi de Danemarck, envoyé à cette fin par le serenissime Roi de la Grand' Bretagne, &c. & instruit de pouvoirs propres & suffisants, comme il paroît par nos Commissions, avons, au nom de nos susdits Princes pour renouvellement des anciennes Alliances, contracté, accordé, & convenu comme s'ensuit.

Premièrement, il a été traité, accordé & conclu, qu'entre les susdits deux Rois & leurs Héritiers & Successeurs, leurs Royaumes, Provinces, Sujets & Vassaux qui sont présentement & qui seront ci-après, à jamais, il y aura une sincère, véritable, & parfaite amitié, paix, & alliance tant par Terre que par Mer & Eaux douces, & en tous lieux, en forte que ni eux, ni leurs Royaumes, Provinces, Sujets ou Vassaux, ne se feront aucun dommage l'un à l'autre en leurs personnes ou biens, ni consentiront leur en être fait, mais embrasseront l'utilité & profit l'un de l'autre; comme aussi seront les sujets respectifs autant qu'en eux sera, & empêcheront de conseil & de fait le dommage & ruine les uns des autres comme le leur propre.

II. Est accordé, &c. qu'aussi-tôt que l'un des susdits deux Rois ou leurs Successeurs respectifs, s'apercevra qu'il sera fait, requis ou traité quelque chose au préjudice ou dommage de l'autre, ils seront obligés de s'en avertir l'un l'autre, & de l'empêcher & détourner comme le sien propre.

III. Est accordé, &c. Et promettent faiblement les susdits Rois pour eux & pour leurs Héritiers & Successeurs respectifs, qu'il n'assisteront jamais leurs Ennemis d'aucun subside de Guerre; & que leurs sujets ou habitants de quelque Nation ou qualité qu'ils soient, ou sous quelque prétexte de Navigation ou Commerce libre, ou prétexte que ce puisse être, n'assisteront leurs Ennemis de conseil, argent, armes, mousquets, instruments ou autres appareils propres pour faire la Guerre; & s'il arrive que quelqu'un fasse le contraire, il sera puni comme infraction d'alliance, & perturbateur du repos public.

IV. Il est convenu, que si quelqu'un vient à faire la Guerre à l'un ou l'autre des deux Rois ou à leurs Royaumes ou Païs, sans y avoir auparavant été provoqué, ou qu'il veuille donner atteinte à leurs droits & prérogatives, par la violence, ou qu'il tache de s'emparer de quelque chose dans lesdits Royaumes, Provinces ou Païs qui ne lui appartienne pas, l'un secourra l'autre contre ce tiers dans quatre mois au plus & sans délai, (pourtant qu'il soit lui-même sans guerre) à sçavoir avec huit Vaisseaux, quatre de cent & cinquante jusques à deux cens Lastes, & équipés de cent cinquante jusques à deux cens hommes, & montés de vingt pièces de Canon; les quatre autres de cent ou cent cinquante Lastes, équipés de cent jusques à cent vingt hommes, & montés de seize pièces de Canon, & devront lesdits Vaisseaux obéir à l'Amiral du Roi auquel ils seront envoyés pour secours, lequel secours durera autant que la guerre, à moins que le Roi assistant n'y tombât lui-même, comme est dit ci-dessus, & sans aucune refusal de dépens; & seront lesdits Vaisseaux pourvus par le Roi assistant

de toutes les armes & vivres nécessaires pour trois mois à compter du jour auquel ils seront partis; en sorte que les vivres autant qu'il sera de besoin, dans la suite leur seront fournis par le Roi à qui le secours sera envoyé, en la même manière & bonté qu'il est accoutumé de les fournir aux siens propres.

V. Il est convenu, &c. que s'il arrive que dans quelque expedition on vient à prendre quelques Provinces, Villes, Châteaux, Forteresses ou autres Places, appartenant ou ayant appartenu à l'un desdits Rois, ou scituez sous sa domination, ils lui seront rendus.

VI. Si dans ladite expedition on vient à prendre quelques Villes, Provinces, Châteaux, Forteresses ou autres places, elles seront partagées entre lesdits Rois à proportion des troupes de gens de guerre & Soldats que chacun y aura fournis.

VII. De la même manière, & selon le nombre & la quantité des troupes, & vaisseaux, seront partagés tous les butins de biens meubles qui seront pris en guerre, tant par eau que par terre sur l'ennemi en quelque endroit que ce soit, dedans ou dehors les Etats desdits Rois confédérés.

VIII. Est convenu &c. Que toutes & quantes fois que l'un des susdits Rois aura requis l'autre en la manière & forme cy-dessus pour un plus grand nombre de Soldats, de vaisseaux ou de subside en argent, au susdit cas de pure défense; celui qui sera requis sera obligé de le faire, autant qu'il sera possible, en égard au tems & aux raisons de la place, & de l'Etat de ses affaires. En quoi on se rapportera à la conscience du Roi assistant, de sorte neantmoins que dans deux ans après la guerre finie, la refusal de frais de guerre faits pour cette assistance extraordinaire, ou des deniers pretez sera faite à celui qui les aura faits & prêtés par celui qui en aura joui.

IX. Est accordé &c. Qu'au cas lors que telle assistance extraordinaire sera fournie, que le butin pris en Mer, sera partagé d'une telle manière qu'après la computation faite, pour ce qui en pourroit appartenir à chaque vaisseau, entend que le butin fut partagé également; les huit vaisseaux d'assistance ordinaire recevront chacun leur part, mais de la part qui devra être donnée aux vaisseaux d'assistance extraordinaire la troisième partie en sera diminuée & donnée au Roi qui restituera les frais.

X. Il est accordé &c. Que pas un des deux Rois ne pourra faire de paix ou autre transaction avec l'ennemi contre qui ils auront pris les armes de la manière susdite, sans y comprendre l'autre avec ses Provinces & sujets.

XI. Est accordé &c. Que si le Roi qui demandera le secours est lui-même agresseur, l'autre Roi de qui ledit secours sera requis, sera autorisé pour le rappeler dans les bornes de la justice, & de proposer des articles raisonnables de paix sans dissimulation ou finesse, & le pourra presser à accepter la paix. Que s'il la refuse & ne veut point entendre raison alors l'autre ne sera point obligé de l'assister; l'Alliance demeurera cependant dans sa force, & n'en sera pas pour cela affoiblie.

XII. Est accordé, &c. qu'aucun des deux Rois ne recevra dans ses Royaumes & Provinces aucun Ennemi ou Rebelle de l'autre, ni le cachera ou le souffrira au delà du tems de quatre mois, s'il sçait qu'il lui est ennemi ou rebelle.

XIII. Est accordé, &c. qu'il sera libre aux sujets des deux Rois, d'aller & frequenter dans les Provinces, Villes de Commerce, Havres, Rivières, les uns des autres, soit par eau, soit par terre avec leurs marchandises, pour y négocier, sans recevoir aucun empêchement, en payant les droits de peages accoutumés en sorte néanmoins que les Loix & Statuts des Provinces auxquelles toutes les autres Nations sont sujettes ne seront violés en aucune manière.

XIV. Est accordé, &c. que les sujets du Serenissime Roi de la grand' Bretagne n'auront aucun accès aux ports défendus, dont il est fait mention dans les Alliances précédentes, sans le consentement spécial du Roi de Danemarck, à moins qu'ils n'y fussent contraints par la

tempête ou autre peril de Mer, auxquels ports en ce cas il ne leur seroit pas permis de faire le moindre negoce.

1639. XV. Est accordé &c. Que si quelq'un des sujets d'un Roi vient à faire naufrage sur les côtes de l'autre, il pourra decharger à terre les pieces du vaisseaux avec la marchandise, & personne ne pourra l'en empêcher, mais plutot les habitans de ce lieu s'ils en sont requis preteront secours à celui qui aura fait le naufrage, moyennant un salaire raisonnable, afin de sauver ce qui pourra être sauvé.

XVI. Est accordé &c. Que si les sujets de l'un des Rois vient à être blessé dans les Etats de l'autre ou vient à y être lezé ou à souffrir quelque dommage, le Roi de ce lieu sera obligé de faire droit, suivant la justice & les loix, & ce aussi promptement que le droit & la coutume dudit lieu le pourront permettre, & de punir celui qui aura fait le tort.

XVII. Est accordé &c. Qu'aucun particulier ne donnera atteinte injustement à cette Alliance ni n'excitera de haine ou aigreur entre lesdites Nations : Mais chacun repondra de son fait, & sera justiciable pour cet effect, & l'un ne souffrira point pour le fait de l'autre par reprefaille ou autre procedure odieuse, mais le perperant sera obligé de repondre en justice pour son propre fait.

XVIII. Est convenu &c. Que si à l'avenir contre toute attente, ce que Dieu veuille détourner, il arrivoit quelque différent entre l'un & l'autre Roi, & leurs Royaumes, ils seront accomodez à l'amiable, sans donner atteinte à cette Alliance.

XIX. Est accordé &c. Comme les Iles Orcades ou Schotland, ne peuvent sans le desavantage des poursuivans, être exclues de ce Traité, Que toutes negociations pendant la vie des deux Rois ou de l'un des deux se reposeront, & rien n'en sera mu, le droit des successeurs demeurant cependant en son entier.

XX. Est accordé &c. qu'aucun des precedens Traitez ou convention n'est point changé ni alteré par ces articles, qu'en ce qui y sera expressément derogé.

XXI. Est accordé &c. Que les susdits Serenissimes Princes Chrestien quatrieme Roi de Dannemarc & Charles Roi de la Grand' Bretagne observeront sincerement tous ces articles, conclus à Gluckstadt le 6. Avril mil six cents trente neuf.

C C X X I I.

ANS Convention faite par Monsieur le Duc Bernard de WEYMAR, & le Roy de France LOUIS XIII. Sc. le 17. Avril 1639.

1639. Recueil des Traitez de Confédérations & d'Alliance entre la Couronne de France & les Princes & Etats Etrangers. pag. 154.

FRANCE
ET
WEIMAR.

Bernard par la grace de Dieu Duc de Saxe, Juiliers, Cleves, & Monts, Landgrave de Turinge, Marquis de Misnie, Comte de la Marck & Ravensburg, Seigneur de Ravensstein, &c.

Reconnoissant que le Roi nous faisant payer presentement la somme de trois cent cinquante mille livres en une lettre de change payable à Dijon, cent cinquante mille livres payables par le Sieur Hultt en la Correspondance au 15. May prochain, trois cens mille livres à la fin de Juin ensuivant, par ledit Sieur Hultt, dont il nous baillera presentement la promesse pure & simple, cent cinquante mille livres en assignation bonne & valable, pour faire ladite somme de neuf cens cinquante mille livres, dont nous avois convenu avec Sa Majesté pour tout ce que nous pouvons pretendre en execution de nostre Traicté, jusques au 15. jour de May prochain, nous promettons aussi de tenir Sa Ma-

jesté quite des termes du Traicté, qui escherront au 15. jour de Novembre de la presente année, moyennant le payement qui nous sera fait de la somme de six cens mille livres au 15. jour d'Aoust prochain, & trois cens mille livres au 15. jour de Novembre de la presente année; ce que Sa Majesté nous a accordé pour la presente année, desirant qu'à la fin d'icelle nous mettions les troupes en l'estat qu'elles doivent estre suivant nostre Traicté, afin qu'il soit de part & d'autre ponctuellement executé, pour à quoi parvenir nous mettrons nos diligences : en suite desquelles conventions nous entrerons dans la fin du mois d'Avril au plus tard avec nos troupes, tant de Cavalerie que d'Infanterie & nostre train d'artillerie, tel qu'il doit estre par nostre dit Traicté, dans la Franche-Comté, pour delà passer le Rhin, & aller faire la guerre en Allemagne conjointement avec les troupes qu'il a pleu à Sa Majesté nous accorder pour le service de Sa Majesté, & pour le bien & advancement de la cause commune.

Fait à Paris le 17. jour d'Avril 1637.

Signé, BERNARD DE SAXE.

C C X X I I I.

Traité entre le Roi de France LOUIS XIII. & Madame Regente de SAVOYE, de J. C. 1632. pour la Restitution des Places fortes tenues par sa Majesté & le Roi d'Espagne, lorsque la Paix se fera, & pour l'entretenement des gens de guerre. Fait à Turin le 1. Juin 1639. Freder. Leonard. Tom. IV.

FRANC
ET
SAVOYE

LE Roi considerant les grands progres que les Princes de Savoie ont faits dans le Piedmont affistez des Armes des Espagnols, a estimé necessaire avec Madame d'introduire les siennes dans les Places de Carmagnole, Savignan & Queraque, pour les garantir des invasions des Ennemis, & les conserver à Monsieur le Duc de Savoie son neveu, aux conditions suivantes.

I. Le Roi promettra pour lui & pour ses successeurs de ne faire aucun Traité de paix, de treve ni de suspension d'armes generale ou particuliere en Italie qui excède le terme d'une année sans prorogation, que les Espagnols ne restituent toutes les Places qu'ils ont occupées sur Monsieur le Duc de Savoie depuis cete guerre, compris Vercelli; & que sa Majesté ne fasse sortir pareillement ses troupes des places où elles seront entrées depuis le Traité de l'année 1638. fait entre le Roi & Madame, ensorte que toutes soient rétablies sous le pouvoir, & dans l'obeissance de Monsieur le Duc de Savoie & de Madame la Duchesse de Savoie sa Mere, ou de ses legitimes successeurs.

II. L'Armée du Roi ayant repris quelq'une des Places de celles que les Espagnols ou les Princes de Savoie tiennent, sa Majesté sera obligée à les rendre à Madame au cas qu'elle les puisse garder, & s'il arrive qu'on reprenne toutes les Places que tiennent presentement les Espagnols & les Princes de Savoie, sa Majesté retirera ses troupes de toutes celles où il y aura garnison, pour les mettre entre les mains de Madame & de son Alteffe ou de ses legitimes successeurs, comme il est dit au premier article.

III. Le Roi mettra entre les mains de Madame la Duchesse de Savoie des Lettres adressantes au Pape & aux Princes d'Italie, par lesquelles sa Majesté leur declarera qu'elle tient garnison dans les Places susdites au nom de son Alteffe, & que ce n'est à autre fin que pour la defense & le recouvrement de ses Etats; promettant sadite Majesté d'en faire sortir ses troupes en cas d'une paix, treve ou suspension, comme est dit ci-dessus.

IV. Pendant le tems que les troupes Françoises seront dans les Places de son Alteffe, la souveraineté lui en demeurera libre & entiere, & à Madame qui y met-

NS mettra à son choix de Gouverneurs qui soient agréables
J. C. au Roi, lesquels jureront la fidélité à Madame à l'ac-
39. coutumée, & elle y établira les Juges, & les autres
Ministres & Officiers, comme elle a fait par le passé.

V. Le Roi fera toutes les dépenses nécessaires pour
la garde & fortifications des susdites Places, sans que sa
Majesté, ses successeurs ni la Couronne en puissent pre-
tendre à l'avenir aucun remboursement, sous quelque
cause & prétexte que ce puisse être, sur son Altesse &
ses légitimes successeurs. Et quand les garnisons Fran-
çoises sortiront desdites Places, on les laissera munies
& fortifiées en l'état qu'elles se trouveront alors.

VI. Pendant que les troupes du Roi seront dans les
Places de son Altesse, on ne logera point les Soldats
dans les Maisons des particuliers contre leur consente-
ment, mais dans les casernes que les habitants don-
neront sans usances, dont ledites troupes se four-
niront.

VII. Madame la Duchesse de Savoie pourra faire
exiger dans les susdites Places tous ses revenus, tant or-
dinaux qu'extraordinaires, sans qu'on lui puisse don-
ner aucun empêchement: & les Officiers du Roi ne
pourront rien prétendre sur les Sujets de son Altesse, ni
lever les Milices, si ce n'est en cas de nécessité pour la
garde & pour le travail des Fortifications, & en les paient
comme fait Madame, à qui on demandera les ordres
pour la levée.

VIII. Le Roi maintiendra durant l'hiver deçà les
Monts des forces suffisantes pour résister à celles des En-
nemis, lesquelles Madame fera loger dans ses Etats, à
charge qu'elles paieront la dépense de leurs logements,
& que les ordres seront faits par Officiers de son Al-
tesse, comme il a été convenu dans le Traité de la
Ligue.

IX. En considération des dépenses que Madame doit
faire pour la subsistance des troupes qu'elle tiendra dans
la Ville & Citadelle de Turin, & dans les autres Places
où le Roi n'aura pas garnison; comme aussi pour l'en-
tretien de ses gardes & l'escadron de Savoie, sa
Majesté lui fera paier un million de livres tous les ans,
& à commencer dès le premier jour de l'année présente, y
compris les huit cens quarante mil livres portez par le
Traité de la Ligue. Et son Altesse demeurera déchar-
gée de trois mille hommes de pied & douze cens che-
vaux qu'elle devoit fournir en campagne en vertu de la-
dite Ligue; comme aussi des autres trois mil hommes
de pied & douze cens chevaux qu'elle devoit fournir
pour les susdits huit cens quarante mil livres à la déchar-
ge de sa Majesté, elle sera néanmoins obligée de met-
tre en campagne l'escadron de Savoie pour servir dans
l'armée de sa Majesté avec quelques unes de ses compa-
gnies de gardes, quand l'occasion le requerra.

X. Le Roi donnera l'argent à Madame pour entre-
tenir en campagne le plus grand nombre d'infanterie &
de cavalerie qu'elle pourra, encore que pour quelque ne-
cessité ou à cause de l'hiver elle les retint dans les Pla-
ces, sans que sa Majesté, ses successeurs ni la Couronne,
en puisse rien prétendre à l'avenir contre Madame
& les Ducs de Savoie ou ses légitimes successeurs, &
on paiera les susdites troupes comme Madame accoutu-
mée, en delivrant l'argent à ses Trésoriers, afin qu'el-
le les fasse paier sur l'éclaircissement des Officiers du soldé.

XI. Les assignations qui ont été données à Ma-
dame pour les sommes qui lui sont deues, ne seront point
changées: & au cas qu'il s'y rencontre quelque difficul-
té au paiement, le Roi sera obligé de la faire valoir: &
de plus sa Majesté ordonnera qu'on paie promptement
les loixants quinze mil livres deus pour le logement de
la cavalerie, conformément aux comptes que l'on en a
arresté avec le Sieur d'Argenson, & ce qui peut être
deu de plus pour cette année.

XII. La Ligue entre le Roi & Madame du troi-
sième Juin 1638. demeurera en sa force & vigueur en
tous ses articles, sauf à ceux auxquels il sera dérogé par
le présent Traité.

XIII. Madame s'oblige à l'observation de ce que en
qualité de Mere & Tutrice du Duc Charles Emanuel

son Fils; & respectivement Monsieur le Cardinal de la
Valette, General de l'armée du Roi. Et les Sieurs de
Chavigny, Conseiller Secrétaire d'Etat & des Com-
mandemens de S. M. Grand Trésorier de ses Ordres,
& son Ambassadeur extraordinaire; & d'Hemery, Con-
seiller de S. M. en son Conseil d'Etat, Intendant &
Contrôleur General de ses Finances & son Ambassa-
deur ordinaire, s'obligent aussi de faire ratifier le pré-
sent Traité par S. M. en bonne & due forme dans trois
semaines. Fait à Turin le 1. jour de Juin 1639. Signé,
CHRESTIENNE. LE CARDINAL DE LA
VALETTE. DE CHAVIGNY. D'HEMERY.

Ce présent Traité a été renouvelé à Grenoble le 9. Oc-
tobre 1639.

CCXXIV.

Traité de Confédération entre LOUIS XIII. ANS
Roi de France & Madame la Landgrave de J. C.
HESS E, fait à Dorsten le 22. Aoust 1636.
1639. Freder. Leonard. Tom. III pag. 55.
Recueil des Traitez de Confédération &
d'Alliance entre la Couronne de France
& les Princes & Etats Etrangers pag. 126.

LE Serenissime Tres-Christien & tres-puissant Prin-
ce Louis XIII. par la grace de Dieu Roi de France
& de Navarre, continuant son affection envers les
Princes & les Etats d'Allemagne, & les soins accoutu-
mez pour leur conservation, spécialement de ceux qui
sont unis avec lui & la Couronne de Suede, pour le
maintien des loix, privileges, & libertez du S. Em-
pire, & pour acquerir une bonne & seure Paix à la Chre-
stienté; ayant sceu que la tres-puissante & tres-illustre
Princesse Amelie Elizabeth Landgrave de Hesse; née
Comtesse de Hanaw, Catzenellenbogen, Dietz, &c.
Princesse du S. Empire, veuve de feu Monsieur le Lan-
dgrave Guillaume de Hesse, de glorieuse memoire, tu-
trice de Monsieur le Landgrave son fils, Administratri-
ce de ses Etats, se souvenant de la protection & des alli-
ances que les Princes de la Maison de Hesse ont eu de tout
temps avec la Couronne de France, & les Traictez qui
ont été cy-devant faits sur ce sujet par ledit feu Prince le
Landgrave son mary, en resolution de suivre ses bonnes
intentions, & de contribuer de tout son pouvoir pour
l'avantage du bien public, recherchant aussi d'asseurer
d'autant plus les Etats dudit Prince son fils par l'union de
ses interets & de ses armes avec celles de France & de Sue-
de, & des autres Alliez d'Allemagne; Sa Majesté a com-
mandé au Sieur Raoul Seigneur d'Amontot son Con-
seiller, étant pour son service en Hollande, de venir vers
ladite Dame, pour l'asseurer de son affection, & des as-
sistances que Sa Majesté estoit presté de luy donner pour
favoriser ses bons desseins, avec pouvoir de conclure
& passer un Traicte avec elle; à cet effet ladite Dame re-
connoissant l'obligation qu'elle a à Sa Majesté, & se vo-
yant avec ledites assistances en estat d'employer utile-
ment ses armes pour l'avantage de la cause commune,
& l'avancement d'une bonne, seure & generale Paix,
a desiré de renouveler un Traicte d'alliance avec Sadite
Majesté, dont elle est convenüe avec ledit Sieur d'A-
montot, selon les articles suivans.

I. Ladite Dame promet d'entretenir une armée de
sept mille hommes de pied, & de trois mille Chevaux,
& de l'employer à continuer la guerre contre les enne-
mis communs dans l'Allemagne jusques à la fin du pré-
sent Traicte, agissant en tout de concert avec le Roy
Tres-Christien, la Couronne de Suede, & tous les
Alliez.

II. Quant aux conquestes que ladite Dame fera à l'a-
venir, elle ne les pourra remettre aux ennemis, non
plus que les places qu'elle tient, sans la volonté de Sa
Majesté.

III. Tous les Princes & Etats qui ont été cy-de-
vant au party, ou qui voudront abandonner celui des

ANS
de J. C.
1639.

FRANC
ET
HESS.

ANS ennemis communs, pour entrer dans celuy cy au bien de J. C. public, y pourront estre admis, ou reçeus à neutralité par le Roi & la Couronne de Suede; & ladite Dame 1639. promet de ne contrevenir ausdits Traitez, que Sadite Majesté & ladite Couronne de Suede en passeront avec eux, moyennant qu'elle en soit advertie, & qu'ils ne l'obligent point à rendre les places qu'elle tient, ny en diminuer les contributions.

IV. Ladite Dame promet de laisser le libre exercice de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & aux Ecclesiastiques l'entiere possession & jouissance de tous leurs revenus, dans tous les lieux qu'elle a occupez depuis l'an 1618. & qu'elle occupera cy-après, sans permettre qu'il y soit rien changé, ny innové en l'un & en l'autre, de l'estat auquel ils estoient en ladite année 1618. le Roi de sa part promettant le mesme aux Protestans, qui se trouveront dans ses conquestes en Allemagne.

V. Si pour le bien du service du Roy & de la cause commune, les troupes ou armées de Sa Majesté viennent à passer dans les terres & Estats de ladite Dame, elle leur donnera les logemens, & leur fera fournir les vivres qui se pourront trouver dans le Plat-pays, à la charge que lesdites troupes y vivront avec bon ordre: mais en cas de séjour, & qu'il leur fallust tirer des vivres & provisions des villes & magazins du pays, ladite Dame en sera remboursée en bled ou argent par le Roi; ladite Dame promettant le mesme à Sa Majesté, en cas que ses troupes vinssent à passer sur ses Estats.

VI. Ladite Dame n'entrera en aucun traité de trefve ny de paix, avec le Roi d'Hongrie, ou ses adherans, sans le sçeu & consentement de Sa Majesté; bien pourra elle faire une trefve d'un mois, si la nécessité de son armée le requiert, à la charge qu'elle ne pourra estre prolongée sans la volonté de sa Majesté.

VII. Ladite Dame promet envoyer ses Deputez pour traicter de Paix au tems & au lieu dont Sa Majesté conviendra, par l'entremise du Pape, avec les Roys & Princes interessez, & de garantir de toute sa puissance ce qui sera accordé au Roy & à ses Confederez par ladite Paix; le Roi de sa part promet le semblable à ladite Dame, & de lui faire avoir le sauf-conduit & seureté necessaire pour ses Deputez.

VIII. Pour donner moyen à ladite Dame de supporter plus facilement les frais ausquels la guerre la pourra engager, ledit Sieur d'Amontot promet au nom du Roy son Maître, de lui faire paier dans Hambourg ou Amsterdam, à son choix, deux cens mille Ricsdales tous les ans: à sçavoir, cent mille le dernier jour de Mars, cinquante mille le dernier Septembre, & les autres cinquante mille le dernier Decembre de chaque année; & ainsi continuant tant que ledit Traicté durera, à commencer le dernier jour de Mars de l'année prochaine 1640. Et pour la presente année 1639. bien qu'elle soit fort bien avancée, ladite Dame ayant donné à connoître audit Sieur d'Amontot les grandes dépenses qu'il lui faut faire pour entrer en rupture, & mettre en execution les bons desseins qu'elle a pour le bien des affaires publiques, & le ressentiment des siens particuliers, ledit Sieur d'Amontot promet à ladite Dame lui faire payer quarante mille Ricsdales au 20. de Septembre prochain, moyennant que pour lors elle se declare presté d'effectuer le present Traicté; les autres soixante mille, quinze jours après, pendant lesquels elle entrera effectivement en rupture, & les cent mille restans au dernier Decembre de la presente année.

IX. Et bien que ladite Dame ait representé audit Sieur d'Amontot, qu'il lui sera presque impossible de resister long-temps à de si grands ennemis, sans estre plus puissamment secouruë, tant d'hommes que d'argent; si est-ce que pour tesmoigner le desir qu'elle a de seconder de sa part les bonnes intentions du Roy en tout ce qui peut dependre d'elle, & agir selon son pouvoir, elle n'a laissé de passer le present Traicté, acceptant la somme offerte, sous l'esperance ferme qu'elle a en la bonté & bienveillance de Sa Majesté d'en avoir plus grande as-

ANS sistance: & partant ladite Dame se reserve de luy faire de J. C. ses tres-humbles remonstrances, sans toutes-foies dé- 1639. partir du present Traicté, se promettant que Sa Majesté sera d'autant plus conviée à favoriser & proteger ses interets, qu'elle luy fera connoître par ses actions la vraye & sincere affection qu'elle a pour son service, & pour le bien de la cause commune.

X. Ledit Sieur d'Amontot au nom du Roy promet à ladite Dame, que Sa Majesté ne fera aucun traité de Paix ny de trefve avec le Roy d'Hongrie & ses adherans, que ladite Dame n'y soit appellée & comprise, & ses interets satisfaits.

XI. Le Sieur d'Amontot promet aussi, qu'en cas que le Roy son Maître fasse quelque alliance avec le Roy de la Grande Bretagne, pour le retablissement de la liberté des Princes d'Allemagne, Sa Majesté employera ses offices pour faire que ladite Dame y soit comprise, avec sesdits interets.

XII. Ledit Sieur d'Amontot promet encores, que le Roi continuera ses offices envers Messieurs les Estats des Provinces Unies des Pays-Bas, pour faire que ladite Dame soit reçue en alliance avec eux, & que Sa Majesté donnera ordre à ceux qui sont pour son service vers lesdits Sieurs Estats, de s'employer pour cet effet.

XIII. En cas que les ennemis communs contraignent par la force de leurs armes ladite Dame de sortir de ses Estats, ledit Sieur d'Amontot promet au nom du Roy, que la personne de ladite Dame & de Messieurs ses enfans seront reçeus dans le Royaume de Sa Majesté avec une affection entiere, & tout le bon traitement convenable à leur qualité, jusques à ce qu'ils soient reestablis; sur quoi Sadite Majesté à déclaré plus particulièrement sa bonne volonté par son brevet du 11. jour de Juin 1638.

XIV. Ledit Sieur d'Amontot promet au nom du Roi à ladite Dame, que la pension qu'il avoit plu à Sa Majesté de donner à feu Monsieur le Landgrave son mary, sera continuée à Monsieur le Landgrave son fils, & d'ores-en-avant payée tous les ans, suivant le brevet qui lui a esté octroyé, & qu'il lui fera toucher la premiere année, à commencer de la date de ce Traicté, lors que la ratification lui en sera delivree de la part de Sa Majesté.

XV. En cas que par un combat, ou quelque malheur signalé, ladite Dame vint à perdre son armée, Sa Majesté l'aidera de tout son pouvoir à la remettre sur pied, & si une des principales villes des Estats venoit à estre assiegée, Sa Majesté fera son possible pour lui aider à entrepousser ses ennemis.

XVI. Si après la Paix faite, les ennemis venoient à manquer à ce qui aura esté convenu par icelle, & à attenter quelque chose contre les Couronnes de France & de Suede, ou contre ladite Dame, ou autres Alliés, lesdits Couronnes & Alliés seront obligés de reprendre les armes pour repousser l'ennemi, & defendre celui qui sera attaqué; ce qui s'observera durant 10. ans après la Paix faite & establie.

XVII. Au cas que quelques Provinces ou Estats recherchent ladite Dame d'entrer en conjunction d'armes, ou en neutralité avec elle à l'avantage du bon party, elle en pourra traicter avec eux, moyennant qu'elle ne déroge rien au present Traicté, qui durera autant que le dernier qui a esté renouvelé entre la France & la Suede, lequel se renouvellant, le present se renouvellera aussi, ou durera jusques à la guerre finie.

Et pour plus grande assurance de ce que dessus, nous avons signé le present Traicté, & à iceluy fait apposer le cachet de nos armes, sous la ratification du Roi Tres-Christien, laquelle le Sieur d'Amontot promet de procurer dans la fin du mois d'Octobre.

Le Sieur de la Boderie Resident pour S. M. près ladite Dame Landgrave, ayant eu part de ce que dessus, a aussi signée le present Traicté. Fait à Dorten, le 22. Aoust 1639.

Signé, BOUTHILLIER.

ANS
J. C.
39.*Ratification du Traité precedent faite par le
Roy de France, & par Madame la
Landgrave de Hesse.*

LE Roy ayant eu advis par le Sieur d'Amontot son Conseiller, estant pour son service en Hollande, que le Sieur Croscif est convenu avec luy comme ayant pouvoir de Madame la Landgrave de Hesse de mettre en ses mains un escrit signé de ladite Dame de la teneur qui s'ensuit.

Suivant un escrit que le Sieur d'Amontot a signé de la part du Roy, & que j'ay pareillement signé le 22. Aoust dernier, par lequel il est dit que je ne pretendois point estre obligée au Traité conclut le mesme jour entre ledit Sieur d'Amontot au nom de Sa Majesté Tres-Christienne & moy, que je ne sceusse certainement ce que la Couronne de Suede m'accorderoit par un Traité qui estoit à renouveler entre ladite Couronne & moy, dont j'esperois avoir advis au 20. Septembre dernier passé, & que lors je donnerois promesse particuliere d'effectuer ledit Traité fait au nom de Sa Majesté avec moy. Maintenant que je suis informée des intentions de ladite Couronne de Suede, pour ne point laisser passer davantage de temps à témoigner à sa Majesté à quel honneur & à quel avantage je tiens de me voir entierement asseurée de la continuation de ses graces & affillances Royales par celle de son alliance, graces & avec combien d'affection je desire contribuer de tout ce qui sera en mon pouvoir au bien du service de S. M. & de la cause commune, je m'oblige par la presente d'observer d'ores en avant ledit Traité & tous les articles d'iceluy, & de les executer de point en point selon leur forme & teneur; Et pour cet effet de rompre avec le Roy d'Hongrie & ses adherans dans le present mois de Mars, quinze jours après que Sa Majesté m'aura fait fournir les 15000. Ricsdales qu'elle a eu agreable de m'accorder pour l'année dernière passée, dont je me contente pour ladite année; sur laquelle somme il sera deduit 50000. Ricsdales qui m'ont esté payés en Amsterdam ensuite d'un Traité que j'ay fait avec Monsieur le Duc de Longueville; en sorte que j'employeray dès lors mes armes contre lesdits ennemis, pour les incommoder le plus qu'il se pourra, & je promets d'entretenir une armée composée de 7000. hommes de pied & 3000. chevaux, pour avec un plus grand nombre encor que les suldits 7000. hommes de pied & 3000. chevaux que je dois entretenir, si faire se peut, principalement quand j'auray augmenté mes troupes, agir en campagne contre lesdits ennemis conjointement ou separement avec l'armée que commande Monsieur le Duc de Longueville ou autre des alliés, le tout de bon concert conformement au premier article dudit Traité.

Je demeure d'accord au surplus pour plus grande explication de l'Article XVII. du Traité, par lequel il est dit qu'en cas que quelques Princes ou Estats me recherchent d'entrer en conjonction d'armes ou en neutralité avec moy à l'avantage du bon party, je pouray traiter avec eux, que ce sera au Roy & à la Couronne de Suede, comme estant les principaux confederés qui forment ledit party, de discerner s'il sera à l'avantage d'iceluy que j'admette en la neutralité lesdits Princes & Estats qui me rechercheront d'y entrer, ce que je ne feray sans ledit exprés consentement.

Je consens aussi que le Traité fait entre Sa Majesté & moy soit tenu pour renouvelé, toutesfois & quantes que son alliance avec la Couronne de Suede sera renouvelée, promettant de ma part de l'observer de point en point sans qu'il soit besoin d'en faire un nouveau.

Je consens de plus que des 200000. Ricsdales qu'il a pleu au Roy me promettre pour l'année presente 1640. par le Traité fait avec Sa Majesté dont le premier payement de 100000. Ricsdales écheta à la fin de ce present mois de Mars. Lesdits 100000. Ricsdales ne me soient payez que dans le mois de May prochain, & les autres 100000. aux autres termes portez par ledit Traité.

Tom. III.

Sa Majesté ayant veu ledit escrit l'a agréé & tout le contenu en iceluy, spécialement que le traité fait entre elle & ladite Dame Landgrave soit tenu pour renouvelé, toutesfois & quantes que l'alliance de France avec la Couronne de Suede sera renouvelée, promettant Sadite Majesté de sa part d'observer & executer ledit Traité de point en point, sans qu'il soit besoin d'en faire un nouveau.

Fait à S. Germain en Laye le 22. Mars 1640.

Signé, LOUYS,

Et au dessous BOUTHILLIER.

Avec le cachet des armes du Roy.

*Declaration sur les IV. & X. article du Traité
été fait à Dorsten, le 21.
d'Aoust 1639.*

TOuchant le quatrième article ladite Dame promet de laisser le libre exercice de la Religion Catholique Apostolique & Romaine, & aux Ecclesiastiques l'entiere possession & jouissance de leurs biens, & ledit Sieur d'Amontot declare par ce present escrit que Sa Majesté ne pretend pas par ledit Article de troubler ny rechercher ladite Dame en la possession & jouissance que feu Monsieur le Landgrave son mary & elle ont eues jusques icy dedans les biens Ecclesiastiques; ny obliger de s'en desfaîr, ou diminuer les moyens qu'elle en tire pour l'entretien de ses troupes jusques à la Paix generale.

Touchant le X. article le Sieur d'Amontot promet au nom du Roy à ladite Dame, que Sa Majesté ne fera aucun Traité de treve ny de paix sans elle, & promet de tenir la main dans le Traité de paix generale à ce que la Religion dont on fait profession dans les Estats de ladite Dame y soit conservée avec la mesme liberté & exercice qui y est à present.

Le Roy ayant esté requis par Madame la Landgrave d'agréer les deux declarations cy-dessus sur les 4. & 10. articles du Traité suldit fait entre Sa Majesté & elle, ainsi qu'elles ont esté signées par le Sieur d'Amontot; Sa Majesté les Ratifie par le present escrit, & promet de les observer selon leur forme & teneur.

Fait à St. Germain en Laye le 22. Mars 1640.

Signé, LOUIS,

Et au dessous, BOUTHILLIER;

Avec le cachet des armes du Roy.

C C X X V.

*Traité de Paix entre AMURATH IV.
Empereur des Turcs & la République de
VENISE Fait au mois de Septembre,
1639. Ricaut. Histoire des trois derniers
Empereur des Turcs. Tom. I. pag. 159.*ANS
de J. C.

1639.

L'EMPE-
REUR OT-

TOMAN

ET VENE-

QUe le Baile seroit remis en une pleine liberté, aussitost que l'on auroit signé les articles; & qu'il reprendroit possession de l'Hostel des Ambassadeurs de Venise.

Que le commerce seroit rétabli sans disferer; & sur le même pied qu'auparavant.

Que les differends arrivés à l'occasion de ce qui s'estoit passé à Valone seroient oubliés.

Que quand des Corsaires de Barbarie voudroient entrer dans un port de l'Empire Turc, ils seroient contraints de donner caution, de ne rien entreprendre contre les sujets, ou sur les biens de la République.

Que s'ils avoient déjà fait quelque prise sur des Venitiens, ils ne pourroient ni estre reçus, ni estre protégés dans aucun des ports du Grand-Seigneur.

Que s'ils estoient reçus, les Venitiens les y pourroient attaquer sans rompre la paix.

Que les Venitiens rencontrant des Corsaires en pleine mer, les y pourroient attaquer, sans que le Sultan s'y interessât.

Ddd

Que

ANS de J. C. Que les Agas, & les autres Officiers du Grand-Seigneur, qui violeroient ces articles, seroient privez de leurs Charges.

1639. Que le Baile payeroit au Grand-Seigneur la somme de cinq cens mille pieces de huit, ou de deux cens cinquante mille sequins d'or.

CCXXVI

ANS de J. C. 1639. *Traité d'accord & de réconciliation entre FREDERIC élu Archevêque de BREME, & la ville du même nom, fait le 4. Octobre, 1639. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. IV. Liv. XIX. pag. 309.*

L'ARCHEVÊQUE ET LA VILLE DE BREME.

ici une Traduction du Flamand qu'on n'a pas mis parce que ce n'est pas l'Original.

ON fait à sçavoir que comme il est survenu quelques mes-intelligences & différends qui auroient pu causer des troubles tres-dangereux, entre le Se-

* C'est renissime Prince & Seigneur, le Seigneur Frederic élu Archevêque de Brême & Vverde, Coadjuteur d'Alberstadt, Héritier de Norwege, Duc de Sleswick, Holsteyn, Stormarn & de Ditmarsen, Comte d'Oldenbourg & Delmenkorf, &c. Et les Bourguemaitres Conseil & communauté de la Ville de Brême, & que le Serenissime & tres puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Chretien quatrième, Roi de Dannemarc, Norwege, des Vandales & des Gots, Comte d'Oldenbourg, & Delmenkorf, &c. à cause de la dangereuse conjoncture du tems present auroit souhaité tant par l'effet d'une affection paternelle de voir assoupir & accommoder tous lesdits différends d'entre sa Serénité & la Ville de Brême, que par ce que le Magistrat de ladite Ville de Brême a prié Sa Majesté de vouloir interposer en cela sa royale autorité, & qu'outre cela les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats généraux des Provinces Unies des pais bas ont demandé ou sadite Royale Majesté la même interposition par la deputation particuliere qu'ils lui ont faite de Noble & sçavant Seigneur Guillaume Boreel, Seigneur de Duinsbeecken, Westhove, & de Domburch.

Sa Royale Majesté a en consequence & pour negotier un bon Traité, nommé la Ville de Stadel deuxième d'Aout & y a depesché pour cet effet les nobles, discrets & sçavans Seigneurs Henri Rantzouw Seigneur de Smol & Hohenvelde, le Sieur Godlieb de Hagen, & le Sieur Reymarus Dorn Docteur en droit les principaux Conseillers, comme ses Ambassadeurs & Commissaires pour l'avancement de ladite Negociation, lesquels en effect en execution d'un tel mandement royal en presence, & par la cooperation dudit Seigneur Deputé des Etats, ensemble des discrets & sçavans Seigneurs Benoit Winkeler Docteur en droit, Herman van Dotn, Heinrick Luntzema aussi Docteur en droit, & Henring Mathias licentié es loix Pensionnaires respectifs & Conseillers des Villes de Lubeck & de Hambourg Deputez pour assister ceux de Bremen, ont commencé ledit deuxième d'Aout & continuant jusques au troizième Octobre ensuivant ont accommodé & terminé irrevocablement les principaux griefs en la maniere suivante.

Premierement, comme entre le Serenissime Prince le Seigneur Archevêque de Breme, ensemble les Bourguemaitres, Conseils & Communauté de la Ville de Bremen il étoit survenu quelques mes-intelligences & débats au sujet de l'exercice de la Religion Lutherienne dans l'Eglise Cathedrale dudit Breme, lesdits différends ont été terminez & accomodez fermement & irrevocablement de cette maniere: sçavoir que les Bourguemaitres, Conseil, & Communauté de la Ville de Breme pour eux & leurs successeurs au Conseil, le Chapitre, laisseront les bourgeois, habitans & autres qui resident à Breme faisant profession de la Religion Lutherienne dans le libre exercice de ladite Religion Lutherienne & confession d'Ausbourg accordée par les Electeurs & Princes en l'an mil cinq cens & trente & dans l'usage des saints sacrements & autres Ceremonies Lu-

theriennes & ce dans l'Eglise Cathedrale, & même en cas de necessité dans leurs maisons sans être troubles ni inquietez à l'avenir ni leur être fait le moindre empeschement, & ne les molesteront en nulle maniere à cause dudit exercice du Lutheranisme, mais lesdits bourgeois & habitans Lutheriens, quand ils feront baptiser leurs enfans par les Predicans ou Ministres de l'Eglise Cathedrale, ce qui sera en leur liberté, les predicans de Breme les laisseront jouir de leurs anciens droits, & afin que les Lutheriens & autres bourgeois & habitans puissent entretenir entre eux la precedente bonne confiance, les Ministres Lutheriens de l'Eglise Cathedrale admettront les gens de Breme, & les Ministres de ceux de Breme les bourgeois Lutheriens à être pareins & témoins dans les ceremonies du baptême, comme aussi que les bourgeois Lutheriens pourront faire donner leurs annonces concernant le mariage & le faire benir par le Predicant de l'Eglise de Brême; mais les Ecclesiastiques, comme n'appartenant point au Conseil auront le pouvoir & la liberté de se faire annoncer & marier par le Predicant Lutherien de l'Eglise Cathedrale; & sont interdits & defendus tous conventicules ou assemblée particuliere des bourgeois, dans l'Eglise Cathedrale, hormis pour le service divin, comme pareillement ne sont soufferts semblables conventicules dans l'Eglise de Breme, dite Kerpel-Kerck.

Par cet exercice de la Religion Lutherienne de l'Eglise Cathedrale, le *jus parochial* n'en influera pas sur les Bourgeois Lutheriens, mais le senat & la Ville demeureront sans être prejudiciés dans leur droit paroissial en sorte que l'Eglise, Ecoles, & hopitales des pauvres & d'aumones demeureront dans la jouissance de leurs dons & revenus, comme ils s'ont pratiqué jusques à present aussi bien que de tout ce qui peut revenir à l'Eglise Cathedrale par Collectes volontaires, aumones & autres dons. Afin que l'on previenne toute dissension & tumulte les Predicans d'apresent aussi bien que ceux qui seront mis à l'avenir par l'Eglise Cathedrale, & reciproquement les Predicans des Eglises de Breme s'abstiendront entierement de se fulminer, se condamner & s'injurier. Et comme on est convenu de part & d'autre, qu'il ne sera point derogé à la reformation entreprise dans l'Eglise Cathedrale devant la paix de Religion & à la suspension des anciennes Ceremonies de plus de cent ans, les choses sont par consequent par ces presentes laissées en cet état; & ne sera prejudicié par ce Traité & accommodement en aucune maniere auxdites reformation & suspension; & ne seront non plus la Serenité ni le venerable Chapitre & leurs successeurs, & les Bourguemaitres, Conseil & Communauté de la Ville de Bremen, & leurs successeurs ne seront le moins du monde molestez au present exercice de leur Religion ni en leur droit Ecclesiastique dans leurs Eglises & Ecoles tant dedans que dehors la Ville de la maniere que la royale Majesté de Dannemarc, Norwege &c. en a assuré ledit Conseil & Ville de Bremen le huitième fevrier mil six cens vingt deux ce qui a été même confirmé par la Serenité le Seigneur Archevêque.

Secondement, comme à cause du droit appellé de consommation établi dès devant environ quinze ans dans la Ville de Breme, il s'est élevé des mes-intelligences & discordes, il a été remedié & convenu à cet égard de cette maniere, Que Messieurs du Chapitre ensemble leur Pensionnaire, le Predicant de l'Eglise Cathedrale, les secretaires, & precepteurs des Ecoles principales, n'en feront point levez, & la Noblesse du Diocèse demeurant à Breme, ou ceux qui dans la suite y viendront demeurer payeront pour cette année & les cinq autres suivantes encore a moitié ledit droit de consommation tel qu'il est a present levé, mais le *clericus secundarius* payera pour lesdites cinq années la consommation entiere; & devant l'expiration des cinq années seront de la part de ladite Noblesse & du Clergé du second ordre entrepris d'autres Traitez demeurans cependant sans prejudice les privileges & immunitiez de la Noblesse, comme aussi les droits & justices des Conseil & Communauté de la Ville, comme aussi le proces intenté sur le point de la

ANS de J. C. 1639.

con-

ANS conſomption, auſſi bien que toutes les propoſitions
J. C. precedentes, & par même moyen ceſſera & ſera levé
639. tout ce que la Serenité a établi pour reſtorion, ſelon la
preuve de la ſpécification qui en a été donnée par la
Ville de Bremen.

En troiſième lieu, étant auſſi arrivé des diſputes au
ſujet des contributions, il eſt en conſequence accordé
& convenu, que les Bourguemaîtres, Conſeil & Vil-
le de Breme, avec les charges, biens & droits de leurs
ſujets, comme pluſieurs d'iceux ſont ſujets auxdites con-
tributions, s'ils veulent apporter droitement la colle-
cte dans la caſſe du treſor de ſa Serenité, & ne s'en
veulent point diſtraire, quand la Diette, ou aſſemblée
des Etats dite *Landdag*, ſe tiendra, la choſe y ſera
terminée & conclue; mais quant aux autres Collectes
conſenties par les Etats de l'Archevêché, ſi à cet
égard il y a encore quelque choſe de douteux, les
Traitez, ſauf néanmoins le droit d'un chacun, ſeront
maintenus à cet égard.

En quatrième lieu, les Bourguemaîtres & Conſeil,
enſemble les autres Etats, ne s'oppoſeront en nulle
manière, à l'égard des accès, lors que ce point ſera pro-
poſé au *Landdag*, à la conſequence que la Diette prendra
au ſujet de leurs charges & biens, dans l'eſperance qu'ils
obtiendront de ſa Serenité une ſatisfaction raſſonnable.

En cinquième lieu, ſa Serenité à l'inſtante ſuppli-
cation des Seigneurs Deputés des Etats, & ſur l'in-
ſtance des Seigneurs aſſiſtans de Breme, auſſi bien
qu'à cauſe de l'humble interceſſion des Etats du Dio-
ceſe, & des Seigneurs Deputés du ſuſdit Roi, a réſo-
lu de faire ceſſer les ouvrages encomencés du Fort
de Geeltendorp & de ceux faits ſur le *Weſer*; ſauf
pourtant le droit de pouvoir contraindre des Forts en cas
qu'il ſoit jugé néceſſaire pour la deſſeſſe de l'Arche-
vêché, mais néanmoins ſans infraction des droits &
privileges approuvés de la Ville de Breme.

Et comme, en ſixième lieu, ſa Serenité eſt fort af-
fectionnée au commerce de la Ville de Breme, ſa-
dite Serenité pour plus grand avancement d'icelui
prétend abolir les paſſavants pour les vaiſſeaux, faire
enmener les vaiſſeaux de guerre, & laiſſer la Douane ſur
l'ancien pied, & s'il ſe trouve & qu'on ſçaſche que les
droits de Douane ayent été augmentés ou qu'en en ait
renouvelé d'autres, il abolira cette innovation & aug-
mentation, & interdita telle choſe à ſes Commis de la
Douane & à ſes Officiers.

En ſeptième lieu, les Bourguemaîtres & Conſeil
de la Ville de Breme prétendent à l'égard des terres qui
ont été renſeignées, dans la nouvelle ville & comprises
dans les remparts & ſolſez, en traiter avec les proprié-
taires, comme à ſçavoir ſa Serenité le Seigneur Ar-
chevêque, le Sieur Prevôt de la Cathédrale, les Ec-
cleſiaſtiques & la Nobleſſe du Dioceſe, & avec le
Gouverneur de Breme & autres Officiers de ſa Sereni-
té, & au cas qu'ils ne puiſſent pas s'accommoder avec
eux, ils choiſiront de part & d'autre des arbitres im-
partiaux, qui accommoderont les parties de la date des
preſentes juſques à la St. Jean, ou les ſeront eſtimer
par des eſtimeurs deſintereſſés qui prêteront ſerment,
& ce au contentement entier & parfaite ſatisfaction
deſdits Poſſeſſeurs.

En huitième lieu, les Bourguemaîtres & Conſeil
de la Ville de Breme laiſſeront dereſché jouir le Cha-
pitre de la Cathédrale de Breme de la moitié du droit;
dit *Toller Burgh* qui lui appartient; & les deux parties
à l'égard des frais & deſpences employées pour rebâtir
les ruines des fondemens du Pont, ſçavoir ſi le Cha-
pitre eſt tenu & obligé d'en rendre la moitié au ſuſdit
Conſeil ou non, s'en remettront à la decilion & juge-
ment de deux ou trois arbitres Juſtes & experimen-
tez dans le droit, & non partiaux, ſans ſe pouvoir ſer-
vir du droit de ſuſpention ou devolution.

En neuvième lieu, toutes les autres prétentions de
ceux de Breme contre les griefs de l'Archevêque ſuſ-
dit, conſiſtantes en fait, ſeront diſſérées juſques à d'au-
tres Traitez; & ce au cas qu'ils ne puiſſent pas être ter-
minés à l'amiable par la decilion du droit; & pour le de-

cret du Bourg Leha & les trois villages de Huchtingen
ſera diſſéré juſques à la diette générale; mais les autres
griefs de ceux de Breme qui reſtent à terminer, ils ſont
renvoyés juſques à d'autres Traitez.

En dixième lieu, pour ce qui eſt des griefs propo-
ſés par Herman Zierenbergh, Gouverneur de la Ville
de la part de ſa Serenité, il eſt accordé & convenu que
les Bourguemaîtres & Conſeil ſ'abſtiendront de tout
arrest, emprisonnements & autres actes dans le Palais
Archiepiscopal, & ne s'arrogeront aucune Jurisdiction
ſur le Gouverneur de la Ville, ni le troubleront à l'a-
venir, par des pourſuites rigoureuses en juſtice, ni en fai-
ſant relâcher les meurtriers, ou par ſemblables actes, ni
ne l'empêcheront pas non plus de ſubſtituer une perſon-
ne qualifiée en cas de quelque accident qui vien-
droit à naître; mais les autres griefs reſtants avancés par
le Gouverneur, comme ceux de Breme perſiſtent à y
contredire, & alleguent pour eux une poſſeſſion im-
memoriale & d'un très long tems au contraire, & qu'ils
reſuſtent ce qui à cet égard eſt allegué par l'Archevêque;
ils ſeront renvoyés & diſſérés juſques à d'autres Traitez.

Enfin & pour conſequence, comme il eſt ſurvenu
quelques diſputes entre ſa Serenité & le Conſeil de la
Ville de Breme au ſujet de la ſuperiorité du Païs, & qu'il
eſt en queſtion ſi Breme eſt une Ville Imperiale;
& que neantmoins preſentement le ſuſdit Conſeil de-
clare à cet égard que ſuivant le contenu de l'inaugura-
tion de ſa Serenité, & la confirmation diſſérée d'eux
& de la Ville de Breme à l'égard de leurs anciens
droits, coutumes, manières, libertez & privileges, ils
l'honoreront, reſpecteront & tiendront pour leur Prin-
ce & Seigneur, & l'on ſ'en tient à cette reſolution;
mais ſans préjudice à tout ce que le Conſeil & la Com-
munauté de la Ville ſeulement avoit, poſſédoit & uſoit
du tems des Seigneurs Archevêques Prédeceſſeurs de
ſa Serenité, comme auſſi ſans donner atteinte à la juſte
pourſuite de ce qui de part & d'autre demeure pendant
à la Chambre, demeurant par ces preſentes rétablie la
conſtance reſpective d'entre ſa Serenité, & le Conſeil
& Communauté de la Ville de Breme; Et que pre-
ſentement ni dans la ſuite à l'égard de ce qui eſt ci deſ-
ſus allegué, & de ce qui eſt paſſé, rien ne pourra être
allegué contre perſonne en general ni en particulier.

Pour plus grande ſermeté, & en témoin de quoi ont
été faits pluſieurs Inſtrumens de même teneur, dont
l'un a été mis es mains des Seigneurs Ambaſſadeurs du
Roi, un autre es mains des Seigneurs Deputés de ſa
Serenité, un troiſième es mains des Seigneurs du Cha-
pitre, qui les ont ſcellez, & le quatrième a été donné
au Conſeil de la Ville de Breme, leſquels Seigneurs
Ambaſſadeurs dudit Roi de Danemarck, & les Seigneurs
Deputés de l'Etat, comme auſſi le Seigneur Grand
Bailli, Chanceliers, & Conſeillers de l'Archevêque,
le Seigneur Caſpar Schulten, le Seigneur Docteur
Dietrich Rejkinck, & le Seigneur Licencié Jean
Helm, enſemble les Deputés de la Ville de Bremen,
ſçavoir les Seigneurs D. Bethmannus Herdeſianus, le
Seigneur Liborius de Line, le Seigneur Conradt E-
den, le Seigneur Licencié Henri de Cappel, & le
Seigneur Berkenius Betken, Penſionnaire & Conſeil-
lers reſpectifs de Breme, ont ſigné & ſcellé ces preſen-
tes; & leſdits Ambaſſadeurs dudit Roi, les Deputés
de ſa Serenité Monſieur l'Archevêque, & les De-
putés de Breme veulent faire fournir les ratifications
de tous & un chacun les points & articles des preſentes,
les premiers de ſadite Maſteſté, les ſeconds de ſa Se-
renité, & les troiſièmes du Conſeil de la Ville de Bre-
me dans le tems de quinze jours; Signé en la Ville de
Stade le 4. Octobre mil ſix cens trente neuf. Signé,
Henri Rantzouw, Godlief de Hagen, Reynier Doorn,
Guillaume Boreel, Gaſſar Schulte, Diederick Reyn-
kinck, Jean Helm.

Orton Aſchen Freſe, Jean Schade, Bethmannus
Herdeſianus, Liborius de Line, Conrad Eden, Henri
de Coppel, Betkenius Bethen.

Benoit Winckler, Herman de Dorn, Henri Lufman,
Hennig Mathies.

ANS
de J. C.

CCXXVII.

1639.

FRANCE
ET WEI-
MAR.

Traité fait par LOUIS XIII. Roi de France avec les Directeurs & Officiers de l'Armée du Duc de WEYMAR, pour ladite Armée & les Places conquises par le dit Duc Fait à Brisac le 9. Octobre, 1639.
Freder. Leonard. Tom III.

LE ROI ayant appris le deces de Monsieur le Duc de Weimar, & continuant la mesme inclination que Sa Majesté a toujours fait paroître pour le rétablissement de la liberté Germanique, Sadite Majesté a député les Sieurs Comte de Guebrian, de Choisi & Baron d'Oisonville, pour avec les Sieurs Directeurs & Officiers de l'Armée que commandoit feu Monsieur le Duc de Weimar, convenir de ce qui se trouvera le plus avantageux pour le maintien de ladite Armée, bien & advancement de la cause commune; en execution de quoy ledits Sieurs Deputé, Directeurs & Officiers, ont convenu que les Traitez faits entre Sadite Majesté & feu Monsieur le Duc de Weimar, en ce qui concerne ladite Armée, Princes, Villes & Etats Confederez, seront executez selon leur forme & teneur, à la reserve & augmentation des articles suivans.

PREMIEREMENT. Accorde & entend Sa Majesté que les Troupes que commandoit Monsieur le Duc de Weimar, demeurent en un Corps ainsi qu'il a témoigné le desirer par son Testament, & ce sous la direction des Officiers qui y ont esté nommez.

I. Quel l'Artillerie demeure commandée par les mesmes Officiers qu'elle estoit du vivant de Monsieur le Duc de Weymar, & jointe pour l'ordinaire au corps Alleman, avec pouvoir aux Marechaux de Camp François & Directeurs des troupes Allemandes d'y donner les ordres necessaires.

III. Que s'il advenoit (ce que Dieu ne veuille) que ladite armée ou partie d'icelle vient à se ruiner par quelque mauvaïse rencontre ou autre accident inevitable, le Roi promet de donner moyens extraordinaires aux Officiers de reestablisher les troupes, & de se mettre en estat de continuer leur service.

IV. Promet S. M. de faire payer presentement en deniers comptans le quartier de May montant à deux cens mil escus, pour estre employés au payement d'une monstre de toute l'Armée, comme aussi de faire fournir en bonnes & valables assignations autres six cens mil livres pour le troisieme quartier de la presente année escheue le 30. du mois de Septembre dernier. Desquels six cens mil livres du troisieme quartier sera employé par les Officiers & Directeurs de ladite Armée trois cens mil livres pour remonter & refaire leurs troupes.

V. Promet en outre Sa Majesté de faire payer à toutes les troupes tant d'Infanterie que de Cavalerie, dont le corps sera composé, trois monstres & demie par an, suivant & conformément aux capitulations que l'on avoit avec feu Monsieur le Duc de Weymar, & dont ils seront obligés de donner presentement copie aux Deputez de Sa Majesté, pour estre ladite demie monstre employée par les Officiers aux recreties & reestablishement de leurs troupes, comme les trois autres monstres au payement des Officiers & soldats, suivant les reveues qui en seront faites par les Commissaires & Controrolleurs deputés par Sa Majesté. Desquelles monstres la premiere a commencé au premier jour du present mois d'Octobre pour estre payée au dernier Decembre de la presente année; les deux autres de trois en trois mois, & la demie monstre au trentieme Septembre que l'on contera mil six cens quarante, & ainsi consecutivement, le tout sera payé en pistoles pesantes à quatre Ricsdales la pistole & non plus, ou monnoye equivalente.

VI. De plus Sa Majesté fera payer tant aux Officiers Generaux qu'à ceux de l'Artillerie huit monstres par an, en paille monnoye que dessus. Pour les Officiers du charroi, puis qu'il y a des difficultez au maintien des che-

vaux l'on s'accordera avec eux selon le temps & la raison, & ce suivant les appointemens à eux accordez par feu Monsieur le Duc de Weymar, dont sera aussi fourny presentement auxdits Deputez les estats, ou copie des Capitulations.

VII. Fera en outre fournir Sadite Majesté les munitions de Guerre qui seront necessaires, comme aussi tous les frais extraordinaires qu'il conviendra faire pour l'armée estant en action, & dont on fera obligé de rendre compte à celui que Sa Majesté ou Monsieur le Grand Maître de l'Artillerie de France ordonnera pour cet effet dans cette Armée.

VIII. Sa Majesté fera semblablement fournir le pain de munition à l'infanterie & Artillerie tant en Campagne qu'aux Garnisons, sans que rien en soit rabatu sur les Monstres; & si aucuns des Officiers, Soldats, ou autres particuliers de ladite Armée demandent à Sa Majesté le don de quelques terres & maisons assises es pais conquis, promet Sa Majesté de leur en faire telle gratification que chacun d'eux aura sujet d'en estre satisfait.

IX. Promet en outre Sa Majesté de ratifier & confirmer toutes les donations de terres & Seigneuries & maisons assises audit pais & villes, qui pourroient avoir esté faites par feu Monsieur le Duc de Weymar auxdits Officiers & Soldats de ladite Armée & autres personnes particulieres qui estoient à son service.

X. Et moyennant ce que dessus ledits Sieurs Directeurs & autres Colonels & Officiers au nom de toute l'Armée promettent de continuer de fidellement & constamment servir Sa Majesté envers & contre tous, quelque ordre & mandement qui leur puisse arriver au contraire, conformément à ce qu'estoit obligé de faire feu Son Altesse par son Traicté du vingt sixieme Octobre mil six cens trente cinq, & de marcher avec l'armée en tous lieux & entreprises que Sa Majesté desirera, soit en France, Allemagne, Bourgogne, Lorraine, ou Pais bas, pour l'establissement de la liberté publique & des Estats oppressez.

XI. Les ordres seront departis à leurs corps par ledits Sieurs Directeurs ou l'un d'entre eux selon qu'ils desirent s'accommoder par jour, par semaine, ou autrement: Lesquels ordres ils recevront premierement de Monsieur de Longueville General de l'Armée de Sa Majesté, ainsi que faisoit le feu Sieur Duc de Weymar, Monsieur du Hallier Lieutenant General, & Monsieur le Vicomte de Turenne, & le Comte de Guebrian Marechaux des Camps & Armées de Sa Majesté. Ledits Sieurs Directeurs seront appelez à tous les Conseils & resolutions qu'il y aura à prendre.

XII. Pour le bien & advancement de la cause commune & reestablishement des Princes, Villes & Estats Confederez, seront les places conquises presentement remises entre les mains du Roi, en conformitté du Testament de Mr. le Duc de Weymar, pour estre par Sa Majesté pourveu à celles de Brizac & de Fribourg de tels Gouverneurs que bon lui semblera, & les garnisons miparties de François & d'Allemands: Et à l'égard des autres places de Gouverneurs du corps de l'Armée à son choix; en faisant ledits Gouverneurs & Garnisons serment de bien & fidellement servir le Roi, envers & contre tous & conserver les places pour son service, & de ne les remettre jamais entre les mains de qui que ce soit sans ordre exprés de Sa Majesté.

XIII. Les presens Articles ont esté signez par les Deputez de Sa Majesté en vertu du pouvoir à eux donné, comme aussi par les Directeurs de l'Armée au nom de tous les autres Officiers. Ledit Deputé ont promis de fournir des lettres de Ratification dans deux mois prochains à compter du jour de la presente date. Et ledits Directeurs de prester & faire prester serment par les autres Colonels, Soldats, & Cavaliers de ladite Armée de bien & fidellement observer ce que dessus.

Fait à Brizac, ce 9 Octobre 1639.

ANS
de J. C.

1639.

ANS
J. C. *Articles secrets avec les Directeurs & Officiers de l'Armée du feu Duc de Weimar, à Brisac le 9. Octobre 1639.*

NOUS Comte de Guebrian, de Choisy & Baron d'Oilonville, Deputez par Sa Majesté, reconnoissons que par les articles cejourd'hui signez entre nous & Messieurs les Directeurs de l'Armée que commandoit feu Monsieur le Duc de Weimar, il soit dit que les Places de Brisac & Fribourg seront remises es mains de Sa Majesté, pour y estre par elle pourveu de tels Gouverneurs que Sadite Majesté desireroit; Neanmoins la verité est que nous sommes demeurez d'accord que Sa Majesté pourvoiroit des Gouvernemens d'icelles Places, les mêmes personnes qui y ont commandé pendant la vie de feu son Altesse de Weimar & qui y commandent encore à présent, en faisant par lesdits Sieurs Gouverneurs le serment en la même sorte qu'il est porté par lesdits articles. Et pour témoigner de plus en plus la confiance que Sa Majesté prend dans l'affection & fidelité qu'ont les Colonels & Officiers dont est composé ledit Corps au bien de son service, nous promettons qu'en cas que Sa Majesté trouve à propos de changer les Gouverneurs & Garnisons des Places conquises, elle remplira à son choix les uns & les autres des Officiers & Soldats dont est composée ladite Armée.

Comme aussi promettons que Sadite Majesté laissera en toutes lesdites Places & Armée, l'exercice libre de la Religion des Protestans. Et promettement lesdits Deputez de fournir des Lettres de Ratification de Sa Majesté du contenu ci-dessus dans deux mois. Fait à Brisac ce 9. Octobre 1639.

Serment fait par le Gouverneur de Brisac.

NOUS Jean Louis d'Erlach, Seigneur de Castel, reconnoissons tenir le Gouvernement de la Ville de Brisac, en vertu de la provision du Roi en parchemin, scellée du grand Sceau, qui nous a présentement été mise entre les mains de la part de Sa Majesté, par Monsieur le Comte de Guebrian, Maréchal de ses Camps & Armées, jurons & promettons entre les mains dudit Sieur Comte représentant la personne du Roi en cete action, ainsi qu'il nous est apparu par les Patentes de Sa Majesté, de le bien & fidèlement servir, de garder ladite Ville & Potteresse de Brisac, la maintenir & défendre fidèlement, courageusement, & comme homme de bien & d'honneur est obligé de faire pour le service de Sa Majesté envers & contre tous, & de ne la remettre jamais entre les mains de qui que ce soit, que par ordre & commandement exprès de sa Majesté, & conformément au Traité fait entre Sadite Majesté & les Officiers de l'Armée. Promettons en outre d'obéir aux ordres que nous recevrons du Lieutenant General qui commandera les Armées du Roi par deça, conformément ausdits commandemens que nous en pourrons par ci-après recevoir particulièrement de Sa Majesté; Comme aussi de contribuer de tout ce qui sera en nostre pouvoir, pour faire valoir les ordres des Deputez de Sa Majesté dans la perception & levées des Contributions, tant d'argent que de bled. Ferons prester serment à tous les Officiers & Soldats qui sont sous nostre charge, d'exécuter courageusement & d'observer fidèlement tout ce que dessus, & ce au plutôt, & en présence de celui qui y sera envoyé. Fait à Brisac le 22. Octobre 1639. Signé, D'ERLACH.

Serment du Gouverneur de Rhinfeld.

NOUS Philippe Jacob de Bernholt, reconnoissons tenir le Gouvernement de la Ville de Rhinfeld, en vertu de la Provision du Roi en parchemin, scellée du grand Sceau, qui nous a été présentement mise entre les mains de la part de Sa Majesté, par Monsieur le Comte de Guebrian, Maréchal de ses Camps & Armées, jurons & promettons entre les mains dudit Sieur

Comte, représentant la personne du Roi en cete action, ainsi qu'il nous est apparu par les Patentes de Sa Majesté, de la bien & fidèlement servir, de garder ladite Ville de Rhinfeld, la maintenir & défendre fidèlement, courageusement, & comme homme de bien & d'honneur est obligé de faire pour le service de Sadite Majesté envers & contre tous, & de ne la remettre jamais entre les mains de qui que ce soit que par ordre exprès de S. M. conformément au Traité fait entre Sadite Majesté & les Officiers de l'Armée; Promettons en outre d'obéir aux ordres que nous recevrons des Lieutenans Generaux du Roi, particulièrement à ceux du Gouverneur de Brisac, ainsi & conformément ausdits commandemens que nous en pourrions par-après recevoir plus particulièrement de Sa Majesté. Comme aussi de contribuer de tout ce qui sera en nostre pouvoir pour faire valoir les ordres des Deputez de Sadite Majesté, soit dans la perception & levée des Contributions, tant d'argent que de bled, qu'en toutes autres choses qui pourroient regarder & concerner le service de Sa Majesté, ferons prester le serment à tous les Officiers & Soldats qui sont sous nostre charge, d'exécuter courageusement & d'observer fidèlement tout ce que dessus, & ce au plutôt & en présence de celui qui y sera envoyé. Fait à Brisac le 22. Octobre 1639. Signé, BERNHOLT.

CCXXVIII.

Traite d'Alliance entre FREDERIC, ANS AUGUSTE, & GEORGE, Ducs de J. C. de Brunswick & de Lunebourg d'une part, 1639. & Dame AMELIE ELIZABETH, BRONS- WICK, LUNEBOURG ET HESSE. Landgrave de Hesse d'autre, fait le 30. Octobre, 1639. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre Tom. IV. Liv. XIX. pag 303.

SOIT Nottoire, comme les Serenissimes Princes & Seigneurs les Seigneurs Frederick; Auguste; & George, Ducs de Brunswick & Lunebourg d'une part; & la Serenissime Dame & Princesse, Dame Amelie Elizabeth Landgravine de Hesse &c. Comme l'utrice de son cher fils &c. d'autre dans ces tems difficiles sont convenus d'une Chretienne, & salutaire Alliance, elle a été conclue & arrêtée en la maniere suivante.

I. Lesdits Ducs se sont obligez & ont promis que dans ce présent eminent danger ou toutes les fois qu'il arrivera quelque malheur ils mettront en Campagne cinq mil hommes de Cavalerie & d'Infanterie pour le maintien du dessein principal, & de sa part la susdite Dame Princesse a promis & s'est obligée de la même maniere & pour la même conjoncture de lever & mettre en Campagne quatre mil hommes de Cavalerie & d'Infanterie, & au cas que le cas requit un plus grand nombre de Troupes, les deux Serenissimes Maisons y satisferont de tout leur possible.

Afin que le service de la Patrie soit d'autant mieux avancé, & qu'on parvienne d'autant plutôt au but proposé, il est accordé & conclu que les deux parties seront au plutôt, si fait n'est, prêter aux Lieutenans Generaux, aux hauts & bas officiers & à toute la Soldatesque les sermens de fidelité que Personne de ceux qui aiment le bien de la Religion Evangelique, & la chere Patrie, & qui veulent être fideles, ne refuseront pas.

Quand le Seigneur George Duc de Brunswick & de Lunebourg se trouvera en Personne à l'Armée, est accordé à l'égard du Commandement en chef que ce sera ledit Prince qui l'aura, comme il est convenable, mais s'il n'y est pas en Personne alors ce sera le Sieur Lieutenant General Hans Caspar de Kletzing qui Commandera dans les terres & quartiers des Ducs de Brunswick & de Lunebourg; & dans les Principautés, terres & quartiers de Hesse ce sera le Lieutenant General Pierre de Holsappel, dit Milander qui commandera,

AN S dera, mais si c'est en lieu tiers, c'est-à-dire hors des
de J. C. Principautez de Brunfwic & Lunebourg, & de Hesse-
1639. Cassel qu'il s'agisse d'agir, & que ledit Prince ne soit pas
présent, les deux Serenissimes Maisons s'accorderont à cet
égard à l'amiable, & selon que l'état des affaires publi-
ques l'exigera.

Pour ce qui regarde les munitions & les vivres est ac-
cordé, que quand les troupes de Brunswick Lune-
bourg & de Hesse seront chacune en leur quartier &
Pais & qu'elles s'y tiendront prêtes pour se joindre au
plûtôt les unes les autres dans la nécessité, qu'alors cha-
que Partie fournira les troupes de Provisions & de vi-
vres; mais quand il s'agira de secourir l'une ou l'autre
partie dans son pais ou ses Places, il faut que celle à qui
le secours est accordé fournisse le pain de munition
& le fourrage & non plus; mais quant au reste, & parti-
culièrement les choses nécessaires aux munitions & artil-
lerie, cela sera d'abord & jusques à ce qu'il en soit au-
tremment convenu fourni par chacune des parties à pro-
portion de ses troupes & des occasions, & ce afin qu'il
n'arrive point de disette; & si c'est en lieu tiers, sçavoir
hors des Principautez de Brunswick Lunebourg & Hes-
se-Cassel, & qu'il s'agisse de donner des quartiers de
part & d'autre, les quartiers seront départis séparément
de la manière observée dans la guerre à proportion des-
dites troupes de Brunswick & de Hesse, & ce au sort,
sans débat ni dispute.

Quoi qu'on ait meurement pesé & qu'on soit convenu
que les troupes de part & d'autre étant assemblées auront
à se conduire de la manière susdite, en sorte qu'il ne
sera pas besoin de travailler à les separer, mais qu'au-
sûr-tôt qu'il sera nécessaire on pourra agir conjointement; il
n'a pourtant pas été possible de dire positivement quel lieu
chacune des parties occupera, mais on a trouvé à propos,
qu'il sera délibéré au plûtôt sur ce point par des gens en-
tendus dans la guerre, & que ce qui y sera conclu sera ob-
servé; mais cependant les troupes de Hesse seront me-
nées un peu plus haut & vers les rivières de Weser &
Diemel, & aussi-tôt qu'elles y seront, ou en donnera
avis au Duc George, & l'on avisera pareillement com-
ment & de quelle manière le Seigneur General Coning-
marc tiendra prêtes les troupes de Suede qu'il a, afin que
que quand besoin sera on s'en puisse servir, ou d'au-
tres, avec sûreté & avec le meilleur succès & la plus gran-
de diligence qu'il sera possible. Et au cas qu'il faille aussi
que les Troupes de Hesse prennent leur poste sur le We-
ser, le Duc George consent, sur l'instance priere de la
Serenissime Dame veuve, & l'assurance présente qu'elle
lui donne, *salva litispendentia & processu ac utriusque
partis jurius illis*, que ce sera sans tirer à aucu-
ne conséquence, ni à aucun préjudice pour la Serenif-
sime Maison de Brunswick, ou Ville de Muyden, que les
Vaisseaux de Hesse pourront mener de Cassel aux trou-
pes par le Weser les vivres & autres choses nécessaires
de guerre, & ce nuit & jour sans aucun empêchement
pour le peage; comme en effet il sera donné là-dessus
l'ordre nécessaire aux Officiers après que ladite assurance
aura été donnée (par écrit.)

VI. Est accordé que chacun tiendra de bonnes cor-
respondances, tirera de bons avis, & les communiquera
de bonne foi; & si l'on en vient à une conjonction
réelle, les deux Maisons unies mettront ensemble une
bonne somme d'argent, pour être employé utile-
ment.

VII. Touchant le véritable but de cette Union il a été
conclu unanimement, que ledit but sera la gloire du Dieu
tout puissant, la conservation du S. Empire Romain,
& des loix fondamentales d'icelui, le rétablissement de
la Noblesse, la tranquillité publique, & la sûreté des
préeminences, honneur, dignité, regales & prerogatives
des deux Serenissimes maisons; & comme on n'y
peut pas parvenir sans une amnistie generale on l'obtien-
dra par tous les moyens les plus utiles; On travaillera
aussi à ce que la Couronne de Suede par une satisfaction
digne & Chretienne, soit apaisée & contentée: Mais
les deux parties tâcheront sur tout ensuite, & aide-
ront l'une l'autre à ce qu'elles ne soient pas exclues des

AN S Traitez de paix qui se feront; mais qu'elles soient admises
de J. C. tant aux negociations d'iceux, qu'à leur conclusion &
1639. qu'elles soient remises & maintenues à jamais de part &
d'autre dans un état parfait & paisible, & tel qu'avant
ces tristes tems de guerre; comme il est aussi expressément
convenu que ledites Serenissimes Maisons de Brunswick
Lunebourg & Hesse, s'assisteront mutuellement &
reciproquement dans toutes les autres occasions parti-
culieres, de conseil & de fait, & que l'une n'abandon-
nera point l'autre jusques à ce que par la grace de Dieu &
par une Paix efficace, il leur ait été fait à l'une & à l'autre
Partie une satisfaction raisonnable sur leur intérêt pu-
blic & particulier.

VIII. Il est conclu & resolu que si la susdite Sere-
nissime Dame veuve venoit à faire sçavoir à l'Empe-
reur & à l'Armée de la Ligue cette suspension d'Ar-
mes, ou que pour d'autres raisons importantes, elle
voulut se joindre à la France ou à la Suede, & ainsi rom-
pre la paix, qu'en tout cas Brunswick & Lunebourg ne
se mêleront ni mettront en peine de cette conjonction;
mais qu'alors ils ne seront point obligés de secourir ou
assister ladite Dame veuve dans les places & quartiers
qu'elle a présentement en Westphalie; Mais au cas que
l'adverse partie vienne à rompre la Trêve la premiere,
ou qu'autrement sans avis préalable elle vint à attaquer
hostilement les troupes de ladite Dame Landgravine
dans les places & quartiers de Westphalie, alors la Mai-
son de Brunswick Lunebourg assistera ladite Dame à
l'égard desdites places & Fortereses, qu'elle a en West-
phalie, & pour la conservation d'icelles: mais quand
à la force ou nombre de ces secours, il en sera en après
murement délibéré selon que la conjoncture du tems &
des affaires paroitra le requérir, & comme il pourroit ar-
river que la Serenissime Maison de Brunswick & Lune-
bourg par le moyen de ces places n'aurait autre chose à
attendre que des hostilités tres-dommageables & rui-
neuses; telles que celles qui se sont faites cy-devant, ain-
si qu'on en peut voir un exemple vivant à l'égard des
fortereses de Wolfenbutel qu'on retient actuellement;
de *mero facto* à ladite Maison de Brunswick, & qu'il a
fallu y maintenir la garnison qu'on y a logée jusques à
présent par le moyen de plusieurs tonnes d'or qu'on a
tirées du pais, dont le pays & les peuples n'ont à attendre
aucun profit, mais pur dommage & ruine, & que comme
pareillement la susdite Dame Landgravine est d'in-
tention de retenir, *juxta retentionis & defensionis*, les-
dits quartiers de Westphalie jusques à une paix sure &
generale, afin que par ce moyen, autant qu'il est possi-
ble, tout soit remis sur le même fondement, & pour
la sûreté du Saint Empire Romain, qu'avant ces guer-
res, si neantmoins, il arrivoit, (ce que Dieu ne veil-
le) qu'une armée vint à percer dans les Etats de Hesse-
Cassel, & y prit ses quartiers, ou qu'elle vint à assieger,
ou bloquer les places fortes, la Maison de Brunswick
Lunebourg l'assistera actuellement, pour détourner les
malheurs qui en pourroient resulter, considérant que
ladite Maison de Brunswick & Lunebourg, ne peu-
vent sans un extreme danger permettre que de telles
places fortes tombent en des mains étrangères, &
qu'ainsi elle est obligée par une forte raison de pre-
venir ce malheur de toutes ses forces & de toute sa
precaution; mais il sera toutes & quantes fois resolu
dans un Conseil de guerre, comment, de quelle ma-
niere, & de combien le secours devra être accordé.

IX. Et ladite Dame Veuve de son côté assistera effec-
tivement & fidelement ladite Maison de Brunswick Lu-
nebourg, toutes les fois que la nécessité le requerra, &
ce non seulement desdits quatre mil hommes de Cava-
lerie & d'Infanterie, mais même si la chose est faisable
& que l'état de ses affaires le permette, d'un plus
grand nombre.

X. Quand il arrivera quelque petit accident dans les
Etats de Brunswick Lunebourg ou de Hesse Cassel,
pour auquel remédier il ne sera pas besoin de toutes les
forces ensemblement unies, chacun travaillera à l'empê-
cher soy même.

XI. Enfin est accordé que les deux Serenissimes Mai-
sons

sons leurs Sujets & dependans entretiendront entr'eux une bonne voisinance, amitié & commerce, comme cy-devant & sans se faire prejudice l'un à l'autre, & enfin se témoigneront toute bonne volonté.

Tous lesquels articles, & conclusion les deux dites Maisons Unies promettent observer inviolablement sur leurs parolles de Prince & Princeesse & de bonne foy. En témoin de quoi ils ont signé & scellés ces presentes qui furent faites & données en la Ville de Manden sur le Werre le trentième Octob. mil six cents trente neuf signé.

Frederic, Auguste, George, Amilia Elizabeth.

CCXXIX.

Promesse reciproque entre Monsieur le Cardinal de RICHELIEU & Monsieur le Prince d'ORANGE, pour l'attaque des Villes de Dam & de Bruges tout à la fois par ledit Prince: Fait à Ruel le 24. Novembre 1639. Freder. Leonard Tom. V.

SUR la proposition que Monsieur le Prince d'Orange m'a fait faire par le sieur d'Estrades, qu'il attaqueroit l'année prochaine que l'on comptera 1640. les Villes de Dam & de Bruges toutes à la fois, les Forts du Canal jusques à Blanckenbergue & Blanckenbergue même, moiennant que le Roi lui donnât rendus en Flandre quittes de tous changes, les sommes nécessaires pour la levée de douze mille hommes de pied, & six mois de gages, outre l'entretienement des Troupes extraordinaires qui furent levées pour l'année du Siege de Maltricht.

Après avoir fait sçavoir ce dessein au Roi, & receu ses ordres & commandemens sur icelui. Je promets à Monsieur le Prince d'Orange au nom de Sa Majesté, de lui faire paier la somme de seize cent mille livres, payables en quatre termes de trois mois en trois mois, dont le premier sera en Janvier prochain.

Moiennant què Monsieur le Prince d'Orange me donne aussi sa promesse d'exécuter la proposition ci-dessus, & que pour cet effet il fasse lever & entretenir extraordinairement les Troupes ci-dessus spécifiées pour l'exécution dudit dessein, outre ce que Messieurs les Etats ont accoutumé d'avoir sur pied.

Et afin que toutes choses soient ponctuellement exécutées de part & d'autre. Je promets de faire paier la somme ci-dessus en quatre paicmens égaux, le premier échéant au mois de Janvier prochain, les trois autres de trois mois en trois mois franche & quite de tout change dans Amsterdam, je promets en outre de la part du Roi, que Monsieur le Maréchal de la Melleraye sera en Campagne avec l'Armée de Sa Majesté le premier jour de Mai prochain, sur peine d'estre estimé manquer à ce qui est convenu entre Monsieur le Prince d'Orange & moi pour Sa Majesté & Messieurs les Etats, & qu'il exécutera la diversion projetée par Sa Majesté, ou donnera un Combat general aux ennemis, & que quand même il perdroit, Sa Majesté ne laissera pas de tenir une Armée puissante dans le Pais desdits ennemis.

Fait à Ruel le vingt-quatrième jour de Novembre 1639.

Je promets à Monsieur le Cardinal de Richelieu moiennant l'exécution de ce que dessus, de faire lever les Troupes spécifiées dans la promesse, outre toutes celles qu'ont accoutumées d'avoir Messieurs les Etats, pour faire un corps si puissant, qu'avec icelui je puisse attaquer tout à la fois les Villes de Dam & de Bruges, & les Forts qui sont aux environs de l'Ecluse & Blanckenbergue même, & d'accomplir entierement la proposition ci-dessus spécifiée faite de ma part par le sieur d'Estrades, ce à quoi je m'oblige en foi & parole de Prince, sans pouvoir prétendre estre à ce sujet déchargé de ce à quoi m'oblige cet écrit que par l'exécution dudit dessein, ou un Combat general donné aux ennemis qui se présenteront pour m'en empêcher.

Je promets en outre d'estre précisément à la Campagne pour exécuter le dessein que dessus le premier jour de Mai, avec les forces ci-dessus designées, sur peine d'estre estimé manquer à ce qui a été convenu entre Monsieur le Cardinal & moi, pour Sa Majesté & Messieurs les Etats.

CCXXX.

Traité entre LOUIS XIII. Roi de France & Madame la Landgrave de HESSE, fait par le Duc de Longueville Général des Armées de sa Majesté. à Lipsiat le premier Février 1640. Freder. Leonard. Tom. III. pag. 64.

SON Altesse le Duc de Longueville, General des Armées du Roi en Allemagne, aiant receu de Madame la Landgrave de Hesse toutes sortes de témoignages de bonne volonté & d'affection au bien du service du Roi & de la cause commune, mesme Sadite Altesse Madame la Landgrave lui aiant fait témoigner par ses Deputez le regret qu'elle auroit que les difficultez survenues au Traité pour le renouvellement de son Alliance avec Sa Majesté Tres-Christienne, fissent perdre les avantages que la proximité de l'Armée de Sadite Majesté & de la sienne peut produire à l'avancement du bon parti, sadite Altesse de Longueville estant aussi pleinement informée des bonnes intentions de Sadite Majesté, pour l'avantage des affaires generales, & pour ce qui concerne les interets particuliers de sadite Altesse de Hesse, & desirant pour cet effet employer les Armées de Sadite Majesté le plus glorieusement qu'il sera possible, sadite Altesse à député le Sieur de Choisy, Conseiller du Roi en son Conseil d'Etat & Privé, & Intendant de la Justice, Police & Finances en ladite Armée d'Allemagne, pour en attendant ledit renouvellement d'Alliance, convenir avec son Altesse Madame la Landgrave, de ce qui se trouvera le plus avantageux au service de Sadite Majesté & de lad. cause commune; en execution de quoi sadite Altesse Madame la Landgrave & ledit Sieur de Choisy, ont convenu de ce qui s'ensuit.

I. Que pendant le tems, & espace de deux mois & demi, qui commenceront dès ce jourd'hui premier Février, & finiront le quinziesme Avril prochain; Sadite Altesse Madame la Landgrave de Hesse & son Altesse le Duc de Longueville, ont promis & promettent l'un à l'autre, de demeurer entre eux en Ligue offensive & defensiva, envers tous & contre tous sans aucune exception, en cas que l'une ou l'autre de leurs Armées vint à estre attaquée des Ennemis: & pour cet effet sadite Altesse Madame la Landgrave, promet que par bonne correspondance avec sadite Altesse le Duc de Longueville, elle fera tenir son Armée au moins jusques à trois mille hommes de pied & deux mille chevaux, avec l'artillerie & munitions nécessaires, es postes & quartiers où ils puissent incessamment & sûrement se joindre aux Troupes de Sad. Altesse de Longueville; pour selon les occasions agir de concert conjointement ou separement, suivant les resolutions qui seront prises aux Conseils de Guerre, qui seront tenus par sadite Altesse de Longueville, & auxquels elle fera appeller ceux qui de la part de sadite Altesse Madame la Landgrave commanderont les Troupes, pour desdites resolutions en estre par eux départis les ordres ausdites Troupes.

II. Comme aussi en cas que pour le bien du service du Roi & de la cause commune, les Troupes & Armées de Sadite Majesté que commande son Altesse de Longueville, eussent à passer pendant ledit tems de deux mois & demi dans les Terres & Quartiers que ladite Dame occupe en Westphalie, promet lad. Dame de leur y faire donner les logemens & suretez nécessaires, & leur faire fournir les vivres qui se pouront trouver dans le Plat Pais, à la charge que lesdites Troupes y vivront avec bon ordre; mais en cas de sejour, & qu'il leur fallut tirer des vivres & provisions des Villes & Magasins

ANS
de J. C.
1639.

FRANÇOIS
HISST.

ANS du Pais, sadite Altesse Madame la Landgrave, en sera
de J. C. remboursee par sadite Altesse de Longueville en argent.

1639. 111. En consideration de ce que dessus, & pour donner moi en sadite Altesse Madame la Landgrave, de faire de sa part les preparatifs d'artillerie & munitions de Guerre necessaires pour lad. conjonction : Promet ledit Sieur de Choisy lui faire paier dans huit jours à Amsterdam la somme de cinquante mil Rischdallers qui lui seront precomptez sur les premiers deniers qu'elle aura à toucher de Sa Majesté, sans que le present Traité puisse porter aucun prejudice à celui de Dorsten, à la charge aussi que dans ledit tems de huit jours au plus tard, Sadite Altesse Madame la Landgrave fera fournir & livrer entre les mains des Officiers de l'Artillerie qui y seront ordonnez par Sadite Altesse de Longueville, jusques à trois milliers de poudre, qui lui seront paiez au prix ordinaire.

Les prefens articles ont esté signez par Sadite Altesse Madame la Landgrave & ledit Sieur de Choisy, Deputé de son Altesse de Longueville, en vertu du pouvoir à lui donné, & scellez de leurs Cachets, ledit Deputé a promis de fournir des Lettres de Ratification dans huitaine, à compter du jour & date des presentes. Fait à Lipstat ce premier jour de Fevrier 1640.

Nous Amelie Elizabeth Landgrave Dotairiere Regente de Hesse, Princesse du S. Empire, reconnoissons qu'encore que par le premier article du Traité que nous avons ce jourd'hui conclu & signé avec le Sieur de Choisy, Deputé de Monsieur le Duc de Longueville, nous n'avons promis de demeurer dans la Ligue portée par ledit Traité que jusques au quinziesme Avril, nous nous obligeons néanmoins d'entretenir ladite Ligue jusques au premier jour de Mai. En foi de quoi nous avons signé le present écrit, & à icelui fait apposer le Cachet de nos Armes. A Lipstat le premier jour de Fevrier. 1640.

Nous Duc de Longueville, Lieutenant General pour le Roi en ses Armées d'Allemagne, aiant veu le Traité fait à Lipstat le premier jour du present mois de Fevrier, entre Madame la Landgrave de Hesse & le Sieur de Choisy, Conseiller du Roi en ses Conseils d'Etat & Privé, Intendant de la Justice, Police & Finances en l'Armée que nous commandons par nous, à cet effet avons ledit Traité, & tout ce qui a esté fait, gere & negotié par ledit Sieur de Choisy, agréé, approuvé & ratifié, agréons, approuvons & ratifions par la presente, & promettons celui observer & entretenir en tous ses points sans y contrevir. En témoin de quoi nous l'avons signé de nostre main, fait contresigner par nostre Secretaire ordinaire, & apposer le Cachet de nos Armes. A Ruelle le 8. jour de Fevrier 1640.

C C X X X I.

ANS *Contrat de Mariage entre GUILLAUME de Nassau Prince d'Orange & HENRIETTE MARIE d'Angleterre, fille de Charles I. Roi de la Grand' Bretagne, fait en l'Année 1640. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. V. pag. 167.*

* C'est
ici une
Tradu-
ction du
Flamand
qu'on n'a
pas mis
parce que
ce n'est
pas l'ori-
ginal.

A Un nom de Dieu Tout-Puissant; soit nottoire à tous presens & avenir. Comme le tres grand, tres excellent & tres Puissant Prince Charles, par la grace de Dieu Roi de la Grand Bretagne France & Irlande defendeur de la foy &c. a été plusieurs fois supplié & a reçu différentes propositions de la part du haut & Puissant Prince Henri Frederic aussi par la grace de Dieu Prince d'Orange &c. Desirant de plus en plus confirmer non seulement l'amitié & la particuliere bonne correspondance entre sa Majesté & Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies des pais bas, & leurs Couronnes & Etats; mais aussi l'honneur & l'accroissement de la Maison d'Orange par le moyen

d'un mariage du haut & excellent Prince Guillaume fils de sadite Altesse d'Orange. Et que pour conclure un si bon œuvre ils avoient envoyez à sa Majesté de la Grand Bretagne; Jean Wolfert de Brederode, Seigneur de Brederode, Baron de Viane & Amede, François d'Aersen, Seigneur de Somerdyck & de la Plate Chevaliers &c. Jean de Kerckhoven dit Poliander, Seigneur de Haenvliog &c. & Albert Joachimi Chevalier Seigneur d'Oostende in Odekensert &c. Ambassadeurs Extraordinaires, avec ample pouvoir, de sorte que sadite Majesté à député ceux d'entre les principaux Ministres de son Conseil; sçavoir Messieurs l'Evesque de Londres grand Tresorier d'Angleterre; Jaques Marquis d'Amilton, grand Escuyer de Sa Majesté; Thomas Comte d'Arundel & Surey, Maréchal d'Angleterre; Algemon Comte de Northumberland, grand Amiral d'Angleterre; Philippes Comte de Penbrock & Montgomery grand Chambellan de la maison de Sa Majesté, Edouard Comte de Dorset, &c. grand Chambellan de la Reyne de la grand Bretagne; Henri Comte de Holland, premier Gentilhomme de la Chambre de sa Majesté, tous six Chevaliers du tres-noble ordre de la Jarretiere, & Henri Van Chevalier, Tresorier de la Maison du Roi, premier secretaire d'Etat & des commandemens de sa Majesté, tous & un chacun d'iceux Conseiller en son Conseil secret d'Etat, & leur a donné pouvoir d'entendre lesdites propositions, de traiter, conclure & arreter avec les susdits Seigneurs Ambassadeurs & Deputez Extraordinaires des susdits Seigneurs Etats Generaux & Prince d'Orange les articles du susdit Mariage; En sorte qu'après différentes assemblées, ils ont, au gré & contentement de sa susdite Majesté, des susdits Seigneurs Etats Generaux & de son Altesse d'Orange, iceux conclus en la forme & maniere qui s'ensuit.

Premierement il est accordé que le Mariage d'entre la susdite Princesse Marie fille ainée de sa Maj. de la Grand' Bretagne, & le Prince Guillaume fils de son Altesse d'Orange, se fera en Angleterre en leurs propres Personnes en bonne & legitime forme, après que ledit Prince y sera arrivé; mais à l'égard du transport de la susdite Princesse vers le pais Bas il n'est point qu'avant elle n'ait atteint & accompli l'âge de douze ans.

11. Alors la Princesse sera menée en Hollande aplustôt que faire se pourra jusques à Rotterdam aux dépens de sa Majesté de la grand Bretagne, où elle sera remise à ceux que son Altesse destinera à cet effect & de Rotterdam jusques au lieu de sa residence aux dépens de son Altesse, le tout d'un & d'autre côté comme il appartient à la dignité d'une Princesse issue de la Maison de la Grand Bretagne.

111. La Dot de la Princesse sera de quarante mil livres sterlins, à paier dans deux ans après la solemnité du susdit mariage, dans la ville d'Amsterdam en Hollande, à sçavoir de six en six mois par égale portion.

IV. Le Douaire de la Princesse sera dix mil livres sterlins par an assigné en bonnes terres à ladite Princesse, & deux maisons bien & deuement meublées, dont l'une sera scituée à la Haye, & l'autre sur les terres du doiaire; & la susdite somme sera également payée tous les ans à ladite Princesse, de trois mois en trois mois.

V. Son Altesse d'Orange mettra avant le mariage entre les mains des Commissaires de sa Majesté de la grande Bretagne les Terres assignées pour le doiaire, pour d'autant plus d'assurance du paiement annuel des susdites dix mille livres sterlins pendant la vie de sa susdite Princesse.

VI. On payera tous les ans & de trois mois en trois mois par égale portion à ladite Princesse la somme de quinze cens livres sterlins pour les menus plaisir, outre son entretien, habillement, & gages des Officiers & autres Domestiques.

VII. Les Domestiques que la susdite Princesse mena en Hollande seront choisis par Sa Majesté de la grand Bretagne, & s'ils venoient à mourir ou que ladite Princesse en vouloit changer, elle en pourra prendre d'au-

tres

tres qui seront Anglois, & du consentement de son Altesse. Et les fuidits adomestiques n'excederont point le nombre de vingt six hommes tant Officiers qu'autres, & de quarante femmes, tant Dames, Demoiselles d'honneur & autres en tout quarante personnes.

VIII. Quant à l'exercice de la Religion, est accordé qu'il sera libre & permis à ladite Princesse de garder tant pour elle que pour ses Domestiques, l'exercice du saint Service, selon l'ordre & coutume de l'Eglise Anglicane.

IX. En cas que le jeune Prince vint à deceder avant la fuidite Princesse, sans laisser d'enfant de leur mariage, tous les deniers de la dot qu'elle aura apportés ou qui auront été payés seront entierement restitués, pour en disposer à son bon plaisir, soit qu'elle retourne en Angleterre, soit qu'elle demeure en Hollande.

X. Mais s'il reste des enfans du fuidit mariage, il ne sera restitué que la moitié de la dot ou apport, soit que la Princesse aille en Angleterre ou qu'elle demeure en Hollande, & de l'autre moitié appartenant aux enfans il lui en sera payée la rente sa vie durant au denier vingt.

XI. S'il arrivoit que la fuidite Princesse decedât avant le jeune Prince d'Orange sans enfans du fuidit mariage, il seroit loisible au Roy de la Grand Bretagne de ne demander la restitution que de la moitié de la dot seulement, & en cas d'enfans tous les deniers d'icelle échoiront audit jeune Prince d'Orange; neantmoins les enfans ne seront mariez sans l'avis & consentement de sa Majesté, ou sans la connoissance & l'avis de ses successeurs, & ladite Princesse n'ayant point de fils les filles seront dotées convenablement & selon la dignité de leur naissance, outre leur part de tous les autres biens maternels.

XII. Les enfans du fuidit mariage heriteront encore après la mort de la fuidite Princesse la moitié de ladite dot laquelle sera restituée, à moins que ladite Princesse ne convolât en second mariage, & qu'elle eût aussi bien des enfans d'un second que du premier mariage, auquel cas les uns & les autres auront part dans ladite moitié restituée à la Princesse.

XIII. Et au cas que le jeune Prince d'Orange vienne à mourir sans enfant ou enfans, la fuidite Princesse aura la liberté de choisir pour sa demeure quellicun lui plaira du douaire qui lui sera assigné. Et d'en retenir les chateaux & maisons en dependantes, dont deux seront telles, qu'elle y puisse faire sa residence, meublées comme il convient. La libre disposition des Benefices & offices dans les fuidites Terres, dont l'une sera un Duché ou un Comté, apartiendra à la fuidite Princesse.

XIV. Il sera libre à la Princesse, soit qu'elle ait des enfans, soit qu'elle n'en ait point, de retourner en Angleterre, y emmenant ses meubles, bagage, joyaux & bien paraphernaux outre sa dot, comme il est cy-devant spécifié.

C C X X X I I

Déclaration de Madame la Landgrave de HESSE, sur le Traité avec la FRANCE du 22. Aoust 1639. à Saint Germain en Laye 22. Mars 1640. Freder. Leonard Tom. III. pag. 67.

LE ROI aiant eu avis par le Sieur d'Amontot son Conseiller, estant pour son service en Hollande, que le Sieur Groté est convenu avec lui, comme aiant pouvoir de Madame la Landgrave de Hesse de mettre entre les mains un Ecrit signé de ladite Dame de la teneur qui s'ensuit.

Suivant un Ecrit que le Sieur d'Amontot a signé de la part du Roi, & qu'elle a pareillement signé le 22. Aoust dernier, par lequel il est dit que je ne pretendois point estre obligée au Traité conclu le mesme jour, entre ledit Sieur d'Amontot au nom de Sa Majesté Tres-Christienne & moi, que je ne sçache certainement ce que la Couronne de Suede m'accorderoit par un Trai-

Tom. III.

té qui estoit à renouveler entre ladite Couronne & moi, ANS dont j'esperois avoir avis au 20. Septembre dernier passé; & que lors je donnerois promesse particuliere d'effectuer ledit Traité fait au nom de Sa Majesté avec moi, 1640. maintenant que je suis informée des intentions de ladite Couronne de Suede, pour ne point laisser passer davantage de tems à témoigner à Sa Majesté à quel honneur & à quel avantage je tiens, de me voir entierement assurée de la continuation de ses graces & assistances Royales par celle de son Alliance, & avec combien d'affection je desire contribuer de tout ce qui sera à mon pouvoir au bien du service de Sa Majesté & de la cause commune; je m'oblige par la presente d'observer doresnavant ledit Traité & tous les articles d'icelui, & de les executer de point en point selon leur forme & teneur: & pour cet effet rompre avec le Roi de Hongrie & ses adherans dans le present mois de Mars, quinze jours après que Sa Majesté m'aura fait fournir les cent cinquante mille Rischdalles qu'elle a eu agreable de m'accorder pour l'année dernière passée, dont je me contente pour ladite année, sur laquelle somme il sera deduit cinquante mille Rischdalles qui m'ont été païées à Amsterdam, en suite d'un Traité que j'ai fait avec M. le Duc de Longueville, en sorte que j'emploierai deslors mesme mes Armes contre mes Ennemis pour les incommoder le plus qu'il se pourra: & je promets d'entretenir une Armée composée de sept mille hommes de pied & trois mille chevaux, pour avec six mille ou plus grand nombre, encore des fuidits mille hommes de pied & trois mil Chevaux que je dois entretenir si faire se peut, principalement quand j'aurai augmenté mes Troupes, agir en Campagne contre lesdits Ennemis, conjointement ou separement avec l'Armée que commande Monsieur le Duc de Longueville ou autre des Alliez, le tout de bon concert, conformément au premier article dudit Traité.

Je demeure d'accord au surplus pour plus grande explication de l'article dix-sept du Traité, par lequel il est dit qu'au cas que quelques Princes ou Etats me recherchent d'entrer en conjonction d'Armes ou en Neutralité avec moi, à l'avantage du bon parti, je pourrai traiter avec eux, que ce sera au Roi & à la Couronne de Suede, comme estans les principaux Confederés qui forment ledit parti, de discerner s'il sera à l'avantage d'icelui, que j'admette en Neutralité ceux desd. Princes & Etats qui me rechercheront d'y entrer; ce que je ne ferai sans leur exprés consentement.

Je consens aussi que le Traité fait entre Sadite Majesté & moi, soit tenu pour renouvelé toutesfois & quantes que son Alliance avec la Couronne de Suede sera renouvelée, promettant de ma part de l'observer de point en point, sans qu'il soit besoin d'en faire un nouveau.

Je consens de plus que deux cens mille Rischdalles qu'il a plu au Roi me promettre l'année presente 1640. par le Traité fait par Sa Majesté, dont le premier paiement de cent mille Rischdalles échet à la fin du present mois de Mars, lesdites cent mille Rischdalles ne me soient païées que dans le mois de Mai prochain, & les autres cent mille aux autres termes portez par ledit Traité.

Sa Majesté aiant veu ledit Ecrit l'agréé & tout le contenu en icelui, spécialement que le Traité fait entre elle & ladite Dame Landgrave, soit tenu pour renouvelé toutesfois & quantes que l'Alliance de France avec la Couronne de Suede sera renouvelée: promettant Sadite Majesté de sa part d'observer & executer ledit Traité de point en point, sans qu'il soit besoin d'en faire un nouveau. Fait à S. Germain en Laye le 22. Mars 1640. Signé, BOUTHILLIER.



Ecc

Traité

ANS
de J. C.

C C X X X I I I.

1640.
LA FRAN-
CE
BRUNSWIC ET
LUNEB-
BOURG.

Traité Fait par M. le Duc de Longueville pour le Roi de France LOUIS XIII. avec les Princes de la Maison de BRUNSWIC & LUNEBOURG, à Mai 1640. Ferder. Leonard. Tom. III. pag. 68.

LE Duc de Longueville promet de sa part & au nom de Sa Majesté, à la très-Illustre Maison de Brunswick & Lunebourg, que joignant presentement ses forces à celles de la cause commune, pour les employer contre les Ennemis communs des Couronnes de France & de Suede & de leurs Alliez, & continuant à l'avenir d'incommoder lesdits Ennemis selon son pouvoir, conjointement ou separement ainsi qu'il sera resolu dans le Conseil de Guerre.

II. Que Sa Majesté ne fera aucune Paix ni Treve, sans y comprendre expressement la Maison de Brunswick & Lunebourg, & sans qu'elle soit maintenuë en pleine liberté & sureté.

III. Que la conduite generale des Troupes de son Altesse le Duc George de Lunebourg, lui demeurera, mesme que si Sadite Altesse de Longueville, comme il promet en cas de besoin, envoioit secours d'hommes separé de son Armée dans les Terres de ladite Maison, que celui qui conduira ledit secours aura à obeir & reconnoître ledit Duc George dans l'étendue des Terres de ladite Maison.

IV. Que les Troupes de leurs Alteses de Brunswick & Lunebourg estant jointes, l'égalité sera observée pour les Quartiers & subsistances, à proportion de la force des unes & des autres Troupes.

V. Que lesdites Troupes ne seront mises ni mêlées avec autres, ains considérées comme un Corps à part & renvoies toutesfois & quantes, que pour la defense de leurs Etats lesdits Sieurs Ducs de Lunebourg lesappelleront, même quand le secours de l'Armée de son Altesse de Longueville, & des Troupes de Madame la Landgrave, qui sont presentement jointes avec l'Armée de Monsieur le Maréchal Bannier, seront ramenées, qu'alors les Troupes de la Maison de Brunswick seront ramenées aussi; & qu'en cete & toutes autres occasions de Guerre, il s'observera une mesme égalité.

VI. Que sadite Altesse de Longueville s'emploiera vers Monsieur le Maréchal Bannier, pour faire accorder à leurs Alteses de Brunswick ce qu'ils desireront de lui pour la sureté & conservation de leur Maison, mesme pour la restitution de leurs Places hereditaires & en cas que ledit Sieur Maréchal Bannier ne se trouvast avec plein pouvoir pour la presente & actuelle restitution des Places, que les Offices de Sa Majesté vers la Couronne de Suede seront employez pour obtenir d'elle, que ladite Maison de Brunswick soit entierement satisfaite en ses interets & raisonnables pretentions. Fait & arresté à le Mai 1640.

C C X X X I V.

ANS
de J. C.1640.
LA SUE-
DE ET LES
PROVIN-
CES.

Traité d'Alliance & de Confederation entre CHRISTINE Reine de Suede, & les PROVINCES-UNIES des Pays-bas, fait à Stockolme le 11 Septembre, 1640. Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. V. pag. 57.

SErenissimæ ac Potentissimæ Principis ac Dominæ, Dominæ Christianæ Dei gratiæ Suecorum, Gothorum, Wandalarumque designatæ Reginæ ac Principis hereditariæ, Magnæ Principis Finlandiæ, Ducis Esthoniæ, & Careliæ, Ingræque Dominæ &c. Dominæ nostræ Clementissimæ, Regniæ Sveciæ Senatores ad hunc actum specialiter Deputati Axelius Oxenstierna Regni Cancellarius & Judex Provincialis occidenta-

lium Norlandiarum, Laponiæque, Liber Baro in Kimitho, Dominus & Fiholm & Tidoen, Eques auratus; Johannes Skitte supremi per regnum Gothiæ judicii Præfex, & Judex Provincialis Finlandiæ Septentrionalis, Liber Baro in Duderhof, Dominus in Gronsoo, Stromfrum, & Skijteholm, Eques auratus; Clandius Flemingius Admiralus, supremus Castellanus Stockholmenfis & Judex Provincialis Finlandiæ Meridionalis, Hereditarius in Hornas & Wilnus; Johannes Oxenstierna Collegij Cancellarius Consiliarius, Liber Baro in Kimitho, Dominus in Horningsholm & Tulgarn; Nec non Celforum ac Potentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, pro tempore in Sweciam Legati, ibidemque ad hunc actum sufficienti Potestate & mandato muniti, Gullielmus Boreel, Dunbequæ & Welthovv Dominus, Ambacht Dominus in Domborgh, Consiliarius & Pensionarius urbis Amsterodamensis; Albertus Sonck Eques Auratus, Exconsul & Prætor Primarius urbis & territorij Hornensis, nomine Provinciæ Hollandiæ & West-Frisiæ, in Consessu Generali uniti Belgii Deputatus, Epæus ab Ailwa in Jellum, Grietman in Baerderadeel Fritiorum; Constare volumus Univerfis & singulis, quorum interest, aut quomodo libet interesse poterit, quod cum ante sex & viginti circiter annos, inter Serenissimum atque Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Gustavum Adolphum ejus nominis secundum & Magnum, Suecorum, Gothorum & Wandalarum Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Esthoniæ &c. Gloriosissimæ Memoræ ab unâ; & Celfos ac Potentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii ab Alterâ parte, gravibus de causis, imprimis pro libertate Navigationis, & commerciorum per mare Balticum & Septentrionale, & mutuâ utrorumque Status salutis & conservationis, fœdus sancitum fuerit, idque jam ante aliquot annos expiravit, eum verò effectum habuit, quandiu duravit, qui utrinque intendebatur; Nunc poltea quam moderna Regia Majestas Sveciæ, nec non celsitudo Dominorum Ordinum Generalium ad animum sibi revocarunt, quantum periculi mutuis eorum statibus impendit & perturbationis ac violentiæ libertati navigationis, & commerciorum in utroque mari intematur & exercetur; idcirco ut tantis malis tempelivè occurrant & convenientia remedia iis avertendis adhibeant, visum utrisque fuit & re mutuâ, pristini fœderis Tractatus renovare, idque presentij tempore accommodatis legibus illustrare.

Nos proinde vi acceptæ respectivè a sacrâ Regiâ Majestate Sveciæ, nec non a Celsitudine Domin. Ordinum Generalium Fœderati Belgii Potestatis & mandatorum congressi, Consilia mutuo contulimus priora passim recognovimus, eadem declaravimus, & in sequentes Articulos utrinque convenimus, ac conclusimus.

I. Erit fœdus mutuum inter Reginam Regnumque Sveciæ ex una, & Domin. Ordines Generales ac Provincias Confœderatas Belgicas ex alterâ parte, pro asserenda securitate, & libertate Navigationis & commerciorum in utroque mari Baltico, & Septentrionali ad angustias usque Maris Anglo-Gallici sive Canalem exclusivè extendendo, pro præstândâ defensione suorum respectivè Regnorum, Provinciarum & subditorum ex utraq; parte & pro conservandis Dominiis, Juribus, libertatibus, immunitatibus, pactis, & receptis consuetudinibus tam terrâ quam Mari.

II. Quod si compertatur libertati commerciorum ac Navigationis in Mari Baltico & Septentrionali aliquid impedimenti, remora aua oneris molestiæque supra suetum morem hæctenus infestum, aut durante fœdere contingat, vel præactam Sacram Regiam Majestatem Regnumque Sveciæ ac ejusdem subjectas Provincias, subditosque, vel Celsitudinem Domin. Ordinum generalium fœderati Belgii eorumve subditos in libero usu commerciorum ac Navigationis in dicto Mari Baltico, & Septentrionali, contra jura gentium, receptam consuetudinem, & obtema Privilegia turbati ac præter morem onerari & adgravari; vim & injuriam passus cum altero Confœderatorum communicabit; ac primo quidem uter-

ANS
de J. C.

1640.

ut uterque Foederatorum id inprimis operam dabit, ut ex consilio & operâ mutua is qui libertatem Navigationis ac commerciorum turbavit ac oneravit, *amicabili ratione possideatur*, Navigationem ac commercia pristinae libertati ac immunitati restituere; ne rem ad arma venire necessum sit; quod si verò ea lædentem infederit obstatio, ut nullis *amicabilibus rationibus* se induci patiatur, ideoque ea perturbatio sine Navigationis ac commerciorum interitu aut magno detrimento tollerari nequeat; Ita convenit inter Sacram Regiam Majestatem Regnumque Sueciæ & Dominorum Ordinum generalium Foederati Belgii, ut *Vindicare libertatem* commerciorum ac Navigationis in Mari Baltico & Septentrionali debeant *Viribus omnibus* quas tunc possint contrahere terra marique, prout super eo & de modo rei gerendæ inter ipsos convenierit, nec prius *desistere* cepto, quam læsæ parti fuerit satisfactum & sæpe dicta commerciorum ac Navigationis libertas in dictis maribus antiquo mori ex præscripto Juris Gentium, pactorum ac receptarum consuetudinum fuerit restituta.

III. At si in præsens amicabili ratione res fuerit opera & interventu seu foederatorum seu aliorum transacta, is vero qui offendit odio in alterum Confœderatorum concepto, aut Sacram Regiam Majestatem Regnumque Sueciæ vel ei subditas Provincias atque subjectos, aut Celsitudinem Dominorum Ordinum Generalium, eisque subjectas Provincias & subditos, postmodum quacunque alia prætextu de causa aut prætextu adiutorii bello; Sacra Regia Majestas ac celsitudo Dominorum Ordinum Generalium non minus tenebuntur, admonitæ primo se interponere, ac, cum conservatione jurium Foederati, bellum prævenire. Quod si vero obstinatione partis adversæ id amoveri nequeat; Sacra Regia Majestas Regnumque Sueciæ Celsitudini Dominorum Ordinum generalium *auxilio aderit terra marique*, & vice versa sua Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium & Confœderatæ Provinciæ Belgicæ Sacram Regiam Majestatem Regnumque Sueciæ *terra marique juvabit* viribus eis, eoque modo, ut superiori Articulo dictum est adversus illum qui turbaverit libertatem Navigationis & Commerciorum, ceptoque insistant donec læso Foederato satisfactum fuerit.

IV. Quod si contingat vel Sacram Regiam Majestatem ac Regnum Sueciæ, vel Celsitudinem Dominorum Ordinum Generalium Foederati Belgii nunc futurisve temporibus aliis de causis bello involvi, cum aliis Regibus, Principibus, Rebuspub. aut potestatibus, cujus explicandi ratio amicabilis non inveniatur, tenebitur quique Confœderatorum *Fœderato suo bellis præsto succurrere*, modo ut specialius convenit, aut in posterum conveniri poterit. Hoc tamen reservato, ne se ulterius aut alia ratione, quam submittendis subsidii ex præscripto pactorum Foederati hoste privatis litibus immiscere, nec cultam hætenus amicitiam, atque commerciorum usum cum Foederati hoste frangere necesse sit.

V. Uterque Confœderatorum mutuam alterius commodum & Salutem quantum fieri poterit & necessitas requisiverit, promovebit; alter alterum de imminenti- bus ei periculis, & hostium machinationibus admon- ebunt, & quantum fieri poterit, malum omne prævertere & amoliri conabuntur.

VI. Interest autem & Sacre Regiæ Majestatis Sueciæ ab una & Celsitudinis Dominorum Ordinum ab altera parte ne hosti alterutrius quicquam aut emolu- menti aut virium quocunque tandem modo accedat; Idcirco neuter Confœderatorum alterius hostem, qui nunc est in præsens hostis, aut deinceps enasci poterit, consilio, ope, pecunia, commatu, Milite, navi- bus, navis, armis, pulvere proprio, aut munitionibus ul- lisve bellicis rebus aliis juvabit.

VII. Licet verò neutri Confœderatorum licitum sit ho- stem sui Confœderati dictis priori Articulo rebus juva- re, id tamen ita erit interpretandum, ut *Navigatio at- que usus Commerciorum liber sit subditis* cujusque cum ho- ste Foederati, qui alia de causa quam ob hoc fœdus bel- lo cum Foederatorum alterutro fuerit immixtus, ut (sal-

vo hoc federe subditis ejus, cui bellum non est, libe- re liceat navigare & commercia sua quâcunque exerce- re cum subditis hostium dicti fœderati; Hoc tamen Ex- cepto & reservato, ut si quis vel *sehem vel munimentum* quodcunque aliud seu iusta obsidione adgrediatur, seu circumfideat, animo in suam potestatem cogendi & adigendi; alter Confœderatorum tandiu suspendet Na- vigationem in ea loca, atque Commerciorum usu ab- stinebit, subditosque suos jubebit suspendere & abstin- nere donec illa urbs vel munimentum vi aut pactis occu- patum, vel occupatione desperata obsidio aut Circum- fessio soluta fuerint.

VIII. Liberum erit toto hujus fœderis tempore sacre Regiæ Majestati Sueciæ in Provinciis Domin. Ordinum Generalium federati Belgii, & vicissim horum Celsi- tudini in Regnis & Provinciis Sacre Regiæ Majestatis *conscribere, colligere, & in naves imponere, milites, navas, naves item emere vel conducere, pulverem Py- rium, arma omnis generis & cætera quâcunque* ad bellum necessaria sunt, comparare & exportare. Li- citum etiam utrique Confœderatis & eorum subditis erit, in portus alterius naves suas subducere, ibi hy- bernare, morari, illorumque immunitatibus ac Privi- legiis frui, & quæ ab hostibus suis interceperunt in ijs absque ullo impedimento ex more & lege loci diltra- here: Quæ omnia hostibus, qui vel nunc tales sunt, vel in posterum tales fient, prohibebuntur.

IX. Præfens fœdus inter Sacram Regiam Majestatem & Celsitudinem Domin. Ordinum intum & renova- tum Sacre Regiæ Majestatis Regniue Sueciæ præmi- nentiæ, Regalibus, Juribus, & Dominio Maris Baltici ne quicquam derogabit, sed illa omnia Sacra Regia Majestas Regnumque Sueciæ cum omnibus quæ inde dependent, sicut nunc ita in posterum integra retine- bit, ijsque liberè & sine contradictione fructur. Eo- dem modo Præfens fœdus non derogabit Dominorum Ordinum Generalium juribus, libertatibus & consue- tudinibus, sed ijs omnibus ipsorum Celsitudo, sicut nunc ita in posterum liberè, & sine impedimento fructur; quæ quidem omnium horum fructu utrinque intelligi debet, salvo præfenti hoc fœdere.

X. Subditi Celsitudinis Dominorum Ordinum Ge- neralium in regnis ac Provinciis Sacre Regiæ Majesta- tis Sueciæ fruentur omnibus illis Privilegiis, contra- ctibus, & stipulationibus, quæ in eis pro immunitate a *Vestigalibus, impositionibus, atque oneribus* illorum lo- corum, a predecessoris ejus Majestatis collata sunt, pariter ac illis quæ Sacra Regia Majestas in poste- rum largiri poterit. Et vice versa Sacra Regia Ma- jestatis Regniue Sueciæ subditi fruentur in Provinciis unitis Belgicis omnibus illis Privilegiis, contractibus, & stipulationibus quæ in eos pro immunitate a vesti- galibus, impositionibus, atque oneribus illorum lo- corum antiquitus collata sunt, pariter ac illis quæ in posterum a Celsitudine Dominorum Ordinum Ge- neralium Foederati Belgii in ipsos conferti pote- runt.

XI. Ut autem rectius intelligatur quousque se exten- dat subditorum utriusque partis Confœderatorum liber- tas commemorandi in regnis ac Provinciis eorundem, Ita convenit utrinque ut liceat subditis unius commercari in regnis ac Provinciis alterius Confœderati: Ita tamen ut id fiat ex præscripto statutorum loci in quo commercia exercentur: quod si quispiam subditus aut Civis Fœ- derati Belgii in Regnis aut Provinciis Sacre Regiæ Ma- jestatis quæ jure *suerano* uruntur, sine certa intra Regnum & dictas Provincias *herede moriatur*, tenebitur Magi- stratus illius loci relictas merces, pecuniam, debita at- que libros rationum cum scriptis & documentis relata in certum judicem sub manu & sigillo Notarii Publici & testium asservere, atque illico obitum hominis *litteris suis bis significare, Magistratui scribis illius*, in qua de- functus domicilium aut civis jus obtinuit, ut per ipsum Magistratum *indicetur legitimo heredi* veniendi intra annum & noctem repetitum hereditatem in regno Sue- ciæ dictisque ejus Provinciis relictam, facto initio nu- merandi a die scientiæ, sive notitiæ mortis, Magistra-

ANS tui istius urbis per literas intimat; si venerit inera pref-
de J. C. criptum tempus, licitum erit ei, postquam se legiti-
1640. mum heredem indubitatis documentis probaverit, adire
& repetere hereditatem; Ita tamen, ut si civis subdi-
tusque Sacre Regie Majestatis exiterit, qui mortuus
est, heres jus itatutarium (modo non excedat trien-
tem hereditatis) persolvat civitati illi in qua alter morie-
batur; antequam bona illa hereditaria urbe aut Regno
exerit, aut in Regno dittraxerit, omnibus aliis *Caduci*
juribus que ex tali hereditate Sacre Regie Majestati aut
Regno Suecie folebant competere, aut accrescere, dein-
ceps, aut in posterum *remissis* & cessantibus; Quod si vero
Inititor tantum fuerit, qui alterius civis subditique Do-
minorum Ordinum bona in se receperat distrahenda, te-
nebitur similiter Magistratus illius loci, in quo is mortuus
fuerit, obitum Inititoris hujus bis significare literis Magi-
stratus illius urbis, in qua is habitat, cujus bona ea
esse, aut Inititor manifestaverit, aut alias ex relictis
codicillis aliisque documentis certis constiterit, ut indi-
cetur vero possessori, veniendi repetitum bona sua, si
venerit & sufficienter probaverit, relictorum bonorum se
possessionem esse, liberum ipsi erit repetere, ac recol-
ligere bona sua integra eaque omnia sine defalcatione
distrahenda aut exportare. Eadem humanitate tracta-
buntur subditi Sacre Regie Majestatis Suecie in Pro-
vinciis Confederati Belgij, eodemque jure & libertate
utentur atque fruuntur dicti Sacre Regie Majestatis
Regniue Suecie subditi in fepeditis Provinciis Foe-
derati Belgij, tam ratione hereditatum, que ibi iisdem
obtingere possunt, quam ratione mercium ac bonorum
Inititori conceditarum; ac tenebuntur Magistratus cu-
jusque loci, ubi possessionem aut Inititorem mors pre-
occupaverit, obitum hominis bis perscribere ad Magi-
stratum ejus loci, ubi heres sit, aut qui sua Inititori
relicta sine defalcatione recuperare, hereditatemque sine
impedimento ex prescripto juris aut itatuto loci adire
queat, atque tenebitur loci Magistratus manum auxilia-
rem petenti exhibere.

XII. Requirit autem tum Justitia ipsa, tum neces-
sitas mutua atque emolumentum utriusque partis
Confederatorum, ut alter alterius subditos ac cives ju-
vet, ac promoveat in omnibus que commodum illo-
rum spectant, Idcirco Celsitudo Dominorum Ordinum
Generalium Federati Belgij subditis ac civibus Sacre
Regie Majestatis Regniue Suecie *Justitiam* implora-
tam *indilate* in Provinciis unitis administrari faciet. Et
vice versa Sacra Regia Majestas subditis ac civibus Do-
minorum Ordinum Generalium Justitiam indilate Ad-
ministrari faciet in Regnis ac Provinciis ejus Ma-
jestati subiectis, eaque ut quam citissime dilatione
aut longis ambagibus praeteretur, utrinque enixe curabitur.

XIII. Cumque *Præcipuus* hujus *Fœderis* scopus sit, ut
Confederatorum *Negotiationes* & *Commercium* eorum-
que Regna, Provincie & subditi *conserventur* & hostili
aggressionis resistatur; Idcirco hoc ipsum Fœdus *non*
præjudicabit Fœderi, quod Sacre Regie Majestati in-
tercedit cum *Rege Gallie* aut Principibus Germanie:
Neque præjudicabit Fœderibus, que Celsitudini Do-
minorum Ordinum Generalium intercedunt cum *Re-*
gibus Gallie & Magnæ Britannie, nec non Republica
Veneta, multo minus tollet & diminuet amicitiam aut
pacta conventa, cum dictis aliisque Regibus, Princi-
pibus, Rebuspub. & Civitatibus, in quo potius firma-
bit & roborabit dictam amicitiam & pacta, salvo nihil-
ominus per omnia manente hoc fœdere.

XIV. Quod si vel Sacra Regia Majestas Suecie vel
Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium bellum
suscepere coacti fuerint, in quo alter alteri vi hujus fœde-
ris suspectus laturus est, *neutri* liberum erit sine *scitu* ac
consensu alterius cum *hoste pacisci* aut inducias tractare
inireque.

XV. Sacra Regia Majestas Ordinarium *Legatum* aut
Residentem apud Dominos Ordines habebit Hagæ vel
alibi prout visum ejus Majestati fuerit; Et Celsitudo
Dominorum Ordinum suum *Stockholmia* aut alibi in
aula Regie Majestatis prout ei visum fuerit, vel rerum
conditio & temporum ratio exegerit.

XVI. Durabit autem fœdus hoc *quindecim annis*; AN S
Quibus elapsis erit penes utroque Confederatos & in de J. C.
liberâ cujusque voluntate illi renunciare vel id con- 1640.
tinuare.

XVII. Sialij quoque Reges aut Principes *libere* & *æ-*
que *urbes Imperiales* & *Hanseaticæ* ad hoc fœdus accedere
velint, erit id ipsis liberum: iisque conditionibus, quæ
fœderi & utrique Confederatorum parti satisfaciunt,
recipiantur.

XVIII. Pacta hæc concluduntur sub liberâ appro-
batione & solenni ratificatione Sacre Regie Majestatis
Suecie ac Celsitudinis Dominorum Ordinum Gene-
ralium Federati Belgij reddenda intra sex menses;
Ratificata verò bonâ fide servabuntur & adimple-
buntur.

In robur & certitudinem omnium supradictorum ar-
ticulorum confecta sunt bina hujus Tractatus & Fœde-
ris ejusdem tenoris Instrumenta; quæ utrinque nos
supra nominati propriis manibus subscripsimus & sigil-
lorum nostrorum impressione atque appensione muniv-
imus; Actum Stockholmia: die prima Mensis Septem-
bris stilo Regni Anno supra Millesimo sexcentesimo
quadagesimo.

Postquam nomine ac Mandato Serenissimæ ac Po-
tentissimæ Principis ac Dominæ, Dominæ *Christina*
Dei Gratia Suecorum, Gothorum, Wandalorumque
Reginæ & Principis hereditariæ, Magnæ Principis Fin-
landiæ, Ducis Esthoniæ & Careliæ nec non Ingrinæ
Dominæ &c. ex unâ, & nomine ac Mandato Celsi-
tudo ac Potentium Dom. Ordinum Generalium Foe-
derati Belgij ex alterâ parte, pro *asserenda libertate Na-*
avigationis, ac *commerciorum* in Mari Baltico, ac *Se-*
ptentrionali ac præstandâ utriusque partis Regnorum,
Provinciarum, atque subditorum Securitate, mu-
tuum Fœdus contractum ac renovatum fuit, prout illud
liquet ex instrumentis solemniter confectis a Sacre Re-
gie Majestatis Regniue Suecie senatoribus ad hunc
actum specialiter deputatis, Illustrissimis, Magni-
ficis ac Generosis, Domino *Axelio Oxenstierna* Regni
Suecie Cancellario, ac judice Provinciali Occidentali-
um Norlandiarum, Lapponiarumque, libero Barone in
Kjimiho, Domino in Fijholm & Tidoen, equite
Aurato; Domino *Johanne Skjotte*, supremi per Re-
gnum Gotiæ Judicij præside & judice Provinciali Fin-
landiæ septentrionalis, & libero Barone in Duderhof,
Domino in Gronsfou, Stromsfou & Skjitechholm,
Equite aurato; Domino *Claudio Flemmingio*, Admi-
ralio, Supremo Castellano Stockholmienfi & Judice
Provinciali Finlandiæ Meridionalis, hereditario in
Mornas & Wilnas; Domino *Johanne Oxenstierna* Col-
legij Cancellariæ Consiliario, libero Barone in Kjimi-
tho, Domino in Horningsholm & Tulgaris; Nec non
Celsitudinis Dominorum Ordinum Generalium Foe-
derati Belgij pro tempore in Sueciam Legatis, itidem-
que ad hunc actum sufficienti potestate ac Mandatis In-
strictis, Illustribus, Magnificis, ac Generosis Domi-
no *Guilielmo Boreel*, Duxbequey ac Welthovij Do-
mino, Ambacht Domino in Domburgh, Consilia-
rio & Pensionario Urbis Amsterodamensis; Domi-
no *Alberto Zonck* Equite Aurato, Exconsule, & præ-
tore Urbis & territorij Hornani, nomine Provincie
Hollandiæ & West-Frisiæ in Confessu Generali uniti
Belgij Deputato; Domino *Epo ab Alva* in Iellum,
Grietman in Bardenael Frisiorum; In cujus Fœderis
Articulo secundo, *sicut* utrinque convenit ut operâ
utriusque Confederatorum mutuâ, is qui libertatem
Navigationis & Confederatorum turbavit, ac oneravit
amicabilis ratione persuadetur, Navigationem & com-
mercium pristina Libertati & immunitati restitueret,
aut, si rejecerit amicabilem transactionem, vindicare
libertatem Commerciorum ac Navigationis in dictis
maribus debeant viribus omnibus tam terrâ quam ma-
ri, donec iste Fœderis scopus obtentus fuerit, prout
super iis viribus & de modo rei gerendæ inter Foe-
deratos convenerit; Ita in Articulo quoque tertio promissum
est, si transactâ hac dicta lite contingat alterutrum
Confederatorum ab eo, qui ante offendit; postmo-
dum

AN
J. C.
40.
dum quacunq; alia prætensa de causa aut pretextu bello impetiri, teneri alterum Confederatorum, interposita amicabili opera, cum conservatione Jurium sui Foederati bellum prævenire; Si vero id amoveri catione nequeat, alter alterum terra marique adversus eum hostem juvare debet viribus omnibus, donec læso Foederato satisfactum fuerit, prout de auxilio atque modo rei gerendæ mutuò conveniri poterit. In Article autem quarto conventum utrinque est, ut, si contingat alterutrum Confederatorum aliis de causis bello involvi; cum aliis regibus, Principibus, Rebusp. aut potestatibus, cujus explicandi ratio amicabilis non inveniretur, quilibet Foederatorum teneatur Foederato suo bellis præstare succurrere, modo, prout specialius convenit aut convenire poterit, salvo reservato in prædicto Article descripto. Idcirco ut huic conventioni præfatus Article quarto generaliter comprehensæ re ipsa satisfiat, inter prænominos Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Deputatos, & Celsitudinis Dominorum Ordinum Generalium Foederati Belgij Legatos vigore acceptorum Mandatorum ad ratificationem ipsorum Principum porro transactum, Promissum ac conclusum est modo ut sequitur.

I. Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ tempore belli Article quarto prioris Tractatus descripti Domini Ordines Foederati Belgij præstabit quatuor milia militum, quos Domini Ordines ad interveniendum ejus Majestati suis sumptibus alent toto foederis tempore, aut quandiu Sacra Regia Majestas hoc auxilio opus habebit.

II. Vicissim Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium belli tempore fruatur pari auxilio quatuor milium Militum, qui ejus Majestatis sumptibus sustentantur durante hoc Foedere aut quandiu eorum Celsitudo illis opus habuerit.

III. Intelligenda verò est hæc auxiliij sive subsidij præstatio ad hunc modum, ut penes utrunque Confederatorum optio sit capiendi aut totum illud numerum aut partem in milite, ut pote duobus vel tribus millibus & alteram partem in pecuniâ, munitione, sive apparatu bellico, navibus, & iis, quæ instructui earum conducunt, aliisq; rebus pro conditione rerum, & bene placitis cujusque, hac inita æstimatione, ut pro mille militum auxilio solvantur quolibet mense milia Imperialium.

IV. His tamen conditio per expressum annexa est, ut si contingat Sacram Regiam Majestatem aut Celsitudinem Dominorum Ordinum Generalium iuxta tenorem fœderum ante hoc cum alijs Regibus, Principibus, Rebuspublicis, alijsve Confederatis factorum, illis Foederatis auxilio venire aut de ferendo eo fuerint solliciti, antequam de auxilio expresscripto hujus Fœderis ferendo requirantur. Eo casu uterque officio satisficci judicabitur, si dimidium subsidij quatuor milium Militum numerum aut ad dictum in priori Article modum æquivalens præstiterit.

V. Cum alteruter Confederatorum requisitus fuerit super præstando auxilio, dabitur ipsi sufficiens spatium temporis, illud præparandi, trium videlicet mensium ab insinuatione requisitionis numerando, quibus præteritis auxilium promptè & sine omni morâ submittetur.

VI. Quod si contingat Sacram Regiam Maj. aut Celsitudinem Dominorum Ordinum Generalium in Proprijs Regnis ac Provincijs hostiliter infestari, Ita ut Sacra Regia Majestas & eorum Celsitudo infestationem illam pro verò bello habeant, qui avertendo status rerum illius Confederati, qui tali bello impetitur, dicta auxilia vel tota, vel partem eorum præstare non permittat, Is qui taliter infestatus est non tantum non obligabitur durante illâ invasione promissa auxilia præstare; verum etiam, si quæ missa sunt, post significationem tribus mensibus ante factam, poterit revocare.

In robur ac certitudinem horum pactorum, utrinque conventorum, bina ejusdem tenoris Exemplaria confecta & nomine Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ per Ejusdem Deputatos, & nomine Celsitudinis Dominorum Ordinum Generalium Foederati Belgij per eorundem Legatos subscripta atque sigillorum eorum impressione &

appensione firmata sunt. Stockholmiz die prima mensis ANS
Septembris, Anno Regni, Anno supra Millesimo Sex- de J. C.
centesimo quadagesimo. 1640.

C C X X X V.

Traité de LOUIS XIII. Roi de France
avec le Prince THOMAS de Savoie,
pour la restitution des Places fortes du
Piedmont, tenues par S. M. & le Roi d'Es-
pagne, à Turin le 2. Decembre 1640. S.
Guichenon. Histoire Généalogique de
Savoie. Preuves. pag. 609 Freder. Leo-
nard Tom IV.

FRANCE
ET
SAVOIE.

LE ROI ayant toujours affecté la Maison de Savoie, particulièrement depuis que sa Majesté l'a admise à son Alliance par le Mariage de Madame sa Sœur avec le feu Duc Victor Amédée, elle a grand contentement de voir que Monsieur le Prince Thomas reconnoît combien la division que l'on y a mise est dangereuse, & au contraire jusqu'à quel point l'union que desiré sa Majesté d'y rétablir, est utile & nécessaire pour la maintenir, & la remettre en sa première splendeur; & que pour cela il desiré d'acquiescer les bonnes grâces de sa Majesté; & de s'unir tant avec elle qu'avec Madame, qui est le seul & le plus solide moien qu'il puisse prendre pour conserver la grandeur de sa Maison.

I. Pour cet effet nous soussignez en vertu du pouvoir à nous donné par Sad. M. en date du deuxième jour de Novembre dernier. Et nous Sieur de la Court, Conseiller du Roi en son Conseil & son Ambassadeur ordinaire en Piedmont, en ladite qualité & en vertu de la Lettre que S. M. nous a écrite sur ce sujet; promettons audit Sieur Prince Thomas qu'il jouira avec Madame la Princesse sa Femme, & les Sieurs Princes leurs enfans, de la grace & des effets de la Roiale Majesté en sa protection, demeurant attaché au service du Roi & dans ses interets, comme en ceux de Monsieur le Duc de Savoie, sous la Tutelle & la Regence de Madame, suivant le Traité qui sera fait entr'eux.

II. Que S. M. maintiendra dans la Maison de Savoie la succession aux descendans mâles dudit Sieur Duc de Savoie, & en leur deffaut en la personne dudit Sieur Prince Cardinal & des ses Enfans mâles, pourveu toutefois que ledit Sieur Prince Cardinal soit dans le parti du Roi, & ensuite en la personne dudit Sieur Prince Thomas & de ses Enfans mâles, gardant la prerogative du degré.

III. Que S. M. s'interposera pour moiennier l'accordement entre Madame, M. le Prince Cardinal & M. le Prince Thomas, en sorte qu'ils en puissent recevoir une satisfaction reciproque.

IV. Que S. M. trouve bon que ledit Sieur Prince Thomas envoie un Gentilhomme en Espagne pour moiennier le retour de Madame la Princesse sa Femme & desdits Sieurs Princes ses Enfans; comme aussi pour demander & solliciter la restitution des Places occupées par les Espagnols sur ledit Sieur Duc de Savoie, rati-fians au nom de S. M. les declarations qui ont esté faites par les Ministres de Sad. M. en diverses occasions, & par Lettres que Sad. M. a écrites au Pape & à la République de Venise sur ce sujet, pourveu que celles qui ont esté occupées par ses Ennemis soient pareillement toutes restituées, en sorte que M. le Duc de Savoie en demeure assurément le Maître sous la Tutelle & la Regence de Madame. Mais quelque réponse qu'en voie l'Espagne, ledit Gentilhomme, & même n'en rapportant aucune, ou ne revenant point dans le 15. jour de Janvier prochain, ledit Sieur Prince ira dans ledit tems en France trouver le Roi, suivant la promesse qu'il en a fait aujourd'hui.

V. Et s'il arrive que le Roi d'Espagne ne consente pas à la restitution de toutes les Places par lui occupées sur ledit Sieur Duc, & au retour de ladite Princesse &

Ecc 3

del-

ANS desdits Princes ses Enfans, enforte que pour quelque de J. C. sujet, raison pretexte ou telle autre consideration que ce puisse estre, l'effet ne s'en ensuive dans tout le mois 1640. de Fevrier prochain, led. Sieur Prince Thomas non seulement demeurera dans le parti du Roi, mais il sera tenu de servir S. M. en Italie contre les Espagnols, en telle maniere qu'il plaira à Sad. M.

VI. Que ledit Prince allant en France dans ledit tems du 15. Janvier pour assurer S. M. de son service, pourra quand bon lui semblera, & du consentement de S. M. qu'elle lui donne dès à present, retourner en Piedmont, pour avec ladite Princeesse & ceux de ses Enfans qui ne seront point employez en France au service du Roi, y faire sa demeure en la façon & avec les avantages qu'il espere de meriter de S. M. & ainsi qu'il sera convenu avec Madame.

VII. Que non seulement ledit Sieur Prince recevra de S. M. la pension dont il a ci devant joui; mais que nous procurerons autant qu'il nous sera possible de faire qu'elle lui soit augmentée. Comme aussi nous promettons au nom de S. M. audit Sieur Prince que revenant d'Espagne avec Madame la Princeesse sa Femme & les Princes ses Enfans, S. M. leur assignera la somme de soixante dix mil livres de pension par chacun an.

VIII. Que Sad. M. donnera audit Sieur Prince à bon compte de ses pensions dans le quinziesme du mois de Janvier la somme de cent mil livres comptant en Piedmont, à Lyon, ou en tel autre lieu qu'il plaira audit Sieur Prince.

IX. Que S. M. s'entremettra puissamment pour faire reussir le Mariage de l'un des Fils de Monsieur le Prince Thomas avec la Fille de Monsieur le Duc de Longueville.

X. Que tous les avantages & assistances qu'il plaira au Roi d'accorder à M. le Prince Cardinal pour le bien de la Maison de Savoie, soit en la restitution des places ou en autres points, seront entendus estre aussi accordez au regard dudit Sieur Prince Thomas.

XI. Que S. M. ne conclura aucun Traité de paix ni de longue suspension d'armes avec le Roi d'Espagne, que le retour de ladite Princeesse & celui desdits Princes ses Enfans n'y soient compris.

XII. Que tous actes d'hostilité cesseront, & que la suspension d'armes se publiera pour trois mois avec ledit Sieur Prince Thomas, finissant au dernier jour de Fevrier prochain, ainsi que l'on avisera estre plus expedient; & cependant que la presente promesse avec celle qu'a fait ledit Sieur Prince, demeureront secretes pour ne point faire de prejudice ni apporter aucun obstacle au retour de lad. Princeesse & desdits Sieurs Princes ses Enfans. Et d'autant aussi que le secret est avantageux à l'affaire mesme, si ce n'est que ledit Sieur Prince étant attaqué des Espagnols, ne jugeast à propos & necessaire de publier lesdites promesses avant ledit tems; ce qui se fera toutesfois du consentement du Roi, ou de concert avec les Ministres de sa Majesté.

XIII. Que S. M. donnera part au Pape, à la Republique de Venise, & à quelques autres Princes d'Italie du present Traité, lors qu'il sera jugé à propos, & des offres faites à l'avantage de la Maison de Savoie, lesquelles n'ont pu avoir leur effet à cause du manquement de la part des Espagnols; ce qui se fera au tems & en la maniere qui seront jugez convenables avec ledit Sieur Prince Cardinal, en cas qu'il soit aussi dans le parti du Roi.

XIV. Que si le Roi d'Espagne dans le terme desdits trois mois finissant au jour dernier Fevrier prochain, relinquit effectivement au Duc de Savoie, toutes les Places qu'il a occupées sur lui, comme il est porté en l'article 4. ci-dessus; & que dans ledit tems ladite Princeesse & lesdits Sieurs Princes ses Enfans reviennent trouver led. Sieur Prince Thomas, S. M. en ce cas ne le recherchera ni ne le contraindra point de porter les armes contre les Espagnols, à la charge neanmoins que ledit Sieur Prince demeurera toujours dans le parti de sa Majesté.

XV. Que si les Espagnols vouloient tenter quelque nouveauté ou surprise au prejudice dudit Sieur Prince, de J. C. S. M. l'assistera de ses forces; sans pretendre aucune 1640. place ni le remboursement des dépenses qu'elle fera pour cet effet.

XVI. Que dans le Traité qui se fera entre Madame & lesdits Sieurs Princes, S. M. s'interposera afin que Madame fasse le meilleur traitement qu'il sera possible à ceux qui ont suivi le parti dudit Sieur Prince Thomas.

XVII. Que S. M. ratifiera les presentes dans la fin de ce mois, nous obligeans à tout ce que dessus au nom du Roi, à la charge que ledit Sieur Prince Thomas exécutera ponctuellement de sa part le contenu d'icelles, avec la promesse qu'il nous a faite ce jour d'hui au nom de S. M. & sera fait double du present, l'un pour demeurant par devers nous & l'autre entre les mains dudit Sieur Prince Thomas. Fait à Turin le 2. jour de Decembre 1640. Signé, HENRI DE LORRAINE. COMTE D'HARCOURT. MAZARIN. DELA COURT.

Que jusques à tant que l'accommodement de M. le Prince Thomas avec Madame soit arresté, les Places, Terres & lieux qui sont entre les mains dudit Sieur Prince, & autres qui ont esté par lui accordez & remis aux troupes de S. M. pour l'élargissement de leurs quartiers par la dernière prolongation de la Treve, lui demeureront comme ils sont à present, & qu'il jouira du revenu d'iceux au profit de M. le Duc de Savoie encore que les Troupes du Roi continuent d'y loger, & on tâchera autant que faire se pourra de soulager lesd. lieux. Fait à Turin le 2. jour de Decembre 1640. Signé, HENRI DE LORRAINE. COMTE D'HARCOURT. MAZARIN. DE LA COURT.

C C X X X V I.

Traité de Confédération & Alliance du Roi de France LOUIS XIII. avec la Principauté de J. C. de CATALOGNE, & les Comtés de ROUSSILLON & de CERDAIGNE contre le Roi d'Espagne. Fait 1640. à Barcelonne le 16. Decembre 1640. Freder. Leonard. Tom. IV. FRANC ET CATALOGNE ROUSSILLON ET CERDAIGNE

LE Roi aiant sceu les instances faites au Sieur d'Espey Maréchal de ses Camps & Armées, Gouverneur de Leucate par le Sieur Aleis de Seménat, Sergeant Major de la Ville de Barcelonne, par le Sieur Francisco de Ville Plana Gouvernador de la Sarmas pour le Principat de Catalogne dans le Consans, réitérées ensuite audit Sieur d'Espey, & au Sieur du Pleiss Bezançon Maréchal de bataille des Armées de Sa Majesté par Dom Raimond de Guimera aiant de ce charge expresse du Consistoire dudit Principat de Catalogne, à ce qu'il pleût à Sa Majesté leur donner secours & assistance, comme à ses bons voisins, qui ont toujours tenu bonne correspondance avec ses Sujets, contre ceux qui les veulent opprimer, & que pour cet effet le bon plaisir de Sa Majesté fût de leur donner un Chef & des Officiers Majors pour commander toutes leurs forces, un Lieutenant General de la Cavallerie, un Lieutenant General de l'Artillerie, & des Ingenieurs, avec six mil hommes, & deux mil chevaux, & les armes & munitions de Guerre, le tout en paient. Que moiennant ce témoignage de la bonté de Sa Majesté, ils offroient de passer un Traité d'Alliance avec la France, par lequel ledit Principat de Catalogne s'obligeroit en reconnaissance de cette assistance aux choses & conditions ci après declarées.

Sa dite Majesté considerant que puisque la Providence Divine a permis que les Couronnes de France & d'Espagne entraissent en rupture ouverte & declarée depuis tant d'années, & que toutes les ouvertures de Paix faites diverses fois par les Nonces de Sa Sainteté aux Espagnols, ne les ont peu porter à y entendre. Il n'y avoit rien plus

plus capable de les y obliger qu'en retenant leurs armes dans leur propre Pais, leur ôter le moyen d'aller troubler leurs voisins, & porter le feu de la division par toute la Chrétienté.

Sa Majesté a eu bien agréable lesdites propositions, & a trouvé bon d'en passer le présent Traité d'Alliance, & Hermandat perpétuelle avec ledit Principat de Catalogne, Comté de Cerdagne, Places & lieux du Comté de Roussillon qui sont au pouvoir des Catalans aux termes & conditions qui ensuivent.

PREMIEREMENT. Pour donner moien à ceux dudit Principat de se garantir de l'oppression dont ils sont menacés, & se rétablir & maintenir dans la jouissance assurée de leurs anciennes Constitutions & Privilèges, Sa Majesté leur donnera des Officiers d'Armée pour commander leurs Troupes tant de cheval que de pied, & leurs Artilleries ainsi qu'ils ont esté demandés.

II. Et pour rendre leurs forces d'autant plus capables de résister & d'entreprendre contre ceux qui les voudroient opprimer, Sa Majesté leur donnera pareillement six mille hommes de pied, & deux mille chevaux composés de Troupes fort aguerries. A sçavoir trois mille hommes de pied & mille chevaux présentement, & le reste dans le mois de Mars prochain, ou plutôt si la nécessité de leurs affaires le requiert.

Sa Majesté fera aussi le même touchant les armes & munitions qui lui ont esté demandées en payant ainsi qu'il est dit ci-devant.

III. Moienant quoi le Principat de Catalogne, Comté de Cerdagne, Places & lieux du Comté de Roussillon qui sont ou seront ci-après au pouvoir des Catalans, jurent & s'obligent n'entreprendre jamais rien contre la France, de ne donner jamais aussi aucun secours, faveur, ni assistance à qui que ce soit pour y entreprendre, & de ne se départir jamais d'aucune des conditions du présent Traité, quelque accommodement qu'ils puissent faire d'ailleurs avec le Roi d'Espagne; mais au contraire promettent de les garder & observer toutes inviolablement.

IV. Et le Roi s'oblige aussi à protéger lesdits Catalans, & à les assister de ses armes, toutesfois & quantes que le Roi d'Espagne voudra les opprimer & les priver des Droits & Franchises qui leur appartiennent, comme aussi de n'entreprendre jamais rien contre la Catalogne, Comté de Cerdagne, Places & lieux du Comté de Roussillon qui sont au pouvoir des Catalans, de ne permettre qu'il leur soit fait aucun acte d'hostilité, & de traiter leur accommodement avec ledit Roi dans le Traité de la Paix generale, & au cas qu'il ne se pût ajuster de se réserver dans ledit Traité la liberté d'assister lesdits Catalans ainsi que dessus, & pour ce qui regarde les Places de Perpignan, Salces, Collicure, Elna & autres lieux que les Troupes du Roi d'Espagne occupent au Roussillon, Sa Majesté declare que pour estre plus en etat d'assister lesdits Catalans, Elle n'emploiera point toute la campagne prochaine ses armes à s'en rendre Maître, & qu'étant en la bonne intelligence, & en la liaison en laquelle Elle veut estre & est avec lesdits Catalans, Elle n'y entreprendra rien que par concert fait entre eux, & les Ministres de S. M. qui auront charge d'ajuster ce qui sera plus expedient de faire en ce sujet.

V. Ledit Principat de Catalogne & Comté de Roussillon durant le présent Etat, promettent & s'obligent aussi de recevoir en tous leurs Ports & lieux maritimes les Armées navales, & autres Vaisseaux de Sa Majesté, & de faire qu'ils y aient pour leur argent toutes les provisions nécessaires qui se pourront trouver dans le Pais, auxquels lieux les Chefs & Officiers seulement se pourront débarquer, & non les Soldats, si ce n'est du consentement dudit Pais, & qu'aussi loin que peut porter l'Artillerie de la Terre à la Mer. Les Vaisseaux & Galleres de Sa Majesté ne pourront offenser ou prendre aucun Vaisseau des Amis ou Alliez des Catalans, comme aussi que tous les Vaisseaux ou Barques qui auront fauf-conduit dudit Principat, & porteront Marchandi-

ses, provisions, ou munitions de Guerre en Catalogne puissent passer en toute seureté.

VI. Et comme les Troupes Françoises & les Officiers que S. M. donne audits Catalans, se doivent employer pour la défense dudit Principat, ledit Principat s'oblige de les faire paier ponctuellement & par avance de mois en mois, à raison de six Reaux par jour pour chacun Cavalier, & de deux Reaux aussi par jour pour chaque Soldat à pied. Pour ce qui est des Gens-d'armes & Officiers d'armées, & autres Officiers de l'Etat Major de la Cavalerie & Infanterie ainsi qu'il a esté ajusté par ledit Principat avec les Sieurs d'Espenan & du Plessis Befançon dans un Etat qui en a esté dressé.

VII. Que si par la force des Armes de S. M. jointes à celles du Principat ou par quelque autre voie que ce puisse estre ceux qui veulent opprimer lesdits Catalans venoient à leur offrir un accommodement raisonnable, ou autrement s'il arrivoit qu'ils n'eussent plus besoin des Officiers & Troupes de S. M. ledit Principat de Catalogne & Comté de Roussillon & Cerdagne, s'oblige pareillement de les faire reconduire en France en toute seureté, en sorte que les Ennemis ne puissent rien entreprendre sur eux, comme aussi de leur faire donner un mois de solde outre celle du service rendu pour leur donner moien de se retirer, ainsi que c'est la coûtume; à compter du jour qu'ils sortiront de la Frontiere du Pais deldits Catalans pour entrer en France, sauf à leur déduire ce qu'ils pourront avoir reçu par avance de plus que le temps dudit service rendu.

Et afin que ledit Principat puisse avoir provision suffisante des armes, munitions de guerre & autres choses qui leur seront nécessaires; Sa Majesté leur donnera permission d'en tirer de France à mesure qu'ils en auront besoin.

IX. Pour ce qui est des neufs personnes qui ont esté envoyez en otage en France par ledit Principat. Sa Majesté leur permettra aussi de s'en retourner en Catalogne, après qu'il en sera venu d'autres en leur Place de même poids & consideration, & quand les Officiers & Troupes de S. M. auront à se retirer en France. Il demeurera en Catalogne certain nombre deldits Officiers pour seureté des otages Catalans qui seront en France, lesquels Officiers seront rendus sur la Frontiere en même temps que lesdits otages rentreront en Catalogne.

C C X X X V I I.

Traité entre LOUIS XIII. Roi de France ANS
Et les Etats Generaux des PROVINCES de J. C.
UNIES des Pais-bas, avec assistance de 1641.
douze cent mille livres pour un an: Fait LA FRAN-
au mois de Février 1641. Freder. Leo- CB ET LES
nard. Tom. V. PROVIN-
CES-U-
NIES.

LE Roi considerant le peu d'inclination que les Ennemis communs ont à la Paix, & qu'il est impossible de les y porter s'ils n'y sont contraincts par la force, pour parvenir à une si bonne fin, Sa Majesté s'est resoluë conjointement avec les Sieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, de les attaquer le plus puissamment qu'il se pourra cette Campagne, & pour donner moiens auld. Sieurs Etats de supporter plus aisément les dépenses qu'ils seront obligez de faire pour une grande entreprise, Sadite Majesté à bien voulu leur accorder pour cette année 1641, un secours d'argent extraordinaire, conformément aux conditions qui s'ensuivent, aiant pour cet effet donné ordre au sieur de Chavigni, &c. de les concerter & arrester, &c. en vertu de leurs pouvoirs.

PREMIEREMENT. Sa Majesté assistera durant la presente année 1641. les Sieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas de la somme de douze cent mille livres, laquelle lesdits Sieurs les Etats emploieront effe-

ANS
de J. C.
1640.

ANS
de J. C.
1641

effectivement à l'entretien des Gens de Guerre extraordinaire qui sont déjà & pourront estre levez, en sorte que ladite somme de douze cent mille livres ne pourra estre divertie à aucun autre usage. Ce que lesdits Sieurs Etats promettent de bonne foi & maintiendront religieusement, afin d'attaquer plus aisément les ennemis par toutes voies & moïens à eux possibles.

II. Sa Majesté fera bailler pour ledit argent des assignations qui seront bonnes, & au contentement de celui qu'il plaira ausdits Sieurs les Etats autoriser en France sur ce sujet, pour estre effectivement acquittées dans le cours de la présente année, le paiement s'en fera en trois termes; sçavoir, quatre cent mille livres lors de la Ratification respective du present Traité, quatre cent milles livres dans le mois de Juin prochain & les autres quatre cent mille livres dans le mois de d'Octobre ensuivant.

III. Moïennant quoi lesdits Sieurs les Etats s'obligent de mettre leur armée bonne & forte en Campagne pour faire une entreprise grandement considerable, Sa Majesté promettant de son côté de mettre pareillement une bonne & forte Armée en Campagne pour faire aussi une entreprise considerable dans le Pais-Bas ou incommoder les ennemis le plus qu'il lui sera possible.

IV. Lesdits Sieurs Etats consentent que sur ladite somme de douze cent mille livres, seront prises & réservées les pensions des Officiers François, pour estre payées & distribuées sur le pied & de la même façon qu'il a esté convenu par le Traité du 17. Juin 1630. & celui du 14. Avril 1634. Et que celui que lesdits Sieurs Etats commettront à Paris pour recevoir lesdits douze cent mille livres, sera obligé d'y paier & fournir la somme à quoi se montent lesdites pensions sur le dernier terme du paiement.

V. Sa Majesté & lesdits Sieurs les Etats ratifieront respectivement les presens Articles dans le terme de six semaines si faire se peut.

VI. Ce present Traité ne dérogera point aux précédens faits entre Sa Majesté & lesdits Sieurs les Etats, tous lesquels demeureront en leur force & vigueur, pour estre fidèlement & religieusement effectuez de part & d'autre.

Déclaration sur le Traité que dessus du mois de Février 1641. Au cas que le Roi attaque quelque Place sur la côte de Flandre. Et pour le nombre de Gens de Guerre dont chaque Armée sera composée.

POUR plus grand éclaircissement du troisième Article du Traité passé, &c. Il a esté convenu que le Roi & les Sieurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, mettront en Campagne chacun une Armée composée de dix-huit à vingt-mille hommes de pied & de quatre mille cinq cent à cinq mille chevaux: Que lesdites Armées entreront au premier jour de Mai au plus tard sans y manquer dans les Pais-Bas. Que celle desdits Sieurs Etats attaquera Gueldre, Anvers ou Hulst, ou une autre Place de pareille consideration. Et que Sa Majesté en attaquera aussi une considerable de son côté, ou fera telle diversion s'avancant dans le Pais des ennemis, qu'étans obligez de tenir une bonne partie de leurs forces pour s'opposer aux desseins de sa Majesté, Monsieur le Prince d'Orange ait d'autant plus de facilité d'avoir un succès heureux de l'entreprise qu'il fera: Bien entendu qu'en cas que l'Armée de sa Majesté ne fasse qu'une simple diversion, elle se mettra en Campagne quatorze jours avant celle desdits Sieurs Etats; & au cas qu'il soit résolu que toutes les deux Armées entreprennent des attaques de Places, elles se mettront en Campagne précisément en même jour, sans y faillir sur peine de manquement de foi de part & d'autre.

Lesdits Sieurs Etats s'obligent de faire passer dans le huitième du mois d'Avril trente Vaisseaux de Guerre bien équippez, de deux, trois, quatre & cinq cent ton-

neaux à leurs dépens au travers de Calais, pour empêcher aux ennemis l'entrée de Flandre, lesdits trente Vaisseaux demeureront toujours en ladite côte, tant que l'entreprise durera, & investiront par Mer de telle sorte la Place assiégée par les Armes du Roy, qu'elle ne puisse estre secourue par Mer, soit par les forces du Roi d'Espagne, soit par celles de quelque autre Puissance que ce puisse estre qui voudrât les assister sous quelque pretexte que ce soit; audit cas lesdits Sieurs les Etats s'obligent de faire escorter tous les vivres qui viendront de la côte de France au lieu où sera l'Armée de sa Majesté, ou de lui en fournir à prix raisonnable: si les vents ne permettent pas d'en apporter de France suffisamment & qu'ils soient bons pour les transporter des Pais desdits Sieurs Etats des Provinces-Unies audit lieu où sera l'Armée du Roi pour parachever son dessein, auquel Sa dite Majesté n'engageroit jamais ses Armes, sans la confiance qu'elle prend que le contenu au present Article sera fidèlement & ponctuellement executé par lesdits Sieurs les Etats, qui le promettent & s'y obligent sur peine de manquement de foi & d'infraction des Traitez faits par eux avec sa Majesté.

C C X X X V I I I.

Traité Fait entre Monsieur le Cardinal de Richelieu pour LOUIS XIII Roi de France, & Monsr. le Cardinal de LORRAINE A Paris le 29. Mars 1641. Freder. Leonard Tom. III. Recueil des Traitez de Confédération & d'Alliance entre la Couronne de France & les Princes & Etats Etrangers. pag. 162.

LE veritable repentir que Monsieur le Duc Charles de Lorraine a fait diverses fois témoigner au Roi qu'il a dans le coeur du mauvais procédé qu'il a tenu depuis dix ou douze ans envers sa Majesté, la supplication qu'il lui est venu faire en personne de lui remettre & pardonner ce que le desespoir lui pourroit avoir fait dire ou faire au préjudice du respect qu'il connoit lui devoir, & les assurances qu'il donne qu'à l'avenir il sera inséparable de tous les interets de cette Couronne ont tellement touché sa Majesté qu'elle s'est volontiers laissée aller aux sentimens Chrétiens, & aux mouvemens de la grace qu'il a plu à Dieu lui donner sur ce sujet. En cette consideration comme elle supplie la Bonté divine de lui pardonner ses offenses: Elle oublie aussi celles qui lui peuvent avoir esté faites par ledit Sieur Duc.

II. Et après que ledit Sieur Duc s'est obligé, comme il fait par le present Traité, pour lui, les Successeurs & aïens cause, d'être à l'avenir, & pendant le cours de la Guerre & pendant la Paix inviolablement attaché aux interets de cette Couronne, & de n'avoir aucune intelligence avec ceux de la Maison d'Autriche & autres Ennemis de cet Etat, ni même avec qui que ce puisse estre qui pût vouloir troubler le bonheur de la prospérité des affaires de sa Majesté après une suite que ledit Sieur Duc a renoncé à tous les Traitez qu'il pourroit avoir faits en tant qu'ils contreviendront à la teneur d'icelui.

III. Sa Majesté consent à le remettre en la possession du Duché de Lorraine, de celui de Bar relevant de la Couronne dont il rendra presentement la foi & hommage au Roi, comme aussi en celle de tous les autres Etats dont il jouissoit par le passé à l'exception de ce qu'il s'ensuit.

IV. Premièrement du Comté & de la Place de Clermont & de toutes leurs appartenances & dépendances qui demeureront à l'avenir pour jamais unis à la Couronne.

En second lieu des Places, Prevôtez & Terres de Ste-nai & Jamez qui demeureront aussi à ladite Majesté & à ses Successeurs Rois pour toujours en propriété avec tout le revenu d'icelles, & tous les Villages & terroirs qui en dépendent.

ANS
de J. C.
1641

FRAN
ET LOR
RAINE

VI. En troisième lieu, la Ville de Dun & les Faubourgs d'icelle qui demeurera aussi en propriété à Sa Majesté & à ses Successeurs.

VII. En quatrième lieu, de la Ville de Nanci qui demeurera aussi entre les mains du Roi en dépôt seulement pendant la Guerre pour estre ladite Place rendue audit Sieur Duc dans l'année que la Paix sera conclue avec les Villages de la Banlieue de ladite Ville de Nanci, lesquels demeureront entre les mains & en la disposition de Sa Majesté pour la commodité & subsistance de ladite Ville de Nanci, tant qu'elle sera conservée en dépôt.

VIII. Il a été arrêté que la Place de Marsal sera rasée avant que d'être remise audit Sieur Duc, & que jamais on n'y pourra faire aucune fortification.

IX. Il a été convenu que le Commerce sera aussi libre entre les Etats auxquels le Roi remet ledit Sieur Duc, & les lieux qui demeurent à sa Majesté, soit en propriété, soit en dépôt seulement, que s'ils lui appartenoient, & que tout ce qui sera nécessaire pour leur subsistance, ne pourra leur estre dénié par ledit Sieur Duc & ses Sujets, au prix courant que vaudront les denrées dans l'Etat dudit Sieur Duc.

X. De plus que ledit Sieur Duc donnera libre passage en ses Etats, à toutes les Troupes que sa Majesté voudra faire passer, soit en Alsace, où autres lieux d'Allemagne, soit dans le Luxembourg, où en la Franche-Comté, & leur fera fournir des vivres par étapes, le Roi les payant au prix courant du Pais.

XI. Il a été en outre convenu, que ledit Sieur Duc joindra presentement toutes les Troupes qu'il a maintenant avec lui, comme toutes les autres qu'il pourra avoir à l'avenir à celles du Roi. Qu'elles feront serment à sa Majesté, de la bien & fidèlement servir sous l'autorité dudit Sieur Duc, envers tous & contre tous ceux avec lesquels elle est presentement en Guerre, en tels lieux & ainsi qu'elle estimera plus à propos, & qu'elles recevront à l'avenir pareil paiement, pendant le temps des Campagnes que celles de sa Majesté, à condition toutefois qu'elles ne pourront avoir quartier d'hiver en France, mais seulement es Etats dudit Sieur Duc ou Pais ennemi.

XII. Il a été aussi arrêté, que ledit Sieur Duc ne pourra loger aucunes desdites Troupes plus près de Nanci que de cinq lieux, pendant que ladite Place sera entre les mains du Roi.

XIII. Parce que sa Majesté remettant ledit Sieur Duc en ses Etats, ainsi qu'il est porté ci-dessus, beaucoup de différens qui étoient à décider auparavant la Guerre, pour raison de diverses parties d'iceux, lui demeureront à démêler avec la France, il a été arrêté qu'ils seront terminés à l'amiable ou plutôt que faire se pourra.

XIV. Parce que depuis que le Roi a conquis la Lorraine par ses armes, grand nombre de ses Sujets de ce Duché ont servi sa Majesté ensuite du serment de fidélité qu'elle désira d'eux. Il a été convenu que ledit Sieur Duc ne leur fera aucun mauvais traitement, ains les traitera comme ses bons & véritables Sujets, & les paiera des dettes & rentes auxquelles ses Etats sont obligés, ce que sa Majesté désire si particulièrement, que sans l'assurance qu'elle prend en la foi que ledit Sieur Duc lui a donnée sur ce sujet, elle n'eût jamais accordé audit Sieur Duc, ce qu'elle fait par le present Traité.

XV. Il a été aussi convenu que ledit Sieur Duc ne pourra apporter aucun changement aux Provisions des Benefices, qui ont été données par le Roi, jusques au jour du present Traité. Que ceux qui en ont été pourvus, demeureront en paisible possession & jouissance d'iceux, sans que ledit Sieur Duc leur apporte aucun trouble ni empêchement, ni qu'ils en puissent estre dépossédés, & que sa Majesté continuera à pourvoir aux Benefices de la Ville de Nanci, pendant le temps que ladite Ville demeurera en dépôt en ses mains, sans changer l'établissement desdits Benefices. Et pour les Offices de Justice criminelle qui sont dans ladite Ville de Nanci, ils demeureront à la provision de sa Majesté, à

Tom. III.

ce que les Officiers pourvus d'iceux en fassent indépendamment les fonctions dans ladite Ville & l'étendue de la Banlieue d'icelle, sa Majesté consentant que ledit Sieur Duc transfère le Bailliage de Nanci en tel lieu qu'il lui plaira, pour y décider tous les différens qui avoient accoutumé d'être jugés au siège du Bailliage de Nanci, fors, & excepté ceux qui sont ci-dessus spécifiés.

XVI. Il a été aussi arrêté que ledit Sieur Duc ne pourra commettre aucune personne dans Nanci pour y estre de sa part, si ce n'est pour y recevoir les droits de son domaine, auquel il ne pourra employer qu'un François agréé du Roi.

XVII. Il a été arrêté en outre, que les confiscations qui ont été données par sa Majesté, des biens de ceux qui portoient les armes contre elle, seront valables pour la jouissance des revenus desdits biens jusques au jour du present Traité, pourveu que ceux dont les biens ont été confisqués, ne demeurent plus au service des ennemis de sa Majesté, auquel cas ils seront remis en la possession & jouissance de leurs biens, sans néanmoins que ceux qui en ont joui en vertu desdits dons, en puissent estre rechercher ni inquiéter en quelque façon & maniere, & pour quelque cause que ce soit.

XVIII. Il n'est point parlé en ce present Traité, du différent qui est entre ledit Sieur Duc & la Duchesse Nicole de Lorraine, fille du feu Duc Henri sur le sujet de leur mariage, parce que la décision d'icelui dépend purement du Tribunal Ecclesiastique, & que sa Sainteté par devant laquelle les parties se sont pourvenues, sçaura leur faire droit, ainsi que la justice le requiert; cependant ledit Sieur Duc lui baillera par forme de pension, six-vingts mille livres monnoie de France par chacun an, & afin que ledit paiement soit effectif, il a été arrêté que ladite somme de six-vingts mille livres, sera prise de quartier en quartier sur la recette de Bar, & en cas qu'elle ne suffise sur les Salines de Ro-fieres & le Domaine de Nanci. Et ladite somme mise par préférence entre les mains de telles personnes qui seront nommées par sa Majesté, pour la délivrer à ladite Dame Duchesse Nicole de Lorraine.

XIX. Ce que dessus a été arrêté, entre Monsieur le Cardinal Duc de Richelieu pour le Roi, & ledit Sieur Duc qui promet entretenir tout le contenu audit Traité, avec tant de fidélité & de fermeté, qu'il consent qu'outre ce qu'il laisse par icelui à sa Majesté pour demeurer à jamais inséparablement uni à la Couronne, tout le reste de ses Etats que sa Majesté lui remet & lui doit remettre après la Paix, soit dévolu à ladite Couronne, s'il contrevient à la teneur du present Traité, en quelque façon que ce puisse estre. Fait à Paris le 29. Mars 1641.

Articles secrets, passez entre Monsieur le Cardinal Duc de Richelieu pour le Roi de France Louis XIII. & Monsieur le Duc de Lorraine, pour avoir même force que le Traité passé entre eux, ce jour d'hui.

ENCORE qu'il ne soit point dit par le Traité passé ce jour d'hui, entre Monsieur le Cardinal Duc de Richelieu & Monsieur le Duc de Lorraine, que les Fortifications des Villes de Nanci seront rasées auparavant que lesdites Villes soient remises après la Paix, entre les mains dudit Sieur Duc. Néanmoins ce present article secret a été passé pour faire foi, que sa Majesté n'entend remettre lesdites Villes audit Sieur Duc, qu'après que les Fortifications en seront rasées, & qu'encores que ledit Sieur Duc ait tres-humblement supplié sa Majesté d'en vouloir user autrement, ledit Sieur Duc s'en remet toutesfois à la volonté de sadite Majesté, pour en user ainsi qu'elle estimera plus à propos.

Parce qu'il n'y a que le temps qui puisse remettre entièrement la confiance que les départemens dudit Sieur Duc ont fait perdre au Roi. Il a été convenu que lors

Fff

qqs

ANS
de J. C.
1641.

ANS que ledit Sieur Duc ne fera point auprès de sa Majesté, où en quelques-unes de ses Armées par son ordre, il ne demeurera pas à Luneville pour être trop proche de Nanci, & qu'en quelque lieu qu'il demeure de son Etat, il s'y comportera en sorte que ceux qui seront dans les Places qui demeurent au Roi en propriété ou en dépôt, n'aient pas sujet d'en prendre jaloufie.

Il a été aussi convenu, que ledit Sieur Duc fera fournir tous les ans de ses forêts, le bois nécessaire pour l'entretien des feux de tous les Corps-de-garde de la garnison de Nanci, ou qu'il souffrira qu'on l'aille prendre par l'ordre de celui qui sera Gouverneur de Nanci pour sa Majesté.

Ce que dessus a été arrêté entre Monsieur le Cardinal Duc de Richelieu pour le Roi, & ledit Sieur Duc qui promet l'entretenir avec tant de fidélité & de fermeté, qu'il consent qu'outre ce qu'il laisse par le Traité passé ce jourd'hui à sa Majesté pour demeurer à jamais inseparablement uni à la Couronne. Tout le reste de ses Etats que sa Majesté lui remet & lui doit remettre après la Paix, soit dévolu à ladite Couronne, s'il contrevient en quelque façon que ce puisse être à la teneur des présents articles secrets. Fait à Paris le 29. Mars 1641.

Pour plus grande confirmation des Articles secrets ci-dessus écrit; Monsieur le Duc de Lorraine a désiré qu'il plût à Sa Majesté en jurer solennellement l'exécution sur les Saints Evangiles, & qu'elle eût agréable d'en recevoir pareil serment de lui. Ce qui a été fait en la Chapelle du Château de Saint Germain en Laye, entre les mains du sieur Evêque de Meaux premier Aumônier de sa Majesté.

C C X X X I X.

ANS *Traité de Confédération & alliance entre*
de J. C. LOUIS XIII. Roi de France & JEAN
1641. IV. Roi de Portugal, à Paris le 1. Juin.
FRANCE 1641. Freder. Leonard. Tom. IV. Re-
ET cueil des Traitez de Confédération &
PORTU- d'Alliance entre la Couronne de France
GAL. & les Princes & Etats Etrangers. pag. 316.

LE ROI sachant l'Amitié & bonne intelligence qui a été entre les Rois ses Predecesseurs, & les anciens Rois de Portugal, desquels le Roi Jean IV. à présent regnant, a été reconnu unanimement par tous les Portugais pour legitime Successeur, Sa Majesté a été bien aise de voir ici les Ambassadeurs qu'il a envoie vers Elle pour renouveler cette ancienne Amitié, & l'asseur par une Alliance entre Elle & ledit Roi. Sur quoi les Commissaires de Sa Majesté aians plein Pouvoir d'Elle, sont convenus avec lesd. Sieurs Ambassadeurs, aians aussi plein Pouvoir dudit Roi de Portugal, des articles suivans.

I. Il y aura dorenavant Paix & Alliance perpetuelle, entre les Rois de France & de Portugal, & leurs Roiaumes, Provinces, Mers, Ports & Havres.

II. Lesdits Rois promettent de bonne foi de ne donner aucune assistance d'Hommes, d'Argent, Munition, Armes ni Vivres, aux Ennemis l'un de l'autre contre lesquels ils sont presentement en Guerre, directement ni indirectement.

III. Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies des Pais bas, seront admis en cette Alliance, aux conditions qui seront convenus avec eux.

IV. Pendant la presente Guerre que le Roi a contre le Roi de Castille, laquelle il continuera puissamment, le Roi de Portugal agira de son côté continuellement contre ledit Roi, & l'attaquera de sa Puissance, tant par Terre que par Mer.

V. Pour en faciliter le moyen, Sa Majesté demeure d'accord, de joindre à la fin de Juin vingt de ses Vaisseaux bien armez & équipez en Guerre, à vingt Gallions du Roi de Portugal, que ses Ambassadeurs assurent &

promettent au nom dudit Roi leur Maître, qu'ils feront ANS
trouvez, & même d'avantage, armez & bien équipez de J. C.
en Guerre, & tous prests à faire voile, dont les moins
dres seront de trois cens Tonneaux, afin que lesdits
deux Flottes fortifiées des vingt Vaisseaux que les Sieurs
Etats Generaux doivent donner de secours audit Roi
Don Jean, aillent attaquer la Flotte des Castillans venant
des Indes, ou entreprendre dans les Etats dudit
Roi de Castille par des descentes dans ses Terres, ce qui
sera estimé plus à propos. Bien entendu que lesdits Vais-
seaux, tant de Portugal que desdits Sieurs les Etats Ge-
neraux defereront à l'Admiral de France le commande-
ment, & tous les autres honneurs qui lui sont deus: &
qu'en cas que la Flotte dudit Roi de Castille viant à
être prise elle sera partagée également entre les Confe-
derez.

VI. Si les années suivantes les deux Rois & lesdits
Sieurs Etats jugent qu'il soit à propos de continuer une
pareille entreprise, on le fera par avis commun.

VII. Il y aura libre Trafic & Commerce entre les
Sujets, Roiaume & Etats des deux Rois, comme du
temps des anciens Rois de Portugal, en sorte que leurs
Sujets pourront Negocier & Trafiquer en toute seureté
les uns avec les autres comme Amis & Alliez, sans qu'il
leur soit donné aucun empêchement, ains toute sorte
de protection & soulagement pour leur Trafic, même
si besoin est, leur fera accordé de part & d'autre des pri-
vilèges & libertez plus grandes que par le passé.

Sa Majesté permettra que les Portugais puissent trans-
porter de ses Roiaumes, & Etats, Ports & Havres au
Roiaume du Portugal, toutes sortes d'Armes, Vivres
& Munitions pour l'usage & service dudit Roiaume seu-
lement. Comme aussi ledit Roi de Portugal permettra
que les Sujets de Sa Majesté Tres-Chrestienne puissent
transporter de ses Roiaumes toutes les choses dont ils pour-
ront avoir besoin.

IX. Les susdits Articles ont été signez au nom du
Roi par Monsieur Seguier, Chevalier, Chancelier de
France; Monsieur Bouthillier, Commandeur, Grand
Tresorier des Ordres du Roi, & Sur-Intendant des Fi-
nances de France; Monsieur Bouthillier de Chavigni,
aussi Commandeur, Grand Tresorier des Ordres de
sa Majesté, Secrétaire d'Etat & de ses Commandemens.
Et au nom dudit Roi de Portugal par Don Francisco de
Mello, du Conseil dudit Roi, & son Grand Veneur;
& Don Antonio Coelho de Carvalho, aussi du Con-
seil dudit Roi, & du Conseil de son Parlement Supre-
me, ses Ambassadeurs près sa Majesté Tres-Chrestien-
ne, & seront ratifiez respectivement par sa Majesté &
par ledit Roi de Portugal dans le terme de quatre mois.
Fait à Paris le premier Juin 1641.

Bien qu'il ne soit point parlé dans le Traité public
passé ce jourd'hui entre..... de ce qu'il se pourra faire
en faveur du Roi de Portugal; au cas que le Roi & ses
Confederez viennent à conclure la Paix avec la Maison
d'Autriche, le Roi toutesfois par sa generosité à bien
voulu assurer le Roi de Portugal son bon Frere; que
lors qu'il viendra à la conclusion d'un Traité de Paix, il
fera son possible pour se réserver la liberté de l'assister
toujours en ses justes pretentions, pourveu que les Al-
liez de Sadite Majesté consentent d'entrer avec Elle en
une pareille obligation. Bien entendu qu'en tel cas le
Roi de Portugal s'obligera à ne faire aucun Traité avec
le Roi de Castille, sans le consentement de sa Majesté
& de ses Alliez.

Lesdits Article secret sera signé au nom du Roi par.....
& au nom du Roi de Portugal par..... & sera respectivement
ratifié par sa Majesté & ledit Roi de Portugal, dans
le terme de quatre mois. Fait à Paris le premier jour de
Juin 1641. Signé, SEGUIER. BOUTHILLIER.
BOUTHILLIER.



ANS
J. C.

CCXL.

641.
ALLE-
GNE.

Union des Confederez D'ALLEMAGNE, faite après la mort du General Bannier, contre la Maison d'AUTRICHE. le Juin 1641. Freder. Leonard. Tom. III.

Tous les Colonels de Cavalerie & Infanterie, s'étans après le décès de l'Excellence du Maréchal de Camp Bannier, unanimement accordés de dresser entre eux un Traité d'Alliance & Confédération pour la conservation de l'Armée, & l'entretenement d'une correspondance inviolable à l'avenir, l'on a led. Traité pour la plus grande sûreté rédigé par écrit en certains points, dont voici la teneur.

I. Personne de nous n'aura autre but ni intention en ses recherches & demandes, que le bien public de tous les Etats Protestans.

II. Tous les Colonels & Commandeurs de Regimens Alliez, ne permettront d'être séparés en façon quelconque.

III. Si par aventure aucun de nous estoit injustement molesté ou mal-mené de la Generalité, chacun de nous s'en doit ressentir, & en prendre telle part comme si cela lui estoit arrivé à sa personne.

IV. Si quelqu'un de nous estoit molesté, ou par le fait de son Regiment, ou par son interest particulier, & qu'après s'en estre plaint il ne reçoit point satisfaction, ou que la réparation fust trop différée, les autres Alliez seront obligés en vertu des présentes, d'assister de tout leur pouvoir le grevé, & reputer l'assront ou dommage fait à tout le corps.

V. Si aucun Officier haut ou bas se vouloit élever contre les autres, ou tramer quelque dessein dont il pourroit arriver un prejudice notable à la conservation des Regimens, chacun de nous sera obligé d'en prévenir par tous moïens les effets.

VI. Personne de nous ne prendra aucuns dons, présentes, ou autres avantages, sous quelque pretexte que ce soit, pour se départir de l'union présente, à peine d'être déclaré infame.

VII. Si aucun avoit pris quelque chose pour son profit particulier seulement, & ne l'auroit déclaré devant que de l'accepter à ses Alliez, cela lui sera réputé pour légèreté & inconstance.

VIII. S'il nous est présenté de la part du Royaume de Suede un autre General absolu, devant qu'auons eu une réponse favorable de nos Députés, il ne sera reçu que sous les conditions précédentes.

IX. Pendant cet entre-tems, nous nous gouvernerons tous en general, & chacun de nous en particulier à l'endroit de nos Regimens, non seulement comme du vivant de feu Monsieur le Maréchal de Camp, mais encore avec plus de fidélité si faire se pourroit.

X. Finalement d'autant que la Confédération présente n'a, & ne doit avoir d'autre but que le rétablissement (par le moïen de l'Armée de la Couronne de Suede) d'une Paix sûre & non suspecte dans l'Empire, il est nécessaire qu'il ne se traite rien (en ce qui touche le principal) avec les Generaux Majors qui sont à présent, sans le consentement de nous tous; mais sera contredit à leurs commandemens, & ne comparoîtrons à leurs assignations faites à nostre deceu.

Au reste, les contrevenans à cette Alliance, & aux points accordés & meurement délibérés, seront privez du fruit d'iceux & déclarés infames. En foi de quoi nous avons signé ces présentes, & corroborez icelles de nos Secaux.

La Promesse faite au duc de Lunebourg & au Landgrave de Hesse, par les hauts Officiers de l'Armée Suedoise.

ANS
de J. C.

1641.

Les Maisons de Lunebourg & Hesse, s'étans de nouveau rejointes à nous pour l'avancement du bien public des Protestans, & pour la manutention de leurs Etats, il est raisonnable que reciproquement elles soient traitées en Amis & Confederez. C'est pourquoi nous les hauts Officiers des Cavalerie & Infanterie Suedoise, &c. leur avons promis & promettons en foi & parole de Cavalier par ces présentes, qu'à la présentation du premier General Suedois, nous persisterons en la resolution de ne jamais prendre les Armes, ni entrer en aucune Ligue contre lesdites deux Maisons, tandis & si long-tems qu'elles se tiendront fermes à nostre parti, au contraire les assisterons, & leurs Etats à l'égal de tous les autres Protestans, & en somme, nous nous en comporterons envers eux, comme il appartient à Cavaliers d'honneur.

CCXLI

Traité de trêve, comme aussi de navigation & de commerce entre JEAN IV. Roi de Portugal, & les PROVINCES-UNIES des Pais-bas. Fait à la Haye, le 12. Juin, 1641. Recueil des Traitez fait entre les Etats Généraux des Provinces-Unies, & divers Rois, Princes &c.

ANS

de J. C.

1641.

LE PORTUGAL ET

LES PROVINCES-

UNIES.

Experientia docuit, quod Don Philippus Secundus Castellæ Rex, vi & potentia armoum quondam invaserit Coronam Lusitaniam, & consequenter privaverit Serenissimum Præpotentemque Regem Don Joannem (olim Ducem de Bragança) indubitabili suo successione jure & iustitia in altermemoratam Coronam Lusitaniam, tanquam legitimam & proximum Hæredem Serenissimæ Domine Dona Catherina, ac continuantur Successores prædicti Regis Castellæ multis contiguis annis in violenta occupatione altermemoratæ Coronæ Lusitaniam, infringentes fœdera & pacta amicitia, confidentia & Commercia, quæ Domini Reges Coronæ Lusitaniam continue cum aliis Principibus ac Nationibus in Europa sancte coluerant, deorbantes bonos Subditos & Vassallos ejusdem Coronæ eorum Juribus, Legibus & Consuetudinibus, insuperque eos onerantes injustitia, intolerabilibus vexationibus & diversis aliis speciebus Tyrannidis, injungentes illis excessiva onera, quæ Reges Castellæ simul ac cum Patrimonio Regiæ Coronæ Lusitaniam dilapidarunt & consumpserunt evitabilibus bellis. Quibus prædicti boni Subditi & Vassalli ejus Coronæ ita stimulatæ atque iracundia mactatæ, tandem haud levi habita patientia, magno cum animo, ausu & circumspeditione injustum illud ac intolerabile Jugum Regis Castellæ excusserunt, ac semetipsos libertati restituerunt, demumque communi applausu sæpius altermemoratum Joannem Quartum, Regem elegerunt, proclamarunt, eique homagium ac Jus jurandum fidelitatis præstiterunt; Præpotentes Domini Ordines Generales quoque passive pro comperto habentes intolerabilem tyrannidem & perdura onera præfati Castellæ Regis, pariterque ejusdem nefarium Institutum ad consequendam Monarchiam multo sæculo jam super Universa Europa jactatam, in commodum Boni Publici dijudicarunt expedire laudabili ac honesto jam altermemorati Regis Joannis Quarti proposito succurrere, cumque eodem inire & consummare præsens hoc Pactum & Tractatum, nec non prætermittere varias & diversas commoditates, quas alias pro proprio particulari commodo atque utilitate, nactus hoc rerum statu, tam citra, quam ultra Lineam possent ulscapere & percipere, maluntque eorum loco, ut reviviscat Vetus illa amicitia, amor reciprocos ac Commertium, quæ inter Dom-

ANS
de J. C.

minos Reges Coronæ Lusitaniz ac Belgas ultro citroque antiquitus floruerunt.

1641. I. **P**rimo conclusum est verum, firmum ac inviolabile Induciarum pactum cessationisque omnis hostilitatis actus inter Altememoratum Regem & Ordines Generales tam mari aliisque aquis, quam terra, intuitu omnium Subditorum atque Incolarum Unitarum Provinciarum, cujuscunque Conditionis illi fuerint, citra exceptionem locorum personarumve, ut & pariter intuitu omnium Subditorum atque Incolarum Regionum altememorati Regis, cujuscunque conditionis fuerint, citra exceptionem locorum personarumve, quæ partes Sacræ Majestatis adversus Regem Castellæ teneantur, aut inpositum tueri reperientur. Idque omnibus in locis & maribus ab utraque parte Lineæ juxta conditiones & restrictiones hic infra respective explicatas, tempore Decennii. Quod Induciarum pactum cessationisque omnis hostilitatis actus in Europæ plagis ac aliunde sitis, extra limites respective Privilegorum, Societatibus Indiarum Orientalium atque Occidentalium atque hac nomine hujus Status respective concessorum, statim, facta subscriptione hujus Tractatus, ordietur.

II. Ac in India Orientali omnibusque locis & Maribus sub districtu Privilegii a Dominis Ordinibus Generalibus, Societati Indiæ Orientalis harum Provinciarum concessi, uno anno a dato, cum rati habitio hujus Tractatus nomine Regis Lusitaniz hic loci fuerit oblata; At vero si publica manifestatio prædictarum Induciarum cessationisque omnis hostilitatis actus alicubi locorum & marium prædictorum citius devenerit, antequam supradictus annus expiraverit, ut tum quique ab utraque parte in hujusmodi locis & maribus respective a tempore publicæ manifestationis sese contineat ab omni hostilitatis actu.

III. Et comprehendentur sub prædictis induciis & cessatione omnis hostilitatis actus omnes hujusmodi generis Reges, Dynastæ & Gentes Indiæ Orientalis, quibuscum Domini Ordines Generales, aut Societas Indiæ Orientalis harum Provinciarum eorum nomine amicitiam colunt, aut foedere juncti sunt, si qua sibi expedire arbitrabuntur has Inducias & cessationem omnis hostilitatis actus complecti.

IV. Nec fas esto, prædicto Decennii tempore durante, sibi invicem, nec terra, nec mari, hostilitatem aut ullam aggressionis vim inferre, ac omnibus Lusitanicis Navibus ex Lusitania sub mandato aut Commissionem altememorati Regis *Johannis Quartæ*, navigantibus ad loca & maria, quæ partes hujus Regis teneantur, sicut pariter illis Navibus isthinc in Lusitaniam revertentibus, permillum esto libere absque ulla remora navigare intuitu Societatis Indiæ Orientalis harum Provinciarum.

V. Similiter nec Naves eorundem Subditorum harum Provinciarum in earum cursu prædictas Lusitanicas molestia afficiantur.

VI. Et utraque pars esto libera & secunda in suis Tractatibus & Contractibus.

VII. Item, liberum esto utrique parti navigare, pariter loca possidere, suum Commertium sine ullo impedimento exercere, æque ut tempore & sub manifestatione prædictarum Induciarum cessationisque omnis hostilitatis actus, in India Orientali loca possedit, effectivè commearit, suumque Commertium exercuit.

VIII. Sapius dictæ Induciz ac Cessatio omnis hostilitatis actus effectum sortientur tempore Decennii in locis & maribus pertinentibus sub districtu Privilegii a Dominis Ordinibus Generalibus Societati Indiæ Occidentalis harum Provinciarum concessi, a dato, cum Rati habitio super hoc Tractatu nomine Regis Lusitaniz heic loci fuerit oblata, & publica manifestatio prædictarum Induciarum Cessationisque omnis hostilitatis actus porro alicubi prænominatorum locorum ac marium respective pervenerit. A quo tempore utraque pars in istiusmodi locis & maribus respective sese cohibeat ab omni hostilitatis actu. Ita tamen, ut intra octo Menses, postquam prædicta rati habitio heic loci fuerit allata, conveniendum sit cum Corona Lusitaniz de Pace in læ-

pius dictis locis & maribus, pertinentibus sub districtu Privilegii Societatis Indiæ Occidentalis harum Provinciarum; ad quæ Dominus *Tristão de Mendoça Fierado*, Legatus & Consiliarius Regiæ Majestatis Lusitaniz hic pollicetur, ut intra prædictos octo Menses post præfatam rati habitioem Regiæ Sacræ Majestatis heic loci oblata, quoque obvianit necessarium mandatum, ordo ac Instructio, pariterque persona aut personæ auctoritate regia muniatur, ad tractandum de prædicta Pace: Attamen, si in eventum contra omnem expectationem Pacis conditio non iniretur, ut, eo non obstante sæpius dictæ Induciz, cessatioque omnis hostilitatis actus tempore decennii, modo præmissio & juxta Articulos infra explicatos, plenum effectum sortiantur.

IX. Societas Indiæ Occidentalis harum Provinciarum, ut & Subditi ac Incolæ ejusdem terrarum acquiritarum, nec non omnes illi inde dependentes, cujuscunque Nationis, conditionis aut Religionis sint, gaudeant & fruuntur in singulis terris & locis Regis Lusitaniz, ac ad eandem Coronam spectantibus, in Europa sitis, hujusmodi Commercio, exemptionibus, libertatibus & juribus, quibus reliqui Subditi hujus status, vigore hujus Tractatus, gaudebunt & fruuntur. Hac tamen conditione, ne Societas Indiæ Occidentalis harum Provinciarum, ut & Subditi ac Incolæ in ejusdem terris acquisitis, sicut pariter omnes reliqui ab illa dependentes, contentur ex Brasilia transferre ad Regnum Lusitaniz saccharum, lignum Brasilicum ac alias merces in Brasilia existentes & provenientes; sicut pariter nec Lusitanica Natio, ut & Subditi ac Incolæ in ejusdem terris acquisitis, nec minus ab ea dependentes, cōnabuntur ex Brasilia transferre intra has Provincias & Regiones saccharum, lignum Brasilicum aliasque merces in Brasilia existentes & provenientes.

X. Natio Belgica ut & Lusitanica durantibus induciis & cessatione omnis hostilitatis actus sibi invicem succurrentaque opem ferent pro virili, cum occasio & statuerint illud postulaverit.

XI. Omnia Fortalitia, Urbes, Naves & particulares Personæ, siue sint Lusitani aut alii in Brasilia vel aliorum sita & reperti, qui partes Regis Castellæ foveant, aut postmodum in eorum potestatem rediguntur, non aliter respiciantur ac reputabuntur, quam communes hostes, siue adori, prosequi ac vincere cuilibet parti licitum sit nullo habito respectu Limitum. Hoc attento, sique alterutra pars ejusmodi loca aut Fortalitia occuparet, illi quoque cedat Jurisdictionis & latorum camporum ambitus & reliqua emolumenta antiquitus his annexa, non obstante talia loca & Fortalitia (ut supra dictum est) in alterius Limitum districtu fortiantur.

XII. Quilibet utriusque partis Subditorum relinquatur ac remanebit in bonis suis, uti illa tempore manifestationis Induciarum & cessationis omnis hostilitatis actus tum deprehenduntur & lati campi inter utriusque partis extrema Fortalitia siti, (qui necessario inde intelligendi sunt pro acquisitis ac eorum dominio vindicatis) utrinque divisi extabunt, sub his comprehendendo gentes & nationes sub iisdem sortientes. Quibus finibus, modo præmissio, positis & statutis, Lusitanicæ Nationi ab illa, & subditis harum Provinciarum ab hac parte constabit, quæ loca, commoditates & ambitus latorum camporum quilibet pro suis agnoscat & tucatur.

XIII. Quod vero attinet particularium proprietates ac possessiones, quæ sub prædicta divisione ad unam vel alteram partem pertinebunt, de his forsitan nonnulla loca extabunt derelicta & populata, alia vero culta ac gente instructa: At vero quod spectat loca, quorum Incolæ & Proprietarii sese ad hanc vel alteram partem recepisse deprehenduntur, exinde nulla omnino restitutio fiet, neque ullorum mobilium ibidem relictorum & repertorum, sed quilibet eo contentus vivat oportet, quod ex derelictis locis secum asportavit ac abstulit.

NS XIV. Attamen in dictis locis & terris, quæ suis
J. C. Proprietariis aut aliis possessoribus eorum nomine &
parte remanserunt, illis utrinque cognita causa, jus
suum & possessio asseruabitur, visis prius eorum necessa-
riis documentis & probationibus.

1641. XV. Super quibus utriusque partis regimen in suo
cujusque districtu respective disponat, pro ut videbitur
convenire, non concessio, ut alius quispiam his sese im-
miscet.

XVI. Commercia ad utriusque partis ditiones, tra-
ctus & ambitus locorum in Brasilia, qualeslibet sibi ipsis
relinquantur, exclusis omnibus aliis; nec ipsis Lusitanis
fas esto hujus status, neve subditis hujus status, Lusita-
norum ditiones, tractus & ambitus locorum frequen-
tare, nisi communi voluntate & consensu postmodum
alter visum fuerit convenire.

XVII. Ne permittum sit Lusitanis in Brasiliam na-
vigare, commercari aut mercaturam exercere cum na-
vibus alienæ nationis, aut cum ipsissimis Nationibus
extraneis. Sed indigentes aliquibus extraneis navibus
ad navigationem, mercaturam & commercium in Bra-
siliam, tenebuntur illi tales conducere aut emere a sub-
ditis harum Provinciarum. Quo casu emptionis vel
conductionis, nullæ minores naves in Brasiliam apten-
tur ac impendantur, quam centum & triginta onerum,
aut ducentorum & sexaginta valorum, munitæ ad mini-
mum sedecim tormentis (alias Gotelingen) vibranti-
bus singulatione quinque aut sex libras ferri respective,
munitioneque belli provisa secundum proportionem.
Et quando majores Naves a Lusitanis in Brasiliam con-
ducuntur atque emuntur, ac deinceps applicabuntur,
ut supra, tum illæ secundum proportionem onerum
tanto plus muniatur & provideantur. Et hoc omne
sub poena amissionis & confiscationis prædictarum na-
vium una cum earum requisitis, quæ alias, ut antea,
cedant commodo Societatis Indiæ Occidentalis harum
Provinciarum, aut vero eorum, qui ab ea dependent
vel appendent, si qua illa ab his forte deprehenderentur
& caperentur.

XVIII. Neque Lusitanis, neque Incolis harum
Provinciarum liceat ullam Navium, Nigrorum, Merc-
cium, aliorumve necessariorum vecturam præstare Indi-
is Castilianorum, aliisque locis ab eorum parte stan-
tibus sub poena amittendæ navis & bonorum, pariter-
que personæ, quæ inibi reperientur, ut hostes apprehen-
derentur & tractabuntur.

XIX. Illud, quicquid tam Lusitani, quam subditi
harum Provinciarum in Oris Africæ possident, nulla
indiget limitum divisione, cum inter utrumque diversæ
Gentes & Nationes sortiantur, quæ finium limites
statuunt & dividunt.

XX. Quod vero attinet Negotiationem & frequen-
tationem eundem Orarum, Insulæ Sti. Thomæ alia-
rumque Insularum hinc comprehensarum, ea utrique
libera sit; hac tamen conditione, si eadem navigatio
& commercium, siue illud sit auri, nigrorum, alia-
rumque mercium, quomolibet illa nuncupanda veni-
unt, fiat & destinata sit in vel circa Urbes & Forta-
litia, quæ forte alteruter occupat & possidet, ut inde
pendantur eadem Vectigalia & Jura, quibus consueve-
runt incolæ Lusitani ac eorundem locorum liberi homi-
nes exsolvare; & vice versa.

XXI. Et quia Domini Ordines Generales sua Domi-
nia & terras in Brasilia aliisque locis propria virtute ac-
quisiverint eo tempore, quo eorum subditi atque Incolæ
adhuc extarent Vasalli & Subjecti Regis Castellæ &
hujus Status hostes; cujusmodi naturæ & fortis illi fue-
runt, qui modo ibidem ad obsequium Regis Lusitaniz
redierunt, amicosque & federatos huic statui sese dede-
runt, ex quo in futurum utrinque durabile fœdus &
sincera confidentia patet, simulac alter alteri imposse-
rum iusta præstandæ Justitiæ administratione rite ten-
ebitur.

XXII. Ita vero comparatum est, ut cum mutatione,
quæ in multis proprietatibus & possessionibus mobi-
lium atque in mobilium bonorum exitit (solummodo
per calamitatem molesti belli) diversimodi subdi-

ti sub & post initium, ad obsequium hujus status ha-
rum Provinciarum devenerint, quorum pars ad inci-
tas redacta, pars diffusa sunt; ac cum plurimi Belgæ
ibidem per emptionem Dominiorum, vulgo nuncu-
patorum Ingenhos, aliorumque bonorum immobili-
um, sedem fixerint, ratio status rerum inibi acqui-
siturum nullo modo ferre potest, ut ulla bona jure possi-
liminii vel quasi, repetantur aut revertantur; neque
ut subditi Dominorum Ordinum Generalium a Lusita-
nis, neque Lusitani abs subditis harum Provincia-
rum ulla debita aliave onera exigant, multo minus,
ut talia consequantur, conveniet executionis via uti,
sed quilibet salvus remanebit, uti possidet tempore dictæ
manifestationis.

XXIII. Subditi atque Incolæ ditionum aitememo-
rati Regis *Johannis Quarti*, & Dominorum Ordinum
respective, durantibus decenniis Induciis & cessatione
omnis hostilitatis actus mutua confidentia amicitiam
colent sine ulla recodatione offensionum & damnorum,
quæ olim perpeffi sunt.

XXIV. Et si forte postmodum unanimi ac mutuo
consensu sedes belli in India Occidentali Castilianorum
transferretur, atque inenso bello ibidem quicquam ad
detrimentum communis hostis acquireretur, tum illud
distribuendo, permutando & fruendo amicæ & com-
muni consensu, ut præmissum est, conveniendum erit,
sicut pariter durantibus sæpius memoratis Induciis &
cessatione omnis hostilitatis actus, permittum esto utri-
usque partis communi consensu atque applausu prædi-
ctos Articulos, aut partem eorum immutare.

XXV. Et liberum esto utriusque partis subditis,
cujuscunque Nationis, conditionis, qualitatis & Reli-
gionis, nullis exceptis (siue illi in alterius ditione na-
ti sint, siue inibi habitasse dicantur) frequentare, na-
vigare & commercari qualibet mercium & mercaturæ
forte in Regnis, Provinciis, Territoriis ac Insulis respec-
tive in Europa atque aliorum ab hac Lineæ parte
sitis; Nec fas esto neutrius subditos mercandi gratia,
confluentes in alterius terris, sitis ut supra, in mercis
bus asportandis aut vero exportandis magis aggravare
gabellis, impositionibus aliisque juribus, quam ipsissi-
mos incolæ & subditos earundem terrarum; sed gau-
deant pariter respective hujusmodi indultis & privile-
giis, quibus antehac illi usi sunt, priusquam Lusitania a
Castilianis fuerit subacta.

XXVI. Subditi ac incolæ harum Provinciarum, qui
Christiani sunt, in omnibus locis, Urbibus & Terri-
toriis etiamque Provinciis ac Insulis Regni Lusitaniz
aut ab eo appendentibus & dependentibus, siue illud
sit ab utraque parte Lineæ, tam in Europa, quam ex-
tra, ubi frequentandi locus datur, utentur & fru-
entur libertate conscientie in domibus suis privatis, ac
intra naves libero Religionis exercitio. Si vero Lega-
tus aut alius publicus hujus Status Minister in Lusita-
niam forte mitteretur, tum illi respective utantur &
fruantur in ædibus suis & domiciliis hujusmo-
di libertate ac Religionis exercitio, sicuti in hoc
Statu præfenti Domino Legato Lusitaniz permit-
titur.

XXVII. Domini Ordines Generales, non ex-
spectata Sacre Majestatis ratihabitione ad hunc Tracta-
tum, proprio suo sumptu assistent Regi ac Coronæ
Lusitaniz sub idoneo Architalasso aliisque necessariis suis
Officiariis, quindecim navibus bellicis, & quinque
Scaphis majoribus bene munitis ac instructis, provi-
sis de victu, etiamque tormentis ac aliis munitionibus
belli.

XXVIII. Ad hanc Classẽ aitememoratus Rex
comparabit aut conducet Sacre Majestatis propriis sum-
ptibus & sub ejusdem proprio directorio similem nume-
rum quindecim navium bellicarum & quinque Scapha-
rum majorum æque bene munitarum, instructarum
nautis & militibus, etiam provistarum de victu, tor-
mentis & aliis belli munitionibus, ut conjunctim una
cum navibus, & Scaphis majoribus harum Provincia-
rum impendantur ad litora atque oras Lusitaniz & His-
paniz respective, ad detrimentum Regis Castellæ & His-
paniz communis hostis.

ANS XXXIX. Rex Lusitaniæ propriis suis expensis instruat
de J. C. decem aut plures Galeones in Lusitania, casque adjun-
1641. gat supradictæ Classi, ut conjunctim impendantur ad-
versus Regem Castellæ ejusque subditos.

XXX. Naves, quæ ex Lusitania navigarunt, ut & earundem onera & merces ad prædictam Coronam aut ejusdem subditos pertinentia, quorum probationis documenta decenter exhiberi poterunt, non confiscabuntur, etiam si tale foret, ut istiusmodi naves & merces, navigantes sub vexillo Castellæ, per aut extra prædictam Classem caperentur, sed tales naves earumque onera & merces restituantur originalibus earundem proprietariis.

XXXI. Prædarium aliorumque emolumentorum virtute prædictæ Classis & Galeonum acquisite, erit partitio & distributio pro rata, juxta numerum corporum in vivum, idque ad præveniendum ac evitandum disputandi diversitatem, quæ alias ex divisione prædarium aliorumque bonorum, aut horum occasione, ob certos respectus resultaret.

XXXII. Regi Lusitaniæ licitum sit intra has Provincias conscribere aut conscribi facere tales superiores & inferiores dignitates officiales etiamque Architectos militares, Cuniculorum actores, Pyropæos aliosque Mechanicos, quos forte desideraturus erit, idque suis propriis sumptibus & stipendiis. Et quo hoc tanto rectius procedat, nomine hujus Status illi præbebitur & continuabitur auxilii manus.

XXXIII. Nec fas esto sub ullo prætextu invadere domus, violare, inspicere, perustrare Epistolas, libros rationum aut ipsas rationes Mercatorum, Subditorum aut Incolarum harum Provinciarum Belgicarum, frequentantium Regnum Lusitaniæ, vel Insulas aliasque plagas ad idem pertinentes & spectantes, sitas in Europa, vel personas prædictorum Mercatorum conjicere in carcerem sine prævia judiciali & legali informatione, secundum constitutionem locorum respective, exceptis casibus *Criminis læsæ Majestatis, proditiōis publicæ aut intelligentiæ cum hostibus.*

XXXIV. Liberum & permittum esto Dominis Ordinibus Generalibus Unitarum Provinciarum in omnibus portibus Regni Lusitaniæ, Insularum aut aliarum plagarum ad idem pertinentibus & spectantibus, sitis in Europa, committere & autoritate debita munire Procuratores Publicos (vulgo Consules nuncupatos) qui curam habebunt suorum Subditorum & Incolarum frequentantium prædictos portus; & vice versa idem Regi Lusitano permittum esto in Portibus harum Provinciarum.

XXXV. Hic Tractatus confirmabitur & ratihabebitur per Regem Lusitaniæ & Dominos Ordines Generales respective in solita atque optima forma, uti par est, infra tres Menses, incipientes a dato hujus, & præstabitur idem ab utraque parte candide ac sincere, & deinceps, quando Sacræ Majestatis ratihabitio hic Hagæ infra prædictum tempus fuerit oblata, tum eadem cum alememoratorum Dominorum Ordinum Generalium ratihabitione mutabitur & transsumetur.

Et Nos Legatus ac Commissarii prædicti hunc Tractatum propriis nostris manibus subsignavimus, eundemque nostris Signetis munivimus. Actum Hagæ Comitibus die duodecima Junii, Anno millesimo sexcentesimo quadragesimo primo, subsignatum & sigillatum modo & forma, ut sequitur.

(L. S.) *Tristão de Mendoça Furtado.*

(L. S.) *Rutger Huygens.*
(L. S.) *J. van Bronckhoven.*
(L. S.) *J. Cats.*
(L. S.) *G. van Vorbergen.*
(L. S.) *Johan van Keede.*
(L. S.) *J. van Veldriel.*
(L. S.) *S. van Haerfolsle.*
(L. S.) *Wigbold Aldringa.*

CCXXLII.

Traité de Confédération & Alliance entre LOUIS XIII. Roi de France & CHRISTINE Reine de Suède, fait à Hambourg le 30. Juin 1641. Freder. Leonard. Tom. V. Recueil des Traitez de Confédération & d'Alliance entre la Couronne de France & les Princes & Etats Etrangers. pag. 93.

LE Serenissime Tres-Christien & Tres-Puissant Prince LOUIS XIII. par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, continuant son affection envers les Princes & les Etats d'Allemagne, & les soins accoutumés pour leur conservation, spécialement de ceux qui sont unis avec lui & la Couronne de Suede, pour le maintien de leurs privileges & libertés du S. Empire, & pour acquiescer une bonne paix generale à la Chrétienté; ayant sçu que la tres-Illustre & tres-Puissante Princesse Christine Reine de Suede, fille du feu Roi de Suede Gustave Adolphe, de tres-glorieuse memoire, se foyenant de la Protection & des Alliances que les Princes d'Allemagne ont eu de tout temps avec la Couronne de France: & les Traitez qui ont esté ci-devant faits sur ce sujet par ledit feu Roi de Suede son pere, estoit en resolution de suivre ses bonnes intentions, & de contribuer de rechercher le bien public, & d'asseurer d'autant plus ses Etats, pour l'union de ses interets & de ses Armées avec celles de France & des autres Alliés d'Allemagne, a commandé au sieur Raoul son Conseiller, étant pour son service en Hollande, de venir vers ladite Dame, pour l'asseur de son affection, & des assistances que S. Majesté estoit prête de lui donner, pour favoriser ses bons desseins, avec pouvoir de passer & conclure un Traité avec elle; à cet effet ladite Dame reconnoissant l'obligation qu'elle a à Sadite Majesté, & se voyant avec lesdites assistances en état d'employer utilement ses Armes pour l'avantage de la cause commune, & l'avancement d'une bonne, seure & generale Paix, a desiré de renouveler un Traité d'Alliance avec Sadite Majesté, dont elle est convenu avec ledit sieur Raoul, selon les Articles suivans.

PREMIEREMENT. Est convenu & arrêté, que le Traité de Confédération fait l'an 1638. sera entretenu en toutes points & Articles, sauf en ce qui y est derogé par le present Traité.

II. Item, est convenu que les Catholiques & les Protestans seront conservés en libre exercice de leur Religion, & en la jouissance de leurs biens.

III. Item, le Roi pour donner moien à ladite Reine de Suede de supporter plus facilement les frais qu'elle sera obligée de faire, pour faire des entreprises considerables, pour affoiblir les ennemis communs, & les mettre en état d'accepter des raisonnables conditions de Paix, sa Majesté lui fera paier tous les ans la somme de douze cens mille livres, tandis que la guerre durera.

IV. Item, qu'il sera permis à chacun d'eux de traiter de Trêve avec l'ennemi, si faire se peut; & que durant icelle le Roi fera paier tous les ans à ladite Reine de Suede la somme de trois cens mille Riksdals.

V. Item, au cas que la Trêve ne soit entretenuë par la partie adverse, ou que la Trêve finisse sans parvenir à une Paix, le Traité sera renouvelé & observé comme auparavant.

VI. Item, qu'en traitant de Trêve, le Roi, & la Reine de Suede, tiendront la main, à ce que les Alliés obtiennent des conditions qui leur seront commodes, & nommement les Ducs de Brunwic & de Lunebourg, & la Landgrave de Hesse.

VII. Item, que les Deputés du Roi, & de la Reine de Suede, traiteront conjointement de Paix ou de Trêve.

NS Trêve, en des lieux qui ne soient trop éloignés les uns
J. C. & des autres.

VIII. Item, que durant les conférences pour la
41. Paix, les garnisons seront ôtées des lieux où ladite con-
férence se fera.

IX. Item que ce Traité sera ratifié, approuvé &
confirmé d'hui en deux mois par le Roi, & la Reine
de Suede. En foi de quoi nous desdits Commissaires
avons en vertu de nos pouvoirs respectifs signé ces Pre-
sentes de notre seing ordinaire, & à icelles fait apposer le
cachet de nos Armes. A Hambourg le trentième jour de
Juin 1641.

Lequel Traité ci-dessus transcrit, nous aiant été
représenté par notre dit Commissaire, & aiant le tout
vu & examiné de mot à mot en notre Conseil, Nous
avons icelui agréé, approuvé & ratifié, agréons, ap-
prouvons & ratifions par ces Presentes signées de notre
main : & promettons en foi & parole de Roi, garder
& observer le tout, sans y contrevenir directement ni
indirectement, ni souffrir que de notre part il y soit
contrevenu en aucune sorte & manière que ce soit ;
CAR tel est notre plaisir : En témoin de quoi nous
avons fait mettre notre seel à cesdites Presentes. DON-
NE' à S. Germain en Laye le 21. jour d'Avril 1641.
Signé, LOUIS ; Et plus bas, Par le Roi, BOU-
THILLIER.

(a) Observations de Monsieur Davaux sur le
Traité de Hambourg.

PREMIEREMENT. J'ai donné les mains à nom-
mer la France, tant parce que l'Article est ainsi cou-
ché dans les Traités précédens, que pour rendre l'Alli-
ance plus solennelle & plus stable.

Les Suedois ont fort insisté à ce que le Traité de
Wisnar fût confirmé avec celui de Hambourg, & sur
tout à cause d'un Article dudit Traité de Wisnar, qui
porte que s'il survient un nouvel ennemi à l'une
des deux Couronnes, elle recevra assistance de
l'autre.

Monsieur Salvius vouloit, *usque ad finem belli* ; mais
cela auroit pu être expliqué diversément, car la guer-
re seroit finie pour celui qui traiteroit à part. Et
au moins auroit-il fallu dire, *ad finem usque belli*
totius.

II. Il maintenoit que cet Article est superflu, d'au-
tant qu'il est dans le premier Traité de Ham-
bourg, lequel se confirme en celui-ci en toutes ses
clauses.

Puis il vouloit que ce fût le dernier Article.

Il ne pouvoit aussi se refondre que les Ecclesiastiques
y fussent nommés. Il montrait un Ordre exprès qu'il
a eu de l'empêcher, & que c'étoit assez de dire les Ca-
tholiques.

Enfin a il grandement contesté deux mots : *Imprimis*
& *Constanti*, comme étant trop pressans à son gré, &
trop invidieux à l'égard des Protestans : Il les a raïé
trois fois, & trois fois je les ai remis.

Il n'a pas eu moins de repugnance à nommer les
Catholiques les premiers dans l'exemplaire du Traité
qu'il a signé, comme ils le sont dans celui-ci.

III. Monsieur Salvius ne vouloit point que cet-
te somme fût comptée en livres, mais en rixdales seu-
lement.

Il prétendoit qu'il fût dit *in specie*, comme par le
Traité précédent ; mais toutes les lettres de change se
paient en Banque, lequel prend maintenant deux pour
mille ; si bien que c'est être huit ou neuf cens rixdales,
qu'il eût fallu suppléer tous les ans, avec plus d'incom-
modité que de perte.

Et aussi est-ce à celui qui reçoit, à porter ce petit dé-
chet du Banque.

Voilà les paiemens reculés de six semaines chacun, ce
qui donnera plus de facilité de paier. Il seroit peut-être
bon que Messieurs des Finances ne les eussent pas ; car les
Suedois ne souffrent rien si impatiemment que les retar-
demens du subside.

Pro tribus exactis mensibus : Ils ont perdu un mois à
ce compte, veu qu'il y en a quatre que l'Alliance est fi-
nie ; mais Mr. Salvius n'y a pas pris garde.

Il ne desiroit pas néanmoins que la cause du payement
fût si expliquée, pour trois mois échus, & trois à
échoir.

Il vouloit que ce fût assez de mettre les termes au
dernier Juin, & au dernier de Decembre ; afin de
pouvoir un jour les imputer totalement au passé, & se
faire paier deux fois le terme qui précèdera immédia-
tement la Paix ou la Trêve. J'ai vu ci-devant une pa-
reille difficulté sur le Traité de Wisnar, que j'eû bien
peine à démêler.

IV. Voila un consentement formel à une longue
Trêve, Monsieur Salvius avoit embrouillé cela d'une
étrange façon. Cela est dit avec la dignité du Roi : si
l'on eût pris d'autres termes, comme Monsieur Sal-
vius s'y est fort heurté, il eût pu arriver qu'en moins
de trois mois la Couronne de Suede eût reçu un paie-
ment pour la Guerre & un pour la Trêve.

V. Cette redite n'est pas inutile.

VI. C'est par raison d'Etat que nous avons mis cet
Article en faveur des Princes Alliés, & de ceux qui vou-
droient s'allier ; & néanmoins il n'oblige les deux Cou-
ronnes, qu'à interposer leurs offices.

VII. Ils avoient mis en Suede, *qualia viden-
tur esse*, tant ils évitent de rien dire positive-
ment.

Monsieur Salvius a essayé, par ordre de ses Su-
perieurs, de réserver la faculté à la Suede de traiter à
Lubeck.

VIII. J'ai ajouté cet Article, afin que les Suedois
ne puissent pas éluder l'effet du précédent, en ne vou-
lant pas faire sortir leur garnison de la Ville d'Osna-
burg ; car l'ennemi ne se trouveroit pas en lieu où ils se-
roient les Maîtres.

IX. Monsieur Salvius faisoit scrupule d'obliger si
précisément la Couronne de Suede à la ratification pure
& simple de ce Traité ; mais puisque c'est en vertu de
nos pouvoirs, comme il est dit au commencement de
l'Article, je l'ai obligé à parler net.

Il vouloit mettre, que nous procurerions la ratifica-
tion de part & d'autre.

Monsieur Salvius a voulu cette date, d'autant que le
premier terme est assigné au dernier jour de Juin, &
que si nous avions daté du seize Juillet, il n'auroit
pas eût droit de demander de l'argent qu'en De-
cembre.

Je n'ai pas voulu marquer ici les choses plus impor-
tantes, d'autant qu'elles sont connues.

CCXLIIL

Traité entre le LOUIS XIII. Roi de France, & le Prince de MONACO, pour la
protection de la Souveraineté de Monaco, Fait le 8. Juillet. 1641. Recueil des
Traitez de Confédération & d'Alliance
entre la Couronne de France & les Princes
& Etats Etrangers. pag. 338. Freder. Leo-
nard. Tom. IV.

Sur ce que le Prince de Monaco a fait représenter au
Roy, Qu'encor qu'il tienne en souveraineté ladi-
te place & forteresse de Monaco ; néanmoins les
Espagnols sous divers pretextes se sont comme appro-
prié ladicte place, y ayant usurpé un tel pouvoir, qu'elle
n'est plus en la libre disposition dudit Prince, & pour
ce sujet ayant prié sa Majesté de la prendre en sa pro-
tection & de le délivrer de l'oppression qu'il souffre.

Sadite Majesté portée par la seule consideration de
la Justice, qui l'oblige de se servir de la puissance que
Dieu luy a mise en main, pour assister les Princes ses
voisins, & la conservation de ce qui leur appartient, &
pour maintenir la tranquillité publique ; après plusieurs

ig.

ANS
de J. C.
1641.

ANS
de J. C.

1641.

FRANCE
ET MO-
NACO.

*Leonard
date ce
Traité
du 14.
Septem-
bre 1641.

ANS infances qui luy ont esté faites de la part dudit Prince, a creu ne luy pouvoir refuser la protection, aux conditions que ledit Prince a luy-mesmes proposées, telles 1641. qu'il s'enfuit.

Premièrement, qu'il entretiendra dans ladite place de Monaco une garnison de 500. soldats effectifs, naturels François, & non d'autre nation, pour garder la place, y demeurer & servir en trois Compagnies, l'une de deux cens hommes, & deux autres de cent cinquante chacune, dont sa Majesté nommera les Capitaines & Officiers.

II. Ledit Prince fera Capitaine & Gouverneur pour le Roy de la place, & avec Lettres Patentes de sa Majesté, comme seront après luy ses Successeurs heritiers en ladite Principauté, avec la mesme autorité & pouvoir qu'ont les autres Gouverneurs des places de France sur les Officiers & Soldats, lesquels auront la mesme solde & emolumens qu'on a accoustumé de donner dans les autres garnisons de France; ledit Prince donnera le mot, & tiendra les clefs de la place.

III. Il y aura dans la place un Lieutenant dudit Prince, pour commander à la garnison en son absence, de laquelle Charge sa Majesté pourvoira pour la première fois le Sieur de Courbons, & arrivant changement de Lieutenant, sera toujours mis par ses Successeurs Roys en cette Charge une autre personne de condition, aussi agreable audit Prince.

IV. Si par accident de guerre, ou autres services de sa Majesté, il est nécessaire qu'elle mit dans la place plus grand nombre de gens de guerre François, ils seront toujours sous l'obéissance dudit Prince, comme Gouverneur des armes de sa Majesté dans ladite place.

V. Les Lieutenans & tous les autres Officiers François entrans dans la place, feront serment solennel entre les mains dudit Prince de la garder fidelement pour luy & pour ses Successeurs, sous la protection & dans le service de sa Majesté.

VI. Sedita Majesté entretiendra à ses despens ladite garnison, qui sera bien payée, sans que ledit Prince ny ses sujets soyent chargés pour ce regard d'aucune despense; les Officiers & Soldats payeront les logemens & les ustensiles ainsi que sont à present les Espagnols.

VII. Sedita Majesté laissera ledit Prince en sa liberté & Souveraineté de Monaco, Manton, & Roquebrune, sans que ladite garnison Royale ou autre le puisse troubler, ny s'ingerer jamais en ce qui est de ladite Souveraineté de Terre & Mer, & moins encor au Gouvernement, Justice de ses peuples, & administration de ses biens: mais seulement ladite garnison s'employera à garder la place, ainsi qu'il est dit cy-dessus.

VIII. Sa Majesté jugeant à propos de mettre dans ladite place un Sergent Major, Adjudant, & autres semblables Officiers François, elle les mettra agreables audit Prince, lequel aura tel pouvoir sur eux qu'il convient, comme Gouverneur de la place; les autres Officiers, comme Canonniers, Chapelain, Medecin, Barbier, & Fourier, seront aussi payez par sa Majesté, & choisis par elle; il y aura 18. Canonniers dans la place & un Chef.

IX. Le Roy recevra en sa Royale protection & sauvegarde perpetuelle, & les Roys ses Successeurs, (lesquels sa Majesté oblige par le present Traicté) ledit Prince de Monaco, Manton & Roquebrune, avec le territoire, juridiction, & dependances, ensemble tous les Heritiers, Successeurs dudit Prince, & les gardera & defendra toujours contre qui que ce soit qui le voudra indument offenser, maintenant ledit Prince en la mesme Souveraineté & liberté qu'il se trouva, & en tous ses privileges, droits de mer & de terre, & en toute autre sienne juridiction & appartenances, en quelque sorte que ce soit.

X. Et le fera de plus comprendre en tous les Traictés de Paix.

XI. Eten outre ledit Prince pourra faire arborer en toutes ses places & terres l'estendart de France, dans les occasions de quelque trouble des ennemis.

XII. Et d'autant que les Espagnols priveront ledit

Prince de tout ce qu'il possède dans le Royaume de Naples, & les Estats de Milan, & ailleurs dans leurs terres, ce qui importe audit Prince de vingt-cinq mil escus ou ducats de rente annuelle, en fonds de terres féodales, sa Majesté luy donnera autant de revenu en France en pareille nature de fiefs, érigeant une partie d'icelle en titre de Duché & Pairie de France pour ledit Prince, l'autre en titre de Marquisat pour son fils, & en titre de Comté, luy faisant delivrer toutes lettres & expéditions à ce nécessaires; & bonne partie desdits fiefs sera en Provence, & le reste où il plaira à sa Majesté, pourveu que ce soit en France; & attendant qu'on aye trouvé des terres propres audit Prince, lesdits vingt-cinq mil escus luy seront payés chacun an, à commencer du jour que la garnison du Roy entrera dans Monaco.

XIII. De plus, ledit Prince devant que de quitter l'Ordre de la Toison, & son fils celuy d'Alcantara, sa Majesté honorera ledit Prince de ses Ordres de Saint Michel & du Saint Esprit, & le Marquis son fils, lors que suivant les constitutions de l'Ordre il sera en âge de l'avoir; & devant encor que de quitter la Commanderie de Benfayen en Castille dudit Ordre d'Alcantara qui vaut plus de trois mil ducats de revenu, & en outre une Compagnie de Gens-darmes qu'il tient à Naples, avec la solde de cent ducats par mois, sa Majesté luy donnera en France une semblable Compagnie de Gendarmes, & autant de revenu annuel de trois mille ducats, soit en une pareille Commanderie, ou de quelque autre maniere, durant la vie de sondit fils.

XIV. De plus, sa Majesté accorde audit Prince & à ses Successeurs douze payes de Soldats, pour les distribuer à ses serviteurs, mesmes pour recompenser ceux qui auront bien servy en cette occasion, lesquels payes seront payées à mesme temps que la garnison.

XV. Sa Majesté confirmera audit Prince tous les privileges anciennement accordez au Seigneur de Monaco & à ses predecesseurs, par la Couronne de France; & en consequence de ce, sa Majesté tiendra la main à ce que le droit que ledit Prince pretend dans son port de Monaco luy soit payé.

XVI. Sa Majesté fera demeurer quelques uns de ses Galleres dans le port de Monaco, pour la conservation de la place, & des droits dudit Prince, & pour autres occasions concernans son service; & pour ce sujet ceux qui commanderont lesdites Galleres auront ordre exprés d'obeir audit Prince.

XVII. Sa Majesté employera de tres-bon cœur ledit Prince & ledit Marquis son fils dans son service aux occasions, en des emplois convenables, pour marque de l'estime qu'on fait d'eux.

De toutes lesquelles conditions Sa Majesté est demeurée d'accord, & promet sous parole Royale, de les observer & faire observer inviolablement & de bonne foy; pour tesmoignage de quoy Sa Majesté a voulu signer le present acte, qu'elle a voulu aussi estre contresigné par un de ses Secretaires d'Etat, & à iceluy estre appolé le contre seal de ses armes.

Fait à Peronne le 8. Juillet 1641.

Signé, LOUIS;
& plus bas, BOUTHILLIER;

CCXLIV.

Conditions auxquelles le Roi de France
LOUIS XIII. veut bien pardonner au
Duc de BOUILLON, sa rebellion. Du 3. 1641.
Aoust 1641.

Pourveu que les restes du parti que feu Monsieur le Comte de Soissons avoit formé contre le service du Roi, demeurent éteintes par la fidelité que Monsieur de Bouillon proteste & promet au Roi. Sa Majesté veut bien deférer à la priere que Madame la Comtesse de Soissons & Monsieur le Duc de Longueville lui font, d'user de sa bonté envers la mémoire de feu

ANS
de J. C.
1641.

FRANC.
ET
BOUILLON.

NS feu Monsieur le Comte de Soissons, en faisant cesser
J. C. les poursuites que S. M. a ordonné être faites en son
Parlement contre ledit Sieur Comte, & permettant
1641. que son corps soit porté en France pour y estre enterré.
Ce que S. M. n'accorde qu'à condition que Monsieur
le Duc de Bouillon demeure dans la fidelité qu'il doit &
promet au Roi, dont elle se tiendra assurée par sa per-
severance en son devoir.

Le Roi trouve bon de pardonner à tous les Gentils-
hommes, Officiers & autres Particuliers nobles ou non,
qui se sont unis à feu M. le Comte de Soissons, &
audit Sieur Duc de Bouillon & Duc de Guise contre le
service de S. M. depuis que ledit Sieur Comte est entré
dans Sedan, & les rétablir en leur biens en l'état
qu'ils le trouveront à présent à l'exclusion du Baron
de Bec.

Sa Majesté ne trouve point mauvais la supplication
que M. le Duc de Bouillon lui a faite en faveur de M. de
Guise; mais aiant encore témoigné la mauvaise volon-
té qu'il a pour la France depuis la mort de M. le Comte
de Soissons, il n'y a personne qui ne doive juger,
que la raison veut que S. M. fasse distinction de la con-
duite de M. de Bouillon & de celle de M. de Guise, par-
donnant au premier & non au second.

Le Roi fera observer la protection accordée par S.
M. à M. le Duc de Bouillon pour sa Personne & la Sou-
veraineté de Sedan en 1616. & envoie le renouvellement
de ladite protection en son Parlement de Paris, recom-
mandant à ses Officiers d'y faire favorablement tout
ce que la justice pourra permettre.

Le Roi maintiendra M. le Duc de Bouillon au rang
qui lui peut appartenir, que lui & les siens ont eu en
France jusques à présent.

Sa Majesté fera joindre les Habitans de Sedan & de la Vi-
comté de Turenne des Privilèges qui leur ont été accor-
dez par ses Prédécesseurs.

Le Roi ordonnera à M. Bouthillier Sur-Intendant
des Finances, d'examiner les assignations qui ont été
données pour la protection de Sedan depuis 1637. &
au cas qu'elles ne soient pas bonnes, il lui comman-
dera de les faire valoir, & si mêmes il ne lui reste, comme
dit ledit Sieur Duc que 3400. liv. des années 1635.
& 1636. qu'il ne soit entièrement satisfait de ce qu'il
prétend lui estre deub desdites années, sa Majesté trou-
ve bon qu'elles lui soient paiees actuellement.

Sa Majesté trouve bon de faire paier actuellement la
moitié de tout le canon qui a été pris à la journée de Me-
ziers & dans la Place de Donchery, ledit Sieur Duc de
Bouillon déclarant comme il fait, qu'il rendroit tout sans
aucun prix, si la moitié dudit canon ne lui avoit été lais-
sée par Lamboy en dépôt.

Monsieur de Bouillon déclarant qu'entre tous les pri-
sonniers qui sont à Sedan, il y en a 25. ou 30. qui ap-
partiennent audit Lamboy, à la priere desquels il s'est
rendu répondant envers lui de leur quartier; au cas
que S. M. en veuille établir un avec ledit Lamboy pour
tous les prisonniers qui seront pris de part & d'autre à
l'avenir, S. M. a trouvé bon que ledit quartier soit éta-
bli avec ledit Lamboy Marechal de Camp du Roi de
Hongrie, ainsi qu'il la désiré, & qu'en cette con-
sideration le quartier des prisonniers qui lui appartiennent,
soit actuellement païé à M. de Bouillon pour lui
faire tenir.

Lors que M. de Bouillon viendra auprès du Roi avec
la résolution qu'il proteste vouloir avoir, il y sera tres-
bien receu & son Eminence se rendra volontiers cau-
tion auprès de S. M. Que ledit Sieur Duc rompra tout
commerce & n'aura jamais aucune intelligence avec les
ennemis, qu'il licentiera les Troupes levées, tant par
lui que par feu M. le Comte de Soissons en la meilleure
forme qui sera concertée entre son Eminence & le-
dit Sieur Duc de Bouillon, en sorte que S. M. n'en soit
point desservie.

Promesse de M. le Cardinal de Richelieu au ^{ANS}
nom du Roi au Duc de Bouillon, pour ^{de J. C.}
l'exécution des conditions. 1641.

JE declare que le Roi a trouvé bon que je promisse
en son nom à M. le Duc de Bouillon le contenu
ci-dessus, ce que je promets de faire faire exécuter reli-
gieusement. Fait à Mezieres le cinquième jour d'Aoust
1641. Signé le Cardinal DE RICHELIEU.

Acceptation de ladite promesse par le Duc
de Buillon.

JE declare estre satisfait de la promesse ci-dessus que me
fait Monsieur le Duc de Richelieu, lequel je conjure
de répondre au Roi de ma fidelité, lui protestant sur
ma foi & sur mon honneur que je mourrois plutôt que
d'y manquer. Fait à Sedan le sixième Aoust 1641. Signé
F. M. de la Tour.

Pardon du Roi à M. le Duc de Bouillon, & à
ceux qui l'ont suivi. Fait à Mezie-
res le 6. Aoust 1641.

MONSIEUR le Duc de Bouillon estant venu tres-
humblement supplier le Roi de lui vouloir par-
donner la faute qu'il a faite, de se separer de la fidelité &
de l'obéissance naturelle qu'il lui doit, traitant avec les
Espagnols & prenant les armes avec eux contre son
service, en considération de Monsieur le Comte de
Soissons.

Après avoir témoigné un extrême repentir d'un tel
crime, declare qu'il renonce à tous les Traitez qu'il a
faits, soit avec le Roi de Hongrie, soit avec le Roi
d'Espagne & le Cardinal Infant, par leurs Ministres,
& proteste qu'il aimeroit mieux mourir, que d'y re-
tomber jamais, mais même que de déplaire ainsi qu'il
avoit fait par le passé à ladite Majesté, en recevant en
sa Place de Sedan sans son consentement, des person-
nes mécontentes de S. M. & mal affectonnées à son
service: Sa Majesté ne doutant point de la verité du
repentir que témoigne ledit Sieur Duc, & voyant que
sa fidelité sera à l'avenir telle qu'il lui promet, lui a par-
donné & pardonne volontiers en cette considération,
comme aussi à tous les Gentilshommes ou autres per-
sonnes qui pourroient estre recherchez pour avoir trempé
en son crime, soit en sa considération, soit en celle
du feu Monsieur le Comte de Soissons, & declare par
le present écrit vouloir à l'avenir avoir sa Personne &
Place en la même protection qu'il les a eues jusques à
présent, ainsi que ledit Sieur Duc l'en a supplié, en con-
sideration de quoi S. M. fera expedier audit Sr. Duc toute
abolition necessaire en bonne & valable forme, à ce
qu'il ne puisse estre recherché du crime auquel son mal-
heur l'a porté contre le service de Sa Majesté. Fait à Me-
zieres le sixième jour d'Aoust 1641. Signé LOUIS: Et
plus bas, SUBLET.

Je promet au Roi de satisfaire fidèlement aux con-
ditions exprimées ci-dessus, en considération desquel-
les il plaît à S. M. de me pardonner. Fait à Sedan le
sixième jour Aoust 1641. Signé F. M. DE LA
TOUR.

Declaration du Roi en faveur du Duc de
Bouillon, & de ceux qui se sont retirés à
Sedan. Donnée à Mezieres au mois d'Aoust
1641.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de
Navarre, A tous presens & à venir: Salut. Nostre
tres-cher & bien-ami Confin Frideric Maurice de la
Tour, Duc de Bouillon, Prince Souverain de Sedan &
de Raucourt: Nous aiant témoigné un extrême déplai-
sir

ANS fir d'avoir traité avec les Ennemis declarez de cette Couronne, & d'avoir pris les Armes pour eux contre nostre service, pour la consideration de feu nôtre Cousin le Comte de Soissons, lequel avoit été suivi du Duc de Guise, & de quelques autres de nos Sujets: & nostre-dit Cousin le Duc de Bouillon après avoir renoncé à tous les Traitez qu'il a faits contre nostre service, nous aiant tres-humblement supplié de lui pardonner la faute qu'il avoit commise: & nous aiant donné toute assurance de la fidelité & obéissance naturelle qu'il nous doit, & qu'il demeurera désormais inseparablement attaché à nostre service: aiant aussi été bien assurez que ceux de nos Sujets qui ont suivi feu nostre-dit Cousin le Comte de Soissons: Nôtre-dit Cousin le Duc de Bouillon, & ledit Duc de Guise, ont un tres-grand repentir de leur crime, aians porté les Armes contre nostre Etat, & nostre service, avec protestation qu'ils ne respirent qu'à l'obéissance & la fidelité qu'ils nous doivent: Sçavoir faisons, que nous pour ces causes, & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, nous avons de nôtre propre mouvement, grace speciale, pleine puissance & autorité Roiale, éteint, supprimé & aboli, éteignons, supprimons, & abolissons par ces presentes, signées de nostre main, la faute susdite commise par nostre-dit Cousin le Duc de Bouillon, & toutes les choses par lui faites en consequence, & desquelles il pourroit estre, ou avoir été accusé ou déferé, pour tout ce qu'il a entrepris jusques à présent contre nostre service, circonstances & dépendances, en quelque sorte & maniere qu'elles soient arrivées, & tout ainsi que si elles estoient particulièrement spécifiées & déclarées en ces presentes, dont nous l'avons relevé & dispensé, relevons & dispensons, sans qu'il en puisse aucunement estre recherché ni inquieté, à présent ny à l'avenir, par nos Cours Souveraines, ou autres nos Julticiers & Officiers, à condition qu'il demeurera inviolablement dans l'obéissance & fidelité qu'il nous doit: Avons en outre pour les causes & considerations ci-dessus, pardonné & pardonnons à tous ceux de nos Sujets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, qui depuis la retraite de nostre-dit Cousin le Comte de Soissons à Sedan, l'avoient suivi, servi, & assisté, & qui ont aussi depuis ledit tems, servi & assisté nostre-dit Cousin le Duc de Bouillon & ledit Duc de Guise, jusques à présent, à condition qu'ils rentreront en leur devoir, & qu'ils y demeureront inviolablement, dont ils feront leur declarations aux Grefes des Bailliages ou Senechaussées esquelles ils sont demeurans, dans quinze jours après la publication des presentes; Et ce faisant nous avons éteint, aboli & assoupé, éteignons, abolissons & assoupissons tous & chacuns les crimes qu'ils peuvent avoir commis depuis ladite retraite de nostre dit Cousin le Comte de Soissons, tant par actes d'hostilité, pratiqués avec les Etrangers nos ennemis, & autres, qu'en quelque autre sorte & maniere que ce soit, sans qu'il leur en puisse estre imputé aucune chose à présent ni à l'avenir, ni qu'ils en puissent aucunement estre recherchez ni inquietez, les restituant & remettans en leur bonne renommée, & en tous & chacuns leurs biens, en l'état auquel ils sont à présent, non d'ailleurs confisque, nonobstant toutes confiscations & dons qui en pourroient avoir été faits, lesquels nous avons révoquez & annullez, revoquons & annulons par ces presentes; Cassons en outre & mettons à néant tous appeaux, bans, défauts & decrets, sentences, jugemens & arrests, qui peuvent avoir été donnez, tant contre nostre-dit Cousin le Duc de Bouillon, que contre eux, imposons sur ce silence perpetuel à nos Procureurs generaux, leurs Substituts, presens & à venir, & tous autres, nonobstant toutes ordonnances à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé & dérogeons pour cette fin par ces presentes, par lesquelles nous avons d'abondant continué & confirmé, continuons & confirmons nostre-dit Cousin le Duc de Bouillon, & mêmes estats, titres, dignitez & qualitez qu'il a tenus, & tient en nostre Roiaume, & qui lui peuvent appartenir, sans qu'il puisse y estre apporté aucune alteration ni diminution, pour raison des choses susdites: excep-

tions toutesfois de la presente grace & abolition; la ANS
personne dudit Duc de Guise, & le Baron du Bec. Si de J. C.
DONNONS EN MANDEMENT à nos Amcz & 1641.
Feaux les Gens tenans nos Cours de Parlement, que ces
presentes lettres de grace, pardon & abolition, ils aient
à faire lire, publier & enregistrer, & du contenu en
icelles faire jouir pleinement & paisiblement nostre-dit
Cousin le Duc de Bouillon, & tous ceux de nos Sujets
qui ont suivi, servi & assisté feu nostre-dit Cousin le
Comte de Soissons, nostre-dit Cousin le Duc de Bouil-
lon, & ledit Duc de Guise, comme il est dit ci-des-
sus, de quelque qualité & condition qu'ils soient, sans
leur donner, ni souffrir qu'il leur soit donné aucun
trouble ni empêchement au contraire, aux conditions
ci-dessus, & à l'exception de la personne dudit Duc de
Guise, & du Baron du Bec: Mandons & ordonnons à
nosdites Cours de proceder à l'enterinement, publica-
tion & enregistrement de ces presentes, selon leur for-
me & teneur, sans obliger nostre-dit Cousin le Duc
de Bouillon, à comparoître en personne en icelles, dont
nous l'avons de nostre même puissance & autorité que
dessus, relevé & dispensé, relevons & dispensons par
ces presentes, nonobstant toutes Loix, Edits, Ordon-
nances, Reglemens, Arrests, & autres choses à ce con-
traires, auxquelles nous avons dérogé & dérogeons pour
ce regard; Cartel est nôtre plaisir: Et afin que ce soit
chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre
nostre Seel à celdites presentes, laus en autres choses
nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Mezières
au mois d'Aoust, l'an de Grace mil six cent quarante-
un: Et de nostre Regne le trente deuxième. Signé,
LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, S U-
B L E T. Et scellée sur lacs de soie du grand Seau de ci-
reverte.

*Registrée, où le Procureur general du Roi pour estre
executée selon leur forme & teneur: & copies collation-
nées, envoyées aux Bailliages & Senechaussées du ressort,
pour y estre lues, publiées & registrées & à la diligence
des Substituts dudit Procureur general, qui en certifieront
la Cour au mois, suivant l'Arrest du jourd'hui. Fait en
Parlement à Paris, le deuxième Septembre mil six cent
quarante-un. Signé, R A D I G U È S.*

*Lettres Patentes du Roi, portant confirma-
tion de la protection de Sedan. Don-
né à Amiens le 26 Aoust 1641.*

L OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de
Navarre; A tous ceux qui ces presentes lettres ver-
ront: S A L U T. Nostre tres-cher & bien amé Cou-
sin Frideric Maurice de la Tour, Duc de Bouillon,
Prince Souverain de Sedan & Raucourt: Nous aiant
tres-humblement supplié par Aste datté du douzième
du present mois à Sedan, signé de sa main & scellée
du Cachet de ses armes, de renouveler nostre Roiale
protection à lui, son Fils & ses Successeurs, avec les
mêmes honneurs, graces & faveurs qui ont esté dépar-
ties par les Rois nos Prédecesseurs, & par nous aux
devanciers de nostredit Cousin, a promis sur sa foi &
honneur pour lui, fondit Fils & les autres Enfants qu'il
plaira à Dieu lui donner, ensemble pour ses Successeurs
Princes dudit Sedan, & sur l'obligation de sa personne
& de tous ses biens, tant & si avant qu'on peut faire en
tel cas de nous bien & loiaument servir, nostre tres-
cher & tres-ami Fils le Dauphin & nos Successeurs Rois
envers tous & contre tous, sans nul excepter, ni re-
servier tant de sa personne que de tout son pouvoir de la
Ville & Château de Sedan, & des autres Places desdi-
tes Souverainetés, & qu'édites Villes & Château de
Sedan & autres Places, nostredit Cousin, seldits En-
fans & leurs Successeurs nous mettront & recevront no-
stredit Fils le Dauphin, & nos Successeurs Rois avec
tels de nos serviteurs que bon nous semblera, mêmes
toutesfois & quantes que besoin sera y recevront pour
nostre service telles troupes de Gens de Guerre qu'il
nous

NS nous plaira y envoyer pour estre par lui logés, tant en J. C. ladite Ville & Château qu'edites Souverainetés, sans aucune longueur ni difficulté, ainsi qu'il sera avisé plus utile & nécessaire pour le bien de nostre service & de nos Successeurs, & la seureté dedites Souverainetés, & sans aussi que ledites forces estans entrées & receues edites Places, puissent attenter ou entreprendre aucune chose au préjudice de la Souveraineté & Propriété de nostredit Cousin, sedits Enfans & Successeurs, & en outre a icelui nostredit Cousin promis de jurer sur les Saintes Evangiles de Dieu en nostre presence ou de tel de nos Serviteurs que nous commettons, de faire & accomplir ladite promesse, ainsi qu'il est expressément porté par ledit Acte qu'il nous a présentement fait presenter & délivrer : **Sçavoir faisons**, que nous desirant à l'exemple de nos Prédécesseurs Rois de très glorieuse memoire, témoigner à nostredit Cousin, son dit Fils & ses Successeurs nostre bonne volonté & lui en donner des effets, tant pour les assurances que nous avons receus de sa fidélité & devotion à nostre service, depuis les derniers mouvemens arrivez audit Sedan, que pour le recompenser desdites promesses & obligations : **A CES CAUSES**, & autres bonnes considérations à ce nous mouvans, nous avons à nostredit Cousin le Duc de Bouillon promis & accordé, promettons & accordons par ces présentes signées de nostre main, de protéger & défendre, secourir & assister lui, ses Enfans & Successeurs avec ledits Château & Ville de Sedan & autres Places dependantes desdites Souverainetés, & les maintenir en la propriété, possession & jouissance d'icelles, envers tous, & contre tous ceux qui pour quelque cause, prétexte ou occasion, que ce soit, les voudroient inquiéter ou troubler en ladite possession & jouissance desdites Souverainetés, & sans permettre qu'il soit rien entrepris à leur préjudice sur les droits d'icelles, & en outre conserveront à nostredit Cousin & à ses Successeurs, les prérogatives, prééminences, dignitez & préférences qui appartiennent à fondit Duché, suivant & conformément à la Declaration sur ce faite par le Roi Henri II. depuis confirmé par les Rois nos Prédécesseurs, & par nous, & suivant les anciens Traitez faits par nostredits Prédécesseurs en faveur desdits Princes de Sedan, continuerons à nostredit Cousin la somme de dix mille livres de pension par an, & à fondit fils la somme de deux mil livres de pension aussi par an, au paiement desquelles pensions sera par nous pourveu sans qu'il y ait aucun manquement ; & avenant que nostredit Cousin ait d'autres enfans mâles estans à nostre service, nous leur accorderons les mêmes graces & pensions qu'ont fait ledits Rois nos Prédécesseurs aux enfans desdits Princes de Sedan, & pour plus grande marque de la bonne volonté que nous lui portons, & combien nous voulons affectionner ladite protection, nous lui entretiendrons & à ses Successeurs pour la garde desdits Château & Places fortes desdites Souverainetés, le paiement & solde de cinquante chevaux de sa Compagnie de cent hommes d'Armes de uns Ordonnances, qui est sous sa charge, avec l'entretenement du Lieutenant & du Guidon, ainsi qu'il a esté fait ci-devant, & lui donnerons aussi sur les simples quittances chacun an la somme de trente-six mille livres, pour y entretenir tel nombre de gens de pied qu'il avisera ; à la charge que tous ledits Gens de Guerre qui seront entretenus & payez de ladite solde, seront serment en la forme & maniere accoutumée de nous bien & fidèlement servir à la garde desdits Château & Places suivant les anciennes Declarations, ce que nostredit Cousin a promis de leur faire observer & entretenir ; davantage nous avons promis & promettons donner au Capitaine dudit Château de Sedan la somme de douze cens livres de pension par chacun an, lequel Capitaine fera le sermentel que dessus, & sera couché & employé en nostre Etat pour ladite somme, & avenant le deceds ou changement dudit Capitaine, celui qui lui succedera, sera tenu nous faire le même serment, & de plus nous a nostredit Cousin promis arrivant qu'il ait plusieurs enfans, qu'aucuns d'iceux n'entreront edites Villes & Château de Sedan s'ils ne

sont à nostre service, & ne nous ont prêté le serment que dessus, & moennant la susdite protection nostre dit Cousin fera aussi tenu nous prêter serment, tant pour lui que pour sedits Enfans & Successeurs, de ne contracter alliance, ni porter secours à qui que ce soit sans nostre gré & consentement, ni faire chose qui puisse en rien préjudicier à nostre service, & contrevenir ni contrarier à l'effet de ladite protection en laquelle nous le prenons, à la charge que nostredit Cousin accomplira & fera accomplir toutes les conditions qu'il nous a promises par ledit Acte, sur peine de décheoir envers nous de toutes ledites choses dessus-dites ; **CAR** tel est nostre plaisir, en témoin de quoi nous avons fait mettre nostre seel à cedites présentes. Donné à Amiens le vingt-sixième jour d'Aoust, l'an de Grace mil fix cent quarante-un, & de nostre Regne le trente-deuxième. Signé, **LOUIS**. Et sur le repli, Par le Roi, **SUBLET**.

Serment de M. de Buillon sur ladite protection.

Vous jurez & promettez à Dieu sur ses Saints Evangiles, & sur vostre foi & honneur, de garder & observer inviolablement toutes les conditions de la protection que le Roi vous a accordée de vostre Ville & Château de Sedan, & autres lieux de vostre Souveraineté, suivant ce qui est plus particulièrement exprimé es Lettres de protection que Sa Majesté vous en a fait expedier, du 26. Aoust dernier & conformément à l'Acte que vous en signerez aujourd'hui, ainsi vous le jurez & promettez.

Et moennant ce S. M. vous donne toute assurance qu'elle vous tiendra en sa protection & vous en fera jouir suivant sedites Lettres.

C C X L V.

Articles & conditions sous lesquelles les Bras ou Etats Generaux de la Principauté de CATALOGNE & des Comtés de ROUS-SILLON & de CERDAIGNE, assemblés à Barcelonne le 23. Janvier 1641. ont soumis ladite Principauté & Comtés sous Pobeissance du Roi de France **LOUIS XIII. & ses Successeurs, agréées & acceptées par le Roi. A Peronne le 19. Septembre 1641. Freder. Leonard. Tom. IV.**

I. **Q**UE Sa Majesté observera & fera observer les usances, constitutions & actes des Cours, & tous autres droits municipaux, accord, pragmatiques & toutes dispositions contenues au volume des Constitutions, promettant & jurant qu'il ne fera ni permettra de faire autres pragmatiques, ni observer aucunes Fêtes qui ne soient dans ledit volume pour quelque nécessité, cause, ou raison urgente que ce soit, si ce n'est du consentement des Bras ou Etats generaux. Comme aussi d'observer les Privileges, Uz, Stils, Costumes, Libertés, Honneurs, Prééminences, Prerogatives, tant des Eglises & Etats Ecclesiastiques, militaires & réal, & des personnes particulieres d'iceux, que de la Cité & Ville de Barcelonne, & autres Cités, Villages & lieux & de personnes de cette Province.

II. Qu'aux Archevêchez, Evêchez, Abbayes, Dignitez & autres Benefices Ecclesiastiques S. M. presentera seulement des Catalans.

III. Que le Tribunal de la sainte Inquisition demeurera en Catalogne avec pouvoir de connoître des causes qui touchent seulement la Foi, sans que les causes & les procez puissent estre tirés hors dudit Principat, & que les Inquisiteurs & leurs Officiers seront Catalans, & que ledit Tribunal, sera directement sujet à la Congregation de la sainte Inquisition de la Cour de Rome, si ce n'est qu'il y eût en France un Inquisiteur general avec un Siège établi, auquel cas on pourvoira à ce qui sera à propos de faire.

IV. Que le sacré Concile de Trente sera observé en Catalogne en tout & par tout, comme il a été gardé jusques à présent.

2641.

Que le Roi promettra par ledit Serment, tant pour lui que pour ses Successeurs qu'il ne prétendra, demandera, ni exigera, ni commandera exiger en quelque temps que ce soit de la Ville de Barcelonne, ni des autres Cités, Villes, Lieux & Communautés de Catalogne, & des Comtés de Roussillon & de Cerdagne soient Roiaux ou des Barons, la cinquième ou autre partie sous quelque nom que ce soit des subides & impositions que ledites Villes de Barcelonne & Communautés imposent & ont accoutumé d'imposer & exiger communément jusques à présent, & qu'elles impoieront ci-après sur le pain, vin, chair & autres vivres & marchandises qui se vendent & débitent, tant aux Habitans d'icelles, qu'aux Etrangers qui y passent pour subvenir aux nécessités desdites Communautés, soit que cette cinquième partie peut-être ou fût prétendue par quelques condamnations ou conventions particulières, ou par la permission de faire ledites impositions, avec la réserve d'icelles. Et que tout de même Sa Majesté ne demandera ni prétendra en façon quelconque desdites Communautés, & autres quelles qu'elles soient ce qu'elles ont levé & exigé jusques à présent à raison desdites impositions faites sans lettres ou permission, encore qu'elles fussent condamnées, ou que par convention ou autre moyen quel qu'il fût elles eussent promis de le rendre & paier, si ce n'est sur la requisiion des Habitans d'icelles, consentant S. M. dès lors comme dès-à-présent que par son autorité Roiale en vertu du présent écrit, portant force d'un Privilege perpetuel, ledites Communautés puissent imposer & lever comme bon leur semblera, & augmenter & diminuer de même ledits subides & impositions, ainsi qu'il fera pour le mieux selon leurs nécessités, auxquels tout ce qui proviendra desdites impositions pourra être employé par ledites Communautés, & en leurs propres & communs usages, ainsi qu'il est accoutumé entièrement & sans aucune diminution, comme aussi de n'exiger point la cinquième, ou autre partie de ce qui a été de coutume d'être imposé & levé par un Privilege Roial, & autrement par les Magistrats de la Loge, de la Mer de Barcelonne & de Perpignan & autres Magistrats, Barons, & quelques personnes particulières, Colleges & Confrairies. Promettant S. M. par le même jurement, que ni Elle ni ses Successeurs ne leur feront jamais aucun trouble pour les choses ci-dessus, soit sous prétexte de connoître sileddites Communautés, Barons, personnes particulières, Colleges & Confrairies les ont bien & dûment employés ou autrement sous prétexte de leur en faire demander quelque compte ou raison par les Officiers Roiaux, d'autant que S. M. défend toutes ces choses en vertu des présentes, pourveu que dans tout ce qui est dit & écrit ci-dessus, il ne se commette aucune fraude ou dol en la levée, & administration, d'autant qu'en ce cas S. M. se réserve le droit & le pouvoir de châtier par Justice ceux qui se trouveront coupables, déclarant toutesfois S. M. que par cette convention Elle n'entend point empêcher ni interdire aux Barons & autres personnes les droits s'ils en ont aucuns, d'en demander compte & raison pardevant Juge competent lorsque besoin sera bien entendu que les concessions faites par le présent Article ne pourront préjudicier à la forme de Justice pratiquée dans le Principat de Catalogne, Comtés de Roussillon & Cerdagne pour les levées generales qui ont accoutumé d'être faites nécessaires à la conservation & autres nécessités du Pais.

VI. Que Sa Majesté promettra de conserver aux Conseillers de la Ville de Barcelonne la prééminence ou la prérogative de se couvrir devant S. M. ou autres personnes Royales comme ils ont accoutumé, dont en tant que besoin seroit, Elle leur accorde & confirme ladite prérogative sans en abuser. Comme aussi de maintenir & conserver la Ville & Cité de Barcelonne dans la prérogative que les Conseillers d'icelle ont toujours eue sous leurs autres Rois, d'aller par toute la Catalogne &

autres Terres & Pais de leur obéissance avec les marques Consulaires, Porteverges, Massiers & Masses de la même forte qu'ils en usent, & ont accoutumé d'en user dans ladite Ville de Barcelonne, afin qu'ils le puissent aussi dans la Cour & dans les Terres de sa Majesté.

VII. Que sa Majesté jure, observe & fasse observer les Capitulaires, Reglemens ou Actes des Cours de la Generalité de Catalogne ou Maison de la deputation avec toute Jurisdiction civile & criminelle aux choses dont elle a accoutumé de connoître: en sorte que s'il y a quelque doute touchant la Jurisdiction contestant ou desirant la qualité ou pouvoir de ladite Generalité, ou autrement la connoissance en appartienne aux Deputez.

VIII. Que les Charges des Capitaines ou Gouverneurs des Châteaux & Principautés de Catalogne & des Comtez de Roussillon & de Cerdagne, & tous les Officiers de Justice seront donnez aux Catalans naturels & non à d'autres.

IX. Que sa Majesté jurera & promettra que le Principat de Catalogne avec les Comtés de Roussillon & de Cerdagne seront regis & gouvernez par un Viceroy & Lieutenant general de sa Majesté, qu'elle choisira & nommera des Pais & Provinces telles qu'il lui plaira de ses Roiaumes appellé autrement *Alternos*, avec tous les pouvoirs ordinaires & accoutumez, suivant la minute dudit pouvoir qui sera donné separement suivant les Constitutions de Catalogne & autres droits municipaux.

X. Que les logemens des Soldats en Catalogne & aux Comtez de Roussillon & de Cerdagne quels qu'ils soient même auxiliaires seront faits par les Consuls ou Jurats des Villes, Villages, lieux & Communautés ainsi qu'il est accoutumé suivant les Constitutions generales du Pais, & que les Peuples & Habitans particuliers desdits lieux & Communautés ne seront obligez ni forcez de fournir aucune chose aux Capitaines & Soldats tant à cheval comme à pied, & à tous autres Officiers & Gens de Guerre, sinon le sel, le vinaigre, le feu, le lit, le service qui est la table & autres ustancilles pour le service & le soin ou paille, ainsi qu'il se trouvera dans la maison du Patron pour les chevaux qui seront logez dans ladite maison seulement, & si outre par-dessus cela, ledits Soldats & Gens de Guerre exigent quelque chose sans le paier, ou usent de quelques violences contre ledites Communautés, ou contre les Hôtes & Patrons, ils seront incontinent punis & châtiés severement par le commandement de Sa Majesté afin que ledits logemens se fassent avec toute douceur, & le moindre dommage qui se pourra pour la Province & pour les particuliers habitants d'icelle, & que les lieux ne soient point chargez de nombres excessifs de Gens de Guerre en egard au nombre des Habitans, ou autrement, le tout sans prejudice de la Cité & Ville de Barcelonne, de son territoire & des Citoyens d'icelle, & des autres Cités, Communautés & personnes qui par Privilege, Coutume ou autrement sont exemptes de logemens.

XI. Que les Villes & Cités de Tortose & de Tarragone & autres lieux & Villages de ce Principat, & desdites Comtés de Roussillon & de Cerdagne qui sont tenus par les ennemis du consentement des Habitans, jouiront seulement des Graces & Privileges, constitutions, exemptions & liberté generales de toute la Province comme partie d'icelle, & pour les Privileges particuliers desdites Villes & Communautés, & des personnes particulières elles en jouiront selon que les Habitans d'icelles se comporteront envers Sa M. & leur Partie, ainsi qu'il sera convenu par les Capitulations particulières lors qu'ils seront reduits en l'obéissance de sa Majesté, laquelle n'entend pas comprendre en ceci les Villes ou Villages de Perpignan, Collioure & Rose & autres lieux qui sont tenus de force par les Troupes des Ennemis contre la volonté des Habitans d'iceux, que S. M. desire faire jouir de tous les Privileges, Uz & Coutumes du Pais, comme toutes les autres Cités, Villes & Communautés de la Province, si ce n'est qu'ils se montraient ci-après infideles à sa Majesté & à leur Partie, & quant à la Jurisdiction temporelle & aux revenus de l'Eglise Metropolitaine de Tarragone & des autres

ANS
de J. C.

1641.

tres

NS
J. C.
41. tress & Jurisdiccions des Barons Ecclesiastiques, ils demeureront comme auparavant, ensemble ceux des Barons Laïques qui n'ont esté & ne seront infideles à sa Majesté & à leur Patrie.

XII. Que sa Majesté entant que besoin est ou seroit confirmera, agréera & approuvera le Contrat de plusieurs rentes constituées fait par la Generalité de Catalogne & pour elle par les Deputez, & qui seront faits à l'avenir pour les dépenses de cette Guerre jusques à la somme principale de trois cens mil liv. Barcelonnoises suivant les liberalités & resolutions des Bras ou Etats tenus les 15. 22. & 28. Octobre 1640. & l'Imposition des nouveaux droits engagés à la Cité de Barcelonne avec la taxe ou taille faite, & les obligations faites par les Deputez au profit de ladite Ville de Barcelonne pour le paiement des interets ou arerages desdites rentes & des sommes principales, attendu que ladite Ville s'en est chargée, & qu'elle a promis de les paier & acquitter, lesquels droits, taxes ou tailles pourront estre diminués, continués, levés & exigés jusques à l'exécution & parfait paiement desdites rentes, tant pour le fort principal, qu'arrerages d'icelles, afin que ladite Ville en demeure quitte & déchargée, & des autres choses prestées. Confirmera aussi S. M. R. les Contrats des constitutions en argent & autres emprunts faits par les autres Villes & Communautés de Catalogne pour les faits de la presente Guerre, enfin qu'en toutes choses qui auront suite à l'avenir pour l'exécution d'icelle il ne s'y fasse aucune difficulté.

XIII. Que Sa Majesté promettra tant pour Elle que pour ses Successeurs Rois de France qu'ils ne separeront jamais de leur Couronne de France le Principat de Catalogne & les Comtés de Roussillon & de Cerdaigne, en tout ou en partie pour quelque cause, raison ou consideration que puisse estre dite ou pensée, & qu'ils demeureront perpetuellement unis & incorporés à ladite Couronne Roiale: en sorte que celui qui sera Roi des François, soit toujours Comte de Barcelonne, de Roussillon & de Cerdaigne.

XIV. Et parce que l'observation des Loix consiste en l'observation d'icelles S. M. promettra & jurera particulièrement d'observer toutes les Constitutions municipales qui traitent de l'observation desdites Constitutions & autres droits de la Province inserés au titre de l'observance des Constitutions & autres, & principalement la Constitution onzième qui commence ainsi, *Poch valdria*, au même titre avec cette declaration ajoutée & entant que besoin est convenu & accordée entre sa Majesté & la Province.

Que si quelqu'un prétend quelque contrafaction ou contravention, soit personne publique comme le Syndic du General pour l'intérêt public, soit personne particuliere pour son propre intérêt puisse requérir l'Officier avec l'intervention du Secretaire Major de la Maison de la Deputation dans la Ville de Barcelonne où residera ou devra residier le Conseil Roial de sa Majesté en tout temps, excepté celui de la Peste, & hors ladite Ville avec l'intervention du Secretaire de la deputation locale, & où il n'y en aura point avec celle d'un Notaire de la Ville ou Village, où sera l'Officier que l'on prétendra avoir contrevenu de quelque préeminence qu'il soit, comme le Chancelier, le Regent de la Chancellerie Roiale, le Lieutenant du Gouverneur general, le Maître rational de Balle General & ses Lieutenans, le Regent de la Tresorerie generale ou autre quelconque sans autre forme ni habitation de la Requête ou écriture à presenter que celle qui sera faite par le même Secretaire, auquel il est commandé de prendre soin qu'elle soit en tout decente & respectueuse, comme le veulent & ordonnent les Constitutions, & que cette requisiion ainsi faite, l'Officier ait trois jours entiers pour revocquer ce qu'il a fait, ou en faire former le doute immediatement après ladite presentation, & si dans ledit temps préfix, il n'a fait ni l'un ni l'autre, il soit permis à la personne interressée & au Syndic du General, & à l'un d'eux de fournir le doute au lieu de l'Officier, & pour le faire il n'y ait autre forme ou solemnité re-

quisé, sinon que l'Officier, ou la Partie, ou le Syndic general devant le même Secretaire Major de la Deputation presente par écrit les raisons par lesquels ils prétend qu'il ait esté contrevenu, ou non contrevenu respectivement, & que cette forme de doute soit notifiée à la partie défenderesse, & en son cas à la partie demanderesse en complaignante respectivement avec l'intimation ou notification faite par ledit Secretaire Major du jour de laquelle il y aura six jours entiers pour dire, deduire & alleguer tout ce que les parties voudront pour justifier leurs prétentions devant le même Scribe Major sans autre forme ni solemnité que de mettre entre ses mains les écritures desquelles il fera & composera le Procez, & en donnera communication aux Parties ou à leurs Avocats, ainsi qu'elles le demanderont en sa presence.

Que si le cas par raison duquel on prétendra contrafaction ou contravention est du fait de Sa Majesté, ou de celui de son Lieutenant ou Capiraine General, les Deputez enverront leurs Ambassadeurs à sa Majesté en la forme ordinaire ou à son Lieutenant General, ou à celui qui commandera dans la Province les suppliant par écrit qu'ils en fassent la revocation, & si elle n'est faite dans trois jours la Partie ou le Syndic du General pourra en former le doute comme il est dit, & le declarer & faire sçavoir en la forme ci-dessus à S. M. si elle est presente ou à son Lieutenant general ou à celui qui commandera & agira dans la Province en son absence avec les Officiers du Conseil Roial.

Et pour rendre le jugement sur ces matières; on prendra & constituera treize Juges parties d'iceux du Conseil Roial, & partie de ceux des trois Etats, qui sont immatriculez dans le Livre de la Maison de la Deputation appellée Damefine, lesquels seront presents & trouvez dans la Ville de Barcelonne, en sorte que la premiere fois on en prenne sept du Conseil Roial non suspects, & pour cet effet lorsque le cas arrivera de juger & décider quelque cas de contrafaction ou contravention prétendu, les Deputez enverront leurs Ambassadeurs à S. M. si elle est presente ou à son Lieutenant General, ou à celui qui commandera en son absence pour leur donner connoissance du doute à décider, & des parties interressées, suppliant qu'ils commandent à sept Officiers du Conseil Roial plus anciens & non suspects en commençant par le Chancelier & par le Regent de la Chancellerie Roiale, & à faute de Juges du Conseil Roial en nombre suffisant à cause des suspensions ou de leur absence ou maladies aux autres Officiers & Juges Roiaux selon la préeminence, antiquité ou degré de leurs Charges ou autres personnes que bon leur semblera, afin qu'à certain jour & heure, ils aient à se trouver dans la Maison de la Deputation pour juger le doute avec les autres Juges, donnant une liste des Officiers du Conseil Roial que les Parties auront nommez comme suspects & recusables devant les Deputez, afin que le Conseil Roial, les Parties ouies fasse droit sur les recusations proposées dans deux jours après que la liste & les causes de recufation auront esté données par écrit, & que si elles sont declarées injustes on non jugées le nombre nécessaire soit pris & suppléé des autres Juges du Conseil Roial selon leur antiquité. Que si dans deux jours naturels suivans, ils n'ont envoyé lesdits sept Juges non suspects suivant leur préeminence & antiquité sera dévolu aux Deputez & Auditeurs. Et si tous ou aucuns d'eux manquent à se trouver dans la Maison de la Deputation aujour qui leur aura esté préfix, les Deputez & Auditeurs seront tenus de faire extraction d'autant de personnes des trois Etats immatriculés dedans le Livre de la Maison de la Deputation, commençant par les Ecclesiastiques, & continuant par les autres Etats, comme il y aura de Juges Roiaux manquans & défail-lans pour le jugement & declaration du doute à décider, & en même temps les Deputez & les Auditeurs de chacun Etat joint ensemble, feront aussi extraction des personnes des mêmes trois Etats qui doivent estre juges avec les Docteurs du Conseil Roial, & après avoir mis leurs noms dans une boîte ou urne dont les noms

ANS
de J. C.
1641.

ANS en seront tirés, seront choisis & approuvés par les Etats, de J. C. dont les avis se prendront & donneront par le Scrutin, 1641. jusqu'à ce que le nombre nécessaire soit comptant, à laquelle extraction les parties pourront être présentes, & leurs Procureurs ou le Syndic de la Generalité pour proposer les causes de suspicion contre les personnes ainsi tirées & extraites, lesquelles suspicions proposées seront incontinent jugées sur le champ verbalement devant lesdits Etats par les Deputez & Auditeurs avec les Assesseurs & l'Avocat Fiscal, duquel Jugement il ne pourra y avoir appelation ni autre recours quelconque, ce qui sera observé ainsi pour la première fois, & à la seconde il y aura six Juges du Conseil Royal, & sept desdits Etats, & si ceux qui ne se trouveront point au jour assigné pour le Jugement sont personnes tirées desdits Etats, elles seront raïées dudit Livre de l'Amé, & déclarées inhabiles & incapables d'obtenir aucuns Offices de la Maison de la Deputation.

Et ces Juges ainsi nommez tirez & Extraits seront renfermez dans une Salle de la Maison de la Deputation avec le Secretaire Major d'icelle qui lira le Procez, & ne sortiront point delà qu'ils n'aient rendu leur Jugement après avoir ouï les Parties & leurs Avocats si elles le desirent, & pris même le Conseil des Assesseurs & de l'Avocat Fiscal verbalement, si aucun desdits Juges veut les consulter, lequel Jugement sera fait par le Scrutin, après que tous lesdits Juges auront presté le serment, pour ceux du Conseil Royal devant un de leurs Présidens, avant que de venir en la Maison de la Deputation, dont ledit Président donnera acte par écrit, qui sera mis entre les mains desdits Deputez; & pour les autres devant les Deputez ou l'un d'eux; & après que tous auront ouï la Sentence d'excommunication dans la Maison de la Deputation.

Et ce qui aura été jugé & décidé, sera aussi-tôt exécuté par le soin des Deputez & Auditeurs commis à cet effet, sans appelation, Réquête, opposition, nullité, restitution, ou entier plainte, & autres recours quelconque: desorte néanmoins que les condamnés ne seront censés avoir encouru autres peines que celles qui auront été déclarées expressement par les Juges. Les autres peines contenues dans les constitutions demeurans revocées & abrogées, mais en tout le reste lesdites constitutions de l'observance demeureront en leur force & vertu en tant qu'elles pourront être appliquées, voulant & entendant Sa Majesté que lesdites constitutions & tout ce qui est écrit en cet article soit fait par les personnes qui le doivent gratuitement & sans salaire, récompense, ou autres frais pour leur travail, & que l'on puisse proceder & travailler même les jours de Fêtes. Enfin que le cours de la Justice ne soit point ni empêché ni détourné, Sa Majesté ordonnera en vertu du présent accord fait entre Elle & la Province que le remède & moien ci-dessus ne puisse être mis en usage, non au défaut des remèdes & moïens ordinaires suivant la disposition de ladite Constitution *Poch Valdria*, & ainsi qu'il a été observé jusques à présent.

XV. Le Principat de Catalogne & les Comtés de Roussillon & de Cerdagne au lieu de Convocation nommées vulgairement Sometent General Host & Cavalcata, & de celle qui se fait en vertu de l'usage *Princeps namque*. Lesquelles Convocations ne se feront plus à l'avenir, serviront Sa Majesté avec cinq mille hommes de pied & cinq cents chevaux paiez, armés de toutes munitions aux dépens dudit Principat dans leurs Provinces & non hors d'icelles, toutesfois & quantes que la nécessité le requerra, laquelle nécessité sera reconnue être toujours pendant que le Pais sera en l'état qu'il est à présent; savoir est attaqué par les armes de Castille, ou en crainte apparente de l'être, ou hors dudit cas lorsque le Lieutenant General de Sa Majesté conjointement avec les Deputez dudit Prince jugeront qu'il en soit besoin, appellent avec eux le Conseiller de la Ville de Barcelonne qui aura pouvoir d'assister aux Bras, & tout cela sans prejudice d'autres plus grands services que ladite Province fera volontairement en cas de nécessités plus urgentes.

XVI. Pour ce qui touche les dépenses à faire par la Province pour raison des fortifications nécessaires en icelle, & pour le paiement des montres & subsistance des Soldats François, ou d'autre nation que Catalane qui seront dans les Garnisons, & pour le supplément desdits Soldats outre & par dessus ce qui est païé ordinairement par le Roi, il en sera parlé aux premiers Cours ou Etats généraux, & cependant la Ville de Barcelonne, & les autres Villes & Communautés de Catalogne feront chacune à leur égard les dépenses pour les fortifications & autres choses nécessaires à leur défense comme elles ont accoutumé jusques à présent.

LE ROY ayant vu & examiné de mort à mort en son Conseil les Articles ci-dessus, Sa Majesté les a agréés & acceptés, agré & accepte, promet en foi de parole de Roï les garder & observer inviolablement, & même agréables lors du serment qu'Elle fera ainsi qu'il est accoutumé par les Comtes de Barcelonne, Roussillon & de Cerdagne à l'entrée de leur Gouvernement de jurer l'observation desdits Articles comme feront ses Successeurs ensuite. Donné à Peronne le 19. Septembre 1641. Signé, LOUIS, Et plus bas, BOUTHILLIER, & scellé du cachet des Armes du Roi.

Probatum cum originali conservato & custodito in Archivo Domus Deputationis Generalis Cataloniae & concordat; in quorum fidem ego Antonius Joannes Fita, auctoritate Regia Notarius publicus Barcenonensis scriba major & Secretarius dicti Generalis mandato Dominorum deputatorum ejusdem Generalis me subscribo, & meum quo in negotiis dicti Generalis notor, appono Signum, cum inscriptione sigilli dicti generalis.

C C X L V I.

(a) *Traité entre les Ville, de LUBEC, BREME, & HAMBURG pour leur commune sureté. Fait le 24. Novembre, 1641. Aitzema. Affaires d'Edat & de Guerre. Tom. V. pag. 297.*

SOit Nottoire, que vu que les tems & les occurrences (que Dieu veuille rendre meilleurs) se voyent être tous les jours plus dangereux & pleins de troubles, d'autant en sorte qu'inopinément le violement des droits divins & naturels de tous les peuples aussi bien à l'égard du spirituel que du temporel prend effectivement le dessus, ce n'est & qu'il est d'une extrême nécessité que les plus foibles ne soient point opprimés contre le droit & la raison dans leur état, en ce qui concerne les choses temporelles & spirituelles; & que nous voulons deliberer en quelle maniere nos anciennes Alliances des Villes Anseatiques & le renouvellement d'icelles en divers tems & particulièrement selon qu'il est ordonné en l'article huitième seront maintenues de Conseil & de fait en cas d'oppression, c'est pourquoi sous nôtre seau apposé ici dessous, pour l'avancement de nôtre ditte ancienne amitié Anseatique, & pour nous régler en ces tems fâcheux sur l'exemple de nos loiables predecesseurs & Antecesseurs autant qu'il nous sera possible, après mure deliberation à la gloire du Dieu tout puissant, & pour le bien du St. Empire & de ses sujets, & particulièrement afin que les honorables villes Anseatiques puissent être maintenues dans l'état où elles sont presentement par droit & raison pour les choses spirituelles & temporelles, & ce pour le plus grand bien de sa Majesté Imperiale & du S. Empire, les points & articles suivants ont été convenus pour plus grand éclaircissement dudit huitième article, comme de fait ils sont accordés & convenus, en vertu de ces présentes en la plus authentique forme que faire se peut.

I. Premièrement, Qu'il y aura entre nous une fidelle & sincere amitié, laquelle sera entretenue autant qu'il se

ra possible, & nous mettrons au plutôt & pour le meilleur; en bon état, fortifierons de notre mieux nos Villes, & les pourvoirons de toute sorte de munitions, provisions de bouche, armes & de toutes choses semblables & nécessaires, prendrons des gens de guerre expérimentez & leverons un bon nombre de Soldats capables & bien exercez, avec de bons Officiers selon l'état & besoin de chaque Ville; pour nous préserver & défendre de tout notre pouvoir contre toute irruption inopinée; & ne nous tiendrons pas moins en bon état avec nos bourgeois, sujets & serviteurs, en sorte, que dans le besoin, dont Dieu veuille nous garantir, nous puissions nous défendre, & assister dans toutes occasions les autres Villes Amies qui nous sont alliées.

II. Nous voulons en toute maniere, & particulièrement dans ces tems dangereux, nous comporter & vivre sans aucun reproche en paix, tranquillité & union les uns avec les autres, & ne donnerons aucun sujet de trouble & d'offense à aucun de quelque qualité, état & condition qu'il soit.

III. Et s'il arrivoit quelque hostilité inprevue; comme il est Chrétien, raisonnable & juste, & afin d'éviter le peril qu'il y auroit en la demeure, si le tems le permet, nous prendrons auparavant de bons moyens en main, & personne compris en cette Alliance, tant qu'il y aura lieu à un accommodement par des voyes raisonnables, & afin de prévenir toute violence & peril, n'aura à attendre aucune aide ou assistance; mais sur la plainte convenable de celui qui sera opprimé & après information prise des circonstances du cas on fera en sorte d'accommoder & accorder les deux parties en toute équité, & de leur faire donner satisfaction suivant le droit, & on les fera en consequence déliurer des voyes de fait encommencées; Auxquelles fins on emploiera tous les moyens possibles par voye d'écrits, & suivant l'occurrence par deputation, & selon qu'il sera dans un Conseil trouvé le plus à propos, afin que celui qui sera opprimé soit déchargé de ses griefs.

IV. Si cela ne seroit de rien, & que nonobstant de justes offres une ville ou plusieurs d'entre nous venoient à être lésées contre tout droit & raison à l'égard du spirituel ou du temporel dans leurs droits acquis, libertés, justices, privilèges, commerce, navigation, corps & biens, par sieges, blocus, constructions de forts, places de reveüs, irruption de troupes, exaction de vivres, Canons, munitions, contributions injustes de deniers pour se redimer d'incendie, ou autres exécutions violentes, même arrêt, ou enlèvement, elles seront assistées de nous & des Alliez sans plus long délai ni demeure, & suivant le pouvoir & la nécessité, & ce de troupes, argent, vivres, munitions de guerre, armes, levées de troupes, reveüs, garnisons, & de toutes les autres choses nécessaires, & qui se trouveront dans notre juridiction, lesquelles choses seront fournies sans neantmoins que les sujets en soient lésés; comme aussi les secourront de bon conseil, intercession, & écrit.

V. Il ne sera accordé & donné en aucune maniere à la partie adverse ou ses adherents & Alliez toutes les choses dont ils pourroient avoir de besoin, & qui pourroient tourner à leur avantage ou entretenement, & ce ouvertement ni secrettement, ce que les Magistrats des Villes ne feront pas seulement sçavoir à ceux de leur dependance, & donneront ordre que cecy soit ponctuellement & fidelement executé sur peine de confiscation de biens; mais aussi feront effectivement châtier les contrevenans sans aucun égard ni respect des personnes; comme aussi les villes Alliées seront obligées de détourner toute sorte de traitement violent de tout leur possible.

VI. Le secours & assistance sera donné contre tous & un chacun qui contre tout droit, de la maniere qu'il est dit cy-dessus, aura fait quelque dommage à l'un d'entre nous, soit par terre, par Mer ou dans les ports & rivières.

VII. Si la ville qu'on aura insultée, ou contre la-

quelle on aura fait quelque violence, étoit de sentiment de J. C. 1641. que l'insulte ou le dommage ainsi fait, à cause du peril qu'il y auroit en la demeure, ne permettroit point de deliberation préalable dans une assemblée, ladite ville pourra appeller aussi-tôt les autres à son secours & là dessus l'on ordonnera une assemblée.

VIII. Si l'une ou l'autre ville venoit à être attaquée si à l'improviste, qu'en quelque maniere les autres villes alliées qui seroient éloignées ne pussent fournir du secours à tems, les villes les plus proches enverront non seulement leurs Soldats au premier danger, mais aussi avanceront, (à condition qu'elles seront remboursées par les autres) & ce autant qu'il leur sera possible, de moins un mois de solde. Comme aussi il sera libre à la ville, sous la condition susdite d'être remboursée par les autres, (en sorte neantmoins qu'à l'égard du nombre, on l'égalisera auparavant au plutôt) de prendre & de lever encore d'autres troupes, outre celles qu'elle aura déjà. Ce qui neantmoins sera aussi-tôt notifié aux autres habitants pour leurs instructions, & sera par eux fait le remboursement des avances on déboursemens, sans contradiction ne délai; comme aussi seront les troupes par eux entretenues sans charge pour ceux qui les ont levées; faute de quoi ce sera la ville opprimée que les payera.

IX. S'il arrivoit que deux ou les trois villes susdites vinsent à être en danger & même attaquées & endommagées, les villes alliées n'en seront pas moins obligées de le secourir l'une l'autre selon leur possible.

X. Et comme la défense nécessaire ne peut pas être mise en effet & sans une bonne direction, la ville opprimée fera sçavoir son état à la ville scituée la plus proche, laquelle le denoncera par les dépêches accommuniées aux villes confederées qui sont autorisées d'assigner un assemblée ou diette au lieu le plus convenable selon la disposition & les circonstances des affaires, & seront lesdites villes confederées obligées d'y envoyer au plutôt leurs deputez avec de suffisants pouvoirs.

XI. Et si le peril est trop pressant, la ville opprimée pourra elle même, en donnant avis de son état aux villes confederées, ordonner une Diette en une place convenable selon la disposition & les circonstances des affaires, à quoi faire elle est autorisée.

XII. Si la nécessité demande, (ce que Dieu ne veuille permettre) que l'on mette ce Traité à execution, la direction de cette défense residera en la personne de celui à qui on enverra lesdits secours & assistance, mais neantmoins les autres Confederés, à la premiere semonce & sollicitation de celui que l'on aura attaqué enverront une ou plusieurs personnes qualifiées d'entre eux qui assisteront à la deliberation, toutes les fois que tels cas le requerront, d'autant du moins qu'il sera possible, sans changement de personnes, afin que leur conseil soit profitable à la personne souffrante.

XIII. Si l'une ou l'autre ville, venoit à être tout d'un coup tellement assiégée, ou bloquée que les autres villes n'y pussent envoyer quelqu'un avec sûreté, la ville ainsi pressée, au premier danger eminent, enverra une ou deux personnes dehors dans les autres villes confederées, pour représenter son état pressant & solliciter efficacement qu'elles y pourvoyent de leur mieux.

XIV. Il ne sera neantmoins point permis à personne de ceux qui ont été ou sont encore opprimés lors que les Alliez les auront secourus, d'en refoudre ou faire aucun traité que de leur consentement, & rien à cet égard ne se fera que de commun avis.

XV. Et si l'attaque se trouve, à l'égard des violences precedentes, rassuré suffisamment dans tous ses droits, & que les affaires puissent être amenées à un accommodement raisonnable, nous tâcherons de tout notre pouvoir que le Traité puisse être conclu & que les parties soient l'une & l'autre en état de ne plus rompre, & ferons tout notre possible, afin que la partie lésée soit indemnisée de ce qu'elle aura souffert.

XVI. Et cet accord, comme il n'est fait que pour éclaircir,

ANS
de J. C.
1641.

éclaircissement du huitième article, subsistera, les dix plus prochaines années; mais après l'expiration d'icelles il sera libre & à l'option d'un chacun de le renouveler, l'entendre ou s'en départir; mais ce qui sera commencé par le Conseil & consentement unanime, sera exécuté & accompli de même par aide & assistance mutuelle; Réservant à un chacun de faire sa demande pour les avances qu'il aura fait dans la guerre en vertu de ce présent accord, pour en obtenir satisfaction convenable.

XVII. Si après l'expiration de cette Alliance Anseatique renouvelée, quelqu'un de nous venoit à être attaqué à cause de cet accord, nous ne laisserons pas tous ensemble d'une commune délibération & à frais communs, de lui prêter foi, assistance, aide & secours.

XVIII. Enfin il sera libre aux autres villes Anseatiques d'entrer sans aucun empêchement dans ce présent accord, comme d'accepter les autres points & déclarations en se conformant au contenu d'iceux, & elles y seront reçues d'un commun avis.

Lesquels tous & un chacun points chaque ville observera fermement & fidelement sans aucune dissimulation ni tromperie; en témoin de quoi ont ces présentes été scellées & confirmées des sceaux desdites villes de Lubek, Bremen & Hambourg. Fait & donné le vingt quatrième de Novembre de l'an de notre Seigneur & sauveur Jesus Christ mil six cent quarante un.

CCXLVII.

ANS
de J. C.
1642.

ANGLE-
RE ET
PORTU-
CAL.

(a) Le
même
Traité se
trouve en
Italien
dans le
Mercure
de Vitro-
rio Siri.
Tom. II.
pag. 28.
avec quel-
que chan-
gement
pour le préam-
bule, &
les ratifi-
cations
desdits
Rois.

Articles de Paix & de Commerce entre les hauts & puissans Roy CHARLES II. par la grace de Dieu Roy de la Grande Bretagne; France, & Irlande; défendeur de la foy &c. Et JEAN QUATRIEME Roy de Portugal, des Algarbes &c. Et leurs sujets, conclu à Londres le 29. jour de Janvier 1642. Manuscrit.

De par le Roy.

Comme le haut & puissant Prince Jean quatriesme Roi de Portugal &c. a depuis peu envoyé ses Ambassadeurs à la tres-Excellente Majesté du Roy, qui ont déclaré que son desir étoit, de renouveler l'Ancienne Alliance & amitié, qui estoient entre les Roys leurs predecesseurs, leurs couronnes, & sujets, sa Majesté par le motif du soin qu'Elle prend de conserver la paix & tranquillité de ses Royaumes, & la liberté du trafic, & commerce desdits Amés sujets, & de l'Advis de son conseil privé, y a donné les mains & fait sçavoir à ses Peuples bien amez, que ladite paix & alliance a esté Conclue & établie entre lesdits Roys, leurs Royaumes, Territoires & sujets, & la Tres-Excellente Majesté du Roy a commandé pour servir de direction à ses Marchands dans leur commerce, que les Articles du présent Traité de Paix soient publiez; Et a enjoint & commandé expressement à tous ses sujets, de quelque qualité & condition qu'ils soient de les observer. Donné en nostre cour à York le vingt deuxiesme jour de May, l'an de grace mil six cent quarante deux & du Regne de sa Majesté le dixhuitiesme.

Dieu Sauve le Roi. Articles du Traité.

PREMIEREMENT. Il a esté conclu & accordé, qu'il y a, & qu'il y aura pour tousjours, une bonne, véritable, & ferme paix, & amitié entre les Tres-renommez Roys Charles Roy de la Grande Bretagne, & Jean quatriesme Roy de Portugal, leurs héritiers & Successeurs, & leurs Royaumes, Pays, Estats, Terres, Peuples, Vasseaux & Sujets quelconques présents & avenir, de quelque qualité & condition qu'ils puissent estre; tant par Mer que par Terre, & Eaux douces, de telle sorte que lesdits Vasseaux & Sujets se traitent favo-

ablement, l'un l'autre, & se rendent toute sorte de bons offices, d'amitié & d'affection véritable; & que lesdits tres-renommez Roys, leurs héritiers & Successeurs ne feront ny entreprendront aucune chose, soit par eux mêmes, ou par d'autres personnes, l'un contre l'autre ny contre leurs Royaumes par Mer, ny par terre, ny ne consentiront, ny n'adhéreront à aucune guerre, Conseil ny Traicté, qui soient au prejudice l'un de l'autre.

II. Qu'entre les tres-renommez Roys susdits, & entre les Vasseaux, habitants & sujets de l'un & de l'autre, il y a, & qu'il y aura commerce libre tant par Mer que par Terre, & Eaux douces, en tous & chacuns leurs Royaumes, Seigneuries, isles & autres terres, citez, Villages, havres & territoires desdits Royaumes & Estats, dans lesquels il y a eü commerce du temps des Rois de Castille, ou qu'il y en a eü jusqu'icy, de sorte que sans aucun passeport, ny autre permission generale, ou particuliere, les sujets & Vasseaux de l'un & l'autre Roy, peuvent & pourront aller, entrer, naviguer, tant par Mer que par Terre, & eaux douces dans les Royaumes & Domaines susdits, & dans les Citez, Villes, havres, rivages, rades & territoires d'iceux, & y porter des marchandises, & des charges ou cargaisons, sur des chariots, chevaux, navires chargez, ou prêts à charger, y vendre & acheter autant qu'il leur plaira de vivres, & y faire provision à juste prix de toutes choses nécessaires pour la subsistance de la vie, & pour leurs Voyages, & y radoubier ou réparer leurs navires & chariots, soit qu'ils leurs appartiennent en propriété, ou qu'ils les aient loiez ou empruntez & qu'ils en pourront partir avec la mesme liberté; avec leurs biens, Marchandises & autres choses quelconques, apres avoir payé seulement les péages, & dotianes accoutumés sur le pied qu'elles sont établies par les Ordonnances de chaque lieu, pour aller de l'un en leurs propres pais ou en quelques autres lieux que ce soit, qu'il leur plaira, & quand bon leur semblera, sans qu'il leur soit donné aucun trouble ny empêchement.

III. Et que les Sujets de l'un & de l'autre des tres-renommez Roys susnommez ne seront pas plus mal traités dans les Territoires de l'autre, que les sujets naturels; dans leurs ventes, & contrats pour leurs Marchandises, tant pour le prix qu'autrement, mais que la condition des Etrangers, & des Sujets naturels, sera égale, & pareille, ainsi que dit est, conformément à ce qui s'est pratiqué en execution des Traitez faits entre les tres-renommez Rois de la Grand Bretagne & de Castille.

IV. Que les Sujets du tres-renommé Roy de la Grand Bretagne, jouiront d'une pleine & entiere liberté de traffiquer & negocier en toute sorte de marchandises dans les Royaumes, Provinces, Territoires, & isles du tres-renommé Roy de Portugal en l'Europe, & qu'ils pourront exercer leur trafic, & commerce dans les lieux susdits, aussi librement & de la mesme maniere qu'il est permis aux sujets des autres Princes, & Estats qui sont en alliance avec le Roy de Portugal; & qu'ils ne seront pas tenus de payer de plus grands droits de dotianes, impositions, ou autres taxes, que les habitants & sujets desdits pays, ou les autres Sujets de quelque nation que ce soit, qui sera en Alliance avec le Portugal, & ils jouiront des mesmes privileges qui avoient esté accordez aux Anglois avant que le Portugal fust joint à la Castille.

V. Que toutes fois & quantes que les sujets du Roy de la Grande Bretagne arriveront avec leurs navires dans les havres du tres-renommé Roy de Portugal, dans ses Royaumes & Seigneuries, ils ne seront pas contraincts de charger ou embarquer sur leurs Vasseaux, aucune autre sorte ny quantité de denrées, & marchandises, qu'il ne plaira auxdits sujets du Roy de la Grande Bretagne, & qu'ils adviseront bon estre; & que les sujets du Roy de Portugal jouiront de la mesme liberté dans les havres & Seigneuries du Roy de la Grande Bretagne.

VI. Arrivant que les sujets du tres-renommé Roy de Portugal, ou quelqu'autre que ce soit, de l'esten-

ANS
de J. C.
1642.

due

due deses Royaumes & Estats, ou leurs biens & marchandises soient prises, saisies, ou arrestées par les Officiers de la Cour d'Inquisition, ou par les juges, ou Ministres d'icelle, qui ayent esté ou soient cy apres engagées ou endebtrees envers les sujets du tres renommé Roy de la Grande Bretagne ledits debtes seront entierelement payées des deniers provenans desdits biens, & marchandises dans l'année suivante, qui commencera du jour de ladite saisie & arrest sans aucun trouble, ny empeschement de ladite Cour, ou des juges & Ministres d'icelle, tels qu'ils puissent estre: & si quelque partie des biens & marchandises desdits sujets du Roy de la Grande Bretagne demeure encore en nature, parmi lesdits biens & marchandises, ainsi saisies & arrestées, elle leur sera incontinent restituée.

VII. Que les Capitaines, Maistres, Officiers, & mariniers des navires du tres renommé Roy de la Grande Bretagne, ne commenceront aucunes poursuites, ny ne procureront aucun trouble contre lesdits navires ny contre aucun des sujets dudit Roy, dans l'estendue des Royaumes & Seigneuries du Roy de Portugal, pour leurs gages ou salaires, sous pretexte qu'ils feront profession de la religion romaine ou qu'ils se feront mis dans le service du tres renommé Roy de Portugal.

VIII. Que les Consuls nommez & establis par le tres renommé Roy de la grande Bretagne, pour l'aide & protection de ses sujets demeurans dans l'estenduë des Royaumes & Etats du tres renommé Roy de Portugal exerceront pleinement & librement la fonction & exercice des Consuls dans l'estenduë desdits Royaumes & Etats, quoy qu'ils ne fassent pas profession de la religion Romaine.

IX. Arrivant qu'aucuns sujets du tres renommé Roy de la Grande Bretagne viennent à deceder dans l'estenduë des Royaumes & Etats du tres renommé Roy de Portugal, les livres, comptes, marchandises & biens d'iceux, ou de quelques autres sujets que ce soit dudit Roy de la Grande Bretagne ne seront dorénavant pris ny saisis par les juges des orphelins, & des absens, ny par leurs ministres ou Officiers, & ils ne seront point sujets à leur juridiction, mais les memes biens, marchandises, & comptes seront delivrez par ceux qui les auront en leur possession, entre les mains des Agens, ou facteurs Anglois qui demeureront en la Ville où ils seront decedez, & qui auront esté nommez & instituez par lesdits defuncts, & si le decedé n'en a institué aucun de son vivant, ils seront mis entre les mains d'un, ou de deux marchands Anglois, pourveu qu'ils ne soient pas mariez, par l'autorité du conservateur, qui s'obligera de rendre, & restituer lesdits biens & marchandises aux veritables propriétaires d'icelles, ou à leurs créanciers legitimes, & les biens qui se trouveront appartenir au defunct seront mis entre les mains de ses heritiers, executeurs, ou Créanciers.

X. Que le tres renommé Roy de Portugal ou ses Ministres, dans l'estenduë de ses royaumes & Estats ne pourront, ny retenir les navires des sujets du tres renommé Roy de la Grande Bretagne, ny ses sujets sans son sceu & consentement pour les services de guerre, ny pour aucun autre service quelconque, mais que lesdits navires & sujets pourront librement partir, quand il leur plaira, des Ports & Estats dudit Roy, sans aucun empeschement de la part dudit Roy de Portugal ny de ses Ministres, & que les biens & marchandises des sujets du Roy de la Grande Bretagne, ne pourront estre pris pour le service du Roy de Portugal, si ce n'est au prix courant & raisonnable, pour estre payé deux mois apres, à moins que les deux parties ne conviennent ensemble de quelque autre temps pour le payement.

XI. Que les sujets du tres renommé Roy de la Grande Bretagne pourront librement porter sur leurs navires, toute sorte de biens, denrées & Marchandises de quelque espèce que ce soit, memes des Armes, des vivres, ou quelques autres provisions que ce soit de pareille nature, des ports & Etats dudit Roy, ou d'aucuns Ports & Estats que ce soit pourveu qu'ils ne soient pas portez à droit-

re, des Ports de Portugal ou des domaines qui en dependent pour estre transportez dans les Ports & territoires du tres renommé Roy de Castille, & que le renommé Roy de Portugal, ny ses sujets ne pourront par voyes de saisies, represailles ou quelques autres moyens que ce soit, empescher que lesdits navires, biens & personnes des sujets du Roy de la Grande Bretagne, ne puissent seurement naviguer dans les ports & territoires dudit Roy de Castille, & y exercer leur trafic & commerce, & que les sujets des Roys de la Grande Bretagne & de Portugal auront de part & d'autre, le mesme pouvoir, s'il arrive cy apres que l'un ou l'autre desdits Roys, ayt guerre contre l'amy de l'autre, & les sujets du Roy de la Grande Bretagne, pourront porter toute sortes de Marchandises, memes des armes, des vivres, ou toute autre provision que ce soit, des choses de pareille nature, avec la mesme liberté, dans les Royaumes & Estats du Roy de Portugal, & les y pourront vendre comme bon leur semblera, en plein marché & en particulier sans aucun empeschement du tres renommé Roy de Portugal ny de ses Ministres.

XII. Item que le traité de trêve fait avec D. Michel de Noronha, comte de Linhares, Viceroy de Goa, & Guillaume Metwold, President des Anglois dans les Indes orientales le 20. Janvier 1635. Nouveau stile, sera continué & gardé entre les sujets des deux Roys dans les Indes Orientales, & dans tous les Estats du tres renommé Roy de Portugal, par delà le Cap de Bonne Esperance; & que les commissaires qui doivent estre nommez par lesdits Rois, prendront dans trois ans, connoissance des demandes, qui ont esté ou seront faites par les sujets & vassaux des deux Roys, dans les Indes Orientales au sujet de leur commerce dans lesdites Indes, afin que par ce moyen, une paix & Alliance perpetuelle puisse estre établie, & confirmée par les deux Roys, entre leurs sujets de part & d'autre.

XIII. Et d'autant que le commerce & la navigation libre des sujets du Roy de la Grande Bretagne dans les costes, & parties de l'Afrique, dans l'Isle de St. Thomas, & dans les autres Isles qui y sont comprises, n'ont pas pû encore estre establis & accordez à cause du defaut qui s'est trouvé dans les pouvoirs que le tres renommé Roy de Portugal avoit envoyé à ses Ambassadeurs, afin que par cette difficulté & contestation, le présent traité de Paix, & amitié entre les deux Roys, & leurs sujets ne puisse estre retardé, il a esté conclu de part & d'autre, que dans les terres, places, chasteaux, Ports & costes d'Afrique, Guinée, Bine &c. l'Isle de St. Thomas, & dans les autres isles qui sont comprises sous icelles, où on fera voir que les sujets de la Grande Bretagne ont habité pour le trafic de Marchandise, ou y ont eû trafic & commerce, du temps des Roys de Castille, ou jusqu'à présent, il n'y aura point d'alteration, ny de changement, & qu'il ne leur sera fait aucun trouble ny injure, par les Portugais pour ce sujet, s'il y a quelques droits de doïane à demander aux sujets du Roy de la Grande Bretagne pour quelque sujet que ce soit, dans les chasteaux, isles & places susdites, ils ne seront pas plus grands, ny plus à charge, que ceux qui seront demandez aux autres nations, qui seront en Alliance avec le Roy de Portugal, & arrivant que les sujets du Roy de Portugal, ayent besoin de navires estrangers pour leur navigation & commerce, vers les costes & isles susdites ils pourront louer les navires, des sujets du Roy de la Grande Bretagne, comme bon leur semblera: & que les deux Roys nommeront des Ambassadeurs, & des Commissaires, qui conféreront & conviendront d'un traité touchant le Commerce & navigation libre sur les costes, & dans les isles & places susdites, ce qui a esté demandé par les Commissaires du Roy de la Grande Bretagne pour les sujets de leur Roy, estant persuadé par la confiance de l'ancienne amitié, qui a esté entre les predecesseurs desdits Roys que le tres renommé Roy de Portugal n'accordera à aucune nation, des Privileges, droicts, & immunités plus Amples, qu'il n'en accordera aux sujets du Roy de la Grande Bretagne.

XIV. Et comme le très renommé Roy de Portugal a par sa concession, confirmée par son sceau, datée de J. C. à Lisbonne le 21. jour de janvier l'an de grace 1641.

1642. donné plein pouvoir aux habitants des terres Sujettes aux Seigneuries des Estats de Hollande &c. d'apporter & de transporter, dedans & dehors ses Royaumes, Estats & Territoires, toute sorte de Marchandises: Pour cette cause les sujets du Roy de la Grande Bretagne auront, & jouiront du même pouvoir dans les Royaumes & Estats dudit très renommé Roy de Portugal, conformément à la teneur de ladite concession.

XV. Et que les marchands Anglois, & autres sujets du Roy de la grande Bretagne jouiront des mêmes, & aussi grandes immunités d'estre emprisonnez, arrestez, ou en quelque autre maniere que ce soit troublez en leurs personnes, maisons, livres de comptes, & comptes, marchandises & biens, dans l'estendue des Estats, du très renommé Roy de Portugal, qu'il y en a eü, ou qu'il y en aura cy après d'accordez à aucun Prince, ou à aucuns peuples qui soient en Alliance avec le Roy de Portugal.

XVI. Et d'autant qu'il n'y a point encore eü de convention faite touchant le frottement des Navires des sujets du très renommé Roi de la Grande Bretagne, par les Portugais pour leur commerce & navigation dans le Bresil, il a été aux deux partis, qu'il y ait des Ambassadeurs & Commissaires deputez & envoyez par lesdits Rois dans deux ans, qui auront pouvoir de traiter, & de s'accorder sur cet article.

XVII. Et d'autant que les droicts de commerce & de paix seroient rendus infructueux, si les sujets du très renommé Roy de la Grand' Bretagne, estoient troublez pour leurs consciences tandis qu'ils vont dans les Royaumes, & Estats du très renommé Roy de Portugal, ou qu'ils en viennent ou qu'ils y demeurent, pour le commerce, ou pour Affaires; Pour cette cause, afin que leur commerce soit seur & assuré tant par Mer, que par terre, le très renommé Roy de Portugal prendra soin & donnera ordre qu'ils n'y soient pas molestez ny troublez pour ledit cas de conscience, de telle sorte qu'ils ne donnent point de scandale à d'autres: Et quoy que le très renommé Roy de Portugal reconnoisse qu'il n'a pas pouvoir de déterminer, & de disposer de la Foy, & de la Religion, néanmoins par le motif de l'amitié & grande affection, qu'il a pour le très renommé Roy de la Grande Bretagne, & pour la nation Angloise, il prendra soin que les Anglois, & autres sujets dudit Roy, aient & jouissent d'une aussi grande liberté en la pratique & exercice de leur Religion, dans l'estendue des Royaumes, Estats, & Territoires, du Roy de Portugal, qu'il en sera permis aux sujets de quelque autre Prince, ou Republique que ce soit.

XVIII. S'il arrivoit, cy après (ce qu'à Dieu ne plaise) que quelques difficultez & doutes survinssent entre lesdits très renommés Roys, qui pussent faire apprehender l'interruption de commerce, & correspondance entre leurs sujets, il en sera donné avis public aux sujets de part & d'autre, en tous & chacuns les Royaumes, & Provinces de l'un & l'autre Roy, & après cet avis donné, ils auront deux années, de part & d'autre, pour transporter leurs marchandises & biens, & que cependant il ne sera fait aucun tort, prejudice, ou empelchement aux personnes & biens de part & d'autre.

XIX. Et si durant la presente Paix & amitié, quelque chose étoit entreprise, commise ou faite, contre la force & l'effect d'icelle, tant par Mer, que par Terre, & Eaux douces, par aucun desdits Roys, leurs heritiers & successeurs, leurs Vassaux ou sujets, la presente Paix & amitié, ne laissera pas toutes fois de demeurer en sa force & vertu, & il n'y aura que les contrevenans & les coupables, qui seront punis, & non pas d'autres, pour leur contravention.

XX. Item, il a été conclu & accordé, que la presente Paix & Alliance, ne derogera nullement aux Alliances & Confederations cy devant faites & contractées entre le très renommé Roy de la Grand' Bretagne, & d'autres Rois, Princes, & Republiques, Mais que

lesdites Alliances & Confederations seront fermement ANS
conservées, & demeureront cy après en pleine force & de J. C.
vertu, nonobstant le présent traité de Paix.

XXI. Finalement, il a été conclu que lesdits très renommés Roys Charles Roy de la Grande Bretagne &c. Et Jean quatriesme Roy de Portugal &c. observeront & garderont sincerement & fidelement, & seront observer par leurs sujets & habitants, toutes & chacunes les capitulations conclues & accordées dans le présent Traité, & qu'ils ne feront rien, directement, ny indirectement, qui y soit contraire, & qu'ils confirmeront & Ratifieront toutes & chacunes les Conventions susdites, par leurs lettres patentes signées de leurs sceings royaux, & scellées de leurs grand sceaux en bonne & deüe forme, & les delivreront ou seront delivrer fidelement, réellement, & efficacement à la premiere occasion, & ils s'obligeront reciproquement par promesse en parole de Roy qu'ils observeront & garderont toutes & chacunes les choses cy dessus, toutesfois & quantes qu'ils en seront requis par l'une ou l'autre des parties, & qu'ils feront publier la presente paix & amitié en la maniere accoustumée ausloist que faire se pourra.

CCXLVIII.

Traité entre LOUIS XIII. Roi de France & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-bas, avec assistance ausdits Etats de douze cens mille livres pour un an. Fait à la Haye le 8. Mars 1642. Freder. Leonard. Tom. V. pag. 205 Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. V. pag. 357.

LE Roy considerant le peu d'inclination que les ennemis communs ont à la Paix, & qu'il est impossible de les y porter s'ils n'y sont contraincts par la force, pour parvenir à une si bon fin, Sa Majesté s'est resoluë conjointement avec les sieurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais bas, de les attaquer le plus puissamment qu'il se pourra cette Campagne, & pour donner moien ausdits Sieurs Etats de supporter plus aisément les dépenses qu'ils seront obligez de faire pour une grande entreprise, Sadite Majesté a bien voulu leur accorder l'année 1642. un secours d'argent extraordinaire, conformément aux conditions qui ensuivent.

PREMIEREMENT. S. M. assistera durant la presente année 1642. lesdits Sieurs les Etats Generaux de la somme de douze cent mille livres, laquelle lesdits Sieurs Etats emploieront effectivement à l'entretien des Gens de Guerre extraordinaire, qui sont déjà & pourront estre levez, en sorte que ladite somme de douze cent mille livres, ne pourra estre divertie à aucun autre usage. Ce que lesdits Sieurs Etats promettent de bonne foi & maintiendront religieusement, afin d'attaquer plus aisément les ennemis par toutes voyes & moiens à eux possibles.

II. S. M. fera bailler pour ledit argent des assignations qui seront bonnes & au contentement de celui que lesdits Sieurs Etats autoriseront en France sur ce sujet, pour estre effectivement acquittées dans Paris, dans le cours de la presente année, le paiement s'en fera en trois termes; sçavoir, quatre cent mille livres lors de la Ratification respective du present Traité, quatre cent mille livres dans le mois de Juillet prochain, & les autres quatre cent mille livres dans le mois Octobre ensuivant.

III. Moienant quoi lesdits Sieurs les Etats s'obligent de mettre leur Armée bonne & forte en Campagne pour faire une entreprise considerable, S. M. promettant aussi de son côté de mettre pareillement une bonne & forte Armée en Campagne pour faire une entreprise considerable dans le Pais-bas, ou incommoder les ennemis le plus qu'il lui sera possible.

IV. Lesdits Sieurs Etats consentent que sur ladite somme de douze cent mille livres seront prises & reser-

1642.

ANS
de J. C.

1642.

LA FRAN-
CE ET LES
PROVIN-
CES-
UNIES.

NS réservés les Pensions des Officiers François, pour estre
J. C. païées & distribuées sur le pied & de la même façon qu'il
42. a esté convenu par le Traité du 17. Juin 1630. & ce-
lui du 14. Avril 1634. Et que celui que lesdits Sieurs
Etats commettront à Paris pour recevoir lesdits douze
cent mille livres, sera obligé d'y paier & fournir la som-
me à quoi se montent lesdites Pensions sur le dernier ter-
me du paiement.

V. S. M. & lesd. Sieurs Etats ratifieront respecti-
vement les presens Articles dans le terme de six semaines
ou deux mois si faire se peut.

VI. Ce present Traité ne derogera point aux préce-
dens faits entre S. M. & lesdits Sieurs les Etats, tous
lesquels demeureront en leur force & vigueur, pour
estre fidèlement & religieusement effectuez de part &
d'autre.

*Déclaration des Etats Generaux dudit jour,
touchant le nombre des gens de Guerre en
chacune Armée: le temps qu'elles attaque-
ront: que lesd. Etats auront à leurs dé-
pens trente Vaisseaux de Guerre au travers
de Calais pour le fournissement des vivres,
si le Roi attaque quelque Place de Flan-
dres: & que les Armées du Roi auront li-
bre passage sur le Rhin à Wesel & sur la
Meuse à Maestrick.*

Pour plus grand éclaircissement du 3. Article du
Traité passé à la Haye en Hollande ce jourd'hui, il a
esté convenu que le Roi & les sieurs Etats des Provinces-
Unies des Pais-bas mettront en Campagne chacun une
Armée composée de dix-huit à vingt-mille hommes de
pied, & de 4500. à 5000. chevaux: Que lesdites Ar-
mées entreront pour tout la mi-Mai dans les Pais-bas:
que celle desd. sieurs les Etats attaquera une Place de
telle considération que les ennemis en recevront un no-
table préjudice: Et que celle de S. M. en attaquera
aussi une considerable de son côté, ou fera telle diversion
en s'avancant dans le Pais des ennemis, qu'estans
obligés de tenir une bonne partie de leurs forces pour
s'opposer aux desseins de S. M. Mr le Prince d'Orange
ait d'autant plus de facilité d'avoir un succès heu-
reux de l'entreprise qu'il fera; bien entendu qu'en cas
que l'Armée de S. M. ne fût qu'une simple diversion
elle se mettra en Campagne quatorze jours avant celle
desd. sieurs les Etats. Et au cas qu'il soit resolu que tou-
tes les deux Armées entreprennent des attaques de Pla-
ces, elles se mettront en Campagne en même jour
precisement, sans y faillir, sur peine de manquement
de foi de part & d'autre. Lesd. Seigneurs Etats s'obli-
gent de faire passer dans le 8. du mois d'Avril trente
Vaisseaux de Guerre bien équipés de deux, trois,
quatre & cinq cens tonneaux à leurs dépens au travers
de Calais, pour empêcher aux ennemis l'entrée de
Flandres par Mer; & au cas que les Armées du Roi
attaquent quelque Place sur la Côte de Flandres, lesd.
trente Vaisseaux demeureront toujours en ladite Côte
tant que l'entreprise durera, & investiront par Mer de
telle sorte la Place assiégée par les Armes du Roi, qu'el-
le ne puisse estre secouru par Mer, soit par les forces
du Roi d'Espagne, soit par celles de quelque autre Puif-
sance que ce puisse estre, qui voudrait les assister sous
quelque pretexte que ce soit. Audit cas lesd. Seigneurs
Etats s'obligent de faire escorter tous les vivres qui
viendront de la Côte de France, au lieu où sera l'Armée
de S. M. ou de luy en fournir à prix raisonnable, si les
vents ne permettent pas d'en apporter de France suffi-
samment, & qu'ils soient bons pour les transporter
des Pais desd. Seigneurs Etats des Provinces-Unies au-
dit lieu & où sera l'Armée du Roi pour parachever son
dessein, auquel S. M. n'engageroit jamais ses Armes,
sans la confiance qu'elle prend que le contenu au present
Article sera fidèlement & ponctuellement exécuté par
lesd. Seigneurs les Etats, qui le promettent & s'y obli-
gent sur peine de manquement de foi & d'infraction des

Traité fait par eux avec S. M. Lesdits Seigneurs Etats
promettent sincerement & de bonne foi aux Armées
de S. M. passage & repassage sur le Rhin à Wesel, &
aussi passage & repassage sur la Meuse à Maestricht,
quand ils en seront requis par S. M. pourveu que ce ne
soit point pour préjudicier à leur Etat. Les Seigneurs
Etats s'obligent de tenir leur Armée en Campagne tant
& si longtemps que le bien de la cause commune le re-
querra & la saison le pourra permettre.

En foi de quoi Nous Ambassadeurs & Députés des
Sieurs les Etats Generaux en vertu de nos pouvoirs res-
pectifs avons signé ces Presentes de nos seings ordina-
ires, & à icelles fait apposer les cachets de nos armes.
Fait à la Haye en Hollande le 8. de Mars 1642. Signé,
de la Thuillerie, R. Huygens, C. Terestein, J. van
Bouchonen, J. Cats, G. de Vosbergen, Johan Van
Reede, Fr. Donia, S. V. Haerfote, Wigb. Ald-
dringa.

*Promesse des Etats Generaux des Provinces-
Unies des Pais-bas le 8. Mars 1642. de
licentier de leur Service trois mille hom-
mes de pied, pour estre à la solde du Roi.*

Les Seigneurs les Etats des Provinces-Unies, en
suite du Traité conclu, arrêté & signé ce jour-
d'hui entre Sa Majesté & eux, promettent au Roi de
licentier de leur Service & Serment, lors que Sa Majesté
aura ratifié le susdit Traité, trois mille hommes bons &
effectifs avec leurs Officiers qui sont presentement à leur
Service; en telle sorte qu'ils passeront avec le susdit
nombre dans celui & à la solde de Sa Majesté, & lui pré-
teront Serment de fidelité.

En foi de quoi nous Députez desdits Seigneurs Etats,
en vertu de notre pouvoir, avons signé la Presente de
nos seings ordinaires, & à icelle fait poser les cachets
de nos armes. Fait à la Haye en Hollande le 8. Mars
1642. Signé, de la Thuillerie, R. Huygens, C. Te-
restein, J. Van Bouchonen, J. Cats, G. de Vosber-
gen, Johan Van Reede, Fr. Donia, S. V. Haerfote,
Wigb. Aldringa.

*Contre-promesse du Sieur de la Thuillerie Am-
bassadeur du Roi. que les trois mille hom-
mes, que les Etats licentieront pour estre
à la solde du Roi, repasseront au bout de
douze mois dans le Service & à la solde des-
dits Etats le 8. Mars 1642.*

Je soussigné, Sieur de la Thuillerie, Ambassadeur
du Roi Tres-Chrétien, promets que les trois mille
hommes avec les Officiers, que les Etats ont promis
en suite du Traité conclu, arrêté & signé ce jourd'hui
entre Sa Majesté & eux, de licentier & faire passer au
Service & à la solde de Sa dite Majesté, repasseront avec
leurs Officiers au bout de douze mois prochains dans
celui & à la solde desdits Seigneurs les Etats.

En témoignage de quoi j'ai signé la Présente de ma
main, & à icelle fait apposer le cachet de mes armes. Fait
à la Haye le 8. de Mars 1642.

C C X L I X.

ANS
de J. C.

(a) *Traité de Paix entre FERDINAND III. 1642.
dit Ernest Roi de Hongrie & IBRAHIM TURQUIE
Empereur des Turcs, fait le 23. Mars 1642. Mercure François. Tom. XXI.*
pag. 933.

I. D'autant qu'il n'est plus qu'onze ans à expirer le Traité en
du dernier traité de paix, Nous Commissaires des
res de part & d'autre sommes demeurez d'accord, moyennant la ratification de nos Maîtres, d'y de Vi-
cord, adjouter encor neuf, afin qu'elle soit pour vingt ans, pendant lesquels ce qui a esté arrêté à Sinthuatorsk, Tom. II.
H h h 2
plus au long, mais le même qu'au fond.

(a) On
trouve
aussi ce
Traité en
Turque
et Hon-
grie.
Mercure
François.
Tom. II.
Pag. 102.
un peu

ANS Vienne, Comora, Gyarmath, & depuis peu à Szony, sera inviolablement gardé.

1642. II. Et d'autant que nous ne nous sommes pu accorder touchant les villages qui devant & après les traités de Szony ont été surpris par force au préjudice de la paix: nous avons remis ce différend à la première assemblée qui se tiendra, afin de rétablir les choses suivant les traités de Sithuatorsk, Vienne & les autres lieux. Cependant les Turcs ne pourront suprénder aucun village sous quelque prétexte que ce puisse être, ne hausseront point la contribution de ceux dont ils sont en possession, au contraire les diminueront le plus qu'ils pourront, & ne feront aucun outrage aux habitants.

III. Pour ce qui concerne les fortifications faites sur les frontières de Croatie, & dans quelques autres lieux contre les traités de paix, il se tiendra aussi une assemblée suivant le troisième article de la pacification de Szony.

IV. D'autant que nous ne nous sommes pas aussi accordés touchant les villes de Vaith & de Bolondwar, nous avons résolu que sur ce différend on traiterait en particulier à la Porte du Grand Seigneur & à la Cour du Roy d'Hongrie, suivant les articles de Gyarmath & de Szony.

V. On observera les articles des premières pacifications pour ce qui concerne les Gentilshommes qui demeurent ou ont leurs maisons dans les villes prises, & s'il survient quelque différend pour raison de ce, on les terminera dans les premières assemblées.

VI. Les fourrageurs qui courent la campagne au préjudice de la paix, seront punis rigoureusement de part & d'autre, suivant les articles précédents, & si les Capitaines ou Gouverneurs des frontières n'en font justice, on en pourra faire les plaintes à la Porte du Grand Seigneur & audit Roy d'Hongrie.

VII. Les Religieux, Moines & Prestres qui demeurent au lieu appelé Cinq-Eglises, ou ailleurs, ne feront point mal traités, mais seront maintenus suivant les derniers articles de paix.

On enverra de part & d'autre des Ambassadeurs pour le changement des lettres, mémoires & instructions: en suite dequoy on tiendra les assemblées particulières dont on est demeuré d'accord, après lesquelles le Grand Seigneur & le Roy d'Hongrie s'enverront d'autres Ambassadeurs ordinaires comme il se pratique en temps de paix.

IX. Tous ceux qui ont été faits prisonniers depuis le 14. Août dernier jusques au jour auquel le Capigi Osman envoyé par la Haute-Eglise est arrivé à Bude, seront délivrés de part & d'autre sans rançon, comme aussi tous les villageois contribuant & les Gentils-hommes pris dans les villages qui ont été forcés: Les autres prisonniers seront échangés dans trois mois en présence du Palatin d'Hongrie & du Seigneur Vifir.

ANS
de J. C.

1642.
FRANCE
ET
SAVOIE.

C C L.

Traité entre LOUIS XIII. Roi de France le Cardinal de SAVOIE & son Frere le Prince THOMAS, pour la restitution des Places fortes de Savoie, les pensions desdits Princes, les Mariages d'eux & de leurs Enfants, la Regence des Etats de Savoie, & la Succession des mâles de la Maison de Savoie plus éloignée par préférence sur les femelles, à Turin le 14. Juin 1642. Freder. Leonard Tom. IV. Recueil des Traitez de Confédération & d'Alliance, entre la Couronne de France, & les Princes & Etats Etrangers. pag. 67. &c.

LE ROI voulant témoigner autant qu'il lui est possible son affection vers la Maison de Savoie, tant à cause des anciennes Alliances, que particulie-

rement en considération du Mariage de Madame sa Sœur avec le défunt Duc Victor Amédée; sa Majesté a grand contentement de voir que Messieurs les Princes Cardinal & Thomas de Savoie lui en donnent occasion, en reconnoissant combien la division que l'on y a mise est dangereuse, & au contraire rien ne peut être plus utile pour la remettre en sa première splendeur que l'union que sa Majesté desire d'y rétablir; à quel effet sa Majesté a pour agréable que les articles suivants soient passés entre elle & lesdits Sieurs Princes.

I. S. M. promet audit Sieurs Princes, qu'eux, Madame la Princesse de Carignan, & les Enfants dudit Sieur Prince Thomas & d'elle, jouiront de la grace & des effets de la Royale protection, demeurant attachés au service de S. M. & dans ses intérêts, comme aussi dans ceux de M. le Duc, sous la Tutelle & Regence de Madame, suivant le Traité qui sera fait entre Madame & eux, tant durant la susdite Regence, qu'en autre tems.

II. S. M. donnera en toutes occasions les assistances nécessaires pour maintenir dans la Maison de Savoie les successions des descendants mâles dudit Sieur Duc de Savoie, & à leur défaut en la personne dudit Sieur Prince Cardinal & de ses Enfants mâles, & ensuite en la personne dudit Prince Thomas & de ses Enfants mâles, & ainsi successivement gardant la prérogative du degré.

III. Le Roy ratifie de nouveau les déclarations qui ont été faites par ses Ministres en diverses occasions, & par les Lettres que S. M. a écrites au Pape & à la République de Venise, sur la restitution des places qu'elle tient en Piedmont depuis la mort dudit feu Sieur Victor Amédée, pourveu que celles qui sont occupées par les Espagnols ses Ennemis soient pareillement toutes restituées, en sorte que M. le Duc de Savoie en demeure assurément le Maître sous la Tutelle & Regence de Madame.

IV. Lesdits Sieurs Princes Cardinal & Thomas de Savoie, se déclareront ouvertement pour le parti & service du Roi, incontinent après la délivrance respective des Ratifications du présent Traité, & renonceront à toutes intelligences qu'ils peuvent avoir avec tous les susdits Ennemis de S. M. En outre ledit Sieur Prince Thomas s'oblige de servir actuellement le Roi en Italie contre les Espagnols, en telle façon qu'il plaira à S. M. jusqu'à ce que les Espagnols aient restitué effectivement toutes les places, en sorte que M. le Duc de Savoie en soit Maître sous la Tutelle & Regence de Madame, & qu'ils aient renvoyé en Piedmont Madame la Princesse de Carignan sa Femme & leurs Enfants, & lors S. M. ne recherchera ni contraindra ledit Sieur Prince Thomas de continuer à porter les armes contre lesdits Espagnols en Italie comme dessus, demeurant néanmoins toujours dans le parti de S. M.

V. Le Roi trouve bon tout ce qui a été accordé entre Madame & lesdits Sieurs Princes de Savoie par le Traité qui s'est fait présentement entre eux, & s'emploiera à ce que tout soit exécuté avec satisfaction réciproque, même pour ceux qui ont suivi le parti des Princes.

VI. En cas que les Espagnols vinssent tenter quelque nouveauté ou surprise au préjudice desdits Sieurs Princes, S. M. les assistera avec ses forces, sans pouvoir prétendre aucune place ni restitution de dépense pour cegard.

VII. Le Roi accorde à M. le Prince Cardinal de Savoie la même pension dont il jouissoit ci-devant, & lui fera paier comptant lors de sa déclaration pour le parti de S. M. la somme de cent mil livres à bon compte sur les premières années de ladite pension, & nous! procurerons autant qu'il nous sera possible de la lui faire augmenter jusques à la somme de cent cinquante mil livres.

VIII. Le Roi a agréable le Mariage d'entre M. le Prince Cardinal & Madame la Princesse sa Niece, en considération duquel S. M. lui fera les mêmes grâces qu'il lui avoit fait espérer ces années passées.

IX. Non seulement ledit Sieur Prince Thomas recevra de S. M. la pension de cent mil livres dont il a

ci-devant jouï, mais nous procurerons autant qu'il nous sera possible de la lui faire augmenter, & de lui faire avoir autres graces qu'il plaira à S. M. comme aussi nous promettons audit Sieur Prince Thomas au nom de S. M. que recevant d'Espagne Madame la Princesse sa Femme & les Sieurs Princes les Enfants, S. M. leur assignera la pension de soixante dix mil livres pour chacun an.

X. Sa Majesté fera donner audit Sieur Prince à bon compte de ses pensions dans le susdit terme de la declaration, la somme de cent mil livres comptant en Piedmont, ou tel autre lieu qu'il plaira audit Sieur Prince.

XI. S. M. promet de ne conclure aucun Traité de paix avec le Roi d'Espagne quela restitution de toutes les places n'y soit comprise, & ne fera ni paix ni longue suspension d'armes que le retour de lad. Princesse & celui desdits Princes ses Enfants n'y soient compris.

XII. S. M. s'entremettra puissamment pour faire recueillir le Mariage de l'un des Fils de Monsieur le Prince Thomas avec la Fille de Monsieur le Duc de Longueville.

XIII. Au mesme tems que les Traitez auront esté signez entre le Roi, Madame & lesdits Sieurs Princes, S. M. en donnera part au Pape, à la Republique de Venise, & autres Princes d'Italie; comme aussi des offres faites à l'avantage de la Maison de Savoie, particulièrement sur la restitution des places; ce qui se fera en la forme & maniere qui sera jugée plus convenable entre sa Majesté & lesd. Sieurs Princes.

XIV. Madame venant à deceder pendant la minorité de Monsieur le Duc de Savoie son Fils (ce que Dieu ne veuille) S. M. s'emploiera pour soutenir Messieurs les Princes Cardinal & Thomas de Savoie en la Tutelle dudit Sieur Duc & Regence deses Etats, à l'exclusion de tout autre, pourveu qu'ils demeurent toujours unis au parti de sa Majesté.

Tous lesdits articles ont esté accordez par nous soussignez au nom du Roi & desdits Princes, en vertu des pouvoirs que nous avons; prometans d'en rapporter & remettre les Ratifications necessaires de part & d'autre dans vingt jours, à sçavoir nous Ambassadeurs de S. M. entre les mains d'un des Deputez desdits Sieurs Princes. Et nous Deputez de Messieurs les Princes entre les mains dudit Sieur Ambassadeur, & ena esté fait trois semblables, l'un pour demeurer par devers S. M. & les deux autres entre les mains desdits Sieurs Princes. Fait à Turin le 14. jour de Juin 1642.

C C L I

Traité entre Madame C H R E S T I E N N E de France Duchesse de Savoie & les Princes de SAVOYE, accordez par l'entremise du Sieur d'Aiguebonne, Ambassadeur de LOUIS XIII. Roi de France, à Turin le 14. Juin 1642. S. Guichenon Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 589. Freder. Leonard. Tom. IV. &c.

AFIN que les differens survenus entre Madame Chrestienne de France, Sœur du Roi Tres-Chrestien, Duchesse de Piedmont, Reine de Chypre, &c. & les Serenissimes Princes Maurice Cardinal & François Thomas ses Beaux-Freres, pour la Tutelle & Gouvernement des Etats de Charles Emanuel, Duc de Savoie, Prince de Piedmont, Roi de Chypre, &c. ne desunissent les volontez de ces Alteſſes, & ne diminuent en aucune façon le respect que ces Princes doivent à Madame Royale, & pour ôter aussi toute occasion de mauvaise intelligence, par l'entremise du Sieur d'Aiguebonne, Conseiller d'Etat, Maréchal de Camp & Ambassadeur du Roi Tres-Chrestien en Piedmont, l'accord suivant a esté fait.

I. Sera constante, ferme & plus que jamais établie l'union fraternelle entre les parties, la bonne intelli-

gence & la vraie concorde, tant necessaire pour le service de son Alteſſe Roiale, pour le bien de son estat & pour l'utilité publique, mettans en oubli par leur generosité & prudence tout sujet de mécontentement, deſorte que la bonne intelligence, & l'union des volontez se maintienne indissoluble entre parens si étroitement liez & Princes de si grande qualité.

II. Madame Roiale demeurera Tutrice du Duc Charles Emanuel & Regente de ses Etats.

III. Le Serenissime Prince Cardinal aura le titre, autorité & commandement de Lieutenant General de son Alteſſe Roiale dans les Citez, Terres, Lieux & Vicairies du Comté de Nice, & de tout le Territoire & Détroit qui dépend du Parlement de Nice; mais pour ce qui regarde Limone & Vernante, il n'aura que le commandement des armes, toutefois aux Châteaux forts sis sur les Ports, il aura l'autorité qui sera spécifiée dans les Declarations fait à part en datte de ce jour, jusqu'à ce que son Alteſſe Roiale aiant atteint l'âge de quatorze ans en dispose autrement, le tout en la maniere exprimée dans les chapitres signez le mesme jour.

IV. Le Serenissime Prince Thomas aura le titre, autorité & commandement de Lieutenant General de son Alteſſe Roiale dans les Villes d'Yvrée & de Bielle avec leurs dependances, & en toutes les Terres & lieux, tant du Chanévets & Biellois, qu'au Vercelois & Trinois delà la Riviere d'Orco, aussi jusqu'à ce que sad. Alteſſe aiant atteint l'âge de quatorze ans en dispose autrement.

V. Madame Roiale ſiſra pour le Conseil des personnes capables, & qui s'entendent au Gouvernement de l'Etat, auquel Conseil lesdits Princes pourront intervenir si bon leur semble.

VI. En tous les écrits où l'on a accoustumé de mettre la clause; de l'avis de nostre Conseil ou d'autres Magistrats (lesdits Serenissimes estans presens) on mettra premierement en presence des Serenissimes Princes Maurice Cardinal & François Thomas nos Beaux-Freres, & leurs Alteſſes seront estimées presentes, tant qu'elles seront dans les Etats de son Alteſſe Roiale.

VII. Quant aux écrits concernant les interets de ceux du Sang, de leur Succession, Mariages, & où il s'agira de mouvoir guerres, établir la Paix, faire des Ligues, Treves, Confederation, donner passages, faire Traitez avec les Estrangers pour l'interet de la Couronne, créer Magistrats, faire Loix & Edits perpétuels, imposer Charges & Gabelles, & alienier les biens Domaniaux avant que ces écrits soient expediez, si lesdits Princes sont presens, ils seront signez par eux de leur main propre, immédiatement après le Seing de Madame Roiale, & avant celui du Grand Chancelier: & quand ces Princes seront absens, leur Procureur en sera averti: & si l'affaire peut souffrir un delay, sera donné tems audit Procureur pour leur donner avis, & en avoir leur réponse.

VIII. Les Serenissimes Princes presteront le serment de fidelité à son Alteſſe Roiale & à ses Serenissimes successeurs, comme ils le presteront au Duc Charles Emanuel leur Pere, & au Duc Victor Amedée leur Frere de glorieuse memoire, & ce en deux forme.

IX. Sera renouvelé le serment de fidelité par les Magistrats, vassaux, sujets, & autres qui ont accoustumé de le prester à son Alteſſe Roiale, après le deceds de laquelle sans enfans mâles legitimes (ce qu'à Dieu ne plaise) sera mis dans ledit acte le nom du Serenissime Prince Cardinal, & ainsi successivement en faveur des mâles, observant la prerogative du degré.

X. Madame Roiale elira des Gouverneurs des places, Ministres & Officiers de Justice & de Finances, capables & habiles: & quant à ceux de guerre ils seront tous de qualité correspondante à l'emploi qui leur sera donné; tous lesquels presteront le serment en la forme portée par le precedent article.

XI. Aux affaires qui dependent de l'Ordre de l'Annunciade, & des Religions de Sainte Marie, Saint Maurice,

ANS rice, Chevaliers de l'Annonciade & de Saint de Laza-
de J. C. re, leurs Status & Ordonnances seront observez.

1642. XII. Les Ministres, Officiers & Gouverneurs deja nommez par l'Altesse Roiale du Duc Victor Amedee de glorieuse memoire, seront confirmez ou ostez par Madame Roiale & les Serenissimes Princes, ainsi que requerra le service de son Altesse Roiale & sous le bon plaisir de Madame, enforte neanmoins que lesdits Princes auront sujet d'en demeurer contents.

XIII. Les graces & abolitions des crimes se feront à l'ordinaire.

XIV. Les gardes ordinaires de S. A. R. seront composees de la mesme forte de Soldats qu'il s'observoit du tems du defunt Duc Victor Amedee. Madame Roiale aura s'agarde de la nation qu'il lui plaira, s'en servira ainsi que bon lui semblera. Les deux compagnies de Cuirasses des Serenissimes Princes, seront des Soldats sujets & nationaux, & ne s'en serviront en maniere de gardes qu'en leurs antichambres & non dehors, & lors qu'il paroîtront en public, n'excederont le nombre accoutumé, & serviront dans la campagne toutes & quantes fois qu'il sera jugé à propos suivant la Coutume.

XV. Les vassaux & sujets, & toutes autres qui ont servi pendant les derniers troubles dans les armes, dans le conseil, ou autrement de part & d'autre, ne pourront pour ce sujet estre molestez dans leurs biens ou person-

nes par qui que ce soit, mais seront entierement remis en la possession de leursdits biens, dans la grace de leurs de J. C. Altesse Riales, en la bonne grace des Serenissimes 1642. Princes.

XVI. Les biens occupez par reprefaille, ou enquelque autre maniere pris aux legitimes possesseurs, leur seront rendus en l'estat qu'ils se trouveront, à quoi Madame Roiale & les Serenissimes Princes tiendront la main à ce que l'effet s'en ensuive entierement.

XVII. Quant à la restitution, confirmation ou demission des premiers degrez & dignitez, elles demeureront à la resolution que Madame Roiale en prendra; en telle sorte toutefois que les Serenissimes Princes auront sujet d'en demeurer satisfaits comme dessus.

Toutes lesquelles chbses ci-dessus declarées, Madame Roiale & les Serenissimes Princes ont accepté & acceptent, promettans de les observer en parole de Princes sous l'obligation respective de leurs biens. En foi de quoi ce present acte a été sousscrit de leurs propres mains; duquel acte seront faits trois originaux signez par Madame Roiale & par les Serenissimes Princes, & scellez de leur Sceau, l'un desquels sera donné à Madame Roiale, & les deux autres à chacun desdits Serenissimes Princes. Fait à Turin le 14. Juin 1642. Signé, CHRESTIENNE MAURICE, Cardinal de Savoie. FRANÇOIS THOMAS. Et plus bas, DE S. THOMAS.

CCLII.

ANS *Contrat de Mariage entre MAURICE*
de J. C. *Prince de Savoye & LOUISE MARIE*
1642. *de Savoye, fait le 28. Août, 1642. S.*
SAVOYE. *Guichenon. Histoire Généalogique de*
Savoye. Preuves. pag. 607.

L'ANNO di Nostro Signore Giesu Christo corrente dopo sua Natiuita mille Seicento quarantadue, l'Inditione decima & alli viginti otto d'Agosto: fatto nel Palazzo di S. A. R. nella camera attinente alla piccola galleria, riguardante il giardino, alla presenza di Madama Reale Christiana di Francia è della Serenissima Principessa Ludovica Maria figlia primogenita di detta A. R. & dell'A. R. del fu Duca Victorio Amedeo; con intemento & assistenza dell'Illustrissimo è Reverendissimo Monsignore Gaspare Cechinelli, Vescovo di Montefalcone, Nontio Apostolico appresso Madama Reale residente: & dell'Illustrissimo & Excellentissimo Signore Gio Giacomo Piscina, grand Cancellario, come Curatore al presente atto nominato & Eletto d'alla sopra detta Serenissima Principessa: & alla presenza de gli infra scritti S. S. testimoni à questo atto nominati è richiesti: cioe dell' Ill. & Excell. S. S. D. Ludonico S. Martino d'Aglié Marchese di San Damiano, Cavagliere dell'Ordine di S. A. R. del Conté Arduino Valperga di Rivara, è Francesco Provana Dileyni Conte di Druent & Cavaliere dell'Ordine di S. A. R. dell' Ill. & Excell. S. S. Carlo Filippo Conte di Morozzo Conf. di stato, è Primo Presidente nel Senato di Piemonte; Gio Giacomo Ferrari Conf. di stato è primo Presidente nella Camera de Conti di Piemonte; Decio Leone Conte di Ostana è di Beinasco è di altri S. S. astanti. Ad ogniuno sia manifestò che fendosi sotto litredici del corrente mese d'Agosto, passata promessa di matrimonio da celebrarsi in faccia di S. Chiesa, tra il Sereniss. Signore Principe Maurizio di Savoia Figliuolo del fu Sereniss. Duca Carolo Emanuel; è la Sereniss. Principessa Lud. Maria Figliuola dell'A. R. del fu Duca Victorio Amedeo è della Reale A. di Christ. sorella del rege Christ. & hora dovendosi costituire la dote in effecutione di quanto si è concertato. Ecò perioche iui personalmente costituiva l'Alteza suadetta di Madama Reale, laquale come Madre è Tutrice di S. A. R. e delle Seren. sue Figliuole, in seguendo l'esempio è buone usanze della casa Reale, & in particolare cio che fu

Traduction de ce Traité.

L'An de nostre Seigneur Jesus-Christ mil six cent quarante deux, Indition dixieme, & le 28. d'auois d'Août: fait dans le Palais de S. A. R. dans la chambre voisine de la petite Galerie qui avoient le Jardin; En Presence de Madama Roiale Christine de France, & de la Serenissime Princeesse Louise Marie, fille aînée de ladite Altesse Roiale & de feu S. A. R. Le Duc Victor Amedee, avec le Conseil & l'assistance d'Illustrissime & Excell. Prelat, Monseigneur Gaspar Cechinelli Evêque de Montfalcon, Nonce Apostolique Resident auprès de Madama Roiale; Et de l'Illustrissime & Excellent. Seigneur Jean Jacques Piscina Grand Chancelier, comme ayant été nommé & élu Curateur au present acte, Pour la Seren. Princeesse ci-dessus nommée: Et en Presence des Seigneurs soussignez, qui ont été nommez & requis pour être temoins au present acte; sçavoir des Illust. & Excell. Seigneurs; Louis de St. Martin d'Aglié, Marquis de St. Damien, Chevalier de l'Ordre de S. A. R. du Comte Hardouin de Valperga de Rivara, & de François Provana di Leyni, Comte de Druent, Chevalier de l'Ordre de S. A. R. des Illust. & Excell. Seigneurs, Charles Philippe Comte de Morozzo, Conseiller d'Etat & premier Presidem de la Cour Souveraine du Piémont; Jean Jacques Ferrari Conseiller d'Etat & premier President de la Chambre des Comptes du Piémont; de Decio Leone Comte d'Ostano & de Beinasque, & des autres Seigneurs presens audit acte.

Soit Notoire à tous & à chacun, qu'une Promesse de Mariage ayant été faite le 13. du present mois d'Août, pour être celebré en face de la Sainte Eglise; entre le Serenissime Prince Maurice de Savoye Fils de feu le Serenissime Duc Charles Emanuel; & la Serenissime Princeesse Louise Marie fille de feu S. A. R. Victor Amedee Duc de Savoye & de S. A. R. Christine Sœur du Roy Tres-Christien; Comme il s'agit maintenant d'établir la dote de ladite Serenissime Princeesse, en execution de tous les points & articles dont on est convenu: c'est la raison pour laquelle on a établi & constitué personnellement ladite Altesse Roiale, laquellle comme Mere & Tutrice de S. A. R.

ANS
de J. C.
1642.
SAVOYE.

fu osservato dal fudetto Serenissimo Duca Carolo Emanuel nel matrimonio d'ella Serenissima Infanta di Mantova, e di Modena sue Figlie ha dato Constituito & assignato come per virtù del presente publico Instrumento da, costituito, & assigna, in dote per & a nome di dote alla detta Serenissima Principessa Ludovica Maria Sposa d'avenire di detto Serenissimo Principe Maurizio; la Somma di scudi ducento millia d'oro, in oro d'Italia, pagabili in tanti scudi d'oro effettivi di giusto peso & valore ouero in altre monete & valute correnti, ai tempi de pagamenti, secondo però il valore dello scudo d'oro & in modo che con esse valute si possi accomprar il scudo doro; e non in altra cosa, eccetto che fosse di buon volere detto signore Principe e ciò in sei anni prossimi d'avenire, con patto però che volendo M. R. pagar avanti che spiri di termine qualche somma, lo possi fare mentre, non sia minore del Terzo di detti scudi Ducento millia d'oro, e che in tal caso ne faccia avisar del Serenissimo Principe quattro mesi prima pagabile detta somma al Serenissimo Principe fudetto ò a chi dalui haverà legittima autorità di riscuotter la se ben esso absente, però presente, stipulante & accettante gli suoi heredi e Successori l'Illustrissimo & Excellentissimo Signore Gio Domenico Doria Marchese di Ciriè suo Procuratore come consta per Instrumento di procura delli dieciocto del corrente mese d'Agosto rogato al Notaro Antonio Solaro Consigliere & Secretario di Stato di Sua Altezza Reale e Primo del Serenissimo Principe Maurizio, qua inferito & infra tenorizzato con me infrascripto Consigliere di Stato, primo Secretario e Notario della Corona stipulante & accettante & in tanto a proportion e rata della somma Principale è maggior commodità di poter sostenere i carichi matrimoniali M. Reale ha promesse e promette che fara pagare à detto Serenissimo Principe iui provento annuo a ragione di sei pro cento pagabile à quartieri & in fine d'ogni quartiere in dinari come sopra, il qual provento annire potrà esso Serenissimo Principe riscuotter di mano sua propria sopra il dinaro della Cassa della general Gabella de Sali del Piemonte, il qual fondo sin hora se glie assignato & se glie assegna per la concorrente quantita di quelle importerà di provento anno per anno, in cui conformita segli spedirano sin adesso dotti recapiti con le sicurezze necessarie à qual effetto anco Madama Reale fara che li Accensatori presenti d'avenire della fudeta general Gabella passino obbligo per il pagamento di de provento annuo come sopra verso il fudeto Serenissimo Principe. E volendo Madama Reale dimonstrare la sedisfazione che riceve da questo Matrimonio ha dichiarato è dichiara di voler far dono alla Serenissima Principessa sua Figlia, d'una quantita di gioie delle quali con le altre che si rimetteranno al tempo che si confignera il fardello ne fara fatta descrittione & estimo da inserirsi in piede del presente publico Instrumento & in oltre essa Madama Reale assignara e rimettera alla fudetta Signora Principessa, come così promette iui competente fardello del quale e delle argentarie che gli faranno Consignate è rimesse; se ne fara parcella e descrittione à parte da inserirsi come sopra per fare la restituzione nel Stato & essere che si ritroveranno venendo il caso d'essa, e quanto alle gioie tanto che dara Madama Reale come sopra che quanto alle altre le quali faranno rimesse come proprie à dette Signora Principessa doutra farlene l'estima à fine che venendo del Serenissimo Principe à valersi di quelle, sia certo il prezzo loro al quale douranno in tal caso esser fatte buone ad essa Signora Principessa in modo che ne per l'una ne per l'altre del Serenissimo Principe resti obbligato à cola alcuna eccetto che nel sopradetto caso, in qual Serenissimo Principe inseguendo le buone usanze della Patria & il costume di grandi ha fatto è fa per mezzo di Signor Marchese di Ciriè suo Procuratore in virtù della sopra descrita procura augmento di detta dote ò sia donazione per le nozze alla detta Serenissima Signora Principessa sua futura Consorte, à ragione, del Treizo: è quanto alli guadagni dotali si è dichiarato, è si dichiara che si seguirà il costume ò l'usanza

A. R. Et des Serenissimes Princesses ses filles, suivant l'exemple & les louables Coutumes de la Maison Royale, & particulièrement ce qui a été observé par le Seren. Duc Charles Emmanuel au Mariage des Seren. Infantes de Mantoue & de Modene ses filles; A donné, constitué & assigné, comme en vertu du Présent Acte elle donne, constitue & assigne en qualité de Dote, à la dite Seren. Princesse Louise-Marie future Epouse dudit Seren. Prince Maurice, la somme de deux cent mille écus d'or, en monnoye d'or d'Italie, payable en autant d'écus d'or effectifs, de juste poids & valeur ou en d'autres especes qui auront cours dans le tems dudit payement, à proportion de la valeur dudit écu d'or, de telle sorte que l'un soit équivalent à l'autre, & non autrement, à moins que ledit Seren. Prince ne le veuille bien; Et ce dans le terme de six années Prochaines à venir; à condition neantmoins que si Madame Royale veut faire une partie dudit payement avant l'expiration du terme, Comme il sera en son Pouvoir de le faire elle ne pourra faire un payement moindre que le tiers de ladite somme de deux cent mille écus d'or: & en ce cas là elle sera obligée d'en donner avis audit Seren. Prince quatre mois auparavant: ladite somme payable au Seren. Prince susdit, ou à celui qui sera suffisamment autorisé de sa part pour la recevoir: à ce present, stipulant, & acceptant pour les heritiers & successeurs; l'Illustrissime & Excell. Seigneur, Jean Dominique Doria, Marquis de Ciriè autorisé de l'aprobation du 18. du present mois d'Aout, passée par devant le Notaire Antoine Solaro Conseiller & Secrétaire d'Etat de S. A. R. & premier Conseiller du Serenissime Prince Maurice; inserée au present acte selon sa forme & teneur, par moi soussigné Conseiller d'Etat, premier Secrétaire & Notaire de la Couronne stipulante & acceptante. Et par conséquent afin de donner audit Seren. Prince les moyens de soutenir les charges du Mariage, à proportion de ladite somme principale; Madame Royale a promis & promet de faire payer tous les ans audit Seigneur Prince les Interests de ladite somme à raison de six pour cent payable par quartier, & à la fin d'icelui, en mêmes especes que celles qui ont été spécifiées ci-dessus, lequel revenu annuel ledit Serenissime Prince pourra prendre sur les deniers Provenant de la ferme de la gabelle generale du Sel de Piémont, Et sur ce fond qui lui a été & qui lui est maintenant assigné il pourra recevoir tous les ans jusqu'à la concurrence de l'Interest que lui doit produire ladite somme principale: Et pour une plus grande facilité du payement de ce revenu annuel, on lui expediera dès à present des ordonnances en bonne forme avec toutes les seuretez necessaires pour cet effet. De plus Madame Royale sera en sorte que les fermiers presens & à venir de ladite gabelle generale, s'obligent de payer audit Seren. Prince le revenu annuel ci-dessus énoncé.

Madame Royale voulant faire connoître combien elle est satisfaitte de ceste alliance a déclaré & declare par ces presentes qu'elle veut faire à la Serenissime Princesse, un don de quantite de Joyaux, desquels ainsi que des autres choses qui seront delivrées avec les bagues & le trousseau des Noces, on fera l'Inventaire & l'estimation, qui sera Inserée au bas du present Contrat. Madame Royale assignera en outre, & delivrera à ladite Serenissime Princesse, ainsi qu'elle a promis, un trousseau & des bagues proportionnées à sa qualité, dont ainsi que de la vaisselle d'argent qui lui sera delivrée on fera un Inventaire à part pour l'inserer comme il a été dit ci-dessus, afin que si le cas s'y rencontre le tout soit rendu en l'état & nature qu'il se trouvera.

Pour ce qui regarde les Joyaux tant ceux que Madame Royale doit donner comme il a été dit ci-devant, que les autres qui seront remis à ladite Dame Princesse comme lui appartenant en propre, on sera obligé d'en faire l'estimation, afin que s'il arrivoit que ledit Serenissime Prince vint à en disposer, la juste valeur desdits Joyaux soit fixée, & qu'en ce cas là on en tiennne compte à ladite Dame Princesse suivant le poids de l'estimation; de telle sorte que le Serenissime Prince ne sera obligé à rien à l'égard de l'un ni de l'autre, excepté le cas ci-dessus énoncé; lequel arrivant, le Serenissime Prince suivant les loüables Coutumes du Pais, & l'usage qui s'observe parmi les Grands; a fait, comme aussi il fait & constitue presentement,

ANS
de J. C.
1642.

ANS
de J. C.

1642.

za della Patria del Piemonte; qual sopra detta dote mediante essa Signora Principessa Ludovica Maria rendendosi tacita è contenta e confessandosi competentemente dotata hauuto riguardo à beni Paterni e Materni di consenso e buon volere di Madama Reale suo giuramento mediante nelle mani di me Infrafrascito primo Segretario e Notario della Corona prestato alla presenza di sopradetti Signori Testimoni, dispensata al detto giuramento della detta Altezza e Madama Reale come Turtrice di sua Altezza Reale, e certificata dell' Importanza di detta rinuncia & giuramento dall' Illustrissimo & Excellentissimo signore Gio Giacomo Pischna gran Cancellario di Sua Altezza Reale suo Curatore Eletto come sopra al presente atto, e con la participatione & expreso consenso di Serenissimo Principe suo futuro Marito, come ne consta per la sopra designata procura presente & alla sopra detta rinuncia suo consenso anco prestante, in virtù d'ella autorità attribuita gli nella medema procura di Signor Marchese de Cirié, ha rinunciato e rinuncia in favore di S. A. R. il Signor Duca Carlo Emanuele de Savoia regnante e de suoi discendenti legittimi e naturali, à tutti i beni Paterni, Materni, Fraternali e Sororini presenti à quanto sopra essa M. Reale tanto à suo che à nome di S. A. R. accettante e stipulante per li suoi heredi & successori patto expreso e di solenne stipulatione confermato à favore della Signora Principessa. Cioè che venendo il caso (il che Dio non vogli) che mancasse la linea & discendenza sudetta di S. A. R.: sia essa rinuncia non fatta; anzi in tal caso resti adessa Sig. Princ. Lud. Maria, suoi heredi successori in Infinito salua ogni sua ragione come sudetta rinuncia non fosse mai stata e che sempre in tutti li casi s'intendino riservare ad'essa Sig. Principessa le ragioni della successione nel Ducato di Montferrato, sì, e come à suo tempo venendo il caso le possa spettar in virtù dell' Investitura riportante dalla detta Altezza Reale del fu Duca Vittorio Amedeo suo Padre, quali doti, augmento, d'essa Donazione gioye e fardello, esso Signor Principe ha promesso in ogni caso di restituzione di dote di rimettere alla detta Signora Principessa, cioè l'augmento dotale secondo l'usanza e costumi della Patria di Piemonte le qual cose tutte soprascritte Madama Reale detta Signora Serenissima Principessa Lodovica Maria e detto Signor Gio Dominico Doria Marchese di Cirié hanno promesso osservare & C. Signé de S. Thomas.

ment, par l'entremise du Seigneur Marquis de Cirié son procureur, en vertu de la procuracion cy-dessus spécifiée, une augmentation de la dote susdite, ou donation en faveur du Mariage, à ladite Serenissime Princesse sa future épouse à Raison du; Et à l'égard du douaire & des avantages matrimoniaux, on a déclaré & l'on déclare que l'on suivra la Coutume & l'usage ordinaire qui s'observe dans le Piémont.

Moyennant laquelle dote, ladite Seren. Princesse Louise Marie remontrant être satisfaite, & confessant qu'elle est suffisamment dotée, à proportion de ce qu'elle peut prétendre sur les biens paternels & maternels, du consentement & de la pleine volonté de Madame Royale; suivant le serment que ladite Dame Princesse a prêté entre les mains de moi soussigné premier secrétaire & Notaire de la Couronne, étant suffisamment autorisé pour la validité dudit serment par sadite Altesse Madame Royale comme Turtrice de S. A. R., après avoir été suffisamment instruite de l'Importance de sa renonciation & de son serment, par l'Illustrissime & Excellentissime Seigneur Jean Jacques Pischna grand Chancelier de S. A. R.; Curateur élu de ladite Dame Princesse pour le présent acte, comme il a été dit ci-dessus, & avec la participation & le consentement exprez du Seren. Prince son futur époux, lequel, ainsi que la procuracion ci-dessus énoncée en fait foi, consent pareillement à ladite renonciation en vertu du même pouvoir qu'il a donné au Seigneur Marquis de Cirié: Elle a renoncé, comme par ces présentes elle renonce, en faveur de S. A. R. Charles-Emanuel Duc de Savoie, son frere, à présent regnant & de ses descendants légitimes & naturels, à tous les biens qu'elle peut prétendre des successions des Peres & Mere, Freres & Sœurs; Madame Royale tant en son propre nom qu'en celui de S. A. R., acceptant & stipulant pour ses heritiers & successors, par un pacte exprez & confirmé par un accord Solennel, en faveur de ladite Dame Princesse dans la clause suivante, c'est à sçavoir, qu'en cas que S. A. R. ne laissât point d'enfans, ce qu'à Dieu ne plaise, ladite renonciation demurerait nulle & de nul effet: comme aussi si en pareil cas ladite Dame Princesse Louise Marie laisse des heritiers & successors à l'infini, sans préjudice de ses droits quels qu'ils puissent être, ladite renonciation n'aura aucun lieu, de même que si elle n'avoit jamais été faite; on entend pareillement que dans tous les cas susdits ladite Dame Princesse se réserve tous ses droits sur la succession du duché de Montferrat, de la même manière que le cas avenant, elle pourroit prétendre en vertu de l'Investiture qui en a été donnée à son Altesse Royale Victor Amedée. Et à l'égard de la dote, augmentation, ou donation, joyaux, & bagues Nuptiales ci-dessus énoncées, ledit Seigneur Prince, a promis en cas de restitution de la dote, de délivrer à ladite Dame Princesse l'augmentation d'icelle selon l'usage & la Coutume du Piémont. Toutes lesquelles clauses & articles ci-dessus exprimez, Madame Royale, ladite Dame Serenissime Princesse Louise Marie, & ledit Seigneur Jean Dominique Doria Marchese de Cirié ont promis d'exécuter de point en point & C. Signé, de St. Thomas.

CCLIII.

ANS
de J. C.

1642.

ESPAGNE
ET OR-
LEANS.

(4) Ce
Traité a
été tra-
duit du
Flamand
qui n'est
pas l'O-
riginal.

(3) *Traité entre PHILIPPE IV. Roi d'Espagne & GASTON de France Duc d'Orleans, fait à Madrid, le 13. Mars, 1642. Ratifié par le Duc d'Orleans le 29. Août, de ladite Année. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre Tom. V. pag. 432. & en Italien dans le Mercure de Vittorio Siri. Tom. II. pag. 572.*

LE Sieur de Fontrailles ayant été envoyé au Roy d'Espagne par Monfr. le Duc d'Orleans avec des lettres de son Altesse pour S. M. Catholique & pour Monfr. le Comte de Saint Lucar, datées à Paris le vin-

tième Janvier mil six cent quarante deux; a en vertu du pouvoir à lui donné proposé: Que son Altesse désirant le bien commun d'un chacun, & particulièrement de la France, & de voir la Noblesse & les peuples de ce Royaume délivrés de l'oppression qu'ils souffrent depuis long tems dans une sanglante guerre, pour en faire cesser la cause & rétablir une Paix raisonnable entre l'Empire & les deux Couronnes, au plus grand bien de la Chrétienté, il prendroit volontiers à cet effet les armes si sa susdite Majesté Catholique y vouloit concourir de son côté, par tous les moyens possibles pour avancer l'affaire; & après qu'il a eu déclaré les particularités de la commission & les offres & demandes que le Seigneur Duc d'Orleans & ceux de son parti font ont été par le susdit sieur Comte Duc pour leurs Majestés Impériale & Catholique, & par le susdit sieur Fontrailles au nom de son Altesse, accordés & conclus les Articles suivans.

I. Pre-

I. Premierement. Comme le principal but de ce Traité est de faire une Paix équitable, entre les deux Couronnes de France & d'Espagne pour leur bien commun & celui de la Chréienté, nous avons unanimement déclaré qu'on ne pretendit rien par ceci contre le Roy tres-Chrétien ni au prejudice de ses Pays, non plus que contre les droits & autorité de la tres-Chrétienne Reyne Regente; mais au contraire on aura soin de les maintenir dans tout ce qui leur appartient. Sa Majesté Catholique donnera douze mille hommes d'infanterie, & cinq mille chevaux effectifs de vieilles troupes, toutes venant d'Allemagne ou de l'Empereur ou de sa Majesté Catholique. Que si par quelque nouvel accident il venoit à manquer deux ou trois mil hommes de ce nombre, on n'entend pas pour cela qu'il aura été contrevenu à ce present accord, bien entendu qu'on les fournira le plus tôt qu'il sera possible.

II. Il est accordé que du jour que Monsieur le Duc d'Orleans se fera rendu en la ville de sureté qu'il dit, & en état de lever des troupes, Sa Majesté Catholique lui donnera quatre cent mille écus content qui seront payés au contentement de son Altesse pour être employez en levée de Troupes & autre chose nécessaire pour le bien commun.

III. Sa Majesté Catholique donnera le train d'Artillerie avec les munitions de guerre proportionnées à cette armée avec les vivres pour toutes ces troupes, jusqu'à ce qu'elles soient entrées en France, où son Altesse entretiendra les siennes, & Sa Majesté Catholique les autres, comme il sera spécifié plus bas.

IV. Les Places qui seront prises en France soit par l'armée de Sa Majesté Catholique ou par celle de son Altesse, seront remises entre les mains de son Altesse ou de ceux de son parti.

V. Il sera donné au fufdit Duc d'Orleans douze mil écus de pension par mois, outre ce que Sa Majesté donne en Flandre à Madame la Duchesse sa femme.

VI. Il est arreté que cette armée & les troupes d'icelle obeiront absolument au fufdit Sieur Duc d'Orleans; Et nonobstant que la fufdite armée est levée des deniers de Sa Majesté Catholique, les Officiers d'icelle prêteront serment à son Altesse, pour servir aux fins du present Traité.

VII. Et s'il arrivoit que son Altesse vint à mourir, s'il se trouve quelque Prince du Sang de France qui soit entré en ce Traité, il commandera en la maniere qu'il a été arreté dans le traité fait avec Monsieur le Comte de Soissons. Et en cas que l'Archiduc Leopold ou quelque autre personne fils ou Frere de Sa Majesté Imperiale devint Gouverneur en Flandre pour Sa Majesté Catholique, comme par même moyen il sera General de ses armées, & que sa Majesté Catholique a grand interet en ceci; il est accordé que le fufdit sieur Duc d'Orleans & ceux de son parti, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, entretiendront en cette consideration une bonne correspondance avec le fufdit Archiduc ou autre comme dit est, & lui communiqueront tout ce qui se presentera en recevant tous ensemble les ordres de l'Empereur & de sa Majesté Catholique, tant pour ce qui regarde la Guerre, que pour ce qui est des places & des Armées & de leurs progres.

VIII. Et comme son Altesse a deux personnes propres pour être Marechaux de camp de ces armées, lesquelles le fufdit sieur declarera après la conclusion de ce traité, Sa Majesté Catholique se charge d'obtenir deux patentes de Marechaux de camp de l'Empereur.

IX. Est accordé que Sa Majesté Catholique donnera quatre mil ducats de pension, pour par mois être partagés entre lesdits deux Seigneurs.

X. Comme aussi on donnera dans trois mois cent mil livres pour pourvoir & munir les places de sureté que son Altesse a en France; si celui qui lui donnera lesdites places n'est pas content, on payera ladite somme contant, & outre cela cinq cens mesures de poudre à canon, & vingt cinq mille livres par mois pour l'entretien de la garnison.

Tom. III.

XI. Est accordé de part & d'autre qu'on ne fera aucun accomodement ni en general ni en particulier avec la France, si ce n'est d'un commun consentement & qu'on rendra toutes les places & pais que l'on aura pris en France, sans se servir d'aucun pretexte au contraire, au cas que la France rende les places qu'elle aura prises en quelque lieu que ce soit, même celles qu'elle a achetées, & qui ont été occupées par les armées qui ont prêté serment à la France. Et les fufdits sieurs Duc d'Orleans, & ceux de son parti déclarent qu'ils seront dorenavant ennemis de la Suede & des ennemis de leurs Majestez Imperiale & Catholique, & de tous ceux qui leur donnent ou leur donneront aide, faveur & protection, & son Altesse & ceux de son parti feront leur possible pour les détruire.

XII. Il est convenu que les Armées de France que son Altesse doit commander comme dit est, agiront conjointement aux mêmes fins, & avec bonne correspondance.

XIII. On tâchera de faire en sorte que les troupes soient prestes au plutôt, & que ce soit à la fin de May; surquoy Sa Majesté Catholique fera écrire au Gouverneur de Luxembourg, afin qu'il assigne à celui qui lui apportera un blanc signé de son Altesse ou de l'un desdits deux Seigneurs, le tems auquel tout sera en état, lequel blanc signé son Altesse enverra aussitôt pour gagner du tems, si les choses sont prestes, & si elles ne le sont pas encore, quand la personne arrivera elle retournera dans les places de sureté.

XIV. Sa Majesté Catholique donnera aux troupes de son Altesse un mois après qu'elles seront entrées au service, & ainsi de suite, cent mil livres par mois pour leur entretien & autres choses militaires. Et il plaira à son Altesse de déclarer ensuite le nombre de gens de guerre, qu'elle aura dans ses places de sureté, & le nombre de ses troupes si elle le trouve bon, étant convenu dès à present comme pour lors, que les logements & contributions seront partagez également entre les deux armées.

XV. L'argent qui se tirera de France sera à la disposition de son Altesse, & sera partagé également entre les deux armées, comme il est dit cy-dessus au precedent article: Et est déclaré qu'on ne pourra imposer aucun tribut que par l'ordre de son Altesse.

XVI. Si le fufdit sieur Duc d'Orleans étoit obligé de sortir de France, & qu'il se retirât dans la Franche Comté ou autre pais; sa Majesté Catholique donnera ordre à ce que ladite Altesse & les deux autres grands Seigneurs de son parti, soient reçus en tous ses pais, & de les faire conduire de là dans les places de sureté.

XVII. Comme le fufdit Duc d'Orleans desire un pouvoir de sa Majesté Catholique pour accorder la paix ou la neutralité aux villes & Provinces de France qui la demanderont, & que l'Ambassadeur de sa Majesté Catholique qui sera près de son Altesse, ait plein pouvoir; Sa Majesté Catholique y consent.

XVIII. Au cas que (ce qu'à Dieu ne plaise) le fufdit Duc d'Orleans vienne à deceder, sa Majesté promet de conserver la même pension aux deux Seigneurs & à un seul si le parti subsiste, ou s'ils demeurent au service de sa Majesté.

XIX. Le fufdit sieur Duc d'Orleans declare & en son nom le fufdit sieur de Fontailles, qu'aussi-tôt que son Altesse se declarera, il lui sera donné une des meilleures places de France pour sa sureté, laquelle sera déclarée & nommée à la conclusion du present Traité. Et au cas qu'elle ne soit pas trouvée suffisante le present Traité demeurera nul; comme ledit sieur de Fontailles nommera les fufdits deux Seigneurs, pour lesquels on desire ladite pension, ce que sa Majesté accorde.

XX. Enfin il est accordé que tout ce qui est convenu par ces articles sera approuvé & ratifié par la Majesté Catholique & par ledit Duc d'Orleans, de la maniere qu'il est accoutumé en semblables Traitez. Le Comte Duc le promet ainsi au nom de sa Majesté, & le fufdit sieur de Fontailles au nom de son Altesse; s'obligeant reci-

ANS proquement à ce comme de là part de leurs Principaux.
de J. C. Comme ils l'approuvent, ratifient & signent dès à
1642. présent comme pour lors. Le Mardi le 13 Mars mil
six cens quarante deux, signé dom Galpar de Gudzman
& par nom supposé Clermont pour Fonttrailles.

Nous Gaston fils de France frere unique du Roy,
Duc d'Orleans, certifions que le contenu cy-dessus est
la copie fidele de l'Original du Traité que Fonttrailles
a passé en notre nom avec Monsieur le Comte Duc de
St. Lucar; en temoin dequoy avons signé ces presen-
tes de notre main & l'avons aussi fait signer par notre
secrétaire le vingt neuvième d'Août mil six cens qua-
rente deux. A Ville Franche signé Gaston & plus bas
Goulas.

Comme par le Traité que j'ay signé ce jour d'huy pour
& au nom de Monseigneur le Duc d'Orleans avec Mon-
sieur le Comte Duc pour & au nom de sa Majesté Catho-
lique, je suis obligé de declarer le nom de deux perfon-
nes qui y sont compris par son Altesse à Monsieur le Com-
te Duc, & afin qu'il le dise à sa Majesté Catholique,
Que ces deux personnes sont Monseigneur le Duc de
Bouillon & Monsieur de S. Marc grand écuyer de Fran-
ce, & que la place de sureté qui sera donnée à son Al-
tesse fût Sedan, que Monseigneur le Duc de Bouillon lui
met en main. En verité dequoy j'ay signé cet écrit de
ma main à Madrid le treizième Mars mil six cent quatre
deux, avec le nom supposé Clermont.

Nous Gaston fils de France, frere unique du Roy,
Duc d'Orleans reconnoissons que le contenu cy-dessus est
la copie fidele de la declaration que Monsieur de
Bouillon, Monsieur le Grand & nous avons sousigné de
donner pouvoir, à Monsieur de Fonttrailles, de faire,
au nom des susdits sieurs de Bouillon & le Grand, à Mon-
sieur le Comte Duc de St. Lucar après qu'ils auroient
passé le Traité avec luy, dans lequel Traité ils ne sont
point compris que sous le titre de deux grands Seigneurs
de France en temoin dequoy nous avons signé ce pre-
sent certificat de notre main & l'avons fait signer par
notre secrétaire à Villefranche le vingt neuvième Août
signé Gaston & plus bas Goulas.

CCLIV.

ANS *Traité entre LOUIS XIII. Roi de Fran-*
de J. C. *ce & les Etats Generaux des PROVIN-*
1643. *CES-UNIES, avec assistances ausdits*
Etats de douze cens mille livres pour un an,
fait à Paris le 30. Mars 1643. Freder.
Leonard. Tom. V. Aitzema Affaires
d'Etat & de Guerre. Tom. V. pag 483. &c.

LA FRAN-
CE ET LES
PROVIN-
CES
UNIES.

LE Roi considerant le peu d'inclination que les en-
nemis communs ont à la Paix, & qu'il est impos-
sible de les y porter, s'ils n'y sont contraints par
la force: pour parvenir à une si bonne fin, S. M.
s'est résolu conjointement avec lesdits sieurs Etats Ge-
neraux des Provinces-Unies des Pais-bas, de les atta-
quer le plus puissamment qu'il se pourra cette Campa-
gne, & pour donner moyen ausdits sieurs Etats de sup-
porter plus aisément les dépenses qu'ils seront obligés
de faire pour une grande entreprise, Sadite Majesté a
bien voulu leur accorder pour la presente année 1643.
un secours d'argent extraordinaire, conformément aux
conditions qui s'ensuivent.

PREMIEREMENT. Sa Majesté assistera durant
la presente année 1643. lesdits sieurs Etats Generaux
de la somme de douze cens mille livres, laquelle lesd.
sieurs Etats emploieront effectivement à l'entretien des
gens de guerre extraordinaires, qui sont déjà & pour-
ront estre levez, en sorte que ladite somme de douze
cens mille livres ne pourra estre divertie à aucun autre
usage: ce que lesd. sieurs Etats promettent de bonne
foi, & maintiendront religieusement, afin d'attaquer
plus aisément les ennemis par toutes voyes & moyens à
eux possibles.

II. Sa Majesté fera bailler pour ledit argent des af-
signations qui seront bonnes & au contentement de ce-
lui que lesd. sieurs Etats autoriseront en France sur ce
sujet, pour estre effectivement acquittées dans Paris dans
le cours de la presente année: le paiement s'en fera en
trois termes: sçavoir, quatre cens mille livres lors de la
ratification respective du present Traité, quatre cens
mille livres dans le mois de Juillet prochain, & les au-
tres quatre cens mille livres dans le mois d'Octobre en-
suivant.

III. Moienant quoi lesdits sieurs Etats s'obligent
de mettre leur Armée bonne & forte en Campagne,
pour faire une entreprise considerable, Sa Majesté pro-
mettant de son côté de mettre pareillement une bonne
& forte Armée en Campagne, pour faire aussi une en-
treprise considerable, ou incommoder les ennemis le
plus qu'il lui sera possible.

IV. Lesdits sieurs Etats consentent que sur ladite
somme de douze cens mille livres seront prises & reser-
vées les pensions des Officiers François, pour estre payées
& distribuées sur le pied & de la même façon qu'il a esté
convenu par le Traité du 17. Juin 1630. & celui du
14. Avril 1634. Et que celui que lesdits sieurs Etats
commettront à Paris pour recevoir lesdites douze cens
mille livres, sera obligé d'y paier & fournir la somme à
quoi se montent lesdites pensions sur le dernier terme du
paiement.

V. Sa Majesté & lesd. sieurs les Etats ratifieront res-
pectivement les presens Articles dans le terme de six se-
maines, si faire se peut.

VI. Ce present Traité ne dérogera point aux pré-
cedens faits entre Sa Majesté & lesd. sieurs les Etats,
tous lesquels demeureront en leur force & vigueur pour
estre fidelement & religieusement effectuez de part &
d'autre.

Declaration des Etats Generaux dudit jour,
touchant le nombre de gens de Guerre en
chacune Armée: de temps qu'elles atta-
queront: que lesd. Etats auront à leur dé-
pens trente Vaisseaux de guerre au travers
de Calais pour le fournissement des vivres,
si le Roi attaque quelque Place de Flandres:
Et que les Armées du Roi auront libre pas-
sage sur le Rhin à Wesel & sur la Meuse à
Maeftrik du 30. Mars 1643.

POUR plus grand éclaircissement du 3. Article du
Traité passé ce jour d'huy, il a esté convenu que le
Roi & lesd. sieurs Etats Generaux des Provinces-Unies
des Pais-bas mettront en Campagne chacun une Ar-
mée composée de 18000. à 20000. hommes de pied
& de 4500. à 5000. chevaux: que lesd. Armées en-
treront dans les Pais-bas pour tout la mi-Mai prochain,
si ce n'est que celui qui commandera les Armées du Roi
d'Espagne se mit plutôt en Campagne; auquel cas le
Roi & lesd. sieurs les Etats seront obligez d'y mettre en
même temps de quelque côté qu'ils puissent tourner.
Que celle desd. sieurs Etats attaquera une Place de tel-
le consideration que les ennemis en recevront un nota-
ble préjudice, & que celle de S. M. en attaquera aussi
une considerable de son côté, ou fera telle diversion
en s'avancant dans le Pais des ennemis, qu'estans obli-
gez de tenir une bonne partie de leurs forces pour s'op-
poser aux desseins de S. M. le Prince d'Orange
ait d'autant plus de facilité d'avoir un succès heureux
de l'entreprise qu'il fera; bien entendu qu'en cas que
l'Armée de S. M. ne fasse qu'une simple diversion,
elle se mettra en Campagne quatorze jours avant celle
desd. sieurs les Etats. Et au cas qu'il soit resolu que
toutes les deux Armées entreprennent des attaques de
Places, elles se mettront en Campagne en même jour
precisement, sans y faillir, sur peine de manquement
de foi de part & d'autre.

Lesd. sieurs Etats s'obligent de faire passer dans le 8.
du

du mois d'Avril trente Vaisseaux de Guerre bien équipés, de deux, trois, quatre & cinq cens tonneaux, à leurs dépens, au travers de Calais, pour empêcher aux ennemis l'entrée de Flandres par Mer; & au cas que les Armes du Roi attaquent quelque Place sur la Côte de Flandres, lesd. trente Vaisseaux demeureront toujours en ladite Côte, tant que l'entreprise durera, & investiront par Mer de telle sorte la Place assiégée par les Armes du Roi, qu'elle ne puisse être secourue par Mer, soit par les forces du Roi d'Espagne, soit par celles de quelque autre Puissance que ce puisse être, qui voudrait les assiéger sous quelque prétexte que ce soit: audit cas lesd. sieurs Etats s'obligent de faire escorter tous les vivres qui viendront de la Côte de France au lieu où sera l'Armée de S. M. ou de lui en fournir à prix raisonnable, si les vents ne permettent pas d'en apporter de France suffisamment, & qu'ils soient bons, pour les transporter des Pais desd. sieurs Etats des Provinces-Unies audit lieu & où sera l'Armée du Roi pour parachever son dessein, auquel S. M. n'engagerait jamais les Armées sans la confiance qu'elle prend que le contenu au présent Article sera ponctuellement & fidelement exécuté par lesd. sieurs Etats, qui le promettent & s'y obligent sur peine de manquement de foi, & d'infraction des Traités faits par eux avec S. M. lesd. sieurs Etats promettent sincèrement aux Armées de S. M. passage & repassage sur le Rhin à Wesel, & aussi passage & repassage sur la Meuse à Maestricht, quand ils en seront requis par S. M. pourvu que ce ne soit point pour préjudicier à leur Etat. Lesd. sieurs Etats s'obligent de tenir leur Armée en Campagne tant & si long-temps que le bien de la cause commune le requerra, & la saison le pourra permettre. En foi de quoi nous Commissaires & Ambassadeurs en vertu de nos pouvoirs respectifs avons signé ces Présentes de nos seings ordinaires, & à icelles fait apposer le cachet de nos armes. A Paris le 30. Mars 1643. Signé, Bouthillier, de la Thuillierie, G. de Lierre.

CCLV.

Traité Préliminaire, Entre FERDINAND III. Empereur, & PHILIPPE IV. Roi d'Espagne d'une part, & LOUIS XIII. Roi de France, pour l'Assemblée de Munster & d'Osnabruk. Fait à Hambourg le 25. Décembre 1641. Ratifié le 21. Mai 1643. Freder. Leonard. Tom III. pag. 71. Aitzema Affaire d'Etat & de Guerre. Tom V. pag. 211. &c.

CONRAD DE LUTZOW, Conseiller Aulique de l'Empereur, & Plenipotentiaire de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire, pour les Préliminaires de la Paix, auprès du Cercle de la Basse Saxe. A tous & chacun de ceux qui y sont intéressés, Sçavoir faisons; Qu'après plusieurs années durant lesquelles on avoit commencé à traiter des moïens pour établir une Paix universelle, & y ayant toujours eu dans les Préliminaires quantité de difficultés qui venoient les uns des autres: enfin par le secours du Ciel & par l'entremise du Serenissime Roi de Danemarck comme mediateur, il est arrivé qu'entre nous pour Sadite Majesté Imperiale & le Roi d'Espagne d'une part, & le tres-illustre & tres-excellent Seigneur Claude de Mefines, Comte d'Avaux, Ambassadeur de Sa Majesté Tres-Chrestienne de l'autre, lesd. Préliminaires ont été conclus en la maniere suivante.

I. Que les lieux où l'on traitera la Paix generale, seront les Villes de Munster & d'Osnabruk en Westphalie, desquelles on fera sortir les Garnisons des deux parties après l'échange faite des Passeports, comme il sera dit ci-après: & que durant la tenue des Assemblées, ces deux Villes seront quittes de leurs sermens envers les deux parties, & comme telles seront obligées de se main-

tenir neutres: que pendant ce temps-là chacune de ces Villes sera gardée par son propre Magistrat, & par sa propre Milice & Bourgeoisie, qui répondront de la sûreté des personnes, & des biens de tous ceux qui y seront envoyez pour negocier la Paix, comme aussi de tous leurs Serviteurs & Domestiques; que si le Magistrat est requis de quelque chose pour le bien commun du Traité, il contribuera autant qu'il pourra à la satisfaction commune, mais sans rien exécuter en faveur des uns ni des autres, que les Ministres de part & d'autre n'en soient d'accord.

II. Que les deux Assemblées ne passeront que pour une même: & que pour cet effet, non seulement les chemins entre Munster & Osnabruk deçà & en delà, seront libres pour aller & pour venir de part & d'autre; mais aussi que tous les lieux qui sont entre-deux, & qui se trouveront commodes pour les Assemblées particulieres des Députés, jouiront de la même sûreté & franchise que lesdites Villes.

III. Que si l'Assemblée generale vient à se separer sans avoir rien fait (ce qu'à Dieu ne plaise) Munster & Osnabruk reprendront les Garnisons des deux parties qu'elles ont maintenant, & observeront encore religieusement la Neutralité six semaines après la rupture du Traité.

IV. On échangera de part & d'autre les Passeports pour l'Assemblée de Munster dans l'espace de deux mois, à commencer du jour de cette Assemblée: & afin que la diversité & l'éloignement des lieux où se doit faire l'échange desdits Passeports, ne cause point d'embaras & de retardement, l'échange s'en fera à Hambourg par les Ministres du Roi de Danemarck.

V. Que l'Empereur & le Roi d'Espagne donneront chacun leurs Passeports.

1. Pour les Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrestienne.

2. Pour le Resident de Suede.

3. Pour les Plenipotentiaires de la Serenissime Duchesse de Savoie.

4. Pour les Plenipotentiaires des Provinces-Unies des Pais-Bas.

5. Pour les Deputés de l'Electeur de Treves.

6. Pour le Prince Charles Louis, Comte Palatin du Rhin, & pour ses Freres ou leurs Députés.

7. Pour les Ducs de Brunswic & de Luncbourg, ou leurs Envoyés.

8. Pour les Envoyés de l'illustissime Princesse Amelie Elizabeth, veuve du Landgrave de Hesse.

9. Pour tous les Ordres de l'Empire, Alliez & Adherans de la France, ou leurs Envoyés.

VI. Que reciproquement les Passeports de Sa Majesté Tres-Chrestienne pour l'Assemblée de Munster, seront délivrés au même tems & lieu par les Ministres du Roi de Danemarck.

1. Pour les Plenipotentiaires de l'Empereur.

2. Pour les Plenipotentiaires du Roi d'Espagne.

3. Pour leurs Confederez & Adherans, ou leurs Envoyés.

4. Pour les Députés de l'Electeur de Cologne.

5. Pour les Députés de l'Electeur de Baviere.

VII. Les Passeports de l'Empereur & du Roi d'Espagne pour les Plenipotentiaires de la Duchesse de Savoie, seront délivrés conformes à l'exemple qui est entre les mains du Serenissime Roi de Danemarck, en ajoutant seulement le titre de Tutrice du Duc de Savoie, son Fils, & Regente des Etats.

VIII. Tous & chacun des autres, tant du côté de l'Empereur & du Roi d'Espagne, que du côté du Roi de France, seront en la forme qui a été communiquée aux parties par les Ministres des Mediateurs, & ensuite approuvée par lesdites parties.

IX. Afin que l'échange des Passeports de la part de l'Espagne se fasse plus facilement, on fera valoir ceux qui ont été donnés ci-devant en la forme susdite, par feu le Serenissime Cardinal, Infant, pourveu qu'ils soient confirmés & ratifiés par le Roi Catholique.

X. On inserera dans chaque Passeport les susdits lieux

ANS de l'Assemblée generale, & les jours prescrites par l'article de J. C. de l'original du present Traité sera remis entre les mains du Serenissime Roi de Danemarck, après en avoir donné copie autentique à chaque Ambassadeur ou Ministre.

1643. XI. L'ouverture desdites Assemblées de Munster & d'Osnabruk, se fera le 25. du mois de Mars prochain, & plaise à Dieu que le succès en soit tel que le desire toute la Chrestienté.

XII. Que le present Traité ne sera qu'un mesme avec celui qui a esté conclu aujourd'hui touchant les mesmes Préliminaires de la Paix generale, entre nous Conrad de Lutzow pour Sa Majesté Imperiale d'une part, & Illustrissime Seigneur Salvius, Ambassadeur de la Serenissime Reine de Suede de l'autre, & que l'un ou l'autre Traité ne sera tenu pour accompli, qu'en satisfaisant aux conditions de tous les deux.

En foi de quoi nous avons signé de nostre main les presentes, & les avons scellées du Cachet de nos Armes; promettant de part & d'autre, de faire avoir au tems prefix les Ratifications de nos Maîtres avec lesdits Passeports. Fait à Hambourg le vingt-cinq Decembre 1641.

Pour l'Assemblée d'Osnabruk.

CONRAD DE LUTZOW, Conseiller Aulique de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire, Ambassadeur & Plenipotentiaire pour les Préliminaires de la Paix, auprès du Cercle de la Basse Saxe: A tous & un chacun que cela regarde; Sçavoir faisons, qu'après plusieurs années, durant lesquelles on avoit commencé à traiter des moïens pour établir une Paix universelle, y estant toujours survenu dans les Préliminaires quantité de difficultez qui naissoient les uns des autres: enfin par le secours du Ciel & par l'entremise du Serenissime Roi de Danemarck comme mediateur, il est arrivé qu'entre nous & l'Illustrissime & Excellentissime Seigneur Jean Alder Salvius, Chancelier de la Serenissime Reine & Royaume de Suede & son Ambassadeur, lesdits Préliminaires, ont esté conclus & arrestez en la maniere ensuivante.

I. Que les lieux où on traitera la Paix generale, soient Munster & Osnabruk en Westphalie; desquelles deux Places on fera sortir les Garnisons des deux parties, après l'échange fait des Passeports, comme il sera dit ci-après, & pendant la convocation des Assemblées, les deux dites Villes qui seront quittes de leurs sermens envers les deux parties, seront obligées d'observer la Neutralité. On laissera pendant ce tems-là la garde de chaque Ville à son Magistrat qui la fera avec ses propres Soldats & Bourgeois: il promettra à l'Assemblée toute fidelité & sûreté, & s'obligera de bien garder & bien traiter la personne, & les effets de ceux qui sont assemblez pour traiter. Et s'il est requis de quelque chose pour le bien commun de l'Assemblée, qu'il se montre obeïssant sans executer neanmoins les ordres d'aucune des parties, s'ils ne lui sont donnez par le Corps des Ambassadeurs ensemble.

II. Les droits & privileges de la Ville d'Osnabruk, demeureront sains & sauves, & les Temples, les Ecoles & les Lieux qui dépendent du Senat. Et que dans un Diocèse de mesme nom, aucune partie des Troupes ne s'attribue plus de droit de fait que du tems de ce Traité.

III. Que les deux Assemblées ne soient qu'une: & à cet effet, que non seulement les chemins entre les deux Villes en deçà & en delà soient seurs, afin que tous ceux qui ont affaire puissent aller & venir en toute liberté & sûreté: mais aussi que tous les lieux qui sont entre deux, & qui se trouveront commodes pour les Assemblées particulieres des Traitans, jouissent de la mesme franchise & liberté que lesdites Villes.

IV. Que dans les susdits lieux le port & le transport des Lettres, des Vivres, & de tout ce qui est necessaire à une si grande Assemblée, soit libre sans qu'il y soit apporté aucun trouble ni empeschement, sous quelque

pretexte que ce puisse estre, mais au contraire toute faveur & assistance.

V. Que s'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaise) que l'Assemblée se rompit sans rien conclure, Osnabruk, Peterburg & Munster reprendront l'Etat & la Garnison qu'ils ont: & ils garderont religieusement la Neutralité six semaines après la rupture du Traité.

VI. Qu'on échangeera les Passeports de part & d'autre pour les deux Assemblées entre-ci & deux mois, à commencer du jour de cete Assemblée.

VII. Et afin que l'échange qui se doit faire dans differens lieux éloignez, les uns & les autres ne cause point d'affaire & n'apporte point de nouveau retardement, il se fera à Hambourg par les Ministres du Roi de Danemarck.

VIII. Pour l'Assemblée d'Osnabruk, l'Empereur donnera les Passeports suivans.

1. Pour les Plenipotentiaires de la Reine & Royaume de Suede.

2. Pour le Resident de France.

3. Pour la Maison Palatine.

4. Pour la Maison de Brunswic & Lunebourg.

5. Pour la Maison de Hesse Cassel.

6. Pour tous les Etats de l'Empire Alliez & Confeederz de la Suede.

IX. Et la Serenissime Reine de Suede donnera les Passeports suivans.

1. Pour les Plenipotentiaires de l'Empereur.

2. Pour les Députez de l'Electeur de Maïence.

3. Pour les Députez de l'Electeur de Brandebourg.

X. Tous & un chacun des susdits Passeports, tant de la part de l'Empereur que de la Reine de Suede, seront delivrez en la forme qui a esté communiquée aux parties par les Ambassadeurs des Mediateurs, & qui a esté approuvée.

XI. On inserera respectivement dans tous les Passeports les lieux susdits de l'Assemblée generale: & l'original du present Traité, après en avoir donné copie autentique à tous les Ambassadeurs, sera remis entre les mains de Sa Majesté Danoise.

XII. Le jour qu'on a pris pour faire l'ouverture des deux Assemblées, c'est à dire, d'Osnabruk & de Munster, sera le 25. du mois de Mars prochain. Plaise à Dieu que le succès en réponde aux souhaits de toute la Chrestienté.

XIII. Que ce present Traité ne sera qu'un même avec celui qui a esté conclu aujourd'hui touchant ledit Preliminaires de la Paix, entre nous Conrad de Lutzow pour l'Empereur & le Roi d'Espagne d'une part, l'Illustrissime Seigneur Claude de Mesmes, Comte d'Avaux pour Sa Majesté Tres-Chrestienne de l'autre, & que l'un ni l'autre Traité ne soit point tenu pour accompli, à moins que l'on ne satisfasse aux conditions de tous les deux.

XIII. Tout ce qui a esté dit ci-dessus du jour & lieux des Traitez, sera ratifié en particulier par nos Superieurs & on fera l'échange reciproque de cete Ratification en tems & lieu, avec les Passeports ci-dessus rapportez.

En foi de quoi, & pour donner force aux presentes, nous les avons signées de nostre main, & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Hambourg le 25. Decembre 1641.

Ratification du Traité d'Hambourg pour les Preliminaires de la Paix, par le Roi Louis XIV. à Paris le 21. Mai 1643.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, Aiant plût à Dieu appeler à foi le Roi nostre tres-honoré Seigneur & Pere, avant qu'il ait pû voir la Paix generale dans la Chrestienté selon le desir tres-ardent qu'il en avoit, nous sommes obligez en suivant son exemple à faire tout ce qui peut estre attendu de nous pour par-

ANS parvenir à un si grand bien : & pour cet effect à confir-
mer & ratifier tout ce qui avoit esté par lui convenu &
J. C. executé pour l'avancement de ladite Paix. A ces causes,
1643. de l'avis de la Reine Regente nostre tres-honorée Dame
& Mere, après nous estre fait lire en sa presence & en
notre Conseil le Traité fait à Hambourg le vingt-cin-
quième Decembre de l'année 1641. touchant les prepa-
rations à ladite Paix, qui doit estre faite entre nous &
notre tres-cher & tres-amée Sœur, Cousine & Alliée
la Reine de Suede d'une part, & nostre tres-cher & tres-
amé Oncle & Cousin l'Empereur Ferdinand III. & no-
stre Oncle le Roi d'Espagne d'autre, par l'entremise de
notre tres-cher & tres-amé bon Frere, Cousin, Allié
& Confederé le Roi de Danemarck, ensemble la déclara-
tion que nostre amé & seel Conseiller en nos Conseils,
Commandeur de nos Ordres, & ci-devant Ambassa-
deur extraordinaire du Roi nostre tres-honoré Seigneur
& Pere en Allemagne, le Sieur Comte d'Avaux a faite
sur led. Traité; comme aussi la minute des Lettres Pa-
tentées en forme de Ratification expédiées sous le nom
dudit defunt Roi, le vinge-sixième du mois de Fevrier

1642. lesquelles ont esté délivrées par nostre cher & bien
amé le Sieur de S. Romain, Resident de present de no-
stre part à Hambourg, nous avons agréé, approuvé &
J. C. ratifié, agréons, approuvons & ratifions par ces presen-
tes, signées de nostre main, toutes lesdites pieces; com-
me aussi tous les saufconduits expediez au nom du defunt
1643. Roi nostredit Seigneur & Pere pour les Plenipotentiai-
res & Deputez dedit Prince, Empereur & Roi d'Es-
pagne, de leurs Alliez & Adherans, conformément au-
dit Traité de Hambourg, & pareillement ce qui a esté
convenu par ledit Sieur de S. Romain touchant le jour
des Assemblées au onzième Juillet prochain, selon le
nouveau stile. Validé & validons entant que besoin est
ou seroit lesdits saufconduits signez par ledit defunt Roi;
promettons que tous ceux qui dépendent de nous y auront
pareil égard que s'ils estoient expediez en nostre nom :
Cartel est nostre plaisir. En témoin de quoi nous avons
fait mettre nostre Scel à cedités Presentes. Donné à Pa-
ris le 21. jour de Mai, l'an de grace 1643. & de nostre
Regne le premier: LOUIS. De par le Roi & la Reine
Regente sa Mere, BOUTHILLIER.

CCLVI.

ANS *Traité de ligue entre le Republique de VE-*
J. C. *NISE, le Grand Duc de TOSCANE*
1643. *& le Duc de MODENE, fait le 26. de*
Mai, 1643. Vittorio Siri. Dans le Tom.
III. de son Mercure., pag. 355.

In nomine sanctæ & individua Trinitatis, B.
Maria virginis & D. Marci.

LE turbulenze cagionate in Italia, mediante la
mossa d'armi contro il Duca di Parma, diedero
justo motivo alla Republica di Venezia, al Gran
Duca di Toscana, & al Duca di Modena, di pensare
non solo alla difesa de gli stati, sicurezza, & indennita
de' proprii Sudditi, mà al sedare le medesime turbu-
lenze, per l'applicazione & desiderio che hanno hauuto
sempre del ben comune. A questo effetto stabiliro-
no lega fra di loro sotto li 31. d'Agosto 1642. & con
ogni genere d'officio hanno procurato di conseguire
il fine predetto: ma come, che è riuscito di divertire le ag-
gressioni minacciate allora a gli Stati di Lombardia del
Duca di Parma; così non è successo di conseguire in-
teramente il frutto dell'opera loro. Onde essendo de-
terminati di far tutto il possibile per ristabilire la quiete,
& levare le occasioni, che l'hanno perturbata; hanno
conosciuto con loro dispiacere esser necessario l'adopere-
rare mezzi piu efficaci, però sono divenuti all'infra-
scritta Capitolazione & accordo, col mezzo de' senatori
Gio: Battista Nani, & Vincenzo Guiffoni Cavaliere,
Deputati dalla Republica di Venezia; del Senatore Ca-
valiere Gio-Battista Gondi primo Segretario di Stato del
Gran Duca, di Francesco Maria Zati fuo Gentiluomo
Residente a Venezia, & del Cavaliere Domenico Pan-
dolfini fuo Segretario di Stato, Deputati dal medesimo
Gran Duca, & del Marchese Ippolito Estense Tas-
soni Generale dell' Artigliaria del Duca di Modena, pa-
rimente suo deputato: I quali havendo mostrato i loro
poteri, & facultà, si sono trovati sufficienti & faranno nel
fine registrati.

Primo. Che di presente si augmentino le forze della
lega fino al numero di 8. mila fanti, & di 2700. ca-
valli di leva, & possa essere anco accresciuto secondo
quello, che simeranno à proposito, da essere fornita,
& pagata dettagente da ciascuno de' Principi Collegati,
con la proporzione, & ripartito stabiliti nella Ca-
piitolazione de' 31. Agosto 1642.

Secondo. Che della sopra-
scritta gente si facciano due
Corpi d'Esercito, uno per operare della parte di Tos-
cana;

Traduction de ce Traité.

Au nom de la Sainte & Individuë Trinité, de la S. Vier-
ge, & de St. Marc.

LEs troubles, que la Guerre qui a été entreprise contre
le Duc de Parme, a fait naître en Italie, ont donné
à la République de Venise, au Grand Duc de Tosca-
ne & au Duc de Modene, de justes motifs non seulement
de penser à la defense de leurs Etats, & à la sécurité & in-
dennité de leurs sujets; mais encore de chercher les moyens
d'appaizer ces mêmes troubles, par l'application conti-
nuelle & le zele qu'ils ont toujours témoigné pour la con-
servation du repos de toute l'Italie. C'est la raison pour la-
quelle ils ont conclu entr'eux un Traité d'Alliance le 31.
d'Août 1642. & ils ont essayé par toutes sortes de bons of-
fices d'arriver à la fin qu'ils s'étoient proposée: Mais com-
me les démarches qu'ils ont faites pour détourner l'orage
dom les Etats que le Duc de Parme possède dans la Lombar-
die sont menacées, ont été jusqu'à present inutiles, c'est
pour ce sujet qu'ils ont résolu de faire tous leurs efforts pour
rétablir la tranquillité publique & couper l'aracine aux
dissensions qui l'ont troublée; & comme ils ont reconnu avec
un extreme déplaisir qu'il étoit nécessaire d'employer des
moyens plus efficaces pour y parvenir, ils sont convenus de
faire entr'eux le present Traité par l'entremise des Senateurs
Jean Batiste Nani & Vincent Guiffoni Chevalier, de-
putez de la République de Venise; du Senateur Chevalier
Jean Batiste Gondi, premier secrétaire d'Etat du Grand
Duc de Toscane; de François Marie Zati son Gentil-
homme Resident à Venise, & du Chevalier Dominique
Pandolfini son secrétaire d'Etat, deputez du même Grand
Duc: Et du Marquis Hippolyte d'Este Tassoni General
de l'Artillerie du Duc de Modene, pareillement son De-
puté; lesquels se sont communiqué réciproquement leurs
pleins Pouvoirs qui se sont trouvez suffisans, & qui seront
enregistrés à la fin du present acte, & ils sont convenus
des articles suivans.

En premier lieu, l'armée de la ligue sera augmentée
jusqu'à la concurrence de 18000. hommes d'Infanterie
& de 2700. Chevaux, & l'on pourra en accroître le
nombre selon qu'il sera jugé à propos. Chaque Prince qui
est entré dans la ligue fournira des Troupes à proportion de
la repartition qui a été réglée & dont on est convenu par le
Traité du 31. d'Août 1642.

11. Ladite Armée sera séparée en deux corps, l'un
pour agir du côté de la Toscane, & l'autre du côté de de-
sa.

ANS
de J. C.
1643.

cana; l'altro per quella di quà. Il primo sia di fanti 8.09. mila, & 1900. Cavalli, cioè, 6. mila fanti del Gran Duca, & 900. cavalli, & 2. mila fanti del Corpo degli altri Collegati, che siano di nazione Oltramontana, & mille cavalli, & non essendo la fanteria Oltramontana si doverà mandare fino al numero di 3. mila d'altre nazioni.

Terzo. Che nell'uno, & nell'altro Esercito sia inalborato lo Stendardo della Lega.

Quarto. Che sia formata una Consulta di guerra pure nell'uno, & nell'altro Esercito, nella quale ciascuno de Collegati habbia il voto suo, & sia eseguito interamente quello, che sarà nella detta consulta con la pluralità de voti deliberato.

Quinto. Che per la predetta esecuzione il comando in Toscana, & da quella parte sia sostenuto dal Gran Duca. Dalla parte di quà dal Duca di Modena, non dovendo questo derogare a quanto fu stabilito nella lega de' 31. Agosto 1642. circa la nominazone del Generale riservata alla Republica di Venezia, con la partecipazione & assenso de gli altri Principi Collegati; potendo anco succedere, che si habbiano ad unire le genti in un solo Corpo d'Esercito.

Sesto. Che la provizione de' viveri, monizioni, artiglieria, tiraglio, & altro in ordine a simili bisogni dalla parte di Toscana sia fatta dal Gran Duca, & dall'altra parte di quà, li Stati più vicini de gli altri due Collegati somministrino quel che possino, dovendosi supplire, & raggugliare la spesa con la proporzione della Lega.

Settimo. Che le mosse degli Eserciti per entrare nello Stato Ecclesiastico si facciano in uno istesso giorno, che doverà essere di concerto ordinato da' Principi Collegati, restando stabilito, che prima di tutto si assicurino le ripe del Pò per la banda dello Stato della Republica, & il passaggio del medesimo fiume, per poter meglio proseguire nello Stato Ecclesiastico.

Ottavo. Che nei luoghi, che si acquisteranno sia posto quel presidio, che parrà sufficiente alla Consulta, & siano tenuti alla disposizione della Lega.

Nono. Che non si possa fare nè Pace, nè Tregua da alcuno de' Collegati separatamente, senza l'assenso degli altri Collegati.

Decimo. Che con la presente Capitolazione non si deroghi a quella de' 31. d'Agosto 1642. màs'intenda aggiunta alla Medesima, la quale resti nel suo vigore, & forza in ogni parte. Et siano i collegati tenuti a difendersi reciprocamente l'un l'altro, tanto per quello, che potesse occorrere in virtù dell'obbligo della Lega defensiva, quanto per ogni emergente dell'aggressiva.

Undecimo. Et perche in Capitolo a parte del primo Settembre 1642. fu riservato luogo specificatamente al Duca di Parma di entrare nella Lega, & si è intesa la sua inclinazione di essere con Principi Collegati, di qui è, ch'al presente pure hanno risoluto di riservarli luogo, anco per unirsi nella Capitolazione presente; con che debba restare obligato alle condizioni della Lega defensiva, & alle sopracritte per quel tempo, che sarà espresso.

Duodecimo. Che al presente trattandosi di suo principale interesse, concorra con le forze, che si è espresso d'havere in essere, di 1400. Cavalli, 600. Dragoni, Et 1400. fanti; & nel caso che sopravvenisse occasione di soccorrere alcuno de' Collegati, che fusse invaso, sia tenuto concorrere con 3. mila fanti, & 450. Cavalli conforme appunto all'obligazione del Duca di Modena.

Terzodecimo. Che sia estratto a proporzione della sua gente

ca. Le premier sera de 8 ou 9000. hommes d'Infanterie & de 1900. Chevaux; savoir 6000. hommes d'Infanterie du Grand Duc; & 900. Chevaux; avec 2000. hommes d'Infanterie detachez des Troupes des autres Alliez, & qui ayent été levez de la les Monts, & outre cela mille chevaux: & au défaut de l'Infanterie de delà les Monts, on en envoyera jusqu'à un nombre de 3000. d'autres Nations.

III. On arborera dans les deux armées l'Etendard de la Ligue.

IV. Il y aura dans chaque armée un Conseil de Guerre dans lequel chacun des Alliez aura sa voix, & l'on exécutera de point en point les Résolutions qui y auront été prises à la pluralité des voix.

V. Pour l'exécution susdite le Grand Duc aura le Commandement de l'armée qui doit agir du côté de la Toscane; & le Duc de Modène commandera celle de deçà, sans que cela puisse déroger aux conventions qui ont été faites dans le Traité d'Alliance du 31. d'Avril 1642. touchant la Nomination d'un General d'Armée que la Republicque de Venise s'est réservée avec la participation & le consentement des autres Princes alliez; d'autant qu'il peut arriver que l'on soit obligé d'unir les deux corps d'Armée en un seul.

VI. Le Grand Duc fournira à l'Armée qui doit entrer en action du côté de Toscane les munitions de bouche & de guerre, l'Artillerie, avec tout son attirail, & autres choses nécessaires pour cet effet: Et les Etats les plus voisins des autres Alliez fourniront tout ce qui leur sera possible aux troupes qui agiront de deçà, à condition que les frais que l'on sera obligé de faire pour ce sujet seront suppléés & repartis à proportion de ce que chaque Allié est obligé de contribuer par les conventions de la Ligue.

VII. La Marche des Armées qui doivent entrer sur les Terres de l'Eglise se fera dans le même jour dont les Princes Alliez seront demeurés d'accord entr'eux; mais avant toutes choses les Troupes de l'Etat de la Republicque s'assureront des Rives du Pô, & du passage de cette Rivière, afin d'attaquer l'Etat de l'Eglise avec plus de succès.

VIII. Le Nombre des Troupes que l'on mettra en garnison dans les Places conquises sera réglé par le Conseil de la Ligue, & elles seront occupées selon qu'elle en disposera.

IX. Pas un des Alliez ne pourra faire ni Paix ni Trêve séparément, sans le consentement des autres Alliez.

X. Le présent Traité ne dérogera en aucune manière à celui du 31. d'Avril 1642. Et il sera censé joint au même Traité, lequel demeurera en son entière force & vigueur dans tous les points & articles; & les Alliez seront obligés de se défendre l'un l'autre réciproquement tant à l'égard des Incidents qui peuvent naître en vertu des obligations de la Ligue défensive, que pour ce qui regarde ceux qui pourront arriver en conséquence des conventions de la Ligue offensive.

XI. Et d'autant que par un Article séparé en date du premier jour de Septembre 1642. on a spécialement réservé au Duc de Parme la faculté d'entrer dans la Ligue, & que l'on a reconnu qu'il avoit dessein de se liquer avec les Princes Alliez, c'est pour cela qu'ils ont présentement résolu de lui donner par la présente Capitulation le pouvoir de se joindre avec eux; à condition qu'il sera obligé de satisfaire à toutes les conventions portées par la Ligue défensive, & à celles qui ont été exprimées ci-dessus, pour tous les tems qui sera spécifié.

XII. Comme les affaires présentes regardent son intérêt principal. Il sera obligé de concourir aux desseins de la Ligue avec le nombre de Troupes ici exprimé, savoir 1400. Cavaliers, 600. dragons & 1400. hommes d'Infanterie effectifs: & au cas que l'un des Alliez ait besoin de secours, il sera tenu de fournir 3000. hommes d'Infanterie, & 450. Chevaux, conformément aux conditions auxquelles le Duc de Modène s'est engagé dans la Ligue.

XIII. Il détachera de ses Troupes autant d'hommes qu'il

ANS
de J. C.
1643.

gente quel numero, che li toccherà per mandarli in J. C. Toscana li mille Cavalli, & li 2. mila ò 3. mila fanti rispettivamente.

643.

Quartodecimo. Che in Lombardia si aggiusti il comando per l'escuzione nella persona sua a vicenda col Duca di Modena, restando in Toscana il comando al Gran Duca.

Quintodecimo. Che habbia il suo voto nella Consulta, & perche li voti sariano quattro, in caso di parità, prevaglia quella parte nella quale concorrerà quello della Republica.

Sestodecimo. Che la Lega faccia tutto il possibile, perche il Duca sia reintegrato di Castro, & di quello, che gli è stato occupato dagli Ecclesiastici con esso, & siano tenuti i luoghi, che riuscisse d'acquistare fin tanto, che'l Duca sia rimesso nel suo, come di sopra.

Decimosettimo. Che la presente Capitolazione sia ratificata nel termine di dieci giorni, ò quel meno che si potrà.

Decimottavo. Et perche nel settimo Capitolo è detto, che prima di tutto si assicurino le rive del Pò dalla banda dello Stato della Republica, & il passaggio del medesimo fiume; a maggior dichiarazione, & per ben eleguire quanto è predetto, convengono li collegati; che prima di formare li due Corpi d'Esercito, si habbia da fare la detta occupazione delle ripe & assicurazione del passaggio del fiume nella seguente forma. Che si uniscano le genti della Republica & del Gran Duca, che sono nel Modenese, & quelle del Duca di Modena, procurando che sia fatto il medesimo di quelle del Duca di Parma, come hà dato intenzione, restando però sempre salvo l'arbitrio del Gran Duca, di poter richiamare le sue truppe in Toscana, quando non ostante la considerazione degli emergenti nuovi, non stimasse bene, che restassero in Lombardia. Che la sopradetta gente con lo Stendardo della Lega entri nello Stato Ecclesiastico; & nel medesimo tempo la Republica spinga le sue genti, che sono di qua da Pò all'occupazione delle ripe, & da una banda, & dall'altra si operi con buon concerto, per assicurarsi delle medesime ripe & del passo.

Eseguito quanto si contiene nel sopradetto Capitolo si unisca il restante delle truppe, che la Republica deve dare in virtù dell'obbligo della Lega, con le altre de' Collegati, & si mandino li due ò tre mila fanti rispettivamente, & mille cavalli in Toscana, come è detto nel Capitolo secondo, non potendo essere l'effetto di ciò impedito dalla Consulta, mà sia eseguito senza contraddizione alcuna; perche si formino li due corpi d'Eserciti per operare da ambe le parti, conforme è stabilito. Et dato caso, che il Gran Duca consentisse, che non partissero le sue proprie truppe di Lombardia, debbano anche queste incamminarsi alla volta di Toscana insieme con le sudette del Corpo degli altri Principi della Lega. Data in Venezia à dì 26. Maggio 1643.

Battista Nani Deputato della Republica di Venezia.
Vincenzo Guffoni Cavaliere Deputato della Republica di Venezia.

Giovan. Battista Gondi }
Francesco Maria Zati } Deputati del Gran Duca.
Domenico Pandolfini }

Hippolito Estense Tassoni Deputato del Duca di Modena.

Marc Antonio Padavino Segretario.

Fu poi approvata da' Principi Collegati la sudetta Capitolazione consegnandosi reciprocamente le ratificazioni lor o disesse nella seguente forma.

Franciscus Erico Dei Gratia Dux Venetiarum &c.

Essendo che sotto li 26. Maggio 1643. è stato fatto & concluso un Trattato di buona, sincera, & scam-

qu'il sera obligé d'en contribuer pour sa part, afin de rem- ANS
plir le nombre de mille Chevaux & des 2. ou 3000. hom- de J. C.
mes que l'on doit envoyer en Toscane ainsi que l'on est convenu
respectivement. 1643.

XIV. A l'égard des operations de l'armée de Lombardie il s'accommodera avec le Duc de Modene, pour commander chacun à son tour; le commandement de l'Armée de Toscane demeurant toujours au Grand Duc.

XV. Il aura sa voix dans le Conseil de la Ligue, lequel sera composé de quatre voix, & en cas que le nombre des voix soit égal des deux côtés, l'opinion de celui à qui la République joindra son suffrage sera suivie.

XVI. La Ligue emploiera tous ses efforts pour remettre le Duc de Parme en possession de Castro & de tout ce que l'Etat de l'Eglise a occupé sur lui; & elle retiendra toutes les places qu'elle aura conquises, jusqu'à ce que le Duc soit rétabli dans la jouissance de ce qui lui appartient.

XVII. Le present Traité sera ratifié dans le terme de dix jours, ou le plutôt qu'il se pourra.

XVIII. Et d'avant que dans le septième article il a été dit, qu'avant toutes choses les Troupes de la République s'assureroient des rives du Pô & du passage de ce fleuve: pour un plus grand éclaircissement de ce point, & pour l'entière execution de tout ce qui a été dit ci-dessus; les Alliez sont convenus, qu'avant que de former les deux Corps d'Armée, on s'emparerait des dites rives, & l'on ferendrait maître du passage de la manière qui suit, à savoir que les Troupes de la République & celles du Grand Duc qui sont dans le Modenois, se joindront avec celles du Duc de Modene, & que l'on fera en sorte que les Troupes du Duc de Parme en fassent de même, comme il a témoigné que c'étoit son intention; le Grand Duc se réservant toujours la liberté de rappeler ses Troupes en Toscane, lorsqu'il jugera à propos de ne les pas laisser plus long tems dans la Lombardie, quelque chose qui puisse arriver: Que cette armée entrera sur les Terres Ecclesiastiques avec l'Etendard de la Ligue; & qu'en même tems la République emploiera les Troupes qu'elle a de ce côté du Pô à s'emparer du rivage de ce fleuve, & que les deux armées agiront de concert pour s'assurer des mêmes Rives & du Passage.

Après l'exécution du contenu audit article, la République joindra le reste des Troupes qu'elle est obligée de fournir en vertu de ladite Alliance, avec celles des autres Alliez; & l'on enverra respectivement en Toscane les 2. ou 3000. hommes d'Infanterie & les 1000. Chevaux, comme il a été dit dans le 2. Article; & le Conseil ne pourra en empêcher l'exécution qui se fera sans contredit. On formera pour cet effet deux Corps d'Armée, pour agir des deux côtés conformément à l'accord qui a été fait, & au cas que le Grand Duc consente que ses Troupes ne sortent point de Lombardie, elles marcheront du côté de Toscane, en corps avec l'armée des autres Princes Alliez. Fait à Venise le 26. de Mai 1643.

Batiste Nani, Deputé de la République de Venise.
Vincenzo Guffoni Chevalier Deputé de la République de Venise.

Jean Batiste Gondi }
François Marie Zati } Deputés du Grand Duc.
Dominique Pandolfini }

Hippolite d'Est Tassoni, Deputé du Duc de Modene.

Marc Amoiné Padavino Secrétaire.

Ce Traité a été depuis ensuite ratifié par les Princes liguez, & la Ratification a été signée de part & d'autre en la forme suivante.

François Erizo, par la Grace de Dieu, Doge de Venise &c.

Comme il a été fait & conclu dans cette Ville de Venise le 26. de Mai 1643. un Traité d'une bonne, sincere,

ANS scambievolmente Lega & Confederazione in questa Città di
de J. C. Venezia trà li Dilettissimi nobili nostri, Battista Nani,
1643. Et Vincenzo Gussoni Cavaliere, Deputati da noi al detto
Trattato sotto li 12. Dicembre 1642. da una parte;
& il senatore Cavaliere Gio: Battista Gondi primo Segretario
di stato del Gran Duca, Francesco Maria Zati suo
Gentiluomo Residente à Venezia, & il Cavaliere Domenico
Pandolfini suo Segretario di Stato Commessi
Procuratori di detto Gran Duca, appar procure de' 30.
Marzo 1642. data in Livorno qui sotto registrata. Et il
Marchese Hippolito Estense Tassoni, commesso & deputato
del Duca di Modena, appar procura di 6. Dicembre 1642.
pure qui sotto registrata, nel quale Trattato il tenore è come segue.

Qui erà la Capitolazione.

HAbbiamo deliberato col senato nostro di ratificare
& approvare il detto Trattato, come in virtù della
presente deliberazione lo ratifichiamo, approbiamo,
& confermiamo in tutte le sue parti, promettendo in
parola di Principe, & di buona fede, di guardarlo, man-
tenerlo & osservarlo inviolabilmente, anzi mai con-
travvenirci direttamente, o indirettamente in qualsivoglia
modo di maniera. In testimonio di che habbiamo fatto
figillare le presenti col nostro sigillo di San Marco, &
sottoscrivere da uno de' Nostri Segretarij del Senato.

Data in nostro Ducali Palatio die 26. Maii, Indictione
11. 1643.

Marc Antonio Padavino Segretario.

cere, & parfaite Union & Confederation, entre nos
bien aimez Nobles, Baisste Nani & Vincent Gussoni
Cavalier, depuiez de nostre part au Traité susdit en date
du 12. de Decembre 1642. d'une part; & le Senateur
Cavalier Chevalier Jean Baisste Gondi premier Secrétaire
d'Etat du Grand Duc, François Marie Zati son Gentil-
homme Resident à Venise, & le Chevalier Domini-
que Pandolfini son Secrétaire d'Etat, autorisez de la
procuracion dudit Grand Duc, donnée à Livourne le 31.
de Mars 1642. enregistrée au bas de ce Traité; & le
Marquis Hippolite d'Est Tassoni Commis & Deputé du
Duc de Modene, suivant sa procuracion du 6. de Decem-
bre 1642. pareillement inserée ci-dessous. Duquel Traité
voici la teneur &c.

*L'on insere ici le Traité comme il est écrit
ci-dessus.*

Nous avons deliberé avec notre Senat de ratifier &
d'approuver ledit Traité, comme en vertu de la pre-
sente deliberation nous le ratifions, approuvons & confir-
mons dans tous ses Articles; promettant de bonne foi &
sur notre parole de Prince, de le garder, maintenir &
observer inviolablement, sans jamais y contrevenir direc-
tement ni indirectement en quelque maniere que ce puisse
être. En témoin dequoy nous avons fait sceller les pre-
sentes de notre sceau de St. Marc, & signer par l'un de nos
Secrétaires du Senat.

Donné en notre Palais Ducal le 26. de Mai Indic-
tion 11. 1643.

Marc Antoine Padavin Secrétaire.

C C X L I X.

ANS: *Contrat de Mariage de CHARLES AME-*
de J. C. *DEE de Savoye, Duc de Nemours, de Ge-*
1643. *nevois, & d'Aumale, & d'ELISABETH*
de Vandosme. Fait à Paris, le 7. juillet,
SAVOIE *1643. S. Guichenon. Histoire Généra-*
ET VEN. *logique de la Maison de Savoye. Preuves.*
DOSME. *pag. 633.*

FURENT presents en leurs personnes Tres-haut
& puissant Prince Charles-Amedée de Savoye
Duc de Genevois, de Nemours & d'Aumale,
Pair de France, Comte de Geneve, & de Gisors, Mar-
quis de S. Sorlin & de S. Rambert, Baron de Fouci-
gny, de Beaufort, de Bray sur Seine & autres lieux,
émancipé par le Roy sous l'autorité de son Conseil
par lettres patentes de sa Majesté du
verifiées en sa Cour de Parlement le

d'une part, & Tres-haut & puissant
Prince Cesar Duc de Vandosme, Mercœur, Pantheu-
re, Beaufort & Estampes, Prince d'Anet, & de Mar-
tignes, Pair de France, & Tres-haute, & puissante
Princesse Madame Françoisse de Lorraine Duchesse &
Princesse desdits lieux son Epouse de luy suffisamment
authorisée pour l'effect des presentes en leurs noms &
comme stipulants en cette partie pour Tres-haute & puis-
sante Princesse Mademoiselle Elizabeth de Vandosme
leur Fille d'autre, lesquelles Parties en presence, & du vou-
loir & consentement de Tres-haut, Tres-excellent &
Tres-puissant Prince Louys par la grace de Dieu Roy
de France & de Navarre & en la presence de Tres-haute,
Tres-excellente & Tres-puissante Princesse Anne par
la grace de Dieu Reyne Douairiere & regente en Fran-
ce Mere du Roy, & aussi en la presence de Tres-haut
& Tres-excellent Prince Monseigneur le Duc d'Or-
leans Oncle de sa Majesté, de Tres-haute & Tres-
puissante Princesse Anne-Marie, Louyse d'Orleans,
de Tres-haut & Tres-puissant Prince Henry de Bour-
bon Prince de Condé, premier Pair & grand Maistre
de France, Gouverneur & Lieutenant general pour le

Roy en Bourgogne & Berry, de Tres-haute &
Tres-puissante Princesse Marguerite Charlotte de Mont-
morency Princesse de Condé son Epouse; de Tres-haute
& Tres-puissante Princesse Anne de Montafé Com-
tesse de Soissons & de Hauts & Puissants Princes Mes-
sieurs les Ducs de Mercœur, de Beaufort, d'Aumale,
Marq. de Moi, Ducs & Duch. de Guise & d'Elbeuf,
Comte & Comtesse d'Harcourt, & de plus. autres
Ducs, Princes, Princeses, Seig. & d'autres leurs pa-
rents, amys & alliés, & aussi de M. Anne-Charles de
la Nauve Conseiller de sa Majesté en sa Cour de Parl. &
Chef du Conf. dudit Sr. Duc de Nem. ont fait entre
eux les conventions, Traité de Mariage, Douaire, &
choses qui ensuivent, pour raison du Mariage futur de
mondit Seigneur Duc de Nemours, & de madite Da-
moyelle de Vandosme de l'autorité & consentement
de mesdits Seigneurs & Dame Duc & Duchesse de Van-
dosmes Pere & Mere, ont promis & promettent se
prendre l'un l'autre en Mariage, & iceluy faire & so-
lemniser en face de nostre Mere sainte Eglise Catho-
lique, Apostolique & Romaine le plustost que faire
se pourra.

Les futurs Conjoints seront uns & communs en tous
biens, meubles & conquests immeubles, suivant & au
desir de la coustume de la Prevosté & Vicomté de Paris,
nonobstant toutes coustumes à ce contraires, ausquelles
les Parties derogent, & ne seront tenues des debtes l'un
de l'autre, si aucunes lies avoient créées avant la celebra-
tion dudit Mariage: En faveur duquel Mariage mes-
dits Seig. & Dame de Vandosme donnent à madite Da-
moyelle leur Fille la somme de neuf cens mil livres;
sçavoir trois cens mil livres en deniers comptants, les
terres & Baronnies des Essarts & Ries, leurs appartenan-
ces & dependances pour la somme de quatre cens cinquante
mil livres & suivant l'estimation qui en sera faite avec
ledit futur Epoux, des bagues & pierrieres pour cent
cinquante mil livres, moyenant laquelle somme de neuf
cent mil livres, ladite Damoyelle future Epouse renon-
cera aux successions de mesdits Seigneur & Dame ses
Pere & Mere, lesquels demeureront quites & deschar-
gés des laigs testamentaires de Madame la Duchesse de
Mercœur son Ayeule, comme dès à present elle y re-
nonce

AN nonce de l'autorité dudit Seigneur futur Espoux, qui
J. C. l'a autorisée pour cet effet en faveur de mesdits Seigneurs
1643. ses Freres, & de leurs descendants en ligne directe seu-
lement, de laquelle somme de neuf cent mil livres en
entrera cent mil livres en la Communauté avec ce qu'il
plaira au Roy donner ausdits futurs Espoux en faveur
dudit Mariage, & le surplus desdits neuf cent mil livres,
tiendra nature de propre à ladite Damoyelle future Es-
pouse, & aux siens de son côté & ligne; ledit Seigneur
futur Espoux adoué & doué ladite Damoyelle future
Espouse de la somme de vingt mil livres de rente de Dou-
aire prefix à prendre sur tous, & chacun les biens du-
dit Seigneur futur Espoux & outre aura son habitation
pendant sa viduité dans telle des maisons & terres du-
dit Seigneur Espoux que ladite Damoyelle voudra
choisir.

Le survivant desdits futurs Espoux prendra par pre-
ciput des biens de la Communauté tels qu'il voudra
choisir chacun reciproquement jusques à la somme de
soixante mil livres pour le prix de la prise de l'In-
ventaire & sans réue ou ladite somme au choix du
survivant.

Si pendant ledit Mariage il est vendu partie des pro-
pres de ladite future Espouse, les deniers en seront rem-
ployés à elle, & aux siens de son côté & ligne en autres
heritages pour sortir pareille nature, & si au jour de la
dissolution de la Communauté le remploi ne se trouve
valablement fait en tout ou partie, ce qui s'en defau-
dra sera pris sur les biens de la Communauté, si elle ne
suffit, sera repris sur les biens propres dudit futur Es-
poux presens & advenir.

Sera permis à ladite future Espouse, à ses enfans Pe-
re, Mere & Freres de ladite future Espouse d'accep-
ter ladite Communauté, ou y renoncer, & y renon-
çant de reprendre tout ce que ladite future Espouse au-
ra apporté avec tout ce qui lui sera advenu & escheu
par succession, donation ou autrement, mesme ladite
Damoyelle future Espouse, son Douaire préciput &
habitation tels que dessus & la moitié de ce qu'il aura
pleu au Roy donner en faveur dudit Mariage, le tout
franchement & quittement, sans estre ladite future Es-
pouse, ny les Enfans & heritiers tenus d'aucunes deb-
tes de la Communauté, encore qu'elle s'y fut obligée,
dont audit cas la succession dudit futur Espoux sera tenue
de les acquiescer.

De la somme de trois cent mil livres en deniers comp-
tants cy-dessus, en ont été commencés les payemens
& seront incessamment continués & employés à l'ac-
quies des plus anciens creanciers de la maison dudit fu-
tur Espoux, au lieu desquels ladite future Espouse de-
meurera subrogée.

En faveur duquel Mariage & en consideration de
l'honneur que ledit Seigneur Duc de Nemours & ladi-
te Damoyelle de Vandosme ont d'appartenir à sa Ma-
jesté en proche degré de parenté, ladite Majesté de
l'advis & autorité de la Reyne regente sa Mere, leur
a fait don de la somme de cent mil livres, qui leur seront
payées des deniers tant ordinaires, qu'extraordinaires de
son espargne.

Par le mesme advis & autorité sadite Majesté a accordé
& accorde que ledit Seigneur Duc de Nemours &
les Enfans males qui naîtront de lui & de Madamoy-
elle de Vandosme & leurs descendants males en ligne
directe ayent la possession & jouissance des Duchés de
Nemours & Comté de Gisors tant que la ligne mas-
culine durera, à la charge que la ligne directe mas-
culine venant à manquer, le Roy & ses successeurs Roys
pourront retirer lesdits Duché de Nemours & Comté
de Gisors conjointement, en payant comptant la som-
me de neufs cents cinquante mil livres portées par la
transacion du vingt-tizieme Aoust M. D C. XXIII.
faite avec le Seigneur Duc de Nemours Pere du Duc
de Nemours à present, sans que lesdits Duché de Ne-
mours & Comté de Gisors puissent estre hypothéqués
aux debtes dudit Seigneur Duc de Nemours, de ses
predecesseurs, ou de ceux qui lui succederont, tant à
cause des conventions matrimoniales portées par le pre-

Tom: III.

sent Contract, qu'autres debtes qui pourroient avoir
esté contractées à l'avenir plus avant que pour la som-
me de neuf cents cinquante mil livres, moyennant le
payement de laquelle lesdites terres retourneront, ainsi
qu'il est dit cy-dessus, à la Couronne, deschargées de
toutes hypotecques generalement quelconques.

Lesquels presens Traité, conventions, Doüaires
& autres promesses cy-dessus contenues, lesdites Parties
ont respectivement promis & juré par foy & serment
tenir & observer pour ferme & stable à toujours sans
jamais y contrevenir, à peine de tous despens, dom-
mages & Interests sous les obligations & hypothec-
ques de tous leurs biens & de leurs hoirs, & ayans cause,
meubles & immeubles presens & à venir, que lesdites
Parties en ont respectivement soubmis & soubmettent
ausdites Jurisdiccions & contraintes, renonçant de part
& d'autre à toutes choses generalement quelconques à
ce contraires, & au droit, disant generale renonciation
non valoir. Fait & passé en presence des Conscillers &
Secretaires des commandemens de sa Majesté soubsignés
à Paris en la Chambre du Roy de son Chateau du Louvre
le VII. jour de Juillet M. DC. XLIII. Signé de Guene-
gaud, & de Lomenie.

CCLVIII.

Pouvoir de LOUIS XIV. Roi de France ANS
donné à ses Ambassadeurs pour la Paix gé- de J. C.
nérale, en ce qu'ils ont à traiter pour 1643.
Et au Nom de Sa Majesté avec les Etats LA FRANS
Généraux des PROVINCES-UNIES CEST LE
des Pais-bas, afin de parvenir à la conclu- PROVIN-
sion de ladite Paix, Et la rendre assurée. CES U.
A Paris, le 30. Septembre. NES.
Freder. Leonard. Tom. III.

T Res-chers grands Amis, Alliez & Confederez:

Nous envoions en Allemagne nôtre tres-cher &
tres-ami Cousin Henry d'Orleans Duc de Lon-
gueville & de Touneville, Prince & Comte Souverain
de Neuchâtel, Comte de Dunois & de Tancarville,
Connestable hereditaire de Normandie, Gouverneur
& nôtre Lieutenant General audit Pais, Capitaine de
cent hommes d'armes de nos Ordonnances, & Cheva-
lier de nos Ordres: Nôtre tres-cher & féal le Sieur Clau-
de de Mesmes, Comte d'Avaux, Commandeur de nos
Ordres, Surintendant des Finances de France, & l'un
de nos Ministres d'Etat, & nôtre ami & féal le Sieur
Abel de Servient, Comte de la Roche, Conscillers
en tous nos Conseils, tous trois en qualité de nos Ple-
nipotentiaires pour traiter de la Paix generale conjoin-
tement avec nos Alliez, & comme nous desirons dans
la conjoncture de la Negociation qui s'en doit faire à
Munster, vous témoigner nos bonnes intentions, nous
vous écrivons celle-ci par l'avis de la Reyne Regente nô-
tre tres-honorée Dame & Mere pour vous dire que
comme nous avons la même bonne volonté que le feu
Roi nôtre tres-honoré Seigneur & Pere de maintenir
l'étrouite Alliance & union qu'il avoit contracté avec vos
Provinces, nous avons donné ordre ausdits Sieurs Com-
te d'Avaux & de la Roche de passer en Hollande comme
nos Ambassadeurs extraord. auxquels nous avons
fait expedier un pouvoir suffisant pour s'assembler avec
nôtre ami & féal le Sr. de la Thuillerie, Consciller en
nôtre Conseil d'Etat, & nôtre Amb. en Hollande,
concerter, arrester & signer avec ceux qui auront de vous
pouvoir tous Traités & Art. qui seront jugez à propos
touchant nos interets & les vôtres qui sont à Munster,
pour parvenir à la conclusion de ladite Paix, aiant ex-
pressément chargé nosdits Ambassadeurs de vous assu-
rer de nôtre affection, & s'informer particulièrement
de vosdits interets, afin de les porter dans le Traité ge-
neral avec autant de vigueur que nos propres affaires,
vous donner part aussi de celles de cette Couronne pour
en conférer ensemble, & conserver entre nous & vous

Kkk

ure

ANS une sincere & parfaite confiance & intelligence pour
de J. C. mieux parvenir à ladite Paix generale, & trouver les
1643. moiens de la rendre assurée, vous prendrez donc en-
tiere créance en eux sur tout ce qu'ils vous feront en-
tendre de notre part. Sur ce nous prions Dieu qu'il vous
ait tres-chers grands Amis, Alliez & Confederez en sa
sainte & digne garde. Ecrit à Paris le dernier Septem-
bre 1643. Votre bon ami & Confederé. Signé, LOUIS,
Et plus bas, DE LOMENIE.

LA superscription est à nos tres-chers grands Amis,
Alliez & Confederez les Sieurs Etats Generaux des Pro-
vinces-unies des Pais-bas.

CCLIX.

ANS *Traité de Confédération & Alliance, entre*
de J. C. **GEORGE RAGOSKI Prince de**
1643. *Transilvanie d'une part; LOUIS XIV.*
Roi de France & CHRISTINE Reine
de Suede d'autre: contre l'Empereur FER-
DINAND III. Pan 1643. au mois
d'Octobre. Freder. Leonard. Tom. V.

FRANCE,
SUEDE ET
TRANSIL-
VANIE.

Lettre du Prince de Transilvanie Georgi Ra-
goski, à Leonard Torstensohn General
de l'Armée Suedoise.

MONSIEUR ET TRES-CHER AMI,

NOUS avons reçu avec plaisir vos Lettres du pre-
mier jour de Février, par lesquelles nous avons
appris, aussi bien que par le raport que nous
en a fait votre Gentilhomme, en quel estat sont les
affaires de la Guerre dans vos quartiers. Vous avez pu
apprendre de votre côté, par la relation de nos deux
Colonels, ce que nous avons jugé à propos de deman-
der aux Princes Confederez pour donner un heureux
commencement à notre commune entreprise. Mais
comme les deux Couronnes Confederées sont tres-éloig-
nées l'une de l'autre, ainsi que de nous, & que cette
difficulté les pourroient empêcher de ratifier & confirmer
en même temps les Articles de l'Alliance que nos deux
Envoyez vont conclure: Nous desirerions au moins que
la Serenissime Couronne de Suede voulût pour cette fois
les accepter, approuver & confirmer tels qu'ils sont; Et
nous en envoyer une ratification solennelle & authenti-
que, avec une promesse expresse & positive, desléc en
la meilleure forme, que faire se pourra. Que la Sere-
nissime Couronne de France acceptera & confirmera les
mêmes Articles sans nulle exception; & nous en fera te-
nir la ratification dans le terme de six mois, à compter de
puis l'exhibition de celle de Suede, qui nous sera en-
voïée au plutôt; & sur tout par un homme de confian-
ce, qui soit muni d'un plein pouvoir pour agir, au cas
qu'il arrive quelque chose de nouveau à regler pour l'a-
vancement des affaires communes. Car il n'est pas à
propos, ni même nécessaire, que nous envoïons per-
sonne de notre part: Attendu qu'il ne paroît encore
rien des Articles proposez & discutez entre nous & vous,
& que les Princes Confederez, qui en doivent delibe-
rer, en sont suffisamment informez. Outre qu'il se-
roit dangereux de proceder autrement dans cet affaire,
dont vous ferez encore plus amplement instruit par les
Lettres que vous recevrez de Mr. Bitterfeld. Je vous
souhaite toute sorte de prosperité. FAIT à Weissen-
bourg ce quatrième May suivant le stile du Calendrier
nouveau l'an 1643. Votre bien affectionné à vous faire
service.

GEORGE RAGOSKI.



Lettre de Leonard Torstensohn General de J. C.
l'Armée Suedoise, au Prince de Transil-
vanie George Ragoski. 1643.

MONSIEUR,

LE Gentilhomme que j'avois envoyé à Votre Altesse,
m'a rendu à son retour la Lettre qu'Elle m'a fait
l'honneur de m'écrire en date du 4. Mai, & je lui en fais
tous les remerciemens que je dois. Quant à l'affaire dont
il est question, j'avois crû qu'après la parole que j'avois
donnée à V. A. je croïois qu'assurément elle ne tiendrait
qu'à la parole, par l'ordre exprès de la Serenissime Rei-
ne de Suede ma souveraine Maitresse (parole qui m'est
plus chere que toutes les choses du monde.) Elle ne
seroit nulle difficulté de donner tous le secours qu'elle
pourroit pour rétablir les affaires de la Société, Ligue
Évangélique, aujourd'hui si fort ébranlée par les pra-
tiques de la Babilone Romaine; & je le croïois d'au-
tant plus, que depuis quelques années, Dieu aiant bene
les Armes Catholiques, & fait remporter aux Chrétiens
plusieurs victoires éclatantes sur les Ennemis de la Foi
& de l'Evangile, il y avoit tout lieu d'espérer qu'une
Guerre, qu'on peut appeller la Guerre du Seigneur
puisque'elle est pour la defense de la liberté de l'Evangile,
se termineroit beaucoup à la gloire éternelle de son Saint
Nom, par une Paix generale, stable & sincere: Si V.
A. que les Confederez regardent comme le Protecteur
de l'Evangile eût voulu y cooperer selon la grandeur de
son courage Heroïque, au lieu de temporiser, comme
Elle fait jusques ici, elle n'avoit semblé en retarder l'exé-
cution: Et veritablement si j'eusse pu sçavoir plutôt les
intentions de votre Altesse comme je le sçai presente-
ment; je lui eusse fait envoyer en toute diligence l'Acte
dont Elle me parle dans sa dernière Lettre. Maintenant
que je suis campé dans la Moravie, environné de toutes
parts de défilés, & comme enfermé par les Troupes
ennemies: & qu'ainsi les Courriers ne peuvent n'y
aller sans un tres-grand danger en des lieux si éloignés
de la Suede, ny en revenir avec des Lettres que fort
tard: A quoi bon aller perdre inutilement quatre mois
de temps, ou même davantage, tandis qu'on ne sçau-
roit laisser échapper sans un tres-grand dommage pour
la Ligue Evangelique, ni sans une horrible effusion de
Sang, l'occasion favorable qui se presente. J'en fais
Juge V. A. dont le jugement est si solide & si penetrant:
Et je ne doute point que si Elle y pense serieusement, El-
le ne demeure contente & satisfaite de la promesse que je
lui ai donné par écrit, & qu'elle ne reconnoisse la neces-
sité de rompre avec l'Empereur, sans hesiter ni differer
davantage; puisque Sa Majesté Suedoise m'a commis
avec plein pouvoir & Mandement special pour conclu-
re cette Alliance avec Elle: Et que mon Armée est déjà
fort avancée, & en état d'agir puissamment: je ferois
cependant tout ce qui me sera possible pour envoyer au
plûtôt à Votre Altesse la ratification authentique & so-
lennelle qu'elle desire. Que si après cela Votre Altesse
fait encore difficulté d'ajouter foi à ma parole, je m'offre
de lui envoyer donner pour garant & pour otages deux
des Principaux Officiers de l'Armée Suedoise, à son
choix; lesquels elle pourra retenir & garder dans quel-
qu'une de ses Fortereses jusqu'à ce qu'elle ait reçu la ra-
tification qu'elle demande. Je la supplie donc de vou-
loir passer par dessus toutes les difficultés & tous les ob-
stacles qu'Elle se figure; & d'être fortement persuadée
que Dieu ne lui refusera point l'assistance que merite
la protection qu'Elle donne à tant de malheureux, qui
pourroient tomber dans le desespoir, si elle persistoit
plus longtems dans son irresolution. Au reste tandis
que je concerte les moïens de porter la Guerre jusques
dans les Pais Héreditaires de l'Empereur; je recomman-
de tres-instamment tous les interets de la Cause & de la
liberté commune aux soins, aux Conseils, & à la Pruden-
ce singuliere de Votre Altesse. Donné dans le Camp
de Dobuschau le 8. Juillet 1643.

Par

Par son tres obéissant Serviteur, TORSTEN-
SONH.

43. *Seconde Lettre de Leonard Torstenson General de l'Armée Suedoise, au Prince de Transilvanie George Ragoski.*

MONSIEUR,

En attendant la Ratification que la Serenissime Reine de Suede doit envoyer à V. A. j'ai jugé qu'il seroit à propos de confirmer par avance les Articles de notre Confederation par un écrit particulier signé de ma main, en vertu du plein pouvoir que Sadite Majesté m'a donné. Desorte que pour profiter de la conjuncture favorable du temps présent, & pour ne laisser rien à desirer à V. A. de tout ce qu'il peut convaincre de ma bonne foi; j'ai voulu lui dépêcher le Sieur de Rebenstoch, Lieutenant Colonel de mon propre Regiment, homme de qualité distingué, d'un secret inviolable, & d'une fidélité à toute épreuve, & de qui j'ai coûtume de me servir dans toutes mes plus importantes affaires, comme d'une personne qui a beaucoup d'expérience dans celles de la Guerre, Raïsons qui m'ont obligé de le choisir pour porter à V. A. la confirmation des Articles de notre Alliance, dont il a été un des premiers Promoteurs en Suede, ou je l'avois envoyé peu auparavant: & pour lui dire de ma part tout ce dont il importe qu'elle soit bien informée. Je supplie donc V. A. avec tout le respect que je dois, de vouloir non seulement faire un bon accueil à mon Envoyé; mais encore recevoir agréablement les Lettres & la Confirmation dont je l'ai chargé, & donner toute Créance à ce qu'il a ordre de lui dire de ma part, le besoin pressent des affaires, & le bien commun des Alliez, Confederez, le requérant ainsi. Outre qu'il est de la gloire de V. A. de soutenir en cette rencontre la haute opinion que tout le monde a de son zèle & de la prudence, comme je le desire & l'espere. Donné au Camp de Dobilthau l'onze de Juillet 1643.

De vostre Alteffe Serenissime le tres-humble Serviteur,
TORSTENSONH.

Lettre de l'Ambassadeur de France à Constantinople, au Prince de Transilvanie George Ragoski.

MONSIEUR.

Je ne puis répondre autre chose à la Lettre que Vostre Alteffe m'a écrite dans le mois d'Aoust, sinon que le Grand Visir m'a toujours écouté favorablement, lors que je lui ai parlé de permettre à V. A. de porter la Guerre dans la Hongrie. Mais lorsque je suis entré plus avant en matiere, il m'a toujours répondu qu'il falloit voir ce que Vostre Alteffe avoit à lui proposer: De sorte que je ne crois pas pouvoir avancer davantage, s'il ne vient ici quelque Ambassadeur, ou quelque Envoyé de V. A. qui propose cette affaire au Grand Visir, ou qui lui declare positivement, qu'Elle est résoluë de commencer la Guerre. Mais Monsieur de Rebenstoch me mande que Vostre Alteffe apprehende, que si cette proposition se fait de sa part, le Vizir n'en prenne occasion d'imposer quelque nouveau tribut à la Hongrie: j'avoie que cette crainte est bien fondée, & que ce Ministre pourroit même s'aviser d'exiger des choses encore plus dures: Peut-être aussi se reduiroit-il à des conditions raisonnables; & pour lors je m'y emploierois tres-volontiers. Mais quoi qu'il en puisse arriver, je ne trouve point d'inconvenient à sonder l'esprit du Grand Visir: car s'il impose des conditions trop onereuses; Vostre Alteffe sera en droit de ne le point accepter, non plus que la permission de faire la Guerre: Mais je croi que le Visir en usera mieux que ne pense V. A. à qui je souhaite une longue vie & toutes sortes de bon succès. A Constantinople ce six Septembre 1643. De Vostre Alteffe Serenissime, le tres-affectionné Serviteur, DE LA HAYE.

Sommaire des Demandes du Prince de Transilvanie, George Ragoski, pour faire Alliance avec le Roi de France, & la Couronne de Suede, contre l'Empereur Ferdinand, & la Maison d'Autriche.

ANS
de J. C.

1643.

I. Avant toutes choses, il faut que le Prince de Transilvanie obtienne de l'Empereur des Turcs, la permission de declarer, & faire la Guerre en Hongrie, à Ferdinand Troisième Empercur des Romains: En sorte que sa Hauteffe recoive en sa protection & sauvegarde, ledit Prince de Transilvanie, sa femme, ses Enfans, & ses Successeurs, avec tous leurs biens en quelque lieu qu'ils soient situés, avec promesse de le secourir, & de le defendre avec toutes ses forces contre ledit Ferdinand, au cas que ce Prince & ses adherans viennent à attaquer dans ses propres Etats: Et si par malheur (ce qu'à Dieu ne plaise) il arrivoit que le Transilvain & ses Heritiers fussent chassés & depouillés de leur Principauté par la puissance de leurs ennemis: Sa Hauteffe, emploiera toute la force de ses armes, pour les rétablir dans leurs Etats.

II. Les Couronnes de France & de Suede, & tous leurs Alliez prendront en leur protection & defense le Prince de Transilvanie, sa Femme, ses Enfans & ses heritiers, avec toutes leurs terres & tous leurs biens en quelque lieu qu'ils soient situés, même en Hongrie; comme aussi tous les adherans & amis qu'ils ont dans ce Royaume, generalement contre tous leurs ennemis, declarez & secrets, de quelque dignité & nations que ce puisse être. De sorte que si ledit Prince & les siens viennent à être troublez, inquietez & molestez, ouvertement & sous main, soit en leurs personnes, ou en leurs Etats, & en leurs biens, Ecclesiastiques, ou Seculiers; lesdits Confederez joindront leurs Armes ensemble, & viendront à leur secours, toutes les fois qu'il en sera besoin, sans y manquer jamais, sous quelque pretexte que ce soit.

III. S'il arrivoit que ledit Prince, sa Femme ou ses Enfans fussent depouillés de leurs Etats & des biens qu'ils ont tant en Hongrie qu'en Transilvanie, le Roi de France, la Reine de Suede, & les autres Alliez, leur feront paier pour leur subsistance la somme de quarante mille Richedales par an; jusqu'à ce que ledit Prince & les siens, soient entierement rétablis, soit par un Traité de Paix, ou par la voie des Armes; & au cas que cette Pension ne soit pas payée, ils feront en sorte que le Prince & sa Famille, aient d'ailleurs de quoi subsister selon leur estat & leur rang.

IV. Après que lesd. Princes Confederez, auront pris en leur protection & commune alliance le Prince de Transilvanie, sa Femme & ses Enfans, comme aussi le Royaume de Hongrie, & tous les Seigneurs qui sont dans les interets dud. Prince, ils seront tenus de le maintenir, soit en Hongrie, ou en Transilvanie (excepté les terres qui sont sous la domination des Turcs) dans toutes leurs franchises, droits & privileges, publics & particuliers, & spécialement dans le libre Exercice de la Religion Catholique-Romaine, & dans celui de la Rel. Helvetique Reformée, & de la Luterienne, même contre tous ceux qui les y voudroient troubler à force ouverte ou autrement. Mais sur tout ils seront obligés de faire restituer incessamment aux Evangeliques les Temples, & les Maisons Paroissiales, avec les Benefices & les revenus annexes, tels qu'ils étoient en l'an 1618. sous quelque pretexte de Religion Reformée ou Luterienne, qu'on les leur ait ôtez.

V. De plus les susdits Confederez declarent, que pour la protection qu'ils promettent de donner, & qu'ils donneront en effet au Prince de Ragoski, ils ne formeront jamais aucune pretention au Royaume de Hongrie, ni sur la Principauté de Transilvanie.

VI. Dès la premiere année de la Guerre, lesdits Seigneurs Rois, payeront au Prince de Transilvanie, la somme de deux cens mille écus, monnoie d'Allemagne,

Kkk 2

ANS & cent cinquante mille seulement dans chacune des années suivantes, tant que la Guerre durera : Et lesdites sommes n'y seront comptées, dans les lieux de J. C. 1643. qu'il ordonnera, pour en la distribution comme il lui plaira.

VII. De plus tant que cette Guerre durera, les mêmes Confederez, seront obligés de lever & d'entretenir à leurs dépens dans l'Armée du Prince de Transilvanie, trois mille hommes, bonne infanterie, lesquels ainsi que leurs Officiers obéiront audit Prince, comme à leur General : Mais il sera libre ausdits Confederez d'y tenir deux Commissaires intelligens, pour leur rendre compte de l'état de leurs troupes : Et si outre cela, le Prince de Transilvanie veut lever à ses frais d'autre milice dans les Roiaumes & les terres des deux Rois, bien loin de l'empêcher, ils en faciliteront la levée, en assignant pour cela les lieux les plus commodes.

VIII. Lesdits Princes ne feront aucune Paix, ni Trêve avec les ennemis contre le gré, ni sans la participation & le consentement exprès du Transilvain, ni après la mort, sans celui de sa Femme, de son Successeur, & de ses heritiers, ni sans l'intervention des Estats de Hongrie : & lorsque l'intérêt commun des Confederez exigera, qu'on fasse une Paix generale, seure, honorable, & honnête, on y travaillera de concert avec le Prince & Estats adherans à son parti, & de si bonne maniere, que cette Paix ne puisse faire de dommage, ni de préjudice audit Prince, ni aux siens, non plus qu'aux Estats du Roiaume de Hongrie, & de la Principauté de Transilvanie, & que chacun au contraire y rencontre son avantage, en sorte qu'en vertu de cette paix tous & chacun puisse jouir librement & seurement de leurs immunités spirituelles & temporelles, & non seulement des terres & des biens qu'ils ont acquis ci-devant, mais encore de ceux qu'ils pourront acquérir de nouveau : on est encore prescrite convenu que si par hazard (après que la Paix aura été faite & publiée de part & d'autre) il arrivoit dans la suite du temps, que contre les articles de cette Paix, ledit Prince & les siens, & les Estats de Hongrie, ses adherans, à l'occasion du grand éloignement de leurs terres d'avec celles des deux Rois Confederez, fussent assaillis, troublés & molestés par la Maison d'Austriche & par les Alliez, lesdits Confederez seront tenus de les défendre & secourir de tout leur pouvoir, & de fournir tous les ans audit Prince, & à sa Femme, & à son Successeur les mêmes subides & assistances qu'ils auront fournis durant cette Guerre.

IX. Les mêmes Confederez s'obligent pareillement de faire observer & maintenir la paix que ledit Prince & ses predecesseurs ont entretenue jusques ici avec la Porte Ottomane depuis le règne de l'Empereur Soliman, & de faire en sorte par leur autorité, & s'il en est besoin par leurs Ambassades, & par tous les autres offices qu'on peut attendre d'une sincere Alliance, que cette Paix soit continuée, non seulement avec led. Prince, mais encore avec son Successeur dans la Principauté, & ceux de leurs heritiers qui n'y succederont pas.

X. Le Roi de France, la Reine de Suede, les Etats des Provinces-Unies des Pais-Bas, les Tuteurs & Administrateurs du Landgrave de Hesse-Cassel, & les autres Alliez qui sont tant au dedans qu'au dehors de l'Empire d'Allemagne, de quelque condition ou dignité qu'ils soient, promettent & s'engagent pour le present & pour l'avenir, & en foi de Princes Chrétiens, non seulement de signer de leur propre main, & de faire sceller du sceau de leurs armes, mais encore d'observer fidèlement & sans fraude, eux & tous leurs Sujets, soit Ecclesiastiques ou Seculiers, les susdits Articles avec toutes leurs clauses. Donné à Weissembourg le 16. Septembre de l'an 1643.

ANS de J. C. 1643. *Acceptation des demandes du Prince de Transilvanie. En vertu du plein pouvoir que la Serenissime Reine & Couronne de Suede nous a spécialement accordé, Nous Leonard Torstensohn Capitaine General de ses Armées en Allemagne, avons accepté & acceptons par interim les demandes de Monseigneur George Ragoski, Prince de Transilvanie, jusqu'à ce que sadite Majesté ratifie plus amplement lesdits Articles dont la teneur s'ensuit.*

I. POUR ce qui concerne le premier Article, Nous le remettons à la disposition du Roi de France, dont l'Ambassadeur residant à Constantinople a déjà travaillé & travaillera encore suivant les ordres exprès qu'il en a de Sa Majesté Tres-Chrétienne, à obtenir le consentement du Grand Seigneur. Mais la Couronne de Suede ne laissera pas de faire de son côté tout ce qu'elle pourra pour le faire obtenir au plutôt.

II. Quant au second, nous trouvons qu'il est de toute justice de donner toute la protection possible au Prince de Transilvanie, lorsqu'il sera en Guerre contre l'Empereur & ses adherans, & de le maintenir lui & son Successeur dans tous leurs biens, & dans tous leurs privileges. Ainsi tout le contenu de cet Article sera observé ponctuellement.

III. Le troisieme article est sans nulle difficulté.

IV. Le quatrième sera pareillement executé de point en point.

V. Les Confederez promettent tout ce qui est porté par le 5me.

VI. On promet la somme d'argent demandée, & de regler le temps & le lieu du paiement, dès le jour que la ratification de Suede sera mise entre les mains du Prince Ragoski.

VII. Outre ce qui est contenu dans le septième Article, on promet que si ledit Prince vient à être assailli dans ses Etats, on ne lui donnera pas seulement les trois mille hommes qu'il demande, mais encore un plus puissant secours s'il en a besoin : & que s'il veut faire de nouvelles levées, on lui assignera pour cela de certains lieux, à condition que ces levées soient faites avec telle discrétion que celles des Confederez n'en puissent être diminuées, ni leurs Soldats abandonner leur service.

VIII. Sur le huitième, on promet fermement de ne traiter ni conclure aucune Paix, Trêve, ou suspension d'armes à l'insçu & contre la volonté dudit Prince, de ses Etats, & de son Successeur : & que si après la Paix faite, la Maison d'Austriche s'avise de l'attaquer injustement, le secours & l'assistance des Confederez ne lui manquera pas au besoin.

IX. Afin que le Prince ait toute la satisfaction qu'il peut desirer, on ne mettra rien de tout ce qui est stipulé par cet Article, & l'on contribuera autant que l'on pourra à la continuation de la Paix Ottomane.

X. Quant à la confirmation de tous les Articles susdits, dès que notre commune Alliance sera solennellement conclue, les Ambassadeurs députés de part & d'autre à cet effet, jureront & promettront au nom de leurs Maîtres, de faire observer & executer fidèlement, constamment & sans fraude tout le contenu desdits Articles, ainsi que nous le promettons dès-à-present. En foi de quoi nous les avons signés de notre propre main. Donné au Camp de Dobilthau l'an 1643.

(L. Sigilli.) LEONARD TORSTENSOHN

Executer faire garder, executer fidèlement, fermement, constamment, sans fraude ni tromperie, comme je le promets & le voué, en foi de quoi j'ai signé de ma propre main, & apposé mon cachet. Donné au Camp de Dobilthau l'an 1643.

(L. S.) LEONARD TORSTENSOHN.

C C L X.

*Traité entre LOUIS XIV. Roi de France
& le Duc de CURLAND. Fait à Paris
le 30. Decembre 1643. Freder. Leonard.
Tom. III.*

*Articles convenus & accordez entre Monsieur
le Comte de Brienne, Conseiller du Roy en
ses Conseils, Secrétaire d'Etat, & des
Commandemens & Finances de Sa Majesté,
& Commandeur de ses Ordres, Commis-
saire député par Sadite Majesté en cette
partie par l'avis de la Reine regente sa Me-
re, & le sieur Fircks Major envoie en Fran-
ce vers leurs Majestez de la part de Mon-
sieur le Duc de Curland chargé de Lettres
de créance à cet effet. A Paris le 30. De-
cembre 1643.*

SUR ce que ledit Sieur Fircks a supplié leurs Ma-
jestez au nom dudit Duc de Curland, de lui accor-
der les articles suivans, aiant déclaré avoir charge
de les accepter, & d'obliger son Maître à l'entretenement
des choses contenues en ce present écrit, ledit
sieur Comte de Brienne en vertu de sondit pouvoir
aiant conféré avec ledit Sieur Fircks Major sur ce qui
regarde les conditions respectives du present Traité sont
demeurez d'accord de ce qui ensuit.

I. Ledit Duc de Curland aiant fait témoigner au Roy
beaucoup d'affection, & desiré l'affermir davantage par
l'intérêt du Commerce, Sa Majesté voulant y corres-
pondre de son côté, & témoigner audit Duc l'estime
qu'elle fait de sa personne, lui a permis & accordé la li-
berté de trafiquer en France, & d'y apporter toutes sor-
tes de bleds & autres marchandises & denrées qui croi-
ssent en son País pour les amener dans ses Vaisseaux,
icelles décharger dans les Ports & Havres de ce Roiaume,
soit à Bourdeaux, Brouage & autres lieux circon-
voisins, & comme bon leur semblera.

II. Pourront aussi ceux qui seront Negocians, Fac-
teurs ou advoiez dudit Seigneur Duc de Curland re-
charger de toutes sortes de marchandises en France pour
les transporter en Curland, à la reserve de celles prohi-
bées, & pourront les Vaisseaux ou ceux qui feront le
trafic sous l'aveu dudit Seigneur Duc aller & venir en
toute seureté dans nos mers le long de nos côtes, en-
trer & sortir de ce Roiaume en pleine liberté, en payant
les droits pour ce deus & accoutumez, & en cas qu'au-
cuns des Marchands, Facteurs, serviteurs ou gens fai-
sant le negoce vinsent à deceder en France pendant leur
voiage, ou ceux qui y demeureront actuellement pour
le service dudit Seigneur Duc, Sadite Majesté veut &
entend que pour cela leurs biens, facultez & marchan-
dises ne soient sujettes au droit d'aubaine, déshérence
ou confiscation, ains seront traitez tout ainsi que s'ils
estoiient regnicoles.

III. Comme aussi ledit Seigneur Duc de Curland
promet reciproquement de donner toute seureté & li-
berté aux François dans ses Ports & Havres pour y tra-
fiquer & vendre leurs marchandises, & en recharger d'au-
tres suivant l'usage du País, sans que durant le temps
de leur voiage & séjour, arrivant le décès d'aucuns Mar-
chands, Facteurs ou Serviteurs, leurs biens, facultez
& marchandises puissent estre acquises ou confiscées
par droit souverain.

IV. Promet aussi ledit Seigneur Duc de Curland de
n'assister les ennemis de la France de ses Vaisseaux, ni
de leur porter des commoditez sous pretexte de la libe-
té presentement accordée de venir dans nos Mers, mais
seulement pourront en user tout ainsi & à l'instar des
Villes de Hambourg, Dantzic & autres places neu-
tres.

V. Permet en outre sadite Majesté audit Seigneur ^{ANS}
Duc de Curland d'achepter en France des Terres, Sei- ^{de J. C.}
gneuries & Maisons pour en jouir comme en faisoient
ceux desquels il les aura acquises sans payer autres droits ^{1643.}

& redevances que les anciens propriétaires, & sans que
venant ledit Seigneur Duc à deceder, Sa Majesté puisse
pretendre ledit bien lui appartenir par droit d'aubaine,
ains appartiendra à ses heritiers & successeurs tout ainsi
que s'ils estoient regnicoles, & seront par tout traitez
comme s'ils estoient originaires François. Fait à Paris le
trentième jour de Decembre 1643. Signé, DE LOMENIE
avec paraphe, & GEORGE FIRCKS aussi avec pa-
raphe.

Registrez où le Procureur General du Roi pour estre
executez selon leur forme & teneur, à la charge de pren-
dre par les heritiers dudit Duc de Curland Lettres de natu-
ralité ou de dispense particuliere du droit d'aubaine.
A Paris en Parlement le 24. Février 1647. Signé, DU
TILLET, avec paraphe.

C C L X I.

ANS
de J. C.

*Traité Pour la Continuation de Protection,
accordée par LOUIS XIV. Roi de
France aux Ducs de WIRTEMBERG
Princes de Montbeliard. A Paris le 25.
Janvier 1644. Freder. Leonard. Tom. III.*

LE ROI aiant esté tres-humblement supplié par le
Sieur Forstner, Chancelier de Montbeliard, de
la part des Ducs de Wirtemberg, Princes dudit
Montbeliard, d'agréer la continuation de Protection
qui leur fut octroyée par le feu Roi Louis le Juste, Sa
Majesté par l'avis de la Reine Regente sa Mere, leur ac-
corde les choses qui ensuivent.

I. Elle a pris & mis en sa Protection Roiale, les per-
sonnes des Ducs de Wirtemberg & Princes de Mont-
beliard, ensemble leurdit Comté, leurs Biens, Terres
& Possessions, & spécialement les quatre Seigneuries
d'Hericourt, Chastellet, Blamont, Clemont & leurs
dépendances, sans toutesfois que cette Protection puisse
prejudicier aux droits Souverains, Prééminences, Di-
gnitez, Privileges, Autoritez, & bonnes Coutumes
desdits Princes, & de leurs Terres & Seigneuries, cir-
constances & dépendances, n'aiant autre pensée que de
maintenir & conserver leurs Peuples & Sujets en leur
obéissance.

II. Sa Majesté continuera à pourvoir durant les Guer-
res les Places appartenantes ausdits Princes, de suffisants
Garnisons, lesquelles seront payées & entretenues,
tout ainsi & par le même ordre qu'il en a esté usé jusqu'à
present.

III. Les Officiers Commandans, & les Soldats te-
nans Garnison dans les Places appartenantes ausdits Prin-
ces, leur porteront honneur & respect, & useront de
toute modestie & civilité envers leurs Ministres & Bour-
geois, sans user d'autre pouvoir que de bien & soigneu-
sement garder les Places qui leur auront esté contées.

IV. Et pour dautant plus témoigner ausdits Princes
le soin que Sa Majesté veut prendre de leurs interêts,
Elle s'emploiera volontiers au Traité de la Paix gene-
rale, à ce qu'ils y soient compris par exprés, & reintegrez
dans les Biens qu'ils ont perdus & dont ils ont esté spoliez,
& leur continuera la même reputation & les effets de la
même Protection après la Paix, auquel cas elle retirera
les Garnisons des Places où elles sont presentement.

V. Et dautant qu'au Chateau d'Horburg, situé près
de Colmar, il ya Garnison, & que lesdits Princes ont
témoigné souhaiter qu'il plust à Sa Majesté la retirer pour
laisser le Chateau libre pour la demeurance de Madam-
e la Doüairiere de Montbeliard, Sadite Majesté le
trouve bon ainsi, au cas que ladite Garnison ne se trou-
ve utile pour le bien de son service; mais du moins pro-
met Sadite Majesté que pendant que ses Officiers & Sol-
dats occuperont ledit Chateau, il en sera laissé aux Of-
ficiers de la Comté d'Horburg pour lesdits Princes, la

ANS moitié des Chambres, Greniers, Caves & autres de J. C. commoditez dudit Chateau, sans aucun empeschement.

1644. VI. Laquelle Protection étant acceptée par lesdits Princes, avec tous les avantages ci-dessus spécifiés, promettent à Sa Majesté de recevoir les Troupes en Garnison dans leurs Places & Châteaux, & de donner leur & libre passage à ses Armées, & levée de Gens de Guerre qui se feront en Allemagne ou en Suisse, par ledit Comté de Montbéliard & Terres qui en dépendent, & de favoriser par tous moyens les Armées & Sujets de Sa Majesté, comme aussi de rendre en toutes occasions tous les devoirs convenables à la Couronne de France.

VII. Lesdits Sieurs Ducs de Wurtemberg & Princes de Montbéliard, enverront dans trois mois des actes d'acceptation desdits Articles, portant promesses de les observer de leur part, comme Sa Majesté veut faire de la sienne, selon & ainsi qu'il est contenu ci-dessus. Fait à Paris le 25. Janvier 1644. Signé, LOUIS. Et plus bas, DE LOMENIE. Et scellé.

Les Baillif, Chancelier & Conseil à Montbéliard, pour leurs Altesces Ducs de Wurtemberg, Princes dudit Montbéliard, aians vu les Articles de Protection ci-dessus, dont il auroit pleu au Roi, par l'avis de la Reine Regente sa Mere, agréer la continuation ausdits Seigneurs Princes, pour leur Estat & Pais de Montbéliard, Terres & Seigneuries y adjacentes & en dépendantes, par lesquels entr'autres ils sont obligez dedans trois mois envoyer acte de l'acceptation d'iceux. Est-il que pour satisfaire à cette condition, acceptans au nom desdits Seigneurs Princes nos Maîtres lesdits Articles, avec le tres-humble respect deu à leurs Majestez, Nous promettons audit nom d'effectuer ponctuellement & de bonne foi le contenu d'iceux en tout ce qui regarde lesdits Seigneurs Ducs de Wurtemberg, Princes de Montbéliard. En foi de quoi nous avons signé les Presentes de nos propres mains, & y fait apposer le Sceau duquel on a accoutumé user en la Cour & Chancellerie de ceans. Données audit Montbéliard le 20. Jour du mois de Février, l'an 1644. Signé, DE STERNONFOLS, avec paraphe. Et plus bas, FORSTNER, Chancelier.

CCLXII.

ANS Obligation de LOUIS XIV. Roi de France de J. C. de tenir la main à ce que le Traité de Trêve qui se fera entre le Roi d'Espagne & les PROVINCES-UNIES des Pais-bas, étant fini, soit continué par le Roi d'Espagne, pour le mesme terme d'années & aux mêmes conditions.

1644. LA FRANCE ET SES PROVINCES-UNIES. Et aussi d'assister lesdites Provinces si elles sont attaquées durant cette Trêve par le Roi d'Espagne, l'Empereur ou autre Prince de la Maison d'Autriche.

Pareillement lesdites Provinces s'obligent d'assister le Roi, s'il est attaqué par le Roi d'Espagne ou autre Prince de la Maison d'Autriche après le Traité de Paix qu'il fera. A la Haye l'an 1644. le 29. Février. Freder. Leonard. Tom. V.

D'Autant qu'il est nécessaire de pourvoir à tous les inconveniens qui pourroient arriver à l'occasion de la Negociation qui se doit faire à Munster au préjudice du Traité concerté entre Messieurs les Ambassadeurs extraordinaires & ordinaire de sa Majesté Tres-Chrétienne & les Députez des Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies & contre la bonne intention de uns & des autres. Les Députez desdits Seigneurs Etats ont proposé & déclarent encore devant la conclusion du Traité, combien que par l'article troisième il

est expressement convenu qu'on ne pourra conclure aucun Traité, que conjointement & d'un commun consentement, & que à la requisition par eux faite, afin qu'un Article fut dressé & inféré au Traité pour la garantie mutuelle, en cas que sa Majesté pourra faire une Paix avec l'Ennemi commun, & lesdits Seigneurs Etats une Trêve de longues années, lesdits Seigneurs Ambassadeurs ont allégué & assuré par plusieurs tois de ne vouloir ni pouvoir faire aucun Traité, que conjointement & d'un commun consentement les Plenipotentiaires desdits Seigneurs Etats sans leur donner préalablement la satisfaction désirée & nécessaire en tel cas, laquelle assurance lesdits Députez ont aussi rapportée & confirmée ausdits Sieurs Etats leurs Supérieurs; Que neantmoins ils sont obligez par charge expresse de donner par écrit ausdits Sieurs Ambassadeurs les Articles qui s'en suivent.

I. Si le Roi fait la Paix, & que Messieurs les Etats ne fassent qu'une Trêve de longues années conjointement & d'un commun consentement avec les Espagnols le Roi s'oblige, étant requis de la part desdits Seigneurs Etats un an ou deux avant l'expiration de ladite Trêve, d'en moienner & obtenir la continuation du Roi d'Espagne pour le même terme d'années & aux mêmes conditions.

II. Et au cas que le Roi d'Espagne vienne à refuser la continuation pour le terme & aux conditions que dessus, Sa Majesté Tres-Chrétienne rentrera à l'expiration de ladite Trêve en Guerre ouverte au Pais-bas contre ledit Roi d'Espagne: En sorte que l'on ne fera par après ni Paix ni Trêve, que conjointement, & d'un commun consentement du Roi & desdits Seigneurs Etats.

III. Mais en cas que Messieurs les Etats à l'expiration de ladite Trêve, veuillent recommencer la Guerre avec les Espagnols, ou qu'eux mêmes viennent à refuser la continuation telle que dessus, Sa Majesté Tres-Chrétienne ne fera pas obligée de rentrer en Guerre avec le Roi d'Espagne.

IV. Le Roi venant à conclure une Paix, & que lesdits Seigneurs Etats fassent la Trêve avec les Espagnols, comme il a esté dit ci-dessus, si la Majesté ou lesdits Seigneurs Etats sont puis après attaqués directement ou indirectement sous quelque pretexte que ce soit par le Roi d'Espagne, par l'Empereur ou par quelque autre Prince de la Maison d'Autriche, l'on executera ponctuellement de part & d'autre les Articles 6. 9. & 10. du Traité de l'an 1635. Bien entendu qu'il n'est en rien dérogé au surplus du contenu desdits Articles.

V. Declarent lesdits Députez ensuite de leur dite Charge, si en la Negociation qui se doit faire à Munster, les affaires se disposent en sorte que d'un commun consentement soit trouvé bon de traiter de Paix pour le Roi avec les Espagnols, & de Trêve pour Messieurs les Etats Generaux, que tel cas advenant, les Sieurs Plenipotentiaires de Sa Majesté ne pourront conclure leur Paix qu'au préalable, lesdits Sieurs Etats aient receu contentement sur le contenu des Articles ci-mentionnez.

VI. Et requerront lesdits Sieurs Ambassadeurs de vouloir représenter cette Declaration à sa Majesté, laquelle est prise bien humblement au nom desdits Sieurs Etats de l'avoir agréable, & sur icelle faire entendre ses bonnes & favorables intentions.

Fait & signé par les Députez des Etats Generaux à la Haye, & délivré aux Sieurs les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de France le 29. de Février 1644. estoit signé Bartholdt de Gent, Jean de Mathenisse, Adrian Paw, J. de Knuyt, G. Hoolck, F. Van Donia, Adr. Clandt.



Articles Secrets ajoutez au precedent Traité.

44. *Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour un Subside de douze cens mil livres. Ala Haye, le 29. Février 1644. Freder. Leonard. Tom. V. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. I. pag 470. &c.*

LE Roi, par l'Avis de la Reine Regente sa Mere, considerant le peu d'inclination que les Ennemis communs ont toujours eu à la Paix, & qu'encores que pour la negociation d'icelle ils aient enfin envoyé partie de leurs Plenipotentiaires à Munster, ils pourroient se contenter de cette apparence, & tier les affaires en longueur, s'ils ne sont forcez par les Armes d'entendre à un accommodement raisonnable. Pour parvenir à une si bonne fin, Sa Majesté s'est resolu conjointement avec les Sieurs Estats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, de les attaquer le plus puissamment qu'il se pourra cette Campagne; & pour donner moyen ausdits Sieurs Estats de supporter plus aisément les dépenses qu'ils feront obligez pour faire une grande entreprise, Sadite Majesté a bien voulu leur accorder pour la presente année 1644. un secours d'argent extraordinaire, conformément aux conditions qui s'ensuivent.

I. Sa Majesté assistera durant la presente année 1644. lesdits Seigneurs Estats Generaux de la somme de douze cens mil livres, laquelle somme lesdits Sieurs Estats employeront effectivement à l'entretien des Gens de Guerre extraordinaires qui sont déjà ou pourront estre levez, en sorte que ladite somme ne pourra estre divertie à aucun autre usage; ce que lesdits Sieurs Estats promettent de bonne foy, & maintiendront religieusement; afin d'attaquer plus aisément les Ennemis par toutes voyes & moyens à eux possibles.

II. Sa Majesté fera bailler pour ledit argent des assignations qui seront bonnes, & au contentement de celui que lesdits Sieurs Estats autoriseront en France pour ce sujet, pour estre effectivement acquittées à Paris dans le cours de la presente année, dont le payement s'en fera à trois termes; Sçavoir quatre cens mil livres lors de la Ratification respective du present Traité, quatre cens mil livres dans le mois de Juillet prochain, & les autres quatre cens mil livres dans le mois d'Octobre.

III. Moyennant quoy lesdits Sieurs Estats s'obligent de mettre leur Armée bonne & forte en Campagne, pour faire une entreprise considerable dans le Pays-Bas, ou incommodez les Ennemis le plus qu'il sera possible.

IV. Lesdits Seigneurs Estats consentent que sur ladite somme de douze cens mil livres, seront prises & reservées les Pensions des Officiers François, pour estre payées & distribuées sur le pied & de la même façon qu'il a esté convenu par le Traité du 22. Juin 1630. & celui du 14. Avril 1634. & celui que Messieurs les Estats commettront à Paris pour recevoir les douze cens mil livres, sera obligé de payer & fournir la somme à quoy se montent lesd. Pensions, sur le dernier terme du payement.

V. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Estats, ratifieront respectivement les presens Articles, dans le terme de six semaines, ou deux mois, si faire se peut.

VI. Ce present Traité ne dérogera point aux precedens faits entre Sa Majesté & lesdits Sieurs Estats, tous lesquels demeureront en leur force & vigueur, pour estre religieusement effectuez de part & d'autre. A la Haye le 29. Fevrier 1644. Signé, DE MESMES. SERVIENT. LA THULLERIE. B. DE GENT. JEAN DE MATHENESSE. JACQUES CATZ. JEAN KNUYT. VAN HOOKE. F. DE DONIA. ADRIAN KLANDT.

PREMIEREMENT. Pour plus grand éclaircissement du troisieme Article de ce Traité passé aujourd'hui, il a esté convenu que le Roy & lesd. Sieurs Estats des Provinces-Unies des Pays Bas, mettront en Campagne leur Armée, composée de dix-huit à vingt mil Hommes de pied, & de quatre mil cinq cens à cinq mil chevaux.

II. Que lesd. Armées entreront dans le Pays Bas dans la my May prochaine; si ce n'est que celui qui commandera les Armées du Roy d'Espagne se mit plutôt en Campagne, auquel cas le Roy & lesdits Sieurs Estats seront obligez de s'y mettre en même temps, de quelque coût qu'ils puissent tourner.

III. Que celle desd. Sieurs Estats attaquera une Place de telle consideration que les Ennemis en recevront un notable prejudice, & que celle de S. M. en attaquera aussi une considerable de son coût.

IV. On fera telle diversion en s'avancant dans le Pays des Ennemis, qu'étans obligez de tenir une bonne partie de leurs forces pour s'opposer aux desseins de S. M. Monsieur le Prince d'Orange aye d'autant plus de facilité d'avoir un succès heureux de l'entreprise qu'il fera.

V. Bien entendu qu'en cas que l'Armée de Sa Majesté ne fasse qu'une simple diversion, elle se mettra en Campagne quatorze jours avant celle de Messieurs les Estats.

VI. Et au cas qu'il soit resolu que toutes les deux Armées entreprennent des attaques des Places, elles se mettront en Campagne en même jour précisément sans y failir, sur peine de manquement de foy de part & d'autre.

VII. Lesdits Sieurs Estats s'obligent de faire passer dans le huitieme du mois d'Avril, trente Vaisseaux de Guerre bien équipiez de trois, quatre ou cinq cens tonneaux à leurs dépens aux Coûtes de Calais, pour empêcher aux Ennemis l'entrée de Flandre par Mer.

VIII. Et au cas que l'Armée du Roy attaque quelque Place sur la Côte de Plandre, lesd. trente Vaisseaux demeureront toujours en lad. Côte tant que l'entreprise durera, & investiront par Mer de telle sorte la Place assiégée par les Armes du Roy, qu'elle ne puisse estre secourue par Mer, soit par les forces du Roy d'Espagne, soit par quelque autre puissance que ce puisse estre qui voudroit l'assister sous quelque pretexte que ce soit.

IX. Audit cas lesd. Sieurs Estats s'obligent de faire escorter tous les vivres qui viendront de la Côte de Flandres, au lieu où sera l'Armée de Sa Majesté, ou de luy en fournir à prix raisonnable, si les Vents ne permettent pas d'en apporter de France suffisamment, & qu'ils soient bon pour les transporter du Pays desdits Estats des Provinces-Unies audit lieu, & où seroit l'Armée du Roy pour parachever son dessein; auquel Sa Majesté n'engageroit ses Armes, sans la confiance qu'elle prend que le contenu audit Article sera fidèlement & ponctuellement executé par lesdits Sieurs Estats, qui le promettent & s'y obligent sur peine de manquement de foy, & d'infraction des Traitez faits par eux avec S. M.

X. Lesdits Sieurs Estats promettent sincerement aux Armées de Sa Majesté passage & repassage sur le Rhein à Wesel, & aussi passage & repassage sur la Meuse à Maëstrich, quand ils en seront requis par Sa Majesté, pourveu que ce ne soit point pour prejudicier à leur Estat.

XI. Lesdits Sieurs Estats s'obligent de tenir leur Armée en Campagne tant & si long-temps que le bien de la cause commune le requerra, & la saison le pourra permettre.

En foy de quoy Nous Ambassadeurs & Deputez, en vertu de nos Pouvoirs avons signez ces Presentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait poser le Cachet de nos Armes. Et ont signez les mêmes Ambassadeurs & Deputez cy-dessus.

Le Roy & les Estats Generaux, ont encor passé à la Haye le dixieme Mars 1645. & à Paris le sixieme Avril

ANS Avril 1646. des Traitez par lesquels Sa Majesté leur de J. C. promis encore douze cent mil livres de subsides par chacune de ces deux années, aux conditions portées par le Traité & les Articles Secrets du 29. Fevrier 1644. qu'on n'a pas voulu repeter dans le Recueil, parce que c'est précisément la même chose que celui-ci, & quelques autres précédens tous semblables.

1644.

CCLXIV.

Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & les Estats Généraux des PROVINCES-UNIES pour la garantie des Traitez de Paix & de Trêve que Sa Majesté & les Estats feroient avec l'Espagne. A la Haye le premier Mars, l'an 1644 Freder. Leonard. Tom. V.

ANS de J. C.

1644.

LA FRANCE ET LES PROVINCES-UNIES.

LE Roy Tres-Chrestien, par l'avis de la Reine de Regente sa Mere, voulant continuer aux Estats des Provinces Unies des Pays-Bas, la même affection & bienveillance que les defuncts Roys Henry le Grand, & Louis XIII. de glorieuse memoire, leur ont témoigné : & ayant considéré combien il est nécessaire pour le bien du public que la même union & bonne intelligence qui a esté jusques icy entre la France & lesdites Provinces Unies, tandis que la Guerre dure, soit maintenue à l'avenir, & encor plus affermie à l'occasion du Traité qui se doit faire à Munster, pour l'avancement & seurété dudit Traité, & afin que l'Ennemi commun perdant l'esperance de pouvoir jamais separer les interets de la France d'avec ceux dudit Etat des Provinces-Unies, se porte plutôt à consentir à un accommodement seur & raisonnable, qui puisse établir un durable repos dans la Chrétienté, & particulièrement dans la France & dans lesdites Provinces-Unies ; sa Majesté a voulu que ses Ambassadeurs extraordinaires, nommez pour le Traité de la Paix generale, avant que les renvoyer à la Ville de Munster passassent par ce Pais pour y resoudre & traiter des moyens les plus propres d'exécuter conjointement cette bonne intention. Et les Seigneurs & Estats Generaux desdites Provinces-Unies reconnoissans avec toute sorte de respect & gratitude les bienfaits, faveurs & assistances qui de temps en temps leur ont esté départies de la France, & remercians Sa Majesté de l'honneur d'une Ambassade si importante, ont député quelques personnaiges de qualité, lesquels se feroient assemblez diverses fois avec les Sieurs Plenipotentiaires de France, & du Sieur Ambassadeur de S. M. près lesdits Sieurs Estats : Ensorte que l'affaire ayant esté meurement deliberée & concertée entre Messire Claude de Mesmes, Comte d'Avaux, Commandeur des Ordres du Roy, Sur-Intendant de ses Finances, & l'un de ses Ministres d'Etat ; Messire Abel Servient, Comte de la Roche, Conseiller du Roy en tous ses Conseils, Ambassadeur extraordinaire de S. M. pour le susdit Traité general ; & Messire Gaspard Coignet de la Thuillerie, Seigneur dudit lieu, Baron de Courlon & Villeport, Conseiller du Roy en ses Conseils, & son Ambassadeur vers lesdits Sieurs Estats ; Comme ayant tous charge & pouvoir special de S. M. par Lettres Patentes dûment signées, d'une part. Et les Sieurs Députés, Bartolt de Gent, Sieur de Loeven & Minderswijk, Senéchal de Bommel ; Jean de Mathenisse, Sieur de Mathenisse, Riviere, Opmeer, Soutveen ; Adrian Paw, Chevalier, Sieur de Heemstede, Hoogerfsnilde, Rietwijk, Nieuwkerke ; Jean Knuyt, Chevalier, Sieur dans le vieux & nouveau Wolmar, Premier & representant la Noblesse aux Estats de la Comté de Zelande, Conseiller ordinaire de Monsieur le Prince d'Orange ; Gysbrecht Vander Hooock, ancien Bourgmestre d'Utrecht ; François de Donia à Hiennema en Hielsum ; Guillaume Ripperda, Sieur de Wesbergen, Borculo & Hengelo ; & Adrian Clandt, Sieur de Stedum ; comme ayans charge & pouvoir suffisant desdits Seigneurs Estats Generaux, par Lettres Patentes sous le grand Scel, paraphées & si-

gnées du Greffier, d'autre part. Il a esté accordé & arresté ce qui s'ensuit.

ANS de J. C.

1644.

I. Les Traitez cy-devant faits entre la France & les Provinces Unies des Pays-bas, demeureront en leur force & vertu, pour estre cy-aprés fidèlement & religieusement effectuez de part & d'autre, excepté en ce qui aura esté dérogé ausd. Traitez par le present.

II. Dans le Traité de Paix ou de Trêve qui se doit faire conjointement & d'un commun consentement avec l'Espagne, lesd. Seigneurs & Estats démèleront & défendront leurs interets de leur propre chef immédiatement : & lesdits Plenipotentiaires du Roy, & ceux desdits Seigneurs & Estats, s'entr'aideront respectivement & avec même vigueur pour les interets de la France & des Provinces-Unies.

III. L'on ne pourra conclure aucun Traité que conjointement & avec commun consentement, & la France ny aussi les Estats des Provinces-Unies, ne pourront avancer leur Negociation avec les Espagnols l'un plus que l'autre.

IV. Et afin que les Ennemis perdent l'esperance de separer les interets de la France d'avec ceux des Provinces-Unies, en facilitant le Traité des uns & reculant celui des autres, lesd. Plenipotentiaires feront respectivement obliger toutes les fois qu'ils en seront requis, de déclarer aux Ministres d'Espagne qu'il y a obligation mutuelle de ne conclure que conjointement & d'un commun consentement, & même de n'avancer pas plus un Traité que l'autre.

V. Et afin d'oster aux Ennemis l'envie d'exciter de nouveaux troubles dans la Chrétienté, avec le succés qu'ils ont fait jusques à present, avec l'impunité qu'ils s'en promettoient à l'avenir, si après s'estre accreus des dépouilles de plusieurs Princes dans les precedentes Guerres, ils venoient à recouvrer par des Traitez ce qui a esté repris sur eux en celle-cy ; le Roy & lesdits Sieurs Estats agiront de concert & avec la fermeté nécessaire, pour conserver les avantages que Dieu leur a donnez en cette Guerre, & leurs Plenipotentiaires s'entr'aideront à ce qu'il ne soit rien restitué de toutes les Conquestes, soutenans également pour ce regard les interets de la France & ceux desdits Sieurs Estats.

VI. Le Roy & lesdits Sieurs E. G. venant à conclure une Paix ou une Trêve, comme il a esté dit cy-dessus, si S. M. ou lesd. Sieurs Estats sont puis après attaqués directement, ou indirectement sous quelque pre-texte que ce soit, par le Roy d'Espagne, par l'Empereur, ou par quelque autre Prince de la Maison d'Autriche, l'on exécutera ponctuellement de part & d'autre les Art. vi. ix. & du x. Traité de l'année 1635. Bien entendu qu'il n'est rien dérogé au surplus du contenu esdits Articles.

VII. En cas que le Roy & lesd. Sieurs Estats ne fassent qu'une Trêve, S. M. & lesd. Sieurs Estats seront obliger de recommencer la Guerre conjointement lors que lad. Trêve sera expirée, si elle n'est continuée d'un commun consentement, sans que par après on puisse faire aucun nouveau Traité de Paix ou de Trêve, ny même une Suspension d'Armes, que conjointement & d'un commun consentement ; à condition que s'il vient encores à estre violé, S. M. & lesd. Sieurs Estats entreront conjointement en Guerre ouverte contre ceux qui en feront infractions.

VIII. Outre ce que dessus, il est arresté & conclu que le Roy & lesdits Sieurs Estats, donneront respectivement ordre à leurs Plenipotentiaires de contribuer tout ce qui pourra servir à la seurété du Traité qui interviendra à Munster, & d'aviser ensemble aux moyens d'asseurer la tranquillité publique.

En foy de quoy Nous Ambassadeurs susdits & Députés, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons signé ces presentes de nostre Seing ordinaire, & à icelles fait poser le Cachet de nos Armes, & promettons en fournir les Ratifications de S. M. & desdits Sieurs Estats en bonne forme, dans le temps de deux mois, ou plutôt si faire se peut. Donné à la Haye en Hollande, le premier jour de Mars 1644. Et signé comme dessus.

ANS
J. C.
644.
*Declaration présentée par les Deputez des
Estats Generaux, aux Ambassadeurs du
Roy, lors qu'on signa le precedent Traité,
& que ceux-cy refuserent de recevoir.*

BARTOL DE GENT. JEAN DE MATHENESSE. ANS
ADRIAN PAW. JEAN DE KNUYT. G. HOOLK. de J. C.
F. VAN DE DONIA. ADRIAN KLANDT. 1644.

C C X V.

L'EGLISE
ET
PARME.

D'Autant qu'il est expedient de pourvoir à tous les inconveniens qui pourroient arriver à la Negociation qui se doit faire à Munster, au prejudice du Traité fait avec les Ambassadeurs ordinaires & extraordinaires de S. M. T. C. & les Deputez des Estats Generaux : lesdits Ambassadeurs & Deputez ont proposé & declarent encores devant la conclusion du Traité, combien que par l'Art. III. il est expressément convenu qu'on ne pourra conclure aucun Traité que conjointement & d'un commun consentement, & qu'à la requisi- tion par eux faite, afin que les Articles fussent dressés audit Traité pour la garantie mutuelle, en cas que S. M. puisse faire une paix avec l'Ennemi commun, & lesd. Sieurs Estats une Treve de longues années, lesdits Sieurs Ambassadeurs ont déclaré par plusieurs fois, de ne vouloir ny de pouvoir faire aucun Traité que conjointement & d'un commun consentement avec les Sieurs Plenipotentiaires desdits Sieurs Estats, sans leur donner préalablement la satisfaction desirée & necessaire en tel cas ; laquelle affaire desdits Deputez ont aussi rapportée & confirmée ausdits Seigneurs Estats leurs Superieurs ; que néanmoins ils ont été obligés par charge expresse de donner par écrit ausdits Sieurs Ambassadeurs les Articles qui s'ensuivent.

I. Si le Roy feroit la Paix, & que Messieurs les Estats ne fassent qu'une Treve de longues années, conjointement & d'un commun consentement avec les Espagnols, le Roy s'oblige étant requis de la part desd. Sieurs Estats un an ou deux devant l'expiration de lad. Treve, d'en moyenner & obtenir la continuation du Roy d'Espagne, pour le même terme & années, & aux mêmes conditions.

II. Et au cas que le Roy d'Espagne vienne à refuser lad. continuation pour le terme & aux conditions que dessus, S. M. T. C. rentrera à l'expiration de ladite Treve en Guerre ouverte au Pays-Bas contre le Roy d'Espagne, en sorte que par après l'on ne fera ny Paix ny Treve que conjointement, & d'un commun consentement du Roy & desdits Seigneurs Estats.

III. Mais en cas que Messieurs les Estats à l'expiration de lad. Treve veulent recommencer la Guerre avec les Espagnols, ou que eux mêmes viennent à refuser la continuation telle que dessus, Sa Majesté Tres-Chrétienne ne sera pas obligée d'entrer en Guerre contre le Roy d'Espagne.

IV. Le Roy venant à conclure une Paix, & lesdits Sieurs Estats une Treve avec les Espagnols, comme il a été dit cy-dessus, si S. M. ou lesdits Sieurs Estats sont puis après attaqués, directement ou indirectement, sous quelque pretexte que ce soit, par le Roy d'Espagne, l'Empereur, ou par quelque autre Prince de la Maison d'Autriche, l'on executera ponctuellement de de part & d'autre les Articles vi. ix. & x. du Traité de l'an 1635. Bien entendu qu'il n'est en rien derogé au surplus du contenu ausdits Articles.

V. Declarent lesdits Deputez ensuite de ladite charge, si en la Negociation qui se doit faire à Munster, les affaires se disposent en sorte que d'un commun consentement soit trouvé bon de traiter de Paix pour le Roy avec les Espagnols, & de Treve pour Messieurs les Estats Generaux, que tel cas avenant les Sieurs Plenipotentiaires de S. M. ne pourront conclure leur Paix, qu'au préalable lesd. Sieurs Estats n'ayent receu contentement sur le contenu desdits Articles cy-dessus nommez.

Et requierent lesdits Sieurs Ambassadeurs de vouloir représenter cette Declaration à S. M. laquelle est prise bien humblement, au nom desdits Sieurs Estats, de l'avoir agreable, & sur icelle faire entendre ses bonnes & favorables intentions.

Fait & signé par les Deputez des Estats Generaux à la Haye, & délivré ausd. Sieurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires de France, le 29. Fevrier 1644. Signé,
Tom. III.

*Articles du Traité de Paix, Conclu par
l'Entremise du Roy de France LOUIS
XIV. Entre le Pape URBAIN VIII.
& le Duc de Parme ODOARD FAR-
NEZE. Signez du Cardinal Donghi,
Plenipotentiaire de Sa Sainteté, & du Car-
dinal Bicchi, Plenipotentiaire de Sa Ma-
jesté Très-Chrétienne stipulant pour ledit
Duc de Parme. A Ferrare le trente-uni-
me Mars 1644. Freder. Leonard. Tom.
IV. & en Italien dans le Mercure de Vit-
torio Siri. Tom. IV. part. I. pag. 686.*

L A Sainteté de nostre Seigneur, le Pape Urbain Huitième, ayant toujours avec soins paternels & un zele benin, desiré & procuré par plusieurs actions & entremises la concorde & union entre les Princes Chrétiens, & la tranquillité & repos dont les peuples jouissent ensuite d'icelle, a vu avec un extrême déplaisir les evenemens qui l'ont portée à prendre les armes, & ses Sujets temporels enveloppez dans les peines & travaux, desquels Elle a taché avec tant d'amour & d'ardeur, de delivrer ceux des autres Princes Chrétiens.

S'étant donc ensuite de ce qui s'est passé au Duché de Castro avec le Duc Odoard Farnese, contractée une Ligue entre la Republique de Venise, le Grand Duc de Toscane & le Duc de Modene, en la forme & aux fins déjà publiez : & desirant le Roy Tres-Chrétien par sa filiale reverence au S. Siege, & par la sincere amitié qu'il porte tant audit Duc Odoard Farnese, qu'aux autres susnommez Princes liguez, voir tout à fait apaisées les dissensions, & remise à la veüe de tout le monde de la veritable bienveillance & bonne intelligence, que par la grace de Dieu ne s'est point diminuée dans leurs cœurs, & ainsi par le moyen de la cessation des armes & d'une bonne Paix, refleurer à la gloire de Dieu, & pour le salut spirituel & temporel de tous leurs Estats en leur ancienne splendeur : Sa Majesté par plusieurs personnes, & enfin par Monsieur le Cardinal Bicchi, a supplié sa Sainteté, & exhorté les autres parties à la concorde qu'elles ont pretendu de reintegrer par les armes, & enfin obtenu que sa Sainteté & les susdits Princes, laissent vaincre leurs sentimens & leurs forces, aux prieres & exhortations de Sa Majesté, se desistissent entièrement des hostilités, & quittassent les armes se remettent en l'évidente & mutuelle correspondance que sa Sainteté a toujours conservée, même dans les horreurs de la guerre, pure & sincere dans son cœur envers eux, comme un vray & bon Pere ; & eux reciproquement à sa Sainteté, comme des veritables & obéissans Fils.

Par ainsi sa Sainteté avec un cœur rempli de zele pour l'honneur de Dieu & le bien public, & avec une affection paternelle envers les personnes particulieres des mêmes Princes, a écouté benignement les prieres & intercessions du Roy Tres-Chrétien, lequel par ledit Sieurs Cardinal Bicchi son Plenipotentiaire, & Marquis de Fontenay son Ambassadeur, ausquels Sa Majesté a donné sur ce sujet ordre exprés, a supplié sa Sainteté qu'il luy plaise pardonner au Duc Odoard Farnese tout ce qui est arrivé à cause des differens nez pour la Duché de Castro, & de l'absoudre de l'excommunication & autres ausquels pour ce il estoit encouru ; comme de lever l'Interdit auquel ont été soumis les Villes & Estats de Parme & Plaisance : Et Sa Majesté a de plus instamment prié sa Sainteté, qu'il luy plaise de recevoir comme auparavant ledit Duc dans ses bonnes grâces, qu'il desiré & demande avec l'humilité, respect & soumission que doit un obéissant Vassal du S. Siege.

LII

ANS & du Vicaire de JESUS CHRIST, estant prest de quitter les armes & rendre tout ce qu'il tient de l'Etat Ecclesiastique, & de faire toute autre respectueuse & humble demonstration.

1644.

Ensuite de ce sa Sainteté assurée du respect que la République de Venise, le Grand Duc de Toscane & le Duc de Modene portent au S. Siege, & du bon desir qu'ils ont qu'on éloigne & oste toutes les occasions qui causent cette presente guerre, pour pouvoir continuer librement & ouvertement leurs humbles demonstrations d'affection & de respect envers sa Sainteté même, Elle a convenu par le Sieur Cardinal Donghi, son Plenipotentiaire, avec le Roy Tres-Chrestien en la personne du Sieur Cardinal Bicchi, son Plenipotentiaire comme dessus, aux suivantes conditions, & à celles qui regardent les Princes liguez, lesquelles sont exprimées dans un autre Traité séparé qui correspondra à celui-cy, avec une relation reciproque de l'un à l'autre.

I. Et premierement ledit Sieur Cardinal Bicchi en la qualité susdite, promet que ledit Duc consignera le soixantième jour, à compter immédiatement du jour de la date de la dernière ratification que toutes les parties auront faite de ce present Traité, librement aux Deputez de sa Sainteté, le Bondene & la Stellate, en retirant ses Garnisons dans le Parmesan; il laissera libre tout autre lieu de l'Etat Ecclesiastique, & entre-cy & ledit jour il fera démolir les Fortifications qu'il a faites à Bondene.

II. Il sera permis au Duc de transporter desdits lieux toute l'Artillerie, & autres armes, vivres & munitions de quelque sorte qu'ils soient qu'il y a introduits, & par contr'échange il sera tenu de rendre les Canons qu'il a pris à Castillon du Lac, & tous ceux qu'il peut avoir pris ailleurs dans l'Etat Ecclesiastique.

III. D'autre part sa Sainteté en consideration des puissantes intercessions & instantes prières du Roy Tres-Chrestien, pour l'abolition de l'excommunication & pour le pardon, comme encor pour la nullité de l'Interdit, se porte & condescend benignement à donner audit Duc tout ce qui lui sera nécessaire pour icelle, comme aussi à lui pardonner tout ce qui s'est passé ensuite des susdits differens sur le sujet du Duché de Castre, & à lever ledit Interdit: & ensemble à le recevoir comme auparavant dans la bienveillance & dans ses bonnes grâces.

IV. De plus sa Sainteté par sa surabondante bonté promet par le moyen du Sieur Cardinal Donghi son Plenipotentiaire, au Roy Tres-Chrestien en la personne du Sieur Cardinal Bicchi Plenipotentiaire de sa Majesté, de rendre audit Duc, ou pour lui à ses Deputez, le soixantième jour, à compter immédiatement du jour de la date de la dernière ratification que toutes les parties auront faite du present Traité, Castre avec tous les biens qui lui ont été confisquez tant meubles qu'immeubles, droits & actions, & tout autre lieu pris en cette presente guerre, & dans ledit temps accordé pour ladite restitution sa Sainteté fera démolir les Fortifications qu'Elle a fait à Castre, à Montalte & Valentane.

V. Et ce par expresse declaration, que par les susdites capitulation & restitution ledit Duc n'acquiert aucun nouveau droit ou action, mais est remis seulement dans le même droit & raison qui lui appartenoient avant la presente guerre, & on entend que le même est respectivement convenu & accordé pour le regard de la Chambre Apostolique.

VI. On reserve à sa Sainteté de retirer dans ledit temps desdits lieux & autres qui doivent estre rendus, tous les Canons, & autres Armes & Munitions tant de guerre que de bouche qu'Elle y auroit mis, en y laissant pour tant l'Artillerie que l'Armée Ecclesiastique y trouva quand elle y entra, & y remettant encor celle qui en pourroit avoir esté ostée.

VII. Ledit Sieur Cardinal Bicchi en la qualité susdite, promet que ledit Duc ne molesterá point qui que ce soit de ses Sujets qui ont servi sa Sainteté en cette guerre,

ains qu'il usera envers eux de tout bon & doux traitement, les laissant retourner librement dans leurs maisons & habitations joür comme auparavant de leurs biens & effets, sans qu'ils y puissent estre pour ladite cause molestez ny inquietez, & en somme qu'il les traitera benignement en tout & par tout comme un bon & modéré Prince fait, comme si rien ne fust arrivé capable d'alterer la bonne disposition de son esprit.

Les Ecclesiastiques pareillement, tant Reguliers que Seculiers, qui en quelque façon que ce soit sont absens pour cause de la presente guerre, ne recevront aucun empeschement de retourner en leurs lieux & maisons, & de joür de leurs biens.

VIII. En échange sa Sainteté par sa bonté & pieté Pastorale, condescend de pardonner à ses Sujets, tant Ecclesiastiques que Seculiers qui ont servi ledit Duc & suivi son parti, & de leur permettre & souffrir retourner en leurs lieux & habitations, joür de leurs biens & revenus, & elle les traitera avec toute sorte de benignité & clemence comme si rien ne fust arrivé.

IX. Tous les Prisonniers faits en cette presente guerre, ou pour cause d'icelle, seront reciproquement delivrez & rendus d'une part & d'autre, sans qu'ils soient contraincts à payer aucune rançon ny quoy que ce soit pour leur liberté.

X. Promet en outre ledit Sieur Cardinal Bicchi au nom que dessus, que le Duc desarmera & licentiera ses Troupes, se reservant seulement les Garnisons qui lui sont nécessaires en cette conjoncture, que les Etats confins aux siens se trouvent armez.

Toutes lesquelles choses sa Sainteté promet d'observer de son costé, en donnant pour ce sa parole au Roy Tres-Chrestien & à la Reine Regente Mere de Sa Majesté; & declarant qu'Elle consent & se contente que les armes de Sadite Majesté soient employées contre les inobservateurs: & reciproquement ledit Sieur Cardinal Bicchi au nom de Sa Majesté, promet la precise effectuation de ce qu'il a promis pour ledit Duc. Et pour rendre plus ferme & durable cedit accommodement:

Il promet encor l'assistance des Armes de Sa Majesté en faveur de celui qui aura executé ledit Traité, contre celui qui ne l'aura pas observé, se promettant toutesfois Sadite Majesté une si bonne correspondance d'une part & d'autre, qu'Elle n'en aura plus d'autre soin que de se reconnoître obligée de rendre plus que jamais à sa Sainteté son filial respect & service, & invitée à la continuation & accroissement de son affection partiale envers le Duc. Pour foy detout le contenu en la suscrite Capitulation, elle sera soussignée du Sieur Cardinal Donghi & du Sieur Cardinal Bicchi, Plenipotentiaires, respectivement de sa Sainteté & de sa Majesté, & ratifiée de leurs mêmes Sainteté & Majesté. A Ferrare ce trente-unième jour de Mars 1644.

Je Jean Estienne, Cardinal Donghi, Plenipotentiaire de la Sainteté de nostre Seigneur le Pape Urbain Huitième, & du S. Siege Apostolique, promets tout ce que dessus, à Venise.

Je A. Cardinal Bicchi, Plenipotentiaire du Roy Tres-Chretien, promets tout ce que dessus.



Articles du Traité de Paix conclu par l'entremise du Roy de France Louis XIV. entre le Pape URBAIN VIII. & les Princes Colliquez d'ITALIE. Signez du Cardinal Donghi, Plenipotentiaire de sa Sainteté, & du Cardinal Bicchi, Plenipotentiaire de sa Majesté. A Ferrare le trente-unième Mars 1644. Freder. Leonard. Tom. IV. & en Italien dans le Mercure de Vittorio Siri. Tom. IV. part. I. pag. 686.

ESTANT aujourd'hui par l'aide de Dieu traité & capitulé pour le bien de la Paix, entre la Sainteté de notre Saint Pere le Pape Urbain VIII. par l'entremise du Sieur Cardinal Donghi, son Plenipotentiaire, & le Roy Tres-Christien par celle du Sieur Cardinal Bicchi Plenipotentiaire de Sa Majesté, comme il appert par une écriture à laquelle la Presente sera correlative; la Republique de Venise, le Grand Duc de Toscane & le Duc de Modene, lesquels comme il s'est dit en ladite écriture, s'étoient liguez ensemble, déclarent que comme ils n'avoient fait ladite Ligue offensive, & pris les Armes que pour ladite réintégration & restitution, ainsi résolus de continuer les mêmes devoirs & respects qu'ils ont toujours rendus sans aucune interruption envers le saint Siege & la personne de sa Sainteté, pour l'honneur de Dieu & le service dud. saint Siege, leurs Plenipotentiaires ont réciproquement convenu avec Sa Sainteté par l'entremise du Sieur Cardinal Bicchi Plenipotentiaire susdit, aux cy-après mentionnées capitulations & declarations.

I. Que cette écriture comme il s'est dit, correspondra à l'autre de ce même jour, & sera correlative à icelle.

II. Tous Actes d'hostilité cesseront d'une part & d'autre dès le jour que toutes les parties l'auront signée, pour vivre & proceder reciproquement les uns avec les autres amiablement & chrétiennement.

III. Immediatement après les souscriptions & ratifications de la Presente, les Troupes d'une part & d'autre se retireront dans leurs Estats propres, laissant seulement les Garnisons aux lieux qui ont esté pris jusques au jour assigné pour la restitution qui se fera, & ladite retraite sera faite paisiblement, & sans que la Soldatesque en se retirant commette aucune hostilité, ny autre desordre aux lieux d'où elle partira & par où elle passera, & celles que sa Sainteté a au Perrugeois se retireront delà du Tybre, excepté toutefois les Garnisons des lieux où elle est accoutumée d'en tenir.

IV. Tout ce que les Princes de la Ligue ont occupé & pris dans l'Estat Ecclesiastique pour cause de cette Guerre, sera par eux librement & reciproquement rendu & cédé, & sa Sainteté rendra au Duc Odoard Farneze, Castro & Montalto, avec tous les autres biens qui luy ont esté confisquez, moyennant toutefois la restitution qui devra estre faite par ledit Duc, ainsi qu'il est porté en l'autre Traité sus-mentionné, & ces restitutions se feront le soixantième jour immediatement après la date du jour de la ratification, que toutes les parties auront faite du present Traité.

V. Ceux qui possèdent à present les lieux qui doivent estre rendus, feront démolir les Fortifications qui y ont esté faites.

VI. Il sera permis aux mêmes de retirer desdits lieux tout le Canon, & autres Armes & Munitions qu'ils y auront introduits, en y laissant les Canons & autres Armes qu'ils y auroient trouvé lors de la prise d'iceux, & y remettant ceux & celles qui en pourroient avoir esté enlevéz.

VII. Toutes jalousies & nouveautéz qui pourroient causer des soupçons & défiances, cesseront d'une part de J. C. 1644- & d'autre; & pour cet effet la Republique démolira les Fortifications qui pour cause de cette Guerre ont esté faites à la Polifella, & en plusieurs autres lieux le long du Canal Blanc, & autres s'il s'en trouve vers les Confins de l'Estat Ecclesiastique sur le Domaine de Venise, faites toutefois pour la cause que dessus, quoique avant la marche des Armées de la Ligue: Le Duc de Modene fera le même pour celles qu'il aura faites pour la susdite cause dans ses Estats, proche des Confins de l'Estat Ecclesiastique: & ainsi par contr'échange sa Sainteté démolira celles qu'Elle a faites au Lac Obscur sur l'une & l'autre rive du Pô, & autres s'il y en a, faite pour ladite cause vers les Confins de la Republique & du Duc de Modene, quoy qu'avant la marche des Troupes de la Ligue: desquelles Fortifications Sa Sainteté & un chacun desdits Princes qui pretend la démolition d'icelles, donneront un Memoire, s'il conteste pourtant qu'elles ont esté faites en la maniere sus exprimée. Quant aux Fortifications faites respectivement par sa Sainteté & par le Grand Duc sur leurs Confins, ils demeurent d'accord entr'eux qu'on ne les démolira point, attendu qu'elles sont de nature à ne point donner de jalousie ny de soupçon.

VIII. Telles démolitions, comme encore les susdites y comprises; pareillement celles de Castro, de Bondene, comme il est dit en l'autre Traité, auquel on se rapporte, devront se faire entre ce jour date des Presentes, & le jour nommé comme dessus pour la restitution, & ce avec l'intervention des Deputez, qu'il sera permis aux parties d'envoyer pour y assister, voir & attester à leurs Maîtres la bonne foy dont on aura procédé auxdites démolitions.

IX. Quant aux nouveautéz arrivées aux Chianes, on s'en remet aux termes exprés des Capitulations entre le saint Siege & la Maison du Grand Duc.

X. Tous les Prisonniers seront d'une part & d'autre relâchez sans aucune rançon.

XI. Un chacun desdits Princes pardonneront respectivement à leurs Fendataires, Vassaux, Officiers de Guerre, Terres, Communautéz, lieux, & tous autres leurs Sujets de quelque condition qu'ils soient, lesquels auroient servi au parti contraire, ou en quelque façon que ce soit s'y seroient donnez volontairement; & il leur sera permis de demeurer & retourner en leurs propres maisons, & de jouir librement de leurs biens & effets, & de leurs privileges, actions & franchises comme devant.

On rendra aux susmentionnez tous les biens qui pour ce leur auroient esté confisquez, ou autrement oltez ou sequestréz, quand bien ils auroient esté donnez ou assignez à d'autres, estant par icelles revoquées & annulées toutes Sentences, Declaration, Assignation, Tradition ou Possession, qui pour telle cause auroit précédé & esté effectuée.

Ladite restitution s'entendra leur estre faite du jour qu'on aura fait les restitutions generales, avec permission & pouvoir de rentrer en l'actuelle possession, leur prestant pour cet effet toute aide & assistance, les rentes & fruits commençans à courir du même jour en faveur des anciens possesseurs, lesquels on entend estre remis dans les susdites raisons & titres en la même façon & de point en point comme ils estoient auparavant la guerre.

XII. Sa Sainteté condescend benignement, que le Duc de la Cornia participe à tous les mêmes benefices, & soit compris dans toutes les choses susdites.

XIII. Et ayant empêché, tant la Republique que le Grand Duc, & le Duc de Modene, aux Chevaliers de Malthe la jouissance des fruits de leurs commanderies, & autres rentes & subventions que ladite Religion a respectivement dans leurs Estats pour cause des présents mouvemens de guerre, on a convenu & accordé que tant la Republique, comme le Grand Duc & le Duc de Modene, levans tout sequestre & empêchement,

ANS
de J. C.
1644. l'airont pleinement jouir ladite Religion, & les Chevaliers d'icelle, des fruits de leurs Commanderies, & de toutes autres rentes & revenus de quelque sorte qu'ils soient dans leurs Etats, sans que pour ladite cause ils en soient empêchez.

XIV. Pareillement on n'empêchera point aux Ecclesiastiques tant Regulariers que Seculiers, & qui en quelque façon que ce soit pour cause de la presente guerre s'étoient retirez & absentez, de retourner en leurs lieux & maisons, & de jouir de leurs dits biens.

XV. On pactifie, convient & declare, qu'on reserve tant au Saint Siege & Chambre Apostolique, comme aux Princes susnommez, & à chacun d'eux toutes les raisons, pretentions, & capitulations qu'ils ont & peuvent avoir, tant à l'égard des privileges, franchises, exemptions, Jus Patronati, honneurs, concessions, & prerogatives de toutes sortes, comme de pacts, transactions, raisons de biens allodiaux, feodaux, ou mixtes, respectivement ou pour quelque autre cause que ce soit, bien qu'elle requise individuelle & speciale mention, tant de la qualité que de la substance, & que toutes demeurent conservées, intactes & entieres dans le terme precis qu'elles estoient avant la presente guerre, & l'union & assemblée des Troupes, & tout autre preparatif & tentatif en vertu d'icelle; declarans que ce chef, comme encore tout le contenu de la presente Capitulation, doit estre entendu de bonne foy & amplement autant qu'il est possible, tant en faveur de Sa Sainteté & de la Chambre Apostolique, comme d'un chacun separément des Princes liguez.

XVI. Pareillement on declare qu'on n'entend pas que par les presentes Capitulations les parties s'acquierent aucune nouvelle raison, mais que toutes les raisons de chacune d'icelles demeurent simplement comme dessus en leur premier estat.

XVII. De plus il est convenu que aucunes desdites parties, pour les dommages qu'elles ont reciproquement donnez ou soufferts pour les causes susdites, ne pourront pretendre aucun dédommagement en quelque façon & maniere que ce soit.

XVIII. Toutes les susdites restitutions estans faites, lesdites parties desarmeront immédiatement & sans aucune dilation, sincerement & de bonne foy, retenant seulement dans les lieux des Garnisons l'ordinaire qu'on est accoutumé d'y tenir en temps de paix: & parce que la Republique a son Domaine & ses Etats qui continuent en plusieurs endroits avec divers autres, où il y a presentement des Armées sur pied, & que par raison de bon gouvernement elle entretenoit déjà avant la presente guerre un corps considerable de Gens de guerre, les causes estant toujours les mêmes, elle declare & promet que les Troupes qu'il lui faudra entretenir pour les raisons susdites, qu'elle les envoie en des lieux éloignez, & qui ne donneront point de jalousie à l'Estat Ecclesiastique.

XIX. On declare que quelque Ligue ou Traité qui se trouvoit, tant de la part de sa Sainteté, comme de celle des Princes liguez, ne repugnent ny empêchent, ne repugneront ny empêcheront qu'on n'observe precisément de bonne foy tout ce qui est convenu & accordé par le present Traité.

XX. Et pour plus grande seurété de l'observation de tout ce que dessus, on consignera reciproquement des otages au Roy Tres-Christien, pour estre rendus à ceux qui de bonne foy auront executé tout ce qui a esté convenu & promis au present Traité; & lesdits otages seront Officiers de guerre, ou autres qui seront nommez dans la ratification de cedit Traité par les parties, de bonne condition & égale qualité.

En outre tant sa Sainteté, que la Republique, le Grand Duc, & le Duc de Modene, donnent leur parole au Roy Tres-Christien, & à la Reine Regente sa Mere, promettans à leurs Majestez d'observer ponctuellement ce que dessus a esté accordé; declarans qu'ils veulent & consentent que les Armes de Sa Majesté Tres-Christienne soient employées contre eux & contre

un chacun d'eux qui n'observera pas le contenu audit Traité. Et leurs Majestez pour l'amour de la susdite de J. C. concorde, & pour la rendre plus ferme & durable, promettent d'assister de leurs forces quiconque des susnommez aura de bonne foy mis à execution ledit Traité, contre celui qui y aura manqué: mais leurs Majestez se promettent d'estre invitées par la bonne correspondance des parties, à les conserver dans l'affection qu'elles ont pour icelles, & à faire toujours pour la gloire de Dieu & le bien du public, sentir à un chacun d'eux respectivement les effets de leur Royale amitié & pouvoir.

En foy & seurété de ce que dessus, les presentes seront respectivement soussignées des Plenipotentiaires de sa Sainteté, de Sa Majesté, de la Republique de Venise, du Grand Duc de Toscane, & du Duc de Modene, & ratifiées desdits Princes. A Ferrare ce trente-unième Mars 1644.

Je Jean Etienne, Cardinal Donghy, Plenipotentiaire de la Sainteté de nostre Saint Pere le Pape Urbain VIII. & du saint Siege Apostolique, promets tout ce que dessus. A Venise les an & jour susdits.

Je A. Cardinal Bicchi, Plenipotentiaire du Roy Tres-Christien, promets tout ce que dessus.

Je Jean Nany, Cavalier, Procureur Plenipotentiaire de la Republique de Venise, promets tout ce que dessus.

Je Jean Baptiste Gondy, Cavalier, Plenipotentiaire du Grand Duc, promets tout ce que dessus.

Je Hippolite Est. Taponi, Plenipotentiaire du Duc de Modene, promets tout ce que dessus.

CCLXVIII.

Traité de renouvellement & continuation d'Alliance & Protection accordée par LOUIS XIV. à la Ville de COLMAR. Roi de France Fait à Paris le 12. May 1644. Freder. Leonard. Tom. III.

Articles convenus & accordez entre M. Bouthillier, Conseiller du Roi en ses Conseils, Secretaire d'Etat, des Commandemens & Finances de sa Majesté, Grand Tresorier de ses Ordres, & Chancelier de Monsieur le Duc d'Orleans Frere Unique du Roi, Commissaire député par sa Majesté en cette partie: Et le Sieur Jean Henry Mogg, Syndic & Deputé de la Ville Imperiale de Colmar vers sa Majesté, & chargé d'un Pouvoir special par le Magistrat & Conseil de lad. Ville.

Sur ce que ledit Sieur Mogg a supplié Sa Majesté, au nom de ladite Ville de Colmar, de lui accorder les Articles suivans, aiant montré le pouvoir qu'il a de les accepter, & d'obliger ladite Ville respectivement à S. M. aux choses contenues en ce present Ecrit, S. M. a député ledit Sieur Bouthillier, avec plein-pouvoir pour traiter & convenir en son nom avec ledit Sieur Mogg, sur ce qui regarde cette affaire, lesquels sont demeurez d'accord des Articles suivans.

I. La Ville Imperiale de Colmar declare d'estre résoluë de perseverer dans d'Alliance faite à Heilbron le 19. d'Avril 1633. & depuis ratifiée à Francfort le cinquième Septembre de la même année, entre la Couronne de France & celle de Suede, & les Princes, Villes & Communautés des Quatre Cercles de la Haute Allemagne, & de ne point le départir de ladite Alliance & Confederation, nonobstant tous autres Traitez de Paix qui pourroient avoir esté faits ci-devant ou qui pouront estre faits ci-après par aucuns Princes, Villes & Communautés en particulier, ladite Ville de Colmar promettant de ne point consentir volontairement à aucun semblable Traité, & de n'en point accepter d'autres,

AN S
J. C. 1644.

tres, que lors que la Paix sera faite par un commun consentement desd. Couronnes, & desdits Confederez.

II. Pareillement Sad. M. declare & promet que dans le Traité de la Paix generale, la Ville Imperiale de Colmar y sera comprise, & que cependant elle lareçoit en sa Protection avec tous les Bourgeois & Habitans, son Territoire, dépendances & appartenances, pour y estre & demeurer julques à la pacification de la Guerre presente en Allemagne, laquelle arrivant ladite Ville sera remise en l'estat auquel elle estoit auparavant le commencement des troubles d'Allemagne & de Boheme en l'an 1618.

III. Ladite Ville sera conservée en tous ses privileges, franchises, immunités, droits & coutumes desquelles elle a joui julques à maintenant, sans diminution quelconque.

IV. Les affaires d'Estat & de Justice de ladite Ville, seront gouvernées comme par ci-devant par la même forme de gouvernement, sans que sa Majesté change chose quelconque en l'Election & Jurisdiction des Magistrats, ni au nombre & qualité des personnes.

V. Pour ce qui regarde le fait de la Religion Catholique, il est convenu qu'Elle y aura l'exercice libre & sans aucun empêchement, sans que l'on apporte aucun trouble aux personnes & biens des Ecclesiastiques. Les Ordres des Religieux qui sont en lad. Ville, seront maintenus pareillement en tout ce qui leur appartient, sans que le Roi presse ceux de la Ville d'en recevoir de nouveaux. Et pour ce qui regarde les Protestans, S. M. n'entend pas qu'il y soit apporté aucun changement en ce qui est de l'exercice de leur Religion, mais veut que le Traité fust fait à Heilbron, & ratifié à Francfort, avec la declaration sur l'Article sixième, ait lieu & demeure en son entier, sans y apporter aucune innovation.

VI. La Garnison que le Roi mettra dans la Ville & qui sera maintenué aux dépens de S. M. gratuitement, sera pour l'ordinaire de six cens Hommes, de cinquante Carabins au plus, étant loisible à S. M. d'y en mettre moins si elle le juge à propos, & lorsque les occasions en demanderont plus grand nombre, S. M. y en mettra autant qu'il en sera besoin pour la défense & conservation de ladite Ville: & en cas que Sad. M. estime nécessaire d'y faire des Fortifications, les Habitans ne seront obligés d'en faire les frais, & ne laisseront portant d'y aider & assister autant qu'il leur sera possible.

VII. Le Gouverneur que le Roi mettra dans la Ville sera obligé de tenir bon ordre & discipline entre les Soldats de la Garnison, à ce qu'ils ne fassent aucun tort aux Habitans de la Ville & Plat Pais: & cas avenant qu'il y ait plainte d'un Bourgeois contre le Soldat, il fera bonne & briefve justice; comme au reciproque si le Soldat a sujet de se plaindre du Bourgeois, le Magistrat ordinaire de la Ville sera tenu de faire aussi bonne raison au Soldat.

VIII. Le Logement des Soldats & distribution des Quartiers de la Ville, sera donné par ceux que le Magistrat de la Ville députera, sans qu'autre s'en doive mêler.

IX. Ladite Ville aiant, tant du temps de la Garnison Imperiale que Suedoise, toujours entretenu à chaque Porte quelques Bourgeois pour servir & aider, tant à la garde d'icelle que pour veiller sur l'entrée & sortie des Denrées & du Peage & du Tribut qui leur appartient, sera maintenué en telle coutume.

X. Lorsque le Gouverneur est entré en ladite Ville, aiant esté fait inventaire des Canons, Armes & Munitions qui se font trouvées en icelle, elles seront après ladite pacification remises & restituées à ladite Ville en pareille qualité & quantité, si ce n'est qu'elles eussent esté employées pour le service de ladite Ville: & en cas que le Gouverneur ait besoin d'aucunes Munitions pour le service particulier des Troupes du Roi, il ne pourra en prendre qu'en payant, si ce n'est d'autre part qu'il soit nécessaire de les employer pour la defense de ladite Ville.

XI. Et combien que par ci-devant, tant du temps

de la Garnison Imperiale que Suedoise, les clefs des Portes & Entrées de la Ville aient toujours esté portées au logis du premier Magistrat d'icelle, si est ce qu'il a esté accordé que de chaque Porte la moitié des clefs soit renduë au logis du Gouverneur, & l'autre en celui du premier Magistrat, afin que du commun consentement de tous deux les Portes s'ouvrent & se ferment.

Finalement comme le Roi par sa Protection ne veut point diminuer, ains plustost conserver les droits & privileges de ladite Ville, aussi S. M. se contente qu'elle demeure & persiste comme est dit ci-dessus, dans l'Alliance faite à Heilbron, & dans la bonne correspondance des autres Alliez. Fait à Ruelce 1. jour d'Aoust 1635. Signé, BOUTILLIER, & MOGG.

LE Roi s'estant fait rendre compte par le susdit Sieur Bouthillier, Conseiller en ses Conseils, Secretaire d'Estat & de ses Commandemens, des Articles ci-dessus, lesquels ont esté veus & examinés de mot à mot en sa presence dans son Conseil, Sa Majesté les a agréés, approuvés & ratifiés, approuve, agréé & ratifié, veut les garder & observer, sans y contrevenir, ni souffrir, qu'il y soit contrevenu en aucune façon & maniere que ce soit. Fait à Chantilly le 3. jour d'Aoust 1635. Signé, LOUIS. Et plus bas, BOUTILLIER.

NOUS soussignez Jean Henry Mogg, Consul & Député de la Ville Imperiale de Colmar, en vertu du Pouvoir à nous donné par ladite Ville, dont copie est ci après, promettons au nom d'icelle, au Roi Tres-Chrestien LOUIS Quatorzième de France & de Navarre, d'entretenir, garder & observer inviolablement de nostre part les Articles du Traité ci-devant accordé à ceux de nostredit Ville, par le feu LOUIS XIII. d'immortelle memoire, le 3. Aoust 1635. ci-dessus transcrits, & de n'aller ni venir jamais au contraire. Supplions & requérons Sad. M. de nous donner de sa part acte de renouvellement & confirmation dudit Traité, pour estre executé selon sa forme & reneur. Fait à Paris le dernier jour d'Avril 1644. Signé, J. H. MOGG, avec paraphe.

NOUS les Magistrats & Conseil de la Ville Imperiale de Colmar, certifions par la presente, qu'aïans esté Alliez au Roi Tres-Chrestien par la Confederation que feu Sa Majesté de tres-glorieuse renommée, a fait avec les Estats d'Allemagne à Heilbron & Francfort, & après même mis par un Accord & Traité de quelques Articles faits ensuite sur ce sujet, dans une protection particuliere de S. M. l'an 1635. en faveur de laquelle nous avons malgré des Ennemis avancé le service de Sad. M. à nostre possible, & conservé au bien de la cause commune nostre petite Republique, ne desirans donc que d'y persister avec l'aide de Dieu, pour y estre maintenus toujours au bon parti, Nous avons trouvé pour des raisons fort importantes, tres-necessaire de chercher à la Cour un renouvellement & la confirmation desd. Traitez d'Alliance & de Protection; à cette fin Nous avons député, députons aussi de nostre Corps du Magistrat & Conseil Privé, le Sieur Jean Henry Mogg, Consul, & lui donnons tout plein Pouvoir de traiter & d'accorder avec le Roi & Madame la Reine Regente de nostre part, de signer lesd. Articles, & faire tout ce en nostre nom que la necessité requerra, & nous mêmes presens serions obligés de faire, prometans de ratifier & tenir ferme tout ce qui aura traité & approuvé de nostre part; & que nous ratifions & confirmons aussi en vertu de celle-ci. En foi & témoignage de quoi, nous y avons mis le Sceau de nostredit Ville. Fait à Colmar le 25. de Janvier 1644.

SAMAJESTÉ aiant esté requis par le Sieur Mogg, Consul & Député de la Ville Imperiale de Colmar, de confirmer le Traité qui leur fut accordé par le feu Roi son Pere, le 3. jour d'Aoust 1635. après qu'il a promis au nom de lad. Ville, suivant son Pouvoir, de l'entretenir, garder & observer inviolablement, Sad.

ANS M. leur voulant faire paroître sa bonne volonté par les
de J. C. effets de sa Protection, aiant fait voir ledit Traité en
1644. son Conseil, en présence de la Reine Regente sa Mere,
à renouvelé & confirmé tous les Articles d'icelui,
ainsi qu'ils sont ci-dessus transcrits, veut & entend qu'ils
soient exécutez aussi de sa part, selon sa forme & teneur.
Fait à Paris le 12. jour de May 1644. Signé, LOUIS.
Et plus bas, DE LOMÉNIE.

CCLXVIII.

ANS *Traité fait par le sieur du Plessis Besançon*
de J. C. *aiant pouvoir du Roi de France, LOUIS*
1644. *XIV. avec le Duc CHARLES de Lor-*
raine. A Guemine le 24. Juin 1644.
FRANCE Freder. Leonard. Tom. III. & dans le
ET LOR. Mercure de Vittorio Siri. Tom. IV. part.
RAINE. I. pag. 299.

PREMIEREMENT. Sur le rapport qui a esté fait
à Sa Majesté par diverses fois & par différentes per-
sonnes de la part dudit sieur Duc des sentimens
auxquels il se trouvoit, & du déplaisir qu'il avoit que son
malheur plutôt que sa volonté, l'eût engagé de donner
au Roi le moindre sujet & mauvaise satisfaction de ses
déportemens, Sa Majesté recevant favorablement les
soumissions dudit sieur Duc avec résolution d'oublier
le passé, sur la protestation qu'il fait de demeurer à l'a-
venir lui, & ses troupes inseparablement attachez aux
intérets de cette Couronne à trouvé bon de passer le pre-
sent traité avec son Altesse aux conditions, & à la reserve
des choses qui suivent.

II. Et en premier lieu que S. A. remettra presente-
ment entre les mains du Roi la Forteresse de la Motte,
la Reine aiant désiré cette marque de la confiance &
sincerité des intentions dudit sieur Duc, demeurant au
choix de S. M. d'en faire raser toutes les fortifications
après y avoir fait mettre garnison, ou de garder ladite
Place par forme de dépôt jusques à la Paix Generale
d'entre la France & la Maison d'Austrie, pour la ren-
dre à S. A. à mesme temps que Nancy.

III. Que Sad. Majesté gardera jusques à la Paix suffi-
sante les Villes de Nancy & le Chateau de Clermont comme
en dépôt seulement.

IV. Que les Fortifications dudit Chateau de
Clermont seront razées avant que de le rendre audit
sieur Duc.

V. Que Sa Majesté pourra garder pour toujours les
Villes & Citadelles de Stenai, avec le Chateau de Ja-
metz & leurs dépendances pour estre réunis à la Cou-
ronne, à la charge de recompenser ledit sieur Duc in-
continent après la Paix, soit en argent soit en terres à
sabin seance, ainsi qu'il sera concerté dans un temps
limité, si ce n'est que Sa Majesté trouve bon de faire
aussy razer les Fortifications desdites places pour les ren-
dre à S. A. à mesme temps que Clermont & Nancy, ce
qui demeurera toutefois au choix de Sadite Majesté pour
en user absolument ainsi qu'il lui plaira.

VI. Que toutes les Fortifications de la Ville de Mar-
sal seront aussy entierement razées avant que d'estre ren-
dus audit sieur Duc, à la reserve toutesfois & sous le
bon plaisir de S. M. & ce qui ne pourra servir que de sim-
ple clôture sans fosse considerable pour l'intérest que S.
A. y peut avoir à cause des salines, afin que ce ne soit pas
un lieu ouvert.

VII. Que le commerce demeurera libre de part
& d'autre entre les Places que le Roi doit garder tant
en propriété qu'en dépôt, & les autres Etats dudit
sieur Duc.

VIII. Que ledit Duc donnera libre passage aux trou-
pes du Roi par tous lesdits Etats soit pour aller en Alsace
& autres lieux d'Allemagne, soit en Luxembourg &
Franche-Comté faisant fournir les vivres par étapes en
païant au prix courant du pais.

IX. Que son Altesse ne pourra faire passer ny loger au-

cunes de ses troupes plus près de Nancy que cinq lieues, ANS
pendant que ladite Place demeurera entre les mains de de J. C.
Sa Majesté, si ce n'est du consentement de celui qui 1644.
commandera pour le Roi audit Nancy.

X. Que les différends qui estoient à decider avant la
Guerre pour raison de certains lieux des Etats dudit
sieur Duc, lui demeureront à desmêler avec la
France pour estre terminé à l'amiable au plutôt qu'il
se pourra.

XI. Que son Altesse ny ses successeurs ne pour-
ront jamais retablir les Fortifications des Places qui au-
ront esté razées desquelles il est fait mention au présent
Traité.

XII. Que toutes les confiscations données par Sa
Majesté des biens de ceux qui portoient les armes contre
son service ou qui estoient avec les Ennemis, seront
valables jusques à ce jourd'hui, sans que ceux qui en ont
joyé en puissent estre aucunement recherchez, pourveu
que ceux de qui les biens auront esté confisquezz ne
demeurent plus avec lesdits Ennemis, & ne les ser-
vent plus, au quel cas ils seront rétablis dans leurs
dits biens.

XIII. Que S. A. fera fournir les bois nécessaires
pour les Corps de gardes de la Garnison de Nancy, les-
quels seront pris dans les Forests, ou souffrira qu'on l'ail-
le prendre au plus proche par l'ordre de celui qui com-
mandera dans la Place, jusques à certaine quantité dont
il sera convenu.

XIV. Que ledit sieur Duc ne pourra commettre dans
Nancy, aucune personne pour y recevoir les droitz de son
Domaine qui ne soit François ou agréé du Roi.

XV. Que ledit sieur Duc ne sçaura mauvais gré
à aucun de ses sujets qui aura servi le Roi pendant
cette Guerre, Sa Majesté desirant particuliere-
ment l'accomplissement de cet Article, ains les trai-
tera comme ses bons & veritables sujets, sans per-
mettre qu'ils en soient aucunement recherchez par qui
que ce soit.

XVI. Et pour ce qui est des Articles qui doivent
traiter du paiement des debtes à quoi les Etats dudit
sieur Duc sont engagez envers plusieurs de ses sujets,
notamment de ceux qui ont servi ou qui servent presente-
ment le Roi, comme aussy pour ce qui regarde les be-
nefices de Lorraine des-jà donnez par Sa Majesté ou qui
pourront vaquer dans les Places & lieux qui doivent de-
meurer en propre ou en dépôt entre les mains de sad.
Majesté ensemble pour la maniere d'administrer la justi-
ce Criminelle dans Nancy, & en transferer le Bailliage
ailleurs, & pour ce qui concerne la pension de six vingt
mil livres par an que S. A. doit donner à Madame la Du-
chesse Nicole de Lorraine fille du feu Duc Henry, la
forme & le fonds dont elle se doit prendre, led. sieur
Duc pretendait que ladite pension ne doit durer qu'autant
de temps que leur mariage demeurera indecis ou pen-
dant la vie de ladite Dame après que Sa Sainteté se fera de-
clarée & aura prononcé sur icelui, il a esté convenu que
le tout seroit réglé à Paris au premier voiage que ledit
sieur Duc y fera, ou quelqu'un envoyé de sa part avec
pouvoir de S. A. pour cet effet à cause des longueurs qui
s'y pourroient rencontrer maintenant.

XVII. Moyennant quoi, Sa Majesté promet de ré-
tablir dès à présent ledit sieur Duc dans ses Etats de Lo-
raine & Duché de Bar, pour en jouir comme il faisoit
auparavant la Guerre ainsi que ses prédecesseurs, suivant
les reserves & restrictions cy-devant mentionnées, les-
quelles seront plus particulièrement spécifiées à l'égard
des points du précédent Article.

XVIII. Ce que dessus a esté ainsi arrêté entre Mon-
dit sieur Duc Charles de Lorraine & le sieur du Plessis Be-
sançon au nom du Roi, suivant le pouvoir qu'il a de Sa
Majesté pour cet effet, avec promesse de la part dudit sieur
Duc d'en entretenir le contenu avec tant de fidélité, &
de fermeté, qu'il consent de déchoir entierement de toutes
les graces que le Roi & la Reine regente Sa Mere lui ac-
cordent par le présent Traité, s'il y contrevient jamais
en quelque sorte & maniere que ce puisse estre soit dire-
ctement.

ement. En témoin de qu'il a signé de sa main & le
 NS sieur du Plessis Befançon ault le present original, qui a
 J. C. été fait double, afin que tant S. A. que led. Sr. du
 44. Plessis en puissent garder chacun un, promettant de les
 ratifier dans un mois, ou plutôt s'il est possible, en la
 meilleure & plus authentique forme qui se pourra pour
 estre ensuite executé de part & d'autre de point en point.
 Fait à Guemine le 24. jour de Juin 1644.

*Articles secrets arrestés entre ledit Sieur du
 Plessis Befançon, aiant pouvoir du Roi
 pour cet effet sur le sujet de la personne, &
 des Troupes de Son Altesse. A Guemine le
 24. Juin 1644.*

EN premier lieu ledit sieur Duc renonce presentement
 à toute sorte de Traitez, & d'intelligence qu'il pou-
 roit avoir avec la maison d'Autriche, & autres Ennemis
 de la France directement ou indirectement.

Secondement que Son Altesse servira le Roi de sa per-
 sonne, & de ses troupes tant de celles qu'elle a presen-
 tement que des autres qu'elle pourra faire cy-aprés, en-
 vers tous & contre tous ceux avec lesquels S. M. est main-
 tenant en Guerre.

Que lesdites troupes feront serment de bien & fide-
 lement servir le Roi sous l'autorité dudit sieur Duc,
 ainsi qu'il est dit cy-dessus, & que pour cet effet S. M.
 les fera payer comme les autres troupes de ses Armées
 pendant la Campagne seulement, sans qu'elles puissent
 prétendre aucun quartier d'Hiver en France ou ailleurs que
 dans le Pais ennemi.

Ce que dessus a esté ainsi arresté entre Mondit sieur le Duc
 Charles de Lorraine & le sieur du Plessis Befançon au nom
 du Roi, suivant le pouvoir qu'il a de Sa Majesté pour
 avoir même force & sous les mêmes clauses & condi-
 tions que le Traité, qui a esté ce jourd'hui conclu entre
 Son Altesse & ledit sieur du Plessis. En foi de quoi ils
 ont tous deux signé le present Original, qui a été fait
 double afin qu'ils en puissent garder chacun un, promet-
 tant de les ratifier & faire ratifier dans un mois, ou plu-
 tôt s'il est possible, en la meilleure & plus authenti-
 que forme qui se pourra. Fait à Guemine le 24. jour
 de Juin 1644.

*Autre article secret arresté entre le Duc Char-
 les de Lorraine, & le Sieur du Plessis Be-
 fançon aiant pouvoir du Roi, à cet effet.
 A Guemine le 24. Juin 1644.*

IL a esté convenu & arresté, qu'encore que dans le
 Traité qui a esté fait ce jourd'hui entre S. A. & led.
 sieur du Plessis Befançon pour le Roi, il soit mis au
 choix de S. M. de rendre aud. Sr. Duc les Ville, Cita-
 delle & Château de Stenai & Jarnetz apres en avoir dé-
 molé les fortifications, ou de les garder pour toujours,
 à la charge d'en bailler la recompense raisonnable à S. A.
 en argent ou en terres à sa bien seance après la Paix
 Generale d'entre la France & la maison d'Autriche;
 Que le Roi & led. Sr. Duc entendent positivement que
 S. M. gardera lesd. Places & leur dépendances pour tou-
 jours, sans autre condition que de la recompense susd.
 comme aussi que Sadite M. pourra garder la Motte en
 l'Estat qu'elle est pour la rendre aud. Sr. Duc avec
 Nancy après la Paix susd. Et pour ce qui est des Fortifi-
 cations de Nancy, S. A. se promet de donner telle satis-
 faction de sa conduite & de ses actions qu'il espere que S.
 M. lui rendra lad. Place après la Paix, sans y apporter
 aucun changement, bien qu'il s'en remette à la volonté
 du Roi: led. Sr. Duc declarant qu'il a desiré que les
 choses fussent autrement couchées aud. Traité, seu-
 lement pour plus de satisfaction de ses proches & de ses su-
 jets. S. A. voulant au surplus que le contenu du present
 article secret ait la même force que tout le reste du susd.
 Traité, à peine de déchoir de toutes les graces que leurs
 Majestés lui concedent par iceluy. En foi de quoi tant le

dit sieur Duc que ledit sieur du Plessis, ont signé le pre-
 sent Original qui a esté fait double, afin qu'ils en
 puissent garder chacun un. Promettant de les ratifier
 & faire ratifier dans un mois ou plutôt s'il est possible
 en la meilleure & plus authentique forme qui se pourra.
 Fait à Guemine le 24. jour de Juin 1644.

CCLXIX.

Acte du serment du Roi de France LOUIS ^{ANS}
XIV. & de la Reine Regente sa Mere, ^{de J. C.}
portant confirmation de tous les Traitez ^{1644.}
précédens faits par les feux Rois ses Pré- ^{FRANCE}
decesseurs avec les Rois D'ANGLE- ^{ET AN-}
TERRE. A Ruel le 3. juillet 1644. ^{GLEIER.}
 Freder. Leonard Tom. V.

LE troisieme jour de Juillet mil six cens quarante-
 quatre, tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puis-
 sant Prince LOUIS par la grace de Dieu Roi de
 France & de Navarre, nôtre Souverain Seigneur:
 & tres-Haute & tres-Excellente & tres-Puissante Prin-
 cesse Anne par la même grace de Dieu Reine Regente,
 sa Mere: present & assistant le tres-Ilustre Seigneur le
 sieur Baron Goring, Vice-Chambellan & Ambassa-
 deur extraordinaire, envoyé de la part de tres-Haut,
 tres-Excellent & tres-Puissant Prince Charles aussi par
 la grace de Dieu Roi de la grande Bretagne, ont fait &
 prêté le serment que leurs Majestés devoient faire suivant
 les Traitez faits entre les Rois leurs Prédecesseurs des
 années mil six cens six, mil six cens dix, mil six cens ving-
 cinq, mil six cent vingt-neuf, & mil six cens trente-
 deux: duquel Serment la teneur s'ensuit.

NOUS LOUIS, par la grace de Dieu Roi de Fran-
 ce & de Navarre, jurons en foi & parole de Roi,
 & promettons, nos mains touchans les Saints Evangiles,
 en la presence d'Ilustre personne le sieur Baron Goring,
 Vice-Chambellan & Ambassadeur extraordinaire, dé-
 puté & envoyé pour cet effet par tres-Haut, tres-Ex-
 cellent & tres-Puissant Prince Charles par la même grace
 de Dieu Roi de la grande Bretagne, nôtre tres-cher &
 tres-ami oncle, bon frere, cousin & ancien allié, que
 nous observerons & accomplirons tous & chacuns les
 Points & Articles accordés & portés par les Traitez
 faits & conclus par les Rois nos Prédecesseurs entre nos
 Roiaumes, Etats, Pais & Sujets, & specialement ceux
 des années mil six cens six, mil six cens dix, mil six
 cens vingt-cinq, mil six cens vingt-neuf, & mil six
 cens trente-deux, ainsi qu'ils ont esté resolus & ratifiés,
 & selon qu'ils se trouveront déroger les uns aux autres:
 lesquels Traitez & Articles nous avons approuvés &
 confirmés, & en jurons devant Dieu, & promettons
 l'observation à mains jointes, & que jamais nous ne
 contreviendrons à aucuns Points & Articles desdits
 Traitez directement ou indirectement; ains empêche-
 rons de nôtre pouvoir qu'ils ne soient violés en aucune
 maniere. Davantage nous promettons de reiterer le
 present Serment quand nous serons venus en âge de
 Majorité, & que nous en serons dûment requis. Et
 Nous, Anne par la même grace de Dieu Reine Regen-
 te de France & de Navarre, après avoir semblablement,
 autant qu'à Nous est, agréé, approuvé & ratifié lesdits
 Traitez, jurons devant Dieu la confirmation & observa-
 tion d'iceux, nos mains jointes & touchans les Saints
 Evangiles, & promettons qu'il n'y sera en aucune sorte
 & maniere contrevenu; & même que nous tiendrons
 la main & procurerons que le susdit Serment que le Roi
 nôtre tres-honoré Seigneur & Fils fait à present, sera par
 lui reiteré en la forme qu'il conviendra quand il aura at-
 teint le susdit âge de Majorité. En foi & témoignage
 de quoi nous avons publiquement signé ces Presentes de
 nos propres mains, & à icelles fait mettre & apposer
 nôtre Scel en l'Eglise de S. Pierre. A Ruel le troisieme
 jour de Juillet mil six cens quarante-quatre. Ainsi si-
 gné, LOUIS & ANNE.

A la-

ANS A Laquelle ceremonie se sont trouvé & assisté Mon-
de J. C. sieur le Duc de Chevreuse, Pair & Grand Cham-
bellan de France : Monsieur Segnier d'Autry Comte
1644. de Gyen, Chevalier, Chancelier de France : Mon-
sieur le Duc d'Uzes, Pair de France & Chevalier de
ses Ordres : Monsieur le Comte de Schomberg, Duc
d'Aluyn, Pair & Maréchal de France, Chevalier de
ses Ordres, son Lieutenant General en Languedoc,
& Gouverneur des Pais de l'Evêché de Metz & Pais
Messin, Comté & Evêché de Verdun : le Sieur de
l'Hôpital Maréchal de France, aussi Chevalier de ses
Ordres, & son Lieutenant General en la Province de
Champagne & Bric : le Sieur le Bailleur Conseiller
du Roi en ses Conseils, President de sa Cour de Parle-

ment de Paris, Chancelier de la Reine, & Sur-Inten-
dant des Finances de France : les Sieurs de Leon & de J. C.
Bellivère, aussi Conseillers : plusieurs autres dudit Con-
seil : & l'Evêque de Meaux, premier Aumônier de Sa
Majesté, tenant & lui présentant le Livre des Saints
Evangelies. En témoin dequoi à la Requête dudit sieur
Baron Goring, & par Commandement de leursdites
Majestés, Nous Henri-Auguste de Lomenie Comte
de Brienne, Loüis Phelipeaux Sieur de la Vrilliere,
Gabriel de Guenegaud Sieur du Plessis, & Michel le
Tellier, Chevaliers, Conseillers dudit Seigneur en
son Conseil d'Etat, & Secretaires des Commandemens
de Sadite Majesté, avons signé la Presente de nos mains
en la maniere accoutumée le jour & an que dessus.

C C L X X.

ANS *Traité de suspension d'Armes entre Madame*
de J. C. *la Douairiere Landgrave de HESSE-*
1644. *CASSEL, & M. le Prince de la FRISE*
HESSE ET *ORIENTALE. Fait par la Médiation*
FRISE *des Etats Généraux des Provinces-Unies,*
ORIEN- *à Embden, le 28. Octobre 1644. Aitzma*
TALE. *Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. V.*
pag. 764.

Traduction de ce Traité.

Prolongatie van eenen aenstant en interim ten
overstaen van de Heeren Gedeputeerden van haer
Hoog Mog: de Heeren Staten Generael der Ge-
nieerde Provincien getroffen, ende by Mediatie der
selver ingewillicht tusschen en by sijn Hoogh Graef-
felijke Excellencie van Ebersteyn, Lieutenant Generael
in Name ende van wegen hare Vorstelijke Doorluch-
tigheyt de Vrouwe Landt-Gravinne van Hessen uyt
kracht hebbender Volmacht onder dato Cassel den
achtfen Augusti voorleden in originali gechoont en
per Copiam authenticam overgelevert ter centre, ende sijn
Hoogh Graeflijke Genade van Oost-Vrieslant en by
gevoechde Stenden ter ander zyden, alles op Conditien
ende artyculen nae beschreven.

I. Dat tusschen partyen Commandanten den aen-
stant sal continueeren en alle feytelickheytende hosti-
lityt ophouden tot ultimo Meert seftien hondert vijfen
veertigh naecktomende incluyt.

II. Dat geduyrende dese prolongatie van aenstant
de Soldatesque van hare Vorstelijke Doorl. de Vrouwe
Lant-Gravinne van Hessen voor Contributie sal bly-
ven trecken elf duysent Rijcxdaelders ter maende ende
niet meer.

III. Dat zo datelijck en inmiddels sijn Hoogh Graef-
felijke Excellencie van Ebersteyn uyt de Graefchap van
Oost-Vrieslant, als oock uyt de Heerlijckheden Esens,
Stedelsdorf ende Wismundt; sal afvoeren al het by sijn
Excell: nieuw ingebrachte Krijghsvolck sedert de
jonghste beroerte.

IV. Dat insgelijcken sijn Hooch Graeflijke Genade
van Oost-Vrieslant voor eerst sal licentieren ende
afdancken het volck, zo sijn Hooch Graeffelijke Ge-
nade boven de duysent Man in dienst is hebbende, en
alleen in dienst behouden acht hondert te voet en twee
hondert Paerden.

V. Met de Conditie nochtans, dat aengaende het
volck zoo sijn Hooch Graeffelijke Genade boven de
vier hondert Man tot duysent Man in dienst behout, de
aenhoudinge of afdanckinge van de voorz. ses hondert
Man sal staen ende by beyde de Heeren Graven is ge-
stelt tot Mediatie ende goetvinden van de Hog. Mog.
Heeren Staten Generael, om met den eersten immers
binnen den voorz. aenstant afgedaen te worden.

VI. Dat oock sijn Hooch Graeffelijke Genade van
Oost-Vrieslant sijn overich in dienst behoudende
Volck geduyrende desen aenstant, niet sal mogen ver-
stercken, noch eenich nieuw Volck tot vermeerderingh
van 't voorz. getal inkomen.

Prolongation touchant un armistice & interim stipu-
lée en presence des Seigneurs Deputez de L. H. de J. C.
P. Les Seigneurs Etats Generaux des Provinces
Unies & consensie par leur Mediation entre & par son
Excellence le Comte d'Ebersteyn Lieutenant General au
nom & de la part de Serenissime Princeesse Madame la
Landgrave de Hesse, en vertu de son pouvoir danté à Cassel
le huitième Août, montré dernièrement en Original &
fourni par copie authentique d'une part; & Monseigneur
le Comte d'Oost-Frise & les Etats joints d'autre part, le
tout aux conditions & sous les articles que s'ensuivent.

I. Que l'Armistice continuera entre les parties comman-
dantes jusques au dernier Mars mil six cens quarante cinq
prochain inclut, jusques auquel tems cesseront toutes ho-
stilitiez.

II. Que pendant cette prolongation d'Armistice la
Soldatesque de la Serenissime Princeesse Madame la Lan-
grave de Hesse tirera pour contribution onze mil Rijxdales
par mois & non plus.

III. Qu'aussitot & immediatement après son Excel-
lence ledit Comte d'Ebersteyn ravivera de la Comté d'Oost-
Frise, aussi bien que des Seigneuries Esens, Stedelsdorf,
& Wismundt toutes les nouvelles troupes que son Excellen-
ce y a amenées depuis les derniers troubles.

IV. Que semblablement Monseigneur le Comte d'Oost-
Frise licentiera & congédiera premierement les troupes
que ledit Comte a au service au delà de mil hommes, &
qu'il retiendra seulement les huit cens Fanassins & deux
cens Chevaux.

V. A Condition neanmoins qu'à l'égard des troupes
si ledit Seigneur Comte en retient au dessus de quatre cens
hommes jusques à mil hommes au service, la conservation
ou licentement desdits six cens hommes demeurera, & est
remis par ledit Seigneur Comte à la Mediation & au
sentiment L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux, pour
en terminer au plutôt, du moins, dans le tems dudit
Armistice.

VI. Qu'aussi ledit Seigneur Comte d'Oost-Frise ne
poura pas renforcer, le reste des troupes qu'il retient à son
service, pendant ledit present Armistice, ni prendre de nou-
velles troupes pour l'augmentation du nombre.

Dat

Que

NS VII. Dat soo wel der Hessische uyte voeren alste
J. C. verblyven Troupes sulx in ordre sullen werden gehou-
44. den ende gedisciplineert als by het accoort van den Jaere
seventen derijgh is bedongen, op dat de gheele Graef-
schap niet sulcx bedorven werde dat de arme gemeente
voorts Landt ende Hof souden moeten verlaten.

VIII. Insegljck sal oock sijn Hoogh Graeffelijke
Genade van Oost-Vriesslant geduyrende desen aenstant,
sijn Volck alsoo in ordre houden ende disciplineeren, dat
daer door geen onruste of ander inconvenienten en feyte-
lijkheden komen te ontsien.

IX. Dat door dit Volck van sijn Hoogh Graeffelijke
Genade van Oost-Vriesslant de betalinge en executie van
Contributie soo die als voorz. articul twee voor die Hes-
sische Soldatesca tegenwoordigh sal worden geheven,
niet en werden verhindert, maer in dier vougen gelaten
soo de selve tot noch toe geheven en geinnet is ge-
weest.

X. Wydet alsoo tussen partyen de besettinge van
't Huys te Berum in questie gekomen is, soo is overkom-
men dat het selve Huys weder sal worden gestelt in voori-
gen staeten van beyden zyden onbeset blyven, mits de-
wijls als dan het volck van sijn Hoogh Graeffelijke Ge-
nade samentijck niet in Auerick kan logeren, dat het
selve ten deele mede sal mogen werden gedelogeert en
geleeg op een of twee andere bequame ende Hessische
quartieren ongeprejudiciabe plaatsen, doch op Berum
soo lange verblyven tot den tijdt men sich daer over sal
hebben vergeleeken.

XI. Dat soo haest desen aenstant sal wesen geslooten
alle wederzijts in hechtenis sitende ende aeghoudende
Persoonen soo wel Militaire als andere, sonder ontsel-
tenis, sullen worden gerelaxeert ende de selve voortaan
sullen blyven ongemolesteert.

XII. Dat alle Paerden, Koeyen, Huysraet en dier-
gelijcke goederen in de gepassterde aenstanden onvroet
en weghgenomen en nogh in wesen zijnde, sonder uyt-
stel sullen worden geresitueert.

XIII. Dat oock geduyrende desen aenstant de passien
over al in 't gantsche Lant voor yder een open ende vry,
oock yeder meenichlijck ongemolesteert sullen sijn en-
de blyven.

XIV. Geduyrende desen aenstant sal over de saecke
ten Principalen connen werden gesproken, daer toe
partyen hebben aengenomen tegen November of De-
cember sich te sullen bequamen.

XV. Ende by aldiën duyrende desen aenstant de
saecke niet en mochte wesen vollen worden afgehandelt,
soo sal nochtans nae expiratie van dien geene feytelijck-
heyt mogen werden voorgenomen, maer alles blyven
ten sijn gesubmitteert ter goetelijcke onderhandelinge
ten overstaen ende tusschen sprecken van haere
Hoog Mog.

XVI. In dien oock tegen desen aenstant onder wat
pretext het oock mochte wesen yets soo mogen worden
voorgenomen, sal de geinterseerde partye sulx aen
haer Hoog Mog. voor eerst en voor al hebben te ver-
thoonen om daer in geremedieert te worden nae behoo-
ren, sonder by deselve met feytelijckheyt daer tegen te
mogen gaen of doen.

XVII. De voorz. Heeren Graven hebben by on-
derteeckeninge deses den den anderen reciproce aen-
beloof, dat den voorz. aenstant op voorgaende Con-
ditiën heylighlijck sal werden onderhouden, ende oock
de Heeren Staten Generael der Geunieerde Provincien
verseeckerigh sullen doen ende gerandt blyven, dat den
aenstant ter cenre noch ter ander zijden niet sal worden
gecontravenieert, maer het gene daer tegen mocht wer-
den gedaen te sullen redresseren, het welcke by haer
Hoog Mog. uyte werken de Heeren Gedeputeerde
als daer toe volgens der selver Instructie gelast zijnde,
onder der selver Signature ende onderteykeninge hebben
aengenomen ende nemen aen mits delen.

Aldus geacordeert op Donderdagh den tienden ou-
de ende twintighsten nieuwen stijl van October seshien
hondert vier en veertigh dan alsoo de Heer Lieutenant
General sijn Excellentie van Ebersteyn vrydaegs daer aen
Tom. III.

VII. Que les troupes de Hesse tant celles qui sortiront
que celles qui resteront seront tenues & disciplinées, com-
formement à ce qui est stipulé par l'accord de l'an mil six
cens treize, afin que tout le Comté ne soit pastellement
ruiné que les peuples soient obligés d'abandonner la Campa-
gne & les villes.

VIII. Semblablement ledit Seigneur Comte d'Ost-
Frise sera observer une telle discipline & s'en ordonner à ses
troupes pendant le présent Armistice, qu'il n'arrive aucun
désordre ou inconvénient.

IX. Que les troupes dudit Seigneur Comte d'Ost-Frise
n'empêcheront point le payement & l'exécution des contri-
butions comme elles ont été levées jusqu'à présent, suivant
l'art. deux pour la Soldatesque de Hesse d'apresent, mais
on les laissera lever comme on a fait jusqu'icy.

X. En outre, comme il est arrivé quelque différent entre les
parties au sujet de la Maison de Berum, il a été convenu que
ladite Maison sera remise en son premier état, & qu'elle ne
sera occupée par l'une ni l'autre des parties, mais comme les
Troupes dudit Seigneur Comte ne sauraient toutes ensemble
loger à Auerick, qu'elles seront délogées en partie &
mises en un ou deux autres quartiers de Hesse convena-
bles, places non préjudiciables, mais pourront demeurer si
long-tems à Berum jusqu'à ce qu'on soit demeuré d'accord
à cet égard.

XI. Qu'auant-tot que cet Armistice sera conclu tous les
prisonniers tant militaires qu'autres seront relâchés sans de-
lay sans pouvoir plus être molestés à l'avenir.

XII. Que tous les Chevaux, Vaches, Moutons &
semblables choses prises & emmenées pendant ces troubles,
& qui seront encore en être seront restitués.

XIII. Que pendant cet Armistice les passages seront
libres par tout pour un chacun dans tout le pais sans qu'on
puisse être molesté.

XIV. Pendant cet Armistice on pourra s'accorder sur
l'affaire au Principal à l'effet dequoy les parties ont pris
jour pour s'assembler en Novembre ou Décembre.

XV. Et au cas que pendant cet Armistice l'affaire ne
put pas être viduée on n'en viendra pas pourtant aux voyes
de fait après l'expiration d'icelui, mais le tout sera encor
remis & soumis à une bonne négociation en présence & par
l'entremise de L. H. P.

XVI. Si durant le présent Armistice, sous quelque pre-
texte que ce fut il se faisoit ou entreprenoit quelque chose, les
parties intéressées seront aussitôt la dessus leur remontrances
à L. H. P. pour y remédier comme il est convenable,
sans qu'on en puisse ou doive venir aux voyes de fait.

XVII. Les susdits Comtes ont sousigné & promis reci-
proquement que le présent Armistice sera observé sainte-
ment, & même les Seigneurs Etats Generaux donneront leur
assurance & demeureront garands qu'il ne sera contrevenu
audit Armistice ni d'un côté ni d'autre, mais qu'ils re-
dresseront tout ce qui pourroit être fait allentour, ce que les-
dits Seigneurs Deputés, suivant la charge qu'ils en ont par
leur signature pris & prennent sur eux d'effectuer auprès
de L. H. P.

Ainsi accordé le Jeudi dixième vieux & vingtième
d'Octobre nouveau stile mil six cents quarante quatre, mais
comme sur ces entrefaites son Excellence le Lieutenant Ge-
neral Ebersteyn est mort le Vendredi avant que d'avoir pu
signer

ANS is komen te overlyden voor en al eer desen heeft connen
de J. C. werden geteyckent, soo ist dat de aenwesende Heeren
1644 Mediatoren ende de Heer *Johan Geyse* Generael Ma-
joor nieuwsaengekomen, ende de Heeren *Wilhelm Adolf*
van Crofig geheymen ende Chrijchfraet, ende Overlie
Lienantant te voet, ende *And. Christiaan Pagestecker*
Raedt ende Auditeur Generael, aen de welke uyt
cracht van de getoonde Volmacht dese handelinge by
de Heer Lieutenant General voornoemt was opgedra-
gen in name ende van wegen haere Vorstelijcke Door-
luchticheyt de Lant-Gravinne, daer van binnen drie
weecken speciale ratificatie sul werden uitgebracht aen
de eene zijde, ende sijn Hoogh Gracfelijcke Genade
van Oost-Vriesslant aen de ander zijde, dese drie alleens
lydende accorderen hebben gelegeit ende geteyckent
binnen Embden op heden den acht en twintighsten Octo-
bris nieuwe stijl seften hondert vier en veertigh.

L. S. *Johan Geyse.* L. S. M. *Bronckhorst.*
L. S. *Adolf Wilh. van Crofig.* L. S. *Johan van Mathen.*
L. S. *Andr. Christ. Pagestecker.* L. S. C. *Roorda.*
L. S. *Ulrich.* L. S. W. *Aldringa.*

signer ces presentes les Seigneurs Mediateurs presens, & le ANS
Sieur *Jean Geyse* General Major arrivé depuis peu, & de J. C.
le Sieur *Guillaume Adolf de Grofig* Conseiller de guerre 1644
& privé & Lieutenant Colonel d'Infanterie, & Aud.
Chrétien Pagestecker Conseiller & Auditeur General aux-
quels en vertu du pouvoir produit, cette negotiation avoit
été présentée par ledit Sieur Lieutenant General, au nom
de la susdite Serenissime Princesse Landgrave ont promis
d'en faire fournir la ratification speciale dans trois semai-
nes, & ont signé scellés trois instrumens semblables & de
même teneur audit Accord à Embden le vingt-huitième
Octobre stile nouveau mil six cens quarante quatre.

L. S. *Jean Geyse.* L. S. M. *Bronckhorst.*
L. S. *Adolf Guillaume de Grofig.* L. S. *Jean de Mathenes.*
L. S. *Andr. Christ. Pagestecker.* L. S. C. *Poorda.*
L. S. *Ulrich.* L. S. W. *Aldringa.*

C C L X X I

ANS (a) *Traité d'Union, pour le maintien de leurs*
de J. C. *Privilèges, entre les Duchez de JU-*
1645. *LIERS, CLEVES, BERG, &*
les Comtez de la MARK & RAVENS-
BERG. Fait à Cologne, le 15. Février,
1645. Aitzema Affaires d'Etat & de
Guerre. Tom. VI. pag. 492.

JULIERS,
CLEVES,
BERG, LA
MARK,
ET RA-
VENS-
BERG.

(a) Ceci
a été tra-
duit du
Fla-
mand,
qui n'est
pas l'ori-
ginal.

Nous les Etats de la Noblesse & des Villes des Du-
chez de Juliers, Cleves, Berg, des Comtez de
la Mark, & Ravensberg &c. savoir faisons
& témoignons par ces presentes, pour nous & nos Suc-
cesseurs à un chacun, comme feus nos Ancêtres Etats des
susdits Duchez & Comtez se sont unis & obligez l'un mil
quatre cens quatre vingt & seize au jour de sainte Cathé-
rine pour la conservation des libertez, Privilèges, droits,
& coutumes desdits pais, & que laditte alliance a été
confirmée par leurs Majestez Imperiales Ferdinand, &
ensuite par Maximilian er l'an mil cinq cens soixante
six & plusieurs autres Empereurs Romains, & que ce-
pendant laditte Alliance n'a pas été executée en partie,
mais qu'après le deceds de feus les Serenissimes Princes
& Seigneurs Messigneurs Jean Guillaume Ducs de Ju-
liers, Cleves & Bergue, Comte de la Mark, Ravens-
berg, Meurs, Seigneur de Ravestein d'heureuse me-
moire, à cause des incidens & des temps facheux qui sur-
vinrent il est arrivé des differens entre les Electeurs &
Princes pour la succession des susdites Principautez &
pais, & que d'ailleurs il a été contrevenu nottoirement
aux rescripts & sentences definitives données en la
Cour Imperiale par jugement contradictoire avec pleine
connoissance de cause contre les libertez, Privilèges,
Reverfals, coutumes, droits & justice desdits pais non-
obstant les accords cy-devant faits, & qu'il est encor
plus à craindre que dans ces facheux tems on n'y con-
trevenne encor davantage par d'autres infractions; nous
en consequence, uniquement pour la conservation des-
dites libertez, privileges, Reverfals, coutumes, pri-
vileges, droits & justice & pour la fidelle correspondan-
ce, fidelité & affection entretenu de tems en tems, &
pour y persister en la meilleure maniere, nous avons re-
nouvéllé l'Alliance de l'an mil quatre cens quatre
vingt & seize pour ce qui concerne les libertez, privi-
leges, Reverfals, anciennes coutumes, droits & jus-
tices comme si elle étoit contenuë mot pour mot dans
ces presentes, comme de fait nous la renouvelons par
ces presentes à l'effect dequoy nous nous obligeons l'un
l'autre en la maniere la plus forte, pour nous & nos Suc-
cesseurs à toujours; promettant de nous assister fidele-

ment d'aide, conseil & deffence pour tout ce qui sera
le plus utile pour la conservation & entretienement des-
dites libertez, privileges, pactes, Reverfals, prerogatives
& anciennes coutumes, comme aussi des récrits,
sentences & autres precedens traitez qui concerneront
l'un ou l'autre pais, ce que nous observerons inviolable-
ment & à toujours, même à l'égard des affaires commu-
nes qui pourroient concerner ensemblement lesdits pais,
& de ne rien refoudre, faire ni entreprendre sans le con-
seil & assentement desdits Etats unis, mais d'agir par deffence
commune, & à commun avis & frais, à proportion
des terres d'un chacun pour le maintien desdites libertez,
privileges, Reverfals, anciennes coutumes, droits &
justices, en telle sorte que si au cas que l'un entreprenoit
de faire quelque chose sans le consentement des autres
Alliez concernant lesdits pais unis, ce qui aura été con-
senti, accordé resolu ou fait sera nul & de nulle force
& valeur.

Au cas que l'un ou l'autre pais en particulier vienne
à être lezé, ou opprimé par le Seigneur du pais ou au-
tre, allencontre des libertes, privileges, pactes, Rever-
fals, anciens privileges, coutumes, droits & justice, en-
semble les rescripts & jugemens Imperiaux ou autres
droits acquis par des traitez precedens, nous les Etats
ensemblement unis à la premiere requisiion de la contrée
souffrante, nous opposerons conjointement à tels griefs
à ses depens & par tous les moyens les plus utiles, &
par commun conseil & assistance mutuelle l'aiderons à
recuperer ou lui être conservé la jouissance de ses libertez,
privileges, anciennes prerogatives, droits & justice,
même des rescripts Imperiaux, sentences, & autres, en
consequence du droit acquis par les precedens Traitez.

Mais afin que cette sincere & inviolable union que
nous renouvelons ne puisse donner aucun injuste soub-
çon, comme si nous, nos heritiers & Successeurs avoient
conspiré ensemble injustement, nous declaron par ces
presentes & expressément, que le tout n'est que pour
le maintien des libertes privileges, pactes, Reverfals,
prerogatives, coutumes, justices, rescripts Imperiaux, sen-
tences & autres droits acquis par des traitez precedens
contre tous & un chacun qui ensemblement ou en par-
ticulier, directement ou indirectement voudroit grever
& opprimer les susdits pais unis, & ce afin que personne
n'ait à l'entendre autrement.

Tous ce que dessus, & tout ce qui autrement peut ten-
dre à la conservation & maintien des susdits pais; & de
leurs libertez, privileges, pactes, Reverfals, prerogatives,
coutumes, droits & justice, mêmes des rescripts
Imperiaux, sentences & autres droits acquis en vertu
des precedens Traitez, promettons un pais à l'autre par
serment & parolles de veritables Chrétiens, obser-
ver & executer à jamais, fidelement, sincerement &
de

de telle sorte que quelque pretexte qui puisse être imaginé ne nous en empêchera, & que nous n'excluerons de cette Alliance renouvelée, sous quelque nom & en quelques cas qui puisse survenir, aucun desdits pais sans le consentement de tous.

Nous nous sommes aussi Alliez, avons promis, accordé & nous sommes obligez pour nous, nos heritiers & successeurs que si quelqu'un des Membres de ces Duchez & pais quel qu'il soit vouloit faire difficulté de signer la presente union & Alliance, & agir le moins du monde contre le contenu en icelle, qu'il sera réputé *ipso facto* comme un Membre mort, & qu'il ne fera ni lui ni ses descendants jamais admis à aucune diette du pais, & bien loin d'y pouvoir avoir sa voix sera tenu pour nulle & de nulle valeur. Comme semblablement personne des absens ne seront regus à l'Assemblée dite *Landdag*, ou deliberation d'icelle, qu'au préalable ils n'ayent signé de leur propre main la presente union renouvelée.

En témoin dequoi nous les Etats de la Noblesse, & des villes des seldits Duchez de Juliers, Cleves, Berg, Marck & Ravensberg avons signé ce present renouvellement d'Alliance; Fait à Cologne sur le Rhin le 15. Février mil six cens quarante cinq, & étoit signé & scellé par les Nobles.

CCLXXIV.

Traité Provisionnel entre JEAN IV. Roi de Portugal & les PROVINCES UNIES, sur les différens survenus au sujet de la Jurisdiction & du Territoire du Fort de Galle. Fait à la Haye, le 27. Mars, 1645. Aitzema. Historia Pacis. pag. 312.

Quamvis Tractatus Indiciarum & cessationis omnis hostilitatis actus, ut & Navigationis & Commerciorum Haga-Com. duodecimo die Junii, Anno 1641. initus conclususque, tempore decennii in Indiâ Orientali, omnibusque locis & maribus tam sub districtu Serenissimi Regis Lusitaniz, Algarvæ, &c. quam Præpotentium Unitarum Belgii Provinciarum D. D. Ordinum Generalium ritè observari debuisset; Atamen non omnimodè conservatus nevé observatus fuit, propter controversias & dissensiones inter utriusque Partis Gubernatores atque Præfectos exortas super Jurisdictione Territorii Fortalitium *Gallam* spectantis; Quæ controversia varias rixas, Navium depredationes, Commerciorum ac Navigationum disturbationes in plerisque ferè Indiæ Orientalis plagis ac partibus, inter Lusitaniz atque hujus Status Incolas isthuc enavigantes ac mercaturam exercentes peperit; adeò ut tali rerum continuatione recens & apertum bellum utriusque Partis Incolis metuendum foret. Cui ut summe memoratus Rex ac Præpotentes D. D. Ordines Generales occurrerent, super hoc negotio provisionally convenit fuit inter Dominum Franciscum de Souza Coutinho, Consiliarium & Legatum Serenissimi Regis Lusitaniz, Sæque Majestatis Gubernatorem & Præfectum Supremum Insularum Tercenz, vi ac vigore Procuracionis suæ datæ Ulyssiponz quinto die Maii, Anno 1643. ab unâ, & D. D. Deputatos Præpotentium D. D. Ordinum Generalium vi Procuracionis datæ concessæque Haga-Com. decimo & octavo die Martii, Anno 1645. ab alterâ Parte, qui sequentes hosc Articulos provisionally inierunt ac confirmarunt.

I. Possessores Fortalitii *Galla* eodem usu & agrorum cultura, quos tempore divulgationis dicti decennalis Tractatus tenuerunt, gaudent, eâ conditione, ne pendente lite, Cinnamomum ibidem propagare ipsis liceat.

II. Serenissimus Rex Lusitaniz Subditos suos, ad Indiam Orientalem Commercium exercentes, certò ad id constringere tenebitur, ut quotannis, quamdiu controversia de Jurisdictione Territorii sub districtu Fortalitii *Galla* principaliter non fuerit composita, præci-

se suisque impensis intra *Galla* Fortalitium sexcentos ANS *Quintales optimi & minime agrestis Cinnamomi*, uno de J. C. quoque Quintale ad centum supra viginti & octo libras Lusitanici ponderis computato, afferant tradantque: Cujus oblationis primus Annus exordietur ab hodierno die, adeò ut prima ejusdem oblatio fieri debeat, ante primum diem Martii, Anni Millefimi, sexcentissimi, quadagesimi & sexti, proximè venturi, sicque porro quotannis continuent, usquedum controversia principaliter fuerit decisa: Quæ si fortè intra Annum terminaretur, eo non obstante, ante dicti sexcenti Quintales optimi & minime agrestis Cinnamomi, tanto pondere, ad modum præmemoratum, dictis possessoribus, harum Provinciarum Incolis, semel & unâ vice tantum offerri debebunt.

III. Neutra pars provisionally hoc Tractatum ullum Jus acquirat, sive ad quamcunque intentionem purgandam allegabit, multò minus applicabit.

IV. Serenissimus Rex Lusitaniz per Legatum suum, & Præpotentes D. D. Ordines Generales per Deputatos suos, supradictam controversiam quamprimum examinant, eamque deinceps principaliter decident; Quod si fortassis eorum opera ceptum opus ex sententia confici non possit; supra memorata controversia per æquos Judices & Arbitros, prout utrinque fieri poterit, decidatur; neque, ut mora aliqua vel minimum provisionalem hunc Tractatum immutet, permittetur.

V. Ab utràque Parte naves ac merces detentæ, pariterque loca & Fortalitia Capta, à tempore divulgationis generalis Pacis, duodecimo die Junii, Anno 1641. utrinque in Indiâ Orientali institutæ, sine ulla mora restituantur; eâ lege ac conditione, ut inter utriusque Partis Gubernatores atque Præfectos in Indiâ Orientali, de modo restituendi naves, merces ac Fortalitia supradicta, conveniendum sit.

VI. Præpotentes D. D. Ordines Generales, pariterque Legatus Sereniss. Regis per obsignatas literas cum diversis navibus ad Gubernatorem Generalem Senatumque in Indiâ Orientali, Nomine Unitarum Belgii Provinciarum, Copiam authenticam, sive hujus provisionalis Tractatus Exemplar mittent, iisque universis ac singulis, ut hinc Tractatum ritè ac stricte observent, atque etiam, quantum Federati Belgii Statum in Indiâ Orientali concernit, observari curent, expresse mandabunt ac injungent: Illis insuper per eandem literas, ut supra dictum generalem Induciarum Tractatum, duodecimo die Junii, Anno 1641. ad tempus decennii initum, æque observent, nec non secundum formam & tenorem suum observari curent, neque ullam immutationem aut interpretationem super hoc instituant aut institui permittant, expresse mandabitur. Quinetiam Domino Legatò Lusitaniz supradictarum literarum Exemplaria solemnibus formulis conscripta, quotquot desideraturus est, tradentur, ut in Portugaliz comunodum juxta illarum inscriptionem quamprimum, prout Regi visum fuerit, emittantur.

VII. Celsiss. Legatus Lusitaniz, Se Nomine locoque Serenissimi Regis, hinc per obsignatas literas cum diversis navibus ad Vice-Regem in Goa, pariterque ad reliquos in Indiâ Orientali Gubernatores & Præfectos Lusitanicos, Copiam authenticam vel Exemplar dicti provisionalis Tractatus missurum, iisdemque universis ac singulis, ut eundem Tractatum ritè ac sincerè observent, nec non quantum Statum Lusitanicum in Indiâ Orientali concernit, observari curent, in mandatis datarum esse promittit ac pollicetur. Insuper etiam iisdem literis, ut supra dictum generalem Tractatum duodecimo die Junii, Anno 1641. ad tempus decennii initum, fideliter observent, ac secundum formam & tenorem suum observari curent, neque ullam immutationem aut interpretationem super eo instituant, aut institui permittant, expressis verbis demandabit. Celsitudo quoque sua D. D. Ordinibus Generalibus tot dictarum suarum literarum Exemplaria solemnibus formulis conscripta, quot desideraturi sunt, tradere tenebitur, ut juxta illarum inscriptionem, quamprimum, prout ipsis

ANS visum fuerit, emitantur. Adhuc Dominus Legatus de J. C. Lusitania promittit suscipitque, effecturum sese, ut similes literæ & transmissiones dicti provisionalis Tractatus, ab ipso Rege ad supra nominatum Vice-Regem aliosque in eisdem Indiis Orientalibus Majestatis Suae Praefectos, quamprimum idem Majestati Suae innotuerit, transmittantur.

1645.

VIII. Omnes lites & controversiæ, quæ propter generale Tractatum, duodecimo die Junii, Anno 1641. initum, aut propter provisionalem hunc & speciale Tractatum, contra omnem expectationem orituræ sunt, Hagam-Com. ex Indiarum Orientalium districtibus deferentur, ut per Dominum Legatum, aut alium Serenissimi Regis Lusitaniæ eo tempore publicum Ministrum, & D. D. Deputatos à Concilio Præpotentium D. D. Ordinum Generalium conjunctim deciderent, ne, pendente controversiâ, Induciæ ad decennium initæ, ullo modo interrompantur, sed verò utrinque vim ac vigorem suum obtineant. Insuper etiam Serenissimus Rex Lusitaniæ, fidem dabit, sicuti ante memoratus D. Legatus Nomine locoque Majestatis Suae, publicum aliquem Ministrum Hagæ-Com. Regiâ Auctoritate munitum, ad dictas lites & controversias tollendas, assiduò commoraturum esse promittit ac pollicetur.

IX. Quod si inter utriusque Partis Gubernatores, & Praefectos in Indiâ Orientali provisionalis aliquis Tractatus de Jurisdictione Territorii ad Fortalitium Gallæ pertinentis, deque restitutione modoque restituendi naves ac merces detentas, pariterque loca & Fortalitia capta à tempore divulgationis generalis Tractatus duodecimo die Junii, Anno 1641. ab alterutra Parte in Indiâ Orientali cognita, antequam divulgatio hujus particularis Tractatus pervenerit, initus confirmatusque foret; tali casu supradictus Tractatus inter utriusque Partis Gubernatores & Praefectos initus plenum effectum, quod ad Jurisdictionem de qua controversatur, sortietur, sed non ultra tempus principalis ejusdem causæ decisionis, quæ Hagæ-Com. instituetur. Quantum autem ad cætera & ulteriora, dicto Tractatu generali, atque hoc particulari comprehensa attinet, ea firma mansura sunt.

X. Provisionalis hic Tractatus à Serenissimo Rege Lusitaniæ, & Præpotent. D. D. Ordinibus Generalibus intra quatuor Mensium, ab hoc die numerandorum, spatium, solennibus formulis confirmabitur. Deinceps autem Majestatis Suae Ratihabitio Hagæ-Com. intra dictum tempus oblata cum D. D. Ordinibus Generalium Ratihabitio permutabitur: dictus tamen cum generalis tum provisionalis Tractatus interea temporis ab utraque Parte, fideliter atque ex omni Parte observabitur, fidelisque scriptionis utrimque petita ac data simul præstabitur.

Literæ Auctoritatis solennibus conscriptæ, simul cum hac conclusione, sequentibus insertæ erant.

Proinde, Nos Legatus & commissarii huius Tractatus propriis Nostriis manibus subscripsimus, eundemque sigillis Nostriis munivimus. Actum Hagæ-Com. vicesimo & septimo die Martii, Anno Millesimo, sexcentesimo, quadragesimo & quinto. Subscriptum erat, F. de Souza Continho, I. à Gem, D. Hoogendorpius, I. Carzins, G. Voibergius, G. à Roede, I. Veldrielijs, G. Ripperda, A. Clantius.



CCLXXIII.

ANS
de J. C.

1645.

FRANCI
ET
SAVOIE

Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & la Duchesse regente de SAVOIE pour la restitution de plusieurs Places que le Roi tenoit en Piémont. Fait au Valentin le 13. Avril 1645. Freder. Leonard. Tom. IV. & dans le Mercure de Vittorio Siri. Tom. IV. part. II. pag. 299.

LOUIS par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. Aiant veu & examiné dans notre Conseil en présence de la Reine regente notre très-honorée Dame & Mere le Traité qui a été fait en notre nom & signé par notre amé & feal Conseiller en notre Conseil d'Etat, Maréchal de Camp de nos Armées, & notre Ambassadeur en Piémont le sieur d'Aiguebonne, avec notre très-chère & très-amée Tante la Duchesse de Savoie, au nom & comme tutrice & regente des Etats de notre très-cher & très-amé Frere & Cousin le Duc de Savoie son fils, en vertu du plein pouvoir que le susdit Ambassadeur en a reçu de nous, duquel Traité la teneur s'ensuit.

Les intérêts de la France & de la Maison de Savoie sont tellement joints & unis ensemble, que la ligue offensive & défensive qui a été faite entre feu Louis XIII. & Madame la Duchesse de Savoie, comme mere & tutrice de Monsieur le Duc de Savoie, a duré jusques à présent du consentement des parties sans qu'on ait été obligé de faire aucun Traité pour la renouveler : néanmoins pour mieux faire connoître aux Ennemis l'étroite amitié qui est entre sa Majesté & leurs Alteffes, & pour leur faire perdre toute espérance de la pouvoir rallentir en la moindre chose par leurs artifices ordinaires, & pour les obliger à consentir plus vite à l'établissement general du repos de la Chrétienté, dans lequel celui de l'Italie est compris : Sa Majesté de l'avis de la Reine regente sa Mere, & Madame la Duchesse de Savoie comme mere & tutrice de Monsieur le Duc de Savoie Charles Emanuel, sont demeurés d'accord des articles suivants.

La Ligue qui a été faite entre le Feu Louis XIII. & Madame la Duchesse de Savoie durera jusques à la conclusion & l'établissement de la Paix generale de la Chrétienté, & le Traité du 3. Juin 1638. fait à ce sujet sera confirmé & observé en tous ses articles, à l'exception de ceux auxquels on dérogera par le present Traité.

Puisque les Guerres & les incommodités du Piémont ne permettent pas à Madame la Duchesse de Savoie de pouvoir faire toute l'Infanterie qu'elle étoit obligée de fournir par ledit Traité du 3. Juin 1638. & cependant desirant d'employer tous ses efforts possibles pour le bénéfice de la cause commune : elle s'oblige de mettre en campagne 3400. chevaux y compris l'Escadron de Savoie, & les mille chevaux commandés par le Prince Thomas qui sont 1200. de plus qu'elle n'étoit obligée par ladite Ligue : & elle promet outre cela de mettre sur pied le plus grand nombre d'Infanterie qu'elle pourra mettre en campagne, après avoir garni suffisamment les Places : toutes lesquelles troupes le Roi s'oblige de faire traiter & paier ponctuellement comme les siennes conformément aux reveués qui en seront faites par les Officiers de Monsieur le Duc de Savoie, conjointement avec ceux de sa Majesté, & les deniers seront remis entre les mains des Tresoriers de son Alteffe qui en donneront leurs reveués pour servir de décharge au Tresorier de l'extraordinaire des Guerres, & les distribueront audit troupes en présence de l'Intendant de Justice & Finances en Piémont, ou de quel qu'autre personne qui sera commise en sa place.

Et comme depuis la conclusion du Traité du trois Juin 1638. presque toutes les Places dont les Ennemis étoient en possession, ont été reprises par les armes

du

Traité

du Roi & de Monsieur le Duc de Savoie, & que la meilleure partie est gardée par celles de sa Majesté qui s'estoit encore chargée volontairement de la garde de quelques autres pour les conserver plus sûrement : Sa Majesté a jugé à propos de confirmer de nouveau en tous leurs points les promesses qui ont été faites depuis ledit Traité du trois Juin 1638. par les ministres du feu Roi son pere touchant la restitution des Places : lesdites promesses demeurant dans leur force & vigueur, sans que la resolution qui a été prise d'un avis commun, & par grandes considerations touchant la garde & seureté desdites Places, puisse les rendre en aucune façon invalides.

Lorsque le feu Roi fut contraint par la connoissance qu'il eût des méchans desseins de ses Ennemis contre lui & ses Alliez de faire la Guerre en Italie, il protesta toujours qu'il n'avoit point d'autre intention que d'empêcher qu'ils ne fussent opprimés, & de leur conserver leurs Etats : & il déclara la même chose, quand Madame la Duchesse de Savoie, pour arrêter les progrès de ses Ennemis, & faire connoître l'entière confiance qu'il avoit en l'assistance du Roi, jugea nécessaire de remettre entre les mains de sa Majesté les principales places de Piémont qui lui restoient comme le moyen le plus facile pour les conserver : Les Espagnols se trouvant dans toutes les autres dudit Pais, & en liberté de s'en rendre Maîtres, & de les garder comme ils ont fait la meilleure partie jusqu'à ce que on les leur ait osté par la force des armes de sa Majesté & de son Altesse : Sadite Majesté donna des preuves, & fit voir les effets de la sincerité de ses desseins, puisqu'ayant repris Ceve, Coni, Crescentin & Veruë avec des dépenses tres-considerables, & de grands efforts, elle en remit Madame la Duchesse de Savoie en possession, attendu que l'occasion qui lui en avoit fait accepter la garde, estoit cessée. Le Roi & la Reine voulant suivre exactement le mêmes traces, & ne se point départir d'un procédé si saint & si généreux, rendirent à Monsieur le Duc de Savoie les Places de Savillan, Queraque, & divers autres Châteaux, sur ce qu'apparemment l'état present des affaires de Piémont promettoit qu'elles ne couvroient plus de risque d'être perduës, étant dans le cœur du Pais. Leurs Majestés voulant encore témoigner davantage à toute l'Italie qu'elles n'ont pris d'autres interêts que ceux de leurs Alliez, & en particulier à Monsieur le Duc de Savoie, avec quelle sincerité elles lui accordent leur Royale protection ; Elles promettent de donner ordre sans délai à leurs Ministres qui sont en Piémont, de remettre entre les mains de Madame la Duchesse de Savoie sa mere la Ville de Turin, celle d'Asti, la Citadelle & son Château, Carmagnole & son Château, Demon & sa dépendance, le Fort de Rauzet & Santia, se chargeant de la garde des autres pour leur plus grande seureté, & pour obliger les Espagnols à la restitution de celles qu'ils ont pris à la Maison de Savoie. Et comme il est notoire que les Espagnols sont encore attachés à leur ancien dessein qu'ils ont eu de se rendre Maîtres de Casal, ce qu'ils sçavoient bien ne pouvoient obtenir, à moins qu'ils n'occupent un poste qui empêche le Roi de le secourir à force ouverte quand il sera attaqué, & n'y en aiant point de plus commode que Veruë, depuis que Pontestue a été demolie. Son Altesse considerant combien la seureté de cette Place lui est nécessaire, & combien sa conservation importe à celle de Casal, elle a consenti volontiers à remettre entre les mains de sa Majesté ladite Place de Veruë pour témoigner d'autant plus la passion avec laquelle elle agit en tout ce qui regarde le bien du service de sa Majesté & de la cause commune : sa Majesté promettant aussi de la restituer à Monsieur le Duc de Savoie ou à ses legitimes Successeurs avec les autres Places du Piémont, de la garde de laquelle elle s'est chargée sous les mêmes promesses des Ministres du Roi, qu'on a confirmées dans le second article de ce Traité, & qu'elle ne pretendra sous quelque pretexte que ce soit de Monsieur le Duc de Savoie ou de ses legitimes

Successeurs aucun remboursement de la dépense qui ANS
sera faite pour la conservation & fortification desdites de J. C.
Places : & quand les garnisons Françaises sortiront 1645.
desdites Places, elles les laisseront fortifiées comme
elles sont presentement.

Madame la Duchesse de Savoie recevant avec tous les sentimens qu'elle doit les Places ci-mentionnées qu'il plaît au Roi de lui faire remettre, en rend au nom de Monsieur le Duc de Savoie son fils des tres-humbles graces à sa Majesté & à la Reine.

Madame en qualité de mere & de tutrice de Monsieur le Duc de Savoie Charles Emanuel son fils, s'oblige à l'accomplissement de tous les articles signez aujourd'hui avec Monsieur d'Aiguebonne Ambassadeur du Roi, lequel de sa part s'oblige au nom de sa Majesté de faire pareillement observer les articles en vertu du pouvoir à lui donné, copie duquel sera ci-après inséré, & de fournir dans un mois la ratification pure & simple en bonne & due forme. Fait, signé & cacheté au Valentin le 3. Avril 1645. Chrétienne, Maurice, Thomas & d'Aiguebonne.

Nous avons de l'avis de ladite Dame regente, de notre tres-cher & tres-ami oncle le Duc d'Orléans, de notre tres-cher & tres-ami Cousin le Cardinal Mazarin, & d'autres Princes, Ducs & Pairs & Officiers de notre Couronne, grands & personnages qualifiés de notre Conseil, agréé, approuvé & ratifié, agréons, approuvons & ratifions par les presentes signées de notre main ledit Traité, & chacun des articles ci-dessus transcrits, promettans en foi & parole de Roi, & sous l'obligation & hipotèque de tous nos biens, généralement de quelque nature qu'ils soient de l'observer de point en point selon la forme & teneur, sans y contrevenir directement ni indirectement, ni permettre qu'il y soit contrevenu en quelque maniere que ce soit, que telle est notre volonté ; en témoin dequoi nous avons fait apposer notre Scel à ces Presentes. Donné à Paris le 24. Avril l'an de grace 1645. & le second de notre règne.

CCLXXIV.

Traité entre le Roi Très-Christien LOUIS ANS
XIV. & GEORGES RAGOSKI de J. C.
Prince de Transilvanie. Fait à Monckacz le 1645.
22. Avril 1645. Freder. Leonard. Tom.
V. & en Latin dans le Mercure de Vittorio FRANC
Siri. Tom. IV. part. II. pag 39. TE
TRANSIL-
VANIE.

SON Altesse le Prince de Transilvanie aiant témoigné depuis plusieurs années par ses Ambassadeurs & par Lettres à sa Majesté Tres-Christienne le dessein qu'il avoit pour rétablir la liberté publique, & pour l'amour de sa Patrie, d'entrer dans l'Alliance qui s'est faite entre sa Majesté Tres-Christienne, la Reine & Couronne de Suede & les autres Confederez à l'occasion du peril qui menaçoit l'Allemagne & les autres Roiaumes de la Chrétienté, & ledit Prince aiant donné jusqu'à present de grandes marques de la bonne volonté, dans laquelle il est pour le bien public, & la cause commune & de l'amour qu'il a pour sa Patrie ; Sa Majesté Tres-Christienne ne voulant pas abandonner Son Altesse dans un si louable dessein, ni perdre l'occasion de pouvoir procurer à la Chrétienté une Paix universelle, ferme, seure & honneste, ce qui a toujours été l'unique fin & desir de sa Majesté, & le seul but de ses armes, de l'avis de la Serenissime & Tres-Puissante Reine Regente sa mere, de son Altesse Roiale, Monsieur le Duc d'Orléans, de son Altesse le Prince de Condé, & de l'Eminentissime Cardinal Mazarin, m'a député moi Antoine de Croissi & de Marilli, Conseiller au Parlement avec des Lettres de créance, & un plein pouvoir pour témoigner l'affection singuliere du Roi envers ledit Prince, lui offrir & aux Etats d'Hongrie & de Transilvanie la protection de sa Majesté, & traiter en même temps de certains points ou conditions qui avoient

ANS
de J. C.
1645.

esté proposées pour faire une Alliance, laquelle bienveillance & protection de sa Majesté Tres-Chrétienne le Prince de Transilvanie a reçu avec reconnaissance & avec le respect convenable, dans l'esperance d'opposer l'autorité du Roi comme une digue à tous les maux qu'on souffre depuis tant d'années, de pouvoir secourir plus heureusement sa chere Patrie sous ses auspices, & de concourir avec les Alliez pour rétablir les Droits, Libertez, Privileges & constitutions de l'Empire & du Royaume de Hongrie, qui sont presentement de vains noms, & les Princes & Etats opprimez par la Maison d'Autriche, & enfin pour reparer l'injure publique & particuliere, qu'on a fait au Jugement de toute la Chrétienté, à lui-même, aux Etats, Villes & Habitans du Royaume de Hongrie & de Transilvanie; après plusieurs serieuses consultations & deliberations, nous sommes convenus entre nous des Articles suivans.

I. Sa Majesté Tres-Chrétienne reçoit sous sa protection Son Altesse le Prince de Transilvanie & son Epouse, qui sont parties en ce Traité, ses successeurs, ses enfans & tous & un chacun les Etats & Ordres de Hongrie & de Transilvanie qui lui sont Sujets & attachés, leur promet d'employer ses soins pour qu'ils soient rétablis dans leurs premieres libertés, en cas qu'ils y aient souffert quelque lésion, & que s'il arrive que les Autrichiens & leurs adherans ou autres leurs ennemis quels qu'ils soient qui leur surviendront à l'occasion de cette Guerre, les attaquent & les troubtent dans leurs Privileges, immunités, biens & Seigneuries, Sa Majesté Tres-Chrétienne les défendra & leur donnera à temps un secours suffisant.

II. Le Roi à l'occasion de cette Alliance & de la protection qu'il prend, & qu'il doit donner, n'aura jamais sous quelque pretexte que ce soit aucune prétention aux Roiaumes de Hongrie & de Transilvanie.

III. Si le Prince, ou après sa mort, sa veuve, son successeur & ses enfans, estoient (ce qu'à Dieu ne plaise) pendant que cette Alliance durera privez, par ceux qui sont nommés ci-dessus, de leurs Terres & biens situés, tant dans la Hongrie que dans la Transilvanie, le Roi promet qu'il leur donnera pour sa part toutes les années pour leur subsistance honneste vingt mille Richedales, à eux ou à ceux qu'ils commettront pour cela dans un lieu qui leur sera commode, & cela jusques à ce qu'ils soient rétablis dans leurs Terres, biens, ou par la Guerre, ou par la Paix, ou si le paiement de cette somme n'accommodoit pas le Roi, il leur donnera conjointement avec la Reine & la Couronne de Suede, immédiatement ou par leurs Procureurs une subsistance honneste & convenable à un Prince.

IV. Afin que le Prince puisse plus commodement supporter le poids & les dépenses de la Guerre, le Roi lui fera d'abord compter cent mille Richedales à Constantinople pour les dépenses de la premiere année, à compter du premier jour de Février de l'année 1644. jusques au premier jour du même mois de la presente année 1645. & il aura soin de lui faire paier toutes les années suivantes dans un lieu qui sera commode audit Prince ou à ses Successeurs qui continueront la Guerre, conformément à cette Alliance pour sa part, si ce n'est qu'on en convienne autrement entre le Roi & la Reine de Suede, soixante & quinze mille Richedales, savoir la moitié le 1. jour d'Aoust, & le reste le 1. Février de l'année suivante.

V. Comme il seroit incommode au Roi de fournir la moitié du nombre de trois mil hommes de pied promis par la Couronne de Suede. Il donnera tous les ans au Prince ou à ses Successeurs qui continueront la Guerre conformément aux conditions de cette Alliance quarante-huit mille Richedales pour lever en Allemagne, équiper & armer, & entretenir quinze cents hommes de pied, & parce que le Prince en a déjà levé depuis quelques mois, & en leve encore tous les jours, cette somme entiere lui sera comptée le 1. jour du prochain mois d'Aoust, & les années suivantes, la moitié le premier jour de Février, & l'autre moitié le premier jour du mois d'Aoust, dans un lieu qui sera commode au Prince.

VI. Le Roi ne fera aucune Paix ni Trêve avec la Maison d'Autriche ni avec aucun de ses Alliez & adherans dans cette Guerre, sans le sceu & l'avis & au prejudice de son Altesse le Prince, ou après la mort de ses Successeurs qui continueront la Guerre, conformément à cette Alliance, Sa Majesté fera au contraire comprendre dans la Paix generale d'une maniere honneste & entierement seure, Son Altesse le Prince & son épouse qui sont parties en ce Traité, ses Successeurs, enfans & tous leurs descendans, comme aussi les Etats de Hongrie & de Transilvanie qui sont Alliez ou adherans du Prince, & il promet qu'il aura soin de leur conserver les libertez, les avantages & tous les biens qu'ils possèdent, ou qu'ils posséderont dans la suite par de justes Titres, & par le droit de la Guerre, en tant que la Justice, le bien public, & l'Etat ou seront pour lors les Alliez, le Prince, & ceux qui sont nommés ci-dessus le permettra.

VII. Le but du Roi estant d'établir par les Armes ou par un Traité une Paix generale & seure dans la Chrétienté, de peur qu'après l'avoir heureusement obtenu, le Traité soit violé. La Maison d'Autriche, ses Alliez & adherans dans cette Guerre rompent injustement, & au prejudice des conditions qui y seront portées la Paix avec le Prince de Transilvanie. Le Roi promet qu'il fera en sorte & travaillera auprès des Alliez, pour qu'on convienne à des conditions raisonnables d'une seureté qui aura lieu après la Paix generale, dans laquelle le Prince, son Epouse qui entre dans cette Alliance, ses Successeurs & enfans, les Etats de Hongrie & de Transilvanie compris dans cette Alliance, pourront estre suffisamment en repos, pourveu aussi que le Prince & ses Successeurs sulsits (comme on le dira plus au long & plus clairement dans le Traité de la Paix generale) y correspondent de leur côté.

VIII. Le Roi promet de faire ses efforts pour établir & conserver la Paix que le Prince de Transilvanie & ses predecesseurs ont gardé & gardent avec les Roiaumes & Nations qui leur sont voisines; comme aussi les libertez des Princes & Etats de Hongrie & de Transilvanie, non seulement pendant que cette Guerre durera, mais encore après la Paix generale, en employant son autorité & ses bons offices, & si la necessité le requiert des Lettres, & des Ambassadeurs.

IX. Son Altesse le Prince promet aussi de sa part à sa Majesté Tres-Chrétienne, que lui, ses Successeurs, & les sulsits Etats de Hongrie & de Transilvanie continueront la Guerre avec toutes leurs forces jusques à la conclusion de la Paix generale contre Ferdinand Troisième Empereur des Romains, & contre ses Alliez & adherans dans cette Guerre, qu'ils entreprendront toutes les années une expedition avec de puissans appareils de Guerre, & qu'ils feront en sorte que leurs Troupes attaquent le plutôt qu'il se pourra la basse Hongrie & les Pais hereditaires de l'Empereur, comme l'Autriche & les Provinces voisines, & qu'elles hivernent si l'état de la Guerre leur permet dans les Terres de la Maison d'Autriche.

X. Il promet aussi que ni lui, ni ses successeurs, ni lesdits Etats ne concluront aucune Paix, ni Trêve avec ceux de la Maison d'Autriche, & avec leurs Alliez & adherans dans cette Guerre, & qu'ils ne feront rien sur cela sans le consentement & la volonté du Roi Tres-Chrétien; neanmoins il leur sera libre si la Guerre & le bien commun l'exigent de faire une suspension d'armes tout au plus pour trois semaines. Si pourtant il arrivoit contre leur esperance qu'ils fussent attaquez ou qu'ils deussent l'estre certainement par le Turc, à cause qu'ils continueroient une Guerre qu'il leur avoit défendu, ou pour quelque autre raison, en sorte qu'étant ainsi empêchez, ils ne pussent pas continuer la Guerre sans un peril évident pour leurs Etats, & qu'ils ne pussent pas lui faire changer de dessein, ni par des offres, ni par des Ambassadeurs, ni par d'autres moiens & raisons honnestes, & qu'après en avoir averti & requis de bonne heure Sa Majesté, elle ne les secourût pas à temps, & suffisamment par lui ou par ses Alliez avant que le pe-

NS. nil qui les menacerait fondit sur eux, dans le cas d'une si pressante nécessité, il leur sera libre (ne pouvant pas autrement résister par la Guerre) de faire la Paix avec l'Empereur des Romains.

XI. Comme il promet que lui & ses Successeurs & les sùldits Etats feront même cette Paix dans le cas marqué ci-dessus avec l'Empereur des Romains, & ses Alliez & adhérens dans cette Guerre, en sorte que sa Majesté T. C. & ses Alliez dans cette Guerre, n'aient à craindre aucune hostilité de sa part ou de ses Sujets, ni de celles des Etats, ses Alliez, l'amitié demeurera dans son entier entre les deux parties & lui, & sa chère Epouse qui est comprise dans cette Alliance, ses Successeurs, Enfants & héritiers, & les Etats & Ordres de Hongrie & de Transilvanie seront compris sous des conditions équitables, dans la Paix générale qu'on fera.

XII. Comme Sa Majesté Tres-Chrétienne, à raison de la piété reçoit sous la Protection spéciale, tous les Prelats, & les autres tant Clercs que Laïques de Hongrie, qui font profession de la Religion Catholique Romaine (non compris pourtant ceux qui sont attachés à la Maison d'Autriche, & aux autres ennemis du Prince, & les favorisent ouvertement, ou en secret & qui agissent contre cette Alliance.) Son Altesse le Prince promet que dans toutes les Terres & lieux qu'il a occupés ou qu'il occupera par la force des armes, ou qui se rendront à lui, il leur conservera le libre Exercice de la Religion Catholique Romaine, leur liberté, leurs Droits, Privilèges, Eglises, & tous leurs biens & revenus: il déclare pourtant que cela doit être entendu de telle manière, que les Etats, Ordres & Habitans de Hongrie qui font de la Religion Suisse ou Reformée, & de la Lutheranisme pourront jouir de tous leurs Droits, Libertés, Privilèges, Temples, Maisons Paroissiales & revenus, conformément aux Libertés & Loix fondamentales du Royaume de Hongrie, aux Ordonnances des Etats & des Habitans du Royaume, & aux Sermons faits par les Rois: en sorte que cette spéciale Protection du Roi Tres-Chrétien, ne déroge en rien auxdites Loix & Libertés.

XIII. Comme on est convenu par l'Article cinquième que Sa Majesté Tres-Chrétienne donnera au Prince une certaine somme d'argent pour la moitié de trois mille hommes de pieds, que le Sieur Torstensohn Maréchal de Camp a promis au nom de sa Majesté, & de la Reine & Couronne de Suede: la Reine & Couronne de Suede n'auront à lui fournir que quinze cents hommes de pied; la Couronne de Suede espère qu'elle aura levés ces quinze cents soldats, entre ci & deux ou trois mois; & il promet qu'il les pourvoira de bons, & suffisants Officiers, avec les égards convenables pour le Roi, & les obligera aussi bien que les simples Soldats à faire au Roi par un Commissaire que sa Majesté substituera, & à lui serment de fidélité: De sorte pourtant qu'ils seront sous son commandement, qu'il leur donnera de raisonnables & honnêtes paies, qu'il leur assignera de quartiers convenables, remplacera le nombre de ceux qui manqueront, & leur permettra l'Exercice de la discipline militaire d'Allemagne; & que la Guerre étant finie, il déchargera les Officiers & Soldats de leur serment, & les remettra dans le service du Roi avec leurs armes en un lieu commode, & d'une manière convenable à une grande Alliance; si ce n'est que par hazard quelque pressante nécessité ne l'obligeât de les retenir pour lui & à sa solde après les avoir déchargés du serment de fidélité qu'ils auront fait au Roi; auquel cas, il n'en pourra pourtant pas servir contre sa Majesté Tres-Chrétienne, ni aussi contre ses Alliez.

XIV. Quoiqu'à raison du respect dû au Roi & pour d'autres grandes & singulieres raisons, approuvées même (comme je l'ai assuré) par les Ministres de la Reine de Suede en Allemagne: Son Altesse le Prince, ait fait cette Alliance avec sa Majesté, il n'entend pourtant pas qu'elle déroge en aucune chose à celle qu'il a ci-devant faite avec la Reine & la Couronne de Suede, en ce qui regarde les Suedois & Son Altesse, si ce n'est en ce que

l'utilité commune auroit pu faire changer expressément dans quelques Articles.

XV. Afin que cette Alliance soit plus ferme & mieux établie, si pendant que cette Guerre durera, Dieu appelloit à soy Son Altesse le Prince: il promet qu'après la mort des Successeurs, & les sùldits Etats de Hongrie & de Transilvanie continueront cette Alliance, qu'après que la Guerre aura été déclarée en la manière susdite, ils la continueront jusqu'à la conclusion de la Paix générale: & qu'après qu'on l'aura une fois obtenue, ils conviendront conformément à l'article septième de sa feurté.

XVI. Le Roi a accepté & accepte pour lui & pour ses Successeurs, tous & chacun de ces Articles, dans tous les points & clauses, que Son Altesse le Prince, ses Successeurs, les Sujets de Hongrie & de Transilvanie, & les Etats & Ordres unis ont promis de garder, & il promet par sa parole royale, & par la bonne Foi Chrétienne en son Nom, & celui de ses Successeurs, de les observer & accomplir sincèrement, religieusement & sans aucun défaut. Je soussigné, certifie que ces choses ont été accordées de la manière marquée ci-dessus au Nom de Sa Majesté Tres-Chrétienne, & qu'elles auront leur force, & j'ai promis d'en fournir la Ratification de sa Majesté, à Son Altesse, dans quatre mois: Et pour donner plus de force à ce Traité, je l'ai signé de ma main, & y ai fait mettre le Seu de mes Armes. FAIT dans la Citadelle de Monckacz, l'année 1645.

Antoine de Croissy, Envoyé du Roi Tres-Chrétien avec un plein pouvoir vers Son Altesse le Prince de Transilvanie.

C C L X X V.

Traité entre les PROVINCES UNIES, ANS
& les Villes de BREME & de HAM-
BOURG. Fait à la Haye le 4. Août, 1645.
1645, Aitzema. Historia Pacis pag 307.

LES PRO-
VINCES-
UNIES.
BREME
ET HAM-
BOURG.

Quandoquidem jam à multis retro Annis inter Fœderati Belgii Provincias omnesque Hanzeaticas ac præsertim Bremensium & Hamburgensium Civitates perpetuò sincera, firma fideque Amicitia ac Societas mutua utrinque culta, & temporario antehac Fœdere Anno 1616. confirmata fuit, cujus constitutum tempus quum jamdiu expiraverit, utriusque autem Partis sincera mens ac voluntas colendæ ac fovendæ ejusdem Amicitia ac Societatis prædicte, quin etiam Federis renovandi utrinque concurrat; D. D. Ordines Generales è suis, delegarunt & sufficiente Auctoritate intruxerunt Nobilissimos, Strenuissimos, Doctissimos, Sapientissimos ac Prudentissimos D. D. Johannem à Gent, Jacobum Catzium, Equitem, Hollandiæ & West-Frisiæ Syndicum Supremum; Jacobum Veth, J. U. D. Civitatis Medioburgensium Consiliarium & Syndicum; Johannem à Reede, Reynswoudæ & Woudenbergæ Toparcham; Carolum Roorda, Grietmannum in Idaerderadeel; Gerardum à Santen, Campensium Civitatis Consulem; Gualterum Schoonenburgium; Omnes in Concilio suo Deputatos; qui postquam aliquoties convenissent, cum Strenuissimis, Doctissimis ac Sapientissimis D. D. Bethmano, J. U. D. Nicolao Jernio; J. U. Licentiatu, Syndico, supra dictarum Civitatum Consiliariis, una cum Domino Leone ab Aitzema, summè dictarum Civitatum Hanzeaticarum Residente, atque hic commorante: supra memoratarum Bremensium & Hamburgensium Civitatum Deputatis, vi potestatis & Auctoritatis sibi concessæ, sequentes Articulos simul atque conjunctim concluderunt ac confirmarunt.

I. Præfens Tractatus (uti etiam Tractatus prædicto Anno 1616. inter Præpotentes D. D. Ordines ab una, & Civitates Hanzeaticas ab altera Parte initus;) inserviet non offensionem verum securitatem ac libertatem Navigationis, Commercio ac quancunque Negotiationum in Mari Septentrionali, usque ad angustias & Vesiæ Albi-

ANS de J. C. 1645. *Albique, quemadmodum haftenus consuevit, insuper etiam defensionem Privilegiorum, Immunitatum atque Jurium, tamhuiusce Status ejusque Subditorum, quamsumme memoratarum Bremensium & Hamburgenſium Civitatum: quò Partis utriusque Subditis Jus Gentium, supradicta Privilegia, Immunitates, Jura & Statuta optima & antiqua absque ulla interpellatione adversus eos omnes referrentur, qui praefatos Subditos contra supra memorata Privilegia, illegitimis mediis iniis, quae supradicta sunt, impedire ac disturbare conabuntur; Restitutioni itaque eorum, quae supra memorata sunt, ea actualia remedia adhibebuntur, quae insequentibus referrentur.*

II. Praesens Tractatus *Amicitia* ac Foederationis, cum Caesare Sua Majestate, insuper etiam cum Sacro Rom. Imp. aliisque Principibus & Rebus, praepudicio neutiquam futurus est: praeterea utraque Civitas, quae haftenus sub Romanae Caesareae Majestatis & Sacri Romani Imperii clientela, defensione, Amicitia atque Imperio fuit, in posterum quoque sub iisdem manura est: similiter etiam, supradictae Civitates, vi praesentis hujus Tractatus, bello, quod Praepotent. D. D. Ordines adversus Hispaniarum Regem gerunt, sese admiscere non tenebuntur.

III. Quod si igitur eveniat, utper aliquem Navigatio, Commercium, Negotiationes, Jura quinetiam, Immunitates, & Privilegia alterutrius Partis impediatur aut disturbentur, primum super ea re *optimam componendi ratione* laborabitur, quò denique oborta quaestio ac difficultas, si fieri possit, decidatur atque tollatur; Si verò id fortassis, ut supradictum est, *mediis commodioribus* effici nequeat, de aliis viis ac mediis, quibus id obtineri queat, mutuo agitur atque convenietur, quemadmodum etiam eodem tempore pars & proportio sumptuum ab alterutra Parte faciendorum instituetur ac decernetur.

IV. Praepotentes D. D. Ordines praesentem Foederationis Tractatum ad bonum commodumque mutuum *dirigent*: ita tamen ut directio Civitatibus intra suos limites ac territoria integra relinquenda sit: & in deliberationibus ac perpenſionibus, bellum spectantibus, tam Praepotentibus D. D. Ordinibus, quam supradictis Civitatibus liberè sententiam suam dicere licebit: In quem finem etiam praememoratarum Civitatum Nomine uni aut pluribus Personis Hagae-Com. aut ubicunque Praepotentes D. D. Ordines convenient, consiliiis ea de re capiendis interesse integrum erit: Praepotentibus quoque D. D. Ordinibus sic sentientibus nonnullos in supradictis Civitatibus, aut in quibus locis necessitas postulat, ad promovendam observationem & confirmationem praesentis Tractatus, ordinare ac delegare licebit.

V. Navibus Subditorum utriusque Partis absque ullo impedimento Portibus & Fluminibus motorum suburbanorum agrorum etiam uti in iisdem de comœatu sibi prospicere, *naves reficere aliisque commoditatibus frui*, (excluso tamen omnis violentiae aliufve petulantiae actus) seu quo quispian indigere possit, emere animoque grato exsolvere integrum erit.

VI. Supradicta Foederatio ab utraque Parte fideliter ac plenè observabitur; sin verò (praeter opinionem) diffensio aliqua mutua oriatur, nulla hostilitas ea de causa instituetur, sed recens nata quaestio, personas, si opus fuerit, paci addictas deditaque adhibendo, mutuo supprimetur.

VII. A neutra Parte absque mutuo consensu quidquam, quod alterutri praepudicio esse possit, tractabitur, verum multo magis ad id opera dabitur, ut pax communis inter Partis utriusque Cives, Incolas, Subditos, Naves, Bona, Commerciumque servetur, quò absque oneribus pristinis suis Immunitatibus atque Privilegiis defendantur.

VIII. Praesens Tractatus quindecim proximè sequentibus Annis vim ac vigorem suum obtinebit.

IX. Sin verò plures Civitates Hanzaticae praesentis Tractatus ac Foederis participes fieri cupiant, id non nisi aequis conditionibus & communi Partium consensu fiet.

X. Tractatus hujus confirmatio intra duos Menses, ab hoc die, numerando, utrinque solennibus formulis conscripta tradetur.

Hic autem insertum erat Exemplum Auctoritatis à Praepotentibus D. D. Ordinibus tertio die Augusti, Anno 1645. atque à Bremensium & Hamburgenſium Civitatibus secundo die Augusti, Anno 1645, data concessaque.

Huic verò Tractatui Nos Commissarii & Deputati cum supradicto Domino Residente propriis Nostris manibus subſignavimus eundemque; sigillis Nostris confirmavimus. Hagae-Comitis, quarto die Augusti, Anno millesimo, sexcentesimo, quadragelimo & quinto. Subſignatum erat, J. à Gent, J. Catzius, Jacobus Ver, Johannes à Reede, C. Roorda, G. A. Santen, G. Schonenburgius, Bethmanus Herdesianus, Nicolaus Jerrenius, Leo ab Aitzma; quorum omnium & singulorum sigillum in cerâ rubcâ expressum erat.

C C L X X V.

Traité d'Alliance & de Commerce entre ANS de J. C. 1645. *CHRETIEN IV. Roi de Danemarck & des PROVINCES UNIES des Pays-bas. Fait à Christianopol, le 13. Août, 1645. Aitzema. Historia Pacis. pag. 298.*

REGIAE MAJESTATIS DANIAE, NORWEGIAE, &c. REGIS ac Domini Nostris Clementissimi ad Tractationem hanc speciali mandato instructi ac plenissima Auctoritate muniti ac delegati Regni Consiliiarii Commissarii Corsivius Ulfeldius, Regni DANIAE Eques, Aulae Praefectus, Regni Consiliiarius, Insulae Moenensis Gubernator, Haereditarius in Egeschere: Christianus Thomae Eques, Regiae Majestatis Cancellarius, Regni Consiliiarius, Cœnobii S. Canutii Praefectus, Haereditarius in Stougard & Lycksholm: Christophorus Urenius, Eques, Regni Consiliiarius, Praefectus in Franckier, Haereditarius in Asmarck; Jurianus Schfeldius, Regni Consiliiarius, Judex Zelandiae supremus, Ringstedienſis Cœnobii Praefectus, Haereditarius in Refs, ab unâ, atque Unitarum Belgii Provinciarum Praepotentium D. D. Ordinum Generalium Extraordinarii Legati, ad id quoque speciali mandato & Auctoritate muniti atque instructi, Jacobus de Witte, Dominus in Maneeze, Melſſant & Cromſtryen, Assessor Camerae Computationum Hollandiae & West-Frisiae, Ex-Consul Civitatis Dordracenae; Gerardus Schapius, Civitatis Amstelodamensium Consul & Curator Academiae Lugdunensis; Albertus Sonckius, Consul ac Supremus Praetor Civitatis Hornae & Jurisdictionis suburbanae; Joachimus Andrae, Eques, Consiliiarius Primus Supremae Frisiorum Curiae, in Concilio Foederati Belgii Provinciarum D. D. Ordinum Generalium Deputati, ab alterâ Parte, constare volumus; Quandoquidem inter Serenissimam Majestatem Suam Regiam & summè dictos D. D. Ordines Generales jam ab hinc aliquo tempore variae diffensiones ac mutua incommoda, respectu vectigalis Ostio Maris Baltici imperati, ac DANIAE NORWEGIAEQ; Regnorum, orta fuerunt, Nobisque mandatam & Auctoritas incommoda ac diffensiones ejusmodi componendi, atque inter Nos invicem agendi, data concessaque fuerat, Nos, vi ejus, omnes in Nomine S. S. Trinitatis mutuo nos conjunxisse, atque ad omnes & singulas diffensiones expediendas conciliandasque, subsequenter firmum atque irrevocabilem Tractatum iniisse ac confirmasse.

I. Inter Regiam Suam Majestatem, Eiusdem Regna, Principatus, Regiones & Incolas, ab unâ, atque Praepotentes D. D. Ordines Generales, Eorum Provincias reliquas, Regiones ac Subditos, ab alterâ Parte, terrâ marique sincera firmaque amicitia societasque in posterum coletur: Pars una cum alterâ Parte sincerè aget, nec quicquam, quod alteri Parti damno edere possit, neque per se neque per alios committet, sed multo magis altera alterius commodo consulat ac promovebit:

câ

ANS
J. C.
645
eâ lege tamen ac conditione, ne Tractatibus Majestatis Suae vel Præpotentium D. D. Ordinum cum aliis Regibus aut Rebus publicis initis aut ineundis præsens quicquam deroget.

II. Vectigal Ostii Maris Baltici Unitarum Belgii Provinciarum Incolis, juxta vectigalium catalogum, in quem conveniunt nus ac sublimitate nostra confirmavimus, dehinc imperabitur atque ab iisdem exsolvetur: id autem quadraginta Annis proximè sequentibus ab hoc die observabitur, quo tempore quadraginta Annorum durante, nulla vectigalium adauctio, quocumque tandem Nomine aut prætextu id fieri posset, instituetur ac decerneretur, omnia quoque extraordinaria vectigalia imperata, nullis exceptis, cessabunt. Finitis autem quadraginta Annis, Spirensis Tractatus, Anno millesimo, quingentesimo, quadragiesimo & quarto initus, pristinam vim ac vigorem, nisi alius interim contrahatur, retinebit.

III. Navium merciumque exploratio, quæ Unitarum Belgii Provinciarum incolis propria sunt, quæque per ostium Maris Baltici perveniunt, durante prædicto Annorum spatio cessabit, nautisq; si quando literas, quæ ipsis commeatibus & vectigalis nomine conceduntur, exhibuerint, fides plenaria habebitur, & soluto deinde vectigali absque detentione aut molestia ullâ solvere licebit, neque in consueto loco prope Copenhagæ (dicto den *Drooghen*) diutius commorari tenebuntur. Quod si vero in posterum Majestati Suae Regiæ in vectigali imperando fraudem injuriæve inferri percipiatur, Præpotentes D. D. Ordines, id edocui atque rogati, media quæcumque optima excogitabunt, & quantum fieri poterit, cavebunt, ne quid Regiæ Suae Majestati, quam quod æquum iustumque est, accidat.

IV. Nulla bona mercesque, quocumque tandem nomine veniant, transvectione per Ostium Maris Baltici arcebitur.

V. In Daniæ ac Norwegiæ Regnis bonis & mercibus, quæ veris Confirmationibus Unitarum Belgii Provinciarum Incolis propriæ esse demonstrabuntur, non majus vectigal, five importando five exportando, imperabitur, quam quod subditi atque Incolæ Regni ipsi exsolvent; eundem ad modum quoque Majestatis Suae subditi in Fœderato Belgio non magis, quam ipsi subditi onerabuntur.

VI. Naves, quæ in Norwegiæ Regni portu aliquo plenè onerate, atque ibidem visitatæ fuerint, soluto insuper vectigali, non amplius in eodem, five in alioquoque portuum, quem appellent, explorabuntur, nautæ verò literas, quæ ipsis vectigalis nomine conceduntur, exhibentes, libere discedent: si tamen in diversis portibus onerentur, in iis portibus, in quibus onerantur, non vero in aliis visitabuntur; & quandoquidem roboris evectio vetita atque interdicta est; quod si tamen nauta quispiam unum alterumve ejus generis lignum exportare deprehendatur, non nisi duplo majore pretio, quam quo lignum emptum fuit, mulcabitur.

VII. Vectigal in Norwegiâ eâ quantitate eodemque modo exigetur atque exsolvetur, quo Anno millesimo sexcentesimo, vigesimo octavo factum fuit, neque majus exigetur, usque dum inter Majestatem Suam ac Præpotentes D. D. Ordines de modo conveniatur, quo vectigal pro ratione Vehium computatum omnis generis lignis imperari poterit; super quâ re Majestas Sua cum Præpotentibus D. D. Ordinibus, quamprimum fieri poterit, Tractatus instituit curabit, quo certi quicquam de eâ decernatur.

VIII. Fœderati Belgii nautæ & Mercatores in Norwegiâ à certis quibusdam hominibus asseres aut alia quævis ligna accipere, aut emere neutiquam cogentur, sed in iis locis, quibus naves onerantur, à quo & qualis ligna placebit, empturi sunt.

IX. Unitarum Belgii Provinciarum navium in Norwegiâ negotiantium mensuratio à duobus è Norwegiâ & totidem ex Fœderato Belgio nautis, quibus hac in parte fidentur, instituetur, & ab ipsis sublimitate tradetur, quam uniuscujusque loci Præfectus confirmabit, ac Præ-

fecturæ Suae codici inferet, ut nautæ semper, si necessitas postulet, eò provocare possint; insuper etiam mensura illa trabibus ei rei destinatis, ut & proæ puppique inuretur, quo vectigal omnis generis lignis pro vehium ratione ac mediocri ligno eò commodius imperari possit, prout deinceps, quemadmodum dictum fuit, de eare conveniatur.

X. Omnium verò, quæ contra Majestatis Suæ mandatum Fœderati Belgii nautis extorta esse demonstrari poterunt, quatuor scilicet de centeno numero (five pretio five ligno deductis) post Annum Millesimum, sexcentesium, Quadragiesimum primum, vel plura quam Tractatu tunc temporis inito continentur, eorum plenissima restitutio fiet.

XI. Præsentis Tractatui, qui inter Majestatem Suam ac Præpotentes D. D. Ordines Generales initus, à Majestate Suâ, Serenissimo Principe Omnibusque ac singulis Regni Consiliariis sublimitate atque obligeabitur.

XII. Privilegia Juraque civitatum Unitarum Belgii Provinciarum *Spirensi* Tractatu commemorata, & à priscis Daniæ ac Norwegiæ Regibus emanata atque divulgata, per præsentem Tractationem neutiquam diminuta esse, sed ut antehac integra atque inviolata manere, ac inter cætera Civitatis Herderovicensis concedatur.

XIII. Majestas Sua, nullas se naves è Fœderato Belgio eâ de causâ detenturam, nullasque merces ex iis sumpturam, nullas denique naves propriis negotiis impenduram esse, nisi cum earum Dominis ac possessoribus prius convenierit, pretiumque integrum ipsis exsolvere; nunquam se absque consensu possessorum milites, tomentum aut res quæcumque bellicas è navibus sublaturam, quocumque tandem prætextu hoc fiat, Navigationem quoque per Ostium Maris Baltici ut & negotiationem in regionibus Majestatis Suae ubique liberam fore, salvis tamen cujuscunque loci privilegiis iuribusque, promittit ac pollicetur.

XIV. Merces è Fœderato Belgio exportatæ, aliis quam Fœderati Belgii navibus impostæ liberè Ostium Maris Baltici pernavigabunt, exsoluto vectigali, quod pro mercibus ex Unitis Provinciis evectis exsolvi consuevit: eâ lege tamen, ut certis vel Civitatum Fœderati Belgii, vel aliarum ad Oceanum sitarum Confirmationibus merces illas ad nullos alios, præterquam Unitarum Belgii Provinciarum subditos Incolasque pertinere demonstrent.

XV. Omnes Belgæ, qui in Civitatibus Orientalibus, quas vocant, commorantur, five pro se ipsis five pro aliis, si quando vel sua vel aliorum Fœderati Belgii Incolarum bona mercesque navibus imponunt ac per Ostium Maris Baltici pernavigant, eodem modo, quo reliqui Unitarum Provinciarum Incolæ, excipiuntur.

XVI. Fœderati Belgii naves, si in portu aliquo Daniæ vectigal exsolverint atque exploratæ fuerint, in nullo alio vel Daniæ vel Norwegiæ portu, nisi onera ibi recipiant, de integro explorabuntur, sed libere dimittentur.

XVII. Ii, qui onerum vectigaliumque receptioni atque annotationi præficiuntur, in Norwegiâ à nautis, ultra debitum, nihil quicquam exigent, neque pro literarum scriptione, præterquam quod Regius Ordo refert, sument: Regia quoque Majestas Sua graviter eos, qui contrafecerint, animadveret.

XVIII. Quod ad *Gluckhadiense* vectigal attinet, si ea res Tractationibus præsentibus cum Hamburgensium Civitate eum in finem instituitur confici ac componi nequeat, Unitarum Provinciarum subditi, exhibita ordinaria Confirmatione, in omnem eventum ejus dehinc immunes erunt.

XIX. Quandoquidem per præcedentes Articulos omnes dissensiones inter Regiam Suam Majestatem & Præpot. Unitarum Belgii Provinciarum D. D. Ord. Gener. in totum compositis ac sublatis sunt; inter utriusque partis Commissarios & Delegatos ad hanc Tractationem, modo supramemorato, conventum promissumque fuit, alteram partem intra trium Mensium spatium, à traditione hujus Reversus, Ratificationem non

ANS
de J. C.
1645.

ANS
de J. C.
1645.

minumque Deputantium insertionem solennibus formulis conscriptam alteri parti tradituram esse : Summe dictis autem DD. Ordinibus Generalibus Confirmationem ac Ratihabitionem Suam, per *Residentem* Suum in Officio Maris Baltici commorantem, vel alium quemcunque cui id negotium dare placuerit, tradere integrum erit, & cum ejusdem acceptione Regia quoque confirmatio exhibebitur.

Præterea quæ supra dicta sunt, hoc Tractatu insuper conclusum fuit, ut D.D. Anthonius Gunterus, Oldenburgii & Delmhorstii Comes, Dominus in Jeve & Kniphysen, &c. ejusque legitimi hereditarii, Neutralitate, quam vocant, atque exemptione, ipsi antehac & speciatim à Præpotentibus D. D. Ordinibus litteris publicis primi diei Augusti, Anno Millelesimo, Sexcentesimo, Quadragesimo & quarto, concessa promissaque in Comitatu Ditionibusque suis fruuntur.

Omnes supradictos Articulos inter Nos, in initio hujus Recessus nominatos, ac utrinque ad id auctoritate instructos Commissarios & Delegatos firmiter conclusos esse : In cujus rei testimonium huic Recessui propriis nostris manibus subscripsimus Annulisque Nostris signatoris obsignavimus : hujus verò duo exemplaria eadem plane continentia conscripta, singulaque parti unum traditum fuit.

Datum Christianopoli, decimo & tertio die Augusti, Anno Millelesimo, Sexcentesimo, Quadragesimo & quinto; Subsignatum erat.

Corstius Vleseldius,
Christianus Thoma,
Christophorus Vrenius,
Jurianus Seefeldius,
Christophorus F.

Jacobus de Witte,
Gerhardus Schapius,
Albertus Sonckius,
Joachimus Andrea.

Quandoquidem inter Majestatem Regiam Daniæ, Norwegiæ, &c. atque Unitarum Belgii Provinciarum D. D. Ordines Generales ab utroque Partis ad id delegatis ac sufficiente, auctoritate munitis Legatis atque Commissariis Tractatus initus confirmatusque fuit, cujus *Articulo septimo* conclusum fuit, vectigal in Regno Norwegiæ dehinc omnibus mercibus eadem quantitate ac modo imperatum iri, quo Anno Millelesimo, Sexcentesimo, Vicesimo & octavo imperatum fuit, at verò quoniam vectigalium catalogi ordinis fuit, secundum quos vectigal supradicto Anno exsolutum fuit, hic loci non fuerunt, promittimus ac spondemus postmodum nominati, nomine locoque Serenissimæ Suar Majestatis Regiæ, Clementissimii nostri Regis ac Domini, ad Tractationem hanc auctoritate instructi Commissarii, effecturos nos esse, ut Majestas Sua omnibus modis perfectum catalogum, secundum quem in supradicto Regno, ejusdem portubus, civitatibus locisque vectigalia supramemorato Anno 1628. bonis mercibusque singulis imperata exacta fuere, renovari atque divulgari curatura, utque is quamprimum D. Carolo Cracovio, Præpot. D. D. Ordinum Helsingurii Residenti, traditura sit, quò is primò occasione ad Præpotentes D. D. Ordines mitti possit. Quandoquidem etiam Præpot. D. D. Ordinum Gener. naves Præfidariæ difficultatem moverunt, se post Lappam, ubi anchoras demittere navesque Mercatores exspectare teneantur, nullo modo securos ac sine periculo commorari, insuper etiam promissimus fidemque dedimus, Nos apud Regiam Majestatem intercessuros atque effecturos esse, ne prædictæ naves Præfidariæ præcise post Lappam ad anchoras alligatæ stare teneantur, verum utalia navium statio ipsis assignetur, in qua commodius ac securius anchoris alligari possint : Ut vero manifestum fiat omnia hæc à Nobis, ut supra dicta sunt, promissa esse, Actis hisce manibus Nostris subscripsimus, annulisque Nostris signatoris obsignavimus. Datum Christianopoli, decimo die Augusti, Anno 1645. Hoc modo subscripsimus & quatuor sigillis in cerâ rubèa munitum erat, *Corstius Vleseldius, Christianus Thoma, Christophorus Vrenius, Jurianus Seefeldius, Christophorus F.*

Sequentibus inferat erant litteræ Auctoritatis Regis, ANS
date vicesimo & septimo die Martii 1645. & Præpoten- de J. C.
tium D. D. Ordinum, datæ decimo & tertio die Maii 1645.
1645. quinetiam Ratihabitione ac Confirmatio data sexto die Januarii 1646.

CCLXXVII.

*Traité de Paix, entre CHRETIEN IV. ANS
Roi de Danemarc & CHRISTINE de J. C.
Reine de Suède, conclu par la Mediation 1645
du Roi de France à Bromsebroo. Le 13.
Aoust 1645. Freder. Leonard. Tom. V.
Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre.
Tom. VI. part. II. pag. 56. &c.*

Nous sous-signés Senateurs du Roiaume de Suède, & Commissaires Plenipotentiaires de nostre tres-Serenissime & tres-puissante Princeesse, Christine Reine designée de Suède, des Goths & des Vandales, & Princeesse hereditaire du grand Duché de Finlandie, Princeesse d'Esthonie & Carelie, & Dame d'Ingrie. Axel. Ozenstern, libre Baron de Cimitho, Seigneur de Fyholm & Tydoon, Chevalier de la Toison d'or, Chancelier du Roiaume & Juge Provincial de la Norlande Occidentale, & Laponie; Mathias Soop de Melseker & Storbium, Juge Provincial d'Ingrie; Thuro Bielke, libre Baron de Salestad, Seigneur de Frosibik, & Thuro Sparre, de Crichtad, & Kafficafatous Affesseurs du Souverain Tribunal de Stockolm. Faisons connoître par ces Presentes, que s'étant formé depuis quelque temps des inimitiés & differends, entre Sa Majesté Suedoise & le Roiaume de Suède d'une part & le Serenissime & tres-puissant Prince Chretien IV. Roi de Dannemarc, de Norwege, des Vandales & des Goths, Duc de Sleswic, Holstien, Stormak & Dithmark, Comte de Oldenburg & de Delmenhorst, & le Roiaume de Dannemarc d'autre part, & entre autres choses principales, touchant l'immunité de la Navigation, du Commerce, des droits & des choses qui en dépendent dans le détroit du Sund, lesquels differends ont enfin éclaté, & ont fait naître & allumé cette presente Guerre, qui est si ardente, & ces disputes qui se font les armes à la main, entre leurs Majestés & ces deux Roiaumes Septentrionaux, au grand désavantage & perte des Sujets & Habitans de l'un & de l'autre Roiaume. Ce qui a obligé le Serenissime & tres-puissant Prince Louis XIV. Roi Tres-Chretien de France, & de Navarre, & en son nom, sa tres-chere Mere, la Serenissime & tres-puissante Princeesse Anne, Reine Regente de France & de Navarre, de vouloir, porée par une affection singuliere & compassion Chrestienne qu'elle a, tant envers lesdits Roiaumes du Septentrion, qu'envers la Chrestienté, qui est déjà toute troublée, chercher tous les moyens possibles & justes, de pouvoir éteindre cette tres ardente Guerre, principalement dans ces Roiaumes Septentrionaux, & rétablir la paix, tranquillité, amitié & sincere union des esprits, afin d'aller au plutôt par-là au devant des plus grands maux, & donner ainsi commencement à la concorde & paix universelle du Christianisme, qui est si fort necessaire & désirée de tous. A cet effet Sa Majesté Tres-Chrestienne a envoyé l'année precedente à l'une & à l'autre Couronne de Suède, & de Dannemarc, Gaspard Coignet de la Tuillierie, Chevalier Baron de Curlon, son Conseiller d'Etat & son Ambassadeur Extraordinaire dans le Septentrion; avec les ordres de représenter l'état du monde Chretien, d'exhorter les esprits à la reconciliation & à prendre des desseins plus Chrétiens, d'offrir l'interposition de son Maître, avec son propre soin & travail, & que la chose seroit d'autant plus avantageuse, qu'elle se seroit plutôt. C'est pourquoi, & Sa Majesté Suedoise portée, tant par l'autorité de Sa Majesté Tres-Chrestienne, que par le propre desir qu'elle a d'éteindre cette Guerre, & de jouir & conserver la

Paix

NS Paix & repos dans les limites de son Roiaume, com-
me aussi la sincere amitié, & bonne intelligence avec
tous ses voisins, & principalement avec le Dannemarc
& la Norvege, qui à raison de leurs tres grandes limites,
& en d'autres manieres, ont beaucoup des choses commu-
nes avec le Roiaume de Suede; a receu le conseil
d'ami du Roi Tres-Chretien, & a accepté & a acquiescé
à l'interposition qu'il lui a offerte, après aussi que Sa
Majesté Danoise a eu déclaré de la même maniere son
intention, on est convenu qu'après l'interposition dui-
dit Ambassadeur de France, on publieroit & consenti-
roit à une assemblée, sur les Frontieres, à Bromsebroo,
entre les Commissaires & Plenipotentiaires de l'un &
de l'autre Roiaume, qui seront de chaque côté, qua-
tre en nombre & de la même condition, pour le huiti-
ème du dernier mois de Février; où nous soussignés
avons comparu au jour & lieu marqués, avec les Sena-
teurs & Commissaires Plenipotentiaires du Roi & du
Roiaume de Dannemarc, les Illustres, genereux & ma-
gnifiques Seigneurs Korwitz, Ulefeldt, de Ekesbog
Chevalier de l'Ordre de l'Elephant, Grand-Maitre du
Roiaume de Dannemarc & Gouverneur de l'Isle Mo-
na, Christien Thomeson de Nygarde Chevalier de
l'Ordre de l'Elephant, Chancelier de Sa Majesté, &
Maitre du Monastere de saint Canut, Christophe Ur-
ne de Aafmarck, Gouverneur de Draxholmia, George
Schfeld de Retzs, Juge Provincial de Scandie &
Gouverneur du Monastere de Ringstad, & aiant exa-
miné, approuvé & échangé mutuellement de part &
d'autre nos pouvoirs. Nous avons, AU NOM DE
LA TRES-SAINTE ET INDIVIDUE TRI-
NITE; pendant tout ce temps remarqué, & examiné
avec grand soin les differends & contestes qui sont entre
les deux Roiaumes; Nous avons considéré tous les
moiens & voies de les terminer, & de rétablir une bon-
ne, durable & fidelle Paix & amitié, dans laquelle ne-
gociation, l'Ambassadeur Extraordinaire du Roi Tres-
Chretien a fait paroître pendant si long-temps, sans au-
cun ennui, sa grande affection, prudence, habileté &
travail; qu'enfin au nom de leurs Majestés nos tres cle-
ments Rois, de leurs Successeurs & des Couronnes de
Suede, & de Dannemarc, nous reglerions, conclusions
& conviendrons de terminer tous les differends & con-
troverses, & d'établir une Paix & amitié perpetuelle,
stable & qui ne sera jamais retractée; comme en effet
nous convenons, regions & conclusions par ces Presen-
tes, lesquelles seront à perpetuité inviolablement ob-
servées par l'un & l'autre Roi, par leurs Successeurs,
Conseillers, Ministres & par leurs Sujets, dans la Sue-
de, dans le Dannemarc & dans la Norvege, en la ma-
niere & forme suivante.

PREMIEREMENT. Le passage & Navigation
par le Détroit du Sund & de Belt, & de la Mer Baltique
dans l'Océan, comme aussi de l'Océan dans la Mer
Baltique, & l'immunité pour le paiement des droits &
autres imposts, à raison dudit Passage & Navigation,
& les Certificats des Marchandises, de plus les recher-
ches, visites, empêchemens, Arrests & Procédures de
Justice, qu'on a établi à l'égard des Vaisseaux & des
biens, pour empêcher les fraudes & pour délivrer les
Vaisseaux & les Marchandises qui y sont chargées, de
tout danger, comme encore pour conserver la fidelité
qu'il doit y avoir à l'égard des Marchandises, lesquelles
choses sont les principales causes de cette presente Guerre
& mouvemens. C'est pourquoi après des longues,
& souvent reiterées conférences, & après avoir examiné
& tenté de tous côtés les moiens de reconciliation, on
a enfin réglé, conclu, & on est convenu de ce qu'il s'en-
suit; On a promis au nom de Sa Majesté Danoise &
de ses Successeurs & du Roiaume de Dannemarc, qu'à
l'avenir Sa Majesté Suedoise, ses Successeurs Rois de
Suede, & leurs Sujets & Habitans du Roiaume de Sue-
de, du grand Duché de Finlandie, d'Ingrie, d'Estho-
nie, & de Livonie, auront le droit, la liberté, & le
pouvoir de naviger, soit sur leurs propres Vaisseaux,
ou des Vaisseaux loués, avec toute sorte de Navire,
grands ou petits, armés ou non armés, de Guerre ou

Marchands, comme de transporter leurs Marchandises
& biens, de quelque sorte & genre qu'ils soient, par
les Détroits du Sund & de Belt, selon l'occasion & la
propre volonté d'un chacun, sans qu'on puisse le leur
défendre, ni y mettre quelque empêchement en quelle
maniere que ce soit.

Et cela doit être entendu de telle maniere qu'il soit
libre & permis à Sa Majesté Suedoise, à ses Successeurs,
& à sesdits Sujets & Habitans dans la Suede, Finlan-
die, Ingrie, Esthonie & Livonie, de transporter se-
lon leur volonté & pouvoir, par les Détroits du Sund
& de Belt, toute sorte de Marchandises & biens sans
différence, exemption, ou limitation, soit que ce
soient des Marchandises achetées & acquises des autres
Roiaumes & Villes, soit qu'elles soient nées & travail-
lées dedans ou dehors les maisons; principalement tou-
tes sortes de Munitions de Guerre & choses qui peuvent
y servir en particulier, les Canons de fonte ou de fer,
grands & petits, les Fusils, Mousquets & Armes,
Epées, Bales, Poudre à Canon, Salpêtre & tout ce qui
appartient à un armement, ou qui est destiné pour les
usages de la Guerre, de quelque nom que la chose
s'appelle, sans aucun empêchement, détention, char-
ge, inhibition, ou taxe, soit que ces choses soient
transportées de la Suede, Finlandie, Ingrie, Estho-
nie, Livonie, de Pomeranie, Meklembourg, Lubec
villes de Prusse & de Curlande, dans les Terres qui sont
le long de l'Océan, soit qu'elles le soient de ces en-
droits, dans la Mer Baltique, Suede & dites Provinces,
soit directement en Pomeranie, Meklembourg, Lu-
bec villes de Prusse, & de Curlande & autres.

III. Que tous les Vaisseaux & Marchandises de quel
genre qu'elles soient, appartenant à Sa Majesté Sue-
doise & à ses Sujets, & Habitans de Suede, Finlandie,
Ingrie, Esthonie & Livonie, leurs Matelots, Mar-
chands & autres Passants, soit que les Vaisseaux lui ap-
partiennent entierement, soit que les Sujets de Suede
y aient quelque part, soient exempts dans les Detroits
du Sund & de Belt, de tous les droits & impositions,
qui sont maintenant ou que l'esprit humain peut ima-
giner sous quelque pretexte & raison que ce soit, soit
tandis qu'ils demeurent dans lesdits Détroits du Sund
& de Belt, soit dans le passage & tout le cours de la
navigation & du retour, que si les Vaisseaux appartiennent
entierement à des Etrangers, ou qu'ils y aient
quelque part, & qu'ils soient conduits par des Sujets
du Roi de Suede, qu'ils paient au Roi de Dannemarc
dans le Détroit du Sund & de Belt ce qu'il faut selon les
Traités & la coutume, soit de tout le Vaisseau, pour-
veu qu'il appartienne à des Etrangers, soit d'une par-
tie à proportion, en conservant pourtant en toute ma-
niere la liberté, le droit & immunité des Vaisseaux Sue-
dois, personnes & biens.

IV. On est convenu à l'égard de cette liberté de Na-
vigation des Suedois, & des immunités des Charges,
& Sa Majesté Suedoise les a promises & déterminées de
cette sorte, en son nom des Rois ses Successeurs & du
Roiaume de Dannemarc, que Sa Majesté Suedoise &
ses Sujets en Suede, Finlandie, Ingrie, Esthonie &
Livonie, sans différence jouiront de cette liberté & droit
à l'égard des Personnes, Vaisseaux, biens & Marchan-
dises, reçues & acquises à la maison ou dehors, & à
l'avenir tous les seldits Vaisseaux de Suede, & tout ce
qui porte des Marchandises Suedoises, biens, leurs
Lettres, écritures & personnes, soient libres & exempts
dans le Détroit du Sund & de Belt, de toutes recherches,
visites, mesurages & autres elagrins, & qu'on n'exer-
ce à leur égard aucun droit de superiorité, ni de Juris-
diction; en ce qui regarde le Passage, le Commerce,
la Navigation & les choses qui en dépendent; beaucoup
moins qu'on enleve quelqu'un, ou quelque chose des
Vaisseaux, ou qu'on le contraigne à servir contre la vo-
lonté & le consentement du possesseur.

V. Mais parce que les Certificats, & les différentes
opinions & interpretations des Parties touchant leur
valeur, n'ont pas donné une petite occasion aux recher-
ches établies dans le Détroit du Sund, & aux differends

ANS
de J. C.
1645.

qui en font nez, & à la presente Guerre entre ces Roiaumes ; c'est pour cela, que pour les éloigner à l'avenir, & pour faire mieux la distinction entre les Vaisseaux libres de Suede, & Marchandises, & les autres qui sont sujets aux droits, ou est enfin convenu par ces Presentes touchant cet article ; qu'un Vaisseau de Guerre Suedois grand ou petit, chargé ou sans estre chargé, soit qu'il soit seul ou qu'il y en ait plusieurs ensemble, passant le Détroit du Sund & venant à Kronebourg, (ce qui ne se fera dans aucun autre endroit dans le Canal du Sund,) il plie la grande Voile du grand Mât, tandis qu'il passera devant la Citadelle & qu'il tire le Canon pour saluer la Citadelle de Kronebourg, & qu'il le soit aussi à son tour par le Canon de Dannemarc, & si les Vaisseaux de Guerre font leur course de telle maniere qu'ils ne jettent point l'ancre, il leur sera libre d'avancer toujours & on ne les obligera pas à en rendre d'autres raisons, que si à quelque occasion un Vaisseau de Guerre jette l'ancre dans le Détroit du Sund, & que le Gouverneur de Kronebourg envoie au Capitaine du Vaisseau, en s'informant à l'amiable de lui d'où il vient & qu'il lui demande de voir son Certificat, sans lui chercher d'ailleurs aucune querelle, le Capitaine ne refusera pas de montrer à l'Envoï du Gouverneur son Passeport, & ainsi ils se recevront & se traiteront l'un l'autre le plus honnêtement & le plus civilement qu'il sera possible, n'estant d'ailleurs inquieté pour quoi que ce soit. Pour ce qui regarde le Détroit du Belt, il sera libre aux Vaisseaux de Guerre Suedois de passer Nibourg, selon que le vent le leur permettra & leur commodité, que s'il jette l'ancre devant ou proche de la Citadelle de Nibourg, on en agira-là de la maniere dont il a été dit à l'égard de Kronebourg dans le Détroit du Sund.

VI. Outre cela tous les Vaisseaux de Suede, & appartenans aux Sujets & Habitans de Sa Majesté dans la Suede, Finlande, Ingrie, Esthonie & Livonie, chargés entierement des Marchandises & biens desdits Marchands & Habitans, selon ces articles & conventions seront libres & exempts de toute charge & inquietude ; mais ils auront des Certificats generaux, de leur libre passage de Sa Majesté & de ses Officiers dans les affaires particulieres & des Consuls, & des Senateurs des Villes, qui ont la Jurisdiction pour les Vaisseaux & Marchandises, qui appartiennent aux Citoïens & autres Habitans du Roïaume, par lesquels ils témoigneront en termes generaux, que les Vaisseaux & Marchandises appartiennent aux Sujets & Habitans de Suede, & qui seront conçus en cette maniere.

Formule des Lettres de Passeport general Maritime, pour un Vaisseau Suedois & qui est entierement chargé de Marchandises Suedoises, lequel en changeant ce qu'il faut changer, peut servir aux Vaisseaux étrangers qui sont entierement chargés des Marchandises de Suede.

Nous Consuls, & Senateurs de la Ville N.N. certifions que ce Vaisseau N. dont le Patron est N.N. est de Suede, & de notre Ville N. (ou d'une autre Ville de Suede,) & qu'il n'est chargé que des Marchandises appartenantes aux Suedois, & qu'il est destiné pour l'Océan, comme son Maître avec ceux qui y ont part (s'ils sont plusieurs) l'a témoigné devant nous & nostre Justice, nous demandant ce Certificat pour preuve de la chose. Les Vaisseaux & Marchandises devant estre exempts, selon les droits & Traitez des Roïaumes, dans les Détroits du Sund & de Belt, de tous droits & inquietudes. En foi de quoi nous avons fait mettre le sceau de la Ville à ces Presentes, & signer par le Scribe. Fait, &c. Lequel Certificat on montrera & mettra entre les mains de celui qui tient la Doïane de Sa Majesté Danoïse, à Helsingfors par ceux qui passent par le Détroit du Sund, ou à Nibourg par ceux qui navigent par le Détroit de Belt, lequel sera obligé sur le champ & sans retenir ledit Vaisseau, de donner un témoignage que le même Vaisseau Suedois a passé avec les biens dont il est chargé, & qu'il a montré son Certificat, ce qui sera exprimé en cette forme..... Formule des Lettres que celui qui tient la Doïane, à Helsingfors, ou

à Nibourg, doit rendre à ceux qui montrent leurs Certificats.

L'an mil six cent cinquante-cinq, le du 1645.
mois le Patron N. demeurant à N. avec son Vaisseau N. a donné son Certificat pour le Vaisseau & Marchandises donnés à N. le jour de l'année afin qu'on y ajoute plus de foi, on lui a donné ce témoignage, &c. Ainsi il lui sera libre de paier & de s'en aller, avec ses Marchandises, & Hommes, sans empêchement, préjudice, charge, ou autres inquietudes.

VII. Que les Vaisseaux loüés par les Marchands & Habitans de Suede, n'étant chargés que des Marchandises Suedoises soient traités de la même maniere ; lesquels après avoir montré leurs Certificats conçus en termes generaux, & laissés à la Doïane d'Helsingfors ou de Nibourg, & après en avoir reçu un témoignage, ce qui doit se faire sans délai, & après avoir païé ce qui est deu pour les Vaisseaux en tout ou en partie étrangers, en conservant pourtant le droit des Personnes & Marchandises Suedoises, à proportion de leurs facultés. Sans aucune autre charge ni empêchement, il leur sera aussi libre de continuer leur voiage.

VIII. De même si un Vaisseau Suedois Marchand qui n'est point chargé, passe par le Détroit du Sund ou de Belt, il prouvera comme on a déjà dit, à Helsingfors ou à Nibourg, par un Certificat general, qu'il est de Suede, de Finlande, d'Ingrie, d'Esthonie ou de Livonie, & qu'en suite de la même maniere il paie & s'en aille, selon sa commodité, sans aucune autre charge, inquietude, détention & empêchement.

IX. Si quelque Vaisseau grand ou petit : passe par le Détroit du Sund ou de Belt, lequel soit chargé des Marchandises & des biens en partie de Suede & en partie d'étrangers, qui soient obligés à paier en cet endroit tous les droits, il aura un Certificat particulier de toutes les Marchandises & biens qu'il porte pour les Marchands & Habitans de Suede, de Finlande, d'Ingrie, d'Esthonie & de Livonie lequel Certificat contiendra un détail du poids des Marchandises, en sorte qu'on y puisse voir distinctement toutes les Marchandises de poids qui sont à decouvert & qui ne sont pas liées, ni enveloppées, avec leur poids, nombre & mesure, selon la maniere de la Mer ; comme font le Cuivre, le Leton, le Fer, la Poix liquide, & fêche de toute sorte de façon, les Bleds, le Sel, les Poissons salés, le Beurre, le Suif, le Chanvre, le Lin & semblables, & à l'égard des plus petites Marchandises, qui peuvent estre enveloppées & enfermées dans des barils & tonneaux, on ne les specifiera pas ; mais on les marquera chacune par un caractère de Suede, qu'on imprimera sur les barils & tonneaux, & on témoignera dans le Certificat que lesdits barils & tonneaux & les Marchandises qui y sont enfermées, qu'on ne specifiera pas, appartiennent aux Citoïens & Habitans de Suede. Pour un plus grand éclaircissement, & pour éviter les differends, on a ajouté ici une Formule de Certificats.

Formule de Certificat pour un Vaisseau Suedois, chargé de Marchandises en partie de Suede, & en partie sujettes à payer les droits, lequel en changeant ce qu'il faut changer peut servir pour un Vaisseau Etranger, qu'on aura loüé.

Nous Consuls, & Senateurs de la Ville N. certifions que le jour marqué cy-dessous notre Citoyen N. N. soit qu'il soit d'une autre Ville, ou Habitant de Suede. S'est présenté devant nous, & notre Jugement, nous indiquant qu'il a mis sur le Vaisseau N. appartenant à N. dont le Patron est N. du Cuivre, du Fer, du Lin, tant de livres, &c. du Froment, du Segle, de l'Orge, tant de Tonnes, &c. des Poutres, des Tables, des Mats ; tant en nombre, des tonneaux de Vin, tant &c. des Barils, & tonneaux (il faut ajouter le nombre,) remplis de toute sorte de Marchandises, & marqués du signal N. qui appartiennent à un tel Citoyen, ou Habitant N. nous demandant nostre present Certificat pour preuve, que tout le Vaisseau, ou en partie, & lesdites Marchandises, doivent être exemptes, selon les droits, & Trai-
tés.

NS
I. C.
45-
tés des Roiaumes, dans les détroits du Sund, & de Belt, de tous les droits, & inquiétudes; En foy dequoy nous avons fait mettre le Scau de la Ville à ces présentes, & l'avons fait signer par le scribe. Fait &c. & après que ce Certificat accommodé aux Marchandises aura été montré, & donné à la Doïanne à Helsingfors, ou à Nibourg, toutes lesdites Marchandises de Suede, dont il sera parlé dans le Certificat, seront libres, & exemptes, de toute autre visite, recherche, arrest, detention, procédure de Justice, ou confiscation, s'il arrive, à cause des autres Marchandises sujettes aux droits qu'il y ait des raisons de faire des recherches dans le Vaisseau, où il pourroit y avoir des choses défendues, en ce cas les Marchandises sujettes au paiement des droits, desquelles on doutera, seront tirées hors du Vaisseau, & déposées, & examinées, à Helsingfors ou à Nibourg, & cela se fera tout au plus tard dans huit jours, de sorte que dans ledit espace de huit jours au plus tard, il soit permis au Vaisseau appartenant à la Suede, ou loué par des Suedois, de s'en aller avec les Marchandises de Suede, & que les Vaisseaux Suedois ne soient pas retenus plus long temps, & que les Vaisseaux, Navires, biens & Marchandises, des Habitans, & sujets de Suede, de Finlande, Ingrie, d'Esthonie, & de Livonie, soient bien moins inquiétés par aucune recherche importune, & actions; à raison desdits défauts, & erreurs.

X. Si quelque Vaisseau de Suede, de Finlande, d'Ingrie, d'Esthonie, & de Livonie est loué, & qu'il soit chargé des Marchandises étrangères sujettes aux paiements des droits, le Vaisseau néanmoins & les Personnes jouiront de la liberté, du droit & de l'immunité qui est due de droit & en vertu de ces articles aux Suedois, & le Marchand Etranger rendra compte des Marchandises sans violer l'immunité des Suedois dans les Détroits du Sund ou de Belt.

XI. Et afin que dans le voiage on ne cause aucun retardement ou dommage, contre ce qui est ordonné & réglé auxdits Vaisseaux & Marchandises des Sujets Suedois, on a promis de la part du Danemarck, que les choses seroient tellement disposées à Helsingfort ou à Nibourg, que le Maître de la Doïane, ou un autre Commis pour cela, se rendra tous les jours & à certaines heures, devant & après midi, dans le lieu ordinaire de la Doïane, & que là il recevra les Certificats, & que sur le champ il fera le Certificat & le donnera au Patron en la forme prescrite, de sorte que les Vaisseaux & Marchandises Suedoises continuent leur chemin & passent librement en toute maniere, sans empêchement, ni inquietude.

XII. Si après cela il arrive que lesdits Vaisseaux de Guerre de Sa Majesté Suedoise ou de ses Sujets, soit qu'ils leur appartiennent, ou qu'ils les aient loués, étant contraints par les tempestes & autres incommodités, demandant un Port & une sécurité en Norwege, ou autres Ports de Danemarck, cela leur sera entièrement permis, & ils ne seront inquiétés en quelque maniere que ce soit, ni par les droits, ni par des recherches, ou aucune autre charge, ils paieront seulement la somme que les autres Amis & Etrangers paient pour le droit de jeter l'ancre & autres choses semblables, dans les lieux où elle est imposée, du reste à cause des Marchandises, ils seront exemptés des droits, charges & recherches, & auront la liberté d'acheter en payant ce qu'il faut les choses nécessaires. Les Vaisseaux de Guerre ou Marchands de Danemarck auront le même droit, si ou par la tempeste, ou par quelque autre cause, pour se refaire ils sont jetés dans les Ports de Suede.

XIII. Lors qu'il arrivera que ou Sa Majesté, ou ses Successeurs les Rois de Suede voudront lever dans leurs Roiaumes ou dans les Terres de leurs amis qui sont le long de l'Océan, des Soldats de pied & de cheval, ou en mettre dans les Provinces voisines de la Mer Baltique, ou dans l'Ostrogothie; & qu'elles passeront d'un côté ou d'autre par la Mer Baltique, en ce cas on est convenu que Sa Majesté & ses Successeurs, auront l'entière liberté de le faire & n'en feront aucunement empêchés, de sorte pourtant qu'on ne fera passer ensemble & à la

fois au plus que 1200. Soldats ou moins, & que trois ANS
semaines avant qu'ils arrivent, on en avertisse Sa Majesté de J. C.
1645.
ité de Danemarck, afin que par-là on ôte toute sorte de soupçon & que le passage demeure libre, que si quelques Officiers ou autres Suedois passent le Déroit du Sund & de Belt avec leurs chevaux & équipages, il leur sera libre de le faire sur un Vaisseau ou autrement, sans en avertir auparavant.

XIV. De peur que dans la suite il n'y ait quelque différend entre ces Roiaumes, ou lors que la Flote d'un Roiaume rencontrera celle de l'autre, ou un Vaisseau de Guerre, un autre Vaisseau de Guerre, & que par occasion les Vaisseaux Suedois seront entrés dans le Déroit du Sund ou de Belt, & y auront trouvé les Vaisseaux, ou la Flote de Sa Majesté Danoise, où que ces derniers arrivent dans un lieu & Port où ceux de Suede sont; en ce cas on est convenu en la maniere suivante, que si la Flote d'un Roiaume rencontre l'autre dans la Mer Baltique ou dans l'Océan, elles se recevront mutuellement avec des marques d'amitié, & se salueront & se feront honneur de même en tirant selon la coutume le Canon, & ni l'une ni l'autre ne tenteront rien davantage, ni ne voudront exercer aucun acte d'une plus grande supériorité, quelque prétention qu'ils croient avoir: la même chose s'observera, lors qu'un ou deux Vaisseaux se rencontreront, que si un ou deux Vaisseaux d'un parti rencontrent la Flote de l'autre, ils la salueront en tirant le Canon & en plant la plus haute voile jusqu'à ce qu'ils l'aient passée, ou qu'elle ait jeté l'ancre dans le Port, du reste on ne l'obligera pas à mettre Pavillon bas, que s'il y avoit plus de deux Vaisseaux ensemble, & qu'ils formassent une Flote, l'une & l'autre se contentera de tirer le Canon, & ni l'une ni l'autre ne sera obligée à plier la plus haute voile, ni une n'y obligera pas l'autre.

XV. Il sera libre à un, deux, trois, quatre, ou tout au plus cinq Vaisseaux de Guerre Suedois de passer ensemble par le Déroit du Sund ou de Belt, sans en avoir averti auparavant sa Majesté Danoise & ses Successeurs, & lors qu'ils seront arrivés au Déroit du Sund, & qu'ils auront salué par deux coups de Canon à la maniere des Suedois, comme on a dit ci-devant, ils baisseront devant le Château de Kronebourg la plus haute voile du grand Mât, jusqu'à ce qu'ils aient passé; que si les Vaisseaux ou la Flote de sa Majesté Danoise se trouve-là auparavant, ils satisferont à tout par les deux coups de Canon, & ils ne seront obligés à rien davantage, tant s'en faut qu'on puisse leur demander de plus grands honneurs, & déférences. Mais si sa Majesté Suedoise ou ses Successeurs sont obligés de passer à même-temps le Déroit du Sund & de Belt avec plusieurs Vaisseaux de Guerre, on est convenu que sa Majesté Danoise en sera averti trois semaines auparavant, de peur que l'arrivée de la Flote ne donne du soupçon & de la méfiance, & quand on aura ainsi averti de son arrivée, les Suedois auront l'entière liberté du passage, sans aucune contradiction du côté des Danois, & sans qu'ils leur fassent aucun tort.

XVI. Pour ce qui concerne le droit de l'Isle Rugen, où sa Majesté Danoise a eu depuis quelque temps une Galere & y a reçu un droit, Sa dite Majesté par ces Présentes le cede & y renonce entièrement, & elle a promis qu'elle ne s'en servira jamais à l'avenir, ni que dans la suite des temps elle ne s'attribuë sous ce pretexte aucun droit.

XVII. Touchant le droit que sa Majesté Danoise se fait paier depuis quelques années à Gluckstad, par les Vaisseaux & Marchandises qui vont de côté & d'autre à Hambourg, on est convenu aussi en cette maniere, & parce que sa Majesté Danoise est présentement en négociation avec ceux de Hambourg, sur le différend qui est entre eux pour abroger ce droit, on est donc convenu que s'ils s'accordent entre eux & qu'on ôte ce droit, les Sujets aussi de sa Majesté Suedoise, qui sont Commerces à..... jouiront du même privilege, que si contre toute esperance le différend avec ceux de Hambourg, pour ce droit continué ou qu'ils consentent à le paier;

ANS de J. C. 1645. en ce cas les Commissaires Danois ont promis au nom de sa Majesté de Dannemarc, & du Duc d'Hollstein, & se font engagés que tous les Sujets de Sa Majesté Suedoise & Habitans de Suede, Finlandie, Ingrie, Esthonie ou Livonie qui font Commerce sur l'Elbe en seront exempts, ni qu'à raison de cela ils ne seront détenus, ni inquiétés par aucun des Ministres de Sa Majesté Danoise, ni du Duc d'Hollstein, soit qu'ils demeurent dans les Citadelles ou dans les Vaisseaux, mais qu'ils seront exempts de tous les droits & autres recherches importunes, & que même ils ne seront pas obligés à montrer des lettres qui rendent témoignage, beaucoup moins des Certificats, ou à rendre d'autres raisons.

XVIII. Et parce qu'on a connu par l'expérience des temps passés, que ce droit & cette liberté accordée aux Suedois dans le Dannemarc & dans la Norvege, & aux Danois & à ceux de Norvege dans la Suede, de faire Commerce ensemble & de jouir de l'exemption des droits, introduits en partie par l'ancienne Coutume, & en partie par les Transactions & Traités faits entre les Roiaumes, a fait naître de continuel différends & même une haine & une envie entre ces Roiaumes, & a souvent brouillé le Roi, & les Sujets d'un Roiaume avec le Roi & les Habitans de l'autre; en sorte que c'est-là la principale cause qui a rompu l'amitié qui estoit entre ces Roiaumes, & qu'à peine y a-t'il eu une assemblée entre les Commissaires de l'un & de l'autre Roiaume, où le Grief n'ait été agité; outre qu'en ces temps cette liberté ne peut pas estre si bien conservée, comme elle a été ci-devant: C'est pour cela qu'on a arrêté & qu'on est convenu de part & d'autre, que toute immunité des droits & des Charges cesse & soit ôtée, pour ceux de Dannemarc & de Norvege dans la Suede: & pour les Suedois dans le Dannemarc & dans la Norvege, en conservant pourtant le libre passage & exemption des droits pour les Suedois dans le Détroit du Sund & de Belt, semblablement que le passage soit défendu aux Marchands Suedois avec leurs Marchandises au-delà de leurs limites, pour aller en Dannemarc ou en Norvege, & la même chose soit défendu aux Danois & à ceux de Norvege pour aller en Suede, tant à la campagne que dans les Villes des Provinces ou Maritimes: Un Marchand Suedois voulant pourtant dans la suite faire Commerce en Dannemarc & en Norvege, il aura le droit & la liberté de le faire dans les Villes Maritimes d'étape marquées pour cela, où il est permis aux autres Etrangers de venir, & il y jouira de la même liberté & droit que les autres Etrangers & amis, selon les Loix & Statuts de Dannemarc, en conservant pourtant les privilèges des Villes. Un Marchand aussi de Dannemarc ou de Norvege, voulant faire Commerce dans la Suede ou dans les Provinces qui en dépendent aura le même droit & liberté de le faire dans les villes d'étape, maritimes marquées pour cela, dans lesquelles il est permis aux autres Etrangers & amis de venir, & qu'il y jouisse du même droit & liberté, que les autres Etrangers & amis, selon les Loix & Statuts de Suede, en conservant pourtant les privilèges des Villes, & afin que leurs Majestés de Suede & de Dannemarc ne soient point troublées ni inquiétées dans leurs Roiaumes, elles disposeront de leurs Sujets, selon que l'occasion & la condition d'un chacun le requerra.

XIX. Que la Navigation & le Commerce par le Fleuve Trochel, entre la Westgothie & le Territoire de *Babus*, demeure dans le même état, droit & liberté, où il a été anciennement, & qu'il ne soit ni troublé, ni empêché, par l'une, ni par l'autre embouchure, du côté de Gothebourg & *Kongel*, & que tout ce qui a été bâti ou submergé dans son lit, qui préjudicie à l'un ou à l'autre en soit ôté, & nettoyé sans qu'on s'y oppose, & sur tout que ce qui y a été jeté pour le boucher du côté de *Babus* en soit retiré, & qu'on redonne au Fleuve son cours accoutumé après en avoir fait la visite, & qu'il soit réparé par celui qui en souffre quelque dommage; Que les Suedois n'y soient empêchés, ni inquiétés par les Danois ou ceux de Norvege, ni ces derniers par les Suedois en nulle façon; mais que plutôt on procure &

commence la Navigation selon l'équité, qu'on monte & défende par le même Fleuve du côté de Gothebourg avec liberté, sans empêchement, charge, ou grief, comme il a été en usage ci-devant.

XX. De plus on est convenu que sa Majesté Suedoise aura à l'avenir, comme il a eu jusqu'à présent un Maître de Poste à Helsingfort, comme aussi les Courriers entre la Suede & Hambourg, qui partiront de part & d'autre sans empêchement, ni préjudice & qu'elle ait des gens qui portent les Lettres de sa Majesté, de ses Sujets & des autres qu'on écrit hors du Roiaume, ou qui y sont écrites d'ailleurs, & cela sans aucun obstacle, retardement & recherche; S. M. Danoise aura le même pouvoir, c'est-à-dire d'avoir un Agent à Stockholm pour ses affaires & celles de ses Sujets.

XXI. Les biens que ou la Noblesse Suedoise a eu avant cette Guerre, dans le Dannemarc & dans la Norvege, ou la Noblesse Danoise & celle de Norvege dans la Suede, soient restitués à leurs véritables Propriétaires, qui les posséderont selon les Loix & Statuts de chaque Roiaume & les anciens Traités, & ils en jouiront sans empêchement, ni diminution en nulle façon.

XXII. Et parce que la Guerre a donné occasion de part & d'autre à quelques confiscations, ou a causé quelque perte aux Sujets tandis qu'elle a duré; que toutes ces choses s'oublient de part & d'autre en considération de cette Paix, & que tout ce qui a été adjugé & donné en effet au filic, & aussi toutes les pertes que quelque particulier pourroit avoir fait, demeure dans l'état où il est maintenant, ni qu'il ne soit rien payé de part ni d'autre, ni par les Sujets, & qu'on ne fasse aucune peine, ni qu'on n'intente aucune action contre ceux qui à raison de cela ont fait des dettes, & n'ont pas payé légitimement, tant dedans que dehors le Roiaume.

XXIII. Que si on trouve quelque chose, qui, soit qu'elle ait été adjugée ou non au filic, n'a pourtant pas été donnée effectivement, comme aussi toutes les dettes que les Sujets & Habitans du Roiaume de Suede ont pu demander avant cette Guerre à sa Majesté Danoise, ou les Danois & ceux de Norvege à sa Majesté Suedoise, lors qu'ils les auront bien justifiées, seront payés de part & d'autre sans retardement.

XXIV. Si aussi pendant le cours de cette Guerre on a rendu quelque Sentence, soit en Suede, soit en Dannemarc au préjudice, ou de quelque Suedois, dans le Dannemarc, ou de quelque Danois, ou Norvege dans la Suede: elle sera comme non renduë, & il sera libre à un chacun de poursuivre son droit & de le prouver.

XXV. Comme sa Majesté la Reine Christine de Suede, pendant le cours de cette Guerre, a réduit à son obéissance plusieurs Forteresses, Provinces, Terres & Villes de sa Majesté Danoise, dans la Jutland, Scanie, Halland, Belkinge, Bornholm, l'Hollstein & aussi dans le Stormaren & le Dittmarsen, comme sont nommément Christianopol, Pinnenberg, Helsingborg, Lanskroon, Laholm, Engelholm, Setzburg, Hammershusen, ou de quelque autre nom qu'elles s'appellent, ou puissent estre appellées, qui sont possédées par elle par le droit de la Guerre, c'est pour cela outre plusieurs autres grandes considérations, & par la médiation, la diligence & la continuelle exhortation & persuasion de l'Ambassadeur de sa Majesté Tres-Chrétienne, que sa Majesté la Reine de Suede cede & consent de donner tout ce droit qu'elle peut avoir, par le droit de la Guerre sur lesdites Provinces, Terres, Forteresses, Maisons, Champs, Villes & Territoires à sa Majesté Danoise & à ses Successeurs; toutes lesquelles choses seront de sa dépendance & de ses Successeurs selon la teneur de cette Paix, ce qu'elle fait par le desir qu'elle a de prévenir toutes les grandes misères que la continuation de la Guerre emmène avec soi, & par la considération qu'il fait, qu'il est nécessaire qu'il y ait une reconciliation entre les Roiaumes Septentrionaux, pour donner un commencement à la Paix & au repos du Christianisme qu'on souhaite depuis si long temps, & afin que le soin & le desir de leurs Majestés, le Roi Tres-Chrétien & la Reine Regente sa Mere, pour terminer tous les différends & Guer-

re entre ces Roiaumes ne soit pas inutile: principalement la Majesté Danoise persuadée par l'Ambassadeur de sa Majesté Tres-Christienne, aiant consenti & promis en son nom, & des Rois ses Successeurs & des Roiaumes de Dannemarc & de Norvege, comme en effet par ces Presentes, il consent & promet à sa Majesté Suedoise, & à ses Successeurs les Rois de Suede & audit Roiaume, qu'en compensation des Provinces, Fortereses, Villes & Territoires qui doivent estre restitués, il cede toute la Jemtie avec l'Heredalie inclusivement, si la situation est en quelque façon du côté de Suede, des grandes Montagnes appellées vulgairement Doftrafiell, lesquelles separent la Suede de la Norvege; de plus il cede Gothland avec la Citadelle & la Ville de Wisby, & les Isles & bras de Mer qui en dépendent, comme aussi Oesel avec Arnshourg & les Isles & appartenances & tout ce qui en dépend, avec la superiorité, les droits Roiaux, Jurisdiction Ecclesiastique & Politique, Tributs, Revenus & Droits de Terre & de Mer, comme les Rois de Dannemarc & sur tout celui qui en jouit presentement Christien IV. les ont possédés, qu'elles demeurent & appartiennent à l'avenir à sa Majesté Suedoise & à ses Successeurs & au Roiaume de Suede, pour estre possédés par un droit perpetuel, comme des Lettres speciales, de cession faites pour cela, signées, & scellées par sa Majesté, & par les Senateurs de Dannemarc, en feront foi; sa Majesté Danoise consent & promet encore outre toutes ces choses, en son nom, de ses Successeurs & du Roiaume de Dannemarc, qu'afin que sa Majesté Suedoise, ses Successeurs & Sujets dans la Suede, Finlandie, Ingrie, Elthonie & Livonie puissent avoir des seuretés, & qu'ils puissent jouir sans trouble de la liberté du Commerce & de la Navigation, dans le Détroit du Sund & Baltique, selon qu'il est réglé par ces articles; de donner à ladite Reine, ses Successeurs & Roiaume de Suede, au lieu d'hypothèque, de seureté, & pour gage de l'observation des articles, & promesses, pour les trente années prochaines, toute la Hallande avec ses Forts, la Holm, Helmsadt, & Warburg; ensemble avec toutes les Villes principales, & Villages situés dans son territoire, la Holm, Helmsadt, Falkenburg, Warburg, & Kanningflachen, & tout le Pays & Fiefs, qui y sont situés, selon les anciens termes, limites & fins des terres: à cette condition que sa Majesté, ses Successeurs, & le Roiaume de Suede, jouiront & posséderont ladite Province d'Hallandie, avec ses Forts, Villes, Magistratures, & tous les droits, revenus ordinaires & extraordinaires, Superiorités, droits Roiaux, Jurisdiction, tant Ecclesiastique que Civile, & de tous les biens qui en dépendent, Terres, Eaux, Fleuves, Mers, Isles, Ports, Champs, sans excepter quoi que ce soit, & enfin quelle sorte de chose qui y soit, & de quel nom qu'elle puisse estre appellée, de la maniere que les Rois de Dannemarc l'ont possédée, & sur tout de la maniere dont la possède & en jouit Christien IV. & que tous les Habitans de cette Province, tant aux Champs que dans les Villes, Ecclesiastiques, ou Seculiers, Nobles, ou du Peuple, qui y habiteront & y auront domicile, ne soient seulement tenus, pendant ces trente années, au serment de fidelité, d'obeissance, & des autres devoirs: qu'à l'égard de sa Majesté Suedoise, de ses Successeurs, & du Roiaume de Suede, & cela jusqu'à ce que cesdites années, sans que l'ordre ait esté interrompu, se soient écoulées, selon la teneur de la présente Convention, comme les Lettres données pour l'hypothèque, & pour le gage par sa Majesté Danoise, & signées & scellées par tous les Senateurs de son Roiaume, le disent plus au long. Outre cela on est convenu à l'égard de cette hypothèque & caution, que les trente années étant écoulées, sa Majesté Danoise, les Rois ses Successeurs, & le Roiaume de Dannemarc, seront obligés, avant qu'on leur fasse la restitution de ladite Province, ou de la laisser toujours pour gage à sa Majesté Suedoise, aux Rois ses Successeurs, & au Roiaume de Suede, ou de donner à sa place une aussi bonne caution, de laquelle sa Majesté, ses Suc-

cesseurs, & le Roiaume de Suede puissent s'accommoder & avoir leurs seuretés pour l'observation de ces Articles.

XXVI. Semblablement par l'ordre & au nom de la Senenissime Reine, & du Roiaume de Suede, en vertu de cette Convention, pour les causes dites cy-dessus, on cede à sa Majesté & au Roiaume de Dannemarc, tous les droits que sa Majesté, & la Couronne de Suede, a acquis par le droit de la Guerre dans les Forts, Villes & Territoires qu'elle a occupés pendant cette Guerre, le Ciel la favorisant, par ses Armes; & ils seront donnés & accordés à sa Majesté & au Roiaume de Dannemarc en cette maniere: c'est à sçavoir, que le Jutland & les Duchés de Sleswic, d'Holstein, de Stormarzen, & de Dittmarzen, en tant qu'ils sont entre les mains de sa Majesté Suedoise, & principalement le Fort de Christianpris, & de Pimpenberg, avec Neustadt, & autres Ports occupés & pris dans ledits Duchés, les Maisons des Nobles, de plus Helfinberg, Landskron, Selsburg, avec une bonne partie des Maisons des Nobles dans la Scanie & Blekinge; comme aussi Bornholm, & Hammershusen situé dans ce lieu, avec toutes ces Villes, distraits, heritages & possessions, qui sont dans le Jutland, & Duchés de Sleswic, d'Holstein, de Stormarzen & de Dittmarzen, & dans la Scanie, & Bornholm, ou qui appartiennent audit Fortereses. Toutes ces choses qui selon la teneur de cette Convention devront estre restitués à sa Majesté & au Roiaume de Dannemarc, le seront sans aucun empêchement; & pour tant qu'outre les Fortereses avec leurs territoires, on ne donne rien autre chose.

XXVII. De plus on a promis de la part de la Reine & du Roiaume de Suede, en vertu de ce Traité, à sa Majesté Danoise, ses Successeurs, & Roiaume de Dannemarc; que pendant le temps que la Hallande demeurera pour hypothèque, & pour caution à S.M. ses Successeurs & Roiaume de Suede, Sadite Majesté Suedoise consentira que tous les habitans de Hallande, Nobles & Roturiers, Ecclesiastiques & Seculiers, Citoyens & Paisans, soient gouvernés selon leurs anciens Privilèges, Immunités, & Loix de Dannemarc, Droits & Reglemens Ecclesiastiques, sans aucun trouble; que chacun soit le maître de ses affaires, & qu'on laisse à chacun une liberté semblable à celle dont ils ont joui auparavant, de posséder leurs biens, de les retenir, de les vendre & aliéner; comme aussi de sortir hors de la Province, ou d'y demeurer, selon qu'un chacun le trouvera à propos: & sur tout on accorde à la Noblesse qui a des biens dans la Hallande, ou dans d'autres lieux de Dannemarc, s'ils aiment mieux demeurer en Dannemarc, de pouvoir par tout jouir, sans trouble, de leurs biens dans la Hallande, d'y aller, de les visiter, & d'en disposer selon les droits, & leur propre volonté; de sorte pourtant qu'à raison de cesdits biens ils rendent l'obeissance & les services à sa Majesté Suedoise, & au Roiaume de Suede, qu'ils ont dû rendre jusqu'à present aux Rois & Roiaumes de Dannemarc: outre cela, que ces Nobles qui ne possèdent point d'autres biens que dans la Hallande, ou qui veulent vivre toujours dans leurs heritages de cette Province, soient obligés de rendre hommage à S.M. Suedoise, à ses Successeurs, & Roiaume de Suede, & qu'ils s'engagent à la fidelité, & autres services, de la maniere dont ils ont esté engagés ci-devant envers les Rois de Dannemarc. Les autres habitans de Hallande, Ministres des Eglises, Citoyens & gens de la Campagne, ne seront obligés, pendant ces trente années, comme on a dit ci-devant, & jusqu'à ce que la restitution legitime en ait esté faite, & que tous les Prevosts & Pasteurs suivent l'Evêque, ou sur-Intendant, & son Conseil, que sa M. Suedoise leur assignera. Outre cela on est convenu & on a promis au nom de sa M. Suedoise, de ses Successeurs, & du Roiaume de Suede, que les Places munies & fortifiées soient conservées pendant tout ce temps, autant que faire se pourra, dans leur entier, & que lesdites 30. années étant finies, & S.M. Danoise, ses Successeurs, & Roiaume de Dannemarc, donnant à sa M. Suedoise, ses Suc-

ANS cesseurs, & Roiaume de Suede, une pleine satisfaction, & une autre aussi bonne & suffisante caution & hypothèque, elle restituera en bon état à S. M. Danoise, ses Successeurs, & Roiaume de Dannemarc, la Province d'Hallande avec ses Villes, Fortereffes, terres & biens immeubles, & autres choses qui en dependent, comme les Lettres de sa Majesté Suedoise le declarent plus au long.

XXVIII. Et afin que toutes ces choses se fassent de part & d'autre plus exactement & plus certainement, & qu'il n'y ait pas des nouveaux differens avec les Commissaires de Dannemarc pour le changement & restitution, on est convenu sur cela de part & d'autre en cette maniere, qu'ayant échangé & donné mutuellement les ratifications, Helmstad & Warburg soient mises le 16. Septembre entre les mains de S. M. Suedoise; & semblablement que Landskron & Eisebourg soient remises aux Plenipotentiaires de S. M. Danoise, & qu'après l'Armée Suedoise soit tirée de toutes les autres maisons, lieux, & Fortereffes dans la Scanie & Blekinge, comme aussi de tous les territoires de Dannemarc réservés, qu'elle soit conduite au delà des limites dans la Suede & Hallande, & cela en causant le moins de dommage qu'il se pourra, en sorte que lesdits lieux & Fortereffes dans la Scanie & Blekinge demeurent aux Plenipotentiaires de S. M. Danoise, & à la Noblesse, & que toute l'Armée Suedoise soit hors des limites dans le 23. jour de Septembre; avec cette reserve pourtant, que s'il y a des blessés ou malades, & autres qui ne peuvent pas suivre l'Armée, on si on a laissé quelques valets des particuliers pour la conduite de ces choses qui ne peuvent pas s'emporter si subitement, à cet égard il leur soit permis d'y rester jusqu'à leur guerison, & des autres jusqu'à ce qu'ils auront fait conduire les choses qu'on avoit laissées. D'abord que Helmstad & Warburg auront été remises aux Plenipotentiaires de S. M. Suedoise, le Maréchal de Camp le fera savoir dans la Scanie immédiatement par une voye assurée, & par lettres à celui qui conduit l'Armée, & au General dans la Scanie, & le Jutland: lequel donnera ordre sur le champ que toutes les Troupes de S. M. Suedoise, qui sont dans les Camps, dans les Fortereffes, le Jutland, Slewic, Holstein, Stormarzen, & Ditmarzen; & pour les lieux munis & Fortereffes, qu'elles soient réservées jusqu'au jour déterminé pas pour les ceder. Que les Gouverneurs de S. M. Danoise dans la Jemtie & Heredalie, cedent le 31. Octobre aux Plenipotentiaires de S. M. Suedoise, tout ce qui est situé du côté de Suede au delà des grandes montagnes d'Offrefiell, qui separent la Suede de la Norvege; & semblablement qu'ils leurs mettent entre les mains ces Provinces, la Jemtie, & Heredalie, avec les Forts qu'on y a bâtis. De plus qu'on donne aux Commissaires de S. M. Suedoise Oëfel, & Arnsbourg, Gothland avec la Ville & la Citadelle Wisby. (Cela se doit entendre qu'on ne leur remettra entre les mains que les Fortereffes) avec tous les autres lieux & défenses, avec les Isles qui en dependent, & aussi les hommes & tout le Pais & Fiefs. Outre cela on est convenu, que comme les Isles de Gothland, & d'Oëfel situées dans la Mer, sont si exposées au vent que personne ne peut estre certain, ni assuré du jour, ni même de l'heure, qu'il pourra s'exposer sur mer de quel côté que ce soit, ainsi on a promis de la part du Dannemarc, que si le Plenipotentiaire de S. M. Suedoise, & ses Troupes, arrivent une, deux, ou trois semaines avant le jour déterminé, ils seront reçus de la meilleure maniere qu'il se pourra, jusqu'à ce que le jour prescrit pour faire l'échange sera arrivé, & que les Fortereffes de Wisby, & de Arnsbourg, ensemble avec les Isles, ayent été données, selon le teneur de cette Paix; ou que si retardés par les vents & tempêtes, ils n'arrivoient que quelques jours après, cela n'empêchera, ni ne préjudiciera pas à la tradition & cession des Fortereffes, Places & Isles de la Gothlande & Oëfel: laquelle cession sera exécutée, comme si le jour avoit été observé. De l'autre côté aussi on a promis & conclu, que le même 31. Octobre Bornholm & Hammerhufen, avec les Villes & Terres qui en dé-

pendent, comme aussi Christianpreis & Pinnenberg, ANS seront mis entre les mains du Plenipotentiaire de S. M. de J. C. Danoise, & qu'on retire toute la garnison du Fort de Neustad, & que si on a pris & occupé outre cela quelque chose dans la Duché de Slewic, d'Holstein, de Stormarzen, ou de Ditmarzen: le tout sera laissé & restitué à son premier maître, en retirant les garnisons en bon ordre, & en n'étant à charge aux Provinces que le moins qu'il se pourra: que si aussi le Commissaire & les Troupes de S. M. Danoise arrivoient devant ou après le jour marqué pour la cession, à l'Isle Bornholm, ils y soient bien traités jusqu'au temps déterminé, & qu'un plus long retardement n'empêchera pas la restitution de l'Isle & du Château, comme on a déjà dit de la Gothlande & Oëfel, & qu'après ce jour la Jemtie, avec l'Heredalie, Gothlande, Oëlande, appartiennent par un droit perpétuel, avec toutes leurs Maisons, Châteaux, Territoires, & droits à S. M. Suedoise, à ses Successeurs, & au Roiaume de Suede; & que l'Hallande avec ses Fortereffes, la Holm, Hemstad & Warburg, & leurs Territoires, Villes, Peuples & Juridictions, appartiennent pendant 30. années à la place d'hypothèque & de gage, auxdites conditions, à S. M. Suedoise, à ses Successeurs, & au Roiaume de Suede, de même que toutes les autres Places, Territoires, & Villes dans le Jutland, Holstein, Scanie, Bornholm: & si on a occupé quelque poste dans la Norvege, le tout appartiendra à S. M. Danoise, à ses Successeurs, & au Roiaume de Dannemarc: & comme S. M. Suedoise, n'ies Officiers, ne pourront pas si tôt emporter des Fortereffes qu'ils rendront (car il n'y a que les seules Fortereffes qu'on doit rendre) les Canons, armes, & autres choses mobiles, un parti n'empêchera pas après cela l'autre d'emporter ce qu'on aura laissé, mais plutôt l'aidera de tout son pouvoir autant que faire se peut.

XXIX. On est aussi convenu que lors qu'on cederait aux Plenipotentiaires de S. M. Suedoise, les Provinces, & les Fortereffes, on rende aussi ensemble les Enseignemens, Ecritures, Instrumens, Informations sur les qualités & revenus des biens, comme aussi des limites des terres, & de leurs divisions, & choses qui concernent la Justice; & ensuite qu'on député au plutôt de part & d'autre certaines personnes à qui on donne la faculté & le pouvoir d'examiner & de déterminer les limites & tous les differends entre les Provinces données & réservées, afin qu'on prévienne ainsi tous les differends, & que chacun jouisse de ce qui lui appartient de droit.

XXX. Les Vaisseaux, Canons, toute prise durant la Guerre, toute forte d'armes & autres choses semblables, soit dans les Fortereffes, dans le Camp, sur Mer & ailleurs, seront à celui qui les a presentement, on ne pourra après cela jamais les lui redemander.

XXXI. Tous les Prisonniers de quelque estat & lieu qu'ils soient, seront remis en liberté sans rançon, & qu'on ne les obligera pas même à payer leur nourriture.

XXXII. Les Traités de Stetin de l'année 1570. & ceux de Sioroden de l'année 1613. faits entre ces deux Roiaumes, demeureront dans leur entier, & conserveront toute leur force; de la même maniere qu'ils l'ont eue avant cette Guerre, n'y dérogeant en rien par cette Paix, excepté les Articles dont on y est expressement convenu.

XXXIII. Qu'il soit libre à tous les Officiers & Sujets de S. M. Suedoise, de passer par le Dannemarc, & par la Norvege, & par les Provinces qui en dependent par terre & par mer: semblablement qu'il soit aussi libre aux Officiers, & Sujets de Dannemarc de passer par terre & par mer dans la Suede, & dans les Provinces qui en dependent.

XXXIV. Et parce que les Villes de la Pomeranie, & Wismar dans le Mecklenbourg, ont été engagées pendant cette Guerre de ces Roiaumes septentrionaux, à cause des Garnisons Suedoises, avec les autres Nations; dans la charge de payer les droits qu'on leve au détroit de Sund & de Belt; ainsi la cause & l'affaire de ces Villes, & ce qui les regarde ayant été traitée & terminée icy avec les autres affaires, & on a promis au nom de S. M. Danoise

noïse, & des Rois ses Successeurs, que tous les Citoyens & Habitans des Villes de Pomeranie, & de Wismar dans le Mecklenbourg, jouiront à l'avenir pleinement dans leur Navigation & dans leur Commerce, des droits que leur donne le Traité d'Odensee fait le 23. Juillet de l'année 1560. & ainsi toutes les Villes de la Pomeranie & Wismar, sont renfermées & comprises dans la Paix de ces Roiaumes.

XXXV. Comme tous les Procès & différends, qui ont donné occasion à leurs Majestés de Suede, & de Danemarck de faire la Guerre, laquelle est bien-tôt finie, ont été terminés à l'amiable, c'est pour cela qu'on est convenu par ces Presentes, que toutes les dissensions, envies, haines, différends, inimitiés, tous les actes d'hostilité, & la Guerre qui a été jusqu'à présent entre leurs Majestés & ces Roiaumes, comme aussi entre les Ministres, sujets, amis & adhérens de l'un & de l'autre, & que toutes les pertes & incommodités qu'on a fait & reçu de part & d'autre, cessent & soient éternellement oubliés, qu'on ne s'en resouviennne & n'en parle jamais, & qu'à leur place il y ait de part & d'autre une Paix assurée, durable & irrevocable, & une sincère & fidelle amitié & voisinage, en sorte que l'un des Rois soit uni à l'autre par toute sorte d'amitié, & qu'il cherche, procure & défende son utilité & ses avantages, comme les siens propres, & qu'il empêche autant qu'il le peut & qu'il le doit, tout ce qui pourroit nuire ou préjudicier à la Personne, au Roiaume, aux Provinces, & aux Sujets de l'autre.

XXXVI. Que toutes les Citadelles, maisons, biens & autres heritages, soit qu'ils appartiennent à S. M. Danoïse, ou à ses sujets, Officiers & Ministres, & qu'ils soient situés dans le Danemarck, Holstien, Sleswic, Mecklenbourg, Rugen & Diocèse de Bremen, ou ailleurs, & qui ont été pris & occupés pendant cette Guerre, soient restitués à leur véritable possesseur, sans aucune autre prétention.

XXXVII. Que cette Paix déjà faite & conclue, entre leurs Majestés de Suede & de Danemarck, & entre les grands Roiaumes Septentrionaux, soit annoncée dans un jour par des Lettres antiques des Rois, aux sujets de l'un & de l'autre parti, & en premier lieu sur les Frontières, afin qu'après cela tous les actes d'hostilité cessent, & qu'ils se donnent mutuellement des marques d'amitié & de bon voisinage, & que les Commissaires de l'un & de l'autre Roiaume écrivent sur le champ aux Généraux de leurs Majestés, comme aussi aux Amiraux & à leurs Armées, afin qu'ils fassent cesser d'abord tous les actes d'hostilité; que si après ce jour & avant que la Paix ait été notifiée, un parti prenait l'autre par la force des armes une Citadelle, Forteresse, Vaisseaux, Canons, Provinces & autres choses, lorsque la Paix sera dénoncée, le tout sera d'abord restitué sans refus.

XXXVIII. Comme l'Illustrissime Duc Frideric Archevêque de Bremen est aussi engagé dans cette Guerre, & qu'enfin tant l'Archevêché de Bremen que l'Evêché de Verden, sont occupés par les armes de S. M. Suedoise, & que le temps présent ne permet pas de rien traiter ni conclure touchant la restitution qu'on doit faire à son Altesse, parce que la Paix (par les très prudents conseils, & par le soin de l'Illustrissime Ambassadeur de France) doit être conclue sans aucun plus long retardement, & que cette funeste Guerre ne doit pas être continuée plus long-tems; ainsi on est convenu que cette affaire concernant l'Archevêché de Bremen & l'Evêché de Verden, soit traitée & conclue avec S. M. Suedoise elle-même; outre cela on a encore conclu que son Altesse l'Archevêque soit compris dans cette Paix, avec tous ses Officiers & Ministres, que les biens de ses Officiers leur soient restitués, & qu'ils s'en servent & en jouissent, que tous les Prisonniers soient mis en liberté, & que pour ce qui est de la restitution de l'Archevêché & de l'Evêché, il en traitera comme on a dit avec la Majesté Suedoise, comme aussi les Commissaires Suedois ont promis & se font engagés de recommander ces Traités à sa Majesté Suedoise.

XXXIX. Que tout ce qui a été pris & occupé de

part & d'autre pendant cette Guerre, dans le Duché de Sleswic & dans le pais appartenant à son Altesse le Duc de J. C. Frideric Gottorp, heritages, Citadelles, Villes & Maisons, soient restitués à son Altesse avec tous les Inventaires qui regardent ces choses, en conservant & en ne touchant point en aucune façon aux Terres, Habitans & droits de son Altesse, que si son Altesse ou ses Ministres, ou Sujets avoient donné quelque soupçon à quelqu'un des Partis, ou qu'il se fut passé quelque chose pendant cette Guerre, qui peut être expliquée défavantageusement, ou exciter quelque haine, que le tout soit entièrement éteint par ces Presentes & qu'on ne s'en resouviennne jamais, ni que l'on ne s'en serve pas au préjudice de quelqu'un, & ainsi son Altesse le Duc d'Holstein, Frideric de Gottorp, sera compris avec ses terres, droits, Conseillers, Ministres & Sujets dans ce Traité, & ils s'en servira & en jouira dans toute son étendue.

XL. De la même manière les deux Comtes Antoine Gantier & Christien Comtes de Oldenburg, & de Delmenshorff, Seigneurs de Jehvern, & Kniphulen, jouiront en leur nom & celui de leurs Heritiers, de cette Paix dans toute son étendue, & s'il s'étoit passé quelque chose qui leur pût être défavantageusement imputé, ou à leurs Ministres & Sujets, le tout sera aboli & oublié, en vertu de ces articles.

XLI. On est aussi convenu par ces articles, que toutes les villes comprises dans l'Alliance Hanseatique, y auront part & qu'elles jouiront de la liberté du Commerce par Terre & par Mer, dans l'un & dans l'autre Roiaume, en réservant l'observation des anciens Traités entre ces Roiaumes & les Villes Hanseatiques, pour un meilleur temps, ni qu'on ne fasse aucun tort à aucune Ville, Citoyen & Sujet pour quelque action qui pourroit s'être passée pendant la Guerre.

XLII. En particulier on comprend dans cette Paix la Ville de Dantzic, & qu'elle jouisse de la même manière comme auparavant, de la liberté de Commerce par Terre & par Mer, dans l'un & dans l'autre Roiaume, & s'il est arrivé quelque chose pendant cette Guerre, qui ait offensé l'un ou l'autre parti, que la chose soit éteinte & qu'on n'y pense plus.

XLIII. Qu'on paie à tous ceux qui ont des dettes liquides, dans la Suede, soit chez S. M. Suedoise, ou chez d'autres, lesquelles n'ont pas été données encore au fisc, & qui selon l'article 23. ont été enlevées. En suite qu'on paie aussi ceux à qui il est dû quelque chose de bon droit dans Gotlande, Oesel, la Jemtie, l'Herédalie, ou Hallande, après qu'ils auront bien prouvé leurs dettes, semblablement qu'on satisfasse aux Habitans de Suede & des Provinces qui en dépendent, comme aussi que les Habitans de Gotlande, Oesel, de Jemtie, d'Herédalie, & de Hallandie, aient le pouvoir de demander leurs dettes légitimes, & tout ce qui leur appartient de droit, soit chez S. M. de Danemarck, ou chez d'autres, & que tout ce qui n'aura pas été enlevé comme on a dit ci-dessus, soit payé & qu'on y satisfasse avec équité.

XLIV. Afin que toutes ces choses dont on a fait mention, soient observées & exécutées de part & d'autre seulement, fidèlement, de bonne foi, comme elles sont écrites, & comme on en est convenu, c'est pour cela qu'on est convenu & qu'on a promis que ce Traité fait à l'amiable, sera ratifié de la main propre & du sceau secret des deux Rois, de Christine Reine de Suede & de Christien IV. Roi de Danemarck, & qu'ainsi qu'il soit mieux observé, il sera signé par les Senateurs de l'un & de l'autre Roiaume & muni du sceau de leurs armes.

XLV. Et parce que le Roi T. C. & la Reine Regente sa Mere ont pris cette charge sur eux, & que leurs Majestés ont eu grand soin & si fort à cœur la Paix de ces Roiaumes Septentrionaux, que c'est par la seule interposition, remontrance & affection de leurs Majestés, que la chose a été conduite jusqu'ou elle est, c'est pour cela qu'on a jugé être raisonnable de part & d'autre, pour affermir la Paix & augmenter l'amitié entre leurs Majestés, & l'un & l'autre Roiaume de Suede & de Danemarck, d'envoyer de part & d'autre à leurs Majestés le Roi & la Reine Regente de France des Ambassadeurs extraor-

ANS d'inares & qu'on les invite avec bienveillance, pour avoir de J. C. une attestation autentique de ce qui s'est fait & conclu ici, de vouloir bien confirmer ces articles en les signant de leurs propres mains, & y faisant mettre leurs sceaux, & que l'un & l'autre pour plus grande sécurité, en ait un exemplaire particulier.

XLVI. De plus on a promis & on est convenu que de part & d'autre un Sénateur du Roiaume avec un Secrétaire, se rendront sur les limites le 13. Septembre, pour porter la ratification de ces Articles, confirmée par le sceau de l'une & de l'autre Partie, selon la forme dont on est convenu; que les Commissaires Danois aient aussi avec eux des Lettres de cession à l'égard de la Jemtie, Gotlande & Oesel, comme aussi de caution ou d'hypothèque à l'égard de la Hallande: & les Commissaires, de Suede, donneront des Lettres, comme ils acceptent la caution: & toutes choses se feront & s'acheveront selon ces Articles, lesquels étant ratifiés de part & d'autre, seront échangés mutuellement pour la confirmation de cette Paix & de ses Articles, selon l'équité & l'ancienne coutume. Pour plus grande foy & sécurité, que toutes ces choses écrites cy-dessus ont été faites & conclues dans tous leurs points comme elles sont, & qu'elles seront observées & mises en execution de la part de Sa M. la Reine, & le Roiaume de Suede, fidèlement & irrevocablement, & aussi qu'au jour marqué elle en donnera la ratification. Nous nommés plus bas avons signé de nos propres mains, & avons fait mettre le sceau de nos armes à ces Presentes, demandant à l'illustrissime & Excellentissime Ambassadeur de Leurs Majestés de France, Mediateur de ce Traité, que pour lui donner plus de force, & pour plus grand témoignage, il veuille bien signer ces Articles, avec nous, & y faire mettre le sceau de ses armes. Fait à Bromsbroo, sur les limites, le 13. jour d'Aoust de l'année 1645. DE LA TUILLERIE, &c.

CCLXXVIII.

ANS

de J. C. *Traité de Garantie du Traité fait entre le*
1645. DANEMARQUE les PROVINCES-
UNIES l'an 1645. entre CHRISTINE Reine de SUEDE & les dites PROVINCES. Fait à Suder Okra, le 15. Aoust 1645. Aitzema. Historia Pacis. pag. 303.

SUEDE.
ET
PROVINCES-
UNIES.

Unitarum Belgii Provinciarum D.D. Ordines Generales omnibus & singulis, quibus continget Presentes literas legere audireve, Salutem. Quoniam decimo & quinto die Augusti, Anno Millesimo Sexcentesimo Quadragesimo & quinto, *Tractatus Cautiois reciproce & Vinciarum* initus, factus & conclusus fuerit inter Serenissimam & Potentissimam Principem ac Dominam, Dominam Christinam Suecorum, Gothorum Vandalorumque designatam Reginam & Principem hæreditariam, Magnam Principem Finlandiæ, Ducem Estoniæ ac Careliæ, Dominam Ingræ, ab unâ, & Præpotent. Unitarum Belgii Provinciarum D.D. Ordines Generales, ab alterâ Parte, per ejusdem Regni Seniores ad Tractatum Pacis cum Serenissimo Rege Regnoque Daniæ deputatos Commissarios, Axelium Oxensternum, Liberum Baronem in Kymitho, Dominum in Fiholm & Tydoen, Equitem Auratum, Regni Cancellarium, & Judicem Provinciale Norlandiarum Occidentalium & Lapponiæ; Matthiam Soopium, Dominum in Malsaker & Binrum, Judicem Provinciale Ingræ, Thuronem Bielke, Liberum Baronem in Salestad, Dominum in Frowwijk, & Thuronem Sparæum, in Erichstad & Kaffensta Toparcha, omnes supremi iudicii Assesores; Nec non extraordinarios Nostros Legatos, Jacobum de Witte, Dominum in Manzee, Melissant, Cromstryen, Assesorem Cameræ Computationum Hollandiæ & West-Frisiæ, Ex-consulem Urbis Dordracenæ; Gerhardum Schapium, Amstelodami Con-

sulem & Curatorem Academiæ Lugdunensis, Albertum Sonckium, Equitem Auratum, Consulem & Prætorum Civitatis Hornæ & jurisdictionis suburbanæ, & Joachimum Andree, Equitem Auratum, Consiliarium Primum Supremæ Frisiorum Curiæ, omnes in Concilio Nostro Deputatos, nomine loquere Provinciarum Hollandiæ & Frisiæ, &c. tam respectu Fœderis Stockholmiæ Anno 1640. primo die Septembris initæ, quam respectu *Conservationis Pastorum* inter S. Regiam Majestatem Sueciæ & Regem Daniæ & Præpotent. Unitarum Belgii Provinciarum D.D. Ordines Gener. decimo & tertio die Augusti elapsi Anni ad Bromsbroo & Christianopolim initorum & conclusionum, qui hic de verbo ad verbum insertus sequitur.

Serenissimæ atque Potentissimæ Principis & Domine, Domine Christianæ Suecorum, Gothorum Vandalorumque designatæ Reginæ & Principis hæreditariæ, Magnæ Principis Finlandiæ, Ducis Esthoniæ ac Careliæ, Domine Ingræ, Domine nostræ Clementissimæ, Regni-que Sueciæ Seniores ad Tractatus Pacis cum Serenissimo Rege Regnoque Daniæ Deputati Commissarii, Axelius Oxensternus, Liber Baro in Kymitho, Dominus in Fiholm & Tydoen, Eques Auratus, Regni Cancellarius, judex Provincialis Norlandiarum Occidentalium & Lapponiæ, &c. Matthias Soopius, Dominus in Malsaker & Binrum, judex Provincialis Ingræ; Thuro Bielke, Liber Baro in Salestad, Dominus in Frowwijk, & Thuro Sparæus, in Erichstad & Kaffensta Toparcha, omnes Supremi iudicii Stockholmiensis Assesores: Nec non Præpotentium Fœderati Belgii D.D. Ordinum Generalium Legati & sufficiente potestate muniti Jacobus de Witte, Dominus in Manzee, Melissant, Cromstryen, Assessor Cameræ Computationum Hollandiæ & West-Frisiæ, Exconsul Urbis Dordracenæ, Gerhardus Schapius, Civitatis Amstelodamensis Consul, Curator Academiæ Lugdunensis; Albertus Sonckius, Eques Auratus, Consul & Prætor Hornæ & Jurisdictionis suburbanæ subjacentis, & Joachimus Andree Eques, Consiliarius Primum Supremæ Frisiorum Curiæ; Omnes Deputati in Concilio Dominorum Ordinum Generalium Nomine loquere Provinciarum Hollandiæ & Frisiæ, &c. Constat volumus universis & singulis, quorum interest aut inperesse quomodolibet poterit, quod cum Serenissimus Daniæ Rex S. Regiæ Majestatis Domine nostræ Subditorum Commercia & Navigationem, præteritis Annis contra jus Gentium, pacta, conventa & morem ab antiquo observatum onerare, impedire ac turbare cepisset, atque ex hinc res ad arma deveniret, quibus deponendis ac controversiis tollendis & componendis, Nos S. Regiæ Majestatis Commissarii multo jam tempore incubuerimus & tandem, divinâ favente nostrisque Tractatus prosperante benignitate, eò rem deduxerimus, ut ad limites Regnorum prope Bromsbroo decimo & tertio die hujus Mensis bellum inter duo hæc incluta Regna Sueciæ Daniæque compositum, lites transactæ, Navigationis Commerciiorumque libertas restituta & Pax atque Amicitia firmata sit. Cum verò non minus dictus Serenissimus Daniæ Rex Navigationem ac Commercia subditorum Præpotent. D.D. Ordinum Generalium *immensis vestigalibus, atque aliis diversis modis contra jus Gentium, & pacta conventa onerasset atque turbasset, neque, licet admonitus, desistere veller, Præpotent. D.D. Ordines Generales Nobis, Legatis Suis, id in mandatis dare coacti fuere, ut avertendis majoribus malis Communitate justo suo cursui ac libertati reddendis in id simul atque conjunctim ex Præscripto Fœderis mutui cum S. R. Majestatis ac Regni Sueciæ Commissariis incumbere-* mus, quò, confecto cum hisce bello, simul quoque onera & Commerciiorum difficultates Fœderati Belgii Provinciarum subditis impostæ atque injectæ abrogarentur: Nos igitur hisce obtinendis recteque ac rite formandis intenti, tandem divinâ clementiâ consilia actualque nostros felicitante, eò cuncta deduximus, ut iisdem tempore ac loco de Commerciiorum Belgicorum, in Fretis Danico, ut & in Norvegiâ atque alibi in Mariibus Baltico & Oceano exercendorum libertate cum Daniis

ANS

de J. C.

1645.

Com-

NS Commissariis convenimus & concluderimus, sicuti
J. C. hac & quæ huc tendunt, tam in pactis ipsi Regis Da-
niæ cum Regno Sueciæ, quam cum Unitarum Provin-
ciarum D. D. Ordinibus Generalibus iunctis, uberius
declarantur; Nos igitur utrumque iustâ potestate, à S.
Regia Majestate, Domina Nostrâ Clementissimâ, &
Præpot. D. D. Ordinibus Generalibus Deputantibus
Nostris muniti, exhibitis utrique literis Nostris Pro-
curatoris, in id studio omni enixi sumus, ut, factis hic
egregio experimento, quantum mutui fœderis inter S.
Regiam Majestatem Sueciæ & Præpotent. D. D. Ordines
Generales necessitudo valet, hanc Fœderationem
firmaremus magis, & conservandâ libertati Navigatio-
nis ac Commerciorum in Maribus Balthico & Septen-
trionali firmiorem redderemus.

Ac primo quidem Fœderis Stockholmiz primo die
Septembris Anno 1640. initi tabulas inspicimus, eas-
que renovavimus firmavimusque in omnibus suis Ar-
ticulis, atque renovamus & firmamus, non aliter ac si
hic Articulatim insertæ essent.

Deinde idem fœdus Deputantium nostrorum exten-
dimus & adstringimus ad plenam observationem pacto-
rum, tam inter S. Regiam Majestatem Sueciæ & Regem
Daniæ & Præpotent. D. D. Ordines Generales decimo
& tertio die Augusti præsentis Anni ad Bromsbroo &
Christianopolim initorum & concludimus, in omnibus
suis Articulis, qui Navigationem atque Commercium
utriusque Status subditorum seu Regni Sueciæ, seu
Unitarum Belgii Provinciarum, vel quæ inde depend-
ent, concernunt : ac proinde si quid à Rege Daniæ,
ejusve Successoribus aut Ministris in S. Regiæ Majesta-
tis Regniue Sueciæ, vel Præpotent. D. D. Ordinum
Generalium, aut alterutrius Partis subditorum præju-
diciū aut detrimentum actum & pactis contraventum
fuerit, nec amice admonitis Rex Daniæ emendaverit,
pactisq; satisfecerit, S. R. Majestas Ejusque Successo-
res D. D. Ordinibus Generalibus, & Præpotent. D. D.
Ordines Generales Regiæ Majestati atque Ejus Succes-
soribus, Regnoque Sueciæ, ex Præscripto dicti jam
ante Anno 1640. initi Fœderis hujusque promissi,
opem lauri sunt.

Ac denique, cum Commerciorum securitas à brevi
temporis curriculo definiri nec possit, nec debeat, &
Anni Fœderis inter S. Regiam Majestatem & Præpot.
D. D. Ordines Gener. initi jam tertia sui Parte expira-
verint, in rem utriusque atque ipsorum Commerciorum
usum fore visum fuit, ut reliquis decem Annis triginta
adderetur, quo fœdus hoc ætissimum pro Navi-
gationis ac Commerciorum libertate ac non interrup-
pendâ aut ullo modo infringendâ immunitate per An-
nos quadraginta, à decimo & tertio hujus Mensis die
numerandos, observetur ac conservetur.

De hisce, quæ supradicta sunt, Nos, S. Regiæ Ma-
jestatis Sueciæ & Præpotentium D. D. Ordinum Ge-
neralium Commissarii ac Legati convenimus ac con-
clusimus salvâ S. Suz. Regiæ Majestatis & Præpotent.
D. D. Ordinum Gener. intra sex Menses subsequutura
Confirmatione, atque omnia ea, quæ prioribus &
hisce pactis continentur, à S. Regiâ Majestate & Præ-
potent. D. D. Ordinibus servata iri promittimus ac
spondemus. In quorum majorem evidentiam & robur
Instrumenta horum pactorum bina exarata, manibus
Nostris subscripta, & sigillorum Nostrorum Appen-
dice confirmata atque invicem tradita fuere. Actum
in Suder Okra decimo & quinto die Augusti, Anno
1645. subscriptum & cerâ Hispanicâ rubrâ obsignatum
erat modo & forma sequenti.

<i>Axelius</i>	<i>Matthias</i>
<i>Oxensternius Mp.</i>	<i>Soopius Mp.</i>
<i>L. S.</i>	<i>L. S.</i>
<i>Thuro</i>	<i>Thuro</i>
<i>Bielke Mp.</i>	<i>Sparreus</i>
<i>L. S.</i>	<i>L. S.</i>

CCLXXIX.

ANS
de J. C.
1645.

*Contrat de Mariage, entre ULADIS-
LAS IV. Roi de Pologne, & Madame
la Princesse de MANIOUE, que le
Roi de France Louis XIV. maria comme sa
Fille. Fait à Fontainebleau le 26. Septem-
bre 1645. Freder. Leonard. Tom. V.*

POLOGNE
ET MAN-
TOUE.

A U NOM DE DIEU LE CREATEUR :
A tous pœiens & à venir, Salut. Le feu Roi
LOUIS LE JUSTE, d'heureuse memoire,
aïant toujours conservé une parfaite amitié avec le Se-
renissime Roi & la Republique de Pologne; & le Roi
de Pologne aïant pour la continuer avec le Roi presen-
tement regnant, & la Reine Regente sa Mere, fait
connoître le desir qu'il avoit de se marier avec la Serenissi-
me Princesse Louise Marie Gonzague de Cleves,
Princesse de Mantouë, de Montferrat, &c. non seu-
lement en consideration de sa Naissance, & de ses gran-
des & rares qualitez; mais à cause de la proche Parenté
qui la joint à leurs Majestez, étant issuës des Branches
Royales de Bourbon, d'Alençon & de Bourgogne, &
aïant esté ainsi élevée auprès de la Reine, qui l'aime com-
me si c'étoit sa propre Fille : Leurs Majestez ont eu beau-
coup de plaisir de correspondre à de si bonnes intentions,
& de contribuer en tout ce qu'ils pouront pour l'avanta-
ge de ladite Princesse, & le contentement dudit Roi de
Pologne, s'assurant que cette union augmentera de
plus en plus la bonne amitié & intelligence qui est entre
les deux Roïaumes, pour le bien & utilité commune.
A cet effet furent présens le Tres-Haut, Tres-Excel-
lent, & Tres-Puissant Prince LOUIS, par la Grace
de Dieu Roi de France & de Navarre : & tres-haute,
tres-excellente, & tres-puissante Princesse ANNE,
par la même Grace de Dieu Reine de France & de Na-
varre, sa Mere & Regente : & du consentement &
de l'autorité de leurs Majestez, la Serenissime & Illustris-
sime Princesse Madame Louise Marie Gonzague de
Cleves, Princesse de Mantouë, de Montferrat, &c.
Fille de deffunts Serenissimes Prince & Princesse Char-
les I. Duc de Mantouë, de Montferrat, de Nevers,
de Mayenne & de Retel, Pair de France, & Cathé-
rine de Lorraine son Epouse ses pere & mere, d'une
part; & l'Illustrissime & Puissant Seigneur de Meffin
Gerard, Comte d'Enhoft, Palatin de Pomeranie,
Tresorier de Prusse, & Ambassadeur Extraordinaire du
tres-haut, tres-puissant & tres-excellent Prince ULA-
DISLAS, par la Grace de Dieu Roi de Pologne & de
Suede, & Grand Duc de Liehuanie, &c. fondé de
Pouvoirs suffisans pour l'effet des presentes, d'autre part.
Entre lesquels, & en présence de tres-haute & tres-puis-
sante Princesse Mademoiselle Marie d'Orleans, Fille du
tres-haut & tres-puissant Prince Monsieur, Duc d'Or-
leans, Fils de France, & Oncle du Roi; de tres-haute
& tres-puissante Princesse Charlotte Marguerite de
Monmorency, Epouse de tres-haut & tres-puissant Prin-
ce Monsieur Henry de Bourbon, Prince de Condé,
Premier Prince du Sang, & Premier Pair de France;
des Eminentissimes Cardinaux Bichi & Mazarini, & de
plusieurs autres Princes, Ducs & Pairs, Officiers de la
Couronne, & autres Grands Personnages du Conseil
de Sa Majesté, les Articles, Conventions, & Contrat
de Mariage du susdit Roi de Pologne, avec la susdite
Dame Princesse de Mantouë, ont été arcestez & accor-
dez en la maniere suivante; c'est à sçavoir.

I. Que Sa Majesté donnant en mariage au Roi de Po-
logne, la susdite Dame Princesse, comme si elle estoit
sa Fille, il a esté accordé que le present Contrat seroit
fait en François, comme on a accoustumé de faire pour les
Filles de la Maison Royale, & comme on le pratique aux
Reines d'Espagne & d'Angleterre.

II. Sa Majesté a déclaré & declare que la Dot de la sus-
dite Princesse est de sept cens mille écus, qui monteront à
Ooo 2 deux

ANS deux millions cent mil livres monnoie de France, comme il est dit ci-après.

1645. III. De laquelle somme il y a d'une part six cens mil livres que Sa Majesté a donné & donne à la susdite Princesse en faveur dudit Mariage, par l'affection que Sa Majesté lui porte, étant sa proche parente, & née de Princesse du Sang Royal, & d'autre part un million & demi livres, auquel Sa Majesté a évalué & liquidé du consentement de ladite Princesse, tous les droits à elle appartenans pour quelque cause & titre qu'elle pretende dans la Succession de Monsieur le Duc de Mantouë son pere, de quelque qualité & en quelques lieux que soient les biens de lad. Succession; laquelle somme d'un million & demi de livres, restera franche & libre de debtes & de charges au profit de ladite Princesse.

IV. Sur ladite somme de deux millions cent mil livres, Sa Majesté a promis & s'est obligée de payer des deniers, le jour precedent celui dudit Mariage, la somme de trois cens mil livres, & une autre semblable somme de trois cens mil livres, à la fin de l'année prochaine 1645. les deux dites sommes faisant ensemble celle de six cens mil livres, du Don que Sa Majesté fait à la Princesse en faveur du Mariage, & de la premiere somme de trois cens mil livres, sera donnée Quittance, tant au nom du Roi de Pologne futur Epoux de ladite Princesse, par les Ambassadeurs dudit Roi de Pologne, envoie pour celebrer ce Mariage, qu'au nom de ladite Princesse, & pour l'autre pareille somme de trois cens mil livres, le Roi de Pologne & ladite Princesse, ou autre qui auront Commission & leur Pouvoir pour recevoir le paiement, en donneront Quittance conjointement : & à l'effet de tout ce qui a été dit ci-dessus, ladite Princesse est demeurée autorisée en vertu de la presente.

V. Le jour même qui precedera celui de la Celebration du Mariage, ladite Princesse a promis & promet d'apporter en deniers comptans la somme de neuf cens mil livres, en deduction de la somme de deux millions cent mil livres, sur les droits de ladite Princesse, laquelle somme de neuf cens mil livres, proviendra de la vente & transport que ladite Princesse a fait de ses susdits droits pour la somme de neuf cens mil livres, aux Sieurs Cantarini & Cerantoni, Marchands Banquiers & Bourgeois de Paris, par Contrat fait aujourd'hui devant le Guay & Saint-Vast, Notaires au Châtelet de Paris, & on vendra des biens de ladite Succession pour le paiement de ladite somme de neuf cens mil livres; de laquelle & des interets à commencer du jour de la date des presentes, lesdits Sieurs Cantarini & Cerantoni feront paier sur les deniers provenans de la vente desdits biens, & cela par preference à tous autres Creditiers, attendu l'importance de l'affaire pour laquelle ladite somme est payée, & que les biens de ladite Succession sont notoirement beaucoup plus que suffisans pour le paiement des debtes.

VI. A l'égard des six cens mil livres restans, Sa Majesté a promis & s'est obligée, promet & s'oblige de faire remettre à ladite Princesse à la fin de l'année presente 1645. des biens de ladite Succession dud. feu Seigneur Duc de Mantouë qui sont en France, de la nature qu'ils sont, jusqu'à la valeur de ladite somme de six cens mil livres, conformément à l'estimation qui sera faite desdits biens par gens experts, ou bien la somme de six cens mil livres en argent, au choix du Serenissime Duc de Mantouë, au paiement de laquelle tous les biens de ladite succession, après le paiement de lad. somme de neuf cens mil livres seront hypothéqués, & ladite consignation sera faite après que Sa Majesté aura terminé les differens concernant ladite succession, entre le Serenissime Charles II. Duc de Mantouë & de Montferrat, & ladite Princesse, & les autres qui pouront y avoir interet, & arrivant que dans ledit temps à la fin de la presente année 1645. ces differens ne soient point terminés, ou que dans le même temps on n'ait point assigné à la Princesse la somme de six cens mil livres en biens de ladite succession ou en argent, Sa Majesté a promis & s'est obligée, promet & s'oblige

de faire paier à ladite Princesse les interets de ladite somme de six cens mil livres, à raison du dernier vingt, sur de J. C. tous les biens de ladite succession, à commencer au premier jour de Janvier prochain, jusqu'à l'entier paiement de ladite somme, en biens ou en argent comme il a été dit, & les biens qui seront donnez à ladite Princesse pour la somme de six cens mil livres, en cas qu'elle ne soit pas payée en argent, ou la même somme si le paiement n'est pas fait en argent, appartiendront à ladite Princesse en propriété incommutable & irrevocable, francs & libres de toutes debtes & hypothèques, & charges de ladite succession, pour jouir & disposer desdits biens tant en ce qui regarde le fonds que les fruits, ou de ladite somme en argent comme de son propre bien & heriage ainsi qu'il lui plaira, pour lequel effet tous les titres papiers & enseignemens concernans lesdits biens, lui seront donnez & consignés : & à cette même fin ladite Princesse est & reste pleinement & pour toujours autorisée par ces Presentes, & pour en avancer & faciliter le recouvrement, ladite Princesse a dès à-present fournis & fournit le different au Jugement de S. M. & a passé aujourd'hui Procuration devant lesdits Notaires pour recevoir la prononciation ou la signification dudit Jugement, ou pour passer telle Transaction que Sa Majesté ordonnera touchant le susdit different, sans néanmoins innover ni prejudicier à ce qui est contenu ci-dessus, & sans qu'il y soit besoin d'aucune Ratification.

VII. De la susdite Dot le Roi de Pologne pourra disposer comme il lui semblera le plus à propos, des six cens mil livres du Don du Roi, laquelle somme restera au Roi de Pologne sans retour, en cas que ladite Princesse viant à mourir la premiere sans enfans; & en cas que le Roi meure le premier, soit qu'il y ait des enfans de ce Mariage ou non, lad. Princesse retirera & reprendra lesd. six cens mil liv. sur les biens qui se trouveront appartenir au Roi de Pologne, & sur lesquels on pourra repeter & reprendre lad. somme.

VIII. Quant à la somme de neuf cens mil livres qui doit estre payée en deduction des droits de ladite Princesse, la disposition en appartenant à la Princesse par ses propres mains & elle est & reste pour cet effet autorisée, comme il a été dit par ces Presentes.

IX. Et arrivant que le Roi de Pologne du consentement de ladite Princesse, ou autrement dispose de ladite somme de neuf cens mil livres, ou de l'argent provenant de la vente ou autre alienation qui pourroit estre faite par ladite Princesse des biens qui lui auront été mis entre les mains pour la somme de six cens mil liv. faisant l'entier paiement de ladite somme d'un million & demi de livres, ou de la somme des six cens mil livres, si le paiement en a été fait à ladite Princesse en argent, ou si lesdites sommes de neuf cens mil livres d'une part, & de six cens mil livres de l'autre, ont été employées pour les affaires du Roi de Pologne, lesdites sommes suivant que le Roi de Pologne en aura disposé, ou qu'il en aura employé pour ses affaires, seront rendues & restituées à la Princesse après la dissolution dudit Mariage sur les biens du Roi de Pologne comme il a été dit, ou si elle estoit morte sans en avoir disposé selon les Loix & Coutumes à ses enfans, ou en cas qu'elle fust morte sans enfans, à ses heritiers du costé & ligne dudit feu Seigneur Duc de Mantouë son pere.

X. Le Roi de Pologne sera tenu de constituer, conformément à l'usage de ses Estats, pour & en lieu de cette Dot une Contre-Dot ou Donation à cause dudit Mariage à ladite Princesse, comme il est convenable à une Reine de Pologne, laquelle Contre-Dot le Roi de Pologne fera assigner & assurer dans la prochaine Diette du Roiaume selon la Coutume, en Biens commodes & Domaines suffisans, en Villes, Villages, Forteresses & Terres du Roiaume de Pologne & grand Duché de Lithuanie, avec des demeures convenables à la dignité d'une Reine. Et ledit Roi de Pologne aura soin que tous les Capitaines, Gouverneurs & Citoyens presens & à venir dans lesdits Domaines, Villes, Villages, Châteaux, Terres & Biens assignez & compris dans ladite Contre-Dot prennent le serment de fidelité, & rende en-
tiere

75. tiere obéissance à la Princeſſe, s'obligeans en cas que le
C. Roi de Pologne mourut le premier de conſerver à ladite
5. Princeſſe les Domaines, Villages, Villes & Biens qui lui
auront été assignez pour ladite Contre-Dot, avec tous les
fruits, revenus & émolumens qui en proviennent, &
d'obéir fidellement & conſamment en tout & par tout
à lad. Princeſſe, conformément aux Loix dudit Roiaume
de Pologne, en la même maniere qu'ils ont de coût-
tume, & qu'ils ſont obligez envers les Sereniſſimes Rois
de Pologne, & ſans prejudice & diminution de ladite
Contre Dot, les Habitans & Sujets des lieux apparten-
nans à la Princeſſe, paieront les tributs & les charges
publiques comme les autres Habitans du Roiaume de
Pologne, & les Châtelains & Capitaines rendront
leurs Jugemens & Sentences Royales dans les Châteaux
compris dans cette Contre Dot, conformément aux Coutu-
mes du Roiaume de Pologne.

XI. Il ſera au pouvoir du Sereniſſime Roi de Polo-
gne de faire à lad. Princeſſe après l'accompliſſement du
Mariage, quelque Don Nuptial qui ſoit digne d'une
Reine, pour lui témoigner d'autant plus l'eſtime qu'il
fait de ſa vertu & de ſon mérite, & l'amitié qu'il lui por-
te. Ladite Contre-Dot & ledit Don Nuptial retourneront
au Roi de Pologne en cas que la Reine meure ſans en-
fans; comme encore en ce cas tous les biens meubles &
immeubles qui ſe trouveront lui appartenir en Pologne,
& dont elle n'aura pas diſpoſé, ou par Teſtament ou au-
trement demeureront au Roi & au Roiaume de Polo-
gne, à condition qu'on ſatisfera aux clauses du preſent
Contrat de Mariage.

XII. Tous & un chacun les droits appartenans à la-
dite Princeſſe par le moyen de naiſſance & demeure dans
le Roiaume, tant pour poſſéder que pour acquerir des
biens par ſucceſſion, & par toutes les eſpeces de diſpo-
ſition entre-vifs, ou à cauſe de mort & autres voies de
droit, que pour diſpoſer de ſes biens preſens & à venir,
tant entre vifs qu'à cauſe de mort, auquel eſſet elle eſt
& reſte pleinement autorisée par les preſentes, & pour
transmettre ſes biens à ſes heritiers legitimes par ſucceſ-
ſion *ab inteſtat* : & généralement tous les droits ap-
partenans aux François originaires, Regnicoles & Su-
jets de ſa Majeſté, ſans aucune exception ni reſerve, reſte-
ront à ladite Princeſſe comme avant ſa ſortie de France,
& comme ſi elle eſtoit actuellement domiciliée dans le
Roiaume. Et ſemblablement tous ces mêmes droits ap-
partiendront aux enfans qui naiſtront dud. Mariage, &
à tous leurs deſcendans en legitime Mariage à perpetui-
té, bien qu'ils ne ſoient pas nez en France, & ſans eſtre
obligez d'y établir leur demeure ou d'eſtre Regnicoles,
dont ils ſont & reſtent diſpenſez par ces Preſentes & en
vertu d'icelles, & il ne ſera point beſoin qu'ils obtien-
nent d'autre declaration.

XIII. Et de plus en vertu du preſent Contrat de Ma-
riage ſans qu'il ſoit beſoin d'autres Lettres, tous les Fran-
çois originaires de l'un & de l'autre ſexe qui ſuivront
preſentement ladite Princeſſe en Pologne pour y reſter
à ſon ſervice, & qui ſeront ſur la Liſte qui ſera faite &
ſignée de ladite Princeſſe & attachée à la Minute des
Preſentes. Comme auſſi tous les autres François ori-
ginaires, qui ſe transporteront en Pologne, auprès de
ladite Princeſſe à l'avenir, qui reſteront à ſon ſervice,
& y ſeront employez comme Domestiques de ſa Mai-
ſon, en quelque charge ou office que ce ſoit, & ſer-
viront actuellement, dont ils apporteront une attesta-
tion, ſignée de la Princeſſe; pareillement les maris des
femmes employées au ſervice de la Princeſſe, bien que
les maris ny ſoient point employez, & que les femmes des
Officiers de la Princeſſe, encore que les ſuſdites femmes
ne ſoient point en office : & ſemblablement les enfans
legitimes deſdits maris & femmes nez en France av-
ant l'entrée de leurs parens, au ſervice de ladite Prin-
ceſſe, ou qui naiſtront hors du Roiaume pendant que
leurs parens ſeront dans ledit ſervice, ſeront mainte-
nus & conſervés en vertu du preſent Contrat de Ma-
riage, en tous leurs droits de la maniere ci-deſſus de-
clarée par ladite Princeſſe, & ce ſi long-temps que
leſdits maris ou femmes reſteront audit ſervice, bien

qu'eux ou leurs enfans ne fuſſent pas Regnicoles; & ANS
après qu'ils ſeront ſortis de ſervice, en établissant dans de J. C.
l'année & jour leur domicile en France ou ailleurs ſous 1645.
l'obéiſſance de ſa Majeſté.

XIV. La moitié de tous les fruits & revenus des biens
de ladite Succeſſion en France, tant ceux qui ſont déjà
mûrs que ceux qui meuriront juſqu'à la fin de la preſen-
tée année, de quelque qualité & en quelque lieu qu'ils
ſoient ſituez, reſtera à ladite Princeſſe franche & libre de
toutes debtes & charges de ladite Succeſſion, pour en
diſpoſer comme il lui plaira; à l'eſſet de quoi elle eſt au-
torisée comme ci-deſſus par ces preſentes: & ſa M. don-
nera ſes ordres pour faire ceſſer les troubles & empêche-
mens que les Creanciers de ladite Succeſſion, ou autres
qui ont des pretentions ſur les mêmes biens, pourroient
apporter à ladite Princeſſe dans la perception de ladite
moitié des fruits & revenus.

XV. Pour l'eſſet de ce que deſſus on déroge expreſ-
ſement, & on renonce à toutes les Loix, Coutumes,
Uz, Ordonnances, & autres choſes qui pourroient eſtre
contraires aux clauses & conditions des preſentes, qui
ſeront ratifiées par le Roi de Pologne incontinent après
l'arrivée de lad. Princeſſe, & les Lettres de Ratification
ſeront conſignées entre les mains de l'Ambaſſadeur de ſa
M. pour eſtre apportées, & jointes à la Minute des
Preſentes, & y demeurer attachées.

XVI. Le preſent Contrat de Mariage, avec la Ra-
tification d'icelui, ſera regiſtré dans les Cours de Parle-
ment & Chambre des Comptes de Paris, à la diligence
du Procureur General de ſa M. & on expediera à cet eſſet
toutes les Lettres & Commiſſions qui pourroient eſtre
néceſſaires, moennant tout ce dont on eſt convenu ci-
deſſus. L'Illuſtriſſime Seigneur Opaliński, Palatin de
Poſnanie, en vertu du Mandement ſpecial que le Roi
de Pologne lui a donné, épouſera le plutôt qu'il ſe pou-
ra lad. Princeſſe, au nom du Roi de Pologne, par pa-
role de preſent, en face de la Sainte Eglise.

XVII. Tous leſquels Articles, Pactes & Con-
ventions, Clauses & Conditions ſuſdites, leurs Majeſtez
Tres-Chreſtiennes, lad. Princeſſe de Manſie, & le-
dit Seigneur Ambaſſadeur Extraordinaire, au nom &
comme Procureur de la ſuſdite Majeſté Polonoise, en
vertu de ſon Pouvoir ou Procuration, ſe ſont obligez &
obligent d'obſerver ſous l'hipothèque de tous & un cha-
cun leurs biens preſens & à venir.

Fait & paſſé en preſence de deux Conſeillers de ſa M.
en ſes Conſeils, & Secrétaire d'Eſtat de ſes Commande-
mens & Finances, qui ont ſigné dans le Chateau de
Fontainebleau, le 26. Septembre 1645. GUENE-
GAUD. LOMENIE.

C C L X X X.

Traité d'Alliance, entre LOUIS XIV. ANS
Roi de France & CHRETIEN IV. de J. C.
Roy de Danemarc, ſigné à Coppenhague, 1645.
le 25. Novembre 1645. Freder. Leonard. FRANCE
Tom. V. ET DA-
NEMARC.

LE Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince & Seigneur
Chreſtien Quatrième Roy de Danemarc, de
Norwege, des Vandales, & des Goths, Duc de
Sleſwich, de Holſtein, de Stormarc & Dithmarſe,
Comte d'Oldemborg & de Delmenſhort, n'ayant ja-
mais rien eu plus à cœur que de pouvoir non ſeulement
renouveler les anciennes Alliances faites entre ſes Pre-
deceſſeurs & les Roys Tres-Chreſtiens, mais s'unir en-
core d'un lien plus eſtroit avec le Sereniſſime, Tres-
Puiſſant, & Tres-Chreſtien Prince & Seigneur LOUIS
XIV. Roy de France & de Navarre, & la Sereniſſime
& Tres-Puiſſante Princeſſe & Dame Anne, Mere du
Roy Tres-Chreſtien, & Regente de ſes Royaumes.
Nous Chriſtien Thomé, Seigneur de Stouffgaard, &
George Brahe, Seigneur de Huedholm, Chancelier,
Senateurs du Royaume, & Chevaliers Députez & eſta-
blis Commiſſaires par un pouvoir ſpecial, pour faire ces
Traitez, d'une part. Et Nous Gaſpard Coignet de la
Ooo 3 TUIL-

ANS
de J. C.
1645. Tuillerie, Chevalier, Baron de Curslon, Conseiller du Roy Tres-Chretien en ses Conseils, & son Ambassadeur Extraordinaire dans les Pais du Nort, aussi Deputé & etabli Commissaire pour le même sujet par un pouvoir special : Faisons sçavoir par ces presentes à tous qu'il appartiendra, qu'après plusieurs Conferences, nous sommes enfin convenu au nom de nosdits Tres-Puissans Princes, des choses suivantes.

I. Il y aura à l'avenir comme par le passé, entre les Roys cy-dessus nommez & leurs Royaumes, une parfaite & sincere amitié, & une alliance inviolable.

II. Les Sujets de l'une & de l'autre Couronne, pourront exercer librement le Commerce d'un Royaume à l'autre, selon les Loix qui y sont establies.

III. Les Sujets de sa Majesté Royale Tres-Chrétienne, venans en Danemarc ou en Norwege, & ayans occasion d'y demeurer pour raison de leurs propres affaires, ou de celles de leurs Maîtres, concernant le commerce ou quelque autre chose, jouiront de la liberté de science, & les Ministres du Roy qui y demeureront jouiront de l'exercice de la Religion Catholique dans leurs maisons particulieres.

IV. Les Navires de l'une des deux Couronnes qui entreront dans un Port de l'autre, y seront receus favorablement, & bien traitez, conformément aux Loix mentionnées cy-dessus.

V. Les Sujets de l'une des deux Couronnes, trafiquans par Mer & passant près des Costes de l'autre Royaume, ne seront point obligés d'entrer dans quelque Port que ce soit s'ils n'y sont point destinez : & en cas qu'ils s'y arrestent ils ne seront pas obligés d'y décharger leurs Marchandises, de les échanger ny de les vendre, mais ils auront la liberté de faire tout ce qu'il leur plaira, & qu'ils jugeront plus convenables à leurs affaires.

VI. Quand les Vaisseaux François, ou appartenans aux François, ou qu'ils auront loüez ou chargez, passeront le Détroit du Sund, en quelque endroit qu'ils aillent, & de quelque lieu qu'ils viennent, & même quelques Marchandises qu'ils portent, ils ne seront point tenus de payer d'autre peage que celui que le Roy de Danemarc a ordonné dans un Traité special qu'il a fait sur ce sujet, le 27. Septembre de l'année courante, sous le contrescel duquel on a attaché un Tableau qui contient la Taxe du Peage. Si dans la suite les Hollandois payent quelque chose pour les Tonneaux & Fanaux, les Sujets de la France en feront autant.

VII. Les Sujets du Roy de France qui iroient en Norwege pour y porter leurs Marchandises, ou qui y iroient vuides pour en rapporter les choses qui leur sont nécessaires, ne payeront point pour l'entrée des Marchandises qu'ils y porteront, ny pour la sortie de celles qu'ils enleveront, de plus grands droits que ceux qui sont ou seront à l'avenir imposés aux Sujets mêmes du Roy de Danemarc.

VIII. Pareillement les Sujets du Roy de Danemarc qui trafiqueront en France, ne payeront point d'autres ny de plus grands droits que les propres Sujets, ou les autres Amis & Confederz, & il leur sera permis de vendre & exposer en vente leurs Marchandises à qui bon leur semblera, & au prix qu'ils voudront.

IX. Les Vaisseaux de Guerre de l'une & de l'autre Couronne, soit qu'il n'y en ait qu'un, soit qu'il y en ait deux ou trois, entreranno dans tous les Ports de l'un & de l'autre Royaume, & y seront receus favorablement, avec pouvoir d'accepter en argent comptant les choses qui leur seront nécessaires : S'ils sont en plus grand nombre, & qu'à raison d'une tempeste, ou de quelque autre occasion imprévue, ils soient obligés de se retirer en lieu de seurte, il ne leur sera pas moins permis d'y demeurer en seurte, & de se pourvoir des choses qui leur seront nécessaires.

X. Les Vaisseaux de Guerre ou Marchands, qui se trouveront dans les Ports de l'un ou de l'autre Royaume, ne seront point contraincts d'aller en Guerre, ny de trans-

porter quelque chose sans le consentement du Roy à qui ils appartiendront, ou du Bourgeois & Maître du Vaisseau, quand même le Capitaine y consentiroit.

XI. Et comme tous ces articles sont à l'avantage de l'une & de l'autre Couronne & de leurs Sujets, aussi lesdits Roys promettent d'employer tous leurs soins pour les faire observer, & avancer ces Commerces, qui seront si utiles à leurs Sujets. Et le Roy de Danemarc s'oblige nommément de ne point donner retraite dans ses Ports à aucun Pirate, & principalement à ceux qui sont Ennemis du Royaume de France, ou qui dépendent de ses Ennemis, & il promet qu'autant que sa puissance s'étend dans la Mer, ou dans les Ports, il ne permettra point que les Sujets du Roy de France soient troublez dans leur Commerce. On promet aussi autant que faire se peut, la même chose aux Sujets de Sa Majesté Royale de Danemarc, dans les Ports & Mers du Royaume de France.

XII. Comme la liberté du Commerce consiste principalement en ce que les choses soient maintenues dans l'Océan Occidental, dans la Mer Septentrionale & dans la Mer Baltique, au même estat qu'elles ont esté jusqu'à present, l'un & l'autre Roy travaillera & s'emploiera pour que cet ancien & salutaire équilibre qui a servi jusqu'à present de fondement à la Paix & à la tranquillité publique, soit conservée par tout sans aucune alteration.

XIII. Le Roi de Danemarc étant informé du pieux & loüable dessein du Roy Tres-Chrétien & de la Reine Regente sa Mere, de rétablir la Paix dans la Chrétienté, & de remettre un chacun s'il se peut en possession des choses qui lui sont légitimement dûes, & reconnoissant avec un esprit plein de gratitude, les soins particuliers que leurs Majestez ont pris pour appaiser la Guerre qui s'étoit mûe entre luy & la Reine de Suede, & qui eût pu facilement embraser tout le Septentrion, eult bien souhaité leur pouvoir donner d'autres marques de sa reconnoissance, mais ne le pouvant pas dans le temps present, pour les raisons que les Commissaires ont fait connoître audit Sieur Ambassadeur, il se contente de déclarer qu'il n'est engagé par aucuns Traitez qui l'empeschent de vivre comme il voudra avec ceux dont il pourra avoir l'amitié & espérer du secours, & ainsi il promet & s'oblige que pendant que ce Traité durera, il ne donnera directement ny indirectement du secours aux Ennemis de la France, presens & à venir, dans la Guerre qu'ils font ou pourront faire à sa M. T. C. Comme aussi pareillement sa M. R. de France promet au Roy de Danemarc qu'il ne donnera aucun secours soit dans l'affaire dont il a déjà esté parlé, soit dans quelque autre que ce soit, à ceux qui pourront devenir ses Ennemis; & qu'au contraire s'il s'y en trouve quelque'un parmi eux qui soit Allié de la France, il emploiera tous ses soins pour accommoder leurs differens : & s'il trouve que ce soit un Prince qui ne soit point Allié du Roy de France, alors en cas que sa M. R. de France soit avertie de la Guerre, ou du tort que ce Prince fait au Roy de Danemarc, & qu'on luy demande son secours, il peut l'espérer tel qu'on doit l'attendre d'un sincere Amy, & fidelle Allié.

XIV. Les deux Roys auront leurs Ministres l'un dans la Cour de l'autre, afin qu'ils se puissent plus facilement communiquer & proposer l'un à l'autre les choses qu'ils jugeront pouvoir estre utiles pour le bien public, & pour l'avantage particulier de chacun d'eux.

XV. Le Serenissime Roy de Danemarc souhaitant d'estre compris dans les Traitez de la Paix generale, & que le Roy T. C. ne les conclût point que l'illustrissime Archevêque de Bremen ne soit pleinement rétably dans ses Archevêchez & Evêchez; le Roy T. C. promet que ne paroissant aucune difficulté en ce que le Roy de Danemarc soit compris dans lesd. Traitez, il emploiera volontiers ses offices pour cela, & qu'il travaillera aussi, afin que si (ce qu'à Dieu ne plaise) la Deputation dudit Sieur Archevêque vers la Serenissime Reine de Suede ne réussit pas, on luy donne aussi alors satisfaction.

XVI. Le Roy de Danemarc ayant dessein d'envoyer au plutôt ses Ambassadeurs en France, afin de témoi-

NS gner au Roy Tres-Chrestien & à la Reine Regente sa
J. C. Mere, la reconnaissance qu'il a de toutes les marques
de bonne volonté qu'ils luy ont donné pendant la
45. dernière Guerre, il leur ordonnera de travailler à
estreindre encore cette Alliance par de nouveaux

liens, & leur donnera pour cela un pouvoir suffi-
sant.

XVII. Cette Alliance durera pendant six années, à 1645.
compter du jour qu'on en échangera les Ratifications. Fait
à Copenhague le 25. Novembre 1645.

CCLXXXI.

NS *Contrat de Mariage entre FREDERIC*
J. C. *GUILLAUME Eleveur de Brande-*
45. *bourg, & LOUISE née Princesse d'O-*
NDE- *range, Comtesse de Nassau. Fait à la Haye*
RG ET *le 7. Mars, 1646. Aitzema. Affai-*
NGE. *res d'Etat & de Guerre. Tom. VI.*
pag. 319.

In den Name des Heeren ende Hooch-geloofde
Dry-Eenicheyt.

SY hier mede eenen yegelijcken kennelijck, dat voor
eerst ter eeren van sijne Goddelijcke Almachtig-
heyt, ende dan tot vermeerderinge van onderlin-
ge liefde ende vrintschap, tusschen den Doorluchtich-
ten Furst ende Heere, Heere *Frederick Wilhelm* by der
gratie Godts, Marck-Graef van *Brandenborch*, des
Heyligen Roomeliken Rijcx Eerts-Camerer ende Cheur-
Vorlt, Hertoch van *Pruyssen, Gulick, Cleve, Berge,*
Stettin, Pomeran, Cassubien ende Wenden, oock in *Sile-*
sien ende van *Crossen ende Jagerendorf*; &c. *Burch-*
Grave van Norenborgh, Vorlt van *Ruegen*, Grave van
der *Marck ende Ravensberg*, &c. Heere van *Ravensteyn*
ter eente; ende den oock Doorluchtichten Vorlt ende
Heere, Heere *Fredrick Hendrick* by der gratie Godts,
Prince van *Orangie*, Grave van *Nassau*, &c. Mitga-
ders den oock Doorluchtichten Vorlt ende Heere,
Heere *Wilhelm* Prince van *Orangie*, Grave van *Nas-*
sauw, &c. Erf-Marckhalck van *Holland*, Generael
van de Ruytery der Vereenichde Nederlanden, &c.
Ende gededigneerde Stadthouder, Gouverneur, Capi-
teyn General, ende Admiraal der Vereenichde Neder-
landen, &c. sijnen Sone ter andere zyden; het naer-
volgende Houwelijck ende Alliantie van den heylige
Echten-Staet, uytrechte wetenschap ende voor-bedenc-
kinge, besproocken, opgerecht ende bellooten is, sulcx
ende in der voegen als volcht.

Namelijck, dat Hoochgemelte Hoocheyt den Heere
Prince van *Orangie*, sijne vrientelijcke seer geliefde
Oudste Dochter; die oock Doorluchtichste Vorstinne
ende Vrouwelijn, Vrouwelijn *Louise* gebooren Princesse
van *Orangie*, Gravinne van *Nassau*, &c. Den Hoochft-
gedachten Marck-Grave ende Cheur-Vorlt van *Brand-*
enborgh. Heer *Frederick Wilhelm*, op sijne Cheur-
Vorltelijcke Doorluchticheyts gedane vrientlijck ver-
foeckt tot den Echten-Staet, ende toteen Wettige Ge-
malinne naer Ordonnantie van de Heylige Christelijcke
Kercke, *per verba de presente* opentlijck toegeseyt, ver-
looft ende besproocken heeft.

I. Ende hebben sich beyde Cheur ende Vorltelijcke
Doorluchticheyt ende Hoocheyt, wyders dienthalven
met elckanderen vrientelijcke vergeleeken, dat de Vor-
stelijcke Bruyloft alhier in den *Hage* op den *seventen*
deser Maent *December* aengestelt, ende gehouden op
sijne Hoocheyts Prince van *Orangies* kosten, ende
sulcx dit Christelijck, Hooch-Vorltolijck Houwe-
lijck, in den Name Godts solemnelijcken vltrocken
worden sal.

II. Hier nevens is voorts versproocken ende bewil-
licht, dat den Heere Prince van *Orangie* aen sijne op-
gedachte vrientelijcke lieve Oudste Dochter Princesse
Louise voor Houwelijck goet, korts naer ghoudene
by-leger, in baren contenten gelde, in eenre totale
somme tegens suffisante quitantie, sal doen uytrey-
cken ende betalen de somme van *hondert en twintich duy-*
sen Rijxdaelders.

Boven

Traduction de ce Traité.

Au nom de Dieu & de la Très-sainte
Trinité.

SOit notoire à tous & à chacun que premierement à
l'honneur de Dieu tout puissant, & ensuite pour
l'augmentation de la particulière affection & amitié
d'entre l'Illustrissime Prince & Seigneur *Frederick Guil-*
laume, par la Grace de Dieu, Marckgrave de *Brande-*
bourg, premier Chambellan & Eleveur du Saint Empe-
ire Romain, Duc de *Prusse, Juliers, Cleves, Berger, Stetin,*
Pomeranie, Cassubie, & Wandalie, & aussi en *Silesie*
& de *Crossen & Jagerendorf*, &c. Burgrave de *Niuen-*
berg, Prince de *Rügen*, Comte de la *Marck & Ravens-*
berg &c. Seigneur de *Ravenstein* d'une part; & l'Il-
lustrissime Prince & Seigneur, le Seigneur *Frederic Hen-*
ri par la grace de Dieu Prince d'*Orange*, Comte de
Nassau, ensemble l'Illustrissime Prince & Seigneur le
Seigneur *Guillaume* Prince d'*Orange*, Comte de *Nas-*
sau Marechal héréditaire de *Hollande*, General de la
Cavalerie de *Provinces Unies* &c. & désigné *Stad-*
bouder, Gouverneur, Capitaine General & Admiral
des *Provinces Unies* &c. son Fils d'autre part, de
science certaine & deliberation préalable, ont été promis,
dressés & conclus les articles d'*Alliance & de mariage*
comme s'ensuit.

C'est à sçavoir que sa susdite Altesse le Seigneur Prin-
ce d'*Orange* a promis de donner audit Serenissime Prin-
ce & Eleveur, le Seigneur *Frederick Guillaume*, & à sa
requisition tres instante, Serenissime Princesse, & Demoiselle
Louise Princesse, née d'*Orange*, Comtesse de *Nas-*
sau, &c. sa chère & bien aimée fille aînée, pour legitiime
épouse, par paroles de présents, suivant l'Ordonnance de la
Sainte Eglise Chrétienne.

I. Premierement, lesdits deux Serenissimes Princes &
Alteſſes ſont convenu amiablement par enſemble que le
mariage fixé au 7. du preſent mois de *Decembre* ſera ac-
complis ſci à la *Haye* ſolemnellement au nom de Dieu aux
dépens de ſon Altesſe le Prince d'*Orange*.

II. Eſt convenu & promis que le Sieur Prince d'*O-*
range donnera en dot à ſadite chère & bien aimée fille,
la Princesſe *Louise*, immédiatement après l'accompliſſe-
ment dudit mariage, en argent contant une ſomme en-
tière ſur quitance ſuffiſante, la ſomme de cent & vingt mille
Risdals.

III. Or-

ANS
de J. C.

1645.

BRANDE-
BOURG
ET
ORANGE.

ANS. III. Boven dien is Hoochgemelte Princefse oock met
de J. C. Vorftelijke Ciract, Clederen en Juwelen alfo alrede
1646. verfen, gelijk als sulcx den Vorftelijken ftand van
eene geboorne Princefse van Oranjen, ende toekomende
Cheur-Vorftinne van Brandenborgh toekomt ende
betaemt, ende dat fy met eeren daer mede wel beftaen
moge, al't welcke ende dat voorts tot haren Lijve
ende Ciract behoort, Sy infgelijcx mede inbrengen fal;
fal oock het felve alles in eene fpeciale fpecificatie gebracht,
ende daer van een wederzyden een onderreeckende dubbelt
ter handen gefteft worden.

IV. Sooblyven oock de Hoochftgemelte Princefse
ende Vorftelijke Bruyt, die toekomende Vaderlijke
ende Moederlijke, ende oock mede alle andere
Succelfien Erfgevalen, hier mede wel uitdrukkelijk ge-
referveert ende voor behouden.

V. Daer tegens heeft fijne meer Hoochft-gedachte
Cheur-Vorftelijke Doorluchticheyt, Cheur-Vorft
Frederick Wilhelm voor hen, fijne Erven, ende Nacomelingen
aan Hoochftgemelte fijne feer geliefde Bruyt
Princefse Louife, op het beftendichfte befproucken
ende toegeliefte, den eerften morgen naer gedane Echte
byfpepinge, nevens fchenckinge van een roemlijke Cley-
noot, (het welck haer in vollen eygendom fal toekomen)
met duysent Rijcxdaelders seckere Jaerlijckse Renten
vriendelick te verlien ende tot morgen gavede geven,
ende haer oock door behoortlike verfchryvinge sulcx te
verfteecken, dat haer alle vierendeels Jaers, twee hondert
vijftich Rijcxdaelders uyt fijne Cheur-Vorftelijke Door-
luchticheyts Rent-kamer fonder faulte fal werden vol-
daen, welcke Sy geduyrende haer leven boven't gene fy
in haren Weduwen Staet heeft te profiteren, genieten
ende gebruycken fal.

VI. Vorders fal haer tot Spelgelt ende eenen dagelijck-
fchen Handt-penninck uyt den Ampte Dynslaken, en-
de den Tol tot Lobith fpecialijck daer voor te hypothe-
queren, fonder faulte uytgereyckt worden de fomme van
een duysent Rijcxdaelders; ende noch de fomme van twee
duysent gelijcke Rijcxdaelders, tot verval van hare eyge-
ne kledinghe, alles tot fijn Cheur-Vorftelijke Door-
luchticheyts af-fterven toe, alfo fy van die tijdt af hare
by defter verfchrevene Douarie fal hebben te gebruycken;
ende als dan daer tegen de voorfz. Spel ende Kleed-
gelden komen te celferen, fullende defte betalinge
ingaen met het begin van den aenftaenden Jare feven en
veertich.

VII. Daer en boven neemt het fijne Cheur-Vorftelijke
Doorluchticheyt tot fijnen lafte, alle Prefenten
raeckende de Hoochtyden ende Gevaderfchappen; ende
fal de felve yeder mael, ende foo dick des nooddich wesen
fal, uyt fijne Rent-kamer buyten der Princefse toedoen
offte fchade, doen fumeren ende betalen.

VIII. Infgelijcks fullen uyt de Cheur-Vorftelijke
Doorluchticheyts Hof-Renterie, naer behooren ende
gelijck als andere fijne Cheur-Vorftelijke Doorluchticheyts
Brandenburchfche bedienten, door fijne Cheur-Vorftelijke
Doorluchticheyt ende fonder der Princeffen
toedoen, met befoldinge, kledinghe, ende ander nootdrift
verforcht ende onderhouden werden, alle perfoonen
tot opwachtinge van de Princefse gehoorende, als na-
mentlijck, een Hofmeesterinne, drie Hof-Ionckers, een
Secretaris, drie Pagiens, drie Lacquyen, eenen Schen-
ker, een Snyder, twee Cameniers, een Naeyfter, een
Wafchter, een Meydt voor de Hofmeesterinne, ende
noch drie Meyfens voor de Adellijcke Jonck-vrouwen.

IX. Ende boven't gene voorfz. is, heeft Hoochge-
melte fijne Cheur-Vorftelijke Doorluchticheyt uyt
krachte defes bewillicht ende beloofte aan fijne Herts-
geliefde Bruyt ende toekomende Gemalinne Princel-
fen Louife, ingevalle van fijne des Heeren Cheur-
Vorftelijke Doorluchticheyts overlyden (de welck doch
de Goddelijcke Barmherticheyt in genade noch lange
verhoeden wil) tegens de voorfz. gefpecificeerde Hou-
welijcx-penningen ende Houwelijcx-goet van hondert en
twinthig duysent Rijcxdaelders, met noch andere een-
maels hondert en twintigh duysent Rijcxdaelders, tot een
wederlage naer behooren te voorfien; ende hoewel de ordi-

III. Outre cela, la fufdite Princefse est pourvue d'or-
nemens, habits, & joyaux, comme il appartient à l'état de J. C.
d'une Princefse née d'Orange & future Electrice de Bran-
debourg, afin qu'elle puisse subsister par ce moyen avec
bonheur, & comme il lui convient, toutes lesquelles cho-
ses elle apportera pareillement, & il en sera fait une dou-
ble specification ou inventaire qui sera signé de part &
d'autre.

IV. Se reservent aussi lesdits Prince & Princefse les
autres biens & successions hereditaires paternelles & ma-
ternelles, & autres qui pourront leur échoir.

V. Ledit Prince Electeur Frederic Guillaume a pro-
mis de son côté pour lui, ses heritiers & successeurs de
donner à ladite Princefse Louise sa bien aimée future
épouse le lendemain de la consommation du mariage un
présent d'une rente de mille Risdals qui lui demeureront,
en entiere propriété, & de l'afféuer par un écrit conve-
nable, qu'on lui en payera sans faute tous les trois mois
la somme de deux cens cinquante Risdals qui seront pris
sur les deniers des revenus de son Altesse Electorale,
& dont elle jouira sa vie durant, outre ce dont elle jouira
par sa qualité de veuve.

VI. De plus elle aura sans faute & lui sera payé
pour ses menus plaisirs la somme de mille Risdals
qu'elle tirera de la Châtellenie de Dynslaken, à quoi sera
spécialement hypothéquée la douane de Lobith; & enco-
re une somme de deux mil Risdals pour le déchet de ses ha-
bits, le tout jusques au décès de sa Serenité Electorale.
Comme dès ce tems là elle jouira de son douaire, lesdits
deniers pour ses menus plaisirs & habillemens viendront
à cesser; lesdits payement devant commencer avec l'an-
née prochaine mil six cent quarante sept.

VII. En outre sa Serenité Electorale prend à sa char-
ge tous les présents d'étrains & de Comperage, & toutes
les fois qu'il en sera besoin les deniers à ce nécessaires
seront pris de ses revenus, sans que ladite Princefse en
soit chargée ni leste en aucune maniere.

VIII. Tous les Officiers & Domestiques de ladite Prin-
cesse, savoir une Dame & trois Demoizelles d'honneur,
un Secretaire, trois Pages, trois Laquais, un Echanfon, un
Tailleur, deux Femmes de Chambre, une Couturiere,
une Blanchiffesse & une servante pour la Dame d'Hon-
neur, seront payez des revenus de sa Serenité Electorale,
comme elle paye les propres Domestiques; & seront aussi
entretenus d'habits & autres choses nécessaires, sans que
ladite Princefse y donne rien du sien.

IX. Et outre ce que dessus, a sa Serenité Electorale,
promis en vertu des présentes, pour l'affection cordiale
qu'il porte à ladite Princefse sa chere future épouse, de
lui fournir encore la somme de cent vingt mille Risdals,
de contre-dot outre les autres cent vingt mille Risdals cy-
dessus spécifiés pour sa dot, & en ce cas de décès de sa
Serenité Electorale, dont Dieu veuille en garder par sa mi-
sericorde, & encore que la rente desait cent vingt mil
Risdals, & desdits autres cent vingt mil cy-dessus fai-
fant en tout 240000. Risdal. ne se monte ensemble qu'à
la somme de quatorze mil quatre cens Risdals; sa
dite Serenité Electorale porce, de pure affection pour
ladite.

ordinaris Renten van de voorz. Houwelijcx-pennin-
C. gen ende van de wederlage, te samen maekkende twee
46. hondert en veertigh duysent Rijxdaelders, niet hooger
en komen te belooopen, als ter somme van veertien
duysent vier hondert Rijxdaelders; Soo heeft echter
sijne Cheur-Vorstelijcke Doorluchticheyt tot meerder
beuuyginge van de hertelijke Liefde ende affectie, die
hy de Princefse toedraecht, uyt kracht deses bewillicht,
dat haer in plaetse van de ordinaris Renten wegen het
Lijf-gedingh ende Donarie, haer toekomende Jaerlijcx en-
de alle Jaers besonderlijk twintigh duysent Rijxdaelders
naer sijn Overlyden als vooren betaelc, ende gegeven
sullen worden; wel-verstaende dat by desen Artijckel
ongeprejudiceert sal blyven, het gene in volgende Artij-
ckelen nopende de Restituten van de dote in Capittel,
ende van de andere Hoocheyts goederen nader wert ge-
specificeert.

X. Ende ten eynde Hoochtgedachte Princefse Louyse,
foo wel van haer ingebrachte Houwelijcx Goedt, als
oock mede daer tegens belooft de Lijflicht ende Dona-
rie naer behooren genoeflaem moge verseeckert zijn.
Soo werde deshalven haer Hoocheyt hier mede ende in
krachte deses geaffigneert ende verwevde-dompt voor
eerst op die in sijne Cheur-Vorstelijcke Doorluchtig-
heys Cleefliche Lands gelegene navolgende Ampten.
Namentlyk, *Huyssen, Lobitz, Dienstlaken* ende *Orsoy*,
ofte indien de selve hare Hoocheyt niet en gevallen,
ofte oock dat de voornoemde Ampten aen de selve
met geen genoeflaem verseeckeringe van eene gerulle
possefse geleverd kunnen werden, op die in sijne Cheur-
Vorstelijcke Doorluchtigheys Brandenburgische Lan-
den gelegene hier naervolgende Ampten, 'als nament-
lijck, *Tangermunde, Alten, Ruppin, Fehre-Bellin, Lin-
dauw, Wiustock, Zeebelin* ende *Lenzen*, sampt allen
haren in de toebehoorten, Luyden, Dorpen, Dien-
sten, Pachten, Inkomsten, Renten, Profyten, ende or-
dinarise Tollen, (daer onder niet gerekent de Tol *Len-
zen*, als welke den Merckischen Landschap, op see-
kere voeris toegelaten:) Item, *Meyerien, Schaperyen,*
Weyden, Driften, Hout-gewald ende *Vijfcheryen*,
wat profyt geeft engeven mach, ende daer toe met alle
over heerlijckheyt ende gerechtichgeyt genoemt ende on-
genoemt, hot die oock genaemt kunnen werden.

XI. Ende dit alles in sulcker voegen, dat hare Hoog-
heyt van de voorz. gespecificeerde Inkomsten, Renten
ende gevallen der voorz. Cleefliche Ampten, *Huyssen,*
Lobitz, Duynstlaken ende *Orsoy*, ofte op den voorz.
gevallen, *Tangermunde, Alten-Ruppin, Fehre-Bellin,*
Lindau, Zeebelin ende *Lenzen*, aen ontfanck van
Gelden, vruchten ende andere opkomsten, dat daer
inne gevalt, naer lydelijken ende billijken aenslach
der twintigh duysent Rijxdaelders, tot haer Lijfgedingh,
Donarie en Jaerlijcx Renten, ingevallende van Hoochtge-
melte sijne Cheur-Vorstelijcke Doorluchticheyt voor-
aflitven, wel ende volkomenlijck hebben, heffen,
ende genieten mogen, alsoo het overich inkomsten-
deser Ampten, sijne Cheur-Vorstel. Doorluchticheyt
ende sijne erven werden voor behouden.

XII. Wel verstaende dat in de voorz. opkomsten
niet gerekent worden eenige onbestemde gevallen
ende nuttingen, als daer sijn *Wrevel, Baeten, Visehe-
ryen, Jachten, ende gebouwen van boomen*, (soo verre de
selven niet vercocht en worden) Item *Aalfingh*, so vele
sy de selve tot hare Hof-Stadt van doene heeft, insgelijcx
gevoegelt, ende wat diergelijcke onseckere nuttingen
meer sijn, maer sullen de selve haer Hoocheyt tot haer vry
gebruyck ende genot, gelaten ende ingeruynt worden.

XIII. Ende hier op sullen alle jegenwoordige ende
toekomende Amptlieden en Bedieners der boven ge-
melte Ampten belooven ende iweren; ingevallende de Prin-
cesse Louyse, nae hare toekomende Gemael Heer *Frede-
rick Wilhelm* Cheur-Vorst en Overlyden, haer geaffi-
gneerde Weduwelijcke goederen kome te gebruycken,
dat sy de selve ende de Ampten aen haer by desen ver-
schreven, aen hare Hoocheyt ende anders niemant on-
geweygert inruymen, haer daer mede sullen laten be-
willen ende bewerden.

Tom. III.

laditte Princefse, à consenti en vertu des presentes, qu'il
lui sera payé comme dessus & donne après sa mort, au
lieu de la rente ordinaire à cause de son Douaire, an-
nuellement la somme de vingt mil Risdales: Bien enten-
du qu'il ne sera par cet article prejudicié à ce qui est spé-
cifié dans l'article suivant, touchant la restitution de la
dote en capital, & des autres biens de la Princefse.

ANS
de J. C.
1646.

X. Et afin que laditte Princefse Louise soit d'autant
mieux assurée de son aport oudot, comme aussi du Dou-
aire à elle promis, il luy est assigné en vertu des presen-
tes sur les terres que sa Serenité Electorale possède en son
Pais de Cleves, les Châtellenies suivantes, sçavoir
Huyssen, Lobitz, Dienstlaken, & Orsoy, & s'ils ne
plaisent pas à son Altesse, ou que la possession paisible
desdites Châtellenies ne lui soit pas assurée, l'assignation
sera sur les terres que sa Serenité Electorale possède en
Brandebourg, sçavoir les Châtellenies suivantes comme
Tangermunde, Alten, Ruppin, Fehre Bellin, Lindau,
Wiustock, Zeebelin, & Lenzen, ensemble leurs ap-
parienances, comme gens, villages, servitudes, fer-
mes, revenus, rentes, profits, & Peages ordinaires,
(en ce non compris la douane de *Lenzen* comme étant
accordée sur certain pied au Pais de la Mark) item les
Mauries, Bergeries, Coupes de Bois, pâtures, pêches,
& les profits qui en peuvent revenir, ensemble les droits
Domaniaux & Justices nommés & non nommés,
quelque nom qu'ils puissent avoir.

XI. Et ce de telle maniere que son Altesse puisse tirer
desdits revenus, rentes & escheances desdites Châtel-
lenies de *Huyssen, Lobitz, Duynstlaken, & Orsoy*, ou
en cas susdit, de *Tangermunde, Alten, Ruppin, Fehre-
Bellin, Lindau, Zeebelin & Lenzen* en recette de
deniers, fruits & autres perceptions qui en échattront,
jusques à concurrence desdits vingt mil Risdales de Dou-
aire & Rente annuelle, au cas de predeceés de saditte
Serenité Electorale, & le surplus desdits revenus apar-
tiendra à saditte Altesse Serenissime & à ses heritiers.

XII. Bien entendu, que dans les levées ou revenus
susdits ne sont compris quelque cas & emolumens non
subsistans comme *Wrevel, Amendes, pêche, chasse,*
& coupe d'arbres (pourvu qu'ils ne fussent point vendus)
Item des sapins tant qu'elle en aura besoin pour sa capi-
tale, pareillement les volailles & tels emolumens incor-
porés: mais seront ces choses laissées à l'usage de saditte
Altesse.

XIII. Et tous les Officiers & gens qui posséderont des
charges dans lesdites Châtellenies, présents & à venir,
lui prêteront serment, au cas que la Princefse Louise,
vini après la mort de saditte Serenité Electorale, son
fiatir epoux, à jouir dudit Douaire assigné, & ils lais-
seront saditte Altesse jouir desdites Châtellenies & non
autres.

ANS
de J. C.
1646.

XIV. Inghelijcx sullen oock alle Onderdanen, soo wel Adellijcke als andere van des voorz. Weduwdoms-goodt, meer Hoochtgheemte Princeesse Louyse gehoorlaemzijn; oock mede belooven ende sweren, na sijne Cheur-Vorstel. Doorluchticheyts doot, hare Hoogheyt houw, getrouw ende gehoorlaem te zijn, hare schade te weren, haer voordeel ende beste te vorderen, oock met betalinge van deschuldige Pachten, Cynsen, Diensten ende alle andere gevallen sich gehoorlaem ende onderworpen te bewijfen, in aller voege syaen de Cheur-Vorstelijcke Huyle Brandenburg verbonden ende verobligeert zijn.

XV. Doch sal de Princeesse Louyse, wanneer sy hare Weduwdoms-goedt komt te besitten, de Onderdanen soo Geestelijck als Wereldtijck, by hare Vryheden, Rechten ende herbrachte Costuymen ende gewoonten, gelijck sy lieden die tot noch toe gehadt hebben, gerustelijck laten blyven, ende daer over in geenderley manier bewaren, nochte gedoogen van andere te werden beswaert.

XVI. Gelijck dan oock sijne Cheur-Vorstelijcke Doorluchticheyt hem sijne Erven ende Nakomelingen, hier by in de voorz. Weduwdoms goederen uydruckelijck voor behouden hebben wil de Kercken ende Lands Ordonnantien, Erf-schuldinge, Geleydt, Ridder, ende Man-Leen, Volgereyse, Turcken, Rijckcrans, ende Landstuyren, Bier-gelden, soo vele de selve Landtschap toekomen: Licenten ende alle andere Schattingen; Item Malestis appellations ende Echt-sacken, gelijck mede de visitatie ende inspectie der Paltoren ende andere tot des Lands-heerlijckheyt behoorende Regalia.

XVII. Sal oock hare Hoocheyt Princeesse voor ofte in de possessie van haer Weduwdoms goedt, de Ampten ende goederen, haer by desen verlichereven, met belenen, verpanden, ofte in andere manieren bewaren, oock mede den Boffchen Jacht ende houghehouw, anders niet dan tot haren nooddruct gebruycken; oock mede als Wedudoms gebouwen niet laten vervallen, maer in den tijdt van hare Possessie de selve in dack ende rack onderhouden, welverstaende dat altoorens de selve gebouwen hare Hoocheyt in sodanige gestalten sullen worden geleverd, dat sy volgens hare Vorstelijcke qualiteyt daer in geaccommodeert mach wesen; ende soo sy tot de voorz. onderhoudinge der gebouwen enich hout van noode hebbe, sal haer 't selve uyt voorgemelte ofte andere sijne Cheur-Vorstelijcke Doorluchticheyts Boffchen kosteloos ende buyten enighe ontgeltenisse geleverd werden. Doch sullen andere hoofte ende andere gronde gebouwen, niet door hare Hoocheyt, maer door sijne Cheur-Vorstelijcke Doorluchticheyt ende des selfs Erven gemaect ende gebouwt moeten werden.

XVIII. Ingevalle dan oock de Hoochtgheemte Princeesse believen mochte neffens gemelte Huylen, het Slot te Cleve tot hare Weduwelijcke Residentie te gebruycken, sal haer 't selve vrystaen te doen, voor soo vele sulcx sonder ongelegentheyte van de als dan Regenderen-Vorst sal konnen geschieden.

19. Indien oock van sijne Cheur-Vorstelijcke Doorluchticheyt van te voeren, ofte geduerende 't Houwelijck enighe schulden gemaect mochten zyn, ofte oock enighe van de voorz. Weduwdoms goederen verseth, ofte met schulden beswaert waren, daer mede en sal hare Hoocheyt Princeesse niet te doen hebben, maer sijne Cheur-Vorstelijcke Doorluchticheyt des selfs Erfgenem ende Nakomelingen, de selve alleen betalen, oock mede de voorz. Weduwdoms goederen daer van bevrjden ende ontdaen, sonder hare Hoocheyts toedoen, kosten ende schaden.

XX. Indien oock van de Verweduwdomde Ampten ende goederen, by ofte nae sijne Cheur-Vorstel. Doorluchticheyts leven yets quame af te gaen, in zoodaniger wijse ende manieren het selve immermeer geschieden mochte, sulcx dat hare Hoocheyt Princeesse Louyse, de voornoemde aen hare Hoocheyts voorz. Lijf-tochten Rechten ende Jaerlijcke heffinge ten vollen niet konde hebben; soo sullen ende willen sijne Cheur-Vorstelijcke

XIV. Pareillemant tous les sujets tant Nobles qu'autres, des terres dudit Douaire seront obeissans à ladite Princeesse Louyse. Ensemble promettrons & jurons, après le deceds de sadite Serenité Electorale d'être fidelles & obeissans à sadite Altesse, de détourner & empêcher son dommage, & de procurer son avantage, en payant & faisant payer, les fermes, accises, & autres, le tout ainsi qu'il y sont obligez envers la maison Electorale de Brandebourg.

XV. Mais si la Princeesse Louise vient à joindre l'effe de son Douaire elle en laissera joindre les sujets, tant Ecclesiastiques que Seculiers de leurs libertez, Droits, Coutumes & Usances & ce paisiblement, comme ils en ont joui jusques à présent, sans les lésier en nulle maniere, ni souffrir qu'ils y soient lésés.

XVI. Comme aussi sa Serenité Electorale, se reserve pour elle, ses héritiers & successeurs à l'égard desdits biens concernant le Douaire, les ordonnances Ecclesiastiques & du Pais, les siefs nobles & roturiers, dettes héréditaires, appartenant auxdites Provinces, les Licences & autres impositions. Item les appellations & causes matrimoniales, comme les visites & inspections des Pasteurs & autres regales appartenans au Domaine.

XVII. Sadite Altesse, avant ou pendant la possession dudit Douaire, n'engagera pas lesdits Châtelaines & biens cy-dessus assignez, ne les chargera point & n'usera de la chasse des Bois & coupe d'iceux que pour sa nécessité, & ne laissera point tomber en ruine les bâtimens dudit Douaire, mais les entretiendra en bonne roichure; bien-entendu que lesdits bâtimens seront livrés à sadite Altesse en sorte qu'elle y soit accommodée en l'état convenable à une Princeesse de sa qualité. Et si pour l'entretien desdits bâtimens elle a besoin de quelque bois, ils lui seront livrés sans frais & sans difficulté des forêts de sa Serenité Electorale, mais les autres bâtimens entiers de fond en comble, ne se feront pas par son Altesse, mais par sa Serenité Electorale & ses Héritiers.

XVIII. Au cas qu'il plût à la susdite Princeesse de se servir pour sa résidence pendant son Veuillage du Châteaueu de Cleves avec lesdites maisons, il lui sera libre; pourvu que cela se fasse sans incommodité pour les Princes Regens d'alors.

XIX. Si sa Serenité Electorale a contracté quelques dettes avant, ou qu'elle en contracte durant le susdit mariage, ou si lesdits biens du douaire se trouvent Hypothéqués ou chargés de quelque dette, ladite Princeesse n'en sera point chargée, mais se sera les Héritiers & Successeurs de sadite Serenité Electorale qui seuls les payeront, & en seront & demeureront lesdits biens assignez pour le douaire déchargés, sans que sadite Altesse en souffre aucun frais ni dommage.

XX. Si quelque chose desdits biens du douaire venoit à être démembré ou distrais avant ou après le deceds de sa Serenité Electorale, comme cela pourroit arriver, en telle maniere que ladite Princeesse Louise ne put plus percevoir entièrement ses rentes & pensions viagères, sadite Serenité Electorale & après son decés ses Héritiers & Successeurs, feront en sorte que son Altesse en soit indemnisée sur les autres Domaines & Châtellenies

NS
I. C.
46. ke Doorluchticheyt ende nae des selfs Overlyden sijne Erven ende Naekomelingen, foodanigen toereyckende ordere ende besorginge doen, dat hare Hoocheyt alle foodanigen kort uyt andere sijne Cheur-Vorstelijcke Doorluchticheyts naest aengelegene Domeinen ende Ampten behoorlijk vergoet, ende misdiën hare Hoocheyt alenthalven schadeloos gehouden sal werden.

XXI. Dewyle oock dickwils is dat ter saecke van toekomende Overlyden gewisse voorfieninge ende ordere werden gestelt, soo is dienvolgende nader vergeleecen ende bestoort; Ingevalle Hoochftgamelte Princeffe Louyse voor hare toekomenden herts-geliefden Heere Gemaal den Cheur-Vorst *Frederic Wilhelm*, sonder Wettelijke Lijs-Erven (dat Godt verhoede) kome af-lyvlich te worden: Dat alsdan de voornoemde Dote van *hondert twintich drysent Rijcxdaelders* in Capitaal, neffens hare klederen, cieraet, ende Juwelen, niets uytgesloten oock neffens alle hare yordere ingebrachte aenbestorve ende *Paraphernale* goederen, volgens het Schependoms Recht alhier in den *Hage*, gebruyckelijck aen hare naeste Erven promptelijck ende onverweygart sulen werden gerestitueert, voorbehoudens nochtans sijn Cheur-Vorstelijke Doorluchticheyt de Lijf-tochte der voornoemde Dote sijn leven lanck geduerende. Ende wanneer, ingevalle als vooren, de prompte restitutie van 't voornoemde Capitaal ende andere goederen quame gedilayeert te worden, sulen alle gemelte Weduwdom verschrevene goederen met even de selve verplichtinge als vooren daer voor blyven verpant, ende ondertruffchen aen hare Hoocheyts Erven den Interest vangemelte Capitaal, misgaders van de waarde van de voorz. andere restituable goederen tegen *ses* ten hondert in 't laer gepreleert werden; sonder dat nochtans, onder pretext van de betalinge der voornoemde Interesten de restitutie van meergemelten Capitaal, ende andere goederen enichints sal mogen werden uytgestelt ofte gedifficulteert.

XXII. Ende sulen geduerende de voorz. verbinthenisse der Ampten ende goederen tot het Weduwdom voorz., alle Amptlieden ende Onderdanen, in het Weduwdoms goet gefeten, met Eede ende gelofte verbonden zijn, ende blyven de Erfgenamen van de Hoochftgamelte Princeffe in den voorz. gevallen met volkomene betalinge van de ordinarij Renten van de voorz. Houwelijcx-gelden gehoorfaem ende willich te zijn, soo lange tot dat de selve van het aengebrachte Houwelijcx goet ende andere voorgespecificceerde goederen behoorlijk te vreden gestelt, ende voldaan sijn sulen.

XXIII. Van gelijcken sal geobferveert ende nagekomen, ingevalle en oft meer van dit Houwelijcx geprotene Lijf-Erven; de Princeffe hare Vrouw-Moeder coment te overleven: Ende eerst nae hare doot sonder Lijs-Erven naer te laten, comen te sterven, want oock in sulcken gevalle aen der Princeffen naeste Erven, soo wel het voornoemde Capitaal als alle andere gemelte goederen gelijckewijse ende ondergelijcke verbinthenisse als vooren sulen werden gerestitueert. Blyvende aen sijne Cheur-Vorstelijke Doorluchticheyt alleen 't genoot van 't Houwelijcx goet van *hondert twintig drysent Rijcxdaelders* sijn leven lang geduerende, als vooren.

XXIV. Maer indien de Goddelijcke voorfichticheyt gestelden, dat meer Hoochftgedachte Cheur-Vorstelijke Doorluchticheyt Cheur-Vorst *Frederic Wilhelm* voor des selfs toekomende Gemalinne Princeffe Louyse, met ofte sonder Lijf-Erven overleden, soo sal hare Hoocheyt Princeffe Louyse macht ende last hebben, de voorgemelde ende ingebrachte Houwelijcx goederen ende wedergele, van de haer verbondene Cleefliche oft in *evenum* Cheur-Vorstelijck Brandenburgsche Ampten met alle Overicheyt ende gerechticheyt terstondt nae sijne Cheur-Vorstelijke Doorluchticheyts Overlyden, naer luyt van ende vermogens dese Houwelijcx Voorwaarden, in te nemen, te possederen ende te genieten haer leven langh ongemoevt ende sonder alle verhindeeringe van sijne Cheur-Vorstelijke Doorluchticheyts Erven ende Naekomelingen, ende voorts van enen yegelijcken.

tellenies les plus proches, en sorte qu'elle ne souffre point.

ANS
de J. C.
1646.

XXI. Et comme souvent à cause de la mort future, on se fait de prévoyance & établit quelque ordre, il a été plus expressément convenu & conclu, au cas que la susdite Princeffe Louise vienne à mourir sans enfans, (ce qu'à Dieu ne plaise) avant Monseigneur l'Electeur son cher futur époux, *Frederic Guillaume*, qu'alors la susdite dot de cent vingt mil Rixdales en Capital, ensemble ses habits, ornemens & joyaux, rien excepté, ensemble ses autres effets qu'elle aura apporté & ses biens paraphernaux, suivant les droits de la justice de la Haye, seront aussitôt restitués à ses plus proches héritiers, excepté néanmoins que sa Seren. Electorale jouira de la rente de la dot susdite sa vie durant. Et si en cas susdit la prompte restitution du susdit Capital & autres biens vient à être différée, tous les biens assignez pour le susdit donaire demeureront engagés pour ces effets, & cependant seront payez aux héritiers de son Altesse les intérêts du susdit Capital, ensemble de la valeur des susdits autres biens à restituer, à raison de six pour cent par an; sans que néanmoins sous prétexte du paiement des susdits intérêts, la restitution du susdit Capital & autres effets puissent être dilayez ou différés.

XXII. Et seront pendant les susdits engagements des Châtellenies & biens du Donaire, tous les Officiers & sujets habitans desdites Châtellenies obligés par serment envers les héritiers de la susdite Princeffe au susdit cas; & au paiement entier des rentes & revenus ordinaires des susdits biens matrimoniaux, jusques à ce qu'ils soient entièrement satisfaits des biens & effets cy-dessus spécifiés.

XXIII. Semblablement il sera observé que si un ou plusieurs héritiers issus de ce mariage vient ou viennent à mourir après son décès, sans laisser d'héritiers, le susdit Capital aussi bien que les susdits autres effets seront restitués aux plus proches héritiers de ladite Princeffe. Demeurant à sa Serenité Electorale seule la jouissance de ladite dot de cent vingt mil Rixdales sa vie durant comme dessus.

XXIV. Mais s'il plaisoit à la divine providence que sa Seren. Electorale le Prince *Frederic Guillaume* vint à mourir avec ou sans enfans avant la susdite Princeffe Louise sa future épouse, la susdite Princeffe Louise aura le pouvoir de reprendre aussitôt le susdit apport & comédors des Châtellenies assignées de Clever, & en tout cas de Brandebourg, avec toute Souveraineté & Prérogative, aussitôt après le décès de sa Serenité Electorale, selon le contenu & en vertu de ces presentes conventions matrimoniales, pour les posséder & en jouir sa vie durant sans trouble & empêchement des Héritiers & Successeurs de sa Serenité Electorale, ni de qui que ce soit.

ANS XXV. Salook mede hare Hoocheyt als dan onge-
de J. C. weygart volgen alle hare Clenodien, Silverwerck, kle-
deren ende cieraedt, ende 't gene hare Hoocheyt van
1646. sijne Cheur-Vorstel. Doorluchticheyt ofte andere vereert
ende geschoncken soude mogen wesen: mitgaders alle
hare aenbestorven, aengeerde, ende aengekomene
goederen, niet van alles uytbeseft.

XXVI. Indien oock hare Hoocheyt in den voorz.
gevalle de Possessie van hare Weduwdoms goederen co-
me te aenvaerden, sal haer daer by aen huysraedt ende
meubelen, als oock Silvere Vassillen na hare qualiteyt
omme die in Lyflichte te besitten ende te gebruycken
haren Weduwlijcken Staet geduerende, mitgaders,
Coren, Victuaille, ende andere nootdructicheyt soo
veele verschaft ende gelaten worden, als haer tot den ver-
val tijdt van de nieuwe Renten ende incompten tot hare
Hofhoudinge van nooden sijn sullen, ende naer adve-
nant van een Jaer inkomens harer Renten. Maer by al-
dien aldaer soo veel niet voorhanden en is, soo sal 't sel-
ve uyt andere sijne Cheur-Vorstel. Doorluchtigheys Do-
meynen ende Ampten volcomelijck voldaan werden.

XXVII. Maer ingevalle hare Hoocheyt de Princel-
se Louyse hare Weduwlijcke Standt quam te verande-
ren, ende sich elders te herhijlijcken; sal als dan in hooch-
gemelten Princeffen Louysen willekeur staen, by het be-
dit ende genoth der voorgemelte Weduwdoms goede-
ren ende Ampten, ende daer in vallende Renten der
hondert twintich duysent Rijxdaelders te verblijven, ende
anderints haer ingebrachte houwelijck goetd van hondert
twintich duysent Rijxdaelders nevens andere hare Pa-
raphernale, geerde ende anderints aengekomene goe-
deren, oock wat haer staende houwelijck door sijne Cheur-
Vorstel. Doorluchticheyt ofte andere vereert sal wesen,
naer sich te nemen; sullen oock sijne Cheur-Vorstelijcke
Doorluchticheys Erven ofte Naercomelingen verbon-
den wesen in sulcken gevalle alle het selve te presteren,
oock de voorz. geassigneerde Ampten ende Wedu-
doms goederen metharen gantschen inkomsten tot meer-
der verfeeringe daer voor verpandende verplicht bly-
ven, oock aengaende de wederlage der hondert en twintich
duysent Rijxdaelders, sal hoochftgemelte Princefse
in foodanigen gevalle met twaelf duysent acht hondert
Rijxdaelders Lijf-Renten uyt de voornoemde Ampten
daer voor mits desen verbonden ende gehypothequeert,
als voor te genieten, verrentet werden; welverstaende
by soo verre sijne Cheur-Vorstelijcke Doorluchticheys
Erven, het Capitael der wederlage liever aen sich be-
houden willen, als in haren contanten gelde uyt te ge-
ven: sulcx aen haren wille ende keure sal staen.

XXVIII. Ende soo wanneer nu hare Hoocheyt van
de houwelijcken penningen, ende van andere hare Para-
phernale geerde ende anderints aengekomene goederen,
oock van de gene die haer staende houwelijck door sijne
Cheur-Vorstelijcke Doorluchticheyt, ofte andere vere-
ert ende gegeven soude mogen wesen, gelijk als voorz.
is redelijcken voldaan, ende van die haer daer tegens be-
loofde Lijf-renten van twaelf duysent acht hondert Rijx-
daelders, suffsantelijck verleeckert is, als dan ende eer-
der niet, sal hare Hoocheyt Princefse Louyse, ende voorz.
Lijflichts goederen afltaen, oock mede alle Amptien
ende Onderdanen van haer beloften ende Eeden
quiteren ende ontfalten.

XXIX. In cas hare Hoocheyt de Princefse Louyse, als
Weduwe van sijne Cheur-Vorstelijcke Doorluchticheyt
komt te overlijden sonder Wettelijcke Lijfs-Erven uyt
desse Houwelijcken geprocreert naer te laten; soo sullen
sijne Cheur-Vorstelijcke Doorluchticheys Erfsenamen
ende Naecomelingen gehouden sijn, aen de Erfsenamen
van hare Hoocheyt volkomene restitutie doen, van
te voornoemde ingebrachte houwelijck goetd van hondert
twintich duysent Rijxdaelders, ende alle andere hare
Paraphernale aengekomene ende aenbestorven goe-
deren, als mede die haer staende Houwelijck by sijne Cheur-
Vorstelijcke Doorluchticheyt ofte andere, vereert ofte
geschoncken, ofte anderints aengekomen mochte we-
sen, voor soo veel die te voeren aen de Hoochftgemel-
te Princefse niet en sullen wesen gerestitueert, ende aen-

XXV. Son Altesse reprendra aussi, tous ses habits, ANS
joyaux, argenteries, & ornemens dont lui aura fait pré- de J. C.
sent sa Serenité Electorale ou autres, ensemble tous 1646.
les biens Paraphernaux ou autres qui lui seront échus, pas
un excepté.

XXVI. Si son Altesse, au cas susdit, vient à entrer
en possession des terres de son Douaire, il lui sera fourni
des meubles & vaiselle d'argent convenables à sa quali-
té, pour s'en servir pendant sa viduité, ensemble les
grains, victuailles & autres choses dont elle aura besoin
pour son ménage, jusques à l'échéance de ses rentes & re-
venus, & ce à l'advenant d'une année du revenu de ses-
dites rentes; mais si elle ne peut pas en percevoir au-
tant qu'il lui en sera de besoin, il lui en sera suffi-
samment fourni sur les autres Domaines & Châtellenies de
son Altesse Electorale.

XXVII. Mais au cas que ladite Princefse Loui-
se vint à changer son état de Veuve par un autre maria-
ge, il sera au choix de son Altesse de s'en tenir à la
possession & jouissance des susdites terres à elle assignées
pour son Douaire & de la rente desdits cent vingt mil
Risdals, ou de reprendre son dit apport de cent vingt
mil Risdals, ensemble ses biens Paraphernaux, &
ceux qui lui seront venus par succession ou autrement,
& même ce qu'elle aura eu en présent de sadite Serenité
Electorale constant le mariage ou d'autres. Seront aussi
les Héritiers & Successeurs de sadite Seren. Electorale
obligés en tel cas, à effectuer lesdites choses; même les-
dits biens assignés pour son Douaire, lui demeureront hy-
potheques pour plus grande sèreté à l'égard de la contre-
dot de cent & vingt mil Risdals, les susdites Châtelle-
nies lui resteront hypotheques au susdit cas, pour la
Rente qui sera de douze mil huit cents Risdals. Bien-
entendu qu'au cas que les héritiers de sa Serenité Electro-
rale aiment mieux retenir le Capital de ladite Contre-dot,
que de la donner en argent comant, cela sera à leur vo-
lonté & choix.

XXVIII. Et quand la sadite Altesse se trouvera saisi-
sée de son apport & de ses autres biens Paraphernaux,
ou autres qui lui seront venus par succession ou autrement,
ensemble de ceux qui lui auront été donnés par sadite
Serenité Electorale ou autres comme dit est, & qu'elle sera
assurée de ladite Rente de douze mil huit cents Risdals,
alors & non plutôt se desistira ladite Princefse Louyse
des susdits biens assignés pour son Douaire, & par même
moyen tous les Officiers & sujets seront quittes & dé-
chargés de leurs promesses & sermens.

XXIX. Au cas que son Altesse la Princefse Louyse,
étant Veuve de sa Seren. Electorale, vienne à mourir
sans Enfants légitimes procréés dudit mariage, les hé-
ritiers & Successeurs de sa Serenité Electorale seront tenus
de restituer aux héritiers de sa dite Altesse ledit apport
ou dot de cent vingt mil Risdals & tous les biens
Paraphernaux venus par succession, comme aussi ceux
dont lui aura été fait donation par sa Serenité Electorale
ou autres constant le mariage, ou qui lui seront autrement
échus, au cas qu'ils n'ayent pas déjà été restitués à la
susdite Princefse, & à l'égard de ses joyaux & meubles,
autant qu'il s'en trouvera encore en être; le tout sous l'o-
bligation desdits biens assignés pour le douaire, comme
dit est.

NS gte de Clenodien ende Meubele goederen, soo veel
j. C. die als dan noch in wesen sullen gevonden werden, alles
46. onder verbintenisse ende verplichinge van alle de We-
duwdoms goederen, als vooren.

ANS
de J. C.
1646.

XXX. Inghelijck is hier by uytdruckelijck gecondi-
tionceert ende door sijne Cheur-Vorstelijcke Doorluch-
ticheyt bewillicht, dat in dien gevalle van sijne Cheur-
Vorstelijcke Doorluchticheyts Overlyden, naerlatende
Kint ofte Kinderen, soo wel Mannelijck als Vrouwe-
lijcken geslachts, soo lange sy tot hare mondige Jaren
sullen gekomen zijn, onder de Moederlijcke opvoedin-
ge ende dispositie gestelt, ende door de Hoochstge-
melte Princefse hare Vrouw-Moeder in de Ware Gere-
formeerde Religie, sonder yemants tegensprecken ofte
verhinderinge opgetrocken sullen werden.

XXXI. Ten laetsten is verproucken ende veraccor-
deert, dat indien Hoochstgedachte sijne Cheur-Vor-
stelijcke Doorluchticheyt voor Hoochgemelte Princefse
Louyse, ofte ter contrarie hare Hoocheyt voor sijne
Cheur-Vorstelijcke Doorluchticheyt, naer de Echtlijcke
bylager, oock voor de voldoeninge des Houwelijck goet
(dat Godt genadelijck verhoede) overlede, dat niet te
min alles wat in dese Houwelijckse Voorwaerde van de
een ende de ander zyde bewillicht ende beloofd is, ge-
trouwelijck voltrocken ende gepresteert worden sal.

XXXII. Maer indien 'tgebeurde (dat Godt mede
genadelijck verhoede) dat de eene van dese Vorstelijcke
Gemalen voor de bylage quam te Overlyden, als dan
dese Houwelijckse Voorwaerde 't eenemael te niet zijn,
ende d'eene op d'andere niets te pretenderen hebben.

XXXIII. Doch blijft beyde Cheur ende Vorstelijcke
Contractanten gereserveert ende voor behouden ele-
kanderen by Testament, Codicille, Donatie, *Mortis*
causa, ofte anderints andere manieren te bedencken ofte
te begiffen, uytgesondert van het voornoemde Hou-
welijck goet van *hondert en twintich duysent* Rijxdael-
ders; Item van de Heerlijckheden, Landen ende goe-
deren die op hare Hoocheyt Princefse Louyse, uyt kracht
van Testamentaire dispositie ofte anderints van sijne
Hoocheyt harer Heer ende Vader, ende van sijne Hoog-
heyt Prince *Wilhelm* haren Heer Broeder noch fouden
mogen komen te erven, van welke de Hoochstgemel-
te Princefse niet en sal mogen disponeren, maer sullen
alle de selve by gebreeke van haer ende hare kinderen
wederom keren, ende devolveren op hare naefte Erf-
genamen.

XXXIV. Ende alle 't selve ende yeder point van 't
gene voorz. is gestadich vast ende onverbreekelijck te
houden ende naer te komen, hebben Hoochstgedachte
Cheur-Vorst *Frederick Wilhelm* Cheur-Vorstel. Door-
luchticheyt ende sijne Hoocheyt Prince *Frederick Hen-
derick* van wegen sijnen lieven Dochter Princefse Louyse
malcanderen vastelijck ende by Cheur ende Vorstelijcke
weerde ende ware woorden krachtelijck beloofd, ver-
sproucken en toegeleyt sonder argelift.

Ende ten ware oirconde ende kennisse sijn van dese
Houwelijckse Voorwaarden twee in Hoochduytsche ende
twee in Nederlandsche spraecke alleens luydende instru-
menten gemaeckt, ende met sijnen Cheur ende Vorstelijcke
Doorluchticheyts ende beyderzijts Hoochtheyden
Cheur ende Vorstel. zegelen welwetende bezegelt oock
mede met der selver eygen handen onderteekent ende
bevesticht. Aldus gedaen in s' Gravenhage den *seventen*
dach in de Maent van *December* des laers *sestien hondert*
se en veertich.

XXX. Semblablement il est expressément condition-
né & promis par sadite Serenité Electorale, qu'au cas
de mort de sa Seren. Electorale, laissant enfant, ou en-
fant, tant Masles que Femelles, ils seront laissez à
la disposition & education de la sisdite Princeesse leur mere
jusques à ce qu'ils soient parvenus à l'age de majorité,
laquelle les elevera dans la vraye Religion Réformée sans
aucune contradiction, ni empêchement de qui que ce soit.

XXXI. Enfin il est promis & accordé que si sa Se-
renité Electorale venoit à mourir avant ladite Princeesse
Louise, ou ladite Princeesse Louise avant sa dite Serenité
Electorale après la consommation du Mariage, (ce qu'à
Dieu ne plaise) & avant la délivrance de la dot néant-
moins ces presentes conventions matrimoniales consenties
& promises de part & d'autres, seront parfaitement ac-
complies.

XXXII. Mais s'il arrive (ce qu'aussi à Dieu ne
plaise) que l'une desdites parties, vienne à mourir avant
la consommation du mariage, lesdites conventions ma-
trimoniales seront nulles, & l'une n'aura rien à preten-
dre contre l'autre.

XXXIII. Mais demeure réservée à l'une & l'autre
des parties contractantes la faculté de se donner l'un
à l'autre par Testament, Codicille, donation à cause de
mort ou autrement à l'exception desdits cent & vingt
mil Risdales de Dot. Item des Seigneuries pais & biens
qui pourroient avenir à ladite Princeesse, par disposition
Testamentaire ou autrement de son Seigneur & Pere,
& de son Altesse le Prince Guillaume son Frere, dont
ladite Princeesse ne pourra point disposer, mais resourne-
ront faute d'enfants à ses plus prochains héritiers.

XXXIV. Tous lesquels points & articles cy-dessus
sadite Serenité Electorale Frederic Guillaume, & son
Altesse le Prince Frederic Henri au nom de sa chere
Fille la Princeesse Louise ont promis de garder & ob-
server fermement & inviolablement en vraye parolle de
Prince & Electeur sans dissimulation.

En témoin de quoy lesdites conventions matrimoniales
dont deux instrumens ont été faits en haut Alleman &
deux autres en Hollandois, ont été scellez & signez par
lesdits Prince & Electeur. Ainsi fait à la Haye le
septième jour du mois de Decembre mil six cens qua-
rante six.



ANS

de J. C.

1646.

SUEDE

ET

SAXE.

* Ceci a

été Tra-

duit de

l'Italien,

qu'on ne

met pas

ici, par

ce que ce

n'est pas

l'Original.

CCLXXXII.

Suspension d'Armes entre CHRISTINE Reine de Suede & JEAN GEORGE Electeur de Saxe jusqu'au Traité de Paix; conclue sur la fin de Mars 1646. Vittorio Siri, dans son Mercure Tom. VI. pag. 504.

LA Suspension d'Armes de six mois conclue le 21. d'Août de l'année dernière entre les Deputez de son Excellence Leonard Torstenson Seigneur de Rechte, de Forsten & de Ralsgh, Sénateur de la Reine & de la Couronne de Suede, Maréchal General de ses armées & Gouverneur General pour la Majesté de la Province de Pomeranie, au nom de la Serenissime & Tres-puissante Princeesse, Madame Christine designée Reine & Princeesse hereditaire de Suede &c. d'une part: & les Deputez du Serenissime Prince & Seigneur Jean-George Duc de Saxe, de Juliers, de Cleves & de Bergh, grand Maréchal & Electeur du St. Empire Romain &c. d'autre, ayant été confirmée & ratifiée, & le tems de ladite suspension d'armes étant expiré depuis peu, & avant que la Paix Generale soit entièrement conclue dans l'Empire: lesdits Deputez se sont assembles de part & d'autre pour tenir une nouvelle conference en ce lieu d'Ellembourg en vertu du 4. Article du Traité de ladite Suspension d'Armes. Pour cet effet est comparu pour sadite Excellence le Tres-noble & genereux Seigneur Axelillien General Major des armées de sa Majesté & de la Couronne de Suede, Gouverneur en Pomeranie, & Colonel de Cavalerie & d'Infanterie, & le Seigneur Alexandre Eschen Conseiller d'Etat & de Guerre de Pomeranie & de l'Armée Royale; lesquels d'un Commun Contentement & après une meure deliberation ont traité accordé & conclu avec nous deputez de son Altesse Electorale, Jean George Cipel Conseiller du Conseil secret de sadite Altesse, & Pandolfe Christophle D'arminibus son General Major & Colonel d'Infanterie, sauf la Ratification des deux parties leurs Superieurs qui leur ont donné pouvoir de traiter de la maniere qui suit.

I. La suspension d'armes sera observée exactement & de bonne foi entre sa Majesté Royale de Suede, ses Alliez, ses heritiers ou Successeurs, & ses Royaumes & Provinces d'une part, & S.A.E. de Saxe, ses heritiers & Successeurs dans son Electorat, Principauté & Pais d'autre part; à commencer de ce jour jusqu'à l'entiere conclusion du Traité de Paix qui doit être negocié a Osnabrug & à Munster, & au départ des Ambassadeurs des Plenipotentiaires desdites parties hors desdites Villes, & jusqu'à ce que ledit Traité soit achevé, il y aura une suspension d'Armes Generale, pendant laquelle cesseront tous actes d'hostilité quels qu'ils puissent être & sous quelque pretexte que ce soit, & l'on s'abstiendra de part & d'autre durant le tems de ladite Suspension, de toute autre sorte de violence jusqu'à l'accomplissement du Traité de la Paix generale, ou jusqu'à la Conclusion d'une Trêve Generale entre toutes les Parties; en gardant la presente Suspension pendant dix mois, durant lesquels on sera obligé ou de la prolonger ou de declarer qu'elle finira.

II. Il sera permis à S. A. Electorale de demeurer dans l'obeissance qu'elle doit à sa Majesté Imperiale & au Saint Empire, sans prejudice de la presente Trêve, & elle ne sera nullement inquiétée pour ce sujet.

III. Comme les deux Parties sont convenues dans le Traité de la Suspension d'Armes precedente que S. A.E. pourra envoyer à l'Armée Imperiale trois de ses Regimens de Cavalerie, on observera la même chose dans le Present Traité; & S.A.E. donnera ordre aufdits Regimens de ne rien entreprendre contre S. M. Royale de Suede ni contre ses Alliez. Elle n'envoyera aufdit Regimens aucune recrue ni renfort de ses autres Regimens, & elle ne permettra point que dans les pais

& Terres de son obeissance on fasse aucune place d'Armes pour la levée, recrue ou autres preparatifs de guerre pour lesdits Regimens ni pour les autres Troupes ennemies de la Couronne de Suede ou de ses Alliez, & sadite Altesse Electorale desire que la même chose soit observée reciproquement par les Generaux des Armées Royales de Suede. Il sera permis à S.A.E. de retenir à son service les Troupes qui lui restent, ou de les casser, & il sera libre aux Officiers & aux Soldats qui seront congédiés, d'aller où bon leur semblera; & à l'égard de ceux que S.A.E. retiendra elle leur fera donner Logement dans les Villes & Terres de sa dependance, de maniere neantmoins que lesdites Troupes de S.A.E. ne soient point trop près des Garnisons & des quartiers des Troupes Suedoises, & particulièrement des Garnisons desquelles elles seront éloignées de trois lieues à la ronde, pour prevenir les inconveniens qui en pourroient arriver.

IV. Et en cas que la Couronne de Suede soit obligée par les loix & par les necessitez indispensables de la Guerre de faire passer par les Etats de S.A.E. des Armées entieres ou des Regimens, ou des partis qui seront commandez, il lui sera permis de le faire sans derogier en aucune maniere à la presente Suspension d'Armes, & S.A.E. ne les empêchera point de passer. Lesdites Troupes seront obligées de marcher en bon ordre, & le plus promptement qu'il sera possible; & elles ne pourront séjourner en aucun endroit pour s'y reposer qu'après trois jours de Marche consecutifs, & l'on donnera avis du tems que se feront lesdites marches afin que l'on en use conformément à la disposition des Commissaires de S.A.E. laquelle se fera sans retardement. Cela doit s'entendre de la provision des Vivres, qui seront fournis sans aucun defect selon la quantité ci-après exprimée; Et qui seront fournis tous les mois regulièrement par les Provinces de la dependance de S.A.E. Et au cas qu'outre la quantité des provisions de bouche qui doivent être fournies pendant lesdites marches, les Troupes commettent des Vols, pillages ou autres violences defendues par la Suspension d'Armes, & que l'on ne puisse reconnoître ceux qui seront coupables desdits exces, les sujets de S.A.E. pourront sans aucun empêchement faire la recherche des choses qui leur auront été volées, dans le Regiment d'où sera le Soldat coupable dudit vol; & alors le Colonel ou celui qui commandera en son absence employera tous ses soins pour faire rendre tout ce qui aura été volé, & en outre le coupable sera puni comme infractionneur de la presente Suspension d'Armes. Et s'il arrivoit qu'un Officier eut connoissance ou qu'il fût complice du Vol, il sera non seulement obligé à faire ladite restitution à ses depens, mais il sera châtié aussi bien que le Coupable. De plus son Excellence consent qu'au cas qu'il se trouve quelque parti que l'on ne puisse persuader par les voyes de raison de se desister de ses violences, & qui veuille se maintenir par la force dans l'execution de son mauvais dessein, les Sujets de S.A.E. Elect. seront en droit de repousser lesdites violences par la force, tant dans les passages desdits Soldats qu'en d'autres occasions. Il sera permis aux Officiers, Soldats & autres qui sont au service de la Couronne de Suede de quelque qualité qu'ils puissent être de passer & repasser librement & en toute seureté par toutes les Terres & Pais de l'obeissance de S.A.E. pour leurs affaires particulieres, moyennant un Passeport de leurs Officiers Generaux, ce qui sera pareillement observé à l'égard de ceux de sadite Altesse, qui passeront parmi les Garnisons Suedoises.

V. Encore que S.A.E. ait demandé la restitution des Places de ses Etats qui sont entre les mains de la Couronne de Suede, neantmoins comme on ne peut maintenant lui accorder ce qu'il demande, & que la chose est presentement en suspens, & qu'elle depend de la disposition particuliere de sa Majesté Suedoise; son Altesse Elect. restera, en vertu du 5. Article de la Suspension d'Armes precedente, dans la pleine & entiere jouissance de ses Pais & Terres sans aucun empêchement, y compris le Comté de Henneberg pour ce qui

ANS

de J. C.

1646.

regarde les contributions & revenus, & la part que S. A. E. ya. Et il sera permis à ses Officiers d'y exercer paisiblement, à la reserve de la Ville & Château de Leip-
sich, avec leurs revenus ordinaires de quelque nature qu'ils puissent être, comme aussi les Seigneuries de Schar-
burg & autres Comtez & Terres, s'il se trouvoit qu'el-
les ne fussent pas comprises dans les revenus des Bailli-
ages dependans de S. A. Elect. on en excepte pareillement
les Villes de Protection, sçavoir Erford, Mulhausen,
& Nechaufen, sans prejudice neantmoins de ses droits
de protection, comme aussi le bailliage de Guerbourg
dans le Diocèse de Magdebourg.

VI. S. A. Electorale fera Reciproquement fournir
tous les mois au Receveur General de la Couronne de
Suede à Leiplich huit mille Richedales à commencer au
mois de Mai prochain, & cinq mille sacs de bled me-
sure de Leiplich tous les ans durant cette suspension. On
payera semblablement, audit Receveur aux mois de
Mars & d'Avril tout ce qui est dû aux Creanciers
& aux Suedois en Consequence de la premiere Suspen-
sion d'armes tant en argent qu'en grains & en fourage;
& en recompense de ce on ne payera aucune nouvelle
Contribution pour ledits mois de Mars & d'Avril. On
fera paier semblablement les restans que le pais doit four-
nir aux garnisons de Leiplich & d'Erford, & qui ont
été remis & reduits à la somme de cinquante mille Ri-
chedales pour tout. Le terme de ce dernier article com-
mencera au premier de Septembre & finira le dernier
jour de Decembre de la presente année, faute dequoi
& en cas que le paiement de l'une & de l'autre desdites
sommes ne se fasse pas, conformément à ce dont on est
convenu dans la premiere Suspension d'Armes & dans
celle-ci, les Seigneurs Suedois pourront exiger ledit pay-
ement, & les frais qui seront faits en cette occasion ne
seront point compris dans le paiement du principal;
mais il ne sera plus rien pretendu à l'égard du paiement
de S. A. E. que celui de Leiplich & d'Erford ci-dessus
enoncé; lequel paiement étant fait les nouvelles pre-
tensions demeureront nulles & de nul effet par ces pre-
sentes.

VII. Comme les Troupes de S. A. E. ne doivent
mettre aucun empêchement aux operations des armes
de la Suede & de ses Alliez, le passage de la Riviere
d'Elbe demeurera libre & ouvert au parti Suedois, &
par tout. Il y restera neantmoins des Sauvages de l'un
& de l'autre parti dans le Château de Torgaw à trois
lieues de Dresde lieu de la Residence de S. A. Elect. Les
Châteaux qui ont été rendus à S. A. E. par la premiere
Suspension d'Armes, & dans lesquels il n'y a eu depuis
aucune garnison demeureront dans le même état où ils
sont presentement jusqu'à la fin de cette Treve.

VIII. Et comme le commerce, en ce qui regarde
son Alt. Elect. & sa Cour, est libre par tout tant par eau
que par terre, les Suedois pourront de même faire pas-
ser librement leurs biens & effets quels qu'ils soient,
sans qu'ils puissent être arretés ni obligés de paier aucun
impôt tant par eau que par terre de la même maniere
que les sujets de ladite Altesse, en montrant un passeport
General, pourveu que parmi ses effets il ne se trouve
aucun bien appartenant à des particuliers.

IX. Les Prisonniers qui se trouveront faits de part &
d'autre seront remis en liberté sans payer aucune rançon ni
remboursement de dépense.

X. S'il arrive durant cette Suspension d'Armes quel-
que different entre les sujets de sa Majesté Suedoise & ceux
de S. Elect. de Saxe, soit en matiere civile ou criminel-
le, chacun en connoitra à l'égard de ses sujets, & les de-
mandeurs seront renvoyés à sa Jurisdiction; & en cas
qu'il survienne quelque desordre & qu'il fut necessaire de
mettre le delinquant en prison, on en donnera avis dans
la huitaine à celui sous la Jurisdiction de qui il doit être
maintenu. Et à l'égard des Suedois on s'adressera à Leip-
sich où il sera permis d'envoyer le malfaiteur pour y être
châtié selon la justice, excepté en cas de marche & de
passage de troupes, auquel cas on remettra le coupable en-
tre les mains du Commandant.

XI. Son Alt. Elect. ne fera bâtir aucune nouvelle

forteresse, ni ne mettra aucunes Garnisons sinon dans les
places où il y en a presentement, & ce durant tout le
tems de ladite Suspension d'Armes. S. A. E. pourra nean-
moins faire de simples logemens de Soldats, pourveu que
ce ne soit pas dans les quartiers assignés aux troupes de la
Couronne de Suede.

XII. Pour la sureté des choses dont on est convenu
ci-dessus, les Deputés de l'un & de l'autre parti ci-dessus
nommez, ont signé de leurs propres mains & scellé le
present Traité, avec promesse de faire un échange recy-
proque des Ratifications d'icelui dans huit jours, & que
la Confirmation dudit Traité faite par sa Majesté Suedoise
sera delivrée dans six mois à S. A. E. de Saxe. Fait à El-
lembourg le Mardi d'après Pâques au mois de Mars
1646.

Jean George Cipel.
Pandolfe Christophle Darminibus.

CCLXXXIII.

Traité de LOUIS XIV. Roi de France, ANS
avec les Etats Generaux des PROVIN- de J. C.
HES-UNIES des Pais-Bas, concernant 1646.
le Commerce par Mer. Fait à Paris le 18.
jour d'Avril 1646. Freder. Leonard. LA FRAN-
Tom. V. pag. 223. Recueil des Traitez CRET LIS
de Confédération & d'Alliance entre les PROVIN-
CES-
Couronnes de France & les Etats & Prin- UNIES.
ces Etrangers. pag. 255.

LE Roi voulant, par l'avis de la Reine Regente sa
Mere, donner de plus en plus aux Sieurs les Etats
Generaux des Provinces Unies des Pays Bas, des
témoignages de sa bienveillance & de son affection, à
l'occasion des plaintes qui ont été faites plusieurs fois
de leur part, sur ce que leurs Sujets estoient troublez
dans leur Commerce, à cause que les Vaisseaux de Guer-
re de sa Majesté & Capitaines Armateurs prenoient leurs
Navires Marchands, lors qu'il s'y rencontroit dedans de
la Marchandise appartenant aux Ennemis, & inconten-
nent jugez de bonne prise, suivant l'Ordonnance du feu
Roy Henry III. de l'an 1584. sur le fait de la Marine.
A quoy Sa Majesté voulant pourvoir par un bon Regle-
ment, & en attendant remedier au mieux qu'il luy sera
possible, aux inconveniens qui naissent tous les jours de
l'exécution de ladite Ordonnance, & se relacher de la ri-
gueur d'icelle pour quelque temps en faveur desdits Sieurs
les Etats, à la priere qui luy en a été faite par le Sieur
d'Olsterwijk, leur Ambassadeur ordinaire en cette Cour,
& le Sieur Reynlt, Commissaire par eux député: Les-
quels ayans fait entendre qu'ils avoient quelques deman-
des & propositions à faire à sa Majesté sur ce sujet, Elle
avoit nommé des Commissaires de sa part pour les exa-
miner, & convenir de ce qui seroit le plus à propos pour
le bien general du Commerce; lesquels après plusieurs
Conferences avec ceux desdits Sieurs Etats, ont resolu
& arreté les choses qui ensuivent.

I. Qu'en attendant que l'on ait fait un bon Reglement,
on surseoirra l'exécution des Articles de l'Ordonnance du
Roy Henry III. de l'an 1584. sur le fait de la Marine,
portant que les Marchandises appartenantes aux Enne-
mis, donnent lieu à la confiscation de celles des Amis,
& ne sera plus observée ny pratiquée à l'égard des Sujets
des Sieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des
Pays-Bas, pendant le temps de quatre années, en telle
sorte que les Navires qui trafiqueront avec la Patente
de l'Admiral des Provinces-Unies dans la Mer Mediter-
rannée & du Levant, & sur l'Océan dudit Admiral, ou
des Villes & lieux aux Sujets desquels ledits Navires ap-
partiendront, seront libres, & rendront aussi toute leur
charge libre, bien qu'il y eust dedans de la Marchandi-
se; même des grains & legumes appartenans aux Enne-
mis: sauf & excepté toutefois les Marchandises de con-
trebande. A sçavoir poudres, mousquets & toutes for-
tes

ANS
de J. C.

1646.

tes d'armes, munitions, chevaux & équipage servans à la Guerre; même ne pourront porter ny transporter des Hommes pour le service des Ennemis, auquel cas le tout sera de bonne prise, Navires, Appareils & Marchandises. Ce qui sera aussi severement pratiqué à l'égard de ceux qui auront secouru & jeté des hommes, blez & vivres dans une Place attaquée par les Armées de Sa Majesté.

II. Et de la part desdits Sieurs les Estats seront reiterées les deslenses à leurs Sujets de servir le Roy d'Espagne ou ses adherans avec leurs Navires, en aucune faction Militaire, ou au transport de chevaux, soldats, artillerie, ou munitions de Guerre, ny vendre leurdits Navires, & donner leurdits Matelots aux Ennemis sur peine de confiscation. Et au cas que de semblables contraventions soit fait plainte de la part de Sa Majesté, lesdits Sieurs Estats en feront faire justice & châtiment exemplaire, sur les Informations faites en France par les Officiers des Sieges de l'Admirauté, ou par les Agens de Sa Majesté, & par les Consuls de la Nation Françoisé residens aux Ports, Havres & Eschelles des Terres & Costes étrangères où ils sont établis. Et en cas que les infractions desdites deslenses eussent esté pris par les Vaisseaux de Sa Majesté, ils seront declarez de bonne prise avec toute leur charge. Et de la part de Sa Majesté Tres-Chrestienne seront aussi renouvelées les Ordonnances & Reglemens cy-dessus, sous les peines y contenues.

III. Pour obvier aux inconveniens qui pourroient arriver lors que les Navires Marchands des Sujets desdits Sieurs Estats se font rencontrer par les Vaisseaux de Guerre de sa Majesté, ou Capitaines Armateurs, & pour oster tout sujet de differend & contention à l'avenir, lesdits Navires, après avoir abbatu leur pavillon par respect, fistost qu'ils auront reconnu celuy de France, & les Vaisseaux François, qui ne se pourront approcher plus près qu'environ la portée d'un Canon desdits Vaisseaux Marchands Hollandois, lesquels se soutiendront & paroîtront sur le bord, au premier signal qui leur sera donné d'un coup de Canon tiré sans bale, sans obligation d'abaisser leurs voiles (Sa Majesté voulant bien encor se relâcher en ce point de l'observation de ladite Ordonnance de 1584. en faveur desdits Sieurs les Estats pendant ledit temps de quatre années, en attendant que ledit Reglement general ait esté fait) afin de donner le loisir aux Vaisseaux de Guerre de sa Majesté, ou autres Armateurs, d'envoyer leur Chaloupe à bord desdits Navires Marchands, dans lesquelles entreront trois personnes au plus, pour sçavoir d'eux leur route, & faire apparoir de leur Passeport ou Patente, & s'il n'y a point des munitions & choses cy-dessus exceptées & deslensées, sans faire autre plus exacte perquisition ny visite, ny que pour ce regard il soit pris aucune sorte de droits, sous pretexte de salaires, vacations ou presens. Ce qui n'aura lieu néanmoins qu'en Mer & es Costes étrangères, demeurant en son entier la visite & recherche ordinaire es Ports & Havres de France, selon qu'il est accoutumé, & ainsi qu'il en a esté bien & dûment usé par le passé.

IV. Et pour asseurer davantage les Sujets desdits Sieurs les Estats, qu'il ne leur sera fait aucune violence injuste par lesdits Vaisseaux de Guerre, sera fait deslense à tous Capitaines de Vaisseaux & autres Sujets de sa Majesté, de les molester ny endommager comme ils feroient auparavant, sur peine d'estre punis & tenus des dommages & interêts: & seront dorenavant les Capitaines & Armateurs obligez avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable pardevant les Juges des lieux, jusques à la somme de douze mil livres, pour répondre des malversations qui se pourroient commettre en leurs courses, & des contraventions au present Traité, & aux Ordonnances & Traitez d'Alliance de sa Majesté, à peine de décheance & fidelité desdits congez. Ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Sieurs les Estats.

V. Et en attendant le Reglement qui doit estre fait, Sadite Majesté desirant condescendre à la priere desdits Sieurs les Estats, a trouvé bon que l'Article LXI. de ladite Ordonnance de l'an 1584. touchant le recouvrement des prises sur les Ennemis, soit dorenavant ob-

servé pour, deux fois vingt quatre heures, portées par ANS
ladite Ordonnance; ce qui s'exécutera pour le temps de de J. C.
la durée du present Traité. 1646.

VI. Tous lesquels Articles & conditions cy-dessus, seront respectivement observées par lesdits Sieurs Estats Generaux & par leurs Navires de Guerre, à l'égard des Vaisseaux des Marchands François, qui jouiront de la même liberté accordée aux Sujets desdits Sieurs les Estats.

VII. Que par les Articles & tout le contenu cy-dessus, ne sera dérogré en aucune sorte aux Accords & Traitez faits entre le Roy & les Sieurs les Estats Generaux, lesquels demeureront en leur force & vertu, & sera fourni Lettres de Ratification de ces Presentes de part & d'autre.

En témoin de quoy, Nous Commissaires susdits, Ambassadeurs & Deputé, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons signé ces Presentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait poser le cachet de nos Armes. A Paris le 18. jour d'Avril 1646. Signé, SEGUIER. DE LOMENIE. PARTICELLES. H. BIGNON. GUILLAUME DE LIERRE. REYNST.

CCLXXXIV.

Traité de Neutralité, accordé entre LOUIS ANS
XIV. Roi de France, & FERDINAND II. Grand Duc de Toscane. de J. C. 1646.
Florence le 11. May 1646. Freder. Leonard. Tom. V. FRANCE
et FLORENCE.

CONFORMEMENT à la Neutralité accordée entre le Roy Tres-Chrestien, & le Serenissime Grand Duc, Sa Majesté promet que quand son Armée aura ordre, & prendra la résolution d'attaquer les Ports des Campagnes fertiles de Sienné, ses Troupes ne feront aucun tort aux Estats ny aux biens de son Altesse, par leurs courses, ou en quelque autre maniere que ce soit: De même que son Altesse Serenissime l'assure qu'on n'apportera aucune sorte d'empeschement, ny directement ny indirectement, à tout ce que l'Armée de sa Majesté pourra entreprendre contre les Ennemis de la Couronne, & qu'elle permettra à ses Sujets d'apporter à l'Armée des vivres, & toutes les autres choses qui lui pourront estre nécessaires, pourveu qu'on paye exactement tout ce qu'on y apportera, & qu'on traite civilement & comme amis, ceux qui y viendront.

Son Altesse accorde outre cela à l'Armée du Roy l'usage ou l'entrée de tous ses Ports, dont elle se pourra servir, en avertissant les Gouverneurs des Places en la maniere accoutumée, & en ne laissant mettre pied à terre à personne sans leur permission, & en n'abordant point aux Moles, ou aux lieux où il y a des Fortifications, avec une quantité de Vaisseaux qui pussent donner de l'ombrage: Et Son Altesse accordant à sa Majesté la liberté de faire passer des Gens de Guerre par ses Estats, sa Majesté entend que ce soit par petites troupes, & de maniere que cela ne puisse causer ny incommodité ny jalousie; Son Altesse promettant en revanche de ne point donner passage aux Ennemis de la Couronne, que de la maniere susdite. Et en tout ce qui pourra arriver de plus, sa Majesté & Son Altesse entendent que cela se passe avec une entiere & reciproque intelligence.

L'Abbé Bentivoglio de la part de la France, a ainsi souscrit.

JE JEAN-BAPTISTE BENTIVOGLIO, Abbé de Saint Valéry, Envoyé de sa Majesté Tres-Chrestienne auprès du Serenissime Grand Duc, promets que les Articles susdits seront ratifiez par Sa Majesté, par le Serenissime Prince Thomas de Savoye, Lieutenant General des Armées de Sa Majesté, & par qui besoin sera. En foy de quoy j'ay signé, ce jour-d'huy onzième May 1646. à Florence. Signé, JEAN-BAPTISTE BENTIVOGLIO, Abbé de S. Valéry.

Rati-

Ratification du Prince Thomas.

NOUS FRANÇOIS THOMAS, Prince de Savoie, General des Armées de sa Majesté en Italie, en vertu du pouvoir & de l'autorité que nous tenons de Sa Majesté, approuvons & ratifions le Traité cy-dessus, fait par l'Abbé Bentivoglio, en date du onzième May 1646. & nous promettons de le faire ratifier par Sa Majesté, & d'en fournir la Ratification dans le terme de deux mois. Fait au Camp d'Orbital, le vingtième May 1646.

Signé, FRANC. THOMAS.

NICOLI'S.

Ce Traité ratifié comme cy-dessus, fut remis par l'Abbé Bentivoglio de la part de la France & du Serenissime Prince Thomas, entre les mains de Monsieur le Grand Duc. Le Roy le ratifia peu après par une Lettre, en date du 7. Juin 1646.

C C L X X V.

Articles de la Capitulation d'OXFORD, rendue aux PARLEMENTAIRES, par les Partisans du Roi d'Angleterre CHARLES I. Faite le 30. Juin, 1646. Vittorio Siri dans son Mercure. Tom. VII. pag. 744.

LA Ville d'Oxford sera rendue ce jourd'hui à deux heures avant midi avec son Chateau, fortifications, Artillerie, munitions de guerre, & Magazins à la reserve des choses qui seront exceptées par le General Fairfax ou de ceux qu'il deputera.

II. Le Duc d'York venant à Londres sera escorté honorablement, & accompagné de ses Officiers & Serviteurs au choix du Parlement, & il sera transporter avec lui tous ses meubles & autres choses qui seront nécessaires, & on lui donnera outre cela de quoi s'entretenir honorablement selon sa qualité.

III. Les Princes Robert & Maurice auront un Passeport pour leurs Personnes, les gens de leur suite, Chevaux, Armes & effets, & le nombre des Chevaux sera seulement de 70. & ils pourront aller où il leur plaira pourveu que ce soit à 50. milles de Londres. On leur donnera aussi un Passeport pour passer la Mer dans six mois prochains, à condition qu'il promettent sur leur honneur de ne faire aucuns actes d'hostilité contre le Parlement.

IV. Le Grand Sceau, le Sceau privé, ceux du Banc Royal, de l'Echiquier, de la Cour des gardes, du Duché, de l'Amirauté, & des autres Privilèges, avec l'Épée de l'Etat, seront enfermés dans un Coffre, & mis en dépôt dans la Bibliothèque Publique en présence de deux Personnes qui seront nommées par le general Fairfax; & celui qui en aura la garde sera obligé d'en rendre Compte.

V. Le Seigneur Thomas Glenham Gouverneur d'Oxford sortira de la Place avec tous les Domestiques & Serviteurs, toutes les Officiers de Cavalerie & d'Infanterie tant reformez qu'autres avec leur équipage & autres choses qui leur appartiendront, conformément à leur commission passée & présente; enseignes déployées Trompettes sonnantes & Tambour battant, méche allumée par les deux bouts, balle en bouche, & de la poudre & du plomb pour tirer chacun douze coups, & avec tout leur bagage, pour aller où il leur plaira à 15. milles à l'entour d'Oxford, au choix dudit Gouverneur, dans lequel endroit les Soldats laisseront leurs Armes qui seront mises entre les mains de ceux que le General Fairfax nommera. Et à l'égard des Officiers qui desireront aller faire leur residence en quelque endroit de l'Angleterre, ils pourront s'y rendre Armez comme ils l'ont fortis, & ils auront leurs logemens francs dans les lieux

Tom. III.

où ils voudront aller; & les Cavaliers avec leurs Chevaux & leurs épées seulement. Si quelques Officiers de J. C. ou Soldats veulent passer la Mer pour aller servir quel-
1646.

que Prince étranger ils auront leurs logemens francs pendant 28. jours à compter du jour de leur sortie, & on leur donnera des Passe-ports pour dix hommes seulement avec leurs Chevaux, & deux Valets pour aller à Londres offrir leur service avec quelque Ambassadeur ou Agent étranger & pour aller & venir, comme ils l'ont fortis, à Harwich, à Portsmouth où à quelqu'autre Port situé entre les deux ci-nommez, ou ils laisseront tous leurs Armes à la reserve des Officiers, & on leur fournira de Vaisseaux selon le fret ordinaire pour leur passage, à condition que les Officiers promettent de ne faire à l'avenir aucun Acte d'hostilité contre le Parlement. Et pour ce qui regarde les trois Regimens auxiliaires de Gentilshommes & leurs Serviteurs, les Ecoliers, les Bourgeois & habitants de la Ville d'Oxford, qui ne sont pas compris dans la Garnison & qui ne reçoivent point la paye de Soldat, on ne les obligera point de sortir de la place, mais ils jouiront du bénéfice qui leur est accordé par les Articles suivans.

VI. On aidera au Gouverneur de la place à trouver des chariots, barques & autres voitures nécessaires pour le transport de tout ce qui a été accordé tant à lui qu'à ses Officiers & Soldats, moyennant le prix ordinaire; & ceux qui n'en pourriont trouver présentement auront trois mois pour en chercher.

VII. Il est défendu d'injurier ni railler les Officiers, Soldats & autres qui sortiront de la Place, ni de leur faire aucun tort dans leurs personnes ni dans ce qui leur appartient, & si on leur en fait les Commissaires auront loin de faire reparer le dommage qui leur aura été fait. Les Malades & les Blessés demeureront dans la Place jusqu'à leur entiere guerison & on leur fournira ce qui leur sera nécessaire.

VIII. Tous les Chevaux, Armes, argent, & autres choses qui auront été prises suivant les loix de la guerre avant & pendant le Siege, & qui sont encore dans la Place demeureront à ceux qui les ont prises.

IX. Tous les Etrangers qui sont présentement à Oxford seront compris dans les Articles de la presente Capitulation.

X. Tous les autres qui ne portent pas les Armes auront trois mois pour se déterminer à demeurer ou à sortir d'Oxford avec tout ce qui leur est nécessaire; & tous les Gentilshommes & les personnes de qualité pourront aller à leurs maisons avec leurs armes & équipages, sans prejudice de leurs amis qui les recevront.

XI. Tous les Seigneurs, Gentilshommes, Ecclesiastiques, Officiers, Soldats & autres compris dans cette Capitulation, dont les Biens personnels & réels sont sujets à sequestre suivant l'ordonnance du Parlement & qui en voudront composer, excepté ceux qui en sont exclus par ladite Ordonnance, le pourront faire dans six mois à condition que la composition n'excedera pas le revenu de deux années de leursdits biens & heritages; ce qui sera observé à proportion à l'égard de leurs revenus; & ceux dont les Maisons ont été mises en sequestre, pourront y aller habiter pendant le tems, qui leur sera accordé, & en sortir après avoir déclaré qu'il veulent entrer en composition; lesquelles Maisons pour cet effet demeureront sous la garde de ceux qui les occuperont, pour en rendre compte à la fin de leur accord; & ils pourront aller & venir de Londres, pendant six mois prochains à la faveur de la protection du General & du Passeport qu'il leur accordera, pour y traiter de leurs affaires avec leurs amis, sans être obligés de prêter serment ni de donner caution, & sans être inquietez; ce qu'ils pourront faire parcelllement durant le terme de ladite composition, sans aucune negligence de leur côté, à condition neantmoins qu'ils promettent de ne point porter les armes contre le Parlement, & de ne faire contre lui aucun acte d'hostilité, tant qu'ils demeureront dans les lieux de son obeissance; & après que leur accord aura été fait, ils seront remis dans la jouissance de leurs biens, & ils en jouiront.

Qq q

joui

ANS jouiront avec les mêmes privilèges que les autres sujets, de J. C. sans être obligés de payer de Cinquième ni de Vintième, ni d'autres impôts que ceux que les autres sujets payent ordinairement.

XII. Il ne sera pas permis de poursuivre qui que ce soit, Seigneur, Gentilhomme, Ecclesiastique ou autre compris dans ladite Capitulation; pour quelque chose que ce puisse être qui ait été dite ou faite durant cette guerre, ou qui ait du rapport à cette malheureuse division qui regne entre le Roi & son Parlement; à condition néanmoins qu'ils se soumettront à la composition énoncée dans cette Capitulation, du Benefice desquels les personnes mêmes qui sont exceptées du Pardon, jouiront pendant six mois.

XIII. On donnera à ceux qui sont exceptés un Passeport & une permission de demeurer en sûreté dans leurs Maisons ou en celles de leurs amis, ou d'aller à Londres pour y faire leur accord; & s'ils ne peuvent y parvenir, il leur sera permis de passer la Mer, en promettant seulement de ne point porter les armes contre le Parlement, & de ne lui causer volontairement aucun préjudice, tant qu'ils seront dans les lieux de son obéissance.

XIV. Le Chancelier, les Professeurs, & les écoliers de l'Université jouiront selon leurs statuts, de leurs Anciens Privilèges, sous l'Autorité immédiate du Parlement; & ils seront remis en possession de tous leurs revenus & terres, exceptez ceux que le Parlement a reçus, & ledits biens seront exempts de tout sequestre, imposition, taxe, & autres exactions. On ne demolira aucun College ni autre bâtiment de ladite Université; & s'il arrive quelque changement du côté du Parlement, ceux qui auront changé, jouiront de leurs emolumens pendant six mois à compter depuis le jour de la présente Capitulation.

XV. La Ville d'Oxford jouira de ses anciens Privilèges, & de tout ce qui leur appartient, comme étant une communauté immédiatement subordonnée à la Puissance du Parlement, & ses habitans ne feront point inquiétez ni recherchez pour tout ce qui est arrivé avant la reddition de ladite Ville.

XVI. Les habitans d'Oxford ne seront point chargez de logemens de gens de Guerre, si ce n'est dans une nécessité pressante; & en ce cas ce sera le Maire ou les Deputés de ladite Ville qui en feront le règlement; & lors que l'on imposera des taxes publiques, ils seront traités comme les autres sujets du Royaume, & on ne pourra les contraindre de prendre les Armes; & tous les écoliers & habitans jouiront de tous les avantages portez par ladite Capitulation.

XVII. Il est défendu à tous les Officiers quels qu'ils puissent être & aux Soldats de faire aucun tort aux Écoliers, Bourgeois & habitans de ladite Ville.

XVIII. On donnera à toutes les Femmes dont les Maris ou parens sont absens des Passeports pour les aller trouver dans leurs demeures, & pour aller ou envoyer à Londres ou ailleurs, pour obtenir quelque pension sur leurs biens, suivant l'Ordonnance du Parlement.

XIX. On accordera des Passeports dans un mois à compter depuis la reddition de la place aux serviteurs du Roi, qui désireront l'aller trouver, & ils pourront faire transporter les meubles de sa maison sur des Chariots qui leur seront fournis pour cet effet & ils s'en serviront tant qu'il plaira à sa Majesté.

XX. Tous les Ecclesiastiques qui sont présentement dans Oxford, & qui ne seront pas remis dans la Possession de leurs biens, auront la liberté d'aller à Londres, pour y demander des pensions pour eux & pour leurs familles.

XXI. Tous ceux qui sont compris dans la présente Capitulation jouiront de leurs meubles & biens en toute liberté, en promettant de ne rien faire contre le Parlement.

XXII. S'il arrive que l'on contrevienne à quelqu'un des articles susdits, la faute n'en sera imputée qu'à ceux qui auront commis les contraventions.

XXIII. Le Duc de Richemont & le Comte de

Lindsy, jouiront des avantages portez par ladite Capitulation. ANS de J. C.

XXIV. Lorsque Farington se sera rendu, il en aura 1646, pareillement la jouissance.

XXV. Tous ceux qui étoient dans la Place en obtiendront une attestation toutesfois & quand qu'il leur plaira.

XXVI. Le General donnera un Passeport à une ou deux personnes pour aller donner avis au Roi de la Grande Bretagne de ce qui s'est passé, & retourner ensuite dans leurs maisons pour y jouir du benefice desdits Articles. Fait à Oxford le 30. de Juin 1646.

CCLXXXVI.

Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & les Etats Generaux des PROVINCES UNIES des Pais-Bas, pour une entre-prise sur Arvers. A Breda le 11. Juillet 1646. Freder. Leonard. Tom. V. & en Latin dans l'Historia Pacis d'Aitzema. pag. 41. ANS de J. C. LA FRANCE ET LES PROVINCES UNIES.

Lettre du Sieur d'Estrades au Prince d'Orange, & aux Deputés des Etats Generaux, du 22. Juin 1646.

LA Reyne voulant donner à vostre Altesse, & à Messieurs les Etats Generaux, une marque de sa bienveillance & de son affection, a crû qu'elle ne pouvoit le faire plus commodément ny plus à propos, qu'en offrant de leur prêter trois mille chevaux pour dix jours, pendant lesquels on les employeroit à quelque entreprise importante, à condition que ces trois mille chevaux soient conduits par les Troupes de Messieurs les Etats au lieu qui sera jugé le plus commode, & qu'à leur retour après la prise de quelque Place, Messieurs les E. G. joindront aux Troupes de S. M. trois mil Hommes de pied aussi qu'ils luy prêteront, afin que par ce moyen les Troupes de S. M. étant augmentées, elles puissent entreprendre quelque chose de grand & de considerable pour l'utilité commune. Sa Majesté prie encore fort instamment V. A. & Messieurs les E. G. que vous permettiez & accordiez le libre exercice de la Religion Romaine dans la Ville qu'on prendra, S. M. ne pouvant pas en conscience envoyer ses Troupes à la prise d'une Place où l'exercice de la Religion Romaine seroit aboly, & S. M. ne doute pas que V. A. & Messieurs les Etats ne luy accordent cette demande. Elle a voulu que je fisse sçavoir cela en son nom à V. A. & à Messieurs les E. G. Fait à Breda le 22. Juin 1646. Signé, D'ESTRADES.

Réponse du Prince d'Orange, & des Deputés des Etats Generaux.

SON Altesse Monsieur le Prince d'Orange, & les Deputés des Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux, reçoivent avec action de grace, les trois mille chevaux que S. M. & S. A. R. leur offrent pour dix jours, pour faire quelque chose de considerable, & afin qu'ils soient d'autant plus certains de cette Cavalerie, S. A. M. le Prince d'Orange, & les Deputés des Hauts & Puissans Seigneurs les E. G. prient & supplient S. M. & S. A. R. de vouloir joindre aux trois mille chevaux qu'on leur a offert, trois mille Hommes de pied, lesquels seront conduits & reconduits par les Troupes de leurs H. P. au lieu qui sera jugé le meilleur, à condition qu'après qu'on aura pris la Place en question, Messieurs les Etats prêteront & joindront aux Troupes de sa M. trois mille Hommes de pied, suivant qu'il plaira à S. A. R. Fait à Breda le 29. de Juin 1646.

S. A. M. le Prince d'Orange, & les Deputés des E. G. des Provinces-Unies, ayant connu & entendu la demande que M. d'Estrades leur a fait au nom de sa M. à ce qu'on laissât le libre exercice de la Religion Romaine dans la

NS Place qui seroit prise, déclarent que quand l'affaire dont
J. C. on est convenu aura réussi, ils laisseront cette demande
au jugement & à la volonté des Hauts & Puissans Sei-
gneurs les E. G. Fait à Breda le 29. Juin 1646.

*Le Sieur Raimond, Capitaine d'Infanterie,
ayant rapporté cela au Duc d'Orleans, il
fit répondre ce qui suit.*

SON Altesse Royale ayant connu & entendu la propo-
sition de S. A. M. le Prince d'Orange & des Depu-
tez de Messieurs les E. G. aresolu de leur envoyer le se-
cours du nombre de Chevaux & de Gens de pied qu'il-
demandent; à condition pourtant que S. A. M. le Prin-
ce d'Orange, & les Seigneurs E. G. promettent par écrit
qu'ils permettront le libre exercice de la Religion Ro-
maine, dans la Ville qui aura été prise avec le secours desd.
Troupes, de la même maniere que S. A. M. le Prince
d'Orange & les E. G. l'ont permis il y a quelque temps
dans la Ville de Mastrich, pour des raisons que S. A. R.
ne juge pas plus justes que celles que la Reine a propo-
sées, puisqu'il ne peut sans blesser sa conscience join-
dre ses Troupes à d'autres, auxquelles elle permettroit
d'abolir entièrement la Religion Catholique Romaine:
A quoy S. A. R. ajoute qu'il y a pour cela une obliga-
tion qui subsiste encore dans son entier à l'égard des Sei-
gneurs E. G. en vertu du Traité fait en l'année 1635. par
lequel on est convenu qu'on permettra le libre & seur
exercice de la Religion Romaine, dans les lieux qui se
trouveront dans le partage de Messieurs les E. G. Si V.
Altesse, & les E. G. veulent bien observer cet Article
de la Religion, comme il a été accordé autrefois, S. A.
R. m'a ordonné & commandé que je promette & asseu-
re V. A. & les E. G. que le nombre de Cavalerie & d'In-
fanterie qui a été dit, sera prest & en estat sur la Riviere
de Bruges au jour & lieu qui ont été marquez: Mais si
V. A. & Messieurs les Estats ne veulent pas donner les
mains à cet Article touchant la Religion, S. A. R. decla-
re & proteste qu'elle ne peut en aucune façon joindre à
vos Troupes ce nombre de Cavalerie & d'Infanterie. S.
A. R. m'a encore ordonné d'assurer V. A. qu'elle em-
ployera tout son pouvoir & tous ses soins pour faire réus-
sir le dessein & l'entreprise de Messieurs les E. G. & que
pour cela Elle fera une grande diversion des Troupes
des Ennemis, ou du costé de l'Escaut ou des Villes ma-
ritimes, où le Marquis le Caracene s'est déjà retiré avec
six mille Hommes, aussi bien que Lamboy avec le Mar-
quis de Leyde près de Tournay & de Lille, avec autres six
mille Hommes: & le Duc de Lorraine s'est aussi bien que
Lamboy campé sur le petit l'Escaut. C'est pourquoy S.
A. R. prie instamment Messieurs les Estats & V. A. de
mettre en Campagne toutes les Troupes, & de faire quel-
que entreprise considerable, dans un temps si favorable;
auquel elle a devant elle toutes les Troupes des Enne-
mis, ne doutant point qu'ils ne luy accordent & ne fas-
sent cela en témoignage de leur bonne volonté & sincé-
rité. S. A. R. a été outre cela fort surpris, quand Elle
a appris qu'on avoit rapporté aux Ennemis qu'Elle de-
voit assieger Bruges avec V. A. puisqu'ils sçavent qu'on
leve des Soldats à l'Escluse, & qu'on amene avec les Trou-
pes des Ponts de Batteaux, afin qu'en cas de besoin les
Troupes qui seront séparées puissent passer la Riviere. S.
A. R. est particulièrement étonnée, que dans une affaire
si considerable, les Ennemis ont connoissance de ce qu'on
avoit intérêt de tenir caché, d'où ils peuvent tirer cet
avantage considerable de battre une partie de nos Trou-
pes qui se trouveront séparées des autres. S. A. R. avou-
le vous faire connoître toutes ces choses, afin que s'il
est possible on apporte un bon remède à ce mal. Fait à
Breda le 4. jour de Juillet de l'année 1646. Signé, RAIMOND.

*Après qu'on eust délibéré sur ce sujet; on
conclut ce qui suit.*

ANS
de J. C.
1646.

SON Altesse Monsieur le Prince d'Orange, & les Dé-
putez des Hauts & Puissans Seigneurs les E. G. des
Provinces-Unies, promettent & s'engagent au Roy
Tres-Chrestien de France, & à la Serenissime Reine Me-
re de S. M. que si la Ville d'Anvers est prise par leurs
Troupes, ils y accorderont le libre & seur exercice de la
Religion Catholique, Apostolique & Romaine. Fait à
Breda le 11. jour du présent mois de Juillet de l'année
1646. Signé, F. H. DE NASSAU. DIDERIC DE
LINDEN. GUILLAUME DE LENTELOO.
BOUCKHORST RUYSC. A BICKER. FR.
HERBERTS. G. VOSBERG. JEAN DE REI-
DE JEAN ANDRÉ. J. DE ISSELMUYDEN.
G. DE SENTEN. Collationné à l'Original. Signé,
HUYGENS.

*Article séparé pour limiter celui qui precede,
pour l'éclaircissement & l'explication des
choses dont Monsieur de la Tuillerie Ambas-
sadeur Extraordinaire du Roy Tres-Chre-
stien, près des Hauts & Puissans Seigneurs
les E. G. des Provinces-Unies, & Mon-
sieur d'Esstrades, Envoyé de Sad. M. d'une
part. Et S. A. Monsieur le Prince d'Oran-
ge, & les Députez desd. Sieurs E. G. des
Provinces-Unies des Pais-Bas d'autre
part, sont convenus ce jourd'huy à l'égard
du libre exercice de la Religion Catholique,
Apostolique & Romaine dans la Ville d'An-
vers.*

ON est convenu & on promet par ce présent Article
secret que les Eglises qu'on laissera en conséquen-
ce de cela aux Catholiques Romains dans la Ville d'An-
vers, seront au nombre de quatre, & capables & suffi-
santes pour l'exercice de lad. Religion. Fait à Breda le
11. jour du présent mois de Juillet de l'année 1646. Si-
gné, F. H. DE NASSAU, DIDERIC DE LIN-
DEN, & les autres qui avoient signé le precedent Ar-
ticle.

CCLXXXVII.

*Traité entre LOUIS XIV. Roi de France ANS
& Monsieur l'Electeur de TREVES, de J. C.
fait à Trèves le 19. Juillet. 1646. Fre. 1646.
der. Leonard. Tom. III. & en Italien dans FRANCA
le Mercure Vitorio Siri. Tom. VII. pag. BT
1482. TREVES.*

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de
Navarre: A tous ceux qui ces Presentes Lettres
verront, Salut. Aiant veu & examiné en nostre
Conseil, en presence de la Reine Regente nostre tres-
honorée Dame & Mere, le Traité qui a été fait en no-
stre nom par le Sieur Benedict de Foullelongue, Cheva-
lier Sieur d'Auteville, aiant de Nous ordre & pouvoir
suffisant, avec nostre tres-cher & tres-ami Cousin Phi-
lippines Cristofle, Archevêque de Treves, Prince &
Electeur du S. Empire, Evêque de Spire, Prevost de
Veissembourg & Oelheim, Administrateur de Prum
& Commandeur de S. Maximin, signé de lui & dudit
Sieur d'Auteville, au Palais Electoral de ladite Ville
de Treves, le 19. Juillet 1646. duquel Traité la teneur
ensuit.

ANS
de J. C.
1646.

Articles accordez sous le bon plaisir du Roi Tres-Chrestien, entre Monsieur l'Archevêque de Trèves, Prince & Electeur du S. Empire, Evêque de Spire, Prevost de Veissembourg & Odelheim, Administrateur de Prum & Commandeur de S. Maximin, & le Sieur d'Auteville estant pour le service de Sa Majesté, près son Altesse Electorale.

I. Monsieur l'Electeur de Trèves, Evêque de Spire, consent & accorde que le Roi T. C. possesseur de la Haute & Basse Alsace, retienne, aie & garde après la Paix generale la garde & la protection de Philisbourg, y mette & tienne telle Garnison qu'il plaira à sa Majesté sous les conditions qui ensuivent.

II. Son Altesse Electorale Evêque de Spire, met par le present Traité l'Evêché de Spire, les Prevostez de Veissembourg & Odelheim, & nommément les Abbaies de Prum & S. Maximin, pour le bien de l'Archevêché de Trèves, & toutes les autres Prelatures & biens d'Eglise en dépendans, en la protection perpetuelle de S. M. T. C. *salvo libertate Imperii & immunitate Ecclesiastica*, en reconnaissance que le feu Roi d'heureuse memoire, a deffendu lesdites Eglises des invasions des Protestans, & maintenu en icelles la Religion Catholique, & les Ecclesiastiques en leurs dignitez, privileges, droits & libertez.

III. S. M. sous pretexte de la garde & protection de Philisbourg ne pourra lever aucune Contribution d'argent ni de denrées sur ledit Evêché, & fera paier la Garnison qu'elle y tient, si bien & à tems qu'elle ne fera à charge aux Sujets de l'Evêché, & fera sad. M. sortir ses Garnisons des Châteaux qui sont dans l'Evêché de Spire appartenans à M. l'Evêque, dans six semaines, lequel les fera si bien garder que personne ne s'en puisse emparer.

IV. Monsieur l'Evêque de Spire pourra entrer & sortir dans Philisbourg quand il lui plaira, mesme y demeurer avec les Officiers de sa Maison, sans estre chargé de logemens de gens Guerre, ni molesté par iceux.

V. Il est entendu que le Roi n'aura que la garde & protection de Philisbourg; que la propriété du fonds, la Jurisdiction, les Sujets, Droits & Hommages demeureront à M. l'Evêque de Spire, avec tous les émolument qui lui appartiennent, y exercera librement tous les actes de Souveraineté, qui ne dérogeront point à la garde & conservation de la Place.

VI. S. M. T. C. accepte la garde & protection de Philisbourg, avec les conditions portées par les articles ci-dessus.

VII. Reçoit en sa protection & sauvegarde perpetuelle, & de ses Successeurs Rois de France, ledit Evêché de Spire, Chateau & Forteresse de Philisbourg, les Prevostez de Veissembourg & Odelheim, les Abbaies de Prum & S. Maximin, & toutes les autres Prelatures & biens Ecclesiastiques en dépendans.

VIII. Promet sad. M. en foi de Roi à S. A. E. de deffendre lesdites Eglises de toutes hostilitéz & oppressions vers tous & contre tous, les maintenir & conserver en toutes leurs dignitez, franchises & libertez fondamentales & acquises, comme doit faire un bon & fidel Protecteur, *salvo libertate Imperii & immunitate Ecclesiastica*.

IX. Promet de plus sad. M. de maintenir l'Archevêché Electoral de Trèves en sa grandeur, comme il est maintenant, en ses immunitéz, dignitez, prerogatives, privileges, & libertez fondamentales & acquises, nommément es droits Ecclesiastiques, que l'Eglise de Trèves comme Metropolitaine a dans les Evêchez de Metz, Toul & Verdun.

X. Promet sad. M. de faire restituer actuellement es mains de sad. A. E. le Chateau & Forteresse de Ereim-

braistein par le Traité de la Paix de Munster ou par force d'armes; & puisse Monsieur l'Electeur a donné son de J. C. consentement aux Etats de l'Empire pour le rafement de 1646. Hemmerstein, Messieurs les Plenipotenciaires se joindront à eux, afin que cette Place soit rafée.

XI. sad. M. maintiendra & conservera la personne & biens de S. A. E. comme bon Ami & Allié, contre tous ses Ennemis, prend sad. M. en sa protection & sauvegarde, ses heritiers, les maintiendra en certains dons que S. M. a fait à sad. A. E. comme en tous les biens possédez à juste titre, & ceux qui seront acquis de son fidei commis de Soetern, de quelque nature qu'ils soient, & en quelque lieu qu'ils soient assis.

NOUS Philippe Christoforus, par la grace de Dieu Archevêque de Trèves, Prince & Electeur du S. Empire, prometons observer & faire observer réuellement & de fait le contenu en ce present Traité. Et moi Benedict de Foullongue, Chevalier Seigneur d'Auteville, estant pour le service du Roi auprès de S. A. E. ai stipulé le present Traité au nom de S. M. T. C. duquel je promets apporter la Ratification à Sad. A. E. dans six semaines, signée & scellée du Sceau de sa M. En foi de quoi nous avons signé le present Traité, & apposé le Cachet de nos Armes, & en a esté fait deux actes signez de S. A. E. & du Sieur d'Auteville. Fait au Palais Electoral de la Ville de Trèves le 19. Juillet 1646.

NOUS avons par l'avis de lad. Dame Reine Regente, de nostre tres-cher & tres-ami Oncle le Duc d'Orleans, de nostre tres-cher & tres-ami Cousin le Prince de Condé, de nostre tres-cher & tres-ami Cousin le Cardinal Mazarin, & de plusieurs autres Princes, Ducs, Pairs & Officiers de nostre Couronne, & principaux Seigneurs de nostre Conseil, agréé, approuvé & ratifié, agréons, approuvons & ratifions par ces Presentes signées de nostre main, ledit Traité & un chacun des articles ci-dessus transcrits: prometons en foi & parole de Roi de l'observer & executer depoint en point selon sa forme & teneur, sous l'hypothèque de tous nos biens presens & à venir: Car tel est nostre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre nostre Scel à celdites presentes. Données à Fontainebleau le 16. jour d'Aoust, l'an de grace 1646. & de nostre Regne le quatrième. Signé, LOUIS. Et plus bas: Par le Roi, la Reine Regente sa Mere presente, DE LOMENIE. Et scellé.

CCLXXXVIII.

Association entre les divers Membres des Etats du Duché de CLEVES, pour le maintien de leurs Privilèges contre les entreprises de l'Electeur de BRANDEBOURG. Faite au Village de Mebr, le 24. Juillet 1646. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre Tom. VI. pag. 313.

NOUS les Etats de la Noblesse & des Villes du Duché de Cleves sçavoir faisons à un chacun par ces presentes, que comme notre pauvre Pais & chère Patrie, a été opprimée depuis plusieurs années par une infinité de calamitez, & que nous nous sommes trouvez grevez en nos libertez, Privileges, anciennes Coutumes, Droits & Justice, par sa Serenité Electorale le defunct George Guillaume de Brandebourg d'heureuse memoire, & presentement par le Prince & Electeur à present régnant notre très gracieux Seigneur: mais particulièrement au sujet du restant des contributions exhorbitantes de l'an mil six cens vingt deux, & des impositions mises sur toute sorte de bestiaux, licentes, deniers des chemins, dits *wegh-gelden*, & autres & des troupes levées & mises en quartier, ainsi que nous l'avons representé à sadite Serenité Electorale par une declaration que nous lui avons fait delivrer en *punctis gravaminum* es années mil six cent quarante cinq & mil six cens quarante six, dans une deputation à elle faite: & comme par une necessité urgente seulement & uni-

NS quement pour la conservation de nosdits Privileges, an-
C. ciennes Coutumes Droits & Justices, nous avons été
46. contrainsts de nous plaindre très-humblement à sa Ma-
jeste Imperiale notre très-gracieux Seigneur comme
Seigneur Feodal suprême & direct de ce Duché de Cle-
ve, & à sa très-lobable Chambre Imperiale de Spire,
afin que sadite Majeste Imperiale ait à nous libérer des-
dites nouveutez, & à abolir lesdites contraventions sur
la treshumble priere que nous lui en faisons; & qu'au-
si il a été resolu plusieurs fois en la Diete de Cleves,
les Nobles & Villes collegialement assemblez en grand
nombre & encore dernièrement au mois de Juin, com-
ment on pourra détourner lesdits griefs & conserver
lesdits Privileges, anciennes Coutumes, Droits & Ju-
stices que nos ancêtres nous ont acquis au prix de leur
sang, & ce sans qu'on y donne plus atteinte, d'autant
plus qu'à ce sujet nous avons déjà fait, depuis le der-
nier Duc de Cleves Jean Guillaume & particulièrement
après l'an mil six cens vingt un avec sadite Serenité Elec-
torale, plusieurs bons Traitez & Negotiations; &
specialement que les années mil six cens trente un, qua-
rante un, & quarante cinq nous avons fait trois Dé-
putations à sa susdite Serenité Electorale à Berlin &
Coningsberg, afin qu'il nous fut fait droit & satisfac-
tion entiere sur nosdits griefs, ce que nous avons jus-
ques à present attendu inutilement, à notre grand
dommage.

C'est pourquoi afin que par cette & toutes les autres
assemblees ou diettes, & autres occasions qui se pre-
senteront, on puisse d'autant mieux considerer ce qui
est le plus expedient pour la conservation seule des sus-
dits nos Privileges, Libertez, anciennes Coutumes,
Droits & Justices & non plus, & ce qui seroit à resou-
dre pour le mieux au cas que sur lesdits griefs les Sei-
gneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ou au-
tres personnes tierces voulussent s'interposer pour ac-
commoder entierement les affaires entre sadite Serenité
Electoral & nous. Nous avons pour cet effect député
sept personnes d'entre la Noblesse & specialement qua-
tre qui l'ont déjà été cy devant, savoir le Noble & Dis-
cret Etienne Quaet de Wiekraet, Seigneur de Cruys-
bergen, & Mormeer; Dieathering de Boeselaer, Sei-
gneur de Kotwil Landdrost ou Grand Bailli & Eschan-
son Héritaire du Duché de Cleves; Henri Guillau-
me van der Hoeve de Poeldijk dans le Hetter; &
Walter Tengenael de Lohren, & trois qui sont pre-
sentement élus savoir Jean Sigismond de Wylick Bar-
on de Lottum, Seigneur de Kribbenfort à Grunt-
steen & Hendt; Herman de Wittenhorst de Sonsfelt,
& Diederigh Charles de Willigh Baron de Rychold;
de Winnendaal, comme aussi d'entre le Sept Villes
principales, une personne de chaque Ville (dont cinq
quatre ou au moins trois d'entre la Noblesse & les
Villes, au cas qu'ils soient tous deputés à chaque fois,
auront pouvoir de conclure lesdites affaires) avec les
deux Syndics de la Noblesse & des Villes, lesquels nous
avons commis, constitués, & autorisés, comme par
ces presentes les commettons, constituons & autorisons,
promettant l'un pour l'autre & un seul pour les tous en
conséquence de l'union faite en l'année mil six cens
trente sept & jurée plusieurs fois, que nous tous ensem-
ble de tout notre pouvoir & pour le maintien de nos sus-
dits privileges, anciennes coutumes, droits & justices
nous employerons pour defendre tous ceux qui vou-
dront s'en remettre presentement ou à l'avenir pour de-
tourner ce qui nous pourroit prejudicier, & même con-
tre qui que ce puisse être qui voudroit se saisir de quelque
Député de ce pais, soit d'entre la Noblesse ou des Vil-
les, ou qui voudroit entreprendre de les molester; &
d'approuver tout ce qui aura été fait pour la conservation
des susdits privileges, anciennes coutumes, droits & jus-
tice, nous obligeans à ce de la maniere la plus forte,
même nos biens pour la plus grande sureté & indemnité
de ceux que nous employons pour cet effect. Nous avons
aussi promis pour nous & nos successeurs, & promettons
par ces presentes, que nous ne nous separerons jamais,
mais nous tiendrons toujours unis pour le maintien des

46. dits privileges, anciennes coutumes, droits & justices; ANS
& afin que personne ne prenne aucun soupçon ni me-
fiance de notre presente legitime Alliance & union, J. C.
nous stipulons positivement par ces presentes qu'elle ne
tend uniquement qu'à la conservation des susdits Pri-
vileges, anciennes coutumes, libertez, droits & pre-
rogatives, afin que personne ne puisse l'interpreter au-
trement. En temoin de quoi nous Etats de la Noblesse
& des Villes avons scellé ces presentes de nos sceaux. Don-
né en notre assemblee au Village de Mehr, Châtellenie de
Bilsyck le 24. Juillet mil six cens quarante six. Etoit
signé.

Quaet Sieur de Creutzberg; Herm. de Wittenhorst;
Albert Gisébert de Hugtenbrug; El. Wierig de Bern-
sauw; Arnould Adrian, Baron de Bylandt; Caspard de
Sieberg; Pierre Derrick Deylcken sur Ham; J. H. V.
Diepenbrugh; F. Z. Empole; Gisbert Jean de Wit-
tinghof, dit Schel; Jean Sigismond Baron de Luttum;
Jean Baron de Bram; Diederich de Boetzelaer, Jean d'Ulft
de Luchuisen; Bochart de Rohr de Winnighaufe; L.
G. de Borenen; Jean Guillaume Quaet; J. Wilk de Ho-
ve; Robert Stal; Walter Tengenael de Lohren; D.
B. Baron de Loc. H. de Wissen; Alwer Henric de Bar-
rig; Etienne de Wilig de Kerverhuysen; Walter
Morreïn de Golbeek; Z. Tengenael Seigneur de Zeh-
lem; Frederic Cloeck de Berenclaw; Willich Win-
thal. F. H. de Richoltz; Bernhard de Rinsen de Hol-
huyfen & Winkelen; Bernh. Spaen de Crinwick; Dalick
d'Aerde de Camphuyfen; Henri Zeller de Halsaf; Onno
de Elft de Lemkuhl; pour les sceaux des Villes de Cle-
ve, Wesel, Embrick, Calker, Duysberg, Xanten,
Rees.

CCLXXXIX.

Traité d'Alliance entre les PROVINCES-ANS
UNIES des Pais-bas, d'une part, la de J. C.
Ville de LUBEC & les autres Villes AN-1646.
SEATIQUES d'autre. Fait à la Haye LES PRO-
le 15. Octobre, 1646. Aitzema. Histoire UNIES ET
de la Paix. pag. 309. LES AN-
LES AN-
SEATI-
QUES.

Quandoquidem jam à multis retrò Annis inter
Unitarum Belgii Provinciarum D. D. Ordines
Generales omnesque Hanzeaticas ac praesertim
Lubecensium, Bremensium & Hamburgensium Civi-
tates perpetuò sincera, firma, fidaque Amicitia ac So-
cietas mutua utrinque culta, & temporario antehac Foe-
dere, Anno 1616. confirmata fuit, cujus constitutum
tempus quum jam aliquamdiu expiraverit, utriusque au-
tem Partis sincera mens ac voluntas colende atque fo-
vendae ejusdem Amicitiae ac Societatis supra dictae, qui-
neriam Foederis renovandi utrinque intercedat (quemad-
modum Foedus hoc inter summè memoratos D. D.
Ordines & Civitates Bremam & Hamburgum quarto die
Augusti elapsi Anni 1645. renovatum ac confirmatum,
& nono ejusdem Tractatus Articulo aliis quoque Hanzeati-
cus Civitatibus eidem inferi permissum fuit) Praepotentes
itaque D. D. Ordines General. Deputatos suos delegarunt
& sufficiente Auctoritate instruxerunt Nobilissimos, Stre-
nuissimos, Doctissimos, Sapientissimos atque Pruden-
tissimos D. D. Johannem à Gent, Amelem Bouchor-
stium, Toparcham in Wimmenum, Balivum aggerum-
que Rhenolandiae Praefectum Curatorem Academiae
Lugdunensis; Mr. Albertum Bruyninx, Equitem, En-
chuylanorum Civitatis Syndicum; Casparum Volber-
gium, Equitem, in Isolar & Catz in Duyvendijcke To-
parcham; Gisbertum Hoolkium, Civitatis Trajecti ad
Rhenum Ex-Consulem; Carolum Roorda, Grietman-
um in Idaerderadeel; Balduinum Jacobi Mulertium,
Leencuyler Dominum; Hieronymum Eybenium, Groe-
ningensium Civitatis Consiliarium, Omnes Deputatos
in Concilio D. D. Ordin. è Provinciis Gelriae, Hollan-
diae, Zelandiae, Trajecti ad Rhenum, Frisiae, Trans-
Ysulaniae, Civitatis Groningae Omlandiaeque: qui om-
nes simul vel maxima eorum pars, postquam variis tem-

ANS
de J. C.
1646.

Poribus convenissent atque egissent cum Nobilissimis, Strenuissimis, Sapientissimis ac doctissimis D. D. Johanne Poppingio, supra dicta Lubecensium Civitatis Deputato ac Consiliario, & Domino Leone ab Aitzma omnium Civitatum Hanzeaticarum, Haga-Com. Residente, vi utriusque Procuratoris, sequentes Articulus unanimiter concluderunt ac confirmant, quemadmodum iidem inter summè memoratos Unitarum Belgii Provinciarum D. D. Ordines Generales & supradictas Bremensium & Hamburgensium Civitates utraque quarto die Augusti, Anno 1645. cum nonnullis tamen extensionibus & explicationibus primo, secundo, quarto & quinto subsequenti Articulo insertis, secundum eorum tenorem conclusi fuerunt.

I. Præfens Tractatus, quemadmodum etiam Tractatus (supradicti Anno 1616. inter Præpotentes D. D. Ordines ab una, & Civitates Hanzeaticas ab altera Parte initus) inserviet non offensionem, verum securitati ac libertati Navigationis, Commercio ac quarumcunque Negotiationum in Oceano & Mari Baltico (usque ad Augustias) & Trava, Vefari Albique, quemadmodum hæcenus ab utraque Parte observatum fuit; insuper etiam defensionis Privilegiorum, Immunitatum atque Jurium tam hujusce Status ejusque Subditorum, quam summè memoratarum Lubecensium, Bremensium & Hamburgensium Civitatum, quod Subditis utriusque Partis Jus Gentium, supradicta Privilegia, Immunitates, Jura, & Statuta optima absque ulla interpellatione, adversus eos omnes, qui præfatos Subditos contra supra dicta Privilegia, illegitimis mediis, in iis, quæ dicta sunt, impedire atque disturbare conabuntur, conserventur; restitutioni itaque eorum, quæ præmemorata sunt, eadem, quæ in sequentibus referentur, recipi adhibebuntur.

II. Præfens Tractatus Amicitiae cum Casareâ Suâ Majestate, Sacro insuper Imperio Rom. aliisque Principibus & Rebus publicis in præjudicium neutiquam cedet, hoc tamen Fœdere semper salvo manente, ut tres illæ Civitates, quæ hæcenus sub Romanæ Casareæ Majestatis & Sacri Romani Imperii clientelâ, defensione, Amicitia & Imperio fuerunt, in posterum quoque sub iisdem mansuræ sint: similiter etiam supradictæ Civitates, vi præfentis hujus Tractatus, bello, quod Præpotentes D. D. Ordines adversus Hispaniarum Regem gerunt, sese admiscere non teneantur.

III. Quod si igitur eveniat, ut Navigatio, Commercium, Jura quinque, Immunitates, Privilegia alterutris Partis ab aliquo impediantur ac disturbentur, primum super eâ re viâ concordia, ut vocant, laborabitur, quod amica compositione oborta quæstio ac difficultas, si fieri possit, decidatur ac componatur, si verò id fortasse, ut dictum est, mediis commodioribus effici nequeat, de aliis viribus ac mediis, quibus id obtineri queat, mutuo agatur atque conveniatur: quemadmodum etiam eodem tempore pars ac proportio sumptuum ab alterutra Parte faciendorum instituetur ac confirmabitur.

IV. Præpotentes D. D. Ordines præsentem Fœderationis Tractatum ad bonum commodumque mutuum dirigent: eâ lege tamen, ut directio Civitatis intra suos limites ac Territoria integra conservetur; & in de liberationibus ac pensionibus bellum spectantibus tam Præpotentibus D. D. Ordinibus, quam supra dictis Civitatibus liberè sententiam dicere liceat. Insuper unaqueque pars unitorum corporum suffragium suum liberè feret; in quem etiam finem præmemoratarum Civitatum Nomine uni aut pluribus Personis Haga-Comitis, aut ubicunque Præpotentes D. D. Ordines convenient, consilii eâ de re capiendis interesse integrum erit: Præpotentibus quoque D. D. Ordinibus, si ipsis ita visum fuerit, ad supradictas Civitates, aut quocunque necessitas postulabit, ad præfentis Tractatus observationem ac confirmationem promovendam, nonnullos delegare licebit.

V. Navibus Partis utriusque Subditorum absque ulla impedimento Portibus & Fluminibus mutuum suburbanorum agrorum uti, in iisdem de comœatu sibi

prospicere, naves reparare aliisque commoditatibus, attamen secundum Leges ac Statuta uniuscujusque loci, frui integrum erit, actu tamen omnis violentiæ sive alienius insolentiæ excluso, sed quo quispiam indigere possit, emere atque exsolvere licebit.

VI. Supradicta Fœderatio ab utraque Parte fideliter ac plenè observabitur, sin verò (præter opinionem) dissensio aliqua mutua oriatur, nulla hostilitas eâ de causa exercebitur, sed verò oborta quæstio, Personas Paci concordiaque addictas deditasque, si opus fuerit, adhibendo, mutuo componetur.

VII. A neutra Parte, absque mutuo consensu, quicquam quod alterutri præjudicio esse possit, tractabitur, verum multò magis ad id opera dabitur, ut Pax inter utriusque Partis Cives, Incolas, Subditos, Naves, Bona, Commercium mutuo servetur, quò absque oneribus pristina eorum Immunitates atque Privilegia propugnentur ac defendantur.

VIII. Præfens Tractatus quindecim, proximè sequentibus Annis vim ac vigorem suum obtinebit.

IX. Sin verò plures Civitates Hanzeaticæ in præsentem Tractatum ac Fœdus adscisci cupiant, id nisi æquis conditionibus & communi Partium consensu fiet.

X. Tractatus hujus confirmatio intra tres Menses ab hoc die utrinque solennibus formulis tradetur.

Hiscæ Literæ Auctoritatis, à Præpotentibus D. D. Ordinibus & Lubecensium Civitate D. D. Commissariis, Deputatis ac D. Residenti ab Aitzma concessæ, insertæ erant.

Hic verò Tractatui Nos Commissarii, Deputatus & Residentes supradicti, propriis manibus subsignavimus, eundemque sigillis Nostri confirmavimus, ea lege ac conditione, ut ante ejusdem confirmationem Bremensium & Hamburgensium Civitates eorum, quæ hic acta gesta que sunt, Nomine dicti Fœderati Belgii D. D. Ordinum Generalium certiores fiant, simul etiam rogentur, ut Civitatis Lubecensium, ad Tractatum cum ipsis, quarto die Augusti initum, admissio grata existat, in quod etiam præmemoratus D. Deputatus reverfens sedulo incumbet, ut, eo consensu imperato, mutua confirmatio super hoc Tractatu invicem tradatur. Actum Haga-Comitis vicesimo & quinto die Octobris, Anno 1646. Subsignatum erat, J. à Gent, A. Bouchorsius, A. Bruyninx, G. Vosbergius, G. Hoolkuis, C. Roorda, B. J. Mulertius, H. Eybenius, Johannes Poppingius, L. ab Aitzema, quorum omnium & singulorum sigillum in cera rubea expressum erat.

Confirmationes utriusque præcedentis Tractatus debito modo exhibitæ, inter Præpotentes D. D. Ordines & Nomine locoque earundem Civitatum more consueto permutatæ fuerunt.

C C X C.

Articles de Paix ou Propositions envoyées à CHARLES I. Roi de la Grand Bretagne par les deux Chambres du Parlement. Vittorio Siri. dans son Mercure Tom. VII. pag. 833.

Nous Seigneurs & Communes assemblés au Parlement d'Angleterre, au nom & de la Part des Royaumes d'Angleterre & d'Irlande; & nous Commissaires Deputés du Parlement d'Ecosse, présentons humblement à Votre Majesté nos prières pour l'établissement d'une Paix sûre & permanente, telle qu'elle a été résolue par les deux Parlements de ses deux Royaumes, touchant lesquelles nous supplions votre

1646. ont'a traduit de l'Italian, qui n'est pas l'Original,

NS C. Mité, de consentir, que les Propositions & requêtes qui lui seront présentées à cet effet soient enterinées, & qu'elles aient toute la force des Statuts & des Actes du Parlement faits du consentement de V.M. les deux chambres du Parlement d'Angleterre ayant été réduites à la nécessité de prendre les armes pour leur juste défense, & les deux Royaumes d'Angleterre & d'Ecosse conféderez par une alliance solennelle, ayant été obligés de continuer cette guerre, ils desistent.

I. Que tous les Sermens, déclarations, & Proclamations qui ont été faites jusqu'à présent ou qui seront faites ci-après contre les deux Chambres du Parlement d'Angleterre, ou de celui d'Ecosse; ou contre la Nouvelle assemblée des Etats d'Ecosse, & les Commissaires Deputez du Parlement ou assemblée du même Royaume, contre leurs Ordonnances & procédures, ou contre tous leurs Adherens, ou pour avoir exercé quelque office ou charge, ou fait quelque fonction dépendante de leur autorité; comme aussi toutes les sentences, citations, accusations & enquêtes faites pour ce sujet, & généralement tout ce qui a été fait & exécuté ou qui sera exécuté contre eux; sera déclaré nul, supprimé & défendu par un acte du Parlement des deux Royaumes. Ce qui sera publié ensuite dans toutes les Eglises Paroissiales & autres lieux où il sera nécessaire.

II. Qu'à l'Exemple du Roi son Pere d'heureuse Mémoire; Il lui plaise de faire Serment de maintenir la dernière Ligue & Union qui a été faite, & de la signer; & que le Parlement des deux Royaumes passe un Acte par lequel il sera enjoint à tous les sujets des trois Royaumes de prêter le même Serment; & que l'Ordonnance concernant la manière de faire ce jurement, soit confirmée par un Acte du Parlement, faute de quoi, ils subiront les peines qui seront ordonnées par les deux Royaumes contre ceux qui desobeiront.

III. Que l'on Passe un Acte par lequel on supprimera entièrement les Archevêchez, les Evêchez, leurs Chanceliers & leurs Commissaires, comme aussi les doyens, les sous-doyens, les Chapitres, les Archidiacons, les Chanoines & les Prebendes, les Chantres, les Tresoriers, les Sou-Chantres, les sacristains, les Garde-Chœur, les anciens, & les Nouveaux Vicaires des Eglises Cathedrales ou Collegiales & de tous les Officiers Inferieurs dans les Eglises d'Angleterre & d'Irlande; & que l'on convienne du changement des revenus des Prelats conformément aux Articles du Traité conclu à Edimbourg le 29. de Novembre 1643. & à la declaration commune des deux Royaumes.

IV. Que les Ordonnances concernant la convocation des Theologiens dans un Synode soient confirmées.

V. Que la Reforme de la Religion soit établie par un Acte du Parlement, suivant les regles dudit convenant conformément à tout ce qui a été conclu par les deux Chambres, ou qui sera conclu à l'avenir, après avoir consulté la dessus les Theologiens.

VI. Les deux Royaumes étant obligés par le même convenant de travailler à une exacte uniformité de Religion, après avoir demandé la dessus l'avis des Theologiens des deux Royaumes qui sont presentement assemblez, Cette uniformité sera concertée & résoluë par les deux Chambres du Parlement d'Angleterre, & par l'Eglise & le Royaume d'Ecosse suivant le Convenant; & confirmée ensuite par un Acte du Parlement des deux Royaumes.

VIII. Pour empêcher avec plus de facilité les Jesuites, les Prêtres & les Catholiques refractaires de troubler l'Etat de l'Angleterre, & eluder le Loix desdits Royaumes, & pour découvrir & convaincre plus promptement les refractaires, on établira une forme de Serment par un Acte du Parlement, qu'ils seront obligés de prêter pour obtenir l'exercice de leur Religion, & par lequel ils renonceroient à la Primauté & supériorité du Pape, à la doctrine de la Transubstantiation, au Purgatoire, & à l'adoration de l'hostie consacrée, du Crucifix, & autre culte de Religion, & en cas de refus ils seront suffisamment convaincus & reconnus pour refractaires & refusans.

VIII. Que l'on y passe un Acte par lequel il sera ordonné que les Enfans des Catholiques seront elevez de J. C. dans la Religion Protestante.

IX. Plus un autre Acte concernant les amendes qui seront levées selon que les deux Chambres en disposeront sans préjudice néanmoins des droits qui sont dûs à sa Majesté Britannique.

X. Plus un autre Acte contre les entreprises des Catholiques, afin de les prevenir, en renouvelant les loix établies contre eux, & en les faisant executer selon leur forme & teneur, & sur tout que l'on ait un soin particulier d'empêcher qu'on ne dise point la Messe dans la Cour, ni dans tout le reste du Royaume d'Angleterre.

XI. Que l'on observe la même chose en Ecosse conformément aux quatre dernières Propositions, & suivant que les Etats le jugeront à propos.

XII. Que l'on passe un autre Acte pour faire observer regulierement le Dimanche, & pour supprimer les nouveautez dans les Eglises & dans les Chapelles, pour le progrez de la Prédication da la parole de Dieu dans tout le Royaume. Et semblablement contre la pluralité des Benefices, & contre ceux qui n'y resident pas, comme aussi pour la Reformation des deux Universitez & des Colleges de West-munster, de Winchester & d'Eaton. Que sa Majesté donnera aussi son consentement pour la levée des sommes nécessaires pour acquitter les dettes publiques, & pour dédommager le Royaume des dettes qu'il a soufertes, selon la resolution qui sera prise ensuite par les deux Chambres; & en cas que le Roi n'y donne pas son consentement, l'Acte qui aura été passé sur ce sujet ne laissera pas d'avoir autant de force que s'il y avoit consenti: Il en sera de même à l'égard du Royaume d'Ecosse. Que sa Majesté donnera des assurances qu'elle consentira à un Acte du Parlement d'Ecosse, par lequel il reconnoitra & ratifiera les Actes de l'assemblée des Etats de ce Royaume qui a été tenuë le 22. de Juin 1643. au sujet des oppressions que l'on faisoit souffrir aux Peuples.

XIII. Que les Armées d'Angleterre, d'Irlande, des Isles de Jersey & de la Ville de Barwick sur le Tey tant par Mer que par Terre, seront à la disposition du Parlement pendant vingt ans, durant lesquels il aura le pouvoir de lever des Troupes selon qu'il le jugera à propos, sans qu'il soit permis au Roi ni à les Héritiers & Successeurs, ni à qui que ce soit qui ne sera pas autorisé des deux Chambres, des attribuer ce pouvoir pendant tous ce tems-là. La même chose s'observera en Ecosse si les Etats le trouvent bon. Qu'il leur sera semblablement permis de lever des deniers pour cet effet pendant ledit espace de tems, & de quelle maniere il leur plaira; & qu'ils pourront disposer desdites Troupes à leur gré, & qu'ils sera en leur pouvoir de casser toutes les autres troupes qui auront été levées sans leur consentement; & ils auront la liberté de s'opposer à toutes les forces étrangères qui attaqueront tout ce qui dépend de ladite Couronne d'Angleterre. Qu'en pareil cas ils pourront s'unir avec l'Ecosse, & reprimer tous les soulèvemens qui pourront arriver en Angleterre, quand bien même ils seroient autorisés du grand Sceau ou de quelque autre commission que ce put être. Qu'il ne passera aucunes Troupes d'un Regiment dans un autre sans l'agrément du Parlement d'Angleterre & d'Ecosse. Qu'après l'expiration des vingt années susdites le Roi ni ses Successeurs ne pourront rentrer en possession de leur premiere puissance, sans le consentement des deux Chambres du Parlement. Que quand bien même le Roi refuseroit de donner son consentement à toutes les resolutions qu'elles formeront dans le tems qu'ils lui auront accordé pour se déterminer, l'Acte qu'elles passeront n'en sera pas moins valable; pourveu qu'il ne porte aucun préjudice à l'autorité legitime des Prevôts, des Juges, des Maires, des Commissaires, & autres Officiers de Justice: & que ceux ci ne s'ingèrent point de prendre connoissance des choses qui regardent la Milice, sous pretexte de la commission qu'ils auront reçue du Roi sans le consentement du Parlement. Et

ANS
de J. C.
1646.

ANS
de J. C.
1646.

au cas qu'il se fasse seulement une assemblée de trente hommes Armez, & qu'on leur commande de mettre bas les Armes, s'ils n'obéissent pas ils seront declarez coupables du Crime de haute Trahison, quand même ils seroient autorisés du grand Sceau, ou de quelquel'autre commiffion. Sa Majesté ni ses héritiers ne pourront aussi accorder aucun Pardon à ces sortes de coupables, & le Parlement confiscuera leurs biens selon sa volonté, sans néanmoins préjudicier aux franchises de la Ville de Londres, & au pouvoir qu'elle a de prendre les Armes pour sa propre défense, comme elle a fait. . . . Afin qu'on ne s'imagine pas que le Parlement veuille abolir ses Anciens Privileges. Il en fera de même du Royaume d'Ecosse si les Etats le jugent à propos.

XIV. Que tous les Pairs qui ont été créés depuis que Milord Edouard Littleton qui étoit alors garde des sceaux, se déroba le 22. de Mai 1624. de l'assemblée du Parlement, emportant furtivement avec lui le Grand Sceau, & tous ceux qui auront été mis depuis ce tems là au rang des Pairs, n'auront ni séance, ni voix dans le Parlement d'Angleterre sans le consentement des deux Chambres; & que tous les honneurs & dignitez qui ont été conférées sans leur consentement depuis que le Roi séduit par de mauvais Conseils a commencé de leur faire la Guerre soient déclarées nulles. La même chose s'observera en Ecosse, à la réserve de ceux dont les lettres ont été scellées avant le 4. de Juin 1644.

Que l'on passe un Acte dans le Parlement des deux Royaumes pour la confirmation des Traitez qui ont été faits entr'eux, sçavoir le grand Traité, & le nouveau qui a été fait pour faire entrer l'Armée Ecossoise en Angleterre, & mettre une Garnison à Barwik le 24. Novembre 1643. Et le Traité qui a été conclu le 6. d'Avril 1642. au sujet de l'Irlande, pour envoyer dix mille Ecossois dans la Province d'Ulster en Irlande; avec toutes les autres Ordonnances & Procedures faites entre les deux Royaumes, & auxquelles ils se sont obligez par lesdits Traitez.

Qu'Algeron Comte de Northumberland, Jean Comte de Rutland, Jacques Comte de Suffolk, Robert Comte de Warwick, Edouard Comte de Manchester, Henri Comte de Stafford, les Milords Dacres, Warton, Willoughby, North, Hunsdon, Gray, Howard d'Elstwick, Bruce, Fairfax, le Seigneur Nathanaël Fiennel, le Chevalier Armin, le Chevalier Stapleton, le Chevalier Vane l'aîné, le Seigneur de Pierrepoint; les Chevaliers Aiscough, Strickland, Heflrig, Fenwick, Brereton, Widdrington, les Seigneurs Tolles & Millington, les Chevaliers Contestable, Wray, Vane le Jeune, les Seigneurs d'Arley, de St. Jean, Holles, d'Igbi, Holland, Vassel, Pelham, Glin, Marten, Hoile, Blahiston, Wilde, Barwis, Irbi, Ashurst, Bellengham, Tolson, Membres des deux Chambres du Parlement d'Angleterre seront établis députez par tout le Royaume, pour veiller à la conservation de la Paix entre les deux Royaumes conformément au pouvoir qui a été exprimé pour cet effet dans les Articles du Grand Traité & non autrement.

Que sa Majesté consentira à tout ce que les deux Royaumes auront résolu touchant les Articles du Grand Traité, qui ne sont pas encore dans leur perfection; que les Parlements des deux Royaumes passent un Acte pour la confirmation de leur déclaration reciproque dictée en Angleterre le 30. de Janvier 1643. Et en Ecosse en 1644. avec les qualifications & modifications suivantes.

I. Clause. Que l'on exceptera du pardon les personnes ci après nommées: les Comtes Palatins du Rhin Robert & Maurice, Jacques Comte de Derby, Jean Comte de Bristol, Guillaume Comte de Newcastle, les Milords François Cotington, George d'Igbi, l'Evêque d'Ely, le Chevalier Heath, l'Evêque de Derry, le Chevalier Widdrington, le Colonel General Gorin; H. Jermin Ecuier, les Chevaliers Hopton, Biron, F. Dodington & Strangwaies, le Seigneur Endli-

mion Porter, les Chevaliers G. Radoliffe, M. Langdale, Vaughan, Windebanke, Grenuville, Hide, J. de J. C. De Marley, Cole, Ridel le jeune, Colpeper, Loyd, Jenkins, Strode, Carteret, d'Allison, Lane, Nicolas Asburnham Ecuier, le Chevalier Harbert, le Comte de Traquair, les Milords Harris, & Raye, le Marquis de Huntley, les Comtes de Montrose, de Nithsdale, de Cornewar, le Vicomte d'Aboyne, les Comtes de Crawford & d'Airby, le Milord Ogley, le Comte de Forth, les Milords Itham, Alester, Macdonald, Irwing le jeune, de Drunin, Gordan Gith le jeune, Lesley d'Anchentole, le Colonel Cocktram, Graham de Gorria, le Seigneur Maxwell Evêque de Ross, & autres, à qui le proces ayant été fait comme à des Traîtres à l'Etat, ils seront condannez avant que l'Acte d'Amnistie ou de Pardon General soit passé.

II. Clause. Tous les Catholiques qui ont porté les Armes contre le Parlement, particulièrement ceux qui font ici nommez,

Les Marquis de Winton, le Comte de Worcester & son fils, les Milords Brudnel Arondel de Warder, les Chevaliers Howard, Winter, Smith, Preston, Brooke, Beedinfild, le Milord Audley, les Seigneurs Molineux & Scherdon.

III. Clause ou exception. Tous ceux qui ont suivi le parti des Rebelles d'Irlande, à la réserve de ceux qui après les avoir assistés dans leur revolte, se sont rendus volontairement au Parlement d'Angleterre.

IV. Clause. Que l'Ecuier Humfrey Bennet, les Chevaliers Fort, Penruddock, Vaughan, Weld, Lée, Pate, les Seigneurs Ackland, Wingam, les Chevaliers Fitz, Harbert, Laurens, Daton, le Seigneur Lingen Ecuier, le Chevalier Ruffel de Worchestershire, Thomas Lée d'Adlington Ecuier, les Chevaliers Gillington, Neale, Thorold Husley, Liddel, Musgrave, d'Igbi de Nottinghamshire, le Chevalier Fletcher, les Chevaliers Minshal, Halstead, Denham Ecuier, le Chevalier Fortescue, le Seigneur Sainthil Ecuier, le Chevalier Tildesley, Griffiths, le Seigneur Warton Ecuier, les Chevaliers Spiller, Bennions, Walgraves Bishop, Owfsley, Mani, Cholmaley, Alton, Dive, Osborne, le Sr. Tornton Ecuier, le Chevalier Lucas, le Sr. Blaney Ecuier, les Chevaliers Clede, & Kemish, le Sr. Lord Ecuier, les Chevaliers Crispe & Ricaut; & tous ceux de la Nation Ecossoise qui ont donné leurs Voix à Oxford contre le Royaume d'Ecosse, & ses procédures, ou qui ont prêté serment, ou signé contre l'assemblée du Conventant, & tous ceux qui ont pris les armes pour appuyer la revolte du Nort, ou pour favoriser l'Invasion des parties Meridionales du même Royaume, ou les soulèvements des Irlandois, & des Conféderez, seront exclus du Conseil de sa Majesté avec défenses de venir à la Cour, & ils seront incapables de posséder aucune charge ou dignité de l'Etat, sans le consentement des Parlements d'Angleterre & d'Ecosse, & ils seront convaincus du crime de haute trahison, & privez du Pardon, & leurs biens demeureront à la disposition desdits Parlements; & l'on emploiera conformément à la declaration un tiers des biens desdites personnes, exclues des charges, au payement des dettes du public & au dédommagement des pertes qu'il aura faites.

I. Subdivisions. Que les Membres inferieurs des deux Chambres lesquels ont non seulement abandonné ce Parlement, mais qui se font établis dans le Pretendu Parlement d'Oxford, & Traité les deux Royaumes comme Traîtres, & qui ne se font point rendus en celui ci volontairement avant le dernier d'Octobre 1644. seront éloignez du Conseil de S. M., qu'il leur sera défendu de s'approcher de la Cour, & qu'ils ne pourront parvenir aux charges ni aux emplois de l'Etat sans le Consentement des deux Royaumes, & en cas de contravention ils seront declarez coupables du crime de haute Trahison, & incapables d'en recevoir le Pardon de S. M. Et leurs biens seront remis à la disposition des deux Parlements.

II. Subdivision. Que les Membres qui se sont joints au Parlement d'Oxford, & qui ne seront pas rentrez de leur

leur Pleingré sous l'obéissance, avant le dernier d'Octobre 1644. seront exclus du Conseil de S. M. qu'il leur sera défendu d'approcher de la Cour, & qu'ils ne pourront exercer aucune charge de l'Etat sans le consentement des deux Chambres, & en cas de contravention ils seront déclarés atteints & convaincus du crime de Haute-Trahison, & incapables d'en recevoir la remission de S. M. & le Parlement d'Angleterre disposera de leurs biens. Cela s'entend des Membres des deux Chambres du Parlement qui l'ont abandonné pour se joindre à ses ennemis, qui ne font pas rentrer sous l'obéissance avant le dernier d'Octobre 1644.

V. Clause. Que tous les Juges & Officiers de justice, qui ont deserté le parti du Parlement, n'aient aucune charge de judicature non plus que les autres Officiers subalternes. Tous les Ecclesiastiques, Recteurs des Colleges, Regens & autres qui ont abandonné le Parlement perdront leurs charges, à moins que le Parlement n'en dispose autrement.

VI. Clause. Que tous ceux qui ont actuellement porté les armes contre le Parlement, & qui ont donné aide ou Conseil à ses ennemis, ne pourront parvenir à être Echevins, juges de Paix, ni principaux Officiers des Villes ou Communautés, ni commissaires pour les informations ni pour le jugement des Procez, ni pour prendre séance ni assister aux deliberations des Chambres du Parlement; ni exercer aucune charge Militaire dans ce Royaume sans le consentement des deux Chambres.

VII. Clause. Que tous les autres sujets seront exempts des censures personnelles, nonobstant les Actes d'hostilité qui ont été faits durant cette Guerre, pourveu qu'ils entrent dans l'union du Convent.

VIII. Clause. Les biens de ceux qui ont été exceptés dans les trois premières Clauses ou Modifications, & ceux de Milord Liddleton, & de Guillaume Laud Archevêque de Cantorberi, seront employez au paiement des dettes du Public & à son dédommagement.

IX. Clause. Que les deux tiers des biens des Membres du Parlement qui l'ont deserté ou qui se sont unis à l'Assemblée Illégitime d'Oxford, & qui ne se sont pas rendus avant le premier Decembre 1645. seront employez à acquitter les dettes & à repaier les dommages publics. Et le tiers des biens des gens de justice, des Ecclesiastiques, & des personnes de Lettres, qui ont abandonné le Parlement, sera destiné à un même usage.

X. Clause. Que les Soldats Anglois qui ne possèdent pas la valeur de 200. Jacobus, & ceux d'Ecosse cent, ne payeront rien pourveu que les Etats d'Ecosse ou leurs Commissaires l'approuvent.

Que l'on passera un acte, pour entrer en connoissance des dettes du Royaume, pour connoître les delinquans & pour être informé de la Valeur de leurs biens, & pour déterminer la maniere de leur confiscation, afin de les appliquer à l'acquit des dettes. Que l'on dressera pareille-

ment un Acte pour casser la Suspension d'Armes, les ANS Traitez de Paix, ou autres Articles dont on est convenu avec les Rebelles d'Irlande sans le consentement des deux Chambres & pour ordonner la continuation de la Guerre dans ce Pais, qui sera réglée par les deux Chambres du Parlement d'Angleterre, que le Roi secondera sans les inquieter en aucune maniere sur ce point. Que la Religion réglée selon le convenant sera établie en Irlande par un Acte du Parlement, après avoir auparavant consulté la dessus l'Assemblée des Theologiens qui sont à Londres. Que le Viceroy d'Irlande, les Gouverneurs des Provinces, & les Principaux Officiers de justice & de Guerre, & autres grands Officiers du Royaume d'Angleterre, & d'Irlande, seront à la nomination du Parlement, ou des Commissaires par lui deputés pour cet effet. On observera la même chose en Ecosse, si les Etats le veulent. Que la Milice des Bourgeois de Londres & ses franchises seront à la disposition du Maire de ladite Ville, ou de ceux qu'il deputera pour cet effet, afin qu'il en use selon que le Parlement le jugera à propos; Que les Bourgeois de Londres ne seront point obligés de sortir de la Ville pour aller à la guerre malgré eux. Que la Tour de Londres dépendra du Gouvernement de la Ville, & qu'elle sera mise entre les mains du Maire de ladite Ville, qui sera changé de tems en tems, & qui sera nommé par le Conseil commun des Bourgeois; & pour prevenir les inconveniens que l'assemblée de ce Conseil commun pourroit causer, on passera un Acte par lequel tout ce qui a été établi pour loi ou ordonnance & ce qui sera ordonné ensuite par les Maires, Echevins, & Conseil de la Bourgeoisie au sujet de l'Assemblée, de la continuation & du reglement du même Conseil, sera aussi valable qu'il avoit été établi de l'autorité du Parlement même; & que l'on pourra de tems en tems y ajouter ou en retrancher ce que l'on jugera à propos; & que toutes les Propositions qui seront faites pour le bien & pour la tranquillité de ladite Ville, ayant été approuvées du Parlement, seront accordées & confirmées par un Acte des deux Chambres.

Que toutes les concessions, Commissions, présentations, Escritures, & procédures qui ont été passées ci-devant ou qui le seront à l'avenir sous le grand sceau d'Angleterre, qui est sous la garde des Commissaires nommez par les deux Chambres, auront la même force & vertu avec le consentement du Roi, que tout ce qui a été passé ci-devant sous quelque autre Grand Sceau que ce puisse être; Que tout ce qui a été scellé du Grand Sceau depuis le 22. de Mai 1642. sera nul, comme aussi ce qui a été scellé ensuite à la reserve de ce qui l'a été dans ledit jour 22. de Mai, & avant le 8. de Novembre 1643. & qui a été examiné & accordé par le Parlement. Et que tout ce qui a été passé sous le Grand Sceau d'Irlande depuis la Cession du 15. de Septembre 1643. sera cassé & annullé; & que toutes les charges & Dignitez qui ont été conférées depuis ce tems là, seront revoquées.

CCXC I.

CCXC I.

Traité concernant le Commerce entre CHRETIEN IV. Roi de Danemarck & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas. Fait à la Haye le 12. Février, 1647. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. VI. pag. 357.

Der Koninklijke Majesteyt tot Deneemarchen, Noorwegen, &c. Mijnen Genadichten Koningh ende Heere, aen de Hooge ende Moogende Heeren Staten General der Vereenichde Provincien in Nederlande, Extraordinaris Ambassadeur; Ick Corffs Ulfeldt, Rijcx-Radt, Rijcx-Hofmeester, Gouverneur van de Insul-Möen, Erfgeleeten op Prop, aen de eene; ende der Hoogh ende Mogende Heeren Staten General der Vereenichde Provincien in Nederlandt, Tom. III. daer

Traduction de ce Traité.

Moy Corffs Ulfeldt, Conseiller d'Etat, premier Maire d'Hotel Gouverneur de l'Isle Moen &c. Ambassadeur Extraord. de sa Majesté le Roy de Danemarck, Noruegue &c. mon très gracieux Roy & Seigneur, auprès des Hauts & Puissants Seigneurs les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies d'une part: Et nous Jean Seigneur de Gent d'entre les Nobles de Gueldre, Gerard Schaap, ancien Bourgemaître & Conseiller de la Ville d'Amsterdam & Curateur de l'Uni-

ANS de J. C.

1647.

LES DA-
NEMARCK
ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

Rrr

l'Uni-

ANS daer toe Gedeputeerde, ende met genoechsaeme Vol-
de J. C. macht voorreede Commissarissen; Wy Johan Heere
1647. van Gent, uyt den Adel ende Ridderfchap van Gelder-
lande, Gerrard Schaep out Burgemeester ende Raet der
Stadt Amsterdam, ende Curateur van de Univerfiteyt
tot Leyden, Nanningh Keyfer Raet ende Pensionaris der
Stadt Hoorn in Welt-Vrielandt, Jacob Veth Raet en-
de Pensionaris der Stadt Middelburgh in Zeelant, Gijs-
bert van der Hoock out Burgemeester der Stadt Urecht,
Carel van Roorda Grietman van Idaderabel; Johan van
der Beecke tot Doornick ende Crytenberg, Burgemeester
der Stadt Deventer; Hieronymus Eyben, Hoorelinght tot
Niebove, Burgemeesters der Stadt Groeningen, aen de
andere zyde; doen kunt mits desen eenyegelijcken, al-
foo tusschen fijn Koninklijke Majesteit tot Denemar-
cken ende Noorwegen, ende de Hoock ende Mogende
Heeren Staten Generael der Vereenichde Nederlanden
in 't voorleden Jaer seftien hondert vijf en veertich den
derthienden Augusti, tot Christianopol een verdrach is
opgericht, onder anderen continerende, dat van dien
tijdt af in Noorwegen egeen Hooger Tol, nochte oock op
andere maniere ende voet, sal verden geheven, als in 't
Jaer seftien hondert acht en twintich is gedaen, soo lan-
ge tot dat tusschen fijne Majesteit ende haer Hoog Mog.
een gewisse maniere soude konnen werden veraccordeert en-
de beslooten, waar nae den Tol, by lasten gerecekt, van
alle Houwarens soude konnen worden genomen; waer
over dan om met de Heeren Staten Generael soo haest
eenichints mogelijk te tracteren, fijne Majesteit sich
heeft aangeboden; Soo hebben wy Opgemelte, op ont-
fangen bevel van onse Heeren ende Committenten om
fulcx te voltrecken, ons te samen gevoecht, ende fijn
naer gehoudene vlytige onderhandelinge, fulcx verge-
leecken ende geslooten, gelijk volcht.

I. Sullen alle Onderdanen der Vereenichde Provin-
tien in Nederland, gedurende den tijdt van dato deses
Tractaets tot den drie en twintichsten Augusti Nieuwen-
styl, des Jaers seftien hondert vijf en tachtich, den Last-
tol in Noorwegen betalen op dese maniere, hier na vol-
gende.

II. Alle de Schepen seyende uyt de Vereenichde Ne-
derlanden op Noorwegen, sullen haer in vijf ofte ses be-
quame Havenen van de selve Nederlandsche Provincien
begeven, ende aldaer gemeten ende gebrandt worden,
van de gene die daer toe van wederzyden sullen fijn ge-
last, ende sullen by de Croon Denemarcken drie per-
sonnen worden geordonneert, om dese metinge te ver-
richten, beneffens eenen over de selve, de welke van
wegen fijne Majesteit de Inspectie daer over sal hebben;
van gelijcken sullen haer Hoog Mog. vermogen even foo
vele van hare zyde, beneffens eenen Inspecteur, naer haer
eygen believen daer toe te stellen.

III. De Schepen sullen volcomelijck ende getrou-
welijck worden gemeten, nae haer diepte, lenghe ende
breete.

IV. Ende op dat dienhalven geen misverstant tus-
schen de Deensche ende Nederlandsche, soo Inspecteu-
ren als Meets, en kome te ontfiaen, soo hebben wy met
den anderen beraemt een Maet-Charten, op de gronden
ende volgens de exempelen, van de welke de Metinge
ende calculatie op Hou-lasten sal worden gedaen, de
welcke in desen Tractate naest desen Artijckel wordtin-
gelijft, ende vervolgens de respectieve Inspecteurs ende
Meets sal worden behandtreckt, om sich daer na te re-
guleren.

Charte van Schepen, hoe de selve behoort sullen
worden gemeten, nae de Maet van Amsterdam.

Namentlijk, van de buytste cante boven van den
eenen Steven, tot aen de uytterste cant van de andere Ste-
ven, in de lenghte.

In de wijue wordt gemeten voor de groote Mast van
de eene buytste plancke van binnen af tot aen de andere
buytste plancke.

De diepte ofte het rygms van de Schepen, wort geme-
ten tusschen de groote ende Focke-mast, daer het op 't
wijafste ende onbolste is te vinden, dicht aen boort op fijn
uyt

PUniverfiteit de Leyde; Nanning Keyfer, Conseiller & ANS.
Pensionnaire de la Ville de Horn en West-Frise; Ja-
cob Veth, Conseiller & Pensionnaire de la Ville de Mi-
delbourg en Zelande; Gysbert van der Hoock, ancien Bour-
guemaitre de la Ville d'Utrecht, Charles de Roorda Griet-
man d'Idaderabel: Jean van der Beek, de Doornick
& Crytenberg, Bourguemaitre de la Ville de Deventer;
Hierome Eyben Droffard de Niebove Bourguemaitre de
la Ville de Groningue, Commissaires Deputez & pour-
vus de plein-pouvoirs suffisants de Hauts & Puissans
Seigneurs, Messieurs les Etats Generaux des Provin-
ces Unies d'autre part, savoir faisons par ces presentes
à un chacun qu'entre sa Majesté le Roy de Danemarch
& Noruegue, & les Hauts & Puissans Seigneurs les
Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, a été
arreté & conclu à Christianople l'année passée mil six
cens quarente cinq, le treizième du mois d'Août un
Traité contenant entre autres choses, qu'à l'avenir il
ne seroit levé de plus grands Droits, ou Tol en Norwe-
gue ni d'une autre maniere & sur un autre pied, qu'il
étoit pratiqué en l'année mil six cens vingt huit, jusques
à ce que sa Majesté & L. H. P. soient convenus d'une
maniere sure & certaine, conformément à laquelle le
Peage ou Tol sera payé de toutes les Voiries de Bois, à
compter par Last. Et sa Majesté s'est offert de traiter
l'adessus le plutôt qu'il sera possible avec les Seigneurs
Etats Generaux. C'est pourquoy nous fusnommez sur
l'Ordre de nos Seigneurs Committans, pour effectuer ce que
dessus nous sommes assemblez, & après une negociation
diligente avons accordé & conclu comme s'ensuit.

Premierement tous les sujets des Provinces Unies des
Pais-bas, durant le tems qui s'écoulera depuis la date
de ce Traité jusques au vingt troizième Août stile nou-
veau, de l'an mil six cens quatre vingt & cinq, paye-
ront le Droit ou Tol en Noruegue, pour le Last, de cet-
te maniere.

II. Tous les Vaisseaux qui feront voile de ces Pro-
vinces-Unies du Pais-bas pour Noruegue se rendront
dans cinq ou six heures commodés desdites Provinces du
Pais-bas, pour y être mesurez & marquez par ceux qui
en auront chargez des deux côtes, & seront par la Cou-
ronne de Danemarch ordonnées trois personnes pour faire
cette mesure outre une autre personne qui y aura inspec-
tion de la part de sa Majesté. Et L. H. P. pour-
ront si bon leur semble semblablement commettre aussi
pareil nombre de gens de leur côté avec un inspecteur.

III. Les Vaisseaux seront parfaitement & fidelement
mesurez suivant leur profondeur, longueur & largeur.

IV. Et afin qu'il n'arrive aucune mes-intelligence
entre les mesureurs & inspecteurs Danois & Hollandois,
nous avons delibéré de faire une Table ou Carte de mesure
sur le pied & suivant le modelle de laquelle les mesures &
calculs des Lastes de Bois seront faites: laquelle Table
sera incorporée dans ce Traité immédiatement après ce-
lui-cy, & elle sera mise es mains des inspecteurs & me-
sureurs pour s'y régler.

Table ou Carte des Vaisseaux, comment ils doi-
vent être couvenablement mesurez, suivant la mesure
d'Amsterdam.

A sçavoir depuis la partie extérieure au dessus d'un des
Eperons jusques à l'autre côté extérieur de l'autre eperon en
en longueur.

En largeur est mesuré devant le grand mat, depuis
la planche extérieure de dedans jusques à l'autre planche
extérieure.

La profondeur ou capacité des Vaisseaux est mesurée
entre le grand mat & le mat de misaine où il est le moins
creux ou plus large près du bord de l'endroit où l'eau se de-
char-

NS
J. C.
47. uytwateringe van de eene kant, regel recht tot aen de ander kant streckende, daer nae van het midden van deselve coorde af te meten door het *Hout* ofte *Colswijn*, tot op de *Kiel* toe, wanneer sy alloo na behooren sijn gemeten, sullen de selve op volgende maniere uytvallen.

Een Schip langh hondert vijf en twintigh voet, wijs vijf en twintigh voet, hol veer-tien voet, met een half deck tot voor by de groote Luycken, omtrent hondert en vijf en vijftigh Lasten.

Een Schip langh hondert drie en twintigh voet, wijs vier en twintigh en een half voet, hol veertien voet, met een half deck, hondert ses en veertigh Lasten.

Een Schip lang hondert twee en twintigh voet, wijs vier en twintigh en een half, hol dertien voet en een half, met een half deck hondert acht en dertigh Lasten.

Een Schip langh hondert twintigh voet, wijs vier en twintigh voet, hol dertien voet en een half, met een half deck, hondert dertigh Lasten.

Een Schip langh hondert achttien voet, hol dertien voet, met een half deck, hondert drie en twintigh Lasten.

Een Schip langh hondert seftien voet, hol dertien voet, met een half deck, hondert achttien Lasten.

Een Schip langh hondert veertien voet, wijs drie en twintigh voet, en een half, hol dertien voet met een half deck, hondert twaelf Lasten.

Een Schip langh hondert twaelf voet, wijs drie en twintigh voet, hol dertien voeten met een half deck, hondert even Lasten.

Een Schip langh hondert tien voet, wijs drie en twintigh voet, hol twaelf voet en een half, met een half deck, hondert een Last.

Een schip langh hondert acht voet, wijs twee en twintigh voeten en een half, hol twaelf voet en een half, met een half deck, ses en negentigh Lasten.

Een schip lang hondert en ses voet, wijs twee en twintigh voet, hol twaelf voet en een half, met een half deck, negentigh Lasten.

Een schip langh hondert en drie voet, wijs twee en twintigh voet, hol twaelf voet en een half, met een half deck ses en tachtich Lasten.

Een schip langh vijf en negentigh voet, wijs een en twintigh voeten en een half, hol twaelf voet, groot drie en seveentigh Lasten.

Een schip langh t'negentigh voet, wijs een en twintigh voet en een half, hol twaelf voet, groot acht en seftigh Lasten.

Een schip lang vijf en tachtigh voet, wijs een en twintigh voet, hol elf voet met een half, groot seftich Lasten.

Een schip langh tachtigh voet, wijs een en twintigh voet, hol elf voet, groot vijftigh Lasten.

Een schip langh hondert ses en twintigh voeten, wijs vijftien twintigh voeten, hol dertien voeten, met een doorgaende verdeck hoog vier voet, sal omtrent voeren hondert twee en seveentigh Lasten.

Een schip langh hondert vier en twintigh voet, wijs vijftien twintigh voet, hol dertien voeten, het verdeck drie voeten en een half, groot hondert twee en seftich Lasten.

Een Schip lang hondert twee en twintigh voet, wijs vier en twintigh voet en een half, hol dertien voeten, het verdeck drie voet en een half, hondert drie en vijftigh Lasten.

Een Schip langh hondert twintigh voet, wijs vier en twintigh voet en een half, hol dertien voeten, met een verdeck drie voeten en een half, hondert vijf en veertich Lasten.

Een Schip langh hondert achttien voet, wijs vier en twintigh voet, hol twaelf voeten en een half, met een verdeck van drie voet en een half, groot hondert vier en dertich Lasten.

Een Schip langh hondert dertigh voeten, wijs acht en twintigh voet, hol twaelf voeten, met een Koebrugge oft Bonnet van ses voeten groot omtrent hondert vijf en t'negentich Lasten.

Een Schip langh hondert ses en twintigh voet, wijs ses en twintigh voet, hol twaelf voet, endes ses voeten daer boven; hondert ses en seveentigh Lasten.

Een

charge d'un côté, tirant droit jusques à l'autre côté, ensuite à mesurer d'un milieu de la corde de mesure, au travers du Bois, jusques à fond de Calle, & après qu'ils auront ainsi mesuré comme il faut, ils procederont en la maniere suivante.

Un Vaisseau long de cent vingt-cinq pieds, large de vingt-cinq, profond de quatorze avec un demi pont ou pont coupe jusques par de là les grandes Ecomilles, environ cent & vingt cinq Lasts.

Un Vaisseau long de cent vingt-trois pieds, large de vingt quatre & demi, profond de quatorze, avec un demi pont cent quarante six Lasts.

Un Vaisseau long de cent & vingt deux pieds, large de vingt-quatre & demi, profond de treize & demi, avec un demi pont. Cent trente huit Lasts.

Un Vaisseau long de cent & vingt pieds, large de vingt-quatre, profond de treize & demi, avec un demi pont, cent treize Lasts.

Un Vaisseau long de cent dix-huit pieds, profond de treize avec un demi pont, cent vingt-trois Lasts.

Un Vaisseau long de cent seize pieds, profond de treize, avec un demi pont, cent dix huit Lasts.

Un Vaisseau long de cent quatorze pieds, large de vingt trois & demi, profond de treize avec un demi pont, cent douze Lasts.

Un Vaisseau long de cent douze pieds, large de vingt trois, profond de treize, avec un demi pont, cent sept Lasts.

Un Vaisseau long de cent dix pieds, large de vingt-trois, profond de douze & demi, avec un demi pont, cent un Lasts.

Un Vaisseau long de cent huit pieds, large de vingt & deux & demi, profond de douze & demi, avec un demi pont, quatre vingt & seize Lasts.

Un Vaisseau long de cent six pieds, large de vingt deux, profond de douze & demi, avec un demi pont, quatre vingt & dix Lasts.

Un Vaisseau long de cent trois pieds, large de vingt deux, profond de douze & demi, avec un demi pont, quatre vingt & six Lasts.

Un Vaisseau long de quatre vingt & quinze pieds, large de vingt un pieds, profond de douze, capable de de soixante & treize Lasts.

Un vaisseau long de quatre vingt & dix pieds, large de vingt & un pieds & demi, profond de douze, grand de soixante six Lasts.

Un Vaisseau long de quatre vingt & cinq pieds, large de vingt un, profond d'onze & demi, grand de soixante Lasts.

Un Vaisseau long de quatre vingt pieds, large de vingt un, profond d'onze, grand de cinquante Lasts.

Un Vaisseau long de cent vingt six pieds, large de vingt cinq, profond de treize, avec un pont regnane tout du long haut de quatre pieds, portera environ cent soixante douze Lasts.

Un Vaisseau long de cent vingt quatre pieds, large de vingt cinq, profond de treize pieds, le pont trois pieds & demi, capable de cent soixante deux Lasts.

Un Vaisseau long de cent vingt deux pieds, large de vingt quatre & demi, profond de treize, le pont de trois pieds & demi, cent cinquante trois Lasts.

Un Vaisseau long de cent vingt pieds, large de vingt quatre & demi, profond de treize, avec le pont de trois pieds & demi, cent quarante cinq Lasts.

Un vaisseau long de cent dix huit pieds, large de vingt quatre, profond de douze pieds & demi, avec un pont de trois pieds & demi, cent treize quatre Lasts.

Un Vaisseau long de cent treize pieds, large de vingt huit, profond de douze pieds, avec un pont ou Bonnette de six pieds, capable d'environ cent quatre-vingt & quinze Lasts.

Un Vaisseau long de cent vingt six pieds, large de vingt six, profond de douze, & six pieds par dessus, cent soixante & dix Lasts.

Rrr 2

Un

ANS
de J. C.
1647.

ANS
de J. C. Een Schip langh hondert vier en twintich voet, wijs
vijf en twintich voet, hol elf voet, en een half, en vijf
voet en een half daer boven, hondert ses en sestig Lasten.

1647. Een Schip langh hondert twee en twintich voet, wijs
vyf en twintich voet, hol elf voeten, en daer boven vyf
voet, hondert ses en vyftich Lasten.

Een Schip langh hondert twintich voet, wijs vier en
twintich voet en een half, hol elf voet, en vier voet en een
half daer boven, hondert ses en veertich Lasten.

Een Schip langh hondert achtien voet, wijs vier en
twintich voet, hol tien voet en een half en vier voeten en een
half daer boven, hondert vyf en dertich Lasten.

Een Schip langh hondert seltien voet, wijs drie en twin-
tich voet en een half, hol tien voet, en vier voet met een
half daer boven, hondert vyf en twintich Lasten.

Een Schip langh hondert twaelf voet, wijs drie en twin-
tich voet, hol tien voet, en vier voet en een half daer bo-
ven; hondert dertien Lasten.

Een Schip langh hondert tien voet, wijs twee en twin-
tich voet, hol tien voeten, en vier voet daer boven; hon-
dert een Lasten.

De Schepen de welke juyst van de selve Charter ende
gellalt, hier vooren utgedrukt, niet en sullen worden
bevonden, sullen worden in billichheit geproportioneert
nae de bovenstaende regulen, ende der Schepen drach-
ticheit by de respectie Meters ende Inspecteuren werden
getaxeert.

Aldus gecalculeert ende begroot, als vooren staet, op
Tarnu, oft St. Vbis Soutlasten, ende sal vermits de Schepen
met Hout foo diep als met Tarnu oft Sout connen ge-
laden worden, wegen de lichteicheit, ende onbuyschaem-
heit van de houtlasten, een vijfde part van yder Schips
grootte worden afgekapt.

V. De Schepen in voegen als vooren gemeten wesen-
de, sullen als dan op de Seyl-balcken, ende op de vooren
ende achter steven worden gebrandt, ende daer over ge-
maect twee brieven by yegelijk Schip, de welck by de
gene, de selve gemeten, ende de Inspectie van weder-
zijden daer over gehadt hebbende, sullen worden onder
geteyckent, den eenen daer van sal altydt by het Schip
blijven; de ander sal by de Magistraet worden gedeponereert
ende bewaert, daer onder den eygenaer van 't Schip is
geseten.

VI. Oock sullen als dan twee Vertheykenissen of regi-
sters van alle de Schepen dusdanich gemeten zijnde, wor-
den gemaectt, ende van alle de gene de welcke het me-
ten van die Schepen hebben verricht, ende daer over ge-
staen, onderteykent worden, de eene vertheykenisse sul-
len de gene, die van wegen Sijn Majest. de Schepen
hebben gemeten, mede nemen naer Denemarcke, omme
door de Slois-Heeren ofte Ampt-luyden van een yeg-
elijke plaetfen geregistreert te worden, op dat de Schip-
pers, des noot zijnde, sich daer op mogen beroepen; de
andere vertheykenisse sal alhier by haer Hoog Mo. op wat
plaetfen het haer sal believen, worden gelaten.

VII. Dit meten van die Schepen sal alhier geschieden
ten langhsten eer de Maent Aprilis van het tegenwoor-
dige loopende Jaer sal comen te verlopen; in cas sulcx
oock eerder can geschieden, soo sal ten wederzijden alle
mogelijke debvoiren ende vlijt daer toe worden gecon-
tribueert.

VIII. Alle de Schepen uyt de Vereenichde Neder-
landen in Noorwegen comende, de welcken haren op-
rechtenlijck onderteckende Scheeps-maet brief by haer
hebben, sullen in 't uytvaren uyt het Rijk voor bouwva-
ren, nae de lasten betalen als volcht: Een Schip dat hon-
dert vyf en twintich lasten na den inhoud van sijn maet-
brief voert, sal niet meer als hondert lasten vertollen, en-
de sullen alsoo alle Schepen; die Hout uyt Noorwegen
voeren, maer alleenlijck de vierdeelen van hare grootte
betalen, ende sal het volgende vijfde deel van alle Tol be-
talinge vry ende exempt zijn, ten dien aensien, dat de
Schepen volcomelijck ende getrouwelijck gemeten sul-
len worden; waer over oock aen alle Tol-plaetfen in
Noorwegen wegen sijn Majest. genadicht ordre sal ge-
geven worden.

IX. De Schepen uyt de Vereenichde Nederlanden op

Noor-

ANS
Un Vaisseau long de cent vingt quatre pieds, large de
vingt-cinq, profond d'onze pieds & demi, & cinq de J. C.
pieds & demi par dessus, cent soixante six Lasts.

1647. Un Vaisseau long de cent vingt deux pieds, large de
vingt cinq, profond d'onze, & cinq pieds par dessus,
cent cinquante six Lasts.

Un vaisseau long de cent vingt pieds, large de vingt
quatre & demi, profond d'onze, & quatre pieds &
demi par dessus, cent quarante six Lasts.

Un Vaisseau long de cent dix-huit pieds, large de vingt
quatre, profond de dix & demi, & quatre pieds &
demi par dessus, cent treize Lasts.

Un Vaisseau long de cent soixante pieds, large de vingt
trois & demi, profond de dix, & quatre pieds & de-
mi par dessus, cent vingti Lasts.

Un Vaisseau long de cent douze pieds, large de vingt
trois, profond de dix & quatre pieds & demi par des-
sus, cent treize Lasts.

Un Vaisseau long de cent dix pieds, large de vingt
deux, profond de dix & quatre pieds par dessus, cent dix
Lasts.

Les Vaisseaux qui ne se trouveront pas justement de la
même forme ou grandeur que ceux mentionnez dans ce-
te table, seront proportionnez selon le reglement cy-dessus
& taxez par lesdits Inspecteurs & Mesureurs suivant
leur port.

Ainsi calculé & estimé comme dessus sur le last de
bled, ou de Sel de S. Uter, & comme les Vaisseaux ne
peuvent pas être chargés de bois si profondément, que de
bled ou de Sel à cause de sa légèreté, & qu'il ne peut pas
se plier, il sera retranché la cinquième partie de ce que
chaque vaisseau peut contenir.

V. Les Vaisseaux étant mesurez en la manière susdite
ils seront marquez sur les poutres des voiles, dites
Seyl-balcken, & sur les eperons de proue & de poupe
avec un fer chaud, & en seront faites deux lettres ou altes
pour chaque Vaisseau, qui seront signez par ceux qui les au-
ront mesurez, & par ceux qui en auront été les inspecteurs
de part & d'autre. L'un demeurera toujours pour le
Vaisseau, & l'autre sera déposé entre les mains du
Magistrat du lieu de là demeure du propriétaire du vais-
seau.

VI. On fera aussi deux registres ou contre-rolles de tous
les Vaisseaux qui auront été ainsi mesurez, qui seront signez
de tous ceux qui auront fait la dite mesure, qui de la part
de sa Majesté en emporteront l'un en Dannemark, pour
être enregistré par les Seigneurs des Châteaux ou Officiers
de chaque lieu, afin que les Batteliers y aient recours en cas
de besoin, & l'autre sera icy assés au lieu qu'il plaira
à L. H. P.

VII. Cette Mesure de ces Vaisseaux se fera au plu-
tard avant que le present mois d'Avril se soit écoulé,
& si la chose se peut faire plutôt, l'une & l'autre des
parties y apporteront toute la diligence possible.

VIII. Tous les Vaisseaux qui viendront des Provin-
ces-Unies des Pais-bas en Norwege qui seront porteurs
de leur lettre de mesure bien signée, payeront en sor-
tant du Royaume pour le transport de Bois, selon les
Lasts, comme s'ensuit. Un Vaisseau qui portera suivant
le contenu de sa lettre de mesure cent vingt cinq Lasts ne
payera les droits que de cent Lasts, & ainsi tous les vais-
seaux qui transporteront du Bois hors de la Norwege ne
payeront seulement que les quatre parties de son montant,
& la cinquième sera exemptée de tous droits & Tol, en con-
sideration de ce que les Vaisseaux auront été bien & fidele-
ment mesurez, de quoy sa Majesté donnera ses ordres dans
toutes ses donaines de Norwege.

IX. Les Vaisseaux qui navigeront des Provinces-Unies
des

5. Noorwegen varende, en aldaer eenige Waren willende
C. inbrengen, sal voor de selve Waren al sulcken Tol
7. werden betaelt als de Oonderdanen van Sijn Majest. te betalen
schuldich zijn, sulcx dat de Nederlandtische Ingefe-
tenen en dieaengaende niet hooger vullen worden be-
waert, als de Ingefeutenen van Denemurken ende Noor-
wegen.

X. Alle de selve Schepen toebehoorende de Oonder-
danen ende Inwoonders der Vereenighde Nederlanden,
voerende hout uyt Noorwegen, ende hebbende haren op-
rechten onderteyckenden maet-brief by sich, gelijk
voorz. is, vullen van een yegelijke last van hare groo-
te in hare Maet-brief gespecificeert, geven een Rijxdael-
ders, edoch sal in voegen als vooren van die selve Schips
groote af getrocken worden het vijfde deel, 'twelck van
alle Tol betalinge vry is.

XI. De selve Schepen met Hout geladen, vullen ver-
mogen van die Waren, de welcke in de Holfhaven vallen,
in te nemen onder den selven Tol van een Rijxdaelder
voor de last, het sy Pick, Teer, Hayden, Taleh, ofte
't geen andersints soude mogen uytgevoert worden,
waer over men hun niet meer en sal vermogen af te vor-
deren.

XII. Dit is te verstaen alleen van die Schepen, varende
met hout-last uyt Noorwegen, ende van die havenen
in de welcke met Hout gehandelt wert, maer niet van
andere plaeten, en voornaemlyck van Bergen, daer
geen hout-handel en wordt gedreven, alwaer de Tollen
van andere soorten van Waren in gelijkheyt sijner Ma-
jesteits Oonderdanen, by de Ingefeutenen der Vereenigh-
de Nederlanden vullen worden betaelt, ende is alsoo dit
maer alleenlyck gemeint van die Schepen, varende uyt
Noorwegen Hout geladen, ende van de havenen alwaer
hout weit verhandelt, ende van eenige andere.

XIII. Alle andere Tollen ende Ry-tollen, de welcke hier
bevoorens op den Hout-handel sijn gestelt, wat name
die oock mogen hebben, vullen hier mede ganschelijck
wechgenomen sijn ende blyven, oock geen ander op
lagen buyten desen Hout-last-tol, onder wat naem, en-
de in wat gestalte het zy, in toecomende mogen aenge-
stelt worden, daer mede den Hout-handel eeniger maen-
ten, directelijck oft Indirectelijck soude mogen worden
bewaert.

XIV. Een van de gemelde Schepen met Hout-waren
geladen zijnde, enden den Tol naer lijnen maetbrief, nae
a'treckinge des vyfden deels, betaelt hebbende, en sal
vorder niet met visitation ofte ontlanding worden gemo-
lesteert, onder wat pretext het zy, maer sal hem nae
betalinge van sijn tol, sijne vrye vaert worden ge-
laten.

XV. Oock en sal geen onderscheyt over de Hout-va-
ren, of de selve van de beste, schlechte, ofte middelba-
re zijn, gemaect, veel weyniger die Schepen dieaen-
gaende gerecechteert, ontladen, of aengehouden wor-
den, sulcx in cas eenige Eycken, of andere verbodene
Hout-waren in de Nederlandtische Schepen mochten sijn
geladen, dat daer over geen recherche sal worden aenge-
stelt, maer vullen alleen de verbodene Hout-waren wor-
den aengehouden, wanneer de selve buyten de Schepen
sijn bevonden, in welken gevalle oock de Ingefeutenen
der Nederlanden niet de minste ongelengentheyt oft mo-
lestatie aen hare personen ofte goederen, onder eenigen
pretext, sal worden aengedaen.

XVI. Wat in de Havenen in Noorwegen aen oncoften
wort aengewent op Ringen, ofte andere Commoditei-
ten, streckende tot Conservatie van de vreemde Sche-
pen, sulcx sal die selve Schepen getaxeert ende gemeten
zijnde, tot geen laste comen, maer sal hun tot voortfer-
tinge van haren handel, alle hulpe bewisen, ende nood-
dige Commoditeyten vullen verschafft, sonder vordere
uytgaven boven 't voorz. is.

XVII. Oock sal geduyren den tydt, daer van dit
Tractaet is spreckende, eegene veranderinge in Noor-
wegen geschieden, met verhoginge van den Tol, direc-
te ofte indirecte, raekende den Hout-last, onder wat
namen pretext het oock soude konnen wesen, maer alles
sal bloetelijck verblyven by 't geen voorz. is. Nament-
lijck,

des pais-bas en Norwegue, & y voudront apporter quelques
marchandises, payeront pour lesdites marchandises le mé-
me droit que les sujets de sa Majesté sont obligez d'en payer, 1647.
en sorte que lesdits habitants des Pais bas ne seront pas
plus chargez que les habitants de Danemarck & de Nor-
wegue.

X. Tous lesdits Vaisseaux appartenans aux sujets & ha-
bitans des Provinces-Unies des Pais-bas, transportant du
bois de Norwegue, & ayant avec eux leur fidele Lettre
de mesure, comme il est dit cy-dessus, donneront un Risdale de
chaque Last du montant porté par leur lettre de mesure; mais
il sera comme dit est distrait la cinquième partie dudit mon-
tant qui est exempté de tout droit.

XI. Lesdits Vaisseaux chargez de bois, pourront dans
les havres où on en charge y charger sous le même droit ou
Tol d'un Risdale pour le Last, de la poix, du Goudron,
des peaux & du Talck, ou toute autre chose qui pourroit
en être transporté, & dont on ne pourra pas demander d'a-
vantage.

XII. Cela ne s'entendra seulement que des Vaisseaux,
transportant du bois de Norwegue, & des havres dans
lesquels on negocie en bois, mais non des autres Lieux, &
sur tout de Bergue où ce commerce ne se fait point, auxquels
havres, les droits des autres sortes de marchandises seront
payez par les habitants des Provinces-Unies des pais-bas,
comme les habitants de sa Majesté les payent. Et cela n'est
entendu seulement que des Vaisseaux naviguant hors de
Norwegue, chargez de bois, & des havres où l'on en fait
negoce, & de nul autre.

XIII. Tous les autres droits & by-tols qui ont
été cy-devant mis sur le commerce de bois de quel-
que nom qu'ils puissent être nommez, demeureront & se-
ront abolis par ces presentes & n'en sera point mis d'au-
tre à l'avenir que celui cy-dessus, dit droit de Last de bois,
de quelque nom & nature qu'il soit, dont ledit negoce de
bois pourroit être endommagé.

XIV. Un desdits Vaisseaux étant chargé de bois, &
ayant payé le droit ou Tol suivant sa Lettre de mesure, ladi-
te cinquième partie desalquée, ne sera plus molesté de
visite ou décharge, sous quelque pretexte que ce soit; il lui
sera laissé l'entière liberté de partir après le payement de son
droit ou tol.

XV. On ne fera aucune difference des bois qui seront
chargez, s'ils sont des meilleurs, des moindres ou des mé-
diocres, bien moins encore, tels Vaisseaux pouront-ils être
recherchez, dechargez, ou retenus, tellement qu'en cas
qu'il se trouve qu'on ait chargé sur des Vaisseaux des Pro-
vinces-Unies des Pais-bas quelque chêne ou autre bois des-
sendus, il n'en sera ordonné aucune recherche, mais on re-
tiendra seulement les bois descendus, quand ils seront trou-
vez hors des Vaisseaux; auquel cas les habitants des Pro-
vinces-Unies ne souffriront en leurs personnes ou effets, la
moindre incommodité ou moleste, sous quelque pretexte que
ce soit.

XVI. Les depences faites dans les havres de Norwe-
gue tendant à la conservation des Vaisseaux étrangers, com-
me en ameux de fer ou autres commoditez, ne viendront
point à la charge des Vaisseaux qui auront été taxez & me-
surez, de la maniere que dit est, mais leur sera pour l'a-
vancement de leur commerce démontré tout secours & com-
moditez nécessaires, sans rien donner de plus outre ce qui est
dit cy-dessus.

XVII. Pendant le tems dont ce Traité parle il ne sera fait
aucun changement en Norwegue direct ou indirect par le
rehaussement des droits ou tol, concernant les Lasts de bois,
sous quelque nom ou pretexte que ce puisse être, mais tout de-
meurera sur le pied que dit est, savoir un Risdale pour cha-
que Last de bois qui étant chargez dans les Vaisseaux seront
emmenez dehors.

ANS
lijck, een *Ryxsdaelder* voor elck *Scheepslast-hout* 't welck
de J. C. uitgevoert worde.

1647. XVIII. Wanneer nieuwe, ofte meer andere Schepen, aanwangs niet gemeten zyn, haer vaert op Noorwegen, willen nemen, om *Hout* aen sich te willen handelen, soo sullen de selve in Noorwegen by drie ofte meer *Deensche* ofte *Noorweechsche*, ende even soo vele *Nederlandsche* Schippers, werden gemeten ende getaxeert, volgens den *Maet-charter* hier vooren gestelt, ende de rechte groote van 't Schip sal opgeteckent ende onderschreven worden by die gene die het hebben gemeten, ende dienvolgens sal het na afreckinge van het vyfde deel, worden vertolt.

XIX. Oock sal hier nae aen die gene uyt de *Nederlandsche* Provincien toegelaten zyn, *Linden*, *Eischen*, ende *Espenbont*, als mede *Spiren* ende *Maften* van *seftien* tot op *twintigh palmen*, uyt Noorwegen te voeren, ende en sal geen onderfcheyt onder het *Hout* 't welck vergunt is, om uyt te voeren; wegen de *Tollen*, worden gemaect, maer alles sal by *Lasten* werden gereckent, gelijk boven is gemelt.

XX. Maer soo wanneer sijne Koninckl. Majesteit tot des selfs rijcken nootdrift eenige soorten van de voorseyde *Linden*, *Efsen*, *Efsen*, *Spieren* ende *Maften* boven *seftien palmen* tot sijn gerijf wilde gebruycken; in foodanigen cas en sullen de varende niet vermogen foodanich *Hout* uyt te voeren, sonder speciale bewilligh ende consent van sijne Majesteit, in desen verstaende nochtans, dat in allen gevalle hier by in goede achtinge moet werden genomen 't gene is bedongen in het vyftiende Artijckel noopende het *Eycken-hout*.

XXI. Soo wanneer oock in 't toekomende aen sijn Majesteits Onderdanen, ofte aen andere Natien, die *Hout* uyt Noorwegen, niet in sijn Majesteits eygen Rijken, ende Landen, maer aen andere vreemde plaetsen voeren, een geringer *Tol* in Noorwegen mochte werden toegelaten, in sulcken gevalle sullen de Onderdanen van haer Hog. Mog. oock niet hooger bevaert, maer in alle gelijkmachtheit als de selve, getaxeert werden.

XXII. Alles ongeperjudiceert het voorich Tractaet op den dertienden Augustij Nieuwstyl *seftien hondert vyf en veertigh*, tot *Cristianopol* tusschen Hoochgemelde sijne Majesteit ende haer Hoog. Mog. oppgericht, 't welck in allen sijnen deelen sal in sijnen volkomen waerden ende kracht verblyven, uytgefondert voor soo veele het selve by desen mocht verandert zyn.

XXIII. Ende na dien met de bovenstaende Artijckelen, tusschen ons opgemelde Ambassadeur ende Commissarissen respectieve neder gelecht, ende 't eenemael afgehandelt is het gene by het gemelde Tractaet, in dato den dertienden Augustij *seftien hondert vyf en veertigh*, Artijckels *seven ende negen*, tusschen sijne Konincklijke Majesteit tot *Dennemarcken* ende Noorwegen, ende de Hoog Mog. Heeren Staten Generael onafgedaen was verbleven, soo is oock byderzijts ingewillicht ende reciproquelyck versproocken ende beloofd, dat yeder deel binnen den tijdt van *drie Maenden* na uytleveringe van dit Tractaet, sijn Heeren ende Commitenten Ratificatie ende aengenaem houdinge in *debita* ende *solemni forma* aen den anderen deel doen hebben sal: Ende mogen Hoochgedachte Heeren Staten Generael haer Ratificatie door haren Resident in den Oresont, ofte wie sy daer toe souden mogen willen gebruycken, overleveren laten; ende sal als dan tegen de overneming van dien Koninckl. Ratificatie by sijne Majest. als oock den Erweelden Prince van *Dennemarcken* ende de samentlijke Heeren Rijxraden ondertekent, den selyen wederom verhantrijct worden.

XXIV. Dat nu alle voorgeselde Poincten ende Artijckelen tusschen Ons, ten inganck deses Tractaets genoemde, ende beyderzijts Gevolmachtichte Ambassadeurs ende Commissarissen bestendich verasficheyt, ende beslooten zyn; desen ten oirconde hebben wy den selve met eygen handiger superscriptie ende opdruckinge onser Pitfieren bevesticht; ende sijn desen twee allerzijts gelijk luydende afgevaerdicht, ende yeder deel een daer van ter han-

XVIII. Quand quelques Vaisseaux neufs ou autres qui n'auront pas été mesurés d'abord, voudront aller en Noruegue pour y negocier en bois; ils seront mesurez & taxez en Noruegue par trois Danois ou Norwegiens ou plus & par autant de bateliers Hollandois suivant la Table de Mesure cy-dessus inserée, & la juste capacité du Vaisseau sera marquée & signée par ceux qui auront fait la mesure, & les droits seront payez deduction faite de la cinquième partie.

XIX. Et sera cy-après permis à ceux des Provinces Unies des pais-bas de transporter de Noruegue des Tillens, du Frêne, de l'orme, du bois pour les Amenes ou Mats de seize julsques à vingt palmes & il ne sera fait aucune différence parmi les bois qu'il est permis de transporter à l'égard du tol, ou des droits, mais seront seulement complex par Last, comme est dû cy-dessus.

XX. Quand sa Majesté pour le besoin de ses propres Etats aura elle même besoin de plusieurs Tillens, Frênes, ormes, bois d'Amene ou de Mats de seize palmes, en ce cas les negocians ne pourront pas transporter de tels bois sans une permission ou consentement exprès de sa Majesté, bien entendu neantmoins qu'en ce cas, on doit bien considerer ce qui est dû & stipulé dans l'article cinq concernant les chênes.

XXI. S'il arrivoit à l'avenir que l'on accordât un moindre droit ou tol en Noruegue aux sujets de sa Majesté ou d'autres Nations qui transportent des bois hors de la Noruegue, non dans les propres Etats de sa Majesté, mais dans d'autres Etats Etrangers, en ce cas les sujets de L. H. P. ne seront pas chargés davantage qu'eux, mais seront taxez conformément à eux.

XXII. Le tout sans prejudice du precedent Traité du 13. Aout nouveau stile de l'an mil six cent quarante cinq, fait à Christianople entre sadite Majesté & L. H. P. lequel demurera en toutes ses parties en sa pleine force & vertu, sinon en ce qui y seroit changé par ce luy-cy.

XXIII. Et comme par les articles precedens accordez entre nous Ambassadeur, & Commissaires respectifs a été entierement terminé ce qui n'avoit pu l'être par le susdit Traité du treizième Aout mil six cent quarante cinq articles sept & neuf, entre sa Majesté le Roi de Danemarck & de Noruegue & les Hautes & Puissans Seigneurs les Etats Generaux; il a été reciproquement consenti & promis de part & d'autre que chaque partie se fera fournir à l'autre dans le tems de trois mois après la delivrance de ce Traité une ratification d'iceluy en bonne & solempnelle forme de leurs Seigneurs Principaux: Et L. H. P. pourront se servir pour la delivrance de leur Ratification, du Resident qu'ils ont dans le Sond ou de quelque autre qu'ils jugeront à propos, & lors que sa Majesté l'aura recue sad. Majesté en signera la ratification, comme aussi le Prince de Danemarck ensemble les Seigneurs du Conseil, pour être en suite rendue.

XXIV. Tous lesquels points & Articles ont été, par nous Plenipotentiaires & Commissaires respectifs signommez au commencement de ce Traité, faits & conclus; En témoin dequoy nous avons signé ces presentes de nos propres mains, & confirmé de nos sceaux, dont ont été expediez deux instrumens de même teneur; dont les parties en ont pris chacune un. Fait à la Haye le douzième Fevrier mil six cent quarante sept.

NS
J. C. hande gestelt; Gedaen in s'Gravenhage den twaelfden
February seftien hondert seven en veertich.

47. Alsoo het den Doorlichtichten, Grootmachten Vorst ende Heer, Heer Christiaan de Vierde, tot Denemarchen, Noorwegen, der Wenden ende Gotten Koninck, &c. belieft heeft aen de Hoog Mog. Heeren Staten Generael der Vereenichde Nederlanden, afte vaerdigen den Heer sijn Majesteys Extraordinaris Ambassadeur, Rijcx-Raet, Rijcx-Hofmeester, Ampman op 't Eylandt den Heer Cornelis Vlesfeld, op Urop, Ridder; &c. omme met Hoochgemelte Heeren Staten afte handelen verscheide saken van Importantie, ende oock onder anderen te beslyuten een Tol by Laften gereckent, van alle Houtwaren uyt het Rijk van Noorwegen gevoert werdende, ende byde occasie wegen haer Hoog Mog. sijn Excellentie was bekend gemaakt het groot verter, het welck de Schepen der Vereenichde Nederlanden varende door den Zont nae Oosten, door het aen boort brengen van de Tol-passen werden aengedaen, mitgaders het reekenen van twaelf Ton rondt zaet voor een Laft, in plaetse van vier en twintich Ton; soo heeft den Welgemelte Heer Ambassadeur aengenomen, ende beslooft bysijne Majesteit te sullen bearbeyden, bemiddelende ende uyt te werken, foodanige ordre, waer mede alle klachten mogen komen te cesseren, ende sulcx de schepen toekomende, de Onderdanen van haer Hoog Mog. dienthalven bevrijdt te zijn, ende blijven van alle afneminge van geldt, Visitation, Recherche, ofte ophoudinge, ende voorts de sacker na den Inhout van het derde Artijckel: van 't jonghste Traictat tusschen Hoochgemelte sijn Majesteit ende haer Hoog Mog. in den Jare seftien hondert vijf en veertich gemaect, ende vorder dat in toekomende volgens Coopmans-gebruyck, vier en twintich Tonnen soo van Lijn als ander Ront-zaet, voor een Laft mogen werden gereckent.

Is mede tot voorkominge van alle onheylen, by de Welgemelte Heer Ambassadeur wegen Hoochgemelte sijn Majesteit belooft, dat in 't toekomende wederom de Tonnen, Vyuren, ende Baeckens sullen worden geleyt, gestelt, ende gesteldich ten dienste van de Navigatie ende Commēcie onderhouden, mits dat voor yeder geladen schip, soo gaende als komende, sal worden betaelt aen sijn Majesteit ofte des selds Miniliteren vier Rijxdaelders, ende voor een ongeladen ofte Ballast-schip twee Rijxdaelders. In teekē der waerheyt hebben wy Ambassadeur van den meer Hoochgemelte Koninck, ende de Commissarissen van meer Hoochgemelte Heeren Staten Generael desen met eygen handiger subscriptie, ende opdruckinge onser respectie Pitieren kracht onser respectie Procuratie bevesticht; ende sijnder twee allerlijts gelijk luydende a'geveerdicht, ende yeder deel een daer van ter handen gestelt, in s'Gravenhage den twaelfden February seftien hondert seven en veertich.

Alsoo gedeurende den Jare seftien hondert seven en veertich, ende op het voor Jaer seftien hondert ses en veertich verscheide schepen deser Landen, met der selver Ladinge oock Ballast-scheeps den Orisom Oostwaerts sijn gepasseert, en enige met Waren ende Coopmanschappen van Oosten herwaerts deser Landen sijn genadert, sonder dat de voorsz. respectie passerende ende repasserende schepen enige Tollen, in den voorgemelte Orisont hebben betaelt, noch oock daer van aentcekeninge hebben laten doen, sulcx dat daer uyt alsoo ock ter occasie van sijn een lanckwylige ende difficile Liquidatie en verreekeninge souden hebben konnen ontfanen, soo is 't dat ick Corisus Vlesfeld Rijcx-Raet, Rijcx-Hofmeester, Gouverneur, van de Inful-Moen, Erfgeletenen op Vrop aen de eene, ende der Hoog Mog. Heeren Staten Generael der Vereenichde Provincien in Nederlandt daer toe Gedeputeerde, ende met genoechsamen Volmacht voorfene Commissarissen; Wy Johan Heeren van Gent uyt Adel ende Ridderfchap van Gelderlandt; Gerrard Schaep Oudt Burgemeester, Raede der Stadt Amsterdam, ende Curateur van de Universiteyt tot Leyden; Nanningh Keyser, Raede ende Pensionaris der Stadt Hoorn in West-Vrieslandt; Jacob Velt Raede ende Pensionaris der Stadt Middelburgh in Zeelandt; Gijbert van der Hooek, Oudt Bur-

Comme le tres Illustre & tres puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Chrétien quatrième Roy de Danemarck, Noruegue, des Vandales & des Gois &c. a bien voulu dépêcher à leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies le Sieur Cornelis Vlesfeld, Chevalier Gouverneur de l'Isle Vrop premier Maître d'hôtel de sa Majesté de Danemarck son Conseiller d'Etat & son Ambassadeur Extraordinaire, pour négocier avec les susdits Seigneurs Etats Generaux sur diverses choses importantes & entre autres y arêter un droit ou tol par Laft, de tous les bois qui sont transportez hors de Noruegue; & que par la même occasion a été notifié à son Excellence de la part de L. H. P. le grand empêchement causé aux Vaisseaux des Provinces-Unies naviguant par le Sand vers l'Est, à l'occasion des passages de la douane, ensemble le compte de douze tonnes de semence ronde pour un Laft, au lieu de vingt quatre tonnes; le susdit Sieur Ambassadeur s'est chargé & a promis de travailler auprès de sa Majesté, & de faire en sorte qu'elle donne les ordres nécessaires, par le moyen desquels lesdites plaintes puissent cesser, & qu'ainsi les Vaisseaux appartenans aux sujets de L. H. P. soient & demeurent exempts, de toute extorsion d'argent, de visite, recherche & retardement, & en outre que la chose puisse être comprise sur le pied de vingt quatre tonneaux tant pour le Lin que pour les autres semences rondes, conformément à l'usage des marchands, & ce en conséquence de la neuvième article du dernier Traité d'entresade Majesté & L. H. P. de l'an mil six cens quarante cinq.

Il a aussi été promis par ledit Sieur Ambassadeur de la part de sa Majesté, pour prévenir tous malheurs, qu'à l'avenir les tonnes, & sarses seront mis pour l'utilité de la navigation & l'entretien du commerce, en payant à sa Majesté ou à ses Officiers pour chaque Vaisseau chargé, quatre Rijdales, & deux Rijdales pour les Vaisseaux vuides, en témoin dequoy nous Ambassadeur susdit de sa Majesté & nous Commissaires & Deputez des susdits Seigneurs Etats Generaux avons signé ces presentes de nos mains & apose nos sceaux respectifs, en vertu de nos pouvoirs & procuration reciproques; & en ont été expédiés deux instrumens de même teneur, pour chaque partie un, & elle mise en main à la Haye le douzième Fevrier mil six quarante sept.

Comme durant l'année mil six cens quarante cinq & l'année passée mil six cens quarante six plusieurs Vaisseaux de ces pais ont passé le Sand vers l'Est avec leurs charges, & même des Vaisseaux non chargés, & même que quelques uns sont venus de l'Est vers ces pais avec des marchandises, sans que lesdits Vaisseaux dans leur passage & retour ayent payé aucun tol dans le Sand, ny en ayent fait faire aucun enregistrement, en sorte que dans cette occasion il en auroit pu résulter une liquidation & compte difficiles, c'est pourquoy moy Corsetz Vlesfeld, Conseiller d'Etat, premier maître d'hôtel, Gouverneur de l'Isle de Moen de d'Urop d'une part & les Commissaires Deputez de leurs H. P. Les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas pourvus du Plein-pouvoir suffisant, sçavoir nous Jean Seigneur de Gent, d'entre la Noblesse de Gueldres, Gerard Schaep ancien Bourguemaitre & Conseiller de la Ville d'Amsterdam, & Curateur de l'Université de Leyde, Nanning Keyser Conseiller & Pensionaire de la Ville de Hornen West-Frise, Jacob Velt, Conseiller & Pensionaire de la Ville de Middelbourg en Zelande; Gijbert vander Hooek, ancien Bourguemaitre de la Ville d'Utrecht, Charles de Roorda Gritman de Idaer deradeel, Jean van der Beecke de Dornich & Crytenberg, Bourguemaitre de la Ville de Deventer,

ANS
de J. C.
1647.

ANS de J. C. 1647. **Burgemeester der Stadt Uyrecht; Carel van Roorda Grietman van Idaerderadeel; Johan van der Beecke tot Dornigh ende Crytenberg Burgemeester der Stadt Deventer; Jeronimus Eyben Hovclingh tot Niechoeven, Burgemeester der Stadt Groeningen, aen de andere zyde, over ende weder over sijn verdragen, ende geaccordeert ter faecke van de wanbetalinge ende vermissinge der voorz. Tollen op eene somme van hondert en twintich dysen Rijxdaelders, die jegens behoortlike quantite van sijne Hoochstgemelte Majesteit sullen worden betaelt, binnen dese Landen aen den genen die de selve sijne Majesteit daer toe ordonneren ende Committeren sul, nescens de overleveringe van Ratificatie die op dese Acte uitgebracht, ende wederzijts verwisselt sal moeten werden binnen den tijdt van drie Maenden, inganck nemende hyden dato deses. In teeken der waarheyth hebben wy Welgemelte Ambassadeur van den Meer-hoohgheemelten Koninck, ende Commissarissen van de meer Hoochgemelte Heeren Staten Generael desen met eygener handige superscriptie, ende opdruckinge onser respectieve Pissieren kracht, onser Respectieve Procuratien bevellicht, ende sijn desen twee allerzijts gelijk lydende afgevaardicht, ende yeder deel een daer van ter handen gelteldt, in 's Gravenhage op den twaelfden February seshien hondert seven en veerlich.**

ANS de J. C. 1647. **ter, Jerome Eyben de Niebove Bourguemestre de la Ville de Groningue, d'autre part; sont convenus & ont accordé ensemble au sujet du non payement & manquement des susdits tolz a une somme de cent & vingt mil Risdalers, qui seront payez sur la quittance de sa susdite Majeste, dans ces pais a ceux que sa Majeste ordonnera & autorisera à cet effect à la delivrance des Ratifications de ce present acte, qui devront être échangées de part & d'autre dans le tems de trois mois à compter de la date des presentes. Entémoïn de la verité, nous Ambassadeur du susdit Roy & nous Commissaires Deputez desdits Seigneurs Etats Generaux avons signé ces presentes de nos propres mains, & les avons confirmé de nos cachets respectifs en vertu de nos procurations; & ont été faits deux instrumens de mémeteneur, mis entre les mains de chacune des parties. A la Haye le douzième Février mil six cens quarante sept.**

CCXCII.

ANS de J. C. 1647. **FRANCE, SUEDE, HESSE, BAVIERE ET COLOGNE.** **Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, CHRISTINE Reyne de Suede, Madame EMILIE ELIZABETH, Regente de la Hesse Inferieure, leurs Hoirs, Successeurs, Confederez, & Adherans, d'une Part. Et l'Electeur MAXIMILIAN Duc de Baviere, & toute la Maison Electorale, l'Electeur de COLOGNE, & le Prince MAXIMILIAN HENRY, leurs Provinces & Armées, Archevêchés, Evêchés, Terres & Seigneuries, d'autre part. Fait à Ulm le quatorzième Mars 1647. Recueilli des Traitez de Confédération, & d'Alliance entre la Couronne de France & les Princes & Etats Etrangers. pag. 401. & Freder. Leonard. Tom. III.**

SACHENT tous, qu'entre la Saerée & Tres-Chrestienne Majesté le Roy de France & de Navarre, & la Serenissime Reyne & Couronne de Suede, leurs Hoirs, Successeurs, Adherans & Confederez en la Germanie: Et pour ladite Haute Princeesse Madame Emilie Elizabeth, Regente de la Hesse Inferieure, d'une part. Et encor le Serenissime Electeur Maximilian, Duc de Baviere, tant pour luy que pour ses Hoirs & touté la Maison Electorale, Provinces & Armées, que pour Monsieur son Frere le Reverendissime & Serenissime Electeur de Cologne, ses Atcheveschez, Evêchez, Terres & Seigneuries; & pour le Reverendissime & Serenissime Prince Maximilian Henry son Coadjuteur, d'autre part. A esté dressé & conduit le present Instrument & accord par les Sieurs Alexandre de Broaville Tracy, Marechal de Camp & Commissaire Général du Roy; & Antoine de Marçilly de Croisy, Conseiller en la Cour de Parlement, Deputez au nom de Sa Majesté Tres-Chrestienne en cette Ville d'Ulm, avec plein Pouvoir; Et le Sieur Baron de Causchemberg, General de l'Artillerie dudit Duc, Kuisken, & Schefes, Conseillers de Guerre & Commissaires Generaux, au nom de Sadite Altesse Electorale de Baviere en la maniere qui ensuit.

I. Premierement, est faite generale suspension & cessation d'armes entre les parties susdites, à compter du jour de la conclusion des presentes jusques à la Paix generale

dans l'Allemagne & l'Empire Chrestien; sera neanmoins loisible au Roy Tres-Chrestien de conduire le Siege de Tubingue à sa fin.

II. Les Armées, Troupes, Garnisons & Soldats du Roy Tres-Chrestien, de la Reyne de Suede & Landgrave de Hesse, & des Serenissimes Electeurs de Baviere & de Cologne, desisteront à l'avenir & seront cesser entr'eux, toutes hostilités, combats, sieges, invasions: exactions, courtes, pilleries, & en general toutes molestes de guerre.

III. Le Cercle de Baviere & tous les Estats, y compris par la Matricule Imperiale, entre cette partie du Lech & du Danube, & même les Terres dependantes du haut & bas Palatinat qui sont au deçà du Rhin, demeureront audit Duc jusques à la Paix generale, pour y prendre ses quartiers, & tirer les contributions pour les subsistances deses Troupes; & d'autant que tous ledits quartiers sont déjà ruinez, est accordé qu'elles prendront pour leurs quartiers presens les lieux situés entre les Rivieres de Mindel & du Lech jusques à Schengan, excepté ceux qui sont dénommez cy-après, & entr'autres le bas Palatinat, au delà du Rhin, dans laquelle l'Armée Bavaroise ne levera aucune contribution.

IV. Il ne se fera aucun passage d'Armées, ou des Troupes des Confederez par la haute & basse Baviere: & au cas que par raison de guerre il soit requis de passer par le haut & bas Palatinat, les Chef des Armées le feront sçavoir par lettres à Sadite Altesse Electorale, afin qu'il envoie ses Commissaires pour disposer des quartiers & distribuer les Sauvegardes de part & d'autre; demeureront neanmoins au Roy Tres-Chrestien dans le Cercle de Baviere les Villes de Launigen & Gundelfingen, Alchtak, & les lieux qui sont entre Ulm & Donawerth, despends du Duché de Neubourg, encor que par les Articles precedents il soit dit que ledit Electeur de Baviere retiendra le haut & le bas Palatinat, jusques au temps de la Paix generale, cela se doit entendre que par la Transaction presente ledit Electeur n'acquiert aucune chose, & ne sera en aucune façon derogé aux droits de la Famille Palatine, la decision de laquelle cause est renvoyée à l'Assemblée de Munster & Osnabrug.

V. Les Serenissimes Electeurs de Baviere & de Cologne retireront leurs Armées de Ferdinand III. Empereur, du Roy d'Espagne, des Adherans & Confederez de la Maison d'Autriche, nonnément du Landgrave de Darmstât, & ne leur donneront cy-après aucun secours, soit par Armées ou Conseils, directement ou indirectement: promettent aussi de ne rien atten-

attenter hostilement, ny au dedans ny dehors de l'Empire, ny presentement ny a l'avenir, contre les Confederéz & Adherans du Roy Tres Chrestien; Sera libre aussi. Electeurs de congédier leurs Troupes avant la ratification des deux Couronnes, à condition qu'ils indiquent aux Chefs des Armées de leurs Majestez le jour & le lieu de leur licenciement, pour deleguer des personnes qui les persuadent à se mettre en leur service; & ladite ratification estant venue après avoir mis suffisante Garnison dans les Villes & Fortereses pour leur seureté, ils congédieront tout le reste de leurs Armées, & empêcheront de tout leur possible, qu'elles ne prennent le party de l'Empereur, du Roy d'Espagne, du Landgrave de Darmstadt, ou autres Ennemis des Couronnes Confederées. Sera libre néanmoins audit Electeurs de donner avant ou après ladite ratification quelques Regimens à la Republique de Venise, pour s'en servir contre le Turc, à condition que les Commissaires de ladite Republique pourvoiront à ce qu'elles ne soient plus employées contre le Roy Tres-Chrestien & ses Confederéz, contre lesquels aussi lesdits Electeurs ne permettront qu'il soit fait aucune levée de Gens de guerre, soit en leurs propres Terres ou es quartiers qui leur seront assignez; & moins encor qu'ils les reçoivent & logent esdits lieux, ou leur present aucune aide & faveur.

VI. Sadite Altesse Electorale tiendra la main, à ce que les Imperiaux & leurs Adherans, quittent les Villes, Fortereses & Chateaux qui dependent des Evechez & Estats de Cologne; que si elle ne peut en venir à bout, il sera permis audit Confederéz d'assiéger & prendre lesdites Places & mettre hors lesdites Garnisons; auquel cas lesdits Electeurs ny le Duc Maximilian Henry, Coadjuteur, ne leur presteront aucun secours, attendu néanmoins que les droits & revenus desdites Places prises, tant Ecclesiastiques que Civiles, demeureront à Sadite Altesse Electorale de Cologne, laquelle au jour qu'elle ratifiera le present Traité donnera par écrit la declaration des lieux où elle voudra tenir ses Garnisons, & le nombre de ses Regimens, pour y estre compris.

VII. Les Deputez du Roy Tres-Chrestien ayans requis que la Garnison Bavoise soit de Heilbrun, & reçoive celle de Sadite Majesté, les Deputez de Sadite Altesse Electorale de Baviere ont promis de ce faire, dès aussi-tost que la ratification sera arrivée de sa part; pour laquelle halter sera promptement envoyé un desdits Deputez à Sadite Altesse, à condition toutes-foies que le lieu dit Weissenberg luy sera pareillement rendu, comme aussi tous les canons, mortiers, boulets, poudres & armes qui se trouveront luy appartenir en propre dans ladite Ville de Heilbrun; & quant aux autres, elles demeureront dans ladite Place; ledit Serenissime Electeur de Baviere retirera aussi-tost que la ratification des Couronnes Confederées sera arrivée, tous les Soldats qu'il tient dans la Ville d'Ausbourg, & procurera que le Magistrat & Bourgeois de ladite Ville ne reçoivent aucunes Garnisons ennemies, & demeureront en bonne & fidelle Neutralité.

VIII. Les Chateaux, Fortereses & Villes qui appartiennent à l'Illustre Prince de Wurtemberg, & qui sont occupez par les Garnisons du Serenissime Electeur de Baviere, luy seront rendus, en retirant l'Artillerie, les armes, poudres, boulets, grains & autres dependances de guerre qu'il y a mis; est néanmoins excepté de cet Article la Ville de Heidenheim & les trois Monasteres qui sont situez, Koningsbron, Anhausen & Herprechen, dont la connoissance & decision est remise à l'Assemblée de Munster. Et toutesfoies permis audit Electeur de Baviere de tirer les subsistances necessaires pour les Garnisons de Rotwiel, Fribourg & Wildenstein, des lieux circonvoisins, jusques au jour de la Ratification du Traité, laquelle estant venue, les Deputez de l'un & de l'autre party conviendront du nombre des Soldats, & des moyens de les entretenir, comme aussi à ce que lesdites Garnisons de Rotwiel, Wildenstein & Fribourg, ne reçoivent dans leur endos; & aident les Ennemis

Tom. III.

des Couronnes Confederées, ains observent la Neutralité.

IX. Le Marechal de Camp de Schomberg, & le General Major Roze, ensemble tous autres prisonniers seront relâchez de part & d'autre sans rançon, incontinent après la ratification faite par son Altesse Electorale de Baviere.

X. Les Officiers de l'un & l'autre party, contrevenans au point accordé seront punis severement, les transfuges & deserteurs rendus à leurs Maîtres lors qu'ils les requerront.

XI. Le Commerce & Trafic sera libre de part & d'autre, excepté celui du salpêtre, poudres, armes & autres Marchandises deffendues.

XII. Que si la Paix Generale venoit à se conclure à Munster & Osnabruk avant la Ratification des deux Couronnes, en laquelle il y eust quelque point contraires à celui des Presentes, lesdits Deputez declarent expressement qu'ils se tiennent à ce qui aura esté arresté en ladite Assemblée Generale; Entendu néanmoins qu'il sera satisfait aux demandes des Plenipotentiaires de la Couronne de Suede, & aux Deputez de Madame la Landgrave de Hesse.

XIII. Cas arrivant (ce que Dieu ne veuille) que ladite Paix Generale ne s'en ensuivist point, à laquelle néanmoins le Roy Tres-Chrestien, & lesdits Electeurs promettent de travailler de tout leur pouvoir, connotant les Articles conclus & arrestez cy-dessus seront observez chacun à son égard tres-étroitement jusques à la fin de la Guerre, & sera incontinent fait l'échange de la Ratification de Sadite Altesse Electorale de Baviere avec Monsieur le Vicomte de Thuraine, qui promettent d'observer, & faire observer religieusement tout le contenu cy-dessus.

XIV. Et ont lesdits Deputez de la Couronne de France, promis qu'au cas que dans six semaines après la Ratification de l'Electeur de Baviere, celle du Roy Tres-Chrestien ne se fust pas, ils rendront la Ville de Hailbrun audit Electeur. Comme au contraire ils retiendront le Fort de Weissenberg entre ses mains.

XV. Cependant seront donnez ostages de part & d'autre; & pour plus grande assurance lesdits Deputez ont promis & promettent de faire ratifier à Monsieur de Thuraine, le contenu au present Traité dans huit jours, & à Sa Majesté Tres-Chrestienne dans six semaines, & au Serenissime Electeur de Baviere, incontinent après le retour de la personne qui luy est envoyée; & de la part du Serenissime Electeur de Cologne & du Prince Maximilian Henry, son Coadjuteur, dans huit semaines.

En foy de quoy ils ont sousigné ledit Traité & scellé de leurs Armes & Cachets.

Fait à Ulm en Suabe, le quatorzième Mars mil six cens quarante sept.

CCXCIII.

(a) *Traité d'Accommodement entre* FREDE-
RIC GUILLAUME *Electeur de*
Brandebourg, & WOLFGANG GUI-
LAUME Duc de Neubourg. Fait à Duf-
seldorp le 8. Avril, 1647. Aitzema Af-
aires d'Etat & de Guerre. Tom. VI
pag. 375.

Sachent tous & un chacun par ces presentes qu'entre le Serenissime Prince & Seigneur le Seigneur duit du Frederic Guillaume Archi-chambellan & Electeur du St. Empire Romain, Duc de Prusse, de Juliers, Cleves, Bergue, Stettin, Pomeranie, de Jaspas l'original, à bie, Vandalie, & Silesie, Crossen, & Jegenrendorp, ce que Burgrave de Nurenberg, & Prince de Rugen, Comte de la Mark & Ravensberg, Seigneur de Ravenstein &c. d'une part, & le Serenissime Prince & Seigneur, le Seigneur Wolfgang Guillaume, Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, Juliers, Cleves, & Bergue, Comte de Veldens, Spanheim, de la Mark; Ravenszberg & Meurs

ANS

de J. C.

1646.

BRAN-

DE-

BOURG ET

NEU-

BOURG.

(a) Ce

Traité a

été Tra-

ité du

Flamand;

pas l'on-

ginal, à

ce que

l'on croit.

1647. ANS Meurs, Seigneur de Ravenstein &c. d'autre part, étoient de J. C. survenus quelques différens & méintelligence; au sujet d'un Traité Provisionnel qui fut fait entre la Serenité Electorale de glorieuse Memoire, George Guillaume reposant en Dieu, Pere de la Serenité Electorale & le susdit Prince Serenissime des années 29 & 30, lequel a été executé en partie; mais non pas en tout jusques à ce jourd'hui; lesquels différens, par negligence & faute d'un accommodement amiable auroient pu tourner à la desolation de ces Pais, & qu'il est venu en l'esprit des dits deux Serenissimes Electeur & Prince, suivant la paranté qui est entre lesdites deux Serenissimes Maisons de Brandebourg & de Nicubourg, & par lesquelles ils sont si étroitement unis, qu'il leur convenoit auparavant & sur toutes choses de penser & se mettre diligemment en devoir de rechercher & prendre en main les moyens capables de produire le repos & l'union de l'un & de l'autre, afin que non seulement la bonne confiance d'entre lesdits Serenissimes Electeur & Prince, & leurs deux Maisons, soit retable, mais aussi d'accommoder & accorder: entierement & à l'amiable tous différens & mes-intelligences tendantes à l'entiere ruine de leurs personnes & pais.

Qu'en consequence lesdits Electeur & Prince, n'ont rien negligé, non seulement par l'envoy reciproque de leurs Conseillers, & par des Conferences qui se sont tenues, mais aussi par la députation de leurs Ambassadeurs, afin que l'affaire pût en évitant les voyes de disputes être terminée & accordée à l'amiable.

C'est pourquoy par l'assistance divine les choses ont été ainsi unanimement dirigées & terminées, entre leursdites Serenités Electeur & Prince qu'encore que la susdite Serenité Electorale de Brandebourg ait fait au commencement, pour plusieurs raisons & motifs alleguez, difficulté de vouloir observer l'accord provisionnel des années mil six cens vingt-neuf & trente, comme pretendait n'y être pas obligé, mais qu'il ait persisté à l'execution & accomplissement du contract provisionnel fait à Zante en l'année quatorze; cependant, pour l'amour & le penchant qu'il a à la concorde, & pour le repos commun & la prosperité de ces pais, il a convenu qu'au cas que ledit Serenissime Prince veuille bien executer & accomplir actuellement de point en point & dans toutes ses clauses le Traité provisionnel des années vingt-neuf & trente, comme la Serenité Electorale s'est déclarée la dessus de le vouloir faire de son côté, elle se fiera à cela & s'en tiendra là.

Et encore que nonobstant ce, si soit survenu toute sorte de débats & divers sentimens à l'égard de l'execution du contract susmentionné, particulièrement ledit Prince Serenissime ayant soutenu n'être point obligé au paiement des cent soixante un mil Rixdales exigés des pais de Juliers & de Bergue avec les pretendus interets d'icelle; mais qu'il soutient au contraire de pouvoir persister dans ses exhortations & demandes envers lesdits pais pour les disposer à consentir à ladite somme & qu'il a fait à cet égard tout ce qu'il étoit obligé de faire en vertu du susdit contract.

Mais qu'à l'égard de l'usufruit pendant dix-huit ans dont ledit Prince Serenissime a joui & tiré des deux Chatellenies de Sparenbergh & Vlathe par lui possédée dans le Comté de Ravensberg, il a offert de rendre ce qui se trouvera par une juste liquidation avoir plus reçu que ce qu'a reçu la Serenité Electorale de son côté de la Chatellenie de Ravensberg; mais neantmoins que cela n'est cédé de cette maniere qu'afin que lesdites mes-intelligences soient non seulement assoupies, & que ce provisionnel accord puisse être amené à une bonne fin & que cette negociation puisse être continuée au principal. Et il a pour cet effect été conclu & arrêté entre lesdits Serenissimes Electeur & Prince amiablement en la maniere suivante.

Premierement, il a été après une mure deliberation & une negociation pleine de confiance, consenti & accordé par les susdits Electeur & Prince contractans que les susdits contracts provisionnels des années vingt-neuf & trente cy-dessus spécifiés, (sinon en ce qui pourroit

1647. y avoir de changé expressément par celui cy) seront en vertu des presentes, prorogés, continués & executés pour l'assoupissement & accommodement du différent, touchant les successions capitales entre lesdits deux Electeur & Prince Serenissimes & leurs descendans, neantmoins sous cette expresse condition que ce present nouveau Accord provisionnel ne prejudiciera en aucune maniere tant auxdits deux Electeur & Prince, qu'aux autres personnes qui ont quelques pretentions sur ces pais, pour ce qui pourroit leur être ajugé suivant la declaration de desdict l'Empereur Mathias.

Et encore qu'en consequence de ce que ledit Prince Serenissime a plus profité de ce qu'il a tiré dans le Comté de Ravensberg des deux Chatellenies de Sparenbergh & Vlathe, pendant lesdits dix-huit ans, que la Serenité Electorale de Brandebourg de la Chatellenie de Ravensberg (lesdits Electeur & Prince Serenissimes, n'ayant rien tiré de la Chatellenie de Limbourg, suivant le rapport de leurs Conseillers de la Chambre des Comptes) outre la susdite liquidation & compensation du surplus du reçu, ledit Prince Serenissime declare & trouve bon que ladite Serenité Electorale jouisse pendant encore dix-huit années à compter de la date des presentes des revenus & rentes ordinaires de ladite Chatellenie non seulement, mais aussi des amandes & autres écheances d'icelle.

Ledit Prince Serenissime a de plus encore déclaré & offert, d'exhorter derechef instamment & serieusement lesdits pais de Juliers & de Bergue de payer lesdits cent & soixante un Rixdales, s'assurant qu'ils n'en feront plus de difficulté, pourvu que par des moyens salutaires la Serenité Electorale les charge des onereuses contributions & exactions, qu'ils ont été obligé depuis long-tems de payer aux troupes Imperiales, du Prince de Hesse & autres parties qui le sont la guerre.

Mais comme des vingt cinq années convenus dans le susdit accord provisionnel, il n'y en reste plus que sept, & qu'il est à craindre qu'après l'expiration desdites sept années restantes, prenant même que le susdit Traité provisionnel pour les pais encore restants, pourront être etendus & continués jusques au tems de dix-huit ans entiers, principalement si dans ces entrefaites, les différends à l'égard des successions capitales ne fussent point accommodez, il pourroit naître & accroître encore de nouvelles mes-intelligences & des-union entre les susdites deux Serenissimes maisons desdits Electeur & Prince, par où lesdites Principautez & pais qui ne sont déjà que trop chargez pourroient avec les habitans & sujets d'iceux retomber dans une nouvelle ruine & confusion.

Et qu'à ce sujet lesdits Serenissimes Electeur & Prince ont pour but par ce traité, non seulement d'entretenir inviolablement lesdites deux maisons dans une union, amitié & confiance parfaite, mais aussi d'assurer autant qu'il sera possible le repos & la tranquillité desdits pais & de leurs sujets.

C'est pourquoy ledit Prince Serenissime, pour témoigner d'autant plus son affection paternelle à la Serenité Electorale, & celle qu'il porte à ladite Maison, & l'amour qu'il a pour la paix & pour la tranquillité & prosperité de ces pais & des habitans d'iceux, & aussi surtout en consideration de ce que la Serenité Electorale a déclaré, & qu'il a été promis, comme il a été dit cy-dessus, entre lesdites deux parties contractantes, que le susdit Traité provisionnel aussi bien que ce present accord sera observé parfaitement & sincerement, jusques à ce que les différends des successions capitales concernant les pais de Juliers, Cleves, & dependances soient composez & terminez à l'amiable, est convenu de promettre & ceder à la Serenité Electorale la Seigneurie de Ravenstein (qui autrement dans le susdit Traité provisionnel étoit réservé *in solidum* audit Serenissime Prince) avec toutes ses appartenances, droits, & justice, prerogatives & regales, & spécialement le *jus praesidii*, & ce qui en peut dependre, comme aussi les revenus & rentes ordinaires & extraordinaires, & ce jusques à ce que l'amiable accommodement touchant lesdits

lesdits différens capitaux soit fait, à condition néanmoins que cependant il n'en sera rien aliéné, vendu ou diltrait, & que par cette provisionnelle cession, on n'entend pas parler de la maison que le fufdit Serenissime Prince poffède à Bruxelles, & que l'on nomme la maison de Ravestein, avec les dépendances d'icelles; mais qu'elle demeurera audit Prince Serenissime comme cy-devant.

Semblablement ce qui échoira des revenus ordinaires & extraordinaires avant le May prochain apartiendra audit Serenissime Prince, & ne sera fait aucun empêchement à cet égard à ses Officiers conseillers, par les commis de sa Serenité Electorale pour la perception d'iceux, mais au cas de refus leur sera prêté si besoin est tout secours & assistance. Mais ce qui viendra à échoir après le fufdit mois de may prochain dans la fufdite Seigneurie, ce sera ledit serenissime Electeur qui en aura le provenu, jusques à ce que le fufdit différent capital soit terminé, soit à l'amiable soit par la poursuite en justice. Comme aussi ledit Serenissime Prince a stipulé, & a le fufdit Serenissime Electeur promis fainement, que durant ce Traité provisionnel l'exercice de la Religion Catholique Romaine sera libre & sans empêchement dans Ladite Seigneurie & Territoire de Ravestein, & qu'il n'y sera introduite aucune autre Confession, & que les predicans Catholiques, les consolateurs, Religieux & Ecclesiastiques, de quelque société & ordre qu'ils soient, comme aussi les habitans & sujets tant Ecclesiastiques que seculiers, nobles & roturiers, tant dedans que dehors de l'Eglise, ne seront empêchés, troublés ni molestés en leurs personnes, heritages, biens, revenus & emolumens, ni en leurs doctrine ni predications, administration du St. sacrement, ou en leurs processions & autres exercices & ceremonies Ecclesiastiques; mais qu'au contraire & bien plutôt ils seront par sa Serenité Electorale protégés, maintenus & conservés, dans leurs droits spirituels & temporels, exercices de religion, privileges, libertés ecclesiastiques & temporels, anciennes coutumes, usages; & au cas de vacances de quelques pastories & autres charges de cléricature, elles seront remplies par des personnes de qualité, requise, & affectonnées à l'ancienne religion Catholique, pour y être maintenus.

Semblablement & pour ce qui regarde son second lieu le Gouvernement commun, & les émolumens du fufdit Comté de Ravensberg en vertu du fufdit Traité provisionnel de l'année trente; comme ledit Prince Serenissime a transporté la moitié qui lui appartenait dudit Comté, dès longtems avant la date des présentes, à son cher fils le Serenissime Prince & Seigneur Philippe Guillaume, Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière, de Juliers, Cleves & Bergue, Comte de Veldens, Spanheim, de la Mark, Ravesberg & Meurs, Seigneur de Ravestein; c'est pourquoi le fufdit Prince Serenissime a permis à son fufdit cher fils de s'accorder avec le fufdit Seren. Electeur de Brandebourg, à l'égard de cette Comté, & de ce que le fufdit Serenissime Prince & Seigneur son Pere, pendant lesdites dixhuit années passées à jouir & profité de plus; comme aussi à l'égard du Gouvernement avenir, & ce sous la ratification du Seren. Prince, en conséquence de quoi a été fait un accord particulier entre ladite Serenité Elect. de Brandebourg & ledit Serenissime Prince, le Seigneur Philippe Guillaume, a signé ledit traité conjointement avec le Serenissime Prince son Pere, & l'a approuvé, ratifié, & promis de l'entretenir inviolablement en tous ses points, clauses & articles, & l'approuve & ratifie en vertu des présentes, promettant de la part de l'entretenir & observer.

Mais pour ce qui regarde les échéances des Châtellenies de Sparenberg & Vlotho dans le Comté de Ravensberg, depuis le premier Août quarante six, jusques au dernier Juillet de cette année courante, quarante sept, (au quel jour les comptes viennent à expirer dans cette Comté,) & le restant d'icelles, semblablement ce que les sujets redoivent cette fufdite année courante, & qu'ils n'ont pu apporter ou fournir avant ni à l'échéance

des termes à eux accordés, cela demeurera entièrement ANS audit Serenissime Prince, & lui seront delivrez incon- de J. C. testablement, & sera laissé entier pouvoir aux présens receveurs que ledit Serenissime Prince établira pour se faire payer ledit restant, soit en argent, grains ou autrement, sous le bon plaisir de sa Serenité Electorale de fournir sans retardement par les sujets ce qu'ils redoivent de liquide, & leur seront à cette fin donné secours, suivant les anciennes Coutumes pour l'exécution.

Comme en troisieme lieu ledit Serenissime Prince, comme il est dit cy-dessus, outre qu'il veut s'adresser auxdits Pais de Juliers & de Bergue pour la levée des cent & soixante un mil Risdals, comme il l'a déjà fait en l'année trente un; afin de les disposer à payer à ladite Serenité Electorale lesdits deniers en trois termes, & qu'aussi pour les raisons susalleguées, & pour l'affection qu'elle a pour la paix, elle a déclaré de plus, qu'au cas que les fufdits Etats de Juliers & de Bergue ne veuillent pas restituer à ladite Serenité Electorale de Brandebourg, (ce qu'elle n'espère pas) ladite somme de cent soixante & un mil Risdals, ou l'équivalent d'iceux dans le tems de six ans, à compter de la date des présentes, qu'en ce cas là le fufdit Prince Serenissime, ou son dit cher fils, après l'expiration desdites six années sera obligé de payer la fufdite somme de cent soixante un mil Risdals en or ou argent ayant cours dans l'Empire, mais néanmoins sans intérêts ou frais, ou il fera au libre choix & option dudit Serenissime Prince de céder à sa Serenité Electorale au lieu de ladite somme en argent sa Seigneurie de Winnendael, avec les charges qui y sont présentement imposées, & comme ils en jouissent effectivement à présent dans leur district, & même il ne furchargera pas ladite Seigneurie dans le fufdit tems de six ans, ni diminuera les Bois qui y sont: moyennant laquelle cession ou restitution des fufdits cent & soixante un mil Risdals, tout ce que sa Serenité Electorale aura à prétendre & demander à cet égard, tant en Capital qu'en Intérêts, frais & dommages, & même ce que sa Serenité Electorale a mis en avant en vertu dudit Traité provisionnel, jusques à la date des présentes, ou qu'elle pourroit prétendre contre ledit Serenissime Prince en vertu d'icelui, viendra à cesser & demeurera amorti en vertu des présentes.

Et afin de persuader d'autant plutôt lesdits Etats de Juliers à donner leur consentement pour ladite somme & d'en faire une remise à ladite Serenité Electorale dans les termes fufdits, (demeurant quant au reste à l'égard de tout ce qui concerne ce point à ce qui en a été disposé,) & que semblablement ces Pais & les sujets d'iceux, puissent être une bonne fois entièrement libérés des charges de la Guerre & de fournir de si grandes contributions, & que par ce moyen ils puissent parvenir à une bonne tranquillité, & à une prospérité paisible; les fufdits Serenissimes Electeur & Prince ont promis l'un l'autre fainement de faire en sorte auprès de sa Majesté Imperiale aussi bien qu'auprès des Couronnes d'Espagne, de France, de Suede, des Seigneurs Etats des Provinces-Unies des Pais-bas, & toutes autres parties belligerantes, & auprès de tous ceux où il sera jugé être de besoin, qu'ils travaillent ensemble *conjunctis consiliis & viribus* & effectuent que lesdites Principautés de Juliers & de Bergue, comme aussi les Comtez de la Mark & Ravensberg, puissent non seulement être déchargés des présens fardeaux de la Guerre, & des onéreuses contributions dont ils sont accablés par les garnisons tant des troupes Imperiales que de Hesse, mais qu'ils en puissent aussi être déchargés pour l'avenir, ensemble que la Principauté de Cleves en soit entièrement exempte.

Auxquelles fins, & pour parvenir au but proposé, tendant au repos des fufdits Pais, & desdits Electeur & Prince contractans, on est convenu de ce qui doit être notifié à ladite Majesté Imperiale, comme aussi aux Couronnes & Républiques, Electeur de Cologne & autres Electeurs & Cercles de Veltphalie & autres du Voisinage par une deputation qui leur sera faite.

Et en conséquence, sa Serenité Electorale posséde-

ANS ra, recevra & jouira, pendant ce Traité fait par inter-
de J. C. rim & tant que les différens capitaux touchant la pos-
1647. session, & succession de ces Pais, soient terminés à
l'amiable, ou par les voyes de la justice, du Duché
de Cleves, du Comté de la Mark & de la Seigneurie
de Ravensstein (quant à la Seigneurie de Ravensberg, il
est dit plus haut comment il en sera usé) & le susdit
Prince Serenissime Palatin de Neubourg des Duchez
de Juliers & de Bergue comme aussi de la Seigneurie de
Winnendael, (au cas que ce qui est dit cy-dessus, tou-
chant lesdits cent & soixante un mil Risdals, soit effec-
tué) ensemble Bresquefant, & tout ce qui dépend des
dites Principautéz Comtez & Seigneuries, comme
haute & basse justice, regales, juridictions, revenus
ordinaires & extraordinaires, Rentes, Echeances, Col-
lectes, profits, émoluments, & autres droits, nuls ex-
ceptés. En la possession desquelles choses lesdits Sere-
nissimes contractans, aussi bien que leurs descendans ne
se troubleront l'un l'autre directement ni indirectement,
de fait ni en quelque autre manière que ce soit, ni par
eux mêmes ni par d'autres; mais au contraire ledit Ele-
cteur Serenissime de Brandebourg & ses descendans, &
ledit Serenissime Prince Palatin de Neubourg & ses
descendans se défendront & protégeront l'un l'autre
dans ledit pais qui leur sont assignés par ledit présent
Traité provisionnel contre la Maison Electorale de Saxe
& du Comté Palatin de Deux-Pont; Item contre les
Comtes de Manderſcheyt & de Nevers & tous autres qui
en droit ou hors de droit prétendroient ou voudroient
attaquer quelque chose contre lesdits pais ou partie d'i-
ceux, & s'assisteront l'un l'autre de Conseil & de fait,
& ce jusques à ce que saditte Serenité Electorale de Bran-
debourg, & ledit Prince Serenissime Palatin de Neu-
bourg voyent le proces touchant la succession desdits
pais terminé par sentence juridique, ou amiable com-
position à quoy lesdites parties travailleront chacune
de son côté avec toute l'application & la diligence possi-
bles; à quoy lesdits deux Electeur & Prince contractans
se sont obligés & ont promis inviolablement, pour eux
& leur heritiers. Qu'aussi ni l'une ni l'autre des parties
ne pourra au prejudice de l'autre entrer en aucun Traité
ou negociation à part, pendant cet accord provisionnel
avec la susdite Maison Electorale de Saxe ni avec d'au-
tres prétendans à ces pais. Et si telle chose arrivoit, cela
ne pourra être allégué au prejudice & desavantage de l'autre
partie, mais sera nulle & de nulle valeur, mais au
contraire lesdites parties contractantes, s'uniront contre
lesdits prétendans & autres, en quelque tems que
ce soit dedans & hors droit, & même se maintien-
dront & défendront l'un l'autre contre la prétendue
sentence de l'Electeur de Cologne sur le Comté de Nieu-
wenae, & des Seigneurs Etats sur Lymaes, & si à cet
égard, aussi bien que pour les fiefs de la ligne Palatine de
Heidelberg, scituez dans la Principauté de Juliers, (à
l'égard dequoy la Serenité Electorale de Brandebourg fera
tout ses devoirs, à ce que ledit Prince Palatin de Neu-
bourg en demeure investi) il fut formé quelque diffi-
culté, & qu'en cela il fut fait quelque tort auxdits Sere-
nissimes Electeur & Prince ils s'en feront l'un à l'autre
une restitution, & dedommagement équitable au
pro rata.

Et s'est aussi le susdit Prince Serenissime réservé la
poursuite de toute action sur les autres pais, Seigneu-
ries & fiefs que le Duc Jean Guillaume de Juliers a de-
laissés, ou qu'il a eu, mais qui sont aujourd'hui possé-
dez & detenus par d'autres.

Et comme l'administration du *directorium* pour le
Cercle de Westphalie a été transporté par sa Majesté
Imperiale, à l'Electeur de Cologne, au grand preju-
dice & dommage desdits deux Serenissimes Electeur &
Prince, le susdit Electeur Serenissime desire que led. Di-
rectoire soit administré par lesdits Serenissimes Electeur
& Prince en commun & qu'en un jour de Diette un
Directoire apartiendra à la Serenité Electorale & un au-
tre jour audit Prince Serenissime; & ce afin d'avoir d'au-
tant mieux égard à ce qu'il soit mieux pourvu au bien &
prosperité dudit Cercle & de ces pais.

En conséquence dequoy, consent & promet ledit ANS
Serenissime Prince à la Serenité Electorale, comme il de J. C.
consent & promet par ces présentes, que s'il peut ob-
1647. tenir de l'Electeur de Cologne, comme Evêque de
Munster, & autres Cercles, que lesdits Serenissimes
Electeur & Prince aient deux voix aux Diettes des
Cercles, qu'en ce cas cet alternative sera *ab illo tempore*
observée & validera de la manière susdite entre lesdits
Serenissimes Electeur & Prince, mais, neantmoins avec
cette condition; *de hinc inde* qu'immediatement après
que le droit de voter, comme dessus, aura été obtenu &
qu'il aura été introduit pour le tour, ledit Prince Se-
renissime avant que le tems de la Diette soit fixé, ou
les Etats appellés, en communiquera avec saditte Serenité
Electorale ou, si le tems ne lui permet pas, avec ses
Conseillers établis au gouvernement ou regence de
Cleves, pour deliberer sur le tems que ladite Diette
devra être assignée, & aussi de *super punctis proponen-
dis, & deliberandis* & ne sera rien attenté ni commen-
cé sans lui ou sans eux.

Comme aussi la Serenité Electorale de Brandebourg
ayant appris en quelle manière ledit Prince Serenissime
de Neubourg s'est accordé avec le Prince Electeur de
Cologne depuis quelques années touchant la jurisdic-
tion Ecclesiastique, la Serenité Electorale de Bran-
debourg a stipulé & protesté bien expressement par ces
présentes & en vertu d'icelles, pour ses heritiers &
Successeurs, de n'y avoir jamais consenti ni donné les
mains, ni n'y donne encore presentement les mains ni
son consentement, mais qu'il se réserve à cet égard son
droit en son entier, & ledit Prince Serenissime persiste
de son côté au Traité qu'il a fait avec l'Electeur de Co-
logne, comme étant fondé en droit & sans qu'il y ait
aucunes raisons d'empêchement, & persiste aussi dans
la juridiction qui lui appartient dans ses pais.

Au reste & pour le surplus, pour ce qui concerne
la Collation des Prévôtes, Canoniques, Prebendes &
autres benefices Ecclesiastiques de l'Eglise Collegiale,
comme aussi les Vicaires dans les autres Eglises dans les
pais partagez par ce Traité provisionnel, comme aussi
les archives, enregistrements, cognoissimens, com-
merce, negoce tant par eau que par terre, Item les
charges communes de l'Empire & des Cercles, &
semblables qui sont continuez & contenus dans le sus-
dit Traité provisionnel, & autres points du *Reces* cyjoint
demeureront sans alteration & en toute vigueur en tous
ses points & clauses, ce qui a été accordé en l'année
vingt neuf; à moins qu'il n'y fut derogé ou changé
expressement en quelque chose par ce présent nouvel
accord.

Et ont déclaré lesdits deux Serenissimes Electeur &
Prince de vouloir notifier à sa Majesté Imperiale leur
très gracieux Seigneur feodal de ces pais, le présent
provisionnel accord, qui a bien déjà été fait cy-devant,
mais qui est presentement prolongé de nouveau, &
comme il n'y est prejudicié aux droits de personne mais
qu'au contraire le but ne tend qu'à ce que ces pais soient
maintenus en tranquillité par l'Empire, & que les sujets
de saditte Majesté Imperiale soient conservés en paix,
ils supplieront saditte Majesté Imperiale de confirmer
ledit présent Traité, & feront tout leur possible pour
l'y porter, mais en cas de refus le dit présent
Traité, ensemble ce qui a été promis és années vingt
neuf & trente, & ratifié par le pere de sa Serenité Ele-
ctorale, à moins qu'il n'y soit contrevenu & derogé par
celuy-cy, sera observé & maintenu tant par lesdits Se-
renissimes Electeur & Prince que par leurs des-
cendans.

Enfin lesdits deux Serenissimes Electeur & Prince se
donneront secours & assistance l'un à l'autre pour se main-
tenir & conserver fidelement pendant le tems du pre-
sent traité provisionnel & jusques à ce que l'affaire ait été
terminée au Principal soit par amiable composition ou
par les voyes juridiques, en la possession de ces pais, &
non seulement de donner la même fidele assistance aux
Etats & sujets de part & d'autre, mais de les maintenir &
assister avec la même fidelité dans la possession de tous
leurs

leur privilèges qu'ils montreront avoir acquis des Ducs leurs predecesseurs.

Et comme il y a longtems que les fujets de la Religion, desdits deux Serenissimes Electeur & Prince ont formé de grandes plaintes, & en forment encore tous les jours qu'ils font troubles tant dans l'exercice de leur religion que dans leurs personnes & Eglises, ledit Serenissime Electeur & ledit Serenissime Prince font convenus par ensemble qu'on établirades Commissaires sur cette affaire, & ce dans six semaines de la date des presentes; & seront par lesdits deux Electeur & Prince, nommés pour cet effect certaines personnes ayant les qualitez requises, & aimant la paix, qui entendront les plaintes & griefs des parties, & examineront fidelement & solidement toutes choses & en feront leur rapport ausdits Serenissimes Electeur & Prince, afin que cette affaire soit dirigée sur le pied suivant, à savoir que les Eglises & hospitaux avec les revenus en dependans seront restitués à chacune des parties à qui elles se trouveront avoir appartenu en l'année neuf, au tems que les *reversales* furent établies; mais à l'égard de l'exercice de la religion tant publique que particuliere (parmi quoy ne seront entendus les Eglises & Hôpitaux, avec les revenus en dependans, les choses à cet égard demeurant sur le pied fufdit, c'est à dire que ceux à qui les Eglises n'appartiendront pas ne s'en empareront point & qu'une partie ne pourra troubler ni empêcher l'autre dans l'exercice de la religion) il demeurera en l'Etat qu'il étoit en l'année douze, *qualibet amiparte*. Un chacun (si la chose consiste & paroît clairement de foi même) pourra obtenir & acquérir à ses depens l'exercice de la religion aux lieux où l'Eglise ne lui appartient pas. Et demeurera ce point de religion en sa force & valeur le tems de dix années, mais un an avant la revolution desdits dix ans, il fera traité & négocié sur ce point à l'amiable à moins que dans ces entrefaites l'affaire au Principal ne soit terminée à l'amiable, ou décidée par les voyes de la justice.

Demeurant cependant toutes choses au même état qu'elles font à présent, sans qu'il soit rien innové, introduit, ni diminué par l'une ni par l'autre des parties, *Stans commissiohe*.

En témoin dequoy, & afin que la tout soit entretenu & observé inviolablement, ont ledits Serenissime Electeur & Prince Frederic Guillaume Electeur de Brandebourg, &c. & semblablement ledit Serenissime Prince Wolfgang Guillaume Prince Palatin tant pour eux que pour leurs descendants signé ces presentes de leurs mains & icelles confirmé de l'apposition de leurs sceaux. Fait à Dusseldorp le huitième Avril mil six cent quarante sept.

CCXCIV.

Traité de Neutralité, Fait entre ANSELME CASIMIR WAMBOLT DE UMSTAT, Electeur de Mayence; & le Maréchal de Turenne, General de l'Armée de LOUIS XIV. Roi de France en Allemagne. A Francfort sur le Mein, le 9. May 1647. Freder. Leonard. Toim. II.

A Tous & à chacun qui ces presentes Lettres verront, liront, ou entendront lire: Soit notoire, qu'entre le Serenissime & Reverendissime Prince Anselme Casimir, Archevêque de Mayence, Archevêque de l'Empire Romain en Allemagne, & Prince Electeur. Et le Serenissime Prince Henry de la Tour, Duc de Boissillon, de Raucourt, Vicomte de Turenne & Castillon, Comte de Negrepelisse; Maréchal de France, & Lieutenant General des Armées du Roy en Allemagne, on est convenu en la maniere suivante des articles suivans, pour le bien & seureté de tout le Chapitre de Mayence, & de tous ses Sujets.

I. Sa Serenité Electorale promet sur sa parole d'Electeur, de faire ensorte que pour les Quartiers d'Hyver qu'on avoit demandé, il soit payé par ses Ministres dans

l'espace de six semaines, aux Deputez du Serenissime Prince de Turenne à Francfort sur le Mein, cinquante mil florins, la moitié dans l'espace des trois semaines prochaines, & l'autre moitié dans les trois semaines suivantes, dans laquelle Convention le Traité fait cy-devant avec les Bourgeois ne sera point compris.

II. Sa Serenité Electorale promet de faire ensorte que le Commandant du Chateau & Forteresse de Gernshein, en sortira au plutôt avec sa Garnison, tant d'Infanterie que Dragons, & ira à la Garnison Imperiale d'Ehrnbresthein, qui est voisine, ou au Camp Imperial, avec un Saufconduit du Serenissime Maréchal de Turenne, pour luy & les siens, avec armes & bagages; & si quelque'un de ses Soldats a été cy-devant au service de S. M. T. C. il sera permis aux Officiers du Roy de le retenir.

III. S. A. E. promet de faire démolir les Fortifications dudit Chateau & Forteresse, en presence des Deputez & de ceux du Serenissime Prince de Turenne; & de ne laisser d'entieres que celles qui au jugement des Deputez mêmes, seront estimées nécessaires pour la seureté des Habitans.

IV. Pour plus grande & plus ample seureté de l'exécution de ce Traité, le Serenissime Electeur fera sortir avec Passeports & en toute liberté, la Garnison de Staarchemburg, en y laissant seulement six Sauvages, trois Françoises & trois de S. A. pour la conserver libre & exempte; sauf néanmoins les droits, regales & revenus de S. A. & l'obligation de payer sa part des contributions.

V. Le Serenissime Electeur tirera encore au plutôt sa Garnison de la Maison & Chateau de Sternheim, & la remplacera de quarante Soldats François, qui seront payez des deniers du Roy pendant les deux mois prochains.

VI. Le S. E. donnera au Prince de Turenne quarante de ses Fantassins, pour compensation de ceux de la Garnison Imperiale de Gernshein, & il suppléera le nombre de ceux qui manquent.

VII. Et afin qu'on paye d'autant plus facilement les Contributions & les Quartiers de toutes les Villes, Fortereses, & lieux de l'Archevêché en deçà du Rhin, y compris même le lieu & Bailliage de Sternheim, le Serenissime Electeur se reserve la disposition libre de tous les droits & revenus de l'Electorat & de l'Archevêché, & de ses Officiers. Le Commerce demeurera libre dans tout l'Archevêché, & il ne pourra point par execution militaire charger ses Sujets de nouveaux impôts & peages.

VIII. Après qu'en vertu de ce Traité la Garnison sera sortie de la Ville de Gernshein, & qu'on en aura démolie les Fortifications en la maniere fufdite, on retirera aussitôt l'Armée & les Troupes Françoises avec leur train & bagage de la partie de l'Archevêché qui est en deçà du Rhin, à l'exception des Garnisons de Sternheim & d'Hoechst, & on ne lèvera plus dans cette Place d'Hoechst les revenus, peages & impôts accoutumés pour la nourriture d'une partie de la Garnison Françoises.

IX. Toutes les hostilités & actions militaires entre les Troupes, Soldats & Garnisons du Roy, & de S. A. E. cesseront entierement dans le haut & bas Archevêché de Mayence, jusqu'à la conclusion de la Paix; particulièrement à Konigstheim & à Langsittheim, où le passage par eau & par terre sera entierement libre aux Soldats François & Imperiaux. On ne fera de ces Places non plus que des autres aucun acte d'hostilité contre S. M. T. C. & ses Alliez, ny pareillement contre le Serenissime Electeur; & cet article pour plus grande seureté du Roy, sera notifié aux Alliez. Et S. M. T. C. aura soin que ses Alliez n'exigent aucune chose sous pretexte de Quartiers ou de Contributions, des lieux de l'Archevêché dont il est parlé dans ce Traité.

Pour donner plus grande force à l'exécution de toutes ces choses, le Serenissime Electeur, & le Serenissime Prince de Turenne, ont signé les presentes de leurs propres mains, & y ont fait apposer le Sceau de leurs Armes. Fait à Francfort sur le Mein, le 9. May 1647.

ANS
de J. C.

CCXC.V.

1647.

LA FRAN-
CE ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

*Traité de Garantie entre LOUIS XIV.
Roi de France & les Etats Generaux des
PROVINCES-UNIES du Pais-Bas.
A la Haye le vingt-neuvième Juillet 1647.
Freder. Leonard. Tom. V.*

LE ROY Tres-Chrestien, par l'avis de la Reine Regente ; & les Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies du Pays-Bas : Ayans jugé nécessaire tant pour leur propre seureté, que pour le bien & repos de toute la Chrestienté, de rendre les Traitez qui seront faits, tant entre la France & l'Espagne, qu'entre l'Espagne & les Provinces Unies, fermes & durables : Et comme l'intention de Sadite Majesté & desdits Seigneurs Estats, est d'observer de bonne foy tout ce qui sera promis & accordé de leur part en vertu desdits Traitez ; Ayans aussi tres-grand interest que le même soit fait de la part du Roy d'Espagne, ils ont crû tres-à-propos, pour ces considerations, & pour affermir davantage l'union, bonne intelligence & amitié qui a été depuis une si longue suites d'années entre la France & lesdites Provinces-Unies, de convenir ensemble des precautions & conditions suivantes, qui ont été traitées & accordées par Messire Abel Servient, Comte de la Roche des Aulbiers, Conseiller du Roy en tous ses Conseils, Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté en Allemagne, & des Provinces-Unies, & Plenipotentiaire pour ledit Traité de la Paix generale : & par Messire Gaspard Coignet de la Thuillerie, Chevalier Seigneur dudit lieu, Baron de Courfon, la Chappelle, Villepot, & autres lieux, Conseiller du Roy en ses Conseils, & aussi son Ambassadeur Extraordinaire esdites Provinces-Unies, au nom du Roy, d'une part. Et les Sieurs Jean de Gent, Deputé de la Noblesse de Gueldres à l'Assemblée des Seigneurs Estats Generaux ; Jean de Mathenesse, Seigneur de Mathenesse, Rivier, Opmeer, Soutvert &c. Guillaume Boreel, Chevalier, Seigneur de Dumbeken, Conseiller & Syndic de la Ville d'Amsterdam ; Jacques Verh, Conseiller & Syndic de la Ville de Middelbourg en Zelande, Gysbrecht Vander Hooock, ancien Bourguemaître de la Ville d'Utrecht ; Corneille Hauboy, Bourguemaître de la Ville de Sneek ; Jean de la Becque, Seigneur de Doornich & de Tritenbourg, Bourguemaître de la Ville de Deventer, & Hieroine Heyben, Seigneur de Negenhoven, Bourguemaître de la Ville de Groningue, au nom desdits Seigneurs Estats Generaux, d'autre part, en vertu de leurs pouvoirs respectifs.

PREMIEREMENT. Il a été convenu & accordé que le Roy Tres-Chrestien fera obligé de rompre generallyment à guerre ouverte contre le Roy d'Espagne ou l'Empereur, ou quelques autres Princes de la Maison d'Autriche, en cas qu'ils viennent les premiers conjointement ou séparément à attaquer à force ouverte aucuns des Pays ou Places que Messieurs les Estats posséderont, ou de celles où ils tiendront leurs Garnisons lors de la conclusion du Traité de Paix, ou qu'ils pourrout encore obtenir en vertu d'iceluy. Comme aussi en cas que le Roy d'Espagne vienne cy-prés à contrevenir aux conditions dudit Traité ou à aucune d'icelles ; en cas neanmoins que de ladite attaque ou attaques, ou contraventions, s'en ensuive une rupture generale entre le Roy d'Espagne, & lesdites Provinces-Unies.

II. Lesdits Seigneurs Estats promettent pareillement & seront obligés de rompre generallyment à guerre ouverte contre le Roy d'Espagne ou l'Empereur, ou quelques autres Princes de la Maison d'Autriche, en cas qu'ils viennent les premiers conjointement ou séparément à attaquer à force ouverte aucuns des Pays ou Places qui appartiennent audit Seigneur Roi Tres-Chrestien, ou qui demeureront à Sa Majesté par le Traité de

Paix, ou en consequence d'icelui, dans tout le Roiaume de France, y compris Pignerol ; Comme aussi dans le Roussillon ; dans la Lorraine, & dans toutes les Conquêtes du Pais-Bas ; en cas neanmoins que de ladite hostilité il s'en ensuive une rupture generale entre les deux Couronnes.

III. Lesdits Seigneurs Estats promettent aussi & seront obligés de faire une rupture generale, comme il est dit cy-dessus, en cas que pendant la Treve de trente ans qui sera accordée pour la Catalogne, le Roy d'Espagne ou l'Empereur, ou quelques autres Princes de la Maison d'Autriche, viennent à attaquer les premiers à force ouverte aucuns des Places dudit Pais dont ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien demeurera en possession par ledit Traité, & que de ladite attaque la rupture generale s'en ensuive.

IV. Sadite Majesté, & lesdits Seigneurs Estats, pour prevenir tous les manquemens & sujets de plaintes qui pourroient arriver sur l'execution du present Traité ; ont accordé & arresté, que celui d'entr'eux qui sera le premier attaqué en la manière & aux lieux cy-dessus spécifiés, l'ayant fait sçavoir à l'autre, celui qui ne sera point attaqué, avant qu'il soit obligé d'entrer en rupture ouverte contre l'agresseur, pourra s'employer pour faire reparer l'attaque ou attaques qui auront été commises, & ménager un accommodement entre l'attaquant & l'attaqué, durant l'espace de six mois ; mais en cas que ladite attaque ou attaques ne soient réparées promptement, & que ledit accommodement n'ait été fait dans ledit temps, celui qui ne sera point encore en guerre sera obligé d'y entrer, & de rompre generallyment contre l'Ennemi en faveur de son Confederé aussi-tôt que ledit délai de six mois sera expiré, sans aucune remise, & d'agir contre luy hostillement, comme il est dit cy-dessus.

V. Et pour affermir d'autant plus l'union & étroite amitié qui doit demeurer à l'avenir entre la France & les Provinces Unies, ledit Seigneur Roy promet de n'assister aucun de ses Alliez contre l'estat des Provinces Unies : & lesdits Seigneurs Estats promettent aussi de n'assister aucun de leurs Alliez contre la Couronne de France.

VI. Les Traitez cy-devant conclus entre la France & l'estat des Provinces Unies, demeureront en leur force & vertu pour estre de part & d'autre religieusement exécutés ; excepté pour les points qui se trouvent finis ou accomplis, ou ceux auxquels il aura été dérogé ou changé par le present Traité.

VII. Il a été encore convenu & accordé, que le present Traité commencera seulement d'avoir son effet lors que le Traité de Paix entre les Couronnes de France & d'Espagne sera conclu & signé à Munster.

En foy de quoy Nous Ambassadeurs susdits & Deputés, en vertu de nos pouvoirs respectifs, avons signé ces presentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait poser les Cachets de nos Armes, & promettons en fournir les Ratifications de Sa Majesté & desdits Seigneurs Estats en bonne & due forme, dans le temps de deux mois, ou plutost si faire se peut, après la conclusion du Traité de Paix susdit entre les Couronnes de France & d'Espagne. A la Haye en Hollande ce 29. jour de Juillet 1647.

Signé, SERVIENT. LA TUILLERIE.

J. DE GENT. G. HOOOCK.

JEAN DE MATHENESE. C. HAUBOYS.

G. BOREEL. JEAN DE LA BECQUE.

JACQUES VERH. H. EYBEN.



47. *Traité d'Alliance entre LOUIS XIV. Roi de France & le Duc FRANÇOIS de Modene. Fait à Gènes, le premier Septembre 1647. Freder. Leonard. Tom. IV.*

ANS
de J. C.
1647.

L'EXPERIENCE ayant fait voir de tout temps qu'il n'y a point de plus seur moyen pour avoir la Paix, que de se bien preparer à la Guerre; le Roy après avoir fait de son costé tous les efforts possibles dans la Negociation des Traitez de Paix, pour faire que les Ennemis y apportant des facilitez, la Chrestienté pût jouir du repos après lequel elle soupire depuis si long-temps, s'est enfin resolu de faire sentir en Italie la force de ses Armes victorieuses, sans autre but que d'y procurer la tranquillité publique, & la seureté particuliere des Princes qui en partagent entr'eux la Souveraineté. Pour cet effet sa Majesté ayant fait connoître en diverses occasions à Monsieur le Duc de Modene, la bonne volonté qu'Elle a pour sa Personne l'a invité en luy offrant des conditions avantageuses à contribuer de toutes ses forces & de tout ce qui dépend de luy, à faire réussir ce que Sa Majesté sçait qu'il doit souhaiter, quoy qu'il l'ait jusqu'à present dissimulé avec beaucoup de discrétion: & ledit Sieur Duc ne voulant point perdre la conjuncture favorable qui s'offre à luy de servir un grand Roy, & de mettre sous sa protection non seulement sa Personne, mais encore sa Maison & ses Estats, se mettant par ce moyen à couvert de tous les dangers auxquels il pourroit estre exposé pendant le cours d'une longue Guerre, Son Altesse s'est resolué de recevoir les graces que Sa Majesté a dessein de luy faire, & de la servir de toutes ses forces & de toute son application, moyennant les conditions suivantes.

I. Que Sa Majesté aura agreable de prendre sous sa protection Royale, Monsieur le Duc de Modene, sa Maison & ses Estats, & les defendre envers & contre tous ses Ennemis, s'ils le veulent attaquer, & Elle donnera audit Sieur Duc cent mil livres de pension par chacun an. Elle luy donnera pareillement le Commandement d'une Armée, pour servir contre les Ennemis de la Couronne dans tel lieu qu'il luy fera marqué; & ce Commandement sera accompagné de tous les profits & les prerogatives dont les Generaux les plus qualifiez que Sa Majesté ayt en Italie aient accoustumé de jouir.

II. Cette Armée sera composée de quatre mil Hommes de pied & de quinze cens chevaux effectifs, que Sa Majesté fournira audit Sieur Duc, & auxquels il joindra quatre mil autres Fantassins & quinze cens chevaux, le tout faisant huit mil hommes de pied, & trois mil chevaux.

III. Son Altesse fournira toute l'Artillerie necessaire tant pour la marche que pour les batteries, & sa Majesté fera la dépense des charoies, des outils, & machines de Guerre necessaires à faire un Siege, & les Officiers d'Artillerie; à condition que Son Altesse fournira de son costé audits Officiers, toutes les facilitez & assistances qu'ils luy demanderont, & qu'elle connoitra leur estre necessaires; à quoy elle promet de satisfaire promptement & ponctuellement, s'y agissant de son propre interest, puisque le tout doit servir à une Armée de laquelle il doit estre le Chef.

IV. Son Altesse fournira la quantité de boulets, de poudre, de meches & de plomb qui sera necessaire à l'Armée; comme aussi des pioches, des hoyaux, des beches, & tous les autres instrumens dont on aura besoin pour fouiller la terre; à condition que le prix luy en sera incontinent remboursé selon le cours des Marches.

V. A l'égard du pain Son Altesse le fera fournir aux Troupes du Roy, au même prix qu'elle l'achettera pour les siennes, jusqu'à ce que les Officiers de Sa Majesté aient trouvé le moyen de s'en pourvoir.

VI. Cette Armée agira dans les lieux & contre les Places que l'on croira le plus à propos: & afin que le succès réponde à l'attente qu'on en a, & que Son Altesse puisse s'appliquer entièrement à procurer l'avantage de

la cause commune, ledit Sieur Duc promet de faire tous ses efforts pour que Messieurs les Ducs de Parme & de Mantoue entrent dans le parti, & ne pouvant pas l'obtenir il fera au moins en sorte qu'ils accordent une neutralité favorable, par les conditions de laquelle ils seront tenus de donner passage à ladite Armée dans leurs Estats, tant pour entrer dans le Milanois, que pour s'en retirer & aller à Modene, & de permettre qu'on tire de leurs Estats les fourages, les vivres, & les autres choses necessaires à l'Armée au prix courant. Les susdits Sieurs Ducs de Parme & de Mantoue, promettent encore en vertu de cette neutralité, de ne prendre jamais durant la presente Guerre les Armes contre le susdit Sieur Duc de Modene & ses Estats, & de ne point assister les Ennemis directement, ni indirectement sans aucune exception qui puisse alterer leur promesse, bien que cette exception fut telle qu'elle meritaît qu'on en fît mention.

VII. Et parce que la liberalité & la generosité de Sa Majesté vont à un tel excès à l'égard de son Altesse, qu'Elle ne veut point conserver pour Elle ny pour son Royaume, les Conquestes que ses Armes jointes à celles de son Altesse feront en Lombardie, Sa Majesté luy promet particulièrement de luy laisser Cremonne, & tout son territoire & les dépendances, quand le tout aura esté conquis, sans s'en réserver aucune chose; voulant avoir égard en cela aux grandes dépenses que S. A. sera obligée de faire pendant le cours de la Guerre, & aux sommes immenses que l'Espagne luy doit, & dont elle n'a pû encore estre payée.

VIII. Mais comme il peut arriver que ledit Sieur Duc de Modene, & les autres qui auront la direction & une partie de la conduite de cette Guerre, trouveront plus à propos de faire quelque autre entreprise devant celle de Cremonne, Sa Majesté voulant donner en toute maniere des preuves essentielles de son affection pour ledit Sieur Duc, declare & promet que les Conquestes qui seront faites avant celle de Cremonne, seront mises entre les mains de son Altesse, pour en jouir jusqu'à ce qu'on ait pris Cremonne. A quoy on a ajouté pour plus grand éclaircissement, que cela s'entend même au cas que ces Conquestes se fassent avec le secours de toute ou d'une partie de l'Armée du Prince Thomas, qui a eu connoissance de cet Article, & l'a approuvé.

IX. Et comme il n'y a pas d'apparence que Sa Majesté puisse faire la Paix cette année, & qu'il y a une entiere probabilité que la declaration de Son Altesse luy procurera quelque Conqueste considerable, Sa Majesté luy promet qu'au cas que cela arrive, Elle ne conclura aucun Traité que Son Altesse n'y soit comprise; & si avant que cela se fît on n'avoit rien pris, Sa Majesté fera valoir en ce cas les raisons de Son Altesse, pour les pretentions & les sommes de deniers qui luy sont deus par l'Espagne, afin que ledit Sieur Duc en recoive satisfaction. Et cette condition de ne pas faire la Paix cette année sans que son Altesse y soit comprise, s'entend aussi pour l'avenir avec la susdite condition, & que ledit Sieur Duc sera aussi tenu au reciproque de ne faire aucun Traité au contraire qui puisse prejudicier à celuy-cy.

X. Au cas que la Guerre continuë, Sa Majesté sera encore obligée de donner audit Sieur Duc les mêmes assistances qu'Elle luy aura données cette année, & Elle luy entretiendra durant la presente Guerre, & les six mois ordinaires que dure la Campagne, chaque année quatre mil Hommes de pied, & quinze cens chevaux à ses dépens, & toutes les autres choses auxquelles Sa Majesté s'est bien voulu obliger pour cette année par le present Traité. Et à l'égard de l'Hyver, les Troupes de Sa Majesté tireront leur subsistance des Quartiers & Contributions qui leur seront assignées dans le Pais nouvellement conquis, comme seront pareillement les Troupes de son Altesse, lesquelles elle sera aussi obligée d'entretenir pendant le cours de cette Guerre, c'est à dire, pendant le temps de la Campagne, comme il a esté dit cy-dessus, & en nombre pareil à celuy qu'Elle doit fournir cette année.

XI. Et si pour quelque raison impreveuë il estoit necessaire que ces Troupes restassent en Italie, sans pouvoir

ANS voir estre mises ailleurs en Quartier d'Hyver, on que son de J. C. Alteſſe jugait à propos de les retenir, en ce cas S^t Ma-
jeſté leur fera fournir l'argent & les vivres neceſſaires à
1647. leur ſubſiſtance, enſorte qu'elles n'ayent beſoin que de

Cazernes, du logement & de Puſtancile, comme ſon
Alteſſe a coutume de le donner à ſes Troupes.

XI. Bien entendu neanmoins que pour ce qui a eſté
dit cy-deſſus, les obligations auxquelles ſon Alteſſe
eſt tenué envers l'Empire Romain, ne reçoivent au-
cune alteration.

Et pour l'obſervation des ſuſdits Articles, ſon Emi-
nence Monſieur le Cardinal Grimaldi, en qualité de
Plenipotenciaire de Sa Maſteſté, & l'Illuſtriſſime Sei-
gneur Marquis de Calcagnini, auſſi Plenipotenciaire
du Sereniſſime Duc de Modene, en vertu de leurs
Pouvoirs reſpectifs, s'obligent reciproquement, &
autant qu'il leur eſt poſſible promettent reſpectivement
que S. M. & S. A. approuveront & agréeront le preſent
Traité, & qu'ils feront dans deux mois l'échange de leurs
Ratifications. En foi & témoignage de quoy ils ont
ſigné le preſent Traité, & fait appoſer le Ca-
chet de leurs Armes. Fait à Genes le premier Sep-
tembre 1647.

Articles ſecrets.

SON Eminence Monſieur le Cardinal Grimaldi, en
qualité de Plenipotenciaire du Roy en Italie, pro-
met au nom de S. M. qu'Elle proteſtera & aura ſoin des
intereſts que Monſieur le Duc de Modene a à démeſler
avec le S. Siege, faiſant faire de vives inſtances auprès
de ſa Sainteté, pour l'obliger à luy faire faire raiſon au
ſujet des pretentions legitimes qu'il a contre l'Egliſe,
& ces inſtances ſe feront dans le temps favorable, lors
que S. A. le jugera à propos, & de la maniere la plus
efficace qu'il ſera poſſible.

II. Si ſa Maſteſté ne peut rien obtenir de ſa Sainteté
ſur ce ſujet à l'avantage de S. A. S. M. promet en ce cas
à S. A. la même protection dans les Traitez de Paix qui
ſe negocieront ou ſe negocieront à l'avenir, afin que
dans l'un & dans l'autre S. A. reſſente les effets de la
bonne volonté de S. M.

III. Le Cardinal Grimaldi promet encore au nom de
S. M. que toutes les Conqueſtes mentionnées dans l'Ar-
ticle commençant, *Et parce que*, paſſé entre ſon Emi-
nence & M. le Marquis Calcagnini, ſeront conſervées
à S. A. & à ſa Maiſon, dans quelque Traité de Paix ou
d'accommodement que ce ſoit qui ſe negociera ou con-
clura. Et afin que S. M. le puiſſe faire plus aiſément,
ces Conqueſtes reſteront ſous le nom de S. M. juſqu'à ce
que la Paix ſoit faite, parce que le ſuſdit Seigneur Duc
n'auroit ny le pouvoir ny le droit de les retenir, comme
le Roy pourra faire en ſa faveur.

IV. Et pour lever tout ſcrupule & faire connoître
que S. M. ne ſe veut pas reſerver un pied de terre des
Conqueſtes dont il a eſté parlé, Elle offre de donner à
S. A. toutes les ſeuretez qu'elle ſouhaitera pour que leſ-
dites Conqueſtes reſtent toutes entieres en ſa diſpoſition,
& S. M. n'en aura que les apparences neceſſaires pour les
conſerver à S. A. quand on traitera la Paix : Et S. A.
voulant choiſir la plus forte de toutes les ſeuretez qu'on
luy a offertes, reçoit & accepte la ſimple promeſſe que le
Roy luy en a bien voulu faire. S. M. s'oblige encore de
conſerver à S. A. Correggio ſans aucune Garniſon,
auſſi-toſt que celle d'Eſpagne qui y eſt en aura eſté chaf-
ſſée; veu qu'il ſeroit inſupportable que pendant que le
Duc de Modene ſerviroit la France, il reſtaſt Garniſon
Eſpagneole dans une de ſes Places : & à cet effet S. M.
agréera de luy preſter ſon nom de la maniere que l'on ju-
gera le plus à propos.

V. Encore qu'il y ait apparence que S. M. ne conclu-
ra point la Paix avec l'Eſpagne, & qu'ainſi la declaration
de S. A. luy procurera quelque Conqueſte conſiderable;
neanmoins S. M. luy promet que le caſ arrivant, Elle ne
le fera point que S. A. n'y ſoit compriſe : & ſi par ha-
zard on concluait le Traité avant qu'on euſt pu faire au-
cune Conqueſte, S. M. fera valloir en ce caſ les raiſons

de S. A. au ſujet des ſommes que l'Eſpagne luy doit, afin
qu'elle en ait ſatisfaction. ANS
de J. C.

VI. Son Eminence promet, en la ſuſdite qualité, 1647.
de faire payer à S. A. dix mille piſtolles dans trois mois,
le deuxième & troiſième jour du mois, & à pro-
portion.

VII. Son Eminence promet encore au nom du
Roy, que S. M. donnera à Monſieur le Prince Borſo
d'Eſte, Oncle de S. A. une penſion de trente mille li-
vres par an, à commencer du jour & date du preſent
Traité; à condition que ledit Sieur Prince ſera obligé
de ſervir S. M. envers & contre tous ſes Ennemis, &
cette penſion ceſſera toutes les fois qu'il plaira à S. M. de
donner audit Sieur Prince une Charge ou autre choſe
équivalente.

VIII. Mais parce que les Conqueſtes dont il a eſté
fait mention cy-deſſus, pourroient eſtre ſi grandes qu'elles
s'étendroient au delà de Cremona & de ſon Territoire,
qui ont eſté ſpecialement promis à S. A. en ce cas S.
M. ſe reſerve la faculté de pouvoir diſpoſer de telle portion
deſdites Conqueſtes qui luy paroîtront convenables &
propres pour attirer dans ſon parti quelques autres Mai-
ſons d'Italie, qui ſervent preſentement S. M. ce qui ſe
doit auſſi entendre au cas qu'il arrivait que la Paix ſe fiſt
dans le temps qu'on n'auroit encore conquis que Cre-
mona & ſon Territoire, & alors S. M. ſe contentera
& agréera que ceux qui joüront des graces & portions
ſuſdites, relevent de Monſieur le Duc de Modene, de
la même maniere que ſes autres Vaux, auxquels après
ceux de l'Empire ſont les plus libres & les plus privile-
giés de toute l'Italie.

IX. Si Monſieur le Duc de Mantoué contribuoit de
ſon coſté quelque choſe de conſiderable pour le ſucces
de cette entrepriſe, ou qu'il entraſt effectivement dans
le parti, on declare qu'en un de ces deux cas, s'il y a
quelque portion dans le Cremonois qui puiſſe eſtre diſ-
traite, ſans neanmoins qu'elle éloigne davantage les Con-
ſins de Monſieur le Duc de Modene de ceux dudit Cre-
monois, S. M. la pourra donner à Monſieur le Duc de
Mantoué, en recompenſant le ſuſdit Sieur Duc de Mo-
dene, d'autant de terrain dans le Territoire de Lodi, ou
autre Pais contigu & limitroſe du Cremonois.

X. Son Eminence promet de plus, qu'au cas que les
Troupes de S. M. que Monſieur le Duc de Modene com-
mandera, ſuſſent obligées de ſ'arreſter en Lombardie,
& ne puſſent prendre des Quartiers dans le Pais Enne-
mi, il ſera libre à S. A. ou de les retenir dans ſes Etats,
ou de les logger dans le Pais qui y confine : & afin que ce-
la ſe faiſſe ſans aucun prejudice du Pais où elles ſeront
logées, ſon Eminence declare qu'elles ſeront entretenues
& ſoudoyées avec toute l'exaſtitude poſſible par les
Officiers de S. M.

XI. Monditſieur Cardinal promet de faire venir de la
Cour dans le terme de.... la Commiſſion ou Patente
de S. A. dreſſée en ſorte qu'elle ſera conforme à ce qui
eſt porté par le Traité paſſé entre ſon Eminence & le Mar-
quis Calcagnini.

XII. Et parce que dans le ſuſdit Traité on a déclaré
le nombre de Troupes dont ſera compoſée l'Armée que
S. A. doit commander, ſi neanmoins le Roy & S. A.
convenoient que S. M. non ſeulement fournir cinq cens
chevaux de plus, mais encore fiſt venir outre les Trou-
pes de Piombino, d'autres gens de pied qui ſont à Tou-
lon preſts à marcher, & pour la prompte arrivée deſquels
Monditſieur Cardinal Grimaldi a donné les ordres ne-
ceſſaires, afin qu'ils puiſſent ſe joindre à l'Armée de S.
A. & que d'autre part la Cavalerie de Monſieur le Duc
de Modene paſſaſt de cinq cens chevaux le nombre qu'il
eſt obligé de fournir, on a jugé à propos de declarer que
cela ne ſe faiſt pas pour ſervir d'exemple, mais parce
qu'on veut faire la Guerre cette année plus vigoureuſe-
ment que les autres, & qu'à l'avenir on ſe reglera au
nombre dont on eſt convenu, à moins que le change-
ment des affaires ne demandaſt qu'on en uſaſt autrement
d'un commun conſentement.

XIII. Le Sieur Marquis Calcagnini ayant preſſé
Monſieur le Cardinal Grimaldi de luy accorder de cer-
taines

taïnes conditions, dont il a déjà traité avec Monsieur le C. Cardinal Mazarin, & son Eminence ayant jugé qu'il n'étoit pas à propos qu'elle passât plus outre, attendu qu'elle n'en avoit aucune connoissance; Elle a néanmoins promis d'employer à cet effet les Offices en Cour, toutes-fois & quantes que S. A. le desirera: Declara que le présent Traité ne fait aucun préjudice à l'autre, & au contraire lui donne plus de vigueur & de force.

Pour l'observation de toutes ces choses, son Eminence Monsieur le Cardinal Grimaldi, Plenipotentiaire de Sa Majesté, & le Marquis Calcagnini, aussi Plenipotentiaire de Monsieur le Duc de Modene, en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, s'obligent réciproquement que Sa Majesté & son Altesse approuveront le tout, & que les Ratifications seront échangées entre cy & deux mois. En foy de quoy ils ont signé les presentes. Fait à Genes le deuxième Septembre 1647.

C C X C V I I.

Traité de Commerce entre PHILIPPE IV. Roi d'Espagne & les VILLES ANSEATIQUES. Fait à Munster le 11. Septembre, 1647. Aitzema. Historia Pacis. pag. 579.

NOrum sit omnibus, quod cum ex Parte Nobilium Civitatum Hanseaticarum per Deputatos ad id speciatim delegatos Regis Hispaniarum Legatis, Monasterii commorantibus, plena cum potestate sepius demonstratum fuerit, earundem Civitatum Commercio per Majestatis Catholicæ Regna, Ditiones & Status, quæ alias non sine mutuo utriusque Partis fructu atque emolumento flourerant, ab aliquot Annis injuria vel infelicitate temporum, & belli calamitatibus, cum maximo tam Hispanorum quam Hanseaticorum populorum dispendio labefacti, & inito super iisdem Commercio Tractatus violari penitusque dissolvi, multorum gravaminum edita exhibitæ ferre, quibus remedia quamprimum & serio adhiberentur, Nomine locoque supradictarum Civitatum unice petebant; idem quoque totius imperii, Nomine Comitiorum Generalium, tam Monasterii quam Olinaburgis congregatorum, Delegati ab iisdem Hispaniæ Regis Plenipotentiaris verbis ac Scriptis efflagitabant: quibus cognitis perpensisque, cum eorum Plenipotentiariorum primus ac primarius Legatus, Penderandæ Comes, ad Regiam Majestatem Catholicam rescripsisset, & præmemoratum difficultatum demonstrationes, nec non earundem Civitatum Hanseaticarum literas de Commercio instauratione transmississet, ac benigna ad hæc responsa recepisset, quibus benevoluntatem suam in Civitates Hanseaticas earumque petitionem animum Regia Majestas Sua abundè & luculenter comprobaret, quinetiam summediis Plenipotentiaris Suis potestatem facit de hac Commercio instauratione, periculum atque incommodorum aversione agendi, & modis quibuscumque optimis veterem Amicitiam, Navigationem Merciumque exportationem, emptionem & venditionem, inter Regem Hispaniensem & Civitates Hanseaticas promovendi ac stabilendi: ac rursus cum infra Nominandis Deputatis ac Legatis supradictarum Civitatum Hanseaticarum super eodem Negotio magnifico & gravi conventu ac deliberatione instituit, utrumque provisionaliter, atque consensu ac Ratihabitione, cum Regiæ Majestatis Catholicæ, tum Civitatum Hanseaticarum Magistratum, salvis, conventum fuit.

I. Ut antiqua Civitatum Hanseaticarum in Regnis & Provinciis Hispaniæ acquisita Privilegia atque immunitates, imprimis etiam Privilegia Tractatus Anni 1607. cum Scriptis eo pertinentibus, eorumque extensionem Regiam continentibus (quorum exemplar, subscriptione utriusque Partis Legatorum sub finem præsentis Tractatus inferendum, Authenticum vim obtinebit) hoc ipso confirmata, ac sincere de integro renovata, fideliter utrinque observarentur, iis exceptis,

Tom. III.

quibus per præsentis Articulus quippiam derogabitur: ANS Imprimis verò, ut, cessantibus inter Regiam Majestatem & Præpotent. D.D. Ordines Gener. Hostilitatis actibus, siue induciis siue Pace id fiat, ea omnia, quæ adversus præmemoratas Provincias, earumque Incolas & subditos, supradicto Tractatu Anni 1607. cautæ erant, Induciis vel Pace durantibus, eodem modo cessarent ac sublata forent.

Quod si etiam amplius quid in eo Negotio Unitarum Belgii Provinciarum Incolis Subditisque, ratione Mercaturæ Merciumque & eorum omnium, quæ ad eorumdem Commercio Securitatem ac libertatem pertinent, concedatur, quam olim Civitates Hanseaticæ petierint aut impetrarint, id omne ut vi hujus Tractatus Hanseaticis quoque Civitatibus concessum haberetur, cum præsertim præcipuas istarum Provinciarum Civitates simul Hanseaticæ Societatis membra esse constet: At verò ut Belli tempore ea, quæ sequentibus hujus Tractatus Articulis continentur, observarentur.

II. Ut novum quoddam certificationis genus contra vel extra præscriptum Tractatus Anni 1607. ulitatum tolleretur, atque iis solis inquirendi & certificandi rationibus insisteretur, quæ præcedentibus Tractatibus exprimuntur, pristino statui omnia reddendo ac restituendo; adeo ut nautæ unam duntaxat certificationem, cum specificâ mercium advectarum designatione, juxta formulam supradicti Tractatus Anni 1607. de singulis navibus exhibere tenerentur, quò magis ac securius inter Majestatis Sux Catholicæ Subditos Incolasque Amicitia & Commercio jura coalescant. Bello autem cum Fœderato Belgio cum Pace siue Induciis commutato, nihil testandum amplius, quam quod merces ad nullos eorum pertineant, qui vel Hanseatici non sunt, vel iisdem cum Hanseaticis Privilegiis & juribus in Regiæ Majestatis Regnis ac Ditionibus non gaudent.

III. Ut Civitates Hanseaticæ, donec Regiæ Majestati cum Præpotentibus D.D. Ordinibus Gener. vel aliis quibuscumque hostibus bellum intercedit, Neutralitate, quam vocant, fruerentur, quæ à Regiæ Sux Majestate ne quidem hostibus ipsis denegatur, ac proinde quæ ante dicta sunt Civitatibus Hanseaticis concessit: ea tamen lege ac conditione, ut ipsi omni tempore, cum Præpotent. D.D. Ordinibus Gener. & aliis quibuscumque Regiæ Sux Majestatis Catholicæ Hostibus, Commercia instituerent, eorum Regionem frequentare mercesque terra marique apportare & exportare integrum sit, iis duntaxat exceptis, quæ bellico usui inservientes, è Regiæ Hispaniar. Ditionibus evectæ fuerint.

Ac ne ullus in ea re dolus subsequatur, ut ea, quæ Articulo undecimo præmemorati Tractatus Anni 1607. de mercibus ejusmodi in præmemoratas Fœderati Belgii Provincias non transvehendis, deque obligationibus, quæ vocant, desuper expediendis statuta ac decreta fuerint, in omnibus hostium locis, respectu præmemoratarum mercium, deinceps observarentur.

IV. Ut Civitates Hanseaticæ summam ubique benevolentiam Regi Sui Catholico, Ejusdemque Subditis ac Statibus comprobarent, ac vicissim Regiæ Sux Majestas pro cuiusque loci consuetudine liberum justumque tantum navium, quam omnis nauticæ suppellectilis & conficiendarum navium apparatus Commertium exerceat, una cum aliis quibuscumque commoditatibus, quas cuipiam alteri Principi & Statui, quem vocant, Neutrali, atque Amico, quovis tempore & loco, concessura esset.

Hæc autem Tractationis leges ac conditiones Regis Hispaniar. Legati ab una, & Civitatum Hanseaticarum D.D. Deputati ab alterâ Parte manuum Suarum subscriptione, ac sigillorum Suorum obligatione munierunt, atque in majorem confirmationem fidem dederunt, sese intra quatuor Mensium spatium Regiæ Majestatis Catholicæ ac D.D. Deputantium Suorum Ratihabitionem tradituros esse.

Dabantur Monasterii, Septemb. Anno Christi 1647. Comes de Penderanda, Fr. Josephus, Arch. Cameracensis, Brun, David Glozinus D. & Synd. Lubec, Gerhardus Cochius, D. Senat. Reip. Brem. Johannes Christophorus Meurerius, D. & Synd. Hamb.

T t

T t

ANS
de J. C.

CCXCVIII.

1647.

GRONINGUE ET
LES OMMELANDES.

Traité de Réconciliation & accord entre la Ville de GRONINGUE & les OMMELANDES. Fait à Groningue, le 10. Septembre 1647. Aitzema. Affaires d'État & de Guerre. Tom. VI. pag. 435.

Alfoo sedert eenen geruymen tijd seer groote onlusten sijn ontsaen, tusschen de Heeren Burgoemeesters ende Raadt der Stadt Groeningen ter eenre, ende de Heeren van de Ommelanden tusschen de Eemse ende Lauwers ter andere zyde, waer by geschapen was, dat de selve langer duyrende, die Geunieerde Provincien in 't generael, ende dese Provintie in het particulier, seer groote schade ende nadeel, ja totale verderf der selver stondte verwachten; waer over haer Hog. Mog. sijnde beducht, hebben goet gedacht ende belat de Heeren Wilhelm van Linteloo, Heere tot der Eese; ende den Burghgraef Richter tot Lookum; Cornelis Bicker Heere van Swieten, Oudt Burgermeester der Stadt Amsterdam; Gerrardt van der Nyffe, Heere van Saemslagh, Noten, ende Rendyck, Burgemeester der Stadt Goes; Carel Roorda, Grietman over Idaerderadeel; Boldewyn Jacob Mulart, Heere van der Leemkuyte, respectie Ordinaris ende Extraordinarie Gedeputeerde uyt de Provincien van Gelderlandt, Hollandt, Zeelandt, Vrieslantt ende Over-Yssel; der selver Gecommitteerde gaende naer Oost-Vrieslantt, omme de questie ende differenten alhier tot Groeningen ende den Ommelanden geseffen, soo veel doenlijck was, in 't minnelijck af te doen, ende daer neffens uyt te werken, dat binnen der selver Provintie eenen Provinciaal Landtdacht op den ouden voet mochten worden gehouden. Tot welcken cynde de voornoemde Gecommitteerden vervolgende hare last ende bevelen, haer hebben geadresseert aen de Heeren Burgemeesters ende Raadt der Stadt Groeningen, midsgaders de Heeren Gecommitteerde van de Ommelanden; de welke op 't voorz. versoekt aen wederzyden Gecommitteerden hebben gesonden, alwaer naer verscheydene Conferentien ten overstaen van haer Hog. Mog. Gecommitteerden gehouden, eyndelijck doortusschen spreccken der selver, in 't minnelijck sijn verdragen, in manieren hier nabeschreven.

Dat eene generale Amnestie werde gemaect ende gearresteert van alle wederzijds Acten, Agitaten ende Geschriften, sedert February deses Jaers tot dato gepasseert, dat volgens dien alle 't gene by het eene of ander Lidt, het zy Staetsgewijse ofte Leedtswijse is gedaen, gehouden sal worden als niet gedaen, exempt de verpachtinge van de gemeene middelen, met den aenkleef van dien, by de respectie Ledengedaen; dat voorts noch het eene noch het ander Lidt omme eenigley oorfaecke vermach, de Regeringe stuyten ofte eenige separate Regeringe aen te vangen, veel min eenige Acten naer Staetliche ofte separate Regeringe smackende te passeren, nochte oock eenige Staetliche verschryvinge in 't ander Lidt te doen; eenige Collegien op die name van Staten te bestellen, die alsoo beitelde Collegien, uyt de name van Staten eenige Acten exerceren, ofte het Provinciaal Zegel gebruycken; dat oock de Provinciale Dienaren de bevelen van soodane Lidt ofte Collegie niet sullen hebben te pareren.

Ende sullen de noodige onkosten aen beyde zyden, gedaen op de aenstaende Provinciale Landtdacht, werden ingebracht, ende ten overstaen van de Heeren Gecommitteerde van haer Hog. Mog. naer redelijckheyt gepasseert.

Dat voorts tegen den dertienden September eenen Landtdacht uytgeschreven sal worden des morgens ten negen uyren, alwaer Gecommitteerde sullen worden genomincert, die naer het scheid van de selve Vergade-

CCXCVII.

ANS
de J. C.

1647.

GRONINGUE ET
LES OMMELANDES.

Traduction de ce Traité.

Comme depuis un assez long-tems de grands differents se sont elevez, entre les Sieurs Bourgmeistres & Conscils de la Ville de Groningue d'une part & les Seigneurs des Ommelandes d'autre l'Eemse, & Lauwer d'autre part, par où il étoit à craindre que durant plus long-tems, les Provinces-Unies en general & celle-cy en particulier pourroient en ressentir de grands dommages & même courir le danger d'une ruine totale, ce que leurs Hautes Puissances apprehendant, ont trouvé à propos d'autoriser le Sieur Guillaume de Linteloo Seigneur d'Eese, & Cornelis Bicker Seigneur de Swieten Burgrave juge de Lockan, ancien Bourgmeistre de la Ville d'Amsterdam, Gerard van der Nyffe Seigneur de Saemslagh, Noten & Rendyck Bourgmeistre de la Ville de Goes; Charles Roorda, Grietman d'Idaerderadeel, Boldewyn Jacob Mulart, Seigneur de Leemkuyte respectifs deputez ordinaires & extraordinaires des Provinces de Gueldres, Hollande, Zeelande, Frise & Over-Yssel, lesquels ont été commis & Deputez pour se transporter en Oost-Frise pour y terminer & accommoder autant qu'en eux sera à l'amiable les debats & differens meus ici entre Groningue & les Ommelandes, & qu'à cet effect ils fassent en sorte qu'il soit tenu une Diette ou Landdag sur l'ancien pied. Auxquelles fins les susdits Deputez en consequence de leur charge & pouvoir, se sont adressez aux Sieurs Bourgmeistres & Conseil de la Ville de Groningue ensemble aux Sieurs Deputez des Ommelandes lesquels sur ladite requisition ont envoyé des Deputez de part & d'autre, ou après plusieurs conferences tenues en la presence des Deputez de L. H. P. enfin après quelques pour-parlers entre eux, ont traité à l'amiable en la maniere suivante.

Qu'il est fait & arrêté une Amnestie generale de part & d'autre pour tous les actes & écrits qui se sont passez depuis le mois de Fevrier de cette année: Qu'en consequence, tout ce qui s'est passé depuis ce tems là, soit par politique, ou pour se faire du déplaisir, sera tenu pour nul, excepté les amodiations des fermes & ce qui en depend, faites par les Membres de part & d'autre; qu'en outre ni l'un ni l'autre des Membres ne pourront, pour quelque sujet que ce soit, entreprendre de gouvernement separé, & encore moins de passer aucun acte qui tende à cette separation, ni non plus de faire aucun mandement adresse à l'autre Membre de prescrire aucun College au nom de l'Etat, qu'un College ainsi convoqué n'exerce aucun acte au nom de l'Etat, ou se serve du sceau provincial, & qu'aussi les Officiers de la Province n'aient à parer ou obeir aux mandemens d'un tel Membre ou College.

Et les frais faits de part & d'autre au Landdag prochain de la Province, seront couchez par écrit & produits & passez en presence des Srs. Deputez de L. H. P.

Qu'en outre il sera assigné un Landdag pour le treizieme Septembre à neuf heures du Matin où il sera nommé des Deputez, qui dans le tems de quatre semaines après la separation de l'Assemblée, procederont à l'examen & abols-

gaderinge binnen den tijd van vier weeken fullen procederen tot examinatie ende wechneminghe der abayfen die in de *Hooftmannen instructie*, voor too veel noodt geoordeelt worden; mitgladers op de poincten die in de forme van revisie van de Sententien der f. lver *Hooftmannen* bewaerlijck souden mogen worden bevonden, de selven na gelegentheyt van Stadt en Landen te accommoderen.

Wel ke voorz. Gecommitteerde binnen den voorz. tijd van vier weeken haer in alles niet connende verdragen, fullen de ongedecideerde poincten brengen ter Decisie van sijn Hoocheyt, neffens foodanige geafstelteerde Heeren als by de *uytspraecke* van t. seftiende Artijckel van den Jare *vijsftien hondert seven en inegentigh* mede brengende, tot welken eynde de Gecommitteerde ten wederzyden haer fullen gereedt houden sonder tijdt verlies, ende dat binnen den tijd van vier weeken naer het expireren van de voorgaende vier weeken, by Decisie sal worden afgedaen, omme de finale Decisie te bevorderen, fal op het aenhouden van de gerede partye ende ingebrachte stucken recht gedaen worden.

Onder expresse Conditie nochtans, dat alle Vonnissen by de Hooftmannen Camer, onder tusschen gewesen werdende, daer op *Revisie* werdt verfocht, gene executie en fal hebben, voor en alcer de quelitie ende het redres op de selfde *Revisie* binnen voorz. tijd fal welen getermineert en valt gheselt.

Welcke *Revisie* by partye geintereffeerde aen de Heeren Gedeputeerde sal worden verfocht, de welke daer van Notificatie fullen hebben te houden, ende Acte te verleen en aen den Revident, die de selfe aen de Heeren van de Hooftmannen Camer gehouden sal wesen te infinueren; dies dat die te beramete *Revisions* voet ende orde mede fullen hebben bekennt gemaect, de welke noch ongedecideert ende na orde verfocht zijn.

Vorders sal op de voorz. Landdach, nae dat de Gecommitteerden al vooren fullen zijn genomineert, geboefigneert worden tot bestellinge van de respectieve Collegien nae ouder gewoonte, in conformite haer Hog. Mog. *uytspraecke*, in dato *vyf en twintichsten February seftien hondert vyf en veertich*, als mede volgens de resolutie van den *ses en twintichsten July* laestleden; waer mede de partyen aen wederzyden op de selfe Landdach het geboefignende tusschen de Gecommitteerde van de Heeren Burgemeesters ende Raedt der Stadt *Groningen*, ende de Heeren Gecommitteerden van de Omlanden ten overstaen van de Heeren haer Hog. Mog. Gecommitteerden gedaen, fullen hebben te approberen ende lauderen.

Aldus gearresteert ende geteekent by de Gecommitteerden van de Heeren Burgemeesters ende Raedt der Stadt *Groningen*, neffens de Heeren Gecommitteerden van de Omlanden, ten overstaen van haer Hog. Mog. Gecommitteerden onderteekent den *tiensten September seftien hondert seven en veertich*; in *Groningen* op t. Provinciael Huys.

Haer Hog. Mog. Gecomm. van de Stadt, Gecomm. Gecomm. van de Oml.

Cornelis Bieker; P. Eyslingh; E. I. Clandt;
G. van der Nisse; A. Hooftman; R. W. Kniphuyfen;
C. Roorda; A. Wiffinck; I. de Mepfche;
B. Alzert; Otto van Fermplum; H. V. Manninga;
A. Siegers; O. I. Rengers;
I. Buisa; E. to Nansum;
B. Roberts; I. Heinsius.

abolition des abus entend qu'il sera trouvé de besoins, qui se trouveront dans les instructions des chefs de la justice des Hooftmannen, ensemble des points, qui par forme de revision des sentences desdits Hooftmannen se trouveront levez, pour les accomoder selon la constitution ou disposition des Villes & pais.

ANS.
de J. C.
1647.

Lesquels susdits Deputez ne pouvant pas convenir de tout dans ledit tems de quatre semaines, ils rapporteront les points non decidez par devant son Altesse, ensemble les Seigneurs ajoints qu'il est porté par sentence du seiziesme article, de l'année mil cinq cens quatre vingt dix sept, auxquelles fins les deputez de part & d'autre se tiendront près, sans perdre de tems, & cela sera terminé & decide dans le tems de quatre semaines après l'expiration des premieres quatre semaines; & pour la decision finale, sera fait droit à l'instance de la partie qui sera prête, & sur les pieces produites.

Sous cette expresse condition neanmoins, que toutes les sentences rendues par la Chambre des Hooftmannen, dont la revision sera demandée, n'aura point d'exécution jusques à ce que la question sur ladite revision soit terminée dans le tems susdit.

Laquelle revision sera demandée par la partie interessée aux Seigneurs Deputez dont ils seront obligez de tenir notice & en donner acte à celui qui demande la revision, lequel sera tenu, de le signifier aux Seigneurs de la Chambre des Hooftmans; à condition que la maniere & ordre de deliberer sur la revision, lequel ordre est demandé & non encore decide, sera publié.

De plus sera, en ladite assemblée ou Landdag, après que les Deputez auront été nommez comme dessus, procédé à l'établissement des Colleges respectifs selon l'ancienne coutume, en conformité de la sentence ou jugement de L. H. P. en date du vingt cinquième Fevrier mil six cent quarante cinq, ensemble; suivant la resolution du vingt sixieme Juillet dernier; moyennant quoy les parties de part & d'autre approuveront & agréeront ce qui aura été fait & besigné entre les Deputez des Sieurs Bourguemaitres & Conseil de la Ville de Groningue & les deputez des Ommelandes en presence des Seigneurs Deputez de L. H. P.

Ainsi fait & soné par les deputez de Sieurs Bourguemaitres & Conseil de la Ville de Groningue, ensemble par les Sieurs deputez des Ommelandes en presence des Deputez de L. H. P. signé le dixieme Septembre mil six cent quarante sept, à Groningue, en la Maison Provinciale.

Deputez de L. H. P. Deputez de la Ville.

Cornelis Bieker, P. Eysling, E. J. Clandt,
G. vander Nisse, A. Hooftman, R. W. Kniphuyfen,
C. Roorda, A. Wiffinck, J. de Mepfche,
B. Mulert, Otto van Fermplum, H. V. Manninga,
A. Siegers, O. J. Rengers,
J. Buisa, E. to Nansum,
B. Roberts, J. Heinsius.

ANS
de J. C.

C C X C I X.

1648.

L'ESPA-
GNE ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

Traité de Paix entre PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, & les PROVINCES-UNIES des Pays-bas. Fait à Munster, le 30. Janvier, 1648. Recueil des Traitez de Confédération & d'Alliance entre la Couronne de France, & les Princes & Etats Etrangers. Recueil des Traitez faits & conclus entre leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies; & divers Rois, Princes, &c. Et en latin. Theatrum Pacis. Tom. I. pag. 3. Aitzema. Historia Pacis. pag. 37. &c.

AU nom & la gloire de Dieu soit notoire à tous; Qu'après le long cours des sanglantes guerres, qui ont affligé par tant d'années les peuples, sujets, Royaumes, & Pays de l'obéissance des Seigneurs Roy des Espagnes & Etats Généraux des Provinces Unies du Pays-Bas; Eux Seigneurs Roy & Etats touchés de compassion Chrétienne, & desirans mettre fin aux calamités publiques, & arrêter les déplorables suites, inconveniens, dommages & dangers, que la continuation ultérieure desdites guerres des Pays-Bas pourroit tirer après soy, même par une extension en autres Etats, Pays, Terres & Mers plus reculées, & afin d'en changer les sinistres effets en ceux tres-agréables d'une bonne & sincère pacification de part & d'autre, & aux doux fruits d'un entier & ferme repos, pour le soulagement desdits peuples & Etats de leur obéissance, & pour le rétablissement des dommages passés, au bien commun non seulement des Pays-Bas, mais de toute la Chrétienté, convians & prians les autres Princes & Potentats d'icelle de se laisser flechir, par la grace Divine à la même compassion, & averfion des malheurs, ruines & desordres, que ce présent fleau de la guerre a fait si longuement & durement ressentir; Pour parvenir à une si bonne fin, & à un but tant desirable, ont iceux Seigneurs Roy des Espagnes Don Philippe IV, & Etats Généraux desdites Provinces Unies du Pays-Bas commis & député, c'est à sçavoir, ledit Seigneur Roy Don Gaspar de Braccamonte & de Guzman, Comte de Penaranda, Seigneur de Aldea Seca, de la Frontera, Chevalier de l'Ordre de Alcantara, Administrateur perpétuel de la Comanderie de Daymiel de l'ordre de Calatrava, Gentil-homme de la Chambre de sa Majesté, de son Conseil & Chambre, Ambassadeur extraordinaire vers sa Majesté Imperiale, & premier Plenipotentiaire pour le Traicté de la Paix generale; & Messire Anthoine Brun Chevalier, Conseiller de sa Majesté Catholique en son Conseil d'Etat, & supreme pour les affaires des Pays-Bas, & de Bourgogne, près de sa personne, & son Plenipotentiaire aux Traictés de la Paix generale; Et ledits Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies du Pays-bas, le Sieur Bartolt de Gent, Sieur de Loenen & Meyners-wik, Senechal & Dijkgrave de Bommel, Tieler & Bommeler-weerden, Député de la Noblesse de Gueldre à l'Assemblée des Seigneurs Etats Généraux; le Sieur Jean de Mathenesse, Sieur de Mathenesse, Riviere, Opmeer, Souteveen, &c. Député au Conseil ordinaire de Hollande & West-Frise & à l'Assemblée des Seigneurs Etats Généraux de la part des Nobles de ladite Province, Conseiller & Heemrade de Schieland; Messire Adrian Paw Chevalier, Sieur de Heemstede, Hoogersmilde, & premier Président Conseiller & Maître des Comptes de Hollande & West-Frise, & de la part de ladite Province Député à l'Assemblée des Seigneurs Etats Généraux; Messire Jean de Knuyt Chevalier, Sieur du vieux & nouveau Volmar, premier & représentant la Noblesse aux Etats & Conseil de la Comté de Zelande, & de l'Admirauté d'icelle, premier Conseiller de Son Altesse Monsieur le Prince d'O-

range, Député ordinaire à l'Assemblée des Seigneurs Etats Généraux; le Sieur Godart de Reede, Sieur de J. C. Nederhorst, Vredelant, Corteboef, Overmeer, Horst-waert, &c. Président à l'Assemblée des Nobles de la Province d'Utrecht, & Député de leur part à l'Assemblée des Seigneurs Etats Généraux; le Sieur François de Donia, Sieur de Hinnema, Hielum, Député à l'Assemblée des Seigneurs Etats Généraux, de la part de la Province de Frise; le Sieur Guillaume Ripperda, Sieur de Hengeloo, Boxbergen, Bobuloo & Ruffenbergh, Député de la Noblesse de la Province d'Over-Yssel à l'Assemblée des Seigneurs Etats Généraux; le Sieur Adrian Kland de Stedum, Sieur de Nitterlum &c. Député ordinaire de la Province de la ville de Groningue & Ommelande à l'Assemblée des Seigneurs Etats Généraux. Tous Ambassadeurs extraordinaires en Allemagne, & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Etats Généraux, aux Traictés de la Paix generale. Tous garnis de pouvoirs suffisans qui seront inferez à la fin des présentes, lesquels Assemblez en la ville de Munster en Westphalie de commun concert destinée au Traicté general de la Paix de la Chrétienté, en vertu de leursdits pouvoirs, pour & au nom desdits Seigneurs Roy & Etats ont fait, conclu & accordé les Articles qui s'ensuivent.

I. Premièrement declare ledit Seigneur Roy & reconnoit que ledits Seigneurs Etats Généraux des Pays-bas Unis, & les Provinces d'iceux respectivement avec tous leurs Pays affociés, Villes & Terres y appartenans sont libres & Souverains Etats, Provinces & Pays, sur lesquels, ny sur leur Pays, Villes & Terres affociées, comme dessus, ledit Seigneur Roy ne pretend rien, & que presentement ou cy-après pour soy même, ses hoirs & successeurs il ne pretendra jamais rien, & qu'en suite de ce il est content de traicter avec ledits Seigneurs Etats, comme il fait par le present une Paix perpetuelle, aux conditions cy-après ecrites & declarées.

II. A sçavoir, que ladite Paix sera bonne, ferme, fidelle & inviolable, & qu'en suite cessent & seront delaissez tous actes d'hostilité, de quelque façon qu'ils soient entre ledits Seigneurs Roy & Etats Généraux tant par Mer, autres eaux que par Terre, en tous leurs Royaumes, Pays, Terres & Seigneuries, & pour tous leurs sujets & habitants de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception de lieux ny de personnes.

III. Chacun demeurera faisi & jouira effectivement des Pays, Villes, Places, Terres & Seigneuries, qu'il tient & possède à present, sans y estre troublé ny inquieté directement ny indirectement, de quelque façon que ce soit; En quoy on entend comprendre les Bourgs, Villages, Hameaux & plat Pays, qui en dependent. Et en suite toute la Meyerie de Boisduduc, comme aussi toutes les Seigneuries, Villes, Châteaux, Bourgs, Villages, Hameaux & plat Pays, dependans de ladite Ville & Meyerie de Boisduduc, Ville & Marquisat de Berges sur Zoom, Ville & Baronnie de Breda, Ville de Maltrecht & ressort d'icelle, comme aussi le Comté de Vroonhoff, la Ville de Grave & Pays de Kuyk, Hulst & Baillage de Hulst & Hulster Ambacht, & aussi Axele Ambacht, assis aux costés Meridional & Septentrional de la Gueldre, comme aussi les Forts que ledits Seigneurs Etats possèdent presentement au Pays de Waes, & toutes autres Villes & Places, que ledits Seigneurs Etats tiennent en Brabant, Flandres & ailleurs, demeureront auxdits Seigneurs Etats en tous & mêmes droits & partyes de Souveraineté & Superiorité, sans rien excepter, & tout ainsi qu'ils tiennent les Provinces des Pays-bas Unis. Bien entendu, que tout le reste dudit Pays de Waes, exceptant ledits Forts demeurera audit Seigneur Roy d'Espagne. Touchant les trois quartiers d'outre Meuse, sçavoir Fauquemont, Dalein & Rolleduc, ils demeureront en l'Etat auquel ils se trouvent à present; Et en cas de dispute & controverse elle sera renvoyée à la Chambre my-partie, de laquelle il sera parlé cy-après pour y estre décidé.

NS IV. Les Sujets & habitans des Pays desdits Seigneurs Roy & Estats auront toute bonne correspondance & amitié par ensemble, sans se résister des offences & dommage qu'ils ont reçus par le passé; pourront aussi fréquenter & séjourner es Pays l'un de l'autre, & y exercer leur trafic & commerce en toute seureté, tant par Mer, autres eaux, que par Terre.

V. La navigation & trafique des Indes Orientales & Occidentales sera maintenue, selon & en conformité des octrois sur ce donnés, à ou donner cy-après; pour seureté de quoy servira le présent Traicté & la ratification d'iceluy, qui de part & d'autre en sera procurée; Et seront compris sous ledit Traicté tous Potentats, Nations & Peuples, avec lesquels ledits Seigneurs Estats, ou ceux de la société des Indes Orientales & Occidentales en leur nom, entre les limites de leursdits octrois sont en Amitié & Alliance; Et un chacun sçavoir, les fudits Seigneurs Roy & Estats respectivement demeureront en possession & jouiront de telles Seigneuries, Villes, Châteaux, Forteresses, Commerce & Pays es Indes Orientales & Occidentales, comme aussi au Brehl & sur les coasts d'Asie, Afrique & Amerique respectivement, que ledits Seigneurs Roy & Estats respectivement tiennent & possèdent, en ce compris spécialement les lieux & places que les Portugais depuis l'an mil six cent quarante & un, ont pris & occupé sur ledits Seigneurs Estats; compris aussi les lieux & places qu'iceux Seigneurs Estats cy-après sans infraction du présent Traicté viendront à conquérir & posséder; Et les Directeurs de la Société des Indes tant Orientales que Occidentales des Provinces Unies, comme aussi les Ministres, Officiers haut & bas, Soldats & Marelots, estans en service actuel de l'une ou de l'autre desdites Compagnies, ou ayants esté en leur service, comme aussi ceux qui hors leur service respectivement, tant en ce Pays qu'au district desdites deux Compagnies continuent encor, ou pourront cy-après estre employés, seront & demeureront libres & sans estre molestez en tous les Pays estant sous l'obéissance dudit Seigneur Roy en l'Europe, pourront voyager, trafiquer & fréquenter, comme tous autres habitans des Pays desdits Seigneurs Estats. En outre a esté conditionné & stipulé, que les Espagnols retiendront leur navigation en telle maniere qu'ils la tiennent pour le present es Indes Orientales, sans se pouvoir estendre plus avant, comme aussi les habitans de ce Pays bas s'abstiendront de la fréquentation des places que les Castillans ont es Indes Orientales.

VI. Et quant aux Indes Occidentales, les Sujets & habitans des Royaumes, Provinces & Terres desdits Seigneurs Roy & Estats respectivement s'abstiendront de naviger & trafiquer en tous les havres, lieux & places garnies de Forts, Loges, ou Châteaux, & toutes autres possédées par l'une ou l'autre partie; sçavoir, que les Sujets dudit Seigneur Roy ne navigeront & trafiqueront en celles tenues par ledits Seigneurs Estats, ny les Sujets desdits Seigneurs Estats en celles tenues par ledit Seigneur Roy, & entre les places tenues par ledits Seigneurs Estats seront comprises les places que les Portugais depuis l'an mil six cent quarante & un ont occupé dans le Brasil sur ledits Seigneurs Estats, comme aussi toutes autres places qu'ils possèdent à present tandis qu'elles demeureront auxdits Portugais; sans que le precedent Article puisse déroger au contenu du present.

VII. Et pour ce qu'il est besoin d'un assez long-temps pour advertir ceux qui sont hors lesdites limites avec forces & navires à se desister de tous actes d'hostilité, a esté accordé, qu'entre les limites de l'octroy cy-devant donné à la Société des Indes Orientales du Pays-Bas, ou à donner par continuation, la Paix ne commencera plusloft qu'un an après la date de la conclusion du présent Traicté; Et quant aux limites de l'octroy cy-devant donné par les Estats Generaux, ou à donner par continuation à la Société des Indes Occidentales, qu'auxdits lieux la Paix ne commence-

ra pas plusloft que six mois après la date que dessus. Bien entendu que si l'avis de ladite paix soit de la part du public de part & d'autre parvenu plusloft entre lesdits limites respectivement, que des l'heure de l'avis l'hostilité cessera auxdits lieux; mais si après le terme d'un an & de six mois respectivement dans les limites des octrois fudits se fait aucun acte d'hostilité, les dommages en seront réparés sans delay.

VIII. Les Sujets & habitans des pays desdits Seigneurs Roy & Estats faisant trafic aux pays l'un de l'autre ne seront tenus de payer plus grands droits & impositions, que les propres Sujets respectivement, de maniere que les habitans & Sujets des Pays-Bas Unis, seront & demeureront exempts de certains vingt pour cent, ou de telle moindre, plus haute, ou quelque autre imposition, que ledit Seigneur Roy durant la Treve de douze ans a levée, ou cy-après directement ou indirectement voudroit lever sur les habitans & Sujets des Pays-Bas Unis, ou mettre à leur charge par dessus & plus haut qu'il ne seroit sur ses propres Sujets.

IX. Ledit Seigneurs Roy & Estats ne leveront hors leurs limites respectivement aucunes impositions ou gabelles pour l'entrée, sortie, ou pour autres charges sur les danrées, passans, soit par eau, soit par terre.

X. Les Sujets desdits Seigneurs Roy & Estats jouiront respectivement aux pays l'un de l'autre de l'ancienne franchise des peages de laquelle ils auront esté en possession paisible devant le commencement de la guerre.

XI. La fréquentation, conversation & commerce entre les Sujets respectivement ne pourra estre empêché, & si aucuns empêchemens surviennent ils seront réellement & de fait levés.

XII. Et depuis le jour de la conclusion & ratification de cette Paix, sera le Roy cesser sur le Rhin & la Meuse la levée de tous peages qui devant la guerre ont esté sous le ressort & district des Provinces Unies; notamment aussi le peage de Zelande, de façon que ceuy peage ne sera levé de la part de ladite Majesté dans la Ville d'Anvers, ny ailleurs; bien entendu, & à condition que depuis le jour susdit les Estats de Zelande reciproquement prendront à leur charge & payeront tout premierement depuis ce mesme jour les rentes annuelles qui devant l'an mil cinq cent septante deux ont esté hypothéquées sur ledit peage, & desquelles les propriétaires & tireurs de rente ont esté en possession & recepte devant le commencement de ladite guerre; ce que seront semblablement les propriétaires des fudits autres peages.

XIII. Le Sel blanc boüilli venant des Provinces Unies en celles de ladite Majesté, y sera reçu & admis sans y estre chargé de plus hautes impositions que le gros Sel; Et de mesme s'admettra le Sel des Provinces de ladite Majesté en celles desdits Seigneurs Estats, & s'y debitera sans pouvoir pareillement estre plus imposé que celuy desdits Seigneurs Estats.

XIV. Les Rivières de l'Escaut, comme aussi les Canaux de Sas, Zwyn, & autres bouches de Mer y aboutissans, seront tenus closés du costé desdits Seigneurs Estats.

XV. Les navires & danrées entrans & sortans des havres de Flandres respectivement seront & demeureront chargés par ledit Seigneur Roy de toutes telles impositions & autres charges, qui sont levées sur les danrées allans & venans au long de l'Escaut, & autres canaux mentionnés en l'Article precedent; Et sera convenu cy-après entre les parties respectivement de la taxe de la fudite charge égale.

XVI. Les Villes Anseatiques avec tous leurs citoyens, habitans, & Pays, jouiront quant au fait de la navigation & trafique en Espagne, Royaumes & Estats d'Espagne de tous & mesmes Droits, Franchises, Immunités & Privileges, lesquels par le present Traicté sont accordés ou s'accorderont cy-après pour & au regard

ANS
de J. C.
1648.

des sujets & habitans des Provinces Unies de Pays-Bas. Et reciproquement lesdits sujets & habitans des Provinces Unies jouiront de tous & mesmes Droits, Franchises, Immunités, Privilèges & Capitulations, soit pour l'Etablissement des Consuls dans les Villes Capitales ou Maritimes d'Espagne & ailleurs, où il sera besoin, comme aussi pour les Marchands, Facteurs, Maîtres des Navires, Mariniers ou autrement, & en la même sorte que lesdites Villes Anscatiques en general ou en particulier ont obtenu & pratiqué cy-devant, ou obtiendront & pratiqueront cy-après pour la sécurité, bien & avantage de la navigation & traficque de leur Villes, Marchands, Facteurs, Commis & autres qui en dependent.

XXVII. Aussi auront les sujets & habitans des Pays desdits Seigneurs Estats la même sécurité & liberté es Pays dudit Seigneur Roy qui a été accordée aux sujets du Roy de la Grande Bretagne par le dernier Traicté de Paix & Articles secrets faits avec le Connestable de Castille.

XXVIII. Ledit Seigneur Roy donnera au plustost la provision necessaire à ce que soyent ordonnées places honorables pour l'enterrement des corps de ceux qui du costé desdits Seigneurs Estats viendront à deceder sous l'obeissance dudit Seigneur Roy.

XIX. Les sujets & habitans des Pays dudit Seigneur Roy venans es Pays & Terres desdits Seigneurs Estats devront au regard de l'exercice public de la Religion se gouverner & comporter en toute modestie, sans donner aucun scandale de parole, ou de fait, ny proférer aucuns blasphemes; Et le même sera fait & observé par les sujets & habitans des Pays desdits Seigneurs Estats venans es terres de Sadite Majesté.

XX. Ne pourront les Marchands, Maîtres des Navires, Pilotes, Matelotes, leur Navires, Marchandises, dandrées & autres biens à eux appartenans estre saisis & arrestés, soit en vertu de quelque mandement general ou particulier, & pour quelque cause que ce soit, de guerre ou autrement, ny même sous pretexte de s'en vouloir servir pour la conservation & défense du Pays. On n'entend toutesfois en ce comprendre les saisies & arrestes de Justice par les voyes ordinaires à cause de debtes, propres obligations & contractz vallaables de ceux sur lesquels lesdites saisies auront été faites, à quoy il sera procédé selon qu'il est accoustumé par droit & raison.

XXI. Seront commis de part & d'autre certains Juges en nombre égal, en forme de Chambre multipartie, qui auront séance dans les Provinces du Pays-Bas, & en tels lieux qu'il conviendra, & ce par tour, tantost sous l'obeissance de l'un, tantost de l'autre, selon qu'il sera convenu par consentement mutuel, lesquels Juges commis de part & d'autre, conformément à la Commission & Instruction qui leur sera donnée, & sur laquelle ils feront serment selon certain formulaire qui de part & d'autre sera arrêté à ce sujet, auront égard aux negociations des habitans desdites Provinces des Pays-Bas, & aux charges & impositions qui seront levées de l'un & de l'autre costé sur les marchandises; Et lesdits Juges comprendront que de l'un ou de l'autre, ou bien de deux costés y soit fait aucun excès, ils regleront & modereront ledit excès. De plus lesdits Juges examineront les questions touchant la défaillance d'exécution du Traicté, comme aussi les contraventions d'iceluy, qui en temps & lieu pourroient survenir tant es Pays de degà, comme aussi es Royaumes lointains, Pays, Provinces & Isles de l'Europe, & en disposeront sommairement & de plein, & decideront ce qu'ils trouveront convenir en conformité du Traicté; Les Sentences & dispositions desdels Juges seront executées par les Juges ordinaires du lieu, où la contravention aura été faite, ou bien contre les personnes des contraveneurs, selon qu'il sera requis par les occurences; & ne pourront lesdits Juges ordinaires demeurer défaillans à faire ladite execution, ou la laisser faire, & reparet les contraventions dans le terme

de six mois après que requisition en sera faite à eux Juges ordinaires.

XXII. Si quelques sentences & jugemens avoient été donnés entre personne de divers partis non defendus, soit en matiere civile ou criminelle, ils ne pourront estre executez contre les personnes des condamnés, ny sur leurs biens; Et ne seront octroyées aucunes lettres de marque ou represailles, si ce n'est avec connoissance de cause, & en cas permis par les loix & constitutions Imperiales, & selon l'ordre etabli par icelles.

XXIII. On ne pourra aborder, entrer, ny s'arrester aux ports, havres, Plages & rades es pays l'un de l'autre avec navires & gens de guerre & nombre qui puisse donner soupçon, sans le congé & permission de celui sous lequel sont lesdits ports, havres, Plages, & rades, sinon qu'on y fust jeté par tempeste ou contraint de le faire par necessité, & pour éviter quelques perils de Mer.

XXIV. Ceux sur lesquels les biens ont été saisis & confisquez à l'occasion de la guerre, ou leurs heritiers ou en ayans cause, jouiront d'iceux biens & en prendront la possession de leur autorité privée & en vertu du present Traicté, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant toutes incorporations au Fisque, engagements, dons en faits, traictés, accords, & transactions, quelques renonciations qui aient été mises & dites transactions pour excludre de partie desdits biens ceux à qui ils doivent appartenir; Et tous & chacun biens & droitz, qui conformément au present Traicté seront restitués ou devront estre restitués reciproquement aux premiers propriétaires, leurs hoirs, ou en ayans cause, pourront estre vendus par lesdits propriétaires, sans qu'il soit besoin d'impe- trer pour ce consentement particulier. Et en suite les propriétaires des rentes, qui de la part des Fisques seront constitués en lieu des biens vendus, comme aussi des rentes & actions estans à la charge des Fisques respectivement, pourront disposer de la propriété d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres biens.

XXV. Ce qui aura aussi lieu au profit des Heritiers du feu Seigneur Prince Guillaume d'Orange, même pour les droitz qu'ils ont es Salines du Comté de Bourgogne, qui leur seront remises & delaisées avec les bois qui en dependent, au regard de ce qui ne se trouveroit avoir esté acheté & payé de la part de Sadite Majesté.

XXVI. En quoy aussi l'on entend estre compris les autres biens & droitz assis es Comtés de Bourgogne & Charolois, & ce qui ensuivant le Traicté du neuvième Avril mil six cent neuf, & septième Janvier mil six cent dix respectivement n'a pas encor été restitué, sera au plustost par tout restitué en bonne foy aux propriétaires, leurs hoirs, ou en ayans cause des deux costés.

XXVII. Comme aussi l'on entend en ce estre compris les biens & droitz qui après l'expiration de la Trêve de douze ans par sentence du grand Conseil de Malines au prejudice du Fisque ont été adjudés au feu Comte Jean de Nassau, ou en quelque autre maniere que luy Comte en ait acquis la possession, en quelques lieux, places ou Seigneuries que lesdits biens & droitz puissent estre assis, & de qui qu'ils puissent estre possédez; Laquelle sentence en vertu du present Traicté est & sera tenue pour non donnée, & toute autre acquisition de possession susdite est, & sera annulée.

XXVIII. Et quant au procès de Chastel Belin intenté du vivant du feu Seigneur Prince d'Orange par devant le grand Conseil de Malines contre le Procureur General dudit Seigneur Roy, puisque ledit procès n'a été jugé dans un an après la poursuite qui en a été faite, comme il estoit promis au quatorzième article de la Trêve de douze ans, est accordé qu'incertain après la conclusion & Ratification du present Traicté, le Fisque au nom de Sa Majesté, ou au nom de qui que ce pourroit estre, délaissera effecti-
ment

ment tous & chacun biens demandés audit procès, & par qui, & par quel droit ils pourroient estre possédés, & renoncera au nom & de par ceux que dessus, à toutes actions & prétentions que ledit Fisque pourroit avoir ou prétendre en aucune façon sur iceux biens, pour estre occupés réellement & de fait, & pris en libre & pleine possession par ledit Seigneur Prince d'Orange d'à présent, ses hoirs & successeurs, & ayans cause, incontinent après la conclusion & Ratification de ce Traicté, en vertu d'iceluy, & sans recours à la Justice, à condition, que les fruits reçeus & profités, avec les charges d'iceux jusques à la Conclusion dudit present Traicté demeureront au profit du Fisque.

XXIX. Si en quelque lieu se rencontre difficulté sur la restitution des biens & droits, qui doivent estre restitués, le Juge du lieu fera effectuer sans delay la restitution, & en ce prendra la plus courte voye, sans que sous pretexte de la capitation non payée ou autrement, la restitution se puisse dilayer.

XXX. Les sujets & habitans des Pays-Bas Unis pourront par tout dans les terres de l'obéissance dudit Seigneur Roy se faire servir de tels Advocats, Procureurs, Notaires, Solliciteurs & Exécuteurs que bon leur semblera, à quoy aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, & iceux Juges en seront requis. Et reciproquement les habitans & sujets dudit Seigneur Roy venans aux Pays desdits Seigneurs Estats jouiront de mesme assistance.

XXXI. Si le Fisque a fait vendre d'une part ou d'autre quelques biens confisqués, ceux à qui ils doivent appartenir en vertu du present Traicté seront tenus se contenter de l'intérêt du prix à raison du denier seize, pour en estre payés chacun an à la diligence de ceux qui possèdent ledits biens, autrement leur sera loisible de s'en adresser au fond & heritage vendu. Bien entendu, qu'en lieu des biens vendus, rentes racheptrées, ou sort d'icelles, par, & au nom des Fisches respectivement seront passées lettres patentes au profit des propriétaires, leurs hoirs ou en ayans cause, qui leur serviront de preuve declaratoire en conformité du Traicté, avec assignation du payement annuel sur un receveur en la Province dans laquelle la vente ou rachat aura esté fait, lequel receveur y sera nommé, & sera le prix calculé à raison de la premiere vente publique, ou autrement faite comme de droit, la premiere année de laquelle rente escherà un an après la date de la Conclusion & Ratification du present Traicté.

XXXII. Mais si ledites ventes avoyent esté faites par Justice pour debtes bonnes & legitimes de ceux à qui ledits biens souloyent appartenir avant la confiscation, il leur sera loisible, ou à leurs heritiers & en ayans cause de les retirer en payant le prix dans un an, à compter du jour du present Traicté, après lequel temps ils n'y seront plus reçeus, & ladite retraite & rachat ayant esté par eux fait ils en pourront disposer comme bon leur semblera, sans qu'il soit besoin d'en obtenir autre permission.

XXXIII. On n'entend toutes fois donner lieu à cette retraite pour les maisons situées dans les Villes, vendus à cette occasion, pour la grande incommodité & notable dommage qu'en recevroient les acquereurs, à cause des changemens & reparations qu'ils pourroient avoir fait esdites maisons, dont la liquidation seroit trop longue & difficile.

XXXIV. Et quant aux reparations & meliorations faites aux autres biens vendus, dont le rachat est permis, si elles sont pretendues, les Juges ordinaires y seront droit avec connoissance de cause, demeurans les fonds & heritages hypothéqués pour la somme à quoy les meliorations seront liquidées, sans que pourtant il soit loisible auxdits acheteurs d'user du droit de retention pour en estre payez & satisfaits.

XXXV. Tous biens & droits tenus cachez, meubles, immeubles, rentes, actions, debtes, credits, & autres qui n'auront esté saisis du Fisque avec deue connoissance de cause devant le jour de la conclusion & Ratification de ce Traicté, demeureront en la libre & plei-

ne disposition des propriétaires, leurs heritiers ou en ANS
ayant cause, avec tous les fruits, rentes, revenus & de J. C.
profités; aussi ceux qui auront caché les susdits biens & 1648.
droits, ny leurs heritiers ne pourront à cette occasion estre molestés des Fisches respectivement, mais les propriétaires, leurs heritiers ou en ayans cause, auront pour le regard d'iceux droit contre un chacun comme pour leur propre bien.

XXXVI. Les arbres coupez après le jour de la conclusion de ce Traicté, & qui ce jour mesme auront encore esté sur le fond, comme aussi les Arbres vendus, qui lors de ladite conclusion n'auront encor esté coupez, demeureront aux propriétaires, nonobstant la vente faite, & sans qu'ils soient tenus de payer aucun pris.

XXXVII. Les fruits, loüages, fermes & revenus des Seigneuries, terres, dismes, pecheries, maisons, rentes, & autres provenus des biens, qui conformément au Traicté devront estre restitués, escheus après le jour de la conclusion de ce Traicté, demeureront pour toute l'année aux propriétaires, leurs hoirs, ou en ayant cause.

XXXVIII. Les fermes des biens confisquez ou annotez (quoy qu'elles auront esté faites pour longues années) expireront dans la même année de la conclusion du Traicté, selon la coutume des lieux respectivement, où ledits biens seront assis, & les fermes escheues après le jour de la conclusion du Traicté, comme dit est, seront payées aux propriétaires. Bien entendu, si le fermier desdits biens a employé pour le cru d'icelle année aucuns frais auxdits biens, que ledits frais seront remboursez par les propriétaires au fermier selon la coutume ou discretion des Juges du lieu de l'affiete desdits biens.

XXXIX. La vente des biens confisquez ou annotez faite après la conclusion du Traicté sera tenue pour nulle & non faite, comme aussi la vente faite devant ladite conclusion contre les capitulations ou accords faits particulièrement avec aucunes Villes.

XL. Les maisons des particuliers restitués, ou à restituer conformément au Traicté ne seront reciproquement chargées de garnisons, ou d'aucunes autres choses autrement, ny plus haut que les maisons des autres habitans de semblable condition.

XLI. Nul ne sera de l'un ou de l'autre costé empêché directement ou indirectement au changement du lieu de sa demeure, en payant les droits convenables, & si aucuns empêchemens estoient faits depuis le Traicté ils seront promptement levez.

XLII. Si quelques fortifications ou ouvrages publics ont esté faits d'une part ou d'autre avec permission & autorité des superieurs en des lieux dont la restitution doit estre faite par le present Traicté, les propriétaires d'iceux seront tenus se contenter, de l'estimation qui en sera faite par les Juges ordinaires, tant desdits lieux que de la Jurisdiction qu'ils y avoient, si ce n'est que les parties s'en accordent de gré à gré, comme aussi satisfaction sera faite aux propriétaires des biens appliquez aux fortifications, ouvrages publics, ou lieux pieux.

XLIII. Quant aux biens d'Eglises, Colleges & autres lieux pieux assis dans les Provinces-Unies, lesquels estoient membres dependans d'Eglises, benefices & Colleges qui sont de l'obéissance dudit Seigneur Roy, ce qui n'a esté vendu avant la conclusion du present Traicté, leur sera rendu & restitué, & y rentreront aussi de leur autorité privée, & sans aide de Justice pour en jouir, & sans en pouvoir disposer, selon ce qui a esté dit cy-dessus; Mais pour ceux qui seront vendus avant ledit temps, ou donnez en payement par les Estats d'aucunes des Provinces, la rente du prix leur sera payée chacun an à raison du denier seize par la Province qui aura fait ladite vente, ou donné ledits biens en payement, & assignée aussi en sorte qu'ils en puissent estre assurez, le semblable sera fait & observé du costé dudit Seigneur Roy.

XLIV. Touchant les prétentions & interets que le Seigneur Prince d'Orange pourroit avoir au regard
des

ANS
de J. C.
1648.

des parties dont il n'est pas en possession; sera convenu par un Traicté à part à la satisfaction dudit Seigneur Prince d'Orange, mais quant aux biens & autres effets, dont ledit Seigneur Prince est en possession par octroy & concession d'icelle Seigneurie Etats Generaux au Bailliage de Hultster Ambacht & ailleurs, dont ledits Seigneurs Etats depuis peu luy ont donné la confirmation, toutes icelles parties luy demeureront absolument en pleine propriété au profit de luy-mesme, de ses hoirs & successeurs, ou en ayans cause, sans qu'il puisse estre rien pretendu sur ledits biens en vertu d'aucuns Articles du present Traicté.

XLV. Pour ce qui est de certains autres points, qui outre le contenu du precedent Article ont esté traictés & convenus separement, & signez en deux divers escrits, l'un du huitième Janvier, l'autre du 27. Decembre mil six cent quarante sept, pour & au nom, dudit Seigneur Prince d'Orange; ledits escrits, & tout le contenu d'iceux sortiront effet & seront confirmés, accomplis & executez selon leur forme & teneur, ny plus ny moins que si tous ledits points en general, ou chacun d'eux en particulier estoient de mot à mot inserez en ce present Traicté; & ce nonobstant toutes autres clauses du present Traicté à ce contraires, auxquelles l'on entend derogé, & est derogé expressément par le present Article, & lesquelles clauses au regard du contenu d'icelle deux escrits sont & seront tenues pour non faites, & sans que pour cause d'icelles l'effet, l'accomplissement & l'exécution des d'icelle deux escrits du huitième Janvier & vingt & septième Decembre mil six cent quarante sept puisse estre empesché, ou dilayé en aucune maniere.

XLVI. Ceux à qui les biens confisqueés doivent estre restituez, ne seront tenus de payer les arrièrages des rentes, charges & devoirs spécialement affectés & assignez sur iceux biens pour le temps qu'ils n'en ont jouy, & s'ils en sont poursuivis & inquietez d'une part ou d'autre, en seront renvoyez absous. Et s'ils se trouvent au vray que tous les biens de quelqu'un de l'un ou de l'autre côté ayent esté confisqueés ou annotés, en sorte qu'un tel n'ait retenu aucuns moyens, desquels il auroit peu payer les rentes ou interets elcheus durant la confiscation ou annotation, iceluy non seulement sera quitte des charges réelles & rentes en conformité du Traicté, mais aussi des charges generales & personnelles des rentes & interets, qui durant ledit temps seront elcheus.

XLVII. On ne pourra pretendre aussi pour les biens vendus ou accordés à fin d'estre diqués ou rediqués, si non les redevances auxquelles les Possesseurs se sont obligez par les Traictés sur ce faits avec les interets des deniers d'entrée, si aucuns ont esté donnez, aussi à raison du denier seize comme dessus.

XLVIII. Les Jugemens donnés pour biens & droits confisqueés aux parties qui ont recogneu les Juges, & ont esté legitimelement defendus tiendront, & ne seront les condamnés reçus à les contredire si non par les voyes ordinaires.

XLIX. Ledit Seigneur Roy quitte & renonce à toutes pretentions de rachat, & à tous autres droits & pretensions qu'il pourroit avoir ou pretendre en aucune maniere sur la ville de Grave, pays de Kuyk, ses appartenances & dependances, ancienne Baronnie de Brabant, cy-devant tenuë en engagement du feu Seigneur Prince d'Orange, & le rachat duquel engagement a esté quitté & converty en propriété, & cede au profit du feu Seigneur Prince Maurice en Decembre mil six cent onze; par les Seigneurs Etats Generaux des Pays-Bas Unis, comme Souverains de ladite ville de Grave & Pays de Kuyk, suivant & en conformité des lettres patentes sur ce expediees, & en vertu de laquelle conversion & cession ledit Seigneur Prince d'Orange d'à present, ses hoirs & successeurs, ou en ayans cause, jouiront à tousjours de la pleine & entiere propriété de ladite ville & pays de Kuyk, ses appartenances & dependances.

I. Quitte aussi & renonce ledit Seigneur Roy à tous

& chacun droits & pretensions, soit de propriété, cession ou autres, qu'en aucune maniere il pourroit pretendre sur la Ville, Comté & Seigneurie de Lirgen, & les quatre Villages & autres droits y appartenans, comme aussi sur les Villes & Seigneuries de Bevergarde, de Kloppenborg, & autres pretensions envers & contre qui que ce soit, pour demeurer réellement & de fait à jamais audit Seigneur Prince d'Orange, ses hoirs & successeurs ou en ayans cause en plein droit de propriété, conformément aux lettres de Don & Investiture de l'Empereur Charles le Quint en date du troisième Novembre mil cinq cent quarante six, & la transaction après faite entre le Comte de Buren & le Comte de Tecklenborg en date du cinquième Mars mil cinq cent quarante huit, & finalement en suite de la cession sur ce faite en Novembre mil cinq cent septante huit, que ledit Seigneur Roy, entant que luy pourroit toucher, a confirmé, & confirme par le present Traicté.

LI. Ledit Seigneurs Roy & Etats commettront, chacun endroit soy, les Officiers & Magistrats pour l'administration de la Justice & police es Villes & Places fortes, lesquelles par le present Traicté doivent estre rendues aux propriétaires pour en jouir.

LII. Le haut Quartier de Gueldre sera eschangé moyennant l'équivalence; & en cas qu'on ne puisse tomber d'accord de ladite équivalence, on s'en remettra à la Chambre my-partie, pour y estre decidée dans six mois après la conclusion & Ratification du Traicté.

LIII. Ledit Seigneur Roi s'oblige à procurer effectivement la continuation & observation de la neutralité, amitié & bonne voisinage de la part de S. M. Imperiale & de l'Empire avec ledits Seigneurs Etats; à laquelle continuation & observation ledits Seigneurs Etats s'obligent aussi reciproquement, & s'en devra faire la confirmation dans deux mois de la part de sa Majesté Imperiale, & dans un an de la part de l'Empire, après la conclusion & ratification du present Traicté.

LIV. Les meubles confisqueés & fruits qui seront elcheus avant la conclusion du present Traicté ne seront sujets à aucune restitution.

LV. Les actions mobilières qui auront esté remises par ledits Seigneurs Roy & Etats au profit des debtors particuliers avant la conclusion du present Traicté, demeureront esteintes d'une part & d'autre.

LVI. Le temps qui a couru pendant la guerre à commencer depuis l'année mil cinq cent soixante sept jusques au commencement de la Trefve de douze ans, comme aussi le temps qui a couru depuis l'expiration de ladite Trefve jusques à la conclusion de ce Traicté, ne sera compté, pour par ce moyen donner prejudice ou dommage à quelqu'un.

LVII. Ceux qui durant la guerre se sont retirés en Pays neutres, jouiront aussi du fruit de ce Traicté, & pourront demeurer où bon leur semblera, voire même retourner en leurs anciens domiciles, pour y habiter en toute seureté, en observant les loix du Pays, sans qu'à l'occasion de leur demeure, qu'ils feront en quelque lieu que ce soit, leur biens puissent estre saisis, ny eux privés de la jouissance d'iceux.

LVIII. On ne pourra faire aucuns nouveaux Forts dans les Pays-Bas, ny de l'un ny de l'autre côté, aussi on ne pourra creuser nouveaux Canaux ny fossés, par lesquels on pourroit repousser ou desfourner l'un ou l'autre party.

LIX. Les Seigneurs de la Maison de Nassau, comme aussi le Comte Jean Albert de Solms, Gouverneur de Maastricht, ne pourront estre poursuivis ny molestés en leurs personnes ou biens pour aucunes debtes contractées par le feu Seigneur Guillaume Prince d'Orange depuis l'an mil cinq cent soixante sept jusques à son trespas, ny pour aucuns arrièrages elcheus pendant le faillissement & annotation des biens qui en estoient chargez.

ANS
de J. C.
1648.

NS LX. Si aucune contravention estoit faite au Traicté
J. C. par des particuliers sans commandement desdits Seigneurs
ou Roy ou Etats, le dommage sera réparé au mesme lieu
548. où la contravention aura esté faite s'ils y sont surpris, ou
bien en celui de leur domicile, sans qu'ils puissent estre
poursuivis ailleurs en leurs corps ou biens, en quelque
manière que ce soit, & ne sera loisible de venir aux ar-
mes ou rompre la Paix à cette occasion, mais bien sera
permis en cas de denegation manifeste de Justice de se
pourvoir ainsi qu'il est accoustumé par lettres de marque
ou reprefailles.

LXI. Toutes exheredations & dispositions faites en
haine de la guerre sont declarez nulles & tennus pour non
faites, & sous telles exheredations faites en haine de la
guerre, l'on entend comprendre celles qui sont faites
pour quelque cause, dont la guerre seroit procedée, ou
qui en dependent.

LXII. Les sujets & habitants des Pays desdits Sei-
gneurs Roy & Estats, de quelque qualité ou condition
qu'ils soyent, sont declarez capables de succeder les uns
aux autres, tant par testament que sans testament, se-
lon les coustumes des lieux, & si quelques successions
estoyent cy-devant escheues à aucuns d'iceux ils y seront
maintenus & conservez.

LXIII. Tous prisonniers de guerre seront delivrez
d'une part & d'autre, sans payer aucune rançon, sans
distinction & reserve des prisonniers, qui ont servi hors
des Pays-Bas & sous autres Estendars & drapeaux, que
ceux desdits Seigneurs Estats.

LXIV. Le payement des arrierages des contributions
qui lors de la conclusion du Traicté resteront à payer pour
les personnes & biens de part & d'autre, sera réglé & de-
terminé par ceux qui de part & d'autre ont la surinten-
dence des contributions.

LXV. Et ne tournera, ni pourra estre aucunement
interpreté à l'avantage ny au prejudice d'aucun directe-
ment ou indirectement tout ce qui durant la negociation
de part & d'autre sera proposé ou allegué de bouche ou par
escript; ainçois tant lesdits Seigneurs Roy & Estats Ge-
neraux & particuliers, comme aussi tous Princes, Com-
tes, Barons, Gentils-hommes, Citoyens & autres ha-
bitants des Royaume & Pays respectivement, de quelque
qualité, estat ou condition qu'ils soient, demeureront
en leurs droits, selon la teneur du Traicté, & la conclu-
sion d'iceluy.

LXVI. Les habitants & sujets desdits Seigneurs Roy
& Estats respectivement jouiront réellement de l'effet du
quinzième article de la Treve de douze ans expirée, &
de l'effet du dixième article de l'accord ensuivi le septième
de Janvier mil six cent dix; & ce pour autant que du-
rant le terme de la susdite Treve ledit effet n'a esté suivi
ny procuré de part & d'autre.

LXVII. Les limites en Flandres & ailleurs seront re-
glées en telle sorte qu'on trouvera qu'ils appartiennent
au ressort de l'un ou de l'autre costé; sur quoy on atten-
dra & seront delivrez les informations, pour estre réglées
lesdits limites en son temps.

LXVIII. De la part & du costé dudit Seigneur Roy
d'Espagne seront demolis près & es environs de l'Ecluse,
les Forts cy nommés, sçavoir St. Job, St. Donas,
le fort l'Estroile, le fort St. Therese, le fort St. Frederic,
le fort Ste. Isabelle, le fort St. Paul, la redoute Papemuts;
Et du costé & de la part desdits Seigneurs Estats seront de-
molis les Forts qui ensuivent, sçavoir, les deux forts
en l'Isle de Casant nommez Orange & Frederic, les deux
de Pas tous deux sur la Riviere de l'Escale du costé Oriental
excepté Lillo, & le fort à Kieldrecht, appellé Spino-
la, de laquelle demolition à faire reciproquement sera
convenu entre les parties pour en regler equivalence.

LXIX. Tous les Registres, Cartes, Lettres, Ar-
chives & papiers, comme aussi tous Procès, concer-
nans respectivement aucunes des Provinces Unies, Pays
associez, Villes & Membres ou aucuns habitants d'iceux,
estans es Cours, Chanceleries, Conseils & Chambres
de Police, Justice, Finances, Fiefs, ou Archives, soit
à Avennes, Malines, ou autres places sous l'obeissance
dudit Seigneur Roy seront delivrez en donne foy à ceux

qui de la part desdites Provinces respectivement auront
commision de les demander; Et le mesme sera fait de la
part desdits Seigneurs Estats pour les Provinces, Villes
1648. & particuliers de l'obeissance dudit Seigneur Roy.

LXX. La juridiction sur les eaux sera laissée à la Ville
de l'Ecluse, ainsi qu'elle luy appartient.

LXXI. La Digue traversant & bouchant la Riviere
de Soute près St. Donas sera ostée & ouverte, en y faisant
& construisant un Sas, de la garde duquel Sas il sera con-
venu, ainsi qu'il est dit cy-dessus au regard de la demo-
lition des Forts.

LXXII. En ce present Traicté de Paix seront com-
pris ceux qui devant l'eschange de l'Agregation ou Ratifi-
cation, ou trois mois après seront nommez de part & d'au-
tre, dans lequel terme ledit Seigneur Roy nommera ceux
qu'il jugera convenir; De la part desdits Seigneurs Estats
sont nommez le Prince Landgrave de Hesse Cassel, avec
ses Pays, Villes & Estats; le Comte d'Oostfrise, la vil-
le d'Emdden, le Comté & Pays d'Oostfrise; Les Villes
Anseatiques, & particulierement Lubec, Bremen, Ham-
bourg; & reservent lesdits Seigneurs Estats de nommer
dans le susdit terme tels autres qu'ils trouveront con-
venir.

LXXIII. Au regard de la pretenfion du Comte de
Frodor pour la restitution à luy faite du Chasteau de Leut
avec les biens qui en pourtoient pendre, & tous au-
tres biens & Villages, qui luy pourtoient appartenir aux
environs, & qui fussent saisis de la part dudit Seigneur
Roy, ladite restitution luy est accordée, comme aussi du
Chasteau; sauf à estre pourveu entre la conclusion du pre-
sent Traicté & la Ratification d'iceluy sur l'entretien d'une
garnison de la part dudit Seigneur Roy, ou sur la de-
molition des nouvelles fortifications faites depuis que le
Chasteau a esté occupé.

LXXIV. Quant à ce qui le 8. Decembre mil six cent
quarante six, a esté traicté & convenu entre les Ambas-
sadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Sei-
gneurs Roy & Estats touchant Rogier Huygens, pour &
au nom de sa femme Damoiselle Anne Marguerite de
Stralen, cela aura toute telle force & effet, & sera accom-
ply & executé en la mesme sorte que s'il estoit inferé de
mot à mot en ce present Traicté.

LXXV. Et à fin que le present Traicté soit mieux ob-
servé, promettent respectivement lesdits Seigneur Roy
& Estats de tenir la main, & employer leur forces & mo-
yens, chacun en droit foy, pour rendre les passages li-
bres, & les Mers & Rivières Navigables & seures contre
l'incursion des Mutins, Pyrates, Corsaires & Vo-
leurs, & s'ils les peuvent prendre les faire chastier avec
rigueur.

LXXVI. Promettent en outre de ne rien faire contre
& au prejudice du present Traicté, ny souffrir estre
fait directement ou indirectement, & si fait estoit de le
faire reparer sans aucune difficulté ny remise; & à l'ob-
servation de tout ce que dessus ils s'obligent respective-
ment (mesmement ledit Seigneur Roy foy mesme & ses
Successeurs) & pour la validité d'icelle obligation renon-
cent à toutes loix, coustumes & autres choses quelcon-
ques à ce contraires.

LXXVII. Sera le present Traicté ratifié & approu-
vé par lesdits Seigneurs Roy & Estats, & les lettres de
Ratification seront delivrez de l'un à l'autre en bonne &
deuë forme dans le terme de deux mois; Et si ladite Ra-
tification arrive auparavant, cesseront dès lors tous actes
d'hostilité entre les parties, sans attendre l'expiration du
dit terme. Bien entendu, qu'après la conclusion & si-
gnature du present Traicté l'hostilité des deux costés ne
cessera, qu'au preallable la Ratification dudit Seigneur
Roy d'Espagne ne soit delivree en deuë subsistance & for-
me, & changée contre celle desdits Seigneurs Estats des
Provinces Unies.

LXXVIII. Si bien que cependant les affaires des
deux costés demettront en mesme estat & constitution
que lors de la conclusion du present Traicté ils seront trou-
vés, & ce jusques à tant que la susdite Ratification reci-
proque sera échangée & delivree.

LXXIX. Sera ledit Traicté publié par tout où il ap-
partien-

ANS partiendra incontinent après que les Ratifications de part de J. C. & d'autre seront changées & delivrées, & cesseront dès 1648. alors tous actes d'hostilité.

Ensuit la teneur du pouvoir des Plenipotentiaires du Seigneur Roy des Espagnes, &c.

Don Philippe por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Arragon, de las dos Sicilias, de Hierusalem, de Portugal, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Menorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoia, de Corzega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales & Occidentales Islas y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgofia, de Brabante y Milan, Conde de Absburg, de Flandes, Tirol y Barzelona, Señor de Bizcaya y de Malina, &c. Por quanto por lo mucho que desseo encaminar el reposo y tranquilidad de los subditos, y habitantes de las Provincias de los Payes-Bajos, para que descanen de tan larga y cruel guerra para llegar tanto mejor à una Paz general en Europa en bien de la Christiandad, y havien-do de comun y mutual concierto escogido y senalado, là Villa de Munster en Westfalia para el congreso, y negociacion de la dicha Paz, he hallado por conveniente nombrar personas que en mi nombre hayan de asistir con toda autoridad y Plenipotencia al dicho congreso, y specialmente con los Estados de las Provincias libres de los Países Bajos Unidos (o) sus Embaxadores y Plenipotenciarios en particular autorizados y Deputados; Teniendo consideracion à la suficiencia, integridad, providencia, experiencia, inteligencia, y Zelo de mi servicio y del bien y reposo Universal de la Christiandad, que concurren en las personas de Don Gaspar de Bracamonte y Guzman, Conde de Peñaranda, Gentilhombre de mi Camara, de mis Consejojos, de Camara y Justicia, y mi Embaxador Extraordinario en Alemania. Fray Joseph de Bergaño Arçobispo de Cambray, y Antonio Brun, de mi Consejojo supremo de Flandes, y por la satisfacion que siempre me han dado en diferentes y grandes negoçios que les han sido encargados y por ellos respectivamente menejados. Por tanto confiando enteramente que todos Juntos, y cada uno en particular, en ausencia (o) incomodidad del uno (o) del otro tendran atencion al major bien de la Christiandad, y de mis Interesses particulares; Los he nombrado por mis Embaxadores y Plenipotenciarios, y en virtud de la presente, les doy à todos Juntos y à cada uno en particular en ausencia (o) incomodidad de qualquier dellos entero y absoluto poder para hazer abertura à los Estados de dichas Provincias libres, de los Países Bajos Unidos (o) à sus Embaxadores y Plenipotenciarios que especialmente fueren autorizados y constituidos para ello, como tambien oír lo que mirare à apagar la sobre dicha larga y cruel guerra suscitada en las Provincias de los Payes Bajos, y las que de ella se han originado contra los dichos Estados Generales en otros legos Payes y Mares, y en consecuencia desto con los dichos Estados Generales de dichas Provincias Unidas libres, o con los dichos sus Embaxadores y Plenipotenciarios entrar en negociacion, conferir, proponer, convenir, capitular, y concluir un bueno, firme y inviolable Tratado de reposso, sea de Paz, o de Tregua, Prometiendo por mi y mis sucesores de tener para siempre por firme y valido, precisa, y puntualmente, sin falta alguna todo lo que por mis dichos Embaxadores y Plenipotenciarios juntos, o cada uno en particular en ausencia, o, Incomodidad alguna de ellos fuere convenido y capitulado en el dicho Tratado, con los dichos Estados Generales, o, los dichos Embaxadores y Plenipotenciarios de las sobredichas Provincias Unidas libres, y assi mismo de aprobarlo y ratificarlo dentro del termino que reciprocamente se señalare, con confirmacion e Juramento, y todas otras solemnidades en tal caso necesarias y acostumbradas: En fee de lo qual,

mandé despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con mi sello secreto, y refredada del Infra scripto de J. C. mi Secretario de Estado. 1648.

Dada en Zaragoza à siete de Junio de mil y seis cientos y quarenta y seis anos.

YO EL REY.
PEDRO COLOMA.

Cacheté du cachet du Roi en oublie rouge couvert de papier.

Traduction du Plein pouvoir des Plenipotentiaires du Roy d'Espagne.

Don Philippe par la Grace de Dieu Roy de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Portugal, de Navarre, de Grenade, de Toléde, de Valence, de Gallice, de Majorque, de Minorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corse, de Murcie, de Jaén, des Algarves, d'Alger, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, & des Isles & Terre ferme de la Mer Oceane, Archiduc d'Austrie, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan, Comte de Hasbourg, de Flandres, de Tirol & de Barcelone, Seigneur de Biscaye & de Malines &c. Comme nous avons un desir extreme de hâter la conclusion de la Paix, pour le repos & la Tranquillité de nos sujets & habitants des Provinces des Pais-bas, & de finir cette cruelle Guerre dont ils sont accablés depuis si long-tems, afin de faciliter les moyens de donner une Paix generale à toute l'Europe pour le bien Universel de toute la Chrétienté; Toutes les Puissances qui sont interessées en cette Guerre ayant d'un commun accord choisie la Ville de Munster, pour y tenir le congrez, & les Negociations de ladite Paix; Nous avons jugé à propos de nommer des Plenipotentiaires pour assister en nôtre nom audit congrez avec toute l'autorité & Pleine puissance requise, & particulièrement pour y traiter avec les Etats des Provinces libres des Pais-bas Unis, ou avec leurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires autorisés & Deputés pour cet effet. Et comme nous sommes persuadés de la capacité, probité, prudence, experience, intelligence, & zèle pour nôtre service, & pour le repos general de toute la Chrétienté, de Don Gaspar de Bracamonte & de Guzman, Comte de Pegnaranda, Gentilhomme de nôtre Chambre, Conseiller de nos Conseils de la Chambre, & de justice, & Nôtre Ambassadeur Extraordinaire en Allemagne; de Frere Joseph de Bergagne Archevêque de Cambray; & d'Antoine Brun Conseiller de Nôtre Souverain Conseil de Flandres, & que nous avons toujours été satisfaits de leur conduite, dans plusieurs affaires importantes dont nous les avons chargés, & dont ils se sont acquittés dignement: c'est la raison pour laquelle ayant une entière confiance, que tous ensemble & chacun d'eux en particulier pendant l'absence ou la maladie de l'un ou de l'autre, veilleront avec attention au bien general de toute la Chrétienté, & à nos interets particuliers: Nous les avons nommé pour nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires, & en vertu des Presentes nous leur avons donné à tous ensemble & à chacun d'eux en particulier, pendant l'absence ou la Maladie de l'un ou de l'autre, un Pouvoir entier & absolu d'entrer en Conference avec les Etats desdites Provinces libres des Pais-Bas Unis, ou avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires par eux spécialement autorisés & constitués, pour cet effet, pour aviser entr'eux aux moyens les plus Convenables, pour terminer cette longue & cruelle Guerre qui s'est allumée dans les Provinces des Pais-Bas, & celles qui s'en sont suivies en Conséquence d'icelle, contre lesdits Etats Generaux en d'autres lieux, Pais & Mers; & d'entrer en vertu de ce Pouvoir, en negociation avec lesdits Etats Generaux des Provinces Unies libres, ou avec leursdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires; & de conférer, proposer, convenir, capituler & conclure avec eux un véritable, ferme & Inviolable Traité de Paix ou de Trêve; Promettant pour nous & pour nos Successeurs de tenir pour bon

NS bon & valable, & d'observer précisément, ponctuellement J. C. ment & sans aucune exception tout ce qui aura été conclu 648. & stipulé dans ledit Traité par nosdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires desdites Provinces-Unies livres & parcelllement d'approuver & de ratifier ledit Traité dans le terme dont on s'est convenu réciproquement, & de le confirmer par serment & par toutes les autres solemnitez requises & accoutumées en pareil cas. En témoignage de quoi, nous avons fait expédier la présente, que nous avons signée de notre main, & à laquelle nous avons fait apposer notre sceau secret, & fait contre-signer par notre secrétaire d'Etat sous-signé.

Donné à Saragocce le 7. de Juin 1646.

Moi Roi

PEDRO COLOMA

Cacheté du cachet du Roi en oublie rouge, couvert de Papier.

Ensuit la teneur du pouvoir des Plenipotentiaires des Seigneurs Estats Generaux.

DE Staten General der Vereenigde Nederlanden, Allen den geenen die desen sullen sien ofte hoozen lesen saluyt. DOEN TE WETEN, Alfoo Wy ons hier bevoorens by alle gelegentheyt met een oprechte sincere wille ende intentie seer genegen hebben getoont, Dat het langdurigh Land-verderfelijk ende bloedigh Oorlogh in de Nederlandtsche Provincien ooverveele jaren verweckt, ende vervolgens tot noch toe gecontinueert, ter neder geleyt soude mogen worden, tot der selver Provincien gemeene beste ende foulagement van de goede Ingeletenen van dien, ende dien volgens oock komen te vervallen ende te verdwynen d'Oorlogen in andere verre af-gelegen Plaetsen en Zeen, die uyt den voorz. Nederlandtschen Oorlogh tegen onse weder-partye haren oorspronck hebben genomen; Ende zijnde met onderlinge Accord uyt-gekosen de Stadt Munster in Westphalen, tot een versamelinge ende handelinge van een generale ruste in de Christenheyt, hebben voor goet geacht te noemen Personnagien de welcke met alle Authoriteyt en Volmacht sullen assisteren de voorz. versamelinge ende handelinge om te helpen adolpieren den voorz. langdurigen Land-verderfelijsken en bloedigen Oorlogh in de Nederlandtsche Provincien verweckt. Soo is t, Dat Wy ons volkomenlijck betrouwende op de Wysheyt, Voorlichtigheyt, Ervarentheyt, Intelligentie, Getrouwigheyt ende Yver tot den dienst der opgemelte Vereenigde Nederlanden, van de Heeren Bartolt van Gent, Heer van Loenen en Meynerswijck, Amptman en Dijsck graef van Bommel, Tielre en Bommerweerden, Gedeputeerde in Onse Vergaderinge uyt het Lidt van die Edelen van de Provincie van Gelderlandt; Heer Johan van Matenest, Heer van Matenest, Riviere, Opmeer, Souteveen, &c. Gecommitteerde Raedt uyt d'Orde van de Ridderlschap ende Edelen van Hollandt ende West-Vrielandt, Hoogh-Heemraed van Schieland; Heer Adrian Paauw, Ridder, Heere van Heemstede, Hoogersmilde, Rietwijck, Nieuwerkerk, &c. eerste Prelideerende Raedt ende Reeckmeester des Graeflijckheys van Hollandt ende West-Vrielandt; Heere Johan de Knuyt, Ridder, Heere in Oude ende Nieuw Vosnre, eerste ende representeerende den Adel in de Staten ende Raedt van het Graefschap van Zeelandt, Ordinaris Raedt van Sijne Hoogheyt den Heere Prince van Orange; Heere Godart van Reede, Heere van Nederhord, Vredelandt, Kortehoef, Overmeer, Horstwaert, &c. Gecommitteerde in Onse Vergaderinge uyt de Ridderlschap en Edelen van de Provincie van Utrecht; Heere Frans van Donia, Heere tot Hinnemain Hielsum; Heere Wilhelm Ripperda, Heere tot Hengeloo, Boxbergen, Bocoelo ende Ruffenborgh, &c. Gecommitteerde in Onse Vergaderinge uyt de Ridderlschap en Edelen van de Provincie van Over-Yssel; Heere Adrian Klant tot Stedum, Heere van Nittersum, respectie Gedeputeerden in Onse Vergaderinge, en-

de extraordinaris Ambassadeurs in Duytslandt; Gevende deselve te samen, ofte ten minsten t'meerendeel van dien (by absentie ofte ongelegentheyt van d'andere) volkomen macht, Authoriteyt, General en speciaal bevel, omme uyt den Naem ende van Onsent wegen in qualite van Plenipotentiarissen van desen Staet binnen de voorz. Stadt Munster te hooren ende verlaen van de Heeren Plenipotentiarissen van den seer Machtige ende seer Excellenten Prince Don Philippe d'IV. Koninck van Spagnien, de openinge van t'gene de selve Heeren Plenipotentiarissen van den voornoemden Koninck sullen aen-brengen tot wech-neming van den voorz. langdurigen Landverderfelijsken ende bloedigen Oorlogh in de Nederlandtsche Provincien verweckt; ende die daer uyt haren oorspronck tegens Onse weder-partye in andere verre afgelegene Plaetsen en Zeen hebben genomen, ende dien volgens met de selve Heeren Plenipotentiarissen van den meer-genoemden Koninck treden in onderhandelinge ende tracteren, oock besluyten, een goet, vast, oprechte en onverbreeckelijck Tractaet van Ruste, gelijk als Sy Heeren Plenipotentiarissen van desen Staet tot den meelten dienst ende verseeckeringe van de Vereenigde Nederlanden, der selver goede Inwoonderen, als oock van hare Geassocieerde ende Geinterseeerden in de voorz. langdurige respectie Oorlogen, sullen bevinden te behooren: Ende hebben beloofd, ende belooven mits desen, ter goeder trouwen ende onder Obligatie van Ons ende Onser Successeuren in t'general ende particulier, voor altydt goed, vast, ende van waerden te houden, t'geene by Onse opgemelte Heeren Plenipotentiarissen deses aengaende geaccordeert ende beslooten sal worden, t'selve te Ratificeren, onverbreeckelijcken te onderhouden, ende doen onderhouden, sonder daer tegens immermeer te doen ofte gedooen gedaen te worden in eeniger manieren directelijck ofte indirectelijck.

Des ten oirconde hebben Wy desen doen Parapheren, met onsen grooten zegel doen zegelen, ende by Onsen Griffier doen teekenen. In Onse Vergaderinge in 's Graven-Hage den 22. Martij seftien-hondert seften-veertigh.

Was geparapheert JOH. VAN REEDE, vt. Op de plicque stont. Ter Ordonnantie van de Hooggemelte Heeren Staten Generael,

ende geteeckent, CORN. MUSCH.

Scellée du grand scel des Estats Generaux en cirerouge, pendant à un cordon d'or & de soye rouge.

Traduction du Pleinpouvoir des Estats Generaux des Provinces-Unies.

LES Estats Generaux de Provinces-Unies des Pais-Bas à tous ceux qui ces presentes verront ou orront, salut, sçavoir faisons, que comme dans toutes occasions nous avons en toute sincerité témoigné que notre intention & penchant étoit, que la longue, pernicieuse & sanglante guerre qui est survenue en ces Provinces depuis plusieurs années, & qui a toujours continué jusques à présent, pût être terminée au bien general desdites Provinces, & au soulagement des bons habitants d'icelles, & qu'en consequence püssent aussi cesser & disparoitre les guerres dans les autres places & Mers éloignées qui ont pris leur source de cette guerre des Pais-bas, contre notre averse partie; Et la Ville de Munster en Westphalie ayant été choisie pour le Congrez, & une negociation tendant au repos general dans la Chrétienté, ont trouvé à propos de nommer des personnes qui avec toute autorité & plein pouvoir assisteront à ladite Assemblée & negociation, pour travailler à assoupir la longue, pernicieuse & sanglante guerre qui a été excitée dans les Provinces des pais-bas; C'est pourquoy nous confiant entièrement en la sagesse, prudence & experience, intelligence, fidelité & zèle pour le service des susdites Provinces-Unies des pais-bas, des Sieurs Bartold de Gent, Seigneur de Loenen & de Meynerswijck Grand Bailly & Dick grave de Bommel, Tiel & Bommerweerden, député en notre Assemblée du Corps des Nobles de la Province des Gueldre; du

ANS S^{ieur} Jean de Matenese, Seigneur de Matenese, Ri-
de J. C. viere, Opmeer, &c. Conseiller Deputé de
1648. l'ordre des nobles de Hollande & West-Frise, grand
Heemraet de Schieland; du S^{ieur} Adriaen Pauw
Chevalier Seigneur de Heemstedo, Hoogerwilde, Riet-
swick, Nieuwerkerck &c. Premier Presidem Conseiller,
& maitre des Comptes de la Comté de Hollande & West-
Frise; du S^{ieur} Jean de Knuyt, Chevalier Seigneur du
vieux & nouveau Vosmar, premier noble & representant
la noblesse dans les Etats, & Conseil de la Comté de
Zelande, Conseiller ordinaire de son Altesse, le Seigneur
Prince d'Orange; du S^{ieur} Godart de Reede, Seigneur
de Nederbord, Vredelant, Korteboef, Overmeer, Horst-
waert, &c. Deputé en nôtre Assemblée d'entre les nobles
de la Province d'Utrecht, du S^{ieur} François de Do-
nia Seigneur de Hinemema in Hielsum; du S^{ieur} Guil-
laume Ripperda, Seigneur de Hengelo, Boxbergen,
Boculo, & Russenberg, &c. Deputé en nôtre Assem-
blée d'entre les nobles de la Province d'Overysse, du S^{ieur}
Adriaen Klam de Stedum Seigneur de Nitersum depu-
tez respectifs en nôtre Assemblée, & nos Ambassadeurs
extraordinaires en Allemagne. Leur donnant à tous en-
semble conjointement, ou à la plus grande partie d'iceux
(en cas d'absence ou empêchement des autres,) Plein-
pouvoir, autorité & mandement general & special, pour
en nôtre nom & de nôtre part, en qualité de Plenipoten-
tiaires de cet Etat, d'oir & emendre dans ladite Ville
de Munster de la bouche des S^{ieurs} Plenipotentiaires du
Puissant & tres Excellent Prince Dom Philippe IV. Roy
des Espagnes, les ouvertures que lesdits S^{ieurs} Plenipo-
tentiaires du Roy susnommé seront pour terminer la sus-
dite longue, pernicieuse & sanglante guerre suscitée dans
les Provinces Unies, & qui a été l'origine de toutes les
hostilitiez commises contra nôtre partie averse dans les
autres lieux & Mers éloignez, & en consequence d'en-
trer en negociation avec les susdits S^{rs}. Plenipotentiaires
audit Roy & de dresser & conclure, un bon, ferme,
sincere & inviolable Traité de paix, comme lesdits
S^{ieurs} Plenipotentiaires de cet Etat le trouveront convenir
pour le plus grand service & sreté des Provinces-Unies
des pais-bas, de leurs habitans, comme aussi de leurs as-
sociez & interessez dans la susdite longue guerre respec-
tivement; Et avons promis & promettons par ces presentes
en bonne foy & sous l'obligation de nous & de nos Succes-
seurs en general & en particulier, de tenir à toujours pour
bon, ferme & valable ce qui par nos susdits S^{ieurs} Pleni-
potentiaires aura à cet égard été accordé & conclu, &
de le ratifier & observer inviolablement sans jamais rien
faire ou permettre de rien faire allencontre en aucune ma-
niere directement ou indirectement.

En témoin dequoy nous avons fait ces presentes paraffier
& sceller de nôtre grand sceau & signer par nôtre Greffier.
En nôtre Assemblée à la Haye le 22. Mars mil six cens
quarante six.

Eloit paraffé Jean de Reede V. sur le replit étoit par
ordonnance des susdits Seigneurs Etats Generaux & signé
Corn. Musch.

Scellé du grand sceau des Etats Generaux en cire rouge,
pendant à un cordon de soyer rouge.

En foy de tout ce que dessus nous Ambassadeurs
extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs
Roy des Espagnes, &c. & Etats Generaux des Pro-
vinces-Unies, en vertu de nos pouvoirs respectifs
avons signé le présent Traité, & cacheté du Cachet de
nos armes.

Fait à Munster en Westphalie, le trentième de Jan-
vier mil six cens quarante huit,

Signé, & cacheté,

L.S. EL CONDE DE	L.S. B. DE GENT,
PENERANDA.	L.S. JEAN DE MATENESSE,
L.S. A. BRUN.	L.S. ADRIAN PAW,
	L.S. JEAN DE KNUYT,
	L.S. G. DE REEDE,
	L.S. F. DE DONIA,
	L.S. WILH. RIPPERDA,
	L.S. ADRIAN KLANDT.

Ensuit la Ratification du Roy d'Espagne. ANS
de J. C. 1648.

Don Philippe IV. par la grace de Dieu, Roy de
Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Sicile,
de Jerusalem, de Portugal, de Navarre, de Gre-
nade, de Tolède, de Valence, de Galice, de Major-
que, de Minorque, de Seville, de Cerdaïque, de Cor-
douë, des Corzegue, de Murcie, de Jaen, des Al-
garves, d'Alger, de Gibraltar, des Isles de Ca-
narie, des Indes Orientales & Occidentales, Isles &
terre ferme de l'Océan, Archiduc d'Aultriche, Duc
de Bourgogne, de Brabant, de Milan, Conte de
Habsburg, de Flandres, Tirol, Barcelone, Seigneur
de Biscaye & Molina, &c. A tous ceux qui ces pre-
sentes lettres verront, Salut. Comme ainsi soit, que
pour delivrer les Provinces du Pays Bas, de la guerre
de laquelle par un si long espace d'années elles ont
été affligées, les descharger des miseres & calamités d'i-
celles, les remettre en repos, splendeur, & prosperité,
comme aussi pour assoupir les guerres espanuës en au-
tres Pays & Mers lointaines : Nous depuis long temps
avons désiré de venir à une bonne Paix avec les Sei-
gneurs Etats Generaux des Provinces Unies du
Pays Bas, au foulagement de tous ceux qui de
l'un & de l'autre côté sentent les calamités de la
susdite guerre, & que de commun concert ait été
choisie la ville de Munster en Westphalie, pour l'As-
semblée & Traité de Paix, si ont les affaires audit lieu
eu un succès si favorable, que nos Ambassadeurs extraor-
dinaires & Plenipotentiaires, en vertu de nos pouvoirs
ont fait & conclu avec les Ambassadeurs extraordi-
naires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Etats, le
Traité de Paix, cy inferé de mot à mot.

Lequel Traité cy escrit & inferé comme dessus,
Nous ayant été représenté par nosdits Ambassadeurs
extraordinaires & Plenipotentiaires, après l'avoir tout
veu, & meurement examiné de mot à mot en nôtre
Conseil.

Nous pour Nous, nos Hoirs, & Successeurs, comme
aussi pour les Vassaux, Sujets & Habitans de tous
nos Royaumes, Pays & Seigneuries, tant dedans que
hors l'Europe, sans aucun excepter, iceluy Traité, &
tout le contenu d'iceluy, & chacun point en particulier,
en tous ses Membres, avons receu pour bon, ferme,
& valable; l'avons agréé, approuvé, & ratifié; le
recevons, agreons, approuvons, & ratifions par cette
présente, Promettans en foy & parole de Roy & Prin-
ce, pour Nous, nos Successeurs, Roys, Princes, &
Heritiers, sincerement, & en bonne foy, de l'enfuirve,
observer & accomplir inviolablement & punctuelle-
ment, selon la forme & teneur, le faire enfuirve,
observer, & accomplir, tout ainsi comme si nous
l'avions traité en nôtre propre personne, sans rien
faire, ny laisser faire en aucune maniere, ny souffrir
d'estre fait au contraire, directement ny indirecte-
ment, en quelque façon que ce puisse être; Et si con-
travention estoit faite, ou vint à se faire, en aucune
maniere, la faire reparer, sans aucune difficulté ny
remise, punir & faire punir les contraventeurs en toute
rigueur, sans grace ny pardon; Obligeans à l'effet que
dessus tous & chacun de nos Royaumes, Pays, &
Seigneuries, comme aussi tous nos autres biens, pre-
sens & à venir, aussi nos Heritiers, & Successeurs, en-
semblement tous nos Vassaux, Sujets, Habitans de
tous nos Royaumes, Pays & Seigneuries, en quelque
lieu tant dedans que hors l'Europe, ils se puissent
trouver, sans rien excepter; Et pour la validité de cette
obligation, nous renonçons à toutes Loix, Coustumes,
& toutes autres choses à ce contraires.

En foy de ce que dessus, nous avons fait depescher
la presente, signée de nôtre main, scellée de nôtre
seel secret, & contresigné de nôtre Secretaire d'Etat.
Fait.....

ES
C. Ensuit la Ratification des Hauts & Puissants
8. Seigneurs les Estats Generaux.

LES Estats Generaux des Provinces Unies Libres du Pays Bas, A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme en toutes occasions nous avons toujours incliné à ce que la longue, ruineuse & sanglante guerre des Pays-Bas espandue en autres Pays & Mers lointaines, fut terminée & assoupie à la gloire de Dieu, Pere, Auteur, & Promoteur de Paix, & à la Consolation de tant de pauvres ames desolées, qui languissent miserablement sous les incommodités & calamités de la guerre, & en sentent l'amertume, & les Pays-Bas fussent remis en repos, splendeur & prosperité, & que de commun concert de tous les interez ait esté choisie la ville de Munster en Westphalie, pour l'Assemblée & Traicté de Paix, ayant pleu à Dieu le tout puissant, de benir par sa grace les soins & travaux que nos Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires ont eu durant la negotiation avec les Sieurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires du Seigneur Roy des Espagnes, &c. Don Philippe IV. si bien, qu'après diverses Assemblées & Conférences sur ce tenues, ils ont fait & conclu le Traicté de Paix cy inferé de mot à mot.

Lequel Traicté cy escrit & inferé comme dessus nous ayant esté représenté, & par nous ayant esté considéré de mot à mot, après meure deliberation, Nous, au nom, & de par l'Etat de toutes les Provinces Unies, Pays associés, Seigneuries, Villes, & Membres d'iceux & icelles, comme aussi pour tous les Pays de nostre obeïssance, Vassaux, Sujets, Habitans, tant dedans, que hors l'Europe, sans aucun excepter, iceluy Traicté, & tout le contenu d'iceluy, & chacun point en particulier, en tous ces Membres, avons receu pour bon, ferme & valable, agréé, approuvé, & ratifié; le recevons, agréons, approuvons, & ratifions par cette presente. Promettans sincerement & en bonne foy de l'observer, observer, & accomplir inviolablement & punctuellement, selon la forme & teneur, le faire observer, observer, & accomplir, tout ainsi comme si nous memes l'avions traicté en nostre Assemblée d'Etat, sans rien faire ny laisser faire en aucune maniere, ny souffrir d'estre fait au contraire, directement, ny indirectement, en quelque façon que ce puisse estre; Et si contravention estoit faite, ou vint à se faire en aucune maniere, la faire reparer, sans aucune difficulté ny remise, punir & faire punir les Contraveuteurs en toute rigueur, sans grace ny pardon; Obligeans à l'effet, ce dessus, toutes & chacune des Provinces Unies, Pays associés, Seigneuries, Villes, & Membres d'iceux & icelles, ensemblement tous les Vassaux, Sujets, & Habitans qui en dependent, tant dedans que hors l'Europe, sans rien excepter; Et pour la validité de cette obligation, renonçons à toutes Loix, Coustumes, & toutes autres choses à ce contraires.

En foy de ce que dessus nous avons fait despescher la presente, sous nostre paraphe, & Signature de nostre Greffier, & scellée de nostre grand scel, en nostre Assemblée, à la Haye en Hollande, le dix-huitième d'Avril mil six cent quarante huit.

Estoit Paraphé IO. ANDRE' Vt.

Plus bas, Par Ordonnance des Hauts & Puissants Seigneurs Estats Generaux.

sousigné, CORN. MUSCH.

Et scellé du contre scel desdits Seigneurs Estats en cire rouge, pendant en double queue d'or & foye rouge, dans une boîte d'argent, sur laquelle estoit gravé un Lion, tenant à sa patte droite un glaive, & dans sa gauche sept fleches.

(a) *Nominatio eorum, quos à sua parte, Pa-*
cis Tractatui includit Rex Hispaniae. 1648.

ANS

de J. C.

1648.

A Parte Domini Regis Hispaniae erunt in hoc Tractatu Pacis inter suam Majestatem & Dom. Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum factio, inclusi Dom. Imperator, Dom. Rex Boemiae & Hungariae, cum D. Archiduce Leopoldo Guilielmo, Fratre dicti D. Imperatoris, & in qualitate Capituli & magni Magistri Ordinis Teutonici, Dom. Archiduces ejus Agnati cum suis principatibus & terris, Domini Electores & Principes, Civitates & Status S. Rom. Imperii, Comes Oldenburgicus, cum Comitibus Baronatibus & terris ad eum pertinentibus, Comes Swartzenburgicus, cum sua terra & Dominio de Hufian, & urbes Hanseatice: absque praedictio aliorum quos visum erit dicto Domino Regi nominare adhuc intra terminum art. septuagesimo secundo dicti tractatus expressum. Actum Monasterii 15. Maji, 1648. signatum & sigillatum.

L. S. El Conde de Peneranda.

L. S. A. Brun.

Inclusio Principis Johannis Anhaltini.

Termino, articulo 72. tractatus Pacis inter Dominos Regem Hispaniarum & Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum facti, expresso ad nominandos, quos dicto tractatui includere placuerit, necdum elapso, nominatur adhuc à parte dicti Domini Regis Princeps Joannes de Anhalt, linea Servestanae, ut includatur cum suis bonis, terris & dominis. Datum Monasterii. Die 24 Junii 1648. Signatum.

Comes Peneranda. A Brun.

A parte Dominorum Ordinum, prater eos qui Art. 72. supra memorato sunt expressi, nominati sunt & sequentes.

A Parte Dom. Ordinum Generalium Unitarum Belgii Provinciarum comprehensus esto in Tractatu Pacis inter Dominos Regem Hispaniae & dictos Ordines, prater jam nominatos in articulo 72. dictae pacis, Comes Johannes Albertus de Solms, gubernator Trajecti ad Mosam, cum urbibus, castellis, ditionibus, terris & dominis, eorumque incolis: sine praedictio aliorum adhuc intra terminum dicto artic. 72. expressum nominandorum. Actum Monasterii die 8. Julii 1648. Signat. & sigillatum,

L. S. B. de Gem.

L. S. Joh. de Maubesselle.

L. S. Adr. Passu.

L. S. W. Ripperda.

L. S. A. Clam.

Inclusio Comitissae Bentheimensis, &c.

A Parte Dominorum Ordinum Generalium Unitarum Belgii provinciarum, inclusus sit in tractatu pacis inter Dominos Regem Hispaniae & dictos Ordines factae (prater jam art. 72. dicti tractatus nominatos) Comes Ernestus Guilielmus de Bentheim, Steynfurdt, &c. cum suis urbibus, castellis, ditionibus, terris & dominis, eorumque incolis: sine praedictio aliorum adhuc à parte dictorum Dn. Ordinum intra terminum dicto art. 72. expressum nominandorum. Actum Monasterii die 8. Julii 1648. Signatum & sigillatum,

L. S. B. à Gem.

L. S. Joh. à Maubesselle.

L. S. Adr. Passu.

L. S. Gu. Ripperda.

L. S. Ad. Clam.

Inclusionem eam Dominos Ordines quoque per ablegatum enixè oravit Comes Oldenburgicus: sed per decreta 27. Maji. & 6. Augusti anno 1648. denegatum ei fuit: ob affectatum ab ipso jam multis retrò annis

ANS Telonium in Visurgi in odium & ad oppressionem commerciorum, præcipue hujus Status, & in præmium præstiti olim Caesaræ Majestati insignis ab avo Comitæ, servitii & auxilii, ut inter causas petiti Telonii Caesaris, Matthæ Anno 1612. exhibitus diserte Comes ponit.

Article Particulier concernant la Navigation & le Commerce, conclu le 4. Février, 1648. tiré de l'Historia Pacis d'Aitzema en Flamand. pag. 463.

Les Sujets & habitants, des Provinces-Unies pourront naviger & trafiquer en toute liberté & sûreté dans tous les Royaumes, Estats, & Pays qui sont ou seront en amitié ou Neutralité avec l'Estat des Provinces-Unies, & ne pourront, estre troublés ou inquiétés en leur Navigation & Trafique susdit à l'occasion des hostilités qui se rencontrent ou pourroient rencontrer cy-après entre ledit Seig. Roy d'Espagne, & les susdits Royaumes, Estats, ou Pays, ou aucuns d'iceux, qui seroient en amitié ou Neutralité avec les susdits Seig. Estats comme dessus, sans toutefois qu'il sera permis de porter aux Ennemis déclarés dudit Seig. Roy marchandises défendues, ou de contrebande; Et afin d'y obvier, & de n'interrompre le Cours du Commerce, ils seront tenus, estants entrés dans quelques Havres dudit Seig. Roy, & voulants aller de là aux Havres des ennemis, de monstrier leurs passeports qui contiendront la specification de la charge de leurs Navires, attestée, & marquée du sein ordinaire, & cognu des Officiers de l'Admirauté du quartier d'où ils seront partis, & ne pourront en outre estre visités ou recherchés, & moins détenus, sous quelque pretexte que ce soit; Comme aussi estants en pleine mer, ou venants en quelques rades, sans vouloir entrer dans les Havres, ou rompre leurs charges ils ne seront sujets de rendre aucun compte de la charge de leurs Navires; Bien entendu que les Seig. Estats feront défense expresse, que nuls de leurs sujets ne pourront porter des marchandises de contrebande aux ennemis dudit Seig. Roy, & donneront des contremarques, pour, au moyen d'icelles, d'autant mieux reconnoître la Validité desdits Passeports de l'Admirauté, afin qu'ils ne puissent estre falsifiés; sans toutefois que la Navigation & Commerce des sujets des Provinces Unies sur la France, & reciproquement se pourra continuer comme cy-devant, en s'abstenant de porter en France marchandises provenant des Estats du Roy d'Espagne, qui puissent servir contre luy, & lesdits Estats, & en cas, que dans lesdits Vaisseaux se trouvent tels biens, marchandises, ou denrées qui sont déclarées défendues, & de contrebande, lesdits biens, marchandises, ou denrées défendues & de contrebande tant seulement seront calangées, & confisquées, sans que pour cela le Navire, ny les autres biens, marchandises, ou denrées estants au Navire, puissent estre molestées, inquiétées, ou confisquées en aucune maniere, & reciproquement auront les sujets dudit Seig. Roy semblable liberté de Navigation & Trafique, en cas qu'il se rencontre, ou se pourroit rencontrer hostilité entre lesdits Seig. Estats, & les Royaumes, Estats, ou Pais, ou aucuns d'iceux qui sont, ou seront en amitié, ou Neutralité, avec ledit Seig. Roy d'Espagne, & ce conformément aux susdites conditions & restrictions exprimés en cet article.

Le present article sera observé, executé & tenu comme inséré dans le traité de Paix & ratifié par le Seigneur Roy d'Espagne & les Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies des Pais bas, comme ledit principal traité dans deux mois après l'échange fait des ratifications dudit traité principal conclu & signé le 30 Janvier de l'an present 1648. ou si tost qu'il sera possible après ledit échange, & seront les ratifications delivrées & échangées de part & d'autre en due & valable forme. Fait, arrêté, & signé par lesdits Ambassad. Extraor-

dinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roy d'Espagne, & desdits Seig. Estats Generaux des Provinces-Unies du Pais-bas, à Munster ce 4. Feb. 1648. signé & cacheté, en deux Colonnes. El Conde de Penderanda, A. Brun, Bartold de Gent, Jan de Mathenes, Adrian Pauw, Godert de Reede, F. van Donia, G. Ripperda, A. Clant.

Articles concernant Henri de Nassau Prince d'Orange, dont il est parlé dans le Traité précédent entre l'Espagne & la Hollande, & qui avoient été arrêtés à Munster, dès le 8. Janvier 1647. Tiré de l'Historia Pacis d'Aitzema en Flamand. pag. 470.

Comme le Seig. Prince d'Orange par dessus les parties, desquelles sera parlé & disposé au Traité de la Paix par les Extraordinaires Ambassadeurs & Plenipotentiaires de sa Majesté d'Espagne, & des Estats des Provinces-Unies, prétend encores d'avoir plusieurs actions & prétentions sur lesquelles il n'a eu jusques à cette heure aucune satisfaction, & partant avoit pensé de les avancer aud. Traité, Mais comme icelles consistent en diverses parties des Comptes & liquidations, desquelles on peut plus facilement vuyder en particulier, avec ledit Prince par advis des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Provinces-Unies, trouve bon d'en traiter à part avec sadite Majesté, & en procurer la satisfaction.

Ensuite de quoy Don Gaspar de Bracamonte & Guffman, Comte de Penderanda, Gentilhomme de la Chambre de sad. Majesté, du Conseil de la Chambre & de Justice, Son Ambassadeur extraordinaire en Allemagne & son premier Plenipotentiaire pour le Traité de la Paix generale &c. de la part & au nom de sadite Majesté, & Messire Jean de Knyet Chevalier, Seig. du vieux & nouveau Vosmar, & representant les Nobles à l'assemblée des Estats de la Province de Zelande, Ambassadeur extraordinaire & Plenipotentiaire des Estats Generaux des Provinces-Unies pour le Traité de la Paix, & Conseiller dudit Prince d'Orange, de la part & au nom d'iceluy Prince, Estant entrés en Conference & diverses propositions faites, se sont finalement accordés en la maniere que sensuit.

A sçavoir que pour esteindre entierement toutes actions & prétentions que pourroit avoir led. Seig. Prince envers sadite Majesté, elle remettra & cederà aud. Seig. Prince, ou s'il vient à mourir devant la Conclusion & Ratification du susd. Traité de Paix à ses hoirs & successeurs, ou ayant cause, les terres & Seigneuries de *Montfort* située à l'entour de *Rurmonde*, & de *Turnhout*, située en Brabant avec toutes leurs appendances, droits & Jurisdiccions, rien réservé, & comme l'on croit que le revenu de la susdite terre de *Montfort* pourroit annuellement monter jusques à vingt cinq mille florins, & celui de *Turnhout* à douze mille florins, est conditionné en cas qu'il y eust courtesse auxdits revenus, que de la part de sa Majesté. susd. on les augmentera jusques aux susdites sommes de vingt cinq mille & douze mille florins par an respectivement: & cederà outre & encores sadite Majesté. au prouffit de la Dame Princesse d'Orange, la Ville & Seigneurie de *Sevenberge* avec tous droits, Jurisdiccions, & revenus en dependans, promettant sadite Majesté. de contenter & satisfaire à tous ceux qui pourroient avoir quelque droit sur lesdites trois terres Ville & Seigneuries ou en posséder quelques parties, & sadite Majesté. s'oblige aussi à descharger lesdites parties de toutes rentes à rachapt, deniers à interest, engagements, & toutes autres charges, afin que ledit Seigneur Prince & ladite Dame sa Compagnie Princesse d'Orange, leurs hoirs, & successeurs, ou ayant cause, comme dit est, en puissent jouir librement & pleinement, sans controverse ou aucun engagement.

Le tout à charge & condition de tenir en sief toutes lesdites terres de la Majesté. excepté celles tenues en sief d'autres, & que la Religion Catholique y soit aussi main-

maintenue, comme elle y est presentement, & les Ecclésiastiques en leurs biens, fonctions, libres exercices, & immunités.

8. Moyennant lesquels transports ledit Seigneur de Knuyt au nom dudit Prince, & en cas qu'il viut à mourir devant la Ratification du susdit Traicté de la Paix, au nom de ses hoirs, successeurs, ou ayant cause promet de ceder & quitter toute action & pretension que iceluy Prince pourroit avoir à la charge de sa Majesté ou de ses subjects.

Et encorcs que par le 24 article de Paix sera conditionné que ceux sur lesquels les biens ont esté saisis & confisqués à l'occasion de la guerre, ou leurs heritiers, ou en ayant cause, jouiront d'iceux biens durant la Paix, & en prendront la possession de leur autorité privée & en vertu du présent Traicté, sans que leur sera besoin d'avoir recours à la Justice non obstant toutes incorporations au fisque, engagement, dons en faits, traités, accords, & transactions, quelques renonciations qu'ayent esté mises esdites transactions pour exclure de partie desdits biens ceux à qui ils doivent appartenir.

Ce non obstant est accordé que ledit Prince ou en cas qu'il vient à deceder devant la Conclusion & Ratification du susdit Traicté de paix, ses hoirs, successeurs on ayant cause demeureront en possession & jouissance du Marquisat de *Bergues op Zoom* pour autant que ledit Prince le possède à present; Comme aussi ledit Prince ou ses hoirs; comme dit est, seront mis de par sa Majesté dans la pleniére possession & jouissance de la part & portion restante dudit Marquisat de *Bergues*, dont iceluy Prince n'est pas en possession; Et ce aussi tolt que le Traicté de la paix sera ratifié: A l'encontre de quoy, & pour satisfaire à l'importance dudit Marquisat, sa Majesté. sera mise dans la pleniére possession & jouissance des parties suivantes des biens appartenants en propriété audit Prince; A sçavoir de la Ville & Baronnie de *Dieff*. Item de laterre & Ville de *Sichem & Montagu*. Item de la Franche Seigneurie du *Meerhout* & de *Vorst*. Item de la Franche Seigneurie de *Herstal*. Item de la Baronnie de *Grimberge*. Item de la Ville & Baronnie de *Warnton*, avec toutes appendances & dependances d'icelles. Item de la *Maison* dudit Prince en Bruxelles, & ce jusques à ce que de la part de sa Majesté. sera procurée l'effective permutation dudit Marquisat avec tout ce qui en depend contre les susdits biens dudit Prince: & ladite permutation faite, demeurera pour toujours ledit Marquisat audit Prince, ses hoirs, successeurs, ou ayant cause: & les autres dits biens à sa Majesté. ou à celui à qui ledit Marquisat devoit competer; promettant ledit Comte de *Pennaranda* que de la part de sa Majesté ladite effective permutation sera procurée dedans le terme de dix mois après la Ratification du Traicté de paix.

Seront aussi de la part de sadite Majesté faits devoirs effectifs envers sa Majesté Imperiale, afin que la terre de *Meurs* appartenante audit Prince puisse estre augmentée de quelque place de l'Empire à l'entour de la située, vaillante par an jusques à dix mille florins; & que le tout ensemble, estant erigé en Duché, puisse dorénavant estre tenu en fief & relever de l'Empire.

Le tout à condition que jusques à la Conclusion dudit Traicté de Paix ce present accord ne sera obligatoire, mais ladite Conclusion estant faite, sera le present accord entierement & punctuellement accompli, effectué & observé, & de mesme valeur comme le susdit Traicté de paix.

Fait à Munster ce 8. Janvier mil six cents quarante sept. signé. El Conde de Pennaranda, Frere Joseph, Archev. de Chamb. I. de Knuyt.

Les Soubsignés Archevesque de Malines, Evêque d'Anvers & Prelats, tous en qualité de membres du premier Estat de la Duché de Brabant, ayants veu & examiné le Traicté & accord fait à Munster au mois de Janvier dernierement passé entre le Seigneur Comte de *Pennaranda* comme Ambassadeur extraordinaire & premier Plenipotentiaire pour la paix generale, au nom

de sa Majesté. d'une part, & Messire Jean de Knuyt Chevalier Seigneur du vieu & nouveau *Vosmar*, Ambassadeur extraordinaire & Plenipotentiaire des Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies pour ledit Traicté de la Paix, au nom du feu Prince d'Orange d'autre, estant ledit Traicté couché cy-dessus, & signé tant par lesdits Seigneurs Contractans que par le Seigneur Archevesque de *Chambray*, aussi Ambassadeur extraordinaire & Plenipotentiaire de sadite Majesté. iceux subsignés à la requisition du Seren. Prince *Leopold Guillaume* Archiduc d'Autriche &c. au nom de sa Majesté comme son Lieutenant & Gouverneur General du pays bas & de Bourgoigne, ont promis & promettent par cette de procurer que sa Majesté accomplisse le susdit Traicté selon la forme & teneur. Faite Bruxelles ce 30 d'Aoust mille six cens quarante sept. Jacques Arch. de Malines, Gaspar Evêque d'Anvers, Chrysostome Abbé de St. Michel. Christ. Abbé de Grimb. Augustin Abbé de Tongerlo, Marin Abbé de Deligem, Winand de la Mayelle, Abbé de St. Gertrude.

Autres Articles, faits après la mort de Henri de Nassau Prince d'Orange, en faveur de GUILLAUME de Nassau Prince d'Orange, successeur de Henri, conclus le 27. Décembre, 1647. mais qui ne devoient avoir vertu qu'après l'exécution du Traicté ci-dessus entre l'Espagne & la Hollande, & qui par conséquent doivent être considérez comme en étant un Appendice. Tiré de l'Historia pacis d'Aitzema en Flamand. pag. 475.

Comme Don Gaspar de Bracamonte & Guzman, Comte de *Pennaranda* Gentilhomme de sa Majesté d'Espagne, du Conseil de la Chambre de Justice, son Ambassadeur extraordinaire en Allemagne & son premier Plenipotentiaire pour le Traicté de la paix generale, de la part & au nom de sadite Majesté & Messire Jan de Knuyt, &c. Seigneur du vieux & nouveau *Vosmar*, & representant les nobles à l'assemblée des Estats de la Province de Zelande, Ambassadeur extraordinaire & Plenipotentiaire des Estats Generaux des Provinces Unies pour le Traicté de la paix & premier Conseiller du feu Prince d'Orange, de la part & au nom d'iceluy Prince ont fait certain accord en date du 8. Janvier 1647. touchant les pretensions, qu'iceluy Prince pretendoit avoir à la charge de sadite Majesté, & que du depuis ledit Seigneur Prince est venu à deceder, ont les susdits Contractans, à sçavoir le susdit Seigneur Comte de *Pennaranda*, au nom de sadite Majesté. & ledit Seigneur de Knuyt, au nom du Seigneur Prince d'Orange, à present derechef convenu & accordé que le susdit accord du 8. Janvier 1647. demeurera en son entiere force & vertu, pour estre punctuellement observé, & exécuté en tous points, hors mis & excepté ce qui se trouve changé par ce present accord comme s'en suit.

A sçavoir que pour esteindre entierement toutes actions & pretensions que ledit Seigneur Prince pourroit avoir envers sadite Majesté, elle donnera & cedera absolument audit Seigneur Prince, ou s'il vient à mourir devant la Conclusion & Ratification du susdit Traicté de paix, à ses hoirs & Successeurs ou ayant cause la terre & Seigneurie de *Montfort*, située à l'entour de *Rormonde*, avec toutes appendances & dependances, droicts & Jurisdiction d'icelle, sans rien réserver, promettant sadite Majesté. de faire augmenter les revenus de la susdite terre & Seigneurie par des pieces ou terres d'alentour de là situées jusques à trente deux mille florins par an, sans deduction ou reserve.

Donnera & cedera outre, ce encorcs sadite Majesté au profit de la Dame Princesse d'Orange Douairiere Mere dudit Seigneur Prince d'Orange la Ville & Seigneurie de *Sevenbergue* avec tous droicts, Juridictions,

ANS
de J. C.
1648.

ANS tions, & revenus en dependans fans rien re-
de J. C. server.

1648. Item cederà & donnera encores au profit de ladite Dame Doüariere la Terre & Seigneur de *Turnhout* située en Brabant, avec le Chateau banco de Schoonbroeck, & toutes autres appendances & dependances, droicts & Jurisdicions, sans rien retenir, promettant sadite Majesté de faire suivre, avec la susdite terre & Seigneurie de *Turnhout* a ladite Dame Princeesse Doüariere les Villages & hameaux & aultres droicts, que d'ancienneté ont dépendu & appartenu à icelle terre & Seigneurie comprins ceux, qui par cy devant ont esté vendus & demembrés par sadite Majesté s'obligeant sa Majesté de la faire racheter & d'employer audit rachapt jusques à la somme de *vingt ouvingt cinq mille florins* & non plus.

Promettant aussi sadite Majesté de contenter, & satisfaire tous ceux qui pourroyent avoir quelque droit ou posséder quelques parties sur lesdites trois terres Ville & Seigneurie de *Monfort*, *Sevenbergen* & *Turnhout*; & en outre sa Majesté s'oblige aussi à décharger lesdites, parties de toutes rentes à rachat, deniers à interest, engagements, & toutes autres charges, sans rien réserver, afin que le dit Seigneur Prince, & ladite Dame Princeesse sa Mere, leurs hoirs, successeurs, ou ayants cause, comme dit est, en puissent jouir librement, purement & pleinement sans aucune controverse ou engagement.

Le tout à charge, & condition de tenir en fief toutes lesdites terres de sa Majesté excepté celles tenues en fief d'autres, & que la Religion Cathol. y soit aussi maintenue, comme elle y est presentement, & les Ecclesiastique en leurs biens, fonctions, libres exercices & immunités.

Moyennant lesquels transports le dit Seigneur de *Knytt* au nom dudit Seigneur Prince, & en cas qu'il vint à mourir devant la Ratification du susdit Traité de la Paix, au nom de ses hoirs, & Successeurs ou ayants cause, promet de ceder & quitter toute action & pretention, que iceluy Prince pouvoit avoir à la charge de sa Majesté ou de ses subjects, au regard des pretentions, sur lesquelles on traite icy.

Et encores que par le 24. article de la paix sera conditionné que ceux, sur lesquels ont été saisis & confisquez les biens, à l'occasion de la guerre, ou leurs heritiers, ou en ayants cause, jouiront d'iceux biens durant la paix, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du present Traité, sans qu'il soit besoyn d'avoir recours à la Justice, non obstant toutes incorporations au fisque, engagements, dons en faits, Traités, Accords & Transactions, quelques renonciations, qui aient été mises esdites transactions pour excludre de partie desdits biens, ceux à qui ils doivent appartenir; Ce non obstant est accordé que ledit Seigneur Prince, ou en cas qu'il vint à deceder devant la Conclusion & Ratification du susdit Traité de paix, ses hoirs, Successeurs, ou ayants cause demeureront en possession & jouissance du *Marquizat de Berges* ou *Bergen op Zoom*, pour autant que ledit Seigneur Prince le possède à present, comme aussi ledit Seigneur Prince, ou ses hoirs, comme dit est, seront mis de la part de sa Majesté dans la pleine possession & jouissance de la part & portion restante dudit *Marquizat de Berges*, dont iceluy Seigneur Prince n'est pas en possession. Et ce aussi tost, que le Traité de paix sera ratifié; A l'encontre de quoy & pour satisfaire à l'importance dudit Marquizat, sa Majesté fera mise dans la pleine possession & jouissance des parties suivantes des biens appartenants en propriété audit Seigneur Prince, A sçavoir de la Ville & Baronnie de *Diest*. Item de la terre & Ville de *Siehem* & *Montagn*. Item de la Franche Seig. de *Moerhout* & de *Vorst*. Item de Franche Sr. de *Herstal*. Item de la Baronnie de *Grimberge*. Item de la Ville & Baronnie de *Warleton*, avec toutes appendances & dependances d'icelles: Item de la *Maison* dudit Seigneur Prince à Bruxelles, & ce jusques à ce que de la part de sa Majesté sera procurée l'effective permutation dudit Mar-

quizat, avec tout ce qui en dépend, à l'encontre des susd. biens dudit Seigneur Prince: & ladite Permutation faite, demeurera pour toujours ledit Marquizat audit Seigneur Prince, ses hoirs & Successeurs, ou ayant cause, & les autres dits biens à sa Majesté ou à celui à qui ledit Marquizat devoit competer, promettant ledit Seigneur Comte de Pennaranda que de la part de sa Majesté ladite effective permutation sera procurée dedans le terme de six mois après la Ratification du Traité de Paix.

Seront aussi de la part de sadite Majesté faits devoirs effectifs envers sa Majesté Imperiale, afin que la terre de *Meurs*, appartenante audit Seigneur Prince puisse estre augmentée de quelque place de l'Empire, à l'entour de la située, qui vaille par an jusques à dix mille florins, & que le tout ensemble estant erigé en Duché, puisse dorenavant estre tenu en fief, & relever de l'Empire.

Le tout à condition, que jusques à la conclusion & Ratification dudit Traité de Paix, ce present accord ne sera obligatoire, mais ladite Conclusion & Ratification estant faite, sera le present accord entierement & punctuellement accompli, effectué & observé & de mesme valeur, comme le susdit Traité de Paix.

Fait à Munster ce 27 Decembre 1648. étoit signé *El Conde Pennaranda*, *Brun*, & *J. de Knytt*.

C C C.

Traité de Paix entre FERDINAND III. ANS
Empereur, LOUIS XIV. Roi de France, de J. C.
ce, les Electeurs, Princes, & Etats du 1648.
Saint EMPIRE Romain. Fait à Mun-
ster, le 24. Octobre, 1648. Theatrum
Pacis Tom. I. pag. 206. Freder. Leonard.
Tom. III. &c.

In Nomine Sanctissime & Individue
Trinitatis.

Notum sit universis & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest. Postquam à multis Annis orta in Imperio Romano dissidia; motusque Civiles eò usque increverunt, ut non modò universam Germaniam, sed & aliquot finitima Regna, potissimum verò Galliam ita involverint, ut diuturnum & acre exinde natum sit bellum. Primò quidem inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dn. FERDINANDUM II. Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantæ, Stiriz, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, Superioris ac Inferioris Silesiæ, Württembergæ & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitum Habsburgi, Tyrolis, Kiburgi & Goritiæ, Marchionem S. Rom. Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ Slavonicæ, Portus-Naonis & Salinarum, &c. inclitæ memoriæ cum suis Fœderatis & Adhærentibus ex unâ: Et Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum LUDOVICUM XIII. Galliarum & Navarræ Regem Christianissimum, inclitæ memoriæ, ejusque Fœderatos & adhærentes ex alterâ parte. Deinde post eorum è vitâ decessum, inter Serenissimum & Potentissimum Principem & Dominum, Dominum FERDINANDUM III. Electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantæ, Stiriz, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, Superioris ac Inferioris Silesiæ, Württembergæ & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitum Habsburgi, Tyrolis, Kiburgi & Goritiæ, Marchionem S. Rom. Imperii,

perii, Burgoviz, ac Superioris & Inferioris Lusitiz, Dominum Marchiz Slavonicz, Portus-Naonis & Salinarum, &c. cum suis Fœderatis & Adherentibus ex una: Et Serenissimum ac Potentissimum Principem, ac Dominum LUDOVICUM XIV. Galliarum & Navarraz Regem Christianissimum, ejusque fœderatos & Adherentes ex altera parte; unde multa sanguinis Christiani effusio, cum plurimarum Provinciarum desolatione secuta est. Tandem Divinâ Bonitate factum esse, ut annitente Serenissimâ Republicâ Venetâ, (cujus Consilia difficillimis Christiani Orbis temporibus publicæ salutis, & quieti nunquam defuere,) utrinque de Pace Universalî suscepta sit cogitatio, in eamque finem ex mutua partium conventione, Hamburgi die 25. stylo novo, vel die 15. stylo veteri Decemb. An. Christi 1641. inita, constituta sit Dies 11. st. n. vel 1. st. v. M. Julii An. Christi 1643. congressui Plenipotentiariorum Monasterii & Osnaburgis Westphalorum instituyendo: Comparescentes igitur statuto tempore & loco utrinque legitimè constituti Legati Plenipotentarii, à parte quidem Imperatoris, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Domini Maximilianus Comes à Trautmansdorff & Weinsberg, Baro in Gleichenberg, Neostadti ad Cocrum, Negau, Burgau, & Totzenbach, Dominus in Teintz, Eques Aurei Velleris, Consiliarius secretus, & Camerarius Sac. C. Maj. ejusque Aulæ supremus Præfectus: Dominus Joannes Ludovicus Comes à Nassau, Catzenelenbogen, Vianen & Dietz, Dn. in Beilstein, Consil. Secretus Imperatoris, & Aurei Velleris Eques: Dn. Isaac Volmarus J. U. D. Serenissi. Domini Archiducis Ferdinandi Caroli Consiliarius, ejusque Cameræ Præses: A parte verò Regis Christianissimi, Celsissimus Princeps, Dn. Henricus d'Orleans, Dux de Longueville, & d'Estouteville, Princeps & Supremus Comes de Newchastell, Comes de Dunois & de Tancarville, Constabilis hæreditarius Normandiæ, ejusdemque Provincie Gubernator, & Locum tenens Generalis, 100. Cataphractorum Equitum Dux, & Ordinum Regiorum Eques, &c. Illustrissimi item ac Excellentissimi Domini, Dn. Claudius de Mesme, Comes d'Avaux, dictorum Ordinum Commendator, unus ex Præfectis Ætatis Regii & Regni Gallici Minister, &c. Dominus Abel Servient, Comes de la Roche des Aubiers, etiam unus ex Regni Gallici Ministris, &c. interventu & operâ Illustrissimi & Excellentissimi Legati Senatorique Veneti, Domini Aloysii Contareni, Equitis, qui Mediatoris munere procul à partium studio totos penè 5. annos impigre persufus est. Post invocatum Divini numinis auxilium mutuaque Plenipotentiarum tabulas (quarum apographa sub finem hujus instrumenti de verbo ad verbum inserta sunt) ritè commutatas, præsentibus, suffragantibus, & consentientibus Sac. Rom. Imperii Electoribus, Principibus ac Statibus ad Divini Numinis gloriam, & Christianæ Reipublicæ salutem in mutuas pacis & amicitiz leges consenserunt, & convenerunt tenore sequenti.

P A x sit Christiana, universalis, & perpetua veraque & sincera Amicitia inter Sacram Majest. Cæsaream & Sac. Maj. Christianissimam, nec non inter omnes & singulos Fœderatos & Adherentes dictæ Majestatis Cæsareæ, Domum Aultricam eorumque Hæredes & Successores, præcipue verò Electores, Principes & Status Imperii ex una: & omnes & singulos Fœderatos dictæ Majestatis Christianissimæ, eorumque Hæredes ac Successores. In primis Serenissimam Reginam, Regnumque Sueciæ ac respective Electores, Principes, Statusque Imperii ex altera parte. Eaque ita sincere fœderaque servetur & colatur, ut utraque pars alterius utilitatem, honorem ac commodum promoveat, omnique ex parte & Universi Romani Imperii cum Regno Galliz, & vicissim regni Galliz cum Romano Imperio fida vicinitas & secuta studiorum Pacis acque amicitiz cultura revirescant, & reslorescant.

Sit utrinque perpetua oblivio & Amnistia omnium eorum quæ ab initio horum motuum, quocunque loco modove ab una vel altera parte altro citroque hosti-

liter facta sunt, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causâ, vel prætextu alteri posthac quidquam hostilitatis aut inimicitiz, molestiz vel impedimenti, quoad personas, statum, bona vel securitatem, per se vel per alios, clam aut palam, directè vel indirectè, specie juris aut viâ facti, in Imperio, aut usquam extra illud, non obstantibus ullis prioribus pactis in contrarium facientibus, inferat vel inferri faciat, aut patiat, sed omnes & singulæ hinc inde tam ante bellum, quàm in bello, verbis, scriptis aut factis, illatz injuriæ, violentiæ, hostilitates, damna, expensæ, absque omni personarum rerumve respectu, ita penitus abolitz sint, ut quidquid eo nomine alter adversus alterum prætereundere posset, perpetuâ sit oblivione sepultum.

Et ut eò sincerior Amicitiz mutuz securitas inter Imperatorem, Regem Christianissimum, Electores, Principes & Status Imperii posthac servetur (salvo asscuracionis articulo infra descripto) alter alterius hostes præsentem aut futuros, nullo unquam titulo vel prætextu, vel ullius controversiæ bellivæ ratione, contra alterum armis, pecuniâ, milite, commatu alterve juvet, aut illis copiis, quas contra aliquem hujus Pacificacionis consortem à quocunque duci contigerit, receptum, stativa, transitum indulgeat.

Circulus quidem Burgundicus sit maneatque membrum Imperii, post controversias inter Galliam Hispaniamque sopitas, hac Pacificacione comprehensas. Bellis tamen in eo jam vertentibus, nec Imperator, nec ullus Imperii Status se immisceat. In futurum verò, si inter ea regna controversiæ oriantur, firma semper maneat inter universum Imperium & Reges Regnûmque Galliz, de mutuis hostibus non juvandis, supradictæ reciproce obligationis necessitas: singulis tamen Statibus liberum sit, huic illive Regno, extra Imperii limites suppetias ferre, non tamen aliter, quàm secundum Imperii Constitutiones.

Controversia Lotharingica vel arbitris utrinque nominandis submitatur, vel Tractatu Gallo-Hispanico, vel aliâ amicabile viâ componatur, liberumque sit tam Imperatori, quàm Electoribus, Principibus & Statibus Imperii ejus compositionem amicabili interpositione, aliisque pacificis officiis juvare ac promovere, non tamen armis aut bellicis mediis.

Juxta hoc Amicitiz mutuz & universalis Amnistiz fundamentum, universi & singuli Sacri Romani Imperii Electores Principes, Status (comprehensâ immediatâ Imperii Nobilitate) eorumque Vasalli, Subditi, Cives & Incolæ, quibus occasione Bohemiz, Germanizve motuum vel Fœderum hinc inde contractorum, ab una vel altera parte aliquid præjudicii aut damni quocunque modo vel prætextu illatum est, tam quoad Ditiones & Bona, Feudalia, Subfeudalia, & Allodialia, quàm quoad dignitates, immunitates, Jura & Privilegia restituti sunt plenariè in eum utrinque Statum in Sacris & Profanis, quo ante destitutionem gavisi sunt, aut Jure gaudere poterunt, non obstantibus, sed annullatis quibuscumque interim in contrarium factis mutationibus.

Quod si restituendum Bonorum & Jurium Possessores, exceptionibus se iustis munitis existimaverint, eæ quidem restitutionem neutiquam impediunt; hac tamen paractâ, coram competenti Judice examinentur & discutiantur.

Et quamvis ex hac præcedenti regulâ generali facilè adjudicari possit, qui & quatenus restituendi sint, tamen ad instantiam aliquorum de quibuscumque graviora momenti Causis, prout sequitur, specialiter mentionem fieri placuit, ita tamen, ut qui expressè non nominati vel expuncti sunt, propterea pro ommissis vel exclusis non habeantur.

Cum Arrestum, quod mobilibus ad Principem Electorem Trevirensē spectantibus, & in Ducatum Luxemburgensem translatis, Imperator per Concilium Provinciale antehac imponi curavit, relaxatum quidem & abolitum; attamen ad quorundam instantiam iterum renovatum, insuper etiam sequelstrum Præfecturæ Bruch ad Archiepiscopatum, & medietati Domini Sancti Jo-

ANS
de J. C.
1648.

anris, ad Joannem Rheinhardum de Soeteren spectanti à prefato Concilio indictum est, concordatis inter Electoratum Trevirensis & Ducatum Burgundiae publicae Imperii interventione anno millesimo quingentesimo quadagesimo octavo Augustae Vindelicorum crebris repugnet, conventum est, ut praedictum Arrestum & Sequitrum à Concilio Luxemburgensi, quantocius tollatur, dicto Domino Electori bona sua, Praefectura & Dominium, tam Electoralia, quam Patrimonialia una cum fructibus sequestratis relaxentur & tradantur, ac si quid forte amotum fuerit, reponatur, plenèque atque integrè restitatur, impetrantibus ad Judicem Principis Electoris in imperio competentem, pro obtinenda juris & iustitiae administratione, remissis.

Quod autem ad Castra Ehrenbreitstein & Hammerstein attinet, Imperator tempore & modo infra in Article Executionis definitis, praesidia inde deducet, aut deduci curabit, illaque Castra in manus Domini Electoris Trevirensis, ejusdemque Capituli Metropolitani pari potestate pro Imperio & Electoratu custodienda tradet, quo nomine & Capitaneus & novum praesidium ibi ab Electore constituendum, juramento fidelitatis pro ipso ejusque Capitulo pariter obstringi debebunt.

Deinde verò Castra Palatinam Conventus Monasteriensis & Osnabrugensis eò deduxit, ut ea de re jamdudum mota lis dirempta sit, modo sequenti.

Et primò quidem quod attinet Domum Bavaricam, Dignitas Electoralis, quam Electores Palatini antehac habuerunt, cum omnibus Regaliis, Officiis, Praecedentiis, Insigniis & Juribus quibuscumque ad hanc dignitatem spectantibus, nullo prorsus excepto, ut & Palatinatus Superior totus, una cum Comitatu Cham, cum omnibus eorum pertinentiis, Regaliis ac Juribus, sicut haecenus, ita & in posterum maneat penes Dominum Maximilianum Comitem Palatinum Rheni, Bavariae Ducem, ejusque Liberos, totamque Lineam Guilielmianam, quamdiu masculi ex ea superstitis fuerint.

Vicissim Dominus Elector Bavarie, pro se, haeredibus ac successoribus suis, totaliter renunciavit debito tredecim Millionum, omnique praetensionis in Austria Superiori, & statim à publicata Pace, omnia instrumenta desuper obventa Caesareae Majestati ad cassandum & annullandum extradat.

Quod ad Domum Palatinam attinet, Imperator cum Imperio publica tranquillitatis causâ consentiret, ut vigore praesentis Conventionis institutus sit Electoratus Octavus, quo Dn. Carolus Ludovicus Comes Palatinus Rheni, ejusque haeredes & agnati totius Lineae Rudolphinae, juxta Ordinem succedendi in Aurea Bulla expressum, deinceps fruantur; nihil tamen juris praeter simultaneam investituram ipsi Dn. Carolo Ludovico, aut ejus Successoribus, ad ea, quae cum dignitate Electorali Dn. Electori Bavarie, totique Lineae Guilielmianae attributa sunt, competat.

Deinde ut Inferior Palatinatus totus cum omnibus & singulis Ecclesiasticis & Secularibus bonis, juribus & pertinentiis, quibus ante motus Bohemicos Electores Principesque Palatini gavisi sunt, omnibusque Documentis, Regestis, rationariis & ceteris actis huc spectantibus, eidem plenariè restituantur, cassatis iis, quae in contrarium acta sunt, idque auctoritate Caesarea effectum iri, ut neque Rex Catholicus neque ullus alius, qui exinde aliquid tenet, se huic restitutioni ullo modo opponat.

Cum autem certae quaedam Praefecturae-Montanae, antiquitus ad Electorem Moguntinensem pertinentes, anno demum millesimo quadringentesimo sexagesimo tertio, pro certâ pecuniae summâ Palatinis, cum pacto perpetuae reversionis impignorate fuerint, idem conventum est, ut haec Praefecturae penes modernum Dominum Electorem Moguntinensem, ejusque, in Archiepiscopatu Moguntinensi Successores permanent, dummodo pretium pignorationis sponte oblatum, intra terminum executioni conclusae Pacis praefixum, paratâ pecuniâ exsolvat, ceterisque, ad quae juxta tenorem litterarum oppignorationis tenetur, satisfaciât.

Electori quoque Trevirensi, tanquam Episcopo. Spirenensi, Episcopo. item Wormatiensi, jura, quae praetendunt in Bona quadam Ecclesiastica intra Palatinatus Inferioris Territorium sita, coram competenti Judice prosequi liberum esto, nisi de his inter utrumque Principem amice conveniatur.

Quod si verò contigerit Lineam Guilielmianam masculinam prorsus deicere, superstiti Palatinâ, non modo Palatinatus Superior, sed etiam dignitas Electoralis, quae penes Bavariae Ducem fuit, ad eisdem superstiti Palatinos, interim simultaneâ investiturâ gavisuros, redeat, Octavo tunc Electoratu prorsus expuncto. Ita tamen Palatinatus Superior hoc casu ad Palatinos superstiti redeat; ut haeredibus alodialibus Electoris Bavariae actiones & Beneficia, quae ipsis ibidem de jure competunt reservata maneat.

Pacta quoque gentilitia inter Domum Electoralem Heidelbergensem & Neoburgicam, à prioribus Imperatoribus super Electorali successione confirmata, ut & totius Lineae Rudolphinae jura, quatenus huic dispositioni contraria non sunt, salva rataque maneat.

Ad haec si quae Feuda Juliacensia aperta esse competentem viâ juriscivium fuerit, ea Palatinis evacuentur.

Praeterea ut dictus Dominus Carolus Ludovicus aliquatenus liberetur onere prospiciendi Fratribus de appennagio: Caesarea Majestas ordinabit, ut dictis suis Fratribus quadraginta Imperialium Talerorum millia, intra quadriennium, ab initio anni venturi 1649. numerando, expendantur, singulisque annis 100000. solvantur, una cum annuo censu 5. de 100. computatis.

Deinde tota Domus Palatina, cum omnibus & singulis, qui ei quocumque modo additi sunt aut fuerunt, praecipue verò Ministri, qui ei in hoc Conventu, aut alias operam suam navarunt, ut & omnes Palatinatus exules, fruantur Amnistia generali supra descriptâ, pari cum ceteris in ea comprehensis jure, & hac Transfatione, singulariter in puncto gravaminum plenissimè.

Vicissim Dominus Carolus Ludovicus cum Fratribus, Caesarea Majestati obedientiam & fidelitatem, sicut ceteri Electores Principesque Imperii, praestet: ac insuper Palatinatu Superiori pro se & haeredibus suis, tum ipse tum ejus Fratres, donec ex Linea Guilielmiana haeredes legitimi & masculi superfuierint, renuncient.

Cum autem de ejusdem Principis Viduae Matrì, Sororibusque praestando Vicualitio, & dote constituenda mentio injiceretur, pro benevolo Sacrae Caesareae Majestatis in Domum Palatinam affectu promissum est, dictae Viduae Matrì pro Vicualitio semel pro semper, viginti Talerorum Imperialium millia, singulis autem Sororibus dicti Domini Caroli Ludovici, quando nuptum elocatae fuerint, dena Talerorum Imperialium millia, nomine suae Majestatis exsolutum iri, de reliquo verò ipsis idem Princeps Carolus Ludovicus satisfacere teneatur.

Comites in Leiningen & Daxburg, dictus Dominus Carolus Ludovicus ejusque Successores in Palatinatu Inferiori nulla in re turbet, sed jure suo à multis retrò saeculis obento, & à Caesaribus confirmato, quietè ac pacifice uti, frui permittat.

Liberam Imperii Nobilitatem per Franconiam, Sueviam, & Tractum Rheni, cum districtibus eò pertinentibus, in suo statu immediato inviolatè relinquat.

Feuda etiam ab Imperatore in Baronem Gerhardum de Waldenburg, dictum Schenckheren, Nicolaum Georgium Reigersberg Cancellarium Moguntinum, & Henr. Brombsen Baronem de Rüdesheim: Item, ab Electore Bavarie, in Baronem Joannem-Adolphum Wolff, dictum Metternich collata, rata maneat, teneantur tamen ejusmodi Vasalli Domino Carolo Ludovico, velut Domino Directo, ejusque Successoribus Juramentum fidelitatis praestare, atque ab eodem Feudorum suorum renovationem petere.

Augustanae Confessionis Consortibus, qui in possessione Templorum fuerant, interque eos Civibus & Inco-

ANS.
de J. C.
1648.

NS Incolis Oppenheimienſibus, ſervetur Status Eccleſiaſti-
C. cus anni milleſimi ſexcentefimi vicelimi quarti, cate-
8. riſque id deſideraturis Auguſtanae Confeſſionis exerci-
tium, tam publicè in Templis ad ſtatas horas, quàm
privatim in Aëdibus propriis, aut alienis, ei rei deſtina-
tis, per ſuos, aut vicinos Verbi Divini Miniſtros per-
agere liberum eſto.

Paragphi: Princeps Ludovicus Philippus, &c.
Princeps Fredericus, &c. & Princeps Leopoldus Lu-
dovicus, &c. hic eodem modò inferri intelligantur,
prout in Inſtrumento Cæſareo-Suedico continentur.

Controverſia, quæ vertitur inter Episcopos reſpe-
ctivè Bambergenſem & Herbipolenſem, ac Marchio-
nes Brandenburgercos, Culmbachi & Onoltzbachi de
Caſtro, Oppido, Præfecturâ & Monafterio Kitzingen
in Franconia ad Mœnum, aut amicabile compoſitione,
aut ſummario Juris proceſſu terminetur intra biennium,
ſub poena pendendæ prætenſionis imponendâ tergiver-
ſanti: interim dictis Dominis Marchionibus reſtitua-
tur nihilominus Fortalitium Wiltzburg in eum ſtatum,
qui tempore traditionis deſcriptus fuit, ex conventio-
ne & promiſſo.

Conventio inita circa alimenta Dom: Chriſtiani Wil-
helmi Marchionis Brandenburgerci hicrepetita cenſetur;
prout continetur Articulo decimo-quarto Inſtrumenti
Cæſareo-Suedici.

Rex Chriſtianiffimus tempore & modo inferius de-
ſinitis circa deductionem præſidorum, reſtituet Duci
Württembergico Civitates & Fortalitia Hohenwiel,
Schorendorff, Tubingen, aliæque omnia Loca ſine ul-
la reſervatione, quæ in Ducatu Württembergico præſi-
diis ſuis tenet. In reliquis Paragphis: Domus Würt-
tembergica, &c. ſicut in Inſtrumento Cæſareo-Suedico
inferus eſt, hic inferus intelligatur.

Principes quoque Württembergici Linzæ Montpel-
gardenſis reſtituantur in omnes ſuas Ditiones in Alſa-
tia, vel ubicunque ſitas, & nominatim in duo Feuda
Burgundia, Clerval & Paſſavant, & ab utraque parte
redintegrentur in eum ſtatum, jura & prærogativas,
quibus ante initium horum bellorum gaviſi ſunt.

Fredericus Marchio Badenſis & Hachbergenſis, ejul-
que Filii & Hæredes, cum omnibus, qui iſdem quo-
cunque modo inferviant, aut adhuc dum inferviant,
cuſcumque nominis aut conditionis ſint, gaudeant
& fruantur ſuprà Articulo ſecundo & tertio deſcriptâ
Amniſtiâ, cum omnibus ſuis Clauſulis & beneficiis,
ejulque vigore reſtituantur pleniffimè in eum ſtatum
in Sacris & Proſanis, in quo ante exortos Bohemiz
motus fuit Dominus Georgius Fredericus Marchio Ba-
denſis & Hachbergenſis, quoad Marchionatum Inferi-
orem Badenſem, qui vulgò ſub appellatione Baden-
Durlach venit. Itemque quoad Marchionatum Hach-
bergenſem, ſub etiam quoad Ditiones Rottelen, Baden
Weiler & Sauſenberg, non obſtantibus, ſed annullatis
quibuſcumque interim in contrarium factis mutationibus.

Deinde reſtituantur Marchioni Frederico Præfectu-
ræ Stein & Renchingen, abſque onere æris alieni in-
terea temporis à Marchione Guilielmo contracti, ra-
tione fructuum, intereſſe, aut ſumptuum per Tranſ-
actionem Ertlingæ Anno 1629. initam, dicto Guili-
elmo Marchioni Badenſi cefſæ, cum omnibus Juribus,
& Documentis Literariis, aliſque pertinentiis,
ita ut tota illa actio ſumptuum ac fructuum/percep-
torum & percipiendorum, cum omni damno &
interreſſe, à tempore primæ occupationis numerando,
ſublata & penitus extincta ſit. Annua quoque
penſio ex Marchionatu Inferiori, Marchionatui Superi-
ori pendii ſolita, virtute præſentium penitus ſub-
blata, annullata & annihilata ſit, nec eo nomine quo-
quam vel de præterito, vel de futuro, impoſitorum
unquam prætendatur vel exigatur. Alternetur etiam
impoſitorum inter utramque Lineam Badenſem, inferi-
oris ſcilicet & Superioris Marchionatus Badenſis Præ-
cedentia & Seſſio in Comitibus, & Circuli Suevici,
aliſque univerſalibus vel particularibus Imperii, aut
quibuſcumque Conventibus, pro nunc tamen eadẽ
Præcedentiâ penes Marchionem Fredericum, dum ſu-
perſtes erit, permanente.

De Baronatu Hohengeroltzeck conventum eſt, ut ANS
ſi Domina princeps Badenſis prætenſa ſua Jura in dicto de J. C.
Baronatu Documentis Authenticis ſufficienter probaverit,
reſtitutio ſtatim poſt latam deſuper ſententiam fiat
cum omni cauſa omnique Jure vigore documentorum
competenti. Cognitio autem hæc finiatur à die publi-
catæ Pacis intra biennium. Nullæ denique Actiones,
Tranſactiones, vel Exceptiones generales vel ſpeciales
clauſulæ in hoc Inſtrumento Pacis comprehendæ, (qui-
bus omnibus per expreſſum & in perpetuum vigore
hujus derogatum ſit) ab unâ vel alterâ parte ullo un-
quam tempore contra hanc ſpecialem Conventionem
allegentur vel admittantur.

Paragphi: Dux de Croy, &c. Quod ~~controversiam~~
Naffaw-Siegen, &c. Comitibus Naffaw-Sarapontanis,
&c. Domus Hanoica, &c. Joannes Albertus Comes
Solmenſis, &c. Itemque reſtituatur Domus Solms, Ho-
henſelms, &c. Comes de Iſemburg, &c. Rheingraviti,
&c. Vidua Domini Erneſti Comitis Sainenſis, &c. Caſ-
trum & Comitatus Falckenſtein, &c. Reſtituatur etiam
Domus Waldeck, &c. Joachimus Erneſtus Comes Or-
tingenſis, &c. Item Domus Hohenloica, &c. Fredericus
Ludovicus, &c. Ferdinandus Carolus, &c. Domus Er-
baceſis, &c. Vidua & Hæredes comitis à Brandeſtein,
&c. Baro Paulus, Kevenhüller, &c. Hic iſdem ver-
bis inferri intelligantur, prout in Inſtrumento Cæſareo-
Suedico continentur.

Contractus, permutationes, tranſactiones, obliga-
tiones & inſtrumenta debiti vi metuve, ſeu Statibus
ſeu Subditis illicitè extorta, prout in ſpecie quarantur
Spira, Weißenburgum ad Rhenum, Landavia, Reit-
lingen, Hailbronna, aliique; ut & redemptæ, ceſſæ-
que actiones abolitæ, atque ita annullatæ ſunt, & ul-
lum judicium actionumve eo nomine inventare minime
liceat. Quod ſi verò debitores inſtrumenta crediti vi
metuve creditoribus extorſerint, ea omnia reſtituantur
actionibus deſuper ſalvia.

Debita ſive emptionis, venditionis, annuorum redi-
tuum, ſive alio nomine vocentur, ſi ab unâ alterâve
belligerantium parte in odium creditorum violentiam &
realem ſolutionem interceſſiſſe allegantes, & ſe ad pro-
bandum offerentes, nulli Proceſſus executivi decernantur,
niſi exceptionibus præviâ plenariâ cauſæ cognitione
deciliſ. Proceſſu deſuper inſtituto à Pacis publica-
tione intra biennium finiſſendo ſub poenâ perpetui ſilentii
contumacibus debitoribus imponenda. Proceſſus au-
tem hæcenus eo nomine contra ipſos decreti, unâ cum
tranſactionibus & promiſſionibus pro futura creditorum
reſtitutione factis tollantur & enerventur, ſalvis tamen
iis pecuniarum ſummis, quæ flagrante bello pro aliis ad
avertenda majora eorum pericula & damna bono animo
& intentione erogatæ ſunt.

Sententiæ tempore belli de rebus merè ſecularibus
pronunciatæ, niſi proceſſus vitium & defectus manife-
ſtè pateat, vel in continenti demonſtrari poſſit, non
quidem omnino ſint nullæ, ab effectu tamen rei judica-
tæ ſuſpendantur: donec acta judicialia (ſi alterutra pars
intra ſemefreſte ab initâ Pace ſpaciũ, petiverit reſtitu-
tionem) in judicio competenti modo ordinario vel extra-
ordinario in Imperio uſitato revidentur, & æquali
jure ponderentur, atque ita dictæ ſententiæ vel confir-
mentur vel emendentur, vel ſi nulliter latæ ſint, planè
reſcindantur.

Si quæ etiam Feuda Regalia privata ab anno milleſi-
mo ſexcentefimo decimo-octavo non fuerant renovata,
nec interim eorum nomine præſtita ſervitia, nemini id
fraudi eſto, ſed tempus repetendæ inveſtituræ à die factæ
Pacis cedere incipiat.

Tandem omnes & ſinguli tam bellici Officialès mi-
litèſque, quàm Conſiliarii & Miniſtri togati Civiles &
Eccleſiaſtici, quocunque nomine aut conditione cen-
ſentur, qui uni alterivè parti, earumdemve Fœderatis
aut adherentibus, toga vel ſago militarunt, à ſum-
mo ad infimum, ab infimo ad ſummum abique ullo
diſcrimine vel exceptione, cum uxoribus, liberis, hæ-
redibus, ſucceſſoribus, ſervitoribus, quoad perſonas
& bona in eum vitæ, famæ, honoris, concientiæ,
X x x 2 liber-

ANS
de J. C.
1648.

libertatis, Jurium & Privilegiorum Statum, quo ante dictos motus gavisi sunt, aut jure gaudere potuerunt, utrinque restituti sunt, nec eorum personis aut bonis ullum creator præjudicium, ullave actio vel accusatio intentator, multò minùs ulla poena, damnùmve quocunque prætextu irrogator. Et hæc quidem omnia quoad illos, qui Cæsareæ Majestatis, & Domus Austriacæ Subditi & Vassalli non sunt, plenissimum effectum habeant. Qui verò Subditi & Vassalli hereditarii Imperatoris & Domus Austriacæ sunt, eadem gaudeant Amnistia, quoad personas, vitam, famam, & honores, habeantque securum reditum in pristinam patriam, ita tamen, ut se teneantur accommodare legibus patriis Regnorum & Provinciarum.

Quantum autem eorumdem bona concernit, si ea, antequam in coronæ Galliaë Successive partes transierunt, confiscatione aut alio modo amissa fuere, etsi Plenipotentiarii Suedici diu multumque institerant, ut iis etiam illa restituerentur, tamen cum sacra Cæsareæ Majestati hac in re ab aliis nihil præscribi, nec ob Cæsareanorum constantem contradictionem aliter transigi poterit, Ordinibusque Imperii ea propter bellum continuari è re imperii non fuerit visum, porro quoque amissa sunt ac modernis possessoribus permanent. Illa verò bona, quæ ipsis post, eam ob causam, quod pro Gallis aut Suecis contra Cæsarem Domumque Austriacam arma sumissent, erepta sunt, iisdem qualia nunc sunt, absque refusione tamen sumptuum & fructuum perceptorum, aut damni dati restituantur.

De cætero in Bohemia aliisque quibuscunque Provinciis Hereditariis Imperatoris, Augustanæ confessioni additis, Subditis vel Creditoribus, eorumve hæreditibus pro privatis suis prætensionibus, si quas habent, & earum nomine actiones intenderint aut prosecuti fuerint, jus & justitia æque ac Catholicis citra respectum administretur.

A dicta tamen universali restitutione excepta sunt, quæ restitui vel redhiberi nequeunt mobilia & se moventia, fructus percepti, autoritate belligerantium partium interfecta, itemque tam destructa, quam publice securitatis causâ in alios usus conversa ædificia publica & privata, sacra & profana, nec non deposita publica vel privata hostilitatis intuitu confiscata, legitime vendita, spontè donata.

Quia verò etiam causâ Juliæensis successionis inter interestatos, nisi præveniatur, magnas aliquando turbas in Imperio excitare posset; Ideo conventum est, ut ea quoque Pace confecta, ordinario processu coram Cæsareâ Majestate vel amicabili compositione, vel alio legitimo modo sine mora dirimatur.

Cum etiam ad majorem Imperii tranquillitatem stabilendam de controversiis circa bona Ecclesiastica & libertatem exercitii Religionis his ipsis de Pace universali Congressibus certa quædam compositio inter Cæsarem, Electores, Principes & Status Imperii inita, atque instrumento Pacis cum Plenipotentiariis Regine & Coronæ Sueciæ erecto inserta fuerit, placuit eandem compositionem, ut & illam, de qua inter eosdem ratione eorum, qui Reformati dicuntur, convenit, præfenti quoque Tractatu firmare & stabilire, eo planè modo, ac si de verbo ad verbum huic inserta legeretur instrumento.

Circa causam Hasso-Cassellanam conventum est, ut sequitur:

Primo omnium, Domus Hasso-Cassellana, omnesque ejus Principes, maxime Domina Amelia Elisabetha Hassia Landgravia, ejusque Filius, Dominus Wilhelmus illorumque Hærces, Ministri, Officiales, Vassalli, Subditi, milites & alii, quocunque modo illis additi, nullo proflus excepto, non obstantibus contrariis Pactis, Processibus, Proscriptionibus, Declarationibus, Sententiis, Executionibus & Transactionibus, sed illis omnibus, ut & actionibus vel prætensionibus ratione damnorum & injuriarum, tam neutralium quam belligerantium, annullatis universalis Amnestiæ supra sancitæ, & ad initium belli Bohæ-

mici, cum plenaria restitutione reductæ, (exceptis Cæsareæ Majestatis & Domus Austriacæ Vassallis & Subditis hereditariis, quemadmodum de iis in §. Tandem omnes, &c. disponitur) omniumque beneficiorum, ex hac & religiosa Pace provenientium pari cum cæteris Statibus jure, prout in articulo incipiente, unanimi &c. disponitur, plenariè participes sunt.

Secundo, Domus Hasso-Cassellana, ejusque Successores Abbatiam Hirsfeldensem cum omnibus appertinentiis secularibus & Ecclesiasticis, sive intra, sive extra Territorium (ut Præpositura Gellingen) sitis, salvis tamen juribus, quæ Domus Saxonica à tempore immemoriali possidet, retineant, & eo nomine investituram à Cæsareâ Majestate toties, quoties casus evenierit, petant & fidelitatem præstent.

Tertiò, Jus directi & utilis Domini in præfecturas Schaumburg, Buckenburg, Sachsenhagen & Statthagen, Episcopatu Mindano antehac assertum & adjudicatum, porro ad Dn. Wilhelmum modernum Hassia Landgravium ejusque Successores plenariè in perpetuum citra ulteriorem dicti Episcopatus, aut alterius cujusvis contradictionem aut turbationem pertineat, salva tamen transactione inter Christianum Ludovicum, Ducem Brunsvico-Lüneburgensem & Hassia Landgravium, Philippumque Comitem de Lippe inita. Firmâ etiam manente, quæ inter eandem Landgraviam & dictum Comitem inita est, conventionem.

Conventum præterea est, ut pro locorum hoc bello occupatorum restitutione, & indemnitate causâ Dominæ Landgraviæ Hassia Turici ejusque Filio, hujusque Successoribus Hassia Principibus, ex Archiepiscopatibus Moguntinensi & Colonienfi, Episcopatibus item Paderbornensi, Monasterienfi & Abbatia Fuldenfi 600000. Thalerorum Imperialium, bonitate Imperialibus infirmationibus modernis correspondendum, intra spatium novem mensium à tempore ratificationis Pacis computandum, Cassellis solventium periculo & sumptibus pendatur, nec contra promissam solutionem ulla exceptio, ullusve prætextus admittatur, multò minùs summa conventa ullo arresto afficiatur.

Ut etiam Domina Landgravia de solutione tanto securior sit, sequentibus conditionibus retineat Neufs, Cöcsfeld & Neuhaus, inque iis locis sua, sibi que solum obligata præsidia habeat, eâ quidem lege, ut præter Officiales & alias personas in præsidii necessarias dictorum trium locorum præsidia conjunctim non excedant numerum mille ducentorum peditum, & centum Equitum, Dominæ Landgraviæ dispositioni relicto, quotcuius dictorum locorum peditum & equitum imponere, quævis huic vel illi præsidio præficere velit.

Præsidia autem secundum ordinationem de sustentatione Officialium & militum Hassiacis hæcenus consuetam alantur, & quæ ad conservanda fortalicia necessaria sunt, præstentur ex Archiepiscopatu & Episcopatu in quibus dicta Arx & Civitates sunt sitæ, absque summæ supra nominatæ diminutione. Integrum autem sit ipsis præsidii contra morosos & tardantes, sed non ultra debitam summam exequi. Jura autem Superioritatis & Jurisdicção tam Ecclesiastica quam Secularis, & reditus nominatarum Arcis & Civitatum Domino Archiepiscopo Colonienfi sint salva.

Quam primum verò post ratificatam Pacem Dominæ Landgraviæ trecenta millia Thalerorum Imperialium fuerint exsoluta, restituta Neussia, retineat Cöcsfeld solum & Neuhaus, ita tamen ut præsidium Neussianum in Cöcsfeld & Neuhaus non deducat, vel ejus nomine quicquam ulterius exigit, nec præsidia in Cöcsfeld numerum sexcentorum peditum, & quinquaginta equitum, in Neuhaus autem centum peditum excedant. Sin autem intra terminum novem mensium Dominæ Landgraviæ integra summa non dependatur, non tantum Cöcsfeld & Neuhaus, donec plenaria subsecuta fuerit solutio, sed etiam pro residuo summæ, ejusque singulis centenis quinque annuatim Imperiales,

S les, donec residuum summæ exsolutum fuerit, pensionis nomine solvantur, & tot Præfecturarum ad supra nominatos Archiep. & Episcopatus, atque Abbatias pertinentium, & Hassiæ Principi vicinarum, quot præstandis & exsolvendis pensionibus sufficiunt, Quætores & Receptores Domini Landgraviæ juramento obstringantur, ut de rebus annuas residuæ summæ pensiones solvant, non obstant Dominorum suorum prohibitione. Quod si verò Quætores & Receptores in solvendo moras nectant, aut redditus aliò conferant, Domina Landgravia exequendi, & ad solutionem quovis modo illos adigendi, liberam habeat potestatem, de reliquo jure territoriali Domino proprietatis interea semper salvo. Simul ac verò Domina Landgravia totam summam cum pensionibus à tempore moræ acceperit, restituit illico loca jam denominata cautionis loco interim retenta, pensiones cessent, & Quætores atque Receptores, quorum facta fuit mentio, juramenti nexu sint liberati. Quarum autem Præfecturam redditus pensionibus solvendis sint assignandi, ante Ratificationem Pacis eventualiter conveniet, quæ conventio non minoris sit roboris, quam ipsius Pacis instrumentum.

Præter loca autem securitatis causâ, ut memoratum; Domina Landgravia relinquenda, & post solutionem demum restituenda, restituit illa nihilominus, Ratificatione Pacis subsecuta, omnes Provincias & Episcopatus, nec non illorum Urbes, Præfecturas, Oppida, Fortalitia, Propugnacula, & omnia denique bona immobilia, nec non jura inter hæc bella ab ipsâ occupata, ita tamen, ut tam in præfatis tribus locis cautionis nomine retinendis, quam reliquis omnibus restituendis, non solum annonam & omnia ad bellicum apparatus spectantia, quæ inferri vel fieri curavit, per subditos avehenda Domini Landgraviæ & supradictis successoribus, quæ verò ab ipsâ non illata, sed in locis occupatis, tempore occupationis reperta sunt, & adhuc exstant, ibi permaneant, sed ut etiam Fortificationes & Valla, durante occupatione extructa, eatenus destruantur, ne tamen Urbes, Oppida, Arces, vel Castra cujusvis invasionibus & deprædationibus pateant.

Et quamvis Domina Landgravia præterquam ab Archiep. & Episcopatibus Moguntinensi, Colonienfi, & Abbatia Fuldenfi, à nemine restitutionis & indemnitis loco aliquid poposcerit, pro rerum tamen & circumstantiarum æquitate, placuit toti Conventui, ut salvâ manente dispositione Paragraphi præcedentis inchoantis: Conventum præterea est, &c. etiam cæteri Status cujuscunque generis cis & ultra Rhenum, qui 1. Martii hujus anni Hassiæ contributionem dependerunt, secundum proportionem contributionis exsoluta toto hoc tempore observatam ad faciendam summam superiùs positam, & Militum prædiorum sustentationem, ratam suam suprà nominatis Archiepiscopatibus & Episc. atque Abbatie conferant, & damnum, si quod solventes ob unius vel alterius moram perpeffi fuerint, morosi refarciant, nec executionem contra tergiverfantes Casares Majestati, aut Regiæ Majestatis Christianissimæ, vel etiam Hassiæ Landgraviæ Officiales aut Milites impendant, neque etiam fas sit Hassiæ, quemquam in præjudicium hujus declarationis eximere; ii verò qui suam quotam ritè persolverint, ab omni eatenus onere liberi erunt.

Quod controversias inter Domum Hassiæ-Cassellanam & Darmstadtinam super successione Marburgensi, agitata atinet, quandoquidem ex Cassellis die decimo-quarto mensis Aprilis, proximum elapsi, consensu partium unanimi accedente, penitus sunt compositæ: Placuit transactionem istam, cum suis annexis & receptibus, sicut ea Cassellis inita, & à partibus sub-signata, Conventuique huic insinuata fuit, vigore instrumenti hujus, ejusdem planè esse roboris, ac si verbis totidem hisce tabulis inserta comprehenderetur, nec à partibus transigentibus, nec aliis quibuscvis sub prætextu, sive pacti, sive juramenti, sive alio quocunque ullo unquam tempore convelli posse; quin imò ab om-

nibus, etiam si aliquis ex interessatis eam fortè confirmare detrectet, exactissimè observari debere.

Sicut etiam transactio inter delunctum Dn. Wilhel mum, Hassiæ Landgravium, & Dominos Christianum & Wolradum Comites Waldeckiæ, die 11. Apr. anno 1635. facta, & à Domino Georgio Hassiæ Landgravio die 14. Apr. anno 1648. ratificata, non minus vigore hujus Pacificationis, perpetuum & plenissimum robur obtinebit, omnesque Hassiæ Principes pariter ac Comites Waldeckiæ obligabit.

Firmum quoque maneat & inviolabiliter custodiantur jus primogenituræ in qualibet Domo Hassiæ Cassellana & Darmstadtina introductum, & à Cæs. Majestate confirmatum.

Cùm item Cæs. Maj. ad querelas nomine Civitatis Basileensis & universæ Helvetiæ, coram ipsius Plenipotentiariis ad præsentem congressum deputatis propositas super nonnullis processibus & mandatis executivis, à Camera Imperiali contra dictam Civitatem, aliosque Helvetiorum unitos Cantones, eorumque Cives & Subditos emanatis, requisita Ordinum Imperii sententia & consilio, singulari decreto die decimo quarto mensis Maji, anno proximè præterito declaraverit, prædictam Civitatem Basileam cæterosque Helvetiorum Cantones in possessione vel quasi plenè libertatis & exemptionis ab Imperio esse, ac nullatenus ejusdem Imperii Dicalteris & Judicis esse subiectos; placuit hoc idem publicè huic Pacificationis conventioni inferre, ratumque & firmum manere, atque idcirco ejusmodi processus unâ cum arrestis eorum occasione quando-cunque decretis prorsus cassos & irritos esse debere.

Ut autem provisum sit, ne posthac in statu Politico controversiæ suboriantur, omnes & singuli Electores, Principes & Status Imperii Romani in antiquis suis juri-bus, prærogativis, libertate, privilegiis, libero juris territorialis tam in Ecclesiasticis quam Politicis exercitio, Ditionibus, Regalibus, horumque omnium possessione, vigore hujus transactionis ita stabiliti firmati-que sunt ut à nullo unquam sub quocunque prætextu de facto turbari possint vel debeant.

Gaudeant sine contradictione jure suffragii in omnibus deliberationibus super negotiis Imperii, præsertim ubi leges ferendæ vel interpretandæ, bellum decernendum, tributa indicenda, delectus aut hospitaliones militum instituendæ, nova munimenta intra Statuum Ditiones extruenda nomine publico, veterave firmanda præsidii, nec non ubi Pax & Fœdera faciendâ, aliave ejusmodi negotia peragenda fuerint, nihil horum aut quicquam simile posthac unquam fiat vel admittatur, nisi de Comitatu liberòque omnium Imperii Statuum suffragio & consensu, cum primis verò jus faciendi inter se & cum exteris fœdera pro sua cujusque conservatione ac securitate singulis Statibus perpetuò liberum esto, ita tamen ne ejusmodi Fœdera sint contra Imperatorem & Imperium, Pacemque ejus publicam, vel hanc imprimis transactionem, fiantque salvo per omnia juramento, quo quisque Imperatori & Imperio obstrictus est.

Habeantur autem Comitatus Imperii intra sex menses à dato ratificatæ Pacis, postea verò, quoties id publica utilitas aut necessitas postulaverit. In proximis verò Comitibus emendentur imprimis anteriorum Conventuum defectus, ac tum quoque de electione Romanorum Regum, certâ constantique Casaræ capitulatione concipiendâ, de modo & ordine in declarando uno vel altero Statu in Bannum Imperii, præter eam, qui aliàs in constitutionibus Imperii descriptus est, tenendo, reintegrandis circulis, renovanda matri-cula, reducendis Statibus exemptis, moderatione & remissione Imperii collectarum, reformatione politicæ & justitiæ, taxæ sportularum in judicio Camerali, ordinariis Deputatis ad modum & utilitatem Reipublicæ ritè formandis, legitimo munere Directorum in Imperii Collegiis, & similibus negotiis, quæ hic expediri nequiverant, ex communi Statuum consensu agatur & statuatur.

Tam in universalibus verò, quam particularibus Dietis, Liberis Imperii Civitatibus non minus quam

ANS
de J. C.
1648.

ANS
de J. C.
1648.

cæteris Statibus Imperii competat votum decisivum, iussu rata & intacta maneant Regalia, vestigalia, redditus annui, libertates, privilegia confiscandi, collectandi, & inde dependentia aliæque jura ab Imperatore & imperio legitime impetrata, vel longo usu ante hos motus obventa, possessa & exercita, cum omni-
moda jurisdictione intra muros & in territorio, cassatis, annullatis, & in futurum prohibitis iis, quæ per represalias, arreſta, viarum conclusiones, & alios actus præjudiciales, sive durante bello quocunque prætextu in contrarium facta & propria auctoritate hucusque attentata sunt, sive dehinc nullo præcedente legitimo Juris & executionis ordine fieri attentative poterunt. De cætero omnes laudabiles consuetudines & sacri Romani Imperii Constitutiones & leges fundamentales in posterum religioſe ſerventur, sublatis omnibus, quæ bellicorum temporum injuria irreperant, consilio-
nibus.

De indaganda aliqua ratione & modo æquitati conveniente, qui persecutiones actionum contra debitores ob bellicas calamitates fortunis lapsos, aut nimio usurarum cursu aggravatos moderatè terminari, indeque nascituris majoribus incommodis etiam tranquillitati publicæ noxiis obviam iri possit, Cæsarea Majestas curabit exquiri tam Judicii Aulici, quàm Cameralis vota & consilia, quæ in futurum Comitibus proponi, & in constitutionem certam redigi possint: interea tamen temporis in hujusmodi causis, ad judicia, cum summa Imperii, tum singularia Statuum delatis circumstantiæ à partibus allegatæ benè ponderentur, ac nemo executionibus immoderatis prægravetur: sed hæc omnia Hofſatiz Constitutione salva & illata.

Et quia publicè interest, ut facta pace commercia vicissim reflorescant; Ideo conventum est, ut quæ eorum præjudicio & contra utilitatem publicam, hinc inde per Imperium belli occasione noviter propria auctoritate contra jura, privilegia, & sine consensu Imperatoris atque Electorum Imperii invecſta sunt vectigalia & Telonia, ut & abusus bullæ Brabantinæ, indeque natæ represalias & arreſta, cum inductis peregrinis certificationibus, exactionibus, detentionibus, itémque immoderata Postarum, omniæque inusitata onera & impedimenta, quibus commerciorum & navigationis usus deterior redditus est, penitus tollantur, Provinciis, & Portibus, Fluminibus quibuscunque sua pristina securitas, jurisdictione & usus prout ante hos motus bellicos à pluribus retrò annis fuit, restituantur, & inviolabiliter conserventur.

Territoriorum, quæ flumina alluunt, & aliorum quorumcunque juribus ac privilegiis, ut & Teloniis ab Imperatore de consensu Electorum cum aliis, tum etiam Comiti Oldenburgensium Visurgi concessis, aut usu diuturno introductis in pleno suo vigore manentibus & executioni mandandis, tum ut plena sit Commerciorum libertas, & transitus ubique locorum terræ marique tutus, adeoque ea omnibus & singulis utriusque partis Foederatorum Vassallis, Subditis, Clientibus & incolis, eundi, negociandi, redeundique potestas data sit, virtutèque præsentium concessa intelligatur, quæ unicuique ante Germaniæ motus passim compete-
bat: quos etiam Magistratus utriusque contra injustas oppressiones & violentias instar propriorum subdito-
rum defendere ac protegere teneantur, hac conventionem ut & jure legèque cuiusque loci per omnia salvis.

Quo magis autem dicta Pax atque amicitia inter Imperatorem & Christianissimum Regem firmari possit, & securitati publicæ melius prospiciatur, ideò de consensu, consilio & voluntate Electorum, Principum & Statuum Imperii pro bono Pacis conventum est.

Primo, Quod supremum Dominium, jura Superioritatis, aliæque omnia in Episcopatus Metensem, Tullensem & Virodunensem, Urbique cognominis eorumque Episcopatum districtus, & nominatim Moyenvicum, eo modo, quo hæcenus ad Romanum spectabant Imperium, in posterum ad coronam Galliæ spectare eique incorporari debeant in perpetuum & irrevocabiler, reservato tamen jure Me-

tropolitano ad Archiepiscopatum Trevirensensem perti-
nente.

ANS
de J. C.
1648.

Restituantur in possessionem Episcopatus Virodunen-
sis Dominus Franciscus Lotharingæ Dux, tanquam legitimus Episcopus, & cum Episcopatum pacificè ad-
ministrare, ejusque sicuti & suarum Abbatiarum, (salvo Regis & cujuscunque privati jure, nec non bo-
norum patrimonialium ubicunque sitorum juribus (quatenus prædictæ cessionis non repugnant) privile-
giis, redditibus & fructibus uti, frui permittatur, dummodò prius præstiterit Regi juramentum fidelita-
tis, nihilque moliatur adversus suæ Majestatis Regni-
que commoda.

Secundò, Imperator & Imperium cedunt transfe-
runtque in Regem Christianissimum, ejusque in Re-
gno successores jus directi domini, superioritatis, &
quodcunque aliud sibi & sacro Romano Imperio hæc-
enus in Pinarolum competeat, & competere po-
terat.

Tertiò, Imperator pro se totaque serenissima Do-
mo Austriacâ, itémque Imperium, cedunt omnibus
juribus, proprietatibus, dominiis, possessionibus ac
jurisdictionibus, quæ hæcenus sibi, Imperio & Fami-
liæ Austriacæ competeant in Oppidum Brisacum, Landgraviatum superioris & inferioris Alsatiæ, Sunt-
goviam, Præfecturamque Provinciarum Decem Ci-
vitatum Imperialium in Alsatiâ sitarum scilicet Hage-
naw, Colmar, Schlettstadt, Wissemburg, Landau, Oberenheim, Rosheim, Munster in Valle S. Grego-
rii, Kaifers, Turingham, omnesque Pagos & alia
quæcunque jura, quæ à dicta Præfectura dependent, cæque omnia & singula in Regem Christianissimum
Regnumque Galliarum transferunt, ita ut dictum
Oppidum Brisacum cum Villis Hochſtat, Niederſim-
ſing, Harten & Acharren, ad communitem Civita-
tis Brisacensis pertinentibus cùmque omni territorio &
banno, quatenus se ab antiquo extendit, salvis tamen
ejusdem Civitatis privilegiis & immunitatibus ante-
hac à Domo Austriacâ obventis & impetratis.

Itémque dictus Landgraviatus utriusque Alsatiæ &
Suntgovia, tum etiam Præfectura Provincialis in dictis
decem Civitatibus & loca dependentia, itémque omnes
Vassalli, Landſassii, Subditi, Homines, Oppida, Cas-
tra, Villæ, Arces, Sylvæ, Forestæ, Auri, Argenti,
aliorumque mineralium fodinæ, flumina, rivi,
piscina, omniæque jura, Regalia & appertinentiæ,
absque ulla reservatione cum omnimoda jurisdictione &
superioritate, supremoquè dominio à modò in perpetuum
ad Regem Christianissimum, Coronamque Gal-
liæ pertineant, & dictæ Coronæ incorporata intelli-
gantur, absque Cæsaris, Imperii, Domusque Austriacæ
vel cujuscunque alterius contradictione. Aded ut
nullus omnino Imperator aut Familiæ Austriacæ Prin-
ceps quicquam juris aut potestatis in eis præmemoratis
partibus cis & ultra Rhenum sitis, ullo unquam tempo-
re prætendere vel usurpare possit aut debeat. Sit tamen
Rex obligatus in eis omnibus & singulis locis Catho-
licam conservare Religionem, quemadmodum sub Aus-
triaciis Principibus conservata fuit, omnesque quæ du-
rante hoc bello novitates irreperant, removeat.

Quarò, Christianissimæ Majest. ejusque in Regno
Successoribus, de consensu Imperatoris, totiùque
Imperii, perpetuum jus sit tenendi præsidium in Castro
Philipsburg protectionis ergo, ad convenientem tamen
numerum restrictum, qui vicinis justam suspicionis
causam præbere non possit: sumptibus duntaxat Coro-
næ Galliæ sustentandum. Patere etiam debebit Regi
liber transitus per terras & aquas Imperii ad inducendos
milites, comeatum & cætera omnia, quibus & quo-
ties opus fuerit.

Rex tamen præter protectionem, præsidium & trans-
itum in dictum Castrum Philipsburg nihil ulterius præ-
tendat, sed ipsa proprietates, omnimoda jurisdictione, pos-
sessio, omniæque emolumenta, fructus, accessiones,
jura, regalia, servitutes, homines, subditi, Vassalli,
& quicquid omnino antiquitus ibidem & in totius Epis-
copatus Spirensis, Ecclesiarumque illi incorporatarum di-

districtu Episcopo & Capitulo Spirensi competebar, & competere poterat, eisdem in posterum quoque salva, integra & illata, excepto tamen jure protectionis, permancant.

Imperator, Imperium, & Dominus Archidux Oenipontanus Ferdinandus Carolus respective exolvunt Ordines, Magistratus, Officiales & singularum supra dictarum ditionum ac locorum, vinctulis & Sacramentis, quibus huculque sibi, domuique Austriacæ obstricti fuerant, eoque ad subjectionem, obedientiam & fidelitatem Regi Regnôque Galliarum præstantiam remittunt, obligantque. Atque ita Corona Galliarum in plenâ justitiam eorum superioritate, proprietate, & possessione constituunt, renunciantes omnibus in ea juribus ac præfensionibus ex nunc in perpetuum, idque profect, suisque posteris Imperator, dictus Dominus Archidux, ejusque Frater, (quatenus prædicta cessio ad ipsos pertinet,) peculiari diplomate tum ipsi confirmabunt, tum efficient, ut à Rege Hispaniarum Catholico eadem quoque renuntiatio in authenticâ formâ extradatur. Quod à Imperii totius nomine fiet, quo die subsignabitur præfens Tractatus.

Ad majorem supra dictarum cessionum & alienationum validitatem, Imperator & Imperium, vigore præfentis transactionis expressè derogant omnibus & singulis prædecessorum Imperatorum, sacrique Romani Imperii decretis, Constitutionibus, statutis & consuetudinibus, etiam juramento firmatis aut in posterum firmandis, nominatimque capitulationi Casareæ, quatenus alienatio omnimoda bonorum & jurium imperii prohibetur, simulque in perpetuum excludunt omnes & restitutionis vias quocunque tandem jure titulove fundari possent.

Conventum est insuper, ut præter promissam hic inferius à Casare & Imperii Statibus ratificationem, in proximis quoque Comitibus ex abundantia rate sint supra dictarum ditionum juriumque alienationes, ac proinde in Casareâ Capitulatione pactio, vel in Comitibus propositio deinceps fiat de occupatis distractivè Imperii bonis ac juribus recuperandis, ea non completi intelligatur res supra expressas, utpotè ex communi Ordinum sententiâ pro publicâ tranquillitate in alterius dominium legitime translatis, atque eisdem in hunc finem ab Imperii matricula expungi placeat.

Statim à restitutione Benfeldæ, æquabuntur solo ejusdem oppidi munitiones, nec non adjacentis fortalitii Rhinæ, sicuti quoque Tabernarum Alsatie, Castris Hohenbar & Neoburgi ad Rhenam, neque in prædictis locis ullus miles prædiarius haberi poterit.

Magistratus & incolæ dictæ Civitatis Tabernarum neutralitatem accuratè servent, partatq; illæ Regio militi, quoties postulatam fuerit, tutus ac liber transiit. Nullæ ad Rhenum munitiones in ceteriori ripâ extrui poterunt à Basileâ usque Philipsburgum, neque ullo molimine deflecti aut interverti fluminis cursus ab unâ alterâve parte.

Quod ad æs alienum attinet, quo Camera Ensisheimiana gravata est Dominus Archidux Ferdinandus Carolus recipiet in se cum câ parte Provinciarum, quam Rex Christianissimus ipsi restituere debet, tertiam omnium debitorum partem sine distinctione, sive Chiographaria, sive hypothecaria sint, dummodò utraque in formâ authenticâ, & vel speciale Hypothecam habeant, sive in Provinciis cedendas sive in restituendas, vel si nullam habeant in libellis rationariis receptorum ad Cameram Ensisheimianam respondentium usque ad finem anni 1632. agnita, atque inter debita illius recensita fuerint, & pensationum annuarum solutio dictæ Cameræ incubuerit, eamque dissolvat, Regem pro tali quota indemnem penitus præstando.

Quæ verò debita Collegiis Ordinum ex singulari per Austriacos Principes, cum ipsis in Dietis Provincialibus initiâ conventionem attributa, aut ab ipsis Ordinibus communi nomine contracta sunt, iisque solvenda incumbunt, debet interesse, qui in ditionem Regis veniunt, atque illos qui sub Dominio Domus Austriacæ remanent, injuri conveniens distributio, ut una-

quæque pars sciat, quantum sibi æris alieni dissolvendum restet.

Rex Christianissimus restituet Domui Austriacæ, & in specie supradicto Domino Archiduci Ferdinando Carolo, primogenito quondam Archiducis Leopoldi Filio, 4. Civitates Sylvestres, Rheinfelden, Seckingen, Lauffenberg, & Walschutum cum omnibus Territoriis & Balivatus, Villis, Pagis, Molendinis, Sylvis, Forestis, Vassallis, Subditis, omnibusque appartenentiis cis & ultra Rhenum. Itemque Comitatum Hawesteln, Sylvam nigram, totamque superiorem & inferiorem Brisoviam, & Civitates in ea sitas antiquo jure ad Domum Austriacam spectantes, scilicet Newburg, Freyburg, Emdingen, Kenzingen, Valdkirch, Villingen, Breulingen, cum omnibus Territoriis. Item, cum omnibus Monasteriis, Abbatibus, Prælatibus, Præpositis, Ordinibusque Equestrum Commendatariorum cum omnibus Balivatus, Baronatibus, Castris, Fortalitiis, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Vassallis, hominibus, subditis, fluminibus, rivis, forestis, sylvis, omnibusque Regaliis, juribus, jurisdictionibus, Feudis & Patronatibus, cæterisque omnibus & singulis ad sublime Territorium Jus Patrimoniumque Domus Austriacæ in toto isto tractu antiquis spectantibus. Totam item Ornaviam, cum Civitatibus Imperialibus Offenburg, Gengenbach & Cella ahm Hammerspach, quatenus scilicet Præfectura Ornaviensis obnoxia sunt, adeo ut nullus omnino Rex Franciarum quicquam juris aut potestatis in his præmemoratis partibus, cis & ultra Rhenum sitis, ullo unquam tempore prætendere, aut usurpare possit aut debeat, ita tamen, ut Austriacis Principibus prædicta restitutione, nihil novi juri acquiratur.

Libera sint in universum inter utrumque Rheni Ripæ & Provinciarum utrumque adjacentium incolas, commercia & commercatus; Imprimis verò Libera sit Rheni navigatio, ac neutri parti permittum esto, naves transientes, descendentes aut ascendentes impedire, detinere, arrestare aut molestare, quocunque prætextu, solâ inspectione quæ ad periclitandas, aut visitandas merces fieri consuevit, excepta, nec etiam liceat nova & insolita vectigalia, pedagia, passagia, dacia, aut alias ejusmodi exactiones ad Rhenum impingere, sed utraque pars contenta maneat vectigalibus & datis ordinariis ante hoc bellum sub Austriacorum gubernatione ibidem præstare solitis.

Omnes Vassalli, Landstalli, Subditi, Cives, Incolæ, quicumque cis & ultra Rhenum Domui Austriacæ, sicut etiam illi, qui immediate Imperio subiecti erant, vel alios Imperii Ordines ut Superiores recognoscunt, non obstant qualicumque confiscatione, translatione, donatione, per quoscunque belli Duces aut Præfectos militie Suedicæ aut Confederatorum post occupatam Provinciam factâ, perque Regem Christianissimum ratificatâ, aut proprio motu decreta, statim post publicatam Pacem bonis suis immobilibus & stabilibus, villis, castris, oppidis, fundis, possessionibus restitui debent, citra ullam exceptionem meliorationum, expensarum, sumptuum compensationem, quas moderni possessores quomodolibet objicere possent, & citra restitutionem mobilium ac se movementum, & fructuum perceptorum.

Quod verò ad confiscationes rerum, pondere, numero, & mensurâ consentientium exactiones, conculsiones, atque extoriones, intuitu belli factas attinet, earum repetitio ad amputandas lites utrimque penitus cassata & sublata esto.

Teneatur Rex Christianissimus non solum Episcopos Argentinensem & Basileensem, cum Civitate Argentinenfi, sed etiam reliquos per utramque Alsatiam Romano Imperio immediate subiectos Ordines, Abbates Murbacensem & Luderensem, Abbatissam Andlaviensem, Monasterium in Valle sancti Gregorii Benedictini Ordinis, Palatinos de Luzelstein, Comites & Barones de Hanaw, Fleckenstein, Oberstein, totiusque Inferioris Alsatie Nobilitatem. Item prædictas Decem Civitates Imperiales, quæ Præfecturam

ANS Hagenoënsen agnoscunt in ea libertate & possessione de J. C. Immediatis erga Imperium Romanum, qua hactenus gavisse sunt, relinquere: Ita ut nullam ulterius in eos Regiam superioritatem pretendere possit, sed iis iuribus contentus maneat, quæcunque ad Domum Aultriacam spectabant, & per hunc Pacificationis Tractatum Coronæ Galliarum ceduntur. Ita tamen, ut præfenti hac declaratione nihil detractum intelligatur de eo omni supremi Domini jure, quod supra concessum est.

Item, Rex Christianissimus pro Recompensatione partium ipsi cessarum, dicto Domino Archiduci Ferdinando Carolo solvi curabit tres Milliones Librarum Turonensium annis proximè sequentibus, scilicet 1649. 50. & 51. in Felto sancti Joannis Baptistæ, quolibet anno tertiam partem in moneta bona & proba Basilæ, & ad manus Domini Archiducis ejusve Deputatorum.

Præter dictam pecuniæ quantitatem Rex Christianissimus tenebitur in se recipere duas tertias debitorum Cameræ Ensisheimianæ sine distinctione, sive Chirographaria, sive Hypothecaria sint, dummodò utraq; sint in forma authentica, & vel speciale Hypothecam habeant, sive in Provincias cedendas, sive in restituendas, vel si nullam habeant, in libellis notariis receptorum ad Cameram Ensisheimianam respondentium usque ad finem Anni millesimi sexcentissimi trigésimi secundi agnita, atque inter credita & debita illius recensita fuerint, & pensionationum annuarum solutio dictæ Cameræ incubuerit, eaque dissolvatur, Archiducem pro tali quota proventus indemnem præstando, utque id æquis fiat, delegabuntur ab utraque parte Commissarii statim à subscripto Tractatu Pacis, qui ante primæ pensionis solutionem convenient, quarum nomina utrique parti expungenda sint.

Curabit Rex Christianissimus, præfato Domino Archiduci bona fide absque ulla mora & retardatione restituere omnia & singula literaria Documenta, cujuscunque illa generis sint, quæ terras eidem restituendas concernunt, quatenus quidem in Cancellaria Regiminis & Cameræ Ensisheimianæ, aut Brifaci, vel etiam in custodia Officialium, Oppidorum & Arcium occupatarum reperiuntur.

Quod si talia Documenta sint publica, quæ cessas etiam terras pro indiviso concernunt, de his Archiduci exempla authentica, quotiescumque requisierit, edentur.

Item, ne controversiæ inter Dominos Sabaudie & Mantuæ Duces, ratione Montisferrati, authoribus incluz recordationis Ferdinando II. Imperatore & Ludovico XIII. Galliarum Rege, Suarum Majestatum Parentibus definitæ & terminatæ in Christianæ Reipublicæ perniciem aliquando recrudescant, conventum est, quod Tractatus Cherasci 6. Aprilis Anno Domini 1631. cum subsecutâ super eodem Ducatu Montisferrati executione, firmus stabilisque in omnibus suis articulis in perpetuum manebit, excepto tamen Pinarolo ac pertinentiis inter Suam Majestatem Christianissimam, ac Dominum Ducem Sabaudie definitis & Christianissimo Regi Regnoque Galliarum acquisitis per peculiare tractatus, qui eadem stabilitate & firmitate consistent in iis omnibus, quæ translationem aut cessionem Pinaroli & pertinentium concernunt: Si quid tamen in dictis peculiaribus tractatibus contineatur, quod Pacem Imperii turbare, vel novos in Italia motus post præfens bellum, quod nunc in illâ Provincia geritur, compositum excitare posset, id nullum & irritum sit, dictâ nihilominus cessione in suo robore permanente cum aliis conditionibus, quæ tam in favorem Ducis Sabaudie quam Regis Christianissimi conventæ sunt. Ideoque & Imperatoria & Christianissima Majestas vicissim promittunt, se cæteris omnibus tam ad prædictum Tractatum Cherasensem, quam executionem spectantibus, & in specie Albam, Trinum, eorumque territoria & reliqua loca, nunquam directè vel indirectè, specie juris aut via facti contraveniunt, neque ullo auxilio vel favore contravenientem adjuva-

ras, quinimo communi autoritate datum in operam; ANS ut ne à quoquam quovis prætextu violeatur, cum maxi- de J. C. me se obligatum esse declaraverit Rex Christianissimus dicti tractatus executionem omnibus modis promovere, 1648. atque etiam armis tueri, eo præferti fine, ut dictus Dominus Sabaudie Dux non obstantibus superioribus clausulis in pacifica Trini & Albæ reliquorumque locorum, ipsi per dictum Tractatum & investituram subsecutam in Ducatu Montisferrati concessorum & assignatorum, possessione semper relinquatur & manuteneatur.

Ut autem omnium dissidiorum & controversiarum semina inter eosdem Duces penitus extirpentur, quadringenta & nonaginta quatuor aureorum millia, quæ incluz memorie Christianissimus Rex Ludovicus XIII. in exonus Domini Ducis Sabaudie, se Domino Duci Mantuæ soluturum sponndit, Christianissima Majestas præfenti paratæque pecuniâ dicto Domino Duci Mantuæ numerari faciet, & propterea Dominum ducem Sabaudie ejusque Hæredes & Successores ab eâ obligatione omnino releabit, præstabitque indemnem ab omni petitione, quæ ratione vel occasione dictæ Summæ à dicto Domino Duce Mantuæ vel ejus Successoribus fieri posset, adeo ut in posterum ejus nomine, colore, ratione aut prætextu Dominus Dux Sabaudie, Hæredes, aut Successores nullam omnino juris vel facti molestiam aut vexationem à Domino Duce Mantuæ, Hæredibus aut Successoribus ejus patiantur. Qui ab hoc die & à modò in antea cum autoritate & consensu Cæsareæ & Christianissimæ Majestatis, solemnè hujus publicæ Pacis Instrumenti vigore nullam penitus in tota hac causa actionem contra Dominum Ducem Sabaudie, ejusque Hæredes & Successores exercere poterunt.

Cæsareæ Majestas decenter requisita concedet Domino Duci Sabaudie, unâ cum investitura antiquorum Feudorum & Statuum, qualem incluz memorie Ferdinandus II. Duci Sabaudie Victori Amedeo concesserat, Investituram quoque locorum, ditionum, statuum, omniumque jurium Montisferrati, cum appertinentiis, quæ illi vigore prædicti Tractatus Cherasensis, nec non executionis inde subsecutæ decreta & remissa fuerunt, sicuti quoque Feudorum novelli Monfortis, Sinii, Moncherij & Castelletti appertinentiis, juxta tenorem Instrumenti acquisitionis ab eodem Duce Victore Amedeo factæ sub decimo tercio Octobris Anni Millesimi sexcentissimi trigésimi quarti, & congruenter concessionibus seu permissionibus, nec non approbationibus Cæsareæ Majestatis, cum confirmatione quoque omnium & quorumcumque privilegiorum, quæ Sabaudie Ducibus hactenus indulta fuerunt quotiescumque à Domino Duce Sabaudie requirentur & postulabuntur.

Item conventum est, quod Dux Sabaudie, Hæredes & Successores ejus, nullatenus à Cæsareæ Majestate turbentur aut inquietentur in Superioritate, seu jure Superioritatis, quod habent in Feudis Rocheverani, Olmi & Casolæ cum pertinentiis, quæ à Romano Imperio nulla ratione dependent, revocatis, annullatisque donationibus & investituris in dictorum feudorum possessione Dominus Dux manuteneatur, & quatenus opus sit, redintegretur; parique ratione ejusdem Vallis Comes Veruvæ, quoad eadem Feuda Olmi & Casolæ & quartæ partis Rocheverani seu possessioni seu quasi restitatur, & in eadem plenissimè cum fructibus omnibus redintegretur.

Item conventum est, quod Cæsareæ Majestas restituat faciat Comitibus Clementi & Joanni Filiis, nec non & Nepotibus ex Filio Octaviano Comitibus Caroli Cacheverani integrum Feudum Rochæ, Arazii cum pertinentiis & dependentibus, quibuscumque non obstantibus.

Similiter declarabit Imperator, in Investitura Ducatus Mantuæ comprehendi Castra Reggioli & Luzzaræ cum suis territoriis & dependentiis, quorum possessionem Dux Guastallæ Duci Mantuæ restituere teneatur, reservatis tamen eidem juribus pro sex millibus scutorum annuorum, quæ præstendit, de quibus agere, & judi-

NS judicio experiri coram Sua Cæsareâ Majestâte valeat ad-
J. C. versus Ducem Mantuæ.

48. Simulâque verò Instrumentum Pacis à Dominis Plenipotentiariis & Legatis subscriptum & signatum fuerit, cesset omnis hostilitas, & quæ supra conventa sunt, utrinque veligio executioni mandentur, utque id melius & citius adimpleatur, sequenti post subscriptionem die Publicatio Pacis fiat more solemnî & solito per compita Civitatum Monasteriensis & Osnabrugensis, post acceptum tamen nuncium, quod subscriptio Tractatus facta fuerit in utroque loco, statimque post Publicationem factam diversi mittantur Cursores ad Duces Exercituum, qui citatis equis simul iter conficiant, dictis Ducibus significent, concludam esse Pacem, curentque, ut conventa inter ipsos Duces die, Pax & cessatio hostilitatum in singulis Exercitibus denud publicetur, omnibusque & singulis belli Ministris & Civitatibus, aut Fortalitiis Gubernatoribus imperetur, ut ab omni hostilitatum genere in posterum abstineant, ita, ut si quid post dictam Publicationem attentatum, aut viâ facti mutatum fuerit, id quamprimum reparari & in pristinum statum restitui debeat.

Convenient inter se utriusque partis Plenipotentiarii intra tempus conclusæ & ratificandæ Pacis de modo, tempore, & securitate restitutionis locorum & exactionis militiæ, ita ut utraque pars secunda esse possit, omnia, quæ conventa fuerint, sincerè adimplerentur.

In primis quidem Imperator per universum Imperium edicta promulget & serîo mandet eis, qui hisce pactis & hac Pacificatione ad aliquid restituendum vel præstandum obligantur, ut sine tergiversatione & noxa intra tempus conclusæ & ratificandæ Pacis præstent & exequantur transacta, injungendo tam Directoribus, *Aufsprechenden Fürsten*, quam Præfectis Militiæ Circularis, *Trans-Cherften*, ut ad requisitionem restituendum, juxta ordinem executionis & hæc pacta, restitutionem cuiusque promoveant & perficiant. Inferatur etiam Edictis Clausula, ut quia Circuli Directores, *die Aufsprechende Fürsten*, aut Præfecti Militiæ Circularis, *Trans-Cherften*, in causâ vel restitutione propriâ minus idonei executioni esse censentur, hoc in casu, itemque si Directores vel Præfectum Militiæ Circularis repudiare commissionem contingat, vicini Circuli Directores, aut Præfecti Militiæ Circularis eodem executionis munere etiam in alios Circulos ad restituendum requisitionem fungi debeant.

Quod si etiam restituendum aliquis Cæsareanus Commissarios ad aliquis restitutionis, præstationis vel executionis actum necessarios censuerit, quod ipsorum optioni relinquatur, etiam illi sine mora dentur. Quo casu ut rerum transactarum effectus tantò minus impediat, tam restituendis, quam restituendis liceat statim conclusâ & subscriptâ Pacificatione, binos aut trinos utrinque nominare Commissarios, è quibus Cæsareâ Majestâs unum ad restituendum, alterum ad restituendum nominatum, pares tamen numero ex utraque Religione eligat, quibus injungatur, ut omnia, quæ vigore hujus Transactionis oportet, absque morâ exequantur. Sin autem Restituentes Commissarios nominare neglexerint, Cæsareâ Majestâs ex iis, quos restituendos nominaverit, unum deliget, aliumque pro suo arbitrio, observatâ tamen utrobique diversâ religioni addictorum paritate, adjungat, quibus Commissionem executionis demandabit, non obstantibus exceptionibus in contrarium factis. Ipsi deinde restituendi mox à conclusione Pacis de transactionum tenore notum faciant interessatâ aliquid restituaturis.

Omnes denique & singuli sive Status, sive communiantes, sive privati, sive Clerici, sive Seculares, qui vigore hujus transactionis ejusdemque regularum generalium, vel specialis expressæque aliquis dispositionis ad restituendum, cedendum, dandum, faciendum, aut aliud quid præstandum obstricti sunt, teneantur statim, post promulgata Cæsareâ Edictâ, & factam restituendi notificationem, sine omni tergiversatione,

Tom. III.

vel oppositione clausulæ salvatoris, sive generalis, ANS sive specialis alicujus suprà in Amnistiâ positæ, aut de J. C. quacunque aliâ exceptione, itemque sine noxa aliqua, omnia, ad quæ obligantur, restituere, cedere, dare, facere & præstare. 1648.

Nec Directorum & Præfectorum Circularis militiæ, aut Commissariorum executioni quisquam, sive Status, sive miles, præsertim præsidarius, sive quilibet alius sese opponat, sed potius Executoribus assistant, liberumque sit dictis executoribus contra eos, qui executionem quovis modo impedire conantur, suis, vel etiam restituendorum viribus uti.

Deinde omnes & singuli utriusque partis Captivi sine discrimine Sagi vel Togæ, eo modo, quo inter Exercituum Duces, cum Cæsareâ Majestâs approbatione conventum est, vel adhuc conveniatur, liberi dimittantur.

Restitutione ex capite Amnestiæ & Gravaminum factâ, liberatis captivis & rati habitationibus commutatis, omnia utriusque partis militaria præsidia, sive Imperatoris ejusque sociorum & Fœderatorum, sive Regis Christianissimi & Landgraviæ Hassiæ, eorumque Fœderatorum & Adhærentium, aliòve quocumque nomine imposita fuerint, ex Civitatibus Imperii ac omnibus aliis locis restituendis, sine exceptionibus, mora, damno & noxa, pari passu educantur.

Loca ipsa, Civitates, Urbes, Oppida, Arces, Castella, Fortalitia, tam quæ per Regnum Bohemiæ aliisque terras Imperatoris, Domusque Austriacæ hereditarias, quam cæteros Imperii Circulos à partibus belligerantium supradictis occupata & retenta, vel per Armistitii unius vel alterius partis, vel quocumque alium modum concessa sunt, prioribus & legitimis suis Possessoribus & Dominis sive mediatis sive immediatis Imperii Status sint, tam Ecclesiasticis, quam Secularibus, comprehensâ liberâ Imperii nobilitate, absque morâ restituantur, liberæque eorum dispositioni, sive de jure & consuetudine, sive vigore præsentis transactionis competenti permittantur, non obstantibus ullis donationibus, infeudationibus, concessionibus, (nisi ultro & spontaneâ Status alicujus voluntate alicui factæ sint vel fuerint) obligationibus pro redimendis captivis, aut avertendis devastationibus, incendiisque datis, aut aliis quibuscunque titulis in priorum legitimorum Dominorum possessorumve præjudicium acquisitis, cessantibus etiam pactis & fœderibus, aut quibuscunque aliis exceptionibus prædictæ restitutioni adversantibus, quæ omnia pro nullis haberi debent. Salvis tamen iis quæ & quatenus in præcedentibus articulis circa satisfactionem Majestatis Christianissimæ, ut & quibusdam Imperii Electoribus & Principibus factis concessionibus & æquivalentibus compensationibus aliter excepta & disposita sunt; nec mentio Regis Catholici, & nominatio Ducis Lotharingiæ in Instrumento Cæsareo-Suedico facta, minus prædicatum Alsatice Landgraviæ Imperatori attributum, Christianissimo Regi ullum præjudicium afferant, nec ea, quæ circa satisfactionem militiæ Suedicæ conventa sunt, ullum respectu Sui Majestatis fortiantur effectum. Arque hæc restitutio locorum occupatorum tam à Cæsareâ Majestâte, quam à Rege Christianissimo & utriusque Sociis, Fœderatis & Adhærentibus fiat reciproce & bonâ fide.

Restituantur etiam Archiva & Documenta Literaria, aliisque mobilia, ut & Tormenta bellica, quæ in dictis locis tempore occupationis reperta sunt, & adhuc ibi salva reperiuntur. Quæ verò post occupationem aliunde eò invecita sunt, sive in præliis capta, sive ad usum & custodiam eò per occupantes illata fuerint, una cum annexis, ut & bellico apparatu iidem quoque secum exportare & avehere liceat.

Teneantur Subditi cuiusque loci, decedentibus præsidii & militibus currus, equos & naves, cum necessario victu, pro omnibus necessariis avehendis ad loca in Imperio destinata absque pretio subministrare. Quos currus, equos & Naves restituere debent Præfecti Præsidiorum militumque hoc modo discedentium, sine

Y y

dolo

ANS
de J. C.
1648.

dolo & fraude liberent etiam Statuum Subditi se invicem ab hoc onere vecturæ de uno Territorio in aliud, donec ad loca in Imperio destinata pervenerint, nec Præsidiorum, aut aliis militiæ Præfectis aut Officialibus liceat subditos, eorumque Currus, Equos, Navis & similia eorum usibus commodata, omnia vel singula extra Dominorum suorum, multo minus Imperii fines, secum trahere, eoque nomine obsidibus cavere teneantur.

Reddita verò, siue limitanea fuerint dicta loca, ab ulteriori omnibus durantibus hiæ bellorum motibus introductis præfidiis perpetuò posthac libera sunt, & Dominorum suorum (salvo de cætero cujusque jure) liberæ dispositioni relinquuntur.

Nulli autem Civitati vel nunc vel in futurum ullo præjudicio damnovæ cedat, quod ab alterutra parte belligerantium occupata & inessæ fuerat, sed omnes & singulæ cum omnibus & singulis Civibus & incolis, tam universalis Amicitia, quam cæteris hujus Pacificationis Beneficiis gaudeant, iisque de cætero omnia sua Jura & Privilegia in Sacris & Profanis, quæ ante hos motus habuerunt, facta teclaque maneant, salvis tamen juriis superioritatis, cum inde dependentibus pro singulis quarumcunque Dominis.

Denique omnium belligerantium in Imperio partium Copiæ & Exercitus dimittantur & exauctorentur, eo tantum numero in suos cujusque proprios Status traducto, quem quæque pars pro sua securitate judicaverit necessarium.

Pacem hoc modo conclusam promittunt Cæsarei & Regii, Ordinumque Imperii Legati & Plenipotentarii, respectivè ab Imperatore & Christianissimo Rege, Sacricque Imperii Romani Electoribus, Principibus & Statibus, ad formam hic mutuò placitam ratihabitu iri, seseque infallibiliter præstuturos, ut solemnia Ratihabitionum Instrumenta intra spatium octo septimanarum à die subscriptionis computandarum MONASTERII præsententur, & reciprocè, ritèque committentur.

Pro majori etiam horum omnium & singulorum pactorum firmitudine & securitate sit hæc Transactio perpetua Lex, & Pragmatica Imperii Sanctio, impositum æquè ac aliæ leges & constitutiones fundamentales Imperii, nominatim proximo Imperii Recessui, ipsique Capitulationi Cæsareæ inferenda, obligans non minus abentes, quam præsentis, Ecclesiasticos æquè ac Politicos, siue Status Imperii sint, siue non, eaque tam Cæsareis Procerumque Consiliariis & Officialibus, quam Tribunalium omnium Judicibus & Assessoribus tanquam Regula, quam perpetuò sequantur, præscripta.

Contra hanc Transactionem ullumve ejus Articulum aut clausulam nulla Jura Canonica vel specialia Conciliorum Decreta, Privilegia, Indulta, Edicta, Commissiones, Inhibitiones, Mandata Decreta, Rescripta, Litispendentiæ, quocunque tempore late sententiæ, res judicatæ, Capitulationes Cæsareæ, & aliæ Religiosorum Ordinum Regulæ aut Exemptiones, siue præteriti siue futuri temporis Protestationes, Contradictiones, Appellationes, Investituræ, Transactiones, Juramenta, Renunciationes, Pacta dedititia seu alia, multo minus Edictum Anni millesimi sexcentissimi vigesimi noni, vel Transactio Pragensis, cum suis appendicibus, aut Concordata cum Pontificibus, aut Interimistica Anni millesimi quingentesimi quadagesimi octavi, illavè alia Statuta, siue Politica, siue Ecclesiastica Decreta, Dispensationes, Absolutiones, vel ullæ aliæ, quocunque nomine aut preteritu excogitari poterunt, exceptione unquam allegentur, audiantur aut admittantur nec uspiam contra hanc Transactionem in petitorio aut possessorio, seu inhibitorii seu alii Processus vel commissiones unquam decernantur.

Qui verò huic Transactioni vel Paci publicæ, consilio vel ope contrayenerit, vel executioni aut restitutioni repugnaverit, vel etiam legitimo modo supra convento & sine excessu factâ restitutione, sine legiti-

ma causæ cognitione & ordinariâ Juris executione restitutum de novo gravare tentaverit, siue Clericus, siue Laicus fuerit, poenam fractæ Pacis ipso jure & facto incurrat, contraque cum juxta Constitutiones Imperii restitutio & præstatio cum pleno effectu decernatur & demandetur.

Pax verò conclusa nihilominus in suo robore permaneat, teneanturque omnes & singuli hujus Transactionis consortes universas & singulas hujus Pacis leges contra quencunque sine Religionis distinctione tueri & protegere, & si quid eorum à quocunque violari contigerit, læsus ledentem inprimis quidem à via facti dehortetur, causâ ipsâ vel amabili compositioni, vel juris disceptationi submissâ.

Verumtamen si neutro horum modorum intra spatium trium annorum terminetur controversia, teneantur omnes & singuli hujus Transactionis Consortes, junctis cum parte læsâ consiliis viribusque, arma sumere ad repellendam injuriam à passio moniti, quod nec amicitia, nec juris via locum invenerit: salvâ tamen de cætero uniuscujusque jurisdictione justitiæque juxta cujusque Principis aut Status leges & constitutiones competenti administratione. Et nulli omnino Statuum Imperii liceat Jus suum vi vel armis persequi, sed si quid controversiæ, siue jam exortum sit siue posthac incidit, unusquisque jure experiatur, secus faciens reus sit fractæ Pacis. Quæ verò Judicis sententiâ definita fuerint, sine discrimine Statuum executioni mandentur, prout Imperii leges de exequendis sententiis constituunt.

Ut etiam Pax publica tantò melius conservari possit, redintegrentur Circuli & statim ac undecunque turbatum vel motum aliqua initia appareant, observentur ea, quæ in Constitutiones Imperii de Pacis publicæ executione & conservatione disposita sunt.

Quoties autem milites per aliorum Territoria, aut fines aliquis ducere velit, transitus hujusmodi instituantur ejus, ad quem transientes milites pertinent, sumptu, atque addo sine maleficio, damno & noxa eorum, quorum per territoria ducuntur, ac denique omnino observentur, quæ de conservatione Pacis publicæ Imperii Constitutiones decernunt & ordinant.

Sub hoc præfenti Pacis Tractatu comprehendantur illi, qui ante permutationem ratificationis vel inter sex Menses postea ab unâ alteraque parte ex communi consensu nominabuntur, interim tamen utriusque placito comprehenditur Respublica Veneta, uti mediatrice hujus Tractatus. Ducibus quoque Sabaudiz & Mutinæ, quod pro Rege Christianissimo in Italia bellum gesserint, & etiam nunc gerant, nullum unquam adferat præjudicium.

In quorum omnium & singulorum fidem, majusque robur, tam Cæsarei, quam Regii Legati, Nominè verò omnium Electorum, Principum, ac Statuum Imperii ad hunc actum specialiter ab ipso (vigore conclusi die decimo tertio Octobris) Anni infra mentionati facti, & ipsâ die subscriptionis sub Sigillo Cancellariæ Moguntinæ, Legato Gallico extraditi, Deputati, nimirum Electoralis Moguntini, Dominus Nicolaus Georgius de Reigerperg, Eques, Cancellarius Electoralis Bavaricus, Dominus Joannes-Adolphus Krebs, Consiliarius intimus. Electoralis Brandenburgicus, Dom. Joannes Comes in Sain & Wittgenstem, Dominus in Homburg & Vallendar, Consiliarius intimus. Nominè Domus Austriacæ, Dominus Georgius-Ulricus Comes à Wolckenstein, Consiliarius Cæsareo-Aulicus. Dom. Cornelius Gobelius, Episcopi Bambergensis Consiliarius. Dom. Sebastianus Wilhelmus Meel, Episcopi Herbipolensis Consiliarius intimus. Dominus Joannes-Ernestus, Ducis Bavaricæ Consiliarius Aulicus. Dom. Wolfgangus-Conradus à Thumshim, Consiliarius Aulicus Saxonico-Altenburgensis & Coburgensis. Dom. Augustus Carpozovius, Consiliarius Saxonico-Altenburgensis & Coburgensis. Dom. Joannes Fromhold, Domus Brandenburgicæ, Culmbacensis & Onoltzbacensis Consiliarius intimus. D. Henricus Langenbeck Jureconsultus, Domus Brunsvico-

S. Luncburgicæ Linæ Cellensis Consiliiarius intimus. C. Dom. Jacobus Lampadius J. C. Linæ Calenbergensis Consiliiarius intimus, Pro Cancellarius. Nominis Comitum Scamini Wetteraviensis, Domin. Mathæus Wesembecius J. C. & Consiliiarius. Nominis utriusque Scamini, Dom. Marcus Otto, Argentoratensis. Dom. Joannes-Jacobus Wolff, Ratisbonensis. Dom. David Gloxinius, Lubecensis, & Dom. Judocus-Christophorus Kress à Kresfenstein, Norimbergensis Reipublicæ respectivè Syndici, Senatores, Consiliiarii & Advocati, Præsens Pacis Instrumentum manibus sigillisque propriis muniverunt ac firmarunt, dictique Ordinum Deputati Principium suorum Ratificationes formulâ Conventâ, termino suprà constituto sese ex tradituros polliciti sunt reliquis Statum Plenipotentiaris liberum relinquendo, velint an nolint nomina sua subsignare, fuorûmque Principalium rati habitationes accersere; sed hoc pacto atque lege, ut subscriptione jam nominatorum Deputatorum reliqui Status omnes & singuli, qui subscriptione & rati habitatione supersedent, tam firmiter ad observantiam & manutentionem eorum, quæ in hoc Pacificationis Instrumento continentur, obligati sint, ac si ab ipsis subscriptio fuerit facta & exhibita ratificatio; nec ulla à Directorio Imperii Romani contra subscriptionem à memoratis Deputatis factam recipiatur aut valeat, vel protestatio vel contraditio. Acta sunt hæc Monasterii Westphalorum, die 24. Octob. Anno 1648.

(a) *Exempla Plenipotentiarum Domini Regis Gallie.*

NOs Ludovicus DEI Gratiâ Rex Franciæ & Navarræ, quibuscunque præsentis exhibebuntur, salutem. Cum ex omnibus beneficiis, quæ à Deo scaturigine omnis boni in mortales promanant, maximum sit Pax, Regum ac Principum Christianorum fuerit, suis subditis illud conciliare, sanguini effundendo parcere, & omnibus malis, quæ cum bello nexu adamantino coherent, obicem ponere.

Permovit id Ludovicum Regem gloriose recordationis, honoratissimum nostrum Dominum & Parentem, ut aurem præberet, ubi mentio Pacis generalis injiceretur: Hujus ille quidem lucis usuram reddidit, cum auctoritas ipsius ad consiliatam sancta pertenda maxime putaretur necessaria. Quamvis vero ea mors videretur formidinem augere continuandorum per Europam motuum, desit tamen metus, locumque fecit spei de Republicâ optimæ, postquam clavus nostri regni traditus est Reginæ, honoratissimæ nostræ Dominiæ & Parenti, cujus Pietas cum choro Regiarum virtutum neminem latet. Quoniam verò ad indagandam viam Pacis Generalis, ejusque conficiendæ, concludendæ & firmandæ causa necesse est, ut ex nostra auctoritate Viri eminentioris dignitatis & industriæ, quorum peritiæ, fidei & benevolentie in negotio tanti momenti, quod Res multorum Regum, Principum & Rerum-publicarum complectitur, stare possimus, constituantur; Notum facimus, Nos ob egregias virtutes, quæ in dilectissimo & amantissimo nostro cognato Henrico Aurelianiensi, Duce Longavillano & Stutzavillano, Duce & Pari Franciæ, Principe & Comite supremo Neocastelli, Comite Dunæ & Tancarvillano, Conestabili hereditario Normanniæ, Gubernatore & Legato nostro istius Provincie, Centurione Cataphractorum nostræ militiæ, Equite nostrorum Ordinum & Consiliario intimo, & in dilectissimo ac fideli Domino Claudio Memio, Comite Avotiorum, Commendatore nostrorum Ordinum Equestrum, Filii Francici Procuratore, intimo etiam Consiliario, atque adeo in valde dilecto atque fideli Domino Abele Servieno, Comite Rupis Aubertianæ, Consiliario per omnes Curias, concurrunt, qui jam Regi defuncto, honoratissimo Domino nostro ac Parenti domi ac foris eximiam navarunt operam, quibus adeo plenam ac integram tribuimus fidem: istas igitur ob causas, aliasque probas justasque considerationes, quibus sic per-

moveamur ex arbitratu Reginæ Rectricis, honoratissimæ nostræ Dominiæ ac Parentis, nostri dilectissimi & amantissimi Patris Ducis Aurelianiensis, nostri dilectissimi & amantissimi Patruelis Principis Condæ, & nostri dilectissimi ac amantissimi Cognati Cardinalis Mazzarini, plurimum Principum, Ducum, Parium & Procuratorum Coronæ, aliorumque eximiorum Senatorum, Nos dictum nostrum cognatum Ducem Longavillanum cum auctoritate primarii nostri Legati extraordinarii & Plenipotentarii, etiam Dominos Comites Avotium & Servienum cum auctoritate nostrorum Legatorum extraordinariorum & Plenipotentiariorum ad Pacem generalem commississe, ordinasse & deputasse, committere, ordinare & deputare per istas literas manu nostra signatas, ipsisque dedimus & damus plenam & absolutam potestatem, commissionem atque speciale mandatum, in Germaniam abeundi, & Monasterii cum Deputatis Plenipotentariis nostrorum dilectissimorum & amantissimorum Fratrum ac Patruorum, Imperatoris Romani & Regis Catholici, sufficiente facultate instructis, conferendi de Rationibus, quibus diffidia, istorum bellorum causæ tollantur & in pacem commutentur, de iis negotiandi unâ transigendi, adeoque pacem bonam ac fidam concludendi. Etiam plenam & absolutam potestatem damus iisdem Plenipotentariis nostris negotiandi & transigendi eandem Pacem eodem in loco cum fœderatis & complicitis eorundem Imperatoris ac Regis Catholici, eos tractatus atque actus, quos expedire judicabunt, acceptandi, eas dandi literas publicas, commentusque, qui ad securitatem commentium ejusdem negotii causa requiruntur, faciendi denique in omnibus, negotiandi, promittendi & concordandi per dictos nostros Legatos ac Plenipotentarios, duosve ex illis, absente, agitante aut impedito eorum quovis, quicquid necessarium judicabunt ad eundem effectum Pacis Universalis producendum per omnia ac eadem auctoritate, uti Nos ipsi faceremus & facere possemus, si illic præsentis essemus, etiam si casus eveniret, qui mandatum specialius, quam quod præsentibus literis continetur, exigeret. Promittimus fide & verbo Regio, additâ obligatione ac hypotheca omnium nostrarum fortunarum, tum præsentium, tum futurarum, nos firmiter servaturos & adimpleturos, quicquid ab ipsis isto modo fuerit stipulatum, conventum ac promissum, literisque rati habitationis, quas intra constitutum tempus producere tenebuntur, consecuturos. Nam ea est nostra voluntas.

In testimonium istius rei iussimus nostrum Signillum præsentibus literis apponi. Datæ Parisiis 20. 10. Sept. Anno Salutis 1645. & regni nostri primo. Signatæ, Ludovicus, & in plica reducta, Nominis Regis, Reginæ Rectricis Matris ipsius præsentis, Lominæus, & sigillatæ majori sigillo in cera flava.

NOs Ludovicus DEI Gratiâ Rex Franciæ & Navarræ, quibuscunque præsentis literæ exhibebuntur, salutem.

Literis nostris publicis XX. Septembris Anno millesimo sexcentesimo quadagesimo quinto, scriptis potestatem dederamus dilectissimo & amantissimo nostro cognato Henrico Aurelianiensi, Duci Longavillano & Stutzavillano, Principi ac Comiti supremo Neo-Castelli, Comiti Danæ ac Tancarvillano, Conestabili hereditario Normanniæ, Gubernatori ac Legato nostro in eadem Provinciâ; dilectissimo nostro ac fideli Domino Claudio Memio, Comiti Avotiorum, Commendatori nostrorum Ordinum Equestrum, Filii Francici Procuratori, Consiliarioque intimo; ac valde dilecto nostro atque fideli Domino Abele Servieno, Comiti Rupis Aubertianæ, Consiliario per omnes Curias, agendi & concludendi pacem generalem Monasterii, auctoritate Legatorum nostrorum Extraordinariorum ac Plenipotentiariorum, ut per absentiam, morbum aliudve impedimentum cujusvis eorum à reliquis duobus promitteretur & transigeretur, quicquid ad effectum ejusdem Pacis producendum judicassent necessarium.

ANS rium. Quoniam verò eodem cognato nostro, Duce
de J. C. Longævillano in Franciam reduce, & eodem Dn. Co-
mite Avotiorum ad discedendum Monasterio accincto,
1648. difficultatis aliquid ex parte carerorum Plenipotenti-
ariorum atque Mediatorum, cum eodem Domino Co-
mite Servieno agendi, ob pretextum solitudinis ali-
quando in Conventu nasci posset, nisi ipsis constaret de
nostro animo, ex desiderio amputandi omnem causam
disputationis promovendi negotiationem ac conclu-
sionem Tractatum, secundum omnem facultatem nos-
tram, ob eas causas, aliasque bonas & justas conside-
rationes ad id permoti, ex arbitratu Regine Rectricis,
honoratissime nostræ Domine & Matris, dilectissimi
nostri ac amantissimi Patru Ducis Aurelianensis, nos-
tri dilectissimi & amantissimi Patruelis, Principis Con-
dæ, dilectissimi nostri & amantissimi Cognati, Car-
dinalis Mazarini, aliorumque eximiorum nostrorum Se-
natorum, diximus & declaravimus, dicimus ac decla-
ramus, per istas literas manu nostra signatas, nos velle
& profiteri, ut idem Comes Servienus pergat agere so-
lus ex eadem autoritate nostri Legati Extrordinarii
Plenipotentiarii, quemadmodum fecisset, aut potuisset
facere conjunctim cum eodem Domino, Comite Avo-
tiorum, tam ex facultate quam XX. Sept. acceperat,
quàm istarum literarum, quibus idem Dominus Co-
mes Servienus, quamdiu in eodem loco MONASTERII
solus commorabitur utetur; cui etiam quantum opus est
aut erit, dedimus de novo, & damus potestatem spe-
cialem negotiandi, promittendi, concordandi & sub-
scribendi soli omnes tractatus & articulos, faciendique
quicquid necessarium judicaverit ad effectum ejusdem
Pacis universalis producendum, per omnia & eadem au-
thoritate, uti Nos ipsi faceremus ac facere possemus, si
illic præsentem essemus, etiam si casus eveniret, qui man-
datum specialius, quàm quod præsentibus literis conti-
netur, exigeret. Promittimus fide & verbo Regio,
addita obligatione ac hypothecâ omnium nostrarum
fortunarum, tum præsentium tum futurarum, Nos fir-
miter servaturos, quicquid per eundem Dominum Co-
mitem Servienum isto modo fuerit stipulatum, con-
ventum & promissum. In Testimonium istius reijussi-
mus nostrum sigillum præsentibus literis apponi. Nam
ea est nostra voluntas.

Datæ Parisiis, vigesimo Martii, Anno salutis mille-
simo sexcentesimo quadagesimo octavo, & nostri Re-
gni quinto. Signata, Ludovicus, & in plica reducta,
Nominis Regis, Regine Rectricis Matris ipsius præsen-
tis, Lominæus & Sigillata in cerâ flavâ.

*Subscriptiones cum Sigillis Dominorum
Plenipotentiariorum & Domino-
rum Legatorum.*

- L. S. Joannes Ludovicus Comes de Nassau.
- L. S. Servien.
- L. S. Isaac Volmar.
- L. S. Nominis Domini Electoris Mogunini, Nicolaus
Georg. Reigersperger.
- L. S. Nominis Domini Electoris Bavaria, Joannes
Adolph. Krebs.
- L. S. Nominis Domini Electoris Brandenburgici, Jo-
annes Comes in Sain & Wigenstein.
- L. S. Nominis Domini Austriae, Georgius Udalricus
Comes in Wölkenstein & Rodnegis.
- L. S. Nominis Domini Episcopi Bambergensis, Corne-
lius Gobelius.
- L. S. Nominis Domini Episcopi Herbipolensis, Ducis
Franconia, Sebastianus Wilhelmus Meel.
- L. S. Nominis Domini Ducis Bavaria, Joannes Erne-
stus J. C.
- L. S. Nominis Dn. Ducis Saxonia, Linea Altenbur-
gensis, Wolfgangus Conradus à Thumbshirn, Con-
siliarius Altenburg, & Coburgensis.
- L. S. Nominis Dn. Ducis Saxonia, Linea Altenbur-
gensis, Augustus Carpzevius D. Consiliarius Alten-
burgensis & Coburgensis.

- L. S. Nominis Domini Marchionis Brandenburgici ANS
Culmbacensis, & eodem Dn. Comite de J. C.
1648. riius Elef. Brand. intimus.
- L. S. Nominis Dn. Marchionis Brandenb. Onoltzbacen-
sis, Joannes Fromhold, Consiliarius intimus E-
leif. Brandenburg.
- L. S. Nominis Dn. Ducis Brunswico-Luneburgensis Cel-
lenfis, Henricus Langenbeck, Consiliarius inti-
mus.
- L. S. Nominis Dn. Friderici Ducis Brunswico-Lunebur-
gici Grubenhagenensis, Jacobus Lampadius J. C.
- L. S. Nominis Dn. Ducis Brunswico-Luneburgici Guil-
pheybani, Chrysef. Coler. D. Consiliarius.
- L. S. Nominis Dn. Ducis Brunswico-Luneburgici Calen-
bergensis, Jacobus Lampadius, J. C. Consilia-
rius intim. & Pro-Cancell.
- L. S. Nominis Dn. Ducis Megapolitano-Swerinensis,
proprio & tutorio nomine Dn. Ducis Megapolita-
no-Gustroviensis, Abraham Kaiser D. Consiliarius
intim.
- L. S. Nominis Dn. Elector. Brandenb. tanquam Ducis
Pomeraniae, Steini, Matthæus Wesenbecius Con-
siliarius intimus.
- L. S. Nominis Dn. Elect. Brandenb. tanquam Ducis Po-
meraniae, Wolgast, Joannes Fromhold, Consi-
liarius intimus.
- L. S. Nominis Dn. Ducis Württembergici, Joh. Conr.
Varnbüller, à Consiliis Regiminis Secretioribus,
- L. S. Nominis Domine Landgravia Hasso-Cassellana
Vidua, Adolphus Wilhelmus de Crefeg Consilia-
rius intimus.
- L. S. Nominis Dn. Landgravi Hasso-Darmstad. Jo-
annes Jacob Wolff à Todemwart. Consiliarius.
- L. S. Nominis Dn. Marchionis Badensis Durlacensis,
Johann. Georgius de Merckelbach, Consiliarius.
- L. S. Nominis Dn. Marchionis Baden-Badensis, Jo-
annes Jacobus Dait in Dieffenau.
- L. S. Nominis Domini Ducis Saxo-Lauenburgici, Da-
vid Gloxinius D.
- L. S. Nominis Dn. Ducis Würtemb. tanquam Comitiss
Mompelgardensis, Johan. Conrad Varnbüller.
- L. S. Nominis Dominorum Comitum & Baronum Scani-
ni Wetteravici, Matthæus Wesenbecius, qui su-
pra.
- L. S. Nominis Dominorum Comitum & Baronum Scani-
ni Franconici, Johann Conrad Varnbüller.
- L. S. Nominis Reipublice Argentinensis, ejusdem Con-
sili. & Advocatus Marcus Otto, J. U. D. Idem-
que Nominis Civitatis Spirensis, Weissenburgensis
ad Rhenum & Landavienfis.
- L. S. Nominis Reipubl. Ratibonensis, Joannes Iacob
Wolff à Todemwart, Consil. & Syndicus.
- L. S. Nominis Reipublice Lubecensis, David Gloxinius,
ejusdem Syndicus. Idemque nomine Civitatis
Goslar & Nordhausen.
- L. S. Nominis Reipublice Noribergensis Iodocus Christo-
phorus Krest à Kressenstein, ejusdem Senator, ut
& respectu Civitatum Winsheimensis & Schwein-
furtensis.
- L. S. Nominis Liberae Imperii Civitatis Haganae,
Colmaria, Selesstadii, Ober-Ebenheimii, Keisers-
berge, Monasterii in Valle S. Gregorii, Roshe-
mii & Turinghemii, Johann Balthasar Schneider,
Syndicus Colmarienfis, & Oppidi Sanctæ Crucis
Praefectus.
- L. S. Nominis Reipublice Ulmenfis, Marcus Otto D.
Idemque Nominis Civitatis Giengenfis, Aulensis,
& Bopfingenfis.
- L. S. Nominis Liberae Imper. Civitatis Tremoniensis,
Georgius Kumpstboff, Syndicus.
- L. S. Nominis Liberae Imperii Civitatum: Eslingen-
fis, Reutlingenfis, Hallensis Suevorum, Heilbron-
nenfis, Lindavienfis ad Lacum Aeronicum, Cam-
pidenfis, Weissenburgensis in Norici, & Wim-
pnenfis, Valentinus Heider, D.

8. *Traité de Paix entre L'EMPIRE & la SUEDE, conclu & signé à Osnabruck, le 24. Octobre l'an 1648. Le Roy de France a été compris dans ce Traité comme Allié de la Suède.* Heis Historie de l'Empire. Tom. III. pag. 54. Freder. Leonard. Tom. III.

*Au nom de la Sainte & indivisible Trinité.
Ainsi soit-il.*

Qu'il soit notoire à tous & à un chacun à qui il appartient, ou en quelque maniere que ce soit il pourra appartenir; Qu'après que les divisions & les troubles qui avoient commencé depuis plusieurs années dans l'Empire Romain, eurent crû jusqu'au point que non seulement toute l'Allemagne mais encore quelques Royaumes voisins, principalement la Suede & la France, s'y seroient trouvez tellement enveloppez, qu'il seroit né de là une longue & rude guerre. En premier lieu, entre le Serenissime & tres-puissant Prince & Seigneur le Seigneur Ferdinand II. élu Empereur des Romains, toujours Auguste, Roy d'Allemagne, de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, de Slavonie, &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Brabant, Stirie, Carinthie & Carniole, Marquis de Moravie, Duc de Luxembourg, de la haute & basse Silesie, Wurtemberg & Teck, Prince de Suabe, Comte de Habsbourg, Tyrol, Kybourg & Gorice, Landgrave d'Alsace, Marquis du S. Empire, de Burgau, de la haute & basse Lusace, Seigneur de la Marche Eclavonne, de Port Naon, & de Salins, de glorieuse memoire, ses confederes & adherans d'une part. Et le Serenissime & tres-puissant Prince & Seigneur le Seigneur Gustave Adolphe Roy de Suede, des Gots & des Vandales, Grand Prince de Finlande, Duc d'Estonie & de Carelie, & Seigneur d'Ingrie, aussi de glorieuse memoire, le Royaume de Suede, ses allies & adherans d'autre part. Et après leur deces entre le Serenissime & tres-puissant Prince & Seigneur le Seigneur Ferdinand III. élu Empereur des Romains toujours Auguste, Roy d'Allemagne, de Hongrie, Boheme, Dalmatie, Croatie, Slavonie, &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Brabant, Stirie, Carinthie & Carniole, Marquis de Moravie, Duc de Luxembourg, de la haute & basse Silesie, Wurtemberg & Teck, Prince de Suabe, Comte de Habsbourg, Tyrol, Kybourg & Gorice, Landgrave d'Alsace, Marquis du S. Empire Romain, de Burgau, de la haute & basse Lusace, Seigneur de la Marche Eclavonne, de Port Naon, & de Salins, avec ses allies & adherans d'une part. Et la Serenissime & tres-puissante Princesse & Dame Christine Reyne de Suede, des Gots & des Vandales, Grande Princesse de Finlande, Duchesse d'Estonie, & de Carelie, Dame d'Ingrie, le Royaume de Suede, ses allies & adherans d'autre part; d'où s'est ensuivie une grande effusion du sang Chrétien, & la desolation de plusieurs Provinces. Enfin il seroit arrivé par un effet de la Bonté divine, que l'on auroit tourné de part & d'autre ses pensées aux moyens de faire la Paix, & que par une convention mutuelle faite à Hambourg le 25. stile nouveau, ou le 15. Decembre, stile ancien, de l'an 1641. entre les parties, on auroit assigné d'un commun accord le 11. stile nouveau, ou le premier jour de Juillet, stile ancien, de l'an 1643. pour commencer l'Assemblée des Plenipotentiaires à Osnabruck, & à Munster en Westphalie: Ensoite de quoy les Ambassadeurs Plenipotentiaires, legitiment établis de part & d'autre, ayant comparu au temps & au lieu nommez; Sçavoir de la part de l'Empereur, les Illustres & Excellents Seigneurs, Maximilian Comte de Trautmansdorf & de Weinsberg, Baron de Gleichen-

berg, de Neustat sur le Cockre, de Negan, de Burgau, & de Totzenbach, Seigneur de Teinitz, Chevalier de la Toison d'Or, Conseiller Secret, & Chambellan de sa Sacrée & Imperiale Majesté, & Grand Maître de sa Cour; Jean Maximilian, Comte de Lamberg, libre Baron d'Orteneck, & d'Ottenstein, Seigneur de Stockam & d'Ammerang, Bourgrave de Staver, &c. & Jean de Crane, Chambellan de sadite Sacrée & Imperiale Majesté, Licencié es Droits, & Comte Palatin, Conseillers Imperiaux Autiques. Et de la part de la Reyne de Suede, les Illustres & Excellents Seigneurs, Jean Oxenstiern Axelsson Comte de la Morie Australe, libre Baron de Kimithe & Nynaas, Seigneur de Fyholm, Hornigsholm, Sudorbo & Lidoo, Senateur du Royaume de Suede, & Conseiller de la Chancellerie; & Jean Adler Salvius, Seigneur d'Adlerberg, Harsfeld, Wildenbruch, & de Tullingen, Senateur du Royaume de Suede, Conseiller Privé de Sa Majesté Royale, & Chancelier de sa Cour: Après avoir invoqué l'assistance de Dieu, & reciproquement échangé les originaux de leurs pleins pouvoirs respectifs, ils ont transigé & accordé entr'eux, à la gloire de Dieu & au salut de la Republique Chrestienne, prezens, approuvans, consentans les Electeurs, Princes & Estats du S. Empire Romain, les Articles de Paix & d'Amitié dont la teneur s'ensuit.

I. Qu'il y ait une Paix Chrestienne universelle & perpetuelle, & une amitié vraie & sincere, entre sa Sacrée Majesté Imperiale, la Maison d'Autriche, & tous ses allies & adherans, & les heritiers & successeurs d'un chacun, principalement le Roy Catholique, & les Electeurs, Princes & Estats de l'Empire, d'une part. Et sa Sacrée Majesté Royale, & le Royaume de Suede, ses adherans & allies, & les Successeurs & heritiers d'un chacun, principalement le Roy Très-Chretien, & respectivement les Electeurs, Princes & Estats de l'Empire, d'autre part: & que cette Paix s'observe, & se cultive sincerement & serieusement, ensoite que chaque partie procure l'utilité, l'honneur, & l'avantage l'une de l'autre: & qu'ainsi de tous costez on voye renaître & res fleurir les biens de cette Paix & de cette Amitié, par l'entretien seur & reciproque d'un bon & fidelé voisinage de l'Empire Romain avec le Royaume de Suede, & du Royaume de Suede avec l'Empire Romain.

II. Qu'il y ait de part & d'autre un oubly & une Amnistie Amnistie perpetuelle de tout ce qui a esté fait depuis le commencement de ces troubles, en quelque lieu ou en hostilité, quelque maniere que les hostilités aient esté exercées par l'une ou l'autre partie, de sorte que ny pour aucune de ces choses, ny sous aucune autre cause ou pretexte, l'on n'exerce ou fasse exercer, ny ne souffre plus qu'il soit fait cy-après l'un contre l'autre aucun acte d'hostilité, ou inimitié, vexation, ou empeschement, ny quant aux personnes, ny quant à la condition, ny quant aux biens ou à la seureté, soit par soy-mesme ou par d'autres, en cachette, ou bien ouvertement, directement ou indirectement, sous espece de droit ou par voye de fait, ny au dedans ny en quelquel autre lieu hors de l'Empire, nonobstant tous pactes contraires faits auparavant; mais que toutes les injures, violences, hostilités, dommages, & dépenses qui ont esté faites & causées de part & d'autre, tant avant que pendant la guerre, de fait, de parole, ou par écrit, sans aucun égard aux personnes ou aux choses, soient entierement abolies; si bien que tout ce que l'on pourroit demander & pretendre sur l'autre pour ce sujet, soit enlevé dans un perpetuel oubli.

III. Selon ce fondement d'une Amnistie generale & non limitée, tous & chacun les Electeurs du S. Empire Romain, les Princes & les Estats, y compris la Noblesse qui releve immediatement de l'Empire, leurs vassaux, sujets, citoyens & habitants, auxquels à l'occasion des troubles de la Boheme & de l'Allemagne, ou des alliances contractées çà & là, il a esté fait de l'une ou de l'autre part quelque prejudice & dommage, en quelque maniere ou sous quelque pretexte que ce puisse estre, tant en leurs domaines, biens feodaux, fous-

ANS
de J. C.
1648.

Rétablis.
sement de
Paix &
d'Amitié.

Restitu-
tion ge-
nerale.

ANS
de J. C.
1648.

seigneur & allodiaux, qu'en leurs dignitez, immunités, droits & privileges, soient pleinement rétablis de part & d'autre au même estat, pour le spirituel & pour le temporel, qu'ils en jouissent ou pouvoient jouir de droit avant qu'ils fussent troublez, nonobstant tous changemens faits au contraire, lesquels demeureront annullez.

Mais comme telles & semblables restitutions se doivent toutes entendre, sauf les droits quelconques, tant du domaine direct que de l'utile, qui appartiennent dans les biens qui sont à restituer, soit Séculiers ou Ecclesiastiques, à celui qui les restitue, ou à celui à qui on les restitue, ou à quelque tierce personne; sauf aussi les droits dont il y a procez pendant en la Cour Imperiale, ou en la Chambre Imperiale, ou dans les autres Tribunaux immediats ou mediats de l'Empire; ainsi cette clause salutaire generale, ou d'autres plus speciales mentionnées cy-après, ne pourront en aucune façon empêcher cette restitution: Mais ces competans, droits, actions, exceptions & procez, seront après la restitution faite, examinez, discutez, & expediez par-devant le Juge competent. Cette reserve ne portera non plus aucun prejudice à ladite amnistie universelle & illimitée, ny ne s'étendra aux proscriptions, confiscations, & autres semblables alienations, & moins encore dérogera-t-elle aux Articles qui seront autrement convenus, & particulièrement à l'accommodement des griefs; Car il paroitra cy-dessous, dans l'article de l'accommodement des griefs Ecclesiastiques, quel droit ceux qui sont ou seront restituez, auront dans les biens Ecclesiastiques, qui ont esté jusques à present en debat & en contestation.

Point des
griefs po-
litiqes.

IV. Or bien qu'on puisse facilement juger par la precedente regle generale, qui sont ceux qui doivent estre restituez, & jusques à quel point, on a pourtant voulu sur l'instance de quelques-uns faire mention de quelques causes de la plus grande importance, ainsi qu'il ensuit; en sorte néanmoins que ceux qui exprès- sement, ou ne sont pas nommez, ou sont retranchez, ne soient point pour cela reputez pour obmis, ou pour exclus.

Cause Pa-
latine.

La cause de la Maison Palatine a esté avant toutes choses discutée par l'Assemblée d'Osnabruch & de Munster, en sorte que la contestation qui en a esté meüe depuis long-temps, a esté terminée en la maniere suivante.

En premier lieu, pour ce qui regarde la Maison de Baviere, la dignité Electorale que les Electeurs Palatins ont eüe cy-devant, avec tous droits regaliens, offices, prebendes, ornemens, & droits quelconques appartenans à cette dignité, sans en excepter aucun; comme aussi le haut Palatinat & le Comté de Cham, avec toutes leurs appartenances, droits regaliens, & autres droits, demeureront comme par le passé ainsi qu'à l'avenir au Seigneur Maximilien Comte Palatin du Rhin Duc de Baviere, à ses enfans, & à toute la branche Guillelmine, tandis qu'il en restera des Princes mâles en vie.

Reciproquement l'Electeur de Baviere renoncera entièrement pour luy, ses heritiers & successeurs à la dette de treize millions; & à toute pretention sur la haute Autriche; & remettra aussi-tôt après la Paix conclüe à sa Majesté Imperiale tous les actes obtenus sur cela, pour estre cassez & annullez.

Et pour ce qui concerne la Maison Palatine, l'Empereur avec l'Empire consentent, par le motif de la tranquillité publique, qu'en vertu de la presente convention il soit establi un huitième Electorat, dont le Seigneur Charles Louis Comte Palatin du Rhin, & ses heritiers descendans de la ligne Rodolphine, jouiront suivant l'ordre de succeder exprimé par la Bulle d'Or, sans que le même Seigneur Charles Louis ny ses successeurs, puissent avoir d'autre droit que l'Investiture simultanée, sur ce qui a esté cy-devant attribué avec la dignité Electorale à l'Electeur de Baviere, & à toute la branche Guillelmine.

En second lieu, que tout le bas Palatinat, avec tous

& chacuns les biens Ecclesiastiques & Séculiers, droits & appartenances dont les Electeurs & Princes Palatins de J. C. ont jouti avant les troubles de Boheme; comme aussi tous les documens, registres, comptes, & autres actes en dépendans luy seront entièrement rendus, cassant tout ce qui a esté fait au contraire, ce qui sortira son effet d'autorité Imperiale: de sorte que ny le Roy Catholique, ny aucun autre qui en occupe quelque chose, ne puisse s'opposer en aucune façon à cette restitution.

Or d'autant que certains Bailliages de la Bergstrate, appartenans d'ancienneté à l'Electeur de Mayence, furent engagez en l'an 1463. aux Comtes Palatins pour une certaine somme d'argent, à condition de rachat perpetuel; on est pour cette raison convenu, que ces mêmes Bailliages retourneront & demeureront au Seigneur Electeur de Mayence qui occupe à present le Siege, & à ses successeurs en l'Archevesché de Mayence, pourveu que le prix de l'engagement offert volontairement soit payé argent comptant dans le terme prefix de l'exécution de la Paix conclüe, & qu'il satisfasse aux autres conditions auxquelles il est obligé par la teneur de l'acte d'engagement.

Qu'il soit libre aussi à l'Electeur de Treves, en qualité d'Evesque de Spire, & à l'Evesque de Wormes, de poursuivre pardevant des Juges competans les droits qu'ils pretendront sur certains biens Ecclesiastiques, scituez dans le Territoire dudit Palatinat, si ce n'est que ces Princes s'en accommodent entr'eux à l'amiable.

Que s'il arriroit que la ligne Guillelmine masculine vint à défailir entièrement, la Palatine subsistant encore, non seulement le Haut Palatinat, mais aussi la Dignité Electorale dont les Ducs de Baviere sont en possession, retourneront ausdits Comtes Palatins survivans, qui cependant jouiront de l'investiture simultanée: & alors le huitième Electorat demeurera entièrement éteint & supprimé; mais le Haut Palatinat retournant en ce cas aux Comtes Palatins survivans, les actions & les benefices qui de droit appartiennent aux heritiers allodiaux de l'Electeur de Baviere leur seront conservées.

Que les pactes de famille faits entre la Maison Electorale de Heidelberg, & celle de Neubourg, confirmés par les Predecesseurs Empereurs, touchant la succession Electorale, comme aussi les droits de toute la ligne Rodolphine, en tant qu'ils ne sont pas contraires à la presente disposition, soient conservés & maintenus en leur entier.

De plus, si l'on justifie par la voye competente de droit, que quelques Fiefs du Pais de Juilliers se trouvent ouverts, qu'ils soient évacuez au profit des Comtes Palatins.

Davantage pour décharger en quelque façon le Seigneur Charles Louis, de ce qu'il est obligé de fournir à ses freres pour appanage, sa Majesté Imperiale ordonnera qu'il soit payé à sesdits freres quatre cens mille rixdals dans le terme de quatre ans, à compter du commencement de l'an prochain 1649. à raison de cent mille rixdals par an, avec les interets à cinq pour cent.

En outre, que toute la Maison Palatine, avec tous & chacun de ceux qui luy sont ou ont esté en quelque sorte que ce soit attachez, mais principalement les Ministres qui ont esté employez pour elle en cette Assemblée ou ailleurs, comme aussi ceux qui sont exilés du Palatinat, jouissent de l'Amnistie generale cy-dessus spécifiée, avec pareil droit & aussi pleinement que les autres qui sont compris dans ladite Amnistie, & dans cette Transaction, particulièrement pour ce qui regarde le point des griefs.

Reciproquement le Seigneur Charles Louis avec ses freres, rendra obeissance & gardera fidelité à sa Majesté Imperiale, de même que les autres Electeurs & Princes de l'Empire, & tant luy que ses freres renonceroient pour eux & pour leurs heritiers au Haut Palatinat pour tout le temps qu'il restera des heritiers mâles & legitimes de la branche Guillelmine.

Or

Or comme il a été proposé de pourvoir à la subsistance de la veuve Mere du fufdit Prince, & d'assurer la dotte des Sœurs du même Prince, par Majesté Imperiale pour marque de son affection envers la Maison Palatine, a promis de payer une fois pour toutes vingt mil richsdalles pour la subsistance de ladite Dame veuve Mere, & dix mil richsdalles à chacune des Sœurs du fufdit Seigneur Charles Louis, lors qu'elles se marieront : & pour le surplus, le même Prince Charles Louis fera tenu d'y satisfaire.

Que ledit Seigneur Charles Louis, & ses successeurs au Bas Palatinat, ne troubleront en aucune chose les Comtes de Lainingen & de Daxbourg, mais les laisseront jouir & user tranquillement & paisiblement de leurs droits obtenus depuis plusieurs siècles, & confirmer par les Empereurs.

Qu'il laissera inviolablement la Noblesse libre de l'Empire qui est dans la Franconie, la Suabe & le long du Rhin, ensemble les Pays qui appartiennent à ladite Noblesse, en leur état immédiat.

Que les Fiefs conferez par l'Empereur au Baron Gerhard de Waldembourg, dit Schenkerh; à Nicolas George Reigersberg, Chancelier de Mayence, & à Henry Brombier, Baron de Rudesheim; comme aussi par l'Electeur de Baviere au Baron Jean Adolphe Wolff, dit Meternich, leur demeureront en leur entier; ces Vaux seront pourtant tenus de prêter le serment de fidelité au fufdit Seigneur Charles Louis, comme à leur Seigneur direct & à ses successeurs, & de luy demander le renouvellement de leurs Fiefs.

Que ceux de la Confession d'Ausbourg qui avoient été en possession des Eglises, & entr'autres les Bourgeois & Habitans d'Oppenheim, soient conservez dans l'Estat Ecclesiastique de l'année 1624. & qu'il soit libre aux autres qui désireront embrasser l'exercice de la Confession d'Ausbourg, de le pratiquer, tant en public dans les Eglises aux heures arctées, qu'en particulier dans leurs propres maisons, ou autres à ce destinées par leurs Ministres de la parole divine, ou par ceux de leurs voisins.

Le Prince Louis Philippes Comte Palatin du Rhin, recouvrera tous les pays, dignitez & droits, tant aux choses Ecclesiastiques que Laïques, qu'il y a eu d'acheus de ses ancêtres avant cette guerre par succession & partage.

Le Prince Frideric Comte Palatin du Rhin, recevra & retiendra respectivement le quart du Peage de Wiltsbach, comme aussi le Cloître de Hornbach, avec les appartenances, & tout le droit que son Pere y avoit & possédoit cy-devant.

Le Prince Leopold, Isous Comte Palatin du Rhin, sera pleinement rétabli dans le Comté de Veldentz sur la Moselle, au même état pour les choses Ecclesiastiques & Politiques, que son Pere possédoit l'an 1624. nonobstant tout ce qui a été jusques icy attenté au contraire.

Le différend qui est respectivement entre les Evêques de Bamberg & de Wirtzbourg, & les Marquis de Brandebourg Culmbach & Onoltzbach, touchant les Chateau, Ville, Bailliage, & Monastere de Kitzingen sur le Mayn en Franconie, sera terminé dans l'espace de deux ans par un accommodement à l'amiable, ou par les voyes sommaires de droit, sur peine au refusant de perdre sa pretention; cependant la Forteresse de Wiltzbourg sera rendue auxdits Seigneurs Marquis, au même état qu'elle fut décrite lors qu'elle fut livrée par accord & stipulation.

La Maison de Wirtemberg demeurera paisible dans la possession recouvrée des Bailliages de Weinsberg, Neustadt, & Meckmable; comme aussi elle sera rétablie en tous les biens & droits qu'elle possédoit en quelque lieu que ce soit avant ces troubles, & entr'autres dans les Bailliages de Baubereuren, Achalm, & Stauffen, avec leurs appartenances, & dans les biens occupés sous pretexte qu'ils en dépendoient, principalement dans la Ville & le Territoire de Coppingen, & le Village de Pfumeren, dont les revenus ont été pieuse-

ment fondez pour l'entretien de l'Université de Tübingen. Elle recouvrera aussi les Bailliages de Heidenheim & d'Oberkirch; comme aussi les Villes de Balingen, Tutlingen, Ebingen & Rosenfeld, le Chateau & Village de Neidlingen, avec ses appartenances: de même que Hohentweil, Hohenasperg, Hohenaurach, Hohentubingen, Albeck, Hornberg, Schiltach, avec la Ville de Schorndorf. On restituera pareillement les Eglises Collegiales de Stutgard, Tubingen, Herberg, Goppingen, & Bachmang; comme aussi les Abbayes, Prevoites, & Monasteres de Bebenhausen, Maulbron, Anhausen, Lorch, Adelberg, Denckendorf, Hirschau, Blaubeuren, Herprechtingen, Murrhard, Albersberg, Königsbrun, Herrenalb, de S. George, Reichenbach, Pfulligen, & Lichtenstern, ou Mariencron, & semblables, avec tous les documents qui en ont été soustraits; sauf toutefois & réservez tous les droits, actions, exceptions, & les secours & moyens de droits pretendus par la Maison d'Autriche & par celle de Wirtemberg, sur les Bailliages de Blaubeuren, Achalm & Stauffen.

Les Princes de Wirtemberg de la branche de Montbelliard, seront pareillement rétablis en tous leurs Domaines situez en Alsace & ailleurs, & nommément aux deux Fiefs de la Haute Bourgogne, Clerval & Passavant; & seront reintegrez par l'une & l'autre partie dans les mêmes estats, droits, prerogatives, & spécialement en leur mouvance immédiate de l'Empire Romain, dont ils ont joui avant le commencement de ces troubles, & dont jouissent ou doivent jouir les autres Princes & Estats de l'Empire.

Et pour l'affaire qui regarde la Maison de Baden, il en a été convenu comme il s'ensuit. Frideric Marquis de Baden & de Hochberg, & ses fils & héritiers, avec tous ceux qui leur ont rendu ou rendent service, de quelque nom qu'ils soient, jouiront de l'Amnistie spécifiée cy-dessus & articles second & troisième, avec toutes leurs clauses & avantages; & en vertu de ce ils seront pleinement rétablis dans le même état, tant au spirituel qu'au temporel, auquel se trouvoit le Seigneur George Frideric, Marquis de Baden & de Hochberg, avant la naissance des mouvemens de Bohême, tant en ce qui regarde le Bas Marquisat de Baden, qu'en ce qui concerne le Marquisat de Hochberg, & les Seigneuries de Rottelen, Badenweiler & Sauffenberg, nonobstant tous changemens quelconques survenus au contraire, lesquels demeurent pour cet effet nuls & de nulle valeur. Ensuite les Bailliages de Stain & de Renchingen, qui avoient été cedez audit Guillaume Marquis de Baden, avec tous les droits, titres, papiers, & autres appartenances, seront restitués au Marquis Frideric, sans aucune charge des dettes contractées pendant ce temps par ledit Marquis Guillaume de Baden, à raison des fruits, interets & dépens portez par la Transaction passée à Etingen l'an 1629. de sorte que toute cette action concernant les dépens & les fruits perçus & à percevoir, avec tous dommages & interets, sera entièrement abolie & éteinte, à compter du temps de la premiere occupation. Le subside annuel que le Bas Marquisat avoit accoutumé de payer au Haut Marquisat, sera aussi entièrement éteint, supprimé & annulé en vertu des presentes, sans que pour ce sujet on en puisse pretendre ou demander désormais aucune chose, soit pour le passé soit pour l'avenir. Le pas & la preference seront à l'avenir alternatifs entre ces deux branches de Baden; sçavoir celle du bas & celle du haut Marquisat aux Dietes & aux Assemblées du Cercle de Suabe, & à toutes les Assemblées generales ou particulieres de l'Empire, ou autres quelconques; toutefois pour le present la preference demeurera au Marquis Frideric tandis qu'il vivra.

Pour ce qui est de la Baronnie de Hohengerolsbeck, il a été convenu que si la Dame Princefse de Baden prouve suffisamment par pieces & titres autentiques les droits par elle pretendus en ladite Baronnie, la restitution luy en sera faite incontinent après la Sentence sur ce

ANS
de J. C.
1648.

Accom-
modement des
différens
de Baden.

Gerol.
eck.

ANS renduë, avec toute la cause & tout le droit qui luy de J. C. appartient en vertu desdits titres; à condition toutefois 1648. que la contestation s'en terminera dans l'espace de deux ans, à compter du jour de la publication de la Paix. Et pour ce sujet ne seront alleguées ny admises en aucun temps de part ny d'autre, contre cette convention speciale aucunes actions, transacions ou exceptions, clauses generales ou speciales comprises dans ce Traité de Paix; auxquelles on a dérogé expressément & à perpetuité pour ce regard.

Le Duc de Croÿ jouira de l'effet de l'Amnistie generale, & la protection du Roy Tres-Christien ne luy tournera à aucun prejudice pour la dignité, les privileges, honneurs & biens, ny pour, aucun autre regard que ce soit. Il possedera paisiblement aussi la part du Domaine de Winstingen, laquelle ses ancestres ont possedée, comme le possède encore à present à titre de Docteur la Dame sa Mere; sauf les droits de l'Empire en l'estat qu'ils estoient avant ces troubles à l'égard du Domaine de Winstingen.

Nassaw.
Siegen.

Quant au differend de Nassaw-Siegen, contre Nassaw-Siegen, la chose ayant esté remise par une Commission Imperiale l'année 1643, à un accommodement à l'amiable, on reprendra la mesme Commission & l'affaire sera entierement decidée à l'amiable, comme dit est, ou par Sentence Juridique pardevant un Juge competant, & le Comte Jean Maurice de Nassaw & les freres, demeureront sans aucun trouble dans la possession par eux prise pour leurs cotes-parts.

Seront restitués aux Comtes de Nassaw-Sarbruck, tous leurs Comtez, Bailliages, Territoires, honneurs, & biens Ecclesiastiques & Seculiers, feodaux & allodiaux nommément les Comtez de Sarbruck & de Sarwerden en entier, avec tout ce qui en dépend; comme aussi la Forteresse de Hombourg, avec les pieces d'Artillerie & les meubles qu'on y a trouvez; sauf de part & d'autre respectivement les droits, actions, exceptions, benefices de droit qui sont à terminer selon les Loix de l'Empire, tant à cause des choses adjugées au Revisoire par Sentence du septième Juillet 1629. que pour les dommages soufferts, si mieux les parties n'aiment accommoder l'affaire à l'amiable; sauf aussi le droit qui peut appartenir aux Comtes de Lainingen Daxbourg, dans le Comté de Sarwerden.

Hanau.

La Maison de Hanau sera rétablie dans les Bailliages de Baubenhäusen, de Bischofsheim Amsteg, & de Wiltat.

Solms.

Jean Albert Comte de Solms, sera pareillement rétabli dans la quatrième partie de la Ville de Butzbach, & dans les quatre Villages y joignans.

Seront aussi restitués à la Maison de Solms-Hohen-Solms, tous les biens & droits dont elle fut dépossédée l'an 1627. nonobstant la Transaction qui en fut faite ensuite avec le Seigneur Landgrave George de Hesse.

If-m-
bourg.

Les Comtes d'Heimbouurg jouiront de l'Amnistie generale cy-dessus inserée aux articles 2 & 3, sauf les droits que le Landgrave George de Hesse ou quelque autre tiers pretend contre eux, & contre les Comtes de Hohen-Solms.

Rhin-
graves.

Les Rhingraves seront rétablis en leurs Bailliages de Troneck & de Wildenbourg, & en la Seigneurie de Morchingen, avec leurs appartenances, comme aussi en tous leurs autres droits usurpés par leurs voisins.

Sayn.

La Veuve du Comte Ernest de Sayn, sera aussi rétablie en la possession du Chateau, Ville & Bailliage de Hachembourg, avec leurs appartenances, & du Village de Bendorff, en laquelle elle estoit avant qu'elle en fut dépossédée; sauf toutefois le droit de qui il appartiendra.

Falcken-
stein.

Le Chateau & Comté de Falckenstein sera restitué à qui il appartient de droit. Tout le droit aussi qui appartient aux Comtes de Rasbourg, surnommés Lowenhaupt sur le Bailliage de Bretzenheim, Fiefs de l'Archevesché de Cologne, & sur la Baronnie de Reipoltz Kirch dans le Huntfrück, leur sera maintenu & conservé.

Waldeck.

La Maison de Waldeck sera pareillement rétablie en

la possession de tous ses droits en la Seigneurie de Dinghaufen, & dans les Villages de Nordemaw, Lichtenichied, Delsel & Nidernchleiden, comme elle en jouissoit en l'an 1624.

Joachim Ernest Comte d'Oettingen, sera remis en toutes les choses Ecclesiastiques & Seculieres, que son Pere Louis Eberhard possedoit avant ces mouvements.

De mesme la Maison de Hohenloe sera rétablie en tout ce qui luy a esté soustrait, principalement en la Seigneurie de Wickersheim, & au Cloistre de Schefersheim, sans aucune exception, principalement de la retention.

Frederic Louis Comte de Louvenstein & de Wertheim, sera rétabli en tous les Comtez & Seigneuries, lesquelles pendant cette guerre ont esté sequestrées & cedées à d'autres, tant au temporel qu'au spirituel.

Ferdinand Charles Comte de Louvenstein & de Wertheim, sera pareillement remis en tout ce qui a esté sequestré, confisqué, & cedé à ses parens defunts, George Louis & Jean Casimir, & à d'autres, tant au temporel qu'au spirituel; sauf toutefois les biens & les droits qui appartiennent à Marie Christline fille dudit George Louis de Louvenstein, dans l'heritage de ses pere & mere, dans lesquels elle sera rétablie. La Veuve de Jean Casimir de Louvenstein, sera pareillement remise en ses biens dotaux & hypoteques; à la reserve du droit du Comte Frederic Louis, s'il luy en appartient quel'un sur lesdits biens, lequel droit sera poursuivi par voye & composition à l'amiable ou par voye legitime de Justice.

La Maison de Erbach, & principalement les heritiers du Comte George Albert, seront rétablis dans le Chateau de Bleuberg, & en tous les droits qu'ils ont communs avec le Comte de Louvenstein, tant pour ce qui concerne la Garnison & la direction, que pour les autres droits civils.

La Veuve & les heritiers du Comte de Brandenstein, rentreront en tous les biens & droits qui leur ont esté enlevés au sujet de la guerre.

Le Baron Paul Kewenhuller, avec ses Neveux du costé de son frere les heritiers du Chevalier Löffler, les enfans & heritiers de Marc Conrad de Rheilingen, comme aussi Hierosme de Rheilingen & son Epouse & Marc-Antoine de Rheilingen, seront rétablis entierement chacun pour ce qui le regarde, dans tout ce qui leur a esté ôté par confiscation.

Les Contrats, Echanges, Transacions, Obligations, & Promesses, illicitement extorquées, par violence ou par menace, soit des Estats, soit des Sujets, ainsi que spécialement s'en plaignent Spire, Weissenbourg sur le Rhin, Landaw, Reutlingen, Hailbron, & autres; comme aussi les actions rachetées & cedées seront abolies & annulées; En sorte qu'il ne sera permis à personne d'intenter aucun proces ou action pour ce sujet. Que si les debiteurs ont extorqué des creanciers par force ou par crainte les actes de leurs obligations, tous ces actes seront restitués; les actions sur ce demeurans en leur entier.

Si les debtes pour cause d'achapt, de vente, de revenus annuels, & autres de quelque nom qu'elles s'appellent, ont esté extorquées avec violence en haine des creanciers par l'une ou l'autre des parties qui sont en guerre, il ne sera decreté aucune execution contre les debiteurs qui allegueront & s'offriront de prouver qu'on leur a fait veritablement violence, & qu'ils ont payé réellement & de fait, sinon après que ces exceptions auront esté decidées en pleine connoissance de cause.

Le Proces qui sera sur ce intenté sera terminé en l'espace de deux ans, à compter du jour de la publication de la Paix, sous peine de silence perpetuel, à imposer aux debiteurs contumaces; mais les proces intentez pour ce sujet jusques icy contr'eux, ensemble les Transacions & Promesses faites pour la restitution future des creanciers, seront supprimées & abolies; sauf toutefois les sommes d'argent qui ont été de bonne foy payées pour d'autres durant la guerre, pour détourner les plus grands

NS
J. C. grands dangers & dommages dont ils estoient me-
nacez.

48. Les Sentences prononcées en temps de guerre tou-
chant les affaires purement séculières, si le défaut du
procez ne paroît évidemment ou qu'on ne le puisse
incontinent faire voir, ne seront pas tout-à-fait nul-
les, mais seront suspendues & sans effet de la chose ju-
gée, jusques à ce que les pieces (si l'une ou l'autre par-
tie en demande la révision dans six mois après la Paix
conclue) soient reveuës & examinées en bonne & deuë
forme pardevant les Juges competens, en la maniere
ordinaire ou extraordinaire usitée dans l'Empire; &
ainsi les Sentences seront confirmées ou corrigées, ou
en cas de nullité totalement mises au néant.

Et si depuis l'an 1618. quelques Fiefs soit Royaux,
soit particuliers, n'ont pas esté renouvellez, ny cepen-
dant l'hommage presté au nom des veritables proprie-
taires, cela ne tournera au prejudice de qui ce soit;
mais le temps pour en demander l'investiture commen-
cera à estre ouvert du jour de la Paix faite.

Enfin tous & chacsun tant les Officiers & Soldats,
que Conseillers, Ministres de Robe longue, Civils &
Ecclesiastiques, de quelque nom & condition qu'ils
soient, qui ont suivi la guerre pour l'un ou l'autre par-
ti, ou pour leurs alliez & adherans, soit avec l'épée,
soit avec la plume, depuis le plus grand jusques au plus
petit, & depuis le plus petit jusqu'au plus grand, sans
différence ou exception aucune, avec leur femmes, en-
fans, héritiers, successeurs, & serviteurs, seront ré-
tabliss de part & d'autre, quant aux personnes & aux
biens, dans le même estat de vie, renommée, hon-
neur, conscience, liberté, droits, & privileges dont
ils ont jouï & ont pu jouïr avant ledits mouvemens: &
pour ce sujet ne sera fait aucun tort à leurs personnes
ny à leurs biens, ny mesme intenté aucune action ou
pretexte d'action, beaucoup moins leur sera-t'il fait
aucune peine ou dommage, sous quelque pretexte que
ce soit; Toutes lesquelles choses sortiront absolument
leur plein & entier effet, à l'égard de ceux qui ne sont
pas sujets ny vassaux de sa Majesté Imperiale, & de la
Maison d'Autriche.

Et pour ceux qui sont sujets & vassaux hereditaires
de l'Empereur & de la Maison d'Autriche, ils jouï-
ront à la verité de la même Amnistie, quant à leurs
personnes, vie, renommée & honneurs, & auront leur
retour seur en leur patrie; mais à condition qu'ils se-
ront tenus de s'accommoder aux Loix usitées dans ledits
Royumes & Provinces.

Pour ce qui concerne leurs biens, s'ils ont esté per-
dus sans confiscation ou par quelque autre maniere a-
vant qu'ils ayent passé dans le parti de la Couronne de
Suede ou de celle France, quoy que les Plenipotentiai-
res Suedois ayent fortement & long-temps insisté à ce
qu'ils leur fussent rendus, ils demeureront toutefois per-
dus & confisquez au profit de ceux qui les possèdent à
présent, rien n'ayant pu estre en cela prescrit à sa Ma-
jesté Imperiale, ny estre autrement transigé, à cause de
la constante contradiction des Imperiaux, & les Estats
n'ayant pas non plus jugé qu'il fut du service de l'Em-
pire, de continuer pour cela seul la guerre.

Les biens pourtant qui leur ont esté ostez apres, pour
avoir pris les Armes pour les Suedois ou les François,
contre l'Empereur & contre la Maison d'Autriche,
leur seront restitués tels qu'ils sont à présent, sans dé-
dommagement toutefois des fruits perçus; ou des dé-
pens & dommages causez.

Au reste si des creanciers, ou leurs heritiers profes-
sant la Religion d'Ausbourg, sujets du Royaume de
Boheme, ou de quelques autres Provinces hereditai-
res de l'Empereur, intentent & poursuivent quelques
actions pour des pretenions particulieres, s'ils en ont
quelques-unes, on leur fera droit & justice sans aucune
exception, de même qu'aux Catholiques.

Toutefois on exceptera de cette restitution generale
les choses qu'on ne peut ny restituer ny représenter,
telles que sont les meubles, les choses mobilières, les
fruits perçus, les choses détruites par l'autorité des par-

Tom. III.

ties qui sont en guerre, comme aussi les édifices pu-
blics & particuliers, sacrez & profanes, qui sont abbatus
ou convertis en d'autres usages pour la seureté publique,
de mesme que les dépôts publics & particuliers, qui en
vûë d'hostilité ont esté confisquez ou vendus légitime-
ment, ou volontairement donnez.

Et d'autant que l'affaire concernant la succession de
Juilliers pourroit à l'avenir exciter dans l'Empire de
grands troubles entre les interressez, si on ne les preve-
noit; on est pour cela convenu qu'elle sera terminée sans
délai après la Paix faite, soit par une procedure ordinaire
devant sa Majesté Imperiale, soit par un accommodement
à l'amiable, ou par quelque autre moyen légitime.

V. Or comme les griefs qui estoient debatus entre les
Electeurs, Princes & Estats de l'Empire, de l'une &
d'autre Religion, ont en partie esté cause & donné occa-
sion à la presente guerre, il en a esté convenu & transigé
ainsi qu'il ensuit.

6. Premier. La Transaction arreestée à Passau l'an 1552.
& suivie l'an 1555. de la Paix de Religion selon qu'elle a
esté confirmée l'an 1566. à Ausbourg, & depuis en d'au-
tres diverses Diets du S. Empire Romain, en tous ses
points & articles, accordez & conclus du consentement
unanime de l'Empereur, & des Electeurs, Princes &
Estats des deux Religions, sera maintenue en sa force &
vigueur, & observée saintement & inviolablement.
Mais les choses qui ont esté ordonnées par le present Trai-
té du consentement des parties, touchant quelques ar-
ticles qui sont litigieux en ladite Transaction, seront repu-
tées pour estre observées en jugement & ailleurs comme
une declaration perpetuelle de ladite Paix, jusqu'à ce
que l'on soit convenu par la Grace de Dieu sur le fait de
la Religion, & ce sans s'arrester à la contradiction ou
protestation faite par qui que ce soit, Ecclesiastique ou
Seculier, soit au dedans soit au dehors de l'Empire, en
quelque temps que ce puisse estre; toutes lesquelles op-
positions sont déclarées nulles & de nul effet en vertu
des presentes. Et pour toutes les autres choses, qu'il
y ait une égalité exacte & reciproque entre tous les Ele-
cteurs, Princes & Estats de l'une & l'autre Religion, se-
lon qu'elle est conforme à l'Etat de la Republique,
aux Constitutions de l'Empire, & à la presente Con-
vention, en sorte que ce qui est juste à une partie le soit
aussi à l'autre; toute violence & voye de fait, icy comme
autre part, estant pour jamais prohibées entre les deux
parties.

5. 2. Que le terme duquel on doit commencer la res-
titution dans les choses Ecclesiastiques, & en ce qui a
esté changé à leur égard dans les Politiques, soit le pre-
mier jour de Janvier 1624. & partant que le rétablisse-
ment de tous les Electeurs, Princes & Estats de l'une &
l'autre Religion, compris la Noblesse libre de l'Empire,
comme aussi les Communautés & Villages immediats,
se fasse pleinement & sans restriction de ce jour-là: &
pour cet effet que tous Decrets, Sentences, & Arrests
rendus, toutes Transactions, Accords ou Capitula-
tions, soit à discretion ou autres passés, & toutes exe-
cutions faites en ces sortes d'affaires, demeurent nuls &
supprimez, & le tout réduit en l'estat qu'il estoit aux jour
& an susdits.

Les Villes d'Ausbourg, de Duncelspiel, de Bibe-
rach, & de Ravensbourg, retiendront les biens, les
droits, & l'exercice de Religion qu'elles avoient ausdits
an & jour. Mais à l'égard des Dignitez de Senateurs,
& des autres Offices publics, le nombre sera égal & pa-
reil entr'eux de l'une & de l'autre Religion. Speciale-
ment pour la Ville d'Ausbourg, seront élus des Famili-
es Patriciennes sept Senateurs du Conseil Secret, & d'en-
tre ceux deux Presidents de la Republique, qui se nom-
ment communément, *Stattpfleger*, dont l'un sera Ca-
tholique, & l'autre de la Confession d'Ausbourg. Des
autres cinq, trois seront Catholiques, & deux de la sus-
dite Confession; les autres Conseillers du moindre Sen-
at, comme ils l'appellent, & les Syndics, les Assesseurs
de la Justice de la Ville, & tous les autres Officiers seront
en nombre égal de l'une & l'autre Religion. Quant aux
Receveurs des deniers publics il y en aura trois, dont

Z z z

deux

ANS
de J. C.
1648.

Succes-
sion de
Juilliers.

Point des
griefs Ec-
clesiasti-
ques ou
de Reli-
gion.

Confir-
mation
de la Pa-
cification
de Passau,
& de celle
de Reli-
gion.

Aus-
bourg.

ANS deux seront d'une même Religion, & le troisième de J. C. l'autre; en sorte pourtant que la première année deux seront Catholiques, & un de la Confession d'Ausbourg; 1648. & l'année suivante deux seront de ladite Confession, & le troisième Catholique, ainsi alternativement chaque année. Les Intendants de l'Arſenal seront aussi trois, avec pareille alternative annuelle. Il en sera de même de ceux qui ont ſoin des ſubſides, des vivres, & des édifices & bâtimens publics, & des autres dont les Offices ſont commis à trois: En sorte que ſi une année deux Offices, comme ſont ceux de Receveur & d'Intendant des vivres ou des bâtimens, eſtoient exercez par deux Catholiques & par un de la Confession d'Ausbourg, la même année deux autres Offices, comme l'Intendance de l'Arſenal & la Recepte des ſubſides, ſoient adminiſtrés par deux de ladite Confession & par un Catholique, & que l'année ſuivante à l'égard de ces Charges, deux de la Confession d'Ausbourg ſoient ſubrogés aux deux Catholiques; ou au ſeul Catholique, un de la ſuſdite Confession.

Les Charges qu'on a accoutumé de ne commettre qu'à une ſeule perſonne pour une ou pluſieurs années, ſelon la qualité de la choſe, ſeront alternativement exercées entre les Bourgeois Catholiques & ceux de ladite Confession, en la même manière que nous venons de dire touchant les Charges qui ſont commiſes à trois perſonnes. Toutefois à chacun des deux partis ſera reſervé le ſoin de leurs Eglises ou Temples, & de leurs Ecoles. Pour les Catholiques qui ſe trouvent en ce temps de la préſente pacification dans quelque Magiſtrature ou Office, au delà du nombre cy deſſus convenu, ils jouiront en tout & par tout de l'honneur & de l'avantage dont ils jouiſſoient auparavant: Néanmoins juſqu'à ce que leurs places ſoient vacantes par mort ou par deſiſtement, ou ſi ſe tiendront chez eux, ou ſi ils veulent aſſiſter au Senat ils n'y auront point de voix.

Aucun des deux partis n'abuſera du pouvoir des adhérens à ſa Religion pour détruire l'autre. Il ne s'ingérera non plus directement ny indirectement d'agréer un plus grand nombre de perſonnes aux dignités de Préſidens & de Sénateurs, ny aux autres Charges publiques, mais tout ce qui ſera entrepris pour ce regard en quelque temps & manière que ce ſoit, demeurera nul. C'eſt pourquoy non ſeulement la préſente diſpoſition ſera leuë publiquement tous les ans, quand il ſ'agira de la ſubrogation de nouveaux Sénateurs & Officiers en la place des défunts; mais même l'élection du Préſident ou Magiſtrat du Conſeil Secret, & des autres Sénateurs, Préſets, Syndics, Juges, & autres Officiers Catholiques, appartiendra à préſent & à l'avenir aux Catholiques; & celle des adhérens à la Confession d'Ausbourg auſſi à eux-mêmes; & un Catholique ſera ſubrogé au Catholique déſſint, & de même un de la Confession d'Ausbourg au déſſint de la même Confession. On ne ſ'arreſtera nullement à la pluralité des ſuffrages dans les affaires concernant directement ou indirectement la Religion; & elle ne préjudiciera aux Bourgeois de la Confession d'Ausbourg en cette Ville-là, non plus qu'aux Electeurs, Princes & Eſtats de la même Confession dans l'Empire Romain. Et ſi les Catholiques abuſent de la pluralité des voix au préjudice de ceux de la Confession d'Ausbourg, en ces affaires ou en toutes autres, il ſera permis à ceux-cy en vertu de la préſente Tranſaction, d'avoir recours à l'alternative d'un cinquième Sénateur du Conſeil Secret, ou à d'autres légitimes remèdes.

Au ſurplus la Paix de Religion, & l'Ordonnance Caroline ou de Charles V. touchant l'élection des Magiſtrats, comme auſſi les Tranſactions des années 1584. & 1591. demeuront en leur entier & inviolables, entant qu'elles ne repugnent pas directement ou indirectement à cette diſpoſition.

Qu'il y ait cy-après à Dünkelspiel, à Biberach, & à Ravensbourg, deux Conſuls, dits Bourguemaitres, l'un Catholique & l'autre de la Confession d'Ausbourg; quatre Conſeillers du Conſeil Secret en nombre égal de l'une & de l'autre Religion. La même égalité ſoit obſervée auſſi en leur Senat, en la Juſtice Civile, & en l'In-

Dünkelspiel
Biberach
& Ravensbourg.

tendance du Treſor ou des deniers publics, auſſi bien qu'aux autres Offices, Dignités & Charges publiques: & de J. C. pour la Charge de Juge Preteur, le Syndic, les Secrétaires du Senat & de la Juſtice, & autres ſemblables Charges qui ne ſont conférées qu'à une perſonne ſeule, que la même alternative y ſoit perpétuellement obſervée; en sorte qu'un de la Confession d'Ausbourg ſuccède à un Catholique mort, & un Catholique à un déſſint de la ſuſdite Confession. Quant à la manière de l'élection, & à la pluralité des ſuffrages, comme auſſi au ſoin des Eglises & des Ecoles, & à la lecture annuelle de cette diſpoſition, qu'on y obſerve ce qui a eſté dit pour la Ville d'Ausbourg.

Pour ce qui regarde la Ville de Donawert, ſi dans la Diette générale prochaine les Eſtats de l'Empire jugent qu'elle doit eſtre rétablie dans ſon ancienne liberté, qu'elle jouiſſe du même droit aux choſes Eccleſiaſtiques & Seculieres, dont jouiſſent les autres Villes de l'Empire, en vertu de la préſente Tranſaction, ſauf toutefois quant à cette Ville les droits de ceux qui y ont intérêt.

Le terme de l'an 1624. n'apportera aucun préjudice à ceux qui ſeront rétablis du chef de l'amniſtie, ou d'ailleurs.

§. 3. Quant aux biens Eccleſiaſtiques immédiats, ſoit Archevêché, Evêché, Prelatures, Abbayes, Bailliages, Prevôtés, Commandes, ou libres Fondations Seculieres, ou autres, avec les revenus, rentes, & toutes autres choſes de quelque nom qu'elles puiſſent eſtre, ſituez au dedans ou au dehors des Villes, que les Eſtats Catholiques, ou ceux de la Confession d'Ausbourg qui les poſſédoient le premier jour de Janvier de l'an 1624. les poſſédoient tous, ſans en excepter aucun, tranquillement & ſans trouble, juſques à ce qu'on ſoit d'accord (ce que Dieu veuille procurer) ſur les conteſtations qui regardent la Religion: & qu'il ne ſoit ſollicité à aucune des parties d'inquiéter l'autre par les voyes de Juſtice ou autrement, ny luy cauſer aucun trouble ou empêchement. Et en cas que l'on ne puiſſe convenir à l'amiable des différens de la Religion (ce que Dieu ne veuille permettre) la préſente convention tiendra lieu de Loy perpétuelle, & la Paix durera à jamais.

Si donc un Catholique, Archevêque, Evêque, ou Prelat, ou ſi un de la Confession d'Ausbourg, élu ou poſtulé pour Archevêque, Evêque ou Prelat, changeoit à l'avenir de Religion, ſeul ou conjointement avec ſes Chanoines Capitulaires, ſoit un ou pluſieurs, ou tous enſemble; & pareillement ſi d'autres Eccleſiaſtiques changeoient auſſi à l'avenir de Religion, ils ſeront à l'inſtant même déçus de leur droit, ſans leſion toutefois de leur honneur & de leur renommée, & vuideront leurs mains ſans retardement ny oppoſition quelconque des fruits & des revenus. Et le Chapitre ou celui à qui il appartiendra, aura droit d'élire ou de poſtuler une autre perſonne de la même Religion, à laquelle ce Benefice appartient en vertu de la préſente Tranſaction, ſans repetition toutefois des fruits & revenus que l'Archevêque, Evêque, Prelat, &c. changeant de Religion, aura cependant reçus & conſommés. Si donc quelques Eſtats Catholiques ou de la Confession d'Ausbourg ont eſté privés par voye de Juſtice ou autrement, de leurs Archevêchez, Evêchez, Benefices, ou Prebendes immédiates, ou y ont eſté en aucune manière troublez depuis le premier jour de Janvier de l'an 1624. ils y ſeront rétablis, tant aux choſes Eccleſiaſtiques qu'aux Seculieres en vertu des préſentes, avec abolition de toutes nouveautés; en sorte que tous les biens Eccleſiaſtiques immédiats qui eſtoient adminiſtrés le premier jour de Janvier de l'an 1624. par un Prelat Catholique, reçoivent derechef un Chef Catholique: & reciproquement que les biens que ceux de la Confession d'Ausbourg poſſédoient leſdits jour & an, ſoient par eux retenus doréſnavant, avec remiſſe de tous les fruits perçus pendant ce temps, dépens, dommages & intérêts, qu'une partie auroit à prétendre contre l'autre.

§. 4. Dans tous les Archevêchez, Evêchez, & autres Fondations immédiates, les droits d'élire & de poſtuler ſuivant les Coutumes & les anciens Statuts de chaque lieu demeureront ſans aucune alteration, entant qu'ils ſont conformes aux Conſtitutions de l'Empire à la Tranſaction de Paſſau, à la Paix de Religion, & principalement à la

Donawert.

Biens Eccleſiaſtiques immédiats.

NS à la presente Declaration & Transaction. Et à l'égard
C. des Archeveschez & Evêchez qui demeureront à ceux
48. de la Confession d'Ausbourg, lesdits droits ne contiendront rien qui soit contraire à la mesme Confession, comme pareillement dans les Evêchez & dans les Eglises où les droits mixtes sont admis entre les Catholiques & ceux de ladite Confession. Il ne sera rien ajouté de nouveau aux Statuts anciens qui puisse blesser la conscience ou la cause des Catholiques ou de ceux de la Confession d'Ausbourg, chacun à leur égard, ou diminuer leurs droits. Mais les postulez ou les élus promettent en leurs Capitulations de ne posséder nullement par droit hereditaire les Principautez Ecclesiastiques, Dignitez & Benefices qu'ils auront accepté, & de ne faire rien qui puisse les rendre hereditaires. De maniere que tant l'élection & la postulation, que l'administration & la regie des droits Episcopaux, pendant la vacance du Siege, demeureront en tous lieux libres aux Chapitres, & à ceux à qui pareillement avec le Chapitre elles appartiennent selon l'usage établi. On aura soin aussi que les Nobles Patriciens, les Grâduz, & autres personnes capables n'en soient point exclus, mais plutôt qu'ils y soient maintenus, quand la chose ne sera pas contraire aux fondations.

s. 5. Que dans les lieux où sa Majesté Imperiale a de tout temps exercé le droit de premieres Prières, elle l'exerce de mesme à l'avenir; pourveu qu'un de la Confession d'Ausbourg venant à deceder dans les Evêchez de la mesme Religion, un de cette Confession qui se trouvera capable selon les Statuts & la Discipline, jouisse des Prières; mais que dans les Evêchez ou autres lieux immediats mixtes de l'une & de l'autre Religion, celui qui sera présenté ne jouisse point des premieres Prières, à moins qu'une personne de la mesme Religion n'ait possédé le Benefice vacant.

Si sous le nom d'Annates, de droits de Pallium, de confirmation, de mois du Pape, & de semblables droits & reserves, il estoit pretendu quelque chose par qui que ce soit, en quelque temps & maniere que ce pût être, dans les biens Ecclesiastiques immediats des Etats de la Confession d'Ausbourg; que la poursuite & l'exécution n'en puisse être appuyée par le bras seculier.

Mais dans les Chapitres de ces biens Ecclesiastiques immediats, où les Capitulaires & Chanoines de l'une & l'autre Religion sont admis en vertu du sulditerme en no mbre certain de part & d'autre, & où les mois du Pape estoient alors en usage, ils y auront lieu de mesme, & auront leur execution quand le cas écherra, si les Capitulaires & Chanoines decedans sont du nombre défini des Catholiques, pourveu que la provision du Pape soit signifiée & insinuée immediatement de la part de la Cour de Rome, & dans le temps legitime aux Chapitres.

s. 6. Les élus ou postulez aux Archeveschez, Evêchez ou Prelatures de la Confession d'Ausbourg, seront investis par sa sacrée Majesté Imperiale, sans aucune exception, après que dans l'an de leur election ou postulation ils auront presté la foy & l'hommage, & les sermens accoutumés pour les Fiefs Royaux, & payé outre la somme de la taxe ordinaire, encore la moitié de la mesme taxe pour l'inféodation; lesquels ensuite, ou les Chapitres quand le Siege est vacant, & ceux auxquels conjointement avec eux en appartient l'administration, seront par Lettres ordinaires appelez aux Dietes generales, comme aussi aux Assemblées particulieres de deputations, visitations, revisions, & autres, & y jouiront du droit de suffrage, selon que chaque Estat a été participant de ces droits avant les dissensions survenues sur le fait de la Religion. Et pour ce qui est de la qualité & du nombre des personnes qui seront envoyées à ces Assemblées, il sera libre aux Prelats d'en ordonner avec leurs Chapitres & Communautéz. Touchant les Titres des Princes Ecclesiastiques de la Confession d'Ausbourg, on en est

ainsi convenu, qu'ils porteront la qualité d'élus ou de postulez Archevesques, Evêques, Abbez, Prevosts, sans prejudice toutefois de l'estat & de la dignité; mais qu'ils prendront leur séance au banc mis au milieu & en travers entre les Ecclesiastiques & les Secliers; à costé desquels seront assis en l'Assemblée de tous les trois Colleges de l'Empire le Directeur de la Chancellerie de Mayence, exerçant au nom de l'Archevesque de Mayence la Direction generale des Actes de la Diete, & après luy les Directeurs du College des Princes; & la mesme chose sera observée dans le Senat des Princes Collegialement assemblé par les Directeurs seuls des Actes de ce College.

s. 7. Il y aura à perpetuité autant de Capitulaires ou Chanoines, soit de la Confession d'Ausbourg, soit de la Confession Catholique, qu'il y en avoit de l'une & de l'autre Religion en quelque lieu que ce fust le premier jour de Janvier 1624. & à ceux qui viendront à deceder il ne sera subrogé que de ceux de la mesme Religion. Que s'il y a en quelque lieu que ce soit plus de Capitulaires ou Chanoines Catholiques, ou de la Confession d'Ausbourg possédans Benefices, qu'il n'y en avoit le premier jour de l'an 1624. ces supernumeraires retiendront leurs Benefices & Prebendes leur vie durant; mais après leur deceds succederont aux Catholiques morts ceux de la Confession d'Ausbourg, & à ceux-cy les Catholiques, jusqu'à ce que le nombre des Capitulaires ou Chanoines de l'une & de l'autre Religion soit remis au mesme estat où il estoit le premier jour de l'an 1624. Et pour l'exercice de la Religion il sera rétabli, & demeurera dans les Evêchez mixtes, ainsi qu'il estoit reçu & permis publiquement l'an 1624. & ne sera dérogé en façon quelconque à aucune de ces choses cy-dessus spécifiées, soit en élisant, soit en présentant, ou autrement.

s. 8. Les Archeveschez, & Evêchez, & autres fondations & biens Ecclesiastiques immediats ou mediats, cedez pour la satisfaction de sa Royale Majesté & du Royaume de Suede, & pour la compensation & indemnité equivalente de ses Confederéz, Amis & Interezzés, demeureront en tout & par tout dans les termes des conventions & clauses particulieres cy-après inserées; mais en toutes les autres choses qui n'y sont pas contenues, & entre autres à l'égard du s. 16. le droit Diocesain, &c. cy-après mentionné, ils demeureront sujets aux Constitutions de l'Empire, & à cette Transaction.

s. 9. Les Monasteres, Colleges, Bailliages, Com-menderies, Temples, Fondations, Ecoles, Hôpitaux, & autres biens Ecclesiastiques mediats, ainsi que les revenus & droits de quelque nom qu'ils soient appelez, lesquels les Electeurs, Princes, & Etats de la Confession d'Ausbourg possédoient l'an 1624. le premier Janvier, seront tous & un chacun possédés par les mesmes, soit qu'ils ayent esté restitués, ou qu'ils soient encore à restituer en vertu de cette presente Trans-action, jusqu'à ce que les differens sur la Religion soient terminés par un accommodement general à l'amiable; & ce nonobstant toutes exceptions ou allegations, que ces biens ont esté reformez & occupez avant ou après la Transaction de Passau, ou la Paix de Religion, ou qu'ils n'ont point esté soustraits du Territoire des Etats de la Confession d'Ausbourg, ou obligés à d'autres Etats par droit de Suffraganat, Diaconat ou autre raison quelconque; l'unique & le seul fondement de cette Transaction, restitution, & reglement pour l'avenir estant la possession en laquelle chacun aura esté le premier jour de Janvier de l'an 1624. annullant entierement toutes exceptions & defenses qu'on pourroit tirer de l'exercice introduit en quelque lieu par interim, ou de quelques pactes antérieurs ou postérieurs, de Transactions generales ou speciales, de proetz intentez ou jugez, de mandemens, de rescrits, de pareatis, de lettres reversales, de caufes pendantes, ou de tous autres pretextes & raisons generalement quelconques. Ainsi en quelque lieu que l'on ait alteré ou soustrait quelque chose touchant lesdits biens, leurs appar-tenant

ANS
de J. C.
1648.

Parité
des Capitulaires.

Change-
ment des
fonda-
tions Ec-
clesiasti-
ques.

Regle-
ment
touchant
la posses-
sion des
biens
d'Eglise.

ANS
de J. C.
1648.

tenances & fruits, aux Estats de la Confession d'Ausbourg depuis ce temps-là, en quelque maniere ou sous quelque pretexte que se soit, par la voye ou hors de la voye de la Justice, le tout sera pleinement & entierement rétabli en son premier estat sans retardement & sans distinction, & entr'autres spécialement les Monasteres, Fondations, & biens Ecclesiastiques que le Prince de Wirtemberg possédoit réellement & de fait le premier jour de Janvier l'an 1624. avec leurs revenus appartenances & dépendances en quelque part qu'ils soient situez; ensemble tous les titres & documens qui ont esté détournéz. En sorte que ceux de la Confession d'Ausbourg ne seront troublés dorenavant en aucune maniere que ce puisse estre dans la possession qu'ils en ont eue ou recouvrée, mais seront à couvert de toute poursuite de droit & de fait à perpetuité, jusqu'à ce que les contestations sur la Religion aient esté terminées.

Les Catholiques posséderont aussi tous les Monasteres, Fondations & Colleges mediats, qu'ils possédoient réellement & de fait le premier jour de Janvier l'an 1624. quoy que situez dans les Territoires & Seigneuries des Estats de la Confession d'Ausbourg; ces biens toutefois ne passeront nullement à d'autres Ordres de Religieux, mais demeureront à ceux à l'Ordre desquels ils ont esté premierement dévouéz; si ce n'est que l'Ordre de tels Religieux ne fust totalement éteint. Car alors il sera libre au Magistrat des Catholiques de substituer de nouveaux Religieux d'un autre Ordre qui ayt esté en usage dans l'Allemagne avant les dissensions touchant la Religion. Dans toutes les Fondations, Eglises Collegiales, Monasteres, Hôpitaux mediats, où les Catholiques & ceux de la Confession d'Ausbourg ont vécu pelle melle, ils y vivront de mesme dorenavant au mesme nombre qui s'y trouva le premier jour de Janvier 1624. Et l'exercice de la Religion demeurera aussi de mesme qu'il estoit en quelque lieu que ce soit lesdits jour & an, sans trouble ny empêchement de l'une ou de l'autre partie. Dans toutes les Fondations mediates, où la Majesté Imperiale exerçoit le premier jour de Janvier l'an 1624. le droit des premieres Prieres, elle l'exercera à l'avenir en la maniere cy-dessus expliquée pour les biens immediats. Et à l'égard des mois du Pape, il en sera usé de mesme qu'il en a esté disposé cy-dessus au §. 5. Les Archevesques, & ceux à qui semblable droit appartient, conféreront aussi les Benefices des mois extraordinaires. Que si ceux de la Confession d'Ausbourg avoient audit jour & an, dans ces sortes de biens Ecclesiastiques mediats, possédez réellement, totalement, ou en partie par les Catholiques, les droits de presentation, de visite, d'inspection, de confirmation, de correction, de protestation, d'ouverture, d'hospitalité, de services & de convées, & qu'ils y aient entretenu des Curez & autres Officiers, ils auront les mesmes droits à l'avenir. Et si les Elections pour les Prebendes vacantes ne se faisoient dans le temps & en la maniere deue en faveur de personnes de la mesme Religion qu'étoit le mort, la distribution & la collation en appartiendra à ceux de ladite Religion par droit de devolution; pourveu toutefois que pour cela il ne soit fait dans ces biens Ecclesiastiques mediats aucun prejudice à la Coutume de la Religion Catholique, & que les droits appartenans au Magistrat Ecclesiastique des Catholiques par l'institution de l'Ordre sur les mesmes Ecclesiastiques, luy soient conservez en entier & sans aucun changement. Auxquels pareillement si les élections & collations des Prebendes vacantes n'estoient pas faites au temps convenable, le droit devolu demeurera sain & entier.

Quant aux engagements Imperiaux, d'autant qu'on trouve qu'il a esté arrêté dans la Capitulation Imperiale que l'Eleu Empereur des Romains est tenu de confirmer ces mêmes engagements aux Electeurs, Princes, & autres Estats immediats de l'Empire, & de leur en assurer & conserver la possession tranquille & paisible, on est convenu venu que cette disposition sera observée jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, du consentement des Electeurs, Princes & Estats, & que pour ce sujet on restituera aussi-tôt pleinement & entierement à la Ville de Lindaw, & à celle de Weissenbourg en Nordgaw, les

engagemens Imperiaux qui leur ont esté enlevéz en rendant le fort principal. Toutesfois pour les biens que les Estats de l'Empire ont obligé sous titre d'engagement depuis un temps immémorial les uns aux autres, il ne sera autrement donné lieu pour ce regard au dégage-ment, à moins que les exceptions des possesseurs, & le merite des causes ne soient suffisamment examinez. Que si de semblables biens ont esté occupez pendant cette guerre par quelqu'un ou sans préalable connoissance de cause, ou sans payer le fort principal, ils seront aussi-tôt entierement restitués avec les titres aux premiers possesseurs; & si la Sentence donnoit lieu au dégage-ment & avoit passé pour chose jugée, en sorte que la restitution s'en seroit ensuivie après le payement du fort principal, il doit estre tout à fait libre au Seigneur direct d'introduire publiquement en ces sortes de terres engagées, qui seront retournées à luy, l'exercice de sa Religion. Toutefois les habitans & les sujets ne seront pas contraincts d'en sortir, ny de quitter la Religion qu'ils avoient embrassée sous le precedent possesseur de semblables Terres engagées; mais il sera transigé entr'eux & le Seigneur direct qui aura fait le dégage-ment, touchant l'exercice public de leur Religion.

§. 10. A l'égard de la Noblesse libre & immédiate de l'Empire, & de tous & chacuns ses membres, avec leurs sujets, & biens féodaux & allodiaux, si ce n'est peut-estre qu'on trouve qu'ils soient sujets en quelques lieux à d'autres Estats pour raison des biens, & pour le regard du Territoire ou du domicile, ils auront en vertu de la Paix de Religion & de la presente Convention, dans les droits concernans la Religion, & dans les Benefices en provenans, pareil droit que celui qui appartient aux Electeurs, Princes & Estats, & n'y seront non plus qu'eux dans leurs, empêchez ny troublez sous quelque pretexte que ce soit; & tous ceux qui auront esté troublez seront restitués en leur entier.

§. 11. Les Villes libres de l'Empire, selon qu'elles sont toutes & chacunes sans contestations contenues sous le nom d'Estats de l'Empire, non seulement en la Paix de Religion & en la presente Declaration, mais aussi par tout ailleurs, de mesme celles d'entre elles où une unique Religion estoit en usage l'an 1624. auront en leurs Territoires à l'égard de leurs habitans & de leurs sujets, le mesme droit qu'ont les autres Estats supérieurs de l'Empire, tant à raison du droit à reformer, que des autres cas concernant la Religion; en sorte que tout ce qui a esté generalement réglé & convenu de ceulx-là, sera tenu pour dit & entendu de ceulx-cy, nonobstant que dans les Villes où le Magistrat & les Bourgeois n'auroient introduit l'an 1624. autre exercice de Religion que celui de la Confession d'Ausbourg, selon la Coutume & les Statuts de chaque lieu, quelques Bourgeois Catholiques y fassent leur domicile; & mesme que dans quelques Chapitres, Eglises Collegiales, Monasteres, ou Cloistres situez, dependans immediatement de l'Empire, l'exercice de la Religion Catholique soit en vigueur, & au mesme estat qu'il estoit le premier jour de Janvier 1624. dans lequel entierement tant activement que passivement ils seront laissez à l'avenir avec le Clergé qui n'a point esté introduit depuis ledit terme, & avec les Bourgeois Catholiques qui s'y trouvoient alors. Avant toutes choses les Villes Imperiales attachées ou à une seule Religion, ou à toutes les deux, & entre elles principalement la Ville d'Ausbourg, comme aussi Duncelspiel, Biberach, Ravensbourg, & Kauffbeur, qui dès l'an 1624. ont esté molestées par la voye ou hors de la voye de la Justice, en quelque façon que cela se soit fait à cause de la Religion, & à cause des biens Ecclesiastiques qu'elles avoient occupez & reformez avant ou après la Transaction de Passau; & la Paix de la Religion qui suivit, ne seront pas moins pleinement rétablis au mesme estat qu'elles estoient le premier jour de l'an 1624. tant au spirituel qu'au temporel, que les autres Estats supérieurs de l'Empire; auquel estat elles seront conservées sans aucun trouble, comme les autres qui alors les possédoient, ou en ont depuis ce temps-

ANS
de J. C.
1648.

Villes
bres de
l'Empire

8. temps-là recouvré la possession, & ce jusqu'à l'accordement modement à l'amiable des Religions. Il ne sera licite à aucune des parties de se troubler l'une l'autre dans l'exercice de sa Religion, dans les ceremonies & usages de leurs Eglises; mais les Bourgeois demeureront paisiblement ensemble, se conduiront honnestement les uns envers les autres, & auront en tous lieux l'usage libre de leur Religion & de leurs biens; toutes choses jugées & transigées, ou pendantes aux Tribunaux de la justice, & autres exceptions énoncées aux paragraphes 2, & 9. demeurant nulles; sauf toutefois les choses qui ont été réglées par le §. 2. touchant les affaires civiles d'Ausbourg, de Dünkelspiel, de Biberach, & de Ravensbourg.

§. 11. Quant à ce qui regarde les Comtes, Barons, Nobles, Vassaux, Villes, Fondations, Monastères, Commenderies, Communautés, & Sujets relevant des Etats immediats de l'Empire, Ecclesiastiques ou Seculiers, comme il appartient à ces Etats immediats d'avoir avec le droit de Territoire & de Superiorité, selon la pratique commune qui a été usitée jusqu'à présent par tout l'Empire, le droit aussi de reformer l'exercice de la Religion, & qu'ayant autrefois été accordé dans la Paix de Religion aux Sujets de tels Etats qui ne seroient pas de la Religion du Seigneur du Territoire, la faculté de changer de demeure, il auroit été de plus ordonné, pour conserver une plus parfaite concorde entre les Etats, que personne n'eust à attirer à sa Religion les Sujets des autres, ny pour cette raison les recevoir en sa sauvegarde ou protection, ou les soutenir en aucune maniere que ce soit; l'on est aussi tombé d'accord que la même chose sera observée par les Etats de l'une & de l'autre Religion, & qu'aucun Etat immediat ne fera traverser dans le droit qui lui appartient, à raison du Territoire & de la Superiorité sur les affaires de la Religion. Notamment cela toutefois; les Landgraves, Vassaux, & Sujets des Etats Catholiques de quelque naissance qu'ils soient, qui ont en l'exercice public ou privé de la Confession d'Ausbourg l'an 1624. en quelque partie de l'année que s'est été, soit par quelque accord où privilège, soit par un long usage, soit enfin par la seule observance de ladite année, le retiendront aussi à l'avenir avec les annexes ou dépendances, selon qu'ils l'ont eu ou qu'ils pourront prouver l'avoir pratiqué dans ladite année.

Par telles Annexes on entend l'institution des Consistoires & des Ministres, tant des Ecoles que des Eglises, le droit de Patronage, & autres pareils droits; & ils n'en demeureront pas moins en possession que de tous les Temples, Fondations, Monastères, Hôpitaux, & de toutes leurs appartenances, revenus, & augmentations qui estoient dans ce temps-là en leur pouvoir; Toutes lesquelles choses seront toujours & en tous lieux observées, jusqu'à ce qu'on soit autrement convenu sur le fait de la Religion Chrestienne, soit généralement, ou entre les Etats immediats, & leurs sujets d'un consentement mutuel, afin que personne ne soit troublé par qui que ce soit, ny par aucune voye ou maniere que ce puisse être; mais qu'au contraire ceux qui ont été troublés, ou en quelque façon déshabitez, soient restitués par & à plein sans aucune exception en l'Etat où ils estoient l'an 1624. La même chose sera observée à l'égard des Sujets Catholiques qui sont dans les Etats de la Confession d'Ausbourg, où ils avoient l'an 1624. l'usage & l'exercice public ou privé de la Religion Catholique.

Les Pactes, Transactions, Conventions, ou Concessions, qui sont cy-devant intervenues, ou ont été accordées & passées entre tels Etats immediats de l'Empire, & leurs Etats Provinciaux & Sujets cy-dessus mentionnez, pour introduire, permettre, & conserver l'exercice public ou privé de la Religion, demeureront en leur force & vigueur, en tant qu'elles ne sont pas contraires à l'observance de l'an 1624. & il ne sera aucunement permis de s'en éloigner que d'un consentement mutuel, notwithstanding toutes Sentences, Reverfals, Accords, & Transactions quelconques contraires à la susdite observance de l'an 1624. lesquelles attend qu'el-

le sert comme de regle demeureront nulles; & spécialement ce que l'Evesque de Hildesheim, & les Ducs de Brunfwic Lunebourg, ont transigé & stipulé par certains pactes en l'an 1623. touchant la Religion des Etats & des Sujets de l'Evesché de Hildesheim, & son exercice: mais seront exceptez dudit terme & reservez aux Catholiques, les neuf Monastères situés dans l'Evesché de Hildesheim, que les Ducs de Brunfwic leur avoient cédés la même année à certaines conditions.

Il a été en outre trouvé bon, que ceux de la Confession d'Ausbourg qui sont sujets des Catholiques, & les Catholiques sujets des Etats de la Confession d'Ausbourg, qui n'avoient en l'an 1624. en aucun temps de l'année l'exercice public ou privé de leur Religion, & qui après la Paix publiée professeront & embrasseront une Religion différente de celle du Seigneur Territorial, seront en conséquence de ladite Paix patiemment soufferts & tolerez, sans qu'on les empêche de vaquer à leur devotion dans leurs maisons & en leur particulier en toute liberté de conscience, & sans inquisition ou trouble, & même d'assister dans leur voisinage toutes les fois qu'ils voudront à l'exercice public de leur Religion, ou d'envoyer leurs enfans à des Ecoles étrangères de leur Religion, ou de les faire instruire dans la maison par des Prêcepteurs particuliers, à la charge toutefois que tels Landgraves, Vassaux & Sujets seront en toutes autres choses leur devoir, & se tiendront dans l'obéissance & la sujétion due, ne donnant occasion à aucun trouble ny remuement. Pareillement les Sujets, soit qu'ils soient Catholiques, soit qu'ils soient de la Confession d'Ausbourg, ne seront en aucun lieu méprisés à cause de leur Religion; ny ne seront exclus de la Communauté des Marchands, des Artisans, & des Tribus, non plus que privez des Successions, Legs, Hôpitaux, Leproses, Aumônes, & autres droits ou commerces, & moins encore des Cimetières publics, ou de l'honneur de la Sepulture; & il ne sera exigé aucune autre chose pour les frais de leurs Funérailles que les droits qu'on a accoutumé de payer pour les Mortuaires aux Eglises Paroissiales; en sorte qu'en ces choses & autres semblables, ils soient traités de même que les Concitoyens, & leurs d'une justice & protection égale.

S'il arrivoit qu'un Sujet qui n'a point eu l'an 1624. l'exercice public ou particulier de sa Religion, ou qui après la Paix publiée changera de Religion, voudrait de son bon gré changer de demeure, ou qu'il lui fust ordonné par le Seigneur du Territoire de la changer, il lui sera libre de le faire, en retenant ou vendant ses biens, & les retenant de les faire administrer par ses propres gens, de les aller visiter en toute liberté, & sans aucunes Lettres de Passeport, & de pourvoir les procez & le payement de ses dettes, toutes les fois que la raison le requerra.

Il a été aussi convenu, que les Seigneurs des Territoires donneront un terme non moindre de cinq ans pour se retirer, aux Sujets qui n'avoient point en ladite année l'exercice de leur Religion, ny public ny particulier, & qui toutefois au temps de la publication de cette présente Paix seroient trouvez demeurans dans les Domaines des Etats immediats de l'une ou de l'autre Religion: Parmi lesquels seront aussi compris ceux qui pour éviter les miseres de la Guerre, & non par esprit de transférer leur domicile, se sont retirés en quelque part, & pretendent après la Paix faire retourner en leur Paix; & pour ceux qui changeront de Religion après la Paix publiée, il leur sera donné un terme non moindre de trois ans pour se retirer, s'ils n'en peuvent obtenir un plus long; & on ne leur refusera point aussi, soit qu'ils sortent volontairement ou par contrainte, des certificats de naissance, d'extraction, & d'affranchissement, de mestier, & de mœurs honnetes; ils ne seront non plus surchargés d'exactions sous couleur de revêfals injustes, ou de décimations des biens qu'ils emporteront, étendus au delà de l'équité; & il sera encore moins fait aucun empêchement sous prétexte de servitude, ou autre quelconque, à ceux qui se retireront volontairement.

§. 13. Les Princes de Silese qui sont de la Confession

ANS
de J. C.
1648.

Liberté
de conscience.

Les Prin-

ANS
de J. C.
1648.
ces &
Villes
Protes-
tans de
Sileſie.

ſeſſion d'Ausbourg ; ſçavoir les Ducs de Brieg, Lignits, Munſterberg, & d'Oels, comme auſſi la Ville de Breſlaw, ſeront maintenus dans leurs droits & privilèges obtenus avant la Guerre ; auſſi bien que dans le libre exercice de leur Religion, lequel leur a été concédé par grace Imperiale & Royale : & pour ce qui touche les Comtes, Barons, Nobles, & leurs Sujets dans les autres Duchez de Sileſie, qui dépendent immédiatement de la Chambre Royale, comme auſſi les Comtes, Barons, & Nobles demeurans preſentement dans la baſſe Autriche, quoy que le droit de reformer l'exercice de la Religion, n'appartienne pas moins à ſa Majeſté Imperiale, qu'aux autres Roys & Princes, elle conſent (non pas toutefois à cauſe de l'accord fait ſelon la diſpoſition du precedent article, *les païſes* *etc.* mais en conſideration de l'entremiſe de ſa Majeſté Royale de Suede, & en faveur des Eſtats intercedans de la Confeſſion d'Ausbourg) que ces Comtes, Barons, Nobles, & leurs Sujets dans leſdits Duchez de Sileſie, ne ſoient pas obligez de ſortir des lieux où ils demeurent, ny de quitter les biens qu'ils y poſſèdent, pour cette raiſon qu'ils profeſſent la Confeſſion d'Ausbourg, ny même qu'ils ſoient empeſchez de frequenter l'exercice de la juſdite Confeſſion dans les lieux voſſins hors du Territoire ; pourveu que dans les autres choſes ils ne troublent point la tranquillité & la Paix publique, & ſe montrent tels qu'ils doivent être à l'égard de leur Prince Souverain. Que ſi cependant quelques-uns ſ'en retiroient volontairement, & qu'ils ne vouluſſent pas vendre, ou ne puſſent pas commodément donner à Ferme leurs biens immeubles, ils auront toute liberté d'aller & de venir pour prendre garde, & avoir inſpection ſur leurſdits biens.

Outre ce qui a été ordonné cy-deſſus, à l'égard deſdits Duchez de Sileſie qui dépendent immédiatement de la Chambre Royale, ſa Majeſté Imperiale promet encore de permettre à ceux qui en ces Duchez ſont profeſſion de la Confeſſion d'Ausbourg, de baſtir pour l'exercice de cette Confeſſion à leurs propres dépens, trois Eglises hors des Villes de Schweinitz, Jaur, & Glogaw, près des murailles, & dans des lieux à ce commodés, leſquels ſeront pour cet eſſet deſignez par ordre de ſa Majeſté après la Paix faite. Et d'autant qu'on a tâché diverſes fois dans la preſente negotiation de faire acorder dans leſdits Duchez, & dans les autres Royaumes & Provinces de ſa Majeſté Imperiale, & de la Maiſon d'Autriche, une plus grande liberté & exercice de la Religion, & que toutefois on n'en a pû convenir à cauſe de la contradiction des Plenipotentiaires Imperiaux ; ſa Majeſté Royale de Suede, & les Eſtats de la Confeſſion d'Ausbourg, ſe reſervent chacun en droit ſoy la faculté de ſ'entremettre à l'amiable, & d'interceder humblement pour ce ſujet envers ſa Majeſté Imperiale, en la Diète prochaine & ailleurs ; la Paix toutefois ſubſiſtant toujours, & toutes violences & voyes de fait demeurant interdites.

Droit de reformer. §. 14. Le droit de reformer ne dépendra pas de la ſeule qualité feodale ou ſous-feodale, ſoit qu'elle procede du Royaume de Boheme, ou des Eleſcteurs, Princes & Eſtats de l'Empire, ou d'ailleurs. Mais ces Fiefs & Arrierefiefs, Vaſſaux, Sujets, & les biens Eccleſiaſtiques dans les cauſes de Religion, & tout ce que le Seigneur de Fief y peut pretendre, ou y auroit introduit & ſe ſeroit arrogé de droit, ſeront à perpetuité conſideréz ſuivant l'eſtat du premier jour de Janvier de l'année 1624. & ce qui aura été innové au contraire, ſoit par la voye ou hors de la voye de la Juſtice, ſera ſupprimé & rétabli en ſon premier eſtat.

Que ſi on avoit été en conteſtation pour le droit de Territoire avant ou après le terme de l'an 1624. ce droit demeurera à celui qui en eſtoit poſſeſſeur cette année là, juſqu'à ce que l'on ait connu de l'affaire, & que l'on ait prononcé ſur le poſſeſſoire & le petitoire, ce qui s'entend quant à l'exercice public. Mais on ne pourra à cauſe du changement de Religion qui ſera cependant arrivé, contraindre les Sujets de ſortir du Païs pendant la durée du procez touchant le Territoire.

Dans les lieux où les Eſtats Catholiques & ceux de la Confeſſion d'Ausbourg ; jouiſſent également du droit de J. C. de ſuperiorité, le même droit demeurera tant à l'égard de l'exercice public que des autres choſes concernant la Religion au même eſtat qu'il eſtoit le jour & l'an ſuſdits. La ſeule Juſdiction criminelle, & le ſeul droit de glaive, de retention de cauſes, de Patronnage, de filialité, ne donneront ny conjointement ny ſeparement le droit de reformer ; c'eſt pourquoy les reformations qui ſe ſont introduites ſous cette couleur, ou par quelques païſes, ſeront caſſées ; les lezees ſeront reſtituez, & on ſ'abſtiendra tout à fait à l'avenir d'en faire de ſemblables.

§. 15. A l'égard de toutes ſortes de revenus appartenans aux biens Eccleſiaſtiques & à leurs poſſeſſeurs, on obſervera avant toutes choſes ce qui ſe trouve avoir été ordonné dans la Paix de Religion au paragraphe, *Parcillement les Eſtats de la Confeſſion d'Ausbourg, etc.* Et au Paragraphe, *Comme auſſi aux Eſtats qui ſont de l'ancienne, etc.* Mais les revenus, cens, dixmes, rentes, qui en vertu de ladite Paix de Religion ſont deus aux Eſtats de la Confeſſion d'Ausbourg, à cauſe des fondations Eccleſiaſtiques immediates ou mediatees acquiſes avant ou après la Paix Religieuſe, des Provinces des Catholiques, & leſquels ceux de ladite Confeſſion ont été en poſſeſſion ou quaſi poſſeſſion de percevoir le premier Janvier 1624. leur ſeront payez ſans aucune exception.

De même, ſi les Eſtats de la Confeſſion d'Ausbourg, ont poſſédé par uſage ou conſeſſion legitime quelques droits de protection, d'avocatie, d'ouverture, d'hospitation, de corvées, ou autres dans les domaines & biens des Eccleſiaſtiques Catholiques, ſituez ſoit au dedans ou au dehors des Territoires : & parcillement ſ'il appartient aux Eſtats Catholiques quelque droit ſemblable au dedans ou au dehors des biens Eccleſiaſtiques acquis par les Eſtats de la Confeſſion d'Ausbourg, tous retiendront de bonne foy les droits dont ils ont jouï ; en ſorte toutefois que les revenus des biens Eccleſiaſtiques ne ſoient pas l'usage ou la jouiſſance de ſemblables droits, ny trop chargez ny epuiſez.

Les revenus, dixmes, cens & rentes, qui ſont deus par d'autres Territoires aux Eſtats de la Confeſſion d'Ausbourg, pour les fondations qui ſe trouvent preſentement ruinées & démolies, ſeront payez auſſi à ceux qui le premier Janvier 1624. eſtoient en poſſeſſion ou quaſi poſſeſſion des percevoir.

Et pour les fondations qui depuis l'année 1624. ont été détruites, ou tomberont à l'avenir en ruine, les revenus en ſeront payez, même dans les autres Territoires, au Seigneur du Monaftere détruit, ou du lieu où le Monaftere eſtoit ſitué.

De même les fondations qui eſtoient le premier jour de Janvier 1624. en poſſeſſion ou quaſi poſſeſſion du droit de decimer ſur les terres novalles dans un autre Territoire, le ſeront auſſi à l'avenir ; mais qu'il ne ſoit demandé aucun nouveau droit. Entre les autres Eſtats & Sujets de l'Empire, le droit touchant les dixmes des terres novalles ſera tel que le droit commun, ou la coutume, ou l'usage de chaque lieu en ordonnent, ou ainſi qu'il a été convenu par ſtipulations volontaires.

§. 16. Le Droit Diocéſain, & toute Juſdiction Eccleſiaſtique, de quelque eſpece qu'elle puiſſe être, deſcend de la ſeigneurie ſuſpendue juſqu'à l'accommodement final du différend de la Religion, contre les Eleſcteurs, Princes & Eſtats de la Confeſſion d'Ausbourg, y compris la Nobleſſe libre de l'Empire, & contre leurs Sujets, tant entre les Catholiques & ceux de la Confeſſion d'Ausbourg, qu'entre les Eſtats ſeuls de la Confeſſion d'Ausbourg : & le Droit Diocéſain, & la Juſdiction Eccleſiaſtique ſe renfermeront dans les bornes de chaque Territoire. Pour obtenir toutefois le paiement des revenus, cens, dixmes, & rentes que les Catholiques auront à recevoir dans les Domaines des Eſtats de la Confeſſion d'Ausbourg, où les Catholiques eſtoient en l'année 1624. notamment en poſſeſſion ou quaſi poſſeſſion de l'exercice

Cens,
rentes,
revenus
& dix-
mes.

Super-
ſeſſion
de Juſdiction
Eccleſiaſtique.

cice de la Jurisdiction Ecclesiastique, lesdits Catholiques jouiront aussi dorénavant de ladite Jurisdiction, mais ce ne sera seulement qu'en exigeant ces memes revenus; & il ne sera procédé à aucune excommunication, sinon après la troisième formation. Les Etats Provinciaux & Sujets de la Confession d'Ausbourg, qui en l'an 1624. reconnoissoient la Jurisdiction Ecclesiastique des Catholiques, demeureront pareillement sujets à la susdite Jurisdiction dans les cas qui ne concernent point la Confession d'Ausbourg, & pourveu qu'on ne leur enjoigne à l'occasion des proces aucune chose contraire à ladite Confession d'Ausbourg, & à la conscience. Les Magistrats de la Confession d'Ausbourg, auront aussi le même droit sur les Sujets Catholiques, qui avoient en l'année 1624. l'exercice public de la Religion Catholique, faut le Droit Diocésain, tel que les Evêques l'ont exercé paisiblement sur eux en l'année 1624. mais dans les Villes de l'Empire, où est en usage l'exercice de la Religion mixte, les Evêques n'auront aucune Jurisdiction sur les Bourgeois de la Confession d'Ausbourg, & toutefois les Catholiques se pourvoiront en Justice pour leur droit selon l'usage de ladite année 1624.

§. 17. Les Magistrats de l'une & de l'autre Religion, défendront sévèrement & rigoureusement, que personne n'impugne en aucun endroit, en public ou en particulier, en prêchant, enseignant, disputant, écrivant, ou consultant la Transaction de Passau, la Paix de Religion, & sur tout la présente Declaration ou Transaction, ny les rendre douteuses, ou tâche d'en tirer des conséquences ou propositions contraires. Sera aussi nul, tout ce qui a été jusqu'à présent produit & publié au contraire; mais s'il s'élevait quelque doute de là ou d'ailleurs, ou qu'il en résultât quelque'un des causes concernant la Paix de Religion, ou cette présente Transaction, se tout sera réglé par voye amiable dans les Dietes, ou autres Assemblées de l'Empire, par les principaux de l'une & de l'autre Religion.

§. 18. Dans les Assemblées ordinaires des Deputés de l'Empire, le nombre des Chefs de l'une & de l'autre Religion sera égal; & pour les personnes, ou pour les Etats de l'Empire qui leur devront être adjoints, il en sera ordonné en la Diete prochaine. Si dans ces Assemblées de Deputés, aussi bien que dans les Dietes générales il y vient des Deputés, soit d'un ou de deux, ou de trois Colleges de l'Empire, pour quelque occasion ou affaire que ce soit, le nombre des Deputés des Chefs de l'une & de l'autre Religion sera égal. Et où il se rencontrera des Officiers à expédier dans l'Empire par commissions extraordinaires, si l'affaire n'est qu'entre les Etats de la Confession d'Ausbourg, on ne députera que de ceux de cette Religion; que si l'affaire ne regarde que les Catholiques, on ne députera que des Catholiques; & si la chose concerne les Etats Catholiques & ceux de la Confession d'Ausbourg, on nommera & ordonnera des Commissaires en nombre égal de l'une & de l'autre Religion. Il a été trouvé bon aussi, que les Commissaires fassent leur rapport des affaires par eux faites, & qu'ils y ajoutent leurs suffrages; mais qu'ils ne finissent rien par forme de Sentence.

§. 19. Dans les causes de Religion, & en toutes les autres affaires où les Etats ne peuvent être considérés comme un Corps, de même aussi les Etats Catholiques & ceux de la Confession d'Ausbourg se divisent en deux partis, la seule voye à l'amiable décidera les différends, sans s'arrêter à la pluralité des suffrages. Pour ce qui regarde pourtant la pluralité des voyes dans la matière des impositions, cette affaire n'ayant pu être décidée en l'Assemblée présente, elle est renvoyée à la Diete prochaine.

§. 20. En outre, comme à cause des changemens arrivés par la présente Guerre, & autres raisons, il a été allégué plusieurs choses pour faire transférer le Tribunal de la Chambre Imperiale en quelque autre lieu plus commode à tous les Etats de l'Empire, & aussi pour

présenter le Juge, les Présidens, les Assesseurs, & autres Officiers de Justice, en nombre égal de l'une & de l'autre Religion, & pour régler pareillement d'autres affaires appartenant à ladite Chambre Imperiale, lesquelles ne peuvent pas être entièrement expédiées en la présente Assemblée, à cause de l'importance du fait, on est convenu qu'on en traitera dans la Diete prochaine, & que les délibérations touchant la reformation de la Justice, agitées en l'Assemblée des Deputés à Francfort, auront leur effet; & que s'il sembloit y manquer quelque chose, on le suppléera & corrigera. Cependant afin que cette affaire ne demeure pas tout à fait dans l'incertitude, on est demeuré d'accord qu'entre le Juge & les quatre Présidens, dont deux de ceux qui doivent être de la Confession d'Ausbourg seront établis par sa Majesté Imperiale seale, le nombre des Assesseurs de la Chambre sera augmenté jusqu'à cinquante en tout; en sorte que les Catholiques puissent & soient tenus de présenter vingt-six Assesseurs y compris les deux Assesseurs dont la présentation est réservée à l'Empereur; & les Etats de la Confession d'Ausbourg, vingt-quatre; & qu'il soit loisible de prendre & élire de chaque Cercle de Religion mixte, deux Catholiques & deux qui soient de la Confession d'Ausbourg; les autres choses qui regardent ladite Chambre ayant été renvoyées, comme il a été dit, à la prochaine Diete. Et partant les Cercles seront exhortés de présenter à temps les nouveaux Assesseurs qui seront à substituer en la susdite Chambre à la place des morts, suivant la Table insérée à la fin de ce paragraphe. Les Catholiques conviendront aussi en leur temps de l'ordre de présenter; & sa Majesté Imperiale ordonnera non seulement qu'en cette Justice de la Chambre les causes Ecclesiastiques & Politiques, débattues entre les Catholiques & les Etats de la Confession d'Ausbourg, ou entre ceux-cy seulement, ou aussi quand des Catholiques plaident contre des Etats Catholiques, un tiers intervenant sera de la Confession d'Ausbourg; & réciproquement quand ceux de la Confession d'Ausbourg plaident contre d'autres de la même Confession, un Etat Catholique interviendra, seront discutées & jugées par des Assesseurs choisis en nombre égal de l'une & de l'autre Religion; mais que la même chose sera aussi observée en la Chambre Aulique; & à cette fin ladite Majesté tirera des Cercles où la Confession d'Ausbourg est seule, ou conjointement avec la Religion Catholique en vigueur, quelques Sujets de la Confession d'Ausbourg, doctes & versés dans les affaires de l'Empire, en tel nombre toutefois que le cas écheant il puisse y avoir égalité de Juges de l'une & de l'autre Religion. La même chose sera aussi observée à l'égard de l'égalité des Assesseurs, toutes les fois qu'un Etat immédiat de la Confession d'Ausbourg sera cité ensuite par un Etat médiate Catholique, ou qu'un Etat Catholique immédiat le sera par un Etat médiate de la Confession d'Ausbourg.

Quant à la procédure judiciaire, le Règlement de la Chambre Imperiale sera pareillement observé dans le Conseil Aulique, en tout & par tout. Alors afin que les parties en plaidant ne soient pas déstabilisées de tout secours suspensif, au lieu de la révision usitée en ladite Chambre, il sera licite à la partie lésée d'appeler à sa Majesté Imperiale de la Sentence donnée par le Conseil, afin que le proces soit revenu de nouveau par d'autres Conseillers en nombre égal de l'une & de l'autre Religion, capables du poids de l'affaire, non alliés des parties, & qui n'ayent pas assisté à dresser ou à prononcer la première Sentence, ou du moins qui n'ayent pas été Rapporteurs ou Corrapporteurs du proces; & il sera loisible à sa Majesté Imperiale dans des causes de conséquence, & d'où on pourroit craindre qu'il n'arrivât quelque désordre dans l'Empire, de demander sur ce l'avis & les suffrages de quelques Electeurs & Princes de l'une & de l'autre Religion. La Visite du Conseil Aulique se fera autant de fois qu'il sera nécessaire par l'Electeur de Mayence, observant ce qui dans la prochaine Diete sera du consentement commun des Etats jugé à propos d'être observé. Mais s'il se rencontre quelques

doutes

ANS doutes touchant l'interprétation des Constitutions Impé-
 de J. C. riales, & des recez publics, ou que dans les Jugemens
 1648. des causes Ecclesiastiques ou Politiques, débattues entre
 les parties cy-dessus nommées, après mesme qu'en plein
 Senat elles auroient été examinées par un nombre de
 Juges toujours égal de part & d'autre; il naîsse de la pa-
 rité des Assesseurs de l'une & de l'autre Religion des
 opinions contraires, les Assesseurs Catholiques tenant
 pour l'une, & ceux de la Confession d'Ausbourg pour
 l'autre; alors qu'ils soient renvoyez à une Diète Gene-
 rale de l'Empire. Mais si deux ou plusieurs Catholiques
 avec un ou deux Assesseurs de la Confession d'Ausbourg,
 & reciproquement embrassoient une opinion, & que
 les autres en nombre égal, quoy qu'inégaux de Religion
 en maintinssent une autre, & que de là il naîsse une con-
 trariété; en ce cas elle sera terminée par l'Ordonnance
 de la Chambre, & le renvoy n'en sera point fait à la
 Diète. Toutes lesquelles choses seront observées dans
 les causes ou procez des Estats, y comprise la Noblesse
 immediate de l'Empire, soit que lesdits Estats soient de-
 mandeurs, soit qu'ils soient défendeurs ou intervenans.
 Mais si entre les Estats mediats le demandeur ou le de-
 fendeur, ou le tiers intervenant est de la Confession
 d'Ausbourg, & qu'il ait demandé une parité de Juges
 d'entre les Assesseurs de l'une & de l'autre Religion, cette
 parité luy sera accordée; & s'il arrive alors égalité de
 voix, le renvoy n'en sera point fait à la Diète, & le
 procez sera terminé selon l'Ordonnance de la Chambre.
 Au reste tant dans le Conseil Aulique qu'en la Cham-
 bre Imperiale, seront laissez en leur entier aux Estats de
 l'Empire, le privilege de premiere Instance, celui
 d'Aultreges, & les droits & privileges de ne point ap-
 peller; & ils n'y feront point troublez, ny par mande-
 ment, ny par commissions ou évocations, ny par au-
 cune autre voye. Enfin comme il a été aussi fait men-
 tion d'abolir la Cour Imperiale de Rotweil, & les Sie-
 ges Provinciaux de Justice de Suabe, & autres, établis
 en plusieurs lieux dans l'Empire, la chose ayant été ju-
 gée de grande importance, la deliberation en a aussi été
 renvoyée à la Diète prochaine.

Les Assesseurs de la Confession d'Ausbourg seront
 presentez,

Par l'Electeur de Saxe,	}	6.
Par l'Electeur de Brandebourg,		
Par l'Electeur Palatin.		
Par le haut Cercle de Saxe, 4.	}	1. En alternant par ces deux Cercles.
Par le bas Cercle de Saxe, 4.		
Par les Estats du Cercle de Fran- conie de la Confession d'Aus- bourg, 2.	}	1. En alternant par ces quatre Cercles.
Par ceux du Cercle de Suabe, 2.		
Par les Estats du Cercle du haut Rhin, 2.		
Par le Cercle de Westphalie, 2.		

Et quoy qu'on ne fasse en cette Table aucune mention
 des Estats de l'Empire de la Confession d'Ausbourg, qui
 sont compris sous le Cercle de Baviere, cela ne leur tour-
 nera à aucun prejudice; mais leurs droits, libertez &
 privileges demeureront en leur entier.

Tou-
 chantes
 Cantons
 Suisses.
 VI. Et comme sa Majesté Imperiale sur les plaintes
 faites en presence de ses Plenipotentiaires Deputez en
 la presente Assemblée, au nom de la Ville de Basle & de
 toute la Suisse, touchant quelques procédures & mande-
 mens executoirs, émanez de la Chambre Imperiale
 contre ladite Ville, & les autres Cantons unis des Suis-
 ses, & leurs Citoyens & Sujets, ayant demandé l'avis
 & le conseil des Estats de l'Empire, auroit par un De-
 cret particulier du quatorzième May de l'année dernière,
 déclaré ladite Ville de Basle, & les autres Cantons Suis-
 ses, estre en possession d'une quasi pleine liberté &
 exemption de l'Empire, & ainsi n'estre aucunement
 Sujets aux Tribunaux & Jugemens du même Empire;
 il a été resolu que ce mesme Decret soit tenu pour com-
 pris en ce Traité de Paix, qu'il demeure ferme & con-

stant, & partant que toutes ces procédures & Arrests
 donnez sur ce sujet, en quelque forme que s'ait esté,
 doivent estre de nulle valeur & effet.

VII. Du consentement aussi unanime de sa Majesté
 Imperiale, & de tous les Estats de l'Empire, il a été
 trouvé bon que le mesme droit ou avantage que toutes
 les autres Constitutions Imperiales, la Paix de Religion,
 cette presente Transaction publique, & la decision y
 contenue des griefs, accordent aux Estats & Sujets Ca-
 tholiques, & à ceux de la Confession d'Ausbourg, doit
 aussi estre accordé à ceux qui s'appellent entr'eux les
 Reformez; sauf toutefois à jamais les Pactes, Privile-
 ges Reverfals, & autres dispositions que les Estats qui
 se nomment Protestans ont stipulez entr'eux & avec leurs
 Sujets, par lesquels il a été pourveu jusques à present aux
 Estats & Sujets de chaque lieu, touchant la Religion &
 son exercice, & les choses qui en dépendent; sauf aussi
 la liberté de conscience d'un chacun. Et d'autant que les
 differens de Religion qui sont entre les Protestans n'ont
 pas été terminez jusqu'à present, étant reservez à un
 accommodement futur, & que pour cette raison ils for-
 ment deux partis, il a été pour ces causes convenu en-
 tre l'un & l'autre parti touchant le droit de Reformation,
 que si quelque Prince ou autre Seigneur de Territoire,
 ou Patron de quelque Eglise, passoit cy-après à la Reli-
 gion d'un autre parti, ou s'il avoit acquis ou recouvré
 par droit de succession, ou en vertu de la presente Tran-
 saction, ou par quelque autre Titre, une Principauté ou
 une Seigneurie où la Religion d'un autre parti s'exerce à
 present publiquement, il luy sera sans contredit per-
 mis d'avoir près de luy, & en sa residence, des Predica-
 teurs particuliers de la Confession pour sa Cour; sans
 néanmoins que cela puisse estre à la charge & au preju-
 dice de ses Sujets; mais il ne luy sera pas loisible de chan-
 ger l'exercice de la Religion, ny les Loix ou Constitu-
 tions Ecclesiastiques qui auront été receuës cy-devant,
 non plus que d'oter aux premiers les Temples, Ecoles,
 Hôpitaux, ou les revenus, pensions, & salaires y ap-
 partenans, & les appliquer aux gens de sa Religion;
 moins encore d'obliger les Sujets sous pretexte de droit
 de Territoire, de droit Episcopal, & de Patronage, ou
 autre, de recevoir pour Ministres ceux d'une autre Re-
 ligion, ou donner directement ou indirectement à la
 Religion des autres, aucun autre trouble ou empêche-
 ment. Et afin que cette Convention soit observée plus
 exactement, il sera permis en cas de tel changement,
 aux Communautés mesmes de presenter, ou si elles n'ont
 pas droit de presenter, de nommer des Ministres capa-
 bles tant pour les Ecoles que pour l'Eglise, lesquels se-
 ront par le Consistoire & les Ministres publics du lieu
 examinez & ordonnez, si tant est qu'ils soient de mesme
 Religion que les Communautés qui les presenteront ou
 nommeront; ou au deffaut de ce ils seront examinez &
 ordonnez dans le lieu que les mesmes Communautés au-
 ront choisi, lesquels seront ensuite confirmez par le Prin-
 ce ou par le Seigneur sans aucun refus. Si pourtant quel-
 que Communauté, le cas de changement arrivant, ayant
 embrassé la Religion de son Seigneur, demandoit à ses
 dépens le mesme exercice que celui qu'auroit le Prince
 ou Seigneur, il sera loisible audit Prince ou Seigneur de
 le luy accorder, sans prejudice des autres, & aussi sans
 que ses successeurs le luy puissent oter. Mais pour les
 Consistoriaux, les Visiteurs pour les choses sacrées, les
 Professeurs des Ecoles, & des Universitez de Theolo-
 gie & de Philosophie, ils ne feront d'autre Religion que
 de celle qui en ce temps-là sera professée publiquement
 dans chaque lieu. Et d'autant que toutes choses se doivent
 entendre des changements qui pourront arriver à l'avenir,
 elles n'apporteront aucun prejudice aux droits qui appar-
 tiennent pour ce regard aux Princes d'Anhalt, & autres
 Princes. Mais à l'exception des Religions cy-dessus
 mentionnées, il n'en sera receu ny toléré aucun autre
 dans le S. Empire Romain.

VIII. Et afin de pourvoir à ce que dorenavant il ne Rétabli-
 naîsse plus de differens dans l'Estat Politique; Que tous fement
 & chacuns les Electeurs, Princes & Estats de l'Empire d-s Etat
 Romain, soient tellement établis & confirmez en leurs
 an-

anciens droits, prerogatives, libertez, privileges, libre exercice du droit Territorial tant au spirituel qu'au temporel, Seigneuries, droits regaliens, & dans la possession de toutes ces choses en vertu de la presente Transaction, qu'ils ne puissent jamais y estre troublez de fait par qui que ce soit, sous aucun pretexte que ce puisse estre.

Qu'ils jouissent sans contradiction du droit de suffrage dans toutes les deliberations touchant les affaires de l'Empire, sur tout où il s'agira de faire ou interpreter des Loix, refoudre une Guerre, imposer un Tribut, ordonner des levées & logemens de Soldats, construire au nom du public des Forteresses nouvelles dans les Terres des Estats, ou renforcer les anciennes de Garnisons, & où aussi il faudra faire une Paix, ou des Alliances, & traiter d'autres semblables affaires, qu'aucune de ces choses ou de semblables ne soit faite ou receüe cy-après sans l'avis & le consentement d'une Assemblée libre de tous les Estats de l'Empire; Que sur tout chacun des Estats de l'Empire jouisse librement & à perpetuité du droit de faire entr'eux & avec les Estrangers des Alliances pour la conservation & seurété d'un chacun; pourveu neanmoins que ces sortes d'Alliances ne soient ny contre l'Empereur & l'Empire, ny contre la Paix publique, ny principalement contre cette Transaction, & qu'elles se fassent sans prejudice en toutes choses, du serment dont chacun est lié à l'Empereur & à l'Empire.

Que les Estats l'Empire s'assemblent dans l'espace de six mois, à compter de la date des Ratifications de la Paix, & de là en avant toutes les fois que l'utilité ou la necessité publique le requerra; Que dans la premiere Diete on corrige sur tout les defauts des precedentes Assemblées; & de plus que l'on y traite & ordonne de l'élection des Roys des Romains, de la Capitulation Imperiale qui doit estre redigée en termes qui ne puissent estre changez, de la maniere & de l'ordre qui doit estre observé pour mettre un ou plusieurs Estats au Ban de l'Empire, outre celui qui a esté autrefois expliqué dans les Constitutions Imperiales; Que l'on y traite aussi du rétablissement des Cercles, du renouvellement de la Matricule, des moyens d'y remettre ceux qui en ont esté ostez, de la moderation & remise des Taxes de l'Empire, de la reformation de la Police & de la Justice, & de la Taxe des Episcopes qui se payent à la Chambre Imperiale, de la maniere de bien former & instruire les Deputés ordinaires selon le besoin & l'utilité de la Republique, du vray devoir des Directeurs dans les Colleges de l'Empire, & d'autres semblables affaires qui n'ont pu estre icy vuïdées.

Que les Villes libres de l'Empire aient voix decisive dans les Dietes generales & particulieres comme les autres Estats de l'Empire; & qu'il ne soit point touché à leurs droits regaliens, revenus annuels, libertez, privileges de conquérir & lever des impôts, ny à ce qui en dépend, non plus qu'aux autres droits qu'ils ont légitimement obtenus de l'Empereur & de l'Empire, ou qu'ils ont possédés & exerçez par un long usage avant ces troubles, avec une entiere Jurisdiction dans l'enclos de leurs murailles & dans leur Territoire; demeurant à cet effet cassées, annullées, & à l'avenir defendues toutes les choses qui par represailles, arrefts, empeschemens de passages, & autres actes prejudiciables, ont esté faites & atténées au contraire jusques icy par une autorité privée durant la guerre, sous quelque pretexte que ce puisse estre, ou qui dorenavant pourroient estre faites & executées sans aucune pretendue formalité legitime de droit; qu'au reste toutes les loiables Coutumes, Constitutions, & Loix fondamentales de l'Empire Romain, soient à l'avenir étroitement gardées; toutes les confusions qui se sont introduites pendant la Guerre étant ostées.

Quant à la recherche d'un moyen équitable & convenable, par lequel la poursuite des actions contre les debiteurs ruinéz par les calamitez de la Guerre, ou chargez d'un trop grand amas d'interests, puisse estre terminée avec moderation, pour obvier à de plus grands

inconveniens qui en pourroient naistre, & qui seroient nuisibles à la tranquillité publique; la Majesté Imperiale de J. C. aura soin de faire prendre & recueillir les avis & sentimens, tant du Conseil Aulique que de la Chambre Imperiale, afin que dans la Diete prochaine, ils puissent estre proposez, & qu'il en soit formé une Constitution certaine. Que cependant dans les causes de cette nature, qui seront portées aux Tribunaux superieurs de l'Empire, ou aux Tribunaux particuliers des Estats, les raisons & les circonstances qui seront alleguées par les parties soient bien pesées, & que personne ne soit lezé par des executions immoderées; mais tout cela sauf & sans prejudice de la Constitution d'Holstein.

IX. Et d'autant qu'il importe au public que la Paix rétablie, étant faite le Commerce resseursisse de toutes parts; s'en est convenu à cette fin que les Tributs & Peages, comme aussi les abus de la Bulle Brabantine, & les represailles & arrefts qui s'en seront ensuivis, avec les certifications estrangeres, les exactions, les detentions, & de mesme les frais excessifs des postes, & toutes autres charges & empeschemens inutiles du Commerce & de la Navigation, qui ont esté nouvellement introduits à son prejudice & contre l'utilité publique, & à là dans l'Empire, à l'occasion de la Guerre, par une autorité privée contre tous droits & privileges, sans le consentement de l'Empereur & des Electeurs de l'Empire, seront tout à fait ostez; en sorte que l'ancienne seurété, la Jurisdiction & l'usage, tels qu'ils ont esté long-temps avant ces Guerres, y soient rétablis & inviolablement conservez, aux Provinces, aux Ports, & aux Rivières.

Les droits & privileges des Territoires arrogez des Rivières ou autrement, comme aussi les Peages concedez par l'Empereur du consentement des Electeurs, entr'autres au Comte d'Oldenbourg sur le Veler, ou établis par un long usage, demeurant en leur pleine vigueur & execution; il y aura une entiere liberté de Commerce, & un passage libre & asseuré par toutes sortes de lieux sur Mer & sur Terre, & partant qu'à tous & chacun des Vassaux, Sujets, Habitans, & Serviteurs des Alliez de part & d'autre, la permission d'aller & venir, de negocier & de s'en retourner, soit donnée, & soit entendue leur estre concedée en vertu de ces presentes, ainsi qu'il estoit libre à un chacun d'en user de tous costez avant les troubles d'Allemagne; & que les Magistrats de part & d'autre soient tenus de les proteger & defendre contre toute sorte d'oppression & de violences, de mesme que les propres Sujets des lieux, sans prejudice des autres articles de cette Convention, & des Loix & Droits particuliers de chaque lieu.

X. Ensuite la Serenissime Reyne de Suede ayant demandé qu'on luy donnast satisfaction pour la restitution qu'elle est obligée de faire des Places par Elle occupées pendant cette Guerre, & que l'on pourveult par des moyens legitimes au rétablissement de la Paix publique dans l'Empire, la Majesté Imperiale pour ce sujet, du consentement des Electeurs, Princes & Estats de l'Empire, & particulièrement des Intercesseurs, cede à ladite Serenissime Reyne, ses futurs heritiers & successeurs, en vertu de la presente Transaction, les Provinces suivantes, de plein droit en Fief perpetuel & immediat de l'Empire.

1. Toute la Pomeranie Citerieure, communement dite, *Vor-Pommern*, ensemble l'Isle de Rugen, contenues dans les limites qu'elles avoient sous les derniers Ducs de Pomeranie. De plus dans la Pomeranie Ulterieure, les Villes de Stetin, Garts, Dam, Gohnau, & l'Isle de Wolin, avec la Riviere d'Oder, & le Bras de Mer qu'on appelle communement, le Frischschaff. Item, les trois Embouchures de Peine, de Swine, de Dievenow, & la terre de l'un & l'autre costé adjacente, depuis le commencement du Territoire Royal jusques à la Mer Baltique, en telle largeur du Rivage Oriental, dont on conviendra amiablement entre les Commissaires Royaux & Electoraux, qui seront nommez pour le reglement plus exact des limites & autres particularitez.

ANS
de J. C.
1648.

Sa Majesté & le Royaume de Suede, tiendra & possedera dès ce jourd'huy à perpetuité en Fief hereditaire, ce Duché de Pomeranie & la Principauté de Rugen, & en jouira & usera librement & inviolablement, ensemble des Domaines & lieux annexez, & de tous les Territoires, Bailliages, Villes, Châteaux, Bourgs, Bourgades, Villages, Hommes, Fiefs, Rivières, Îles, Estangs, Rivages, Ports, Rades, anciens Peages & revenus, & de tous autres biens quelconques Ecclesiastiques & Seculiers; comme aussi des titres, dignitez, préeminences, immunités & prerogatives, & de tous & chacuns les autres droits & privileges Ecclesiastiques & Seculiers, ainsi que les predecesseurs Ducs de Pomeranie les avoient, possedoient & gouvernoient.

Sa Majesté Royale & le Royaume de Suede, aura aussi à l'avenir à perpetuité tout le droit que les Ducs de Pomeranie Citerieure ont eu en la collation des dignitez & des Prebendes du Chapitre de Camin, avec pouvoir de les esteindre, & de les incorporer au Domaine Ducal après la mort des Chanoines d'apresent: mais pour tout ce qui en avoit appartenu aux Ducs de la Pomeranie Ulterieure, cela demeurera à l'Electeur de Brandebourg, avec l'entier Eveché de Camin, ses Terres, Droits & Dignitez, comme il sera plus amplement expliqué cy-aprés.

La Maison Royale de Suede, & la Maison Electorale de Brandebourg, se serviront des Titres, Qualitez & Armes de Pomeranie, sans difference l'une comme l'autre, de mesme que les precedens Ducs de Pomeranie en ont usé; la Royale à perpetuité, & celle de Brandebourg tandis qu'il en restera des descendants de la branche masculine, sans toutefois que celle de Brandebourg puisse pretendre aucune chose à la Principauté de Rugen, ny à aucun autre droit sur les lieux cedez à la Couronne de Suede.

Mais la ligne masculine de la Maison de Brandebourg venant à manquer, tous autres hormis la Suede s'abstiendront de prendre les Titres & Armes de Pomeranie; & alors aussi toute la Pomeranie Ulterieure avec la Pomeranie Citerieure, & tout l'Eveché & Chapitre entier de Camin, ensemble tous les droits & expectances des predecesseurs qui y seront réunis appartiendront à perpetuité aux seuls Roys & Couronne de Suede, qui cependant jouiront de l'esperance de la succession, & de l'investiture simultanée, ensorte mesme qu'ils soient obligez de donner l'assurance accoutumée aux Estats & Sujets dedit lieux pour la prestation de l'hommage. L'Electeur de Brandebourg, & tous les autres intersefz, déchargent les Estats, Officiers & Sujets de tous dedit lieux, des liens & sermens par lesquels ils avoient esté jusqu'à present engagez à luy & à ceux de sa Maison, & les renvoye pour rendre dorenavant en la maniere accoutumée, leur hommage & leurs services à sa Maj. & Couronne de Suede; & ainsi ils constituent pour cet effet la Suede en pleine & legitime possession des choses susdites, renonçans dès à present pour toujours à toutes les pretentions qu'ils y ont; ce qu'ils confirmeront icy pour eux & leurs descendants par un acte particulier.

2. L'Empereur, du consentement de tout l'Empire, cede aussi à la Reyne Serenissime, & à ses heritiers & successeurs Roys, & au Royaume de Suede, en Fief perpetuel & immediat de l'Empire, la Ville & le Port de Wismar, avec le Fort de Walsisch; comme aussi le Bailliage de Poel (excepté les Villages de Schedorf, Weidendorf, Brandenhufen, & Wangern, appartenans aux Hôpitaux du Saint Esprit de la Ville de Lubeck) & celui de Newencloster, avec tous les droits & appartenances, ainsi que les Ducs de Mecklebourg les ont possedez jusqu'à present; ensorte que tous dedit lieux, le Port entier, & les Terres de l'un & l'autre côté, depuis la Ville jusques à la Mer Baltique, demeurent à la libre disposition de sa Majesté, pour les pouvoir fortifier & munir de Garnisons selon son bon plaisir, & l'exigence des circonstances, toutefois à ses propres frais & depens, & pouvoir y avoir toujours une retraite & une demeure seure pour ses Navires & pour sa Flote: & au surplus en jouir & user avec le mesme droit quiluy appartient

sur ses autres Fiefs de l'Empire; sans pourtant les Privileges & le Commerce de la Ville de Wismar, lesquels de J. C. mesme seront de plus en plus avantagez par la protection 1648. & la faveur Royale des Roys de Suede.

3. L'Empereur, du consentement de tout l'Empire, cede aussi en vertu de la presente Transaction, à la Serenissime Reyne, à ses heritiers & successeurs Roys, & à la Couronne de Suede, en Fief perpetuel & immediat de l'Empire, l'Archevesché de Bremen & l'Eveché de Verden, avec la Ville & le Bailliage de Wilschusen, & tout le droit qui avoit appartenu aux derniers Archevesques de Bremen sur le Chapitre & le Diocèse de Hambourg; sans toutefois à la Maison de Holstein, comme à la Ville & Chapitre de Hambourg, chacun respectivement leurs droits, privileges, liberté, pactes, possessions, & estat present en toutes choses, ensorte que les quatorze Villages des Bailliages de Tritou & de Rheinbeck en Holstein, demeurent à perpetuité au Duc Frideric de Holstein Gottorp & à sa posterité, pour luy tenir lieu d'un fief revenu annuel, pour estre ledits Archevesché, Eveché, & Bailliages, possedez à perpetuité par ladite Couronne, avec tous les biens & droits Ecclesiastiques & Seculiers y appartenans quelque nom qu'ils aient, en quelque part qu'ils soient situés, en Mer & en Terre, avec les Armoiries accoutumées, sous le titre néanmoins de Duché; les Chapitres & autres Colleges Ecclesiastiques, demeurant privez à l'avenir de tout droit d'élire & de postuler, & de tout autre droit, administration, ou gouvernement des terres appartenantes à ces Duchez.

Bien entendu cependant qu'on laissera sans trouble & empeschement quelconque à la Ville de Bremen, à son Territoire, & à ses Sujets, leur present estat, liberté, droits & privileges, es choses tant Ecclesiastiques que Politiques. Et s'il arrivoit qu'ils eussent quelques contestations avec l'Eveché ou le Duché, ou avec les Chapitres, elles seront terminées à l'amiable, ou décidées par la voye de la Justice; sans cependant à chacune des parties la possession dont elle se trouve revestue.

4. L'Empereur avec l'Empire, pour raison de toutes dedit Provinces & Fiefs, reçoit pour Estat immediat de l'Empire, la Reyne Serenissime & ses successeurs au Royaume de Suede, ensorte que la susdite Reyne & ledits Roys, seront désormais appelez aux Dietes Imperiales avec les autres Estats de l'Empire, sous le titre de Ducs de Bremen, de Verden & de Pomeranie, comme aussi sous celui de Princes de Rugen, & de Seigneurs de Wismar, & qu'il leur sera assigné une seance dans les Assemblées Imperiales au College des Princes, sur le Banc des Seculiers en la cinquième place; Sçavoir par la voye de Bremen, en ce mesme lieu & ordre; mais pour celle de Verden & de Pomeranie, elles seront réglées selon l'ordre d'ancienneté des precedens possesseurs. De plus dans le Cercle de la Haute Saxe, immediatement avant les Ducs de la Pomeranie Ulterieure; & dans les Cercles de Westphalie & de la Basse Saxe, en la place & maniere ordinaire; ensorte toutefois que le Directoire du Cercle de la Basse Saxe s'exercera alternativement par les Ducs ou Archevesques de Magdebourg & de Bremen, sans prejudice néanmoins du droit de Condiroire des Ducs de Brunwic & de Lunebourg. Pour les Assemblées des Deputez de l'Empire, sa Majesté de Suede & son Altesse Electorale de Brandebourg, y auront en la maniere accoutumée leurs Deputez; mais parce qu'il n'appartient dans ces Assemblées qu'une seule voix aux deux Pomeranies, elle sera toujours portée par Sa Majesté, après en avoir préalablement communiqué avec l'Electeur de Brandebourg. Enfin l'Empereur & l'Empire cedent & accordent à ladite Reyne & Couronne de Suede, en tous & chacuns dedit Fiefs, le privilege de ne point appeler, mais à condition qu'elle établira en un lieu commode en Allemagne un Tribunal ou instance d'appellation, où elle mettra des personnes capables pour administrer à un chacun le Droit & la Justice selon les Constitutions de l'Empire & les Statuts de chaque lieu, sans appel ou évocation des causes. Et au contraire, s'il arrivoit que les Roys

Rois de Suede comme Ducs de Bremen, de Verden & de Pomeranie, & comme Princes de Rugen, ou Seigneurs de Wismar, fussent legitimelement appelez en Justice par quelqu'un, pour cause concernant ces Provinces, sa Majesté Imperiale leur laisse la liberté de choisir a volonté tel Tribunal qu'ils voudront, soit la Cour Aulique, soit la Chambre Imperiale, pour y évoquer l'action intentée. Ils seront pourtant tenus de declarer dans trois mois, à compter du jour de la declaration du différend, en quelle Justice ils veulent se pourvoir. Elle transporte aussi à sa Majesté de Suede, le droit d'ériger Academie ou Université, où & quand il lui sera commode; comme aussi elle lui accorde à droit perpetuel les Peages modernes, vulgairement nommez les Licences, sur les Coltes & Ports de Pomeranie & de Mecklebourg, à la charge toutefois qu'ils seront reduits à une taxe si modique que le Commerce n'en soit point interrompu en ces lieux-là. Elle décharge finalement les Etats, Magistrats, Officiers, & Sujets desdites Provinces respectivement, de tous liens & sermens dont ils estoient obligés jusqu'à cette heure aux Seigneurs & possesseurs precedens ou pretendans, & les renvoie & oblige à prester sujettion, obéissance & fidelité à sa Majesté & à la Couronne de Suede, comme estant dès ce jour Seigneur hereditaire, & constitué ainsi la Suede en la pleine & legitime possession de toutes ces choses, promettant en soy & parole Imperiale de prester & donner non-seulement à la Reyne à present regnante, mais aussi à tous les Roys futurs & à la Couronne de Suede, toute seureté pour raison desdites Provinces, biens & droits cedez & accordez, & de les conserver & maintenir inviolablement contre qui que se puisse estre, comme les autres Etats de l'Empire, en la possession paisible de ces Provinces; & de confirmer le tout en la meilleure forme, par Lettres particulieres d'investiture.

Reciproquement la Serenissime Reine, & les Roys futurs & la Couronne de Suede, reconnoîtront tenir tous & chascuns les susdits Fiefs de sa Majesté Imperiale & de l'Empire; & en ce nom demanderont deüement toutes les fois que le cas arrivera, le renouvellement des investitures, en prestant commeles precedens possesseurs & semblables vassaux de l'Empire, le serment de fidelité, & tout ce qui y est annexé.

Au reste ils confirmeront en la maniere accoutumée, lors du renouvellement & de la prestation de l'hommage, aux Etats & Sujets desdites Provinces & lieux, nommément à ceux de Stralsund, leur liberté, biens, droits, & privileges communs & particuliers legitimelement obtenus ou acquis par un long usage, avec l'exercice libre de la Religion Evangelique, pour en jouir à perpetuité selon la pure & veritable Confession d'Ausbourg. Ils conserveront aussi aux Villes Anseatiques, qui sont dans ces Provinces, la mesme liberté de Navigation & de Commerce qu'elles ont eüe jusqu'à la presente Guerre, tant dans les Royaumes, Republiques & Provinces estrangeres, que dans l'Empire.

XI. Pour donner une compensation equivalente au Seigneur Frideric Guillaume Electeur de Brandebourg, qui pour avancer la Paix universelle a cedé les droits qu'il avoit sur la Pomeranie Citerieure, sur Rugen, & sur les Provinces & lieux y annexez; Que l'Evesché d'Halberstat avec tous ses droits, privileges, droits regaliens, territoires, & biens Seculiers & Ecclesiastiques, de quelque nom qu'ils soient appelez, sans en excepter aucun, soit cedé en Fief perpetuel & immediat de l'Empire par sa Majesté Imperiale, du consentement des Etats de l'Empire, & principalement des Interesses, après que la Paix sera conclüe & ratifiée entre les deux Couronnes & les Etats de l'Empire, audit Electeur & à ses successeurs, heritiers, & Cousins massés du costé paternel, entr'autres au Marquis Christian Guillaume, autrefois Administrateur de l'Archevesché de Magdebourg; Christian de Culmbach, & Albert d'Onoltzbach, & à leurs successeurs & heritiers massés & que le susdit Electeur soit aussi-tost mis & constitué en la possession paisible & réelle de cet Evesché, & ay

en ce nom seance & voix aux Dietes Imperiales, & au Cercle de la Basse Saxe. Mais qu'il laisse la Religion & les biens Ecclesiastiques en l'estat qu'ils ont esté reglez par l'Archiduc Leopold Guillaume, dans la Convention faite avec le Chapitre de la Cathedrale. Enforte toutefois que nonobstant cela l'Evesché demeure hereditaire à l'Electeur & à toute sa Maison, & à ses Parens paternels massés cy-dessus nommez, leurs successeurs & heritiers massés, en l'ordre qu'ils doivent succeder les uns aux autres, sans qu'il reste au Chapitre aucun droit à l'élection & postulation, ou au gouvernement de l'Evesché, & aux choses qui y appartiennent; mais que ledit Electeur, & les autres selon l'ordre successif cy-dessus nommez, jouissent dans cet Evesché du mesme droit, & de la mesme puissance dont jouissent les autres Princes de l'Empire en leurs Territoires; & qu'il leur soit pareillement loisible d'éteindre la quatrième partie des Canonicats (excepté la Prevosté, qui ne sera pas comprise dans ce nombre) à mesure que ceux de la Confession d'Ausbourg qui les possèdent à present, viendront à mourir, & d'en incorporer les revenus à la Manse Episcopale; que s'il n'y avoit pas assez de Chanoines de la Confession d'Ausbourg pour faire la quatrième partie de tout le Corps, la Prevosté en estant exceptée, il y sera supplée du nombre des Catholiques qui viendront à deceder.

Comme aussi autant que le Comté de Hohenstein pour la partie dont il est Fief de l'Evesché de Halberstat, consistant aux deux Bailliages de Lora & de Klettenberg, & en quelques Bourgs, avec les biens & droits y appartenans, a esté réuni après la mort du dernier Comte de cette Famille à cet Evesché, & possédé jusqu'à present par l'Archiduc Leopold Guillaume, comme Evesque d'Halberstat, ledit Comté demeurera aussi irrevocablement uni à cet Evesché, avec libre faculté audit Electeur d'en disposer comme possesseur hereditaire de l'Evesché de Halberstat, nonobstant toute contestation de quelque force & autorité qu'elle soit, ou par qui que ce soit qu'elle puisse estre formée.

Sera aussi le mesme Electeur tenu de maintenir le Comte de Tattenbach en la possession du Comté de Rheinftein, & de renouveler la même investiture que l'Archiduc luy avoit conférée du consentement du Chapitre.

Sera aussi cedé par sa Majesté Imperiale, du consentement des Etats de l'Empire, au susdit Electeur, pour luy & pour ses successeurs cy-dessus mentionnez, en Fief perpetuel, & en la mesme maniere que l'Evesché de Halberstat l'a esté, l'Evesché de Minden avec tous ses droits & appartenances, pour en estre le susdit Electeur pour luy & ses successeurs mis en une possession paisible & réelle, aussi-tost après la presente Pacification conclüe & ratifiée; & en ce nom ledit Electeur aura seance & voix dans les Dietes generales & particulieres de l'Empire, aussi bien qu'en celles du Cercle de Westphalie; sauf à la Ville de Minden ses immunités & droits aux choses sacrées & profanes, & sa Jurisdiction entiere & mixte aux causes criminelles & civiles, principalement le droit de Banlieue, & l'exercice de cette Jurisdiction accordé, & pour le present accepté; comme aussi les autres Us, Immunités, & Privileges qui luy appartiennent legitimelement touchant les anciens droits; à condition toutefois que les Villages, Hameaux, & Maisons appartenant aux Prince, Chapitre, & à tout le Clergé, & Ordre des Chevaliers, qui sont respectivement situez dans le Territoire & dans les murailles de la Ville, en seront exceptez; & d'ailleurs le droit du Prince & du Chapitre demeurera inviolable.

Sera pareillement cedé & delaisé par l'Empereur & l'Empire, au susdit Electeur & à ses successeurs, l'Evesché de Camin en Fief perpetuel, au mesme droit & en la mesme maniere dont on a disposé cy-dessus des Eveschez de Halberstat & de Minden, avec cette difference neanmoins, que dans l'Evesché de Camin il sera libre au susdit Electeur d'éteindre tous les Canonicats

ANS
de J. C.

1648.

après la mort des Chanoines d'apresent, & ajouter ain-
si, & incorporer avec le temps tout l'Evesché à la Pome-
ranie Ulterieur.

Jouira pareillement le susdit Electeur de l'expectan-
ce sur l'Archevesché de Magdebourg, en telle maniere
toutesfoi que quand il viendra à vaquer soit par la mort
de l'Administrateur d'apresent le Duc Auguste de Saxe,
soit que l'Administrateur vint à succeder à l'Electorat,
soit enfin par quelque autre moyen, tout l'Archevesché
avec tous les Territoires appartenans, droits regaliens
& autres droits, selon qu'il a esté disposé cy-dessus de
l'Evesché de Halberstat, sera cédé & donné en Fief per-
petuel au susdit Electeur, & à ses successeurs, heritiers
& Parens paternels massés, nonobstant toute élection
ou postulation qui se pourroit faire secrettement ou pu-
bliquement pendant ce temps-là; & auront luy ou eux
droit d'en prendre de leur propre autorité la possession
vacante.

Le Chapitre cependant, avec les Estats & Sujets du
susdit Archevesché, aussi-tost après la Paix conclue, se-
ront tenus de s'obliger pour l'avenir par serment, à
garder fidélité & sujétion au susdit Electeur, à toute sa
Maison Electorale, & à tous ses successeurs, heritiers,
& Parens paternels massés.

Sa Majesté Imperiale renouvellera à la Ville de Mag-
debourg, à l'instance qui luy en fera par elle tres-hum-
blement faite, son ancienne liberté & le privilege à elle
accordé par Othon premier, en date du septième Juin
940, encore qu'il soit péri par l'injure destemps; comme
aussi le privilege de munir & fortifier à elle accordé
par l'Empereur Ferdinand II. lequel privilege s'étend
jusqu'à un quart de lieu d'Allemagne, avec toute sorte
de Jurisdiction & de propriété: De mesme demeurer-
ont ses autres privileges en leur entier & inviolables,
tant aux choses Ecclesiastiques que Politiques, avec la
clause inserée qu'on ne rebastira point de Fauxbourgs
au prejudice de la Ville.

Pour ce qui regarde au surplus les quatre Bailliages
ou Prefectures de Querfurt, Guterbok, Dam, & Bork,
puisqu'ils ont déjà esté cedez à l'Electeur de Saxe, ils
demeureront aussi en son pouvoir, avec cette reserve
toutesfoi que l'Electeur de Saxe contribuera à l'avenir
aux Collectes de l'Empire & du Cercle, la Quotte-
part qui a esté jusqu'à present contribué pour raison
de ces Bailliages; & l'Archevesché en sera déchargé, &
de cela il en fera fait mention expresse en la Matricule
de l'Empire & du Cercle. Et pour reparer en quelque
façon la diminution qui en résulte des revenus apparte-
nans à la Chambre & à la Manse Archiepiscopale, l'on
donne & délaisse à l'Electeur de Brandebourg & à ses
successeurs, non seulement la Prefecture d'Eglen, qui
autrefois appartenait au Chapitre, pour la posséder &
en jouir de plein droit aussi-tost après la Paix conclue,
(le proces que les Comtes de Barby en avoient intenté
depuis quelques années, demeurant pour ce sujet éteint
& supprimé,) mais aussi la faculté quand il aura obtenu
la possession de l'Archevesché, d'éteindre la quatri-
ème partie des Canonics de la Cathedrale, quand ils
viendront à vacquer par mort, & d'en appliquer les re-
venus à la Chambre Archiepiscopale.

Les dettes contractées cy-devant par le present Ad-
ministrateur le Duc Auguste de Saxe, ne seront point
acquittées des revenus de l'Archevesché, le cas avenant
qu'il soit vacant ou dévolu, en la maniere qu'il a esté
dit, à l'Electeur de Brandebourg & à ses successeurs;
& il ne sera permis non plus à l'Administrateur de charger
à l'avenir le susdit Archevesché de nouvelles dettes,
alienations, engagements au prejudice de l'Electeur, &
de ses successeurs & Parens massés.

Seront aussi conservez aux Estats & Sujets des sus-
dits Archevesché & Evesché appartenans audit Seigneur
Electeur, leurs droits & privileges competens, prin-
cipalement l'exercice de la Confession d'Ausbourg,
tels qu'ils l'ont à present; & les choses qui ont esté
transigées & accordées dans le point des griefs entre les
Estats de l'Empire de l'une & de l'autre Religion,
n'auront pas moins lieu, (entant qu'elles ne seront

point contraires à la disposition qui est contenuë cy-
dessus en l'article 5. des griefs, §. 8. qui commence, de J. C.
Les Archeveschez, Eveschez, & autres fondations & biens Ecclesiastiques, &c. & qui finit par ces mots; & à cette Transaction,) que si elles estoient inserées icy de
mot à mot, & les susdits Archeveschez & Eveschez
appartiendront à l'Electeur & à la Maison de Brande-
bourg, & à tous ses successeurs, heritiers & parens pa-
ternels à perpetuité, avec droit hereditaire & immua-
ble; de la mesme maniere qu'ils ont droit sur leurs au-
tres Terres hereditaires: & pour ce qui concerne le ti-
tre ou la qualité, il a esté convenu que le susdit Ele-
cteur avec toute la Maison de Brandebourg, & tous &
chacuns les Marquis de Brandebourg, soient appelez
& qualifiez Ducs de Magdebourg, & Princes de Hal-
berstat & de Minden.

Sa Majesté de Suede restituera aussi au susdit Seigneur
Electeur pour luy, ses successeurs, heritiers, & Pa-
rens paternels massés; En premier lieu, le reste de la
Pomeranie Ulterieur, avec toutes ses appartenances,
biens, droits Ecclesiastiques & Seculiers de plein droit,
tant pour le Domaine utile, que pour le Domaine
direct.

En second lieu, la Ville de Colberg, avec tout l'E-
vesché de Camin, & tout le droit que les Ducs de la
Pomeranie Ulterieur ont cy-devant eu en la collation
des Dignitez & Prebendes du Chapitre de Camin; en-
forte toutesfoi que lesdits droits cy-dessus cedez à Sa
Majesté de Suede, luy demeurent en leur entier, &
que ledit Electeur confirme & conserve en meilleure
maniere que faire se pourra aux Estats & Sujets dans la
partie restituée de la Pomeranie Ulterieur & dans l'E-
vesché de Camin, lors du renouvellement & de la pre-
station de l'hommage, leur competente liberté, & leurs
biens, droits & privileges, pour en jouir perpetuelle-
ment sans aucun trouble selon la teneur des Lettres re-
versales (dont aussi les Estats & Sujets audit Evesché
doivent jouir comme si elles leur avoient esté directe-
ment accordées) avec l'exercice libre de la Confession
d'Ausbourg, sçavoir de celle qui n'a point esté chan-
gée.

En troisième lieu, toutes les Places qui sont presente-
ment occupées par les Garnisons Suedoises en la Marche
de Brandebourg.

En quatrième lieu, toutes les Commanderies & biens
appartenans à l'Ordre des Chevaliers de S. Jean, situéz
hors des Territoires qui ont esté cedez à Sa Majesté & à la
Couronne de Suede, ensemble les Actes, Registres, &
autres documents & papiers originaux qui concernent
ces lieux & ces droits, qui doivent estre restituez. Et
pour les papiers communs qui touchent l'une & l'autre
Pomeranie Citerieur & Ulterieur, & qui se trouvent
ou dans les Archives & Cartulaires de la Cour de Stetin,
ou ailleurs, hors ou dans la Pomeranie, il en sera donné
des copies en bonne & due forme.

Pour ce que l'on prend au Seigneur Adolphe Frideric
Duc de Mecklebourg Schuerin à cause de l'alienation de
la Ville & du Port de Wismar, il a esté convenu qu'il au-
ra pour luy & pour ses heritiers massés en Fief perpetuel
& immediat, les Eveschez de Schuerin & de Ratze-
bourg (sauf toutesfoi à la Maison de Saxe Lavenbourg,
& à d'autres voisins, comme aussi audit Diocèse le droit
qu'ils regardent de part & d'autre) avec tous les droits,
documents, titres, archives, registres, & autres appa-
tenances, & même la faculté d'éteindre les Canonics
des deux Chapitres, après le deceds des Chanoines qui
y sont à present, pour en appliquer tous les revenus à
la Manse Ducale; & qu'il aura en ce nom seance aux
Assemblées de l'Empire, & du Cercle de la Basse Saxe,
avec double titre & double voix de Prince. Or quoi
que le Seigneur Gustave Adolphe Duc de Mecklebourg
Gustrow son neveu, fils de son frere, ait esté cy-devant
designé Administrateur de Ratzebourg, parce que tou-
tesfoi le benefice de la restitution en leurs Duchez ne le
regarde pas moins que son oncle, il a esté trouvé équi-
table que l'oncle ayant cédé Wismar, le neveu à son
tour luy cede cet Evesché. Mais il sera conféré pour ce
sujet

ANS
de J. C.
1648.Compen-
sation de
la Maison
de Meck-
lebourg.

5. sujet audit Duc Gustave Adolphe, par forme de re-
C. compense, deux Benefices ou Canonics, de ceux qui
8. font le present accommodement des griefs sont affectez
à ceux qui professent la Confession d'Ausbourg, l'un
dans l'Eglise Cathedrale de Magdebourg, & l'autre
dans celle de Halberstat, des premiers qui viendront à
vaquer.

Pour ce qui regarde ensuite les deux Canonics que
l'on pretend en l'Eglise Cathedrale de Strasbourg, si de
cette part il echeoit quelque chose aux Etats de la Con-
fession d'Ausbourg en vertu de cette presente Transac-
tion, on donnera sur ces sortes de revenus à la Famille
des Ducs de Mecklebourg le revenu des deux Canonics,
sans prejudice pourtant des Catholiques. Et s'il
arrivoit que la branche des masles de Schuerin vint à
manquer, celle de Gultrow subsistant, alors celle-cy suc-
cedera derechef à celle-là.

Pour plus grande satisfaction de ladite Maison de
Mecklebourg, on luy cede à perpetuité les deux Com-
manderies de l'Ordre de Chevalerie de S. Jean de Jerusa-
lem, Mirow & Nemeraw, situees dans ce Duché, en
vertu de la disposition exprimee cy-dessus en l'article 5. §.
9. en attendant que l'on soit demeuré d'accord sur les
contestations de la Religion dans l'Empire; Sçavoir Mi-
row, à la ligne de Schuerin; & Nemeraw à celle de
Gultrow, sous cette condition qu'elles seront tenues
d'obtenir elles-mêmes le consentement dudit Ordre,
& de luy rendre aussi dorénavant de même qu'à l'Ele-
cteur de Brandebourg, comme Patron d'iceluy, toutes
les fois que le cas y cherra, les devoirs accoutumez
jusques ici de luy estre rendus. Sa Majesté Imperiale
confirmera aussi à ladite Maison les Peages sur l'Elbe,
cy-devant obtenus à perpetuité, avec l'exemption des
contributions qui seront à l'avenir levées dans l'Empire,
à l'exception de ce qui regarde la satisfaction de la Milice
Suedoise, jusques à ce que la somme de deux cens mil
richdals ait esté compensee. La dette pretendue de
Wingerschin demeurera aussi éteinte, comme con-
tractée à cause des guerres, avec les procez & les decrets
qui en sont émanez; en sorte que les Ducs de Meckle-
bourg & la Ville de Hambourg, ne puissent plus doré-
navant pour ce sujet estre recherchez ou inquietez.

XIII. La Maison Ducale de Brunswick & de Lune-
bourg, ayant pour faciliter & établir d'autant mieux la
Paix publique cedé les Coadjutoreries qu'elle avoit ob-
tenues des Archeveschez de Magdebourg & de Bremen,
& des Evêchez de Halberstat & de Ratzebourg, à cette
condition qu'entre autres choses on luy accorderoit la
succession alternative avec les Catholiques en l'Evêché
d'Osna-bruch: Sa Majesté Imperiale qui ne trouve pas
convenable dans l'estat present des affaires de l'Empire,
de retarder plus long-temps pour ce sujet la Paix publi-
que, consent & permet que cette succession alternative
en l'Evêché d'Osna-bruch ait lieu dorénavant entre les
Evêques Catholiques & ceux de la Confession d'Aus-
bourg, qui seront pourtant postulez de la Famille des
Ducs de Brunswick & de Lunebourg, tant qu'elle sub-
sistera, & ce en la maniere & aux conditions sui-
vantes.

1. D'autant que le Comte Gustave Gustafson Comte
de Wassebourg, Senateur du Royaume de Suede, re-
nonce à tout le droit qu'il avoit obtenu à l'occasion de la
presente Guerre sur l'Evêché d'Osna-bruch, & qu'il re-
met aux Etats & Sujets de cet Evêché le serment qu'ils
luy avoient presté: A ces causes l'Evêque François Guil-
laume & ses successeurs, comme aussi le Chapitre, les
Estats, & les Sujets de cet Evêché, seront obligez en
vertu des presentes, de payer & compter audit Sieur Com-
te ou à son ordre dans Hambourg pendant le cours de
quatre années, à commencer du jour de la publication de
la Paix, la somme de quatre-vingt mil richdals, enfor-
te qu'ils soient tenus de luy payer & compter ou à son or-
dre dans Hambourg chacun an vingt mil richdals; pour
l'exécution de quoy la Loy publique de cette Paci-
fication donnera toute autorité à tous actes faits contre les
défaillans.

2. Ledit Evêché d'Osna-bruch sera restitué tout en-
-

tier, & avec toutes ses appartenances, tant Seculieres
qu'Ecclesiastiques, au fufdit Evêque François Guilla-
me qui le possédera de plein droit, ainsi qu'il sera stipulé
par les clauses de la Capitulation invariable & perpetuel-
le qui sera faite sur ce sujet, du consentement commun,
tant dudit Prince François Guillaume, que des Princes
de la Maison de Brunswick Lunebourg, & des Capitulai-
res de l'Evêché d'Osna-bruch.

3. Pour ce qui est de l'estat de la Religion, & des
Ecclesiastiques, comme aussi de tout le Clergé de l'une
& de l'autre Religion, tant en la même Ville d'Osna-
bruch, que dans les autres Pais, Villes, Bourgs, Vil-
lages, & autres lieux appartenans à cet Evêché, il de-
meurera & sera restabli au même estat qu'il estoit le pre-
mier Janvier 1624. Et il sera fait auparavant une désig-
nation particuliere de tout ce qui se trouvera avoir esté
changé après ladite année 1624. tant à l'égard des Mi-
nistres de la Parole de Dieu, que du Culte Divin, la-
quelle sera inserée en la fufdite Capitulation. Et l'Evê-
que promettra par reversales ou autres Lettres à ses Etats
& à ses Sujets, après avoir reçu leur hommage selon la
forme ancienne, de leur conserver leurs droits & leurs
privileges, & en outre toutes les autres choses qui se-
ront trouvées nécessaires pour l'administration future de
l'Evêché, & la seureté des Etats & des sujets de part &
d'autre.

4. Ledit Evêque venant à deceder, le Duc Ernest
Auguste de Brunswick & de Lunebourg, luy succedera
en l'Evêché d'Osna-bruch, & sera même dès à present
designé son successeur, en vertu de la presente Paix pu-
blique; en sorte que le Chapitre Cathedral d'Osna-bruch,
comme aussi les Etats & Sujets de l'Evêché, soient
tenus incontinent après la mort ou la resignation de l'E-
vêque d'apresent, de recevoir pour Evêque ledit Duc
Ernest Auguste, & les fufdits Etats & Sujets obligés à
cette fin de luy prester dans trois mois, à compter du
jour de la conclusion de la Paix, l'hommage accoutu-
mé, ainsi qu'il a esté dit cy-dessus, aux conditions qui
seront inserées dans la Capitulation perpetuelle qui est à
faire avec le Chapitre; & si le Duc Ernest Auguste ne
survivroit pas l'Evêque d'apresent, le Chapitre sera tenu
après la mort de l'Evêque à present vivant, de postuler
un autre Prince de la Famille du Duc George de Brun-
swick & de Lunebourg, aux conditions qui seront conve-
nues en la Capitulation invariable qui aura esté reçue,
lesquelles seront observées à perpetuité & reciproque-
ment; Que si celui-cy vient à mourir ou à resigner vo-
lontairement, le Chapitre sera tenu d'élire ou de postu-
ler un Prelat Catholique; & s'il arrivoit en cela quel-
que negligence parmi les Chanoines, l'Ordonnance du
Droit Canonique, & la Coutume d'Allemagne auront
lieu pour ce regard; sauf pourtant la Capitulation per-
petuelle, & la presente Transaction. Et partant sera à
jamais admise la succession alternative entre les Evêques
Catholiques, choisis du Chapitre ou postulez d'ailleurs,
& entre ceux de la Confession d'Ausbourg, lesquels ne
seront autres que les descendans de la Famille dudit Duc
George. Et s'il y a plusieurs Princes de cette Famille
on élira ou postulera un des Cadets pour Evêque; &
si les Cadets manquent, un des Princes Regens sera
élu: & ceux-cy manquant aussi, la posterité du Duc
Auguste enfin succedera avec l'alternative perpetuelle,
comme il a esté dit entre cette Famille & les Catho-
liques.

5. Non seulement ledit Duc Ernest Auguste, mais
aussi tous & uns chacuns les Princes de la Famille des
Ducs de Brunswick & de Lunebourg de la Confession
d'Ausbourg, qui succederont alternativement en cet
Evêché, seront tenus de conserver & défendre, comme
il a esté disposé cy-dessus en l'article troisième, &
comme il le sera en la Capitulation perpetuelle, l'estat
de la Religion, & des Ecclesiastiques, ensemble de tout
le Clergé, tant en la Ville d'Osna-bruch, que dans
les autres Pais, Bourgs, Bourgades, Villes, Villa-
ges, & tous les autres lieux appartenant à cet Eve-
ché.

6. Et afin que dans l'administration & regimine des
A a a 3 Evê-

ANS
de J. C.
1648.

ANS Evêques de la Confession d'Ausbourg, il n'arrive au-
 de J. C. ne difficulté ny confusion au regard de la Censure des
 1648. Ecclesiastiques Catholiques, ny au regard de l'usage
 & de l'administration des Sacrements, selon la maniere
 de l'Eglise Romaine, comme aussi des autres choses qui
 sont de l'ordre, la disposition de tout ce que dessus sera
 reservée à l'Archevesché de Cologne, comme au Me-
 tropolitain, à l'exclusion de ceux de la Confession
 d'Ausbourg, toutes les fois que la succession alternative
 tombera sur un Prince de cette Confession; mais cela
 excepté, les autres droits de souveraineté & de regimé,
 tant au civil qu'au criminel demeureront inviolables à
 l'Evêque de la susdite Confession, selon les loix de la
 future capitulation; & reciproquement toutes les fois
 qu'un Evêque Catholique gouvernera l'Evêché d'Of-
 nabruch, il ne pretendra ny n'aura aucun droit sur
 les Ecclesiastiques qui regardent la Confession d'Aus-
 bourg.

7. Que le Monastere ou la Prevosté de Walken-
 ried, dont le Duc Christian Louis de Brunswic & de
 Lunebourg est presentement Administrateur, soit
 conféré par l'Empereur & l'Empire, avec la Terre de
 Schauen à droit perpetuel de Fief aux Ducs de Brun-
 swic Lunebourg, ensemble toutes leurs appartenances
 & droits, pour y succeder entre les Familles de Brun-
 swic Lunebourg au même ordre cy-dessus dit; le droit
 d'advocatie ou protection, & toutes les pretentions de
 l'Evêché de Halberstat, & du Comté d'Hoben-
 stein demeurant entierement esteintes & annullées.

8. Que le Monastere de Groeningen, cy-devant ac-
 quis à l'Evêché de Halberstat, soit aussi restitué ausdits
 Duc de Brunswic Lunebourg, avec la reserve des droits
 qui appartiennent ausdits Ducs sur le Chateau de We-
 sterbourg, comme aussi l'inféodation faite par les mes-
 mes Ducs au Comte de Tettenbach, & les Conven-
 tions faites pour ce sujet demeureront en leur entier,
 aussi bien que les droits de creance & d'engagement ap-
 partenant sur Westerbourg à Friderick Schencken-
 de Winterstet Lieutenant du Duc Christian
 Louis.

9. Quant à la dette contractée par le Duc Frideric
 Ulric de Brunswic Lunebourg avec le Roy de Dane-
 marc, & cedée par celui-cy à sa Majesté Imperiale dans
 un Traité de Paix conclu à Lubec, & de laquelle en-
 suite il a esté fait don au Comte de Tilly, General de
 l'Armée Imperiale, les Ducs d'apresent de Brunswic
 Lunebourg, ayant représenté que pour plusieurs raisons
 ils ne sont pas tenus de cette dette, & les Ambassadeurs
 & Plenipotentiaires de la Couronne de Suede, ayant
 aussi de leur part fortement agy pour cette affaire, il a
 esté convenu pour le bien de la Paix, que cette dette
 demeurera esteinte, & que l'obligation en sera re-
 mise ausdits Ducs, à leurs heritiers, & à leurs
 Estats.

10. Les Ducs de Brunswic Lunebourg de la Bran-
 che de Cell, ayant payé jusqu'à present l'interest annuel
 de la somme de vingt mil florins au Chapitre de Ratze-
 bourg, il a esté dit que comme l'alternative cesse pre-
 sentement lesdits interests annuels cesseront aussi, avec
 suppression entiere de la dette, & de toute autre obliga-
 tion pour ce regard.

11. Aux deux Ducs Antoine Ulric & Ferdinand
 Albert, fils Cadets du Duc Auguste de Brunswic Lu-
 nebourg, seront aussi conférées deux Prebendes dans
 l'Evêché de Strasbourg, de celles qui vacqueront les
 premieres, à cette condition néanmoins que le Duc
 Auguste renoncera aux pretentions qu'il avoit ou
 pouvoit avoir cy-devant sur l'un ou l'autre Cano-
 nicat.

12. Et en échange lesdits Ducs renonceront aux
 Postulations & Coadjutoreries sur les Archeveschez
 de Magdebourg & de Bremen, comme aussi sur les Eve-
 schez de Halberstat & de Ratzebourg; ensorte que tout
 ce qui a esté cy-dessus réglé en ce Traité de Paix touchant
 ces Archeveschez & Evêchez, aura son plein & entier
 effet sans aucune contradiction de leur part, les Chapi-
 tres demeurant en tout & par tout en l'estat dont il a esté
 cy-dessus convenu.

XIV. Touchant la somme de douze mil rischdales, ANS
 qui doit estre payée tous les ans au Marquis Christian de J. C. 1648.
 Guillaume de Brandebourg, par l'Archevesché de
 Magdebourg, il a esté convenu, que le Cloistre & les
 Bailliages de Zima, & de Lobourg, seront incessam-
 ment cedez & transportez audit Marquis de Brande-
 bourg, avec toutes leurs appartenances, & pleine &
 entiere juridiction, excepté le seul droit de territoire,
 & que le susdit Marquis jouira de ces Bailliages pendant
 sa vie, sans estre obligé de rendre aucun compte; à
 condition toutefois qu'aucun prejudice ne sera fait aux
 Sujets desdits Bailliages, tant au temporel qu'au spiri-
 tuel. Et comme ledit Cloistre, & lesdits Bailliages,
 ainsi que tout l'Archevesché, ont esté fort ruinez par
 l'injure des temps, le present Seigneur Administrateur
 payera sans delay pour ce sujet audit Marquis, des de-
 niers qui seront imposez à cet effet sur ledit Archeve-
 sché, la somme de trois mil Rischdales, desquelles ledit
 Marquis & ses heritiers ne seront tenus de faire aucune
 restitution. Il a esté en outre accordé, qu'après le de-
 ceds du susdit Marquis, il sera pour raison & à l'occa-
 sion des alimens qui n'auront pas esté fournis, libre &
 permis à ses heritiers & ses successeurs de retenir cinq
 ans durant lesdits Cloistre & Bailliages & toutes leurs
 appartenances & dépendances & droits, & d'en jouir
 & user, sans estre obligez d'en rendre aucun compte.
 Mais après l'expiration des cinq années lesdits Bailliages
 avec leur juridiction, rente, revenus, retourneront
 sans aucun retardement à l'Archevesché, & ne pourra
 estre demandé ny pretendu aucune chose pour raison de
 ladite somme; & tout cela aura lieu, lors même que
 ledit Archevesché de Magdebourg sera possédé par l'E-
 lecteur de Brandebourg, pour la recompence équi-
 valente & deue, & par ses heritiers & succes-
 seurs.

XV. Touchant l'affaire de Hesse Cassel, on est de-
 meuré d'accord de ce qui s'ensuit.

En premier lieu, la Maison de Hesse Cassel, & de
 tous ses Princes, sur tout Madame Amelie Elisabeth
 Landgrave de Hesse, & le Prince Guillaume son fils,
 & leurs heritiers, leurs Ministres, Officiers, Vassaux,
 Sujets, Soldats, & autres qui sont attachez à leur ser-
 vice en quelque façon que ce soit, sans exception aucu-
 ne, nonobstant tous contrats, procès, prescriptions,
 declarations, sentences, executions, & transactions
 contraires, qui tous, de même que les actions ou pre-
 tentions pour causes de dommages & injures, tant des
 neutres que de ceux qui portoient les armes, demeure-
 ront annullées, seront pleinement participans de l'Am-
 nistie generale cy-devant établie, avec une entiere res-
 titution, à avoir lieu du commencement de la Guerre
 de Boheme, (excepté les Vassaux & Sujets hereditaires
 de Sa Majesté Imperiale, & de la Maison d'Autriche,
 ainsi qu'il est ordonné par le paragraphe, *Enfin tous*, &c.)
 comme aussi de tous les avantages provenans de cette
 Amnistie, & religieuse Paix, avec pareil droit dont
 jouissent les autres Estats, ainsi qu'il est ordonné dans
 l'article qui commence; *Du consentement aussi unani-
 me*, &c.

En second lieu, la Maison de Hesse Cassel & ses suc-
 cesseurs, retiendront l'Abbaye de Hirsfeld, avec tou-
 tes ses appartenances Seculieres & Ecclesiastiques, situées
 dedans ou dehors son Territoire (comme la Prevosté de
 Gelingen;) sauf toutefois les droits que la Maison de
 Saxe y possède de temps immemorial; & à cette fin ils
 en demanderont l'investiture de sa Majesté Imperiale,
 toutes les fois que le cas y écherra, & en prestent ser-
 ment de fidelité.

En troisième lieu, le droit de Seigneurie directe & uti-
 le sur les Bailliages de Schaumbourg, Buckenbourg,
 Sachsenhagen, & Strathagen, attribué cy-devant & ad-
 jugé à l'Evêché de Minden, appartiendra dorénavant
 au Seigneur Guillaume Landgrave de Hesse & à ses suc-
 cesseurs, pleinement & à perpetuité, sans que ledit Eve-
 sché ny aucun autre le luy puisse disputer ny le troubler;
 sauf néanmoins la Transaction passée entre Christian
 Louis Duc de Brunswic Lunebourg, le Landgrave de
 Hesse,

Satisfac-
 tion de
 Christian
 Guillan-
 me Mar-
 quis de
 Brande-
 bourg.

Satisfac-
 tion de
 la Maison
 de Hesse.

NS Hesse, & Philippe Comte de Lippe; la Convention
C. aussi passée entre lad. Landgrave & ledit Comte, demeu-
rant pareillement en sa force & vertu.

De plus, on est demeuré d'accord, que pour la restitution des Places occupées pendant cette Guerre, & par forme d'indemnité, il soit payé à Madame la Landgrave de Hesse, tutrice, & à son fils, ou à ses successeurs Princes de Hesse, par les Archevêques de Mayence, & de Cologne, les Evêques de Paterborn, & de Munster, & l'Abbaye de Fulde, dans la Ville de Cassel, aux frais & périls des Payeurs, la somme de six cens mil Richsdalers de valeur & de bonté réglée par les dernières Constitutions Imperiales, pendant l'espace de neuf mois, à compter du temps de la ratification de la Paix; sans qu'il puisse être admis aucune exception, ou aucun prétexte pour empêcher le paiement promis; & encore moins qu'il puisse être fait aucun arrest ou fausse sur la somme convenue.

Etain que Madame la Landgrave soit d'autant plus assurée du paiement, elle retiendra aux conditions suivantes, Nuys, Coesfeld, & Newhauff, & aura en ces lieux-là des Garnisons qui ne dépendront que d'elle; mais à cette condition, qu'outre les Officiers & les autres personnes nécessaires aux Garnisons, celles des trois lieux susnommez ensemble n'excederont pas le nombre de douze cens hommes de pied, & de cent chevaux; laissant à Madame la Landgrave la disposition du nombre de Cavalerie & d'Infanterie qu'il lui plaira de mettre en chacune de ces Places, & des Gouverneurs qu'elle voudra y établir.

Les Garnisons seront entretenues selon l'ordre qui a accoutumé jusques icy d'être gardé pour l'entretien des Officiers & Soldats de Hesse: & les choses qui sont nécessaires pour la conservation des Fortereses, seront fournies par les Archevêques & Evêques, dans lesquels ledites Fortereses & Villes sont situées, sans diminution de la somme cy-dessus mentionnée. Il sera permis aux mêmes Garnisons d'exécuter les refusans & les negligens, non toutefois au delà de la somme due. Cependant les droits de Souveraineté, & la Jurisdiction tant Ecclesiastique que Seculiere, comme aussi le revenu desdites Fortereses & Villes, seront conservés au Seigneur Archevêque de Cologne.

Mais aussi tost qu'après la Ratification de la Paix on aura payé trois cens mil richsdalers à Madame la Landgrave, elle rendra Nuys, & retiendra seulement Coesfeld & Newhauff; en sorte néanmoins qu'elle ne mettra point la Garnison qui sortira de Nuys dans Coesfeld & Newhauff, ny ne demandera rien pour cela, & la Garnison de Coesfeld ne passera pas le nombre de six cens hommes de pied & de cinquante chevaux, ny celle de Newhauff le nombre de cent hommes de pied. Que si dans le temps de neuf mois toute la somme n'estoit pas payée à Madame la Landgrave, non seulement Coesfeld & Newhauff lui demeureront jusqu'à l'entier paiement, mais aussi pour le reste de la somme on lui en payera l'intérêt à raison de cinq pour cent, jusques à ce que ce reste de somme lui ait été payé: & les Tresoriers & Receveurs des Bailliages appartenans ausdits Archevêques, Duches & Abbaye, & contigus à la Principauté de Hesse, qui suffiront pour satisfaire au paiement desdits intérêts, s'obligeront par serment à Madame la Landgrave de lui payer des deniers de leurs receptes les intérêts annuels de la somme restant, nonobstant les defenses de leurs Maîtres. Que si les Tresoriers & Receveurs diffèrent de payer ou emploient les revenus ailleurs, Madame la Landgrave pourra les contraindre au paiement par toutes sortes de voyes, au surplus les autres droits du Seigneur propriétaire demeurans en leur entier. Mais aussi tost que Madame la Landgrave aura reçu toute la somme avec les arerages du temps de la demeure, elle restituera les lieux susnommez par elle retenus par forme d'assurance, les intérêts cesseront, & les Tresoriers & Receveurs dont il a été parlé seront quittes de leur serment. Quant aux Bailliages du revenu desquels l'on aura à payer les intérêts en cas de retardement, l'on en conviendra provisionnel-

lement avant la Ratification de la Paix; laquelle Convention ne sera pas de moindre force que ce présent Traité de J. C. de Paix.

Outre les lieux qui seront laissés à Madame la Landgrave, par forme d'assurance, comme il a été dit, & qui seront par elle rendus après le paiement; elle restituera cependant aussi tost après la Ratification de la Paix, toutes les Provinces & les Evêchez, comme aussi leurs Villes, Bailliages, Bourgs, Fortereses, Forts, & enfin tous les biens immeubles, & les droits par elle occupés pendant ces guerres; en sorte toutefois que tant des trois lieux qu'elle retiendra par forme de gage, que de tous les autres à restituer, non seulement Madame la Landgrave & lesdits successeurs, seront remportés par leurs Sujets toutes les provisions de guerre & de bouche qu'elle y aura fait mettre: (car quant à celles qu'elle n'y aura point apportées & qu'elle y aura trouvées en prenant les Places, & qui y sont encore, elles y resteront;) mais aussi les Fortifications & Remparts qui ont été élevés durant qu'elle a occupé ces Places seront détruits & démolis; en sorte toutefois que les Villes, Bourgs, Châteaux, & Fortereses, ne soient pas exposés aux invasions & pillages.

Et bien que Madame la Landgrave n'ait exigé aucune chose de personne pour lui tenir lieu de restitution & d'indemnité, sinon des Archevêques de Mayence & de Cologne, des Evêques de Paterborn & de Munster, & de l'Abbaye de Fulde, & n'ait point voulu absolument qu'il lui fût rien payé par aucun autre pour ce sujet; toutefois eu égard à l'équité & à l'estat des affaires, l'Assemblée a trouvé bon que sans prejudice de la disposition du précédent paragraphe qui commence, *De plus on est demeuré d'accord, &c.* les autres Etats quels qu'ils soient, qui sont au delà & au delà du Rhin, & qui depuis le premier de Mars de l'année courante ont payé contribution aux Hessiens, fourniront au prorata de la contribution par eux payée pendant tout ce temps, leur cote-part ausdits Archevêques, Evêques & Abbayes, pour faire la somme cy-dessus mentionnée, & pour l'entretien des Garnisons; Que si quelques-uns souffroient du dommage par le retardement du paiement des autres, les retardans seront obligés de le réparer; & les Officiers ou Soldats de Sa Majesté Imperiale, du Roy Tres-Chrestien, & de la Landgrave de Hesse, n'empêcheront point qu'on ne les y contraigne. Il ne sera non plus permis aux Hessiens d'exempter personne au prejudice de cette declaration; mais ceux qui auront deuenement payé leur cote-part, seront dès-là exempts de toutes charges.

Quant à ce qui regarde les différens mûs entre les Maisons de Hesse Cassel & de Darmstadt, touchant la succession de Marbourg, veu que le 14. d'Avril dernier ils ont été entièrement accommodés à Cassel, du consentement unanime des parties intéressées, il a été trouvé bon que cette Transaction avec toutes ses clauses, appartenances & dépendances, telle qu'elle a été faite & signée à Cassel par les parties, & insinuée dans cette Assemblée, ait en vertu du présent Traité la même force que si elle y étoit insérée de mot à mot, & qu'elle ne puisse jamais être enfreinte par les parties contractantes, ny par qui que ce soit, sous aucun prétexte, soit de contrat, soit de serment, soit d'autre chose; mais bien plus, qu'elle doit être exactement observée par tous, encore que peut-être quelqu'un des intéressés refuse de la confirmer.

Pareillement la Transaction entre feu Monsieur Guillaume Landgrave de Hesse, & Messieurs Christian & Wolrad, Comtes de Waldeck, faite le 11. Avril 1635. & ratifiée par Monsieur le Landgrave George de Hesse le 14. d'Avril 1648. aura une pleine & perpétuelle force en vertu de cette Pacification, & n'obligera pas moins toutes les Princes de Hesse que tous les Comtes de Waldeck.

Que le droit d'aînesse introduit dans la Maison de Hesse Cassel & en celle de Darmstadt, & confirmé par Sa Majesté Imperiale, demeure ferme & soit inviolablement gardé.

ANS
de J. C.
1648.

ANS

de J. C.

1648.

Cessation
des hosti-
litez. Sa-
tisfaction
pécuniaire
de la
Suede: &
évacua-
tion des
Places.

XVI. Aussi-tost que le Traité de Paix aura esté sou-
scrit, & signé par les Plenipotentiaires & Ambassadeurs,
tout acte d'hostilité cessera, & les choses qui ont esté
accordées cy-dessus, seront de part & d'autre en même
temps mises à execution.

En premier lieu, l'Empereur fera luy-mesme pu-
blier des Edits par tout l'Empire, & mandera précisé-
ment à ceux qui sont obligez par ces Conventions &
par cette presente Pacification, à restituer ou accom-
plir quelque chose qu'ils ayent, sans y manquer & sans
remise, à executer entre le temps de la conclusion de
la Paix & celuy de sa Ratification, les choses qui ont
esté transgrees; Enjoignant tant aux Princes Directeurs
qu'aux Colonels des Cercles, de procurer & faire execu-
ter la restitution de chacun selon l'ordre d'execution
& selon ces pactions, à la requisition de ceux qui doi-
vent estre restituez. Sera pareillement inserée dans les-
dits Edits cette clause; que parce que les Directeurs
d'un Cercle, ou le Colonel de la Milice, sont censez
moins propres à faire cette execution en leur propre
cause & restitution; en ce cas, & s'il arriroit mesme
que les Directeurs ou le Colonel de la Milice Circu-
laire en refusassent la Commission, les Princes Dire-
cteurs, ou Colonels du Cercle voisin, s'acquitteront de
la même commission d'execution à l'égard aussi des au-
tres Cercles, à la requisition de ceux qui sont à restituer.

S'il arriroit aussi que quelqu'un qui doit estre resti-
tue, eust besoin des Commissaires de l'Empereur pour
appuyer l'acte de quelque restitution, payement, ou
execution (ce qui sera à son choix,) ils luy seront in-
cessamment donnez; & en ce cas, & pour d'autant
moins retarder l'accomplissement des choses icy accor-
dées, il sera permis tant à ceux qui restitueront qu'à
ceux qui doivent estre restituez, aussitost après la Paix
conclue & signée, de nommer de part & d'autre deux
ou trois Commissaires, desquels sa Majesté Imperiale
choisira un d'entre ceux que celuy qui doit estre res-
titue aura nommé, & un d'entre ceux que celuy qui
doit restituer aura aussi nommé, en nombre toutefois
égal de l'une & de l'autre Religion, auxquels elle or-
donnera d'executer sans delay tout ce qui doit estre effec-
tué en vertu de la presente Transaction. Que si ceux
qui doivent restituer negligoient de nommer des Com-
missaires, alors sa Majesté Imperiale choisira un de ceux
que la partie qui est à restituer aura nommez, & en
ajointra un autre à sa volonté, en nombre toujours
égal de l'une & de l'autre Religion, auxquels elle or-
donnera d'executer la Commission, nonobstant l'op-
position & contradiction de la partie adverse; comme
aussi ceux qui seront à restituer feront sçavoir inconti-
nent après la Paix conclue aux interessez qui devront
restituer, la teneur des choses transgrees.

Enfin tous & chacuns ou Estats, ou Communau-
tez, ou Particuliers, soit Ecclesiastiques ou Seculiers,
qui en vertu de la presente Transaction & de ses re-
gles generales, ou de quelque disposition particuliere
& expresse, sont obligez de restituer, ceder, donner,
faire ou accomplir quelque chose, seront aussi-tost après
la publication des Edits Imperiaux, & après la signi-
fication faite de ce qui doit estre restitue, tenus de res-
tituer, ceder, donner, faire & accomplir tout ce à
quoy ils sont obligez, sans resistance, opposition, ou
allegation de la defense ou clause salutaire generale ou
speciale inserée cy-dessus en l'Amnistie, & sans aucune
autre exception, comme aussi sans apporter aucun dom-
mage à personne: & pour cet effet nul estat ou hom-
me de guerre des Garnisons, ou autre quelconque, ne
s'opposera à l'execution des Directeurs, ou des Colo-
nels de la Milice des Cercles, ou des Commissaires;
mais donnera au contraire assistance aux executeurs,
contre ceux qui tâcheroient d'empêcher en quelque
maniere que ce soit l'execution. Il leur sera permis
aussi de se servir pour cela de leurs propres forces, ou des
forces de ceux qu'ils doivent mettre en possession.

Tous les prisonniers de part & d'autre, d'épée ou de
robe, sans distinction aucune, seront cy-après mis en
liberté en la maniere dont les Generaux seront convenus

ou conviendront du contentement de sa Maj. Imperiale. **ANS**

1648.

Enfinement pour ce qui regarde le licentement de la de J. C.
Soldatesque Suedoise, tous les Electeurs, Princes, &
autres Estats, y compris la Noblesse immediate de l'Em-
pire, des sept Cercles suivans de l'Empire; Sçavoir du
Cercle des quatre Electeurs du Rhin, de celuy de la
Haute Saxe, de celuy de Franconie, du Cercle de Suabe,
de celuy du haut Rhin, du Cercle de Westphalie,
& de celuy de la Basse Saxe, (sauf toutefois leur
requisition usitée jusqu'à present en pareils cas, &
leur liberté & exemption à l'avenir) seront tenus de
contribuer la somme de cinq millions de risdales, en
especes de bon aloiy ayant cours dans l'Empire, en trois
termes: Au premier terme celle de 1800000. risda-
les, laquelle les Estats payeront chacun selon sa cote-
part; Sçavoir les Estats du Cercle des Electeurs du Rhin,
& ceux du Cercle du Haut Rhin, à Francfort sur le
Mein; ceux du Cercle de la Haute Saxe, à Leipzich
ou à Brunswick; ceux du Cercle de Franconie, à Nu-
remberg; ceux du Cercle de Suabe à Ulm; ceux du
Cercle de Westphalie, à Brema ou à Munster; &
ceux du Cercle de la Basse Saxe, à Hambourg. Et pour
parvenir plus facilement au payement de cette somme,
il sera permis à ceux qui devront estre restituez suivant
l'Amnistie, c'est à dire aux véritables Seigneurs, & non
pas aux possesseurs d'apresent, d'imposer & de lever sur
leurs Sujets la cote-part qu'ils auront à payer incontine-
ment après la Paix conclue, & mesme avant que la res-
titution ait esté faite, & les possesseurs d'apresent ne don-
neront aucun empêchement quand on exigera ces con-
tributions. Sera aussi payé audit premier terme la somme
de douze cent mil risdales en assignations sur cer-
tains Estats, & ce à des conditions raisonnables, & dont
chaque Estat conviendra de bonne foy dans le temps
d'entre la conclusion & la Ratification de la Paix, avec
l'Officier de Guerre assigné sur luy. Après laquelle
Convention & l'échange des Ratifications du present
Traité, on achevera aussi-tot d'un pas égal le payement
desdits dix huit cent mil risdales, le licentement de la
Milice, & l'évacuation des Places, sans qu'il puisse y
estre apporté de retardement pour quelque cause que
ce soit. Cesseront cependant aussi tost après la Paix
conclue, les contributions de toutes sortes d'exactions;
sauf toutefois la subsistance des Garnisons & des autres
Troupes, de laquelle on conviendra à des conditions
raisonnables: sauf aussi aux Estats qui auront payé leur
part, ou qui s'en seront accommodez amiablement
avec les Officiers assignez, à repeter par eux les dom-
mages qu'ils auront soufferts par le retardement que leurs
coestats auront apporté à payer leur cote-part.

Et pour le second & le troisième terme, les susdits Es-
tats des sept Cercles, payeront de bonne foy dans les
Villes cy-dessus marquées, aux Ministres à ce deputez
& ayant pouvoir de sa Majesté de Suede; la pre-
miere moitié des deux millions à la fin de l'année pro-
chaine, à compter du licentement des Troupes, &
l'autre moitié à la fin de l'année ensuivante, le tout en
risdales ou autres Monnoyes ayant cours dans l'Empire.
Et comme lesdits sept Cercles sont uniquement affectez
au payement de la Milice Suedoise, sans pretention d'au-
cun autre, aussi tous les Electeurs, Princes, & Estats
de ces Cercles, ne payeront chacun leur part & portion
que conformément à la Matricule & à l'usage receu dans
chaque lieu, & aux termes de la designation qui en a
esté delivree.

Aucun Estat ne sera exempt de payer, mais aussi il
ne sera point chargé d'un plus grand nombre de mois
Romains que ceux qu'il doit porter. Il ne sera tenu
non plus de rien payer d'avantage pour son coestat, ou
pour d'autres Soldats des parties qui sont en Guerre;
beaucoup moins sera-t-il inquieté pour ce sujet par re-
pressailles ou saisies. De plus aucun estat ne sera em-
pêché dans la repartition qu'il aura à faire sur ses sujets de
sa cote-part, par les Gens de Guerre, ou par un coestat,
ou par quelque autre, sous quelque pretexte que ce soit.

Quant au Cercle d'Autriche & à celuy de Baviere,
comme attendu la promesse que les Estats de l'Empire

ont

ont faite à sa Majesté Imperiale en cette présente Assemblée, qu'ils lui donneront dans la premiere Diete de l'Empire un secours sur les Impositions de l'Empire, pour les fruis de la Guerre qu'elle a soufferts jusqu'à présent : le Cercle d'Autriche a esté excepté des autres, & réservé pour le payement de l'Armée immediate de l'Empereur, & celuy de Baviere pour sa Milice. L'imposition & la levée des deniers dans le Cercle d'Autriche, demeurera à la disposition de sa Majesté Imperiale. Mais dans celuy de Baviere on observera la mesme maniere d'imposer & de payer ce qui se doit observer dans les autres Cercles, & l'exécution de mesme s'y fera comme dans les autres Cercles, suivant les Constitutions de l'Empire.

Et afin que sa Majesté Royale de Suede, soit d'autant plus assurée du payement certain de la somme convenüe aux termes prefix, les Electeurs, Princes, & Estats des susd. sept Cercles, s'obligent volontairement en vertu du présent accord, de payer chacun sa cote-part de bonne foy, au temps & au lieu prescripts; & ce sous l'engagement & hypothèque de tous leurs biens; en sorte que s'il arrivoit quelque negligence de quelqu'un des Estats de l'Empire, & notamment des Princes Electeurs, & Colonels de chaque Cercle, ils seront tenus en consequence de l'article de la feureté de la Paix, d'exécuter leurs promesses comme chose jugée, sans aucune autre procedure ou exception de droit.

La restitution ayant esté faite selon l'article de l'Amnistie & des griefs, les Prisonniers estans relâchez, les Ratifications échangées, & ce qui vient d'estre accordé à l'égard du terme du premier payement ayant esté effectué, toutes les Garnisons tant de l'Empereur, & de ses Alliez & Adherens, que de la Reine & du Royaume de Suede, de la Landgrave de Hesse, de leurs Alliez & Adherens, sortiront en mesme temps & d'un pas égal des Villes de l'Empire, & de tous les autres lieux qui seront restitués, & ce sans exceptions, retardement, dommage & faulte quelconque. Les lieux, les Villes, les Bourgs, les Châteaux, les Forts, & Forteresses qui ont esté occupez, cedez, ou retenus à l'occasion de quelque Treve ou autrement, dans le Royaume de Boheme, & dans les autres Pais hereditaires de l'Empereur & de la Maison d'Autriche, comme aussi dans les autres Cercles de l'Empire, par les Gens de Guerre de l'un ou de l'autre parti, seront incessamment restitués & laissez à leurs premiers possesseurs & Seigneurs, Estats mediats ou immediats de l'Empire, y compris la Noblesse libre immediate, tant Ecclesiastiques que Seculiers, pour en disposer librement de droit ou de coutume, ou en vertu de la presente Convention, nonobstant toutes donations, inféodations, concessions (si ce n'est qu'elles aient esté faites par un Estat à l'autre volontairement), obligations faites pour racheter des Prisonniers, ou pour détourner des ruines & des embasemens, ou tous autres titres quelconques acquis au prejudice des premiers Seigneurs & possesseurs legitimes.

En veüe de quoy toutes les Conventions, Confederations, ou autres defences & exceptions contraires à cette restitution cesseront aussi, & seront reputées nulles & de nul effet; sauf toutefois les choses dont il a esté spécialement disposé dans les articles precedens en faveur de la Reine & du Royaume de Suede, & pour la satisfaction & compensation équivalente de quelques Electeurs & Princes de l'Empire, ou autres choses spécialement exceptées; & cette restitution des lieux occupez tant par Sa Majesté Imperiale que par Sa Majesté de Suede, & par leurs Confederés & Adherens, se fera reciproquement & de bonne foy.

Que les Archives, Titres & Documents, & les autres meubles, comme aussi les Canons qui ont esté trouvez dans lesdites Places lors de leur prise & qui s'y trouvent encore en nature soient aussi restitués; mais qu'il soit permis d'en emporter avec foy, ou faire emporter, ce qui après la prise des Places y a esté conduit, soit ce qui a esté pris en Guerre, soit ce qui y a esté porté & mis pour la garde des Places & l'entretien des Garnisons, avec tout l'attirail de Guerre & ce qui en dépend.

Tom. III.

Que les Sujets de chaque Place soient tenus lorsque les Soldats & Garnisons en sortiront, de leur fournir gratuitement les chariots, chevaux & bateaux, avec les vivres necessaires pour en pouvoir emporter toutes les choses necessaires aux lieux designez dans l'Empire; lesquels chariots, chevaux & bateaux, les Commandans de ces Garnisons qui sortiront seront tenus de rendre de bonne foy. Que les Sujets & Estats se chargent les uns après les autres de cette voiture d'un Territoire à l'autre; jusques à ce qu'ils soient parvenus ausdits lieux designez dans l'Empire: & qu'il ne soit nullement permis aux Commandans des Garnisons ou autres Officiers, des Troupes, d'emmener avec eux lesdits Sujets, & leurs chariots, chevaux & bateaux, ny aucune autre chose prestée à cet usage, hors des terres de leurs Seigneurs, & moins encore hors de celles de l'Empire, pour assurance de quoy les Officiers seront tenus de donner des otages.

Que les Places qui auront esté rendues, soit Maritimes & Frontieres, soit Meditterranées, soient dorénavant & à perpetuité libres de toutes Garnisons introduites pendant ces dernieres Guerre, & soient laissées en la libre disposition de leurs Seigneurs; sauf au reste le droit d'un chacun.

Qu'il ne tourne à dommage ny à prejudice maintenant ny pour l'avenir à aucune Ville, d'avoir esté prise & occupée par l'une ou par l'autre des parties qui sont en guerre; mais que toutes & chacune des Villes, avec tous & chacun de leurs Citoyens & Habitans, jouissent tant du benefice de l'amnistie generale, que des autres avantages de cette Pacification: & qu'au reste tous les droits & privileges, en ce qui regarde le spirituel & le temporel, dont ils ont jouy avant ces troubles, leur soient conservés; sauf toutefois les droits de Souveraineté avec ce qui en dépend, pour chacun de ceux qui en sont les Seigneurs.

Qu'enfin les Troupes & les Armées de toutes les parties qui sont en guerre dans l'Empire, soient licenciées & congédiées, chacun n'en laissant passer dans ses propres Estats qu'autant seulement qu'il jugera necessaire pour sa seureté. Et que le licentierement des Troupes & la restitution des Places se fasse au temps prefix, suivant l'ordre & la maniere dont les Generaux d'Armée conviendront, observant toutefois ce qui a esté accordé touchant cela mesme en l'article de la satisfaction Militaire.

XVII. Les Ambassadeurs & Plenipotentiaires Imperiaux & Royaux, & ceux des Estats de l'Empire, promettent chacun à son égard de faire ratifier par l'Empereur, par la Reine de Suede, & par les Electeurs, Princes & Estats du S. Empire, cette Paix ainsi conclue selon sa forme & teneur; & qu'ils feront ensuite qu'inafailliblement les actes solennels des Ratifications seront dans l'espace de huit semaines à compter du jour de la signature, representez icy à Osnabrück, & reciproquement & deüement échangés.

Que pour plus grande force & seureté de tous & chacun de ces articles, cette presente Transaction soit désormais une Loy perpetuelle, & une Pragmatique Sanction de l'Empire, ainsi que les autres Loix & Constitutions fondamentales de l'Empire, laquelle sera inserée dans ce prochain Recés de l'Empire, & mesme dans la Capitulation Imperiale, n'obligeant pas moins les absens que les presens, les Ecclesiastiques que les Seculiers, soit qu'ils soient Estats de l'Empire ou non; si bien que cessera une regle prescrite, que devront suivre perpetuellement tant les Conseillers & Officiers Imperiaux, que ceux des autres Seigneurs, comme aussi les Juges & Affecteurs de toutes les Cours de Justice. Qu'on ne puisse jamais alleguer, entendre, ny admettre contre cette Transaction, ou aucun de ses articles & clauses, aucun Droit Canonique ou Civil, ny aucuns Decrets communs ou speciaux des Conciles, Privileges, Indults, Edits, Commissions, Inhibitions, Mandemens, Decrets, Rescrits, Litispendencies, Sentences rendus en quelque temps que ce soit, choses jugées, Capitulations Imperiales, & autres Regles ou Exemptions d'Ordres

Bbbb

Re-

ANS

de J. C.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

1648.

ANS
de J. C.
1648.

Religieux, Protestations precedentes ou futures, Contradictions, Appellations, Investitures, Transfactions & Seremens, Renonciations, toutes sortes de Pactes, moins encore l'Edit de 1629. ou la Transfacion de Prague avec ses dependances, ou les Concordats avec les Papes, ou l'Interim de l'an 1548. ou aucuns autres Statuts Politiques, ou Decrets Ecclesiastiques, Dispenses, Absolutions, ou aucunes autres exceptions qui pourroient estre imaginees, sous quelque nom ou pre-texte que ce soit; & qu'il ne soit intenté en quelque lieu que ce soit aucuns procez ny actions, soit inhibitoires, ou autres au petitoire & au possessoire contre cette Transfacion.

Que celui qui aura contrevenu par ayde ou par conseil à cette Transfacion & Paix publique, ou qui aura resisté à son execution & à la restitution susdite, ou qui après que la restitution aura esté faite legitiment & sans excec en la maniere dont il a esté cy-dessus convenu, aura taché sans aucune legitime connoissance de cause, & hors de l'execution ordinaire de la Justice, de molester de nouveau ceux qui auront esté rétablis, soit Ecclesiastique ou Seculier, qu'il encoure de droit & de fait la peine deüé aux infracteurs de Paix, & que selon les Constitutions de l'Empire il soit decreté contre luy, afin que la restitution & reparation du tort ait son plein effect.

Que néanmoins la Paix conclüé demeure en sa force & vigueur, & que tous ceux qui ont part à cette Transfacion soient obligez de defendre & proteger toutes & chachunes les loix ou conditions de cette Paix contre qui que ce soit, sans distinction de Religion: & s'il arrive que quelque point en soit violé, l'offensé tâchera premierement de détourner l'offensant de la voye de fait, en soumettant la cause à une composition amiable, ou aux procederes ordinaires de la Justice: & si dans l'espace de trois ans le differend ne peut estre terminé par l'un ou l'autre de ces moyens, que tous & chachun des Interesés en cette Transfacion soient tenus de se joindre à la partie lezée, & l'aider de leurs conseils & de leurs forces à repousser l'injure, après que l'offensé leur aura fait entendre que les voyes de douceur & de justice n'ont servi de rien; sans prejudice toutefois au reste de la Jurisdiction d'un chachun, & de l'administration competente de la Justice, suivant les Loix & Constitutions de chaque Prince & Estat, & qu'il ne soit permis à aucun Estat de l'Empire de poursuivre son droit par force & par armes. S'il est arrivé, ou s'il arrive cy-aprés quelque démelle, que chachun tente les voyes ordinaires de la Justice; & quiconque fera autrement, qu'il soit tenu pour infracteur de la Paix. Mais que ce qui aura esté défini par Sentence du Juge soit mis à execution sans distinction d'estat, comme le portent les Loix de l'Empire sur l'execution des Arrests & Sentences.

Et afin aussi de mieux affermir la Paix publique, que les Cercles soient remis en l'estat qu'ils doivent estre; & dès qu'on verra de quelque costé que ce soit quelques commencemens de troubles & de mouvemens, que l'on observe ce qui a esté arresté dans les Constitutions de l'Empire touchant l'execution & la conservation de la Paix publique.

Toutes les fois que quelqu'un voudra pour quelque occasion ou en quelque temps que ce soit faire passer des Soldats par les Terres ou les Frontieres des autres, le passage s'en fera aux dépens de celui à qui les Soldats appartiendront, & cela sans causer aucun dégast, dommage, ni incommodité à ceux par les Terres desquels ils passeront. Enfin l'on observera étroitement ce que les Constitutions Imperiales déterminent & ordonnent, touchant la conservation de la Paix publique.

En cette Pacification seront compris de la part du Serenissime Empereur, tous les Alliez & Adherans de sa Majesté, principalement le Roy Catholique, la Maison d'Autriche, les Electeurs du S. Empire Romain, les Princes, & entre ceux-cy le Duc de Savoye, & les autres Estats, compris la Noblesse libre & immediate dudit Empire, & les Villes Anseatiques; comme aussi le Roy d'Angleterre, le Roy & les Royaumes de Danemarck &

de Norvege, avec les Provinces annexes, ensemble le Duché de Slesvic, le Roy de Pologne, le Duc de Lorraine, & tous les Princes & Republics d'Italie, les Estats des Provinces Unies des Pais Bas, les Cantons Suisses, les Grisons, & le Prince de Transylvanie.

De la part de la Reine & Royaume de Suede, tous ses Alliez & Adherans, principalement le Roy Tres-Chretien, les Electeurs, Princes & Estats, compris la Noblesse libre & immediate de l'Empire, & les Villes Anseatiques; comme aussi le Roy d'Angleterre, le Roy & les Royaumes de Danemarck & de Norvege, & Provinces annexes, ensemble le Duché de Schleswich, le Roy de Pologne, le Roy & le Royaume de Portugal, le Grand Duc de Moscovie, la Republique de Venise, les Provinces Unies des Pais-Bas, les Suisses & Grisons, & le Prince de Transylvanie.

Les Ambassadeurs Plenipotentiaires de l'Empereur, déclarent qu'ils demeurent en leur protestation & declaration plusieurs fois cy-devant reitree de bouche & par écrit, comme ils protestent & déclarent de nouveau, qu'encore que le Roy de Portugal ait esté compris de la part de la Serenissime Reine de Suede, dans le Traité de Paix qui fut lû & approuvé le 6. Aoust nouveau stile, & consigné en dépôt, du consentement commun des parties, au Directoire de Mayence; ils ne reconnoissent néanmoins point d'autre Roy de Portugal que Philippe IV. de ce nom, Roy des Espagnes; ce qu'ils ont bien voulu declarer avant que de signer le susdit Traité de Paix, & qu'aujourd'huy ils ne le signeront qu'avec cette protestation & declaration faite à Munster le 24. Octobre 1648.

En foy de tout ce que dessus, & pour une plus grande assurance des presentes, tant les Ambassadeurs de Sa Majesté Imperiale, que ceux de Sa Majesté Royale de Suede, & au nom de tous les Electeurs, Princes & Estats de l'Empire, les Ambassadeurs par eux specialement députez à cet effect, lesquels ont esté admis à signer en vertu de ce qui fut conclu le 23. ou 13. Octobre de la presente année, & dont l'Acte fut expédié le mesme jour sous le Sceau de la Chancellerie de Mayence, & mis és mains des Ambassadeurs de Suede; Sçavoir.

De la part de l'Electeur de Mayence, Nicolas George de Reigersberg, Chevalier, Chancelier.

De la part de l'Electeur de Baviere, Jean Adolphe Krebs, Conseiller privé.

De la part de l'Electeur de Saxe, J. Leubert, Conseiller.

De la part de l'Electeur de Brandebourg, le Comte Jean de Sayn & Wigenstein, Seigneur de Hombourg & Wollandaw, Conseiller privé.

De la part de la Maison d'Autriche, le Comte Georges Ulric de Wolckenstein, Conseiller du Conseil Aulique de l'Empereur.

Corneille Gobelin, Conseiller de l'Evêque de Bamberg. Sebastien Guillaume Méel, Conseiller privé de l'Evêque de Wutzbouurg. Jean Ernest, Conseiller de la Cour de Baviere. Wolfgang Conrad de Thumbshirn, Conseiller de la Cour de Saxe, Altembourg & Cobourg. Jean Fromholdt, Conseiller privé de Brandebourg-Culmbach & Onolsbach.

Henry Langenbech, Jurisconsulte, Conseiller privé de la Maison de Brunzwich Lunebourg, de la ligne de Cell.

Jacob Lampadius, Jurisconsulte, Conseiller privé & Vicechancelier de la ligne de Calenberg.

De la part des Comtes du Banc de Weteravie, Matthieu Wefenbece, Jurisconsulte & Conseiller.

De la part des deux Bancs des Villes, Marc Otton de Strasbourg, Jean Jacob Wolff de Ratisbonne, David Gloxin de Lubeck, & Jodoc Christophe Krell de Krefenstein de Nuremberg, chachun en droit soy Syndics, Senateurs, Consultants & Avocats. Tous lesquels Deputez ont signé de leur propre main ce present Traité de Paix, & ont apposé leur propre Cachet, avec promesse d'en délivrer au terme cy-dessus prescrit les Ratifications de leurs Superieurs en la maniere convenü.

Et pour ce qui est des autres Estats, on a laissé à leurs Plenipotentiaires la liberté de signer ledit Traité, & d'en rapporter les Ratifications de leurs Superieurs, ou non; ce qui

ANS
de J. C.
1648.

qui toutefois n'empêchera pas que moyennant la signature de ceux qui l'ont déjà signé, tous les autres États qui ne l'ont pas encore signé ny ratifié, ne demeurent obligés à l'observation & manutention de tout ce qui y est contenu, aussi indispensablement qu'ils l'avoient été par eux signé & ratifié. Ne pourra pour cet effet estre fait ny receu au Directoire de l'Empire contre les présentes, aucune protestation, opposition ou contradiction, comme étant de nulle force & valeur. Ce qui a esté ainsi arrêté & conclu à Osnabruch le 14. ou 24. Octobre l'an 1648.

Le plein pouvoir donné par l'Empereur à ses Ambassadeurs en bonne forme, est expédié à Lintz le 4. Octobre 1645. & celui de la Reine de Suede à Stockholm le 20. Decembre 1645.

Souscription des Plenipotentiaires de la Majesté Imperiale, & de Sa Majesté de Suede, comme aussi des Deputez des Electeurs, Princes & Estats de l'Empire, leurs Cachets étant apposez à costé de leurs signatures.

Jean Maximilien. Jean Oxenstiern.
Comte de Lamberg. Comte de la Morie Auftrale.
Jean Crane. Jean Adler Salvius.

De la part de l'Electeur de Mayence, Nicolas George Raigersberger.

De la part de l'Electeur de Baviere, Jean Adolphe Krebs.

De la part de l'Electeur de Saxe, Jean Leuber.

De la part de l'Electeur de Brandebourg, le Comte Jean de Sayn & Wigenstein.

De la part de la Maison d'Austriche, le Comte George Ulric de Wolkenstein & de Rodnegi.

De la part de l'Evesque de Bamberg, Corneille Gobel.

De la part de l'Evesque de Wirtzburg, Duc de Franconie, Sebastien Guillaume Mècl.

De la part du Duc de Baviere, Jean Ernest. J. C.

De la part de Saxe Altenbourg, Wolfgang Conrad de Tumbshim, Conseiller, d'Altembourg & de Cobourg.

De la part de Saxe Altembourg, Auguste Carpouz, Conseiller d'Altembourg & Cobourg.

De la part de Brandebourg Culmbach, Matthieu Wesembecce, Conseiller privé de l'Electeur de Brandebourg.

De la part du Marquis de Brandebourg Onolsbach, Jean Fromholdt, Conseiller de l'Electeur de Brandebourg.

De la part de Brunswic Lunebourg, Branche de Cell, Henry Langenbeck, Conseiller privé.

De la part de Brunswic Lunebourg, Branche de Grubenhagen, Jacob Lampadius. J. C.

De la part de Brunswic Lunebourg, Branche de Wolfsembuttel, Chrysostome Coler, Docteur & Conseiller.

De la part de Brunswic Lunebourg, Branche de Calemberg, Lampadius, J. C. Conseiller privé, & Vice-chancelier.

De la part de Mecklebourg Swerin & Gustrow, Abraham Kaifer, Conseiller privé.

De la part de Brandebourg, comme Duc de Pomeranie & de Stetin, Matthieu Wesembecce, Conseiller privé.

De la part de Brandebourg, comme Duc de Pomeranie & de Wolgast, Jean Fromholdt, Conseiller privé.

De la part du Duc de Wirtemberg, Jean Conrad Varnbuller, Conseiller privé.

De la part de Madame la Landgrave de Hesse Cassel, Reinhard Scheffer.

De la part du Landgrave de Hesse Darmstat, Jean Jacques Wolff de Todenwart, Conseiller.

De la part du Marquis de Baden-Dourlach, Jean George de Markelbach, Conseiller.

De la part du Marquis de Baden, Jean Jacques Datt de Dissenau.

De la part du Duc de Saxe-Lawembourg, David Gloxin.

De la part du Duc de Wirtemberg, comme Comte de Montbelliard, Jean Conrad Varnbuller.

De la part des Comtes & Barons du Banc de la Vetterie, ledit Matthieu Wesembecce.

De la part des Comtes & Barons du Banc de Franco-nie, Jean Conrad Varnbuller.

De la part de Strasbourg, Marc Otto, Docteur en Droit, Conseiller & Avocat de Strasbourg, aussi pour les Villes de Spire, Weissenbourg sur le Rhin, & Landau.

De la part de Ratisbonne, Jean Jaques Wolff de Todenwart, Conseiller & Syndic.

De la part de Lubeck, David Gloxin, Syndic de la Ville; le mesme pour les Villes de Goslar & de Nordhufen.

Pour Nuremberg, Jodote Christophle Krets de Kresenstein, aussi pour Winsheim & Schweinfurt.

Pour les Villes libres de Haguenau, Colmar, Schelestat, Oberenheim, Keifersberg, Munster au Val de S. Gregoire, Rosheim & Turkeim, Jean Balthazar Schneider, Syndic de Colmar, & Administrateur de la Ville de Sainte Croix.

Pour Ulm, comme aussi pour Gienfen, Aalen, & Bopffingen, Marc Otton, Docteur es Droits.

Pour Dortmund, George Kumpthoff, Syndic.

Pour les Villes libres Imperiales d'Elisingen, Reutlingen, Nordlingen, Hall en Suabe, Hailbron, Lindau sur le Lac de Constance, Kemptem, Weissenbourg en Nortgau, & Weimpfen, Valentin Heider, Docteur en Droit.

C C C I I.

Protestation du Pape INNOCENT X. ANS
contre la Pacification de Westphalie. A de J. C.
Rome le vingt-sixieme Novembre 1648. 1648.
Heissl Histoire de l'Empire. Tom. III. pag. 16
219. Freder. Leonard. Tom. III.

PAR un zele de la Maison de Dieu qui meut continuellement nôtre esprit, nous nous sommes principalement appliqués avec soin à conserver par tout l'integrité de la Foy Orthodoxe, & la dignité & l'autorité de l'Eglise Catholique, afin que les droits Ecclesiastiques dont nous avons esté constituez les defendeurs par nostre Seigneur, ne souffrent aucun dommage de ceux qui cherchent plustost leurs interets que ceux de Dieu, & que nous ne soyons pas accusez de negligence dans l'administration qui nous a esté confiee, quand nous rendrons compte de nostre Gouvernement au Souverain Juge. Aussi ce n'a esté qu'avec un sentiment tres-vif de douleur, que nous avons appris que par plusieurs articles tant de la Paix respectivement faite à Osnabruch le 6. Aoust de l'année 1648. entre nostre tres-cher Fils en Christ Ferdinand Roy des Romains, élu Empereur, ses Alliez & Adherans d'une part : & les Suedois, avec aussi leurs Alliez & Adherans d'autre ; Que de celle qui a esté pareillement conclue à Munster en Westphalie le 24. jour d'Octobre de la mesme année 1648. entre le mesme Ferdinand Roy des Romains, élu Empereur, ses Alliez & Adherans d'une part : & nostre tres-cher Fils en Jesus-Christ Louis, Tres-Christien Roy des François, & pareillement avec ses Alliez & Adherans d'autre, on a apporté de tres-grands prejudices à la Religion Catholique, au Culte divin, au Siege Apostolique Romain, aux Eglises inferieures, & à l'Ordre Ecclesiastique ; comme aussi à leurs juridictions, autoritez, immunités, franchises, libertez, exemptions, privileges, affaires, biens & droitz ; car par divers articles d'un de ces Traitez de Paix, l'on abandonne à perpetuité aux Heretiques & à leurs successeurs, entre autres les biens Ecclesiastiques qu'ils ont autrefois occupez ; on permet aux Heretiques qu'ils appellent de la Confession d'Ausbourg, le libre exercice de leur Heresie en plusieurs lieux ; on leur promet de leur assigner des lieux pour bastir à cet effet des Tem-

ANS de J. C. 1648. ples, & on les admet avec les Catholiques aux Charges & Offices publics, & à quelques Archevêchez, Evechez, & autres Dignitez & Benefices Ecclesiastiques, & à la participation des premieres Prieres que le Siege Apostolique a accordées au mesme Ferdinand Roy des Romains, élu Empereur; on abolit les Annates, les droits de Pallium, les confirmations, les mois du Pape, & semblables droits & reserves dans les biens Ecclesiastiques de ladite Confession d'Ausbourg: On attribué à la Puissance Seculiere les confirmations des Elections ou des postulations des pretendus Archevêques, Eveques, ou Prelats de la mesme Confession; plusieurs Archevêchez, Evechez, Monasteres, Prevostez, Baillies, Commanderies, Canonicats, & autres Benefices & biens d'Eglise sont donnez aux Princes Heretiques en Fief perpetuel, sous le titre de dignité seculiere, avec suppression de la dénomination Ecclesiastique; l'on ordonne que contre cette Paix ou aucun des articles, on ne doit alleguer, oïr ou admettre aucuns droits Canoniques ou Civils, communs ou speciaux, Decrets des Conciles, Regles des Ordres Religieux, sermens, Concordats avec les Pontifes Romains, ou aucuns autres Status Ecclesiastiques ou Politiques, Decrets, Dispenses, Absolutions, ou autres exceptions; le nombre de sept Eleveurs de l'Empire, autrefois arresté par l'autorité Apostolique, est augmenté sans nostre consentement, & celui dudit Siege, & le huitieme Elektorat est érigé en faveur de Charles Louis Comte Palatin du Rhin, Heretique; & on ordonne beaucoup d'autres choses qu'il y a honte de rapporter, fort prejudiciables & dommageables à la Religion Orthodoxe, audit Siege Romain, aux Eglises inferieures, & autres cy-dessus nommées. Et quoique le Venerable Frere Fabio, Eveque de Narde, nostre Nonce extraordinaire & dudit Siege, le long du Rhin & dans la Basse Allemagne, ait publiquement protesté en nostre nom & au nom dudit Siege, en execution de nos ordres, que ces articles ayant été temerairement arrestez par gens qui n'en avoient pas le pouvoir, estoient vains, nuls, injustes, & devoient estre reputés tels par tout; & qu'il soit de droit notoire, que toute Transfacion ou Paction faite pour les choses Ecclesiastiques sans l'autorité dudit Siege est nulle, & d'aucune force & valeur; néanmoins afin qu'il soit plus efficacement remedié à l'indemnité de tout ce que dessus, voulant y pourvoir selon le devoir de l'Office Pastoral à nous commis d'en haut; & tenant pour pleinement & suffisamment exprimées inserées dans ces presentes les teneurs mesme les plus vrayes, & les dattes des Traitez de l'une & de l'autre Paix, & de tout ce qui y est contenu; comme aussi des autres choses qui devoient estre icy necessairement exprimées inserées, comme si elles y estoient inserées de mot à mot; Nous de nostre propre mouvement, & de nostre certaine science & meure deliberation, & de la plenitude de la puissance Ecclesiastique, disons & declérons par ces mesmes presentes, que lesdits articles d'un de ces Traitez, ou de l'un & de l'autre, & toutes les autres choses contenues dans lesdits Traitez, qui en quelque façon que ce soit nuisent ou apportent mesme le moindre prejudice, ou qu'on pourroit dire, entendre, pretendre, ou estimer pouvoir nuire ou avoir nuy en aucune maniere à la Religion Catholique, au Culte Divin, au salut des Ames, audit Siege Apostolique Romain, aux Eglises inferieures, à l'Ordre & Estat Ecclesiastique, & à leurs personnes, membres & affaires, biens, juridictions, autoritez, immunités, libertes, privileges, prerogatives, & droits quelconques, avec tout ce qui s'en est ensuivi & s'ensuivra, ont été de droit, sont & seront perpetuellement nuls, vains, invalides, iniques, injustes, condamnez, reprouvez, frivoles, sans force & effet, & que personne n'est tenu de les observer ou aucuns d'iceux, encore qu'ils soient fortifiez par un serment; & que qui que ce soit n'en a acquis ou n'en peut ou pourra acquerir ou s'en arroger jamais aucun droit ou action, ou titre coloré, ou cause de prescription, encore bien que la possession pendant

un tres-long & immemorable temps s'en ensuivist, sans aucune interpellation ou interruption, ou sans en faire ou en avoir fait aucun estat; & ainsi les repeter perpetuellement comme n'estant pas; ou comme n'ayant jamais été faits & arrestez. Et neanmoins pour une plus grande precaution & autant qu'il est besoin, des mesmes mouvement, science, deliberation, & plenitude de puissance, nous condamnons, reprouvons, cassons, annullons, & privons de toute force & effet lesdits articles, & toutes les autres choses prejudiciables à ce que dessus, ainsi qu'il a été dit, & protections contre & de leur nullité devant Dieu; & autant qu'il est aussi besoin nous restituons, remettons & reintegrons pleinement pour ce qui regarde ces choses le Siege Apostolique & Romain, & les Eglises inferieures, & tous les lieux pieux, & les personnes Ecclesiastiques dans leur premier & entier estat, & en celui où ils estoient avant lad. Transfacion, & toutes autres Transfactions, Pactions, ou Conventions quelconques, affirmées ou pretendues anterieures faites en quelque lieu ou de quelque maniere que ce soit à l'égard des choses cy-dessus dites. Nous ordonnons aussi, que sous pretexte que les susnommez, & tous autres aussi dignes de speciale mention & expression, ayant quelque interet ou quelque pretention ausdites choses ou à quelque'une d'icelles, n'auroient nullement consenti à ces presentes Lettres, ny été appelez, citez ou oïis, & moins encore que les causes pour lesquelles elles ont été publiées n'auroient point été déduites, verifiées suffisamment, ou autrement justifiées, lesdites Lettres avec tout ce qui y est contenu, ne pourroient jamais en aucun temps estre combatuës, rendues invalides, retractées, revoquées en Justice ou en Controverse, reduites aux termes de Droit, ou notées du vice de subreption, obreption, nullité ou invalidité, ou du défaut de nostre intention, ou de tel autre défaut subsistant non imaginé quelque grand qu'il soit, ou de quelque autre chef resultant du droit ou du fait, de l'Ordonnance ou de la Coutume, sous telle couleure, pretexte, raison & occasion que ce puisse estre; mais qu'elles sont & seront toujours valides, fermes, & efficaces, & sortiront & obtiendront leur plein & entier effet, & seront à l'avenir inviolablement observées par tous ceux à qui il appartient ou appartiendra en aucune maniere que ce soit; & qu'ainsi & non autrement, les Juges ordinaires & les Auditeurs du Palais Apostolique deleguez, comme aussi les Cardinaux de la sainte Eglise Romaine, Legats à Latere, & les Nonces du mesme Siege, & tous autres quelque autorité qu'ils exercent presentement, & pour le temps, doivent de cette maniere toujours & par tout, juger & decider en toutes les choses cy-dessus mentionnées, leur osant & à chacun d'eux la faculté & l'autorité de les juger, declarer & interpreter autrement, declarant nul & de nul effet tout ce qui pourroit estre attenté contre ces presentes, de propos deliberé ou par ignorance, par qui & de quelque autorité que ce soit, nonobstant tout ce que dessus, & toutes Constitutions & Ordonnances Apostoliques, tant generales que speciales, mesme celles qui ont été publiées dans les Conciles Generaux, & nonobstant aussi en tant que besoin est, nostre Regle, & celle de la Chancellerie Apostolique, de non tollendo jure quasito, & la Constitution du Pape Pie IV. d'heureuse memoire nostre predecesseur, touchant les graces concernant l'Interet quelconque de la Chambre Apostolique, qui doivent estre presentes & enregistrees en une mesme Chambre dans un certain temps alors exprimé, en sorte qu'il ne soit pas necessaire que ces presentes soient en aucun temps presentes & enregistrees dans la mesme Chambre; nonobstant aussi toutes les Loix Imperiales & Municipales, & tous Status, Usages & Coutumes, mesme immemorables, Privileges, Indults, Concessions, & Lettres Apostoliques, fortifiées ou par serment ou par confirmation Apostolique, ou par quelque autre affermissement, & accordées à quelques lieux & à quelques personnes que ce soit, revestues de la dignité Imperiale ou Royale, & de quelque autre dignité soit Ecclesiastique ou Seculiere,

re, & qualifiée de quelque autre maniere que ce soit, qui requeroient une speciale expression, comme aussi tous autres semblables accordez de propre mouvement, science, deliberation, & plenitude de puissance, mesme Confistoriallement sous quelques teneurs & formes quelconques, & avec quelques derogatoires des derogatoires que ce soit, & autres clauses plus efficaces & inusitées, & Decrets mesme irritans, & tous autres accordez, publiez, faits, & plusieurs fois réitérez, confirmez, approuvez & renouvellez au prejudice de tout ce que dessus; à tous & à chacun desquels nous dérogeons, & voulons qu'il soit dérogé spécialement & expressement, & à toutes autres choses quelconques à ce contraires, encore qu'il fust necessaire par une suffisante derogation d'en faire comme de leurs teneurs une mention ou autre expression speciale, spécifique, in-

dividué, & de mot à mot, & non par clauses generales concernant la mesme chose, ou de garder pour cela de J. C. une autre forme exquise, reputant ces teneurs pour pleinement & suffisamment exprimées, comme si elles estoient inferées de mot à mot dans ces presentes, avec la forme qui y est observée, que nous tenons pour gardée à l'effet des choses cy-dessus dites. Au reste nous voulons qu'aux copies de ces mesmes Presentes transcrits ou imprimées, signées de la main d'un Notaire public, & munies du Sceau d'une personne constituée en dignité Ecclesiastique, on ajoûte en tous lieux & pais, en jugement comme dehors, la mesme foy qu'on ajouteroit à ces Presentes, si elles estoient représentées ou montrées en original. Donné à Rome à Sainte Marie Majeure, sous l'Anneau du Pêcheur, le 26. jour de Novembre de l'an 1648. & de nostre Pontificat le cinquième.

CCCCI

Traité de Réconciliation & de Paix entre PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, & FRANCOIS D'ESTE Duc de Modene. Fait à Reggio le 27. Février, 1649. Vittorio Siri dans son Mercure. Tom. XIII. pag. 871.

HA sempre nodrito il signor Duca di Modena un' intenso desiderio di pacificare la viva divotione, che conserva verso di S. M. Catholica; e però la supplica di essere ricevuto di nuovo nella Real Grazia, e li dichiara pronto à porgere qualsivolta dimostrazione, sperando di essere accolto nella sua protezione non ostante le passate contingenze.

Dichiara S. A. che licentierà subito le truppe, e i Ministri Francesi, che si trovano al suo servizio, e sotto il suo comando tanto dentro quanto fuori del suo Stato col mandarli à dirittura all'imbarco à Lerici per indipartire immediatamente in Provenza. E quanto alla cavalleria Francese questa andrà per il Genovesato per terra al Finale, e di là à dirittura à Nizza di Provenza & indi immediatamente in Provenza.

Rinoverà, e prometterà S. A. di osservare tutte le obligationi che tiene per la difesa dello Stato di Milano, come fin di adesso rinova, & promette conforme al capitolato dell'anno 1634. e S. M. lo proteggerà pure in ogni simile occorrenza, come altre volte ha sperimentato.

Promette S. A. di non far lega co' Francesi ne altro inimico di S. M. ma ben si di dare all' esercito, e truppe di S. M. passo, e commodità di viveri, & ogn' altra cosa ne' suoi Stati ciascuna volta che l'occasione lo richieda.

Accetterà S. A. presidio in Correggio lasciandogli la solita libertà, posti, e franchigia, che godeva dopo il trattato dell'anno 1634.

E attese le sudette cose, e l'istanza, che per parte di S. A. Serenissima di Parma ha fatto il Marchese Gaufrido, l'Eccellentissimo Signor Marchese di Caracena in virtù dell' autorità, e potere che gli compete come Governatore di Milano, e Capitano Generale di S. M. in Italia, riceve in nome della S. M. il signor Duca di Modena nella buona gratia di S. M. e sotto la sua Reale protezione; e promette in segno di ciò uscire con tutte le sue truppe da Stati di detto signor Duca di Modena, subito che dalli medesimi saranno uscite le truppe Francesi, dichiarandosi in oltre che per l'una, e per l'altra parte cesserà ogni sorte di hostilità subito che il presente trattato sarà firmato da S. A. e da S. E. In Reggio li 27. Febbraio 1649.

Francesco d'Este.

Il Marchese di Caracena, è di Pinto.

CCCCI

Traduction de ce Traité.

ANS
de J. C.

1649.

ESPAGNE
ET
MODE-
NE.

LE Seigneur Duc de Modene ayant toujours conservé un desir extrême de faire connoître à sa Majesté Catholique combien il lui est dévoué, la supplie de le recevoir de nouveau dans sa bienveillance Royale, & il lui declare qu'il est prest de lui en donner toutes les marques possibles, esperant qu'elle le prendra sous sa protection malgré tout ce qui s'est passé.

Son Altesse lui promet de casser sur le Champ les Troupes, & les Officiers François qui se trouveront à son service, & sous son commandement, tant dedans que hors de ses Etats, & qu'elle les enverra en droiture à Lerice afin de les faire embarquer pour passer directement en Provençe; & pour ce qui regarde la Cavalerie Françoisë, elle ira par terre tout droit à Final par les terres de la Republique de Genes, pour s'en aller en droiture à Nice de Provençe, & de là immédiatement en Provençe.

Sadite Altesse promettra de nouveau de satisfaire à tous engagements qui l'obligent à secourir l'Etat de Milan, comme jusqu'à present elle renouvelle lesdits promesses, & s'oblige de les observer conformément à l'accord fait en 1634. Et sa Majesté la protégera en toutes sortes de rencontres, comme elle a déjà fait plusieurs fois.

S. A. promet de ne faire aucune Alliance avec la France ni avec les autres ennemis de sa Majesté; & elle s'oblige de donner passage à ses troupes, & de leur fournir des vivres & toute autre chose, lorsqu'elles passeront par ses Etats, toutes les fois qu'il en sera besoin.

S. A. acceptera une garnison Espagnole dans Corregio, & elle la laissera jouir de la liberté, des postes, & des franchises ordinaires dont elle jouissoit ci-devant, en vertu du Traité de l'an 1634.

Et ayant égard à tout ce qui a été dit ci-dessus, & aux Instances que le Marquis Gaufrido a faites de la part de S. A. Seren. de Parme, Son Excellence Mr. le Marquis de Caracene en vertu de l'autorité & du pouvoir dont il est revêtu en qualité de Gouverneur de Milan & de General des Armées de Sa Majesté en Italie, reçoit au nom de sadite Majesté le Seigneur Duc de Modene dans ses bonnes graces, & le prend sous sa protection Royale, & pour en donner des marques certaines il promet de sortir avec toutes ses troupes des Etats dudit Seigneur Duc de Modene, du moment que les troupes Françoises en seront sorties; declarant en outre que toutes sortes d'hostilités cesseront tant d'une part que d'autre d'abord que le present Traité aura été ratifié par S. A. & par S. E. à Reggio le 27. de Février 1649.

François d'Este,

Le Marquis de Caracene & de Pinto.

Bbbb 3

Artia

ANS
de J. C.

Altri Articoli da parte.

1649.

HAvendo S. M. Cattolica per il trattato trà l' Serenissimo signore Duca di Modana, è l' Eccellentissimo Signore Marchese di Caracena sotto il dì 27. Febbraio 1649. ricevuta S. A. sotto la Real protezione, vuole L. A. S. oltre le cose dichiarate in detto trattato dar nuovo segno della sua sincera determinazione; è però promette di fare ogni ufficio per ridurre sotto la medesima protezione il signor Principe Cardinale suo fratello; il che atteso il sudetto Eccellentissimo Signore Marchese di Caracena in virtù dell' autorità, è potere che gli compete come Governatore di Milano, è Capitano Generale di S. M. in Italia riceverà in tal caso sotto la protezione della M. S. il sudetto Signore Principe Cardinale d'Este, promettendo di farlo non solo compensare di tutti quei danni che per ciò ricevesse il sudetto Principe Cardinale ma di farlo anche gratificare maggiormente dalla M. S. e godere gli effetti maggiori della Real sua munificenza.

E per quello riguarda li beni allodiali che D. Maurizio aveva sopra il Territorio di Correggio al-tempo che da S. M. fu consegnata detto Correggio à S. A. dichiara L. A. S. che detti beni gli faranno ò restituiti ò compensati altrove conforme all' obligatione del trattato dell' anno 1634. è S. M. offerisce d'interporre la sua autorità per obligare D. Maurizio à stare à quello, che sarà di ragione; promettendo in ciò la M. S. ogni favore à S. A.

E in riguardo della protezione che S. M. hà del Signor Duca della Mirandola, e suoi Stati si dichiara S. A. di voler seco continuare, con buona amistà, è intelligenza assicurando S. M. di non fargli niun danno. Restando parimente compresi tutti quelle che hanno servito S. M. è che tengono Feudi, e beni negli Stati di S. A. nella medesima maniera che godevano avanti questa guerra, è particolarmente quelli che sono sotto la Real protezione di S. M. In Reggio li 27. Febbraio 1649.

Francesco d'Este.

Il Marchese di Caracena, è di Pinto.

Articles séparés.

ANS
de J. C.
1649.

SA Majesté Catholique ayant reçu le Serenissime Seigneur Duc de Modene sous sa protection Royale, en conséquence du Traité conclu entre sadite Altesse & son Excellence le Seigneur Marquis de Caracene le 27. de Février 1649. son Altesse, outre les choses qui ont été déclarées audit Traité, veut donner encore de nouvelles marques de la sincérité de son dévouement envers sadite Majesté; c'est pourquoi elle promet d'employer tous ses soins pour obliger le Cardinal son Frere de se mettre sous la même protection. En considération de quoi sadite Excellence le Marquis de Caracene, en vertu de l'autorité & du pouvoir qui lui a été donné comme Gouverneur de Milan, & de Capitaine General de S. M. en Italie, recevoit en ce cas la ledit Seigneur Prince Cardinal d'Este sous la protection de S. M., promettant non seulement de le dédommager de toutes les pertes qu'il pourroit recevoir pour ce sujet, mais encore de lui procurer des gratifications plus considérables de la part de S. M. & de lui faire donner les plus grandes marques de sa générosité Royale.

Et pour ce qui regarde les Terres allodiales que possédoit D. Maurice dans le Territoire de Corregge, dans le tems que cette place fut conquisée par sa M. entre les mains de son Altesse, sadite Excellence déclare que lesdits biens lui seront rendus, ou qu'on lui en fera une compensation, conformément à ce qui a été stipulé au Traité de 1634. Et sa Maj. offre d'interposer son Autorité pour obliger D. Maurice à demeurer d'accord de ce qui sera juste à cet égard; S. Maj. promettant en cela toute sorte de faveur à S. A.

A l'égard de la protection que S. M. donne au Seigneur Duc de la Mirandole & à ses Etats, S. A. déclare qu'elle veut bien continuer de vivre avec lui en bonne intelligence, assurant S. M. qu'elle ne lui fera aucun tort; tous ceux qui ont servi S. M. & qui possèdent des fiefs & autres biens dans les Etats de S. A. seront pareillement compris dans ledit Traité; pour en jouir de la même manière qu'ils en jouissoient avant cette guerre, & particulièrement ceux qui sont sous la protection Royale de S. M. à Reggio le 27. de Février 1649.

François d'Este.

Le Marquis de Caracene & de Pinto.

CCCIV.

ANS *Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & Monsieur le Prince EDOUARD Infant de Portugal. Fait à Paris le 2. Septembre 1649. Freder. Leonard. Tom. I V.*

FRANCE
ET PORTUGAL.

Articles & Conditions arrêtées entre le Sieur Comte de Brienne, Conseiller du Roi en ses Conseils, Commandeur de ses Ordres, Secrétaire d'Etat & de ses Commandemens, Commissaire député par Sa Majesté: Et le Sieur Suarez, résidant en France pour le Roi de Portugal, agissant en ce rencontre pour & au nom de M. le Prince Edoüard son Frere, Infant de Portugal.

SA Majesté aiant entendu la proposition faite par le Sieur Suarez, au nom dudit Sieur Prince Edoüard, détenu Prisonnier par les Espagnols au Chateau de Milan, qu'il pleust à Sadite Majesté continuer ses instances pour sa liberté, & de ne point se lasser de la demander & pourl suivre jusques à ce qu'il en aie reçu le fruit. Et se sentant déjà très obligé à la protection & aux assistances qu'il en a reçues, il auroit eu la pensée de témoigner sa reconnaissance & sa gratitude, par des marques plus effectives de son affection envers Sadite

Majesté, en lui donnant un secours de Vaisseaux armés en Guerre pour s'en servir contre leurs communs Ennemis; ce que ne pouvant faire assez facilement, il auroit fait supplier Sa Majesté d'accepter une somme d'Argent pour employer à cet effet, demandant aussi de sa part qu'Elle voulust entrer en obligation avec lui, de ne point faire de Paix avec le Roi Catholique, sans qu'il s'oblige par un Article du Traité de mettre en liberté led. Sieur Prince Edoüard, un mois au plus tard après les Ratifications d'icelui expédiées ou échangées, sur quoi ont été résolues les conditions suivantes.

I. Que Sadite Majesté acceptât lesdits offres d'autant plus volontiers, qu'Elle a toujours eu beaucoup d'estime & d'affection pour la personne & les intérêts dudit Sieur Prince Edoüard, au nom duquel ledit Sieur Suarez promet & s'oblige, ne pouvant donner présentement lesdits Vaisseaux, de faire paier au Roi, es mains de celui qu'il voudra commettre, la somme de six cens mil livres tournois en soixante mil Pistoles d'Espagne & de poids, qui seront acquittées en la Ville de Lyon, ou en celle de Ligourne, au choix de Sa Majesté; Sçavoir, la moitié comptant à lettre veüe, & la reste payable de la même sorte dans la fin de Novembre prochain.

II. Ledit Sieur Comte de Brienne promet & s'oblige au nom de Sadite Majesté, que moieniant ledit paiement ainsi effectué de ladite somme de soixante mil Pistoles d'Espagne de poids à Lyon ou à Ligourne, au choix de Sa Majesté, si contre ce que les Ministres d'Espagne ont déjà promis à Munster, & contre la Coutume observée en tous Traitez de délivrer les Prisonniers, le Roi

9. Roi d'Espagne faisoit difficulté d'accorder la délivrance C. dudit Sieur Prince, Sa Majesté n'achevera point le Traité de Paix avec ledit Roi, qu'il ne soit dit par article 9. exprès, que ledit Sieur Prince Edoïard sera mis en liberté de sa personne un mois après que les Ratifications dudit Traité de Paix auront été expédiées ou échangées de part & d'autre.

III. Promettent ledit Sieur Comte de Brienne & ledit Sieur Suarez, respectivement fournir les Ratifications du présent Accord; Sçavoir, celle du Roi dans trois jours, & celle dud. Sieur Prince Edoïard dans six mois prochains: & en cas que ledit Sieur Prince ne voulut ratifier le présent Accord dans le temps susdit, a été expressément convenu qu'il demeurera nul & comme non avenu, & ladite moitié montant à trente mil Pistoles d'Espagne de poids, qui aura été comme dit est, payée comptant sera rendue & restituée, & tout ce qui aura été touché par Sadite Majesté sans retardement ni difficulté: & néanmoins ne laissera de continuer ses instances pour la liberté avec autant de chaleur & d'affection qu'auparavant. Fait doubles à Compiegne le 4. jour de Juin 1649. Signé, DE LOMENIE; avec paraphe, & CHRISTOVAL SUAREZ D'ABREU, aussi avec paraphe.

Depuis l'Accord ci-dessus arrêté & expédié, a été encore convenu entre ledits Sieurs Comte de Brienne & Suarez, qu'au moins du paiement qui se fera à Lyon ou à Liguorne, au choix de Sa Majesté, dans le mois d'Octobre prochain, des trois cens mil livres, ou trente mil Pistoles du second paiement porté par ledit Accord.

I. Il sera dit par le Traité de Trêve (en cas qu'il s'en fasse une de plus de deux ans entre les deux Couronnes) comme en cas de Paix, que ledit Sieur Prince Edoïard sera mis en liberté aussi-tôt après la Ratification du Traité, & que le même jour d'icelles les Ordres d'Es-

pagne en seront envoyez par Courier exprès à ce-
lui qui aura en garde ledit Sieur Prince, sans atten-
dre le terme du mois après la Ratification mention-
née ci-dessus. 1649.

II. Qu'il sera dit aussi par le même Traité de Paix ou de Trêve, que ledit Sieur Prince sera mis en dépôt és mains du Pape & de la Republique de Venise comme les Mediateurs de la Paix, ou bien du Grand Duc de Florence, aussi-tôt après la signature dudit Traité: & que dès le même jour les Ordres d'Espagne en seront envoyez par Courier exprès à celui qui aura ledit Sieur Prince en garde, pour le remettre à celui qui sera nommé & envoyé par ledits Mediateurs, ou par le Grand Duc pour le recevoir.

III. Qu'il sera encore dit par le même Traité de Paix ou de Trêve, que celui qui sera chargé en dépôt dudit Sieur Prince, le mettra és mains de celui qui sera nommé & envoyé de la part de S.M. pour le recevoir & conduire en seureté.

IV. Et pour donner des preuves plus particulieres de l'affection & bonne volonté de Sa Majesté envers ledit Sieur Prince, promet ledit Sieur Comte de Brienne au nom de Sadite Majesté, de faire tout son possible pour obtenir du Roi Catholique ou de ses Ministres, que ledit Sieur Prince soit déposé au plus-tôt és mains dedit Mediateurs ou dudit Grand Duc, & d'agir avec vigueur pour ce dessein sans attendre le temps de la signature du Traité; & en cas qu'on le puisse ainsi obtenir, ledit Sieur Suarez fera paier par led. Sieur Prince comptant la somme de cent mil livres ou dix mil Pistoles à Paris, és mains de celui qui sera nommé par Sadite Majesté pour le recevoir.

V. Promettent respectivement fournir les Ratifications comme dessus, des Articles ajoûtez au présent Traité. Fait à Paris le 2. jour de Septembre 1649. Signé comme dessus.

C C C V.

Traité d'Alliance défensive entre FREDERIC III. Roi de Danemarck, & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas. Fait à la Haye, le 9. Octobre, 1649. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. VI. pag. 704.

Alsso van over oude tyden herwaerts de Koninck van Denemarcken en Noorwegen, &c. ende de Princen ende Regenten respectieve van de Nederlanden, alle tijt hebben geoordeelt ende noodich geacht, dat goede vertrouwelijckheyt, Vruendschap, eenicheyt ende Correspondentie tusschen beyderlyts Onderdanen, maer insonderheyt in de Navigatie ende Commercen wederlyts geluckigen welstande ende groeyenden aenwas van 't gemeene welvaren in hunne Rijcken ende Heerlijckheden seer wel hebben connen helpen ende bybrengen, ende dat derhalven verscheyden Tractaten sijn geplogen, ende naer gelegentheyt van tyden, verbintenissen geslooten ende opgerecht geworden, gelijk noch jongst op den een en dertichste August. In 't Jaer sesienbondert vijf en veerichtot Christanopol tusschen sijner Konincklijke Majesteit Christien de vierde glory-Waerdichster gedachte ter eenre, ende de Hooch ende Mogende Heeren Staten Generael der vereenichde Nederlanden ter andere syde is geschiet, ende oock nu den Doorluchtichsten ende grootmachtigen Vorlt ende Heere Frederick de derde tot Denemarcken, Noorwegen, der Wenden ende Gotten Koninck, Hartoch van Schleefwich, &c. ende de Hooghegemelte Heeren Staten Generael, in alfulcke Loffelijcke ende Christelijcke intentie ten wederzyden willende continueren, ende voortgaen, oock noodich ende dienlich hebben geacht om tot harer Respectieve Rijcken, Landen ende Heerschappynen besten, oock tot welvaert ende voordeel van

Traduction de ce Traité.

Comme de toute ancienneté le Roy de Dannemarck & de Noruegue &c. & les Princes & Regens respectifs des Pais-bas ont toujours jugé à propos & necessaire qu'il y ait une bonne foy, amitié, union & correspondance entre les sujets de part & d'autre, mais que particulièrement cela a beaucoup aidé & contribué à la prosperité & avancement de la navigation & du commerce dans leurs Royaumes & Seigneuries; & que pour cet effect divers Traitez & Alliances ont été faits selon la conjoncture des tems, comme encore depuis peu il en a été fait un à Christanople le trente & unième Aout de l'an mil six quarente cinq entre sa Majesté Chrétien quatrième de glorieuse memoire d'une part, & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais bas d'autre; Et que presentement le Serenissime & puissant Prince & Seigneur Frederic troisième Roy de Dannemarck, Noruegue, des Vandales & des Gots, Duc de Sleswick &c. & lesdits Hauts Seigneurs les Etats Generaux voulant continuer de part & d'autre dans une si louable & Chrétienne intencion, ils ont aussi jugé necessaire & utile pour le bien de leurs Royaumes, Pais & Seigneuries, comme aussi pour la prosperité & avantage de leurs bons sujets, de contribuer tout ce qui peut tendre à leur gloire & utilité, sans préjudice & desavantages neantmoins d'aucun autres Roys, Republicques, Princes & Etats avec lesquels ils sont à présent reciproquement par la grace & benediction ineffable de Dieu en bonne correspondance, paix, union, & alliance, sa susdite Ma-

ANS
de J. C.
1649.
LE DA-
NEMARC
ET LES
PROVIN-
CES-
UNIES.

ANS van hare goede Ingeletenen, alles yorder te contribue-
 de J. C. ren, dat roemlyck ende dienlich mochte zijn, sonder
 1649. hinderinge nochtans, schade ende nadeel van eenige
 andere Koningen, Republiken, Vorsten ende Sten-
 den, met de welke sy respectuevelyk nu door Godes
 onuyfprecklycke genade ende zegen, in goede Cor-
 respondentie, Vreden, eenigheyt ende verbintenisse zijn
 staende, heeft hooggedachte zijn Koninklyke Maje-
 steit herwaerts afgelonden ende gecommiteert den wel-
 gebooren Heere *Corfius Vlesfelt*, de Rijck Denemacken,
 Raet, Rijck Hof-Meester, Gouverneur over het Ey-
 landt Moen, Heer op Calto, Urup, Dorup, Davel-
 se, Ridder, &c. Sijn Koninklycke Majesteit Extra-
 ordinaris Ambassadeur met volcomen last, autoriteyt
 ende speciaal bevel volgens ende uytwyfende de Acte van
 Procuratie gegeven by Sijn Majesteit op des selfs Ko-
 nincklycke Huys Fredericksborg in dato een en dertich
 January deses lopende iaers een dyfent ses hondert negen
 en veertichstyo Loci, om met de Hooghgemelte Hee-
 ren Staten Generael der Vereenichde Provincien te be-
 ramen en te sluyten eene nadere Handelinghe van Vrut-
 schap ende defensiva verbintenisse; waer inne de selve
 Heeren Staten willende te gemoet treden Sijn Majesteit
 Loffelijcke intentie, ende daer inne van haer zyde cor-
 responderen, hebben uyt der selver middel gedeputeert,
 geselt ende geauthoriceert, de Heer *Johan van Gent*
 uyt de Edelen ende Ridderfchap van Gelderland; den
 Heer *Willem Boreel* Ridder, Heere van Duynbeecke,
 Westhoven, Ambachts-Heer in Domburch, Raet
 ende Pensionaris der Stadt Amsterdam; den Heer Rid-
 der *Nanningh Keyser*, Raet en Pensionaris der Stadt
 Hoorn in West-Vrieslandt; den Heere Ridder *Jacob*
Veth, Raet en Pensionaris der Stadt Middelburgh in
 Zeelandt; den Heere *Johan Baron van Reede*, Heere
 tot Reinswoude, Tinsheer in Woudenberg; Heer
Joachim van Andree, oude eerste Raet's Hof van
 Vrielandt, Ridder; de Heer *Johan van Iselmuyden* tot
 Rollecaet, Drost des Lants Vollenhove, en de Heer-
 lijckheyt Cayndere; de Heer *Peter Eysinga* Out Bur-
 gemester der Stadt Groningen, respectuevelyk gede-
 puteerden in de vergaderinge van de hooghgemelte Hee-
 ren Staten Generael, die volgens ende in cracht van
 der selver Procuratie ende volmacht in dato twee en
 twintichste September seftleden, na verscheydene gehou-
 dene Conferentien ende Handelingen met den Welge-
 melten Heer Extraordinaris Ambassadeur, ter eeren Godts
 ende tot versceckeringe van de gedachten Koninkrijcken
 ende Heerschappyn, oock van der selver Navigatie ende
 Commercen, als mede tot bevorderinge van den alge-
 meene Vrede ende ruste, in dien Name ende op't
 goetvinden van de respectuevelyk Genadichsten ende Hoo-
 ge Heere Principalen ende Committenten, hebben
 beslooten ende vast gestelt eene goede vaste Ligue en-
 de defensiva verbintenisse, op conditien ende manieren
 hier naer volgende.

I. In het toecomende sal tusschen Sijn Koninklycke
 Majesteit van Denemacken, Norwegen, &c. ende
 der selver Croonen aengehoorige Provincien ende Lan-
 den, ende de Hog. Mog. Heeren Staten Generael der
 vereenichde Nederlandtche Provincien, geassocieerde
 Landtschappen, Leden ende Steden, ende besetten
 Plaetfen van dien in Europa, oock tusschen wederlyts On-
 derdanen ende Ingeletenen; eenen bestendigen Vrede,
 Vruttschap ende goede correspondentie werden gehouden,
 ende sal de eene des welwaren ende beste helpen bevorde-
 ren, oock gehouden ende verbonden zijn elkanderen
 te waerskhouwen, soo wanneer yetwes soude mogen
 voorvallen, dat tot des selfs hinder, nadeel ende scha-
 de in enigerley wyse souden comen te strecken.

II. By dit tegenwoordich Tractaet werden vernieuwt,
 geapprobeert, ende geratificeert, alle voorige noch duy-
 rende Tractaten, Contracten, Rechten ende gerech-
 tigheden, die van allen oude tijden opgerecht ende nu
 noch jongst tusschen beyde Staten gemaekt zijn, bly-
 vende de selve ende alle Conditionen ende Articulen van
 dien, buyten eenige veranderinge ofte praesjuditie, voor
 soo veel die niet en zijn contrarierende met het tegen-
 woordich Tractaet.

III. En-

jeft a envoyé de deca & député le Sieur Corfius Vlesfelt
 Conseiller & maître d'Hôtel du Royaume de Danne-
 marc, Gouverneur de l'Isle de Moen, Seigneur de Cal-
 to, Urup, Dorup, Davelse, Chevalier &c. & Am-
 bassadeur extraordinaire de sa Majesté, avec pleine auto-
 rité & mandement special suivant l'acte de procuracion
 donné par sadite Majesté en sa Maison royale de Freder-
 rixbourg, en date du rente unième Janvier de la presente
 année mil six cens quarante neuf file du lieu, pour avec les
 susdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies faire
 & conclure un Traité plus étroit d'Alliance defensiva;
 en quoy les susdits Seigneurs Etats voulant seconder la louable
 intencion de sa Majesté & y correspondre de leur part, ils
 ont de parmy eux député, chargé & autorisé le Sieur
 Jean de Gent, d'entre les Nobles de Gueldre, le Sieur
 Guillaume Boreel Chevalier Seigneur de Dunbeeke, West-
 hove, Chatelain de Dombourg, Conseiller & Pensionaire
 de la Ville d'Amsterdam; le sieur Chevalier Nanning
 Keyser Conseiller & Pensionnaire de la Ville de Hoorn en
 West-Frise; le Sieur Chevalier Jacob Veth, Conseiller
 & Pensionaire de la Ville de Middelbourg en Zelande;
 le Sieur Jean Baron de Reede, Seigneur de Reinswou-
 de, de Woudenberg, le Sieur Joashim d'An-
 dree, premier ancien Conseiller de la Cour de Frise, Che-
 valier; le Sieur Jean d'Iselmuyden de Rollecaet, Dros-
 sart du pais de Vollenhove, & de la Seigneurie de Cayn-
 dère; le Sieur Eysinga ancien Bourguemaitre de la Ville
 de Groningue député, respectifs en l'Assemblée desdits
 Hauts Seigneurs les Etats Generaux, qui en vertu de leurs
 procuracion & pleinpouvoir en date du vingtième
 Septembre dernier, après différentes negociations & con-
 ferences tenues avec le susdit Sieur Ambassadeur Extraor-
 dinaire ont à l'honneur de Dieu & pour la sûreté des sus-
 dits Royaumes & Seigneuries, ensemble de leur naviga-
 tion & commerce, comme aussi pour leur paix & repos
 commun, au nom & sous l'approbation de leusdits Sei-
 gneurs Principaux & Committens, conclu & arrêté une
 bonne & ferme ligue & Alliance defensiva, sous les
 conditions & en la maniere qui s'ensui.

I. Il y aura dorénavant entre sa Majesté le Roy de Dan-
 nemarck Noruegue &c. & ses Couronnes, pais &
 Provinces en dependans; & les Hauts & puissants Sei-
 gneurs les Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-
 bas, leurs Provinces Alliées, Membres & Villes, & pla-
 ces par eux occupées en Europe, & entre les sujets & habi-
 tans de part & d'autre une ferme paix, amitié & bonne
 correspondance, & l'un aidera à avancer la prosperité
 & le bien de l'autre; seront aussi obligez de se donner re-
 ciproquement avis quand il arrivera quelque chose, au
 prejudice, desavantage ou dommage l'un de l'autre, en quel-
 que maniere que ce soit.

II. Par ce present Traité sont renouvellez, approuvez
 & ratifiez tous precedens Traitez, contrats, droits &
 justices subsistans encore, qui ont été de tous temps & qui
 ont été faits depuis peu entre les deux Etats, demeurans
 toutes les conditions & articles d'iceux sans aucune altera-
 tion ou prejudice, en ce qui ne sera point contraire au present
 Traité.

III. Et

III. Ende sal dienvolgens tusſchen Sijn Koninklijke Majesteyt ende de Croone Denemarcken, Noorwegen, &c. ende de Hog. ende Mog. Heeren Staten Generael der Vereenichde Nederlandſche Provinciën, zyn ende blyven, eene valſte ende goede *deſenſue verbindeſſe* te water ende te Lande, tot beſchut ende verſcekeringe van ſodanige wederzyts reſpectieve Koninkrijcken, Landen, Onderdanen ende Ingeſetenen, als in het eerſte articul van dit tegenwoordich Traſtaet ſtaet geſpecificceert, ende dat in manieren hier naer volgende.

IV. In cas yemandt, *wie die oock ſoude* mogen weſen, niemantd uitgetclondert, den Koninck ende de Croone Denemarcken ende Noorwegen in eenige der ſelver bovengenoemde Plaetſen, oock der ſelven handel ende Commerciën te water of te Lande, hier naemlaes ſoude comen te *turberen* ende den *Oorloch aen te doen*, onder wat pretext of redenen ſulcx oock ſoude mogen geſchieden, ende dat over ſulcx Sijn Koninklijke Majesteyt ende de Croone Denemarcken ende Noorwegen genootſackt werden tot haere beſcherminge de wapenen aen te nemen, ſoo ſullen de hooggeſmelde Heeren Staten Generael der Vereenichde Nederlanden gehouden ende verbonden zyn, binnen den tijdt van *drie Maenden*, nae dat hem ſulcx ſal weſen notificceert Sijn Koninckl. Majest. ende de Croone Denemarcken ende Noorwegen by te ſpringen ende te aſſiſteren met een *ſecours van vier duſſent* goede welgemonterde en gewapende Soldaten te voet, onder ſoodanige Regimenten, Compagnien, Colonellen ende andere Officieren, als de aſſiſterende ſelfs tot meelten dienſt van ſoodanich *ſecours* ſullen oordeelen ende ſtellen.

V. Gelijckerwiſe in cas yemandt, wie hy oock ſoude mogen weſen, niemantd uitgetclondert, de meer hooggeſmelde Heeren Staten General der Vereenichde Nederlanden, in de plaetſen ende in voegen hier vooren verhaelt, ofte oock haer ſchipvaert ende Commerce ter Zee, ofte in foete Wateren, op wat plaetſen in Europa ſulcx ſoude mogen weſen, oock yut wat oorſaacke ende onder wat pretext *ſelſe ſoude* mogen geſchieden, quame te *turberen* of den *Oorloch aen te doen*, ende de meer hoogſtgemelte Heeren Staten Generael daer door genootſackt wierden tot hare *deſenſe* de wapenen aen te nemen, ſoo ſullen Sijn Koninckl. Majest. de Croon Denemarcken ende Noorwegen van dien tijdt af, als hun ſulcx ſal ſyn genotificceert, verbonden ende gehouden weſen, binnen den tijdt van *drie Maenden*, aen haer Hog. Mog. gelijcke hulpe ende aſſiſtenſie van vier duſſent goede welgemonterde ende gewapende Soldaten te voet te doen, gelijcker wiſe als in 't voorgaende articke van het ſecours aen Sijn Majest. te doen, ſtaet geſpecificceert ende onderlinge is beſproocken.

VI. Dit ſecours van vier duſſent ſoldaten te voet, wanneer het verſocht wert, ſal by den Aſſiſterende op ſijne coſten moeten geleverd, ende den *overvallene* ende *geaggreſſeerden* in den Oriſont ofte Texel reſpectieve toegewoert worden, oock vervolgens, op coſten van de aſſiſterende, ſoo langh ende ter tijdt toe dat den *overvallenen* ende *geaggreſſeerde* in volcomen ruſte ſal ſijn herſtelt en onderhouden worden.

VII. Ondertuſſchen ſal het den Aſſiſterende Bontgenoot vry ſtaen, binnen de *drie Maenden*, daer inne hy is verſocht het ſecours te preſteren, door beſendinge ende andere minnelijcke middelen, te tenteren, om den vyant daer heenen te diſponeren, dat alſen in vrundſchap geſliſt ende bygeleyt, oock aen ſijnen beſchadichden Bontgenoot ſatisfactie gegeven werde, doch ſal deſe minnelijcke handelinge ende verſoek ſoodanich moeten werden beleyt, dat ingevalle daer door alles binnen den tijdt van *drie Maenden* niet en wert opgeheven ende vriendelijck ter neder geleyt, ſal het *ſecours* voor de expiratie van de derde der voorſz. drie maenden, ſonder eenich dilay, onſeylbaer gepreſteert ende ter gedefineerde plaetſe geleverd worden.

VIII. Den genen, die vyandlijck *aengtaſt* is, ſal vry

III. Et ſera & demeurera en conſequence entre ſa Ma-
jeſtè le Roy & les Couronnes de Dannemarck, Norwe-
gue &c. Et les Hauts & Puſſans Seigneurs les Etats
Generaux des Provinces Unies des Pais-bas, une ferme &
bonne Alliance deſſeſſive par eau & par terre, pour la
deſſeſſe & ſureté de leurs Royaumes, Pais, ſujets & ha-
bitans reſpectifs, comme il eſt exprimé dans l'article
premier du preſent Traité & en la maniere qui ſuit.

IV. En cas que quelqu'un, qui que ce puiſſe être, nul ex-
cepté, vienne cy après à faire la guerre, ſous quelque pretexte
ou raiſon que ce puiſſe être, au Roy & aux Couronnes de
Dannemarck & Norwegue en quelque l'un de ſes places,
ou troubler ſon negoce & commerce par eau ou par terre,
& que par là ſa Majeſtè & les Royaumes de Danemarck
& Norwegue ſuſſent neceſſitez de prendre les armes pour
leur deſſeſſe, les ſuſdits Seigneurs Etats Generaux des
Provinces Unies ſeront tenus & obligez dans le tems
de trois mois après la notification qui leur en aura été faite,
de ſecourir & aſſiſter ſa Majeſtè & les Couronnes de Dan-
nemarc & Norwegue d'un ſecours de quatre mil hommes
d'infanterie, bien équippez & armez, ſous tels regimens,
Compagnies, Colonels & autres Officiers que les aſſiſtans
le jugeront eux mêmes être le plus uile pour ledit ſecours.

V. Semblablement ſi quelqu'un, qui que ce puiſſe être, nul
excepté, venoit à faire la guerre, ſous quelque pretexte que ce
fut, aux ſuſdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces
Unies des Pais-bas, ou à les troubler dans leur navigation
& commerce, dans les lieux cy-devant mentionnez, par
mer, eaux douces ou en quelque lieu de l'Europe que ce puiſſe
être, & que les ſuſdits Seigneurs Etats Generaux ſe viſſent
par là obligez de prendre les armes pour leur deſſeſſe, ſe
ſuſdite Majeſtè & les Couronnes de Dannemarck & Nor-
wegue, ſeront tenus & obligez dans trois mois, du jour
que la choſe leur aura été notiſſée, de fournir à L. H. P. pour
ſecours & aſſiſtenſie quatre mil hommes d'Infanterie bien
équippez & armés, en la même maniere qu'il eſt ſpecificé
& ſtipulé dans l'article precedent, à l'égard du ſecours qui
ſe devra faire à ſadite Majeſtè.

VI. Ce ſecours de quatre mil hommes d'Infanterie quand
il ſera requis, devra être livré par l'aſſiſtant & à ſes dé-
pens à l'attaqué, dans le Sond ou Texel reſpectivement, &
enſuite ſeront entretenus aux dépens de l'aſſiſtant juſques
à ce que celui qui ſera attaqué ſoit remis & établi en ſa par-
faite tranquillité.

VII. Cependant il ſera libre à l'Allié aſſiſtant dans les
trois mois dans leſquels il ſera prié de donner le ſecours de
temer par depuration & autres moyens amiables de diſpo-
ſer l'ennemi que tous ſoit vidué & terminé à l'amiable,
& que ſatisfaction ſoit faite à ſon allié ſur le dommagerem-
ent; mais cette negotiation amiable & demande devront
être tellement conduites, qu'en cas que tous les differens
ne puiſſent pas être levez & terminés dans ledit tems de
trois mois par les voyes de douceur, ledit ſecours ſoit donné
& livré inmanquablement & ſans delay au lieu deſtiné
avant l'expiration du troizième deſdits trois mois.

VIII. Il ſera libre à celui qui ſera attaqué hoſtilement

Cccc

62

ANS vry staen, het voorfz. *secours* t'eenemaal te ontfangen of de J. C. in Soldaten, of in gelde, ofte een gedeelte in Soldaten ende een gedeelte in Schepen, Wapenen, Munitie van Oorloch, gelt ofte andere waren ten Oorloch dienstlich, sulcx dat *duysent* Soldaten op vier *duysent Ryckdaelders* ter Maent fullen moeten gereeckentende aengellagen worden, nemende het Jaer op *ruaelf Maenden*, ende dienvolgens de voorfz. betalinge ofte prestatie respectie te doen ten inganck van yeder Maent, by egale portien; in desen verstaende, dat in cas de voorfz. betalinge ten deele ofte in 't geheel in gelde sal worden gedaen, dat sulcx sal geschieden in specie van *Ryckdaelders* tot *Hambourgh* ende *Amsterdam* respectie, maer in cas de voorfz. Prestatie quame te geschiede ten deele ofte in 't geheel in Munitie van Oorloch, in Schepen, of andere waren ten Oorloch dienstlich, soo sal de geadisteerde, de selve Munitie van Oorloch of Schepen moeten ontfangen ende selfs afhalen binnen s'Lands onder 't gefach van den *Assistent*, die het *secours* sal furneren.

I X. Wanneer het *secours* in Soldaten wert geleverd, soo fullen de selve volcomentlijck het commando ende ordre van den geenen die sy toegelonden worden, onderworpen zijn, om die te mogen gebruycken ende vervoeren op ende naet wat plaetse hem sulcx sal believen, te water ende te lande, te velde, in Belegeringen, besettingen ende andersints daer het den noot sal vereyschen, voorbehoudens nochtans dat de Compagnien niet geheel ende t'eenemaal fullen mogen worden gesepareert, ende van malkanderen afgescheyden, maer dat de selve by malkanderen fullen moeten blyven, onder hare vaendels, ten minsten twee of drie hondert mannen.

X. Het *secours* van volck by den *Assistent* geformeert toegelonden, ende by de geassisteerde ende geallieerde partye ontfangen wende, fullen de te vaceren *Militaire Ampten*, tot Vaendrich toe inclusy, vergeven worden by den Vek-Overste van de geassisteerde partye, mis dat de personen (op wien de te vaceren Chargen fullen worden geconferreert) fullen moeten worden vercoren uyt de Troupes, van het *secours*.

XI. Wanneer men nae gelegentheyte van saecken, quame te vernemen, dat dit beloofde ende gepresteerde *secours*, des noot zijnde, soude dienen te werden vergroot ende vermeerderd, soo fullen die geconferreerde sien, sich dienaengaende te vereenigen ende vergelijcken.

XII. De Oorloch eens begonnen ende de beloofde *secours* gepresteert zijnde, soo en sal het den geallieerde niet vry staen met sijn vyandt te handelen, vrede te sluyten en uyt den Oorloch te scheiden, ten sy met Communicatie van sijn assisterende Geallieerde, ende dat hy de selve sijn Geallieerde in de Tractaten van Beltant ofte Vrede opentlijck doe insluyten ende begrypen.

XIII. Het sal den Bontgenoot, de welcke met Oorloch is aengetelt, vry staen ende toegelaten zijn, in het gebiet van sijnen geconferreerden opentlijcke werwing te doen ende aen te vangen, van Officieren, Matroosen ofte Soldaten, te water ende te Lande, Schepen te huyren ende coopen, Munitie van Oorloch, Vyres ende wat hem andersints soude believen, aen sichte handelen, oock des selfs reden ende Havens vry te gebruycken, ende seeckere *tracaten* aldaer te loecken, oock 't geene by op den vyandt soude mogen hebben veroverd, aldaer opbrengen.

XIV. Het meergemelde *secours* sal sonder eenigegenpraecck ende exceptie moeten werden gepresteert, ten waer saecke dat den Oorloch by een van de geconferreerde sy veroorsaecht geworden, wegen het *uwbereyden* der vrye Commerchien ende Navigatie, die den geenen, die welke den Oorloch heeft aengevangen, vermachte gebruycken naer de gemeene rechten, ofte *ex pacto singulari*, in welcken gevalle dese beloofde assistentie niet en sal gedaen worden, overmits de *alliantie* niet en is gemaectt ende opgerecht tot yemands schade ofte nadeel, ende fullen dienvolgens de Tractaten der Commerchien ende Navigatie, als oock den

devervoir ledit *secours* entierement en Soldats ou en argent, ANS ou une partie en Soldats & une partie en Vaisseaux, armes, de J. C. munitions de guerre, argent ou autres marchandises servant à la guerre, en sorte que mille Soldats monteront & seront estimez par mois à quatre mil risdales, prenant douze mois pour l'an, & en consequence le susdit payement ou prestation respectie se fera au commencement de chaque mois par portion egale; bien entendu qu'en cas que le susdit payement se fasse en partie ou en tout en argent, ce sera en especes de Risdales à Hambourg ou à Amsterdam respectivement; mais au cas que la susdite prestation se fasse en partie ou en tout en munition de guerre, en Vaisseaux, ou autres marchandises servant à la guerre, la partie assistée sera obligée d'aller recevoir lesdites munitions de guerre ou Vaisseaux dans le pays de l'obéissance de la partie assistante qui fournira le secours.

I X. Si le secours est fourni en Soldats, ils seront soumis entierement au commandement & ordre de celui à qui il sera envoyé, pour s'en servir & le transporter au lieu où il lui plaira par eau ou par terre, en campagne, en siége, garnison, ou autrement comme la nécessité le demandera; à condition neanmoins que les Compagnies ne pourront être entierement séparées & divisées l'une de l'autre, mais qu'elles devront demeurer ensemble sous leurs drapeaux, au moins deux ou trois cents hommes.

X. Le secours de troupes formé par l'assistant étant envoyé & reçu par l'assisté & assistés, les charges militaires qui viendront à vacquer, jusques à celles d'Enseigne incluses seront données par le Maréchal de Camp de la partie assistante; à condition que les personnes, auxquelles seront conférées les charges vacantes, devront être prises des troupes du secours.

XI. Si selon la disposition des affaires, on venoit à s'apercevoir, qu'il faudroit que le secours promis & livré fut, le besoin le requérant, augmenté, les confederés avisseront des moyens de convenir & traiter à cet égard.

XII. La guerre étant une fois commencée & le secours fourni, il ne sera pas loisible à la partie attaquée de traiter avec son ennemi, conclure la paix & se départir de la guerre qu'avec la communication de l'Allié assistant, & sans le comprendre dans le traité de Trêve ou d'alliance.

XIII. Il sera libre à l'Allié qui sera attaqué hostilement de faire ouvertement des levées dans le pays de l'obéissance de l'autre son Allié, soit d'Officiers, Matelots ou Soldats, par eau ou par terre, fretter des Vaisseaux & en acheter, & négocier pour son compte des munitions de guerre, vivres, & tout ce qu'il jugera à propos, même de se servir librement de ses rades & havres, & y chercher sûreté & retraite, & d'y amener ce qu'il pourroit avoir pris sur l'ennemi.

XIV. Ledit secours sera fourni sans aucune contradiction ni exception, à moins que l'un des confederés n'ait donné lieu à la guerre à l'occasion du trouble dans le commerce & navigation, dont celui qui a commencé la guerre pourroit se servir, selon le droit commun ou ex pacto singulari, auquel cas la susdite assistance ne sera point faite, d'autant que cette alliance n'est pas pour porter préjudice à personne, Et ne sera en consequence de ce préjudice par ces présentes aux Traitez de commerce & de navigation nous plus qu'aux suites & dependances d'iceux faits avec les Couronnes de France & de Suede, comme aussi avec les Villes de Lubec, Bremen & Hambourg les années

gevolgende aencleven van dien, met de Kroonen van Frankrijk ende Sweden, als oock met de Steden Lubbeck, Breemen ende Hamborgh Annis seftien hondert veertich, vijfende ses en veertich respectie gemaeckt ende opgerecht, hier door niet werden geprejudiceert.

XV. Dese defenitive verbintenisse sal ingaenck nemen met den dach van de onderfchryvinge deses, ende dueren tot den dertienden Augulti seftien hondert vijfen tachtich.

XVI. Ingevalle eenige andere Koningen, Republiken, Vorten, Stenden of Steden, mede souden willen treden in dit verbondt, soo sal het selve mogen geschieden, met goetvinden nochtans van beyde de Bontgenooten, ende dat binnen den tijd van twee Jaren.

XVII. Dit geslooten verbondt, sal van sijne Majest. ende de Croonen Denemarcken en Noorwegen Rijck-Raden, als oock van de hooghemelte Heeren Staten Generael, binnen den tijd van drie maanden ten wederzijden werden geratificeert, geapprobeert, ende vervolgens over ende weder over uytgewisselt.

XVIII. Wanneer den tijd, daer op dit verbondt is geslooten, op een Jaer nae sal sijn verlopen, soo sulden de Bontgenooten sich als dan by malkanderen voegen, ende onderlinge handelen, of hun wederzijts soude mogen believen dat dese Confederatie weder op 't nieuwe worden geprolongiert.

Den inhoud van de Procuratie ende volmacht van den Heer Corfits Ulefelt Extraordinaris Ambassadeur van den Koninck van Denemarcken.

WIr FREDRICH der Dritte, von Gottes gnaden zu Denemarcken, Norwegen, der Gotthen undt Wenden Konig; Herzogh zu Schleswich, Holsteyn, Stormarn undt der Dithmarcken, Graf zu Oldenborg undt Delmenhorst, Thuen kunds hiemit vor mennighich, Nachdem wir notich befunden mit den Hoch und Mogenden Herrn Staten Generael der vereinigten Niederlanden etwas zu tractiren undt handeln, als haben wir dem Edlen undt wolgebornen unserm Gefandten Reichsrat, Reichs Hofmeister, Amptman auf der Insul Mön undt getreuen Lieben, Herrn Corfits Ulefelt auf Urop, Ritten, volckcomenlic macht gewilt undt Commission aufgetragen undt gegeben solches von unsern wegen zu verrichten, Thuen es auch hiemit undt in kraft dieses in bester undt bestendiger form es immer geschehen kan oder mag, alsoo undt der gestalt das er mit ihre Hoch undt Mögenheiten tractiren, handeln, alte overbuntus erneuern, neue aufrichten, undt alle dasjenige verrichten solle undt muge, als wan wir selbst in person zu gegen wehren.

Wir geloben undt verspreken auch hiemit bey unserm Koniglichen wort, dasjenige, was obgedachter unser Gefandter mit ihre Hoch undt Mögenheiten accorderen, behandeln, schliessen undt verabscheiden wirt, vor genehm halten, an unser sitte dem selben allerdings nachkommen undt ein völliges genügen leisten wollen; Achum auf unserm Koniglichen Hauße Fredrichsburgh den een en dertichsten January Annis seftien honder negen en veertich; was onderfchreven Frederich ende waer ter zijden opgedruckt des Konings zegel in swarzen wasse onder eenen papier.

Den Inhoud van de Procuratie en Volmacht van de Heeren Gedeputeerden van de Ho. Mog. Heeren Staten Generael.

DE Staten Generael der Vereenichde Nederlanden: Allen den geenen die delen sullen sien ofte hooren lesen Saluyt: Doen te weten, alsoo van ontallijcke Jaren herwaerts, tusschen de Kroonen Denemarcken, Noorwegen ende andere daer an dependender Rijken, Vorstendomme ende Landfchappen, ter eenre, ende desen Staat ter andere zijden, doorgans is onderhouden een

nées mil six cens quarante, quarante cinq & quarante six.

AN
de J. C.
1649.

XV. Cette Alliance commencera du jour de la signature de ce presentes, & durera jusques au treizième d'Aoust mil six cens quatre vingt & cinq.

XVI. En cas que quelques autres Rois, Républiques, Princes, Etats ou villes voulsent aussi entrer en cette alliance ils le pourront faire, si néanmoins les deux allies le trouvent bon; & ce dans le tems de deux ans.

XVII. Le Traité conclu, il sera par les Conseillers du Royaume de sa Majesté, & des Couronnes de Dannemarc & Norwegue, comme aussi par les susdits Seigneurs Etats Generaux, ratifié & approuvé dans le tems de trois mois, & en suite seront les ratifications échangées de part & d'autre.

XVIII. Quand le tems de cette Alliance sera expiré à un an près, lesdits Allies se rassembleront & traiteront en particulier, pour sçavoir s'il leur plait à l'un & à l'autre que cette Confédération soit derechef prolongée de nouveau.

Suit le Contenu du Pleinpouvoir du Sieur Corfits Ulefelt Ambassadeur Extraordinaire du Roy de Dannemarc.

Nous Frederic troizième par la grace de Dieu Roy de Dannemarc, de Norwegue, des Gots & des Vandales, Duc de Sleswick, Holstein, Stormarn, & Dithmarzen, Comte d'Oldenbourg & Delmenhorst, sçavoir faisons à tous & un chacun par ces presentes, que comme nous avons trouvé necessaire de traiter & negocier quelque chose avec les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas, nous avons donné pleinpouvoir & Commission à notre fidele & aimé le Sieur Corfits Ulefelt Chevalier Seigneur d'Urop, nôtre Ambassadeur & Conseiller, Gouverneur de l'Isle de Moen, de traiter avec leurdites Hautes Puissances en nôtre nom & en vertu des presentes faittes en la meilleure forme que faire se peut, & de renouveler avec eux les anciennes alliances; & en faire une nouvelle, & d'agir en tout ce qui est à faire, comme si nous y étions presens en personne.

Nous promettons par ces presentes en parole de Roy d'avoir de nôtre part pour agreable, & d'observer tout ce qui par nôtre dit Ambassadeur sera accordé, negocié, conclu & fait avec leurdites Hautes Puissances. Fait en nôtre Maison royale de Frederixbourg le trente unième Janvier de l'année mil six cens quarante-neuf, étoit signé Frederic & imprimé sur un papier en cire noire le sceau du Roi.

Pleinpouvoir des Sieurs Deputez de leurs Hautes Puissances, les Seigneurs Etats Generaux.

LES Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-bas, A tous ceux qui ces presentes verront ou orront lire salue, sçavoir faisons que comme depuis plusieurs années il y a toujours eu entre les Couronnes de Dannemarc, Norwegue, & autres Royaumes, Principautez, & Provinces en dependantes d'une part, & cet Etat d'autre, une bonne, stable, ferme & fidele amitié & correspondance qui ont

ANS
de J. C.
1649.

eene goede, vaste bundigen ende vertroude vriendschap ende Correspondentie, de welke oock van tijd tot tijd met alliantien en Tractaten van Staet is bevesticht, ende dathet den Doorluchtigsten Grootmachtigen Vorst ende Heer, Heer *Frederich de derde* tot Denemarcken, Noorwegen, der Wenden ende Gothen Koninck, Hertoch tot S. hlewisch, Holsteyn, Stormarn ende der Dittmarcken, Graef tot Oldenborgh ende Delmenhorst, &c. beliest heeft herwaerts te senden den welgeboornen Heer *Cornis Vlefeldt* des Rijcx Denemarckens Raet ende Rijcx Hofmeester, Gouverneur op 't Eylandt Moen, Heer op Calto, Urop, Dorup, Bavelle, &c. Ridder, Sijn Koninckl. Majesteits Extraordinaris Ambassadeur, om met ons te tracteren ende handelen, de oude onderlinge verbintenissen te renoveren, nieuwe op te rechten, ende alles te doen, alsof Sijn Majesteit selfs in persoon alhier tegenwoordich ware; So ist, dat wy van onser zijde daer mede toe inclinerende, gecommiteert ende geauthoriseert hebben gelijk wy committeren ende autoriseren by desen, den Heer *Johan van Gent* uit de Edelen ende Ridder-schap van Gelderland: den Heer *Willem Boreel*, Ridder Heere van Duynbeecke, Westhoven, Ambachts-Heer in Domburg, Raet ende Pensionaris der Stadt Amsterdam; de Heer Mr. *Nanningh Keyser* Raet ende Pensionaris der Stadt Hoorn in West-Vrieslandt; de Heer Mr. *Jacob Veth*, Raet Pensionaris der Stadt Middelborgh in Zeelandt; den Heer *Johan Baron de Reede* Heere tot Reinswoude, Thins-Heer in Woudebergh; den Heer *Joachim van Andree*, oude eerster Riet s' Hofs Provinciael van Vrieslandt, Ridder; Heer *Jan van Iselmuyden* tot Rollecate, Drofftaert van Vollenhove, ende de Heerlijckhey Cuijnder; den Heer *Peter Eyssinga*, out Burgermeester der Stadt Groningen, respectieve Gedeputeerden in onse vergaderinge, omme in qualiteit onse Commissarissen, over 't geeue voorschrevenis, met den welgemelte Heer Extraordinaris Ambassadeur van sijne Majest. van Denemarcken, te samen ofte 't meerendeel van dien, in Conferentie te comen, ende met den selven de voorgemelde saecken te adjulteren, richten, verdragen, besluyten ende teekenen, ende wetende dat de Welgemelte Heeren onse Commissarissen om te faciliteren de voorschreven Negotiatie ende handelinge (op dat die ten goeden ende gewenschten eynde mach worden gebracht) van nooden hebben onse speciale Procuratie, volkomen macht, autoriteyt ende bevel, om alle scrupulen, die diensaegende fouden mogen gemoevet worden wech te nemen, hebben haer gegeven, gelijk wy hun geven in kracht deses, volkomen macht, omme te mogen adjulteren, richten, nederleggen, tracteren, accorderen ende besluyten eene Alliantie defensiva, met den meer welgemelte Heer Extraordinaris Ambassadeur van de meer hoogstgemelte Koninck van Denemarcken, sulcx sy onderlinge sullen oordelen ende bevinden ten wederzijden oorbaerlijck te zijn, ende van alle 't geeue alsoo beraemt, gearresteert ende beslooten sal wesen, te maecten ende passeren foudanige instrumenten ende beloften, in sulcken goeden ende behoorlijcken forme als noodich sal worden bevonden; Belovende sinterelijck, oprechtelijck ende ter goeder trouwen, te sullen houden voor aengenaem, vast, bondich ende van waerden, alle 't geeue by de meer welgemelte Heeren onse Commissarissen de in de selve qualiteit sal sijn gedaen, belooft, geconsenteert ende geaccordeert, 't selve onverbreeckelijck naer te komen, te onderhouden ende observeren, oock doen onderhouden ende observeren, sonder daer tegens immermeer yets te doen ofte te laten geschieden, directelijck ofte indirectelijck in wat manieren het oock soude mogen wesen, ende des noot zijnde, daer van verleenen ende passeren brieven ende instrumenten in de beste forme, tot volkomen contentement ende vergenoegen van de hoogh. Coninck; gegeven in onse Vergaderinge onder onsen grooten zegel, Paraphure ende de Signature van onsen Griffier in den Hage, op den twee en

twin-

toijours de tems en tems été continuées par des Alliances & ANS
Traitez de l'Etat; & qu'il a plus au Serenissime & puis- de J. C.
sant Prince & Seigneur, le Seigneur *Frederic troizieme* 1649.
Roy de Danemarck, Norwegue, des Vandales & des Gots,
Duc de Sleswick, Holstein, Stormarn, & Delmenhorst
&c. d'envoyer de deça le Sieur *Cornis Vlefeldt* Conseiller
du Roy de Danemarck, Gouverneur de l'Isle Moen, Sei-
gneur de Calto, Urop, Dorup, Bavel &c. Chevalier,
Ambassadeur Extraordinaire de sa Majesté, pour traiter
& negocier avec nous, renouveler les anciennes allian-
ces, en faire de nouvelles, & de tout faire, comme si
sa Majesté y étoit en personne, C'est pourquoy y inclinant
aussi de nostre part, avons commis & autorisé, comme
nous commettons & autorisons par ces presentes, le Sieur
Jean de Gent d'entre les nobles de Gueldres; le Sieur Guil-
laume Boreel Chevalier, Seigneur de Dunbeek, West-
hove, Châtelain de Domburg, Conseiller Pensionnaire de
la Ville d'Amsterdam; le Sieur Nanning Keyser, Con-
seiller & Pensionnaire de la Ville de Hoorn en West-Frise;
le Sieur Jacob Veth, Conseiller & Pensionnaire de la Vil-
le de Middelbourg en Zelande; le Sieur Jean Baron de
Reede Seigneur de Reinswoude & de Voudenberg; le
Sieur Joachim Andree, ancien premier Conseiller de la
Cour Provinciale de Frise, Chevalier; le Sieur Jean
d'Iselmuyde de Rollecate, Droffart de Vollenhove & de
la Seigneurie de Cuynders; le Sieur Pierre Eyssinga an-
cien Bourguemestre de la Ville de Groningue, Deputez res-
pectifs en nostre assemblée, pour en qualité de nos Commis-
saires entrer conjointement, ou la plus grande partie d'iceux,
avec ledit Sieur Ambassadeur Extraordinaire de sa Ma-
jesté de Danemarck, sur & concernant ce qui est dit cy-
dessus, & avec lui ajuster, traiter, conclure & signer
les susdites affaires; & sachant que nosdits Sieurs Com-
missaires, pour faciliter la susdite negociation, & afin
qu'elle puisse être conduite à une bonne fin, ont besoin
de nostre procuracion, pleinpouvoir, autorité & mande-
ment, pour ôter tous les scrupules qui pourroient naître à
cet égard, nous leur avons donné, comme nous leur don-
nons en vertu des presentes, pleinpouvoir, d'aju-
ster, terminer, traiter, accorder & conclure une Allian-
ce defensiva avec le susdit Sieur Ambassadeur Extraordi-
naire du susdit Seigneur Roy de Danemarck, comme ils le
jugeront & trouveront de part & d'autre être le plus
avantageux, & de tout ce qui sera resolu, arrêté & con-
clusaire & passer tels instruments & promesses, en telle
bonne & convenable forme qu'il sera trouvé nécessaire:
promettant sincerement & de bonne foy de tenir pour
agreable, ferme, stable & vallable, ce qui par ledits
Sieurs nos Commissaires sera fait, promis, consenti, &
accordé en la susdite qualité, & de l'entretenir & obser-
ver inviolablement, sans jamais rien faire, ou permettre
être fait, allencontre, directement ou indirectement, en
quelque maniere que ce puisse être, mais de raisier &
d'approuver le tout, & si besoin est d'en accorder & passer
lettres & instruments en bonne forme au par fait come-
ment & satisfaction du susdit Roy; Donné en nostre As-
semblée, sous nostre grand sceau, paraphure & signature
de nostre Greffier, à la Haye le vingt deuxième Septembre
mil six cens quarante neuf; Et étoit paraphé A Bouchorst,
& étoit sous le replis, par ordonnance des susdits Seigneurs
Etats Generaux, & étoit signé Cornelis Musch, & des-
sous étoit le grand sceau pendant en cirerouge, à un double
cordon, entortillé de soyerouge & d'or.

twintichsten Septemb. seftien hondert negen en veertich. En was gearapheert *A. Bouchorst*; onder op de Plijcke stont, Ter ordonnantie van de hoochg. Heeren Staten Generael, en was geteekent *Corn. Musch*, hebbende onder uythangen 't groot zegel in rooden Wasse, aen een dubbelde Coorde, „gevlochten van goude ende roode zijde.

In teekenen der waarheyt hebben wy Ambassadeur van den meer hoochstgemelte Koninck, ende Gedeputeerden van de meer hoochgemelte Heeren Staten Generael, desen met eygenhandiger subscriptie en opdruckinge onser respectieve Pitsieren uyt kracht onser respectieve bovenstaende Procuratien, bevesticht, ende sijn deser drie allerzijts gelijckluydende exemplaren van Tractaet afgevaardicht, ende heeft de hoochgemelte Heer Ambassadeur twee exemplaren, ende de welgemelte Heeren Gedeputeerden een exemplaar na hun respectielijck getrocken ende behouden, in *s'Gravenhage* op den negenden October seftien hondert negen en veertich.

ANS
de J. C.
1649.

Entremoin de la verité nous Ambassadeur du susdit Roy, & nous Deputez des susdits Seigneurs Etats Generaux, avons en vertu de nos plein-pouvoirs signé ces presentes de nos propres mains, & icelles confirmé de nos cachets respectifs, & ont été expédiées trois exemplaires conformes, dont ledit Ambassadeur en a pris dudit traité deux exemplaires, & les susdits Sieurs Deputez un; à la Haye le neuvième Octobre mil six cents quarante neuf.

CCCVI.

Traité de Rédemption, pour les Péages du Sund, entre FRÉDÉRIC III. Roi de Danemarck, & les PROVINCES UNIES des Pays-bas. Fait à la Haye, le 9. Octobre, 1649. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. VI. pag. 710.

Alfoo de Doorluchtichste, Grootmachtichste Vorst ende Heere, Heere *Frederick* de derde van dien naem, tot *Denemarcken* ende *Noorwegen*, der *Wenden* ende *Gothen* Coninck, Hertoch van *Schlewijck*, *Holsteyn*, *Stormarn* ende der *Ditmarschen*, Graef tot *Oldenborch* ende *Delmenhorst*, &c. ende de *Ho*, ende *Mog*. Heeren Staten Generael der Vereenichde *Nederlanden*, door haer respectieve extraordinaris Ambassadeurs ende Gedeputeerden tot bevorderinge der gemeene rust, oock tot welvaren van hare Coningrijk ende Dominien, ende der selver respectieve Onderdanen ende Ingeleuten hadden hyden doen oprichten ende luyten een Tractaet van Vruentschap ende Lique defensive, daer door de goede oude vertrouwentyheit ende correspondentie tusschen den selven mochte worden vernieut, versterckt ende vermeerderd, ende dat sijne hoochstgedachte Majesteit ende hoochgemelte Heeren Staten Generael oock goet ende noodich hadden gevonden, dat alle occasien, toevallen ende oorsaecke, soo veel eenichints doenlijck is, soude mogen sijn ende blyven vermyt, afgeweert ende voorgecomen, daer door andersints de gewensite, nu gestabileerde Vruentschap ende correspondentie in toecomende soude connen werden geturbert, ofte vermindert, so heeft sijne hoochstgedachte Coninckl. Majesteit gecommiteert ende geautoriseert den welgebooren Heere *C. rfitz Ulfelt*, des Rijk *Denemarcken* Raet, *Rijck Hof-Meester*, *Gouverneur* op het *Eylant Moen*, Heer op *Calto*, *Yrup*, *Dorup*, *Barelsé*, Ridder, sijn Coninckl. Majesteits extraordinaris Ambassadeur, ende de hoochgemelte Heeren Staten Generael den Heer *Johan van Gent*, nyt de *Edelen* ende *Ridderschap* van *Gelderlant*; den Heere *Willem Boreel*, Ridder, Heer van *Dynbecke*, *Welthoven*, Ambachts-Heer in *Domburch*, Raet ende Pensionaris der *Stad Amsterdam*; de Heer *Mr. Nanningh Keyser*, Raet ende Pensionaris der *Stad Hoorn* in *West-Vriellant*; den Heer *Mr. Jacob Veih*, Raet Pensionaris der *Stad Middelhborch* in *Zeelant*; den Heer *Johan Baron van Reede*, Heere tot *Reinswoude*, *Tinsheere* in *Woudeberch*; den Heer *Joachim van Andree*, oude eerste Raet's Hof's Provinciael van *Vriellant*, Ridder; den Heere *Johan van Iselmuyden*, tot de *Rollecaet*, Drost des *Lants Vollenhove* ende de Heerlijckheyt *Cuydere*; den Heere *Pieter Eyssinga*, out Burgemeester der *Stad Groeninge*, respectieve Gedeputeerden in

CCCVI.

Traduction de ce Traité.

ANS
de J. C.
1649.

LE D^{AS}
NEMARC
ET LES
PROVIN-
CES-
UNIES.

Comme le Serenissime, Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur *Frederic* troisieme du nom, Roy de *Dannemarc* & *Noruegue*, des *Vandales* & des *Gots*, Duc de *Sleswic*, *Holstein*, *Stormarn*, & *Ditmarsen*, Comte d'*Oldenbourg* & *Delmenhorst* &c. Et les Hauts & Puissants Seigneurs les Etats Generaux des *Provinces-Unies* des *Pais-bas*, avoient par leurs Ambassadeurs & Deputez respectifs, pour l'avancement de la tranquillité commune, aussi bien que pour la prosperité de leurs Royaumes & domaines, & de leurs sujets & habitans respectifs, dressé & conclu ce jour d'hy un Traité d'amitié, & ligue defensiva par où pût être renouvellée, confirmée & augmentée la bonne ancienne confiance & correspondance d'entre eux; Et que saditte Haute Majesté & les susdits Hauts Seigneurs Etats Generaux avoient aussi trouvé necessaire d'éviter & éloigner autant qu'esaire étoit possible tous sujets & occasions par lesquels laditte amitié & correspondance établie & désirée pourroit à l'avenir être troublée & affoiblie; Sa haute susdite Majesté a commis & autorisé le sieur *Corfitt Ulfelt*, Conseiller & maître d'Hotel du Royaume de *Dannemarc*, Gouverneur de l'*Ile de Moen*, Seigneur de *Calto*, *Yrup*, *Dorup*, *Barelsé*, & Chevalier, Ambassadeur Extraordinaire de saditte Majesté, & les susdits Seigneurs Etats Generaux, le sieur *Jean de Gent*, d'entre les Nobles de *Guelldres*; le sieur *Guillaume Boreel*, Chevalier Seigneur de *Dynbeke*, *Welthove*, Chatelain de *Domburg*, Conseiller Pensionnaire de la *Ville d'Amsterdam*; Monsieur *Nanningh Keyser* Conseiller Pensionnaire de la *Ville de Hoorn* en *Frise*, Monsieur *Jacob Veih* Conseiller Pensionnaire de la *Ville de Middelhbourg* en *Zelande*; Le sieur *Jean Baron de Reede*, Seigneur de *Reynswoude*, & *Voudebergh*; Le sieur *Joachim d'André*, ancien & premier Conseiller de la Cour Provinciale de *Frise* Chevalier; le sieur *Jean d'Iselmuyden* de *Rollecate*, Drossard du pais de *Vollenhove* & de la Seigneurie de *Cuyndert*; le sieur *Pierre Eyssinga* ancien Bourguemaitre de la *Ville de Groningue*, Deputez respectifs dans l'Assemblée des susdits Seigneurs Etats Generaux, pour en vertu de leurs Procurations respectives la premiere datée en la maison royale de *Frederixbourg* le vrente unième Janvier, & l'autre à la Haye le huitième du present mois au nom du susdit Roy & des Couronnes de *Dannemarc*, & des Seigneurs Etats Generaux de la part de l'Etat des *Provinces-Unies*, traiter & conclure le

Cccc 3

fin

ANS de Vergaderinge van de meerooohgelmelte Heeren Staten Generael, om in cracht van hare respectieve Procuratien, de eerste dato op 't Koninklijke Huys Frederixborchen en dertichste January, ende de andere s'Gravanhage achtfien deles, in den naem van hoochgelmeten Heeren Koninck ende Croon Denemarcken, ende van de Heeren Staten Generael wegens den Staet de Vereenichde Nederlanden, te handelen ende sluyten ditnavolgende Tractaet van redemie der Tollen in den Orifont ende Belt respectieve, in manieren ende onder de condition hier naevolgende, te weten;

I. Dat alle Schepen der Ingelsetenen van de Geunieerde Nederlandtche Provincien, met hare ingeladen goederen, hoedanich die oock zijn, ofte aen wie de selve ingeladen goederen sullen mogen toecomen, sonder distiunctie, vrijelijck ende onbecommer van eeniger recherche ofte retardement, sullen varen, passeren ende repaseren door den Orifont ofte Belt, ofte eenige andere passagien, nae ende van de Oost-zee comende, sonder oock eenige Tollen, Vier, Tonnen, Baecken, Haven-gelt, ofte eenige andere lasten, bewaermisfen ofte recognition te betalen, hoedanich die nu zijn, of in toecomende souden werden opgestelt, onder wat naem, tijtul, oorsaecke ofte pretext 't selve soude mogen geschieden, niets uytgefondert.

II. Des sullen de Schippers ofte Overhoofden der voorseyde Vereenichde Nederlandtche Schepen byclaer publick bescheyt, gehouden sijn te betoonen ende te bewylen, dat sijn vereenichde Nederlandtche Schepen, toebehoorende ende te Huys comende binnen de Provincien der Vereenichde Nederlanden, ende aen de Ingelsetenen van dien, na uytwyfen van haere Zee-brieven, behoorlijck geteekent versiegelt, volgende de ordre by de hoochgelmete Staten Generael in tyden ende wylen daer op naerder te beramen.

III. Sonder dat sy Vereenichde Nederlandtche Schepen, gaende door de Sont ofte Belt na de Oost-zee, voor de vryheyt van haer ende harer ingeladen goederen, tot eenich ander devoyr van belastinge gehouden sullen zijn, ofte oock sullen mogen worden opgehouden ofte geretardert, onder geendthande ander pretext ofte oorsaeck.

IV. Maer de voorseyde Vereenichde Nederlandtche Schepen comende uyt de Oost-zee, ende willende repaseren met hare ingeladen goederen den Orifont ofte Belt, behalven hare voorz. Zeebrieven, sullen oock gehouden wesen (ter begeerte ende goetvinden van de meer hoochgelmete Staten Generael) aen de Officieren, die de Coninck ende de Croone Denemarcken ter begeerte en op de voorstellinge van haer Ho. Mog. daer toe sal gehouden sijn te autoriseren, daerenboven te vertoonen ende over te leveren de pont-cedullen ofte billicten harer inladingh, soo wel generalen, als particulieren, sonder yets daer van achter te houden, op dat daer uyt ten rechten blijcken mach, wat in alles hare lading is, om de selve also geexhibeerde ende overgeleeverde Pont-cedels, generalen ende particulieren, gestelt te worden in handen van de genen, die de meer hoochgelmeten Staten Generael daer toe sullen gelieven te ordonneren.

V. Met voorbehout, in dien de voorz. geordonneerde by haer Ho. Mog. in bedencken souden geracken, van dat de vertoonde Pont-cedels, generalen ende particulieren, niet waerachtich ende oprecht soude zijn, ofte dat noch eenige der selver achtergehouden werden, of dat hy geordonneerde in suspicie souden zijn, dat eenige goederen meer in 't voorseyde Schip ofte Schepen soude geladen zijn, boven de vertoonde ende aengegeven dat sijn Coninckl. Majesteyt ende Croone Denemarcken sullen autoriseren eenige personen, daer toe voort te stellen by ofte van wegen de meer hoochgelmete Heeren Staten, die in den naem van den hoochgedachte Majesteyt de voornoemde ingeladen goederen op het verfoeck van de geleyde geordonneerden, sullen ondersaeken enrechercheren, gevende van hare bevindinge behoorlijcke Acten ende publicke bescheyt, soo daer in yets meer wert ontdeckt geladen te zijn als het voorige aengegeven, om de voornoemde Acten al-

suivant Traité de redemption des Tols ou peages du Sond & Belt respectifs; en la maniere & sous les Conditions de J. C. suivantes, à sçavoir.

1649,

I. Que tous les Vaisseaux des Provinces-Unies des Pais-bas, avec leurs marchandises y chargées, quelles qu'elles soient, ou à qui qu'elles puissent appartenir, sans restriction, pourront sans aucune recherche ou retardement passer & repasser par le Sond ou Belt, ou quelque autre passage, venant de la Mer d'Est ou y allant, sans payer aucuns Tols, ni deniers de feu, Tonnes, guaritte, ou autres charges, & impositions, quelles qu'elles soient, établies ou à établir cy-après, sous quelque nom, titre, sujet ou pretexte que ce puisse être, rien excepté.

II. C'est pourquoi les bateliers ou maires des susdits Vaisseaux des Provinces-Unies du Pais-bas, seront tenus de montrer & justifier par acte public, que les susdits Vaisseaux des Provinces-Unies des Pais-bas, viennent desdites Provinces-Unies & appartiennent à des habitants d'icelles, par la production de leurs lettres de Mer signées & scellées convenablement, & suivant l'ordre qui sera arrêté en tems & lieu par les susdits Hauts Etats Generaux.

III. Sans que les susdits Vaisseaux des Provinces-Unies allant par le Sond ou le Belt dans la Mer d'Est puissent être tenus à aucun devoir d'imposition, pour la liberté ni d'eux ni des marchandises y chargées, ni qu'ils puissent être arretés, ni retardés, sous quelque pretexte ou occasion que ce soit.

IV. Mais les susdits Vaisseaux venant de la Mer d'Est & voulant avec leurs marchandises, y chargées, repasser le Sond ou Belt, ou leurs susdites lettres de Mer, seront aussi tenus, (autrement & sous le bon plaisir desdits Hauts Etats Generaux) de produire aux Officiers que le Roy & la Couronne de Dannemarc autoriseront à cet effet, au desir & sur la proposition de L. H. P. leurs cedules du poids, ou billets de Cargaison, tant generale que particuliere, sans en rien retenir, afin qu'il puisse avoir au juste ce que la Cargaison contient en tout, pour, leursdites cedules, de poids, generales & particulieres, étant exhibées, être mises es mains de ceux que les susdits Hauts Etats Generaux ordonneront & commettront à cet effet.

V. A condition que si le Commis par leurs H. P. venoit à soupçonner que les Cedules de poids generales ou particulieres produites ne seroient pas justes & sines, ou qu'il y eut encore quelque chose de réservé ou retenu, ou bien que lui commis soupçonnerait qu'il y auroit dans ledit ou lesdits Vaisseaux plus de marchandises qu'on n'en auroit déclaré, que sa Majesté & la Couronne de Dannemarc autoriseront quelques personnes qui seront proposées à cet effet par les susdits Seigneurs Etats ou de leur part, lesquelles au nom de sa susdite Majesté visiteront les marchandises chargées; & ce à la requisition desdits Commis, donnant acte public & convenable de ce qu'ils auront trouvé, s'ils y découvrent plus que ce qui aura été déclaré auparavant; pour ledit acte être mis es mains du commis de L. H. P. pour être par lui envoyé au College de l'Amirant du district & jurisdiction, de l'Etat des Provinces-Unies, auquel, dépend ledit Vaisseau.

soo gestelt in handen van haer Ho. Mog. geordonneerde, door den selven aen de Collegien ter Admiraliteyt in de respectieve districten van de Staet der Geunieerde Provincien daer 't Schip behoort ende tot harer judicature overgeleend te worden.

VI. *Alle Waren ende Coopmanschappen, sonder eenige distinctie, sullen t'allen tyden in de voorzij. Vereenichde Nederlandtsche Schepen mogen werden geladen ende daer mede den Orifont ende Belt respectie alsoo passeren ende repasseren, sonder dat sijn Coninckl. Majesteyt ofte Croon Denemarcken 't selve sal mogen verbieden, limiteren, ofte verhinderen, omme eenige redenen ofte pretexten, hoedanich die oock soude connen werden bedacht, ofte souden mogen wesen.*

VII. Ingeelijcx sullen de meer hooggemelte Staten Generael tot allen tyden vermogen der selven Oorloeschepen ten getale van twee, drie, vier, oftien hoochsten vijf te samen nae gelegentheyten van hare Staets-saeken te doen passeren ende repasseren den Orifont ofte Belt, sonder sijn Coninckl. Majest. sulcx te kennente geven, ende daer van t'adviseren; maer als de voornoemde Oorloch Schepen in de Sont gecomen sullen zijn, soo sullen zy, volgens gewoonte ende gebruyck, twee schooten elcx gedaen hebbende, 't bovenste Seyl van de groote mast voor 't Slot Croonenburgh laten vallen, tot dat sy voor by gelopen zijt, ende in dien de voornoemde Oorloch schepen van de hooggemelte Staten Generael sijn Coninckl. Majesteys Schepen ofte Vloot daer voor handen vinden, sullen sy ten wederzijden met vreeschen ten vreden zijn, maer indien de meer hooggemelte Heeren Staten Generael ven doen sullen hebben met meer Oorloch schepen op eenen tijdt door de Sont ende Bulte passeren, soo is veracordeert, dat sijn Coninckl. Majest. van Denemarcken sulcx drie wecken van te vooren sal geadviseert worden, op dat de comste van de Vloote geen suspicie ende misvertrouwen ten verwerke, ende wanneer hare comste op dusdanige maniere is geadviseert, soo mach de selve Vloot sonder eenich tegensprecken of schade toe te voegen; van de zijde van de meer hooggemelte Staten Generael in 't werck gestelt ende voortgelet worden.

VIII. De Nederlandtsche goederen ende Coopmanschappen, ingeladen in andere vreemde Schepen, niet vry zijnde, sullen niet exempt wesen van de Tollen die sijn Majesteit daer op sal vermogen ende goet vinden te heffen.

IX. Des is oock wel duydelijck versproocken ende geacordeert, dat hoogstgedachte sijn Majest. nochte Croon Denemarcken, geduyrende den tydt van dit tegenwoordich Traictet, met geene andere Natie ofte Volk die nu onvry is ende Tollen betaelt, en sullen handelen, veel min accorderen ende sluyten, om aen de selve nu onvry Natie ofte Volk, wie die oock soude mogen wesen, toetstaen de exemptie van de Tollen in den Orifont ofte Belt, maer gehouden blijven sullen, geduyrende de Jaren van dit tegenwoordich Traictet, de Tollen af te vorderen aen alle andere Nation en Volckeren, soo als hynden dato deses gewoone ende in possessie sijn de selve Tollen te heffen ende te genieten.

X. Ten selven eynde heeft sijn Coninckl. Majest. ende Croon Denemarcken aengenomen ende beloofd, dat alle frauden ende ondercruypingen, die onder valsche Zeebrieven ofte verkeert angeven, by eenige onvrye soude mogen werden voortgenomen, sullen werden geweert ende by confiscatie gestraft, ten laste van die geene, die onvrye zijnde, onder de naem nochmans van vrye te zijn, haer souden menen te exempteren van de betalinge der tegenwoordige Tollen, by sijne Majest. haer ongelecht, ende dat foodanige Zee-brieven ofte Pont-ceduls sullen moeten werden geleverd in handen van haer Hog. Mog. in de Orifontreiderende geordonneerde.

XI. Is mede wel expresselijck versproocken ende geacordeert, dat sijn Coninckl. Majest. ende de Croone Denemarcken, tot seckerheyt van de passagien der Nederlandtsche Schepen, van 't Rif van Schagen af, tot door de Orifont ende Belt, sullen geduyrich ende ten

VI. *Toutes denrées & marchandises sans aucune distinction pourront en tout tems être chargées dans les Vaisseaux des susdites Provinces-Unies des Pais-bas, & avec icelles passer & repasser par le Sond & le Belt, respectivement, sans que Sa Majesté ou la Couronne de Danemarck puisse le despendre ou empêcher, pour quelque raison on pretexte qui puisse ou pourroit être imaginé.*

VII. *Semblablement pourront les susdits Hauts Etats Generaux faire passer & repasser par le Sond ou Belt leurs Vaisseaux de Guerre au nombre de deux, trois, quatre ou au plus cinq à la fois, selon la disposition des affaires de leur Etat, sans en donner avis à sa Majesté; mais quand lesdits Vaisseaux seront arrivez dans le Sond, après avoir suvant la coutume & l'usage tiré deux coups chacun, ils abaisseront la voile supérieure du grand mat devant le Chateau de Cronembourg, jusques à ce qu'ils soient passez, & si lesdits Vaisseaux de guerre des susdits Hauts Etats Generaux rencontrent les Vaisseaux ou la flotte de sa Majesté, ils se contenteront de port & d'autre de deux coups; mais si lesdits Hauts Etats Generaux ont besoin de passer le Sond & Belt avec plus de Vaisseaux de guerre, il est accordé qu'il en sera donné avis à sa Maj. le Roy de Danemarck trois semaines auparavant, afin que la flotte ne donne ou cause aucun lieu de soupçon & de mesfiance; & quand il aura été de cette maniere donné avis de son arrivée, ladite flotte pourra exccuter son dessein & se mettre en chemin de la part des susdits Hauts Etats Generaux sans aucune contradiction ou sans craindre qu'il lui soit fait aucun tort.*

VIII. *Les denrées ou marchandises, chargées dans d'autres Vaisseaux étrangers, non exempts, ne seront pas exempts des Tols que sa Majesté pourra ou trouvera à propos de lever.*

IX. *Il est encore bien expressement stipulé & accordé que sadite Majesté, ni la Couronne de Danemarck, pendant tout le tems de ce Traité, ne pourront traiter avec aucune autre Nation ou peuple, qui n'est presentement pas exempt de payer les Tols, & encore moins accorder que la Nation ou peuple non exempt, qui que ce puisse être, sera exempt des Tols ou peages du Sond ou Belt, mais seront obligés de faire payer les Tols aux dites autres Nations & peuples, de la maniere qu'ils sont aujourd'hui en possession de les lever & d'en jouir.*

X. *Aux memes fins ont sadite Majesté & la Couronne de Danemarck promis d'empêcher & de punir par confiscation toutes les fraudes & supercheries qui pourroient être faites par la production de fausses lettres de Mer par quelques gens non exempts, & qui neantmoins sous le nom d'exempts voudroient éviter le payement des Tols impolez presentement par sa Majesté; & que telles lettres de Mer ou cedules du poids, seront mis es mains du Commis de L. H. P. residents dans le Sond.*

XI. *Il est aussi expressement stipulé & accordé que sa Majesté & la Couronne de Danemarck, pour sreté du passage des Vaisseaux des Pais-bas, depuis le lieu dit Rif van Schagen jusques au Sond & Belt, feront entretenir continuellement sans delay ni intermission les fanaux, échauguettes &*

ANS bequaemsten onderhouden, ende doen onderhouden, de J. C. sonder verval ofte intermissie, alle Vierboeten, Vieren, Baeckens ende Tonnen, die oyt voor desen geweest, ofte noch onderhouden zijn.

XII. Particulierlijk is Sijn Majest. versocht, ende wert oock geaccordeert, dat een Vuur-boete sal worden opgetelt ende onderhouden aen't Eylant Lefson, insgelijcxen dryvende Vuur aen't eynde van het Anbousser Rif, als oock (indien 't selve wert toegestaen, ofte kan werden geobtinert) op Nydingh, alles ten costen ende onderhout van sijn Conincklycke Majesteyt ende Croon Denemarcken.

XIII. Ende indien namaels de meeroochooghemelde Staten Generael tot securiteyt van der selver Staets Ingeferenen ende Onderdanen Navigatie ende Commercie ende tot verhoedinge van schade, soude oordelen, dat noch eenige meer Vuur-boeten, Baeckens, Vyren ofte Tonnen, sullen konnen ofte behooren te werden geleecht in ende omtrent de Orifont ende Belt, ofte in den toegang derwaerts, ten Oosten van't Rif van Schagen; sulcx heeft sijn Coninckl. Majesteyt ende de Kroone Denemarcken mis den opgenoemen te doen ende te versorgen tot haren kosten in alles, sonder eenige beswaernisse der Nederlandtche Navigatie ende Commerce.

XIV. Ende alsoo sijne hooghedachte Coninckl. Majesteyt ende de Kroone Denemarcken door dese exemptie der voorsyde Nederlandtche Commercie ende Navigatie in de Orifont ende Belt, sullen komen te missen de Tollen voor desen bedongen op het Tractaet dien aengaende geslooten tot Christianopol den dertienden Augusty seftienhondert vijfen veertich; So hebben de Hog. Mog. Heeren Staten Generael alstot een redemptie van genelde Tractaets-Tollen belooft, zo als haer Hooch Mog. beloven mis desen, aen sijn Majesteyt Jaerlijcx daer voor te sullen betalen de somme van drie hondert ende vyftich duysent guldens Nederlandts, tot twintich stuyvers 't stuk, ofte hondert veertich duysent Rijxdaelders, alle ses Maenden de helft te betalen, te weten, tegens Johannis ende Marthyni binnen de Stadt van Amsterdam, alles onder behoortlycke Assiggnatie ende recipisse.

XV. Ende omaen sijn Coninckl. Majesteyt by avance op de Jaerlijcx redemptie penningen, een notable somme by provisie te doen genieten, soo hebben haer Hog. Mog. geaccordeert ende toegestaen, gelijk by desen oock belooft wert, dat aen sijne hooghemelde Majesteyt soo haest dit Tractaet sal sijn onderteckent, by anticipatie in constant ter handen sullen worden gestelt binnen de gesyde State van Amsterdame aen den gemelde Heer Extraordinaris Ambassadeur, ofte van sijn E. last hebbende onder behoortlycke recepisse, de somme van hondert duysent Rijxdaelders, ende zo haest de Ratificatie van wegen de meer hooghemelde Coninck ende Kroone Denemarcken alhier (selis binnen den tijdt hier nae artycel ultimo geexpresseert) sal sijn geleverd op dit tegenwoordich Tractaet, sal aen de Gemachtiche van sijne meer hooghemelde Majesteyt, tegens recipisse als vooren, noch by avance werden getelt binnen de Stadt van Amsterdam twee hondert duysent Rijxdaelders.

XVI. Welcke alsoo betaelde ende geadvanceerde driemael hondert duysent Rijxdaelders wederom sullen worden geinntet ende gekort met vijftich duysent guldens Jaerlijcx, alle ses Maenden de helft, te weten, dat die sullen werden gekort aen de Jaerlijcx somme van de redemptie penningen, in voegen dat voor de eerste vijftien Jaren deses Tractaets, in plaetse van drie hondert ende vijftich duysent gulden in effecte aen sijn Majesteyt maer sullen worden betaelt drie hondert duysent guldens tot Jaerlijcx redemptie penningen, ende na de gereltitueerde ende gekorte driemael hondert duysent Rijxdaelders binnen de voorsz. vijftien Jaren, als dan de gehele drie hondert ende vijftich duysent guldens, zijnde de gehele redemptie, sonder eenige korting.

XVII. Dit Tractaet sal duynen voor den tijdt van ses en dertich Jaren, beginnende van prima January seftien-

tonnes, qu'on a entreteenus cy-devant ou qui le sont encore.

ANS
de J. C.
1649.

XII. Sa Majesté a aussi été particulièrement priée, & elle l'a accordé qu'il sera dressé & entretenu un Fare à l'Île Lefson, & semblablement un Fanal mouvant au bout du lieu dit Aubouler Rif, comme (s'il est accordé ou peut être obtenu) à Nyding, le tout aux dépens & entretien de sa Majesté & de la Couronne de Danemarck.

XIII. Et si dans la suite les susdits Hauts Etats Generaux, pour la sûreté de la Navigation & du Commerce de leurs habitants & sujets, & pour se garantir de dommage, jugeroient qu'il fut nécessaire de mettre encore quelques uns ou plus de Phares, Fanaux, feux ou tonnes dans ou es environs du Zont & Belt ou dans l'entrée de dega au côté d'Orient du Rif van Schagen, sa Majesté & la Couronne de Danemarck se chargeront par ces presentes de le faire & de le procurer à leurs dépens, le tout sans aucune difficulté pour la navigation & le commerce de la Navigation des Pais-bas.

XIV. Et comme sa Majesté & la Couronne de Danemarck par cette exemption des susdites navigation & commerce de ceux des paisbas dans le Sond & la Mer Baltique, n'auront plus les Tols ou peages, stipulez cy-devant par le Traité conclu à cet égard à Christianople le treizième Août mil six cents quarante cinq, L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux ont promis, comme par forme de redemption des Tols du susdit Traité, comme L. H. P. le promettent par ces presentes à sa Majesté, de payer pour cela annuellement à sa Majesté la somme de trois cents & cinquante mil livres monoye de Hollande, à raison de vingt sous chacune ou cent vingt mil Risdalcs, à payer la moitié tous les six mois, sçavoir à la St. Jean & à la St. Martin dans la Ville d'Amsterdam le tous sous assignation & quittance convenable.

XV. Et afin de faire jouir sa Majesté, par avance, sur les deniers annuels de rachat, d'une somme notable par provision, L. H. P. ont accordé & consenti, comme ils promettent aussi par ces presentes, qu'aussitôt que ce Traité sera signé, ils feront remettre à sa Majesté par anticipation en comant & ce à Amsterdam entre les mains du susdit Sieur Ambassadeur extraordinaire, ou à celui qui aura charge de son Excel. sous un recipissé convenable, la somme de cent mil Risdalcs, & aussitôt que la ratification du present Traité de la part de sa susdite Majesté & de la Couronne de Danemarck (même dans le tems exprimé cy-après dans l'article dernier) aura été fournie, sera à celui qui sera autorisé par ladite Majesté, sous un recipissé comme dessus, compté encore par avance dans la Ville d'Amsterdam deux cents mil Risdalcs.

XVI. Lesquels trois cent mil Risdalcs ainsi payez & avancez seront rabatus par cinquante mil Risdalcs annuellement, tous les six mois la moitié, sçavoir qu'ils seront rabatus sur la somme annuelle des deniers de rachat, en sorte que pour les premieres quinze années de ce Traité, au lieu de trois cents & cinquante mil livres effectifs, il ne sera payé de deniers de rachat annuel que trois cents mil livres, & après que les trois cent mil Risdalcs auront été rabatus dans lesdites quinze années, alors seront payez les trois cents cinquante mil Risdalcs entierement, et ainsi le rachat entier sans rien rabattre.

XVII. Ce Traité durera le tems de trente six ans à commencer du premier de Janvier mil six cents cinquante jusqu'à

sestienhondert vijftich tot den laetsten dach van December Anno sestienhondert vijft en tachtich naestkomende, zo veel langer als het Tractaet tot Christianopol geslooten den deriende August. sestien hondert vijf en veertich, ende 't Tractaet van Vrientchap ende Alliantie hier in den Hage nevens het tegenwoordige onderteeckent, te samen komende te expireren den deriende August. in het jaer ons Heeren sestienhondert vijft en tachtich voornoeit.

XVIII. Eyndelijck sal dit Tractaet worden geaggreveert ende geraisiceert bysijn Koninckl. Majesteit selts ende by de Rijcx-Raden in den naem van wegen de Kroone Denemarchen, binnen den tijdt van drie Maenden, ende by de Hog. ende Mog. Heeren Staten Generael wegens den Staet der Vereenichde Nederlanden, binnen gelijcken tijdt van drie naestkomende Maenden.

Hier na volghden de Procuratien ofte Volmachten van sijn Majesteit en de Staten Generael, sijnde die van sijn Majesteit in dato den een en dertichsten January, ende die van de Staten Generael in dato den achsten October sestien hondert negen en veertich.

In teeken der waarheit hebben wy Ambassadeur van de meer hooghemelde Koninck ende Gedeputeerde van de meer hooghemelde Heeren Staten Generael desen met eygenhandiger subcriptie ende opdruckinge onser respectieve Pitieren, kracht onser respectieve bovenstaende Procuratien bevelicht; En sijn deser drie allerzijts gelijcklydende Exemplaren van Tractaet verveerdicht, ende heeft de hooghemelde Heer Ambassadeur twee Exemplaren; ende de welgemelde Heeren Gedeputeerden een Exemplar na hun respectivelijck genoecken ende behouden. In 's Graenhage op den negende October sestienhondert negen en veertich.

jusques au dernier de Decembre de l'an mil six cens quatre vings cinq prochain avant plus long que le Traité de Christianople conclu le treizieme d'Aoust mil six cens quarante cinq, & le Traité d'Amié & d'Alliance signé ici à la Haye conjointement avec le present Traité venans ensemble à expirer le treizieme Aoust de l'an mil six cens quatre vings & cinq susdit.

ANS
de J. C.
1650.

XVIII. Et sera le present Traité agréé & ratifié par sa Majesté même, & par le Conseil du Royaume au nom & de la part de la Couronne de Danemarck dans le tems de trois mois; & par les Hauts & Puissants Seigneurs les Etats Generaux de la part de l'Etat des Provinces Unies dans un pareil tems de trois mois prochainement venans.

Icy suivent les Procurations & pleinpouvoirs de sa Majesté & des Etats Generaux, celui de sa Majesté en date du trente unieme Janvier & celui des Etats Generaux en date du huitieme Octobre mil six cens quarante neuf.

En témoin de la verité nous Ambassadeur du susdit Roy, & les Deputés des susdits Seigneurs Etats Generaux avons signé ces presentes de nos propres mains & y avons imprimé nos cachets en vertu de nos pouvoirs respectifs; Et ont des presentes été fait trois instrumens de même teneur; Et ledit Sieur Ambassadeur en a rendu deux Exemplaires, & les susdits Deputés un; A la Haye le neuvieme Octobre mil six cens quarante neuf.

CCCVII

Articles, accordez entre Messieurs les Commissaires Deputez par le Roi de France, LOUIS XIV. & les Sieurs Ambassadeurs des Treize Cantons SUISSES, pour la forme & les termes du paiement des sommes qui sont dues de tout le passé jusqu'à la fin de Decembre dernier, tant pour les Officiers & Soldats licenciés, que ceux qui sont encore dans le service de Sa Majesté, sans y comprendre ce qui peut estre due aux Officiers du Regiment des Gardes, en consequence du Traité fait avec eux en l'année 1648. Fait à Paris le 29. May 1650. Freder. Leonard. Tom. IV.

I. **Q**U'il leur sera payé les sommes qui ensuivent; Savoir comptant quatre cens mil livres, cy 400000. l.
Dans la fin de Juillet prochain, deux cens mil livres, cy 200000. l.
Dans la fin de Septembre aussi prochain pareille somme de deux cens mil livres, cy 200000. l.
Et dans la fin de la presente année deux cens mil liv. 200000. l.
Et six mil livres pour les interêts du retardement du paiement desdits deux cens mil livres; cy 10000. l.
II. Pour assurance du paiement des quatre cens mil livres payables à la fin des mois de Juillet & Septembre, sera donné par Sa Majesté dès à present des gages pour la valeur desdits quatre cens mil livres, qui ne seront rendus qu'après le parfait paiement des six cens mil livres, dont le terme dernier échera à la fin de Decembre prochain.

III. Et outre les sommes ci-dessus, leur sera encore payé pendant cinq années prochaines, qui commence. Tom. III.

ront au premier de Janvier 1651. la somme de cinq cens millivres, par les quatre quartiers de chacune d'icelles, pour lesdites cinq années deux millions cinq cens mil livres, qui finiront au dernier Decembre 1655. cy 2500000. l.

IV. Et encore durant l'année 1656. leur sera payé par les quatre quartiers d'icelle, la somme de six cens cinq mil neuf cens quatre-vingt six livres douze sols, suivant le compte qui en a été fait & arrêté ce jourd'hui avec les Colonels & Officiers, cy 603986. l. 12. s.

V. Lesquelles sommes payables en six années, reviennent à celle de trois millions cent cinq mil neuf cens quatre-vingt six livres douze sols: & pour le paiement d'icelles, lesdits Sieurs Commissaires promettent au nom de Sa Majesté, que les Douanes de Lyon & Valence, & Fermes des Entrées de Paris leur seront affectées, & ladite somme prise sur icelles par preference à toutes autres parties, à quoi faire les Fermiers desdites Fermes, demeureront & seront obligez envers eux ainsi qu'ils sont obligez envers le Roi, dont sera passé Declaration en forme de Ratification de Sa Majesté sur les presens articles, qui sera registrée en son Parlement de Paris.

VI. Promettent en outre lesdits Sieurs Commissaires au nom de Sa Majesté, que si dès-à-present, ou pendant l'une desdites six années, il se peut recouvrer des fonds extraordinaires & dont n'est fait estat, les deniers en provenans seront employez au paiement desdits trois millions cent cinq mil neuf cens quatre-vingt six livres douze sols, & en deduction de ce qui en restera des audits Officiers & Soldats Suisses, en sorte qu'ils soient entierement payez de ladite somme à eux promise avant lesdites six années, si faire se peut, leur precomptant ce qu'ils pourront ainsi toucher de fonds extraordinaires sur les premiers termes de leurs paiemens.

VII. Et pour la solde desdits Colonels, Officiers & Soldats estans au service de Sa Majesté durant la presente année 1650. leur sera fait fonds & paiement de cent cinquante mil livres par chacun mois, à bon compte de ce qui lui sera due. Fait & arrêté à Paris le 29. May Dddd 1650.

ANS 1650 Signé, DE L'AUBESPINE. DE LON-
de J. C. GUEIL. LE TELLIER. CONRAD DE WER-
1650. DIMILER. VINCENT VAGNIER. RODOLPHE WIK.
ET JEAN JAC. WIMSTAAL.
Signé, LE TELLIER.

La Declaration du Roi, portant Ratification desdits articles, a este donnée a Compiègne le 10. Juin 1650.

C C C V I I I.

ANS
de J. C.

1650.

L'EMPI-
RE ET LA
SUEDE.

*Reçûs capital & Principal pour l'exécution de
la paix en Allemagne, conclû, fouscrit,
& jellé en la ville Imperiale de Nuremberg
le 26. de Juin 1650. puis ratifié & échan-
gé par les Généraux d'Armées Plenipoten-
tiaires de FERDINAND III. Em-
pereur, & de CHRISTINE Reine de
Suède, en presençe & du consentement des
Ambassadeurs Conseillers & Deputez des
Electeurs, des Princes, & des Etats de
l'Empire. Heiff. Histoire de l'Empire
Tom. III. pag. 160.*

NOUS Octave Piccolomini d'Arragon, Duc d'Almali, Comte du saint Empire Romain, Seigneur de Nachot, Chevalier de la toison d'or, Conseiller intime, & Chambellan de sa Majesté Imperiale, General Maréchal de ses Armées; & son Ambassadeur General, &c.

5. Faillons savoir à tous, que pour l'exécution de la paix qui fut conclue l'année passée 1648. le 24. ou 14. d'Octobre à Osnabrug, & à Munster en Westphalie, & en conséquence de l'Article 16. Nous Nous lesion, assembles en la ville Impériale de Nuremberg, avec le serenissime & illusterrissime Prince & Seigneur Charles Gustave Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, Julliars, Cleves, & Bergues, Comte de Veldens, de Spanheim, de la Mark, & de Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, &c. Generalissime des Armées de sa Majesté, & de la Couronne de Suede & de ses affaires militaires en Allemagne, en vertu du même traité de paix, & des pleins pouvoirs de leurs Majestez Imperiale & Royale, dont Nous sommes respectivement munis; & avec l'assistance des Ambassadeurs & Deputez Plenipotentaires des Electeurs, des Princes & des Estats de l'Empire, Nous aurions traité pendant quelque tems d'un accord préliminaire qui auroit été arrêté le 11. ou 21. Septembre de l'année dernière 1649. & approuvé par tous les interetsez, ainsi qu'ils'ensuit.

s. 7. Qu'il soit notoire qu'après une tres-longue negociation faite à Munster & à Olinaburg, la paix universelle en Allemagne ayant été par la faveur divine conclüe, publiée & ratifiée, & la charge de certains points concernans l'exécution de cette paix donnée aux Generalissimes des Armées Imperiales & Suedoises, ceux-cy se feroient à cette fin assembler en la ville de Nuremberg, & pour hâter l'évacuation & la décharge des Joagemens des gens de guerre, en attendant qu'on pût pourvoir à l'exécution des autres points, ils auroient accordé & conclu au nom de leurs Majestez Imperiale & Suedoise; du consentement des Etats de l'Empire, la convention particuliere qui suit, pour être inferée sans aucun changement au recés capital.

§. 2. En premier lieu, pour ce qui concerne les restitutions du chef de l'Amittie & des griefs que la Majesté Imperiale est tenue de faire en ses Royaumes & Provinces héréditaires, comme elle a derechef promis d'exécuter ce à quoi elle est tenue en vertu de la paix, l'on s'en tient là pour ce regard.

§. 3. Mais pour ce qui concerne les Electeurs, les Princes, & les autres Etats de l'Empire, l'on en est ainsi convenu, que dans le point de la restitution du chef de l'Amnistie & des griefs, l'instrument de paix soit

observé comme une règle universelle des termes à *quo*, ANS :
& comme une règle tant générale que spéciale, sans alté- de J. C.
ration des parties, retardement, ni aucun respect de 1650.
personnes, de Religions, & de droits du petitoire, (qui
toutefois seront reservez, la restitution étant auparavant
faite dans le point de l'Amnistie) & des autres excep-
tions de quelque nom qu'elles soient ; principalement
que sur le pur fait de restitution, d'usages, d'observan-
ce, & d'exercice, les cas liquides soient separez de ceux
qui ne le sont pas ; en sorte que les cas liquides qui ont
été nommément exprimez dans l'instrument de paix, où
soit manifestement contenus autrement sous les règles
générales, & qui sont prés, & peuvent s'expedier faci-
lement, particulièrement ceux qui sont nommez dans
la désignation cy jointe, sous la lettre A, soient dilcu-
tez & expediez devant le premier, le second, ou le troi-
sième terme du licentement des troupes, & de l'évacua-
tion des places ; mais qu'en cas de retardement, oppo-
sition, ou tergiversation, il soit permis à ceux qui doi-
vent être restitués, & qui n'auront pu l'être par les Di-
recteurs des Cercles, & les exécuteurs avec l'assistance
des troupes Impériales ou Suédoises, de se restituer
eux-mêmes par leurs propres moyens, & par main ar-
mée, en sorte que les refractaires restituans soient tenus
de refondre les dommages & dépens. Et cette militai-
re & legitime exécution ne sera pas censée contrevénir
aux loix de la paix générale.

aux loix de la paix générale.

Art. 4. Que les autres cas non liquides, qui ne peuvent être décelés en si peu de tems à cause de la quantité, diversité, ou difficulté des preuves, & distance des lieux, soient réglés, & exécutez pendant l'espace de trois mois prochainement suivans, sans aucune relerve, limitation, ou renvoi au petitoire; afin qu'aucun de ceux qui se trouveront explicitement ou implicitement compris dans ces cas, n'ait sujet de se plaindre; le tout suivant la teneur de l'Instrument de paix, & des Edits Imperiaux publiez sous les peines, cas avenant, y contenus contre les refusans ou rélissans.

§. 5. Mais afin que toutes ces choses se vident avec d'autant plus de diligence & de connoissance de cause, il sera pris d'entre les Ambassadeurs des Etats de l'Empire, quelques Députés de chaque Religion, & autant de l'une que de l'autre, qui feront ordonnez avec plein pouvoir pour examiner & déterminer le point de l'Amnistie & des griefs, & qui demeureront ici assés-blez sans pouvoir être feparez ni revoquez par leurs Supérieurs, jusques à ce qu'ils ayent vuide par un continual travail le point cy-dessus mentionné; & alors ce qui se trouvera liquide fera mis entre les mains des Directeurs des Cercles pour simplement l'exécuter. Mais ce qui n'aura pû être discuté ni réglé par défaut ou d'information, ou de preuves, ou aussi à cause de l'absence de l'une ou de l'autre partie, ou de toutes les deux, ils le renvoyront avec les autres plaintes & demandes qui pourront être jointes, aux mêmes Directeurs des Cercles, pour en prendre une plus grande information, & l'ayant prise, les régler & mettre à exécution.

§. 5. Enfin ni sa Majesté Imperiale ni aucun autre n'apportera en celanul empêchement, par aucune défense aux Directeurs & executeurs de la paix, & encore moins ce qui en vertu du Traité de paix a été executé & restitué, ou qu'il fera cy-après, pourra-t-il être en aucune maniere changé, altéré, ou détourné; & à cet effet ne pourront aucunement valoir les protestations & reserves faites au contraire, & cy-devant rejetées dans le Traité de paix, comme aussi toutes voyes de droit ou de fait, non plus que tous rescrits, mandemens, & decrets contraires audit Traité de Paix, sous quelque nom qu'ils soient conçus, sur les peines comprises dans ledit instrument de paix, & les Edits Imperiaux.

15. Outre ce il a été convenu , que tant le payement de l'argent qui est dû pour la satisfaction de la milice Suédoise , que le licencierement des troupes , & l'évacuation des lieux selon l'instrument de paix , seront faits en cette façon.

Premierement, que le Generalissime Suedois le Prince Palatin fera averti huit ou dix jours avant chaque terme

par les villes des Cercles qui auront à payer l'argent (les- quelles villes dans le Cercle de la haute Saxe, seront Brunfwic ou Magdebourg, à l'option des Etats du même Cercle) qu'au premier terme seront prêts & contins à la libre & absolue disposition de son Altesse dix-huit cens mille Richfdales; au second terme fix cens mille; & au troisième terme aussi cent mille Richfdales, sans distraction d'aucune cote part.

§. 8. Néanmoins dans le premier terme sera déduit de ces 1800000. Richfdales ce que quelques Etats auront déjà payé de l'ordre dudit Generalissime; & qui dans lesdites villes nommées pour le dépôt de l'argent, aura été auparavant payé & reçu sur le premier terme pour quelque réduction, évacuation, ou autre usage.

§. 8. Semblablement dans chacun des trois termes de l'évacuation l'on déduira à proportion ce qui a été ou sera remis au nom de la Reine & de la Couronne de Suede par le Palatin Generalissime à certains Etats par forme d'exemptions ou autrement, & cela sera déduit & défalqué de la somme des cinq millions de Richfdales selon la proportion des termes du payement.

§. 9. Mais afin que les cotisations des refusans ou retardans puissent être payées en même tems que celles des autres, le Generalissime a disposé les choses en sorte auprès de toutes les Generaux & chefs des troupes Suedoises, qui sont distribuées dans les sept Cercles de l'Empire, qu'à la requisition des Directeurs de chaque Cercle, il leur soit fourni par lesdits Generaux autant de soldats qu'ils en demanderont pour l'exécution contre lesdits refusans ou retardans; & lesdits Generaux feront retirer les soldats aussi-tôt que lesdits Directeurs l'ordonneront.

§. 10. Ainsi après ce Traité conclu il sera payé dans l'espace de huit jours argent contenant un million de Richfdales dans les villes à ce désignées pour la cote-part de chaque Etat; & tout aussi-tôt il sera procédé, tant par les Imperiaux que par les Suedois, au licentement des soldats, & à l'évacuation des villes selon la désignation sur ce spécialement faite sous la lettre A, en quatorze jours, à compter de la conclusion de ce traité: si ce n'est qu'on soit spécialement convenu avec quelques Etats d'une plus prompte évacuation. Et ce même ordre sera observé au second & au troisième terme, afin que le payement du second du troisième million s'achève du même pas que le licentement des soldats, & l'évacuation des lieux selon les désignations sur ce faites; en sorte qu'en six semaines du jour de la conclusion de ce traité toute l'exécution en soit achevée; & les Electeurs, les Princes, & les autres Etats de l'Empire, pourvoient à ce que le retardement du payement n'empêche pas le licentement & l'évacuation.

§. 11. De même Sa Majesté Imperiale payera aussi les deux cens mille Richfdales dont on est convenu en trois termes: Et premierement parce que le Royaume de Boheme, à l'exception de la ville d'Egre, doit être préliminairement délivré des garnisons & logemens militaires, elle payera incessamment & réellement pour cette évacuation au premier terme les deux tiers de soixante fix mille six cens soixante-fix ½ Richfdales, & l'autre tiers quand la ville d'Egre sera évacuée; en suite au second terme soixante-fix mil six cens soixante-fix ½ Richfdales, huit jours avant l'évacuation du Marquisat de Moravie; & au troisième terme encore soixante fix mil six cens soixante-fix ½ Richfdales, huit jours avant l'évacuation du Duché de Silésie.

§. 12. Cette satisfaction de la milice Suedoise étant ainsi réglée, de même que le licentement & l'évacuation, le tout sera mis aussi-tôt en execution par toutes les parties sans aucun empêchement.

§. 13. On est de plus convenu, qu'incontinent après la souscription de ce point, les lieux cy-après nommez seront évacués & échangés en présence des Commissaires députés de chacune des parties le plus promptement que faire le pourra de côté & d'autre selon la distance des lieux; de quoi les Generaux des Armées des deux partis seront avertis.

SÇAVOIR;

ANS
de J. C.
1650.

De la part des		De la part de
Suedois.	} Contre	L'Empercur.
Prague.		Augsbourg.
Le haut Palatinat,		Le bas Palatinat
excepté Weiden.		
Donawerth.		Memmingen.
Reynerschantz.		Sultzbach.
Uberlingue.		Albeck.
Meynaw.		Homborg.
Léngenarch.		Schiltach.
Tabor.		Aurach.
Leutmaritz.		Lindaw.
Brandeis.		Asperg.
Conopilt, & les		Wildenstein.
autres lieux de		Ratisbonne.
Boheme, excepté Egre.		Wiltzbourg.
		Weiffembourg.

§. 14. Quand ces lieux auront été évacués & restitués à leurs premiers & legitimes possesseurs & Seigneurs le licentement des Regimens, & l'évacuation qui restera à faire s'achevera sans obstacle selon la désignation qui en aura été faite; & l'on ordonnera que toutes choses soient mises à effet au jour & au tems arrêté, afin qu'on n'apporte aucun retardement au second terme & au troisième.

§. 15. On est de plus convenu du consentement unanime de tous, que le quatrième million soit baillé ensemble pour hâter l'évacuation & le licentement, nonobstant ce qui a été ordonné dans l'instrument de paix, à l'égard du quatrième & du cinquième million.

§. 16. A cette fin la plupart des Etats des Cercles de la haute & basse Saxe & de Westphalie; comme aussi quelques-uns des Cercles supérieurs qui n'ont pas été si continuellement incommodés des charges & desordres de la guerre, fourniront dans les termes de l'évacuation & du licentement leur part competente & contingente du quatrième & du cinquième million, selon la désignation qui a été spécialement faite, & la payeront à l'assignation du Prince Generalissime de Suede. Ce qui ne s'entend toutefois que du quatrième million; car pour le cinquième million, on se contentera de l'assurance réelle qui en sera donnée. Mais lorsque lesdits Etats de Saxe & de Westphalie auront fourni leurs cote-parts du quatrième & du cinquième million, les regimens qui sont dans leurs Provinces seront tout aussitôt licenciés & congédiés, même devant les termes ordonnés. Pour les garnisons, elles en sortiront dans les mêmes termes & au même ordre qu'il est spécifié en la désignation susdite: si ce n'est que quelque'un des Etats en convint autrement avec ledit Generalissime, laquelle particuliere convention faite pour la commodité des mêmes Etats ne préjudiciera en aucune façon à l'instrument de paix; mais elle aura la même force que si elle étoit inferée de mot à mot dans ces traités.

§. 17. Que si après ce qui aura été payé par lesdits Cercles & Etats en la manière susdite, il reste quelque chose à payer desdits deux millions, les Electeurs Princes & Etats y satisferont en cet ordre; ils payeront ce qui sera dû de reste du quatrième million dans l'espace de six mois après la dernière évacuation, & le cinquième million dans douze mois après ladite dernière évacuation dans les villes ordonnées pour y recevoir l'argent. Sur quoi son Altesse stipule expressément, & déclare que quant à ce qui regarde les restans du quatrième & du cinquième million, ils ne soient point renvoyés & remis sur la réelle assurance demandée par les Etats, mais que ladite réelle assurance devra être faite sans embarras avant le premier terme du licentement & de l'évacuation: & alors seulement tout ce qui a été conclû en ce recès aura son plein & entier effet. Outre cela il a encore été stipulé de la part de la couronne de Suede, que ce qui restera à executer en vertu de quelque pacte & accord particulier, qui se soit fait entre les Etats, & les Generaux, ou Colonels des Troupes Suedoises touchant les logemens

ANS mens & la subsistance des gens de guerre, ou ce qui sera de J. C. prouvé leur être du en présence des Commissaires de part & d'autre, le payement en sera fait sans retardement, & ira de même pas que l'évacuation des Places, & le licentement des Troupes. Et de cette sorte ce qui a été promis dans le point de la satisfaction de la milice, du licentement, & de l'évacuation, touchant l'évacuation préliminaire, particulièrement celle des lieux occupés par les troupes Suedoises en leur payant les sommes stipulées pour leur satisfaction, sera sans retardement ou exception commencé, avancé & achevé dans l'espace de 14. jours, à compter du jour de la date de ce présent recès.

1650. §. 18. Les autres points icy accordez & contenus, auront seulement leur pleine force & réelle execution, lorsqu'on sera convenu de tous les autres points qui restent à discuter pour parvenir à une entière conclusion; nommément la désignation de ce qui est à restituer, les désignations des lieux qui sont à évacuer, & des Troupes qui sont à licentier en trois termes; comme aussi la désignation des Etats qui doivent contribuer & satisfaire au payement du quatrième million, & l'assurance réelle qui doit être fournie du cinquième million de Richelais; & que ces points étant réglés auront été insérés dans la conclusion capitale, & confirmés par la signature & l'opposition des cachets des parties contractantes.

En foi & témoignage de quoi Nous cy-dessus nommez munis de pleins pouvoirs à cet effet avons signé ce recès *ad interim* de nos propres mains, & l'avons fait donner aux Plenipotentiaires Suedois, de qui Nous avons reçu un semblable exemplaire souscrit aussi de leurs mains.

Fait à Nuremberg le 21. de Septembre, stile nouveau, 1649.

L. S. Isaac Volmar Docteur.

L. S. George Louis de Lindensput.

Tout ce qui a été dit dans ledit recès préliminaire, excepté ce dont on est autrement convenu en ce principal recès pour quelques circonstances, spécialement sur le point de la satisfaction, demeurera en sa force dans tous ses autres articles, points, & clauses; & partant en vertu de ce présent recès les lieux nommez en celui-là, & conséquemment la ville d'Egre seront au tems assigné réellement évacuez & rendus de part & d'autre à leurs premiers possesseurs. Mais les points suivans qui dans la fin dudit recès préliminaire avoient été remis à une négociation & décision subséquente, ont été unanimement accordez, avec l'assistance réitérée, le conseil, & le consentement des Ambassadeurs ici presens des Electeurs, Princes & Etats en la manière suivante.

I. Quant à ce qui regarde la restitution à faire en conséquence & du chef de l'Amnistie & des griefs, entre les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, leurs adhérens & ceux de l'Empire; les Etats qui ont été députez de l'une & de l'autre Religion pour ce point de la restitution, ont au lieu de la liste cy-dessus cotée sous la lettre A, conclu, formé, dressé, signé & muni de leurs cachets certaine déclaration & désignation des cas à décider dans chacun des termes nommez conforme au recès préliminaire cy-dessus inséré, & à ce recès capital, pour avoir son execution de même que la doit avoir l'instrument de paix en la plus exacte manière. Et partant les cas y contenus déjà décidés, & ceux qui seront cy-après réglés par les Députés dans l'espace de trois mois, seront mis à execution dans le tems & l'ordre marqué, de même que s'ils étoient icy exprimés de mot à mot, en sorte toutefois que les points suivans soient pareillement & en même tems observés.

Donc toutes qui de cette façon soit avant, soit dans les termes cy-devant nommez, ou après dans les trois mois suivans a été décidé, exécuté, & convenu; ou sera encore décidé, exécuté ou convenu par les Députés, ou par les Princes Directeurs, ou par des Commissaires à ce ordonnez, en vertu du traité de paix, du recès préliminaire, & du présent recès principal, conformément

ment à iceux, sera ainsi tenu ferme & inviolable; & contre cela on n'admettra aucune chose par quelque forte de voye, ou pour quelque raison que ce soit, ni au tribunal aulique de l'Empereur, ni à la Chambre Imperiale, ni en quelquel autre tribunal de quelque nom qu'on l'appelle; mais elle sera simplement rejetée; & sur tout on ne souffrira point qu'il soit rien attenté au contraire, de fait ou autrement.

Comme aussi à l'égard de la restitution du Palatinat Electoral, cette affaire en demeurera à ce qui a été dit dans le traité de paix, & à ce qui a été ensuite convenu par l'entremise de son Altesse le Seigneur Comte Palatin generalissime de Suede, entre les envoyez Electoraux de Baviere & du Palatin, touchant les terres du bas Palatinat, qui doivent être restituées par l'Electeur de Baviere; c'est à savoir qu'en évacuant par sa Majesté Royale de Suede les lieux par elle occupés dans le haut Palatinat, & fournissant la ratification de la paix conclue avec la renonciation du Seigneur Electeur Palatin aux terres du haut Palatinat, pour être déposée entre les mains de l'Electeur de Mayence, sur la reconnaissance qui en sera par lui donnée, la commission Imperiale sera délivrée, pour faire restituer réellement le château & la ville de Heidelberg audit Electeur Palatin, avec les autres Bailliages cy-devant possédés par l'Electeur de Baviere dans le bas Palatinat, & que le susdit Electeur Palatin, en attendant que sa Majesté Imperiale lui ait conféré une nouvelle charge convenable à la dignité Electorale, avec les titres & ornemens y appartenans, jouisse cependant du titre & des ornemens, & prééminences d'Archimaitre de l'Empire, en vertu & conformité de la déclaration donnée par l'Electeur de Baviere; le tout selon le contenu aux Lettres de ratification, renonciation, reconnaissance, commission, restitution, & déclaration cy-dessus mentionnées, lesquelles par ces présentes sont expressément de nouveau, & de part & d'autre ratifiées & confirmées.

Pour une plus prompte execution dans l'Empire Romain des restitutions non encore faites, il a été au reste trouvé bon, Premièrement que toutes & chacune des causes de restitution qui sont contestées du chef de l'Amnistie, & des griefs de la part des Catholiques, & des confors de la Confession d'Augsbourg, & qui ne repugnent point à la conclusion de la paix, comme aussi les autres griefs & contregriefs qui ont déjà été produits, ou qui se produiront encore avant le premier terme du licentement & de l'évacuation, au directoire Imperial de l'Electeur de Mayence, & lesquels le produisant communiquera aux Députés, seront principalement discutés par les Députés, & seront selon que les choses se comporteront, mis en tel état pour leur execution, que tous sortent leur plein & entier effet, les uns dans les termes qui y auront été assignés, & les autres dans les trois mois suivans; & le tout s'accomplira infailliblement selon la teneur & l'execution la plus exacte du traité de paix, & des Edits Imperiaux faits en conséquence; & ce sur les peines portées par le recès préliminaire.

Mais afin qu'à cause de cela rien ne manque dans les termes ordonnez, & dans lesdits trois mois suivans, ni qu'il en naisse des délais d'execution; Qu'une fois pour toujours il soit arrêté, que les Députés ordonnez pour le point de l'Amnistie & des griefs continuent leurs assemblées, & que pendant le tems convenu ils ne fassent point rappeler par leurs principaux Seigneurs; mais qu'ils discutent avec grand soin les plaintes & les causes qui seront alleguées & produites, qu'ils les décident, & qu'ils fassent mettre leurs jugemens à execution, & que par cette entière décision & expedition du point de l'Amnistie & des griefs, les Electeurs de Cologne & de Brandebourg soient ordonnez comme Mediateurs, & que de la part des Catholiques les Electeurs de Mayence & de Baviere, & les Evêques de Bamberg & de Constance, & de la part des adhérens à la Confession d'Augsbourg, les Ducs de Saxe Altembourg, de Brunswic Lunebourg, & de Wirtemberg, avec la ville de Nuremberg soient établis pour Députés.

Quant

Quant aux autres cas de restitution non spécifiés dans les trois termes, ou qui devant le premier terme du licentement seront encore proposés au directoire de l'Empire par les Catholiques, ou par les conforis de la Confession d'Augsbourg, qu'ils ne soient nullement réputés pour exclus. Enfin que personne ne soit privé de la restitution; mais qu'il soit réservé & permis à un chacun d'allouer & d'exposer dûment les griefs à son Prince directeur, ou selon le traité de paix aux plus proches Princes directeurs du Cercle, ou à l'Empereur même, & que là il soit écouté, & la chose examinée qu'il lui soit fait droit, & qu'il soit restitué suivant la manière d'exécution cy-dessus mentionnée.

Pour donner plus de force & de vigueur à l'exécution de ces choses, sa Majesté Impériale fera publier par tout l'Empire ses Lettres patentes, par lesquelles toutes entreprises, disputes, & exagérations, tant contre l'instrument de la paix, que contre lesdites exécutions conformes audit traité de paix, aux Edits Impériaux, & à la manière d'exécuter la plus exacte, comme aussi audit recès préliminaire, & à ce recès principal, soient défendus sur les peines de rigueur, aussi bien que les autres contraventions de quelque façon qu'elles soient nommées; & qu'il soit enjoint au Magistrat de chaque lieu de punir convenablement les contrevenans selon la gravité du délit, conformément au traité de paix.

Pour ce qui est des autres causes qui doivent être terminées par les Députés dans les trois mois réservés, elles comprennent tous les autres cas non spécifiés dans la désignation cy-dessus mentionnée, de la restitution à faire du chef de l'Amislie & des griefs, & qui ont déjà été allégués & produits au directoire Impérial de l'Electeur de Mayence par les Catholiques, & par les conforis de la Confession d'Augsbourg, ou qui le seront encore avant le premier terme du licentement, & de l'évacuation; sous lesquels seront aussi entendus ceux qui font contenus dans la spécification séparée, soussignée par les Députés, & insinuée à son Altesse le Seigneur Comte Palatin, Generalissime de la milice Royale de Suede.

Que toutefois ce règlement, ou cette distribution des cas ne soit pas si précisément entendue, que si quelques-uns desdits cas se pouvoient commodément exécuter avant le terme désigné, l'exécution n'en fut pas pour cela retardée. Car ces termes ne sont seulement marqués que pour accélérer les choses, & en empêcher le retardement; & à cette fin il sera libre aux Députés & Commissaires d'avancer l'examen du fait, l'exécution & la possession.

La spécification des griefs appliquée à chaque cas, ne doit pas non plus s'entendre, comme si l'on devoit négliger les autres griefs qui pourroient naître ensuite, entre les uns & les autres de ceux qui doivent être restitués, ou qui doivent restituer.

Pareillement les titres & documents qui restent encore à restituer, seront aussi restitués en vertu du traité de paix; & au cas que de pareils titres fussent tôt ou tard produits par les détenteurs, il ne sera rien décerné sur cela en leur faveur; mais ces titres seront rendus sans frais ni dédommagement à celui qui aura été restitué.

Enfin toutes Protestations & réserves faites contre ledit recès préliminaire, & ce recès principal, seront entièrement levées, cassées, & annulées en vertu de ce Traité, & du Traité de paix; ainsi que l'ont été celles qui ont été faites contre le même traité de paix.

Quant à ce qui concerne la satisfaction pécuniaire de la Milice royale de Suede, quoy qu'au commencement dans le traité de paix, & après dans le recès préliminaire icy inséré, on ait fait quelque disposition touchant son paiement: néanmoins à cause des nouvelles circonstances des tems, & de l'impuissance notoire de divers Etats, on a considéré que pour cette raison on ne pouvoit pas assez à tems rassembler & faire compter l'argent, & que de là le licentement réel, & l'évacuation en pourroient être retardés. C'est pourquoi afin de

pourvoir à cela, il a été arrêté & convenu au nom des Electeurs Princes & Etats conjointement par leurs Ambassadeurs icy présents d'un commun consentement, que la repartition dressée, & à nous présentée en ce lieu le 23. jour de Juin de la présente année demeurera invariable; Par laquelle ledits Ambassadeurs au nom des Electeurs Princes & Etats, ont au surplus promis, que s'il manquoit quelque chose de la somme convenue en vertu de ladite repartition, cela sera réparé & payé dans les trois termes du licentement & de l'évacuation; savoir à chaque terme la troisième partie, & ce huit jours avant chaque terme, dans la caisse de la ville de chaque Cercle qui a été nommée pour recevoir l'argent en la monnoye qu'il a été dit dans le Traité de paix.

Et partant les Princes Directeurs des Cercles pourvoiront effectivement à cette fin par exécution militaire, ou par d'autres voyes, y employans même les troupes Suedoises ou autres s'ils le jugent à propos, à ce que les deniers promis en vertu de ladite repartition soient prêts pour être payés dans les trois termes prefix à l'assignation de son Altesse le Seigneur Comte Palatin Generalissime de Suede, sans qu'il soit apporté audit paiement aucun retardement sous quelque pretexte, exception, ou autre empêchement quelconque. Et à cet égard les Princes Directeurs des Cercles auront en vertu de ces Présentes au nom de tout l'Empire la pleine puissance d'employer tous les moyens nécessaires pour ramasser ces deniers ensemble.

Quant à ce qui n'aura pas été payé dans ledits trois termes, & sera demeuré de reste à acquies; sur cela pour l'assurance réelle réservée en ce cas dans le recès préliminaire, il a été accordé par les Ambassadeurs des Electeurs Princes & Etats, qu'un certain lieu dénommé dans la déclaration qui a été faite par S. A. le Seigneur Comte Palatin Generalissime de Suede, & consignée par écrit au Directoire de Mayence, demeurera audit Seigneur Comte Palatin; on forte qu'il le pourra retenir comme un gage compétant des sommes restantes à payer, jusqu'à ce qu'elles soient entièrement acquies. De même pour la garnison dudit lieu, & les choses nécessaires pour la subsistance, il sera payé chaque mois sept mille Richsdals au tems prefix par les sept Cercles destinés à la satisfaction des troupes Royales de Suede; & ces deniers seront comptés dans les villes les plus proches, & qui sont nommées dans le traité de paix pour recevoir l'argent: ce qui commencera incontinent après le troisième terme d'évacuation.

Que si le paiement de cette subsistance par mois ne se faisoit point au tems ordonné, ce défaut, & rien davantage, en sera suppléé en quelque façon par les Bailliages & lieux voisins; & ceux-cy en seront remboursés réciproquement sur les deniers de ladite subsistance par les villes nommées pour les recevoir; & personne ne prendra en aucune sorte, soit à présent ou à l'avenir, pour une contravention à la paix, ces choses ainsi commencées & ordonnées, tant à l'égard de ladite satisfaction pécuniaire, que touchant cette réelle assurance donnée à son occasion; mais elles seront censées comme une convention volontaire, & observées exactement.

Cependant les Directeurs des Cercles pourvoiront avec soin en la manière susdite, tant par exécution que par autres moyens, à ce que les deniers de ladite satisfaction soient incessamment recueillis & amassés ensemble, & qu'ainsi l'assurance réelle soit levée.

De même son Altesse le Seigneur Comte Palatin Generalissime de Suede a réciproquement promis d'évacuer & abandonner ce lieu, aussitôt après que le paiement entier & effectif des deniers, tant de ladite satisfaction que de ladite subsistance aura été fait, de ne point différer l'exécution de ladite évacuation pour raison quelconque, & de procurer qu'à la sortie de la garnison il soit procédé selon le Traité de paix.

Comme des deux cens mille Richsdals dont il a été convenu séparément avec sa Majesté Impériale en vertu du recès préliminaire pour l'évacuation du Royaume de Bohême, & de la ville d'Egre, on en a déjà effectivement

ment payé un tiers, faisant 66666; Richſdales en eſpeces; on eſt de plus convenu, que des deux tiers reſtans il en ſera payé & compté infailliblement un faiſant 66666; Richſdales en eſpeces au premier terme du licentement & de l'évacuation, huit jours devant l'évacuation du Marquiſat de Moravie: Puis au ſecond terme 33333; Richſdales en eſpeces; Et enfin au troiſième terme autres 33333; Richſdales en eſpeces, pour l'évacuation des Duchés de Siléſie, huit jours toutefois auparavant. Ce que non ſeulement ſa Majeſté Impériale s'oblige d'effectuer, mais auſſi comme en vertu du traité de paix, c'eſt à Elle que le principal ſoin de l'exécution en appartient, Elle promet pareillement de s'appliquer ſérieuſement à mettre au plutôt à un entier effet ce qui a été accordé en la maniere ſuſdite avec les Etats, touchant l'argent de la ſatisfaction; & l'assurance réelle.

Il a été enſuite conclu & arrêté, que le licentement effectif, & la ſortie des troupes ſeront fait en trois termes certains, à commencer de la date de la preſente convention, de quatorze jours en quatorze jours, pour être ainſi achevez en ſix ſemaines. Surquoi certaine désignation, diſtribution, & assurance a été par Nous & par ſon Alteſſe le Comte Palatin Generaliſſime de Suede, reciproquement donnée comme auſſi touchant les troupes qui ont été préliminairement congédiées de part & d'autre; de laquelle la communication, entant qu'elle concerne les Eleſteurs, Princes & Etats de l'Empire, a été faite à leurs Députés preſens pour leur information; toutes leſquelles choſes demeureront en l'état qu'il a été dit.

Mais pour ce qui regarde l'évacuation des lieux occupez, il a été convenu qu'au premier terme, ſavoir dans les premiers quatorze jours, à compter de la date de ce traité; c'eſt à dire le dixième Juillet ſtile nouveau, ou le 30. Juin ſtile civil, ſoient évacuez de la part de Sa Majeſté Impériale, & de la part de Sa Majeſté Royale de Suede les lieux ſuivans;

De la part de l'Empereur.		De la part de Suede.
Rotweil.		Olmütz.
Oſtenbourg.		Newſtad.
Freinbourg.		Eulembourg.
Villingue.		Fulnec & autres
Zolern.	Contre	lieux en Moravie.
Rotenbourg au haut Palatinat.		Oſterwic.
Hoxter.		Blekede.
Ehrenbreſtein.		Dunkelſpiel.
		Querfurt.
		Pappenheim.
		Fridberg.

Quand à la fortereſſe de Frankendael; comme elle devoit être reſtituée avec les autres terres & lieux du bas Palatinat, à ſon Alteſſe le Seigneur Eleſteur Palatin en vertu du traité de paix, & que cependant cependant cela ne peut être fait encore ſi facilement, quoi que néanmoins il y ait eſperance que la reſtitution s'en pourra faire devant le premier terme d'évacuation; toutefois ſ'il arrivoit qu'elle ne ſe fit point, on eſt convenu avec ledit Seigneur Eleſteur, ſous le bon plaſir & du conſentement de tous, de ce qui ſ'enſuit.

Premièrement Sa Majeſté Impériale, comme auſſi les Eleſteurs, Princes, & Etats, promettent & s'obligent de s'employer ſérieuſement à faire tous leurs efforts pour faire rendre au plutôt & inceſſamment la fortereſſe de Frankendael à ſon Alteſſe Eleſtorale.

Cependant, tandis que cette place ne ſera point reſtituée, la ville de Hailbron avec ſes fortifications, canons, munitions, & provisions, en l'état qu'elle eſt à preſent, ſera incontinent après ce recés principal d'exécution ſous-ſigné, baillée audit Eleſteur Palatin pour caution; à condition que la garniſon s'obligera à lui ſeul; & que pour la ſubſiſtance d'icelle on prendra ſur les deniers publics des Cercles de Suabe & de Franco-

dans ce recés par l'Empire; huit mille Richſdales par mois, juſques à ce que Frankendael ſoit reſtitué. Laquelle ſomme ſera payée & miſe entre les mains du Receveur de l'Eleſteur Palatin à Hailbron, dont la moitié ſera toujours avancée quatorze jours devant ce terme: mais ce paiement venant à manquer par quelque accident, les Princes Direſteurs des Cercles, à la ſollicitation du commandant, auront ſoin de procurer ledit paiement; ou bien les Etats voiſins y ſeront contraints par exécution des ſoldats de la garniſon. Que ſi lors qu'il faudra reſtituer ladite ville, il étoit dû quelque choſe de reſte, ſon Alteſſe Eleſtorale ne ſera pas tenu d'en faire ſortir la garniſon, que ce reſte ne ſoit actuellement payé. Toutefois il a été expreſſement convenu que cela n'empêchera ni ne reculera en aucune maniere l'évacuation de Frankendael.

On laiſſera au reſte à ladite ville d'Hailbron ſon ancienne adminiſtration ſaine & entiere dans les affaires politiques & Eccleſiaſtiques; comme auſſi ſa liberté en ſon immédiateté de l'Empire: & auſſi-tôt que Frankendael avec ſes appartenances ſera délivrée de la garniſon Eſpagnole en vertu du traité de paix, ladite ville Impériale d'Hailbron ſera ſans contradiction (excepté la cauſe du paiement deſdits reſtes) évacuée, & les canons qui y auront été trouvez ſeront reſtituez & livre en vertu du traité de paix à ceux, (principalement à l'Eleſteur de Bavière, & au Duc de Wirtemberg) à qu'ils appartiennent.

Afin donc que la garniſon de Frankendael n'ait aucun ſujet de grever par des exactions, impositions, & autres exécutions militaires les terres & les ſujets de l'Eleſteur Palatin dedans ou dehors la ville, les Etats juſques à preſent ont contribué pour la ſubſiſtance, & avec eux principalement tous ceux qui ſont compris ſous le Cercle du haut Rhin contribueront pour la continuation de la ſubſiſtance de ladite garniſon, & exempteront à cet égard l'Eleſteur Palatin de toute contribution, & conviendront avec le Commandant d'une ſomme convenable pour ladite ſubſiſtance.

Pour la même fin ſa Majeſté Impériale s'offre d'écrire, & de diſpoſer ſon Alteſſe l'Archiduc Leopold Guillaume, comme Gouverneur des Pais-bas, à ce qu'il ne permette aucune courſe ou exaction ſur les Etats de l'Empire voiſins, & principalement qu'il conſerve les terres & les ſujets de l'Eleſteur Palatin francs & exempts de toutes contributions.

Et afin que les Etats qui doivent contribuer à la ſubſiſtance des garniſons de Heilbron & de Frankendael ſoient d'ailleurs dédommages, chacun pour ſa part, de cette charge; la ſomme à laquelle aura monté ladite ſubſiſtance, quelque grande qu'elle ſoit, ſera cy-après regalée dans quelque imposition commune de l'Empire; & leſdits Etats ſeront remboursez de ce qu'ils auront contribué outre & par deſſus leur cote-part.

Davantage, il a été promis au nom de Sa Majeſté Impériale, que cependant & juſques à ce que Frankendael ſoit délivré de la garniſon Eſpagnole, il ſera payé au ſuſdit Eleſteur Palatin au lieu des revenus ceſſans, & de tout ce qu'il devroit recevoir de ladite ville, trois mille Richſdales qui lui ſeront comptés régulièrement à Francofort ſur le Mein tous les mois, à commencer de la date de ce principal recés d'exécution, par le Receveur Impérial; avec cette condition, que ſi contre toute eſperance les terres & les ſujets de l'Eleſteur Palatin ne laiſſoient pas d'être grevez & foulez par le Commandant de Frankendael, ou qu'il leur fût fait quelque dommage en leurs biens par ſa garniſon, dedans ou dehors la ville par des contributions, exactions, & autres charges de quelque façon qu'elles ſoient nommées, Sa Majeſté Impériale veut bien le repa- rer, & rendre le tout à ſon Alteſſe l'Eleſteur Palatin ſur les preuves qu'il en rapportera.

Enfin pour une plus grande & plus réelle assurance de cet entier dédommagement, non ſeulement il ſera au pouvoir de l'Eleſteur Palatin, juſques à ce que Frankendael ſoit reſtitué, & que tous les dommages cauſez à l'oc-

ANS l'occasion de ladite ville soient reparez, de retenir toutes & chacunes les contributions de l'Empire, qui presentement ou à l'avenir seront impolees, tant sur son

ra jusques au troisieme terme; & alors s'ils ne font pas encore d'accord, elle demeurera jusqu'à la fin des traités de J. C. commencez.

Au reste toutes les autres choses seront réellement & sans aucun empêchement expedies & accomplies par toutes les parties dans l'espace de six semaines, à compter du jour que cette presente convention sera achevée & signée. Mais en cas que quelque lieu eût été omis par ignorance ou par faute d'information dans la susdite specification, il sera néanmoins évacué & délaissé comme les autres du même Cercle aux termes prescrits.

Toutefois ce present traité d'évacuation ne sortira nullement son effet à l'égard des Etats de l'Empire, que le paiement de l'argent de satisfaction qui a été par eux offert, n'ait été fait en chaque terme; & au défaut de cela, la réelle assurance dont on est convenu demeurera ferme & stable.

L'Amnistie contenue dans ce Traité de Paix ne comprendra pas seulement les principaux acteurs de cette guerre, & entr'eux spécialement Madame la Landgrave, & la maison Ducale de Hesse-Cassel; mais aussi les Generaux, Colonels, Capitaines, & autres Officiers & Ministres de Guerre & de Robe de toutes les parties, & generalement toutes les troupes de Cavalerie & d'Infanterie, jusques à leur entier licenciement & sorties, & ainsi elle s'étendra l'espace de huit semaines après la conclusion de ce traité; à condition toutefois que ladite milice continuera d'observer exactement les ordres & commandemens de leurs principaux chefs Generaux, & autres Officiers superieurs & subalternes, & il ne sera par elle exercé contre qui que ce soit aucune hostilité ni aucune autre chose contraire audit Traité de paix, soit durant qu'elle restera en garnison, ou à la fortification & retraite.

Or comme ledit recès préliminaire & cette convention principale dépendent du Traité de paix qui a été publié & ratifié de toutes parts, comme l'effet de sa cause; & que pour cette raison l'un & l'autre doivent avoir la même force & vertu, & le même effet que le Traité de paix, & être aussi religieusement observez par toutes les parties: c'est pourquoi en vertu des presentes la garantie generale exprimée dans le Traité de paix, s'étend aussi avec toutes ses dispositions, assurances, clauses, & precautions sur ladite convention préliminaire; & sur cette principale, avec pareil effet, force, & obligation. De même, & avec non moins de force, tout ce qui a été ailleurs arrêté en l'Article dix-septieme touchant la ratification, confirmation, observation, & sureté du Traité de paix, trouvera, aura, & retiendra pareil lieu en tout & par tout dans ce recès d'exécution comme si ledit Article XVII. avec tous & chacuns ses Paragraphes avoit été icy inferé & repeté de mot à mot. Ainsi tant le Traité de paix, que le recès de son exécution, seront incessamment & en la maniere due & accoutumée, de l'autorité de sa Majesté Imperiale, & des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, infinués à la Chambre Aulique, à la Chambre Imperiale de Spire, & à tous les autres Tribunaux des Etats, pour leur être une règle perpetuelle de juger. Et afin que tout ce qui a été cy-dessus écrit, soit gardé inviolablement par tous les principaux Interressez, & ait son effet & sa vigueur, les ratifications tant de l'Empereur que de la Couronne de Suede en seront expedies en la forme dont on est déjà convenu; & seront au plutôt icy fournies, & reciproquement echangées, avec ce recès d'exécution, signé & sellé, tant par Nous & par son Altesse le Seigneur Palatin Generalissime de Suede, que par les Conseillers Ambassadeurs & envoyez icy presens à ce députéz par les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire. Après quoi les mandemens du licenciement & de l'évacuation selon les termes assignez, seront donnez, & mis ensuite à execution par un pareil nombre d'Officiers de part & d'autre en la meilleure maniere dont il a été cy-dessus convenu.

Pour ce qui est des ratifications des Electeurs, des Princes, & des Etats, elles seront infailliblement expedies

De la part de l'Empereur.		De la part de la Couronne de Suede
		Jagendorf.
		Gräfenstein.
		Hirschberg.
		Lubschuts.
		Parchwitz.
Landstuel.	Contre	La ville & le château de Leipsic.
Hombourg.		Nordingen.
Hammerstein.		Wertheim.
Dortmund.		Winsheim.
		Landsberg sur le Werth, avec sa forteresse.
		Bucholz.

Au troisieme terme qui sera le quatorzieme jour après le second, à savoir le 7. Aoust stile nouveau.

De la part de l'Empereur.		De la part de la Couronne de Suede.
		Großglogaw.
		Ohlaw.
		Jawr.
		Polkeenhäm & Jels.
	Contre	Drakenberg.
		Minden.
		Nieubourg.
Sybourg.		Tous les autres lieux dans l'Electorat & la marche de Brandebourg.
Beinebourg.		Vecht. Mansfelt.
Landcron.		Elfort. Schweinfurt.
Eisen.		Weids.
		Les lieux en Mecklebourg.
		Reysenberg.
		Leipsic.
		La Frise Orientale.

Les lieux de la Pomeranie Poltericure, quel Electeur de Brandebourg doit avoir en vertu du Traité de paix seront évacuez & délaissés lorsqu'on sera auparavant convenu entre les Commissaires de sa Majesté Suedoise, & ceux de l'Electeur de Brandebourg à ce députés, des limites & autres moindres choses qui sont à régler.

Pour ce qui concerne l'Evêché d'Osnabruck, puis que les interressez sont entrez en traité particulier sur ce sujet en vertu du Traité de paix, la garnison demeure-

ANS diées & fournies en la forme cy-dessus arrêtée dans l'es-
pace de quatorze jours, à compter du jour de la signature
de J. C. de ces présentes. En foy & fermeté inviolable de quoi,
1650. Nous au nom de Sa Majesté Impériale, en vertu de son

plein pouvoir, avons souscrit de notre propre main, & muni de notre cachet Ducal ce principal recès d'exécution; ainsi qu'au nom de toutes les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, leurs Conseillers, Ambassadeurs cy-après nommez, députez pour ce traité en vertu de la conclusion Impériale séparée, qui en a été spécialement expédiée, & à nous aujourd'huy présentée sous le scel du directoire de Mayence, l'ont semblablement souscrit & muni de leurs cachets: C'est à savoir, Sebastien Guillaume Mèel, au nom de l'Electeur de Bavière; Auguste Adolphe Baron de Trandorf; au nom de l'Electeur de Saxe; Jean Guillaume de Gohn en Keinsheim, au nom des Archiducs d'Autriche; Cornille Gobel, au nom de l'Evêque de Bamberg; Jean George Oexel, au nom des Ducs de Bavière; Wolfgang Conrad de Thumbshirn, au nom du Duc de Saxe Altenbourg; Augustin Carpozivius, au nom du Duc de Saxe Cobourg; Polycarpe Heiland, au nom du Duc de Brunswick-Lunebourg-Wolfenbutel; Otton de Manderode, au nom du Duc de Brunswick-Lunebourg-Zell; Valentin Heyder, au nom du Duc de Wurtemberg; Burchard Loffenholz de Colberg, & Tholie Oelhafen de Schollenback, au nom de la ville de Nuremberg; Zacarie Stenglin, au nom de la République de Francfort, après quoi Nous l'avons fait délivrer au Seigneur Generalissime & Plenipotentiaire de Suede, de qui Nous avons reçu un pareil exemplaire, signé & scellé par lui.

Fait à Nuremberg, ville du sacré Empire Romain, le vingt-sixième jour du mois de Juin l'an mil six cens cinquante.

Signé, Octave Piccolomini Duc d'Amalfi; & les autres cy-dessus nommez.

Designation de ceux qui doivent être restitués en trois termes, en vertu du recès préliminaire & capital; marqué par la lettre A.

PREMIER TERME.

LES Alliez de la Confession d'Augsbourg au bas Palatinat, à cause de l'exercice de Religion.

Le Comte Palatin de Sultzbach.
Les Bourgraves de Dohna.
Jean Ammuller.
Louis Bereuters.
Les héritiers de Saugenfingern.
Jean Christophle Neu.
Les Créanciers de Ratisbonne.
Jean Walthausen.
Les héritiers de Plechiach & de Schreiberiach.

Dans le point de la créance, & des maisons & des biens annués, ou baillez au fief dans le haut Palatinat.

Brandebourg Culmbach, le Comte Palatin de Sultzbach & les sujets de la ville de Nuremberg.

Contre l'Electeur de Bavière, touchant le point de Religion, des contributions, & du logement.

Gan, héritiers de la maison & du Bailliage de Rotemburg, contre l'Electeur de Bavière, & l'Evêque de Bamberg, touchant leur restitution en ce qui concerne le Politique & l'Ecclesiastique.

Les Bourgraves de Dohna contre l'Electeur de Bavière, & le Prince de Hohenzollern, touchant les biens de Fiebach & de Stockenfels avec leurs appartenances: Pareillement ceux de Schwartzenberg, comme aussi quelque maison dans Amberg.

Frideric Hoffer d'Urfahren, contre l'Electeur de Bavière, pour l'investiture de deux troisièmes parties des douze de la terre de Stoflingen.

Jean Pierre Schlammerdorf contre l'Electeur de Bavière, pour l'investiture de la terre des Hopce-de J. C. nauf.

Jean Christophle Fuchs de Walbourg, contre l'Electeur de Bavière, & le Baron de Weix, pour la restitution dans le domaine de Winklern, Schausse, & aussi de Schwartzenberg, Stralred & Kinberg.

Les héritiers d'Ebeleben contre l'Electeur de Bavière, & ceux du Comte de Wahl pour la restitution de la terre de Dantrein.

Othon Losen, contre l'Electeur de Bavière, touchant la restitution de Caltel, & de Hofmarkheimhof.

Cornille Fisenmain, contre l'Electeur de Bavière, pour la restitution de 1500. Richsdales.

Le Comte Palatin de Sultzbach, contre la regence de l'Electeur de Bavière, qui se tient à Amberg, comme aussi contre l'Evêque de Bamberg, le Comte Palatin de Neubourg, & le Prince de Lobkovitz, pour l'exercice & usage du culte Divin, & des Sacrements.

George Bader, contre quelques Officiers de l'Electeur de Bavière, pour une certaine quantité de vin & d'argent qu'ils ont enlevé.

Waldeck contre l'Electeur de Cologne, pour la restitution dans les droits de Diedinghausen; & dans les villages de Nordenau, Liechtenscheid, Defelt, & Nieder Schlaudern, comme aussi dans la possession de Pirmont, & pour quelques attentats dont il y a dispute.

Le Marquis de Brandebourg Ansbach, contre l'Evêque de Wirtzburg, pour quelques Paroisses & leurs Filles.

Le Comte de Lovenstein Wertheim, contre l'Evêque de Wirtzburg, touchant Carthaux Grunau. Hanau contre l'Evêque de Wirtzburg, touchant la Ville, le Cloître, & l'Académie de Schlichtern.

Brandebourg Culmbach contre l'Evêque de Bamberg, concernant la Paroisse de Rugendorf, Dobra, Haufen, & les sujets de Neufargh.

Brandebourg Onoltzbach, contre l'Evêque d'Eichstadt, pour les Paroisses de Cronheim, Oberschwanningh, & Gellersfeul.

Nuremberg contre l'Evêque d'Eichstat, dans le point du droit de faire par ses sujets des collectes dans le Diocèse d'Eichstadt.

Weissenbourg en Nortgan, contre l'Evêque d'Eichstadt, pour les enseignemens concernant l'administration Impériale, la prétendue juridiction, & le droit de collectes, & de logement.

Weissenbourg contre les Commandeurs Provinciaux d'Ellingen, touchant 24. sujets.

Erbach, contre Lowenstein, pour la maison de Brenberg.

Marie Christine, née Comtesse de Lowenstein, contre Ferdinand Charles Comte de Lowenstein, touchant leurs prétentions contenues dans le Traité de paix.

Nuremberg, Memminge, & Lindaw, contre le Maître des Postes.

Montbeliard contre la Franche-Comté, touchant Clerval & Passavant.

Lindaw, touchant le gage Imperial, la restitution des armes, l'expulsion, & le délogement des Jésuites & des Capucins.

Wetzlar contre les Religieux de l'Ordre de Saint François, touchant la restitution des enseignemens.

Baden Dourlach, contre l'Autriche, à cause du domaine de Hohengerolteck.

Papenheim, contre le Diocèse d'Augsbourg; & ce Diocèse, contre Papenheim, pour raison de l'Eglise de Grunebach, des décimes, & des autres droits que l'une & l'autre partie prétend.

Bibrach contre les Catholiques du lieu, touchant quelque Protestant Meisner.

Baden Dourlach, touchant les Dominicains & les Franciscains de Pfortsheim.

Le Prince Palatin de Veldens, contre l'Electeur de Tre-

NS Treves ; touchant la restitution dans les choses Ecclesiastiques & politiques, selon le Traité de Paix.
J. C. Le General Degenfeld , contre le Prevôt d'Elwang.

La ville d'Aahlen contre le Prevôt d'Elwang.
Rechlinger d'Augsbourg.
Gochsheim & Seufelt, contre Wirtzburg.
Frideric Louis Comte de Lowenstein Wertheim, contre Ferdinand Charles Comte de Lowenstein Wertheim, à cause de la moitié du Comté de Wertheim.
Louis Camerarius contre les Abbez de Munchsberg, & contre Jean Eric de Munster.

LE SECOND TERME.

Rotenbourg sur le Tauber, contre Brandebourg Onoltzbach, pour le droit litigieux des collectes, sur les biens de Rotenbourg à Breheim, Insingen, &c. & sur la preture d'Uffenheim.

Rotenbourg contre l'ordre Teutonique, pour une obligation de 500. florins.

Nassau Sarbruc, à cause du Cloître de Clarenthal, Rosenthal, & de la Parroisse de Mosbach.

Isenbourg & Hesse Darmstat l'un contre l'autre, touchant la restitution de la maison d'Isenbourg, à laquelle il a été pourvu dans le Traité de paix, & touchant la Religion Reformée, introduite dans le village de Gensheim, & autres lieux.

Spire, contre les Dominicains & les Augustins du lieu, pour la restitution de l'exercice de la Confession d'Augsbourg dans l'Eglise des Dominicains, & pour le son de la Cloche dans celle des Augustins.

Les conforis de la Confession d'Augsbourg à Haguenau, touchant la restitution des Eglises & des Ecoles, comme aussi touchant l'exercice de Religion ; & la Communion du Magistat.

Landaw, contre le Doyen du Diocèse de Sainte Marie aux Echelles, pour le trouble & l'innovation dans les Eglises du lieu.

Weissenbourg sur le Rhin, contre les Chapitres de Saint Pierre & de Saint Etienne, pour l'entretenement des Parroissiens.

Fridberg contre les Augustins de Mayence, pour les ornemens, titres, & autres écrits des Eglises qu'ils ont détourné.

Hoxter, & l'Abbé de Corvey, l'un contre l'autre, pour la restitution des Eglises, & pour autres attentats & droits, tant es choses Ecclesiastiques que Politiques.

Ameloux & Canne, contre l'Abbé de Corvey, pour les Eglises, & l'exercice de Religion à Ameloux, & à Bruchaufe.

Les héritiers de Loffler, contre les héritiers de Richel, à cause du bien féodal de Wirtemberg à Neudlingue.

Augsbourg contre les Catholiques, pour les Orphelins nez des parens Catholiques, & respectivement des conforis de la Confession d'Ausbourg, qui sont maintenant dans la maison des Orphelins, ou qui en ont été chassés pour un tems 2. pour le droit d'enterrement dans les Eglises de Saint Maurice, & autres Catholiques. 3. Pour la predication dans Langhaufe. 4. Pour la collation des Offices. 5. Pour les lieux & caves Ecclesiastiques à cuire, & à mettre de la bière, & leur gabelle. 6. Pour les debtes de Brandenstein. 7. Pour la milice & les Offices militaires, & leur parité, comme aussi pour l'usage, la liberté, & la restitution des armes. 8. Pour la parité des vingt quatre hommes, & Maîtres des chambres de l'une & de l'autre Religion dans les chambres des Bourgeois ; Item pour les Religieux Carmes du lieu.

La ville de Ravensbourg, contre les Catholiques du lieu. 1. Touchant l'excès dans les Predications. 2. Touchant les Capucins & leur Cloître, & la maison des Predicateurs du lieu. 3. Pour les contregriefs produits par les Catholiques du même lieu.

La ville de Duncelspiel, contre les Catholiques, touchant le gouvernement, les Offices, & leur collations. 2. La judicature en matiere de mariage. 3. Les

Tom. III.

jours de Fête, & l'Ecole Latine. 4. Les contregriefs produits par les Catholiques du même lieu.

Les Catholiques contre la ville d'Ulm, touchant le Bapême des Enfans, & l'administration des Sacremens dans les maisons pour les Bourgeois & autres habitants Catholiques.

Les Comtes de Lippe, & les Jesuites les uns contre les autres, à cause de Falckenhag.

LE TROISIEME TERME.

La Comtesse veuve de Sain, & Christian Comte de Wittgenstein, & tous les parens du côté du pere de Wittgenstein contre l'Abbé de Lachen, à cause de Bendorf, & contre l'Electeur de Treves, à cause de quatre villages de Freysberg.

La ville de Hildesheim & les Etats Evangeliques, contre l'Electeur de Cologne Evêque du lieu, touchant le Consistoire & autres affaires.

L'Abbesse de Keppel, & les Bourgeois Evangeliques de Siegen, contre les Jesuites qui ont été respectivement introduits dans les dis lieux de Keppel & de Siegen, & aussi, touchant les Ecoles & leurs appartenances.

La Ville d'Essen, contre l'Abbesse du même lieu, touchant quelques papiers & registres appartenans aux Eglises Parroissiales, & à l'Hôpital, & touchant la recolte de quelques prairies.

La ville d'Herfold, contre l'Electeur de Brandebourg, touchant la restitution demandée.

Freyberg d'Oepfingen, contre la ville d'Ehing, touchant l'investiture retenuë des Freiberghiens Gultbau-riens d'Underrufftinge, & la restitution des prez nommez Royaume du Ciel, & autres biens Freybergiens achetez à Nasgenthal, & à Gommerfwang. Item contre le Curé d'Oepfingen, à cause des dîmes plus grandes du lieu.

Hailbron, contre l'ordre Teutonique, touchant cassation & restitution de l'obligation de huit mille florins.

Hailbron, contre les héritiers de Walther Aachen, touchant l'obligation de 14000. florins, & touchant le procès sur ce décidé en la Chambre contre ladite ville.

Hall en Suabe, contre la communauté Ecclesiastique de Schontal, touchant la cassation de l'obligation de 32000. florins.

Limbourg, contre les Commandeurs de Hailbron, pour certaines dîmes de vin & de fruits à Er-lanbach.

Le Comte Palatin de Sultzbach, contre l'Electeur de Baviere, & le Comte Palatin de Neubourg, touchant les choses dûes aux Parroisses & Ecoles de Sultz-bach par les Offices ou Pretures du haut Palatinat de Neubourg.

L'Electeur Palatin de Heydelberg, touchant les Pretures de Weiden & de Parckltein, comme aussi de la Preture de Bleyenstein.

Le Comte Palatin de Sultzbach, contre le Comte Palatin de Neubourg. 1. Touchant la condirection es affaires Politiques & Militaires dans les Pretures héréditaires & communes. 2. La réintegration des Etats, leurs Ministres & dépendans. 3. L'institution du jugement Aulique. 4. L'Abolition de l'instance de l'appellation usurpée sur les Ordonnances de la Chancellerie Ducale. 5. Le rétablissement du vieux stile dans les mandemens. 6. Les nouveaux titres contre les Etats Provinciaux. 7. L'abolition & l'engagement de ceux qui servent la Province. 8. La restitution de l'ornement emporté des Eglises, & d'autres choses semblables. 9. Ce qui n'a point été ordonné, ni encore été exécuté dans les pretures de Parckltein & de Weiden. 10. La démolition & évacuation de Parckltein. 11. La sûreté du present Senat de Weiden. 12. Le grief de la convention de Weidau, qu'on appelle de Bourgfricf. 13. La restitution des dépens d'exécution. 14. La plainte de la disproportion des impositions. 15. L'indemnité des Pretures héréditaires & communes. 16. La satisfaction de la Da-

Eccc

mg

ANS
de J. C.
1650.

me Duchesse veuve, & des Seigneurs ses freres, tant à l'égard de ce qui a été transigé, que des deniers qui leur ont été assignez, & enfin l'exécution, approbation, & manutention faite, ou encore à faire.

Hilpoltstein, Heydeck, & les Ministres d'Ailersberg, & les sujets de la Confession d'Augsbourg y demeurans, tant du Palatinat que des autres Seigneuries, contre Neubourg, touchant la liberté de conscience, & de l'exercice de Religion.

Onoltzbach contre Neubourg, touchant la Paroisse de Bergen.

Wolffiteyn, contre Neubourg, touchant l'exercice de la Confession d'Augsbourg, ôté des Eglises de Saint Nicolas, & de sainte Marie, & autres filles en dépendantes à Ehrenbret, & le droit de faire des collectes usurpé sur les sujets du Seigneur de Wolffiteyn.

Joachim Ernest Comte d'Otingen, touchant la Communauté Ecclesiastique du Jardin de Christ, & autres competences Ecclesiastiques & seculieres, Mais spécialement des Paroissiales dans Medinge, & dans le haut Merga.

Les Magistrats & les Bourgeois d'Erfort, les uns contre les autres.

Fait à Nuremberg le deuxième May 1650.

Au nom & du consentement du College des Deputez.

L. S. Sebastien Guillaume Mécél Ambassadeur de l'Electeur de Mayence.

L. S. Cornille Gobel, envoyé de l'Evêque de Bamberg.

L. S. Wolf Conrad de Thomshirn Ambassadeur du Duc de Saxe Altenbourg.

L. S. Polycarpe Heyland, Ambassadeur Ducal de Brunswick & de Lunebourg.

Designation de ceux qui doivent être restitués en trois mois, & qui sont marquez dans le principal recés.

§. Pour ce qui concerne les autres causes.

I. JEAN Christophle Haller, contre la ville d'Egre, pour 10000. florins, somme capitale, & les interêts qui en sont échus.

II. Les sujets de la Confession d'Augsbourg immatriculez dans la Paroisse de Mainrodt, contre l'Evêque de Bamberg, touchant l'exercice de Religion & l'Eglise.

III. Freyberg, Justinge, & le Tribunal Keller, l'un contre l'autre, touchant la Seigneurie de Justinge.

IV. Brandebourg Onoltzbach contre Schwartzembourg, pour les Paroisses de Schainfeld, Dornsheim, Seynsheim, Huttenheim, Weygensheim, Hemsheim, Uffigheim, Bullensheim, & Geisselwind.

V. Item contre Pappenheim, touchant les Ministres de la Paroisse & de l'Ecole de Dettensheim.

VI. La Comtesse & les héritiers de Brandenstein, contre l'Electeur de Saxe.

VII. Landau, contre le Vice-tribun de Kolbige, pour la cassation & restitution respective de l'obligation de 4625 fl. & de cinq constitutions de rente.

VIII. Ladite ville de Landau, contre les Seigneurs étant en possession en Hohence, pour trois autres obligations.

IX. Les consors de la Confession d'Augsbourg, & les reformez d'Aix la Chapelle, contre les Catholiques du lieu, touchant la liberté de conscience, l'exercice privé de Religion, & les droits de la Ville.

X. Les consors de la Confession d'Augsbourg, & les reformez de Cologne, contre les Catholiques du lieu, touchant l'exercice privé de Religion, & les droits de la Ville.

XI. Les Gentilshommes libres de l'Empire en Suabe, Franconie, & au Rhin, touchant diverses restitutions qu'ils ont demandées.

XII. Nassau Dilenbourg, contre Nassau Hadamar, & les Jesuites de Siegen, respectivement, touchant le revenu & les casuels de Pratzermul, & du Monastere de Befelich, & le livre retenu des impositions, & collectes.

XIII. Hailbron, contre le Cloître de Nesselian, pour le droit d'Avocatie, & les droits en dépendans.

XIV. Item contre le Cloître de Schonthal & de Kaiffhem, touchant les nouveaux Ministres, qui ont été introduits dans leur ville, & les heritages de Citoyens.

XV. La ville de Weisenbourg sur le Rhin, contre le Baron de Hoheneck, pour la cassation & la restitution d'une certaine cedula de constitution de rente.

XVI. Item contre les héritiers de Burgfreyffit, pour la restitution d'une obligation de dix mille Florins.

XVII. Le Comte de Bruch de Falckenstein, contre les Comtes de Mander-Scheid, concernant Falckenstein.

XVIII. Baden Dourlach contre l'Electeur Palatin, pour le Cellier de Pfortzheim & de Graben.

XIX. Eberstein, contre Gronsfield, touchant l'héritage du Comte Philippes d'Eberstein l'aîné, abandonnée.

XX. Item contre l'Abbesse du Monastere appellé Fraven Alb, pour la restitution de la moitié dudit Convent, & des Villages y appartenans.

XXI. Richsdorf Altenhausen, contre l'Ordre Teutonique, touchant le trouble dans les choses Ecclesiastiques & Politiques, qui a été représenté.

XXII. Limbourg, contre le Grand Chapitre de Wirtzburg, 1. pour la juridiction criminelle dans Sommer, & Winterhausen. 2. Pour deux prairies & quelques terres. 3. Pour le droit de rectifier, & autres semblables, concernant lesdites prairies. 4. Pour diverses vignes ôtées aux Bourgeois de Limbourg. 5. Pour l'immunité des Dimes du champ parroissial de Wetheim.

XXIII. La ville de Schweinfurt, contre le Comte de Hatzfeld, General, Maréchal de Camp, pour la restitution, demandée de quelques Dimes de vin, & de grains, & de quelques centaines d'arpens des Forêts nommées Potigh.

XXIV. Les Religieuses nobles du Cloître du Val-de-Grace, contre les Regens de Dietz, pour la restitution dudit Cloître.

XXV. Les Seigneurs Comtes de Lippe, contre l'Abbé de Knechtlieten, touchant l'introduction cydevant faite d'un Prieur à Kapell, & les Livres, Cartes, Registres, & autres documens appartenans à l'Abbaye par lui retenus.

XXVI. Les consors de la Confession d'Augsbourg, & les Reformez dans le Duché de Julliers.

XXVII. Bentheim, contre le Cloître d'Urendeweegs, touchant certains Religieux introduits dans ledit Cloître.

XXVIII. Alexandre & Maximilian, Barons de & en Schwendi & consors, contre Helene Eleonore de Layen, née de Schwendi, pour la restitution de la Seigneurie de Hohenlandsparg, & de ses appartenances, comme aussi pour la préture Imperiale de Keyfersberg.

XXIX. Kautbayern, touchant les Jesuites, qui ont été chassés, & le Magistrat déposé.

XXX. Les Comtes de Hohenlohe Nevenstein contre l'Abbé de Schonthal, touchant l'aide Parrochiale de Weltingsfelden.

XXXI. Memmingen contre le Baillif Provincial de Suabe, touchant le Calendrier nouveau.

XXXII. Jean Vitus Stuber en Butenheim, pour le bien de Chevalerie de Sassenfahr.

XXXIII. Wolff Adam de Stefraw, dit Steinruck avec les cohéritiers de Mosbach, touchant le bien d'Eberstarr occupé par Schonbourg Colonel de l'Electeur de Baviere.

Ceux

ANS XXXIV. Ceux de Hirschorn, contre le Diocèse de
de J. C. Wormes, touchant le bien de Walthorn, confis-
1650. qué avec ses appartenances dont une partie a été donnée
à Jean Philippe Lieben, & une partie aux Peres Ca-
pucins.

XXXV. Ceux de Helmstadt pour le bien d'Ober-
denheim, que le Gouverneur François de Philisbourg
possède encore.

XXXVI. Le Sieur Daniel de Hutten, contre le
Seigneur Abbé de Fulden, touchant certains biens qu'il
a tirés à lui.

XXXVII. La Noblesse de Franconie qui est dans les
terres de Rhon & de Werre, contre le Seigneur Abbé de
Fulden, pour leur immédiateté & Landtsaserie.

XXXVIII. La maison des Comtes de Nassau Sar-
bruck, contre le Duc Charles de Lorraine, pour la re-
stitution du Comté de Sarweyden, du Château & Preture
de Hombourg, & du Bailliage de Hervitsheim, comme
aussi contre la Baronne de Krichingen; pour le Bailliage
de saint Nabert & Wannetwalden.

XXXIX. Les conforts de la Confession d'Augs-
bourg, dans la ville de Lude, & autres Villes, Bourgs,
& Villages du Diocèse de Paternoin, touchant l'exer-
cice de Religion.

XL. La ville d'Osnabruck, respectivement contre
la Noblesse de Chevalerie, & le Diocèse du pais,
touchant 27. à 28. mille Richsdales réglées en deux
sommes.

XLI. Ladite Ville touchant les péages & impôts in-
troduits & augmentés ça & là, à l'occasion de la
guerre.

XLII. La même Ville contre le Gograve du lieu,
afin qu'il fournisse à la Ville les choses que les predeces-
seurs avoient accoutumé de lui fournir.

XLIII. George Kraufner, contre l'Electeur de
Baviere, & la ville d'Amberg. 1. Touchant certain
argent prêt 2. Touchant quelques biens qu'ils se sont
attribuez.

XLIV. Les Evangelistes d'Odenkirch, contre
l'Electeur de Cologne, touchant l'exercice de Re-
ligion.

XLV. L'Abbesse de Capell, contre l'Archevêque de
Cologne de la prétation nouvellement défendue de la
part dudit Archevêque, des cas appartenans à ladite
Abbaye.

XLVI. Brandebourg Onolsbach, respectivement
contre Hatzfeld, & le Diocèse de Wirtzbourg, tou-
chant le trouble des droits Parrochiaux à Rintensfeld.

XLVII. Michel Rumpf, Caporal Suedois, pour
certains biens situés dans le pais d'Eichstatt, sous le Ba-
ron de Schenck, qui lui ont été héréditairement laissez
à Neussingen par les parens, contre les possesseurs de
dits biens audit lieu.

XLVIII. George Frideric & Wolfgang George,
Comtes & Seigneurs en Caltel, contre Jean Fuchs de
Dornheim, touchant la collation de la Cure à Wie-
senheyd.

XLIX. Waldeck, contre les Moines de Glied-
felden pour une certaine Forêt ancienne dite Haag.

L. La ville de Weyl, contre les Catholiques du lieu,
pour les choses Ecclesiastiques, & Politiques.

LI. La ville de Kempten, contre toute attaque, des
Prelats & du Monastere du lieu, touchant la démolition
d'icelui.

LII. Le Comte de Wiedt, contre l'Electeur & le
Grand Chapitre de Treves, pour la superiorité & les
droits dans les villages d'Irtlich.

LIII. La Noblesse de Suabe dans le Kocher, contre
l'ordre Teutonique, touchant le bien de Dal-
heim.

LIV. Les Tuteurs de Spat Gammerdingen, contre
Jean Sebastien Spat, touchant la restitution du bien de
Neultern.

LV. Hallen Suabe, contre Brandebourg Onolsbach,
touchant la part qu'elle a au droit de confirmation du Cu-
ré dans le village de Grundelhart.

LVI. Les Marchands associez, touchant les Péages

& semblables charges nouvellement introduites & aug-
mentées par terre & par eau, qui doivent être incessam-
ment abolis.

LVII. Henri de Stockhausen, contre les héritiers
du Colonel Salis.

LVIII. Rotenbourg sur le Tauber, contre Hatz-
feld, touchant l'aide Parroissiale de Duntendorf.

LIX. La ville de Wormes, contre les Jésuites & les
Capucins du lieu.

Finalement tout ce qui a déjà été produit, & ce qui se-
ra encore produit avant le premier terme du licencement,
& de l'évacuation au Directoire de l'Empire, tenu par
l'Electeur de Mayence.

Fait à Nuremberg le 2. May 1650.

Au nom & du consentement des Députés du Collège.

L. S. Sebastien Guillaume Meel, Ambassadeur de l'E-
lecteur de Mayence.

L. S. Corniel Gobel, député de l'Evêque de Bam-
berg.

L. S. Wolf Conrad de Thumshirn, Ambassadeur
du Duc de Saxe Altenbourg.

L. S. Polycarpe Heylandt, Ambassadeur du Duc de
Brunswic Lunebourg.

*Repartition ou distribution de cinq Millions,
& tant de Richsdales sur les Cercles de
l'Empire, pour la satisfaction de la Milice
Suedoise; arrêtée, & approuvée à Nurem-
berg, & délivrée aux Plenipotentiaires Sue-
dois, le 25. Juin 1650.*

Cercle Electoral du Rhin.	Florins,	Creutzer
L'ELECTEUR de Mayence,	234884	30
l'Electeur de Trêves,	161721	
l'Electeur de Cologne,	170041	
l'Electeur Palatin.	122019	
On attribué aux trois derniers Elec- teurs 38912 Fl. qu'on doit ôter au Diocèse de Munster.		30
Bailliages de Coblenz,	17088	
Seltz,	3204	
Beyelsstein, un quart ôté par Nassau Hadamar,	2002	
Arnberg,	5408	
Reineck,	1602	
Isenbourg Inferieur.	7476	
Somme 725446.	Fl. o.	Cr.

Cercle de la Saxe Superieure.	Florins,	Creutzer
L'ELECTEUR de Saxe,	264864	
L'Electeur de Brandebourg.	244038	
L'Evêque de Misnie,	12816	
L'Evêque de Mersbourg,	12816	
L'Evêque de Naumbourg,	12816	
L'Evêque de Camin,	24564	
Valchenriedt,	6408	
Quettlinbourg,	6942	
Geringrodt,	4806	
Saxe Altenbourg,	30438	
Saxe Cobourg,	14062	
Saxe Weimar,	29281	
Saxe Gotha,	29281	
Les Bailliages assûrez,	18690	
Les deux Pomeranies,	161268	
Anhalt,	25098	
Voilandt,	40584	
Reussen de Bert,	9612	
Reussen de Graitz,	3204	
Schwartzembourg,	26700	
Mansfeld,	40050	
Stolberg,	11214	
Wittgenstein, Hohenstein,		
Lohr & Klettenberg,	4971	35
Ecce 2		Beuch-

ANS Beuchingen,
de J. C. Berbey & Muchlingen,
1650. Leifnick,
Wildenfels,
Schonbourg,
Tautenbourg.

3204
2670
2677
2670
5340
3670

Somme 1054747 Fl. 35. Cr.

Cercle de Franconie.

	Florins,
L'Eve'que de Bamberg,	91047
L'Eve'que de Wirtzburg,	183162
L'Eve'que d'Aichtatt,	102528
Le Maître de l'Ordre Teutonique,	59808
Brandebourg de l'une & l'autre branche,	137772
Henneberg Ramschied.	29292
Ce que payent les suivants.	
Maison de Saxe,	7476
Cobourg,	16146
L'Eve'que de Wirtzburg,	2670
Heneberg Schlesingen.	27234
Ce que payent les suivants.	
La Maison de Saxe,	21894
L'Eve'que de Wirtzburg,	2136
Le Landgrave de Hesse Cassel,	3204
Les Comtes de Castell,	3738
Wertheim,	21360
L'Electeur de Mayence pour Rei- neck,	5676
Holac ou Hohenlohe,	34176
L'Eve'que de Wirtzburg Br. Rei- gelsberg,	3738
Erbach,	7476
Item pour Reineck,	1072
Limbourg Speckfeld,	6942
Limbourg Gadendorf,	8544
Schwartzenberg,	3204
Sainsheim,	3738
Nuremberg,	197580
Rotenbourg,	50730
Windsheim,	22428
Schweinfurt,	19758
Weisenbourg,	13350
Wirtzburg pour Maindorffer.	2670

Somme 1037013 Fl.

Cercle de Suabe.

	Florins,
L'Eve'que d'Ausbourg,	87042
L'Eve'que de Constance,	27234
Prevôt d'Ellvangen,	17622
L'Abbé de Kempen,	20392
L'Abbé de Reichenau,	5340
L'Abbé de Salmanfweiler,	42186
L'Abbé de VVeingarden,	16020
L'Abbé de VVeisenau,	10680
L'Abbé de Petershausen,	3204
L'Abbé de Marchall,	5437
L'Abbé de Schuelenriedt.	10680
L'Abbé de Roggenbourg.	8544
L'Abbé d'Ochsenhausen,	17088
L'Abbé d'Elchingen,	11748
L'Abbé de VVertenhausen,	3204
L'Abbé de Munchrod,	5874
L'Abbé d'Aversberg,	5340
L'Abbé d'Irsee,	7476
L'Abbé de Gengenbach,	3204
L'Abbesse de Lindau,	2670
L'Abbesse de Rodenmunster,	3738
L'Abbesse de Buchau,	6408
L'Abbesse de Guttenzell,	2670
L'Abbesse de Hegbach,	2670
L'Abbesse de Beindt,	1602

La Commanderie d'Alface,	21360
Le Duc de VVirtemberg,	244038
Le Marquisat de Baden Inferieur,	60342
Le Marquisat de Baden Superieur,	35244
Le Comte d'Heilsenstein.	3204
Le Comte d'Ottingen,	36846
Le Comte de Wertenberg,	18423
Le Comte de Montfort,	9078
Le Comte Furstenberg,	25632
Le Comte d'Eberstein,	2136
Le Comte de Coupfen,	16020
Le Comte d'Hohenzollern,	20292
Le Comte de Soulz,	8010
Le Comte de Brandeis,	4806
Justingen.	2670
Rechberg,	2670
Gundelfingen,	4272
Gengen,	1602
Les Turckgefs & Waldbourg,	38448
Konigs Eck,	6408
Rotenfels.	5340
Koningsackerberg,	2670
Geroltsack,	2670
Gravenack,	2670
Fugger,	14418
Fugger pour Wasserbourg.	1068
Hohenembs,	3204
Zimmeren,	8010
Laville d'Augsbourg,	112594
Kaufbeyern,	21360
Ulm,	120150
Memmingen,	33108
Kempen,	20826
Biberach,	26166
Isny,	10680
Leutkirch.	5340
Wangen,	10680
Lindau,	26166
Ravensbourg,	2670
Buchhorn,	41652
Uberlingen,	13884
Pfullendorf,	25098
Reutlingen,	19580
Eslingen,	23496
Gemund,	8010
Weil,	27768
Hailbronn,	10680
Vvimpfen,	39160
Hallen en Suabe,	27768
Dinckelspiel,	3204
Poppfingen,	8010
Giengen,	8010
Achlen,	34710
Nordlingen,	1068
Buchau,	16020
Offenbourg,	8010
Gengenbach,	5340
Zell auprés Hamersbach,	37380
Rotwill.	

Somme 1702278 Fl.

Cercle du Rhin Superieur.

	Florins,	Creutzer.
L'Eve'que de Worms,	5340	
L'Eve'que de Spire,	60876	
L'Eve'que de Strasbourg,	82236	
L'Eve'que de Basse,	11214	
Le Prevôt de Weisenbourg,	10680	
Le Prevôt d'Odenheim,	5340	
Le Maître de l'Ordre de Saint Jean,	18780	
L'Abbé de Fulde,	46681	30
L'Abbé d'Hirschfeldt,	8010	
Murbach.	19859	
Munster au Val de saint Gregoire,	3780	

L'Ab-

ANS l'Abbé de Prume,	8544
e J. C. Baden Sponheim,	20291
650. Les Palatins de Sponheim,	10146
Les Palatins de Deux-Ponts,	32040
Lauterack,	5340
Hesse Catel,	145960
Hesse Darmstadt,	72280
Nassau Sarwerden,	10680
Nassau Sarbruch,	8759
Weilbourg,	25632
Visbaden,	8544
Les Comtes du Rhin,	12816
Reipoltskirchen Falckenstein,	3738
Krichingen,	5340
Salm,	2670
Hanau Lichtenberg,	21360
Leiningen,	9612
Falckenstein Daum,	5340
Koningstein pour soi,	2670
l'Electeur de Mayence pour Koningstein,	10680
Superieur Isenbourg & Budingen,	18690
Darmstadt pour Isenbourg.	3738
Solms, Lich & Labach,	19224
Braunsfels Solms.	16020
Hanau Munzenberg.	32040
Leiningen Weiterbourg;	5340
Sain & Wittgenstein,	3738
Waldeck,	16020
Plaïsse,	1602
Fleckenstein,	2136
Kaisersberg,	11214
Truckeim,	670
Munster au Val de saint Gregoire,	6408
Ober Ehenheim,	10680
Colmar,	22428
Strasbourg,	120150
Rosheim,	3204
Scheffstat,	19224
Haguenau,	25932
Weissenbourg	14952
Landau,	12816
Spire,	36846
Wormes,	36846
Francfort,	106800
Fridberg,	6408
Wetzlar,	4272

Somme 1254894 Fl. 30. Cr.

Tecklenbourg,	10008
Riedberg,	9612
Pirmont,	2136
Oldenbourg & Delmenhorst,	39516
Hoye,	6408
Bentheim pour Hoye,	1076
Picpold,	3738
Schaunbourg,	23496
Lippe,	16020
La ville de Cologne,	110137
Aix-la-Chapelle,	27234
Dormont,	12238
Herford.	3204

Somme 884865 Fl. 44 $\frac{1}{2}$ Cr.ANS
de J. C.
1650.

Cercle de la Saxe Inferieure.

Florins,

L'ARCHEVEQUE de Magdebourg,	173550
l'Archeveque de Bremen,	91848
l'Evêque d'Halberstadt,	57662
l'Evêque d'Hildesheim avec la Ville & le Duc Christian de Brunsvick, selon la proportion des domaines que chacun y possède,	71556
l'Evêque de Lubeck, le Duc d'Holstein Jean,	4806
l'Evêque de Suerin, Adolphe Frideric Duc de Mecklenbourg,	12816
l'Evêque de Ratzenbourg,	3204
Brunsvic & la Principauté de Volfenbutel avec la ville de Brunsvic; Auguste Duc de Brunsvic-Lunebourg.	91581
Le Duché de Lunebourg avec la ville de Lunebourg, Christian Louis, Duc de Brunsvic Lunebourg,	96120
La Principauté de Grubenhagen, avec la ville d'Einbeck, Christian Louis Duc de Brunsvic Lunebourg,	8010
Brunsvic, la Principauté de Calenberg, avec les villes d'Hannover, Gottingen, Nordheim, Hamelen, & George Guillaume Duc de Brunsvic Lunebourg,	91581
Mecklenbourg Swerin, le Duc Adolphe Frideric.	49929
Mecklenbourg Gustrow, le Duc Gustave Adolphe,	49929
Holstein, le Roi de Dannemarc, & le Duc d'Holstein Frideric,	106800
De Saxe Lawenbourg, Auguste Duc de Saxe, d'Angarie, & de Westphalie;	28836
Le Comte de Reinsteint, & de Plankembourg, les Ducs Auguste, & Chrétien Ducs de Brunsvic-Lunebourg, avec le Comte de Tattenbach selon sa proportion,	3204
La ville de Lubeck,	64080
De Breine,	42720
Hambourg,	96120
Goslar,	8010
Mulhaufe,	21360
Nordhaufe,	10690

Somme 1184412 Fl.

Cercle de Westphalie.

Florins, Creutzer.

L'EVEQUE de Paderborn.	32557	
l'Evêque de Liege,	170880	30
l'Evêque de Munster.	7680	
l'Evêque d'Osnabrug,	27760	
l'Evêque & la ville de Verden,	16020	30
l'Evêque de Minden,	24564	
l'Abbé de Werden,	2404	
Le Prevôt de Stablo,	10680	30
De Cornelis-Munster,	3204	
l'Abbé de Corbey,	6916	
l'Abbesse d'Herford,	3204	30
l'Abbesse d'Elfen,	7468	
Les Duches de Juilliers & de Bergue,	65794	18
Cleves & la Marc,	142311	
Ravensbourg,	18975	14
Frise Orientale,	10752	
Siegen,	10284	55
Nassau Dillenbourg,	12976	53 $\frac{1}{2}$
Dietz,	8470	9
Holtz Apfel,	2002	45
Sayn,	14952	
Bentheim,	20292	

Somme Sommaire.

Florins, Creutzer,

CERCLE Electoral du Rhin,	725446	
Cercle de la Saxe Superieure,	1053747	
Cercle de la Franconie,	1028023	35
Cercle de Suabe,	1704715	

Ecce 3

Cer.

ANS	Cercle du Rhin Supérieur,	1254894	30
de J. C.	Cercle de Vvestphalie,	884864	44½
1650.	Cercle de la Saxe Inférieure,	1184112	
	Cercle de Bavière.	9707	

Somme 7845809 Fl. 49½ Creutzer.

Qui font 5230539 Richsdalles 79½ Creutzer.

Pour la contribution des 9707 Fl. assignez sur le Cercle de Bavière, l'Archevêché de Saltzbourg en baillera au prorata d'un tiers de la taxe qui est imposée audit Archevêché dans la matricule de l'Empire, lequel tiers fait 609. Fl. & 20. Cr. & ce seulement pour cette fois, & faulx le droit de l'Empire.

Mais quoi que la libre & immediate Noblesse de l'Empire en Suabe, en Franconie, le long du Rhin & en la basse Alsace ne soit nullement comprise ni obligée aux contributions de l'Empire, toutefois pour l'amour de la commune patrie, & la conservation de la paix, elle offre libéralement trente mille florins, une fois payez, à condition que par cet offre elle ne soit point censée avoir préjudicié à la liberté ni à ses privilèges, selon que le Député de cette Noblesse Vvolfgang de Gemmingen en a plus amplement contesté au Directoire de Mayence par un écrit public qui fut infiné à Munster le 13. Octobre 1648.

Adjoûtant ainsi trente mille florins à la susdite somme de 7845806 Fl. 49½ Creutzer, cela produit la somme de 7875809 Florins 49½ Creutzer, ou 5230539 Richsdalles. 79½ Creutzer.

Mais parce que la Repartition de Munster des trois premiers millions, excède lesdits trois millions de 62842. Fl. & 22½ Cr. & que le Comte Palatin Generalissime de la milice Suedoise, ne veut pas souffrir qu'on en rabate rien en cette repartition, & ne veut accepter la premiere de Munster autrement que pour trois millions précisément, l'affaire en demeurera là : & ledit surplus étant rabatu, la somme des sommes de la presente repartition est de 7812968. Fl. 27. Cr. ou de 5208645 Richsdalles, & 57 Cr.

Et d'autant donc que la presente repartition outrepassé la satisfaction convenüe de la milice Suedoise, qui est de cinq millions de Richsdalles, & excède de 312968. Fl. ou de 208645½ Richsdalles, on offre de ce surplus au Seigneur Generalissime des Suedois 30000. Fl. ou 20000 Richsdalles pour lui être payez, dans les mêmes termes du licentement & de l'évacuation, pour hâter le licentement des Soldats & l'évacuation des lieux ; la somme restante montant à 12968 Fl. ou 8645½ Richsdalles sera employée à la subsistance de la Garnison militaire du lieu, qui a été assigné à la Couronne de Suede pour l'assurance de la satisfaction militaire jusqu'à l'entier payement ; & l'Empire fera cependant quite de donner aucune autre subsistance à ladite Garnison pendant un mois.

Enfin d'autant que dans cette repartition qu'il a fallu fournir aux Plenipotentiaires de Suede au jour ordonné : quelques Etats contribuent peut-être plus ou moins qu'il ne falloit, & qu'il n'y a pas en lieu de corriger cela pour cette fois, à cause du peril qu'il y avoit dans le retardement, il a été arrêté & ordonné expressément que la presente repartition ou distribution ne pourra tourner à l'avenir au préjudice de l'Empire & de ses Cercles ni de ses Etats.

Mais ce qui a été mal fait pour cette fois, par excès ou par défaut, ou aussi omis & negligé, sera restitué sans aucun retardement dans la matricule, qui sera renouvelée à la premiere Diète, & respectivement déduit, adjoint & réparé aux premieres Contributions. FAIT à Nuremberg le 25. Juin 1650.

Licentement des Troupes tant Imperiales que Suedoises.

Nous Octave Piccolomini d'Aragon Duc d'Amalphi, faisons savoir, que comme il a été arrêté dans les traités de paix, que le licentement des Trou-

pes & l'évacuation des Places se feroient en la manière & au tems dont les principaux Generaux d'Armées conviendroient entr'eux ; c'est pourquoi nous étant assembles avec le Seigneur Charles Gustave Generalissime des Armes Suedoises en Allemagne sur cette affaire, Nous sommes convenus par ce recès special, & promettons au Nom de sa sacrée Majesté Imperiale, que des Regimens & des Compagnies de Cavalerie casées il y a déjà longtems, & de celles qui sont dénommées dans la désignation suivante, on ne retiendra pour les Garnisons & la défense des Royaumes, & des Provinces Héritaires de sa Majesté Imperiale, que soixante & trois Compagnies, dont le nombre ne peut monter qu'à trois à quatre mille hommes de Cavalerie ou environ. Les autres Regimens & Compagnies seront entièrement & infailliblement licentiées & casées aux trois termes ordonnez.

Premierement donc seront casées de la part de l'Empereur, six Compagnies de Warfule ; six Compagnies de Colobnath ; six Compagnies de Waggy ; dix Compagnies de Lind ; dix Compagnies de Pompey ; six Compagnies de Pachenhoj ; dix Compagnies de Columbo, sept Compagnies de Murco, trois Compagnies de Gier le Cousky ; dix Compagnies de Vernier ; deux Compagnies de Donau ; six Compagnies du Vieux Nassau ; neuf Compagnies de Konigleck ; six Compagnies de Schaff ; six Compagnies de Serin ; une Compagnie de Gartner ; une Compagnie de Demitrovitz ; une Compagnie de Kock ; une Compagnie de Gotthal ; une Compagnie de Valentin ; une Compagnie de Henfgen ; une Compagnie de Gortz, lesquelles sont en tout cent vingt-quatre Compagnies.

Et de la part du Royaume de Suede, ont été il y a déjà du tems licentiées douze Compagnies de Konigsmarck, huit Compagnies de Charles Duc de Mecklenbourg ; huit Compagnies de Horn ; huit Compagnie de Poly ; huit Compagnies de Steinbock ; huit Compagnies de Frolich ; huit compagnies de Fetter ; huit compagnies de Muller ; huit compagnies de Curio Ulrich Fentz ; une Compagnie de Konigsmarck ; deux Compagnies de Nachtigal ; une compagnie de Legat ; une Compagnie de Bilau ; une compagnie de Moser ; quatre Compagnies de Lewenhaupt ; quatre Compagnies de Kyreck ; quatre Compagnies de Gortz ; six Compagnies d'Axlilhe ; six compagnies de Behi Aderfohn ; six Compagnies du Baron d'Avangour ; vingt-six Compagnies de Hammerstein ; trois Compagnies de Friez ; une Compagnie de Marquart Ernst Beniz ; quatre Compagnies de Douglas ; quatre Compagnies de Goldtein ; quatre Compagnies de Charles Comte de Lewenhaupt ; deux Compagnies de Frideric Landgrave de Hesse ; quatre Compagnies de Jordain, qui font en tout cent & soixante Compagnies.

Dans le premier terme seront licentiez sous la lettre A.

DE la part de l'Empereur, quatre Compagnies de Pleff ; huit compagnies de Gonzaga ; dix compagnies de Mirco ; huit compagnies de Scheider ; huit compagnies de Rentz ; six compagnies de Walter ; huit compagnies du Duc d'Holstein au Cercle de Westphalie, qui font cinquante & quatre compagnies ; & de la part des Suedois, huit compagnies de Wittenberg ; huit compagnies de Lettmar ; huit compagnies de Frideric Landgrave de Hesse ; quatre compagnies de Lewenhaupt ; quatre compagnies d'Ulff Pfahr ; quatre compagnies de Kirck, huit compagnies de Hündelshaufen ; huit compagnies d'End ; huit compagnies du Comte Magnus de la Guardie ; huit compagnies de Mork ; quatre compagnies de Wirttemberg des Provinces Héritaires de sa sacrée Majesté Imperiale ; une compagnie de Halt ; une compagnie d'Eger Roth ; une compagnie de Palman ; une compagnie de Sylvester, lesquelles sont en tout septante & six compagnies.

Dans

Dans le second terme sous la lettre B.

1650. DE la part de sa Majesté Imperiale, six compagnies de Crutz, six compagnies de Boccarne, six compagnies de Lutzelbourg, six compagnies de Boccamagur, six compagnies de Copau, six compagnies de Doupp; huit compagnies de Naffau; huit compagnies de Naffau le jeune, & font en tout cinquante & deux compagnies; & de la part des Suedois, huit compagnies de Widkopf, deux compagnies d'Axellie; deux compagnies de Behanderfohn, deux compagnies du Baron d'Avangour, six compagnies de Hammerstein, huit compagnies d'Arnefohn; cinq compagnies de Fritz; huit compagnies d'Havenberg; quatre compagnies de Quast; sept compagnies de Maruat Ernest Bentz; quatre compagnies de Wittenberg, qui font en tout cinquante & six compagnies.

Dans le troisième terme sous la lettre C.

DE la part de sa Majesté Imperiale neuf compagnies de Pallavicin; neuf compagnies de Lanon; neuf compagnies de Lichtenstein; huit compagnies de Hencaw, dix compagnies de Palfy; neuf compagnies de Litich. Et de la part des Suedois, huit compagnies du régiment Royal; quatre compagnies du régiment des Gardes du Generalissime; quatorze compagnies de Wrangel; quatre compagnies de Duglas; quatre compagnies de Goldstein; quatre compagnies du Comte Charles de Lewenhaupt; huit compagnies de Charles Marquis de Baden; huit compagnies de Prifewicz; huit compagnies de Planitz; quatre compagnies de Grazke; huit compagnies de Pegge; quatre compagnies de Pfhuell; cinq compagnies du Landgrave Frideric; quatre de Jordan; quatre compagnies de Wittenberg, qui font nombre de une Compagnies.

Somme des compagnies licentiées par l'Empereur, deux cens quatre-vingt-quatre.

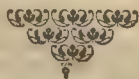
Somme des Compagnies licentiées par les Suedois, trois cens quatre-vingt-quatre.

On retiendra sur pié.

DE la part de l'Empereur, huit compagnies de Monteculi; six compagnies de Philippe; six compagnies de Jopp; six compagnies de Sporck, dix compagnies de Picolomini; huit compagnies de Werth; six compagnies de Revenhiller; cinq compagnies de Gotz; huit compagnies de Furstenberg. L'Electeur de Cologne conservera aussi dix compagnies. Et la Reine de Suede retiendra les compagnies suivantes, quatre compagnies de Jean de Wre, six compagnies du Comte de Lewenhaupt, huit compagnies de Henri de Horn, huit compagnies d'Eriekruffe, quatre compagnies de Loric Khnuffe, quatre compagnies de Schmalandien, cinquens Cavaliers du regiment Royal. Le Landgrave de Hesse pareillement retiendra dix compagnies.

Toutes ces choses ainsi accordées & arrêtées touchant le licentement des Troupes auront entierement la même force, comme si elles étoient insérées de mot à mot dans la convention de Nuremberg, ou même dans le Traité de Paix, & seront executées sans aucune fraude ni supercherie.

Fait à Nuremberg le 5. Octobre 1650.



CCCIX.

1650.

L'EMPERE
ET LA
FRANCE.

Convention publique faite & conclüe à Nuremberg le 2. de Juillet 1650. entre les Ambassadeurs Plenipotentiaires de l'Empereur FERDINAND III. & du Roi Tres-Chrétien, LOUIS XIV. du consentement, & en presence des Ambassadeurs, des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, touchant l'exécution de la Paix. Heiff. Histoire de l'Empire. Tom. III. pag. 154.

ON fait savoir à tous ceux qu'il appartiendra, que comme l'Assemblée de Nuremberg a été instituée pour faire l'exécution entiere de la paix conclüe à Munster, & à Osnabruck le vingt-quatrième Octobre 1648. à la satisfaction des Interetlez; Nous Ambassadeurs Plenipotentiaires, à ce spécialement députez, & munis d'ordres & pouvoirs suffisans, savoir de la part de l'Empereur, illustrissime & excellentissime Prince Octave Picolomini d'Aragon Duc d'Amalfi, Comte du saint Empire Romain, Seigneur de Nachot, Chevalier de la Toison d'Or, Conseiller au Conseil secret de sa Majesté Imperiale, Capitaine de la garde, son Chambellan, & general de ses Armées, les Sieurs Isaac Volmar, & Jean de Cranc, tous deux Conseillers au Conseil secret, & au Conseil Imperial Autique, & de la part du Roi Tres-Chrétien, les Sieurs Henri Groulard de la Court, François Calet de Vautorte & Charles d'Avangour Conseillers au Conseil d'Etat de sa Majesté Tres-Chrétienne, sommes convenus & avons transigé de l'affaire entiere de cette execution du contentement de l'approbation, & en presence des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire en la forme & maniere suivante.

L'Empereur avant toutes choses licenciera une partie de ses armées & de ses troupes, & en retiendra une partie dans ses propres Etats, au nombre, pour le tems, & en la maniere contenue dans la convention faite sur ce sujet le 5. Octobre 1649, laquelle aura en ce traité le même effet que si elle y avoit été insérée de mot à mot. Le Roi Tres-Chrétien retirera pareillement ses troupes s'il en reste quelques-unes, comme aussi les garnisons qui sortiront des lieux qui sont à restituer, & les fera conduire avec le même ordre dans ses propres Etats.

Les lieux, villes, bourgs, forts, châteaux, forteresses, qui ont été occupez ou retenus de part & d'autre en tems de Guerre, ou qui ont été cedez par suspension d'armes de l'une ou de l'autre des parties seront restitués à leurs premiers, & legitimes possesseurs & Seigneurs selon la forme de l'instrument de paix en trois termes, dont le premier sera le dixième jour du mois de May.

Au premier terme seront restitués, & déchargés de leurs garnisons.

De la part de sa Majesté Imperiale.

Ehrenbreitstein.
Frankendaël.
Rotweil.
Offenbourg.
Freibourg en Brisgau.
Villingen.
Zollern.
Rotenbourg ou haut Palatinat.
Hoxter.

De la part de sa Majesté Tres-Chrétienne.

Mayence.
Diedesheim.
Magdebourg.
Germersheim.
Hailbron.
Schorendorf.
Hohenweil.
Montbeliard.
Horbouurg.
Reichenwiler.
Neubourg sur le Rhin, dont les fortifications seront razées au même tems. Le

TRAITEZ DE PAIX,

Le Château de Leichtenich.
Brountrout.
La ville & Prevôté de saint Ursicin.
Pfesslinge.

En cas que Franckendael ne soit pas restitué dans ledit tems, cela n'empêchera pas la restitution des autres lieux : toutefois l'Empereur ne laissera pas de faire pour la restitution de cette place, ce à quoi il est obligé en vertu de l'instrument de paix, & Hailbron cependant sera donné pour gage au Seigneur Charles Louis Comte Palatin du Rhin Electeur du saint Empire Romain, comme les Etats de l'Empire l'ont trouvé à propos, sans prejudice de la liberté, & de la possession de l'immediateté de cette ville envers l'Empire.

Les fortifications de la ville de Benfeld seront rasées au même premier terme, aussi-bien que celles du fort voisin de Rheinaw.

Le jour du second terme sera le 24. Juillet, & seront restitués.

De la part de l'Empereur.

Dormont. }
Landtsuel. }
Harmerslein. }

Hombourg.
Si ces trois lieux ne se rendoient point au second terme, cela n'empêchera pas la restitution des autres lieux, & l'exécution de la paix ne semblera pas moins sincere de la part de l'Empereur, sauf toutefois leurs restitution & garantie stipulée dans l'instrument de paix.

De la part du Roi Tres-Chrétien.

Spire.
Worms.
Lawingen.
Lufenich.
Creutzenach. }
Altzeim. }
Schombourg. }
Baccarak.

Si ces cinq derniers lieux ne se rendoient point, (les Capitaines & les garnisons n'obéissant pas à l'ordre du Roi,) cela n'empêchera pas la restitution des autres lieux, & l'exécution de la paix ne semblera pas en être moins sincere de la part du Roi Tres-Chrétien, sauf toutefois leur restitution & garantie stipulée dans l'instrument de paix.

Dachstein.
Saverne.
Le Château de }
Hohembar. }

Les fortifications de ses deux derniers lieux seront rasées au second terme.

Le jour du troisième terme sera le septième Aoust, & seront restitués.

De la part de l'Empereur.

Sybourg.
Beyembourg.
Landscron.

De la part du Roi Tres-Chrétien.

Waldshut.
Seckingen.
Lauffembourg.
Rheinfelden.
Stolhoien.
Le fort de Graben.
Haguenau.
Landau.
Le fief de Burweiller appartenant aux heritiers du Comte Trautmanf.

Quant à la restitution du Duc François de Lorraine en la possession de l'Evêché de Verdun, & de ses Abbayes, comme aussi en celle de ses biens patrimoniaux, on observera la disposition de l'instrument de paix, au paragraphe : *Que Monsieur le Duc François, &c.* Si

quelques lieux sujets à restitution n'ont pas été nommément exprimés en cette désignation, ils seront néanmoins restitués en ces trois termes en quelque part qu'ils soient situés.

Au reste toutes les choses dites, écrites, faites, ou omises depuis la signature de la paix jusqu'à ce jourd'hui, lesquelles pourroient être prises pour contravention ne sont nullement approuvées, & tout ce qui a été attenté de cette sorte, ou pourroit l'être à l'avenir, ne sera non plus excusé, toutefois pour le bien de la paix il a été trouvé bon de comprendre toutes les choses passées sous l'Amnistie pour le general.

Les Ambassadeurs Imperiaux & Royaux, & les Plenipotentiaires des Etats d'Empire, promettent respectivement de faire ratifier ce Traité par l'Empereur, le Roi Tres-Chrétien, les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire Romain, en la forme ici approuvée de part & d'autre, & de procurer infailliblement que dans six semaines, à compter du jour de la souscription, les instrumens autentiques des ratifications soient présentés à Nuremberg, & reciproquement échangés. Cependant toutefois sans attendre l'arrivée des ratifications, tout ce qui a été icy arrêté touchant le licenciement & l'évacuation, sera exécuté de bonne foi sans retardement dans les termes prescrits, à compter du jour de la souscription de ce recès. En foi & pour plus grande force de tout ce que dessus les Ambassadeurs tant Imperiaux que Royaux, comme aussi les Délégués de tous les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, à cet acte par eux commis en vertu du résultat du premier Juillet de l'année présente, délivré le même jour de la souscription sous le Seau de la Chancellerie de Mayence, aux Ambassadeurs de France, ont mué & affermi de leurs propres mains & cachets le présent instrument. Fait à Nuremberg le 2. jour de Juillet 1650.

Octave Duc d'Amalfi. De la Court.

Isaac Volmar. François Cafet de Vautorte.
Jean Crane. Charles d'Avagour.

Sébastien Guillaume Neel Conseiller de l'Electeur de Mayence.

Jean George Oexel Conseiller au Conseil souverain de revision du serenissime Electeur de Baviere.

Corneille Gobel Conseiller de l'Evêque, Prince de Bamberg.

Wolfgang Conrad de Thumbshirn Conseiller du Duc de Saxe Altembourg.

Auguste Carpozow Conseiller du Duc de Saxe Cobourg, & Chancelier de Cobourg.

Polycarpe Heiland Conseiller du Duc de Brunswick Lunebourg Wolfenbutel.

Othon Otho Conseiller du Duc de Brunswick Lunebourg.

Valentin Heider député du Duc de Wurtemberg.

Buchard l'Offelholts de Colberg un des Magistrats de Nuremberg.

Tobie Oelhafen de Scholnbach Conseiller de la Republique de Nuremberg.

Zacharie Stenglin Syndic de la Republique de Francfort.

C C C X.

Articles du Traité conclu à la Haye entre le
Sieur d'Estrade, Plenipotentiaire du Roy
de France LOUIS XIV. & GUILLAUME Prince d'Orange, du vingtième Octobre 1650. Freder. Leonard.
Tom. V.

L'EROY promet de mettre en Campagne au premier jour de May mil six cents cinquante un, une Armée de dix mille hommes de pied, & de six mille chevaux pour attaquer Bruges.

II. Monsieur le Prince d'Orange promet pareillement

ment de rompre avec l'Espagne, & de se mettre en Campagne au même jour premier May mil six cens cinquante-un, avec dix mille hommes de pied & quatre mille chevaux, pour attaquer Anvers.

III. Le Roy & Monsieur le Prince d'Orange rompent ce même premier jour de May mil six cens cinquante-un, avec Cromwel, & tâcheront par toutes les voyes qui leur seront possibles, de rétablir le Roy d'Angleterre dans ses Royaumes, & de continuer la Guerre contre les Rebelles. Et le Roy & Monsieur le Prince d'Orange n'écouteront aucune sorte d'accommodement avec l'Espagne que de concert entr'eux.

Articles Secrets.

A Prés que Monsieur le Prince d'Orange aura investi Anvers, le Roy détachera de son Armée qui assiègera Bruges deux mille chevaux, pour s'aller joindre à celle de Monsieur le Prince d'Orange : & après la prise des deux Places cy-dessus nommées, les deux Armées se joindront ensemble & marcheront pour attaquer Bruxelles, & dans le même temps l'Armée du Roy qui sera sur les Frontières de Picardie attaquera Mons.

II. Le Roy promet d'envoyer à Monsieur le Prince d'Orange immédiatement après la prise d'Anvers, les Expéditions & Lettres Patentes de son Lieutenant General, pour commander ses Armées, de la même manière qu'ont fait les Predecesseurs.

III. Le Roy consent que Monsieur le Prince d'Orange ait en propre, tant pour luy que pour ses héritiers, la Ville d'Anvers & le Marquisat du Saint Empire, & ne consentira point à faire la paix que cet article ne soit accordé.

IV. Monsieur le Prince d'Orange promet de tenir dans la Manche une Flotte de cinquante Vaisseaux bien équipés, à commencer au premier May mil six cens cinquante-un, & qui tiendra la Mer jusqu'à la fin de Novembre de la même année, pour agir tant contre l'Espagne que contre les Rebelles d'Angleterre.

V. On observera le Traité de partage qui fut fait entre le Roy & les Sieurs Etats Generaux en l'an mil six cens trente-quatre, & si les Armées tant du Roy que des Sieurs Etats étant séparées, attaquent & prennent quelques Places qui ne soient pas de leur partage, elles seront gardées jusqu'à la paix par celui qui les aura prises. Et en cas que les deux Armées jointes ensemble, attaquent & prennent quelque Place, elle restera à celui à qui elle appartiendra, en vertu du partage fait dans le Traité susdit de l'année mil six cens trente-quatre.

Fait à la Haye le vingtième Octobre mil six cens cinquante.

C C C X I.

Contrat de Mariage de FERDINAND Prince de Bavière avec ADELAIDE de Savoye. Fait à Turin, le 4. Decembre, 1650. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 582.

IN nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis Amen. Per hoc præsens Instrumentum notum sit omnibus & singulis præsentibus hæc literas lecturis, aut legi audituris. Quod anno à Nativitate Christi M. D. C. L. die quarta mensis Decembris Augustæ Taurinorum in Aula Ducali, aspirante Divini numinis gratiâ ad laudem & gloriam Dei Optimi Maximi pro Reipublicæ Christianæ incremento ad firmandum stabilitudineque vetus, inter Serenissimas Baviaræ & Sabaudiarum Domos jam olim contractæ affinitatis & necessitudinis vinculum, inter Serenissimum Principem ac Dominum Domini Maximiliani Comitis Palatini Rheni, variisque Baviaræ Ducis, sacri Romani Imperij Archidapiferi & Electoris ejusque dilectissima Conjugis Serenissimæ Domine Mariæ Annæ Electricis, Archiducis Austriæ Principis, Hungariæ & Bohemiæ Filium, Serenissimum Dominum Ferdinandum Mariam Electoratus & Ducatum Haredem ac Successorem ex una ; Et Serenissimum Principem Domini Victoris Amedei Sabaudiarum, Augustæ, Comblajji, Gebemessij & Montisferrati Ducis & Cypri Regis, ejusque Serenissimæ Viduæ Domine Christianæ Regiæ Galliarum Principis, tertio genitam Filiam modernique Serenissimi Ducis & Cypriorum Regis Domini Caroli Emanuelis Sororem, Serenissimam Principem Dominam Adelaidem ex altera parte, obtemperant prius à Sanctissimo Domino nostro Papa Innocentio X. super quarto consanguinitatis gradu quo dictus Serenissimus Ferdinandus-Maria & Serenissima Domina Adalaidis invicem conjuncti sunt dispensatione sub data Romæ apud sanctum Mariam Majorem anno Incarnationis M. D. C. L. die prima mensis Septembris Pontificatus sui anno sexto Matrimonium contractum & utrinque tam Serenissimi Baviaræ Electoris Maximiliani, ejusque Serenissimæ Conjugis Mariæ Annæ, quam Serenissimæ Christianæ Matris prædictæ & Serenissimi Ducis Caroli Emanuelis nomine in pacta dotalicia stipulato conventum sit his quæ ordine sequuntur conditionibus & modis. Et Primo quidem prænominatæ Serenissimæ Domine Adelaidis à prædicto Serenissimo ejus fratre in dotem promissa sunt Ducenta Millia Coronatorum in auro scutorum Italiæ aut justus eorum valor in moneta majore prout illa jam nunc in Imperio Romano usualis est. Insuper præter Dotem jam dictam præfatæ Serenissimæ Principi Adelaidi de Clenodiis vestibus ac reliquo mundo muliebri & mobilibus, statim post celebrationem Matrimonii duo eisdem verbis concepta Inventaria confici & cuilibet Conjugi unum tradi debet. Quod si ex insertis prædicto Inventario Clenodiis & mobilibus constante Matrimonio à præfatæ Serenissimæ Domine Adelaidis aliquid quovismodo alienari vel in alias formas mutari contingat, id Inventario statim adscribetur seu adnotabitur, ut sciatur quid in casum mortis iterum restituendum sit. Solutionem Dotis Ducentorum millium Coronatorum seu scutorum Italiæ quod attinet, ita conventum est ut die celebrandi Matrimonii quinquaginta millia aureorum Italiæ seu justus eorum valor de moneta majore in Imperio usuali Augustæ Turinorum numerentur ; reliqua vero centum & quinquaginta millia inter proximum quadrenarium post annum à prædicta solutione inchoandum, ita tamen ut quolibet anno quarta pars dictorum Coronatorum Italiæ & eodem quo supra dictum est, modo in hac eadem Civitate integrè perfolvatur. E converso prænominatus Serenissimus Baviaræ Elector in compensationem supra dictæ Dotis numerandæ nomine Serenissimi Filii sui Principis Ferdinandi-Mariæ Serenissimæ Principi Adelaidi eandem dotis realiter numerandæ & terminis supra statutis numerandæ (quæ numeratio omnino faciendæ est, quicumque tandem casus inter Serenissimos Conjuges intervenerit) summam videlicet ducenta millia Coronatorum in auro seu scutorum aureorum Italiæ aut justum eorum valorum loco donationis propter nuptias dare promittit. Quod verò ad sponsalitiarum largitatem attinet, pollicetur Serenissimus Baviaræ Elector Serenissimæ Principi Adelaidi ad liberalitatem erga Serenissimum primogeniti sui Filii Ferdinandi-Mariæ futuram Conjugem contestandam titulo & nomine dictæ sponsalitiarum largitatis seu Morganaticæ tantam summam quæ tertiæ numeratæ & suis terminis numerandæ dotis parti respondeat, nimirum sexagies sexies mille sexcentos sexaginta sex Coronatos Italicos & unius Coronati trientem, ita tamen ut si Deo disponente eveniat Serenissimum Principem Ferdinandum-Mariam mori antè Serenissimam suam Conjugem existentibus liberis, Serenissima Vidua liberam facultatem habeat de tota summa Morganaticæ seu sponsalitiarum largitatis disponendi inter liberos ; sin vero nulli extent Liberi, tunc dimidiam tantum ejusdem Morganaticæ pleno jure lucretur. Altera vero dimidia hæreditatibus Serenissimi Principis Ferdinandi-Mariæ pleno pariter jure

Fiff

pro-

ANS
de J. C.
1650.

proprietas cedat. Idem observetur si ex dispositione Divina, consummato Matrimonio, Serenissima Domina Adelaidis premoriatur ut nimirum inter Liberos si qui extant, jus habeat liberè disponendi de proprietate totius Summæ Morganaticæ seu sponſalitatis largitatis, Liberi vero existentibus tantum de semisse seu media ejus parte, altero semisse apud superſitem Serenissimum Maritum permanente. Insuper promissum est jam dictæ dotis donationis propter nuptias & sponſalitatis largitatis nonnine præfatæ Serenissimæ Domine Adelaidi hypothecæ jure obligata esse & manere nominatim Comitatum de Meringen, cum omnibus suis juribus & pertinentiis, nec non castra & bona cum præfecturis & quatuor Civitatibus Schongavia, Landſperga, Fridberga & Aichach cum omnibus item harum Præfecturarum pertinentiis, redditibus & juribus suis omnibus, quibus hypothecis Serenissimæ Domine Adelaidi in omnibus quæ Serenitati suæ in casum seu eventum restituendæ Dotis & præstandi census ex donatione propter nuptias debiti, sicut etiam cæteris aliis restitutioni subiectis abundanter cautum est. Decasibus mortis (quos Deus diu abesse velit) ita conventum est ut ex Divinæ voluntatis dispositione contingeret Serenissimum Principem Ferdinandum-Mariam ex hac luce viva adhuc Serenissimam Conjugem suam sine prole, vel etiam relicti post se liberis decedere, eo casu Serenissimæ viduæ Domine Adelaidi assignata in dotem & numerata Ducenta millia Coronatorum ita reſtituantur ut iidem solutionis termini, & eadem in quolibet termino, summa observentur qui fuerunt in numeratione dotis, nimirum quinquaginta millia statim die & anno non expectato, reliqua vero centum & quinquaginta intra quadriennii terminum eodem quo supradictum est modo supputandum & quidem in auro vel quod in optione Serenissimæ Electoris ejusve hæredum erit in alia moneta Imperiali majore quæ aureis Italicis eorumque justo valori, in quo numerata fuit, dos respondeat. Quod ita fieri debere hypothecis superius conventis specialiter cautum est. Præter hæc Serenissimæ Domine Adelaidi hoc quo jam dictum est casu bona sua Parafemalia, si quæ ab ea ad Serenissimum Conjugem suum pervenerint unâ cum omnibus & Singulis Clenodiis, vestibus, localibus & ornatu muliebri. Item omnibus iis quæ ad usum & mundum suum parata erant cum cæteris mobilibus restituuntur. Insuper etiam sponſalitia, largitas seu Morganatica, eo tamen modo & conditione qua cautum est supra. Tum etiam Serenitati suæ pro habitatione statui suo maniviente, Castrum vel Palatium Ducale in civitate Landshutæ inferioris Bavarie Metropoli assignari & cum omnis generis suppellectilibus, tapetibus, lectis, lectisterniis ac aliis Domus ornamentis rebusque necessariis, ita instrui debet uti tantæ Principis habitationi seu residentie convenit. Quia habitatione, suppellectilibus & aliis Domus ornamentis Serenitas sua quandiu in viduitate vixerit uti sicut etiam prænominata donatione propter nuptias frui ejusdemque & dotis quandiu non repetetur nomine quot annis quinque de centum ex Electorali Camera percipere debet: Comitatu Meringano ac quatuor supra nominatis Præfecturis cum omnibus earum pertinentiis specialiter ac in defectum omnibus aliis Ducatum Bavarie redditibus pro assecuratione in hypothecam constitutis. Ut vero voluntas & propensio animi Serenissimi Domini Electoris Maximiliani, erga Serenissimam Dominam Sponsam eo evidentius appareat, promittit & pollicetur ulterius ad annos numeratæ dotis quandiu non repetetur, fructus qui ex Ducentis millibus Coronatorum quinque in centenos computatis, annuatim decem millia Coronatorum faciunt, nec non ad censum annuum donationis propter nuptias, itidem ad decem millia Coronatorum excurrentem, quæ utraque summa unâ cum censu sponſalitatis largitatis trium millium & trecentorum triginta trium Italicorum Coronatorum cum unius Coronati tricenarie, in moneta usuali vero ad quinquaginta octo millia florenorum Imperialium, trecentos triginta tres florenos cum unius floreni triente ascendit, adhuc ex ducentis millibus florenorum sum-

mæ Capitalis annuatim decem millia florenorum Imperialium in singulos annos tamdiu quamdiu in viduitate vixerit Serenissimam Dominam Adelaidis, addere, ita ut tota summa quæ quotannis pro numeratæ dotis, donationis propter nuptias & sponſalitatis largitatis, censu, ac eo quod insuper additur numeranda erit omnino ad sexaginta octo millia florenorum Imperialium trecentos triginta tres florenos cum triente unius floreni extrâ habitationem supra assignatum faciat. Quod si Serenissimam Dominam Viduam ad secunda vota transire contingeret, tunc prædicta decem millia florenorum usualium annua, censui dotis & donationis propter nuptias ac sponſalitatis largitatis ac mera liberalitate addita, nec non habitationem Landshutani castri vel Palatii Ducalis, eo quo dictum est modo, instructam & assignatam amitteret & Paraphernalibus bonis si quæ attulerit, Clenodiis, Jocalibus, Vestibus ac mundo muliebri unâ cum aliis mobilibus ad ipsam spectantibus. Item dote tum etiam sponſalitatis largitate eo quo supra cautum est modo, & Donationis propter nuptias, censu quorum omnium nomine Comitatus Meringen, & Fridberg, Landſpergen, Schongaviensis & Aichacensis Præfecturæ cum pertinentiis suis nominatim & in defectum etiam illi Ducatum Bavarie redditibus Serenitati suæ obligati remanebunt, contenta esse debebit. Sin autem Divina voluntate ita disponente prædictam Serenissimam Principem Adelaidem superſitem Serenissimo Coniuge Ferdinando-Maria relicti ex se Liberi ex hac vita migrare contingat, illo casu proprietas omnium Serenitatis suæ bonorum tam dotaliciorum quam Paraphernalium Liberi debebitur utpote jure hereditatis Materna legitime ipsi delatæ, reservato tamen Serenissimo Domino Ferdinando-Maria usufructu. Ubi verò nullis relictiis Liberi Serenissimæ Domini Adelaidem præmori contigerit, hoc casu Serenitatis suæ hæredibus ab intestato proximis vel iis quibus alia dispositione legitime reliquerit per prædictum Ser. Dominum Ferdinandum-Mariam præfatæ Ser. Conjugis suæ præmortalæ Paraphernalia bona si quæ habuit & reliquit & insuper supramemorata Clenodia, Vestes, Jocalia, mundus muliebri & mobilia restituuntur, dos verò ita dumtaxat, ut tamdiu quamdiu Serenissimus Dominus Ferdinandus-Maria vivit ejus usufructum habeat immutatum. Qua supradicta dote Serenissimæ Domine Principis Adelaidis reddens se tacitam & contentam, fatens insuper se competenter dotatam habito respectu ad bona Paterna & Materna cum consensu & bona voluntate Serenissimæ Matris medio juramento in manibus infrascripti primi Secretarii & Notarii Sabaudie Coronæ præstito coram infra dictis testibus præcedente tamen dispensatione ad juramentum obtenta a Serenissimo Duce Carolo-Emanuel, nec non & certiorata de gravitate prædictæ renunciationis ab Illustr. & Excellentiss. Domino Comite Joanne Jacobo Piscina Magno Sabaudie Cancellario quem ad hunc actum elegit sibi in curatorem, & cum participatione expressioque consensu dicti Ser. Principis Ferdinandi-Mariæ futuri Mariti prout constat ex mandato in personam Illustriss. & Excellentiss. Domini Maximiliani Comitis Curtii liberi Baronis in Sensfenu, Domini in Liechtenberg, Horn, Szotzen, & Trosendorf Serenissimi Electoris Bavarie Consilarii intimi supremi Aulae præfecti & supremi Camerarii Dynastæ in Fridberg directo cujus tenor in calce præsentis instrumenti subiicitur, renunciavit & renunciavit favore dicti Serenissimi Ducis Caroli-Emanuelis & suorum descendencium legitimorum & naturalium, omnibus & quibuscumque bonis Paternis, Maternis, Fraternalibus & Sororalibus præsentem ipso Serenissimo Duce sibi suisque hæredibus stipulante & acceptante, pacto itidem adjecto & solemniter stipulatione vallato favore prædictæ Serenissimæ Principis Adelaidis, quod adveniente casu (quod Deus avertat) quo deficeret linea & descendencia Serenissimi Ducis Caroli-Emanuelis prædicti habeatur dicta renunctio pro non facta, ita ut eo casu dictæ Serenissimæ Principis Adelaidi suisque hæredibus & successoribus in infinitum jus omne salvum integrumque maneat ac si dicta renun-

ANS
de J. C.
1650.

ANS ciationem nunquam facta fuisset & quod semper in omnibus
de J. C. catibus intelligantur pariter reservata prædictæ Serenissi-
1650. mo Principi jura successiones ad Ducatum Montisferrati
si & prout suo tempore adveniente casu, vigore in-
vestiturae, quam obtinuit Serenissimus Victor-Amadeus
eiusdem Serenissimæ Principis Pater spectare valeant
& possint. Quod si ultra & præter pactiones hæc-
tenus commemoratas in futurum aliquid cujus nulla
hic expressa mentio facta esset, aut alius casus quicum-
que circa hunc contractum dubius incidere, placuit
Serenissimis partibus contrahentibus in illo id observa-
ri, quod juris communis dispositio dixerit, atque his
omnibus quæ hæcenus inter Serenissimas partes contra-
hentes aperte convenita sunt nihil vel ex jure scripto ci-
vili aut Canonico statutis & consuetudinibus locorum
aut Stylis Curiarum ullo modo vel via in contrarium
proponi posse, sicut etiam nulla restitutione in inte-
grum quomodocumque nominata, vel Principum reser-
scriptis quæ contra hæc omnia in totum aut partem con-
cedi & obtineri possint uti licere nominatim cautum est
omnibus in contrarium allegatis omnino hic cessantibus
& quod ad hæc pacta annullatis. In fidem & testimo-
nium omnium supra memoratorum facta sunt super his
omnibus duo in omnibus & per omnia concordantia
instrumenta, quorum cuilibet contrahentium parti
unum traditum est, singula verò subscriptionibus
& sigillis confirmata & corroborata & quidem ex
parte Serenissimi Sponsi per ipsum Dominum Ferdinandum-
Mariam Comitem Palatinum Rheni, utriusque
Bavarie Ducem, necnon Serenissimum ejus parentem
Dominum Maximilianum Comitem Palatinum Rheni,
utriusque Bavarie Ducem, Sacri Romani Imperii Archi-
duces & Electores, ac Serenissimam ejus Matrem
Dominam Mariam Annam Electricem, Archi-
ducessam Austriae, Reginam Hungariae & Bohemiae
Principem, insuper à Serenissimis Electoribus Domino
Fratre Serenissimo Alberto Comite Palatino Rheni,
utriusque Bavarie Duce atque à Serenissimo Maximilia-
no-Philippo Comite Palatino Rheni, utriusque Bava-
rie Duce, Serenissimis Domini Electoris secundo ge-
nito, nec non per Reverendissimum & Serenissimum
Dominum Albertum-Sigismundum Comitem Palati-
num Rheni, utriusque Bavarie Ducem & Episcopatus
Frisingani Coadjutorem Serenissimi Ducis Alberti Fi-
lium. Ex parte vero Serenissimæ Sponsæ per Serenissi-
mam Dominam Christianam Regiam Galliarum Prin-
cipem Ducissam Sabaudie, Chablaisii, Augustæ, Ge-
bennæ & Montisferrati, Principem Pedemontium
& Reginam Cyprum ipsius Serenissimæ Adalidis Matrem,
necnon per eandem Serenissimam Principem Adalidem
Sponsam atque per Serenissimum Dominum Carolum-
Emanuelum Sabaudie, Chablaisii, Augustæ Geben-
næ & Montisferrati Ducem, Pedemontium Principem
& Regem Cyprum ejus Fratrem & per Serenissimam Prin-
cipem Ludovicam-Mariam ejusdem Sororem in alio In-
strumento huic Sillabatum conformi. Signé, Ferdi-
nandus-Maria, Maximilianus, Maria-Anna, Albertus
Maximilianus, Philippus & Albertus Sigismundus.
Anno Domini M. D. C. L. die quarta mensis De-
cembri & in loco supra dicto præsentibus ad hæc Illu-
strissimo & Reverendissimo Domino Domino Alexan-
dro Crescentio Episcopo Ortonensi & Complensi,
Sanctissimi D. nostri Innocenti decimi apud Regiam
Celsitudinem prædicti Serenissimi Sabaudie Ducis Caro-
li-Emanuelis Principis Pedemontium & Cyprum Regis
Nuntio ac Illustri & Excell. D. D. Ennemondo de Ser-
vient, Christianissimæ Majestatis Status Consiliario in
Regia Camera Gratiopolitana Præfide, Italici Exer-
citus, Munitionumque militarium Justitiæ & reiaræ
Præposito, necnon apud præfatam Regiam Celsitudi-
nem Legato, Illustri & Excell. D. D. Gabriele à Sabau-
dia Castorum & Legionis Equestris Præfecto. Rever.
& Excell. D. D. Antonio à Sabaudia Ordinis S. Bene-
dicti, S. Michaelis & S. Mariae Vallis Alpium Abbate
& Illustri & Excell. D. Carolo Emanuele Hyacinto à Si-
miana Marchione. Planiciarum & Liburni, Ordinis
Sanctissime Annunciationis Equite Torquato & totius

Pædetræ Militiæ Generali Præfecto Illustri & Excell. D. ANS
Comes Curtius Legatus Sereniss. & Electoralis Bavarie de J. C.
Celsitudinis Instrumentum supradictum modo quo su-
pra scriptum subscriptum & sigillis munitum non Vicia-
tum, non Cancellarum ad plenam & integram conten-
torum in eo confirmationem, stipulationem exhibuit &
1650. præsentavit Sereniss. D. D. Caroli-Emanueli Sabaudie
Duci & Pedemontium Principi, &c. necnon & Sereniss.
Adalidis Sponsæ, Præfente ad hæc & autorante Regia
Celsitudine Sereniss. Christianæ Matris supradictæ, nec-
non & Illustri & Excell. D. Comite Jo. Jacobo Piscina
Magno Cancellario Sabaudie Curatore ad hunc actum
eidem Sereniss. Sponsæ ut supra deputato. Qua quidem
scriptura recepta & penes se retracta eodem instanti præ-
fati Serenissimi Dux & Princeps Adalidis prædicto Illustri
& Excell. D. Comiti Curio remiserunt & consignave-
runt supra memoratam scripturam, eidem quam rece-
perunt in omnibus & per omnia de Verbo ad verbum
conformem & uniformem manu propria & eorum de
quibus supra firmatam & sigillorum adjectione corrobo-
ratam. Promiseruntque tam præfati Sereniss. Dux
& Sponsa nominibus propriis quam prædictis Illustri &
Excell. D. Comes Curtius tanquam Legatus & Procura-
tor Sereniss. Electoris & Bavarie Ducis & sereniss.
Principis Ferdinandi Mariæ Sponsi omnia & singula quæ
in supradictis scripturis invicem permutatis continentur
in verbo & Religione Principum sese servaturos, repeti-
tis in hoc vicissim promissionibus, obligationibus &
hypothesis, de quibus in prædicta scriptura. In quo-
rum omnium fidem ad mandatum suæ Regiæ Celsitudi-
nis Domini mei Clementissimi, hoc itidem requirente
præfati Illustri & Excell. Domino Comite Curio In-
strumentum confeci Ego Dominus Guillelmus Franciscus
Marchio à Sancto Thoma Regius Coronæ Notarius,
ejusdem R. Celsitudinis Status Consiliarius & à secretis
Primarius, & meo consueto signo subscripsi, Præsentibus
ad hæc supranominatis Testibus qui se subscripserunt.
Signé A. C. Episc. Ort. & Com. E. Servient.
D. Gabriel à Sabaudia, Antonius à Sabaudia, Hyacin-
thus à Simiano. Jo. Jacobus Piscina & de S. Thomas.

C C C X I I.

Traité de Marine, fait, conclu, & arrêté à la Haye en Hollande, le 17. du mois de Décembre 1650. entre PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, & les PROVINCES-UNIES. Feuille Volante imprimée.

ANS
de J. C.

1650.

L'ESPA-
GNE ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

Comme depuis la conclusion de la Paix à Munster, entre les Seigneurs Roy d'Espagne, & Estats Generaux des Provinces Unies du Pays-bas, quelques disputes & differents seroient survenus, touchant la vraye intelligence de l'Article conclu separément le quatrième du mois de Fevrier de l'an 1648. en ladite Ville, concernant la Navigation, Commerce, Seureté, Liberté, & Facilité d'iceluy; & que lesdits Seigneurs Roy & Estats Generaux ayant jugé à propos d'en donner quelque esclarcissement & explication, afin de prevenir toutes occasions de plaintes & estreindre de plus en plus la bonne correspondance entre eux, & leurs subjects, reciproquement par la sincere & parfaite observation dudit Traité de Paix en tout & un chacun de ses articles, principalement dans ce point de si grande utilité & importance, & que pour cet effect ledit Seigneur Roy auroit commis de sa part Messire *Anthonin Bruns*, Chevalier, Conseiller de sa Majesté en son Conseil d'Etat, & Supreme pour les affaires des Pays-bas & de Bourgogne, près de sa personne, son Plenipotentiaire aux Traitez de la Paix generale, & son Ambassadeur ordinaire aupres desdits Seigneurs Estats Generaux.

Et lesdits Seigneurs Estats, les Sieurs *Ruger Huygens*, Chevalier; *François Banningh Cock*, Chevalier, Sieur de *Purmerlant* & *Ispendam*, Bourguemaître & Conseiller de la Ville d'*Amsterdam*; *Cornelle Ripperse*, Bourguemaître de la Ville de *Hoorn* en *West-Frise*;

FFFF 2

Jacques

ANS *Jacques Verh*, Conseiller & Pensionnaire de la Ville de
de J. C. Middelbourg en Zelande; *Gijbert de Hoolck*, vieil
1650. Bourguemaître de la Ville d'Utrecht; *Jochim d'An-*

drée, vieil Premier Conseiller en la Cour Provinciale de
Frise, Chevalier; *Jean de la Beecke*, à Doornick &
Cryenburg, Bourguemaître de la Ville de Deventer;
Adrian Clam a Stedum, Sieur de Nittersum, Deputés
du Corps de leur Assemblée.

Lesdits Sieurs Ambassadeur & Deputés ayants tenu
plusieurs conférences, ont enfin au nom & de la part des-
dits Seigneurs Roy, & Estats Generaux convenu, ac-
cordé & conclu le present Traité aux Articles & Condi-
tions, qui s'ensuivent.

I. Premièrement, les Sujets & Habitans des Pro-
vinces Unies du Pays-bas, pourront en toute seureté &
liberté naviger & traffiquer dans tous les Royaumes,
Estats & Pays, qui sont, ou seront, en paix,
amitié ou neutralité avec l'Estat desdites Provinces
Unies.

II. Et ne pourront être troublez ou inquietez dans
cette liberté par les Navires, ou subjects du Roy d'Es-
pagne à l'occasion des hostilités, qui se rencontrent,
ou pourroient se rencontrer cy-après, entre ledit Sei-
gneur Roy & les susdits Royaumes, Pays & Estats
ou aucuns d'iceux, qui seront en amitié ou neu-
tralité avec lesdits Seigneurs Estats des Provinces
Unies.

III. Ce qui s'étendra au regard de la Fran-
ce, à toutes sortes de Marchandises & denrées qui s'y
transportoient avant qu'elle fust en Guerre avec l'Es-
pagne.

IV. Bien entendu toutesfois que les subjects des Pro-
vinces Unies s'abstiendront d'y porter Marchandises pro-
venantes des Estats dudit Seigneur Roy d'Es-
pagne, telles qu'elles puissent servir contre luy & les-
dits Estats.

V. Et quant aux autres Royaumes, Etats, & Pays,
étants en Amitié ou neutralité avec lesdites Provinces
Unies, bien qu'elles se trouvent en Guerre, avec le-
dit Seigneur Roy, n'y pourront être portées, Mar-
chandises de Contrebande ou aucuns bien desdendus,
& pour d'autant mieux l'empescher, lesdits Seigneurs
Estats en feront desdites bien expressees par Placarts &
Edicts.

VI. De plus pour d'autant mieux prevenir les diffé-
rents qui pourroient naistre, touchant la designation
des Marchandises desdendus & de Contrebande il a été
déclaré & convenu, que sous ledit nom seront com-
prises toutes Armes à feu & assortissemens d'icelles,
comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards,
Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles poisez, Af-
futs, Forchettes, Bandouliers, Poudre, Meches,
Salpêtre, Bales. Pareillement sont entendues sous le
même nom de Marchandises desdendus & de Contre-
bande, toutes autres Armes, comme Picques, Espées,
Morions, Casques, Cuirasses, Halbardes, Javelots,
& autres semblables, est encor prohibé sous ledit nom
le transport des gens de Guerre, de Chevaux, de har-
nachemens, fontes de Pistolets, Baudriers & as-
sortissemens façonnez & formés à l'usage de la
Guerre.

VII. Pour éviter pareillement toute matiere de dis-
pute & contention, est accordé que sous ledit nom de
Marchandises de Contrebande & desdendus, ne seront
compris le froment, bleds & autres grains & legumes,
Sel, Vin, Huile, ny généralement tout ce qui appar-
tient à la nourriture & sustentation de la Vie, mais
demeureront libres, comme toutes autres Marchandi-
ses non comprises en l'Article precedent, & en se-
ra le transport permis, mêmes aux lieux Ennemis,
sauf aux Villes & Places assiegées, bloquées ou in-
vulnérables.

VIII. Et afin d'empescher que lesdites Marchandi-
ses desdendus & de Contrebande selon qu'elles viennent
d'être désignées & réglées par les Articles immédiate-
ment precedents ne passent auxdits Ennemis du Seigneur
Roy d'Espagne, & qu'à pretexte aussi, de tel empe-

schemens, la liberté & seureté de la Navigation & ANS
Commerce ne soient retardées, on est demeuré d'ac- de J. C.
cord, que les Navires avec les Marchandises des Sub- 1650.
jects & Habitans desdites Provinces Unies étants en-
trés en quelque havre dudit Seigneur Roy, & vou-
lant de là passer à ceux de sesdits Ennemis, seront obligés
seulement de produire & monstrier aux Officiers du ha-
vre d'Espagne, ou autres Estats dudit Seigneur Roy,
d'où ils partiront, leurs Passeports contenant la speci-
fication de la charge de leurs Navires, attestée & marquée
du Sel & sceing ordinaire, & recognu des Officiers de
l'Admirauté aux quartiers dont ils seront premierement
partis, avec declaration du lieu où ils seront destinés,
le tout en forme ordinaire & accoutumée; après laquel-
le exhibition de leurs Passeports en la forme susdite ils
ne pourront être molestés, ny recherchés, détenus ou
retardés en leur Voyage, sous quelque pretexte que
ce soit.

IX. Mêmes lesdits Navires des Subjects & Habitans
des Provinces Unies, étants en pleine Mer, ou mé-
mes venants dans quelque Rades, sans vouloir entrer
dans les Havres, ou y entrants, sans toutefois y vou-
loir débarquer & rompre leurs charges; ne seront obli-
gez de rendre compte de la charge de leurs Navires, sauf
en cas, ils fussent soupçonnés de porter aux Ennemis
dudit Seigneur Roi Marchandises de Contrebande, comme
il a été dit precedemment.

X. Et audit cas de suspicion apparente, lesdits Sub-
jects & Habitans des Provinces Unies, seront obligez
de monstrier dans les havres, leurs Passeports, en la forme
cy-devant spécifiée.

XI. Que s'ils sont entrés en Rades, ou rencontrés
en pleine Mer, par quelques Navires dudit Seigneur
Roy, ou des Armateurs particuliers, ses subjects, les-
dits Navires pour éviter tous desordres, demeurants
éloignés de la portée du Canon pourront envoyer leur
bateau ou Chaloupe à bord du Navire des subjects &
habitans des Provinces Unies, & faire entrer en ice-
luy deux ou trois hommes seulement, auxquels seront
montrés les Passeports par le Maître ou Patron dudit
Navire des Provinces Unies, en la forme spécifiée aux
articles antérieurs, & aussi les lettres de Mer, con-
chées selon le formulaire qui sera inséré à la fin du present
Traité, par où devra consister non seulement de la charge,
mais aussi du lieu de sa demeure & residence aux
Provinces Unies, & du nom tant du Maître ou Pa-
tron, que du Navire, afin que par ces deux moyens
on puisse reconnoître, s'il y a Marchandises de Con-
trebande, & qu'il apparaisse suffisamment de la qualité
du Navire, comme aussi du Maître ou Patron d'ice-
luy, auxquels Passeports & Lettres de Mer, sera don-
né entière foy, & creance d'autant plus, que tant de la
part dudit Seigneur Roy, que de celles desdits Seigneurs
Estats seront donnés des contremarques, pour en mieux
reconnoître la validité, & afin qu'elles ne puissent être
aucunement falsifiées.

XII. Et au cas que dans lesdits Vaisseaux des subjects
des Provinces Unies, se trouvent par le moyen susdit
quelques Marchandises de celles, déclarées cy-dessus de
Contrebande & desdendus, elles seront deschargées,
calangées & confiscuées par devant les Juges de l'Ad-
mirauté ou autres competens, sans que pour cela le Na-
vire ou autres biens & Marchandises libres & permises,
retrouvées au même Navire, puissent être en aucune fa-
çon saisies, ni confiscuées.

XIII. A été en outre accordé & convenu, que tout
ce qui se trouvera chargé par lesdits subjects & habitans
des Provinces Unies en un Navire des Ennemis dudit
Seigneur Roy, jaoie ce ne fust Marchandise de Contre-
bande, sera confiscuée avec tout ce qui se trouvera audit
Navire sans exception ni reserve.

XIV. Mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi, tout
ce qui sera dans les Navires, appartenants aux subjects
desdits Seigneurs Estats, encore que la charge, ou partie
d'icelle fust aux Ennemis dudit Seigneur Roy, sauf les
Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on
se reglera selon ce qui a été disposé aux Articles precedents.

ANS XV. Les Subjects dudit Seigneur Roy auront reciproquement mêmes droit & libertés en leur Navigation & Traffiq au regard desdits Seigneurs Estats Generaux des Provinces Unies, que leurs subjets au regard dudit Seigneur Roy d'Espagne s'entendant que la reciprocité & égalité sera en tout de part & d'autre, même au cas cy-après ledit Seigneur Roy eût amitié & neutralité avec aucuns Roys, Princes ou Estats, qui vinssent à être Ennemis desdites Provinces Unies, usant reciproquement les deux parties de mêmes conditions & restrictions exprimées aux Art. cy-dessus.

XVI. Que le present Traité servira d'éclaircissement & explication à l'Article particulier conclu à Munster le 4. de Fev. de l'An 1648. sans y déroger, sauf en ce, où la presente explication se trouvera être au de la contenu audit article.

XVII. Sera le present Traité de même vigueur & durée, qu'il avoit été inferé au Traité Original de la Paix entre lesdits Seigneurs Roy & Estats, avec reserve toutefois, qu'en cas qu'à la suite du temps on découvre quelques fraudes ou inconveniens au fait dudit Commerce & Navigation, auxquels n'aura été suffisamment pourveu, & remedié, d'y pouvoir apporter telles autres precautions, qu'on estimera convenir d'un ou de l'autre côté, demeurant cependant le present Traité en sa force & vigueur.

XVIII. Finalement que ledit present Traité sera agréé & confirmé par lesdits Seigneurs Roy d'Espagne, & Estats Generaux des Provinces Unies du Pays-bas, dans quatre mois après la date d'iceluy.

Ensuit le Formulaire de la Lettre de Mer en François.

Aux Serenissimes, Tres-Illustres, Illustres, Tres-Puissans, Puissans, Tres-Nobles, Nobles, Honorables & Prudents, Seigneurs Empereurs, Roys, Republiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaîtres, Eschevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que seculiers, lesquelles ces Patentes verront ou lire orront, nous Bourguemaîtres & Regens de la Ville... savoir faisons que N. N. Maître de Navire... Comparant devant nous a déclaré de serment solennel, que le Navire nommé N... grand environ... Lastes, sur lequel maintenant il est le Maître, appartient aux Inhabitans des Provinces Unies, ainsi Dieu le vouloit ayder. Et comme volontiers, nous varrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires, nous vous requerrons tous en general & en particulier, ou le susdit Maître avec son Navire & denrées arrivera, qu'il leur plaise de recevoir benigneement & traiter d'uement, le souffrant sur les droits accoutumés des peages & frais, dans par & auprès vos Ports, Rivieres & Domaines, le laissant naviger, passer, frequenter & negotier là, & où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnossons. A tesmoing de quoy nous y avons fait apposer le Sceau de notre Ville.

Ensuit le Formulaire de la Lettre de Mer en Flamand.

Alder-doorluchtigste, Doorluchtigste, Doorluchtigste, Groot-machtigste, Groot-magtige, Hoog ende Wel-geboorne, Wel-edele, Erentelste, Wyse, Voorlenighe Heeren, Keyseren, Koningen, Republycquen, Princon, Fursten, Hertogen, Graven, Baronnen, Heeren, Burgemeesters, Schepenen, Raden, mitgaders Rechteren, Officiëren, Justiciëren en Regenten aller goetdesteden en Plactsen, wy Geestelycke of Wereltlycke, die dese opene Letteren sullen sien of hooren lesen! Doen wy Burgemeesters en Regheerders der Stadt... te waten, dat Schipper N. N. van... (voor ons comparende) by solemnelen Eede verklaert heeft, dat het Schip genaemt... groot ontrent... lasten, welck hy althans voert, in dese Provincien t'huys behoort: Soo waerlyck moest hem Godt Al-

machig helpen. Ende want Wy den voorſe Schipper geerne gevordert sagen in synre rechverdighe saecken; de J. C. zoo is ons verſoek aen allen voormoemt; en yder in 't 1650. bysonder, daer den voormoenden Schipper met sijn Schip en ingeladen Goederen komen zal, dat de selve gelieven den voormoenden Schipper goedelyck te ontfangen, ende behoortlycke tracteren; gedogende hem op sijnre gewoonlycke Tollen en Ongelden, in 't door en voorby-vacren, Havenen, Stroomen, ende gebied te passeeren, vaaren en frequenteren, om sijnre Negotie te doen, daer en zoo hy te rade vinden sal, 't welk Wy geerne willen verschuldigen. Des t'oirkonde deser Stede Zegel ter saeke hier aen hangende, den

Ensuit la teneur du pouvoir de Messire Anthoine Brun, Ambassadeur Ordinaire du Roi d'Espagne.

EL REY:

Anthoio Brun de mi Consejo supremo de Fland. y Embaxador en Olanda, con Carta de los 27. de Mayo pasado me embiaſſeys Copia del Tratado, qui se traya con las Provincias Unidas, tocante a la Navegacion y Comercio, a que os mande responder, que con toda brevedad seios daria aviso de mi resolucion, y agora me ha parecido, deuros que la he tommodo entener par bien (como lo tengo) que concludays dicho Tratado, el qual esto y prompto de ratificare y sera bien (como esto oncargo que lo declareys assi luego a los Eſtados y el gusto con que habenido en ello y que he dado orden: A D. Juan mi Hijo, y a los demas Generales a un antes de la conclusion y ratification para que se governen en conformidad de dicho Tratado, y que mi Voluntades, que el Comercio se amplie y que se les sigan del todas las conveniencias, que pudieren conseguir, y que assimismo he mandado restituir todo lo que contra este ultimo Tratado se Haviere tomado despens de la paz, loquallo areys advertir a los interefados, para que acudan por la dicha restitucion, diciendoles que si a case supiere los que son Caun que no acudan, seles dara satisfazion, y avisareys me, to que en orden a lo referido se fuere ofreciendo on el cuydado que siempre lo hazeis de Mad. a 18. de Augusto 1650. Esto signé, Yo el Rey. Et contresigné, Feronimo de la Torre.

Ensuit la Copie du pouvoir de Messire Anthoine Brun, Ambassadeur ordinaire du Roy d'Espagne, traduite d'Espagnol en François.

LE ROI:

Anthoine Brun, de mon Conseil Suprem de Flandres, & mon Ambassadeur en Hollande, avec voire Lettre du 27. de May passé, vous m'envoyastes Copie du Traité, qui se formoit avec les Provinces Unies touchant la Navigation & Commerce, à quoi je vous fis répondre, que l'on vous donneroit avis en toute brieveté de ma résolution; & maintenant il m'a semblé bon de vous dire, que je l'ay pris d'agrément, comme je fais, que concluez ledit Traité, lequel je suis prêt de ratifier, & il conviendra (comme je le vous en charge) que le déclariez ainsi aussitôt aux Etats Generaux, & la bonne volonté avec laquelle j'y ay consenti, & que j'ay donné ordre à Don Jean mon Fils, & à mes autres Generaux (même devant la conclusion & ratification d'iceluy) qu'ils se gouvernent en conformité dudit Traité, & que ma Volonté est, que le Commerce s'accroisse, & que leur ensuivent toutes les convenances qui se pourront, & que j'ay aussi commandé qu'on restituât tout ce qui a été pris depuis la Paix, contre ce dernier Traité, ce que vous ferez advertir aux interefez, afin qu'ils demandent ladite restitution, leur disant, que si on sçavoit icy quels ils sont, (encore qu'ils ne le sollicitassent point) on leur donneroit sa-

ANS tification, & vous m'advertirez de ce qui se fera en sui-
de J. C. de ce que dessus, avec le soing que vous avez accoustu-
mé. De Madrid le 18. Aoust 1650. Le principal étoit
1650. signé, Yo el Rey. Et contreigné, Jeronimo de la Torre.

*Ensuit la teneur du pouvoir des Sieurs Depu-
tés des Seigneurs les Etats Generaux.*

L Es Estats Generaux des Provinces-Unies du Pais-
bas; à tous ceux qui ces presentes Lettres verront,
Salut : Comme ainsi soit, qu'ayants été informés plei-
nement de la suffisance, prudence, fidelité, dignité, &
diligence des Sieurs *Ruger Huygens*, Chevalier; *Fran-
çois Benning-Cock*, Chevalier, Sieur de *Purmerlandt*
& *Ilpen-dam*, Bourguemaitre & Conseiller de la Ville
d'*Amsterdam*; *Cornelle Ripperse*, Bourguemaitre Regent
de la Ville de *Hoom*, en *West-Frise*; *Jacques Veth*,
Conseiller & Pensionnaire de la Ville de *Middelbourg* en
Zelande; *Gijbert de Hoolck*, vieil Bourguemaitre de la
Ville de *Utrecht*; *Joachim Andrie*, vieil premier Con-
seiller en la Cour Provinciale de *Frize*, Chevalier; *Jean*
de la *Beecque*, à *Doornick* & à *Crytenburgh*, Bourgue-
maitre de la Ville de *Deventer*; *Adriaen Clant a Sie-
dum*, Sieur de *Nittersum*, Deputés du Corps de notre
Assemblée, avons fait élection de leurs personnes pour
de notre part en qualité de nos Commissaires traiter af-
faires d'importance au regard du Traffiq & Commer-
ce de la Marine, entre les subjects du Roy d'Espagne,
& ceux de cet Estat, & que pour faciliter leurs Nego-
tations, & les conduire au dessein, pour lequel elles
se doivent entreprendre, ils ont besoin de notre plein
pouvoir, puissance, autorité, commission & mande-
ment special, nous à ces causes leur donnons en vertu
de ces presentes plein pouvoir de traiter, convenir &
conclure avec Messire *Amboine Brun*, Ambassadeur

Ordinaire de sa Majesté d'Espagne près de nous, les
Articles nécessaires, exhibés en notre Assemblée, au
regard de la Navigation, Traffiq & Commerce, &
de tout ce faire & passer des Instruments, Contrats,
& Promesses en bonne & due forme, & en outre faire
generalement en ce que dessus, tout ce que nous fe-
rions, ou faire pourrions, si presents en personnes, y
estions, jacoit que la chose requist mandement plus spe-
cial, qu'il n'est contenu par ces presentes. Promettans
sincerement & de bonne foy avoir agreable, tenir fer-
me & stable à tousjours tout ce que par nosdits Depu-
tés sera fait, procuré, promis, convenu & accordé en
cet endroit, l'observer, faire observer, l'accomplir,
& entretenir inviolablement sans jamais aller ny venir
au contraire, directement ou indirectement, en quel-
que sorte & maniere que ce soit, mais de tout devoir
ratifier s'il est besoing, & en passer lettres & instrumens
en la meilleure forme que faire se pourra, au contente-
ment & pleineire satisfaction de sadite Majesté. Fait à
la Haye en notre Assemblée le 7. jour de Decembre
1650. sous notre grand Seel, Paraphure & Signature
de notre Greffier. Estoit paraphé, *B. J. Mulert, Vr.*
Ecrit sur le reply, par l'Ordonnance delidits Seigneurs
Estats Generaux. Signé en l'absence du Greffier,
J. Spranghen.

En foy de quoy, nous Ambassadeurs & Deputés sus-
dits en vertu de nos pouvoirs respectifs, avons signé ces
presentes de nos seings ordinaires, & à icelles fait po-
ser les Cachets de nos Armes. A la Haye en Hollande
ce 17. Decembre, 1650.

L. S. A. Brun. L. S. Huygens. L. S. G. v. Hoolck;
L. S. F. Banning-Cock. L. S. Jo. Andrie.
L. S. Corn. Ripperse. L. S. J. v. Beecq.
L. S. Jacob Veth. L. S. Adr. Clant.

CCCXIII

ANS *Traité d'Amitié & d'Alliance entre les PRO-
VINCES-UNIES & l'Etat de SA-
LE, conclu le 9. Février, 1651. Recueil
des Traitez faits entre les Etats Generaux
& divers Princes, &c.*

LES PRO-
VINCES
UNIES ET
SALE,

D E Staten Generael der Vereenighde Nederlanden,
Allen den geenen die desen sullen sien ofte hoo-
ren lesen, SALUT; Doente weten: Alzoo
op den negenden dagh vande Maent February leestleden,
tusschen den Staet der voorz Vereenighde Nederlanden,
ter eenre, ende de Heeren Gouverneurs ende Superi-
euren van de Steden van Salé in Barbarye, ter andere
zyde, is gemaect ende gesloten secker Tractaet,
waer van den inhoudt hier naer van worde te worde
volgt geïnserceert.

Inden name ende ter Glorie van Godt, Amen.

S Y een yeder kennelijck, dat om te eviteren de dif-
ferenten, erreuren, onlusten of oorlogen, die
geweeft zijn voor eenige jaren, tusschen de voornoem-
de Vereenighde Provincien, van d'eenre, ende de Hee-
ren Gouverneurs ende Superieuren vande Steden van
Salé, ter andere zyde; dat de voorschreve Heeren Sta-
ten, zijnde tot medelyden beweegt, door een vrees-
samig gemoede, om't geene voorz is, te aslopieten, en-
de in't toekomende te doen cesser, te dempen,
en voortaan te weeren; hebben gefonden enige Maen-
den geleden, haren beminden, geliefden en getrou-
wen, den valereusen *Gedeon de Wildt*, Gouverneur
van vier Oorlogh-Schepen met een jacht, de welke
zijnde geassisteert met sijn Esquade, ende voorlien
met speciale macht ende procuratie van de meer-ge-
noemde Heeren Staten Generael, de welke hy heeft ge-
exhibeert ende overgelevert aen de voornoemde Heeren

Gou-

Traduction de ce Traité.

L Es Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-
bas, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront ou
orront, SALUT; Sçavoir faisons, que comme le
neufieme jour du mois de Février dernier, a été entre l'E-
tat desdites Provinces-Unies des Pais-bas d'une part, &
les Seigneurs Gouverneurs & Superieurs des Villes de Sa-
lé en Barbarie d'autre part, fait & conclu certain Trai-
té, dont le contenu s'ensuit icy inseré de moi à moi.

Au nom & à la gloire de Dieu, Amen.

S achemt tous que pour éviter les differens, erreurs, &
desbats de Guerre, qui ont été depuis quelques années
entre les susdites Provinces-Unies d'une part, & les Gou-
verneurs & Superieurs des Villes de Salé d'autre, lesdits
Seigneurs Etats étant mis de compassion, & portez par
un esprit de paix pour assoupir ce qui est ci-dessus écrit, &
le faire cesser, & assoupir à l'avenir, ils envoyèrent il y
a quelque mois leur cher, ami & fidelle le Generaux Ge-
deon de Wildt, Commandant de quatre Vaisseaux de
Guerre, avec un Jacht, lequel étant assisté de son Esqua-
dre, & pourvu d'un pouvoir & procuration speciale des
susdits Seigneurs Etats Generaux, lequel pouvoir il a ex-
hibé & delivré aux susdits Seigneurs Gouverneurs &
Superieurs de Salé, & reçu de leur part plein pouvoir &
faculté, ils ont en consequence conclu, & accordé pour
tousjours les articles suivans.

Q. I. ne

ANS Gouverneurs ende Superieurs van Salé, ende van hare J. C. ren't wegen ontfangen de Volmachten en faculteyt; ende in kachte van dien, hebbende geconcludeert, geaccordeert ende geflooten de naervolgende Articulen voortaltijd.

I. Eerftelijk: dat de voornoemde Heeren Gouverneurs ende Superieurs van de Steden van Salé, beooven voor haer felven, en hare Nakomelingen, haer verobligeren over te levern alle de Slaven genomen in de Schepen van de voornoemde Vereenigde Provinciën, die tegenwoordigh zijn onder de heerschappye vande Steden van Salé, conform de Lysten die gemaakt zijn, ende noch staen te maecten, ende sullen alle de selve in vryheyt stellen, met conditie, dat van haren't wegen men overlevert het geldt, dat de voornoemde Slaven op d'eerste opverlyng of verkooping hebben gekoft, enblijcken sal by de voorz. Lyten, waer inne den prys, met t'samen de naem van een yeder sal zijn gespecificeert, ende geteyckent by de Contractanten, die tot dien eynde sullen werden genomineert, sonder dat ten profyte van de Proprietarissen of Patroonen, tot meerder prijs sullen mogen verhoogen, veel minder, dat tewyle hare Vrienden hare Rantsoenen versamelcn, de Patroonen haer sullen mogen verduyfteren, ofte tot andere Placten versenden, ende dat voor den tijdt van drie Maenden, weynigh meer of min, nae dat desen is gemaect.

II. Item: datse niet en sullen toelaten, dat eenige Buyt ofte Roof-Schepen sullen uytloopen van Salé, voor en alee te stellen suffisante borge voor de schade die se fouden mogen komen te doen aende Schepen, Goederen ende Persoonen van de voornoemde Heeren Staten.

III. Item: dat alle Persoonen, gebooren of woonachtigh in de Geunieerde Provinciën, werdende genomen door de voornoemde Roovers, in andere Neutrale Schepen, de selve niet en sullen vermogen tot Slaven maecten, maer dadelijk in vryheyt stellen.

IV. Item: dat de voornoemde Heeren Gouverneurs ende Superieurs van Salé, niet en sullen toelaten aen eenig Roof-Schepen van Tunis, Argel, Tripoly, of andere Placten van Turkye, of Barbaria, datse komen tot Salé, om te beneficiëren ofte verkoopen genomene Prysen of Buyten van de voornoemde Vereenighde Provinciën, 't zy onder wat pretext, directelijk of indirectelijk, in geenderhande manieren, maer behoudende zoodanige Prysen in hare macht, in allen gevalle, alle de Gevangenen in vryheyt sullen stellen.

V. Item: dat de gerechtigheden op de Koopmanschappen, zoo in't inkomen als uytgaen, niet en mogen verhoogt werden, meer als die tegenwoordig betalen, of tot nu toe betaelt hebben.

VI. Item: dat de meer-genoemde Heeren Gouverneurs ende Superieurs van Salé, t'samen hare Onderdanen, sullen alle goede passagie, of behulp doen aende Koophuyden, zoo wel die daer zijn als die van buyten soude mogen inkomen ende generallyk sullen haer in alles gedragen, als goede Gebuyten van de voornoemde Heeren Staten.

VII. Item: en sullen de voornoemde Gouverneurs of Superieurs niet vermogen te geven Paspoorten of Zee-brieven aen andere Roof-Schepen van Barbarye of Turkye, directelijk of indirectelijk, om haer daer mede te behelpen, tegens de Oorlogh-schepen vande voornoemde Heeren Staten, of onder zoodanigh pretext te nemen, of beschadigen de Koopvaerdey-schepen vanden voorz. Staat.

VIII. Item: en sullen de Schepen van de voornoemde Heeren Staten niet vermogen te nemen eenige Schepen van Salé, 't zy onder wat pretext dat t'selve soude mogen wesen, maer veel eerder sullen haer alle faveur bewyfen, ende goede passagie doen hebben.

IX. Item: dat de Roof-schepen van Salé, renconterende de Schepen van Koopmanschap van de voornoemde

ANS
de J. C.
1651.

I. Que les susdits Seigneurs Gouverneurs & Superieurs des Villes de Salé promettent pour eux-mêmes & leurs descendants, & s'obligent de rendre tous les Esclaves pris sur les Vaisseaux des susdites Provinces-Unies des Pais-bas, & qui sont presentement sous la domination des Villes de Salé, conformément aux listes qui en sont & en seront encore faites, & les mettront tous en liberté; à condition de fournir de leur part l'argent que lesdits Esclaves ont coûté la première fois qu'ils ont été vendus; & il paroitra par lesdites listes quel en étoit le prix, & le nom d'un chacun y sera spécifié, & signé par les Contractants qui seront nommez à cet effet, sans qu'au profit des Propriétaires ou Patrons le prix en puisse être augmenté, beaucoup moins que pendant que leurs Patrons ramasseront leur rançon, leurs Patrons ne les pourront cacher ou les envoyer en d'autres places, & ce pour le tems de trois mois, peu plus ou moins, après que ces presentes sont faites.

II. Item, qu'ils ne permettront point qu'aucuns Vaisseaux sortent de Salé pour faire des courses en Mer, avant d'avoir donné bonne & suffisante caution pour le dommage qu'ils pourroient causer aux Vaisseaux, Marchandises & Personnes des susdits Seigneurs Etats.

III. Item, que toute personne native ou habitant des Provinces-Unies venant à être pris par lesdits Corsaires dans d'autres Vaisseaux neutres, ils ne les pourront faire Esclaves, mais les mettront aussitôt en liberté.

IV. Item, que lesdits Seigneurs Gouverneurs & Superieurs de Salé ne permettront à aucun Corsaire de Tunis, Alger, Tripoli, ou autre lieu de Turquie ou Barbarie de venir à Salé, pour y bénéficier ou vendre aucune prise qui aura été faite sur ceux desdites Provinces-Unies, & ce directement ou indirectement sous quelque pretexte & en quelque maniere que ce soit, mais retournant lesdites prises en leur puissance, ils relâcheront en tout cas tous les prisonniers.

Item, que les droits d'entrée & de sortie mis sur les marchandises ne seront point augmentés, & ne payeront pas plus qu'elles payent presentement ou qu'elles ont payé jusques à present.

VI. Item, que les susdits Seigneurs Gouverneurs & Superieurs de Salé, ensemble leurs sujets, feront tout bon passage, & donneront aide tant aux Marchands qui y sont, qu'à ceux qui viendront de dehors, & se comporteront generalement en tout comme de bons Voisins des susdits Seigneurs Etats.

VII. Item, lesdits Gouverneurs ou Superieurs ne pourront donner de Passeports ou Lettres de Mer, à d'autres Corsaires de Barbarie ou de Turquie, directement ou indirectement, pour s'en servir contre les Vaisseaux de Guerre des susdits Seigneurs les Etats, ou sous de tels pretextes, prendre ou endommager les Vaisseaux Marchands des susdits Etats.

VIII. Item, les Vaisseaux desdits Seigneurs Etats ne pourront prendre aucun Vaisseau de Salé, sous quelque pretexte que ce soit, mais bien plutôt leur témoigneront toute faveur, & leur feront avoir bon passage.

IX. Item, que les Corsaires de Salé rencontrant des Vaisseaux Marchands des susdits Seigneurs Etats ne pourront

ANS
de J. C.
1651.

noemde Heeren Staten, uyt de selve niet en sullen mogen nemen eenigje Passagiers, van wat Natie die souden mogen wesen, maer de selve doen alle faveur ende goetd geley, als't behoort.

X. Ende dit alles sonder prejuditie vande Vrundschap ende Alliantie, tusschen de meer-gemelte Heeren Staten Generael, ende Sijne Majesteit den Koningh van Maroques gemaeckt. Ende dese Vreede sal beginnen van date deses, en sal van nu voortaan geen hostilitet werden gedaen.

Aldus gedaen, geconcludeert ende geslooten in't Schip genaemt Leeuwaerden, geancert op de Reede van Salé, den negenden dagh van de Maent van February seltien-hondert een en vyftigh.

Was geteckent.

Brahimduque.	G. de Wildt.
Muhamad Roxas.	C. Tromp.
Abd'alla Muhamad Fonsch.	Corn. van Velsen.
Abd'alla Ibrahim Manino.	

Door bevel vande voornoemde,

Was onderteekent,

Isaac Sweers.

ZOO IST: Dat wy het gemelte Tractaet in alle sijne Poincten ende Articulen aengenaem hebbende, de selve hebben geaccepteert, geapprobeert, geratificeert ende geconfirmeert, gelijk wy die accepteren, approberen, ratificeren ende confirmeren by desen, beloovende sincerely, oprechtelyk, ende ter goeder trouwe, het meergemelte Tractaet naer sijne forme ende teneur van onse zyde onverbreekelijck te onderhouden ende observeren, doen onderhouden ende observeren, sonder immermeer yetwes ter contrarie te doen, ofte te laten geschieden, directelijck of indirectelijck, in wat manieren, ofte onder wat pretext het oock soude mogen wesen, onder verbandt van alle de Goederen ende Inkomsten van dese Geuniceerde Provincien, in't general ende particulier, present ende toekomende, ende tot meerder verseeckertheit van dien, hebben wy desen met onsen Grooten Zegel doen zegelen, door den Presiderende in onse Vergaderinge parapheren, ende door onsen Griffier doen teekenen, in den Hage op den achtsten July seltien-hondert een en vyftigh. Was geparapheert, G. v. Hoolek, vt. Onder stont, ter Ordonnantie van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael. Geteckent, N. Ruyfch.

ront leur enlever aucuns Passagers de quelque Nation que ce soit, mais leur seront tous faveur & bon traitement de J. C. comme il appartient.

1651.

X. Et tout ce que dessus, sans prejudice des Amitié & Alliances faites entre lesdits Seigneurs Etats Generaux & sa Majesté le Roi de Maroc; & cette Paix commencera du jour de la date des presentes, & d'ici en avant ne seront plus commises aucunes hostilités.

Ainsi fait & conclu dans le Vaisseau appellé Leeuwaerden, étant à l'ancre à la Rade de Salé, le neuvième jour de Février mil six cents cinquante un.

Etoit signé,

Brahimduque.	G. de Wildt.
Muhamad Roxas.	C. Tromp.
Abd'alla Muhamad Fonsch.	Corn. de Velsen.
Abd'alla Ibrahim Manino.	

Par ordonnance des susnommez,

Etoit signé,

Isaac Sweers,

C'est pourquoy ayant le susdit Traité pour agreable en tous ses points, Nous l'avons accepté, approuvé, ratifié & confirmé; comme Nous l'acceptons, approuvons, ratifions & confirmons par ces presentes, promettons sincerement & de bonne foi de l'entretenir & observer inviolablement selon sa forme & teneur, sans jamais aller, ni permettre rien estre fait, au contraire, directement ou indirectement, en quelque maniere ou sous quelque pretexte que ce puisse être, sous l'obligation de tous les biens de ces Provinces-Unies, en general & en particulier, presents & avenir. Et pour plus grande sreté de ce que dessus Nous avons ces presentes fait sceller de notre Grand Sceau, & fait parapher par le President en notre Assemblée, & signer par notre Greffier, à la Haye le huitième Juillet mil six cents cinquante un. Etoit paraphé, G. V. Hoolek, Vt. Et plus bas étoit écrit, par ordonnance des susdits Seigneurs Etats Generaux, signé, N. Ruyfch.

CCCXIV.

ANS *Traité entre LOUIS XIV. Roi de France*
de J. C. *& FREDERIC MAURICE*
1651. *de la Tour d'Auvergne Duc de Buillon*
pour l'échange de Sedan, Raucourt & le
FRANCE *Duché de Buillon. Fait à Paris le 20.*
ET *Mars 1651. Registré en la Chambre des*
BUILLON *Comptes le 13. Mars 1652. Freder. Leonard. Tom. III.*

PARDEVANT LES NOTAIRES, Gardes-Notes du Roi au Châtelet de Paris, sous-signez; Furent presens en leurs personnes hauts & puissans Seigneurs Messires André le Fevre, Chevalier Seigneur d'Ormesson & d'Amboille, Conseiller ordinaire du Roi en ses Conseils, & Direction de ses Finances; Henri Auguste de Lomenie, Chevalier des Ordres du Roi, Conseiller ordinaire en toutes ses Conseils, & en la Cour de Parlement, Secrétaire des Commandemens de Sa Majesté, Comte de Brienne & autres lieux; Estienne d'Aligre, Chevalier, Seigneur de la Rivière-Bois-Landri, & autres lieux, Conseiller du Roi ordinaire en ses Conseils, & Directeur de ses Finances; Antoine Barillon, Chevalier, Seigneur de Morangis, Monai,

Chastillon sur Marne & autres lieux, Conseiller ordinaire du Roi en sesdits Conseils, & aussi Directeur de sesdites Finances; & Jean d'Estampes de Valançai, Marquis d'Estampes, Conseiller ordinaire du Roi en sesdits Conseils, & Direction de ses Finances; Au nom, & comme Procureurs speciaux, & aians charge expresse de Sa Majesté par ses Lettres Patentes données à Paris le 10. jour du present mois, Signées, LOUIS. Et plus bas, Par la Reine Regente sa Mere presente, DE GUENEGUAD. Et scellés de cire jaune sur simple queuë, portant pouvoir ausd. Seigneurs Commissaires de traiter à titre d'échange des Principautez de Sedan & autres choses ci-après déclarées. La teneur desquelles Lettres sera inserée à la fin des presentes demeurées entre les mains de M. le Duc de Buillon ci-après nommé, d'une part; & tres-haut & tres-puissant Prince M. Frideric Maurice de la Tour d'Auvergne, Duc de Buillon, Prince souverain de Sedan & de Raucourt, Vicomte de Turenne, &c. demeurant en cette ville de Paris en son Hostel, scis vieille rue du Temple, Paroisse S. Nicolas des Champs, d'autre part: Disant lesdits Seigneurs Commissaires; que le Roi pour le bien de son Etat, & pour mettre à couvert la Frontiere de Champagne, suivant la resolution du défunt Roi son pere Louis XIII. aiant jugé qu'il devoit s'assurer de la place de Sedan, & traiter avec ledit Seigneur Duc de Buillon.

ANS Buillon de la Souveraineté dudit Sedan & de celle de J. C. Raucourt, & de toutes les autres terres qu'il possède aux environs d'icelles, S. M. auroit fait entendre sa volonté audit Seigneur Duc de Buillon, & député les Sieurs des Hameaux, & de la Fosse, Conseillers ordinaires en ses Conseils; & Boucherat aussi Conseiller en seldits Conseils, & Maître ordinaire en sa Chambre des Comptes, pour travailler de sa part à l'évacuation desdites Terres & Souverainetés de Sedan & Raucourt, leurs dépendances & annexe; laquelle évaluation aiant été faite par lesdits Sieurs Commissaires, ainsi qu'il appert par leur proces verbal des 15. de Juin & 4. Octobre 1647. & ledit Seigneur de Buillon nifés Deputez, n'en aiant pu convenir pour plusieurs défauts, qu'il auroit prétendu estre dans icelle, S. M. auroit par Arrest de son Conseil du 30. Septembre 1648. commis les Sieurs de Leon, d'Ormesson, d'Aligre, Morangis, d'Estampes & d'Irual, Conseillers ordinaires en seldits Conseils, pour proceder à la revision dudit proces verbal, évaluation & estimation desdites Terres, Seigneuries & Souverainetés de Sedan & Raucourt, sur l'avis desquels du 1. Juin 1649. S. M. par autre Arrest de son Conseil donné, elle y allant, la Reine Regente sa Mere presente, le 10. Juillet audit an, auroit ordonné qu'en presence des Commissaires qui seroient à ce commis, & des Deputez dudit Seigneur Duc de Buillon, il seroit procédé à l'arpentage, mesurage & visitation des bois & garennes desdites Souverainetés de Sedan & Raucourt, pour en sçavoir la qualité & quantité, & par eux fait enquete sur la valeur annuelle desdits bois, tant par les ventes qui en ont été faites, que des autres bois voisins, li mieux n'aimoit ledit Seigneur Duc de Buillon se contenter pour l'évaluation desdits bois de la somme de 20000. liv. de revenu par année, & avant faire droit sur les demandes dudit Seigneur Duc de Buillon pour les deniers domaniaux & autres, dont jouit à present la ville de Sedan, & des dons gratuits; S. M. a ordonné que les Habitans dudit Sedan & desdites Souverainetés seroient ouïes par devant lesdits Sieurs Commissaires sur la forme & l'usage du paiement desdits droits, & le surplus du revenu desdites Souverainetés, compris lesdits 20000. liv. pour les bois, réglé & arrêté à la somme de cent quatre mil neuf cent quatre liv. huit sols neuf deniers; pour la valeur de laquelle somme il seroit donné audit Seigneur Duc de Buillon des terres en échange conformément au Traité fait le 20. Mars 1647. Et pour ce qu'il importe pour le bien de l'Etat d'avancer la conclusion de cette affaire, S. M. a fait expedier desdites Lettres Patentes, portant pouvoir & commission audit Sieurs d'Ormesson, de Brienné, d'Aligre, de Morangis & d'Estampes ledit jour 10. du present mois, de traiter par échange desdites Souverainetés de Sedan & Raucourt, leurs dépendances & annexes; ce qui a été fait en la forme & sous les clauses & conditions qui ensuivent.

C'est à sçavoir que ledit Seigneur Duc de Buillon a cédé, transporté & délaissé, & par ces presentes, cede transporte & délaissé à perpetuité audit titre d'échange à Sa Majesté & ses Successeurs Rois de France, ce acceptant par lesdits Seigneurs Commissaires, tous les droits, noms, raisons & actions qui audit Seigneur Duc de Buillon peuvent competer & appartenir audit Seigneur Duc de Buillon, & en la portion dudit Duché de Buillon, de laquelle ledit Seigneur Duc est en possession, leurs annexes, appartenances & dépendances, tant de là que de ce de la Meuse, entre les rivières de Cher & Semois, & comme le tout est compris en la recepte dudit Sedan, sans rien excepter ni retenir, sinon les droits qu'il a au Château de Buillon, & les portions dudit Duché usurpées sur les Predecesseurs dudit Seigneur Duc de Buillon & détenues par le Roi d'Espagne & par l'Evêque de Liege, qui demeurent réservées audit Seigneur Duc de Buillon pour en faire le recouvrement ou en disposer à son profit ainsi que bon lui semblera, avec le gré & consentement de la Majesté: Et au cas que par l'entremise de Sadite Majesté ou autrement, ledit Sei-

gneur Duc de Buillon n'entre en la possession dudit Duché, le Roi y pourra à l'instant mettre & entretenir pour seureté dudit Château telle garnison que S. M. aura agreable, sans qu'audit cas ledit Seigneur Duc de Buillon puisse demander au Roi aucune recompense pour la non-jouissance de la portion de ladite Terre possédée, tant par le Roi d'Espagne, que par l'Evêque de Liege, pour estre désormais lesdites Souverainetés, avec leurs annexes, appartenances & dépendances ci-dessus délaissées, unies au Domaine de la Couronne, censées & réputées du corps dudit Domaine sous le ressort du Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aides de Paris, tout ainsi, & aux titres, & pour les causes que lesdites Terres appartiennent de present audit Seigneur Duc de Buillon, & pour tels droits qu'il a, & peut avoir en icelles, pour s'en servir par S. M. & les faire valoir contre tous ceux qui ont ci-devant prétendu, & tous autres qui pourroient ci-après prétendre droit esdites Terres, même contre Mademoiselle d'Orléans, le sieur Comte de la Marck ses heritiers, leurs creanciers, & les anciens creanciers de la Maison de la Marck, & tous autres: Et à cette fin ont été presentement délivrés & mis entre les mains dudit Seigneur Comte de Brienné, l'un desdits Seigneurs Commissaires, les pieces qui ensuivent: sçavoir, une transaction faite entre défunt Monseigneur le Duc de Montpensier, ayeul maternel de ladite Damoiselle d'Orléans, & défunt Monseigneur Henri de la Tour Duc de Buillon, pere dudit Seigneur Duc de Buillon, dans le Château du Louvre, en la presence, gré, consentement & autorité du Roi Henri le Grand, & en presence de Monseigneur son Chancelier pardevant M. Ruzé, Secrétaire des commandemens de S. M. le 24. Octobre 1594. l'expédition de laquelle a été déposée par l'ordre dudit Seigneur Duc de Buillon fils le 28. Juillet 1640. entre les mains de Moreau Notaire au Châtelet de Paris. Plus, un autre contrat en forme de contre-lettre, passé entre mondit Seigneur de Montpensier, & ledit feu Seigneur Duc de Buillon, le 24. Oct. 1594. pardevant Saintot, & Mathieu Bontemps, Notaires audit Châtelet de Paris, & une autre transaction faite entre ledit Seigneur de Buillon, & Messire Charles Robert de la Marck, pardevant le Vasseur & Croizet, Notaires audit Châtelet le 25. Aoust 1601. le tout pour raison des droits respectivement prétendus par les parties dénommées audit contrats esdites Souverainetés de Sedan & Raucourt & Duché de Buillon, pour desdits contrats s'en servir par S. M. & les faire valoir ainsi que bon lui semblera, sans qu'en cas de trouble ou d'éviction particuliere ou totale, & de l'évenement des proces qui ont déjà été formez ou de ceux qui le pourroient estre ci-après, pour raison desdites Terres & Souverainetés ledit Seigneur Duc de Buillon soit sujet à aucune garantie, ni à la restitution des Terres qui lui seront baillées en échange des droits susdits, partie, ni portion d'icelles, pour quelque cause ou pour quelque pretexte que ce soit, fors & excepté pour les hypothèques & autres empêchemens, procedans du chef particulier dudit Seigneur Duc de Buillon, ou dudit Seigneur de Buillon son pere, dont il demeurera garand & chargé ensemble de l'exécution desdites transactions & contre-lettres, au cas qu'il reste quelque chose à executer du contenu en icelle de la part desdits Seigneurs Ducs de Buillon pere & fils. Et après que par ledit Arrest du Conseil dudit jour 10. Juillet 1649. le revenu desdites Souverainetés, Terres & Seigneuries, & autres droits compris en la recepte dudit Sedan, a été évalué & réglé à la somme de cent quatre mille neuf cent quatre liv. huit sols neuf den. toutes choses déduites, en ce compris la somme de vingt mille liv. pour une année commune de la coupe des bois, a été arrêté que la recompense sera donnée audit Seigneur Duc de Buillon sur le pied du denier soixante, eu égard au titre & dignité desd. Terres qui sont en souveraineté, & l'importance de ladite Place de Sedan, lequel échange & évaluation au denier soixante a été accepté par ledit Seigneur, pourveu & non autrement que les autres clauses & conventions du present Traité, & les Declarations qui ont été

ANS expédiées ce jourd'hui en sa faveur soient exécutées de
de J. C. bonne foi, pleinement, entièrement, & sans restric-
1651. tion ni modification en tout ce qui dépendra du fait de
S. M. pour ce que sans cette condition ledit Seigneur

Duc de Buillon n'eût agréé ledit échange à ladite évaluation du denier soixante. Ledit Seigneur Commissaires, en vertu du pouvoir à eux donné par S. M. & au nom d'icelle ont en contr'échange desdites choses ci-dessus délaissées à Sad. M. cédé & délaissé, & par ces presentes cedent, transportent & délaissent à toujours à titre de pur absolu, & perpetuel échange & en pleine propriété, & promettent audit nom de Sad. M. garantir de tous troubles & empêchemens quelconques envers & contre tous audit Seigneur Duc de Buillon, ce acceptant at- queur pour lui, ses hoirs, successeurs, & aians cause, les Duchez, Terres & Seigneuries ci-après dé- clarées.

A sçavoir, la Duché & Pairie d'Albret, ses appar- tenances & dépendances, & annexes, adjudgée à défunt Monseigneur le Prince de Condé par Messieurs les Commissaires à ce députés le second jour de Mai 1651. avec la Baronnie de Durance située audit Duché d'Al- bret qui appartenait à mondit Seigneur le Prince, tant à titre d'engagement, qu'en propriété, par échange & acquisition par lui faite du sieur de Moncalfin par contrat du dernier Juin 1645.

Plus, les Justices, hautes, moyennes & basses de la ville de Nogaro, & les lieux de Barcelone, Rizo- les, Plaifances & Daignon, avec tous les droits & revenus appartenans à S. M. & dont elle a joui, & droit de jouir eldits lieux & Consuls de Nogaro, Barcelone, Ri- zoles, & Plaifances & Daignon, au bas Armagnac, adjudgés & délaissés à feu mondit Seigneur le Prince par deux contrats des 3. Avril & 21. Oct. 1641. duquel Duché d'Albret, ensemble desdites terres de Nogaro, Barcelone, Rizoles, Plaifance & Daignon, lesdits Sei- gneurs Commissaires, au nom de sa Majesté, promet- tent de recompenser mondit Seigneur le Prince de Con- dé, fils dudit défunt.

Plus lesdits Seigneurs Commissaires audit nom, dé- laissent audit Seigneur Duc de Buillon la Duché & Pairie de Château Thiéri, en ce compris Espemai & Châtillon sur Marne, & ses autres appartenances & dépendances & annexes.

Le Comté d'Auvergne, ses appartenances, dépen- dances & annexes; à la reserve de la ville de Clermont- Ferrand, Ressort & Bailliage de ladite ville & du Domaine de la ville & Seigneurie de Lejoux, ses appartenances & dépendances.

Plus, délaissent comme dessus la Baronnie de la Tour en ce qui en appartient à sa Majesté.

Le Comté d'Evreux, consistant és Vicomtez dudit Evreux, Conches, Breteuil, & Beaumont le Roger, engagez à Messire René de Longueil, Seigneur de Mai- sons, Conseiller ordinaire de sa Majesté en ses Conseils, Président en la Cour de Parlement de Paris & Sur-Inten- dant de ses Finances, & au sieur Comte de Maure. Plus, les bois & forests desdites Vicomtes avec ce qui reste à engager de la foret de Passy, dépendante de ladite Vi- comté d'Evreux.

Plus, délaissent encore les domaines, Terres & Sei- gneuries de Poissi & sainte Jame, engagez audit sieur Président de Maisons par contrat du 27. Mai 1645. à la reserve des bois taillis contenus en ladite adjudication de Poissi & sainte Jame.

Plus, délaissent aussi la Comté de Beaumont, Faux, Monts, & Banne en Perigord, leurs appartenances & annexes, à présent possédés par engagement par ledit Seigneur Duc de Buillon.

La Châtellenie de Gambais, ses appartenances & dépendances & annexes, scize dans le Comté de Mont- fort-Lamauri, engagée pour la somme de seize mille li- vres, & dont jouit le sieur de Bourdeaux, Conseiller du Roi en ses Conseils, & Maître des Requêtes ordi- naire de son Hôtel.

A la charge de recompenser par sa Majesté, & rendre aux Seigneurs Engagistes, ci-dessus nommez & autres,

les sommes pour lesquelles les choses susdites, & les do- mains compris eldites Terres, qui entreront en l'éva- luation d'icelles, ont été engagées.

Comme aussi lesdits Seigneurs Commissaires délaissent audit Seigneur Duc de Buillon tous les membres, appar- tenances, dépendances & annexes desdites Terres, Vil- les, Châteaux, Domaines, Justices, Greffes, Tabe- lionnages, Vassaux, Arrière Vassaux, Censés, Ren- tes, droits de Desherences, Aubeines & Bâtardises, ainsi qu'en jouissent les Seigneurs particuliers des Terres situées dans les Coutumes où lesdites Terres sont assises, & généralement tous les autres droits de quelque nature & qualité qu'ils soient qui appartiennent à sadite M. à cause desdits Duchez, Comtez, Terres & Seigneuries, sans rien excepter ni réserver, avec les actions rescin- dantes & rescisoires, & la faculté audit Seigneur de Buil- lon de retirer les Domaines & autres droits dépendans desdites Terres, qui se trouveront avoir été usurpez, engagez, alienez & concédez par dons qui n'ont été bien & dûement verifiés, à la charge & condition que desdits Domaines qui seront par lui retirés, & ne seront entrez en l'évaluation qui doit être faite du revenu des- dites Terres, ledit Seigneur Duc de Buillon sera tenu de paier à S. M. la valeur & estimation sur le pied du re- venu desdits droits & Domaines, déduction faite des frais qui auront été par lui déboursés pour s'entrer en la possession d'iceux: Lesquels deniers qui seront par lui paiezz tiendront lieu d'augmentation de finance, pour jouir desdites choses retirées à titre d'engagement, & sans qu'il en puisse être dépossédé qu'après l'actuel remboursement tant de la première finance que de celle payée pour l'augmentation d'icelles, en cas que sa Majesté voulut s'entrer en aucunes d'icelles.

Pour lesdites terres & choses cy-dessus délaissées en contr'échange, jouir par ledit seigneur Duc de Buillon, ses hoirs, successeurs, & aians cause, mâles & femel- les à perpetuité, & en prendre les fruits & revenus du 1. Janvier dernier 1651. & en faire & disposer par lui, ses hoirs, successeurs & aians cause comme de leur vrai patrimoine & choses à eux appartenantes en pleine propriété incommutablement & irrevocablement, sans que lesd. terres baillées en contr'échange aud. Seigneur Duc de Buillon soient sujettes à aucun rachat ou rem- boursement, revente ou réunion au Domaine de S. M. pour quelque cause ou occasion que ce soit, ni que les Officiers, Greffes, Droits & dépendances desd. Ter- res puissent être chargées d'aucunes taxes attendu qu'el- les sont données à titre d'échange pour des terres & sou- verainetés servant à l'accroissement du Domaine de la Couronne, Et passeront lesd. terres & choses échangées entre les mains dud. Seigneur Duc de Buillon avec tous les titres, dignitez & préminances anciennes desdites terres, mêmes celles de Pairie, lesquelles continueront en sa personne & de ses descendants selon la nature, & aux conditions anciennes desd. Pairies pour valoir à leur profit, & avoir leur effet du jour de leurs premie- res creations des titres & dignitez desd. terres, sans toutefois que pour les cas, si aucuns y a, auxquels les- dites Pairies doivent demeurer éteintes selon la loy im- posée lors de l'Erection d'icelles; Les corps desd. Ter- res, Domaines, Droits, appartenances & dépendan- ces d'icelles, soient sujettes par reversion & réunion au Domaine du Roy, nonobstant toutes Ordonnances à ce contraires, auxquelles lesd. Seigneurs Commissaires, au nom de S. M. ont renoncé en faveur du présent con- trat en considération d'iceui, & dans les Lettres Paten- tes qui seront expédiées pour la ratification dudit présent contrat, & pour la verification & enregistrement d'ice- lui au Parlement & Chambre des Comtes, sera insérée la clause, portant dérogation ausdites Ordonnances: Comme aussi les Patronages des Eglises, Nominations & Collation des Benefices qui appartiennent à S. M. à cause desdites Terres, passeront en la personne dudit Seigneur Duc de Buillon & en celles de ses hoirs, & aians cause, & les Justices ordinaires desdites Terres avec les Offices, droits, prérogatives, honneurs & émo- lumens, appartenances & dépendances desdites Justices audit

ANS
de J. C.

1651.

ANS audit Seigneur Duc de Buillon, pour estre à l'avenir
 e J. C. exercées sous son nom, & de ses hoirs & aians cause, &
 651. liers & autres Ministres d'icelles pourvus & instituez de
 plein droit par led. Seigneur Duc de Buillon & ses aians
 cause, sans toutesfois que les Officiers à present pour-
 vus, puissent estre dépossédés de leur vivant, ni que leurs
 Offices puissent vaquer en payant le droit annuel, suivant
 la taxe faite aux Parties Casuelles de S. M. & sans que cela
 tire conséquence pour ceux qui seront pourvus à l'avenir.
 Lesquels Offices desdites Justices ordinaires seront à l'ave-
 nir exercés au nom dudit Seigneur Duc de Buillon,
 connoîtront de toutes les causes personnelles, mixtes,
 civiles & criminelles, dont les Officiers des Terres de
 pareille dignité sont fondés, de connoître suivant les
 Ordonnances & Coutumes, même du fait de Police &
 Voirie, de toutes les causes concernans les Domaines,
 Bois & Forests, Rivières, Ruissieux, Etangs, Chas-
 ses, & de toutes droits dépendans desdites Terres, des
 Benefices estans au Patronage, Nomination ou Colla-
 tion dudit Seigneur Duc de Buillon, & encor des ap-
 pellation des Justices inférieures des Villes, Bourgs,
 & Paroisses & Villages, estans du corps desdites Terres,
 & des Vassaux mouvans en plein & arrière-fiefs desdites
 Terres, le tout à l'exclusion des Juges Præsidaux, &
 Officiers des Eaux & Forests, Gruieries & Capitaineries
 des Chasses, & de tous autres Juges Roiaux : Exresfor-
 tiront les appellations desdites Justices ordinaires ; Sça-
 voir, pour les Terres où il y a privilege & dignité de
 Pairie directement aux Parlemens ; & pour les autres
 aux Sieges où elles ont accoustumé de ressortir : Et ne
 pourront aucuns Notaires, Tabellions & Sergens
 Roiaux, s'établir ni faire leur residence aux Villes,
 Bourgs, Paroisses & Villages, dépendans de terres ci-
 dessus délaissées audit Seigneur Duc de Buillon, sinon
 au cas des Ordonnances, Arrests & Reglemens pour
 estre chacune desdites terres avec les droits & aux condi-
 tions susdites tenues de la Couronne à une seule foi &
 hommage, & à la charge des droits & devoirs, suivant
 les Coutumes où les terres sont assises ; demeureront
 néanmoins les enfans & heritiers ou acquereurs dudit
 Seigneur de Buillon exempts pour la premiere fois de
 tous les droits & profits de fiefs qu'ils pourroient devoir
 à S. M. mêmes à cause de la Garde Roiale en Norman-
 die : Et moienant les conditions susdites, lesdites
 terres ci-dessus baillées en échange audit Seigneur Duc
 de Buillon seront évaluées ; sçavoir, celles qui portent
 le nom de Duché & Pairie sur le pied du denier quaran-
 te, jusques à la concurrence de soixante & dix mille
 livres de rente & au dessous, & le surplus desd. Duchez
 & Paires, s'ils se trouvent excéder ledits soixante dix
 mille livre de rente avec les autres terres, seront estimées
 sur le pied du denier vingt-cinq, toutes charges dédui-
 tes : Et attendu que depuis la proposition dudit échan-
 ge faite audit Seigneur de Buillon les principales mou-
 vances dudit Duché de Château Thierri, & membres &
 dépendances d'icelui qui le rendroient plus considerable,
 & quelques mouvances des autres Terres & Seigneuries
 ci dessus délaissées audit Seigneur Duc de Buillon, en
 ont esté distraites & démembrées, S. M. les fera réta-
 blir & réunir ausdites Terres dans un an prochain : Et
 à cette fin fera expedier toutes Lettres nécessaires pour
 la revocation des concessions & des changemens desdites
 mouvances qui n'ont été verifiées & Compagnies
 souveraines. Et à l'égard des mouvances, dont les dons
 & concessions ont été verifiées elles n'entreront en l'é-
 valuation desdites terres : Et pour regler le revenu des-
 dites terres, sur le pied duquel le fonds doit estre estimé
 selon les distinctions ci-dessus, S. M. fera expedier les
 commissions nécessaires aux Parlemens de Paris, Tho-
 lose, Bordeaux & Roïen, & aux Chambres des Com-
 ptes de Paris, Roïen, Montpellier & Pau, pour estre
 par eux procédé respectivement chacun pour ce qui est
 de son ressort à l'évaluation des fruits & revenus desdites
 terres, dont sa Majesté & ceux qui les tiennent par
 engagement jouissent à present selon qu'il est accoustu-
 mé d'en user.

Et au cas que lesdites terres ci-dessus designées ne se ANS
 trouvent suffisantes pour la recompense desdites Souve- de J. C.
 rainetés de Sedan & Raucourt, délaissées à S. M. par le- 1651.
 dit Seigneur Duc de Buillon, le supplément de ladite
 recompense sera pris sur les Terres dont il sera convenu
 avec les Commissaires qu'il plaira à S. M. dénommer
 après lesdites évaluations faites sous les mêmes condi-
 tions ci-devant declarées, & le revenu d'icelles évalué,
 & le prix du fonds estimé en la même forme que dessus.
 Et seront délivrées audit Seigneur Duc de Buillon des
 vidimus & copies collationnées en bonne forme de tous
 les Titres, Papiers & Enseignemens desdites Terres à
 lui baillées en échange par ceux qui ont lesdits Titres en
 leur possession ; le tout sans préjudice de la Bibliotheque
 & autres meubles étant dans la Ville & Château dudit
 Sedan, que sa Majesté fera rendre audit Seigneur Duc
 de Buillon, avec les Titres & Papiers trouvez audit Châ-
 teau, autres que ceux concernans les Terres par lui dé-
 laissées à S. M. & aussi sans préjudice de la restitution des
 fruits desdites Terres de Sedan & Raucourt, & autres
 choses ci-dessus exprimées depuis le tems que S. M. a
 commencé à jouir d'icelles jusqu'au dernier Decembre
 1650. & de la valeur des armes, canons & munitions
 qui étoient en ladite Place, lorsque S. M. s'en est mise
 en possession, desquelles armes, canons & munitions,
 estimation sera faite, comme aussi la verification de tout
 ce qui reste dû par S. M. audit Seigneur Duc de Buil-
 lon à cause desdites Terres ; le tout dans fix semaines,
 & le payement desdites sommes à lui assigné au même
 tems sur des fonds qui ne pourront estre divertis pour
 quelque cause que ce soit. Et d'autant que ledit Sei-
 gneur Duc de Buillon a la liberté de disposer dans sa Fa-
 mille desdites Terres de Sedan & Raucourt, comme
 étant par lui tenues en souveraineté, il lui sera aussi
 permis, à ses hoirs & aiant aussi cause de disposer entre
 vifs ou par Testament de la totalité ou de partie desdites
 Terres à lui baillées en contre-échange entre leurs en-
 fans, & autres heritiers directs & collatéraux, fustel-
 les conditions que bon leur semblera, nonobstant les
 Coutumes des lieux où lesdites Terres sont situées & as-
 sises, auxquelles a esté dérogé pour ce regard : Et en
 défaut de disposition seront les partages desdites Terres
 regis & gouvernez suivant les Coutumes des lieux où
 lesdites Terres sont situées. Et afin de pourvoir par
 S. M. au dédommagement des Officiers des Eaux & Fo-
 rests dépendans desdites Terres, & autres Officiers qui
 ont droits à prendre sur lesdites Forests ; a esté accordé
 qu'il sera vendu des bois desdites Forests, jusqu'à la con-
 currence de la somme de trois cent mille liv. pour estre
 employez audit dédommagement suivant la liquidation
 qui sera faite par les Commissaires qui seront elutez par
 S. M. en ce faisant sera l'évaluation desdites Forests di-
 minuée de ladite somme de 300000 livres ; si tant se
 monte ledit dédommagement, le tout sans préjudice
 des choses reservées & interloquées par ledit Arrest du
 10. Juillet 1649. Promettant lesdits Seigneurs Com-
 missaires audit nom faire ratifier le present Contrat par
 S. M. & de ladite ratification fournir Lettres en bonne &
 deuë forme audit Seigneur Duc de Buillon dans un mois
 prochain venant, lesquelles Lettres avec le present Con-
 trat sa M. fera regiltrer incessamment esdites Cours de
 Parlement de Paris, Tholôze, Bordeaux & Roïen, &
 es Chambres des Comptes de Paris, Roïen, Montpel-
 lier & Pau, respectivement pour ce qui est de leurs Res-
 sorts, & par tout ailleurs où besoin sera à la diligence
 de ses Procureurs Generaux, & demeureront respecti-
 vement lesdites parties obligées ; Sçavoir lesdits Seigneurs
 Commissaires pour & au nom de sa M. en foy & parole
 de Roi, tant pour lui que pour ses Successeurs Rois, &
 ledit Seigneur Duc de Buillon, en foy & parole de Prince,
 d'executer & entretenir les Traitez, clauses & condi-
 tions susdites, sans jamais y contrevenir, sous l'obli-
 gation & hipoteque de tous les biens de sadite Majesté
 & de tous les biens presens & avenir dudit Seigneur Duc
 de Buillon. Fait & passé en l'Hôtel dudit Sieur d'Or-
 messon : rue du Chaume, Paroisse S. Jean, l'an 1651.
 le 20. Mars avant midi, & ont lesdits Seigneurs Com-

ANS missaires au nom de sa M. & Seigneur Duc de Buillon, de J. C. signé la minute des presentes avec lesdits Notaires sous-signez, demeurée en la possession de Vautier, l'un d'iceux.

Ensuit la teneur desdites Lettres Patentes du Roi de Commission à l'effet du Contrat ci-dessus.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, A nos amez & feaux les sieurs le Fevre d'Ormesson Conseiller ordinaire en nos Conseils, les sieurs Comte de Brienne aussi Conseiller ordinaire en tous nos Conseils, Commandeur de nos Ordres, Secrétaire d'Etat & de nos Commandemens; d'Aligre & Morangis aussi Conseillers ordinaires en nosd. Conseils & Directeurs de nos Finances; & d'Estampes aussi Conseiller ordinaire en nosd. Conseils, Salut. Le défunt Roi notre honoré Seigneur & pere, ayant désiré pour le bien de notre Etat, & pour mettre à couvert la Frontiere de notre Province de Champagne, de s'affranchir de la place de Sedan, & traiter avec notre tres-cher & tres-ame cousin le Duc de Buillon de la Souveraineté dudit Sedan & de celle de Raucourt, & de toutes les autres Terres qu'il possède aux environs d'icelles, nous aurions en execution de ce dessein & du traité que nous aurions passé avec nostredit Cousin le Duc de Buillon le 20. Mars 1647. député les sieurs des Hammeaux, & de la Fosse, Conseillers ordinaires en nosdits Conseils; & Boucherat aussi Conseiller en nosdits Conseils, Maître en notre Chambre des Comptes à Paris, pour proceder à l'évaluation desd. Terres & Souveraineté de Sedan & Raucourt, leurs dépendances & annexes, à quoi aians satisfait, & nostredit Cousin le Duc de Buillon prétendu qu'elle nese montoit pas à sa juste valeur, nous aurions pour remedier à sa plainte par Arrest de notre Conseil du 30. Sept. 1648. commis vous sieur d'Ormesson, d'Aligre de Morangis & d'Estampes, & le sieur d'Iruel aussi Conseiller ordinaire en nosdits Conseils, pour proceder à la révision du proces verbal de ladite évaluation, & nous aians donné votre avis le premier Juin 1649. nous aurions par autre Arrest de nostredit Conseil du 10. Juillet audit an évalué ledit revenu à la somme de cent quatre mille neuf cent quatre livres huit sols neuf deniers, y compris la somme de vingt mille livres pour les bois dudit Sedan, en cas que nostredit Cousin se veuille contenter de lad. somme pour le revenu d'iceux, & ordonné que pour la valeur de ladite somme de cent quatre mille neuf cent quatre liv. huit sols neuf deniers, il lui seroit donné des terres en échange conformément audit Traité: Et d'autant qu'il est important pour le repos de notre Etat d'exécuter promptement ledit Traité, & faire jouir notre-dit Cousin des Terres que nous lui avons accordées en échange desdites Terres & Souverainetés de Sedan & Raucourt & d'en passer le Contrat nécessaire, ne pouvant à cet effet faire un meilleur choix que de vos personnes, pour la connoissance que nous avons de votre parfaite intelligence aux affaires de notre Etat, probité, fidelité & affection à notre service, dont nous avons reçu des preuves en plusieurs & importantes occasions, & dont il nous reste une entière satisfaction. A ces causes, de l'avis de la Regente notre tres-honorée Dame & mere, de notre tres-cher & tres-ame oncle le Duc d'Orleans, de notre tres-cher & tres-ame Cousin le Prince de Condé, & autres grands & notables personnalités de notre Conseil, Nous vous avons commis & députez, commettons & députons par ces presentes, pour ce signés de notre main, nos Procureurs speciaux, pour ensemblement ou trois de vous en l'absence des autres en execution desd. Traité & Arrest de notre Conseil desdits jours 20. Mars 1647. & 10. Juillet 1649. passer Contrat d'échange avec nostredit Cousin le Duc de Buillon, & accepter à notre profit & de nos successeurs Rois, la cession & transport de tous les droits & revenus qui lui

appartiennent ausdites Souverainetés, Terres & Seigneuries de Sedan & Raucourt & en la portion dudit Duché de Buillon, de laquelle il est en possession, leurs annexes, appartenances & dépendances, tant delà que deçà la Meuse entre les rivières de Cher & Semois, & comme le tout est compris en la Recepte de Sedan, sans rien excepter ni retenir, sinon les droits qu'il a au Château de Buillon & les portions dudit Duché, usurpées sur ses predecesseurs & détenues par le Roi d'Espagne & par l'Evêque de Liege, qui demeureront réservées à nostredit Cousin, pour en faire le recouvrement & en disposer à son profit de nostre gré & consentement, & au lieu desdites Souverainetés, Terres & Seigneuries de Sedan & Raucourt & portion dudit Duché de Buillon, dont nous avons arrêté par ledit Traité d'en accorder audit sieur Duc de Buillon la recompense sur le pied du denier soixante, eu égard au titre, dignité desdites Terres qui sont en Souveraineté, & à l'importance de ladite Place de Sedan, lui ceder & transporter en nostre nom le Duché & Pairie d'Albret, ses appartenances & annexes adjugé à défunt notre tres-cher & tres-ame Cousin le sieur Prince de Condé par les sieurs Commissaires à ce députez le 2. Mai 1641. avec la Baronie de Durance scituée audit Duché d'Albret qui appartenait à nostredit défunt Cousin le Prince de Condé, tant à titre d'engagement qu'en propriété, par échange & acquisition par lui faite du feu sieur de Montcassin par contrat du dernier Juin 1645. Plus, les Justices hautes, moindres & basses de la ville de Nogaro & des lieux de Barcelone, Rizole, Plaisance & d'Aignon, avec tous les droits & revenus qui nous appartiennent, dont nous avons joui & droit de jouir ausdits lieux & Consuls de Nogaro, Barcelone, Rizole, Plaisance & d'Aignon au bas Armagnac, adjugez & délaissés à nostredit défunt Cousin le Prince de Condé par deux contrats des 3. Avril & 21. Oct. 1641. Duquel Duché d'Albret, ensemble desdites terres de Nogaro, Barcelone, Rizole, Plaisance & d'Aignon, nous recompenferons nostredit Cousin le Prince de Condé fils dudit défunt. Plus, lui ceder & transporter le Duché & Pairie de Château-Thierry, y compris Espenai & Châillon sur Marne & ses appartenances, dépendances & annexes. Le Comté d'Auvergne, ses appartenances, dépendances & annexes, à la réserve de la ville de Clermont-Ferrand, ressort & Bailliage de ladite ville, & du Domaine de la ville & Seigneurie de Lejoux, ses appartenances & dépendances. Plus, délaissier & transporter, comme dessus, la Baronie de la Tour pour ce qui nous appartient: Le Comté d'Evreux, consistant es Vicomtés dudit Evreux, Conches, Breteuil & Beaumont-le-Roger, engagés à notre-ame & feal Conseiller en nos Conseils, President en nostre Parlement de Paris, & Sur-Intendant de nos Finances, le sieur de Maisons, & au sieur Comte de Maure. Plus, les bois & forêts desdites Vicomtés, avec ce qui reste à engager de celle de Passy, dépendante dudit Vicomté d'Evreux. Les Domaines, Terres & Seigneuries de Poissi & sainte Jame engagées audit sieur President de Maisons par contrat du 27. Mai 1647. à la réserve des bois taillis contenus en ladite adjudication de Poissi & sainte Jame. Plus, ceder & transporter le Comté de Beaumont, Faux, Monts & Banne en Perigord, leurs appartenances & annexes, à présent possédés par ledit sieur Duc de Buillon; Et finalement la Châtellenie de Gambais, ses appartenances, dépendances & annexes, seise dans le Comté de Montfort-Lamaury, engagée pour la somme de 16000. liv. & dont jouit le sieur de Bordeaux Conseiller en nos Conseils & Maître des Requêtes ordinaire de notre Hôtel. De toutes lesquelles Terres, Seigneuries & Domaines, nous recompenferons les Seigneurs Engagistes pour les sommes pour lesquelles elles leur ont été engagées; ceder & transporter aussi tous les membres, appartenances, dépendances & annexes desdites Terres, Villes, Châteaux, Domaines, Justices & autres choses qui y appartiennent: sçavoir, Lesdites Terres en Duché & Pairie à raison du denier quarante, jul-

ANS de J. C. 1651. jusques à la concurrence de la somme de 70000. liv. de rente, & les autres à raison du denier vingt-cinq; accepter & accorder les clauses & conditions pour ledit échange que vous jugerez raisonnables, vous en remettant l'entière direction & résolution, dont vous passerez pour nous tous contrats & actes nécessaires: De ce faire & accomplir vous avons donné & donnons pouvoir, puissance, autorité, commission & mandement special; promettant en foi & parole de Roi par cesdites d'avoir agreable, & tenir ferme & stable tout ce que par vous aura esté fait & passé à l'occasion dudit échange, & d'en faire expedier & délivrer toutes Lettres de ratification, indemnitez ou autres seuretez nécessaires, outre ces presentes; Cartel est nostre plaisir. Donné à Paris le 10. Mars, l'an de grace 1651. & de nostre Regne le 8. Signé, LOUIS: Et plus bas, Par la Reine Regente sa Mere presente. DE GENEGAUD: Et scellé du grand Sceau sur simple queue de cire jaune. Ce fait l'Original demeuré audit Seigneur Duc de Buillon, ainsi que dit est. Signé MARREAU & VAULTIER. Notaires.

Lettres de Ratification du Roi.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous presens & à venir, Salut. Aiant estimé utile & nécessaire pour le bien de nostre Etat, & pour mettre à couvert la frontiere de nostre Province de Champagne de traiter avec nostre tres-cher & amé Cousin le sieur Duc de Buillon de la place de Sedan, dont à cet effet le défunt Roi nostre tres-honoré Seigneur & Pere auparavant son deceds s'étoit voulu assurer, & des Souverainetés dudit Sedan & de Raucourt, & de toutes les Terres qu'il posséde aux environs d'icelles: nous aurions en execution du Traité que nous en aurions passé avec ledit sieur Duc de Buillon le 20. Mars 1647. & de l'Arrest de nostre Conseil donné nous y étant le 10. Juillet 1649. fait expedier nos Lettres Patentes le 10. Mars dernier, par lesquelles nous avons commis les sieurs d'Ormesson, de Lomenie, Comte de Brienne, d'Aligre, de Morangis & d'Estampes, Conseillers ordinaires en nos Conseils, lesquels en nostre nom ont passé contrat avec ledit sieur Duc de Buillon le 20. Mars dernier pardevant Vautier & Marreau Notaires en nostre Chatelet de Paris, par lequel ledit sieur Duc de Buillon nous a & à nos successeurs Rois fait cession & transport de tous les droits & revenus qui lui appartiennent ausdites Souverainetés, Terres & Seigneuries de Sedan & Raucourt, & en la portion dudit Duché de Buillon, de laquelle il est en possession, leurs annexes, appartenances & dépendances, tant déla que deçà la Meuse, entre les rivières de Cher & Semois, & comme le tout est compris en la recepte dudit Sedan, sans rien excepter ni réserver, sinon les droits qu'il a au Chateau de Buillon, & les portions dudit Duché usurpées sur ses prédécesseurs & détenues par le Roi d'Espagne & par l'Evêque de Liege, qui lui demeureront réservées pour en faire le recouvrement & en disposer à son profit de nostre consentement: Et au lieu desdites Souverainetés, Terres & Seigneuries dont par ledit Traité nous avons accordé audit sieur Duc de Buillon la recompense sur le pied du denier soixante, en égard au titre & dignité d'icelles, & à l'importance de la place de Sedan, il lui a esté cédé par lesdits sieurs Commissaires le Duché & Pairie d'Albret, ses appartenances & annexes; La Baronnie de Durancie située audit Duché d'Albret; Les Justices hautes, moyennes & basses de la ville de Nogaro, & des lieux de Barcelonne, Rizole, Plaisances, & d'Aignon situées au bas Armagnac; le Duché & Pairie de Chateau-Thierry, y compris Elpernai & Châtillon-sur-Marne; le Comté d'Auvergne, la Baronnie de la Tour en ce qui nous en appartient; le Comté d'Evreux consistant es Vicomté dudit Evreux, Conches, Breteuil & Beaumont-le-Roger, avec les bois & forests desdites Vicomtés, & ce qui reste à engager de celle de Passi, dépendante dudit Evreux; les Domaines, Terres & Seigneuries de Poissy & sainte Jame, le Com-

te de Beaumont, Paux, Mons, & Bonnés en Perigord; & finalement la Chatellenie de Gambais scellée dans le Comté de Montfort Lamauri, avec tous les membres, appartenances & annexes desd. Terres, Villes, Chateaux, Domaines, Justices, & autres choses qui y appartiennent, aux réservations & exceptions y contenues; sçavoir, lesdites Terres en Duché & Pairie à raison du denier quarante jusques à la concurrence de la somme de 70000. liv. & le surplus si aucun y a outre lesdits 70000. liv. avec les autres à raison du denier vingt-cinq, pour en jouir par nostredit Cousin le Duc de Buillon, ses hoirs, successeurs & aians cause, males & femmes à perpétuité, du premier jour de Janvier dernier, & en faire & disposer comme de leur vrai patrimoine & chose à eux appartenante en pleine propriété incommutablement & irrevocablement, sans que lesdites Terres à lui baillées en contreéchange soient jettes à aucun rachat ou remboursement, revente & réunion à nostre Domaine pour quelque cause ou occasion que ce soit, & autres clauses & conditions énoncées audit contrat, dont led. Commissaires se sont chargés d'en fournir nos Lettres de Ratification: Et d'autant qu'il est important pour le bien de nostre Etat que ledit contrat soit promptement executé. A ces causes, sçavoir faisons, Qu'après avoir fait voir en nostre Conseil ledit contrat ci-attaché sous nostre scel, de l'avis de la Reine Regente nostre tres-honorée Dame & Mere, de nostre tres-cher & tres-ami oncle le Duc d'Orleans, de nostre tres-cher & tres-ami Cousin le Prince de Condé, & autres grands & notables personnages de nostredit Conseil, nous avons ledit contrat du 20. Mars dernier, agréé, approuvé & ratifié, & par ces presentes, signées de nostre main, agreons, approuvons & ratifions, voulons & nous plaît qu'il soit fort plein & entier effet, & soit executé en toutes les points selon la forme & teneur, & aux charges, clauses & conditions y contenues. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nostre Cour de Parlement de Presidens & Tresoriers generaux de France au Bureau de nos Finances audit & autres nos Officiers à chacun d'eux comme il appartiendra, que ledit contrat d'échange & ces presentes ils fassent lire & registrer, & de leur contenu faire jouir & user nostredit Cousin ledit sieur Duc de Buillon, ses hoirs, successeurs & aians cause, males & femmes, paisiblement & perpétuellement, sans souffrir ni permettre qu'ils y soient troublés ni inquietés, nonobstant toutes Couüumes, Reglemens & Ordonnances à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé & dérogeons par cesdites presentes. Enjoignons à nos Procureurs Generaux & à leurs Substitués de faire pour cet effet toutes les requisiions nécessaires: Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre Scel ausdites presentes, sans nostre droit en toutes choses, & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois d'Aoust, l'an de Grace mil six cent cinquante-un: Et de nostre Regne le huitième. Signé, LOUIS. Et sur le reply, Par le Roi, la Reine Regente sa Mere presente. Et scellé du grand Sceau de cire verte.

Collationné aux Originaux par moi Conseiller, Secrétaire du Roi, Maison & Couronne de France, &c. de ses Finances.

Arrest de Verification de la Chambre des Comptes de Paris, du Contrat d'échange fait entre le Roi, & Monsieur le Duc de Buillon.

VEU par la Chambre les Lettres Patentes du Roi en forme de Chartes, données à Paris au mois d'Aoust 1651. Signées LOUIS. Et sur le reply, Par le Roi, la Reine Regente sa mere presente, DE GENEGAUD, & icellées. Par lesquelles Sa Majesté aiant estimé & jugé utile & nécessaire pour le bien de son Etat, & pour mettre à couvert la frontiere de sa Province de Champagne, de traiter avec le sieur Duc de Buillon de

ANS la place de Sedan, des Souverainetés dudit Sedan & de J. C. Raucourt, & de toutes les Terres qu'il possède es environs d'icelles, & en execution du Traité qu'elle en auroit passé avec ledit sieur Duc de Buillon le 20. Mars 1647. & de l'Arrest de son Conseil donné sa Majesté y étant le 10. Juillet 1649. fait expedier ses Lettres Patentes le 20. Mars audit an 1651. adressantes aux sieurs d'Ormesson de Lomenie, Comte de Brienne, d'Aligre, de Morangis, d'Estampes, Conseillers ordinaires de ses Conseils, lesquels en son nom en auroient passé Contract avec ledit sieur Duc de Buillon le 20. dudit mois de Mars pardevant Vautier & Marreau Notaires au Châtelet de Paris, par lequel ledit Sieur Duc de Buillon lui a & à ses successeurs Rois fait cession & transport de tous les droits & revenus qui lui appartiennent auld. Souverainetés, Terres & Seigneuries dudit Sedan & Raucourt, & en la portion dudit Duché de Buillon, de laquelle il est en possession, leurs annexes, appartenances & dépendances, tant delà que deçà la Meuse entre les rivières de Cher & Semoy, & comme le tout est compris en la Recepte dudit Sedan, sans en rien réserver ni excepter, sinon les droits qu'il a au Château de Buillon, & les portions dudit Duché usurpées sur ses Prédecesseurs, & détenues par le Roi d'Espagne & l'Evêque de Liege, qui lui demeurent réservées pour en faire le recouvrement, & en disposer à son profit. Et au lieu d'icelles, lui a été par ledits Commissaires cédé le Duché & Pairie d'Albret, ses appartenances & annexes, la Baronnie de Durance située audit Duché d'Albret, les Justices hautes, moyennes & basses de la Ville de Nogaro, & des lieux de Barcelone, Rizoles, Plaisance & d'Aignan, situées au bas Armagnac; le Duché & Pairie de Château-Thierry, y compris Espérnai & Châtillon-sur-Marne; le Comté d'Auvergne; la Baronnie de la Tour en ce qui en appartient à sa M. le Comté d'Evreux, consistant es Vicomtés dudit Evreux, Conches, Breteuil & Beaumont-le-Roger, avec les bois & forêts desdites Vicomtés, & ce qui reste à engager de celles de Passi dépendantes dudit Evreux, les Domaines, Terres, & Seigneuries de Poiffi & sainte Jame; le Comté de Beaumont, Faux, Monts & Banne en Perigord, & la Châtellenie de Gambaiscise dans le Comté de Montfort-Lamauri, avec tous les membres, appartenances & dépendances & annexes desdites Terres, Villes, Châteaux, Domaines, Justices, & autres choses qui y appartiennent, aux réservations & exceptions y contenues; Sçavoir lesd. Terres en Duché & Pairie à raison du denier quarante jusques à concurrence de la somme de 70000. liv. & le surplus desd. Duchés si aucunes y a outre lesdits 70000. liv. avec les autres, à raison du denier vingt-cinq, pour en jouir par ledit Sieur Duc de Buillon, ses heritiers, successeurs & aians cause mâles & femelles à perpétuité du premier jour de Janvier dernier, & en faire & disposer comme de leur vrai patrimoine & chose à eux appartenante en pleine propriété incommutablement & irrévocablement, sans que lesdites Terres à lui baillées en contr'échange soient sujettes à aucun rachapt ou remboursement, revente ou relinon à son Domaine pour quelque cause & occasion que ce soit, & autres clauses & conditions portées par ledit Contrat, lequel étant important pour le bien de son Etat qu'il soit promptement executé: De l'avis de ladite Dame Reine, de ses Oncle le Duc d'Orléans, & Cousin le Prince de Condé & autres grands & notables Personnages de son Conseil, a ledit Contrat du 20. Mars dernier agréé, approuvé, & ratifié, veut & lui plaît qu'il soit son plein & entier effet, & soit executé en tous ses points selon la forme & teneur, aux charges, clauses & conditions y contenues, & mande à ladite Chambre ledit Contrat d'échange & lesd. Lettres faire lire & registrer, & de leur contenu jouir & user ledit Sieur Duc de Buillon, ses hoirs, successeurs & aians cause mâles & femelles paisiblement & perpétuellement, sans qu'ils y soient troublez ni inquiétez, nonobstant toutes Coutumes, Reglemens & Ordonnances à ce contraires, auxquelles lad. M. a dérogé; enjoignant à son Procureur Ge-

neral & ses Substituts d'en faire toutes requisiions nécessaires, ainsi que plus au long le contiennent ledites de J. C. Lettres, ledit Contrat d'échange dessus daté & mentionné fait entre ledits Commissaires députez par le Roi, & Messire Fréderic de la Tour d'Auvergne, Duc de Buillon, Prince souverain dudit Sedan & Raucourt: Les articles propozes au Roi par Mademoiselle de Buillon aiant charge dudit Sieur de Buillon son frere pour ledit échange lignez ensin Charlotte de la Tour, & les résolutions prises par sa M. sur icelles du 20. Mars 1647. Signé, LOUIS: Et plus bas de Lomenie. Procez verbal desdites Terres & Seigneuries de Sedan & Raucourt fait par les Sieurs des Hameaux & de la Fosse Conseillers ordinaires du Roi en ses Conseils, & Boucherrat aussi Conseiller du Roi en sesdits Conseils, Maître ordinaire en ladite Chambre, du 15. Juin 1647. & autres jours suivans en vertu des Lettres de Commission de sa M. du 16. Avril precedent, arrêté le 4. Octob. ensuivant. Arrest du Conseil & Lettres de Commission sur icelui du 30. Septemb. 1648. adressantes aux Sieurs de Leon, d'Ormesson, d'Aligre, de Morangis, d'Estampes & d'Iruat pour proceder à la revision dudit Procez verbal d'évaluation fait par les autres Commissaires y dénommez, sur les memoires qui seroient representez par ledit Sieur de Buillon, & faire l'évaluation du revenu desdites Souverainetés de Sedan & Raucourt, Terres & annexes en dépendans, sur le pied des trois dernieres années, pour leur avis rapporté y estre pourveu. Autre Procez verbal d'évaluation sur ce fait & arrêté par ledits Commissaires, en execution desdits Arrest & Lettres du premier Juin 1649. Autre Arrest donné au Conseil sa M. y étant du 20. Juillet 1649. signé de Lomenie, par lequel sa Majesté a ordonné que conformément à l'avis desdits Sieurs Commissaires du premier Juin audit an le revenu desdits Domaines & Terres dépendantes desdites Souverainetés de Sedan & Raucourt, leurs appartenances & dépendances, & celles augmentées & rétablies, compris 20000. livres pour les bois seroient passés pour la somme de cent quatre mille neuf cent quatre liv. huit sols neuf den. pour la valeur de laquelle il seroit donné audit Sieur Duc de Buillon des Terres en échange, conformément audit Articles & Traité passé avec lui ledit jour 20. Mars 1647. Lesdites Lettres de Commission du 10. Mars 1651. adressantes audit Sieur le Febvre d'Ormesson Conseiller ordinaire du Roi en ses Conseils, de Lomenie, Comte de Brienne aussi Conseiller ordinaire esdits Conseils, Secrétaire de ses Commandemens, d'Aligre, de Morangis, Directeur de ses Finances, & d'Estampes aussi Conseiller ordinaire esdits Conseils, pour ensemblement ou trois d'entr'eux en l'absence des autres en execution desdits Traité & Arrests du Conseil desdits jour 20. Mars 1647. & 10. Juillet 1649. passer le contrat dudit échange avec ledit Sieur Duc de Buillon, & accepter au profit de sa M. & de ses Successeurs Rois ladite cession & transport de tous les droits & revenus qui lui appartiennent audit Sieur de Buillon, Terres & Seigneuries de Sedan & Raucourt, & en la portion dudit Duché de Buillon: & au lieu ceder & transporter lesdites Duchés, Pairies, Terres & Seigneuries ci-devant mentionnées. Autre Arrest dudit Conseil du 8. Novemb. 1651. & Lettres Patentes sur icelui du 2. Decemb. ensuivant, par lequel sa M. ordonne, veut & lui plaît que ledit Sieur Duc de Buillon soit assigné de la somme de quatre cent quatre-vingts dix-neuf mille trois cent trente-neuf livres un sol trois deniers pour son remboursement de ce qui lui est dû de la somme de sept cent trente-quatre mille trois cent trente-neuf liv. un sol trois deniers, à quoi monte le revenu de sept années échuees au premier Juillet de ladite année dernière 1651. desdites Terres de Sedan, Raucourt, & autres, à raison desdites cent quatre mille neuf cent quatre liv. huit sols neuf den. pour chacune desdites années, suivant ladite liquidation faite par ledit Arrest, & en attendant que ladite somme de quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille trois cent trente-neuf livres cinq sols trois deniers lui soit payée; veut & entend que celle desdites cent

cent quatre mille neuf cent quatre liv. huit sols neuf den. J. C. réglée pour ledit revenu annuel lui soit payée & continuée par chacun an. Et outre que pour les intérêts il lui en soit fait fonds, & employée par chacun an dans l'état des cinq grosses Fermes. Arrêt sur la vérification desdites Lettres en ladite Chambre du 22. dudit mois de Decembre dernier. Arrêt de la Cour de Parlement sur lesdits Contrats d'échange & Lettres de ratification du 20. jour de Février dernier. Requête présentée à ladite Chambre par ledit Messire Frideric de la Tour-d'Auvergne Duc de Buillon, à ce qu'il lui plût pour la conservation de ses droits suivant la volonté de sa M. dont il paroît par lesdits Contrats & Lettres, procédant à la vérification ordonner qu'il jouira de l'effet & contenu en iceux selon leur forme & teneur. Decret sur icelle du 29. Février dernier, pour estre montrée au Procureur General du Roi. Autre Requête & moyens d'oppositions fournis par les habitants de la Paroisse de Bezil en Brie, & Maître Jacques Charton Lieutenant de la Justice dudit lieu : afin d'être conservés en leurs droits, d'usage, chauffage & paturage dont ils ont droit de jouir dans les bois & forêts d'Igny, le Jar & Volts dépendans de la Maîtrise de Chailillon-sur-Marne, signifiées le premier jour du présent mois de Mars. Conclusions dudit Procureur General du Roi. Et tout considéré. LA CHAMBRE a ordonné & ordonne lesdits Contrats d'échange & Lettres de ratification d'icelui estre registrés pour estre exécutés, & jouir par ledit de la Tour d'Auvergne, ses hoirs, successeurs & aians cause du contenu en iceux. Ce faisant le prétendu droit de Souveraineté & la propriété desd. Terres & Seigneuries de Sedan & Raucourt, & portion dudit Duché de Buillon cédées au Roi réunies à la Couronne, & à la charge par icelui de la Tour d'Auvergne de faire à sa M. les foi & hommage desdits Duchés, Comtés, Vicomtés, Terres & Seigneuries à lui délaissées en contr'échange par ledit Contrat, & d'en bailler des aveus & dénombremens dans le temps de l'Ordonnance, de paier & acquitter les Fiefs & aumônes, frais de Justice & autres charges éstant sur ledit Domaine desdites Seigneuries, & à l'exception des droits d'aubaines & bâtardises, desquels il ne pourra jouir en nul cas, ni des Droits Seigneuriaux des Privilégiés qui en sont exempts, & avoient droit d'en jouir auparavant ledit échange, auxquels ladite Chambre les a maintenus & conservés, sans que le droit de Patronage se puisse étendre aux Benefices Consistoriaux qui se trouveront enclavés esdites lieux. Que tous les Officiers Roiaux exerceront leurs Charges comme ils ont fait par le passé, & avenant vacation des Offices ordinaires, ils prendront provision dudit de la Tour d'Auvergne, sans qu'il puisse rien pretendre aux Office des Bailliages, Prestidiaux, Elections, Greniers à Sel, Marchauffées & autres Offices extraordinaires, dont sa M. disposera ainsi qu'il est accoutumé. Qu'il mettra à l'Annuel lesdits Officiers ordinaires ainsi & en la même sorte que le Roi l'accordera à ses autres Officiers : pourra néanmoins rembourser les Officiers Domaniaux de la finance par eux payée aux coffres de sa M. & ceux des Prevostés, Châtelainies & des Eaux & Forêts du prix courant de leurs Offices vérification préalablement faite par la Chambre de la Finance par eux payée aux coffres de sa M. sans néanmoins qu'ils puissent estre déposés dès qu'après leur remboursement actuel, auquel cas de remboursement il sera permis audit de la Tour d'Auvergne d'en disposer comme de chose à lui appartenante, conformément aux Ordonnances. Que les Alternatifs, Triennaux & Quatriennaux desd. Domaines & des Eaux & Forêts ne pourront estre contrains à recevoir aucun remboursement, qu'au préalable ils ne l'aient été de leurs Offices anciens & à un seul paiement. Ne sera pareillement fait aucuns remboursemens de parts & portions de Domaines engagés que la vérification de la Finance n'en ait été faite par lad. Chambre, dont les Engagistes ne pourront estre déposés qu'ils n'aient été actuellement & en un seul paiement remboursés de leur dite finance, & sans que ledit de la Tour d'Auvergne puisse

pretendre aucuns frais pour parvenir ausdits remboursemens. Que les trois cent mille liv. qui proviendront de la vente desdits bois portée par ledit Contrat seront employez aux effets auxquels ils sont destinez & non ailleurs, à peine d'en répondre par les Ordonnances en leurs propres & privés noms. Que ledit de la Tour d'Auvergne sera tenu de fournir par chacun an la certification des Terres & Domaines dont il sera entré en jouissance, laquelle sera rapportée au Jugement du compte des cinq grosses Fermes sur ladite partie de cent quatre mil neuf cens quatre liv. huit sols neuf den. à lui accordée en attendant la non-jouissance, afin que le fonds soit diminué à proportion. Que les Duchés & Pairies d'Albret & Chasteau-Thierry ne pourront avoir leur effet & rang que du jour du présent Arrêt, & obtenant Lettres d'érection bien & deuement vérifiées. Que tous les titres & Pièces concernans la propriété desdites Terres de Sedan, Raucourt, & portion du Duché de Buillon déposés es mains du Sr. de Lomenie Secrétaire d'Etat seront par lui mis par inventaire au Greffe de lad. Chambre, auquel sera aussi rapporté celui de l'artillerie, armes, poudres & boulets, & autres choses trouvées esd. lieux de Sedan & Raucourt, dont le Garde des munitions sera chargé. Qu'il sera dès à présent établi un Receveur du Domaine desdites Souverainetés de Sedan & Raucourt, & partie dudit Duché de Buillon pour la conservation & recepte des Droits de sa M. lequel en compte rendra à la Chambre ainsi que les autres Receveurs du Domaine, & qu'à la requête du Procureur General du Roi, celui ou ceux qui ont reçu les revenus desdites Terres depuis le premier Juillet 1644. jour de la déposition dudit de la Tour d'Auvergne, seront assignez pour en compter en ladite Chambre, & qu'il sera incessamment procédé à l'évaluation tant des Terres délaissées par ledit de la Tour d'Auvergne, que de celles à lui baillées en échange par Maîtres René Almeras, Philippe de Colanges Conseillers Maîtres, & Christophe Massiau Conseiller Auditeur, que la Chambre a pour ce faire commis. Et faisant droit sur l'opposition desdits habitants de Bezil & dudit Charton, ladite Chambre a ordonné qu'ils jouiront de leurs usages & chauffages en vertu de leurs Titres bien & deuement vérifiés. Fait les Burreaux assemblés le 13. jour de Mars 1651. Collationné.

Extrait des Registres de la Chambre des Comptes. Signé, DENIS.

C C C X V.

Traité de Renouvellement d'Alliance entre ANS
CHARLES EMANUEL II Duc de J. C.
Savoie, & les six Cantons SUISSES 1651.
Catholiques Romains. Fait le 14. Avril
1651. 9 Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Evénement
pag 592.

SAVOYE
ET
SUISSE.

In nomine Sanctissimæ Divinissimæ & Individuæ
Trinitatis. Amen.

Nos Carolus-Emanuel, Dei gratiâ Dux Sabaudie, Chablaj, Augusta, Gebennelaj & Montisferrati, Princeps Pedemontium, Marchio Salutarum, Comes Gebennæ, Rotundimontis, Niciz, Alta & Tendarum, Baro-Vaudi & Faucigniaci, Dominus Vercellarum, Marchionatus Cevæ, Unellæ & Marri, Marchio in Italia, sacri Romani Imperij Princeps, Vicariusque perpetuus, Rex Cypri &c.
Nos Prætores Landamiani, Senatores utriusque Senatus, cives Patriotæ & integræ communis civitatum, ditionum, jurisdictionum & Dominatum, magni antiqui fœderis, in Germania superiore, nempe Lucernæ, Uraniz, Sutzij, Subilvaniz, suprà & Subilvam, Jugij cum pertinentia exterioris Officij & Friburgij Helvetiorum, ex altera parte.

Non-

ANS Notum facimus omnibus & singulis, hoc manu-
de J. C.ripto quemadmodum olim Serenissimus Princeps &
1651. Dominus Emanuel-Philibertus Dux Sabaudiz, nolter
prænominati Caroli-Emanuelis Proavus, piissimæ me-
moriz, ex singulari, gratiosa, confidentia & inclina-
tione erga Helveticam nationem, nobiscum (præno-
minatis sex Cantonibus) anno M. D. LXXVII. Singu-
larem amicitiam & fœdus contraxerit & postea se-
quuti Principes ac Duces Sabaudiz, præterito anno
M. D. LXXXI. Carolus-Emanuel, nolter honora-
tissimus Dominus, & Avus, & denique anno M. DC.
XXXIV. Dominus Victor-Amedeus, nolter Venera-
bilissimus Dominus & Pater, æternæ & gloriolissimæ
memoriz, iterum gratiosè de novo confirmaverint &
renovaverint, & sic inter Laudabilissimos memoratos
Duces, nostros Antecessores hujus Regiz Domus Sa-
baudiz, ut & internos Civitates, Provincias & Domi-
natus, supradictorum Cantonom Helvetiz, semper
bona & vera pax, amicitia singularis, vicininitas affectus,
confœderatio & conjunctio hætenus, usque in præsens,
landabiliter conservata fuerit.

Cùm itaque contractus iste, antehac inter nos initus,
rursus annos suos finierit, & nobis utrinque multum
profuerit, ideo mutabilia & periculosa ista tempora, at-
que eventus, eò magis, nos commovere debent, ut
consideremus singulariter, quam bonum, utile & ne-
cessarium sit, ut cum antiquis & probatis amicis, &
vicinis conjuncti, atque confœderati simus, & hac
ratione quoque aliis Dominatibus, ac Provinciis Chri-
stianitatis, quarum territoria, hoc tempore militariis
turbulentis, ad huc plurimùm & constanter sunt sub-
jecta, incitamento simus, ut & ipsi, loco hujus-
modi hostilitatum, suam potentiam potius, in
cremum & hæreditarium hoitem Christiani nomi-
nis convertant.

Post hæc, à nobis ulterius consideratum fuit, quam
magna utilitas, quies & prosperitas nobis & priusque
nostrium statibus, inde obtingere possit, præsertim ob
tam commodam, finium & terrarum Sabaudiz, ac
Helvetiz vicininitatem, quæ hucusque, utrique parti,
valde multum boni solatii, amicitiz, & fidelia auxilia
præstitit, & deinceps præstare poterit, quo pacto utrius-
que partis nostram, Provincia & Populi privilegia,
Jurisdictiones superiores, contra injultas violentias,
invasiones & damna, defendi quieteque, cum maximo
emolumento, laude & honore poterunt conservari, par-
ticulariter verò, amicitia, amor & viciniaz bonus affe-
ctus utrinque, tam firmo robore fundabitur; ut fortiori
vinculo colligati, invicem, à nemine, quicumque ille
sit; possint divelli ac everti.

Quare ad majorem confirmationem & stabilitatem
priorum, ut supra dictorum, antiquiorum fœderum &
concordatorum, per utriusque partis antecessores hono-
rabilissimos, antè hac initorum, deinde, ut inter nos
utrinque & nostros succēssores, præsentis & futuros,
firma pax, amicitia, confœderatio, tutela & defensio
atque consimilis obligatoria societas & intelligentia, esse
& consiliteri queat, & fideliter, inviolabiliter, verè,
sincerè, ac integrè mentè servetur.

Nos supra memoratæ partes, insistentes vestigiis no-
strorum honorabilissimorum Parentum, & antecesso-
rum, ad assecurationem, propagationem & conser-
vationem, nec-non ad defensionem nostrorum perso-
narum, principatum, statuum, Populorum & terra-
rum, contra universos, nemine proorsus (nisi qui in fi-
nali reservato & exemptione comprehenduntur) excep-
to statuimus.

Hanc laudabilem huic-usque continuatam, veram
amicitiam, nec-non auxiliatricem & tutatricem confœ-
derationem, propter finitum terminum; iterum inter
nos renovare, & per hoc publicum instrumentum, in
optima forma de novo conferre & concludere. Ad cu-
jus tam divini & laudabilis operis promotionem, & or-
dinatam perfectionem, Nos supra nominatus Sabaudiz
Dux, ex nostra parte, speciatim delegimus, constituimus,
& ordinavimus in nostrum Legatum, nobis singu-
lariter dilectum, fidelem, Benedictum de Cize

Baronem Gressi, nostrum ordinarium nobilem virum, ANS
quem super his cum perfectâ potestate, plenipotencia de J. C.
& principali autoritate, vigore nostrarum, illi tradi- 1651.
tarum patentium litterarum, institimus, ad omnia
omnino nostro nomine conferenda, tractanda, con-
cludenda & confirmanda, quæ ista præsens fœderis re-
novatio, in se continet, postulat & comprehendit.

Et nos autem, nominati Cantones Helvetiz, post-
quam istam tractationem, prius aliquot hac de causa
habitis Comitibus, deinde nostris supremis potestatibus
& concessibus Senatoriis, ac conventibus, nec-non
communitatibus proponi & tractari, & eorum senten-
tias hodiernâ die, per nostros Plenipotentiaros Lega-
tos, in Civitate Lucernensi, unanimiter colligi curas-
semus. Denique cum suprà, laudatissimæ suæ Regiz
serenitatis, memorato Legato, in virtute demonstrata-
rum patentium, suæ legitimæ potestatis & plenipoten-
tiz, laudabiliter hoc negotium conclusimus, & fœcos
utriusque partis, istam veram unionem, nec-non au-
xiliiarem & defensivam confœderationem (quam utrin-
que invicem in omni fidelitate, sincera amicitia, firmi-
ter servare debemus & volumus, prævio bono, & ma-
turo consilio, ac præmeditatione, pro nobis & nostris
succēssoribus acceptavimus, & colloctione habita con-
clusimus, concludimus, & executioni illud damus,
vigore harum litterarum in forma, modo & tenore,
prout omnia in sequentibus diffusius explicantur & de
puncto ad punctum describuntur.

Primum omnium est, ut in Civitate, sinceros &
fideles confœderatos, sine omni dolo, vel fraude, nos
agnoscamus, ita ut ex tenore præsentis pacti fœderis,
tangantur omnes & singuli utriusque partis, Principa-
tus, Magistratus, Ditiones, Dominatus, & Popu-
li, & quos hoc tempore possidemus, qualescumque
seu quibus in locis illi sint, præsertim Marchionatus Sa-
luzanus, Ducatus Montferratensis, qui ad nos Sere-
nissimum Ducem Sabaudiz &c. spectant, ut videre est,
ex Cæsare Majestatis concessa investitura, atamque
utriusque partis ea intentio esse non debet, nec idcirco
fœdus fundatum est, quod per illud Regna, Princi-
patus, Civitates &c. turbandi sunt, sed ut nos ipsos
potius & nostra jura, à quibuscvis exterorum hostilitati-
bus defendamus.

Si forsân accideret, ut nos Serenissimus Dux Sabau-
diz &c. vel nos Cantones, alteruter, vel omnes (qui
hoc fœdus inierunt) in nostris Principatibus, Diti-
onibus & trans vel citrà montes existentibus, quicum-
que illi sint, ab aliis nationibus, vel populis, hoc fœ-
dus non ingredientibus, quouomodo incommoda-
remur, quod suppartare non possemus, vel consultum
non esset, pars quoque incommodata, cogeretur ho-
stium quorumque incuribus & incommodationibus
obviare, ad exonerandum humeris suis imminens pe-
riculum, tenerent nos incommodati ex pacto fœde-
ris, quomodo opus erit, intrâ unius mensis spatium,
postquam imploratio denunciata fuerit, sine omni ter-
giversatione & inquisitione causæ, incommodationis,
tam ex parte incommodatorum, quam ex parte in-
commodantium; succurrere & in hoc fœdere, cum aliis
nationibus contracta, quæ nostris post vel ante cesse-
runt, respicienda non sunt ut sequitur.

Sciendum est, quod si Serenissimus Dux Sabaudiz,
&c. Convincus nolter observantissimus, in quodam
suorum Principatu &c. bello attentaretur, Cantones
qui cum eo confœderati sunt, dabunt ad minimum sex
millia peditum, ad summum duodecim millia (ad hoc
tamen cogi potest, qui non sponte suâ, dato vel asser-
vato sibi stipendio, eo se conferre velit) quorum bel-
li Duces sua Altitudo per Legatos & Officiales suos,
(qui etiam antequam militum conscriptio & eorum
eductio fiat, causam ejus rei apud Magistratum eo lo-
co deponent) eliger & propriis suis sumptibus educet;
Electi autem belli Duces, deinceps reliquos Officiales,
pro sua commoditate constituent, eos scilicet qui ipsis
videbuntur aptiores; similiter, si qui Duces coram hoste
morentur, ceteri alios in eorum locum constituere
poterunt, accedente tamen suæ Altitudinis, vel ipsius
ge-

generalis confirmatione, & apud Helvetios & eorum belli observatas consuetudines, semper moris fuit, quibus militibus Helvetiis, non alii Duces quam ex iis locis qui in istud feculus conspirant, conceduntur.

Facta vero ejusmodi conscriptione & militum avocatione, conventum est inter nos, ut sua Celsitudo milites nostros, trium mensium stipendiaria pecunia exsolvat, nonobstante eo, quod in sua Celsitudinis servitio, non multo tempore militabunt. Item ut pecuniam, pro primo mense solvendam, priusquam domo se moveant, annumeret, reliqua duorum mensium, alibi ubi commolitas erit solvendi, dilata, incipiet conventa stipendii merces, eo statim tempore, quo milites nostri, per sua Celsitudinis Legatos & Officiales domo avocantur, etiam primo sue . . . die. Quod si nos Serenissimus Dux Sabaudia, prædictos milites diutius, quam trium mensium spatio, nobis inserviendi asservamus, volumus eos de mense ad mensem, & hoc in principio cuiusvis mensis, sicuti inter nos pacti sumus, persolvere, eosdemque, secundum Helveticorum consuetudinem lustrare, dimissos omni data opera & occasione, ita promovere, ut absque mora & cunctatione in patriam redire possint.

Insuper nos Serenissimus Dux Sabaudia, jubemus serio, ne præordinati Helvetii milites, sine superiorum suorum, seu Ducum præfatu & voluntate, bello durante à se invicem Copiis sequestrentur, sed copia eorum collecta maneat, bello autem finito, postum illos per Urbes, Oppida, Arces hac inde collocare, ad defensionem dictorum locorum.

Quod si Serenissimus vicinus noster Dux Sabaudia, &c. aut militarium suarum copiarum Electus generalis, decernerent cum hoste conflegendum esse, Deique anuente in primis felicissimo concursu & Helveticorum auxilio hostem convincerent, vel alias, nos Helvetii hostium subita irruptionis necessitate causa compulsi, arma capessere cogeremur & hostem caderemus, hinc nos Serenissimus Dux Sabaudia, &c. promittimus fideliter nos iis belli Ducibus, & militibus Helvetiis, postquam victoria obtenta, eos dimiserimus; debitum eorum stipendium, etiam supra id quod promissimus soluturos esse.

Quando est contra, nos dicti Cantones, similiter ut paulo antedictum, ab aliquo nobis adveniente armis hostilibus obruti vel obruendi vel quacunque urgente causa, ad nostram defensionem compelleremur, tunc sua Celsitudo nobis Cantonibus omnibus, vel alterutris cui molestia illa fieret, succurret intra temporis spatium antepositi, nimirum mille pedibus sclopætaris, aut in horum locum, singulis mensibus quinque milibus Coronatorum, vel trecentis equitibus selectis, aut in istorum locum, singulis mensibus tribus milibus Coronatorum in quibus nos Cantones, optionem habebimus, vel mille pedites ante memoratos, aut quinque milla Coronatorum, singulis mensibus; vel trecentos equites, aut tria millia Coronatorum, singulis mensibus, vel denique mille trecentos equites & pedites, aut totam summam octo millium Coronatorum singulis mensibus solvendorum, præacceptare. Attamen nos Cantones nolumus ii videri, quasi prædictos equites & pedites petierimus, aut petitos receperimus, quos ideo ex parte nostra non remitteremus, neque etiam hoc sine, prædictam pecuniam summam postulabimus, vel accipiemus, sed solummodo, ut exceptionem habeamus, milites vel pecuniam præeligere, quomodo vel quando nobis visum fuerit.

Eandem militarem copiam, nos Serenissimus Dux Sabaudia, &c. Cantonibus, nostris sumptibus transmittimus, intra tempus paulo ante præfixum, & ab eo tempore usque ad finem belli, quandiu à Cantonibus bello attentatis reinentur, sine Cantonum expensis exsolvemus.

Hujusmodi milites, nos Cantones valebimus (& si hoc in casu eos non exposuissimus) ad unum, vel plura loca, si quando mandaverimus, ad securitatem & defensionem nostrarum urbium, munitionum, ditionum ubi & quando opus fuerit, sequelstrare, qui no-

Tom. III.

bis flagranti bello ibi, ubi ex necessitate adhibendi erunt, ANS obtemperabunt. de J. C.

Præterea nos Serenissimus Dux Sabaudia, &c. tam milites, quos Cantonibus in auxilium militum quam & illos suos quos ipsi nobis præordinant (ut ante addivinas) arma, quibus omni ex parte necessitatio utentur, subministrabimus, imple ut bello, in modo & magnitudine provideatur, ejusmodi etiam transiens via ditiones postulant, curabimus.

Quando autem Cantones (quod Deus avertat rogamus humiliter) inter se alteriter, contra alterutrum, vel plures in discordiam, & disensionem inciderit, ex quali principio & causa, tum sua Celsitudo (sicut nulla discordantium parte expostularetur) per dignitatis & autoritatis sue interpositionem, pro facienda inter eos reconciliatione, quantum possibile est, laborabit, neve eorum etiam amicitia obesse alteratio, debet sua Celsitudo parti defensori, jus sibi postulanti ad defendendum suum honorem & justitiam succurrere, vel consulere, nisi contraria pars renunciarit, & ei quod statutum & decretum est, non recipere voluerit, tunc sua Altitudo, ne solum arma pro iudice loqueretur nonobstante facere quocunque pertinaci illa parte involuta est, eidem suum patrocinium fecus & sollicitationem, in horum articulo inferro postam denunciabit, similiter etiam vetus suam Altitudinem, si ab uno forte aut pluribus sibi confederatis Cantonibus, ad hujusmodi discordiis quæreretur, ad sui juris defensionem nos facturos promittimus.

Recludimus quoque omnes & singuli, nostros ex utraque parte militibus, quos una alteri transmittet, urbes, arcis, oppida, quandiu bellum ex una vel altera parte durabit, ut ibidem (si quæ esset necessitas) facilius & commodius vivere possint, in quo tamen maxime illa pars ubi bellum erit laborabit. Deinde ut iidem milites victualia & alia necessaria, absque præiudicio & damno locorum, ubi transibunt, debita solitione expendant, exceptis ex parte nostrum Serenissimæ Ducis Sabaudia, &c. urbibus, munitionibus (ut continua habentibus prædicia) qui nihilominus nominatis militibus, tibi opus erit, omnem amicitiam, favorem & charitatem exhibebunt, præterquam quod, una-quæque pars, datis sibi, vel submissis militibus præviderit, ut illis victualia, arma ad ea que pertinentia, in bono & iusto pretio vendantur.

Quandiu vero bellum, ex illius parte, cui successus militaris datus vel transmissus fuit, durabit, tunc illi qui ad præstandum talem succursum ordinati, vel missi sunt, tandiu in bellantis auxilio & servitio permanebunt, donec bello finis, vel pax imponatur, nisi alter sponte eos remittat, aut in suis Principatibus, vel locis, ipsemet oppressus, suo se milite defendere debeat, ita ut sine suo notabili nocumento, parti postulanti, ex tenore & valore horum inferorum, non possit satisfacere, tum ad defensionem sui ipsius, pars illa non tenetur alii, magis quam sibi ipsi occurrere, imo omnes & singulos eos, qui jam ad subveniendum alteri, finibus suis egressi sunt, revocare poterit, in quo altera pars revocationi nullo modo obstat, vel eam impedire debet.

Si quædam ex nostris ambabus partibus, cum quodam alio, ad armis provocetur, nulla sine alterius confederata præmonitione, aut præscientia, pascisci potest cum hoste suo, quod quamvis fieret cum voluntate alterius, nulla pars aliam in compositione illa pacis excludere debet: Si autem alterutra pars, in facienda pace, pro se voluerit consentire, nec se in eadem includere, potest altera si velit pasci, prout ei commodum fuerit, & pace facta, tenetur illa pars cui succursus ab altera factus est, omnem impendere operam, ut ii qui auxilium sibi ferendum conscripti fuerant, in securitate reducantur.

Accedit etiam antequam, una nostrarum partium confederatarum, quodam sibi adversario invadatur, altera pars præterquam quod illi cogatur succurrere, modo supradicto debet (si ita tempora & commoditas permittent priusquam invasio præcipietur) sed Legationes,

Hhh

ANS
de J. C.
1651.

tiones, admonitiones, literarum missiones & familia ad futuram pugnae aversionem utilia & necessaria, quanto poterit procurare, ut exortalis & discordia vel per simplicem mitigationem, vel si ita opus erit per injuriarum aliam recompensationem absumatur, ut interim (& in hoc una pars alteri promissæ & servatæ amicitiae magno erit argumento) evitetur suorum locorum perturbatio, devastatio, multique Christiani sanguinis effusio, pro quarum rerum impeditio reconciliatione; &c. si qui sumptus intercurrant, eos semper & pro utraque parte expendet sua Altitudo, statuimus etiam utrimque, nos urbes & transitus nostros nulli unquam ex nobis oclusuros, sed unicuique transiuro reclusuros esse, ut quisque vel suos defendendi, vel aliud aliud negotium peragendi, liberum transitum habeat.

Nullus itidem ex nobis, ulli alteri quisquis ille sit, qui alterutram nostram partem aggressurus esset, ullum auxilium, ullam promotionem, securitatem, transitum, sustentationem, nec cuiuscumque partis adversariis defensionem seu protectionem procurabit, imo & nostris principibus, locis, jurisdictionibus ejectiones & expulsiones, omnino non tolerabit, neque transitum, vel aliam quamcunque securitatem concedet, verum illos quantum poterit ejiciet, expellet, & prosequetur. E contra si qui essent inter nos, qui ad obtinenda sua jura, aut eorum defensionem, apud nos patrocinium quererent, nos cum iidem fideliter, secundum cuiusque jus & ejus commensurationem, acturos pollicemur.

Ad majorem fœderis nostri ratificationem, notandum similiter est, neminem ex nobis confederatis, debere alterius partis personas vel subditos, contra quos una alterave pars actionem, accusationem, aut aliam requisitionem habet, in civem suum seu ad aliam quamcunque defensionem assumere; ideoque nemo Gebennensium poterit modo jam dicto suscipi, donec ea quæ nos Serenissimus Dux Sabaudiz, &c. ab ipsis requiramus, vel per sententiam Judicis, aut per simplicem iniquæ suæ possessionis cessionem restituatur, præsertim nullus alteri suos acceptabit in cives & incolas, aut aliam alteram protectionem, nisi ibi, ubi acceptandi sunt commemorari velint, eorum tamen bona immobilia æstimabuntur, ut antiqua tenet consuetudo.

Quod ad vestigialium & mercatorum mentionem attinet, volumus, ut utriusque partis mercatores, vel negotiatores, subditi & populi ad exigentiam suarum mercaturarum, aut negotiorum, per omnium nostrorum principatus, ditiones, urbes, &c. (ut in posterum fieri consuevit) ire, redire, transire, agere & commorari possint, operam dabimus etiam quantum poterimus, ne cuiuspiam eorum vis vel in corpore, vel in bonis suis inferatur, sed in securitate rerum suarum, ut jam dictum est, agere & negotiari possit & valeat, quoad vestigialia, impositiones, &c. spectat, antiqua semper apud nos utrinque servabitur consuetudo, ubi simul decernimus, ne unus alterius famulis, subditis, populis ad eosque spectantibus, nova & inusitata vestigialium, aliorumque similium; onera imponat, & si quæ jam imposita essent, vel de novo imponerentur, eo ipso abolita & de jure annullata sint.

Neve inter nos, in utraque parte, existentes defectus quipiam in actionibus & causis fore juridici, sed effectus integer reperiatur; Statuimus, ut nullus ex nobis omnibus & singulis, qua propter debita ritè incurfa, deposita vel concessas litteras, & sigilla & res sufficienti testimonio jam probatas (exciipiuntur furta & maleficia, quæ puniri debent ibi, ubi deprehensa vel transacta sunt) confiscatur, de cæteris quibusvis alijs requisitionibus, actionibus, & contrarietatibus, actor adversarium suum coram ordinario & proprio Judice deponat. Deinde ut omnes & singuli, qua tibi viâ in processibus, judicijs, rebusque cæteris forensibus incedendum sit intelligant, debent ejusmodi actiones ibi, ubi adversarius commoratur, coram illius statuto & proprio Judice transigi, ad formam semper loci consuetudinis consuetam, similiter lites circa fundos, jurisdictiones,

Dominia & bona circumjacentia; item causæ principales, sive personales, sive particulares, coram Magistrato, aut quocunque Judice, in locis, ubi bona prædicta sunt, peragi possunt ac debent, sententia lata si quæ pars id quod conclusum est acceptare noluerit, poterit ad supremum illius loci Judicem (cujus erit vel approbare sententiam prius latam, vel eidem addere vel demere salvo semper unicuique jure) negotium cum appellatione tradacere, qui postquam pronuntiaverit sententiam suam, ab ullo alio mutari vel alterius appellari poterit. Operam dabimus insuper, ut mandatorum nostrorum Executores, & prælecti Judices, omnibus & singulis in jus confidentibus, absque procrastinatione & longa mora sententiam ferant, litæque terminent in modo procedendi consuetudo, cum hoc singulari adjumento, & utraque pars vel suorum vel alterius partis, populos & subditos, taliter expediat, ut ad summum intra tres menses, sententia illis dicatur; si ulterius differte contingat, poterit ille, cujus negotium intra hoc tempus non expeditum fuerit, adversam suam partem ad curiam infra nominandam, citare ante suum proprium Judicem.

Si forsitan contingeret ut nos Serenissimus Dux Sabaudiz, &c. (vel alius quispiam nostrorum Principum) cum alterutro vel pluribus Cantonibus, vel eorum particularibus personis, in errorem, disensionem, quidquid illud, vel quo modo esse contingeret, incideremus, tum nos Serenissimus Dux Sabaudiz, &c. illos contra quos actionem habebimus, coram quatuor deputatis pro eodem negotio decidendo citare poterimus, quorum quatuor deputatorum electio ita fiat, nimirum ex parte petitoris sumerent duo, & duo similiter ex parte defensoris, ita ut si nos Serenissimus Dux Sabaudiz, &c. petitores aut defensores erimus, duos ex consiliarijs nostris, vel alijs quibuscunque nobis placentibus, eligendi optinemus habebimus, quando è contra, nos Cantones alteruter vel plures, hoc semper fœdere obligati, vel nostrum qualescunque particulares personæ, petitores vel defensores erimus, potestatem habebimus, duos ex Senatoribus nostris, vel alijs ad officium deputatorum supra relatorum nominare.

Si forsitan etiam negotium, omnes & singulos Cantones involvat, tum quatuor Deputati ex quibus eorum locis, illi voluerint, eliguntur, tali modo & formâ, ut supra (cavendum tamen erit, ne Deputati de ullo crimine vel suspecti vel convicti sint) qui Deputati, valebunt parti (si tamen prius juraverint sublati digitis, expressis verbis vel nutibus, quod secundum unicuiqueque jus, & non habito alio respectu, omnibus & singulis, quod suum est adjudicare velint) prout ipsis justum videbitur ad stipulandi, & magis tutam sententiam pronunciare, qui etiam sufficienter testabuntur, se faciendi juramenti, aliunde honoris alterius capaces esse, quominus contra eos ulli exequi poterit. Si horum deputatorum prolata judicia diversis partibus favebunt, & in scriptis dividuntur, judicando ita, ut duo uni, & duo alteri parti adhaereant, nec ullus suæ sententiæ cedere velit, debebunt per tertij alicujus (quem in posterum Assumptum appellabimus) intercessione, in Judicijs concordare, cujus Assumpti erit, in primis sub præstito prius juramento, quatuor Deputatorum diversa judicia inspicere, secum diligenter ponderare, & amborum, postquam ea satis ponderaverit, ei consentire quod æquius æstimabit.

Quando interim Deputati antedicti, per Assumpti intercessionem convenire noluerint, debet utraque pars Deputatorum, una-quæque duos bonæ fidei, & integræ vitæ viros producere, (inter quos nulla consanguinitas, amicitia vel alias aliquis favor, vel erga sese, vel Deputatos, vel erga petitem & defensionem respiciendus erit) qui ut prior Assumptus in eadem fidelitate & fide se acturos esse jurabunt, factoque juramento, alteruter eam ob causam forte duxerint, in Assumptum eligetur, iste Assumptus ex sorte ducta Electus, debebit, etiam ut superius de Assumpto illo dictum est, Deputatorum prolata judicia inspicere, & ut illi fidem præstare; se ambo judicia diligenter examina-

ANS minaturum, & unicuique ita satis facturum esse, ut ta-
de J. C. men eadem iudicio, quod iustitiæ commensurabilibus
1651. censetur accedere velit, nihil vel augmentando vel
minuendo; siquidem nullus Assumptus potest aliud à
Deputatorum iudicio decernere, sed eorum alterutri
sine ulla mutatione additionis, vel detractationis annuere,
& unum alteri præferre, & hæc omnia apud nos in
utraque parte existentes, diligenter observanda sunt,
quicumque deinde vel petitor, vel defensor sit futurus.
Debebit præterquam actor parti suæ adversæ ad proximi
mensis securitatem, postquam Deputati cum Assump-
to ad decidendum illud negotium rogati fuerint, signi-
ficare se ad cognoscendam utriusque iustitiam, coram
iudice, nimirum coram quatuor Deputatis & uno
Assumpto, si quando necessarius erit, causam actionis
suæ depositurum esse, tum quod hi iustum & æquum
esse censuerint, nos in utraque parte constituti omnes
& singuli, etiam cum Successoribus nostris, sine ulte-
riore retractatione sententiæ læte acquiescemus. Deni-
que ad commodiorem transactionem talium negotio-
rum judicialium, visum nobis fuit diversas curias sta-
tuere, scilicet pro actionibus transalpæ, ut in partibus
Italiæ & Pedemontij, in bello vel aliter subortis, cu-
riam Bellinsoensem, pro illis vero in Sabaudia vel ci-
tra montes ortis; Curiam Evianensem, ubi & ad quæ
loca, nos invicem & in utraque parte existentes, cum
iuribus & iudiciis nostris, usque ad omnimodam liti-
um transactionem vacare poterimus. Interim Depu-
tati supra nominati qui in talibus causis decidendis or-
dinati sunt, datâ fide & pollicitatione, non aliter ju-
dicandi quam unicuique jus suum declarandi, liberi
esse debent (quantum iura exigunt) & non alii magis,
quam sibi met ipsis, & iustitiæ alligati, ut secundum
fidem & juramentum præfatum & rei certitudinem agant,
& quid ipsi coram Deo & mundo iustum invenerint,
pronuncient, neve in iis à superioribus suis, nullo mo-
do impediatur, aut retardentur. Si quæ pars ad in-
stantiam alterius, duos ex parte sua deputatos ad assi-
gnatam Curiam non transmitteret, vel loci iura in
tali casu non agnosceret vel eadem sine necessitate cum
periculo differre niteretur, quoquo modo id fieri po-
terit valebunt reliqui duo Deputati Iudices, ad instan-
tiam actoris pronunciare suam sententiam, quæ ejus-
dem valoris erit, ac si in ea omnes quatuor Deputati,
cum vel sine Assumpto judicassent, quodque ab illis de-
cretum & pronuntiatum fuerit, omnino obfirman-
dum, & nullâ aliâ tergiversatione in eo acquiescen-
dum erit.

Quocirca ad solidam hujus nostræ amicitie peranti-
quæ confirmationem, etiam singularis gratiæ & favo-
ris, intimæ Caritatis & munificentie signum, quibus
omnibus nos Serenissimus Dux Sabaudie, & in omni
benevolentia & sinceritate versus carissimos amicos &
confederatos Cantones obstringimur, placuit nobis
(similiter nobis omnibus & singulis Cantonibus) sin-
gulis in posterum annis, quandiu confederatio dura-
bit, primo semper die Octobris, Lucernæ sine Canto-
num super expensis, ad liberam & annuam nostræ Con-
ventionis pecuniam omnibus & singulis Cantonibus,
numetare trecentos aureos, præterquam quod adhuc
omnibus & singulis Cantonibus, hoc fœdere conten-
tis, singulis annis nos solutos promittamus quadra-
ginta, ad sustentationem unius vel plurium Juvenum,
qui in Universitate Taurinensi in Litteris operam da-
bunt, hac insuper conditione, ut quod si contingat
nullos esse qui Taurini studeant, nihilominus Magistra-
tui singulorum Locorum pecuniam nominatim singulis
annis soluturi sumus.

Debet autem ista confederatio durare & in vigore
consistere, per totam vitam Regiæ Celsitudinis Caro-
li-Emanuelis, quam Omnipotens Deus incolumem diu
conservare velit & præterea quatuor annis post illius
mortem.

Ad extremum nos ambæ partes cum communi con-
sensu, hoc in fœdere excepimus, nimirum nos Sere-
nissimus Dux Sabaudie Sanctissimum Patrem nostrum
Romanum Pontificem, sedemque Apostolicam Ro-

manam, sacri Romani Imperij Imperatorem, totum ANS
Romanum Imperium, Ambos Potentissimos Reges de J. C.
Christianissimum, Catholicum, & Serenissimum Ve- 1651.
netorum Ducatum, & tam communia, quam parti-
cularia fœdera & pacta præcedentia, quibus cum aliis
Cantonibus prævenimus, quæ absque omni decrefcentia
in suo permanebunt valore, & quæ neque his præsent-
ibus nullatenus obesse possunt.

Nos vero Cantones exceptos volumus Sanctissimum
Patrem nostrum Romanum Pontificem, sanctam &
Apostolicam Sedem Romanam, sacrum Romanum
imperium, Christianissimum Regem Gallie, perpe-
tuas & hereditarias confederationes cum domo Au-
striacæ & domo Burgundicæ, domum Medinensem &
Archiducem Toscaniæ, præterea omnia & singula nos-
tra conjurata fœdera, privilegia, Jurisdictiones, jura
Patriæ & antiquiores contractus, & sigilla, preventio-
nes, consuetudines, & quoscunque nobis confede-
ratos socios & populos, similiter tam communia quam
particularia fœdera & intelligentias, quibus cum Se-
renissima domo Sabaudica, quoquo modo ante con-
venimus, quæ omnimode valere debent, ita ut præsen-
tia ista fœdera antiquioribus Litteris & sigillis quæ ac-
cepimus & tradidimus, & præsertim confederationibus
defensionalibus, quas cum Regia Gallorum Curia con-
traximus, nullo modo nocere debeant.

Notum denique sit nobis, quod si unus vel plures
ex illis, quos jam ex ambabus nostris partibus excep-
imus, alterutram nostram partem, ubicunque seu quo-
modocunque offensus essent, tunc alterutra pars sine
omni respectu exceptionis, vel supra exceptorum, parti
ubicunque seu quomodocunque offensa succurrere,
offendentes repellere, offensus vel offendendos defen-
dere debebit, modo & ratione superius allatâ, imò
neutra pars se se excusare nullatenus poterit, quate-
nus contra quoscunque, alterutram nostrarum partem
offendentes defendendi offensa, parata esse de-
beat.

Et ad majorem testificationem, consolidationem &
confirmationem unionis, intelligentiæ, & amicitie,
facemur Nos Carolus-Emanuel Dei gratia Dux Sa-
baudie &c. omnia præcedentia, quæ huic scripto in-
serta & tali modo à supradicto nostro Plenipotentario
Legato, nomine nostro, voluntate & mandato, cum
Dominis Helvetiis supra nominatorum sex Cantonum
transacta, & constituta sunt; eam omnino volunta-
tem & sententiam nostram esse, promittentes etiam
sub titulo & dignitate status nostri principalis, pro no-
bis & posteris nostris, iis omnibus & singulis esse ob-
secuturos.

Ita nos supranominati confederati Helvetij in hoc
instrumento prehenfi, pariter optimâ verâ fide &
sub titulo quoque honoris nostri, eadem nos firmiter
servaturos & præstaururos; hisce promittimus & polli-
cemur.

Et in hujus veram apertamque fidem & testificatio-
nem, nos sæpè nominatus Dux nostrum Sigillum re-
gale, & nos itidem sæpè nominati Cantones Helvetiæ
in hac unionem contenti, ad testificationem supra de-
scriptarum rerum; nostrarum Civitatum & ditionum
propria Sigilla palam appendimus, & istarum littera-
rum duo exempla ejusdem tenoris, quarum alterum in
nostras Ducis Sabaudie manus, alterum in Civitate
Lucernensi, in nostras, hic comprehensorum Canto-
num manus tradantur & asserventur. Actum
& datum x i v. Aprilis à Christi Jesu Domini &
Salvatoris nostri gratiosissima Nativitate anno M.
DC. LI.

ANS
de J. C.
1651.

Acte du Serment presté pour le Renouvellement de l'Alliance entre S. A. R. & les six Cantons Catholiques Suisses.

L'AN mil six cents cinquante deux, & le trentiesme jour du mois de Janvier à Turin, dans l'Eglise Metropolitaine de S. Jean Baptiste, avec assistance de Monsieur l'Archevesque Jules Cesar Bergera, qui a celebré la Messe du S. Esprit, & en presence de Messieurs Don Gabriel, & Don Antoine de Savoye Oncle naturels de S. A. R. Monsieur Charles-Emanuel Philibert, Hyacinthe de Simiane, Marquis de Pianesse Filz de Dne. Maltile legitimé de Savoye, Grand Chambellan & general de l'Infanterie de S. A. R. de Messieurs le Comte Philippe de S. Germain d'Aglié, grand Maître de la Maison de S. A. R. & sur-Intendant de ses Finances, le Comte Federic Tanc, Colonel general des Suisses, François-Amedée Colta, Comte de Polonguera premier Escuyer de M. R. Don Charles-Thomas Inardi Marquis de Carail, grand Veneur de S. A. R. & le Comte Alexis de Parelle Marquis de Brozzo, grand Maître de la Garderobbe de S. A. R. & Gouverneur du Duché de la Val-d'Aouste, & de la ville d'Yvrée tous Chevaliers de l'Ordre de l'Annonciade, des Conseils d'Etat, Senat & Chambre des Comptes de Piemont, & de Messieurs le Comte Gustin des Lances, Capitaine des Gardes de la Compagnie des Cuirasses, le Marquis de Palavicin Capitaine de celle d'Arquebusiers à cheval, le Sieur de Senantes Capitaine d'Arquebusiers à cheval de M. R. & autour de la table preparée pour le serment, estoit le Sieur Baron de Gressi cy-devant Ambassadeur de S. A. R. vers Messieurs les Cantons, qui a conclu le renouvellement de l'alliance; Le Sieur Comte Muratour Introduceur des Ambassadeurs, & le Sieur Comte Cesar Nomis faisant la charge d'Interprete, & en presence de plusieurs autres Seigneurs & Officiers de la Cour, la Messe estant finie, les Chapelains de S. A. R. ont transporté devant le grand Autel une table qui estoit vis à vis de S. A. R. sur laquelle estoit un Missel & une Croix d'or soutenuë d'un carrau de toile d'or, aupres de laquelle Monsieur l'Archevesque vëtu Pontificalement s'estant assis le dos tourné contre l'Autel, assisté du Clergé, un Chapelain de S. A. R. s'est avancé vers Monsieur le Comte Charles Philippe de Morozzo, & de la Rocca di Baldi grand Chancelier de Savoye, pour le convier d'entrer dans le Chœur où il s'est venu placer au costé droit de ladite table, & moy Conseiller & premier Secrétaire d'Etat de S. A. R. me suis avancé vers ladite table à main gauche, sur laquelle j'ay fait placer la procuration remise par Messieurs les Ambassadeurs cy-apres nommés, & les deux contrats originaux du Traité du renouvellement de l'alliance avec Messieurs les Cantons Catholiques. Alors s'est levé de sa place L. A. R. de tres-haut, tres-puissant & tres-excellent Prince Monseigneur Charles-Emanuel par la grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piemont, Roy de Chypre, qui estoit assis sous le Dais ayant au dessus d'elle M. R. Chrestienne de France sa tres-honorée Dame & Mere, & apres elles les Serenissimes Princesses Louyse, Marie & Marguerite ses Sœurs, & ensuite les Serenissimes Princes Emanuel-Philibert, Amé & Emanuel ses Cousins assis sous le mesme Daiz, & s'adit A. R. s'estant avancée sur le bord du marche-pied, Messieurs les Ambassadeurs des Cantons Catholiques se sont avancés vers la table à teste nuë (comme aussi estoient toutes les autres, à la reserve de s'adit A. R. qui estoit couverte) lesquels faisant reverence à s'adit A. R. luy ont adressé par l'organe du Sieur Louys Hartman Secrétaire general de la Ville & Canton de Lucerne, & Associé audit Ambassadeur par autorité de leurs Superieurs, un discours en langue Allemande qu'il a commencé par les loüanges de la Royale Maison de Savoye, & a remontré ensuite que le Serenissime Duc Emanuel-Philibert porté d'une particuliere inclination & affection envers la fidelle & valeureuse nation des

Suisses, établit une alliance & confederation avec les Cantons Catholiques dès l'année M. CCCC. de J. C. LXXVII. laquelle ayant esté depuis confirmée par les Serenissimes Duc Charles-Emanuel en l'année M. CCCC. LXXXI. & S. A. R. Victor-Amé de glorieuse memoire en l'an M. DC. XXXIV. avec la reputation, utilité & avantages qu'on devoit attendre d'une si sainte union par le benefice commun, & de la Religion Catholique, S. A. R. aujourd'huy regnante estant entrée en sa Majorité, & pris le gouvernement de ses Etats hereditaires; considerant que le temps prescrit par les traités de la confederation estoit expiré, a voulu à l'imitation de ses Serenissimes Ancêtres (auxquels il n'a pas moins succédé en l'affection qu'ils avoient pour la nation Suisse, qu'à la Couronne Royale qu'ils luy ont laissée) renouveler ladite alliance & confederation; & pour cet effet ayant député vers ledits Sieurs Cantons Catholiques, Monsieur le Baron de Gressi son Ambassadeur & Plenipotentiaire, pour l'effet dudit renouvellement de l'alliance qu'il a enfin conclut, avec beaucoup de prudence & de conduite & satisfaction des parties, ainsi qu'il est contenu aux Instrumens sur ce dressés le xiv. Avril de l'année dernière M. DC. LI. en sorte que pour la perfection d'une si sainte œuvre, il ne reste plus que de faire de part & d'autre le serment solemnel accoustumé, à quelles fins Messieurs les Ambassadeurs ont esté envoyés par leurs souverains Seigneurs, & Haut-pouvoirs munis de suffisante procuration, & de deux Contrats originaux ou Instrumens s'adits dudit Traité denüement expédiés, & scellés des sceaux desdits Cantons, requerants qu'il plaise à S. A. R. de le ratifier & confirmer par son serment solemnel, estants prests de le faire aussi de leur costé, selon leur coustume & bon usage; offrans à S. A. R. de la part de leurs souverains Seigneurs & Superieurs une prompte & cordiale assistance de toutes leurs forces, en vertu de la presente ligue & confederation, quand la nécessité le requerra pour la defence & conservation de ses Etats, se promettants de l'affection & bonne volonté de S. A. R. envers les Cantons une reciproque assistance dans les occasions qui s'en pourront presenter, pour la defence & conservation de la Religion Catholique, de quoi ils supplient S. A. R. avec toute la cordialité, affection & reverences possibles, priants Dieu & la sainte Vierge de verser sur cet acte & Traité d'alliance ses plus reserves benedictions, & de donner à S. A. R. un glorieux succès en tous ses desseins, la comblant & toute la Royale Maison de Savoye, de grace, de grandeur, & de prosperité. Cette harangue finie & interpretée à S. A. R. par le Sieur Comte Nomis, Monsieur le Chancelier s'est approché de S. A. R. mettant un genoux sur le marche-pied pour recevoir ses ordres pour la response, & apres est venu reconnoître avec moy premier Secrétaire de S. A. R. soubigné, la procuration des s'adits Sieurs Ambassadeurs écrite en langue Italienne, datée à Lucerne le xiiij. de ce mois de Janvier année courante, denüement scellée & signée dudit Sieur Hartman Secrétaire d'Etat dudit Canton, inserée au bas du present acte, & la signature authentique, & les sceaux des contrats originaux de l'alliance qui sont tous deux en langue Allemande; & dont une traduction a esté faite en langue Latine, remise & signée du mesme Secrétaire d'Etat Hartman, apres quoy Monsieur le Chancelier a commencé une tres-belle harangue, laquelle pour la grande satisfaction desdits Sieurs Ambassadeurs est inserée au present acte, & en la langue qu'elle a esté prononcée comme s'ensuit. *Illustrissimi e potenti Signori parlerebbero per me di questo sacro tempo i marmi, parlerebbe di questo Regio apparato la Pompa, se à me man-cassero parole in espressione del summo contento che riceve L. A. R. del Duca mio Signore, nel vedere stabilita in questo giorno con voi Signori l'antica & hereditaria sua lega anzi la primogenita delle confederazioni che giamai appoggiasse la nascente liberta de Signori vestri Sovrani e meco viderebbero che l'haverla promessa ben puo à voi Signori & al mondo tutto far palese in qual grado dis-tima egli reponga è quanto si preghi nell'amicizia della Po-tente*

ANS
1651.

ANS sente & generosa natione Helvetica, & in particular
de J. C. de Signori vestri Cantoni Catholici à quali quando fosse-
651. ro anco cessate è cessassero le considerazioni di commune
utilità, la sola uniformità della vera fede Catholica sar-
rebbe stata per se stessa sufficiente motivo ad Unirlo è col-
ligarlo, che perciò come in riguardo d'una vera & sincera
amicizia stabilita ne fondamenti di pietà & religione
ogni interesse humano si confonde così L. A. S. R. à questo
solo titolo di Cordialissimo affetto seguendo l'esempio de suoi
Serenissimi Predecessori & i prudentissimi dattami di M.
R. sua onorevolissima Madre & Signora vi professa è
dichiara che sarà & hora & sempre apparaggiato a pro-
teger la libertà de Signori vestri Cantoni & à farlene dif-
fensore senza risparmio veruno de suoi Stati & dell'istezza
sua Reale persona, egualmente persuaso che gli correspon-
deranno è che osserveranno il contenuto ne' Capitoli della
nuovamente contrattata confederazione così piaciuta al Signo-
re che seppa unire è collegare con vincoli di Christiana Ca-
rità è a commune difesa i vestri sacci consolare à questo
scettro Regale di felicitare qui questa Santa Lega ha i pro-
gressi à maggior gloria sua, ad esaltatione di Santa Chie-
sa, & al beneficio commune quando L. A. S. R. & i suoi
popoli conformando, si à vestri desiderij ne pongono alla
Donna Maestà sua, humili & devote preghiere.

La suddita harangue finie, le susdit Sieur Secretaire
d'Etat Hartman, ayant commencé à l'interpréter aus-
dits Sieurs Ambassadeurs, S. A. R. les a convié de se
couvrir comme ils ont fait, & ensemble tous ceux qui
ont ce privilege devant S. A. R. & à la susdite interpre-
tation, ledit Sieur Secretaire d'Etat Hartman a pris
occasion d'ajouter quelques remerciemens à S. A. R.
en leur nom, en témoignage de la joye qu'ils ont du
succès du present Acte, & de l'obligation qu'ils té-
moignent avoir envers elle, laquelle voulant satisfaire
de son côté à l'entier accomplissement dudit Traité,
prestant solennellement le serment, est partie de desous
le Daiz, pour se venir mettre devant la table, sur la-
quelle estoit le Missel, & estant debout & à teste nue,
les mains sur ledit Missel ouvert, qui estoit soutenu par
Monsieur l'Archevesque, a leu le serment que luy a esté
present par moy soubsigné son premier Secretaire, dont
la teneur s'ensuit.

Nous Charles-Emanuel par la grace de Dieu Duc de
Savoie, Prince de Piémont, Roy de Chypre &c. Ayant
veu, leu & bien entendu le contenu aux Articles de la
Ligue confirmée entre Nous & les Magnifiques Seigneurs
nos Tres-chers & speciaux bons & anciens Amis, Al-
liés & Confédérés les Seigneurs des Cantons Catholiques
de la haute Allemagne, de Lucerne, Uri, Schwitz,
Undervald, Zug & Fribourg le 14. Avril de l'année
derniere 1651. Jurons sur le saint Canon & la Croix de
notre Redempteur & Sauveur Jesus-Christ, & promet-
tons en bonne foy & parole de Prince de les observer &
faire observer inviolablement de point en point selon leur
forme & teneur: Ainsi nous ayde Dieu & la sainte Vier-
ge Marie & ses Saints Evangelis. Sadite A. R. s'est
puis allé remettre sous le Daiz, où demeurant debout,
& elle seulement couverte, les susdits Sieurs Ambassa-
deurs sçavoir Monsieur le Colonel Henry de Flecken-
stein Chevalier, Seigneur d'Haydek, Avoyer & Mon-
sieur Ulrich Tuliker Chevalier & Advoyer Ambassa-
deurs du Canton de Lucerne; Monsieur Jodoco Pim-
tiner Chevalier Landame & Monsieur le Colonel Se-
bastien Pelegrin, Zuyer de Eubach, Seigneur d'Hil-
phicon Capitaine general, Ambassadeurs du Can-
ton d'Uri; Monsieur Wolfgang, Theodorich Red-
ding de Biberac Landame & Capitaine general, Lieu-
tenant Colonel des Gardes Suisses de la Majesté Tres-
chrestienne, & Monsieur le Capitaine Charles Ber-
schard du Conseil, ordinaires Ambassadeurs du Can-
ton de Schwitz, Monsieur Henry Bulcher Landame &
Monsieur Pierre Zelig, Chevalier jadis Landame &
Ambassadeurs du Canton d'Undervald; Monsieur le
Capitaine Jean Spech du Conf. & Porte-Enseigne,
general Monsieur Christian Schon du Conf. & Tresor.

rier, & Monsieur le Capitaine Nicolas Ita du Conseil, ANS
Ambassadeurs du Canton de Zug, Monsieur Rudolph de J. C.
Weck Advoyer & Capitaine general, & Beat Jacques de
Montenach Conseiller & cy-devant Porte-Enseigne, 1651.
Ambassadeurs du Canton de Fribourg; lesquels Sei-
gneurs Ambassadeurs s'estants approchés de la table, &
comme il est contenu cy-dessus. Le sieur Comte No-
mis faisant la charge d'Interprete, leur a dit en langue
Allemande.

Messieurs, Vous sçavez tout ce qui a esté traité & ac-
cordé avec vos Seigneurs & Superieurs, pour le fait de
la presente Ligue & Confederation suivant le contenu des
Contrails cy-presents deüement scellés, tant de la part de
S. A. R. que de vosdits Seigneurs Superieurs, pour l'ob-
servation desquels sadite A. R. avoit presentement juré; il
ne reste plus que de les confirmer semblablement par vos
sermens au nom desdits Seigneurs vos Superieurs, ainsi
qu'il a commencé d'estre fait. A quoy leids Sieurs Am-
bassadeurs ayant répondu en leur langue Oüy, Oüy;
ledit Sieur Comte Nomis leur a repliqué telles paroles,
donc, levés vos mains & dites ainsi, & iceux Sieurs
Ambassadeurs les ayant levés & tenant le poulx, & les
deux doigts suivans haussés, & les deux derniers abaissés
sur la paume de la main en leur maniere accoustumée de
jurer, ils ont solennellement juré ladite Ligue, en pro-
nonçant les paroles suivantes par chacun d'eux repetées
de mot à mot: A sçavoir. Nous avons bien entendus tout
ce qui nous a esté proposé maintenant, & qui est compris
au Contrat de cette Ligue, que nous promettons au nom de
nos Seigneurs Superieurs, en vertu du pouvoir qu'ils nous
ont donné, d'observer inviolablement de bonne foy & sans
fraude; Ainsi nous ayde Dieu & ses Saints.

Ledit serment finy, le Canon & la mousqueterie ont
fait leurs Salves, & leids Sieurs Ambassadeurs sont ve-
nus faire la reverence l'un après l'autre à S. A. R. & luy
toucher la main en signe de l'Alliance & Confederation
qui venoit d'estre renouvelée & les Chœurs de Musi-
que ayants ensuite chanté le *Te Deum*, cette fonction
s'est achevée à l'entiere satisfaction de S. A. R. & des-
dits Sieurs Ambassadeurs, & de tout ce que dessus, Sa-
dite A. R. a commandé, & leids Sieurs Ambassadeurs
requis & priés qu'il en fût dressé le present Acte par nous
D. G. I. Marq. de S. Thomas Comte de Butillieres &
Conseiller d'Etat & premier Secretaire des Commem-
dements de S. A. R. & Louis Hartman Secretaire gene-
ral de la Ville, & Canton de Lucerne soubsignés.

Teneur de la Procuracion.

NOI Scoltetti, Landamani, Configlieri & Com-
muni dell'istei Cantoni Catholici Suizzeri cioe Lu-
cerna, Urania, Schuits, Sylvania superiore & inferio-
re Zug col officio esteriore & Friborgo faciamo manife-
sto ad ogn' uno poiche S. A. R. di Savoia hora regnante
Carolo-Emanuele gratiosissimo nostro Signore confor-
derato nell' entrata delle sue regenze prese resolutione
di far ricercare la rinovazione dell' unione è confeder-
atione che fra i Serenissimi suoi antecessori di gloriosissima
memoria è la nostra Republica da molti anni fin à questi
tempi è stata, è con utilità d' ambe due le parti lodevol-
mente conservata; onde questa negociatione, Premie-
ramente avanti diverse Diette è conferenze se proposta
& trattata è di poi per gli nostri supremi Consigli tal-
mente avanzata che la supradetta rinovazione della lega
gia per duoi conformi instrumenti in maniera è forma
come gli trattati dell' anno M. DC. XXXIV. solenne-
mente fatti, rinovati è confermati contengono, è stata
compresa in iscritto è con sigilli maggiori delle nostre
Città è Cantoni, autenticamente sigillata & essendo si
aprossimato il tempo che noi è li sopradetti Cantoni in
conformità del gratiosissimo invito della sopradetta A.
R. per l'ultimatione del negotio dovevano inviare i
nostri Ambasciadori con plenipotenza & autorità neces-
saria à Torine per lui conforme l'antica è solita usanza
si dell' una come dell' altra parte conchiudere è conferma-
re con publico Giuramento, così & à questo fine habbia-

ANS mo deputato & inviato li presenti nostri cari Officiali
de J. C. & Contiglieri, affinche in nostro nome si trasferino à
1651. S. A. R. è con essa concludano & confermino la detta
confederazione con tutte le cerimonie sollemnitati,
ufanze, come in tal caso altre volte farsi solea è l'antica
ufanza è la conditione del negotio lo richiede. Recognof-
cendo è dichiarandoli à tal effetto per i nostri Plenipoten-
ti Ambaffadori, dandoli in virtù della presente commif-
fione plena facoltà, potere & autorità di poter trattare,
negociare, ultimare & fare tutto ciò che al presente ne-
gociio farai spedito è neceffario. Promettendo per la

presente in ogni miglior forma è modo di haver grato, 'ANS
valido è fermo in ogni tempo & occasione tutto quello de J. C.
che da essi in nostro nome farà fatto, trattato, negocia- 1651.
to, conchiufo, è confermato; parimente d'osferuare è
d'efeguire il tutto con merale alta nè di contravenire nè
permettere che fia contravenuto in modo alcuno in virtù
della presente; la quale in nome di tutti noi, è per mag-
gior fede è testimonio di quello che è sopra scritto è sta-
ta sigillata, con il solito sigillo de nostri cari confedera-
ti, del primo Cantone è Cita di Lucerna. li. 13. di Ge-
naro 1652. Sotto scritti Luiggi Harttman.

CCCXVI.

ANS *Traité entre FREDERIC GUIL-*
de J. C. *LAUME Elefteur de Brandebourg &*
1651. *WOLFGANG GUILLAUME*
Duc de Neubourg, touchant la fuccession de
Clèves & de Juillers. Fait à Clèves, le
11. Octobre, 1651. Aitzema Affaires d'E-
tar & de Guerre. Tom. VI. pag. 598.

BRANDE-
BOURG
ET NEU-
BOURG.

CCCXVI.

Traduction de ce Traité.

ANS
de J. C.

1651.

BRANDE-
BOURG
ET NEU-
BOURG.

TE weten; Alsoo de Roomfche Keyferlijke Ma-
jesteys Onfen aldergenadichsten Heere, in ge-
volge van fijn Keyferlijck Ampt, ende genadich-
fte Vaderlijke Voorforge tot fijne Cheur ende Vorfte-
lijke Doorl. van Brandenburg ende Palts-Nieuborgh,
&c. eene eygene befendinge aldergenadichst heeft af-
gevaerdicht, met Commiffie ende bevel op den hoogh-
welgebooren Heere, Heere Melchior Grave tot Gleichen
ende Hufveldt, Heere tot Wildenberg, der Roomfch
Keyferlijke Majesteys geheymen Raedt, Veldt-Maer-
fchalck ende Overfte, als mede op den Edelen ende
Hooch-geleerden Heere Johan Anehanum, der Rech-
ten Licentiaet ende Keyferl. Majest. Rijcx Hof Raedt,
om de ftrijdicheden tuffchen beyde Cheur ende Vor-
ftelijke deelen ontftaan by te leggen, volgens den in-
houdt van fijner Keyferl. Majesteys aldergenadichste
Commiffie, daer henen te trachten, ende de faecke
fulcx beleyden; dat door middel van fijn Keyferlijke
Majesteys, &c. hooge autoriteit alles by beyde Cheur
ende Vorftelijke deelen in voorigen ftande herftelt,
die hinc inde aengenomene Wapenen ter neder geleydt
ende de ftrijdicheden tuffchen beyde de Partyen ontftaan,
door de Commiffarifen by fijn Keyferl. Majest. daer toe
geordonneert, op het spoedichste ende sonder dilay ge-
decideert mogen worden; dat dien volgens door In-
terpositie van de opgemelde Heeren Keyferlijke Ge-
fantten, oock door de veelvoudige onderhandelinge
ende bemiddelungen by beyder Cheur ende Vorftelij-
ke deelen aangewendt, ende fulcx is verricht ende ge-
fchiedt in voegen ende op manieren hier naer vol-
gende.

Eerftelijck; wordt de Rijcx Commiffie by beyde
Cheur ende Vorftel. Doorl. Doorl. mits defen foo-
danich geplaciteert ende aengenomen, dat beneffens
fijner Keyferl. Majesteys aengeltelde Commiffarifen:
Te weten, des Heer Bifchops tot Munster ende den Heer
Heroghs van Brunfwijck Vorftel. Vorftel. Gen. Gen.
over het Kercken ende Religions welen, in de Gulick,
Cleef, Bergfche ende toebehoorige Landen, &c. aen
de zijde van fijn Cheur-Vorftel. Doorl. tot Branden-
borg genominert fullen worden, twee uyt de Rijcx-
Stenden: Nametlijk, fijn Vorftel. Gen. den Heere
Augustus tot Anholdt, ende den Heere Ludwich Hen-
rick Grave tot Nassau Dillenburgh, ende aen de zijde van
fijn Vorftel. Doorl. den Heere Palts-Grave, &c. me-
de twee uyt de Stenden des Rijcx; Nametlijk, hare
Vorftel. Vorftel. Gen. Gen. den Heere Bifchop tot Pa-
terborn, &c. ende den Heere Bifchop tot Osnabrugh,
&c. Ende fal alderhooghftgedachte Keyferl. Majesteit
wegens fulcke beaempte Commiffie aengefecht, ende
binnen ses weeken tijds die ordre daer uyt gewerft mo-
gen worden, de welcke verkregen wefende, fal als dan
de

Comme fa Majesté Imperiale nôtre tres gracieux Sei-
gneur, en consequence de sa dignité d'Empereur &
du soin paternel qu'il a pour les choses qui touchent
les Serenissimes Elefteurs & Princes de Brandebourg &
Palatin de Neubourg, &c. a de sa grace envoyé en depu-
tation avec Commission & mandement, fçavoir le Sieur
Melchior Comte de Gleichen, & Hufvelt, Seigneur de
Wildenberg, Conseiller intime de sa Majesté Imperiale,
Marechal de Camp; comme aussi le noble & fçavant le
Sieur Jean Anehanum licentié es droits & Conseiller de
sa Majesté Imperiale, pour terminer les differens d'entre
lesdits Elefteur & Prince suivant la teneur de la Commis-
sion de saditte Majesté; & faire en sorte que l'affaire foit
tellement conduite que par le moyen de l'autorité de sa
Majesté Imperiale, les deux parties, fçavoir l'Elefteur
& le Prince susdits soient remis au même état qu'avant la
prise des armes, & qu'elles soient mises bas, & que les
differens survenus entre lesdites parties soient, par les
Commiffaires ordonnez par sa Majesté Imperiale termi-
nez au plutôt, & fans delay; Qu'en consequence par l'in-
terposition des susdits Envoyez de sa Majesté Imperiale,
comme aussi par le moyen de plusieurs Negociations amia-
bles d'entre lesdites deux parties, il a été fait & arrêté en
la maniere suivante.

Premierement la Commission Imperiale est agréé par ces
presentes par lesdits Elefteur & Prince Serenissimes de
telle maniere qu'avec les Commiffaires établis par sa Ma-
jesté Imperiale, fçavoir les Sieurs Evêque de Munster &
le Duc de Brunfwic, pour le bien de l'Eglise & de la Reli-
gion, dans les pais de Juliers, Cleves, Bergue, & de-
pendances, seront du côté de sa Serenité Electorale de Bran-
debourg nommez deux personnes d'entre les Etats de l'Em-
pire, fçavoir le Sieur Auguste d'Anhalt & le Sieur Louis
Henri, Comte de Nassau Dillenbourg; & du côté du Se-
renissime Prince le Comte Palatin, aussi deux d'entre les
Etats de l'Empire fçavoir le Sieur Evêque de Paterborn
&c. & le Sieur Evêque d'Osnabrugh &c. Es sera donné
à saditte Majesté Imperiale avis de ladiite Commission
& obtenu ordre là dessus dans six semaines, après laquelle
obtention sera ladiite Commission Imperiale de lesdits Sieurs
Deputez, Commiffaires ou de leurs subdeleguez, commencée
& executée de cette maniere, à fçavoir que lesdits subdele-
guez Imperiaux & de l'Empire entendent lesdits Elefteur
& Prince sur les susdits differens de Religion & rendront
leur sentence & decision; fçavoir si & comment, à l'égard
de

ANS de opgemelte Keyserlijke Commissie van die allerzijds
de J. C. Gedeputeerde Heeren Commissarissen ofte der selver
1651. gesubdelegeerde, in diër voegen werden aangevan-
gen, oock uitgevoert; dat de Keyserlijke ende Rijck
gesubdelegeerde beyde de Cheur ende Vorstelijke Par-
tyen in de opgemelte Religions strijdicheden, naer
nooddrift sullen aenhooren, oock daer door uytpraack
doen ende decidieren: ofte ende hoedanich die tusschen
hun voorwielende misverstanten ende strijdicheden van
wegens de Kercken, haer Incomen ende Renten, oock
wegen het *Publicum* & *Privatum Exercitium*, als ge-
hoorende tot den in *Instrumento Pacis* gestelde regel
ende observantie des Jaets *sestien hondert vier en twintich*
daer inne hare outscneydinge hebben? ende of den
selven naer den Inhoudt van dien moeten worden ter
Executie gestelt en voltrocken? ofte, of deselve naer
de *Renversalen de Annis sestien hondert negen* ende nae
het *Provisionnel Verdragh van t Jaer seven en veertigh*
sullen gereguleert connen worden?

Op dat nu sulcx des te spoediger werde afgedaen, en-
de het Religions ende Kerckenwesen in de opgemelte
Vorstendommen ende Graefschappen des te eerder in
State ende ordre gebracht; oock dat de moeyten, on-
nooddige kosten, ende tijdt verlies den Heeren Keyser-
lijke Commissarissen ofte der selver gesubdelegeerde soo
veel mogelijk, mogen werden voorgecomen: Soo is
besproocken ende *hinc inde* aengenomen, dat sijn
Cheur-Vorstel. Doorl. tot *Brandenburgh*, &c. des
sels *Rationes* ende *Argumenta* die de selve beweert:
Nametlijck, waarom het opgemelte Religions wesen
ende t'Exercitie van dien in dese Landen niet tot dien
terminum des Jaets *vier en twintich* in *Instrumenta Pacis*
gestelt, maer tot de *Renversalen* ende tot het *Provisionnel*
Vergelyck de Anno *seven en veertigh* is gehoorende? als
mede, dat sijn Vorstel. Doorl. den Heere *Palts-Graef*
sijne *Fundament* ende redenen voor den selven, in *hoc*
puncto militierende, in een geschrifte sullen te samen
vaten, ende alleen yegelijck t'selven langten binnen
den tijdt van een Maent, naer dat de opgemelte Hee-
ren Commissarissen by sijn Keyserl. Majest. sullen wesen
aengestelt, volgens het Prothocol in *duplo* ontfeylbaer-
lijck opleveren aen beyde Cheur ende Vorsten, Raden
ende Secretarissen daer toe specialijck geordonneert; de-
welcke tot dien eynde binnen *veulen* sullen te samen
comen: maer daer nae sal een yegelijcke Cheur ende
Vorst sijne eyndelijcke nooddrift ende rechtmatichheit
die de selve in *hoc puncto* noch breder vermyne te heb-
ben, binnen den tijdt van twee Maenden, aen te ree-
kenen van date der gegevene Communicatie ende de ont-
fangene Geschriften, toestellen ende overlangen aen
de opgemelte wederzijds geordonneerde Raden ende
Secretarissen in conformiteit van t Prothocol, ende sul-
len by geschrifte verders niet handelen, maer daerop fi-
nalityck sluyten ende submitteren.

Wanneer nu een yegelijck Cheur ende Vorst met sijne
twee geschriften, in voegen als eerst vermeldt, is in-
gecomen: Soo sullen als dan aen de gesamentlijcke
Heeren Keyserlijke Commissarissen, ende aen een ye-
gelijck in t'bysonder gelijck luydende afschriften daer
van toegelonden, de selve oock sampt ende bysonder-
lijck in krachte deses, verlocht worden; dat sy sooda-
nigen geschrifte door een ofte meer Raden, zijnde
Eerfelijcke, opgerechte ende rechtliovende ervaren
Mannen, de welcke oock niet sijn met Eeden ofte
Plichttoegedaen sijn Cheur-Vorstel. Doorl. tot *Branden-
borg*, of sijne Vorstel. Doorl. den Heere *Palts-
Graef*, nocte oock in eenige andere wegen, aen de
selve niet verobligeert ofte by dese saecke geinteresseert,
vlytich willen laten lesen ende examineren, oock dat
dienvolgens een yegelijck aen sijnen gemadigen Heere
onder Eede ende Plicht aen de selve gedaen, in dese saec-
ke willen uytleggen, ende onpartijch openinge doen,
van sijne oprechte meyninge ende goerduncken, soo
als hy het voor Godt ende voor d' Eerbare Wereldt hoopte
te verantwoorden, sonder eenich respect der Persoon-
nen, ende sonder te letten op sijne Privaet Religie,
Confessie, ende op de siecke sels in conformiteit van de

de leur differens & debats au sujet des Eglises, de leurs ANS
revenus & rentes, comme aussi à l'égard de l'exercice pu- de J. C.
blic & privé comme appartenant à la règle & observance 1651.
établie par l'instrument de paix de l'année mil six cens
vingt quatre; lesdits Eleveur & Prince ont leur partage,
& s'il faut qu'il soit accompli & executé suivant sa teneur,
ou s'il faut qu'ils soient reglez selon les Renversales de l'an-
née mil six cens & neuf & selon l'accord provisionnel de
l'année mil six cens quarante sept.

Et afin que la chose soit terminée tant plus vite, & que la
forme de la Religion & des Eglises soit d'autant plutôt ra-
mise en état & en ordre dans les susdites Principauté &
Comté, & que l'on previenne autant qu'il se pourra les pei-
nes, dépenses inutiles & la perte du tems desdits Commis-
saires Imperiaux ou de leurs subdeleguez. Il est stipulé &
agréé hinc inde que sa Serenité Electorale de Brandebourg
&c. deduir par écrit les raisons & argumens qui le meu-
vent, savoir pourquoy l'état de la Religion & l'exercice d'i-
celle, se rapporte ou regard des Renversales & l'accord pro-
visionnel de l'année quarante sept & non pas au tems de
l'année vingt quatre, mis dans l'instrument de paix. Com-
me aussi que le Serenissime Prince Comte Palatin du Rhin
mettra aussi par écrit quel fondement & raisons il a sur ce
point en question & chacun dans le tems d'un mois pour le
plus; à compter du jour que les susdits Sieurs Commissaires
auront été établis par sa Majesté Imperiale suivant le pro-
tocol les mettront innaquablement es mains des Conseil-
lers & Secretaires des susdits Eleveur & Prince, à ce
specialement ordonnez, lesquels à cette fin s'assembleront à
Cologne; mais en après chaque Eleveur & Prince fourni-
ra aux susdits Conseillers & Secretaires dans deux mois à
compter de la date de la communication & reception de
leurs écrits les raisons finales & les droits qu'ils preten-
dent avoir in hoc puncto en conformité du protocol; &
ne sera plus rien traité par écrit, mais on procedera à la
decision finale à laquelle on se soumettra.

Quand chaque Eleveur & Prince aura procedé, ainsi
qu'il est mentionné précédemment, par leurs deux écrits; il
en sera envoyé des copies collationnées & de même teneur
à chacun des Srs. Commissaires Imperiaux en particulier;
& seront aussi particulièrement priés en vertu des presens
qu'ils les fassent diligemment lire & examiner par un ou
plusieurs Conseillers honnêtes, sinceres, aimant l'équité,
& expérimentez, qui ne soient point dévoués par serment ou
devoir à sa Serenité Electorale de Brandebourg, ou audit
Prince Serenissime le Comte Palatin, ni qu'ils ne leur
soient point obligez par quelque autre raison, ni interresser
dans cette affaire, & en consequence qu'un chacun d'eux
fera ouverture à son maître, sous le serment & devoir à
lui prêt de sa sincere intention & pensée, comme devant
en répondre devant Dieu & devant le monde, sans aucun
égard des personnes, ni à sa Religion ou confession parti-
culiere, mais conformément au droit & à l'instrument de
paix, comme aussi les Sieurs Commissaires Imperiaux &
desdits Eleveur & Prince seront convenablement suppliez
par un écrit commun (avec la jonction d'un extrait du
present Traité pour ce qui concerne le point de Religion)
qu'ils fassent de part & d'autre en sorte de joindre si promp-
tement & de fournir leurs votes, sur la susdite question,
qu'ils

ANS de Rechten, ende van het *Instrumentum Pacis*, gelijk
de J. C. dan oock de Heeren, Keyserlijke Commissarissen selts
1651. van beyde de Cheur ende Vorsten door een gesamen-
lijck schryvens (met byvoeginge van een Extract uyt
het tegenwoordige Vergelyck, voor soo veel den *Pun-
ctum Religionis* aengaet) behoort sullen worden ver-
socht, dat deselve allerzys willen soecken ende bevo-
deren, dat sy over de voorz. queltie hare vota soo ty-
delijck willen te samen brengen, dat de selve ten spoed-
dichsten, ende soo haest de Heeren Keyserlijke Com-
missarissen immers mogelijk, hare finale Decisie moge
erlangen.

In cas nu de Heeren Commissarissen, ofte der selver
gesubdelegeerde by de af-handeling van dit point niet
en konden bevinden, dat de Religions ende Kercken-
strydicheden in de voorz. Landen, naer inhoudt ende
observantie des Jaers *sestienhondert vier en twintich* albe-
reyds hare Decisie hadden erlanght, maer dat de selve
tot de voornoemde *Reversalen* ende tot het *Provisioneel
Vergelyck* waren gehoorende, als dan sullen hoocht
ende hooggedachte Keyserlijke ende Rijcx Commissa-
rissen de Gedeputeerde van beyder Cheur ende Vorste-
lijke Doorl. Doorl. over den sin ende verstant van op-
gemelte *Reversalen* ende van 't Verdrach evenmatich
ende naer nootdrift in twee geschriften, als boven ver-
meldt, aenhooren; ende daer op dit point in Rech-
ten, ende *secundum allegata & probata* decideren, en-
de 't gene alsoo *auditis & examinatis utriusque partis
rationibus, Juribus, & Fundamentis per Majora*, in
't opgemelte point sal sijn gedeceideert, daer by sal het
oock volgens het praeliminair ende hoofd Executions
Reces sonder eenige appellatie, revisie ende supplicatie
volkomendijck verblyven.

Maer ingevalle by dese Commissie *dubia* quamen
voor te vallen, daer over de Commissarissen *per Majora*
sich niet en konden vergelycken, in soodanigen cas sal
sijne Keyserlijke Majesteit met assumptie van eenige
andere niet geinteresseerde ende onpartydige Cheur-
Vorsten ende Stenden van beyden Religie *in pari nu-
mero* ofte wel op toecomende algemenen Rijcxdach die
voortvallende *dubia coram Commissariis* ende de voorge-
melte gravamina wegen de Kercken ende der selver
Renten, gelijk mede *Ratione publici & privati exer-
citiu Religionis per proceres imperii pares numero utriusque
Religionis*, in conformite van 't Vredens-besluit, op
't alder spoedichste finalijck decideren ende af doen; en-
de wat aldus door Commissarissen ofte door sijn Keyserl.
Majesteit, &c. met assumptie van andere onpartydige
Cheur-Vorsten ende Stenden van beyde Religien, *in
pari numero* ofte op den gemenen Rijcxdach, invoegen
als boven, wegen de opgemelte strydicheden sal welen
gestameert ende geordonneert, 't selve sal even die
cracht ende wercking hebben, alsoe ofte het in 't Vre-
dens-besluit van woerde te woerde was geinfercirt,
oock die in 't Vredens-besluit geordonneerde Executie
ende Garantie hebben erlangen ende behouden, ge-
lijck andere ordonnancien het *Instrumentum Pacis* in
verlijst, ende de Constitutie daer inne gemaect; en-
de sal vervolgens door de Commissarissen by sijn Key-
serl. Majesteit. ende 't Rijck gestelt in 't gene alsoo is ge-
deduceert ende afgedaen, de Executie van dien spoed-
delijck voorgenomen worden, alles naer aenleydinge
des meergedachten *Instrumenti pacis* Keyserlijck Executions
Edicti archduces modi exequendi, ende de algemenen
Rijcx Garantie, maer ondertusschen ende tot dat de
rechtelijcke Decisie van de voornoemde strydicheden sal
sijn gevolgt: Soo sal in 't Kercken welen alles in dien
stande worden gelaten, als het was voor aenvangh des-
ses Rijcx beroerten tusschen beyde de Heeren Cheur
ende Vorsten opgeresen, ofte in cas ene nieuwichheit
daer tegens soude mogen welen voorgegaen, dat alles
in voorgen standt herstelt ende ter contrarie van dien
eegen turbatie ofte innovatie voorgenomen werde;
nocht gedocht diergelijcke door andere gedaente worden;
sonder bewaernisse van yemande in eenige plaecten van
Religie ende Conscientie wegen, onder wat pretext
sulcx oock soude mogen geschieden, maer indien den

qu'ils puissent le plutôt qu'il sera possible auxdits sieurs Com-
missaires Imperiaux donner leur decision.

ANS
de J. C.
1651.

Que si donc les sieurs Commissaires ou leurs subdeleguez
en traitant pour terminer ce point ne pouvoient trouver que
les differents de la religion & de l'Eglise estoient deja de-
cides par le contenu & observance de l'année mil six cens
vingt quatre; mais qu'ils regardoient les susdits Revers-
sales & l'accord provisionel, lesdits Sieurs Commissaires
Imperiaux & de l'Empire, entendent les Deputez des-
dits Eleveur & Prince Serenissimes sur le sens & l'esprit
des susdits Reversales & du Traité, conformément au
contenu des deux écrits, comme il est dit cy-dessus, & de-
cideront en droit sur ce point, secundum allegata & proba-
ta, & ce qui ainsi, auditis & examinatis, utriusque par-
tis rationibus, juribus & fundamentis per majora, au-
ra été décidé sur le susdit point, on s'en tiendra entièrement
à cela, suivant le préliminaire & le Reces principal, sans
aucune appellation, révision ni supplication.

Mais s'il arrivoit quelques doutes sur cette Commission,
qui ne pussent pas être terminés à la pluralité des voix des
Commissaires; entel cas sa Majesté, en prenant quelques
autres Eleveurs & Etats des deux Religions en nombre
égal ou à la Diète générale prochaine fera décider au plutôt
lesdits doutes par devant les Commissaires & les griefs
susdits touchant les Eglises & leurs rentes comme aussi,
Ratione publici & privati exercitiu religionis; per Pro-
ceres Imperii pares numero utriusque Religionis en
conformité du Traité de paix, & ce qui sera ainsi statué
& ordonné à l'égard des susdits differens par les Commis-
saires, ou par sa Majesté Imperiale &c. avec jonction
d'autres Eleveurs & Etats non partiaux des deux religions
en nombre égal ou par la Diète Générale en la manière que
dessus, aura la même force & vertu que s'il étoit inséré de
moi à moi dans le Traité de paix, & obtiendra la même
exécution & garantie qui y est ordonnée, comme les autres
ordonnances & constitutions qui y sont faites, & sera en
conséquence ce qui sera ainsi deduit & fait, au plutôt mis à
exécution par les Commissaires établis par sa Majesté Im-
periale & par l'Empire; le tout selon la deduction du susdit
Instrument de paix, exécutions Imperiales Edicti archduces
modi exequendi & la garantie de tout l'Empire en gé-
néral; mais cependant & jusques à ce que la juridique décision
des susdits differens s'en soit ensuivie, l'état de l'Eglise
sera laissé tel qu'il étoit avant le commencement des trou-
bles de l'Empire entre lesdits Seigneurs Eleveur & Prin-
ce, ou si en cas il s'y étoit introduit quelque nouveauté au
contraire, les choses seront remises en l'état qu'elles étoient
précédemment, & ne sera souffert qu'il soit rien entrepris al-
l'encontre ni permis ou consenti, qu'il y soit rien fait par d'au-
tres, sans moleste d'aucun en quelque lieu que ce soit au
sujet de la Religion & de la conscience, sous quelque pre-
texte que ce puisse être; mais s'il arrivoit qu'il fut fait quel-
que vexation quelle qu'elle soit à l'un ou l'autre des susdits ou
habitans Ecclesiastiques ou séculiers, celui ou ceux qui au-
ront souffert le dommage n'en attendront ou demanderont la
réparation par devant aucun autre que desdits Eleveur &
Prince sous la juridiction auquel le complainant sera
résident.

ANS eenen ofte anderen Geest ofte Wereltlijken Ingefe-
tenen ofte Onderdaen daer tegens eenige bewaarnisse
de J. C. hoe sulcx oock soude mogen geschieden, wierde aen-
gedaen: Soo sal ofte sullen hy, ofte sy, de remedie
ende afschaffing van dien *nergens anders* moeten foc-
ken ende afwachten, als by hooghgemelte beyde
1651. Cheur ende Vorsten, daer onder den clager is ge-
feten.

Daer en boven belooven ende versprecken mitde-
fen beyde de Cheur ende Vorsten voor sich, derselver
Naecomelingen ende Desfendenten, by hunne Cheur
ende Vordielijcke woorden, oock by *pene van Vrede-
breuck ende verlies van het Successions Recht*; dat een
yegelijk op de Gulickseche, Gheffische ende aengehoor-
ge Landen tot dato heeft gepretendeert, dat geen deel
in 't toecomende op den anderen sal, nochte wil yetwes
attenteren, voornemen ofte prosequeren *met Wapenen*,
ofte *eenige feytlicheyt*, onder wat schijn, pretext, ofte
oorlaecke sulcx soude mogen ofte connen geschieden:
maer in voorvallende nieuwe misverstanden ende diffe-
renten, sal, ende wil een yeder sich laten genoegen,
aen de Minnelijcke ofte Rechtelijcke ontscheydinge,
volgens de *Heylame Constitutie van het Rijk*; oock sul-
len door middel van dit Veggelijk terfont, maer dat het
selve met de subscriptie ende bezegeling is in state ge-
bracht, de aengevangene Crijghs preparatie, werden
afgeschafft, ende die aengenomene ende nieuw gewor-
vene, oock tot secours gevorderde Lorrainsche Volc-
keren, sonder beyde geintereffeerden, als oock ander
Naebuuyriger Cheur-Vorsten ende Stenden schade ende
belastingh, *afgedanck*, *gelicentiert* ende *afgevoert*,
behalven die gene die een yegelijk Cheur ende Vorst
tot verseeckeringe van sijne inhebbende plaetfen van noo-
den heeft, den welcken nochtans in voorvallende diffe-
renten niet en sullen mogen gebruyt worden.

Ende sullen mede, naer dat die Verdrach by beyde
Cheur ende Vorstelijcke Doorl. Doorl. is onderschre-
ven, wederzijts gevangene sonder enich randtoen,
vry ende losgelaten worden; oock alle ende een yegeli-
jk beyderzijts Onderdanen, Bediende, Cavaliers
ende Soldaten, de welke sich in desen Oorlogh ende
differenten, oock in andere wege tot des een ofte des
anderes Cheur ofte Vorstens dienst ondertuschen heb-
ben laten gebruycken, eene *generale Amnestie* hebben
te genieten, ende sullen aen hunne Persoonen ende goe-
deren niet benadeelt, maer veel eer in cas des een ofte
des anders goederen souden mogen wesen ingetrocken,
aen de selve gerestitueert werden sonder costen.

Inde resterende Politicque saecken, waer van hier
inne niets is geordonneert, dieaengaende sal het blyven
by de meermals geallegerde *Renversalen*, ende by de
Provisionele *Verdragen* ende *neuen-Recessen*, oock alles
gehouden worden naer de letteren van dien, gelijk die
in 't jaer *negen en twintich*, dertich, ende *evenen veertich*
den *achtfsten April* tuschen beyde Cheur ende Vor-
sten sijn opgerecht: Ende sal aen egen Pretendent ge-
lijk daer inne staet vermeldt, noopen de Gulick-
seche Successions saecken, hier door yetwes van sijn
Recht benomen wesen.

Des ten oyrconde ende bevestingh van dien, soo
hebben beyde Cheur ende Vorsten dit Reces met eygen
handen ondergeschreven, met der selver Cheur ende
Vorstelijcke Pitieren doen bevestigen, oock tot noch
meerder kracht van dien, door beyde de oppemelte
Heeten Keyserlijcke Gelanden evenmatich subigne-
ren, ende met hunne Pitieren corroboreren laten. Ge-
daen in Cleve den *elfden October*, Anno *sestien hondert*
een en vyftich: Onderfont.

Friderich Wilhelm Cheur-Vorst Wolfgangh Wilhelm.
(L.S.) (L.S.)
M. Hatzveldt, Johan Anethanus
(L.S.) (L.S.)

De plus promettent lesdits Electeur & Prince pour eux,
leurs descendants & Successeurs sur leur parole d'Electeur
& de Prince, & sur peine d'être reputez pour infracteurs
de paix & de perte du droit de succession qu'un chacun a
jusques à present pretendu sur Juliers, Cleves & pais en de-
pendans, qu'une partie n'attentera point sur l'autre à l'a-
venir, ni n'entreprendra rien par aucune voye d'armes
ni de fait, sous quelque pretexte ni pour quelque raison
que ce puisse être; mais au cas de quelques nouveaux diffe-
rens, chacun demandera sa satisfaction par les voyes
amiables de droit, suivant la salutaire constitution de
l'Empire, & aussitôt que ce present Traité sera amené à sa
perfection par la signature & les sceaux qui y seront aposez
& en vertu d'iceux, cesseront les préparatifs de guerre
commencez, & seront congédiés les troupes Lorraines qui
ont été levées & prises nouvellement pour secours, sans
prejudice ni dommages des deux parties intéressées non
plus que des Electeurs & Etats voisins, hormis celles dom-
chaqu'un des Electeurs & Prince a besoin pour la sureté de
ses places, desquelles pourant on ne se pourra servir dans
les differens qui pourroient arriver.

Et seront aussi, dès que ce present Traité aura été signé
par lesdits Electeur & Prince Serenissimes, relâchez les
prisonniers de part & d'autre sans aucunerançon, com-
me aussi jouiront d'une amnistie generale tous les habitants,
Officiers, Cavaliers, & Soldats de part & d'autre, qui
se seront engagez au service de l'un ou de l'autre Electeur
& Prince pendant cette guerre & ces differens; & ne sera
fait aucun dommage à leurs personnes ni biens, mais au
contraire aucas qu'on ait ôté le bien à l'un ou à l'autre, il
leur sera restitué sans depens.

Dans les affaires politiques restantes, à l'égard desquelles
il n'est icy rien ordonné, on s'en tiendra à cet égard aux
Renversales susmentionnées, & à l'accord provisionel &
Nouveau-Reces, & tout sera observé suivant le contenu
d'iceux, comme ils ont été dressés & faits par lesdits
Electeur & Prince les années vingt-neuf, trente, quarante-sept
le huitième d'Avril, & ne sera, comme il est mentionné cy-
dessus, ôté à aucun pretendunt par ces presentes rien de
son droit sur les successions de Juliers.

En témoin & confirmation dequoy lesdits deux Electeurs
& Prince ont signé ce Reces de leur propre main & confir-
mé de leurs sceaux, & pour plus de foye l'ont aussi fait signer
par les susdits deux Seigneurs Ambassadeurs Plenipotentiaires
Imperiaux, qui l'ont aussi confirmé de leurs cachets.
Fait à Cleves le 11. Octobre mil six cens cinquante un.

Frederik Guillaume, Electeur. Wolfgang Guillaume.
L.S. L.S.
M. Hatzveldt Johan Anethanus
L.S. L.S.

ANS
de J. C.

1651.

ESPAGNE
ET
ORANGE.

CCCXVII.

Traité entre PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, & GUILLAUME - HENRI, Prince d'Orange, la Princesse sa Mère stipulant pour lui, pour l'exécution de ce qui avoit été conclu à Munster. Fait à la Haye, le 12. Octobre 1651. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. VII. pag. 350.

Alsoo door twee Tractaten gemaect ende geslooten tusschen sijn Majesteit den Koningh van Spaengien aen d'eene ende de overledene Heeren Prinsen van Orangien *Fredrick Hendrik* ende *Wilhelm* aen de andere zijde; het eerste in dato den *achften January* seshien hondert seven en veertig, het ander van den *seven en twintighsten December* des selven Jaers, daer van meldinge en insertie is gedaen in 't vijfen veertighste Articul van 't Tractact van Vrede gearresteert tot *Munster* den *derthighsten January* seshien hondert acht en veertig, tusschen hooghtgedachte sijn Majesteit en de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, onder verscheiden Clausulen ende Conventien begrepen in de twee Tractaten van 't Jaer *seshien hondert seven en veertig*, van wegen den Koning heeft moeten werden geleverd aen den selven Prince, voor Hem; sijn Erven, ende Successeurs, het Marquisat van *Bergen op Zoom* met sijn aenhang, op condition in de voorz. Tractaten uytgedrukt; op de executie ende volbrenging van 't welck, ende op de leverantie van 't selve Marquisat, zijnde bevonden eenige swaerigheden, langen tijdt wederzijts gedebateert, men eyndelijck was over een gekomen in de volgende maniere.

Te weten, dat mijn Heere *Amhois de Bryn*, Ridder, Heer van *Villeclayr*, *Angeray* ende *Villerchemin*, &c. Raedt van den gemelden Koningh van Spaengien in den Raedt van State, ende Opperte tot de faecken van *Neerlande* ende *Bourgoigne* by sijn Persoon, ende tegenwoordig sijn Ordinaris Ambassadeur by de gemelde Heeren Staten Generael, hadde in den naem en van wegen den Koning sijn Meester van nieuws gehandelt ende verdragen by forme van uytlegginge ende uytvoering van de gemelde twee Tractaten ende relatijck tot de selve, met de Heeren *Jan de Knygt*, Ridder, Heer van *Vosmar*, *Weelde*, *Ravels*, &c. *Arnoud van Beaumont*, ende *David de Wilhelm*, Raeden in den Raedt ende in het Leen-Hof van *Brabant*, alle drie Raden van den Prince van *Orangie*, ende *Laurent Busero*, Ridder, Secretaris ende Griffier van den voorz. Prince, als specijalick daer toe gedeputeert ende geauthoriseert (volgens speciale Volmacht hier nae te infereren) door de Vrouwen Princeessen van *Orangie*, Moeder en Grootmoeder van den Heere Prince van *Orangie* *Wilhelm Hendrick*, eenigste Zoon, Erve ende Successeur van den voorz. Heere Prince *Wilhelm*, ende door den Heere *Cheurvorf* van *Brandeborg* sijn Oom, als hebbende de *Garde-Noble*, *Tutele*, en *Directie* van de Goederen en de Persoon van den voorz. jongen Prince, ende onder wederzijts belofte van te maintainen het tegenwoordige Aeccoord voor goed, krachtig, ende onwederroepelijck tot allen tijden, ende van te quiteren sijnne voorz. Majesteit tegen alle en en yeder raekende de betaellingen, die van sijnent wegen sullen gedaen worden tot voldoeninge van 't tegenwoordige Verdrag; sonder dat oyt de gemelde Heere Prince haer Pupille, sijn Erven, Successeurs, Actie hebbende, ofte enige andere wie het oock mochte zijn, de selve sal mogen tegen spreken ofte disputeren: haer verbindende de selve te handhaven voor goet, wel, ende behoorlijck gemaect, ende de selve te doen authoriseren door de Justitie is 't nodig.

Eerstelijck, dat de voorz. Heere Prince sal blijven in 't vol ende geheel bezit, genot, ende eygendom van alle Goederen, Domeynen, ende Heerlijkheden, liggende

CCCXVII.

ANS
de J. C.

1651.

ESPAGNE
ET
ORANGE.

Traduction de ce Traité.

Comme par deux Traitez faits & conclus entre sa Majesté le Roy d'Espagne d'une part, & les seus Seigneurs Princes d'Orange *Fredrick Henri* & *Guillaume* d'autre part, le premier en date du huitième Janvier mil six cens quarante sept, & l'autre du vingtième Decembre de la même année dont il est fait mention & insertion, dans le quarante septième article du Traité de paix arrêté à *Munster* le treizième Janvier mil six cens quarante huit, entre sadite Majesté & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, entre autres causes & conventions contenues dans les deux Traitez, de l'an mil six cens quarante sept, le Marquisat de *Bergen sur Soom* avec ses dependances a du être livré de la part du Roy audit Prince, aux conditions exprimées dans les susdits Traitez; à l'exécution & accomplissement dequoy, & delivrance audit Marquisat étant survenus quelques difficultez qui ont été long-tems debatues on est enfin convenu de la maniere suivante.

C'est à sçavoir, que Monsieur *Amhois de Bryn*, Chevalier Seigneur de *Villeclayr*, *Angeray* & *Villerchemin* &c. Conseiller du susdit Roy d'Espagne au Conseil d'Etat & premier Ministre pour les affaires du Pais bas & de *Bourgoigne* auprès de la personne, & presentement son Ambassadeur extraordinaire près des susdits Seigneurs Etats Generaux, avoit au nom & de la part du Roy son maitre, traité & accordé de nouveau par forme d'explication & d'exécution des susdits deux Traitez, & relativement à iceux avec les sieurs *Jean de Knygt*, Chevalier; le sieur *Vosmar*, *Weelde*, *Ravels* &c. *Arnoud de Beaumont*, & *David de Wilhelm* Conseillers au Conseil & Cour feodale de *Brabant* tous trois Conseillers du Prince d'Orange, & *Laurent Busero* Chevalier, secretaire & greffier du susdit Prince, comme à ce spécialement deputez, & autorisez, (en consequence du pouvoir special qui sera inséré cy-aprés) par Mesdames les Princeesses d'Orange, Mere & Grand-Mere du Seigneur Prince d'Orange *Guillaume Henri*, fils unique, heritier & successeur du susdit Seigneur Prince *Guillaume* & par le Seigneur Eleveur de *Brandebourg* son Oncle, comme ayant la garde noble, tutele & direction des biens & personne du susdit jeune Prince, & sous promesse reciproque de maintenir le present accord pour bon, valable, & irrevocable à jamais, & de tenir quitte sa susdite Majesté contre tous & un chacun concernant les payemens qui seront faits de sa part pour satisfaire au present Traité; sans que jamais le susdit Prince levr pupile, ses heritiers, successeurs ayant cause ou quelque autre que ce soit puisse le contredire & debatre; s'obligeants de le tenir pour bon, bien & convenablement fait, & de le faire autoriser par la justice, si besoin est.

Premierement que le susdit Seigneur Prince demeurera en pleine & entiere possession, jouissance & propriété de tous les biens, domaines, & Seigneuries scizez, sous la Souveraineté

gengende onder de Souveraineteit van synre gelycke Majesteyt, ende gespecificeert in de voorz. twee Tractaten, niet tegenstaende sy waren gedestineert, gelyck te sien in de voorz. Tractaten, om te dienen tot verwisseling van 't voorz. Marquisat.

Ten tweeden, om te voldoen de reste van de waerdye, ende te suppleren 't gewichte van 't voorz. Marquisat, sal betaelt worden aen den voorz. Prince, ende werckelyck werden geleverd door de voorz. Ambassadeurs van wegen den voorz. Koning sijn Meester, de somme van vijf maal hondert duysent guldens van twintig stuivers 't stuk, te betalen in den Haag of tot Amsterdam, tot keur van de voorz. Ambassadeur, ende in twee termijnen: te weten, twee maal hondert duysent gulden terstont na de reekeninge van dit Accoord, ende de overige drie maal hondert duysent guldens vijf maanden daer nae.

Ten darden, dat boven de betalinge van de voorz. vijf maal hondert duysent guldens, tot profijt van den voorz. Prince sal worden gestelt een Jaerlyckse Rente van tachtig duysent gelycke Jaerlycks te betalen in den Hage, of tot Amsterdam, ter keure van S. M. na de Cours van den gelde alsdan alder zijnde: de inderste van welke Rente tot profijt van den voorz. Heer Prince sullen beginnen te loopen van de selve tijt der tekeninge deses Accoords, ende waer van het Capital sal kunnen werden afgeloft tegens den penningh twintig, binnen twaelf Jaren op verscheide tijden, en in verscheiden partyen, die niet mogen minder zijn als drie maal hondert duysent guldens t'elkens.

Ende tot sekerheyt der voldoeningh van dese voorz. Conventien sullen in kracht blijven de caution, verseekeringen, ende hypothecken, gemelt in 't Accoord van den achtfsten January, ende in de belofte der voltrekkinge van 't selve van den dertighsten Augusty, ende 't Accoord van den seven-en-twintighsten December seftien hondert seven-en-veertig, gelyck oock in het Tractat van Vrede gesloten tusschen synre voorz. Majesteyt ende de voorz. Heeren Staten, van den dertighsten January seftien hondert acht en veertig.

Ende tot speciale assignatie sullen verbonden zijn de Goederen, Domeynen, Beden, ende alle andere opkomsten van Sijn Majesteyt in 't Hertogdom Brabant, en 't Graefschap Vlaenderen, van 't welke sullen werden gegeven Brieven ende Acten in behoorlijke forma, ende tot genoegen van den voorz. Heere Prince binnen de ses maanden nae dato deses.

Mits welcke conditien hier voor gestelt alle swarigheden sullen blijven bevestigd, ende geëxecuteert tusschen de Partyen aengaende 't gemelde Marquisat; ende de gemelde Koningh en Prins voor haer, haere Erven, Successeuren, ende Nakomelingen verbonden tot onderhouding van 't tegenwoordige Tractat, sonder te mogen daer tegen ofte afgaen: maer het te moeten voltrecken punctuelijck ende ter goeder trouwe, tot die eynde Sijn Majesteyt, ende de gemelde Prins verpandende wederzijts haere Goederen en Domeynen, om te hebben recours in contraventie.

Ende eyndelijck boven de Ratificatie van de gemelte Princeessen ende Cheurvorst, terstont moettende volgen, sal boven dien het tegenwoordige Tractat worden bevestigd door de gemelde Heeren Koningh en de Staten Generael der Vereenigde Nederlanden binnen de vijf maanden nae dato deses, ende de voorz. Voor-monders, ontfangende de betalinge, 't zy door den Ambassadeur of andersints van wegen den Koning, sullen geven quitantie in goede forma, gepasseert voor den Hove van Hollandt, gelyck oock het tegenwoordig Tractat sal worden geregistreert in de Archiven van 't selve Hof, om aldaer te hebben recours in cas van nood, tot bekominge van verscheide authentique Copyen.

Tot getuygenisse van 't geen voorz., is het tegenwoordige Tractat geteekent by de gemelde Ambassadeur des Konings van Spaengien, ende door de gemelde Gedeputeerden van de voorz. Vrouwen Princeessen, en van de gemelde Heere Cheurvorst van Brandenburg in de voorz. qualiteyt Momboirs van den jongen Prin-

veraineteit de sa susdite Majesté, & specifiez dans les susdits deux Traitez nonobstant qu'ils fussent destinez comme il se peut voir par les susdits Traitez pour servir d'exchange du susdit Marquisat.

Secondement pour satisfaire au reste de la valeur & suppler à l'importance du susdit Marquisat sera payé au susdit Prince, & fourni reellement par le susdit Ambassadeur de la part dudit Roy son maître, la somme de cinq cens mil livres de vingt sous la piece, payable à la Haye ou à Amsterdam, au choix du susdit Ambassadeur, & en deux termes, sçavoir deux cent mil livres aussitôt après la signature de cet accord, & les trois cens mil livres restans, cinq mois après.

En troisième lieu qu'outre le payement des susdites cinq cens mille livres sera au profit du susdit Prince assignée une pension annuelle de quatre vingt mil livres payable annuellement à la Haye ou à Amsterdam, au choix de S. M. selon que l'argent aura cours alors: les intérêts de laquelle vente au profit dudit Seigneur Prince, commenceront à courir du même tems de la signature de cet accord, & dont le Capital pourra être rachetable à raison du denier vingt dans douze ans au tems susdit & en diverses parties, qui ne pourront être moindres de trois cens mille livres chaque fois.

Et pour sûreté de l'accomplissement de cette presente convention demeureront en leur force les cautionnements, assurances & hypotheques mentionnez en l'accord du huitième Janvier, & en la promesse de l'exécution d'iceux du trentième Aout, & l'accord du vingt septième Decembre mil six cens quarante sept, comme aussi dans le Traité de paix conclu entre sa susdite Majesté & les susdits Seigneurs Etats du trentième Janvier mil six cens quarante huit.

Et pour assignation speciale seront obligez les biens, domaines, tailles, & autres revenus de sa Majesté dans le Duché de Brabant & Comté de Flandres, dont seront données lettres & actes en forme convenable, & au contentement du susdit Seigneur Prince, & ce dans six mois de la date des presentes.

Par le moyen desquelles conditions cy-devant inserées toutes les difficultés demeureront assuées, & éciées entre les parties à l'égard du susdit Marquisat, & lesdits Roi & Prince obligez pour eux, leurs hoirs, successeurs & descendants à l'entretenement du susdit present Traité, sans pouvoir s'en départir, mais pour l'accomplissement ponctuel & en bonne foy d'icelui sa Majesté & le susdit Prince obligent reciproquement leurs biens & domaines pour y avoir recours en cas de contravention.

Et enfin outre la Ratification de la susdite Princeesse & dudit Electeur qui devront s'ensuivre sera aussitôt le present Traité confirmé par les susdits Seigneurs Roi & les Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-bas dans le tems de cinq mois, après la date des Presentes; & les susdits Tuteurs, le payement étant reçu, soit par l'Ambassadeur ou autrement de la part du Roy, donneront quittance en bonne forme passée pardevant la Cour de Hollande: comme aussi ledit present Traité sera enregistré dans les Archives de ladite Cour, pour y avoir recours en cas de nécessité, pour en tirer des copies authentiques.

En témoin de ce que dessus, a le present Traité été signé par le susdit Ambassadeur du Roy d'Espagne, & par les susdits Deputez de Madame la Princeesse susdite, & du susdit Seigneur Electeur de Brandebourg en la susdite qualité de Tuteur dudit jeune Prince d'Orange, & en vertu du pouvoir donné à ses deputez. Fait à la Haye le dou-

ANS ce van Orangie, ende in kracht van Pouvoir gegeven
de J. C. aen de selve Gedeputeerden. Gedien in den *Hage*
den *twaaelfden* October *duysent ses hondert een en vijftig*;
1651. was geteekent aen d'eene kant van 't Papier, *A. Bruyn*,
en aen de andere kant, *J. de Knuyt, A. van Beaumont*,
D. de Wilhelm, C. Buysero; clek met haere respectieve
Zegels.

zième Octobre *mil six cens cinquante un*; étoit signé d'un côté *ANS*
ré du Papier A Bruyn, & à l'autre côté *J. de Knuyt A. de J. C.*
de Beaumont, D. de Guillaume, C. Buysero, chacun y 1652.
ayant apesé son cachet.

CCCXVIII.

ANS *Manifeste du Parlement d'ANGLETERRE*
de J. C. *contre les PROVINCES-UNIES des*
1652. *Pays-bas, publié le 31. Juillet, 1652.*
Aitzema. Historia Pacis, page 804.

L'ANGLE-
TERRE ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

SI quanta & quam gravia Foederatarum Belgii Provinciarum Populus sub tyrannidis jugo, antequam divinâ ope liberaretur, passus sit mala, & quibus rationibus adductus, quo ardore animi ad libertatem aspiraverit, si denique quam amicâ atque perpetuâ ope, idque haud sine multo sanguine atque opibus Anglorum, ejus salutis impensis, omni tempore sublevatus ab hac gente atque adjutus sit, in memoriam redigatur, credibile vix erit, pro tot acceptis beneficiis, quam non amica huic Reipub. immo quam non aequa reddiderit.

Non est consilium jam nostrum res hujus Reipub. quo loco tum essent, prolixè memorare, cum tyrannico imperio oppressi, armis necessariò sumptis, vitam nostram atque fortunas defendere coacti sumus; dum jus nostrum natale & libertatem justissimam asserere in Parlamento, & stabilire conaremur, qua in asserenda ac stabilienda tot editis planè miraculis Deus, tot praeliis insignibus, tam continenti per omnem Angliam, Scotiam atque Hiberniam, divinæ suæ providentiæ ductu, contemptissimæ eorum paucitatis adesse atque opitulari dignatus est, qui in illa causa tam bona fidem suam atque constantiam comprobârunt.

Neque verò conatus ille serenæ inter nos discordiæ, quod Anno illo memorabili 1648. accidit, omittendus est, neque magnus ille in nationem hanc apparatus belli Anno millesimo sexcentesimo quinquagesimo tacendus, qui eas gerendi res, quas in Scotia gessimus, necessitatem Nobis attulit, quibus ob injurias prius allatas satisfactio & futuræ pacis fides denegata est ab iis, qui judicium hujus Reipub. Hostem ex Belgio venientem ad se receperant; ubi & perditissima illa in Anglorum gentem inita consilia erant; unde & hostes eorum permagna suis rebus subsidia & palam & secreto, cum Principis Arafonensis, tum aliorum autoritate & potentiâ consecuti sunt, eo ipso tempore, cum Princeps ille, ejusque fautores, ut verisimile est, consilia agerent in illa Repub. tyrannidem occupandi, easque Provincias in servitutem pristinam redigendi, quod etiam quin perficerent haud multum abfuit, tum præsertim, cum is urbem Amsterdamum repentinò impetu adortus est, quæ res & illic multò quam apud nos magis notæ sunt, & scripti hujus proposito alienæ.

Sed nec crudelissimi illius Amboyniani facinoris in Anglos perpetrati ullo modo grata recordatio est, ob quod facinus, atque alia haud longè dissimilia, nulla satisfactio, quamvis postulata sæpius, data hætenus omnino est.

Verum Populi Anglicani erga Belgii Foederati Populum, tam propensa voluntas erat, tantum libertatis confirmandæ studium, mutuique commercii, viriumque ex eo augendarum, Religionis verò Protestantium orthodoxæ potissimum prolatandæ, quam & utriusque profuturum, quæque hac mutua amicitia, quantum humanitus conjicere licet, maxime crevisset, quodam etiam ex primoribus & populo earum Provinciarum usque adeo erga hanc causam benè animatos esse animadvertimus, quod & sua erga Pauperes in Hibernia Protestantes benignitate amplius testati sunt, ut

quamprimum in Anglia rerum status firmitatis aliquid, Deo favente, habere videbatur, Parlamentum ad Ordines Foederatarum Provinciarum Generales Oratorem mitteret, qui cum disertis verbis admittere recularunt; quemadmodum & ipsi satis nôrunt.

Rebus Anglorum majorem indies in modum omnipotentis Dei nutu prosperè cedentibus, cumque idem eorum judicium, idem animus erga suos illos vicinos esset, Parlamentum denno alium misit, suoque illic Oratori adjunxit, virum eo munere dignum, Dominum *Isacium Dorislaum*, jurisprudentiæ Doctorem, qui eâ autoritate ac mandatis instructi erant, uti viderent, siqua honesta ratio mutuam utriusque Reipub. voluntatem inter se rectè intelligendi possit inliri. Verum alter ex illis Oratoribus *Dorislaus*, cum ad hoc munus publicè obendum Hagam venisset, quo in oppido Potestates Generales suos ferè conventus peagere solent, eo in loco scelestissimè atque palam trucidatus est; de cujus nefaria cæde totus terrarum orbis proculdubio ita sentiet, ut de piculo quam maxime detestando contra omnium gentium, immo ipsius humanitatis jura perpetrato omnes homines sentire debent; inquirendis autem & comprehendendis ejus interfectoribus, quam nihil penè, & tum maxime, cum factum recens esset, & postea, actum sit, quamvis hinc sæpenumero postulatum, & ipsi haud nesciunt, & admoneri hic debent.

Contra, cum Potestates illæ suos Legatos *D. D. Bo-rele, Renzwo & Joachimum* antehac in Angliam, recentium turbaturum temporibus misissent, Nobisque illi omnia officia sua prolixè detulissent, compertum est, eos cum hostibus clam agere, eorumque operâ hostes omnibus modis adjutos esse, contra eos ad quos ipsos amicorum specie cum legatione venerant. Et hoc quidem, cum contumeliis insuper quas in Parlamentum ipsum jacere non dubitabant, Legatorum illorum negotium erat, quas ob res utcumque se ex jure gentium reddendæ rationi obnoxios fecissent, nullum tamen hinc vicissim aut factum aut dictum asperius retulerunt, duntaxat ad primores eorum delatum est, quemadmodum se gesserint, & satisfactio uti daretur, postulatum, verum nulla hætenus impertitur.

Hæc cum ita essent, postquam Deo visum erat turbulentis Anglorum rebus finem imponere, hostesque nullum totâ Angliâ præsidium tenerent, nullæ eorum copiæ reliquæ jam essent, sed pacata ubique omnia & composita cernerentur, cum res item in Hibernia ex sententia procederent, ejusque Insulæ pleræque urbes atque oppida in potestate Palamenti essent, cum & in Scotia Anglorum res iisdem propè successibus non carerent, multoque minis causæ esset cur quisquam à Parlamento ad potestates Foederatarum Provinciarum Generales, petendi auxilii causâ, proficisceretur, quamvis & Nos vicinos nostros ita aspexisse poterimus, ut aliæ quæque Reipub. consueverunt; eandem tamen sententiam atque judicium retinimus, utriusque nempe Reipub. quam artificissimam societatem ad stabilendas Protestantium rationes quibus hostes eorum tantopere insidiantur, necnon ad commune bonum & libertatem permagnam esse momentum allaturam.

Parlamentum igitur ad Potestates Foederatarum Provinciarum Generales legationem misit amplissimam, legatos iis mandatis instructos, eaque potestate præditos, ut priores controversias componere, Feodisque firmissimum atque artificissimum ferire conarentur, quatenus id quidem æquitati & rationi, hujusque gentis dignitati consentaneum esset, & cum utriusque Reipub. communi bono conjunctum. Immo affirmare possu-

ANS possumus, Legatos illos plena hinc mandata atque potestate J. C. testamenti accepisse ea proponendi, & eaque cum prædictis Potestatibus transigendi, quæ erga populum Fœderatarum Belgii Provinciarum eundem hujus Reip. animum, eandem atque in suos benevolentiam declarassent.

Quam non sincerè, quàm non expeditè cum iis Legatis, de quibus missi erant rebus gravissimis ageretur, unde factum est, ut legatio illa nullius usus reddita sit, quàm non incolumis, nequid gravius dicatur, in illo munere sanctissimo fuerint, quandiu in illis provinciis commorati sunt, quàm indigna in eos, inque famulos eorum, idque impune, sunt commissæ; in quos denique sit hæc culpa merito conferenda, plus satis manifestum est. Verum cum hinc Potestatum prædictarum dilacionibus, minimeque propensis ad amicitiam animis factum esset, uti nullus ex illa Legatione fructus percipi poterit, læsa etiam, in Legatis suis contumeliose acceptis, hujus Reipub. dignitate, suisque amicitia studiis pro nihilo habitis, Legati domum revocantur.

Ex his, quæ dicta sunt, intelligi potest, à parte hujus Reipub. quid actum fuerit ad firmissimum Fœdus & Amicitiam cum Fœderatis Provinciis consequendam quamque honestis atque integris rationibus Parlamentum adipisci eam studuerit; cumque eas interea difficultates in Scotia atque Hibernia exantlare pergeret, ad quas divina ipsa providentia vocare Nos visa est, cumque eadem benignissimè DEI manus, quæ perpetuò Nos adjuvaret, Hibernicas res in eum deduxisset locum, ut quod illic gereretur, nihil penè reliquum fuerit, bellumque Scoticum ita Nobis fortunasset, ut ea regio quodammodo relicta Nobis esset, Scotorumque exercitus, ductu Caroli Stuarti, nuperi Regis filii, in Angliam ingressus, Vigornia fusus, fugatusque esset, eorum plerisque capitis aut interfecit præter ipsum ducem, aliosque perpaucos, qui agrè ex eo prælio clapsi sunt; Tum demum, neque prius unquam Potestates prædictæ Generales mittendam ad hanc Rempub. Legationem consueverunt, quæ à nobis eo studio ac voluntate accepta est, quæ testificari possit in eadem nos sententia atque judicio de illarum Provinciarum amicitia permansisse.

Dum procederet colloquia, cum optimum nobis visum esset moras inutiles amputare, & certi aliquid habere quo res reditura esset, & postulatis quibusdam perspicuis instaretur, de iis etiam quæ faciliè responderi potuerit, Legati semper ea declinare, deesse sibi potestatem causantes, quamquam inspecta eorum diplomata nihil iis deesse potestatis arguebant; tamen quod plenior acciperent mandata, ad Primores suos scribendum sibi esse, quibus antequam rescribi posset, Provinciales Ordines esse convocandos, quæ quidem singula perexiguam nobis fidem faciebant, firmam aliquam pacem aut amicitiam eos ex animo voluisse.

Inter hæc etiam colloquia, cum Legati eorum in disceptationibus suis primò quidem nullare aliâ, quàm ratione & aequitate nitivelle præse ferrent, Parlamentum certius fecere, Primoribus suis in animo esse centum & quinquaginta naves armare, præter illa ex classe sua quæ foris tum erant, hocque eo consilio ab se fieri, ut & mare tutius navigaretur, utque Commercio Reip. Navali Fœderatarum Provinciarum consulere, non utique ut Angliis ullo modo incommodarent.

Dixerint hæc, ut Parlamentum suspensio animo tenerent, aut ut quid illi denuntiarent, Generales ipse Potestates optime norunt, sicut & causas tantæ Classis extra ordinem parandi, cum hostis eorum per hæc maria nullus appareret.

Ad hæc Parlamentum nihil respondebat, fuit tantummodo iuste defensionis sedato animo prospiciebat, ne quis nos repente adoreretur: Neque tamen sententiam ullâ in parte mutavit, quod adea, quæ aut postulanda aut concedenda erant; cum ad honesti atque iusti normam, ad salutem etiam utriusque Reip. suumque jus invicem utrique conservandum consilia sua omnia

direxerit, fœdusque hoc in medio positum ad felicem exitum perducere etiam atque etiam cuperet. Neque ullâ in re, quantum intelligere potuit, deesset, quâ studium suum testificari posset Fœderis perficiendi.

Interea Potestates Fœderatarum Provinciarum illos navium apparatus maturare non desinunt, locum, ubi omnes conveniant atque unam classem conficiant, edicunt; sub eo præfecto, quem appellant Legatum Admirallum Trump. Quæ ejus consilia aut mandata fuerint, & ex eo quose modo ipse gessit, & ex quibusdam antea factis, abundè liquebit. Et speciatim, cum inter alias quedam eorum navis, quæ in navem quandam bellicam, cui præerat Capitaneus Young, inciderat, amicè admonita esset, ut honorem hujus nationis navibus prædialariis tribui solum exhiberet, quem & altera, quâ simul navigabat, exhibuerat, idque pro more non solum salutationis ejusdam honorifica, sed quod etiam testimonio est, Anglorum jus atque Dominium in hæc maria vicina indubitatum esse. Quod & omnes vicinæ Respub. atque Principes agnoscunt, & nominatim ipsæ illæ Potestates; earumque majores agnoverunt, ut monumenta fide dignissima, aliaque argumenta quæ rejici non possunt, quæque ad id confirmandum jam diu invaluit, consuetudinem taceamus. Navis tamen illius Præfectus hoc facere recusabat, sibi que capitale hoc fore, si fecisset, affirmabat.

Has res subsequutum est facinus illud Admiralli Trump, cujus accurata narratio huc adjicitur, ex qua id hostiliter fuisse factum perspicitur contra vicinos atque fœcios amicitia ac Fœdere conjunctos, qui id continuandi atque confirmandi sua studia toties, tamque vehementer testati sunt; fuisse etiam hoc facinus Fœdere velatum, & inter ipsa de artiore adhuc Fœdere colloquia à semetipsis oblata; tantâ cum injuria atque arrogantia conjunctum, ut quod jus nobis tam indubitatum denegabat, id ipse usurparet, eamque adhuc injuriam iterando, ne ipse quidem læssus, hujus Reipub. naves suis in fretis, littoribus, ac stationibus quærens, hostilem in modum ultro aggredere, bellique initium faceret, virisque & navibus nostris perniciem moliretur, uti eos toto mari pelleret, hujusque Reipub. Commertium, remque omnem navalem subvertere conaretur, nisi Deus propitius facinoris illius ignominiam ac detrimentum in ipsos injuriarum à iustiores avertisset.

Post hanc tam diuturnam hujus Reipub. patientiam, acceptaque injuriis tam graves, quibus nottorum animos irritari par erat, cum eorum in mari successus expectationi non responderent, visum est Potestatibus prædictis Generalibus alterum adhuc Legatum Extraordinarium ad Parlamentum mittere; qui, quod & priores Legati ante ejus adventum enixe fecerant, & consilia & auctoritatem, & mandata Potestatum sese mittentium hujus facti conscientia prorsus eximere contendeat. Quod, quamquam apparatus illi tantè fieri, Classique eorum ab incepto cursu divertebat, navisque Parlamenti in ipsis suis stationibus quærebant, easque illi nullâ re læssitæ ultro oppugnabant, ut supra demonstratum est, tamen à Legatis Casus vocatur, facinusque illud fortuito patrum fuisse, illudque Primores suos nullo modo approbare aiebant, qui tamen facinoris illius auctori munus illud suum Classis ducendæ prorogant.

Et de hoc quidem indignissimè factum cum satis constaret, seque ipsum partim argueret, ipso Classis adventu, quæ Duce Trumplo ad classem nostram in ipsis stationibus ex composito accedebat, partim multis testibus oculatis confirmaretur, non Angliis solum, sed etiam Belgis aliquot præfectis & classariis & naucleis in ea pugna captis, qui idem prorsus testantur; Prolixè tamen quedam & perplexa questionis habendæ ratio nobis proponitur, inducæ postulantur, uti armis & hostilitate omni abstinatur, utque de illo vetere & complurium Articulorum Fœdere, quod à prioribus Legatis tractari coeptum est, nova rursus disceptatio institueretur, scilicet ut temporis accessio novam interim illis viriam accessionem afferret.

ANS Mandata hujus Legati cum inspicere postularemus, de J. C. Literas tantum commendatitias sive credentiales protulit, quasdam etiam libere commeatu; quibus autem potestas agendi & transigendi cum Parlamento daretur, nullas: quum ille potestatem (quod caput rei erat) ut quasi mutuum sumeret, ad priores Legatos recurreret, qui in mandatis habebant, ut de priore illo Fœdere proposito agerent atque transigerent; hanc etiam Legationem agnoscebant, & quamvis illi generatim de societate & amicitia utriusque Reipub. jungenda venissent, venisset autem Dominus Adrianus Pauw de singulari quodam facto, postquam illius Fœderis Tractatio initium & processum aliquem habebat: Parlamento tamen tam constans erat studium novas hæc controversias, si posset fieri, amice componendi, ut cum Domino Adriano Pauw ad colloquium venire pergeret; omnia in præsens omni disputatione, quæ de potestate ejus non satis ampla merito nasci poterat.

Cumque nihil speciatim ab illo Legato proponeretur, sed tantum quæ generalia supradicta sunt, idque etiam posceret, ut Parlamentum sua ei postulata proponeret, visum est neutiquam instare quam hoc nobis incommodum esset, sed statim deque satisfactione vob injurias jam illatas, deque fide in futurum accipiendam nostra ad Legatum postulata mittere; quæ hic etiam typis evulgata sunt; unde in eo situm erat, velletne postulatis de satisfactione assentiri, quam pars utraque & mitigare potuerit & certam statuere; quod ei in alia chartula significatum est. Et si hunc in modum de satisfactione convenisset (postulato illo de fide accipiendi in aliud tempus dilato) potuerat induciæ fieri, potuerat, omni hostilitate, quemadmodum petrium erat, abstineri; cui & Parlamentum ad hunc modum libenter assensit.

Verum ille, potius quam ut ad ullam hujusmodi pacificationem accederet, aut particulatim ad putandas rationes descenderet, maluit studium illud suum Induciarum paulo ante ardentissimum planè remittere, tamen in manu ejus erat, quod petiverat, impetrare; atque ita eam postulationem penitus dimisit, suoque & reliquorum Legatorum nomine petiit, ut quamprimum audirentur commeatu duntaxat liberi causâ, atque in patriam revertendi, quod se mandatis præsentissimis aiebant revocari: neque iis negatum quicquam erat; quod vel honori vel uti in reditu esse poterat, neque ita quicquam eos tractabat, quandiu hic commorati sunt, quemadmodum hujus Reipub. Ministri in Fœderatis Provinciis fuerant tractati; atque hoc suo discessu, tam illi quam huic Fœderi, quorum de conditionibus vix dum omnibus egerant, fidem imposuere.

In Parlamento postremum auditi, de iis quæ chartulis eorum prioribus comprehensa erant, multa recitarunt: ad illud autem quod tum urgebant, de hostiliter factis nequaquam expectatis, neque unquam indictis, utque naves suorum (in Angliæ portus abducatæ, ibique, contra quam opinati sunt, retentæ, antequam ulla hostilitas indicta esset, earum præfectis bellum esse nescientibus, ne sibi quidem conscia ullam ab se offensionum datam esse cuiquam occasionem) dimitterentur, de his Parlamentum ad narrationem illam ab se vulgatam tantummodo remittere eos debebit, quæ & Legatis Dominorum Potestatum Generalium ante adventum Domini *Adriani Pauw* missa fuerat, & ab eodem, primo ejus adventu, inspecta.

Et quanquam priorem illam Fœderis violationem, factamque à Trumpio injuriam Parlamentum neque commoverat, neque expectaverat, illatâ tamen illâ, expectari non potuit, quin, qui essent injuriam passi, auctores persequerentur, quibus satisfactio nondum ulla est oblata; nisi forte Parlamentum fracto animo ad eorum pedes projicere se deberet, qui interitum sibi hoc facto, & perniciem ultimam moliti sunt, nisi iisdem hujus Gentis jus atque salutem prodere voluisset; quod quidem ab officio suo ac fide alienissimum esse nemo non judicaret.

Et his rebus perspectis, quæ jam in lucem omni cum fide evulgavimus, palam omnibus erit, quanto cum affectu atque constanti Parlamentum amicitiam Fœderatuum Belgii Provinciarum quasi ambiverit: quam diligenter omnes controversias, bellicæ cum illa Reipub. occasiones vitaverit, quamvis illa omnes hujusmodi vel æquissimas amicitie ac societatis arctissimæ conditiones rejecerit.

Tandem verò, posteaquam hæc Reipub. armis petita est, naves laceratæ, suorum aliquot interfecti sine ullo offensionis à nobis data vel minimo obtentu (quæ facta & quæ inde sequi potuissent, si illis ex sententia processissent, non solum jus atque decus & Commertium, sed salutem etiam & quasi vitam ipsam hujus Reipub. summum in discrimen adduxissent) Parlamentum sui officii duxit esse ingratisimo sibi hoc bello ab illis exorto, necessitate planè impositâ sese defendere; dumque iusta satisfactio atque fides accipiendi nullo alio pacto impetrari poterit, eas conari iis rationibus consequi, quas *Dem* sibi in manus dederit.

Atque hic quidem Parlamentum, ut se rectè faciendo, suoque munere fideliter administrando abundè solatur, ita sibi persuadet, causæ suæ iustissimæ clarum hoc testimonium omnes, quibus veri & æqui studium est, esse accepturos; cujus exitum non callidis consiliis, non viribus humanis, sed benignitati atque auxilio illius Dei iustissimi commendat, qui Anglorum rebus usque adeo mirandum in modum hæcenus semper adfuit; quique se verè colentibus, opemque suam piâ cum fiducia, animoque integro expectantibus nunquam defuit. *Hen. Scobell, Cleric. Parlamenti.*

C C C X I X.

Manifeste ou Déclaration des Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pays-bas, contenant une vraie Relation de la sincerité des intentions qu'ils ont eues, & des justes procédures qu'ils ont tenues, en ce qui s'est passé au Traité entre eux & les Ambassadeurs Extraordinaires & Députés de ceux qui gouvernent à présent l'Angleterre tant ici à la Haye, que depuis à Londres. Comme aussi des injustes & violentes Procédures de ceux audit Gouvernement, qui ont contraint lesdits Seigneurs Etats à garantir par la voye de retorsion leur Etat & leurs Sujets des torts & des outrages qu'ils exercent. Fait à la Haye, le 2. Août, 1652. Recueil des Traitez faits entre les Etats Généraux des Provinces-Unies & divers Rois, Princes, &c.

LES ESTATS GENERAUX des Provinces Unies des Pays-bas, à tous ceux qui verront ou orront ces présentes, Salut: Reconnoissans que toutes Puissances Souveraines & légitimes, comme estans ordonnées de Dieu pour procurer, autant qu'en elles est, le bien de leurs Subjects, sont obligées non seulement de les gouverner avec moderation, tenir bon ordre en leur Police, prévenir ensuite sagement, & détourner avec prudence tout ce qui au dehors est capable de troubler leur repos, les grever ou leur apporter quelque dommage. Sachans d'abondant qu'il n'est pas moins loisible & honorable qu'il est utile & convenable de se rendre tous ESTATS, & notamment les Voisins, obligés par tous les bons Offices que la raison & la bien-séance permettent de leur rendre, afin de demeurer par ce moyen en une bonne, vraie, & sincère intelligence & correspondance avec eux, & en cas de quelques mesintelligence survenantes, non seulement s'employer avec zèle & diligence pour les faire cesser par les voyes de douceur, d'amitié, & de bienveillance, mais si la chose le requiert, & qu'on n'y voye point d'autres issues

NS user de la puissance que Dieu leur a mise en main, & J. C. & repousser par armes avec le plus de courage & de vigueur qu'ils pourroient les outrages & les violences qu'on a fait & sentir à leur Peuples, & leur faire avoir réparation & restitution des torts, qui leur ont été injustement faits, & des dommages qu'ils ont reçus. Cherchans donc de faire voir les bonnes & sinceres intentions, que nous avons à pratiquer l'une & l'autre, (rendans grâces à Dieu de ce que sa benediction est tellement épanchée sur notre conduite, que nos soins & affection envers nos Sujets en sont reconnus par les affections reciproques & obéissances volontaires, qu'ils nous rendent, ce qui est l'établissement, l'affermissement; & la conservation & d'eux & de nous) nous avons non seulement tâché d'observer saintement & sans feintise l'ancienne amitié, & bonne correspondance qui de tout temps a été entre notre Nation, & l'Angloise; mais de plus voyans que ladite Nation depuis quelque temps s'étoit meü contre elle-même, déchirée en divisions & animée de fureur les uns contre les autres, non seulement nos cœurs en ont été remplis de tristesse & nos esprits de marillement, éloignans de nous toute sorte de partialité par lesquelles nous eussions pu irriter l'un ou l'autre des partis contre nous : ains avons donné les ordres nécessaires pour empêcher, autant que faire fe pouvoit, que de nos Provinces on ne transportast rien, qui pût attiser le feu allumé parmi eux, aggrandir leurs playes, & rendre leur guerison plus difficile & moins possible; qui plus est oyans que leur dissensions avoient déjà produit des grandes desolations, pauvretés & même la famine en quelques uns de leurs endroits, & étant instantment requis des deux Chambres du Parlement qui étoient pour lors, de permettre qu'on pût faire des Collectes en ces Pays pour subvenir à la nécessité & à l'entretien de tant de pauvres & misérables Personnes, qui gemissoient devant leurs yeux : Nous & nos bons Sujets avons été si vivement touchés à l'ouïe de tant de maux, & émus de si tendres compassions au recit de tant de miseres, que suivant la permission que nous en avions donnée, fondée sur l'instance prière du susdit Parlement, on amassa une grande somme de deniers montante à quelques tonnes d'or, procedantes de la liberalité des gens de bien de ces Provinces, qui aussi leur furent envoyées afin qu'ils les employassent aux fins pour lesquelles elles avoient été données, ce qui par eux fut pour lors pris en si bonne part que les deux Chambres du Parlement nous en ont envoyé leurs Lettres de remerciemens accompagnées des marques exterieures de grande affection, voulans que pour les autoriser d'avantage leur Resident alors icy, nousles confirmât de sa vive voix.

Or le zele & l'affection que nous avions pour eux, ne nous permettant pas de croire que nous nous étions satisfait à nous mêmes, afin de pouvoir une fois appaiser toutes les mes-intelligences qui étoient entre eux, par une sincere & mutuelle reconciliation des esprits alienés & si envenimés les uns contre les autres, nous persuadans, qu'en consequence des bonnes inclinations dont nous leur avions donné des preuves si évidentes, que nous avions pour leur bien & pour leur repos, nous pourrions être des moyenneres & propres & agreables, pour l'avancement d'un si grand & si excellent oeuvre, nous creusâmes être obligés d'en faire l'épreuve par une Ambassade Extraordinaire envoyée au Roy, & aux deux Chambres du Parlement, employans pour cet effet les Seigneurs Guillaume Boreel, & Jean van Reede, Seigneur de Renswoude.

Mais Dieu, dont les jugemens sont incomprehensibles, n'ayant permis que ces émosions prissent fin pour lors par le moyen d'un bon accord, mais plutôt mis les affaires en tel état, que le Gouvernement de l'Angleterre a pris tout une autre forme, que la precedente, en suite de quoy ce même Gouvernement, nous ayant sous des belles & specieuses apparences présenté de faire avec nous un Traité de mutuelle & plus étroite Alliance, croyans à la bonne foy, qu'ils y procedoyent en sincerité & droiture, ayans même cette considéra-

tion que ce seroit un tres-bon moyen pour procurer la tranquillité & la seureté de la Navigation & du Commerce de J. C. ce, non seulement pour nous, mais aussi pour tous les Royaumes & autres Pays qui s'entretiennent par le Traffic & par la Navigation, & sur tout pour ceux qui sont nos voisins lesquels autrement ne pourroient recevoir que des troubles & des confusions, d'où resulteroient des mes-intelligences naissantes entre nous & ledit nouveau Gouvernement, à l'occasion de la concurrence des mêmes Interests, nous leur fîmes voir non seulement que l'offre qu'ils nous faisoient ne nous étoit pas desagréable, mais même comme ils nous eurent envoyé les Sieurs Olivier St. Johan, & Gaultier Strickland, leurs Ambassadeurs Extraordinaires, nous cherchâmes toutes les voyes possibles, & autant que la constitution du Gouvernement de notre Etat le pouvoit permettre, pour faciliter les approches & la conclusion dudit Traité, en sorte que ledits Sieurs Ambassadeurs eussent entrés en conference avec les Seigneurs les Commissaires choisis de notre Corps, & députés de notre part, & mis en avant une Proposition tres generale & illimitée, ils furent priés par nos Deputés, (apres nos protestations solennelles des desirs & veritables inclinations que nous avions à la Paix) de vouloir éclaircir cette Proposition trop generale, par des ouvertures plus particulieres, & la reduire en des Propositions plus nettes & plus expressees, afin de faire, acheminer le tout à une prompte & solide conclusion : Et quoy que nous leur allegassions quantité de raisons perinentes sur ce sujet, & que par une contre Proposition nous taschassions de les y attirer, nous n'en peûmes rien obtenir d'avantage, si non que ledits Seigneurs Ambassadeurs peu de temps apres leur premiere Audiance, ayans à peine effleuré la matiere, firent mine de s'en vouloir retourner : mais enfin apres plusieurs persuasions ils se laisserent emporter à demeurer encor quelque temps, durant lequel nous ayant fait une Proposition plus speciale, nous y travaillâmes de notre part, avec tant de diligence, (oyans sur tout qu'ils disoient ouvertement que celle-cy étoit la plus importante de toutes, & qu'elle étoit de telle nature, qu'elle si nous en tombions une fois d'accord le reste seroit de peu de difficulté) que ledits Sieurs Ambassadeurs reconnourent que nous étions si avant dans leurs sentimens, qu'il n'y avoit que peu ou point de different entre nous, quant à la substance de la chose. D'abondant nous travaillâmes plus avant à ce que nous jugeâmes être utile pour le bien des deux Nations (sauf toutefois les Alliances que nous avions avec les autres Roys, Republiques, Princes & Etats) voire jusques à ce qui pourroit servir à l'accomplissement entier & parfait dudit Traité, surquoy ayans attendu une Declaration plus expresse desdits Sieurs Ambassadeurs, ils s'en sont eximés à cause de leur depart precipité, & qui avoit pour pretexte que le temps, qui leur avoit été accordé pour leur séjour en ces Provinces, étoit expiré, & partant qu'il leur étoit impossible d'entrer plus avant en l'examen des choses que nous leur avions proposées, pour les fins susdites; or quoy que ces façons de proceder nous peussent donner matiere de quelques arrier-pensées touchant les inclinations que ledit Gouvernement pouvoit avoir pour le Traité susdit, considerans cependant que le laps d'un peu de temps, & qui n'avoit apporté aucun changement en la chose, n'en devoit point aussi apporter en leurs bonnes intentions, ni par consequent arrester le progrès dudit Traité, nous prîmes résolution de notre côté, (preferans la dignité & l'excellence de la chose, qui nous étoit si agreable, aux formalités exterieures, sur la protestation même que ledits Ambassadeurs nous avoient faite, & prenans congé de nous, de la sincerité des intentions dudit Gouvernement, & de la parole qu'ils nous donnoient que quoy que leur Negotiation n'eust point succédé de renlie à leur souhait, que cependant elle ne laisseroit d'avoir son fruit en temps & lieu, si tant est que nous voulussions trouver bon d'envoyer aussi visiter à notre tour ledit Gouvernement) de deputer une Ambassade considerable à ceux dont les Ambassadeurs venoient de

ANS
de J. C.
1652.

ANS fortir de chés nous, & fîmes choix pour cet effet des
de J. C. Sieurs *Jacob Cuis, Gerard Schaep & Paul vande Perre*,
1652. comme d'Ambassadeurs Extraordinaires, lesquels
ayans reçu nos Instructions partirent au mois de Decembre de l'Année passée, nonobstant que depuis le depart des Sieurs *St. Johan & Strickland*, ceux du fufdit Gouvernement eussent publié & affiché un melchant arrest, & qui ne resentoit ni le bon Amy, ni le bon voisin, par lequel la liberté accoutumée du Negoce étoit notablement escourtée, & la correspondance entre les deux Nations (qui cependant est le principal moyen qui fait que l'Amitié & le credit prennent pied & se fortifient) assés retranchée de ce côté là; nonobstant encore que la prise de plusieurs de nos vaisseaux nous donnât occasion de croire que les intentions de ces Messieurs s'accorderoient fort peu avec le Cœur ouvert que nous leur faisons paroître: Ce qui aussi en effet ne se tint pas long temps caché, ains se decouvrit en ce que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires étans arrivés en Angleterre, & ayant fait une serieuse & sincere Declaration en nôtre Nom du desir que nous avions qu'on passât à l'accomplissement du Traité, qui avoit été commencé en ces Provinces, avec instance, qu'afin que la chose se pût faire avec plus de diligence & de bonheur, toutes choses fussent remises en l'Estat auquel elles étoient lors que les Sieurs *St. Johan & Strickland*, se retirerent de chez nous, au moins jufques à tant qu'on vît quelle seroit l'issue du fufdit Traité, & que cependant la fufdite Ordonnance fust revoquee, comme entierement prejudiciable au but & à la vûe du Traité fufdit, ou qu'à tout le moins l'exécution en fust surcife & les Vaisseaux & les Marchandises prises restituées à leur propriétaires: surquoy ledit Gouvernement n'a pas seulement daigné avoir égard à ces remontrances selon que la raison & l'équité le requerroient, mais tout au contraire a voulu que durant mêmes qu'on étoit en conference pour la confirmation de l'ancienne Alliance, & pour chercher les moyens d'entrer en une plus étroite communication, d'affection & de correspondance, le fufdit arrest & ordonnance sortit son plein & entier effet, & suivant les divers pretextes & tres mal fondés (puis que jamais nous n'avons refusé ny retardé le droit d'aucun qui nous l'ait demandé, disons même contre les droits & la pratique de toutes Gens qui savent ce que c'est que de Police, que nous ne disions aussi contre les anciens Traitez qui se font faits entre les deux Nations) favoir les pretextes de Represailles contre les François & autres: Ils se sont rués de toutes parts sur les Vaisseaux de nos bons sujets tant par les mains des Particuliers usans de Represailles, & des Officiers dudit Gouvernement, que par celles de toutes sortes de Pyrates qui se couvrans de leur manteau, ont exercé leurs brigandages à toutes restes, se jettans sur nos Vaisseaux en Mer, comme sur ceux de leurs ennemis, les battans, les prenans, les emmenans, pillans leurs charges & les Marchandises qu'ils portoient, mal-traitans nos Pilotes & Matelots, sans que nos Ambassadeurs ayent jamais pu les obliger à y donner ordre, bien moins à faire rendre à nos bons sujets ce qui leur avoit été ôté par violence & leur faire réparation des torts qui leurs avoient été faits par les leurs: Or quoy que cette nuée de raisons fut plus que suffisante de nous porter à avoir quelques ressentiments par une autre voye c'est à sçavoir en satisfaisant nous mêmes & à nos bons Sujets aux dommages qu'ils avoient reçeu en arrestant par voye de retorsion, les Vaisseaux & les Marchandises des sujets dudit Gouvernement, cependant, esperans qu'ils se mettroient enfin à la raison, & que par le Traité toutes choses se feroient en justice & en equité, nous n'avons point voulu permettre qu'on attentat tant soit peu contre eux, quoy que les outrages insupportables que nous en ressentions nous pyrocasent, voire même instantment requis de nos bons Sujets lésés de leurs violences & rapines, de leur accorder Lettres de Represailles & les Commissions nécessaires pour cet effet, nous les leur avons refusez absolument. Mais avons travaillé d'un côté par le moyen de nos Ambassadeurs Extraordinaires à avancer le fufdit

Traité en general, & la restitution des Vaisseaux & AN
Marchandises prises, en particulier; Et de l'autre pris de J.
1652. resolution d'équiper & mettre en Mer une Flotte considerable pour arrester les courses des Pyrates & leurs brigandages à l'advenir, garentir nos habitans de plus grandes pertes, & le Commerce en commun de ruine totale. Et afin que ceux du fufdit Gouvernement par une sinistre interpretation ne vissent à en avoir quelques arriere pensées, pour les prevenir, nous leur fîmes entendre par nos Ambassadeurs comme aussi à tous nos autres Amis & Voisins, en equité, en bonne conscience, nôtre dite Resolution, avec une Declaration faite en sincerité & droiture, que le fufdit Equipage ne se faisoit point pour endommager ou incommoder aucun de Nos Amis & Alliés, ny mêmes pour faire tort à aucun des sujets du fufdit Gouvernement, au contraire que nous étions dans le dessein invariable d'entretenir la bonne & sincere Amitié & correspondance avec lesdits Habitans comme des bons voisins sont obligés de faire.

Et quoy que cette Declaration ne deût être prise que comme une marque de nôtre Candeur, notamment par les fufdits Regens, qui peu de temps auparavant avoient fait paroître le melcontentement qu'ils avoient de ce qu'un bien plus petit nombre de nos Vaisseaux, s'étant approché de quelques Isles, qui pour lors ne reconnoissoient pas encor leur Gouvernement, nous ne leur en avions donné à temps aucune connoissance, cependant nous avons bien remarqué, que ne cherchant que d'amasser des pretextes pour executer en temps & lieu, les desseins qu'ils avoient minités & ce avec quelque couleur de belle apparence, se sont voulu servir pour cet effet de la notification que nous leur avions faite de nôtre dessein, tellement que nos Ambassadeurs ont été contrains de leur en donner de nôtre part des esclairecissements plus exprés. Et cependant nosdits Ambassadeurs ayans pressé la conclusion du Traité ils s'y portèrent de telle sorte & avec tant de vigueur que ceux du fufdit Gouvernement furent enfin contrains de lever le masque, ne pouvant cacher plus long temps le charbon qu'ils couvroient dans leur sein, qui étoit que sous l'apparence d'amitié, & en nous repaisans du vent d'un traité d'Alliance, mais encor à faire voir sous des pretextes cachés, ils puissent ruiner nôtre Commerce, & affoiblir par ce moyen les forces de nôtre Etat, comme nous en avons eu depuis une preuve qui ne peut être revocquée en doute, en ce que leur Admiral rencontrant le Lt. Admiral Tromp que nous avions faict chef de nôtre Flotte, & voyant que ledit Tromp ne baïsoit pas assés tôt le pavillon à la fantaisie (quoy que de bonne part, & par divers témoins-unanimes, mêmes de Perlonnes neutres, & d'autor des-interessées nous sachieons qu'il étoit en action de caler ses voiles, & étoit empêché à mettre son esquif en Mer pour envoyer vers ledit Admiral Anglois & luy faire compliment) il luy envoya, sans attendre, une volée de tout un rang deses Canons, tout à la fois, & ayant blessé plusieurs de ses Gens contraignit nôtre Lieutenant Admiral & les Vaisseaux qui étoient avec luy à se defendre, en quoy ils ont été si moderés, qu'encor qu'ils fussent beaucoup plus forts en nombre de Vaisseaux, & capables de ruiner toute la Flotte de leurs Agresseurs, s'ils avoient voulu, cependant ils en desisterent & se contenterent seulement de se tenir sur la defensive: à laquelle discretion neantmoins leur contre parties eurent si peu d'égard qu'une autre Esquadre de Vaisseaux survenant de leur part vint ruer sur les derniers Vaisseaux de nôtre Flotte qui se retiroient, comme s'ils avoient été grands Ennemis, en ruina deux l'un desquels aussi il emmena avec soy.

Or afin que de ce qui s'étoit passé en cette rencontre lesdits Regens pussent prendre un pretexte plausible de rompre avec quelque éclat le Traité fufdit. Ils ont fait courir le bruit parmi leurs Peuples, & ont tâché de le publier hautement, & le faire croire à tout le monde, que ce sommes nous qui avons été les premiers Agresseurs à ladite rencontre, dequoy se tenans offensés

52. au dernier point, se mirent aussitôt en posture d'agir J. C. contre Nous à Guerre ouverte, sans nous avoir fait au préalable la moindre plainte, ou demandé réparation du tort qu'ils prétendoient en ce cas avoir reçu de nous, quoy que ce fut là, le chemin que la raison leur devoit faire tenir, si leurs intentions avoient été sinceres, & y fussent obligés par le Traité que nous minutions entre nous, d'autre côté nous, tout au contraire faisons tout notre possible pour redresser ce qui avoit été mis en désordre, sans nous arrêter, à qui en étoit la faute, n'eussions point plutôt la connoissance de ce qui s'étoit passé, que par Nos Ambassadeurs Extraordinaires nous protestâmes hautement, & en la face de leur Conseil d'Etat, que la chose, selon que parmi eux le bruit couroit qu'elle avoit été faite s'étoit passée sans notre sçeu, & en tel cas étoit dans notre desaveu comme faite contre nos ordres, ce qu'aussi ils prouverent d'abondant par une lettre écrite de la main de Notre Admiral sur le sujet de ce qui s'étoit passé, en laquelle il donnoit à cognoître de mot à mot quelle étoit la Commission que nous luy avions donné, & pour monstrier que c'étoit à bon escient que nous cherchions d'entrer en Alliance avec ceux du susdit Gouvernement, & que nous ne demandions qu'à vivre en Paix avec eux, nous les avons instamment requis, de faire recherche plus exacte de la verité de ce qui s'étoit passé en cette rencontre, qui nous avoit tous surpris, & à ces fins nous mettre en main les informations qu'ils en avoient faites par de là, & cependant le Traité (que nous croions être si avancé qu'il ne restoit plus qu'à en faire la revision & y mettre la dernière main) ne fut point retardé par un incident si inopiné & non attendu, advenu contre notre volonté & seulement par l'inadvertence ou par la malice de tel qui auroit à en répondre, & qu'en tout cas la chose devoit demeurer en l'Etat auquel elle se trouvoit, & sans causer plus de mesintelligence.

Or quoy que notre Proposition susdite fut de tres grand poids, & de haute importance, puis qu'elle avoit pour but le bien des deux Nations; cependant le susdit Gouvernement ne se contenta pas seulement de laisser passer un long temps sans nous y daigner répondre, quoy qu'elle fut faite en notre nom, & que depuis nous en eussions encor donné des memoires expres à leur Conseil d'Etat, réitéré pour la seconde fois & rechargé pour la troisième, & ce avec confirmation de la sincerité de nos intentions, & des mescontentemens que cet accident inopiné & malheureux, nous avoit apporté, mais d'abondant il donna ordre de prendre autant des Vaisseaux de notre Etat, tant de Guerre que Marchands, qu'on en pourroit attraper, ce qui aussi a été fait depuis, les uns ayans été attaqués, les autres battus, d'autres coulés à fonds, les autres sous pretexte d'Amitié seduits, accablés & destruits, les Soldats & Matelots pillés & mal menés, & tous ensemble emmenés dans leurs Havres & sur leurs Rivieres, ne plus ne moins, que si nous avions été en Guerre ouverte, & sans nous avoir advertis, qu'ils renonçoient à l'ancienne amitié, ils ont respué deplorablement beaucoup de sang innocent, & ruiné plusieurs de nos bons Citoyens.

Nonobstant tout ce mauvais traitement, faisant force à notre patience irritée, afin de justifier plainement & mettre en monstre aux yeux de tout le monde, l'esprit de paix & de moderation par lequel nous estions conduits, & adressés en toutes nos procédures, n'ayans rien de plus à cœur que l'accroissement & la conservation d'une bonne concorde, d'une vraie confiance & d'une amitié ferme avec nos voisins, au contraire n'ayans rien en plus grande abomination, que les épouvantables fruits d'une guerre ruineuse, & l'effusion lamentable de tant de sang innocent de Chrétiens, nous avons, outre les Ambassadeurs Extraordinaires, qui de notre part étoient pres desdits Regens, envoyé en une seconde Ambassade Extraordinaire & ce en toute diligence, le Sr. *Adriaen Pauw*, *Seigneur de Heemstede*, *Conseiller Pensionnaire de la Province de Hollande*, &c. afin que la susdite Alliance pût être d'autant plus

tôt nouée, la Commission étoit spécialement dressée sur la rencontre des deux Admiraux & ce qui s'en étoit ANS. de J. C. ensuivi, y joint une Declaration plus expresse de la droiture de nos intentions envers eux, avec la recherche de faire surcroquer les extremités; & par ce que le susdit Gouvernement avoit donné cependant la réponse à la proposition & aux memoires réitérés que nous lui avions fait tenir par les mains de nos premiers Ambassadeurs, & qu'en celle-là ces Regens s'appuyoient sur cette mauvaise impression qu'ils s'étoient donnée à eux mêmes, & laquelle ils prenoient expres à contre sens pour donner quelque couleur à l'injustice du pernicieux dessein (odieux sans doute & à Dieu & aux hommes) que couvrentment ils vouloient effectuer, comme si la Flotte que nous avions équipée n'avoit eu autre but que de les attaquer, & les charger comme Ennemis & à force ouverte, sans avoir aucun égard aux protestations que nous leur faisons du contraire, ils déclarent qu'ils se trouvent obligés à chercher réparation, aux occasions qui leur en seront presentées, de l'injure, qui (à ce qu'ils disent) leur a été faite, & assurance que désormais telle chose n'arrivera plus: en quoy ils monstrent evidemment, qu'ils n'avoient jamais eu, ni volonté, ni inclination, à ce qu'on en vint à un bon accord, mais que leur dessein étoit seulement de continuer par voye de fait, comme ils avoyent commencé; le *Sieur de Heemstede* envra puissamment la susdite impression en présence du Parlement premiere-ment & puis devant le Conseil d'Etat, & prenant Dieu, qui connoît les cœurs, à témoin, & comme ayant une parfaite connoissance de la chose, sa charge luy donnant la liberté de se trouver en toutes les Assemblées, & mêmes ayant été present à toutes les deliberations, qui avoient été mises en avant sur ce fait, & parmi nous & es Assemblées des Etats de Hollande, il protesta saintement & en verité que jamais on n'avoit mis en deliberation, bien moins pris resolution, encor moins donné ordre ou Commission directement ou indirectement d'offenser en quoi que ce fut le susdit Gouvernement, bien moins donc auroit-on pensé à attaquer leur Flotte ou à mal traiter quelques uns de leurs Vaisseaux, mais bien au contraire, pour leur donner des témoignages d'une vraie amitié & de l'inclination que nous avions à la concorde, il déclara encor une fois que le combat survenu entre les deux Flottes s'étoit fait, sans que nous en eussions connoissance, & que nous n'y pouvions penser qu'avec tristesse & emotion.

Et par ce que lesdits Regens prenoient l'affaire d'un autre biais qu'elle ne s'étoit passée en effect, & qu'ils s'achutoient à la susdite rencontre comme à une pierre d'achoppement & qu'en leur réponse ils avoient demandé réparation du passé, & assurance pour l'advenir: Ledit *Seigneur de Heemstede* dit tout haut, suivant l'instruction que nous luy avions donnée, qu'il étoit nécessaire d'ôter cette pierre d'achoppement, aussi bien que les jalousies & les defiances, par de bons éclaircissemens, & que c'étoient là les principaux sujets de son envoy vers eux, ensuite dequoy il s'employa, à bon escient, à ce que le Traité commencé, & déjà fort avancé, se pût parachever, & qu'au contentement des deux Etats on pût établir un bon reglement, que les Vaisseaux des deux Nations auroient désormais à suivre, avec protestation que notre Estat n'avoit jamais eu en la pensée de disputer à la Nation Angloise l'honneur & la dignité que jusques icy nous luy avions deferée: Requerrant en suite, que tandis qu'on travailleroit à une si bonne œuvre, les susdits Regens, donassent si bon ordre, que les voyes de fait commencées par l'accident susdit, qui avoient si long-temps duré, & par lesquelles le mal s'en alloit être incurable pussent finir une bonne fois.

Qui plus est s'étant trouvé, en diverses occasions, en conference avec les Commissaires qui luy avoient été donnés de la part du Conseil d'Etat, s'ouvrant plus particulièrement à eux, & en notre Nom, il requist instamment que les informations prises des deux côtés sur le sujet du Combat, afin que la verité en fust d'autant plutôt connue,

ANS
de J. C.
1652.

née, fussent mises entre les mains de certains Commis-
saires, choisis de part & d'autre pour cet effet, pour
les examiner de plus près, & en icelles faire recherche
de celui des deux qui le premier attaqué, & qui partant
à été cause de tous les désordres & inconveniens qui se
sont vus depuis, donnant parole qu'en cas que notre
Admiral fut trouvé l'avoir fait, non seulement, nous
estions prêts de le désavouer, & blâmer sa procedu-
re, mais aussi de le punir selon l'importance du fait,
comme ayant outrepassé nos ordres & la charge que
nous luy avions donnée, à condition toutesfois que la
chose étant trouvée tout autre ils agiroient de la même
sorte à l'encontre de leur Admiral, en cas que suivant
les informations il fut convaincu d'avoir commencé le
premier la meslée, insistant toujours de nouveau sur la
demande qu'il avoit toujours faite aussi bien que nos au-
tres Ambassadeurs Extraordinaires, qu'en vertu de
l'offre qu'il leur faisoit, le Traité se peut avancer, ou
à tout le moins que les Vaisseaux & les Marchandises ar-
rachées par violence à nos bons Citoyens, ou retenus &
arrêtés par force en Angleterre, aussi bien que les Ca-
pitaines, Pilotes & Matelots fussent relâchés & remis
en liberté, & que tous actes d'Hostilités cessas-
sent.

Or quoy que l'offre que nous leur faisons fut telle
qu'il n'y a point de creature raisonnable, si elle a seule-
ment un grain d'inclination à la Paix, qui la peut rejeter,
& que la chose leur fut confirmée par les exemples
de divers Traités solempnels, (sans entrer en la spécifi-
cation des exemples sans nombre qu'on auroit peu leur
alleguer des autres Nations en diverses occasions de cette
Nature,) cependant le susdit Conseil d'Etat, sachant
que le projet qu'il avoit eu en ce qui étoit arrivé entre
les deux Admiraux ne pouvoit point souffrir la lumière,
évitant pour cest effet la recherche de la vérité que nous
requerrions être faite, laquelle cependant, mêmes en
une affaire particuliere, doit être tenue pour sacrilège,
refusa absolument l'examen que nous desirions des dites
informations, apporta des difficultés au progrès & à
la continuation du Traité principal, & déclara ensuite
que veu l'Etat auquel étoient à present les affaires nous
n'avions à attendre autre chose d'eux, sinon qu'ils ne
cesseroient de pour suivre leur dessein mentionné, dans
la reponce qu'ils avoient cy devant donnée aux *Sieurs*
Cats, Schaepe & vander Perre, sur la Proposition qu'ils
leur avoient présentée, & n'avoient point d'autres buts
que ceux qu'ils y avoient exprimés. Responce à la veri-
té plus piquante que la précédente, & bien plus des-
raisonnable, veu l'offre genereuse que nous leur venions
de faire, responce pleine de violence exorbitante & en
effet plus que capable de nous obliger à mettre fin à nos
poursuites amiables, & à Nos recherches par les voyes
de douceur, sur tout veu que nous voyons qu'on ne
cessoit de piller & ravager les Vaisseaux & les biens de
nos bons sujets. Cependant, afin de donner à con-
noître la fermeté & constance de notre inclination, &
du desir ardent que nous avions que tout se passât à l'a-
miable, & que l'issue en fut bonne au contentement
mutuel d'eux, & de nous, ledit *Sieur de Hoernsede*,
parlant en notre Nom (& en cette seule consideration,
mettant à part ce qui étoit du point d'honneur & de res-
pect, & qui en tout autre cas, devoit avoir été fort con-
sidéré) requist ceux dudit Gouvernement, qu'afin
qu'il ne fût point dit que le Traité étoit tout à fait rom-
pu, Ils missent quelques projets en avant de leur part,
puis que les nôtres n'avoient peu réussir, pour voir s'ils
seroient plus propres pour nous porter au but auquel nous
aspirions, esperans que les raisons trouvant une fois
lieu dans ledit Gouvernement, nos protestations y se-
roient en fin reçues, comme sinceres & éloignées de
toute feintise & hypocritise, & que la douce conside-
ration de la Paix, estoissant les pensées turbulentes de
la Guerre leur donneroit des influences benignes pour
sortir hors des malheurs presens, & éviter ceux qui nous
menaçoient à l'advenir.

Mais quoy, les susdits Regens abusans, comme il
appert, de notre équité pour en fomenter leur arrogan-

ce, & de notre moderation comme d'une allumette pour
embraser l'ardeur de leurs desirs insatiables, & faisant
de nos recherches amiables le fondement des demandes,
qu'ils vouloient faire des choses que ni l'apparence ni
l'équité ne leur souffroient point de desirer, & que nous
ne leur pouvions accorder sans l'honneur & la reputa-
tion, ils n'eurent point de honte de proposer qu'ils en-
tendoient que pour les frais & les pertes qu'ils avoient
faites, à ce qu'ils disoient à l'occasion de cet Equipage
extraordinaire que nous avions mis en Mer, nous leur
payassions une somme notable de laquelle on convien-
droit puis apres, & que ladite somme étant ou payée,
ou assurance du paiement d'icelle donnée, alors les
Actes d'hostilité cesseroient, quoy que ledit Equipage
d'abord n'eût été entrepris que pour les raisons ci devant
deduites, & qu'aussi-tôt que la resolution en fut prise,
& avant même qu'elle fut en état d'être exécutée, nous
en eussions donné une pleine & entiere connoissance à
ceux dudit Gouvernement, en rendant & en l'équité
de nos consciences: disons plus, quoy que ni eux, ni
aucun de leurs sujets, n'eussent reconnu aucune marque
de mauvaise volonté bien loin d'avoir senti aucun
dommage, ni de ladite Flotte ni d'aucun autre de nos
Vaisseaux; mais tout au contraire, que nos Vais-
seaux étoient mal-traités des leurs, les uns coulez à fonds,
les autres pris avec un grand nombre de Vaisseaux Mar-
chands richement chargés & emmenés dans leurs havres,
voire mêmes qu'ils nous faisoient tort de quelques mil-
lions, aussi bien qu'à nos pauvres Habitans: D'avan-
tage ils n'ont point eu d'égard à ce que nous traitions
& étions en conférence, de mettre leur Flotte en Mer,
avant qu'en voir la fin, & se precipiter aveuglement
à rompre l'ancienne Alliance qui étoit entre les deux
Nations, & prennaient plaisir à en rendre la playe incur-
rable, se faussant tout de nouveau de quantité de Vais-
seaux de cet Etat, & les destruisant sans pitié, faisant
amas de torts, d'injures & de voleries pour les mettre
comme à pleins boisseaux sur le dos de nostre Etat, que
Dieu par sa grace a conservé si long temps en prospérité
& rendu si considerable, & parmi les amis & contre les
ennemis.

Or d'autant qu'il étoit visible que toutes ces Actions
desreglées & insupportables & toutes ces procédures
violentes, n'avoient autre but que d'affoiblir notre puis-
sance en Mer, ruiner notre Commerce en ces Pays, &
par ce moyen prendre possession de l'Empire imaginaire
que le susdit Gouvernement pretend luy appartenir sur
la Mer, & le commencer en effet, par nous & sur
nous, & avec le temps l'étendre sur les autres Nations,
& se les rendre Tributaires s'il pouvoit; nous, apres
avoir avec une patience exemplaire, quoy que pour ne-
ant, essayé par toutes voyes de Justice & de raison d'in-
duire ceux du susdit Gouvernement, à penser avec
nous au bien de leurs sujets & des nôtres, & ainsi les di-
vertir de leurs pernecieux projets & assourir les offenses
survenus & à les induire, à rendre les biens & les Vais-
seaux & de nous & des Habitans de nos Provinces, qu'ils
ont pris ou retenus par force, à faire réparation des
torts & des dommages qu'ils leur ont fait sans raison, à
renouer l'ancienne Amitié que ledit nouveau Gouver-
nement a violée depuis quelque temps en ça, en faire
un bon Traité qui ait la fermeté, la sincerité & la veri-
té pour fondemens, & les devoirs mutuels de confian-
ce pour soutien & pour appuy, ayans donc recherché
toutes ces voyes de douceur, mais en vain & sans espe-
rance de pouvoir réussir par icelles, nous avons, sui-
vant la loy de nature, & celle qui nous lie à nos sujets,
& qui nous oblige à les garantir de toute violence, de
toute injustice, & de tous outrages, à faire repa-
rer le tort & les dommages qu'ils peuvent avoir reçeu; Comme
aussi pour rendre au Commerce son ancienne liber-
té, & résister aux violences & pernecieux desseins du
susdit Gouvernement, qui enivré du succez qu'il a eu
en sa Patrie, semble ne pouvoir borner ses desirs insa-
tiables, apres meure deliberation, & contrains à ce par
une necessité très-urgente resolu enfin & trouvé bon
d'employer la Puissance & les moyens que Dieu & la
Nature

ANS J. C. Nature nous ont donné en main, & nous en servir contre ledit Gouvernement, & ceux qui en sont les sub-
552. jets, afin de reprendre sur eux à main Armée & par voye de retorsion, ce que nous n'avons peu en obtenir par raison & par amitié, avec intention & résolution de ne desister point, que ledit Gouvernement n'ait quitté la route qu'il a pris maintenant, ne nous ait rendu, ce qu'il nous a violemment & frauduleusement pris & arrêté, & ne nous ait fait réparation des torts, des pertes, & des dommages que nous avons souffert à son occasion & par ce moyen. Et puis que ce dessein nous est attaché comme par force, nous nous persuadons fermement qu'il sera avoué & loué de tout le monde, & que le Seigneur Dieu bénira la Justice de notre cause, & nous maintiendra en icelle: Nous espérons aussi que tous Roys, Republiques, Princes & Etats, admettront cette Declaration publique venant de notre part, comme veritable & fondée en Justice, & prenant en bonne part Nos contraintes, se refoudront à nous aider à repousser ou détourner un si pernicieux

dessein, & nous tendront les mains & à nos bons sujets en cette notre entreprise, autant legitime que forcée par de J. C. la nécessité; comme aussi nous ordonnons, par ce Manifeste, à tous les Habitans des Provinces-Unies, que par voye de retorsion ils aient à se défendre contre la violence & les outrages qui les menacent de plus en plus, sans se laisser abuser plus long-temps par ce pretexte d'une Amitié feinte, ou se mettre en lieu où ceux dudit Gouvernement les pourroient traiter, à leur apperit, mais que s'appuyans plutôt sur Dieu, & sur la Justice de notre & de leur bonne cause, ils en attendent l'issuë de la main du tout puissant, qui pour cet effect se servira de nos soins en la defence que nous en avons entreprise.

Ainsi fait & arrêté en l'Assemblée des Hauts & Puissans Seigneurs Etats Generaux, à la Haye le deuxième d'Avoust 1652. Eloit signé, *Joban van Reede, de Renswoude, vt.* Et au dessous, Par Ordonnance d'iceux. Signé, *N. Ruyseh.* Et étoit sellé du Sceau dits Seigneurs Etats, en cire rouge.

C C C X X .

ANS J. C. Ordonnance des Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, qui défend tout commerce avec l'ANGLETERRE. Faite à la Haye, le 5. Decembre, 1652. Feuille Volante imprimée.

DE Staten Generael der Vereenichde Nederlanden, Allen den geenen die dese tegenwoordige sullen sien oeffen hooren lesen, Salut. Doen te weten, Alsof 'tledert eenigen tijd herwaerts, door de onrechtvaardige ende violente procedure vande tegenwoordige Regieringe in Engelandt, niet alleen vele ende verscheyden onser goede Ingelsteden in hare Commercen ende Navigation op allerhande pretexten zijn geturbéert geweest, maer dat oock der selver Schepen ende goederen, als mede eenige den Staat deser Landen toe behoorende Schepen van Oorloge, door ordre van de selve Regieringe vyantlick in Zee zijn bevochten, eenige inde groyt geschooten, andere inde Havenen van Engelandt voornoemt op-gebracht, oock eenige vande selve aldaer vrywillich, ende met alle goede confidentie in gecomen zijnde, buyten reden aengehouden, ende den Capiteynen by ons daer op gestelt, alhandich gemaect zijn geworden, daer door desen Staat, ende de goede Ingelsteden van dien, excessieve ende ondraechelijcke schaeden zijn over gecomen. SOO IST, dat Wy door de voorz. vyantlickke aggressien genootdruct zijnde, omme de voorz. schaden, door Godes hulpe, te repareren, doen repareren, ende alle vordere in toecomende, voor te comen, oock daer beneffens de ruine van de Commerce ende Navigation deser Landen, soo veel doenlick, te beletten, ende tot dien eynde die vande voorz. Regieringe, soo veel in Ons is, te benemen, ende te verhindren de commoditeyen ende behoeften, daer mede de selve den Staat deser Landen, ende de goede Ingelsteden van dien, verder afbreuck fouden konnen doen, derhalven goet gevonden ende noodich geacht hebben, allen den geenen die onder onse gehoorfaemhey zijn staende, te ordonneren, ende wel scherpelick te verbieden, oock in 't vruntlick te adverteren ende te waerschuwen alle andere Natien met desen Staat in verbondt, vruntchap ofte Neutraliteyt staende, gelijk Wy ordonneren, verbieden ende waerschuwen respectively desen.

I. Erstelijck, dat van nu voortaan niemant van d'Ingelsteden deser Landen hem sal hebben te bevorderen uyt dese Landen, ofte oock uyt eenige andere Landen, Koninkrijcken, Plaetjen, ofte Steden, te vervoeren ofte transporteren, directelijck ofte indirectelijck, naer eenige Havenen, Eylanden, Steden

I. Que d'icy en avant personne des habitans de ces pais n'ait à s'ingerer de mener ou transporter hors de ces Pais, ou hors d'autres Pais, Royaumes, Places ou Villes directement ou indirectement, aucune marchandise ou denrée, de quelque sorte, qualité ou nature que ce puisse être, nulles exceptées, dans quelques Ports, Iles, Villes & Pla-

Kkkk 2

Pla-

C C C X X .

Traduction de ce Traité.

LES Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces presentes verront ou entendront lire, Salut; Sçavoir faisons, que comme depuis quelques tems en ça, par l'injuste & violent procédé du Gouvernement presente d'Angleterre, beaucoup & divers de nos bons habitans ont non seulement été troublés dans leur Commerce & Navigation sous toute sorte de pretexte; mais aussi que par ordre dudit Gouvernement plusieurs de leurs Vaisseaux & Marchandises, comme aussi quelques Vaisseaux de guerre appartenant à l'Etat de ces Pais, ont été hostillement attaquez en Mer, & coulez à fond & d'autres emmenez dans les Ports d'Angleterre susdite; & que quelques uns y étant entrez avec bonne conscience, y ont été retenus sans raison, & les ont été aux Capitaines que nous y avions mis; par où cet Etat & les bons habitans d'icelui ont souffert des dommages excessifs & insupportables. C'est pourquoy étant obligés à raison de ces hostilités, de reparer & faire reparer lesdits dommages avec l'assistance de Dieu, d'en prevenir d'autres à l'avenir, & d'empêcher autant qu'il est possible la ruine du Commerce & de la Navigation de ces Pais, & d'oter à cette fin autant qu'en nous est à ceux dudit Gouvernement les commoditez & les choses necessaires par lesquels ils pourroient continuer d'aporter du dommage à l'Etat de ces Pais & aux bons habitans d'iceux, Nous avons trouvé bon & jugé necessaire, d'ordonner à tous ceux qui sont sous notre domination, & de leur defendre bien expressement, comme aussi d'avertir toutes autres Nations qui sont en Alliance, Amitié & Neutralité avec cet Etat; comme nous ordonnons, prohibons, & avertissons respectivement par ces presentes.

ANS
de J. C.
1652.LES PRO-
VINCES-
UNIES ET
L'ANGLE-
TERRE.

ANS ofte Plaetsen van Engelandt, Schotlandt ofte Yerlandt, de J. C. ofte anderen onder de gehoorfaemheyte vande tegenwoordige Regieringe van Engelandt staende, eenige 1652. Waren, Goederen ofte Coopmanschappen, van wat soorte, qualiteyt, ofte nature de selve oock soudén mogen wesen, geene uytfondert, ofte oock eenige correspondentie ende gemeenschap met d'Inwoonderen van Engelandt voornoemt, ofte haere onderhoorigen, door Brieven ofte andersints, streckende tot naedeel van desen Staet, te houden, in eniger manieren, dat oock niemandt ter Werelt, al-hoe-wel een Vreemdelingh, ende geen Ingefetenen deser Landen zijnde, hem 't geene voorfz is, uyt dese Landen sal hebben t'onderwinden, op pene van daer over, als Vyanden vanden Staet, sonder eenige conniventie, gestraft te worden, ende voorts op verbeurte van alle de Schepen ende Goederen die men bevinden sal, dat gepooght worden naer Engelandt voornoemt, ofte andere Plaetsen als vooren, vervoert te worden, ofte de waerde van dien, by foo verre de selve albereyts uygevoert, ofte andersints niet te bekomen sullen wesen.

II. Ende naedemael Wy, naer den plicht van alle Wettige Overheden, als schuldigh zijnde haere goede Ingefetenen ende Onderdanen met alle mogelijke middelen voor geweldt ende overlajt te behoeden ende te beschermen, niet en kunnen, oock volgens het gemeeyne recht, ende de practijcke van alle Volckeren, niet gehouden zyn te gedoogen, dat die vande voorfz Regieringe, ofte haere Subjecten, van yemant te Werelt werden gesuppeditert foodanige behoeften ende Materialen daer mede de selve evidentelijck soudén worden gesterckt, omme Ons, ende onse goede Ingefetenen te beledigen: Soo willen Wy by desen allen Onse Geallieerden, Vrienden ende Neutralen, ende generalijck alle Volckeren ende Natien geadverteert ende wel ernstigh verfocht en vermaent hebben, haer niet te willen vervorderen geduyrende de tegenwoordige differenten tusschen desen Staet, ende die vande voorfz Regieringe van Engelandt op geresen, te voeren ofte te transporteren uyt eenige Landen, Coninckrijcken, Plaetsen ofte Steden, directelijck ofte indirectelijck, nae eenige Havenen, Steden ofte Plaetsen van Engelandt, Schotlandt, ofte Yerlandt, ofte anderen, onder 't gebiedt van die vande voorfz Regieringe staende, eenige Munitie van Oorloge, ofte eenige Materialen, dienende tot uyt-rustinghe van Schepen, hoe die genaemt, van wat soorte, qualiteyt, conditie, ofte nature die oock soudén mogen zyn, geene van de selve uytfondert, alsoo Wy gemeeynt zyn voor goeden prinse ende verbeurt te houden de voorsz Oorloghen-de Scheeps-behoefden, die contrarie dese onse advertentie ende Ordonnantie bevonden sullen werden geladen te zyn, om derwaerts gevoert te worden.

III. Ende omme de voorfz toe-voer, des te beter met seckerheyt te beleten, ende insonderheyde te voorzien, dat uyt dese Provintien onder valsche pre-
texten geen toe-voer als boven van levens-middelen, Oorlogh ofte Scheeps-behoefden, en komete geschieden: Soo en sal niemandt voortaan hier te Lande mogen laden, ofte doen schepen eenigherhande Vivres, of eenige vande voorfz behoeften, omme nae eenige Landen, Steden ofte Plaetsen vande Geallieerden, Vrienden ofte Neutralen van desen Staet getransporteert ofte vervoert te worden, sonder daer toe altooren te hebben bekomen speciaal consent vande Raden ter Admiraliteyt, in welckers districte foodanige ladinge ofte in-scheppinge geschieden sal: Ende boven de betalinge van 's Landts gerechtigheden, te sullen hebben gestelt suffisante cautie, voor tweemaal de waerde vande uyt te voeren Goederen, dat die op geen andere, als op der voorfz Vrienden Rijcken, Havenen, Steden ende Plaetsen, ende geenints directelijck of indirectelijck, op eenige Plaetsen van Engelandt, Schotlandt, Yerlandt, ofte anderen onder 't gebiedt vande tegenwoordige Regieringe van Engelandt zijnde, sullen worden gevoert, ende gelockt, ende dat binnen seckeren tijdt in het daer toe te verleenen Paspoort, naer gele-

Places d'Angleterre, Ecosse, ou Irlande, ou autres de ANS la domination du present Gouvernement d'Angleterre, de J. C. ni d'avoir aucune correspondance avec les habitants desdits 1652. Royaumes ou Dependances, par lettres ou autrement, tendantes au desavantage de cet Etat. Qu'aussi personne du monde quoi qu'étranger & non habitant de ces Pais, n'ait à entreprendre de faire rien de ce qui est dit ci-dessus, sur peine d'être punis sans aucune connivence comme ennemis de cet Etat; & en outre sur peine de confiscation des Vaisseaux & Marchandises qui se trouveront avoir eu dessein d'aller en Angleterre, ou autres places comme dessus, ou la valeur d'iceux & d'icelles, au cas qu'ils se soient déjà retirés & qu'en ne les ait pu saisir.

II. Et comme, suivant le devoir de tous Souverains legitimes, qui sont obligés de garantir & deffendre leurs bons habitants & sujets par toutes sortes de moyens, de violence & d'oppression, Nous ne pouvons, & suivant le droit commun & la pratique de tous les peuples, n'en sommes obligés de permettre, que ceux dudit Gouvernement ou leurs sujets puissent être pourvus par personne du monde, des necessitez & choses par le moyen desquels on pourroit nuire à nous ou à nos bons sujets, Nous voulons avertir par ces presentes tous nos Alliez, Amis & Neutres, & generallyment tous Peuples & Nations, & les requerrons instamment de ne point entreprendre durant les presens differens d'entre cet Etat & ceux dudit Gouvernement d'Angleterre de mener ou transporter hors de quelques Pais, Royaumes, Places ou Villes directement ou indirectement, dans aucuns Havres, Villes ou Places d'Angleterre, Ecosse ou Irlande, ou autres qui sont de la domination dudit Gouvernement, aucunes munitions de Guerre, ou autres choses servant à l'équipement des Vaisseaux, de quelque nom, sorte, qualité, condition, ou nature que ce puisse être, sans exception, nôtre dessein étant de reputer de bonne prise lesdits Vaisseaux de guerre & choses necessaires à l'équipement des Vaisseaux, qui contre nôtre avertissement & ordonnance se trouveront avoir été chargés pour y être conduites.

III. Et pour empêcher d'autant mieux ledit transport, & pourvoir particulièrement qu'il ne s'en fasse aucun desdites munitions de guerre ou de bouche hors de ces Provinces, sous quelque faux pretexte; personne ne pourra dorénavant charger ou embarquer dans ces Pais aucunes desdites munitions de guerre ou de bouche, pour être transportées dans aucun Pays, Villes, ou Places desdits Alliez, Amis ou Neutres avec cet Etat, sans en avoir au préalable obtenu un consentement special du Conseil de l'Amirauté, dans le district duquel telle cargaison ou embarquement se fera; Et outre le paiement des droits du Pays, avoir mis suffisante caution, pour deux fois la valeur desdites marchandises à transporter, qu'elles ne seront point menées & déchargées, dans aucuns autres Royaumes, Havres, Villes, ou Places qu'en celles des susdits Amis, & en aucune maniere, directement ou indirectement en aucune Place d'Angleterre, d'Ecosse, d'Irlande, ou autres de la domination du present Gouvernement d'Angleterre, & que dans un certain tems qui sera exprimé dans le passeport qui sera accordé à cet effet, & qui suivant la distance des lieux sera jugé suffisant, il sera prouvé & suffisamment justifié par le gentilschep qui en sera produit que lesdites munitions de guerre & de bouche auront été conduites & entièrement déchargées aux lieux pour lesquels on aura déclaré

ANS Havenen, Steden ende Plaetsen van Engelandt, Schot-
 lande ende Yerlandt, ofte anderen, onder 't gebiedt
 vande tegenwoordige Regieringe van Engelandt staen-
 1652. de, met eenige Ammunitie van Oorloge ofte Scheeps-
 behoeften, mogen hebben gemunt, Soo fullen de
 voornoemde Capiteynen in Zee alle Schepen, daer op
 eenige suspitie sal vallen, mogen aendoen, ende de
 selve afvorderen haere Zee-brieven, Passepoorten,
 Certe-partye, ende cognoscementen, tot blyck waer
 het Schip soude mogen t'huys behooren, waer ende op
 wat plaetse de ladinge zy geschiet, waer in des selfs la-
 dinge bestaet, ende op wat plaetse de ontladinge sal heb-
 ben te geschieden, welke aen haer vertoont zynde
 ende bevonden wescnde dat de voorfs Schepen met
 gene Oorlogh ofte Scheeps-behoeften naer eenige Ha-
 venen ofte Plaetsen onder 't gebiedt vande tegenwoor-
 dige Regieringe van Engelandt zijnde, hebben gemunt,
 fullen sy de selve vry ende onverhindert laten passeren,
 maer soo het contrarie van dien by de selve bescheyden,
 ofte andersints mochte worden bevonden, soo fullen
 sy de foodanige Schepen met haere in-geladene Goede-
 ren, in goede verseeckeringe hebben op te brengen,
 ende onder haer bewaringe t'acnvaerden alle de be-
 scheyden die in 't voorfs Schip gevonden, ende aen haer
 vertoont fullen zijn, oock t'geen de Schipper ende 't
 vorder Scheeps-volck, soo ten regarde van haer voor-
 hebbende reyse, als oock aengaende de gelegenthey-
 van 't Schip ende ladinge, te dier tijdt fullen hebben
 verklaert inde beste forme by geschrifte doen stellen,
 ende by den Schipper, ende sijn vordere Scheeps-Of-
 ficieren doen teekenen, omme nevens de voorfs ge-
 vonden bescheyden, met het Schip ende des selfs la-
 dinge, aende Raden ter Admiraliteyt daer den Verove-
 raer uyt-gevaeren sal zijn, opgefonden ende overgelevert
 te worden.

VII. Vorders is mede Onse meyninge, dat oock
 alle de peenen hier vooren gestaet effect sorteren,
 ende geexecuteert worden fullen tegens onse Ingele-
 tenen, Overtreders, 'tzy Coopluyden, Schippers ofte
 andere, wie de selve oock souden mogen welen, met
 confiscatie vande Schepen, ende vande ingeladen goe-
 deren, ofte een gedeelte van dien, in vogen hier voor-
 verbaelt, ofte andersints soo de selve niet voor
 handen fullen zijn, met pecuniele boeten, ter concu-
 rentie vande waerde van dien, elcks in hun regard,
 ingevalle t'haerder aenkomste in dese Landen, ofte
 oock andersints de gelegentheyte daer toe gebooren zyn-
 de, sal vernomen ende beweten werden, dat sy dese
 onse advertentie ende Ordonnantie in eenige poincten
 fullen hebben gecontravenieert, even gelijk of sy op 't
 Feyt bevonden, ende by de voorfs Schepen van Oorloge
 daer over uytter Zee opgebracht, of andersints hier te
 Lande by andere's Lants Officieren achterhaelt ende be-
 trapt waren geworden.

VIII. Ende ten eynde door d'executie van dese on-
 se Ordonnantie ende advertentie geene rechtveerdige
 redenen van klachten mogen werden gegeven aen ee-
 nige Coningen, Republijcquen, Princen, Potenta-
 ten ofte Steden, met desen Staet in alliantie ofte ver-
 bondt staende, soo belasten ende beveelen Wy wel
 expresselijck by desen, alle onse Hoofden ende andere
 Officieren ter Zee, soo over Schepen van Oorloge
 vanden Staet, als over Schepen by particulieren op on-
 ser bestellinge ten Oorloge uytgerult, gestelt, haer
 punctuelijck te reguleren naer de Verbonden ende Tra-
 ctaten by Ons desen aengaende met andere Coningen,
 Republijcquen, Princen, Potentaten, ende Steden al-
 bereyts gemaect ofte noch te maecken, Ordonnerende
 ten selven eynde onse Raden ter Admiraliteyt, alle Ca-
 piteynen van Oorloge, uyt haere respectieve districten uyt-
 varende, daer van particulierlijck te adverteren, ende
 t'instrueren als naer behooven.

IX. Ende sal de judicature over de transgressie deser
 onser Ordonnantie toekomen de Raden ter Admirali-
 teyt in welckers districte de Contraventien fullen worden
 ontdeckt, of wel de Capiteynen die d'achterhalinge in
 Zee fullen komen te doen, uygevaeren fullen zijn.

X. Doch

Places d'Angleterre, Ecosse & Irlande, ou autres sous
 la domination du present Gouvernement d'Angleterre, de J. C.
 avec quelques munitions de Guerre ou attirails de Vais-
 seaux. Tous les Capitaines pourront aborder les Vaisseaux
 1652. qu'ils rencontreront en Mer & sur qui ils auront quelque
 soupçon, leur demander leurs lettres de Mer, passeports,
 certificats, & connoissemens, pour justifier d'où ledit
 Vaisseau vient; ou & en quel lieu la charge a été faite,
 en quoy sa cargaison consiste, & en quel lieu la decharge
 s'en doit faire, ce qui leur ayant été montré, & trouvant
 que ledit Vaisseau n'étoient pas destiné pour quelques
 havres ou places de la domination du present Gouverne-
 ment d'Angleterre avec des munitions de Guerre ou atti-
 rails de Vaisseau, ils les laisseront passer librement &
 sans empêchement, mais si le contraire de ce se trouve par
 lesdits documents ou autrement, ils pourront emmener les-
 dits Vaisseaux avec les marchandises y chargées en sûreté,
 & tenir en leur garde tous les documents qu'ils auront
 trouvés dans ledit Vaisseau, & rédiger par écrit en la meil-
 leure forme tout ce que le Maître du Vaisseau & les gens
 de l'équipage pourront avoir déclaré tant à l'égard du des-
 sein de leur voyage, qu'à l'égard des circonstances du
 Vaisseau & de sa charge, & feront signer ledit écrit par
 ledit Battelier & par les autres Officiers du Vaisseau, pour
 avec lesdits actes ou documents, ensemble le Vaisseau &
 sa charge être envoyé au Conseil de l'Amirauté d'où ce-
 lui qui aura fait la prise sera parti.

VII. De plus nôtre intention est que les peines que nous
 avons ci-dessus statuées, soient leur effet & soient exé-
 cutées contre nos sujets infractions, soit Marchands, Bat-
 teliers ou autres, qui que ce puisse être, avec confiscation
 des Vaisseaux & des Marchandises y chargées, ou d'une
 partie d'icelles en la manière mentionnée ci-dessus, ou au-
 trement si l'on ne s'en est pu saisir, par amende pecuniaire
 jusques à la concurrence de leur valeur; chacun à son
 égard, au cas qu'à leur arrivée dans ce Pais ou autre-
 ment l'occasion en étant née, on apprenne & puisse prou-
 ver qu'ils aient contrevenu en quelque point de cette nôtre
 ordonnance & avertissement, tout de même que s'ils
 avoient été trouvez, sur le fait & emmenez par lesdits
 Vaisseaux de guerre, ou autrement qu'ils eussent été saisis
 & attrapez, ici au Pais par d'autres Officiers des Pro-
 vinces.

VIII. Et afin que par l'exécution de cette nôtre Or-
 donnance & avertissement, il ne soit donné aucun sujet
 de plainte à aucuns Rois, Républiques, Princes, Potentats,
 ou Villes qui sont en Alliance avec cet Etat, nous
 enjoignons & commandons expressement par ces presen-
 tes à tous Chefs & autres Officiers de Mer, établis tant
 sur les Vaisseaux de guerre de l'Etat, que sur les Vaisseaux
 équipés en guerre par des particuliers & par nôtre ordre,
 de se régler punctuellement suivant les Alliances & Trai-
 tés par nous déjà faits ou à faire concernant ce que dessus
 avec d'autres Rois, Républiques, Princes, Potentats &
 Villes, ordonnant aux mêmes fins aux Conseils de l'Ami-
 rauté, d'en donner avis & en instruire particuliere-
 ment comme il appartient, tous Capitaines de guerre, fai-
 sant voile de leur district respectif.

IX. Et les contraventions à cette nôtre Ordonnance se-
 ront jugées par les Conseils de l'Amirauté, dans le district
 de laquelle elles auront été découvertes, ou d'où les Capita-
 ines qui auront fait la prise en Mer seront partis pour s'y
 mettre.

X. Mais

ANS X. Doch by soo verre de voorfz Transgressours niet
de J.C. op het feyt bevonden, maer namaels daer over geaccu-
1652. seert mochten worden, sal als dan de kennisse daer af
toekomen de Raden vande Admiraliteyt, ofte ordina-
ris Rechters, voor den welken de selve eerst in recht
betrocken sullen worden. Ende ten eynde alle Officie-
ren, mitfigaders allen anderen die den wilstant van de-
sen Staet ter heiten soude mogen gaen, en Vyanden
vande soodnighe contraventien zyn, des te vlytiger
mogen leiten, dat dese onse Ordonnantie oock al om-
me, ende by een yder punctuelijk worde geobfiteert,
ende de Contraventeurs nae den inhouden deser ande-
ren exempte gestraft, Soo sullen alle de penningen,
die by confiscatie, als andersints, uyt dese onse Or-
donnantie komen te resulteren, geappteert werden,
soals gewoonlijk alle penen, mulsten ende confisca-
tien, by Placaten vande respectieve Provincien deser
Verenigde Nederlanden geappteert ende verdeylt
worden, te weten, een derde-part ten profijte vanden
Aenhaelder ofte Aenbrenger, 't zy de selve in Eedten-
de bedieninge van 't Landt oude mogen zyn, ofte niet,
een derde-part ten profijte vanden Officier die de calan-
gie ende executie sal hebben gedaen, ende het resterende
derde-part ten profijte vande gemeyne saccke.

XI. Maer belangende de Schepen ende Goederen die
by eenige Schepen van Oorloge van desen Staet, ofte
van eenige particuliere Commissie-offte Retorsie-vaer-
ders, in Zee achterhaelt, ende van daer ter saccke van
Contaventien tegens dese onse Ordonnantie ende ad-
vertentie begaen, op-gebracht, ende vervolgens door
de gemelte Raden ter Admiraliteyt verbeurt en van goe-
den prinse verklaert sullen worden, daer van sal de ver-
deylinge geschieden, volgens de Instructien, Placaten
ende Ordonnantien daer van hier bevoorens gemaect
offte noch te maecten.

XII. Ten eynde oock alle Schepen ende Goederen
dieter saccke vande contraventien tegens dese onse Or-
donnantie ende advertentie begaen sullen werden,
achterhaelt, aenghouden, ende hier te Lande opge-
bracht, aen handen vande gemelte Raden behoort
overgelevert mogen worden, Soo laften Wy by desen
wel expresselijk, dat de Aenhaelder van de selve sich
precise sullen hebben te reguleren, oock alle die het
selve aengaen mochte doen reguleren, nae onsen Placa-
te opten eersten Decembar 1640. tegens het onor-
dentlijk plonderen ende veroveren vande soodanige
Schepen gecmanent, met waerschouwinge, dat de pe-
nen by het voorfz Placat gettatuert, sinnerlijk
sullen werden geexecuteert, tegens alle de geene die
contrarie het voorfz Verboth iets geantenteert sullen
hebben.

XIII. Ende ten eynde aen d'eenre zyde mach worden
voor gekomen, dat de schade die by confiscatie vande
voorfz Schepen ende Goederen op de Contraventeurs
van dese onse Ordonnantie moet vallen, niet door mid-
del van asscurantie en come te reduceren tot schade van
eenige andere Ingefeuten deser Provincien, ende dat
aen d'ander zyde de faculteyt vande Engelsche Naviga-
tie ende Commerce, soo veel doemlijk werde besnoeyt:
Soo ist, dat Wy wel expresselijk verbieden by desen,
dattich niemant vande Ingefeuten voornoemt en ver-
vordere eenige Goederen ofte Schepen de Subiecten
vande tegenwoordige Regieringe van Engelandt toe-
behoorende, nochte oock eenige Schepen ofte Goede-
ren gaende, ofte bevracht naer eenige Havenen, Steden
offte Placeten van Engelandt, Schotland, Yrlant,
offte anderen onder 't gebiet vande voorfz Regieringe
staende, ofte oock van de selve Havenen, Steden,
offte Placeten komendete verasscureren, directielijk of-
te indirectielijk, selver of door yemant anders hier te Lan-
de, of daer buyten, op wat maniere het selve oock
soude mogen geschieden, op pene dat niet alleen de
soodanige asscuranten gehouden sullen worden van nu
af voor nul ende van geender weerden, Sulx dat op
de selve geen Recht gedaen sal mogen worden, maer
dat boven dien de soodanige Asscuradeur offte Assura-
deurs, des futo hoofft voor hoofft vervallen sullen in een
mulcte

X. Mais si lesdits contrevenants n'estoient pas trouvez
sur le fait, & qu'ils fussent accusez en apres, la connois-
sance en appartiendra au Conseil de l'Amirauté ou aux
juges ordinaires, par devant lesquels ils auront été tirés
premierement en cause. Et afin que tous les Officiers, en-
semble tous autres qui auront à en voir la prospérité de cet
Etat, & qui sont ennemis de telles contraventions, puissent
d'autant plus diligemment prendre garde que cette nôtre
Ordonnance puisse être pointuellement observée par un
chacun & par tout; & que les contrevenants soient punis
suivant la teneur des présentes pour servir l'exemple aux
autres; tous les deniers qui reviendront tant des confisca-
tions qu'autrement en vertu de cette nôtre Ordonnance se-
ront appliquez comme il est réglé par les Placards des Pro-
vinces respectives des Pays-bas, à l'égard des amendes
& confiscations; savoir un tiers au profit de celui qui
aura fait & emmené la prise, soit qu'il soit sous le ser-
ment & au service de ce Pais ou non, un tiers au profit
de l'Officier qui aura fait l'exécution, & l'autre tiers au
profit de la Republique.

XI. Mais à l'égard des Vaisseaux & Marchandises,
qui à cause de la contravention à cette nôtre ordonnance
& avertissement auront été attrapez en Mer & emme-
nez par quelqu'un des Vaisseaux de Guibre de cet Etat,
ou par quelque armateur particulier, & qui en suite au-
ront été declarez de bonne prise, le partage s'en fera sui-
vant les instructions, Placards & Ordonnances qui en
ont été ou qui en seront faites.

XII. Afin aussi que tous les Vaisseaux & Marchan-
dises qui pour cause de contravention à cette nôtre ordon-
nance & avertissement, auront été attrapez saisis, &
ramenez en ce Pais, puissent être comme il est convena-
ble, livrez, auxdits Conseils, Nous mandons expresse-
ment par ces présentes, que celui qui s'en fera saisi au pré-
sentement à se régler, & fasse en sorte que chacun à qui
il appartient se règle conformément à nos Placards du pre-
mier Decembre 1640; émanez contre ceux qui pillent &
enlèvent sans raison tels Vaisseaux, avec avertissement
que les peines flammées par les susdits Placards seront exé-
cutées sincèrement contre tous ceux qui auront agencé quel-
que chose de contraire auxdites défenses.

XIII. Et afin que d'un côté on prévienne que le dom-
mage qui par la confiscation des susdits Vaisseaux &
Marchandises doit tomber sur les contrevenants à cette nô-
tre Ordonnance, ne vienne par le moyen des Assureurs à
retomber au dommage de quelqu'un des Habitans de ces
Provinces, & que de l'autre côté la facilité de la Navi-
gation & Commerce Anglois soit empêchée, autant qu'il
est possible; Nous defendons expressement par ces présen-
tes que personne des Habitans susdits ne s'ingere d'assurer
directement ou indirectement par soi-même ou par d'au-
tres du Pais, en quelque maniere que ce puisse être aucu-
ne Marchandise ou Vaisseaux qui iront ou seront frerez
pour quelques Ports, Villes ou Places d'Angleterre, Eco-
se & Irlande, ou autre de la domination du susdit Gou-
vernement d'Angleterre, ou même qui en viendront, sur
peine de nullité non seulement desdites assurances, &
qu'elles seront reputées de nulle valeur, en sorte que droit
ne sera point fait sur icelles; mais que de plus tel Assureur
ou Assureurs subiront de facto corps pour corps une amende
de mil livres, applicable & executable comme dessus.
Et les Officiers qui se trouveront en cette remoune avoir
manqué au dû de leur charge chaires arbitrairement, mé-
me par privation de leurs emplois ou autrement, comme
le cas le requerra.

ANS mulcte van duyfent guldens, t'appliceren; ende te de J. C. executeren als vooren, Ende fullen d'Officieren die daer inne bevonden fullen worden nalatigh geweeit te zijn, 1652. daer over arbitralijck werden gecorrigeert, oock met privatie van haer bedieningen of anders, zo als na gelegentheyt bevonden sal worden te behooren.

Ende ten eynde niemand hier van eenige ignorantie naemaels kome te pretenderen, Ontbieden ende verfoecken Wy de Heeren Staten, Geconmitteerde Raden, ende Gedeputeerde Staten vande Provincien respectieve van Gelderlande ende 't Graeffschap Zutphen, Hollandt ende West-Vrielandt, Zeelandt, Utrecht, Vrielandt, Over-Yffel, mitgaders Stadt Groeningen ende Ommelanden, ende allen anderen Justicieren ende Officieren van de selve, dat sy dese Onse Ordonnantie van stonden aen alomme doen verkondigen, publiceren, ende affigeren, in allen Plaetfen daer sulcks noodigh wesen sal, ende men gewoon is soodanige publicatie ende affixie te doen. Laeten ende beveelen voorts de Raden ter Admiraltyt, den Advocaten Fiscaels, mitgaders Admirals, Vice-Admirals, Capiteynen, Officieren, ende Bevelhebberen, als mede de Commissarissen ende Commiffen ter Recherche, soo inde Zee-gaten, als elders, dese Onse Ordonnantie te achtervolgen, ende doen achtervolgen, Procederende, ende doende procederen tegens de Contraventuren van dien, sonder ooghtuyckinge, faveur, dissimulation ofte verdragh, want Wy sulcx alsoo ten dienste vanden Lande bevonden hebben noodigh te zijn. Aldus gedaen en gearresteert ter Vergaderinge vande Hooghemelte Staten Generael, in den Hage den vijftien December 1652. Was gepapheert, *Johan van Reede tot Renfoude*, *vi.* Onder stont, Ter Ordonnantie vande selve. Geteeckent, *N. Ruysch.* Zijnde op 't Spatium gedrukt het Cachet der selver Heeren Staten in rooden Wafsch.

C C C X X I.

ANS
de J. C.
1653.

LE DAN-
MARC ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

Traité d'Alliance entre FREDERIC III. Roi de Danemarck & les PROVINCES UNIES des Pays-Bas. Fait à Copenhague, le 8. Février, 1653. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. VII. pag. 816.

ZY te weten, alsoo van de ondencklijcke Jaren ende oudts heer, tusschen de Lofflijcke Koningen tot Dennemarck, Noorwegen, &c. ende de mede Loffelijcke Princen ende Regenten, Respectieve van de Nederlanden, goede vrientchap, eenigheyt ende Correspondentie is gehouden, ende door verscheyde Tractaten van tijdt tot tijdt bevesticht geworden, oock noch onlangs op den negenden Novembris seftien hondert negen en veertigh in 's Gravenhage, tusschen den Doorluchtighen Hooch-gebooren Vorste ende Heere, Heere *Frederick de Dede*, tot Dennemarck, Noorwegen, der Wenden ende Gothen Koninck, Hartogh tot Slefwijck, Holsteyn, Stormarn ende der Ditmarchen, Grave tot Oldenborgh ende Delmenhorst, &c. ter eente; ende de Hoogh ende Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden ter andere sijden vernieuwt, ende soo wel wegen de Assistentie ende hulpe in cas des eenen of des anderen Commercen wierden geturbeert, of den een of den ander vyantlijck overvallen, op den voet als in den voorz. Tractiet van Alliantie defensieve, als wegen de Commerce ene bestandige vereeniginge is getroffen, ende het in desen tegenwoordigen Jare seftien hondert twee en vijftigh, sich soodanigh heeft toegedragen, dat de Vrede, de welcke de Hoogh-gemelte Heeren Staten met alle andere Koningen, Republijcken, Vorsten ende Stenden, oock mede met de tegenwoordige Regeringe in Engelandt onderhielden, door de selve

Re-

Et afin que personne ci-après n'en pretende cause d'ignorance, mandons & prions les Seigneurs Etats, Conseillers Deputez, & les Etats Deputez des Provinces respectives de Gueldres, du Comté de Zutphen, de Hollande & West-Frise, Zelande, Utrecht, Frise, Overysfel, ensemble la Ville de Groningue & les Ommelandes, & tous autres Officiers de Justice, qu'ils fassent aussitôt publier & afficher cette nôtre Ordonnance par tout & en tous lieux où besoin sera, & où on a coutume de faire telles publications & mettre telles affiches. Mandons & enjoignons en outre à tous Conseils de l'Amirauté, Avocats Fiscaux, ensemble à tous Amiraux, Vice-Amiraux, Capitaines, Officiers & Directeurs, comme aussi à tous Commissaires & Commis des recherches, tant des Ports de Mer qu'autrement, d'observer & faire observer cette nôtre Ordonnance, procedans & faisans proceder contre les Delinquans, sans connivence, faveur, dissimulation ni tolerance; car Nous l'avons jugé ainsi nécessaire pour le service de ces Pais. Ainsi fait & arrêté en l'Assemblée des susdits Etats Generaux à la Haye le cinquième Decembre 1652. Etait paraphé Jean de Rede Seigneur de Renfoude; & plus bas étoit écrit, par ordonnance des mêmes, Signé N. Ruysch. Et sur l'ordonnance imprimé le Cachet desdits Seigneurs Etats en cire rouge.

C C C X X I.

Traduction de ce Traité.

SOit nœmre, que comme de tems immemorial a été entretenu une bonne amitié, union & correspondance entre les loüables Rois de Dannemarck, Noruegue, &c. & les loüables Princes & Regens des Pais-bas respectifs, laquelle a été confirmée de tems en tems par divers Traitez, & encore depuis peu renouvelée à la Haye le neuvième de Novembre mil six cens quarante neuf entre le Serenissime, Grand Prince & Seigneur, le Seigneur *Frederick troizième*, Roy de Dannemarck, Noruegue, des Vandales & des Gois, Duc de Slefwick, Holstein, Stormarn, & Dümarsen, Comte d'Oldenbourg & Delmenhorst, &c. d'une part, & les Hauts & Puissans Seigneurs, les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas d'autre part, & qu'il a été conclu une Union ferme, tant à l'égard de l'assistance & aide en cas que le Commerce de l'une ou l'autre partie vint à être troublé, ou que l'un ou l'autre vint à être attaqué, & ce sur le pied mentionné dans le susdit Traité d'Alliance defensive, qu'à l'égard du Commerce: Et la chose s'est passée de telle maniere cette presente année mil six cens cinquante deux que la Paix que les susdits Seigneurs Etats Generaux entretenoient avec tous les autres Rois, Republiques, Princes, & Villes, ensemble avec le present Gouvernement d'Angleterre, a été troublée en plusieurs manieres par ledit Gouvernement par l'interruption de la Navigation & du Commerce des Pays-bas par Mer, & qu'il s'agit de faire en sorte que ce procédé dudit Gouvernement d'Angleterre n'ait point d'autre suite;

ANS
de J. C.
1652.

ANS
de J. C.
1653.
LE DAN-
MARC
ET LES
PROVIN-
CES U-
NIES.

ANS Regeringh op veelderlye wyse met Turbatie van de Ne-
de J. C. derlandtische Scheepvaert ende Commerce ter Zee is ver-
1653. stoort geworden, ende te beforgen staet, dat dese Pro-
ceduren van de opgemelte Regeringh in Engelandt,
door verscheydene accidenten verder ende verder soude
mogen gaen. Ende dat Hooghltegen. sijne Koninckl.
Majest. in 't voorgeroorde Tractaet van Alliantie, De-
fensive verbonden, is haer Hog. Mog. in sulcken on-
verwachten val, niet alleen op seckere wijze hulpe en-
de assistentie te presteren, maer oock de welvaert ende
het beste van de Hooghemelde Heeren Staten Generael te
bevorderen, daerom dan oock by de tegenwoordige
gelegenheydt van tijden ende saecken, van de zijde der
meer hooghemelde Heeren Staten aengesocht is dese
beloofde hulp ende secours te vergroten ende te ver-
meerdere.

Soo sijn hooghedachte sijne Koninckl. Majest. de
Welgeboorne, des selfs Rijcx-Raden, respectie
Rijcx-Hofmeester, Hof-Cantzier ende Ampt-Luyden
op Bornholm, St. Canus-Clooster, Rotchildt ende
Moen; te weten, de Heer Joachim Gersdorp, tot
Tundbyholm Ridder, Heer Christian Thomeson tot
Stougard Ridder, Heer Niels Trolle, tot Trolholm
Ridder, en Heer Hendrick Ramell tot Beckeschaw,
genadicht gecommiteert ende gelast, met den Wel-
Edelen, Erentfellen, hoogheleerden Wijzen ende
voorlichtigen Heere Nanningh Keyser, Burgermeester
der Stadt Hoorn, Raet Fiscael ter Admiralityt in West-
Vrielandt ende 't Noorder-quartier, Extraordinaris
Gedeputeerden ter Vergaderinge van de Heeren Staten
Generael wegen de Provincien van Hollandt ende West-
Vrielandt, sijnde tot dien eynde een Hooghemelde
sijne Konincklycke Majesteyt afgeschickt, ende hier
toe met volkomen last, Authorityt ende bevel voor-
sien, verdragen omme seckere Articulen van nader
verbitenis raekende de vergrootinge der beloofde sub-
sidien, ende andersints na gelegentheydt 'ontwerpen,
op te richten, sluyten ende voltrecken.

Welcken volgende de opgemelde Heeren Koninck-
lijke Commissarissen, ende der Hooghemelde Heeren
Staten Generael Gedeputeerde ter Eeren Godts, tot ver-
sekeringh der Commisseries, ende bevoordringh van de
Algemeene Vrede en ruste, in den name ende op het
goetvinden van hare respectie genadighste ende Hooge
Heeren Principalen ende Committenten, hebben ter
neder gestelt, besloten, geaccordeert ende geconcer-
teert de volgende poincten ende Articulen.

Als eerstelijck, nademael die van de Engelse Natie
met verscheydene Coopvaerdye Schepen sterck ge-
mant ende gemonteert door den Orifont Oostwaerts
zijn gepasseert, oock jonghit met eene gantche Vloot-
te van achthien Oorlogh-Schepen, sonder preadvertentie,
nochtans by de respectie Geallieerde van Hooght-
gemelde sijne Majest. gebruyckelijck ende veracordeert
in den Orifont in 't gesichte van 't Casteel sijn gekomen,
ende daer beneffens niet alleen sijne Hooghtgemelde
Konincklycke Majesteyts Onderdanen, Schepen soo
sich in Engelandt bevonden, door een oentlijck Edict
hebben laten Arresteren ende aenhouden, maer oock
verscheydene van de selve (onaengesien die op neutrals
oorden haer Negocie ende Coopmanschap waren dry-
vende) soo wel in 't Canael als op hare Cuiten, daer sy
de selve machtigh kosten worden, genomen, in haer
Havenen opegebracht: ende die daer op bevondene sij-
ne Koninckl. Majesteyts Onderdanen in veelderlye wy-
se quallyck getracieert, ende daer door niet alleen sijn
meer Hooghemelde Majesteyt Koninckrijcken, Lan-
den, oock des selfs Onderdanen ende Ingelatenen, in
onruste ende onseckerheydt sijn gestelt, maer oock
alle de traficquerende nabuyren in hare geruetinge han-
delinge (die oock van de selve in de Oolt-Zee ten mee-
sten deele met ongemonteerde Schepen gewoon sijn te
dryven) geturbet ende den vryen loop der Commer-
cie, by d'een of d'ander toeval verbindert soude mogen
worden.

II. Soo sijn de opgemelte Heeren in name als boven
Tom. III. ver-

ANS & que sa susdite Majesté est obligée par le susdit Traité de J. C.
d'Alliance defensivaive, d'assister non seulement dans ces cas inopinés L. H. P. d'une certaine maniere, mais aus-
1653. si de procurer l'avancement & le bien desdits Seigneurs
Etats Generaux, c'est pourquoy dans la conjoncture du
tems present il est requis de la part des susdits Seigneurs
Etats, que la susdite aide & assistance promise soit au-
gmentée.

Auxquelles fins les Conseillers Royaux de sa Majesté,
Grands Maitres d'Hotel, Chancelier & grands Dros-
sars de Bornholm, St. Canus-Cloire, Rotchild & Moen,
sçavoir le Sieur Joachim Gersdorp, Chevalier de Tund-
byholm, le Sieur Christian Thomeson Chevalier de Stou-
gard, le Sieur Niels Trolle, Chevalier de Trolholm, &
le Sieur Henri Ramell de Beckeschaw, commis & de-
putez avec le Noble, discret, sçavant, sage & pruden-
t Seigneur Nanning Keyser, Bourguemaitre de la
Ville de Hoorn, Conseiller Fiscal de l'Amirauté de la
West-Frise & Quartier du Nord, Deputé Extraordi-
naire en l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux de la
part des Provinces de Hollande & de West-Frise, ayant
été à cet effect depêché vers susdite Majesté, pour en
plein pouvoir, autorité & mandement, sont convenus
de dresser, conclure, & poursuivre de certains Articles
d'alliance plus étroite, concernant l'augmentation des
subsidies promis.

Suivant quoi les susdits Sieurs Commissaires du Roy &
Deputez des susdits Seigneurs Etats Generaux, a la gloi-
re de Dieu, pour l'avancement du Commerce, & de la
Paix & repos generale, ont redigé par écrit, conclu,
accordé, & concerté les points & articles suivants.

P Remierement; Comme ceux de la Nation Angloise
ont passé le Sond vers la Mer d'Est avec plusieurs
Vaisseaux Marchands fortement équipez, & depuis peu
avec une Flotte entiere de dix-huit Vaisseaux de guerre,
sans avertissement préalable, ce qui est néanmoins obser-
vé par les Alliez respectifs de sa Majesté susdite, & sont
venus à la venue du Chateau & ont non seulement par edict
public fait arreter & retenir les Vaisseaux des Sujets de sa
Majesté, qui se sont trouvez en Angleterre, mais aussi
ont pris tant dans le Canal que sur leurs côtes plusieurs des-
dits Vaisseaux quand ils ont pu s'en rendre maître, (quoi
qu'ils faisoient leur negoce en des endroits neutres) &
les ont ramenez dans leurs Havres, & ont maltraité en
plusieurs manieres les Sujets de sa Majesté qui étoient sur
lesdits bords; par où ils ont non seulement troublé les Ro-
yaumes, Pais, & les Sujets & Habitans de sa Majesté;
mais aussi tous les Voisins trafiquans, (dont la pluspart
sont accoustumez de naviger dans la Mer d'Est sans équi-
page) par le moyen dequoy le cours libre du Commerce
pouvoit être en l'une & l'autre cas empêché.

II. C'est pourquoy les susdits Sieurs, au nom que des-
sus

ANS verdragen ende geaccordeert, hebben oock de welgemeelte Heeren Koninklijke Commissarissen toegeleyt ende beloofd, dat terstont na de onderschryvinge van dit tegenwoordigh geprojecteerde Tractaet een Edict ende Solemneel verboth op den naem ende van wegen sijne Koninklijke Majesteit van Denemarck, Noorwegen, &c. sal worden gepubliceert, van dat geen Engelsehe ofte ande hare onderhoorige, 't sy Coopvaerdy, 't sy Oorlogh-Schepen gedurende desen krijgh, tusschen de Hog. Mog. Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, ende de tegenwoordige Regeringe in Engelandt, den Orisont ofte belstullen mogen passeren ofte repasseren, dat oock sulcx de facto geschiedende met confiscatie van de Engelsehe ende der selver onderhoorige Schepen ende goederen, sal worden gestraft.

III. Dat oock Hoogstgemelte sijne Majesteit, tot mainteneringe van dit voorschreve Verboth, ende tot verseeckeringe van sijne eygene, ende wel sonderlingh van de Nederlantsche Oorlogh ende Coop-vaerdye-Schepen ende van der selver passagie ende verblijf door ende ontrent den Orisont ende Belst, ende tot afweeringe van alle belorghde gevaer van sijne Coninckrijcken ende der selver Ingelatenen, vroegh in 't Voortjaer, namentlijk van den *ersten April*, tot op den *ersten November* Ouden Stijl beyde incluys, sal in, ende ontrent den Orisont in Zee brengen ende gesteldigh houden, *twintich* eygene goede ende van alles wel versiene Koninklijke Oorlogh-Schepen, daer van de Namen, Charter, Monture ende Manninge zijn begrepen in seeckere Lijste aen de Heer Gedeputeerden van de Hooghemelte Heeren Staten Generael alrede behandigh, ende voor de teekeninge van desen naerder in authentica formê, by den Heer Admirael ende Vice-Admirael van de Holms met der selver teekeninge bevestigh, wegen de Heere Koninklijke Commissarissen aen de selve Heer Gedeputeerde over te leveren, ende sullen in onverhoopten geval, dat d'eene ofte andere der voorschreve Koninklijke *twintich* Oorlogh-Schepen verloren wierden of achter bleven, andere van gelijke force ter plaetse en ten sine als vooren, wegen sijne Hoogstgemelte Koninklijke Majesteit verordnet worden.

IV. Ende dewijle in kracht des leestgemaecten Tractaet tusschen sijne Koninklijke Majesteit ende haer Hoog Mog. de hulpe ende assistentie, waer mede ten tijden des aengedancen Oorloghs, ende geplechte turbatie der Commerccien (gelijk het sich nu met Engelande toegedragen heeft) het een deel den anderen verbonden is in gelde gereeckent, Jaerlijcks tot *hondert twee en t'negentich duysent* Rijxdaelders beloopt, soo is tusschen de opgemelte Heeren in name als vooren verdragen ende geaccordeert, dat sijne Hoogstgemelte Conincklijke Majesteit, de selve tot equiperinge van de voorsz. *twintich* Oorloghs-Schepen van tijdt tot tijdt te doen, sal aenwenden: dan alsoo der selver uytroosting, mitsgaders 't onderhoude van 't Volck, voor den tijdt van seven lopende Sommermaenden hooger sal loopen, ende sijne Koninklijke Majesteit in sijne Koninckrijcken in 't een ende 't ander, andersints kostelijke preparatie moet maecten, ende sulcx alles Jaerlijcx tot een groote somme beloopt, soo is mede gelijk vooren verdragen, dat haer Hoog Mog. sijne Koninklijke Majesteit met *hondert twee en t'negentich duysent* Rijxdaelders, welke als namentlijk het eerste derdendeel van de gemelde somme der *hondert twee en t'negentich duysent* Rijxdaelders, in den tegenwoordighen Jare drie en vijftich, by ende te gelijk met de uytwisseling van de Ratificatie des Tractaet, mitsgaders van de acte à part mede op heden by de welgemelte Heeren beyderlijts Commissarissen geteckent; Doch involgende Jaren den *ersten Aprilis*, het tweede derdendeel den *seftienden July*, ende het leste derdendeel den *vier en twintichsten Octobris*, alle Ouden Stijl, Jaerlijcx, soo lange effectvelijck duyrt het voorsz. solemnneel verboth, ende tot maintien van het selve, de voorsz. Equipagie ende het onderhoudt in voegen

sus ont convenu & accordé, & lesdits Commissaires de sa Majesté promis, qu'aussi-tôt après la signature de ce de J. C. present Traité projeté, on fera publier au nom de sadite Majesté de Danemarck, Norwague, &c. un Edit & desence solemnelle aux Vaisseaux des Anglois ou autres leur appartenans, soit Marchands, soit de Guerre, de passer & repasser le Sond ou Mer Baltique pendant la Guerre d'entre L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux & le Gouvernement present d'Angleterre, & que s'ils le font ils seront punis par la confiscation desdits Vaisseaux & Marchandises à eux appartenans.

III. Que pour le maintien de cette susdite Alliance, & pour la sûreté de ses propres Vaisseaux, & particulièrement des Pays-bas, tant Marchands que de Guerre & de leur passage, & demeuré par & es environs du Sond & de la Mer Baltique, & pour détourner les dangers que sa susdite Majesté & ses Sujets pourroient essuyer, elle fera mettre en Mer & y entretiendra continuellement au commencement de l'année, à savoir du premier d'Avril jusques au premier de Novembre vieux stile tous deux inclus, dans & es environs du Sond vingt Vaisseaux de Guerre bien equipés, & pourvus de tout dont les noms, chartres, monture & équipage sont compris dans certaine liste mise déjà es mains des Sieurs Deputés des susdits Seigneurs Etats Generaux, & laquelle sera plus expressement livrée de la part des Commissaires du Roy aux susdits Sieurs Deputés en forme authentique, avant la signature de ces presentes; & en cas qu'il se perde quelques uns des susdits vingt Vaisseaux de Guerre les remplacera par d'autres de même force.

IV. Et comme en vertu des derniers Traitez d'entre sa Majesté & L. H. P. l'aide & l'assistance, qui doit être fourni en argent dans les tems d'hostilité & de guerre, & lors qu'on sera troublé dans le Commerce (comme il se trouve aujourd'hui être fait par l'Angleterre) se monte à la somme de cent quatre-vingt & douze mil rixdales, il est convenu & accordé entre les susdits Sieurs es noms que dessus, que sa susdite Majesté les emploiera de tems en tems à l'équipement des susdits vingt Vaisseaux de guerre; mais comme pour les équiper, ensemble l'entretien des troupes, pour le tems de sept Etez, monteront à davantage, & que sa Majesté dans ses Royaumes doit en l'une & l'autre chose, faire des préparatifs qui lui coûteront beaucoup, de sorte que cela monte toutes les années à une grosse somme, il est aussi convenu comme ci-dessus, que L. H. P. payeront sa Majesté avec cent quatre-vingt douze mil rixdales, laquelle sera payée ainsi, à savoir le premier tiers d'icelle somme en la presente année cinquante trois à l'échange de la ratification de ce Traité & de l'Acte à part, signé en même tems ce jour d'hui par les susdits Sieurs Commissaires de part & d'autre; mais en l'année suivante il sera payé le premier Avril, le second tiers le seizième Juillet, & le tiers restant le vingt quatrième Octobre, sous annuellement & vieux stile, tant que durera effectivement la susdite desence solemnelle, & pour le maintien d'icelle; les susdits équipages & l'entretien comme dessus des susdits vingt Vaisseaux de Guerre du Roy seront payés comme les deniers de ce subsidie, le tout à Copenhague, & ce promptement, & sans être sujet à aucun arrêt ni charge.

ANS voegen als vooren, van de voorz. *twintich* Koninklijke Oorlogh-Schepen fullen betalen, subsidiëren ende te hulpe komen, gelijk dan dese subsidie Gelderen altemaal tot *Copenhagen* promptelijck fullen uytgetelt ende met genen Arresten beswaert worden.

V. Boven't gunt voorz. is, heeft in name van haer Hoog Mog. der selver Heer Gedeputeerden beloofd, dat Hoochgemelte haer Hoog Mog. sijne Koninklijke Majesteit van Denemarck, Noorwegen, ende der selver Cronen aenhorige Provintien ende Landen, met alle hare *macht ende vermogen in alle gevaer*, soo uyt dese verbintenisse ontsaen, ende de selve bejegenen mochte, willen assisteren ende bystaan, ende de selve na haer uytterste vermogen helpen afweren, ende hebben in gelijcker voegen, de Heeren Koninklijke Commissarissen in name van meer Hoochtmegelte sijne Koninklijke Majesteit beloofd dat Hoochgemelte sijne Majesteit de Hoog ende Mog. Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlandische Provintien, geassocieerde Landtschappen, Leden, Steden, ende besette plaetsen van dien in *Europa*, met alle sijne macht ende vermogen in alle gevaer, soo uyt dese verbintenisse ontsaen, ende de selve bejegenen mochte, mede wil assisteren ende bystaen, ende de selve na sijn uytterste vermogen helpen afweren.

VI. Waer by dan noch eenpaerlijck geaccordeert is, dat als bereyts een goetlijke vergelijkinge tusschen de krijgende partyen, allerlijts in toekomstende soude getroffen worden, ende naderhandt ofte sijn Koninklijke Majesteit, des selfs Koninkrijcken, Vorstendommen ende Landen, ofte haer Hoog Mog. ende der selver onderhoorige Provintien, Landtschappen, Leden, Steden ende plaetsen als vooren in *Europa*, ter occasie van desen Oorlogh, ende daer over geschepten haet ende wederwil in korten of langen souden met Oorlogh aengegrepen, vervolgt, ende vyantlijck aengestaft worden, ende des een of des anderen deels goetlijke interpositie geen plaets en soude vinden, den een der Geallieerden, den anderen te Water ende te Lande helpen ende bystaen sal.

VII. Vorder is tusschen opgemelte beyde Heeren Commissarissen in den name van hare respectieve Principen vergeleeken ende geaccordeert, dat de voorgeoorde *twintich* Koninklijke Oorlogh-Schepen, ofte andere van gelijcke macht, in der selver plaetse ofte oock een gedeelte van dien, op't begeren van harer Hoog Mog. Ministers tegen de Engelsche, soo in het *Cattegat* ofte *Schagerack* met gearmeerde Schepen te komen, sich ondernemen fullen, daer door de turbatie van de Commerciën door den *Orisont* te dryven, soude mogen worden gevreesd, gevolgt ende gebruyckt fullen worden, *maer verder in de Noort-Zee, ofte anders ergens henente zeylen niet verplicht* zijn, ten ware faecte, dat men was in't vervolgen van de vyandt, in welcke gevalle men sal doen, gelijk men dan in die gelegentheyd van faecken, na Kryghs gebruyck sal oordelen dienstigh te wesen, ofte dat op de Custen van *Noorwegen* hostiliteyt wierde gepleecht; in welken gevalle op't verboeck van haer Hoog Mog. ofte der selver Minister by sijn Koninklijke Majesteit sal worden gedaen, 'gunt sal dienen tot verseeckeringe van sijne Custen, mitgaders van de Commerciën op de selve gedreven.

VIII. Ende by aldien of daer, ofte in ende ontrent den *Orisont* ofte *Belt* eenige Nederlandse Oorlogh-schepen sich mochten bevinden, sal de conjunctie tusschen de Koninklijke Deensche ende Heeren Staten Oorlogh-schepen moeten geschieden, ende fullen de selve of gecombineert, ende met gesamender-handt ofte oock in Eskadren verdeelt, alle mogelijcke afbreuck doen aen de Engelsche Oorlogh ende gearmeerde Coopvaerdighe-schepen, ofte andere van haer dependende, ofte die onder haer naem ofte eenigh ander pretext die Zee of Kusten soecken onveyghl ende onsecker te maecten, ende tegen alle de selve Schepen ende goederen: van de Onderdanen, soo van sijne

Ko-

ANS
de J. C.
1653.

V. Outre ce qui est du ci-dessus les Deputez de L. H. P. ont promis en leur nom qu'ils aideront sa Majesté de Danemarck, Noruegue, leurs Couronnes & les Provinces & Pais en dependans de toutes leurs forces dans tous les dangers qui arriveront, tant à cause de cette Alliance qu'autrement, & les aideront à les detourner de tout leur possible; & ont semblablement promis les susdits Sieurs Commissaires de sadite Majesté en son nom, qu'il assistera L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, leurs Provinces, Pais, Membres & Villes associées, & les Places qu'ils possèdent dans l'Europe de toutes ses forces dans tous les dangers qui se presenteront, tant à cause de cette Alliance qu'autrement, & les aidera de tout son pouvoir à les detourner.

VI. Comme pareillement il est unanimement accordé qu'encore qu'à l'avenir les parties militantes fissent un bon accommodement, & qu'en après, sa Majesté, ses Royumes, Principautés & Pais, ou les Provinces, Pays, Villes & Places que L. H. P. ont en Europe, vinsent à être ataquées à l'occasion de cette Guerre, ou qu'on vint à la leur faire par un motif de haine, & que l'interposition de l'une ou l'autre partie ne pût produire aucun fruit, qu'alors uni des Alliez, assistera l'autre par mer & par terre.

VII. Outre plus est accordé & convenu entre les Sieurs Commissaires au nom de leurs Principaux respectifs, que les susdits vingt Vaisseaux de guerre du Roi, ou autres de pareille force en leur lieu & place, ou même une partie d'iceux seront employez à la requisition des Ministres de L. H. P. contre les Anglois tant dans le Cattegat, ou Schagerack qui y viendront, par le moyen desquels on auroit à craindre que le Commerce du Sond pourroit être troublé; mais ne seront point obligez d'aller plus avant dans la Mer du Nord ou ailleurs, à moins que ce ne fut en poursuivant l'ennemi, en quel cas on en usera selon que la disposition des cas l'exigera, en suivant l'usage de la guerre, ou qu'on ne fit quelque acte d'hostilité sur les côtes de Noruegue, auquel cas à la requisition qui sera faite de la part de L. H. P. ou de son Ministre auprès de sa Majesté, sera fait par elle ce qui pourra servir à assurer ses côtes, & le Commerce que l'on y fera.

VIII. Et s'il se rencontre, là, dans ou ès environs du Sond ou Mer Baltique, quelques Vaisseaux des Pais-bas, les Vaisseaux de guerre de sadite Majesté & ceux desdits Seigneurs Etats se joindront ensemble, & étant combinez ou separez en Escadres, ils feront tout le dommage possible aux Vaisseaux de guerre Anglois & à leurs Vaisseaux Marchands armez en guerre, ou à d'autres de leur dependance, ou à ceux qui sous quelque nom & pretexte que ce puisse être voudroient infester ces Mers ou côtes, & protegeront & defendront contre eux tous les Vaisseaux, Marchandises & Sujets tant de sadite Majesté que de L. H. P.

ANS Koninklijke Majesteit, als van haer Hoog Mog. pro-
de J. C. tegeeren ende beschermen.

1653.

IX. Is mede by de opgamelte beyde Heeren Commissarissen in voegen als voren vergeleeken ende geaccordeert, dat Hoogstgemelte sijne Koninklijke Majesteit en der selver Onderdanen, Oorlogh ende Coopvaerdighe-schepen ende goederen, als die sich buyten de Oost-Zee inde Noort-Zee, ende elders op eenige Zee, Stromen, Reden ende Havenen bevinden mochten foodanige hulpe, bevorderinge assistentie ende Protectie tegen de voorz. Engelschen ende haer adherenten sal worden gepresteert by haer Hoog Mog. Oorlogh-schepen aldaer zijnde, als aen de Nederlandische Schepen selve; ende sal oock aen haer Hoog Mog. en der selver Onderdanen, Schepen ende goederen in de voorz. die stricken gelijcke hulpe worden gepresteert by de Oorlogh-schepen van sijne Koninklijke Majesteit, soo die sich aldaer mochten vinden.

X. In welcken gevalle by combinatie van sijne Koninklijke Majesteit ende haer Hoog Mog. Vlooten, een Crijghs-Raet uyt beyderlijts Officieren ende Bevelhebberen geformeert sal worden, in welcken sijne Koninklijke Majesteit Admiral ofte Commandeur, ende dat op des selfs Schip de eerste Stemme ende naest hem den Admiral ofte Commandeur van haer Hoog Mog. ende vervolgens de respectieve Vice-Admirals ofte Vice-Commandeurs sullen hebben, ende soo voort, anders gequalificeerde Capiteynen van beyderlijts Natie in gelijken getalende alternative, ende sal tbesluit des Crijghs-Raets, ende de genomene resolutie door een Secretarium, die so wel de Hoogdijtsche als Nederlandische Tale verstaet, worden ingesteldt, ende daer van beyderlijts authentique Copien, welckens als het begeert wort, uitgelevert worden.

XI. Als van dese gecombineerde beyde Vlooten eenige Schepen verovert ofte Prinlen gedaen worden, soo wel aen Schepen, Waren, Coopmanschappen ofte andere Goederen ende Meublen, is geaccordeert in voegen als voren, dat de selve in presentie der Officieren van beyde de Natien sullen worden geïnventariseert, ende aen de Admiraliteit tot Copenhagen opgesonden, om aldaer te worden geoordeelt, ende voorts ten overstaen ende tot billick contentement van den Minister van haer Hoog Mog. in Dennemarck ofte des selfs geauthoriseerde, gebeneficeert ende verdeeltte worden, na't getal van de Oorlogh-Schepen van yder Natie, soo in dese Vloote ten tyde van de Prinse zijn geweest, ten ware by de voorz. veroveringe, meer Nederlandische als Deensche Schepen sijn geweest, in welcken geval sijn Koninklijke Majesteit toelact ende bewillight, dat de veroverde Prinlen aen de Admiraliteyten in de Vereenighde Nederlanden opgebracht, aldaer geoordeelt ende voorts ten overstaen ende tot billick contentement van sijn Hoogstgemelte Majesteit Minister of geauthoriseert, sullen worden gebeneficeert ende verdeelt, even in voegen als voren.

XII. Van gelijken is in voorgedachte namen, tusschen welgemelte Heeren Commissarissen geaccordeert, dat soo wel sijn Koninklijke Majesteit, als haer Hoog Mog. Oorlogh-schepen in val van noot, ten reedelijcken prijse ofte op restitutie wat sy aen Vivres, Krijghs-Amunitie ofte andere Schips ende Oorloghs behoeften sullen van nooden hebben, de eene van de anderen, sulcx connende ontberen, sullen mogen overnemen.

XIII. Gelijck mede de selve in des eenen of anders, Havenen, Rivieren, Redden ofte Stromen sullen mogen ten behoorlijcken prijse inkopen t' gunt vooren is vermeldt, oock sich aldaer schoon-maecten, Calfaten, repareren ende revictualieren, ende in plaets van de gebreeckige eenigh Volk aen nemen, met Communicatie van de Ampt-luyden, Gouverneurs of Magistraten van yder oort.

XIV. Dat oock wederlijts partye, Commissie of Re-
torlie

IX. Est aussi convenu & accordé par les Seigneurs Commissaires de part & d'autre, que quand les Vaisseaux de Guerre & Marchands, ensemble les marchandises, appartenans à sa Majesté & à ses Sujets, se trouveront dans les Mers d'Est & du Nord ou ailleurs dans quelques autres Mers, Fleuves, Rades & Havres, il leur sera donné par les Vaisseaux de guerre de L. H. P. & leurs Adherents le même secours, assistance, & protection contre les Vaisseaux Anglois qui s'y trouveront qu'aux Vaisseaux mêmes des Pays-bas, & l'assistance reciproque sera donnée aux Vaisseaux de L. H. P. & de leurs Sujets par les Vaisseaux de guerre de sa Majesté.

X. Auquel cas de conjonction des Flottes de sa Majesté & de L. H. P. il sera formé un Conseil de guerre par les Officiers & Commandans de part & d'autre, dans lequel l'Amiral ou Commandant de sa Majesté aura son bord la premiere voix, & après lui l'Amiral ou Commandant de L. H. P. & ainsi ensuite les Vice-Amiraux, ou Vice-Commandans respectifs, & il en sera de même des autres Capitaines de l'une & l'autre Nation, en même nombre & alternativement; & sera établi un Secrétaire qui entendra le hault & bas Allemand pour rédiger par écrit la resolution du Conseil de guerre, pour en délivrer à chaque fois qu'on le désirera une copie authentique.

XI. Quand lesdites Flottes combinées auront fait quelque prise, soit Vaisseaux, Marchandises, denrées, & meubles, il est convenu en la manière que dessus, qu'ils seront inventariés en la présence des Officiers de l'une & de l'autre Nation, & envoyés à l'Amirauté de Copenhague, pour y être rendu jugement là dessus, & y être bénéficiez & partagés en présence & contentement du Ministre de L. H. P. qui sera en Dannemarc, ou de celui qui sera autorisé à cet effet, selon le nombre des Vaisseaux de guerre de chaque Nation qui auront eie avec la Flotte dans le tems de la prise; à moins qu'il se trouvat qu'il y avoit eu plus de Vaisseaux des Pays-bas que de Danois; auquel cas accorde & consent sa Majesté, que les prises qu'on aura faites seront emmenées à l'Amirauté des Provinces-Unies des Pays-bas, pour y être jugées, & ensuite bénéficiez & partagées en présence & au contentement du Ministre de sadite Majesté, de la manière que dessus.

XII. Semblablement est au nom susdit accordé entre les susdits Commissaires, que tant les Vaisseaux de guerre de sa Majesté que de L. H. P. pourront prendre l'un de l'autre ce qu'ils pourront avoir besoin; soit en vivres, munitions ou autres nécessitez de guerre, moyennant un prix raisonnable ou restitution, & que celui à qui on en demandera s'en puisse passer.

XIII. Comme aussi pourroit dans les Havres, Rivieres, Rades ou Fleuves l'un de l'autre acheter à prix convenable ce que dit est ci-dessus, & de s'y nettoyer, calfater, reparer, & ravitailler, & de reprendre d'autres hommes en la place de ceux qui leur manqueroient, avec la communicatioa des Grands Baillifs, Gouverneurs, ou Magistrats de chaque lieu.

XIV. Que ceux qui irom en course ou qui auront Commis-

ANS torlie-vaerders, soo wel de gemeene Oorloghs-Sche-
de J. C. pen sullen mogen vervolgen, iten ende nemen die
geene, dewelke de Commerciën turberen, soo wel
1653. op de Zeen, Gaten, Enghten, Rivieren, Havenen
of Reeden van d'eën of d'ander Geallieerde, sonder of-
fentie of belet, maer ter contrarie, met behulp van
de selve ende met recht, om de genomene Prin-
sen in yders Landen te mogen beneficiëren ende ver-
kooppen

XV. Dat oock d'Onderdaen van d'eene Geallieer-
de des anders Geallieerde Reeden, Haven's vry sullen
hebben te gebruycken ende seecere retraite aldaer te
foecken.

XVI. Alsoo andere benabuyrige Potentaten, Re-
publiken, Prinzen, Graven, Ansee-Steden, ende
Communiteyten aen dese turbaatie den Zee-vaert ende
Commerciën, sonder twyffel een groot misnoegen
dragen, ende albereyts sullen geneyt sijn dese onbey-
len in tijds te sluyten, soo sal den selven Potentaten,
Republiken, Prinzen, Graven, Hanse-Steden ende
Communiteyten vry staen ende geoorloft zijn, of ge-
samentlijk of yder van dien in desen Tractaet mede te
treden.

XVII. Ende sullen alle voorige Tractaten van Al-
liantie ende Commerce tusschen meer Hooghemelte
sijne Majesteits, ende haer Hoog Mog. onderlinge aen-
gegagen blyven in hare voorige kracht, waerde, en al-
les in haere volkomen geheel, voor soo veel de selve
het tegenwoordige Tractaet niet en contrarieerden,
mitsgaders oock alle voorige Tractaten, soo by
Hoogstgedachte sijne Majesteit, als by Hooghemelte
haer Hoog Mog. met andere Koningen, Republiken,
Prinzen, Staten, ofte Sieden de voorseyde Tractaten
sells quamen te breecken.

XVIII. Is vordert tusschen de opgemelte Heeren in
naem als vooren geaccordeert ende verdragen, dat dese
Alliantie in voegen als vooren sal dueren tot dat de vrye
Navigatie ende Commerce sullen werden herstelt, en de
turbateurs van de selve tot reden gebracht.

XIX. In welken gevalle de respectieve Geallieerde
niet sal vrystaen met die van de tegenwoordige Rege-
ring in Engeland te handelen, Vrede, of Treves te
sluyten of ijsel de Wapenentjescheyden, dan met communi-
catie van de andere Geallieerde, gelijk oock, noch
Vrede noch Treves, noch Stilstant van Wapenen met
de opgemelte Regeringe in Engeland sal mogen wor-
den geslooten, of dese respectieve Geallieerde sullen
met hare respectieve Koninkrijcken, Vorstendommen,
Provincien, Landtchappen ende Onderdanen te gelijk
in de voorz. Tractaten van Vrede, bestant of ander-
sints nydruckelijck moeten worden ingeslooten ende daer
in begrepen.

XX. Dat nu alle t'gunt voorz. staet, vast ende
onverbreckelijck sal nagekomen worden, daer toe
hebben sich d'opgemelte Heeren Koninklijke Com-
missarisen ende haer Hoog Mog. Heere Gedepute-
teerde in name van haer respectieve genadightheit,
ende Hooge Heeren Commitmenten verplicht ende
verbonden.

XXI. Ende sal dit Tractaet na dat het van beyder-
sijts sal wesen voltrocken en geteekent van sijne Kon-
incklijke Majesteit ende der Croonen Dennemarch
ende Noorwegen, en Rijck-Raden, als oock van de
Hoog Mog. Heeren Staten Generael der Vereenig-
de Nederlanden, binnen den tijd van twee Maenden
worden geratificeert ende geapprobeert, ende vervolgens
over ende weder oer gewisselt.

IN teeken der wacheydt, hebben Commissarisen van
den meer Hoogsthemelte Coninck, ende Gede-
puteerden van de meer Hoogsthemelte Heeren Staten
Generael, desen met eygen handige subchriptie, en-
de opdruckinge onser respectieve Putieren, kracht on-
ser respectieve bovenstaende volmachten ende Pouvoirs
bevestigt, ende sijn deser vier allerlijts gelijk-luyden-
de exemplaren van 't Tractaet afgewaerdicht, ende heb-
ben de Welgemelte Heeren Koninklijke Commis-
sari-

mission de représailles, aussi bien que les Paixseaux de
guerre communs, pourront poursuivre, battre & emme-
ner ceux qui troubleront le Commerce, tant dans les Mers,
Golfses, Detroits, Rivières, Havres & Rades de l'un
ou de l'autre Allié, sans empêchement ni moleste, mais
au contraire ils y devront être assistez pour pouvoir dans
chaque Pais beneficier & vendre lesdites prises.

XV. Que les Sujets d'un des Alliez pourront se servir
librement des Rades & Havres de l'autre Allié, & y
chercher une retraite assurée.

XVI. Comme les autres Potentats, Républiques,
Princes, Comtes, Villes Anseatiques, & Communau-
tez, auront sans doute un grand mécontentement du trou-
ble que l'on apporte ainsi à la Navigation & au Commer-
ce, & seront prêts de repousser ces desordres en tous & lieu,
il sera libre auxdits Potentats, Républiques, Prin-
ces, Comtes, Villes Anseatiques, & Communau-
tez d'entrer, chacun d'eux à part ou ensemblement, dans ce
Traité.

XVII. Et demureront tous les precedens Traitez
d'Alliance & de Commerce d'entre sadite Majesté &
L. H. P. en leur force & valeur, & en leur entier en
ce qu'ils ne seront pas contraires à ce present Traité, en-
semble aussi tous les precedens Traitez faits tant par sadite
Majesté que par L. H. P. avec d'autres Rois, Repu-
bliques, Princes, Etats ou Villes, à moins qu'ils ne
vinssent à les rompre eux-mêmes.

XVIII. Il est de plus convenu & accordé entre les
sujets Sieurs au nom que dessus, que cette Alliance dure-
ra en la maniere susdite jusques à ce que la Navigation &
le Commerce libres ayent été retablis, & que les pertur-
bateurs d'iceux ayent été reduits à la raison.

XX. Auquel cas les Alliez respectifs n'auront pas
la liberté de traiter avec le present Gouvernement d'An-
gleterre, ni de conclure Paix ou Treve, ou se departir de
la guerre qu'avec la communication de l'autre Allié,
comme aussi ne pourra être faite Paix ni Treve, ni sus-
pension d'armes avec le susdit Gouvernement d'Angle-
terre, à moins que les Alliez respectifs de ceux-ci avec leurs
Royaumes, Principautés, Provinces, & Sujets respec-
tifs n'y soient expressement compris.

XX. Que tout ce qui est dit ci-dessus sera observé ser-
vement inviolablement, à quoi se sont reciproquement obli-
gés les susdits Sieurs Commissaires de sa Majesté & de L.
H. P. au nom de leurs dits Seigneurs Principaux.

XXI. Et sera ce Traité, après qu'il aura été parfait
& signé, ratifié & approuvé par sadite Majesté & les
Couronnes de Dennemarch & Norwege, & les Con-
seillers Royaux, & par L. H. P. les Seigneurs Etats Ge-
neraux des Provinces-Unies dans le tems de deux mois,
& en après s'en ensuivra l'échange.

En témoin de la verité, les Commissaires du susdit
Roi & les Deputez des susdits Seigneurs Etats Generaux
ont signé ces presentes de leur propre main, & les ont con-
firmé de leurs cachets, en vertu de leurs plein-pouvoirs
respectifs mentionnez ci-dessus, & ont du present Traité
été expediez quatre exemplaires de même teneur; dont
les susdits Sieurs Commissaires Royaux en ont pris deux;
& les susdits Deputez de L. H. P. les deux autres. A
la Haye le huitième Février vieux stile mil six cents cin-
quante.

ANS 1653. *fariten twee, ende de mede Welgemelte Gedeputeerden van haer Hoog Mog. mede twee exemplaren naer huto respectivelijk getrocken ende behouden. In Coppenbage, op den achtsten Febrvary Ouden Stijl seftien hondert drie en vyftigh: was Getreckent ende Geleget als volgt.*

*Joachim Gersdorf.
(L. S.)
Christian Thomesen.
(L. S.)
Nicolaus Trolle.
(L. S.)
Henrick Ramel.
(L. S.)*

*Nanning Keyser.
(L. S.)*

quante trois, étoit signé & scellé comme s'ensuit.

*Joachim Gersdorf. Nanning Keyser.
(L. S.) (L. S.)
Chrestien Thomesen.
(L. S.)
Nicolas Trolle.
(L. S.)
Henri Ramel.
(L. S.)*

Alfoo aen de Konincklijke Majesteit van Denemarck, Noorwegen &c. der Hooge ende Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden Gedeputeerde, in de Publicke besoignes op de voltrekkinge van den naederen Tractaet tusschen Hooghemelte sijne Majesteit ende hare Hoog Mog. verklaerde gelast te zijn, omme neffens de beloften van een Jaerlijxe subsidie van hondert twel en negentigh duysent Rijcxdalers expresselijk te stipuleren dat aen de Minister van Hooghemelte hare Hoog Mog. in Denemarck residerende, of den genen die by meer Hooghemelte hare Hoog Mog. daer toe soude mogen zijn geauthoriseert, t'allen tijden mochte geoorloft wesen inspectie te nemen van de twintigh Konincklijke Deensche Oorlogh-Schepen, nader gespecificeert in seckere Lijste gementioneer in den Tractaten op heden, tusschen Hooghgedachte sijne Majesteit de Welgeboorne, des selfs Rijcx-Raden, respectieve Rijcx-Hofmeester, Hof-Cantzier ende Amp-Luyden op Bornholm, Sinte Canus-Clooster, Roeschilde, ende Moen, te weten de Heer Joachim Gersdorf tot Tundbholm Ridder, Heer Christian Thomesen tot Stongard Ridder, Heer Niels Trolle tot Trolholm, Ridder, endede Heere Hendrick Ramel tot Beckeschou, genadiglt gecommiteert: mitgaders den wel Edelen, Erentetsten, Hoogheleerden, Wijzen, ende voorlichtigen Heer Nanning Keyser, Burgemeester der Stadt Hoorn, Raet, Fiscael ter Admiraliteit in West-Vrielandt ende t' Noorder-quartier, Extraordinaris Gedeputeerde ter Vergaderinge van de meer Hooghemelte Heeren Staten Generael, wegen de Provintie van Hollandt ende West-Vrielandt, sijnde tot dien eynde aen Hooghemelte sijne Majesteit afgeschickt, gesloten, ende de wel Gemelte Heeren Konincklijke Commissarissen verklaerden soodanigen scrupuleusen, exalten, ende speciaal inquisitie ende inspectie: (als mede bracht de voorsz. stipulatie by de Opgemelte Gedeputeerde nader exscripto voorgelesen) in geenerhande manieren te kennen toestaen, alsullende strecken tot schimp van sijne meer Hooghemelte Conincklijke Majesteit, ende niet over een komende met het goet vertrouwen, t'welck altijdt tusschen Hooghgedachte sijne Konincklijke Majesteit ende hare Hoog Mog. is geweest, en nochtans wederzijts wierde geoordeelt, dat den tijdt niet en liet eenigh vorder retardement ontrent de voltrekkingen van de voorsz. Tractaet t'gunt op dat point na volcomelick was geadjusteert.

Soo hebben de Welgem. Heeren Koninckl. Commissarissen aen de Gedeputeerde van Hooghemelte hare Hoog Mog. op des selfs menighvuldige instantien, soo in publick als mede in t'particulier gedaen, toegelicyt en beloofst, gelijk sy belooven en toefegen, mits desen in name, en van wegen sijne Konincklijke Majest. van Denemarck, Noorwegen, &c. dat aen hare Hoog Mog. Resident of ander publick Minister, in Denemarck t'allen tijden by ofte van wegen sijne Hooghemelte Majesteit sal worden gecommiteert te doen een generale revuee van de voorsz. twintigh Konincklijke Deensche Oorlogh-Schepen, of de selve in hare volle getal op den geseten tijdt, ende na behooren gemonteert ende gemaant, effectivelijk in

Comme les Deputez des Hauts & Puissants Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas dans les besoignes publiques sur l'accomplissement d'un Traité plus étroit entre sa Majesté le Roi de Danemarck, Norwege, &c. & leursdites H. P. ont déclaré à sadite Majesté qu'ils avoient charge, en promettant le subsidie annuel de cent & quatre-vingt & douze mil rixdales, de stipuler expressement qu'il seroit permis en tout tems au Ministre de L. H. P. résidant en Danemarck, ou à celui qui seroit par eux autorisé, de faire l'inspection des vingt Vaisseaux de guerre Royaux & Danois, plus amplement spécifiés dans certaine liste mentionnée dans le Traité conclu cejourd'hui entre les Conseillers Royaux, Maître d'Hôtel, Grand Chancelier, & Grand Bailli de Bornholm, Saint Canus-Clooster, Roeschilde & Moen, savoir les Sieurs Joachim Gersdorf, Chevalier, Seigneur de Tundbholm; Chrestien Thomesen, Chevalier, Seigneur de Stongard; Niels Trolle, Chevalier, Sieur de Trolholm, & Henri Ramel de Beckeschou, Commissaires de sa Majesté, & le Noble, discret, savant, sage & prudent Sieur Nanning Keyser, Bourguemaitre de la Ville de Horn, Conseiller Fiscal de l'Amirauté de West-Frise & Quartier du Nord, Député extraordinaire en l'Assemblée des susdits Seigneurs Etats Generaux de la part de la Province de Hollande & West-Frise, ayant été à cette fin député vers sadite Majesté; Et que les susdits Sieurs Commissaires Royaux ont déclaré de ne pouvoir accorder en aucune maniere ladite scrupuleuse inspection & inquisition comme ne tendant qu'à la honte de sadite Majesté & ne pouvant s'accorder avec la bonne confiance qui a toujours été entre sadite Majesté & L. H. P. Et que néanmoins on ne jugeoit pas que le tems pût permettre d'apporter aucun retardement à la perfection du susditt Traité, étant convenu de tout à ce point là prés.

Ledsits Sieurs Commissaires Royaux ont promis auxdits Sieurs Deputez de L. H. P. sur l'instance plusieurs fois par eux reiterée, tant en public qu'en particulier, comme ils promettent par ces presentes au nom & de la part de sadite Majesté de Danemarck, Norwege, &c. qu'il sera permis en tout tems au Resident ou autre Ministre public qui sera en Danemarck, de faire une revuee generale des susdits vingt Vaisseaux de guerre Danois, pour voir s'ils seront au nombre & au tems marqué, & s'ils seront mis en mer parfaitement bien montez, équippez & entretenus. Et au cas qu'à l'égard de ce qui est dit ci-dessus ou en quelque point, il se trouverait un manquement notoire, il sera désalqué sur les subsidies promis par le Traité, à proportion dudit manquement. En témoin

ANS Zee gebracht ende onderhouden worden : Ende byal-
 e J. C. dien ontrent alle t'gunt voortz. is, of eenigh poinct
 653. van dien, enigh notoir defect soude mogen vallen,
 dat alsdan na rate van voortz. defect aen de subsidien
 by Tractaten beloofd, behoorlijk kortinghe sal mogen
 geschieden. In teekenen der waarheydt hebben wy
 Commissarissen van de Hoogstgemelte Koningh ende
 Gedeputeerde van de Hoogstgemelte Heeren Staten Ge-
 nerael in krachte van onse respectieve pouvoirs, desen
 met en benevens den voorschreven Tractate geteekent,
 ende met onse Pitzieren bevestigt, ende sal de selve
 worden gehouden als een gedeelte van voorschreve Tra-
 ctate, oock met ende benevens het selve wederzijts be-
 hoort, als breder in den voortz. Tractate geratificeert
 worden. Gedaen in Coppenhagen den 8 Febr. Ou-
 den Stijl 1653. was geteekent en gesegelt als
 volgt :

Joachim Gersdorf. Nanning Keyser.
 (L.S.) (L.S.)
 Christian Thomesen.
 (L.S.)
 Nicolaus Trolle.
 (L.S.)
 Hendrick Ramel.
 (L.S.)

de la verité nous Commissaires du susdit Roi, & Depu-
 tez des susdits Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos
 pouvoirs respectifs, avons signé ces presentes avec le susdit
 Traité, & les avons pareillemet confirmez de nos Ca-
 chets, & ces presentes seront jointes faire partie d'icelui
 Traité, & seront aussi ratifiés, comme il est plus ample-
 ment spécifié par ledit Traité. Fait à Coppenhague le
 huitième Fevrier 1653. vieux stile; Etant signé & scellé
 comme s'ensuit.

Joachim Gersdorf. Nanning Keyser.
 (L.S.) (L.S.)
 Chrestien Thomeson.
 (L.S.)
 Nicolas Trolle.
 (L.S.)
 Henri Ramel.
 (L.S.)

C C C X X I I.

ANS *Contrat de Mariage entre FERDINAND*
 J. C. *MAXIMILIEN Marquis de Bade,*
 653. *GLOUISE de Savoye. Fait au Louvre,*
 le 15. Mars, 1653. S. Guichenon.
 Histoïre Généalogique de Savoye, Preu-
 ves. pag. 613.

A U nom de Dieu le Createur. A tous presents &
 à venir : Comme ainsi soit que le feu Roy Louys
 le Juste d'immortel memoire, ait eu une par-
 faite amitié pour le Serenissime Prince & Seigneur,
 Guillaume Marggrave de Baden, & de Hochberg, &
 que luy pour la conserver ait en toute rencontre fait pa-
 roître le respect qu'il portoit à sa Majesté, mesmes,
 essayé par ses services de meriter ses bonnes grâces, &
 qu'ayant la mesme passion d'avoir par les mesmes voyes,
 part en l'amitié de sa Majesté à present regnante; &
 pour la posséder de plus en plus ait fait entendre à sadite
 Majesté, le desir qu'il avoit de marier le Serenissime
 Prince & Seigneur Ferdinand-Maximilian Marggrave
 de Baden & Hochberg son Filz aîné, universel heri-
 tier & successeur en tous ses Estats, Pays, Terres &
 Domaines pour la propagation du nom & de la famille,
 avec la Serenissime Princeesse & Dame Louyse de Savoye,
 Fille de Serenissime Prince & Seigneur, François Tho-
 mas de Savoye, & de la Serenissime Dame Marie de
 Bourbon son Epouse, Princeesse de Carignan; non
 seulement pour la consideration de sa naissance, & de
 ses grandes & rares qualités, mais à cause qu'elle tou-
 che de parenté tres-estroite à sa Majesté, & à la Dame
 Reyne sa Mere. Sa Majesté a eu bien agreable de cor-
 respondre à de si bonnes intentions, & contribuer tout
 ce qu'il luy est possible pour l'avantage de ladite Prince-
 esse, & de le contentement particulier dudit Prince de Ba-
 den; s'assurant que cette union augmentera de plus
 en plus la bonne amitié entre les deux Estats au bien &
 utilité publique.

Pour ce est-il, que furent presents tres-haut, tres-
 excellent & tres-puissant Prince, Louys par la grace de
 Dieu Roy de France & de Navarre, & tres-haute, tres-
 excellente & tres-puissante Princeesse, Anne par la mes-
 me grace de Dieu, Reyne de France & de Navarre,
 Mere de sa Majesté, & du contentement, & sous l'au-
 thorité de leurs Majestés, tres-haut & puissant Prince &
 Seigneur François Thomas de Savoye; Tres-haute &

puissante Princeesse, & Dame Marie de Bourbon Prin-
 cesse de Carignan, & tres-haute & tres-illustre Prin-
 cesse & Dame Louyse de Savoye Fille dudit Seigneur
 & Dame, Princeesse de Carignan d'une part, & le
 Sieur Jean Adolphe Kreb de Bach Conseiller d'Etat,
 Chancelier Ambass. & Plenipotentiaire de tres-haut &
 tres-puissant Prince & Seigneur Guillaume Marg-
 grave de Baden, & de tres-haut & tres-puissant Prin-
 ce, & Seigneur Ferdinand-Maximilian Marggrave
 de Baden & Hochberg Filz aîné universel heri-
 tier & successeur en tous ses Estats, Pays, Terres
 & Domaines, ayant d'eux suffisants pouvoirs d'autre
 part. Entre lesquels Serenissime Princeesse & Dame
 Louyse de Savoye, & le Serenissime Prince & Sei-
 gneur Ferdinand-Maximilian Marggrave de Baden &
 Hochberg, tant du consentement du Serenissime, tres-
 puissant & tres-invincible Prince Ferdinand III. tres-
 auguste Empereur des Romains selonc le dit Sieur
 Ambassadeur l'a assuré. Que de tres-haut & tres-
 puissant Prince Monseigneur Philippes Duc d'Anjou
 Filz de France, Frere unique du Roy & des Serenissimes
 Seigneurs Princes de la Maison Electoralé
 de Baviere & Savoye, & autres Princes Conlan-
 guins, & en presence de &c. & de plusieurs Prin-
 ces, Ducs, Pairs, Officiers de la Couronne, & au-
 tres grands Seigneurs & Personnages du Conseil de sa
 Majesté. Les Articles, Conventions & Traité de
 Mariage de ladite Serenissime Princeesse Dame Louyse
 de Savoye, & ledit Serenissime Prince & Seigneur Marg-
 grave de Baden, ont esté arrestés & accordés ainsi qu'il
 ensuit.

C'est assavoir que le Serenissime Prince Thomas de
 Savoye, & la Serenissime Princeesse de Carignan son
 Epouse, ont promis & promettent par ces presentes
 du consentement, comme dit est, de leurs Majestés,
 donner en nom & Loy de Mariage la Serenissime Prin-
 cesse & Dame, Louyse de Savoye leur Fille à ce presen-
 te au Serenissime Prince, Seigneur Ferdinand-Maxi-
 milian Marggrave de Baden & Hochberg, suivant les
 constitutions de l'Eglise Catholique, Apostolique &
 Romaine. Comme aussi le Sieur Jean Adolphe Kreb
 Conseiller d'Etat, Chancelier, Ambassadeur & Ple-
 nipotentiaire de tres-haut & puissant Prince & Seigneur
 Guillaume Marggrave de Baden, & dudit Serenissime
 Prince Maximilian son Filz, promet au nom d'iceluy
 Serenissime Prince & Seigneur Marggrave de Baden,
 de prendre ladite Dame Serenissime Princeesse Louyse
 pour sa Femme & Epouse, pour estre ledit Mariage so-
 lemnisé en face de sainte Eglise, au plustost que conve-
 nable-

ANS nablement faire se pourra en la Cour dudit Seigneur de J. C. Roy tres-Christien, par celui qui sera chargé de la procuration dudit Seigneur Prince.

1653.

Et pour l'honneur qu'a madite Dame Princesse d'atoucher au Roy, & en témoignage du contentement que sa Majesté reçoit du présent Mariage de ladite Dame Princesse Louyse la somme de cent mil livres pour luy tenir nature de dot & de propre, à elle & aux siens, de son colté & ligne; au cas que ladite Dame n'en eut disposé valablement de son vivant.

Comme aussi au cas que son Altesse Royale de Savoye, ensuite de la satisfaction qu'elle a tesmoigné avoir dudit Mariage, se porte à faire quelque Donation & libéralité à ladite Princesse Louyse; elle luy sortira pareille nature de dot & de propre comme dessus.

En faveur duquel mariage ledit Serenissime Prince Thomas de Savoye, & Princesse de Carignan promettent donner à ladite Princesse Louyse leur Fille la somme de six cents mille livres; sçavoir la somme de trois cents mil livres en deniers comptans payables, sçavoir cent mil livres en cette ville de Paris, le jour precedent de la celebration dudit Mariage, desquels sera baillé quittance, tant par ledit Sieur Chancelier Krebs au nom dudit Prince de Baden, que par ladite Dame Princesse Louyse; & les deux cents mil livres en quatre payemens egaux, de cinquante mille livres chacun dans quatre ans, à compter du jour dudit Mariage, desquels ledits Serenissimes conjoints donneront quittance, ou ceux qui auront pouvoir d'eux de recevoir. A l'effet de quoy ladite Serenissime Princesse est & demeure autorisée en vertu des presentes, & pour l'exécution des clauses dudit Contrat de Mariage pour faciliter ledit payement, ledit Serenissime Prince Thomas de Savoye, promet & s'oblige de faire delivrer par chacun des assignations de la somme de cinquante mil livres sur les Tresoriers, Agents, Receveurs & Fermiers des biens qu'il possède. Et quant au surplus de ladite somme de six cents mil livres, ledits Serenissime Prince & Princesse de Carignan, promettent de payer la somme de cent cinquante mil livres au jour des Espoussailles en ameublements, bagues & joyaux, & meubles precieux de pareille valeur, suivant les appretiations & inventaires qui en seront faits, l'un desquels demeurera à ladite Dame Princesse Louyse, au bas duquel sera baillé quittance de la susdite somme de cent cinquante mil livres par ledit Sieur Ambassadeur ou autres, qui en auront pouvoir au nom dudit Seigneur Prince Ferdinand; & l'autre inventaire sera delivré audit Sieur Ambassadeur pour ledit Seigneur Prince Ferdinand futur Espoux. Et les cent cinquante mil livres restans de ladite somme de six cents mille livres seront payés à ladite Dame Princesse Louyse, apres le deces deditz Serenissimes Prince Thomas de Savoye, & Princesse de Carignan, de laquelle somme de six cents mil livres, il n'en sera imputé de Donation à ladite Dame Serenissime Princesse de Carignan sur ses biens & conventions que la somme de cent cinquante mil livres; & le surplus sera imputé sur les biens dudit Serenissime Prince Thomas.

Moyennant laquelle somme de six cents mille livres, ladite Dame Princesse de Savoye a renoncé & renonce par ces presentes, pour elle & ses descendants males & females à perpetuité, en faveur dudit Serenissime Prince Thomas, & Princesse de Carignan & leurs descendants, males & females à perpetuité, à tous droits paternels & maternels & autres à escheoir, tant en ligne directe que collaterale; à l'effet de laquelle renonciation sera envoyé une Procuration speciale avant la solemnité dudit Mariage par ledit Serenissime Prince Ferdinand-Maximilian Marggrave pour faire ladite renonciation conjointement avec ladite Dame Princesse Louyse, & icelle autoriser pour demeurer attachée à la minute du Contrat de Mariage, & neantmoins en cas que tous les descendants deditz Serenissimes Prince Thomas & Princesse de Carignan vinssent à deceder, ladite Dame Princesse & ses Enfants & descendants pourront succeder aux biens dudit Serenissime Prince Thomas & de ladite Serenissime Princesse de Carignan, tout de mesme qu'ils

auroient pu faire s'ils estoient demeurants en France, & qu'ils yussent nez, & sans qu'il leur soit besoin d'y établir leur demeure, ny estre regnicoles. A l'effet de quoy sadite Majesté a promis & promet de leur faire expedier toutes lettres & declarations necessaires.

Ladite Dame Serenissime Princesse sera dotée de trente mil livres tournois de rente de doüaire prefix en fonds de Terre de proche en proche à sa commodité, duquel Doüaire ladite Dame fera saisie du jour qu'il devra avoir lieu, sans qu'elle soit tenuë d'en faire demande en Justice, lequel Doüaire ledit Serenissime Prince de Baden Fils, du consentement & autorité dudit Serenissime Prince son Pere a assigné & assigne sur le domaine de Malberg & Comté d'Erbestin, à condition que ce qui s'en demandera sera suppléé sur les autres biens, domaines, Terres & Seigneuries appartenans audit Seigneur Prince Guillaume Marggrave, avec pouvoir à ladite Serenissime Princesse de pourvoir aux Offices, Benefices, Capitaineries des Places & Chateaux sujets audit Doüaire de Malberg, & y joüira pareillement ladite Serenissime Princesse de tous droits honorifiques fors de ceux de Souveraineté & regaliens qui demeurent réservés aux heritiers dudit Serenissime Prince de Baden, & outre ladite Dame Serenissime Princesse aura pour son habitation & demeure le chateau & maison de Malberg meublée selon sa haute qualité, avec le pourpris, jardins & parcs, droits de chasse, pescheries, bois & corvées selon la coustume du Pays, lesquelles choses ne tomberont en estimation pour diminuer ledit Doüaire.

Et advenant que ladite Dame Serenissime Princesse ayant Enfants convolant en secondes Noces, ledit Doüaire sera réduit à la somme de quinze mil livres tournois de revenu en qualité ci-dessus pour le temps que ledits Enfants survivront seulement, sans y comprendre ledit Chateau de Malberg, jardins & parcs qui ne tombent en aucune estimation comme dit est, mais alors retournera aux heritiers & successeurs dudit Serenissime Prince de Baden.

Et en cas de dissolution dudit Mariage ladite Dame Serenissime Princesse outre son Doüaire reprendra franchement & quittement ladite somme de six cents mil livres & tout ce qui luy aura esté donné & luy sera venu & escheu durant ledit Mariage, soit par succession, donation, ou autrement, sans qu'elle soit tenuë de payer aucune dette, & à l'observation & entretènement dudit Contrat de Mariage & conventions mentionnées en iceluy, ledit Sieur Krebs en vertu du pouvoir à luy donné par ledits Serenissimes Princes de Baden, & auxquels il promet faire ratifier les presentes & en fournir acte de ratification en bonne forme dans deux mois. Est d'abondant intervenu & par ces presentes obligé & hypothéqué, affecté, oblige, & hypothéqué tous & chacun les biens, domaines, meubles & immeubles deditz Seigneurs Serenissimes Princes Guillaume Marggrave & Ferdinand-Maximilian Marggrave de Baden en quelques lieux qu'ils soient situés & assis en la seureté dedites conventions & restitutions deditz deniers dotaux de ladite Dame Princesse, le cas d'icelle restitution arrivant & au payement dudit Doüaire selon que dessus.

Et s'il arrive d'autres cas concernans le present Mariage qui ne soient preveus, exprimés ou décidés dans les presentes Articles, ils seront accordés amiablement par les parents consanguins de part & d'autre, ou terminés suivant les droits communs. Fait au Chateau du Louvre le quinzième Mars mil six cents cinquante-trois.



ANS
de J. C.

CCCXXIII.

1653. *Traité entre FREDERIC III. Roi de Danemarck & les PROVINCES-UNIES des Pays-bas, par lequel celui de 1649. au sujet des Impôts du Zonde est annulé. Fait à Copenhague le 26. Septembre, 1653. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. VII. pag. 949*

CCCXXIII.

ANS
de J. C.

1653.

Is Da.
NEMARC
FI LES
PROVIN-
CES U.
NIES.

Traduction de ce Traité.

Alfoo het den Doorluchtighsten Grootmachtich-
tten Furst ende Heere, Heere Frederick de derde
van dien naem, tot Denemarck ende Noorwe-
gen, der Wenden ende Gothen Koningh, Hertogh tot
Sleswijk Holsteyn, Storman, ende der Dithmarschen, Graef
tot Oldenburgh, ende Delmenhorst, gelielt hadde aen
de Hooge ende Mogende Heeren Staten Generael der Ver-
eenighde Nederlanden te doen voordragen, ofte niet goet
foude zijn, den ontfangh der bewaarnissen in den Orisont,
in het toekomende wederomme te laten geschieden naer
aenwysinge van 't Tractaet, den derthienden Augusty-
sien honderd vyf en veertigh tot Christianopol gemaeckt
en besloten, soo hadden de Hooghtgelmelde Heeren
Staten, willende oock van hare zyde seconderen die
intencie van de Hooghtgelmelde Heeren Koningh in
den voorschreven voorflach geconcedeert, ende de
voorgeroerde sijne Koninklijke Majesteys presentatie
geaccepteert, ende alsoo tot voltreckinge van het
voorschreve werck nodigh was aen te gaen, ende te
passeren een *Acte van Rescisie*, ofte te niet doeninge
van den Tractate van redemptie der Tollen in den Ori-
sont, in den Jare negen en veertigh tusschen Hooghtge-
melde sijne Majesteit ende haer Hoog Mog. gemaeckt,
ende voorts alles te stellen op loodanigen voet,
als waer nae men sich in toekomende foude hebben
te reguleren.

Soo sijn hooghtgedachte sijner Koninklijke Ma-
jesteit de welgeborene, des selfs Rijck-Raden, respec-
tieve Rijck-Hofmeester, Hof-Cantller, ende Ampt-
luyden, op Bornholm, Sinte Canuts-Clooster ende
Bessingen, te weten de Heere Joachim Gerstorf, tot
Thunholm Ridder, Heere Christian Thomsen, tot
Stougard Ridder, Heere Otto Crage tot Wolbergh,
genadighlt gecommiteert, ende hier toe speciaelick en-
de volcomelick gelast, met den Ed. Erentfelten,
Hoochgeleerden, wijfen ende voorlichtigen Heere
Nanningh Keyser, Presiderende Burgermeester ende
Raet der Stede Hoorn, ende Raet Fiscal ter Admi-
raliteit in West-Vrielandt ende 't Noorder-quartier,
Gedeputeerde ter Vergaderinge van de meer hooght-
gemelte Heeren Staten Generael wegen de Provincie
van Hollandt ende West-Vrielandt, zijnde tot dien
eynde aen hooghtgelmelde sijne Koninklijke Majesteit
afgeschickt, ende hier toe mede met volkomen last,
authoriteit ende bevel voorsien, in den name van hare
respective genadighlt ende hooge Heere Principalen
ende Committenten, verdragen ende geacordeert op
de volgende poincten ende Articulen, by haer ter neder
gestelt besloten ende gearresteert.

Naemlijck, dat wordt gerescindert ende te niet ge-
daen, het vooren geroerde Tractaet van redemptie der
Tollen in den Orisont, op den negenden October negen
en veertich, tusschen sijne mecht-hooghtgelmelde Ma-
jesteit, ende haer Hoog Mog. gemaeckt.

Ende daer in het regard van de Nederlandsche Sche-
pen ende de goederen daer inne geladen, die voortaan
den voorfz. Orisont sullen komen te passeren, pun-
ctuelijck sul worden achtervolgt het opgelmelte Tractaet
van den derthienden Augusty vijfen veertigh, met de Lyste
daer inne mentionneert: nitzigders de Acte a part,
tusschen den Ambassadeur van sijne Koninklijke Ma-
jesteit van Denemarcken, Noorwegen, &c. en de
Commissarissen van de hooghtgelmelde Heeren Staten
Generael, op den twelfden Februry seuen en veertigh,
in 's Gravenhage gearresteert.

Tom. III.

Met,

Mmm

Avec

Comme il avoit plu au Serenissime & Puissant Prin-
ce & Seigneur, le Seigneur Frederic troizieme
du nom, Roy de Dannemarck & Noruegue, des
Vandales & des Gots, Duc de Sleswick, Holsteyn, Storman
& de Dithmarsche, Comte d'Oldenbourg & Del-
menhorst, de faire proposer a leurs Hautes Puissances les
Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, s'il ne
seroit pas a propos, de laisser derechef faire la recepte des
droits ou charges dans le Sond, pour l'avenir, selon la
disposition du Traité fait à Christianople le treizieme
d'Aoust mil six cens quarante cinq, lesdits Seigneurs E-
tats Generaux, voulant seconder l'intention du susdit
Seigneur Roi avoient donné les mains à ladite proposition,
& avoient accepté l'offre de sadite Majesté; Et comme
pour l'accomplissement du susdit ouvrage il étoit necessai-
re de passer un Acte de Rescision, ou d'annullemet du
Traité de Redemption des Tols dans le Sond fait en l'an-
née quarante neuf entre sa susdite Majesté & L. H. P.
& de reduire & mettre le tout sur un certain pied, selon
lequel on pourroit se régler à l'avenir.

Les Conseillers Royaux, premier Maître d'Hôtel,
Chanceliers & Grand Bailly de Bornholm, St. Ca-
nut-Closter, & Bessingen, sçavoir les Sieurs Joachim
Gerstorf, Chevalier, Sieur de Thunholm, Chrétien
Thomson, Chevalier, Sieur de Stougard, le Sieur Otton
Crage, de Wolberg, Commissaires de sa Majesté & à
ce spécialement autorisez, ont avec le tres-savant, sa-
ge & prudent Seigneur Nanning Keyser, President,
Bourguemestre & Conseiller de la Ville de Hoorn, &
Conseiller Fiscal de l'Amirauté de West-Frise & Quar-
tier du Nord, Deputé en l'Assemblée des susdits Seigneurs
Etats Generaux de la part de la Province de Hollande
& West-Frise, ayant été envoyé pour cet effect vers sa-
dite Majesté, & pourvu aussi à cet effect de plein pou-
voir, autorité & mandement, au nom de leurs très
gracieux Seigneurs Principaux Committans, convenu
& accordé sur les points & articles suivans par eux con-
clus & arrestés.

Savoir que le Traité de redemption des Tols dans le
Sond ci-devant mentionné, fait entre sa susdite Majesté
& leursdites H. P. le neuvieme Octobre quarante neuf,
sera annulé.

Et qu'à l'égard des Vaisseaux des Pais-bas & des
marchandises qui y seront chargées, qui entreront & pas-
seront dorenavant par le Sond, sera pontuellement ob-
servé le susdit Traité du treizieme Aoust quarante cinq,
avec la liste qui y est mentionnée; ensemble l'Acte à part,
arrêté à la Haye le douzieme Fevrier quarante sept entre
l'Ambassadeur de sa Majesté de Denemarck, Norue-
gue, &c. & les Commissaires des susdits Seigneurs Etats
Generaux.

ANS Met, ende beneffens dewelcke Tractaet de Afte
de J. C. respectie oock alle Articulen van alle andere voor-
gaende Tractaten, tusschen meer hooghtgemelte sijne
1653 Majesteit, mitgaders des sijn Heer Vader Gloor-
waerdichte gedachtenisse, ende haer Hoog Mog. op-
gerechte, sullen blyven in haer volkomen kracht ende
vigueur.

Daer by gevoecht, dat oock de Oorlogh-schepen van
haer Hoog Mog. selfs by der selver volcomene Vrede,
t'allen tijden sullen mogen nemen hare *Stationen*, op
de *Lijfsche Rede* voor *Elfenieur*; oock (des van noo-
den zijnde, ende van sijne Koninckl. Majesteit per-
missie geobincert hebbende) *schoonmaecken*, *calfe-
teren*, ende *repareren* binnen *Coppenhagen*.

Ende alsoo van de geanticpeerde drie hondert duysent
Rijckshelders in 't vijftiende Articul van de meer opge-
melte Tractate van Redemptie vermeldt, nae cortinge
van drie mael vijftich duysent guldens, voor de Jaren
vijftich, een en twee en vijftich, mitgaders noch vijf
en 'sevenich duysent guldens op den tertijs van Johan-
nes drie en vijftich noch blyven, onder sijne meer
hooghtgemelte Majesteit vijfhondert ende vijftien twintich
duysent gulden; de welke mits de voorgeoerde
Recessie, van 't meer geleyde Tractaet, echter aen haer
Hoog Mog. moeten worden gerembourseert, soo is
mede verdragen ende geacordeert, dat by sijne Kon-
Majesteit van Dennemarcken, Noorwegen, &c. sal
worden gepasseert behoortlike Obligatie, ten behoeve
ende tot genoegen, van haer Hoog Mog. ter voorz.
somme van vijfhondert ende vijftien twintich duysent
guldens, de welke den tijdt van thien Jaren, sullen bly-
ven beruilen, onder sijne hooghtgemelte Majesteit,
mits daer van gevende Interdicten, tot vijf per cento Juer-
lijcx (in te gaen van *Johannis drie en vijftich af*) aen
hooghtgemelte haer Hoog Mog. of, met der selver
wille, aen den Raedt ter Admiraliteit tot *Amsterdam*;
mit die expresse stipulatie ende overgifte, dat, nae ver-
loop van de voorz. Jaren, by hooghtgemelte sijne Ma-
jesteit ende de Croone Dennemarck, aen hooghtge-
melte haer Hoog Mog. oock de voorz. hoof-somme
van vijfhondert ende vijftien twintich duysent gulden sal
worden betaelt ende gerembourseert, op Jaerlijcxche
Termynen, van vijftich duysent Carolus guldens yeder
Termyn: daer van den eersten sal verschijnen ende be-
taelt worden, mer ende beneffens de Interessen tot vijf
per cento, van het voorz. noch reterende Capitaal van
vijfhondert ende vijftien twintich duysent gulden, op
Johannis van den Jare seltien hondert drie en vijftich ende
de volgende Termynen, op de respectie *Johannis*
dagen, van de volgende Jaren, mede, met ende be-
neffens de Interessen, tot vijf per cento, van het capi-
tael, 't welck, naer de Successive gedane betalingen,
onder sijne meer-hooghtgemelte Majesteit noch sal sijn
gebleven, alles tot de finale af-loslinge ende betalinge
toe (met wille van meer-hooghtgemelte haer Hoog
Mog.) te doen aen den opgemelten Raet ter Admirali-
teit tot *Amsterdam*.

Ende sal een Copie authentijck, van de opgemelte
Kon. Obligatie, by de Welgemelte Heeren Koninck-
lijke Commissarissen geteekent, ende geauthoriseert,
met de teekeninge deses, aen de vooren gemelte Ge-
deputeerden, van haer Hoog Mog. in name van de sel-
ve, worden overgelevert, omme, op het uytwisselen
van de respectie Ratification, tegen de Originele
Obligatie, by sijne Konincklijke Majesteit, ende de
gesamentlijke Heeren Rijcx-Raden, in qualiteit res-
pectie, als by de voorz. Coppye authentijck van de
Obligatie, geteekent ende bezegelt, weder overgele-
vert ende mede uytgewisselt te worden.

Dat nu alle 't gunt voorz. staet, in allen sijnen deelen,
vallt ende onverbreckelijck sal nagekomen wor-
den: daer toe hebben sich de Welgemelte Heeren
Koninckl. Commissarissen, ende haer Hoog Mog.
Heer Gedeputeerde, in name van haere Resp. gena-
dichste ende hooge Heeren Committenten, verplicht
ende verbonden.

Ende sal dit gehandelde, beloofde, ende gesloote-
ne,

Avec lequel Traité, & l'Acte respectif, tous les ar-
ticles de tous les autres precedens Traitez, arrêtez, entre de J. C.
sa susdite Majesté, ensemble le Seigneur son Pere de glo-
rieuse memoire, & L. H. P. demeureront en leur entie-
re force & vigueur.

A quoy est ajouté, qu'aussi les Vaisseaux de guerre de
L. H. P. même pendant qu'ils jouiront d'une pleine paix,
pourront séjourner en tout tems dans les Rades de Lubec,
& devant Elfenieur, (même si besoin est & en ayant ob-
tenu permission de sa Majesté) pourront les nettoyer, ra-
douber, & calfeuter dans Coppenhague.

Et comme des trois cens mil risdales anticepez, men-
tionnez au quinzième Article du susdit Traité de redemp-
tion, après défalcation de cent cinquante mil livres pour
les années cinquante, cinquante une & cinquante deux,
ensemble encore soixante & quinze mil livres au terme
de St. Jean cinquante cinq, il reste encore entre les mains
de sa susdite Majesté cinq cens & vingt cinq mil livres,
qui a cause de la Recision susmentionnée du susdit Traité,
doivent être remboursez à L. H. P. Il est aussi convenu
& accordé, que par sa Majesté le Roi de Danne-
marc & Noruegue, il en sera passé une obligation con-
venable, au profit & au contentement de L. H. P. de la
susdite somme de cinq cens & vingt cinq mil livres, qui
demeureront entre les mains de sadite Majesté le tems de
dix années, en payant à L. H. P. l'intérêt à cinq pour
cent annuellement, (à commencer du jour de St. Jean
cinquante cinq; ou à leur volonté au Conseil de l'Ami-
rauté d'Amsterdam) avec cette expresse stipulation qu'a-
près l'expiration des susdites années, sadite Majesté le
Roi & la Couronne de Dannemarck payera & rembourse-
ra aussi à leursdites H. P. la susdite somme de cinq cens
vingt deux mil livres par termes annuels, cinquante mil
livres Carolus chacun terme, dont le premier échoira &
sera payé, avec l'intérêt de cinq pour cent de ce qui reste-
ra encore du Capital de cinq cens & vingt cinq mil li-
vres, à la St. Jean de l'année mil six cens cinquante trois,
& les autres termes au jour de St. Jean de chaque année
suivante, avec l'intérêt de cinq pour cent du Capital, qui
après les payemens successifs sera encore redû par sa Ma-
jeste, jusques au final rachapt & payement, qui (selon
la volonté de leursdites H. P.) sera fait audit Collège de
l'Amirauté d'Amsterdam.

Et sera une Copie authentique de la susdite obligation
signée par lesdits Sieurs Commissaires Royaux à ce auto-
rises, delivree dans le tems de la signature de ces presen-
tes aux susdits Deputez de L. H. P. en leur nom, pour
dans le tems de l'échange de la Ratification respectie être
échangée avec l'obligation en Original, & signée par sa
Majesté & les Conseillers en la qualité respectie.

Que donc tout ce qui est ci-dessus écrit sera executé &
observé fermement & inviolablement en toutes ses par-
ties, à quoi se sont obligez les susdits Sieurs Commissaires
Royaux, & les Deputez de L. H. P. au nom de leurs res-
pectifs & gracieux Seigneurs Principaux.

Et sera cette Négociation, promesse & resolution;
après

ANS ne, nae dat het van beyderzijts sal wesen voltrocken, de J. C. ende geteckent, van sijne Koninklijke Majesteit ende der Croonen Dennemarkende Noorwegen, &c. 1653. Heeren Rijck-Raden, als oock van de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenichte Nederlanden, binnen den tijd van drie maanden, worden geratificeert ende geaprobeert, ende vervolgens, over ende weder overuytgewisselt.

IN teeken der waerheyt, hebben Wy Commissarissen van de meer-hoogst-gemelte Kon: ende Gedeputeerden van de meer-hooghgemelte Heeren Staten Generael, desen met eygenhandiger subscriptie ende opdruckinge onser Respectieve Plietieren, kracht onser Respectieve bovenstaende Procuratie, bevestigt; ende zijn deser drie allerzijts gelijk luydende Exemplaren van Tractaten, volvoerdigt; ende hebben de Welgemelte Heeren Koninklijke Commissarissen een, ende de opgemelte Heer Gedeputeerde twee Exemplaren naer hun respectievelijk getrocken ende behouden. In Coppenhagen den ses-en-twintighden September sestiën hondert drie-en-vijftig, Stylo Laci, was getekent:

(L.S.) Joachim Gerstorff. Nan: Keyser.
(L.S.) Christiaan Thomeson. (L.S.)
(L.S.) Otto Crage.

après la perfection & signature d'icelles ratifiée & approuvée dans le tems de trois mois par sa Majesté, les Cou- de J. C. rones de Danemarck & Noruegue, &c. les Seigneurs du Conseil, comme aussi par les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas, & en consequence echangée de part & d'autre. 1653.

EN témoin de la verité, avons nous Commissaires du susdit Roi & Deputez, des susdits Seigneurs Etats Generaux en vertu de nos pleins-pouvoirs & pectis, signé ces presentes de nos propres mains, & apose à toutes nos sceaux; & ont des presentes été expediez trois Exemplaires semblables, dont lesdits Commissaires Royaux ont retenu un, & lesdits Sieurs Deputez les deux autres. A Coppenhague le vingt-sixième septembre mil six cens cinquante trois, étoit signé,

(L.S.) Joachim Gerstorff. Nan: Keyser.
(L.S.) Chrestien Thomeson. (L.S.)
(L.S.) Otto Crage.

CCCCXIV.

ANS Traité entre PHILIPPE IV. Roi d'Es- de J. C. pagne, & MAXIMILIEN HEN- 1654. RI, Archevêque de Cologne & Prince de Liège. Fait à Tillymont, le 17. Mars, 1654. Placards, Ordonnances, &c. de Brabant. Tom. III. Liv. V. Tit. I. Chap. 14. pag. 723.

FÉRDINAND III. par la Grace de Dieu esleu Empereur des Romains toujours Auguste, Roy de Germanie, Hongrie, Boheme, Dalmatie, Croatie, Schlavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Brabant, Styrie, Carinthie, Carniole, &c. Marquis Duc de Moravie, Duc de Luxembourg, de la haute & basse Silésie, Wirtemberg & Teck, Prince de Suabe, Comte de Hapsbourg, Tyrol, Fierzer, Kybourg, & Goritz; Landgrave d'Alsace, Marquis du saint Empire, de Burgow, de la haute & basse Lusatie, Seigneur de la Marche Schlavonique, du Port de Naon & Salines, &c. Nous reconnoissons, & faisons sçavoir à tous par la teneur de ceste, que comme dernièrement les Reverendissimes & Serenissimes Leopold Guillaume, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Administrateur du Magistrat en Prusse, Maître de l'Ordre Teuthonique parmi l'Allemagne & Italie, Evêque de Strasbourg, Halberstad, Passau & Olmütz, Administrateur des Diocèses de Murbach, Lunden, Comte de Hapsbourg, & Tyrol, Gouverneur & Capitaine General des Pays-bas pour le Serenissime & Tres-puissant Roy Catholique des Espagnes, nostre tres-cher Frere & Prince d'une part, & Maximilian Henri, Archevesque de Cologne, Archi-chancelier du saint Empire Romain par l'Italie, Evêque de Liège, & Hildesheim, Prevost de Berchtelgade, Comte Palatin du Rhin, & Duc des deux Bavières, Prince Electeur & nostre tres-cher Cousin d'autre part: auroient d'un costé & d'autre deleguë certains Conseillers & Plenipotentiaires, pour traicter amiablement sur quelques differens concernans la Paix & repos des Provinces Royales du Pays-bas, & Electorales de Cologne; & enfin, que par une faveur speciale de Dieu, le susdit Traicté auroit non seulement esté conclud par les mesmes Delegeuez en la Ville de Tillymont, & ratifié au temps prefix par les deux Princes deleguans susdits: mais aussi que pour plus grande force & fermeté, il au-

roit aussi esté agy de nostre Ratification ulterieure, & de celle du Serenissime & Tres-puissant Roy Catholique des Espagnes, suivant la teneur dudit Traicté qui s'ensuit:

LEOPOLD GUILLAUME par la grace de Dieu, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Gouverneur General pour la Majesté Catholique es Pays-bas & de Bourgogne, &c. Nous deleguons le Prince de Ligne, Chevalier de la Toison d'Or, & General de la Cavalerie de ces Provinces, & Augustin Navarro Burena Chevalier de l'Ordre de St. Jacques de la Spada, Conseiller de sa Majesté Catholique, Regent au Souverain Conseil du Royaume d'Arragon, Secrétaire d'Etat & de Guerre de sa Majesté Catholique, pour par ensemble avec les Deputez du Serenissime Electeur de Cologne, Duc de Baviere, Evêque de Liège, nostre Tres-cher Cousin & Allié, traicter amiablement de quelques affaires concernantes le repos, & la Paix de ces Provinces, & de celles du Serenissime Electeur, lesquelles estant debatues, ils sont venus jusques à la conclusion du Traicté suivant les pieines puissances des deux Parties: La teneur est comme s'ensuit.

Son Excellence Monsieur le Prince de Ligne, Chevalier de la Toison d'Or, & General de la Cavalerie de sa Majesté Catholique au Pays-bas; & Illustissime & Generoux Seigneur Augustin Navarro Burena Chevalier de l'Ordre de S. Jacques, du Conseil de sa Majesté Catholique, Regent dans le Souverain du Royaume d'Arragon, & son Secrétaire de Guerre & d'Etat au Pays-bas, Plenipotentiaire de sa Majesté Catholique, & de son Altesse Serenissime Imperiale Leopold Guillaume par la grace de Dieu Archiduc d'Autriche, Gouverneur de Bourgogne & Pays-bas d'une part: Son Excellence Monsieur le Comte de Furstenberg, Heyligenberg, & Werdenbergh, Landgraff in Bahr, Chanoine de la Metropolitaine de Cologne, & Evêque du Chœur, Chanoine des Cathedrales de Liège, & Strasbourg, Prevost d'Aix, & de saint Gereon à Cologne, & grand Maître d'Hofel de S. A. Serenissime Archevesque & Electeur de Cologne, Evêque & Prince de Liège, & Directeur de ses Conseils d'Etat & privé: Tres-reverend Sieur Jean Tabollet Chanoine & Archidiaque de Habsbourg en la Cathedrale de Liège, Prevost de la Collegiate de Fosse, & Conseiller du Conseil Privé de sadite Altesse Electorale: Noble & Honnoré Seigneur Charles de Meun, Escheuer, Conseiller du Conseil Privé & Ordinaire de sadite Altesse, & son Commissaire Decisier à

ANS. *Maastricht, Plenipotentiaire de S. A. Serenissime Electorale d'aure part : joute l'Acte de Constitution, ou Plenipotence de S. A. Imperiale au nom du Roy Catholique de l'an 1654. l'onzieme de Mars, & l'Acte ou Instrument de la constitution ou Plenipotence de S. A. Electorale du mesme An le douzieme du mesme mois : y present, son Excellence Richard, Comte de Starckenberg, Seigneur de Schambourg, Gentilhomme de la Chambre de sa Majesté Imperiale, Conseiller en ses Conseils de Guerre, & Colonel d'un Regiment d'Infanterie, Ambassadeur de sadite Majesté envers S. A. Imperiale, Gouverneur du Pays-bas au nom du Roy Catholique; lesquels Actes de Constitution ou Plenipotence, signez & scellez authentiquement échangez, de part & d'autre seront cy embas inferez. Lesdits Plenipotentiaires du Roy Catholique, & du Prince Eveque de Liege, pour ofer du tout les mouvemens qui depuis quelques Années ont préjudicié à la Neutralité & bonne Voisinance, avec les subjets de sa Majesté Catholique, & pour en retrancher les occasions qui pourroient glisser ulterieurement, se sont trouvez unanimement d'accord dans les points & articles qui s'ensuivent.*

I. **Q**UE la bonne correspondance entre sa Majesté Catholique, & S. A. Electorale de Cologne, Eveque & Prince de Liege, leurs Successeurs & Subjets de part & d'autre sera maintenué inviolablement, & le Pays de Liege conservé en sa Neutralité.

Et afin que la Neutralité du Pays de Liege soit autant plus inviolablement conservée, les Plenipotentiaires de son Altesse l'Archiduc au nom de S. M. Catholique, déclarent qu'il ne sera permis aucun acte d'hostilité entre ses subjets & soldats, & ceux de S. M. Tres-Chrétienne, & tous autres qu'ils soyent, pourveu que S. M. Tres-Chrétienne agréé le mesme.

III. Et qu'il ne sera besoin aux Liegeois qui seront licentiez du service des deux Couronnes, & retournez en leur Pays d'obtenir abolition, pourveu qu'ils n'y ait pas de contravention de la part de sa Majesté Tres-chrétienne.

IV. Que son Altesse Imperiale l'Archiduc, au nom de sa Majesté Catholique fera sortir de Hongarde, de la ville de Herck, Pecr & de toutes autres villes, villages, chasteaux & lieux de la Campinie les Troupes du Duc de Lorraine, & Prince de Condé, & des villes, villages, chasteaux, & autres lieux du quartier d'entre Meuse & Sambre, & de tout le Pays de Liege, incontinent apres la signature de cete, ou au plus tard le vingtieme de ce mois, fins y pouvoir arrester sous quel pretexte que ce soit.

V. Que tous prisonniers de part & d'autre, seront à mesme temps lachez sans rançon, encore mesme qu'elle auroit esté pactionnée.

VI. Et les papiers & actes de Justice & autres seront restituéz, qui ont esté enlevéz en la ville de Looz, & ailleurs, mesme aux particuliers.

VII. Que S. A. l'Archiduc au nom de sa Majesté, & de tous ses Successeurs au Gouvernement de Bourgogne, & du Pays-bas, ne permettront que le Duc de Lorraine, Prince de Condé, ou autres les Confeederz, entrent pour l'advenir au Pays de Liege, & n'y exercent plus actes d'hostilité en aucun lieu dudit Pays, ny dans tous les autres Estats dudit Electeur qu'il possiede, ou pourra posseder, ny en pretendent ou demandent contribution, ou logement hors de quelle place, ou en quelle maniere que ce soit; mesme S. A. Imperiale ordonnera au nom de sa Majesté à tous ses Gouverneurs, Officiers & Magistrats, qu'ils aient à assister les Subjets de S. A. Electorale, contre tous ceux qui les inquietent & tous & quelconques perturbateurs de la tranquillité publique, contre la Loy de ce Traicté.

VIII. Et quant sa Majesté Catholique aura besoin de faire passer ses armées par les Estats & Domaines voisins de S. A. Electorale ou autres. Elle le pourra faire en vertu de la Neutralité, voire en le denonçant auparavant à sadite Altesse, ou en son absence à son Conseil : afin qu'il denomme Commissaires qui puissent

designer les lieux, & que les inhabitants pourvoyent à leur saiet.

IX. Et au cas que le Prince de Condé ou autre confederé de sa Majesté vienne à contravenir aux points susdits, S. A. l'Archiduc au nom que dessus garantira S. A. Electorale Eveque & Prince de Liege, & ses successeurs & Estats, & joindra les armes de sa Majesté, lesquelles se regleront suivant les Loix militaires en matiere de secours, pour estre sous les ordres du Prince qui les demande.

X. Que les Traictéz qui ont esté faits entre sa Majesté Catholique, & ledit Prince de Condé, & qui se feroient à l'advenir ne pourroient prejudicier au present Traicté, & que les troupes, armes & soldats, que sa Majesté luy donnera, ou donneroit à autres ses aliez, ne pourroient estre employez contre S. A. Electorale, ny aucun de ses Estats, ny subjets.

XI. Que les deputez de S. A. Electorale ayant demandé que sa Majesté Catholique voulut comprendre dans ce Traicté les autres Electeurs, Princes, Estats & Membres de l'Empire, signamment ceux qui l'ont assisté effectivement; Et les Deputez de sa Majesté ayant respondu qu'ils ne pouvoient estre compris dans la garantie particuliere que sa Majesté avoit accordé pour des considerations singulieres à S. A. Electorale, a esté refoud que S. A. les successeurs seront en leur entier non-obstant ce Traicté, de secourir ledits Electeurs, Princes, Estats & Membres de l'Empire, en suite des constitutions dudit Empire, & la garantie comprinse dans le Traicté de Munster, auquel ne fera préjudice par le present Traicté, lequel neantmoins demeurera inviolable, & sera observé par sa Majesté Catholique, & S. A. Electorale en toutes les parties.

XII. Que S. A. Electorale ayant receu en son particulier des pertes incalculables dans la Table Episcopale son Eglise, Clergé, ses subjets, tant Gentilshommes qu'autres, & sa Majesté Catholique ayant déclaré n'avoir, & estre contre ses ordres précis tout ce qui a esté commis d'acte d'hostilité au pays de Liege, & l'avoir allés déclaré par l'arrest du Duc de Lorraine, permettra & avancera la voye de justice, afin qu'il puisse y estre pourveu à la satisfaction des interressez, tant de S. A. que des particuliers, contre les biens meubles & immeubles du Duc de Lorraine, & des autres particuliers, qui seront convaincus d'estre auteurs des pertes, interest & prejudices susdits.

XIII. Que l'armée de France sous la conduite du Marquis de Fabert, se pourra retirer sans aucun empeschement, & en assurance jusques en France, s'il n'exerce en sa retraite aucun acte d'hostilité contre le pays de sa Majesté Catholique, & si elle ne commence de se mettre en marche sur la retraite le 20. aussi du courant, S. A. Electorale ne leur donnera appuy ou refuge ains sera tout son possible, & donnera accès aux troupes de sa Majesté Catholique, afin qu'elle se retire en toute maniere du pays de Liege.

XIV. Que S. A. Electorale sera incontinent obligé de donner part à sa Majesté Imperiale, Electeurs, Princes, Estats & Membres de l'Empire, afin qu'ils n'envoyent les troupes qu'ils avoient destiné pour le secours de sadite Altesse Electorale.

XV. Qu'incontinent que les Troupes de France seront retirées, les Troupes de Condé & Lorraine seront tellement esloignées, qu'elles ne puissent faire courtes, ou incommoder les Estats ou Pays de S. A. Electorale.

XVI. Que S. A. Imperiale, pour autant plus moistrer l'affection qu'elle a aux interressez de S. A. Electorale, interposera son credit, afin que la garnison de Hamerstein sorte, & au cas de refus, si elle vient à estre assiegée, Elle ne permettra qu'aucunes Troupes, qui sont ou seront sous son commandement la secourent.

XVII. Que les Deputez de S. A. Electorale, ayant proposé l'exécution du Traicté fait l'An 1546. le 6. de May, entre Marie Royne d'Hongrie Gouvernante des Pays-bas au Nom de sa Majesté Imperiale & Catholique

AN S
de J. C.
1654. lique, d'une part, & George d'Autriche Evêque & Prince de Liege, touchant l'échange de Herftal, avec laplace du fond, où a été baltie Marienbourg, les Deputez de S. A. Imperiale ont répondu au nom de sa Majesté que sadite Altesse ordonnera à ses Confeils d'Etat & Privé de reconnoître, & exécuter tout ce qu'en sera de Justice, sur les demandes de S. A. Electorale.

XVIII. Que si quelques Officiers, ou soldats des Princes de Condé, ou Lorraine, avant le présent Traicté, auroient passé au service de S. A. Electorale, & reciproquement de S. A. Electorale à celui de sa Majesté, ou desdits Princes pendant ce demeslé, ils seront en liberté de suivre tel service qu'ils voudront, sans que pour ce ils en puissent en façon aucune estre recherché; & après iceluy conclu ratifié, il ne sera plus permis aux Officiers & Soldats de changer d'un service à l'autre: voir que ce que dessus s'entend des soldats qui servent actuellement.

XIX. Que ce Traicté sera ratifié par S. A. Electorale Evêque & Prince de Liege, & S. A. Imperiale l'Archiduc le jour après la signature des Comités à ce Traicté, & sadite A. Imperiale en procurera la ratification de sa Majesté Catholique trois mois après, comme aussi pour plus grande assurance & execution dudit Traicté, S. A. le Comte de Starlemberg Ambassadeur Imperial, requis de part & d'autre, le signera au Nom de sa Majesté Imperiale, & y fera intervenir sa ratification en dedans six semaines, & tenir la Depeche en forme à son Altesse Electorale, l'autre à sadite Altesse Imperiale, en foy de quoy, Nous les Plenipotentiaires susdits de sa Majesté Catholique, & de S. A. Electorale avons signé ceste, & scellé du cachet de nos armes. Et nous Comte de Starlemberg, Ambassadeur de sa Majesté Imperiale, avons confirmé de nostre Seel & signature le Traicté ainsi que dessus signé des deux costez, l'an de nostre Seigneur 1654. 17. Mars. Ainsi signé: Jean Richard Comte de Starlemberg, Prince de Ligne. Egon Comte de Fürstenberg. August. Navarro Burena. Jean Tabollet. Charles de Mean.

D On Philippe par la grâciâ de Dios, Rey de Castille, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Hierusalem, de Portugal, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdennâ, de Cordova, de Corsega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algeçira, de Gibraltar, de las Illas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales Islas, y Tierra firme del mar Oceano: Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabant, y de Milan, Conde de Abspurg, de Flandes, Tyrol, y Barcelona, Seignor de Biscaya y de Molina, &c.

Por quanto el Serenissimo Archiduque Leopoldo Guillelmo primo, mi Gouernador, y Capitan General de mis Paçes baxos de Flandes con su Christiano y piadoso zelo, y con particular desseo de ataxar los inconvenientes que podrían seguirse a mis vassallos y subditos de mis Paçes baxos de Flandes, como tambien a los del Illustrissimo Maximiliano Henrique Arzobispo de Colonia, Principe y Elector del Sacro Romano Imperio del pays y obispado de Liexa por causa de los daños que dichos subditos havian recebido, y recibian de las Tropas de Infanteria y Cavalleria del Duque de Loreña, y Principé de Condé, que se havian aloxado, y estavan aloxados en dicho pays, y que de aqui adelante no succedan ellos, ny otros inconvenientes deste genero, Dio poder y plenipotencia en toda forma al Principe de Ligni. Cavallero de la insignie Orden del Tulon de Oro, y General de la Cavalleria de mi exercito, y a Augustin Navarro Burena Cavallero de la Orden de Santiago, de mi consejo, y regente del de Aragon, y Secretario de Estado, y guerra en Flandes, porque pudiesen ajustar, y ajustasen con el Conde de Furstenberg, Hailigenberg, Land-Gravio in Bahr, y Canonigo, de la Sancta Iglesia Metropolitana de Colonia y Juan Tabollet Canonigo y Arcediano de

Hasbaynes en la Cathedral de Liexa, y Carlos de Mean AN S
Plenipotentia- nos nombrados por el dicho Principe de J. C.
Electo- para el mismo efecto, lo que para remedio de los
daños dichos adelante se huviesse de observar, y guardar, a cuyo fin haviendote juntado, para tratar de lo dicho, los dichos Plenipotentia- acordaron, ajustaron y se
conviniéron en la capitulacion cuyo tenor a la letra es como se sigue: Leopoldus Guillelmus, &c. 1654.

Voyez le Traicté cy-devant Imprimé avec les Lettres d'Approbation de sa Majesté Imperiale.

Y haviendo yo visto, examinando, y hecho examinar dicha capitulacion, y pareciendome que todo lo contenido en ella es justo y conveniente, y que se deve observar, exécutar, y guardar a la letra por ambas partes, por convenir así al servicio de Dios nuestro Señor, bien, quietud, sosiego, y descanso de mis subditos de mis Paçes Bajos de Flandes, como tambien a los del dicho Principe Elector, Yo por lo que a mi toca, desde luego loes, apruebo, y ratifico lo contenido en dicha Capitulacion, y prometo en fee y palabra de Rey, de hazerla observar, y guardar inviolablemente, y de no ir, ni venir contra su tenor, ni parte della aora, ni en ningun tiempo Para firmeza de lo qual mande despachar la presente firmada de mi mano, sellada de mi Sello secreto, y Referendada de mi infrascripto Secretario de estado. Dada en Aranjuez a veinte y dos de Abril de mil seiscientos y cinquenta y quatro años.

YO EL REY

Luogo (+) del Sello.

Geronimo de la Torre.

S'en suit le Translat.

D On Philippe par la grace de Dieu, Roy de Castille, de Leon, d' Aragon, des deux Sicilles, de Hierusalem, de Portugal, de Navarre, de Granada, de Toledo, des Valences, de Galice, de Mallorquie, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corseque, de Murcie, de Jaen, des Algarbes, d' Algesire, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales, & Occidentales, Isles & Terre ferme de la Mer Oceane, Archiduc d' Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & de Milan, Comte de Hasboug, de Flandre, Tyrol, & Barcelone, Seigneur de Biscaye, & de Molina, &c.

Pour autant que le Serenissime Archiduc Leopold Guillaume mon Cousin, Gouverneur, & Capitan General de mes Pays-bas de Flandres, m'en d'un zele Chrestien & pieux, & avec un desir particulier de couppier le pas aux inconveniens qui pouvoient s'ensuire a mes Vassaux, & subjects de mes Pays-bas de Flandres; Comme aussi à ceux de l' Illustrissime Maximilian Henry, Archevesque de Cologne, Prince Electeur du Saint Empire Romain, du Pays & Evêché de Liege, à cause des dommages qu'ils avoient receu, & recevoient des Troupes de Cavalierie, & Infanterie des Duc de Lorraine, & Prince de Condé, qui s'estoient logés & logeoient entor audit pays, & à ce qu'au suir n'arrirent plus ces inconveniens, ny avars de selle trempe, A donq pouvoir & plenipotence en toute forme au Prince de Ligne, Chevalier de l'Ordre insignie de la Toison d'Or, & General de la Cavallerie de mon Armée. Et à Augustin Navarro Burena Chevalier de l'Ordre de saint Jacques, de mon Conseil, & Regent de celui d' Aragon; & Secretaire d'Etat, & de Guerre en Flandres; d'adjuster avec le Comte de Fürstenberg, Hailigenberg, Land-grave en Bahr, & Chanoine de la Sancte Eglise Metropolitaine de Cologne, & Jean Tabollet Chanoine en la Cathedral de Liege, & Archidiaque de Hasbaigne, & Charles de Mean Plenipotentiaires denommez pour ledit Prince Electeur au mesme effect que dessus, tout ce que pour remedier

Mmm 3

aux

ANS aux dommages susdits devra s'observer & garder. A quelle de J. C. fin s'estant joints pour Traiter du premis les Plenipotentiaires susnommez se sont accordez, ajustez, & convenu en la Capitulation, de laquelle le contenu s'ensuit à la lettre : Leopold Guillaume, &c.

Voyez le Traicté devant Imprimé avec les Lettres Patentes d'Approbation de sa Majesté Imperiale.

Et moy ayant veu, examiné, & fait examiner ladite Capitulation, & estant d'avis, que le contenu en icelle est juste & convenable, & doit par les deux parties s'observer, executer, & garder, autant qu'il conviendra pour le service de Dieu, & tant pour les bien, tranquillité, calme, & repos de mes sujets des Pais-bas de Flandres, que de ceux dudit Prince Electeur, pour autant qu'il me touche. Je loue des maintenant, advoûé, & ratifie le contenu de ladite Capitulation, & promets en Foy & parole de Roy de la faire observer, & garder inviolablement, & de n'y contrevenir en aucune partie d'icelle, presentement, ny jamais, en quel temps que ce soit pour assurance de quoy, j'ay commandé de faire la depeche presente signée de ma main, & scellée de mon Seel secret, & rendue de mon Secrétaire d'Etat souscrit. Donné en Aranjuez le vingt-deuxiesme d'Avril mil six cens cinquante-quatre.

MOY LE ROY.

Lieu (†) du Seel

Hierosme de la Torre.

MAXIMILIAN HENRY par la grace de Dieu, Archevesque de Coloigne, Prince Electeur du saint Empire Romain, Archi-Chancelier par l'Italie, & du saint Siege Apollotique Legat né, Eveque & Prince de Liege, & Hildesheim, Administrateur de Berchtelgade, Duc des deux Bavières, du haut Palatinat, Westphale, Engeren, & Bôuillon, Comte Palatin du Rhin, Landt-Grave de Leuchtenberg, Marquis de Franchimont, Comte de Looz, & Horne, &c. A tous ceux qu'il appartiendra, Salut : Comme pour aviser à l'adjustement des mes-intelligences & differents provenus à raison des logemens & ravages que les Troupes estrangeres ont entrepris sur nostre Pays de Liege, il a esté trouvé convenable d'entrer en conference par Commis & Deputez, tant de la part de sa Majesté Catholique, que de la nostre, Nous avons à cest effect autorisé, & autorisons par la presente nostre grand Maistre d'hostelle Comte Egon de Furstenberg, l'Archidiaire Tabollet, & Charles de Mean, nos Conseillers, leur donnant plein & absolu pouvoir de traicter & conclure en conformité de nos intentions, pour le bien public, & bonne intelligence avec les voisins, ce qu'ils trouveront le plus expedient, ce que des maintenant pour lors nous agreons, & ratifions; Requerant de suite tous ceux, à qui la presente Constitution & Declaration pourra toucher, de les reconnoître pour tels, afin d'agir conjointement en toute sincerité, à l'advancement des effects proposez. De nostre Cité de Liege, le douziesme de Mars de l'An 1654. Signé, Maximilian Henry.

ET comme par le susdit Traicté a esté convenu & accordé, que trois jours après que les sus-nommez Commissaires & Plenipotentiaires l'auront soubsigné, Nous serons obligez de l'approuver & confirmer, au Nom du Serenissime & Tres-puissant Roy Catholique des Espagnes (daquel Nous sommes Lieutenant en ces Provinces) Approuvons, confirmons, & emologons le predict Traicté, comme il est couché, & promettons en foy & parole dudit Roy, & la nostre, d'observer toutes les choses contenues, & que dans le terme de trois mois Nous procurerons que l'Approbation & Ratification du Roy ne vienne à manquer, comme il est porté par ledit Traicté. En tesmoignage de quoy,

Avons commandé que les presentes seroient depeeschées, & soubsignées de nostre main, munies de nostre seel, & de J. C. rendues par le Secrétaire d'Etat souscrit. Donné à Bruxelles, le 18. Mars 1654. Ainsi signé, Leopold Guillaume, Augustin Navarro Burena.

Lieu (†) du Seel.

Et parce que non seulement nostre Ambassadeur, l'illustre & Magnifique Jean Richard Comte & Seigneur de Starembergh, & Wildtbergh, nostre Conseiller de Guerre, chambellan & colonel, estant requis des parties; a le susdit Instrument confirmé de son seel, & signé de sa main, attendant que nostre ratification s'enlève : mais qu'à present aussi Nous sommes humblement supplié par ledit Reverendissime & Serenissime Archevesque de Coloigne, que Nous daignions nostre ratification (de laquelle est fait mention au prenommé Instrument) benigneement accorder, & depecher, Ne voulans rien commettre de nostre part de ce qu'il conviendrait pour l'observation entier du mesme Traicté; Nous l'avons approuvé, ratifié, & confirmé de nostre Authorité Imperiale, en tous ses points, clauses, & articles, en tant qu'il Nous touche : Et par les presentes l'approuvons, ratifions, & confirmons, Promettans en foy, & parole d'Empereur, pour Nous & nos Successeurs, de ne contrevenir jamais audit Traicté, & convention, n'y permettre qu'il y soit par aucun autre contrevenu. En tesmoin de quoy, Avons commandé que ces presentes signées de nostre main soient corroborées de nostre Seel Imperial. Donné en nostre cité Imperiale de Ratisbonne, le 10. d'Avril 1654. De nos Regnes, Romain l'An 18. d'Hongrie le 29. & de Boheme le 27. Ainsi signé, Ferdinandus. Et plus bas. *vi. Ferdinandus Comes Curius.* Et encor plus bas. *Ad Mandatum Sacrae Caesaris Majestatis Proprium.*

I. Walderode.

LOUÏS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut Nostre Tres-cher & Tres-aymé Cousin l'Archevesque de Cologne, Prince Electeur du saint Empire, Eveque & Prince de Liege & Hildesheim, Comte Palatin du Rhin, & Duc des deux Bavières Nous a fait représenter, qu'il a esté conclu, & signé un Traicté, dont Copie va icy attachée, sous le contre Seel de nostre Chancellerie, entre Luy, & nostre Tres-cher & Tres-aymé Cousin Leopold Guillaume Archiduc d'Autriche, Gouverneur des Pays-bas, au Nom du Roy Catholique, pour la Neutralité de l'Evesché & Pays de Liege; par le second, & troisieme Article duquel il est dit, qu'afin qu'elle puisse estre mieux observée, ledit Seigneur Archiduc audit Nom declare, & promet, de ne souffrir qu'il soit exercé aucun acte d'hostilité dans l'estenduë dudit Pays, entre les sujets du Roy Catholique, & les nostres : pourveu que Nous fassions observer la mesme chose de nostre part; & consent pareillement que les Liegeois qui auront servi dans les troupes de l'une, ou l'autre Couronne, ne soient point obligez de prendre de abolitions de celle contre laquelle ils auront porté les armes, lors qu'ils voudront se retirer en leur Pais; A condition aussi, que Nous fassions une pareille Declaration, que Nous y donnons les mains. Surquoy nostre dit Cousin l'Electeur de Cologne Nous ayant fait faire instance par le Seigneur De Liverlos Chanoine de l'Eglise de Liege son envoyé vers Nous, d'agréer l'execution desdits Articles.

Comme Nous avons toujours eu à cœur, ce que nous avons crû estre de la satisfaction de nostredit Cousin, & de l'avantage de ses Estats, particulièrement de son Evesché, & Pays de Liege, ainsi que nous luy en avons donné des marques en toutes les rencontres, qui s'en sont offertes : Nous avons bien voulu en ceste-cy luy faire connoître que nous persifions dans les mesmes sentimens, & que nous n'avons pas de moindres dispo-

ANS dispositions, que nous en avons eû par le passé, à em-
de J. C. brassée que nous estimons devoir assurer la tranqui-
1654. lité de ses sujets dudit Pays, & à lever toute sorte de
pretexte de la troubler. Ces causes, & autres consi-
derations à ce nous mouvantes, de l'Advis de la Royn-
e nostre Tres-honorable Dame & Mere, & plusieurs
Princes, Ducs, Pairs, & Officiers de nostre Couron-
ne, & autres Grands & Notables Personnages de
nostre Conseil, Nous avons consenty, & consentons
lesdits Articles ci-dessus enoncez, & en tant que besoin
est, ou seroit, les avons agréez & approuvez, agreons,
& approuvons par ces présentes signées de nostre main.
Promettans en Foy & Parole de Roy, de les entretenir
& faire garder & observer inviolablement, selon leur
forme & teneur, sans jamais aller ni venir directement
ou indirectement au contraire; à la charge toutesfoi-
s, que nostredit Cousin l'Electeur de Cologne nous fera
rapporter la Ratification du Roy Catholique, de tous
& chacun les Articles dudit Traicté, trois semaines
apres l'expiration du temps, auquel nostredit Cousin
l'Archiduc d'Autriche a promis de la luy fournir, car
tel est nostre plaisir. En témoin de quoy nous avons
fait mettre nôtre Seel ausdites présentes. Donné à
Paris le cinquième jour de May, l'An de grace mil six
cens cinquante quatre, & de nostre Regne l'onzième.
Signé LOUIS, & sur le reply, Par le Roy, DE LO-
MENTE. Et y estoit appendu le grand Seel en crejau-
ne, à costé étoit le contre-Seel de la Chancellerie, qui
attache le Traicté de Tillemont.

C C C X X V.

ANS *Traité de Paix & Union entre OLIVIER*
de J. C. *CROMWEL comme Protecteur d'An-*
1654. *gleterre, & les PROVINCES-UNIES*
des Pays-bas. A Westminster le 5. Avril
1654. Recueil des Traitez faits & con-
clus entre les PROVINCES-UNIES, & divers
Rois, Princes, &c.

I. **I**mprimis convenit, concordatum & conclusum
est, quod ab hoc die fit vera, firma & inviola-
bilis Pax, amicitia sincerior, intimior atque ar-
ctior assinitas, Confederatio & Unio inter Rempublicam
Angliæ, atque Ordines Generales Federatarum
Belgii Provinciarum, Terrarumque, Regionem, Ci-
vitatemque, sub utriusque ditione sine distinctione lo-
corum positas, earumque Populum & Incolas, cuius-
cunque demum gradus fuerint.

II. Item, uti in posterum omnis inimicitia, hosti-
litas, discordia & Bellum inter dictas Respublicas, ea-
rumque populares & subditos cessabit, atque utraque
pars omnibus lesionibus, direptionibus, injuriisque
per Terram, Mare, & aquas dulces in omnibus suis
Terris, Regionibus, Dominis, Locis & Præfecturis
quibuscunque deinceps abstinere.

III. Item, quod omnes offensæ, injuriæ, sumptus
& damna, quæ pars una ab altera percussit, post
mensis Maji Anni 1652. debebuntur atque è memoria
eradentur, eo modo, quod neutra dictarum partium
alteri negotium faceret, ob aliquod istiusmodi dam-
num, offensam, injuriam, aut sumptus, sed omnis &
cujuscunque eorum perfecta erit hunc in usque diem
abolitio, atque omnes eo nomine lites actionesque cas-
sæ nullæque erunt: Exceptis his depredationibus, quæ
in Maribus Britannicis committentur post spatium duo-
decim dierum; atque intra Mariæ Britannicæ & Pro-
montorii Sancti Vincentis post spatium sex hebdoma-
dum: Levis in Mari Mediterraneo & ad Æquatorem
usque, post spatium decem hebdomadam, atque ultra
Æquatorem, post spatium octimestre à publicatione
Pacis numerandum, vel immediate post sufficientem
notitiam Pacis, in dictis locis factam, atque omnes de-
predationes, damnorumque illationes, quæ ab altera
parte post tempora præfinita vel notitiam antedictam

factæ seu commissæ fuerint, in rationum reddendarum
tabulas referentur, quæque ablata sunt, restituantur,
damnaque inde nascentia, compensabuntur.

IV. Item, uti omnes Bello capti, cujuscunque gra-
dus, seu quocunque loco sint, libere absque pretio
utrimque dimittantur.

V. Item, uti ambæ Respublicæ mancant amici con-
federati, necessitudine & amicitia conjuncti & adstri-
cti ad libertates atque immunitates Populi alterutrius,
contra quoscunque demum tuendas, qui nrisve Sta-
tus Pacem Terræ, Marive disturbare conabuntur, vel
qui infra alterutra Dominia degentes, publici liberta-
tis Populi hostes denunciabuntur.

VI. Item, quod neutra dictarum Rerumpublicarum
quidquam ager, faciet, molietur, tractabit, aut atten-
tabit adversus alteram, vel Populum alterutrius, quo-
cunque in loco, sive Terræ, Mari, Portibus, Distric-
tibus, Sinibus, & aquis dulcibus, quacunque occa-
sione, nec earum altera vel Populus alterutrius dabit,
præstabit, vel subministrabit ullum auxilium, consi-
lium, seu favorem, neque quicquam agi, tractari vel
attentari ab alio quoviscunque assentiet in damnum aut
præjudicium alterius, vel populi alterutrius; sed omni-
bus & singulis degentibus vel commorantibus infra al-
terutram Rempublicam, vel infra unius vel alterius do-
minia existentibus, qui contra alterutram Rempublicam
quicquam agent, facient, tractabunt vel attentabunt,
utraque expresse & cum effectu contradicet, renitetur
atque impedimentum realiter præstabit.

VII. Item, quod neutra Respublica, neve ullus ex
Populo alterutrius Incolis, aliisve, in earum ditione
commorantibus, alterius Reipubl. hostes, aut Rebel-
les quocunque subsidio, consilio, studio fovebit vel
adjuvabit, sed expresse contradicet atque efficaciter ob-
stabit, ne quid auxilii aut adjumenti ab ullo, qui aut
ex Populo, Incolis, vel commorantibus in alterutra
Republica fuerint, ullis istiusmodi hostibus aut Rebel-
libus prædictis, seu sint Viri, Naves, Arma, Bellicus
apparatus, aliæ bona interdicta, neque etiam pecu-
niæ aut commæatus, seu Victualia Mari vel Terræ sub-
mittantur aut suppeditentur, atque omnes Naves, Ar-
ma, Bellicus apparatus, aliæ bona interdicta, etiam
pecuniæ aut commæatus ad quamcunque Personam vel
Personas pertinentia, quæ contra sensum hujus Art.
submittuntur aut suppeditantur, eidem Reipublicæ
addicentur, & in fiscum cedent: Quin & ii, qui scien-
tes & volentes quicquam contra sensum hujus Art. fe-
cerint, commiserint, attentaverint, consiliumve de-
derint, utriusque Reipublicæ hostes judicabuntur, in
eaque Republica, ubi id commissum aut perpetratum
fuerit, perduellionis penas luent. De specificatione
autem earum Mercium, quæ prohibentur, aut Contra-
bandæ censentur, conveniente tempore per Com-
missarios conveniatur, ita tamen ut in interim sitabsque
præjudicio eorum, quæ posita sunt in hoc Art.

VIII. Item, quod utraque Respublica sibi mutuo
sincere & fideliter, prout opus fuerit, contra alteru-
trius Hostes & Rebelles, Terræ, Marique opem feret,
viris & navibus, ea proportionem, eoque modo, iisque
conditionibus, de quibus postmodum conveniet,
prout necessitas & rerum alterutrius ratio tulerit, sum-
ptibus tamen & expensis illius partis, quæ auxilium roga-
verit.

IX. Item, quod neutra dictarum Rerumpublicarum
Populive alterutrius Hostem vel Hostes, Rebel-
lem vel Rebelles, Profugum vel Profugos alterius Rei-
publicæ declaratos vel declarandos, in ejus Dominia,
Terras, Regionem, Portus, sinus aut Districtus eorum-
ve aliquod recipiet, neque iis, vel eorum alicui in præ-
dictis locis, vel alio quocunque etiam extra sua Domi-
nia, Patrias, Regionem, Terras, Portus, Sinus aut
Districtus, Auxilium, Consilium, Hospitium, Mili-
tes, Naves, Pecunias, Arma, Apparatum Bellicum,
vel commæatum concedet, præbebit, aut ministrabit,
neve alteruter Status istiusmodi Hostes, Rebelles,
Profugos, à quacunque Persona vel Personis recipi
permittet in sua Dominia, Patrias, Regionem, Terras,
Por-

ANS
de J. C.
1654.

ANS Portus, Sinus, Districtus, nec istiusmodi Hostibus, de J. C. Rebellibus, Profugis, ullum auxilium, consilium, hospitium, favorem, Arma, apparatusum, Milites, 1654. Naves, Pecunias aut Commateum præstari, ministrari, aut concedi permittit, sed expressè & cum effectu contradicet, obstat, atque impedimentum realiter præstabit.

X. Item, quod si alterutra dictarum Rerum publicarum vel aliquos, suum vel suos, fuisse & esse hostem vel hostes, Rebellem vel Rebelles, Profugum vel Profugos, & in sua Dominia, Territoria, Patrias, Portus, Districtus, vel eorum aliquod receptum vel receptos esse, aut ibidem commorari, latitare vel periculum sibi querere, per Literas suas publicas & authenticas alteri significaverit & declaraverit; tunc illa Respublica, quæ huiusmodi Literas receperit, vel cui taliter significatum, vel declaratum fuerit, intra spatium viginti octo dierum à die prædictæ significationis proximè & continue numerandum, tenebitur dicto Hosti vel Hostibus, Rebelli vel Rebellibus, Profugo vel Profugis præcipere & mandare, ut extra sua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Districtus, & eorum quodlibet singuli recedant & exeant: Et si quis prædictorum Hostium, Rebellium aut Profugorum, intra quindecim diem à die huiusmodi præcepti & mandati non recesserit & exiverit, singuli morte atque amissione prædictorum & bonorum mulciabuntur.

XI. Item, quod nullus Rebellis, hostisve publicus Reipublicæ Angliæ in aliqua Caltra, Oppida, Villas, Portus, Districtus vel alia loca, sive Privilegio donata, sive non donata, quæ aliqua Persona, cuiuscunque status & dignitatis existat vel exister, intra Dominia & Territoria Fœderatarum Provinciarum, quocunque jure vel titulo tenet, vel possidet, vel deinceps tenebit, vel possidebit, recipietur, nec in ea per aliquam personam, cuiuscunque status aut dignitatis fuerit, recipi vel in iisdem commorari permittetur, aut tolerabitur. Neque Domini Ordines Generales Fœderatarum Provinciarum alicui huiusmodi Rebelli hostive publico in locis prædictis in Navibus, Militibus, Pecuniis, Commateu, aut alio quocunque modo auxilium, consilium, aut favorem per aliquam personam, cuiuscunque status aut dignitatis fuerit, de cætero dari, aut præstari permittit, aut tolerabunt, verum id publice & discrete prohibebunt, atque efficaciter impediunt: Et si aliqua Persona vel Personæ, cuiuscunque status aut dignitatis fuerint, manens vel degens, manentes vel degentes, infra Dominia Fœderatarum Provinciarum earumve potestates, contra huiusmodi conventionem aliquid fecerit, seu fecerint: Quod tunc omnes & singulæ personæ, taliter facientes, omnibus ejusmodi Castris, Oppidis, Villis, prædiis, cæterisque locis, quæ illi vel eorum alter eo tempore habent, aut habet, vel quocunque jure & titulo se habere prætendent, aut prætendunt, pro termino vitæ suæ exentur & privabuntur. Pariter nullus Rebellis, hostisve publicus Ordinum Fœderatarum Provinciarum in Caltra, Oppida, Portus, cæteraque loca eorumve aliquod, sive Privilegio donatum, sive non donatum, quod quælibet Persona vel Personæ, cuiuscunque status aut dignitatis existat aut existant, quocunque jure aut titulo tenet aut tenent, possidebit vel possidebunt, infra Rempubliam Angliæ vel dominia ejus recipietur, vel à quacunque Persona vel Personis recipi inibi versari permittetur: Neque Respublica Angliæ alicui huiusmodi Rebelli, hostive publico in locis prædictis in Navibus, Militibus, Pecuniis, Commateu aut alio quocunque modo auxilium, consilium, aut favorem per aliquam ejusmodi Personam vel Personas, cuiuscunque gradus sit, de cætero dari, aut præstari permittit, aut tolerabit, sed publice & discrete prohibebit atque efficaciter impediunt: Et si quis è Popularibus Reipublicæ Angliæ, vel infra illius potestates contra huiusmodi conventionem quidquam fecerit, vel attentaverit, omnes & singulæ Personæ, taliter facientes, omnibus istiusmodi Castris, Oppidis, Villis, prædiis, cæterisque locis, quæ illi vel eorum alter id temporis habent aut habet, vel quo-

cunque jure, seu titulo se habere prætendent aut prætendunt; pari modo pro termino vitæ suæ exentur & privabuntur. ANS de J. C. 1654.

XII. Item, quod Respublica Angliæ, Populusque Anglicanus, omnesque ejus Reipublicæ Incolæ; item prædictæ Fœderatæ Provincie earumque Populus & Incolæ cuiuscunque ordinis & conditionis fuerint, ad sese mutuo rebus omnibus humaniter atque amice tractandum, obligabuntur, uti Terra vel aqua alterutris Regiones, Oppida, Pagos, sive muro incincta, seu non incincta, sive munita seu non munita, portus etiam & universam partem utriusque ditionem in Europa libere & secure adire possint, in iisque versari & commorari quamdiu voluerint, ibique sine ullo impedimento commateum suis usibus, quantum necesse erit, coëmere, atque etiam Negotiari & Mercaturam facere, quocunque Mercium genere ipsis videbitur, easque advehere suo arbitratu, aut exportare, dummodo, quæ statuta sunt, portoria solvant, salvis etiam alterutris pariter Reipublicæ legibus & statutis omnibus; ita tamen, ut Populus & Incolæ utriusque partis Commmercium suum exercentes, in alterutris Regionibus & Ditionibus non obligentur in posterum plus portorii, census, vectigalium, aut aliorum tributorum solvere, quam pro rata proportionem, quam alii extranei solvant in iisdem locis mercaturam exercentes.

XIII. Item, quod Naves & Navigia dictarum Fœderatarum Provinciarum, tam bellicæ & ad hostium vim propulsandam instructa, quam alia, quæ alicui è Navibus Bellicis hujus Reipublicæ in Mariibus Britannicis obviam dederint, vexillum suum è mali vertice detrahent, & supremum velum demittent, eo modo, quo ullis retro temporibus, sub quocunque anteriori regimine unquam observatum fuit.

XIV. Item, in maiorem Commerciū & Navigationis libertatem conventum & conclusum est, quod neutra dictarum Rerum publicarum in Portus suos, urbes & oppida recipiet, aut finet, ut ullus ex Populo & Incolis alterutris recipiat Piratas aut Prædones, iisve hospitium, auxilium, aut commateum præbeat, verum operam dabit, ut prædicti Piratæ & Prædones, eorumve Piraticæ participes, conscii & adjuvantes in aliorum terrorem investigentur, capiantur, & merito supplicio puniantur. Omnesque Naves, Bona & Merces Piraticæ ab iis captæ, atque in Portus alterutris Reipublicæ advectæ, quæ quidem inveniri poterunt, imo, etiam venditæ sint, iustis Dominis restituentur, aut satisfactio dabitur, vel earum Dominis, vel iis, qui per Literas Procuracionis eas res vendicaverint, modo jure Domini debitum ex lege probationibus in Curia causarum maritimarum appareat.

XV. Item, si alterutra Rerum publicarum Angliæ & Fœderati Belgii ullum Fœdus, Amicitiam, Confœderationem, aut necessitudinem cum aliis quibuscunque Regibus, Rebuspublicis, Principibus, aut Statibus contrahet, aut pacificetur, una alteram ejusque Dominia in iis eorumve quolibet comprehendet, si comprehendi voluerit, atque de omnibus istiusmodi Amicitie & Confœderationis Tractatibus alteram certiorum reddet.

XVI. Item, quod si acciderit, ut quamdiu Fœdus, Amicitia & Societas hæc duraverit, ab ullo ex Populo aut Incolis alterutris pars contra hoc Fœdus aut ullum ejus membrum Mari, Terra aut aquis dulcibus quodquam fiat, aut teneatur, Amicitia hæc, Fœdus & Societas inter has Nationes non idcirco interruptentur, aut infringentur, verum integra nihilominus præstabitur, vimque suam plenariam obtinebunt: Tantummodo illi ipsi, qui contra Fœdus prædictum commiserint, singuli punientur, & nemo alius, Justitiæque reddetur & satisfactio dabitur illis omnibus, quorum id interest, ab iis omnibus, qui Terra, Mari, aut aliis aquis contra hoc Fœdus quidquam commiserint, ulla in parte Europæ aut ubivis locorum, intra Fretum Gaditanum, sive in America, vel per Africæ Littora, ullivise in Terris, Insulis, Aëquoribus, Aëstuariis, Sinubus, Fluminibus, ullivise in locis, cis Caput Bonæ

ANS Bonæ Spei intra Anni spatium, quam Iustitia postu-
labitur : In omnibus autem, uti supra dictum est, ul-
tra prædictum Caput, locis, intra menses octodecim
quam Iustitia prædicto modo possetur : Quod si vero
Fœderis ruptores non compulerint, neque se iudican-
do submiserint, neque satisfactionem dederint, intra
hoc vel illud temporis spatium, pro loci longinquitate,
modo constitutum, prædicti illi utriusque partis
hostes iudicabuntur, eorumque bona, facultates &
quicunque redditus publicabuntur, plenæque ac iustæ
satisfactioni impendenda erunt earum injuriarum, quæ
ab ipsis illatæ sunt, ipsique præterea, cum in alterutius
partis potestate fuerint, iis pœnis obnoxii erunt, quas
suo quisque crimine commoverit.

XVII. Item, quod Populares Reipublicæ Angliæ,
quique sub ejus ditione fuerint, possint libere, tuto ac
secure in Fœderati Belgii Provinciis & singulis suis di-
tioniibus in Europa perque eas Terra, vel aqua, ad ulla
in iis loca, vel ultra eas iter facere, perque ulla earum
Oppida, præsidia, munimenta transire, quæ ulla in
locis Fœderatarum Belgii Provinciarum, aut alibi in
earum ditionibus in Europa sunt vel erunt, Mercaturam
in omnibus illis locis facientes, eorumque Negotiatores,
Institores, Famulive, Armati sive inermes (armati
autem non amplius quadraginta simul) tam sine bonis
suis & Mercimoniis, quam cum iis quocunque ire
voluerint : Poterit item Populus & Incolæ Fœderatarum
Belgii Provinciarum eadem libertate frui in omnibus
Reipublicæ Angliæ ditionibus in Europa, dummodo
in hujusmodi Commercio & Mercatura singuli alterutius
Reipublicæ Legibus & Statutis utrinque pareant,
moremque gerant.

XVIII. Item, si naves mercatoriarum unius aut alterius
subditorum per tempestatem vel Piratas, vel aliam quam-
cunque necessitatem, portum unius vel alterius Domini
intrent, inde secure & libere recedant cum Navibus &
Mercimoniis, absque aliquo vectigalium aut aliorum jurium
solutione : Ita tamen, ut onus non distrahant, aut dividant,
aut venale quicquam proponant, nec molestiæ
qualicunque aut visitationi subijciuntur, modo nec Personæ
aliquæ, nec merces in navem receperint, aut quid-
quam egerint contra leges, statuta aut consuetudines ejus
loci, ubi portus, uti præmissum est, intraverint.

XIX. Item, quod Mercatores, Naucleri, Gubernatores
& Nautæ, alterutius Reipublicæ eorumque naves,
bona aut Mercimonia in Terris, Portibus, Navium Itationibus,
aut fluminibus alterius non præhendentur, vel sub
arresto detineantur ex edicto quovis generali aut speciali,
sive ad Bellum, sive ad alium quemlibet usum,
nisi summa necessitate id cogente, iusta etiam satisfactione
ob id data : Ita tamen, ut detentionibus & arrestationibus
quæ ex jure & legibus alterutius Reipublicæ recte
atque ordine fiunt, nihil hinc derogatum sit.

XX. Item, ut mercatores utrinque, eorum institores
& famuli, atque etiam Naucleri, alique Nautæ, tam
eundo, quam redeundo Navibus per Maria aliisque
aquis, quam in Portibus alterutius, aut in Terram
egressi sui fuorumque bonorum defendendi causa, omne
genus arma, tam offensiva quam defensiva gestent, utanturque :
Verum ubi ad sua quisque hospitia ac diversoria
pervenierit, ibi arma sua deponet, ac relinquit, donec
rursus ad navem se receperit aut eo commorari velit.

XXI. Item, quod naves præfidiaræ seu Bellicæ alterutius
Reipublicæ quamcunque in Mari navem aut naves
Mercatorias, quæ ad alteram vel alterius Populum aut Incolas,
aut ad ullos sociorum, hoc Fœderis comprehensos,
pertinerint, quæ eundem cursum tenerint, idemve iter
fecerint, obviam habentes aut assequentes, iis præsidio esse,
eisque defendere tenebuntur, quamdiu eundem cursum
tenerint, contra omnes & singulos, qui eas vi adoriuntur.

XXII. Item, si qua navis aut naves, quæ Populi aut
Incolarum alterutius Reipublicæ aut neutralis alicujus
fuerint, in alterutius Portibus, à quovis tertio capiuntur,
qui ex Populo aut Incolis alterutius Reipublicæ non sit,
illi, quorum in Portu, aut ex Portu, aut quacunque ditione
prædictæ naves captæ fuerint, pariter cum altera parte
dare operam tenebuntur in prædictis nave vel navibus in-

Tom. III.

sequendis & reducendis, suisque Dominis reddendis; ve-
rum hoc totum fiet Dominorum impensis, aut eorum de J. C.
quorum id interest.

XXIII. Item, quod scrutatores, cate, ique id genus Of-
ficiales ex utraque parte, ad normam legum alterutius
Reipublicæ sese dirigent, neque plus imponent exigent-
ve, quam per auctoritatem sibi Commisissam, & accepta
mandata liceat.

XXIV. Item, si quæ injuria ab alterutra Republica ejus-
ve Populo aut Incolis, alterius Populo aut Incolis illata sit,
sive contra ullos hujus Fœderis Articulos, sive contra jus
commune, uti nullæ Literæ Repressaliæ, Mercæ aut Contra-
mercæ ab alterutra concedantur, donec Iustitiâ prius
juxta leges ordinarias postuletur. Sin autem illic Iustitia
vel denegetur, vel in longum protrahatur, tum uti sum-
mus ejus Reipublicæ Magistratus, sive ejus delegati, cu-
jus Populus & Incolæ injuria affecti sunt, ab illa altera Re-
publica, in qua Iustitia, uti prædictum est, denegatur aut
differtur, aut ab illa potestate, quæ hujusmodi postulationis
audiendis constituta erit, publice Iustitiam postulent, ut
omnes hujusmodi lites vel amice componantur vel ordina-
rio legum processu. Sin autem mora adhuc interposita erit,
neque jus reddetur, neque satisfactio dabitur intra tres
menses, quam hujusmodi postulatio lata fuerit, tum de-
mum uti Literæ Repressaliæ, Mercæ vel Contra-mercæ
concedantur.

XXV. Item, quod illi, qui specialia Diplomata aut
Commissiones ab alterutra Republica obtinuerint, prius-
quam illa Diplomata accipiant, coram eo Judice, qui ea
ipsis exhibebit, sufficientem fiduciarum cautionem inter-
ponent per ejusmodi homines, qui respondendo pares
sunt, & non ejus navis Socii, aut Participes, se nullum
dammum aut injuriam alterutius Populo aut Incolis il-
laturos.

XXVI. Item, conventum & concordatum est, quod
utriusque partis Populo ad portus utriusque liberi semper
erit accessus, in iisque commodari, & inde rursus recede-
re, liberum ei licitumque erit, non solum cum navibus
Mercatoriis, & oneratis, sed & cum Navibus Bellicis, sive
ad Rempublicam spectent, sive eorum sint, qui specialia
Diplomata obtinuerint, sive tempestatis vi, aut Maris pe-
riculo intraverint, sive ut naves reparent aut commeatum
coëmant, modo octonarium navium bellicarum nume-
rum non excedant, si sua sponte intraverint, nec diutius
in portibus, aut circa portus hæreant, quam ad navium re-
parationem, coëmenda Victualia, aliaque necessitates fue-
rit necesse : Et si major navium bellicarum numerus, data
occasione, ad ejusmodi portus velit accedere, eos intrare
nequaquam erit licitum, nisi prius impetrata ab iis venia,
ad quos portus illi prædicti pertinerint, nisi tempestate
aut vi aliqua, aut necessitate compulsa fuerint, quo Maris
pericula effugerint : Quod cum acciderit, præfectumque
loci aut summum Magistratum statim de causa sui adven-
tus certiores facient, nec diutius ibi hæreant, quam
illis à præfecto aut summo Magistratu permissum erit,
nec in iis Portibus commorantes hostile aliquid, aut
quidquam in præjudicium eorum molientur.

XXVII. Item, conventum est, ut supra, quod Domini
Ordines Generales Uniti Belgii curabunt, ut Iustitia fiat
in eos, qui Perpetratores aut participes erant Homicidii
Anglorum in Amboyna, quod Reipublicæ Angliæ, ita
placuit qualificare, si modo aliquis eorum superles erit.

XXVIII. Item, quandoquidem naves & bona quadam
Anglorum prehensæ & detenta fuerint in Dominiis Regis
Daniæ, à decimo octavo die Maji Anno 1652. utrinque
conventum, conclusum & concordatum est, atque Ordines
Generales sese obligarunt, quemadmodum & his præ-
sentibus sese obligant, quod omnia & singula, naves, &
bona detenta, uti prædictum est, & in specie adhuc ma-
nentia, una cum vero & iusto pretio eorum quæ divendi-
ta, subducta, seu aliter disposita sunt, intra quatuordecim
dies post appulsus Mercatorum, & Nauclerorum,
quorum interest, vel procuratorum fuorum, qui ea reci-
piant, restituantur, atque etiam damna, quæ ex eadem de-
tentione Anglis prædictis illata sunt, compensabuntur,
prout de iis iudicatum fuerit ab *Edovardo Winslow, Jacobo
Russell, Johanne Beech, & Guilielmo Vander Cruysen*,
Arbitris indifferentibus electis, tam à parte Celsitudinis suæ,

N a n n

qua

ANS
de J. C.
1654

quam dictorum Ordinum Generalium (de cujus Arbitrii forma seu instrumento jam conventum est) ad examinanda, & determinanda postulata Mercatorum, Nauclerorum, proprietariorum, ad quos dicte naves, bona & damna pertinent: Qui dicti Arbitri in Aurifabrorum Aula (vulgo Goldsmiths-Hall) hic Londini vigesimo septimo proximo Junii, sileo veteti convenient, vel citius, si fieri poterit, atque eodem die solemne juramentum suscipient coram iudicibus supremæ Curie Admiralitatis Angliæ, se omni respectui & relationi utriusque status & privati cuiuscumque commodo renunciaturus, atque insuper, quod prædicti Arbitri à primo die Augusti, proxime futuri, nisi prius consenserint, in camera separatim ab omnibus aliis tantisper clauderent absque foco, candelâ, cibo, potu, aliove sustentaculo, donec de rebus prædictis ad se relatis, consenserint. Quæque sententia, ab iis lata fuerit, utramque partem devinciet, & obligabit. Atque Ordines Generales Federatarum Provinciarum ad eandem præstandam his præsentibus sese sponte obligant & devinciunt, nec non ad illam pecuniæ summam, quæ à dictis Arbitris adjudicabitur solvendam hic Londini in usum dictorum proprietariorum tali personæ vel personis, quam vel quas Celsitudo sua nominaverit, intra viginti quinque dies post adjudicationem illam factam. Et dicti Ordines Generales summam quinquies mille librarum Anglicarum, intra duos dies, postquam instrumenta Ratificationis dictorum Articulorum Pacis mutuo extradita erunt, hic Londini pendente versus sumptus à Mercatoribus, Naucleris, vel procuratoribus suis ex itinere in Daniam faciundos; & summam vicies mille thalerorum Imperialium, sive Rixe Dollars, talibus personis, quas Celsitudo sua nominaverit intra sex dies, postquam ea personæ illic appulerint, in Mercatorum, & Proprietariorum usum, ad naves suas reficiendas, & in reditum suum instruendas: Quæ prædictæ summe in partem solutionis cedent illius summa, quæ laudo arbitrorum prædictorum continebitur. Quodque fiduciaria cautio & securitas dabitur (de cujus cautionis forma jam conventum est) à sufficientibus viris, qui respondendo pares sunt, hic Londini degentibus, sese in summam centum & quadraginta mille librarum Monetæ Angliæ obligantibus (cujus obligationis Syngrapha, una cum instrumento Ratificationis tradetur) quod restitutio secundum quod prædictum est, fiet, quodque submissio & solutio tam viginti mille thalerorum Imperialium, quam summæ aliorumque, quæ uti prædictum est, adjudicata erunt, à parte sua præstabitur: Et si à parte Domini Ord: Gener: omnes vel aliquæ prædictæ conditiones non efficaciter & realiter præstentur, modo & tempore præstitutis, tunc poena dicte obligationis exigerit, & dicte summæ centum & quadraginta mille librarum Monetæ Angliæ tali Personæ vel Personis solvetur, quam vel quas Celsitudo sua nominaverit, unde Mercatorum, Nauclerorum, & Proprietariorum damna refarciantur.

XXIX. Item, cum nonnullæ lites & quæstiones incidant inter Rempublicam Angliæ, & Regem Daniæ, ratione detentionis navium & bonorum, & priore Articulo nominatum, atque Ordines Gener: Federatarum Provinciarum naves & bona prædicta restituenda in se receperint, & fiduciariam cautionem pro eadem restitutione & solutione damnorum, juxta quod in priore articulo præfinitum est, interponere consenserint, conventum, conclusum, & concordatum est, quod his rite factis & præstitis; omnes quæstiones, lites, injuriæ atque hostilitates inter dictam Rempublicam & Regem Daniæ, ratione detentionis cessabunt & perpetuæ oblivioni tradentur ita, ut dictus Rex cum Regnis & Dominis suis in hoc Tractatu & Confederatione, tanquam amicus, comprehendatur, eo modo, quo in eandem amicitiam & affinitatem cum utraque Republica restituitur, quæ prius erat ante dictam detentionem, & quasi nunquam ea intervenisset, nec non & Deputati ejus, & Legati consimili honore admittentur, quo Deputati & Legati aliorum Statuum, qui amicitia conjuncti sunt.

XXX. Item, conventum est, ut supra, quod Commissarii utrinque quatuor tempore, quo rarioribus extendæ sunt, nominabuntur, qui ad decimum octavum mensis Maji proximi sileo Anglico, hic Londini conveniant, qui eodem tempore instructi, atque autoritate

muniti erunt, quemadmodum hisce præsentibus instruantur, & ea autoritate muniantur, ut omnes eas injurias, & eaque damna examinent & definiant, anno millesimo sexcentesimo undecimo, & deinceps usque ad decimum octavum Maji anno 1652. sileo Anglici, tam in Indiis Orientalibus, quam in Groenlandia, Moscovia, Brasilia, vel ubi vis locorum pars una ab altera se pertulisse causatur: Et quorum omnium particularia ante præscriptum diem decimum octavum Maji prædictis Commissariis ita nominatis exhibebuntur, ea cum restrictione, ut post præfatum diem nullæ omnino novæ admittantur: Si autem præfati Commissarii de prædictis differentiis ita particulariter scripto exhibitis & expressis, non convenient intra trium mensium spatium à præfato decimo octavo Maji die numerandum, quod eo casu prædictæ differentiæ submittentur, sicut & his præsentibus submituntur iudicio & Arbitrio Cantonium Helvet: Protestantium, qui instrumento eo, de quo simul cum hisce conventum est, requiruntur, ut eo casu arbitrium illud assumant, & similes Commissarios in eundem finem delegent, ita instructos, ut post expiratos illos tres menses intra sex proxime sequentes de iis iudicium ferant, & quicquid ejusmodi Commissarii, aut Major eorum pars intra prædictos sex menses determinaverint, utramque partem obligabit, & rite perficietur.

XXXI. Item, conventum & conclusum est, quod utraque pars vere & firmiter observabit atque executioni mandabit præsentem Tractatum, omniaque & singula in eo contenta, & comprehensa, atque eadem ab alterutroque Populo, Subditis, & Incolis observari & præstari efficaciter curabit.

XXXII. Item, ad majorem cautelam & securitatem Pacis hujus & Confederationis à parte Dominorum Ordinis Gener: Federatarum Provinciarum earumque Populo sincere & bona fide præstandæ, conventum & conclusum est, sicut & Domini Ordines Gener: his præsentibus conveniunt, seque firmiter obligant & devinciunt, quod omnes & singuli, quos aut quem, vel ipsi vel Ordines Provinciarum, quocumque demum tempore, eligent, constituent, aut præficient Capitaneum Generalem, Governatorem, seu Præsidem primarium, sive Stadtholder, Imperatorem Exercituum seu Militiæ in Terra, vel Admirallum, seu Prætorum Classium, Navium, Copiarumve Marinarum obligabuntur & devinciuntur huic Tractatum, & omnia ejus Capitula juramento confirmare, itaque sancte & cum juramento spondere, se quantum possint, omnia ea religiose observaturos & executioni quo ad eos spectat, mandatos & curaturos, ut ab aliis observenter & executioni mandentur.

XXXIII. Item, conventum, conclusum & concordatum est, quod præfatus Tractatus, atque omnia & singula in eo contenta & conclusa, à dicto Dom: Protectore, dictisque Ordinibus Generalibus Federatarum Provinciarum per Patentes utriusque partis literas, Sigillo magno munitas, debita & authentica forma intra quindecim dies proxime insequentes, aut citius (si fieri poterit) confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Instrumenta infra prædictum tempus, hinc inde extradentur, nec non & Pax hæc, & Confederatio statim à traditis & permutatis Instrumentis, forma & loco solitis publicabitur, atque omnes hostilitatis actus hinc inde ab eo tempore cessabunt.

Sequitur tenor Commissionis ex parte Seren: Dom: Protector: OLIVARIUS Dom: Protector Reipub: Angliæ, Scot: & Hibern: &c. Omnibus & singulis quorum interest & ad quos præfentes Litteræ pervenerint, Salutem. Sciatis quod cum Celsi ac Potentes Domini Ordinis Gener: Unitariorum Provinciarum ad nos miserint & legaverint Plenipotentarios suos & Legatos, sufficienti auctoritate ad id munitos & instructos, qui firmam Pacem, Unionem & Confederationem nobiscum inaneant & pacificentur: Et nos ex pio & Christiano hujus belli sensu malorumque, quæ inde sequutura sunt, non solum respectu Nationum eo involutarum, quæ omnibus Religionis & humanitatis vinculis sibi invicem succurrere & favere tenentur, sed etiam respectu communis causæ rerumque Christiani Orbis, sedulos & sinceros nostros conatus adhuc continuare cupientes, sicut nec ex ipsis belli primordiis quic-

ANS
de J. C.
1654

AN S quicquid unquam à parte nostra defuit, quo non modo
de J. C. bellum hoc componatur & finiatur, verum etiam sincere
1654. & perpetua Pax fidaque amicitia intimiorque affinitas
inter nos & prædictos Ordines introducat & stabilatur:
De prohibitis, fide, prudentia, & circumspèctione
dictorum nobis *Henrici Lawrence*, Domini Prædictis
Confilii nostri; *Johannes Lambert*, Majoris Generalis
Exercituum hujus Reipublicæ; *Philippi Vice-Comitis*
Lisle, *Gilberti Pickering*, *Bar. Edwards Montague*,
Armigeri; *Gualteri Strickland*, Armigeri, Domino-
rum Confilii nostri ad plenum perfu is ipsos, vel ma-
jorem eorum partem, cæteris absentibus aut impeditis,
ex assensu Confilii nostri facimus, constituimus, atque
his præsentibus ordinamus velos nostros & indubitos
Commissarios, Procuratores & Deputatos. Dantes &
concedentes jisdem vel majori eorum parti tenore præ-
sentium plenariam auctoritatem, facultatem & potesta-
tem, generale & speciale mandatum, concludendi,
paciscendi, & stabilendi pro nobis & Successoribus
nostris, cum *Hieronymo van Beverningk*, *Guilielmo*
Nieuport, Consiliario & Questore Generali Septen-
trionalis Hollandiæ, & Pensionario Oppidi de Schie-
dam; *Alvaro Petro Jongestall*, ordinario Consiliario
in Curia Justitiæ pro Provincia Frisiæ, & Curatore
Academiæ Franckæ in Consessu Dominorum Ordini-
um Generalium Uniti Belgii Deputatis, ex parte Pro-
vinciarum Hollandiæ & Frisiæ, Legatis Extraordina-
riis & Plenipotentariis inter Ordinum Generalium
Fœderati Belgii firmam inter nos, & prædictos Ord-
inem, affinitatem, necessitudinem, amicitiam,
Commercium & Intercursum, nec non concludendi &
finaliter determinandi de & super omnibus causis, li-
tibus, & querelis, quæ inter nos & prædictos Ordines
hinc inde pendere dignoscuntur, sub illis modis, ca-
pitis, forma, promissionibus, cautionibus, & se-
curitatibus quas ad firmam Conventionum observatio-
nem putaverint requirendas: Et quicquid prædicti no-
stri Commissarii cum Legatis prædictis Dominorum
Ordinum Generalium convenierint, concluderint, aut
concordaverint; Nos bona fide promittimus, nos &
Successores nostros his præsentibus firmiter obligando,
id omne observare, præstare, firmum ratumque habe-
re, quasi ipsi intercessimus: In ejus rei testimonium,
his literas nostras Patentes manu propria signavimus,
hisque magnum Sigillum Angliæ apponi fecimus. Datz
ex Alba Aula decimo quarto Martii 1654.

OLIVER P.

Sequitur tenor Commissionis ex parte Do- minorum Ordinum Generalium.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies du Pays-bas,
à tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Scavoir
faisons: Comme ainsi soit que nous seions touche d'un
juste desir & volonté de contraindre & convenir avec son
Altesse le Seigneur Protecteur de la Republique d'Angle-
terre, Ecosse & Irlande, une étroite, bonne, sincere
& mutuelle Amitié, Union & Alliance, pour la des-
fense & conservation de la liberté, & franchise des deux
Nations, & de la Navigation & Commerce mutuel,
ensemble les interets communs, contre tous ceux qui vou-
droient entreprendre tant par Mer, que par Terre, de
troubler l'un ou l'autre Etat: C'est pourquoy nous desir-
ons l'advancement de ce bon œuvre, avons trouvé ne-
cessaire d'envoyer vers sadite Altesse le Seigneur Protec-
teur de ladite Republique, les Seigneurs Hieronymus de
Beverningk, Guillaume de Nieuport, Conseiller &
Receveur General de Nord-Hollande, Pensionaire de
la Ville de Schiedam; Allard Pierre Jongestall, Con-
seiller Orinaire dans la Cour de Frise, & Curateur de
l'Academie à Francker, Deputes en notre Assemblée de
la part d'Hollande & Frise, nos Ambassadeurs Ex-
traordinaires. Et sachant, que pour faciliter leurs Ne-
gociations afin de les conduire au dessein & conclusion
convenable aux bonnes intentions de l'une & de l'autre
Republique, & ayant besojn d'être à cette fin pourvus

de plein pouvoir, autorité, commission & mandement
special, nous à ces causes desirans prevenir & lever tou-
te dispute & contention, qui se pourroit monvoir sur la
suffisance & validité de leur creance & autorisation:
Donnons auxdits Seigneurs nos Ambassadeurs Extraor-
dinares en vertu de ces présentes, & à chacun d'eux en
particulier, si par maladie ou autrement ils étoient em-
pechez d'intervenir tous trois au Traité d'Union & Al-
liance, qui se fera, plein pouvoir de traiter, stipuler,
convenir, accorder, & conclure avec sadite Altesse le
Seigneur Protecteur de ladite Republique d'Angleterre,
Ecosse & Irlande, ou avec les Seigneurs Commissaires
qui seront deputez de sa part, ladite étroite Alliance
& Amitié mutuelle entre les deux Nations, & de tout ce
qui sera ainsi négocié; convenu & conclu, faire ou pas-
ser tel ou tels instrumens, contrats, & promesses en
bonne & deuë forme, & généralement, faire en ce que
dessus & en les circonstances & dependances, tout ainsi
que nous serions si presens y étions, jaoit que la chose re-
quit mandement plus special, qu'il n'est contenu dans ces
présentes, par lesquelles nous promettons sincerement
& de bonne foy avoir agreable, tenir ferme & stable à tou-
jours, tout ce qui par eux en cette qualité sera fait, pro-
cure, promis, convenu & accordé en cet endroit, l'ob-
server, accomplir, & entretenir inviolablement, sans
jamais aller ny venir au contraire, directement ou indi-
rectement, en quelque sorte & maniere que ce soit, mais
le tout devoir ratifier si besojn est, & en passer Lettres
& Instrumens en la meilleure forme que faire se pourra,
au contentement de sadite Altesse le Seigneur Protecteur.
Fait à la Haye en notre Assemblée, sous notre grand
Séel, Parapluie & Signature de notre Greffier, le dix-
neufieme de Fevrier mille six cent cinquante quatre. J. C.
Maugreault, vi. Par Ordonnance desdits Seigneurs
Estats Generaux.

En l'absence du Greffier.

J. SPRONSEN.

In quorum omnium fidem & testimonium, tam nos
Commissarii Celsitudinis suæ Domini Protectoris,
quam Legati Extraordinarii Dominorum Ordinum
Generalium Fœderatarum Provinciarum, vi & vigore
nostrarum respective Commissionum & Procuracionum
præsentem Tractatum manu propria subsignavimus, &
sigillis nostris manualibus munivimus.

Actum Westmonasterii quinto die Aprilis Anno
millesimo sexcentesimo quinquagesimo quarto.

He: Lawrence Pras. (L. S.)	P: Lisle. (L. S.)	H: v. Beverningk, (L. S.)
J. Lambert. (L. S.)	Gil: Pickering. (L. S.)	Wil: Nieuport. (L. S.)
E: Montague. (L. S.)	Wal: Strickland. (L. S.)	All: P: Jongestall. (L. S.)

Sequitur Ratificatio Domini Protecto- ris Reipublicæ Angliæ, Scotiæ & Hiberniæ, &c.

OLIVARIUS Dominus Protector Reipublicæ
Angliæ, Scotiæ & Hiberniæ, &c. Omnibus
& singulis, ad quos præsentis Literæ pervenerint aut
ullatenus spectaverint, Salutem. Quandoquidem ad
sedandas discordias & firmam Pacem conciliandam in-
ter Nos & Celso ac Potentes Dominos Ordines Ge-
nerales Unitarum Provinciarum Commissarii à parte
nostra constituti & delegati fuerint, plenaria autori-
tate communiti ad concludendum, pacificandum & sta-
bilendum cum Plenipotentariis Dominorum Ordini-
um Generalium in eundem finem ad Nos extra Or-
dinem Legatis, firmam Pacem, Unionem & Confe-
derationem: Et post varios congressus hinc inde desu-
per habitos, Commissarii nostri prædicti, nec non
Legati & Plenipotentarii Dominorum Ordinum Ge-
neralium, benedicente Deo, in certos quosdam Ar-
ticulos & Capitula Pacis, Unionis & Confederationis

ANS. convenerint & consenserint, quorum tenor infra sequitur, & de verbo in verbum inferitur, videlicet.

1654.

Idcirco nos volentes omnia & singula, quæ in prædictis Articulis continentur & comprehenduntur, executioni omnimodo dari, præstari atque efficaciter adimpleri, seria & matura deliberatione cum Nobis & Consilio nostro super iis habita, ea omnia & singula probavimus, ratificavimus & confirmavimus, & per has præsentis pro nobis & Successoribus nostris probavimus, ratificamus, & confirmamus secundum verum, proprium & genuinum eorum sensum & intellectum: Spondentes & promittentes pro Nobis & Successoribus nostris, ea omnia & singula, quæ in his, bona fide, atque inviolabiliter juxta formam & contentum eorum præsturos, observuros, adimpleuros; eaque omnia & singula præstari, observari, atque adimpleri ab aliis omnibus, quorum interest, efficaciter curaturos, omnesque contravenientes sine gratia vel committentia severe puniuros, omni dolo & fraude semotis: In quorum fidem & testimonium has Literas nostras Patentes propria manu signavimus, & magno Angliæ sigillo appenso muniri fecimus. Dato Westmonasterii decimo nono die Aprilis Anno Millesimo sexcentesimo quinquagesimo quarto.

Husey.

OLIVER. P.

Sequitur Ratificatio Dominorum Ordinum Generalium.

Ordines Generales Federatarum Belgii Provinciarum, constare volumus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit: Quoniam iusto desiderio ac propensa voluntate moti sumus cum Serenissimo & Celsissimo Domino OLIVARIO, Domino Protectore Reipublicæ Angliæ, Scotiæ & Hiberniæ, contrahere & inire strictam, firmam, sinceram, mutuamque Amicitiam, Unionem & Confederationem, pro defendenda & conservanda libertate ac jura utriusque Nationis, nec non Navigationis & Commerci, pariterque communis causæ, contra quoscunque, qui tam Terra, quam Mari hunc vel illum Statum turbare nitentur: Et desiderantes hujus salutaris operis progressum, necessarium duximus ad Serenissimam Celsitudinem suam, Dominum Protectorem prædictæ Reipublicæ ablegare Dominos Hieronymum de Beverningk, &c. Welbelman de Nieupoort, Consiliarium & Quæstorem Generalem Hollandiæ Borealis, Syndicum Oppidi Schiedamensis; Allardum Petrum Jongefal, Ordinarium Consiliarium in suprema Curia Justitiæ Provinciæ Frisiæ, & Curatorem Academiæ Franckæ; Extraordinarios Legatos nostros ut cum Altememoratæ Serenissimæ Celsitudinis suæ Commissariis convenerint de stricta, firma, sincera, & mutua Amicitia, Unione & Confederatione, utrimque colenda & observanda: Illigitur, cunctis accurate deliberatis, ventilatis & discussis, nomine utriusque partis, fœdus mutuam pepigerunt & concluderunt, nec non de peculiaribus Articulis invicem convenerunt, quorum tenoris est, qui hic & infra verbotenus sequitur inferius.

Proinde prædictum, ac supra hic insertum Paci Fœderis, atque Articulorum conventorum Instrumentum cum Serenissimæ Celsitudinis suæ Commissariis per dictos Extraordinarios Legatos nostros in ordinem redactum, in omnibus punctis & clausulis approbavimus & ratum habuimus, prout tenore ac vigore præsentium illud approbamus & ratum habemus: Spondentes, nos dictum Instrumentum in omnibus punctis & clausulis suis inviolabiliter servaturos, ac impleturos, neque passuros, ut à quoquam ullo modo infringatur vel violetur. In quorum fidem & robur hæc per nostri Confessum Præsidem signari, a Graphario subscribi, & majori Sigillo nostro muniri fecimus: Dabantur Hagæ-Comitum die vigesima secunda Aprilis anni supra millesimum sexcentesi-

mum quinquagesimi quarti. J. van Gent, vt. Ad ANS mandatum Altememoratæ Dominorum Ordinum de J. C. Generalium. N. Ruyfsh.

1654.

Cum in tertio Articulorum Pacis, Unionis & Confederationis initæ, stabilitæ & promulgatæ inter Serenissimum Dominum, Dominum Protectorem Reipublicæ Angliæ, Scotiæ & Hiberniæ; Et Dominos Ordines Generales Unitarum Provinciarum conventum sit; quod omnes injuriæ, sumptus & damna, quæ pars una ab altera pertulit post 15 mensis Maii Anno 1652. debebuntur atque à memoria eradentur, eo modo, quo neutra dictarum partium alteri negotium faceisset ob aliquid huiusmodi damnum, injuriam aut sumptus; sed omnis & cujuscunque eorum perfectæ erit hunc in usque diem abolitio, omnesque eo nomine lites actioneque cassæ nullæque erunt, exceptis iis de prædationibus, quæ in Maribus Britannicis committentur post spatium duodecim dierum, atque intra Maria Britannica & Promontorium Sancti Vincentis post spatium sex hebdomadum, & inde in Mari Mediterraneo & ad Æquatorem usque, post spatium decem hebdomadum, atque ultra Æquatorem, post spatium octimestre à publicatione Pacis numerandum, vel immediate post sufficientem notitiam Pacis in dictis locis factam. Et cum de prædictis verbis quæstiones nonnullæ forsitan oriantur, quæ licibus & disceptationibus animum præbent: Præfatus Dom: Protector, & præfati Ord: Gener: quo omnis controversia tollatur, quæ occasione alicujus in prædicto Articulo contenti accidere poterit, unanimi consensu convenere & concludere, atque his præsentibus declarant, omnibusque & singulis Popularibus & Subditis suis respective palam faciunt, quod immediate post Tractatus Pacis promulgationem, quæ jam facta est, omnes hostilitatis actus ubicunque in omnibus locis, in dicto tertio Art: expressis, & ubique alibi cessabunt, & quod omnes de prædationibus, damna & injuriæ, quæ ab una parte contra alteram factæ seu commissæ fuerint, post quartum diem Maii (stilo veteri) proxime sequuturum in quibuscunque locis, quorum in prædicto Art: mentio facta est; vel alibi, tam citra, quam ultra Æquatorem in rationem reddendarum tabulas referentur, & quæ ablata erunt post prædictum diem Maii, sine aliqua forma Processus restituentur, nec non & damna, inde nascentia compensabuntur. Et quo stipulatio hæc & conventio magis innotescat, utraque pars eandem in Jurisdictionibus & Territoriis suis publicabit, & Navibus suis Bellicis aliisque, tam quæ in portu, quam quæ super Mari sunt, eandem observare firmiter mandabit. In cujus rei fidem & testimonium tam Domini Commissarii Celsitudinis suæ, quam Legati Extraordinarii Prædictorum Ordinum Uniti Belgii præsentibus hæc manibus suis propriis subfigurarunt. Actum 28 Aprilis stilo Angli: Anno 1654.

(L.S) He: Lawrence Pras. (L.S) H: v: Beverningk.
(L.S) Gil: Pickering. (L.S) Will: Nieupoort.
(L.S) E: Montagu. (L.S) All: P: Jongefal.
(L.S) Wal: Strickland.

C C C X X V I.

Traité de Paix entre OLIVIER CROM-ANS
WEL Protecteur d'Angleterre & CHRI- de J. C.
STINE Reine de Suède. Fait à Upsal, 1654
le 11. Avril, 1654. Aitzema. Affaires L'ANGL
d'Etat & de Guerre: Tom. VIII. pag. ET LA
154. SUÈDE.

Serenissimæ & Potentissimæ Principis ac Dominiæ Dominiæ Christianæ Dei gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Reginæ, Magnæ Principis Finlandiæ, ducis Esthoniæ, Careliæ, Bremæ, Verder, Stetini, Pomeraniæ, Cassubici, & Vandalici, Principis Rugiæ, nec non Dominiæ Ingridiæ & Wismariciæ,

ANS tiz, &c. Regniq; Sueciæ senatores ac Plenipotentes
e J. C. commiffarii, Nos infra fcripti *Axelius Oxensterna* Re-
654. gni Cancellarius & Juxta Provincialis occidentalium
Norlandiarum, Lapponiarq; Hæredicæ, & Jempræ,
Comes Moræ Auitalis, liber Baro in Kimitho, Domi-
nus in Tyholm & Tidoen, Eques Auratus : &
Erius Oxensterna Axelus, Generalis Collegii Commer-
ciorum Præfæs Comes Moræ, Auitalis, liber
Baro in Kimitho, Dominus in Tidoen, Vybii &
Gorwals: Notum Teltatunq; facimus, quod ficuti
nulla non antehæc temporum memoria Suecorum An-
glorumq; gentes amica & egregia confuetudo inter-
cefferit, atque renovando adaugendoq; opus ufui
commodum acciderit quod S. R. M. Dominam noſtram
clementiffimam mandato & nomine, *Oliværu* Domini
Proceptoris Reip. Angliæ, Scotiæ, & Hyberniæ,
ditionem & dictæ Reip. Legatus Extraordinarius Illu-
ſtiſſimus & Excellentiſſimus Dominus *Bulſtroduſ Whit-
lock* Conſtabularius Caſtri de Windſor atque unus &
cuſtodibus magni Sigilli Angliæ, ſufficienti poteſtate
inſtructus, proximiſq; tranſigendis que ſequuntur ne-
gotiis acceſſerit; ita quoque dicta S. R. Majeſt. nobis
pari ac ſufficienti poteſtate Miſiſtris clementiſſimè in-
junxit, ut deliberatis ac confederatis cum prænominato
D. Legato, iis que pro ſtabiliſſima commerciorum ac
navigationis libertate atque corroborandâ mutua ami-
citiâ hujus temporis ac rerum omnium circumſtantiis
convenientiſſimè tydicarentur, certi quid de ſiſtueretur,
atque ſub articulis quibuldam mutui fœderis com-
prehenderetur; quamobrem de infraſcriptis negotiis,
poſt ſedulam eorum deliberationem ita convenimus,
quemadmodum ſequentibus ac interis hinc tractati
legibus clariſſe ac præcipuis eorundem verbis expri-
muntur, viciacit.

I. Inter Reginam Regnumq; Sueciæ & Dominum
Proteſtorem prædictumq; Remp. atque univerſas
& ſingulas ditiones, Regna, Regiones, Provincias,
Inſulas, terras, colonias, urbes, oppida, populos
cives, Incolas, & omnes omnino ſubditos & inhabi-
tantes bona impoſitorum, ſincera, ſirma, atque perpe-
tua ſit maneatq; pax, amicitia, benevolentia & cor-
reſpondentia, adeo ut pars utraq; amore & affectu in-
tegerimo ſe invicem complectantur.

II. Prædicti confœderati & ditionis, utriuſque ſub-
diti, populus & incolæ ubi oceaſio dabitur, mutuum
commodum curabunt & promovebunt, certiores ſe in-
vicem quoque fecerint, ſi alterutri pericula imminen-
tia in alterum conſpirationes ac machinationes inimico-
rum innoverint, iſſique, quantum in illis fuerit, ob-
ſtabunt ac illas impediunt, neutri etiam confœderatorum
licitum erit neque pro ſe neque pro aliis quocunq; agere
tractare aut contrariis quicquid alterius incommodo vel dam-
no, terrarum aut dominiorum alterius qualicumque
ubivis loci ſive mari, ſive terra, *Sectis ejus rebelles aut
inimicos in confœderati damnum nullatenus forebit*, ne-
que rebellium ac proditorum nequaquam qui adverſus
ſtatum alterius quicquam molietur, in ditiones ſuas re-
cipiet, aut admittet, multo minus conſilium aut auxi-
lium, aut Evorem illis præbebit vel tale quid per ſub-
ditos, populum, ac incolas ſuos præſtari ſin & aut
permittit.

III. Jam dicta Regina Regnumq; & prædictus
Dominus Proteſtor prædictaq; Reſpub. omni cum
candore ſtudioq; in illam curam incumbunt, ut quan-
tum in illis fuerit ſubmovcantur impedimenta, quæ
confœderatorum libertatem navigationis & commer-
cium invicem inter utruſque amicam gentem, tunc
per ditiones, terras, Mariæ & flumina utriuſque cum
aliis populis & Gentibus hæcenus interturbant, præ-
nominatam autem libertatem navigationis & omnis
utriuſque mercaturæ contra turbatores quocunq; aſſe-
rere, ſtabiliſſe, defendere atque prodeſſe hiſce de qui-
bus in hoc tractatu convenit, vel de quibus poſthac con-
veniri poterit, rationibus integerrimè admittantur.
Nihil vero ſinat neque perſe, ſubditosq; aut populos
ſuos, neque ſua nullatenus culpa lide inſtituto adverſum
committi aut perpetrari.

IV. Conſeſſum imprimis libertatunq; ſit utriq; præ-
dictorum confœderatorum & incolis ac ſubditis illorum
terreſtri vel maritime, & quocunq; denique itinere in
alterius confœderati Regna, Regiones, Provincias, ter-
ras, Inſulas, Urbes, villas, oppida murata vel non
murata, munita, vel immunita, portus, Domina &
ditiones quacunq; libere ac ſecurè abſq; licentia vel
ſalvo conductu generali aut ſpeciali ingreſſi, ire, at-
que inde redire, ibidem commorari aut caſidem tran-
ſire, & omnia interim viſitui, uſuique ſuo neceſſaria
emere, atque pretio pro lubitu comparare, & omniq;
benevolentia tractentur. Eriam ſit ſas utriq; confœ-
deratorum ſubditisq; eorum ac incolis mercari, mer-
canturam facere & commercia exercere in omnibus locis
quibus hæcenus commercium exercebatur utpote
quibusq; in rebus ac mercibus alluſceſcit, eaſdem-
que importandi, exportandiq; pro arbitrio cujuſque
copia dabitur, ſolutis tamen teloniis debitis & obſer-
vatis legibus ac ordinationibus prædicti Regni & Rei-
publicæ prædictæ, ſive mercaturæ, ſive ſus aliud reſ-
picientibus: quibus præſuppoſitis Populus, ſubditi ac
Incolæ unius Confœderatorum habeant ac poſſideant in
Regionibus, terris, Dominiis ac Regnis alterius tam
larga & ampla Privilegia, tantaſque relaxationes, liber-
tates, immunitateſque quantas peregrinus quilibet
poſſidet vel poſſidebit in dictis utrinque Dominiis ac
Regnis.

V. Mercatores, Navarchæ, Naucleri, Nautæ, ho-
mines quicunq; Naves & omnia in Univerſum mer-
cimonia ac bona Confœderati alterutrius, ejuſque
ſubditorum ac incolarum nullo publico privatoq; no-
mine, vi alicujus edicti generalis aut ſpecialis in terris,
Portubus, Stationibus, littoribus vel ditionibus qui-
buſcunq; alterius Fœderati, in uſum Publicum ex-
peditiones bellicas, aliamve ob cauſam multo minus in
uſum cujuſquam privatam apprehendantur per arreſta
detineantur violentiâ aliquâ aut ulla ejusdem ſpecie co-
gantur, nullave afficiantur moleſtia vel injuria, Cau-
tum tantum modo ſit arreſta juri ac æquitati conſenta-
nea non prohiberi, ſi ſecundum ordinarias legum For-
mulas fiant, nulliſve privatis cujuſquam affectibus im-
pune indulgeantur: Sed pro juris ac Juſtitia adminiſtra-
tione evitari non poſſint.

VI. Quod ſi una plureſve naves alterutrius Confœ-
deratorum ſive Bellicæ, ſive onerariæ ac private ſubdi-
torum, Civium & Incolarum ejus procelſis abreptæ
fuerint, vel perſequentibus piratis, inimicis, ac ho-
ſibus, vel alia urgente neceſſitate ac ratione in portus,
Stationeſque vel ad littora quæcunq; alterius Confœ-
derati appellere cogantur benignè omniſque humanita-
te ibidem excipiantur & artica gaudent Protectione,
nullo autem modo impediuntur, quo minus integrum
omnino habeant reficere ſe, & omnia viſitui, repara-
tioni atque comodo ſuo interſervientia æquo pretio
comparare, nullâ quoque ratione prohibeantur ex portu
& Statione viciffim pro lubitu ſolvere ac egredi, non
ſolutis Teloniis ac oneribus ullis, damno adverſus
ſtatuta, Ordinationes ac conſuetudines loci, in quem
ſubduſtæ Naves fuerint aut ubi commorantur, nihil
committatur vel peccetur.

VII. Pari Ratione ſi naves una plureſve publicæ aut
privatæ alterutrius Confœderati ejusdemque ſubdi-
torum ac incolarum, ad oras aut in ditionibus quibuſcun-
que alterius fœderati, inſeperint, jactum fecerint, vel
Naufragium & damnum quocunq; paſſæ fuerint aut
impoſterum patientur, detrimentum paſſis benevolè &
amiciffimè ſubveniant, atque auxilium illis pro con-
venienti premio feratur adeo ut quicquid ex jactu,
Naufragio vel quocunq; damno ſuperfuerit, ſalvetur,
conſervetur, & juſto domino vel ejus vices gerenti Re-
ſtituatur.

VIII. Quod ſi ſubditi & incolæ alterutrius Confœ-
deratorum ſive Mercatores ſint, eorumque factores ſer-
vi, Navarchæ, Naucleri, Nautæ, ſive aliam ob cau-
ſam in alterius fœderati ditionibus iter facientes, aut
degentes vel nomine eorum quidquam acturi coram
juſtitiz foro, vel exigendis debitis ſuis, vel ob alias
Nnnn ? legi.

ANS legitimas Rationes, Magistratum auxilio ibidem indi-
de J. C. guerint, id illis prompte & proæquitate causæ benigne
præbent, atque iustitia sine prolixis, & non neces-
1654 sariis ambagibus administratur, in Peragendis Nego-
tiis contrahendis Mercibus accipiendis pro illis solutio-
ne, atque pretio, perficiendisque itineribus suis, nul-
lo modo aut pretextu impediuntur, sed Amicissima ubi-
que experiantur officia, liberum etiam illis utrinque sit,
euntibus, redeuntibus, & obambulantibus in Lito-
ribus, Navibus, Portibus, & publicis ubicunque
locis alterius Confœderati arma portatilia in privatam
defensionem gestare, modo nequaquam præbeant præ-
fectis ac Magistratui cuiusque loci iustam suspicio-
nem de Machinationibus ullis adversus pacem publicam
vel privatam; in primis vero quicunque modestè se ges-
serit & vixerit ab omni injuriâ, vi ac Molestia prote-
gatur.

IX. Licet prædictis Confœderatis & singulis utrius-
que populo subditisque emere atque exportare ex singulis
utriusque regionibus Dominiis ac regnis *omnis generis*
armaturarum & qualemcunque apparatus bellicum, &
Navigia in quolibet alterius Portus, Stationes ac littora
tuto ac libere subducere, ad illa appellere, ibidem com-
morari, atque inde exire, modo se gerant modestè,
pacatè & conformes locorum singulorum legibus ac con-
suetudinibus, neque libertatem Commerciorum ulla
ratione ibidem impediunt. Pariter Naves bellicæ ha-
beant quidem liberum accessum in Portus alterius fœde-
rati & liberam Stationem, sed eo tamen numero qui
Suspicionem Manifestam præbere poterit, illuc non
accident, absque consensu & veniâ impetrata ab illo
fœderato, cujus portus sunt, nisi tempestatis im-
pulsæ, vel vi, vel maris periculo; quo in casu adventus
causam gubernatori, vel primario loci Magistratui si-
gnificabunt, nec diutius moram ibi trahent, quam à
gubernatore vel primario Magistratu, ut prædictum,
concessum fuerit, observatis semper & ubique supra in-
dignatis hoc articulo & iis de quibus in posterum con-
veniri legibus.

X. Fas sit Reginæ Regnique Sueciæ subditis ac Inco-
lis quibuscunque tuto ac sine molestia iter facere in An-
glia Scotiæ, & Hiberniæ omnibusque illarum ditioni-
bus & eisdem transire terra vel mari quocunque libuerit,
ad gentes quascunque atque cum illis commercium in-
stituire & mercaturam in omni mercimoniorum gene-
re liberrime exercere, illaque illuc advehere, inde-
que evehere, iidem fruatur libertatibus populus Rei-
publicæ prædictæ in Regnis Dominiis ac Territoriis
Reginæ Regnique Sueciæ ea conditione ut observen-
tur utrinque leges ordinationes ac jura peculiaria cu-
jusque gentis, quæ Commercia & mercaturam con-
cernunt.

XI. Quamvis superioribus Articulis hujus fœderis
ac Amicitia legibus prohibuitur sit, *neutrū Confa-*
deratorum, alterius hostibus auxilium atque subsidium
præstare; subintelligi tamen nullo modo debet
commercia & navigationem illi confœderato ejusque
subditis & incolis, qui bello non est immixtus, cum
hostibus illius fœderati qui in bello versatur, omnino
denegata esse. Cautum tantummodo sit interim do-
nec rite magis de omnibus huc pertinentibus legibus
conveniret, nullas ejusmodi merces, *controbandæ*
vocatas, de quarum speciali designatione vel catalogo
intra quatuor adhuc menses rite conveniet ad hostes al-
terius devehendas esse, sine periculo; si ab altero fœ-
deratorum deprehendantur, quod prædæ cedant, abs-
que ipse Restitutionis.

XII. Ne verò libera ejusmodi navigatio aut transitus
fœderati unius ejusque subditorum ac Incolarum, du-
rante bello alterius fœderati Terra marive cum aliis
gentibus fraudi sit alteri confœderato, mercesque &
bona hostilia occultari possint, dolis prætexendo Ami-
ci nomen, ea ratio amovenda suspitioni fraudique
placuit, quod naves, plausstra, merces hominesque ad
alterutrum confœderatorum pertinentes in itineribus ac
navigationibus suis muniti omnino esse debeant salvis
conductibus vulgo vocatis passeports & certificatio-

num literis, quæ à supremo ejus provincie urbis præ-
fecto aut Magistratu unde exiverint, signandæ erant, A NS
de J. C.
observandæque in iis omnibus eæ formulæ, de quibus 1654
intra spatium sex ab hinc mensium rite conveniet, ubi
vero merces, bona, navigia, homines alterutrius con-
fœderatorum ejusque subditorum ac Incolarum in aper-
to mari, fretis, portibus, stationibus, terris ac locis
quibuscunque obvia aut obvii fuerint navibus bellicis
publicis aut privatis vel hominibus subditis ac Incolis
alterius fœderati vel quoscunque modo in unum cum
ipsis locum convenirent exhibitis duntaxat salvis con-
ductus sui & certificationum literis nihil ulterius ab iis
exigatur, in bona navigia aut homines nequaquam
inquiratur, multo minus injuria, damno aut molestia
ulli afficiantur, sed proseguendo itineri ac instituto
suo prout superius significatum est, liberrime dimit-
tantur, si ab alterutra parte adversus hujus Articuli ge-
nuium sensum quidquam commissum fuerit, contra-
venientibus subditis ac Incolis suis, penam severam
uterque confœderatorum infliget, læso autem alteri
confœderato vel ejus subditis ac Incolis de jactura omni
ac impensis plenariè & protenus atque sine ulla mora sa-
tisfieri curabit.

XIII. Si contigerit quoque in posterum durante hac
Amicitia ac fœdere quemquam ex populo ac subditis Al-
terutrius Confœderatorum partem agere aut moliri ali-
quid contra hoc fœdus vel aliquam ejusdem particulam,
terra marivi vel ullibi, hæc Amicitia fœdus pactumque
inter prædictos confœderatos non eo nomine interrup-
tum aut dissolutum erit, sed nihilominus perdurabit
ac permanebit integrum. Dabunt autem panas ho-
mines illi particulares soli quotquot hoc fœdus violant
ac injuriam accipientibus jus & iustitia administrabitur
& fiet satisfactio omnis damni atque Injuriæ intra duo-
decim Mensium spatium post Restitutionem postula-
tam: quod si prædicti delinquentes & perpetræ violen-
tiæ rei, sistere se ac submittere iustitiæ, vel infra præ-
fixitum Diem satisfacere recusaverint, illi quicunque
tandem sine pronuntiabuntur utriusque Status inimici &
eorum Facultates, bona ac res quales quantacunque
confiscabuntur & venum dabuntur, ad iustam & plenam
satisfactionem Injuriarum quas fecerint, ipsique
delinquentes, & rei ubi in potestatem alterutrius Sta-
tus venerint, meritis insuper poenis pro delicti natura
afficientur, restitutio autem ac satisfactio pro jactura ac
damnis quæ durante bello Anglicano cum fœderatis
Belgii Provinciis, alterutra partium Confœderato-
rum per alteram passa est, quantocius & sine mo-
ra parti læsæ aut ejus subditis ac incolis fiat & præ-
stetur.

XIV. Præsens Tractatus ac Confœderatio nihil de-
rogabit præminencie, juri, ac Dominio cuiusque
alterutrius Confœderatorum in suis maribus, fretis, at-
que aquis quibuscunque, sed habeant, retineantque si-
bi eadem pari amplitudine qua hæcenus gavisi sunt &
quæ illis jure competit.

XV. Cum primarium itaque sit institutum hujus
Fœderis ut talis *libertas navigationis ac Mercaturæ*;
qualis in superioribus articulis descripta est, utriusque
Fœderato subditis ejus ac Incolis utrinque sit ac maneat
in mari Baltico, fretis Oresuntico, mari Septentriona-
li, Occidentali, Britannico, Mediterraneo, ac Ca-
nali cæterisque in Europa Maribus, communi itaque
consilio; ope & auxilio integerrime allaborabitur, ut
prædicta *libertas navigationis ac Mercaturæ*
in omnibus prænomatis maribus ac fretis stabiliatur,
promoveatur, atque si occasio ita tulerit, *defendantur*,
contra turbatores, qui interrumpere illam, prohibe-
re, impedire, vel ad nutum suum injuriamque Con-
fœderatorum, confringere aut cogere voluerint,
benevolentiam item atque primumtudinem provehen-
dis alterius Confœderati commodis & amolendis in-
commodis, uterque prædictorum Confœderatorum
benignissime invicem præstabit; Salvis tamen fœderi-
bus utriusque genti cum aliis regnis rebus publicis ac na-
tionibus quæ antehac inita sunt & vigorem obtine-
runt: nullatenus autem in posterum alteruter Confœ-
dera-

ANS deratorum sedes inibit, aut quidquam pacifectur, cum
de J. C. aliis peregrinis gentibus ac nationibus quibuscunque in
1654. præjudicium qualecunque hujus præsentis invicem fœderis
nisi præfatio ac consentiente altero Confoederato, aut si
quidquam aliter cum aliis posthac pactum fuerit, pro
irrito habeatur cedatque omnino huic mutæ conventioni.
De modo autem subsidii vel auxilii invicem ferendi pro
defensione hujus fœderis & libertatis Commerciorum,
ac navigationis ubi ita necessum fuerit & ratio postularit,
speciilius, pro temporis ac rerum omnium circumstantiis
conveniet.

XVI. De Commoditatibus aliis quibus frui poterunt
& legibus secundum quas se gerere tenebuntur naves
bellicæ quæ in portus vel stationes alterius Confoederatorum
appulerint, de Commercio in America faciundo, Item de
commoditatibus Piscationibus Halecium & Piscium quorumcunque,
de stapulis & emporiis Commerciorum constituendis
deque aliis rebus & conditionibus quæ ad Majorem
superiorum articulorum evidentiam requiri poterunt
statuetur, pro ut in posterum peculiari Tractatu
vel Contractu invicem conveniet.

XVII. Hæc vero in quæ superioribus articulis
consensimus obtinebunt consensum ab hoc eodem temporis
momento omnimodum vigorem atque fœcere ab utraque
parte omnibusque, qui obedientia fide ac obsequio
utrinque attingatur rite observabuntur. Quo autem
impoterunt comagis stabilita ac firma sint maneatque
tum à regiâ Majest. D.N. Clementissima, tum à Domino
Protectore, Reipublicæ Angliæ, Scotiæ, & Hiberniæ,
suarumque ditionum nomine suæ Celsitudinis & prædictæ
Reipub. intra quadrimestre spatium propriis Majestatis
illius atque ejus Celsitudinis manuum subscriptionibus
ac sigillis subscribentur, signabuntur, ac rata habebuntur.

Ad corroboranda hæc omnia quæ supra scripta sunt
atque in fidem sufficientem, fore ut ex parte Regiæ M.
Dominiæ nostræ clementissimæ, sanctissimæ ac integerrimæ
observentur atque intra præfixitum diem rati habeantur,
hæc propriis manibus subscripsimus & sigillis nostris
munivimus. Actum Upsaliæ die 11. Aprilis anno 1654.

C C C X X V I I.

Traité de Paix & d'Alliance entre OLLIVIER CROMWEL Protecteur d'Angleterre & JEAN IV. Roi de Portugal. Fait à Westminster le 10. Juillet, 1654. Aitzema. Affaires d'Estat & de Guerre. Tom. VIII. pag. 134.

I. UT sit bona vera ac firma pax inter Rempub. Angliæ & Seren. Portugalliæ Regem : & inter Regionēs, terras, Regna, dominia, & Principatus sub utrorumque ditione positos populosque subiectos incolæque eorum, cujuscunque conditionis, dignitatis, & gradus sint tam per terram quam per mare, flumina, & aquas dulces; ita ut prædicti populi & subiecti sibi invicem favore & auxilio esse studiis mutuis ac honesto affectu se utrinque tractare habeant : neutraque dictarum partium, earumque populis subiecti, vel incolæ quicquam agant vel attendant contra alterutrum ullo in loco sive in terra, sive Mari, sive in portibus fluminibusve alterutrius nec alicui bello, consilio, vel Tractatu in alterutrius damnum consentiat vel adhareat, neque alterutrius rebelles, profugosve illis alterius terris, regnis, Dominijis, portibus, sinibus tecto Hospitio verecipiat.

II. Ut inter Remp. Angliæ & Regem Portugalliæ eorumque populos, subiectos, incolæque tam per terram quam mare, flumina, & aquas dulces in omnibus & singulis Regionibus, terris, Dominijis, territoriis Provinciis incolis, coloniis, urbibus, oppidis, pagis, portibus & sinibus sit liberum commercium, quibus

in locis commercium aut antea fuit aut nunc est, ita ut absque ullo salvo conductu aliaque licentia generali, de J. C. aut speciali tam per terram quam mare, flumina, & aquas dulces, populus subiecti, incolæque alterutrius possint in prædicta Dominia & Regna omnes eorum urbes, oppida, portus, littora, sinus, locaque venire intrare & navigare & cum plaustris equis, sarcinis, navigiis tam onulitis quam onerandis merces importare, vendere, in iisdem quantum voluerint committatū resque ad victum ac protectionem necessarias justo pretio sibi parare reficiendis navigiis & vehiculis propriis vel conductis, aut commodatis operam dare atque inde cum bonis mercibus aliisque rebus quibuscunque cum eadem libertate discedere, indeque ad patrias, proprias, vel alienas quomocunque velint & sine impedimento exire salvis tamen utriusque loci legibus, & statutis omnibus.

III. Ut populi incolæque hujus Reipub. quodlibet genus mercium, bonorum, & mercimoniorum commere iisque uti finique possint in regnis, Provinciis, territoriis, insulisque Regis Portugalliæ prima cœmatione sive particulatim sive quocunque numero aut mole quando & quocunque loco libuerit, neque aut propolis aut monopolis ea mercari cogantur, neque pretio definito circumscribantur : possint item pro lubitu vendere negotiari libereque transportare quælibet bona, merces, & mercimonia, ex prædictis regnis, & dominijis, solventes duntaxat portoria & Tributa, consularia, pro bonis exportatis debita, prout soluta erant decimo die Martii scilicet. ver. vigesimo autem scilicet. novi. Anno Milleesimo sexcentesimo, quinquagesimo tertio. Stilo Angl. quantum vero ad emtiones & venditiones mediantibus proxenetis; dictus populus hujus Reip. iisdem libertatibus Privilegiis & exemptionibus cum ipsis Portugallis fruatur & utetur : neque in cæteris actionibus eorum, aut contractibus durius cum ipsis agatur, quam cum ipsis nativis & indigenis, atque antiquum fœdus dictum, omniaque Privilegia & immunitates Anglis ullo tempore ab omnibus ultitve Portugalliæ regibus antehac concessis, edicto confirmantur, quo populi incolæque prædictæ Reipub. aliis frui possint una cum omnibus aliis privilegiis atque immunitatibus quæ ulli nationi Regno aut Reip. prædicto Portugalliæ Regi fœderatæ vel jam sunt vel posthac erunt concessæ.

IV. Ut quotiescunque populi incolæque hujus Reip. naves suas ullos ad portus Regni Lusitanie appulerint, dicti populi incolæque ne cogantur à minimis officialibus & subiectis prædicti Regis onerare aut imponere in naves suas alias species aut qualitates bonorum & mercium quam iisdem placuerit neve dum illic morabuntur plures duobus ad summum custodiibus aut officialibus eorum navibus præficiantur. In quibus exonerandis nulla inanis erit cunctatio. Et si dictæ Naves & Navigia sicis mercibus onusta intra decem dierum spacium, navesque & navigia piscibus & committu referta intra spacium quindecim dierum non exonerentur postquam portum intraverint, non tamen solvere tenebuntur ullam stipendium, argenti summam, aliamve mercedem dictis custodiibus seu officialibus, nec eorum gratia aliquid amplius impendant, quam pro decem & quindecim diebus illi respectivè prædictis.

V. Si contingerit subditis Seren. Regis Portugalliæ aliofve inter Regna & ditiones prædicti Regis eorumve merces & bona à curiæ inquisitionis officio ejaldevne iudicibus aut ministris à Regis fœcale capi, sisti, aut occupari qui ulli ex populo hujus Reip. debitoris æris sunt, vel erunt, prædicta debita ex bonis & mercibus prædictis integra solvantur intra sex Menses post nexum vel occupationem prædictam proximè sequentes sine impedimento aut molestia à dicta curia ejalve iudicibus aut ministris, quod si inter prædicta bona & merces sita capta & occupata aliqua bona & merces dicti populi & incolarum in specie extiterint eadem dictis iisdem illico restituantur.

VI. Ut Capitanei Magistri Officialii, & navis navium

ANS co instruendas, & quatuor alias piscibus ad Brasiliam mittendas a quavisque natione pro libitu suo conducere, prout continentur in charta libertatum per diploma Regium ei concessa, & quod tam *Societas Brasiliensis*, quam omnes alii subditi dicti Regis, qui mercatum exercent, libere absque ulla licentia generali vel speciali prius impetranda naves Anglicas quocunque numero iis placuerit conducunt, inque iis navigent in Brasiliam cateraque conquesta dicti Regis in India occidentali, quodcunque stipendium onerandi & commo-
1654. randi convenit: id uti procedat ejusque ratio habeatur, donec totum solvatur, quamvis etiam pacti temporis stipendium superavit.

XII. Et cum Serenissimus Rex Portugallie per scriptum suum sigillo suo munitum datum in urbe *Ulyssiponis* vigesimo primo Januarii anno natiuitatis Domini nostri 1641. incolis terrarum subiectarum domino *Ordinum Hollandie* liberam facultatem concesserit omnia genera mercium inveniendi evehendi & regnis, Dominiis & territoriis suis, uti Populus Reip. Angliæ eadem facultate in Regnis & Dominiis Regis Portugallie utatur fruaturque.

XIII. Uti nullus *Alcaides*, vulgo dictus, aliusve Regiæ Majest. officialis ullum ex populo hujus Reip. cuiuscunque gradus aut conditionis fuerit, præterquam in causâ criminali & in ipso facto deprehensum arre-
1654. stare aut interpellare possit, nisi à iudice conservatore potestate ad id scripto prius factâ, utque populus prædictus aliquin quoad corpora, domicilia, rationum libros, interesse, merces, bonaque sua infra ditionem Serenissimi Regis Portugallie pari eademque fruatur immunitate à carceribus, arrestationibus aliisque molestiis quibuscunque quæ ali cuiusque Principi populoque cum Regis Lusitanie federato concessa est aut deinceps concedetur, neque per ullum saluum conductum aut Patrocinium, ejusdem Regis subditis, aliisve in ejus ditione versantibus, concedendum suo jure prohibeantur, quo sua debita recuperare queant, verum uti quencunque hominem in jus vocare possint, incu-
1654. jusque demum patrocinium recipiendum, siue quovis diplomate munitum, siue Redemptorem, siue aliquovis privilegio donatum iusti cuiusvis debiti causâ.

XIV. Quandoquidem vero jura Commercii & Pacis irrita forent & inutilia, si Populus Reipubl. Angliæ conscientia causa inquietaretur, dum ultro citroque commeat ad Regna & Domina dicti Regis Portugallie, vel illic mercium commutandarum gratiâ hospitantur, uti igitur Terrâ marique liberum & securum sit commercium, dictus Portugallie Rex id efficaciter aget, & providebit, ne à quovisunque homine, Curia, vel tribunali, vel propterea quod secum habeant, vel utantur Bibliis Anglicis, aliisve libris, utque liberum sit populo hujus Reip. in privatis ædibus una cum familiis intra quæcunque Domina, dicti Regis Portugallie Religionem suam observare & profiteri, atque eandem in navibus & navigiis suis exercere, prout, illis visum fuerit absque omni molestia, vel impedimento; denique ut locus mortuis sepeliendis idoneus iis assignetur, provident tamen Angli, ne excedant quod scriptum est in hoc articulo.

XV. Si acciderit post hac ut ulla controversia dubiaque inter prædictas Respub. oriantur, unde interrompendi inter utramque gentem commercium periculum esse possit, populis subditisque partis utriusque per omnia utriusque regna & Provincias publica monitio danda erit, biennique spatium ab illa monitione ad se bona, naves, Merces, & facultates quascunque transportandas sine ulla molestia, impedimento, aut damno sibi bonisve suis interea illato, dictisque populis atque subditis utriusque licitum erit, quibus publicæ monitionis tempore debita alicubi erunt, ea intra dictum biennium iis in locis & Ditionibus ubi debentur, legitime exigere, atque exinde jus iis expeditum & cum effectu reddetur, ita ut Creditores ejusmodi intra tempus præfinitum sua consequi possint.

XVI. Si acciderit ut quamdiu Fœdus, Amicitia, & societas hæc duraverit ab ullo ex Populis, aut Inco-

lis alterutrius partis prædictæ contra hoc Fœdus, aut ANS ullam ejus partem, Mari, Terrâ, Fluminibus, aut ANS aquis dulcibus quicquam fiat aut tentetur; amicitiam hanc, & societatem inter hæc Nationes non idcirco
1654. interrompi, aut infringi: verum integram nihilominus durare, plenamque vim suam obtinere, tantummodo illos ipsos qui contra Fœdus prædictum commiserint, singulos punire, aliumque neminem, justitiamque reddi, & satisfactionem dari, illis omnibus quorum interest, ab iis omnibus qui Terrâ, Mariibus, fluminibus, aut aquis dulcibus contra hoc Fœdus quicquam commiserint, ullâ in parte Europæ, aut ubivis locorum, intra Fretum Gaditanum, siue in America vel per Africæ littora, ullivise in Terris, Insulis, æquoribus, æstuariis, sinibus, fluminibus ullivise in locis *Caput bone Spæ*, intra anni spatium quam Justitia postulat: in omnibus autem locis uti supra trans dictum caput, infra menses octidecim quam Justitia prædicto modo poscetur; & si fœderis ruptores non compauerint, neque se judicandos submiserint, neque satisfactionem dederint, intra hoc vel illud temporis spatium, pro loci longinquitate modo finitatum prædicti illi utriusque partis hostes judicabuntur, eorumque bona, facultates, & quicunque reditus publicabuntur, plenæque ac justæ satisfactioni impendendi erunt, earum injuriarum, quæ ab ipsis illatz sunt; ipsique præterea cum in alterutrius partis potestate fuerint, iis panis obnoxii erunt, quas suo quisque crimine commoverit.

XVII. Si qua inciderit Controversia inter prædicti Regis Inspectatores, officiales, aut Ministros, & dictos Mercatores de bonitate piscium vel cuiuscunque penus, qui ullas in ditiones prædicti Regis reportabitur, ea dirimetur bonorum virorum, modo Lusitani sint, arbitrio, qui à Magistratu illius loci Consuleque Gentis Angliæ quo jure eligantur, qui rem ita judicabunt ut ne quid interim detrimenti dum de re disceptatur, ad Dominum proveniat.

XVIII. Populo subiectivæ partis alterutrius ad alterius Portus appellere ibique commorari, indeque pari cum libertate discedere non solum cum navibus mercatoriis & onerariis, sed etiam cum Bellicis & præsidariis & ad hostium vim propulsandam instructis permiffum est, siue vi tempestatis eo delati fuerint siue ad naves reficiendas, aut ad Commearum parandum appulerint, modo sex bellicarum numerum non superant si sponte eo pervenerint, neque diutius in Portibus, vel circa littora hæreant aut commorentur, quam ad naves reficiendas, aut ad alia necessaria comparanda opus erit, ne quid fortè causæ præbuerint interpellandi aliarum gentium Commercii quæ amicitia, & societate conjunctæ fuerint; & si quando inultatus aliquis navium numerus Casu quovis ad eos portus accesserit, iis ne licito portum intrare, nisi factâ prius ab iis potestate, quorum in ditione portus illi erunt, nisi vi tempestatis aut impellente aliâ necessitate inviti id fecerint, ad Maris & Naufragii periculum evitandum: quod si acciderit, adventus sui causam illius loci præsidii aut summo Magistratui protinus aperiant, neque diutius illic manento quam per illius loci Præsidem aut summum Magistratum licuerit, neque in illis Portibus quod prædictæ Reip. aut Regi detrimento sit quicquam hostiliter faciunt.

XIX. Ut neque Respub. prædicta, neque Rex, naves, bonaque alterutrius populivise eorum, quæ erunt ab alterius hostibus, aut Rebelligibus ullo tempore capta, atque ullos in portus, aut loca terrarum alterius, aut Ditionum abducta, sinat à Dominis seu propriariis transferri; verum ipsis, aut eorum Procuratoribus eadem restituantur, proviso quod illi addictas naves, bonaque jus sibi vendicent priusquam vendantur & exonerentur: & intra tres Menses postquam dictæ Naves, bonaque sic abducta fuerint, jus eorum vel probent vel proprietatis testimonia producant; atque interea temporis, sumptus necessarios pro servandis & custodiendis dictis navibus bonisque ipsi proprietarii solvent & dependent.

ANS XX. Uti Populus & Incolæ Reipub. Angliæ nego-
de J. C. tiandi causâ commercantes in Regna, Dominia, & Re-
1654. giones dicti Regis, aut ad Portus suos, cum navibus
eorum appellentes, ne pendant pro Tonnagio, An-
choragio, aliisve Portuum expensis, aliqua alia teloni-
a, seu argenti summas, præter eas quas Regi seu
Cameræ *Ullisponensi* pendere moris erat, si qua vero
alia prava consuetudo se introduxerit, in posterum ne
solvantur.

XXI. Uti nullum Tributum ab ullo ex populis hu-
jus Reipub. sive *Ullisponæ*, sive alio in loco exigatur
S. Georgii facello impendendum, neque cogantur ip-
si ulla munia in personis suis præstare, aut nullum ge-
nus armorum induere aliisve suppeditare.

XXII. Uti Mercatores partis alterutrius prædictæ,
eorumque Infinitores, Famuli, familia, Negotiatores,
aliique Ministri, Nautæ, Naviumque Magistri &
Classarii, in ditionibus, Territoriis, & Regionibus
prædictæ Reipub. & Regis, nec non in eorum portu-
bus & littoribus tuto ac libere versari possint populusque
& subditi Unius, in ullis alterius ditionibus ædes pro-
prias in quibus habitent, habere & possidere, nec non
repositoria in quibus bona, Mercesque suas recondant,
quamdiu conduxerint, absque ulla à quopiam mole-
stia. Item gladiis se cingere, armaque secum portare
tam offensiva quam defensiva, secundum morem &
consuetudinem loci, quo seipsos bonaque sua melius
tutari possint.

XXIII. Uti omnia bona, Mercesve dictæ Reipub.
aut Regis, eorumve utrinque populorum aut subdito-
rum, in alterutrius hostium Naves impostæ ibique
reperitæ, cum ipsis Navibus prædæ sint atque in publi-
cum addictæ, omnia autem hostium alterutrius bona
mercesve in Naves partis alterutrius eorumve Populi
aut subditorum impostæ, intactæ sint.

XXIV. Uti omnia iusta debita, quæ sumptarum
aut emptarum Mercium Nomine, aut onerarum deni-
que Navium, Anglis sive antè, sive post bona eor-
um sequestro posita ad hoc usque tempus ab Rege Por-
tugalliæ debentur, persolvantur, & reddantur imme-
diatè infra biennium proximè secuturum, utque om-
nes satisfactiones, cautiones, aut fideiussiones ab An-
glis datæ, ullas ob Naves, à Rege Portugalliæ ullisve
subditorum ejus antehac oneratas, Brasiliæ aut Angoliæ
oram petitas, & postea in ullis Majest. suæ Portu-
bus detentas, vel à principibus *Ruperto* seu *Mauritio*
captas, & occupatas, vel à prædicto Rege, ullisve
ex ejus Officialibus aut Ministris quovismodo impeditas,
quo minus Contractus suos præstare possent, de-
hinc cancellentur, rescindantur, irritæque fiant, ut-
que nec Personæ suæ nec eorum naves bonæ sub ar-
resto ponantur, vel ullatenus molestantur à prædicto
Rege, ullisve ex ejus subditis nomine & ratione Con-
tractuum prædictorum.

XXV. Item cum inter nuperum Parlamentum &
Legatum Extraordinarium à Portugalliæ Rege, con-
venerit, dictusque Legatus in secundo sex Prælimina-
rium Articulorum in quos 29. Decembris 1652. con-
sensum est, sese obligaverit, omnes naves, pecunias,
bona, & debita ad quoscunque Anglos pertinentia,
quæ in quibuscunque Dominis Regis Portugalliæ pre-
hensæ & detenta fuerint, in specie protinus libere resti-
tuenda fore, modo ejusdem valoris fuerint, atque in
eadem bonitate permanerint, quæ erant tempore de-
tentionis: sin minus, in valore restituantur; vel si
ex detentione deteriora facta sint, tum satisfactio-
nem ob ea dandam, juxta verum eorum pretium quan-
do primum detinebantur; Quantum vero ad damno-
rum compensationem iis ex declaratione Concilii per
Chartulam suam 15. Novembris An. 1652. in gentum
redactis declaratoque à Consilio sibi deliberatum non
esse Reparationem summo jure arguere atque exigere, sed
quatenus duntaxat æquitati & rationi consentaneum
erit, quodque testari possit propensum ad Pacem ani-
mum suum, dictus Dominus Legatus sese obtrinxerit
hoc supposito, damna refarcienda fore: atque in quin-

to dictorum præliminarium dictus Legatus in se ulterius
repperit, quod omnes Naves & bona Anglorum
que à Principibus *Ruperto*, & *Mauritio* vel à quacun-
que Nave sui eorum præfectura in Portugalliam invehita
sunt, ibique disposita vel adhuc manentia, vel ab aliis
sui eorum jussu inde revocata Dominis & Proprietariis
protinus restituerentur vel reparatio & satisfactio pro iis
daretur. Et quoniam de Mercatorum aliorumque pos-
tulatibus, quæ satisfactionem atinent, controversiæ
nonnullæ etiam nunc supersunt, quo omnia istiusmodi
postulata & querelæ ex jure & æquo diducantur & de-
terminentur. Utrinque conventum, conclusum, &
concordatum est, quod dicta postulata ob damna ad ar-
bitrium & satisfactionem referantur sicut & his præsen-
tibus referantur ad Judicium, & sententiam Do-
ctoris *Walteri Walker*, *Johannis Crowther*, Do-
ctoris *Hieronimi à Silva Secretarii Legationis*, &
Francisci Ferreira Rebello Agentis in rebus ejusdem Le-
gationis personarum indifferenter electarum, tam ex
parte Regis Portugalliæ quam Domini Protectoris, qui
his præsentibus sunt & constituentur, cognitores,
Arbitri, Judices ad audienda, examinanda & deter-
minanda omnia & singula postulata & querelas omnium
& singulorum Mercatorum, nauclerorum, aliorum-
que qui jus sibi vendicant, ad omnes vel aliquas Naves,
pecunias, debita Mercantias, bonæ quæcunque,
quorum in dictis Articulis præliminaribus mentio facta
est; qui Arbitri convenient & confidebunt in urbe
Londino, vigesimo die Julii proximi styl. vet. atque eo-
dem die solemne juramentum suscipiunt, coram judi-
cibus supremæ Curie Admiraltatis Angliæ, se in re-
bus ad se relatis, diducandis, omni favori & respectui
erga partem alterutram omnique privato commodo re-
nunciaturus: atque his præsentibus instruantur & au-
thoritate muniantur, ad personas quascunque accer-
sendas, nec non depositiones & chartulas sibi adferri
jubendas quæ rem sibi commissam spectaverint. Et vel
juramento adhibito vel non adhibito, omnium istius-
modi postulatorum, querelarumque veritatem, nec
non omnia & singula damna ex dictis arrestationibus &
detentionibus illata, summam examinant, & dicti
Arbitri his præsentibus autoritate nuntiant, ad sin-
gula præmissa definienda damnaque liquidanda, adju-
dicanda, & finaliter determinanda prout ipsi vel major
eorum pars in Conscientiis, & sanis suis discretioni-
bus, iustum & æquum censuerint, & ad finalem suam
sententiam sub Chirographis suis publicandam; quæ
sententia ita publicata utramque partem devincit &
obligabit, absque appellatione, revisione vel reclama-
tione quibuscunque. Atque idem Rex ad eandem ef-
ficaciter præstandam & observandam in omnibus ejus
membris & Capitulis sese obligat, nec non ad solven-
dum vel solvi curandum talem summam vel summas pec-
cuniarum, quæ uti prædictum est adjudicabuntur; at-
que ulterius conventum est quod si dicti Arbitri non
conferent, & finaliter determinaverint de & super
præmissis ad se relatis intra primum Septembris proxime
secuturum styl. vet. tunc dicta postulata à dictis Ar-
bitris indeterminata vel indecisa ita submittantur, si-
cut & his præsentibus submittantur tali personæ, Do-
mino Protectori à Consiliis, quam dictus Dominus
Protector intra quodcunque tempus post primum Sep-
tembris proximi nominaverit. In quem finem dictus
Dominus Protector tali personæ taliter nominatæ Au-
thoritatum Diploma dabit, ad finaliter determinandum
de & super omnibus & singulis postulatibus prædictis.
Et si ante datam à dicto Consiliario Sententiam, chartæ
nonnullæ Lusitania pervenerint, vel procurator ad
aliquas ex iis causis agendas, dictus Consiliarius eum de
novo audiet, quæcunque Sententia à tali persona taliter
instructa, sub Chirographo & sigillo suo lata fuerit,
utramque partem concludet, & obligabit, eaque ritè
præstabitur & perficietur. Atque in Majorem cautela
& securitatem quod ejusmodi pecuniæ summa quæ
vel à dictis Arbitris vel ab arbitrio adjudicabitur bonâ
fide solvetur, conclusum & conventum est quod una
Medietas vectigalium, & Cultumarum Portugalliæ, proxi-

ANS de J. C. 1654. proxime post datum Tractatus ex omnibus bonis & Merchandis quibuscunque, incolarum & populorum hujus Reipub. qui in Portugallia commerciant provenientium solutioni impenditur. Quæ medietas de tempore in tempus tali personæ solvetur quam prædictus Dominus Protector nominaverit, unde Mercatorum, Nauclerorum, & proprietariorum damna reficiantur.

XXVI. Item conclusum & concordatum est, quod præsens pax & Confederatio non derogabitur, per quamcunque aliam ligam vel Confederationem, factam vel fiendam, à Serenissimis Dominis Protectore Angliæ & rege Portugaliæ, cum quibuscunque aliis Principibus vel rebus publicis, sed quod pax & confederatio integrè servetur & semper suum sortitur effectum.

XXVII. Item, conventum & Conclusum est, quod utraque pars verè & firmiter observabit atque executioni mandabit præsentem Tractatum, omniaque & singula in eo contenta & comprehensa atque eadem ab alterutrius populo subditiis & incolis observari & præstari efficaciter curabit.

XXVIII. Item conventum, conclusum, & concordatum est quod præsens Tractatus atque omnia & singula in eo contenta & conclusa à dictis Domino Protectore & Rege per patentes utriusque partis literas sigillo magno munitas debita & authentica formâ intra sex menses proxime insequentis confirmabuntur & rata habebuntur mutuaque instrumenta infra prædictum tempus hinc inde extrahentur, nec non & pax hæc & confederatio statim à traditis & permutatis instrumentis forma & loco solitis publicabitur.

In quorum omnium fidem & testimonium tam nos Commissarii celsitudinis suæ Domini Protectoris, quam legatus extraordinarius Serenissimi Regis vi & vigore nostrarum respective commissionum & procuratorum præsentem tractatum manu propria subsignavimus, & sigillis nostris manualibus munivimus. Actum Westmonasterii die decimo Julii anno millesimo sexcentesimo quinquagesimo quarto.

CCCXXVIII.

ANS de J. C. 1654. *Règlement fait par des Commissaires nommez de part & d'autre touchant les dommages & pertes souffertes tant de la part des COMPAGNIES ANGLOISES d'Orient & d'Occident & autres, que des COMPAGNIES DES PROVINCES-UNIES d'Orient & d'Occident, & autres; conformément au Traité de Paix entre l'Angleterre & les Provinces-Unies de l'an 1654. Ledit Règlement fait & passé le 30. d'Août, 1654. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. VIII. pag. 147.*

Nos Johannes Exton, Guilielmus Turner, Guilielmus Thompson, Thomas Kendall, Adrianus van Aelmonde, Christianus van Rodenburgh, Ludovicus Houwen, & Jacobus Oysel, Omnis præsentis hujus Literas inspecturis, & quos infra scripta tangunt aut tangere possunt, Salutem.

Quoniam trigésimo articulo Fœderis nuper inter Celsissimum Dominum Protectorem Reipublicæ Angliæ, Scotiæ, & Hiberniæ ac dominorum &c. Et celsos ac Potentes Dom. Ordines Generales Fœderati Belgii conclusi & initi, placuit, ut Commissarii hinc inde quatuor, tempore quo ratificationes extrahendæ sunt, nominarentur, qui ad deci-

ANS de J. C. 1654. mum Octavum Mensis Maii proximi, stylo Anglico hic Londini convenirent & eodem tempore instructi de J. C. & auctoritate muniti essent, ut omnes eas injurias eaque damna examinarent & definirent, quæ anno millesimo sexcentesimo undecimo & deinceps usque ad decimum octavum Maii anni millesimi sexcentissimi quinquagesimi secundi stylo Anglico tam in Indiis Orientalibus quam in Groenlandia, Moscovia, Brasilia, vel ubivis locorum, pars una ab altera se pertulisse causatur, & quorum omnium particularia ante præscriptum diem decimum octavum Maii prædictis Commissariis ita nominatis exhibebuntur, eâ cum restrictione, ut post prædictum diem nullæ omnino novæ admittantur querelæ, ut in ipso Articulo trigésimo prædicto videre est; Et Celsissimus Dominus Protector antememoratus & Celsiss. ac potentes Ordines Generales Fœderati Belgii postmodum utrinque convenerunt ut dictorum Commissariorum conventus usque ad tricesimum mensis Maii differretur, & mutuo volentes ut præmissa in dicto Articulo debitum suum Sortiantur effectum, pro examinatione & definitione præmissorum cum plenâ, integrâ, absolutâ & irrevocabili potestate Nos Supradictos in Commissarios suos nominarunt & constituerunt, scilicet antedictus Dominus Protector pro parte sua antedictos Johannem Exton, Guilielmum Turner, Guilielmum Thompson, & Thomam Kendall, & prædicti Domini Ordines Generales similiter pro parte suâ supranominatos Adrianum van Aelmonde, Christianum van Rodenburgh, Ludovicum Houwen, & Jacobum Oysel. Et tam prædictus Dominus Protector, quam domini Ordines Generales antedicti dederunt & concesserunt nobis prædictis Johanni Exton, Guilielmo Turner, Guilielmo Thompson, Thomæ Kendal, Adriano van Aelmonde, Christiano van Rodenburgh, Ludovico Houwen & Jacobo Oysel, plenam & integram potestatem & auctoritatem eas omnes injurias examinandi & definendi, quæ anno millesimo sexcentesimo undecimo & deinceps usque ad decimum octavum Maii diem anni millesimi sexcentissimi quinquagesimi secundi, tam in Indiis Orientalibus quam in Groenlandia, Moscovia, Brasilia vel ubivis locorum pars una ab altera se pertulisse causatur: Volverintque præterea nobis prædictis Commissariis plenam & omnimodam potestatem esse instructiones & informationes de & super præmissis & eorum quolibet & aliquo, documenta & instrumenta probatoria quæcunque nec non personas & testes admittendi & vivâ voce sive aliter, prout visum fuerit, audiendi & examinandi, & generaliter omnia & singula juxta sanam discretionem pro meliori inquisitione veritatis, summarie, de plene & sine strepitu ac Figurâ judicii, liberè faciendi, exercendi & expediendi, quæ in præmissis vel circa ea necessaria forent. Dederunt & concesserunt Nobis Commissariis ita electis, plenum, integrum & absolutum imperium, & arbitrium, potestatem & auctoritatem de & super injuriis & damnis quibuscunque & eorum aliquo, discutiendi, decidendi & adjudicandi, & (omni quacunque appellatione & revisione remotâ & penitus exclusâ) prout nobis supradictis Commissariis æquitati & rationi visum fuerit congruum, finaliter determinandi, damnaque respectivè pro injuriis prædictis, liquidandi, declarandi & æstimandi, & reparationem, restitutionem & realem solutionem fieri, pro damnis respectivè sic Liquidatis & æstimatis, diebus & locis congruis ac opportunis ordinandi, statuendi & arbitrandi totumque negotium prædictum plenè, integrè & finaliter secundum absolutum arbitrium proficiendi intra trium mensium spatium à prædicto trigésimo Maii die continuo numerandum, sic ut quicquid Nos supradicti Commissarii intra tres menses prædictos determinaverimus utramque partem plenè & absolute obligabit, & tam prædictus Dominus Protector, pro parte sua & Anglorum, quam dicti Domini Ordines Generales Fœderati Belgii pro parte sua & populi Fœderatarum caverunt, quod omnia & singula per nos dictos Commissarios intra dictos tres menses ordinanda & arbitrandâ in præmissis & eorum quolibet observari faciant, ut latius ex ipsis Commissionibus

ANS Instrumentis videre est; Nos igitur *Johannes Exton*,
de J. C. *Guilielmus Turner*, *Guilielmus Thompson*, *Thomas*
1654. *Kendal*; *Adrianus van Helmonde*, *Christianus van*
Rodenburg, *Eudovicus Houwens* & *Jacobus Oysel*,
vi Commissionis nobis data tricesimo die Maii hic Lon-
dini convenientes, recepimus intra terminum præfixum
querelas injuriarum & damnorum, quæ cum Societate
Anglica in India Orientali Commercio exercens, à
Societate Indica Orientali Federati Belgii, quam vice
versâ dicta Societas Indica Belgii à dicta Societate Angli-
ca in India Commercio exercente se passas esse causas &
conquestas sunt, quemadmodum cas à verbo ad verbum
hic inferi fecimus.

Querela five Breviarium quoddam damnorum quæ
mercatores Societatis Anglicæ ad Indias Orientales
commercium exercentis, in prædictis Indiis marique
Australi à mercatoribus Societatis Belgicæ in Indiis
prædictis negotiantibus sustinuerunt, pro quibus coram
Dominis Commissariis utriusque Gentis ex parte præ-
fatorum mercatorum Societatis Anglicæ reparatio pos-
tulatur.

Primo petimus reparationem damnorum particularium
quindecim Articulis hic infra descriptis comprehensorum
quæ æstimantur ad quadraginta octo mille nongentas Li-
bras sterl. quindecim Solidos.

I. Vigesimo Martii Anno millesimo sexcentesimo vige-
simo primo. Quod mercatores Belgici apud Insulas
Moluccarum *Amboniam* & *Bandam* sumptus primo
anno quo cum iis in ista negotiatione participes fuimus
expensis in navigiis vulgo *Galliborne* & *Tingans*, scho-
las, Hospitia, Donationes, aliasque materias extraor-
dinarias (quibus nos contributiones facere nullo modo
obligati sumus) computo quoad ratam negotiationis
Nostræ unius videlicet tertie collocabant. Multum item
stipendia, pannis vestimentisque immodico pretio æsti-
matis solvebant, cum nos partis nostræ pro ratâ tertie
pecuniis numeratis solutionem fecimus; quibus nomi-
nibus ultra tertiam nostram generalium expensarum
partem exsolvimus isto anno quadraginta mille regales
de octo.

II. Vigesimo Martii anno 1621. Quod soluti sunt à
parte Anglorum viginti quatuor mille sexcenta quinquagin-
ta regales pro tertia sua parte altruendis & reparandis Ca-
stris, ad Insulas *Moluccarum*, *Bandam* & *Amboniam*,
quibus in locis anni tantum spatio negotiatione
potiti sumus, reparationes autem prædictæ per plures
annos usui fuuræ essent, ita ut prædictorum Regalium
tres quartæ ad minimum refundi debent ad quoddecim
mille quadringentos octuaginta octo regales de octo.

III. Vigesimo Martii anno 1621. Quod Mercato-
res Belgici mille centum & sex Regales de octo exige-
bant, Anglosque in Insulis *Moluccarum* & *Ambonia*
eodem sub prætextu vectigalium pro cariophyllis solven-
dorum omnino contra pacta conventa solvere co-
gebant.

IV. 20. Martii, 1622 ad Insulas *Moluccarum* &
Amboniam triginta sex mille nongentos sexaginta quinque
regales de octo Belgis prædictis in rationibus expensarum
in aromaticorum fructuum anni secundi, in participatio-
ne cum eis quoad Commercio istarum Insularum spera-
batur computandos persolvimus; verum injuriæ & expi-
ationis quibus à Belgis Indies imperebamus, anxios
nos primum & sollicitos de negotiatione prædicta red-
diderunt, tandem immanis seruitus quâ in gentem no-
stram primo *Polarone*, dein *Ambonia* serviebant, nos
à Commercio prædicto penitus exterminavit, unde præ-
dictorum Regalium de quibus Nobis nondum satisfac-
tum est, restitutionem flagitamus.

V. Præfata Societas Angli primo isto anno expensis
domesticis, sumptibus generalibus, domuum rediti-
bus, donis, impensis mercium, infra Insulas *Mo-
luccarum* & *Amboniam*, viginti tres mille
quingentos & septem Regales de octo erogabat, quorum
duæ tertie à Societate Belgicâ refundendæ sunt, ad
quindecim mille sexcentos septuaginta unum Regales de octo.

VI. 26. Augusti Anno 1622. Ex devastatione,
depopulationeque Insulæ *Polarone* perierunt Anglis

debita sua quibus obnoxii erant *Oran Kayenses* alique
indigenæ ad valorem quinque millium septingentorum vi-
ginti quinque Regalium de octo.

VII. E. Castro *Neilacca* infra insulam *Polarone* sita
servos viginti unum, quos pleno jure Angli posside-
bant, Belge vi captos abduxerunt; altimantur servi isti
ad bis mille centum Regales de octo.

VIII. A nobis etiam unam tertiam quadringento-
rum aliorumque bonorum jure belli per ipsa pavigia
illa, pro quibus antea pretium & solutionem à nobis
exegerant, captorum detenuerunt: prædictorum ser-
vorum pars tertia juxta pretium venditionis ab iis factæ,
novem mille nongentos septuaginta quinque regales facit,
prædictorumque vasorum pars tertia ad mille Regales
æstimata facit decies mille nongentos septuaginta quinque
regales de octo.

IX. Mense Septembris Anno 1622. Belgicus Fisco-
lis ex Anglorum tabernis *Jaccare*, bona quadam
valoris sexdecim mille centum octuaginta duorum Rega-
lium de octo exequendo sententiam ex parte quorun-
dam Chinenfium inique latam, præfatis Nostris appel-
latione ad Europam juxta formam Conventionis inter-
posita non obstante, viabripuit.

X. 20. Februarii Anno 1622, eodem videlicet tem-
pore quo immanis gens *Nustre* occasione *Ambonia*
perpetrabat, triginta mille octuaginta octo Regales
de octo ab Anglis diriperunt.

XI. 20. Februarii Anno 1622. Quod Anglos ab
ædibus suis, tabernis, aliisque ædificiis infra insu-
las, *Moluccarum* & *Bandam*, quibus atruendis qua-
tuor mille ducentos sexaginta sex Regales erogaverunt,
expulerunt.

XII. Quod Anglos in *Jaccare* contra pacta con-
venta vectigalia aliaque tributa persolvere coegerant;
ad valorem quatuor mille septingentorum septuaginta septem
Regalium de octo.

XIII. Circa initium mensis Aprilis 1622. Fiscalis
Belgicus argentum valoris septem mille ducentorum qua-
dringenta duorum regalium ex tabernis Anglorum *Jac-
care* in Japonia cæquendo iniquam sententiam ex
parte *Johannis Maria Moretti* Itali latam vi eripuit.

XIV. Quod Commissarium seu Agentem nostrum
Richardum Welden quinquaginta Regales solvere
apud *Bandam* cogebant pro relaxatione cuiusdam
Danckes quem carcere detentum fame ferè eneu-
cissent.

XV. Præfatum insuper agentem nostrum unam ter-
tiam ducentorum vasorum vulgo *barills* pulveris tormen-
tarii quem gubernator in diversorum Convivorum
solemnibus explosionibus ad ostensionem consump-
serat, expensas subire compulerunt ad viginti Rega-
les per singula vasa scilicet in totum ad bis mille
Regales.

Secundo, petimus satisfactum nobis fore de fructi-
bus Insulæ *Polarone*, quæ annuatim ducentas viginti
octo mille nucum myristicarum libras & maceris libras cir-
citer sexagies mille producere solebat, e quibus una ter-
tia Anglis debita (libra qualibet nucum ad duodecim
denarios, maceris ad duos solidos æstimata) quinquies
mille nongentas sexaginta sex libras tredecim solidos &
quatuor denarios annui proventus reddit, qui per octo-
decim annos usque ad annum scilicet 1639. de quo
conventum erat, repetitus facit, centum septem mille
trecentos nonaginta libras sterl.

Tertio, Petimus satisfactionem universorum quorum-
cunque fructuum prædictæ Insulæ *Polarone* annorum
quindecim jam ultimo elapsorum ab anno vid. 1639. ex
quo Anglis solis obventuri erant, usque ad annum
jam currentem 1654. qui quidem fructus juxta ratam
proventus antedicti proportionem videlicet
22800. nucum libris, maceris, 60000. libris reddunt,
per annum 17900. libr. & quindecim annis ducentas sex-
aginta octo mille quingentas libras.

Quarto, Petimus restitutionem nobis fieri Insulæ
Polarone ad Anglos manifestò & juxta assensum atque
astipulationes in Conventione anno 1619. celebrato
factas, pleno jure spectantur, eandem nobis tradi po-
stula-

ANS. *statuimus eodem in statu constitutum quo erat cum in-*
de J. C. de expulsi fuimus.

1654. Quinto, Petimus nobis satisfieri de fractibus Insulae *Lantora*, quatenus per testium variorum depositiones manifeste liquet, *quingenta milia* nucum myristicarum pondo, *ducenta item milia maceris* pondo annuatim produxit: e quibus pars tertia Anglis obveniens (nucum pondo ad duodecim denarios, maceris ad duos solidos ut praefertur aestimato) *quiddecim librar. milia*, annui proventus reddit, & octodecim annis *ducentas septuaginta mille libras.*

Sexto, Petimus satisfactionem nobis fore de universis quibuscunque praedictae Insulae *Lantora* ad Anglos solos spectantibus per quindecim annos jam ultimo elapsos perceptis, qui juxta ratas nucum & maceris supra memoratas annuatim reddunt *quiddecim Libr. milia* & ab anno 1639. ad 1654. *sexcentas septuaginta quinque mille libras.*

Septimo, Petimus restitutionem nobis fieri insulae *Lantora* supra dictae ad Anglos solos spectantis, qui cum anno 1620. eo vid. tempore quo de Confederationis & Pacis Articulis in partibus Indiarum primo constabat, actualiter & pleno jure possidebant, ut verum quidem sit eos ab actuali ista possessione à Belgis vi Expulsos postmodum cecidisse.

Octavo, Petimus secundum Articulos conventionis satisfactum nobis fore de tertiis quorumcunque Insularum aromaticarum, quae à Belgis ab anno 1621. usque ad 1639. intra vid. Octodecim ultimos annos possesse sunt, quarum Insularum tertia ultra expensarum rationes ad annum viginti quinque millium Lib. valorem aestimamus: unde pars nostra per 18. annos facit *quadringentas quinquaginta mille libras.*

Nono, Petimus satisfactionem quo ad merces quascunque & commectus à nobis partim demptos partim per Nos Commissariis societatis Belgicae negotiantis in Indiis, vel eorum Navigiis quibuscunque extra aut retro omnibus traditos ad valorem *duodecim millium* regalium de octo seu trium millium Librarum sterl.

Decimo, Petimus satisfactum nobis fore de medietate vestigialium Persiae quoad merces Belgarum nobis virtute pacti inter Nos & Persarum Regem initi ab anno 1624. debitorum: quam medietatem ultra annum valorem quater millium librarum expendi exploratum habemus, & pro annis triginta ad annum vid. 1654. jam currentem facere centum viginti mille Libr.

Undecimo, Petimus reparari nobis damna adjuvantem, Mercurii & Commectuum inique & dolo malo lacrae Praefecto Belgarum eo in loco occasione ministrante anno 1628. Hamnis absumptorum: quae de refolemnes protestationes interpositae fuerunt: aestimantur damna praedicta ad *ducentos mille* regales de octo, qui faciunt *quinquaginta mille Lib. Sterl.*

Duodecimo, Petimus relaciri nobis damna quae à Belgis sustinimus, ex quo liberum ad *Banhamum* accessum nobis intercluserunt, unde per sex annos ab ea negotiatione, & per consequentiam à sexcentorum millium Regalium de octo in pipere emendo, juxta proportionem Nostram, erogatione impediti omnino fuimus, quod piper si emptum fuerat navibus Nostris reonerandis inservivisset, quae interea temporis otiosae ob defectum mercium quibus onerari potuissent, in Indiis permanentes, carum contraxerunt, pecuniis tamen bonis & Commectibus nostris in nautarum salaria & cibaria Indies consumptis, adeo ut damna praedicta infra *his milia. millium* Regalium seu *sexcenta milia Lib. sterl.* aestimari non possint.

Decimo tertio, Petimus refundi nobis centum & *his mille nongentos quinquaginta novem* Regales de Octo, quas pecunias quidam e gente Mogul à Nostris *Suratis* eripuerant, quam gentem Belgae ita defensabant ut vindicare nos & nostra versus personas aut bona eorundem in phaelis aut navibus omnino non potuimus, quod tamen & attentari facile & perpetrari potuisset, nisi Belgae *summā erga nos injuriā* praedonibus istis Asylo fuissent, quae pecuniarum summa nisi ita ut praefertur

tur crepta fuerat, lucrum ad proportionem unius ad tres jamdudum in Europa produxissent, quare aestimamus damna ea ad *septuaginta septem mille ducentas Lib. sterl.* 1654.

Decimo quarto, Repetimus quantitatem piperis nobis è nave *Endymione Pandongha* prope *Semâram* 1649. à Belgis sublatam, damna quae inde sustinuitus aestimantur ad *sex mille Libras.*

Decimo quinto, Petimus reparari nobis damna quae ab anno 1649. sustinuitus in pretio piperis, quod carius aliis in locis emere coacti fuimus quam ad *oras Sumatrae* (à quo Commercio navibus nostris ab istis à Belgarum populo vi abacti sumus) istiusmodi merx emporibus exponi solebat, damna inde sunt *viginti millium Librar. sterling.*

Postulatorum praedictorum praeter insulas *Palavona & Lantora*, summa totalis facit *duos milliones sexcentas nonaginta quinque mille nongentas nonaginta Lib. Sterl. & quiddecim solidos.*

Usur inde debetur summam longè majorem, si competentur, reddunt.

Expetimus porro, quod cum Angli ad Promontorium *Bona Spei* cum navibus suis saepius appulerint sollemnemque terrarum istarum possessionem, regnantem nuper *Jacobo Britanniarum Rege*, ceperint; vallumque *Mons Jacobi* dictum vexillo Angliae super imposito exigi fecerint, terrarum istarum hereditas penes Anglos permaneat, & ut his liberum sit non solum Colonias eo deducere, castra ibi munire, commectum facere sed aliis quibuscunque tam Indiarum partibus quam in Mari Australi & partibus inde Orientem versus eadem libertate Commectum agere, qua quovis tempore ex quo Commectum illud inceptum est, gavisi sunt, omnibusque partium istarum locis istdem Privilegiis uti frui, quibus utuntur fruuntur Federati Belgae.

Praefati mercatores Societatis Anglicae ad Indias Orientales Commectum exercentes petunt satisfactionem de quatuor navibus in Mari Perico circa mensem Februarii anni 1652. illegaliter captis, quod tunc perperatum fuit citra tempus articulis quoad restitutionem factis limitatam, nos tamen humiliter reputamus, quod ex quo à privatis personis nulla interveniente auctoritate seu Commissionis praetextu naves praedictae captae fuerunt, satisfieri nobis eo nomine oporteat, juxta damna quae valent centum mille lib. sterling.

Petitio Belgicae Societatis Indiae Orientalis, quam contendit esse veram numerorum praetensionem pro qua satisfactionem ab Anglicana Societate expectat.

I. Primo, Pro oneribus ad quae Belgica societas ob defectum Anglorum in Commune defensionem tempore *septendecim* annorum (expirante Tractatu qui anno 1619. inter utramque societatem factus erat) plus debito ex parte sua contulit, quod ascendit pro Anglorum ratione usque ad *quingentas decem mille Lib. Anglicas.*

II. Pro dimidio oneris in defensione munimentum Geldriae in *Paleacastâ* pro Anglis soluti postquam omnisfuerint ulterius contribuere ab anno 1622. usque ad annum 1639. (jam cessante Tractatu anni 1619.) cujus dimidia pars Anglis soluta ad minimum viginti *unam mille ducentas quinquaginta libras* Anglicas facit.

III. Pro dimidio onerum quae societas Belgica ad obsidionem *Banhami* pro societate Anglicana solvit post mensem Augusti anni 1621. postquam intermisisset suam partem contribuere usque ad mensem Octobris 1627. petuntur *viginti sex mille trecenta triginta novem Lib. Anglica, tres solidi & sex denarii.* Idque praeter corruptionem navium, velorum, anchorarum, funium, item pulveris pyrii, plumbi, sclopetorum aliarumque rerum ad bellum necessariarum, à navibus, scaphis, intra illud tempus in rem utriusque societatis consumptarum, & praesertim etiam praeter

ANS damnum quod Belgica societas in Commerciis passâ est, quia naves suas ad istiusmodi obfidiões debuit detinere, & diversas utiles expeditiones hac de causa omittere, quæ omnia si rectè inspiciantur, magnam pecuniæ summam conficiunt; ut & reparationem, emptionem scapharum quas vulgo *tingans* vocant, & aliarum navicularum à primo Septemb. anni 1622. (cum postrema ratio subducta est) usque ad primum Septemb. 1627. suntque *quinque* anni, singuli ad minimum *quingentas* libras Anglicas exposcentes.

IV. Pro dimidio valore navis vulgo dictæ *Hert du centorum* quinquaginta valorum capacis, quæ perijt in Communi expeditione versus *Mosambicam* in perfectendis & superandis hostilibus, valentis secundum æstimationem Cameræ defensionis pro parte Anglorum *mille viginti duas lib.* Anglicas.

V. Pro tertia parte impensarum in *Moluccis*, *Amboina* & *Banda* consumptarum post Februarium 1662. ex quo Angli cessarunt suum debitum in illis partibus persolvere, usque ad expirationem Tractatus anni 1639. suntque septemdecim anni, singuli pro tertia Anglorum parte exposcentes contributionem *triginta millium* librarum Anglicarum aut circiter, quæ summa computata excurrit ad *quingentas decem Lib.* Anglicas.

VI. Pro damno, quod Belgica societas est passâ per arrestum & detentionem trium suarum navium in portu *Portimuthe*, quæ ex *Suratte* advenerant *onustæ*, quod valet ad minimum *centum mille* libras Anglicas.

VII. Pro dimidia parte damni quod ex carentia Commerci *piperis* in *Bambam* emerit, pro spatio *sex* annorum in quo se non minori damno affectos iudicant, quam Angli illud petitione sua æstimarunt, suntque *sexcentæ mille lib.* Anglicæ.

VIII. Pro extraordinariis diuturnisque magnis oneribus quæ Belgica societas Indica pertulit, ad annuam Instructionem navium secantium mare, infervientiū ad conducendas, conservandasque naves ex Indiâ per Mare Septentrionale reduces, quæ onera annuatim *decem millibus* Anglicis compendenda sunt, estque pro tempore *viginti* annorum summa *ducentarum millium Lib.* Anglicarum.

Et deinceps pro stipendio trium mensium quod socii nautici cum istis navibus ex Indiâ per Septentrionale Mare redeunt, præter ordinarium stipendium ob difficilem navigationem istius maris pro præmio acceperunt, & quod usque in hodiernum diem continuatur, & valet non minus, quam annuatim *quinque mille* libras Anglicas, pro tempore autem *viginti* annorum *centum mille lib.* Angl.

IX. Pro comætu rebusque ad navigandum necessariis quas Ministri Belgicæ societatis Indicæ Societati Anglorum, tam in itinere quam reditu ex Indiâ ut & in Indiâ commodarunt, quarum rerum promissi sunt computationem inire.

X. Pro stipendio & cibo militum à Societate Belgica ex Belgio ad supplenda præsidia in *Moluccas*, *Amboinam* & *Bandam* devectorum, & inde iterum in Belgium revectorum, ad quam rem societas Anglorum iuxta ordinem Cameræ defensionis pro tertia parte tenebatur, quorum omnium exactior ratio iniri poterit.

2. Stipendia sociorum nauticorum, *Liburnicarum* *Pere Arnhem* & *Suratte* reliquique sumptus, ut & detrimenta earum navium, sicut & pretium navis vulgo dictæ *Correcore*, ut & sumptus cuiusdam lembi vulgo *een Haeg*, dicti, quâ interfuerunt in commodum communium commerciorum prope *Amboinam* imputanda sunt in rationem anni 1621. quæ Angli, ut alia onera debuissent persolvere, quæ de re Ministris Angliæ Societatis in Indiâ, iusta insinuatione facta est quæ omnia etiam in exactiore computatione ostendi poterunt.

Quæ summæ superpositæ & computatæ in universum valent *bis milles mille sexaginta novem mille octingentas sexaginta unam libras Anglicas tres solidos sex denarios*, præter usuras & interesse, multaque alia quæ & plenius inferri debent, quarum Belgica societas iustam restitutionem, realem & plenam satisfactionem expostulat, non numeratis suis prætensionibus magnor-

rum damnorum & retardationibus, quas sola passâ est ob defectum Anglorum in debita observantiâ antea nominati Articuli negligenda, ut per impedita ex Anglorum obreptione in universâ Indiâ Orientali commercia, quæ omnia plenius computata & expressa in querelis Belgicæ societatis per suos Deputatos vigesimo Junii Anni 1629, Anglicæ societati *Londini* traditis: ad hæc societas Belgica quantum ad prætensiones attinet, de quibus non est facta specialis summæ petitio, quibus etiam tempus ipsum nullam mutationem attulit, iustam restitutionem & satisfactionem exigit: his omnibus ita numeratis usque ad expirationem tractatus Anni 1629. scilicet ad mensem Julium anni 1639. Licet Anglicæ societas varias prætensiones in petitione suâ extendat ad Annum 1651. & 1652. excedens longe expirationem & limites prædicti Tractatus.

Et quoniam Anglicæ societas Indica in diversis Articulis traditarum prætensionum culpam rejicit in societatem Belgicam Indicam quod nempe ministris suos crudeliter exceperit, ac propterea Anglis habitationes suas in prædictis Belgicæ societatis Locis causâ & occasio deferendi data sit, placuit prædictæ societati Belgicæ ad amovendas eas *fedas calumnias*, quibus ea abique culpa traducitur, illis qui sunt ab Anglicæ societate in memoriam reducere, nempe quod ministri illorum in India Orientali, primo die 16. Januarii 1623. postea *vigesimo Octavo die* ejusdem mensis, & ultimo tertia vice 9. Decembris 1624. (ob rationes ipsos ad hoc impellentes) dimissionem petierint à Gubernatore Generali *Batavia* & sic sequenti *undecimo* Decembris 1624. cum novem navibus ac *Liburnicis*, ut & omnibus ipsorum nautis & mercibus ex *Bataviâ* ad fretum fundam profecti sunt, seseque in *Lagondi* insulâ munierunt, ubi spatio *sex* mensium misere degentes, morientibus *quadringentis* ipsorum sociis, ob insalubrem situm ad tantas misérias redacti sunt, ut extremam illam conditionem & statum, Gubernatori Generali Belgicæ societatis, indicare coacti fuerint, petentes auxilium per Legatos & epistolas, ut à pestilentia illo situ, ut ipsi agebant, liberari possent, & ut cum omnibus reliquis sociis in *Bataviam* demigrare liceret; quod patet ex duabus diversis ipsorum epistolis, ad Gubernatorem generalem Belgicæ societatis missis, quibus Gubernator respondit, quod perperis ipsorum postulatis (ut decet fidos amicos) noluerit negare illis promptum auxilium, quod præmissâ navi *Liburnicâ*, cui nomen *Abigael*, & paulo post navi cui signum *fortuna*, multisque sociis, cibo, comætu, & aliis rebus necessariis eo dimissis præstitum est, promissumque *Bataviam* ac ædes quas antea inhabitaverant denuo ipsis pater, postquam navi *Liburnica quadraginta* modo ægros ad sese recreandos in *Bataviam* detulisset, cum quæ *sexaginta* viri sani & vegeti remissi sunt, & paulo post secuta est, prædicta navi *bona Fortuna* & *Liburnica* navi *Palea catta*; ambæ in statione circa *Bantham* posite, ut quam citissime ad ipsorum auxilium *Lagondi* peterent, quod illico factum est, simul ac autem una cum sex aliis Anglicis tam navibus quam *Liburnicis* cæterisque sociis perlicque agris *Bataviam* devenerint, stat grato animo excepti, & ad præcedens hospitium delati sunt, ac insuper insignè novum edificium prædicto annexum fuit, aliisque rebus necessariis instruebantur, quorum prædictorum ægrotum *sexaginta* mortui, ut & ministri Belgicæ societatis *octuaginta* terè numero, eodem morbo infecti fuerunt, ex quibus plurimi decesserunt; & secundum ipsam Anglorum concessionem ad tam miserum statum redacti erant in *Lagundo*, ut sine prædicto auxilio secundum multorum iudicium omnes perissent, quæ de causâ ipse præfatus aliquæ præfatus sæpe exclamarunt, adeo magnum & inexpectatum auxilium ipsis esse præstitum, ut istius dum vivant, memoriam nunquam finit posituri, sed recordaturi semper, quodque non tantum particulares ipsorum literæ hujus testes forent, sed etiam in publicis Angliæ monumentis istius rei catalogus inferretur.

Pro quo præstito auxilio & oneribus quæ Belgica soci-

ANS
de J. C.
1654.

ANS cietas ob hanc rem passa est, prædicta Belgica societas
de J.C. non dubitat, quin ab Anglicana societate nullam satisfac-
tionem & retributionem acceptura sit.

1654. Et præterea Deputati societatis Belgicæ cum ad causæ
huius examen perventum est, allegant articulum ter-
tium præsentionum suarum (qui de sumptibus in *Ban-*
thami obfisione factis agit) pro parte generaliter non
expressa sumptuum minima positum esse, quam sum-
mam tunc expresserunt, & ad octingenta quinquaginta
milia lib. sterl. assurgere asseruerunt, quæ summa pe-
titionem suam ampliari & augeri petierunt.

Quæ omnes querelæ & præsentiones nobis dictis
Commissariis traditæ, porro per Deputatos utriusque
Societatis tam Anglicæ quam Belgicæ ad hoc expresse
electis, quam plurimis documentis, instrumentis &
probationibus tam ad suas petitiones astringendas & cor-
roborandas, quam adversæ partis destruendas & refu-
tandas exhibitis, coram nobis instructæ sunt, ac tan-
dem per dictos Deputatos utriusque Societatis omnium har-
um controversiarum arbitrium nobis prædictis Commissa-
riis submissum est.

Quam ob rem nos prædicti *Johannes Exton, Guil-*
elmus Turner, Guilielmus Thompson, Thomas Kendal,
Adrianus van Aelmonde, Christianus van Rodenburgh,
Ludovicus Houwen, & Jacobus Oysel, visis, lectis,
examinatis & accuratè perpenfis omnibus Documentis,
instrumentis, probationibus nobis ex utraque parte ex-
hibitis, una cum aliis omnibus quæ pro inquisitione
veritatis necessaria videbantur, & conciliandæ & per-
petuum stabiliendæ inter utramque ante dictam socie-
tatem concordie studentes, utentes potestate & autho-
ritate nobis per prædict. Celsissimum Dominum Pro-
tectorem Reipublicæ Angliæ, Scotiæ & Hyberniciæ ac
Celsos & Potentes Dominos Federati Belgii Ordines
Generales datæ & concessæ, omnes supra positas quere-
las & controversias decidimus, definivimus, ac finali-
ter determinavimus, quemadmodum hoc præfenti lau-
di & arbitrio nostro decidimus, definimus ac finaliter
determinamus, idque modo sequenti : Annuamus,
extinguimus, obliteramus & penitus deleamus ac obli-
vioni mandamus (ita ut nullo unquam tempore & nul-
lo prætextu excitari à quoquam denique poterunt) omnes
omnino querelas, præsentiones & controversias
supra latius scriptas, ac quæcunque aliæ esse possint,
quæ Societas Anglicæ in India Orientali mercaturam
exercens contra societatem Belgicam ibidem Commer-
cia habentem, movet aut movere posset, nullis omni-
no exceptis cuiuscunque generis, nature aut conditio-
nis esse queant, & in specie statuimus & ordinamus ne
dicta societas Anglicæ à Belgica societate prænominatâ,
etiam in futurum aliquid nomine *Ormuz vestigialis* &
Camaronis vel alibi in Persiâ petere aut exigere possit,
adeo ut Belgæ in perpetuum sub nullo prætextu ab Ang-
lis hac de causâ molestari aut inquietari queant : sine
præjudicio tamen alioque actionis vel querelæ quam
Societas Anglicæ contra Persiarum Regem vel alium
quemunque exceptis Belgis instituire possit.

Pari modo annuamus, extinguiamus, obliteramus,
& penitus deleamus ac oblivioni mandamus (ita ut nul-
lo unquam tempore & nullo prætextu à quoquam de-
nuo excitari poterunt) omnes omnino querelas, præ-
sentiones ac controversias supra latius scriptas, & quæ-
cunque aliæ esse possint, quas prædicta societas Belgi-
cæ Indiæ Orientalis contra prænominatam Societatem
Anglicam in Indiâ Orientali mercaturam habentem mo-
vet aut movere possit, nullis omnino exceptis, cuius-
cunque generis, nature aut conditionis esse queant.

Et præterea statuimus & ordinamus ut prædicta so-
cietas Belgicæ cedat ac relinquat Societati Anglicæ præ-
dictæ Insulam Polarum eo in statu & conditione in quâ
nunc est, ita tamen ut licitum sit dictæ societati Belgi-
cæ tollere & amovere ex insula prædictâ apparatus Bel-
licæ, merces, suppellectilem & omnia mobilia si quæ
fortassis in dictâ Insula habeat.

Ac ultimo loco statuimus & ordinamus ut prædicta
societas Belgicæ solvat dictæ Societati Anglicæ octu-
aginta quinque milia Lib. sterl. solvenda hic Londini pro

dimidia parte ante ultimum mensis Januarii diem proxi-
mè venturum stylo Anglicò, & pro altera parte dimi-
dia ante ultimum diem mensis Martii insequentis etiam
stylo Anglicò.

Et hoc modo compositis, decisis & determinatis om-
nibus inter utramque societatem prædictam controve-
rsiis, ut etiam privatorum cessarent querelæ, vidimus,
legimus & examinavimus omnes querelas & præsentio-
nes debito tempore nobis exhibitæ nomine privatorum
Anglorum qui in Amboina anno 1623. injuriam &
dammum se accepisse causantur, & ex altera parte audi-
vimus & perpendimus ea quæ à Deputatis prædictis
societatis Belgicæ in sui defensionem allegata & exhi-
bita sunt, & nos prædicti Commissarii considerantes
neminem hoc nomine alias actiones aut præsentiones
coram nobis intra debitum tempus, præter infra me-
moratas personas movisse, post quod nullas amplius
movere licitum est, & cupientes hoc nomine, nullas
querelarum reliquias superesse, utque omnis querelan-
di causâ amputetur, omnibus benè consideratis & per-
penfis per potestatem & auctoritatem nobis per Celsis-
simum Dominum Protectorem, & Celsos ac Potentes
Federati Belgii Ordines datam & concessam, statuimus
& ordinamus, ut in perpetuum annulletur, cesset &
oblivioni mandetur omnis querimonia, actio & præsen-
tio Anglorum quorumcunque tam publicæ quam pri-
vatæ nomine injuriæ aut damni, quod in Amboina
anno 1622. stylo Anglicò & 1623. stylo novo, se pas-
sos esse causantur, utque nullus quicunque ille sit ali-
quam hoc nomine actionem instituire vel societatem
Belgicam prædictam vel Belgas ullos hoc nomine inquie-
tare, molestare aut litibus vexare possit. Et ex altera
parte statuimus etiam & ordinamus ut societas Belgicæ
prædicta solvat hic Londini ante primum diem Januarii
proxime futurum *Guilielmo Toverfon* nepoti ex fratre
& administratori bonorum *Gabrielis Toverfon*, in Am-
boina mortui septingentas Lib. sterl. *Guilielmo Coulson*,
Fratri *Samuelis Coulson*, &c. itidem bonorum ejus ad-
ministratori quadringentas & quinquaginta libras; *Jaco-*
cobo Bayels, administratori bonorum *Johannis Pouel*
trecentas & quinquaginta libras; *Antonio Ellingham*
administratori bonorum *Guilielmi Grigg* ducentas libras;
Administratores bonorum *Johannis Weteral* ducentas
libras. *Jeana Webber* Administratrici bonorum *Georgii*
Scharoch centum quinquaginta libras. *Johanni* &
Elisabeth Collins liberis & hæredibus *Eduardi Col-*
lins quadringentas & sexaginta quinque libras. Ad-
ministratores *Johannis Beaumont* trecentas libras.
Jeana Webber viduæ & Administratrici bonorum
Wilhelmi Webber, ducentas libras. *Iacobo Bailes* admi-
nistratori bonorum *Ephraimi Ramsfeti* trecentas & quin-
quaginta libras. Executoribus Testamenti *Thome Rad-*
broose quinquaginta libras; & *Thome Billinsbii* Admi-
nistratores bonorum *Emanuelis Thompson* ducentas libras.

Quæ omnes summa simul collectæ conficiant sum-
mam trium millium sexcentarum & quindecim lib. ster-
lingorum hic Londini ante Januarii proxime venien-
tem solvendam; & hoc modo penitus extingui & deleri
actiones eorum volumus, ita ut à nemine quicunque
ille sit excitari in posterum possint.

In fidem hujus nos *Johannes Exton, Guilielmus Tur-*
ner, Guilielmus Thompson, Thomas Kendal, Adrianus
van Aelmonde, Christianus van Rodenborg, Ludovi-
cus Houwen, & Jacobus Oysel, præfentes hæc literas
subscripsimus, & sigillis nostris munivimus, tricesimo
Augusti stylo Anglicò, anno millesimo sexcentesimo
quinquagesimo quarto.

Sententia hæc subscripta & sigillata erat modo ut se-
quitur.

L. S. Johan Exton. L. S. Adrianus van Aelmonde.
L. S. Guil. Turner. L. S. Christianus van Rodenborg.
L. S. Guil. Thompson. L. S. Loys Houwen.
L. S. Thomas Kendal. L. S. Jacques Oysel.



ANS
de J. C.

CCCXXIX.

1654.

LE DANE
MARC ET
L'ANGLE-
TERRE.

Traité de Paix & d'Alliance fait entre FREDERIC III. Roi de Danemarque & OLIVIER CROMWEL Protecteur de la République d'Angleterre. Fait à Westmunster, le 15. Septembre, 1654. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. VIII. pag. 180.

Quandoquidem Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus *Fredericus* tertius, Dei Gratia, Danicæ, Norwegicæ, Wandalorum, Gothorumque Rex, Dux Sleswici, Holstie, Stormarie, Dittmarsie, Comes in Oldenburgh & Delmenhorst, considerans quot quantisque amicitia ac fœderum vinculis Danica atque Anglica nationes tot retro seculis sibi invicem devinctæ fuerint, quamque ubique conveniens ac necessarium sit hanc amicitiam & confœderationem ulterioribus ac reciprocis benevolentia officiis, roborari ac augeri, misso cum in finem prænobilitati Domino *Henrico Willemse Rosenwinge*, præfecto monasterii Draxe marchientis & deputato suo Extraordinario ad Serenissimum Dominum, Dominum *Olivarium* Protectorem & Rempubl. Angliæ, Scotiæ & Hybernæ, qui studio ac amore concurrendi ad eundem scopum & amovendi omnia quæ sincerè & mutuo servandæ amicitia, promovendique ab utraque parte commerciis ullatenus dampnum afferre possint, Nobis infra scriptis Celsitudini suæ à consiliis secretionibus in mandatis dare voluit cum prædicto Domino deputato agere, qui vi ac virtute commissionum hinc inde exhibitarum, habitisque ultro citroque colloquiis tandem in articulis subsequenter consentimus atque convenimus.

I. **Q**uod ab hoc die erit firma, integra & sincera amicitia, pax & confœderatio tam terra quam mari & aquis dulcibus inter Regem Regnumque Danicæ & Norwegicæ & Protectorem & Rempubl. Angliæ, Scotiæ & Hybernæ, nec non Dominia, regiones ac civitates sub utriusque ditione positas, populumque incolas & subditos alterutrius, cujuscunque gradus & dignitatis fuerint, ita ut neutra pars per se neque per alios directè vel indirectè quicquam agat vel quantum in se est, agi permittat in dampnum aut præjudicium alterius, verum altera alteram omnibus bonis officiis adjuvabit atque alterius rem & commodum pro virili promovebit.

II. Quod erit negotiatio, navigatio, commercium liberum inter subditos Regis Danicæ & Norwegicæ & Populos Reip. Angliæ, in Regnis, Dominis, Regionibus, Provinciis, emporiis, & Portibus alterutrius juxta modum qui clarius infra explicabitur. Magistratus etiam ceterique locorum præfecti ac officiales summam diligentiam adhibebunt, quo iisdem libere & securè absque ulla molestia vel impedimento utrinque frui ac gaudere possint.

III. Utriusque confœderatorum populus, subditi ac incolæ cujuscunque gradus aut conditionis fuerint, sese mutuo rebus omnibus humaniter atque amice tractabunt, uti terra vel aqua alterutrius Regiones, pagos, oppida, sive muro cincta sive non cincta, munita vel non munita fuerint, portus etiam & Dominia libere adire possint, quandiu voluerint, ibique sine ullo impedimento commeatum suis usibus, quantum necesse erit coemere exceptis iis coloniis, insulis, portibus, ac locis sub alterutrius ditione positus ad quæ navigare aut mercaturam facere, absque speciali facultate seu licentiâ ab altera parte prius impetrata, ad quamvismodi Colonias, insulas, portus & loca pertinerint, interdictum est. In reliquis vero utrique nationi integrum erit negotiari & commercium exercere quocunque mercium genere ipsi videbitur, cas-

que advenire, distrahere, ac suo arbitratu exportare, dummodo quæ statuta portoria, solvant: salvis de J. C. etiam alterutrius Dominii legibus & statutis omnibus.

1654.

IV. Quod omnes offensæ, lites, & controversiæ inter Regem Danicæ & Rempubl. Angliæ eorum vel ab alterutra parte, seu populo, & subditis alterutrius factæ & commissæ causa vel occasione detentionis quantundam navium Anglicarum una cum onere suo in fœcto *Orezundico* à decimo octavo Septemb. anno 1652. vi & virtute hujus tractatus cessabunt & perpetuè obligationi tradentur eo modo quo neutra dictarum partium ob dictam detentionem vel offensas & damna date detentionis occasione alterutrius illata alteri licem intender ullamve molestiam exhibebit. Hoc tamen reservato & subintellecto, quod hic articulus non se extendet neve extendi intelligatur ad Contractum illum in *vicefimo octavo* & *vicefimo nono* articulis Tractatus Pacis inter Celsitudinem suam Dominum *Protectorem*, & Dominos Ordines Generales Fœderatarum Provinciarum nuper initæ contentum de memoratis Navibus una cum onere suo restituendis damnisque quemadmodum illic exprimitur compensandis rescindendum aut ullatenus debilitandum: verum is Contractus firmus atque integer manebit, & secundum proprium & genuinum dictorum articularum sensum & intellectum bene & veraciter præstabitur atque adimplebitur.

V. Quod neutra dictarum partium neve subditi populæve alterutrius sive terra, sive mari, aut quocunque locorum quicquam agent, facient, molientur, tractabunt vel attentabunt adversus alterum, vel subditos ac populum alterutrius neque dabant, præstabit, subministrabunt vel dari, præstari, aut subministrari assentient ullum auxilium seu favorem profugis aut rebellibus alterutrius, verum omnibus ac singulis degentibus vel commorantibus in ditionibus alterutrius vel intra unius vel alterius Dominia existentibus, qui quidquam agent, facient, tractabunt, vel attentabunt contra alteram, utraque pars expresse & cum effectu contradicet, renitetur atque realiter impedit. Neque recipiet vel in sua Dominia, terras & Regiones, portus, sinus aut districtus recipi permittet ullum ex Rebellibus aut profugis alterius, neque dabit, præstabit, vel concedet ulli ex memoratis profugis aut rebellibus sive intra sive extra sua Territoria, Dominia, Terras, Portus sinus aut districtus, ullum auxilium, consilium, hospitium, pecuniam, milites, Naves, Commeatum, arma, &c. aut illa quibuscunque extra Dominia sua degentibus dari, præstari vel concedi permittet aut tolerabit.

VI. Quod Populi vel Incolæ Reipubl. Angliæ quæcunque Regna ditiones aut Dominia Regis Danicæ & Norwegicæ adnavigantes, vel iisdem Mercaturam facientes, nec plura nec majora vectigalia, tributa, portoria, aliave jura, neque alio modo solvent quam quo populi fœderatarum *Belgiæ* Provinciarum aliive exteri (*Suecis solummodo exceptis*) cõ negotiantes & minoræ vectigalia pendentes solvant, vel solvent, atque eundo, redeundo & commorando, nec non piscando, negociando, ceterisque iisdem libertatibus, immunitatibus, & Privilegiis gaudebunt quibus populi cujuscunque extere gentis in dictis regnis & Dominis Regis Danicæ & Norwegicæ commerciantes gaudent vel gaudebunt, atque iisdem privilegiis subditi Regis Danicæ & Norwegicæ in omnibus Reipubl. Angliæ Dominis & regionibus utentur fruenturque.

VII. Si alterutrius Confœderatorum subditi & Incolæ cum navibus suis vel piratis insequentibus, vel vi tempestatis, vel alio quovis incommodo cogantur se ad portum quærendum in alterius fœderati flumina, Estuaria, sinus, ac portus recipere, conventum atque concordatum est quod benigne ac humaniter ab istius loci Magistratu ac Incolis tractentur, licitumque ipsis erit, iisderebus quæ navibus suis rescindendis necessariæ fuerint, iusto pretio sibi providere atque iterum absque

ANS absque ullo impedimento ac scrutatione, nullisque portu-
de J. C. toriis ac vectigalibus solutis libere discedere, dummodo
1654. nihil mercium aut farinarum ex navi vel navibus effran-
rant, aut venale exponant, neque personas alienius
civiminis reas aut suspectas merecque prohibitas intra na-
vem suam receperint, nihil denique fecerint, quod legi-
bus statutis aut consuetudinibus, istius loci ac portus ad
quem appulerint repugnet.

VII. Si circa alterius partis littora, alterius Con-
foederatorum ejus subditorum ac Incolarum Naves,
sive illæ bellicæ, sive mercatorie fuerint, vadis hæ-
rere vel scopulis allidi, aut quocunque casu (quod Deus
avertat) Naufragium facere contigerit, prædictæ
Naves cum omni apparatu, bonis, & Mercibus,
vel quicquid ex illis superfluum, Dominis ac proprie-
tariis suis restituantur, dummodo ipsi vel eorum Ple-
nipotentiarii, aut Procuratores intra unius Anni
spatium ex quo Naufragium factum fuerit, Naves &
bona sibi vendicent, subditi etiam vel incolæ ad ejus-
modi littora oras habitantes, perlicitantibus subveni-
re & quantum in se fuerit, auxilio adesse tenebun-
tur, omnemque operam conferent, vel ad navem li-
berandam, vel ad bona, Mercimonia navisque appa-
ratu, ceteraque quæ poterunt, è Naufragio eripienda,
& quo Dominis restituantur, in tutum locum conve-
henda; solvendo tamen expensas ac premia quæ merue-
rint illi, quorum opera & diligentia, res & bona recu-
perata & custodita fuerint.

IX. Utraque pars subditis ac populo alterius jus &
æquum secundum uniuscujusque Regionis leges ac sta-
tuta, celeriter, ac absque prolixis & non necessariis
ambagibus ac impensis administrari faciet, in omnibus
causis & litibus etiamnum pendentibus vel quæ deinceps
exoriri possint.

X. Quod si acciderit ut ab ullo ex subditis & incolis
Regis Daniæ, vel ex populis & incolis Reip. Angliæ
quisquam contra fœdus hoc aut illum ejus membrum
terra, mari, aut aquis dulcibus fiat aut teneatur, ami-
citiæ hæc, fœdus & societas inter prædictas partes non
îdcirco interruptetur aut infringatur, verum integrâ
nihilominus perhibita vimque suam plenariam obti-
nebit, tantummodo illi ipsi, qui contra fœdus præ-
dictum commiserint, singuli punientur & nemo
alius, & justitia reddetur & satisfactio dabitur illis
quorum id interest, ab iis omnibus qui terra, mari aut
aliis aquis contra hoc fœdus quicquam commiserint in-
tra unius anni spatium, ex quo justitia postulat. Quod si
vero fœderis ruptores non comparuerint, neque se
judicandos commiserint neque satisfactionem dederint
infra terminum memoratum, prædicti illi utriusque
partis inimici judicabuntur, & prout uniuscujusque
Regionis ac loci leges & statuta permiserint, atque
mandaverint eorum bona, facultates, & quicunque
reditus publicabuntur, plenæque ac justæ satisfactio-
ni impendenda erunt earum injuriarum, quæ ab
ipsis illatae fuerint, iis panis obnoxii erunt, quas suo
quique crimine commiserint.

XI. Convenit etiam atque conclusum est quod omnes
Reip. Angliæ incolarum naves, una cum oneri-
bus ac mercimoniis suis, quæ munimentum Glück-
stadensis vel reliqua sub Regis Daniæ Dominio ad
ripam fluvii albis sita loca & oppida præternavigent
sive sitiendo sive redeundo liberæ ac immunes erunt ab
omni vectigali, portorio, scrutatione, detentione at-
que molestia.

XII. Quod abietes, mali, ceteraque lignorum ge-
nera ubi semel in Reip. Angliæ incolarum naves illata
fuerint, nulli amplius visitationi subiecta erunt, ve-
rum omnis visitatio vel scrutatio antea fiet, & si tum
vel quæcunque vel alia ligna prohibita inventiantur, ea
statim in loco antequam infirantur in naves, detinebun-
tur, neque populorum prædictæ Reip. sive personæ si-
ve bona ob hanc rem vel arresto, vel alio quovis deten-
tionis genere ullo modo molestabuntur verum solummodo
subditi Regis Daniæ qui ejusmodi prohibita ligna di-
vendere & abalienare auli fuerint, ob delictum debito
modo punientur.

Tom. III.

XIII. In majorem commerciorum securitatem &
navigationis libertatem conventum atque concordatum
est quod neutra pars quantum fieri possit & in suis fuerit
viribus permittet ut piratæ publici vel alii hujus generis
prædones in alterius regni vel regionis partibus recepta-
cula sua habeant, aut finet ut ullus ex incolis aut populo
alterutrius illos facto vel commercatu excipiat, aut juvet,
verum è contra operam dabit, ut prædicti piratæ vel
prædones, eorumve piratice participes & adjutores
comprehendantur ac pro merito puniantur, navesque &
mercimonia, quantum eorum reperiri poterit legiti-
mis suis Dominis, vel eorum procuratoribus restituan-
tur, modo eorum jus debitum ex lege probationibus in
curia causarum appareat.

XIV. Convenit & concordatum est quod utrius-
que partis subditis ac populo ad alterius confederati por-
tus ac oras liber semper erit accessus licitumque illis erit
in iis commorari & inde rursus recedere non solum cum
navibus mercatoriis & onerariis, sed etiam cum bellicis
sive publicæ fuerint, sive eorum qui specialia diploma-
ta obtinuerint, sive tempestatis vi aut maris periculo
evitando intraverint sive ut naves reparant, aut commea-
tum coeant, modo sex navium bellicarum numerum
non excedant, si sua sponte intraverint, nec diutius
in portibus aut circa portus hærebunt quam ad navium
reparationem, cœmenda victualia, aliæque necessaria
opus fuerit. Et si cum majore navium bellicarum nu-
mero data occasione ad ejusmodi portus velint acce-
dere, iis intrare nequaquam erit licitum, nisi datâ pri-
mum tempestive per literas noticia de illarum adventu,
ac prius impetrata ab iis venia ad portus prædicti perti-
nuerint. Si vero vi tempestatis vel alia urgente necessitate
ad portum quarendum compulsa fuerint, in tali casu
absque ullo indicio vel notitiâ præcedente naves ad cer-
tum numerum non restringendæ erunt: hæc tamen
conditione, quod illarum præfectus statim ab ipsarum
appellu summum magistratum, vel istius loci, por-
tus, aut oræ ad quam appulerint præfectum de sui
adventus causa certiorum faciet, nec diutius ibi hærebit
quam ipsi à summo magistratu vel præfecto permisum
erit, nihilque hostile in portibus in quos se receperint
aut quidquam in præjudicium istius ad quem pertine-
runt Confederati, faciet aut molietur.

XV. Si alteruter Confœderatorum è re sua sub-
ditorumque suorum utilitate fore duxerit, *Deputa-
tos, Residentes, Commissarios, vel alios* cujus-
vis Tituli aut Characteris *Ministros* assignare, qui
res suas in curiis vel aulis alterius agant, conclu-
sum & concordatum est, quod Memorati *Mini-
stri* Secundum literas Credentiales, quas attule-
rint, benigne admittentur & eo qui par est res-
pectu ac honore excipientur, eruntque sub alteri-
us confœderati protectione & ab omni injuria ac
*violen-
tia tuti*, dummodo nihil in illius ad quem missi
fuerint damnum ac præjudicium fecerint vel attempta-
verint.

XVI. Quandoquidem à *vigesimo sexto Aprilis* An-
ni 1654. ac primo Junii 1646. certi Tractatus & fœ-
dera, vectigalia in freto Oresundico, aliasque res con-
cernentia inter Sereniss. Regem Daniæ gloriosissimæ
Memoriæ & Ordines Angliæ tum temporis in Parla-
mento congregatos inita fuerint, conventum, conclu-
sum atque concordatum est quod prædicti Tracta-
tus ac fœdera nullo modo hoc præsentis sublata vel an-
tiquata censentur, sed ut maneant in pristino ro-
bore firmitate & vigore tam ex parte Sereniss. Regiæ
suz Majestatis jam Regnantis, quam Celsissimi Do-
mini Protectoris Reipub. Angliæ qui ad Prædi-
ctos Tractatus reciprocè ac realiter præstandos depu-
vi & virtute hujus se devincunt nec non à subditis ac
Popularibus illos & unum quodque illorum capitu-
lulorum secundum verum & proprium eorum sen-
sum præstari atque officiaçiter observari cura-
bunt.

XVII. Convenit denique atque concordatum
est, quod Utraque pars omnia ac singula Capita, in
præsentis Tractatu ac fœdere contenta ac stabilita sincere

PPPP

ac

ANS ac bona fide observabunt, & per omnes in universum
de J. C. Serenissimi Danie & Norvegiæ Regis, ac Reipubl.
1654. Angliæ Subditos, Incolas ac populum observari faci-
ent, neque illis directè vel indirectè contravenient
aut contravenire consentient, omniaque & singula in
sufficienti & valida forma concepta, ac manibus suis
subscripta sigillisque magnis roborata confirmabunt &
ratificabunt, eademque recipiènt intra trium men-
sium spatium, aut citius si fieri poterit, bona fide, &
realiter ad id Deputatis tradent aut tradi facient.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fide-
dem & Testimonium, Ego Serenissimi & Potentissimi
Regis Danie & Norvegiæ Deputatus Extraordinari-
us : & Nos Serenissimi ac Celsissimi Domini Protec-
toris Reipubl. Angliæ, Scotiæ & Hiberniæ Consilia-
rii ac Commissarii, præsentem Tractatum septende-
cim Articulis comprehensum, manu & Sigillo nostro
subscriptimus & subsignavimus. Actum Westmonaste-
rii 15. Septemb. 1654.

C C C X X X.

ANS (a) *Traité de Ligue entre MAXIMILIEN*
de J. C. HENRI Archevêque de Cologne, CHAR-
1654. LES GASPARD, Archevêque de Trèves,
COLOGNE CHRISTOFLE BERNARD Evêque de
TRÈVES, Munster, & PHILIPPE GUILLAUME
MUN- Eleveur de Bavière. Fait à Cologne, le
STER, 15. Décembre, 1654. Aitzema Affaires
& T. d'Etat & de Guerre. Tom. VIII.
BAVIÈRE. pag. 225.

(a) Ce
Traité a
été tra-
duit du
Flamand,
qui n'est
pas l'O-
riginal.

Soit notoire par ces presentes. Que comme de-
puis la conclusion de la Paix faite à Munster & Of-
nabrug en l'année 1648. le quatorzième d'Octo-
bre, les troubles dangereux du St. Empire Romain ne
sont pas encore assoupis; mais qu'on a commis contre
divers Electeurs & Etats de l'Empire plusieurs violen-
ces, par les quartiers qui y ont été pris, par les marches
des Troupes, exactions, sièges, & autres actes mili-
taires, hostilités & insolences contraires tant à ladite
Paix qu'aux Statuts salutaires du St. Empire, & qu'il
est bon de pourvoir qu'à l'avenir on n'en commette
de plus grands; c'est pourquoi les Hauts & Serenissi-
mes Princes & Seigneurs, le Seigneur Maximilien
Henri, Archevêque & Electeur de Cologne, &c. le
Seigneur Charles Gaspard, Archevêque & Electeur de
Trèves, &c. le Seigneur Christofle Bernard, Evêque
du Diocèse de Munster, &c. Burgrave du St. Empire
de Stromberg, &c. & le Seigneur Philippe Guillaume
Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière, Juliers,
Cleves & Berghe, &c. ont pris à cœur tant en vertu
de leurs charges & dignitez, que parce qu'ils y sont obli-
gez par la raison naturelle, de protéger & défendre de
tout leur pouvoir leurs sujets & habitans que Dieu a re-
commandé à leurs soins, & de faire en semblable con-
joincture ce que la prudence exige d'eux; par le moyen
de quoy ils puissent détourner d'eux mêmes & de leurs
adherens toutes violences & agressions, & se secourir
& s'assister reciproquement & efficacement les uns les
autres, selon l'exigence des cas & des dangers qui sur-
viendront, en conformité de l'ordre d'exécution de
l'Empire, & en conséquence du Traité de Paix.

C'est pourquoi a été conclu & accordé aux fins sus-
dites par les Ministres, Conseillers & Envoyez desdits
Seigneurs Electeurs & Princes comme s'ensuit.

C'est à sçavoir que cette Union & Alliance ne sera
offensive contre aucune personne, & tendra moins en-
core à troubler le repos general ou particulier du St.
Empire, mais seulement à cette fin, que les sujets, pais
& peuples de l'Empire soient conservés, défendus &
maintenus contre les susdites violentes agressions, quar-
tiers, marches des Troupes, lieux de reveuë, exac-
tions militaires, (quelque nom qu'on leur puisse don-
ner, & de quelque source qu'elles puissent venir) aus-
si bien que contre les troubles intestins.

Quand (contre esperance) quelqu'un des Seigneurs
ANS Electeurs & Princes susdits & Alliez, en general ou en
de J. C. particulier, se trouveront molestés ou insultés par quel-
1654. ques quartiers, attaques, marches, reveuës, exactions
militaires, violences, troubles intestins, ou à cause de
cette Union & de la défense reciproque promise, en
ce cas, ils s'assisteront l'un l'autre constamment &
sans delay à l'égard desdits leurs pais & peuples sur la re-
quisition qui en sera faite, & ce sans delay ni tergiver-
sation, sous l'approbation & consentement préalable
d'un Conseil de guerre. Si aussi deux ensemble & en
même tems, ou un desdits Etats Confederez venoient
à être attaqués dans un ou plusieurs lieux à la fois, le
Conseil de Guerre ci-après mentionnée consultera &
avisera avec l'adjonction du Commandant de chacun
des Confederez, ce que selon l'exigence & circonstan-
ce des cas il sera utile de faire.

Et afin que cette Alliance défensive puisse d'autant
mieux subsister & s'effectuer, un chacun pourvoira ses
postes non seulement des garnisons nécessaires, mais
fera marcher la milice en bon ordre pour la défense de
son propre pais, & la tiendra prête, mais aussi il est
consenti, trouvé bon, & conclu, que chacun desdits
hauts Seigneurs Electeurs & Princes (si le cas & le dan-
ger l'exigent ainsi) prendra un certain nombre de Ca-
valerie & d'Infanterie, & enverra aussi-tôt & sans de-
lay (en étant requis) sa quote part pour le secours.

Sçavoir la Serenité Electorale de Cologne de la part
de l'Archevêché de Cologne & l'Evêché de Liege qua-
tre mil hommes de pied & mil hommes de Cavalerie;
Son Altesse l'Electeur de Trèves cinq cens soixante &
dix neuf hommes d'Infanterie & quatre cens hommes
de Cavalerie; Son Altesse l'Evêque de Munster mil &
quatrevingt hommes de pied & deux cens & soixante &
dix de Cavalerie; Sa Serenité de Neubourg douze cens
hommes de pied & trois cens chevaux, tous hommes
convenables & levez.

Mais si le danger dont on pourroit être menacé (con-
tre esperance) requeroit un plus grand secours, les
Confederez delibereront unanimement, si & comment
il sera augmenté selon la sùdite proportion.

Si (contre esperance) l'un ou l'autre des Confede-
rez venoit à être surpris de telle maniere qu'il ne pût pas
fournir le secours promis, les autres néanmoins en étant
requis, ne laisseront pas de secourir celui qui sera sur-
pris, & d'assister ses Pais & Habitans, de même que si
c'étoit les leurs mêmes.

Quant au commandement, ensemble l'armature &
l'administration de la Justice sur les Troupes, un cha-
cun des Confederez l'aura sur les siennes tant qu'elles
ne seront point conjointes, mais dans leur propre pais,
& ce suivant la commodité, & à l'égard de leur entre-
tien il en pourra aussi disposer à sa volonté.

Mais comment l'administration de la Justice sera ob-
servée dans le tems de la conjonction, on en est demeu-
ré d'accord comme s'ensuit.

Sçavoir que dans les affaires & délits qui ne concer-
neront point le Generalat en chef, & ce qui en depend,
le Commandement des Troupes de chacun des Elec-
teurs & Princes aura l'administration de la Justice sur
les Troupes qu'il commandera sans aucun empêche-
ment, & prendra aussi soin de suivre l'ordre exprimé
ci après article neuvième. Pour ce qui regarde en sem-
blable occasion le commandement general, le Com-
mandant general en ordonnera à chaque fois avec le
Conseil de Guerre comme il conviendra & selon le droit.
A l'égard du commandement general & des expéditions
militaires en Campagne, les Confederez se sont obli-
gez l'un l'autre, & ont déclaré que dès à présent com-
me pour lors l'un ne s'attribuera point sur l'autre en au-
cune maniere, directement ni indirectement, aucune
préminence ou plus grand pouvoir ou droit, sous quel-
que pretexte que ce soit; & on est convenu comme
d'un fondement ferme & inébranlable qu'en vertu de
l'ordre d'exécution le propre Prince à qui le secours se-
ra donné, & pendant tout le tems qu'on agira dans son
Pais, exercera le Commandement en chef dans les ac-
tions

ANS tions Militaires avec l'avis du Conseil de Guerre, sur le pied qu'il sera indiqué dans les articles suivans; en conséquence dequoy s'il est trouvé à propos d'un commun avis, de déferer ou confier le commandement general sur les Troupes de defences, à une certaine personne qualifiée, & de prendre là dessus son serment, cela sera ainsi arrêté sans contradiction.

de J. C.
1654.

Quand on agira en lieu tiers, ou dans les Pais situez hors du ressort tant des Seigneurs Electeurs & Princes, que de leurs Alliez, le Commandant du même Confederé, par le Pais duquel on passera pour aller dans le lieu tiers, exercera le Commandement en chef jusques à ce que les Troupes conjointes soient retournées dans leur Pais; si aulsi les Etats assilans envoient des troupes de leur propre Pais en un lieu tiers, le plus haut ou l'ancien Officier les commandera avec l'avis des Conseils ajoins; mais quand par le consentement commun un General aura été établi, le commandement lui demeurera, comme il est juste.

Afin aulsi que cette defence se fasse & soit executée d'autant plus fermement, il a été trouvé bon que quatre personnes seront ordonnées pour former le Conseil Militaire, & que conjointement chacun desdits Electeurs & Princes prendront encore une personne en service & qui prêtera serment; dont la charge ou employ sera d'être présent, & avoir égard combien de fois & en quel lieu le secours s'assemblera & y assistera tant en Campagne que dans les quartiers, & d'avoir soin & de considerer l'état des affaires & de la guerre, ensemble l'Assemblée du Conseil de Guerre, en sorte qu'elle y assistera toujours diligemment quand le besoin le requerra; en outre aulsi pour avoir soin des vivres, artillerie, munitions, magasins & fourrage, & en general de la conservation des Troupes.

Et comme un chacun des Confederéz aura encore avec les Conseillers de Guerre un Officier en chef sur les Troupes de conjunction qu'on enverra, ledit Chef Commandant avec les susdits quatre personnes convoquera les susdits Conseillers de Guerre & autres Officiers, conformément à l'usage de la Guerre & à l'exigence des cas, pour le Conseil de Guerre, y proposera les affaires qui arriveront, recueillira les voix, aura la dernière, dirigera & conclura, & fera executer la conclusion par le plus vieux Officier en charge, comme il est convenable, sans entreprendre rien autre chose d'importance sans l'ordre du Conseil de Guerre.

Entretiendra & payera un chacun ses Troupes dedans & dehors du Pays précisément, & principalement à la conjunction, avec anticipation d'un prêt de dix jours, afin que les Troupes étant dans d'autres Pays, n'ayent point d'occasion de commettre des choses exorbitantes, de la confusion & des desordres. C'est pourquoi un chacun fournira à son Commissaire qu'il établira pour les Troupes un mois de solde par avance; en cas de conjunction, s'il est secouru dans son Pays, tant que les Troupes conjointes y demeureront, par avis commun, sera fourni par maniere d'avance le pain de munition, pourvu que les autres Confederéz en indemnisent & le payent à proportion des Troupes d'un chacun; à cette fin un chacun fera faire en son Pays des Magasins suffisants, & ne sera tenu de payer autre chose que le pain de munition, & le fourrage dont on ne pourra pas se passer, moyennant quoi les Troupes se contenteront, & ce qu'ils depenseront par delà le pain de munition & le fourrage suldit, ils l'acheteront de leurs propres deniers, & le payeront aux habitans à un prix raisonnable.

Mais si les Troupes sont obligées de s'arrêter en lieu tiers ou en quelque lieu, où on ne puisse recouvrer du pain de munition, ou que cela se trouvât trop difficile pour l'un ou l'autre des Confederéz, il sera fourni par l'Electeur ou Etat le plus voisin, & les Soldats l'acheteront à un prix raisonnable, mais quant à la maniere dont s'en fera la restitution on y aura égard comme il est dit ci-dessus.

Afin aulsi que les convois pour l'entretien du secours conjoint ne trouvent point d'obstacle, & que les sujets ne

soient nullement lésés, mais que les payemens puissent être faits, on observera bonne justice parmi les troupes, de J. C. 1654. ou punira exemplairement les delinquans sans delà ni aucun égard, ou faute de ce les Commandans mêmes de la partie qui donnera le secours, ou selon l'exigence des cas les autres Officiers, en seront responsables.

Quand aulsi les Officiers, Cavaliers & Soldats, feront quelque dommage au pais, le Prince du Pais auquel, ou aux sujets duquel le dommage aura été fait sera en droit de le faire reparer par les Officiers.

Un chacun fournira ou procurera les munitions necessaires aux troupes conjointes, à proportion d'icelles, & de l'artillerie & de l'ocasion.

A l'égard de l'Artillerie il est premierement accordé qu'à chaque corps de six cens hommes de pied seront fournis deux pieces de Campagne & un fauconneau tirant six livres, avec ce qui en depend, les autres grosses pieces seront fournies par celui qui sera situé le plus près du lieu tiers où l'on agira, mais aux frais communs des Confederéz.

Le secours qu'on enverra, marchera le plus tôt qu'il sera possible, & ne fera point de halte inutile; celui par le pais duquel se fera la marche, mettra les troupes en quartier, pour reposer tant de nuit que de jour, & pourvoira par maniere d'avance, au pain de munition & au fourrage, & l'on établira certains Commissaires pour leur conduite, pour le reste on se réglera selon qu'il est mentionné cy-dessus.

Les Membres desdits Confederéz desirant que l'on se donne fidellement avis les uns aux autres de ce qu'ils apprendront être utile ou dommageable à cette Union.

Si aulsi quelques autres Electeurs ou Etats, soit Catholiques, soit de la Confession d'Ausbourg veulent entrer dans cette particuliere ligue defensive, en ce cas les Confederéz s'accorderont unanimement, sur les conditions auxquelles ils seront receus; & si l'un ou l'autre vient à s'ouvrir là dessus à quelqu'un de cette Union, il sera obligé d'en donner avis à ses Confederéz.

En outre il sera loisible aux Electeurs & Princes de cette Union de s'allier & obliger avec d'autres Potentats Electeurs & Etats suivant la conclusion de la paix generale de Munster, mais sans préjudice de cette Ligue.

Cette Ligue particuliere étant fondée sur l'ordre d'exécution du St. Empire Romain, & sur la conclusion de la paix, on ne pretend rien autre chose, comme il a été dit cy-devant, que de détourner toute injustice & violence, & les Confederéz veulent que cette Alliance soit fermement observée pour deux années consecutives; & après l'expiration d'icelles, ils s'accorderont pour s'engager de nouveau sur la prorogation d'icelle, selon qu'il sera jugé être le mieux pour l'avantage commun & la prosperité d'un chacun pais & des peuples d'icelui, à cette condition toutefois, que cette presente Ligue sera notifiée à sa Majesté Imperiale, notre très gracieux Seigneur.

En témoin dequoy ont été de la presente Alliance depechez quatre instrumens de même teneur, & a été signée de tous les Plenipotentiaires de part & d'autre sous la ratification de leurs Seigneurs Principaux, & a été delivrée une copie d'icelle à chacun. Fait à Cologne le quinziesme Decembre 1654. étoit signé.

F. Egon, Comte de Furstenberg. (L.S.) Pierre Burchman. (L.S.) Rujschenberg. (L.S.) Lotaire de Metzing. (L.S.) Henri de Winckelbysm. (L.S.) Guillaume de Furstenberg. (L.S.) Melchior de Golslein. (L.S.)



ANS
de J. C.

1654.

LA SUB.
DE ET
BREME.

CCCCXXI.

Traité de Paix entre CHARLES GUSTAVE Roi de Suède & la Ville de BREME. Fait à Staden, le 28. Novembre, 1654. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 303.

Postquam inter Serenissimam, Potentissimam Principem ac Dominam, Dominam CHRISTIANAM, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regionem, Magnam Principem Finlandiæ, Ducem Esthoniæ, Caroliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini Pomeraniæ, Cassubiciæ, & Vandaliciæ, Principem Rugiæ, Dominam Ingridiæ & Vismariæ, &c. & dein ejusdem sociæ Regiminis resignatione, inter Serenissimum, quoque, Potentissimumque Principem & Dominum, Dominum CAROLUM GUSTAVUM, Suecorum, Gothorum, & Vandalorum Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Esthoniæ, Caroliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiciæ & Vandaliciæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingridiæ & Vismariæ &c. &c. nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavarici, Julici, Clivici & Montium Ducem &c. ex unâ: Ut & Consules & Senatum atque Communitatem Civium Urbis Bremensis, ex altera parte, variâ Dissidia & Contentiones exortæ essent, quæ tandem in actus hostiles in tantum deductæ fuerunt, ut Sua Regia Majestas arma ad manus sumeret, & copias suas militares equestres pedestres &c. in regno regionibus Germaniæ immitteret, at verò post non ita pridem XV. Septembris pactus armorum inducias, ad illorum omnium dissidiorum sublationem, amicabilem Tractatus hic Stadæ celebrare utrinque placuisset & propositi essent, in quibus ex parte altissimæ memoratæ Regiæ Sux Majestatis, Ejusdem & Regni Sueciæ Consiliarius, à Consiliis Cancellariæ & Supremus Stockholmici Vicarius, Generosissimus Dominus, Dominus Scheringius Rosenbane, Baro in Ickalaburg, Dominus in Torpa, Engelholm & Hagen &c. ex parte verò Consulum, Senatûs & Civium Urbis Bremensis, Magnifici, Doctissimi, Prudentissimi & Amplissimi, Dominus Johannes Wachmann, Dominus Henricus Meyer, ambo Jurium Doctores, Dominus Nicolaus Blanche, Dominus Doctor Georgius Köper, & Johannes Ariens, respectivè Syndicus, Senatores, Professor, Senior dictæ Civitatis Bremensis, sufficientibus mandatis instructi, comparuerunt, ad rem in nomine Omnipotentis accesserunt, & tandem post multiplices ærnamabiles Tractatus, hinc inde nata Gravamina sequenti modo & ratione sustulerunt, composuerunt, & obliterarunt.

I. Cum statim ab initio horum Tractatum deprehendebatur, potissima inter Regiam Suam Majestatem Sueciæ, & Civitatem Bremensem Dissidia, ex Immediatæ & Titulo Civitatis Imperialis, exorta fuisset, Quæstio hæc Principalis ad manus sumpta, & sedula opera impensa fuit, ut de illa ex fundamento transigeretur. Quoniam verò pro nunc tempus longiorem moram non permittere videretur, conventum concordatumve fuit, quòd punctus hic ad alios Tractatus usque ampliaretur. Sic tamen ut per hoc ipsum Regiæ Sux Majestatis & Ipsius Successorum in Regno Sueciæ Jura & Justitia nullatenus diminuantur, sed eidem in optima Juris forma reservata sunt. Similiterque Civitati Bremensi Immedietas sua, cum eidem connexis, quatenus & eo in statu in cuius possessione, eadem illa hucusque fuit, in optima quoque Juris forma reservata manent & relicta esto. Interim verò & ad memoratam futuram transactionem usque nulli hostilitatis actus, desuper & ratione hinc inde in pactis exceptorum Jurium, nec ab una, nec ab altera parte in posterum intenduntur, quin potius illi omnino cessabunt & subsistent.

II. Interea verò conventum, placitum transactumve

fuit, quòd Consules, Senatus, & Communitas Civium Urbis Bremensis in singulare testimonium humilissimi Respectûs, Fidei & affectionis erga Regiam Suam Majestatem & Regnum Sueciæ, tanquam Ducem Bremensem, & ad meliorem majoremque cautionem, statim post finitos hosce Tractatus, certo die, qui ejus gratiâ IV. Decembris, proximè sequens, status determinatusque sit, Homagium juxta rationem modumque, mediante consueta formulâ, & prout illud Anno MDCXXXVII. ultimò existenti Dn. Archiepiscopo præstiterunt, (sub illa tamen reservatione, quæ in præcedenti articulo continetur, & quòd ex hac & insequentibus assensionibus, contra memoratum primum articulum, aut alias contra Civitatis præsentem Statum & Possessionem, nil quod præjudicari queat, inseratur, minis Ea viâ facti in eo turbetur, sed omnia ad amicabilem compositionem dilata manent,) præstare velint, debeant. Similiter procedente tempore, casu quo in vita altissimæ-memoratæ Sux Regiæ Majestatis, quicquid adhuc controversum, amicabiliter sublatum non erit, sed Benignissimus DEUS, ex immutabili Consilio, Eam antea ex hoc mundo (quod verò Altissimus per multos adhuc annos averruncet) ad se vocaverit, ipsius in Regno Sueciæ Successores, quamprimum Investituram Cæsaream obtineant, & in locum suum aliquem ad hoc mandatis instruxerit, & si ante amicabiliter compositam Controversiam de Immediatæ, etiam ipsa pro tempore imperans Regia Majestas, interim juxta voluntatem Divinam mundo valedixerit, successivè toties quoties sub supradicta Reservatione, usque dum Controversia hæc sopita fuerit, realiter consuetum Homagium regnantibus Regiis Majestatibus & Regno Sueciæ, tanquam Ducibus Bremensibus, statim post obtentam Investituram Cæsaream, uti dictum, præstare continuabunt, ex adverso tam pro nunc quam in posterum quoque, quoties & quando similis casus contigerit, confirmationem antiquorum suorum Jurium, Morum, Consuetudinum & Privilegiorum, in quantum Receptis contraria non erunt, sub Regiæ Sux Majestatis manu & sigillo, ab eo, qui ad hoc à Regia Majestate Sua mandatis instructus erit, secundum rationem & modum, & consuetum in Anno MDCXXXVII. tempore ultimò existentis Archi-Episcopi formulam, Civitati Bremensi extradita fuerat, reciprocè in actu Homagiali recipiant. Insuper quo in præsentii opportunitate temporis solummodò pareatur, conventum & è re visum fuit hæc vice, quòd nomine altissimæ-memoratæ Reg. Sux Majestatis, Ejuslaudatus Dominus Legatus & Plenipotentarius, sub manu sua sigilloque Confirmationem Privilegiorum Civitatis Bremensis, antiquorum Jurium, Morum & Consuetudinum, in forma consueta, in Actu Homagiali, Senatui Bremensi extradet, & literas confirmatorias Regiæ Sux Majestatis, præcitato modo, sub manu & sigillo Regio, unâ cum Ratificatione hujus Receptus, intra proximè sequentes menses tres jam dicto Senatui Bremensi tribuet.

III. Quò igitur Regia Sua Majestas de Civitatis Bremensis fidelissima Devotione, in posterum eo securior reddatur, Consules, Senatus & Communitas Civium, nomine suo & Ipsorum posterorum, vi horum spondent & pollicentur, quemadmodum ipsi nullo Federe contra Majestatem Suam Regiam, eorumque Ditiones Dominiacque irreti sunt, ita & in posterum quoque, neque clam neque palam, Federe quopiam tali contra altissimæ-memoratam Suam Majestatem aut ejusdem Regni, Ditiones & Subditos, sealicui jungere nec velint, nec debeant.

IV. Similiter si Consules, Senatus & Communitas Civium Urbis Bremensis animadverterent & compertentur, Regiæ Sux Majestati Sueciæ, & Ducatui huic Bremensi, aliquod periculum aut hostilia imminere & appropinquare, obstringunt se vigore horum Regiam Suam Majestatem aut ejusdem Gubernatores & Regimina, in tempore de eo certiores reddere, & monere, nec non omnistudio & fidelitate incumbere, ut id præcaveatur, & si amicabilis Compositio haud speranda sit, sed

ANS
de J. C.

1654.

ANS sed ad media defensionis recurrendum erit, Regiæ suæ de J. C. Majestati, tanquam Duci Bremensi (prout in speciali 1654. Receffu accessorio id comprehenditur) accedere, & adjumento esse, quò detrimentum omne avertatur. Ex adverso quoque Regia sua Majestas se declarat gratiosissimè, quæ Civitati Bremensi & Civibus, juxta tenorem supradicti Receffus accessorii, in eventum contra iniquum vim omnem assilire eam cõsueverit, ut & commercia, negationes & mercaturam eorundem, mari terræ omni meliore modo promovere, & felicitatem beatitudinemque illorum quantum æquitas patietur, gratiosissimè & promptè procurare velit.

V. Quandoquidem etiam Regia sua Majestati non parum displicuerit, & plures molestiæ exinde in posterum metuende sint, quòd Consules, Senatus & Communitas Civium Urbis Bremensis, eos quæ tempore factæ Pacis Canonici Capitulares erant & eorum ministeriales protegisset. Consilium visum fuit, quòd Inclitus Senatus & Cives Urbis Bremensis posthac ullum præmemoratorum Capitularium, Vicariorum, vel quempiam alium hujusmodi hominum, quoad petitiones illorum, ratione Ecclesiasticorum, nunc secularibus mancipiorum bonorum nullatenus protegat aut juvet, sed se in hoc negotio otiosum monstret atque Ecclesiam Cathedralē, Curias ad eandem pertinentes, domus, habitacula, granaria & cellas, una cum Regiis Ministris, Vassillis & Proprietariis, qui nunc & in posterum in eis habitabunt, nec non Ecclesiarum & Scholarum Ministris (ut tamen illi omnes se à Civis Commercii & quæstibus abtineant) tanquam ab Urbis Jurisdictione Civili planè exempta & separata censcat, nec eorum redditibus & exactionibus ullum impedimentum inferat, nec statutis in res quæ usu consumuntur, aut ullis aliis extraordinariis aut ordinariis collectis gravare non debeat, minus velit: Quod attinet Campos Dominicos & majorem Cathedralis Ecclesiæ aulam, loca hæc sine novatione ulla in statu, quo nunc sunt, maneant, ut tamen durancibus Sacris in Ecclesia Dominica, in illis impedimentum aliquod fieri facere haud permittatur.

VI. Porro expressè conventum fuit, quòd Consules & Senatus ab omnibus arrestis, captura & aliis quæ sunt viæ facti, in Archi-Episcopali Palatio, quod Bremæ est, omnino desistent, in Advocatum Civicum Jurisdictionem aliquam nullatenus sibi arrogent, neque eundem in formatione Confessis Judici Criminalis, in edictis & Bannis contra fugitivos homicidas decernendis, similiter in renunciationibus domorum intra Weichbildam sitorum, juxta veterem Consuetudinem & observantiam factis, in hujusmodi actibus posthac non turbet, nec in posterum Advocatum illum Urbanum, etiam in Casum incidentium judiciorum purgationum (*Chebfass*), circa substitutionem idoneæ cujusdam Personæ impedimento haud sit. Quoniam verò occasione hæc oblati Consules & Senatus monuere, quomodo semper huic officio Civis Bremensis, qui tamen circa ejusdem muneris susceptionem, Civico suo Juri & Juramento renunciare tenebatur, præfectus fuerit, magneque equidem hodiernus Advocatus Urbanus, circa præjudicium & consequentiam apud officium suum, si verò eo functus erit, in surgendo Successore, veteri Instituto denudò insisteret.

VII. Cum etiam vigore antiquorum Receffuum, Archi-Episcopatus, nunc Ducatus Bremensis, Judicium Aulicum semel in anno Bremæ in Domo Capitulari exercitum fuerit, id quoque in posterum in viridi observantia maneat, & Civitati Bremensi huic impedimentum asserere fas non esto, ut tamen ipsa usque ad ulteriorem transactionem, aliquem è medio suo ad id deputare, aut ibidem confidentem habere non teneatur.

VIII. Ut autem Regia benignitas & propensus in Civitatem Bremensem animus, nonobstantibus hisce exortis dissidiis, & propterea ingentibus factis sumptibus, & quicquid præterea huic Ducatui Bremensi & Vehrdeni ad illorum Incolas incommodorum & damnorum exinde redundavit, conservetur, & eo nomine

nulla præsentio nova suæ Regiæ Majestati Sueciæ, atque Incolis horum Ducatum, Bremensis & Vehrdenis, adversus Civitatem Bremensem relinquatur, sed omnia specialia ratiocinia, quæ ingentem sum nam efficiunt, tolerabili satisfactione amicè expungantur; suæ Majestati Regiæ Regnoque Sueciæ pro hisce limitibus petitionibus & actionibus, in suam propriam & æternam satisfactionem relinquunt & cedunt, Consules, Senatus & Communitas Civium Urbis Bremensis, Jura sua ad Oppidum Leha, quemadmodum illud suis finibus *zur Marsch und Grest* continetur, necnon præfecturam & arcein Bederkes; cum omnibus ad eadem appertinentibus Incolis, Nobilibus, Ignobilibus, Ecclesiasticis & secularibus Feudis, Juribus Patronatus, Superioribus & Inferioribus Judiciis, agris, pratis, campis, pascuis, actu & pastu pecorum, Juribus lignandi, venandi, piscandi, ædificiis, villis, molendinis, locationibus fundorum, censibus, redditibus annuis, decimis, & cum aliis omnibus proventibus, ad summam cum omnibus & singulis juribus & pertinentiis, activè & passivè, prout Civitas Bremensis hæc satisfactionis gratiæ Regiæ suæ Majestati cessa, præfecturam, oppida, arces, loca, habuit, possedit, usa fruitaque est, aut habere, possidere, uti fruique potuit; quæ etiam Regia sua Majestas, suo suorumv successorum in Regno Sueciæ nomine, abque ullo ulteriori facto, damno & periculo Civitatis Bremensis, in tantum acceptavit, ut eandem contra quorumcunque desuper intentatas actiones & impetitiones, tam intrâ quàm extra judicium defendere velle, in se receperit. Quemadmodum Consules, Senatus, & Communitas Civium Urbis Bremensis proinde sub renuntiatione perpetua, pro se Successoribus respectivè in Regimine & totius Civitatis, heredibus & posteris pollicentur, nunquam in posterum ullum aliquod Jus, se, quocunque colore aut prætextu id fieri queat, non solum in illis non quæsituros, sed statim in actu Extraditionis Regiæ Ratificationis hujus Transactionis, Regii Domini Legati, Domini Scheringi Rosenhahns Excell. aut si quis alius in locum ipsius cum mandatis surrogetur, omnia, quæ in manibus habent, Documenta literaria, Instrumenta, Registra & literas Investiturarum, exactas designationes Nobilium Bonorum Feudalium in Præfectura Pederkes, nec non jam dictum & alia cessa loca concernentia acta publica, omnes partium litigantium causas & acta, tam coram inclito Senatu, quàm coram præfectis, inter horum Incolas, gentilitas, & quodcunque nomen aliis hæc habebunt, nullis exceptis, bonâ fide tradere. Sic permanent etiam Burgum & vectigalia ibidem, una cum ad hæc pertinentens telonium, & à telonario ratione officii possessi agri, & quicquid his assignatum, tardius & eatenus in præsentī Statu donec Regia sua Majestas, ad humilimas Civitatis Bremensis preces, aliter & propius animi sui sensu quoad hæc declaraverit, & desuper ulterius amicè & ex fundamento conventum fuerit. Interim vetera vectigalia sine intentione eorundem illic locorum obtineant, neque illuc venientes aut hinc abeuntes, transant præter-rehentia vehicula, naves, bona, aut iis imposita, nullâ aliâ re graventur, sed semper liber & non impeditus commercatus ipsis permittatur.

IX. Contra Arx & Præfectura Blumenthal, ut & Jurisdicctio in Neuenkirchen & Vogelsack, cum pertinentiis, nec non id omne quicquid ruris, prædiorum & quid præterea Civitas Bremensis in hoc Ducatu habet, eidem eo in Statu cave in possessione, quemadmodum omnia & singula tempore ultimi Archi-Episcopi habuit, relinquatur, & sine diminutione eorundem, Regiæ suæ Majestati Jus Territoriale in iisdem reservetur, salvo judicibus in Lessumb & aliis Interestis, ratione Vogelsack & aliis forè competentibus actionibus, quas contra Civitatem Bremensem in Judicium deducere, liberum ipsis esto.

X. Quatuor quod attinet Pagos (*die vier Gohen*) & his annexum Judicium in Barchfeld, in quibus Civitas Bremensis Jus Territoriale sibi arrogat, ex parte verò Regiæ suæ Majestatis id contradicetur, conventum

ANS transactumque fuit, ut id unà cum puncto immediatis ad futuram compositionem, juxta Articuli primi hujus transactionis tenorem, remillum sit, interim verò Civitas ratione horum quoque in possessione sua, quatenus & in quo Statu eadem ante presentes motus fuit, sine turbatione relinquatur. Similiter quoad Collectas Imperiales, Circulares & Provinciales, & alias Contributiones in genere, quæ à prædictis Pagis, nunc & in posterum solventur, placuit, ut ii usque ad ulteriorem reservatam transactionem Contributiones suas Senatui Brementi, ad ejus jussum, se nper quidem pendant, at Consules & Senatus ex adverso teneantur, at quod se hisce sumissimè obstringunt, de his, quas successivè ex hisce Pagis recipiunt, Contributionibus, quoties quædam indicuntur & solvuntur, de Anni quadrante in quadrantem, partem dimidiam Regiæ Camere, quæ Stadæ est, certò inferre & exactè semper pendere. Ceterum Dominis fundorum obventa jura vendendi, Colonos suos, ob cessos census & alias annuas præstationes ipsemet pignorandi, bombardæ feras feriendi, & piscandi, & admissio ad Judicia de stagnis per hoc haud infringuntur, sed Regiis Officialibus & Vassallis, aut proprietariis, in locis & districtibus, in quibus prædia & villas habent aut possident, ad instar aliorum hæreditariorum & fundorum Dominorum, sine diminutione, & sine interpellatione relinquuntur.

XI. Cum etiam de inferioribus Canonicorum Collegii S. S. Willehardi, & Stephani, & S. Ansharii controversiæ & dissidia moverentur, Civitas verò Brementis ex parte sua demonstraret, quòd ipsa à multis reòd annis aliquili Communione implicata cum iis Collegiis fuerit, & certa quædam jura ab antiquo obtinuerit, atque suos exin collectos redditus & usumfructum in pios usus, Ecclesiarumve & Scholarum sustentationem converterit. Proinde conventum conclusumque fuit, quòd Consules, Senatus & Civitas, ratione amborum Pleniorum & Parochiarum respectivè ad Sanctum Stephanum & ad Sanctum Ansharium, ibidem, iis Juribus, quæ ex longinquorum temporum usibus possessione, aut aliàs ex certis pactis conventis obtinuerunt, & tempore ultimi existentis Domini Archiepiscopi, reapse exercuerunt & quibus usi sunt, plenariè sine præpedito omni in posterum gaudeant, eaque retineant, sic (quoniam Regiæ suæ Majestatis Succie subsistentia dictorum Collegiorum non arideat) ut in proximè desuper insequenti divisione dictorum Canonicorum Collegiorum inferiorum, & eorundem Curiarum & bonorum, in casum non existentis ulterioris Transactionis, per rata portione hujusmodi obtentorum Jurium & possessionum, unà participant, & in eo haud circumscribantur. Quo ipso verò expressè concordatum fuit, quòd ii beneficiarii, quos Regia sua Majestas ex parte sua, quam ex ambobus Collegiis cepit, certis sub investiturarum pactioibus, gratiosè ditavit, Civitatis Brementis Civili Jurisdictioni, Gabelis de rebus, quæ usu consumuntur, introductis & aliis impositionibus, quamdiu & quatenus Civiciis Commercialibus & negotiationibus abstinebunt, obnoxii non sunt, sed liberi & exempti ab iis sint, & nullatenus iis prægraventur.

XII. Ratione Impositionis de rebus quæ usu consumuntur Civitatis Brementis, quatenus Regiæ suæ Majestatis subditi in advehendis lignis & cespitibus bituminosis iis se gravatos rentur, decretum fuit, quod talis à Consilibus & Senatu Civitatis Brementis, in posterum Ordinatio & Dispositio quoad hoc emanabit, vi cujus agricola, nullà impositione, de iis, quæ Brementum venum adferunt, onerentur, aut pecunia ulla ob primam eorum expositionem non possetur, sed ob liberrimam venditionem ad facta eà dimittantur. Nec minus etiam ex parte Regiæ Succicæ, omnes jure retentionis statutz Gabellez in Civitatis Brementis vehicula, naves sive bona, ex adverso tollentur, & planè abrogatz sint maneatque.

XIII. Quandoquidem etiam, ut notum, Ducatus hic Brementis haud parum debitis Provincialibus, quæ ab ejusdem statibus in statu Archi-Episcopali, sub usu-

ris mutuo sumpta sunt, ratione quorum & quidem de verfarum haud mediocrium summarum Civitas Brementis partim in solidum, partim unà cum aliis statibus, tum temporis cautionis loco obstricta fuit, premitur; fatetur Consules, Senatus & Communitas Civium Urbis Brementis debituros se & obstrictos fore, casu quo & quatenus rata pars eorum, quâ vigore in solidum subscriptarum Obligationum tenentur, nondum expuncta erit, jam dicta Provincialia debita, pro portione, expediendi & retribuendi. Ipsi verò præterea, cum aliis postea contractis, aut in posterum contrahendis debitis hujus Ducatus, nihil negotii erit, minus de solutione eorundem ullaatenus interpellentur & molestantur.

XIV. Postquam inter alia, durantibus hisce Transactionibus Consules, Senatus, & Cives Urbis Brementis, diversis vicibus expetierant, ut etiam ipsorum, ante aliquot annos in Novo-foro & fortalitio suo comprehensorum, & à Clero quondam ad se devolutorum agrorum, quorum præsentis jam Regiæ suæ Majestati accrevit, ratio haberetur, & propterea satisfactionem tam quoad sortem quam quoad usuras postulare, atque ut illa petito ad præcavendas futuras lites & controversias, nunc huic nunc altero articulo infereretur, urgent, tandem quòd altè-memoratz Regiæ suæ Majestatis animus propensus in Civitatem Brementem demonstraretur, Regia sua summa benignitas & gratia, prædictos agros & rura in Novo-foro, vi hujus, Consilibus, Senatui & Civibus Urbis Brementis jure proprietatis & utilis Domini cedit, & in eos transiit, ut ea tanquam res suas proprias in posterum omnibus futuris temporibus possideant & teneant, sic ut eorum nomine abhinc nulla alia ulterior petito & actio contra dictam Civitatem Brementem, nec formari nec intentari debeat, aut possit.

XV. Cum etiam Majestas sua Regia gratiosè mandaverit, ut succedente ex voto & conclusa presenti transactione, ejusdem transmissæ copiz statim abducantur, promiserunt Consules, Senatus & Communitas Civium Urbis Brementis, & pollicentur vi hujus firmissimè, loco erogandarum, aut aliàs quocunque modo requisitarum expensarum certam pecuniæ summam, juxta tenorem desuper expeditæ obligationis, intra spatium sex septimanarum, à die subscriptæ hujus transactionis numerandarum Domini Scheringi Rosenhahns Excell. vel ejusdem Mandatario Hamburgi representare & exsolvere.

XVI. Juxta hæc concordata & conventa puncta, statim post expeditam hujus transactionis subscriptionem, omnes hucusque intercedentes hostilitates cessant, & omnino ab iis abstineatur, sistunturque atque de omni eo quod hucusque patrarum fuit, nec in genere nec in specie nulli molestia creetur, sed omnia & singula per universalem Amnestiam abolita & oblivioni tradita sunt, contra diuturnam Pax, Quies, & Concordia, ut & respectivè gratiosissima & humilima confidentia inter Regiam suam Majestatem & memoratos Consules, Senatui & Communitatem Civium Urbis Brementis, restabilita & statumina esto, & in posterum fidelissimè & assidue colatur, Commercialibus mari terraque sua libertas constet, copiz militares, præterquam eæ, quibus utrique partium ad sua propria præsidia indigere visum fuerit, exauctorentur & abducantur, & Captivi hincinde sine lyro & expensis dimittantur, & è vestigio libertati pristinz restituantur.

XVII. Quo verò tandem omnia superius exposita plenum suum vigorem vim & effectum sortiri queant, promittit sæpe altè-dicta Domini Legati Excellencia suæ Regiæ Majestatis Rathabitionem hujus Transactionis, intra tres proximos menses, in forma conventa, ad Urbem Stadam sine mutatione adferri procurare, & cum expedita similiter sine mutatione, in forma conventa Ratificatione Consulum, Senatui & Communitatis Civium Urbis Brementis commutare.

In horum omnium testimonium & majus robur, tres desuper unus ejusdemque tenoris Recessus confecti fuerunt, quorum unus Regiæ suæ Majestatis Succie Plenipo-

ANS nipotentiarii Domini Legati, Domini Scheringi Ro-
de J. C. senhahns Excellentiz, alter Regimini Regio Suecico
1654. hic subsistenti, tertius Consulibus, Senauui, & Civi-
bus Urbis Bremensis, traditus, omnes verò ab altè-
memorato Domino Legato, manu suâ sigilloque mu-
niti, nec non à Civitatis Bremensis ab initio nominatis
Deputatis, sigillati & subscripti; ut & ab iis, qui no-
mine Præpotentum Dominorum Ordinum Genera-
lium, nec non inclitis Civitatibus Lubeca & Hambur-
go, hisce Tractatibus utrò adfuerunt, & omnia con-
ducibilia officia ad obtinendum finem præstiterunt,
scilicet Prænobilibus, Strenuisque Dominis Conrado à
Beuningen, Advocato Senatûs Amstelodamensis, &
Commissario Extraordinario ad Consilium Præpoten-
tum Dominorum Ordinum Generalium Federati Bel-
gii, à Provincia Hollandiæ; & Domino Epo à Boots-
ma, in Tanjaburg, Commissario ad altè-dictum Con-
siliû, à Provincia Frisiæ; atque Genoroso Domino
Rudolpho Guiljelmo, Barone in In- & Knipphausen,
Nobili Domino à Lützeburg, Bergum & Uplewerth
Commissario, ut dictum, à Provincia à Civitate
Groningensi & Ommelandia, porro Nobilibus, Ho-
noratissimis, Consulitissimis & Prudentissimis Domino
Davide Gloxin, Domino Johanne Popping, Domino
Johanne Muller, & Domino Hieronymo Friesen, res-
pectivè J. U. Doctoribus, Licentiatis, Syndicis, &
Senatoribus Civitatum Lubecensis & Hamburgensis,
testimonii ergò manibus suis & sigillis subsignati fue-
runt. Datum & factum Stadæ, die XXVIII. Mensis
Novembris Anno post Christi Redemptoris & Salva-
toris nostri nativitatem M D C LIV.

SCHERING ROSENHANE.

<i>Joh. Wachman,</i>	<i>Henricus Meyer,</i>
D.	D.
<i>Nicol. Blancke,</i>	<i>Georgius Kôper,</i>
mppr.	D. mppr.
<i>Jan Ariens,</i>	<i>C. van Beuningen,</i>
mppr.	mppr.
<i>E. v. Bootsma,</i>	<i>R. W. v. Knipphausen.</i>
mppr.	
<i>David Gloxin,</i>	<i>Johann Popping,</i>
D.	mppr.
<i>Johann Moller,</i>	<i>Hieronymus Fries.</i>
D.	

(L.S.)	(L.S.)
(L.S.)	(L.S.)
(L.S.)	(L.S.)
(L.S.)	(L.S.)
(L.S.)	(L.S.)
(L.S.)	(L.S.)

CCCXXXII.

ANS *Privilège accordé par LOUIS XIV. Roi*
de J. C. *de France aux VILLES ANSEA-*
1655. *TIQUES, au mois de Mai, 1655.*
Freder. Leonard. Tom. III.

LA FRAN-
CE ET LES
VILLES
ANSEA-
TIQUES.
LOUIS, par la Grace de Dieu Roy de France & de
Navarre. A tous présents & avenir, Salut. Nos
tres-chers, grands Amis & Confederez les Pro-
consuls, Senateurs, Marchands, Anciens, Aldermans,
Manans & Habitans des Villes & Citez de la Nation &
Hanse Teutonique, dits Osterlins, ayans envoyé vers
Nous les Sieurs Peshorn & Moller, leurs Ambassa-
deurs & Deputez, pour nous requerrir entr'autres cho-
ses de la continuation & confirmation, tant de nostre
amitié, alliance & confederation, que des privileges
qui leur ont esté octroyez au passé par nos Predecesseurs
Rois d'heureuse memoire. Sçavoir faisons, qu'ayans
à cœur l'entretien de ladite amitié, alliance & confede-
ration, & suivant l'exemple de nosdits Predecesseurs,

desirans la promouvoir & avancer autant qu'il nous se-
ra possible. Pour ces causes, & autres bonnes confi-
derations à ce nous mouvans, Nous avons par l'avis de
la Reyne nostre tres-honorée Dame & Mere, & de
plusieurs Princes, Ducs, Pairs, & Officiers de nostre
Couronne, & autres grands & notables Personnages
de nostre Conseil, continué & confirmé, continuons
& confirmons par ces présentes signées de nostre main,
ladite amitié, alliance & confederation, ensemble tous
les Privileges donnez & octroyez par nosd. Predecesseurs
auid. Villes & Citez de lad. Nation de la Hanse Teuto-
nique, nommément ceux accordez par les Rois Louis
XI. és années 1464. & 1483. Charles VIII. 1489.
François Premier 1536. Henry II. 1552. & Henry IV.
1604. comme si de mot à mot ils estoient icy exprimez.
Voulons & nous plaît, qu'elles en jouissent pleine-
ment & paisiblement, & que selon la teneur d'iceux,
& des Traitez par nosdits Predecesseurs Roys à elles
octroyez, particulièrement de celuy que nous venons
leur accorder, leurs Sujets puissent venir & frequenter
seurement en nostre Royaume, Pays, Terres & Sei-
gneuries de nostre obéissance, trafiquer par terre & par
mer ainsi qu'ils ont accoustumé, & ramener marchan-
disés non prohibées ny defendues, en payant & acqui-
tant les droits & devoirs pour ce deus, où & ainsi qu'il
appartiendra. Dessendons tres-expressement à tous
nos Sujets de quelque estat & condition qu'ils soient,
de donner ny souffrir estre fait, mis ou donné aucun
arrest ny empeschement auidites Villes de la Hanse
Teutonique, ou à leurs Sujets, ni entreprendre aucu-
ne chose préjudiciable à ladite amitié, & à la confir-
mation d'icelle, nonobstant qu'ils n'ayent pris Lettres
de confirmation du feu Roy Louis XIII. nostre tres-
honoré Seigneur & Pere de glorieuse memoire, que
Dieu absolve, dont Nous les avons relevez & dispen-
sez, relevons & dispensons par celdites Presentes. Si
donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens
tenans nos Cours de Parlement, & autres nos Cours
Souveraines; A tous Gouverneurs, & nos Lieutenans
Generaux en nos Provinces; Admiraux, Vice-Ad-
miraux, Tresoriers Generaux de France, Officiers de
la Table de Marbre de nos Palais de Paris & de Rouën,
Officiers de nos Admirautez, Baillifs, Seneschaux,
Prevosts, Juges, Maires & Elchevins de nos Villes
Maritimes, ou leurs Lieutenans, Officiers de nos Trait-
tes Foraines, & à tous nos autres Justiciers & Officiers
& à chacun d'eux, comme à luy appartenant, que le
contenu en ces Presentes, ensemble ladite Amitié, Al-
liance, Confederation & Privileges, ils entretiennent,
gardent & observent, fassent entretenir, garder & ob-
server de point en point selon leur forme & teneur,
& les publient & fassent publier par tous les Havres de
nostre Royaume & autres lieux que besoin sera, & de
ladite Amitié, Alliance, Confederation & Privileges,
ils fassent jouir & user leddites Villes de la Hanse Teu-
tonique, & leurdits Sujets pleinement & paisiblement,
contraignant à ce faire, souffrir & obéir tous ceux qu'il
appartiendra, & procedant contre ceux qui feront le
contraire, comme il est accoustumé contre les infracteurs
de nos Ordonnances & volentez, nonobstant Clameur
de Haro, oppositions, & appellations quelconques,
pour lesquelles ne voulons estre différé. Et parce que
de celdites Presentes l'on pourra avoir affaire en plu-
sieurs & divers lieux, Nous voulons qu'aux copies d'i-
celles dûcment collationnées, soy soit ajoutée comme
au present original : Car tel est nostre plaisir. Et afin
que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous avons
fait mettre nostre Seel à celdites Presentes, sauf en au-
tre chose nostre droit & l'autrui en toutes. Donné à
Paris au mois de May, l'an de grace mil six cens cin-
quante-cinq, & de nostre Regne le treizième. Signé,
LOUIS. Et sur le reply : Par le Roy, DE LOME-
NIE. Et à costé, *Visa*. Signé MOLE. Et scellé du
grand Sceau. Et sur led. reply est encore écrit.

Registrees à Paris en Parlement, le 29. Juillet 1655.
En la Chambre des Comptes dudit lieu, le douzième
Sep-

ANS Septembre 1656. Au Parlement de Roïen, le dix-neuvième Fevrier 1656. En la Chambre des Comptes de Normandie le vingt-unième Mars 1656. & vingt-sixième Juin 1657. Au Bailliage de Roïen le vingt-neuvième Janvier 1657. Ez Registres de l'Admirauté en la Table de Marbre du Palais à Roïen, le dernier Juin 1657. En la Chambre des Comptes de Dijon, le quatorzième Aoust 1656. En la Chambre des Comptes de Bretagne, le quatorzième Juin 1657. En la Cour des Comptes, Aydes & Finances de Montpellier, le vingt-deuxième Aoust 1656. En la Chambre des Comptes & Cour des Finances de Dauphiné, le 14. Aoust 1656. Ez Archives du Roy en Provence, le 17. Mars 1657. Au Greffe de la Chambre du Tresor, le quatrième Fevrier 1656.

C C C X X X I I I.

ANS *Traité de Marine fait entre LOUIS XIV.*
de J. C. *Roi de France, & les VILLES & CI-*
1655. *TEZ ANSEATIQUES. A Paris*
le dixième May 1655. Freder. Leonard.
Tom. III.

LA FRAN-
CE ET LES
VILLES
ANSEATI-
QUES.

LE Roy voulant faire connoître aux Villes & Citez de la Hanse Teutonique, qu'il a pour elles la même affection & bonne volonté, que les Rois ses Predecesseurs leur ont témoignée, & qu'il desire entretenir avec elles une amitié & intelligence aussi sincere que celle qu'ils ont observée pendant tant d'années, à l'avantage des Sujets de sadite Majesté, & de ceux desdites Villes. Sadite Majesté a eu bien agreable les instantes prieres & supplications qui luy ont esté faites de leur part, par les Sieurs Penshorn & Moller, Senateurs de la Ville de Hambourg, leurs Ambassadeurs Députez en cette Cour, de leur accorder la confirmation des Privileges qui leur ont esté concedez par lesdits Roys ses Predecesseurs, mesme les expliquer & augmenter, en sorte que leurs Sujets puissent en toute liberté exercer leur commerce avec qui bon leur sembleroit, nommément avec les Ennemis de cet Estat, sans en pouvoir estre empesché par les Capitaines de ses Vaisseaux de Guerre, & autres Capitaines Armateurs, sous quelque pretexte que ce soit. Et pour examiner avec eux les conditions sous lesquelles ils puissent jouir de cette grace; Elle a commis le Sieur Comte de Brienne, Commandeur de ses Ordres, Conseiller ordinaire en tous ses Conseils, & en sa Cour de Parlement de Paris, & Premier Secrétaire d'Estat & de ses Commandemens; le Sieur d'Aligre, aussi Conseiller en scdits Conseils & en sadite Cour de Parlement, Directeur de ses Finances, & le Sieur Bignon, aussi de ses Conseils, & son Avocat General en sadite Cour de Parlement, lesquels après plusieurs conférences, qu'ils ont tenues avec lesdits Sieurs Penshorn & Moller, ont conjointement en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, résolu & arresté ce qui ensuit.

ARTICLE I.

Que les Habitans des Villes Anseatiques pourrout en toute seureté trafiquer & naviguer tant en France, qu'autres Royaumes, Estats, Pais & Mers, Lieux, Ports, Costes, Havres & Rivières en dependantes, pour y aller, venir, passer & repasser tant par Mer que par Terre, avec leurs Navires & Marchandises, sans que les Sujets de Sa Majesté qui auront les Vaisseaux armez en guerre ou autrement, les puissent empesché, arrester ou retenir sous quelque pretexte que ce soit; quand mesme ils iroient dans les Villes, Ports, Havres, ou autres lieux dependans des ennemis de Sa Majesté, ou qui le pourroient estre à l'avenir, si ce n'est qu'ils fussent chargez de Marchandises de contrebande cy-après designées, pour estre portées aux Pais & Places ennemis de la Couronne.

II. Lesquelles Marchandises de contrebande sont entendues estre Munitions de Guerre, Armes à feu;

Sçavoir, Canons, Mousquets, Mortiers, Bombes, Petards, Grenades, Saucifies, Cercles, Affuts, Fourchettes, Bandoulières, Poudre, Melche, Salpêtre & toutes autres sortes d'Armes, comme Piques, Espées, Morions, Calques, Cuirasses, Hallebardes, Javelots, & autres Armes servans à la guerre, ensemble des Chevaux, des Cordages & des Toiles noyales, qui ne puissent servir qu'à faire voiles: pourrout neanmoins porter des bleds & grains de toutes sortes, legumes & autres choses servans à la vie, si ce n'est que les Villes & Places où ils les transporteront fussent attaquées par Sa Majesté, & que volontairement ils les y transportassent, sans y estre forcez par les Ennemis de Sa Majesté, & se servant par violence de leurs Vaisseaux trouvez dans leurs Ports, ou ailleurs; au quel cas pourrout les Commandans des Vaisseaux de Sa Majesté retenir lesdits grains & autres choses servans à la vie, & payant leur juste valeur, suivant l'estimation qui en sera faite, sinon & à faute d'estimation & de paiement en deniers comptans, les Sujets desdites Villes Anseatiques pourrout se retirer librement avec leurs Vaisseaux & Marchandises, si ce n'est qu'elles fussent de la qualité de celles spécifiées cy dessus, pour estre de contrebande. Ne voulant sadite Majesté que les Capitaines de ses Vaisseaux puissent arrester aucuns Navires appartenans aux Habitans desdites Villes Anseatiques, que ceux qui se trouveront chargez de Marchandises de contrebande, lesquelles seront jugées suivant les Ordonnances du Royaume, de François Premier, année 1554. & de Henry Troisième 1584. & s'il se trouvoit desdites contrebandes sur des Vaisseaux desdits Habitans, chargez à cueillette en un ou plusieurs lieux, elles seront confisquées purement & simplement, sans que les autres Marchandises ny le Vaisseau le puissent estre, & celui qui les aura chargées sera tenu à tous les dépens, dommages & interêts soufferts pour raison de ce par les Interezzés aux Vaisseaux, & ce cas arrivant il sera jugé selon la rigueur du present article, & non suivant lesdites Ordonnances, & ce faisant & après le jugement rendu, le Vaisseau pourra partir librement avec le reste de la charge, & pour cet effet seront les Officiers de l'Admirauté tenus de proceder incessamment au jugement desdites prises.

III. Et bien que les mesmes Ordonnances desdits Rois François Premier, & Henry Troisième, portent que si les Sujets de Sa Majesté sont en temps de guerre des prises par Mer d'aucuns Navires, appartenans aux Alliez & Amis de sadite Majesté, esquels il y ait Biens & Marchandises d'Ennemis; ou bien aussi des Navires esquels il y ait des Marchandises, ou biens d'Amis, Alliez ou Confederez, ou esquels ledits Alliez ou Amis fussent portionniers, le tout soit déclaré de bonne prise; si est-ce que pour l'Egard des Habitans & Sujets desdites Villes Anseatiques, & en consideration de leurs Privileges, Sa Majesté dérogeant ausdites Ordonnances, veut & entend, que ledits Habitans soient déchargés de la rigueur d'icelles pendant le temps & espace de quinze années, en sorte que la robbe de l'ennemy ne confisque point celle de l'ami, & que les Navires à eux appartenans soient libres, & rendent toutes leurs charges libres, bien qu'il y eust de la Marchandise appartenante aux Ennemis, si ce n'est qu'il s'y en trouvast de contrebande, ou que les Maîtres desdits Vaisseaux eussent jetté leurs papiers cy-après spécifiés, à la Mer, ou combattu les Vaisseaux de Sa Majesté, laquelle entend pareillement que les Marchandises trouvées dans les Navires d'ennemis, qui se justifieront appartenir aux Habitans desdites Villes Anseatiques leur seront rendus.

IV. S'il arrivoit qu'aucun des Capitaines François fust prise d'un Vaisseau chargé desdites Marchandises de contrebande, ne pourrout ledits Capitaines faire ouverture ou rompre les Coffres, Malles, Balles, Bougettes, Tonneaux ou autres Caisses, ny les transporter, vendre & eschanger, ou autrement aliéner, qu'elles n'ayent esté descendues en terre qu'en la presence des Juges de l'Admirauté, & après inventaire par eux fait

ANS fait desdites Marchandises trouvées dans lesdits Vais-
de J. C. seaux.

1655. V. Il sera pareillement défendu sous les peines por-
tées par les Ordonnances, & de confiscation de bien,
à toutes personnes, Marchands ou autres, d'acheter,
échanger ou recevoir en dori ou autres pretextes que ce
soit, ny de celer ou cacher par eux ou par autres, di-
rectement ou indirectement, les Marchandises ou biens
trouvés esdits Vaisseaux chargez de contrebande, que
les prises n'ayent été déclarées bonnes par les Juges de
Sa Majesté, auquel cas les Capitaines des Vaisseaux
sur lesquels lesdites Marchandises auroient été prises les
pourront racheter, s'ils veulent pour le prix de leur adju-
dication, & seront préférés à tous autres.

VI. Et afin que l'on ne puisse douter de la qualité
des Marchandises chargées dans lesdits Vaisseaux, se-
ront les Capitaines & Maîtres d'iceux trouvez en
Mer, tenus de montrer aux Capitaines des Navires
de guerre de Sa Majesté, un Passe-port ou Lettre de Mer,
& un Certificat ou Police de chargement, par lequel
Passe-port apparaitra comme le Navire appartient aux
Habitans desdites Villes Hanseatiques, ce qui sera attesté
sur leur serment par le Magistrat du lieu d'où il sera, &
scellé de son Cachet, & dans le Certificat sera contenu
la charge du Navire, le lieu d'où il part, & où il va, &
qu'il n'y a pas de Marchandises de contrebande.

VII. Et pour éviter aux inconvénients qui pourroient
arriver lors que les Vaisseaux des Sujets desdites Villes
Hanseatiques seront rencontrés par les Navires de guerre
de Sa Majesté, & ôster tous les pretextes des violences qui
leur pourroient être faites après avoir abattu le pavillon,
aussi-tôt qu'ils au ont reconnu celui de France, ou en
seront avertis par le signal qui leur sera donné par les
Français d'un coup de canon tiré sans balle, demeure-
ront à la portée du canon, paroîtront sur le bord, &
attendront la Chaloupe qui leur sera envoyée du Vaisseau
de guerre de Sa Majesté, avec deux ou trois hommes des-
dits Vaisseaux de Guerre outre l'équipage de la Cha-
loupe, lesquels entreront dans lesdits Vaisseaux Mar-
chands, dont les Capitaines & Maîtres seront tenus leur
montrer lesdits Passe-ports ou Lettre de Mer, & Certi-
ficats ou Police de chargement, auxquels sera donné en-
tiere foy & creance, sans qu'après les avoir vus & recon-
nu par iceux n'y avoir aucunes Marchandises de contre-
bande, ils puissent faire autre recherche dans le Vaisseau,
ou demander autre papier, ny ouvrir aucuns Coiffes,
Balles, Malles, Tonneaux, ou autres Caisses de quel-
que nature qu'elles soient, retenir les Navires, ny pren-
dre aucune sorte de droits sous prétexte de salaires, vaca-
tions ou présents. Et pour empêcher que pendant la visite
desdits papiers, il ne soit fait aucune violence aux Offi-
ciers desdits Vaisseaux du Roy, entrez dans lesdits Vais-
seaux Marchands, seront tenus les Capitaines & Mai-
tres desdits Vaisseaux faire passer dans ladite Chaloupe
deux ou trois de leurs principaux Officiers au dessous
d'eux, pour y demeurer tant que ladite visite de papiers
aura été faite, & lesdits hommes de Sadite Majesté re-
passer dans ladite Chaloupe.

VIII. Seront les Armateurs des Vaisseaux de Sa Ma-
jesté, conformément à ses Ordonnances, obligés avant
leur département, de donner caution solvable pardevant
les Juges des Admirautés de la somme de dix mil livres,
pour répondre des malversations qui se pourroient com-
mettre en leurs courses, & contraventions aux choses
cy-dessus convenues.

IX. Que les Villes Hanseatiques avec leurs Citoyens,
Habitans & Pais, jouiront quant au fait de la navigation
& trafic par Mer & par Terre, de tous & mêmes droits,
franchises, immunités & privilèges, lesquels sont ou
seront accordés aux Etats des Provinces Unies des Pais-
Bas, & autres Nations, qui sont ou seront en amitié,
paix & correspondance avec la France; En sorte nean-
moins qu'il ne soit dérogé en aucune façon aux Accords,
Traitez & Privilèges octroyés par les Rois de France Pre-
decesseurs de Sa Majesté, lesquels demeureront en leur
force & vertu, & que Sa Majesté entant que besoin se-
roit, renouvelle & ratifie.

Tom. III.

X. Et à cet effet, Sa Majesté entend que tous les an-
tres Traitez d'Amitié, d'Alliance, de Confédération,
faits entre les Rois, Predecesseurs de Sa Majesté, avec
lesdites Villes Hanseatiques, & même tous les Privile-
ges & avantages à eux accordés, notamment par les Rois
Louis XI. 1464. & 1483. de Charles VIII. de l'an
1489. de François Premier, de l'an 1536. de Henry
II. de l'an 1552. & de Henry IV. de l'an 1604. quoy
qu'ils ne soient point icy spécifiés, demeurent ratifiés &
confirmés par le présent Traité, comme si de mot à mot
ils y estoient insérés, pour en jouir par eux, comme
pareillement jouiront les Sujets du Roy dans les Villes
Hanseatiques des mêmes Privilèges, & seront traités
aussi favorablement que les Sujets des autres Rois, Prin-
ces & Etats, avec la même liberté & franchise, qui ont
été accordées cy-devant.

XI. Qu'après les ratifications faites du présent Traité
de part & d'autre, il sera enregistré dans les Parlemens de
Sa Majesté, & publié dans tous les Ports, Havres & Vil-
les où il sera besoin, à ce qu'il ny soit contrevenu, &
qu'aux copies foy sera ajoutée comme aux originaux.

XII. Que si en attendant l'échange des ratifications du
présent Traité, lesquelles seront fournies dans deux mois,
il arrivoit qu'aucun des Vaisseaux appartenans aux Habi-
tans desdites Villes Hanseatiques, fust pris par les Ar-
mateurs de ce Royaume, la prise sera jugée conformé-
ment au présent Traité.

En témoin dequoy, Nous Commissaires susdits, &
Ambassadeurs Deputez en vertu de nos Pouvoirs respec-
tifs, avons signé ces Présentes de nos Seings ordinaires,
& y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à
Paris le dixième jour de May mil six cens cinquante-cinq.
Signé, DE LOMENIE, D'ALIGNY, BIGNON, D.
PENSHORN, & TH. MOLLER.

Ensuit la Ratification du Roy.

LOUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de
Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres
verront, Salut. Ayant veu & examiné en nostre Con-
seil le Traité fait & passé en nostre nom, le dixième du
mois de May dernier, par nos amez & seaux les Sieurs
Comte de Brienne, Commandeur de nos Ordres, Con-
seiller ordinaire en tous nos Conseils, & en nostre Cour
de Parlement de Paris, Premier Secretaire d'Etat & de
nos Commandemens; d'Aligny, aussi Conseiller en
nostres Conseils, & en nostre dite Cour de Parlement,
Directeur de nos Finances; & Bignon, Conseiller en
nostre Conseil d'Etat, & nostre Avocat General en nos-
tre Cour de Parlement, en vertu du Pouvoir que Nous
leur en avons donné, avec les Sieurs Penshorn & Moller,
Senateurs de la Ville de Hambourg, Ambassadeurs &
Deputez vers Nous de la part de nos tres-chers grands
Amis & Confederez les Pronconsuls, Senateurs, Mar-
chands, Anciens, Aldermans, Manans & Habitans
des Villes & Citez de la Nation & Hanse Teutonique,
dits Osterlins, fondez aussi d'un Pouvoir special à cet
effect; duquel Traité la teneur ensuit. N.N.N.

Nous de l'avis de la Reine nostre tres-honorée Dame
& Mere, de plusieurs Princes, Ducs, Pairs & Officiers
de nostre Couronne, & autres Grands & Notables Per-
sonnages de nostre Conseil, avons agréé, approuvé &
ratifié, agréons, approuvons & ratifions par ces Présen-
tes signées de nostre main, ledit Traité, & un chacun
des articles d'iceluy cy-dessus transcrits: Promettons en
foy & parole de Roy, & sous l'hipothèque de tous & un
chacun nos biens présents & à venir, de l'entretenir & fai-
re garder & observer inviolablement de point en point
selon la forme & teneur, sans jamais aller ny venir direc-
tement ou indirectement au contraire: Car tel est no-
stre plaisir. En témoin dequoy, Nous avons fait mettre
notre Scel à ces Présentes. Données à la Fere le quinze-
me jour de Juin l'an de grace mil six cens cinquante-cinq,
& de nostre Regne le treizième. Signé, LOUIS. Et plus
bas: Par le Roy, DE LOMENIE.

ANS
de J. C.
1655.

Ratificatio Civitatum Hanseaticarum.

NOus Consules & Senatores Civitatum Lubecæ, Brema & Hamburgi, nostro, sociarumque Hanseaticarum Civitatum nomine, notum testatu nque facimus omnibus & singulis præsentibus hæc legentibus, impofterunvè lecturis. Postquam Serenissimo ac Potentissimo Principi ac Domino, Domino Ludovico, ejus nominis decimo quinto, Galliarum ac Navarræ Regi Christianissimo, Domino nostro Clementissimo benignè placuit, pro usu ac securitate commerciorum & navigationis, cum federatis Hantæ Teutonice Civitatibus, earumque nomine specialiter ad id Deputatis, viris Nobilibus, Consultissimis, Domino Davide Penhorn, & Domino Theodoro Mollero, Reipublicæ Hamburgensis Senatoribus, singularem quandam Tractationem instituerè, quæ etiam eò tandem deducta, ut inter memoratæ suæ Majestatis Regiæ pariter ad id Deputatos, Illustrissimos, Excellentissimos, Generosissimosque Dominos Commissarios, dictæque Hantæ Teutonice Abligatos, die decima Maii Anni currentis conventum fuit super pactionis formulâ, verbatenus subsequente.

N. N. N.

Et quoniam ulterius placuit, ut dictus Tractatus intra spatium duorum mensium ratihaberetur, instrumentaque Ratihabitionis hinc inde extraderentur, idcirco Nos præfati Consules & Senatores nostro, Sociarumque Civitatum nomine, prædictum Tractatum, virtute harum in omnibus suis clausulis, omni meliori modo approbamus, ratihabemus, & confirmamus; bonâ fide spondentes, ac promittentes pro nobis, Sociisque Civitatibus, Nos omnes & singulos ejusdem Articulos, & quicquid tota illa conventionè continetur, firmiter & inviolabiliter servaturos, nulloque modo passuros, ut eidem sive per nos, sive per alios contraveniatur. In cuius rei fidem præsentem hanc ratihabitionem nostram Civitatis Lubecæ sigillo, quo in ejusmodi negotiis Hanseaticis uti consuevimus, corroborari fecimus. Datum Lubecæ, die octavo decimo mensis Maii, Anno post natum Christum, millesimo sexcentesimo quinquagesimo quinto. Ex speciali Commissionne amplissimi Nobilissimique Senatus Lubecensis vidit & subscripsit, HENRICUS BALEMAN, Ejusdem Reipub. Protonotarius. L. S. Append.

Registrées, oüy ce consentant le Procureur General du Roy, pour estre exécutées selon leur forme & teneur. A Paris en Parlement, le vingt neuvième Juillet mil six cents cinquante-cinq, Signé, DU TILLET. Et scellé.

CCCXXXIV.

ANS
de J. C.
1655.

L'ESPA
GNE ET
L'ANGLE-
TERRE.

Memoire présenté à OLIVIER CROMWEL Protecteur d'Angleterre, par le Marquis de Leyde, & par D. Alonso de Cardenas Ambassadeurs de PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, en Angleterre. Le vingt-unième de May 1655. Pour entrer en France. Freder. Leonard. Tom. V.

SERENISSIME SEIGNEUR, Le Marquis de Leyde, Ambassadeur extraordinaire de S. M. & Don Alonso de Cardenas, Ambassadeur ordinaire de sadite Majesté, disent; Que le Roy leur Maître ne pouvant douter que V. A. n'ait conservé le souvenir de tant de preuves d'amitié & de bonne correspondance, avec laquelle ledit Roy a tâché d'obliger cette République, dès le moment qu'elle se forma, & V. A. depuis qu'elles s'est chargées de sa Protection, sans avoir obmis aucun moyen capable de contribuer à estraindre davantage les nœuds de cette amitié, qui n'ait été tenté &

proposé de sa part; Il a plu à Sa Majesté d'ordonner de nouveau ausdits Ambassadeurs, de représenter à V. A. de J. C. que ledit Roy ayant esté le premier qui reconnut cette République, & y destina un Ambassadeur, qu'elle autorisa du titre de Plenipotentiaire, pour traiter avec cet Estat; ledit Don Alonso de Cardenas proposa des lo. le renouvellement de la Paix stipulée avec le Roy Charles premier du nom, laquelle ayant esté examinée avec les Commissaires que le Parlement deputa en cette occasion; le Traité fut si avancé que vray-semblablement il se fût conclu, si la separation du Parlement, qui survint au mois d'Avril de l'an 1653. ne l'eut empêché. Et bien que dans les Conférences qui furent tenues avec les Commissaires du Parlement, il y eust eu de grands débats & contestations sur les points du Commerce des Indes, de l'Inquisition, & du payement inégal des droits, par les sujets de S. M. dans les lieux de l'obéissance de cet Estat (qui sont les points les plus difficiles du Traité) lesdits Commissaires s'en relâcherent, demeurant d'accord de donner compte au Traité, qui est le terme duquel ils se servoient dans les points dont ils convenoient.

Et depuis le Parlement ayant chargé V. A. de l'Office & dignité de Protecteur, elle eut agreable, à l'instance dudit Don Alonso, de nommer des Commissaires, lesquels devoient rendre réponse aux Articles que ledit Don Alonso de Cardenas leur avoit présenté, qui rapporteroient un écrit qu'ils dirent leur avoir esté donné par V. A. afin qu'ils examinaissent de nouveau avec luy les trois points cy-dessus des Indes, Inquisition, & payement des Droits; A quoy il satisfit de son costé, declarant que S. M. ne pouvoit consentir aux deux premiers, par les raisons qui avoient esté auparavant déduites: Mais que pour ce qui regardoit les Droits, il s'y trouveroit un temperament, qui faciliteroit ce point-là. Sur quoy lesdits Commissaires promirent de rendre compte de tout à V. A. & réponse audit Ambassadeur. Là-dessus on commença le nouveau Traité d'alliance plus étroite; & lors qu'il n'y avoit personne qui ne creut que les conspirations desquelles Dieu avoit preservé la personne de V. A. retarderoient la conclusion du Traité de cette République avec la France, dont les maximes, les interets, & les convenances sont si contraires à V. A. ainsi que le luy a représenté ledit Don Alonso en diverses occasions, & particulièrement lors que les Ministres de cette Couronne-là se sont meslez dans lesdites conspirations; jusques là que V. A. se vid obligée de faire sortir de sa Cour le Sieur de Baas, Envoyé du Roy Tres-Chrestien, lequel fut recompensé à son arrivée en France: Joint que V. A. ne pouvoit ignorer combien la France a contribué, soit de gens ou de conseil, & d'autres assistances aux derniers mouvemens, que l'on a eus en divers Comtez de ce Pays, & que les Troupes destinées à passer en Angleterre pour les fomentier, conjointement avec le Regiment du Cardinal Mazarin estoient prestes, dans les Ports & Costes de la Manche, attendant la conjoncture pour s'embarquer dans les Navires qui estoient preparez pour cet effet: même que ce fut pour cela que ladite Couronne retarda la conclusion du Traité, qu'elle recommence à solliciter maintenant, voyant les desseins avortez. Tout le monde a esté extrêmement surpris de voir que V. A. nonobstant des procedez si estranges, & de notoriété si publique, incline aujourd'huy à la conclusion du Traité avec les François, & que l'on differe l'ajustement de la Paix avec l'Espagne; les interets de cette Nation, en ce qui est du Commerce, estans si contraires, & la maniere avec laquelle on s'est conduit envers V. A. de la part de S. M. & deses Ministres, estant si differente de celle des François, comme chacun a pu voir. C'est pourquoy le Roy leur Maître voyant les Traitez d'Hollande, de Dannemarch, & de Suede achevez, & jusques à celuy de Portugal conclu, & celuy de France si avancé, & que celuy d'Espagne seulement est différé, sans rendre réponse sur les Articles qui furent presentez par ledit Don Alonso, ainsi qu'il a esté dit cy-dessus: S. M. a voulu satisfaire de sa part avec toutes les demonstrations d'esti-

ANS
de J. C.
1655.

ANS
de J. C.
1655.

d'estime & d'affection qu'elle a pour V. A. non seulement par l'envoy dudit Marquis de Leyde, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire, afin de faire une déclaration plus authentique de ses sentimens; mais aussi afin qu'il expose à V. A. la continuation du désir que S. M. a de s'unir d'intérêt avec V. A. & d'établir avec elle une alliance & confédération si étroite, qu'elle assure pour toujours les intérêts communs, & achemine la félicité des deux États. En conséquence de quoy lesdits Ambassadeurs ont ordre de représenter à V. A. combien il est nécessaire pour regler le Commerce, d'achever & conclure le Traité du renouvellement de la Paix, & de l'estraindre par le moyen de ladite union, en la forme & aux conditions qui seront ajustées pour la sécurité & avantage commun.

Etils ont ordre aussi de faire entendre à V. A. qu'en

cas que cet État trouve son compte de reconquer la Place de Calais, concertant le moyen de la prendre, & V. de J. C. A. y concourant par la jonction de ses forces, tant par mer que par terre, avec celles de S. M. l'on remettra ladite Place es mains de V. A. & elle lui sera delivrée, à condition & charge que V. A. devra assister le Prince de Condé de Navires & de Gens de guerre pour entrer dans Bordeaux, ou s'il n'en peut venir à bout, en telle autre part qu'il sera jugé plus propre pour donner entrée audit Prince dans la France, & agir dans ce Royaume là, d'où il reviendra un si grand avantage à cet État. S'il y a quelque autre chose que Vostre Altesse desire de Sa Majesté, elle embrassera volontiers tous les moyens qui lui seront proposés, pourveu qu'ils soient utiles à la cause commune, & au bien des deux Nations.

ANS
de J. C.
1655.

C C C X X X V.

ANS
de J. C.
1655.
LE BRANDENBOURG
ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité d'Alliance défensive entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & les PROVINCES-UNIES des Pays-bas. Fait à la Haye le 27. Juillet, 1655. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre, Tom. VIII. pag. 396.

Traduction de ce Traité.

ANS
de J. C.
1655.
LE BRANDENBOURG
ET LES PROVINCES-UNIES.

I. Ertelickich sal tusschen de Hog. Mog. Heeren Staten Generael der Vereenichde Nederlanden ende sijn Cheur-Vortellicke Doorluchticheyt van Brandenburg, sijn ende blyven een oprechte getrouwe vrentschap ende Correspondentie.

II. De welcke daer toe strecken sal dat d'een des anders beste getrouwelick sal foccken te bevorderen ende deselcks schade ende nadeel na alle vermogen helpen afkeeren ende weeren, met soodanige macht respectivelick als hier naer sal werden verclaert.

III. In 't bysonder sullen haer Hog. Mog. gehouden wesen sijne Cheur-Vortel: Doorluchticheyt te helpen defenderen ende beschermen, in de Landen van Cleve, Gulick, Bergen, Marck, ende Ravensbergh, ofte die geene van de selve daer van sijne Cheur-Vortellicke Doorluchtich. tegenwoordich in possessie is, ofte hier namaels in Wenige possessie soude mogen comen; als mede in allen Landen ende plaetfen ofte Havenen, die sijne Cheur-Vortellicke Doorluchticheyt heeft aen de Oost-Zee gelegen, tegens alle de geene die de selve soude mogen onderstaen vyandlijck te invaderen, ofte met openbaer geweld aen te tasten.

IV. Des sal mede sijn Cheur-Vortellicke Doorluchticheyt gehouden sijn haer Hog. Mog. te helpen defenderen ende beschermen tegens alle vyandlijcke invasiën ende openbaer geweld, welcke haer Hog. Mog. in de Vereenichde Nederlanden ofte der selver onderhoorige aangrensende Landtschappen, Steden ende plaetfen, ofte andere met haer Hog. Mog. Guarnisoen in de voorz. Landen ende plaetfen beset, ofte oock in hare Navigatiën ende Commerciën op de Oost-Zee soude mogen overcomen ende aengedaen werden.

V. Ende sullen dienvolgens parthyen Contrahenten uyt krachte van dese mutuele defensie gehouden sijn elkanderen getrouwelick te assisteren, tegens alle de geene die d'een of d'ander in de voorz. haer Hog. Mog. ofte sijne Cheur-Vortellicke Doorluchtich. Landen respectie, in hare domainen, revenuen, ofte eenige andere rechten, onwetelick soude mogen onderstaen te beswaren, ofte te verongelijcken, om soodanige onwetige beswaermisse ende verongelijckinge te helpen afkeren, ende niet te gedogen dat des eens ofte des anders Commerciën ende Navigatiën op de Oost-Zee ofte op de Rivieren ende Stromen, omtrent de selve ofte die Vereenichde Nederlanden gelegen, versparret ofte door Licenten, Imposten, Tollen ofte andere Innovatiën onbehoorlick beswaert.

VI. Ende sal oock dese mutuele defensie plaets gry-

I. Premièrement il y aura entre leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas, & sa Serenité Electorale de Brandebourg, une sincere & fidelle amitié & correspondance.

II. Qui tendra à ce que l'un tâche d'avancer le bien de l'autre fidellement, & aider à detourner son dommage & son desavantage, avec les forces déclarées ci-après.

III. En particulier L. H. P. seront tenus de secourir & defendre sa Serenité Electorale dans les Pais de Cleves, Juliers, Bergue, Marck, & Ravensbergh, ou ceux dont sadite Serenité Electorale est à present en possession, ou en la possession legitime desquels elle pourroit parvenir ci-après; comme aussi dans tous les Pais, Places & Havres que sa Serenité Electorale a situés sur la Mer Baltique, contre tous ceux qui entreprendront d'y faire une invasion en ennemi, ou qui voudroient les attaquer à guerre ouverte.

IV. C'est pourquoy sa Serenité Electorale sera aussi obligée de son côté, d'aider, defendre, & proteger L. H. P. contre toute invasion ennemie, ou violence ouverte qui pourroit être faite à L. H. P. dans les Provinces-Unies des Pays-bas ou dans leurs Provinces, Villes & Places frontieres, ou autres où L. H. P. ont garnison, ou contre tous ceux qui voudroient troubler leur Commerce ou Navigation dans ladite Mer Baltique.

V. En consequence dequoy les parties contractantes en vertu de cette des fence mutuelle, seront obligées de s'entr'assister fidellement & leur faire tort à leurs saires H. P. & à sadite Serenité Electorale, dans leurs Pais respectifs, domaines, revenus ou quelques autres droits, & afin de detourner lesdits torts & griefs illegitimes, & de ne permettre que le Commerce & Navigation de l'un ou de l'autre dans la Mer Baltique ou dans les rivieres & fleuves soit molesté par des licentes, impôts, peages ou autres innovations.

VI. Et cette des fence mutuelle aura aussi lieu & sera

ANS pen ende houden wanneer in deseens ofte anderdeels
de J. C. voorz. Landen het *Evangelische* wesen door openbaer
1655. Oorlooch ofte ander geweld wert geaffecteert, sulcx dat
de vrye exercitie van de *Evangelische* Religie daer door
soude werden geturbeert ende belet, ende insonderheyt
soo wanneer in de *Clevische*, *Gulckische* ende *Bergh-*
sehe, als oock andere daer toe behoorige Landen,
den cours van de opgemelde Religie soude werden
gestuyt.

VII. Welverstaende dat de geene van partyen die
eerst sal wesen geattaqueert, ter plaetse ende ten reguar-
de als vooren, gehouden sal sijn sulcks te notificeren
aen de andere die niet sal wesen geattaqueert, de welke
alvoorens secours te doen, hem sal mogen employeren
om door minnelijcke wegen te doen repareren de trouble
ende desdoubt die door de voorz. attaque soude mo-
gen sijn gedaen, ende vervolgens moeyennemen een Ac-
commodement tusschen den Attacquant ende geattac-
queerde binnen den tijd van drie maanden na dat de no-
tificatie sal wesen gedaen, dan in cas d'attaque ofte
troubles niet promptelijck en souden werden gerepareert,
ende datter geen Accommodement tusschen den Attac-
quant ende geattaqueerde soude wesen gevonden bin-
nen den voorz. tijd, ofte dat daer toe andersints, of
weynich apparente was, ofte oock de gelegentheit van
tijden ende faecken geen verschuyvinge ofte dilay van de
voorz. te presteren defensie conde lyden sonder groot
pericul van de geattaqueerde, in foodanigen cas sal den
geenen die niet sal sijn geattaqueert, datelick naer d'ex-
piratie van de voorz. drie Maenden, ofte eerder ende
wel van stonden aen dat de geattaqueerde soude comen
te lyden, ende over sulcx naer noot ende vereysch van
faecken het voorz. Secours aen parthye geattaqueer-
de moeten stuyren sonder eenich langer uytsel ofte
dilay.

VIII. Dese Alliantie sal den Staet der Vereenichde
Nederlanden ende de Leeden van dien in geenen deelen
prejudiciëren in der selver hoocheyt, recht, ende ge-
rechtigheyt, waer ende op wien sy de selve mochten heb-
ben, nochte oock sijne Cheur-Vorzel. Doorl. in deselvs
hoocheyt, recht, ende gerechtigheyt, waer ende op
wien hy de selve mochte hebben, gelijk oock niet in het
respect, ende plichten, daer mede de selve sijne Keyserl.
Majest. ende 't Roomsche Rijk, almede sijne Kon-
ninckl. Majest. ende de Croone *Poolen*, is verobligeert,
maer sullen de selve alleints respectivelijck in haer ge-
heel, ende onvermindert verbliven, gelijk oock dese
Alliantie in geenen deele sal prejudiciëren, aen *voorige*
Traictaten, Contraeten, verclaringen, ofte verbinten-
nissen 't sy aen ofte tusschen partyen contrahenten, on-
derlinge 't sy aen, ofte met andere Koningen, Princen,
Potentaten, Republijqquen ende Steeden, gedaen ofte
gemaect.

IX. Byaldien d'een of d'andere van de Contrahen-
ten, dooryemanden met geweld quame aengetast, ofte
andersints in sijne Commerce, Landen, recht, ende ge-
rechtigheeden, ofte in de vrye exercitie van de *Evangelische*
Religie, als vooren geturbeert te worden, ende
't selve haer Hog. Mog. soude mogen overcomen, soo
sal Sijn Cheur-Vorzel. Doorl. haer Hog. Mog. alflisten
met twee duysent mannen te voet, ende by soo verre
Sijn Cheur-Vorzel. Doorl. in voegen als booven soude
mogen worden aengetast, beoorlocht, ofte geturbeert,
soo sullen haer Hog. Mog. sijne Cheur-Vorzel. Doorl.
te hulpe comen ende byspringen met vier duysent man-
nen te voet, des sal oock soo d'een als d'andere van par-
tyen contrahenten in desen die de voorz. Secoursen sal
moeten surmeren, gehouden wesen dese 't onderhouden,
na behooren, sulcx dat de geattaqueerde de beoorloch-
de of geturbeerde daer van egeene lasten en sal come te
dragen, doch sullen de inquartieringen ende Logerin-
gen werden besorght by de geaffilteerde partye, ende sal
de partye die den anderen te hulpe comt, over sijn Se-
cours foodanich Overhoofd mogen gebruycken, als
hem goetduncken sal, in deesen verstande nogtans, dat
in cas de geaffilteerde partye liever soude geholpen we-
sen met *Ruyteren*, *geldt*, *Schepen*, *Munitie* van Oor-
loch,

observée, quand dans les Pais de l'un ou de l'autre on
voudroit assaillir l'Etat Evangelique par guerre ouverte ou
autre violence; en sorte que la Religion Evangelique en
soit troublée, ou autrement quand dans les Pais de Cle-
ves, Juliers & Bergue, ensemble les autres en depen-
dants on voudra arrêter le cours de ladite Religion.

ANS
de J. C.
1655.

VII. Bien entendu que celle des deux parties qui sera
la premiere attaquée aux lieux & à l'égard de ce que des-
sus, sera obligée d'en donner avis à celle qui ne sera point
attaquée, laquelle avant que de donner secours, pour-
ra s'employer pour par les voyes amiables faire repa-
rer le trouble & detourbier qui pourroit avoir été commis par la-
dite attaque, & en consequence moyenner un accom-
modement entre l'attaquant & l'attaque dans le tems de trois
mois après que la notification en aura été faite; mais en
cas que l'attaque & le trouble ne fussent pas promptement
reparez, & que pendant le susdit tems il n'y eut point de
lien à un accommodement entre l'attaquant & l'attaque,
ou qu'il n'y eut point ou peu d'apparence d'y réussir, ou
aussi que la situation des tems & des affaires ne permis-
sent point qu'on différât la prestation de ladite desfence, sans
un grand danger pour l'attaque, en ce cas celui qui ne le
sera point immédiatement après l'expiration des susdits
trois mois, ou plutôt, & aussi-tôt que l'attaque viendra
à souffrir, ledit secours devra être fourni à ladite partie
attaquée, sans plus long delay, selon le besoin & l'exi-
gence du cas.

VIII. Cette Alliance ne prejudiciera en aucune ma-
niere à l'Etat des Provinces-Unies & des Membres d'i-
celles, à l'égard de ses prerogatives, droits, & justice,
où & en quoy elles pussent consister; non plus qu'aux pre-
rogatives, droits & justice de sa Serenité Electorale, où
& en quoy qu'ils consistent; comme non plus à l'égard
du respect, & du devoir auquel elle est obligée envers sa
Majesté Imperiale & l'Empire Romain, comme aussi
envers sa Majesté le Roy & la Couronne de Pologne; mais
demourera le tout respectivement en son entier & sans di-
minution; comme aussi cette Alliance ne prejudiciera
en aucune maniere aux precedens Traitez, Contrats,
Declarations, ou engagements, soit d'entre les parties
contractantes en particulier, ou faits avec d'autres Rois,
Princes, Potentats, Republiques & Villes.

IX. Si l'une ou l'autre des parties contractantes étoit at-
taquée par violence par quelqu'un, ou troublée dans son
commerce, ses pais, droits, & justice, ou dans l'exer-
cice de la vraye Religion Evangelique; & qu'il survi-
nt telle chose à L. H. P. sa Serenité Electorale assistera L.
H. P. de deux mil hommes de pied; & si ladite Serenité
Electoral vient à être attaquée hostilement & troublée
en la maniere que dessus leurs H. P. assisteront & secour-
ront sa S. E. de quatre mil hommes de pied; à condition
que l'une ou l'autre des parties contractantes qui sera obli-
gée de fournir ledit secours sera tenue de l'entretenir, en
sorte que celui qui sera hostilement attaqué ou qui sera trou-
blé, n'en porte aucune charge; mais les logemens &
quartiers seront procurez par la partie assistée; & pour-
ra la partie qui donne le secours à l'autre mettre à la tête de
ses Troupes tel Chef que bon lui semblera, bien entendu
néanmoins qu'au cas que la partie assaillie aimât mieux
que ledit secours lui fut fourni en Cavallerie, argent,
Vaisseaux, munitions de guerre & matelots, l'assistance
en sera réduite à proportion du susdit secours, au choix de
la partie assistée; en sorte que mil soldats seront comptez
& estimez à raison de quatre mil risdales par mois,
comptans douze mois en l'an, & sera le susdit payement
& prestation respectivement fait au commencement de chacun
mois

ANS loch, ende Scheeps volck, soo sal de assistentie naer ad-
de J. C. venant van het voorverhaelde Secours, ten keure van de
geassisteerde parthye werden gereduceert ende gecompas-
1655. seert, sulcx dat *duysent* Soldaten *op vier duysent* Rijcx-
daelders ter Maent sullen moeten gereceken, ende
aenlagen worden, nemende het Jaer op *twaelv* Maen-
den, ende sal de voorz. betalinge ofte prestatie respecti-
ve gedaen worden ten inganck van yder Maent by egua-
le portien, ende dat in specie Rijcxdaelders tot *Amster-*
dam ende *Hamborgh* respectie, maer in cas de voorz.
praeltatie quame te geschieden, ten deele ofte in 't ge-
heel in Munitie van Oorloge, in Scheepen ofte andere
Waren ten Oorloge dienlich, soo fal den Assistent
wel gehouden weesen alle mogelijcke forge te dragen,
dat foodanige Munitie, Scheepen ofte Waren ter goe-
der trouwen ende ten overlaen van yemant by den
geassisteerden daer toe te kiesen, mogen worden inge-
kocht, maer de geassisteerde de selve Munitie van Oor-
loge ofte Scheepen, moeten ontfangen, ende sels af-
halen binnen s' Landts onder 't gefach van de Assistent,
die het secours sal furneren, doch sal het secours hier bo-
ven uytgedrukt ter eenre ofte ter andere zyde, de assi-
sterende de partye, in geenderhande manieren neces-
siteren, ofte verbinden tot eenige rupture tegen den
geenen, die de gesecondeerde partye souden mogen
attacqueren.

X. Ende by soo verre het boven geexpressieerde Se-
cours van *twee* ende *vier duysent* mannen respectie,
ofte het equivalent van dien, niet bastandt mogte wer-
den geoordeelt tot volcomene afweeringe van de op-
pressie ofte beswaernisse daer jegens het selve wert ge-
presteert, dat in sulken cas de niet geoppreseeerde ofte
niet beswaerde der geallieerde gehouden sal sijn de geop-
preseeerde ofte beswaerde, ten dien fine, met foodanige
verdere macht ende middelen by te springen, alstot
volcomene afweeringe van de voorz. oppressie ende be-
swaernisse geoordeelt sal worden van nooden te weesen,
welverstaende dat partyen contrahenten, t'elkens daer
over ende op wat conditie het selve sal geschieden, par-
ticulierlick sullen hebben te verdragen, en dat nochtans
de befoignes daer over aen te stellen van nu af
aen, sullen aengevangen en by der handt genomen
worden.

XI. Sijne Chur-Vorstel. Doorluchtigheys Cleef-
sche ende alle andere Landen sullen niet inlegeringe,
marchen ende tochten, *soo veel als mogelijck*, ver-
schoont worden.

XII. Dat indien de Soldatesque van haer Hog. Mog.
haer marche door de selve nootlaeckelijcke souden moe-
ten neemen, soo sal onder haer foodanige crachtige,
ende scherpe discipline werden onderhouden, dat de
Onderdanen van Sijne Chur-Vorstel. Doorl. door
haer, *boven gebruyck*, niet en mogen werden bewaert,
ende sullen de Contraventeurs van dien, rigoureu-
selijck werden gestraft, oock de marche van Soldaten soo
veel immers mogelijck bepoedet.

XIII. De Heeren Staten Generael sullen de Steeden
ende Forten die de selve jegenwoordich in den Lande van
Cleve beset houden, met foodanich Guarnisoen ver-
sien, dat de selve voor alle oter al genoechsaem mogen
verseeckert weesen, en sullen haer Hog. Mog. Sijne
Chur-Vorstel. Doorl. van *Brandenburg* in de voorz.
Landen, noch oock in de voorz. Steeden ende Forten,
eegen indracht doen in desselfs bekende, ende Gerech-
tiche Lands-hocheeden, Eminentien, regalien ende
Domainen; nochte oock gedooen, dat sulcx by de
Officers ende Gouverneurs t'sy Militair, t'sy Politicq,
ander enigerhande pretext ondernomen werden, maer
Sijne Chur-Vorstel. Doorl. misgaders desselfs Erf-
gen. gerust ende ongeturbect, by foodanige *Landts-*
hocheeden, *Eminentien*, *regalien*, ende *Domainen*
ende het gewoonlijcke gebruyck van dien, laten ver-
blyven, ende daer by in sulker voegen maintaineren, dat
daer jegens by niemant yets ondernoomen mogen wer-
den, ende in cas daer jegens yets mochte werden geat-
tenteciert, dat het selve sal werden tegen gegae, ende
gecorrigeert als na behooren.

mois par portion égale, & ce en risdales en espece, à *ANS*
Amsterdam & *Hambourg* respectivement. Mais en de J. C.
cas que la susdite prestation vint à se faire en partie ou pour
1655. le tout en munitions de guerre, en *Vaisseaux* ou autres
 Marchandises servant à la guerre, la partie assistée se-
ra tenue d'employer tous les soins possibles que telles mun-
itions, *vaisseaux* ou *marchandises* soient achetées de bonne
foy, & en presence de quelqu'un que la partie assistée choi-
sira à cet effet; mais la partie assistée sera tenue de les re-
cevoir, & même de les aller prendre dans le pais de la
domination de l'assistant, qui fournira le secours; & le
secours ci-dessus exprimé n'obligera nullement en l'une ni
en l'autre part la partie assistée à aucune rupture contre
celui qui pourroit avoir attaqué la partie assistée.

X. Et en cas que le secours de deux & quatre mil hom-
mes ci-dessus exprimé, ou l'équivalent d'icelui ne fut pas
jugé suffisant pour repousser l'oppression & moleste, au su-
jet de laquelle il devra être fourni; celui des Alliez qui
ne sera ni opprimé ni molesté sera obligé d'assister celui qui
le sera de telles autres forces & moyens qu'il sera jugé être
nécessaire pour repousser & détourner entièrement ladite
oppression; bien entendu que les parties contractantes con-
viendront particulièrement à chaque fois des conditions
auxquelles elles devront être fournies, & que cependant
on commencera dès à présent à travailler.

XI. Le Pais de Cleves & les autres de sa Serenité
Electoral se seront exemptés autant qu'il sera possible de lo-
gements, marches & passages.

XII. Que si les Troupes de L. H. P. y doivent nécessai-
rement passer, elles observeront une si bonne & exacte
discipline, que les sujets de sa S. E. n'en puissent être gre-
vés outre mesure; & les contrevenants seront punis ri-
goureusement. Et la marche des Soldats se fera avec le
plus de diligence qu'il sera possible.

XIII. Les Seigneurs Etats Generaux pourvoiront de
telles Garnisons les Villes & Forts qu'ils occupent presen-
tement dans le Pais de Cleves, qu'elles puissent être suffi-
samment assurées contre tout, & L. H. P. ne donneront
aucune atteinte aux prerogatives, éminences, regales &
domaines que sa S. E. de Brandebourg a dans lesdits pais,
ni non plus dans lesdites Villes & Forts, ni ne permet-
tront non plus que les Officiers & Gouverneurs, soit mi-
litaires, soit de police, entreprennent rien de semblable
sous aucun pretexte; mais ils laisseront sadite S. E. & ses
heritiers jouir paisiblement & tranquillement des susdites
prerogatives, éminences, regales & domaines, comme
de coutume, & l'y maintiendront de plus de telle ma-
niere que personne n'entreprenne rien au contraire; & si
quelqu'un vouloit attenter quelque chose au contraire, on
l'y opposera, & on y remediera comme il est convenable.

ANS XIV. Gelijk oock door het Onderhouden van de de J. C. Guarnisoenen in de voorz. Steden, Forten ende plaetsen, haer Hog. Mog. geen recht ofte gerechtigheyt sulen 1655. cronen te acquireeren, veel min sal Sijne Cheur-Vorstel. Doorl. ende desselfs nacomelingen eenich prejuditie daruyt comen te ontfanen, maer sullen alle dese Steeden, Forten, ende plaetsen wanneer haer Hog. Mog. ende Sijne Cheur-Vorstel. Doorl. gesamentlijcke niet langer noodich sullen achten, de selve met Guarnisoen te versien, ofte 't selve daerinne te continueren in handen van Sijne Cheur-Vorstel. werden gerestitueert, in conformiteyt van 't geen dienengaende by voorige Tractaten, Accorden, ende verbintenissen tusschen haer Hog. Mog. ende Sijne Cheur-Vorstel. Doorl. gemaect is beloofd, ende vast gestelt, ende sal onder tusschen aen de Gouverneurs ende Commandeurs in sulken Forten ende Steeden wel expresselijck ende fcherpelyck belast worden van de onderdanen in Sijne Cheur-Vorstel. Doorluchtigheys Landen niet meer af te cyschen ofte vorderen, als in de Vereenichde Nederlanden is gebruyckelijck, nochte oock te gedoogen, dat, of Sijne Cheur-Vorstel. Doorl. ofte desselfs Onderdanen in hare gerechtigheeden ende goederen met excursien ofte met eenige andere extorsien directelijck ofte indirectelijck mogen werden gegraveert ofte vernadeelt.

XV. Ende sullen de Contrahenten malkanderen, ofte elcks anders Onderdanen ende Ingefetenen oock met geene, Tollen, Licenten, ofte andere nieuwicheden, Imposten ende ongelden, hoe de selve oock genoemt mochten worden, beswaeren ofte belast laten, verder als d'eygen Ingefetenen (uytgefondert die gene van de selve Ingefetenen die speciale Privilegies van Exemptie ofte meerder vrydom in 't particulier soude mogen hebben) ofte oock eenige andere de minste beswaerde vreemdelingen belast zijn, ofte blijven sullen, nochte oock d'een des anders Landen ende luyden met eenige feytljcke Proceduren, pressuren, retorsien ofte represalies, soo ende daer die na beschreve rechten niet geoorloft zijn, incommoderen, nochte aen haere Onderdanen sulcx te doen toe-staen, maer yegelijck een aen d'ordinaris Justitie renvoyeren, ende de selve Justitie haren vollen cours laten houden.

XVI. Ende heeft sijne Cheur-Vorstel. Doorl. beloofd, gelijk de selve beloofd by desen in de voorz. Havenen op de Oost-Zee responderende, de Onderdanen van haer Hog. Mog. ende d'Ingefetenen van de Vereenichde Provincien, over hare personen, Schepen, Waeren ende Coopmanschappen onder geenderhande pretexse sonder de hoogste noot of gemeen interest, ende dan oock niet anders als met onderlingh goetvinden van beyde de geallieerde, vorder ofte hooger te sullen beswaeren als de selve tegenwoordich beswaert zijn, oock niet gedoogen dat aldaer door yemandt anders eenige beswaernissen geintroduceert ofte gegeven werde, ende sulcks voornamentlijck de voorz. Havenen aen niemandt anders te sullen overgeven, verpanden, ofte yemandt daer op eenich recht ofte macht cederen ofte overgeven.

XVII. De Navigatie, traffique ende Commercien, sullen tusschen de onderdanen van wederzyden sonder eenich hinder ofte belet gedreven, ende gecontinueert worden, ende sal dienvolgens beyder delen ofte haerder onderdanen schepen vry staen, ende geoorloft zijn, wederzyds Havenen uyt ende in te loopen, ende statie daer inne te nemen.

XVIII. Indien eenige andere Christelljcke Koningen, Potentaten, Republicquen ofte Steden, haer mede in dese Alliantie willen begeben, soo sal sulcks een yegelijck vry-staen, edoch dat daer door geen van beyde Contrahenten eenichsints werde geprejudiceert; ofte desselfs Staat ende conditie svaerder gemaect ofte vernadeelt, in desen verstaende, dat de voorz. inlatinge sal moeten geschieden met onderlinge Communicatie, ende wederzyds bewilliging, sijnde ten wederzyden van nu af aen bewillicht, dat by soo verre den Heere Protector van Engelandt Schotlandt ende Yerlandt, &c. gedil-

XIV. Comme aussi que par l'entretien des garnisons dans les susdites Villes, Forts & Places L. H. P. n'acquerront aucun droit ni justice; beaucoup moins en resultera-t-il aucun prejudice pour sa S. E. ni ses Successeurs; mais les susdites Villes, Forts & Places, quand L. H. P. & sa S. E. jugeront ensemblement qu'il ne sera plus besoin de les pourvoir de garnisons, ou de les y continuer, seront restituées à sa S. E. en conformité de ce qui à cet égard a été fait, promis & arrêté par les precedens Traitez, Accords & engagements d'entre L. H. P. & sa S. E. Et sera cependant ordonné expressement & precisément aux Gouverneurs & Commandans de tels Forts & Villes de ne rien exiger des sujets du Pais de sa S. E. que ce qui est d'usage dans les Provinces-Unies des Pays-bas; ni de ne permettre que sa S. E. ou ses sujets soient grevez ni endommagés dans leurs justices & biens, par extorsions ou quelque autre extorsion, directement ou indirectement.

XV. Et les parties contractantes n'imposeront point aux sujets l'un de l'autre d'autres tols, licentes, ou autres nouveaux, droits, impôts & payemens, quelque nom qu'on leur puisse donner, que ceux auxquels leurs propres habitans ou autres étrangers sont sujets, excepté ceux d'entre lesdits propres habitans qui pourroient avoir quelques privilèges ou exemptions particulieres, ni n'incommoderont point les sujets l'un de l'autre d'aucune voye de fait, oppression, retorsion ou represailles, & qui ne soient pas permis de droit, ni ne permettront point à leurs sujets de s'y accorder, mais ils renvoyeront un chacun à son juge ordinaire, & laisseront le cours libre à la justice.

XVI. Et sa S. E. promis, comme elle promet par ces presentes, de ne point mettre de plus grandes impositions dans les susdits havres de la Mer Baltique sur les sujets de L. H. P. & habitans des Provinces-Unies des Pays-bas, à l'égard de leurs personnes, vaisseaux, marchandises, & denrées, sous aucun pretexte, que celles qui sont à present en usage, sans une très grande nécessité & l'intérêt du commun, & aussi non autrement qu'avec le consentement des deux Alliez, ni ne permettra qu'il en soit introduit ou mis d'autres par aucun; & principalement que les droits desdits havres ne seront point cédés, ni donnés, à ferme à d'autres, ni le droit cédé à qui que ce soit.

XVII. La Navigation, Trafic & Commerce se fera & sera continué entre les sujets de part & d'autre, sans aucun empêchement ou obstacle, & sera en conséquence permis à l'une & l'autre partie ou à leurs sujets, d'entrer dans les havres l'une de l'autre, d'en sortir & d'y séjourner.

XVIII. Si quelques autres Rois Chrétiens, Potentats, Républiques, ou Villes veulent entrer dans cette Alliance, il leur sera loisible, mais sans que par là il soit fait aucun prejudice à l'un ou l'autre des Contractans; ou que leur état & condition en soit grevée ni lésée: bien entendu que ladite inclusion se devra faire avec communication & consentement reciproque des deux parties; consentant l'une & l'autre dès à present que si le Seigneur Protecteur d'Angleterre, Ecosse & Irlande pouvoit être disposé à entrer dans cette Alliance, ou y être compris, que son Altesse y sera admise de part & d'autre.

XIX. Le

ANS gedifponcort conde werden fích in defe Alliantie mede in
de J. C. te laten ofte te laten inbegrypen, dat fíjne Hooch-
teyde daer toe van beyder zyden fal worden geadm-
itteert.

ANS
de J. C.
1655.

XXIX. Het Recht van *Issue* ofte *decalmaie*, 't welck by vertreck van familien, ofte verval van herediteyten comt te ontfāen, daer van fūllen wederzyds Onderdanen vry, ende exempt zyn, ende blyven geduyrende d'alliantie.

XX. Defe Alliantie defenfive fal duyren, ende cours hebben, oockhouden den tyd van acht Jaren, met intentie omme ter expiratie van dien tyd weder vernieuwt te werden, en fal tot dien eynde twee Jaren voor d'expiratie van de voorz. tyd daer over een byencomfte werden aengeftelt, met dien verftāende nochtans, dat foo verre aldan by d'een of d'ander der geallieerde ofte by beyde tot foodanigen vernieuwing niet en fouden conuenen werden verftāen, in fulcken gevalle de Contrahenten ten wederzyden fūllen welcomen te treden in het recht ende die verbinteniffen van Tractaten, ende verclaringen die over veele Jaren fuccesfivelijk tuffchen de felve fyn opgerecht ende gemaect, fíjnde wederzyds geftipuleert dat de felve Tractaten, Contraeten, ende Verclaringen door defe Alliantie niet en fūllen fyn gecasseert, maer ter expiratie van defen Tractate blyven in haer volle vigeur ende crachte, gelijk de felve fouden fyn geweest, ende gebleven, byaldien defe naerder Alliantie niet foude fyn opgerecht.

XXI. Daer fūllen ten wederzyden elcks naer fyn vermogen ende gelegentheyde devoren ende Officien gedaen ende gecontribueert worden dat anderen Prinzen, Potentaten, Republiqen ende machtige Steden, ende sonderlinge van de Weftphalifchen ende Nederfāfchen Creyts, mede onder defe Alliantie werden gebracht.

XXII. Men fal geen *lichtinge* van volckte paert, te voet, of te water, toefaan, aen d'een of des anders vyanden, jegens de welke men uyt crachte van defen jegenwoordigen Alliantie defenfive fal moeten prefteren.

XXIII. Maer werving van volck van Oorloge te water, ofte lande, midsgaders incoep, inhuyringe ende Equipagie van fchepen van Oorloge, fal altoos toegelaten worden ende vryftāen, voor ende ten behoeve van beyde de Contrahenten in d'een ende des anders Landen ende Havenen, ten ware dat die geene in welckers Landen, ende Havenen die voorz. werving, inhuyringe, incoep, ofte equipagie, worden verfocht, felfs tot fíjnder defenfive het volck ofte de fchepen van nooden hadde, ofte dat om andere obftaculen fulcx fouden moeten werden gecxcuseert, welcken aengaende volcomen geloof gegeven fal worden aen defelfs verclaringe.

XXIV. De contraherende partyen fūllen de paffagienter Zee, Rivieren, ende andere wateren, als oock te lande, elcx in fíjn diftrict refpectieve, wel ende na behooren met alle mogelijckheyde moeten bevryden ende veylich houden, jegens alle ende een yegelijck die de felve fouden willen infilteren ofte anderints becommeren.

XXV. En heeft fíjne Cheur-Vorftel. Doorl. aengenomen allerley goede Officien te willen aenwenden, ten eynde de Vorften ende Stenden met fíjn Cheur-Vorftel. Doorl. vereenicht by 't Tractat van de Jare *seftien honderd dertien*, immers de meeste ende aenlijckfte van defe Alliantie defenfive mede fūllen aennemen, oock alle andere Vorften, Stenden, ende Steden onder de Weftphalifche ende Nederfāfche Creyts, refterende.

XXVI. Defe Alliantie fal van wegen den Staat der Geunierden Provincien, als oock by Sijn Cheur-Vorftel. Doorl. refpectieve geapprobeert ende geratificeert werden, binnen den tyd van twee Maenden, nae het befluyt ende onderteekeninge van defen ofte eerder, foo fulcx eenichfints doenlijck is.

XXIX. Le droit d'*Issue* ou decimation qui refulte du depart des familles ou d'aubaine, les fujets de part & d'autre en feront & demeureront exempts durant cette Alliance.

XX. Cette Alliance defenfive durera & aura cours, mēme fera entretenue le tems de huit annēes, avec intention qu'à l'expiration d'icelles elle fera renouvellee, & fera à cette fin ordonnē une affēmblee deux ans avant la dite expiration; bien entendu néanmoins qu'au cas que l'un ou l'autre Allie ou les deux, ne pūssent pas entendre à tel renouvellement; alors les parties contractantes renverront de part & d'autre dans le droit & les engagements des Traitez & declarations qui depuis plusieurs annēes ont été successivement dressēes & faites entre elles; étant stipulé de part & d'autre que lesdits Traitez, Contratts & Declarations ne seront point cassees, par cette Alliance; mais qu'à l'expiration d'icelle presente Alliance les autres precedentes demeureront en leur entiere vigeur & force, comme elles y seroient demeurēes si celle ci n'en point été faite.

XXI. On fera de part & d'autre selon son pouvoir & les conjonctures tous les devoirs & offices à ce que les autres Princes, Potentats, Republiques & Villes puissantes, & particulièrement les Cercles de Westphalie & de la basse Saxe entrent aussi dans cette Alliance.

XXII. On ne permettra nulle levēe de Troupes soit de Cavalerie, d'Infanterie ou de Mer à aucun ennemi, contre lequel on devra agir en vertu de cette presente Alliance defenfive.

XXIII. Mais pour ce qui est de la levēe des Troupes ou de Mer ou de Terre, ensemble l'achapt, fret, & equipage des Vaisseaux de guerre, cela sera toujours permis & loisible aux deux parties contractantes dans les Pais & Havres l'une de l'autre; à moins que celui dans le Pais ou Havres duquel lesdits levēes, fret, achapt, ou equipage seront requis être faits, n'en eut besoin lui mēme pour fa propre defence, ou qu'il ne s'en excusāt pour quelques autres obftacles, à l'ēgard dequoy sera donnē toute creance à la declaration qui sera faite.

XXIV. Les parties contractantes tiendront libres chacun dans son diftrict refpectif les passages par Mer, Rivieres, & autres Eaux, comme aussi par Terre, bien & convenablement & autant que faire se pourra, contre tous ceux qui les voudroient infester, ou autrement incommoder.

XXV. Et fa S. E. s'est chargēe d'employer toute sorte de bons offices, afin que les Princes & Villes qui font entrez en Alliance avec sadite S. E. par le Traité de l'an mil six cens treize, ou du moins la meilleure & plus considerable partie, entrent aussi dans cette Alliance defenfive, comme aussi tous autres Princes, Cercles & Villes refortiffians des Cercles de Westphalie & de la basse Saxe.

XXVI. Cette Alliance sera de la part des Provinces Unies & de fa Ser. Eleēt. refpectivement aprouvée & ratifīe dans le tems de deux mois, après la conclusion & la signature de ces presentes, ou plūiōt si la chose est en quelque façon faisable.

ANS
de J. C.
1655.

Volcht den Inhoud van de Commissie voor de Gecommitteerde van de Heeren Staten Generael.

DE Staten Generael der Vereenichde Nederlanden Allen den geene die desen sien ofte hooren lesen, Saluyt. Doen te weten, alsoo van ontallijcke Jaren herwaerts tusschen den Staet der Vereenichde Nederlanden, ter eenre, ende de Heeren Cheur-Vorstten van Brandenburg in dier tijd, ter andere zijde, &c.

Volcht den Inhoud van de Volmacht voor de Gecommitteerde van de Heere Cheur-Vorst van Brandenburg.

WIr Fredrich Wilhelm Gottes Gnaden, Marck-Graefzu Brandenburg des H. Roomsche Reichs, Ertz-Cammerer undt Chur-Furst, &c.

Aldus gedaen ende geslooten onder signatur ende Pitzier van de respectieve Heeren Gecommitteerden genoemt in der selver Commissien ende Volmachten hier booven geinfereert, in s' Gravenhage den seven en twintichsten July seftien hondert vijfen vijftich.

(L.S.) H. vander Capelle,
(L.S.) M. Stavenis,
(L.S.) B. Mulert.

(L.S.) H. Beverninck,
(L.S.) G. vander Hooock,
(L.S.) I. Schuylenborgh.
(L.S.) M. Viersen,
(L.S.) I. de Widi,

De ratificatie van haer Hoog Mog. is gedateert den achften October, maer de verwisselingh is eerst veel dagen daer nae geschiet, in 't laest van October.

Secret Articul.

H Oewel by het negende articul van 't Traetaet tusschen de Hog. Mog. Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, ter eenre, en sijn Cheur-Vorstel. Doorl. van Brandenburg ter andere zijde huydengeadjusteert ende geslooten, in expresse termen is geextendeert, Indien Sijne Cheur-Vorstel. Doorl. in voegen als aldaer breeder staet geexpresseert, soude mogen werden aengestaet, beoorlocht ofte geturbeert, dat haer Hog. Mog. in sulken gevalle Sijn Cheur-Vorstel. Doorl. sullen te hulpe comen, ende byspringen met vier duysent mannen te voet, soo is evenwel tusschen hoogstgemelte partyen naerder verdragen, ende by desen speciaeljk geacordeert dat haer Hog. Mog. in sulken gevalle ende geduyrende den gelegenthey van 't voorz. Traetaet, niet verder sullen gehouden ofte verbonden zijn, als tot een subsidie van drie duysent mannen te voet, begroot ende te presteeren, als in den voorz. negenden articul gededuceert is, met dien verstande nochtans, indien Sijne Cheur-Vorsteljkche Doorl. in dese tegenwoordige constitutie van tijden ende saecken, in eeniger sijner Landen, plaetfen ofte Havenen, die de selve heeft aen de Oost-Zee gelegen, met openbaer geweld mocht werden aengestaet, dat haer Hog. Mog. in sulken gevalle ende voor den tijd dat de vyantlijcke invasie ende atacke by gevolg soude mogen duynen, haer verbonden hebben, gelijk de selve haer verbinden mits desen, tot de effectieve prestatie van de voorz. subsidie tot vier duysent mannen te voet, gelijk de selve in het bovengeleyde negende articul geexpresseert zijn, onder expresse conditie ende stipulatie dat by alden haer Hog. Mog. sulcx begeeren mochten, Sijn Cheur-Vorstel. Doorl. een deel van hevierde duysent, der voorz. vier duysent mannen, sal moeten senden tot bescherminge van foodanige Steeden ofte plaetfen, aen welckers Conservatie beyder deelen souden mogen gelegen zijn, sullende het voorz. extraordinaris secours, ende de verhooginge van duysent mannen te voet, de ordinaris subsidie van drie duysent mannen te voet, hier booven geexpresseert, met de Cessatie van de hovengefelde nootd, invasie ofte atacke, comen te cesseren.

Trait-

Suit le contenu du Plein-pouvoir des Deputez des Seigneurs Etats Généraux.

ANS
de J. C.
1655.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-bas; à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut; Sçavoir faisons, que comme de tout tems il y a eu entre l'Estat des Provinces Unies des Pays-bas d'une part & les Seigneurs Electeurs de Brandebourg d'autre part, &c.

Suit le contenu du Plein-pouvoir des Deputez du Seigneur Electeur de Brandebourg.

Nous Frederic Guillaume, par la grace de Dieu Margrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du St. Empire Romain, &c.

Ainsi fait & passé sous la signature & le cachet des Sieurs Deputez respectifs dénommez en leur commission & plein-pouvoir ci-dessus inseré, à la Haye le vingt-septieme Juillet mil six cens cinquante cinq.

(L.S.) H. de la Chapelle. (L.S.) H. Beverninck.
(L.S.) M. Stavenis. (L.S.) G. vander Hooock.
(L.S.) B. Mulert. (L.S.) M. Viersen.
(L.S.) J. Schuylenbourg.
(L.S.) J. de Widi.

La Ratification de L. H. P. est dattée du 8. Octobre, mais l'échange se fit plusieurs jours après à la fin d'Octobre.

Article Secret.

ENCORE que par l'Article neuvième du Traité d'entre L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas d'une part, & sa S. E. de Brandebourg d'autre part, fait & arrêté cejourd'hui, il est contenu en termes exprès que si comme il y est plus amplement exprimé, sa Ser. Elest. venoit à être ataquée, troublée, ou qu'on lui fit la guerre, qu'en ce cas L. H. P. le secourront & assisteront de quatre mil hommes de pied; néanmoins il est plus expressement convenu entre les parties & accordé spécialement par ces presentes, qu'en ce cas & pendant la conjoncture du susdit Traité, L. H. P. ne seront tenus & obligés à plus qu'à un subsidie de trois mil hommes de pied, à estimer & fournir comme il est deduit dans le susdit article neuvième; bien emendé néanmoins que si sa S. E. dans cette presente constitution de tems & d'affaires venoit à être ataquée à guerre ouverte dans quelques unes des Places ou Havres qu'il a situées sur la Mer d'Est, en ce cas, & pour le tems que pourroit durer ladite atacke ou invasion, L. H. P. se sont obligez, comme ils s'obligent par ces presentes à l'effectieve prestation des susdits subsidies de quatre mil hommes de pied, comme il est exprimé ci-dessus par le susdit Article neuvième, sous cette expresse condition & stipulation qu'aucas que leurs H. P. le desirassent sa S. E. devra envoyer une partie du quatrième mil desd. quatre mil hommes pour la desfence de telles Villes ou Places, à la conservation desquelles les deux parties pourroient être interessées; & cesseront ledit secours extraordinaire, & l'augmentation de mil hommes de pied aussi bien que le subsidie ordinaire des trois mil hommes de pied ci-dessus exprimez, quand le besoin, l'invasion ou atacke viendront à cesser.

Traité

ANS
de J. C.

CCCXXXVI.

1655.

LA FRAN-
CE ET
L'ANGLE-
TERRE.

* Ce

Traité se

trouve

aussi dans

Leonard ;

mais il n'y

est qu'en

Francois ;

& l'An-

gleterre

à accou-

tumé de

traiter en

Jami avec

la France.

De plus,

l'Article

secrète &

les noms

des Per-

sonnes

banues

de part &

d'autre ne

s'y trou-

vent

point. On

a aultre

cela

d'Atze-

ma Tom.

VIII. pag.

598.

*Traité de Paix entre le Royaume de FRAN-
CE & la Republique d'ANGLETER-
RE, d'ECOSSE, & d'IRLANDE.
Fait à Westminster le 3. Novembre, 1655.
Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre.
Tom. VIII. pag. 339.*

Cum hisce prateritis temporibus intelligentia & libertas commercii inter Angliam & Galliam interrupta fuisset, & ad utramque restaurandam Ludovicus XIV. Rex Gallorum & Navarre Christianissimus misisset in Angliam legatum suum Dominum de Bordeaux, equitem, Dominum de Neufville, Majestatis suae consiliarium status, supplicum libellorum Magistrum magni sui consilii presidentem, &c. ipsique plenam & omnimodam dedisset potestatem, ineundi quemcumque tractatum in hunc finem necessariam; Nec non serenissimus Potentissimisque Dominus Protector Reip. Angliae, Scotiae, & Hyberniae, ut tam sanctum opus promoveret commissarios deputasset qui cum supradicto Dn. Legato de iis agerent, Tandem ab utraque parte in sequentibus tractatus articuli conventum est.

I. Ut ab hoc tempore sit firmapax, amicitia, Societas, atque foedus inter Rempub. Angliae, Scotiae, & Hyberniae, &c. Et Regnum Galliae, nec non inter omnes Terras, Dominia, urbes atque Loca, quae in alterutris fide ac ditione sunt, utque Populus & subiecti utriusque Nationis possint tunc ac libere in portibus ac Navium Stationibus perque Urbes prout ipsis visum erit absque illato sibi ullo damno aut injuria versari atque iter facere, imo uti potius favetur iis ubique, jusque omne praebetur, idque eorum Locorum iudicibus & officialibus curae uti sit.

II. Neutra pars opem auxiliumve feret directè aut indirectè *Rebelligis*, nec *Hosibus*, nunc declaratis eorumve in posterum Adherentibus; Et si alterutra pars pacem aut inducias deinceps confecerit cum hostibus suis nunc ita declaratis, parsea quae pacem aut inducias sic conficiet dictis hostibus eorumve Adherentibus nullam opem auxiliumve contra alteram feret, praebit, aut subministrabit.

III. Item quod omnis hostilitas tam mari quam terrâ & aquis dulcibus utrinque deinceps cessabit, omniaque diplomata seu Commissiones, Literae Mercæ, seu Repressaliae, quae ab uno vel altero Statu, populo, & subditis suis vel cuiusque alii contra dictam Rempub. aut Regnum aut quemcumque e popularibus & subditis alterutris datæ atque extraditæ fuere, revocabuntur, rescinduntur, irritaeque fient; Et quicquid post quatuordecim dies publicationem praesentis Tractatus proximè insequentis quocunque obtentu captum fuerit, bene & veraciter restituetur. Et si quovisunque præda relata vel quodcumque damnum à populo subditis aut incolis unius Status populo, subditis, & incolis alterius in prajudicium praesentis Tractatus vel contra jus commune illatum fuerit, nullæ tamen Literae Mercæ seu Repressaliae concedentur prius quam iustitia reposcatur. Et si vel dilata, vel denegata fuerit, is Status, seu Legati & Ministri ejus cujus subditi damnum sustinere eandem administrari Requirit; quod si intra trimestrem spatium post requisitionem factam, satisfactionem ex jure non obtinuerint tum dictas Literas Mercæ seu Repressalias concedere fas esto, quam tamen in bona, Naves, aut personas quae intra portus aut Stationes sunt, exequi vetitum erit, nisi in eos solummodo qui crimen ipsi commiserint.

IV. Uti inter Rempub. Angliae & Regnum Galliae, Populumque & Subjectos tam terrâ quam mari, & aquis dulcibus per omnes & singulos utriusque

Tom. III.

Regiones ditionem, Territoria, Provincias, Urbes, ANS
Oppida, Pagos, aliaque omnia per Europam loca de J. C.
ubi hæc-nus Commercium & Negotia esse confluerent 1655.
liberum omnino commercium sit, adeo ut sine ullis liberi commercii Literis aliave quacunque petita licentia generali vel speciali prædictæ Reip. Populares quique prædictæ Majestati subditi sunt libere tam terrâ quam Mari aquilque dulcibus adire, ingredi, advagare dictas Regiones Regna & ditiones, omnesque Urbes, Portus, Littora, Stationes, Freta & quacunque eorundem loca & quoscunque alterutrus portus intrare suis cum Navibus onustis vel non onustis, vecturis, jumentis, quibus merces asportentur ibique mercari aut vendere quantum libuerit, iidem etiam in Locis iusto pretio commercii ad victum vel ad iter comparare sibi possint, nec non prout usus venerit, Naves vecturasve reficere, atque suis cum mercibus, bonis, aliisque, quibuscunque facultatibus aequè possint libere suam quisque in Patriam redire aliave suo arbitratu loca sine impedimento petere, dummodo alterutri ea portoria ac vectigalia solvant quæ debita fuerint, salvis etiam alterutrus pariter Domini Legibus & Statutis omnibus.

V. Item conventum & conclusum est quod populares & incolæ dictæ Reip. Angliae, Scotiae, & Hyberniae, ejusque totius ditionis quoscunque in portus, Urbes, Oppidave, Galliae Ditionis omnia Lanæ & serici officina quæ in Anglia, Scotia, & Hybernia continentur ea ditione exercentur libere importare in iisque dividere propter subeundam quacunque Lege Edicto, Decreto, statuto, aliave re huic contraria non obstant, proviso tamen quod modus ille pactus & definitus in decimo tercio Article Tractatus inter Jacobum Regem Magnæ Britanniae & Henricum quartum Gallorum & Navaræ Regem Anno 1606. de pannis male confectis tenebitur atque observabitur, & quod suæ Majest. subditi in quoscunque Portus, Urbes, & Oppida dictæ Reipubl. libere importare in iisque dividere possint omnia vina productionis Galliae atque omnia Lanæ & serici officina in Regno Franciae seu Dominis ejus facta seu fienda citra quacunque eorum confiscationem vel penam ea propter subeundam quacunque Lege statutove directo, aliave re huic contraria non obstant, & quod tam subditi suæ Majest. quam prædictæ Reip. benigniter tractabuntur, atque iidem apud se privilegium cum cæteris extraneis utrinque gaudebunt.

VI. Quo facilius portoria, vectigalia accensus parti alterutri comperta ac nota esse possint, & quo certius quid solvendum fore sit in supradicta Republ. ac regno mercatoribus constet, uti tabulae posteriorum vectigalium ac censuum constituentur publicisque in locis appendantur tam Londini aliisque in urbibus Reip. Anglicanae, quam Rotomagi aliisque in urbibus Galliae, prout opus fuerit ad quæ redire quivis possit quoties de iisdem portoriis, vectigalibus, ac censibus controversia inciderit.

VII. Quoniam tributis quædam, census, ac privilegia ab urbibus nonnullis ac locis obtendantur ac vendantur, utpote sibi suisque incolis debita per alterutrum confederati ditionem; convenit uti magistratus & officarii ejusque urbis curent ne quæ graviora tributa aut census exigantur quam quæ legitima sunt.

VIII. Et quoniam in aliquibus Angliae & Galliae portibus mos quidam nullâ lege nexus obtinuit uti singuli tributum, quoddam Gallicè appellatum *du Chef* Anglicè *Head-money* pro ingressu & egressu suo penderent; convenit uti in posterum dictum tributum ne exigatur; ita ut ingressus & egressus liber omnibus sit cujuscumque ordinis aut conditionis fuerint, neque quicquam ea propter pendere cogatur, verum ut in hoc casu quemadmodum & in cæteris peregrini pariter ac indigenæ tractentur.

IX. Item utrinque convenit, quod Mercatores Galli in Anglia negotiantes aliam cautionem pro mercimoniis

Rrrr

ven.

ANS vendendis eorumque proventu pro aliis mercibus, de J. C. commutando prater cautionem suam juratoriam ne cogantur interponere, neve prolongationem aut liberationem aliquam sibi comparare, nec eo respectu aliis sumptibus faciendis quam quos ejus loci indigenæ faciunt, obnoxii sint.

1655.

X. Uti naves Gallicæ Cothonem urbis Londinensis Anglicæ *The Key of London* adire possint cæterosque portus Angliæ, Scotiæ, & Hiberniæ, aliaque loca sub earum ditione posita atque inibi onerentur absque ulla molestia iis exhibenda, neve in alia navigia exonerari compellantur, utque naves Angliæ pari Libertate absque ulla molestia vel impedimento quoscunque Gallicæ portus intrare possint iisdemque privilegiis & immunitatibus quibus Gallicæ naves in Angliā utantur, fruanturque: omnibusque aliis in rebus æqualitas & Libertas Commerçii quantum fieri potest, tenebitur atque observabitur.

XI. Quod naves Mercatorie hujus Reip. populorumque & incolarum ejus quæ Burdigalam iter fecerint, aut flumen Garumnam intraverint in transitu suo non cogentur tormenta arma vel apparatus suum bellicum ad Castellum *Blaye* exponere, consimiliter populus & incolæ dicti Regis non cogentur ullum ejusmodi impedimentum subire in quibuscunque portibus Angliæ, Scotiæ, & Hiberniæ atque idem in omnibus portibus Gallicæ, erga populum & incolas dictæ Reipubl. observabitur, & quod populus subditi & incolæ partis unius similibus & non minus amplis privilegiis atque immunitatibus gaudebunt in Regnis, Dominis & Territoriis Justitiæ quam causarum maritimarum, ac populus cujusque exteræ nationis amicitia cum iis sociatæ vel hæc gaudet vel deinceps gaudebit.

XII. Quo magis promoveatur Commercium inter subditos & populares utriusque gentis, conventum est, ut mercatores alique populares supradictæ Reip. Anglicanæ libere possint testamenta sua condere deque suis mercibus argento, pecunia, suppellectile, debitis, aliisque bonis mobilibus quæ vitæ vel mortis tempore possederint vel possidere debuerint infra omnem prædictæ suæ Majestatis ditionem donatione vel Testamento aliove quovis modo inter vivos vel mortis causa prout voluerint disponere utque sive testati sive intestati decedant, eorum hæredes, executoresve, sive nominati sive non nominati in testamentis, seu alioqui, legitime bonis illis fruantur juxta leges Angliæ quocunque in loco Galliæ diem illi obierint, ita ut *jus Albinense* vulgo dictum *droit d'Aubeine* ipsis non obstat nec virtute illius bona eorum in fiscum cedant, utque subiecti prædictæ suæ Majestatis eadem Libertate ac privilegio utantur atque fruantur per omnem supradictam Anglicanæ Reip. ditionem: ita tamen ut hoc intellectum semper sit Testamenta, hæreditatesque intestatorum, ad eandem justam à popularibus supradictæ Reip. quam à subditis eidem Regi probari ex lege oportere iis in locis ubi quique decesserint, sive id in Gallia sive in Rep. prædicta acciderit.

XIII. Quod incolæ insularum *Jersey* & *Guernsey* iisdem privilegiis atque immunitatibus in Gallia gaudebunt, quibus Galli in iis Insulis, solutis utrinque debitis Tributis & Vectigalibus.

XIV. Quo facilius Navium direptionibus & mari grassantium, injuriis in posterum occurratur, convenit ut præfecti Dominiæ navis cujusque armatæ aut navium quæ ad populares alterutrius pertinuerint quæque è portibus aut litoribus alterutrius solverint antequam solvant per idoneos vades qui ex navis contubernio non erunt satisfident coram judicibus Admiralatus aliusve eorum locorum Magistratibus unde proficiuntur navique & oneri & armamentis simul æstimatis in duplum eant sese in alto bene gesturos sequæ populares subditosve alterutrius eorumque bona, naves aut navigia neque capturos neque occupaturos nec alioqui impedituros aut ulla injuria affecturos, quod si judices Admiralatus aliusve Magistratus supradicti vades accipere neglexerint aut satis idoneos non acceperint quæ damna illata erunt ipsi præstiterint.

XV. Quod donec de malis & incommodis quæ super mari potèrunt accidere tollendis certius absque absolutius quid statuat, convenit uti in spatium quatuor annorum ratificationem præsentis Tractatus proximè infrequentium omnes naves ad subditos & populares alterutriusque pertinentes, & in mari mediterraneo orientali seu Oceano negotiantes liberæ sint atque etiam onus suum liberum reddant, licet in iis invehantur mercimonia imò grana leguminave quæ alterutrius hostium sint, exceptis nihilominus & reservatis mercimoniis vetitis & contrabandis (I. E.) *pulvere nitrato, sclopis, seu tubis ferreis atque omne genus armis, munitione, equis, bellicoque apparatu, neque viros trajiciant aut transportant in usum hostium alterutrius, quo in casu tam naves quam apparatus & mercimonia legitima prædæ erunt.* Quod etiam severe exercebitur in eos qui viros, frumentum, seu vitualia quibuscunque locis inferent ab utralibet parte obfessis.

XVI. Uti pars utraque classium præfectos eorumque Legatos aliosque omnes navarchas quoscunque suos suave insignia portantes aut ab se dispoimata habentes, aut sibi operam navantes discrete moneat ne alterutrius populivæ & subjectorum alterutrius naves, navigia bonave aut merces occupent, capiant ullove modo impediunt damnavæ officiant, verum uti hoc tedus, & conventionem hanc diligenter observent, utque contra qui fecerint hi corpore penas dent ei parti cujus hoc interest prout commissio quocunque dignum erit, factam etiam injuriam si possint resarciant, sin minus ut confederatus ille ad quem hi pertinuerint ei cui injuria facta est intra tres menses quam hoc resciverit & satisfactio postulata fuerit, satisfaciatur damnumque reparat atque uti naves præfidiariz mercatoris alterutrius partis navibus obviam factæ eas contra omnes qui vim ullam intentaverint defendere debeant quoad eundem cursum teneant.

XVII. Ut si præfecti ullarum alterutrius partis navium populivæ alterutrius prædam ullam mari fecerint infra quatuor & viginti horas quam portum inveci erunt, omnes rationum codices, chartas, acceptilationes & mercium schedulas quas iis in navibus receperint Admiralatus judicibus tradant, quo is cujus id interest, eorum exemplaria describere possit, ubi autem Admiralatus judex nullus erit prædictæ chartæ ac codices eorum locorum officariis committantur qui eas ad judices Admiralatus obsignatas mittant, quique nautici iis in navibus inveniuntur ne abducantur neve oneris quicquam attingatur, bonave ulla in terram exponantur, nisi id Admiralatus curiæ auctoritate fiat, bonorumque schedula præsentibus illis quorum id refert describitur quibus & illius schedulæ exemplari ab judice detur.

XVIII. Ut præfecti ac Magistri earum navium quæ in mari prædas fecerint, præfectum, Magistrum, aliumve nauclerum aut nautam ex navi ne abducant nisi ex iis querendi causa. Eaque de causa ultra duos tresve ne adducant qui intra spatium viginti quatuor horarum ad judicem Admiralatus vel si nullus ibi sit, ad Magistratum officialesve ejus loci adducantur qui de his quæstionem habeant qua intra spatium idem habitæ judex ille vel Magistratus eos ad sua quemque negotia liberos dimittat, qui contra fecerit uti is penas corpore luat.

XIX. Uti Confœderatorum neuter in ullos suos portus, stationes, urbes, oppida, recipiat sine recipi à populo incolivæ suis piratas aut prædones, iisve hospitium, auxilium aut commeatum præberi, verum operam dent ut prædicti piratæ & prædones eorumque piratice participes, confœcii & adjutores exquirantur, capiantur, & merito supplicio puniantur in aliorum terrorem, utque omnia bona, naves ac merces ab iisdem piraticè capte atque in portus alterutrius, Confœderati inveci quæ quidem comparuerint immo etiam venditæ jam sint, justis Dominiis restituantur, aut satisfactio detur, vel eorum Dominiis aut iis qui per literas procuratoris eas res vendicaverint modo jus Domini debitis ex lege probationibus in Curia Admiralatus

ANS
de J. C.
1655.

ANS
de J. C.
1655.

latus appareat quæcunque autem ab iis recuperata erunt bona ut in portus alterutrius confederati invehantur ejusdemque portus officariis custodienda tradantur, qui suo periculo rationem reddere debebunt ni supradicta bona sine mora suis Dominis restituantur, facta modo prius iusti Domini probatione coram iudicibus eorum locorum ubi directa illa bona in navem imposita sunt; permittunt tamen sit iis, qui accusati erunt lege experiri suamque causam dicere.

XX. Quod neutra dictarum partium sinat neve permittat uti naves, bonave alterutrius partis quæ rebellibus alterutrius cuiuscunque diplomatis obtentu aut vigore ullo tempore capta fuerint, atque in portus, Stationes, locave ditionis alterutrius in vecta ab iustis Dominis abalienentur; verum uti iis aut eorum Procuratoribus reddantur, facta prius juxta Legem iusti Domini probatione, & donec Domini vel eorum Procuratores res suas repetiverint, eorum locorum officiales, quos naves bona vel mercimonia in vecta fuerint, ea detinebunt utoque reponent ita ut nulla pars eorum pereat, vel intervertatur.

XXI. Uti si populares subjective alterutrius Confederati vi tempestatum, metu hostium aliusve maris periculis alterutrius portus intrare ibive anchoras jaccare cogantur iis difcedenti potestas libera sit nec quasi importantis aut exportantis ullis mercedibus portorium ullum solvant, modo mercium nequid eximant aut veniale exponant primoque adventu suo ejus loci Magistratus, & officarios de causa sui ad ea littora appulsi certiores faciant, ejusque periculi metu simul atque liberati erunt, ab eo portu discescant.

XXII. Quod Populares & Incolæ dictæ Reipubl. libere & secure navigent & negotientur in omnibus regnis Dominiis & territoriiis pacem, amicitiam seu neutralitatem cum dicta Repub. colentibus neque iis ulla molestia exhibebitur à navibus vel subditis dicti Regis, licet inimicitia, & hostilitas inter dictum regem & ea regna Dominia seu Territoria vel eorum aliquod intercesserit. Atque idem à parte dictæ Reipubl. erga subditos & incolas Gallie pariter observabitur provisione qua ejusmodi negotiatio fit ullum ad portum aut Oppidum quod ab *uvoriv faderatorum obfideatur*, & provisio quod Neutra pars neve populus aut subditi alterutrius bona vetita & prohibita in ea Regna, Dominia vel Territoria importent, quæ inimicitias vel hostilitates cum alterutra exercent. Et quod decimus quintus Articulus de bonis vetitis & contrabandis atque de Oppidis & Locis obfidelis utrinque tenebitur atque observabitur.

XXIII. Uti pars utraque curet ut rectum expeditum & incorruptum jus ad legum & aequitatis Normam alterius populo reddatur in causis omnibus vel quæ post hac in alterutrius ditione ac terris pependerint utque omnes sententiæ conventionesque priores quas alterutra pars popularive & subditi alterutrius in alterius Terris suo commodo impetraverint, avinerint, rata habeantur, utque in iis rebus exequendis jus expeditum reddatur sine incommodo tamen eorum qui jus suum prosequuntur.

XXIV. Et quandoquidem ab anno 1640. plurimæ prædæ mari capte, multaque Utrique Nationi, populo, & subditis invicem damna inflicta fuere, conventum est quod tres Commissarii immediate post ratificationem præsentis Tractatus ab utraque parte nominabuntur sufficienti Autoritate muniti ad ejusmodi prædæ, & damna consideranda, examinanda, æstimanda, liquidanda, eorumque compensationem, satisfactionem & satisfactionem determinandam & statuentiam secundum postulatam quæ intra trimestris spatium post publicationem hujus Tractatus numerandum coram iis ab alterutra parte popularibus, & subditis suis producentur, & exhibebuntur, cui rei Commissarii intra sex hebdomadas post dictam publicationem in urbe Londini coibunt dictasque controversias intra quinque menses proximè sequentes si fieri possit determinabunt: quod si dicti Commissarii intra prædictum spatium sex mensium & duarum hebdomadarum non consenserint tum

dictæ controversiæ quæ indecise pendebunt, remittentur sicut hinc præsentibus remittuntur ad *Arbitrium* de J. C. *Reipubl. Hamburgensis* desinenda intra quatuor menses ab expiratione prædicti temporis spatii præfatis Commissariis præstituti proximè numerandos. Et quod dicta *Reipubl. Hamburgensis* rogabitur sicut his præsentibus rogatur ut id Arbitrium assumere velit & Commissarios deleget qui in tali convenienti loco, qui per eosdem Commissarios fuerit constitutus super prædicti iudicium ferant, & quicquid ab ejusmodi arbitris seu Commissariis determinatum fuerit utramque partem devinciet, atque intra sex menses proximè sequentes bonâ fide præstabitur ita tamen si intra tempus præscriptum tam dicti Commissarii ab unaque parte nominati quam prædicti arbitri dictas controversias non determinaverint, nemo propterea molestia subijciatur, neve prædictæ literæ Mercæ vigori suo restituantur, aut aliæ novæ concedentur intra quadrimestre spatium post expirationem eorum quatuor mensium, qui *Civitas Hamburgensis* ad dictarum controversiarum determinationem præstintur.

XXV. Cumque à supra nominato Domino prædictæ suæ Majestatis Legato tria fortalitia scilicet de *Penisacoe*, *St. Jan & Port Royal*, nuperine capta, in *America*, simulque bona in iis inventa, repeterentur. Et Domini Commissarii suæ Celsitudinis nonnullis rationibus contenderent, ea retineri debere, conventum est quod hujusmodi controversia referretur, sicut & his præsentibus refertur ad eosdem Commissarios & arbitros, iisdem modo & tempore desinenda quibus damna utrique parti ab anno 1640. inflicta in articulo proximè præcedente referuntur.

XXVI. Ad rem mercatoriam utrinque eò magis promovendam conclusum est, quod si inter dictam Remp. & Regnum Bellum exarserit, mercatoribus in civitatibus & oppidis ubi degunt semestris spatium post denuntiationem belli dabitur ad vendenda & transportanda bona sua & mercimonia, & si quidquam ab iis ablatum fuerit, vel si aliqua iis injuria ab alterutra parte vel populo aut subditis alterutrius intra dictum spatium inferatur, plenaria satisfactio dabitur.

XXVII. Quod si acciderit ut quandiu fœdus, Amicitia, & societas hæc duraverit, ab ullo ex populo aut incolis alterutrius partis contra hoc fœdus aut ullum ejus membrum mari, terrâ, aut aquis dulcibus quidquam fiat aut tentetur, Amicitia hæc, fœdes & societas inter has nationes non idcirco infringentur, verum integra nihilominus persistant, vinque suam plenariam obtinebunt: tantummodo illi ipsi qui contra fœdus prædictum commiserint, singuli punientur & nemo alius, iustitiæque reddetur, & satisfactio dabitur illis omnibus quorum id interest ab iis omnibus qui terrâ, mari, aut aliis aquis contra hoc fœdus quidquam commiserint intra anni spatium quam iustitia postulat. Quod si vero fœderis ruptores non comparuerint neque se iudicandos submiserint, neque satisfactionem dederint intra terminum præfinitum prædicti illi utriusque partis hostes iudicabuntur eorumque bona, facultates, & quicunque redditus publicabuntur, plenæque ac iustæ satisfactioni impendenda erunt earum injuriarum quæ ab ipsis illatæ sunt ipsique præterea cum in alterutrius partis potestate fuerint iis penis obnoxii erunt quas suo quisque crimine commuerit.

XXVIII. Item conventum, conclusum & concordatum est quod præfens Tractatus atque omnia & singula in eo contenta & conclusa per parentes utriusque partis Literas Sigillo magno munitas debita & authentica forma intra quindecim dies proximè insequentes (aut citius si fieri poterit) confirmabuntur & ratihabebuntur mutuaque Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur, nec non præfens Tractatus & Confederatio statim a traditis & permutatis instrumentis formâ & loco solitis publicabitur.

Utrinque conventum & conclusum est quod in tractatu inter *Angliam & Galliam* dato Westmonasterii *tertio die Novembris* stilo novo anno 1655. comprehendentur atque includentur quemadmodum his præsentibus

AN de J. C. 1655. bus comprehenduntur atque includuntur Celi ac Potestatis Domini Ordines Generales unitarum Belgii provinciarum cum omnibus & singulis Dominiis & territoriiis suis. Nec non omnes amici & foederati utriusque statusque intra tres menses proxime post datum praesentium insequentes in praedicto tractatu comprehendendi rogaverint. In cujus testimonium nos *Commissarii Serenissimae (sue Celsitudinis) Protectionis Reip. Angliae, Scotiae, & Hyberniae, &c.* praesentes has chirographis & sigillis nostris munivimus. Actum Monasterii 3. Novembris anno 1655.

(L.S.) *Math. Fiennes.* (L.S.) *Walt. Stricklandt.*

NE suspicionibus locus deinceps relinquatur, Legatus Regis Galliarum & Navarræ Christianissimæ suæ Majestatis nomine pondere præmittit Domino Protectori Reipublicæ Angliæ, Scotiæ & Hiberniæ, &c. Quod si quorum nomina recensentur, in Catalogo his annexo & à Dominis Commisariis subsignato, non commorabuntur, nec commorabitur quispiam eorum in Gallia Regno ultra quadraginta dies post traditum utrinque ratificationem Tractatus hodie subsignati, nec revertentur seu revertetur, nec ullo tempore in posterum in Regnum prædictum admittentur seu ad nitebunt. Eadem ratione intra quadraginta dies post traditum ab utraque parte dicti Tractatus ratificationem, illi, quorum nomina recensentur in altero catalogo his annexo, & à dicto Domino Legato subsignato, non commorabuntur nec commorabitur quispiam eorum in dicta Republ. nec in eam ullo tempore in posterum admittentur seu admittentur. Et ulterius utrinque conventum & concordatum est, virtute potestatum sibi utrinque datarum, quod licet præsens articulus qui pro secreto habebitur, tractatui prædicto non inferatur, eandem tamen vim & vigorem obtinebit, & eodem tempore, eodemque modo & forma cum prædicto tractatu ratificabitur.

Ex Anglia exulandi erant.

*Marisa. l'Aisné. Cugnac. Trancart, Mazerolles.
Barriere. S. Mars. Conan. Desert. Blarn. Tandin.*

Ex Gallia verò exulandi erant.

Charles Eldest sonne of Charles late King of Eng-
land. James Duke of Yorke. Henry Duke of Gloucester,
after tenne Yeares if required. The Lord of Ormond. Sr.
Edward Hyde. Sr. John Culpepper. Lt. Gerrard. Daniel
Oneale. Lt. Wilmot. Sr. Marmaduke Langdale. Sr.
Edward Nicolas. Lord Wenworth eldest sonne of the
Earle of Clereland. Sr. Richard Greenville. Sr. Francis
Doddington. Sr. John Barkley. The Lord Belasis. O
Sullivan Beare. Lt. Gen. Middleton. Lord Muskerrrie
the Father. Major Gen. Edward Maffey.

C C C X X X V I I

ANS (a) *Traité d'Alliance entre la PRUSSE*
de J. C. ROYALE & la PRUSSE DUCA-
1655. LE, fait à la Diète de Mariembourg, le
12. Novembre, 1655. Aitzema. Affai-
res d'Etat & de Guerre. Tom. VIII.
pag 408.

(a) Ce
Traité a
été tra-
duit du
Flamand
qui n'est
pas l'Ori-
ginal.

Soit Nottoire à tous & à chacun à qui il pourroit appartenir, Qu'entre le Serenissime & Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Frederic Guillaume Margrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du St. Empire, comme Duc de Prusse d'une part, & les honorables, Serenissimes, preux & genereux Seigneurs, les Seigneurs Conseillers & Nobles des pais de la Prusse Royale assemblez à la Diete de Marienbourg d'autre part, a été faite & conclué par une deliberation & consentement salutaire une Alliance particuliere des deux pais de Prusse contre toute violence, hostilitez & attaque, comme s'ensuit.

I. Que cette Union ne préjudiciera point à la Majesté ANS
le Roy de Pologne. 25. 1. 0

II. Que tous & un chacun les droits tant en general qu'en particulier, Ecclesiastiques & Seculiers, generaux & speciaux seront conservez & demeureront en leur entier.

III. Qu'il ne se fera aucun préjudice à la Religion Catholique Romaine , ou aux biens Ecclesiastiques , suivant les Loix du Royaume de Pologne.

IV. Que cette Union ne sera offensive à l'égard de personne, mais ne tendra seulement qu'à la défense des parties de part & d'autre, & sera dirigée au repos & tranquillité de ces Provinces.

V. Qu'elle sera saintement & inviolablement maintenue & observée, & que l'une des parties ne pourra s'en départir sans le consentement de l'autre.

VI. Qu'aucune des deux parties ne pourra faire paix, treve, Neutralité ou autre Alliance sans que l'autre y consente.

Il fera Permis au Serenissime Electeur de faire trouver ses Conseillers dans la Prusse Royale ou dans ses Armées, comme le semblable sera loisible aux autres Alliez dans les Armées de l'Electeur.

VIII. l'Electeur aura la direction supreme sur les Troupes de cette Union, & de tout ce qui en pourroit dependre & qui pourroit être requis.

I X. Les Etat & la Noblessé de la Prusse Royale auro-
nt tiendront sur pied pour cette conjonction quatre mil
Soldats commandez & foldoyez, & nouriront & entre-
tiendront outre ce les garnisons de sa Serenité Electora-
le dans toutes les Villes, Chateaux & Forts de Prusse,
compris dans les Articles fuivants, en forte neantmoins
que parmi les quatre mil Soldats de la Prusse Royale se-
ront aussi comptez, ceux que les Etats de la Prusse Royale
ont mis en Garnison.

X. Aussi-tôt que cette Union sera conclüe, & que les susdits & subsequents points auront été approuvez de part & d'autre, elle sera envoyée à sa Majesté le Roy de Pologne, Et cette Convention & conjonction sera notifiée à sa Majesté & requisition faite là dessus aux Conseillers de sadite Majesté.

XI. Et sera semblablement envoyée à sa Majesté le Roy de Suede, & notifiée à la Majesté que cette Convention & conjonction est conclue, & sera la Majesté civilement requise qu'il lui plaife de faire retirer ses troupes des frontieres de ce pais, restituer les places usupées, & d'observer sincerement la paix; Que ceux de l'Union sont prêts de contribuer tout ce qui sera en eux & qu'il pourra en quelque maniere faire retablir & confirmer une paix ferme & generale, sans prejudice neantmoins de la Majesté & de la Couronne de Pologne.

XII. Mais si sa Majesté ne veut pas entendre à cette demande & requisition, & qu'il voulut refuser d'entretenir une paix sincère avec ces peïs, les deux parties, s'assisteront en toute fidelité l'une l'autre de toute leur force & secours, comme il est accordé.

XIII, Cependant & jufques à ce qu'il confie que fa
Majesté le Roy de Suede aura refolu à cet égard, on écrira
d'une commune voix aux Generaux Suedois, & ou les
sommera de fe deslister de toute invasion, pillage & prise
de places, & s'ils ne font pas, & que fans attendre la
refolution du Royils perfiftent dans leur entreprife, &
qu'ils voullent avancer leurs progresz, on agira contre
eux à force ouverte & on repouffera leurs progresz en tout
lieu, soit que l'irruption fe faffe dans la Prusse Ducale ou
Royale, & la chose se fera avec forces communes & con-
jointes, afin de les oppofer aux expéditions de l'ennemi,
& qu'il lui soit fait le plus de dommage, & soit mis dans
le plus grand danger qu'il le pourra.

XIV. Si la guerre vient à commencer, & à durer quelque tems, les places que la Serenité Electorale & son Armée prendra, elles seront après que la guerre aura été terminée par une paix, accord ou autrement, restituées à leurs Seigneurs legitimes.

XV. Ne seront commis par les armées des conjoints & Unis de part & d'autre, aucun pillage, meurtre, ni bri-

ANS brigandage, & s'il s'en commet quelques uns; les Auteurs en seront rigoureusement punis.

1655. XVI. Cette conjonction des Armées se fera toutes les fois qu'on le jugera à propos, en forte néanmoins qu'en toutes rencontres, le Serenissime Electeur en aura la direction supreme. Mais à l'égard de la Russie Polopolite ceux en auront le commandement à qui lors de l'assemblée des Serenissimes Seigneurs Palatins il aura été offert & conféré.

XVII. Tout se passera avec ordre dans les deux Armées; & les Generaux & Officiers auront soin & tiendront la main, que les Armées & les sujets soient bien conservez, soit que la guerre se fasse ou dedans ou dehors.

XVIIII. La guerre, l'armée & les quartiers se tiendront autant qu'il le pourròis des limites de l'Union, mais si parfois le besoin requeroit qu'à cause du grand froid ou autre inconvenient du mauvais tems l'armée quitte la Campagne, & qu'il fallut que les quartiers fussent assignez fur les frontieres de la Prusse Royale cela se fera avec la communication du Serenissime Electeur, de l'Illustre General de la Prusse Royale, & du Conseil des Commisaires de la même Prusse & à la requisiion du Serenissime Electeur ils s'enront ensuite indiquer & assigner par l'Illustre Seigneur General, selon que requerront les raisons & l'état de la guerre.

XIX. Le Serenissime Electeur poura dans la Ville & Chateau de Marienbourg, joindre à la Garnison Royale Polonoise consistante en cinq cens hommes, autant des siennes qu'il vouldra, & si la conjoncture & les grands besoins de la guerre le requeroit, sa Serenité Electorale poura la renforcer selon son bon plaisir, après en avoir néanmoins conféré & deliberé avec ceux à qui sa Majesté confia la Ville & le Chateau, sçavoir avec l'illustre Seigneur Palatin de Marienbourg, & le Seigneur Sigismund, libre Baron de Guldenstern qui jusques à présent & pour l'avenir retiendra en son entier le Gouvernement avec la juridiction qui en depend. Il demeurera aussi Gouverneur des Ville & Chateau & gardera les Clefs de la Porte, & distribuera le mot militaire ou ordre au Colonel de l'Electeur & aux autres moindres Officiers. Majs si le Seigneur Guldenstern venoit à se retirer, il donnera les clefs en garde au Colonel de l'Electeur.

XX. Le Serenissime Eleſteur mettra auſſi ſes Garniſons dans les places ſuivantes, ſavoir, quatre cens hommes depied, & cent Chevaux dans Dirlow, cent fantaſins dans Slochouw, une Compagnie de Dragons & une Compagnie de Cavalerie dans Leuvenbourg; trois cens hommes dans Strasbourg, cent Cavaliers & cent fantaſins dans Braunsbourg comme auſſi cent Chevaux, & cent fantaſins dans Grandens, leſquelles Garniſons ſa Ser. Elect. pourra augmenter ſi beſoĩn eſt, en forte pourtant que le danger eſt tant paſſé la Garniſon ſera reduite au nombre precedent.

XXI. Les Eats de la Pruffe Royale pourvoiront au plutot Marienbourg, fon Chateau & toutes les autres places nommées & fpecifiées cy-deffus de toutes munitions, de vivres & autres chofes neceffaires jufques au petit & gros canon.

XXII. Les Etats & Noblesse de la Prusse Royale nourriront & entretiendront les Garnisons, & feront par les Etats de ladite Prusse Royale payer tous les mois douze livres monnoye de Pologne, c'est à dire quatre Rixdals au Serenissime Electeur pour chaque Garnison de Soldats, les Officiers compris, comme aussi le service, ainsi que les troupes Polonoises ont coutume de le recevoir, mais au cas que les Etats ne puissent pas payer toute la somme en argent comptant, ils pourront fournir des vivres pour une partie, qui seront rebatus au prorata de l'argent comptant, en sorte neantmoins que ledits vivres seront fournis aux Soldats au prix courant, & comme on les vend au marché du lieu où sera la Garnison.

XXIII. Les Dragons ensemble les Mousquetaires recevront pareil prêt, mais on donnera à leurs Chevaux le fourage accoutumé & nécessaire.

XXIV. On payera chaque mois aux Cavaliers vingt ANS
de J.C.
et deux livres monnoye de Pologne, que font sept Rif-
dales & huit mones gros, en sorte neantmoins que ceux 1655.
cy feront aussi obligez de recevoir & de prendre en paye
une partie en vivres au lieu d'argent comptant, suivant
le vingt deuxieme article cy-dessus.

XXV. Si le Serenissime Electeur trouve bon de mieux pourvoir & fortifier quelques unes des Places nommées aux fuidits articles dix neuf & vingtième, les Etats de la Prusse Royale seront obligez de fournir autant de sujets qu'il sera nécessaire pour effecquer les ouvrages. Ils seront semblablement obligez à la même chose, quand le Serenissime Electeur trouvera à propos pour le bien commun de construire quelques forts sur le Wickfel ou ailleurs. Il fera, à la requisition du Serenissime Electeur, joisible d'envoyer des Places de la Prusse Royale telles personnes, qui auront soin des travaux pour les amener à leur perfection.

XXVI. Toutes les fuidites Villes, Chateaux & Forts feront par la Serenité Ele&torale conſervéz & deffendus contre les ennemis des deux Pruffes, & la guerre étant finie feront reſtités ſans aucune pretention & les Forts nouvellement erigez démolis, & rendus à leurs Seigneurs.

XXVII. Les Soldats vivront par tout de leurs gages.

XXVIII. On n'imposera ni n'exigera aucunes contributions sans la connoissance de la noblesse.

XXIX. Si d'autres veulent se joindre à cette Union tant des Provinces & Pais du Royaume de Pologne qu'autrement, on ne les refusera point, mais seront admis, voire même y feront conviez.

XXX. Les plus grandes Villes se declareront dans le tems de vingt jours, si elles ne veulent point entrer dans cette Union.

XXXI. Toutes les Ambassades & deputations se feront aux depens des deux parties ; de sorte neantmoins, que les Etats de la Prusse Royale qui ont presentement contracté, seront tenus pour un tiers.

XX XII. Le Gouverneur de la Garnison ordonnera pour le Conseil de guerre des Officiers des deux parts, dont il fera le Directeur. S'il arrive un delit capital l'exécution ou pourfuite le fera par celui sous le commandement duquel le delinquant appartient, & étant jugé par le Gouverneur, la sentence ne sera différée en nulle manière, & chaque Gouverneur pourra comme il est convenable punir les moindres delicts des siens.

XX XIII. Personne ne sera reçu ni introduit dans les Villes ou Chateau, qu'au preallable il n'ait donné son nom'au Gouverneur de la Place.

XXXV. Les dommages & pillages cy-devant commis par les troupes du Serenissime Electeur, si sur l'information de deux Commissaires de part & d'autre la chose se trouve vraye, le voleur sera obligé à la restitution, & s'il ne peut pas payer en argent, il en sera puni d'une autre maniere.

XXXV. Du jour que cette Union sera conclûë, les Etats de la Prusse Royale assembleront leurs troupes, excepté celle des Garnisons & delivreront les patentes des Illustres Seigneurs Palatins, & convoqueront les Russiens Postpolites.

XXXVI. Les Illustres & Reverens Evêques de Varmie & Culm ensemble les Reverens Chapitre & autres Evechez, seront aussi compris dans cette Alliance & conjunction, sauf leurs droits, Privileges & immunités Episcopales.

XXXVII. Le Clergé tant de Bronsbergh, què de Culm, leurs Cloîtres & Colleges des Jesuites, & les Ecoles, conferveront en son entier l'exercice de la Religion Catholique Romaine, & n'en sera point souffert d'autre publiquement qui differe de la Catholique Romaine.

XXXVIII. La Garnison de Bronsberg, aura un Gouverneur Catholique Romain, & s'il s'en trouve quelqu'un dans l'armée du Serenissime Electeur la Place lui sera confiée.

XXXIX. La Maison episcopale de Bronsberg, sera
Rrrr 3. exemp-

ANS exempté de logement d'Officiers, du Gouverneur & de
de J. C. Garnison. Et l'illustre & Reverend Evêque & les Offi-
ciers, demeureront dans l'usage & possession qu'ils en
ont, sans aucun prejudice ni obstacle.

1655.

XL. A l'égard durenfort de la Garnison, les Etats & Noblesse de la Prusse Royale ont promis de nourrir & entretenir encore si la nécessité le requiert trois cens hommes, outre les quatre mil hommes consentis.

XLI. Que quand le Serenissime Electeur ne fera point présent à l'armée, ce sera le General de sa Serenité qui aura l'autorité & commandement suprême pour commander l'armée Electorale & ordonner tout ce qui regarde les troupes. Mais les troupes de Pologne seront commandées par l'illustre Seigneur Palatin de Marienbourg. Quant à l'ordre ou mot lefdits illustre Seigneur Palatin & General en conviendront pour le mieux.

XLII. Les Etats & Noblesse de la Prusse Royale ont promis de plus, qu'ils feront aussi-tot, en sorte, qu'on jette un Pont sur le Wickel, afin qu'il soit libre aux parties de part & d'autre de passer d'un & d'autre côté. A l'égard de l'endroit où le Pont sera jetté, on en deliberera.

Pour plus grande sûreté de quoy, qu'il a été ainsi fait & non autrement, ont été des presentes expediez deux Exemplaires de même teneur, qui ont été communiqués & delivrez aux parties de part & d'autre. Fait le douzième Novembre 1655.

Nous Conseillers d'Etat & Noblesse de la Prusse Royale, promettons par ces presentes d'un consentement particulier, que nous effectuons & ferons en sorte de notre mieux qu'à cause des services que sa Serenité Electorale a démontré à cette Province & à la Republique, obtenue du Serenissime Roy & de la Republique de Pologne une reconnaissance proportionnée. Fait à Rynsb. le 12. Novembre 1655.

Le Serenissime Electeur promet par ces presentes que sa Serenité ne prétendra rien contre la Prusse Royale par de là sa fuiditte promesse; mais que les illustres Etats feulement fassent tout ce qu'ils pourront pour l'avancement & execution prompte. Fait *ut supra*.

C C C X X V I I.

ANS *Traité entre LOUIS XIV. Roi de France*
de J. C. *, & FREDERIC GUILLAUME Eleveur de Brandebourg, fait à Conigsberg le 24. Février 1656. Freder.*
1656. *Leonard. Tom. III.*

LA FRAN-
CE ET LE
BRANDE-
BOURG.

L OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Notre amé & feal Conseiller en notre Conseil d'Etat, le Sieur de Lumbres, ayant selon le Pouvoir que nous lui'avions donné, conclu, signé & attesté en notre nom à Conigsberg, le 24. jour de Fevrier de la presente année, avec les Commisaires de notre tres-cher & bien amé Frere le Prince Frederic Guillaume, Marquis de Brandebourg, Prince & Eleveur du Saint Empire, Duc de Magdebourg, Prusse, Julliers, Cleves, Berges, Stetin, Pomeranie, des Cassubes, Wandales & Silesie, de Croffen & Jagerndorff, Burgrave de Nuremberg, Prince de Minden & Alberstat, Comte de la Marck & Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, le Traité dont les Articles ensuivent.

L E R O I ayant reconnu que le bien de la Chrestienté dépend principalement du repos de l'Empire, & ce repos de l'observation des Traitez de Paix faits à Munster & à Osnabruch, a jugé que le moien le plus propre & le plus convenable pour parvenir à cette fin, estoit de s'unir & de s'allier avec les Princes de l'Empire qui ont plus d'affection pour l'affermissement de la tranquillité publique. Et comme le Serenissime Prince Frederic Guillaume, Marquis de Brandebourg, Prince & Ele-

veur du St. Empire, Duc de Magdebourg, Prusse, Julliers, Cleves, Berges, Stetin, Pomeranie, des de J. C. Cassubes, Wandales & Silesie, de Croffen, de Jagerndorff, Burgrave de Nuremberg, Prince de Minden & Alberstat, Comte de la Marck & Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, auroit particulièrement fait paroître le zele dont il y est porté, & témoigné le desir qu'il a de se lier avec S. M. pour cooperer à les bonnes intentions, Elle a commis & député Messire Antoine de Lumbres, Sieur d'Herbing, de Looz, la Cloye, & Chevalier de son Ordre, Conseiller ch. ses Conseils d'Etat & Privé, & Direction de ses Finances, étant pour le service de S. M. en Allemagne, auquel Elle a donné Commission & Mandement special de traiter en son nom, conclure, arrester & signer tels Articles & Conventions qu'il estimera à propos, avec ledit Seigneur Eleveur, ou ses Commissaires & Deputez; Lequel de sa part auroit nommé Messire Othon, Baron de Schwerin, Sieur de Landeberg, Oldeingshagen & Drefwitz, Chambellan hereditaire de l'Electorat de Brandebourg, Conseiller de son Altesse Electorale en son Conseil Privé, Directeur de la Chambre Feodale, Grand Maître d'Hotel de Madame l'Electrice, & Capitaine d'Orangebourg : & Messire Jean de Hoverbeck, Sieur d'Emmedien, Domkau, Greysers, Wabde, de Law, Bailly d'Hohenstin, Pannetier hereditaire dudit Electorat, aussi Conseiller audit Conseil Privé. Lesquels Commissaires Deputez de part & d'autre, après avoir conféré divers fois ensemble, en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, qui ont esté communiqués & changez, ont traité, convenu, conclu, & arrêté les conditions & articles qui ensuivent.

Premierement, Que dès-à-present il y aura une étroite Confederation & Alliance, entre lefdits Seigneurs Roi & Eleveur, pour la deffense commune & respective des Estats, Pais, Seigneuries, & Places qu'ils possèdent, & sur lesquels ils ont droit, soit de la succession de leurs Predecesseurs, ou en vertu des Cessions qui leur ont esté faites par lefdits Traitez de Munster & d'Osnabruch.

II. En suite de ladite Alliance, où ledit Seigneur Eleveur viendrait à estre assailli & troublé par quelque Prince ou Estat, quel qu'il soit, en aucun de lefdits Estats, Pais, & Places qu'il a dans l'Empire, & es droits en dépendans, S. M. promet de l'assister de bonne foi du nombre de cinq mille hommes de pied, & de douze cens Chevaux, avec l'Artillerie de Campagne convenable & proportionnée à ce nombre, deux mois après que la demande en aura esté faite, & ce pour autant de temps qu'il en aura besoin. Sera néanmoins en son choix de demander ledit nombre de cinq mille hommes de pied & de douze cens Chevaux, ou la somme d'argent necessaire pour la levée d'iceux.

III. En reconnaissance de quoi S. A. E. promet pareillement d'assister de bonne foi, trois mois après qu'elle en fera requête, S. M. T. C. du nombre de deux mil quatre cens hommes de pied & de six cens Chevaux, avec l'Artillerie de Campagne convenable & proportionnée à ce nombre, pour autant de temps que S. M. en aura affaire, où elle viendrait à estre attaquée & troublée par quelque Prince ou Estat que ce soit, dans l'étendue des trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun, des Landgraviats de la Haute & Basse Alsace, de Suintgaut, de Brisac & de Philipsbourg, & des droits en dépendans, & generalement en tout ce qui lui a esté cédé par ledit Traité de Munster.

IV. Seront fournies au Secours ou Corps Auxiliaires, par celui qui le recevra, les Estappes, Vivres & Pains de Munitions, en la même forme & maniere qu'au reste de ses Troupes. Et quant aux Payes & Montres, ils seront payez par celui qui l'envoiera.

V. Si les forces des Ennemis estoient si grandes qu'un plus puissant secours fût requis pour les repousser, & maintenir les lieux attaquez, *lefdits Seigneurs Roi & Eleveur promettent en ce cas d'accroître respectivement à la proportion que dessus le nombre susdit, d'autant d'In-

ANS
1656.

ANS d'Infanterie & de Cavalerie que l'état de leurs affaires de J. C. le permettra, aux frais & dépens du Requerant, qui sera tenu d'en rembourser l'autre après la Guerre finie, aux termes dont ils conviendront par ensemble.

VI. Celui qui sera nommé par l'un ou l'autre pour conduire & commander le secours respectivement promis, en retiendra la direction particulière, & le Commandement special sur ce Corps Auxiliaire, mesme après la jonction à la principale Armée; sous les ordres néanmoins du General de ladite Armée, auquel il sera tenu d'obéir; lequel aussi de sa part ne fera difficulté de lui communiquer dans les Conseils ce qui sera de son emploi.

VII. Ledit Corps Auxiliaire pourra estre employé par celui qui l'aura reçu, ou en son absence par son General, & on qu'il jugera le plus convenable au bien de ses affaires, soit pour la défense desdits Estats, Pais & Places, soit pour transporter la Guerre dans les Terres de celui ou ceux qui l'auront assailli.

VIII. Les Conquetes qui en ce cas se feront dans les lieux où les parties n'auront autre droit que celui des Armes, seront partagées entre elles également.

IX. En toutes lesdites Conquetes que S. A. E. fera, elle promet de laisser tous les Vassaux & Sujets qui font profession de la Religion Catholique Romaine, tant Seculiers que Regulars, de quelque ordre que ce soit, en l'exercice libre & paisible de ladite Religion, en la possession de leurs Eglises, & en la jouissance de tous leurs biens & revenus, tout ainsi qu'ils se trouveront avoir fait immédiatement avant lesdites Conquetes, en consideration de ce que S. M. promet d'en user de mesme à l'endroit de tous les Protestans & Evangeliques de l'une & l'autre Confession, dans les Conquetes qu'Elle fera.

X. Ne pourra celui qui aura reçu le secours faire aucun Traité de Paix ni de Treve avec l'Agresseur, sans l'express consentement de l'autre; Pour seulement si la conjoncture des affaires l'y oblige, faire une Suspension d'Armes de trois semaines pour l'un & l'autre Corps, sans la pouvoir proroger.

XI. Cette Alliance défensive, pour les Estats, Pais & Places appartenans auxdits Seigneur Roi & Electeur, aura lieu pour six ans, à compter du jour de la Ratification du présent Traité, pendant lequel ils n'en pourront faire aucun autre avec d'autres Princes ou Estats qui lui soit prejudiciable; avant l'expiration desquels six ans, lesdits Seigneurs Roi & Electeur aviseront communement s'ils doivent proroger ledit Traité ou en faire un nouveau.

XII. Lequel présent Traité ne pourra nuire ni prejudicier aux Alliances par eux contractées auparavant avec le Roi & la Couronne de Suede, les Provinces Unies des Pais-Bas, ni à toutes celles qui ont été faites par l'une ou l'autre des parties avec leurs communs Amis & Alliez; avec l'un ou l'autre desquels si l'une d'elles parties venoit à se broïiller, l'autre ne sera tenu d'intervenir que comme Mediateur & Ami commun, & d'employer de bonne foi tous offices convenables pour empêcher une rupture.

Lesquels Points & Articles ont été traités, conclus & accordés par les susnommez Commissaires & Deputés, aux noms que dessus, lesquels en vertu de leursdits Pouvoirs ont promis de faire ratifier à leurs Maîtres le présent Traité dans trois mois du jour & date des présentes, dont deux doubles ont été faits, l'un desquels est demeuré entre les mains dudit Sieur de Lumbres, & l'autre en celles desdits Sieurs Schwerin & d'Hoverbeck. En témoin de quoi ils ont signé ledit Traité & y apposé les Sceaux de leurs Armes, à Conigsberg le 24. Fevrier 1656. Ainsi signé, DE LUMBRES. OTHON, BARON DE SCHWERIN. JO. DE HOVERBECK.

L'Equel Traité suscrit aiant été veu & examiné de mot à mot en notre Conseil, Nous avons icelui agréé, approuvé & ratifié, agréons, approuvons & ratifions

par ces présentes signées de nostre main, promettons en ANS foi & parole de Roi, garder & observer le tout sous l'hi- de J. C. poteque de tous & chacuns nos biens présents & à venir, 1656. sans y contrevenir directement ou indirectement, ni souffrir que de nostre part il y soit contrevenu en aucune sorte & maniere que ce soit; Car tel est nostre plaisir. En témoin de quoi Nous avons fait mettre nostre Scel à cesdites Présentes. Donné à Paris le 12. jour d'Avril l'an de grace 1656. & de nostre Regne le treizième. Signé, LOUIS. Eplusbas: Par le Roi, DE LOMENIE. Et scellé.

C C C X X X I X.

Traité entre LOUIS XIV. Roi de France ANS
& CHARLES LOUIS Electeur de J. C.
Palatin, fait à Heidelberg le 2. Mars 1656.
1656. Fred Leonard. Tom. III.

LA FRAN-
CE ET
L'ELEC-
TEUR
PALATIN.

ENCORE que le Roi, & Monsieur l'Electeur Palatin, reconnoissent bien que par le Traité de Paix conclu à Munster, le 24. d'Octobre de l'année 1648. ils sont obligés avec tous les autres Princes qui sont intervenus audit Traité, de maintenir & garantir toutes les conditions qu'il contient, & que S. M. & ledit Sieur Electeur soient toujours disposés à les observer, & à les faire exécuter ponctuellement selon la teneur dudit Traité, comme ils l'ont promis en le signant, S. M. & son A. E. ayant jugé à propos dans la constitution présente de l'Empire, de renouveler les particulieres Confederations & liaisons d'amitié qui ont été d'ancienneté entre les Rois Predecesseurs de S. M. & Messieurs les Electeurs Palatins, ont arrêté & accordé ensemble les Articles qui ensuivent.

I. Qu'en suite de l'obligation portée par le Traité de Munster, à laquelle il sera satisfait de bonne foi de part & d'autre, toutes les fois que l'occasion le requerra, & en attendant qu'il soit fait une plus grande Confederation (laquelle ne dérogera en rien au reste du présent Traité) avec tous les Princes intéressés au Traité de Munster, ou une bonne partie d'iceux, à laquelle son Altesse Electorale promet d'entrer, pourveu qu'elle soit composée des Princes & Estats de l'une & de l'autre Religion, ou qu'à moins il y entre trois ou quatre Princes de la Religion Protestante (& nommément le Roi de Suede) lesquels en seront conviés, & que son Altesse Electorale en reçoive pour le moins les mêmes seuretez que le Roi lui promet par le présent Traité, il y aura à l'avenir une ferme & constante amitié, & étroite Confederation entre Sa Majesté & son Altesse Electorale; & en consequence de laquelle Sa Majesté s'oblige & promet en foi & parole de Roi d'assister de tout son pouvoir, & de défendre la personne & les Estats de son Altesse Electorale, toutes les fois qu'elle en sera recherchée de Sad. Altesse, contre tous ceux (sans nul excepter) qui les voudront attaquer ou troubler dans la jouissance, & dans les droits & avantages qui lui sont accordés par ledit Traité de Munster, & du depuis confirmé par celui de Nuremberg & de Prague.

II. Son Altesse Electorale s'oblige aussi, & promet en foi & parole de Prince, d'assister de tout son pouvoir Sa Majesté, en cas qu'Elle vienne à être attaquée ou troublée par qui que ce soit (sans nul excepter) en la jouissance des Droits, Estats & Places qu'elle possède dans l'Empire, & qui lui ont été délaissés pour estre unis & incorporés à la Couronne de France par le Traité de Munster.

III. Son Altesse Electorale s'oblige encore, & promet en foi de Prince de favoriser de tout son pouvoir tous les desseins de Sa Majesté dans l'Allemagne, lesquels ont pour but le bien & le repos de l'Empire, la conservation des droits & libertés qui appartiennent à Messieurs les Electeurs, Princes & Estats de l'Empire, & l'exacte observation du Traité de Munster pour en faire observer les conditions, empêcher les contraventions, & reparer celles qui ont été faites, selon que ledit Traité le prescrit.

Cc-

ANS IV. Cependant Sa Majesté considérant que les Estats
de J. C. dud. Sieur Electeur n'ont pu encore se remettre des
1656. grandes ruines qu'ils avoient souffertes pendant la lon-
gue durée de la Guerre; & que par conséquent il n'est
pas encore en estat de fournir aux dépenses extraordinaires
que la constitution presente des affaires d'Alle-
magne l'oblige de faire, tant pour lever des Troupes
que pour munir ses Places, & se mettre en estat de ne
craindre pas une surprise, Sa Majesté ne voulant pas dif-
ferer plus long temps de donner des preuves de sa bonne
volonté audit Sieur Electeur, lui a accordé de bon cœur
la somme de cinquante mil Rixdales qu'elle lui fera
payer, ou à celui qui aura charge de lui dans la Ville
de Strasbourg, en Especes ou en Ducats, un mois
après la date du present Traité, pour employer aux Trou-
pes que Sadite Altesse fera lever pour son service & pour
munir ses Places, & Sa Majesté lui fera payer en pareilles
Especes, & dans ladite Ville autres quarante mil Rixdal-
les pour un subside annuel, payable chacune année en
deux termes, de six mois en six mois, à commencer le
premier paiement au premier jour de Janvier de l'année
prochaine 1657. & le second au premier de Juillet de
ladite année, moienant quoi le subside de ladite année
se trouvera entierement payé, & sera ledit paiement con-
tinué les années suivantes de mêmes sommes, & aux
mêmes termes pendant la durée du present
Traité.

V. Moienant quoi son Altesse Electorale promet
d'envoyer au service de Sa Majesté dans le mois de Juin
prochain, & après avoir reçu le paiement du premier
terme du subside, trois cens Hommes de pied & cin-
quante Chevaux, & au même mois de chaque année
suivante que ce Traité durera, & les faire conduire de
temps en temps à Philipsbourg ou à Brisac, où elles se-
ront receues par le Commissaire député par Sa Majesté,
& mises à sa solde dès leur arrivée à une desdites Places,
sans que la levée ni la conduite desd. Hommes jusqu'aux
dites Places couste rien à Sa Majesté.

VI. Bien entendu toutesfois que si les affaires de
l'Empire changeoient tellement de face, que son Altesse
Electorale eut juste sujet de craindre pour sa personne ou
pour ses Places, ou qu'elle fut attaquée de ses voisins ou
d'autres forces, Elle ne sera pas obligée de fournir les-
dits Hommes & Chevaux tandis que le sujet de crainte
durera, en quoi sera procédé de bonne foi de part &
d'autre.

VII. Toutes les fois que Sa Majesté fera lever des
Allemands pour son service hors des Estats dud. Sieur Ele-
cteur, son Altesse Electorale s'oblige de leur don-
ner leur & libre passage par ses Estats, & de leur faire
fournir des vivres en payant au prix courant, à condition
qu'il ne sera fait aucune levée, ni parmi ses Troupes ni
dans ses Estats, & que celles de Sa Majesté qui viendront
d'ailleurs vivront en bon ordre & discipline dans les Estats
de son Altesse Electorale, & qu'on ne pourra débaucher
aucuns des Soldats qui seront à son service, & en cas de
contrevention qu'il sera permis à Sadite Altesse, de faire
arrester & punir ceux qui auront esté retirez de son service
sans sa permission.

VIII. En cas que son Altesse Electorale ait quelques
différens avec aucun des Electeurs, ou autres Princes de
l'Empire, qui ne se trouvent pas décidés par le Traité de
Munster, ou par d'autres Transactions du depuis faites
avec eux, Sa Majesté emploiera volontiers son entremise
& son autorité lorsqu'elle en sera recherchée de Sad. A. E.
pour les faire terminer raisonnablement & à l'amiable,
& autant à l'avantage dudit Sieur Electeur qui lui sera pos-
sible.

IX. Le present Traité sera obligatoire en tous ses
points, articles & clauses pendant trois ans, à
commencer de la date d'icelui, lesquels étant expi-
rez, on donnera en liberté de part & d'autre de le conti-
ner, d'en faire un nouveau, ou de s'en degager en-
tierement.

X. Lesquels points & articles ci-dessus compris, &
tout le contenu en chacun d'iceux, ont esté convenus &
accordés par Messire Abel Servien, Chevalier Marquis

de Sablé & de Chateau-Neuf, Baron de Meudon, & ANS
Senechal d'Anjou, Conseiller du Roi en tous ses Con- de J. C.
seils, Commandeur & Chancelier des deux Ordres de 1656.
Sa Majesté, Ministre d'Etat & Sur-Intendant des Finan-
ces de France, aiant pouvoir de Sadite Majesté, & par
Tres-Haute & Puissante Princeesse Madame Anne de
Mantouë, Epouse de Tres-Haut & Puissant Prince
Monseigneur le Prince Palatin, & le Sieur Pawel de Ram-
minguen, Conseiller & Resident en France, de Sadite
Altesse Electorale, aiant pouvoir d'Elles, qui ont signé
le present Traité à Paris, le dix-neuvième jour de Juil-
let 1656. duquel ils ont promis de fournir chacun la Ra-
tification au plus tard dans six semaines, pour en estre l'é-
change faite dans ladite presente Ville de Paris: & ce-
pendant les deux Pouvoirs de sa Majesté & de son
Altesse Electorale seront inferrez au bas dudit present
Traité.

S'en suit la teneur des Pouvoirs.

L'Ours par la grace de Dieu, Roi de France & de
Navarre: A tous ceux qui ces Presentes Lettres
verront, Salut. Aiant à l'imitation des Rois nos An-
cestres de glorieuse memoire, passionné le bien de la
Chrestienté, & que les Princes & Estats de l'Empire
Romain jouissent des privileges & immunités dont eux
ou leurs Peres ont joui au passé, & contribué pour la
grandeur de l'Empire, ce qui a dépendu de nous, en
facilitant la Paix si nécessaire à tous, qui a esté concluë
à Munster & à Osnabruck; & voulant de plus en plus
nous appliquer à en faire jouir le Public, & procurer
aux Peuples qui sont soumis à nostre Empire, comme à
ceux qui le sont à l'Empire Romain, les fruits agrea-
bles de la Paix, le moien le plus asseuré qui nous paroist,
estant selon la liberté que le droit & le souldit Traité lais-
sent aux Princes Electeurs de l'Empire, de contracter
des Alliances & Confederations avec les Rois voisins.
Nous avons bien volontiers entendu à l'ouverture qui
nous a esté faite de la part de nostre tres cher & tres amé
Cousin le Comte Palatin du Rhin, Prince & Electeur
du Saint-Empire, lequel aiant donné plein Pouvoir à
nostre tres-cher & tres-amée Cousine la Princeesse Pa-
latine Anne de Gonzagues sa belle Sœur, d'en traiter
& conclure les conditions avec celui ou ceux qui en se-
ront par nous députez; & aiant à faire choix de quel-
que personne sur la capacité, experience & fidelité de la-
quelle nous puissions nous remettre; d'une affaire si im-
portante, Nous n'avons crû pouvoir faire un meilleur
ni plus digne choix, que de celle de nostre amé & feal
Conseiller en nos Conseils, Ministre d'Etat, Sur-Inten-
dant de nos Finances, Chancelier & Commandeur
de nos Ordres, le Sieur Comte de Servien, qui a fait
paroître son zele au bien de nostre service, & la grande
suffisance en plusieurs Traitez & Negotiations qui ont
passé par ses mains, tant du vivant du feu Roi Louis le
Juste d'immortelle memoire nostre tres-honoré Seigneur
& Pere, que depuis nostre avènement à la Couronne,
nommément en cette si celebre Assemblée, composée
de tant de Députez des Princes interessez à la Paix gene-
rale, qui par ses soins & son adresse a esté concluë en
lieux de Munster & Osnabruck, entre nous & nostre
tres-cher & tres-amé bon Frère & Cousin Ferdinand
Empereur, & les Princes Electeurs, Princes & Estats
de l'Empire. Pour ces causes, & autres à ce Nous
mouvans, de l'avis de la Reine nostre tres-honorée Da-
me & Mere, de nostre tres-cher & tres-amé Frere unique
le Duc d'Anjou, & de plusieurs Princes, Ducs, Pairs
& Officiers de nostre Couronne, & d'aucuns des prin-
cipaux Seigneurs de nostre Conseil, Nous avons nom-
mé, commis & député, nommons, commettons &
députons par ces Presentes, signées de nostre main, led.
Sieur Comte de Servien, pour avec ladite Princeesse Pa-
latine, & en vertu du Pouvoir qui lui a esté donné par
nostredit Cousin le Comte Palatin du Rhin, Prince &
Electeur du Saint-Empire, arrester les conditions d'une
étroite Alliance & Confederation, nous obliger à l'exé-
cution entiere de ce qui sera entre ledit Sieur Comte de
Servien

ANS Servien & ladite Princesse Palatine, conclu & arresté, de J. C. promettant en foi & parole de Roi, & sous l'hipothèque de tous & chacuns nos biens présents & à venir de n'aller jamais au contraire, de ce faire lui avons donné & donnons plein Pouvoir par ces Présentes : Car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous y avons fait mettre notre Scel. Donné à Compiègne au mois de Juin, l'an de grace 1656. Et de notre Regne le quatorzième. Signé, LOUIS. Et sur le repli : Par le Roi, DE LOMENIE. Et scellé sur double queue du grand Sceau de cire jaune.

NOUS Charles Louis par la grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Electeur du Saint Empire, Duc de Bavière &c. Certifions par les Présentes, jusqu'à la dernière Diette Imperiale de Ratisbonne, il a été résolu pour la manutention de la Paix de l'Empire, que les Electeurs, Princes & Etats d'icelui, se mettroient en posture requise pour cet effet ; & que même plusieurs de nos voisins, & autres s'y sont conformez, pendant que la ruine de nos Etats & Sujets causée par les Guerres passées, dont ils ont senti la violence plus qu'aucunes Provinces d'Allemagne, nous empêche d'y satisfaire selon qu'il est besoin, que nous avons été obligez par ces raisons de supplier tres-humblement le Roi Tres-Chrestien comme voisin & allié de l'Empire, de nous vouloir assister en cette exigence ; à quelle fin nous avons donné & donnons en vertu des Présentes Commission & plein Pouvoir à Madame notre belle Sœur Anne de Mantoue, Princesse Palatine, & au Sieur Pawel de Ramminguen, notre Conseiller & Resident en France, de solliciter, & traiter avec les Ministres de Sa Majesté, autorisez de sa part pour cette affaire, & de conclure & signer en notre nom, ce qui sera conclu & arrêté avec eux ; promettans en foi & parole de Prince d'agréer & ratifier tout ce que ladite Princesse & ledit Sieur Pawel de Ramminguen auront traité, conclu & signé de notre part sur ce sujet. En témoin de quoi nous avons signé les Présentes de notre main, & y fait mettre notre Sceau. Fait à Heidelberg le 2. de Mars 1656. Signé, CHARLES LOUIS. Et scellé. Signé, SERVIEN. ANNE DE GONZAGUES DE MANTOUE. ET PAWEL DE RAMMINGUEN.

Collationné aux Originaux par moi soussigné Conseiller Secretaire du Roi & des Finances. Signé, ALLARD, avec paraphe.

CCCXL.

ANS Articles de la Paix conclue entre les CANTONS CATHOLIQUES R. & de J. C. les PROTESTANS DE SUISSE, à la sollicitation de l'Ambassadeur du Roi de France, à Bade le 8. Mars. 1656. Avec les discours dudit Ambassadeur. Freder. Leonard. Tom. IV.

CETTE Republique, qui s'étoit si long-temps conservée en paix, tandis que tous les autres Peuples de l'Europe se voioient travailler de Guerre Etrangere ou Domestique, n'a pu s'empêcher, enfin, de tomber, dans la dernière, sur un sujet qui étoit capable de ruiner ses forces & sa liberté, si celui qui est le Souverain de tous les Etats n'eût, par une grace particulière, heureusement assoupi ces dissensions presque dans leur naissance.

Chacun sait que les différens qui naissent de la Religion sont les plus fâcheux & les plus difficiles à pacifier, & celui qui avoit rompu l'union des Catholiques & des Protestans étoit de cette nature : car quelques familles du Canton de Schwitz aians au mois d'Octobre de l'année dernière, embrassé la Religion Protestante, & se metmans en devoir de se retirer dans le Canton de Zurich

Tom. III.

avec leurs biens, ceux de Schwitz, qui pretendoient que la liberté leur en étoit ôtée par des Traitez particuliers, en arrestèrent quelques-uns : & nonobstant les instances qui leur furent faites par les Députez des Protestans, pour les obliger à surseoir le Jugement de ces Prisonniers, ils les firent executer comme Anabaptistes.

Ce fut là le sujet de leur division, & qui alluma chez eux un feu qui les menaçoit de ne s'éteindre qu'après les avoir consumez ; s'étans rendu d'autant plus violent, que l'Espagne, qui a toujours cherché les moyens de diviser ces Peuples pour les porter à leur ruine entière, ne perdit point cette belle occasion d'executer son dessein par l'usage de toutes les intrigues dont elle se sert d'ordinaire, pour semer ou pour entretenir la discorde chez les Nations qu'elle a résolu de perdre.

Mais la France qui semble avoir été destinée pour le secours des affligés, & qui n'a point de plus forte passion que de voir cette Republique toujours unie & florissante, comme l'une de ses plus anciennes Amies & Alliées, n'a pas manqué de lui en donner en cette fâcheuse conjoncture, des preuves non moins authentiques que celles qu'elle lui en a données dans les autres occasions : & qui sans doute auront toutes les bonnes suites que desirer les gens de biens, & tous ceux qui s'interessent en la concord de leurs Freres.

Le Sieur de la Barde, Ambassadeur de Sa Majesté vers lad. Republique, suivant donc l'intention du Roi, & les ordres qu'il en avoit receus, n'eut pas plutôt vu le mal dans son principe, qu'il essaya d'y apporter le remede ; & n'en jugeant point de plus prompt & de plus efficace que d'assembler les Cantons, il fit si heureusement réussir ses soins à cet effet, qu'ils se trouverent dans une Diette à Bade.

Il y fut fait quelques propositions, sur lesquelles ces Députez se retirèrent vers leurs Superieurs pour en prendre les Pouvoirs nécessaires, afin de continuer leur Negociation, & ensuite se rassemblèrent dans une autre Diette : mais l'animosité s'y étant échauffée entre quelques Cantons Catholiques & Protestans, ainsi qu'il a été remarqué par les artifices des Espagnols, ils se separerent, & incontinent après firent voir les armes à la main, que c'étoit par là seulement qu'ils vouloient terminer leurs différends.

Cela obligea Sa Majesté, pour empêcher les funestes consequences qu'Elle en prevoioit, d'écrire en diligence à l'un & à l'autre Parti, avec des sentimens d'une tendre affection pour leur conservation & pour leur repos, & de nouveaux ordres audit Sieur de la Barde, pour redoubler ses soins en une si pressante occasion ; ce qu'il executa aussi avec tant de fidélité & de prudence, qu'une suspension d'Armes fut signée par les Catholiques en la Ville de Melinguen, & par les Protestans en celle de Bruck : & enfin le Traité de Paix conclu à Bade, suivant les articles que vous avez ici, après les Harangues de cet Ambassadeur, lesquelles contenant les puissantes raisons dont il s'est servi pour les porter à ce bon accommodement meritaient bien de trouver leur place dans la même Histoire qui vous en fait part. Voici donc celle qu'il fit aux Députez des Treize Cantons Suisses, assemblez en lad. Ville de Bade, le 24. Novembre dernier.

MAGNIFIQUES SEIGNEURS, Vous vous souviendrez, s'il vous plaît, qu'en la dernière Diette je vous representai quel bien & quelle benédiction de Dieu c'étoit que d'avoir la Paix dans un Pais, & que pour la maintenir dans le vostre, il étoit nécessaire que vous continuassiez de cultiver entre vous l'union qui a conservé vostre Republique depuis si long-temps.

Je vous fis ce discours à cause qu'il me paroissoit que vous aviez lors, sur une affaire qui se passoit au dehors de la Suisse, des opinions telles que l'une ou l'autre Religion que vous professez faisoit naître dans vos esprits.

Mais comme cette affaire se passoit en un Pais un

Ssss

peu

ANS peu éloigné du vostre , il y avoit d'autant moins
de J. C. de sujet de craindre que cette diversité de pensées
1656. & d'opinions produisist de fâcheux effets dans la
Suisse.

A present je vous voi dans des sentimens , nonseulement differens , mais contraires & opposez , non pas sur une affaire éloignée & qui soit au dehors de vostre Pais , mais qui est née au milieu de vous & au cœur de vostre Patrie : desorte que les effets qu'elle peut produire sont tres-considerables & tres-importans , ne s'agissant de rien moins que de la Paix ou de la Guerre , c'est à dire de vostre conservation ou de vostre ruine.

C'est pour cette raison que je vous ai conviez à vous assembler ici , afin d'aller au devant des maux qui peuvent provenir de cette affaire.

Le plus grand de tous est sans doute la Guerre , n'y ayant point de plus grand mal au monde , & particulièrement quand elle est civile ou domestique.

Vous avez vu dans vostre Voisinage & à vos Portes les funestes effets qu'elle y a produit , pendant trente années qu'elle y a duré , l'extermination de tant d'Hommes , la desolation des Provinces , le feu , le sang & le carnage.

Ne soiez point cause que vostre Pais souffre de semblables malheurs : ne soiez point vous mêmes les auteurs de vostre ruine , & conservez vos mains innocentes du sang de vos Citoyens : ne faites point de la Suisse une solitude : conservez vos Hommes pour les employer plus justement que contre eux-mêmes , & souvenez-vous que leur multitude vous rend considerables à tous les Princes de la Terre.

Vous avez à vivre ensemble , Magnifiques Seigneurs , puisque vos Treize Republiques composent un Corps d'Etat qui ne peut estre divisé ; chacun de vos Cantons à ses Loix & Costumes , & l'Etat universel a les siennes , contenues dans vos Traitez d'Alliances.

Si chaque Canton garde chez soi ses Loix & Costumes , & que tous les uns à l'égard des autres , gardent & cherissent les Alliances , il ne doit pas arriver de differens entre vous , parce que ces regles sont celles que vous devez suivre , & qui sont autorisées par l'experience de plusieurs années , pendant lesquelles vous avez vécu en repos & union les uns avec les autres.

Mais si nonobstant cela il arrive quelque controverse entre vous , à cause de la diversité de Religion qui est survenue dans la Suisse depuis vos Alliances , il faut premierement voir si selon leur teneur , telle controverse peut estre accommodée , parce que j'estime que vous ne devez jamais vous départir , autant que faire se pourra , de vos Loix fondamentales , telles que sont vos Alliances.

Et si la controverse ne peut estre ajustée selon ce qu'elles prescrivent , il faut trouver d'autres moiens propres pour l'accommoder , sans que jamais pour quelque cause que ce puisse estre , vous veniez en une Guerre dans vostre Pais , qui seroit vostre perte & ruine très-certaine.

C'est ce que je vous prie & conjure au nom du Roi , de considerer & de pratiquer dans le differant qui est maintenant entre M. de Zuric & de Schwits , en cherchant tous les plus équitables moiens pour ajuster cette affaire avec la commune satisfaction des parties : si vous estimez que je puisse contribuer quelque chose de la part de S. M. pour un si bon effet , je vous offre tout ce qui dépend de mes offices & services , selon le zele & la passion que j'ai , & que je conserverai toujours pour vostre repos , vostre bien & vostre avantage.

ANS
de J. C. 1656.
Autre Harangue faite par ledit Ambassadeur aux mêmes Députés , en la Diette tenue au mois de Janvier suivant.

MAGNIFIQUES SEIGNEURS , j'ai tout sujet de croire que vous desirez les uns & les autres la Paix de votre Pais , puisque la dernière Diette s'est séparée avec intention de se rejoindre comme elle a fait maintenant , & de chercher tous les moiens possibles pour conserver le repos de la Suisse & accommoder toutes choses.

Si vous avez ce dessein , il est certain que vous estes assemblez au nom de Dieu , & qu'ainsi il est au milieu de vous , comme il a promis à tous ceux qui s'assembleroient de cette sorte : & il est impossible qu'il y soit sans vous annoncer la Paix , & vous inspirer les moiens propres pour y parvenir.

Dans le premier âge de l'Eglise que J. C. a fondée par sa Parole & par son Sang , le zele des Chrétiens les portoit à repandre le leur , comme ils ont fait abondamment ; lequel estant joint à celui de leur Maître , a cimenté de telle sorte les pierres de l'Edifice de l'Eglise , que toutes les puissances du monde ni celles de l'enfer ne prevaudront jamais contre elle , & qu'elle aura la même durée que les Paroles Divines de son Fondateur , desquelles il a dit de sa propre bouche , qu'elles ne passeroient point , quoique le Ciel & la Terre passent.

Ces premiers Chrétiens estoient donc bien éloignez de prendre les Armes & de faire la Guerre pour la conservation ou l'augmentation de l'Eglise ou de la Religion.

Ne croiez pas néanmoins , que cela n'ait esté pratiqué que par des hommes qui n'eussent pas les armes à la main , & qui ne sçavoient pas s'en servir pour attaquer ou pour se défendre.

Les legions entieres des Armées Romaines , qui estoient invincibles en combat pour leurs Empereurs ont mis les Armes bas , elles se sont laissées decimer , elles se sont laissées sacrifier entierement , quand il a esté question de la Religion , & ont creu la conserver & l'augmenter plutôt par cette voie que par celle de la force & de la Guerre.

Cela vous fait voir , Magnifiques Seigneurs , que les voies de Dieu ne sont point celles des hommes , & que nostre sagesse est folie devant lui.

Cela nous fait voir encore qu'il conservera & augmentera son Eglise , sans qu'il ait besoin pour cela de nos forces , de nos armes & de nostre puissance , qui n'est que foiblese devant la sienne.

La Religion Chrestienne s'estant ainsi augmentée & établie pendant son premier âge , par les souffrances & la mort d'une infinité de ceux qui en faisoient profession , elle est enfin montée en un tel degré , qu'il s'est trouvé des Royaumes & des Etats entiers qui la suivoient , & lors les Princes de la terre ont fait des Loix & des Constitutions pour la maintenir dans l'étendue de leur Empire.

Ainsi nous voions diverses Constitutions des Empereurs sur ce sujet. Ils ont employé le glaive que Dieu avoit mis en leur main , tant par la voie de la Justice contre les Transgresseurs de leurs Loix sur le fait de la Religion , que par celle de la Guerre contre les Ennemis declarez de l'Eglise.

Mais en cela il est à remarquer qu'ils ont eu deux fins. La premiere , a esté veritablement la conservation de l'Eglise ou de la Religion , ce qui procedoit de leur pieté , comme Chrétiens & comme redevables à Dieu de leur estre , de leur dignité & de leur foi.

La seconde , a esté la fin commune de tous les Princes & Legislaturs ; Sçavoir , est la societé civile & la conservation du repos des Citoyens.

Il est certain que l'office du Prince & Legislatteur n'est pas de punir toutes les offenses qui se commettent contre Dieu de la peine qu'elles meritent ; si cela estoit il y auroit

ANS roit long-temps que les hommes auroient cessé d'être, & de J. C. qu'ils auroient été exterminés de dessus la face de la terre, 1656. pour la multitude de leurs pechez.

Mais son office est seulement de punir les offenses qui vont à la destruction de la société civile, & de la Paix de la République.

Or il n'y a rien qui y soit plus contraire que la diversité de Religion dans un Etat, dont nous avons tant d'exemples que cela n'a point besoin de preuve; & ainsi les Empereurs ont eu raison de l'empêcher dans leurs Etats par leurs Loix & Constitutions, & tous Princes & Législateurs doivent les imiter & suivre leur exemple en cela autant qu'il est possible.

Vous estes, Magnifiques Seigneurs, Treize Républiques distinctes, je ne veux pas dire séparées, parce que je desiré que vous soiez conjoints éternellement. Et comme vous formez tous un Corps Politique, il seroit tres-utile que vous n'eussiez qu'une seule Religion, parceque cela éstant, il n'y auroit que fort rarement, & peut estre jamais, des sujets de dissension ou de dispute entre vous, & nous ne serions pas maintenant dans la crainte d'une Guerre civile en Suisse.

Mais puis que Dieu a permis qu'il y eust diversité de Religion entre vous: c'est une grande benediction qu'elle n'est pas dans chacun Canton, & qu'il n'y en ait que deux, & quelques Bailliages, ou l'une & l'autre aient lieu.

Maintenez-vous dans cet état qui est assez propre pour conserver la Paix dans votre Pais, jusqu'à ce qu'il plaise à Dieu qu'il n'y ait qu'une Bergerie & un Pasteur; ce qui arrivera sans doute, puisque ses paroles sont infailibles.

Chacun de vos Cantons est Souverain, & peut faire des Loix & Constitutions telles qu'il lui plaît, cela est constant, & vous ne disputez pas cette puissance les uns aux autres. Mais comme avec cela vous estes Membres d'un même Corps, chaque Canton doit prendre garde que l'exécution des Loix déjà établies, même pour la conservation de sa Religion, & celles qui seroient à faire sur ce sujet, n'altèrent en façon quelconque la société civile qui doit estre entre vous, & qui est comme j'ai dit, la fin commune de tous les Législateurs, & qu'elles ne deussent point l'union des Membres de votre Corps, selon laquelle vous devez regler tout ce que vous faites.

Ne croiez pas, Magnifiques Seigneurs que j'étende ici la Politique au delà de ses justes bornes, je vous parle en Chretien, & non pas en Païen & en Philosophe.

L'union de vos Cantons les uns avec les autres, doit estre sans doute aussi étroite que celle qui représente l'union de J. C. avec son Eglise, qui est l'union du Mariage. Or nous voions dans l'Ecriture que cette union doit subsister entre un homme Païen & une femme Fidelle ou Chrestienne, & que l'Apostre ne veut pas qu'on les separe à cause de leur creance.

Si Dieu, par la bouche de l'Apostre, commande que cet homme & cette femme ne soient point séparés, il veut par une consequence nécessaire, que la femme fidelle fasse toute chose possible pour conserver l'union & la paix de cette famille, pourvu que cette femme demeure dans sa Foi & Religion.

A plus forte raison, la Divine Bonté veut-elle que l'on fasse tout ce qui se peut pour conserver l'union & la paix entre les Membres d'une République, qui ont une creance infiniment moins différente que celle de la famille dont l'Apostre a parlé, pourvu que la Religion subsiste.

Que nostre zele ne nous emporte donc point les uns ni les autres au delà de la raison & de la justice, faisons pour le bien de la Paix tout ce qui nous sera possible, & Dieu nous la donnera & maintiendra parmi vous, en sorte que cette République sera toujours florissante, comme elle a esté jusqu'à present, & qu'elle ne tombera point dans les malheurs d'une Guerre civile, sur un sujet capable de partager tous les Princes de l'Europe, & de rendre votre Pais le Theatre d'une Guerre universelle. C'est ce

que je prie sa Divine Bonté de détourner de dessus vos testes, & de vous conserver dans le repos dont vous jouissez depuis si long-temps. Je vous exhorte, je vous presserai, je vous importunerai sur ce sujet, jusqu'à ce que la Paix soit assurée entre vous, sachant tres-certainement que je ferai en cela chose tres-agreable à Dieu, & aussi tres-agreable au Roi, que j'ai l'honneur de représenter ici, selon la bien-veillance tres-particuliere que S. M. a pour vous, & je satisferai en même temps à la passion & au zele que j'ai, & que je conserverai toute ma vie pour votre bien.

ANS
de J. C.
1656.

Articles de Paix accordez entre les Catholiques & Protestans des Cantons Suisses.

PREMIEREMENT, chaque Canton, en ses propres Etats & Jurisdiccions, demeurera dans sa Religion & Souveraineté.

II. En cas de dispute entre les Cantons pour ce qui concerne les Seigneuries, Magistratures, Foires, Fiefs, Pasturages, Pêches, Communes, Peages, Sauf-conduits, & autres semblables differens, les Interezzés seront obligez, en cas qu'ils ne s'en puissent accommoder entr'eux, de s'en soumettre aux Arbitres, qu'ils pourront choisir parmi eux, ou dans les autres Cantons non interezés.

III. Dans les Bailliages & Seigneuries communes où la Paix du Pais s'étend, chacun jouira du libre exercice de sa Religion, sans en estre molesté en façon quelconque. Comme aussi tous les Privilèges qui en dépendent, selon & conformément au contenu de lad. paix du Pais & du Traité de l'année 1532. & au cas qu'il s'y rencontre quelques difficultez que les Cantons interezés ne puissent voider ensemble, & que les uns prétendent que tels differens, en vertu dudit Traité de 1532. doivent estre soumis à l'Arbitrage, & les autres n'y veuillent pas consentir, que sans en venir à aucune extremité fâcheuse, on en laissera décider par des personnes non interezées, & à ce appellées, après le Jugement desquelles, il y sera agi selon le contenu de ladite Paix du Pais & des Alliances communes des Liges, pendant quoi il ne s'entreprendra rien de costé ni d'autre.

IV. Pour ce qui regarde la migration ou changement des deux Religions, chaque Canton demeurera dans les anciennes Coutumes & Privilèges, & sera libre aux Magistrats qui n'ont point de Combourgeoisie ensemble, d'en user aux occurrences à discretion & comme bon leur semblera.

V. Tout ce qui s'est passé, & fait entre & par les parties interezées, par leurs adherans, & par ceux qui se peuvent estre meslez dans les interezs de l'un ou de l'autre parti, tant dedans que dehors le Pais, sera pardonné & mis en oubli, sans qu'il en soit jamais parlé. Et quoique les Cantons interezés aient prétendu que plusieurs de leurs Sujets communs estoient criminels & punissables, pour avoir trop ou trop peu fait pour ou contre l'un ou l'autre parti; néanmoins il est accordé à tous en general, & à chacun en particulier, tant deça que delà les Monts, une Amnistie generale pour tout le passé, sans que personne en puisse jamais estre recherché.

VI. Les deux partis pourront prétendre les frais de la Guerre l'un contre l'autre par la voie de la Justice: & si quelqu'un, soit Ecclesiastique ou Regulier, sans avoir adhéré à aucun des deux partis, a souffert quelque perte ou dommage en ses biens contre les coutumes & droits de la Guerre, il s'en plaindra aux Arbitres susnommez, lesquels y procederont selon l'équité & la justice, & tous les autres actes d'hostilité seront couverts de l'Amnistie & entièrement oubliés.

VII. Pour l'effective execution de ce present Traité de Paix, toutes les Troupes des deux costez seront sans aucuns délais levées de leurs postes & licenciées, toutes les Fortifications nouvellement construites, entièrement rasées; les Places prises, restituées, & toutes les autres évacuées de toute Garnison; les Prisonniers de

ANS tous costez seront relâchez sans rançon; la Tourgovie de J. C. sera remise en son ancien estat, & l'ordre qui doit estre observé en la demolition deslites Fortifications & en l'évacuation deslites Garnisons, sera donné par les Cantons Neutres, & executé par ceux qu'ils y auront commis.

VIII. Pour plus grande seurété de l'un & de l'autre parti, & afin qu'en l'exécution de tout il ne soit usé d'aucune finesse, excuse malicieuse & delai, les cinq Louables Cantons en vertu des Alliances, se sont declares & ont promis autentiquement que si l'un ou l'autre parti fait aucune difficulté en tout ce qui est dit, ils assisteront de toutes leurs forces, & sans avoir égard à la Religion, la partie complaignante. Fait & signé à Bade le 8. Mars 1656.

CCCCXI.

ANS

de J. C.

1656.

LES SUISSES CATHOLIQUES ROMAINS ET PROTESTANS.

(a) *Traité de Paix entre le CANTONS SUISSES CATHOLIQUES R. & les PROTESTANS. Fait à Bade le 7. Mars 1656. Manuscrit.*

In Nomine Sanctissimæ ex indivise Trinitatis Dei Patris Filii & Spiritus Sancti Amen;

(a) Il y a tant de différence entre ce Traité & le précédent, que qu'il s'agit d'un autre événement, & que ce ne soit deux pièces différentes. Le Lect. ut en fera le jugement, qu'il jugera à propos. Son comment doit être averé; que ce Manuscrit est de bonne part.

Notum manifestumve sit omnibus ac singulis; Postquam inter Civitates Tigurum ac Bernam ex una quinque item Cantones Helvetie, Lucernam, Uriam, Svitiam, Sylvania superiorem & inferiorem ex altera parte dissentio ac dissidium est exortum, quod tandem in apertum bellum, unde multa mala, sanguinis effusio, rapina, incendia, Vastationes emanarunt, erupit; singulari autem cura, sollicitudine, ac interpositione Civitatum Basileæ, Friburgi, Soloduri, ac Scaphusie, per ipsarum ad utramque beligerantium partem Legatos, non sine magno labore inducie, pacta, atque Conventus Badæ ad diem 7. Februarii anni hujus 1656. omnium Helvetie Cantonom ageretur obtinuit, in quo etiam Cantonum universorum Legati comparuerunt; Tiguro, Johannes Henricus Waserus, Consul, Salomon Merzelius pro-Consul, Laborophorus & Senator, & Johannes Huldricus de Huldricis, Locum tenens Generalis & Senator, & Johannes Casparus Loirzelius, Hefficonæ Dominus Archigrammateus, Bernæ, Anthonius à Graffenried, Dominus de Carouge & Corscilles, Consul, Abrahamus à Werdel quæstor, & Samuel Frisihino signifer ac senator; Lucernæ, Huldricus Dulliker Eques, Consul & Laborophorus, Laurentius Meyer pro-Consul, & Ludovicus Meyer, Eques, Senator; Uriæ, Johannes Anthonius, Arnoldus à Speyringen, Laborophorus, & vetus Ammanus, & Johannes Franciscus Inhoff pro-Ammanus & Senator, Svitia, Martinus Bellimont à Rikenbach, vetus Ammanus, & Michael Scorno, vetus pro-Ammanus ac Senator, & Sylvania superiore Henricus Bucher, vetus Ammanus, & Wolfgangus Wirtz, vetus Quæstor ac Senator. Ex inferiore autem sylvania, Bartholomeus Odermatt, Ammanus & Johannes Melchior Leo Eques, vetus Ammanus. Zugo, Georgius Sialer, vetus Ammanus, & Jacobus Avrewald, Senator; Glaronæ, Balthasar Myller, Ammanus & Anthonius Clericus pro-Ammanus ac Senator; Basileæ, Johannes Rudolphus Wettstein, Consul, Andreas Burckhard Senator, & Johannes Rudolphus Burchard Archigrammateus; Friburgo, Franciscus Petrus Gottwaldus Bilenii Dominus, & Johannes Rudolphus von der Wird, Senator; Saladorb, Johannes Fridericus Stolkarus, Quæstor, & Franciscus Hafuer Archigrammateus, Secretioris senatus & Consilii bellici Adfessores; Scaphusie, Johannes Jacobus Zieglerus Consul; Ex Abbatifcella inferiore, Bartholomeus, vetus Ammanus; Ex Abbatifcella Exteriore, Johannes Bechtelmerus Ammanus; Quod ab utraque parte dictis legatis prædictarum civitatum & Cantonum Basileæ, Friburgi, Soloduri, Scaphusie ac Abbatifcellæ, amicabile actio sit commissæ, itaque summo zelo ac candore, adminiculante & adju-

vante singulari gratiâ & benedictione Altissimi, dissensionem, dissidiumque dictum, inter utramque partem hunc in modum diremerint & composuerint.

1656.

Principio statutum, ut de hinc in Fœderata Helvetia ab hoc ipso momento, omnis hostilitas ac bellum cesseret, depositumque sit, ut in Locum ejus Pax æterna, fida, tuta, Christiana, constanque & fraterna amicitia, amor & fides, secundum tenorem firmatorum jurejurando Fœderum Helvetiorum, Exemplumque piorum nostrorum Majorum succedat ac vigeat, atque ad hunc scopum salutarem & exoptatum assequendum, ut quidquid bello durante ab ipsius partibus, partium adiutoribus, omnibusque adeo, qui intra extrave Helvetiam quocunque modo in communionem societatemque actionum hostilium venerint, agitarum patratumve, sine ullo discrimine, ullaque exceptione, perpetuâ obbivione & diuvsia sepultum sit ac maneat. Et quanquam utraque pars censuit, quasi subditorum quidam in his motibus metam excesserint, ideoque culpam contraxerint, penamque meruerint, tamen utraque pars, in gratiam honoremque Arbitrorum sese interponentium, omnium quæ patrata sunt diuvsia & condonationem generalem, omnibus & singulis impertivit, hoc pacto, ut propter obsequium, subjectionem, auxiliumque recusatam, ex hac vel illa parte, omisam defensionem & propulsionem, aliasque consimiles causas, & impropria, ullis sive Magistratibus sive fœderis, Polifici Ecclesiasticæ Ordinis privatis personis sive integris communitatibus, cis ac trans Alpes, à quocunque aut quocunque prætextu id fieri posset, nihil quicquam intenteret, neque eorum, quæ vel verbis, vel opere ipso, vel scriptis contingerant, ulla in deteriori partem mentio fiat, ac propterea, omnibus acerbis exprobrationibus, convitiis mordacibus, calumniis, cimationibus, Religionis negotium cumprimis concernentibus, quibus hæcenus odia, exacerbationes, & innumera mala alia oborta sunt, & nisi obex ponatur, porro oboriri queant) omnibus, cuiusvisque status & conditionis sint, severè ac rigide interdictum sit, inque transgressores, sine respectu personarum, pro delicti ratione, secundum tenorem Pacis Nationalis animadvertatur.

Secundò utrique parti liberum sit, sumptus bellicos petere, ac operâ Arbitrorum per amicum aut juridicalem actionem uti. Quod si ex Ecclesiastico Politicoque statu quipiam qui neutri parti adhaerit, bellive affinis fuerit, conqueratur, sibi contra belli jura, fas & æquum sua violenter esse rapta, damnumque alio quocunque pacto datum, aut si cui partium induciarum tempore quicquam ereptum & adductum, id omne juri decidendum permittatur, reliquis omnibus Amnelliâ testis ac fopitis.

Tertio, ut Pax conclusa, ad effectum & exitum perducatur, utraque pars Exercitus suos sine mora deducat & dimittat; Aggeres & munitiones, exorto ac durante bello excitæ, demoliantur, omnia loca occupata præsidio vacent, ac restituant; Turgojam, ejusque Regimen, pristino statui reddat, captivos sine omni lytro, sive redemptionis pretio & multa, liberos dimittat, excepto tamen iusto & æquo sumptu pro victu; ipse autem modus Aggeres ac munitiones demolendi, præsidijque denudandi, & ubi initium fieri debeat, Arbitris, penes quos erit ad hoc quos placebit designare, permittatur; libera venditioni, emptioni, commerciis & negotiantibus via antiqua pandatur.

Quarto, si quidem super jure Helvetico quaque ratione illud ab uno alterove Cantone acceptandum sit, non parum ingruit errorum & alterationum; in hoc unanimi consensu itum est, ut dehinc omnes Helvetie Cantones & quilibet sigillatim in propriis Territoriis ac Provinciis, suam Religionem, superioritatem, jus majestatis, judicandi & decernendi potestatem, inviolatam & sanctam retineant, nec ullo modo in ea inturbetur: Quod si verò, extra proprias Ditiones, inter duos pluresve Cantones, dissensio de Regionibus, Finibus, feudis, pascuis, aquis, aquarum decurribus, piscationibus, vectigalibus, jurisdi-

ctio-

ATIONIBUS, commeatibus, mulctis, saltibus, venationibus & id genus, per aquas aut terras, dissidia alia exardescant, interque partes ipsas conveniri non possit juri & sententiæ Arbitrorum numero aequalium (qui vel ex ipsismet partibus, vel si inter ipsas transigi nequeat, ex aliis neutralibus Cantonibus delegabuntur) immediate illa sint subiecta, jureque mature expediantur & componantur, in Provinciis autem communibus, in quas Pax Nationalis se extendit, cuilibet liberum Religionis suæ Exercitium, & quod cum eo necessario conjunctum est, secundum Pacis Nationalis & Pacti Anno 1632. initii formulam, sine ullo impedimento & vexatione permanent, atque ubi in Provinciis illis inter Cantones Provinciarum illarum Dominos, rixæ ac dissidia gliscunt, unaque pars arbitrata esse illa, quæ vi pacti Anno 1632. facti, ab æqualibus numero Arbitris decidenda; Altera verò pars id inficiat it, nihil tamen hostile ob id tentandum, sed quæstio ac dubium utrum juri sit obnoxium, arbitris æquali numero, eorumque decisioni, ante omnia committendum. Quod si arbitratorum sententia dissidium illud juri subiectum pronuncietur, sine tergiversatione ratum sit, & ad normam formamque fœderum, Pacis Nationalis, pactorum, conventionum & recessuum authenticorum, proque æquo & bono dissidium componatur & ponatur, atque interim usque ad decisionis exitum, omnis executio ex hac illave parte suspensa sit; Quemadmodum quidem nunc temporis, ad tollendum dissensiones & dissidia gliscientia, ex parte Civitatum Tiguri & Bernæ Johannes Rudolphus Wettsteinius, Civitatis Basiliensis Consul, & Dominus Johannes Jacobus Zieglerus, Consul Civitatis Scaphusienfis, & loco ipsius quia ob senium aliaque causas se excusatum haberi petiit, Dominus Johannes Rechthilnerus, Ammanus, Abbatifcellæ exterioris; Ex parte autem quinque Cantonum, Dominus Simon Petermannus Meyerus Consul aut Dominus Franciscus Petrus Bretrauw, Bilety Dominus, senatores Civitatis Friburgensis; è quibus alterum Magistratûs rogata nostra deligit; itemque Dominus Franciscus Hâfnerus, Archigrammateus, senatus secretorius & bellici consilii Salodorii Adfessor, arbitri sunt designati: Notarii verò Dominus Johannes Rudolphus Burchardus Archigrammateus Basiliensis, & Dominus Christophorus Murath Xenodochii Præfectus Friburgi, quibus utraque pars accusationum & gravaminum capita mature tradet. Quod si una, alterave causa dubia censetur, utrum sit ex numero jure decidendarum, ea ante omnia ventilabitur ac decidetur, exindeque controversiæ, juri subiectæ, quæ primum suscipientur & ad exitum perducantur. Ut vero una alterave pars certa sit, nullam hic moram periculosam, nullum effugium, nullam tergiversationem locum inventuram, arbitri vi fœderum discretè polliciti sunt & confirmarunt, sicuti una alterave pars, locum his non sit relicta, aut una alteram dolose ac studio in juris actione circumducitura, decisionemque remoratura, se tum conjunctim parti conuenienter, nullo Religionis discrimine habito, opem utriusque æquum, executionemque consequatur, pro viribus efficacuros.

Quinto, quod..... liberam atinet, quâ hujus illiusve Cantonis civis ac subditi emigrare in alterius Cantonis, diversam Religionem maximè profitentis, Ditione, sedem figere cupiant uterque Canto suam consuetudinem retineat; Magistratibusque quos inter, nulla hac in re pacta & conventa intercedunt, casu contingente, pro æquo & bono agere liberum sit.

Denique quoniam Pax ista, præmissis Articulis & punctis declarata, neutralium pacificatorum Cantonum auspiciis, solo quietis, tranquillitatis ac prosperitatis dilectæ Patriæ amore, inita est ac pacta; Cautum etiam est ac definitum, ne illa in cæteris ulli Cantonum Helveticorum in sua Religione, libertate, juris maiestate, privilegiis, jurisdictione, juratis fœderibus, Paci Nationali suffragiis, quâ illa patent legibus & statutis, Consuetudinibus, fœderibus ac institutis juribus, cuilibet Cantoni propriis, pactis, conventis

& recessibus authenticis, ac in specie, ne eventus, definitioque controversiarum quinque pagorum mutuis pactis & conventis, ut & aliarum civitatum peculiaribus juribus, fœderibus, pactis, fraudi sit, ullumque præjudicium afferat, in nullamve consequentiam trahatur.

Atque ut hæc omnia certam habeant firmitatem, istaque Pacificatio ab omnibus partibus nunc & in perpetuum, infallibiliter, veraciterque fervetur; nihil contra eam verbis, aut ipso opere tentetur, tentative permittatur; utriusque partis legati, vi plenipotentiar ab Amplissimis Magistratibus acceptæ, suo & absentium Collegarum nomine instrumentum isthoc, subscriptionibus suis & sigillis muniverunt, Cantonibus pacificatoriis neutralibus tradiderunt, sequæ effecturos ut duo exemplaria ejusdem tenoris sub Magistratuum suorum, ut & Cantonis Glaronensis utriusque Religionis sigillis, quam maturissime consiciantur & partium, utriusque unum exhibeatur, in se receperunt & promiserunt Actum Badæ Aergojæ ^{14 Febr.} ^{7 Martii} Anno 1656.

CCCCXLII.

Acte par lequel les PROVINCES-UNIES déclarent, qu'elles entrent dans le Traité fait entre l'ANGLETERRE & la FRANCE, au mois de Novembre, 1655. ledit Acte du 20. Avril, 1656. Manuscrit.

Quum Anno proximè elapso, tertia die Novembris, post conclusum Tractatum Amicitiae, Pacis, Societatis & Fœderis inter Regnum Galliae & Rempublicam Angliæ, Scotiæ & Hiberniæ &c: nec non inter omnes Terras, Dominia, Urbes & loca quæ in alterutrius fide, & Ditione sunt, certis Pactis & conditionibus sub viginii & octo Articulis comprehensum; Etiam vigesimo tertio die Novembris continuus Articulus separatus additus fuerit ad inclusionem Cellorum & Præpotentium Dominorum D: Ordinum Generalium Unitarum Belgii Provinciarum, modo quo sequitur.

Utrinque conventum & conclusum est, quod in Tractatu inter Galliam & Angliam dato Westmonasterii tertio die Novembris stilo novo Anno 1655. comprehenduntur atque includuntur quemadmodum his præsentibus comprehenduntur atque includuntur celsi ac Potentes Domini Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum cum omnibus & singulis Dominiis & Territoriis suis; Nec non omnes Amici & Fœderati utriusque status, qui intra tres Menses proximè post datum præsentium insequentes in prædicto Tractatu comprehendi rogaverint. In cujus Testimonium Nos Legatus Christianissimæ suæ Majestatis præsentis has Chirographo & sigillo Nostris munivimus. Actum Westmonasterii vigesimo tertio die Novembris styl: vet: Anno 1655, erat subsignatum & cera Hispanica sigillatum, modo, ut sequitur, de Bourdeaux (L.S.) Post gratias quam humillime actas Christianissimo Galliarum & Navarra Regi Ludovico, ejus nominis decimo quarto; Auctoritate & mandato Celsitudinis Dominorum suorum Guilielmus Boreel, Eques Baro & Dominus Utenoviz, Dvynbecquii, Steelandiæ &c. Legatus Ordinarius Majestati suæ iussus declarat. Celsos & Præpotentes Dominos suos acceptare dictam facultatem & jus intromittendi sese in prædictum Tractatum Pacis, Amicitiae, societatis atque Fœderis; & in omnes & singulos Articulos, Conditiones & Pacta ejus, hoc instrumento reipsa sese intromittere, tam ad observandos & præstandos ab ipsis Dominis suis in honorem, utilitatem & commodam Regis & Regni Galliarum, quam utendos, fruendos, in honorem, utilitatem & commodam celsitudinis Dominorum suorum & Provinciarum sub Fœderati & uniti Belgii Reip: Comprehensarum & omnium subditorum ejusdem

ANS Reipublicæ, simili jure & modo atque vigore, quo
de J. C. stipulari & promittere potuisset Celsitudo Domini-
1656. rum suorum, si illo ipso die tertio Novembris Anni
1655. Londini præfens fuisset & signasset prædictum
Principalem Tractatum, rogat & supplicat denique
dictus Legatus ut Regi Christianissimo benignissime
placeat in uniti Belgii Rempublicam, & in subditos
eiusdem porro gratiæ & favoris Regii testimonia &
fructus quales optat officiosissime & sperat certus,
continuat & augere luculentissime. Data in Auditorio
Regis publico, vigesimo die Mensis Aprilis, Anno
post Christum Salvatorem Natum Millesimo sexcentiesimo
quinquagesimo sexto, Lutetii Parisiorum & erat
signatum.

(L.S.) G. Boreel.

CCCXLIIL

ANS

de J. C.

1656.

L'ANGLE-

TERRE

ET LA

SUEDE.

*Traité entre CHARLES GUSTAVE
Roi de Suède, & OLIVIER CROM-
WEL Protecteur d'Angleterre; par le-
quel le Traité d'Alliance fait entre les deux
Etats, le 11. Avril, 1654. est confir-
mé & expliqué. Fait à Londres en 1656.
Manuscrit.*

SERENISSIMI AC POTENTISSIMI Prin-
cipis ac Domini Domini Caroli Gustavi Dei gra-
tia Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Re-
gis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Esthoniæ,
Caroliæ, Bremæ, Verdx, Stetini, Pomeraniæ, Cas-
subiæ, & Vandalæ, Principis Rugiæ, Domini In-
griæ & Wisnariæ nec non Comitum Palatini Rheni,
Bavariæ, Juliæ, Cliviæ & montium Ducis & Regni
Sueciæ Senator; Commenciorum Collegii Consilia-
rius, ac pro tempore ejusdem ad Serenissimum ac Cel-
sissimum Olivarium Dominum Protectorem Angliæ,
Scotiæ & Hiberniæ suarumque ditionum & Rempubli-
cam Angliæ, Legatus Extraordinarius ego Christier-
nus Bonde, liber Baro de Layhela, Dominus de Ym-
fisholm, Borsloo & Springelstade &c. Notum testa-
tumque facio universis & singulis quorum interest, aut
quovis modo interesse poterit, quod cum in Tractatu
inter Serenissimam Potentissimamque Principem Chris-
tinam, Dei Gratia Suecorum, Gothorum, Vandalor-
umque Reginam, Magnam Principem Finlandiæ,
Ducem Esthoniæ, Caroliæ, Bremæ, Verdx, Steti-
ni, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandalæ, Principem
Rugiæ, Dominam Ingriæ & Wisnariæ Regnumque
Sueciæ ac dictum Dominum Protectorem, Remque
publicam Angliæ &c. Upsaliæ die 11. Aprilis Anno
1654. inito, negotia quadam tam mutue amicitie sta-
bilimentum, quam commoditates Commercioꝝ ac
Navigationis concernentia in tempus commodius dilata
essent, cumque dictæ Serenissimæ Regiæ Majestati Sue-
ciæ visum esset, me sufficienti potestate instructum,
ad transigenda eadem, & reliqua quæ sequuntur negotia
in Angliam transmittere, ideo cum dicti Serenissimi
Domini Protectoris Dominis Commissariis, videlicet
Illustrissimis Dominis Nathanelle Siennes, uno è Custo-
dibus Magni Sigilli Angliæ, & à secretioribus Con-
siliis Celsitudinis suæ Bullstrodo Whillock, milite,
uno è Commissariis Thesaurarii Celsitudinis suæ, atque
Constabulario Castri de Windsor, & Gualtero
Strickland armigero, & à dictis secretioribus Consi-
liis Celsitudinis suæ, ad hunc actum sufficienti pote-
state & mandatis munitis, congressus, postquam Con-
silia nostra mutuo contuleramus, & super sequentia
negotia sedulo deliberaveramus, ita convenimus,
quemadmodum infra scriptorum articuloꝝ, clavis &
perspicuis verbis exprimitur, videlicet.

I. Foederatorum alterutri sicutum erit intra Regna,
Regiones atque urbes alterius ad pulsum tympanorum
milium omne genus, & Navium conferbere, Na-
ves etiam tam bellicas, & prædicas, quam onerarias
conducere; sequentibus tamen servatis conditionibus.

I. Uter Foederatorum habere delectum cupiet, is no-
tificabit intentionem suam Confederato suo, cum spe-
cificatione locorum in quibus commodissime insitui
conducciones tales existimat; quod si alterius foederati
conditio non permiserit, ut illo in loco delectus habeat-
ur, tum requisitus alter alium locum assignabit, prout
suis rationibus convenientius, & utrique parti quam
minime incommodum fuerit.

II. In numero Militum, Naviumve conducenda-
rum, rerum ac temporum ratio habebitur illius Con-
federatorum, in cujus Regnis ac ditionibus delectus
illi habendi sunt, ne si majores Copiæ, quam par est
postulerent, alter in propriis occasionibus defectum
sentiat, vel destitatur.

III. Milites, in ea Regione ubi conscribuntur, ar-
ma non accipiant, ne in navibus quidem, nisi in-
tra viginti leucas ab eo loco ubi in terram exponendi
sunt.

IV. Tribuni, Centurionesve nullos milites conscri-
bant qui jam in alterius Regis, vel status stipendio sunt
conscripti, neque a signis quemquam ad se allici-
ant.

V. Milites, Nautæ, Naves in alterutrius Confede-
ratorum Regnis, ac Regionibus conscripti, conductæ-
ve, ut supra dictum est, contra amicos, sociosve alteri-
us non adhibeantur, in quantum conservationi fœde-
rum inter se invicem, atque socios percussorum, &
nunc vigentium, contrarium sit.

II. Quoniam articulo 11. Tractatus inter Succiam, &
Angliam Upsaliæ 11. Aprilis Anno 1654. conclusi
conveniret, quod etiamli articulis prioribus cautum
prohibitumque sit, ne quisquam Confederatorum
opem supplicatque alterius inimicis hostilibusque sub-
ministraret, hoc tamen non ita intelligi debere, quasi
uni Confederatorum, cui bellum cum alterius hoste
non fuerit, commercia cum dicto ipsius hoste non li-
ceat exercere, verum hoc solummodo cautum erat do-
nec amplius hac de re conveniret, ne illa bona, mer-
celve, quas Contrabandæ vulgo vocamus, alterius
hostibus advehere licitum esset, sine periculo si ab
altero Confederatorum deprehenderentur, quod
præda cederent, absque spe restitutionis, similiter ar-
ticulo XII. ejusdem Tractatus ad omnes suspiciones evi-
tandas, ne navigationes, commercia unius Confede-
derati, tam mari quam terrâ, durante bello alterius
Confederatorum ipsi fraudi essent, neve inimicorum
hostiumve bona sub amicorum nomine occultata ve-
herentur, conclusum statutumque erat, ut omnes na-
ves, vehicula, merces, homineque ad alterum Confe-
deratorum pertinentes, in itinere transiitque muniti
esse deberent, salvi conductus vulgo vocatis *passportis*,
& Certificationum litteris, a supremo ejus Provinciæ
urbisque unde exivissent, Præfecto, aut Magistratu
signatis, utque *passportis*, & Certificationum eæ for-
mulæ observari deberent, de quibus mutuo utrinque
fœderati convenirent, & ubi merces, bona, navigia,
homines alterutrius Confederatorum ejusque subdito-
rum, ac incolarum in aperto mari, fretis, portubus,
stationibus, terris ac locis quibuscunque obvia, aut
obvii forent navibus bellicis, publicis aut privatis, vel
hominibus subditis ac incolis alterius fœderati, vel quo-
cunque modo in unum cum ipsis locum convenirent,
exhibitis duntaxat *salviconductus*, ac Certificationum
litteris, nihil ulterius ab iis exigeretur, in bona, na-
vigia, aut homines nequaquam inquireretur, multo
minus injuriâ, damno aut molestiâ ullâ afficerentur
sed prosequendo itineri ac instituto suo, prout superius
significatum est, liberrimè dimitterentur, & articulo
XIV. dictum Tractatum vel fœdus nihil derogaturum
præminentia juri ac Dominio cujuscunque alterius
Confederatorum in suis maribus, fretis atque aquis
quibuscunque, sed quod habeant retineantque sibi ead-
em pari amplitudine qua eousque gavisi erant, & quæ
illis jure competet: nunciatque, ut ejusmodi Certifica-
tionum ac *passportum* apta formula formari & obser-
vari possit, quæ sensui articuloꝝ prædictorum res-
pondeat utrinque conclusum statutumque est, ut ad
frau-

ANS fraudes quascunque & mercium hostilium occultationes, de J. C. omnesque disputationum, & querelarum occasiones evitandas in omnibus Certificationum & Passeportuum literis tales ut infra scriptae sunt formulæ de verbo in verbum observari, & à supremo illius Provinciae, & Civitatis Magistratu unde veniunt, subscribi signarique debeant, tum ut vera nomina navium, vehiculorum, mercium & navarchorum specificari, dies quoque & tempora fideliter, & absque ulla fraude una cum aliis istiusmodi descriptionibus, quæ in sequenti salvi conductus vel Certificationis formula expressæ sunt, notari debeant, quare si ullus qui sub fide illius juramenti, quo Regi, Statui vel Civitati suæ obstrictus est, asseveraverit vera se protulisse, sufficientibus rationibus convincatur, fraudem aliquam suo concessu sub illa ejus assertionem, celatam fuisse, si levere & sicut transgressor ejusdem juramenti puniatur.

Nos N. N. Gubernator, aut supremus magistratus Provinciae vel Civitatis N. (apposito titulo, aut officio respectivi Gubernamenti istius loci): notum Testatumque facimus quod... die Mensis Anni... personaliter se nobis scriterint in Civitate aut oppido N. Ditionis (Serenissimæ Regiæ Majestatis Succie, vel Serenissimi Domini Protectoris Angliæ) quemadmodum casus fuerit, N. N. N. Cives & habitantes in N. ac subditi Serenissimæ Regiæ Majestatis Succie, & Civitati nostræ vel Serenissimo Domino Protectori Domino nostro Clementissimo & Civitati nostræ attinentur, & obstricti sunt, nobis declaraverint, quod Navis aut navigium N. dictum N. Lastarum, aut tonnarum capax, pertineat ad portum, Civitatem aut oppidum N. ditionis N. quodque dicta navis, ejus aut subditorum Serenissimæ Regiæ Majestatis Succie Serenissimi Domini Protectoris justo titulo propria sit, jam verò de portu N. iter, vel itinera directè destinasse ad N. sequentibus onustam mercibus, videlicet (hic specificetur bona cum quantitate ac qualitate eorum, exempli gratia, tot circiter plausura, vel involucria, tot circiter dolia &c. quemadmodum quantitas, & conditio mercium fuerit) iisdemque asseveraverint, sub juramento prædicto tantum N. ex dictis bonis mercibusque ad subditos Serenissimæ Regiæ Majestatis Succie, Serenissimi Domini Protectoris Angliæ, vel tantum N. ad N. N. (cujuscunque nationis possessores fuerint exprimitur) pertinere, quodque N. N. N. sub fide dicti juramenti affirmaverint, dicta bona superius specificata, & non alia esse imposita, aut imponenda in prænominatam navem pro dicto itinere, & quod nulli parseorum bonorum ad alium quemquam pertineat, quam hosce prædictos, neque in illa, sub quoqueque fictitio nomine, alia bona colorata, aut celata sint, sed vere ac realiter prænominatas merces in usum dictorum proprietariorum impositas esse, & non aliorum, quodque dicta navis navarchus nominatus N. N. Civis sit Civitatis N. idcirco cum post accuratam examinationem nobis prædictis (gubernatori aut supremo Magistratu Civitatis prædictæ) sufficienter constet dictam navem aut navigium bona imposita libera esse, & verè ac realiter pertinere ad subditos Serenissimæ Regiæ Majestatis Succie, Serenissimi Domini Protectoris vel aliarum nationum incolas prædictos, ab omnibus proinde & singulis terrarum mariumque Potestatibus, Regibus, Principibus, Rebus publicis ac liberis Civitatibus, nec non bellorum Ducibus, Thalassarchis, generalibus, officialibus, Portuumque præfectis, aliisque omnibus quibus custodia aliqua portus, aut maris commissa est, quibuscunque Navem hanc navigando obviam venire, quorumque in Classes forte incidere, & transire, aut in portibus morari contigerit, humiliter & officiosè requirimus, ut ratione fœderum ac amicitie quæ respectuè unicuique aut superioribus cujuscunque est, ac cum Serenissimo Rege Succie, ac Serenissimo Domino Protectori Domino nostro Clementissimo intercedit, dictum navarchum, cum navi N. & personis rebus ac mercimoniis ad eandem spectantibus non modo sine impedimento & molestiis iter suum liberè profectui permittant, sed etiam si ex dicto portu alio quovis

tendere commodum duxerit ei tanquam Serenissimæ Regiæ Majestatis Succie Serenissimi Domini Protectoris subdito, cum navi sua omnia humanitatis officia exhibeat, eadem vicissim à Serenissimo Rege nostro, Serenissimo Protectore nostro, omnibusque ejus ministris, & subditis in pari vel alio casu experturi, in cuius rei fidem præfentes manu nostra subscriptas Civitatis nostræ sigillo muniri curavimus. Dat. in Curia nostra.

V. Neuter horum fœderatorum naves, navigia, bona, merces alterius ejusve populi, subditorumve Mari, aliave in loco ab hostibus seu Rebelibus captas, abduci suos in portus, ditionemve permittat, imò istiusmodi ne quid fiat palam prohibeat, quod si quæ naves, Navigia, bona, mercesve, alterutrius, populive aut subditorum ejus in Alto aliave loco captae, in alterius portus, regionemve, ullo ab hoste seu Rebelle fœderatorum, eorumve alterius asportantur, fœderatus ille cuius in portum res istæ asportantur, divendi eas ullamve earum partem in illo portu, aliave ditione sua non sinat; ut etiam magister navis aut navigii hunc in modum Capti, ut & nautici ceterique victores, simul atque advenerint, protinus liberentur curet, una cum omnibus Captivis alterius Regni vel Reipublicæ subditis quot quot simul adducentur, neve prædictam navem, navigiumque eo in portu commorari permittat, quin imò eam navem cum bonis, mercibus, atque onere confestim exire portu jubeat, proviso tamen ne hoc articulo fœderibus ab altero Confœderatorum cum aliis Nationibus antea initis præjudicium aliquod afferatur, ubi verò illa non obstant, prædictus articulus plenum vigorem obtinebit.

VI. Fœderatorum alterutrius bellicis, & prædialiis navibus portus, stationes, Fluminave alterius intrare, quod ejusmodi naves accedere consueverant, ibique in anchoris stare, manere, rursusque abire, sine ulla injuriâ, aut molestiâ liberum erit, his tamen servatis conditionibus.

I. Ut quinque vel sex navium numerum Classis non excedat quam absque indicio prius factò, in portus fœderati deducere integrum sit.

II. Ut absque ulla interlabente morâ Classis, & Navium Præfectus, exhibeat salvi conductus sui litteras, Arcis, munimenti, urbis aut Provinciae Præfecto, vel Magistratui ubicunque appulerit, causas adventus sui notas faciat, simulque aperiat in quem finem, & quanto tempore in portu illo aut statione permanere constitutum habeat.

III. Ut naves ejusmodi non justo propius ad ipsa Castella, vel munimenta appellant aut subsistant.

IV. Ut non ultra quadraginta simul, vel turmatim, & numero ad suspicionem aliquam composito, nautæ, sociique navales & milites in terram descendant.

V. Ut nemini, ne hostibus quidem suis ibidem damnum intèrant mercatoris imprimis navibus quibuscunque exitum vel ingressum non prohibeant, aut difficilem faciant.

VI. Ut inde tanquam ex statione sua non egrediantur redeantque inestandarum cujuscunque gentis navigationi.

VII. Ut omnimodo vivant, gerantque se modeste, pacate, & conformes locorum singulorum legibus ac consuetudinibus, & mutæ imprimis Confœderatorum amicitie. Ubi hæc prædicta, secundum convenientem verborum sensum rite observata fuerint, permittum sit navibus bellicis alterutrius Confœderati legere oras & subsistere in portibus fœderati alterius, & evitandis tempestatibus hostibusque, vel congregandis, conducendisque navibus mercatoris, aliisque justis de causis. Si vero alteruter Confœderatorum utile aut necessarium sibi duxerit majori navium numero alterius fœderati portus ingredi, & commoditatibus illius frui, significabit id Confœderato suo duobus ante mensibus atque tum de modo, & ratione admittendi eandem Convenire.

VIII. Cum ex prædicto fœdere Ubaliæ inito, cau-

ANS
de J. C.
1656.

ANS tum sit, ut quædam Confederatorum alteruter ejus-
de J. C. ve populus subditivæ, ab altero, ejusve populo, sub-
1656. ditivæ acceperint, belli tempore inter hanc Repub-
blicam, & Federati Belgii Ordines coorti, pro iis sa-
tisfactio detur, constitutum nunc est, ut Commissarii
tres utrinque delecti ac deputati omnibus de rebus
quæ utrinque exhibita aut proposita erunt, & dicto
tempore acciderunt, deliberandi potestatem habebunt,
tam de navibus, bonisve restituendis, quæ adhuc re-
tinentur, quam de satisfactione ob accepta damna, ex
retentione alterutrius navium, quæ jam liberatæ, aut
liberandæ erunt, aut si quo alio modo fieri conveniat,
deque iis ex æquo & bono summam judicabunt,
sine ulla provocazione, aut formulis juris; cum id
agat pars utraque & id maxime velit, ut quod par &
æquum est in supradictis controversiis, nulla interpo-
sita mora transigatur, & ablatorum restitutio, dam-
norumque, sumptuum, ac expensarum satisfactio, ple-
nè & realiter extenore prædicti articuli XIII. Tractatus
Upsalæ initi fiat, & præstetur. Quod si autem in
Causis quibusdam vel fundamentis probationum resti-
tutiones vel satisfactiones concernentium inter dictos
Commissarios convenire non poterit, tum differentia
illæ ulteriori Confederatorum conventioni relinquantur.
Atque ut hoc minore cum temporis jactura fiat,
dabunt iidem operam, ut intra sex menses post con-
ventum primo habitum, totam harum questionum
cognitionem absolvere possint, ipsa verò damnorum
restitutio, satisfactioque a Rege vel statu ipso, cujus
subditæ satisfactioem persolvendam adjudicati erunt,
intra mensis spatium, post sententiam latam plenariè, &
sine mora fiet, & representabitur.

VIII. In Commerciis omnibus quæ in Borussia &
Polonia vel alibi in Dominiis prædicti Serenissimi Re-
gis Sueciæ hæcenus à dicti Serenissimi Domini Pro-
tektoris dictæque Reipublicæ subditis exercere solita
fuerunt, prærogativis omnibus, quas præ aliis nationi-
bus antea habuerunt posthac etiam gaudebunt & si pri-
vilegia plura aliquando cupiant desiderii eorum omni
modo possibili satisfiat; quod si prædictus Serenissimus
Rex Sueciæ & C. cuivis præterea extere nationi, aut po-
pulo sibi non subiecto privilegia majora supradictis, am-
pliorave in Polonia, Borussia que concesserit, Nationem
vel illam, aut populum ibidem ejusmodi privilegiis
amplioribus frui siverit, tum populus, civisque hujus
Reipublicæ iisdem per omnia privilegiis postquam id à
Serenissima Regiæ Majestate desideraverint fruuntur,
quemadmodum etiam si edita aliqua quæ Anglis, &
Scotis in Polonia, Borussiaque habitantibus, vel com-
mercia exercentibus, oneri esse potuerunt, post annum
1650. proclamata sunt, eadem nullum posthac obti-
nebunt vigorem, in quantum id prohiberi in potestate
Serenissimi Regis Sueciæ fuerit, sed subditi prædicti
Domini Protektoris ab oneribus istis in posterum totaliter
liberi sunt.

Quod ad commercium in America habendum id
quidem lege discrete cautum est, ne cujusvis præterea
Reipublicæ subditis sine peculiari licentia commercium
illic, promiscuè habendi potestas fiat, siquis autem
subditorum Serenissimi Regis Sueciæ, ejusdem literis
commendatiis munitus, hanc sibi licentiam privatim
ad eas quaslibet Colonias petiverit, Dominus Prote-
ktor, quoad rerum ac Reipublicæ statum pro tempore
permiserit, haud invitatus in parte desiderio Serenissi-
mæ Regiæ Majestatis Sueciæ satisfaciatur.

X. Subditis Serenissimi Regis Sueciæ liberum erit,
per Mariam atque littora, quæ in ditione hujus Reipub-
licæ sunt, piscari, atque halesces, aliosque pisces
capere; dummodo mille navium numerum piscentes
non excedant. Neque inter piscentes ullum iis impe-
diamentum, aut molestia afferatur. Neque à Navibus
præsidariis hujus Reipublicæ, neque ab iis quibus di-
lomatè permittum est, res suas privatim suo Marte re-

petere, nec a piscantibus in boreali plagâ Britannicæ, ANS
piscationis nomine onera aliqua exigantur, immo om- de J. C.
nes humaniter atque amice tractentur, usque recta in 1656.
littore siccare, quemque opus est commeatum ab eor-
um locorum incolis, justo pretio comparare sibi li-
cebit.

XI. Item conventum, conclusum & concordatum
est, quod præsens Tractatus, atque omnia & singula
in eo contenta, & conclusa à dictæ Serenissimæ Regiæ
Majestatis Sueciæ Legato supradicto, ac Serenissimi
Domini Protektoris Commissariis, per patentes dicti
Regis ac Protektoris literas sigillo magno munitas debita
& authentica forma intra quatuor menses proximè in-
sequentes (aut citius si fieri poterit) confirmabuntur,
& ratihabebuntur, mutaque instrumenta infra prædi-
ctum tempus hinc inde extradentur.

CCCXLIV.

Traité entre les PROVINCES-UNIES ANS
des Pays-bas & la Ville de DANTZIC. de J. C.
Fait à la Haye, le 13. Juillet, 1656. 1656.
Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre
Tom. VIII. pag. 547. LES PRO-
VINCES-
UNIES ET
DANTZIC.

UNIVERSIS ac singulis has visuris aut lecturis, fa-
litem: quandoquidem Celsi & Præpotentes
Domini Ordines Federati Belgii hoc rerum
temporumque statu continuus ac seriis Officiis Mini-
strorum Coronæ Poloniæ & Civitatis Gedanensis per-
moti non pauca senatus consulta fecerunt, nonnulla
etiam executioni jam mandarunt promovendis com-
modis Serenissimi & Potentissimi Regis & Reipublicæ Po-
loniæ ac speciatim conservandæ ac protegendæ Civitati
Gedanensi in hisce rerum suarum angustis, etiam vi-
cissim ab altera parte Dominorum Ordinum bono ac
commodo inter generosum ac nobilem virum, Domi-
num Nicolauum de Bye Residentem Regis & Reipublicæ
Poloniæ ab una, & generosos, Nobiles & Amplissimos
viros Diminos Wilhelmum & Lineloo Toparcham in
Esa & Borch-grave, Johannem de With Consiliarium
& Pensionarium Hollandiæ ac West-Frisiæ, & Hora-
tium Knif... omnes in consilio Celsorum & Præpo-
tentium Dominorum Ordinum Confederati Belgii
Provinciarum Geldriæ, Hollandiæ, & Frisiæ nomine
Legatos Ordinarios tanquam Procuratores eorumdem
Ordinum Confederati Belgii ab altera parte, promissum
conventumque est, uti Prædictus Dominus Resi-
dens de Bye approbante Rege & Republica Poloniæ
promittit & Ordinibus Federati Belgii certissime polli-
cetur ac spondet hisce præsentibus, Incolas & subditos
Federati Belgii cum navibus, mercaturis, & mercibus
versus Civitatem Gedanensem & Fluvium Vistulam na-
vigantes & mercaturam facientes, neque inibente, ne-
que ad stipulante Rege renovere aut Republica Polona ullis
vel in accessu vel in abcessu portorii sive Pfundzol, da-
ciis, vestigalibus, additamentis vulgò zultage aliisque
oneribus quocunque nomine nuncupatis, aut nunc aut post
hoc oneratum iri, aut oneratos mansuros ultra aut plus quam
incola aut subditi loci, aliive exteri ibidem locorum com-
merciantes, qui nimium onerati fuerint (si ullo unquam
tempore cuiquam exteriorum minus, quam propriis
incolis aut subditis imposuim fuerit) hoc tempore on-
erati aut posthac onerandi sunt: Præterea incolas & subdi-
tos Federati Belgii, neque in personis propriis, neque
in navibus, mercaturis & mercibus posthac amplius aut
gravius oneratum iri quam hodie gravati sunt: Nec per-
missum iri, ut aut illic aut in sinibus, aliis fluminibus,
aquis dulcibus, lacubus aut flagris & Habis recentibus,
vulgò Frisch-hafen (per quæ mercibus ex Polonia &
Lithuania, Borussia aut aliis locis versus Vistulam &
Civitatem Gedanensem euntibus atque ab inde exeu-
ntibus & redeuntibus transitus patet) à quocunque alia
ulla nova onera contra vetus institutum ac receptum morem
introducantur exiganturve. Porro pollicetur atque spon-
det

ANS de J. C. 1656. det prædictus Dominus de Bye se procuraturum, ut omnia hoc instrumento expressa aut quicquid ad hoc negotium pertinet inter dictos Dominos Procuratores Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium ab una & nobillem & Amplissimum virum *Christianum Schraderum* Civitatis Gedanensis Deputatum, nomine ejusdem Civitatis ab altera parte convenit, non solum à Rege verum etiam à Regno & Republica Polona, quum primum fieri poterit, approbentur & rati habeantur. Prout ejusdem Instrumenti ex Belgico in latinum idioma versis tenor hic sequitur inferius.

Notum Testatumque sit omnibus & singulis vigore præsentis Instrumenti, quod inter Generosos, Nobiles atque Amplissimos viros Dominos *Wilhelmum à Lintelo* Toparcham in Esa & Burgrave, *Joannem de Wit* Consiliarium & Pensionarium Hollandiæ & West-Frisiæ atque *Horatium Knyf* omnes in consensu Celsorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Confeederati Belgii Provinciarum Geldriæ, Hollandiæ & Frisiæ nomine Legatos ordinarios, tanquam Procuratores eorumdem Ordinum Confeederati Belgii ab una, & Nobilem atque amplissimum Dominum *Christianum Schraderum* Civitatis Gedan. Deputatum ab altera parte prægnantibus de causis ad id moventibus reciproce cautum stipulatunquæ est, prout supra dictus Dominus Deputatus nomine suorum Dominorum Committentium ad approbandum & rati habendum promittit Celsitudinibusque suis hinc præsentibus spondet incolas & subditos Fœderati Belgii cum navibus, mercaturis & mercibus suis versus Civitatem Gedanensem & Fluvium Vistulam navigantes & mercatorem exercentes, nullis vel inaccessu vel recessu teloneis portoriis, dictis Pfundzöl, daciis & additamentis sive Zulagen aliisve impositionibus atque oneribus, quocunque etiam nomine nuncupatis, aut nunc, aut in posterum oneratum iri, aut verò oneratos manfuros ulterius,

ANS de J. C. 1656. aut plus quam incolæ aut subditi proprii aliive exterorum quicquam nimirum onerati fuerint (si ullo unquam tempore cuiquam exterorum minus, quam propriis incolis aut subditis impositum fuerit) hoc tempore onerati aut posthac onerandi sunt. Præterea incolas & subditos prædictos Fœderati Belgii, neque in personis propriis, neque in navibus mercaturis & mercibus suis posthac amplius aut gravius oneratum iri, quam hoc ipso tempore gravati sunt, nec permiffum iri, ut aut ibidem, aut in ullis fluminibus, aquis Dulcibus, lacubus, aut Habis recentibus alias Frischaven (qua mercibus versus Civitatem Gedanensem advehendis aut inde exportandis transitus patet) hoc sit intra sive extra eorumdem territorium à quoquam alla nova onera contra morem antiquo usu receptum introducantur vel exigantur. Porro pollicetur ac spondet sapius dictus Dominus Deputatus, se effectuere, ut omnia, quæ præmissa sunt, nomini benememoratorum Dominorum suorum committentium non tantum approbentur, sed & curaturum, ut eadem nomine Regiæ Majestatis Poloniæ &c. quantocius rati habeantur. Actum Hagæ in Batavis decimo tertio Julii millesimi sexcentissimi quinquagesimi sexti. In veritatis robur hoc Instrumentum solitis sigillis ac subscriptionibus tam supromemoratorum Dominorum Procuratorum, quam Domini Deputati est firmatum ac munum. Subsignatum & sigillatum erat modo & forma ut sequitur.

Wilhelm van Lintelo, Johan de Wit, H. Knyf, C. Schrader.

In cujus rei fidem hoc instrumentum solitis sigillis & subscriptionibus Dominorum Residentis & Procuratorum Fœderati Belgii corroborationem & Hagæ in Batavis decimo tertio Julii Anno 1656.

H. de Bye, Wilhelmus de Limeloo.

CCCCXLV.

CCCCXLV.

ANS de J. C. 1656. *Traité entre FREDERIC III. Roi de Danemarck & les PROVINCES-UNIES Sdes Pays-bas. Fait à Copenhague, le 16. Août, 1656. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. VIII. pag. 592.*

LE DANEMARCK ET LES PROVINCES-UNIES.

Alfoo den Doorluchtichsten ende Grootmachtigen Vorst ende Heer, Heer *Frederick de derde*, tot Denemarck, Noorwegen, der Wenden ende Gotten Koninck, Hartoch tot Sleswijck, Hollteyn, Stormarn ende Ditmarsen, Graef tot Oldenborgh ende Delmenhorst; Ende de Hog. ende Mog. Heeren Staten General der Vereenichde Nederlanden, ter herten nemende de violente proceduren met welke de Navigatie en Commerce op de Oost-Zee, ende sonderlijk op de Staden Haven van *Dansick* na de jongst ondstane Oorlog, tussen de Kroonen Sweden ende *Poolen* in verscheide manieren gekrenckt, geturbeert ende beswaert is geworden, ende met hoe gants bedenkelykke desseyne door allerhande machination ende openbaer geweld, de geene die de voorz. Oorlochaengevangen hebben de voorz. Stadt ende Havenen trachtente oppresseren ende in haer macht te brengen, om groote ende seer rechtverderige redenen tot handthoudinge van de voorz. Navigatie ende Commerce, ende tot conservatie van een Stadt, mette welke de Kroon *Denemarck* ende den Staet der Vereenichde Nederlanden van oudts heer, goede Vriendchap, Nabuyschap ende Correspondentie hebben gehad; geoordeelt hebben, verobligeert te zijn, om met toegenegentheyt te bejegenen de instantien ende versoecken by ende wegens Burgemeesteren ende Raedt van de voorz. Stadt, soo aen Hoochtedachte sijn Koninckl. Majesteit, als aen haer Hog. Mog. gedaen, om in de tegenwoordighaer Stads ongelegenheyt geassisteert te werden, *Tom. III.* ende

Traduction de ce Traité.

ANS de J. C.

1656.

LE DANEMARCK ET LES PROVINCES-UNIES.

Comme le Serenissime & puissant Prince & Seigneur le Seigneur *Frederic troisieme Roy de Dannemarck, Norwege, des Vandales & des Gots, Duc de Sleswick, Holstein, Stormarn & Ditmarsen, Comte d'Oldenbourg & Delmenhorst, & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies*, prennent à cœur les violens procedés, par lesquels la navigation & le Commerce de la Mer d'Est, & particulièrement de la Ville & Havre de *Dansick* ont été troubles & endommagés, en plusieurs manieres depuis la guerre dernière d'entre les Couronnes de Suede & de Pologne, & comment par tous les desseins imaginables, ceux qui ont commencé ladicte guerre ont taché par toutes sortes de machinations & violence ouverte d'opprimer ladicte ville & havre & les reduire sous leur puissance, pour de grandes & justes raisons, afin de maintenir les susdites Navigation & Commerce & conserver une ville, avec laquelle la Couronne de Dannemarck & l'Etat des Provinces-Unies ont de tout tems été en une bonne amitié, voisinance & correspondance, ont crû être obligés d'entendre assidueusement aux instances & demandes faites par les Bourguemaîtres & Conseils de ladicte Ville, tant à sa susdite Majesté qu'à *L. H. P.* pour être assistés dans l'inconvenient present qui regard de leur Ville, & qu'en consequence la susdite Majesté & *L. H. P.* ont unanimement trouvé bon & résolu de secourir ensemblement ladicte Ville sous certaines conditions équitables, & à cette fin ont non seulement provisionnellement arrêté que de la part de ladicte *Maj.* & *L. H. P.* seront faites des diligences serieuses pour dissuader de leur

T t t t

leur

ANS de J. C. 1656. ende dat dienvolgende hoochftgedachte fijn Koninckl. Majest. ende haer Hog. Mog. met gemeen concrent, hebben goet gevonden ende gerefolveert de voorfz. Stadt op fcekerre equitable condition, gefamentlijk te hulpe te comen, ende tot dien eynde niet alleen provifionelijck valt gefelt, dat wegens hoochftgedachte fijn Koninckl. Maj. ende haer Hog. Mog. fcrieufc devoyren fullen worden aangewend om de geene die de voortfz. Stadt gelindt fijn te onderducken, daer van af te manen, als mede dat in de Tractaten die foo by hoochftgedachte fijn Koninckl. Maj. als haer Hog. Mog. met de Croon Sweden geflooten foude mogen werden de voorfz. Stadt fal moeten werden geincludeert, maer dat daer-en-boven een navale macht gecompofceert uyt Schepen van Oorloch van hoochftgedachte fijn Koninckl. Maj. ende haer Hog. Mog. fal werden geemployceert om de Navigatie op de voorfz. Stadt vry ende open te houden. Ende meer-hoochftgedachte fijn Koninckl. Maj. en haer Hog. Mog. voorfichtelijck hebben geacht dat om de voorfz. refolutie met meerder gemeene geruftheit in 't werck te fteflen, voornamentlijk is vereyft dat daer over een bondige ende valte *Guarantie* tuffchen hoochftgedachte fijn Konincklijke Majesteyt ende haer Hog. Mog. werden geflooten.

Soo ift dat hoochftgedachte fijn Koninckl. Maj. van fijn zyde geauthorifeert ende gecommiteert heeft de Heeren *Joachim Gersdorp* tot *Tundbyholm*, Ridder, *Rijcx-Raedt* ende *Rijcx-Hofmeester*, *Christian Thomassen* tot *Stougarde*, Ridder, *Rijcx-Raedt* ende fijn Majesteyts Cancellier; ende *Andreas Bilde* tot *Dambsbo*, Ridder, *Rijcx-Raedt* ende *Rijcx-Marchchalck* refpective fijn Koninckl. Majesteyt *Ampflyuden* van *Borringholm* *S. Canus Clooster* ende *Seanderburch*; ende hoochftgedachte Heeren Staten Generael der Vereenichde Nederlanden, van hare zyde de Heeren *Coemraedt van Beuningen* Raedt ende *Penfionaris* der Stadt *Amsterdam*; *Godert Adriaen van Rede*, Heer van *Amerongen* ende *Ginkel* Gecommitteert van wegen de Heeren Edelen ende Ridderfchap ter Vergaderinge van de Staten des Lands van *Utrecht*; ende *Mathias van Viersen* oudt eerfte Raet van 't Hof van *Vrieftlandt*, alle Gedeputeerden wegens de Provincien van *Hollandt*, *Utrecht* ende *Vrieftlandt* ter Vergaderinge van haer Hog. Mog. ende der fclver tegenwoordige extraordinaris Ambaffadeurs aen hoochftgedachte fijn Maj. van *Denemarcke*, om in name en van wegen hoochftg. fijn Coninckl. Majest. ende haer Hog. Mog. daer over in onderhandelinge te treden ende te convenien, ende is uyt kragt van dien verdragen ende geacordeert. Dat by aldien nu oft eer-nigen tijde mochte comen te gebeuren, dat wegens het geen voorfz. is, ofte verder tot byftandt ende hulpe van de voorgemelte Stadt *Danick* met gemeene communicatie ende concertte neemen refolutie ende over het uytvoeren van dien, hoochftgedachte fijn Coninckl. Maj. van *Denemarck* ofte haer Hog. Mog. inde haer refpective Rijcken, Vorftendommen, Landen, plaetfen ofte Onderdanen, te *Water* ofte te *Landen* enich gewelt aengedaen ofte gevaert toegebracht foude mogen werden, dat in fulcken geval hoochftgedachte fijn Koninckl. Maj. ende haer Hog. Mog. den anderen tegens foodanich gewelt ende gevaer fullen affifteren, ende het felve den anderen met alle macht ende na haer uytterfte vermogen fullen helpen afweren, ende de een des anders Rijcken, Vorftendommen, Landen, Plaetfen ende Onderdanen foo te *Water* als te *Landen*, daer van trouwelijck fullen helpen bevryden.

Wyders is veracordeert ende versproocken, dat de ratificatie defes Tractats van *Guarantie* van hoochftgedachte fijn Koninckl. Maj. ende des Kroons *Denemarck* *Rijcx-Raden*, als oock van haer Hog. Mog. binnen twee Maenden in debita forma hier tot *Copenhagen*, fal uitgebragt ende tegens den anderen verwiltelt werden. Aldus gedaen in *Copenhagen* den seftien den *Augusty*, in den Jare seftienhondert ses en vyftich ft. vet. was onderreekent.

(L.S.) *Joachim Gersdorp*, (L.S.) *G. v. Beuningen*.
(L.S.) *Christian Thomassen*, (L.S.) *G. v. Rhede tot Amerongen*.
(L.S.) *M. v. Viersen*, (gen.

leur entreprise ceux qui ont intention d'opprimer laditte Ville, comme aussi que laditte Ville soit comprise dans les Traitez que tant saditte Majesté que L. H. P. pourroient avoir fait avec la Couronne de Suede, mais qu'on ne ce saditte Maj. & L. H. P. employeront des forces Navales composées de Vaisseaux de guerre pour tenir libre & ouverte laditte Navigation pour laditte Ville. Et sa susdite Majesté & L. H. P. ayant jugé prudemment que pour executer la susdite Resolution avec d'autant plus de tranquillité pour le commun il étoit principalement requis qu'il fut conclu à cet égard une ferme & solide guarantie entre saditte Maj. & L. H. L.

C'est pourquoy sa Majesté a autorisé & commis de son côté les Sieurs *Joachim Gersdorp* Chevalier Seigneur de *Tundbyholm* Conseiller & Maître d'Hôtel du Royaume; *Chrétien Thomassen*, Chevalier Seigneur de *Stougarde*, Conseiller du Roy & Chancelier de sa Maj. Et *André Bilde* Seigneur de *Dambsbo*, Chevalier, Conseiller & grand Marechal, Baillifs de *Borringholm*, St. Connu le Cloître, & *Seanderburch*, & les susdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies de leur côté les Sieurs *Coemraet de Beuningue*, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'*Amsterdam*; *Godert Adriaen de Rede* Seigneur d'*Amerongen* & *Guinckel*, Deputé de la part des Nobles en l'Assemblée, de la Ville & pais d'*Utrecht*; & *Mathias de Viersen* ancien & premier Conseiller de la Cour de *Frise*, tous Deputés de la part des Provinces de *Hollande*, *Utrecht* & *Frise* en l'Assemblée de L. H. P. & presentement leurs Ambassadeurs Extraordinaires près de sa susdite Maj. de *Dannemarck*, pour la-dessus entrer en negociation & convenir de la part de saditte Maj. & L. H. P. & en vertu de ce ont Traité & accordé, Que si presentement ou dans quelque tems que ce soit il arrivoit qu'à cause de ce qui est dit cy-dessus ou de la Resolution qui sera prise avec communication unanime pour la defence & secours de la susdite Ville de *Danick* & de l'exécution d'icelle, sa susdite Maj. de *Dannemarck* ou L. H. P. venoient à souffrir quelque violence ou danger dans leurs Royaumes, Principautés, pais, places ou sujets, par eau ou par terre, qu'en ce cas sa susdite Maj. & L. H. P. se prêteront un secours mutuel pour repousser ladite violence & ledit danger, & s'assisteront reciproquement & fidellement l'un l'autre, pour tant par eau que par terre rendre libres leurs Royaumes, Principautés, pais, places & sujets.

De plus est accordé & stipulé que la Ratification de ce Traité de garantie de saditte Maj. & des Conseillers de la Couronne de *Dannemarck* comme aussi de L. H. P. sera faite en deux forme & échangée dans deux mois ici à *Copenhague*. Ainsi fait à *Copenhague* le seizième Août l'an mil six cent cinquante six: éton signé,

(L.S.) *Joachim Gersdorp*, (L.S.) *De Beuningue*.
(L.S.) *Christian Thomassen*, (L.S.) *Godert de Rede*
d'*Amerongen*.
(L.S.) *M. v. Viersen*.

ANS
de J. C.
1656.LA SUEDE
ET LE
BRANDE-
BOURG.(a) Ce
Traité a
été traduit
du Fla-
mand,
qui n'est
pas l'ori-
ginal.

(a) *Traité de Paix entre CHARLES GUSTAVE Roi de Suède, & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, fait en 1656. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. VIII. pag. 590.*

I. **M**ais que de la part de la Couronne de Suède la conjonction de laditte Republique avec le Duché de Prusse devoit cesser au premier jour, la Serenité Electorale ne restoit point engagée avec elle, mais en vertu de cette Convention elle renonce pour elle & ses legitimes successeurs males & feodaux à toutes obligations en dependances & aux devoirs d'hommage, auxquels il étoit obligé jusques à présent, envers le Roy & la Couronne de Pologne, concernant le Duché de Prusse.

II. Mais par le susdit devoir d'hommage, par lequel, la Serenité Electorale a été obligée jusques à ce jour d'aujourd'hui envers le Roy & la Couronne de Pologne, (à moins que les conditions qui sont cy-après nettement & clairement exprimées ne soient changées) elle s'oblige & ses successeurs Ducs de Prusse dès ce jour envers sa Majesté & ses successeurs Rois & Couronne de Suède, de reconnaître sa Duché de Prusse pour un fief des Rois & Couronne de Suède.

III. Dans l'an & jour de la Ratification de cette transaction, la Serenité Electorale si dans ces entrefaites, elle vient à mourir, le fils de sa Serenité Electorale demandra comme il est convenable & obtiendra l'investiture de la Majesté ou du Roy qui pourroit venir à succéder en Suède; Mais pour la promotion, & Collation de l'investiture, seront d'une & d'autre part obligés aux mêmes manieres & moyens, par le moyen desquels elle a été conférée & donnée jusques à présent aux Ducs de Prusse par les Rois & Couronnes de Pologne, excepté le changement de cette seule circonstance, qu'il sera en la liberté de sa Serenité Electorale d'accomplir l'Investiture susdite en personne ou par ses Plenipotentiaires.

IV. Cette maniere de faire l'investiture sera fermement observée, toutes les fois qu'il faudra que l'hommage soit renouvelé, sçavoir que le renouvellement de l'hommage devra être requis dans un an, si le Roy, & Couronne de Suède, ne remet point spécialement la prolongation du terme for la representation ou remontrance des Ducs en Prusse; mais si ce qui devra être fait se fait à tems & convenablement, l'Investiture sera conférée sans aucun delay.

V. Pour reconnaissance de la susdite Investiture, toutes les fois que l'Investiture du Duché de Prusse devra être reiterée, sa Serenité Electorale ou ses legitimes successeurs males audit fief, donnera à sa Majesté ou à ses successeurs Roys de Suède, mille ducats.

VI. Toutes les fois qu'il arrivera que le Roy, & la Couronne de Suède sera attaquée en guerre à l'égard de ces pais qui sont accrus à sa Majesté par la guerre presente, les Ducs de Prusse seront tenus d'assister & de secourir sa susdite Majesté & Couronne de Suède de mille fantassins & cinq cents hommes de Cavalerie qui seront entretenus à leurs dépens.

VII. Les Troupes de sa Majesté & Couronne de Suède pourront & leur sera permis aussi souvent & en tel nombre qu'il leur sera besoin de passer & repasser par le Duché de Prusse, pourvu que sa Majesté & les successeurs Roys de Suède, prescrive à ses Generaux & Commandans un bon ordre, & que tous les contrevenants soient convenablement punis, afin que par la permission du passage nile Duc nile Duché de Prusse ne reçoivent aucun dommage ni defavantage.

VIII. Le Roy & Couronne de Suède & même ses sujets pourront toujours se servir librement des Havres du Duché de Prusse, & pourront y entrer & en sortir,

non seulement avec leurs marchandises, Vaisseaux & tout ANS ce qui y pourra être, mais aussi avec leurs Vaisseaux de de J. C. guerre, & y pourront rester & y mettre à l'ancre devant 1656. iceux: de plus pourront y reparer leurs Vaisseaux, les pourvoir de vivres, & y charger toutes choses necessaires, mais cependant que cette sureté & liberté ne prejudiciera point à la sureté & aux droits des Ducs de Prusse.

IX. Les Ennemis des Rois de Suède n'auront aucune entrée, & ne pourront passer, avoir des quartiers, ni loger dans les terres ni havres du Duché de Prusse: on aura soin sur tout durant cette presente guerre que par lesdits Havres du Duché de Prusse il ne soit fait aucune hostilité à sa Majesté ni à ses pais. Au contraire, saditte Majesté aura la sureté & l'usage des susdits Ports de Mer en la même maniere dont il sera convenu au plutot entre saditte Majesté & la Serenité Electorale.

X. Comme presentement & à l'avenir la partie de Prusse qui est la Royale, sera entierement sujette à sa Majesté & Couronne de Suède, sa Serenité Electorale & ses heritiers n'y pretendront plus rien en aucune maniere: les Ducs de Prusse ne pourront point non plus se servir de Vaisseaux de guerre dans la Mer d'Est sans le sçu, consentement & volonté des Rois de Suède, quoy qu'il leur soit permis & à leurs sujets d'y commercer & negocier librement, & même d'y pescher, d'y prendre de l'ambre, & d'y jouir de tout ce que, selon le droit & raison, les privileges dits *Sirant-rechten* permettent.

XI. Est aussi arrêté entre sa Majesté & sa Serenité Electorale qu'on pourra établir dans les ports de Mer tant de la Prusse Royale que Ducale des droits de peage ou *licentes*, mais à cette condition, qu'en outre que la direction en demeure à sa Majesté & à ses successeurs au Royaume de Suède, ils ne pourront pas neantmoins être ordonnez ou établis, sans le consentement, avis & bon plaisir de sa Serenité Electorale & de ses Successeurs en la Prusse Ducale. C'est pourquoy aussi on n'imposera point de plus grandes charges ou impots sur les marchandises & Vaisseaux qui passent par les havres de sa Serenité Electorale, mais seulement comme ceux qu'on prendra dans les Havres royaux, le revenu ou montant desdites licentes, seront raportés & fournis, en deux parties égales au profit de sa Majesté & de sa Serenité Electorale & Ducs de Prusse, comme aussi l'administration d'icelles licentes se fera pas les Officiers de part & d'autre de la maniere qu'on en conviendra encore particulièrement.

XII. Les Troupes que sa Serenité Electorale a encore depuis peu en Prusse, se retireront au plutot tant de la partie de Prusse qui appartient à sa Majesté que de celle qui appartient à sa Serenité Electorale. Surtout ne pourra sa Serenité Electorale nullement s'en servir au prejudice de sa Majesté & de la Couronne de Suède, ni ne pourront les troupes être données toutes ni en partie pour le renfort de l'ennemi.

XIII. Si sa Serenité Electorale fait quelque Alliance ou a quelque correspondance, sur tout avec le Roy Casimir, ses adherents ou avec quelques uns des Etats de la Couronne de Pologne, semblablement quand elle fera quelque Alliance avec quelque Nation étrangere, qui pourroit tendre au defavantage de sa Majesté & de la Couronne de Suède, & seroit contraire à leur sureté & prosperité, elle sera nulle, sans vertu & de nulle valeur. A l'avenir sa Serenité & ses Successeurs, ne feront non plus aucune Alliance, principalement touchant le Duché de Prusse, sans le sçu & volonté de sa Majesté, desdits Successeurs Rois & de la Couronne de Suède, beaucoup mois pourra-t-elle donner secours ou Assistance à la partie adverse ou à l'ennemi de sa Majesté.

XIV. Comme sa Serenité Electorale endommage la Prusse Royale dans les quartiers de Suède, & que de son côté S. M. a envoyé une partie des troupes dans le Duché de Prusse, pour y prendre les quartiers d'hiver necessaires, sa Ser. Elect. au lieu desdits quartiers d'hiver qui sont assignez aux troupes, les satisfera par le moyen d'une certaine somme d'argent, & après le paiement reçu lesdites troupes sortiront aussitôt du Duché de Prusse.

ANS de J. C. 1656. X V. Semblablement sa Serenité Elector ou ses Successeurs mâles, & legitimes audit sief ne pourront à l'avenir rien faire ni rien ordonner, qui puisse être préjudiciable à sa Majesté ni aux Rois Successeurs & à la Couronne de Suede, particulièrement ni aux Sujets de la Prusse Royale en quelque maniere que ce soit.

X V I. In perpetuo successions à l'égard du Fief du Duché de Prusse, il est convenu de part & d'autre, qu'après que sa Ser. Elect. sera decedée sans enfans mâles procréés d'un mariage legitime, le droit d'un chacun demeurera au même état où il étoit au tems que sa Ser. Elect. prit l'Inveftiture du Roy de Pologne.

X V I I. Sa Majesté promet de son côté en vertu de ces présentes pour elle & ses Successeurs & la Couronne de Suede que du jour de ces présentes elle s'abstiendra de toute hostilité, contre sa Ser. Elect. Mais aussi qu'Elle maintiendra sadite Ser. Elect. & ses legitimes heritiers mâles, parfaitement dans les droits & possession dudit Duché de Prusse, avec toutes les prerogatives & appartenances dont la Serenité Electorale a joui jusques à présent, & ne le troublera en aucune maniere dans l'usage & possession du fuidit Duché.

X V I I I. Sa Majesté decharge, pour elle, ses Successeurs & Couronne de Suede, sa Serenité Electorale & ses legitimes heritiers Males à toujours de la pension annuelle de dix mil Risdals, lesquels il a fallu que les Ducs de Prusse ayent payé annuellement au Roy de Pologne.

X I X. Sa Majesté donne aussi pouvoir à sa Serenité Electorale d'établir un Chef de justice & d'apel dans le Duché de Prusse dont aucun proces ne pourra être disjoint, évoqué ou tiré ailleurs par apel. Ladite Cour de justice, selon l'exigence du droit, fera droit & conservera, sans qu'ils puissent être endommagés, les droits & privileges que les Etats en general & en particulier possèdent.

X X. Si sa Serenité Electorale vient à effuyer quelque danger de la part du Royaume de Pologne & du Roy Casimir ou autres adherents Polonois, sa Majesté & la Couronne de Suede protegeront & maintiendront de tout leur pouvoir sa Serenité Electorale & ses heritiers legitimes mâles en la possession du Duché de Prusse.

C C C X L V I I

ANS de J. C. 1656. LA SUEDE ET LES PROVINCES-UNIES. *Traité d'Alliance entre CHARLES GUSTAVE Roi de Suede, & les PROVINCES-UNIES des Pays-bas. Fait à Elbing, le II. Septembre, 1656. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. VIII. pag. 569.*

Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini, Domini Caroli Gustavi, Succorum, Gothorum Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Esthoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Ste-tini, Pomeraniæ, Cassubici & Vandalici, Principis Rugiæ, Domini Ingrici & Wismarici: Nec non Comitum Palatini Rheni, Bavarici, Juliaci, Clivici & Montium Ducis, &c. Regis ac Domini Nostri Clementissimi, Regniq. Sueciæ Senator, Cancellarius, Gubernator Generalis Borussia, Præses Collegii Commerciorum & Judex Provincialis Norlandici Occidentalis, Lappmarckici, Jemtelandici, Herredaliæque, Ericus Oxenstierna, Comes Morciæ Australis, Liber Baro in Kimitho, Dominus in Tydö, Vyby & Julestadi; Sacræ Regiæ Majestatis Admiralici locum tenens & Consiliarius Admiralitatis; Sveno Bielohe, Liber Baro in Korpo, Dominus in Geddeholm, Gräfsö & Tanga, & Sacræ Regiæ Majestatis Bellicus & Aulicus Consiliarius; Gustavus Baner, Liber Baro in Gamble Carleby, Dominus in Oreby, Krakerum & Verpel. Nec non Celsorum & Præpotentium Dominorum D. Ordinum Generalium Federati Belgii, ad Sacram Regiam Majestatem Sueciæ Legati Extraordinarii; Godefridus van Slingelandt, Consiliarius & Af-

fessor Urbis Dordracenæ Primarius, ad Conventum ANS de J. C. 1656. Ordinum Hollandiæ & West-Frisiæ Deputatus Ordinarius; Fredericus a Dorp, Misdami Dominus, Consiliarius Ordinarius in Curia Hollandiæ, Zelandiæ & West-Frisiæ; Petrus de Huybert, Consiliarius Urbis Mediburgi Zelandorum; Johan Tſſerants, Hoveling in Ruygewardt, respectue Deputati, ad Concilium DD. Ordinum Generalium Federati Belgii, nomine Provinciarum Hollandiæ, Zelandiæ ac Urbis Groningæ & Omlandici. Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest, quod sicut à multis retrò annis inter Sacræ Regiæ Majestatis Antecessores Reges Regnumque Sueciæ & Celsitudinem D. D. Ordinum Generalium Federati Belgii, intimior amicitia & correspondentia integerrimè culta fuit, eaque fœderibus aliquot superstructis eum in modum corroborata, ut ad firmitudinem suam nihil nisi continuationem & renovationem subinde requisiverit, ita Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsitudo DD. Ordinum Generalium Federati Belgii nunc vicissim ob oculos sibi posuerunt fœdus, quo ab anno millesimo, sexcentesimo, quadagesimo se invicem obstrinxerunt, & illud, quo anno millesimo sexcentesimo quadagesimo quinto ad reciprocam conservationem se mutuo strictioribus conditionibus devinxerunt, simulque ad idem fœderis prædicti institutum, tanquam ad Normam revocantes præsentium temporum circumstantias, Nobis supranominatis Commissariis & Legatis utrinque constitutis injunxerunt, & in mandatis dederunt, ut inspectis sæpe indiguitati fœderis tabulis earundem observantiam stabiliremus, atque insuper, si quid præsens utriusque status requireret, id communi bono ac usui adaptaremus. Hoc itaque proposito congressi post commutata utrinque procuratoria, favente Deo, de commissis Nobis negociis sequenti ratione convenimus. Initio quidem, quemadmodum fœdus anni millesimi sexcentissimi quadagesimi die prima Septembris Stockholmiæ conclusum, ut & ejusdem confirmationem anno millesimo sexcentesimo quadagesimo quinto die decimâ quinta Augusti Suderaci factam, atque extensas & adstrictas ibidem pro conservatione mutua leges pervidimus, ita omnes in utroque fœderis Instrumento comprehensas conditiones hinc renovamus, redintegramus & in pleno vigore suo firmamus, non aliter, ac si singuli hic verboreus inserti essent, firmiter promittentes à Sacra Regia Majestate Regnoque Sueciæ & Celsitudine D. D. Ordinum Generalium Federati Belgii sæpius prædictum fœdus in omnibus suis articulis & clausulis inviolabiliter observandum & religiose adimplendum fore. Imò ad scopi ipsius, qui artic. primo prædicti fœderis indigitatur, clariorem intellectum, declaramus eundem directum esse, & implendum fore contra turbatores omnes & quoscunque, qui adversus perspicuum ipsius fœderis sensum quidquam agere susceperunt. Præterea examinantes prædicti fœderis intentionem, deprehendimus illam non alio collimasse, nisi ut simul cum defensione respective Regnorum & Provinciarum utriusque Confederati & conservatione Dominiorum, Jurium, libertatum, immunitatum, pactorum & receptarum consuetudinum, libertas Commerciorum & Navigationis in Mari Balthico & Septentrionali ad Angustias Canalis Anglo-Gallici exclusivè afferatur; Ideoque considerantes, quantum intersit utrinque, ut hoc institutum in turbato hodie Europæ statu integrum & illibatum fervetur, eo cogitationes & consilia nostra direximus, ut non tantum respectu aliorum prædictam Navigationis & Commerciorum libertatem tueremur, sed & invicem certas statuere Regulas, quibus omnia impedimenta adversus supradicti fœderis leges inter fœderatos, eorum respectue Regna, Provincias ditiones & subditos amoverentur, imò si quid huic contrarium post tempus initorum fœderum irreperit, id vicissim ad priorem observantiam revocaremus. In hunc itaque finem convenimus, quod neque occasione præsentium bellorum atque motuum in Polonia, Borussia & Regionibus vicinis, neque aliis de causis, quæ

ANS de J. C. 1656. quæ imposterum exoriri poterunt, alteruter foederatorum sui foederati aut ejus subditorum libertatem Navigationis & Commercio in Mari Balthico & Septentrionali, atque in fluminibus prædictis maribus influentibus ullo modo directe vel indirecte adversus clarum foederis annuum millesimi sexcentissimi quadragessimus, & millesimi sexcentissimi quadragessimus quinti contextum impedit vel gravabit, aut a subditis suis impedit vel gravari permittit, vel aliquam ipsis remoram injiciet, aut a suis injici curabit; Quin potius cum Nobilium reputamus, quæ ratione inter utriusque foederati proprias ditiones ac subditos, commerciorum usus quam optime provchi possit, & ipso experimento egregie comprobatur est, vectigalium moderationem non parum eo conducere, eamque tempore conclusionum antehac foederum atque annis quibudam id tempus immediate subsequens in utriusque foederati ditionibus commodè satis huic instituto adaptatam fuisse, promissimus, atque hoc ipso promissimus & spondemus, quod uterque foederatorum, salvis Regalibus & Juribus suis circa vectigalium constitutionem & dispositionem, ad parem circiter modum & taxam, atque tum temporis constituta vectigalia fuerunt, eadem dehinc in suis respectivè Regnis, Provinciis ac ditionibus, quas nunc possidet vel imposterum possessurus est, accommodabit, adeo ut quam moderatissima vectigalia, telonia & onera Commercio & Navigationi utrinque imponantur. Huic etiam adjicimus & per expressum cavemus, quod neuter foederatorum aut ejus subditi in sui foederati ditionibus circa vectigalium solutionem aliter haberi aut magis aggravari debeant, quam conjunctissima quæque gens peregrina, quæ potissima fruitur ibidem aut imposterum fruetur à vectigalibus immunitate. Quod si vero contingat certas ob causas & urgente necessitate, nova, majora, graviora vectigalia in alterius foederati Dominii imponenda esse, tum eo casu majus graviusque a foederato aut ejus subditis non exigetur, quam ipsi proprii Incolæ aut subditi pendunt: Sub qua tamen æqualitate nullatenus intelligi debent peculiarium societatum & subditarum Personarum specialia Privilegia. Ut vero omnibus liquido constare possit, quod hoc tractatum Sacra Regia Majestas Suecia, tum Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium Foederati Belgii nihil aliud sibi proposuerunt, quam observantiam priorum Foederum & conservationem suorum utrinque Dominiorum & Jurium, ut & libertatis Commercio & Navigationis, atque ut palam pateat id utrinque agi & intendi, quo cum omnibus suis respectivè bonis vicinis, amicis & confederatis firma stabilisque pax colatur, & pacta conventa Foederæque cum iis rite constanterque

conserventur, convenit, atque conclusum est, quemadmodum hæc convenit atque concluditur, quod de J. C. 1656. Reges Gallia & Dania; Item, Protector Angliae, Scotiae & Hiberniae, tum etiam Elector Brandenburgicus huic præfati Tractatui includantur, cum omnibus eorum respectivè Regnis, Provinciis atque Dominii, & in comprehensas ibidem condiciones recipiantur, si includi & comprehendi velint ac desiderent, atque quod omnibus iis conditionibus & commodis, de quibus præfati Instrumento inter Confoederatos convenit, gaudeant. Civitas quoque Gedanensis comprehendatur & includatur, quemadmodum hæc comprehenditur & includitur, cum omnibus suis Juribus, Privilegiis, Immunitatibus, Libertatibus & legitime receptis consuetudinibus, salva atque integra fide, quam prædicta Civitas Regi Poloniae debet, ita ut cesset inter Sacram Regiam Majestatem Sueciae, & Civitatem Gedanensem omnis hostilitas. Proinde neque altissime præmemorati Reges, Gallia & Dania, Protector Angliae, Scotiae & Hiberniae, Elector Brandenburgicus, neque præfata Civitas Gedanensis ullo modo ab alterutro Foederatorum impediuntur in Navigatione, atque libero Commercio usu in prædictis maribus & fluminibus, ut nec in Regnis, Provinciis, Ditionibus, Urbibus, Dominii, Juribus atque libertatibus suis directe vel indirecte, ullum iis incommodum vel injuria nunc vel imposterum ab alterutro Foederatorum creabitur, sed e contra vera, firma amicitia & bona correspondentia mutuo & reciproce cum iis coletur: Ut vero hæc, quæ superscripta sunt, tanto firmiora maneant, ac religiosius observentur, quemadmodum a die conclusi hujus tractatus illa religiose observanda fore suscepimus & promissimus, ad Sacra Regia Majestatis & Celsitudinis DD. Ordinum Generalium Foederati Belgii ulteriorem ratificationem & ratificationem, quæ intra quatuor ad summum menses ab hinc invicem reddenda & commutanda erit, duo hujus tractatus Instrumenta ejusdem tenoris confici curavimus, quibus subscripsimus propriis manibus, eaque sigillorum nostrorum impressione roboravimus. Actum & conclusum Elbingæ die prima & undecima Septembris anni millesimi sexcentissimi quinquagesimi sexti. Subsignatum & sigillatum erat.

<i>Ericus Oxenstierna.</i>	<i>G. van Slingselandt.</i>
L. S.	L. S.
<i>Steno Bielke.</i>	<i>Frederick van Dorp.</i>
L. S.	L. S.
<i>Gustavus Baner.</i>	<i>Pr. de Huybert.</i>
L. S.	L. S.
	<i>I. Tshants.</i>
	L. S.

CCCCXLVIII.

CCCCXLVIII.

ANS de J. C. 1657. *Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES & la Ville & Régence de SALE'. Fait à Salé, le 25. Mars, 1657. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. VIII. pag. 949.*

WY ondergeschreven Gedeputeerden van wegen haer Hoog Mog. de Hoeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, ende van sijn Excellencie Sid Abdala Ben Sid Mohamed Bembucar, Heere van de Steden ende Landen van Salé, om verscheide misverstanden ende differentien, die aen beyde zyden zijn ontlaen ende opgeresen s'ledert het opgerecht Tractaet van Vrede ende Vrientschap op den negende Februaary selsien bondert eenen vijftien, twilchen de Heeren Gedeputeerden van wegen hooghemelte haer Hoog Mog. ter centre, ende de Heeren Gedeputeerden van de Heeren Gouverneurs ende Superieuren der Steden ende Alcala van Salé ter andere zyde, op de Reede voor Salé gemaect ende geslooten, in toeko-

Traduction de ce Traité.

Nous soussignez Deputes, de la part de leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas, & de son Excellence Sid Abdala Ben Sid Mohamed Bembucar, Seigneur des Villes & Pais de Salé, pour prevenir à l'avenir diverses mesintelligences & differents survenus entre les deux Parties depuis le Traité de Paix & d'Amitié fait & conclu à la Rade de Salé le neuvième Fevrier mil six cens cinquante un entre les Seigneurs Deputes de L. H. P. d'une part, & les Seigneurs Deputes des Seigneurs Gouverneurs & Superieurs des Villes & Alcala de Salé d'autre part, & pour assurer d'autant plus une bonne & ferme Paix à l'avenir, étant pourvus de part & d'autre de plein-pouvoirs convenables & d'autorité suffisante; avons

Tttt 3

après

ANS
de J. C.
1657.

LES PRO-
VINCES-
UNIES ET
SALÉ.

ANS mende voor te komen tot meerder seeckerheyt ende
de J. C. valticheyt van Vrede ende Vrientschap, ende tot dien
1657. eynde wederlyds met behoorlycke Procuratie, laft ende
de autoriteyt vertien zijnde, hebben naer vericheyden
gehoudene Conferentien met gemeyne bewilligin-
ge beraemt, gemaect ende gearreiteert dese naervol-
gende Artijckelen.

I. **E**erstelijck, Dat tusschen de hoogstgemelte hare
Hog. Mog. ende sijne Excellencie reciproque-
lijck sal werden onderhouden ende vastgesteld blyven het
Traactaet van Vrede ende Vrientschap onderlinge ge-
maect ende geslooten op den negenden February des
Jaers *sestien hondert een en vijftich*, uytgefondert het
verde ende *vijfde* Artickul, alsoo noyt by sijn Excellen-
cie en sijn geapprobeert geweest.

II. Item, Dat om voor te koomen en verhoeden
alle foodanige abuysen ende misverstandten als door non
observantie van het voorz. Traactaet sijn ontsaen en daer
over den *twee en twintichsten* October des Jaers *sestien*
hondert vijfen vijftich is geconvenieert tot elucidatie van
dien vastgesteld sal werden, gelijk by desen vast gestelt
wert voor toecomende, dat alle Schepen ten Oorloge
op Vrybuyt of ter Coopvaerdye uyt *Salé* vaerende,
sullen moeten versien wesen met behoorlycke Commis-
sion van sijne hoogstgedachte Excellencie ofte die
in sijne absentie de hoogste Regering in handen sal
hebben, misgaders een Certificatie ende Acte getee-
kent van de Consul wegens haer Hog. Mog. inder tijd
aldaer residierende, ofte sijne last hebbende, welke
gespecificeerde Acten beyde telkens met de reysle ofte
verloof van vier Maenden naer den dach des teekenings
verniet sullen moeten werden, ende naer het expireren
van de vier Maenden, sullen de selve ende van geender
waarden zijn, uytgefondert de Acten die verleent wer-
den voor Coopvaerdy schepen, foodanige en sullen
geen Limitatie van tijd hebben, maer blyven in volle
cracht ende vigueur tot gedane heen ende wederom
reysle. Niettemin sal den Schipper gehouden sijn naer
t'eyndigen van sijn reysle over te leveren, de voorz.
Acten in handen van de voornoemde Consul, boven
dien sal oock suffsante Borge moeten gestelt werden by
de Commissie-vaerders onder t'gebet van sijn Excellen-
cie alvorens de selve in Zee gaen, dat een de Schepen,
goederen ofte personen t'huys hoorende in de voorz.
Nederlanden in geenderley manieren te sullen beschadi-
gen, omme des noot sijnde sulcx alles in cas van ont-
moetinge aen de Oorlochschepen ofte Commissie-vaer-
ders van haer Hog. Mog. te vertoonen om daer door
gedistingueert te werden van andere Barbarische Roo-
vers, mis dat oock diergelijcke cautie voor t'uytseilen
gepresteert sal worden door de Commissie-vaerders van
de Vereeniche Provintien, endede Coop-vaerdy sche-
pen versien sullen werden met behoorlycke Zee-Brie-
ven, omme de selve aen die van *Salé* des vereycht wer-
dende te kunnen exhiberen.

III. Doch indien het quame te gebeuren dat eenich
Capiteyn ofte Arays in Zee sijnde tegens het gebodt,
ende goede mening van hare Hog. Mog. ofte sijn Ex-
cellencie op stonden, ofte desselvs Volck hem persua-
deerde om aen te tasten ende te nemen, alle de Schepen
ofte ongeladen goederen, die hem, ofte haer souden
mogen ontmoeten, om naer andere Rijkken, Reeden
ofte Havens, buyten t'gebet van een andere Staet te
vervoeren, dat in sulcken gevalle de Borgen voor fooda-
nige Commissie-vaerders gepresteert ofte gestelt voor
haer Borge tocht noch aengedane schade aanspreecke-
lijck, veel min executabel sullen zijn, maer sullen alle
de goederen, roerende ende onroerende, misgaders
alle die uytgevonden sullen kunnen werden ende komen
ten behoeve ende profyte van die genee, die de schade is
aengedaen, ende boven dien is wel expresselijck gecon-
ditiioneerde ende geacordeert, dat indien foodanich on-
heyl quame te gebeuren door eenich Capiteyn, Arays
ofte volck van een of ander Staet, foodanich ofte fooda-
nige niet alleen toegelaten sal worden in t'gebet van
een of ander Staet te frequenteren nochte woonen, maer

aprés plusieurs conférences sur cettemes, fait & arrêté d'un
commun consentement les Articles suivants.

ANS
de J. C.
1657.

I. **P**remierement, qu'entre leurs susdites Hautes
Puissances & son Excellence sera reciproque-
ment observé & demeurera ferme le Traité de Paix &
d'Amitié, fait & conclu le neuvième Février l'an mil
six cens cinquante un, exceptez les quatrième & cinquième
Articles, parce qu'ils n'ont jamais été approuvez par
son Excellence.

II. Item, Que pour prevenir & se garantir des abus
& mesintelligencez survenues par l'observation du sus-
dit Traité, & pour éclaircissement de ce qui a été conve-
nu à cet égard le vingt-deuxième Octobre de l'an mil six
cens cinquante cinq, il a été arrêté, comme il est arrêté
par ces présentes, qu'à l'avenir tous les Vaisseaux de guerre,
armateurs ou marchands qui sortiront de Salé, de-
vront être pourvus d'une convenable Commission de sa sus-
dite Excellence, ou de celui qui en son absence aura le
gouvernement en main; ensemble d'un Certificat & Acte
signé du Consul qui y résidera de la part de L. H. P. ou
qui sera de lui autorisé: Lesquels Actes ci-dessus speci-
fiez devront à chaque voyage ou après l'expiration de qua-
tre mois du jour de la signature, être renouvellez, après
l'expiration desquels quatre mois, ils seront de nulle va-
leur, exceptez les Actes qui sont octroyez pour les Vais-
seaux Marchands, pourquoy il n'y aura aucun tems limi-
té, mais demeureront en leur force & vigueur jusques à
ce que le voyage soit fait pour l'aller & pour le retour.
Néanmoins sera le Maître du Navire obligé après qu'il
aura achevé son voyage de mettre les susdits Actes en mains
du susdit Consul; outre ce seront obligez ceux qui iront en
commission de donner caution suffisante sous la juridiction
de son Excellence, & avant qu'elles aillent en Mer qu'ils
ne feroient aucun dommage ni tort aux Vaisseaux, marchan-
dises & Personnes qui seront des Pais-bas, pour en cas de
besoin & de rencontre des Vaisseaux de guerre des Sujets
de L. H. P. qui iront en commission, faire voir par là
& se distinguer des autres pirates de Barbarie, à condi-
tion aussi que semblable caution sera donnée avant de par-
tir par ceux des Provinces-Unies qui iront en commission.
Lesquels seront aussi pourvus de Lettres de Mer suffisantes
pour, si besoin est, les montrer à ceux de Salé.

III. Mais au cas qu'il arrivât que quelques Capitai-
nes ou Arays étant en Mer contrevenissent ou s'opposassent
aux ordres & bonne intention de L. H. P. ou de son Ex-
cellence, & que leur équipage lui persuadât d'attaquer &
se saisir de tous les Vaisseaux ou Marchandises pour les
transporter en d'autres Royaumes, Rades ou Havres, hors
de la juridiction de l'un ou l'autre Etat, les cautions qui
auront été données par ceux qui auront été en Commission
ne seront point responsables des dommages & ne pourront
point être mis en action pour ce sujet, & beaucoup moins
exécutez; mais tous les biens, meubles & immeubles qui
seront trouvez, viendront au profit de celui à qui le dom-
mage aura été fait; & outre ce il est expressément stipulé
& accordé que si tel inconvenient ou malheur est causé
par quelque Capitaine, Arays ou Gens de l'un ou de l'autre
Etat, il ne lui ou leur sera point permis de frequenter
ni séjourner dans l'un ni dans l'autre Etat; mais seront
ou sera punis comme il appartient; & même s'il se trouve
que tel ou tels malfaiteurs demeurent ou demeurent impunis,
& qu'au contraire ils frequenter & tiennent leur domi-
cile dans l'un ou l'autre des deux Etats, qu'alors les cau-
tions

ANS te straffen naer behooren, oock mede indien bevonden
de J. C. wert, dat foodanigen misdader ofte misdaders niet ge-
1657. straft is ofte zijn, naer ter contrarie in 't gebied van
een van beyde de Staten frequenterende ofte do-
miciilium houdende, dat als dan de Borgen gehou-
den sullen sijn alle de gelede schade te voldoen ende
te betalen.

IV. Item, dat alle schade in cas van rescoutre der
Schepen van d'een ende de andere zyde door oncuind
ofte misverstant vallende, sullen werden bekent ge-
maect ter plaetse daer het schip 't welck de schade gedaen
heeft is uytgevaren, om aldaer by wegen van Justitie be-
hoorlijk vergoedinge te verfoecken, die aen parthye
reciproquelyk naer s'Lants ordre ende gebruyck op-
rechtelyk sal worden geadministreert, daer mede d'een
ende d'ander sich te vreden sal moeten houden; son-
der ten respecte van foodanige gelede schade by
forme van retorsie eenige Schepen, goederen ofte per-
soonen aengehouden geretardeert sullen mogen werden,
ten sy, dat parthye soude konnen bewyfen, dat naer 't
verloop van een geheel Jaer, ende behoorlijk aenge-
wendt de voir naer dat de actie over foodanige schade
voor den Rechter sal wesen gevestigteert, ende vervolgt,
ende daer over oock aen den Staat sal wesen gedoleert,
geen expeditie of complement van Justitie geobtaineert
heeft connen werden, doch dat in alle geval, 't sy hoe de
saecten mochten gebeuren, de Consuls ofte andere
publycke Ministers van d'een of d'andere Staat, ofte
oock niemant van hare Domestycquen, daer over in
haer persoon ofte goederen aenspreckelyk, veel min
executabel, sullen wesen.

V. Doch enige Schepen van d'een ende d'ander
zyde, malkanderen bejegende ende niet betrouwen-
de onangelien alle mogelycke teekenen van Vriend-
schap worden gegeven ende daer door komende
in gevecht, sulck dat enige schade aen Schepen
ofte Volck wierde geleden, soo verre dat een of
ander Schip daer door quame te verongelycken dat
in sulcke gevallen yder sijn eygen schade sal dragen
sonder op den anderen te pretenderen, ten ware
moetwillichlycke schade aen de Schepen, perso-
nen ofte goederen van d'een of d'andere Staat gedaen
wierde veroverd, ende vertoont daer naer ofte opge-
bracht zijnde, bevonden wiert het selve Schip ende
Volck onder 't gebied van haer Hog. Mog. ofte sijn
Excellencie t'huys te hooren, datter selvige son-
der enige berovinge, plonderinge ofte beschadig-
ge, vry ende onbekommert sal werden ontslagen,
sonder dat daer tegens eenige piersensie sal werden
gemaeckt ten respecte van de kolten, schade, ofte
Interessen in de voorgevallende rescoutre geleden.

VI. Item, dat de Commissie-vaarders van Salé
komende te jagen ende achterhalen eenige Schepen de
Vasallen van haer Hog. Mog. aengaende ofte raekende,
welck door 't volck uyt oncuind ofte vrese van Al-
gierische ofte andere Roovers te wesen, verlaten waren,
de selve onbeschadicht sullen moeten opbrengen; en-
de leveren in handen van de voornoemde Consul, in-
der tijdt, om ter dispositie van des Eygenaers bewaert te
worden, dewelcke toe sulcken eynde daer van terstont
een perfecten Inventaris (ten overstaen van twee uyt
de Stadts Raet daer toe te committeren) sal forme-
ren, om dienvolgens in tijden ende wylen te verant-
woorden, sonder dat op sulcke Schepen in 't minste
eenige pretentie van Prinslen ofte Berghloon gemaeckt
sal mogen werden, veel min datse de selve sullen mo-
gen laten dryven, des sal aen de Officieren ende Ma-
trofen die op Schepen werden gestelt en de selve op-
brengen, naer behoorlijcke overleveringe aen de Con-
sul, voor haer moeyte betaelt werden acht ten hondert
van de waerdye van 't Schip ende goederen, welcke va-
luatie sal gedaen worden by den voornoemde Consul,
ende een persoon daer toe by sijn Excellencie te commit-
teren, dat in sulcken gevalle byde Oorlock-Schepen
ofte Commissie-vaarders van de voornoemde Heeren
Staten op de selve voet nevens die van Salé was gehandelt
ende geprocedeert.

VII. Item,

ions seront obligées de satisfaire & payer le dommage
souffert.

ANS
de J. C.

1657.

IV. Item, que tout dommage qui par ignorance ou mé-
prise sera arrivé dans quelque rencontre des Vaisseaux de
l'un ou de l'autre part, sera notifié au lieu d'où le Vaisseau
qui aura reçu le dommage sera parti, pour y demander
indemnité convenable par les voyes de la justice; laquelle
sera rendue aux parties respectives selon l'ordre & l'usage
équitable du pais, dont l'une & l'autre parties seront obli-
gées de se contenter, sans qu'à cause du dommage souffert,
aucuns Vaisseaux, Marchandises ou Personnes puissent
être retenus par forme de retorsion; à moins que la partie
ne pût justifier que durant le cours d'une année entière,
ayant apporté toute la diligence nécessaire & poursuivi l'ac-
tion sur ledit dommage devant le juge, plainte n'ait été
faite à l'Etat de n'avoir pu obtenir de justice, mais en
tout cas & de quelque manière que puisse tomber l'affaire,
les Consuls ou autres Ministres publics de l'un ou l'autre
Etat non plus qu'aucun de leurs Domestiques ne seront en
leurs personnes ni en leurs biens responsables ni excusés
pour ce fait.

V. Mais si quelques Vaisseaux d'une & d'autre part
viennent à se rencontrer, & que nonobstant toutes les preuves
possibles d'amitié, on en vienne aux mains, en sorte que
les Vaisseaux ou l'équipage en souffrisent quelque domma-
ge, & que quelques-uns vinssent à être coulez à fond,
qu'en ce cas un chacun portera sa perte sans rien prétendre
l'un contre l'autre, à moins que le dommage fait aux
Vaisseaux, Personnes ou Marchandises n'eût été fait mé-
chamment de propos délibéré & étant prouvé lors qu'ils
auront été amenez, qu'ils appartiennent à des sujets de L.
H. P. ou de son Excellence, ils seront restitués & relâ-
chez librement & sans qu'on en enleve ni pille rien, sans
que pour ce sujet on puisse former aucune prétension à cause
des dépens, dommages & intérêts soufferts en cette ren-
contre.

VI. Item, que ceux de Salé qui iront en course venant
à donner la chasse & à attraper quelques Vaisseaux qui
concerneront les sujets de L. H. P., lesquels, soit par igno-
rance, ou par la crainte que ce ne fussent des Algériens ou
autres Pirates, auront été abandonnez, les ameneront
sans dommage, & les livreront es mains du susdit Con-
sul, pour être gardez, afin que le propriétaire en puisse
disposer, lequel Consul sera à cette fin faire inventaire en-
tier, (en présence de deux Conseillers de Ville qui seront à
ce commis) pour en pouvoir répondre en tems & lieu,
sans que sur lesdits Vaisseaux on puisse former aucune pré-
tension de prise ou de salaire pour les avoir saurez, beau-
coup moins les pourra-t-on abandonner à la Mer, mais
on payera aux Officiers & Matelots qui auront été sur les
Vaisseaux & les auront amenez, après les avoir livrés
convenablement es mains du Consul, pour leur peine huit
pour cent de la valeur du Vaisseau & des Marchandises,
laquelle évaluation sera faite par le susdit Consul & une
autre Personne que son Excellence commettra à cet effet;
& qu'en pareil cas les Vaisseaux de Guerre & Armateurs
des susdits Seigneurs Etats procederont & agiront sur le
même pied à l'égard de ceux de Salé.

VII. Item,

ANS VII. Item, dat sijn Hoogheidgedachte Excellencie de J. C. niet en sal toelaten aen eenige Roof-Schepen van Alger 1657.
of andere plaetsen van Turckyen ofte Barbarien, datse komen tot Salé om te benificieren ofte verkoopen eenige personen Vafallen ofte Ingefetenen der geunieerde Provincie, 't sy aen Vafallen, Inwoonderen ofte Vreemdelingen die ten foodanigen tijde haer onder 't gebiedt van sijn Excellencie bevinden, onder wat pretext het oock soude mogen wesen, maer sal alleen den Consul van wegen haer Hog. Mog. macht hebben om foodanige personen te koopen indien met de Veroveraers in den prys kan accorderen, anders sullen foodanigen Gevangenen ofte Slaven gehouden sijn onvercocht wederomme t'ombarqueren ende wech te voeren.

VIII. Item, eenige Koopvaerdschepen, by de Commissie-vaders van Salé verovert werdende, toebehoorende de Neutrale ofte Geallieerde met de Vereneichde Provincien, ende daer op bevonden werdende, Ingefetenen van de selve Staet, ende sy Ouders ofte Huyfrouwen hebbende ende haer Fortuyn in de Werelt soeckende, en geen andere vaste Domicilium hebbende gekooft, dat foodanige personen terstont naer hun aankomste, in vryheyt sullen werden gestelt, ende aen den Consul voornoemt geleverd werden, om na hare geboorte plaetsen geholpen te werden, ende dat in sulcken gevalle de Vafallen van sijn Excellencie in gelijcker voegen sullen werden getraecteert ende op vrye voeten gestelt.

IX. Item, dat sijn Excellencie sal doen afkondigen ende orde stellen dat de Onderdanen van haer Hog. Mog. onder sijn Excellencies gebiedt, 't sy aldaer woonende of komende te handelen, niet onbehoorlijk en worden bejegent of qualijk getraecteert, 't sy met woorden, werpen van steenen, vuytigheden of diergelijcke, maer in sulcker voegen als tusschen Vrunden ende Bontgenoten betamelijk is, op pene van naer behooren geltraft te worden.

X. Item, dat de Onderdanen van haer Hog. Mog. woonachtig onder het gebied van sijn Excellencie niet en sullen mogen werden verbonden, noch getrocken in geenige schattinge, maer dat de woonende Onderdanen van de selve exempt ende vry sullen sijn ende blyven, mits betalende aen sijn Excellencie de gewoonlijke rechten van in ende uytgaende goederen.

XI. Item, dat alle Capiteynen ende Schipperen, Onderdanen van haer Hog. Mog. de Heeren Staten Generael, met hare Schepen hier op de Reede ofte binnen de Revier van Salé komende, eenige nootdriften van Victualie van nooden hebbende voor haer Scheeps-Volck, de selve vry sal staen voor haer gelt te koopen, ofte doen koopen, so veel als sy om te victualieren van noode sullen hebben.

XII. Het tegenwoordige Tractaet sal by haer gedachte Hog. Mog. ende sijn Excellencie geratificeert ende geaprobeert werden, ende de brieven van ratificatie sullen van de een ende de ander overgeleverd werden in goede ende behoorlijke forme in de tijdt van ses Maenden, een Maent ofte twee onbegrepen, ende by foo verre onder tusschen de respectieve Oorloch-Schepen ofte Commissie-vaders de Onderdanen van d'een of d'andere zijde komen te beschadigen, sullen hare Hog. Mog. ende sijn Excellencie orde stellen dat die schade volgens het vierde Artikel van dit tegenwoordige Tractaet aen de geintereffeerde worde vergoet.

In kennisse der waarheit, hebben wy ondergeschreven Gedeputeerde die met onse eygen handt onderteyckent. Aldus gedaen, geslooten ende gearresteert in Salé den twee en twintichsten dach Marty deses Jaers, Anno seftien hondert seven en vijftich, was onderteekent David de Vries, Ibrahim Duque Mohamed Benaly Aly Cordores, lager stont, accordeert van woerde tot woerde met sijn originele, Athom Salé den vijf en twintichsten Marty seftien hondert seven en vijftich, was geteekent.

Ferdinando Winants, Cancellier.

VII. Item, que son Excellence ne permettra à aucuns ANS
Corsaires d'Alger ou d'autres Places de Turquie ou Bar- de J. C.
barie, qu'ils viennent à Salé pour y beneficier ou vendre 1657.
aucunes Personnes, Vaisseaux, ou Habitans des Provin-
ces-Unies, soit à des Vaisseaux, Habitans ou Etrangers qui
alors se trouveront sous l'obéissance de son Excellence,
sous quelque pretexte que ce puisse être, mais le Consul seul
de L. H. P. aura pouvoir de racheter telles personnes, s'il
peut convenir du prix avec les Corsaires, autrement seront
tenus de rembarquer & emmener tels prisonniers ou es-
claves non vendus.

VIII. Item, quelques Vaisseaux Marchands, étant
pris par des Armateurs de Salé, ceux appartenant à des
Etats Neutres ou Alliez des Provinces-Unies, & s'y
trouvant des Habitans de cet Etat, & eux ayant peres &
meres, ou femmes, & cherchant leur fortune par le mon-
de, sans avoir encore choisi aucun domicile arrêté, que
telles personnes seront aussitôt après leur arrivée mises
en liberté, & livrées au susdit Consul, pour être con-
duites au pais de leur naissance, & qu'en cas pareil les
Vaisseaux de son Excellence seront traités & mis en liber-
té de la même manière.

IX. Item, que son Excellence fera publier & donne-
ra ordre que les sujets de L. H. P. qui seront sous l'obéis-
sance de son Excellence, soit qu'ils y demeurent ou qu'ils
y viennent traffiquer, ne soient point reçus comme il
conviendrait, ni maltraités soit de paroles, de coups de pierre,
de boue ou autres insultes semblables, mais comme il est con-
venable, entre Amis & Alliez, sur peine de punition
comme il appartient.

X. Item, que les Sujets de L. H. P. demeurant sous
la juridiction de son Excellence, ne pourront être obligés
ni forcés à aucun tribut; mais que les sujets qui y habite-
ront en seront exempts, en payant à son Excellence les
droits accoutumés pour l'entrée & sortie des marchan-
dises.

XI. Item, que tous Capitaines & Maîtres des Vais-
seaux sujets de L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux, qui
viendront avec leurs Vaisseaux à la Rade ou dans la Ri-
viere de Salé, & qui auront besoin de quelques provisions
de bouche pour l'équipage, il leur sera libre d'en acheter
ou faire acheter pour leur argent autant qu'ils en auront
besoin pour se ravitailler.

XII. Ce present Traité sera ratifié & approuvé par
L. H. P. & son Excellence, & les Lettres de Ratifica-
tion seront échangées en bonne & due forme dans le tems
de six mois, non compris un mois ou deux, & en cas que
cependant les Vaisseaux de Guerre ou Armateurs de part
ou d'autre viennent à faire quelque dommage aux sujets de
l'une ou de l'autre partie, L. H. P. & son Excellence don-
neront ordre que suivant l'article quatrième de ce present
Traité ceux qui auront souffert le dommage en soient de-
dommages.

En témoin de la vérité Nous soussignez. Depuis avons
signé ces presentes de nos propres mains; Ainsi fait, con-
clu & arrêté à Salé le vingti & deuxième jour de Mars
de cette année mil six cents cinquante sept, étoit signé, Da-
vid de Vries; Ibrahim Duque Mohamed Benaly Ali
Cordores; & plus bas étoit écrit, s'accorde de mot à mot
à son Original. Fait à Salé le vingti-cinquième Mars
mil six cents cinquante sept, étoit signé Ferdinand Win-
nants Chancelier.

ANS
de J. C.

CCCCXIX.

1657.

PALATI-
NAT.

Manifeste pour le Sérénissime Prince Comte PALATIN du Rhin, Electeur & Vicaire du S. Empire, &c. Contenant un Abrégé des raisons de son droit sur le Vicariat de l'Empire, dans les Cercles du Rhin, de la Suabe, & du Droit Franconique. Fait à Heidelberg, le 1. Mai, 1657. & imprimé dans la même Ville, la même année en 4.

IL seroit fort superflu sans doute de vouloir s'étendre beaucoup, pour montrer que le Vicariat de l'Empire, dans les Cercles du Rhin, de la Suabe, & du droit Franconique, par le décès de l'Empereur Ferdinand III. appartient au Sérénissime Prince Charles Louis, Comte Palatin du Rhin, Electeur du S. Empire, &c. Puis que c'est un droit, dont le témoignage des Historiens, la Constitution de la Bulle d'Or, les Lettres & les Patentes des Empereurs, la Coutume invétérée, & les Exemples de ses Ancêtres, le dernier Instrument de la Paix conclue à Munster & à Osnabrug, en un mot la connoissance publique, & les loix fondamentales de l'Empire le mettent en possession sans contredit, il semble qu'il n'y a pas lieu de chercher ou des preuves, ou des raisons, pour l'y maintenir. Toutes celles là sont des gareds trop connus & trop illustres, pour avoir besoin de feuilleter à cet effet, ou les Archives de la Chancellerie Palatine, qui en sont chargés, ou de copier les passages des Auteurs qui en sont pleins, là où il ne faut consulter, que des documents & des privilèges si publics, & où se presente d'abord tout ce qu'il y a de plus saint & de plus authentique dans le monde. Néanmoins, puis qu'il n'est rien de si inviolable & de si sacré, ou par son antiquité, ou par sa justice, qui parfois ne puisse estre mis en compromis, il est juste de satisfaire en peu de lignes à l'ignorance des uns, à la curiosité des autres, & à l'intérêt que le public peut avoir d'en estre informé en cette rencontre.

Pour ce sujet, il faut remarquer d'entrée, ce qui a été prouvé suffisamment ailleurs, & qui est mis hors de doute par tous ceux, qui ont quelque connoissance de l'Histoire des siècles passés, que cette dignité du Vicariat de l'Empire a été acquise aux anciens Comtes Palatins du Rhin, de temps immémorial, *vigore Præsentis Prætorii, Majoratus Domus & Palatii, Comitatus Palatini*, en un mot, qu'elle leur a été donnée, comme aux Comtes & Maires du Palais, dont le rang & la dignité sont trop connus, pour estre représentés fort au long en cet endroit. Qu'il ne faut pas s'étonner, que cette Charge si éminente leur donnant le premier rang, & la principale Autorité dans la Cour de leurs Maîtres, avec l'Intendance generale de leurs Affaires & de la Justice, durant leur regne & en leur presence, comme tous les Historiens en tombent d'accord, qu'aussi en vertu de ce rang & de cette autorité ils aient été établis ou par leur absence, ou par leur décès en l'administration & la regence de l'Empire. Qu'en ayant déjà la principale conduite durant la vie des Empereurs, elle ne pouvoit que leur demeurer toute entiere apres leur mort, ni passer en d'autres mains, jusques à ce qu'on eust donné un nouveau Chef à l'Empire. Qu'il est assez clair & evident, comme il a été remarqué avant qu'il y eust aucune conteste sur ce sujet, que c'est de là qu'il faut tirer uniquement la source de ce privilege si considerable du Vicariat dans l'Empire, lequel cette dignité de leur rang, les bonnes graces des Empereurs, & la veneration qu'on a eu pour le sang de Charles-Magne, ont ou aquis ou conservé aux Comtes Palatins du Rhin, aussi bien que celui là si auguste & si important d'estre reconnus seuls pour Juges de l'Empereur même, en ses causes particulieres.

En second lieu, que ce droit n'a pas été aquis de
Tom. III.

toute ancienneté aux Comtes Palatins du Rhin, en pa-
prier seulement & en parchemin, mais a été mis en
pratique & exercé réellement par un grand nombre
d'entr'eux, mêmes avant la creation des Electeurs, &
long-temps avant la constitution de la Bulle d'Or, com-
me il est constaté par les Exemples de Conrad ensuite
de la mort de l'Empereur Henri l'Oiseleur; de Louis
apres la mort de l'Empereur Rodolphe I; de Rodolphe
Beau-pere de l'Empereur Charles IV; & de Robert
l'Aîné, tous Comtes Palatins du Rhin. Mêmes l'Em-
pereur Louis de Baviere dans sa Constitution publiée à
Francfort l'année 1339. pour montrer tout ensemble
l'ancienneté & la pratique de ce droit, parle en ces ter-
mes sur ce sujet, „quod longa & probata consuetudine
„ inconcussa à Majorum ordinatione retrò observata,
„ vacante Imperio jus administrandi Imperii, jura, fen-
„ da conferendi, & cetera negotia disponendi Palati-
„ no Rheni debeatur; C'est-à-dire; *Que par une Cou-
tume ancienne & approuvée inviolablement depuis le re-
glement des Ancêtres, l'Empire estant vacant, le droit
d'administrer l'Empire, de conferer les sieges, & de dis-
poser de toutes les autres affaires est deu au Comte Palatin
du Rhin.*

En troisieme lieu, que ce droit a été confirmé au-
thentiquement aux Comtes Palatins du Rhin par la Bulle
d'Or faite par l'Empereur Charles IV, laquelle sert de
regle & de loy fondamentale à l'Empire, & dans la-
quelle, apres avoir été traité auparavant des charges
& des dignités des Electeurs, en suite sous le titre V.
intitulé, *de Jure Comitum Palatinorum & Saxonie Ducum*,
il est dit formellement, & en termes expres; Quoties
„ insuper, ut præmittitur, sacrum vacare contingeret
„ Imperium, Illustres Comes Palatinus Rheni, Sacri
„ Imperii Archidapifer ad manus futuri Regis Roma-
„ norum, in partibus Rheni & Suevie, & in jure Fran-
„ conico, RATIONE Principatus seu Comitatus
„ Palatini, privilegio esse debet Provisor Imperii, cum
„ potestate judicis exercendi, &c. C'est-à-dire, *Tou-
tesfois & quantes, comme il est marqué cy-dessus, il ar-
rivera que le Saint Empire demeure vacant, l'Illustre
Comte Palatin du Rhin Grand Senechal du S. Empire,
en place du Roy des Romains; par privilege doit estre
Rogem ou Vicaire de l'Empire, dans les Cercles du Rhin,
de la Suabe & du droit Franconique, EN VERTU DE
la Principauté ou Comté Palatine, avec le pouvoir d'ex-
ercer des jugemens, &c.*

En quatrieme lieu, que mêmes encore par la Bulle
d'Or de l'Empereur Sigismond, il est porté, „Electo-
„ res & Comitæ Palatini diuturnā temporum præ-
„ scriptione inconcussa habuissent Vicariatum Imperii &
„ possedisse legitime; *Que les Electeurs & Comtes Pala-
tins, par une longue prescription de temps avoient eu in-
variablement le Vicariat de l'Empire & l'avoient posse-
dé legitime; Qu'aussi tant par les Lettres & les Pa-
tentes des Empereurs suivans jusqu'à Ferdinand II. que
par les Exemples de Robert, Louis, Frideric le Victo-
rieux, Philippe, Louis VI. Othon Henri, Jean Ca-
simir, & Frideric V. Pere de S. E. R. Charles Louis,
lesdits Comtes Palatins du Rhin depuis le temps de la
Bulle d'Or & suivant la coutume de leurs Ancêtres ont
été confirmés en ce privilege, au seu & à la veüe de
tout l'Empire, & en ont exercé la charge, sans aucune
contesté.*

En cinquieme lieu, par l'Instrument de la Paix
conclue à Osnabrug & à Munster S. A. E. Charles Louis
ayant été mis formellement, & étant rentré dans la
possession du Palatinat du Rhin, avec tous & un cha-
cun de ses droits, regales, prerogatives, & privileges,
qui luy appartiennent, de même que les Electeurs &
Comtes Palatins du Rhin en avoient joui avant la der-
niere guerre de Boheme, & en ayant reçu en suite l'in-
vestiture à Prague l'année 1652. de l'Empereur Ferdi-
nand dernier mort en mêmes termes, il s'ensuit que
sans aucune matiere de doute, il a été mis là en
possession du droit du Vicariat, qui en est une dé-
pendance inseparable, & qu'il ne sauroit luy estre dis-
puté avec la moindre apparence de justice, & sans vio-
ler

Vvvv

ler

ANS 1er manifestement tout ce qu'il y a de plus sacré ou de
de J. C. plus inviolable dans l'Empire.

1657. Et bien, que dans ce même Instrument de Paix la dignité Electorale des Comtes Palatins du Rhin, de mêmes que le Palatinat Supérieur & la Comté de Cham, ait été transportée à la Maison de Bavière, avec toutes ses regales, droits & prerogatives, & qu'en vertu de ce transport l'Electeur de Bavière prétende par les Patentes d'avoir quelque droit au Vicariat, il n'y a personne qui ne voye par les raisons & les autorités susdites le peu de fondement, qu'il y a dans ses prétentions, & la contradiction, qu'on en doit faire en cette rencontre.

Surquoy il faut remarquer 1. que n'alléguant aucune autre preuve de son droit prétendu sur le Vicariat, que cet Instrument de Paix, il témoigne luy même par là, que ce droit appartient naturellement aux Comtes Palatins du Rhin, & non aux Ducs de Bavière, & qu'à moins d'une exclusion spéciale & d'une concession formelle ceux là n'en peuvent être aucunement forçés, ni ceux ci y avoir aucun droit en façon quelconque.

En second lieu, qu'il n'est pas dit dans ledit Instrument de Paix, que tous les droits & les prerogatives des Electeurs & Comtes Palatins du Rhin sont transportés en la Maison de Bavière, en quel cas il pourroit tirer la conséquence, dont il se veut servir à présent, mais seulement ceux qui sont attachés ou dependans de la dignité Electorale, dont il ne peut tirer aucun avantage en cette rencontre.

En troisième lieu, qu'il ne suffit pas d'alléguer des termes généraux, pour s'attribuer le droit de l'investiture d'une Dignité si éminente & si considérable; qu'il faudroit quelque exclusion expresse & solennelle, aussi bien qu'elle se trouve en d'autres Articles de beaucoup de moindre importance, pour dépouiller une Maison de la possession d'un droit de cette nature, dont elle a été en une paisible & entière possession depuis tant de Siècles, confirmée par tant d'Actes & de Privileges authentiques, & autorisée par tant d'illustres Exemples. Qu'autrement, il ne peut se l'attribuer sans faire luy même une contravention manifeste audit Traité, ou Instrument de Paix, qui n'en fait aucune mention, & qui rétablit S. A. E. Charles Louis dans tous les droits & les Privileges que la Comté Palatine a donné à ses Ancêtres.

En quatrième lieu, que non seulement par ledit Instrument de Paix, par la vigueur de l'Amnistie générale, qui annule toutes les procédures passées, mais encore par l'Investiture expresse de divers droits, que sa dite A. E. a reçu du dernier Empereur Ferdinand III. qui tirent uniquement leur source & leur origine de la dignité de Vicair de l'Empire, comme sus succedent, di in bona liberorum ex illegitima coitione natorum, „ sus capiendi & sibi adiacendi in proprietatem & servitutum eos, qui sine dominio & lare aberrant, il s'ensuit, que c'est luy seul qui a le droit dont il est question, & qu'il a été confirmé encore par là dans le privilege de sa Maison, au sujet du Vicariat de l'Empire.

En Cinquième lieu, que cette Dignité du Vicariat de l'Empire n'a aucune dependance de la Dignité Electorale, & n'y est attachée en façon quelconque. Ce qui est porté par les termes si expres de la Bulle d'Or, qui confirme ce droit aux Electeurs Palatins RATIONE Comitatus seu Principatus Palatini, EN VERTU de la Comté ou Principatus Palatine, qu'on peut bien dire qu'elle a eu dessein d'enlever tout sujet de doute & de scrupule de ce côté là, & ne laisser aucune matière de conteste sur ce sujet.

Mais ce qui outre cette décision seule & peremptoire & qui ne peut souffrir aucune exception, se peut recueillir encore aisément 1. Par la considération de l'Origine de cette Dignité, qui a été attachée, comme il a été dit, „ aux Comtes Palatins du Rhin, tanquam Praefectus praetorii & Magistris aut Comitibus Palatii, & non pas comme à des Electeurs de l'Empire. Qu'ainsi ce droit étant plus ancien, que celui de la dignité Electorale, & comme une suite de cette autorité & de cette intendance, qui étoit acquise aux Comtes ou aux Maires du

Palais, & par là demeurée héréditaire avec le nom aux Comtes Palatins du Rhin, il ne falloit point d'autre considération, que celle là, pour décider le droit de S. A. E. Charles Louis. 2. Par l'Autorité de tant de Diplômes & de Patentes des Empereurs, dont les Archives de la Chancellerie Palatine, & les Historiens sont pleins, qui marquant la pratique & l'ancienneté de ce Privilege, soit durant l'absence, soit après la mort d'un Empereur, l'attachent immédiatement à la Comté ou Principauté Palatine du Rhin, sans aucune mention de la dignité Electorale. Ainsi outre quelques uns, qui sont allégués cy-dessus, il suffira encore de rapporter en cet endroit un extrait de l'Acte, que l'Empereur Rupert accorda à Louys le Barbu, ou le Pie, Comte Palatin du Rhin, lors que passant en Italie, il luy laissa, selon l'ordre & la coutume, l'administration entière & la Regence de l'Empire, & entre autres y a inséré ces termes; „ Praecipue etiam advenientes à divis Romanis Imperatoribus & Regibus praedecessoribus nostris hactenus extitisse observatum, ac etiam de JURE COMITATUS PALATINATUS RHENI fuisse & esse, quod cum Romanus Imperator vel Rex ultra montes Italiam ingressus fuerit, in ipsius absentia Vicariatum Imperii in Germania, Gallia, & regno Arelatensi ad COMITEM PALATINUM RHENI pervenisse & pertinere. Ayant égard sur tout à ce qui a esté pratiqué jusques à cette heure par les Sacrés Empereurs & Roys nos Predecesseurs, & aussi qu'il A ESTE ET EST DU DROIT DU COMTE PALATIN DU RHIN, que lors que l'Empereur ou le Roy des Romains sera entré dans l'Italie de delà les monts, dans son absence le Vicariat dans l'Empire appartenu, & appartenu au COMTE PALATIN DU RHIN. D'où aussi bien que du reste, & sans qu'il soit besoin d'y insister beaucoup, l'on peut recueillir aisément non seulement l'antiquité, mais aussi le fondement de ce droit du Vicariat, & lequel ou de la Dignité Electorale, ou de la Comté Palatine du Rhin en doit être creué, ou a été reconnue de tout temps, la source & l'origine. 3. Par les Exemples des Comtes Palatins du Rhin, qui ont exercé cette charge dans l'Empire, non seulement long-temps avant la Constitution de la Bulle d'Or, mais mêmes avant la creation des Electeurs, ainsi qu'il a été remarqué par divers Ecrivains celebres. Qu'ainsi, ladite Bulle d'Or n'a pas donné, mais seulement confirmé ce privilege aux Comtes Palatins du Rhin, & qu'elle ne l'a point considéré comme une dependance de la Dignité Electorale. 4. Par la distinction formelle, qui se trouve en la dite Bulle d'Or des Charges & Dignités. Que dans les Sections precedentes il est parlé de la Dignité Electorale, de ses droits & privileges, des Maisons auxquelles elle doit être attachée; dans celle-cy il est parlé tant seulement du Vicariat de l'Empire, & du droit des Comtes Palatins & du Duc de Saxe, ainsi que porte le titre, & dont il est traité dans le texte, qui a été mal traduit en la Version Allemande, & contre la teneur des termes de l'Original. 5. Par la considération, que cette Dignité du Vicariat de l'Empire non seulement a été attachée aux Comtes Palatins du Rhin en vertu Principatus seu Comitatus Palatini, mais encore que la même charge dans les pays du droit Saxonique n'a pas été donnée non plus au Duc de Saxe, à cause de la Dignité Electorale, „ sed ratione cujusdam Palatinatus in Saxonia, & Praefectura etiam Palatii veteris, au moins comme les Annales & divers Historiens en font foy. Ainsi, bien qu'il y eust divers autres Palatins dans l'Empire, si est ce que tout le monde fait qu'il y avoit les Archipalatins, dont ils étoient gouvernés, entre lesquels le Comte Palatin du Rhin & le Duc de Saxe tenoient le premier rang, & en étoient comme les Chefs & les Directeurs. 6. Qu'enfin, il n'est point dit en la Bulle d'Or en vertu de la Duché de Bavière, non plus que de l'Electorat, mais de la Comté Palatine, qui semble avoir été mise en la premiere & la plus belle possession de ce droit, comme le pays le plus proche & le plus voisin pour l'exercice de cette charge dans les parties juris Franconici, ainsi que la considération de son assiette a donné le premier

ANS
de J. C.
1657.

1657. ANS. mierrang entre les Prelats d'Allemagne, à l'Archeveque de Mayence.

1657. D'ailleurs, que pour invalider ces raisons, ou montrer la dependance du Vicariat de la Dignité Electorale, il ne tend rien d'alleguer le texte de la version Allemande de la Bulle d'Or qui est mal traduit, comme il a été dit & contre les termes expres de l'Original. Moins encore y a-t'il apparence d'avoir recours en cet endroit au titre d'*Archidapifer*, qui est donnée au Comte Palatin en ladite Bulle, ou à celui d'*Electeur* qui est ajouté en d'autres constitutions des Empereurs à celui de Comte Palatin du Rhin, & de Vicair de l'Empire. Que ce sont des exceptions trop foibles, & des subtilités trop grossières, pour porter coup en cette affaire, & mériter la moindre reflexion. 1. Parce que ni l'un ni l'autre ne se rencontrent point inferés dans une infinité d'Actes, qui ont été expédiés au Comte Palatin du Rhin au sujet du Vicariat de l'Empire, & dont nous avons allegué quelques uns cy-dessus. 2. Mais sur tout, veu qu'il n'est aucun si depourvu de sens, qui ne voye d'abord que le titre d'*Electeur* leur est donné en d'autres endroits, pour les distinguer d'avec leurs Cadets, & l'un & l'autre, non pas comme des mots de *disposition*, ou de *connexion*, ainsi qu'on parle dans les Ecoles, mais purement & simplement comme des termes d'*enonciation*. Que parlant d'un droit des Comtes Palatins du Rhin, on y ajoute les titres dont ils estoient en possession, & dont le principal leur est conservé encore aujourd'hui sans qu'on puisse pretendre que cette addition leur puisse porter le moindre prejudice ou marquer la source & la dependance de leur droit pour le Vicariat de l'Empire, ainsi qu'il seroit absurde de vouloir inferer en cette rencontre, ce qui se refuse par une infinité d'exemples, qu'on pourroit alleguer sur ce sujet.

Qu'ainsi, comme l'*Electeur* de Baviere ne sauroit faire boudier de cet Instrument de Paix, pour l'établissement de son droit imaginaire, avec le moindre pretexte ou aucune couleur de justice, puis qu'au contraire il s'oppose le fondement deses pretensions; aussi moins encores le peut-il appuyer sur quelque Concession Imperiale, qui le puisse favoriser à cet effet.

Premièrement, d'autant qu'il ne peut se prevaloir d'aucunes, qui ait peu estre donnée avant la dernière paix & durant les Guerres pour ce sujet, veu qu'elle seroit cassée & annullée formellement, par l'Instrument de paix, in artic. Pal. Cassatis is, que in contrarium, acti sunt &c.

En second lieu, qu'il ne peut entendre par là la lettre d'investiture accordée au Duc Maximilian son pere, durant les guerres de l'année 1638, ou entre autres choses, il est fait mention expresse de l'investiture du Vicariat, par ce qu'elle a été entièrement cassée. 1. Par l'article sus allegué de l'Instrument de Paix, où il est dit, *Cassatis is &c.* 2. Par l'expédition d'une nouvelle lettre d'investiture, dont n'y ayant point eu de mort de Vassal ou de Seigneur il n'y eût en aucun besoin, si la premiere n'eût été entièrement annullée. 3. Par la promesse que S. M. L. avoit donnée de surabondant à S. A. E. P. tant de bonche que par cent, ou d'insérer *clausulam cassatorium* dans la nouvelle lettre d'investiture de l'*Electeur* de Baviere, ou d'en donner audit *Electeur* Palatin *rescriptum cassatorium*.

En troisième lieu, ce qui merite sans doute d'estre bien remarqué, que S. M. L. dans les nouvelles lettres d'investiture, qu'elle a honorées à l'*Electeur* de Baviere l'année 1652, non seulement n'y fait point mention du Vicariat, & n'y a point voulu inferer ces paroles, *Ainsi que l'Electeur Maximilian de Baviere en a esté investi cy-dessus &c.* ce à l'égard de la precedente lettre, laquelle il a eue jusqu'à sa bienheureuse mort; Que mêmes au contraire, pour un éclaircissement en faveur de l'*Electeur* Palatin, il est dit en general, que l'*Electeur* de Baviere doit estre investi avec la dignité Electorale, & la Comté Palatine Supérieure, comme l'Instrument de la paix porte expressément, ainsi qu'on peut voir par la Copie de ladite lettre d'investiture, laquelle fa M. I.

peu de temps avant sa mort & nommément le 10. de Mars de l'année 1657. communiqua benigneement à l'*Electeur* de J. C. l'*Electeur* Palatin.

1657. Qu'ainsi non seulement toutes les instances & les prieres de l'*Electeur* de Baviere furent inutiles pour faire inferer le Vicariat en ladite lettre d'investiture, mais encore que sa M. I. récrivit en ce même temps à l'*Electeur* Palatin, qu'elle savoit encore fort bien les avis & les remontrances qu'il lui avoit présentés sur ce sujet, sur lesquelles elle avoit fait meure deliberation, & en effet y avoit fait restreindre & renfermer en ces termes cette nouvelle lettre d'investiture accordée à l'*Electeur* de Baviere, comme la Copie en pouvoit faire foy.

Qu'en tout cas il estoit aisé de recueillir par les raisons susdites, que ce droit si authentique & si privilégié, & qui est confirmé sans contredit à S. A. E. par l'Instrument de Paix, ne pouvoit lui estre ôté par aucune Concession particulière, soit qu'elle fust antérieure ou postérieure audit Traité, & ne pouvoit en aucune façon avoir lieu à son prejudice.

Enfin, sans s'étendre d'avantage sur une matiere si claire & si évidente, puis que S. A. E. P. Charles Louis est revêtu de la charge du Vicariat en vertu de la Comté Palatine du Rhin, comme d'une prerogative, qui est *inseparable connexion*, qui lui est toute particuliere & attachée inseparablement; acquise par ses Ancêtres il y a tant de siècles; confirmée par un privilege special dans la Bulle d'Or, qui sert de loy fondamentale à l'Empire; autorisée par tant de privileges particuliers, qui y ont été annexés, par les Empereurs & Rois des Romains, par tant de Patentes & de Diplomes de leur part, en un mot, par une observance immémoriale & si publique de tant d'années, & encore nouvellement par le dernier Instrument de Paix de Munster & d'Onabrug; Qu'aussi l'Empire se rencontrant vaquant à present S. A. E. a pris de droit la provision & l'administration de l'Empire dans les Terres du Rhin, de la Suabe & du droit Franconique sans aucune doute qu'elle ne soit reconnue pour telle par tous & un chacun, & maintenue en sa paisible & en son entière possession. D'ailleurs, comme sadite Alt. E. promet une audience favorable à tout le monde & d'administrer de force à un chacun le droit & la justice, que personne ne puisse avoir sujet de s'en plaindre, aussi elle pretend de se réserver expressement toutes les voyes & tous les moyens licites pour la defense de son droit, contre ceux qui la voudroient troubler dans son exercice, ou apporter aucun empeschement dans son administration. Fait à Heidelberg sous le sceau de S. A. E. Palatine, le 1. May 1657.

C C C L.

Traité d'Alliance entre LEOPOLD Roi de Hongrie & de Bohême, depuis * Em. de J. C. ANS. perçu, & JEAN CASIMIR Roi de Pologne. Fait à Vienne, le 27. Mars 1657. Airzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. IX. pag. 57.

In nomine Sanctæ & individue Trinitatis Dei Patris & Filii & Sp. S. Amen.

N Otuimus universis & singulis, quorum interest vel quomodolibet interesse potest, quod cum apud quondam Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dom. Dom. Ferdinandum III. Electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, nec non Hungariæ Bohemiæque Regem, Archiducem Austræ, Gloriosissimæ Memoriz, Serenissimus ac Potentissimus item Princeps ac Dominus Dominus, Johannes Casimirus Pol. ac Succiæ Rex, Magnus Dux Lithuaniz, Regnumque Poloniz, & Magnus Ducatus Lithuaniz, jam ab aliquot annis per diversos tam solemnēs Legatos, quam alias personas ex antiquorum inter dictum Serenissimum Regem ejusque Antecessores ex una & dictum

ANS
de J. C.
1657.

Ser. Regem ejusque item Antecessores Reges Regnumque *Poloniae* & Magnum Ducatum *Lithuaniae* ex altera parte exsistentium foederum ac pactorum lege sibi tam internis turbis quam externis bellis graviter laborantibus auxilium ferri petissent : ac tandem re multum dique deliberatâ prima Decembris anni proxime præterlapâ 1656. inter dictæ Cæsareæ Majestatis cum plenâ facultate ad hoc deputatos Commissarios ac dicti Ser. Regis & Regni *Poloniae* ac Magni Ducatus *Lithuaniae* Plenipotentiarios Legatos certa quædam conventio sive foedus initum ac inter alia pactum fuerit & Majest. sua Cæsarea certum numerum pedestris Militiæ ex suis dimittere & sub signa *Polonica* concedere statuto tempore debeat permittere. Porro autem cessantibus subinde ex novorum ac cessione hostium dicti Regis Regni-que *Poloniae* tum machinationibus quoque eorundem periculis animadversum fuerit, ad asserendam tam pacem & tranquillitatem dicti Serenissimi Regis & Regni ac Magni *Lithuaniae* Ducatus, quam securitatem quoque utriusque partis Regnorum ac Provinciarum aliisque Majoribus copiis ac viribus opus esse : Jam sub excessum ex hac vita dictæ Majestatis suæ Cæsareæ de numero & modo eorum auxiliorum expediendorum pactorumque pro utriusque partis securitate concipiendum actum. Ac demum post obitum sæpe dictæ Majestatis Cæs. Realsumpto inter Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini *Leopoldi Hungariae ac Bohemiae* Regis, Archiducis *Austriæ*, &c. cum speciali potestate ad hoc destinatos Commissarios Excell. Domin. *Johannem Weichardum* Ducem *Münsterbergensem* in *Silesia* S. R. I. Principem ab *Aversberg*, Comitem in *Gottschee & Weels*, Dominum in *Schon & Seisenberg*, Equitem auci velleris sacræ quondam Cæsareæ Majestatis gl. Mem. Consiliarium intimum & supremum Aulæ præfectum, nec non Ducatus *Carniola & Marchia Slavonica* supremum & hæreditarium Provincie *Marchallum* & Camerarium : Item Dominum *Ernestum* Comitem in *Oetting* dictæ quondam Sacræ Cæs. Majestatis Consiliarium item intimum Consilii Imperialis Aulici Præfidentem, ac Dominum *Johannem Ferdinandum* Comitem de *Portia ac Brugnera*, Hæredit. in *Sinos & Dremb.* dictæ quondam Sacræ Cæs. Majestatis Consiliarium intimum, nec non dictæ S. Regis *Hung. & Boh.* Consiliarium intimum actuale ac supremum aulæ præfectum, ac sæpe dicti Ser. Regis *Joh. Casimiri* Regni *Pol. ac Magni Ducatus Lith.* cum plenâ similiter potestate Legatum Extraordinarium Excell. Dominum *Bogislaum* Comitum de *Lesna*, supremum Thesaur. Regni *Pol.* Majoris *Poloniae* Generalem. *Miedziens. Off. Oficiemeno* Gubernatorem, tractatu in Dei nomine in hoc foedus conventum sit.

Imprimis rata ac firma sint non modo quæ dicta conventio sive foedere prima Decembris inita, verum etiam quæ antiquitus inter Serenissimas *Austriacam & Jagellonicam* Domos pacta & statuta fuerunt, nisi quatenus illdem per sequentia derogatum vel additum fuerit.

Inherendum igitur dictis foederibus & pactis sit foedus inter dictum Sereniss. *Hungariae ac Bohemiae* Regem Archiducem *Austriæ* ex unâ & dictum Sereniss. *Johannem Casimirum* Reg. *Pol. & Sueciæ*, Magnum Ducem *Lithuaniae* dictumque Regnum *Poloniae* & Magnum Ducatum *Lithuaniae* ex altera parte, pro restaurandâ pace in *Poloniâ* & securitate utriusque partis Regnorum & Provinciarum (& hic quidem Serenissimus Rex *Hungariae & Bohemiae* denuo protestatur se per hoc Foedus nullatenus velle vel posse à pace *Monasteriensis & Osia-brugensis* recedere vel illi ulla ratione contravenire) ad hunc ergo finem pacis & securitatis sæpe dictus Sereniss. Rex *Unghariae & Bohemiae* loco quatuor millium peditum, antea in subsidium determinantorum justum exercitum pedestris Equelstrisque militiæ convenienti tormentorum bellicorum numero cum requisitis rei-tormentariæ instructum sub signis ac Gen. Campi Marschalcho & subordinatis ductoribus loco in finibus Regni *Poloniae* statuendo cum copiis Serenissimi Regis & Regni *Pol. ac Magni Ducatus Lithuaniae* eo die & loco, quo inter Se-

reniss. Regem *Polon.* & Gen. Serenissimi Regis *Hungariae*, conventum fuerit, quantocius conjungat, non de J. C. aliter quam pro defensione sæpe dicti Sereniss. Regis & Regni in *Polonia*, operaturum. Si Serenissimus Rex *Poloniae ac Sueciæ* ipse in castris conjunctis præsens erit, Imperium Majestati suæ summum in exercitum auxilium competet, si vero abfuerit, tum cuique Exercitus Generali præfecto, in exercitum sibi commissum Imperium erit, si vero autem Serenissimus Rex in castris ad sit si abit, actiones siue operationes bellicæ non nisi de consilio & consensu Gen. præfecti Auxilium copiarum resolvatur & executioni mandentur; ad promovendam expeditionem dicti Exercitus auxiliiars conventum est ut Seren. Regi *Unghariae* exsolvatur à Serenissimo Rege *Poloniae ac Suec.* summa quingentorum millium Florenorum *Rhenensium*. Pro conservatione vero ejusdem Exercitus in futurum, *Quamdiu bellum hoc durabit*, summa trecentorum millium Florenorum *Rhenensium* pendatur annue. Præterea Serenissimus Rex & Regn. *Pol.* Exercitui auxiliari sustentando non tantum quoque tempore annonam præstabit, eoque sine, ne ex horum defectu detrimenti aliquid capiatur, locis opportunis granaria siue Magasina, uti vocant, suo sumptu constituet, verum & itatim Hyberna more Germanico præstabit. Si præter hæc omnia, siue ex mandato Regis, siue Reip. *Poloniae* aliqua summa paratæ pecuniæ subsidii loco huic Exercitui distributa fuerit, hæc in deductionem dictæ summe trecentorum millium Florenorum *Rhenensium* veniet.

Insuper Castella, loca, & Civitates ad S. Regem, Regnum *Poloniae*, & magnum Ducatum *Lithuaniae* pertinentes præsertim Juris Regii & Ecclesiastici maxime vero ad flumina sita pro ratione & necessitate belli *Seren. Hungariae & Bohemiae* Regis Exercitui ad tutum sui receptum semper aperta erunt, quamdiu necessitas securitatis postularit, præsidio tenenda ac mox ubi ea cessaverit dimittenda.

Hæc præterea S. Regi *Hungariae* optione datâ ut eadem liceat duobus vel tribus ex omnibus præmemoratis locis vel Civitatibus suo arbitrio deligendis, justum militis sui Germanici præsidium imponere, quod præsidium S. *Unghariae & Bohemiae* Rex pace facta deducere tenebitur, nihilque juris in ea loca prætendat.

Administratio autem & jurisdictio ac judicia rerum Politicarum & Civilium, præsidio durante, penes eum vel eos maneat, ad quem vel quos eavi Legum & constitutionum Regni pertinent.

Hoc foedus mutæ defensionis tam diu duret donec pax facta & executioni mandata fuerit.

De pace vero vel iudicis cum adversa parte neutra pars hoc foedere comprehensa sine alterius præscitu & consensu agat tractetve nedum concludat.

Si pendente hoc bello *Polonico* Seren. *Unghariae*, ac *Bohemiae* Regem ejusque successores & hæredes siue ejusdem Regna & Provincias quacunque de causa à quocunque infestari contingat teneatur Seren. Rex & Regnum *Poloniae* & Magni Ducatus *Lithuaniae* tanquam in causa propriâ Ser. Regi *Unghariae & Bohemiae* ejusque hæredibus omnibus viribus assistere nec ab ea assistentiâ delittere, donec communi consensu pax fuerit conclusa. Cæterum ratio manente integre articulo vicissim sæpe dicti Conventionis 1. Decembris anni proxime præteriti initæ cum Ser. Electore *Brandeburgico* promoveatur tractatio vigore conventionis supradictæ prima Decembris initæ & pro assecuratione sua pateat illi ad societatem communis foederis aditus.

Promoveatur similiter juxta dictam conventionem tractatio cum *Cosaciæ* Duce *Chmielnicio*, ut is non modo *Cosacos*, si qui nunc contra *Poloniam* vel *Magnum Ducatum Lithuaniae* militant, statim revocet, sed ipse quoque una cum militia ipsi adhærente certis legibus & data securitate ad obedientiam Regis & Regni redeat.

Cum Sereniss. Magno Duce *Moscoviae* non tantum inducæ sanctæ observentur, sed cum eodem & agatur ut jam nunc Pax stabilis inter ipsum & Ser. Regem & *Poloniae* Regnum constituitur qui Ser. R. *Unghariae & Bohemiae*

ANS Bohémie interpolationem suam offerat & Seren. Magnus
de J. C. Dux interea omnibus viribus suo & loco, pro pacan-
1657. da Poloniâ concurrere pergat. Agatur & cum Ser.
Rege Dania, ut & in societatem amorum pro com-
muni securitate quam primum concedat, si qui alii
Reges, Respublicæ, vel Principes in eandem societa-
tem recipi desideraverint de eo communi fœderatorum
Consilio agatur.

In quorum omnium fidem duo hujus fœderis five con-
ventionis confecta fuerunt exemplaria pro singulis par-
tibus unum, à fœpeditis Commissariis & Plenipoten-
tuario Legato manibus propriis subscripta & appensis si-
gillis suis Munita.

Viennæ d. 27. Maii anno millesimo, sexcentesimo
quinquagesimo septimo.

CCCLI

ANS (a) *Traité entre LOUIS XIV. Roi de*
de J. C. *France & OLIVIER CROMWEL*
1657. *Protecteur d'Angleterre. Fait le 9. Mai*
1657. *Manuscrit.*

LA FRAN-
CE ET
L'ANGLE-
TERRE.
C Comme le Roi de France, & le Seigneur Prote-
cteur ont conclu une ferme & perpétuelle Al-
liance entre eux & leurs Sujets, pour l'entrete-
nir inviolablement, il y sera ajouté quelques nouveaux
Articles, que l'on nomme *Secretissimum inviolabile*
Fœdus, qui seront dressés & signés par les Alliez, dont
la teneur est telle.

(a) Ce
Traité a
été traduit
du Flam-
mand, qui
n'est pas l'ori-
ginal.
I. Le Roi Très-Chrétien & le Seigneur Protecteur
promettent l'un l'autre inviolablement, qu'en aucune
manière, sous quelque prétexte ou nom que ce puisse
être, ils ne feront aucune Union, Accord ou Engage-
ment avec le Roi d'Espagne, ou quelque autre Po-
tentat Ennemi de l'un & de l'autre, ou de l'un des deux,
sans s'en avertir à temps; afin que l'un & l'autre puissent
savoir comment on aura à traiter avec les ou leurs En-
nemis, ou avec ceux des deux Royaumes.

II. Au cas que l'un ou l'autre des Alliez fût né-
cessité d'entrer en guerre avec quelque Prince, Potentat,
ou République qui sont présentement compris
dans l'Alliance avec la France ou l'Angleterre, ils seront
tenus & obligés l'un & l'autre, d'agir hostilement con-
tre celui qui entrera en guerre contre la France ou l'An-
gleterre, afin que ladite Partie puisse recevoir du dom-
mage par tous les moyens, ouvertement ou ouvertement.

III. C'est pourquoy promettent sa Majesté T. C.
& le Très-Invincible Seigneur Olivier, Protecteur
d'Angleterre, Ecosse & Irlande, de s'assister réciproque-
ment, ou leurs Royaumes, Provinces & Villes,
d'Argent, Troupes, Vaisseaux, Canons, & toutes
choies qui peuvent ruiner & détruire les Ennemis de
l'un & de l'autre.

IV. Et comme les Seigneurs Etats des Provinces-
Unies des Pays-bas ont beaucoup aidé au Roy T. C.
& l'ont assisté dans la Méditerranée par leur Vice-
Amiral Ruyter, qui par trahison & complicité a attaqué
& pris deux Vaisseaux de sa Majesté, sa Majesté ayant
cela fort à cœur, & étant porté à faire voir à tout le
monde combien elle y est sensible. Pour venger un
semblable affront, le Seigneur Protecteur sera obligé
de lui donner tout secours par Terre & par Mer, afin
que les autres Rois & Républiques apprennent par cet
exemple à n'être point à l'avenir si téméraires & si mal-
avisés, que d'offenser ou faire injure au Roi T. C. ni
au Seigneur Protecteur, dont les forces combinées sont
si puissantes & si bien unies.

V. Pour venger ledit affront fait à sa Majesté T. C.
le Seigneur Protecteur enverra un bon nombre de gros
Vaisseaux de guerre bien montés, qui pour éviter toute
dispute, seront pris au service de France. Mais lors
que ledit Seigneur Protecteur pourra en avoir affaire,
ils seront déchargés du serment prêté à sa Majesté, &
repasseront au service dudit Seigneur Protecteur.

VI. Le nombre de ces Vaisseaux sera par provision
de 36. à 40. tous biens pourvus de braves Officiers, de J. C.
Matelots, & Soldats, une partie devant Ostende &
1657. Dunkerke, l'autre entre le Detroit ou le plus étroit du
Canal jusques par delà Ouessand, afin que tous les Vais-
seaux Hollandois & Zélandois qui passeront, puissent
être au nom de sa Majesté T. C. arretez & emme-
nez.

VII. S'il arrive que sa Majesté ait encore besoin d'un
plus grand nombre de Vaisseaux, le Seigneur Prote-
cteur en équipera d'avantage, & elle sera obligée de faire
fournir & payer tous les trois mois au Receveur que
le Seigneur Protecteur constituera à cet effet, les den-
niers, comme les gages des Troupes & le frettement
des Vaisseaux.

VIII. De plus pour que la guerre que la France
fait à l'Espagne puisse avoir un bon succès, le très-in-
vincible Seigneur Olivier, Protecteur d'Angleterre,
Ecosse & Irlande, sera obligé de faire passer en France
une Armée de (pour le moins) 12000. bons Soldats
Anglois & bien exercés, qui prêteront serment à sadite
Majesté de France, & y demeureront jusques à ce que
sadite Majesté ait exécuté ses desseins. A moins que
lesdits Soldats ne fussent utiles audit Seigneur Protecteur,
auquel cas ils seront renvoyés, & retourneront au service
dudit Seigneur Protecteur.

IX. Sa Majesté T. C. & le très-Invincible Seigneur
Protecteur promettent de s'assister l'un l'autre de Trou-
pes, Vaisseaux, Argent, & de tout ce qui est nécessai-
re pour la conquête des Villes de Flandres & Havres,
comme Ostende, Nieupoort, & Gravelines, pour
quoy sa Majesté fournira une puissante & suffisante Ar-
mée de terre, pour assiéger lesdites Villes ou quelques
unes d'icelles & les obliger à se rendre. Auxquelles fins
le Seigneur Protecteur fournira un bon nombre de vais-
seaux, savoir si lesdits Vaisseaux ne sont pas suffisants,
de tellement bloquer les susdits Havres qu'il n'y puisse
rien entrer ni en sortir.

X. Et pour partager les Places que les deux Alliez
conquerront & gagneront, le susdit Roi T. C. promet
de laisser au susdit Seigneur Protecteur la jouissance &
souveraineté paisible & en pleine propriété, desd. Pla-
ces, Havres & Villes, avec tous leurs droits, fran-
chises & juridiction, en la manière que le Roi d'Espa-
gne les possède à présent.

XI. D'autre côté sadite Majesté T. C. possèdera
semblablement en pleine propriété toutes les autres Vil-
les, Havres & Places qui seront conquises des 17. Pro-
vinces des Pays-bas, nulles exceptées, qui qui en soit
ou en ait été Possesseur.

XII. Ce partage étant fait de la sorte, & quelques
Villes étant ainsi occupées par le Roi de France ou par
le Seigneur Protecteur, en sorte que l'un ou l'autre ait
obtenu la portion, ou fut d'accord avec celui sur lequel
la conquête auroit été faite, sadite Majesté ne se départira
néanmoins pas de la guerre, avant que ledit Sei-
gneur Protecteur ait aussi obtenu sa part. Comme sem-
blablement le Seigneur Protecteur ne la cessera point
contre l'adverse Partie de la France, jusques à ce qu'elle
ait aussi obtenu sa portion à son contentement.

XIII. Et comme le Roi de Danemarck, selon qu'il
le laisse assez à percevoir, commence à se déclarer ou-
vertement contre le Roi de Suède, le menaçant de lui
tomber sur les bras avec une Armée, sadite Majesté
T. C. & ledit Seigneur Protecteur promettent d'em-
ployer tous les moyens possibles de s'opposer audit Roi
de Danemarck, de rompre ses desseins, & d'assister le
Roi de Suède dans les siens & de le défendre; & de lui
aider aussi dans son entreprise contre la Ville de Dantick
& le Roi de Pologne.

XIV. Semblablement promet aussi ledit Seigneur
Protecteur d'employer tous les moyens imaginables, afin
quel Election d'un Empereur des Romains tombe sur le
Roi T. C. ou du moins d'empêcher qu'elle ne se fasse
en faveur de quelqu'un de la Maison d'Autriche, ou de
ses Alliez.

XV. Sa Majesté T. C. promet de son côté de fournir
Vvvv 3 de

ANS de l'argent par le moyen dequoy la Ville de Dantisc puisse
de J. C. être conquise, & fournie au Roy de Suede. En con-
1657. sequence dequoy sa Majesté promet de procurer de
l'argent pour la conquête des Châteaux & Forts du Roy
de Danemarck situés dans & sur l'Orifont dit communement
le Sond, ensemble des autres pais dudit Roy, pour
a quoy parvenir le Seigneur Protecteur fournira une
flotte suffisante, pour occuper le passage du Sond & faire
transporter des Troupes.

XVI. Semblablement promet le Roy de France
d'employer des moyens convenables en troupes & en argent
pour occuper & prendre tous les Forts situés dans
le Belt ou Mer d'Est; & le Seigneur Protecteur de son
côté de fournir les Vaisseaux, troupes & munitions à ce
nécessaires, pour ainsi avec l'aide du Roy de Suede
tenir le Negoce avec ces pais & ceux des Alliez libre
& sans empêchement.

XVII. Si l'on peut conquerir quelque Pais, Villes,
Châteaux ou Forts du Roy de Dannemarck ou de quelque
autre Prince de cette Partie dans ou sur le Sond ou Mer
Baltique, il sera libre au Seigneur Protecteur seul d'en
disposer selon son bon plaisir, comme s'ils étoient
des biens propres & patrimoniaux, pais Villes ou Forts
de sa Serenité.

XVIII. Mais le Seigneur Protecteur promet, que
s'il arrivoit que les sujets du Roy de France vinssent à
vouloir passer dans la Mer d'Est, en Noorwege,
Suede & en quelques autres de ces pais éloignez; item
avec quelques Vaisseaux & marchandises par le Sond &
la Mer Baltique ils pourroient le faire & passer librement
sans empêchement, de la même manière que les sujets
dudit Seigneur Protecteur même; en sorte que per-
sonne qui que ce puisse être, & sous quelque prétexte que
ce soit, ne pourra empêcher, inquiéter ni charger les
sujets du Roy de France, en aucune manière,
mais un chacun d'eux se comportera convenablement &
avec discrétion.

XIX. Le Seigneur Protecteur promet encore à sa
Majesté T. C. de l'assister & aider par tous les moyens
imaginables pour que sa Majesté puisse reprendre sur le
Roy d'Espagne la Catalogne, Portolongone, & autres
places situées de là & des environs, à l'effect dequoy le-
dit Seigneur Protecteur fournira un bon nombre de
Vaisseaux, des troupes, munition & toutes sortes d'a-
pareils de guerre, à ce nécessaires.

XX. Lesquelles Villes, places, forts, Havres, &
forteresses ainsi conquises demeureront à la disposition &
sujétion de sadite Maj. T. C. & il pourra les posséder
aussi librement & en semblable propriété; & avec un
pareil pouvoir souverain qu'il possède les siens propres,
& dans laquelle possession ledit Seigneur Protecteur
maintiendra sadite Majesté.

XXI. Tous les Vaisseaux qu'on prendra aux enne-
mis seront à celui qui les aura pris; & les sujets du Roy
T. C. quand ils auront pris quelques Vaisseaux sur leurs
ennemis, ils les pourront avec leur charge venir librement
vendre dans les Havres d'Angleterre, d'Ecosse &
d'Irlande, sans payer d'autres droits que ceux que payent
les sujets dudit Seigneur Protecteur & vice versa.

XXII. Au cas qu'il arrivât que pendant la présente
ou future guerre, quelques Provinces, Princes, Sei-
gneurs, ou Villes, spirituels ou temporels, de quel-
que état ou condition qu'ils soient, vinssent sincère-
ment à se joindre dans cette présente veüe & dessein du-
dit Roy T. C. & dudit Seigneur Protecteur, pour la
ruine & destruction de l'orgueilleuse & tyrannique
Monarchie d'Espagne, & qu'ils veuillent tenir leur
parti, sadite Majesté & ledit Seigneur Protecteur les
recevront en leur Protection & Alliance, & seront
avec eux une Ligue offensive & défensive, pour met-
tre en œuvre tout ce qui sera possible à cet effect, afin que
les susdites Provinces, Princes, Seigneurs, Villes
&c. ayent sujet de se réjouir de l'effect de cette Nego-
ciation; promettant de les comprendre dans toutes les
Negociations de paix, engagements, Alliances, & autres
Traitez, aussi bien que les sujets de France & d'Angle-
terre & de les protéger contre tous & uns chacun des le

moment qu'ils se feront déclarer de ce parti, & seront
entrez dans ces mêmes intérêts, & l'on ne prendra d'au-
tre sûreté d'eux que leur foy, & les étages, qui
seront gardez quelque tems après que l'accord aura été
fait, sçavoir que tels Seigneurs, Princes, Provinces, &
Villes contribueront autant que leurs commoditez &
leurs moyens pouront le permettre pour leur propre
défence.

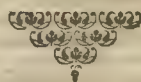
XXIII. Et s'il arrivoit que quelques Provinces des
ennemis ou Villes Neutres vinssent à se rendre ensem-
ble, ou l'une ou l'autre en particulier; ou qu'elles des-
siraient d'être comprises en ce présent Traité; il est
conclu à cet égard entre sa Majesté & le Seigneur Pro-
tecteur, que lesdites Villes ainsi conjointes pouront
garder un Etat libre ou former une République, &
seront alors agréées & reconnues pour telles.

XXIV. Afin aussi que la jalousie & le desir de con-
querir le premier, ne cause aucun desordre, il est stipulé
que l'Armée de sa Majesté, renforcée des troupes que
le Seigneur Protecteur a déjà envoyées en France, ou
y enverra encore, attaquera d'abord une place qu'on
jugera la plus propre, pour asseoir un pied ferme & se
maintenir dans le pais du Roy d'Espagne, pour pouvoir
avec plus de commodité & moins de peril approcher de
plus près les Ports appartenants à l'Espagne en Flan-
dres.

XXV. Sçavoir que quand le Marechal de Camp, ou
les Marechaux de Camp ensemble, auront conquis quel-
que Ville ou quelques Villes comprises dans la portion
du Seigneur Protecteur, elles seront aussi tôt pourvues
d'une garnison des troupes que le Seigneur Protecteur a
envoyé en France, & d'un Gouverneur tel que le Roy
ou son Marechal de Camp jugera à propos, jusques à
ce que le Protecteur y ait donné les ordres; la même cho-
se sera aussi observée quand les Vaisseaux ou troupes du
Seigneur Protecteur auront pris quelques places de la
portion du Roy de France; & elles seront aussi de même
mises es mains de sa Majesté & pourvues d'un Gouver-
neur & d'une garnison tels que sadite Majesté le trou-
vera à propos.

Enfin il est stipulé & accordé que tous les precedens
Articles seront tenus secrets, afin que les desseins du Roy
T. C. & du Seigneur Protecteur ne soient revelez en
aucune manière; Entendant neantmoins par ceci que les-
dits articles n'auront aucune force ni valeur avant qu'ils
ayent été ratifiez, jurez & signez de part & d'autre: Les-
quelles ratifications & signatures devront être faites
quatre semaines ou tout au plus six semaines après qu'ils
auront été exhibez. Mais au cas qu'avant la ratification &
la signature de ce Traité, sa Majesté ou le Seigneur Pro-
tecteur vint à recevoir quelque satisfaction de ses enne-
mis, ou de ceux avec qui ils ont quelques differents,
ou qu'il vint à s'accorder avec son adverse partie, le
Traité à l'égard de telle partie avec qui on sera reconci-
lié sera nul & de nulle valeur, & ne sera point autrement
considéré que s'il n'avoit point été fait ou qu'on n'eut
point traité.

Ainsi traité, accordé & conclu à Paris entre les Am-
bassadeurs du Seigneur Olivier Protecteur & les Com-
missaires du Tres-Christien Roy de France le 9. May lile
nouveau 1657.



ANS
de J. C.

CCCLII

1657. *Traité d'Amplification d'Alliance faite entre*
FREDERIC III. Roi de Danemarck
 & les **PROVINCES-UNIES des**
Pays-bas. Fait à Copenhague, le 27.
juin nouveau style, 1657. Airtzema.
 Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. VIII.
 pag. 912.

Kennelijk sy, dat alsoo de Doorluchtichste ende Grootmachtige Fursit ende Heere, Heere Fredrick de derde tot Denemarcken, Noorwegen, der Wenden, ende Gothen Coninck, Hertoch tot Sleefwijk, Holsteijn, Stormaen ende Dittmarschen, Grave tot Oldenburch ende Delmenhorst, &c. ende de Hooge ende Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, rijpelijk considerende de beswaerlijke toestand van de tegenwoordige ongeruste tijden, geoordeelt hebben, dat om haer respectieve Rycken, Staten, en Landen, mitgaders haer goeder Onderdanen, ende Ingeleeten, Navigatie ende Commerce, tegens opkomende gevaer ende geweld, onder Godes genadige seggen, soo veel doenlijk te Versceekeren, ten hoogsten dienstlich ende voordelichs, dat de welvertroude vrundschap, goede Correspondentie ende Intelligentie die tusschen Hoochtedachte sijne Koninklijke Majesteit ende haer Hoogh Mog. ende derselver wederzyts Rijcken, Staten ende Landen soffelijk floreert, ende in den jaer 1649, door een welverknoghte defensiva Alliantie gevchticht, ende sedert in verscheyde importante gelegentheden door nieuwe Tractaten, ende jongstmael door dat van guarantie vande 16 Augusty 1656. des voorleden jaers nader bekrachticht is, niet alleen voorts ende voorts oprechtelick ende vrouwelick onderhouden werde, maar ook door Ampliatie vande voorgaende Alliantien ende Confederatien tot een meer stercke ende aensienlijcker verbintenisse als oyt voor deesen, tot gemeene defensie werde voortgeet ende uitgebreidet, So Ist; dat op't believen ende goetvinden van Hooggedachte sijne Koninklijke Majesteit ende van haer Hoogh Moogende volgens daer over ten wederzijden geproduceerde Volmachten, tusschen meerochtedachte sijne Koninklijke Majesteit hier toe Gecommitteerde Heeren Ryck-Raden, Ryck-Hofmeester, Hoff Canselier, overste Rentmeester respectieve Amptluyden op Roringsholm, St. Canus Clooster, ende Lundenis, &c. de Heere Joachim Gersdorf op Tundbyholm, Ridder, de Heer Christiaan Thomesen tot Stougard Ridder, ende Pieter Reeds tot Tygelstrup, &c. ende haer Hoogh Moogende hier aenwesende Extraordinaris Ambassadeurs de Heeren Coenraet van Beuningen, Raet ende Pensionaris der Stadt Amsterdamm, Godert Adriaen van Reede, Heere van Amerongen, ende Ginckel &c. gecommitteert wegens de Heeren Edelen ende Ridderchap ter Vergaderinge vande Staten's Lands van Utrecht, ende Matthias van Vierfien oudt Presiderende eerste Raedt in den Hove van Vrielandt, respectieve Gedeputeerde wegens de Provincien van Hollandt, Utrecht, ende Vrielandt ter Vergaderinge van haer Hoogh Mogende, in name van Hoochtedachte haere Heeren Committeenten is versproocken ende veraccordeert.

I. Dat de voorgeleyde Alliantien tot onderhoudinge ende voortbouwinge van een oprechte, bestendige, ende vertrouwelijke vrundschap tusschen Hoochtedachte sijne Koninklijke Majesteit ende haer Hoogh Mogende ende tot bescherminge van wederzijts respectieve, Rycken, Staten, ende Landen, mitgaders tot voorstant van de liberteyt ende securiteyt vande Commerce ende Navigatie in den jaer 1649. opgerecht, ende tot hier toe bestendich onderhouden oock de daer nae op den 16. Augusty des vooreleden jaers geslootene Ligue guarantie, mitgaders alle vordere voorige ende nogh

CCCLII

Traduction de ce Traité.

Soit notoire, que comme le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Frederic troizième Roi du Danemarck, Noruegue, des Vandales & des Gots, Duc de Sleswick, Holstein, Stormarn, & Dittmarschen, Comte d'Oldenbourg & Delmenhorst, &c. & les Hautes & Puissants Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, considerant mevement les conjonctures difficiles du present tems de troubles, ont jugé, que pour assurer avant qu'il est possible leurs respectifs Royaumes, Etats & Pais, ensemble la Navigation & Commerce de leurs bons Sujets & Habitans, contre les dangers & violences qui peuvent survenir; il est très utile & avantageux que la confiance, amitié, bonne correspondance & intelligence qui fleurit d'une manière si louable, entre sadite Majesté & L. H. P. & les Royaumes, Etats, & Pais de part & d'autre, & qui a été confirmée en l'année 1649. par une très étroite Alliance defensive, & depuis renouvelée en plusieurs importantes occasions par de nouveaux Traitez, & en dernier lieu par celui de garantie du 16. Août 1656. année dernière, ne soit pas seulement sincerement & fidelement entretenu; mais aussi que par l'amplification des precedentes Alliances & Considerations, & pour une obligation plus forte & plus considerable que jamais elle soit étendue & augmentée pour la defension commune. C'est pourquoy sous le bon plaisir de sa susdite Majesté & de L. H. P. suivant les Plein-pouvoirs prodruits de part & d'autre, a été entre les Sieurs Deputez, Conseillers, premier Maitre d'Hôtel, Chancelier & Receveur general de sadite Majesté, sçavoir le Sieur Canus Clooster, & Lundenis, &c. & le Sieur Joachim Gersdorf, Seigneur de Tundbyholm, Chevalier, le Sieur Christien Thomesen de Stougard, Chevalier, & Pierre Reets de Tygelstrup, &c. & les Ambassadeurs ici presents de L. H. P. le Sieur Conrart de Beuningue, Conseiller & Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Gaders Adrien de Reede, Seigneur d'Amereong, Ginckel, &c. Deputez de la part des Seigneurs Nobles & du Collège des Nobles en l'Assemblée des Etats du Pays d'Utrecht; & Mathias de Vierfien, ancien President, premier Conseiller en la Cour de Frise, Deputez respectifs de la part des Provinces de Hollande, Utrecht, & Frise, en l'Assemblée de L. H. P. au nom des susdits Hautes Seigneurs leurs Commettants, a été promis & accordé.

I. Que pour l'entretienement & confirmation d'une sincere, ferme & fidele amitié entre sadite Majesté & L. H. P. & pour la defension de leurs respectifs Royaumes, Etats & Pais, ensemble pour le maintien de la liberté & sursé du Commerce & Navigation, la susdite Alliance faite en l'an 1649. & constamment observée jusques à presents, ensemble la Ligue de garantie conclue le 16. Août de l'année dernière, comme aussi tous les precedents Traitez subsistant encore, & les droits & justices demeureront entre sa susdite Majesté & L. H. P. en leur pleine vigueur & valent, en tous ce qu'iceux ou partie d'iceux

ANS
de J. C.

1657.

LE DA.
NEMARC
ET LES
PROVIN-
CES-
UNIES.

ANS noogh daurende Tractaten, rechten, ende gerechtighe-
den tusschen meer hoochtgedachte sijne Koninklijke
de J. C. Majesteit, ende haar Hoogh Moogende sullen verbly-
1657. ven in haar volleviguer ende waerde, dan voor soo veel
deselve ofte eenige van dien, by dit tegenwoordigh
Tractat, by maniere van Ampliatie, ofte andersints,
in eenigen deele geaugmenteert ofte verandert bevonden
sullen weiden, ende sal in conformitè van dien, d'een
Geallieerde des anders welvaren ende beste helpen be-
vorderen, ende niet alleen niets ondernemen ofte han-
delen tot des anders prejuditie, maar ook gehouden en-
de verbonden sijn den anderen te waerschouwen, soo
wanneer iets soude mogen voorvallen, dat tot des zelfs
hinder, nadeel ende schade in eniger wyse soude kun-
nen strecken.

II. Et en cas yemant, wie die ook soude mogen
weesen, niemant nytgelondert, meerhoochtgedachte
sijne Koninklijke Majesteit des zelfs Reycken, Fur-
stendommen, ende Landen, de welke sijne Majesteit
tegenwoordigh besit, ofte in het toekomende door wet-
telijke successie soude mogen komen te besitten in Europa,
ook derselver handel ende Commerce te water ofte te
lande, hier namabls soude mogen komen te turberen,
ende den Oorloch aen te doen, onder wat pretext, ofte
redenen sulcx ook soude mogen geschieden, ende dat
over sulcx sijne Koninklijke Majesteit, en de Kroo-
nen van Denemarcken, ende Noorwegen genootsack-
wierden, tot haar bescherminge de wapenen aen te ne-
men, soo sullen meerhoochtgedachte Heeren Staeten
Generael der Vereenighde Nederlanden gehouden en-
de verbonden sijn, binnen den tijt van drie Maenden
naer dat hun sulcx sal wesen genotificeert, sijne Konink-
lijke Majesteit, ende de Kroonen Denemarcken en-
de Noorwegen, by te springen, met een secours van
ses duysent welgemonteerde ende gewapende Soldaten,
te voet, in plaetse van vier duysent gelijke Soldaten,
gestipuleert by 't vierde Articul van de voorschreve Al-
liantie, onder soodanige Regimenten, Compagnien,
Colonnellen, ende andere Officieren, als de assiteren-
de selften meesten dienste van soodanigh secours, sul-
len oordeelen ende stellen.

III. Gelijkkerwijs in casymant, wie hy ook soude
mogen wesen, niemant nytgelondert, de meerhoocht-
gemelde Heeren Staeten Generael inde Vereenighde
Nederlandtche Provincien, geassocieerde Landschappen,
Leden, Steden, ende besette Plaetsen van dien in Eu-
ropa, ofte ook haere Schipvaart ende Commercie ter
Zee, ofte in zoete wateren, op wat plaetse in Europa
sulcx soude mogen wesen, ook uyt wat pretext ende
oorfaecke sulcx soude mogen komen te geschieden, qua-
me te turberen, ofte den Oorloch aen te doen, ende de
meerhoochtgemelde Staeten Generael daer door ge-
nootsackt wierden tot haar defensie de Wapenen aen te
nemen, soo sullen sijn Koninklijke Majesteit, de
Kroonen Denemarcken, ende Noorwegen, van die
tijt af als hun sulcx sal sijn genotificeert, verbonden
ende gehouden wesen binnen den tijt van drie Maenden
aen haar Hoogh Moogende gelijke hulpe ende assistentie
van ses duysent goede welgemonteerde ende gewapende
Soldaten te voet te doen, gelijkkerwijs in 't voors-
taende Articul van 't secours aen sijne Koninklijke Maj.
te leyten, met meerder particularityten, staet gespecifi-
ceert, ende onderling is besproken.

IV. Ondertusschen sal het den assiterende Bontge-
noot vry staen, volgens het 7. Articul van de voorschre-
ve Alliantie, binnen drie Maenden daerinne hy is ver-
socht het secours te presteren, door befendinge ende
andere minnelijke Middelen te renteren, den Vyant
daar heenen te disponeren, dat alles in vruntchap gelijst
ende by geleyt, ook aan sijne beschadigde Bontgenoot
tisfatisfactie gegeven werde, dan in cas de attaque ofte
troubles niet promptelijk soude werden gerepareert,
ende dat 'er geen accommodement tusschen den attac-
quant, ende geattacqueerde soude wesen gevonden
binnen den voorschreven tijt van drie Maenden, ofte
daer toe andersints of weynigh apparentie was, ofte ook
de gelegenthey van tijden ende saceken geen verschuy-
vinge

ne se trouvera point être changé par le present Traité par
maniere d'amplification; ou autrement augmenté de J. C.
de J. C. diendu en quelque partie; & en conformité de ce l'un des
1657. Alliez aidera à avancer la prosperité ou le bien de l'au-
tre, & non seulement n'entreprendra ou ne négociera rien
au préjudice de l'autre, mais sera aussi tenu & obligé
de l'avertir, s'il arrivoit quelque chose qui tendit à
son dommage ou désavantage en quelque maniere que ce
soit.

II. Et en cas que quelqu'un, qui que ce puisse être, nul
excepté, vint à troubler à l'avenir sa susdite Majesté & les
 Royaumes, Principautés & Pais que sa susdite Majesté
 possède à present, ou pourroit posséder ci-après en Europe
 par succession legitime, ou en ses negoce & commerce par
 Mer ou par Terre, & à lui faire la guerre, sous quelque
 pretexte ou pour quelques raisons que ce puisse être, & que
 pour cette cause sadite Majesté & la Couronne de Dan-
 nemarc & de Norwege fussent nécessitez de prendre les
 armes pour leur desfence, les susdits Seigneurs Etats Ge-
 neraux des Provinces-Unies seront tenus & obligez dans
 trois mois de la notification qui leur en aura été faite, d'as-
 sister sadite Majesté & les Couronnes de Danne-
 marc & Norwege, d'un secours de six mil hommes d'Infanterie
 bien équippez & armez, au lieu de quatre mil semblables
 Soldats stipulez par le quatrième article de la susdite Al-
 liance, sous tels Regiment, Compagnies, Colonels &
 autres Officiers que la Partie assistante le trouvera être la
 plus à propos pour le service dudit secours.

III. Comme semblablement en cas que quelqu'un qui
 que ce soit, nul excepté, vint à troubler les susdits Sei-
 gneurs Etats Generaux dans les Provinces des Pais-bas,
 & autres Associez, Membres, Villes ou Places qu'ils
 possèdent en Europe, ou même leur Navigation & Com-
 merce par Mer ou Eaux douces, en quelque lieu de l'E-
 urope que ce puisse être, & sous quelque pretexte & pour
 quelque sujet que ce soit; ou leur faire la guerre; & que
 pour leur desfence lesdits Seigneurs Etats Generaux fussent
 nécessitez pour cette cause de prendre les armes pour leur
 desfence; sa Majesté & les Couronnes de Danne-
 marc & Norwege seront tenus & obligez dans le tems de trois
 mois après qu'ils en auront été avertis, de leur fournir un
 pareil secours & assistance de six mil hommes de pied
 bien montez & armez, comme il est plus particuliere-
 ment spécifié & promis par l'article precedent touchant le
 secours qui doit être fourni à sa Majesté.

IV. Cependant il sera libre à l'Allié qui fournira le
 secours suivant le 7. article de la susdite Alliance, dans
 les trois mois stipulez pour donner ledit secours, de s'achar-
 par deputation ou autres moyens amiables à disposer l'en-
 nemi, en sorte que tout soit terminé par douceur, & que
 satisfaction soit faite à l'Allié qui sera lezè; mais en cas
 que l'attaque ou le trouble ne soit pas promptement repa-
 ré, & que pendant les susdits trois mois il n'y ait point d'ac-
 commodement de fait entre l'attaquant & l'attaqué, ou
 qu'à se faire il n'y ait point ou peu d'apparence, ou que la
 conjuncture du tems ou des affaires ne souffrisse point qu'on
 différât ledit secours sans un grand danger de l'attaqué,
 en tel cas celui qui ne sera point attaqué, enverra sans
 plus long delay à la Partie qui la sera ledit secours, avant
 l'ex-

ANS
de J. C.
1657.

vinge ofte delay van de voorschreefde te presteren defensie konde lyden, sonder groot pericul vande geattaqueerde, in foodanigen cas sal die geene die niet sal sijn geattaqueert, voor de expiratie van de derde der voorschreefde drie Maenden, ofte eerder, ende wel van stonden aen dat de geattaqueerde soude komen te lyden, ende over sulcx naer noot ende verseych van saccken het voorschreefde secours aen partye geattaqueerde moeten stuyven, sonder eenich langer uytstel, ofte dilay.

V. Ende by soo verre het boven geexpressieerde secours van ses duysent Mannen, ofte het equivalent van dien, niet bestant mochte werden geoordeelt tot volkomene afweringe van de oppressie tegens de welke het selve wert gepresteert, sal in sulcken geval de niet geoppreseeerde ofte niet bewaerde der Geallieerden, gehouden sijn de geoppreseeerde ofte bewaerde ten dien sijne met foodanige verder macht ende middelen by te springen, alstot volkomene afweringe der voorschreefde oppressie, ofte bewaernisse geoordeelt sal werden van noden te wesen, welverstaende dat partyen Contrahenten t'elekens daar over, ende op wat conditien het selve sal geschieden, particulierlijck sullen hebben te verdragen.

VI. Ontrent het bekoftigen van het voorz. secours van ses duysent mannen, ende de respectieve plaetsen alwaar het selve gelevert sal moeten werden, mitsgaders belangende de wijze keere van t'elvelc t'eenemael te ontfangen, of in Soldaten, of in gelt, ofte een gedeelte in Soldaten, Scheepen, Wapenen, Munitie van oorloch, gelt, ofte andere waren, alsinsgelijck ontrent de taxatie van t' voorschreefde secours op gelt, ende de plaetse van betalinge vandiën, ofte van leverantie van Scheepen, ofte Munitie van Oorloch, alsmeede voor soo veel aengaet het Commando ende t' Oppergesach, over t' voorschreefde secours van ses duysent Mannen, ende t' begeven van daarinne vacant vallende militaire charges, ende wat des meer is, sal in alle deelen werden geobserveert het geen by t' 6. 8. 9. ende 10. Articulen van de voorschreefde Alliantie van den jaere 1649, is verdragen, ende het voorschreefde secours van ses duysent Mannen in allen deelen werden gereguleert, in gelijcker manier als ten aensien van het minder secours van vier duysent mannen by de voorschreefde Alliantie is veracordeert.

VII. Den Oorloch eens begonnen, ende het beoofde secours gepresteert sijnde, sal t' den geassisteerde niet vry staen, met sijn Vyant te handelen, Vrede te stuyven, ofte Trêves te maecten, ende nyt den Oorloch te scheyden ten sy met communicatie van sijn allistierende Geallieerde; ende mits dat hy de selve inde Tractaten van Bestant ofte Vrede openlijck ende expresselijck doen insluyten, ende begrypen, ende sal soo dienaengaende als in alle andere poincten, die by de bovenstaende Articulen niet expresselijck gepresteert werden t'geen by de voorschreefde Alliantie van den jaere 1649, diën aengaende is versproocken ende geconvenieert.

VIII. Ende dewyle by het 7 Articul van het Tractat van redemptie vande Tollen in den Orisont in den jaere 1649, tusschen Hoochtedaghet sijne Koninklijke Majesteyt, ende haar Hoogh Mogende opge-reght, expresselijck is verdraegen over leekere precautie ende forme welke voor ende in t' passeren van minder ende meerder getal van haar Hoogh Mogende Oorloch Scheepen door de voorschreefde Orisont, ofte Belesoude moeten werden geobserveert, ende dat eenige twyffelingsh soude kunnen vallen, als of sulcx waar komen te cesser door de Acte van rescissie van het voorschreefde Tractat van Redemptie vande jaere 1653. soo is tot ophevinge van alle disputen goetgevonden ende geacordeert, dat het voorschreefde 7 Articul by dit tegenwoordigh Tractat sal werden verstaen, voor soo veel des noodigh is, te wesen geredintegreert, ende dienvolgens sullen meer-hoochgenelte Heeren Staeten Generael allen tijden vermogen derselver Oorloch-Scheepen, ten getale van twee, drie, vier, ofte ten hoochsten vijf, te samen, naar gelegentheyte van haar

Tome III.

Staets-

l'expiration desdits trois mois, ou plutôt & dès que la Partie attaquée viendra à souffrir; & ce survant la nécessité & l'exigence des cas.

1657.

V. Et en cas que le secours de six mil hommes ci-dessus mentionné, ou l'équivalent ne fut pas suffisant pour repousser l'oppression contre laquelle il doit être fourni, en ce cas celui des Alliez qui ne sera pas attaqué ou lésé sera tenu de fournir encore par delà à celui qui sera attaqué le secours qu'on jugera nécessaire pour repousser ladite oppression ou lésion; bien entendu que les parties contractantes conviendront à cet égard comment & à quelles conditions la chose se fera.

VI. A l'égard des Vvres du susdit secours de six mil hommes, & les lieux respectifs où il sera fourni & livré, ensemble à l'égard de la libre option de le recevoir entièrement en Soldats, Vaisseaux, Armes, Munitions de guerre, Argent ou autres Marchandises, comme semblablement à l'égard de la taxe du susdit secours en argent, & le lieu du paiement, ou de la livraison des Vaisseaux ou Munitions de guerre, comme pareillement pour ce qui concerne le commandement & la souveraine autorité sur ledit secours de six mil hommes & la manière de remplir les places militaires vacantes, & s'il y a encore quelque chose de plus, seront observés dans toutes leurs parties ce qui est contenu dans les 6, 8, 9, & 10. Articles de la susdite Alliance du l'an 1649; & le susdit secours sera réglé en tout en la manière qu'il est convenu par la susdite Alliance à l'égard du plus petit secours de quatre mil hommes.

VII. La guerre étant une fois commencée, & le secours promis fourni, il ne sera pas permis à la partie qui l'aura reçu de traiter avec son Ennemi, de conclure la Paix, ou faire une Trêve, & se départir de la guerre qu'avec la communication de l'Allié assistant, à moins de le comprendre dans le Traité de Trêve ou de Paix ouvertement & expressement, & sera à cet égard & à l'égard de tous les autres points auxquels il n'est point fait de changement ou d'amplification expresse par les articles ci-dessus, observé & accompli, ce qui à ce sujet est convenu & promis par la susdite Alliance du l'an 1649.

VIII. Et comme par Part. 7. du Traité de Redemption de peage dans le Sond, fait en l'année 1649. entre sadite Majesté & L. H. P. on est extrêmement convenu de certaines précautions, & forme, qui doivent être observées à l'égard du passage d'un moindre ou plus grand nombre des Vaisseaux de guerre de L. H. P. par le susdit Orisont ou détroit du Sond, & qu'il pourroit naître quelque doute que cela vint à cesser par l'Acte de Rescision du susdit Traité de Redemption de l'an 1653. pour lever toute dispute, il a été trouvé bon & accordé que le susdit article 7. sera répété, & avant que besoin est réintégré par le présent Traité. Et qu'en conséquence lesdits Hauts Seigneurs Etats Generaux pourront en tout tems faire passer le Sond ou Belt à leurs Vaisseaux au nombre de deux, trois, quatre, ou au plus cinq ensemble, suivant la disposition de leurs affaires, sans en donner connaissance à sa Majesté de Danemarck, & sans en avertir. Mais lors que lesdits Vaisseaux seront arrivés dans le Sond, après avoir selon la coutume & l'usage tiré chacun deux coups de canon, ils abaisseront la voile supérieure du grand Mat de-

Xxxx

24118

ANS staets fackten, te doen pafferen den Orifont, ofte Belt, de J. C. fonder fijne Koninklijke Majesteit van Denemarcken fulcx te kennen te geven, ende daar van te adviferen, 1656. maar als de voornoemde Oorloch-Scheepen in de Sont gekomen fullen fijn, foo fullen fy volgens gewoonte ende gebruyck twee fchooten elcx gedaen hebbende, 't bovenfte Zeyl van de Groote Maft voor 't Sloth Croonenburgh laten vallen, tot dat fy voor by geloopen fijn, ende indien de meergemelte Staaten Generael van doen fullen hebben met meer Oorloch Scheepen op eenen tijt door de Sont, en de Belt te pafferen, foo is veracordeert, dat fijne Koninklijke Majesteit van Denemarcken fulcx drie wecken van te voeren fal geadvifeert werden, op dat de komfte vande Vloote gene fufpicie ofte misvertrouwen en verwecke, ende wanneer hare komfte op dufdanige maniere is geadvifeert, foo mach defelve Vloote fonder eenich tegensprecken, ofte fchade toet te voegen van de zyde van Meerhoohg-gemelte Staaten Generael in 'twerck gefelt, ende voort gefet worden.

IX. Dit Traetaet van Ampliatie ende elucidatie van voorgaende Alliantie ende Tractaten fal duyren foo lange de meergelcyde Alliantie van den jacre 1649. namentlijk tot den 13. Auguft 1685, ende fal door Meerhoohggedaghte fijne Koninklijke Majesteit ende der Kroone Denemarcken Rijcx-Raden als mede door haar Hoogh Moogende in debita forma, binnen fcs wecken van den dach af te reecken als dit fal wesen ondergefchreven, geratificeert worden, ende fal de uytwifeling der felver ratificatie aenftonts nae verloop vande voorgedachte fcs wecken alhier in Coppenhagen gefchieden.

Tot meerder oorkonde hebben Meerhoohggedachte fijne Koninklijke Majesteit hier toe gecommiteert de Heeren Rijcx-Raden &c. ende Meerhoohggedachte hater Hoogh Mogende Heere extraordinaris Ambafadeurs, dit met eygene handen ondergefchreeven, ook met opdruckinge haarder Zegelen bekrachticht, ende fijn hier van twee gelijk luydende exemplaren vervaardicht, waar van Hoohg-gemelte Koninklijke gecommiteerden Heeren Rijcx-Raden het eene, ende der hoohggedachte haar Hog. Mog. Heeren Extraordinaris Ambafadeurs het andere refpective naer fch genomen hebben, aldus gedaen tot Coppenhagen den 13 Juny anno 1657. was onderteckent, ende bezegelt als volgt.

Joachim Gerstorf. C. v. Beuningen.

(L. S.) (L. S.)

Chriftiaen Thomaffen. G. v. Reede tot Amerongen.

(L. S.) (L. S.)

P. Reets. M. v. Vierffen.

(L. S.) (L. S.)

ANS van le Château de Cronenbourg, jufques à ce qu'ils foient ANS paffez; & si lesdits Etats Generaux ont befoin de faire de J. C. paffer par le Sond ou par le Belt un plus grand nombre 1657. de Vaisseaux à la fois; il est convenu que la Majesté de Danemarck en sera avertie trois semaines auparavant; afin que l'arrivée de la Flotte ne donne aucun soupçon ou méfiance; & quand on aura ainsi donné avis de son arrivée, ladite Flotte pourra poursuivre son dessein, sans craindre aucune contradiction ou dommage du cois des susdits Etats Generaux.

IX. Ce Traité d'amplification & d'éclaircissement des susdites précédentes Alliances & Traitez, durera aussi long-tems que la susdite Alliance de l'an 1649, fçavoir jufques au 13. Août 1685, & sera par sadite Majesté, Couronne de Danemarck, & Conseillers du Royaume, &c. comme aussi par L. H. P. ratifié dans six semaines, à compter du jour qu'il aura été signé, & l'échange desd. ratifications se fera ici à Coppenhague aussitôt après l'expiration desdites six semaines.

Pour plus grand témoignage dequoy ont lesdits Seigneurs Conseillers de sa Majesté à ce depuiz, & les Ambassadeurs extraordinaires de leursdites Hautes Puissances ces presentes fousignez de leurs propres mains, & confirmez par l'oppression de leurs sceaux; & en ont été expédié deux exemplaires semblables, dont les Depuiz, Conseillers de sadite Majesté en ont pris un, & les Ambassadeurs Extraordinaires de L. H. P. l'autre. Ainsi fait à Coppenhague le 13 Jun de l'an 1657. Etou signé & scellé comme s'ensuit.

Joachim Gerstorf.

(L. S.)

Chriftiaen Thomaffen.

(L. S.)

P. Reets.

(L. S.)

C. v. Beuningen.

(L. S.)

G. de Reede d'Amerongen.

(L. S.)

Mr. Vierffen.

(L. S.)

CCCLIII.

ANS Traité de Paix entre JEAN CASIMIR de J. C. Roi de Pologne, & FREDERIC GUILLAUME Eleéteur de Brandebourg. Fait à Velaw en Prusse, le 19. Septembre, 1657. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. VIII. pag. 1047.

Notum sit omnibus, quod cum superioribus annis, eoque ipso tempore quo Serenissimus & Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus Joannes Casimirus, Rex Poloniae, Magnus Dux Lithuaniae, Russiae, Prussiae, Masoviae, Samogitiae, Livoniae, Smolensciae, Czernichoviaeque, nec non Suecorum, Gothorum, Vandalorumque hereditarius Rex. Indylumque Poloniae Regnum, & Magnus Lithuaniae Ducatus Moscovitico bello, Cosaciisque implicarentur turbis; Sueci infestis pariter armis eandem peterent Poloniam, tandemque in Prussiam Regiam & Duca-

lem irumpere, ita ut ipse, Serenissimus Princeps ac Dominus, Dominus Fredericus Wilhelmus, Marchio Brandenburgensis, Sacri Romani Imperii Archicamerarius & Princeps El. Magdeburgi Prussiae, Juliae, Cliviae, Montium, Stetini, Pomeraniae, Cassubiorum, Vandalorumque, nec non in Silesia Crosnae & Carnoviz Dux, Burgravius Norimbergensis, Princeps Halbetstadii & Mindae, Comes Marcae & Ravensbergi, Dominus in Ravenstein, ejusque ditiones ac subditi, infestis Suecorum armis ac hostilitatibus, convocatis undequaque contra ipsum Suecicis Copiis, ita peteretur ac urgeretur, ut cum ipsis ad pacta quaedam prementem necessitate fuisset adactus, indeque hostilia quaedam inter Serenissimum Poloniam Regem, & Serenissim. El. Brandenburgicum infestata patraque fuerint, tandem per singularem Dei gratiam clementiamque, interveniente & mutua concordiam, Serenissimo ac Potentissimo Principe ac Domino, Domino Leopoldo, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniaeque Rege, Archiduce Austriae, Duce Burgundiae, Styriae, Carinthiae, Carniolaeque per ipsius Consilia-

rium

ANS
de J. C.
1657.

ruim Camera Aulicæ, & ad hosce Tractatus ablegatum, Illustrissimum & Excellentiss. Dominum Franciscum de Lifola, Dominum de Tysen & Marienfeld, Conciliantem, tam Sacre Regiæ Majestatis, quam suæ Serenitatis El. Plenipotentiarium: Ex parte quidem suæ Regiæ Majestatis Poloniae, Reverendissimum, Illustrissimum & Excellentissimum Dominum *Vincensium Comes in Lesio*, *Lelezyński*, Episcopus *Varmienensis*, & Dominus *Vincensius Corvini Gosiewsky*, Supremus Thesaurarius & Campi Marechallus Magni Ducatus Lithuaniae, *Vielensis*, *Punenlis*, *Marcovicenlis* Gubernator, *Oeconomiarius Olitenlis* & *Graudentensis* Administrator. Ex parte vero Serenitatis suæ El. Illustrissimi & Excellentissimi Dominus *Otto*, Liber Baro à *Schwerin*, Dominus in *Landsberg*, *Oldewigshagen* & *Drewitz*, hæreditarius Electoratus Brandenburgensis Camerarius, Serenissimi El. Brandenburgensis Consiliarius Status intimus, & negotiorum feudaliū director, nec non Serenissimæ Electricis supremæ Aulae præfectus & Capitaneus in *Oranienburg*; Et Dominus *Lawentius Christophorus à Somnitz*, hæreditarius Camerarius in Ducatu *Pomeraniae*, ejusdem Serenissimi El. Consiliarius Status intimus, Cancellarius in *Pomerania Ducali* & Capitaneus *Neco-Stetienlis*, necessariis ad hoc instructi mandatis, perpetuam pacem, Concordiam, atque amicitiam, inter prædictum Serenissimum ac Potentissimum Regem Magnūque Lithuaniam Ducem, ejusque successores & regnum Poloniae, Magnūque Lithuaniam Ducatum: Tum Serenissimum Electorem Brandenburgicum, quā Prussiam Ducem, ejusque Successores, his, quæ sequuntur Conditionibus, pacti sint, instaurarint atque concluderint.

I. Prædicta Pax, quemadmodum in perpetuum fida & sincera erit, ita hoc ipso momento, omnis inter utramque partem, utriusque partis Copias, milites obditosque hostilitas cessabit; Neutra pars in alterius damnum, quidquam tentabit, aut tentari patietur, sed altera alterius gloriam, utilitatem, & securitatem, modis omnibus studebit promovere. Quidquid vero durantibus hæc belli uni vel alteri parti tam in Regno Poloniae, quam in Prussia Ducali, aut singulis illorum incolis, ab una vel altera parte damnum, injuriarum, molestiarumve, sive per vim atque expeditiones militares, sive per exactiones, ablationes, aut alios modos illatum fuerit, illud omne upote perpetua oblitio sepulchrum, nunquam excusabitur, nec eo nomine tam Sacra Reg. Majest. Regnumque Poloniae aut Provincia aliqua eidem unita, aut subditorum quicquam ejusdemque gradus dignitatis aut conditionis fuerit, quam serenitas sua Electoralis ejusque subditi, milites ac Ministri poterunt se invicem, aut singulorum hæredes, vel terras, ditiones, Belli duces, milites, subditos, convenire, compellare, aut quidquam ab eis petere aut postulare, multo minus vi extorquere, sed omnia ista utrinque abolita erunt ac deinceps alter alterius commodum promovebit, damna autem mutuo avertet, salvis nominibus & debitis Civilibus, inter Regni, Magni Ducatus Lithuaniae, & hujus Ducatus Incolas, ante vel durante hoc bello contractis, quibus solvendis unusquisque teneatur; Neque iis quæ prædicta Electoralia per hoc bellum habuerunt, aut quovis modo cum Seren. Electore, aut ejus Officiariis in Regno Poloniae contraxerunt, quæ omne illis, respectu amicitiae & intercessionis suæ Serenitatis Electoralis à sua Regia Majestate ipsis indulgebunt, & nulla in re ipsis contra pristina jura reliquaque libertates omnes qualescunque sint, absque ulla exceptione aut reservatione, quibus antea fruebantur præjudicio erit.

II. Qui hujus belli causa à Polonia & Electoralibus capti fuerunt sine lytro, & relicta ipsis suppellectile quæ exhibitæ pristinae libertati reddentur, si qui vero alterius partis signa secuti fuerint, atque militiae sese addixerint, isti relinquuntur parti, nec reposcentur. Bona immobilia & literaria documenta, quæ ab utraque parte, ratione hujus diffensionis arrestata vel Fisco addicta fuerunt, legitimis eorum dominis restituantur, non

oblantibus quibuscumque donationibus à quocunque & ANS
de J. C. quovis titulo factis. 1657.

III. Utraque pars in modernis hæc bellorum tempestatibus sedulo communi saluti & defensionis intentæ erit, contra quoscunque illius perturbatores, pacique & mutuae securitati stabilienda pellendisque à Regno Poloniae, Magni Ducatu Lithuaniae & Ducatu Prussiae hostibus unitis consiliis, viribus ac conatibus incumbet, non oblante quovis alio nexu aut conjunctione, quæ huic æquiline intentioni & reciproca obligationi obstare posse viderentur, vigore autem hujus pacti pro rescissis habentur.

IV. Serenissimus Elector omnia, quæ per universum Poloniae Regnum magnūque Ducatum Lithuaniae & Episcopatum *Varmiensem*, per hoc bellum aut per Tractatus Suecicos, quocunque titulo occupavit aut ipso facto possidet, statim atque hæc conventio à sua Regia Majestate & Senatoribus ac præcipuis regni Aulaeque officialibus eidem assidentibus rati habita fuerint restituet plenarie & absque ulla reservatione. Evacuatio locorum fiet per Commissarios utriusque partis, communi consilio, juxta solitam belli rationem absque injuria aut molestia ulla incolarum, & sine demolitione fortaliorum novorum & antiquorum, nisi id ex communi partium consensu, quibuscumque in locis, expedire videatur, & sine ablatione rei tormentariae ad Episcopatum spectantes.

V. Quorum intuitu & aliorum præsertim infra specificatorum & aliis iustis de causis, Ducatum Prussiae, iis finibus circumscriptum, quibus Serenissimus Elector illum olim jure feudi, ante hoc bellum exortum, possidebat, ipse deinceps & descendentes ejusdem masculi ex toro ejus legitime procreati indeque descendentes omnes, donec quisquam supererit ex descendentibus masculis suæ Serenitatis El. jure supremi Domini, cum summa aq. absoluta potestate sibi habebunt, possidebunt regentque absque omnibus ante hac præstitis oneribus.

VI. Quancumque vero Serenissimus Elector ejusque descendentes omnes masculi omni prorsus *Vassallagis* nexu, quo hæcenus Regi & Reipublicæ Poloniae obstricti fuerunt, iisque omnibus, quæ inde dependent liberentur, non tamen perpetua feudi alienatio inde sequeretur, sed deficientibus masculis ex præmemorata linea legitima El. descendentibus, Serenissimis Regibus & Reipub. Poloniae jus suum integrum in præfatum Ducatum reservatur, & tali pacto præfatus ducatus à Republica Poloniae non avelleretur, quæ tamen reservatio interim ante casum existentem, juri supremi Domini Serenitatis suæ Elect. ejusque descendendum, nullo modo præjudicabit. Promittit etiam sua Regia Majestas tam pro se quam pro successoribus suis se in casu non existentium descendendum, specialem habituros rationem Agnatorum serenitatis suæ Elect. nimirum domus *Culmbacenlis* & *Onolbacenlis* & officia collatos apud Regni comitia, ut casu *caducitatis* existente etiam illi aliis præferatur, & ad successionem præfati Ducatus admittantur, sub iisdem feudi conditionibus & obligationibus, quibus ante hac Serenissimus El. ejusque antecessores illum vigore investituræ possederunt.

VII. Sua Regia Majestas atque Respublica Poloniae, hoc ipso *exsolvit* status, officiales, omnesque Prussiae Ducalis subditos priori juramento quo hæcenus obstricti fuerunt. Cujus loco Serenissimus Elector juramentum se ac subditos omnes Prussiae obstringet, ad observantiam horum pactorum & foederis perpetui in termino extradandæ ratificationis. Et præterea universi Prussiae Ordines, Magistratus, Officiales, Arcium, Portuum, Fortaliorum, Civitatum præfecti jurabunt, se casu *caducitatis* existente, Serenissimum Regem ac Respublicam Poloniae, pro solis & immediatis Dominis agnuros, eisque omnem obedientiam, fidemque debitam præstituros, idque in singulis Ducum Prussiae homagis, coram Deputatis Serenissimi Regis ac Reipublicæ Poloniae repetent juxta formulam juramenti specialem, quæ hic sequitur. De die vero ad præfatum juramentum decernenda, cum sua Re-

ANS
de J. C. 1657. *gia Majestate vel ejusdem Legatis conveniet.*
Ego N. N. juro quod casu caducitatis existente,
quo possessio plenumque Dominium Ducatus *Prussie*
ad suam Regiam Majestatem *Polonie* & Rempubli-
cam pertinebit, juxta tenorem Tractatus inter suam Regiam
Majestatem & Serenitatem suam El. de *decimo nono*
mensis Septembris Anno mil. sexcent. quinquag. septimo
inici Serenissimum *Polonie* Regem ejusque Successores
& Rempubli-
cam pro suis & Legitimis ac immediatis
Dominis meis agnoscam ejusque debitam fidem & obe-
dientiam prestabo, sic me Deus adjuvet per JESUM
CHRISTUM amen.

VIII. Deficientibus masculis descendentibus ex
Linea El. presentis superfluitibus feminini sexus Marchio-
nissis descendentibus aut his non exstantibus, proquin-
quo gradu agnationis suam serenitatem El. ejusque
posteros attingentibus quisque in *Prussia* Ducatum tum
temporis succedet summam persolvat de qua inter sacram
Regiam Majestatem & serenitatem suam El. conveniet,
in ipsa ratificatione, quaque ibidem exprimitur. Do-
nec autem exsoluta fuerit, occupare ac possidere dictis
Marchionissis aut supra dictis proximis hæredibus licebit
præfecturam *Fusterburgensem*, cum omnibus eo spectan-
tibus præliis & præfecturis cameræ, quas vocant vulgo
Kammer-Ampter dictis, illique omnibus omni meliori
modo uti frui debebunt; Hac tamen Lege ut quidquid
ex fructibus dictæ præfecturæ percipient, illud in defal-
cationem & extenuationem præfate summæ capitalis im-
putetur: Quæ peroluta, tenebuntur illam Præfecturam
cedere legitimis *Prussia* possessoribus, nec ultra quid in
illam prætereundum.

IX. Serenissimus El. ejusque descendentes masculi,
Barones, Nobiles, Civitates & Magistratus ac subditos
omnes *Prussia*, cuiuscunque gradus ac conditionis sint,
in avitis, receptisque privilegiis, Statutis, Juribus, ac
libertatibus huic Conventioni non derogantibus, con-
servabunt ac manutenebunt, nec quidquam in con-
trarium attentabunt aut innovabunt, vel à quovis atten-
tari aut innovari patientur. Ipsi quoque iustitiam
juxta *Prussia* usitatum & receptum, cæteraque Sta-
tuta & Consuetudines administrari curabunt. Si quis in
Inferioribus instantius gravatum se prætenderit, ad supre-
mam Tribunal appellationum à serenitate sua Elec. in
Prussia Ducatu erigendum provocare poterit, ibidem-
que decenti modo jus suum persequi. Ulterior provoca-
tio five ordinaria five extraordinaria, aut quocunque
nomine veniet, nullum inveniat locum; Præses autem
& assessores istius appellationis iudicii à Serenitate sua El.
ejusdemque descendentes masculis constituentur ex
Prussia Ducalis indigenis & Terrigenis, iisque illi Ju-
ramentum præstabunt; Nec subditi querelas suas ad
regem, regnumque *Polonie* ullo modo deferre pote-
runt, aut ab eis admitti: Similiter sua Regia Majest. &
Respublica *Polonie* promittunt, casu devolutionis
existente, se præmemoratas Statutum *Prussia* libertates,
Privilegia, Statuta, Consuetudines, Juraque recepta,
integra atque salva, dictis Statibus deinceps semper con-
servaturos, illosque in quietæ & tranquilla possessione
eorum omnium manuteneuros, nihilque in iis omnibus
innovaturos.

X. Loco *Vasallagii* pristini, Serenissimus El. ejusque
descendentes, perpetuo ac inviolabili fœdere Sere-
nissimo Regi ac Regno *Polonie* conjungentur, per
quod utriusque partis stabiliatur in perpetuum securitas,
in cum qui sequitur modum.

XI. Serenissimus El. ejusque descendentes, fidam
cum Serenissimis regibus Regnoque *Polonie*, & Ma-
gno Ducatu *Lithuania* colent amicitiam & unionem,
nunquam cum Serenissimorum regum vel Regni hosti-
bus, aliquod fœdus directè vel indirectè inibunt, in
præjudicium Regis & Reipublicæ; transitum hostibus
per ditiones suas, portus, & propugnacula, annonam
quoque & commatatum, ac qualescunque subsidii ge-
nus, ipsis denegabunt, nec portus suos vel munitio-
nes ipsis quocunque modo vel titulo, in possessionem
tradent.

XII. Subsidia quæ in hoc præfenti bello Serenitas sua

ANS
de J. C. 1657. *Electoralis Serenissimo Regi ac Reipublicæ Poloniæ*
conferre tenebitur, illa in *particulari Tractatu*, hac de J. C.
de re inito, specificè designata sunt ac limitata: quæ
Conventio vigore præfatis pacti per omnia servanda
erit. Quoties autem finito hoc bello, novum aliquod
aliud bellum, contra Serenissimum regem ac rempu-
blicam *Polonia* oriatur, sua serenitas El. ejusque des-
cendentes, tenebuntur mille quingentos pedites & quin-
gentos equites Serenissimo regi ac Regno *Polonie* sub-
ministrare, quibus postquam ex Ducatu *Prussia* Ducalis
educti fuerint, Rex, regnumque *Polonia* sustentationem
subministrabunt, &c.

XIII. Vicissim vero Serenissimus Rex, ejusque
successores & regnum *Polonia*, ac Magnus Ducatus
Lithuania, reciprocum cum serenitate sua Electorali
ejusque successoribus servabunt amicitiam, nullum
hostibus ipsis aditum in suæ serenitatis El. terras con-
cedere, sed potius defensionis, conservationi, ac secu-
ritati Ducatus *Prussia*, omnibus modis consulere de-
debunt, præsertim si hujus Conventionis vel subsidii
missi causa (de quo supra) Serenissimus El. ejusque
successoribus quisquam & quicunque fuerit, five in præ-
fenti sive deinceps bellum indicare aut ducatu *Prussia*
inferre voluerit, Serenissimus Rex & Regnum *Polonia*
adequato ipsi subsidio, subvenire tenebun-
tur, &c.

XIV. Copiis regiis per *Prussia* Ducalem, quan-
do opus fuerit, iter pateat, sine maleficio tamen, noxa
aut damno ullo incolarum; Ordinabit quoque Sere-
nissimus El. ejusque descendentes, iterum rationes,
& quicquid inde dependet, idque ut eo rectius fieri pos-
sit, maturè adveniens exercitus Polonici aut Turmarum,
Serenissimo El. aut posteris ejus, vel in absentia eorum,
iis, quibus gubernatio Ducatus commissa erit, à sua
regia Majestate vel à regni Generalibus, vulgo *Feldt-
Herren*, indicandus erit; Ordinationi autem prædictæ,
exercitus Polonicus, ejusque Duces parere necesse ha-
bebit. Pariter liberum erit suæ serenitati El. ejusque
posteris, *Prussia* Ducibus, eadem ratione & cautelis
supramemoratis, per *Poloniam* ac *Prussia* Regalem
Copias militares ducere.

XV. Navibus utriusque partis propriis sit liber cum
omnimodâ securitate præstanda, aditus atque transi-
tus per portus qui sunt in alterutris partis Dominio
absque præjudicio Commerciorum & fortalitorum, &
cum omnimoda eorundem securitate, de qua inter par-
tes deinceps conveniet. Libera quoque erit utrique parti,
in alterius ditionibus annonæ, comæatus ac om-
nis subsidii bellici cœmptio; Utraque pars in alterius partis
Terris, militem conducere poterit, illam tamen eo
nomine amice prius compellabit, atque desuper inter
utramque partem de modo conveniet prout fœderis ac-
que amicitie ac temporum ratio expululabit, & hoc
semper observabitur, ne ullum partibus incommûdum
aut subditis damnum afferatur.

XVI. Exercitium Religionis *Catholicæ Romanæ*,
prout ante hoc bellum fuerat, juxta antiqua & re-
centia pacta in *Prussia* Ducali vigenit, aut vigere debuit
conservabitur aut restituetur. Liberum erit eam profiteri
volentibus, nec ullas unquam ex Ducalibus subditis,
jam eam profitentibus aut in posterum professuris eam
ob rem interpellabitur; Sacella iidem & Oratoria, ac
bona omnia Ecclesiastica ipsis appetinentia, ubivis,
tam in confinibus, quam alibi integra tuta, & concessa
illis erunt, in iisdemque liberum ex doctrina, instituti-
que *Catholicis Romanis* exercitium habebunt. Nemo
eo nomine turbabitur premeturve, nemo, Reli-
gionis *Catholicæ* causa, ullam vim, injuriam, contu-
meliam, molestiamve perferet, & quicunque eos ali-
quâ injuriâ affecerit, severè punietur. Ad munera &
honores iis, qui ex *Catholicis* idonei fuerint liberi ad-
itus erit. Quicunque etiam in Ducatu, *Catholicis* Ba-
rones, Nobiles, Civitates, jura patronatus, legitimis
acquisiverint modis, in locis ubi jura illa ipsis compe-
tunt iisdem uti ac frui absque impedimento ac contra-
dictione poterunt, si vero alii compatroni non *Romanæ*
religionis addicti fuerint inibi, atque eis de dicto jure
abf-

ANS abſque ejus exercitio oriaur, à Commiſſariis, à ſere-
nitate ſua El. ex utraque religione pari numero conti-
tuendis componetur vel decidetur, juxta præſcriptum
de J. C. 1657. juris Canonici, Templum quoque *Regiomontanum*,
cum ſuo Coemeterio & locis ad id pertinentibus, ac fun-
datione, aliique juriſbus receptis in eo ſtatu, quo ante
hoc bellum fuerunt aut eſſe debuerunt conſervabitur
perſonæ Eccleſiaſticae iis immunitatibus & foro inſolte-
rum gaudebunt, quibus hætenus gaviſi ſunt, aut gau-
dere debuerunt, juxta pacta priora, Juriſdictio ſpiritu-
alis rever. & Exc. Domini Epilcopi *Varmienſis* juxta
pacta, intacta & integra conſervabitur in parochum &
omnes alias Eccl. Perſonas, Catholicae religioni addi-
ctas. Omnibus denique juriſbus, prærogativis ac liber-
tatibus ſuærent, quæ tam in antiquis quam recentibus
pactis & foundationibus contenta ſunt, quæ hic in hac
ſolum materia denuo confirmantur, ac pro ſpecificæ
expreſſis & declaratis habentur. Calendarium hætenus
uſitatum & receptum præſertim retinebitur. Similiter
Seren. Rex Poloniae & Reſpublica pro ſe & pro ſucceſ-
ſoribus ſuis promittunt, quod in caſu devolutionis ni-
hil in præjudicium tam Auguſtano-Luteranæ, quam
Auguſtano-Reformatae religionis innovabitur aut atten-
tabitur.

XVII. Commercia inter regni *Poloniae*, Magni
Ducatus *Lithuaniae* & Ducatus *Pruſſiae* incolae libera
erunt ac ſecura: Circa controverſias vero quacunque
ratione commercii, & omnium inde dependentium vel
eò ſpectantium, aut quæ ad illud quocunque modo re-
ferri poſſunt, commiſſio inſtituetur ad inſtanciam partis
poſcentis, & omnia per Commiſſarios ex utraque parte
ad inſtanciam ſive ſuæ Regiæ Majeſtatis ſive ſuæ Serenita-
tis El. pari numero, intra ſpatium duorum menſium
nominandos, amicabiliter componetur. In Dominiis
vero utriuſque partis nulla nova Theloneorum onera
tam terreſtria quam marina, quæ ante hoc bellum
non fuerunt in gravamen cujuſlibet partium imponan-
tur, quod ſi aliqua, è re communi, de novo impo-
nenda aut augenda videbuntur, id partium conſen-
ſu fiet.

XVIII. Si ſuper limitibus utramque partem aut
ſubditos utriuſque partis, ratione videlicet limitum
aut etiam inter ſuam regiam Majeſtatem, ac Succeſſores
reges, regnumque *Poloniae* ac magnum Ducatum *Lithua-
niae*, & Ser. ſuam El. ejuſque ſucceſſores circa obſervationem
& executionem foederis ac præſentis conventionis
aliæ quævis de cauſa aliqua dubitatio aut controverſia
exoriatur, per Commiſſarios ad inſtanciam tam ſuæ Re-
giæ Majeſt. quam ſuæ Sereniſſ. El. intra trimeſtre ſpa-
tium, ab utraque parte æquali numero nominandos,
quique ſi opus eſt, in rem præſentem venient, amice
componatur ac definiatur.

XIX. De pretio, valore, ac æſtimatione mone-
tar, liberoque ejuſdem curſu, per utriuſque ditio-
nes, quoties opus fuerit, amicabiliter convenien-
dum erit.

XX. Ad interceſſionem Seren. & potentiſſimi Hun-
gariae & Bohemiae Regis per memoratum Dominum
abegatum ſuum interpoſitam, nec non Sereniſſ. El.
Brandenburgici pro plenaria reſtitutione & omnimo-
da ſecuritate cognati principis, majorem in modum in-
ſtante, Sereniſſ. Regis Poloniae plenipotentiaris perſpec-
tam & exploratam habentes ſuæ Regiæ Majeſtatis cum
erga cæteros omnes ad obſequium redeuntis, tum
ſpecialiter erga illuſtriſſimum Principem Dominum
Boguslaum Radzivil, Ducem Birzarum, Dubnicorum,
Sluciae & Reſiſſiae ſacri Romani Imperii principem,
non uno documento literario teſtatem benignitatem,
annuerunt & conſenſerunt, ut præſatus princeps,
tanquam is, qui de factio cum debita ſubmiſſione ad
priſtinam obedientiam, fidem & obſequium una cum
ſuis omnibus jam redierit, & omni cum hoſtibus com-
mercio renunciaverit, atque in poſterum Sereniſſ. Re-
gi ac reipubl. obſequium ſuum fidei voverit, non
modo generalis Amicitiae beneficio ſui & gaudere
poſſit: ſed etiam ſpeciali præſentis tranſactionis vigo-
re, in Ducatum ſuorum patrimonii, & omnia bona

ac jura ipſi legitime competentia, in forma pleniffima
una cum ſuis reſtitutus ac reſtituendus intelli-
gatur, neque ratione injuriarum, damnorum ac ho-
ſtilitatum, qua in hoc bello, vel per ipſum, vel per ipſos
milites aut miniſtros acciderunt per viam juris aut facti,
quiſquam negotium aut moleſtiam, ipſi aut partis ip-
ſius ſequentibus faceſcere poſſit, ſed omnia fidei Am-
icitiae & præteritorum oblivione, hujus quoque paci-
ficationis vigore, ſepulta cenſeantur; Salvis nominibus
& debitis civilibus, quæ nihilominus perſolvenda
erunt.

XXI. Foedus hoc & omnia in hoc inſtrumento con-
tenta ſanctè ſervatum iri, utraque pars juramento pro-
mittit, & in præſenti quidem Sereniſſimus Rex Poloniae
ac Senatores eidem aſſidentes hanc conventionem,
ſolemniter ratihabebunt ac juramento firmabunt, pro-
mittentque in proximis comitiis aut proximo conventu
Comitiarum poteſtatem habente, omnia quæ his con-
cluſa ſunt, ratihabebunt iri: ſimiliter Sereniſſi ſua El.
illam pari modo ratificabit ac juramento firmabit. At-
que hoc foedus perpetuum quotieſcunque novus Rex
Poloniae Electus fuerit, aux Dux *Pruſſiae* in Ducatu
ſucceſſerit, ab utraque parte renovabitur conſirmabi-
turque juramento deluper præſtito, per deputatos iri
animam principum jurantes. Et ſi pars alterutra huic
conventioni & foederi contravererit, & deceter ad-
monita ſatisfacere neglexerit, pars læſa monere tenebitur
Mediatores ac Sereniſſimos Reges & Status in
articulo ſequenti nominatos, & eorum curam ad-
hibere procurandæ ſatiſfactioni, & huic ſtabili-
endæ concordiae rationi, utraque pars ſedulo in-
ſiſtet, ut omnia amicabiliter æquis modis compo-
nantur.

XXII. Pro ſecuritate & horum pactorum firmi-
tudine fidem ſuam quoque ut interponant, Sereniſſi-
mi & Potentiſſimi Reges, & Bohe-
miae: Item Daniae Norvegiaeque, denique Præpo-
ſitos Federati Belgii Ordines rogabuntur, ut inju-
riam aut vim contra hanc conventionem paſſo, omni
meliori modo conſulant, atque debita ipſi ſatiſfactio
procuretur.

Conſecta autem ſunt à ſupra nominatis Dominis Ple-
nipotentiaris hujus pacificationis & foederis, duo ejus-
dem tenoris exemplaria à ſua Regia Majeſtate Poloniae
& Senatoribus eidem aſſidentibus, atque à ſua Seren.
El. Brandenburgienſi intra ſex ſeptimanas ab inſcripto
die, ratificanda & juramento firmanda, atque utriusque
permutanda, quorum unum ſuæ Regiæ Majeſtatis Do-
minis Plenipotentiaris exhibitum: Alterum vero ſuæ
Ser. El. Dominis Plenipotentiaris traditum, utrum-
que autem in majorem fidem, majus robur à ſepediſſis
Dominis Plenipotentiaris utriusque partis, propria-
rum manuum ſubſcriptione, ſigillorumque appoſitione
munitum & roboratum eſt.

Acta hæc ſunt *Welaſiae Pruſſorum*, die decimo nono
menſis Septembr. Anno ſalutis humanæ, milleſimo,
ſexcenteſimo, quinquageſimo ſeptimo.

VENCESLAUS DE LESNO, Epilcopus *War-
mienſis* S. R. M. Poloniae & Sueciae Plenipotentiaris.
(L.S.) VINCENTIUS CORVINUS GOSIEUWS-
KII ſupremus Theſaurarius & Camp. Duſtor M. D.
L. S. R. M. Poloniae & Sueciae Plenipotentiaris. (L.S.)
F. DE LISOLA Ser. Hung. & Bohemiae Regis ad
Tractatum iſtum pacis abegatus pro mediatione. (L.S.)
OTTO Liber Baro a SCHWERIN Plenipotentiaris
Electoralis (L.S.) LAURENTIUS CHRISTO-
PHORUS SOMNITS Plenipotentiaris Electoralis (L.S.)

(a) Quandoquidem Deo clementer annuente Sere-
niſſimus Elect. Brandenburgienſis, ad ſinceram
pacem & amicitiam, cum Sereniſſimo Rege ac Regno
Poloniae, & magno Ducatu *Lithuaniae*, à quibus violenti-
to bellorum ingruentium ac neceſſitatis inevitabili-
impulſu, inſivus avulſus fuerat, feliciter redierit ac per-
petuo ſedere ita ſe Sereniſſimo Regno Poloniae &
magno Ducatu *Lithuaniae*, conjunxerit, ut mutuum loge-
ut-

ANS
de J. C.
1657.

utilitatem, commodum, ac securitatem sincerè procurare ac promovere teneantur. Ad quem scopum attingendum nihil expeditius visum fuit, quam si coniungi ope viribus ac consilio arma & studia conjungerentur, ad expurgandam quibusvis hostibus Poloniam, & totam Prussiam Regiam & Ducalem periculo liberandam, ac removenda omnia obtaacula, quæ communem utriusque partis tranquillitatem impediunt, ad optatam pacem eo citius ac efficacius consequendam. Circa quod specialis conventio inter partes, per eosdem Reverendissimum, Illustrissimos & Excell. Dominos utriusque partis, Plenipotentarios, in pacis instrumendo nominatos, stabilita fuit, in eum qui sequitur modum.

Serenissimus Rex & Regnum Polonia, & magnus Ducatus Lithuaniae, durante hoc bello, requisito armorum ac militum praesidio Ser. El. Brandenburgensis, eiusque statibus ac Provinciis, tam in imperio, quam hic in Prussia, contra praememoratos hostes vel quoscunque eorum confederatos adherentes, quoties necessitas exigeret, succurreret. Quibus Serenissimus El. quoties pro sua defensione in propriis ipsius Provinciis militabunt, victum & subsidium prout proprio militi suo suppeditabit.

Similiter Serenissimus El. Brandenburgensis, pro communi partium utilitate, toto hoc bello durante, instructum, cum omnibus pertinentiis & re tormentaria habebit exercitum, sex milium militum; partim equitum partim pedum, quibuscum vel ipse contra supra descriptum hostemaget, aut cum Polonis conjungat, juxta rerum exigentiam, habito desuper communi consilio, quibus etiam si plures fuerint, similiter Serenissimus rex & Respublica Polonia, victum & subsidium, quamdiu pro ipsis & in ipsorum territoriis sunt militaturi, subministrare debebunt; Nec Serenissima sua El. pendente hoc bello, quidquam intra praefatum milium numerum subministrare tenebitur, nisi sponte volet.

Si Suedi aut eorum Affectu, hujus conjunctionis odio vel alio quovis colore, intra decennium, post hoc bellum finitum Serenissimum Electorem, non solum in Ducatu Prussia, sed & in imperio, armis suis infestare tentaverint, Serenissimus Rex Polonia & Respublica tenebuntur ipsi subvenire: Et vicissim eodem casu Sereniss. sua El. per totum illud Decennium, post confectum pacem, tenebitur subsidium, Serenissimo Regi ac Respublicae ad ipsorum defensionem, iidem, ut supra conditionibus suppeditare. De quibus auxiliis sibi mutuo ferendis, specialis Declaratio fiet inter regiam suam Majestatem & Serenitatem suam El. in ipsa rathabitione. Liberum quoque erit serenissimo El. amplecti foedus inter Serenissimam Domum Austriacam, & Serenissimum Regem ac Rempubl. Poloniae initum, ac securitatibus omnibus in illo comprehensis frui.

Quando utriusque partis copiae conjunctae fuerint expeditiones militares omnes, communi consilio & utriusque partis Generalium consensu suscipiuntur. Si in terris ad Serenissimam suam El. spectantibus, aut aliis in locis, suae Serenitatis El. causa tantum bellum geratur, belli directio ad Serenitatem suam El. spectabit. Serenitate sua El. verò absente, omnia fient communi consilio & si opus fuerit de directione inter Principales conveniet habito respectu & discrimine Generalium. Similiter etiam, quando Copiae El. pro Serenissimo Rege aut Republica Polonia certabunt, idem juris statuatur. De cetero salva erit utriusque partis Generali in milites suos jurisdictio, & aequalis semper inter milites utriusque partis laborum, secundum numerum eorumdem, proportionata distributio. In quocunque autem Territorio, copiae tam Regiae quam El. fuerint ii quibus annonae, comestusque cura commissa fuerit, ex quo utriusque partis militibus secundum eorum numerum de sustentatione prospicient.

V. Neutra pars poterit sine alterius scitu, consensu ac praesentia Deputatorum, pacem, armistitiumve

cum hostibus pacisci, nec arma deponere, antequam utrique parti de securitate omnimoda prospiciatur, ad plenariam partium satisfactionem. Serenissimus El. Brandenburgensis, in Pace, cum Serenissimo Magno Moscoviae Zaar, includetur, cum omnimoda sua securitate & observatione foederis perpetui & conventionis cum Serenissimo Rege ac Regno Poloniae, & Magno Ducatu Lithuaniae inita.

VI. Ceterum, cum intuitu damnorum periculorumque quae pendente bello Serenitati suae El. subeunda erunt, aliisque de causis, æquum visum fuerit suae Regiae Majestati & Reipublicae, ut propensionem suam & Regni, erga Serenitatem suam El. ejusque Inclitam Domum, re ipsa demonstrarent & illorum omnium dignam haberent rationem, aliquam ipsi congruam satisfactionem concedere. Et praeterea sua Seren. Elect. certam pecuniae summam vel contributiones ad belli sumptus & necessarios militum delectus praeterdedit, Reverendissimi, Illustrissimi & Excell. Domini Plenipotentarii, suae Serenitatis Elect. desiderio plene satisfacere summe optaverint, atque nonnulla, quae circa hoc punctum in mandatis habuerint, declararint; Tamen cum ad complandam hoc negotium, penitus atque sufficienter instructi non fuerint, res ista ad ulteriorem suae Regiae Majestatis declarationem aut conventionem, in ipsa rathabitione, faciendam, remissa est, ita, ut nihilominus pax interea concludatur. Interea vero Serenitas sua Elect. declarat ac protestatur, se ante praefatam declarationem & rathabitionem, nullatenus velle obligari ad executionem eorum, quae in Articulo quarto Conventionis principalis, de evacuatione locorum conveniunt.

Quae omnia sanctè & inviolabiliter observatum iri, pars utraque sub fide sua, ac iuramento promittet, prout ex nunc Reverendissimi, Illustrissimi & Excell. Domini Plenipotentarii, nomine Serenissimorum suorum Principalium de facto promittunt, seque intra sex septimanas, Serenissimi Regis ac Senatorum eidem assidentium, uti & Serenitatis suae El. rathabitionem, nec non etiam in proximis Regni Comitibus, eorum omnium, quae hic acta & conclusa sunt, plenam confirmationem procuratos.

In quorum fidem haec à saepe dictis Plenipotentariis, propriarum manuum subscriptione sigillorum appositione sunt munita & roborataque. V. Wladislaus Prussorum die decimo nono mensis Septembris, Anno salutis humanae, Millesimo sexcentesimo quinquagesimo septimo.

VENCESLAUS DE LESNO, Episcopo. Varmien-
sis S. R. M. Poloniae & Sueciae Plenipotentarius. (L. S.)
VINCENTIUS CORVINUS GOSIEWSKI,
supremus Thesaurarius & Campi Ductor M. D. L. S. R.
M. Poloniae & Sueciae Plenipotentarius. (L. S.) F. DE
LISOLA S. R. M. Hungariae & Bohemiae ad hoc tractatus pro mediatione aplegatus ejusdemque Consiliarius
(L. S.) OTTHO Liber Baro à SCHWERIN Plenipotentarius Electoralis. (L. S.) LAURENTIUS
CHRISTOPHORUS SOMNITS Plenipotentarius Electoralis. (L. S.)

Ratification du Roi de Pologne.

Joannes Casimirus Dei gratia, Rex Poloniae, Magnus Dux Lithuaniae, Russiae, Masoviae, Samogitiae, Livoniae, Smolensciae, Czernichoviaeque, nec non Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Haereditarius Rex, significamus omnibus & singulis, praesentibus & futuris, praeterim iis, quorum interest, quod ad tractandum cum Serenissimo Principe Domino Frederico Wilhelmo Marchione Brandenburgensi Sacri Romani Imperii, Archi-Camerario & Principe El. Magdeburgi, Russiae, Juliae, Cliviae, Montium, Steutini, Pomeraniae, Cassubiorum, Vandalorumque, nec non in Silesia, Crotinae & Carnoviae Duce, Burgravio Norimbergensi, Principe Halberstadii & Minden, Comite Marcae & Ravensbergi, Domino in Ravensteyn, certos constituerimus Plenipotentarios, illique cum suae Serenitatis Elect. Plenipotentia-

ANS
de J. C.
1657.

ANS
de J. C.

riis congressi, in articulos qui sequuntur conveni-
runt.

1657.

Inservantur Artic.

Nos itaque *Johannes Casimirus* Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniz, &c. testamur præsentibus pro nobis, successoribusque nostris Regibus & Regno *Poloniae* ac Magno Ducatu *Lithuaniz*, nos universa & singula capitula pactis supra scriptis comprehensa bonâ fide ex Senatus Consulto approbasse, confirmasse & ratihabuisse, prout ea hîc nunc ex Senatus Consulto approbamus, confirmamus & ratihabemus, promittentes verbo Regio, & sub fide prædicti, tam à nobis quam consiliariis nostris, officialibusque lateri nostro asistentibus juramenti, nos prædictis pactis posthac constanter inhaeruros, curaturosque, ut omnia & singula pactorum capita, quæ à nostra parte & Reipublicæ Poloniæ nomine promissa sunt, sancte & religiose observentur, imò impedituros, ne à quopiam violentur. Et quoniam nam nulla, ad nos in negotio conjunctionis armorum & aliis remissa sunt, atque super iis sequenti ratione inter nos & Serenissimum Principem Elect. supra nominatum conventum est, modo infra scripto ea secundum conventionem initam addimus, illaque eandem vim atque vigorem cum superioribus Artic. ex Senatus Consulto habere volumus, atque hîc tribuimus, pollicemurque eadem fide jurata in proximis Comitibus, omnia quæ superioribus art. continentur, & quæ hîc sequuntur, omnium ordinum consensu confirmatum & ratihabuitur iri. Igitur probe perpendentes, tum pericula, quæ suæ Serenitati Elect. Terrisquæ ipsius per ipsam separationem à partibus Suecicis imminet, tum quanti interit nostra atque Reipub. Vicinum nobis Principem iustis devincere modis, tum imprimis quanta quamque utilis nobis, Regnoque Poloniæ per effectivam & actualem armorum nobis cum conjunctione præstare, sua Serenissima Elect. deinceps possit officia tam belli quam pacis tempore. Ad demonstrandam præterea singularem propensionem nostram Regnique nostri erga suam Serenissimam Elect., ejusque Domum inclytam, suæ Serenissimæ Elect. ejusdem posteris masculis ex Legitimo toro ejusdem Descendentibus pariter ex Senatus Consulto & consensu Dominorum Consiliariorum, tam spiritualium quam secularium Regni nostri, duas præfecturas *Leoburgensem* & *Bytoviensem* cum omnibus & singulis eorum subditis, Vassallis, fructibus, libertatibus, eminentiis, censibus, proventus, juribus, & pertinentiis universis tenendas, habendas, fruendas, utendas & possidendas in perpetuum jure feudi, pro nobis & successoribus nostris Regibus Poloniæ, dedimus, concessimus, ac illam de eis ipsis Arcibus & Oppidis *Bytow* & *Laubenbourg* investivimus, & tenore præsentium damus, concedimus, & investimus; Officiarios Nostros & Incolas quoscunque ibidem juramentis & subjectionibus quibus hactenus nobis & Reipublicæ obstricti fuerant, hoc ipso exolventes. Præterea de ampliori gratia ac benevolentia nostra Serenitatem ejus ac illius heredes ab omni juramento, nec non tributis & exactionibus quibuscunque Nobis & Posteris Nostris ratione dictarum Arcium & Oppidorum præstandis dimittimus, & liberos facimus, prout olim à Ducibus *Pomeraniae* eadem præfecturæ *Bytow* & *Laubenbourg* tenebantur. Pollicemur præterea pro nobis & successoribus nostris dictum Seren. Principem ac ejus heredes in prædictis Arcibus & earum pertinentiis, quantum in nobis est, defendere ac tueri. Tenebitur autem & obligatus esse debet præfatus Serenissimus Elect. ejusque successores, ad singulas successorum nostrorum Regum Poloniæ Coronationes, Consiliarios, aut officiales suos mittere, qui hoc ipsum jus feudale de præfatis Arcibus & Oppidis ad Regnum Nostrum pertinet, recognoscant, & literas ejus recognitionis & renovationis feudi, quæ gratis illis debent dari, à novis regibus accipiant. Quod si aliqua legitima causa impedit hoc officium & debitum in Coronationibus successorum nostrorum non fecerint, nihil ea

negligentia illis detrimenti afferre debebit, dummodo alio brevi tempore post Coronationem id præstare curaverint. Ubi vero ipse Serenissimus Princeps Dominus *Fredericus Wilhelmus*, Marchio & Elector Brandenburgicus, &c. in Prussia Dux, sine legitimis masculis feudi heredibus, vel eorum legitimis masculis, feudi heredes, non relicta prole virili decederent, stirpsque & progenies eorum miscula & legitima deficeret, ex tunc prædictæ Arces & Oppida *Bytow* & *Laubenbourg* cum omnibus suis bonis, subditis, Vassallis, fructibus, libertatibus, juribus, eminentiis & pertinentiis universis, ac cum pleno jure & possessione, citra omnem difficultatem ad Nos & posterum Nostros Reges Poloniæ redibunt. Et si quidem ad præfatus præfecturæ istæ à Donatoriis Nostris possidentur, ideo usum fructum ante hanc cessionem ipsis debitum, atque quid juris in illas habuerunt unquam, alia ratione dignisque modis compensabimus, ita ut vacua omnino possessio & plena fructuum perceptio suam Seren. Elect. ex hoc ipso tempore manere, neque quisquam ipsi ratione satisfactionis suæ negotium facessere debeat. Religionis Catholicæ exercitium in præfatis præfecturis *Leoburgensi* & *Bytovienfi*, prout ad hanc usque diem fuit, liberum erit. Jurisdictio Episcopi *Vladislavienfis* in Templis Catholicis, sacerdotibus integra maneat, proventus, videlicet decimæ, census, & si qui sunt alii Parochiis & Ecclesiis suis extrahantur, & rēnuentes ad extrahendum à præfectis ejusdem Seren. cogentur. Causæ tam Nobilium quam plebeiorum matrimoniales ad forum Ecclesiasticum pertinebunt. Nobilitas iuribus, privilegiis, bonisque suis eodem modo ac sub immediato Dominio nostro, utebatur, utetur, fructurque sub sua Seren. Elect. Decreta rerum judicatarum prout sub immediato Dominio nostro lata sunt, inviolata maneat. Gubernationis & Appellationum ratio eadem erit, quæ fuit sub Ducibus *Pomeraniae*, salvis privilegiis, Jura Patronatus Regia, reservantur ejus Serenitati Elect. & Nobilibus, si quæ habent, juxta privilegia, & usum corundem, ita tamen, quod juxta declarationem, circa hanc conventionem ab ejus Serenitate factam ad Ecclesias Catholicas Parochiales præfentibus ejus Serenitas Elect. sacerdotes Catholicos ad commendationem Episcoporum *Vladislaviensum*, ab iisdem Episcopis *Vladislavienfis* institutos, ita ne Ecclesia ultra duorum mensium spatium vacare possit.

Propter eandem armorum conjunctionem & supramemoratas alias rationes, suæ Seren. Elect. Civitatem *Elbingensem* cum toto ejus Districtu & Territorio, pleno domini jure sibi habendam, possidendamque una cum redditibus, qui inde ad Reges Regnumque Poloniæ olim deferebantur, concedimus; promittimusque quod quam primum ex potestate Succorum erepta aut recuperata fuerit, nemini, quam suæ Seren. Elect. vacua illius possessio tradi debeat, citra ulla prætensionem vel dilationem, præsidio suæ Serenitatis munienda, sine ullo sumptu Regis & Regni.

Quam quidem Civitatem *Elbingensem* eodem modo possidebit tenebitque & fruetur sua Serenitas, ejusque posteris, atque à Nobis & Regno Poloniæ, ad hoc ultimum bellum Suecicum millesimo sexcentesimo quinquagesimo quinto, tenebatur & possidebatur, etiam quoad commercia, & jura aliarum Civitatum Nostrarum Pruthenicarum, nulla præterea telonea nova instituendo. Commissio, quoties opus fuerit instituetur ab utraque parte pari numero Commissariarum, omnium interesse habentium ac imprimis Civitatum Nostrarum Pruthenicarum habeatur ratio, ne illæ in suis commerciis, omnibusque inde dependentibus præjudicium patiantur, utque gravamina ac prætensiones, quas inter se habere prætendunt, per Commissionem aboleantur, vocatis ad diem Commissionis Civitatum earundem Pruthenicarum Deputatis.

Religionis Catholicæ & Augustanæ exercitium *Elbinga* liberum sit, statusque ejusdem Religionis Catholicæ idem erit, prout ante hoc bellum fuit. Jurisdictio Episcopi in sacerdotes Catholicos prout ante integra maneat.

ANS Jus Patronatus ejusdem Ecclesie Elbingensis Catholicae
de J. C. ad nos spectabit. Templum Catholicis ademptum
1657. restituetur, proventusque & fundi omnes Ecclesie Catholice quibus ante hoc bellum ultimum Sueticum utebatur, fruebaturque reddentur, Catholicis præterea ad Magistr. accessus patebit.

De summa juxta articulum octavum foederis perpetui exsolvenda, conventum est, quod hæredibus in dicto articulo designatis & descriptis in casu ibidem expresso, summa centum quingaginta millium Thalerorum Imperialium solvi debeat.

Quæ omnia cum bene expensa; & ex Senatus consulto peracta atque conclusa sint in eorum fidem & majus robur hoc Instrumentum manu nostra subscrip-
1657. tum, sigillo insuper Regni nostri muniti jussimus.

Actum Bydgosia, die sexto mensis Novembris Anno Domini M. DC. LVII. Regnorum Nostrorum Poloniae nono, Sueciae vero decimo Anno.

CCCIV.

ANS *Traité de Paix conclu entre CHRIS-*
de J. C. *TOPHLE BERNARD Evêque de*
1657. *Munster, &c. & les Bourguemaitres &*
le Conseil de ladite Ville de MUNSTER.
Mun- *Fait le 21. Octobre, 1657. Feuille Vo-*
ster. *lante Imprimée à la Haye la même An-*
née.

IN GODES NAME: AMEN.

MEn laet hier mede eenen Igelijcken weten: Alsoo tusschen den Hoochweerdichsten Furst, ende Heer, Heer Christoffel Bernarts, Bischop tot Munster, &c. onsen Genadichsten Vorst, ende Heer, ter eender: Ende Borgermeester ende Raet, als Ouder, ende Meester Luyden, ende samentlijck Gemeenthey der Stadt Munster, ter andere zyde: eenige swaer Differentien ontsaen zijn, ende Syn Hooch Furstelijcke Genade daer op de bovenschreven Stadt Munster, niet hulp, ende afsilentic van eenige Keur ende Fursten beleegert heeft, dat sulcke Differentien, door Godes Genade, ende bystant van seecker Gedeputeerde; van deses Stifts Ridderchap door haer mediatie, geremedieert metter minne als volcht: doch met uyt-druckinge voor verhaelt der oude, ende nieuwe litispentie, soo hier over aen 't Keyserlijcke Hof is hangende, als mede andere Rechts Processen, die soo wel aldaer, als oock aen 't Spierische Camer Gerecht, ofte wat plaetse het zy, dependeren.

I. Voorst sal alles wat wegen foodanige Differentien, soo wel voor, als oock gedurende de Belegeringe der Stadt Munster, voor gevallen beyder zyts *per generalem, & illimitatam Amnestiam*, teenmael op houden, eenwich vergeten, ende daer van niemant, soo wel civil, als oock militair Persoon, Borgeren van Munster, Inwoonderen, Bedienden, Hooge, ende Lage Officieren, ende Soldaten *in specie* d'Overste Lieutenant Levin Frederick van Wittenbergh, ende Licentiaer Drachter Pensionaris vande Stadt, haere Persoon, ende Goederen, binnen ende buyten de Stadt, hoe de selve oock mogen namen hebben, uyt-gesloten zijn.

II. Soo sullen oock alle Gevangenen van weder zyden op vrye voeten gestelt, ende weder naer huys gedemitteert worden: maer de Gevangenen die hun in Dienst hebben begeven, sullen de generale *Amnistia* mede genieten, ende daer by verseeckert zijn, dat hun aen lyf, ende leven, ende haer Eer, ende Goederen geen quaet sal wedervaeren.

III. Ten anderen sullen alle Vremde Volckeren, die in dese Belegeringe voor de Stadt zyn gebruyckt, ende noch voor handen zijn, nevens het Grof-Geschut, Vuyr-Meusers, ende alle andere Munition van de Stadt af, als mede de Volckeren van desen Stift, naer de Garnisoenen gevoert, ende de opgebodene Manschap naer huys gelaten worden. Daer tegens hebben Burgermeester, ende Raet van Munster verklaert, ende beloofd dat fy drie hondert Man van haere Volckeren, soo die in haeren Dienst zijn, inde Stadt sullen behouden, ende

CCCIV.

Traduction de ce Traité.

AU NOM DE DIEU. AMEN.

ON sait sçavoir à un chacun par ces presentes, Que comme entre le tres digne Prince & Seigneur, le Seigneur Christoffle Bernard, Evêque de Munster, &c. nôtre tres gracieux Prince & Seigneur d'une part, & les Bourguemaitres & Conseil, ensemble toute la Communauté de la Ville de Munster d'autre part, il est survenu quelques differents fâcheux, & que ledit Prince a assiégué ladite Ville de Munster par l'aide & l'assistance de quelques Eleveurs & Princes, lesdits differents ont été assumpis & terminez à l'amiable par l'aide & mediation de certains Deputez de la Noblesse, de cet Evêché; comme s'ensuit, mais avec reserve expresse de l'ancienne & nouvelle litispendance qui est à présent pardevant la Cour Impériale tant à cet égard, qu'à l'égard d'autres proces qui sont pendans tant là qu'à la Chambre de Spire, oven quelque lieu que ce soit.

I. En outre tout ce qui concerne les differents arrivez, tant avant que durant le Siege de la Ville de Munster, cessera & seramis en oubli perpetuel par une amnistie generale & illimitée, & personne aucune, tant civile que militaire, Bourgeois de Munster, habitans, ministres, hauts & bas Officiers & Soldats, spécialement le Lieutenant Colonel Levin Frederic de Wittenbergh & le licentié Drachner Pensionnaire de la Ville, leurs personnes, & biens de dedans ou dehors de la Ville, de quelque nom qu'on les puisse nommer, n'en seront exceptez.

II. Les prisonniers de part & d'autre seront remis en liberté, & renvoyez dans leurs Maisons, mais les prisonniers qui se seront mis au service, jouiront aussi de l'amnistie generale, & seront aussi assurez qu'il ne leur sera fait aucun mal, en leur Corps, honneur & biens.

III. D'autre part toutes les troupes étrangères, qui ont été employées au siege devant la Ville, & qui sont encore en état, comme aussi le gros Canon, armes à feu, & autres munitions de la Ville, comme pareillement les troupes de cet Evêché seront conduites en garnison, & les troupes qu'on aura fait venir seront aussi renvoyées chez elles; les Bourguemaitres & Conseil de Munster ont déclaré de leur part, & permis, de retenir dans la Ville trois cents hommes de leurs troupes, tels qu'ils sont à leur service, & pouront les entretenir des deniers de leur propre Ville jusques

de J. C.
ANS

1657.

Mun-
STER.

ANS de deselve tot den naest kommenden Land-Dagh, ofte de J. C. November Maent uyt haer eygen Stadt middelen onderhouden, ende daer nevens *citra prejudicium iurium*, 1657. *Et litispēdētia*, in Haer Furstelijcke Genade, ende der gelamentlijcke Lant-Stenden, soo wel als in de Stads Eedt, ende Plicht konnen laten.

IV. Item, zijn over een gekommen, dat neffens de 300. Man, noch 500. Man te voet van de Furstelijcke Munsterliche Lantschap-Volckeren, die op de selfde maniere tot stiftinge van een genadicht, ende onderdanichlt vertrouwen in Haer Furstelijcke Genade, der Lant-Stenden, ende der Stads Eedt, ende Plicht kommen, ende staen fullen, onder vier Compaignien inde Stadt genomen, logeren, ende soo wel aen hunne Maendelijcke Soldye, als mede Servis, ende Wachthout, nevens de Commandanten uyt de Gemeene Lant-middelen gepleecht, ende betaelt worden: maer wegen de continuatie van't voorschreven Garnisoen, soo op den naesten Land-Dagh Traecteert, ende *quo ad cognitionem periculi*, *Et necessitatis*, het Am: 9. Decemb. 1656. Jaers, gegeven vande Stadt *eventualiter* aen genomen Raix bescheyt in alle wegen gevolght worden.

V. Nevens boven gemelde Volckeren, sal sijn Furstelijcke Genade Lyf-Garde te Paerde en te Voet, mede in de Stadt genomen ende in gelaten worden.

VI. Ten 6. Is tot Commandant over het Chrysch-Volk ende tot bewaringe vande Stadt, den Generael Wach-Meester Reumont genadicht verordent, ende onderdanichs aen genomen, daer nevens oock bewilicht dat de selve tot stiftinge van een goet vertrouwen, op sijn adellijcke parole, beloven sal de Stadt trouw te zyn, ende tegens haere Privilegien, Recht, ende Gerechtigheden; niets voor te nemen, maer genadichlt gemelde Stadt, tot sijn Furstelijcke Genade, des Stifts ende gemeene Burgerfchapsrecht, ende voordeel, ende belt, trouwelijck ende vlytich te bewaren, by den welcken *passu* sijn Hooch Furstelijcke Genade in genere beloof by de bovenstheven Reumonts versterken, ofte derhalven andere verordeninge noodwendich wurde zyn, datse dan met voorwetens des Raeds, ende niet sonder consent van den selven een ander gequalificeert Persoon, gelijkjer staet, tot eenen nieuwen Commandant voor stellen ende verordennen willen, ende sal de selve, ende den Soldaten by voorvallende verwisselinghe, de beloften met hunnen lijflijcken Eedt altijt doen.

VII. Noch is besloten, dat het Woort, ofte *Symbolum* militaire van Syn Furstelijcke Genade, ende sijn Regenten, ende Regerende Successoren, aen alle persoonlijck inde Stadt zynde, Burgemeester, ende Raet te geven, maer anders, ende in haer absentie van desen Burgemeester, ende Raet, den Commandant gegeven sal worden, *iterum litispēdētia salva*.

VIII. Wegens het oude, ende nieuw Recht-Proces aen't Keyserlijck Hof, over des Stads sleutelen: dit POINT is daer heen tot het rechtelijck uyt-spraek verwesen, anders willen Burgemeester, ende Raet Syn Furstelijck Genade der Poorten soo dickmaels Syn Genadichydt belijft, ende dat het noodich is, openen, ende daer by schuldige Eer, ende Respect bewysen laten.

IX. Wilt Syn Hooch Furstelijcke Genade de Stadt by haer herbrachte Vryheden, Privilegien, Gewoonheden, Recht, ende Gerechtigheden allerdingen laten verdedigen, ende maintainen, daer tegens Burgemeesters, ende Raet beloof hebben, dat silyden by den Eedt *tempore inaugurationis* gedaen, trouw, ende vast blijven willen.

X. Voor't laetste zyn aen weder zyden over een gekommen, ende is versprooken, dat hergeene in desen Recest niet begrepen is, ofte verandert, volkomentlijck by den Schoon Vlydchen Verdrach sal blijven, ende wat hier boven gemeldt is, sal *litispēdētia salva*, verstaen worden.

Tot meerder verseeckeringe, ende onderhoudinge desen ACCORTS, heeft Syn Hooch Furstelijcke

Tome III.

Genade

à la Diette ou Land-dag prochain ou mois de Novembre, ANS
Et outre ce pouront être laissez sous serment, sans prejude de J. C.
dice des droits Et litispēdētia, tant de son Altesse le 1657.
Prince Et des Cercles, que de la Ville.

IV. Item sont convenus, qu'avec les 300 hommes, seront encore pris Et logez dans la Ville 500 hommes de pied des troupes de la Province de Munster qui seront en la même maniere, pour l'établissement d'une entiere confiance sous le serment de son Altesse, des Etats du pais Et de la Ville, en quatre Compagnies, Et leur Solde leur sera payée par mois, Et auront le service Et le bois pour les Corps de garde, ensemble les Commandants, Et ce des deniers de la Communauté, mais quant à la continuation de la susdite garnison il en sera traité au premier Land-dag ou Diette, Et quoad cognitionem periculi Et necessitatis, sera suivi ce qui fut arrêté le neuvième Decembre de l'an 1656 Et le reces Imperial accepté à tout événement par la Ville.

V. Avec les susdites Troupes seront receus dans la Ville les gardes à cheval Et à pied de son Altesse.

VI. En sixième lieu le Wach-Maitre General Reumont est établi Et agréé pour Commandant sur lesdites Troupes, Et pour la garde de la Ville; Il est aussi outre ce accordé que, pour l'edification d'une bonne confiance, il donnera sa parole de Gentilhomme Et promettra d'être fidele à la Ville, Et n'entreprendra rien contre ses privileges, droits Et justice, mais de la garder fidelement Et diligemment au meilleur avantage Et proesse de son Altesse, de l'Evêché Et de la Bourgeoisie; Et de la même maniere promet son Altesse qu'arrivant le decès du susdit Reumont, ou qu'il fut necessaire d'en établir Et créer un autre, qu'il ne le fera point sans le seu Et consentement du Conseil, Et qu'il n'établira Et n'ordonnera pour nouveau Commandant qu'une personne de qualité requise, Et de même condition, Et icelui Et les Soldats en cas de changement, seront toujours leur promesse Et serment.

VII. Il est aussi arrêté, que le mot ou l'ordre militaire sera donné par son Altesse, Et ses Regens Et successeurs Regnants à tous Bourguemaitre Et Conseils, lors qu'ils seront en personne dans la Ville, mais en l'absence desdits Bourguemaitres Et conseil, au Commandant, la litispēdētia sauvee.

VIII. Quant à l'ancien, Et au nouveau proces en droit pendan à la Cour Imperiale, à l'égard des Clefs de la Ville, ce point restera jusques à ce qu'il en soit juridiquement ordonné, autrement les Bourguemaitres Et Conseil ouvriront les Portes à son Altesse toutes les fois qu'il lui plaira Et que besoin sera, Et lui démontreront tout l'honneur Et le respect qui lui est dû.

IX. Son Altesse maintiendra la Ville, dans toutes ses libertez, privileges, coutumes, droits Et justices, Et les Bourguemaitre Et Conseil promettent de leur part d'observer fidelement le serment fait au tems de l'installation ou inauguration de son Altesse.

X. En dernier lieu, il est convenu de part Et d'autre Et à été promis que pour ce qui n'est point contenu dans se Reces, on qu'il n'est point changé ou en demeurera aux termes du Traité de Vite, Et sera exécuté ce qui est mentionné cy-dessus, litispēdētia salva.

Pour plus grande sûreté Et entretenement de cet Accord ont ledit Prince Serenissime ensemble letres digne Chancellerie,

1657

dire,

ANS Genade, het selve soowel met Syn Furstelijcke Secreet, de J. C. ende eygenhandige Supercriptie, als met het Hoochweerdich Dom-Capittelen, ende Gedeputeerde van de Ridderfchap, als Mediateurs, nevens den Eerbaren Raedt, met haere respectie Onderfchrift, ende aen geboren Adelijcke Pitschaft bekrachticht. Aldus gedaen ter Geilten, in 't Jaer onses Heeren Verlossers, ende Salichmakers, 1657. den xxi. October.

Geteeckent, ende Gesegelt, &c.

pire, Daptez du College des Nobles, les Mediateurs, & l'honorable Conseil, ont signé ces presentes de leur main de J. C. & confirmé de leurs sceaux. Ainsi fait à Reiffen l'ande noire Seigneur, Sauveur & Redempteur 1657 le vingt 1657. unieme Octobre.

Signé & scellé.

C C C L V.

ANS de J. C. 1657. *Traité entre le Roi de France LOUIS XIV. & Monsieur le Duc de LONGUEVILLE, Prince souverain de Neuchâtel & Valengin en Suisse. Fait à Paris le 12. de Decembre 1657. & ratifié par le Roi le 2. Janvier 1658. Freder. Leonard. Tom. IV.*

FRANÇOIS
DE LONGUEVILLE.

LOUIS par la grace de Dieu Roide France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Aiant veu & examiné en nostre Conseil, le Traité d'alliance fait & passé en nostre nom à Paris, ce douzieme jour de Decembre 1657. par nostre amé & feal Conseiller ordinaire en tous nos Conseils, Commandeur de nos Ordres, Premier Secrétaire d'Etat & de nos Commandemens, le Sieur Comte de Brienne, en vertu du plein pouvoir que nous lui en avons donné, avec nostre tres-cher & bien-amié cousin le Duc de Longueville, Prince souverain de Neuchâtel & Valengin en Suisse, duquel Traité la teneur s'ensuit.

Sur ce qui a esté représenté au Roi, que dans les le- vées qui se font faites cy-devant en Suisse, tant pour le service des Rois ses predecesseurs, que depuis son avènement à la Couronne, il y a toujours eu grand nombre de soldats, & plusieurs Capitaines, mesme des Colonels & Regimens entiers, tirez des Comtez de Neuchâtel & Valengin, & qu'il estoit bien raisonnable que les habitans desdits Comtez, qui donnent les mesmes secours & assistances à la France, que ceux des autres pais de la Suisse, en receussent les mesmes graces & le mesme traitement, Sa Majesté se promettant que ceux desdits Comtez lui feront d'autant plus fideles & affectionnez, qu'ils sont Sujets d'un Prince qui est né François, & qui a l'honneur de lui atoucher de sang & de parenté : & voulant d'ailleurs témoigner à Monsieur le Duc de Longueville, Prince souverain desdits Comtez de Neuchâtel & Valengin, toute la bonne volonté, faveur & graces que meritent les grands & importants services par lui rendus au feu Roi de glorieuse memoire, qu'il continué de rendre tous les jours à l'Etat, & au public, Sa Majesté est convenu & est demeuré d'accord avec ledit Seigneur Prince, des articles suivans.

Il y aura alliance, confederation & amitié entre le Roi & ses successeurs, Royaume & Couronne de France, & ledit Seigneur Duc de Longueville, Prince Souverain de Neuchâtel & Valengin en Suisse, ses enfans, successeurs, & les Villes, Communes, Sujets & Habitans desdits Comtez, à perpetuité.

Toutefois & quantes que le Roi voudra faire des levées, il sera permis aux Soldats & gens desdits Comtez, de s'enroller au service de Sa Majesté après que ledit Seigneur Prince en aura esté requis : & pourront lesdits soldats & sujets venir au service du Roi en tel nombre qu'ils se voudront enroller, & prendre parti sans qu'ils en puissent estre empeschez ni rappelés directement ou indirectement, ni se retirer sans congé & expris consentement de Sa Majesté, ou de ses Lieutenans Generaux, ou de leurs Colonels, lequel congé

leur sera accordé, en tant que lesdits Comtez fussent at- taquez ou molestez de guerre.

Le payement desdits Soldats, de leurs Capitaines & Officiers, sera fait ainsi, & à la mesme raison & maniere que se fait celui des autres Suisses Sujets de Messieurs les Cantons & de leurs autres allies, & ce tant pour la levée que pour la solde, sans qu'il soit besoin de l'exprimer icy plus particulièrement.

Ledit Seigneur Prince de Neuchâtel donnera libre passage dans desdits Comtez aux troupes que Sa Majesté fera venir à son service, soit du pais de Messieurs des Cantons, & Liges de Suisse, ou autres Etrangers dont Sa Majesté se voudra servir, en payant par lesdits soldats leur depense, & à condition de ne passer que quatre cens hommes ensemble, & pour une fois tout au plus; en donnant prealablement avis de leur passage au Gouverneur desdits Comtez, à ce qu'il puisse pourvoir aux choses nécessaires audit passage.

Les soldats & gens desdits Comtez ne pourront s'en-roller ni venir en guerre contre le service du Roi, Roiaume & Couronne de France, sous quelque pretexte ou occasion que ce soit : & ne sera donné aucun passage dans lesdits pais aux ennemis du Roi, & s'ils y vouloient prendre passage, les gens du pais s'y opposeront de toutes leurs forces & puissance.

Les habitans desdits Comtez de Neuchâtel & Valengin, jouiront des mesmes droits, exemptions, franchises & privileges par tout le Roiaume de France & Terres de Pobeissance de S. M. dont jouissent les Sujets de Messieurs des Cantons Suisses & leurs autres allies, tant pour le trafic & commerce, que pour la demeure dans ledit Roiaume. Et si dans l'alliance generale desdits Sieurs des Cantons, il leur est accordé quelque nouveau privilege & grace par S. M. elles s'étendra aussi aux habitans desdits Comtez, que Sad. M. entend de gratifier en tout & par tout également avec le reste de la Nation Suisse. Voulant de plus S. M. que les pensions cy-devant payées aux Villes de Neuchâtel & de Landeron, leur soient continuées ainsi qu'elles sont portées sur les Etats des pensions que S. M. fait distribuer à Messieurs des Liges. Si ledit Seigneur Prince de Neuchâtel est attaqué dans desdits Etats, ou moleste & troublé dans la jouissance de ses droits & autoritez souveraines, S. M. lui donnera aide, secours & défense envers & contre tous; promettant S. M. & s'obligeant pour elle & ses successeurs, aussi tost qu'elle en sera requise par ledit Seigneur Prince, ou ses successeurs, d'envoyer à son secours deux mille hommes de pied & deux cens chevaux, à ses frais & dépens.

Et pour témoigner la confiance, que S. M. prend aux habitans dudit pais, Elle aura bien agreable qu'il y ait dans son Regiment des Gardes Suisses deux Compagnies remplies de soldats desdits Comtez, & qui seront commandez par des Capitaines & Officiers originaires desd. Comtez, & non autres, ainsi que toutes les autres levées qd se pourront faire par Sa Majesté dans lesdits Comtez.

Promet S. M. qu'en faisant son alliance generale avec Messieurs des Cantons, Elle y comprendra ledit Seigneur Prince comme son allié & confederé, de même qu'elle fera dans les autres Traitez qui seront conclus & arrestez à l'avenir avec tous les autres, soit Rois, Princes, ou Republique, si ledit Seigneur Prince le requiert & demande d'y estre compris.

S. M.

ANS S. M. declare qu'elle n'entend pas que le présent
de J. C. Traité d'alliance & de confédération puisse en aucune
1657. façon porter préjudice aux alliances & combourgeoisies,
que ledit Seigneur Prince a & peut avoir avec les Can-
tons Suisses en general, ou aucuns d'eux en particulier.

Lesquels points & articles cy-dessus ont esté traitez,
accordez, conclus & arrestez entre Messire
de Lomenie, Comte de Brienne, Commandeur des
Ordres du Roi, Conseiller en tous ses Conseils, & en
sa Cour de Parlement de Paris, Premier Secrétaire d'E-
tat & de ses Commandemens, à ce commis & député
par Lettres Patentes de S. M. données à la Fere le 20.
Juin dernier, signées LOUIS, & sur le repli, par le
Roi LE TELLIER, & scellées du grand scel
de cire jaune, desquelles Lettres la teneur sera cy-après
insérée, & entre tres-haut & tres-puissant Henri d'Or-
leans, Duc de Longueville & d'Elbouteville, Prince
souverain de Neuchatel & Valengin en Suisse, à ce pres-
ent & acceptant : & ont ledites Parties signé au bas
du présent Traité, qui a esté fait double à Paris, le 12 jour
de Decembre 1657.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de
Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres
verront, Salut. Les grands & signalez services rendus
aux Rois nos predecesseurs & à cette Couronne, par
les ayeux de nostre tres-cher & tres-ami cousin le Duc
de Longueville, Prince souverain de Neuchatel & Va-
lengin en Suisse, & ceux que nous avons receus de no-
stredit cousin à leur exemple, tant au commandement
de nos Armées, que dans le manient des affaires les
plus importantes de l'Etat, qui lui ont esté confiées en
divers temps, notamment en l'Assemblée de Munster,
en laquelle il a donné toutes les preuves qu'on pouvoit
attendre d'un zele veritable pour avancer la paix gene-
rale; comme aussi la suffisance & industrie qu'il a fait
connoître dans le succès d'une negociation si utile au bien
de nostre Roiaume & de toute la Chretienité, nous ayant
donné sujet d'entendre favorablement la proposition &
les supplications tres humbles qu'il nous a faites de vou-
loir l'honorer de nostre alliance, comme nous avons
fait aucuns des Cantons de nos tres-chers grands amis,
alliez & confederes des Lignes de Suisse, & de leurs au-
tres alliez de le vouloir même comprendre en qualité de
Prince & Comte souverain deld. Comtez de Neucha-
stel & Valengin, dans les Traitez que nous concluons
ci-après pour la paix ou autres occasions, avec les Rois,
Princes, Potentats & Republiques nous offrant pour
ses sujets deld. Comtez de Neuchatel & Valengin le
respect & le service que nous rendent les nôtres, ainsi
que nous nous le pouvons promettre d'un Prince né
François, & qui a l'honneur de nous attoucher de sang,
Nous avons jugé nécessaire pour traiter des conditions
de cette alliance, de rediger par écrit, & en signer le
Traité en nostre nom avec nostredit cousin, de faire
choix de quelque notable personne de nostre Conseil,
sur la suffisance & prudence, fidelité & grande ex-
perience duquel nous puissions nous remettre d'une af-
faire de cette consequence. Et ayant jetté les yeux sur
nostre ami & seal Commandeur de nos Ordres, Con-
seiller en nos Conseils & en nostre Cour de Parlement,
& Premier Secrétaire d'Etat & de nos Commandemens,
le Sieur Comte de Brienne, pour l'assurance de sa capa-
cité, fidelité, experience éprouvée de si longue main
en tant d'occasions: Pour ces causes & autres à ce nous
mouvans, de l'avis de la Reine nostre tres-honorée
Dame & Mere, & de nostre tres-cher & tres-ami frere
unique le Duc d'Anjou, de plusieurs Princes, Ducs,
Pairs, & Officiers de nostre Couronne, grands & no-
tables personages de nostre Conseil, Nous avons par
ces presentes signées de nostre main, commis, nommé &
député, commettons, nommons & deputons ledit Sieur
Comte de Brienne, pour avec nostredit cousin exami-
ner, conclure & arrester les conditions sous lesquelles
nous le recevrons & ledits Comte de Neuchatel & Va-
lengin, & les sujets d'iceux en nostre alliance, même
passer & signer tels articles qu'il jugera nécessaire, &

nous obliger d'en fournir Lettres de ratification toutes
les fois que nous en ferons suppliez & requis par nô-
redit cousin le Duc de Longueville; promettant en foi
& parole de Roi, d'avoir agreable ce qui sera fait en
mon nom par ledit Sieur Comte de Brienne, & de
n'y jamais contrevenir directement, ni indirectement.
Car tel est nostre plaisir. En témoin de quoi nous
avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes. Don-
né à la Fere le 20. jour de Juin l'an de grace 1657. &
de nostre regne le quinziesme. Signé, LOUIS, &
sur le repli, Par le Roi, LE TELLIER.

Nous par l'avis de la Reine nostre tres-honorée
Dame & Mere, de nostre tres-cher & tres-ami frere
unique le Duc d'Anjou, de plusieurs Princes, Ducs,
Pairs & Officiers de nostre Couronne, & autres grands
& notables personages de nostre Conseil, avons agréé,
approuvé & ratifié, & par ces presentes signées de nostre
main, agréons, approuvons & ratifions le susdit Traité,
lequel nous promettons en foi & parole de Roi d'entre-
tenir, garder & observer inviolablement selon la forme
& teneur. Car tel est nostre plaisir. En témoin de
quoi nous avons fait mettre nostre scel à cesd. presen-
tes. Donné à Paris le 2. jour de Janvier l'an de gra-
ce 1658. & de nostre regne le 15. Signé, LOUIS, &
plus bas, par le Roi, LE TELLIER.

CCCLVI

Traité Préliminaire entre CHARLES de J. C.
GUSTAVE Roi de Suède & FREDÉ- 1658.
RIC III. Roi de Danemarck. Fait à
Tostrop, village près de Copenhague, le 18.
Février, 1658. Aitzema. Affaires d'E-
tat & de Guerre. Tom. IX. pag. 72.

LA S^{te} DE
FR
DANE-
MARCK.

I. Sit & maneat in posterum inter Regem & Regnum
utrumque, nec non eorum subditos & incolis in-
vicem, Pax sincera & perpetua, & ita quidem,
ut posthac omnes utrinque cessent dissensiones & discor-
dia, contra vero ab utraque parte reducatur amicitia firma
& secuta, beneficioque Generalis Amnestiae penitus
oblivione sepeliatur, quicquid vel ante bellum, vel
ipso flagante, mali sive damni invicem inflicti sunt.

II. Utraque Pars omnibus foederibus, in prae-
judicium ac detrimentum alterutrius initis renunciet.

III. Nec una pars contra alteram foederat, aut
alterius hostibus opem ferat & succurrat, quibuscumque
demum id modis fiat.

IV. Utraque pars, quantum fieri potest, impe-
diat, ne hostilis aliqua classis bellica per fretum Oresundicum
aut Balthicum in ipsum mare Balthicum penetret
& irrumpat.

V. Maneat itidem Pactis Bromsebröensibus pristinus
suis vigor, in quantum per praesentes Tractatus non
immutantur.

VI. Quicumque Reges, Respubl. Potestates & Prin-
cipes pace hac comprehendendi cupiunt, ab utroque Regum
id requirere possunt.

VII. Omnes naves Suedicae ad subditos Suecicos
spectantes iisque propriae, à vestigalium pensione, vi-
sitationum onere & certificationum exhibitione liberæ
ac immunes Oresundam vel fretum Balthicum trans-
seant, dummodò in locis publicis, ubi S. R. M. Daniz
teloniorum cura est, legitimas suas atque iustas Com-
meatus, sive salvi passus Nautici literas, vulgo *Siopas*
monstrent & exhibeant. Aliarum vero mercium Sue-
dicarum, navibus ad peregrinos pertinentibus imposi-
tarum, eadem ratio deinceps sit, ut antea, & ita qui-
dem, ut secundum tenorem Pactorum Bromsebröen-
sium legitimas Certificationes suas exhibere tenean-
tur, quarum ope & virtute ab omni telonio aliisque one-
ribus se liberae & eximias prestare possunt.

VIII. S. R. M. Suecia loco satisfactionis tam pro
cessione terrarum occupatarum, quam damno per hoc
yyy 2 bel-

ANS
de J. C.
1657.

bellum dato, Rex Regnumque Daniæ cedat Hallandiam, Blekingiam, Scaniam & Bornholmiam, una cum subjacentibus & appertinentibus Insulis, necnon castellum Bahusense in Norvegia, una cum adjacenti Districu & Præfectura, cum omnibus ac singulis Regalibus, juribus & appertinentiis, nullis exceptis, non sicut ac Regnum Daniæ eadem huc usque possedit & obtinuit.

IX. R. Item M. Regnoque Sueciæ Rex Regnumque Daniæ cedat Districum seu Præfecturam Nidrosensem, communiter Trundheimensem appellatam, cum omnibus ac singulis appertinentiis, quæ jure merito vel hodie eo pertinent, vel olim eo pertinebant, tam terra, quam mari, ut incorporentur Regno Sueciæ in perpetuam proprietatem.

X. Ex adverso S. R. M. Sueciæ quascunque Regis Regnumque Daniæ terras, ditones ac Fortalitia, durante hoc bello, sive in Dania sive Norvegia, vel etiam Slesvicensi Ducatu, Holsatia, & Comitatu Pinnebergenensi occupata, restituat. Pariter S. R. M. Sueciæ pro se, & successoribus suis, renunciet omnibus juribus & prætensionibus quas in Comitatum Delmenhorst & Ditmarsiam ratione Ducatus Bremensis, habet vel habere potest.

XI. Omnes utrinque captivi, cujuscunque demum conditionis aut fortunæ sint, absque ullo lytro liberi dimittantur.

XII. S. R. M. Sueciæ Exercitus, quam celerrime id fieri possit, & minimum intra secundam diem mensis Maii, Dittonibus & terris S. R. M. Daniæ excedat, interea eidem sustentatione necessaria prospiciatur, ita tamen, ut stricta inter milites disciplina vigeat & exercetur.

XIII. Consensum etiam est, ut omnes Ordines, tam Nobiles quam Ignobiles, Ecclesiastici & seculares Provinciarum & Præfecturarum, vigore hujus Tractatus in Dania & Norvegia cessarum, iisdem legibus, privilegiis & immunitatibus, ut antea, fruantur, in quantum Constitutionibus fundamentalibus Regni Sueciæ non repugnant. Alias S. R. M. Sueciæ nomine promittitur, illorum privilegia, quibus hæcenus gavisi sunt, auctum potius quam imminutum iri. Bona item & possessiones, quæ vel hereditatis, emptionis oppignerationis titulo, vel aliis quibuscunque demum jure licitis modis, illis competunt, ipsimet & eorum hæredes ac successores securi retinebunt.

XIV. S. R. M. Sueciæ omnes terræ ac loca, quæ durante hoc bello occupata, ac Regno Sueciæ adepta sunt, ubicunque demum locorum sita, restituantur, ut & tres naves Sueciæ, circa belli initia in Fretto Oresundico detentæ, una cum mercibus, quibus juxta tenorem Certificationum onusta fuerant, vel earundem iusto pretio, similiter reddantur.

XV. Cedatur etiam S. R. M. Sueciæ omnis jurisdictionis Ecclesiastica & secularis, quam S. R. M. Daniæ in quædam bona Terrarum Rugiæ obtinuit.

XVI. Omnia Fortalitia & Munimenta tam hoc bello expugnata & capta, quam mediantibus Tractatibus cessa, absque tormentis & apparatu militari tradantur. Illarum vero Regionum & provinciarum agricolæ, ubi fortalitia ista sita sunt, tenebuntur prædicta tormenta & commeatum ad litus devchere, ubi commodissime navibus imponi possunt.

XVII. Duci Holsatiæ a Rege Daniæ secundum aquitatem fiat satisfactio, de qua cum ipso tractabitur & decernetur.

XVIII. Idem hæc promittitur Comiti ab Uhlefeldt restitutio omnium suorum bonorum, tam mobilium, quam immobilium, cum omnibus reditibus, ex eo tempore, quo in manus Commissariorum pervenerunt, in hanc usque diem perceptis. Et integrum præterea erit ipsi, ejusque Comitissæ, Socru, liberis, Amicis & famulis libere in Dania ac tuto habitare atque degere, ubicunque commodum ipsis visum fuerit. Feudis vero illis, nempe Hirschholm, Munckelien, ut & S. Johannis Monasterio in Norvegia, Gomiti Uhlefeldio ejusque filio olim concessis, juxta

tenorem Investiturarum libere fruantur, eademque retineant.

XIX. Publicatum Manifestum antiquetur & aboleatur, nec unquam posthac divulgetur, recudatur, aut venale habeatur.

XX. R. item M. Sueciæ Serenissimus Rex Daniæ bis mille equites, & bis mille pedites tradat & exhibeat.

Ut autem suprascripta omnia, quæ ab Utriusque partis Plenipotentiaris Commissariis promissa sunt, fideliter serventur, una Nobiscum Domini Mediatores Sacræ Regiæ Majestatis Galliar, & S. Celitud. Domini Protectoris Angliæ, in testimonium isthoc subscripserunt, & impressione suorum sigillorum confirmarunt, Tostropi die 28. mensis Febr. Anno 1658.

(L.S.) Le Chevalier de Terlon. (L.S.) Philippe Meadowe.
(L.S.) Jochem Gerstrup. (L.S.) Christen Skjel.

CCCLVII.

Traité de Paix entre CHARLES GUS. ANS
TAVE Roi de Suède & FREDERIC de J. C.
III. Roi de Danemar. Fait à Roschild 1658.
le 26 & 27 Février 1658. Aitzema LA SUB.
Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. IX. DE ET LA
pag. 75. Theatrum Pacis. Tom. I. pag. DANIÆ
393. & en François, dans Frédéric Leo- MARC.
nard. Tom. V.

Serenissimi ac Potentissimi Principis & Domini Domini Caroli Gustavi, Dei Gratia, Succorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Esthoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdx, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiz, Wandalizque, Principis Rugiæ, Domini Ingriz & Wisnariz; nec non Comitum Palatini ad Rhenum, Bavariz, Juliaci, Cliviz & Montium Ducis &c. Regis & Domini nostri clementissimi, Nos Plenipotentarii Commissarii, Cornificius, Comes ab Uhlefeldt, Dominus in Graslitz & Herlmannitz, Eques Auratus, altissime memoratæ S. R. M. Consilii Secretior: Steno Bielcke, Liber Baro in Corpo, Dominus in Gaddeholm, Groessöen & Tangar, idem S. R. M. Regnorumque Sueciæ Senator, Admiralis & Collegii Admiralitatis Consiliarius: notum hæc volumus, quod postquam aliquo abhinc tempore dissensiones, similitates atque controversiæ successerint & coortæ sint inter sæpe dictam Sac. Reg. Maj. Regnumque Sueciæ ab una, & Serenissimum ac Potentissimum Principem & Dominum, Dominum Fridericum tertium, Daniæ, Norvegiæ, Vandalorum, Gothorumque Regem, Ducem Slesvici, Holsatiæ, Stormariæ & Ditmarsiz, Comitem in Oldenburg & Delmenhorst, Regnumque Daniæ ab altera parte, quæ eoque tandem eruperunt, ut flagrantem isthanc belli flammam inter s. s. r. r. m. m. & gloriosissima hæc Regna non sine ingenti utriusque Regni & eorum subditorum damno, decremento, ruina atque desolatione produxerint & excitarint: primum quidem Serenissimus ac Potentissimus Princeps & Dominus, Dominus Ludovicus XIV. Galliarum ac Navarræ Rex Christianissimus, postmodum vero Serenissimus Dominus Protector Angliæ, Scotiæ & Hyberniz, pro singulari suo amore & affectu, quo belligerantes hosce Reges & eorum Regna complectuntur, consultum putarint, omnia possibilia indagare media quorum interventu accensa illa & latissime circum serpens belli flamma in Regnis his Septentrionalibus supprimi & extingui, in ejus vero locum pax, tranquillitas amicitia & bona confidentia stabiliri, & ad præcavendum omnibus futuris malis restaurari possit. In quem finem tam S. R. M. Franciæ, quam Serenissimæ Angliæ Protectoris Celitudo Extraordinarios suos Aبلغatos ad utraque s. s. r. r. m. m. Sueciæ & Daniæ miserunt, cum mandatis amplissimis, ut totius Christianiæ Religionis statum & pericula, quæ ob gesta ist-

hxc

ANS hæc bella eidem imminere possent, utrique Regum ob
de J. C. oculos ponerent, ac compositionem, consiliaque pa-
cifica eo magis illos allicerent ac permoverent, ut &
1658. præterea Suorum Dominorum ac Principalium Media-
tionem & interpositionem ad salutare hocce pacis opus
serio promovendum offerrent; Quapropter etiam

cessorum, ac Regnorum Sueciæ & Daniæ, in certa
quidam puncta live capita consensum ac conventum
fuerit, quæ nunc hæc Roschildiæ, adfistente divini
gratia, mutuo bene placito, ab utriusque partis Com-
missariis melius elaborata, in solenniorem quandam for-
mulam redacta, & ad præcavendum omnibus in posterum
litibus, erroribus ac controversiis uberius deducta sunt,
modo actenore sequenti.

PRimum sit inter utrumque Regem & Eorum Suc-
cessores, Regna, ditiones, Consiliarios, Mini-
stros, subditos & Incolas, Sueciæ, Daniæ ac Nor-
wegiæ, firma, perpetua & nunquam revocanda pax,
ita quidem ut omnes in posterum suspiciones, sinistres
voluntates, dissidia, discordiæ, inimicitiz & bella so-
pita & sublata sint; tum & quæ ab utraque parte, tam
antea, quam durante hoc bello acta fuerint, beneficio
generalis & ad quovis pertinentis amnestiæ sepeliuntur,
nec unquam in memoriam revocentur aut repetantur. E-
contrario vero perpetua amicitia, mutua animorum
benevolentia, concordia ac fida vicinitas restitueretur &
conferretur, ita ut alter alterius commodum verbis &
factis non secus ac proprium, promoveat ac defendat,
& quicquid alterutrius personæ, regimini, Regnis,
Ditionibus ac subditis in damnum aut præjudicium ce-
dere possit, avertere studeat, & quantum in se po-
tuit, impediatur.

II. Et ut hæc eo melius fieri possint, mutuaque
confidentia inter utrosque Reges, & Eorum Regna
Sueciæ ac Daniæ foveatur ac conservetur, ab utraque
parte tollantur ac rejiciantur omnes confederatio-
nes, cum aliis Potestatibus, Regibus, Principibus,
Statibus ac Rebuspub. quibuscunque, in alterutrius
partis detrimentum aut noxam iniitæ & sanctæ; sicut
etiam in posterum una pars contra aliam nulla federa
feriat, nec alterutrius hostibus ullo modo, aut sub
quovis prætextu succurrat & auxilium mittat.

III. In eundem finem inter nos constitutum, &
mutuo promissimus, nos nunquam concessuros, ut
peregrina quædam classis inimica, cuiuscunque etiam
illa fuerit, per fretum Oresundicum aut Balthicum in
mare Balthicum transeat; sed ab utraque parte pro om-
nibus viribus id impedituros & aversuros esse.

IV. Conventum quoque ac conclusum est, ut om-
nes naves s. r. m. Sueciæ, Ejuldem subditis & Inco-
lis tam ipsius Sueciæ, quam subjacentium Provincia-
rum, Regionum ac Urbium, sine omni exceptione
propriæ, live sint armatæ live non armatæ, five parvæ
five magnæ, cum mercibus cuiuscunque generis, quas
vectant, sine discrimine, non solum in Oresunda &
fretu Balthico, ab omnibus vectigalibus, Inquisitioni-
bus, Visitationibus, Detentionibus, aliisque molestiis
ac oneribus, quocunque demum nomine venire queant,
liberæ ac immunes, sed & nullatenus obstructæ esse de-
beant, ut secum habeant vel monstrent Certificaciones
quasdam de mercibus impostis, si tantummodo in r.
m. Daniæ telonio Helsingoræ & Neoburgi legitimas
suas salvi passus nautici literas exhibeant & ostendant.
Verum cum bonis istis atque mercibus, quæ quidem
ad s. r. m. ejusdemque Successorum Subditos & Inco-
las, tam in Suecia ipsa, quam in omnibus aliis Sueciæ
subjacentibus Provinciis, Regionibus ac Urbibus,
spectant atque pertinent, sed peregrinis navibus im-
positæ sunt, eadem in posterum ratio, quantum Cer-
tificaciones concernit, juxta tenorem pactorum Bromse-
bröensium obtineat & observetur; in eum quidem sen-
sum, ut si tantummodo legitimas suas Certificaciones
ostenderint, tunc sine impedimento, detentione, in-
terdicto, aut vectigalium exactione, quocunque de-
mum modo, per Oresundam ac fretum Balthicum ul-
tro citroque libere transire possint. At bona Sueciæ
peregrinis navibus imposita, quæ legitimas Certificaciones
suas ostendere nequeunt, vectigali in fretu Ore-
sundico ac Balthico obnoxia sint & subiecta.

V. Quandoquidem s. r. m. Sueciæ in hocce bello
occupaverit, & armorum Norwegia virtute acquisiverit
varias s. r. m. Daniæ ac Norwegiæ Provincias, regio-
nes

ANS
de J. C.
1658.

nes atque Insulas, & in iis sitas munitiones atque Urbes jure belli nunc possideat; s. r. m. Danie consentit & constituit pro se, suis successoribus, Danie & Norwegie Regibus ac Regnis tam in satisfactionem & compensationem pro occupatarum Provinciarum restitutione, quam in restitutionem damni s. r. m. Regnoque Suecie per hoc bellum dati & sumptuum impensorum, ut & ad declinandas ulteriores difficultates, ut s. r. m. Ejusdem Successoribus, Suecie Regibus ac Regnis cedantur Provincie Halland (quæ olim Regno Suecie in allocationem data fuit) Scania, Blekingia, Bornholmia una cum omnibus ad dictas Provincias, Regiones atque Præfecturas pertinentibus Urbibus, Arcibus, Castellis ac Munimentis, Insulis, Scopulis, Superioritatibus, Præminentis, regalibus, jurisdictionibus tam Ecclesiasticis quam secularibus, censu, Proventibus, vestigialibus, redditibus ac juribus tam terra quam mari, sicut olim Reges Danie ac Norwegie eadem possederunt, ut in posterum penes s. r. m. ejusdem Successores ac Regno Suecie in perpetua possessione, proprietate a dominio, sine controversia permanent.

V I. Similiter ceditur Sacræ Regiæ Majestati ac Regno Suecie à Sacra Regia Majestate Danie arx & Præfectura Bahus, ut & Domus & Præfectura Trundheimensis seu Nidolensis una cum omnibus subjacentibus Urbibus, Oppidis, Arcibus ac munimentis, ut & bonis Ecclesiasticis ac secularibus, Præfecturis & appertinentiis, quæ sub iis de jure comprehenduntur, & olim eo pertinerunt tam terra quam mari, ut Regno Suecie in perpetua possessionem ac proprietatem inferantur: Quemadmodum tam de his, quam de reliquis cæsis & præcedente articulo nominatim recensitis ditionibus ac provinciis peculiariter confectæ cessionis literæ s. r. m. Regniq. Danie Senatorum subscriptionibus ac Sigillis confirmatæ fuisse demonstrant.

V II. Ceditur item s. r. m. Ejusdem Successoribus ac Regnis Suecie, à s. r. m. Ejusdem Successoribus & Regno Danie omnis illa jurisdictio, tam Ecclesiastica, quam secularis in quantum eandem habuit super bona quædam in Principatu Rugie sita.

V III. Omnes præterea Nobiles, qui in cæsis Provinciis, terris ac Præfecturis bona possident, & ibi habitant, obnoxii erunt & tenebuntur s. r. m. ejusque Successoribus ac Regnis Suecie, homagium suum ac fidelitatis juramentum præstare, seque ad debitam obedientiam, fidelitatem & servitium obstringere, quemadmodum olim Regibus Danie obligati fuerunt. Eundem in modum omnes reliqui in prædictis Provinciis habitantes, tam Ecclesiastici quam seculares, Cives & Agricola, ab hac die s. r. m. ejusque successoribus ac Regnis Suecie, tantum ac in perpetuum erunt obligati, & omnes Præpositi ac sacerdotes sequentur illum Episcopum, Superintendentem & Consistorium, cui vel quibus s. r. m. id committet & injunget.

I X. E contrario à s. r. m. Regnoque Suecie promissum fuit, quod omnes status, five Nobiles five ignobiles, five Ecclesiastici five seculares, five Cives five Agricola, istarum Danie & Norwegie Provinciarum & Præfecturarum, quæ mediantibus his tractatibus fuerunt cessæ, bona sua ac proprietates, quæ vel hereditatis, emtionis, permutacionis, aut oppignerationis titulo, ante bellum eis competunt, vel à Regno seu privatis invicem jure acceperunt, retinere debeant, & ita quidem ut in posterum quoque plena facultas ipsos maneat, bona illa seu proprietates possidendi, utendi, fruendi, retinendi, ut & alienandi, vendendi aut permutandi, sicut olim obtinuerunt. Similiter retinebunt consueta sua jura, Leges, antiqua Privilegia & immunitates sine omni impeditioe & turbacione, in quantum tamen illa non contrariantur vel pugnant cum Legibus Fundamentalibus Regnorum Suecie, cum quibus scilicet cessæ hæ Provincie ac Præfecturæ in perpetuum posthac adunientur & consociabuntur. Uretiam apparatu s. r. m. Suecie ex singulari gratia & indulgentia malle eorum conditionem meliorem reddere, quam diminueret,

promissum fuit, ut omnes tam Nobiles quam Ignobiles, qui s. r. m. ac Regnorum Suecie jurisdictioni sese omnino subjecerint, ipsi possint eadem admisionem & accessu ad honores & beneficia, ac in ipsa Suecia nati forent.

ANS
de J. C.
1658.

X. Consensum quoque invicem est, quod quando Fortalitia & Terræ s. r. m. Suecie Commisariis cedentur, tunc simul omnia quæ in promptu erunt documenta & instructiones, de Provinciarum ipsique subjacentium bonorum conditionibus, redditibus ac proventibus, ut & finibus, Limitibus & Terminis, quæque justitiæ administrationem concernunt scripta, libri reddituum, & alia quæ ejusmodi notitiam progignere possunt, tradenda erunt. Quo factio duo vel tres Plenipotentarii ab utraque parte constituantur, qui omnes fines, terminos atque limites interjectas, ipsique vicinas & adjacentes Provincias & Præfecturas revidere, separare, dirigere & ordinare poterunt, quo eo melius omnes controversiæ ac lites declinentur, & quilibet in pace & quiete iis frui possit, quæ jure ipsi competunt.

X I. Similiter s. r. m. Suecie omnes istæ Provincie & loca, quæ durante bello occupata, Regnoque Suecie erepta sunt, ubicunque demum illa sita fuerint; ut & tres naves Suecicæ, sub initium belli in freto Oresundico detentæ, una cum impostis mercibus, vel justo earundem pretio, juxta tenorem Certificacionum, restituantur. Convenit quoque ab utraque parte est, quod omnes illæ prædæ, quæ per concessas commissiones quidem capi potuerunt, sed ante pacificationem Tolstrupiensem in portus deductæ non sunt, veris Dominis ac Proprietariis restituentur sint. Alia vero bona ac mobilia, post illud tempus unius vel alterius partis subditis tam terra quam mari ablata, nec ante sepe dictam pacificationem à s. r. m. R. M. Suecie vel Danie dono aliis data, itidem restituentur & red- dentur.

X II. Contra s. r. m. ejusque Successores ac Regna Suecie cedunt s. r. m. Regnoque Danie omnia illa jura & prætensiones, quæ s. r. m. jure belli habere potest in omnia Fortalitia, Munitiones, Insulas, Provincias, Urbes atque Territoria, quæ in hoc bello, virtute suorum armorum occupavit, nominatim in Provincias Sialandiam, Lalandiam, Falstria & Langelandiam, una cum Munimento Nagcow, item Fioniam, Jutiam, Ducatum Slesvicensem, Halsatiam, Stormariam & Dithmarsiam cum Fortalitio Friderici-Odda, Munimento Hal, Arce ac Comitatu Pinnenbergensi; sicut & Insulas Alsen & Arrhœ cum Arcibus Ducalibus Sunderburg & Norburg, ut & in omnes tam in his duobus Regnis Danie & Norwegie, quam in prædictis ducatibus & illis subjacentibus Provinciis & Insulis Urbes occupatas, Munimenta Fortalitia, Præfecturas, Arces Nobilium & territoria, quomodocunque nominari possunt, & in hac transactione per expressum excepta non sunt; illaque loca omnia, postquam secundum tenorem hujus tractatus iterum restituta ac tradita sunt, cum suis appertinentiis ac juribus s. r. m. ejusque Successores ac Regnum Danie sine omni impeditioe sequentur.

X III. Eodem modo s. r. m. pro se, suis successoribus ac Regnis Suecie omnia sua jura & prætensiones, quas s. r. m. ratione Ducatus Bremenensis aut habet aut habere potest in Comitatu Delmenhorst & Dithmarsiam, transferreque illa sua jura in s. r. m. Danie, Ejus successores, & Duces è domo Holsaticæ Regiæ & Gortorpiensis lineæ ita ut s. r. m. Suecie & ejus successores nunquam ulterius in eas regiones prætendere vel velint vel debeant. Quod si etiam s. r. m. Suecie, ratione dicti ducatus Bremenensis prætensionem quandam obtineret in bona quædam Nobilium in Holsatia, ceditur eadem simul vigore hujus tractatus, & promittitur, quod documenta quæ in promptu sunt & huc pertinent, s. r. m. Danie, & domui Holsaticæ, Regiæ & Gortorpiensis lineæ tradentur.

X IV. Sicut autem munimenta utriusque partis, tam quæ hoc bello occupata sunt, quam quæ per hanc pacifi- catio-

ANS cationem ceduntur, sine tormentis, apparatu & com-
de J. C. meatu bellico tradentur, ita convenit invicem, ut
1658. Agricola earum Praefectura, in quibus illa muni-
menta sita sunt, teneantur tormenta, apparatus belli-
cum & comectum ad litus devehere, unde commo-
dissime in naves imponi ac deferri possint.

XV. Conclafum quoque & promiffum est, quod
in his Fortilitiis, quae ab una vel altera parte ceduntur,
certum aliquod spatium determinandum fit, ubi
ille, qui locum munitum cedit, suum comectum &
apparatum bellicum tamdiu conservet ac custodiat, do-
nec tempore commodo eundem alio transferre po-
terit.

XVI. Ut autem in educatione militis, tradendisque
in vicem Provinciis, Urbibus & munitimentis eo me-
lior ordo utrinque observetur, inter utramque par-
tem hac de re ita convenit, ut quamprius 2000 equi-
tes, (quos s. r. m. Suecia hoc ipso s. r. m. Daniae pro-
miffum) traditi fuerint, exercitus Suecicus statim Sialan-
dia excedat. Postea Helsingburgum die 27. Lans-Croo-
na 18. Febr. Malmogia die 1. Martii tradentur. Die 4.
eiusdem mensis Commissarii Suecici Christianstad-
ium, eodemque die Commissarii Danici Naxkovia
traditur: Quo tempore exercitus Suecicus Lalandia,
Falstria & Langelandia educitur. Die 15. Martii
Christianopolis & reliqua Blekingia una cum Bornhol-
mia, siquidem fieri poterit, & Caeli tempestas id per-
miffum, sicut & 18. Martii Bahusium tradentur; Die
1. Maii traditur Nidrosia sive Trundheim; praeterea
Jemperlandia & Bremerböda, ut & cetera loca, quae
Rex Daniae hoc bello occupaverit, ubicunque etiam
sita fuerint, Suecicis Commissariis restituentur. Con-
tra s. r. m. Suecia universus exercitus eodem die & Fio-
nia, Jutia, Slesvicensi Ducatu, Holfatia, Stormaria
& Ditmaria, subiectisque Insulis, Munitimentis, For-
talitiis, Nobilibus Arcibus ac Dominiciliis, quocunque
ea nomine venire possint, profectus incipiet. Muni-
mentum vero Frideric-Odda, Pinnenbergum, For-
talitium Hall cum omnibus aliis locis, ubicunque de-
mum sita sint, quae durante hoc bello in s. r. m. Sue-
ciae potestate venerint, eodem die 1. scilicet Maii
Regis Daniae Commissariis tradentur. Eodem etiam
tempore Insula Allen una cum Suderburgo & Nord-
burgo legitimis suis Dominis restituetur. Quod si praeterea
loca quaedam in praedictis Regnis, Provinciis,
Ducatibus ac Insulis ab alterutra parte occupata fuerint,
ea similiter ac si expresse hic nominata essent, iis ad quos
antea pertinuerant, restituentur.

XVII. Et ut in permutationibus Fortalitiarum, ut
& educatione militum ex Urbibus & Provinciis praedi-
cto termino, incolis nulla vis aut injuria inferatur,
aderunt ab utraque parte Commissarii, qui huius rei
curam sedulam agent, ne videlicet subditis aliquid vio-
lenter eripiat, vel aliud quid illicitum injungatur.
Et quoniam exercitus Suecicus, quamdiu in his terris
commorabitur, de necessaria sustentatione prospicien-
dum est, ita quoque hac in re bonus ordo & disciplina
observabitur, & hoc quidem modo, ut post diem con-
clusae pacis, a subditis nihil amplius & de novo vel pro
redimendis adium incendiis, vel sub aliorum belli one-
rum praetextu, quocunque demum nomine venire pos-
sint, petatur & exigatur, nisi quod ad debitam exerci-
tus sustentationem, juxta constitutionem a Commissariis
utriusque partis hac in re faciendam, quamdiu in Regno
hoc permanebit, opus erit.

XVIII. Quod supra dictum est, de restitutionibus
& cessionibus terrarum, in definito termino, intelli-
gendum erit secundum Leges Patriae; & ita quidem,
ut qui Praefecturas jam habent & possideant, rediti-
bus fruantur usque ad diem proximam Philippi Jaco-
bi, integritate eis sit, debita sua a dicta die Philippi
Jacobi Anno 1657. usque ad annum 1658. exigere: hoc
tamen respectu, ut si quae statim solvi acqueant, tantum
temporis indulgetur, quo successive & in certis termi-
nis, ut dicunt, solutio possit fieri.

XIX. Omnes utrinque captivi cujuscunque fortunae
ac conditionis sint, sine ullo lytro statim liberi dimit-

tantur, quod autem ipsorum sustentationem attinet, pro
eas secundum aequitatem satisficient.

XX. Liberum quoque erit omnibus subditis & In-
colis cessarum Regionum ac Provinciarum in alias Ci-
vitates atque loca, ut ibi habitent, concedere, dum-
modo id fiat secundum statuta Provinciarum & Privile-
gia Urbium, quas migrare volunt. Quod bona vero
securitates gratia hoc belli tempore Urbibus illata atti-
net, eadem legitimi Domini sine ulla contradictione &
impeditione repetere poterunt.

XXI. Prioris transactiones & pacta, videlicet Steti-
nensis, & Bromsebröensis, quae inter inclita haecce
Regna olim inita, valorem & vigorem suum integrum
in omnibus articulis obtinebunt, & non secus ac ante
belli huius initium, grata erunt, & quali huic tractatu
ad verbum inserta essent, nisi in quantum hic expresse
immutata sunt.

XXII. s. r. m. Daniae tenebitur secundum aequita-
tem satisfacere S. Principi Fridrico Slesvici, Holfatiae
Gotthorpiensi Duci. Qua de re utriusque partis tam
s. r. m. Daniae, quam suae Celsitudinis Commissarii tra-
ctabunt. Ita tamen ut tractatus isti intra 2. diem Maii fi-
nem sortiantur.

XXIII. Si quid praeterea in hoc bello acciderit,
quod tam inter s. r. m. Regnum Daniae & S. Celsi. Du-
cis Holfatiae Gotthorpiensis uno vel altero modo simul-
tates & dissidentiam producere & creare possit, vel a
s. r. m. Daniae & Ser. S. Celsi. inter se, quam ab eorum
Ministris, famulis ac subditis invicem aliter, quam in
bonam partem acceptum fuerit, illud omne ab hac
die in ullius praedictum & molestiam nunquam in
memoriam revocabitur, sed veritate huius transactionis
ab utraque parte componetur, oblivioni tradetur & in
totum delebitur.

XXIV. Promittitur etiam vigore huius tractatus,
quod Dn. Cornificio Comiti ab Uhlsefeld intra secundam
Aprilis currentis huius anni omnia sua bona tam in Da-
nia quam in Norvegia, mobilia & immobilia restituen-
tur, ut & pro omnibus illatis damnis sufficiens satis-
factio & compensatio intra proxime futuram S. Johan-
nis festivitatem dabitur; ipsique ut & ejus Comitissa,
Socrui, liberis, amicis ac famulis integrum erit mane-
re ac habitare libere & secure in Dania ubicunque ipsi
aut eis placuerit. Praefecturis illis vero nempe Hirs-
holm, Munkelin & Monasterio S. Johannis in Nor-
vegia, quas Comes Uhlsefeld ac ejus filius, olim ha-
buerunt, secundum tenorem investiturarum fruuntur;
caldemque retinebunt, & ipsius itidem Conjugi debi-
tus titulus plenarie restituetur.

XXV. Quicunque Reges sive Resp. Potestates &
Principes pace hac comprehendit cupiunt, apud utroque
Reges id requirere debebunt.

XXVI. Consensum quoque est, ut Jus Feudale
una cum Manifesto Danico omnino abrogandum
& nunquam in posterum divulgandum aut recuden-
dum sit.

XXVII. Quo autem hac omnia, tam in verbis
quam in factis, quemadmodum praescripta sunt, ab
utraque parte firmiter, fideliter, ac sincere nunc & fu-
turi temporibus observanda & implenda sint, pro-
missum invicem est, quod nostra haecce amicabiliter
inita pacta & compositiones ab utriusque Regni Regi-
bus Carolo Gustavo Rege Sueciae, & Fridrico III.
Rege Daniae, manuum subscriptione & sigillorum im-
pressionem confirmabuntur, & pro majori securitate ab
utriusque Regni Senatoribus subscribentur & sigillis eo-
rum munientur.

XXVIII. Conclusum quoque & promissum fuit,
quod ab utraque parte unus Regni Senator cum Se-
cretario circa secundam diem Aprilis, Helsingorae con-
venient, & huius tractatus ratificationem utriusque par-
tis subscriptione & sigillorum impressione roboratam &
firmatam modo jam praedicto, secum afferent, invi-
cemque permutabunt: ubi simul Danici literas cessionis
super Hallandiam, Blekingiam, Scaniam, Born-
holmiam, Bahusiensem item & Trundheimensem Prae-
fecturas secum habebunt & eodem tempore Commis-
sariis

ANS
de J. C.
1658.

fariis Suecicis in conclusæ pacis robur, firmitudinem & observantiam tradent & exhibebunt.

In majorem fidem ac confirmationem hæc, ut jam præscripta sunt, in omnibus suis articulis, acta, pacta, decreta & conclusa esse, & à parte S. R. M. Domini nostri Clementissimi & Regni Sueciæ fideliter & firmiter servatum, eorumque præterea ratificationes prædictæ illatæ & consensu loco traditum iri: Ideo manuum nostrarum subscriptionibus hæc confirmavimus, & sigillis nostris obsignavimus, simul petentes à S. R. M. Galliz Legato Ordinario & S. Celsitud. Protectoris Angliæ extraordinario Alegato, tanquam pacificationis hujus mediatoribus, ut in majorem confirmationem ac certiorum ratificationem hæc nobiscum subscribere, & sigillis suis obsignare velint. Actum Roschildiæ d. 26. Febr. Anno 1658.

(L. S.) Le Chevalier de Terlon (L. S.) Philippe Meadowe

(L. S.) Corftz Grefsz Wifeld. (L. S.) Steno Bielke.

Articuli Secretiores.

Quandoquidem divina favente Clementia, & interveniente amabili tractatione, coorte olim dissensiones & controversiæ nunc sedatæ, compolite penitusque sublata & extinctæ sint, præter tenuia quædam puncta sive capita, quæ ob certas causas Instrumento Pacis non inserta sunt: Nos infra scripti consulum duxi-

mus, ut puncta ista peculiari quodam recessu comprehenderentur, deque eisdem inter Nos conveniretur, de J. C. modo & tenore, ut sequitur.

ANS
de J. C.
1658.

I. Promissum & conclusum, Generali Majori Eboni Uhlefeldio in actionibus & prætensionibus suis, quas uno vel alio modo in Dania habere potest, & urgere solet, secundum leges, jura & æquitatem, debitam & plenariam satisfactionem procurandam.

II. Et ut omnia, quæ errores quosdam post se trahere, vel animos ab hac vel illa parte exulcerare & distrahare possint, penitus eradicentur & è medio tollantur, majorem pacis confirmationem & augmentum, conventum invicem est, ut peristromata illa seu Tapezia, quæ in ignominiam & dedecus Regni Suecici contexta heic in Dania aservantur & custodiuntur, aliis coloribus superillinantur.

Et quamvis puncta hæc in Instrumento Pacis non allegata sint & expressa, promissimus nihilominus & recepimus, quod eundem valorem & vigorem obtinebunt, ac si prædicto Instrumento Pacis una cum aliis ratihabitæ & confirmatis punctis de verbo ad verbum inserta forent. In quorum majorem fidem & certitudinem Nos hoc ipsum manibus nostris subscripsimus, sigillisque nostris communivimus. Actum Roschildiæ, die 17. Febr. Anno 1658.

Joachim Rostorff.
(L. S.)

Christen Skiel.
(L. S.)

CCCLVIII.

de J. C. **Accord entre PHILIPPE IV. Roi d'Espagne & les PROVINCES UNIES des Pays-bas, au sujet du Pays d'Outre-merse. Fait le 25. Février, & le 27. Mars, 1658.** Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre, Tom. IX. pag. 227.

ANS
1658.
L'ESPA-
GNE ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

Alsso sedert den gemaecten Vrede tusschen den Heere Koninck van Spanje ter eenre, ende de Heeren Staten Generael der Vereenichde Nederlanden ter andere zyde, verscheyden differenten ende verschillen sijn opgereken ende ontstaen, nopende de Souvereyntheyt ende het absoluyt gesaght over de Landen van Valckenborgh, Daelhern ende Hartogemade, Over-Maze; Ende dat wy Don Estevan de Gamarray Contreras Raet van sijne Majesteyt in sijnem supremen Raet van Oorloge, ende des selfs Ordinaris Ambassadeur in de Geunieerde Provintien, ende oock wy ondergeschreyven Commissarissen van de Hoog-gemelte Heeren Staten Generael, ons vinden gelaft ende geauthoriseert by onse respectieve Procuratie ende Volmachten de eenre gedateert den ses en twintichsten September ende de andere den vijftienden Augusty beyde leestleden, omme de voorschreve differenten ende verschillen over de voorz. drie Landen van Over-Maze te richten, neder te leggen, te accommoderen, ende verdragen; Soo ist: dat wy Ambassadeurs ende Commissarissen voornemst na verscheyden gehoudene conferentien ende uytwisselinge van diversche agten, geschriften ende Memorialen, in krachte van de voorz. onse respectieve Procuratie ende Volmachten, omme eenen valten voet ende toeganck te hebben tot een finael accommodement van de voorz. saccke, wederzijds soo seer gedeferreert, onderlingh sijn veracordeert ende verdragen, ende vervolgens hebben beslooten ende vastgelykt, gelijk wy besluyten ende vaststellen midts desen, dat den hoogst-gemelte Heer Koninck ende de meer hooggemelte Heeren Staten Generael yder in vollen zynen eygendom, superioriteyt ende souverainetheyt sullen hebben, bonden ende behesten eeuwichlyck ende erfelyck voor haer ende hare respectieve nakomelingen, de gerechtelyste van de voorz. drie Landen van Over-Maze, onder de conditionen daer over men hier naer onderlinge sal conve-

CCCLVIII.

Traduction de ce Traité.

ANS
de J. C.
1658.

L'ESPA-
GNE ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

Comme depuis la paix faite entre le Seigneur Roy d'Espagne d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des pais bas d'autre part, il est arrivé plusieurs debats & differens, touchant la Souveraineté, & l'autorité absolue sur les pais de Valckenbourg, de Daelhern & de Rolduc, d'autre Meuse; Et que nous Don Estevan de Gamarray Contreras Conseiller de sa Majesté en son suprême Conseil de guerre, & son Ambassadeur ordinaire des Provinces Unies, ensemble nous sousjoints, Commissaires des susdits Seigneurs Etats Generaux, nous nous trouvons autorisez par nos procurations & Pleinpouvoirs respectifs l'un daté du vingt sixième Septembre, & l'autre le quinziesme Août dernier, pour terminer, assoupir & accommoder lesdits differens, à l'égard desdits trois pais d'autre Meuse. C'est pourquoy nous Ambassadeur & Commissaires susdits, après plusieurs Conferences & communications, de divers actes, écrits & memoires, en vertu des susdites nos procurations & Pleinpouvoirs respectifs, & pour entrer de pied ferme à l'égard desdites affaires en un accomodement final & tant désiré de part & d'autre, sommes convenus & tombés d'accord, & en consequence avons conclu & arrêté, comme nous concluons & arrêtons par ces presentes, que le susdit Seigneur Roy & les susdits Seigneurs Etats Generaux, demeureront, tiendront & possederont en pleine libre propriété, superiorité & souveraineté à jamais & hereditairement, pour eux & leurs successeurs respectifs la juste moitié desdits trois pais d'autre-Meuse, sous les conditions dont on conveniendra particulièrement après, & que sur ce pied & fondement, on procedera au plait, & sans intermission, ensemblement au partage effectif desdits pais, & pour ainsi parvenir à l'accomodement final des susdits differens & debats, afin qu'en consequence les susdits Seigneurs Roi & Etats Generaux puissent entrer, au plait pour le mieux, en une libre & paisible possession

ANS nieren, ende dat wy op dien voet ende op dat fondament
de J. C. ten aller eersten, sonder eenige Intermisſie, met mal-
1658. kanderen ſullen treden tot de *effective partage* van de
ſelve Landen, ende alſoo tot een finaal accommodement
van de voorſz. ſwevende differenten ende verſchillen
te komen, op dat vervolgens den meer hoogſtgemelte
Heere Koninck ende de meer hoogſtgemelte
Heeren Staten Generael hoe eer hoe liever mogen treden
in de vrye ende *paifible* poſſieſſie van de helft der
voorſz. Landen, die by uytval van deſe handelinghe be-
vonden ſil werden hem toegekent ende gecedeert te
zijn; Des ten oeconde hebben wy Ambaſſadeurs ende
Commiſſarifen voortnoemt, deſe Aċte met onſe ey-
gen handen onderteekent, ende met onſe reſpective
cachetten beveſticht op den vijſentwintichſten Februa-
ry ende den ſeven en twintichſten Marty ſestien hondert
acht en vijſſich, geteekent *Gamarra*, *R. Huygens*, *I. de Merode*,
Johande Wit, *I. De Mauregnau*, *Johan van Reede*, *M. Vierſſen*, *B. I. Mulert*, *I. Schulenburg*,
G. de Schagen, en hare reſpective cachetten daer nevens
opgedrukt.

ſon de la moitié des ſuſdits païs, qui par l'iffuë de cette
negociation ſera trouvée leur appartenir & être cedée. En
témoin dequoy, nous Ambaſſadeurs & Commiſſaires ſuſ-
dits, avons ſigné cet Aċte de nos propres mains, &
confirmé de nos propres cachets reſpectifs le vingtième
Fevrier & le vingtième Mars mil ſix cents cinquante
huit, ſigné *Gamarra*, *R. Huygens*, *I. de Merode*,
Jean de Wit, *I. de Mauregnau*, *Jean de Reede*, *M.*
Vierſſen, *B. I. Mulert*, *I. Schulenburg*, *C. de Schagen*.

ANS
de J. C.
1658.

CCCLIX.

CCCLIX.

ANS
de J. C.

1658.

LE DA-
NEMARC
ET LES
PRO-
VINCES
UNIES.

*Traité entre FREDERIC III. Roi de
Danemarck & les PROVINCES U-
NIES des Pays-bas, concernant la meſu-
re des Vaiſſeaux. Fait à la Haye, le 15.
Avril, 1658. Aitzema Affaires d'E-
tat & de Guerre. Tom. IX. pag. 206.*

Traduction de ce Traité:

DE Staten Generael der Vereenichde Nederlanden;
Allen den geen die deſen ſullen ſien ofte hoor-
ren leſen, Saluyt. Doente weten, Alſo op huy-
den tuſſchen den Heere *Rosenwinge*, extraordinaris Ge-
deputeerde van den Koninck van Denemarcken, &c.
uyt den name ende van wegen den hoogſt-gemelten
Koninck ter centre, ende eenige Heeren Gedeputeer-
den uyter middel van onſe Vergaderinge, in Onſen
name ter andere zyde, is gemaect, geſlooten, ende
geteekent het Verdrach ofte Traċtaet over't hermeten
van de Schepen uyt deſe Landen op Noorwegen varende,
hier naer volgende geinſcreert.

Kennelijk ſy eenen eygelijck die't aengaen mach by
deſen jegenwoordigen Inſtrumente, dat, nade-
mael ſ'iedert eenigen tijdt herwaerts aen de eene zyde,
by ofte van wegen den Doorluchtichſten, Grootmach-
tigen Vorſt ende Heere, Heere *Frederick de derde*, tot
Denemarcken, Noorwegen, der Gorthen ende Wen-
den Koninck, Hertoch tot Sleſwijck, Holſteyn, Stor-
marn, ende Dittmarſchen, Graef tot Oldenburgh ende
Delmenhorſt, &c. aen de Hoog ende Mog. Heeren
Staten Generael der Vereenichde Nederlanden, door Sijne
Majeſteyt Miniſters iterative doleantien ſijn gedaen, dat
tegens de diſpoſitie van't Traċtaet tuſſchen de Croone
van Denemarcken voornoemt, ende den Staet der
voorſz. Vereenichde Nederlanden in den Jare ſestien
hondert ſeven en veertich ſolemnelijck geſlooten ende
geratificeert, verſcheyden Schepen toebehoorende de
Ingeleſenen der ſelver Landen, ende varende op Noor-
wegen, omme van daer Hout te halen, merckelijck
grooter in laſt-taelen ſouden werden bevonden, als
waer op de ſelve ſijn getauxert, volgende de maet-
brieven by de Schipperen daer van geexhibeert worden-
de, ende tegumt dien conformelijck op de Zeylbalken
van de ſelve Schepen gebrant ſtaet; Dat oock eenige
Schepen varende op Noorwegen als boven hare maet-
brieven verduyſtert, en de brant-teekens uytgehackt,
mitgaders haer op andere Plaetſen abuſſivelijck, ende
ter quader trouwe ſouden hebben doen hermeten, ende
op nieuws branden, tot merckelijcke prejuditie ende
exceſſive ſchade van hoogſt-gemelte ſijne Konincklij-
cke Majeſteyt: Dat mede in reguarde van eenige Sche-
pen

LES Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-bas,
A Tous ceux qui ces preſentes verront ou orront, Sa-
luta, ſavoir faiſons, que comme ce jourd'uy, entre
le Seigneur *Rosenwinge*, Deputé extraordinaire du Roy de
Danemarck &c. au nom & de la part dudit Roy d'une
part, & quelques Seigneurs Deputés du Corps de nôtre
Assemblée, en nôtre nom d'autre part, a été fait, conclu
& ſigné le Contrat ou Traité, à l'égard du remeſure-
ment des Vaiſſeaux, de ce Pais, navigans en Noruegue,
inſeré cy-après.

SOit Notoire à un chacun qu'il appartiendra par ce pré-
sent Aċte, Que comme depuis quelque tems d'un côté,
quelques plaintes iteratives ont été faites à L. H. P. les
Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pais
bas, par, ou de la part du Serenissime & Puissant Prince &
Seigneur le Seigneur *Frederic troisième* Roy de Dane-
marck, Noruegue, des Gots & des Vandales, Duc de
Sleſwick, Holſtein, Stormarn, & Dittmarſche, Com-
te d'Oldenbourg & Delmenhorſt, &c. par les Miniſtres
de ſa Majeſté, que contre la diſpoſition du Traité conclu
ſolemnellement entre la ſuſdite Choroone de Danemarck
& l'Etat des ſuſdites Provinces Unies en l'année mil
ſix cents quarante ſept, pluſieurs Vaiſſeaux appartenans à
des habitans des ſuſdites Provinces, & navigans pour la
Noruegue pour y charger du bois, ſe ſont trouvez contenir
beaucoup plus de Laſtes qu'ils n'étoient taxez, ſuivant les
Lettres de meſurer produits par les Maîtres des Vaiſſeaux,
& ce qui étoit marqué en conformité ſur le derrière deſdits
Vaiſſeaux nommé *Zeil-balken*; Qu'aussi quelques
Vaiſſeaux navigans en Noruegue, comme deſſus, ont
caché leurs Lettres de meſure, & effacé leur marque, &
ſe ſeroient fait remeſurer & marquer de nouveau en d'au-
tres lieux, abuſſivement & de mauvaiſe foy, au grand
prejudice & dommage exceſſif de ſa ſuſdite Majeſté,
Que ſemblablement il s'eſt trouvé comme deſſus à l'égard
de quelques Vaiſſeaux, que leurs Lettres de meſure ne ſ'ac-
cordoient pas avec les marques, & pluſieurs derèglement de
cette nature. Et que d'autre côté il a été fait des plaintes
ſenſibles par, ou de la part de L. H. P. que les douanniers de
ſuſdite Majeſté dans les Havres de Noruegue, ſous pre-
texte

1658. **ANS** pen als vooren bevonden soude zijn, dat hare maect-
de J. C. brieven niet waren accorderende met de brant-teekens
op der selver Zeyl-balcken gestelt, met meer andere
onordentlijkheden van gelijcke nature: Ende daaten
de andere zyde by offic van wegen haer Hoog Mog. sen-
sible klachten ingebracht zijn, vandat by de Tollenaers
van sijne Koninckl. Majesteit in de Havenen van Noor-
wegen, onder pretext van de boven-geexpresseerde
onordentlijkheden, ende om de selve *propria aubori-
tate*, tegen te gaen, ende te redresseren, seer sware
exactien aen de Nederlandsche Schippers souden wesen
gepleecht, soo met het afvordren van excessive Tol-
len naer hare fantasie, boven de groote harer Schepen,
endetegens hare deuchdelijcke maect-brieven, alsmede
met het exigeren van By-Tollen, Vuyr-gelden, ende
andere diergelijcke beswaernissen; Dat oock van eenige
Schepen niet met Houdt, maer met andere Waren ofte
goederen geladen wesende, eens de Tol na advenant van
een Rijckdaelder per last over het Schip gereekent,
ende noch eens de Tol by 't stuck, ende sulx dubbelde
Tol afgevordert souden zijn, alles contrarie den voorz.
Tractate in den *sestien hondert seven en veertich*, als
boven op gerecht, ende specijalick den innehoude van
het *twalfde, dertiende ende sestiende* Articul van dien;
Ende den meer-hooghtgemelten Heere Koninck soo
wel als de hooch-gemelte Heeren Staten Generael van
ganfcher herten genegen wesende, daer over elckander-
rent te geven alle billicke satisfactie, midtgeders fooda-
nigen ordre te itellen, ende die voorsieninge te doen,
dat hare respectieve Ingeletenen ende Onderdanen haer
punctuelijck, ende sonder eenige d'alderminste contra-
ventie, naer 't voorz. Tractate komen te reguleren,
ende te gedragen, oock specijalick bevonden wesende,
dat soo wel by de Meters, als by de Tollenaers
in de Havenen van Noorwegen eenige frauden ofte abu-
sen in 't meten der Schepen, ende 't ontfangen der
Tollen begaen waren. Derhalven tusschen my *Hermick
Willemisz. Referswinge* tot Lyslaggergardt, extraordi-
naris Gedeputeerde by de Heeren Staten Generael der
Vereenichde Nederlanden, end Amptman op Drack-
marck Clooster, &c. uyt den name ende van wegen
hooght-gedachte sijne Konincklijke Majesteit ter
eenre, mitgeders *Ons Ruger Huygens* tot Clarenbeeck,
Ridder, &c. *Abraham van Beveren*, Heer van Oost-
ende West-Barendrecht, Oude-Burgemeester der
Stadt Dordrecht, *Johan de Wit*, Raedt-Pensionaris
van Hollandt ende West-Vrielandt, *Cornelis Lamp-
sins*, Oude-Burgemeester der Stadt Vlissingen, *Johan
Baron van Rede*, Heere tot Renfvoude, &c. *Epo van
Bootsma*, *Boldewyn Jacob Mulers*, Heer tot der Leem-
cuyle, &c. *Johan Schulenburg*, Raedt-Heer der Stadt
Groeningen, ordinaris Gedeputeerden in de Vergade-
ringe van de Staten Generael der Vereenichde Neder-
landen, wegens de Provintien van Gelderlandt, Hol-
landt, Zeelandt, Uytrecht, Vrielandt, Over-Yssel,
ende Stadt ende Lande, uyt den name ende van wegen
hooch-gemelte haer Hoog Mog. ter andere zyde, op
approbatie ende onder aggregatie van onse respectieve
Heeren Superieuren, binnen den tijdt van twee Maen-
den naer date deses, in gewoonlijcke forme uytte bren-
gen, is veracordeertende verdragen; dat alle scheepen
uyt de voorz. Vereenichde Nederlanden op Noorwe-
gen varende, tegenwoordich hier te Lande fullen wer-
den gemeten ende gebrandt, ofte hermeten ende her-
brant by twee ofte drie gelwoonen Meters, ende een
Inspecteur, soo van d'eenre als van d'andere zijde, daer
toe te ordonneren ende te verkiesen, in conformiteit
van den innehoude van het *twede, derde, vijfde ende
sefde* artyckel van 't meer geroerde Tractate, ende op de
Maect-Charter in het *viende* artyckel van 't selve Tractate
geinsereert, sonder daer van in eenigen deele af te wy-
ken, ende hebbe ick extraordinaris Gedeputeerde uyt
den name ende van wegen meer hooght-gedachte sijne
Koninckl. Majesteit beloofd, gelijckick uyt den name
ende van wegen deselve belooft by desen, dat aen de
voorz. te doene hermetinge by de Officiere ende Be-
dienenden van sijne Majesteit gedelereert, ende de Schip-
pers

1658. **ANS** point dans l'ordre, & pour les prevenir & redresser de J. C.
leur propre autorité, auroient commis plusieurs exactions
contre les maîtres des Vaisseaux desdits Pais bas, tant en
exigeant & faisant payer des tols excessifs à leur fantaisie,
& au delà de la grandeur de leurs Vaisseaux, & contraires
à leur lettre de mesure, ensemble par exigence des by-tols,
fanaux & autres semblables griefs; Qu'aussi on auroit fait
payer à quelques Vaisseaux non chargés de bois, mais d'au-
tres marchandises ou d'arrées, une fois le tol, à l'avenant
d'un Risdale par Last du Vaisseau & encore une fois le tol
par piece, & qu'aussi on auroit extorqué double tol, le
tout contre le susdit Traité de l'an mil six cens quarante
sept, conclu comme dessus, & spécialement le contenu du
deuxième, troisième, & sixième article d'icelui. Et
les susdits Seigneurs Roy & Etats Generaux, inclinant de
tout leur cœur de se donner l'un à l'autre une satisfaction rai-
sonnable, & d'établir tel ordre, & d'y pourvoir telle-
ment, que leurs habitants & sujets respectifs puissent se ré-
gler ponctuellement & sans la moindre contravention au-
dit Traité; & se trouvant spécialement qu'il a été commis
des fraudes & abus, tant par les mesureurs que par les dou-
aniers dans les Havres de Norwege par la mesure
desdits Vaisseaux, & la reception des Tols. C'est pour-
quoy entre moy *Henri Willemis Referswinge* Seigneur de
Lyslaggergardt, Deputé extraordinaire près des Etats
Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas & Bailli de
Drackmarck le Cloître, &c. au nom & de la part de sa-
dite Majesté d'une part, ensemble nous *Ruger Huygens*
Seigneur de Clarenbeeck, Chevalier &c. *Abraham de
Beveren* Seigneur d'Ost & West Barendrecht, ancien
Bourguemestre de la Ville de Dordt; *Jean de Wit* Con-
seiller Pensionnaire de Hollande & West-Frise; *Cornelis
Lampsius* ancien Bourguemestre de la Ville de Flessingue;
Jean Baron de Rede Seigneur de Renfvoude &c. *Epo de
Bootsma*; *Boldewyn Jacob Mulers* Seigneur de Leem-
cuyle, &c. *Jean Schulenburg*, Conseiller de la Ville de
Groningue, Deputés ordinaires en l'Assemblée des Etats
Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas, de la part des
Provinces de Gueldres, Hollande, Zelande, Uytrecht,
Frise, Over-Yssel & Ville & Pais, au nom & de la part
de L. H. P. d'autre part, sous l'approbation & agrément
de nos Seigneurs Supérieurs respectifs qui sera fourni en bon-
ne & d'une forme dans le tems de deux mois de la date des
présentes, est accordé & convenu, Que tous les Vaisseaux
faisant voile de ces Provinces-Unies pour la Norwege,
seront à présent mesurez & marquez icy au Pais, & re-
mesurez & remarquez par deux ou trois mesureurs jurez
& un Inspecteur, tant de l'une que de l'autre part, qui
seront ordonnez & choisis à cet effet, en conformité du
contenu des deuxième, troisième, cinquième & sixième
articles du susdit Traité, & inserez sur les Chartres de
mesure mentionnée au quatrième article du même Traité,
sans s'en departir en aucune maniere; Et j'ai moy Deputé
extraordinaire au nom & de la part de sa susdite Majesté,
promis, comme de sa part & en son nom je promets par ces
présentes qu'au susdit remesurement à faire sera différé par
les Officiers de sa Majesté, & qu'il ne sera rien demandé
de tol, aux maîtres des Vaisseaux qui auront en conformité
de ce qui est dit cy-dessus fait remesurer leurs Vaisseaux, que le
tol ordonné, & conformément à la disposition du susdit
Traité, & est néanmoins, & pour la raison palpable,
cy-dessus, convenu par maniere d'exception que tous tels
Vaisseaux, comme ceux qui conformément au contenu
du deuxième article du susdit Traité mesurez un peu après
la conclusion d'icelui, & qui en conséquence sont compris
dans les registres qui en ont été faits pour satisfaire au sixième
article du susdit Traité, ensemble pour l'instruction
tant des Officiers du susdit Roy, que des maîtres des Navi-
res, & qui se trouvent encore présentement en nature, ne
seront pas sujets à être remesurez & remarquez; mais qu'au-
dits maîtres d'iceux seront rendus leurs lettres de mesure,
ou autres de même teneur; à moins pourtant qu'il ne parait
qu'en les reconstruisant de nouveau, ils n'ayent été aug-
mentez en longueur & largeur, ou autrement que leurs di-
tes Lettres de mesure & de marque n'ayent été changées de
mauvaise foi; Et avons nous sousignez au nom & de la
part

ANS 1658. *Per die hunne Schepen, in conformite van 't geene voorz is, sullen hebben laten hermeten, niets vorders dan den geordonneerden Tol achtervolgende de dispositie van 't voorz Tractaet, afgevoert sal worden; zijnde nochtans verniet de talleijck billichheit by maniere van exceptie geconditioneert, dat alle sodanige Schepen als van die geene die conform den innehoude van 't tweede artikkel van 't voorz Tractaet, korts nae 't sluitten van 't selve gemeten, ende dienvolgende vervat zijn in de verteeckenisse ofte Registers daer van in voldoeninge van 't selve artikkel des selven Tractaets gecformeert, midsgaders tot narechtinge, soo van de voorz 's Koninck Officieren, als van de voorz Schipperen, met den druck gemeen gemaakt, tegenwoordigh noch in wesen werden bevonden, de voorz hermetinge ende herbrandinge niet onderworpen sullen zijn, maer dat aen de Schipperen van de selve hare afgenomen Maet-Brieven, ofte anderen van gelijken innehoude sullen werden gerestitueert, ten ware nochtans gebleecke de selve by nieuwe vertimmeringe in lengte o'te wijde vergroot, ofte ook andersints haerlied Maet-Brieven ende Brant-teekenen ter quader trouwen verandert te wesen: Ende hebben wy ondergeschreven uyt den name ende van wegen onse respectieve Heeren Superieuren elckanderen wyders beloofte ende verseeckert, gelijk wy elckanderen beloven ende verseecken by desen, dat de selve Heeren onse Superieuren 't meer gementioneerde Tractaet, ende alle de artickelen van dien in 't generael, midsgaders de boven geexpresseerde twaelfde, derhiende ende sestiende artickelen in 't particulier, oprechtelick ende ter goeder trouwe sullen observeren ende nakomen, oock doen observeren ende nakomen by allen den geenen die onder de gehoorlaemheit van de selve onse Heeren Superieuren zijn staende, sonder in prejuditie van dien yets te doen, ofte gedogen gedaen te worden, directelick of indirectelick, in eniger manieren.*

Ende aengesien van de zyde van hoogst-gedachte sijne Koninklijke Majesteit wyders gesultineert is, dat 't sedert den voorz jaere *sesten hondert seven-en-veertich* een nieuwe fabriek van Schepen geinventeert en in practijck gebrachtfoude wesen, in sulcker voegen, dat de selve Schepen, echter vernietts eenige rondigheden ofte holten ten weder-zyden voor ende achter uytteekende, merckelick meerder Hout souden konnen laden als die van de oude fabriek, met verfoeck dat over sulcx ende tot voorkominge van alle misverstande, die daer uyt soude konnen resulteren, over ene andere forme van metinge, ten reguarde van de selve Schepen geconvenieert mochte werden: ende dat ter contrarie van de zyde van haer Hoog Mog: hoogst-gemelte sijne Koninklijke Majesteit ende des selvs Ministers is gedaen, te gemoet voeren, dat de forme der Schepen daer op tot adstructie van dien reflexie werd gemaakt, al in gebruyck is geweest, voor date van den voorz jaere *sesten hondert seven-en-veertich*, ende sulcx oock al voor date van 'taengaan ende sluitten van 't meer gementioneerde Tractaet; dat oock de ronte, ofte het uytstic in ene ronde forme, die aen de Fluyt-Schepen voor ende achter wert gebouwt, ende oock al voor date van 't voorz Tractaet als boven gewoon is geweest, gebouwt werden, eygentlijk niets soude geven ofte contrubueren tot meerder capaciteit ofte drachtigheit in de Houtladinge ten principalen.

Ende dat midts dien de hoogst-gemelte contraherende partijen dethalven als noch zijn staende in feyten contrarie; zoo hebbe Ick Extraordinaris Gedeputeerde, uyt den Name ende van wegen meer-hoogst-gedachte sijne Koninklijke Majesteit gereserveert ende voorbehouden, het voorschreve gesultineerde van de selve syne Koninklijke Majesteit naerder te mogen verifiëren, ende doen blycken; ende wy Gedeputeerden van de hoogst-gemelte Staten Generael, uyt den name ende van wegen haer Hoog Mog: beloofte, gelijk wy beloven by desen, in cas sulcx tot eenigen tijde quame te blycken, dat als dan by haer Hoog Mog: daer over,

part de nos Seigneurs Superieurs ressellist promis *ANS*
 & assure, promettons & assurons par ces presentes, de J. C.
 que lesdits Seigneurs nos superieurs observeront sice- *1658.*
 rement & de bonne foy le susdit Traité, & tous
 les articles d'icelui en general, ensemble les douze, treize
 & seize article exprimez cy-dessus en particulier; com-
 me aussi de les faire observer par tous ceux qui sont sous
 l'obéissance de nos dits Seigneurs Superieurs, sans rien
 faire, ou permettre qu'il soit rien fait au prejudice d'ic-
 elui, directement ou indirectement, en quelque maniere
 que ce soit.

*Et comme de la part de sa susdite Majesté, il est de-
 plus soutenu que depuis la susdite année mil six cens qua-
 rante sept on a inventé & mis en usage une nouvelle fa-
 brique de Vaisseaux, en sorte que lesdits Vaisseaux à cause
 de leur rondeur ou profondeur qui avance des deux côtes
 par devant & par derriere, doivent contenir une quantité
 beaucoup plus considerable de bois que ceux de l'ancienne
 fabrique, requerant qu'à cet égard & pour prévenir
 toutes mes-intelligences, qui en pourroient resulter, on ait à
 convenir d'une autre forme de mesure à l'égard desdits
 Vaisseaux; & qu'au contraire, il a été répondu à sa sus-
 dite Majesté & à ses Ministres de la part de L. H. P.
 que la forme des Vaisseaux à la construction desquels on
 veut avoir égard a été en usage dès avant l'année susdite
 mil six cent quarante sept, & ainsi aussi avant la date
 de la conclusion du susdit traité, & même avant qu'il
 ait été commencé; Qu' aussi la rondeur ou forme en rond
 qu'on observe en la construction des Vaisseaux qu'on appelle
 Flûtes a été en usage avant la date du susdit Traité que
 dessus, & qu'au principal ils ne contribuent en rien pour
 une plus grande capacité ou charge de bois.*

*Et que comme les susdites Parties contractantes sont à
 l'égard de ce fait appointées contraires; c'est pourquoy moy
 Député extraordinaire, au nom & de la part de sa dite
 Majesté je reserve & persiste de verifier & faire paroître,
 ce qui est cy dessus soutenu par sa Majesté; Et
 nous deputez desdits Seigneurs Etats Generaux en leurs
 noms & de leur part avons promis, comme nous pro-
 mettons par ces presentes qu'au cas que ce qui est posé cy-
 dessus vient à paroître cy-après, qu'alors L. H. P.
 conviendront à cet égard en toute équité avec Sa Majesté,
 pour éviter & prévenir son dommage.*

ANS ende op 't voorz. syne Majesteits versoek, met de selve
de J. C. naerder in alle billichheit ende rechtmatigheit, tot
1658. verhooginge van syne Majesteits schade, geconvenieert
sal worden.

Des hebbe Ick Extraordinaris Gedeputeerde uyt den
name ende van wegen syne Majesteit mede beloofd, ge-
lijck Ick beloove by desen, dat middelwyle syne Kon-
ninklijke Majesteits Tollenaren, ofte andere Be-
dienden, onder pretext van dien eygener autoriteyt,
offte andersints de Schippers uyt de Vereenichde Ne-
derlanden op Noorwegen varende, geene andere ofte
hooger Last-Tollen sullen afvorderen, als volgens de
metinge, die in krachte van het tegenwoordich Ver-
drach sal wesen gedaen, ende dat het selve Verdrach,
mitsgaders het voorgeroerde Tractaet de anno seftien-
hondert seven en veertich, punctuelijck sal werden achter-
volcht ende naer gekomen, ter tijden ende wylen toe,
by naerder Verdrach, met onderlingh goetvinden an-
ders sal wesen geconvenieert.

Ten oorkonde der waarheit hebben Wy hier van
doen maecten, ende met onse gewoonlijke Signatu-
ren bevelicht twee eens luydende Instrumenten, daer
van yeder van de Contrahenten eene na sich genomen
heeft. Aldus veracordeert ende geslooten in 's Graven-
Hage den vijftienden Aprilis seftienhondert acht en vijft-
ich. Ende was onderteckent.

Henr. Willemss. Rosenwinge. (L.S.) R. Huygens.
(L.S.) A. Beveren.
(L.S.) Johan de Wit.
(L.S.) Coru. Lampins.
(L.S.) Johan van Reede.
(L.S.) E. v. Boofma.
(L.S.) B. I. Mulert.
(L.S.) I. Schulenburg.

So is, dat Wy naer rijpe deliberatie goet gevonden
hebben, daer van midts desen kennis te geven aen al-
len Ingezetenen ende Onderfaten van dese vereenigh-
de Nederlantsche Provincien, ende daer beneffens wel
expreselijck te lasten ende beveelen allen Schipperen en-
de Traffiquanten op Noorwegen voorz, mitsgaders al-
len anderen die sulcx soude mogen aengaan, haer nae
den inhoud van 't selve Verdrach of Tractaet precyselijck
te reguleren, in dien volgende mede de hermetinge
daerinne geroert, niet alleenlijck sonder eenige oppo-
sitie ofte contradictie te gehengen ende gedogen,
maer oock de selve elck in 't reguard van hunne Schepen,
foo veel des noot zy, behoorlijck te bevorderen, ende
geensints uyt dese Lande uyt te loopen met foodanige
Scheepen, als in achtervolge van 't voorz. Verdrach
de hermetinge subiect zyn, voor ende al cer de selve in-
conformitit van 't selve Verdrach hermeten sullen weesen,
op een poene van duyfent Carolus guldens by de Schippe-
ren te betalen. Gelijck Wy oock allen Schipperen en-
de Traffiquanten, ende generalijck eenen yegelijck
wel scherpelijck interdiceren ende verbieden, de
Maet-brieven die hen in gevolge van 't voorz. Verdrach
de novo sullen werden geleverd, enichsints te verande-
ren, te verduyfsteren, ofte oock de brant-teeckens op
de Zeybalcken der Schepen dien conformelijck te stel-
len, uyt te hacken, ofte te altereren, directelijck ofte
indirectelijck, in eniger manieren, meede op poene
van duyfent Carolus guldens, ende voorts soo in 't re-
guard van de eene, als van de andere, naer exigentie
van hare begaene misdaet, ofte fraude arbitralijck ge-
corrigeert te werden: De voorz. penen t'appliceren
ende verdcylen, te weten, een derde-part ten profijte
van den Aenbrenger, een derde-part ten profijte van
den Officier die de calangie ende executie sal hebben
gedaen, ende het resterende derde-part ten profijte van
de gemeene saecke. Van alle 't welken op dat niemant
enighe ignorantie naemaels kome te pretenderen: Ont-
bieden ende verdoeken Wy de Heeren Staten, Ge-
commiteerden Raden, ende Gedeputeerde Staten van
de Provincien respectieve van Gelderland ende 't Graef-
schap Zutphen, Holland ende West-Vrieslandt, Zee-
landt,

C'est pourquoy je Deputé extraordinaire au nom & de
la part de sa Majesté, promets semblablement, comme je
promets par ces presentes, que dans ces entrefaites les dou-
aniers & autres Officiers de sa Majesté, de leur propre
autorité n'exigeront des maîtres des Vaisseaux des Pro-
vinces Unies des Pais-bas navigateurs en Noruegue, d'au-
tres ni de plus grands tols, que conformément à la mesure
qui en sera faite en vertu du présent Traité, & que le
sudit contrat, ensemble le susdit Traité de l'année mil
six cent quarante sept seront observés ponctuellement, jusques
à ce que par autre contrat, il en soit convenu autrement.

Entémoins de la vérité nous avons des presentes fait dres-
ser deux Actes de même teneur que nous avons confirmés
de nos Seings accoutumés, dont chacune des parties contra-
ctantes en ont pris un; Ainsi accordé & conclu à la Haye
le quinzième Avril mil six cents cinquante huit. Et étoit
signé.

Henr. Guillaume Rosenwinge. (L.S.) R. Huygens.
(L.S.) A. Beveren.
(L.S.) Jean de Wit.
(L.S.) Corn. Lampins.
(L.S.) Jean de Reede.
(L.S.) E. v. Boofma.
(L.S.) B. I. Mulert.
(L.S.) I. Schulenburg.

C'est pourquoy nous après une meure deliberation avons
trouvé bon de faire ces presentes savoir à tous habitants &
sujets de ces Provinces Unies des Pais-bas, & de recomman-
der & ordonner à tous maîtres de Navires trafiquans en
Noruegue, ensemble à tous autres qu'il pourroit appartenir de
se régler précisément suivant le contenu du susdit contrat
ou Traité, & en conséquence de consentir non seulement,
& admettre le remesurage y mentionné, mais de le pro-
curer à l'égard de leurs Vaisseaux en tant que besoin sera, &
de ne faire voile en nulle manière de ces Pais avec tels Vais-
seaux si en conséquence & conformitit du susdit Contrat
ils sont sujets à remesurage, qu'au préalable & en confor-
mitit du susd. Contrat ils n'ayent été remesurez, sur peine
de mille livres Carolus, à payer par les maîtres du Navire.
Comme aussi nous interdisons & desendons à tous maîtres
de Navires & marchands & généralement à tous & un
chacun d'alterer ni observer en aucune manière les Lettres
de mesures, qui leur auront été données en conséquence de la
nouvelle mesure qui aura été faite, ni d'effacer la nouvelle
Marque, ou de l'alterer en aucune manière directement ni
indirectement, aussi sur peine de mil livres Carolus; &
en outre sur peine aussi à l'égard des uns & des autres de pu-
nition arbitraire selon l'exigence du crime & de la fraude.
La susdite amende applicable & à partager savoir le tiers
au profit du denonciateur, un autre tiers au profit de l'Of-
ficier qui aura fait l'exécution, & l'autre tiers restant au
profit de la Republique. Et afin que de tout ce que dessus
personne ne vienne à en prétendre cause d'ignorance, requie-
rons & supplions les Seigneurs Etats, Conseillers Depuiez,
& Etats Depuiez des Provinces respectives de Gueldres &
Comtez de Zutphen, Hollande & West-Frise, Zeelan-
de, Utrecht, Frise, Over-Issel, ensemble la Ville de
Groningue & Ommelandes, qu'ils fassent partout publier,
& afficher cette nôtre Ordonnance en tous les lieux où il sera
de besoin & où on s'est accoutumé de faire telles publications
& affiches; Ordonnons & enjoignons en outre à tous Con-
seillers de l'Amirauté, Avocats fiscaux, & aux Ami-
raux, Vice-Amiraux, Capitaines, & Commandants,
comme aussi aux Commissaires & Commis des recherches,
tant dans les Ports de Mer, qu'ailleurs d'observer cette nô-
tre Ordonnance, & de la faire observer, procédant & fai-
sant

ANS landt, Uytrecht, Vrieslandt, Over-Yssel, midtsgaders
de J. C. Stadt Gröeningen ende Ommelanden, dat sy dese onse
1658. Ordonnantie van fionden aen alomme doen verkondi-
gen, publiceren ende affigeren, in allen plaetfen daer
sulcx noodigh wesen sal, ende men gewoon is foodanige
publicatie en affixie te doen. Laften en beveelen voorts
de Raden ter Admiraliteyt, den Advocaten Fiscaels,
mitfgaders Admirals, Vis-Admirals, Capiteynen,
Officieren ende Bevelhebberen, als mede de Commissa-
risen ende Commisen ter Recherche, zoo in de Zee-
gaeten, als elders, dese onse Ordonnantie te achtervol-
gen, procederende ende doende procederen tegens de
Contraventeurs van dien, sonder ooghluyckinge, faveur,
dissimulatie ofte verdrach; want Wy sulcx alsoo ten
dienste van den Lande bevonden hebben noodigh te
zijn.

Aldus gedaen ende gearresteert ter Vergaderinge van
de hoog-gemelte Staten Generael, in den Hage op den
vijftienden Aprilis sesienhondert acht-en-vijftich. Was
geparapheert *Hans van Wyckel*, vt. Onderkint, ter
Ordonnantie van de selve. Geteeckent *N. Ruyfch*,
Sijnde op 't spatium gedruckt het Cachet der selver
Heeren Staten in rooden Wasse.

sant proceder contre les contrevenants sans connivence, fa-
veur ni dissimulation ou support. Car ainsi l'avons nous de J. C.
jugé être nécessaire pour le bien du pais. 1658.

Ainsi fait & arrêté en l'Assemblée des sçs dits Seigneurs
Etats Generaux à la Haye le 18. Avril mil six cens cin-
quante huit étoit paraphé *Hans de Wyckel* vt. Et plus bas
étoit écrit par ordonnance des mêmes, signé *N. Ruyfch*,
étant sur l'espace imprimé le cachet desdits Seigneurs Etats
en cire rouge.

CCCLX.

CCCLX.

ANS *Traité, fait entre Mr. le Duc de PARME,*
de J. C. *& Mr. du Plessis Befançon, Substituté par*
1658. *Son Altesse de MODENE, pour cet ef-*
fet, le 4. Mai 1658. Freder. Leonard.
Tom. IV.

PARME
ET
MODENE.

*Articoli accordati trà il Serenissimo Sign. Du-
ca di Parma, & il Sig. di Plessis Befan-
gone Sostituto dal Serenissimo Signore Du-
ca di Modona, che hà la Plenipotenza del
Rè à tal' effetto.*

CHE il detto Signore Duca di Parma concede fa-
colta di potere stabilire nella Città di Piacenza,
un Magalino fermo de Viveri, Munizioni da
guerra, e Canoni, per eltraerneli, e condurte dove
piacerà à Ministri di Sua Maestà: senza che i condot-
tieri, ò altri che andaranno ad ammassarli, ò prender-
li nel detto Magalino, possano entrare in detta Città
con soldati armati, mà solamente quelli che faranno
necessarii per scaricarle, caricare, & esportarle:
il tutto ne' tempi & hore convenienti, opportune, &
commode.

II. Che in riguardo delle Polveri, ateso che questa
è una materia pericolosa da maneggiarsi, e d'onde pos-
sono nascere varii accidenti, faranno risposte dentro
un Magazzino particolare proprio à tal' effetto, di cui
li Ministri del Rè terrano una chiave, e quelli di S.
A. un' altra; affinché essi assistano all' aprimento è
ferramento di esso, ò qualsivoglia altra persona capace
per parte loro, à mira di divertire ogn' inconveni-
ente: in ordine à che si mettera uno per tutto delle Sen-
tinelle.

III. Oltre al detto Magazzino di Piacenza, il Signo-
re Duca concederà qualche altro luogo nel suo Stato
fu'l Pò, ò in vicinanza di esso, per servire di deposito
à detti Viveri, e Munizioni, che fara nominato à S.
A. all' hora che farà risoluta l'impresa che si vuol fare,
affinchè sia opportuno, e commodo all' Armata di Sua
Maestà.

IV. Che occorrendo alle Trupe, Viveri, Muni-
zioni, è Artiglieria di havere à transitare & esportarsi
per le Terre di S. A. e di farle passare, e ripassare il Pò,
per entrare nello Stato di Milano, ed attaccarvi le Piazze,
che faranno giudicate à proposito dal Generale, ò
Luogotenente Generale dell' Armi del Rè; S. A. hi-
beramente lo consentirà loro, facendosi à credere che
ciò

Traduction de ce Traité.

ANS
de J. C.
1658.

PARME
ET
MODENE.

Articles accordés entre Mr. le Duc de Par-
me, & Monsieur du Plessis Befançon,
Ambassadeur du Roi, Substitué de Mon-
sieur le Duc de Modene, signés à Parme le
quatrième Mai mil six cens cinquante-huit.

I. QUE mondit Sieur le Duc de Parme donne fa-
culté de pouvoir établir dans la Ville de Plaisance,
un Magasin fixe de Viveres, Munitions de
Guerre, & Canons, pour les en tirer & conduire où il
plaira aux Ministres de Sa Majesté; sans que les condu-
cteurs & autres personnes qui les vont assembler & pren-
dre audit Magasin, puissent entrer dans la Ville avec au-
cunes milices armées, mais seulement ceux qui seront ne-
cessaires pour les charger, décharger, & conduire: le
tout en temps & heure convenable & commode.

II. Que pour le regard des Poudres, attendu que c'est
une matière dangereuse à manier, & dont il peut naître di-
vers accidens, elles seront mises dans un Magasin particu-
lier propre à cet effet, dont les Ministres du Roi auront une
clef, & ceux de son Altesse une autre, afin qu'ils assistent à
l'ouverture & fermeture d'icelui, ou quelque personne ca-
pable de leur parti, & qu'il n'en arrive aucun inconve-
nient: & sera posé par tout des Sentinelles.

III. Qu' outre ledit Magasin de Plaisance, ledit Sieur
Duc donnera quelque autre lieu dans son Etat sur le Pò, ou
qui en soit fort proche, pour servir d'entrepôt auxdits Viveres
& Munitions, duquel on donnera connoissance à Son
Altesse, lors qu'on aura résolu ce qu'on veut faire, afin
qu'il soit à la bien-séance de l'Armée de Sa Majesté.

IV. Que tous les passages de Troupes, attirail de Vi-
veres & d'Artillerie, seront pris aux occurrences, & se-
lon le besoin, tant sur les Terres de Son Altesse, qu'à l'é-
gard du Pò, pour le passer & repasser; même pour entrer
dans l'Etat de Milan, & y attaquer telle ou telles Places,
qu'il sera jugé à propos par celui qui commandera en Chefs
Armées du Roi, ou par ses ordres.

ANS de J.C.
1658. ciò seguirà solamente in caso di bisogno, e senza detrimento sensibile del suo Stato, per li buoni ordini che vi metteranno i Capi, avvisando anticipatamente per mezzo de i loro Foricri, per aggiustare il pagamento delle Tappe.

V. Che il detto Signore Duca lascerà levare dai suoi Stati, ò convertire in farine e pane, sino alla quantità di dieci mila stera di fromento determinatamente; & anche in numero molto maggiore se potrà raccogliersi da Ministri di Sua Maestà, e senza sensibile pregiudicio all'abondanza del Paese.

VI. Che in riguardo de' Carri, ed altre Vetture, S. A. darà tutti gli ordini necessarii, e la facoltà conveniente, per haverne à sufficienza; col mezzo però delle diligenze dell' Apaltatore, se bene il buon trattamento che si farà à coloro che le forniranno, farà il miglior mezzo per accertarsi di non haverne à provare alcuna falta e scarsità nelle occasioni straordinarie ed urgenti in particolare.

VII. S. A. farà parimente la stessa cosa in riguardo delle Barche, e Barcaroli; mà come di questi ve ne sono pochissimi nel suo Stato, e ch'essellissimo si trovano in Paesi estranei, e che la maggior parte di quelli che vi si rincontrano, sono di Pavia, Lodi, e Cremona, sarà necessario di darne avviso per tempo, affine di prevalersi della congiuntura, e di poterli arrestare.

VIII. Che sarà permesso di comprare nello Stato, e Città di S. A. le cose che vi si troveranno, tanto per servizio dell' Armata, che de' particolari; come Cavalieri, Legnami, Funi, & altre merci robbe, senza che sia bisogno di far ricorso à Governatori, per havere di cosa per cosa le permissioni per estranele, ò di asportarcele; il tutto pagando à prezzi ragionevoli, e correnti, affinché non sia rincarito à beneplacito de' venditori.

Di tutte le quali cose, benché non va ne habbia alcuna, che non sia conforme à termini, e condizioni d'una vera neutralità, il Rè non lascerà di riputarli obligato all' affezione di S. A. e tanto più che si eseguiranno più favorevolmente ancora in vantaggio de' interessi, e giusti disegni di Sua Maestà, durante il corso della presente Guerra.

E per argomento della riconoscenza che il Rè vuol havere di quanto il Signore Duca promette e vuol fare in considerazione di S. M. egli prende e riceve fin di presente sotto la sua Real Protezione, la Persona, Stati, e Beni di Sua Altezza.

E per quello che concerne l'interessi e soddisfazione de' suoi Ducati di Castro e Ronciglione, farà Sua Maestà passare appresso Sua Santità tutti gli uffici convenienti e necessarii nella più efficace maniera possibile, perche resti contento.

In testimonio delle quali cose tutte prementovate, il detto Serenissimo Sig. Duca di Parma, & il detto Signore di Plessis Befançone, in nome del Rè, e come Sottituto del Serenissimo Sign. Duca di Modona, hanno sottoscritti tre Originali delle Presenti. In Parma li 4. di Maggio 1658.

ANS
de J.C.
1658.

V. Que ledit Sieur Duc laissera enlever de ses Etats, & convertir en farines & en pain, jusques à la quantité de dix mille steres de froment, determinément, & plus grand nombre, s'il s'en peut reconver par le soin des Ministres de Sa Majesté, sans incommoder le Pais.

VI. Qu'à l'égard des Charrois & autres Voitures, Son Altesse donnera les ordres necessaires, & la faculté convenable pour en avoir suffisamment; par le soin toutefois de l'Entrepreneur, dont le bon traitement envers ceux qui les fourniront, sera le meilleur moyen pour n'en manquer point, sur tout aux occasions extraordinaires & pressantes.

VII. Son Altesse fera aussi la même chose à l'égard des Barques & Barquerolles; mais comme il y en a tres-peu dans son Etat, & qu'ils sont tres-souvent dehors, la plus grande partie de ceux qui s'y rencontrent, étant de Pavia, Lodi, & Cremona, il sera necessaire d'en donner l'avis à bonne heure, afin de se prevaloir de la conjoncture, & de les pouvoir arrêter.

VIII. Qu'il sera permis d'acheter dans l'Etat, & Villes de Son Altesse les choses qui s'y trouveront tant pour le service de l'Armée, que des particuliers; comme Chevaux, Bois, Cordages, & autres marchandises & denrées, sans qu'il soit besoin de recourir aux Gouverneurs, pour avoir la permission de les emmener; le tout en payant au prix convenable & courant, afin qu'il ne soit pas augmenté à l'arbitre des vendeurs.

De toutes lesquelles choses, bien qu'il n'y ait rien que de tres-conforme aux termes & conditions d'une véritable neutralité, le Roi ne laissera pas de se tenir obligé à l'affection de S. A. & d'autant plus qu'elles s'exécuteront plus favorablement de sa part à l'avantage des intérêts & justes desseins de S. M. durant le cours de la presente Guerre.

Et pour marque de la reconnaissance que le Roi veut avoir de ce que ledit Sieur Duc promet & veut faire à la consideration de S. M. elle prend & reçoit dès-à-present sous sa Royale Protection, la Personne, Etats, & biens de son Altesse.

Pour ce qui regarde les intérêts & satisfaction de ses Duchés de Castro & Ronciglione, pour raisons desquels Sa dite Majesté fera passer auprès de Sa Sainteté tous les offices convenables & necessaires en la plus efficace maniere qui sera possible.

Entémoignage de toutes lesquelles choses ci-devant mentionnées, lesdits Sieurs Serenissime Duc de Parme, & Ambassadeur du Plessis Befançon, au nom du Roi, & comme Substitut de Mr. le Serenissime Duc de Modene, ont signé trois Originaux. A Parme le 4. Mai 1658.



ANS
de J. C.

CCCLXI.

1658.

LA FRAN-
CE ET
L'ANGLE-
TERRE.

On a cri-
né pas de-
voir sépa-
rer ces
Extraits,
puis que
l'Auteur
donc ou
lestre ne
les sépare
pas, &
l'on a jugé
que leur
place na-
turelle
étoit
celle ci,
puis que
la déma-
re pécie
est extrai-
te d'un
Acte du
25. Juin,
1658.

(a) *Articles Extraits de deux Traitez faits entre la FRANCE & l'ANGLETERRE en 1657. & 1658. Freder. Leonard. Tom. V.*

Extrait du Traité fait & signé le 23. du mois de Mars de l'année 1657. entre Monsieur le Comte de Brienne, Commandeur des Ordres du Roy, Conseiller, Secrétaire d'Etat & des Commandemens de S. M. & Monsieur de Lyonne, Conseiller de S. M. en ses Conseils, Prevost & Maître des Ceremonies desdits Ordres, de la part de S. M. Et M. Lockhart, Ambassadeur de Monsieur le Protecteur de la Republique d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande, près de Sa Majesté de la part dudit Sieur Protecteur.

ARTICLE XI.

ET d'autant que Sa Majesté meut d'une si sainte intention, comme est celle de procurer le repos de la Chrétienté, n'eust jamais voulu consentir, quelque avantage qu'on luy eut pu offrir, que ses forces eussent favorisé l'établissement de celles d'Angleterre, dans une Place de Flandres, si elle n'eut eu une pleine, entière & sainte confiance, que la Religion Catholique y seroit conservée en son entier, exempt de toutes sortes d'incommoditez, de prejudices & de troubles; Ledit Seigneur Protecteur promet & oblige solennellement sa foy, (dont il donnera encor une particulière Declaration sur ce sujet à Sa Majesté) que Dunkerque, Mardick ou Graveline, estans remis en son pouvoir (comme il est dit cy-dessus) il y laira toutes les choses qui regardent la Religion Catholique, au même estat qu'elles y aura trouvées, & qu'en conséquence de ce, tous les Ecclesiastiques tant reguliers qu'autres, (pourveu qu'ils n'entreprennent rien contre le Gouvernement auquel ils auront esté fournis) jouiront sagement de tous leurs revenus, & de la possession des Eglises, dont aucune ne pourra estre employée à l'usage de la Religion Protestante, ny estre fait aucune sorte de changement en la Religion Catholique, sous quelque pretexte que ce soit.

Extrait du Traité fait le 28. du mois de Mars de l'année 1658. entre Monsieur le Comte de Servien, Commandeur des Ordres du Roy, Ministre d'Etat, & Sur Intendant des Finances; & Monsieur le Comte de Brienne, Commandeur desdits Ordres, Conseiller de Sa Majesté en ses Conseils, Secrétaire d'Etat & de ses Commandemens, de la part de Sa Majesté. Et M. Lockhart, Ambassadeur de Monsieur le Protecteur de la Republique d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande, près de S. M. de la part dudit Sieur Protecteur.

ARTICLE I.

ET premièrement, que le Traité fait l'année dernière, entre Sa Majesté & S. A. ensemble l'article secret qui y a esté ajouté, lequel avec tout le contenu audit Traité ne devoit durer qu'une année, demeurera en son entier, & aura la même force & vertu pour une seconde année, à commencer du jour que le precedent Traité devoit finir: Enforte que tout ce qui est écrit,

convenu & promis par iceluy, soit exécuté de bonne foy, & avec la mesme seurte que si tous les Articles dudit Traité estoient icy transcrits de mot à mot: & principalement tout ce qui regarde la Religion Catholique, sera si saintement & inviolablement gardé, qu'elle ne puisse recevoir aucun dommage ny prejudice; ny aucun changement ou nouveauté estre introduits ou soufferts, sous quelque raison, titre, ou pretexte que ce soit, en l'estat de la Religion ou de l'Eglise, ainsi qu'il a esté plus expressement convenu par le Traité precedent.

Extrait des Articles accordés par M. de Turrenne, tant au Sieur de Bassecourt qui commandoit dans la Ville de Dunkerque pour le Roy Catholique, qu'aux Ecclesiastiques & Communantez de lad. Ville, lors qu'elle a esté remise à l'obéissance du Roy.

QUE les Bourgeois de ladite Ville, tant Ecclesiastiques qu'autres, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, seront conservés dans leur Religion, biens, privileges & franchises dont ils ont joui jusqu'à présent, sans aucune charge & imposition nouvelle.

Qu'en ladite Ville de Dunkerque & dépendances d'icelle, la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, sera maintenuë & conservée, sans qu'il soit rien changé ny innové aux privileges & immunités des Ecclesiastiques, ny qu'il leur soit fait aucun tort ny aux Eglises, en quelque sorte & maniere que ce soit.

Comme aussi seront maintenus dans la paisible possession de toutes leurs pensions, droits, rentes, privileges & libertés, toutes personnes Ecclesiastiques Seculieres, Religieuses, Cloîtres & Hôpitaux, sans qu'il leur soit fait aucun obstacle ou empêchement.

Les Religieuses Conceptionites, & les Sœurs Grises de l'Hôpital de S. Julien, demeureront sous leurs Supérieurs & Supérieures, comme elles ont esté jusques à présent.

Toutes Reliques, Images miraculeuses de la Glorieuse Vierge & d'autres Saints, ne seront enlevées & transportées ailleurs, non plus que les Ornaments & Cloches des Eglises, Cloîtres, ou autres Communantez & lieux publics.

Copie de l'Acte signé par M. Lockhart, Ambassadeur de Monsieur le Protecteur de la Republique d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande, près de Sa Majesté, le 25. Juin 1658.

NOUS Guillaume Lockhart, Chevalier, l'un des Conseillers pour l'Ecosse du Serenissime & Tres-Puissant Seigneur Protecteur d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande, & Ambassadeur dudit Seigneur au Roy Tres-Christien LOUIS XIV. Sçavoir faisons, qu'en vertu de la Commission qui nous a esté donnée par S. A. la Ville de Dunkerque, avec tous les Forts qui en dépendent, aussi-tôt après sa réduction, a esté remise aujourd'huy entre nos mains par l'ordre du Roy Tres-Christien, avec toute son Artillerie, & les munitions de guerre & de bouche qui y ont esté trouvées; en execution des Traitez faits entre sa Sacrée Majesté Tres-Christienne, & S. A. les 23. de Mars de l'année 1657. & 28. du mesme mois de l'année presente. Et conformément au contenu ausdits Traitez, nous promettons à sa Royale Majesté Tres-Christienne, que la Religion Catholique, avec tout ce qui en dépend, sera si saintement & inviolablement conservée dans ladite Ville de Dunkerque, tandis qu'elle sera sous nostre Domination, qu'elle ne recevra aucun dommage de nous, & que tous les Ecclesiastiques, Reguliers & autres (pourveu qu'ils n'en-

ANS
de J. C.
1658.

ANS treprennent rien contre le Gouvernement auquel ils se-
de J. C. ront soumis) jouiront sûrement de leurs revenus & de
1658. la possession de leurs Eglises : Aucune desquelles ne
pourra estre employée à l'usage de la Religion Prote-
stante, ny aucune sorte de changement ou de nou-
veauté introduits dans la Religion Catholique, sous
quelque raison, titre ou prétexte que ce soit ; mais
qu'elle demeure toujours au même estat auquel elle
est maintenant. Nous promettons de plus, & obli-
geons solennellement nostre foy, de rapporter & con-
signer dans un mois entre les mains de Sa Majesté Très-
Chrestienne, une Declaration particuliere de S. A. signée
de sa main, qui sera de la même teneur & force que
la presente, par laquelle aussi les conditions accordées
aux Habitans de ladite Ville de Dunkerque, le vingt
quatrième du présent mois de Juin, seront confirmées
de S. A. En foy de quoy, & pour preuve indubitable,
nous avons fait & signé la presente dans le Fort de Mar-
dick, le vingt-cinquième du mois de Juin de l'an-
née 1658. & y avons fait apposer nostre Cachet. Signé,
GUILLAUME LOCKHART, & cacheté du Cachet de
ses Armes.

CCCLXII.

ANS
de J. C. Capitulation de l'Empereur LEOPOLD I.
1658. faite à Francfort le 18. Juillet 1658.
Tuldenus. In Tractatibus Historico-Poli-
ticis ad Tertiam Partem Historiæ perti-
nentibus.

L'EMPE-
REUR ET
L'EMPERE

N Os Leopoldus Dei gratia electus Romanorum
Rex semper Augustus, Germaniæ, Hungariæ,
Bohemie, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ Rex :
Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, Styriæ,
Carinthiæ, Craniæ, Luxemburgi, Wirtembergæ, supe-
rioris ac inferioris Silesiæ, Princeps Sueviæ, Marchio S.
Rom. Imp. Burgoviæ, Moraviæ, superioris atque in-
ferioris Lusatiæ, Comes Principalis Habsburgi, Tyro-
lis, Ferreti, Kyburgi, Görziæ, Landgravius Allatiæ,
Dominus Marchiæ, Slavoniæ, Portus Naonis & Sali-
narum, &c. Fatemur publicè tenore præsentium atque
notum facimus universis. Postea-quam secuto obitu nu-
per electi Romanorum Regis Ferdinandi IV. ac deinde
Cæs. Maj. Ferdinandi III. glorios. mem. Nos ex pro-
videntiæ divinæ per ordinariam electionem à Reverendiss.
& Illustr. Joanne Philippo Moguntino, Carolo Caspa-
ro Trevirensi, Maximiliano Henrico Colonienfi Archiepis-
copis, Joanne Georgio secundo Duce Saxonie, Julio,
Clivio & Montium, Burgravio Magdeburgi,
Carolo Ludovico Palatino Rheno, Duce Bavarie, nec
non nomine Illustr. Ferdinandi Mariæ utriusque Bavarie
ac Palatinus superioris Ducis, Comitis Palatini Rheno,
ac Friderici Wilhelmi Marchionis Brandenburgici, Bur-
gravii Norimbergensis, S. Rom. Imperii per Germa-
niam, Galliam ac Italian Archi-Cancellarii & respective
Archidapiferi, Archi-Mareschalli, Archi-Camerarii,
& Archi-Thesaurarii nostris dilectis Nepotibus & Prin-
cipibus Electoribus, eorumque Plenipotentiaris Lega-
tis Hermano Egone de Fursenberg, Heiligenberg &
Wertenberg ac Joanne Mauritio Principe Nassoviæ,
Comite Catimeloboci, Viandæ, ac Dietzli, Domino
in Beylstein, ad fastigium ac dignitatem Romanorum
Regis promoti ac evekti fuerimus : quam nos etiam
ad Dei laudem, & S. Rom. Imperii decus nec non totius
Christianitatis ac præcipue nationis Germanicæ publi-
cum salutem, acceptavimus, proinde ex liberâ clementi
voluntate iisdem dilectis nostris Nepotibus & Electori-
bus pro se, ac cæteris S. R. I. & Statibus per viam
pactorum sequentes articulos transigimus & promissimus
scilicet præsentium juxta tenorem.

I. Quod toto Regiminis nostri tempore Christiani-
tatem ac Sedem Romanam, summum Pontificem &
Christianam Ecclesiam, tanquam ejusdem Advocatus,
in bona ac fideli protectione & tutelâ conservabimus,
præterea ac præcipue in S. Rom. Imperio, pacem, Ju-

stitiam, & unitatem plantabimus, & ordinabimus, ANS
ur decenti modo ac forma pauperi sicut diviti, abique de J. C.
respectu personarum statuum, dignitatum, religio-
num, etiam in nostris, ac nostra Domus causis seu
1658. ipsius interesse concernentibus administratur, & juxta
Constitutiones Imperii, nec non privilegia, ac anti-
quas laudabiles consuetudines debet executioni man-
detur. Nihilominus quantum hunc & sequentem 19.
articulum præsentis obligationis s. & cum contra con-
cordata Principum, atque, antedicti tres Electores
Saxo, Brandenburgici ac Palatini declararunt, quod
in id, ubi sit mentio de sede Romanâ ac summo Ponti-
fice, sue Dilectiones pro se ac suæ religioni addictis non
consentiant, nec nos desuper obligent, neque primo-
dicta Advocata Paci Religiosæ ac Prophane nec non
Monasterio-Osnabrugicæ, præjudicare, aut opponi, sed
iisdem par protectio præstari debeat, prout nos dictis
tribus Electoribus tenore præsentium promittimus, ac
obligamus.

II. Auream Bullam cum Monasterio-Osnabrugico
Pacis Instrumento & inibi insertâ Extensione octavi Ele-
ctoratus, juxta tenorem ejusdem Pacem religionis ac
prophanam, unâ cum manutentione securitatis Pro-
vinciarum prout Augustæ 1555. in Dieta Imperiali con-
clusa, acceptata, meliorata, ac in subsecutis Recessibus
Imperii confirmata fuit, præcipue vero dictum
Monasterio-Osnabrugicum Instrumentum Pacis & No-
rimbergensem Executionis recessum, nec non signan-
ter ea quæ in proximè præteritâ dieta Ratisbonensi con-
clusa, ac id futuris dietis consilium æstimabitur seu
concludetur, æque, ac si præsentî Capitulationi ver-
botenûs inserta forent, firmiter & inviolabiliter obser-
vabimus, & contra ea neminem gravabimus, nec per-
mittimus, quicquam contra dicti Recessum Imperialis
de Anno 1555. insertum Executionis ordinem directè
vel indirectè attentari. Similiter quoque alias S. Rom.
Imp. constitutiones ac leges, in quantum dicto Augu-
stano Recessui de Anno 1555. ac Paci Monasteriensî
non contrariantur confirmabimus, renovabimus, eas-
que cum consilio & consensu nostrorum ac S. R. I. Ele-
ctorum aliorum Statuum, prout commoditas S.
R. I. quâvis occasione requirit, meliorabimus, &
omnes illos, qui contra dictum Instrumentum Pacis,
& inibi permissas religiones tanquam semper duraturum
vinculum inter caput ac membra, & eadem inter se,
quicquam scribent, vel typis evulgabunt (veluti ex quo
sente solum rebellionis, dissensionis, dissidentie ac
rixæ in Imperio concitantur) prout par est, puniemus :
scripta & impressa cassabimus, & tam contra auctores,
quàm Complices serio procedemus, omnesque contra
dictum instrumentum Pacis editas protestationes & con-
tradictiones quocunque censentur nomine, juxta teno-
rem ejusdem rejiciemus.

III. Nationem Germanicam quacunquē via, & S.
Rom. Imperium, ac Electores uti præcipua membra
juxta tenorem auzæ Bullæ art. 13. nec non & alios
Principes, Prælatos, Comites, Dominos ac Status
una cum immediata Imperii libera nobilitate, in suis
prærogativis, Ecclesiasticis ac secularibus dignitatibus,
Juribus, Jurisdictionibus, facultatibus, & authorita-
tibus, & alias quælibet in suo statu & bonis tuebimur
& relinqueamus sine ullo nostro aut alterius cujuscunque
præjudicio seu impedimento, neque sine præscitu aut
consensu Electorum, Principum, ac Statuum quen-
quam suo voto & sessione in Imperio, prout hæcenus
in Imperii collegiis habuit, suspendemus aut excludemus ;
Præterea ita una cum dicta Imperiali nobili-
tate sua regalia, Jurisdictiones, libertates, Privilegia,
hypotheccationes, Jura, & consuetudines, prout hæcenus
in usu habuere per terras & aquas, ad decentem
instantiam, sine ulla denegatione ac remora, in opti-
ma forma confirmabimus, ipsosque desuper uti electus
Romanorum Rex manutenebimus ac protegemus, &
nulli contrarium privilegium concedemus, & casu quo
ante, vel durante bello è contra concessa forent, quæ
in Instrumento Pacis ratificata aut approbata non fue-
rint, totaliter cassabimus ac annullabimus prout hisce
cassa-

ANS de J. C. 1658. cassamus & annullamus. Neque ullius Principis Electoris aut Status, comprehensa Imperiali nobilitate, subditos, Landfalsios, ac territoriales, seu alio Juremento obligatos, ad Territorium pertinentes, ab ipso Jure Jurisdictione, aut ratione Territorialis superioritatis ac alias in legitima observantia continuatis Scuris, decimis, ac aliis communibus oneribus & debitis, nec sub prætextu Domini feudalis nec alio quovis colore eximemus aut liberabimus, neque aliis id facere permittemus, minus ratificabimus nec consentiemus, quod status provinciarum dispositionem super iisdem scuris, aut illarum receptis seu expositis, computum recessibus cum exclusione Domini directi privative ad se trahant, vel in similibus aliisque causis, sine præfinito & consensu Principum seu Dominorum Territorii, conventus influant, vel contra nuperissimi recessus Imperialis expressam ordinationem ratione additamenti, cum quo cuiuslibet Electoris & Status Landfalsii ac subditi, pro conservandis, nisi alterive Imperii Status appertinentibus necessitatibus fortalitis locis, ac præfidiis, nec non sustentando nostro ac S. Rom. Imperii Judicio Spirenſi contrubere tenerent, indebito subterfugiant: Et casu quo ex Landfalsiis vel subditis non nemo, contra hoc seu alia præmissa, penes nos vel consilium nostrum aulicum vel jam dictum Tribunal Spirenſe, quicquam proponere aut querere auderet, curabimus ac observabimus, ne talis facile audiat, sed à limine iudicii ad suum Principem seu Dominum territorii pro debita paritione remittatur, prout omnes & singulos, ac alias contra Jus Tertii, usque dum ille sufficienter audiretur, antehac sub & obreptiti è impetrata privilegia & exemptiones una cum omnibus suis clausulis, declarationibus & confirmationibus, nec non pariter contra Imperii constitutiones, in consilio nostro Aulico & Judicio Spirenſi, contra Territorialem Principum superioritatem, sine requisita & audita ipsorum in scriptis informatione, emanatos processus, mandata & decreta, prævia summaria causa cognitione, pro nullis & invalidis declarabimus ac illa penitus cassabimus & revocabimus.

IV. Præcipue vero Duci Sabaudæ in persona legitimi sui procuratoris, promissam in Monasteriensi Instrumento Pacis Casareo-Gallice s. *Cæsarea Majestas*, Investituram Montisferrati sub ea forma & modo, quibus ap. mem. Ferdinando II. Imperatore, Duci Sabaudæ Victori Amadeo concessa fuerat, illico post susceptum nostrum Casareum Regimen sine ulla mora, & quam primum nos desuper cum decencia requisiti & interpellati fuerimus, S. Imp. constitutionibus ac iuribus feudaliibus conformiter, sine addenda ulla insolita generali aut speciali reservatoria, salvatoria, vel simili clausula una cum aliis, quæ in dicto Instrumento Pacis, & inibi confirmato Tractatu Cherasensi, Domui Sabaudæ utiliter ordinata & promissa sunt, extradi permittemus, & mediante nostro Casareo officio executive cooperabimur, ac neutrum præmissorum sub ullo colore, causa vel prætextu, signanter etiam Investituram Montisferrati, ob debitos à Rege Franciæ, & hæcenus Duci Mantuano nondum solutos 494000. coronatos, de quibus s. *ut autem omnium &c.* disponit, ac Domum Sabaudam desuper liberat, nullatenus differemus aut detinebimus: Præterea nostram Casaream auctoritatem penes Regem Hispaniarum efficaciter interponemus ut ipse Duci Sabaudæ urbem *Trini* indilate, plenè, ac sine diminutione restituit: Duci vero Mantuano ex Casareâ plenitudine potestatis quamprimum serio mandabimus, & per decencia media efficaciter compellemus, in aliquo præfixo brevi peremptorio Termine ad dimittendum omne exercitium Jurisdictionis ibidem ac in Montisferrato sitis domui Sabaudæ per Imperiales ac prævios Pacis Tractatus adjudicatis locis, ut Dux Sabaudæ sua ibidem ad ipsum spectante Jurisdictione decenter & quietè frui possit: prout non minus in id incumbemus, & per expeditionem seriorum penam mandatorum disponemus ne vel ipse Dux Mantuanus, ac posteri sui, nec ullus alius pro se aut ipso nonnine impoterum huic, quod ratione

Montisferrati, pro Domo Sabauda in sapedito Instrumento Pacis, ac presentinostra capitulatione continetur, ullo modo aut via in minimo contravenire aut contrarium quicquam attentare audeat. Pariter consentimus & confirmamus id quod Electorale Collegium nuper sub dato 4. Junii ad ipsum (Mantuani) ratione annullandi seu cassandi in præjudicium domus Sabaudæ, suscepti Cæsarei & S. Rom. Imperii Vicariatus ac Generalatus in Italia scripsit, eatenus, quod nos illius contextum firmiter servabimus, Duceſque Sabaudæ in suo Italici districtus competentem Vicariatus Jure ac Privilegiis decenter protegemus ac manu tenebimus.

V. Postquam etiam ab aliquo tempore contigit quod exterorum Potentium Principum ac Rerumpublicarum Legati, & quidem sub hoc prætextu, ac si dictæ Respublicæ pro coronatis capitibus, & sic Regibus æquales censi debeant, apud Casaream & Regias Aulas atque capellas, præcedentiam ante Legatos Electorales prætendant, Hoc impoterum nullatenus permittemus: Si vero accidat, quod legitime Titulorum & coronatorum regentium exterorum Regum, ac Regiarum Viduarum seu Pupillorum (quibus regimen, quamprimum convenientem adepti fuerint ætatem, competit, ac interea tutelæ vel curatelæ subſunt) Legati simul adefſent, ex tunc Electoralibus Legatis præcedent, illos autem Electorales Legati, ante omnium aliarum rerumpublicarum Legatos nec non ante Principes personaliter præſentes, sine discrimine, immediate subsequenter, quicquid etiam antehac per decreta & signanter Anno 1636. vel aliis actum aut ordinatum fuit, impoterum abrogatum ac invalidum eſſo: Prout quoque ad præcavendas omnigenas similitates, & exinde resultant periculosas distinctiones nullatenus permittemus, quod exterorum Regum ac Rerumpublicarum Legati, siue apud aulam nostram, siue apud Imperiales Deputationes, Collegiales, aut alios publicos conventus, cum armatis equitibus, aut pedestribus custodiis in plateis aut viis incedant aut compareant nec quod ullus Legatus exterus publicè vel occultè, in negotia Imperii, quæ suos Principales non attinent, sed coram Electoribus, Principibus, ac Status unicè petraſtanda sunt, se immisceat. Etiam in reliquo providebimus, ut Electoribus ab antiquo continuata & aliis competens dignitas ac prerogativa conſervetur, nec e contra per quoscunque exterorum Regum ac Rerumpublicarum Legatos apud nostram Casaream & Regiam Aulam, vel ubicunque alias contingere poſſet in præjudiciale aut novi quid attentetur, aut permittatur: Sic etiam in Casareâ, Regiisque coronationibus & aliis Imperii solennitatibus, immediatis S. Rom. Im. Comitibus ac Dominis, qui in Imperio sessionem ac votum habent, ante alios nationales, & exteros Comites ac Dominos, nec non Casareos Camerarios & Conſiliarios, & quidem immediate post Principes, in quorum collegio ipsi dicto voto ac sessione gaudent, incedant, idque meritò ipsis, prout in consultationibus, oneribus, & incommotis, sic etiam talibus actibus solemnibus proximior penes Principes locus & præcedentia maneat, ac similiter extra hujusmodi festivitates Imperiales, in aula Casareâ, cum iisdem, qui actu sunt in servitio aulico, observabitur.

VI. Concedimus quoque, ut septem Electores interdum, juxta auream Bullam, ac pro re nata seu statu Imperii urgente, pro ipsorum necessitatibus, & quando gravatiorum incumbentiam haberent, convenire valeant, pro deliberando & consulendo, quod ipsum non impediemus, nec prohibebimus, minus ideo ulla disgratiam aut rancorem contra ipsos conjunctim vel divisim hauriemus seu concipiemus, sed in eo, aliisque punctis aureæ Bullæ conformiter nos geremus cum clementia ac sine improprio, prout quoque Electorum communes, & speciales Rhenanas confederationes, utpotè quod ambæ antehac cum ratificatione & approbatione Antecessorum Casarum honestè initæ, tam in hoc, quam in aliis inibi contentis punctis, & quod desuper ulterius DD. Electores universaliter ac invicem pro con-

ANS
de J. C.
1658.

ANS fulte invenient & concordabunt, etiam ex nostra parte
de J. C. approbabimus & confirmabimus. Præterea aliis Impe-
1658. rii & Circulorum Statibus liberum esto, quocumque
necessitas, aut ipsorum Interesse postulat, circulariter
aut collegialiter, citra cujusvis impedimentum, convenire,
& ipsorum incumbencias deliberare, prout porro antehac
inter ipsos circulos, juxta Constitutiones Imperii initas
uniones, nec non signanter inter Electores, Principes
ac Status erectas perpetuas confratras approbamus &
confirmamus.

VII. Omnes vero indecentes, odiosasque colligationes,
fœdera, & conventiones Landaslorum, subditorum,
populique communis, ac aliorum, cujusvis status
aut dignitatis fuerint, similiter resistencias, rebelliones,
ac inconvenientes violentias, quæ contra Electores,
Principes, & alios (immediatam Imperii nobilitatem
comprehendendo) attentantur, aut imposterum fient,
cassabimus, abrogabimus, & cum Electorum,
Principum, ac aliorum statuum consilio & ope providebimus,
ut illa in posterum, prout decens ac iustum est,
prohibeantur; nullatenus vero ad ea, per concessionem
immaturosum processum aut precipitantiam, an-
sa præbeantur: quemadmodum etiam Electoribus,
Principibus & Statibus permillum esto, juxta
Imperii constitutiones in suis continuatis & com-
petentibus principalibus Juribus, se ipsos, & cum
assistentia vicinorum statuum contra suos subditos
manuteneant, & illos ad obedientiam redigere: si
vero controversiæ desuper coram Iudice juridicè sint
deductæ, quamprimum eadem expediri & decidi
debent.

VIII. Cùm etiam ex conniventia quondam Antecessorum
Romanorum Regum ac Caesarum, per nonnullos
exteros à S. Rom. Imp. Jurisdictione se exim-
entes Principes ac Potentes, super immediatis ac
mediatis Urbibus atque Statibus antiquitus concessis,
vel à se susceptis aut aliàs usurpatis protectionis
litteris, quarum tenore ipsi interdum etiam contra
propriis Territoriis Dominos in civilibus & criminalibus,
adversus S. Rom. Imp. constitutiones repugnanter,
uti sunt, & non modicæ prolixitates ac disturbia
contra Pacem communem inde orta sint, per quæ
S. R. I. Jurisdictioni, autoritas, ac superioritas
notanter debilitata, & eaque subtractis
spectabilibus membris penitus interversa fuit:
Hinc pro avertendis prædictis periculis &
communi Tranquillitati S. Rom. Imp. dam-
niosis dissensionibus ac dissensionibus, similia
protectoria super mediatis urbibus, ac provinciis,
Magnatibus ac Potentibus, qui nostro & S. Rom.
Imp. Jurisdictioni (ut dictum) non subsunt, non
modo non concedemus, nec illa impetrari aut
recipi permittemus, neque eadem quæ ab Antecessoribus
Romanorum Imperatoribus in alio rerum ac
temporum statu & consideratione concessa, ac
a mediatis Statibus recepta fuerunt, per
rescripta, vel alio modo confirmabimus, sed
potius curabimus, ut mediante nostra Inter-
positione, vel aliis permissis mediis ac viis,
supradicta priorum Caesarum concessa vel
recepta protectoria renuncientur & cassentur,
vel saltem intra limites primarum
Caesarearum aut regiarum concessionum, si
præ manibus adhuc sint, absque ulla
ulteriori extensione seu interpretatione
reducantur ita ut unus quisque
imposterum in nostra & S. Rom. Imp. solâ
protectione ac defensione maneat, ac
Electores, Principes & Status S. Rom. Imp.
una cum immediata ejusdem nobilitate, &
undeque appertinentibus subditis, sine
imploratione exteræ potentis seu
assistentis, in æquali protectione ac
administratione iustitiæ tam quoad
religionis quam prophanas causas,
Imperii constitutionibus, & Cameralis
Tribunalis ordinationibus nec non
Monasteriis & Obisburgensi Pacis
Instrumento, desuperque fundatis
Executivis Edictis, arctiori modo
exequendi ac Norimbergensi
Executioni nec non nupero
Imperii Recessui conformiter
conserventur, & e contra
aliquando tentati abusus ac
inter illos ex præsentia
Brabantina Bulla in
diversorum Electorum,
Principum, ac Statuum
notabile præjudicium
deducti Evoca-

ANS torii processus totaliter cassentur atque etiam de Anno
1594. in celebrata tunc dieta conclusum sententium de J. C.
1658. executioni detur, & per dictam Brabantinam Bullam
gravatis Statibus, necessitate ita requirente, per
jurisdictionis, efficacem remedium præstetur: Prout
quoque decem unite Imperii civitates Allatiæ, extra
Ius Præfecturæ provincialis, vigore Instrumenti Pacis,
sub S. Rom. Imperio, sicut alii statui immediati,
incorporatæ maneat. Postquam vero nonnulli
immediati Principatus, Episcopatus, Comitatus ac
Dominia, sine ullo jure vel titulo, per
exterarum nationes prædictis, quatuordecim,
ac aliis bellicis incommodis summo periculo
graventur, & idcirco Pace tam pretiosæ
acquiita in nullo gaudere valeant, ac Imperio
subtrahantur, & quasi ad mediatos
reducantur Status: Hinc promittimus non
modo per sedulam interpositionem illa
curare abrogari, sed etiam vigore
constitutionum Imperialium providebimus,
ut dictis immediatis Ecclesiis, Comitatus,
ac Dominiis efficaciter assilatur, ut in
sua immediate omnia maneat; In quibus
omnibus Nos Electores, Principes, ac
Status, similiter Imperialis nobilitas,
una cum omnibus vasallis ac subditis
pro possibili defendemus, manutenebimus,
& e contra nullatenus molestari permittimus.

IX. Cumque in facto animadversum sit, quod
exteri Potentes in negotiis Imperii ac
signanter controversiis, quæ inter
Status Imperii, ac suos subditos
pendent, sub prætextu fœderis
Hansatici, vel alio simili, se
immiscuant, iavicem concurrant,
& ipsorum incumbencias
deliberent, atque etiam inter
illos antiquas erectas uniones
conferant ac approbent: Instrumentum
vero Pacis solum Electoribus,
Principibus, & Statibus
confederationibus & ligas (sub
quibus hæ præcipue continentur,
quæ in commodum Imperii,
& communis Provinciae
defensionem, ac magis
expeditam executionem
circuli cujuslibet incumben-
tium erectæ sunt:) permittat;
subditis vero similia non
concedat, sed ipsorum
desuper obtentia privilegia
& Indulta cassat & revocat:
Idcirco non solum per
litteras dehortatorias
hujusmodi longius
prospicienti attentato
obviabimus, & nullatenus
permittimus, quod contra
auream Bullam, Instrumentum
Pacis ac Imperii constitutiones,
ulli mediati subditi cum
exteris potentibus ac
rebus publicis, vel aliis
Imperii Statibus, eorumque
provincialibus atque
subditis ulla confederationes,
protectiones, seu garantias
sub quoque prætextu vel
colore ineant aut erigant,
& si quid contra
attentatum foret indilate,
salva tamen in præmisso
art. 8. mentionata
restrictiva abrogabimus,
sed & in contrariis
contravenientes, præsertim
illos, qui adversus suos
Territorii Dominos, ad
exterarum potentias
recurrunt, ipsarumque
auxilia, indigenatum, ac
protectionem realiter
impetrant, recipiunt,
utuntur, in iis constanter
manent, ac talibus
indecentibus attentatis,
prævia admonitione,
non renunciant, vigore
Jurium & Imperialium
constitutionum, severe
procedemus, & necessitate
id exigente, ocularia facta
& invasiones, per debita
media constitutionibus
Imperii conformiter
avertemus.

X. Neque nos pro nobis
tanquam electus Romano-
rum Rex, in negotiis
Imperii ullam confederationem
aut unionem cum
exteris nationibus
neque alias in
Imperio faciemus,
nisi prius
Electorum, Principum
ac Statuum
consensum ad id
impetraverimus; quod
si verò publica
salus & utilitas
majorem festinationem
requireret, ex
tunc septem
Electorum
collegialem
consensum
oportunitate
tempore ac
locis, & quidem
in conventu
collegiali, &
non per
separatas
declarationes,
donec ad
communem
Imperii
conventum
perveniri
possit, prout
in aliis S. Imperii
securitatem
concernentibus
negociis, ita
& in hoc
obtinemus:
Si præterea
imposterum
nostrorum
hereditarium
provinciarum
nomine, ulla
fœdera
inibimus,
hoc non
aliter, quam
sine damno
Imperii &
juxta
Instrumentum
Pacis fiet.

XI. Quidquid etiam
hactenus alicui
Electori,
Prin-

Principi, Prælati, Comiti, Domino, ac aliis, vel ANS eorum antenatis, seu prædecessoribus, Ellesiis aut de J. C. secularis Status, abque Jure, de facto ablatum, vel 1658. coacte inualum, aut juxta tenorem Pacis Monasterio-Olinaburgicæ, Executivi Edicti, actionis modi exequendi, ac Norimbergensis Recessus Executionis, restitutioni reliquum est, adhuc prædinetur pro æquitate ad sua unumquemque, contra quosvis sine discrimine religionis adjuvabimus, & si nos quoque vigore jam dictæ Pacis, nec non Norimbergensis ac alias publicarum Edictorum, & actionis modi exequendi restituere quicquam tenemur cuius quæprimū & absque ulla denegatione plenarie restituemus, in eoque, quantum Juris habebit, protegemus sine ullo impedimento, mora & negligentia.

XII. Porro & signanter de S. Rom. Imperio & ejus appetentiis non solum sine præficto & consensu dictorum Electorum Collegiali nihil donabimus, hypothecabimus, oppignorabimus aut alia quavis via alienabimus seu gravabimus, sed summo opere laborabimus, omnemque curam ac studium impendimus, omnia ea, quæ inde decesserunt, utpote caduci Principatus Dominia, & alia etiam confiscata, seu non confiscata bona, quæ in exterarum nationum manus, indecenti modo accreverunt, quæprimū recuperentur, & reappropriata maneant, non minus *reintegrationem circulatorum Imperii* promovebimus, præcipue vero quia innotuit, quod aliqua magni momenti ad Imperium spectantia dominia ac feuda in Italia, & alibi, vendita fuerint, particularem inquisitionem desuper instituemus, qualiter istæ alienationes constitutæ sint, ac informationes ea præter habitas ad Electorem Moguntinam Cancellariam, ut in reliquorum Electorum notitiam deveniant infra annum a suscepto nostro regimine, infallibiliter transmittimus & in his omnibus cum consilio, ope, atque assensu septem Electorum vel pro re nata etiam aliorum Principum ac Statuum peragemus, quod per nos ac ipsos pro consilio, commodo & bono viliū atque consensum fuerit. Quia etiam Equeltri Joannitarum ordini in & extra Imperium, signanter in ultimo Bello Hollandico plurima bona subtracta & hæcenus detenta fuere; curabimus per amica media ipsorum restitutionem promovere, & casu quo nos ipsi vel nostri aliquid ad S. Rom. Imperium spectans & non instar feudi nec alio legitimo titulo acquisivimus id ipsum vi præficti Joannici eidem Imperio, sine mora, ad requisitionem Electorum, restituemus. Id vero, quod Ferdinandus Carolus Archidux Austriæ propter provincias Asiaticas præterdit, in proximâ diata separatim restituemus.

XIII. Pariter tempore dicti nostri regiminis cum vicinis & collimantibus Christianis Principibus pacem colemus, neque lites, dissidia aut bella in, vel extra Imperium, illius causâ, sub ullo quovis prætextu, sine Electorum, Principum ac Statuum, vel saltem Electorum præficto consilio atque consensu, incipiemus, nec absque prædicto consensu, ullum exercitum in Imperium deduci permittemus. Præcipue vero ea, quæ Olinaburgi ac Monasterii inter Antecessorem nostrum ad S. Rom. Imperium, nec non Electores Principes & Status ex una: & alios pacificentes ex altera partibus tractata & conclusa fuere, inviolabiliter observabimus, & è contra nec per nos, nec per alios quicquam faciemus attentari, unde hæc universalis Christiana ac perpetuo duratura Pax & vera sinceraque amicitia debilitari aut rumpi possit, proinde in majus robur dictæ Pacis, Coronæ Gallicæ præsentibus ac futuris exteris hostibus, sub ullo colore aut prætextu, vel sub quavis controversia aut belli causâ contra dictam coronam nulla arma, opes, milites, commeatu aut alia proficua subministrabimus, neque ullis militibus, qui contra Pacem Olinaburgi-Monasteriensi additos ab alio ducerentur hospiti, hyberna, aut transitu permittemus, prout reciproce Corona Gallica in sæpe facta Pace Westphalica ad prædicta omnia erga nos, & S. Rom. Imp. ac Electores, Principes & Status pari modo obligatur, sique nos etiam, in quantum Circulum Burgundi-

cum & bellum in eo tunc tempore initæ pacis, exillens ANS ac adhuc durans concernit, dictæ Westphalicæ Paci de J. C. nos conformiter geremus: Si quoque ab uno alterove Statu Imperii, vel exteris Regentibus simile quid tentaretur & exteri milites in, vel per Imperium, ad quemcunque spectent sub quocunque prætextu aut colore ducerentur, serio abrogabimus, vimque vi repellimus, & offensis Statibus Cæsareo nostro auxilio ac defensione efficaciter succurremus, juxtaque Constitutiones Imperii & Executionis ordinem assitemus, ubi vero nos ratione Imperii, vel ipsum imperium bello assiliremur, ex tunc cujusvis auxilio uti valebimus, ita tamen, ut durante simili bello nec alias in Electorum Principum ac Statuum Provinciis & Territoriis nulla nova fortalitia extruemus, nec antiqua renovabimus, multo minus aliis hoc permittemus, nec ullum Statum hybernitis aliter ac constitutiones Imperii præscribunt, onerabimus.

XIV. Ne dilecta Patria Nationis Germanicæ, vel nos ipsi in novas implicemur tricas, nullatenus nos immiscebimus in bella, quæ in Italia & circulo Burgundico nunc geruntur, nec pro nobis uti Imperator, nec ratione nostræ Domus, contra coronam Gallicæ ipsius confederatos in dicta Italia atque circulo Burgundico nec sub ulla controversiæ aut belli causâ opem militibus, pecunia, armis aut aliis mittimus, neque ullo alio modo promotionem aut assistentiam dabimus, ea tamen conditione, ut vice versa corona Gallicæ ipsiusque confederati, pari modo neque nostris; Imperii, aut Domus nostræ Germanicæ vel cujusvis Electoris, Principis aut Status conjunctis vel separatim Hostibus nullum auxilium militibus, pecunia, armis, aliisve mediis assistentiam aut promotionem sub quavis via, aut modo præstet: Idque totaliter, quod ab Coronam Gallicam ipsiusque confederatorum in hoc & antecedenti articulo 13. continetur de nostris, Imperii, ac nostræ Domus Germanicæ vel cujusvis Electoris, Principis aut Status confederatis non minus, quàm de nobis ipsis, Imperio nostræ Domo Germanicæ, Electoribus, Principibus ac Statibus simul, vel separatim intelligatur, ita ut omnia ac singula præmissa reciproce & æqualiter observentur, hac tamen ulteriori declaratione, casu quo unus aut alter Elector Princeps, & Status Imperii, ab aliquo hostiliter impetretur, & corona Gallica seu ejus confederati taliter impetito Electore, Principe aut Statu in auxilium imploraretur, ex tunc dictæ Coronæ Gallicæ, ejusque confederatis talem assistentiam præstandi, ac tali Electori Principi & Statui vigore competentis & in Instrumento Pacis confirmati Juris fœderis utendi, liberum ac neutiquam damnosum esse debeat. Quo vero S. Imperium in constanti Pacis statu securum maneat, curabimus illico post assumptionem nostri Cæsarei regiminis antè omnia ut inter ambas maxime in Imperii circulis ac patrimonii militantes coronas, Tractatus Pacis in Germania realiter instituantur, suisque regnis & subditis ac Reipublicæ Christianæ, totique Imperio, mediante divina gratia, tranquillitas concludatur: pari modo etiam Polonicæ Pacis tractatus indilate ad debitum finem promoveantur.

XV. Electores, Principes, Prælatos, Comites, Dominos, aliosque Imperii Status, uti & immediatam Nobilitatem, nullatenus violentabimus, nec ab aliis fieri permittemus: sed si nos, vel quisvis alius, ad ipsos communiter, aut ipsorum unum separatim aliquid prætendamus, vel actionem habereamus, id ipsum conjunctim aut divisim, pro evitandis tumultibus, dissensionibus, & aliis gravioribus, in S. Rom. Imperio, paceque ac unionem conservanda, ad ordinarium Tribunal, juxta tenorem Imperialium Constitutionum, Cameralis Judicii, & executionis ordinis, nuperque Pacis Monasterio-Olinaburgicæ, & Norimbergæ desuper erectorum Edictorum & Terminis Juris ac audientie remitemus, neque ullatenus concedemus, ut in his aliisque causis sub quovis colore aut prætextu ille intenteatur, in quibus ordinario Juri se paratos supponunt, per spolia, depredationes, incendia, arresta;

ANS bella, novas exactiones & contributiones, vel alio modo de J. C. damnificentur, aut molestantur.

1658.

XVI. Pollicemur ac promittimus itidem, si in futurum prævio septem Electorum consilio, & subsecuto consensu, necessitas exigeret, quod pro defensione Imperii exercitum conscribere, eundem sine Electorum, Principum ac Statuum præscitu & consensu extra Romanum imperium non ducemus, sed pro illius defensione ac tuitione laeorum Statuum applicabimus. Ac ne Romanum Imperium quod præteritis bellis militum numero valde decrevit, ulterius per externas conscriptiones denudetur ac orbem reddatur, desuper in proximis comitiis Imperialibus providebitur, cujus futuri conclusi executionem serio curabimus: Si porro à nobis, vel aliis aliquæ cohortes in Imperio, vel in nostris hereditariis regnis pro exterorum Principum servicio conscribantur, providebimus ne Electores, Principes, & Status Imperii, una cum omnibus ipsorum subditis, in simili conscriptione, transitu, hospitio, armis lustris vel alias quovis modo, contra constitutiones Imperii, Instrumentum Pacis ac signanter Receffum Imperialem de anno 1570. graventur, nec è contra à nobis aut aliis procedatur: neque ulli statui Imperiali, vel incolis prohibetur apud externos servitia militaria suscipere, dummodo non contra Imperium aut ejus membrum illa dirigantur.

XVII. Pariter Electores, aliosque S. Imp. Status, Comitibus, Cancellariæ & itinerum pecuniis, impositionibus, & contributionibus absque necessitate non onerabimus: Hi vero Electores ac Status, qui vigore Instrumenti Pacis, certas provincias dimittere, ac pro illis alias assumere debuerunt, ad nullam novam Cancellariæ aut investituræ Taxam, pro receptis Ducatibus, Principatibus ac provinciis hæc vice teneantur, aut quovis modo obligentur. Nosque in permixtis indilatæ necessitatis casibus impositiones contributionum non aliter, quam juxta continentiam dicti Instrumenti Pacis formatas publicabimus. Neque comitia extra Imperium nationis Germanicæ, aut antequam ad ea septem Electorum consensum per speciales Legatos impetruverimus, & tam ratione temporis ac loci cum illis concordaverimus, vel si ipsimet ob necessitates Imperii nos desuper humiliter commonefacere, indicemus, & placitatas à Statibus Imperii contributiones atque auxilia ad nullum alium finem, quam uti assensum fuit, aliaque Imperii onera applicabimus, neque ulli suam quotam in placitatis Imperii contributionibus; cæteris in præjudicium, condonabimus vel minuemus, minus permittemus, quod quicumque Status Imperii ab exteris eximatur.

XVIII. Porro Electores, Principes, Prælatos, Comites, Dominos, & alios Imperii Status, nec non immediatam nobilitatem, omnesque ipsorum subditos in Imperio, ad Juridicas seu amicales audientias extra limites Germaniæ, & à suis ordinariis Judicibus non evocabimus, neque compellemus, aut citabimus, sed ipsos omnes ac singulos præcipue in Imperio, vigore Aureæ Bullæ, Imperialium & Cameralis Judicii ordinationum, aliarumque legum, signanter etiam quemlibet in sua immediate, privilegiis de non appellando & evocando apud primam Instantiam, & ordinarios immediatos Judices, cum cassatione & annulatione omnium hucusque è contra fractarum contraventionum, emanatorum Rescriptorum, inhibitionum ac Mandatorum, aliarumque ordinationum, relinquemus, & nullatenus gravabimus, multo minus per consilium nostrum Aulicum, aut Cameram Imperialem præjudicari patiemur. Cum etiam Electores, Principes, & Status à longo tempore tam contra Cæsareum aulicum Judicium Rothwellense, quam Weingartense aliaque provincialia Sæviæ, diversimoda gravamina in præcedentibus diversis Imperii conventibus proposuerint, & conquesti sint, ideoque etiam in Pacis Instrumento pro iis abolendis, mentio seu ansa data fuerit: qua de re interea, & donec hujusmodi Statuum gravaminibus efficacia adhibeantur remedia, atque de abolitione prædictorum Aulici ac Provincialium Judiciorum in proximis comitiis

certiquid statuatur, curabimus infallibiliter, ut hæc-tenus contra antiquas eorundem Judiciorum ordinationes de J. C. extensi casus abrogentur, & insuper reperti excessus & abusus, pro quorum informatione desinteressatos Imperii Status qui imprimis deputabimus, cassentur tempestive, atque Electores, Principes & Status in suis è contra obtentis exemptionibus, Privilegiis (non attento quod prætenduntur esse cassata) manuteneantur ac prætereà cuilibet gravato liberum esto, à sæpe dictis Aulico & provincialibus judiciis vel ad aulam Cæsaream, vel Tribunal Spirense, absque ulla nostra contradictione & impedimento, appellandi, quocunque demum eventu Electorum eorumque subditorum & aliorum exemptiones à prædicto Rotwellensi, aliisque judiciis, in suo valore conservabimus, nec è contra eos turbari aut gravari permittemus. Quia etiam immotui quod in causis, supremæ Territorialis Jurisdictionis & Regalium, inspecie Juris collectarum, sequele ac similibus diversimodè ad nudam Instantiam subditorum, antequam Electores, Principes, ac Status desuper debite audiantur mandata cum & sine clausula decernantur, quare ordinabimus ut in similibus causis ultimo Imperii recessu conformiter, Interfati Electores Principes & Status ante omnia audiantur; quo omisso ipsis licitum ac liberum esto, hujusmodi mandatis nullam præstandi paritionem.

XIX. Quia etiam contra concordata Principum, & Pacta inita inter Ecclesiam, summum Pontificem ac Sedem Romanam & Nationem Germanicam, informibus gratis, Rescriptis, Annatis Episcopatum ex multiplicitate atque extensione officiorum Romanæ Curie, nec non reservationum, dispensationum, ac resignationum Præbendarum, Prælaturarum, dignitatum, & officiorum, quæ alias per obitum ad Curiam Romanam non devolvuntur, sed semper quocunque etiam mense vacant, Archi & Episcopis, Capitulis aliisque Collatoribus competunt conferenda, prout non minus per Coadjutorias Prælaturarum electivarum & præbendarum vel aliis viis, in detrimentum Episcoporum, Clerici, & aliorum contra data privilegia, & in præjudicium quoque Juris patronatus, ac Patronorum, in dies ac indefinenter agatur publice, & idcirco illicitæ societates & contractus vel fœdera, prout informamur, erectæ sint: id omne cum consilio Electorum, principum, ac Statuum, apud summum Pontificem & Sedem Romanam diverti & præcaveri curabimus, utque dicta Concordata principum, Pacta inita, & Privilegia ac libertates conserventur, manuteneantur, itique firmiter insilendo parcat, ita tamen ut gravamina inibi reperta ac abusus irrepti, vigore tractatus Augustani de Anno 1530. in comitiis abrogentur, & in posterum similia absque consensu Electorum non admittantur: Pariter in aliquibus locis in vestros abusus, per quos causæ Civiles à suis Tribunalibus ordinariis in Imperio, ad Nuncios Apostolicos, vel planè ad curiam Romanam trahuntur, tollemus, annullabimus, & serio prohibebimus, nostrisque Cæsareis Fiscalibus tam penes consilium nostrum Aulicum quam Tribunal Spirense injungemus ut æquè contra Partes, quàm Advocatos, Procuratores & Notarios qui in posterum simile quid tentabunt, & in iis quovis modo laborabunt, debita querelâ ex officio procedant, ut quantocius Transgressores condignè puniantur; idque in quantum hunc articulum concernit, Nostris dilectis cognatis & Electoribus Saxonie, Brandenburgico ac Palatino illorumque religionibus addictis Principibus & Statibus, similiter Immediatæ nobilitati ac omnium istorum subditis Augustanæ confessionis, comprehensis reformatis qui sub catholicis Ecclesiasticis ac secularibus superioribus habitantæ Landallsijs, nec non religionis & prophane nuperæque Monasterio-Ofnaburgicæ Paci, ejusque annexis ut dictum sine præjudicio, consequentia ac damno.

XX. Ita quoque magnas Societates & Mercatores, aliosque, qui suis pecuniis pro libitu & cum usuris, & illicitis ante emptionibus nec non Monopolijs multa incommoda S. Rom. Imperio ac ejus incolis & sub-

ANS
de J. C.
1658.

ANS subditis notabilia damna, præjudicia & gravamina intulerunt, & adhuc indices inferunt: cum consilio Electorum Principum ac Statuum, prout & antea hac qualiter iis obviam iri debeat consultatum, sed hucusque executioni datum non fuit, planè abrogabimus, nullique ulla monopoliorum privilegia concedemus, sed obtemperaturi constitutionibus Imperii contraria cassabimus, & revocabimus. Cum etiam querelæ accesserint, quod in circulo Burgundico inferiori & aliis vicinis Imperii provinciis ibidem quondam prohibita mercimonia, exteræ manufacturæ, atque pannorum lanceorum, & aliarum legitimarum mercium etiam ad imperium ejusque membra extendi velint, quod ipsum cum tenori & contextui Recessus Imperialis de anno 1548. ac libertati commerciorum contrarium sit, ideo eadem abrogabimus, aut in contrarium eventum providebimus, ne istæ ac similes merces ex dicto circulo in Imperium admittantur.

XXI. Nullum præterea telonii Jus, cum Natio Germanica & S. Rom. Imp. terræ aquæque summopere iis gravata sint (exceptis ante hac à majori parte Electoralis Collegii expeditis telonii concessionibus, prorogationibus, ac perpetuationibus, una cum conclusis per Cæsarem Aulicam Cancellariam, vel à Collegio Electorali, ibidem tamen ob intervenientem S. Cæs. Maj. obitum aliæque impedimenta hæcenus non expeditis sententis ac respectivè litteris consensibus & diplomatis) de novo concedemus, neque antiqua accresci seu prorogari faciemus, neque pro nobis erigemus, accrescemus aut prorogabimus, nisi vicini ac Interessati Status prius desuper auditi, & ipsorum in debitam considerationem trahendum sentimentum suscepit fuerit, ac deinceps omnium & singulorum septem Electorum scitis, consensibus atque collegiale consilium unanimi conclusio ea conditione in his punctis præcesserit, ut ne quidem unius Electoris contradiçtio & dissensus appareat, sed omnia & singula illius Collegii vota concordent, prout in hoc casu majora nullatenus attendemus & sine prævis unanimibus nil decernemus, ac supplicantes cum suo petito totaliter dimitemus, imò omnes, qui pro novi telonii erectione, terra, aut aqua, vel pro antiquorum accremento, aut illius prorogatione supplicabunt, ad collegialem conventum remittentur, ac una cum Electorali Collegio collimabimus, ut per novi telonii concessionem, alii Electores, Principes ac Status in suis antiquis teloniorum redditibus nullas diminutiones, præjudicia aut damna patiantur. Cum vero accidat, quod vocabulo telonii interdum non utantur, sed sub abusu ac prætextu deposituræ aut itapulæ vel alias de ascendentibus ac descendentibus navibus ac mercibus tantumdem ac verum telonium exigant, sicque commerciis ac navigationibus per indebitas & coactas in & exoneraciones frumentorum aliarumque mercium, ingentia damna, gravamina, ac impedimenta inferant & causent: Hinc illa omnia & singula tam durantibus bellis, quam antea in cunctis fluminibus ac navigatoriis aquis Imperii sine discrimine noviter præsentia attentata, & sine ordinato consensu Electoralis Collegii obtemperantes concessionem vel alias in uno alterove loco suppositæ usurpationes, sub quovis colore aut nomine obtentæ forent, vel auctoritate propriâ introductæ, sint nullæ ac invalidæ, quales etiam à nobis nemini cuiuscunque dignitatis & status fuerit, absque prædicti Electoralis Collegii consensu ac permissione concedentur, & unicoque Electorum, qui se desuper gravatum sentiat, liberum esto, pro avertendo tali gravamine, ut ut poterit, se ipsum adjuvare: Attamen per hoc istis privilegiis, quæ Electores, Principes & Status, cum immediatæ nobilitate à defunctis Romanorum Regibus aut Imperatoribus illo tempore, quo Electorum consensum per pacta & Capitulationes, adhuc introductæ & necessariae non erant, legitime obtenta, vel alias pacifice observatum, nil præjudicatum aut derogatum esto; sed à nobis ad decentem requisitionem, virtute prædicti tertii articuli confirmabuntur, & Status sine cuiusquam præjudicio in iis relinquantur, omnia vero illegitima telonia, itapulas, ac deposituras, eorumque abusus qui

irrepererint, statim à susceptione nostri Cæsarei regiminis cassamus & abrogamus, neque ulla illorum impoliterum concedemus, nisi fiant ex unanimi consensu collegiali septem Electorum. Casu quo etiam unus aut plures cuiuscunque status aut gradus fuerint, novum quoddam telonium aut antiqui accrementum seu prorogationem in suis Electoribus, Principibus, Comitibus, Dominis seu Territoriis, terra aut aqua in ascensu vel descensu pro se ipsi extra nostrorum Antecessorum & Electoralis Collegii assensum, instituunt aut impoverunt, vel in futurum sine nostro & prædicto unanimi omnium ac singulorum septem Electorum Collegiali consensu, concessis gratis instituere aut imponere tentaverint, illud & illa, quamprimum nobis innoverit, vel aliorum informationem desuper receperimus statim per mandata sine clausula, aliæque necessaria Juris media, atque alias omni possibili via insuper avertemus, & quidquid aliter attentatum fuerit, totaliter revocando cassabimus; nec permittemus quod in posterum quicquam de facto, propria auctoritate nova telonia erigat, pro se accrescat, vel illius uti & recipere audeat.

XXII. Cum præterea multiplices querelæ innouerint, quod diversæ immediatæ Imperii, ac aliæ immediatæ civitates hactenus planè noviter auctæ sint, prout adhuc de facto per arrecta alia in S. Rom. Imp. prohibita coactiva media sub portis vel aliis locis in & extra urbes, advenientes ac discedentes seu transeuntes merces, frumenta, vina, salia, animalia, cæteraque certis impositionibus sub vocabulo accisiorum, deposituræ pecuniæ campforæ, Stationis seu Juris fori, portarum, pontium, viarum, mercatoræ, ararii, platearum, nummorum centenariorum, aliorumque similium, aggravant, quæ omnia in effectu ac consequentia nil aliud quam nova telonia important; imò sapissime altius ascendunt, vicinisque Electoribus, Principibus, ac Statibus, eorumque provinciis, subditis, & vasallis, nec non Mercatoribus non modica damna & incommoda inferunt, ac libertati commerciorum per terram, aquamque è diametro obstitunt, illico post susceptum nostrum Cæsareum regimen desuper certam informationem hauriemus, & in quo talia illicita gravamina & abusus consistant, à vicinioribus Electoribus, Principibus, atque Statibus relationem præstolabimur, eaque ex tunc indilate ubivis locorum abrogabimus & revocabimus, contra Transgressores rigore procedendo, pariter nostris Cæsareis Fiscalis mandabimus, ut serio contra ipsos procedant: Præter hoc cuius Electori, Principi, & Statui, uti quoque nobilitati immediatæ permillum sit, se atque suos à talibus gravaminibus, prout supra art. 21. mentionatum, ut ut poterunt, liberandi & eximendi; immediatis tam Civitatibus, ut suos concives de consumptibilibus, sine præjudicio, damno & mixtura exterorum, in aliquo onerent ac signanter non ultra id, quam quod ante bellicos motus in legitimo exercicio, ac observantia habuerunt.

XXIII. Pariter volumus ut ii status, quibus à nostris Antecessoribus Romanorum Imperatoribus, cum consensu Electorum, hac reservatione, vel nova telonia concessa, vel antiqua aucta seu prorogata fuere, ut dictos Electores, ipsorum subditos, servos familiares, aliasque exemptas personas, eorumque bona talibus novis, auctis, aut prorogatis teloniis non gravent, sed in omnibus locis suorum Principatum ac provinciarum cum suis bonis & mercibus libere transire as-vel descendere permittant, aliasque ratione aucti telonii, certo permisso modo se comportent, ac desuper mediantē speciali Reverfali erga Electores efficaciter obligent: Qui vero huiusmodi Reverfalia nondum extradiderint, omni rigore commonebimus & astringemus, huic debito se accommodare, absque ulteriori mora dictas Reverfales Electoribus exhibere; iis vero, qui in posterum præscripto modo nova telonia vel antiquorum augmentum seu prorogationem impetrabant ante extraditionem huiusmodi reverfaliū, nostras Cæsareas concessionem nullatenus largiemur aut expediti mandabimus. Utve-

ANS
de J. C.
1658.

ANS
de J. C.
1658.

ro de hinc inde in Imperio terra, aquaque introductis novis teloniis, & antiquorum augmentis præter alias impositiones atque exactiones, an & qualiter quivis prætendens desuper Jus habeat, firmior informatio acquiri possit, inquiremus penes cujuslibet circuli Directorem Principem desuperque specificatione nobis dabitur, & pro cassatione seu reductione illorum cum Electorali Collegio communicabimus. Et casu quo nonnemo penes nos pro nova Telonii gratia, seu antiqui augmento supplicaverit, nullas ei promissorias aut promotoriales litteras ad Electores non dabimus, neque ad Rhenum, aut in alio navigabili rivo in S. Imp. naves armatas, excubias, licentias, aut alias insolitas exactiones, vel quidquid demum ad impediendam, seu detinendam commercia, præcipue in damnum vel detrimentum Electorum Rheni ipsorumque Regalium tendere possit, haud promittimus.

XXIV. Et posito casu novi Telonii seu impositionis, unde Electorum telonia diminuerent, ac decreverent, ipsi Electores ad Juridicas prætensiones active seu passive deveniunt, cum talia Teloniorum regalia ac privilegia unice à Romanis Cæsaribus & Regibus cum consensu septem Electorum juxta art. 21. supradictum in Imperio concedantur, ideoque controversiarum desuper incidentium decilio ad neminem alium, quam ad nos spectet, hinc tales prætensiones coram nobis deduci ac decidi debent, nullusque Electorum tenebitur in iis coram nostro & S. Imperii Tribunali Spirensi vel aliis Judiciis quoad ordinarias hujusmodi actiones conveniri, prout desuper dictum Tribunal Spirense monebimus, omnique processum coram sepedicto Tribunali inter 4. Electores Rhenanos conjunctim aut divisim, nec non alios Status, & Civitates Imperiales præterito tempore passive vel active pendentes, ab eodem, ad nostrum consilium aulicum advocamus.

XXV. Cum etiam hætenus Electores in suis navigabilium fluminum Teloniis, multis & magnis exemptionibus, contra libertatem & observantiam sæpius per promotoriales, ac exemptionis mandata, inque præjudicium Electoralium Jurium teloniarum concessa privilegia, aliisque viis requirantur, & graventur; idipsum veluti insupportabile tollemus, abrogabimus, ac in posterum fieri nullatenus permittemus nullaque exemptionis privilegia amplius concedemus, & ea quæ durante bello, sine Electoralis Collegii assensu concessa sunt, cassamus, & pro nullis declaramus.

XXVI. Si etiam nonnemo Electorum, Principum & Statuum, comprehensa immediata Nobilitate, ratione fuorum regalium immediatatis, libertatum, privilegiorum, Jurium, & pertinentiarum, quod ex debilitate, violata, arrestate aut turbata fuerint, cum adversario suo ad legitimum devenierit processum; citarique cum fecerit, idipsum prout omnes alie juxta ordinationem ibidem pendentes causas vel desuper in Tribunali Spirensi emanatas sententias earumque executiones non impediemus, advocabimus aut inhibebimus sed iustitia liberum suum cursum relinquemus.

XXVII. Pollicemur quoque & promittimus quod Electoribus, Principibus, ac Statibus Imperii nec non liberæ Nobilitati cum suis feudis ubicunque sitis, si eorum Vasalli vel subditi ex crimine læsæ Majestatis, vel alias privati essent aut in posterum privari deberent, liberam bonorum confiscandorum dispositionem relinquemus, nullatenus verò ista Fisco Cæsareo applicabimus, neque illis dictos priores aut alios Vasallos obtrudemus, bonaque allodialia, quibus ex crimine læsæ Majestatis, vel alio præscripto modo privarentur; Electoribus Principibus ac Statibus Jure fisci infeudatis, vel ad id continuato usu Jus habentibus sub quorum territoriali Jurisdictione sita sunt, non detrahimus, sed à Dominis Territorii, super illorum confiscatione disponi sinemus.

XXVIII. Providebimus, & nullatenus permittemus, ne ullus in posterum magnæ, aut minoris conditionis Elector, Princeps, Status, aut alius sine legitima ac sufficienti causa, inauditus ac absque præfatu consilio & consensu Electorum, qui in facto non sint

participes in bannum ac rebannum declaretur, sed in simili ordinarius processus observetur, prout juxta constitutiones Imperiales, & de Anno 1555. reformatam Camera Imperialis ordinationem, ac insuper subsecutos Imperii recessus convenit, & prout in futuris comitiis, uti reservatum, ab Electoribus, Principibus ac Statibus de modo & ordine ulterius conclusum fuerit; Si vero factum in se planè notorium esset & publicum, ipseque Pacis violator in suo facinoroso proposito, perseveranter, ac de facto ex tunc non adeo particulari processu non sit opus, tamen in posterum, etiam cum Electoribus in hoc non interessatis prorsusquam ad realem Banni declarationem procedamus communicabimus, & sine illorum expresso consensu, illud non publicabimus.

XXIX. Postquam S. Rom. Imperium summo opere in diminutionem ac decrementum prolapsum sit præter alia etiam collectas Imperiales tant evitatum, quam aliorum reddituum quæ ad certarum personarum manus accreverunt, aut transcripta sunt iterum pro Imperio recuperabimus, certamque designationem, in quorum manibus nunc sint, infra 6. menses proximos à suscepto nostro regimine ad Electoralem Moguntinam Cancellariam transmittimus, nec ullatenus permittemus, ut illa Imperio ejusque bono publico contra fas & æquitatem ulterius detrahantur, nisi doceatur, quod cum legitimo collegiali consensu omnium septem Electorum processerit.

XXX. Si etiam feuda Imperio & nobis tempore regiminis, per obitum, aut delictum, caduca fuerint, quæ notabilis momenti sint, uti Principatus, Comitatus, Civitates ac similia itidem absque consensu 7. Electorum nemini ulterius conferemus, aut ullam Expectativam desuper concedemus, sed pro sustentatione Imperii nostra, ac Successorum Cæsarem Regumque Romanorum retinebimus & incorporabimus, nobis tamen ratione nostrarum hereditariarum provinciarum ac cuilibet in earum Juribus & Privilegiis sine præjudicio. Litteræ quoque feudales & Expectativæ super feudis S. Rom. Imperii, quæ in aliâ, quam nostra Imperiali Cancellaria & sine Electorum consensu in posterum concessæ forent, sint eo ipso invalidæ.

XXXI. Omnimodè incumbemus, ut omnia S. Rom. Imperio appertinentia feuda, ubicunque locorum sita conserventur, atque providebimus ut debitis tempore, atque occurrentia casuum decenter suscipiantur ac renoventur, & contra omnem violentiam tam feudalem quam Vasalli manuteneantur ac proteganur: quod si etiam ullum ad nos spectans reperiremus, id pariter faciemus suscipi vel si apud fieri nequeat, desuper Electoribus pro securitate Imperii decentes Reversales seu Recognitionem dabimus.

XXXII. Casu quo in futurum, Principatus, Comitatus, Dominia, subinfeudationes, hypothecæ aut alia bona, S. Rom. Imperio, servitiis collectis, stauris, & aliis obligata, ejusque Jurisdictioni addicta, per obitum possessorum, nobis ex hereditate, vel aliâ viâ obtingerent, eaque nobis reservare, vel cum præfatu & consensu Electorum alteri conferre intenderemus, vel actu in manibus nostris nunc haberemus, de iis S. Rom. Imperio sua Jura, collectæ, & aliæ obligationes, prout hætenus observatum, in illo circulo sub quo antea pertinuerunt, non obstante ullâ prætensa exemptione, præstabantur & solventur; illaque provincie & bona in suis Privilegiis, Juribus ac pertinentiis in Ecclesiasticis ac secularibus rebus Instrumento pacis conformiter relinquantur, ac manuteneantur. Postquam etiam diversis status Imperii multipliciter conquesti sunt, quod non attentis Imperialium constitutionum cautelis, partim in exemptionis collectarum & contributionum causis, partim in Jurisdictionum ac alius contra Domum Austriacam vententibus controversiis hætenus nullam Juridicam decisionem consequi potuerint, statim à suscepto nostro regimine indilatam realem provisionem faciemus, ut tam in exemptionis ac prædictarum collectarum negotiis, jam pridem de anno 1548. in celebratis comitiis cum consensu Archi-Domus Austriacæ accordatæ Juridicæ Austregæ Tribunalis nostri Spirensis,

ANS
de J. C.
1658.

ANS sis, quam in aliis causis camerali ordini pro Austregis de J. C. resisteret insulsi, coram quibus ambæ Partes invicem in suis prætentationibus ac Juribus audiantur, ac insuper unicuique indulgetur Justitia administraretur.

1658.

XXXIII. Cumque in Imperio multa gravamina ac defectus ratione monetarum hæcenus irrepererint, & adhuc existant, illos quamprimum, cum consilio Electorum, Principum ac Statuum præcavebimus, ac in firmum ordinem & Statum reduci curabimus, in quem finem illam de anno 1603. prioribusque comitiis per Electores Principes ac Status, consultata media considerabimus, & quicquid demum proficui, pro avertenda invaliditate, in prorogatis proximis comitiis statui poterit, planè non intermitteremus.

XXXIV. Nemini inposterum sine præcitu & speciali consensu septem Electorum, cujusvis status aut conditionis fuerit, privilegia aut officinas monetarias concedemus, ac ubi solidè reperiemus, quod nonnulli status, quibus hoc Regale & Privilegium collatum, eo contra dictam monetariam & desuper ad meliorandum subsecutas constitutiones Imperiales abusi fuerint, aut per alios hunc abusum introduci fecerint, sicque *Jure suo monetandi*, absque ulteriori cognitione, se ipsos privarint, iidem, prout his quoque, qui hujusmodi Regale cum nostrorum Antecessorum Casarum, ac Electorum consensu non obtinuerint, vel alias legitime ac solidè non continuaverint, id non solum inhibebimus, atque per circulos, vel alias contra ipsos debito modo procedemus, sed etiam hujusmodi privatos Status, sine præcitu atque consensu Electorum non restitueamus. Sive ro similes defectus apud urbes mediatas & alios, qui Imperio immediatè non, sed Electoribus, Principibus ac Statibus subiecti sunt, reperti fuerint, ex tunc per ipsorum Principem & Dominum Territorii, contra ipsos, prout decet, procedatur, Jusque monetandi ipsis totaliter tollatur, cassetur, & amplius non concedatur: sicuti etiam mediatas Statibus, cum similibus vel aliis gratiosis Privilegiis, sine consensu Electorum, non gratificabimus, multo minus in detrimentum vel diminutionem Privilegiorum Electoralium aut Statuum concedemus.

XXXV. Postquam etiam nonnulla gravamina, contra ordinatas in Romano Imperio postas, incidunt, illa quidem juxta Instrumentum Pacis ad proxima Comiticia & ibi securura monita, sponi deberent: nihilominus pro totali decisione vertentium inter nostros postarum officiales differentiarum, considerato Electoralis Collegii de Anno 1641. in Comitibus Ratisbonensibus ratione Imperialis postæ officii exhibito sentimento, & in eodem Imperii Recessu facta ordinatione firmiter statuimus, quod Generale supremum Imperii postarum officium in suo esse conservetur, pro ejusque diminutione nihil attentabitur, aut permittetur, præcipuè vero cum eodem in feudatis Generalis Imperii postæ Magister, contra omnia à nostro Aula Cæsareæ postarum officio facta attentata, & obclusiones litterarum manuteneatur ac tam in præsentia nostræ Cæsareæ personæ & aulae, quam ipsa absente, in quietà receptione, destinatione ac distributione advenientium & discedentium litterarum ac fasciculorum, erga condignam mercedem maneat, & si quid contra hæc ac dictum Imperii Recessum, ullo modo aut via emanatum vel concessum fuit, hæc omnino cassatur. Vice versa nostrarum hæreditariarum provinciarum Aulicum postæ officium, in sua de anno 1624. obtenta Investitura, ac desuper à Generali Imperii Postæ Magistro emanatis Reversalibus, quoad hæreditarias provincias plane illasum maneat, ac in his manuteneatur.

XXXVI. Neque ullam successionem hæreditariam in dignitate Imperiali prætendimus aut præstarebimus, neque ad personam nostram aut hæredes, vel posteros, aut quemvis alium, eam applicabimus, sed Electores eorumque posterit & hæredes, suo tempore electionem liberam Romanorum Regis, juxta tenorem antæbullæ, omni occurrentia, quocumque necessarium & pro conservatione legum fundamentalium, ac hujus capitulationis, vel alias S. Rom. Imperio utile ju-

dicaverint, etiam superfluitate Romanorum Imperatore cum vel sine ipsius consensu instituant: ipsique Vicarii prout ab antiquo continuatum, & aurea Bulla, aliæque leges & privilegia continent, casu occurrente, necessitas vel oportunitas requiret, in suo separato consilio, quoad causas Imperiales, pacificè maneant ac plane inturbati, neque permittemus quod Vicariatus, eorumve Jura cum suis annexis, ab ullo disparentur, aut impugnentur, si vero à quoquam contra hæc aliquid attentetur aut fiat, vel Electores desuper turbentur, quod nullatenus permitti debet, id totum esto nullum.

ANS
de J. C.
1658.

XXXVII. Coronam Regis Romanorum quamprimum suscipiemus, & omnia in eo actupræstabilia ut decet, omnesque ac singulos Electores pro exercendo suo officio ad coronationem invitabimus; & quæ inter ambos Electores Moguntin. & Colonien. ob ortas inter ipsos coronationis causâ controversias jam dudum amicabiliter transacta sunt, hæc confirmamus ac approbamus, pro hac vero vice coronationem in civitate Colonien. (cum Urbs Aquisgranensis ob perfectum non ita pridem incendium nunc ad eam apta hand reperitur) celebrabimus, nostrosque Cæsarem residentiam & curiam S. Rom. Imperio Nationis Germanicæ, (nisi rerum status interdu aliter requiret) omnibus membris, Statibus ac subditis in bonum publicum & honorem tenebimus.

XXXVIII. Sub hac promissione etiam contra hanc capitulationem, auream Bullam, ordinationes Imperiales, vel prout ex inposteram mutabuntur ac meliorabuntur, Religionis ac prophanam nec non publicam Pacem cum manutentione ejusdem nec non anno 1555. erectam Cameralem atque Imperialis executionis ordinem, Monasteriensem ac Onaburgicam Pacem, Norimbergensem Executionis Recessum de an. 1650. aliasque leges & ordinationes jam factas, aut inposterum per nos cum Electorum, Principum, ac Statuum consilio faciendas nulla rescipit, mandata vel commissiones concedemus aut expediri mandabimus, sub quocumque modo aut viâ. Pariter nec pro nobis ipsis contra auream Bullam, Imperique libertatem, Religionis ac prophanam nec non Monasterio-Onaburgicam & Pacem publicam cum ejusdem manutentione à nemine aliquid impetramus, neque etiam si nobis aliquid proprio motu datum foret, quovis modo utemur & casu quo huic, vel aliis supradictis articulis contrarium quid obtineretur, aut emanaret, hoc totum invalidum ac nullum esto: idque ex nunc prout ex tunc & ex tunc prout ex nunc hæc cassamus & annullamus & quatenus opus, Parti læsæ super nullitate hujusmodi necessarias Testimoniales ac documenta dare tenebimur, dolo ac fraude penitus exclusis.

XXXIX. Omnium Electorum, Principum, ac Statuum Legatis, comprehensa immediata nobilitate, quavis vice maturam audientiam & expeditionem dabimus, iisque & nobilibus Imperii, suorum privilegiorum confirmationes, feuda ac investiture juxta tenorem priorum sine difficultate ac contradictione (quæ ad decisionem Juris remittitur) semotò concedemus, nec eos ultra editionem antiquorum pactorum familiarum cum exhibitione novorum unam alteramve domum solam concernentium, & à feudis nullam dependentiam habentium gravabimus, multo minus Investituras ob prædictam editionem pactorum familiarum sive antiquorum sive novorum prolongabimus. Nec Duci Mutinensi ex eo quod in bello cum coronâ Gallia se conjunxit super invetiendi Correggio præjudicabit, dum tamen Juribus feudi conformiter se qualifcet, & nisi alia legitima exceptio sit præ manibus. Præterea in causis magni momenti S. Rom. Imperium concernentibus, quæ alti forent præjudicii & consequentiæ longioris, inito Electorum, ac pro re nata etiam Auditorum Principum & Statuum consilio utemur, ac sine ipsis desuper nil ordinabimus.

XL. Etiam inposterum à suscepto nostro Cæsareo Regimine, Consilium nostrum secretum, nec non Aulicum, & militare (si viciet ratione Impe-

rii

ANS rii belligerare debebimus) Principum , Comitum ,
de J. C. Dominorum , nec non Nobilium , & aliis honestis per-
1658. sonis constituimus vigore Instrumenti Pacis , & non
solum ex nostris subditis ac Vassallis , sed potissimum ex
iis , qui in Imperio Nationis Germanicæ & non alibi
nati ac educati , ibique secundum Status decentiam do-
miliati ac possessionati , sintque Constitutionum Impe-
rialium experti , honestæ vitæ ac nominis , nullique
præter nos , & alias nulli Electori , Principi aut Statui ,
neque exteris Potentatibus speciali servitorum Jura-
mento obstricti ; similiter nostra Cæsarea atque Imperii
officia , ac quæcunque in & extra Germaniam confe-
renda habemus , utpote Protectio Germaniæ , & simi-
lia , nulli alteri nationi quàm Germanis natis & qui
non minoris status aut conditionis erunt quàm peritis
personis ex Imperii Principibus , Comitibus , Domi-
nis , Nobilibus , aut Heroicis viris doctis conferemus ,
dictaque officia in suis honoribus , dignitatibus , obven-
tionibus , Juribus & pertinentiis maneant intacta , iis-
que nil auferri aut detrahi sinemus , ulteriusque provi-
debimus ut in nostris Aulico Imperiali , militari , ac
aliis consiliis in scamnis Equestribus inter Nobiles ad
scuta & cassidem nec non Cathedralis Ecclesias natos ,
illosque Comites ac Dominos , qui in Collegiis Impe-
rii nullam Sessionem aut votum habent , neque à tali-
bus Familiis ortum ducunt , in Sessione Consiliorum
prædictorum , juxta antiquam observantiam , non fiat
discrimen , sed quilibet in ordine assumpti officii Con-
siliarius , absque ulla , ratione status , quæsitæ præce-
dentia , maneant . Idem in deputandâ consilii Aulici
Imperialis Cancellariâ , tam quoad Vice-Cancellarium ,
Secretarios , Protocollistas , quàm omnes alias ad hu-
jusmodi Cancellariam pertinentes personas , nostro di-
lecto Cognato Electori Moguntino uti Archi-Cancel-
lario per Germaniam in suâ ad ipsum unice spectante
dispositione sub quocunque prætextu non præjudicabi-
mus nec impediemus , aut modum seu metam præscri-
bemus , & si quid hætenus contrarii præcesserit , in
consequentiam non trahatur , quodque impofterum è
contra fiet , pro invalido habebitur . Atque ut im-
pofterum in nostra aula Cæsarea Statibus S. Rom. Imp.
aliisque subditis imparialis ac indilata Justitia eò citius
obtingat & administretur : Hinc non alium in Præ-
sidem seu Vice-Præsidem Consilii nostri aulici depu-
tabimus nisi Germanicum Imperii Principem , Comitem ,
aut Dominum , in eodem immediate vel mediate
possessionatum .

XL I. Curabimus quoque , ut noviter concepta , &
à nostris gloriosiss. mem. Antecessoribus approbata Con-
silia Aulici Imperialis ordinatio (nisi in futuris comi-
tiis aliter ordinatum fuerit) firmiter observetur : Intea-
ræ vero præter antedictum Præsidem (ac ab Electore
Moguntino deputandum Imperii Vice-Cancellarium)
ab-Vice-Præsidentem nostrum Consilium Aulicum juxta
tenorem prædictæ Consilii Aulici ordinationis ac Instru-
menti Pacis , ex Principibus , Comitibus , Dominis ,
Nobilibus ac aliis legum Imperialium peritis ac doctis
viris præfato modo non solum ex nostris subditis , sed
maxima ex parte in Imperio nationis Germanicæ natis
ac secundum status decentiam possessionatis , formabi-
mus ; pariter indilatam ac certam ordinationem facie-
mus , ut tam ex aulica nostra Camera , quàm ex Impe-
rio cedentibus obventionibus ante omnes alias expen-
sas , realiter constituto Præsidi , Imperii Vice-Cancel-
lario , utpote reali Consiliario Aulico , Vice-Præsidi
aliisque Consiliariis Aulicis sua salaria exactè & absque
diminutione solvantur ac ratione præcedentiæ & respec-
tus Consilii Aulici , illi insistantur , quod in novissima
consilii præfati ordinatione desuper statutum fuit , ac
ipsum statui consentaneum erit , qui etiam super Tel-
lorum , contributionum , & aliorum gravaminum em-
ptione , nostris Camera Imperialis assessoribus erunt
pares .

XLII. Neque contrarii erimus , quin Consilium
Aulicum per Electorem Moguntinum , juxta tenorem
Instrumenti Pacis visitetur : nec permittemus aut in-
dulgebimus quod consilii nostri secreti collegium con-

ANS junctum aut divitum , negotiis Imperii , quæ ad consi-
de J. C. lium aulicum spectant , se immisceat , vel quovis mo-
1658. do præjudicet , multò minus cum mandatis aut decretis
per quæ conclusa Consilii Aulici prorogata aut irrita fo-
rent , gravet vel turbet , & quod semel per prædictum
nostrum consilium Aulicum in judicio contradictorio ,
cum debita causæ cognitione ordineque juris decisum
atque conclusum fuit , in eo omnimodè maneat , nec
alibi nisi per viam ordinariam in sapè dicto instrumento
Pacis placitatæ revisionis (quæ semper quoad processum
juxta contextum instrumenti pacis , per impartiales con-
siliarios aulicos , qui prioris sententiæ concepti , minus
referentes , aut correferentes interfuere experiri debet)
de novo cognosci , nec executio impediri , pendentes
verò causas & adhuc indecisis non avocabimus ac Consi-
lium nostrum , neque tollemus aut inibebimus nec
alio modo rescribemus , & quicquid contra attentatum
fuerit , pro nullo ac invalido eadem Camera habeat :
neque suspendemus , quò minus noster dilectus cognatus
Archi-Episcopus Moguntinus possit nonnullas causas
quærelantium Statuum (etiam si nostros secretos vel
Aulicos Consiliarios concernant) in Electorali , aut
aliis Imperii Consiliis juxta earundem naturam ac pro-
prietatem curare proponi , & deliberationi subijcere ,
neque alias ejus Archi-Cancellarii vel Imperii di-
rectorio modum præscribemus neque ullus Imperii sta-
tus in causis , quæ præviam causæ cognitionem requirunt
Cæsareis decretis , ex consilio secreto gravabitur , nec illa
in judicio allegabuntur .

XLIII. Inscriptis ac negotiis Imperii non permit-
temus , uti alia lingua , nisi Germanica vel Latina , nisi
in locis extra Germaniam , ubi aliæ linguæ sunt in usu :
Consilium tamen Aulicum semper germanica & latina
utetur .

XLIV. Diligenter curabimus , ut omnes expeditio-
nes quæ in gratiosis ac aliis materiis , præsertim diploma-
ta super statu Principum , Comitum , ac Dominorum ,
item Nobilitationes , Palatinatus , & tituli consiliorum ,
cum aliis libertatibus & privilegiis quæ nomine
Cæsareo largiemur , in nulla alia , quàm imperiali Can-
cellaria , prout ab antiquo observatum , nostræque ac
S. Rom. Imperii superioritatis consentaneum est , fiant :
quare vigore hujus omnia diplomata , quæ in alia quam
Imperii Cancellaria , sub nostro Cæsareo nomine vel
titulo tempore regiminis nostri expeditur , nulla &
invalida declaramus , ac impetrantes , priusquam ex
Cancellaria prædicta , erga solutionem Taxæ confirmati
ac legitimati fuerint , pro talibus in Imperio non habeantur ,
neque ipsis prædicatum seu titulus detur . Quæ-
cunque verò litteræ gratiosæ , status augmenta , alia-
que privilegia in nostra Imperii Cancellaria expediuntur
ac exinde aliis Cancellariis vel alibi imitabuntur ,
eæ teneantur , non solum dictas imitationes , sine ulla
alia recompensa aut exactione novæ taxæ , aut Cancellaria-
ræ jurium , vel quocunque nomine censentur acceptare ,
sed etiam Impetrantibus , obtento statui ac privi-
legio conformiter , concessum prædicatum & titulus in
dictarum Cancellariam expeditionibus dare , *sub ini-
bis inserta pena* nullatenus detrudere : Pariter tempore
nostri Cæsarei regiminis in collocatione princi-
pum , Comitum , aliarumque dignitatum præci-
puè eò collimabimus , ut in omnem eventum eæ talibus
solum conferantur à nobis , qui ante alios benè meriti ,
inque Imperio possessionati , ac media habeant , affe-
ctatum statum pro dignitate peragendi ; neminem verò
de novo exaltatis Principibus , Comitibus ac Dominis
Principum collegio sive in ipsum , sive Comitum
scamnis ad sessionem & votum , contra eorundem vo-
luntatem inferere , nisi prius Principum aut Comitum
bonis se sufficienter qualificarint , & ad collectas tali
statu dignas in certo circulo admitti ac obstricti , ac præ-
ter hæc omnia , una cum Electorali , etiam illud collé-
gium sive scamnum , in quo assumi debent , prius suf-
ficienter auditum fuerit , neque in præjudicium vel di-
minutionem alicujus antiquioris domus aut familiæ ,
ejusdem dignitatis , status vel usitati tituli neminem qui-
cunque fuerit , novis prædicatis , altioribus titulis aut
infir-

ANS insignium annorum litteris ornabimus : Atque flante de J. C. elevatione unius aut alterius possessionati sub Electoribus, Principibus, ac Statibus Imperii iuri Territoriali nil prejudicabitur, sed ad talem pertinencia inque ejusmodi provinciis jacentia bona una alterave via sub pristina Territoriali jurisdictione maneant.

1658.

XLV. Quia etiam necessaria sustentatio officiorum Imperiali Cancellariae, persequentem remissionem ac moderationem Taxae reddituum & ex eo, quod super Caesaris concessionibus privilegiorum, status exaltationum, aliarumque gratiarum solita diplomata decenter non redimuntur, in non mediocrem decrementum, ac consequenter aris alienionus probabitur : Hinc in praecautioem ejusdem una cum Electore Moguntino incumbemus : ac firmiter observabimus, ut a sua Dilecti. (quae unice uti Archi-Cancellarius hoc casu remittendi ac moderandi jus habet) tantum, & nil aliter insolitis imperiali Cancellariae juribus atque taxae remittatur ac moderetur. Declaramus etiam, quod iis, qui a nobis Caesaris hujusmodi gratias imposterum obtinent, ac infra tres menses desuper sua diplomata apud Cancellariam Imperialem non redimunt ac levabunt, placitis gratis, & concessionibus se jactitare, vel ipsis realiter uti, nullatenus permittatur, sed Caesaris nostrae gratiae tali casu post elapsum dictum terminum ipso facto cadant, sineque cassatae & sublatæ, ac noster Caesaris Fidei contra omnes qui sine nostra Caesaris vel nostrorum Palatinorum concessione, alicujus status exaltatione, titulo Consiliarii, vel alterius praedictae denominatione se jactant vel arma aperta seu clausa callide sibi ipsis formant, debite procedat, aut ex qualitate delicti & personarum ad debitam poenam trahere teneatur.

XLVI. Quia porro nobis incumbit praecipue S. Imperii Electores tanquam intima nostra membra, & capitales columnas Imperii, ante omnes in speciali summa consideratione tenere, providemus ut quando ipsorum Legati, seu officiales hereditarii in nostra aula Caesaris adfuerint, ipsi semper, ac praesertim quando & quotiescunque nos in Imperiali electionis, ac aliis similibus diatris Caesaris celebramus curiam, vel negotia occurrant, ad quae officiales hereditarii adhibendi sunt, debito colantur respectu, ipsis per nostros officiales aulicos nullatenus prejudicetur : vel si ob illorum absentiam, vices suae per nostros Aulicos interdum supplende forent, volumus, tamen, ut ipsi Electorum loca tenentibus & officiis hereditariis semper a talibus officiis ob venientia emolumenta, non minus ac si personaliter illa deservissent & administrassent, indilate cedant, nec, prout haecenus factum ab officiis Aulicis subtrahantur, nostraeque Aule Marchallo in suis attinentibus ac ab Archi-Marchallatu dependentibus officii expeditionibus per regimen nostrum provinciale, vel alios, nullam praedictum aut impedimentum inferatur.

XLVII. Utque nostrum secretum ac alicum Consilium nec non Camera Spirensis hujus capitulationis debitum habeant notitiam, ac in suis consiliis & expeditionibus iuxta illam se regant, non solum cum ipsis proponemus, sed etiam in praestatione ipsorum juramenti serio obligabimus, eandem, inquantum quemlibet concernit, accurate observari contraque nil facere, nec consulere, idque specialiter suis juramentis inferi curabimus.

Quae omnia & singula praemissa, nos antedictus Rex Romanorum, praefatis Electoribus pro se ac nomine S. Rom. Imp. promissimus, & sub Regio nostro honore, dignitate, ac verbo veritatis addiximus, prout tenore praesentium promittimus, & corporale juramentum ad Deum & sancta Evangelia praestamus pro firma, fidei, & inviolabili observantia, contra nil faciendi nec ut fiat procurandi quacunque excogitanda via neque nobis ullae exceptiones, dispensationes, absolutiones, Canonica & civilia jura, quocunque indigentur nomine prodeunt. Datur in nostra & Sac. Rom. Imp. civitate Manuforti 18. Julii 1658. nostrorum regnorum Ro-

Tome III.

mani primo, Hungarici quarto, & Bohemici secundo.

Leopold.

(L.S.)

V. Ferdinand. Comes Curtius.

Ad Mandatum S. Reg. Maj. proprium,
Wilhelmus Schroder.

CCCLXIII.

(a) *Traité de renouvellement d'Alliance, & confirmation des anciens Traitez de Paix, & union perpetuelle entre le Roi de France LOUIS XIV. les Cantons SUISSES & leurs Alliés, fait & signé à Soleurre le 2. Juillet 1653. & par les autres Cantons en différents temps jusques au 1. Juin 1658. & ratifié par le Roi. Fait à Calais le 19. Juillet 1658. Freder. Leonard. Tom. V.*

ANS

de J. C.

1658.

LA FRAN-

CE ET LES

SUISSES.

(a) Nous

avons cru

devoir

mettre ce

Traité en

celle,

parce que

les Suisses

l'ayant si-

gné en

divers

tems, on

n'auroit

sû sous

quelle an-

née le pla-

cer, si l'on

ne l'eut

mis sous

celle de la

ratifica-

tion par

Louis

XIV.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET de Navarre. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut : Aiant veu & examiné en notre Conseil, le Traité d'Alliance fait & passé en notre Nom par notre tres. cher & feal Conseiller ordinaire en nos Conseils & notre Ambassadeur en Suisse le Sieur de la Barde, Chevalier, Baron de Marolles sur Seine, Seigneur de Moteux, Langlée & Bollainville en vertu du plein pouvoir que nous luy en avions donné avec nos tres chers, grands Amis, Alliez & Confederez les Bourgmestres, Avoiers, Landemans, Conseils & Communautz des Villes, Pais & Seigneuries des anciennes ligues des hautes Allemagnes ; sçavoir est ratification de Zurich, Berne, Lucerne, Uri, Schuits, Undervald, deslus & des sous le bois, Zug, avec les Officiers extérieurs, Glaris, Bâle, Fribourg, Soleurre, Schaffouse, Appenzel, ensemble le Sieur Abbé de Saint Gal, duquel Traité la teneur ensuit.

Au Nom de la Tres-Sainte Trinité.

La paix, l'amitié & bonne intelligence entre les Rois Tres-Chrétiens, & les Magnifiques Seigneurs des Ligues des Hautes-Allemagnes aiant commencé il y a deux censans, elle a esté cultivée & continuée de temps en temps, & même confirmée par Alliance depuis le Roi Charles VII. jusques au Roi Henri le Grand qui a fait la dernière Alliance avec les loüables Cantons de Suisse, laquelle a duré pendant son règne, pendant celui du Roi Louis XIII. son fils, & huit années pendant le regne de Nous, Louis XIV. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrétien de France & de Navarre, Duc de Milan, Comte d'Ast, Seigneur de Genes, & d'autant que nous l'avons reconnu de part & d'autre utile à nos Roiaumes & Etats. A CES CAUSES, Nous, LOUIS Roi Tres-Chrétien, & Nous les Bourgmestres, Avoiers, Landemans, Conseils & Communautz des Villes, Pais & Seigneuries des anciennes Ligues des hautes-Allemagnes ; sçavoir est de Zurich, Berne, Lucerne, Uri, Schuitz, Undervald, deslus & des sous le Bois, Zug avec les Offices extérieurs, Glaris, Bâle, Fribourg, Soleurre, Schaffouse, Appenzel, ensemble le Sieur Abblé de Saint Gal.

A Tous presens & à venir, certifions par ces présentes, que suivant l'exemple de nos Predecesseurs, nous avons delibéré de renouveler, faire & conclure une bonne Alliance & confederation & mutuelle intelligence pour la seureté, défense & conservation de nos personnes, honneurs, Roiaumes, Duchez, Principautz, Villes, Pais & Seigneuries, Droits, Terres & Sujets quelconques que nous avons & possédons, tant deçà que delà les Monts ; & pour cet effet nous avons de part & d'autre ordonné nos Ambassadeurs à ce expressement commis & delegués avec amples & suffisans pouvoirs qui ont esté vrus, leus & reconnus

Bbbbb

pour

ANS pour traiter & conclure le renouvellement de la présente Alliance, c'est à sçavoir, Nous, Louis, Roi, Messire Jean de la Barde, Chevalier Baron de Maroles sur Seine, Seigneur de Moteux, Langlée, Boinville & Bolainville, Conseiller ordinaire en tous nos Conseils, & notre Ambassadeur en Suisse, & Nous lesdits Cantons & Alliez des Liges, avons aussi commis & ordonné nos Ambassadeurs instruits & amplement autorisés & par Nous commandez, lesquels après longue communication entre eux faite pour le bien & établissement d'un si bon œuvre, ont en vertu de leurs pouvoirs avec notre gré, approbation & contentement fait, conclu & arrêté une vraie & certaine Alliance, considération & mutuelle intelligence, laquelle Nous lesdites parties voulons & entendons estre de bonne foi entièrement & inviolablement observée en toute amitié, pure & entière sincérité en tous ses points & articles suivant ce qui sera plus amplement écrit ci-après, sans rien innover, diminuer ou ajouter au Traité de Paix perpétuelle fait & passé avec le Roi François I. de très-haute & très-loisible mémoire, & sans nous en vouloir départir en aucune façon ni rien changer, sinon en ce qui seroit déclaré par le présent Traité, lequel a été convenu & accordé ainsi qu'il s'ensuit.

ET PREMIEREMENT. Que nous recevons l'un l'autre de bonne foi en vrais & entiers alliez sans aucun dol, fraude ni deception pour le repos, défense & conservation de nos personnes, honneurs, Roiaumes, Duchez, Principautez, Païs, Terres, Droits, Seigneuries & Sujets que présentement nous avons, tenons & possédons tant deçà qu'à delà les Monts en quelque part & lieu que ce soit, voulons & entendons que la présente Alliance dure tant & si longuement qu'il plaira à Dieu pour son service donner vie à Nous, Louis, Roi & huit ans après notre décès.

II. Et cependant, Nous, Louis, Roi susdit, ni Nous les Cantons & Alliez en general ou en particulier, n'aurons pouvoir de nous deslister ni quitter la présente Alliance pour quelques capitulations, contrats ou conventions faites ou qui pourroient estre faites entre Nous des Liges ou autrement en quelque sorte que ce soit, renonçons à toutes capitulations, particulièrement & généralement qui pourroient occasionner aucuns de Nous des Liges de nous deslister ou départir de la présente Alliance, sinon qu'il y eût causes raisonnables & déclarées par droit suivant le Traité de la Paix perpétuelle.

III. Et si durant cette Alliance, Nous, Louis, Roi susdit, estions envahis ou molestés par Guerre en nos Roiaumes, Duchez, Principautez, Païs, droits & Seigneuries que présentement avons & possédons tant deçà que delà les Monts, comme dessus est dit par qui que ce soit, de quelque estat & dignité qu'ils pussent estre sans nul excepter, Nous pourrions lever des gens de pied des Liges pour la tuition & défense de nosdits Roiaumes, Duchez, Principautez, Villes, Païs, Droits & Seigneuries tel nombre qu'il nous plaira, toutesfois non moins de six mil, & non plus de seize mil avec le consentement & non autrement de Nous des Liges, auxquels Soldats, Nous, Louis, Roi pourrions élire & donner des Capitaines suffisans de bonne renommée selon notre vouloir & intention & à nos dépens de tous les Cantons & de leurs perpétuels Alliez, étant lesdits gens de guerre à Nous des Cantons & Alliez requis & demandez, & que iceux ensemble leurs Capitaines veuillent aller & marcher au Service & secours de Sa Majesté, nous ne pourrions & ne devrions en aucune manière les retarder, mais sans aucun délai dix jours après avoir été demandez les laisser marcher sans autre mandement ni déclaration.

IV. Et doivent lesdits Capitaines & Soldats demeurer & persévérer au service de Nous, Louis, Roi tant que la Guerre durera & qu'il nous plaira, & ne seront des Liges rappelés jusques à ce que la Guerre soit entièrement finie & eux soldoiez aux dépens de Nous, Louis, Roi, en la façon accoutumée; mais si cependant Nous des Liges estions chargés de guerre en nos

Païs, Terres & Seigneuries, tellement que tout dol & fraude excepté, ne puissions donner au Roi Tres-Chrétien lesdits gens de guerre sans notre grand dommage & moleste, tel cas avenant nous en ferons pour cette fois francs & quittes, & aurons pouvoir de revoquer iceux Soldats sans nul délai, & Nous, Louis, Roi à iceux Soldats revoquer donner congé.

V. Et si-tôt que Nous, des Liges serons déchargés de telle Guerre faite allencontre de nos Païs, comme est dit ci-dessus, nous permettrons en vertu de la présente Alliance à nosdits Soldats & gens de guerre d'aller & retourner au service de Sa Majesté à sa première Requête, comme ci-dessus est déclaré & accordé.

VI. Et si l'advenoit durant la Guerre que Sa Majesté Tres-Chrétienne se trouvât ou voulût se trouver en propre personne en quelque lieu ou endroit que ce fût allencontre de ses Ennemis, Elle pourra lever à ses dépens tant de Capitaines & Soldats qu'elle voudra & que bon lui semblera, toutesfois non moins de six mil, & élire les Capitaines d'un chacun Canton de Nous, des Liges & de nos perpétuels Alliez, comme est dit ci-dessus.

VII. Nous, Louis, Roi ne pourrions & ne devrions départir lesdits Capitaines & Soldats durant la Guerre actuelle sans l'avis & consentement de leurs Colonels & Capitaines, mais les laisser ensemble, & toutesfois la furie de la Guerre étant passée, les pourrions mettre çà & là en garnison pour la tuition & défense de nos Villes, Places & Châteaux & autres endroits de notre obéissance, réservé qu'ils seront seulement employez par Terre & non sur Mer.

VIII. Et tant au surplus accordé que nous donnerons à chacun Soldat pour la solde d'un mois comptant douze mois en l'an quatre florins & demi du Rhin ou la valeur d'autant, selon les Païs esquels le paiement sera fait, & commencera leur paiement dès l'heure qu'ils partiront de leurs maisons par commandement de celui qui aura charge de faire la levée pour aller à notre service, & la levée faite, & les Soldats déjà receus au service, leur sera payé la solde du premier mois avant le partement de leurs Païs, & les deux autres es lieux commodes & convenables, ainsi que l'occasion se présentera.

IX. Et au cas que nous retenions lesdits gens de guerre outre lesdits trois mois, nous serons tenus de donner à un chacun de mois en mois, & au commencement du mois quatre florins & demy par mois, comme est dit, sinon quand ils seront licentiez qu'on leur payera raisonnablement pour retourner en leur Païs, & quant aux Capitaines, Lieutenans, Porte-Enseignes & Officiers, ils sont par Nous soldoiez selon la Coutume des dits Rois nos Predecesseurs de haute & loisible mémoire.

X. Et si l'avenoit que pendant la continuation de la Guerre par notre commandement ou de nos Lieutenans Generaux en l'Armée, il se donnât bataille en laquelle eussions Victoire par l'aide de sedit gens de guerre Suisses, ou bien que lesdits Suisses fussent pressés ou forcés au combat par nos Ennemis, tellement qu'il s'en ensuivit bataille & Victoire, Nous, Louis, Roi usant de l'inclination naturelle que nous avons toujours porté & portons à l'endroit de leur nation, ledit cas avenant, voulons & entendons donner aux Soldats la paie d'un mois outre la courante pour leur appointement ordinaire, ce que nous serons tenus faire payer & délivrer avant que les licentiez & renvoyer en leurs Païs.

XI. Et pour le regard de Nous des Liges & de nos Alliez où il avienroit que serions molestés par guerres en nos Personnes, Païs, Sujets & Seigneuries par quelque Prince ou Seigneur de quelque état ou qualité qu'il fût en ce que présentement nous possédons: Sa Majesté sera tenue après les avoir requis pour la conservation de nos Sujets, Païs & Seigneuries, tant que la guerre durera de nous envoyer deux cens lances & douze pieces d'artilleries sur roues, six grosses & six moïennes, ensemble toutes munitions à ce ordinaires & appartenantes, le tout aux dépens de Sa Majesté.

XII. Et d'avantage pour l'entretien de la Guerre tant qu'elle

ANS qu'elle durera, Sa Majesté fera tenuë nous faire donner de J. C. & fournir en la Ville de Lion par chacun quartier d'un vingt-cinq mille écus, fût-elle chargée de guerre ou non : Et si nous des Lignes aimons mieux au lieu desdites deux cens lances deux mille écus par chacun quartier d'un outre ladite somme de vingt-cinq mille écus, sera à notre choix prendre lesdits deux mille écus au lieu des deux cens lances, & nous sera païée cette somme en même sorte & maniere que lesdits vingt-cinq mille écus, & en ce faisant Sa Majesté ne sera obligée de nous envoyer aucuns gens d'armes, & la guerre finie, Nous des Lignes serons obligés à la restitution & renvoi des douze piéces d'artillerie ci-dessus mentionnées, au cas qu'elles ne fussent perduës, & qu'à notre Requête elles eussent esté renvoyées.

XIII. Et si Sa Majesté ou nous tombons en guerre avec qui que ce soit, est accordé que l'un ne l'autre ne fera Paix avec l'Ennemi sans le sçavoir de l'autre partie, & sans la comprendre au Traité qui se fera pour Paix ou Trêve, néanmoins il demeurera en la liberté, option & choix de celui qui sera ainsi compris d'accepter ladite comprehension, ou la laisser ainsi qu'il aviserà pour le bien & la commodité de ses affaires.

XIV. L'une ou l'autre partie ne pourra & ne devra prendre en sa protection ni combourgeoisie les Sujets de l'autre partie, ni souffrir ne donner passage aux Ennemis adversaires & bannis, mais de tout leur pouvoir les déchausser & rejeter selon le contenu du Traité de la Paix perpétuelle avec tout soin & diligence, ainsi qu'il appartient entre bons Amis & Alliez, & outre tenir par tout les passages ouverts, afin que sans empêchement puissions respectivement fuvenir à nos Pais, Terres & Sujets en quelque part & endroit que ce soit secourir & aider à nos Amis en vertu de la presente Alliance.

XV. Et afin que lesdits Sieurs des Lignes connoissent clairement la sincere amitié que Nous, Louis, Roi leur portons : Nous voulons & nous plaît dorénavant tant que cette Alliance durera donner annuellement à chacun Canton des Lignes, outre les deux mil francs qu'ils ont eu par ci-devant du Roi François I. de ce nom notre grand Oncle de haute & loüable memoire par le Traité de Paix perpétuelle encore mille francs de cruë, & s'en fera le paiement à chacun desdits Cantons au temps & terme en la forme & maniere que les pensions des deux mille francs seront païées, à sçavoir qu'elles seront païées comptant & sans aucun délai à Lion au jour de Notre-Dame de Chandelour, & en défaut de ce que les Ambassadeurs attendissent & demeurassent plus de huit jours audit Lion, nous serons tenus leur païer leurs dépens qu'outre lesdits jours ils pourroient faire.

XVI. Ensemble nous voulons & entendons aussi donner annuellement aux Alliez & Conféderez desdits Srs. des Lignes & de Nous, tant que cette Alliance durera outre les pensions générales qu'ils reçoivent presentement par vertu dudit Traité de Paix pour augmentation d'icelles pensions à chacun Allié la moitié de la somme de la pension générale, laquelle moitié sera païée audit Alliez en la forme & maniere que les pensions générales sont ordinairement fournies & païées.

XVII. Et est aussi accordé que si par occasion de quelque Guerre le Traité du Sel estoit à Nous des Lignes refusé des lieux, desquels nous pouvons & avons de coutume d'en avoir ; alors Sa Majesté nous permettra le Traité dudit Sel desdits Pais & d'autres vivres pour notre provision & nécessité, tout ainsi & au même prix que ses Sujets l'achèteront des Pais de son obéissance, toutesfoi quant aux peages seront traités comme il est accoustumé.

XVIII. Et pour autant que les Traitez de Paix & amitié doivent sans aucun changement demeurer en leurs articles, force & vigueur, & qu'à cause de la justice des personnes qui ont prétentions ou querelles il se trouve quelque obscurité sur ce, a esté conclu que si aucun des Lignes avoit ci-après action & demande alléguée contre de Sa Majesté pour quelque cause que ce soit ;

alors le demandeur donnera à entendre sa prétention & querelle à ses Seigneurs & Superieurs, & si lesdits Seigneurs & Superieurs déclarent & connoissent que la cause soit juste & raisonnable pour estre poursuivie, le Demandeur sera tenu le faire entendre aux Ambassadeurs de Sa Majesté estans aux Lignes, & au défaut d'Ambassadeurs, les Seigneurs & Superieurs du Demandeur en écriront au Roi, le priant & admonestant de satisfaire à leur Sujet, & au cas que Sa Majesté lui satisfait tellement qu'eussions raison de nous contenter, lors le Demandeur comme satisfait se tiendra pour content sans plus en molester Sa Majesté ni ses Ambassadeurs, mais ou Sa Majesté ne donneroit provision raisonnable audit Demandeur sur ses prétentions, alors la partie poursuivante pourra faire venir Sa Majesté devant les quatre Juges & le cinquième, & en cet endroit user de justice, & au cas que Sa Majesté à notre demande n'envoïât ses deux Juges, ainsi qu'il est porté par le Traité de Paix, & qu'elle ne voulût répondre & ester à droit, est arresté que les Juges de Nous des Lignes sur la plainte du poursuivant, & Demandeur donneront & pourront donner leur Sentence qui aura force & vigueur, tout ainsi que si les quatre Juges avoient sentencié, arresté & prononcé, & ce qui sera ainsi jugé de bonne foi, sera satisfait & païé, bien entendu que le reciproque s'observera à l'endroit de Sa Majesté & de ses Sujets, où ils auroient action alléguée contre des Lignes en particulier & en general.

XIX. Et si entre les Sujets de Nous, Louis, Roi, & des Lignes avoient querelle, prétention & demande pour quelque chose que ce fût, les Demandeurs seront tenus chercher les défendeurs aux lieux & juridictions où ils seront demeurans & residans, auxquels sera fait bonne & brève justice selon le contenu de la Paix.

XX. Et suivant ce que les Traitez de Paix d'entre la Couronne de France, & Nous des Lignes contiennent comme des Marchands de Nous des Lignes doivent estre traités, quant aux péages & subsides demeurera le tout en son entier comme du passé & sans aucune innovation, & pourront les Marchands, Pelerins, Messagers & autres des deux parties qui trafiqueront & negotieront des uns aux autres, passer librement & sans aucun empêchement en corps & en biens librement & à leurs volontez, aller, venir, séjourner & demeurer par le Pais de l'une & de l'autre partie sans fraude ni deception.

XXI. Est au demeurant accordé que le present Traité ainsi que le précédent s'étendra à la tuition & défense de toutes les Seigneuries & Terres que nôtre grand Oncle le Roi François I. de ce nom de haute & loüable memoire tenoit & possédoit tant deçà que delà les monts du temps que l'Alliance fut faite entre lui & Nous des Lignes en l'an 1521. pourveu que Nous, Louis, Roi, puissions recouvrer lesdits Pais, desquels presentement sommes frustrez, de nous mêmes & sans l'aide des Lignes, tellement que lors nosdits Alliez seroient tenus en vertu de la presente Alliance nous donner aide & secours pour la conservation desdits Pais, ainsi qu'il est déclaré des Pais & Terres que nous possédons maintenant.

XXII. Et d'autant que lesdites Terres & Seigneuries possédées par nôtre grand Oncle en l'an 1521. ne sont en nôtre possession : cependant Nous des Lignes ne donnerons directement ou indirectement aide, assistance, faveur, ni gens de guerre à ceux qui presentement les possèdent, ou pourront ci-après posséder contre le vouloir de Nous, Louis, Roi pour en estre lesdits Pais gardez & défendus, mais au contraire, Nous des Lignes refuserons tout secours, faveur, & assistance, aide, sans respect de qui que ce soit, & de quelque qualité & dignité que ce puisse estre, ou soient ceux qui voudroient ce requérir.

XXIII. En cette Alliance sont de la part de Nous, Louis, Roi reservez le Pape, le saint Siege Apostolique, le saint Empire, les Rois de Suede, de Portugal, Dannemark, Pologne, la Seigneurie de Venise,

ANS & le Duc de Savoie : & de la part de Nous des Lignes, de J. C. font reservez le Pape, le saint Siege Apostolique, le sacré College, le saint Empire, nos Alliances jurées, toutes nos franchises & libertez, tous droits de Bourgeoisie, la Maison d'Autriche & de Bourgogne, & toutes les anciennes Lettres, Sceaux, Contrats, intelligences & confederations, Paix civiles & tous nos Alliez & Coaliez, la Seigneurie de Florence & la Maison de Medici, & s'entend ladite reserve au cas que quelqu'un d'entre nous les deux parties voudroient endommager, envahir ou molester par guerre lesdits reservez.

XXIV. Et si aucuns des reservez desdites deux parties vouloient envahir, molester ou endommager par Guerre ou autrement, directement ou indirectement l'une ou l'autre partie des Roiaumes, Pais, Terres, Duchez & Seigneuries que de present elle tient & possede & a droit tant deçà que delà les Monts, lors l'autre partie sans égard ni consideration du contenu en cette comprehension & reservation donnera aide & secours à la partie envahie, molestée ou assaillie contre les agresseurs, molestans ou assaillans quels qu'ils soient, ainsi que dessus est declaré.

XXV. Et d'autant que la presente Alliance est la plus ancienne, Nous desdits Cantons & Alliez decla- rons qu'elle est & sera toujours purement & expresse- ment reservee & preferée à toute autre Alliance des autres Princes & Potentats qui se trouveront posterieurs à l'an 1521. depuis lequel temps celle de France a toujours été continuée quels que soient lesdits Princes & Potentats, & quelque chose qu'il y puisse avoir au contraire, & sur ce Nous lesdites parties, à sçavoir Nous, Louis, Roi Tres-Christien de France & de Navarre, Duc de Milan, Comte d'Ast, Seigneur de Gennes, & Nous lesdits Bourgmestres, Avoiers, Landemans, Conseillers, Bourgeois, Petit & Grand Conseil, Commu- nantez des Villes & Seigneuries des anciennes Lignes des Hautes-Allemagnes, ensemble nos Amis & Alliez & Confederes, avons accepté & confirmé cette pre- sente Alliance & confederation & bonne intelligence. Voulons & promettons de la tenir & observer inviolable- ment en toutes les choses ci-devant écrites, passées & accordées par nos Ambassadeurs & Deputes, toutesfois sans que par ce que dessus il soit contrevenu en façon quelconque, ou rien changé & diminué à la Paix perpe- tuelle à laquelle nous voulons entierement demeurer & icelle derechef confirmer & corroborer.

En témoin de ces choses susdites, nous avons de part & d'autre commandé d'apposer nos Sceaux à ces pre- sentes deux Lettres dont l'une est en François & l'autre en Allemand, toutes deux de semblable substance & teneur, & non-obstant la presente conclusion, Nous avons laissé lieu à ceux d'entre Nous desdits Cantons & Alliez qui n'auront encore accepté la presente Alli- ance, & qui n'auront si-tôt pris resolution d'y en- trer, ce qu'ils feront ou pourront faire, & se declarer à leur volonté & commodité. Fait à Soleure entre Nous, Louis, Roi, & Nous de Soleure le 2. jour de Juillet 1653. Et Nous de Lucerne le 8. jour de Fé- vrier 1654. Et Nous, de Fribourg le 21. jour de De- cembre audit an. Et Nous de Glaris Catholiques le 13. Février 1655. Et nous, d'Uri le 2. Mars audit an. Et Nous, de Zug le 5. dudit mois. Et Nous, de Schwitz 6. dudit mois. Et Nous, d'Undervald sous le Bois le 8. dudit mois. Et Nous, d'Appenzel Catholiques le 10. dudit mois. Et Nous, d'Undervald sur le Bois le 15. dudit mois. Et Nous, Abbé de saint Gal le 20. jour d'Avril audit an 1655. Et de Zurich, Berne, Glaris, Basle, Schaffouse & Appenzel des Paroisses exterieures, ensemble de Villes de saint Gal, Mulhou- ze & Bienne le 1. Juin 1658.

Nous avons par l'avis de la Reine notre tres-hono- rée Dame & Mere, de notre tres-cher & tres- amé Frere unique le Duc d'Anjou, & de plusieurs Princes, Ducs, Pairs & Officiers de notre Couronne, & autres grands & notables personages de notre Con-

seil aggréé & approuvé & ratifié, aggréons, approuvons & ratifions par ces presentes, Signées de notre main ledit Traité d'Alliance, & un chacun des Articles d'ice- lui ci-dessus transcrits, promettons en foi & parole de Roi de l'entretenir & faire garder & observer inviola- blement de point en point selon la forme & teneur, sans jamais aller ni venir directement ou indirectement au contraire; CAR tel est notre plaisir: En témoin dequoi nous avons fait mettre notre Scel à ces Presentes. DONNÉ à Calais le 19. Juillet, l'an de grace 1658. & de notre regne le 16. Signé, LOUIS; Et plus bas, Par le Roi. DE LOMENIE.

Declaration du Roi, en explication du 20. Article du Traité fait avec les Cantons Suisses le 2. Juillet 1653. en faveur des Marchands Suisses trafiquans en France. Donné à Calais le 19. Juillet 1658.

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes lettres verront. Salut; Sçavoir faisons que notre cher & feal Conseiller en nos Conseils Jean de la Barde, Baron de Marolles sur Seine, notre Ambassadeur en Suisse, aiant passé en notre nom le premier jour de Juin dernier avec nos tres-chers grands Amis, Alliez & Con- federes les Cantons des Lignes, un article dont la teneur s'ensuit.

Sur le vingtième article du Traité d'Alliance touchant les Marchands Suisses, trafiquans en France, en ce qui touche les exemptions des péages & impôts: Nous, Louis, Roi, decla- rons que lesdits Marchands des Can- tons & Alliez jouiront pour toutes leurs marchandises, tant fabriquées ou apprêtées en Suisse que autres, qui selon le Traité de Paix perpetuelle de mil cinq cens seize, doivent estre exemptes deldits péages & impôts, tant en entrant qu'en sortant de France, de tous les Privileges & immunités dont ils doivent jouir en vertu dudit Trai- té. Lesdits Marchands ne seront plus troublez ni mole- stes en aucune façon contre les susdites immunités: pourront aussi transporter l'or & l'argent monnoyé qu'ils auront reçu pour le prix de leurd. marchandises, en faisant leur declaration, & prenant les passeports ne- cessaires. Et de plus, Nous, Louis, Roi, laisserons le jugement de tous les procez qui surviendront entre lesdits Marchands, Fermiers & Receveurs de nos péages & droits, tant en demandant qu'en défendant aux Juges Roiaux naturels des lieux: & en cas d'appel aux Par- lemens, dont lesdits Juges naturels ressortiront, sans évoquer lesdits procez en notre Conseil: Sur quoi nous serons expedier nos Lettres Patentés en bonne & due forme, & ferons faire mandement exprés aux Gouverneurs des Provinces, & nos Lieutenans Generaux des lieux, d'y tenir la main, & les faire jouir deldits Privileges. NOUS DISONS ET DECLARONS par cesdites Presentes, signées de notre main, VOULONS ET NOUS PLAIST, que ledit Article soit observé selon sa forme & teneur. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux les gens tenans nos Cours de Parlemens, & à tous autres nos Juges & Officiers qu'il appartiendra, de faire jouir lesdits Marchands Suisses, du contenu audit Article: Et aux Gouverneurs ou nos Lieutenans Generaux en nos Pro- vinces d'y tenir la main. VOULONS qu'aux copies desdites presentes, deüement collationnées par un de nos Notaires & Secretaires, Foi soit adjoutée au present Original; CAR tel est notre plaisir: En témoin de- quoi, nous avons fait mettre notre Scel, à cesdites Pre- sentes. DONNÉ à Calais le 19. jour de Juillet, l'an de grace 1658. & de notre regne le seizième. Signé, LOUIS: Et sur le repli. Par le Roy. DE LOME- NIE, & scellé du grand Sceau en cire jaune.

ANS
de J. C.

1658.

FRANCE
ET MAN-
TOUE.

Articles, par lesquels Monsieur le Duc de Modene, au nom de S. M. T. C. & en vertu des Pouvoirs qu'il en a reçeu, accorde la Neutralité à Monsieur le Duc de MANTOUE. Fait à Modene, le 9. Juillet 1658. Freder Leonard. Tom. IV.

PREMIEREMENT. MONSIEUR le Duc de Mantouë se declare Neutre, & renonce au Traité de Ligue & de Confédération qu'il a avec la Maison d'Autriche, pour la défense de l'État de Milan : & partant Monsieur le Duc de Modene, en vertu du Pouvoir que S. M. T. C. lui en a donné, declare que Sadite Majesté mûe par les instances & les bons Offices de la Serenissime Republique de Venise, & par les assurances que le Duc de Mantouë lui a données des bons sentimens de M. le Duc de Mantouë pour S. M. le reçoit en ses bonnes grâces, & le laisse dans la libre, paisible & absolue possession de ses États, & Places de Mantouë & Montferrat, dans la même forme & maniere qu'il y estoit avant la susdite Ligue, Confédération & Obligation qu'il avoit contractée avec la Maison d'Autriche, S. M. se contentant que ledit Sieur Duc de Mantouë demeure en pleine Neutralité, qui durera tout le temps que la Guerre durera entre les deux Couronnes.

II. Le Commerce sera libre aux François ainsi qu'aux Espagnols, dans les Villes & l'État de Mantouë & de Montferrat en toutes choses, de la même forme & maniere qu'il se pratiquoit avant que S. A. se fut déclaré du parti de la Maison d'Autriche; l'une & l'autre Nation, & l'une & l'autre Armée, pouvant trafiquer librement avec les Sujets de l'un & de l'autre État, sans aucun empeschement, autant que les bons ordres & les Loix des Places le peuvent permettre.

III. La même liberté se pratiquera pour la Rivière du Pô, en permettant aux Barques & aux Bateliers qui y seront, & qui le voudront, d'aller servir l'une & l'autre Armée, moyennant un paiement raisonnable.

IV. Aussi-tôt après la signature des Presentes, tous les actes d'hostilité cesseront de part & d'autre, & les François se retireront du Mantouë pour le plutôt le quinziesme du présent mois de Juin, sans user d'aucune violence ni pretendre emporter aucune chose des Païsans.

V. Monsieur le Duc de Modene promet en son nom propre, & au nom de Sa Majesté Tres-Chrestienne, de ne prendre plus à l'avenir de quartier dans les États de Mantouë & de Montferrat, & s'il estoit obligé par nécessité de la Guerre d'y faire quelque passage, on en donnera premierement avis à S. A. ou à ses Ministres, afin qu'on fasse ensorte qu'il soit moins à charge aux Peuples, auxquels on paiera ce qu'on prendra, suivant qu'on en conviendra avec les Commissaires.

VI. Monsieur le Duc de Modene fera ensorte que Monsieur le Duc de Savoye retire ses Troupes de Montiglio, & autres Places du Montferrat si elles y estoient, & qu'il ne permette pas que ses Troupes fassent des courses dans aucun endroit des États de Monsieur le Duc de Mantouë, ou qu'elles l'incommodent en aucune maniere : & il s'emploiera pour que ces Princes, & leurs Sujets & États, vivent en bonne correspondance comme ils ont fait par le passé, & avant la Declaration de Monsieur de Mantouë en faveur de la Maison d'Autriche.

VII. Monsieur le Duc de Modene promet de faire paier par la France de mois en mois à Monsieur le Duc de Mantouë, la plus grande somme dont on pourra convenir, sur & tant moins des arerages échus des rentes que le Roi lui doit; ou au moins de satisfaire sur & tant moins desdits arerages, à la partie que Contarini a sup-

posé avoir païée pour la Reine de Pologne sur la

Dot.

de J. C.

1658.

VIII. Monsieur le Duc de Mantouë restituera incessamment les Canons avec leurs Afuts, Equipages, Munitions & Barques, qui se trouvent avoir été laissées à Casal après le Siege de Valence.

IX. Monsieur le Duc de Modene s'oblige de donner Passeport & leur passage, aux Soldats Allemands qui se trouvent à S. George, à Goite, & autres lieux du Mantouë, jusqu'à ce qu'ils aient rejoint leurs Corps.

X. Monsieur le Duc de Modene promet de rapporter dans deux mois, la Ratification du présent Traité par Sa Majesté Tres-Chrestienne.

XI. Quand ce présent Traité aura été conclu & signé par leurs Alteffes, il sera déposé entre les mains de la Serenissime Republique de Venise, à qui leurs Alteffes l'envoieront conjointement, pour qu'il soit observé dans son entier & inviolablement. Fait à Modene le 9. Juillet 1658.

*Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, ANS
& plusieurs Princes & Etats d'ALLE- de J. C.
MAGNE, appellé l'Alliance du Rhin, 1658.
signé à Maïence le 15. Aoust 1658. Freder. Leonard. Tom. III.*

FRANCE
ET AL-
LEMAGNE.

COMME le Roi Tres-Chrestien en qualité de Membre de la Paix, entre dans l'Alliance que les Eminentissimes, Serenissimes & Reverendissimes Princes & Seigneurs, le Seigneur Jean Philippe, Archevêque de Maïence, le Seigneur Charles Gaspard, Archevêque de Treves; le Seigneur Maximilien Henri, Archevêque de Cologne, Archichanceliers de l'Empire Romain en Allemagne, Gaule, Roiaume d'Arles & Italie, & Princes Electeurs; le Seigneur Philippe Guillaume, Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, de Juliers, de Cleves & de Mons, le Roi de Suede, comme Duc de Brema & de Verde, & Seigneur de Wismar, les Seigneurs Auguste, Christian, Louis, & George Guillaume, Ducs de Brunswick & de Lunembourg, & le Seigneur Guillaume Landgrave de Hesse, ont fait en vertu du Resultat dont ils sont convenus à Francfort le 14. d'Aoust de la présente année 1658. Sa Majesté T. C. approuve en toutes choses ce Resultat, & se joint conformément à sa teneur & sous les mêmes conditions, audits Electeurs & Princes: Ainsi le Roi T. C. d'une part, & les Electeurs & Princes Alliez de l'autre, se sont promis reciproquement amitié, & ont fait Alliance pour leur défense mutuelle & pour la conservation de la tranquillité publique dans l'Empire, & outre cela confirment par ce Traité particulier le susdit Resultat qui a été fait & reçu solennellement de tous, & sont convenus des deux costez des conditions suivantes; ensorte neanmoins que comme il est dit dans ledit Resultat, il sera libre à tous les autres Princes qui sont Membres de la Paix, sans en excepter aucun, d'entrer dans cette Alliance, soit qu'ils soient Catholiques, ou qu'ils suivent la Confession d'Ausbourg.

I. Il y aura entre le Roi T. C. & lesdits Electeurs & Princes Alliez, & leurs successeurs, heritiers & descendants, une sincere & ferme union pour ce qui regarde la Paix de Manster & d'Osnabruck, & une obligation reciproque pour leur mutuelle défense, ensorte que l'un défende l'autre, ou que tous en défendent un, & que ceux qui sont compris dans le Traité de Paix s'assisteront mutuellement l'un l'autre, s'ils sont attaquez dans leurs États, & ils le feront en la maniere suivante.

II. Cette Alliance défensive ne s'étendra pas plus loin, qu'à ce que le Traité de Paix les oblige les uns envers les autres, tant publique que particulière, le Roi Tres-Chrestien, & les Electeurs & Princes Alliez joüront chacun à leur égard & en commun, de cette seureté tant

ANS publique que particuliere, estant en assurance par les de J. C. secours mutuels qu'ils se donneront contre tous les agresseurs qui contreviendront au Traité de Paix. En particulier ils se secourront l'un l'autre contre ceux qui troubleront quelqu'un des Alliez, dans ce qu'il possède par droit de succession ou d'élection, ou en vertu du Traité de Paix.

III. Cette Convention particuliere pour faire observer la Paix, ne nuira en aucune façon à qui que ce soit, soit dehors ou dans l'Empire; la Gaecté même d'entre la France & l'Espagne en sera entièrement excluë, les Electeurs & Princes Alliez ne voulans & n'estans aucunement obligez d'y entrer.

IV. Le Roi T. C. entre dans cette Alliance défensive, & promet d'observer en toutes choses le Traité de Paix, & lorsqu'il en sera requis, d'assister ceux qui voudront l'observer, & prendront intérêt aux droits & à la liberté des Electeurs, & des Princes & Etats de l'Empire en general & en particulier, contre tous ceux qui voudront ou tâcheront de leur nuire ou de les troubler dans la jouissance de leurs droits & de leurs libertez.

V. Le Roi T. C. promet de ne pas porter les armes contre ou dedans l'Empire, de ne pas agir avec hostilité contre les Electeurs & Princes, ou contre leurs Etats & Provinces, de ne les point charger de contributions pendant l'hiver, ou d'autres exactions militaires, de ne les point troubler en quelque autre maniere, & de ne point permettre qu'on leve des Soldats en France ou en Alsace, pour attaquer l'Empire ou les Electeurs & Princes Alliez qui sont presentement entrez dans cette Alliance, ou qui y pourront entrer à l'avenir, ni qu'on y arme contre eux, & qu'on y fournisse à leurs Ennemis des Canons ou de la Poudre à Canon.

VI. Le Roi en particulier disposera tous ses autres Alliez, tant ceux qui le sont presentement que ceux qui pourront l'être à l'avenir, dedans ou dehors l'Empire, à conserver une bonne & constante amitié & la Paix avec l'Empire, les Electeurs & Princes Alliez, & à ne leur nuire ni préjudicier en aucune maniere, directement ni indirectement.

VII. Le Roi T. C. s'oblige au simple d'assister à ses dépens tous les Alliez ensemble ou chacun d'eux en particulier, de seize cens hommes de pied, & de huit cens chevaux, avec un nombre de Canons convenable, si eux ou quelqu'un de leurs Etats en quelque endroit qu'ils soient situés en Allemagne, estoient attaquez hostillement, ou si on les chargeoit de quelque maniere que ce fût, de quartiers ou de contributions pendant l'hiver, ou de passages, ou on exerçait des violences, ou d'exécutions militaires, ou d'autres voies de fait & vexations.

VIII. Semblablement les Electeurs & Princes Alliez promettent d'observer la Paix avec le Roi T. C. le Roiaume de France, & tous les Pais qui lui sont presentement soumis, & de ne point assister directement ni indirectement, de Troupes ou d'Argent, ceux qui voudroient au prejudice du Traité de Paix attaquer le Roi, & attaquer avec hostilité les Terres qu'il a acquises par le Traité de Paix, & qu'il possède, ou dans lesquelles il a droit de Garnison en vertu du Traité de Paix.

IX. Les Electeurs & Princes Alliez s'obligent au simple de secourir à leurs dépens le Roi T. C. du nombre de Gens de pied & de chevaux qui est exprimé dans le susdit Resultat, dans & pour les Provinces qu'il possède par le Traité de Paix, s'il estoit attaquez avec hostilité par quelque Etat de l'Empire, ou par d'autres qui soient Membres de la Paix de Munster, ou si on donnoit du secours à ses Ennemis qui envahiroient ces Provinces.

X. Si le Traité de Paix n'est pas observé, pour lors à la requisition de la Partie offensée, les Electeurs & Princes Alliez, & ceux qui seront entrez dans cette Alliance, emploieront aussitost conformement au Traité de Paix, tous leurs soins & leurs bons offices, afin que tout ce qui pourroit estre contraire à la Paix soit osté & réparé effectivement & sans délai.

XI. En vertu de cette Alliance tous & un chacun des Electeurs & Princes Alliez promettent que pour obtenir la conservation de la Paix, ils feront tous leurs efforts, tant dans les Diettes de l'Empire qu'ailleurs; afin que la garantie generale fondée sur le Traité de Paix au Paragraphe *Cependant*, soit établie efficacement & réellement, & quand elle sera établie ou qu'on en aura fait une particuliere entre les Membres de la Paix par l'entrée d'un plus grand nombre dans cette Alliance jusqu'à ce que l'on puisse établir fermement la generale, on conviendra des moyens réels & effectifs de conserver la Paix, & de la jonction des conseils & des forces contre ceux qui y contreviendront.

XII. Cependant tous & un chacun des Electeurs & Princes Alliez dont les Etats sont sur les Rivières, & principalement sur le Rhin, & outre cela en quelque endroit que ce soit, où cela se pourra à cause de la situation du lieu, seront obligez chacun dans son Territoire de prendre garde que des Troupes envoyées en Flandre ou ailleurs contre le Roi T. C. & ses presens Alliez, ne passent sur leurs Terres, & que ceux qui contreviennent à la Paix, n'y prennent des Quartiers d'Hiver, des Armes, des Canons & des Vivres.

XIII. Le Roi T. C. & les Electeurs & Princes Alliez se promettent mutuellement que si à l'occasion ou sous pretexte de cette Alliance défensive pour le maintien de la Paix en Allemagne, un d'eux ou tous sont attaquez avec hostilité par quelqu'un quel qu'il soit, soit dedans ou dehors l'Empire, en ce cas ils se secourront l'un l'autre de tout leur pouvoir & avec des forces proportionnées au peril, & ils feront tous obligez de faire marcher leurs Armées & de joindre leurs Troupes en fort bon estat, pour la défense de leur Allié qui sera attaquez.

XIV. Cette Alliance défensive durera trois ans, à compter du jour de la Ratification, & si cependant la Paix entre les Couronnes de France & d'Espagne n'est pas faite, elle sera prolongée du consentement de tous les Alliez, ou de ceux qui voudront persister plus longtemps dans cette Alliance, & on traitera de cette affaire à Francfort, une demie année avant que les trois ans soient expirez.

XV. Le Roi T. C. & les Electeurs & Princes Alliez se promettent mutuellement d'observer tous & un chacun de ces Articles, parce qu'ils sont fondez sur le Traité de Paix & les autres Continuations de l'Empire, qu'ils sont conformes au Resultat fait à Francfort le 14. Aoust de la presente année 1658. entre les Electeurs & Princes nommez ci-dessus, & dans lequel le Roi T. C. est entré, & qu'ils ne sont faits au prejudice de qui que ce soit; tous & un chacun des Electeurs & Princes Alliez se reservant néanmoins toujours la foi qu'ils doivent à l'Empire, à leur Patrie & à l'Empereur. En foi & pour sûreté de toutes ces choses, ce Traité d'Alliance a esté signé & scellé par les Ambassadeurs du Roi T. C. & des Electeurs & Princes Alliez qui ont promis d'échanger dans un mois les Ratifications de leurs Maîtres. Fait à Maïence le 15. d'Aoust 1658.

La Ligue du Rhin fut continuée pour trois ans, par un Traité passé à Francfort le 31. Aoust 1661. entre les mêmes, & les Ducs de Wirtemberg & des deux Poms.

Elle fut continuée une seconde fois pour trois autres années, par un Traité passé encore à Francfort entre les mêmes, le 25. Janvier 1663.



ANS
de J. C.
1658.

CCCLXVI.

L'ESPA-
GNE ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

Règlement entre PHILIPPE IV. Roi
d'Espagne, & les PROVINCES-
UNIES, au sujet de la Mairie de Bois-
le-Duc. Fait à la Haye le 28. Aout, 1658.
Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre.
Tom. IX. pag. 229.

A Chtervolgens de Resolutien Commissoriael van de Hoog Mog. Heeren Staten Generael der Vereenichde Nederlanden, van dates den negen en twintichsten Martij, seftienden May leffleden, ende sevendens deses, sijn de Heeren haer Hoog Mog. Gedeputeerden tot de saecken van de Meyerie van 's Hartogenbosch op 't verfoect van Josephus d'Omtelair Prior van de Carthusers tot Antwerpen, getreden in conferentie met den Heere Richard Raedt van den Koninck van Spaengien, des selfs Secretaris ende van sijn Mijsteyts Ambassade alhier gemachticht door Procuratie van den Heere Ambassadeur Don Esteuan de Gamara y Contreras, den negentienden Juny mede leffleden tot Veurne op hem verleent ende gepasseert, uyt crachte van seeckere autorisatie van den Heere Prince Don Jean d'Austria van dato den seuen en twintichsten May deses Jaers, ende den voornoemde Josephus d'Omtelair, in de voorz. qualiteyt als Prior, Procuratie hebbende van Christophorus van den Heetvelde Prior van de Carthusers tot Leeuwen, den Visitator van de Duytsche Provincien, gedaect in de voorz. Stadt Leeuwen den vier en twintichsten der selver Maent May, over de differenten noopende de goederen der Carthusers tot Vucht, ende over de selve alsoo geconvenieert ende geaccordeert, gelijk geconvenieert ende geaccordeert midts desen, dat de voornoemde Carthusers tot Antwerpen en desen Staet fullen betalen vijf en vijftich duysent guldens eens, van welke somme den Armen van de Stadt van 's Hartogenbosch drie duysent guldens sal profiteren ende genieten, te weten, de Diaconye van de groote Kercke aldaer twee duysent, ende 't Weeshuis der selver Stadt een duysent gulden, ende dat haer Hoog Mog. daer tegens de voorz. Carthusers tot Antwerpen fullen cederen, transporter en ende overgeven, soo als haer Hoog Mog. doen midts desen, alle de goederen, Hoeven, Landen, Thienen, Renten ende Inkomsten, geene uytgefondert, die 't voorz. Clooster eenichsints toecomen in wat plaecten die oock gelegen sijn, so onder het ressort van desen Staet, als van de hoochthegemelte Heere Koninck van Spaengien met alle hare gerechtigheden, sonder dat haer Hoog Mog. eenich verder recht ofte actie op de selve sijn behoudende, oock niet op die goederen ende incomsten die na de Reductie van de voorz. Stadt 's Hartogenbosch by de voornoemde Carthusers sijn verveemt, behoudelijck nochtans dat alle de voorschreve somme van vijf en vijftich duysent gulden fullen blijven verbonden, tot de volle effectuele betalinge van de selve toe. Gelijk oock by haer Hoog Mog. afgedaen sal werden het Leen, daer met secker Hoede tot Udenboudt, onder de goederen der voorz. Carthusers beyonden, beswaert is, dat mede de Prior ende Procurator om de verkopinge van de voorz. goederen te mogen bywelen, sal vergunt werden behoorlijcke Passpoort, voor den tijt van drie Maenden, ende eyndelijck dat de Carthusers tot Antwerpen voornoemt de voorz. goederen ende de opkomsten van dien absolutelijck aenvaerden, besitten, ende genieten fullen, 't sedert den eersten January van dit loopende Jaer seftienhondert acht en vijftich, midts van den selven tijdt af betalende Interest van de meergenoemde somme van vijfen vijftich duysent guldens tegens de penning twintich of vijf van 't hondert in 't Jaer, tot dat het selve Capitaal effectivelijck sal sijn afgeloft ende gequeten.

Aldus gedaen, geconvenieert, geaccordeert ende wederzijds ondertreckent, ende bezegelt in den Hage op

CCCLXVI.

ANS
de J. C.
1658.L'ESPA-
GNE ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

Traduction de ce Traité.

EN Conformité de la Resolusion Commissoriale de leurs H. P. les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas en date des vingt neuvième Mars, seizième May derniers, & septième du present mois, sont les Seigneurs Deputez de L. H. P. pour les affaires de la Meyerie de Boisleduc, à la requisition de Joseph d'Omtelair, Prieur des Chartreux d'Anvers, entrez en Conference avec le Seigneur Richard Conseiller du Roy d'Espagne son Secretaire & Ambassadeur de sa Majesté autorisé par la procuracion du Seigneur Ambassadeur Don Esteuan de Gamara y Contreras accordée & passée à Furnes le dix neuvième Juin aussi dernier, en vertu de certaine autorisation du Seigneur Prince Dom Jean d'Autriche en date du vingt septième May de la presente année, & le susdit Joseph d'Omtelair en la susdite qualité de Prieur ayant procuracion de Christophe de Heetvelde Prieur des Chartreux de Louvain, visiteur de la Province germanique, datée dans la susdite Ville de Louvain le vingt quatrième du susdit mois de May, sur les differens concernant les biens des Chartreux de Vucht, ont convenu & accordé, comme ils conviennent & accordent par ces presentes, que les susdits Chartreux d'Anvers payeront à cet Etat cinquante cinq mil livres une fois pour toutes, de laquelle somme les pauvres de la Ville de Boisleduc profiteront & jouiront de trois mil livres, savoir la Diaconie de la grande Eglise dudit lieu deux mil & la Maison des Orphelins de ladite Ville mil livres, & que d'autre part L. H. P. cederont & transporteront, ainsi que L. H. P. cedent & transportent par ces presentes, aux susdits Chartreux d'Anvers tous les biens, metairies, terres, dixmes, rentes & revenus, nuls exceptez, qui appartiennent en quelque maniere audit Cloître, en quelques lieux qu'ils soient situéz tant dans le ressort de cet Etat que du susdit Seigneur Roi d'Espagne, avec tous leurs droits, sans que L. H. P. en retiennent plus aucun droit ou action, non plus que sur les biens & revenus qui après la reduction de la susdite Ville de Boisleduc ont été alienéz par les susdits Chartreux, à condition neanmoins que le tout demeurera obligé pour ladite somme de cinquante cinq mil livres, jusqu'à l'entier & effectif payement d'icelle. Comme semblablement de la part de L. H. P. sera annullé l'hommage dont certaine Metairie d'Udenboudt, qui se trouve entre les biens desdits Chartreux, est chargée; qu'aussi audit Prieur & Procureur pour pouvoir assister à la vente des susdits biens, sera accordé un passeport convenable, pour le tems de trois mois, & enfin que les Chartreux dudit Anvers possederont, & jouiront absolument des susdits biens & des revenus d'iceux depuis le premier Janvier de cette année cowlante mil six cents cinquante huit, en payant dès ce tems là l'interet de la susdite somme de cinquante cinq mil livres, à raison du denier vingt ou cinq pour cent par an jusques à ce que le Capital soit effectivement remboursé & acquitté.

Ainsi fait, convenu accordé, signé & scellé de part &

ANS op den acht-en-twintichsten Auguſt ſeſtien hondert agt-
de J. C. en-vijftigh.

1658.

(L. S.) A. Schoock. (L. S.) V. Richard.
(L. S.) J. Duyſ van Voorhout. (L. S.) F. I. d'Outelair.
(L. S.) J. Veth.
(L. S.) G. v. Hoolck. Onderſtont, by ſante van
(L. S.) E. v. Bootſma. geen Zegel, ſoo hebben my
(L. S.) Wern. Crans. gediend van 't Zegel van
(L. S.) J. Schultenborgh. d'Heer Richard.

& d'autre à la Haye le vingt huitième Aout mil ſix cens
cinquante huit.

ANS
de J. C.

1658.

(L. S.) A. Schoolk. (L. S.) V. Richard.
(L. S.) I. Deyſ van Voorhout. (L. S.) F. I. d'Outelair.
(L. S.) I. Veth.
(L. S.) G. v. Hoolck. Et plus bas étoit écrit,
(L. S.) E. v. Bootſma. faute de ſeau je me ſuis
(L. S.) Wern. Crans. ſervi de celui du Sieur
(L. S.) I. Schultenborgh. Richard.

CCCLXVII.

ANS *Traité entre LOUIS XIV. Roi de Fran-*
de J. C. *ce, & RICHARD CROMWEL,*

1659. *Protecteur d'Angleterre, pour parvenir*
aux moïens de procurer la Paix entre la Sué-
de & le Danemarck, à Weſtmuſter le 3. Fé-
vrier 1659. Freder. Leonard. Tom. V.

LA FRAN-
CE ET
L'ANGLE-
TERRE.

LA Guerre s'étant rallumée de nouveau entre les Rois de Suède & Danemarck, nonobstant le Traité fait dernièrement à Roschild, par la médiation de la France & de l'Angleterre, & l'engagement que plusieurs autres Princes & Etats y ont pris, faisant naître de nouvelles difficultés à la Paix que tous les Peuples de la Chrétienneté souhaitent depuis si long-temps, & diminuant la liberté du Commerce dans les Pais Septentrionaux au grand dommage des autres Nations; pour remédier à de si grands maux, & délivrer le Roi & le Roïaume de Suède des maux dont ils sont menacés par tant d'Ennemis armés contre eux, on a crû qu'il étoit de l'intérêt de la France & de l'Angleterre de ne manquer à aucun devoir d'amitié envers cette Couronne qui leur est alliée depuis si long-temps, & non seulement de continuer si les affaires de l'une & de l'autre le permettent, les secours qu'on a donnés jusqu'à présent au Roi de Suède, & de joindre leurs efforts & leurs soins pour rétablir la Paix dans lesdits Pais du Septentrion, mais aussi de faire le présent Traité à l'occasion de la Flotte envoyée par l'Angleterre vers le Détroit du Sund, après la promesse faite par le Sieur Antoine de Bordeaux, Conseiller aux Conseils d'Etat & Privé du Roi Tres-Chrétien de France & de Navarre, & son Ambassadeur Extraordinaire en Angleterre; que Sa Majesté regardera comme ses Ennemis tous les Princes & Etats, qui à raison & à l'occasion dudit secours de Mer deviendront Ennemis de l'Angleterre, & ledit Ambassadeur ayant reçu un plein-Pouvoir de confirmer authentiquement la même chose par un Traité, & de convenir de tout ce qui peut concourir aux desseins de l'une & de l'autre Nation. Et le Serénissime & tres-Puissant Seigneur Richard, Protecteur de la République d'Angleterre, &c. ayant député pour la même fin en qualité de ses Commissaires, les Sieurs Nathanaël, Seigneur de Fiennes, premier Garde du Grand Sceau d'Angleterre, & Conseiller aux Conseils Privés de son Altesse; & Jean Thurlac, principal Secrétaire d'Etat, & Conseiller en lesdits Conseils, on est convenu de part & d'autre des articles suivants.

I. On donnera au plutôt ordre aux Ministres de France & d'Angleterre résidens en la Cour du Roi de Suède, d'employer toutes sortes de soins & de diligences pour le porter à faire la Paix à de justes conditions avec le Roi de Danemarck, & de se transporter ensuite à Copenhague, pour inspirer le même desir au Roi de Danemarck, persuadant aux deux Princes que c'est l'avantage de l'un & de l'autre, & le commun desir de leurs Amis.

II. Afin que cette Negociation de Paix s'avance plus facilement, si lesdits Rois paroissent disposés à faire un Traité, ces Ministres leur offriront la médiation de leurs Maîtres, & si elle leur est agréable, ils emploieront tous leurs soins pour achever ledit Traité.

III. Pour lever toutes les difficultés qui pourroient

se rencontrer touchant l'exécution, & l'observation ou ſeureté du Traité, on offrira aussi à ces Princes la garantie, tant de la France que de l'Angleterre, & on donnera pouvoir ausdits Ministres de promettre que leurs Maîtres embrasseront le parti de celui qui aura été le premier attaqué avec violence & hostilité au préjudice du Traité qu'on aura fait, & d'être contre l'Agresseur.

IV. Si tous ces soins ne peuvent pas porter lesdits Rois à faire la Paix, & que l'on juge qu'il est du commun bien & de l'intérêt de l'un & de l'autre Allié d'affirmer le Roi de Suède, la France & l'Angleterre lui donneront du secours chacun selon que leurs forces & leurs affaires le leur permettront.

V. Si à cause & à l'occasion du secours que l'Angleterre a déjà envoyé, ou donnera à l'avenir au Roi de Suède, il se levait une nouvelle Guerre entre l'Angleterre & quelque Prince ou Etat, la France lui déclarera ouvertement la Guerre, & prendra le parti de l'Angleterre contre cet Ennemi, & même quand il en auroit plusieurs, l'Angleterre en usera de la même manière de son côté à l'égard de la France si elle se trouvoit engagée dans de nouvelles Guerres pour le même sujet & la même occasion.

VI. On est encore convenu que si de la manière & à l'occasion marquées ci-dessus, il se levait une Guerre entre la France ou l'Angleterre, & quelque Prince ou Etat, ni l'une ni l'autre ne pourra faire ni Paix ni Trêve avec ses Ennemis que conjointement, & l'une nommera & comprendra l'autre dans quelque Paix ou Trêve qu'elle fasse avec ledit Prince ou Etat.

VII. Afin que ladite Paix puisse être plus certaine-ment & plutôt établie entre lesdits Rois, les Ministres de France & d'Angleterre résidens à la Haye, insisteront continuellement auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies, pour qu'ils n'envoient point de nouveaux secours pour cette Guerre au Roi de Danemarck, qu'ils emploient au contraire sincèrement & de bonne foi, conjointement avec eux, leurs avis & leurs forces, pour reconcilier lesdits Rois, afin d'ôter toute occasion qui pourroit troubler l'amitié qui est entre la France, l'Angleterre & les Provinces-Unies.

VIII. Et parce que l'Alliance par laquelle le Roi de Danemarck semble uni avec le Roi de Pologne & l'Electeur de Brandebourg, pourroit causer de nouvelles difficultés & de nouveaux retardemens audit Traité, on donnera aussi ordre aux Ministres de France & d'Angleterre qui résident près desdits Princes, de travailler avec une semblable diligence à procurer la Paix entre lesdits Rois de Suède & de Pologne, & l'Electeur de Brandebourg, afin qu'on puisse rendre une Paix plus ferme dans ces Pais Septentrionaux, & rétablir entièrement la liberté du Commerce.

IX. Le présent Traité sera confirmé & ratifié dans le mois prochain par des Lettres Patentes de l'une & de l'autre partie, scellées du grand Sceau en forme de double authentique, on les échangera mutuellement dans ledit temps, & on ne laissera pas cependant de le mettre à exécution.

S'ensuit la teneur du plein-Pouvoir de
Sa Majesté.

LOUIS, &c. A tous ceux, &c. Salut. Le des-
sir, &c.

S'en-

ANS
de J. C. *S'enfuit la teneur du plein-Pouvoir du Serenissime Protecteur.*
1659.

RICHARD, par la Grace de Dieu Protecteur de la Republique d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande, &c. à tous & à chacun de ceux qui ces presentes Lettres regarderont, Salut. Sçachez que le Serenissime Olivier nôtre Pere de glorieuse memoire, & cette Republique aiant esté en Paix & amitié avec le Serenissime & Tres-puissant Prince & Seigneur **LOUIS XIV.** Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, les heureux succès que cette Alliance a eue, aiant fait connoître qu'elle estoit avantageuse à l'un & à l'autre, Nous & ledit Roi Tres-Chrestien avons jugé à propos de prendre des nouveaux desseins pour nostre bien commun. C'est pourquoy ledit Roi Tres-Chrestien a député le tres-Noble Homme le Sieur Antoine de Bordeaux, Conseiller en ses Conseils d'Etat & Privé, & son Ambassadeur Extraordinaire auprès de Nous, muni d'un Pouvoir suffisant pour traiter & conclure avec Nous les choses qui regarderoient le bien commun. Et Nous aussi animés d'un même desir de l'utilité de l'une & de l'autre Nation, & entierement persuadés de la probité, fidelité, prudence & sagesse singulière de nos bien amez & feaux Nathanaël, Seigneur de Fiennes, le Premier des Gardes de nostre Grand Sceau d'Angleterre, & Conseiller en nos Conseils d'Etat & Privé; & Jean Thurlac, nôtre

principal Secretaire d'Etat & Conseiller en nos Conseils Privés, Nous les faisons, constitutions & nommons de J. C. l'avis de nostre Conseil nos veritables & certains Commissaires, Procureurs & Députés, leur donnant & accordant une entiere autorité, faculté & pouvoir, & un general & special mandement, pour avec ledit tres-Noble Homme ledit Sieur Ambassadeur du Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, traiter, conclure, & transiger pour Nous & nos Successeurs avec ledit Roi, toutes les choses que nosdits Commissaires jugeront estre de bien commun, & Nous promettons de bonne foi en Nous obligeant par ces Presentes, Nous & nos Successeurs, d'observer, faire, garder & ratifier de la meilleure maniere qu'il se pourra, comme si Nous y estions present, tout ce que nosdits Commissaires accorderont, concluront, & concerteront avec ledit Sieur Ambassadeur. En témoignage de quoi Nous avons signé ces presentes Lettres Patentes de nostre propre main, & y avons fait apposer nostre Grand Sceau d'Angleterre. Donné dans nostre Palais de Westmunster, le 21. jour de Janvier de l'année 1658. suivant le vieux stile, **RICHARD. P. PESCOY.**

En foi & en témoignage de toutes lesquelles choses, Nous Ambassadeur de Sa Majesté avons signé le present Traité de nostre propre main, & y avons fait apposer le Sceau de nos Armes. Fait à Westmunster le 3. jour de Fevrier de l'année du salut 1659. Signé, **DE BORDEAUX.**

CCCLXVIII

ANS
de J. C. *Traité entre GUILLAUME HENRI Prince d'Orange, & CHRISTOPHE BERNARD Evêque de Munster. Fait à Coesfeld, le 15. Février, 1659. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. IX.*
1659.
ORANGE
ET
MUNSTER.
pag. 563.

Kennelick en te weten zy hier mede aen een yegelijck; Nadien tusschen de Doorluchtigste Furstinne ende Vrouwe Hare Koninklijke Hoogheyt Vrouw Maria, gebooren Princesse Royael van Groot Brittagne, ende Hare Hoogheyt Vrouwe Emilia Weduwe, Princesse van Orangie (titular) so wel voor haer selfs als in kracht dragende macht van syne Churfürstel. Doorl. Heer Frederik Wilhelm, Markgraef tot Brandenburg (titular) als respectieve Moeder, Groot-Moeder ende Voormoeder des oock Doorluchtigsten Forst ende Heere, Heer Willem Hendrick Prince tot Orangien (titular) ter eenre, ende de hoogwaardigste Forst ende Heere, Heer Christoff. Bernhard Bischoep tot Munster, des Heyl. Rooms Rijx Forst, Burggraef tot Stromberg aen de andre zyde, wegen eenige pretensie op 't Sloth ende Vleek Bevergern, Item het Huys en Ampt Cloppenburg, Oyte ende Friesoyte, oock het Embulundt, de Schappe, de Humerlingh, ende andere Plaetsen meer, so veele van de Grave van Teecklenborg daer van aen 't Sticht Munster (Lingen met sijn vier Carpelon uyt bescheyden) gecedeert, is verweering ende strydisheyt voorgevallen, daer-en-boven de Hooghgedachte Voornomschap der voornemde Ampten, Slooten, Vlecken, Steden, Dorpen, Plaetsen, Stucken ende Goederen respectieve restituatie en inruyminge begeert, Hoogstged. Heer Bischoeps Furstel. Gen. noch tans niet daer toe heeft kunnen verslaen, maer aengewesen dat hy van de selve nu voor derdehalf hondert ende meer jaren in continuelen inhebbentheyt ende possessie vel quasi was. Het welcke dan op een statelijke colise ende verstoffing van de Nabuylijke goede voornemens ende vriendtschap in daer dael konde en mochte uytvallen : dat om sulcx voort te komen, oock om conservatie ende voortsettinge van verdere vertrouwelijke intelligentie, behoudinge der so dier verworvene Vre-

Tom. III.

de

CCCLXVIII

Traduction de ce Traité.

ANS
de J. C.
1659.

ORANGE
ET
MUNSTER.

Soit Notoire & sachent tous & un chacun par ces presentes, que comme entre la Serenissime Princesse & Dame son Altesse Royale Dame Mariee Princesse Royale de la Grand Bretagne, & son Altesse Dame Emilie veuve, Douairiere & Princesse d'Orange (titular) tant pour elles mêmes, qu'en vertu de la procuracion de la Serenité Electorale le Seigneur Frederic Guillaume Margrave de Brandebourg (titular) comme Mere, ayee, respectives & tutrices du Serenissime Prince & Seigneur, le Seigneur Guillaume Henri Prince d'Orange (titular) d'une part, & le tres digne Prince & Seigneur, le Seigneur Christoffe Bernhard Evêque de Munster Prince du St. Empire Romain, Burgrave de Stromberg, d'autre part, il y avoit eu quelques mesintelligence & débats au sujet de quelques pretensions sur le Chateau & bourg de Bevergern; Item les Maisons & Chatellenies de Cloppenburg, Byte & Friesoyte, ensemble l'Emstandt, le Schappe, & Humerlingh & plusieurs autres places, plusieurs furent cedées à l'Evêché de Munster par le Comte de Teckelenborch, (excepté Lingen avec ses quatre forts) & qu'outre ce la garde noble ou tuteurs ayant demandé la restitution & possession desdites Chatellenies, Chateau, bourg, Villes, Villages, places, terres & heritages respectifs, à quoy le susdit Seigneur Evêque n'a pas voulu entendre, mais a objecté qu'il y a plus de deux cens cinquante ans qu'il les possède continuellement, ou en une quasi possession, lesquelles choses auroient pu troubler la bonne voisinance & amitié, & que pour le prevenir, & avancer une plus grande confiance & intelligence, & pour la conservation de la paix qui a tant coûté à la Nation Germanique dans l'Empire & Provinces limitrophes, & pour plus grand & plus ferme repos des deux parties, après plusieurs conférences tenues de part & d'autre, elles sont convenus & accordés en la maniere qui suit.

C. c. c. c.

Pre-

ANS de in des Rooms Rijck Duytſcher Natie ende der ſelver
de J. C. aengrenſende Landſchappen, ende tot meerder ende
1659. vaſter ruite van beyde deelen nae veele *hinc inde* gedane
ſchikkingen ende geloude ne conferentien, ſy lig daer
over op naervolgender wyſe goediglyck geſet, verce-
nigt ende vergeleeken hebben.

Eerſtelijck quitteert, renuncieert ende begeeft ſich
meerhoogſtgedachte Voor-mombſchap in de naeme
van haer pleege Soon, oock voor ſich ſelfs ende 't gan-
ſche Huys van *Orangien*, aller Verwante, Cog ende
Agnaten, alle vermynde pretenſien, aenſpraeck ende
vorderingh, van wat name die oock mochten zijn, op
voorgemelte Stucken, Goederen, Heerſchappyen,
Oorden, Plaecten, niet alene haer aen ende toeho-
rige lediglyck ende tot eeuwigen tyden ſich der ſelver
nimmermeer in noch uyt den Heylige Roomſche Rijck,
of in en uytlandſche Heeren Hoven ende Gerichten,
hetzy gerichtelyck ofte buyten gericht, *sub quocumque*
etiam quaſito colore & prætectu ſijn Furfſtelijcke Genade
der ſelver Succelloren in 't Stift, Furfſtendom ende Lan-
ſchap *Munſter* te gebruycken, maer mortificeren ende
dooden de ſelve hier mede in dier voegen, datſe van
euwigheyt ende als of ſy nimmermeer *in verum natura*
waren geweest, verenigt zijn ende als gedoodet ven-
nigtig ewewiglyck verbylven ſullen, tot dien eynde en
tot meerder en krachtiger bondigheyt cedert en over-
geeft meer-hoogſtgedachte Voor-mombſchap, gelijck
boven ſtaet, die hier onder eenigſints competerende en
aengematigde *actiones*, behulp ende goetdaden tegen
en yeder die ſich van wegen de gedachte Stucken ende
Goederen verder ofte anders concerneren kunnen ofte
mogen, in ſpecie de Graven van *Tecklenborgh* renun-
cieert ende vertyet ſich oock voortaan ende van nu aen
ten ewewigen tyden van den text ende paſſage ſoo meer-
gedachte Heer Prince hem ofte het Huys *Orangien* op-
gedachte Sloten, Goederen ende Pretenſien, ſelven
te goede in 't *instrumento Pacis Hispano-Hollandico de*
Anno 1648, en in 't articul *reſignat*, afſonderlyck ge-
reſerveert, ſich van ſulcx nimmermeer te ſullen dienen,
gelijck dan de ſelve den meerhoogſtgedachte ſyne Furf-
ſtelijcke Genade des ſelfs Nakomelingen aen den Stift, Furf-
ſtendom, ende Landſchap deſen aengaende, niet min-
der als wegen alle opgemelte pretenſien beſonderlyck
gequitteert ende loſgeſproken hebben. By ſo verre ſich
het over kort ofte lang toedragen mochte, dat ſyne Furf-
ſtelijcke Genade, des ſelfs Succelloren 't Stift, Furfſtendom
ende Landſchap tegen deſe vergelykinge, ceſſie
ende handeling, ofte oock aen meergemelte Goederen
ende wat daer toe gehoort, ofte anders in des ſelfs beſit
ende inhebbentheyte aengevochten, verhindert en ont-
ruſſet mocht worden, op wat wyſe ofte maniere ſulcx
mochte geſchieden, van wie ofte welken het oock wa-
ren, ſo verſpreecken ende gelooven opgedachte Voor-
mombere van *Voor-mombſchap* wegen ſyne Vorſtelijcke
Genade, des ſelfs Succelloren ende Stift, Vorſtendom
ende Landſchap *Munſter*, in alſulcke ſtucken, alſe in
krachte deſer ceſſie ende handeling van Hoogloſſely-
cke Huys van *Orangien* verworven valſelyck te vertreden,
guaranderen, te hanthaven ende in allen ſchadeloos te
houden, verſekeren ende verplichten ſich oock hier me-
de, ende in kracht deſes die vervoegeinge te doen, oock
daer voor in te ſtaen, dat meerhoogſtgemelte haer nog
minderjarige pleegh-Soon na ingeredene ſyne *majori-
tate* voogtbaerheyte, deſe contract, beſluyt ende ver-
gelykinge voor ſich ſelven, ſyne Erven ende Nakome-
lingen *vigoriferen*, beſteygen, ende voor aengenaem
te houden, oock dieſewegen ende hier onder het Stift,
Furfſtendom ende Landſchap, ſyne Furfſtelijcke Genade
of des ſelfs Nakomelingen niet meer aen ofte toetge-
gen ſal, alles by Cheur-ende Furfſtelijcke ware woorden,
eere ende geloove, ende by verſettinge of verpandinge
van alle haeres Heeren pleegh-Zoons Haef en Goederen,
Furfſtendommen, Graefſchappen, en Heerſchappyen,
waer de ſelve gelegen ofte aen te treffen zijn mochten,
niet daer van uytgeſondert; gelijck oock in ſpecie de
Graef ende Heerſchap *Lingen* met alle der ſelver in ende
toegehoorten, in diervoegen ende met ſodanige form
dat

Premierement leſdits Tuteurs renoncent & abandonnent
à jamais au nom de leur fils, auſſi bien que pour eux &
pour toute la Maïſon d'Orange, parens & allies, toutes
les pretenſions, demandes & actions, quels noms qu'elles
puſſent avoir, aux ſuſdites pieces de terres, biens, Sei-
gneuries, & Places, ſans jamais intenter à cet égard
Action dedans ni dehors du St. Empire Romain, ni par-
devant les Cours ou juſtices d'aucuns Seigneurs Etran-
gers, ſoit en juſtice ou hors de droit, ſub quocunque etiam
quaſito colore & prætectu, contre ledit Prince ni ſes
Succelleurs à l'Evêché, Principauté ou Province de Mun-
ſter, mais de les amortir & aneantir par ces preſentes,
de telle maniere que ſi leſdites choſes n'avoient jamais exiſ-
té dans la Nature, & promet qu'elles demeureront amorties
& annulées pour jamais, & à cette fin & pour plus
grande vertu & ſermeté cedent & abandonnent leſdits
administrateurs de la Tutelle comme deſſus, toutes les
actions, ſecours, & bienſaits à l'égard d'un chacun que
leſdits pieces & biens pourroient encore concerner, & ſpe-
cialement les Comtes de Tecklenbourg renoncent pour l'a-
venir & des à preſent comme pour lors, & pour toujours
auxdites & paſſage reſervez ſpecialement audit Prince ou à
la Maïſon d'Orange ſur leſdits Chateaux, biens & pre-
tenſions, dans l'inſtrument de paix fait, entre l'Eſpagne
& la Hollande en l'année, 1648 dans l'article reſignat,
promettant de ne s'en jamais ſervir, comme de fait ils quit-
tent particulièrement leſdites pretenſions au ſuſdit Prince &
ſes Succelleurs auxdits Evêché, Principauté & pais; Et
s'il arrivoit que ſon Alteſſe & ſes Succelleurs auxdits Evê-
ché, Principauté & pais, vinſſent à être troublez & in-
quietez en la poſſeſſion des choſes cy-deſſus dites en quelque
maniere & parquy que ce puiſſe être contre la preſente ceſſion
& tranſport fait par ladite Maïſon d'Orange, les ad-
ministrateurs de ladite Tutelle promettent d'en garantir
à ſadite Alteſſe & ſes Succelleurs & les Evêché, Prin-
cipauté & pais de Munſter, & de les protéger, & in-
demniſſer, & s'obligent auſſi par & en vertu de ces pre-
ſentes de faire ladite indemnité; & ſe portent ſorts que
leur ſuſdit fils pupile après qu'il ſera parvenu en age de
Majorité d'agréer & ratifier ce Contract & convention
pour luy ſes Heritiers & Succelleurs, & de ne ſer rien ap-
roprier ou attribuer ſous l'Evêché, Principauté, & pais de
Munſter, le tous ſous parole d'Electeur & de Princeſſe &
ſur leur honneur & ſoy, obligant & hypothéquant à cet
eſſet tous les biens, Principautés, & Seigneuries audit Sei-
gneur leur fils & pupile, nuls exceptez, en quelque lieu
qu'ils puiſſent être ſituez, comme auſſi ſpecialement la
Comté & Seigneurie de Lingen avec toutes ſes dependan-
ces, entelle maniere & forme que l'hypotheque generale ne
deroge point à la ſpeciale, ni la ſpeciale à la generale. Ren-
noncans leſdits Tuteurs & tous les autres interſeſſez ſpe-
cialement, au beneficium auth. preſente C. de Fidejuſſ.
diviſionis vel epiltole Divi Adriani, cedendarum
actionum & novarum conſtitutionum de fidejuſſoribus
aut pluribus debendi reis S. C. Velliani auth. ſi qua mulier
& renoncant à tout ce qui à cet égard peut être par le droit,
favorable au Sexe Feminin, même aux differences & diſpo-
ſitions du Corps de l'un & l'autre droit du Saint Empire
Romain comme auſſi à toutes Ordonnances des autres Prin-
ces & Souverains & pais, & generallement à toutes
exceptions, allegations, & ſubterfuges, qu'à leſdits fils
pupile & à elles mêmes pourroient competer ſou preſentement
ſoit à l'avenir, comme de fait elles y renoncent par ces preſen-
tes, ſciemment & de l'avis de leur Conſeil & en la meil-
leure forme, à toutes & une chacune nulle exceptées, non
moins qu'aux dites differences & diſpoſitions ſpeciales con-
tenues dans le Corps de l'un & l'autre droit du St. Empire
Romain, & à toutes ordonnances de tous autres Princes,
Seigneurs & pais qui ſe pourroient trouver & exprimer,
auxquel tous, & un chacun tam in genere quam in ſpe-
cié, elles renoncent comme s'ils étoient icy mis & expri-
mez

ANS dat de generale hypotheec der speciaal ende de speciaal
de J. C. den generaal niet diogenen ofte in de wege leggen kan
ofte sal, renuncieren ende verſien oock daer neven de
1659. Heeren Voormomber en alle hier by mede geïntereſ-
ſeerde in ſpecie op het *beneficium auth. preſente C. de Fi-
dejuff. Diſpoſition vel Epiftole Dno Ariani, cedenda-
rum aſſionum & novarum conſtitutionum de ſidejuſſoribus,
aut pluribus debendi veis S.C. velliani auth. ſigna mulier,*
ende wat dies aengende meer het Vrouwelyck geſlacht
by de Rechten indulget ende vergunſtiget, oock in
corpore utriusque juris des Heyl. Roomſen Rijcx aſſchey-
den ende ſettingen, oock in alle andere Furſten ende
Heeren Landſchaps ordeningen bevindlyck ende wijd-
loperiger uitgeduydet zijn; oock *generaliter* alle andere
exceptien, inbruinginge, ende uytvluchten, welcken
haeren Heer pleegh Soon ende haer ſelven eniger mate
competeren, ofte in 't toekomende competeren of aen-
waſſen konnen ende mogen; gelijk de ſelve alle ende
yder, geeae daer van uytgeſondert, niet weyniger als
voorige ſpeciales in *corpore utriusque juris* des Heyligen
Roomſ. Rijcx aſſcheyden ende ſettingen, oock alle an-
dere Furſten, Heeren ende Landſchaps ordonnancien
exprijuerent, bevindlyck ende uitgeduydet zijn; aen
welcken allen, ende ieder *tam in ſpecie quam in genere*
als off ſy alle hier in waeren ſpecificke geſetter ende be-
naemt; ſy hier mede welverſtandlyck ende van haere Raden
ende andere genoegſaem onderricht in krachte deses in
optima juris forma renuncieren ende verſien, ende ſig
de ſelve gantſlyck, absolute & *plenissime* nu ende een-
wiglyck begeven of daer van aſſtaan, in diervoegen dat
tegen deſe hare verbintenis ende obligatie, oock die
dier in gegevene licentie op cygener autoriteyt ende
voor ſich ſelfs de executie te doen, ofte anders *per viam*
parate executionis te ageren, ſy alle ende een yder, gee-
ne van alle ende yder van de gemelde exceptien, be-
ſchuttingen of contradicſien, noch oock eenig ſcript, re-
ſcript, gebod of verbod, al was het oock van den Rooms
Keyſerlycke Maſteyt des Heyligen Rijcx Chour-Vor-
ſteſt ende Stenden, andere Kroonen, Koningen, Po-
tentaten ende Landſchappen albereyts erhouden, ofte
in toekomende tijt *ſub quocunque etiam colore & pre-
textu* impetreet ende erhouden mochte worden; noch oock
anders eenig behulp, *appellationis, provocacionis, re-
cuſus, reſtitutionis in integrum, nullitatis contractus, ac*
proceſſus reviſionis ende anders (het welck ſy deſgelijck
welwetentlyck ende genoegſaem daer van onderricht in
de beſte forme na rechte renuncieren ende daer van aſ-
ſtaan, ſo veel ſy deſe eeniger maten contrarieren kon-
nen ofte mogen nu ende ten eeuwigen tijden) beſchut-
ten ende beſchermen ſullen, konnen ofte mogen, maer
het ſal (voorige alle onverhindert ende niet des te wey-
niger) *ad paratam executionem, ejuſque vias & modos*
met de ſelve allen ofte eenigete gelijk *una via & modo*
electis, de andere onbenomen, iſterck geprocedeert en
ſpoedelijck voortgevaren moge werden.

Daer-en-tegen verſprecken meer 'hoogh-gedachte
Vorſtelijcke Genade met voorweten ende believen van
ſijn Standen aen de meer hoogſtedachte Voormomber-
ſchap, tot doodinge van alle opgemaelde aenſpraek ende
pretentie op meer-gedachte Goederen, Oorden,
Plaetſen, Diſtricten, *cum pertinentiis omnibus & ſin-*
gulis nec non quibuscunque, quomodolibet an & connexis
& dependentibus, de ſomme van hondert en vijftien duſ-
ſent Rijxdaelders, yder tot *vijftigh ſuyvers* Hollandſ,
in ſijn Stijten, Vorſtendommen ende Landſchappen,
ende alhier toe Coeſſelt, ofte waer hy ende de Vorſtel.
Landſchaps Penning-Kamer in 't Stijt anders bevonden,
wilde in handen van die ofte dien de welke van de
Voormomberſchap daer toe genoegſame volmacht ofte
behoorlijke aſſignatie ende overwyſing inbrengen ſul-
len, aen te tellen, ende tegenrichtige quiting betalen
te laten, by evenmatige verpandinge van alle ſyne Haef
ende Goederen, hier ende elders te vinden ende aen te
treſſen, tot dat daer aen de dadelijcke voldoeninge ende
aentellinge der opgedachte *hondert & vijftien duſſent* Rijx-
daelders ſonder eenig foute of afkortinge tot volkomen
vergenoeginge der hooghedachte Voormomberſchap;
alſo

ANS *meſ ſpecificquement, les abandonnant & ſ'en departant*
absolument & entierement preſentement & pour toujours, de J. C.
en ſorte que contre cette preſente leur obligation ni la licence
1659. donnee de la mettre à execution par ſoi même ou autrement
d'agir per viam parate executionis, ouve pourra ſe ſervir
d'aucune deſdites exceptions, deſſence ou contradiction,
non plus que d'aucun arret, mandement ou deſſence ſu-ſe-
même de ſa Majeſté Imperiale, des Electeurs, de l'Em-
pire, Cereles, autres Couronnes, Rois, Potentats &
Provinces, qui ſeroient déjà obtenus ou qui pourroient l'être
à l'avenir, ſub quocunque etiam colore & pretextu,
non plus que d'aucun ſecours, appellationis, provocacionis
recuſus, reſtitutionis in integrum, nullitatis con-
tractus, ac proceſſus reviſionis & autres auxquels ſem-
blablement leſdits Adminiſtrateurs de la tuelle renoncet
en la meilleure forme au nom que deſſus, ſciemment,
en ce qu'elles pourroient preſentement & à jamais
être contraires à ces preſentes, mais on pourra (nonob-
ſtant toutes les choſes cy-deſſus) proceder vigoureuſement &
diligemment ad paratam executionem ejuſque vias &
modos ſoit par tout les moyens enſemble ou una via & mo-
do electis, les autres non exceptez.

Saditte Alteſſe promet de ſa part de l'avis & conſente-
ment de ſes Etats, auxdits Adminiſtrateurs de laditte Tu-
elle, pour l'amortissement de toutes leſdites demandes &
pretentions ſur les ſuſdits biens, places & diſtrict, cum
pertinentibus omnibus & ſingulis nec non quibuscun-
que, quomodolibet an & connexis & dependentibus de
payer ou faire payer ſur bonne quittance la ſomme de cent &
quinze mil Riſdales chacun à cinquante ſous de Hollande,
dans ſon Eveché, Principauté & puis & icy à Coeſſelt, ou
à l'endroit de l'Eveché où ſon Alteſſe aura ſa chambre de
finance, & ce ſes mains de celui ou ceux qui par ceux de
laditte tuelle ſera ou ſeront à ce autorizez par un pouvoir
ſuffiſant qui ſera produit & ce ſous l'hypotheque & obligation
de tous ſes biens & heritages qui pourront ſe trouver tant icy
qu'ailleurs, juſques à l'entiere ſatiſfaction & paiement deſ-
dits cent & quinze mil Riſdales ſans aucun manquement ni
diminution, & à la ſatiſfaction entiere deſdits de la tuelle.
Comme neantmoins ſaditte Alteſſe, objectoit, qu'une telle
ſomme, à cauſe de la méchante ſituation de ſes affaires,
dans ſa Principauté, ne peut pas être compſée tout à la
fois, il eſt de plus convenu & ſtipulé que le paiement ſe fe-
ra en ſept payements en cette maniere, que le premier terme
Cccc 2 qui

ANS also nochtans syne Vorstelijcke Genade daer op stont,
de J. C. dat eene sodanige somme wegen de tegenwoordige be-
1659. kommerlijcke toelstandt sijns Vorstendoms op eenmaal
niet opgebracht konde werden, so is daer by vergeleec-
ken ende afgesproken, dat de betalinge in *seven ter-
mynen* in diervoegen geschieden sal; dat de eerste ter-
minj op *St. Michiels*-Feest deses tegenwoordigen loo-
penden *seftien hondert negen-en-vijftighste* Jaers, *vijf-en-
twintigh duysent Rijxdaelders* der voorgedachte somme
sonder *Interesse*, de andere ses in de navolgende *seftien*
hondert seftig, een en seftig, twee en seftig, drie en seftig,
vier en seftig, en vijf en seftighste Jaer op *St. Michiels*,
edoch *veertien* dagen voor of *veertien* dagen daerna on-
benomen, een yder ter somme van *vijftien duysent Rijx-
daelders*, also vervallen ende goetgedaen sullen werden,
dat op het naestvolgende Jaer *seftien hondert seftig*, op
Michiels, *vijftien duysent Rijxdaelders* sonder *Interesse*,
ende dan noch van de resterende *vijf en seventig duysent*
Rijxcd. twee per cento tot *Interesse*, t welck tot *duysent vijf*
hondert Rijxcd. beloopt, ende also gesamentlijk in eerli-
gemelde *seftien hondert seftig* Jaer aen *Capitaal* ende *Inter-
esse*, *seftien duysent vijf hondert Rijxcd.* daer naelt in den
Jaer *seftien hondert een en seftig* nochmael *vijftien duysent*
Rijxcd. *Capitaal*, maer aen *Interesse* drie *per cento*, ma-
kende van *vijf en seventig duysent Rijxcd. twee duysent*
twee hondert vijftig Rijxcd. also in t gemelde Jaer *seftien*
hondert een en seftig aen *Capitaal* en *Interesse* *seventig duysent*
twee hondert vijftig Rijxcd. in het Jaer *twee en seftigh*
wederom *vijftien duysent Rijxcd.* *Capitaal*, ende desge-
lijcx van *seftien duysent Rijxcd.* *Capitaal* drie *pro cento* aen
Interesse, welcke sich bedragen *een duysent acht hondert*
Rijxcd., ende also aen *Capitaal* ende *Interesse* te samen
in t gemelde Jaer *seftien hondert twee en seftig*, *seftien duysent*
acht hondert Rijxcd. wijders in anno *seftien hondert*
drie en seftig nochmael *vijftien duysent Rijxcd.* *Capitaal*
pro Interesse drie *pro cento*, *facit* van *vijfen veertig duysent*
Rijxcd. *een duysent drie hondert vijftig*, te samen in
dit Jaer *drie en seftig* aen *Capitaal* en *Interesse* *seftien duysent*
drie hondert vijftig Rijxcd. nochmaels in t Jaer *vier*
en seftigh *vijftien duysent Rijxcd.* *Capitaal*, *Interesse* drie
pro cento, *facit* van *dertigh duysent Rijxcd. negen hondert*
Rijxcd. ende also in t opgemelde Jaer *vier en seftig* aen
Capitaal en *Interesse* *vijftien duysent negen hondert Rijxd.*
eyndelijck ende ten laetsten in t Jaer *vijf en seftigh* *vijftien*
duysent Rijxd. aen *Capitaal*, drie *Rijxcd. pro cento*,
maeckt *vier hondert vijftigh Rijxd.* ende also te samen
aen *Capitaal* ende *Interesse* in den Jaer *vijf en seftigh* *vijftien*
duysent vier hondert vijftigh Rijxd. alles in *termino*
Michaelis veertien dagen voor ofte na onbevange, uyt
te tellen zijn; welcke in somme bedraegt aen *Capitaal*
hondert vijftien duysent Rijxd. ende aen *Interesse* *acht*
duysent twee hondert vijftig Rijxd. ende also in *summa*
summarum aen *Capitaal* en *Interesse* *hondert drie en twintig*
duysent twee hondert vijftig Rijxd. alles *Hollandsche*
Munte, als namentlijk de *Rijxdaelders* tot *vijftig* *fluy-*
vers *Hollands* gerekent.

Daer en tegen aen de zyde van de Heeren *Voormom-
bers* alle by haer ofte haren Heere *Pleegh-Soon*, ofte ook
elders voorhandene en dese saecke aengaende *narichtin-
ge*, *Zegelen*, *Brieven*, *cessiones*, *transportationes*, en-
de wat daer van dependeert ofte eniger maten toegeho-
rig zijn kan ende mag, *fideliter* ende oprechtelijck wen-
den geextraedeert, ende syne Hoog-Vorstelijcke Gena-
de uygegeven. By soo verre oock in t toekomstende de
een en de ander voorkomen soude, dat sulcx hier mede
en in krachte deses gemortificeert ende ewigelijck on-
duchtig en krachteloos zijn sal; dan sal verder syne Vor-
stelijcke Genade vry staen *pro majori firmitate, robore, &
assecuratione*, tot allerzijds meerder vasthoudinge over
dese vergelijckinge, *renunciatie*, ende afstandt van de
Rooms Keyserlijcke Majesteyt de confirmatie, appro-
batie ende bekrachtinge te soecken ende te erhouden;
gelijck als daer tegen hoogstgedachte *Voormomberschap*
hates deels versproken, daer over oock by den Hove in
Holland het *decretum* wegen alles wat boven gemelt is,
so haest mogelijck ende immer doenlijck, te erhouden
en uyt te brengen.

qui sera la *St. Michel* de cette courante année mil six cens ANS
cinquante neuf vingt cinq mil Risdales, sans intérêt de la- de J. C.
dite somme, les autres six dans les suivantes années, mil six 1659.
cens soixante, soixante un, soixante deux, soixante trois,
soixante quatre, soixante cinq, au jour *St. Michel*, mais
à quinze jours plutot ou plus tard près, chacun an à la som-
me de quinze mil Risdales qui seront ainsi échues & faits
bons; qu'à l'année suivante mil six cens soixante à la *St.*
Michel seront payez quinze mil Risdales sans intérêt, &
alors encore des septante cinq mil Risdales restant deux pour
cent d'intérêt, qui monte à mil cinq cens Risdales, &
ainsi ensemble à la premiere année susdite mil six cens soix-
ante en capital & intérêt, seize mil cinq cens Risdales;
en après en l'an mil six cens soixante un encore quinze mil
Risdales de capital, mais en intérêt trois pour cent, faisant
de septante cinq mil Risdales deux mil deux cent cinquante
Risdales, & ainsi au susdit an mil six cens soixante un
en capital & intérêt septante mil deux cens cinquante Ris-
dales; en l'an soixante deux derechef quinze mil Risdales
de capital & semblablement de seize mil Risdales de capital
trois pour cent d'intérêt, qui monte à mil huit cent Ris-
dales & ainsi en capital & intérêt ensemble en ladite an-
née mil six cens soixante deux, seize mil huit cens Risda-
les; de plus en l'an mil six cens soixante trois, encore quinze
mil Risdales de capital, pour l'intérêt à trois pour cent
fait de quarante cinq mil Risdales mil trois cens cinquante,
le tout ensemble audit an soixante trois en capital & intérêt
seize mil trois cens cinquante Risdales: derechef en l'an
soixante quatre quinze mil Risdales, en capital & intérêt
à trois pour cent fait de trente mil Risd. neuf cens Risd. &
ainsi en ladite année soixante quatre en capital & intérêt
quinze mil neuf cens Risd. enfin en l'an soixante cinq quinze
mil Risd. de capital trois Risd. pour cent d'intérêt font quatre
cens cinquante Risd. & ainsi ensemble en capital & intérêt
en l'an soixante cinq quinze mil quatre cens cinquante Risd.
le tout au terme de *St. Michel* quinze jours devant ou après,
ce qui monte en capital à cent quinze mil Risd. & en inté-
rêt dix huit mil deux cens Risd. & ainsi le tout des sommes
tant en capital qu'intérêt cent vingt trois mil deux cens cin-
quante Risd. le tout argent de Hollande, à sçavoir tous les
Risd. comptez à cinquante sous de Hollande.

Et de la part desdits Administrateurs de la Tutelle seront
livrez & mis fidèlement es mains de son Altesse tous les ti-
tres, enseignemens, instructions, sceaux, Lettres, cessions
& transports & actes & dependances qu'eux & leurs fils
peuvent avoir entre les mains. Et au cas qu'ils vinssent à
en recouvrer d'autres à l'avenir ils seront en vertu des pre-
sentes nuls & de nulle vertu; & pourra en tout tems son
Altesse pour plus grande fermeté, force & sûreté de cette
convention, renonciation & cession en demander & obtenir
la confirmation & approbation de sa Majesté Imperiale,
comme de leur part lesdits tuteurs promettent d'obtenir &
fournir sur tout ce qui est dit cy-dessus un decret de la Cour de
Hollande, & le plutot que faire se pourra.

ANS In gevolge van al'twelke Hare Koninklijke Hoog-
de J. C. heyt de Princeſſe Royale, ſo wel als Hare Hoogheyt de
1659. Princeſſe Douairiere van Orangien, haer van alle aange-
togene en andere Beneficien, ſo het Vrouwelyk geſlagte
hier onder eeniger maten favoriferen konnen, hier me-
ende in kracht defes nu ende ten eeuwigen tijden wel
wetentlijk begeven ende daer van aſtaen, en daer op
renunciëren ende vertijden, ende gelijk alles wat voorl-
is tot onderhoudinge van goede Nabuyryke vertrouwen
ende vriendſchap geintentioneert ende vermynt is, al-
ſo verſpreekt oock hier mede ende in kracht defes het
Hooghloſtlyck Huys Orangien, ſyne Voſtelijcke Genade
der ſelver Succceſſoren, Stift, Voſtendom, ende
Landſchap nu ende hier na tot allen tijden alles vertrou-
welijk Nabuyryke vriendſchap te bewyſen ende werck-
kelijk te verleenen; tot waarheys inoonde zijn van
deſe Inſtrumenten twee van gelijcke inhouden opgerech-
tet, ende ſo wel van beyde hooghgemelde Verweduwde
Princeſſe van Orangien ende ſyne Voſtel. Doorl. van
Brandenburg, als oock van ſyne Voſtelijcke Genade
van Munſter, cygenhandig ondergeſchreven, en met
haer aller wapenen ende Zegel bekrachtigt. Geſchiedt
tot Coeſfeld den vijftienden February anno ſeſtien hon-
dert negen-en-vijftigh.

En conſequence de tout ce que deſſus, ſon Alteſſe Royale, ANS
auſſi bien que ſon Alteſſe la Princeſſe Douairiere d'Orange de J. C.
renoncent & ſe deportent par ces preſentes de tous les benefi- 1659.
ces qui peuvent être icy après ſavoyables au ſexe féminin com-
me c'eſt leur intention par tout ce que deſſus d'entretenir une
bonne voiſinance & fidele amitié, auſſi promet par ces
preſentes & en vertu d'icelles latres louable Maiſon d'O-
range à ſon Alteſſe, ſes Succceſſeurs, Evêché, Principau-
té & puis des à preſent & à jamais de lui témoigner &
demontrer réellement une fidele amitié. En témoin de la
vérité ont été des preſentes dreſſez deux inſtruments de même
teneur, & ont ceſdites preſentes été ſignées de la propre
main deſdites vœux Princeſſes d'Orange & de ſa Sere-
nité Electorale de Brandebourg auſſi bien que de ſon Alteſſe
le Prince de Munſter, leſquels les ont auſſi confirmées du
ſeau de leurs armes. Fait à Coeſfeldt le quinzième Fevrier
mil ſix cens cinquante neuf.

CCCLXIX.

ANS Premier Acte pour une ſuſpenſion d'Armes en-
tre les Couronnes de FRANCE & D'E-
de J. C. SPAGNE, ſigné à Paris par D. An-
1659. toine Pimentel pour le Roi d'Eſpagne, le 7.
FRANCE Mai 1659. Freder. Leonard. Tom. IV.
ET L'E-
S. A. G. N. E.

LA Negociation de la Paix entre les deux Couron-
nes avec l'inclution de leurs Alliez qu'ils nomme-
ront de part & d'autre, ſe trouvant dans un ſi bon
chemin qu'on a lieu d'en eſperer toute ſorte de bon ſuc-
cès; le Seigneur Cardinal Mazarin & Don Anroine Pi-
mentel de Prado, ſont convenus & demeure d'accord,
en vertu des Pouvoirs qu'ils ont de leurs Majeſtez Tres-
Chreſtienne & Catholique, que pour éviter que l'action
des armes ne puiſſe troubler l'eſtat où cette Negociation
ſe trouve preſentement, il y aura depuis le huitième du
preſent mois de May juſqu'au huitième Juillet prochain,
une ſuſpenſion de toutes entrepriſes & faits d'Armes,
& generalement de tous actes d'hoſtilité entre les Ar-
mées & Troupes de leurs Majeſtez Tres-Chreſtienne &
Catholique. Comme auſſi entre les Garniſons & Gens
de Guerre qu'Elles tiennent pour la deſſenſe & garde de
leurs Places, & dans tous les lieux où les Armes de leurs
dites Majeſtez agiſſent ou peuvent agir, tant par terre
que par Mer & autres Eaux: Comme auſſi dans les
lieux où leſdites Places ſont ſituées; enſemble entre
toutes les Troupes & Garniſons des Places qui ſeront au
ſervice ou ſous la protection de l'une des deux Couron-
nes, & qu'au cas que depuis ledit temps marqué cy-
deſſus, on contrevint d'un coſté ou d'autre par la priſe
d'une ou de pluſieurs Places, ſoit que c'ait été par atta-
que, ou ſurpriſe ou intelligence ſecrete: & auſſi s'il
arrivoit qu'on fiſt des Priſonniers ou quelques autres
actes d'hoſtilité par quelque accident impreſu de la natu-
re de ceux qu'on ne peut prevenir, contraires à la pre-
ſente Ceſſation d'Armes, cette contravention ſe repa-
rera de part & d'autre de bonne foy, ſans delay ni dif-
ficulté, reſtituant ſans aucune diminution ce qui aura
été pris, & mettant les Priſonniers en liberté ſans de-
mander aucune choſe pour leur rançon ny pour leur dé-
penſe. Bien entendu que la preſente Ceſſation d'Ar-
mes n'empêchera pas ny ne retardera le recouvrement
des Contributions qu'on a exigé juſqu'à preſent de part
& d'autre, & qu'on levera en la forme & maniere qu'on
a accoutumé juſqu'à ce jour: & bien entendu auſſi
qu'il ne ſera pas permis à aucune des deux Couronnes
de faire venir des ſecours Eſtrangers durant le temps de

ladite Ceſſation d'Armes; mais qu'au contraire toutes
choſes demeureront dans l'eſtat où elles ſe trouvent à
preſent. Comme auſſi pour ce qui regardé le Com-
merce & la Communication entre les Sujets deſdites
deux Couronnes, qu'on ne pourra introduire qu'en la
maniere pratiquée depuis la Guerre; c'eſt-à-dire, en
vertu de Paſſeports & de Sauſconduits. On eſt auſſi
convenu qu'on obſervera la même Ceſſation d'Armes
entre les Troupes & Garniſons de Sa Majeſté Catholi-
que en Flandres, & les Troupes & Garniſons de Dun-
kerque & de Mardic, en cas que Monſieur le Protec-
teur d'Angleterre à qui Sa Majeſté Tres-Chreſtienne
a écrit pour ſçavoir ſon intention ſur ce ſujet, veuille
bien donner les mains à ladite Ceſſation d'Armes du-
rant ledit terme de deux mois. Comme auſſi que Sa
Majeſté Catholique écrira au Sieur Comte de Fuensal-
dana, ſon Gouverneur & Capitaine General de l'Etat
de Milan, afin qu'on obſerve cette même Ceſſation
d'Armes avec Monſieur le Duc de Savoye. Et que Sa
Majeſté Tres-Chreſtienne écrira pareillement à Mon-
ſieur le Duc de Savoye pour le même eſſet; & enfin
que pour l'exécution & accompliſſement de tout ce qui
eſt porté cy-deſſus, on enverra ſans aucun delay les
Ordres deſdits deux Seigneurs Roys par tout où il ſera
neceſſaire, & à ceux à qui il appartiendra. En foy de
quoy & en vertu du Pouvoir que j'ay reçu à cet eſſet
du Roy mon Maïſtre, j'ay ſigné les Preſentes de ma
main, & y ay fait appoſer le Sceau de mes Armes. A
Paris le 7. May 1659. Signé, ANTONIO PIMEN-
TEL DE PRADO.

CCCLXX.

Second Acte pour une ſuſpenſion d'Armes, ANS
entre les Couronnes de FRANCE & de J. C.
d'ESPAGNE, ſigné à Paris par D. 1659.
Antoine Pimentel, le 21. Juin 1659. LE FRAN-
Freder. Leonard. Tom. IV. CE ET
L'ESPA-
GNE.

LA ſuſpenſion d'Armes generale dont on eſt con-
venu & demeure d'accord le 7. May dernier, en-
tre les Couronnes, avec l'inclution des Alliez
qu'on nommera de part & d'autre, n'a été alors con-
clué que pour deux mois ſeulement, & que le terme
auquel elle doit expirer approche, les Plenipotenti-
aires de leurs Majeſtez Tres-Chreſtienne & Catholique
en vertu de leurs Pouvoirs reſpectifs, ſont convenus &
demeure d'accord au nom des Roys leurs Maïſtres,
que ladite ſuſpenſion d'Armes & Ceſſation de tous
Ccccc 3 actes

ANS
de J. C.
1659.

actes d'hostilité sera continuée & prolongée, sans limitation de tems jusques à un autre ordre de l'un des deux Seigneurs Roys qui la revoke, le tout aux conditions contenues dans l'écrit qui a été respectivement signé des deux Plenipotentiaires ledit jour septième May, dont la teneur est cy-devant.

Laquelle Suspension d'Armes & Cessation de tous actes d'Hostilité, aux conditions portées par le susdit Écrit, sera & est de nouveau continuée & prolongée, comme il a été dit cy-dessus, sans limitation de tems, jusqu'à un autre ordre de l'un dedit deux Seigneurs Roys.

Comme aussi il a été convenu & accordé qu'au cas que l'un dedit deux Seigneurs Roys (ce que Dieu ne permette) prist resolution à l'avenir de se départir de cette Suspension d'Armes & de la revoke, il sera obligé avant que de pouvoir faire agir ses Armes par terre, par mer ou autres eues, de faire intimer & dénoncer par ses Generaux & Officiers, aux Generaux & Officiers du Party contraire, la revocation de lad. Suspension, & de laisser même encore passer huit jours entiers de tems, à compter du jour de ladite intimation & dénonciation, avant qu'on puisse commettre aucuns actes d'hostilité de part ni d'autre, pour feureté de quoy lefd. Plenipotentiaires ont engagé la foy, la parole & l'honneur des Roys leurs Maîtres.

Et parce que durant le cours de la presente Cessation d'Armes, il est survenu quelques difficultez qui n'estans pas mieux éclaircies pourroient dans la suite embarrasser l'effet de ladite Suspension; On a déclaré en premier lieu pour ce qui regarde le point des Contributions, que l'intention des deux Seigneurs Roys est qu'on en fasse le recouvrement d'un costé & d'autre, jusqu'au jour de la publication de la Paix, & qu'on les paye au même tems & au même jour que écheront les termes auxquels chaque lieu qui paye Contribution, s'est obligé & a accoutumé de les payer. Et comme lefd. Contributions se payent six mois par avance, qu'aucun dedit lieux ne pourra pretendre à l'avenir aucune restitution des payemens qu'il aura faits, en la forme dont il a été déjà parlé, encore que la publication de la Paix se fust peu de tems après que ledit payement auroit été fait, & que tout le tems & terme de six mois pour lesquels lefdits lieux auroient payé ladite Contribution, ne fust pas entièrement expiré. Comme au contraire s'il se trouvoit que quelqu'un dedit lieux n'eust pas payé sa Contribution au tems de l'échéance du terme auquel il avoit accoutumé de la payer, & que l'on fust la publication de la Paix avant qu'il eut payé; en ce cas-là comme il ne seroit pas juste que faute d'avoir fait ledit payement auquel ledit lieu estoit obligé il s'exemptast de payer, & que par ce moyen pour avoir manqué de satisfaire à ce qu'il s'estoit obligé, il eust plus d'avantage que les autres lieux qui y auroient satisfait ponctuellement.

On est convenu & demeuré d'accord que dans le susdit cas, ledit lieu, ou lefdits lieux, seront tenus même depuis la publication de la Paix de payer le terme de six mois de leur Contribution qu'ils estoient obligés de payer avant la publication de ladite Paix.

On est encore convenu & demeuré d'accord, que si quelque lieu s'estoit ci-devant obligé de payer la Contribution pour un plus long terme que celui de six mois, il ne sera néanmoins tenu ni obligé de payer que le terme susdit de six mois, auquel par la presente Convention on a limité le recouvrement de toutes les Contributions, en la forme & aux termes susdits.

Et parce qu'il pourroit arriver que quelques Gouverneurs de Places, ou autres personnes auxquelles on auroit commis le recouvrement dedit Contributions, voyant qu'elles vont cesser par la Paix, pourroient vouloir en augmenter le recouvrement, ou s'en faire payer pour un terme plus long que celui qu'on avoit accoutumé d'avancer, on est convenu & demeuré d'accord que cela ne se pourra faire de part ny d'autre; & qu'au contraire les Gouverneurs, ou les autres personnes marquées cy-dessus, ne pourront rien innover à l'égard dudit terme de six mois, ny de la quantité dedit Con-

tributions, ny permettre qu'aucune autre personne sous quelque pretexte que ce soit, puisse directement ny indirectement demander ou tirer quoy que ce soit sous le nom de Contribution, ou sous quelque autre que ce soit, à peine de satisfaire en son propre & privé nom, & d'être obligé à l'entiere restitution de ce qui aura été pris & recouvré injustement, & de tous dommages & interets, & de peine corporelle, à la volonté des Seigneurs Roys Tres-Chrestien & Catholique.

En second lieu, on déclare qu'à l'égard du Commerce & de la communication entre les Sujets, que l'intention de leurs Majestez est, que tous & un chacun de leurs Sujets indifferemment, tant les Habitans des Places ou des Villes murées, que ceux du Plat-Pais, pourveu que les uns & les autres ne sortent point des limites du Pais de leur party, pourront aller & trafiquer librement par la Campagne, sans avoir besoin de Passeports ny de Saufconduits, & sans pouvoir être arrestez, empêchez ny inquiétez, sous quelque pretexte que ce puisse être; Bien entendu qu'ils ne pourront entrer dans les Places & Châteaux où il y aura une Garnison du parti contraire, sans la permission des Gouverneurs. Et pour ce qui est des Habitans des lieux qui payent Contribution, à l'égard des Places où ils la payent, ils jouiront de la même liberté qu'ils ont eue jusques icy, en cas qu'elle soit plus grande que celle qu'on leur accorde généralement par cet article.

Et pour une plus grande facilité & sûreté de la ponctuelle observation de cette Suspension d'Armes de part & d'autre, on est aussi convenu & demeuré d'accord à l'égard des Pais-Bas, que les Troupes qui se trouvent dans lefdits Pais-Bas, ou sur leurs Frontieres, soit qu'elles soient en propre à l'un ou l'autre des deux Seigneurs Roys, se contiendront & vivront de la manière qui suit, tant à la Campagne que dans les Places; c'est à sçavoir: Que les Troupes de l'un ou de l'autre parti, ou qui sont, comme il a été dit, sous la protection de l'un ou de l'autre, lesquelles seront dans les Places, pourront fourager pour la subsistance de la Cavalerie, aux environs dedit Places, sans que lors que ceux d'un parti rencontreront ceux de l'autre à la Campagne, il se puisse passer entre eux aucun acte qui ne soit amiable & conforme à cette Cessation d'hostilité: Bien entendu que les uns ny les autres ne pourront s'étendre pour aller ausdits fourages au delà des limites des lieux d'où chaque Place en son particulier tire les Contributions, sans pouvoir passer aux lieux qui payent les Contributions à d'autres Places.

Et pour ce qui regarde les Troupes qui sont en Campagne, on est aussi convenu & demeuré d'accord, que celles de Sa M. C. qui font du costé d'Artois, se contiendront derrière la Riviere du Scarpe de l'autre costé du Marais d'Arleux, sans pouvoir passer la Scarpe en corps ny par petites troupes, pour se loger ou fourager en deçà de cette Riviere dans le Pais d'Artois. Et que les Troupes de S. M. T. C. qui seront du costé de ladite Frontiere d'Artois, se contiendront au deçà de la Riviere de Cauche; sans pouvoir la passer en corps ny par petites Troupes, pour loger ou fourager de l'autre costé de ladite Riviere.

Que celles de S. M. C. qui seront dans le Pais de Hainaut, se contiendront de l'autre costé de la Riviere de Sambre; sans pouvoir passer de ce costé cy en corps ny par petites troupes, pour loger ou fourager. Comme aussi celles de S. M. T. C. se contiendront sur ladite Frontiere de Hainaut, sans pouvoir s'avancer ny en corps ny par petites troupes, plus avant pour se loger, que jusqu'au costé de deçà de la petite Riviere qui entre dans la Sambre auprès de l'Abbaye de Marrolles, & que pour fourager elles pourront passer ladite petite Riviere & s'étendre jusqu'à l'Abbaye d'Aumont, mais qu'elles ne pourront pas pourtant passer la Sambre, ny pour loger ny pour fourager.

Et enfin qu'on ne logera point de Troupes en corps ny d'autre manière, dans le Plat Pais de l'un ny l'autre party, sinon de l'un & de l'autre costé des Rivières de l'Escaut & du Lys, dans les endroits où elles courent par

ANS
de J. C.
1659.

ANS le Déroit & la Jurisdiction de la Province de Flandres & de J. C. du Pais de Tournel, le Plat Pais étant réservé pour la fourniture des fourrages des Garnisons des Places, comme il a été dit cy-dessus.

1659.

Et parce qu'il est survenu quelques difficultés à l'égard de la communication & du Commerce entre les Sujets des deux Couronnes, touchant l'explication de l'article de la Suspension d'Hostilité, cy-dessus inséré & signé le septième May dernier passé, où il est dit. (Comme aussi pour ce qui regarde le Commerce & la Communication entre les Sujets desdites Couronnes, on en usera comme on en a usé depuis la Guerre, c'est à dire qu'ils prendront des Passeports & des Passeports.) On a déclaré que cet article se doit entendre & sera entendu en sorte que lesdits Sujets de l'une ou de l'autre Couronne ne pourront entrer dans les Terres du party contraire ny y voyager, sinon en vertu de Passeports & Sausconducts, en la forme & manière qu'on pratiquoit avant la publication de ladite Cessation d'Hostilité : & que pour ce qui regarde les Marchandises on entendra & on doit entendre la même chose dans les Ports secs, ou autres entrees des Frontieres, comme dans les Ports de Mer de l'un ou de l'autre party ; mais qu'il n'a point esté & ne sera point permis ny approuvé, que les Vaisseaux d'un party rencontrant ceux de l'autre party en Mer, les puissent arrester ny halter d'aller, ny user d'aucun autre acte d'hostilité ; comme il est déclaré dans ladite Cessation d'Hostilité, signée le septième May dernier passé : Bien entendu que lesdits Vaisseaux ne porteront aux Ennemis de l'une ou de l'autre des deux Couronnes, aucunes choses réputées de contrebande, lesquelles en ce cas seront tenues de bonne prise. Et en cas de contravention à ce qui est contenu cy-dessus, on restituera sans difficulté ny délai, tout ce qui se trouvera n'estre pas de contrebande. En foy de quoy & en vertu du Pouvoir que j'ay pour cet effet du Roy mon Maistre, j'ay signé le present Acte de ma main & l'ay fait sceller du Sceau de mes Armes. A Paris le 21. Juin 1659. Signe ANTONIO PIMENTEL DE PRADO.

Ordonnance du Roy de France, sur la continuation de la Cessation d'Armes entre les deux Couronnes, du 22. Juin 1659.

DE PAR LE ROY.

SA MAJESTÉ' desirant pourvoir à ce que l'on observe ponctuellement de sa part la Cessation d'Armes entre cette Couronne & celle d'Espagne, qui n'a voit esté accordée que pour deux mois, lesquels expirent le huitième Juillet prochain, & laquelle a esté de nouveau continuée & prolongée indefiniment jusques à nouvel ordre, de part ou d'autre : Sa Majesté entend & ordonne que ladite Cessation d'Armes, & de toutes entreprises de Guerre & actes d'hostilité, continuera à estre observée par tous les Gens de Guerre des Armées, Garnisons des Places, & autres quelconques estans au service & en la protection de Sa Majesté, en quelque endroit que ce soit, tant par Terre que par Mer & autres Eaux, & en quelque part que les Places soient situées : & que s'il y estoit contrevenu par prise de Place, ou Places, par attaque, ou par surprise ou intelligence secrette, & s'il se faisoit des Prisonniers ou actes d'hostilité par quelque accident imprévu, ou autres qui ne se peuvent prevenir, contraires à cette Cessation d'Armes, la contravention sera réparée de bonne foy, sans longueur ny difficulté, restituant sans aucune diminution ce qui auroit esté occupé, & delivrant les Prisonniers sans rançon ny paiement de dépense. Bien entendu que par cette Cessation d'Armes, la levée des contributions qui a esté jusqu'à present faite des deux costez, ne sera point empêchée ny retardée, & sera faite en la maniere accoustumée. Et pour ce qui est du Commerce & communication entre les Sujets des deux Couronnes (lequel ne pourra estre introduit) il en sera usé en la maniere qu'il a esté fait depuis la Guerre, en vertu de Passeports & Sausconducts.

Et d'autant que depuis que ladite Cessation d'Armes a esté publiée, il est arrivé des difficultés qui en pourroient troubler ou empêcher l'effet ; il a esté en premier lieu convenu & déclaré, & Sa Majesté veut qu'il soit observé de sa part touchant les contributions.

Qu'elles seront levées de sa part, & d'autre, justes au jour de la publication de la Paix, & qu'elles seront payées au même temps, & au même jour de l'écheance des termes auxquels chaque lieu de ceux qui payent contribution s'estoit obligé, & avoit accoustumé de les payer, & comme lesdites contributions se payent par avance & anticipation pour un temps de six mois à venir.

Qu'aucun desdits lieux ne pourra pretendre la restitution du paiement qu'il aura fait, comme il vient d'estre dit, quand même la publication de ladite Paix ne seroit intervenue que peu de temps après ledit paiement fait, & que tout le terme & le temps desdits six mois pour lequel lesdits lieux auroient payé lesdites contributions, n'auroit pas entierement couru : Comme au contraire, si quelqu'un desdits lieux se trouvoit n'avoir pas payé sa contribution à l'écheance du terme qu'il avoit accoustumé de la payer, & qu'avant ledit paiement la publication de la Paix intervint ; en ce cas là, comme il ne seroit pas juste que le retardement du paiement auquel ledit lieu estoit obligé, l'exemptât de payer, & que par ce moyen il tirât plus d'avantage de n'avoir pas satisfait à son obligation, que les autres lieux qui l'auroient ponctuellement accomplie, il a esté convenu & accordé que dans le cas susdit, ledit lieu, même après la publication de la Paix, sera tenu de payer le terme de sa contribution pour les six mois auquel il se trouvoit obligé avant ladite publication.

Que si quelque lieu s'estoit cy-devant obligé à payer sa contribution pour un terme plus long que celui de six mois, auquel la presente Convention a limité le recouvrement de toutes contributions, en la forme & aux termes cy-dessus dits ; il ne sera néanmoins tenu ny obligé à le payer que pour le terme susdit de six mois.

Et parce qu'il pourroit arriver que quelques Gouverneurs de Places, ou autres personnes chargées de faire la levée desdites contributions, voyans que par la Paix elles doivent cesser pourroient vouloir en augmenter la levée, ou les lever pour un plus long terme que celui auquel on avoit accoustumé de les tirer, il a esté convenu & accordé que cela ne se pourra faire de part ny d'autre ; mais que les Gouverneurs ou les autres personnes susdites, seront tenus de ne rien innover au terme de six mois, ny en la quantité desdites contributions, & de ne permettre qu'aucunes autres personnes, sous aucun pretexte que ce puisse estre, demandent ou levent rien sous le nom de contribution, ou autre que ce soit directement ny indirectement, sous peine d'en répondre en leur propre & privé nom, & d'estre obligées à une entière restitution de tout ce qui auroit esté levé & pris indûment, & de tous autres dommages & interêts, même de peine corporelle selon l'exigence du cas.

En second lieu, il a esté déclaré touchant le Commerce & la Communication entre les Sujets des deux Couronnes, que tous & quelconques Sujets indistinctement, tant Habitans des Places ou Villes closes, que du Plat-Pays, demeurans chacun dans les confins du Pais de son party, pourront librement marcher & trafiquer par la campagne, sans avoir besoin de Passeports ou Sausconducts, ny pouvoir estre arreztés ny incommodés, sous quelque pretexte que ce soit ; sans toutefois qu'ils puissent entrer dans les Places & Chasteaux où il y aura Garnison du party contraire, si ce n'est avec permission des Gouverneurs. Et pour ce qui concerne les Habitans des lieux qui payent contribution, à l'égard des Places à qui ils la payent, ils jouiront de la même liberté qu'ils ont eue jusqu'icy, en cas qu'elle soit plus grande que celle qui est généralement accordée par cet article.

Et pour d'autant plus faciliter & assurer la ponctuelle ob-

ANS de J. C. 1659.

ANS
de J. C.
1659.

observation de part & d'autre de la presente Suspension d'Armes, il a été pareillement convenu & accordé, pour ce qui concerne le coûté des Pais-Bas, que les Troupes de S. M. & celles dudit Roy Catholique, ou qui sont sous leur protection ausdits Pais-Bas, ou aux Frontieres d'iceux, tant à la Campagne que dans les Places, se devront contenir & gouverner en la maniere qui ensuit : A sçavoir, que les Troupes qui sont dans les Places, tant de l'un que de l'autre party, ou qui sont sous la protection de l'un des deux, pourront fourager pour la subsistance de leur Cavalerie aux environs desdites Places, sans que se rencontrans à la Campagne ceux d'un party avec ceux de l'autre, il se puisse rien passer entre eux qui ne soit à l'amiable, & conforme à cette Cessation d'Armes : Bien entendu que les uns ny les autres ne pourront s'élargir pour faire lesdits fourages au delà des limites des lieux dont chaque Place tire en particulier sa contribution, sans pouvoir passer aux lieux qui la payent à d'autres Places.

Et pour ce qui concerne les Troupes qui sont en campagne, il a été convenu que celles de S. M. qui se trouvent du côté de la Frontiere d'Artois, se tiendront en deçà de la Riviere de Canche, sans pouvoir la passer en corps ny en petites troupes, pour aller loger ny fourager au delà de ladite Riviere. Et que celles du Roy Catholique qui sont du côté dudit Artois, se tiendront derriere la Riviere de Scarpe, de l'autre côté du Marais d'Arleux, sans pouvoir passer ladite Riviere de Scarpe en corps ny en petites troupes, pour venir loger ny fourager au deçà dans l'Artois.

Que les Troupes de S. M. qui se trouveront en la Frontiere du Pays de Hainaut, se tiendront en ladite Frontiere, sans pouvoirs avancer pour loger en corps ou en petites troupes plus avant que sur la petite Riviere qui entre dans la Sambre à l'Abbaye de Marolles ; & que pour fourager elles pourront passer ladite petite Riviere jusques à l'Abbaye Daumont ; mais ne passeront point ny pour loger ny pour fourager, celle de la Sambre. Et que les Troupes du Roy Catholique audit Pais de Hainaut, se tiendront de l'autre côté de la Riviere de Sambre, sans pouvoir passer au deçà en corps ny en petites troupes, pour loger ny fourager.

Que les Troupes de S. M. qui se trouvent du côté de Luxembourg, ne pourront s'avancer pour loger ny pour fourager en corps ny en petites troupes, plus avant que sur la Riviere de Semoy, sans pouvoir passer au delà. Et que celles du Roy Catholique audit Luxembourg, ne pourront s'avancer pour loger en corps ny en petites troupes, plus avant que sur la Riviere d'Ourt, sans passer au deçà, si ce n'est qu'elles en aient besoin pour fourager.

Et finalement que sur les Rivières de l'Escaut & de la Lis, aux lieux où elles passent dans le Déroit & Jurisdiction de la Province de Flandres & Pais de Tournesis, nul des deux partis ne pourra loger de côté ny d'autre desdites Rivières, des Troupes en corps ny d'autre maniere dans le Plat-Pais, lequel sera réservé pour la subsistance des fourages des Garnisons des Places, ainsi qu'il a été dit cy-dessus.

Qu'afin qu'il ne reste aucun doute ny difficulté touchant la Communication & le Commerce entre les Sujets des deux Couronnes, il a été déclaré que lesdits Sujets ne pourront entrer dans les Royaumes & Estats du party contraire, ny voyager en iceux, si ce n'est en vertu de Passeports & Sauveconduits, en la maniere qui se pratiquoit avant la publication de la presente Suspension d'Hostilitez. Et que pour ce qui concerne les Marchandises le même a été entendu & se doit entendre, tant dans les entrées par Terre desdits Royaumes & Estats, que dans les Ports de Mer de l'un & de l'autre Parti : Mais qu'il n'a été ni ne sera approuvé ni permis que les Vaisseaux d'un parti se rencontrent à la Mer avec ceux de l'autre, se puissent prendre ni arrester, ni commettre aucun acte d'hostilité l'un à l'encontre de l'autre ; à condition que lesdits Vaisseaux ne transporteront aucunes denrées de contrebande aux Ennemis de l'une des deux Couronnes, lesquelles en ce cas se-

ront tenues de bonne prise : Mais que s'il arrivoit que ce qui aura été pris ne fust pas de contrebande, il sera de J. C. restitué sans difficulté ni délai. Mandé & Ordonné S. M. à tous Gouverneurs & ses Lieutenans Generaux en ses Provinces & Armées, Gouverneurs de ses Villes & Places, Chefs & Officiers de ses Troupes, & tous autres ses Officiers & Sujets, de se conformer & tenir la main chacun comme il appartiendra, à la publication & execution de la presente, en sorte qu'il n'y soit aucunement contrevenu, le tout jusques à nouvel ordre de S. M. Fait à Chantilly le 22. jour de Juin 1659. Signé, LOUIS. Et plus bas, LE TELLIER.

C C C L X X.

Traité entre la FRANCE, l'ANGLE-
TERRE, & les PROVINCES-
UNIES, pour obliger les Rois du Nord
à faire la Paix. Fait à la Haye le 21. Mai,
1659. Aitzema. Affaires d'Etat & de
Guerre. Tom. IX. pag. 407.

LA France & l'Angleterre ne pouvant voir qu'avec beaucoup de douleur & regret le renouvellement & la continuation de la Guerre survenue entre les Serenissimes Rois de Suede & de Danemarck, sur les differents & difficultez pretendus dans l'execution du Traité fait à Rotshild le 26. Fevr. 1658. Il. vet. dont ils avoient été les Médiateurs, ont creu estre obligez par les interets de l'Honneur & du devoir, de presser & de chercher toutes sortes de voyes & de moyens, pour faire finir au pluslost cette Guerre, & comme ils ont creu n'en pouvoir trouver de plus propre ni de plus prompt, pour parvenir à ce dessein, que celui de s'unir ensemble, & d'offrir leur Mediation, comme ils ont fait, auxdits Rois, & pour oster tous les obstacles & difficultez qui se pouvoient rencontrer, de convier les Provinces-Unies, pour se joindre, & concourir avec eux dans un si pieux dessein, que celui de ménager une Paix qui va non seulement à reconcilier deux Rois Voisins & Alliez, de proximité de Sang, à faire cesser les ruines, les calamitez, & les miseres de leurs Peuples, & à retablir le Commerce de la Mer Baltique, l'interuption du quel apporte une infinité d'incommoditez à tous les Etats voisins & eloignez, mais qui va encore à prevenir les suites d'une Guerre capable de troubler le reste de l'Europe, une grande partie des Princes d'icelle se pouvant commettre les uns contre les autres par les liaisons qu'ils peuvent avoir avec l'un ou l'autre de ces deux Rois, ce qu'estant ainsi & bien examiné & considéré par les susdits trois Estats, après beaucoup de serieuses reflexions & de meures deliberations faites en diverses conferences par leurs Ambassadeurs, Residents, & Commissaires deputez à ce sujet. A sçavoir, Messire Jacques Auguste de Thou, Chevalier, Comte de Meslay, Conseiller de sa Maj. Tres-Christienne en ses Conseils, & son Ambassadeur vers les Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies, le Sieur George Downing, Escuyer, Resident du Tres-Puissant & Serenissime Protecteur d'Angleterre, Ecosse & Irlande ; & les Sieurs Jean Baron de Gent, Seigneur d'Osterweede, Lt. des Fiefs, & Primat du Pays de Fauquemont, Jean Baron de Merode, Seigneur de Rummen, Heer Oude-lant Ambacht, Severnick, Bailly du Pays de Kennemerlandt ; Jean de Wids, Conseiller & Pensionnaire de la Province de Hollande & West-Frise ; Marinus de Stavenisse, Conseiller & Pensionnaire de la Ville de Zierickzee, Giebert van der Hooek, ancien Bourgmaître & Senateur de la Ville d'Utrecht, Frederick de Groenstins en Englum, Seigneur en Jepma, avec ce qui en depend dans Nikerck, &c. Werner Crans, Bourgmaître de la Ville de Swolle, Jean de Schynlenbourg, Senateur de la Ville de Groningue, tous Deputez ordinaires à l'Assemblée des Seigneurs Estats Generaux au nom des Provinces de Gueldres, Hollande, West-Frise, Zelande, Utrecht, Frise, Over-Yssel, & Gron-

ANS
de J. C.
1659.

LA FRAN-
CE L'AN-
GLETER-
RE ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

ANS nique, ont convenus, & demeurez d'accord entre eux des conventions & articles suivants, pour faire cesser, & terminer au plus tost cette Guerre, qui peut avoir de si grandes, & de si fâcheuses suites.

I. Que la France, l'Angleterre, & les Provinces Unies, feront tous devoirs possibles conjointement, ou séparément, selon qu'il sera trouvé plus expédient, & à propos, mais toujours de concert, par leurs Ambassadeurs & Ministres qui se trouveront sur les lieux, auprès des Roys de Suede & de Dannemarq, pour affermir une bonne & seure Paix entre eux, sur le fondement & le pied du Traité susmentionné, fait à Rot-schild le 8. Mars 1658.

II. Que néanmoins pour éviter les jalousies que l'on pourroit prendre par le troisieme article dudit Traité, qui parle d'empêcher le passage des Flottes étrangères, & Ennemies par le Sond, ledit article sera retranché & ôté entièrement, ou conceu, & expliqué en tels termes, que les trois Estats ny aucuns d'eux ne puissent en recevoir aucun prejudice, en la liberté du passage de leurs Vaisseaux de Guerre par le Sond & les Belts.

Que si toutefois l'un ou l'autre desdits Roys de Suede & de Dannemarq faisoit instance pour faire apporter quelques autres changemens, ou adjouter quelque chose au susdit Traité de Rot-schild, à cause de la Guerre qui s'est renouvelée depuis la signature & l'exécution d'une partie d'iceluy, les Ministres desdits trois Estats feront pareillement tous devoirs possibles auprès desdits Roys, conjointement ou séparément, comme dessus, pour terminer à l'amiable tous les differents qui pourroient estre entre eux, & les remettre autant qu'il se pourra, dans une bonne & forte intelligence.

III. Que la Flotte de S. A. S. d'Angleterre qu'il a envoyé comme Amy commun des deux Roys vers le Sond, ne se joindra à aucune des Flottes desdits Roys, & ne donnera assistance ny fera aucune hostilité à l'un ou à l'autre, dans le temps de trois semaines, du jour que la notification du present Traité en sera faite à l'Admiral ou autre Commandant en chef de ladite Flotte, duquel Traité luy sera envoyé en toute diligence une Copie en forme, par Mer & par Terre; & que d'autre part, dès maintenant jusques à l'expiration desdites trois semaines, la Flotte que les Provinces-Unies doivent envoyer de ce costé-là ne donnera aucune assistance ny fera aucune hostilité à l'un ou à l'autre desdits Roys, & ne se joindra non plus à aucune de leurs Flottes, ny même à celle qui a déjà esté envoyée au secours du Roy de Dannemarq sous le commandement du Sr. de Wasse-naer leur Lt. Admiral, laquelle Flotte dudit Sr. L. Admiral ne pourra sous quelque pretexte que ce soit, pendant l'espace desdites trois semaines, faire ou favoriser directement ou indirectement aucun transport de Troupes dans les Isles ou autres places de Dannemarq, contre le Roy de Suede, & que même ladite Flotte n'entreprendra rien offensivement, ny attaquera ledit Roy de Suede ou la Flotte par Mer ou par Terre durant lesdites trois semaines, & que la Flotte des Provinces-Unies, qui doit estre envoyée comme dessus, n'y passera aussi, ni n'entreprendra de passer à Coppenhague, ou dans la Mer Baltique, par le Sond ou par les Belts, des maintenant jusques à l'expiration du temps ci-dessus mentionné, pendant lequel les Ministres des trois Estats qui se trouveront sur les lieux, negotieront auprès desdits Roys conjointement ou séparément, mais toujours de concert, & par conjunction de Conseils, pour retablir une bonne & seure Paix entre lesdits Roys.

IV. Et si dans ledit temps (ce que Dieu veuille) il arrivoit avec tous les soins que prendront, & tous les offices, devoirs, & diligences que feront les Ministres desdits trois Estats qu'aucune paix ou accommodement ne se pût conclure entre lesdits Roys, lesdits trois Estats & chacun d'iceux cesseront d'assister celuy qui se trouvera refusant d'accepter la Paix ou accommodement sous des conditions justes & raisonnables, laquelle cessation de secours durera autant & si longuement que ledit refus, mais si par malheur il arrivoit que lesdits trois

Estats ne pussent demeurer d'accord de la justice ou ANS équité des pretensions respectives desdits Roys, & se de J. C. trouvaient obligés & necessitez de donner des assistances contraires à l'un & à l'autre, ces secours & assistances contraires ainsi données ne pourroient estre reputées pour une rupture entre lesdits trois Estats ou aucun d'eux. Mais la Paix continuera & demeurera ferme & entiere entre eux, & leurs Traitez d'Alliances demeureront dans la même force & vigueur, que si lesdits secours n'avoient pas esté donnés.

V. Et si, comme l'on doit esperer, les soins des trois Estats sont favorisez du succes d'une Paix, lesdits trois Estats se joindront ensemble pour demeurer garents en la meilleure, plus authentique & plus seure forme qui se pourra, de cette Paix ou accommodement qui aura esté traité & conclu entre lesdits Roys, en vertu des presentes conventions.

VI. Qu'aucun nouveau Peage, Tolle, ou autre Imposition à raison de feux, fanaux, Ancrages, ou autre sujet ou pretexte quelconque, ne pourra à l'advenir estre retabli ou levé dans le Sond ou les Belts par qui que ce soit, sur les trois Estats ou l'un d'eux; ou sur leurs Sujets, & pour les Peages ou Tolles que l'on y paye en vertu du Traité fait à Londres entre le defunct Sereniss. Protecteur d'Angleterre, Ecoffe & Irlande, & la Couronne de Dannemarq, & de celui fait entre ladite Couronne & les Provinces-Unies à Christlanople le 13. d'Aoust 1645. stil. vet. ne pourront jamais estre haussés sur les trois Estats ou aucun d'eux, ou sur leurs Sujets, pour cause ou pretexte quelconque, & s'il se trouve que dans l'un desdits Traitez il y ait des conditions plus favorables & avantageuses, que dans l'autre soit à l'égard de la taxe, ou en la maniere de la lever ou autre circonstance, lesdits trois Estats & chacun d'eux, & leurs Sujets jouiront à l'avenir avec égalité desdites conditions plus favorables & avantageuses, desquelles clauses ci-dessus exprimées, les trois Estats demeureront garents, l'un à l'autre en la meilleure forme qu'il se peut. Et pour se donner encore entre eux une marque plus particuliere d'amitié & de confiance, lesdits trois Estats s'engagent respectivement les uns envers les autres de travailler à ce que leurs Sujets puissent jouir des mêmes conditions & avantages au regard de toute sorte de Tolles, Peages ou autres Impositions, comme aussi de tous autres Privileges & exemption, que les uns ou les autres pourroient obtenir en ces quartiers-là, ce qui étant obtenu lesdits trois Estats en demeureront pareillement garents l'un à l'autre comme dessus.

VII. Que la France & l'Angleterre feront aussi tous devoirs possibles, pour ôter & faire cesser toutes les mes-intelligences survenues entre le Roy de Suede & les Provinces-Unies, & pour mettre en sa perfection & faire ratifier le Traité d'Elbing du premier Septembre 1656. avec les Elucidations d'iceluy, comme elles ont esté consenties par les Commissaires dudit Roy à Thorne, & que l'Electeur de Brandebourg & la Ville de Dansik puissent jouir de l'effect de l'inclusion dans ledit Traité d'Elbing susmentionné, du jour qu'ils accepteron ladite inclusion, laquelle acceptation pour en pouvoir jouir, ils seront tenus de faire dans le terme d'un mois, à compter du jour que la notification & communication leur en aura esté faite en bonne & due forme.

Et pour la Guerre de Pologne, que les trois Estats feront tous devoirs possibles de travailler conjointement à ménager une bonne Paix entre les deux Roys, & quant à l'Electeur de Brandebourg outre ce qui est dit à son égard dans le precedent article, s'il y restoit encore quelques differents ou differant à démêler, les trois Estats feront aussi tous devoirs pour les faire terminer à l'amiable, & remettre ledit Electeur en bonne intelligence & amitié avec le Roy de Suede, & à cette fin ledit Electeur sera convié d'envoyer incessamment ses Ministres sur le lieu, pour communiquer & concerter de ses interets avec les Ministres des trois Estats, sans que néanmoins ces negotiations puissent retarder ou empêcher la Paix ou l'accommodement susdit entre lesdits Roys de Suede & de Dannemarq.

D d d d

IX. Que

ANS IX. Quele present Traité sera approuvé & ratifié en
de J. C. bonne & due forme par les trois Estats & les Instru-
1659. ments de la ratification d'iceluy seront eschangez dans
le terme de trois Semaines du jour de la signature, &
que cependant l'exécution n'en sera pas surseie. Fait à la
Haye en Hollande le 21. jour de May 1659. Signé JAC-
QUES AUGUSTE DE THOU.

CCCLXXII.

ANS Capitulations faites par le Roi de France
de J. C. LOUIS XIV. & les autres Princes de
1659. la LIGUE DU RHIN, avec les prin-
cipaux Officiers de l'Armée qu'ils doivent
mettre sur pied : Sçavoir, avec le Prince
de Salm, pour la Charge de General de la
Ligue, à Francfort le 25. Juin 1659. Fre-
der. Leonard. Tom. III.

LA FRAN-
CE ET
L'ALLE-
MAGNE.

Nous Leopold Philippe, Charles Prince de Salm, Wildgrave de Daun, & de Kyrburge, Rheingrave de Steind, Comte d'Anholt; Baron de Fenseltrage, de Bait & Latum, Seigneur de Pulni, Baron, Neuville, Ogiville, Meiderich, Bannether, héréditaire du Duché de Gueldres, & Comté de Zutphen, Lieutenant General de Sa Majesté Tres-Chrétienne sur toutes ses Troupes Allemandes : Reconnoissons que Sadite Majesté, les Electeurs, & les Princes ci-après dénommez, estans convenus ensemble d'une certaine Union défensive pour le maintien de la Paix, & le repos de l'Empire, en laquelle est entré puis après Monsieur le Landgrave Georges de Hessen, Prince de Hersfeld, Comte de Katzenelndbogen, Dietz, Ziegenhein, Nidda, Schavenbourg, Ilfenbourg, & Buntingen, & qu'ayant esté établi par Sa Majesté, & lesdits Electeurs & Princes, Maréchal General sur leurs Troupes; lesquelles en cas de besoin l'on doit mettre ensemble, dont ils sont convenus avec Nous par leurs Ambassadeurs presens à Francfort sur le Mein, selon la Capitulation suivante, translattée de l'original Allemand en Latin.

Qu'il soit notoire à tous par ces Presentes, que Sa Majesté Tres-Chrétienne, & les Reverendissimes, Serenissimes, Illustriissimes, Reverends, Electeurs, & Princes, Jean Philippe Archevêque de Maïence, Grand Chancelier de l'Empire en Allemagne & Electeur, Evêque de Wurzburg & Duc de Franconie. Charles Gaspard Archevêque de Trèves, Grand Chancelier de l'Empire dans les Gaules, & dans le Roiaume d'Arles, & Electeur, Administrateur de Prum. Maximilien Henri Archevêque de Cologne, Grand Chancelier de l'Empire en Italie, & Electeur, Evêque de Hildesheim, & de Liège, Administrateur de Bergesgaden, & Stablo, Duc de la haute & basse Baviere, du haut Palatinat dans la Westphalie, d'Angarie, & de Buillon, Comte Palatin du Rhin, Landgrave de Leuchtenberg, Marquis de Franchimont. Christophe Bernard Evêque de Munster, Prince du Saint Empire, Burgrave de Stamburg & Seigneur de Berkelé. Philippe Guillaume, Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, de Juliers, de Clèves, & des Monts, Comte de Weldenitz, Spanheim, Mark, Ravensburg & Meurs, Seigneur de Ravenstein; & Sa Majesté Suedoise, Duc de Brene & Werden, & Seigneur de Wiltmar. Auguste Duc de Brunswick & de Lunebourg, & Guillaume Duc de Brunswick, & de Lunebourg, & Guillaume Landgrave de Hesse, Prince de Hersfeld, Comte de Katzenelndbogen, Dietz, Ziegenhein, Nidda, & de Schaumbourg. Ajant conclu pour des raisons & motifs tres-forts le 14. & le 15. d'Aoust de l'année 1658. à Francfort sur le Mein & à Maïence, une certaine Alliance défensive, & aiant entr'autres choses dans cette Union défensive bien clairement réglé : Que si lesdits Seigneurs alliez, contre leur esperance & pensée, estoient menacés de quelque danger, & qu'ils fussent

obligés pour se conserver, & pour protéger leurs Sujets d'une injuste force, de se tenir sur la défensive, quelle de J. C. devroit estre en cette occasion la regle qu'il faudroit sui-
1659. vre pour maintenir le bon ordre parmi leurs Troupes unies, tant de Cavalerie, & d'Infanterie, que pour l'Artillerie, & pour toutes les choses qui la regardent : & aiant esté jugé expedient d'établir un Commandant General, & la chose estant presentement en cet estat, lesdits Seigneurs Alliez sont convenus, & ont consenti d'offrir à l'Illustrissime Prince Leopold-Philippe-Charles Prince de Salm, Wildgrave de Daun, & de Kyrburge, Rheingrave de Stein, Baron de Wintling & Anholt, & à cause de sa grande experience dans la guerre, qui n'est inconnu à personne, & pour la singuliere affection qu'il a pour la paix de la Nation Germanique nôtre chere Patrie, la Charge de Maréchal General, avec tous les honneurs, drois, & prérogatives qui accompagnent cette Charge, conformément au Traité d'Alliance, & à cette Capitulation, & l'ont ainsi établi General de toutes leurs Troupes d'Infanterie, & de Cavalerie qu'on assemblera tant de ceux qui sont compris présentement dans ladite Alliance, que des autres qui y entront dans la suite, & aussi sur l'Artillerie, & les autres choses qui la regardent, & sont convenus par leurs Conseillers & Plenipotentiaires députés qui sont ici presens, avec l'Illustrissime Prince, des Articles de capitulation en la maniere suivante.

PREMIEREMENT. L'Illustrissime Prince promet en premier lieu ausdits Seigneurs Confederés, & à ceux qui entront dans la suite dans cette Alliance, à tous & à chacun, en vertu de cette Capitulation, fidelité, & obeissance, & qu'il les servira eux, & leurs Pais, & Sujets, sans avoir égard à la Religion, ni aux autres préeminences qui sont usurpées & reconnues dedans ou dehors l'Empire, & cela conformément au Traité de ladite Alliance, dont un Exemplaire lui a esté donné, ensemble avec celui qui a esté fait avec la Couronne de France par les Conseillers des Seigneurs alliez assemblez ici à Francfort, afin qu'il lui servist de regle, comme aussi cette Capitulation faite avec lui qu'il doit observer, & executer dans tous & chacuns de ses points, & clauses, selon la meilleure interpretation, en s'employant de tout son pouvoir pour le bien & la défense des Seigneurs alliez, & en prévenant tous les perils & dangers qui pourroient les menacer, ou leurs Etats, Terres & Sujets, toutes les fois que son Altesse en sera avertie, & d'abord qu'il le sçaura, supposé que la chose soit de quelque conséquence, même quand ce ne seroit pas par des actions militaires, & sans que les Troupes soient en campagne, & cela de toutes les forces, & de la meilleure maniere qu'il pourra le faire. Que si la chose ne lui est pas possible, il en avertira au moins sans délai les Seigneurs alliez, & ceux que la chose regarde, comme aussi le Directoire Electoral de Maïence, ou les plus proches Electeurs & Princes alliez, à leurs communs dépens.

II. L'Illustrissime Prince veut & doit diriger, régler, & executer tous les desseins & actions selon la regle que lui prescrivent lesdits Traitez d'alliance, & selon tous leurs articles & clauses; comme aussi selon l'instruction generale qui y est jointe & approuvée de tous, pour les Conseillers de guerre, pour la distribution des Appointemens & autres Statuts, desquelles choses, comme aussi des Traitez d'alliance on lui a déjà communiqué, & on lui communiquera dans la suite des copies autentiques, & dans les cas qui ne sont pas compris dans toutes ces choses; il aura égard aux Loix fondamentales de l'Empire, aux Constitutions, & à l'ordre d'exécution, & avant toutes choses au Traité de paix fait à Munster de Westphalie & Osinaburg. Il se reglera encore selon les Ordonnances des Confederéz qu'on publiera dans la suite, les Reglemens & Articles qu'ils feront, selon les Ordonnances de la guerre, qu'on y joindra, & les autres choses nécessaires, desquelles choses aussi on lui donnera des copies autentiques. Il suivra aussi les plus loia-

ANS loüables & raisonnables coûtumes de la guerre, desquel-
de J. C. les on pourra se servir utilement à l'avantage, & au
bien des Seigneurs allies, sans blesser, ni p. judicier au
1659. Traité d'union, & à cette Capitulation.

III. L'Illustrissime Prince promet à cette fin, qu'il
aura conjointement avec les autres Conseillers des allies,
grand soin que les Conseils de guerre se tiennent selon
qu'il est ordonné dans la maniere de les tenir, de les
assembler quand la nécessité le demandera, d'y assister,
& d'y faire la fonction dans l'absence du Prince allié qui
a le Commandement general dans les Terres, ou de ce-
lui qu'il auroit substitué à sa place. Et une proposition
estant faite, après l'avoir déclarée dans le Conseil, se-
lon que le temps & le lieu le permettra, il recueillera les
voix, & donnera la sienne la dernière. Il prendra garde
aussi que le plus grand nombre de voix l'emporte dans
ces Consultations, comme il est porté dans le Traité
d'alliance; & sera conclure selon le plus grand nombre;
comme aussi que l'exécution des choses dont on sera con-
venu dans la Délivération soient entreprises & condui-
tes jusqu'à la fin vigoureusement, dans le temps, &
dans les circonstances déterminées.

IV. L'Illustrissime Prince promet & s'engage, que
si en vertu du Traité d'alliance, quelqu'un des Seigneurs
confédérés vouloit dans ses propres États, assister par
lui-même & en personne aux expéditions militaires, &
les régler & diriger, il veut, en ce cas, le reconnoître
comme son Seigneur dans ses propres États, & même si
on alloit de sesdits États dans un autre endroit, il con-
sent d'obéir aux Reglemens de son Conseil de guerre,
ou même dans les choses qui ne peuvent pas souffrir de
rétractement à lui-même; en quoi lesdits Seigneurs allies
se font réserver ce pouvoir: Que si quelqu'un d'eux ne
vouloit pas assister par lui-même aux expéditions mili-
taires; il pourra pourtant constituer une personne à sa
place, à laquelle il aura égard de sa qualité, & pour les
emplois de guerre qu'il aura exercé avec gloire, son Al-
tesse puisse sans dishonneur, ni préjudice, donner &
ceder sa place, afin qu'il leur laisse par là le Commande-
ment general dans les Terres de leur Prince, & aussi la
direction dans les Conseils.

V. L'Illustrissime Prince ni ne veut, ni ne doit rien
entreprendre, ni exécuter à l'insçu, & sans le consen-
tement desdits Seigneurs allies, Electeurs, & Princes
qui dirigent le Commandement & du Conseil de guerre,
& au delà de ce qui y aura été conclu unanimement, &
par le plus grand nombre de voix, soit que ce soit pour
changer de Camp, pour conduire l'Armée, faire des
irruptions, pour donner des Combats, ou des Batailles
generales, pour attaquer l'ennemi, faire des Sieges, &
pour les lever, & pour la communication des Camps &
Places, de quelle maniere que toutes ces choses puissent
estre appellées; mais il se conduira & exécutera toutes
choses à la maniere susdite qui a été déterminée dans le
Conseil de guerre, si ce n'est que les Troupes fussent
attaquées par l'ennemi à l'improviste, & sans qu'on y
pensât: Car dans cette occasion il s'opposera à lui de la
meilleure maniere qu'il jugera à propos; de sorte que
si d'un côté ou d'autre il étoit nécessaire pour des causes
inévitables qu'on fît quelque dommage aux Ponts &
édifices pour éviter & se délivrer de l'ennemi; Dans ce
cas l'Illustrissime Prince ne sera pas tenu d'en répondre,
comme il est réglé par les choses qui sont contenues dans
les Lettres d'articles.

VI. Pour ce sujet, l'Illustrissime Prince aura une en-
tiere confiance, & conservera une mutuelle intelligen-
ce avec tous & chacun des Conseillers de guerre, & com-
muniquera avec eux tous, & avec chacun d'eux ou par
écrit, ou de bouche des choses qui seront venues à sa
connoissance par une bonne relation & correspondan-
ce, & qui seront de quelque conséquence, & ainsi il
aura soin par une fidele & sincere correspondance des
avantages communs de tous les Allies, & de cha-
cun en particulier, & du bien de leurs Sujets & Pais.

VII. Si le Conseil de guerre trouvoit bon, ou que
la nécessité le demandât que son Altesse allât avec toute

l'Armée, ou avec une partie d'icelle dans quelque For-
teresse de quelque Prince des Allies, l'Illustrissime
Prince, conjointement avec le Conseil de guerre qui
suit l'Armée, réglerá les choses dans les occasions qui
arriveront avec le Gouverneur de ladite Forteresse, & on
lui signifiera qu'en tant que cela n'est pas contraire à un
Ordre particulier de son Maître, il donnerá les choses qui
seront nécessaires, sans pourtant que cela expose la Place
à aucun danger, & qu'on donne à l'Illustrissime Prin-
ce, & à toute l'Armée autant que faire se peut un sub-
siste; & s'il arrive que l'Illustrissime Prince, les actions
continuant, soit obligé de demeurer dans ce lieu, il se-
ra traité par le Gouverneur avec tout l'honneur qui lui est
dû, en lui demandant le Mot du guet. Ce qui sera pour-
tant toujours propre au Prince de cet état, lorsqu'il sera
présent. Les Troupes que l'Illustrissime Prince aura fait
marcher dans un cas de nécessité, & selon que la chose
semblera l'exiger doivent attendre la même chose des
Gouverneurs des Fortereses. S'il arrivoit que l'Illu-
strissime Prince trouvat quelque défaut dans le Gou-
verneur ou dans la Place, il en avertira sans cesse le Prince à
qui elle appartient, & lui dira toutes les circonstances
de la chose. Cependant par ses bons conseils il ex-
hortera le Gouverneur de la Place à faire son de-
voir.

VIII. L'Illustrissime Prince ne revelera, ni ne
manifestera à personne les choses qui lui seront commu-
niquées sous le secret, ou immédiatement par les Sei-
gneurs Allies, ou dans les Conseils de guerre, & il le gar-
dera si bien que nul homme au desavantage des Seigneurs
Alliez ne le sçaura, ni par lui ni par d'autres en quelque
maniere, & par quelle voie que ce soit, excepté celui
à qui, à raison de la Charge qu'il exerce, il seroit obli-
gé de le reveler, qu'il gardera le silence jusqu'à la mort;
Que si après cela n'estant plus au service des Seigneurs
Alliés, & exerçant ailleurs des Charges & des Emplois,
il ne se servira point des connoissances qu'il aura eues par
ce moyen dans le temps qu'il a exercé la Charge de Ge-
neral au desavantage des Seigneurs Confédérés, & de
leurs Sujets & Pais.

IX. Son Altesse Illustrissime veut & doit ne pas
avoir un moindre soin & fidelité, ni faire des moins-
dres efforts, pour conserver dans toutes les occasions
de la Guerre qui arriveront, les Troupes unies, tant
de pied, que de cheval des Seigneurs Allies, & prendre
sur tout un soin particulier des chevaux des Sujets,
comme aussi de tous les Habitans qui sont nécessaires à
l'Armée, dans laquelle occasion ils ne lui seront pas
moins sujets que les veritables Soldats, & auxquels il
faut donner des bons Officiers. Il aura soin encore
des choses qui regardent l'Artillerie, pour ce sujet lors-
qu'il le jugera à propos. Il proposera à temps dans le
Conseil, de son côté, & conferera avec lui, afin que
chaque Officier supérieur & subalterne satisfasse fidele-
ment & sans bruit, à son devoir dans l'Emploi qu'il
exerce pour le bien des Seigneurs Allies, sans quelque
pretexte de compte ou aucune tergiversation, & égard
à son propre interest, & que les simples Soldats, aussi
bien que les Officiers & Maîtres de l'Artillerie, sans
différence, dans toutes les occasions, en quelque en-
droit que ce soit, de jour & de nuit, se comportent sa-
gement & vaillamment, selon le contenu des Articles
qu'ils ont fait serment d'observer, & comme il con-
vient à des genereux & fideles Officiers & Soldats,
qu'aient l'honneur, & qu'il les y oblige de tout son
pouvoir en les traitant avec douceur & honnêtement,
n'ayant aucune conduite particuliere ni autre chose
quelle qu'elle soit à l'égard de personne; mais qu'il
ne se propose simplement pour but, que l'utilité &
l'avantage des Seigneurs, comme ils le prescrivent eux-
mêmes.

X. Parce qu'on ne peut pas prescrire en particulier ni
specifier les services actuels que l'Illustrissime Prince
doit rendre, à raison des grandes charges qu'impose
un si grand emploi. Lesdits Seigneurs Allies ne dou-
tent en aucune façon qu'il n'en ait un soin continuel,
principalement l'Illustrissime Prince devant se servir de sa

ANS
de J. C.
1659.

prudence pour considerer, qu'il est celui sur qui on se repose du soin par dessus tous les autres de faire en forte ensemble avec le Conseil de Guerre, que le Traité d'alliance, le contenu des Articles, & les autres Edits & Reglemens qu'on a publiés, soient dûement observés de tous & d'un chacun, selon que leur devoir particulier l'exige; son Altesse Illustissime promet donc & s'engage, qu'il fera d'un bon exemple à ceux qui lui seront inferieurs, aux Officiers tant superieurs que subalternes, & à toute l'Armée, en rendant avec équité & avec sagesse la justice, & par toutes les autres actions heroïques, qu'il ne les exhortera qu'à faire des choses qu'il aura fait le premier, & que dans l'occasion, comme c'est la loisible coutume de la Guerre; il fera toutes les choses & se conduira de la maniere qu'il convient à un sage, expérimenté, fidelle & brave Prince de l'Empire, & à un Marechal General, & il pourra rendre compte devant Dieu & le monde, & à tous les Seigneurs & Princes Confederés, qu'il regarde pendant le temps de sa Commission comme les superieurs, qu'il a fait toutes choses sans nulle reflexion, dépendance, ou veuë d'aucune autre Puissance, le tout fidellement, n'épargnant ni la vie, ni le sang.

XI. Pour ce qui regarde les appointemens qui sont deus à son Altesse pour cette Charge, on en est convenu avec elle en la maniere suivante; c'est à sçavoir que lesdits Seigneurs Alliés promettent à l'Illustissime Prince, qu'ils lui paieront toutes les années lors qu'il ne sera pas dans les actions, ni dans les travaux de la Guerre, quatre mille écus Imperiaux, que si l'Illustissime Prince est obligé d'agir en personne & de se défendre contre l'ennemi, en exceptant les choses qui ont été déclarées plus bas touchant le tort, pendant que ces actions défensives dureront, outre lesdits quatre mille écus Imperiaux, on lui donnera encore mille florins du prix de Francfort par mois, & il en sera païé par avance pour trois mois au commencement des actions qu'il faudra entreprendre; comme aussi d'abord que les ratifications de cette Capitulation des Seigneurs Alliés lui seront données, sur le champ ils auront soin de lui faire donner deux mille écus Imperiaux à déduire sur sa pension annuelle, de la bourse commune ou d'une autre maniere, pourveu que la chose se fasse exactement.

XII. Parce que conformément au reglement des paiemens desdits Seigneurs Alliés, il n'est pas expedient de donner à aucun Officier superieur ou subalterne, ni à aucun Soldat de pied ni de cheval en general, lors qu'il marche pour aller en Compagne, ou qu'il est dans le Camp autre chose que le feuillet, lequel reglement nous laissons encore dans cette occasion dans sa vigueur, (de forte pourtant que pour ce qui concerne les vivres conformément à l'Ordonnance des Seigneurs Alliés qu'ils ont fait publier, on les leurs fera avoir à un prix juste & équitable.) Ainsi l'Illustissime Prince ne pourra outre cela rien exiger; mais il l'attendra de l'assignation que lui en fera le General de Camps ou celui qui remplit cette Charge, aiant pourtant égard à la dignité de sa Charge.

XIII. Les Seigneurs Alliés tant en general qu'en particulier, déclarent qu'ils veulent défendre son Altesse Illustissime dans cette Charge, contre tous & en toutes choses, & ainsi que si lui ou ceux qui lui sont attachés, estoient inquietés à raison du soin & des services qu'il a rendu dans cette union défensive, ou si on leur envahissoit leur bien & qu'on les en dépouillât, de quelle maniere que cela se fit, en ce cas les Seigneurs Alliés veulent bien prendre son parti, & de ceux qui lui sont attachés, tenir sa place, lui donner du secours, & autant que faire se pourra lui aider à recouvrer ce qu'il aura perdu, & l'indemniser de toutes ses pertes.

XIV. Si son Altesse Illustissime (ce qu'à Dieu en plaise) estoit prise par l'ennemi en faisant sa Charge, les Seigneurs Alliés selon la coutume de la Guerre, emploieront unanimement tous leurs soins pour le racheter, & l'indemniseront de toutes ses pertes.

XV. Enfin on est convenu de part & d'autre, tant des Seigneurs Alliés, que de l'Illustissime Prince que de J. C. cette Capitulation durera autant de temps que l'alliance, que s'il arrivoit que les Seigneurs Confederés ne voulussent plus se servir de l'Illustissime Prince, ou que lui même refusât de continuer son emploi, il sera libre à l'un & à l'autre parti d'y renoncer trois mois auparavant, de sorte pourtant que si cette renonciation se faisoit par les Seigneurs Alliés, on paiera encore à son Altesse Illustissime, à compter depuis la fin des trois mois une demie année de sa pension, que si c'estoit le Prince lui-même qui renonçât à sa Charge, on ne lui paiera rien que ce qu'il pourroit lui estre deub de reste de sa pension ordinaire. L'Illustissime Prince fera connoître par le serment qu'il prêtera d'abord qu'on lui aura fourni les ratifications de cette Capitulation, & par les Lettres reversales qu'il en donnera, qu'il veut observer cette dite Capitulation selon tous & chacun de ses points & clauses, comme le doit faire un Prince sincerement, fidellement, sans aucun détour, exception, ou reserve.

En foi de quoi, & pour faire mieux observer cette Capitulation, on en a fait deux exemplaires qui ont été signés & munis du sceau des armes de l'Illustissime Prince, & des Conseillers & Ambassadeurs des Seigneurs Alliés, dont on en a donné un à son Altesse Illustissime, & l'autre au Directeur de Maïence, & on a promis particulièrement qu'on obtiendra les ratifications de toutes ces choses dans l'espace de quatre semaines, & qu'on les donnera à l'Illustissime Prince. Cependant il sera obligé de faire la Charge de Marechal General, comme s'il les avoit entre les mains, & sa pension annuelle, comme aussi des trois mois si la nécessité demande qu'on fasse quelque action, commencera à courir dès à présent. A Francfort sur le Mein, le 25. Juin l'an 1659.

R. GRAVEL.

PHILIPPE WONWORBURG, &c.

Capitulation avec le Comte de Hohenloë, pour Lieutenant General. A Francfort le 30. Juillet 1659.

NOUS Wolfgang Jules Comte d'Hohenloë & de Gleichen, Seigneur de Langvenbourg & de Cranichsfelt, Chevalier de l'Ordre du Saint Empire, &c. Reconnoissons que Sa Majesté Tres-Chrestienne & les Electeurs & Princes ci-après dénommez, estans convenus ensemble d'une certaine union défensive, pour le maintien de la Paix & repos de l'Empire, en laquelle est entré puis-après M. le Landgrave de Hesse Prince de Hirschfeld, Comte de Katzenelnbogen, Dietz, Ziegenheim, Nidda, Schavenbourg, Ifembourg & Budinghen, & qu'ayant esté receu & établi Lieutenant General sur leurs Troupes, lesquelles en cas de besoin l'on doit mettre ensemble, dont ils sont convenus avec nous par leurs Ambassadeurs presens à Francfort sur le Mein, selon la Capitulation suivante, traduite de l'Original Allemand en Latin.

Qu'il soit notoire par ces Presentes, que dans les Traités d'union défensive, faits le 14. & 15. d'Aoust à Francfort sur le Mein, & à Maïence entre Sa Majesté Tres-Chrestienne, & les Reverendissimes, Serenissimes, & Illustissimes Princes & Seigneurs Jean-Philippe Archevêque de Maïence, Grand Chancelier de l'Empire en Allemagne, & Electeur Evêque de Wirtzbourg & Duc de Franconie, &c. Charles Gaspard Archevêque de Trèves, Grand Chancelier de l'Empire dans les Gaules & dans le Roiaume d'Arles, & Electeur, Administrateur de Prum, &c. Maximilien Henri Archevêque de Cologne, Grand Chancelier de l'Empire en Italie, & Electeur, Evêque d'Hildesheim & de Liege, Administrateur de Berchtracht & de Stablo, Duc de la haute & basse Baviere, du haut Palatinat dans la Westphalie, d'Angarie & de Buillon. Comte Pala-

ANS Palatin du Rhin, Landgrave de Leuchtemberg, Mar-
 de J. C. quis de Franchimont, Christophe-Bernard Evêque de
 1659. Munster, Prince du Saint Empire, Burgrave de Stron-
 berg, Seigneur de Berkenloë, &c. Philippe-Guillaume
 Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière, de Ju-
 liers, de Cleves, & de Monts, Comte de Veldenz,
 Spanheim, Mark, Ravensburg & Meurs, Seigneur de
 Ravenstein, &c. Sa Majesté Suedoise, comme Duc
 de Brene & Verde, & Seigneur de Wilmar, &c.
 Auguste Duc de Brunswic, & de Lunebourg, &c.
 Christien Lotis Duc de Brunswic, & de Lunebourg,
 &c. George Guillaume Duc de Brunswic, & de Lu-
 nebourg, Guillaume Landgrave de Hesse, Prince
 d'Hirschfeld, Comte de Katzenelnbogen, Dietz,
 Ziegenhein, Nidda, & Schavenbourg à laquelle Al-
 liance dans la suite du temps le Serenissime Prince George
 Landgrave de Hesse, Prince d'Hirschfeld, Comte
 de Katzenelnbogen, Dietz, Ziegenhein, Nidda,
 Schavenbourg, Isenbourg, & Budingen, &c. s'est
 joint, dans laquelle on seroit expressement convenu,
 que si dans la suite, les Seigneurs Confederés trouvoient
 leurs avantages ou que l'état des choses l'exigeât, ils
 établissent un Commandant General à qui on donne-
 roit, selon lesdits Traités d'Alliance, l'entière conduite
 de leurs Troupes qu'on mettroit ensemble tant de pied,
 que de cheval, comme aussi de l'artillerie & des autres
 choses qui la regardent, & qu'ils conviendroient pour
 cet effet de certaines personnes nécessaires pour cela :
 ainsi lesdits Seigneurs Alliés aient fait reflexion sur les
 conjonctures presentes, & aux dangers qui augmentent
 tous les jours, ils ont jugé estre tout-à-fait nécessaire d'é-
 tablir un certain ordre de Commandement; & pour cet
 effet aient fait traiter par leurs Plenipotentiaires, Con-
 seillers & Ambassadeurs qui sont presens dans cette Vil-
 le, avec l'illustrissime Prince Leopold-Philippe-Char-
 les de Salin, pour la Charge de Marechal General, ils
 pensent presentement à offrir celle de Lieutenant Ge-
 neral à quelque personne digne de la posséder. Lesdits
 Seigneurs Alliés ont choisi pour remplir cette Charge
 de Lieutenant General, entre les autres celebres & fa-
 meux grands Capitaines, l'illustrissime Seigneur
 Wolfgang-Jules, Comte de Hohenloë & de Langen-
 bourg, à raison de sa grande experience dans la Guerre,
 & aiant fait commencer avec lui un Traité à Hildesheim
 pour l'acceptation de cette Charge par ses Conseillers de
 Guerre qui y estoient residens, ils ont dans la suite voulu
 qu'il fut conclu dans cette Ville par lesdits Ambassa-
 deurs en la maniere suivante.

PREMIER ARTICLE.

Ledit Comte promet ausdits Seigneurs Alliés, soit
 qu'ils soient en effet dans l'Alliance, soit qu'ils y en-
 trent dans la suite à tous & à chacun sans difference,
 fidelité, & obéissance & s'engage à les servir eux, leurs
 Etats, Pais & Sujets, sans avoir égard à la Religion,
 ni aux autres prééminences, qui sont usurpées & re-
 conquies, dedans ou dehors l'Empire & principalement
 conformément à ladite Alliance, dont on lui a donné
 un exemplaire signé par les Ambassadeurs desdits Sei-
 gneurs Alliés qu'il aura avec lui pour y faire attention &
 pour lui servir de regle, comme aussi cette Capitula-
 tion faite avec lui qu'il doit observer & executer dans
 tous & chacun de ses points & clauses, selon la meilleure
 interpretation, en s'employant de tout son pouvoir pour
 le bien des Seigneurs Alliés, & en prevenant & éloignant
 tous les perils & dangers qui pourroient les menacer en
 leur Etats, Terres, & Sujets, s'il arrive aussi que ledit
 Comte découvre que quelque malheur soit prêt à fon-
 dre sur quelqu'un des Alliés, ou leurs Etats, Terres,
 & Sujets, il s'y opposera d'abord, si la chose est de
 quelque consequence; & le prévendra de la meilleure
 maniere qui lui sera possible, quand ce malheur même
 ne devroit pas arriver par des actions militaires, & sans
 que les Troupes fussent en campagne, ou s'il ne le
 peut pas, il en avertira les Seigneurs Alliés & ceux
 que la chose regarde, comme aussi le Directoire
 Electoral de Maïence, ou au moins les plus pro-

ches Electeurs & Princes Alliés, à leurs communs
 dépens.

II. Ledit Comte veut & doit diriger, regler & ex-
 cuter toutes ses desseins & actions, selon la regle que lui
 prescrivent lesdits Traités d'alliance & selon tous leurs
 articles & clauses, comme aussi selon l'instruction qui
 les regarde pour les Conseillers de Guerre, la distribu-
 tion de la paye de l'Armée & autres reglemens, desquel-
 les choses, comme on a déjà dit, qu'on a fait des Trai-
 tés d'alliance, on lui donnera & communiquera dans
 la suite des copies autentiques, & dans les cas qui ne sont
 pas compris dans toutes ces choses, il aura égard aux
 Loix fondamentales de l'Empire, aux Constitutions,
 & à l'ordre d'execution, & avant toutes choses au Trai-
 té de Paix fait à Munster de Westphalie & à Osnabrug,
 il se reglera encore selon les Edits des Confederés qu'on
 publiera dans la suite, les reglemens & articles qu'ils
 feront selon le jugement militaire qu'on y joindra, &
 les autres choses nécessaires qu'on publiera, desquelles
 choses aussi on lui donnera des copies autentiques, &
 si dans tout cela il ne trouve pas une instruction suffisante,
 il suivra les plus loüables & raisonnables coutumes
 de la Guerre, entant qu'elles peuvent estre accommo-
 dées & employées utilement, selon l'intention & le
 dessein des Seigneurs Alliés, sans que cela préjudicie au
 Traité d'union & aux choses qui y sont insérées, à cer-
 te Capitulation & à la Constitution de la paye de
 l'Armée.

III. Ledit Comte promet & s'engage, qu'il aura
 avec les autres Conseillers des Alliés, grand soin que les
 Conseils de Guerre se tiennent, selon qu'il est ordonné
 dans l'instruction qui en est dressée, d'y aller fidelle-
 ment, d'y assister, & d'y faire sa fonction, & même
 dans l'absence du Prince Allié qui a le Commande-
 ment general dans ses propres Etats, ou de celui qui tient
 sa place, & du Marechal General qui a esté établi, une
 proposition nécessaire estant faite dans le Conseil, de
 recueillir les voix, & donner la sienne la dernière, il
 prendra soin aussi que dans ces consultations le plus grand
 nombre de voix l'emporte, comme il est réglé dans le
 Traité d'alliance, & de faire conclure selon ce plus grand
 nombre, comme aussi que l'execution des choses
 dont on sera convenu dans la deliberation, soient
 entreprises & conduites jusqu'à la fin vigoureuse-
 ment dans le tems, & dans les circonstances déter-
 minées.

IV. Ledit Comte s'engage, si en vertu du Traité
 d'alliance, quelqu'un des Seigneurs Alliés vouloit
 dans ses propres Etats, assister par lui même aux expe-
 ditions militaires, & les regler & diriger, à lui obéir
 sans préjudice, ou même à celui qu'il mettroit à sa place
 & en son nom pour commander dans ses Terres, pour-
 veu toutes fois qu'il soit constant, qu'il a les qualités né-
 cessaires pour cela, & qu'il a exercé de semblables em-
 plois & charges avec honneur, & cela non seulement
 dans les propres Etats du Prince; mais encore dans un
 autre lieu tiers s'il estoit nécessaire d'y passer desdits Etats,
 ce que ledit Comte doit executer sans s'en excuser con-
 formément au premier article du Traité d'alliance, ainsi
 il recevra, & executera ses ordres, lesquels autant que
 le temps le permettra, & que la chose sera possible, de-
 vront estre par écrit & fera & omettra sur ce sujet pen-
 dant que ces actions dureront, toutes les choses qui sont
 insérées dans les Traités d'alliance.

V. Ledit Comte ne veut ni ne doit de sa propre auto-
 rité, rien entreprendre ni executer de quelque conse-
 quence, à l'insceu & sans le consentement des Seigneurs
 Confederés ou de ceux qui tiennent leur place, ni aussi
 du Marechal General s'il est present, non plus que rien
 qui soit contraire au Conseil de Guerre & à ce qui y a esté
 conclu unanimement, ou par le plus grand nombre de
 voix, soit que ce soit pour changer de Camp, pour
 conduire l'Armée, faire des irruptions, pour donner
 des Combats, ou des Batailles generales, pour attaquer
 l'Ennemi, faire des Sieges & pour les lever, & pour
 munir les Camps & les Places, de quelle maniere que
 ces choses puissent estre appellées; mais il se conduira &

D d d d

exc-

ANS
de J. C.
1659.

ANS exécutera toutes choses à la manière susdite, comme el-
de J. C. les auront esté déterminées unanimement par le Con-
1659. seil de Guerre, que s'il arrivoit que les Troupes fussent
attaquées à l'improviste par l'Ennemi & qu'elles souf-
fussent de ses hostilités, dans cette occasion il s'oppose-
ra à lui, & se défendra de la meilleure manière qu'il ju-
gera à propos. En sorte que si d'un côté ou d'autre il
étoit nécessaire pour des causes inévitables, qu'on fit
quelque dommage aux Ponts & édifices, pour éviter
& se délivrer de l'Ennemi, dans ces cas ledit Comte ne
fera pas tenu d'en répondre, comme il est réglé
pas les choses qui font contenues dans lesdits ar-
ticles.

VI. Pour cet effet ledit Comte aura une entière
confiance, & conservera une mutuelle intelligence avec
le Maréchal General, & les autres Conseillers de Guerre
des Seigneurs Alliés & communiquera avec eux,
ou par écrit ou de bouche, des choses qui seront de quel-
que conséquence, qui seront venues à sa connoissance
par une bonne correspondance, & ainsi il aura soin
d'une fidelle & sincère correspondance, des avantages
communs de tous les Alliés & de chacun
d'eux en particulier, & du bien de leurs Sujets &
Païs.

VII. Si le Conseil de guerre trouvoit bon, ou que
la nécessité le demandât que ledit Comte allât avec toute
l'Armée, ou avec une partie d'icelle dans quelque
Forteresse de quelque Prince des Alliés. Ledit Comte
unanimement avec le Conseil de Guerre qui suit l'Ar-
mée, en avertira celui qui commande dans la Forte-
resse, & lui fera connoître la nécessité qu'il y a de le
faire, on lui signifiera aussi de la part de son maître,
qu'entant que la chose n'est pas contraire à un ordre par-
ticulier qu'il en pourroit avoir reçu, on donne les
choses qui sont nécessaires, sans pourtant que cela ex-
pose la Place à aucun danger, & qu'on donne audit Comte
& à toute l'Armée, autant que cela faire se peut un
subside, que s'il arrivoit que les actions continuant le-
dit Comte demeurât dans cette Place, il sera traité avec
tout l'honneur qui lui est dû & en lui demandant le
mot du guet (ce qui sera pourtant toujours propre au
Prince de cet Etat lors qu'il sera présent,) les Troupes
aussi que le sieur Lieutenant General enverroient dans une
nécessité & selon que la chose sembleroit l'exiger, doi-
vent attendre à juste titre la même chose, s'il arrivoit
que ledit Comte trouvât pour lors ou dans un autre
temps quelque défaut dans le Gouverneur ou dans la
Place, il en avertira incessamment les Seigneurs Alliés,
& leur fera connoître la chose dans toutes les circonstan-
ces, cependant il donnera de bons Conseils au Gouver-
neur de la Place.

VIII. Ledit Comte ne revelera, ni ne manifestera
à personne les choses qui lui seront communiquées sous
le secret, ou immédiatement par les Seigneurs Alliés,
ou par leur Conseil de Guerre, & il gardera si bien le
secret, que nul homme quel qu'il soit, au désavantage
des Seigneurs Alliés ne le sçaura jamais, ni par lui ni
par d'autres, en quelque manière & par quelque voie
que ce soit, ni présentement, ni à l'avenir, excepté
celui à qui à raison de sa Charge il seroit obligé de le re-
velet, mais il gardera le silence jusqu'à la mort, que
si après cela n'étant plus au service des Seigneurs Alliés
il s'attachoit à d'autres, il ne se servira point des con-
noissances qu'il a eues par ce moyen, ou en quelque autre
manière, au désavantage des Seigneurs Alliés, & de leurs
Sujets & Païs.

IX. Ledit Comte n'aura pas un moindre soin pour
conserver dans toutes les occasions qui arriveront, les
Troupes unies des Seigneurs Alliés, tant de pied, que
de cheval, & sur tout des chevaux de leurs Sujets & de
tous ceux, qui quoi que sans estre Soldats, sont pourtant
nécessaires à l'Armée; lesquels en cette occasion ne se-
ront pas moins obligés à lui obéir que les Soldats, &
auxquels il faut donner des bons Officiers selon la néces-
sité, il aura soin encore des choses qui regardent l'ar-
tillerie. Pour ce sujet, lors qu'il le jugera à propos, il
proposera dans le Conseil & conferera avec lui, afin que

chaque Officier supérieur & subalterne, satisfasse fidel-
lement & sans bruit à son devoir dans l'emploi qu'il exer-
ce pour le bien des Seigneurs Alliés, & cela sans aucune
exception, tergiversation, & égard à son propre inté-
rest, & que dans les occasions les simples Soldats aussi
bien que les Officiers supérieurs & subalternes de l'artil-
lerie, les autres Officiers supérieurs & subalternes, se
comportent sagement & vaillamment, en tout temps
& en tout lieu, selon le contenu des articles qu'ils ont
fait serment d'observer, & comme il convient à des ge-
nereux & fideles Officiers & Soldats qui aiment l'honneur
& que le Seigneur Comte les y oblige de tout son pou-
voir, en les traitant avec douceur & honnêtement,
n'ayant aucune veuë ni affection particulière pour quel-
qu'un, ni pour toute autre chose que ce soit, ou puisse
estre; mais qu'il ne se propose simplement pour but,
que l'utilité & l'avantage des Seigneurs Alliés, comme ils
le prescrivent eux-mêmes.

X. Parce qu'on ne peut pas prescrire en particulier
tous les services que ledit Comte doit rendre à raison
des grandes charges qu'impose un si grand Emploi, les
Seigneurs alliés ne doutent en aucune façon qu'il ne
satisfasse en toutes choses à son devoir, considérant qu'il
tient la place du Maréchal General, sur qui ensemble
avec le Conseil de guerre on se repose du soin de faire
en sorte que le Traité d'Alliance & le contenu des
Articles, & les autres Edits & Reglemens qu'on a
publiés soient dûment observés de tous & d'un cha-
cun, selon que leur devoir particulier l'exige, & que
l'occasion s'en presente; c'est pourquoi ledit Comte
promet qu'il sera d'un bon exemple aux Officiers qui
sont au dessous de lui, supérieurs & subalternes, & à
toute l'Armée, en rendant avec équité & sagesse la
justice, & par toutes ses autres actions illustres, qu'il
ne les exhortera qu'à faire des choses qu'il aura fait le
premier, & que dans l'occasion, comme c'est la loia-
ble coutume de la guerre, il les animera par son exem-
ple. En un mot, qu'il se conduira de la manière qu'il
convient à un sage, expérimenté, fidele, brave & il-
lustre par la noblesse de son Sang, Comte & Lieute-
nant General, en sorte qu'il puisse rendre compte de-
vant Dieu & le monde, & à tous les Seigneurs con-
federés qu'il a fait toutes choses sans aucune reflexion,
dépendance, ou vûë d'aucun autre Seigneur ou Puissan-
ce, le tout fidelement, n'épargnant ni la vie, ni le
sang.

XI. Pour ce qui est des Appointemens qui sont dûs
audit Comte, pour la Charge de Lieutenant General, on
en est convenu avec lui en la manière suivante. Les
Seigneurs alliés lui promettent dans le tems qu'il ne sera
point occupé dans les Actions militaires, & dans les
Travaux actuels de la guerre, quatre mille Ecus Impe-
riaux, & dans le temps qu'il sera obligé d'agir en per-
sonne & de se défendre contre l'ennemi, outre ce qui
est déclaré plus bas plus au long touchant le roit, tandis
que les actions défensives dureront, outre lesdits quatre
mille Ecus, on lui promet encore tous les mois huit cens
cinquante Florins de Francfort, dont on lui paiera trois
mois par avance au commencement des Expéditions mi-
litaires; comme aussi lorsqu'il recevra les Ratifications
des Seigneurs alliés, on lui paiera sur le champ deux
mille Ecus Imperiaux à déduire sur sa pension annuelle
de la commune Bourse, ou d'une autre manière, pour-
vu que la chose se fasse exactement.

XII. Parceque conformément au Reglement des
jugemens des Seigneurs alliés, il n'est pas expedient de
donner à aucun General, ni Officier supérieur ou su-
balterne, ni à aucun Soldat de pied, ou de cheval,
en general, lorsqu'il marche pour aller en campagne,
ou qu'il est dans le camp, autre chose, autant que faire
se peut, que le seul roit, lequel Reglement nous lais-
sons encore dans cette occasion dans sa vigueur, (de
sorte pourtant que pour ce qui concerne les vivres, con-
formément à l'Ordonnance des Seigneurs alliés qu'ils
ont fait publier, on les leur fera avoir à un prix juste &
équitable,) ainsi ledit Comte ne peut outre cela rien
exiger: mais il l'attendra de l'assignation que lui en fera
le

ANS
de J. C.
1659.

ANS le General des Camps, ou celui qui remplit cette Charge de J. C. ge, & aiant pourant égard à la dignité de son Emploi & à la possibilité de la chose, dans le cas pourant où ledit Comte seroit destiné à d'autres Emplois, pourvu que ce ne fût pas dans le Camp, & qu'il put à raison de la commodité du lieu & des maisons, estre reçu & accommodé. Cela lui est permis à juste titre, en payant les Hôtes selon la commune taxe, que peut estre on publiera.

XIII. Si les Seigneurs prenoient resolution dans quelques temps de renvoyer leurs Troupes tant de pied que de cheval, & que chacun congédiait les siennes, selon qu'il l'auroit jugé à propos, & que ledit Comte voulut, ou servir contre les Turcs ennemis du Nom Chrétien, ou se donner à quelqu'autre Prince qui ne fut pas ennemi de l'Empire, en ce cas les Seigneurs alliés ne permettront pas seulement que ceux qu'ils ont congédiés, tant Officiers que Soldats de pied & de cheval, s'engagent avec lui pour un nouveau service; de sorte pourant que cela se fasse avec liberté & sans contrainte: Mais ils promettent encore audit Comte que s'il arrivoit qu'on envoiât de l'Empire contre l'ennemi capital du Nom Chrétien un grand ou petit nombre des Troupes, qu'ils auront égard à lui préféralement à tous les autres pour lui en donner le commandement, & qu'ils sont prêts à lui donner autant qu'ils le pourront toute sorte de secours.

XIV. Les Seigneurs alliés, tant en general qu'en particulier, déclarent qu'ils veulent défendre ledit Comte dans sa Charge, contre tous & en toutes choses, & ainsi que si lui ou ceux qui lui sont attachés étoient inquiétés, à raison du soin & des services qu'il a rendus dans cette Union défensive, ou si on leur envahissoit leur bien, & qu'on les en dépouillât de quelque manière que cela se fît; en ce cas les Seigneurs alliés, veulent bien prendre son parti, & de ceux qui lui sont attachés, tenir la place, lui donner du secours & autant que faire se peut, l'aider lui & les autres à recouvrer ce qu'ils auront perdu, & les indemniser, & comme ledit Comte dit qu'il a des dettes considérables en Flandre, & qu'il appréhende à raison du service qu'il rend aux Seigneurs alliés, qu'on n'en diffère le paiement, ou qu'il ne les perde, les Seigneurs alliés en general & en particulier, s'offrent à prendre tous les moiens qui se présenteront, & que ledit Comte leur insinuera dans le temps de sa Charge, pour faire autant qu'il dépendra d'eux qu'il soit païé, & qu'il aie une entière satisfaction de tout ce qui lui est dû en Flandre.

XV. Si ledit Comte (ce qu'à Dieu ne plaise) estoit pris par l'ennemi en faisant sa Charge, les Seigneurs alliés, selon la coutume de la guerre, emploieront unanimement tous leurs soins pour le racheter, & l'indemniseront de toutes ses pertes.

XVI. On est enfin convenu de part & d'autre, tant des Seigneurs alliés que dudit Comte, que cette Capitulation durera autant de temps que l'Alliance. Que s'il arrivoit que les Seigneurs confédérés ne voulussent plus se servir dudit Comte, ou que lui-même refusât de continuer son Emploi, il sera libre à l'un & à l'autre parti d'y renoncer trois mois auparavant; de sorte pourant que si cette renonciation se faisoit par les Seigneurs alliés, on paiera encore audit Comte, à compter depuis la fin des trois mois une demie année de sa pension; à sçavoir deux mille Ecus Imperiaux. Que si c'étoit lui qui renonçât à sa Charge, on ne lui paiera rien que ce qui pourroit lui être dû de son Appointement ordinaire. Ledit Comte fera connoître par le serment qu'il prêtera d'abord qu'on lui aura fourni la Ratification de cette Capitulation, & par les Lettres reversales qu'il en donnera, qu'il la veut observer, selon tous & chacun de ses points & clauses, sincèrement, fidelement, sans aucun détour, exception ou réserve, comme le doit faire un Comte.

En foi de quoi, & pour faire mieux observer cette Capitulation, on en a fait deux exemplaires qui ont été signés & scellés par ledit Comte, & par les Conseillers

& Ambassadeurs des Seigneurs alliés qui sont en cette Ville, dont on en a donné un audit Comte, & l'autre au Directoire de Maïence, & on a promis très particulièrement, qu'on obtiendra les ratifications de toutes ces choses dans l'espace de quatre semaines, cependant il sera obligé à faire sa charge de Lieutenant General, comme s'il les avoit entre les mains, & on est convenu que les appointemens, qui lui ont été accordés, commenceront à courir depuis le 25. du mois de Juin passé. Fait à Francfort sur le Mein, le 3. juillet de l'année 1659.

ROBERT DE GRAVEL.

WOLFFGANG JULES Comte de Hohenloë.

J. PHILIPPE WONWORBURG, &c.

*Capitulation avec le Sieur Christophle de Har-
mestein, pour General Major de la Cava-
lerie. à Heildesheim, le 14. Octobre 1659.*

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: Salut. Aiant vu & examiné en nostre Conseil la Capitulation faite & passée à Hildesheim le 14. d'Octobre de l'année dernière 1659. par le Sieur Desminieres député pour assister en nôtre nom au Conseil de Guerre de l'assemblée des Confédérés audit Hildesheim, conjointement avec les autres Députés des Princes qui sont entrés comme nous dans le Traité de ligue & association, conclu à Maïence le 15. d'Aoult de l'année 1658. avec le Sieur Frederic Christophle de Harmestein, de laquelle Capitulation la teneur s'ensuit.

Nous voulons qu'il soit connu par ces presentes, que quoique dans le Traité d'alliance défensive fait à Francfort sur le Mein le 14. d'Aoult de l'année 1658. pour des raisons très-fortes qui y sont insérées, qui a été ratifié & échangé mutuellement entre Sa Majesté Très-Christienne, & les Reverendissimes, Serenissimes, Illustrißimes, Reverends, Electeurs, & Princes, Jean Philippe Archevêque de Maïence, Archi-Chancelier du Saint Empire en Allemagne & Electeur, Evêque de Wirtzburg & Duc de Franconie, Charles Gaspard Archevêque de Trèves, Archi-Chancelier du Saint Empire dans les Gaules, & dans le Roïaume d'Arles, & Electeur, Administrateur de Prum, Maximilien Henri Archevêque de Cologne, Archi-Chancelier du Saint Empire en Italie, & Electeur, Evêque de Hildesheim, & de Liege, Administrateur de Bergstraden, & Stablo, Duc de la haute & basse Baviere, du haut Palatinat, d'Angarie, & de Buillon, Comte Palatin du Rhin, Landgrave de Leuchtenberg, Marquis de Franchimont, Christophe Bernard Evêque de Munster, Prince du Saint Empire, Burgrave de Stamberg & Seigneur de Berkeloë, Philippe Guillaume, Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, de Juliers, de Clèves, & des Monts, Comte de Weldentz, Spanheim, Mark, Ravensburg & Meurs, Seigneur de Ravenstein; & Sa Majesté Suedoise, Duc de Brême & Werden, & Seigneur de Wismar. Auguste Christien Louis & Georges Guillaume Ducs de Brunswick & de Lünebourg, & Guillaume Landgrave de Hesse, Prince de Hersfeld, Comte de Katzenelnbogen, Dietz, Ziegenhein, Nidda, & de Schavenbourg. On ait suffisamment pourvu, de quelle manière les Seigneurs Alliés se serviroient pour faire la Guerre dans les dangers qui pourroient les menacer, contre l'esperance qu'ils ont conçue d'un General pour commander leurs Troupes unies, tant de cavalerie que d'infanterie, & pour avoir soin de toutes les autres choses qui regardent la Guerre: Ledit Seigneurs Confédérés ont pourant trouvé à propos, aiant mieux & plus meurement examiné les choses, qu'il est nécessaire de pourvoir à temps à cause des circonstances presentes à regler les choses pour le Commandement general, afin qu'on soit prêt à tout événement, & afin que dans la jonction des Troupes on puisse s'en servir comme

ANS on le trouvera à propos pour se défendre, c'est pour ce de J. C. sujet que ledits Seigneurs alliés ont donné ordre à leurs 1659. Conseillers de Guerre qui ont été envoyés en ce lieu en vertu du Traité de ladite alliance d'en conférer entre eux & de penser aux meilleurs moyens d'établir un ordre certain pour ledit commandement general; ainsi entre plusieurs autres illustres personnages, le noble & tres-vaillant Seigneur Frederic Chrilltophe de Hammerstein ayant été proposé pour remplir cette place, & ayant été unanimement conclu par ledits Deputés de l'établir General Major de Cavalerie, & de l'appeller s'il veut accepter cette Charge, après avoir fait avec lui une Capitulation: c'est ce qui a été traité & fait aujourd'hui dans toutes les formes, à la maniere suivante.

I. Au commencement, & premierement ledit sieur de Hammerstein établi General Major promet ausdits Seigneurs confederés, soit qu'ils soient déjà compris à la maniere susdite dans cette Alliance, soit qu'ils y entrent dans la suite, à tous & à chacun, à chacun & à tous, à l'un comme à l'autre, sans aucune difference, fidelité & obeissance, & il aura soin de leur personne, comme aussi de leurs Etats, & de leurs Sujets, sans avoir égard ni aux prééminences que donne la Religion; ni aux autres qui sont en usage, & qui sont connus, tant dedans que dehors l'Empire, & il agira principalement en cela selon le susdit Traité, dont on lui a donné à la place de l'original un exemplaire signé par tous les Conseillers de guerre des Seigneurs alliés qui sont ici assemblés, quilui pourra servir de regle outre les Ordres des Generaux qui lui sont proposés pendant que sa fonction durera: Comme aussi d'observer de tout son pouvoir cette Capitulation qui est faite avec lui dans tous & chacun de ses points selon la meilleure interpretation, pour l'utilité, l'avantage, le progrès, & la défense des Seigneurs alliés, & d'éloigner tous les perils & dangers qui pourroient les menacer. Il promet encore que d'abord qu'il sçaura que quelque malheur menace tous les Alliés ou les Etats & Sujets de quel qu'un d'eux, même sans que ce soit par des actes d'hostilité de la guerre. Si la chose est de quelque consequence, il le prévendra de toutes ses forces, & de la meilleure maniere qu'il pourra, ou s'il ne le pouvoit pas, pour lors tout au moins, il en avertira sans delay & aux communs frais des Alliés ledits Seigneurs, & principalement ceux qui y ont le plus d'intérêt, ou même le Directoire Electoral de Maience, ou le plus proche Electeur ou Prince allié.

II. Outre cela & secondement ledit Sieur Major General aura soin & est obligé de regler, diriger, & de conduire ses desirons & actions selon la forme & la regle dudit Traité d'alliance, d'observer tous & chacun de ses Articles & clauses: Comme aussi il doit se regler selon l'instruction generale qui y est jointe, & qui est approuvée de tous pour les Conseillers de guerre dans la distribution des appointemens, & selon les autres Statuts, desquelles choses comme aussi du Traité d'alliance, on lui a donné & communiqué des exemplaires autentiques, & on lui en donnera & communiquera dans la suite, & pour ce qui est des cas qui ne sont pas compris dans ces endroits, il prendra garde de se conduire selon les Loix fondamentales, les Constitutions, & l'ordre d'exécution de l'Empire avant toutes choses conformément au Traité de Paix fait à Munster de Westphalie, & à Osnabrug; aux Edits des Confederés qu'on publiera dans la suite, & au jugement militaire qui y est joint: desquelles choses aussi on lui a donné des copies autentiques. Que si tout cela ne suffisoit pas, il se conduira selon les plus loiables & les plus raisonnables Coutumes de la guerre, autant qu'elles pourront servir & s'ajuster avec utilité à l'avantage des Seigneurs alliés, sans préjudicier, ni sans blesser le Traité d'union & de cette Capitulation qui est faite avec lui.

III. Ledit sieur General Major promet & s'engage, qu'il aura grand soin que les Conseils de guerre qui se doivent tenir ensemble avec les autres Conseillers de la

guerre s'assemblent aussi souvent qu'il sera nécessaire, & qu'étant requis il y assistera, qu'il fera son devoir, & qu'il prendra garde selon le Traité d'Alliance que le plus grand nombre de voix l'emporte, & que la resolution soit conforme à ce qui aura été réglé, & travaillera afin que les choses qui auront été arrêtées de cette maniere soient exécutées avec vigueur, & reduites à l'effet: au temps & selon les circonstances dont on y sera convenu.

IV. Ledit sieur Major General doit & est obligé de recevoir les Ordres immediatement du General d'Armée des Alliés, & de celui qui tient sa place, comme aussi du Prince allié de l'Etat ou de celui qui tient sa place, qui commandera pour lors les Troupes unies des Alliés, & d'y obeir selon la Constitution, comme aussi selon le Droit Militaire, & les autres Edits, & Statuts qu'on publiera conformément à tous leurs points & clauses, & à porter ou faire observer ledits ordres à ceux qui viennent après lui, & aux Officiers qui lui sont interieurs, comme aussi aux soldats.

V. Ledit sieur Major General s'étudiera de conserver avec les Conseillers de Guerre des Seigneurs confederés une mutuelle intelligence, & confiance: il leur communiquera par écrit, ou de bouche ce qu'il aura appris par de bonnes & certaines nouvelles qui sera de quelque consequence, afin que de cette maniere il tache de procurer le commun avantage tant de tous les Alliés en General que d'un chacun en particulier. Comme aussi le bien de leurs Terres, & de leurs Sujets sans aucuns differends, par une fidele, & sincere communication.

VI. Ledit sieur Major General gardera si bien le secret dans toutes les choses qu'il le demanderont, & qu'il apprendra tant immediatement des Seigneurs alliés, que de leurs Generaux & du Conseil de Guerre, que nul homme quel qu'il soit ne pourra le découvrir au desavantage des Seigneurs alliés, ni par lui, ni par les autres en quelle maniere que ce soit, & par quelle voie qu'on s'y prenne, ni presentement, ni à l'avenir, excepté ceux à qui à cause de leur emploi, il sera obligé de le découvrir; mais il tiendra toutes choses non seulement ensevelies dans le silence jusqu'au tombeau, mais aussi si peut estre le temps de cette capitulation étant expiré & n'ayant plus de Charge, il donne ses soins à d'autres, il ne se servira point d'aucune connoissance qu'il aie, de quelle maniere qu'il l'ait eue au desavantage tant dedit Seigneurs que de leurs Terres, & Sujets.

VII. Ledit sieur Major General doit estre obligé d'avoir une semblable diligence, soin & fidelité pour conserver dans toutes les occasions de la Guerre qui arriveront, les troupes tant de pied que de cheval des Seigneurs alliés, & il aura un soin particulier des chevaux des vassaux qui lui serviront, de même que des habitants qui demeurent dans l'Armée, & pour ce sujet, lors qu'il le jugera nécessaire, il en fera promptement, & diligemment son rapport au Conseil de Guerre, & il aura aussi soin avec ledit Conseil de Guerre que chacun des Officiers tant superieurs, qu'inferieurs, & tous les Soldats satisfassent à leur devoir à l'avantage des Seigneurs leurs maîtres fidellement, & sans aucune faute, & qu'ils se comportent dans toute sorte d'occasion sans aucun differend, selon les constitutions des articles qu'ils ont fait serment d'observer, soit par Terre ou par Eau, de jour ou de nuit, avec le courage, & la vigueur qui convient à des gens qui aiment l'honneur, & à de braves, & fideles Officiers, & qu'il les oblige à cela en tâchant de les gagner par sa douceur & honnêteté, n'ayant aucune vue, ni affection particuliere pour l'un plus que pour l'autre, ni pour quelque autre chose que ce soit, ou que ce puisse être, ne se devant proposer pour but autre chose que l'utilité, & l'avantage des Seigneurs alliés, selon qu'ils l'ont ordonné eux mêmes.

VIII. Absolument le sieur General Major promet que dans quelque occasion de Guerre qu'il se presente, il executera le plus vaillamment qu'il lui sera possible, en

ANS en faisant les derniers efforts, n'épargnant ni vie, ni de J. C. sang, tous les ordres qu'il recevra contre les ennemis, par Terre ou par Mer, de jour ou de nuit, des principaux, des chefs de l'Armée. Comme le doit faire un homme Noble, & un Major General, de telle sorte qu'il puisse rendre raison devant Dieu, & les hommes, & principalement audit Seigneur allié, & à ses principaux chefs, comme sa conduite ne peut donner occasion à personne de douter de sa vigilance, & de sa valeur.

IX. Pour les fideles services que ledit Sieur Major General rendra, ledits Seigneurs alliés lui ont promis, & lui promettent en vertu des presentes, qu'on lui fera donner toutes les années à commencer du jour de cette Capitulation, tandis qu'il sera hors des Expéditions militaires, & qu'il ne sera pas en Campagne deux mille Ecus Imperiaux, dont la moitié, c'est à dire mille Ecus Imperiaux, lui sera payée après la demie année, & pour la premiere fois ce sera d'abord après avoir presté le Serment de fidelité, & l'autre moitié qui est aussi mille Ecus Imperiaux restans à la fin de la même année, & ainsi dans la suite, tandis que cette Capitulation durera, & qu'elle ne sera pas rompue. Et s'il arrive qu'il soit obligé d'agir personnellement pour la défense dedit Seigneurs, pour lors, tandis qu'il le fera, on ajoutera encore une somme telle qu'ensemble avec ladite pension annuelle, en divisant à proportion les deux mille Ecus Imperiaux, il en reçoive cinq cens par mois pour l'entier paiement dudit mois, laquelle somme sera payée, comme on y a pourvu, de la Caisse commune des Alliés, que le Conseil de Guerre a assigné pour cela.

Neanmoins il y aura cette condition particulière de part & d'autre, que si ledit Sieur Major General est appelé par les Seigneurs Alliés pour leur défense, & qu'il doit paroître avec tout son équipage de Guerre. En ce cas sans délai & sans perdre un moment, il obéira à leurs ordres & avertissemens, & se rendra incessamment pour remplir sa Charge au lieu désigné; mais comme un si grand équipage de Guerre ne se fait pas sans beaucoup de dépense, le mois précédent on peut être commencé, ou même entièrement fini, lui sera payé pour une fois seulement sur le pied de cinq cens Ecus Imperiaux, comme si en effet il avoit été occupé à quelque action militaire & qu'il eut été en Campagne, & cela se fera de telle sorte que si on se désiste de cette expedition, ou si après cela dans quelque temps que ce soit on en commence une autre, ledit Sieur Major General ne pourra rien exiger outre cela des Seigneurs alliés ni de la Caisse commune, à l'occasion d'un tel ou semblable équipage.

X. Comme on ne doit accorder, selon la Constitution des appointemens & la paie des Seigneurs Confeederés à aucun General, ni Officier supérieur, ou inférieur, ni aussi aux Soldats lors qu'il sont dans le service ou dans les quartiers, autre chose que le seul toit, autant que cela faire se peut, à laquelle Constitution nous laissons toute sa force, en sorte que ledit Sieur Major General ne puisse rien demander outre cela, devant attendre le reste du Maréchal de Camp General, ou de celui qui fait cette Charge, aiant pour tant autant que faire le peut égard à la dignité de son emploi.

XI. Si ledit Sieur Major General estoit pris (ce qu'à Dieu ne plaise) par l'ennemi, pendant qu'il rend ses services audit Seigneurs Alliés, selon la coutume de la Guerre, ils emploieront tous leurs soins pour le rachepter & l'indemniseront pour cela, & lui offrent outre cela toute l'assistance & tout le secours qu'ils pourront lui donner contre tous, presentement & à l'avenir pendant que cette Alliance durera ou même après qu'elle sera finie, à raison du service qu'il leur aura rendu.

XII. Enfin on est convenu généralement dans toutes ces choses & en termes exprés, tant de la part des Seigneurs alliés que du Major General, que cette Capitulation dure autant de temps que durera l'Alliance, que s'il arrive que ledits Seigneurs alliés ne voulussent plus

Tom. III.

se servir de lui, ou qu'il ne voulut plus lui-même être à leur service, il sera libre & permis à chaque parti, en de J. C. avertissant trois mois auparavant, de renoncer à cette Capitulation. 1659.

Ledit sieur Major General confirmera par serment, qu'il observera cette Capitulation dans tous & chacun de ses points & clauses, sincerement, fidellement, sans aucun détour, ni exception, ni reserve, lors qu'il en recevra les ratifications, & donnera aussi des Lettres reverfales.

En foi de quoi, & pour faire observer plus surement la Capitulation, on en fera deux exemplaires, qui seront signés & munis du sceau des armes tant des Conseillers de Guerre qui sont ici presens des Seigneurs alliés, que du Sieur Major General, dont on en donnera un au Directoire Electoral de Maïence, & l'autre audit Major General, & on lui a singulierement promis que dans quatre semaines, on lui fournira les ratifications necessaires. Cependant il sera tenu à faire sa fonction, comme s'il les avoit entre les mains; on est convenu outre cela qu'un mois après le jour que les Presentes ont été faites, c'est à dire le 14. Septembre, cette Capitulation commencera d'avoir son effet. Fait à Hildesheim, le 14. Octobre de l'année 1659.

Signé DESMINIERES, HENRICHFRANTZ, NECLARTIUS, STEFFEN, GAMBERATIUS, OTTO, OTTOVEN, MAUDERADA, SEBASTIAN, FRIDERICKIDEL, & FREDERIC, CHRISTOPHORUS, AB HAMMERSTEIN.

CCCLXXIII.

(a) *Traité entre le Parlement d'ANGLE ANS TERRE & les PROVINCES-U. de J. C. NIES des Pays-Bas, pour porter la Sué- 1659. de & le Danemarck à la Paix. Fait à la Haye, le 24. Juillet 1659. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre Tom. IX. pag. 443.*

L'ANGLE TERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

Sur ce que le Seigneur George Downing Commis- (a) Ce saire du Parlement de la Republique d'Angleterre Traduit est a proposé par écrit aux Etats Generaux des Provin- Flamand, ces Unies des Pais bas le dix neuvième Juillet de l'an mil qui ap- six cens cinquante neuf, il est de part & d'autre accordé parment n'est pas & convenu, qu'il sera ordonné aux Deputez tant de la l'original. Republique d'Angleterre que des Provinces Unies des Pais bas envoyez aux Rois de Suede & Danemarck, qu'ils fassent toute diligence pour effectuer par tous leurs offices, qu'il soit renouvelé une ferme & inviolable paix entre ledits Rois, & ce sur le pied & fondement du Traité de Rotchild, conformément aux articles & conditions convenus depuis à la Haye le vingtième du mois de May dernier.

Et pour ôter tout sujet de disputes, qui pourroient cy après survenir à raison de ce à quoi n'auroit pas été pourvu suffisamment par lesdites conventions, il est accordé qu'il sera proposé à l'un des deux Rois ou à tous les deux, le desirans, qu'il soit changé & adjouté dans le formulaire du Traité de Rotchild tout ce qui sera jugé nécessaire d'être changé ou ajouté à l'égard des Places occupées par l'un dedit Rois, afin d'avancer la paix. Et ledits Deputez employeront tellement tous leurs devoirs que pendant le tems de quinze jours l'un dedit Roy s'accordera & reunira avec l'autre. Et ils conviendront unanimement aussi entre eux & feront tout possible que sur tout on prenne en consideration l'équité de procurer l'intérêt & l'avantage des Etats, lesquels pour renouveler ladite paix travailleront en conformité de ce qui est convenu à la Haye le vingtième May.

Eran cas quedans ledits quinze jours ledits Deputez ne puissent faire faire d'accordement entre les deux Rois, Ecce que

ANS que sur les conditions du Traité de Rotschild (pouvé de J. C. néanmoins que l'article troizième y soit entièrement changé, ou qu'il y soit pouvé par une declaration & explication convenable), suivant & conformément à ce qui a été ordonné icy à la Haye le vingt unième de May dernier, lesdits Deputez & les flottes tant l'Angloise que celle des Provinces Unies auront à cœur d'assurer la paix avec toute diligence entre les deux Rois, conformément au susdit Traité de Rotschild, & tâcheront ensuite que les Places occupées ou conquises par l'un des deux Rois depuis le Traité de paix de Rotschild, soient restituées, ou passent à celui à qui elles appartenoient auparavant, ou à qui elles pouvoient appartenir en vertu du Traité de Rotschild. Mais de telle maniere néanmoins que la Chatellenie ou Bailliage de Drontheym avec toutes ses dependances sera approprié au Roi de Dannemarck, quoy qu'il en fût convenu autrement par le Traité de Rotschild. Au surplus ledit Traité de Rotschild demeurant dans sa force & vigueur pour être executé de part & d'autre, on se reglera en tout sens selon ce qui est convenu à la Haye le vingt & unième May dernier, en sorte néanmoins que par là la liberté ne soit point ôtée d'agir pres du Roy de Suede, afin que le Roy de Dannemarck soit déchargé des quatre cens mil Rixdales promis, qui ont été mis à sa charge, à cause du dommage souffert dans la Guinée.

Pour ce qui regarde le commerce & la Navigation lesdits Deputez travailleront à obtenir du Roy de Dannemarck, pour les Etats Mediateurs la sureté à l'égard du commerce & de la Navigation: lesdits Deputez apporteront aussi toute la diligence possible que le Roy de Suede ratifie & execute entierement le Traité d'Elbing, avec son éclaircissement, en sorte que lesdits Etats puissent jouir également de tous les avantages dudit traité & de l'elucidation d'icelui. Qu'aussi tous les Etats compris dans ladite Alliance, jouiront des commoditez & benefices qui sont stipulez pour eux par ce contract, à condition qu'ils accepteront & agreeront leur inclusion dans le susdit Traité du vingt & unième May dernier.

Enfin apres l'expiration des susdits quinze jours, il ne sera point permis à la flotte d'Angleterre, ni aux Vaisseaux, flottes & Soldats des Provinces Unies des Pais bas, d'aider ou assister aucun deldits deux Rois qui avant l'expiration deldits quinze jours n'aura pas voulu accepter les conditions. Mais on donnera tout secours & aide à l'acceptant, & on fera en sorte, les forces jointes ensemble, que celui qui refusera ainsi les conditions tendantes à une paix desirée, en vertu de ce concert, y soit contraint effectivement. Fait à la Haye en Hollande le vingt quatrième Juillet mil six cent cinquante neuf.

CCCLXXIV.

ANS Convention entre la * FRANCE, L'AN- de J. C. GLETERRE & les PROVINCES- 1659. UNIES, pour porter à la Paix la Suède & le Dannemarck. Faite à la Haye, le 4. Août, 1659. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. IX. pag. 465.

LA FRAN- * l'Am-
CE, L'AN-
GLETER-
RE ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.
bassadeur
de France
dit qu'il
n'avait
point
d'ordre
de signer
cette Con-
vention.

Pour parvenir plus promptement au but tant souhaité de la paix entre les Roys de Suede & de Dannemarck suivant le Traité du 21. May & la convention du 24. du mois passé, il a été trouvé bon & accordé en outre qu'au cas que contre toute attente le premier jour des quinze mentionnez dans ladite convention du 24. Juillet ne soit commencé devant que les Ministres ayent reçu la presente, alors lesdits quinze jours commenceront dans l'espace de vingt & quatre heures apres ladite reception.

Et au cas que la paix ne soit conclue entre lesdits Roys avant l'expiration deldits quinze jours, qu'alors les Ministres des trois Estats, au moins ceux d'Angleterre, &

des Provinces Unies seront obligés de déclarer incontinent refusant ou refusans celuy ou ceux deldits Roys qui n'aura ou n'auront pas accepté toutes les conditions & clauses mentionnées dans ladite convention du 24. de Juillet & qui ne se fera ou ne se feront declarez prest de conclure finalement la paix selon icelles: & que sans aucun delay les flottes & Navires d'Angleterre, comme aussi les flottes, Navires & Gens de guerre des Provinces-Unies seront employez de concert pour obliger réellement le Refusant ou les refusans de cette paix tant desirée à la recevoir suivant la dite Convention du 24. Juillet, en la forme, & maniere que les Ministres des trois Estats cooperants à la dite Paix, au moins ceux d'Angleterre & des Provinces Unies jugeront la plus prompte, la plus seure, & la plus efficaceuse, en quoy ils seront tenus de proceder incessamment sans aucune perte de temps, & sans attendre ou demander de nouveaux ordres, afin que les malheureuses suites que la continuation de la guerre produiroit indubitablement si la dite Paix ne se trouvalt conclue & achevée devant l'expiration de cet Esté, ne puissent estre imputées auxdits Estats ou à leurs Ministres sur les lieux.

Et que lesdits Ministres sur le lieu adviseront ensemble s'il ne sera pas à propos de renvoyer quelque partie des flottes ou forces d'Angleterre & des Provinces Unies, en laissant un nombre suffisant pour l'execution de la dite Convention du 24. de Juillet. Fait à la Haye en Hollande le 4. d'Aoust. 1659.

CCCLXXV.

Traité de renouvellement d'Alliance entre ANS de J. C. CHARLES GUSTAVE Roi de 1659. Suède & les PROVINCES-UNIES des Pays-bas. Fait à Elfsigneur le 29. Septembre, 1659. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. IX. pag. 537.

Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini Domini Caroli Gustavi, Dei Gratia Suecorum, Gotorum, Wandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiae, Ducis Scaniae, Elsthoriae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Cassubiae & Wandaliae, &c Principis Rugiae, Domini Ingriae & Juliaci, Cliviae & Montium Ducis, &c. Regis ac Domini nostri Clementissimi Regnique Sueciae Senatores ad hanc Tractationem specialiter Deputati Scheringius Rosenhagen Consiliarius Cancellariae, Summus praefectus Arcis Holmenensis, & Judex Provincialis Sudermaniae, Liber Baro in Ikalaborg, Dominus in Torpa, Tylla, Engelholm & Hagen; Steno Bielke Admiralis & Consiliarius Amiralitatis, Liber Baro in Korpo, Dominus Geddeholm Graeco & Tanga: nec non Celsorum ac Praepotentium D. D. Ord. Generalium Foederati Belgii ad Sacram Reg. Maj. Sueciae Deputati Extraordinarii & Plenipotentarii Godefredus à Slingelandt, Consiliarius & Assessor Urbis Dordracenae Primarius, Petrus Vogelsang Consiliarius & Syndicus Urbis Amsterdami, Petrus de Huybert à Secretis Dominorum Ordinum Zeelandiae, & Wilhelmus ab Haren Grietmannus & Toparcha de Bilt, ad Confessum D. D. Ordinum Generalium Deputati nomine Provinciarum Hollandiae, Zeelandiae, Frisiaeque. Notum testatumque facimus omnibus quorum interest, aut quomodolibet interesset poterit, cum à multis retro annis inter S. R. Maj. Antecessores Reges Regnumque Sueciae, & Celsos Praetententesque Foederati Belgii Ordines Generales atque utriusque subditos & Incolas vetustate necessitudine, acta amicitia, vicinitatis & sinceræ Communicationis fides viguit, quæque semper ingenue atque illibate fuit exercitata, adeo quidem ut intuitu apprimè salutare anam præbuerit actiori foederi inter Gustavum Augusti nominis & immortalis Memoriz Regem & unitum Belgium inito, quod quamdiu duravit, sancte semper Religioseque fuit habitum, etiamque

ANS que tot ac tantos communi bono fructus peperit, ut
de J. C. non modo idem fœdus Anno 1640 renovatum sed &
1659. postmodum Anno 1645 intimiore amicitie affectu vi
& virtute peculiarium Confirmationis Tabularum il-
lustratum fuerit, imo & nuperima conventionione per
S.R. Maj. Commissarios & Celforum Præpotentium-
que Ordinum Generalium fœderati Belgii Extraordi-
nem Legatos *Elbingue* die 1. September Ml. ver. An-
no 1656 inter utrumque statum corroboratum fuerit.
Quandoquidem verò post dictæ novissimæ Conventio-
nis Conclusionem, ita serenitibus fatis, ob adversos cas-
sus varietate Rerum vicissitudines præsertim posteaquam
bellum inter serenissimos *Suecia Daniæque* Reges recrui-
davit, quædam evenerunt, quæ non parum dictam ami-
citiam veterem atque necessitudinem turbarunt ac labe-
ficatarunt, adeò ut ea tantum non impedita & quo-
dammodo interrumpi ysa fuerit subortis dissidiis qui-
busdam ac Simulacibus: Et cum Celsi Præpotentesque
Fœderati Belgii Ordines Generales profiteantur nihil
sibi antiquius nihilque magis cordi esse quam ut prædicta
vetus amicitie necessitudo sinceræque Communicatio-
nis fides inter utrumque statum eorumque subditos de-
nuo reflorescat, fœderaque pristina abolitis submotisque
prædictis simulacibus atque enatis Controversiis dein-
ceps sanctæ Religioſeque colantur, & per omnes nu-
meros ad amicum adimpleantur & S.R. Maj. *Suecia*
jam pridem codem tendat, idque vel maxime sibi in
animo propositum habeat, Nos supra memorati Com-

missarii & Deputati Plenipotentiarii una congressi se-
riâque instituta deliberatione, muniti ad id utrumque de J. C.
iusta potestate ac mandatis respectivè à S. R. M. Do-
mino Nostro Clementissimo, & Celsis ac Præpoten-
tibus Gen. Fœderati Belgii Ordinibus superioribus
Nostri nostrisque utrumque exhibitis procuratoriis,
Convenimus atque declaravimus, quod hoc ipso & hu-
jus conventionis vigore abolebuntur & submovebuntur
omnes similitates atque enate Controversiæ quemadmo-
dum hisce abolerentur atque submoventur, eorumque
loco restaurabitur quemadmodum hisce restauratur ve-
tus, sincera, fida, & perpetua amicitia inter S. R. M.
Regnumque *Suecia* ab una & Celsos Præpotentesque D.
D. Ordines Generales Fœderati Belgii ab altera parte,
ita ut ex hoc die inter Regem Regnumque *Suecia* & uni-
tum *Belgium* omnesque eis respective subiectas & adhe-
rentes Provincias terminetur, exulet, & cesset omnis
plane similitas, discordia & injuria; Ejus vero loco
amicitia pristina & bona correspondencia ita sincere serio-
que servetur, ac colatur, ut dehinc utraque pars alterius
utilitatem, honorem, & commoda quærat & omni stu-
dio ex præscripto fœderum quæ deinceps Religioſeque
observanda sunt, promoveat fideque amicitie & Confi-
dentie cultus reflorescat & vigorem suum recuperet; In
cujus Rei fidem hæc subscripsimus *Helsingoria*, die 29.
Septembris Anno 1659. subſignatum erat. *Scherſingius*
Rosenhaen. Steno Bieleke. G. v. Slingelandt. Pr. Kogel-
sangh. Pr. de Huybert. W. v. Haven.

CCCLXXVI.

ANS Explication des Traitez précédens entre les
de J. C. PROVINCES-UNIES & la Régén-
1659. ce de SALE. Fait à la Haye, le 22. Octo-
bre, 1659. Aitzema. Affaires d'Etat &
de Guerre. Tom. IX. pag. 593.

LES PRO-
VINCES-
UNIES.
ET SALE.

Alſoo ſedert eenige Jaren herwaerts tuffchen deſe
Vereenichde Nederlanden ter eenre, ende den
Doorlachten Prince ende Heere *Sid Abdalla*
Ben Sid Mahomed Benbucar, Heere van de Steden ende
Landen van Salée ter andere zyde, is onderhouden een
goede Vrede, Vriendſchap ende Correfpondentie,
ende ſelve oock noch jonght met een Tractaet, den
wee entwinichſte Marty in den Jare ſeſtienhondert ſeven
en vijſſich is bevestigt geweest, ende concurerende al-
noch wederzijds goede meeninge ende intentie, tot ver-
der onderhouding van de voorichreve Vrede, Vriend-
ſchap ende Correfpondentie, ende mede tot Elucida-
tie ende Ampliatie van t'voorſz. Tractaet, ſoo hebben
de Hooge Mogende Heeren Staten General der
voorſz. Vereenighde Nederlanden; uyt der ſelver mid-
del gecommittert ende geauthoriſeert, de Edcle, Ge-
ſtunge, Erentſte, Hoogh-gelcerde, wyſe, voor-
ſichtige Heere *Rudolph van Ommeren*; *Paulus Swanen-*
burgh, Oudt Burgemeſter der Stadt Leyden; *Johan de*
Wit, Raet ende Penſionaris van Hollandt ende Weſt-
Vrieſlandt; *Marinus Staveniſe*, Penſionaris der Stadt
Zirickzee; *Johan Baron van Rede*, Heere van Renſ-
woude, &c. *Epo van Boofſma*;

Johan Schulenburg, Raedts-
Heer der Stadt Groeningen, reſpective Gedeputeerden
in hare Hoog Mog. Vergaderinge van wegen de Provin-
cien van Gelderlandt, Hollandt ende Weſt-Vrieſlandt,
Zeelandt, Uytrecht, Vrieſlandt, Over-Yſſel, ende
Stadt Groeningen ende Ommelanden, de welke tot
diverſche reyen in conferentie geweest zijnde met de
Heeren *Syd Ibrahim Dnque*; *Syd Ibrahim Manino*,
ende *Syd Mohamed Pinaliez*, Afgeſanten van welge-
melten Prince ende Heere van Salée, te ſamen, in kracht
van wederzijds Authoriſation, hebben beraemt ende
beſlooten, tot Elucidatie ende Ampliatie als vooren,
deſe navolgende Poincten ende Articulen.

Eer-

CCCLXXVI.

Traduction de ce Traité.

ANS
de J. C.
1659.

LES PRO-
VINCES-
UNIES ET
SALE.

Comme depuis quelques années a été entreteñue une
bonne paix, amitié & correspondance entre ces
Provinces Unies des Paisbas d'une part, & le Se-
renissime Prince & Seigneur *Sid Abdalla Ben Sid Maho-*
met Benbucar, Seigneur des Villes & Pais de Salé d'autre
part, & qu'elle a été confirmée encore depuis peu par un
Traité le vingtième Mars de l'année mil six cents cin-
quante sept, & concourans encore de part & d'autre dans
le sentiment & bonne intention d'entretenir la susdite paix,
amitié & correspondance, & aussi pour l'elucidation &
amplification du susdit Traité, leurs Hautes Puissances les
Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pais
bas, ont commis & autorisé d'entre eux les Nobles, dis-
crets, honorables, sçavans, sages & prudents Seigneurs *Ru-*
dolph d'Ommeren, *Paul Swansenbourg*, ancien Bour-
guemaître de la Ville de Leyden, *Jean de Wit*, Conseiller
Pensionnaire de Hollande & West-Frise, *Marinus Stave-*
nisse Pensionnaire de la Ville de Zirickzee, *Jean Baron*
de Rede Seigneur de Renſwoude, &c. *Epo de Boof-*
ma;

Jean Schulenburg, Conseiller de la Ville de Gronin-
gue, Deputé respectifs en l'Assemblée de L. H. P. de la part
des Provinces de Gueldres, Hollande & West-Frise,
Zelande, Utrecht, Frise, Overysel, & la Ville de Gro-
ningue, & Ommelandes, lesquels ayant été plusieurs fois
en conference avec les Seigneurs *Sid Ibrahim Dnque*, *Syd*
Ibrahim Manino, & *Sid Mohamed Pinaliez*, Envoyez
du susdit Prince & Seigneur de Salé, ils ont ensemble, en
vertin de leurs Autorisations reciproques fait & conclu pour
elucidation & amplification, comme desins, les points &
articles suivans.

Eccc 2

Pro-

ANS
de J. C.
1659.

Eerstelijck, Dat tusschen de hooghgemelte Heeren Staten General, ende den welgemelten Prince ende Heere van Salée, reciproquelyck sal werden onderhouden, ende valstelt blyven, het voorz. Traetaet van Vrede ende Vrundschap, onderlinge gemaectt ende gesloten, op den twee en twintichsten Marysesten hondert seven en vijftich voorz. relatief tot dat van den negenden February des Jaers seftenhondert een en vijftich.

II. Ten anderen, dat den meer welgemelten Prince van Salée, sal doen afkondigen ende ordre stellen, dat de Onderdanen van haer Hog. Mog. onder't gebiedt van sijn Excellencie, 't sy aldaer woonende, ofte komende te handelen, niet onbehoorlyck en werden bejagent, of quallyck getraect, 't sy met woorden, werpen van stenen, vuyligheden, of anderlyns, maer in sulcker voegen, als tusschen twee Natien in Vrundschap ende Traetaet met malkanderen zijnde, betamelijck is, op pene van naer behooren gestraft te werden.

III. Ten derden, dat soo wanneer wederdyds Oorlogh ofte andere Schepen, malkanderen sullen komen te recontreren ofte ontmoeten, datse de een den anderen wel sullen hebben te tracteren; ende bejegenen, soo met woorden, als met werken, ende sulks niet alleen ontrent de Schepen, nemaer oock in't regardt van de Persoonen ende Koopmanschappen, soo ende gelijck twee Natien in Vrundschap ende Traetaet met malkanderen zijnde, onderlinge gewoon, ende gehouden zijn te doen.

IV. Ten vierden, dat soo wanneer de Schepen van den Staet der Vereenighde Nederlanden, die van Salée, ende van andere Placten, staende onder het gebiedt van sijn Excellencie, sullen recontreren, de Saléesche Capiteynen niet gehouden en sullen zijn, met hare Boots aen de Schepen van haer Hog. Mog. te komen, maer dat de Nederlandtische Capiteynen yemandt aen haer boort sullen moeten senden, naer dat die van Salée sullen hebben gestreecken, ende haer in gewacht, omme hare Zee-brieven of Commissien te recognoscieren, ende t'examinieren: Des sullen foodanige Saléesche Schepen, die geene, die als vooren aen haer Boort gefonden werden, niet alleen met gestreecken Maers-zeyl in wachten, maer oock in dier voegen blyven leggen, tot dat de uytgefondenen wederom aen't boort van de Schepen van haer Hog. Mog. sullen wesen gekceert, ende van daer aen de Saléesche Zeyn gegeven sal zijn, om hare reyse te vervorderen.

Ten vijften, dat haer Hog. Mog. de Consuls van de Nederlandtische Natie residerende in Spangien, ende in de Rijkken van Spangien, sullen aenschryven, ende ernstelijck lasten ende beveelen, dat soo wanneer alsser in die gewesten eenich Schip ofte Schepen, ter plaetse van hare residentie, werdt op gebracht, toebehoorende de Vassalen ende Onderdanen van den meer welgemelten Prince ende Heere van Salée, sy lyuden haer als dan datelijck sullen hebben te informeren, ende laten informeren, wie den Veroveraer daer van is geweest, ende vernemende dat die een Onderdaen van haer Hoog Mog. is, dat sy de hant op het veroverde Schip, ofte schepen sullen leggen, tegens den Capiteyn die den Veroveraer is, protesteren, ende trachten hem te doen apprehenderen, op dat alsoo in krachte van den voorz. Vrede, tusschen beyde de Staten ende Natien gemaectt, foodanige genomene schepen, of schip, met de ingeladene goederen, den gevolge ende aenkleven van dien, in vryheyt mogen werden gesteldt, ende aen de originele Eygenars gerestitueert.

Ten seften, dat het tegenwoordige Traetaet van cludatie ende Amplatie by haer Hoog Mog. ende sijn Excellencie, geratificiert ende geapprobeert sal werden, ende de Brieven ende Instrumenten van ratificatie ende approbatie, in behoorlijcke forme, tegens den anderen uytgewisselt, binnen den tijdt van ses Maenden, naer date deser vallende, een Maendt of twee onbegrepen.

Ende hebben Wy Gedeputeerden ende Afgesanten voor-

ANS
de J. C.
1659.

I. Premierement qu'entre les susdits Seigneurs Etats Generaux & le susdit Prince & Seigneur de Salé sera reciproquement entretenu & confirmé le susdit Traité de paix & d'amitié, particulièrement fait & conclu le vingt deuxième Mars mil six cens cinquante cinq, relatif à celui du neuvième Février de l'année mil six cens cinquante un.

II. En second lieu que le susdit Prince de Salé sera publier & donner ordre que les Sujets de L. H. P. sous l'obéissance de son Excellence, soit qu'ils y demeurent, soit qu'ils y viennent negocier, ne seront recus inconvenablement, ou mal traitez soit de paroles, jets de pierre, vilenies, ou autrement, mais de la maniere qu'il convient à des Nations qui sont en amitié & Traité entre Elles, sur peine d'être punis comme il appartient.

III. En troizième lieu, que quand les Vaisseaux de guerre & autres des deux parties, viendront à se rencontrer, qu'ils se traiteront & accueilleront bien, tant de paroles que d'effets, & ce non seulement à l'égard des Vaisseaux, mais aussi à l'égard des personnes & marchandises, de même & tout ainsi que deux Nations qui sont en amitié & traitté, ont de coutume & sont rems de faire.

IV. En quatrième lieu quand les Vaisseaux de l'Etat des Provinces Unies des Pais-bas, rencontreront ceux de Salé, & d'autres Places du ressort de son Excellence, les Capitaines de Salé ne seront pas obligés de venir aux Vaisseaux de L. H. P. avec leur Chaloupe, mais que les Capitaines Hollandois enverront quelqu'un à leur bord après que ceux de Salé auront baissé le Pavillon & les auront attendus, pour reconnoître & examiner leurs lettres de Mer & Commission. C'est pourquoy les Vaisseaux de Salé attendront ceux qui seront envoyez à leur bord, comme dessus, non seulement pavillon bas; mais aussi demeureront en cet état, jusques à ce que ceux qui leur auront été envoyez soient retournés à leur bord, & que le signal leur ait été donné, de pouvoir poursuivre leur voyage.

V. En cinquième lieu que L. H. P. enjoindront aux Consuls de la Nation Hollandoise, résidens en Espagne, & dans les Royaumes d'Espagne, & leur ordonneront seriemment que quand on amenera dans ces Contrées & dans les lieux de leur Residence, quel que Vaisseau ou Vaisseaux appartenans aux Vaisseaux & Sujets dudit Prince & Seigneur de Salé, ils s'informeront & seront informer aussi-tôt, qui les aura pris, & s'ils apprennent que ce soit des Sujets de L. H. P. qu'ils mettront la main sur ledit ou lesdits Vaisseaux, protesteront contre celui qui aura fait la prise & racheront de le faire apprehender, afin qu'en vertu de la susdite paix, d'entre les deux Etats & Nations, tels Vaisseau ou Vaisseaux avec les marchandises qui y seront chargées & choses en dependantes, puissent être remis en liberté & rendus au premier propriétaire.

En sixième lieu que le present Traité d'Elucidation & d'Amplification sera ratifié & approuvé par L. H. P. & par son Excellence, & que les lettres de Ratification & d'approbation seront échangées en bonne & due forme dans le tems de six mois de la date des presentes, ou mois ou deux non compris.

Et avons Nous Deputez & Envoyez susdits signé le present

voornoemt, dit Tractact van elucidatie ende ampliatie, met onse cygen handen onderteeckent, ende 'tsel-ye met onse Cachetten bevestigt, in den Hage, op den twee en twintichsten October seftien hondert negen en vijftich. Was onderteeckent ende gecachetteert als hier naer volght.

(L.S.) Rudolph van Ommeren. Ibrahim Duque
(L.S.) P. Swanenbourg. Ibrahim Manino.
(L.S.) Johan de Witt. Mohamad Pinaliez.
(L.S.) Mar. Stavenisse.
(L.S.) Johan van Reede.
(L.S.) E. van Boosma.
(L.S.) I. Schulenburg.

sem Traité d'Elucidation & d'amplification signé de nos ANS propres mains, & icelui confirmé de nos cachets, à la de J. C. Haye le vingt deuxième d'Octobre mil six cens cinquante 1659. neuf, étoit signé & cacheté comme s'ensuit.

(L.S.) Rodolphe d'Ommeren. Ibrahim Duque.
(L.S.) P. Swanenbourg. Ibrahim Manino.
(L.S.) Jean de Witt. Mohamed Pinaliez.
(L.S.) Mar. Stavenisse.
(L.S.) Jean de Reede.
(L.S.) E. de Boosma.
(L.S.) I. Schulenburg.

CCCLXXVII.

ANS *Traité de Paix nommé des Pyrenées entre*
de J. C. *les Couronnes de FRANCE & D'ES-*
1659. *PAGNE. Fait dans Ville des Faisans.*
le 7. Novembre. 1659. Freder. Leonard.
Tom. IV.

LA FRAN-
CE ET
D'ESPA-
GNE.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALUT. Ayant plu à la Divine Bonté d'accorder à nos vœux la Paix entre cette Couronne, & celle d'Espagne, & de benir de forte la Negociation qui a esté faite pour cette fin dans l'Isle, dite des Faisans, par nôtre cher & tres-ami Cousin le Cardinal Mazarini, de nôtre part; & de nôtre tres-cher & bien amé Cousin Don Louis de Haro Comte Duc de Carpio & d'Olivares, premier Ministre & Plenipotentiaire de nôtre tres-cher & tres-ami Frere, Oncle & Beau-pere, le Roy Catholique : Que le septième du mois de Novembre dernier ils ont, en vertu des Pouvoirs respectivement donnez par Nous, & nostredit Frere, Oncle & Beau-pere, conclu, arrêté & signé en nôtre Nom, & celui de nôtre-dit Frere, Oncle & Beau-pere, le Traité de Paix, qui a esté ensuite ratifié par Nous & par Luy, duquel la teneur ensuit : Ensemble des Articles concernans l'explication du quarante-deuxième Article dudit Traité, du Contrat de nôtre Mariage, d'un & d'autre costé à cet effet, de nos Ratifications, & des Pouvoirs donnez de celles de nôtre Frere, Oncle & Beau-pere.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALUT. Comme en vertu des Pouvoirs respectivement donnez par Nous, & Tres-haut, Tres-excellent & Tres-puissant Prince, le Roy Catholique des Espagnes, nôtre tres-cher & tres-ami Frere & Oncle; à nôtre tres-cher & tres-ami Cousin le Cardinal Mazarini, & au Seigneur Don Louis Mendez de Haro & Guzman; ils ayent dans l'Isle, dite des Faisans, en la riviere de Bidasoa, aux confins des deux Royaumes, du costé des Pyrenées, le septième du présent mois de Novembre, conclu, arrêté & signé le Traité de Paix & Reconciliation, duquel la teneur ensuit.

AU Nom de Dieu le Createur : A tous presens & à venir, soit notoire; Que comme une longue & sanglante guerre auroit, depuis plusieurs années, fait souffrir de grands travaux & oppressions aux Peuples, Pays & Estats qui sont soumis à l'obéissance de Tres-hauts, Tres-excellens & Tres-puissans Princes, LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roy Tres-Chrétien, de France & de Navarre; & PHILIPPES IV. par la même grace de Dieu Roy Catholique des Espagnes : en laquelle guerre s'étant aussi mêlé d'autres Princes & Republiques, leurs Voisins & Alliez; beaucoup de

Villes, Places & Pays de chacun des deux Partis auroient esté exposez à de grands maux, miseres, ruines & desolations : Et bien qu'en d'autres temps, & par diverses voyes, auroient esté introduites des ouvertures & negociations d'accommodement, aucune néanmoins, pour les mystérieux secrets de la divine Providence, n'auroit pu produire l'effet que leurs Majestez desiroient tres ardemment : Jusques à ce qu'enfin ce Dieu suprême, qui tient en sa main les cœurs des Roys, & qui s'est particulièrement réservé à luy seul le précieux don de la Paix, a eu la bonté, par sa miséricorde infinie, d'inspirer dans un même temples deux Roys, & les guider & conduire de telle maniere, que sans aucune autre intervention, ni motif, que les seuls sentimens de compassion qu'ils ont eu des souffrances de leurs bons Sujets; & d'un desir paternel de leur bien & soulagement, & du repos de toute la Chrétienté, ils ont trouvé le moyen de mettre fin à de si grandes & longues calamitez, d'oublier & d'éteindre les causes & les semences de leurs divisions, & d'établir, à la gloire de Dieu, & à l'exaltation de nôtre Sainte Foy Catholique, une bonne, sincere, entiere & durable Paix & Fraternité entre eux; & leurs Successeurs, Alliez & Dépendans, par le moyen de laquelle se puissent bien-tost reparer en toutes parts, les dommages & miseres souffertes. Pour à quoy parvenir, lesdits deux Seigneurs Roys ayans ordonné à Tres-Eminent Seigneur, Messire Jules Mazarini, Cardinal de la Sainte Eglise Romaine, Duc de Mayenne, Chef des Conseils du Roy Tres-Chrétien, &c. Et à Tres-Excellent Seigneur, le Seigneur Don Louis Mendez de Haro & Guzman-Marquis de Carpio, Comte Duc d'Olivares, Gouverneur perpetuel des Palais Royaux, & Arcenal de la Cité de Seville, Grand Chancelier perpetuel des Indes, du Conseil d'Etat de Sa Majesté Catholique, Grand Commandeur de l'Ordre d'Alcantara, Gentilhomme de la Chambre de Sa dite Majesté, & son Grand Escuyer, leurs deux premiers & principaux Ministres, de s'assembler aux confins des deux Royaumes, du costé des Monts Pyrenées, comme estans les deux Personnes les mieux informées de leurs saintes intentions, de leurs interets, & des plus intimes secrets de leurs cœurs, & par consequent les plus capables de trouver les expediens necessaires pour terminer leurs differens; & leur ayans à cet effet donné de tres-amples Pouvoirs, dont les Copies seront inserées à la fin des Presentes : Lesdits deux principaux Ministres, en vertu de leursdits Pouvoirs, reconnus de part & d'autre pour suffisans, ont accordé, établi & arrêté les Articles qui ensuivent.

I. PREMIEREMENT, il est convenu & accordé, qu'à l'avenir, il y aura bonne, ferme & durable Paix, Confederation & perpetuelle Alliance & Amitié entre les Roys Tres-Chrétien & Catholique, leurs Enfans nez & à naistre, leurs Hoirs, Successeurs & Heritiers, leurs Royaumes, Estats, Pays & Sujets, qu'ils s'entr'aimeront comme bons Freres, procurans de tout leur pouvoir le bien, l'honneur & reputation l'un de l'autre, & éviteront de bonne foy, tant qu'il leur sera possible, le dommage l'un de l'autre.

Eccc 3

F-1

ANS II. En suite de cette bonne réunion, la cessation de toutes sortes d'hostilités, arrêtée & signée le huitième jour de May de la présente année, continuera selon sa teneur, entre ledits deux Seigneurs Roys, leurs Sujets, Vassaux & Adherans, tant par mer & autres eaux, que par terre, & généralement en tous lieux où la guerre a été jusques à présent, entre leurs Majestés : & si quelque nouveauté ou voyes de fait estoient cy-après entreprises par les Armes, ou en quelque façon que ce soit, sous le nom & autorité de l'un dedit Seigneurs Roys, au prejudice de l'autre ; le dommage sera réparé sans delay, & les choses remises au même état où elles étoient audit huitième jour de May, que ladite Suspension d'armes fut arrêtée & signée : la teneur de laquelle se devra observer jusques à la publication de la Paix.

III. Espour éviter que les différends qui pourroient naître à l'avenir, entre aucuns Princes & Potentats Alliez dedit Seigneurs Roys, ne puissent altérer la bonne intelligence & amitié de leurs Majestés, que chacun d'eux desire rendre tellement seure & durable, qu'aucun accident ne la puisse troubler ; il a esté convenu & accordé, qu'arrivant cy-après quelque différend entre leurs Alliez, qui pût les porter à une rupture ouverte entre eux, aucun dedit Seigneurs Roys n'attaquera ou n'inquiétera avec ses Armes, l'Allié de l'autre, & ne donnera aucune assistance publique ni secrète contre ledit Allié ; sans que premierement avant toutes choses, ledit Seigneur Roy n'ait traité en la Cour de l'autre, par l'entremise de son Ambassadeur, ou de quelque autre Personne particuliere, sur le sujet dudit différend : empêchant autant qu'il sera en leur pouvoir, & par leur autorité, la prise des Armes entre leursdits Alliez, jusques à ce que, ou par le Jugement des deux Roys, si leurs Alliez s'en veulent remettre à leur décision, ou par leur entremise & autorité, ils aient pu accommoder ledit différend à l'amiable, en sorte que chacun de leurs Alliez en soit satisfait, évitant de part & d'autre la prise des Armes auxiliaires : Après quoy, si l'autorité des deux Roys ou leurs offices & leur entremise n'ont pu produire l'accommodement, & que les Alliez prennent enfin la voye des Armes, chacun dedit Seigneurs Roys pourra assister son Allié de ses forces ; sans que pour raison de ce, l'on vienne à aucune rupture entre leurs Majestés, ni que leur amitié en soit altérée : promettant même en ce cas, chacun des deux Roys, qu'il ne permettra pas que ses Armes ni celles de son Allié entrent dans aucun des Estats de l'autre Roy, pour y commettre des hostilités ; mais que la querelle se vuidera dans les limites de l'Estat, ou des Estats des Alliez qui combatront entre eux, sans qu'aucune action de guerre ou autre qui se fasse en cette conformité, soit tenue pour une contravention au présent Traité de Paix.

Comme pareillement, toutefois & quantes que quelque Prince ou Estat Allié de l'un dedit Seigneurs Roys, se trouvera directement ou indirectement attaqué par les forces de l'autre Roy, en ce qu'il possédait ou tiendra lors de la signature du présent Traité, ou en ce qu'il devra posséder en execution d'iceluy ; il sera loisible à l'autre Roy, d'assister ou secourir le Prince ou Estat attaqué, sans que tout ce qui sera fait en conformité du présent Article, par les Troupes auxiliaires, tandis qu'elles seront au service du Prince ou Estat attaqué, puisse estre pris pour une contravention au présent Traité. Et en cas qu'il arrivât, que l'un des deux Seigneurs Roys fust le premier attaqué, en ce qu'il possédait présentement, ou doit posséder en vertu du présent Traité, par quelque autre Prince ou Estat que ce soit, ou par plusieurs Princes & Estats liguez ensemble ; l'autre Roy ne pourra joindre ses forces audit Prince ou Estat agresseur, quoy que d'ailleurs il fust son Allié, non plus qu'à ladite Ligue des Princes & Estats aussi agresseurs, comme il a été dit, ni donner audit Prince & Estat, ou à ladite Ligue, aucune assistance d'hommes, d'argent, ni de vivres, ni passage ou retraite dans ses Estats à leurs Personnes, ni à leurs Troupes.

Quant aux Royaumes, Princes & États qui sont présentement en guerre avec l'un dedit Seigneurs Roys, de J. C. 1659. qui n'auront pu estre compris au présent Traité de Paix, ou qui ayans esté compris, ne l'auront pas accepté ; il a esté convenu & accordé, que l'autre Roy ne pourra après la publication dudit Traité, leur donner directement ni indirectement aucune sorte d'assistance d'hommes, de vivres, ni d'argent : & encore moins aux Sujets qui pourroient cy-après se soulever ou revolter contre l'un dedit Seigneurs Roys.

IV. Tous sujets d'inimitié ou mes-intelligence demeureront éteints & abolis pour jamais ; & tout ce qui s'est fait & passé à l'occasion de la présente guerre, ou pendant icelle, sera mis en perpetuel oubly, sans que l'on puisse à l'avenir de part ni d'autre, directement ni indirectement, en faire recherche par Justice ou autrement, sous quelque pretexte que ce soit, ni que leurs Majestés ou leurs Sujets, Serviteurs ou Adherans d'un costé & d'autre, puissent témoigner aucune sorte de ressentiment de toutes les offenses & dommages qu'ils pourroient avoir reçus pendant la guerre.

V. Par le moyen de cette Paix & étroite Amitié, les Sujets des deux costez, quels qu'ils soient, pourront, en gardant les Loix & Coutumes du Pays, aller, venir, demeurer, trafiquer, & retourner au Pays l'un de l'autre, marchandement & comme bon leur semblera, tant par terre que par mer, & autres eaux douces, traiter & negocier ensemble : & seront soutenus & défendus les Sujets de l'un au Pays de l'autre, comme propres Sujets, en payant raisonnablement les droits en tous lieux accoutumés, & autres, qui par leurs Majestés & les Successeurs d'icelles, seront imposés.

VI. Les Villes, Sujets, Marchands, Manans & Habitans des Royaumes, Estats, Provinces, & Pays appartenans au Roy Tres-Chrestien, jouiront des mêmes privileges, franchises, libertz & seuretez dans le Royaume d'Espagne, & autres Royaumes & Estats appartenans au Roy Catholique, dont les Anglois ont eu droit de jouir, par les derniers Traitez faits entre les deux Couronnes d'Espagne & d'Angleterre, sans qu'on puisse en Espagne ni ailleurs dans les Terres ou autres lieux de l'obéissance du Roy Catholique, exiger des François, & autres Sujets du Roy Tres-Chrestien, de plus grands Droits & Impositions que ceux qui ont esté payez par les Anglois avant la rupture, ou qui sont payez présentement par les habitans des Provinces-Unies du Pays-bas, ou autres Estrangers, qui y seront traittez le plus favorablement. Le même traitement sera fait dans toute l'étendue de l'obéissance dudit Seigneur Roy Tres-Chrestien, à tous les Sujets dudit Seigneur Roy Catholique, de quelque Pays ou Nation qu'ils soient.

VII. En suite de ce, si les François, ou autres Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne, sont trouvez dans ledits Royaumes d'Espagne, ou aux costés d'iceux, avoir embarqué ou fait embarquer dans leurs Vaisseaux, en quelque sorte que ce puisse estre, des choses prohibées, pour les transporter hors ledits Royaumes ; la peine ne pourra s'étendre au delà de ce qui a esté pratiqué cy-devant en tel cas envers les Anglois, ou qui est présentement pratiqué envers les Hollandois, ensuite des Traitez faits avec l'Angleterre ou les Provinces Unies : & toutes les recherches & Proces intentez cy-devant pour ce regard, demeureront annulles & éteints. Le même sera observé à l'endroit des Villes, Sujets, Manans & Habitans des Royaumes & Pays appartenans audit Seigneur Roy Catholique, qui jouiront des mêmes privileges, franchises & libertz dans tous les Estats dudit Seigneur Roy Tres-Chrétien.

VIII. Tous François & autres Sujets dudit Seigneur Roy Tres-Chrétien, pourront librement, & sans qu'il leur puisse estre donné aucun empêchement, transporter hors ledits Royaumes & Pays dudit Seigneur Roy Catholique, ce qu'ils auront eu de la vente des bleds qu'ils auront fait dans ledits Royaumes & Pays, ainsi & en la forme qu'il en a esté usé avant la guerre : Et le même sera observé en France, à l'endroit de ceux dudit Seigneur Roy Catholique.

ANS
de J. C.
1659.

IX. Ne pourront d'un côté ny d'autre, les Marchands, Maîtres de Navires, Pilotes, Matelots, leurs Vaisseaux, Marchandises, Denrées & autres Biens à eux appartenans, estre arrestez & saisis, soit en vertu de quelque Mandement general ou particulier, ou pour quelque cause que ce soit, de guerre ou autrement, ny même sous pretexte de s'en vouloir servir pour la conservation & defense du Pays: & generalement rien ne pourra estre pris aux Sujets de l'un deditz Seigneurs Roys, dans les Terres de l'obéissance de l'autre, que du consentement de ceux à qui il appartiendra, & en payant comptant ce qu'on desirera avoir d'eux. On n'entend pas toutefois en ce comprendre les saisis & arrests de Justice, par le voyes ordinaires, & causes des dettes, Obligations & Contrats valables de ceux sur lesquels ledites saisis auront esté faites: à quoi il sera procedé selon qu'il est accoustumé par droit & raison, comme il s'observoit avant cette dernière guerre.

X. Tous les Sujets du Roy Tres-Chrestien pourront en toute seureté & liberté, naviger & trafiquer dans toutes les Royaumes, Pays & Estats qui sont ou seront en paix, amitié, ou neutralité avec la France (à la reserve du Portugal seul & ses conquêtes, & pais adjacens, surquoy ledits Seigneurs Roys ont convenu ensemble d'une autre maniere) sans qu'ils puissent estre troublés ou inquietez dans cette liberté, par les Navires, Galeres, Fregates, Barques, ou autres Bâtimens de mer, appartenans au Roy Catholique, ou aucun de ses Sujets, à l'occasion des hostilités qui se rencontrent ou pourroient se rencontrer cy-apres, entre ledit Seigneurs Roy Catholique, & ledits Royaumes, Pais & Estats ou aucun d'iceux qui sont ou seront en paix, amitié, ou neutralité avec la France: bien entendu, que l'exception faite du Portugal en cet Article & aux suivans, qui regarde le Commerce, n'aura lieu qu'autant de temps que ledit Portugal demeurera en l'estat qu'il est à present: & que s'il arrivoit que ledit Portugal fût remis en l'obéissance de Sa Majesté Catholique, il en seroit alors usé, pour ce qui regarde le Commerce audit Royaume de Portugal, à l'égard de la France, en la même maniere que dans les autres Estats que possède aujourd'hui Sadite Majesté Catholique, suivant le contenu au present Article, & aux suivans.

XI. Ce transport & ce trafic s'estendra à toutes sortes de Marchandises & denrées qui se transportoient librement & seurement ausdits Royaumes, Pais & Estats, avant qu'ils fussent en guerre avec l'Espagne. Bien entendu toutefois, que pendant la durée de ladite guerre, les Sujets du Roy Tres-Chrestien s'abstiendront d'y porter Marchandises provenant des Estats du Roy Catholique, telles qu'elle puissent servir contre luy & ses Estats; & bien moins Marchandises de Contre-bande.

XII. En ce genre de Marchandises de Contre-bande, s'entend seulement estre comprises toutes sortes d'Armes à feu, & autres assortissemens d'icelles: comme canons, mousquets, mortiers, petards, bombes, grenades, saucisses, cercles poissés, affûts, fourchettes, bandolieres, poudres, melches, salpêtre, balles, piques, espées, morions, casques, cuirasses, halberdars, javelines, chevaux, selles de cheval, fourreaux de pistolets, baudriers, & autres assortissemens servant à l'usage de la guerre.

XIII. Ne seront compris en ce genre de Marchandises de Contre-bande, les fromens, bleds, & autres grains, legumes, huiles, vins, sel, ny generalement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie: mais demeureront libres, comme toutes autres Marchandises & denrées non comprises en l'Article precedent; & en sera le transport permis, mesmes aux lieux ennemis de la Couronne d'Espagne, sauf en Portugal, comme il a esté dit, & aux Villes & Places assiegées, bloquées ou investies.

XIV. Pour l'execution de ce que dessus, il a esté accordé, qu'elle se fera en la maniere suivante: Que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets du Seigneur Roy Tres-Chrestien, estans entrées en quelque Havre dudit Seigneur Roy Catholique, où ils

avoient accoustumé d'entrer & trafiquer avant la presente guerre, & voulans de là passer à ceux deditz Enne- ANS
de J. C.
1659. mis, seront obligez seulement de montrer aux Officiers du Havre d'Espagne, ou autres Estats dudit Seigneur Roy; d'où ils partiroient, leurs Passeports contenant la specification de la charge de leurs Navires, attestez & marquez du scel & seing ordinaire, & reconnu des Officiers de l'Admirauté des lieux d'où ils seront premiere- ment partis, avec la declaration du lieu où ils seront destinez, le tout en la forme ordinaire & accoustumée. Après laquelle exhibition de leurs Passeports, en la forme susdite, ils ne pourront estre inquietez ny recher- chez, detenus ny retardez en leurs voyages, sous quel- que pretexte que ce soit.

XV. Il en sera usé de mesme à l'égard des Navires & Barques Françoises, qui iroient dans quelques Rades des Estats du Roy Catholique, où ils avoient accoustu- mé de trafiquer avant la presente guerre, sans vouloir entrer dans les Havres; ou y entrans, sans toutesfois vouloir débarquer & rompre leurs Charges: lesquels ne pourront estre obligez de rendre compte de leur Car- gaison, que dans le cas qu'il y eust soupçon qu'ils por- tassent aux Ennemis dudit Seigneur Roy Catholique, des Marchandises de Contre-bande, comme il a esté dit cy-dessus.

XVI. Et audit cas de soupçon apparent, ledits Su- jets du Roy Tres-Chrestien seront obligez à montrer dans les Ports leurs Passeports, en la forme cy-dessus speci- fiée.

XVII. Que s'ils estoient entrez dans les Rades, ou estoient rencontrez en pleine mer, par quelques Navi- res dudit Seigneur Roi Catholique, ou d'Armateurs particuliers ses Sujets, ledits Navires d'Espagne pour éviter tout desordre n'approcheront pas de plus près les François, que de la portée du canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Na- vires ou Barques Françoises, & faire entrer dedans deux ou trois hommes seulement à qui seront montrez les Passeports, par le Maître ou Patron du Navire Fran- çois, en la maniere cy-dessus spécifiée, selon le Formu- laire qui sera inseré à la fin de ce Traité; par lequel il puisse apparaitre non seulement de la charge, mais aussi du lieu de sa demeure & residence, & du nom tant du Maître & Patron, que du Navire mesme; afin que par ces deux moyens on puisse connoître s'ils portent des Marchandises de Contre-bande, & qu'il apparaisse suffisamment, tant de la qualité dudit Navire, que de son Maître & Patron: auxquels Passeports & Lettres de mer, se devra donner entiere foy & creance. Et afin que l'on connoisse mieux leur validité, & qu'elles ne puissent en aucune maniere estre falsifiées & contrefai- tes, seront données certaines marques & contre seings de chaque costé des deux Seigneurs Rois.

XVIII. Et au cas que dans ledits Vaisseaux & Bar- ques Françoises se trouve par les moyens susdits quel- ques Marchandises & denrées de celles qui sont cy-des- sus declarées de Contre-bande & defendues, elles se- ront déchargées, dénoncées & confisquées pardevant les Juges de l'Admirauté d'Espagne, ou autres compen- tans; sans que pour cela le Navire & Barque, ou au- tres biens, Marchandises & denrées libres & permi- ses, retrouvées au mesme Navire, puissent estre en au- cune façon saisis ny confisqués.

XIX. Il a esté en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de la Ma- jesté Tres-Chrestienne, en un Navire des Ennemis dudit Seigneur Roy Catholique, bien que ce ne fust Mar- chandise de Contre-bande, sera confisqué, avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ny re- serve: Mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchy tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roy Tres-Chrestien, encore que la charge ou partie d'icelle fust aux Ennemis dudit Seigneur Roy, sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se reglera, selon ce qui a esté disposé aux Articles precedens.

XX. Tous les Sujets dudit Seigneur Roy Catholi- que,

1659. **ANS** que, jouiront reciproquement des mêmes droits, libertez & exemptions en leurs Trafics & Commerces dans les Ports, Rades, Mers, & Estats de Sa Majesté Tres-Chrétienne, (ce qui vient d'estre dit) que les Sujets dudit Seigneur Roy Tres-Chrétien, jouiront en ceux de Sa Majesté Catholique, & en haute mer, se devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere, de part & d'autre; & même en cas que cy-après ledit Seigneur Roy Catholique fust en paix, amitié & neutralité avec aucuns Roys, Princes, & Estats qui devinssent Ennemis dudit Seigneur Roy Tres-Chrétien, chacun des deux partis devant user reciproquement des memes conditions & restrictions exprimées aux Articles du present Traitté, qui regarde le Commerce.

XXI. En cas que de part ou d'autre, il y ait quelque contravention ausdits articles concernant le Commerce par les Officiers de l'Admirauté de l'un desdits Seigneurs Roys, ou autres personnes quelconques, la plainte en estant portée par les parties interessées à Leurs Majestez mesmes, ou à leurs Conseils de Marine; Leurfdites Majestez en feront aussi-tost reparer le domage, & executer toutes choses en la maniere qu'il est cy-dessus arresté. Et en cas que dans la suite du temps on découvrist quelques fraudes ou inconveniens touchant ledit Commerce & Navigation, auxquels on n'eust pas suffisamment pourveu par lesdits Articles cy-dessus, on pourra y adjouter de nouveau les autres precautions qui seront de part & d'autre jugées convenables; demeurant cependant le present Traitté en sa force & vigueur.

XXII. Toutes les Marchandises & effets arrestez en l'un, ou l'autre Royaume, sur les sujets desdits Seigneurs Roys, lors de la Declaration de la guerre, seront rendus & restituez de bonne foy aux Proprietaires, en cas qu'ils se trouvent en nature, au jour de la publication du present Traitté: & toutes les debtes contractées avant la guerre, qui se trouveront au jour de la publication du present Traitté, n'avoient point esté actuellement payées à d'autres, en vertu des Jugemens donnez fur des Lettres de Confiscations ou Repressailles, seront acquittées & payées de bonne foy: & sur les demandes & poursuites qui en seront faites, lesdits Seigneurs Roys ordonneront à leurs Officiers, de faire aussi bonne & briève Justice aux Estranges, qu'à leurs propres Sujets, sans aucune distinction de personnes.

XXIII. Les actions qui ont cy-devant esté, ou seront cy-après intentées, pardevant les Officiers desdits Seigneurs Roys, pour Prises, Dépouilles, & Repressailles contre ceux qui ne seront point sujets du Prince, en la Jurisdiction duquel lesdites actions auront esté intentées, seront renvoyées sans difficulté pardevant les Officiers du Prince, duquel les Défendeurs se trouveront Sujets.

XXIV. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & amitié entre les Sujets desdits Seigneurs Roys, pour plus grand avantage & commodité de leurs Royaumes, il a esté convenu & accordé, qu'arrivant cy-après quelque rupture entre les deux Couronnes (ce qu'à Dieu ne plaist) il sera toujours donné fix mois de temps aux Sujets de part & d'autre, pour retirer & transporter leurs effets & personnes où bon leur semblera: ce qui leur sera permis de faire en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empeschement, ny proceder pendant ledit temps, à aucune saisie desdits effets, moins encore à l'arrest de leurs personnes.

XXV. Les Habitans & Sujets d'un costé & d'autre, pourront par tout dans les Terres de l'obeissance desdits Seigneurs Roys, se faire servir de tels Advocats, Procureurs, Notaires & Solliciteurs que bon leur semblera: à quoy aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, & que lesdits Juges en seront requis: Et sera permis ausdits Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les lieux où ils seront leur demeure, les livres de leur Trafic & Correspondance, en la Langue que bon leur semblera, soit François, Espagnol, Flamand, ou autres, sans que pour ce sujet ils puissent estre inquietez ny recherchez.

XXVI. Lesdits Seigneurs Roys pourront establi,

ANS pour la commodité de leurs Sujets trafiquans dans les Royaumes & Estats de l'un & de l'autre, des Consuls de la Nation de leurfdits Sujets; lesquels jouiront des droits, libertez & franchises qui leur appartiennent par leur exercice & employ: & cet établissement sera fait aux lieux & endroits où de commun consentement il sera jugé nécessaire.

XXVII. Toutes Lettres de marque & de Repressailles, qui pourroient avoir esté cy-devant accordées, pour quelque cause ce soit, sont suspendues, & n'en pourra estre cy-après donné par l'un desdits Seigneurs Roys, au préjudice des Sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de manifeste dény de Justice: duquel, & des sommations qui en auront esté faites, ceux qui poursuivront lesdites Lettres, seront obligez de faire apparoir, en la forme & maniere requise par le Droit.

XXVIII. Tous les Sujets d'un costé & d'autre, tant Ecclesiastiques, que Seculiers, seront restablis en leurs Biens, Honneurs & Dignitez, & la jouissance des Benefices dont ils estoient pourvus avant la guerre, soit par mort ou resignation, soit par forme de Coadjutorerie, ou autrement: Auquel rétablissement dans les Biens, Honneurs, & Dignitez, s'entendent nommément compris tous les Sujets Napolitains du Seigneur Roy Catholique (à l'exception des Charges, Offices & Gouvernemens qu'ils possédoient) sans qu'on puisse de part ny d'autre refuser le Placet, ny empescher la prise de possession à ceux qui auront esté pourvus de Prebendes, Benefices, ou dignitez Ecclesiastiques avant ledit temps, ny maintenir ceux qui en auront obtenu d'autres Provisions pendant la guerre; si ce n'est pour les Curez qui sont canoniquement pourvus, lesquels demeureront en la jouissance de leurs Cures. Les uns & les autres seront pareillement restablis en la jouissance de tous & chacuns leurs biens, immeubles, rentes perpetuelles, viagères & à rachapt, saisies & occupées depuis ledit temps, tant à l'occasion de la guerre, que pour avoir suivy le party contraire: ensemble de leurs droits, actions, & succession à eux survenues, même depuis la guerre commencée: sans toutesfois pouvoir rien demander ny pretendre des fruits & revenus percus & échus des le faissement desdits biens, immeubles, rentes & Benefices, jusques au jour de la publication du present Traitté.

XXIX. Ny semblablement des debtes, effets & meubles qui auront esté confisquez avant ledit jour: sans que jamais les Creanciers de telles debtes, & Depositaires de tels effets, & leurs Heritiers, ou ayans cause, en puissent faire poursuite, ny en pretendre le recouvrement. Lesquels rétablissements, en la forme avant dite, s'entendront en faveur de ceux qui auront suivy le party contraire: en sorte qu'ils rentreront par le moyen du present Traitté, en la grace de leur Roy & Prince Souverain, comme aussi en leurs biens, tels qu'ils se trouveront existans à la conclusion & signature du present Traitté.

XXX. Et se fera ledit rétablissement desdits Sujets de part & d'autre, selon le contenu en l'Article XXVIII. precedent: nonobstant toutes Donations, Concessions, Declarations, Confiscations, Commises, Sentences preparatoires, ou definitives, données par contumace en l'absence des parties, & icelles non ouïes: Lesquelles Sentences & tous Jugemens demeureront nuls, & de nul effet, comme non donnez ny avenus, avec liberté pleine & entiere ausdites Parties, de revenir dans le pais d'où elles se sont cy-devant retirées, pour jouir en personne de leurs biens, immeubles, rentes & revenus; ou d'establi leur demeure hors desdits pais, en tel lieu que bon leur semblera, leur en demeurant le choix & l'élection, sans que l'on puisse user contre eux d'aucune contrainte pour ce regard: Et en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs, ils pourront deputer & commettre telles personnes, non suspectes, que bon leur semblera, pour le gouvernement & jouissance de leurs biens, rentes & revenus; mais non au regard des Benefices requierans residence, qui devront estre personnellement administrez & deservis: sans toutesfois

ANS tesfois que la liberté du séjour en personne, dont il est
de J. C. parlé en cet Article, se puisse étendre en faveur de ceux
1659. dont il est disposé au contraire par d'autres Articles du
présent Traité.

XXXI. Ceux qui auront été pourvus d'un côté ou d'autre, des Benefices estans à la Collation, Présentation ou autre disposition desdits Seigneurs Roys, ou autres, tant Ecclesiastiques que Laïques, ou qui auront obtenu Provisions du Pape, de quelques autres Benefices scituez dans l'obéissance de l'un desdits Seigneurs Roys, par le consentement & permission duquel ils en auront joui pendant la guerre, demeureront en la possession & jouissance desdits Benefices, leur vie durant, comme bien & déshonneur pourvus : sans que toutefois on entende faire aucun prejudice, pour l'avenir, au droit des legitimes Collateurs, qui en jouiront & en useront comme ils avoient accoutumé avant la guerre.

XXXII. Tous Prelats, Abbez, Prieurs, & autres Ecclesiastiques, qui ont été nommez à leurs Benefices, ou pourvus d'iceux par ledits Seigneurs Roys, avant la guerre, ou pendant icelle, & auxquels leurs Majestez estoient en possession de pourvoir ou nommer, avant la rupture entre les deux Couronnes, seront maintenus en la possession & jouissance desdits Benefices, sans pouvoir y être troublez, pour quelque cause & pretexte que ce soit : Comme aussi en la libre jouissance de tous les biens qui se trouveront en avoir dépendu d'ancienneté, & au droit de conférer les Benefices qui en dépendent, en quelque lieu que ledits biens & Benefices se trouvent scituez : pourveu toutesfois que ledits Benefices soient remplis de personnes capables, & qui aient les qualitez requises, selon les reglemens qui estoient observez avant la guerre : sans que l'on puisse à l'avenir de part ny d'autre, envoyer des Administrateurs pour regir ledits Benefices, & jouir des fruits, lesquels ne pourront être perceus que par les Titulaires, qui en auront été legitiment pourvus : Comme aussi tous lieux, qui ont cy-devant reconnu la Jurisdiction desdits Prelats, Abbez & Prieurs, en quelque part qu'ils soient scituez, la devront aussi reconnoître à l'avenir, pourveu qu'il apparaisse que leur droit est establi d'ancienneté, encore que ledits lieux se trouvaient dans l'étendue de la domination du party contraire, ou dépendans de quelques Chastellenies ou Bailliages appartenans audit party contraire.

XXXIII. Et afin que cette Paix & Union, Confédération & bonne correspondance soit, comme on le desire, d'autant plus ferme, durable & indissoluble; ledits deux principaux Ministres, Cardinal Duc, & Marquis Comte Duc, en vertu du Pouvoir special qu'ils ont eu à cet effet des deux Seigneurs Roys, ont accordé & arrêté en leur nom, le Mariage du Roy tres-Chrestien, avec la Serenissime Infante, Dame Marie Terefe, Fille aînée du Roy Catholique : & ce mesme jour date des Presentes, ont fait & signé un Traité particulier, auquel on se remet touchant les conditions reciproques dudit Mariage, & le temps de sa celebration : Lequel Traité à part, & Capitulation de Mariage, sont de la mesme force & vigueur que le present Traité de la Paix, comme en estant la partie principale, & la plus digne, aussi bien que le plus grand & le plus précieux gage de la feureté de sa durée.

XXXIV. D'autant que les longueurs & difficultez qui le fussent rencontrées, si on fust entré en discussion de divers droits & pretentions desdits Seigneurs Roys, eussent pû beaucoup retarder la conclusion de ce Traité, & différer le bien que toute la Chrestienté en attend, & en recevoir; il a été convenu & accordé, en contemplation des Conquetes faites en la presente guerre, que tous les différends desdits Seigneurs Roys seront terminez & ajoutez en la maniere qui ensuit.

XXXV. En premier lieu, il a été convenu & accordé, pour ce qui concerne les Pais-Bas, que le Seigneur Roy Tres-Chrestien demeurera saisi, & jouira effectivement des Places, Villes, Pais & Cha-

teaux, Domaines, Terres & Seigneuries qui en suivent.

Premierement, dans le Comté d'Artois, de la ville & cité d'Arras, de sa Gouvernance & Bailliage, de Hesdin & son Bailliage, de Bapaume & son Bailliage, de Bethune & sa Gouvernance ou Bailliage, de Lillers & son Bailliage, de Lens, & son Bailliage du Comté de Saint-Pol, Theroanne & son Bailliage, de Pas & son Bailliage : comme aussi de tous les autres Bailliages & Chastellenies dudit Artois, quels qu'ils puissent être, encore qu'ils ne soient pas icy particulièrement énoncez & nommez : à la reserve seulement des Villes & Bailliages ou Chastellenie & Gouvernances d'Aire & de Saint-Omer, & de leurs appartenances, dépendances & annexes, qui demeureront toutes à Sa Majesté Catholique : comme aussi le lieu de Renty, en cas qu'il se trouve être desdites dépendances d'Aire, ou de Saint-Omer, & non d'autre maniere.

XXXVI. En second lieu, dans la Province & Comté de Flandre, ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien demeurera saisi & jouira effectivement des Places de Graveline (avec les Forts Philippes, l'Escluse & Hannuïn) de Bourbourg & sa Chastellenie, & de Saint-Venant, soit qu'il soit de la Flandre ou de l'Artois, & de leurs Domaines, appartenances, dépendances & annexes.

XXXVII. En troisième lieu dans la Province & Comté de Hainaut ; ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien demeurera saisi, & jouira effectivement des places de Landrecy & du Quefnoy, & de leurs Bailliages, Prevostez ou Chastellenies, Domaines, appartenances & annexes.

XXXVIII. En quatrième lieu, dans la Province & Duché de Luxembourg, ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien demeurera saisi, & jouira effectivement des Places de Thionville, Mont-medey & Damvillers, leurs appartenances, dépendances, annexes, Prevostez & Seigneuries : & de la ville & Prevosté d'Ivoy, de Chavancyle Chateau, & sa Prevosté ; & du lieu & Poste de Marville, scitué sur la petite riviere appellé Vezin, & de la Prevosté dudit Marville, lequel lieu & Prevosté avoient autrefois appartenu, partie aux Ducs de Luxembourg, & partie à ceux de Bar.

XXXIX. En cinquième lieu, Sa Majesté Tres-Chrestienne ayant fermement déclaré ne pouvoir jamais consentir à la restitution des Places de la Bassée, & de Berg-Saint-Vinox, Chastellenie dudit Berg & Fort Royal basty sur le Canal, près de la ville de Berg ; Et Sa Majesté Catholique ayant condescendu qu'elles demeurassent à la France, si ce n'est que l'on pût convenir & ajuster un échange desdites Places, avec d'autres de pareille consideration & commodité reciproque; ledits deux Seigneurs Plenipotentiaires sont enfin convenus : que ledites deux places de la Bassée & de Berg-Saint-Vinox, sa Chastellenie, & Fort Royal dudit Berg, seroient échangées avec celles de Mariembourg & de Philippeville, scituées entre Sambre & Meuse, leurs appartenances, dépendances, annexes & Domaines : Et partant Sadite Majesté Tres-Chrestienne rendant, comme il sera dit cy-après, à Sa Majesté Catholique, ledites places de la Bassée, de Berg-Saint-Vinox & sa Chastellenie, & Fort Royal, avec leurs appartenances, dépendances, annexes & Domaines ; Sadite Majesté Catholique fera mettre en mesme temps, entre les mains de Sa Majesté Tres-Chrestienne, ledites places de Mariembourg & de Philippeville, pour en demeurer saisi Sadite Majesté Tres-Chrestienne, & en jouir effectivement, & de leurs appartenances, dépendances, annexes & Domaines, en la mesme maniere, & avec les mesmes droits de possession, Souveraineté & autres, avec lesquels Elle jouira & pourra jouir par le present Traité, des Places qu'elles Armes ont occupées en cette guerre, & qui luy doivent demeurer par cette Paix : Et même en cas qu'à l'avenir Sa Majesté Tres-Chrestienne fust troublée en la possession & jouissance desdites places de Mariembourg & Philippeville, pour raison des pretentions que pourroient avoir d'autres Princes ; Sa

F E F F F

Maje-

ANS
de J. C.
1659.

Majesté Catholique s'oblige de concourir à leur défense, & de faire de sa part tout ce qui sera nécessaire, afin que Sa Majesté Tres-Chrétienne puisse jouir paisiblement & sans contestation, desdites Places, en consideration de ce qu'elle les a cédées en échange desdits la Bassée & Berg-Saint-Vinox, que Sa Majesté Tres-Chrétienne pouvoit retenir & posséder sans trouble, & en toute seureté.

XL. En sixième lieu, Sa Majesté Catholique, pour certaines considerations, cy-apres particulièrement exprimées dans un autre Article du present Traité, s'oblige & promet de remettre entre les mains de Sa Majesté Tres-Chrétienne, la ville & place d'Avennes, située entre Sambre & Meuze, avec ses appartenances & dépendances, annexes, & Domaines, & toute l'Artillerie & munitions de guerre, qui y sont presentement, pour demeurer Sadite Majesté Tres-Chrétienne saise de ladite place d'Avennes, & en jouir effectivement, & desdites appartenances, dépendances, annexes & Domaines, en la même maniere, & avec les mêmes droits de possession, Souveraineté, & autres choses que Sa Majesté Catholique les possède à present. Et d'autant que l'on a seu que dans ladite place d'Avennes & ses appartenances, dépendances, annexes & Domaines, la Jurisdiction ordinaire, les rentes & autres profits appartiennent au Prince de Chimay; il a été déclaré & convenu entre les deux Seigneurs Roys, que tout ce que les murailles & Fortifications de ladite Place enferment, demeurera à Sa Majesté Tres-Chrétienne, en sorte que ledit Prince n'aura aucun droit, rente ny Jurisdiction au dedans desdites murailles & Fortifications; luy étant seulement réservé tout ce qui par le passé luy a appartenu hors ladite Ville, dans les villages, plat-Pais & bois desdites dépendances d'Avennes, & en la même maniere qu'il l'a possédé jusques à present: Bien entendu aussi, comme il a été dit, que la Souveraineté & haut Domaine dans lesdits villages, plat-Pais, & bois dépendans d'Avennes, appartiendra & demeurera à Sa Majesté Tres-Chrétienne; ledit Seigneur Roy Catholique s'engageant chargé de dédommager ledit Prince de Chimay, de ce qui peut importer tout ce qui luy est osté par le present Traité, dans l'enclos de la Place, comme il est dit cy-dessus.

XLI. Lesdites places d'Arras, Hesdin, Bapaume, Bethune, & les villes de Lillers, Lens, Comté de Saint-Paul, Theroanne, Pas, & leurs Bailliages: comme aussi tous les autres Bailliages & Chastellenies d'Artois (à la reserve seulement, ainsi qu'il a été dit, des Villes & Bailliages d'Aire & de Saint-Omer, leurs appartenances, dépendances, annexes & Domaines) comme aussi Renty, en cas qu'il ne se trouve pas estre desdites dépendances d'Aire, ou de Saint-Omer, ensemble les places de Gravelines (avec les Forts Philippes, l'Ecluse & Hannuïn) Bourbourg & Saint-Venant, dans la Flandre; les places de Landrecy & le Quesnoy, dans le Hainaut: comme aussi celles d'Avennes, Mariembourg & Philippeville, qui seront mises entre les mains du Roy Tres-Chrétien, ainsi qu'il a été dit cy-dessus: ensemble les places de Thionville, Mont-Médy, & Damvillers, Ville & Prevosté d'Ivoy, Chavancay le Chateau, & sa Prevosté, & Marville dans le Luxembourg, leurs Bailliages, Chastellenies, Gouvernances, Prevostez, Territoires, Domaines, Seigneuries, appartenances, dépendances & annexes, demeureront par le present Traité de Paix, audit Seigneur Roy Tres-Chrétien, & à ses Successeurs & ayans cause irrevocablement & à toujours avec les mêmes droits de Souveraineté, propriété, droits de Regale, Patronage, Gardienneté, Jurisdiction, nomination, prerogatives & préminences, sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices, estans dans l'étendue desdits Pais, Places & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans, & tous autres droits qui ont cy-devant appartenu audit Seigneur Roy Catholique, encore qu'ils ne soient icy particulièrement énoncés: sans que Sa Ma-

jesté Tres-Chrétienne puisse estre à l'avenir troublée ny inquiétée par quelconque voye que ce soit, de droit ny de J. C. de fait, par ledit Seigneur Roy Catholique, ses Successeurs, ou aucun Prince de sa Maison, ou par qui que ce soit, ou sous quelque pretexte ou occasion qui puisse arriver en ladite Souveraineté, propriété, Jurisdiction, Ressort, possession & jouissance de tous lesdits Pays, Villes, Places & Chasteaux, Terres, Seigneuries, Prevostez, Domaines, Chastellenies, & Bailliages, ensemble de tous les lieux & autres choses qui en dépendent. Et pour cet effet, ledit Seigneur Roy Catholique, tant pour luy que pour ses Hoirs, Successeurs, & ayans cause, renonce, quitte, cède & transporte, comme son Plenipotentiaire, en son nom, par le present Traité de Paix irrevocable, a renoncé, quitté, cédé, & transporté perpetuellement & à toujours, en faveur & au profit dudit Seigneur Roy Tres-Chrétien, ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, tous les droits, actions, pretentions, droit de Regale, Patronage, Gardienneté, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives, & Préminences, sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques benefices, estans dans l'estendue desdits Pays, Places, & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans; & generalement, sans rien retenir ny reserver, tous autres droits que ledit Seigneur Roy Catholique, ou ses Hoirs & Successeurs, ont & pretendent, ou pourroient avoir & pretendre, pour quelque cause & occasion que ce soit, sur lesdits Pays, Places, Chasteaux, & Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Chastellenies, & Bailliages, & sur tous les lieux en dépendans, comme dit est: Lesquels, ensemble tous les Hommes, Vassaux, Sujets, Bourgs, Villages, Hameaux, Forests, Rivières, Plat-Pays, & autres choses quelconques qui en dépendent, sans rien retenir ny reserver, ledit Seigneur Roy Catholique, tant pour luy que pour ses Successeurs, consent estre dès à present & pour toujours, unis & incorporez à la Couronne de France; nonobstant toutes Loix, Coutumes, Status, & Constitutions faites au contraire, même qui auroient esté confirmées par serment; auxquelles & aux clauses derogatoires des derogatoires, il est expressement derogé par le present Traité, pour le fait desdites renonciations & cessions, lesquelles vaudront & auront lieu, sans que l'expression ou specification particuliere derogé à la generale, ny la generale à la particuliere; excluant à perpetuité toutes exceptions, sous quelque droit, titre, cause ou pretexte qu'elles puissent estre fondées: Declare, consent, veut & entend ledit Seigneur Roy Catholique, que lesdits Hommes, Vassaux & Sujets desdits Pays, Villes & Terres cedées à la Couronne de France, comme il est dit cy-dessus, soient & demeurent quittes & absous dès à present & pour toujours, des foy, hommage, service & serment de fidelité, qu'ils pourroient tous & chacun d'eux luy avoir fait & à ses Predecesseurs Roys Catholiques: Ensemble de toute obeissance, sujétion & vassalage, que pour raison de ce ils pourroient luy devoir: Voulant ledit Seigneur Roy Catholique, que lesdits foy & hommage, & serment de fidelité, demeurent nuls & de nulle valeur, comme si jamais ils n'avoient esté faits ny prestez.

XLII. (a) Et pour ce qui concerne les Pays & Places que les Armes de France ont occupé en cette guerre du costé d'Espagne: Comme l'on auroit convenu en la negociation commencée à Madrid en l'année 1656, sur laquelle est fondé le present Traité, que les Monts Pyrenées, qui avoient anciennement divisé les Gaules des Espagnes, seroient aussi dorenavant la division des deux mêmes Royaumes, il a été convenu & accordé, que ledit Seigneur Roy Tres-Chrétien demeurera en possession, & jouira effectivement de tout le Comté & Viguerie de Roussillon, & du Comté & Viguerie de Conflans, Pays, Villes, Places & Chasteaux, Bourgs, Villages, & lieux qui composent lesdits Comtez & Vigueries de Roussillon & de Conflans: Et demeureront

ANS
de J. C.
1659.

(a) On
verra plus
bas sur
l'an 1660
une Con-
vention
faite en
exécution
de cet
Article.

ANS au Seigneur Roy Catholique, le Comté & Viguerie de J. C. Cerdana, & tout le Principat de Catalogne, avec les 1659. Viguerie, Places, Villes, Châteaux, Bourgs, Hameaux, Lieux & Pays qui composent ledit Comté de Cerdana, & Principat de Catalogne : Bien entendu, que s'il se trouve quelque lieu dudit Comté & Viguerie de Conflans seulement, & non du Roussillon, qui soient dans ledits Monts & Pyrénées du côté d'Espagne, ils demeureront aussi à Sa Majesté Catholique : Comme pareillement s'il se trouve quelques lieux dudit Comté & Viguerie de Cerdana seulement, & non de Catalogne, qui soient dans ledits Monts Pyrénées, du côté de France, ils demeureront à Sa Majesté Tres-Chrétienne. Et pour convenir de la division, seront présentement deputez des Commissaires de part & d'autre, lesquels ensemble de bonne foy declareront quels sont les Monts Pyrénées, qui suivant le contenu en cet Article, doivent servir à l'avenir les deux Royaumes, & signaleront les limites qu'ils doivent avoir : Et s'assembleront ledits Commissaires sur les lieux au plus tard dans un mois après la signature du present Traité, & dans le terme d'un autre mois suivant auront convenu ensemble & déclaré de commun concert ce que dessus : Bien entendu, que si alors ils n'en ont pu demeurer d'accord entr'eux, ils enverront aussi-tôt les motifs de leurs avis aux deux Plenipotentiaires des deux Seigneurs Roys ; lesquels ayans eu connoissance des difficultez & différends qui s'y feront renconter, conviendront entr'eux sur ce point : sans que pour cela on puisse retourner à la prise des Armes.

XLIII. Tout ledit Comté & Viguerie de Roussillon, Comté & Viguerie de Conflans (à la reserve des lieux qui se trouveront estre dans les Monts Pyrénées du côté d'Espagne, en la maniere cy-dessus dite, suivant la declaration & ajustement des Commissaires qui seront deputez à cet effet :) comme aussi la partie du Comté de Cerdana, qui se trouvera estre dans les Monts Pyrénées du côté de France (suivant la mesme declaration des Commissaires) Pays, Villes, Places & Châteaux qui composent ledites Vigueries de Roussillon & de Conflans, & partie du Comté de Cerdana, en la maniere susdite ; appartenances, dépendances & annexes, avec tous les Hommes, Vassaux, Sujets, Bourgs, Villages, Hameaux, Forests, Rivières, Plat-Pays, & autres choses quelconques qui en dépendent, demeureront irrevocablement & à toujours par le present Traité de Paix, unis & incorporez à la Couronne de France, pour en jouir par ledit Seigneur Roy Tres-Chretien, ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, avec les mêmes droits de Souveraineté, Propriété, Regale, Patronage, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives, & Prééminences sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, ou autres quelconques Benefices estans dans l'estendu dudit Comté de Roussillon, Viguerie de Conflans, & partie du Comté de Cerdana, en la maniere cy-dessus dite (à la reserve pour le Conflans de ce qui se trouveroit dans les Monts Pyrénées du côté d'Espagne) de quelques Abbayes que ledits Prieurez soient mouvans & dépendans, & tous autres droits qui ont cy-devant appartenu audit Seigneur Roy Catholique, encore qu'ils ne soient icy particulièrement énoncés : sans que Sa Majesté Tres-Chrétienne puisse estre à l'avenir troublée ny inquiétée par quelconque voye que ce soit, de droit ou de fait, par ledit Seigneur Roy Catholique, ses Successeurs, ou aucun Prince de Sa Maison, ou par qui que ce soit, ou sous quelque pretexte & occasion qui puisse arriver en ladite Souveraineté, Propriété, Jurisdiction, Ressort, possession & jouissance de tous ledits Pays, Villes, Places, Châteaux, Terres, Seigneuries, Domaines, Chastellenies, & Baillages : ensemble de tous les lieux & autres choses quelconques qui dépendent dudit Comté de Roussillon, Viguerie de Conflans, & partie du Comté de Cerdana, en la maniere cy-dessus écrite (à la reserve pour le Conflans, de ce qui se trouveroit dans les Monts Pyrénées du côté d'Espagne.) Et pour cet effet ledit

Seigneur Roy Catholique, tant pour luy que pour ses ANS Hoirs, Successeurs & ayans cause, renonce, quite, de J. C. cede & transporte, perpétuellement & à toujours, en 1659. faveur & au profit dudit Seigneur Roy Tres-Chretien, ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, tous les droits, actions, prétentions, droits de Regale, Patronage, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives & Prééminences sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, ou autres quelconques Benefices estans dans l'estendu dudit Comté de Roussillon, Viguerie de Conflans, & partie du Comté de Cerdana, en la maniere cy-dessus dite (à la reserve pour le Conflans, de ce qui se trouveroit dans les Monts Pyrénées du côté d'Espagne) de quelques Abbayes que ledits Prieurez soient mouvans & dépendans : & généralement tous autres droits, sans rien retenir ny réserver, que ledit Seigneur Roy Catholique, ou ledits Hoirs & Successeurs ont & prétendent, ou pourroient avoir & prétendre, pour quelque cause & occasion que ce soit, sur ledits Comté de Roussillon, Viguerie de Conflans, & partie du Comté de Cerdana, en la maniere cy-dessus dite (à la reserve pour le Conflans, de ce qui se trouveroit dans les Monts Pyrénées du côté d'Espagne) & sur tous les lieux en dépendans, comme dit est : Lesquels, ensemble tous les Hommes, Vassaux, Sujets, Bourgs, Villages, Hameaux, Forests, Rivières, Plat-Pays, & autres choses quelconques qui en dépendent, sans rien retenir ny réserver, ledit Seigneur Roy Catholique, tant pour luy que pour ses Successeurs, consent estre dès à present & pour toujours, unis & incorporez à la Couronne de France, nonobstant toutes Loix, Coustumes, Statuts, Constitutions & Conventions faites au contraire, mêmes qui auroient esté confirmées par Serment, auxquels & aux clauses derogatoires des derogatoires, il est expressément derogé par le present Traité, pour l'effet desdites renonciations & cessions ; lesquelles vaudront & auront lieu, sans que l'expression, ou specification particuliere derogé à la generale, ny la generale à la particuliere : en excluant à perpetuité toutes exceptions, sous quelques droits, titres, causes ou pretextes qu'elles puissent estre fondées ; & nommément celle que l'on vouloit ou peult prétendre à l'avenir ; que la separation dudit Comté de Roussillon, Viguerie de Conflans, & partie du Comté de Cerdana, en la maniere susdite (à la reserve pour le Conflans, de ce qui se trouveroit dans les Monts Pyrénées du côté d'Espagne) & de leurs appartenances & dépendances, fust contre les Constitutions du Principat de Catalogne ; & que par tant ladite separation n'a pu estre résolue ny arrêtée, sans le consentement exprès de tous les Peuples assemblez en Estats Generaux : Declare, consent, veut & entend ledit Seigneur Roy Catholique, que ledits Hommes, Vassaux, Sujets dudit Comté de Roussillon, Viguerie de Conflans, & partie du Comté de Cerdana, en la maniere cy-dessus dite (à la reserve pour le Conflans, de ce qui se trouveroit estre dans les Monts Pyrénées du côté d'Espagne) leurs appartenances & dépendances, soient & demeurent quittes & absous, dès à present & pour toujours, des foy, hommage, service & serment de fidelité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux luy avoir fait, & à ses predecesseurs Roys Catholiques ; ensemble de toute obéissance, sejection & vassalage, que pour cela ils pourroient luy devoir : voulant que ledits foy, hommage & serment de fidelité, demeurent nuls & de nulle valeur, comme si jamais ils n'avoient esté faits ny prestez.

XLIV. Ledit Seigneur Roy Catholique rentrera en la possession & jouissance du Comté de Charrolois, pour en jouir luy & ses Successeurs ; pleinement & paisiblement, & le tenir sous la Souveraineté du Roy Tres-Chretien, comme il le tenoit avant la presente guerre.

XLV. Ledit Seigneur Roy Tres-Chretien restituera audit Seigneur Roy Catholique : Premièrement dans les Pays-Bas, les Villes & Places d'Ypre, Oudenarde, Dixmude, Furnes avec les postes fortifiez de la Fintelte

ANS & de la Quenoeque, Merville sur la Lis, Menenc, & de J. C. Comine, leurs appartenances, dépendances & annexes. Comme aussi Sa Majesté Tres-Chrétienne remettra entre les mains de Sa Majesté Catholique, les Places de Berg-Saint-Vinox & son Fort Royal, & celle de la Bassée, en échange de celles de Marienbourg & de Philppeville, comme il a été dit cy-dessus en l'Article XXXIX.

XLVI. En second lieu, ledit Seigneur Roy Tres-Chrétien restituera en Italie audit Seigneur Roy Catholique, les Places de Valence sur le Po, & de Mortare, leurs appartenances, dépendances & annexes.

XLVII. En troisième lieu, dans le Comté de Bourgogne, ledit Seigneur Roy Tres-Chrétien restituera audit Seigneur Roy Catholique, les Places & Forts de Saint-Amour, Bletterans & Joux, & leurs appartenances, dépendances & annexes : & tous les autres Postes fortifiés ou non fortifiés, que les Armes de Sa Majesté Tres-Chrétienne auroient occupés dans ledit Comté de Bourgogne, sans y rien réserver ny tenir.

XLVIII. En quatrième lieu, du côté d'Espagne, ledit Seigneur Roy Tres-Chrétien restituera audit Seigneur Roy Catholique les Places & Ports de Rosés, Fort de la Trinité, Cap de Quiers, la Seu d'Urgel, Toxen, le Château de la Bastide, la Ville & Place de Baga, la Ville & Place de Ripol, & le Comté de Cerdana, dans lequel sont Belver, Puicerda, Carol, & le Château de Cerdana, en l'état qu'ils se trouveront à présent; avec tous les Châteaux, Postes fortifiés ou non fortifiés, Villes, Citez, Villages & autres lieux, appartenances, dépendances & annexes audit Places de Rosés, Cap de Quiers, Seu d'Urgel, & Comté de Cerdana, encore qu'ils ne soient icy nommez & spécifiés : Bien entendu, que si quelques uns des Postes, Villes, Places, & Châteaux cy-dessus nommez, se trouvoient être dans la Vignerie de Cerdana, dans les Monts Pyrénées du côté de France, ils demeureront à Sa Majesté Tres-Chrétienne, conformément & en vertu de l'Article quarante-deux du présent Traité, nonobstant le contenu en celui-cy, auquel en ce cas il est dérogé pour ce regard.

XLIX. Ledit Seigneur Roy Catholique restituera audit Seigneur Roy Tres-Chrétien, les Villes & Places de Rocroy, le Castelet, & Linchamp, avec leurs appartenances, dépendances & annexes; sans que pour quelque raison, cause ou excuse que ce puisse être, prétexte ou non prétexte, mêmes celle que ledites places de Rocroy, le Castelet, & Linchamp, soient présentement au pouvoir & en d'autres mains que celles de Sa Majesté Catholique, Elle puisse se dispenser de faire ladite restitution desdites trois Places audit Seigneur Roy Tres-Chrétien; Sadite Majesté Catholique se faisant fort, & prenant sur soy la réelle & fidelle execution du présent Article.

L. La restitution respectivement desdites Places, ainsi qu'il est dit dans les cinq Articles immédiatement précédents, se fera par lesdits Seigneurs Rois, ou leurs Ministres, réellement & de bonne foy, & sans aucune longueur ny difficulté, pour quelque cause & occasion que ce soit, à celui ou à ceux qui seront à ce députés par lesdits Seigneurs Rois, respectivement, dans le temps, & en la manière qui sera cy-après dit, & en l'état que ledites Places se trouvent à présent, sans y rien démolir, affaiblir, diminuer, ny endommager en aucune sorte; & sans que l'on puisse prétendre ny demander aucun remboursement, pour les fortifications faites audit Places, ny pour le paiement de ce qui pourroit être dû aux Soldats & Gens de guerre y estans.

LI. Lesdits Seigneurs Rois restituant lesdites Places respectivement, pourront faire tirer & emporter toute l'Artillerie, poudres, boulets, armes, vivres & autres munitions de guerre qui se trouveront dans ledites Places au temps de la restitution. Pourront aussi les Officiers, Soldats, Gens de guerre, & autres qui sortiront

desdites Places, en tirer & emporter leurs biens meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible d'exiger aucune chose des Habitans desdites Places & du plat-Païs, ny endommager leurs maisons, ou emporter aucune chose appartenant audit Habitans : Comme aussi lesdits Seigneurs Rois seront obligés à payer audit Habitans des Places dont leurs Armes sortiront, & qu'ils restitueront tout ce qui justement leur pourra être dû par lesdits Seigneurs Rois, pour choses que les Gouverneurs desdites Places, ou autres Ministres desdits Seigneurs Rois auront prises pour employer à leur service, dont ils aient donné des recepissés & obligations aux personnes qui les auroient fournies : Comme aussi seront tenus les Officiers & Soldats desdites Garnisons de payer ce qu'ils devront légitimement aux Habitans, par recepissés ou obligations : Bien entendu, que pour l'accomplissement de cette satisfaction des Habitans, on ne retardera point la remise & la restitution desdites Places, mais qu'elle sera faite dans le temps & jour qui sera convenu & prescrit cy-après en d'autres Articles du présent Traité : demeurans en ce cas les créanciers dans tout le droit des justes prétentions qu'ils peuvent avoir.

LII. Comme la place de Hefdin & son Bailliage, par le présent Traité de Paix, doit demeurer au Roy Tres-Chrétien : ainsi qu'il est dit cy-dessus, il a été convenu & accordé, en considération des offices dudit Seigneur Roy Catholique, qui avoit pris sous sa protection les Officiers de guerre ou Soldats de la Garnison dudit Hefdin, qui s'étoient soulevés dans la Place, & soustraits de l'obéissance dudit Seigneur Roy Tres-Chrétien, depuis la mort du Gouverneur de ladite Place; qu'en conformité des Articles, par lesquels les deux Seigneurs Rois pardonnent chacun à tous ceux qui ont suivi le party contraire, pourveu qu'ils ne se trouvent prévenus d'autres délits, & promettent les rétablir dans la possession & jouissance de leurs biens, Sa Majesté Tres-Chrétienne fera expédier les Lettres d'Abolition & de Pardon, en bonne forme, en faveur desdits Officiers de guerre, & Soldats de la Garnison dudit Hefdin; lesquelles Lettres étant offertes & mises entre les mains du Commandant dans la Place, au jour qui aura été désigné & résolu entre Leurs Majestés, pour la remise de ladite Place au pouvoir de Sa Majesté Tres-Chrétienne, ainsi qu'il sera dit cy-après; le même jour & au même temps, lesdits Commandant, Officiers & Soldats seront tenus de sortir de ladite Place, sans aucun delay ny excuse, sous quelque prétexte que ce soit, préveu ou non préveu, & de remettre ladite Place au même état qu'elle étoit quand ils se sont soulevés, au pouvoir de celui ou de ceux que Sa Majesté Tres-Chrétienne aura commis pour la recevoir en son nom : & cela sans rien changer, affaiblir, endommager, démolir ou altérer en quelque manière que ce soit, en ladite Place. Et au cas que lesdites Lettres d'Abolition & de Pardon étant offertes audit Commandant, luy ou les autres Officiers & Soldats de ladite Garnison dudit Hefdin, refusent ou diffèrent, sous quelque cause ou prétexte que ce puisse être, de remettre ladite Place dans le même état, au pouvoir de celui ou de ceux que Sadite Majesté Tres-Chrétienne aura commis pour la recevoir en son nom; lesdits Commandant, Officiers & Soldats seront déchus de la grace que Sa Majesté Catholique leur a procurée de leur Pardon & Abolition, sans que Sadite Majesté en veuille plus faire aucune instance en leur faveur; & au même cas promet Sadite Majesté Catholique, en foy & parole de Roy, de ne donner directement, ny indirectement, audit Commandant, Officiers & Soldats, ny permettre être donnée par qui que ce soit, dans ses États, aucune assistance d'hommes, d'armes, de vivres, de munitions de guerre, ny d'argent; au contraire, d'assister de ses Troupes, si Elle en est requis, ledit Sieur Roy Tres-Chrétien, pour l'attaque de ladite Place, afin qu'elle soit plutôt réduite à son obéissance, & que le présent Traité sorte plutôt son entier effet.

LIII. Comme les trois Places d'Avennes, Philippe-

ANS
de J. C.
1659.

ANS pville, & Mariembourg, avec leur appartenances, de J. C. dépendances & annexes, sont cédées par le présent Traité, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, au Seigneur Roy Tres Chrestien, pour être unies & incorporées à la Couronne de France; il a été convenu & accordé qu'en cas qu'entre lesdites Places & la France, il se trouvat aucuns Bourgs, Villages, Lieux, Poltes ou Pais, qui n'éussent pas desdites dépendances, appartenances ou annexes, deussent demeurer en propriété & Souveraineté audit Seigneur Roy Catholique, ladite Majesté Catholique, ny ses successeurs Rois, en aucun temps ne pourront fortifier lefdits Bourgs, Villages, Postes ou Pais, ny faire aussi aucunes fortifications nouvelles entre lesdites Places d'Avennes, Philippeville & Mariembourg, par le moyen desquelles fortifications, lefdites Places d'Avennes ou aucunes d'icelles, vinsent à être coupées d'avec la France, ou leur communication entr'elles embarrassée : Comme pareillement a été accordé & convenu, qu'en cas que le lieu de Renty, dans l'Artois, demeure à Sa Majesté Catholique, comme il a été dit qu'il luy demeurera, s'il se trouve être des dépendances d'Aire, ou de Saint-Omer, Sa Majesté Catholique, ny ses Successeurs Rois en aucun temps ne pourront fortifier ledit Renty.

LIV. Tous les Papiers, Titres & Documents concernant les Pais, Terres & Seigneuries qui doivent demeurer audit Seigneur Roi Tres-Chretien, par le présent Traité de Paix, seront fournis & délivrez de bonne foy dans trois mois après que les ratifications du présent Traité auront été échangées.

LV. En vertu du présent Traité, tous les Catalans & autres Habitans de ladite Province, tant Prelats, Ecclesiastiques, Religieux, Seigneurs, Gentils-hommes, Bourgeois, qu'autres Habitans, tant des Villes que du plat-Pais, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront & seront effectivement laissez ou rétablis en la possession & jouissance paisible de tous leurs Biens, Honneurs, Dignitez, Privilèges, Franchises, Droits, Exemptions, Constitutions & Libertez, sans pouvoir être recherchez, troublez ny inquietez, en general ny en particulier, pour quelque cause & pretexte que ce soit, pour raison de tout ce qui s'est passé depuis la naissance de la presente Guerre : & à ces fins, Sa Majesté Catholique accordera & fera publier, en bonne forme, ses Declarations d'Abolition & de Pardon, en faveur des Catalans, laquelle publication se fera le même jour que celle de la Paix : Ensuite desquelles Declarations, il leur sera permis à tous & à chacun en particulier, ou de retourner en personne dans leurs maisons, en la jouissance de leurs biens, ou, en cas qu'ils veuillent établir leur séjour ailleurs que dans la Catalogne, ils le pourront faire, & envoyer audit Pais de Catalogne leurs Agens & Procureurs, pour prendre en leur nom, & pour eux, la possession desdits biens, les faire cultiver & administrer, en percevoir les fruits & revenus, & les faire transporter par tout ailleurs où bon leur semblera : sans qu'ils puissent être forcez à aller en personne prester les hommages de leurs Fiefs, à quoy leurs Procureurs pourront satisfaire en leur nom : & sans que leur absence puisse empêcher la libre possession & jouissance desdits biens, qu'ils auront aussi toute faculté & liberté d'échanger ou d'aliéner par vente, donation, ou autrement. A la charge néanmoins que ceux qui seront commis pour regimé & culture desdits biens, ne soient suspects au Gouverneur & Magistrats du lieu où lefdits biens seront situés : auquel cas, il sera pourveu par les propriétaires, d'autres personnes agréables & non suspectes. Demeurant néanmoins à la volonté & au pouvoir de Sa Majesté Catholique, de prescrire le lieu de leur séjour à ceux desdits Catalans dont Elle n'aura pas le retour agreable dans le Pais : sans toutefois que les autres libertez & privileges qui leur auront été accordez, & dont ils jouissoient, puissent être revoquez ny alterez. Comme aussi il demeurera à la volonté & au pouvoir de Sa Majesté Tres-Chrétienne, de prescrire le lieu de leur séjour à ceux du Comté de Roussillon, appartenances & dépendances, qui se

font retirez en Espagne, dont Elle n'aura pas le retour dans ledit Comté agreable : sans toutefois que les autres libertez & privileges qui auroient été accordez audit personnes, puissent être revoquez ny alterez.

LVI. Les successions testamentaires, ou autres quelconques, donations entre-vifs ou autres, des Habitans de Catalogne & du Comté de Roussillon, reciproquement les uns aux autres, leur demeureront également permises & inviolables : Et en cas sur le fait desdites successions & donations, ou autres Actes & Contrats, il arrivât entr'eux des differents sur lesquels ils fussent obligez de plaider & entrer en procez, la Justice leur sera faite de chaque coté, avec égalité & bonne foy, quoy qu'ils soient dans l'obeissance de l'autre Party.

LVII. Les Evêques, Abbez, Prelats, & autres, pourvus pendant la guerre, de Benefices Ecclesiastiques, avec approbation de nôtre Saint Pere le Pape, & par autorité Apostolique, demeurans dans les Terres de l'un des Partis, jouiront des fruits, rentes & revenus desdits Benefices, qui se trouveront être dans l'étendue des Terres de l'autre Party, sans aucun trouble ny empêchement, pour quelque cause, raison ou pretexte que ce puisse être : & à cette fin ils pourront commettre pour ladite jouissance & perception de fruits, des personnes non suspectes, après en avoir en l'agrement du Roy (ou de ses Officiers & Magistrats) sous la domination duquel se trouveront être situés lefdits fruits, rentes & revenus.

LVIII. Ceux des Habitans du Principat de Catalogne, ou Comté de Roussillon, qui auroient joui par Donation, ou confiscation accordée par l'un desdits Roys, des biens qui appartenoient à quelques personnes du Party contraire, ne seront obligez de faire aucune restitution aux Propriétaires desdits biens, des fruits qu'ils auront perçus en vertu desdites Donations & confiscations pendant la durée de la presente guerre : Bien entendu, que l'effet desdites Donations & confiscations cessera le jour de la publication de la Paix.

IX. Il sera député des Commissaires de part & d'autre, deux mois après la publication du présent Traité, qui s'assembleront au lieu dont il sera respectivement convenu, pour y terminer à l'amiable tous les differens qui pourroient se rencontrer entre les deux Partis ; lesquels Commissaires auront Pœil à faire également bien traiter les Sujets de côté & d'autre, & ne permettront pas que les uns rentrent dans la possession de leurs biens, que lors & au même temps que les autres rentreront dans la possession des leurs : comme aussi travailleront lefdits Commissaires (si on le juge à propos de la sorte) à faire une juste évaluation de part & d'autre des biens de ceux qui ne voudront pas retourner habiter dans le Pais qu'ils ont quitté, ou que l'un des deux Roys n'y voudra pas admettre, luy ayant prescrit ailleurs son séjour, suivant ce qu'il est dit cy-dessus ; afin que ladite évaluation étant faite, les mêmes Commissaires puissent ménager en toute équité les échanges & compensations desdits biens, pour plus grande commodité, & avec égal avantage des parties interessées, prenant garde qu'aucune n'y soit lésée : Et enfin regleront lefdits Commissaires toutes les choses concernant le commerce & frequentation des Sujets de part & d'autre, & toutes celles qu'ils estimeront pouvoir plus contribuer à l'utilité publique, & à l'affermissement de la Paix : Et tout ce qui a été dit dans les quatre Articles immédiatement precedens, & dans celui-cy, touchant le Comté de Roussillon & ses Habitans, doit être entendu de la même maniere, de la Vignerie de Conflans, & de la partie du Comté de Cerdania, qui peut, ou doit demeurer en propre par le présent Traité à Sa Majesté Tres-Chrétienne, par la declaration des Commissaires cy-dessus dits, & des Habitans de ladite Vignerie de Conflans, & partie susdite du Comté de Cerdania : comme aussi se doit entendre reciproquement des Habitans du Comté de Cerdania, & de la partie de la Vignerie de Conflans, qui peut ou doit demeurer à Sa Majesté

ANS Catholique par le present Traité & declarations desdits
de J. C. Commissaires.

1659. LX. Quoy que Sa Majesté Tres-Chrétienne n'ait jamais voulu s'engager, nonobstant les vives instances qui luy en ont souvent été faites, accompagnées mesmes d'offres tres-considerables, à ne pouvoir faire la Paix, sans l'inclusion du Royaume de Portugal, d'autant qu'Elle a prévue & appréhendé qu'un pareil engagement pourroit être un obstacle insurmontable à la conclusion de ladite Paix, & par conséquent reduire les deux Rois à la nécessité de perpetuer la guerre: neanmoins sadite Majesté Tres-Chrétienne, souhaitant avec une passion extrême, de voir le Royaume de Portugal jouir du mesme repos qu'acquerront tant d'autres Etats Chrétiens, par le present Traité, auroit proposé à cette fin bon nombre de partis & d'expediens, qu'Elle jugeoit pouvoir être de la satisfaction de Sa Majesté Catholique: Parmi lesquels mesmes, nonobstant comme il est dit cy-dessus, que Sa Majesté n'eust aucun engagement en cette affaire, Elle en est venue jusques à vouloir se priver du principal fruit du bon-heur qu'ont eu ses Armes dans le cours d'une longue guerre, offrant, outre les Places qu'elle restitue par le present Traité à Sa Majesté Catholique, de luy rendre encore toutes les autres conquestes generalement, que sedites Armes ont faites en cette Guerre, & de rétablir entierement Monsieur le Prince de Condé, pourveu & à condition que les affaires du Royaume de Portugal fussent laissées en l'estat qu'elles se trouvent à present; ce que Sa Majesté Catholique n'ayant pas voulu accepter, auroit seulement offert, qu'en consideration des puissans offices dudit Seigneur Roy Tres-Chrétien, Elle consentiroit à remettre les choses audit Royaume de Portugal, au mesme état qu'elles étoient avant le changement qui y arriva au mois de Decembre de l'année mil six cent quarante, pardonnant & donnant une Abolition generale de tout le passé, & accordant le rétablissement dans tous les Biens, Honneurs & Dignitez de tous ceux, sans distinction de Personne ou Personnes, qui retournant en l'obeissance de sa Majesté Catholique, se mettoient en l'estat de jouir de l'effet de la presente Paix. Enfin, en contemplation de la Paix, & veu l'absolué nécessité où Sa Majesté Tres-Chrétienne s'est trouvée de perpetuer la Guerre, par la rupture du present Traité, qu'Elle a reconnue estre inevitable, en cas qu'Elle eût voulu persister plus long-temps pour obtenir en cette affaire de sa Majesté Catholique, d'autres conditions que celles qu'Elle avoit offertes, ainsi qu'il est dit cy-dessus: Et sadite Majesté Tres-Chrétienne, devant & voulant preferer (comme il est juste) le repos general de la Chrétienté à l'intérêt particulier du Royaume de Portugal, pour l'avantage & en faveur duquel; Elle n'avoit déjà rien obmis de ce qui pouvoit dépendre d'Elle, & étoit en son pouvoir, jusques à faire des offres aussi grandes qu'il a été dit cy-dessus; il a été finalement convenu & arrêté entre les deux Seigneurs Roys, qu'il sera accordé à Sa Majesté Tres-Chrétienne trois mois de temps, à compter du jour de l'échange des ratifications du present Traité; pendant lesquels Elle puisse envoyer audit Royaume de Portugal, pour tâcher d'y disposer les choses à ajuster & reduire cette affaire, en sorte que Sa Majesté Catholique en demeure pleinement satisfaite: après lesquels trois mois expirez, si les soins & les offices de sadite Majesté Tres-Chrétienne n'ont pu produire l'effet qu'on se propose, sadite Majesté ne se mêlera plus de ladite affaire, & promet, s'oblige & engage, sur son honneur, & en foy & parole de Roy, pour soy & ses successeurs, de ne donner audit Royaume de Portugal ny en commun, ny à aucune Personne ou Personnes d'iceluy, en particulier, de quelque dignité, état, qualité & condition qu'ils soient, à present, ny à l'avenir, aucune ayde, ny assistance publique ny secrette, directement ou indirectement, d'hommes, armes, munitions, vivres, vaisseaux ou argent, sous aucun pretexte, ny aucune autre chose que ce soit, ou puisse être, par terre ny par mer, ny en aucune autre maniere: comme aussi de ne permettre qu'il se fasse des

levées en aucun endroit de ses Royaumes & Etats, ny d'accorder le passage à aucunes qui pourroient venir de J. C. d'autres Etats au secours dudit Royaume de Portugal. 1659.

LXI. Sa Majesté Catholique renonce par ce Traité, tant en son nom, que de ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, à tous les droits & prétentions, sans rien réserver ny retenir, qu'Elle peut, ou pourroit cy-après avoir sur la Haute & Basse Alsace, le Zuntgau, le Comté de Ferrette, Brisac & ses dépendances, & sur tous les Pais, Places & Droits qui ont esté délaissés & cedez à Sa Majesté Tres-Chrétienne, par le Traité fait à Munster le vingt-quatrième Octobre mil six cent quarante huit, pour être unis & incorporez à la Couronne de France; Sa Majesté Catholique approuvant, pour l'effet de ladite renonciation, le contenu audit Traité de Munster, & non en aucune autre chose dudit Traité, pour n'y avoir intervenu. Moyennant laquelle presente renonciation, Sa Majesté Tres-Chrétienne offre de satisfaire au payement des trois millions de livres tournois qu'Elle est obligée par ledit Traité, de payer à Messieurs les Archiducs d'Inspuck.

LXII. Monsieur le Duc Charles de Lorraine ayant témoigné grand desplaisir de la conduite qu'il a tenue à l'égard du Seigneur Roy Tres-Chrétien, & avoir ferme intention de le rendre plus satisfait à l'avenir, de lui & de ses actions, que le temps & les occasions passées ne luy en ont donné le moyen: Sa Majesté Tres-Chrétienne, en consideration des puissans offices de Sa Majesté Catholique, reçoit dès à present ledit Sieur Duc dans sa bonne grace; & en contemplation de la Paix, sans s'arrêter aux droits qui pouvoient luy être acquis par divers Traitez faits par le feu Roy son Pere avec ledit Sieur Duc, après avoir fait préalablement démolir les fortifications des deux Villes de Nancy, qui ne pourront plus être refaites & après en avoir retiré & fait transporter toute l'Artillerie, poudres, boulets, armes, vivres & munitions de Guerre, qui sont à present dans les Magazins dudit Nancy, remettra ledit Sieur Duc Charles de Lorraine dans la possession du Duché de Lorraine, & même des Villes, Places & Pais qu'il a autrefois possédés, dépendans des trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun; à la reserve premierement & exception de Moyenvic, lequel, quoy qu'enclavé dans ledit Etat de Lorraine appartenait à l'Empire, & a été cédé à Sa Majesté Tres-Chrétienne par le Traité fait à Munster le vingt-quatrième jour d'Octobre mil six cents quarante-huit.

LXIII. En second lieu, à la reserve & exception de tout le Duché de Bar, Pais, Villes & Places qui le composent, tant la partie qui est mouvante de la Couronne de France, comme celle qu'on peut prétendre n'en être pas mouvante.

LXIV. En troisieme lieu, à la reserve & exception du Comté de Clermont & de son Domaine, & des Places, Prévôtés & Terres de Stenay, Dun, & Jamets, avec tout le revenu d'icelles, Villages & Territoires qui en dépendent; lesquels Moyenvic, Duché de Bar (compris la partie du lieu & Prévôté de Marville, laquelle partie, ainsi qu'il a été dit cy-dessus, appartenoit aux Ducs de Bar) Places, Comté, Prévôté, Terres & Domaines de Clermont, Stenay, Dun & Jamets, avec leurs appartenances, dépendances & annexes, demeureront à jamais unis & incorporez à la Couronne de France.

LXV. Ledit Sieur Duc Charles de Lorraine, avant son rétablissement dans les Etats cy-dessus spécifiés, & avant qu'aucune Place luy soit restituée, donnera son consentement au contenu aux trois Articles immédiatement precedens: Et pour cet effet, delivera à Sa Majesté Tres-Chrétienne, en la forme la plus valable & autentique qu'Elle pourra désirer, les Actes de sa renonciation & cession desdits Moyenvic, Duché de Bar (compris la partie de Marville) tant partie mouvante, que prétendue non mouvante de la Couronne de France, Stenay, Dun, Jamets, le Comté de Clermont, & son Domaine, appartenances, dépendances & annexes, sans

ANS son Domaine, appartenances, dépendances & annexes, sans pouvoir rien pretendre ny demander par ledit Sieur Duc, ou ses Successeurs, ny presentement, ny en aucun temps à l'avenir, pour le prix que le feu Roy Louis XIII. de glorieuse Memoire, s'estoit obligé de payer audit Sieur Duc, pour ledit Domaine du Comté de Clermont, par le Traité fait à Liverdun au mois de Juin mil six cent trente-deux, attendu que l'Article où est contenuë ladite obligation, a esté annullé par les Traitez subséquens, & de nouveau, entant que besoin seroit, est entièrement annullé par celui-cy.

LXVI. Sa Majesté Tres-Chrestienne, restituant audit Sieur Duc Charles, les Places de son Estat ainsi qu'il a esté dit cy-dessus, y laissera à la reserve & exception de celles qu'il est convenu devoir estre démolies) toute l'Artillerie, poudre, boulets, armes, vivres & munitions de guerre, qui sont dans les Magazins desdites Places, sans pouvoir les affoiblir ny endommager en aucune maniere que ce soit.

LXVII. Ledit Sieur Duc Charles de Lorraine, ny aucun Prince de sa Maison, ou de ses adherans & dépendans, ne pourront demeurer armés; mais seront tant ledit Sieur Duc, que les autres cy-dessus dits, obligés de licentier leurs troupes à la publication de la presente Paix.

LXVIII. Ledit Sieur Duc Charles de Lorraine, ayant son rétablissement dans ses Estats, fournira aussi un Acte en bonne forme à Sa Majesté Tres-Chrestienne, qu'il se deslisse & depart de toutes Intelligences, Lignes, Associations, & pratiques qu'il auroit, ou pourroit avoir avec quelque Prince, Estat & Potentat que ce pût estre, au préjudice de Sadite Majesté, & de la Couronne de France; avec promesse qu'à l'avenir il ne donnera aucune retraite dans ses Estats, à aucuns Ennemis ou Sujets rebelles, ou suspects à Sa Majesté, & ne permettra qu'il s'y fasse aucune levée ny amas de Gens de guerre contre son service.

LXIX. Ledit Sieur Duc Charles de Lorraine donnera pareillement avant son rétablissement susdit, un Acte en bonne forme, à Sa Majesté Tres-Chrestienne, par lequel il s'oblige, tant pour luy que pour tous ses Successeurs Ducs de Lorraine, d'accorder en tous temps, sans difficulté aucune, sous quelque pretexte qu'elle pût estre fondée, les passages dans ses Estats, tant aux personnes qu'aux Troupes de Cavalerie & Infanterie, que Sadite Majesté & ses Successeurs Roys de France, voudront envoyer en Alsace ou à Brisac, & à Philipsbourg, aussi foyvent qu'il en sera requis par Sadite Majesté & sesdits Successeurs: & de faire fournir audités Troupes dans lesdits Estats, les vivres, logemens & commoditez nécessaires, par Estapes, en payant lesdites Troupes, leurs dépenses, au prix courant de pais: Bien entendu que ce ne seront que simples passages à journées réglées, & marches raisonnables, sans pouvoir séjourner dans lesdits Estats de Lorraine.

LXX. Ledit Sieur Duc Charles, ayant son rétablissement dans son Estat, mettra entre les mains de Sa Majesté Tres-Chrestienne un Acte en bonne forme, & à la satisfaction de Sadite Majesté, par lequel ledit Sieur Duc s'oblige pour luy & pour tous ses Successeurs, de faire fournir par les Fermiers & Administrateurs des Salines de Rolieres, Chateau Salins, Dieuze, & Marfal, lesquels Sa Majesté luy restitue par le present Traité, toute la quantité de minots ou muids de sel, qui sera nécessaire pour la fourniture de tous les Greniers qu'il sera besoin de remplir, pour l'usage & consommation ordinaire des Sujets de Sa Majesté, dans les trois Evêchés de Metz, Toul, & Verdun, Duché de Bar & Comté de Clermont, Stenay, Jamets & Dun: & cela au même prix pour chaque minot ou muid de sel, que ledit Sieur Duc Charles avoit accoustumé de le fournir aux Greniers de l'Evêché de Metz, en temps de Paix, pendant la dernière année que ledit Sieur Duc a esté en possession de tout son Estat: sans qu'il puisse, ny ses Successeurs en aucun temps, augmenter le prix desdits minots ou muids de sel.

LXXI. Et d'autant que depuis que le feu Roy Tres

Chrestien, de glorieuse Memoire, a conquis la Lorraine par ses Armes, grand nombre de Sujets de ce de J. C. Duché ont servy leurs Majestez, ensuite des sermens de fidelité qu'elles ont desiré d'eux; il a esté convenu, que ledit Sieur Duc ne leur en scauroit aucun mauvais gré, ny ne leur en fera aucun mauvais traitement: mais les considerera comme ses bons & fideles Sujets, & les payera des dettes & rentes auxquelles ses Estats peuvent estre obligés: ce que Sa Majesté desire si particulierement, que sans l'assurance qu'Elle prend de la foy que ledit Sieur Duc luy donnera sur ce sujet, Elle ne luy eust jamais accordé ce qu'Elle fait par le present Traité.

LXXII. Il a esté convenu en outre, que ledit Sieur Duc ne pourra apporter aucun changement aux provisions des Benefices qui ont esté donnez par lesdits Seigneurs Roys, jusques au jour du present Traité: & que ceux qui en ont esté pourvus, demeureront en paisible possession & jouissance desdits Benefices, sans que ledit Sieur Duc leur apporte aucun trouble ny empêchement, ou qu'ils en puissent estre dépossédés.

LXXIII. Il a esté arrêté en outre, que les confiscations qui ont esté données par Sa Majesté, & le feu Roy son Pere, des biens de ceux qui porteroient les Armes contre Elle, seront valables, pour la jouissance desdits biens, jusques au jour de la date du present Traité: sans que ceux qui en ont joüy, en vertu desdits dons, en puissent estre recherchez ny inquiétez, en quelque maniere, & pour quelque cause que ce puisse estre.

LXXIV. En outre a esté arrêté, que toutes procédures, Jugemens & Arrests donnez par le Conseil, Juges & autres Officiers de Sa Majesté Tres-Chrestienne, pour raison des differents & procez poursuivis, tant par les Sujets desdits Duches de Lorraine & de Bar, qu'autres, durant le temps que lesdits Estats ont esté sous l'obeissance dudit Seigneur Roy Tres-Chrestien, & du feu Roy son Pere, auront lieu, & sortiront leur plein & entier effet, tout ainsi qu'ils feroient, si ledit Seigneurs Roy demouroit Seigneur & possesseur dudit Pais: Et ne pourront estre lesdits Jugemens & Arrests revoquez en doute, annulés, ny l'exécution d'iceux autrement retardée, ny empêchée: Bien sera loisible aux Parties, de se pourvoir par revision de la Cause, & selon l'ordre & disposition du Droit, des Loix & Ordonnances: demeurans cependant les Jugemens en leur force & vertu.

LXXV. De plus, est aussi accordé, que tous autres dons, graces, remissions, concessions & alienations faites par ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien, & le feu Roy son Pere, durant ledit temps des choses qui leur sont échueës & avenues, ou leur auroient esté adjudgées, soit par confiscation, pour cas de crime & commise (autre pourtant que de guerre, pour avoir suivi ledit Sieur Duc) ou reversion de Fiefs, ou faute de legitimes Successeurs, ou autrement, seront & demeureront bonnes & valables, & ne se pourront revoquer, ny ceux auxquels lesdits dons, graces & alienations ont esté faites, estre inquiétez ny troublez en la jouissance, en quelque maniere & pour quelque cause que ce soit.

LXXVI. Comme aussi, ceux qui pendant ledit temps auroient esté recens à foy & hommage par lesdits Seigneurs Roys, ou leurs Officiers ayant pouvoir, à cause d'aucuns Fiefs & Seigneuries tenues & mouvantes des Villes, Châteaux, & lieux possédés par lesdits Seigneurs Roys audit Pays, & d'iceux auroient payé les droits Seigneuriaux, ou en auroient obtenu don & remission, ne pourront estre inquiétez ny troublez, pour raison desdits droits & devoirs, mais demeureront quittes, sans qu'on en puisse rien demander.

LXXVII. En cas que ledit Sieur Duc Charles de Lorraine ne veuille pas accepter & ratifier ce dont les deux Seigneurs Roys ont convenu, pour ce qu'il regarderait ses interets, en la maniere qu'il est porté cy-devant; ou que l'ayant accepté il manquât à l'avenir à l'exécution & accomplissement du contenu au present Traité; Sa Majesté Tres-Chrestienne, au premier cas, que ledit

Sieur

ANS de J. C. Sieur Duc n'accepte pas le Traité, ne sera obligée à exécuter de sa part aucun des Articles dudit Traité, sans que pour cette raison il puisse estre dit ny censé qu'Elle y ait en rien contrevenu : Comme aussi, au second cas que ledit Sieur Duc, après avoir accepté les conditions susdites, manqua à l'avenir de sa part à leur exécution, Sadite Majesté s'est réservée & réserve tous les droits qu'Elle avoit acquis sur ledit Estat de Lorraine par divers Traitez faits entre le feu Roy son pere, d'heureuse memoire, & ledit Sieur Duc, pour poursuivre lesdits droits en telle maniere qu'Elle vera bon estre.

LXXXV. Sa Majesté Catholique consent que Sa Majesté Tres-Chrétienne ne soit obligée au rétablissement cy-dessus dit dudit Sieur Duc Charles de Lorraine, qu'après que l'Empereur aura approuvé & ratifié par un Acte antientique, qui sera livré à Sa Majesté Tres-Chrétienne, tous les Articles stipulez à l'égard dudit Sieur Duc Charles de Lorraine, dans le présent Traité, sans nul excepter, & s'oblige même Sadite Majesté Catholique, de procurer auprès de l'Empereur, la prompte expedition & delivrance dudit Acte. Comme aussi en cas qu'il se trouve que des Estats, Pays, Villes, Terres ou Seigneuries qui demeurent à Sa Majesté Tres-Chrétienne en propre par le présent Traité, de ceux ou celles qui appartenoient cy-devant aux Ducs de Lorraine, il y en eust qui fussent Fiefs, & relevassent de l'Empire, pour raison de quoy Sa Majesté eust besoin & désirât d'en estre investie, Sa Majesté Catholique promet de s'employer sincèrement & de bonne foy auprès de l'Empereur, pour faire accorder lesdites investitures audit Sieurs Roy Tres-Chrétien, sans delay ny difficulté.

LXXXIX. Monsieur le Prince de Condé ayant fait dire à Monsieur le Cardinal Mazarini, Plenipotentiaire du Roy Tres-Chrétien son Souverain Seigneur, pour le faire sçavoir à Sa Majesté, qu'il a une extrême douleur d'avoir depuis quelques années tenu une conduite qui a esté desagréable à Sadite Majesté; qu'il voudroit pouvoir racheter de la meilleure partie de son sang, tout ce qu'il a commis d'hostilité dedans & hors de la France, à quoy il proteste que son seul malheur l'a engagé plutôt qu'aucune mauvaise intention contre son service; & que si Sa Majesté a la generosité d'user envers luy de sa bonté Royale, oubliant tout le passé, & le retenant en l'honneur de ses bonnes graces, il s'efforcera tant qu'il aura de vie, de reconnoître ce bien fait par une inviolable fidélité, de reparer le passé par une entiere obeissance à tous ses commandemens : Et que cependant pour commencer à faire voir par les effets qui peuvent estre presentement en son pouvoir, avec combien de passion il souhaite de rentrer en l'honneur de la bienveillance de Sa Majesté; il ne pretend rien en la conclusion de cette Paix, pour tous les interets qu'il y peut avoir, que de la seule bonté & du propre mouvement dudit Seigneur Roy son Souverain Seigneur; & desire mesme qu'il plaie à Sa Majesté de disposer pleinement & selon son bon plaisir en la maniere qu'Elle voudra, de tous les dédommagemens que le Seigneur Roy Catholique voudra luy accorder, & luy a déjà offert, soit en Estats & Pays, soit en Places ou en argent, qu'il remet tout aux pieds de Sa Majesté : En outre, qu'il est prest de licentier & congédier toutes ses Troupes, & de remettre au pouvoir de Sa Majesté, les Places de Rocroy, le Castelet, & Linchamp, dont les deux premieres luy avoient esté remises par Sadite Majesté Catholique; & qu'aussi-tôt qu'il en aura pû obtenir la permission, il enverra une personne expresse audit Seigneur Roy son Souverain Seigneur, pour luy protester encore plus precieusement tous ces mêmes sentimens, & la verité de ses soumissions, & donner à Sa Majesté tel Acte ou Escrit signé de luy, qu'il plaira à Sa Majesté, pour assurance qu'il renonce à toutes Lignes, Traitez & Associations qu'il pourroit avoir faites par le passé avec Sa Majesté Catholique : & qu'il ne prendra & recevra à l'avenir aucun établissement, pension ny bienfait d'aucun Roy ou Potentat Estranger : Et enfin, que pour tous les interets qu'il peut avoir,

en quoy qu'ils puissent consister, il les remet entiere-ment au bon plaisir & disposition de Sa Majesté, sans de J. C. pretention aucune. Sadite Majesté Tres-Chrétienne ayant esté informée de tout ce que dessus par sondit Plenipotentiaire, & touchée de ce procédé & soumission dudit Sieur Prince, a condescendu & consenty que ses interets soient terminez dans ce Traité, en la maniere qui suit, accordée & contenue entre les deux Seigneurs Roys.

LXXX. Premierement, Que ledit Sieur Prince desarmera au plus tard dans huit semaines à compter depuis le jour de la signature du présent Traité, & licentiera effectivement toutes les Troupes, tant de Cavalerie que d'Infanterie, Françoises ou Estrangeres, qui composent le Corps d'Armée qu'il a dans les Pays-Bas, & cela en la maniere qu'il plaira à Sa Majesté Tres-Chrétienne luy ordonner; à la reserve des Garnisons de Rocroy, du Castelet & de Linchamp, lesquelles seront licentiées au temps de la restitution desdites trois Places : Et sera ledit desarmement & licentement fait par ledit Sieur Prince, réellement & de bonne foy sans transport, prest ny vente, vraye ou simulée, à d'autres Princes & Potentats quels qu'ils puissent estre Amis ou Ennemis de la France, ou de ses Alliez.

LXXXI. En second lieu, que ledit Sieur Prince envoyant une personne expresse à Sa Majesté, pour luy confirmer plus particulièrement toutes les choses cy-dessus dites en son nom, donnera un Acte signé de luy à Sadite Majesté, par lequel il se soumettra à l'exécution de ce qui a esté arresté entre les deux Seigneurs Roys, pour le regard de sa Personne & de ses interets, & pour les Personnes & interets de ceux qui l'ont suivi : Et en conséquence declarera qu'il se depart sincèrement & renonce de bonne foy à toutes Lignes, Intelligences & Traitez d'Association, ou de protection, qu'il a pû faire & contracter avec Sa Majesté Catholique, ou quelconques autres Roys, Potentats, ou Princes Estrangers, & autres telles personnes que ce puisse estre, tant au dedans que hors le Royaume de France; avec promesse de ne prendre ny recevoir en aucun temps à l'avenir, desdits Roys ou Potentats Estrangers, aucunes pensions, ny établissemens, ny bien-faits qui l'obligent à avoir dépendances d'eux, ny aucun attachement à quelque autre Roy, ou Potentat, qu'à Sa Majesté son Souverain Seigneur; à peine, en cas de contravention audit Escrit, d'estre déchu dès-lors de la rehabilitation & rétablissement qui luy sont accordez par le présent Traité, & de retourner au même estat qu'il estoit à la fin du mois de Mars de la presente année.

LXXXII. Entroisième lieu, Que ledit Sieur Prince en execution de ce qui a esté cy-devant arresté & convenu entre les deux Seigneurs Roys remettra réellement & de fait entre les mains de Sa Majesté Tres-Chrétienne, les Places de Rocroy, le Castelet & Linchamp, au temps & jour qui sera dit cy-après dans un autre Article de ce même Traité.

LXXXIII. Moyennant l'exécution de ce que dessus, Sa Majesté Tres-Chrétienne, en contemplation de la Paix, & en consideration des offices de Sa Majesté Catholique, usant de sa clemence Royale, recevra sincèrement & de bon cœur, ledit Sieur Prince en ses bonnes graces, luy pardonnera, & oubliera avec la mesme sincerité tout ce qu'il a par le passé fait & entrepris contre son service, soit dedans ou hors le Royaume, trouvera bon qu'il revienne en France, mesme où sera la Cour de Sa Majesté : Ensuite de quoy Sadite Majesté remettra & rétablira ledit Sieur Prince réellement & de fait, en la libre possession & jouissance de tous ses Biens, Honneurs, Dignitez & Privileges de Premier Prince de son Sang; sans néanmoins, pour ce qui regarde lesdits Biens, de quelque nature qu'ils soient, que ledit Sieur Prince puisse jamais rien pretendre pour le passé, à la restitution des fruits desdits Biens, quelque personnes qui en ayent joyi par ordre de Sa Majesté, ny au payement & restitution de ses Penions, Appointemens, ou autres Rentes & Revenus qu'il avoit sur les Domaines, Fermes ou Receiptes Generales dudit

ANS
1659.

ANS dudit Seigneur Roy; non plus que pour raison, ou sous
de J. C. pretexte de ce qu'il pouvoit pretendre luy estre deu par
1659. Sa Majesté avant sa sortie du Royaume, ny pour les dé-
molitions, dégradations, ou dommages faits par les
ordres de Sa Majesté, ou autrement, en quelque ma-
niere que ce soit, dans les Biens, Villes, Places for-
tificées, Seigneuries, Châteaux, Terres & Maisons
dudit Sieur Prince.

LXXXIV. Et pour ce qui regarde les Charges &
Gouvernemens de Provinces, ou de Places, dont le-
dit Sieur Prince estoit pourveu, & qu'il possédoit avant
sa sortie de France, Sa Majesté Tres-Christienne auroit
longtemps constamment refusé de l'y rétablir, jus-
ques à ce qu'étant touchée du procédé & de la sou-
mission cy-dessus dite dudit Sieur Prince, quand il a
remis pleinement à son bon plaisir & disposition, tous
ses intérêts, sans pretention aucune, & tout ce qu'il
y estoit offert par Sa Majesté Catholique pour son dédom-
magement; Sadite Majesté Tres-Christienne s'est en-
fin portée à luy accorder ce qui ensuit, à certaines con-
ditions cy-après spécifiées, dont lesdits Seigneurs Roys
ont convenu, & ainsi accordé: Sçavoir est, que moyen-
nant que le Seigneur Roy Catholique de sa part (au
lieu de ce qu'il avoit intention de donner audit Sieur
Prince, pour dédommagement) tire la Garnison Espa-
gnole qui est dans la Ville, Place & Citadelle de Jul-
liers, pour laisser ladite Place & Citadelle libres de la-
dite Garnison à Monsieur le Duc de Neubourg, aux
conditions & en la maniere qui sera plus particulière-
ment cy-après spécifiée dans un autre Article du present
Traité. Comme aussi, moyennant que Sadite Ma-
jesté Catholique, outre ladite sortie de la Garnison Espa-
gnole des Ville & Citadelle de Julliers, mette entre les
mains de Sa Majesté Tres-Christienne, la Ville & Pla-
ce d'Avannes, située entre Sambre & Meuse, avec ses
appartenances, dépendances, annexes & Domaines,
en la maniere que Sadite Majesté Catholique s'y est cy-
dessus obligée par un Article dudit present Traité:
(Laquelle Place d'Avannes Sadite Majesté a aussi
entre autre chose, intention de donner audit Sieur Prin-
ce) moyennant ce que dessus, comme il est dit, c'est à
dire en compensation de ladite remise & cession d'une
desdites Places faites audit Seigneurs Roy Tres-Chre-
stien, pour estre unie & incorporée à jamais à la Cou-
ronne de France, & de la sortie de la Garnison Espa-
gnole de l'autre, en faveur d'un Prince Amy & Allié
de Sa Majesté Tres-Christienne, qu'Elle a désiré d'o-
bliger en vertu du Traité de ladite Alliance: Sadite
Majesté Tres-Christienne, pour toutes choses gene-
ralement quelconques, qui peuvent concerner les Charges
& Gouvernemens que ledit Sieur Prince avoit pos-
sédés, ou que pourvoient avoir lieu d'esperer ceux qui luy
appartiennent, sans nul excepter donnera audit Sieur
Prince le Gouvernement de la Province de Bourgogne &
Bresse, sous lesquels s'entendent compris le Pays de Bugey,
Gex & Vomeray; comme aussi luy donnera les Gouver-
nemens particuliers du Chateau de Dijon, & de la
Ville de Saint-Jean-de-Laume: & à Monsieur le Duc
d'Enghien son Fils, la Charge de Grand Maître de France
& de sa Maison; avec des Brevets d'affurance audit
Sieur Prince, pour la conserver, en cas que ledit Sieur
Duc d'Enghien vint à decéder avant luy.

LXXXV. Sadite Majesté fera expedier ses Lettres
Patentes d'Abolition en bonne forme, de tout ce que
ledit Sieur Prince, ses Parens, Serveurs, Amis, Ad-
herans & Domestiques, soit Ecclesiastiques ou Seculiers,
ont & peuvent avoir fait ou entrepris par le passé con-
tre son service, en sorte qu'il ne luy puisse jamais, ny
à eux, nuire ny prejudicier en aucun temps, ny à leurs
heritiers, successeurs & ayans cause, non plus que s'il
n'estoit jamais venu. Et ne sera jamais Sadite Majesté
en aucun temps, aucune recherche envers ledit Sieur
Prince, ny les siens, ny envers ses Serveurs, Amis
Adherans, & Domestiques, soit Ecclesiastiques ou Se-
culiers, des deniers que luy ou eux ont pris dans les
Receptes generales, ou particulieres, ou dans les Bu-
reaux de ses Fermes: Et ne les obligera à aucune resti-
tution desdits deniers, ny de toutes levées de Contribu-
tions, Impositions, Exactions sur le Peuple, & actes de J. C.

ANS d'Hostilité commis dans la France, en quelque maniere
1659. que ce puisse estre: ce qui sera plus particulièrement
contenu dans lesdites Lettres d'Abolition, pour l'entiere
seureté dudit Sieur Prince, & de ceux qui l'ont sui-
vi, de n'en pouvoir jamais estre recherché ny inquié-
tez.

LXXXVI. Après que ledit Sieur Prince aura satis-
fait de sa part, au contenu dans les trois Articles LXXX.
LXXXI. & LXXXII. du present Traité, tous Du-
chez, Comtez, Terres, Seigneuries & Domaines,
mesmes ceux de Clermont, Stenay & Dun, comme
il les avoit avant sa sortie de France, & celui de Ja-
metz aussi, en cas qu'il l'ait eu, lesquels appartenoient
cy-devant audit Sieur Prince: ensemble tous & quel-
conques ses autres biens, meubles & immeubles, de
quelque qualité qu'ils soient, en la maniere cy-dessus
dite, luy seront restitués réellement & de fait ou à ceux
que ledit Sieur Prince, étant en France, commettra &
deputera pour prendre en son nom la possession desdits
biens, & le servir en leur administration. Comme
aussi luy seront restitués, ou à sesdits Deputez; tous
les Titres, Enseignemens, & autres Escriures delais-
sées au temps de sa sortie du Royaume, dans les Mai-
sons de sesdites Terres & Seigneuries, ou ailleurs. Et
sera ledit Sieur Prince reintegré en la vraye & réelle pos-
session & jouissance de sesdits Duchez, Comtez, Ter-
res, Seigneuries & Domaines, avec tels droits, autho-
rités & Justice, Chancellerie, Cas Royaux, Greniers,
Presentations & Collations de Benefices, Nominations
d'Offices, Graces & Préminences, dont luy & ses
Predecesseurs ont jouy, & comme il en jouissoit avant
sa sortie du Royaume: (Bien entendu qu'il laissera Bel-
legarde & Montrond en l'estat qu'ils se trouvent à pre-
sent.) Surquoy luy seront depêchez, en aussi bonne
forme qu'il desirera, toutes Lettres Patentes de Sa Ma-
jesté à ce nécessaires, sans qu'il puisse estre troublé,
poursuivi, ny inquiet en ladite possession & jouissan-
ce, par ledit Seigneur Roy, ses Hoirs, Successeurs,
ou ses Officiers, directement ny indirectement, nonob-
stant quelconques Donations, Unions, ou Incorpora-
tions, qui pourroient avoir esté faites desdits Duchez,
Comtez, Terres, Seigneuries & Domaines, Biens,
Honneurs, Dignitez, & Prerogatives de Premier Prin-
ce du Sang, & quelconques causes derogatoires, Con-
stitutions, & Ordonnances à ce contraires. Comme
aussi, ledit Sieur Prince, ny ses Hoirs & Successeurs,
pour raison des choses qu'il peut avoir faites, soit en
France, y étant, soit hors du Royaume, après sa sor-
tie, ny pour quelconques Traitez, intelligences ou
diligences par luy faites & eues avec quelconques Prin-
ces & Personnes, de quelque estat & qualité qu'ils
soient, ne pourront estre molestés ny inquiétés, ny
tirés en cause: Mais toutes procédures, Arrests, me-
me celui du Parlement de Paris du vingt sept Mars de
l'année mil six cens cinquante quatre, Jugemens, Sen-
tences, & autres Actes, qui déjà auroient esté faits
contre ledit Sieur Prince, tant en matiere civile que
criminelle, si ce n'est qu'en matiere civile il ait volon-
tairément contesté, demeureront nulles & de nulle va-
leur, & n'en sera jamais fait aucune poursuite, comme
si jamais ils ne fussent venus. Et à l'égard du Domai-
ne d'Albret, dont ledit Sieur Prince jouissoit avant sa
sortie de France, & duquel Sa Majesté a depuis disposé
autrement, Elle donnera audit Sieur Prince le Domai-
ne du Bourbonnois, aux conditions que l'échange des-
dits deux Domaines avoit déjà esté ajusté avant que le-
dit Sieur Prince sortist du Royaume.

LXXXVII. Quant aux Parens, Amis, Servi-
teurs, Adherans & Domestiques dudit Sieur Prince,
soit Ecclesiastiques ou Seculiers, qui ont suivi son Par-
ty, ils pourront en consequence des Pardon & Abo-
lition cy-dessus dits, en l'Article LXXXV. revenir en
France avec ledit Sieur Prince, & établir leur séjour en
tel lieu qu'ils desireront, & seront rétablis comme les au-
tres Sujets des deux Seigneurs Roys, en la paisible posses-
sion

ANS de J. C. 1659. sion & jouissance de leurs Biens, Honneurs & Dignitez, à l'exception & reserve des Charges, Offices & Gouvernemens qu'ils possédoient avant leur sortie du Royaume, pour jouir par eux desdits Biens, Honneurs & Dignitez, ainsi qu'ils les tenoient & possédoient; sans pouvoir néanmoins prétendre aucune restitution des jouissances du passé, soit de ceux à qui Sa Majesté en auroit fait don, soit en quelque autre manière que ce soit comme pareillement seront rétablis en leurs droits, noms, raisons, Actions, successions & héritages à eux survenus, ou aux enfans & veuves des defuncts, pendant leur absence du Royaume, comme aussi leurs meubles délaissez, leur seront restitués, s'ils se trouvent en nature: Et Sa Majesté, en contemplation de la Paix, declare nulle & de nulle valeur & effet (hors pour le regard de leursdites Charges, Offices & Gouvernemens) toutes procédures, Arrêts, mêmes celui du Parlement de Paris du vingt-sept Mars mil six cent cinquante-quatre, Sentences, Jugemens, adjudications, donations, incorporations, & autres Actes, qui contre eux ou leurs héritiers, pourroient avoir été faits, pour raison d'avoir suivi le party dudit Sieur Prince, & ce tant en matière civile que criminelle, si ce n'est en matière civile, qu'ils aient volontairement contesté, sans qu'eux ny leurs hoirs, puissent jamais en estre recherchez, troublez ou inquiétez. Sur toutes lesquelles choses cy dessus dites, Sa Majesté Tres-Chrestienne fera expedier, tant audit Sieur Prince, qu'à ses Parens, Serviteurs, Amis, Adherans & Domestiques, soit Ecclesiastiques, ou Seculiers, toutes Lettres Patentes nécessaires, contenant ce que dessus, en bonne & saine forme; lesquelles Lettres Patentes leur seront remises, quand ledit Sieur Prince aura accompli de sa part, le contenu aux trois Articles LXXX. LXXXI. & LXXXII. du present Traité.

LXXXV. En conformité de ce qui est contenu en l'Art. LXXXIV. du present Traité, par lequel Sa Maj. Tres-Chrestienne s'oblige de donner audit Sieur Duc d'Enguichen son Fils, les Gouvernemens & la Charge qui y sont spécifiés; Sa Maj. Catholique promet & s'oblige de sa part, en foy & parole de Roy, de faire sortir de la Ville, Citadelle ou Chateau de Julliers, la Garnison Espagnole qui est dans ladite Ville, Citadelle ou Chateau, & les autres Troupes qui y auroient entré depuis peu, ou y pourroient de nouveau entrer, pour renforcer la Garnison, laissant dans ladite Ville & Citadelle l'Artillerie qui sera marquée aux Armes de la Maison de Cleves, ou de Julliers; ou qui luy aura appartenu: & pour le reste de ladite Artillerie, armes, munitions & instrumens de guerre, que Sadite Majesté a dans ladite Ville & Citadelle, Elle les pourra faire tirer; laissant ladite Ville, Citadelle ou Chateau de Julliers à M. le Duc de Neubourg, ou à ceux qui auront charge de luy de la recevoir; en la même qualité qu'il a la possession de l'Estat de Julliers: Ledit Sieur Duc mettant auparavant entre les mains de Sa Majesté Catholique, un Escrit en bonne forme, signé de sa main, & à la satisfaction de Sadite Maj. Catholique, par lequel il s'oblige de ne pouvoir vendre, aliéner ny engager ladite Ville, Citadelle ou Chateau à aucun ni aucune autres Princes ou Personnes particulieres, & qu'il n'y mettra, ny établira aucune Garnison que de ses propres Forces: Comme aussi d'accorder à Sadite Majesté Catholique, quand elle en aura besoin, le passage de ses Troupes, soit par ladite Ville soit par l'Estat de Julliers; Sadite Majesté payant à ses frais la dépense des passages desdites Troupes, qui se feront à journées réglées & marches raisonnables, sans pouvoir séjourner dans le Pais; & ledit Sieur Duc prenant en telles occasions les precautions nécessaires pour la seureté de ladite Ville & Citadelle: Et en cas que ledit Sieur Duc manquant d'accomplir ce à quoy il sera obligé, tant de n'aliéner, que de ne mettre aucune autre Garnison dans ladite Place & Citadelle que la sienne propre, ou qu'il refusât de donner passage aux Troupes de Sa Majesté Catholique, en payant; ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien promet, en foy & parole de Roy, de ne point assister ledit Sieur Duc,

de J. C. 1659. d'argent, ny de Gens de guerre, ny en aucune autre manière, par soy-même, ou par Personnes interposées, pour soutenir ladite contravention; & qu'au contraire, il donnera ses propres Forces, s'il est nécessaire, pour l'accomplissement de ce qui a été dit cy-dessus.

LXXXIX. Il a été expressément convenu & arrêté entre lesdits Plenipotentiaires, que les réservations contenues aux Articles XXI. & XXII. du Traité de Vervins, auront leur plein & entier effet, sans qu'on puisse apporter aucune explication contraire à leur véritable sens: & en conséquence d'icelle, qu'audit Seigneur Roy Tres-Chrestien, de France & de Navarre, ses Successeurs, & ayans cause, sont réservez, nonobstant quelque prescription ou laps de temps que l'on peut alleguer au contraire, tous les droits, actions, & prétentions qu'il entend luy appartenir, à cause desdits Royaumes, Pais & Seigneuries, ou autrement ailleurs, pour quelque cause que ce soit; auxquels n'a été par luy ou par les Predecesseurs expressément renoncé, pour en faire poursuite par voye amiable & de Justice, & non par les Armes.

XC. Seront aussi réservez audit Seigneur Roy Catholique des Espagnes, ses Successeurs, & ayant cause, nonobstant quelque prescription & laps de temps qu'on peut alleguer au contraire, tous les droits, actions, & prétentions qu'il entend luy appartenir, à cause desdits Royaumes, Pais, & Seigneuries, ou autrement ailleurs, pour quelque cause que ce soit, auxquels n'auroit été par luy, ou par ses Predecesseurs Roys expressément renoncé, pour aussi en faire poursuite par voye amiable, & de Justice; & non par les Armes.

XCI. Comme ledit Sieur Cardinal Mazarini, Plenipotentiaire de Sa Majesté Tres-Chrestienne, auroit remontré, que pour mieux parvenir à une Paix, il est nécessaire que Monsieur le Duc de Savoye, lequel s'est mêlé en cette guerre, joignant ses Armes à celles de la Couronne de France, dont il est Allié, soit compris au present Traité: Sa Majesté Tres-Chrestienne affectonnant le bien & la conservation dudit Sieur Duc, comme la sienne propre, pour la proximité du Sang & Alliance dont il luy appartient: & Sa Majesté Catholique ayant trouvé raisonnable que ledit Sieur Duc soit compris en cette Paix, sur les instances & par l'interposition de Sa Majesté Tres-Chrestienne, il a été arrêté & convenu qu'il y aura à l'avenir cessation de toutes sortes d'actes d'hostilité, tant par mer & autres eaux, que par terre, entre Sa Majesté Catholique, & ledit Sieur Duc de Savoye, leurs Enfans & Héritiers, Successeurs nés & à naître, leurs Etats, Dominations, Seigneuries, rétablissement d'amitié, navigation & commerce, & bonne correspondance entre les Sujets de Sadite Majesté & dudit Sieur Duc, sans distinction de lieux ny de personnes: & seront lesdits Sujets rétablis, sans difficulté ny delay, dans la libre & paisible jouissance de tous les biens, droits, noms, raisons, pensions, actions, immunités & privileges, de quelque nature qu'ils soient, qu'ils possédoient dans les Etats de l'un & de l'autre, avant la presente guerre, ou qui leur seroient échus pendant quelle a duré, & qui leur auroient été saisis à l'occasion d'icelle; sans pouvoir néanmoins prendre ny demander aucune restitution des jouissances du passé, pendant la guerre.

XCI. En conséquence de ladite Paix, & en considération des offices de Sa Majesté Tres-Chrestienne, ledit Seigneur Roy Catholique restituera audit Sieur Duc de Savoye: réllement & de fait, la Ville, Place & Château de Vercel, & tout son Territoire, appartenances, dépendances & annexes, sans qu'on puisse rien démolir, ny endommager les fortifications qui y ont été faites, & au même estat, pour l'Artillerie, munitions de guerre, vivres & autres choses, qu'estoit ladite Place, lors que ledit Vercel fut pris par les Armes de Sa Majesté Catholique. Et pour le lieu de Cencio dans les Langues, il sera aussi rendu audit Sieur Duc de Savoye, en l'estat qu'il se trouve presentement, avec ses dépendances & annexes.

XCIII. Quant à la Dor de la seuë Serenissime Infante

1659. ANS fante Catherine, pour raison de laquelle il y a différent de J. C. entre les Maisons de Savoye & de Modene; Sa Majesté Catholique promet & s'oblige de faire payer effectivement à Monsieur le Duc de Savoye, les arrerages qui peuvent estre deus à sa Maison, depuis que ladite Dor fut constituée, jusques au dix-sept Decembre de l'année mil six cent vingt, que le feu Duc Charles Emanuel de Savoye donna en Appanage ladite Dor au feu Prince Philibert son Fils, suivant ce qui sera verifié de cette dette, par les livres de la Chambre Royale du Royaume de Naples. Et pour le payement à l'avenir, du courant de ladite Dor, & d'autres arrerages, il en sera usé ainsi qu'il est disposé plus bas par autre Article du présent Traité.

XCIV. Et d'autant que les divisions ou prétentions contraires des Maisons de Savoye & de Mantoue ont plusieurs fois excité des troubles dans l'Italie pour les assistances que les deux Seigneurs Roys ont donné en divers temps, chacun à son Allié; afin de ne laisser à l'avenir aucun sujet ny pretexte, qui puisse de nouveau alterer la bonne intelligence & amitié de leurs Majestés: Il a esté convenu & accordé, pour le bien de la Paix, que les Traitez faits à Querasque en l'année mil six cent trente & un, sur les différends desdites Maisons de Savoye & de Mantoue, seront exécutés selon leur forme & teneur: Et Sa Majesté Catholique promet & engage sa foy, & parole Royale, de ne s'opposer jamais, ny faire chose contraire, en aucune maniere, ausdits Traitez, ny à leurs exécutions, pour quelque raison, action & pretexte que ce puisse estre, & de ne donner aucune assistance ny faveur, directement ny indirectement, de quelque sorte que ce soit, à aucun Prince qui voudroit contrevénir ausdits Traitez de Querasque: Dont Sa Majesté Tres-Christienne pourra soutenir l'observation & execution, de son autorité, & s'il est nécessaire, de ses Armes, sans que Sa Majesté Catholique puisse employer les siennes pour l'empêcher: nonobstant le contenu au troisième Article du présent Traité, auquel il est expressément derogé par celui-cy, pour ce regard seulement.

XCv. Comme le différent qui reste entre lesdits Sieurs Ducs de Savoye & de Mantoue, sur la Dor de la feuë Princesse Marguerite de Savoye, Ayeule dudit Sieur Duc de Mantoue, n'a pû estre accommodé en diverses Conférences, que les Commissaires desdits Sieurs Ducs ont eu sur cette matiere, tant en Italie qu'en ce lieu-cy, en présence desdits Sieurs Plenipotentiaires de Leurs Majestés, a raison du trop grand éloignement des prétentions de l'un, & des exceptions l'autre; en sorte qu'ils n'ont pû convenir avant la conclusion de cette Paix, qu'il n'a pas deu estre retardée pour ce seul interest: Il a esté arrêté & accordé, que lesdits Sieurs Ducs seront assembler leurs Commissaires en Italie dans trente jours après la signature de ce Traité (& plutôt s'il se peut) au lieu qui sera concerté entre le Sieur Duc de Navailles, & en son absence l'Ambassadeur du Roy Tres-Christien en Piedmont, & le Sieur Comte de Fuenfaldafia, ou en la maniere qu'ils jugeront plus à propos, afin qu'avec l'intervention des Ministres des deux Seigneurs Roys, qui pourra contribuer beaucoup à faciliter & avancer cet accord, ils travaillent à l'ajustement de cette affaire; en sorte que dans quarante jours depuis qu'ils seront assemblez, ledit ajustement soit conclu, & que les Parties ayent convenu de la somme qui est due. Et en cas que cette nouvelle Conférence ne produise pas l'effet qu'on pretend avant le Printemps, que les deux Plenipotentiaires des deux Seigneurs Roys, se trouveront encore ensemble en cette même Frontiere des deux Royaumes: Leurs Majestés alors ayant la connoissance que leur auront donnée leurs Ministres, des raisons de part & d'autre, & des expédiens qui auront été proposez, prendront celui qui leur semblera juste & raisonnable, pour moyenner l'accommodement de cette affaire à l'amiable; & en sorte que lesdits Sieurs Ducs puissent & doivent demeurer avec satisfaction commune: Et leursdites Majestés concourront après uniformement, à procurer que

ce qu'Elles auront déterminé s'exécute, afin qu'il ne reste aucun motif qui puisse alterer la tranquillité publique d'Italie.

XCVI. Et d'autant que depuis le décès de feu Monsieur le Duc de Modene, arrivé en Piedmont l'année dernière mil six cent cinquante-huit, Sa Majesté Catholique a été informée par ses Ministres en Italie, que Monsieur le Duc de Modene son Successeur, a témoigné du déplaisir des choses qui se sont passées durant cette guerre, & avoit ferme intention de rendre Sadite Majesté satisfaite de luy & de ses actions, & de meriter par sa conduite sa bienveillance Royale, ayant fait ledit Sieur Duc à cette fin divers offices près du Sieur Comte de Fuenfaldafia, Gouverneur & Capitaine General dans l'Etat de Milan: En cette consideration, & de l'entremise du Roy Tres-Christien, Sa Majesté Catholique reçoit dès à présent en sa bonne grace, la Personne & Maison dudit Sieur Duc, lequel dorénavant vivra & procedera en bonne & libre Neutralité avec les deux Couronnes de France & d'Espagne, & ses Sujets pourront avoir & tenir dans les Etats de chacune desdites Couronnes, un Commerce libre; & jouiront ledit Sieur Duc & sesdits Sujets, des rentes & graces qu'ils auroient obtenu, ou pourroient cy-après obtenir de Leurs Majestés, comme ils avoient accoutumé de jouir, sans difficulté, avant le mouvement des Armes.

XCvII. De la même maniere Sa Majesté Catholique a consenti & accordé, de ne plus envoyer dans la Place de Correggio, la Garnison qu'Elle avoit accoutumée par le passé d'y tenir; en sorte que la possession de ladite place de Correggio, demeure libre de ladite Garnison: Et mêmes, pour plus grande seureté & avantage dudit Sieur Duc, Sa Majesté Catholique promet de faire des offices tres pressans auprès de l'Empereur, à ce qu'il ait agréable d'accorder audit Sieur Duc, à sa satisfaction, l'investiture dudit Etat de Correggio, comme l'avoient les Princes dudit Correggio.

XCvIII. Quant à la Dor de la feuë Serenissime Infante Catherine, assignée sur la Doüane de Foia, dans le Royaume de Naples, en quarante-huit mil ducats de revenu annuel, ou telle autre quantité qui paroîtra par les livres de la Chambre Royale de ce Royaume-là, pour raison de laquelle Dor il y a différent entre Monsieur le Duc de Savoye, & Monsieur le Duc de Modene; Sa Majesté Catholique demeureant d'accord, sans aucune difficulté, de la devoir; & ayant intention de la payer à celui desdits Sieurs Ducs, auquel la propriété de ladite Dor fera adjugée par Justice, ou à qui elle demeurera par convention particuliere qu'ils pourroient faire entr'eux: Il a esté accordé & convenu, que Sadite Majesté Catholique remettra presentement les choses concernant ladite Dor, au même état qu'elles estoient lors que le payement de ladite Dor a cessé de courir, à l'occasion de la prise des Armes: C'est à dire que si en ce temps là, les deniers de ladite Dor estoient sequestrés, ils le seront encore à l'avenir, jusques à ce que le différent desdits Sieurs Ducs soit terminé par Jugement définitif en Justice, ou par accord entr'eux: Et si au temps susdit, ledit feu Sieur Duc de Modene se trouvoit en possession de jouir de ladite Dor sans que les deniers, en fussent sequestrés, Sa Majesté Catholique continuera dès à présent à la faire payer audit Sieur Duc de Modene son Fils, tant les arrerages qui se trouveront estre deus par le passé, que le courant, à l'avenir, du revenu de ladite Dor; rabattant neanmoins sur lesdits arrerages, toute la jouissance du temps que la Maison de Modene a eüe les Armes à la main contre l'Etat de Milan. En ce dernier cas, demeureront cependant audit Sieur Duc de Savoye, toutes ses raisons, droits & actions pour les poursuivre en Justice & faire declarer à qui appartient la propriété de ladite Dor: après lequel Jugement ou Convention particuliere, qui pourroit intervenir entre lesdits Sieurs Ducs, Sa Majesté payera, sans difficulté le revenu de ladite Dor à celui d'entr'eux à qui elle se trouvera appartenir par Sentence definitive en Justice, ou par accommodement volontaire fait entre lesdits deux Sieurs Ducs de Savoye & de Modene.

ANS XCIX. Et d'autant que les deux Seigneurs Roys de J. C. ont considéré que les différents des autres Princes leurs Amis & Adherans, les ont souvent tirez malgré eux, & les Roys leurs Predecesseurs de glorieuse Memoire, à la prise des Armes : Leurs Majestez desirans autant qu'il est en leur pouvoir, d'ôster par la presente Paix, en toutes parts, les moindres sujets de dissension, afin d'en mieux affermir la durée, & notamment le repos de l'Italie, qui a souvent esté troublé par des différents particuliers arrivez entre les Princes qui y possédoient des Estats ; Les deux Seigneurs Roys ont convenu & accordé, qu'ils interposeroient de concert, sincèrement & pressamment, leurs offices & supplications auprès de Nostre Saint Pere le Pape, jusques à ce qu'ils aient pu obtenir de sa Sainteté, qu'Elle ait pour agreable de faire terminer sans delay, par accord ou par Justice, le différent que ledit Sieur Duc de Modene a depuis si longtemps avec la Chambre Apostolique, touchant la propriété & la possession des Vallées de Comachio : se promettans lesdits Seigneurs Roys, de la Souveraine équité de sa Sainteté, qu'Elle ne refusera pas la juste satisfaction qui sera due à un Prince, dont les Ancêtres ont tant mérité du Saint Siege, & lequel dans un tres-considerable interet, a consenty jusques icy, de prendre ses Parties mêmes pour ses Juges.

C. Lesdits deux Seigneurs Roys, par la même consideration d'arracher la semence de tous les différents qui pourroient troubler le repos de l'Italie, ont aussi convenu & accordé qu'ils interposeroient, de concert, sincèrement & pressamment, leurs offices & leurs supplications auprès de Nostre Saint Pere le Pape, jusques à ce qu'ils aient pu obtenir de sa Sainteté, la Grace que leurs Majestez luy ont assez souvent demandée séparément, en faveur de Monsieur le Duc de Parme, à ce qu'il ait la faculté d'acquitter en divers intervalles convenables de temps, la dette qu'il a contractée envers la Chambre Apostolique, en la même maniere de differens intervalles, & que par ce moyen, & avec l'engagement ou l'alienation de partie de ses Estats de Caitro & de Ronciglione, il puisse trouver l'argent qui luy est nécessaire pour se conserver la possession du reste desdits Estats : ce que leurs Majestez esperent de la bonté de sa Sainteté, non moins pour le desir qu'Elle aura de prévenir toutes les occasions de discord dans la Chrestienté, que de sa disposition à favoriser une Maison qui a tant mérité du Saint Siege Apostolique.

CI. Lesdits Seigneurs Roys estimans ne pouvoir mieux reconnoître envers Dieu la grace qu'ils ont reçue de sa seule souveraine Bonté, qui leur a inspiré les desirs, & ouvert les moyens de se pacifier ensemble, & de donner le repos à leurs Peuples, qu'en s'appliquant & travaillant de tout leur pouvoir, à procurer & conserver le mesme repos à tous les autres Estats Chrestiens, dont la tranquillité est troublée, ou est à la veille de s'alterer ; leurs Majestez voyant, avec grand déplaisir, la disposition presente de l'Allemagne, & des autres Pays du Nord, où la guerre est allumée, & qu'elle peut encore s'enflammer dans l'Empire par les divisions de ses Princes & Estats ; ont convenu, demeuré d'accord, & resolu d'envoyer sans delay leurs Ambassadeurs, ou faire agir ceux qu'ils ont déjà dans l'Empire, de commun concert, pour ménager en leur nom & par leur entremise, un bon & prompt accommodement, tant de tous les différents qui peuvent troubler le repos de l'Empire, que de ceux qui depuis quelques années ont causé la guerre dans les autres parties du Nord.

CII. Et d'autant que l'on apprend, que nonobstant l'accommodement qui fut fait il y a quelques années, des divisions survenues alors, entre les Cantons des Lignes de Suisses Catholiques & Protestans, il reste encore sous la cendre des étincelles de ce feu, qui pourroient, si on ne les éteint entierement, se renflammer, & causer de nouveaux troubles & dissensions entre ces Peuples-là Alliez avec les deux Couronnes ; les deux Seigneurs Roys ont jugé nécessaire de s'appliquer de leur part, à la prevention de ce danger, autant qu'il sera en leur pouvoir, avant que les choses empi-

rent. Partant il a esté accordé & convenu entre leurs Majestez, qu'Elles enverront sur ce sujet des Ministres particuliers, chacun aux Cantons de ses Alliances (si ce n'est qu'ils jugent que ceux qu'ils y tiennent d'ordinaire, suffisent pour la fin qu'ils se proposent) avec ordre, qu'après s'être exactement informez des motifs & causes qui donnent lieu à la mes-intelligence & des-union de ladite Nation, ils s'assembleront & travailleront uniformement & de concert, à y procurer la concorde, & à faire que toutes choses y retournent à la Paix, au repos & à la Fraternité, avec laquelle lesdits Cantons avoient accoustumé de vivre ensemble par le passé : faisaient entendre à leurs Superieurs la satisfaction que leurs Majestez en recevroient, pour l'affection qu'Elles portent à leur Estat, & combien ce retablissement d'union leur fera agreable, pour le desir qu'Elles ont de leur bien, & de la tranquillité publique.

CIII. Les différends survenus aux Pays des Grisons, sur le fait de la Valteline, ayans diverses fois obligé les deux Roys, & autres Princes, de prendre les Armes ; Pour éviter qu'à l'avenir ils ne puissent alterer la bonne intelligence de leurs Majestez, il a esté accordé, que dans six mois après la publication du present Traité, & après qu'on aura esté informé de part & d'autre, de l'intention des Grisons, touchant l'observation des Traittez cy-devant faits ; il sera convenu amiablement, entre les deux Couronnes, de tous les interets qu'elles peuvent avoir en cette affaire, & que pour cet effet chacun desdits Seigneurs Roys donnera pouvoir suffisant d'en traiter, à l'Ambassadeur qu'il enverra à la Cour de l'autre après la publication de la Paix.

CIV. Monsieur le Prince de Monaco fera remis sans delay, en la paisible possession de tous les biens qui luy appartiennent, & dont il jouissoit avant la guerre, dans le Royaume de Naples, Duché de Milan, & autres de l'obéissance de sa Majesté Catholique : avec liberté de les aliener comme bon luy semblera, par vente, donation, ou autrement : sans qu'il puisse estre troublé ny inquieté en la jouissance d'iceux, pour s'être mis sous la protection de la Couronne de France, ny pour quelque autre sujet ou pretexte que ce soit.

CV. Il a esté pareillement accordé & convenu, que sa Majesté Catholique payera comptant à la Dame Duchesse de Chevreuse, la somme de cinquante-cinq mille Philippes, de dix Reaux piece, qui valent cent soixante-cinq mille livres, monnoye de France, & ce pour le prix des Terres & Seigneuries de Kerpein & Lommersein, avec les Aydes & dépendances desdites Terres, que ladite Duchesse avoit acquises de sa Majesté Catholique, suivant les Lettres Patentes de Sadite Majesté, du deuxième Juin 1646. desquelles Terres & Seigneuries, ladite Dame a esté depuis déposédée par les Ministres de sa Majesté Catholique, à l'occasion de la presente guerre, & Sadite Majesté en a disposé en faveur de Monsieur l'Electeur de Cologne. Et se fera ledit payement de cinquante-cinq mille Philippes, de dix Reaux piece, par sa Majesté Catholique, à la Dame Duchesse de Chevreuse, en deux termes, le premier dans six mois, à compter du jour & date des presentes & le second six mois après, en sorte que dans un an elle ait receu toute la somme.

CVI. Tous les Prisonniers de guerre, de quelque condition & Nation qu'ils soient, estans detenus de part & d'autre, seront mis en liberté, en payant leurs dépenses, & ce qu'ils pourroient d'ailleurs justement devoir, sans estre tenus payer aucune rançon, si ce n'est qu'ils en aient convenu : auquel cas les Traittez faits avant ce jour seront executez selon leur forme & teneur.

CVII. Tous autres Prisonniers & Sujets desdits Seigneurs Roys, qui par la calamité de guerre, pourroient estre detenus aux Galeres de leurs Majestez, seront promptement delivrez & mis en liberté, sans aucune longueur, pour quelque cause & occasion que ce soit, & sans qu'on leur puisse demander aucune chose pour leur rançon, ou pour leur dépense. Comme aussi, seront mis en liberté, en la même maniere, les Soldats François qui se trouveront estre prisonniers dans les Places que

ANS que la Majesté Catholique possède aux Coſtes d'Affricque J. C. que; ſans qu'on leur puiſſe demander, comme il eſt dit, aucune choſe pour leur rançon, ou pour leur dépenſe.

CVIII. Moyennant l'entiere obſervation de tout ce que deſſus, il a eſté convenu & accordé, que le Traité fait à Vervins en l'an 1598. eſt de nouveau confirmé & approuvé par leſdits Plenipotentiaires, en tous ſes Points, comme ſ'il eſtoit inferé icy de mot à mot, & ſans innover aucune choſe en iceluy, ny aux autres precedens, qui tous demeureront en leur entier, en tout ce à quoy il n'eſt point dérogé par le preſent Traité.

CIX. Et pour le regard des choſes contenues audit Traité de 1598. & au precedent fait en l'année 1559. qui n'ont eſté exécutez, ſuivant ce qui eſt porté par iceux, l'exécution en ſera faite & parachevée, en ce qui reſte à exécuter: Et pour cet eſſet, ſeront deputez Commiſſaires de part & d'autre, dans deux mois, avec pouvoir ſuffiſant pour pouvoir convenir enſemble dans le delay qui ſera accordé d'un commun conſentement, de toutes les choſes qui ſeront à exécuter, tant pour ce qui concerne l'intérêt deſdits Seigneurs Roys, que pour celuy des Communautés & particuliers leurs Sujets, qui auront à faire quelques demandes ou plaintes d'un coſté ou d'autre.

CX. Leſdits Commiſſaires travailleront auſſi, en vertu de leurſdits Pouvoirs, à regler les limites, tant entre les Eſtats & Pays qui ont appartenu d'ancienneté auſdits Seigneurs Roys, pour raiſon deſquels il y a eu quelque conteſtation, qu'entre les Etats & Seigneuries qui doivent demeurer à chacun d'eux, par le preſent Traité, dans les Pays-Bas: Et ſera particulièrement faite par leſdits Commiſſaires, la ſéparation des Châſtelleries, & autres Terres & Seigneuries, qui doivent demeurer audit Seigneur Roy Tres-Chreſtien, d'avec les autres Châſtelleries, Terres & Seigneuries qui demeureront audit Seigneur Roy Catholique; en ſorte qu'il ne puiſſe arriver cy-après de conteſtation pour ce ſujet; & que les Habitans & Sujets de part & d'autre, ne puiſſent eſtre inquiétez. Et en cas qu'on ne puiſſe s'accorder ſur le contenu au preſent Article & au precedent, il ſera convenu d'arbitres, leſquels prendront connoiſſance de tout ce qui ſera demeuré indéciſ entre leſdits Commiſſaires; & les Jugemens qui ſeront rendus par leſdits Arbitres ſeront exécutez de part & d'autre, ſans aucune longueur ny difficulté.

CXI. Pour la ſatisfaction & payement de ce qui ſe peut devoir de part & d'autre; pour les rançons des Priſonniers, & pour les dépenſes qu'ils ont faites durant leur Priſon, depuis la naiſſance de cette guerre juſqu'au jour de la preſente Paix, en conſormité des Traitez qui ont eſté faits d'échange deſdits Priſonniers, & nommément celuy de l'année mil ſix cent quarante-fix, qui ſe fit à Soifſons, le Marquis de Caſtel-Rodrigo eſtant Gouverneur des Pays-Bas; il a eſté convenu & accordé, que l'on payera comptant preſentement de part & d'autre, les dépenſes des Priſonniers qui ſont déjà ſortis ou doivent ſortir, en vertu de la preſente Paix, ſans rançon; & qu'à l'égard des autres Priſonniers qui ſont ſortis, en vertu des Traitez particuliers d'échanges qui ont eſté faits pendant la guerre, avant ledit preſent Traité, il ſera nommé des Commiſſaires de part & d'autre, un mois après l'échange des ratifications du preſent Traité, leſquels ſ'aſſembleront dans le lieu dont on conviendra, du coſté de Flandres; où l'on portera auſſi les comptes touchant les priſonniers qui ont eſté faits aux Royaumes de Naples & de Sicile, & leurs dépendances, dans l'Eſtat de Milan & le Piedmont, dans la Principauté de Catalogne & Comtez de Rouſſillon & de Cerdania, & autres endroits d'Eſpagne, outre ce qui regarde les Frontieres de France, avec les Pays-Bas: & les Comptes eſtans par eux ajuſtez & arretez, tant de leurs dépenſes pour leur nourriture, que pour leurs rançons, en la maniere qui a eſté pratiquée aux autres Traitez de cette nature; celuy des deux Seigneurs Roys, qui ſe trouvera par l'arreté deſdits comptes eſtre

AN S débiteur de l'autre, s'oblige de payer comptant, de bonne foy & ſans delay, à l'autre deſdits Seigneurs Roys, les ſommes d'argent dont il ſera demeuré débiteur, envers luy, pour les dépenſes & rançons deſdits Priſonniers de guerre.

CXII. Comme il pourra arriver que les Perſonnes particulieres intereſſées des deux coſtez, en la reſtitution des biens, dans la jouiſſance & propriété deſquels ils doivent rentrer, en vertu du preſent Traité, rencontrent ſous divers pretextes, des difficultez & de la reſiſtance en leur etablissement, de la part de ceux qui ſont aujourd'huy en poſſeſſion deſdits biens, ou qu'il naiſſe d'autres embarras à l'entiere execution de ce qui a eſté dit cy-deſſus: il a eſté convenu & accordé, que leſdits Seigneurs Roys deputeront chacun un de leurs Miniſtres en la Cour de l'autre, & en d'autres endroits ſ'il eſt neceſſaire, afin qu'entendans conjointement au lieu où ſ'aſſembleront leſdits Miniſtres, les Perſonnes qui ſ'adreſſeront à eux ſur cette matiere, & prenans connoiſſance du contenu aux Articles de ce Traité, & de ce que les Parties leur representeront, ils déclarent enſemble de bon accord, brièvement & ſommairement, ſans autre forme de Juſtice, ce qui devra eſtre exécuté, donnant l'Acte & l'inſtrument neceſſaire de leur déclaration; lequel Acte devra eſtre accompli, ſans admettre ny laiſſer lieu à aucune contradiction ou repliche.

CXIII. L'exécution de la preſente Paix, en ce qui regarde la reſtitution ou remiſſe des Places que les deux Seigneurs Roys ſe doivent rendre & mettre en main, reſpectivement l'un à l'autre, ou à leurs Alliez, en vertu & en conſormité de ce Traité, ſe fera au temps & en la maniere ſuivante.

CXIV. Premierement, ſans attendre l'échange des ratifications du preſent Traité, afin que les Troupes qui compoſent l'Armée du Roy Tres-Chreſtien, & les Garniſons des Places qu'il tient en Italie, puiſſent repaſſer les Monts avant que les glaces en bouchent les paſſages, leſdits deux Plenipotentiaires ont convenu & accordé; qu'ils ſe chargent de faire envoyer inceſſamment par Courier exprés, les ordres de leur Majesté, reſpectivement au Sieur Duc de Navaille & au Sieur Comte de Fuenſaldania; comme auſſi au Sieur Marquis de Caracene, pour ce qui le regarde, pour faire le trentième jour du preſent mois de Novembre, les reſtitutions ſuivantes: A ſçavoir, ſeront ledit jour rendus par le Seigneur Roy Tres-Chreſtien à ſa Majesté Catholique, les Places de Valence ſur le Po, & de Mortare dans l'Eſtat de Milan. Comme pareillement le meſme jour trentième Novembre, ſeront rendus par le Seigneur Roy Catholique à Monſieur le Duc de Savoye, la Place & Citadelle de Verceil dans le Piedmont; & du coſté des Pays-Bas, la Place du Calſeler, à ſa Majesté Tres-Chreſtienne. Leſdits Seigneurs Plenipotentiaires ayans pris ſur eux, en vertu des Ordres particuliers qu'ils ont eu de leurs Majestez ſur ce ſujet, la ponctuelle execution de cet Article, avant, comme il eſt dit, l'échange des ratifications du preſent Traité.

CXV. L'échange des ratifications ayant eſté faite dans le jour qui ſera dit cy-après, le vingt-ſeptième jour de Decembre de la preſente année, ſeront par ledit Seigneur Roy Tres-Chreſtien, rendus à ſa Majesté Catholique les Places d'Oudenarde, Marville, Menene & Comine ſur la Lis, Dixmude, & Furne, avec les Poſtes de la Fintelle & de la Quoquoque: Comme pareillement le meſme jour vingt ſeptième Decembre, ſeront par ledit Seigneur Roy Catholique, rendus à ſa Majesté Tres-Chreſtienne, les Places de Rocroy & Linchamp.

CXVI. Huit jours après, qui ſera le quatrième Janvier de l'année prochaine 1660. ſeront rendus par le Seigneur Roy Tres-Chreſtien à ſa Majesté Catholique, les Places d'Ypres, la Baſſe, Berque-Saint-Vinox, & ſon Fort-Royal, & tous les Poſtes, Villes, Forts, & Châteaux, que les Armes de France ont occupez dans le Principat de Catalogne, à la reſerve de Roſes, Fort de la Trinité, & Cap de Quiers: Comme pareillement le meſme jour quatrième Janvier, ſeront par ledit Sei-

ANS gneur Roy Catholique, rendus & mises entre les
de J. C. mains & pouvoir de Sa Majesté Tres-Chrestienne,
1659. les Places de Hedin, de Philippeville, & de Marien-
bourg.

CXVII. Après que Monsieur le Prince de Condé aura rendu ses respects au Roy de Tres-Chrestien son Souverain Seigneur, & esté reſtable en l'honneur de ses bonnes graces; les Places d'Avennes & de Julliers, seront par ledit Seigneur Roy Catholique remises entre les mains & au pouvoir de Sa Majesté Tres-Chrestienne, & de Monsieur le Duc de Neubourg. Et le mesme jour ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien restituera à Sa Majesté Catholique, les Postes, Villes, Forts, & Châteaux, que la France a occupez en la Comté de Bourgogne, en la maniere & au temps que leursdites Majestez en ont plus particulierement convenu.

CXVIII. Presuppôse, & à condition que les Commissaires qui auront esté deputez pour declarer les lieux qui devront appartenir à chacun des deux Seigneurs Roys, dans les Comtez & Vigueries de Conflans & de Cerdana, auront auparavant convenu, & fait de commun accord la declaration qui doit regler à l'avenir les limites des deux Royaumes: comme aussi que toutes les restitutions cy-dessus dites, auront esté ponctuellement accomplies, sa Majesté Tres-Chrestienne, le cinquième jour de May de l'année prochaine 1660. restituera à sa Majesté Catholique, les Places & Ports de Rosés, Fort de la Trinité, Cap de Quiers, aux conditions plus particulierement accordées entre leurs Majestez.

CXIX. Il a esté accordé pareillement & convenu, que dans l'échange cy-dessus dit, qui sera fait de la Basse & de Berg-Saint-Vinox, & son Fort Royal, avec Philippeville & Marienbourg, il sera laissé dans lesdites Places, autant d'Artillerie, tant en nombre que de mesme poids & calibre dans les unes que dans les autres: comme aussi autant de munitions de guerre de toutes sortes, & de bouche, dont les Commissaires deputez de part & d'autre, conviendront de bonne foy, & le feront executer: de maniere que ce qui se trouvera de plus dans les unes que dans les autres, pourra être tiré desdites Places, & transporté ailleurs, où bon semblera aux Commissaires de celuy des deux Seigneurs Roys, à qui cette plus grande quantité de choses susdites se trouvera appartenir.

CXX. Leursdites Majestez ont pareillement convenu, accordé, resolu & promis, sur leur foy & parole Royale, d'envoyer chacune de sa part, leurs ordres aux Generaux de leurs Armées, ou Gouverneurs de leurs Armes, Provinces & Pais, afin qu'ils tiennent la main à l'execution desdites restitutions respectives de Places, aux jours certains qui ont esté cy-dessus prefix, concernant ensemble de bonne foy, les moyens, & toutes autres choses qui peuvent regarder la fidele execution de ce qui a esté promis & arrêté entre leursdites Majestez, en la maniere & au temps qui a esté dit.

CXXI. Monsieur le Duc Charles de Lorraine acceptant, pour ce qui le regarde, la presente Paix, aux conditions cy-dessus stipulées entre lesdits deux Seigneurs Roys, & non autrement, Sa Majesté Tres-Chrestienne reſtablira dans quatre mois, à compter du jour de l'échange des ratifications du present Traité, ledit Sieur Duc dans les Estats, Pais & Places qu'il a esté dit cy-dessus: à la reserve de ce qui doit demeurer à Sadite Majesté Tres-Chrestienne en propre & souveraineté, par ledit present Traité: Bien entendu que ledit Sieur Duc, avant ce reſtabliſſement, outre son acceptation des conditions qui le regardent en la presente Paix, aura fourni à sa Majesté Tres-Chrestienne, & à sa satisfaction, tous les divers Actes & Obligations qu'il doit luy remettre en main, en vertu & en conformité de ce Traité; en la maniere qu'il a esté stipulé & spécifié cy-dessus.

CXXII. Outre Messieurs les Duc de Savoye, Duc de Modene, & Prince de Monaco, lesquels comme Alliez de la France, sont principaux Contractans en ce Traité, ainsi qu'il est porté cy-dessus; en cette Paix, Alliance, & amitié, de commun accord & consente-

ment desdits Seigneurs Roys Tres-Chrestien, & Catholique, seront compris (si compris y veulent estre) de J. C. de la part de sa Majesté Tres-Chrestienne; Premièrement, Nostre Saint Pere le Pape, le Saint Siege Apostolique, Messieurs les Electeurs, & autres Princes de l'Empire, Alliez & Confederez avec sa Majesté, pour la manutention de la Paix de Munſter: à ſcavoir, Messieurs les trois Electeurs de Mayence, de Cologne, & Comte Palatin du Rhin, le Duc de Neubourg, les Ducs Auguste Christian, Louis & George Guillaume de Brunswick & de Lunebourg, le Landgrave de Hesse-Cassel, & le Landgrave de Darmſtat; comme aussi le Roy de Suede, le Duc & Seigneurie de Venise, & les treize Cantons des Ligues de Suisses, & leurs Alliez & Confederez, & tous autres Roys, Potentats, Princes, Estats, Villes & Personnes particulieres, à qui sa Majesté Tres-Chrestienne, sur la decente requisition qu'ils luy en feront, accordera de sa part d'estre compris en ce Traité, & les nommera dans un an après la publication de la Paix, à sa Majesté Catholique, par declarations particulieres, pour jouir du benefice de ladite Paix, tant les cy-dessus nommez, que les autres qui seront par Elle nommez dans ledit temps: Leurs Majestez donnans leurs Lettres declaratoires & obligatoires, en tel cas requis, respectivement, le tout avec declaration expresse, que ledit Seigneur Roy Catholique ne pourra directement ny indirectement travailler, par foy ou par autres, aucun de ceux qui de la part dudit Seigneur Roy Tres-Chrestien, ont cy-dessus esté, ou seront cy-après compris, par declarations particulieres: & que si ledit Seigneur Roy Catholique pretend aucune chose à l'endroit d'eux, il les pourra seulement poursuivre par droit, devant les Juges competans, & non par la force, en maniere que ce soit.

CXXIII. Et de la part dudit Seigneur Roy Catholique seront compris à ce Traité (si compris y veulent estre) Nostre Saint Pere le Pape, le Saint Siege Apostolique, l'Empereur des Romains, tous les Archiducs d'Autriche, & tous les Roys, Princes, Republicques, Estats, & particulieres Personnes, qui comme Alliez de sa Couronne, furent nommez en la Paix faite à Vervins, l'année mil cinq cent nonante huit, & qui se font conſerver & se conſervent aujourd'huy en son Alliance: auxquels s'ajouſtent maintenant les Provinces-Unies des Pais-Bas, & le Duc de Guastalle: Comme aussi seront compris tous les autres, que de commun consentement desdits Seigneurs Roys, on vouldra nommer dans un an depuis la publication du present Traité: auxquels (comme aussi ceux cy-dessus nommez, s'ils le veulent en particulier) seront données des Lettres de nomination, obligatoires respectivement, pour jouir du benefice de cette Paix, & avec expresse declaration, que ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien ne pourra directement, ny indirectement, par foy ou par autres, travailler aucun d'eux, & que s'il pretend quelque chose contre eux, il les pourra seulement poursuivre par droit, devant les Juges competans, & non par la force, en aucune maniere que ce soit.

CXXIV. Et dernier. Et pour plus grande ſeureté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit Traité verifié, publié & Registré en la Cour de Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris: Comme ſemblablement sera ledit Traité verifié, publié & enregistré, tant au Grand Conseil & autres Conſeils, & Chambres des Comptes dudit Seigneur Roy Catholique, aux Pais-Bas, qu'aux autres Conſeils des Couronnes de Castille & d'Arragon; le tout ſuivant & en la forme contenuë au Traité de Vervins, de l'an 1598. dont seront baillées les Expéditions de part & d'autre, dans trois mois après la publication du present Traité.

Lesquels Points & Articles cy-dessus énoncez, enſemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont esté traittez, accordez, passez & stipulez entre les ſuſdits Plenipotentaires desdits Seigneurs Roys Tres-Chrestien & Catholique, aux noms de leurs Majestez: Lesquels
Pleni-

ANS
1659.

ANS Plenipotentiaires en vertu de leurs pouvoirs, dont les de J. C. Copies sont inferées au bas du present Traité, ont promis & promettent, sous l'obligation de tous & chacun les biens & Etats presens & à venir des Roys leurs Majestés, qu'ils seront par leurs Majestés inviolablement observés & accomplis, & de les leur faire ratifier purement & simplement, sans y rien joindre, diminuer ny retrancher, & d'en bailler & délivrer reciproquement l'un à l'autre, Lettres autentiques & scellées, où tout le present Traité sera inferé de mot à autre, & ce dans trente jours, du jour & date de ces Presentes, & plustost si faire se peut. En outre, ont promis & promettent lesdits Plenipotentiaires, ausdits noms, que lesdites Lettres de ratification étant échangées & fournies, ledit Seigneur Roy Tres-Christien, le plustost que faire se pourra, & en presence de telle Personne, ou Personnes qu'il plaira audit Seigneur Roy Catholique deputer, jurera solennellement sur la Croix, Saints Evangiles, Canon de la Messe, & sur son honneur, d'observer & accomplir pleinement, réellement & de bonne foy, tout le contenu aux Articles du present Traité : Et le semblable sera fait aussi le plustost qu'il sera possible, par ledit Seigneur Roy Catholique, en presence de telle Personne, ou Personnes qu'il plaira audit Seigneur Roy Tres-Christien deputer. En témoin desquelles choses lesdits Plenipotentiaires ont souscrit le present Traité, de leurs noms, & fait apposer le cachet de leurs Armes.

Formulaire des Lettres qui se doivent donner par les Villes, & Ports de mer, aux Navires & Barques qui en sortiront, suivant l'Article dix-septieme.

A TOUS ceux qui ces presentes Lettres verront : Nous Eschevins, Consuls & Magistrats de la Ville de . . . faisons sçavoir à qui il appartiendra, que N. N. Maître du Navire . . . ayant comparu devant nous, a déclaré avec jurement solennel, que le Navire appelé N. du Port de . . . Tonneaux, peu plus ou moins, dans lequel il est presentement le Maître, est un Navire François : Et comme Nous désirons que ledit Maître de Navire aidé en ses affaires, Nous requérons en general & en particulier toutes les personnes qui rencontreront ledit Navire, & tous les lieux où il abordera avec les Marchandises, que vous ayez agreable de le recevoir favorablement, & de le bien traiter, le retenant dans vos Ports, Rivieres & Domaines, ou le souffrant au dehors en vos rades, moyennant le payement des drois de peage, & autres accoutumés, le laissant naviger, passer, frequenter & negocier là, ou en tels autres lieux qu'il luy semblera à propos : ce que nous reconnoissons volontiers. En foy de quoy nous avons fait mettre aux Presentes le Seau de nostre Ville.

Fait dans l'Isle appelée des Faisans, située dans la Riviere de Bidassoa, à demi lieue du Bourg d'Andaye, en la Province de Guyenne, & tant de Irum, Province de Guipuscoa, dans la Maison bâtie en ladite Isle pour le present Traité, le 7. jour de Novembre 1659. LE CARDINAL MAZARINI. D. LOUIS MENDEZ DE HARO. Signez a l'Original.

Pouvoir de Monsieur le Cardinal Mazarini a l'effet que dessus.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre ; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALUT. Dieu en la main de qui sont les cœurs des Roys, & qui voit le fond du nostre, nous est témoin, que depuis le temps que nous sommes entiez en l'âge de connoissance, nous n'avons point eu de plus ardent desir, suivant l'exemple & les bons conseils de la Reyne, nostre tres-honorée Dame & Mere, que ce-ny de voir finir une guerre, qu'à nostre avenement à la

Couronne nous avons trouvé allumée entre la France & l'Espagne, & que nous n'avons obmis aucun des moyens de J. C. que nous avons jugé en nostre pouvoir ; pour donner la Paix aux Peuples qui sont soumis à nostre obéissance, & faire aussi jouir la Chrestienté du repos dont elle a tant de besoin : Mais par des jugemens reservez à la Providence divine, tous nos soins & nos desirs ont demeuré sans effet, jusques à ce qu'en l'année dernière 1658 : s'étant fait des ouvertures d'accommodement entre aucuns de nos Ministres, & du Roy Catholique des Espagnes, nostre tres-cher & tres-ami Frere & Oncle, après avoir reconnu de part & d'autre, les bonnes intentions que nous avions tous deux, de trouver sans delay les moyens de parvenir au retablissement d'une bonne & durable Paix & amitié ; lesdits Ministres ont convenu par nos Ordres communs, que nous envoyerions nostre tres-cher & tres-ami Cousin, le Cardinal MAZARINI, & le Sieur D. LOUIS MENDEZ DE HARO ET GUSMAN, nos deux premiers & principaux Ministres, aux Frontieres des deux Royaumes, du costé des Pyrenées, avec des pleins, amples & suffisants Pouvoirs & instructions, pour l'effet cy-dessus dit, de traiter & conclure une bonne Paix. Sçavoir faisons que désirant établir une durable Paix dans la Chrestienté, & profiter de toutes les conjonctures favorables qui se présenteront, pour avancer & procurer un bien si necessaire, & si universellement désiré : Et étant necessaire d'employer en une matiere de si grande importance, qui embrasse les interets de tant de Roys, Potentats & Republiques, une Personne, en la capacité, loyauté, probité & experience duquel nous puissions entierement nous confier ; Nous avons creu ne pouvoir faire une meilleure ny plus digne election, que de nostredit Cousin le Cardinal MAZARINI, pour les signalées preuves qu'il nous a données, & nous donne continuellement de son affection, fidelité & suffisance, dans le regime & administration de nostre Estat, sous nostre autorité. A CES CAUSES, & autres grandes considerations à ce nous mouvans, de l'avis de nostre Conseil, où estoit la Reine nostre tres-honorée Dame & Mere, nostre tres-cher & tres-ami Frere Unique le Duc d'Anjou, & plusieurs Princes, Ducs, Pairs, & Officiers de nostre Couronne, Grands & Notables Personnages de nostredit Conseil, Nous avons nostredit Cousin le Cardinal Mazarini, commis, ordonné & député, commettons, ordonnons & deputons par ces Presentes signées de nostre main, avec plein pouvoir, commission, autorité & mandement, pour après s'être transporté, ainsi qu'il est dit cy-dessus, aux Frontieres des deux Royaumes, du costé des Pyrenées, y conférer avec le Seigneur Don Louis de Haro, premier & principal Ministre dudit Roy nostre Frere & Oncle, ou tels autres ses Commissaires & Deputés, qui auront pouvoir suffisant & valable de ce faire, des moyens d'accorder & pacifier les differends, qui nourrisent la Guerre depuis tant d'années entre Nous & nos Alliez, & traiter & convenir ensemble, & sur iceux faire, conclure, arrester & signer une bonne & sincere Paix, entre Nous, nos Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, & nos Alliez, & ledit Roy d'Espagne & ses Alliez ; & generalement faire, negocier, promettre, accorder, & signer, pour l'effet cy-dessus dit, ce qui sera necessaire, tout ainsi que Nous mesme ferions, & faire pourrions, si presens en personne y étions, encore qu'il y eust chose qui requist Mandement plus special que n'est contenu en ces Presentes ; Promettant en foy & parole de Roy, & sous l'obligation de tous & chacun nos biens presens & à venir, avoir agreable, & tenir ferme & stable à toujours, tout ce qui par nostredit Cousin le Cardinal Mazarini, sera fait, promis, accordé & convenu, en fournir toutes Lettres de Ratification, dans le tems qu'il nous y aura obligé, & de l'observer, accomplir & entretenir de point en point, & faire observer, garder & entretenir inviolablement, sans l'enfreindre ; Cartel est nostre plaisir. En témoin de quoy Nous avons signé ces presentes, & à icelles fait mettre nostre Seel. Donné à Paris le dixième jour

ANS de May, l'art de grace mil six cens cinquante-neuf, & de nostre Regne le dix-septieme. Signé, LOUIS.
 Et au reply : Par le Roy, DE LOMENIE, & 1659. scellé.

Pouvoir du Seigneur Don Louis de Haro, à l'effet que dessus.

DON PHILIPPE, par la Grace de Dieu Roy de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Portugal, de Navarre, de Grenade, de Toledé, de Valence, de Galice, de Maillorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corfique, de Murcie, de Jaën, des Algarbes, d'Algezire, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, des Isles & Terre-Ferme de la Mer Oceane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan, Comte de Hasbourg, de Flandres, de Tirol & de Barcelone, Seigneur de Biscaye & de Malines, &c. Depuis qu'il a plu à Dieu Nostre Seigneur soumettre à mon obeissance lesdits Royaumes & Estats, par le deces du Roy mon Pere & tres-honoré Seigneur, que Dieu absolve, le premier & le principal de mes soins a toujours été de procurer la Paix par toutes les voyes possibles, & de maintenir la tranquillité parmi mes Sujets, reconnoissant que c'est une obligation propre des Roys, un employ fort agreable à Dieu, & le plus utile au bien public : Neanmoins par un juste jugement de sa Divine Providence, cette felicité publique ayant été troublée avec la France, je n'ay jamais quitté le desir ardent de retourner à la Paix, ny omis de ma part aucunes diligences possibles pour arriver à une fin si avantageuse à toute la Chrestienté ; plusieurs desquelles sont devenues sans effet, par les mêmes Jugemens secrets de Dieu, jusques à ce que par quelques conferences qu'eurent entre eux mes Ministres & ceux du Tres-Chretien Roy de France, mon tres-cher & tres-ami Frere & Neveu, sur la fin de l'année 1658. il est arrivé qu'on a reconnu nos communs desirs & nos louables intentions, de trouver des moyens propres pour avoir une bonne Paix & seure amitié, & que poursuivant les mêmes conferences on a espéré d'obtenir une fin si juste & si necessaire : en suite de quoy se firent quelques ajustemens entre lesdits Ministres, ensuite desquels, pour mettre avec plus de facilité un si grand dessein en sa perfection, Nous resolumes, Moy & ledit Roy, mon tres-cher & tres-ami Frere & Neveu, d'envoyer DON LOUIS MENDEZ DE HARO ET GUSMAN, & le Cardinal JULES MAZARINI, nos premiers & principaux Ministres, sur les Frontieres des deux Royaumes, du costé des Monts Pyrenées, avec nos Ordres & des Pouvoirs suffisans ; desirant, comme en effet je le desire, d'avancer le temps, auquel les Sujets des deux Couronnes commenceraient à jouir du repos qui leur est si necessaire, & qu'ils ont bien merité après les travaux & les calamitez d'une si longue & si rude guerre, & qu'ils recommencent à s'entraimer, à retablir les correspondances qu'ils avoient entre eux, & à rechercher le soulagement les uns des autres, & le plus grand bien de tous. A ceteffect, concourant ainsi que concourent en la Personne de DON LOUIS MENDEZ DE HARO ET GUSMAN, Marquis de Carpio, Comte Duc d'Olivarez, Gouverneur perpetuel des Palais Royaux & des Arsenaux de Seville, Grand Chancelier perpetuel des Indes, Grand Commandeur de l'Ordre d'Alcantara, de mon Conseil d'Etat, Gentilhomme de ma Chambre, & mon Grand Escuyer, les prerogatives de ma premiere confiance, la qualité, prudence, experience, lezele & l'amour pour mon service, qui se peuvent desirer & sont si necessaires pour le manientement & la direction des affaires de telle importance ; j'ay resolu de le nommer & autoriser, comme par ces presentes je le nomme & autorise, & luy donne entier & plein pouvoir, qui de droit est requis, afin que pour moy & en mon nom Royal, representant ma Royale Personne, il traite, confere, ajuste & conclue avec ledit Cardinal JULES MAZARINI, en vertu du

ANS pouvoir qu'il aura semblablement dudit Roy Tres-Chretien, mon tres-cher & tres-ami Frere & Neveu ; tous de J. C. 1659. les Traitez de Paix & suspensions d'armes entre les deux Couronnes, y comprenant les Alliez, qui de part & d'autre seront nommez ; & puisse aussi ajuster toutes Ligues & Traitez d'Union & d'Alliance que bon luy semblera, comme si moy-mesme y estois, & pourrais faire y estant present : A l'effet de quoy je luy donne toute la même puissance & la même autorité qui reside en ma Personne Royale : m'obligeant, comme je m'oblige en foy & parole de Roy, de m'y tenir & d'en passer par là, de l'approuver & ratifier, avec le serment & autres choses requises, & solemnitez qui en tel cas seront necessaires, dans le terme qui pour cet effet sera designé, sans aucune diminution : En foy de quoy j'ay ordonné l'expédition des Presentes, signées de ma main, & scellées de mon Sceau secret. Donné à Madrid, le cinquième de Juillet, l'an mil six cens cinquante-Neuf. JE LE ROY. DON FERNAND DE FONSECA RUIS DE CONTRERAS. Et scellées avec le Sceau secret de Sa Majesté.

Ratification de sa Majesté Tres-Chrestienne.

Nous ayans le Traité susdit agreable, en tous & chacuns les points & articles qui y sont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, & sous l'obligation & hypothèque de tous & chacuns nos biens presents & à venir, garder, observer & entretenir inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit : En tesmoin de quoy Nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait mettre & apposer nostre Scel. Donné à Thoulouze, le vingt-quatrième Novembre, l'an de grace 1659. & de nostre Regne le dix-sept. Signé, LOUIS. Et plus bas : Par le Roy, DE LOMENIE. Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

Ratification de sa Majesté Catholique.

DON PHILIPPE, par la grace de Dieu Roy de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Portugal, de Navarre, de Grenade, de Toledé, de Valence, de Galice, de Maillorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corfique, de Murcie, de Jaën, des Algarbes, d'Algezire, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, des Isles & Terre-Ferme de la Mer Oceane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan, Comte de Hasbourg, de Flandres, de Tirol & de Barcelone, Seigneur de Biscaye & de Malines, &c. S'étans DON LOUIS DE HARO, & le Cardinal JULES MAZARINI, abouchés aux confins des Royaumes d'Espagnes & de France, du costé des Pyrenées avec mes Ordres & Pouvoirs, & du Roy Tres-Chretien, mon tres-cher & tres-ami Frere & Neveu, chacun pour ce qui le touchoit pour les Traitez de Paix, & l'exécution en la forme & maniere contenuë au Traité cy inferé mot à mot, dont la conclusion s'est arrestée & signée par lesdits Don Louis, & Cardinal MAZARINI, le septième de Novembre de cette présente année mil six cens cinquante-neuf, dont la teneur s'ensuit.

Au Nom de la Tres-Sainte Trinité, &c.

L Equel Traité icy écrit & inseré, comme est dit cy-dessus, m'ayant été présenté par ledit Don Louis DE HARO, après l'avoir veu & examiné meurement de mot à mot en mon Conseil ; Je pour moy, mes Heritiers & Successeurs, comme aussi pour les Vassaux, Sujets & Habitans en tous mes Royaumes, Pays & Seigneu-

ANS de J. C. 1659. gneries, approuve & ratifie tout le contenu en iceluy, & chaque point en particulier de ceux qu'il contient, & le donne pour bon, ferme & valide par la presente, promettant en foy & parole de Roy, & pour tous mes Successeurs & Heritiers, suivre & l'accomplir inviolablement selon sa forme & teneur, & le faire garder, observer & accomplir de la mesme maniere, comme si je l'eusse traité en propre personne, sans faire ny laisser faire en quelconque maniere que ce soit, ny permettre qu'il se passe chose aucune au contraire : & que s'il se faisoit aucune contravention du contenu audit Traité, je la ferois reparer en effet, sans difficulté ny delay, chastiant & faisant chastier les delinquans, obligant pour l'effet de ce que dessus, tous & chacun de mes Royaumes, Pays & Seigneuries, & tous mes autres biens presens & à venir, comme aussi mes Heritiers, & Successeurs, sans rien excepter : & pour la fermeté de cette obligation, j'ay renoncé toutes les Loix, Coutumes, & toutes autres choses à ce contraires. Et en témoignage de ce que dessus, j'ay fait depescher la presente signée de ma main, scellée de mon Scel secret, & contresignée de mon Secrétaire d'Etat. Donné à Madrid le dixième de Decembre, de l'an mil six cens cinquante-neuf. Signé, JE LE ROY. Scellé du susdit Scel, & contresigné, DON LOUIS FERNANDO DE FONSECA RUIS DE CONTRERAS.

Suivent les Articles arrestez en explication du quarante-deuxième Article dudit Traité.

LOUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, **SALUT.** Ayant veu & examiné en nostre Conseil, le quarante deuxième Article du Traité de Paix, fait entre les deux Couronnes de France & d'Espagne, & signé le septième jour de Novembre de l'année dernière 1659. dans l'Isle appellée des Faisans, en la Riviere de Bidasoa, aux confins des Pyrenées, ce qui fut convenu & arrêté le jour d'hiver en explication dudit Article, par nostre tres-cher & tres-ami Cousin le Cardinal-Mazarini, en nostre nom, d'une part; le Seigneur Don Louis Mendez de Haro, au nom de nostre tres-cher & tres-ami Frere & Oncle, le Roy Catholique des Espagnes, d'autre : En consequence de leurs mêmes Pouvoirs respectifs, en vertu desquels ils ont cy-devant conclu & arrêté le susdit Traité de Paix : Duquel Article quarante deuxième, & ensemble de son explication, la teneur ensuit.

Comme dans le Traité de Paix, fait entre les deux Couronnes de France & d'Espagne, & signé le septième jour de Novembre de l'année dernière 1659. par Monsieur le Cardinal Mazarini, & le Seigneur Don Louis Mendez de Haro, dans l'Isle appellée des Faisans en la Riviere de Bidasoa, aux confins des Pyrenées, en vertu des pleins pouvoirs qu'ils ont eu respectivement des Roys leurs Maîtres : Lequel Traité a esté depuis ratifié par leurs Majestez, & les Ratifications échangées; il y ait un Article, le quarante-deuxième en nombre, dont la teneur est celle qui suit.

ARTICLE XLII.

Et pour ce qui concerne les Pays & Places, que les Armes de France ont occupé en cette guerre du costé d'Espagne, comme l'on auroit convenu en l'negociation commencée à Madrid en l'année mil six cens cinquante-six sur laquelle est fondé le present Traité, que les Monts Pyrenées, qui avoient anciennement divisé les Gaules des Espagnes, seront aussi dorénavant la division des deux mesmes Royaumes : Il a esté convenu & accordé, que ledit Seigneur Roy Tres-Christien demeurera en possession, & jouira effectivement de tout le Comté & Viguerie de Roussillon, & du Comté & Viguerie de Conflans, Pays, Villes, Places, Chasteaux, Bourgs, Villages, & lieux qui composent lesdits Comtez & Vigueries de Roussillon & de Conflans : Et demeurera au Seigneur Roy Catholique, le Comté &

Tom. III.

Viguerie de Cerdaña, & tout le Principat de Catalogne, avec les Vigueries, Places, Villes, Chasteaux, Bourgs, Hameaux, lieux, & Pays qui composent ledit Comté de Cerdaña & Principat de Catalogne : Bien entendu que s'il se trouve quelques lieux dudit Comté & Viguerie de Conflans seulement, & non du Roussillon, qui soient dans lesdits Monts Pyrenées du costé d'Espagne, ils demeureront aussi à sa Majesté Catholique; comme pareillement s'il se trouve quelques lieux dudit Comté & Viguerie de Cerdaña seulement, & non de Catalogne, qui soient dans lesdits Monts Pyrenées du costé de France, ils demeureront à sa Majesté Tres-Christienne. Et pour convenir de la division, seront presentement deputez des Commissaires de part & d'autre, lesquels ensemble de bonne foy, declareront quels sont les Monts Pyrenées, qui suivant le contenu en cet Article, doivent diviser à l'avenir les deux Royaumes, & signaleront les limites qu'ils doivent avoir; & s'assembleront lesdits Commissaires sur les lieux, au plus tard dans un mois, après la signature du present Traité, & dans le terme d'un autre mois suivant auront convenu ensemble & déclaré d'un commun concert ce que dessus : Bien entendu, que si alors ils n'ont pu demeurer d'accord entr'eux, ils enverront aussi-tôt les motifs de leurs avis aux deux Plenipotentiaires des deux Seigneurs Roys, lesquels ayans eu connoissance des difficultés & differends qui s'y seront rencontrés, conviendront ensemble sur ce point, sans que pour cela on puisse retourner à la prise des armes.

Et d'autant qu'avant le temps que les susdits Plenipotentiaires des deux Seigneurs Roys, se sont de nouveau rencontrés en ce mesme confin des Pyrenées, pour l'occasion du Mariage du Seigneur Roy Tres-Christien, & de la Serenissime Infante d'Espagne, Dame **MARIE THERESE** : les Commissaires deputez par les deux Seigneurs Roys, s'estans assembles en la Ville de Ceret, du Comté de Roussillon, n'ont pu convenir sur la susdite division des Monts, & en consequence, s'il y avoit quelques lieux du Comté & Viguerie de Conflans, & du Comté & Viguerie de Cerdaña, d'un costé ou d'autre desdits Monts, qui fussent respectivement demeurés aux deux Roys, selon le contenu en l'Article du Traité : Lesdits Plenipotentiaires, après avoir oüy le rapport desdits Commissaires, en vertu de leurs mêmes pleins Pouvoirs, ont par le present Article (lequel sera ratifié par leurs Majestez, & aura la mesme force & vigueur que tous les autres dudit Traité, comme faisant partie d'iceluy) convenu & accordé en la maniere qui suit.

Que le Seigneur Roy Tres-Christien demeurera en possession, & jouira effectivement de tout le Comté & Viguerie de Roussillon, & de tout le Comté & Viguerie de Conflans, en quelque part que soient situés les Villes, Places, Bourgs, Hameaux, & lieux qui composent lesdits Comtez & Vigueries de Roussillon & de Conflans : & pour éviter toutes contestations & difficultés, ont déclaré que le lieu de Baniuel del-Maresme & tout son détroit, est des appartenances dudit Comté de Roussillon.

Et qu'audit Seigneur Roy Catholique, demeurera tout le Principat de Catalogne, & tout le Comté & Viguerie de Cerdaña, en quelque part que soient situés les Villes, Places, Bourgs, Hameaux, & lieux qui composent ledit Principat de Catalogne, & ledit Comté de Cerdaña, à la reserve de la Vallée de Carol (dans laquelle se trouve le Chateau de Carol & la Tour Cerdaña) & d'une continuation de Territoire, laquelle donne communication depuis ladite Vallée de Carol, jusques au Caprir de la Viguerie de Conflans, ensemble trente-trois Villages, lesquels demeureront à sa Majesté Tres-Christienne, & doivent estre composés de ceux qui seront dans ladite Vallée de Carol, & de ceux qui se trouveront dans ladite communication de Carol au Caprir; & s'il n'y a pas tant de Villages en ladite Vallée, & en ladite communication; ledit nombre de trente-trois sera suppléé par d'autres Villages dudit Comté de Cerdaña, qui se trouveront estre les plus

H h h h h

con-

ANS de J. C. 1659.

ANS contigus. Et afin qu'il ne puisse arriver de contestation
de J. C. sur la qualité d'icellés Villages, on est demeuré d'accord
1659. que pour Villages se doivent entendre ceux qui ont
été censez de là par le passé, & avec Jurisdiction, en
cas qu'ils se trouvaient présentement détruits, pourveu
que chacun d'icellés Villages ait quelques maisons qui
soient habitées; laquelle susdite Vallée de Carol, avec
le Chateau de Carol & la Tour Cerdania, comme aussi
lesdits Villages, jusques au nombre de trente-trois, en
la maniere cy-dessus dite, demeureront au Seigneur
Roy Tres-Christien, & à la Couronne de France, pour
y estre unis & incorporez à jamais; aux mesmes clauses
& conditions de cession & renonciation de la part de sa
Majesté Catholique, contenus dans l'Article XLIIII.
du Traité de Paix, comme si elles estoient ici particu-
lièrement spécifiées, & énoncées mot à mot.

*Fait en l'Isle dite des Faisans, en la Riviere de Bidaf-
soa, aux confins des Pyrénées, le 31. May 1660. Signé,
LE CARDINAL MAZARINI, & DON LOUIS
MENDEZ DE HARO.*

Nous, par l'avis de la Reyne, nostre tres-honorée
Dame & Mere, & de nostre tres-cher & tres-ami Frere
Unique le Duc d'Anjou, de plusieurs Princes, Ducs,
Pairs & Officiers de nostre Couronne, & autres Grands
& Notables Personnes de nostre Conseil, avons
agréé, approuvé & ratifié, & par ces presentes signées
de nostre main, agréons, approuvons & ratifions le
susdit Article quarante-deuxième, ensemble son expli-
cation, voulant qu'il ait la même force & vertu que tous
les autres Articles dudit Traité de Paix; promettant en
foy & parole de Roy de l'entretenir, garder & observer
inviolablement selonc sa forme & teneur; Car tel est no-
stre plaisir. En témoin de quoy nous avons fait appo-
ser nostre Scel secret à cedités presentes. Donné à S.
Jean de Lus le premier jour de Juin l'an de grace 1660.
& de nostre Regne le dix-huitième. Signé, LOUIS.
Et plus bas: Par le Roy, DE LOMENIE, & scellé
du grand Placard sur un cordon de foye bleüe.

CCCLXXVIII.

ANS *Contrat de Mariage de LOUIS XIV. Roi*
de J. C. *de France & de la Serenissime INFAN-*
1659. *TE Fille aînée du Roy Catholique. Le*
septième Novembre 1659. Freder. Leo-
nard. Tom. IV.

LA FRAN-
CE ET
L'ESPA-
GNE.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de
Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres
verront: SALUT. Comme ainsi soit que le Trait-
té de Mariage d'entre Nous, & la Serenissime Infante
d'Espagne, Dona MARIA TERESA, Fille aînée
de nostre tres-cher & tres-ami Frere & Oncle, le Roy
des Espagnes, Don PHILIPPES IV. de ce nom,
ait esté conclu, arrêté & signé par nostre tres-cher &
tres-ami Cousin le Cardinal Mazarini, de nostre part;
Et le Seigneur Don Louis Mendez de Haro de la part
dudit Roy d'Espagne, le septième jour de Novembre,
dans l'Isle dite des Faisans, dans la Riviere de Bidaf-
soa, aux confins des deux Royaumes, de France &
d'Espagne, en vertu de leurs Pouvoirs & Commissions:
par le dernier Article, duquel Traité nostredit Cousin
le Cardinal Mazarini ayant promis & stipulé, en nostre
Nom, de faire fournir nos Lettres de Ratification, en
la forme & maniere accoustumée, & de la faire delivrer
dans trente jours, avec les dérogations à quelconques
Loix, Coustumes, & dispositions qui seroient
au contraire dudit Traité, duquel la teneur en-
suit.

AU NOM DE LA TRES-SAINTE TRINI-
TE, PERE, FILS, & S. ESPRIT, trois
Personnes en un seul Dieu veritable, à son honneur &
gloire, & au bien de ces Royaumes; Soit notoire à tous
ceux qui ces presentes Lettres verront, & cet accord de
Mariage: Que comme en l'Isle appelée des faisans,

située dans la Riviere de Bidafsoa, à demy lieu du Bourg
d'Andaye, Province de Guyenne, & autant de la Ville
d'Irun, en la Province de Guipuscoa, & dans la Mai-
son qui a esté cette année bastie en ladite Isle, pour y
traiter de Paix, entre leurs Majestez Tres-Christien-
ne & Catholique, ce jourd'huy septième du mois de
Novembre, de l'année que l'on compte, depuis la
naissance de JESUS-CHRIST, nostre Seigneur &
Redempteur, mil six cens cinquante-neuf: Pardevant
moy Pedro Coloma, Chevalier de l'Ordre de S. Jacques,
Seigneur des Villes de Chozar, de Cavales, & de
Yuncilliers, du Conseil des Indes, Secrétaire d'Etat,
Escrivain & Notaire de la Catholique Royale Majesté;
Ont comparu, tres-éminent Seigneur Messire Jules
Mazarini, Cardinal de la sainte Eglise Romaine, Duc
de Mayene, Chef de tous les Conseils de tres-haut,
tres-excellent, & tres-puissant Prince LOUIS XIV.
par la grace de Dieu Roy Tres-Christien de France & de
Navarre, en vertu du Pouvoir qu'il a de sa Majesté
Tres-Christienne, escrit en Langue Françoisse, signé
de sa Royale main, & scellé de son sceau Royal contre-
signé par son Secrétaire d'Etat, le sieur de Lomenie;
donné à Paris le vingt & unième jour de Juin 1659.
lequel Pouvoir est demeuré en mes mains, & dont la
copie sera inserée à la fin des Presentes, d'une part: Et
de l'autre, tres-excellent Seigneur Don Louis Mendez
de Haro & Gusman, Marquis de Carpio, Comte Duc
d'Olivarez, Gouverneur perpetuel des Palais Royaux &
Arsenal de Seville, grand Chancelier perpetuel des
Indes, du Conseil d'Etat de sa Majesté Catholique,
grand Commandeur de l'Ordre d'Alcantara, Gentil-
homme de la Chambre de Sadite Majesté, & son grand
Escuyer. Et au nom de tres-haut, tres-excellent, &
tres-puissant Prince PHILIPPES IV. aussi par la
grace de Dieu Roy de Castille, Leon, Arragon, des
deux Siciles, de Jerusalem, de Portugal, de Navarre,
& des Indes, &c. Archiduc d'Autriche, Duc de
Bourgogne, de Brabant & de Milan, Comte de Has-
bourg, de Flandres, & de Tirol, &c. Et en vertu
du Pouvoir qu'il a de sa Majesté Catholique, par Acte
signé de sa main Royale, scellé de son sceau Royal, &
contresigné par Don Fernand de Fonseca, Ruiz de Con-
treras son Secrétaire d'Etat; fait à Madrid le cinquième
jour de Juillet de la presente année. Comme le Roy,
Pere & legitime Administrateur de la Serenissime In-
fante Dame MARIE THERESE, sa fille aînée,
& de la Majesté de la feuë Reyne Elizabeth, sa legitime
Epouse: Et ledit Seigneur Cardinal Mazarini, au nom
de sa Majesté Tres-Christienne: & le Marquis d'Oli-
varez, au nom de S. M. C. usans de leurs Pouvoirs sus-
dits, ont dit & déclaré, que leurs Maistres, comme
Roys Tres-Christien & Catholique, qui ont fort à cœur
le bien de leurs Royaumes, & d'affermir la Paix, qui
s'establit aujourd'huy entre les deux Couronnes; desir-
ans que la durée de cette Paix ne s'estende pas seule-
ment à celle de la vie de leurs Majestez, mais passe avec
la mesme fermeté à leurs successeurs & descendans; &
jugéant que le plus efficace moyen pour parvenir à cette
sainte fin, est de renouer estroitement leurs Alliances,
par le bien d'un Mariage: Leurs Majestez, avec la
grace de Dieu, & à son service, ont traité & accordé
les Epousailles & Mariage de sa Majesté le Roy Tres-
Christien, avec la Serenissime Infante Dame MARIE
THERESE, fille aînée de sa Majesté le Roy Catholi-
que; afin de confirmer davantage, par ce nouveau
nœud, l'amour, l'amitié, & l'union, qui est, & que
l'on desire conserver entre leursdites Majestez. Et pour
cet effet, lesdits Seigneurs Plenipotentiaires, aux noms
susdits, ont traité & accordé les Articles qui en-
suivent.

Qu'avec la grace & benediction de Dieu, préalable-
mens obtenüe dispense de sa Sainteté, à raison de la
proximité & consanguinité qui est entre le Roy Tres-
Christien, & la Serenissime Infante; ils fassent cele-
brer leurs Epousailles & Mariage, par parole de present,
selon la forme & solennité prescrite par les sacrez Ca-
nons, & Constitutions de l'Eglise Catholique, Apo-
stoli-

ANS stolique & Romaine. Et se feront lesdites Epousailles de J. C. & Mariage en la Cour de sa Majesté Catholique, où elle sera, avec la Serenissime Infante Dame MARIE THERESE; & ce en vertu du Pouvoir & Commission du Roy Tres-Christien, qui le ratifiera & accomplira en personne, quand la Serenissime Infante Dame MARIE THERESE sera amenée & arrivée en France; sa Majesté se joignant avec son Altesse, & recevant les Benedictions de l'Eglise: Et la conclusion & ratification dudit Mariage, soit par Pouvoir special, ou en presence, se fera quand & dans le temps accordé & concerté entre leurs Majestés.

1659.

Que sa Majesté Catholique promet & demeure obligée de donner, & donnera à la Serenissime Infante Dame MARIE THERESE, en dot & en faveur de Mariage, avec le Roy Tres-Christien de France, & payera à sa Majesté Tres-Christienne, ou à celui qui aura Pouvoir & Commission d'Elle, la somme de cinq cens mille Escus d'or sol, ou leur juste valeur, en la Ville de Paris. Et ladite somme sera payée en la maniere suivante: le tiers, au temps de la consommation du Mariage; l'autre tiers, à la fin de l'année, depuis ladite consommation; & la dernière troisième partie, six mois après: En sorte que l'entier payement de ladite somme de cinq cens mille Escus d'or sol, ou leur juste valeur, sera faite en dix-huit mois de temps, aux termes & portions, qui viennent d'estre spécifiées.

Que sa Majesté Tres-Christienne s'oblige d'assurer & assurera le Dot de la Serenissime Infante Dame MARIE THERESE, sur rentes bonnes & bien assurées, & sur fonds & assignats valables, au contentement de sa Majesté Catholique, ou des Personnes qu'il nommera pour cet effet, à mesure & à proportion de ce que Sadite Majesté aura reçu des cinq cent mille Escus d'or sol, ou leur juste valeur, dans les termes cy-dessus dits; & enverra aussi-tôt à sa Majesté Catholique, les Actes de ladite assignation & consignation derentes: Et en cas de dissolution du Mariage, & que de droit la restitution du Dot ait lieu; il sera rendu à la Serenissime Infante, ou à celui qui aura charge ou droit de son Altesse; & pendant le temps qui courra, qu'on ne lui rendra point son dit Dot, son Altesse, ou ses heritiers & successeurs jouiront des revenus, à quoy se monteront lesdits cinq cens mille Escus d'or sol, à raison du denier vingt, qui se font payez en vertu desdites assignations.

Que moyennant le payement effectif fait à sa Majesté Tres-Christienne desdits cinq cens mille Escus d'or sol, ou leur juste valeur, aux termes qu'il a été cy-devant dit, ladite Serenissime Infante se tiendra pour contentée, & se contentera du susdit Dot; sans que par cy-après elle puisse alléguer aucun sien autre Droit, ny intenter aucune autre action, ou demandes, prétendant qu'il lui appartienne, ou puisse appartenir autres plus grands biens, droits, raisons & actions, pour cause des heritages, & plus grandes successions de leurs Majestés Catholiques ses pere & mere; ny pour contestation de leurs personnes, en quelque autre maniere, ou pour quelque cause & titre que ce soit, soit qu'elle le sçût, ou qu'elle l'ignorast; attendu que de quelque qualité & condition que fussent Actions & choses cy-dessus soient, elle en doit demeurer excluse; & avant l'effectuation de ses Epousailles, elle en fera la renonciation en bonne & due forme, & avec toutes les assurances, formes & solennitez qui y sont requises & nécessaires: Laquelle dite renonciation, elle fera avant que d'estre mariée, par parole de présent; qu'elle, aussi-tôt après la celebration du Mariage, approuvera & ratifiera conjointement avec le Roy Tres-Christien, avec les mêmes formes & solennitez qu'elle aura fait à la susdite premiere renonciation, voire avec les clauses qu'ils verront estre les plus convenables & nécessaires: A l'effet & accomplissement de laquelle renonciation, sa Majesté Tres-Christienne & son Altesse, demeureront & demeurent dès-à-présent, comme pour lors, obligés; & au cas qu'elles ne fassent ladite renonciation & ratification, en vertu du present Contrat, par

capitulation; iceux susdits Traitez, renonciation & ratification, seront tenus & censez dès-à-présent, comme pour lors, pour bien & dûement faits, pûs & octroyez. Ce qui se fera en la forme la plus autentique & efficace que faire se pourra, pour estre bonnes & valides; ensemble avec toutes les clauses derogatoires de quelconques Loy, Jurisdiction, Coutume, Droits, & Constitutions à ce contraires; ou qui empêchassent du tout, ou en partie, lesdites renonciations & ratifications; auxquelles, à l'effet & validité que dessus, leurs Majestés Tres-Christienne & Catholique derogent, & dès-à-présent elles y derogent entierement: Et pour l'approbation & ratification qu'elles feront de ce present Contrat & Capitulation, dès-à-présent, comme dès-lors, elles entendront & entendent avoir dérogé à toutes exceptions cy-dessus.

Que d'autant que leurs Majestés Tres-Christienne & Catholique sont venues & viennent à faire le Mariage, afin de tant plus perpetuer & assurer par ce nœud & lien la Paix publiée de la Chrestienté, & entre leurs Majestés, l'amour & la fraternité, que chacun espere entr'elles; & en contemplation aussi des justes & legitimes causes, qui montrent & persuadent l'égalité & convenance dudit Mariage, par le moyen duquel, & moyennant la faveur & grace de Dieu, chacun en peut esperer de tres-heureux succès, au grand bien & augmentation de la Foy & Religion Chrestienne, au bien & benefice commun des Royaumes, Sujets & Vassaux des deux Couronnes; comme aussi pour ce qui touche & importe au bien de la chose publique, & conservation desdites Couronnes; qu'estant si grandes & puissantes, elles ne puissent estre réunies en une seule, & que dès-à présent on previenne les occasions d'une pareille jonction: Doncques, attendu la qualité des susdits, & autres justes raisons, & notamment celle de l'égalité qui se doit conserver: Leurs Majestés accordent & arrestent, par Contrat & pacte conventionnel entr'elles, qui sortira & aura lieu, force & vigueur de Loy ferme & stable à tout jamais, en faveur de leurs Royaumes, de toute la chose publique d'iceux; Que la Serenissime Infante d'Espagne, Dame MARIE THERESE, & les enfans procrez d'elle, soient mâles ou femelles & leurs descendants, premiers, ou seconds, trois ou quatre nez cy-après, en quelque degré qu'ils se puissent trouver, voire à tout jamais, ne puissent succéder, ny succéder es Royaumes, Estats, Seigneuries, Dominations qui appartiennent & appartiendront à sa Majesté Catholique, & qui sont compris au dessous des Titres & qualitez mentionnées en cette presente Capitulation, ny en aucun de ses autres Royaumes, Estats, Seigneuries, Provinces, Isles adjacentes, Fiefs, Capitaineries, ny es Frontieres que sa Majesté Catholique possède de présent; ou qui lui appartiennent, ou pourront appartenir; tant dedans que dehors le Royaume d'Espagne; & qu'à l'avenir, Sadite Majesté Catholique, ou ses successeurs, auront, possederont, & leur appartiendront, ny en tous ceux qui sont compris en iceux, ou dépendans d'iceux, ny mesmes en tous ceux que par cy-après, en quelque temps que ce soit, elle pourroit acquerir, ou accroistre, & ajoûter aux susdits siens Royaumes, Estats & Dominations, ou qu'elle pourroit retirer, ou qui lui pourroit échoir par devolus, ou par quelques autres Titres, Droits; ou raison que ce puisse estre, encore que ce fust durant la vie de ladite Serenissime Infante Dame MARIE THERESE, ou après sa mort, en celle de qui que ce soit de ses descendants, premiers, seconds, troisièmes, nez ou ulterieurs, que le cas, ou les cas, par lesquels, ou de droit, ou par les Loix & Coutumes desdits Royaumes, Estats, & Dominations, soit par dispositions de Titres, par lesquels ils puissent succéder, ou prétendre pouvoir succéder esdits Royaumes, Estats, ou Dominations, leur deussent appartenir: La succession en tous lesquels susdits cas, dès-à-présent ladite Dame MARIE THERESE Infante, dit & declare estre & demeurer bien & dûement excluse, ensemble toutes ses enfans & descendants mâles ou femelles, encore qu'ils se voulussent, ou pussent dire

ANS
de J. C.
1659.

ANS & prétendre, qu'en leurs personnes ne courent, ny ne se peuvent & doivent considérer lesdites raisons de la chose publique, ny autres esquelles ladite exclusion se pourroit fonder, ou qu'ils voulsussent alleguer (ce

1659.

qu'à Dieu ne plaie) que la succession du Roy Catholique, ou de ses Serenissimes Princes & Infantes, & d'abondant des mâles qu'il a & pourra avoir pour ses legitimes successeurs eust manqué & défailli; parce que, comme il a été dit, en aucun cas, ny en aucun temps, ny en quelque maniere qui peut advenir, ny elle, ny eux, ses hoirs & ses descendants n'ont à succéder, ny prétendre pouvoir succéder; nonobstant toutes Loix, Coutumes, Ordonnances, & Dispositions, en vertu desquelles on a succédé en tous lesdits Royaumes, Etats & Seigneuries: Et nonobstant aussi toutes les Loix & Coutumes de la Couronne de France, qui au préjudice des successeurs en icelle, s'opposent à cette susdite exclusion, aussi bien à présent, comme aux temps à venir, & au cas qui auroient long-temps différé lesdites successions: A toutes lesquelles considérations, ensemble, & à chacune en particulier d'icelles, leursdites Majestés dérogent, en ce qu'elles contrariaient ou empêchent le contenu en ce Contrat, ou l'accomplissement & execution d'icelui: & que pour l'approbation & ratification de cette présente Capitulation, elles y dérogent, & les tiennent pour dérogées: veulent & entendent, que la Serenissime Infante, & les descendants d'icelle, demeurent à l'avenir, & pour jamais exclus de pouvoir succéder en aucun temps, ny en aucuns cas, es Etats du Pais de Flandres, Comté de Bourgogne & de Charollois, leur appartenances & dépendances. Pareillement aussi ils déclarent très-expressement, qu'en cas que la Serenissime Infante demeurât veuve (ce qu'à Dieu ne plaie) sans enfans de ce Mariage, qu'elle demeurera libre & franche de ladite exclusion; & parant déclarée personne capable de ses droits, & pouvoir succéder en tout ce qui luy pourra appartenir, ou échoir en deux cas seulement: l'un, si elle demeurant veuve de ce Mariage, sans enfans, venoit en Espagne; l'autre si par raison d'Etat, pour le bien public, & pour justes considérations, elle se remariait, par la volonté du Roy Catholique son Pere ou Prince son frere: esquels deux cas elle demeurera capable & habile à pouvoir succéder & hériter.

Que la Serenissime Infante Dame MARIE THERESE, avant que célébrer le Mariage, par paroles de présent, donnera, promettra, & octroyera, son écrit, par lequel elle s'obligera, tant pour elle que pour ses successeurs héritiers, à l'accomplissement & observation de tout ce que dessus, & de son exclusion, & de celle de ses descendants; approuvera le tout selon comme il est contenu en cette présente Capitulation, avec les clauses & juremens nécessaires & requis. Et en inserant la susdite obligation & ratification, que son Altesse aura donnée & faite à la présente Capitulation, elle en fera une autre pareille & semblable, conjointement avec le Roy Tres-Chrestien, si tost qu'elle sera épousée & mariée, laquelle sera enregistrée au Parlement de Paris, selon la forme accoutumée, avec les autres clauses nécessaires. Comme aussi de la part de Sa Majesté Catholique, elle fera approuver & ratifier la renonciation & ratification en la forme & force accoutumée, avec les autres clauses nécessaires; la fera aussi enregistrer en son Conseil d'Etat. Et soit que lesdites renonciations, ratifications, & approbations soient faites, ou non faites; dès-à-présent, en vertu de cette présente Capitulation, & du Mariage qui s'en ensuivra, & en contemplation de toutes les susdites choses, elles seront tenuës & censées pour bien & deuëment faites & octroyées, & pour passées & registrées dans le Parlement de Paris, par la publication de la Paix dans le Royaume de France.

Que sa Majesté Tres-Chrestienne donnera à la Serenissime Infante Dame MARIE THERESE, pour ses Bagues & Joyaux, la valeur de cinquante mille Escus d'or sol, lesquelles, & toutes autres qu'elle portera avec soy, luy appartiendront, sans difficulté, comme

estans biens de son patrimoine, propres à son Altesse, & à ses héritiers & successeurs, ou à ceux qui auront son de J. C. droit & caufe.

1659.

Que sa Majesté Tres-Chrestienne, suivant l'ancienne & loiable coutume de la Maison de France, assignera & contiendra à la Serenissime Infante Dame MARIE THERESE, pour son Doüaire, vingt mille Escus d'or sol, chacun an, qui seront assignez sur revenus & Terres, où y aura Justice; dont le principal lieu aura titre de Duché, & consecutivement jusques à la concurrence de ladite somme de vingt mille Escus d'or sol, chacun an: desquels lieux & Terres ainsi données & assignées, ladite Serenissime Infante jouira par ses mains, & de son autorité, & de celles de ses Commissaires & Officiers, & aura la Justice, comme il a été toujours pratiqué. Davantage, à elle appartiendra la provision de tous les Offices vauquans, comme ont accoutumé d'avoir les Reynes de France. Bien entendu néanmoins, que lesdits Offices ne pourront estre donnez qu'à naturels François, comme aussi l'administration & les Fermes desdites Terres, conformément aux Loix & Coutumes du Royaume de France. De laquelle susdite assignation, ladite Serenissime Infante Dame MARIE THERESE entrera en possession & jouissance si-tost que Doüaire aura lieu, pour en jouir toute sa vie, soit qu'elle demeure en France, ou qu'elle se retire ailleurs hors de France.

Que sa Majesté Tres-Chrestienne donnera & assignera à la Serenissime Infante Dame MARIE THERESE, pour la dépense de sa Chambre, & entretenement de son Etat, & de sa Maison, une somme convenable, telle qu'appartient à femme & fille de si grands & si puissans Roys; la luy assignant en la forme & maniere qu'on a accoutumé en France de donner assignations pour tels entretenemens.

Que le Roy Tres-Chrestien, & la Serenissime Infante MARIE THERESE s'épouseront & marieront par Procureur, qu'enverra le Roy Tres-Chrestien, à la Serenissime Infante, par parole de présent. Ce qu'estant fait, sa Majesté Catholique la fera mener à ses frais & dépens, jusques à la Frontiere du Royaume de France, avec la dignité & appareil qui appartient à femme & fille de si grands Roys; & avec le même appareil, elle sera reçue par le Roy Tres-Chrestien.

Qu'en cas que le Mariage se dissolve entre sa Majesté Tres-Chrestienne, & la Serenissime Infante Dame MARIE THERESE, & que son Altesse survive la Majesté Tres-Chrestienne: en ce cas elle s'en pourra retourner librement, & sans autre empêchement quelconque; au Royaume d'Espagne, & aux lieux & endroits qu'elle choisira plus convenables hors de France toutesfois & quantes que bon luy semblera, avec tous ses biens, Dot, & Doüaire, Bagues, Joyaux & vestemens, vaisselle d'argent, & tous autres meubles quelconques, avec ses Officiers & serviteurs de sa Maison; sans que pour aucune chose que ce soit, ou seroit survenuë, on lui puisse donner aucun empêchement quelconque, ny arrêter son départ directement, ny indirectement, empêcher la jouissance & recouvrement de sesdits Dot & Doüaire, ny autres assignations, qu'on luy auroit données, ou dû donner. Et pour cet effet, sa Majesté Tres-Chrestienne donnera à sa Majesté Catholique, pour ladite Serenissime Infante Dame MARIE THERESE sa fille, telles Lettres de seureté, qui seront nécessaires, signées de sa propre main, & scellées de son scel; & dès-à-présent comme dès-lors, sa Majesté Tres-Chrestienne le leur assurera, & promettra, pour soy & pour ses successeurs Roys, en foy & parole de Roy.

Ce Traité & concert de Mariage a été fait, avec dessein de supplier nostre Saint Pere le Pape, comme dès-à-présent leurs Majestés l'en supplient, qu'il ait agreable de l'approuver, & luy donner la Benediction Apostolique; comme aussi d'en approuver les Capitulations & les Ratifications qu'en auront faites leurs Majestés, & son

ANS son Altesse, & les Ecritures & juremens qui se feront & de J. C. octroyeront pour son accomplissement, les inserant en ses Lettres d'approbation & Benediction : que leurs Majestez Tres-Chrestienne & Catholique approuveront & ratifieront cette presente Capitulation, & tout ce qu'elle contient; promettront & s'obligeront sur leur foy & parole Royale, de la garder & accomplir inviolablement, delivreront à cet effet leurs Brevets, ou Lettres, en la forme accoustumée; avec les derogatoires de quelconques Loix, Justices & Coustumes qui seroient à ce contraires, & auxquelles il convient déroger: lesquels susdits Brevets ou Lettres de Ratification de la presente Ecriture, ils se delivreront l'un à l'autre, respectivement, dans trente jours, à compter du jour & date de la presente, par le moyen des Ambassadeurs ou Ministres qui resideront dans les Cours de leurs Majestez Tres-Chrestienne, & Catholique; avec l'obligation & lieu de leur foy & parole Royale, qu'ils l'observeront & garderont, commanderont qu'il soit observé & accompli entierement, sans que en tout, ou en partie, il y manque chose quelconque; & qu'ils n'iront, ny viendront, ny consentiront aller ny venir au contraire, directement ny indirectement, ny en autre façon, ny maniere aucune; car ainsi l'ont promis & stipulé lesdits Seigneurs Plenipotentiaires, en vertu des pouvoirs qu'ils ont de leurs Majestez. A quoy furent presens, de la part de la France, Messieurs, le Duc de Guise, Comte d'Harcourt, grand Escuyer de France, Gouverneur d'Alsace & de Philisbourg; Maréchal de Clémenda, Gouverneur de Berry; Duc de Crequy, premier Gentilhomme de la Chambre dudit Seigneur Roy Tres-Chrestien; Bailly de Souvres, Comte d'Orlonne; Marquis de Vardes, Capitaine des cent Suisses de la Garde de Sadite Majesté; Marquis de Soyecourt, Maître de la Garderobe de Sadite Majesté; De Lyonne Ministre d'Etat; Courtin l'un des Maîtres des Requestes de l'Hôtel de Sadite Majesté; Davaux aussi Maître des Requestes dudit Hôtel; & plusieurs autres Seigneurs & Cavaliers. Et de la part d'Espagne, Messieurs, le Marquis de Mondejar Gentilhomme de la Chambre dudit Seigneur Roy Catholique; Duc de Mazara & de Maqueda; Marquis de Balbarez Capitaine general des Gendarmes de l'Etat de Milan; Le Licencié Don Joseph Gonzalez, du Conseil & Chambre de Sadite Majesté, & Président de ses Finances; Le Licencié Don Francisco Ramos de Mançano, du Conseil de Sadite Majesté, dans le Souverain de Castille; le Baron de Batteville, du Conseil de guerre de Sadite Majesté, & son Capitaine general dans la Province de Guipuscoa; Don Rodrigo de Maxica, du Conseil de guerre de Sadite Majesté, & Mestre de Camp general de l'Armée d'Estremadura; & plusieurs autres Seigneurs & Cavaliers. Et lesdits Seigneurs contractans l'ont signé de leurs mains, & noms; & me requiert que de toute cette Capitulation je leur en baillasse copie, & de toutes celles qui seront traduites & translattées, qu'il leur seront nécessaires, Signé, LE CARDINAL MAZARINI, & DON LOUIS MENDEZ. Fait & passé pardevant moy Secrétaire cy-dessusdit, Ecrivain & Notaire public, les an & jour susdits. Signé, PEDRO COLOMA, pour témoignage de verité, Pedro Coloma, avec Paraph.

S'enfuit la teneur du Pouvoir dudit Seigneur Cardinal Mazarini, à l'effet cy dessus.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & Navarre; A nostre tres-cher & tres-ami Cousin le Cardinal Mazarini, Salut. Comme par le Traité de Paix fait entre Nous & nostre tres-cher & tres-ami bon frere & Oncle le Roy des Espagnes, DON PHILIPPE IV. & signé par nos Plenipotentiaires, le quatrième du present mois de Juin, ait esté convenu & accordé que vous nostredit Cousin, comme nostre premier & principal Ministre; & le premier & principal Ministre de nostre bon frere & Oncle, vous transporteriez tous deux incessamment aux frontieres des deux Royau-

mes, munis de Pouvoirs suffisans, pûr y convenir ensemble entre autres choses, des conditions reciproques de nostre Mariage avec la Serenissime Infante d'Espagne Dona MARIA THERESA Fille ainée de nostredit bon frere & Oncle; que nous avons par le susdit Traité de Paix déclaré vouloir pour nostre Epouse, pour l'estime singuliere que nous faisons de sa Personne, & des rares & excellentes qualitez d'une si grande Princeesse; & que nostre dit frere & Oncle aulin déclaré dans le mesme Traité, par son Plenipotentiaire, estre son intention de nous l'accorder; se trouvant d'ailleurs ledit Mariage estre le moyen le plus seur, pour affermir la durée de ladite Paix, & rendre nostre amitié & liaison avec nostredit frere & Oncle, plus indissoluble, au bien & avantage de la Chrestienté; & au repos commun de nos Sujets. A ces causes à plein confians de la suffisance de Vous nostredit Cousin le Cardinal Mazarini, & de vostre loyauté, prud'hommeie, experience & diligence, dont vous nous donnez des preuves si importantes & signalées en toutes rencontres, Nous vous avons commis, ordonné & député, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes signées de nostre main, pour convenir & accorder, soit avec ledit premier & principal Ministre de nostre tres-cher frere & Oncle le Roy des Espagnes, ou autres ses Ministres & Deputez, ayant ses Lettres de pouvoir expédiées en bonne & due forme, des Pactes, Articles & Conditions dudit Mariage d'entre Nous & ladite Serenissime Infante Dona MARIA THERESA, Fille aînée dudit Seigneur Roy Catholique; du temps & du lieu où il devra estre célébré, soit par parole de present, ou autrement pour l'accomplir & parfaire, suivant les saints Decrets & Canons de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine: D'accorder le Dot, Dotaire & Assignats d'iceux, de convenir des termes & payement dudit Dot, & de donner & accepter de part & d'autre les feutez, promesses & obligations qui seront nécessaires pour l'accomplissement & execution de tout ce qui aura esté convenu & accordé par vous; & promette en nostre nom, que nous ratifierons & aurons agreable tout ce qui par vous sera fait, dit & convenu au fait dudit Mariage; & generalement en tout ce que dessus, circonstances & dependances, faire, stipuler, procurer, demander, negocier, conclure & signer, tout ainsi que nous serions, ou faire pourrions, si presens en personne y estions; jaoit que le cas requist Mandemens plus special qu'il n'est contenu en celsdites Presentes: Promettant en bonne foy & parole de Roy, par ces presentes signées de nostre main, avoir agreable & tenir ferme & stable à tousjours, ratifier, accomplir & executer ce que par vous sera fait, dit & stipulé, procuré, demandé, negocié, conclu, promis, accordé & signé au fait dudit Mariage, & de tout ce qui en depend, sans jamais aller ny venir directement ny indirectement au contraire. De ce faire vous avons donné & donnons plein pouvoir, puissance & autorité, commission & mandement special; Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le vingt-unième jour de Juin, l'an de grace 1659. & de nostre Regne le dix-septième. Signé, LOUIS. Et plus bas: Par le Roy, DE LO-MENIE.

S'enfuit la teneur du Pouvoir dudit Seigneur Don Louis de Haro, au mesme effet que dessus.

DON PHELIPE por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Portugal, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Maillorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoia, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra Firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brevaite y Milan; Conde de Aspurg, de Flandres,

Hhhhh 3

de

ANS de Tirol, y Barcelona, Señor de Viscaya, y de Malina, &c. Por quanto de comun acuerdo entre mi y el Rey de Francia mi muy caro y muy amado hermano y sobrino se ha dispuesto que vayan Don LUIS DE HARO y GUZMAN, y el Cardenal JULIO MAZARINI, al confín de ambos Reynos con poderes suficientes para perfeccionar y concluir el Tratado de Paz, siendo tan conveniente que este tan gran servicio de Nuestro Señor, y bien de la Christiandad, que de no solo establecido, sino añañado con vinculos de nuevo parentesco, alianza y union entre ambas Coronas, para lo qual me han sido agradables las intenciones que el dicho Rey mi hermano y sobrino me ha manifestado tiene, en desear contrair matrimonio con la Serenissima Infanta Dona MARIA THERESA, mi muy cara y muy amada Hija mayor, segun y como la Santa Madre Iglesia Romana lo dispone y ordena. Y haviensto de venir el dho Cardenal JULIO MAZARINI ala Frontera, a tratar de ello entre otras cosas, de reciproca conveniencia de los subditos de una y otra parte, siendo como estan necesario capitular y asentarlo que a tal efecto combenga. Por tanto he querido dar mis bezes y poder al dho Don LUIS DE HARO y GUZMAN, Marques del Carpio, Conde Duque de Olivarez, Alcaide perpetuo de los Reales Alcaçares y Atarazanas, de la Ciudad de Sevilla, Gran Canciller perpetuo de las Indias, Commendador mayor de la Orden de Alcántara, de mi Consejo de Estado, Gentilhombre de mi Camera, y my Cavallero mayor: Como en virtud de la presente se le doy con tan cumplida y vassante Commision como se requiere, de cierta ciencia y deliberada voluntad, para que por mi, y en minombre, representando mi propia persona, como yo mismo lo podria hazer presente siendo, traté, capituli, combenga, asiente y concluia lo tocante a los capitulos matrimoniales, y efecto del dho matrimonio con el dho Cardenal JULIO MAZARINI, en virtud de Poder que así mismo traera del dho Rey Christianissimo, y que admira las condiciones, clausulas, patos, obligaciones, y firmezas que le pareciere y bien visto le fuere, para lo qual hago crio y constituyo al dho Don Luis por mi actor mandatario, y Commisario, con libre y general facultad, para que haga y puede hazer, en razon de lo referido, todo lo que yo mismo pudiera, aunque sean tales las cosas, que requieran especialissima commision mia, de que se hubiessé de hazer especial y espresiva mencion, prometiendo (como prometo) que tendré por grato y firme, y aprobaré y tendré por bueno; lo que el dho Don LUIS DE HARO y GUZMAN, en virtud d'este Poder, tratare, asentare, prometiére y concluyere, y que no irá ni vendré, ni consentire, yr ni venir contra alguna cosa, ni parte de ello, sino antes bien lo loaré, aprobaré, y ratificaré solemnemente, con las solemnidades que fueren necesarias dentro del termino que se señalare; en fè de lo qual mandé despachar la presente firmada de mi mano, y sellada con mi Sello secreto. Dada en Madrid acinco de Julio mil seiscientos y cinquenta y nueve años. YO, EL REY. Don FERNANDO DE FONSECA RUIS DE CONTRERAS. Sellado con el Sello secreto de Su Majestad.

Ratification de Sa Majesté Tres-Chrestienne.

Nous de l'avis de la Reyne, nostre tres-honorée Dame & Mere, de nostre tres-cher & tres-ami Frere unique le Duc d'Anjou, plusieurs Princes, Ducs, Pairs & Officiers de nostre Couronne, & autres Grands & Notables Personnages de nostre Conseil: Apres nous estre fait lire de mot à mot l'autre ledit Traité, avons iceluy, en tous & chacuns ses Points & Articles agréé, approuvé & ratifié, agréons, approuvons & ratifions par ces presentes signées de nostre main: Promettant en bonne foy & parole de Roy, de l'accomplir, faire garder & entretenir inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ny indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit,

dérogant à cette fin, comme nous dérogeons à toutes Loix, Coutumes & dispositions au contraire. Cartel de J. C. 1659. En témoin de quoy, nous avons fait mettre nostre Scel à cesdites Presentes. Donné à Thoulouze le vingt-quatrième jour de Novembre l'an de grâce mil six cents cinquante-neuf, & de nostre Règne le dix-septième. Signé, LOUIS. Et plus bas: Par le Roy, DE LOMÉNIE.

Ratification de Su Majestad Catholica.

DON PHELIPE por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Portugal, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algeira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra Firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brevante y Milan, Conde de Alpuerg, de Flandes, de Tirol, y Barcelona, Señor de Viscaya, y de Malina, &c. Por quanto Don Luis de Haro y Guzman con Poderes míos, y el Cardenal Julio Mazarini con los del Rey Christianissimo mi muy caro y muy amado hermano y sobrino, se abocaron en los confines de los Reynos de Hespaña y Francia, para ajustar y concluir (como lo hizieron) la Paz entre las dos Coronas, y sus Aliados, aviendose, firmando en siete de Noviembre de este presente año, y pedíeseme en Casamiento de parte del dho Rey Christianissimo ala Serenissima Infanta Dona MARIA THERESA mi Hija, a que yo condescendi por los justos fines, que en ello se han tenido, y siendo Nuestro Señor servido, que junto con el dho Tratado de Paz, se aya tamb en llegado a ajustar el dho Casamiento, en virtud de los Poderes especiales que para ello tuvieron, concluyendo y firmando el mismo dia siete de Noviembre las Capitulaciones, el cuyo tenor es como se sigue.

En Nombre de la Santissima Trinidad, &c.

Por tanto despues de haver visto el Tratado referido, que de suyo va escripto y inserto, y examinado maduramente todo su contenido en mi consejo, y en conformidad de lo que en el Capitulo treze de la dicha Escritura se declara, yo por mi y mis sucesores le he aprobado y ratificado, y en virtud de la presente le ratifico y apruebo, y prometo en fè y palabra de Rey, de executarle, y hazerle executar, sin disminucion alguna, segun su forma y tenor, sin ninguna excepcion, para cuya firmeza me obligo para mi Real persona, y por mis sucesores, Reynos y Estados, renunciando qualesquier Leyes y Costumbres, y to das otras cosas contrarias a ello. En testimonio de lo qual mandé despachar la presente firmada de mi mano, sellada con mi Sello secreto, y refrendada de mi Secretario de Estado. Dada en Madrid a diez de Diciembre mil seiscientos y cinquenta nueve años. YO EL REY. Don FERNANDO DE FONSECA RUIS DE CONTRERAS. Con el Sello secreto.



ANS
de J. C.

CCCLXXIX

1659.

LA SU-
DET LES
PROVIN-
CES
UNIES.

*Traite entre CHARLES GUSTAVE
Roi de Suède & les PROVINCES-
UNIES des Pays-bas, pour l'explica-
tion de celui d'Elbing, de 1656. Fait à
Elſigneur, le 9. Decembre, 1659. Re-
cueil des Traitez entre les Etats des Pro-
vinces-Unies & divers Rois, Princes &c.
in 4.*

Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini, Domini *Caroli Gustavi*, Dei gratia Suecorum, Gothorum, Wandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Estoniæ, Cæliæ, Brehmæ, Verdzæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubizæ & Wandaliæ, & Principis Rugiæ, Domini Ingridi & Wismariz: Nec non Comitissæ Palatini Rheni, Bavariz, Juliæ, Cliviz & Montium Ducis, &c. Regis ac Domini nostri Clementissimi, Regniq; Sueciæ Senatores ad hanc Tractationem specialiter Deputati *Schevingius Rosenhane*, Consiliarius Cancellariæ, summus Præfæctus Arcis Holmenfis & Juxta Provincialis Sudermannæ, Liber Baro in Ikabalorg, Dominus in Torpa, Tyſta, Engelholm & Hagen; *Steno Bielke*, Ammiralis & Consiliarius Ammiralitatiss, Liber Baro in Korpo, Dominus in Geddeholm, Grafoe & Tanga; Nec non Celforum ac Præpotentium D. D. Ordinum Generalium Fœderati Belgii, ad Sacram Regiam Majestatem Sueciæ Deputati Extraordinarii & Plenipotentarii; *Godefredus a Slingelandt*, Consiliarius & Affessor Urbis Dordracenæ Primarius, *Petrus Vogelsangh*, Consiliarius & Syndicus Urbis Amstelodami; *Petrus de Hylbert*, à Secretis Dominorum Ordinum Zelandiæ, & *Wilhelmus ab Haren*, G. ietmanus & Toparcha de Bilt, ad Concessum D. D. Ordinum Generalium Deputati nomine Provinciarum Hollandiæ, Zelandiæ, Frisiæque. Notum testatūque facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit. Quandoquidem novissimo Tractatu inter Sacram Regiam Sueciæ Majestatem, ad eum actum constitutos Commissarios & D. D. Ordinum Generalium Fœderati Belgii Legatos nomine & jussu Dominorum utrinque nostrorum Elbingz in Prussia die 11 Septemb. 1656. conclusu, statutum est, quod uterque fœderatorum vectigalia aliæque onera in suis respectivè Regnis, Provinciis ac ditionibus, quas nunc possidet, aut in posterum possessurus est, ad parem circiter modum atque taxam accommodabit, prout ea tempore conclusionum atque fœderum atque annis aliquot id tempus immediate subsequentes, constituta fuerunt; atque si contingat certas ob causas ac urgente necessitate, nova, majora, gravioraque vectigalia in alterutrius fœderati ditionibus imponenda esse, quod tum eo casu majus graviusque à fœderato aut ejus subditis non exigetur, quam ipsi proprii Incolæ aut subditi pendunt, atque cum futuris temporibus super vero ac genuino sensu prædictorum verborum varia dubia exortiri ac controversia moveri possint. Primo videlicet, an dicto casu existente stipulata ac promissa æqualitas inter Confœderatos eorumque subditos ac proprios subiectos intelligenda sit de omnimoda æqualitate respectu totius vectigalis sine distinctione, idque tam ratione onerum, quæ ante conclusionem præfatorum Tractatum constituta, quam eorum, quæ postmodum specialibus de causis & urgente necessitate introducta fuerunt, vel posthac introducturæ, an ea potius applicanda veniat dictis novis oneribus ac Vectigalium augmentis. Deinde si dicta æqualitas de novis solummodo oneribus ac vectigalium augmentis intelligenda sit, à quo præcise tempore ejus ratio inchoanda.

Quo circa ad præcavendas omnes ejusmodi controversias omnemque occasionem litis impoliter, præcedendam ad elucidationem uberiorēque explicationem

prædicti Tractatus Elbingensis nomine Dominorum ANS
utrinque nostrorum ac vigore potestatis ab iisdem acceptæ de J. C.
sequenti ratione convenimus. 1659.

Ac primo quidem declaramus, quod sæpe dicta æqualitas de novis solummodo vectigalibus & teloneorum augmentis post annum 1640. introductis intelligi; iisdemque duntaxat applicari debeat.

Quandoquidem autem in Suecia, jam ante Annum 1640. & aliquot proxime in sequentibus annis, varia inæqualitas, tam ratione mercium cum discrimine subditorum Sueciæ an Peregrinorum essent, quam ratione Navium, quibus vehabantur cum discrimine inter Suecicas ac peregrinas naves in solvendis vectigalibus ac oneribus, usu recepta fuit. Sed tandem per certam circa vectigalia constitutionem die 8 Decembris 1645. in Suecia iisdem promulgatam, gravibus de causis, omnis vectigalium, impositionum & saliorum onerum inæqualitas ante dictum annum 1640. & postea aliquo tempore observata ratione mercium cum discrimine subditorum Sueciæ an exterorum essent, sublata fuit, & altera illa inæqualitas in solvendis vectigalibus inter bona & mercimonia ratione navium, quibus vehabantur, cum discrimine inter Suecicas ac Peregrinas, sola hucusque usu retenta & observata fuit; idcirco Incolæ ac subditi Uniti Belgii Provinciarum imposterum dictæ inæqualitati, ratione mercium cum discrimine subditorum Sueciæ an exterorum sint, nullo modo neque directe, neque indirecte, neque in accessu, neque in reditu subiecti erunt, sed inæqualitati isti quoad naves solummodo subiecti manebunt.

Quantum ergo attinet ad bona & mercimonia, quæ in Sueciam invehantur, eorum ratione dicta inæqualitas, quoad naves, observabitur secundum dispositionem secundi Articuli memoratæ constitutionis de Anno 1645. ac proinde de omnibus bonis ac mercimoniis, videlicet haleribus, fale, aromatibus, Pannis cujuscunque conditionis ac generatim omnibus & singulis mercibus, sive sponte provenientibus, sive manu factis, quæ in regnum Sueciæ invehantur, navibus onerariis Belgicis, pro quolibet centum Thalerorum valore integer Ducatus vectigalibus nomine plus exigi poterit, quam de iisdem bonis ac mercibus eodem centum Thalerorum valore constantibus, exigitur, quæ Navibus Suecicis Armatis invehantur, atque dimidius Ducatus supra id; quod de iisdem bonis ac mercimoniis eodem centum Thalerorum valore constantibus solvitur, quæ navibus Suecicis onerariis invehantur: pro navibus autem armatis habebuntur illæ, quæ juxta Articulum tertium supra-memoratæ constitutionis de Anno 1645. cum aliis ibidem expressis requisitis, tum imprimis quatuordecim tormentis aut ultra instructæ sunt, aut eo modo ædificatæ atque extructæ, ut ad minimum 14. tormenta ad sui defensionem ferre possint.

Ut autem superior articulus deceter & ad votum utriusque Fœderati observetur, quicunque ulla bona aut mercimonia in Sueciam invecturi sunt, justum eorum valorem ac pretium declarare tenebuntur, & si quandoque minus iusto pretium declaratum Sacræ Regiæ Majestatis officiales judicabunt, liberum ipsis erit dicta bona & mercimonia apprehendere, & in usus Sacræ Regiæ Majestatis convertere, modo veram quintam pretio, quod declaratum fuerit, superaddant & mercatoribus parata pecunia satisfaciant, antequam eorum bona sibi fuman.

V. Verum quod attinet ad bona & merces, quæ e Regno Sueciæ evehantur, de iis, quæ Navibus onerariis Belgicis transportabuntur, tanto majus vectigal solvendum erit, quam de iis, quæ navibus Suecicis evehantur, quantum Anno 1640. observatum fuit, secundum differentiam certa vectigalium tabula in Suecia die 4. Martii præfati Anni 1640. erecta, statutam atque introductam, quæ vectigalium Tabula jussu Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ tertia columna secundum constitutiones atque consuetudines postea promulgatas atque

re-

receptas, ampliata & à Commissariis Regis Legationi Federati Belgii exhibitæ est, nunc vero utriusque partis consensu, tanquam norma ac regula ad designandam inæqualitatem & præcavendas omnes controversias huic conventioni verbotenus inferitur, * modo sequenti.

* On n'a pas cru nécessaire de mettre ici ce Tarif, qui est fort long, & seulement en Flamand.

At in reliquis oneribus, quæ post annum 1640. vetustigalis aut quocunque alio nomine immutata, aggravata vel de novo constituta sunt, vel etiam impostulæ specialibus ex causis, vel urgente necessitate constituentur, supra id quod so. Quantum ergo attinet ad bona & mercimonia, quæ in Sueciam invehuntur, & superius, inserta tabula exprimitur, Incolæ & subditi Unitarum Belgii Provinciarum magis ac gravius non onerabuntur, vel gravabuntur, quam ipsi proprii incolæ & subditi Sueciæ, sed eo respectu omnimoda æqualitas inter eos observabitur sine discrimine, sive eorum bona, ac mercimonia Suecicis, sive Belgicis Navibus, in Regnum Sueciæ invehantur vel inde evehantur, atque omnis inæqualitas inter eos solummodo, remanebit in proportionem Arithmeticâ secundum differentiam vectigalium, ac onerum, quæ supra so. Quantum ergo attinet ad bona & mercimonia quæ in Sueciam invehuntur, &c. Et in tabula mercium evehendarum determinata est, adeoque nulla maiora aut graviora onera, quam quæ superius expressa sunt, ab incolis ac subditis Belgii exiguntur, quam à subditis Sueciæ, sive in reditu sive directe, sive indirecte per differentiam solutionis vectigalium licentiarum, impositionum ac aliorum onerum in mercibus, certâ monete specie vel quocunque modo.

Eadem omnino æqualitas, quoad dicta nova immutata vel aggravata onera post annum 1640. introducta, vel posthac forte introducenda observabitur in cæteris Regionibus ac Provinciis Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ subiectis, aut impostulæ forte subijciendis, adeoque vectigalium tabulæ in præfatis Regionibus, ac Provinciis, sæpius memorato anno 1640. publica autoritate receptæ tam in accessu, quam in reditu, pro regula, & norma erunt eodem modo, quo de Tabula Suecica superius cautum atque statutum est.

Sæpe memorata æqualitate utriusque Federati incolæ ac subditi gaudebunt non solum quoad Personas, sed etiam quoad bona, merces ac Naves suas: Quapropter omnia onera, quæ post annum 1640. Navibus mercibusque imposita remanebunt, quæve posthac specialibus ex causis & urgente necessitate iisdem de novo, aut per modum augmenti imponentur, æqualiter exigentur à Navibus, mercibusque subditorum Sueciæ ac Incolarum Belgii, absque ullo discrimine, sive naves in ditionibus Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, Federati Belgii, vel alibi extructæ sint, sive etiam merces Navibus subditorum Sueciæ, vel Federati Belgii vel etiam navibus in ditionibus Regni Sueciæ vel Federati Belgii extructis, impositæ fuerint.

Ad explicationem quoque clausulæ præfatæ stipulationi æqualitatis subiectæ, per quam in sæpius allegato Tractatu cautum est, quod sub ista æqualitate nulatenus intelligenda sint peculiarium Societatum ac subditarum Personarum specialia Privilegia, declaramus, quod dicta clausula solummodo appositæ sit ad conservationem jurium dictis Societatibus ac subditis per concessa privilegia competentium, non vero ut earum Societatum membra prætextu aut vigore istius Clausulæ reservatoris aliqua præ subditis ac incolis alterius Federati immunitate in solvendis vectigalibus vel quibuscunque aliis oneribus fruantur, quæ post annum 1640. impositæ remanebunt, vel urgente necessitate de novo, vel per modum augmenti, impostulæ imponentur, neque eorum respectu à subditis alterius Federati maiora aut graviora onera, quam ab iis exiguntur.

Ultimo ad præcavendas omnes similitas consequentias, quæ respectu Urbis Gedanensis eliciuntur, aut impostulæ elici possent, ex prava interpretatione articuli de vera ac firma amicitia & bona correspondentiâ mutuo ac reciproce, cum omnibus sæpe memorato Elbingensi Tractatu comprehensis colendâ, declaramus mentem contrahentium, in concipiendo isto articulo

non fuisse, neque nunc esse, ut dicta amicitia Civitati Gedanensi alias, vel ulterius applicetur, nisi in quantum ea conversationis ac Commercio usum inter utriusque partis respectu subditos & incolæ concernit, non autem, ut exinde præfata Civitas ad aliquid aliud præstandum obligetur, multo minus, ut fidei, quam Regi Poloniæ debet derogeret: Et tamen sensu, ut (quemadmodum sæpius memorato Elbingensi Tractatu cautum est) inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ & Civitatem Gedanensem cesset omnis hostilitas: Cum autem de voluntate Civitatis Gedanensis circa negotium hoc inclusionis constare debeat, promittunt Legati Plenipotentiarii Uniti Belgii sese contenta hujus articuli explicatori Senatui dictæ Civitatis primo tempore perscripturos, quo quantocius inclusionem acceptare possit, quam acceptionem, ut ejus fructum percipere queat, significare tenebitur, & quidem intra spatium mensis proxime insequentis eum diem, quo id ipsi in legitima & debita forma notificatum communicatumque fuerit, intra quod temporis spatium & Elector Brandenburgicus mentem suam super inclusione declarare obstrictus erit, ut ejus commodis ac beneficio gaudere ac frui possit. Idque præviâ Tractatione & reconciliatione cum Sacra Regia Majestate Sueciæ factâ.

Convenit quoque, quod Reges Galliarum, Danique atque Angliæ Republica eorumque respective subditi prærogativis omnibus per sædus Elbingense atque hæc Federis istius interpretatione concessis communiter & ex æquo fruuntur cum Unitis Belgii subditis post declarationem factam, quod includi velint.

De cætero reliqua contenta sæpe dicti Tractatus utrinque sincere & bona fide interpretanda, & ante omnia præcise præstanda & adimplenda fore promittimus ac omnia hæc conventionem comprehendens exacte observanda spondemus, sub approbatione & ratificatione Dominorum utrinque nostrorum intra quatuor septimanas à tempore receptionis invicem commutanda. In cujus rei fidem ac certitudinem duo hujus Tractatus exemplaria confici curavimus ac subscriptione & sigillorum nostrorum impressione munivimus. Actum Helsingoræ die 29 Novemb. 1659. Subsignatum & sigillatum erat.

Schereringius Rosenhane.

(L. S.)

Steno Bielke.

(L. S.)

G. van Slingelandt.

(L. S.)

Pr. Vogelsangh

(L. S.)

Pr. de Huybert.

(L. S.)

W. v. Haren.

(L. S.)

Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini, Domini Caroli Gustavi, Dei gratia Suecorum, Gothorum, Wandalarumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniciæ, Estoniæ, Careliæ, Brehmæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubici & Wandaliæ, Principis Rugiæ, Domini Ingrici & Wismarici: Nec non Comitibus Palatinis Rheni, Bavaris, Juliaci, Clivici & Montium Ducis, &c. Regis ac Domini nostri Clementissimi, Regni Sueciæ Senatores ad hanc Tractationem specialiter Deputati Schereringius Rosenhane, Consiliarius Cancellarius, summus Præfectus Arcis Holmenis & Juder Provincialis Sudermannie, Liber Baro in Ikalaborg, Dominus in Torpa, Tyfta, Engelholm & Hagen; Steno Bielke, Ammiralis & Consiliarius Ammiralitatis, Liber Baro in Korpo, Dominus in Geddeholm, Grafoe & Tanga; Nec non Cellorum ac Præpotentium DD. Ordinum Generalium Federati Belgii, ad Sacram Regiam Majestatem Sueciæ Deputati Extraordinarii & Plenipotentiarii; Godfredus à Slingelandt, Consiliarius & Assessor Urbis Dordracenæ Primarius, Petrus Vogelsangh, Consiliarius & Syndicus Urbis Amstelodami; Petrus de Huybert, à Secretis Dominorum Ordinum Zelandiæ, & Wilhelmus ab Haren, Grietmannus & Toparcha de Bilt, ad Concessum DD. Ordinum Generalium Deputati nomine Provinciarum Hollandiæ, Zelandiæ, Frisiæque. Notum testatumque facimus

ANS facimus omnibus, quorum interest, aut quomodo li-
de J. C. ber interesse poterit. Cum à multis retro annis inter
1659. Sacra Regia Majestatis Antecessores Reges Regnumque
Sueciæ, & Cellos Præpotentesque Fœderati Belgii Or-
dines Generales atque utriusque subditos & incolas ve-
tus necessitudo, ærta amicitia, vicinitatis & sinceræ
Communicationis fides eviguit, quæque semper in-
genue atque illibate fuit exercitata, adeo quidem, ut
intuitu apprimæ salutari ansam præbuerit æriori Fœderi
inter *Gustavum*, Augusti nominis & immortalis memo-
riæ Regem & Unitum Belgium inito, quod quamdiu
duravit, sancte semper religioſeque fuit habitum, etiam-
que tot & tantos communi bono fructus peperit, ut
non modo idem fœdus anno 1640. renovatum, sed &
ordinem Legatos Elbingæ die 4^{to} Septembris, 1656.
inter utrinque Statum corroboratum fuerit. Quan-
doquidem vero post dictæ novissimæ Conventionis
Conclusionem ita ferentibus fatis, ob diversos casus
variasque rerum vicissitudines, præsertim posteaquam
bellum inter Serenissimos Sueciæ Daniæque Reges re-
cruidit, quædam evenerint, quæ non parum dictam
amicitiam veterem atque necessitudinem turbarunt ac
labefactarunt, adeo ut ea tantum non impedita & quo-
dammodo interrumpi visa fuerit subortis dissidiis quibus-
dam & simulatibus. Et cum Celsi Præpotentesque
Fœderati Belgii Ordines profiteantur, nihil sibi an-
tiquius nihilque magis cordi esse, quam ut prædicta
vetus amicitia, necessitudo sinceræque communicatio-
nis fides inter utrumque statum eorumque subditos
denuo reflorere, fœderaque pristina abolitis submo-
tisque prædictis simulatibus atque enatis controversiis
deinceps sancte religioſeque colantur, & per omnes
numeros ad amissum adimpleantur, & S. R. Majestas
Sueciæ jam pridem eodem tendat, idque vel maxime
sibi in animo propositum habeat. Nos supra memora-
ti Commissarii & Deputati Plenipotentiarii una congressi
seriaque instituta deliberatione muniti ad id utrumque
iusta potestate ac mandatis respectivè à S. R. M. Domino
nostro Clementissimo & Celsis ac Præpotentibus Gen-
Fœd. Belgii Ordinibus superioribus nostris nostrisque
utrimque exhibitis procuratoribus convenimus atque
declaramus, quemadmodum hiſce convenimus atque
declaramus, quod hoc ipſo & hujus Conventionis vigo-
re abolentur atque submoventur omnes similitates,
enatis Controversiæ, quemadmodum hiſce abolentur
atque submoventur, eorumque loco restaurabitur,
quemadmodum hiſce restauratur vetus, sincera, fida
& perpetua amicitia inter S. R. M. Regnumque Sueciæ
ab una, & Cellos & Præpotentes D. D. Ordines Gene-

rales Fœderati Belgii ab altera parte, ita ut ex hoc die
inter Regem Regnumque Sueciæ & Unitum Belgium de J. C.
omnesque iis respectivè subiectas & adherentes Provin-
cias, terminetur, exulet & cesset omnis plane similitas,
discordia & injuria, ejus vero loco amicitia pristina &
bona correspondencia ita sincere serioque servetur ac co-
latur, ut de hinc utraque Pars alterius utilitatem, ho-
norem & commodam quærat, & omni studio ex præscripto
fœderum, quæ deinceps religioſe observanda sunt,
promoveat, fidæque amicitia & Confidentia cultus
reflorescat, ac vigorem suum recuperet. In cuius fidem
& certitudinem bina Instrumenta confici curavimus ea-
que subscriptione & signaculis nostris corroboravimus.
Actum Helsingoræ ^{29 Novemb.} 9 Decemb. Anno 1659. Signatum
& sigillatum erat.

Scheringius Rosenhane.
(L. S.)

Steno Bielke.
(L. S.)

G. van Slingelandt.
(L. S.)

Pr. Vogelsangh.
(L. S.)

Pr. de Huybert.
(L. S.)

W. v. Haren.
(L. S.)

Nos infra scripti Commissarii & Deputati Plenipo-
tentiarii respectivè Sacra Regia Majestatis Regni-
que Sueciæ, & Fœderati Belgii Ordinum Generalium,
hiſce declaramus, quod Instrumentum Illustrationum
super Fœdere Elbingensi, ut & alterum redintegratæ
Amicitia & Amnestiæ, hodie à nobis virtute Procurato-
rium Nostrorum subſignata, tum demum sortientur
effectum atque executioni mandabuntur, postea-
quam Pax inter Serenissimos Sueciæ Daniæque Reges
lancata fuerit.

Nos quoque supradicti Deputati Plenipotentiarii in
Nos recipimus, ea quæ nobis nomine Serenissimi Sue-
ciæ Regis commendata, & præterea hoc tempore con-
troverſa & indeciſa sunt, Ordinibus Generalibus Unit
Belgii, Superioribus nostris præſcripturos, ſeduloque
allaboraturos, ut ea quantocius componentur. In
cuius rei fidem hæc ſubſcripſimus Helsingoræ die
^{29 Novemb.} 9 Decemb. Anno 1659. Signatum & sigillatum
erat,

Scheringius Rosenhane.
(L. S.)

Steno Bielke.
(L. S.)

G. van Slingelandt.
(L. S.)

Pr. Vogelsangh.
(L. S.)

Pr. de Huybert.
(L. S.)

W. v. Haren.
(L. S.)

CCCLXXX.

CCCLXXX.

ANS *Traité par interim entre PHILIPPE IV.*
de J. C. *Roi d'Espagne & les PROVINCES-*
1659. *UNIES des Pays-bas, pour le Pays*
L'ESPA- *d'Outre-Meuse. Fait à la Haye le 13. Dé-*
gne et *cembre, 1659. Aitzema. Affaires d'Etat*
LES PRO- *& de Guerre Tom. IX. pag. 317.*
VINCES-
UNIES.

Traduction de ce Traité,

DE Commissarissen van de Hooge ende Mogende
Heeren Staten General der Vereenichde Neder-
landen tot de Conferentie met den Heer Am-
bassadeur van Spaengien over de ſaeken van 't accom-
modement van de differenten der drie Landen van Over-
Maze, sijn in gevolge van hare Hoog Mog. resolu-
tien van den vijftien deses ende andere voorgaende met
den Heer Richard Raedt van den Koninck van Spaen-
gien des selvis Secretaris ende van sijn Majesteits Amba-
ſſade alhier overkomen ende verdragen, gelijk de selve
Tom. III.

ver-

LES Commissaires des Hauts & Puissans Seigneurs
les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-
bas, Deputez aux Conferences avec le Seigneur
Ambassadeur d'Espagne au sujet des affaires de l'accom-
modement des differens des trois pais d'Outre-Meuse ſont
en consequence de la Resolucion de L. H. P. du cinquième
du present mois & autres precedentes, convenus & ac-
cordez avec le Sieur Richard Conseiller du Roy d'Es-
pagne Secretaire de sa Majesté & de son Ambassade ici
comme ils déclarent, promettent & assurent par ces pre-
sentes

liiii

ſentes

ANS
de J. C.

1659.

L'ESPA-
gne et
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

ANS verklaren, belooven ende verseeckeren mitsden dat
de J. C. van de zyde van de hoochgemelde Heeren Staten Ge-
nerael punctuelijk gecreiteert ende nagekomen sal
1659. worden, te weten.

Eerstelijck, Dat men aen hem sal ter handen stellen
Coype authentijck van de laeste verpachtinge van de *Pas-
torale* goederen in de voorz. drie Landen van *Over-
Maze* gedaen, ende dattet revenu van de voorz. gesa-
mentlijke verpachtingen (eerst daer van afgetrocken
de gages van de drie Rent-Meesters van de voorz. drie
Quartieren, ende de onkosten op de verpachtinge ge-
vallen) voor de eene helft sal werden uytegegeven ten be-
hoeve van de Pastoren in de voorschreve drie Landen
residerende, in handen van foodanige Rent-Meesters of
andere Officiere der voorz. Landen, als van wegen
den Heer Koninck van *Spagnien* daer toefullen worden
geauthoriseert, ende sulcx soo lange tot dat de differen-
ten over de voorz. drie Landen finalijk fullen wesen af-
gedaen.

Ten tweede, dat aen den ontfanger *Vermeer*, nu
ten eersten en contant sal werden betaelt een somma
van *vijsf duysent* Rijxdaelders in minderingh van sijne
pretenfien ende achterfiallen, t'samen begroot ende by
de Rekenamer tot *Brussel* gelooten op acht en veertich
duysent guildens, ende dat het resterende van de voorz.
summa voorts van tijt tot tijt by lydelijcke terminen oock
sal worden voldaan, alles over de lande van *Valckenburg*,
met behoortlijke repartitie ende ordre om te slaen, oock
specialijk daer over geroepen sijnde de gequalificeerde
Edelen van 't selven lant.

Ten derde, dat voortaan die ordre ontrent wederfijts
Officiere in alle de voorz. drie landen sal gehouden wor-
den, dat by de selve niet anders en sal werden gevordert
of geinnet, als de ordinaris revenus en opcomite van de
beeden ende domeynen, sonder eenige anderen omme-
flagen van achterfiallige of loopende lasten uyt haren ey-
gen hoofde te mogen doen in eeniger manieren, of oock
om de voorz. beeden ende domeynen te bekomen, eni-
ge feytdijkheden ofte feytdijcke executie te plegen of
te laten geschieden in conformiteyt van voorige reso-
lution; ende in case enige omslagen soudon syn gerequi-
reert voor het toekomende, dat de wederfijts Officiere
haer daer over fullen moeten adresseren aen de Heeren
haer Souverainen, om by specificatie aen de selve te
vertoonnen 't geene in drie landen sal syn gerequireert,
ende dat alvorens yet daer op te statuereen, foodanige
specificatie by minnelijcke Conferentie tusschen den
Heer Ambassadeur van den Hoochgemelte Heer Kon-
ninck, en Gedeputeerde van haer Hoog Mog. fullen
worden geexamineert, ende niet anders daer ont-
rent werden geresolveert of geordonneert als met we-
derfijts believen.

Ten vierden, dat om nieuwe confusen ende desor-
dres voor te komen, alle Officiere van d'een en d'an-
der zyde met haer Dienaers, den lande van *Over-maze*
vry ende liber fullen mogen frequenteren, niet tegen-
staende eenige sententien die van wegen de een of de an-
der van de hooge partijen tot haren laste soude mogen
worden uytgesproken.

Ten vijften, dat de geheele beede sal worden ont-
fangen met een *tantieme* van de gehele *Massa* doorye-
mant by de Officiere van haer Hoog Mog. ende de
Edelen van het lant daer toe te deputeren, d'welke dan
t'elckens aen de Rentmeesters van yder van de hooge
partyen syne helfte ofte portie soo van beede als van de
tantieme daer van sal uytreyken.

Ten sesten ende laesten, dat dese provisionelen or-
dre by forme van *Interim*, sal blyven duyren ende stant
houden tot dat de hooge partijen over de saecken ten
principalen fullen syn verdragen, ende dat tot bevorder-
ing van foodanige heylsamen werck, sonder eenige de
minste intermissie of tijt verlies, wederzijts alle moge-
lijken vlyt, ernst ende devoyren soo door hervattinge
ende continuatie van de aengevangene ende begonnen
minnelijcke Conferentien tusschen den wel gemelden
Heer Ambassadeur van *Spaengien*, ende de oock wel
gemelde Heeren haer Hoog Mog. Commissarisen als
ander-

sems que de la part des susdits Seigneurs Etats Généraux se-
raponctuellement fait & accompli parvoir.

ANS
de J. C.
1659.

Premierement qu'on lui mettra en main copie authenti-
que de la dernière amodiation des biens pastoraux faite
dans lesdits trois pais d'Outre-Meuse, & que le revenu
de la susdite amodiation ensemble (deduction premiere-
ment faite des gages des trois Receveurs des susdits trois
Quartiers & les frais de l'amodiation) pour une moitié
sera donné au profit des Pasteurs résidens dans les susdits
trois pais, & es mains de tels Receveurs ou autres Officiers des
susdits pais qui seront à ce autorisez de la part du Seigneur
Roy d'Espagne, & ce jusques à ce que les differens au sujet
desdits trois pais soient finalement terminez.

En second lieu qu'il sera incessamment payé comptant au
Receveur l'armer une somme de cinq mille Rixdales, en
diminution de ses pretentions & arrages, qui se trouvent
monter par le compte & conclusion de la Chambre des
Comptes de Bruxelles à quarante huit mil livres, & que le
restant de la susdite somme sera de tems en tems satisfait en
termes supportables, le tout à prendre sur le pais de Fauque-
mont, par le moyen d'une repartition & ordre convenable,
& spécialement à ce apellez les personnes qualifiées du sus-
dit pais.

En troisième lieu que cy-après cet ordre sera dans tous
les susdits trois pais observé entre les Officiers de part &
d'autre, que par iceux ne sera rien demandé & impetré que
les revenus ordinaires des tailles & domaines sans pouvoir
en quelque maniere que ce soit faire de leur propre chef aucune
imposition d'arrages ou de charges courantes, ou aussi
pour percevoir les susdites tailles & domaines faire ou per-
mettre être fait aucune execution par voye de fait, en con-
formité des susdites precedentes Resolutions, & en cas
que quelque augmentation fut requise pour l'avenir, que les
Officiers de part & d'autre se devront à ce égard adresser aux
Seigneurs leurs Souverains, pour leur être spécialement
représenté ce qui sera requis dans les trois pais, & qu'a-
vant de rien déterminer à cet égard, telles specifications
seront examinées par des Conférences amiables entre le Sei-
gneur Ambassadeur du susdit Seigneur Roy & les Deputez
de L. H. P. & que rien ne sera résolu ni ordonné à cet égard
que par un consentement reciproque.

En quatrième lieu que pour prévenir de nouvelles confu-
sions & desordres, tous les Officiers d'une & d'autre part
pouront librement avec leurs seroitours ou commis frequen-
ter le pais d'Outre-Meuse, nonobstant quelque sentence qui
pourroit avoir été rendue à leur charge de la part de l'une ou
l'autre des Hautes Parties.

En cinquième lieu que toutes les tailles seront reçues avec
un tantième de toute la Masse, par lequel un qui sera à cet
effet député par les Officiers de L. H. P. & les Nobles du
pais, qui à chaque fois deliverera es mains des Receveurs
de chacune des Hautes Parties, leur moitié & portion tant
desdites tailles que du tantième.

En sixième & dernier lieu que cet ordre provisionel par
forme d'interim durera & subsistera jusques à ce que les
Hautes Parties se soient accordées touchant les affaires au
Principal, & que pour obtenir une œuvre si salutaire il sera
employé de part & d'autre sans la moindre intermission ou
perte de tems toute la diligence, instance & devoir possi-
bles tant en reprenant & continuant les amiables Confé-
rences encommencées entre les susdits Sieurs Ambassa-
deurs d'Espagne & les Commissaires de L. H. P. qu'au-
trement, sur cette ferme confiance que Dieu tout puissant y
mettra sa benediction; fait à la Haye le 12. Decemb. mil six

ANS anderfints, fullen werden by-gebracht ende aengewent,
de J. C. op valt vertrouwen, dat Godt Almachtich daer toe fijnen
1659. genadigen zegen fal verleenen. Gedacn in den Hage
den *deritienden Decembris ſchietenhondert negen en vijftich*,
onderſont, ter Ordonnantie van de wel gemelde Heeren
haer Hoog Mog. Commiffarifen.

cens cinquante neuf, éton écrit par Ordonnance des Sieurs
Commiſſaires de L. H. P.

ANS
de J. C.

1659.

C C C L X X I.

ANS *Actes & Traité ſur la Reddition du Château*
de J. C. *& Citadelle d'ORANGE au Roi de*
1660. *France LOUIS XIV. le 20. Mars 1660.*
Manuſcrit.

FRANCE
ET
ORANGE.

Pouvoir donné par le Roy T. C. à Mr. Millet.

LE Roy ſe trouvant obligé pour empêcher la Continuation des diviſions qui ſe ſont formées dans la Principauté d'Orange au prejudice du repos des ſujets de Monſieur le Prince d'Orange & de ceux de ſa Maſteſſe des Provinces qui en ſont voiſines, d'eſtablir une garniſon dans le Château d'Orange pour le remettre audit Seigneur Prince lors qu'il aura atteinſt l'âge de majorité, & eſtant neceſſaire pour convenir avec le Sieur Comte de Dona Gouverneur de ladite Principauté ou le Sieur de Ferraffiere Montbrun ſon beau pere, ayant pouvoir de luy des condition, ſous leſquelles Elle ſera remiſe à ſa Maſteſſe de commettre une perſonne en la Capacité, experience, fidelité & affection de qui Elle puiſſe ſe conſier, ſa Maſteſſe a choiſy pour cette fin le Sieur Jure Millet Mareſchal de ſes camps & armées & ſous-Gouverneur de Monſeigneur le Duc d'Anjou ſon frere, auquel Elle a donné & donne pouvoir par la preſente ſignée de ſa main de traiter & convenir en ſon nom, avec ledit Sieur Comte de Dona, ou ledit Sieur de Ferraffiere Montbrun au nom dudit Seigneur Comte de toutes les choſes qui ſeront à faire, pour la remiſe de ladite place d'Orange au pouvoir de ſa Maſteſſe, aux Conditions portées par les Articles qui ſont mis en ſes mains, promettre à Maſteſſe en ſoy & parole de Roy de faire executer, obſerver, garder, & entretenir tout ce qui aura été fait par ledit Sieur de Jure Millet promis audit Sieur Comte de Dona ou audit Sieur de Ferraffiere pour luy pour ladite remiſe en conformité deſdits Articles, ſans y contrevenir ni permettre qu'il y ſoit contrevenu en aucune maniere. Fait en Avignon le vingtième Mars 1660. ſigné Louis & plus bas le Tellier : ſcellé du Sceau du Roy.

Pouvoir donné par Mr. le Comte de Dona, Gouverneur d'Orange à Mr. le Comte de Ferraffieres ſon Beaupere.

D U P L I C A.

IE promets de ratifier & approuver tout ce qui ſera accordé par Monſieur de Ferraffiere Montbrun mon Beaupere, pour les Officiers d'Orange. Fait à Orange le 17. Mars. 1660. ſigné Frederic de Dona.

Articles accordés par le Roy à Monſieur le Comte de Dona Gouverneur de la Principauté d'Orange, pour la remiſe du Château & de la Principauté d'Orange.

LE Roy ayant été informé que les differens entre Madame la Princeſſe Royale d'Orange d'une part & Madame la Princeſſe Douairiere d'Orange & Monſieur l'Electeur de Brandebourg joint enſemble d'autre part; pour raiſon de l'Exercice de leur autorité dans l'adminiſtration de la place & de la Principauté d'Orange avoient cauſé de la diviſion entre les ſujets de Monſieur le Prince d'Orange, ſa Maſteſſe ſ'eſt employé depuis deux ans pour les faire ceſſer, mais voyant que ça étoit inutile-

ment & que ſon entremiſe n'apas été receu ni conſiderée comme Elle le devoit être; que ces diviſions ont augmenté, de forte que leſdits ſujets & autres qui ſe ſont joints à eux ayant pris les armes ont commis pluſieurs actes d'hoſtilité & fait divers entrepriſes les uns contre les autres, que mêmes ces mouvements commencent à ſe communiquer dans les Provinces du Royaume, voiſines de ladite Principauté & à en alterer le repos dont Elles doivent jouir en conſequence de la paix, ſa Maſteſſe pour ces conſiderations & autres importantes à ſon ſervice & pour appaiſer toutes choſes dans ladite Principauté, faire que la juſtice ſoit renduë à un chacun, & arreſter le Cours de ces deſordres dont la ſuite pourroit nuire aux Interests de Monſieur le Prince d'Orange, ayant reſolu d'eſtablir une garniſon dans la place d'Orange, Elle auroit fait ſommer par pluſieurs fois le Sieur Comte de Dona gouverneur d'icelle de la luy remettre & luy auroit fait déclarer qu'à faute d'y ſatisfaire Elle employeroit ſa puiſſance & ſon autorité pour l'y obliger; ſurquoy ledit Sieur Comte ayant ſupplié ſa Maſteſſe de luy donner un terme ſuffiſant pour faire ſçavoir ſes Intentions en Hollande. Elle luy auroit accordé pour cette fin trois ſepmaines pour tout delay, leſquelles eſtant expirées & voulant que ſon Intention fut eſſectué ſans plus de remiſe, Elle auroit envoyé derechef ledit Millet audit Orange auquel ledit Sieur Comte de Dona après pluſieurs voyages & remiſes, auroit déclaré ne pouvoir ni devoir executer ce qui luy étoit ordonné par ſa Maſteſſe à cauſe de l'accord qu'il alleguoit être fait, entre les deux Princes, duquel accord la nouvelle luy étoit arrivée tandis que ledit Sieur Millet étoit audit Orange, à quoy ſa Maſteſſe ne voulant avoir égard, Elle auroit fait déclarer audit Sieur Comte de Dona que nonobſtant les raiſons ſuſdites alleguées Elle vouloit pour des raiſons importantes à ſon ſervice & au bien de Monſieur le Prince d'Orange, que le Château d'Orange luy fut remis ſans delay, & pour y obliger ledit Sieur Comte de Dona, Elle auroit fait avancer ſes Troupes dans la Principauté d'Orange & inveſtir la place, & ſe ſeroit pour cette fin rendu en perſonne en Avignon pour paſſer plus outre, en cas que ladite place ne luy fut point remiſe aux conditions qui enſuivent.

Premierement ſa Maſteſſe ſera payer audit Seigneur Comte de Dona Gouverneur de la Ville & Château d'Orange la ſomme de deux cents mil livres tournois pour ſon remboursement des fraix & avances qu'il a faits pendant les troubles, pour l'entretienement de la garniſon, des munitions de guerre & de bouche, travaux & fortifications & autres choſes neceſſaires dans ladite place ſuivant les memoires certifiées de luy qu'il en donnera.

II. Qu'il ſera loiſible audit Sieur Comte de Dona de ſe retirer dans le Royaume & terres de l'obeiſſance de ſa Maſteſſe que bon luy ſemblera, avec ſa femme, ſes Enſans & ſes domeſtiques, bagages & équipages ou d'y paſſer pour aller à la Baronnie de Copet proche de Geneves'il le deſire ainſi, & que pour cette fin, il luy ſera donné les paſſeports & toutes autres ſuretés neceſſaires.

III. Que ſa Maſteſſe ſera informer de toutte ce qui été entrepris & commis pendant les mouvements contre les Interests de Monſieur le Prince d'Orange & mêmes contre la perſonne dudit Seigneur Comte de Dona pour faire juſtice & chaſtier exemplairement ceux qui ſ'en trouveront coupables ſuivant les loix & ordonnances, & faire en ce ſujet ce qui ſera eſtimé plus utile & avantageux au ſervice de Monſieur le Prince d'Orange, & afin que leſdites Informations ſoient faites

ANS avec plus de facilité ceux que ledit Sieur Comte de de J. C. Dona declarera pour suspects de ces crimes aux Commissaires qui seront envoyés à Orange par sa Majesté ne pourront entrer dans ladite Principauté pendant deux mois 1660. de ce jourd'uy, & que cependant le Sieur Silvius demeurera prisonnier.

IV. Qu'il sera donné une amnistie generale de tout ce qui se trouvera avoir été dit fait & comis pendant les mouvemens, à la reserve toutefois des crimes execrables, vols nocturnes & sur les grands chemins & des faicts comis de partie à partie. En consequence de quoy ledit Sieur Comte de Dona, ne pourra être recherché de ce qui a été fait dans ladite Principauté sur les biens de ceux du party contraire, soit par ses ordonnances ou par celles des Commissaires du Parlement & de ceux qui ont été employés à l'exécution d'icelles ni pour raison d'autres ordonnances expedies par ledit Sieur Comte de Dona dans ladite Principauté sur les finances & autres choses dont les fermiers ne pourront être recherchés.

V. Que tous les arrests donnés par le Parlement d'Orange contre ledit Sieur Comte de Dona & ceux de son parti depuis la sortie dudit Parlement d'Orange jusques à present demeureront nuls & de nul effet & valeur. Comme pareillement tout ce qui se trouvera avoir été ordonné contre ceux dudit Parlement & ceux de son parti demeurera nul & comme non advenu.

VI. Que pour ce qui regarde la manutention de deux Conseillers d'augmentation audit Parlement, sa Majesté trouve bon que l'Edit de creation & Installation des deux Officiers ait lieu jusques à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

VII. Que l'interdiction donnée par ledit Parlement contre ceux du même Corps qui avoient quitté son parti sera nulle & n'aura aucun effet, & qu'ils seront rétabliss, & serviront en iceluy comme ils ont fait par le passé.

VIII. Qu'il sera choisi dudit Parlement des Officiers d'un & d'autre parti pour former une Chambre laquelle cognoistra & jugera souverainement des differens qui sont & pourront naître cy-après entre ceux qui ont tenu l'un & l'autre parti.

IX. Que s'ils ne peuvent s'accorder entre eux & former ladite Chambre, il sera permis aux parties qui seront en contestation de se pourvoir, sçavoir les Catholiques au Parlement d'Aix, & ceux de la Religion pretendue reformée à la Chambre de l'Edit de Grenoble.

X. Quela justice s'exercera au nom de Monsieur le Prince d'Orange, sans qu'il soit fait mention d'aucun autre.

XI. Que sa Majesté remettra ou fera remettre ledit Chateau & la Principauté d'Orange à Monsieur le Prince d'Orange, aussi-tot qu'il aura atteint l'âge de majorité, ensemble toutes les munitions de guerre qui se seront trouvées dans la place d'Orange & reçues par Inventaire.

XII. Que sa Majesté conservera ledit Chateau & ladite Principauté d'Orange pendant la minorité de Monsieur le Prince d'Orange, quelque pretention que ce soit, de quelle qualité qu'il puisse être, pourroit avoir sur icelle, & que sa Majesté les remettra es mains de Monsieur le Prince d'Orange lors de sa majorité, comme il est dit cy-dessus.

XIII. Que si Monsieur le Prince d'Orange vient à deceder pendant sa minorité, sa Majesté remettra ledit Chateau & Principauté Madame à l'Electrice de Brandebourg ou à ses Successeurs.

XIV. Sa Majesté fera pourvoir aux fraix qui seront à faire pour le payement de la garnison de ladite place sans aucune repetition sur mondit Seigneur le Prince d'Orange ni la Principauté qui demeurera libre & au même état qu'elle a été jusques icy, sans porter d'autres ne plus grandes charges que celles qu'elle a accoustumé de payer à mondit Seigneur le Prince d'Orange.

XV. Qu'il ne sera mis aucune personne dans ledit Chateau d'Orange pour y commander ni dans la Prin-

cipauté qui soit suspecte audit Sieur Comte de Dona ni à ses amis. ANS de J. C. 1660.

XVI. Que ledit Sieur Comte de Dona demeurera pourveu de la charge de Gouverneur pendant la minorité de Monsieur le Prince d'Orange, sans toutes-fois qu'il puisse faire les fonctions de ladite charge qu'après que ladite Principauté aura été restituée & que ledit Seigneur Prince l'approuve.

XVII. Que tous les Officiers & autres de la garnison dudit Chateau d'Orange qui ont du bien dans ladite Principauté tant du costé de leurs femmes que leurs acquisitions en jouiront paisiblement sans qu'ils en puissent être troublés ni inquiétés par qui que ce soit, & mêmes s'en pourront de faire, les vendre ou engager ou s'en servir comme bon leur semblera.

XVIII. Que les offices & charges tant de la justice, police, Université, College, qu'autres seront exercées comme elles l'ont été cy-devant, sans qu'il y puisse être rien innové au prejudice de l'une & de l'autre Religion, & les Officiers jouiront de leurs privileges comme ils ont fait par le passé.

XIX. Que sa Majesté consent que les Officiers qui ont servi dans le Chateau, dont ledit Sieur Comte de Dona donnera le rolle soient payés de leurs gages & apointemens montans à la somme de quatre mille livres pour chacun an, jusques à ce qu'il en ait été autrement ordonné par ceux qui auront pouvoir de ce faire, & cependant ladite Majesté consent aussi qu'ils soient payés d'une année par le fermier de ladite Principauté, comme aussi que le payement des gages ordonnés aux ministres qui servent dans l'estendue de ladite Principauté leur soient continués.

XX. Que sa Majesté accorde audit Sieur Comte de Dona que tous les procès civils & criminels mus & à mouvoir en quelque Cour & juridiction qu'ils puissent être, pendant lesquels ledit Sieur Comte de Dona M. sa femme ou le Sieur de Ferrassieres Montbrun son Beaupere auront interest comme parties principales ou intervenantes, tant en demandant que defendant seront evoqués & renvoyés à la Chambre de l'Edit de Caltre dont il sera delivré audit Sieur Comte de Dona toutes les expéditions nécessaires.

Nous soubsignés Sieur de Jure Millet Marechal de Camp des armées du Roy, soub-Gouverneur de Monsieur Frere unique de sa Majesté, en vertu du pouvoir par Elle à nous donné, & nous Sieur de Ferrassieres Montbrun aussi soubsigné ayant pouvoir de Monsieur le Comte de Dona nôtre gendre Gouverneur de ladite Principauté d'Orange, sommes convenus que les articles cy-dessus transcrits pour la remise de la Ville & Chateau d'Orange au pouvoir de sa Majesté seront executés de point en point sans qu'il y soit aucunement contrevenu : nous Sieur de Ferrassiere promettant & nous obligeant de faire executer par le Sieur Comte de Dona en ce qui le regarde & de faire fournir mondit Sieur Millet dans tout le 22. du present mois la ratification dudit Sieur Comte de Dona sur lesdits articles, en témoin dequoy nous avons signé la presente en Avignon le 20. Mars 1660. signés Jure Millet & Ferrassiere Montbrun.



ANS
de J. C.

CCCLXXXII

1660.

LA PO-
LOGNE,
L'EMPE-
REUR, LA
SUEDE,
ET BRAND-
ENBOURG.

Traité de Paix, entre JEAN CASIMIR Roi de Pologne, CHARLES XI. Roi de Suede, LEOPOLD Empereur & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, fait par la Médiation du Roi de France Louis XIV au Monastère d'Oliwa près Dantzic en Prusse, le 3. Mai 1660. Freder Leonard. Tom. IV.

Au nom de la Tres-Sainte & individuë Trinité.

Qu'il soit notoire à tous & à chacun qui y a intérêt & qui peut y en avoir, qu'après plusieurs Guerres & différends entre les Serenissimes Rois de Suede & de Pologne, qui ont été éteintes & terminées par des Trêves & particulièrement celle de six ans, conclue en l'an 1629. & celle de 26. conclue en 1635. en étant venu à une Guerre déclarée entre le Serenissime & tres puissant Prince Jean Casimir Roi de Pologne Grand Duc de Lithuanie, &c. & le Serenissime & tres puissant Prince Charles Gustave, Roi de Suede, des Goths & des Vandales, Prince de Finlande, &c. laquelle a non seulement duré pendant plusieurs années entre ledits Rois & leurs Roiaumes, mais encore y a engagé les Alliés de la Pologne, à sçavoir le Serenissime & tres puissant Prince Leopold élu Empereur des Romains, toujours Auguste, Roi de Germanie, d'Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, & d'Esclavonie, Archiduc d'Austriche, &c. lequel en étant requis, a donné du secours au Roi & Roiaume de Pologne, & aussi le Serenissime Prince Frederic Guillaume Marquis de Brandebourg, Grand Camerier de l'Empire & Prince Electeur, Duc de Magdebourg & de Prusse, &c. laquelle Guerre a fait répandre beaucoup de sang Chrétien, & a déolé plusieurs Provinces. Enfin, par la bonté divine on est venu de part & d'autre à songer à faire une Paix universelle entre le Roi & le Royaume de Suede d'une part, & le Roi & la Republique de Pologne, & ses Alliés d'autre part, & cela par les soins du Serenissime, & tres puissant Prince Louis XIV. Roi Tres-Chrétien de France, & de Navarre, lequel a offert sa Médiation pour faire cette Paix, & a député pour cela vers les Serenissimes Rois de Suede, & de Pologne, & le Serenissime Electeur de Brandebourg acceptans sa Médiation le sieur Antoine de Lombres Herbing son Conseiller d'Etat Chevalier de ses Ordres son Ambassadeur à cet effet, d'un commun consentement on a pris le 26. jour de Decembre, le 5. Janvier, des années 1659. 1660. pour commencer l'Assemblée des Plenipotentiaires à Oliwa: Les Ambassadeurs & les Plenipotentiaires legitiment établis, de tous ceux qui doivent entrer dans la Paix, comparoissans donc au temps & au lieu marqué, à sçavoir de la part du Serenissime Roi & Roiaume de Suede, l'Illustissime & Excellentissime Magnus Gabriel de la Gardie, Comte de Lecko & d'Ahrensbourg, libre Baron de Eckholm, Seigneur de Hapfal, Magnus-hoff, Hoyentorp, Senateur & Grand Tresorier du Roi & Roiaume de Suede, Gouverneur General de Livonie, & Lieutenant General dans l'Esthonie, Livonie & Ingrie, Juge Provincial de la Westgothie, & Dalic, comme aussi Chancelier de l'Université d'Upsal, Bengt-oxerstein Comte de Korsholm, & Wafa, libre Baron de Morbi, & Lindholm Seigneur de Capurie & de Roscriberg, Senateur du Roi, & Roiaume de Suede, & Conseiller de la Chancellerie, Christophe Slippenbachs, Comte de Schovede, libre Baron de Ljufala, Seigneur de Salinge, Senateur du Roi, & Roiaume de Suede, & Président du Conseil de Guerre, André Guldenklau, Seigneur hereditaire de Schonela, Exebi, Hyllinge, & Hultersdal, Conseiller d'Etat de Sa Majesté, & Président dans la Pomeranie Roiale du

Conseil d'Etat, & de la Souveraine Cour de Justice. ANS
De la part du Serenissime Roi, & de la Republique de J. G.
de Pologne, les Illustissimes & Excellentissimes Seigneurs, à sçavoir de l'Ordre des Senateurs, Jean Comte de Leszno, Palatin de Pologne, Grand-Maitre de la Maison de la Reine & Grand Marechal General du Roiaume de Pologne, Georges Lubomirski Comte de Wisnitz, & Jarclaw, Grand General du Roiaume de Pologne, Gouverneur de Cracovie, Nicolas de Pratzmow, Prazmowski, Grand Chancelier du Roiaume, nommé Evêque de Luccorie, &c. Administrateur perpétuel de l'Abbaie de Sieciechou, Prevost de l'Eglise Collegiale de saint Michel dans la Citadelle de Cracovie, Christophe Pac, Grand Chancelier du grand Duché de Lithuanie, & de l'ordre de la Noblesse, Jean André de Raciborsko, Mortlain Referendaire du Roiaume, Uladislaw Roi de Naglowitz Tresorier de la Cour du Roiaume, Chancelier de la Reine, Jean de Gnin Gninski sous-Camerier de la Pomeranie, Gouverneur de Gnesne. Et de la part des Alliés de Pologne, à sçavoir le Serenissime Empereur des Romains, François Charles Lipsteinski, Comte de l'Empire de Colowrat, Seigneur de Richenaw, Conseiller, Camerier & Assesseur Provincial dans les grands Jugemens de Sa Majesté Imperiale, & Roiale d'Hongrie, & de Bohême, Vice-Roi & Président des appellations dans la Citadelle de Prague, François libre Baron de Lifola, de Thife & de Marienfeld, Conseiller Camerier aulique. Et du Serenissime Electeur de Brandebourg, Jean de Howerbeke Seigneur hereditaire de Euhmedin, Baranowen, Geferwalde, & Damkow Conseiller secret d'Etat de son Altesse, & Marechal hereditaire de l'Electorat, Gouverneur de Hohenstein, Laurent Christophe de Somnitz Seigneur & hereditaire de Grumsdorff, Drenow & Gerbord Conseiller secret d'Etat de son Altesse, & Chancelier de la Pomeranie Orientale, & Camerier hereditaire de ladite Duché, Gouverneur de Lauenbourg & de Butow, Albert de Ostau, Seigneur hereditaire de Nerviken, & Kegesser Conseiller dans le Souverain Tribunal des appellations de la Prusse Ducale. Après avoir invoqué le secours du Ciel, & avoir échangé mutuellement les pouvoirs des Plenipotentiaires, qu'on a inferé mot à mot sur la fin de ce Traité. On a commencé ce Traité de Paix, & quoique pendant qu'on y travailloit, ledit Serenissime Roi de Suede, la Divine Providence en disposant ainsi, soit mort, toutefois le Serenissime & tres puissant Prince Charles, Roi & Prince hereditaire des Suedois, des Goths & des Vandales, grand Prince de Finlande, aiant renouvelé les pouvoirs des Plenipotentiaires, lesquels sont ici inserés à la fin. Ce Traité a été heureusement continué, & enfin pour la gloire de Dieu, & pour le bien de la Republique Chrétienne. Toutes les Parties ont consenti à de mutuelles Loix de Paix & d'amitié, & en font convenus en la maniere suivante.

PREMIEREMENT. Qu'il y ait une Paix universelle, perpetuelle, une veritable & sincere amitié entre le Serenissime & tres-puissant Prince Charles Roi de Suede, des Goths, & des Vandales, grand Prince de Finlande, &c. & ses Successeurs, & les Rois de Suede qui viendront après lui, & le Roiaume de Suede, & les Provinces & Terres qui lui sont sujettes, tant dedans que dehors l'Empire, d'une part : Et le Serenissime & tres-puissant Prince Jean Casimir Roi de Pologne, grand Duc de Lithuanie, &c. & les Successeurs de Sa Majesté, & les Rois de Pologne, & grands Ducs de Lithuanie qui viendront après lui, & le Roiaume de Pologne, & grand Duché de Lithuanie, & les Terres & Provinces qui lui sont sujettes, comme aussi les Alliés de Sa Majesté & du Roiaume de Pologne : Eten premier lieu le Serenissime & tres-puissant Prince Leopold élu Empereur de Romains toujours Auguste, Roi de Germanie, de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, & d'Esclavonie, Archiduc d'Austriche, &c. Et les heritiers & successeurs de Sa Majesté & ses Provinces & Terres situées dedans ou dehors l'Empire: Et le Serenissime Prince Frederic Guillaume Marquis de

ANS
de J. C.
1660.

Brandebourg, Prince Electeur, & grand Camerier de l'Empire, Duc de Magdebourg & de la Prusse, &c. & les heritiers & successeurs de son Altesse, Provinces & Terres situées dedans ou dehors l'Empire, d'une autre part. En forte qu'un parti ne fasse aucun acte d'hostilité ou d'inimitié à l'égard de l'autre, ni en public, ni en secret, ni directement, ni indirectement, ni qu'il lui en fasse faire, ni par les siens, ni par d'autres, ni qu'il ne donne point de secours aux ennemis de l'autre, sous quelque pretexte que ce soit, ni qu'il ne fasse avec les ennemis de l'autre, aucun Traité contraire à cette Paix, ni que l'un entreprenne & tente ou fasse tenter quelque chose dans les Etats de l'autre, & en donnant atteinte à la seureté, ni par lui, ni par d'autres; mais que l'un & l'autre parti ait soin de l'utilité, de l'honneur, & de l'avantage l'un de l'autre; qu'ils s'entretiennent mutuellement en bons Voisins, en paix & en amitié, que tous les Traitez & Alliances que les Parties qui font cette Paix, ont fait ensemble, ou avec d'autres Princes & Etats demeurent dans leur entier, & dans toute leur force dans tous Points, Clauses & Articles: De forte pourtant qu'ils ne nuisent pour cela en rien à ce présent Traité de Paix.

I I. Qu'on oublie de part d'autre, & qu'on donne amnitié de tous les actes d'hostilité qui ont été faits jusqu'à présent, en quelque lieu, en quelque maniere, & par quelque personne qu'ils aient été faits: De forte que ni à raison, & sous le pretexte de ses heritiers, ni d'aucune autre chose, un parti ne fera après cela, ni ne fera faire par les siens, ou par d'autres aucun acte d'hostilité & d'inimitié, ni par voie de droit, ni par voie de fait.

§. 2. Que tous & un chacun, de quelque état, condition & religion qu'ils soient jouissent de cette generale amnitié, comme aussi toutes les Communautés qui de part & d'autre ont suivi le parti ennemi, ou qui sont tombés sous sa domination, ni que cette guerre ne préjudicie, & ne fasse tort à personne dans ses Droits, Privilèges & Coutumes generales & speciales, tant dans les matieres Ecclesiastiques, que Civiles, & profanes dont ils ont joui avant cette guerre; mais ils en jouiront entierement suivant les Loix du Royaume, ni on n'intertera point d'action à aucunes Communautés, ou à des personnes particulieres pour s'être attachés à l'ennemi; de sorte qu'il ne sera permis à personne de faire des affaires à qui que ce soit à raison de cet attachement à l'ennemi, ou de le lui reprocher.

§. 3. Les Villes de la Prusse Roiale qui ont été durant cette guerre au pouvoir de Sa Majesté Imperiale, & du Roiaume de Suede, conserveront aussi tous les Droits, Libertés & Privilèges, desquels soit dans les choses Ecclesiastiques ou profanes, ils ont joui avant cette guerre, (en conservant, comme on faisoit avant la guerre dans lesdites Villes le libre exercice de la Religion Catholique & Evangelique,) & Sa Majesté Polonoise aura à l'avenir, comme elle a eu par le passé, la même bonté, & défendra avec le même soin, les Territoires de ces Villes, leurs Magistrats, Communautés, Citoyens, Habitans & Sujets; on leur donnera aussi le pouvoir de refaire & de rebâtir les Edifices publics & particuliers qui ont été ruinés par la guerre. Pour ce qui est de ceux qu'on a été obligé de détruire pour se défendre, ils n'y seront pas obligés. Et à l'égard de ce qu'il a fallu que les Sujets de l'une & de l'autre Iste paissent aux Troupes Suedoises, au lieu de tribut, ils ne seront pour cela inquiétés de personne, non plus qu'à raison des Decimes & des autres Cens, que les Sujets de l'Isle n'ont pas pu payer dans le temps de la guerre.

§. 4. Toutes les Actions & Enquêtes qu'on a commencées contre ceux qui ont été attachés pendant cette guerre au parti ennemi, ou qu'on a accusé de l'avoir suivi dans quelques lieux de la Pologne, du grand Duché de Lithuanie, de la Prusse Roiale, & de la Courlande, qu'ils demeureront de quelque état, condition ou religion qu'ils soient, soit qu'ils aient vécu en hommes particuliers, ou qu'ils aient exercé des Emplois pu-

bles, ou qu'ils aient été engagés au service du Roi de Suede dans la guerre, ou dans la robe; lesquelles Actions ne sont pas encore finies, & n'ont pas été mises en execution, feront entierement supprimées, & n'auront jamais de lieu, & à l'avenir on ne pourra pour ce sujet avoir aucune action contre eux.

§. 5. Les choses qui pendant cette dernière guerre par le droit du fief ont été enlevées à quelqu'un, soit qu'il soit Noble ou non, de quelque état, condition & religion qu'il soit, & attribuées au fief, ou même données à d'autres, soit que ces biens appartiennent à quelqu'un des Rois, Republiques, ou même personnes particulieres; s'ils sont biens mobilières, on les laissera aux derniers possesseurs: que si ces anciens Droits n'ont pas jusqu'à présent été mis en execution on les laissera aux anciens possesseurs, & on ne pourra dans la suite interter aucune action contre les Communautés ou personnes particulieres à raison desdits biens. Pour ce qui est des biens immobilières, hereditaires, à vie, & possédés par droit d'hypothèque, qui ont été appliqués au fief, desquels les donations ont été faites, soit qu'ils aient été déjà donnés auparavant ou non, demeureront par devers les premiers maîtres, toutes les actions du reste cessant, à raison des revenus perçus des biens publics ou particuliers.

III. Le Serenissime & tres-puissant Prince Jean Casimir Roi de Pologne, par l'amour qu'il a pour la paix, en vertu de ce Traité de Paix, renonce solennellement dès à présent, & pour toujours, pour lui & pour ses heritiers & descendants, à toutes les pretensions au Roiaume de Suede, & à la grande Principauté de Finlande, & aux autres Provinces, Pais, Terres, Villes, Ports, & Citadelles qui leur sont sujettes, soit que toutes choses soient de nouvelles ou anciennes acquisitions; comme aussi aux biens de ses aïeuls situés dans le Royaume de Suede, & dans lesdites Provinces, ne pouvant rien pretendre, ni pour le présent ni à l'avenir dans le Roiaume de Suede, ni dans lesdites Provinces.

§. Et quant aux Titres & Marques d'honneur, on est convenu de cette sorte: Que le Serenissime Roi de Pologne, pendant sa vie, se servira à l'avenir, comme il a fait jusqu'à présent de tous les Titres & Marques d'honneur du Roiaume de Suede, dans la Pologne, & chés tous les Princes, Etats, & Personnes particulieres, hors de la Suede, sans que pourtant cela préjudicie en rien à la fudite entiere renonciation, & il ne se servira point des Titres & Marques d'honneur dans les Lettres & autres Ecrits, avec les Serenissimes Rois, & Roiaume de Suede; mais on observera de part & d'autre la maniere usitée jusqu'à présent, d'abreger les Titres avec des, &c. En forte qu'après ces mots, *Grand Prince de Finlande*, on y ajoute *trois* &c. Dans les Titres du Serenissime Roi de Suede, & semblablement après les mots, *Grand Duc de Lithuanie*; on ajoute aussi *trois* &c. Dans les Titres du Serenissime Roi de Pologne, ne se servant pourtant plus des Marques d'honneur du Roiaume de Suede dans les Cachets du Roi & de la Republique de Pologne, lorsqu'on écrira en Suede, & après la mort du dernier Serenissime Roi, ses Successeurs, n'ira Republique de Pologne ne prétendront jamais rien aux Titres & Marques d'honneur de la Suede; mais les Rois & Roiaumes de part & d'autre, se serviront & jouiront chacun de ses Titres & Marques d'honneur.

IV. Le Serenissime Roi, & les Etats & Ordres du Roiaume de Pologne, & du grand Duché de Lithuanie, cedent dès à présent & pour toujours au Serenissime Roi de Suede, & à ses Successeurs, & au Roiaume de Suede toute cette Livonie au delà de Dwine que la Suede a tenu, & possède jusqu'à présent dans le temps de la Trêve, comme aussi toutes les parties au deçà de la Dwine, & l'Isle Ruynen située dans la Mer que la Suede a aussi tenu & possédée pendant la Trêve, & aussi tous les Droits que les Rois & Republique de Pologne ont pu avoir jusqu'à présent en quelque façon que ce soit dans l'Esthonie & Oest, & transfèrent l'entier Domain-

ANS
de J. C.
1660.

ANS ne & propriété de toutes ces choses, avec toutes & cha-
de J. C. cunes de leurs appartenances de Terre & de Mer, Vil-
1660. les, Citadelles, Forts, &c., biens & revenus, comme
aussi Droits, Jurisdictions & Supériorités, tant dans les
choses Ecclesiastiques, que Politiques, en n'en exceptant
aucunes, au Roi & Roiaume de Suede, & dispensent
de serment de fidélité & d'obéissance envers le Roi
& la République de Pologne, tous les Ordres & Sujets
dans ladite Livonie, & dans les autres dites parties,
ne prétendant jamais plus rien de ceux qui sont dans la-
dite Livonie & dans les appartenances : Et pour ce qui
est au deçà de la Dwine, les Serenissimes Rois & Roiaume
de Suede n'entendent pas plus loin leurs frontières
dans la Curlande qu'elle l'ont été jusqu'à présent, ni
n'exigeront pas des Sujets de l'Illustrissime Duc de Cur-
lande aucune servitude, ni aucun droit pour le bois ni
ne prétendront aucune autre chose dans la Curlande &
Semigallie, & on députera unanimement des Commis-
saires pour déclarer & déterminer les confins de chaque
partie, & cette Commission commencera dans quatre
semaines, à compter du jour que le Traité sera signé,
& elle sera expédiée dans deux.

§. 2. Pour ce qui regarde la Religion Catholique &
son exercice dans la Livonie, que la Suede possède;
tous les Habitans, & Sujets de la Livonie, qui sont at-
tachés à cette Religion, s'en ont toute liberté & jouis-
sont de la liberté de Conscience, & vivront selon leur
Religion & devotion en particulier dans leur maison,
sans qu'on s'en informe ni qu'on y prenne garde.

§. 3. Que les titres Provinciaux, tant Ecclesiastiques
que Seculiers de l'Ordre des Sénateurs & de la Noblesse
dans la Livonie Suedoise, demeurent par devers les
derniers possesseurs, pendant leur vie, sans qu'il en
proviene rien au Roi de Suede, ni qu'il y ait aucune
autre prétention, en sorte pourtant que cela ne préju-
dice pas aux droits que Sa Majesté & le Roiaume de
Suede ont dans la Livonie Suedoise, ni aussi que pour
cela, le Roiaume de Pologne & le grand Duché de
de Lithuanie vetillent avoir dans la suite quelque pré-
tention.

§. 4. Que tous les Jugemens & Decrets, à l'instan-
ce de qui qu'ils aient été portés, pourveu que ce ne soit
pas contre des personnes qui ne vouloient pas s'y sou-
mettre & des absens, de même que les Contrats &
Transactions faites ordinairement ou extraordinairement,
dans les lieux que la Suede a tenu pendant la
Guerre, subsisteront (pourveu que ces choses ne soient
pas contraires à l'état public qui a été avant cette Guer-
re, ou à cette présente Paix) de même que s'il n'y avait
pas eu de changement de Gouvernement & des Magis-
trats, en conservant les appellations & revisions dans
les choses, dans lesquelles on ne s'est pas servi encore
de ces remèdes du Droit, & qui n'ont pas été enco-
re entièrement jugées. Que s'il y a eu dans le temps
de la Guerre, des Sentences & des Decrets un peu ri-
gides contre les Habitans & Sujets du grand Duché de
Lithuanie, Curlande & de Semigallie sans qu'on les
ait entendus, & aussi s'il y en a eu des semblables, par
les Magistrats du grand Duché de Lithuanie & de Cur-
lande contre les Sujets de la Livonie Suedoise, elles
n'auront jamais aucune valeur, ni force.

V. La Partie Australe de Livonie, qui a été ci-de-
vant & pendant cette Guerre, & au temps de la Trêve
sous la puissance du Roiaume de Pologne, & du grand
Duché de Lithuanie; à sçavoir, Dunebourg, Rost-
sen, Ludsen, Marienhafen, &c. Comme aussi tous
les autres lieux, que les Commissaires qu'on députera,
trouveront avoir été possédés par la Pologne, avec tou-
tes leurs appartenances, Terres, Villes, Villages,
Fruits & Revenus, & Doïane, Droits & Domaine,
demeurent dans la possession des Serenissimes Rois &
Roiaume de Pologne, & grand Duché de Lithuanie,
ni que les Serenissimes Rois & Roiaume de Suede, ne
prétendent jamais, ni ne pourront jamais prétendre au-
cun droit dans cette Partie de la Livonie, comme étant
différente de l'autre, ni dans le Duché de Curlande &
Semigallie, & le territoire de Piltin, ni à l'égard de

la Livonie Septentrionale, sous quelque prétexte que
ce soit. Et parce que le Grand Duc de Moscovie oc-
cupe maintenant par la force de ses armes, non seule-
ment la Livonie Polonoise, mais encore la Partie qui
appartient à la Suede, c'est pour cela qu'on est con-
venu, que si la Suede occupe quelque partie de la Sue-
de Polonoise que les Moscovites ont, (en quelque
temps que cela arrive,) soit par les armes, soit par des
Traités ou autrement, elle sera tenue de la restituer gra-
tuitement & sans compter les dépenses de la Guerre à la
Pologne, & au grand Duché de Lithuanie. Sembla-
blement & de la même manière; si la Pologne est
maîtresse par la cession des Moscovites, de quelque
partie de la Livonie Suedoise. En quelque temps que
la chose arrive, soit que ce soit par la force des armes,
par des Traités ou autrement, elle sera obligée de res-
tituer le tout gratuitement, & sans compter les dépenses
de la Guerre à la Suede.

§. 2. Les deux Rois pourront se servir indifférem-
ment sous le titre de Duché, des titres & marques
d'honneur de la Livonie, à sçavoir Sa Majesté Polo-
noise & ses Successeurs les Rois de Pologne, & du
grand Duché de Lithuanie, à raison de la Livonie Au-
trale, & sa Majesté & ses Successeurs les Rois de Suede,
à raison de la Livonie Septentrionale.

§. 3. S'il arrive dans la suite quelque différent tou-
chant les limites ou autres choses, entre le Roiaume
de Pologne, le grand Duché de Lithuanie, la Livo-
nie Polonoise, la Curlande & la Semigallie d'une part,
& le Roiaume de Suede & les Provinces qui lui sont su-
jettes d'autre part, il sera terminé à l'amiable par les
Commissaires qu'on députera sur les confins de la Li-
vonie, que s'il y a quelque Procès de moindre consé-
quence entre les Sujets & Habitans de l'un, & de
l'autre Pais, & qu'ils ne puissent pas entre eux s'ac-
corder à l'amiable, chaque partie sera renvoyée à
son Juge compétent, & on leur rendra justice promp-
tement.

§. 4. Tous les Sujets fugitifs, quel qu'ils soient de
cette dernière Guerre, ou qui se feront dans la suite du
grand Duché de Lithuanie, Livonie, Pologne, Cur-
lande & Semigallie qui seront trouvés dans la Livonie
Suedoise seront rendus, sans qu'on fasse aucune procé-
dure à leur Maître, avec tous leurs biens meubles
qu'on pourra trouver, que le fugitif aura emporté
avec lui, & qu'il n'aura pas acquis sous son nouveau
Maître. Ce qui sera aussi observé, si on trouve quel-
ques Sujets fugitifs de la Livonie Suedoise, dans le
grand Duché de Lithuanie, Livonie, Pologne, &
Curlande & Semigallie; si on en a aussi emmenés quel-
qu'un & qu'il y soit encore, on les rendra chacun à son
Maître sans aucune procédure de Justice.

§. 5. Sa Majesté Polonoise voulant favoriser le Com-
merce & la Navigation, elle permet que les Fauxs qui
sont construits dans Domelnes, & Lulcott demeurent
sur pied, & à l'égard de leur conservation, les Suedois
en conviendront avec les Seigneurs des fonds, sans que
pour cela le Roiaume de Suede puisse jamais avoir de
droit, ni de prétention sur lesdits fonds ou territoire de
Piltin.

VI. L'Illustrissime Duc de Livonie, Curlande, &
Semigallie, avec sa Serenissime Epouse, son Enfant &
toute la Famille & Cour, se rendra à Riga dans l'espa-
ce de six semaines à compter du 5. jour d'Avril du stile
nouveau, sans aucun plus long retardement, & de là
dans quatorze jours, d'une manière décente & conve-
nable à la dignité, il ira sur les confins de Semigallie ou
le dernier Traité aura été signé, & là on lui donnera de
bonne foi, tous ses biens, meubles & ceux des siens,
qui n'ont été distraits dans quelque lieu qu'ils aient été
pris ou déposés à Riga, comme aussi tous les titres &
papiers, soit publics ou particuliers, & seront rappor-
tés à Mittaw; mais avant qu'on lui délivre & restitue
toutes ces choses, il donnera des Lettres particulières re-
versales de ne rien demander, ni de rien faire à l'avenir
contre le Roi & Roiaume de Suede, en conservant la
fidélité & les obligations dans lesquelles il est, à l'égard
des

ANS des Rois & Roiaume de Pologne & grand Duché de
de J. C. Lithuanie.

1660. VII. Le Serenissime Roi & Roiaume de Suede restitu-
ent au Serenissime Roi & Republique de Pologne Marien-
bourg & Elbing avec ses fortifications, & les autres
lieux dans la Prusse, où il y a Garnison Suedoise & retire-
ra ses Troupes de Marienbourg & de la Citadelle & des
Forts, huit jours après qu'on aura signé le dernier Traité,
& qu'une ratification provisionnelle de ces articles du Roi
de Pologne, aura été mise entre les mains du Sieur Mé-
diateur. Et la Garnison Suedoise sera conduite de là à
Elbing, & les Troupes Suedoises qui sont dans cette Pla-
ce en sortiront & de ses Forts, quand ce dernier Traité
aura été confirmé par la ratification du Serenissime Roi
de Pologne, & qu'il aura été ratifié par les Députés
pour la future Assemblée qui auront l'autorité de la Re-
publique, & cela quatre jours après l'échange des ratifi-
cations, & sera mise entre les mains du Serenissime Roi
de Pologne, & de ses Commissaires, les Troupes Sue-
doises aussi sortiront de Baulkum dans huit jours, de
même que des autres lieux s'il y en a quelques-uns, dans
la Curlande en la puissance des Suedois; après que le
General de l'Armée en Livonie, ou en son absence le
Lieutenant General aura scû que le Traité est signé, ce
qu'il pourra apprendre par les Trompettes de l'un & de
l'autre Parti, qui iront ensemble à Riga.

s. 2. La conduite des Troupes Suedoises, avec les
Canons grands & petits, & avec l'attirail, se fera à dif-
ferentes fois à Elbing, de sorte pourtant que cela se fasse
dans le temps des échanges des ratifications, & qu'on
devra sortir d'Elbing, en leur donnant un libre passage
par Habum au Port Pillaw à leurs propres Vaisseaux,
que lesdits Soldats doivent monter & s'en aller dans les
Terres de Suede. On mettra lesdites Troupes pour les
conduire sur des Vaisseaux d'Elbing, & s'ils ne suffi-
sent pas, on se servira encore de ceux des Territoires
voisins, sans qu'on paie rien pour cela. Le General
des Troupes Suedoises, communiquera aussi & con-
viendra avec le General des Troupes Electorales, ou
son Lieutenant general, de la maniere qu'on passera par
ledit Port de Pillaw, & du reste cette conduite se fera
sans qu'on fasse aucun tort ou dommage aux Sujets de
la Prusse, tant du Roi de Pologne, que de l'Electeur
de Brandebourg: que si à raison du danger de la Guer-
re, les Troupes ne puissent pas en seureté s'exposer à
la Mer, on leur donnera un libre passage par Terre,
pour aller aux Terres qui appartiennent à la Suede les
plus proches, par le plus court chemin, sans que cela
fasse aucun tort aux Sujets de la Republique de Pologne,
& du Serenissime Electeur de Brandebourg, lesquels
nommeront des Commissaires pour les conduire; &
pour ce qui est de la Justice, elle sera rendue de bonne
foi sans délai à ceux qui auront souffert quelque perte,
ou quelque injure.

s. 3. Si quelqu'un ou quelques-uns ne vouloient
pas demeurer dans les Villes de la Prusse, où il y a des
Garnisons qui doivent sortir, ni dans leurs Territoires
& qu'il voulût changer de domicile & aller ailleurs, il
lui sera libre de vendre dans l'espace de trois ans, ses
biens, de les louer à d'autres, & de les distraire à sa
volonté, sans qu'on y mette, sous quelque pretexte
que ce soit, aucun empêchement ni charge, en con-
servant pourtant les anciens droits, & Privilèges des
Villes.

VIII. Tout ce qui a été donné pendant cette Guer-
re, soit par nécessité ou autrement, dans la Pologne,
ou grand Duché de Lithuanie, & Provinces annexées,
& dans la Curlande au Serenissime Roi, & Roiaume
de Suede & à ses Generaux, & Ambassadeurs soit par
des personnes particulieres, ou par des Communautés,
Armées & Provinces, sous quelque titre que ce soit,
des Lettres d'obligations, d'instrumens, & d'actes pu-
blics. Toutes ces choses qui seront encore en état, se-
ront rendues de bonne foi au Serenissime Roi & Repu-
blique de Pologne, & au Duc de Curlande, que si
elles ont péri par un naufrage, ou en quelque autre ma-
niere, tous ces sortes d'écrits & actes particuliers & pu-

1660. blics, sont dès à présent cassés & aneantis, on declare le
plus nettement qu'il est possible, que les Serenissimes de J. C.
Rois & Roiaume de Suede, ne pourront prétendre de
là aucun droit sur les Provinces, Armées, Territoi-
res, ou particuliers dans la Pologne, & grand Duché
de Lithuanie, & Provinces qui leur sont annexées
ou sujettes, ni aussi dans la Curlande & Territoire de
Piltin.

IX. On restituera aussi de la part des Suedois, toutes
les Archives, Actes publics, qui regardent la Milice,
la Justice & l'Eglise, comme la Bibliothèque Roiale, qui
a été enlevée du Roiaume de Pologne, & du grand
Duché de Lithuanie, & ce dont on peut avoir besoin,
& cela dans le temps qu'on échangeera les ratifications,
ou tout au plus tard dans trois mois, après l'échange
faite.

X. Si les Suedois ont obligé l'Illustrissime Duc de
Curlande, & de Semigallie, ou les Habitans de Cur-
lande & Semigallie, & du Territoire de Piltin, de
leur faire des obligations & reconnoissances, comme
aussi si les Polonois en ont fait faire aux Suedois; elles
sont entièrement cassées, & on declare qu'elles ne feront
jamais d'aucun poids.

XI. Toutes les dettes qui auront été contractées en
quelque endroit que ce soit par les Sujets & Habitans de
l'un & de l'autre Parti, comme aussi par les Generaux
& Officiers de Guerre seront payées de bonne foi de
part & d'autre; que si pendant cette dernière Guerre, il
y a eu de chaque côté des obligations & reconnoissan-
ces, on les casse entièrement & on declare qu'on n'y a nul
égard.

XII. Qu'on restitué de bonne foi à leur propres Maî-
tres, les dépôts & autres biens mobiliers en quel en-
droit qu'ils soient trouvés, s'ils n'ont pas encore été
adjudgés au fisc, & personne ne sera obligé de don-
ner, ceux qui ont été adjudgés & donnés au fisc.

XIII. Les Canons grands & petits, pris par les Sue-
dois, dans la Pologne, grand Duché de Lithuanie,
Prusse, Curlande & autres Provinces annexées, soit
qu'ils soient de la Republique, des particuliers, ou des
Villes, dans quelques lieux qu'ils soient trouvés de ceux
qu'ils doivent quitter, y seront laissés exactement, &
pour ceux qui ont été transportés de la Suede en Po-
logne, Lithuanie, Prusse, Curlande, il sera libre à
la Suede, sans aucune prétention de les emporter, on
satisfera aussi par là à la transaction du don de Thoren
qui reste encore.

XIV. Quiconque qui ait été pris dans cette Guer-
re, par l'un & l'autre Parti, entre les Suedois, Polo-
nois & ceux de Lithuanie, en quelque lieu que ce soit,
de quelque condition & état qu'ils soient, seront ren-
voies libres, & on leur rendra leur première liberté sans
payer aucune rançon, excepté qu'ils n'en fussent conve-
nus, avant ce Traité, les Officiers paient pourtant les
dépenses qu'on a fait pour leur nourriture, & les dettes
qu'ils ont contractées dans leur prison, il faut aussi y
comprendre les autres Prisonniers qu'on restituera de
part & d'autre, lesquels auront été engagés malgré eux
à porter les armes pour le parti contraire, & tous ces
Prisonniers, à sçavoir ceux qui sont dans la Pologne,
Grand Duché de Lithuanie, Prusse Roiale, l'une &
l'autre Livonie, ou Curlande, seront mis en liberté dans
trois semaines à compter du jour que le Traité sera signé,
& ceux qui sont détenus hors de la Pologne, Lithuanie,
Livonie & Curlande dans trois mois, & pour ce qui a
été dit plus haut du paiement de la rançon dont on sera
convenu, cela n'aura lieu que dans les Officiers Supe-
rieurs, comme Generaux, Colonels, Lieutenans Co-
lonels & Capitaines.

s. Le Roi & le Roiaume de Pologne, & grand Du-
ché de Lithuanie ont voulu accorder en consideration de
cette Paix perpetuelle, qu'ils interposeront leur autorité
& bons offices auprès du Cham & Hordes des Tartares,
afin que les prisonniers Suedois qui sont en Tartarie
soient renvoies dans six mois d'ici, & qu'étans ren-
voies ils aient le libre passage, & soient traités favori-
ablement dans le Roiaume de Pologne & grand Duché de
Lithua-

ANS. Lithuanie & Provinces qu'il leur sont annexées, & qu'ainsi de J. C. si ils se rendent dans les Provinces & Terres appartenantes à la Suede.

1660.

XV. Que les anciens commerces soient libres, & qu'on ne les empêche pas, entre les deux Roiaumes de Suede & de Pologne, & grand Duché de Lithuanie, Provinces & Terres qui en dépendent, leurs Sujets & Habitans, tant par terre, que par mer, & qu'ils soient conservés selon l'ancien usage, & comme on les exerceoit dans le temps de la Trêve; & en premier lieu que le Commerce & le transport des Marchandises soit libre par les fleuves Dwine & Balderaw aux Sujets & Habitans du Roiaume de Pologne, grand Duché de Lithuanie, Livonie Polonoise, Curlande & Semigallie, avec les Sujets & Habitans de la Livonie Suedoise, semblablement que le Commerce soit aussi libre aux Sujets & Habitans du Roiaume de Suede, & de la Livonie Suedoise, par les mêmes fleuves avec les Sujets & Habitans de Pologne, Lithuanie, Livonie Polonoise, Curlande & Semigallie, & ce sera la même chose pour ce qui regarde les Doianes & Droits dans les fleuves Dwine & Balderaw, comme des maritimes, & de ceux de terre dans la Livonie, & il n'y en aura de part & d'autre, que dans les lieux seulement où il y en avoit dans le temps de la Trêve, & avant cette dernière guerre.

§. 2. Les Habitans aussi de la grande Pologne, de quelque condition qu'ils soient, soit qu'ils exercent leur commerce par terre, ou par mer, ne seront chargés d'aucuns nouveaux Droits de Doiane & d'Impôt à Stetin.

§. 3. Que la Ville aussi de Dantzic, & les autres Villes de la Prusse jouissent dans le Roiaume de Suede, & autres Provinces qui en dépendent, de la même liberté de Commerce, & des Droits dont ils ont joui avant cette dernière guerre.

XVI. Le Sieur Comte de Conismarc; Maréchal de Camp de Suede, se rendra sans plus long délai, d'une manière décente, dans six semaines, à compter du cinq Avril du stile nouveau, à Dantzic, & il en sortira dans quatorze jours, d'abord que le dernier Traité aura été signé, & avant l'entière restitution, il donnera particulièrement des Lettres reversales, par lesquelles il s'engagera de ne faire, ni de rien exiger contre Sa Majesté Polonoise & le Roiaume de Pologne & en particulier contre la Ville de Dantzic, conservant pourtant l'obligance & fidélité dûe aux Rois & Roiaume de Suede.

XVII. Le Serenissime Roi & Republique de Pologne, autant soin qu'on satisfasse à l'illustrissime Princesse Anne Marie fille unique du feu Prince Janus de Radzivil Palatin de Vilna, grand General des Armées du grand Duché de Lithuanie, pour avoir, selon les legitimes Coutumes du Roiaume & du grand Duché de Lithuanie, les heritages, & biens paternels & maternels, en vertu de la generale amnistie, favorable à tous en vertu de la presente Convention.

XVIII. On donnera, & on ne refusera pas les corps des Generaux, & autres Officiers d'Armée qui sont morts, lesquels soit dans la Pologne, soit dans la Prusse, ne sont pas encore enterrés, & sont conservés dans certains lieux, à ceux à qui on donnera le soin de les en retirer, & pour les morts qui, ou pendant la premiere, ou cette dernière guerre ont été enterrés à Elbinga, Mariembourg & autres Temples de la Prusse & de la Pologne, seront conservés sans qu'on y touche, & leurs sépultures seront exemptes de tout violence & recherche.

XIX. Pour ce qui est de ce que le Duc de Croi pretend lui être dû par la Republique de Pologne, on est convenu de la sorte; à sçavoir que ledit Duc fasse connoître son droit, en produisant les Obligations en original dans la prochaine Diete du Roiaume, & là on aura égard à ce qui lui sera dû, en conservant aussi le droit du Duc de Curlande, s'il lui doit revenir quelque chose des dites sommes d'argent.

XX. Pour ce qui est de la demande & de la dette des Comtes de Dohna, par la Republique de Polo-

Tom. III.

gne, entant qu'elle pourra être liquidée, on y aura aussi égard dans la Diete du Roiaume qu'on tiendra.

XXI. La Suede aura encore égard aux prétentions du Baron Sigismond de Guldenstern dans le Roiaume de Suede, & Provinces qui en dépendent.

XXII. Qu'il y ait à l'avenir, & pour toujours la même paix, amitié, amnistie, & perpetuel oubli de toutes les choses passées entre le Serenissime & tres-puissant Prince Leopold élu Empereur des Romains, &c. le principal allié de la Pologne, comme aussi, ses heritiers & Successeurs, Roiaumes, & Provinces qui en dépendent tant dedans que dehors l'Empire, & leurs Sujets & Habitans, & le Serenissime & tres-puissant Prince Charles Roi & Prince hereditaire de Suede, des Goths & des Vandales &c. & ses Heritiers & Successeurs Rois, & le Roiaume de Suede & Provinces qui en dépendent, situées tant dedans que dehors l'Empire, & leurs Sujets & Habitans, de telle manière que tout ce qui s'est pu passer d'offense mutuelle, ou d'innimités & prétentions ou devant cette Guerre, ou pendant qu'elle a duré, soit dedans ou dehors la Pologne, ou à raison du secours donné au Serenissime Roi & Republique de Pologne, ou par quel qu'autre cause; soit oublié pour toujours, qu'il ne soit permis à nul des deux partis, d'attaquer les armes à la main sous quelque pretexte que ce soit, ni ouvertement, ni en secret, ni indirectement, ni indirectement les Roiaumes, Etats, ou Provinces de l'autre, ni d'y exercer aucun genre d'hostilité; mais qu'ils s'attachent aux interets l'un de l'autre, & que toutes choses soient rétablies entre les deux partis selon leur premier état, union & fidelle correspondance, qu'il ne préjudicie à personne des Sujets de l'un & de l'autre parti ou Etats, & Vaux de l'Empire, pour avoir suivi le parti de l'autre dans la Guerre ou dans la Robe; mais quiconque pour le seul sujet de cette Guerre seroit déchu de son état, & de la fortune, sera rétabli sans délai, & sans contradictions, & jouira pleinement de son premier état, dans lequel il a esté immédiatement avant cette Guerre, quand aux honneurs & biens immeubles, & même aussi quand aux meubles, s'ils n'ont pas encore esté adjugés, & donnés au fil.

§. 2. Et afin que cette paix & amitié puisse estre établie sur de plus solides fondemens, Sa Majesté Imperiale restituera pleinement tous les lieux que les Garnisons occupent dans la Pomeranie & dans Meklenbourg au Serenissime Roi de Suede, & ceux qu'il occupe dans le Holstein & Duché de Sleswic, au Duc d'Holstein Gottorp (lequel donnera auparavant une caution, par laquelle il promettra de ne rien revandiquer, selon la formule de laquelle on est convenu par le consentement des parties dans cette paix, & dans laquelle il sera censé estre inclus,) & Sa Majesté Imperiale leur restituera ces Places avec les Canons qui leur appartiennent, l'Artillerie, & le reste de l'attirail de guerre, comme aussi les biens meubles de quelle sorte qu'ils soient, de plus les Actes de la Chancellerie, & Archives, & autres papiers, comme toutes ces choses ont esté trouvées dans le temps qu'on s'est rendu maître du lieu, & qui ne sont pas encore distraites: laquelle restitution se fera, à sçavoir des Places de la Pomeranie & de Meklenbourg, excepté Wolin, Dam & Greiffenhagen dans deux semaines à compter du jour, qu'on échangera les ratifications, dans lequel temps la Pologne restituera aussi Heibing & on restituera aussi Wolin, Dam & Greiffenhagen, comme aussi les autres Places de l'Holstein, & du Duché de Sleswic dans les deux autres semaines suivantes, à compter du jour de ladite permutation, en retirant à même temps dedit lieux les Garnisons & toutes les Troupes des Provinces appartenantes à Sa Majesté Imperiale au Roiaume de Suede, aux Ducs de Meklenbourg, & au Duc d'Holstein, Sleswic de la manière dont il en sera convenu entre les Generaux de chaque parti, ou les Lieutenans Generaux, dans le temps fixé pour l'échange des ratifications.

§. 3. Du reste, tous les différens qui arriveront tou-

Kkkk

chant

ANS
de J. C.
1660.

chant les affaires de l'Empire, seront terminés & décidés selon les Loix de l'Empire, & de la paix d'Allemagne, sans le bruit des armes, & on s'en tiendra de l'un & de l'autre côté à la disposition du Traité d'Osnabrug, & aux Constitutions de l'Empire.

XXIII. Semblablement aussi on renverra & on rendra la liberté, tant de la part de l'Empereur que du Roi de Suede, aux prisonniers qui ont été faits pendant cette guerre, de quelque condition & état qu'ils soient sans paier aucune rançon, excepté qu'ils n'en soient convenus auparavant que ce Traité ait été signé, & cela dans trois semaines à compter du jour de la ratification, en paient les dépenses qu'on aura faites pour leur nourriture, & les dettes qu'ils ont contractées dans le temps de leur prison. Il faut aussi y comprendre les prisonniers & restituer de part & d'autre, ceux qu'on a obligé malgré eux à porter les armes dans le parti contraire touchant ce qu'on a dit ci-dessus du paiement de la rançon dont on s'en sera convenu, cela aura seulement lieu à l'égard des Officiers supérieurs, comme Generaux, Colonels, Lieutenans Colonels, & Capitaines.

XXIV. Qu'il y ait aussi une paix perpetuelle & veritable, & sincere amitié, entre le Serenissime & trespuissant Prince Charles Roi & Prince hereditaire des Suedois, des Goths, & des Vandales, &c. Les Rois ses Successeurs & descendants, le Roiaume de Suede, ses Provinces situées, tant dedans que dehors l'Empire, Etats & Terres, & le Serenissime Prince Frederic Guillaume Marquis de Brandebourg, Grand Chambellan de l'Empire & Prince Electeur, &c. Allié de la Pologne, & ses heritiers & successeurs, Provinces, Etats & Terres situées tant dedans que dehors l'Empire, en sorte que dans la suite ils aient toujours soin mutuellement de l'honneur, des avantages & de l'utilité l'un de l'autre, avec affection & sincerité.

§. 2. Les Traités & Alliances que l'une & l'autre des Parties ont fait, ou entre-elles, ou avec d'autres Princes & Etats demeureront dans leur entier & dans toute leur force, à l'égard de tous leurs points, clauses & articles, de sorte pourtant que le present Traité de Paix, n'en souffre aucun préjudice.

§. 3. Qu'il y ait aussi de part & d'autre amnistie, & un éternel oubli de toutes les choses qui se sont passées, en sorte que tout ce qui s'est fait & passé jusqu'à present, en quelque lieu & pour quelque sujet que ce soit, soit dedans ou dehors l'Empire, par l'une ou l'autre des deux Parties, ou par ceux qui sont sous leur puissance, sans avoir égard aux personnes ou aux choses, soit que cela soit arrivé par voie de fait, ou par voie de droit, directement ou indirectement, ne pourra jamais être vengé par aucune des deux Parties.

Et ni à raison de cela, ni sous aucun autre pretexte un parti ne fera, ni ne fera faire dans la suite à l'égard de l'autre, ni par soi, ni par d'autres, ni ouvertement, ni en secret, aucun acte d'hostilité, ou d'inimitié, ni aussi à l'égard de ce qui regarde les Officiers, & autres Habitans & Sujets des Etats, leurs biens & leur état.

Nul aussi des Sujets, & Vassaux de l'un & de l'autre Parti, ne tirera aucun de l'avantage de quelque condition & dignité qu'il soit, pour avoir suivi le parti de l'autre pendant cette Guerre dans l'épée ou dans la Robe; mais que quiconque pour le seul sujet de cette Guerre, seroit déchu de ses possessions soit rétabli dans son premier état, dans lequel il a été immédiatement avant cette Guerre, pour ce qui regarde les honneurs & les biens immeubles, & même aussi quand aux biens meubles s'ils n'ont pas encore été adjugés, & donnés au fisc, ou distraits ailleurs, & cela sans aucun délai ni contradiction, & qu'ainsi on restituera au Comte de Konigsmark Marechal de Camp & au Marechal de Camp Wirtemberg, les biens immeubles qu'ils ont possédés avant cette Guerre dans les Terres de son Altesse Electorale, en quel lieu que ce soit, dans l'état, dans lequel ils sont presentement, & cela en vertu de cette Paix, lesquels biens ils posséderont avec les mêmes droits, qu'ils les ont tenus & possédés avant cette dernière Guerre.

XXV. Et afin qu'à l'occasion de ce qui s'est passé ci-devant, il ne naisse quelque differend, le Serenissime Roi de Suede renonce en vertu de ce Traité de Paix, le plus autentiquement que faire se peut, pour toujours, & irrevocablement, pour lui, ses heritiers, & Rois, ses Successeurs, & pour le Roiaume de Suede, aux Traités qui ont été faits, le 17. de Janvier de l'année 1656. à Konisbers, de plus le 25. Juin de la même année à Marienbourg, & enfin le 20. Novembre de la même année à Labiavie, entre le Serenissime Roi de Suede de glorieuse memoire decédé dernièrement, & son Altesse Electorale, comme aussi à toutes les autres conventions qui leur ont été ajoutées, ou qui ont été faites séparément à cet égard en quelque maniere que ce soit, pendant que cette dernière Guerre de Pologne a duré, & déclare toutes & chacune de ces choses, dans toutes & chacune de leurs clauses, conditions & articles nulles, & leur ôte, en vertu de ce Traité pour toujours toute leur force, en sorte qu'il ne puisse, ni ne doive jamais rien alleguer, pretendre, ou demander contre son Altesse Electorale de Brandebourg, ses Heritiers reconnus, Successeurs, Provinces en quel endroit qu'elles soient situées, & en particulier contre le Duché de Prusse, & ses Ordres & Habitans, ou contre Sa Majesté Polonoise, les Rois ses Successeurs, & le Roiaume de Pologne, en vertu desdits Traités, & conventions abolies pour le present & pour l'avenir, ou à raison de la succession dans la Prusse, ou de l'union, ou sous quelque autre pretexte ou cause que ce soit, c'est pourquoi les Originaux desdits Traités & conventions, n'ayant pas pu être abolis, ils seront regardés maintenant & pour toujours comme tels, comme déchirés & réduits en cendres. Comme aussi le Serenissime Electeur Duc en Prusse, declare le plus autentiquement qu'il se peut, pour toujours & irrevocablement, en vertu de ce Traité de Paix, pour lui, ses Heritiers & Successeurs, que ni lui, ou ses Heritiers & Descendants ne tireront aucune prétention desdits Traités, & conventions contre le Roi & Roiaume de Suede; mais que son Altesse Electorale renonce, en vertu de ce Traité pour elle & pour ses Heritiers & Successeurs, à tous lesdits Traités qui sont déjà abolis, & les declare & regarde tous pour le present & pour l'avenir, comme nuls, déchirés & réduits en cendres, & leur ôte pour toujours toute leur force.

XXVI. Le Serenissime Electeur de Brandebourg, restituera entièrement, toutes les Places que ses Garnisons occupent dans la Pomeranie au Serenissime Roi & Roiaume de Suede, & celles qu'il occupe dans le Holstein & Duché de Sleswic à son Altesse le Prince, & Duc de Holstein-Gottorp, (lequel donnera pourtant auparavant caution de ne rien revendiquer selon la formule de laquelle on est ici convenu, par le consentement des Parties dans cette Paix, & dans laquelle il sera censé être inclus,) & cela avec les Canons qui leur appartiennent, l'Artillerie & le reste de l'attirail de Guerre, comme aussi les biens meubles de quelles forte qu'ils soient; de plus les Actes de la Chancellerie, & des Archives & autres papiers, le tout comme il s'est trouvé dans le temps qu'on s'est rendu maître du lieu, & qui n'a jamais été encore distrait, laquelle restitution se fera, à sçavoir des Places de Pomeranie, excepté Wolstin, Dam & Greiffenhagen, dans deux semaines à compter du jour qu'on échangeera les ratifications, dans lequel temps on restituera Elbing, & dans les deux autres semaines suivantes à compter du jour de ladite restitution, on restituera Wolstin, Dam, Greiffenhagen & les autres Places de l'Holstein, & du Duché de Sleswic, en retirant en même temps desdits lieux les Garnisons, comme aussi toutes les Troupes qui sont dans les Provinces appartenantes au Roi de Suede, & au Duc de Holstein & de Sleswic, de la maniere dont les Generaux ou Lieutenans Generaux de l'un & l'autre parti, en conviendront entre eux dans le temps de l'échange des ratifications, de sorte pourtant qu'en quittant & restituant lesdits lieux, on ne fasse aucun tort ou aux Communautés qui ont eu des Garnisons Electorales, ou qui ont été en quelque

ma-

1660. ANS maniere, pendant cette Guerre sous la puissance, & de J. C. l'obéissance de son Altesse Electorale, ou à quelque particulier qui aura suivi son parti sous quelque pretexte que ce soit, ou qu'on leur porte préjudice en quelque autre chose, comme à l'égard des anciens droits, privileges, biens, fiefs, & libertés qui leurs appartiennent, sans exception, ni réserve.

XXVII. Les prisonniers qu'on a fait pendant cette Guerre, de quelque condition & état qu'ils soient, seront renvoyés & remis en liberté sans paier aucune rançon, excepté qu'ils n'en soient convenus autrement avant qu'on ait signé ce Traité, dans l'espace de trois semaines à compter du jour de la ratification, les Officiers payant pourtant les dépenses qu'on a fait pour leur nourriture & dettes qu'ils ont contractées dans le temps de leur prison, on reste il faut aussi y comprendre, & restituer de part & d'autre, ceux qu'on a obligés malgré eux de servir dans le parti de l'autre.

XXVIII. Que les dettes contractées par les Sujets & Habitans de l'un & de l'autre parti, comme par les Generaux & Officiers de Guerre, en quel endroit qu'elles aient été, soient païées de part & d'autre de bonne foi, que si pendant cette dernière Guerre on a extorqué de l'un & de l'autre côté quelques obligations ou reconnoissances, elles sont entierement cassées, & on declare qu'elles ne feront d'aucune valeur.

XXIX. Que les anciens Commerces soient rétablis, & que dans la suite ils soient conservés dans leur entiere vigueur, entre les Sujets & Habitans du Roiaume, Provinces, Etats, Terres situées tant dedans que dehors l'Empire, de Sa Majesté Suedoise, & de son Altesse Electorale de Brandebourg.

XXX. Si quelques biens ont été déposés ou portés en quelque maniere que ce soit, devant ou dans le temps de cette Guerre, par les Sujets de son Altesse Electorale ou Habitans de ses Terres, dans le Royaume, Provinces, Terres ou lieux occupés & possédés jusqu'à présent par le Roi de Suede, que ledits biens soient restitués sans aucun délai ni détournement à leurs Maîtres, s'ils n'ont pas déjà été adjugés & donnés au fisc.

XXXI. Comme il importe beaucoup pour la fermeté de cette paix, qu'elle soit faite universellement, & que tous les Alliés de cette Guerre pourvoient entierement à la liberté du Commerce, c'est pour cela que les differens qu'a le Roi & Roiaume de Suede, avec le Roi de Dannemarc, ne puissent pas estre décidés ici commodement, & qu'on en traite avec esperance de succès en Dannemarc, neanmoins on est convenu que le Roi de Dannemarc & de Norwege & les Roiaumes & Terres soient compris, la Paix étant conclue dans le Dannemarc, dans ce Traité, de sorte que tout ce qui aura été conclu, & ordonné par ledits Rois de Suede & de Dannemarc, soit aussi censé appartenir à cette Paix, comme s'il estoit spécialement inseré dans ce Traité, en conservant en toutes choses ledit Traité qui se conclura en Dannemarc entre les deux dits Rois.

XXXII. Que tous les actes d'hostilité cessent entre toutes les Parties qui font la Paix, tant principales, qu'Alliés & leurs armées, du jour que la Paix sera conclue & signée en la maniere suivante, dans la Prusse, tant Roiale que Ducale, dans quatre jours, dans la Poméranie, & Mecklenbourg, dans douze, dans la Livonie & Curlande dans quatorze, & le Duché de Holstein, & Sleswig, vingt jours après & que dans le même jour dans chacun d'icelles lieux, toutes sortes de negociations soient rétablis selon l'ancien usage, & que le Commerce des Lettres soit libre.

§. 2. Les Generaux de la Garnison d'Elbing, dans la Prusse, & ceux de l'Empereur & de l'Electeur de Brandebourg dans la Poméranie, après qu'ils auront reçu l'ordre de cette cessation d'armes, ils auront un soin tres-exact, que jusqu'à l'entiere execution de la Paix, on n'exige plus avec hostilité la subsistance du soldat, ni qu'outre ce qu'il faut pour leur raisonnable & necessaire entretien, que les Provinces où ils sont ne souffrent en-

core de leurs armes, pour lequel effet on députera des ANS Commissaires qui auront un soin exact, afin que con- de J. C. tre cette convention, on n'exige rien d'exor- 1660: bitant.

XXXIII. Enfin, que les Troupes & Armées de tous ceux qui sont en Guerre dans l'Empire, après la restitution des Places soient renvoyés par tous ceux qui entrent dans cette Paix; chacune n'en retenans que le nombre dans les propres Etats qu'il jugera necessaire pour sa seureté.

XXXIV. Que ces articles soient ratifiés par le Roi de Suede d'une part, & le Roi de Pologne, comme aussi la Republique de Pologne, & ses Alliés d'autre part, comme on en est convenu en la maniere suivante.

1. Que le Traité de cette Paix soit signé & scellé, par les Seigneurs Commissaires de l'un & de l'autre parti, & par l'Ambassadeur du Mediateur, & qu'on le donne & échange mutuellement.

2. Que le Roi de Pologne confirme ce Traité d'abord, après que les Commissaires Polonois l'aurent signé & scellé, par des Lettres de ratification en la maniere dont on sera convenu, & que dès à présent il donne une assurance, que pour le plus tard dans trois mois à compter du jour que ce Traité de Paix sera signé, S. M. en donnera l'entiere & pleine ratification, en y inserant entierement le Traité de la Paix qu'on aura conclu, selon la formule dont les Commissaires de l'un & de l'autre parti seront convenus.

3. Le Roi de Suede ratifiera par un écrit solennel, en son nom & du Roiaume de Suede, ces articles, lequel acte sera signé par la Reine sa Mere, & par les Administrateurs du Roiaume de Suede, en la forme dont on sera convenu.

4. Que les Délégués de la Republique de Pologne, par la Loi de la Diete de l'année 1659. Députés au nom de la Republique approuvent ces articles, par leur signe, & par le sceau de leur armes, ce que fera aussi la Diete qui doit estre convoquée dans trois mois.

5. Que les actes de la ratification, tant de S. M. Polonoise, que des Députés & Délégués par la Loi de la Diete soient inserés dans la prochaine Diete, aux Constitutions & au Livre des Loix de Pologne.

6. Que les Instrumens & pieces autentiques de la ratification, tant de l'un & de l'autre Roi, que desdits Délégués de la Republique, soient portés par les Commissaires des deux Parties, dans l'espace pour le plus tard de trois mois, à compter du jour que ce Traité sera signé, aux limites de leurs Terres, entre Elbing, & Marienbourg, & qu'ils y soient reçus de part & d'autre par les Parties qui font cette Paix, par le sieur Ambassadeur du Mediateur & qu'à même temps on en fasse l'échange.

7. Sa Majesté Imperiale, & l'Electeur de Brandebourg feront donner au même temps & lieu leurs ratifications.

8. Enfin que ledits actes des ratifications des Rois & Republique de Pologne & de leurs Alliés, soient faits selon la forme dont on est convenu, & qu'on a prescrit quant au titre & signature & autres choses requises, en n'y changeant aucune parole ni syllabe, & qu'ainsi ils soient échangés reciproquement.

XXXV. Et afin que cette Paix soit mieux établie & subsiste avec plus de seureté & ne soit violée en aucune façon; toutes ledites parties qui la font, tant les principales que les Alliés promettent qu'ils veulent & doivent observer religieusement & inviolablement cette transaction & Paix & tous ses Articles, Chefs & Clauses, & afin qu'elle ne soit point violée à l'avenir, elles s'obligent mutuellement à une Garantie generale & reciproque défense, s'engageant par ces presentes le plus étroitement qu'il se peut, que s'il arrive qu'une partie soit attaquée par l'autre, ou que plusieurs le soient par plusieurs autres, contre la disposition de cette Paix, soit par Terre, soit par Mer: Cet Agresseur sera regardé

ANS de Tous, comme infrafacteur de cette Paix & sera exclus de tous ses avantages, & toutes les autres parties qui entrent dans cette Paix seront mutuellement obligées d'assister par leur communes Armes la partie offensée, au plus tard dans deux mois après qu'elle les en aura requises, & de continuer la Guerre contre cet Agresseur; jusqu'à ce que la Paix, d'un commun consentement des parties, ait été rétablie.

§. 2. Que s'il arrive qu'une partie soit offensée par une autre, ou plusieurs par plusieurs autres, par quelque injure considérable, sans que ce soit pourtant par la force des armes, il ne sera pas permis à l'offensé de recourir d'abord aux Armes, mais auparavant chercher un expédient pour terminer à l'amiable ces différends, lequel pourra être tel; à sçavoir, que l'offensé après avoir reçu cette injure, s'il peut immédiatement convenir avec celui qui l'a offensé, il avertira les autres qui entrent dans cette Paix & on donnera une Commission générale au nom de Tous, pour les Frontières de l'offensé, où dans l'espace de quatre mois les Commissaires départés de part & d'autre, examineront l'affaire, & s'il est possible, ils la termineront au plus tard, dans quatre autres mois.

§. 3. Que si on connoit que l'offensé ne veut pas acquiescer aux moiens équitables qu'on propose, pour lors il sera permis à l'offensé, après avoir pourtant fait au paravant une Declaration de Guerre dans les regles, de poursuivre son droit par les Armes & de faire la Guerre à celui qui l'a offensé, comme il a été ordonné ci-devant.

§. 4. Que s'il arrive quelques troubles qu'on repousse par la force & pour conserver seulement ses limites, ces Actes ne seront pas regardés comme contraires à la Paix, & tous ces sortes de différends touchant les limites seront terminés, sans qu'on prenne les Armes.

XXXVI. Le Serenissime & Tres-Puissant Roi de Suede & le Serenissime & Tres-Puissant Roi & Republique de Pologne, comme aussi le Serenissime Electeur de Brandebourg, aiant pour plus grande sécurité de cette Paix demandé, que le Serenissime & tres-Puissant Prince LOUIS XIV. Roi Tres-Chretien de France & de Navarre, par les soins & mediation duquel cette Paix a été commencée & conduite jusqu'à la fin, entre lesdits Serenissimes Rois & le Serenissime Electeur de Brandebourg, voulut se rendre garant entre eux de son execution & observation, Sa Majesté Tres-Chrétienne leur accordant leurs demandes & desirs, & souhaitant avec le même desir, que cette Paix ne soit jamais rompue, avec lequel il l'a désirée, promet & s'engage pour lui & pour les successeurs les Rois de France, & cela par le Sieur Antoine de Lombres son Ambassadeur aiant tous les Ordres nécessaires pour cette garantie, qu'il fera executer & observer ces Articles entre lesdits Serenissimes Princes, par tous les meilleurs moiens qu'il pourra & même par les Armes, si les moiens à l'amiable ne servent de rien, & que si quelqu'un d'eux, compris dans cette garantie, les violoit, il joindroit les Armes & ses forces à la partie offensée à la requête qu'elle lui en feroit, & afin que cela soit plus constant à Tous; le sieur Ambassadeur de France promet, qu'il donnera, dans le même tems qu'on échange les ratifications de la Paix, la ratification du Roi son Maître, pour cette garantie: il sera aussi permis à tous les autres qui entrent dans cette Paix de recevoir cette garantie du Roi T. C. & d'y inviter encore les autres dans le tems de la ratification.

XXXVII. Si quelques Rois, Princes, Republiques, ou États, veulent être compris par quelque partie que ce soit de ceux qui font cette Paix, dans ce Traité, ils en auront le pouvoir, pourveu qu'ils le déclarent dans six mois, & que la chose se fasse du consentement de toutes les parties, en Foi de toutes lesquelles choses & pour leur donner plus de force, les Ambassadeurs & Commissaires de toutes les parties avec le Sieur Médiateur ont signé & muni du Sceau de leurs Armes ce present Trai-

té de Paix. Fait à Oliva le 3. Mai de l'année 1660. ANS de J. C. 1660.

DE LOMBRES L.S. MAGNUS GABRIEL DE LA GARDIE L.S. BENG OXERN.

CCCLXXXIII.

Articles arrêtés par Mr. l'Archevêque d'Ambrun, Ambassadeur extraordinaire du Roi de France, LOUIS XIV. avec la Republique de VENISE, pour les intérêts du Corps d'Armée, que Mr. le Prince Almeric de Modene doit commander par les Ordres de sa Majesté, pour le secours de la Republique. A Venise, le 26. Mai 1660. ANS de J. C. 1660. FRANCE MODENE ET VENISE.

Articles proposés par son Altesse le Prince Almeric. Réponse aux Articles proposés.

I. LA Republique Serenissime étant obligée par convention faite avec le Roi de fournir quatre mille deux cens rations de pain par jour, S. A. demande que la qualité du pain soit semblable à celui que les Munitionnaires de S. M. fournissent aux soldats de ses Armées, entre bis & blanc, cuit & raffiné, du poids de vingt-quatre onces. Que si au lieu de pain la Republique ne peut donner que du biscuit, il faut qu'il soit dans cette proportion & qualité. Que pour la fourniture qui sera faite dudit pain ou biscuit, S. A. demande qu'il y ait un Entrepreneur seul pour les Troupes du Roi, lequel réponde de tous les manquemens, en cas qu'il en arrivât.

II. Si l'Armée de la Republique assiège quelque Place, S. A. demande que la Repub. fasse donner un Hôpital en particulier pour les soldats François, soit dans une Ville ou à la Campagne, le plus proche du Camp qu'on pourra; & si les soldats François blessés ou malades doivent être médicamentés dans quelque Ville appartenante à la Republique, que toutes les fois que les Officiers demanderont leurs soldats, le Gouverneur les rendra sans difficulté.

III. En ce même cas de Siege, S. A. demande que la Republique lui donne des Officiers de l'Artillerie intelligens, avec des bons Ouvriers, lesquels soient entièrement dépendans de Sad. Altesse, & qu'ils lui fournissent toutes les choses nécessaires à temps, afin que les travaux ne puissent être in-

I. On fera une revûe à l'arrivée des Troupes du Roi, & il leur sera fourni à proportion du pain, ou du biscuit, de la meilleure qualité que faire se pourra, & du même poids que celui qui se donne aux soldats de la Republique, pour éviter l'inégalité des loyers, & des onces. Le Certificat de la revûe sera envoyé à la Cour, afin que S. M. sache ce que la Republique fournit moins des quatre mille deux cens rations de pain, à quoi elle est obligée.

II. Accordé.

III. Accordé.

ANS interrompus par les divers de J. C. emplois, qu'on pourroit donner à ceux qui devront servir à son attaque.

IV. Que les Vivres qui seront vendus dans le Camp, seront taxés par la République au meilleur marché qu'il se pourra, & toujours égal pour les uns comme pour les autres; & en cas que les Vivandiers ou autres excédassent le taux qui aura été fait, ils seront châtiés, sur la plainte qui en fera faite.

V. Que les foldats François seront payés de tous leurs travaux, excepté des retranchemens du Camp, auxquels ils sont obligés.

V. Que tous les travaux périlleux, comme tranchées ou logemens, seront faits par les Guastadori ou Pionniers aux dépens de la République, & à leur défaut par les Soldats, qui en seront payés, suivant les ordres du Capitaine General. Cet Article est de quelque considération. Et a été peu entendu par les Députés, ne voyant pas que l'on fera de belles parties au Capitaine General.

V.I. Accordé.

VI. S. A. demande qu'après le débarquement des Troupes, la République députe quelque Officier principal de l'Artillerie, pour recevoir tous les outils, armes, grenades, poudres, mèches, & autres munitions que S. M. doit fournir à la Repub. afin que les quittances dudit Officier soient valables, & que l'Officier du Roi soit bien & dûement déchargé.

VII. Que par une précaution nécessaire la République fasse faire une provision de quatre ou cinq cens mousquets pour les pouvoir distribuer aux foldats défarmés, étant certain qu'il y aura un grand nombre d'armes rompues dans les Vaisseaux, lesquelles armes retourneront à la Repub. autrement il faut compter autant de foldats défarmés autant d'inutiles.

VIII. Que la Repub. fasse toute diligence possible pour faire donner les Chevaux qu'elle doit fournir aux Cavaliers François à leur débarquement, afin que par le soin qu'ils en prendront durant le séjour qu'on doit faire pour rétablir les foldats malades du voiage, lesdits Chevaux puissent utilement servir.

IX. Que la marche, le rang, & l'ordre des fonctions des Troupes du Roi sera réglée de bon concert par son Altesse, avec le General de l'Armée de la République, si déjà du côté de la

IX. Cet Article a été précisément réglé en ces termes, pour éviter les contestations à l'Armée.

Les Troupes du Roi auront la préférence & le choix de la marche, &

Cour il n'y a été pourvu avec son Ambassadeur. En ce cas l'ordre de Sa Majesté portera la décision; & à l'égard de la personne de Son Altesse, Sa Majesté lui a donné les ordres particuliers pour la conduire qu'elle doit observer avec le General de l'Armée de la République.

X. Et comme Son Altesse ne peut pas aller joindre l'Armée du Roi, ni celle de la République, avec un équipage qui porte ses provisions, comme feroient des Chariots en une Armée de Terre, S. A. demande que la République lui fasse fournir des Vaisseaux, non pas seulement pour la sécurité de son voiage, mais ceux qui lui seront nécessaires pour embarquer ses chevaux & ses provisions, avec celles du Sieur de Baas Lieutenant General & Commandant sous elle; & que les mêmes Vaisseaux qui porteront lesdits équipages & provisions, seront obligés de suivre & cotoier l'Armée du Roi toute la Campagne; & même tout autant de temps que S. A. en aura besoin; afin qu'ils trouvent dans les Magasins de leurs vivres les secours nécessaires pour leur subsistance, étant impossible de pouvoir servir sans cela.

XI. Son Altesse desire être informée présentement de la manière que la République le traitera en arrivant à Venise, pour y faire son embarquement, n'y ayant point eu encore d'exemple qu'un Prince Lieutenant General de l'Armée du Roi se soit présenté sur semblable occasion. Néanmoins, sans que Son Altesse veuille capituler avec la République sur ce sujet, elle attend que par sa prudence on lui donnera satisfaction.

XII. Il y a aussi un Article concernant l'intérêt particulier de Mr le Prince Almeric, auquel la République peut avoir été avertie par son Ambassadeur auprès du Roi.

des autres fonctions de Guerre; mais s'il en l'un ou de J. C. l'autre elles rouleront avec celles de la République.

Les Députés ont passé cet Article avec peu de commodité des Ordres de la Guerre, ayant consenti que leur Corps d'Armée ou est le Generalissime, suivant la décision du Roi faite en sa faveur, n'ait pas la première attaque, ou le poste d'honneur; de quoi Mr. de Baas prétend tirer grand avantage dans les rencontres.

X. Accordé.

XI. Les Députés n'ont point voulu entrer en cet Article, disant que la République s'avoit la manière dont elle en devoit user: Ce qui signifie presque assurément qu'elle ne veut ni loger ni défrayer Mr. le Prince Almeric, se contentant de tenir des Vaisseaux prêts pour son embarquement; mais seulement lui envoyer des regales où il sera logé. Sur quoi Mr. l'Ambassadeur a déclaré aux Députés qu'il espéroit d'avoir l'honneur de le loger, & qu'en ce cas il ne vouloit point que leurs regales ou viandes entrassent dans sa Maison, comme dans un Cabaret.

XII. Cet Article a été expliqué délicatement, sans insister sur aucune demande, d'un ajuto di costa quo la République pourroit donner à Mr. le Prince Almeric dans son passage, suivant les intentions qu'en avoit donné son Ambassadeur auprès du Roi.

H h h h h ;

ANS Ces Articles ont été pre-
de J. C. sentés au College par Mr.
1660. l'Ambassadeur le 21. Mai
1660. & arrêtés avec les ré-
ponses entre lui & Mr. de
Baas d'une part, & Mes-
sieurs Angelo Corero Che-
valier, & Aloise Moceni-
go, Deputés par la Repu-
blique, de l'autre, le 26.
du même mois, dans la Mai-
son de Mr. l'Ambassadeur.

Les Deputés ont répondu
que c'étoit un équivoque,
& qu'il n'en avoit jamais
rien écrit au Senat, se re-
tenant sur la négative. Un
d'entr'eux dit seulement,
qu'on avoit pensé de faire
quelque regale à Mr. le
Prince Almeric, auroit
de la Campagne; de quoi
on témoigna de ne faire au-
cun cas, & on leur dit,
que sans avoir égard au lo-
gement ni à l'argent, ils ne
laisseroient pas d'être ser-
vis, parce que c'étoit la
volonté du Roi, & l'ordre
de Son Eminence.

CCCLXXXIV.

ANS *Traité de Paix entre FREDERIC III.*
de J. C. *Roi de Danemarck & CHARLES XI.*
1660. *Roi de Suède, par la Médiation & la ga-*
rantie de la France, de l'Angleterre, &
des Provinces-Unies. Fait à Coppenhague
le 27. Mai 1660. Freder. Leonard
Tom. V. Theatrum Pacis. Tom. I
pag. 515.

Nous Olaus Parsbergues de Ternit Chevalier,
Axelvrup de Belteberg Chevalier, & Pierre
Reets de Tyggelstrup Grand Tresorier, Baillifs
de Westeroeyk, de Dala & de Moona, & Commissai-
res Plenipotentiaires de Serenissime & tres-puissant Prince
Frideric III. par la grace de Dieu, Roi de Danne-
marck, de Norwege, des Wandales & des Goths,
Duc de Sleswic, de Holstein, de Stormare, & de Dittmar-
se, Comte d'Oldenbourg & de Dolmenhorst. Fai-
sons sçavoir à tous qu'il appartiendra, que comme de-
puis la Paix naguerre conclue à Rostkil le 26. Février
1658. & confirmée & ratifiée entre les deux illustres
Roiaumes du Septentrion, il se seroit mû plusieurs trou-
bles & differends, entre le Serenissime & tres-puissant
Prince Frideric III. par la grace de Dieu, Roi de Danne-
marck, de Norwege, des Wandales & des Goths,
Duc de Sleswic, de Holstein, de Stormare & de Dittmar-
se, Comte d'Oldenbourg, & de Dolmenhorst & le Roia-
me de Danemarck d'une part: Et le Serenissime & tres-
puissant Prince de glorieuse memoire Charles Gustave,
Roi des Suedois, des Gots & des Wandales, Grand
Prince de Finlande, Duc de Schanie, d'Esthonie, de
Carelle, de Brema, de Verde, de Stetin, de Pome-
ranie, de Cassubie, & de Vandalie, Prince de Rugen,
Seigneur d'Ingrie, & de Vismar, Comte Palatin du
Rhin, Duc de Baviere, de Juliers, de Clèves & de Ber-
gue, & le Roiaume de Suède d'autre: Et ces differends
qui estoient assoupis depuis peu, se seroient réveillés &
augmentés, en sorte que non seulement il se seroit fait
une Guerre ouverte entre Sadite Majesté Danoise, & Sa-
dite Majesté Suedoise de glorieuse memoire, mais qu'il
le auroit continué sous le Serenissime Roi de Suède à
present regnant, c'est pourquoi le Serenissime & tres-
puissant Prince & Seigneur Loüis XIV. Roi de France
& de Navarre, la Serenissime Republique d'Angleterre,
& les hauts & tres-puissants Seigneurs les Etats Generaux
des Provinces-Unies des Pais-Bas ont par une affection
singuliere jugé à propos d'employer leurs soins, pour
arrester le cours d'une Guerre qui avoit déjà eu tant de
suites, de faire succeder en sa place, la Paix, la tran-
quillité & une amitié sincere si long-temps desirée; &
pour cet effet, après avoir donné un plein pouvoir à leurs
Ambassadeurs, Commissaires, & Deputés Plenipo-
tentiaires, ils les ont envoyé depuis quelque temps vers
leurs Majestés Danoise & Suedoise, Sçavoir le Roi de

France, son Conseiller & son Ambassadeur ordinaire
auprès de sa Majesté Suedoise, son Excellence Messire
Hugues de Terlon Chevalier de l'Ordre de saint Jean de
Jerusalem, la Serenissime Republique d'Angleterre, les
Commissaires & Plenipotentiaires auprès de sa Majesté
Danoise, le sieur Algernon Sidney Membre du Parle-
ment, & du Conseil d'Etat; par l'autorité du Parle-
ment le Sieur Robert Flinniworð Chevalier & Conseil-
ler dudit Conseil d'Etat; & enfin les Hauts & tres-puis-
sants Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies,
leurs Deputés, Plenipotentiaires les Sieurs Godefroide
Slingeland Conseiller & premier Assesseur de la Ville
de Dordrek, le Sieur Pierre Vogelsfang Conseiller &
Sindic de la Ville d'Amsterdam, le Sieur Pierre de
Huibert Secretaire des Seigneurs les Etats de Zelande,
& le Sieur Guillaume de Haaren Seigneur & Gouver-
neur du Pais de Bilt dans la Province de Frise; tous Dé-
putés à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux, au
nom des Provinces de Hollande, de Zelande, & de
Frise; avec ordre de représenter à l'une & à l'autre de
leurs Majestés l'état des affaires présentes, le danger &
les malheurs que l'embrasement de cette Guerre pour-
roit causer si l'on n'en arrestoit promptement le cours,
par des moies convenables & honnestes, de les porter à
quelque accommodement & à des conseils de Paix, &
de leur offrir l'entremise & la médiation de leurs Maîtres
pour avancer davantage un dessein si salutaire, c'est
pourquoi Sadite Majesté Danoise s'étant laissée persuader
aux diligentes, & amiables sollicitations de ses Alliés
mentionnés ci-dessus, & étant d'ailleurs porté par sa
propre inclination à terminer cette Guerre, à faire une
Paix seure & stable, & à établir & affermir une amitié
sincere, & entretenir une bonne correspondance avec
Sa Majesté Suedoise d'heureuse memoire, qui estoit son
voisin & son ami; a écouté favorablement & donné les
mains à des propositions si salutaires & si Chrétiennes,
& accepté la Médiation qu'on lui a offerte, & Sa Ma-
jesté Suedoise d'heureuse memoire, est aussi dans les
mêmes sentimens; tant par les soigneuses & amiables
sollicitations de ses Alliés ci-dessus nommés, que par
son propre mouvement & son desir de finir cette Guerre,
de faire une Paix seure & durable, d'établir & affer-
mir une amitié sincere, & entretenir une bonne corres-
pondance avec Sa Majesté Roiale de Danemarck son an-
cien ami & voisin, & Sa Majesté le Roi de Suède pre-
sentement regnant, voulant suivre les traces de son
glorieux pere, à l'exemple de l'inclination qu'il avoit
pour la Paix, n'a rien tant souhaité, ni rien eu tant à
cœur, que de voir cesser entièrement tous les differends
qui se sont élevés entre ces deux Roiaumes Septentrio-
naux, & faire une ferme, solide & éternelle Paix de
part & d'autre, par l'entremise & les soins de ses Alliés
ci-dessus nommés: C'est ce qui a fait qu'on a tenu une
Assemblée entre les Commissaires & Plenipotentiaires
des deux Roiaumes, & que nous ci-dessus nommés nous
nous sommes assemblés avec les Commissaires Pleni-
potentiaires du Roi & du Roiaume de Suède, les res-
pectueux Seigneurs les Sieurs Schering Rosenhau, libre
Baron d'Ikalaborg Seigneur de Torpstil Engelholm,
& Hagen Senateur de sa Majesté & du Roiaume de
Suède, Conseiller de la Chancellerie, Gouverneur de
la Citadelle de Stockholm & Juge Provincial de Suder-
manie, le Sieur Bielke libre Baron de Korp, Seigneur
de Geddeholm, Grafson & Tang, Senateur de Sadite
Majesté & du Roiaume de Suède, Admiral & Conseil-
ler du College de l'Admirauté & de la Chancellerie, &
après nous eûre communiqué respectivement nos Let-
tres de Procuration & plein pouvoir, & les avoir trou-
vés en bonne & due forme & en avoir fait l'échange
suivant la Coutume, nous nous sommes mis à travailler
fortement à cette grande affaire de la Paix, nous pro-
posans de parcourir tous les Articles du Traité de Paix fait
à Rostkild, d'établir ce nouveau Traité sur icelui comme
sur un fondement & une base, & de tâcher de regler
si bien toutes choses qu'elles convinssent les uns avec
les autres & à l'état present des affaires, en quoi ledits
Sieurs Mediateurs ci-dessus, ont apporté de leur côté
tant

ANS
de J. C.
1660.

ANS tant de soin, de prudence & ont travaillé si long temps de J. C. & tant se fatiguer que nous avons amené au point, qu'après avoir parcouru entièrement examiné avec tout le soin possible ledit Traité de Rostkild; nous en avons retenu, approuvé & confirmé tout ce qu'il y a eu de propre au temps présent, & qui s'est trouvé convenir au bien des deux Parties, & pour ce qui a eu besoin de quelque changement, nous l'avons si bien accommodé au temps présent, & à l'état des affaires, par les explications, limitations, additions & restrictions nécessaires que nous y avons mises, qu'enfin avec la grace de Dieu, on est au nom & du bon plaisir de leurs sacrées Majestés, de leurs Successeurs & Roiaume de Dannemarc & de Suede, convenu de part & d'autre des points & articles suivans.

PREMIEREMENT. Il y aura entre les deux Rois & leurs Successeurs, leurs Etats, Conseillers, Ministres & Sujets & les Habitans de Dannemarc, de Norvege & de Suede, une Paix ferme, perpetuelle, irrevocable; en sorte que tous les soupçons, mauvaises impressions, différends, de discorde, d'inimitié & de Guerre, demeureront assoupies & éteintes, tout ce qui a été fait de part & d'autre, devant & pendant cette Guerre, sera enseveli au moi de cette amnistie generale, sans qu'on puisse s'en souvenir, on rétablira & on conservera au contraire une amitié perpetuelle, une affection reciproque, une bonne intelligence & un fidele voisinage, de telle sorte que l'un des deux Rois prenne les intérêts de l'autre & les défende de fait & de paroles, comme si c'étoient les siens propres, & qu'il tâche de détourner & empêcher autant qu'il lui sera possible toute forte de dommage & de préjudice qui pourroit arriver à la Personne, Gouvernement, Roiaumes, Etats & Sujets de l'autre.

II. Pour mieux executer toutes ces choses, & afin qu'il y ait une confiance mutuelle entre les deux Rois, & les Roiaumes de Dannemarc & de Suede, on rompra de part & d'autre toute sorte d'Alliance qu'une des deux Parties pourroit avoir faites avec d'autres Puissances, Rois, Princes, Etats & Republique telles qu'elles soient, au préjudice de l'autre Partie, l'une des deux ne feront à l'avenir aucun Traité contre l'autre, & ne donnera point de secours à ses ennemis, sous quelque pretexte que ce puisse être.

III. On est convenu & il a été accordé que tous les Vaisseaux de Sa Majesté Suedoise & ceux de ses Sujets & autres Habitans, tant du Roiaume même de Suede, que des Provinces, Pais & Villes qui en dépendent sans exception d'aucune, soit que lesdits Vaisseaux soient armés ou non, soit qu'ils soient grands ou petits, pourront non seulement passer sous le nom de leurs Maîtres, par le Détroit du Sund & par celui de Belt, libres & exempts de toute sorte de peages, recherches, visite, détentions & autres fâcheuses charges, mais qu'ils ne seront pas même obligés d'avoir avec eux & de montrer aucun Certificat ou Memoire des Marchandises dont ils seront chargés, pourvu qu'ils fassent voir au Bureau du Roi de Dannemarc établi à Elsfeneur & à Nibourg leurs Passeports en bonne & due forme : Quant aux biens & Marchandises appartenant à Sa Majesté Suedoise, à ses Successeurs, Sujets & Habitans, tant du Roiaume de Suede, que des Provinces, Pais & Villes dépendantes dudit Roiaume, qui seront fur des Vaisseaux Etrangers, ils jouiront du même privilege d'exemption, suivant la teneur du Traité de Bromsebroo, pourvu qu'ils fassent voir par de bons Certificats qu'elles leur appartiennent. Ce qu'étant fait, lesdits biens & Marchandises pourront passer les Détroits du Sund & de Belt; librement & sans qu'on y puisse apporter aucun empêchement, détention, interdiction ou exaction d'impôt quelconque, comme au contraire s'il n'y a point de bons Certificats, lesdits biens & Marchandises appartenant à la Suede & aux Suedois, seront sujets aux impôts ordinaires dans lesdits Détroits de Sund & du Belt.

IV. Comme par le Traité de Rostkild, conclu le 26. Février 1658. Sa Majesté Danoise & le Roiaume

de Dannemarc, ont cédé à Sa Majesté Suedoise & au Roiaume de Suede, la Citadelle & gouvernement de J. C. Bahus, & les Provinces de Schanie ou Schonen, de Blekinge & de Hallande avec toutes les appartenances, Villes, Châteaux, Isles, Rochers, y compris l'Isle de Wœen qui a été cédée ensuite, de plus avec toutes leurs Souverainetés, Préeminences, Droits de Regale & Jurisdiction Ecclesiastique & Seculiere, tous les biens, rentes, cens, fruits, impôts & autres droits qui en peuvent revenir, tant sur Mer que sur Terre & de la maniere que les Rois de Dannemarc & de Norvege les ont ci-devant possédés, pour être incorporés à l'avenir au Roiaume de Suede, afin d'en jouir dans une entiere, irrevocable & perpetuelle possession, ainsi que les cessions particulieres, les Lettres écrites à Copenhague par sa Majesté Danoise, confirmées & signées par le Conseil d'Etat du Roiaume de Dannemarc le declareront plus amplement, & renouvelé encore par ce présent Traité de Paix, & on confirme aussi fortement qu'il est possible la cession deldites Provinces, Pais & Gouvernemens, afin qu'avec toutes leurs appartenances, Villes, Citadelles, Châteaux, Isles, Rochers, Souverainetés, Préeminences, Juridictions & autres Droits, comme il a été dit ci-dessus, elles demeurent dans l'entiere, irrevocable & perpetuelle possession de sa Majesté Suedoise, de ses Successeurs & du Roiaume de Suede.

V. On a jugé à propos de comprendre dans un Traité particulier la Convention concernant l'Isle de Bornholm, & on est convenu en même temps que ce même Traité aura autant de force & de vertu, que s'il estoit inséré ici tout au long, & qu'il sera ratifié & executé inviolablement par l'une & l'autre de leurs Majestés, de même tous les autres Articles dont on est convenu.

VI. Parce qu'entre les feux de nuit qui ont été établis entre Schagem & Fällsterbo, & dont ceux qui navigent tirent une grande commodité, quelques-uns qui sont dans les Etats du Roi de Dannemarc, doivent être entretenus à ses frais & dépens; & les autres qui sont dans les Etats du Roi de Suede, doivent pareillement être entretenus aux frais de sa Majesté Suedoise: & que pour cette raison tous les Vaisseaux qui passent le détroit paient un certain tribut à sa Majesté Danoise: on est convenu que sadite Majesté Danoise sera obligée de paier chaque année la somme de 3500. Richedales, pour le remboursement & une égale compensation des frais, que sa Majesté Suedoise fait pour entretenir lesdits feux, & que la moitié de cette somme sera donnée tous les six mois au ministre de sa Majesté à Elsfeneur, ou à Elsinbourg; de telle sorte néanmoins que le Roi ni le Roiaume de Suede, ne prendront de là aucune occasion, ni aucun pretexte, d'exiger ou d'imposer aucun droit, impôts, & tribut sur le détroit de Sund.

VII. On est aussi convenu, que toutes les fois qu'un ou plusieurs Vaisseaux de guerre Suedois, soit grands ou petits, passeront par le détroit de Sund, ils salueront le Château de Cronembourg, en tirant leur Canon, & le Château le saluera de même: comme aussi lors qu'un ou plusieurs Vaisseaux de guerre Danois passeront ce Déroit ils salueront le Château d'Elseneur, en tirant leur Canon, & le Château leur rendra pareillement le salut. S'il arrive que les Vaisseaux Danois & Suedois se rencontrent en Mer ou dans quelques Ports, quelque nombre qu'ils puissent être de part & d'autre, aucun d'eux ne sera obligé de baisser les voiles du grand Mât; mais se salueront seulement l'un l'autre à l'amiable, en la maniere accoutumée.

VIII. Quand il arrivera que l'un ou l'autre des deux Rois voudra faire passer des Troupes, ou des Vaisseaux armés, de l'Océan dans la Mer Baltique, ou de la Mer Baltique dans l'Océan, & que leur nombre pourroit donner quelque ombrage, on est convenu & tombé d'accord, que si les Troupes qui seroient transportées passent le nombre de douze cens hommes, & les Vaisseaux celui de cinq, on le declarera de part & d'autre, quand

ANS ces Troupes, ou ces Vaisseaux, passeront par le détroit de J. C. du Belt, ce qui se fera pour le moins trois semaines auparavant, à Helsingbourg seulement par sa Majesté Danoise, & à Elsfeneur ou à Nibourg par sa Majesté Suedoise, sans qu'il soit besoin d'autre déclaration.

IX. Sa Majesté Danoise, ses Successeurs, & le Roiaume de Dannemarc, cedent aussi à sa Majesté Suedoise, à ses Successeurs, & au Roiaume de Suede, toute Jurisdiction Ecclesiastique ou seculiere qu'ils pourroient avoir eue par le passé, sur quelques biens situés dans la Principauté de Rugen.

X. On est semblablement convenu que le restant de la somme qu'on devoit payer par la charge du sel, toutes les fois que les Vaisseaux Suedois, qui ont été retenus au détroit du Sund au commencement de la guerre précédente, en ont été chargés, sera payé suivant la liquidation qui en a été faite depuis à Copenhague, & qu'à cet effet sa Majesté Danoise fera compter à Hambourg dans l'an & jour par des Marchands solvables le restant de ladite somme à celui que sa Majesté Suedoise aura commis pour la recevoir.

XI. Tous les Nobles qui ont des biens dans les Provinces, Terres, & Gouvernemens cedés par ce Traité, ou qui y font leur residence, seront tenus & obligés de rendre hommage, & prêter le serment de fidelité à sa Majesté Suedoise, à ses Successeurs, & à ses Roiaumes, & s'obligeront de leur rendre la même obéissance & le même service qu'ils étoient obligés de rendre ci-devant aux Rois de Dannemarc; & tous les autres pareillement qui resident dans lesdites Provinces, soit Ecclesiastiques ou Seculiers, Bourgeois ou Paysans, contracteront dès ce present jour, pour tous temps à venir, la même obligation envers sa Majesté Suedoise, ses Successeurs, & ses Roiaumes; de sorte que les Doiens & Prestres des Eglises seront soumis à l'Evêque, & autres que sa Majesté Suedoise leur donnera pour Superieurs.

XII. Sa Majesté Suedoise & le Roiaume de Suede ont promis de leur côté, que tous les Etats, soit Nobles ou Roturiers Ecclesiastiques ou Seculiers, Bourgeois & Paysans, qui sont dans les Provinces & Gouvernemens de Dannemarc & de Norvege, qu'on a cedés par ces Traités, retiendront & garderont leurs biens & heritages qu'ils possédoient avant la guerre, à titre de succession, d'achat, d'échange, ou d'engagement, ou qu'ils ont reçus justement du Roiaume, ou des particuliers, de telle sorte qu'ils aient à l'avenir un plein pouvoir (comme ils l'ont eu autrefois) de posséder, jouir, retenir, aliéner, vendre, & échanger lesdits biens & heritages : ils retiendront & garderont aussi, sans aucun trouble ny empêchement, suivant les Loix & les Constitutions de la Province, leurs droits ordinaires, & privilèges & immunités qu'ils ont ci-devant eus sur leurs biens, & Maisons Seigneuriales, comme sont les droits de Berque, de la vie, de la main, & de patronage, en tant que lesdits droits ne sont point contraires aux Loix fondamentales des Roiaumes de Suede, avec lesquels lesdites Provinces & Gouvernemens, qu'on vient de leur céder, seront unis & incorporés pour toujours. Tout ce qui a été décidé dans ces Provinces cedées par la Loi, la Justice, ou le droit; & par d'autres manieres legitimes, & conduit à fin de proces, sera entierement immuable à l'avenir; & afin qu'il paroisse que sa Majesté Suedoise aime mieux, par une grace & faveur singuliere, rendre la condition meilleure de ses nouveaux Sujets, que de la diminuer, elle a promis aussi que tous les Nobles, qui se soumettront entierement à la Jurisdiction de sa Majesté Suedoise, & des Roiaumes de Suede, jouiront de toutes les prérogatives dont jouissent les Sujets & Nobles nés dans les Etats de sa Majesté; en sorte qu'ils seront reçus & admis dans la Cour de la Noblesse de Suede, & auront droit de donner leur voix ainsi que les autres, suivant le premier établissement de cette Cour de Noblesse; & que tous les Nobles qui pourront prouver qu'eux ou leurs Ancêtres auront possédé la Charge de Senateur, auront l'honneur & prérogative d'être mis dans la secon-

de classe du Corps de la Noblesse de Suede : & les autres nobles seront reçus suivant l'Ordonnance de la Cour de Noblesse; & seront ainsi mis au nombre des Nobles Suedois, & seront ainsi que les autres Nobles Suedois admis aux Charges, & aux Benefices, aussi-tôt qu'ils auront fait voir qu'ils en sont capables. S. M. Suedoise a pareillement promis d'avoir la même consideration pour les autres Etats & conditions des Provinces, Pais, & Gouvernemens qui lui ont été cedés, de leur procurer leur avantage, & les maintenir dans leurs anciens privilèges & libertés, sans qu'on y puisse apporter aucun trouble ou empêchement; de sorte que s'ils sont fermes dans la fidelité & le respect, qu'ils lui doivent, ils doivent esperer que leur condition en deviendra meilleure, & qu'ils auront le même droit aux Charges & Benefices, que les Suedois nés dans le Pais.

XIII. On est aussi convenu que les Habitans de Dannemarc & de Norvege Sujets de sa Majesté Danoise, qui ont des biens & des heritages dans les Provinces de Schonen, de Hallande, de Blekinge, dans le Gouvernement de Bahus, & dans les autres Provinces & Villes, qui ont été cedées, soit Nobles ou Roturiers, Ecclesiastiques ou Seculiers, des Villes ou de la Campagne, sans qu'aucun en soit excepté, reprendront, & jouiront librement desdits biens & heritages, avec tout ce qui s'y trouvera, & qui leur appartiendra, soit meubles ou immeubles, & qu'ils rentreront en possession d'eux le jour de saint Jean prochain, avec tous les droits & privilèges qu'ils avoient ci-devant acquis sur lesdits biens & propriétés, & de la maniere qu'il avoit été accordé par les Articles de la Paix de Rostchild : lesquels ont été étendus ensuite, & rendus plus avantageux par sa Majesté Suedoise, pour marqué qu'elle n'a eue aucun ressentiment ni desir de vengeance de tout ce qui a été fait pendant la dernière guerre, par les uns & les autres, de quelque qualité & condition qu'ils soient. On n'est toutefois ainsi convenu, qu'à condition qu'on établira de part & d'autre des Commissaires sages & modérés, pour transiger à l'amiable avec les interêts, & faire un égal partage, à l'entiere satisfaction des deux Parties, afin de prévenir dès le commencement d'une Paix si souhaitée, les differends qui pourroient arriver dans la suite.

XIV. On est aussi convenu de part & d'autre, que quand on remettra les Places & les Terres cedées, entre les mains des Commissaires de S. M. S. on leur donnera en même temps tous les titres & enseignemens qui concernent l'état, les revenus, les confins, & les limites des Provinces cedées, & des biens qui en dépendent avec tous les papiers qui regardent l'administration de la Justice, les Livres de compte, & autres choses qui peuvent donner de parcelles connoissances, tout autant qu'on en pourra trouver, & qui n'ont point encore été delivrés. Après quoi on établira de part & d'autre deux ou trois Plenipotentiaires, qui pourront regler les confins & les limites, entre les Provinces cedées & celles qui sont voisines & adjacentes aux endroits où ils n'ont point été reçus, séparés & réglés; afin d'ôter tout sujet de differend, & que chacun puisse jouir en paix & en repos de ce qui lui appartient legitime-

XV. D'autre part sa Majesté Suedoise, ses Successeurs, & les Roiaumes de Suede, cedent à sa Majesté Danoise, à ses Successeurs, & au Roiaume de Dannemarc, tous les droits & prétentions que sa Majesté Suedoise peut avoir sur toutes les Fortereses, Places, & les Provinces, Villes & Territoires qu'elle a occupés pendant cette guerre par la force de ses Armes; & nommément sur la Zelande, la Halande, Falster & Moon, avec toutes les Citadelles & Fortereses qui y sont, Ny-coping, Naskou, le Fort de Coosler, Corsoor, Koega, & Cronembourg, & toutes les Villes, Citadelles, Fortereses, Baillages, Châteaux de Gentilshommes, & Territoires, quelque nom qu'on leur donne, situés dans ces Roiaumes de Dannemarc & de Norvege, & qui n'ont point été exceptés expressement dans ce Traité, ni cedés à sa Majesté Suedoise par

ANS ce Traité, ou autre précédent : après que tous cesdits de J. C. lieux auront été restitués conformément à ce Traité, ils appartiendront, sans aucun empêchement, à sa Majesté Danoise, à ses Successeurs, & au Royaume de Danemarck, avec toutes leurs dépendances & droits.

1660.

XVI. Pour mieux établir la confiance & l'amitié entre ces deux Roiaumes, sa Majesté Suedoise & le Roiaume de Suede, ne veulent point de remboursement des frais que sa Majesté Suedoise a fait des Fortereses, Places, & autres ouvrages dans le Danemarck, & elle aura soin de les faire rendre en leur entier au temps de l'évacuation, & dans l'état où elles sont présentement.

XVII. Sur les instances des Seigneurs Mediateurs, & pour l'amour de la Paix, on cede à sa Majesté Danoise, au Roiaume, & à la Couronne de Danemarck, la Maison & le Bailliage de Trondkne, ou de Nidros, avec toutes les Villes, Bourgs, Citadelles, & Fortereses qui en dépendent, comme aussi tous les biens Ecclesiastiques & Seculiers, les Gouvernemens, & autres appartenances qui ont été cédés à S. M. S. par le Traité de Rostkild, pour les unir derechef à perpétuité au Roiaume de Norvege, sans que sa Majesté Suedoise, ses Successeurs, ni le Roiaume de Suede, y reservent aucune prétention pour l'avenir : Et pour cette fin les Lettres de cession, que sa Majesté Danoise en a faites conformément à l'Article VI. du Traité de Rostkild, lui seront rendus & annulés.

XVIII. Sa Majesté Suedoise cede pareillement, pour elle, ses Successeurs, & les Roiaumes de Suede, tous les droits & prétentions qu'elle a jamais eues, ou pu avoir sur le Comté de Delmenhorst, & sur la Ditmarsche, à raison du Duché de Brema, ou quelque autre titre que ce soit, & les transporte à sa Majesté Danoise, ses Successeurs, & aux Ducs de la Maison Royale de Holstein, sans que ses Successeurs puissent prétendre à l'avenir aucune chose de droit, ou de fait, sur lesdits Pais; & que si sa Majesté Suedoise avoit quelque prétention sur les biens de quelques Particuliers du Holstein, pour raison du Duché de Brema, elle les cede aussi, en vertu de ce Traité, & promet de faire donner à sa Majesté Danoise, à la Maison Royale de Holstein de la branche de Gottorp, tous les papiers qu'elle a qui regardent ces biens.

XIX. Afin que l'amitié, qu'on vient de renouveler, soit établie sur un fondement plus solide, sa Majesté Suedoise, & le Roiaume de Suede, veulent bien abandonner & remettre, comme en effet ils abandonnent & remettent par ces Présentes tout le droit que sa Majesté Suedoise, & ses Sujets, prétendent pour l'Affaire de Guinée, & qui monte à quatre tonnes d'or : de sorte qu'on ne demandera, & on n'exigera rien à l'avenir pour cette somme, mais sa Majesté Danoise & le Roiaume de Danemarck resteront entièrement libres & exempts du paiement, sans qu'on en puisse prétendre la moindre chose.

XX. Comme les Fortereses des deux Parties, tant celles qui ont été prises pendant cette guerre, que celles qui sont cédées par cette Paix, doivent être rendus sans canons, munitions de guerre & de bouche, à l'exception de la Forteresse de Cronembourg, où suivant la convention qui en a été faite, on retiendra les canons que les Suedois n'y ont point conduit, & tous les autres qui ne sont point marqués aux armes de Suede, & qui n'ont point d'inscription qui regarde ce Roiaume. On est aussi convenu de part & d'autre, que les Païsans de Provinces & Baillages où sont situées ces Fortereses, seront tenus de conduire lesdits canons, & munitions de guerre & de bouche, qu'on tirera de ces Places, au rivage le plus commode pour les embarquer & les emmener.

XXI. On est aussi convenu, & on a promis qu'on marquerait dans les Fortereses qu'on cede de part ou d'autre, un espace, où celui qui cede la Place pourra conserver les munitions de guerre & de bouche, jusqu'à ce qu'il les puisse transporter ailleurs dans un lieu commode.

Tom. III.

XII. Tous les prisonniers qui ont été faits de part & d'autre, de quelque condition & qualité qu'ils soient, seront aussi-tôt clargis & renvoyés libres, sans paier aucune rançon; & à l'égard de leur nourriture, ils la paieront raisonnablement. Tous les Sujets de sa Majesté Danoise, que le Roi & la Couronne de Suede ont tirés des Provinces & Pais de Danemarck, pour les transporter ailleurs, auront aussi une entière permission de retourner dans leur Pais, & de rentrer dans leur première liberté, par le droit de retour. Les prisonniers qui ont prêté serment au Roi de Danemarck, & sont présentement à sa solde, auront la liberté de s'en retourner, s'ils veulent, à leur premier service : & ceux qui d'autre part se sont mis au service des Suedois, pourront retourner, s'ils veulent, dans les Troupes de Danemarck; pourvu que tout cela se fasse dans l'espace de trois mois après la ratification de la Paix.

ANS

de J. C.

1660.

XIII. On est convenu que les Places qui ont été prises par l'un ou l'autre des deux Rois, après la Paix de Rostkild resteront à celui des deux Partis à qui elles appartiennent, ou à qui elles devoient appartenir par le Traité de Rostkild, toutes ces choses seront exécutées & consommées, & toutes les Troupes de sa Majesté Suedoise, tant Infanterie que Cavallerie, fortiront de tous les Roiaumes, Duchez, Provinces & Terres de sa Majesté Danoise, au moins dans quatorze jours, à compter du jour de l'échange des ratifications, qui se fera un mois après la conclusion de la Paix; en sorte qu'au plus-tôt que la Paix sera signée & publiée, le même jour le Siege de Coppenhague sera levé, & quatre jours après le Camp sera entièrement vuide, quatre autres jours après Nicoping, Falster & Moon seront rendus, & d'autre part on levera en même temps le Siege de devant Toning, & on évacuera entièrement tout l'Eiderstard & Hus, huit autres jours après on cederà Naskou & on le livrera aux Danois, & si en ce même temps il y a des Vaisseaux prêts en Mer, on commencera à transporter les Troupes dans leurs quartiers, dans huit autres jours après, on cederà Coega & on en fera retirer tous les Soldats, aussitôt que les ratifications auront été échangées dans le mois après la publication de la Paix, & que les Vaisseaux destinés pour le transport des Troupes seront prêts & arrivés à Corsoor on la livrera quatre jours après, & les Soldats aians été embarqués, on commencera le transport des Troupes, en même temps tous les Soldats de sa Majesté Danoise se retireront des Terres de son Allié le Duc de Holstein, & aussitôt après les Troupes qui resteront, soit de pied ou de cheval, s'embarqueront dans les Ports commodes : on retirera pareillement celles qui seront dans Kronembourg, en sorte que cette Forteresse soit entièrement cédée, & au pouvoir de sa Majesté Danoise le quinzième jour après l'échange des ratifications, c'est-à-dire dans six semaines après la publication de la Paix, & qu'ainsi toute la Zelande soit délivrée de tous les Soldats Suedois.

XIV. Afin qu'il ne se fasse aucun mal ni violence aux Habitans lors qu'on échangera les Fortereses, & qu'on retirera les Troupes des Villes & des Provinces au temps marqué, mais que toutes choses se fassent dans l'ordre; il y aura de part & d'autre des Commissaires, qui auront un soin particulier d'empêcher qu'on n'emporte rien aux Habitans par force, ou qu'on ne les pille, ou qu'on ne leur donne des ordres injustes, dans les Villes ou dans les passages, & châtieront les transgresseurs. Comme il est nécessaire de pourvoir à l'entretien de l'Armée de Suede, tandis qu'elle séjournera dans ces Pais de Danemarck, on y observera aussi un bon ordre & une bonne discipline, en sorte qu'après le jour que la Paix aura été conclue, on ne demandera & on n'exigera plus aucune chose pour racheter leurs maisons, ou sous prétexte des autres charges de la Guerre, sous quelque nom qu'on les demande & qu'on les exige, hormis ce qui sera nécessaire pour l'entretien raisonnable de l'Armée pendant qu'elle sera dans le Pais, selon le règlement qui en sera fait par les Commissaires des deux Partis, & afin que l'évacuation soit plutôt & mieux faite, sa Majesté Danoise aura soin de

LIII

faite

ANS faire amasser au plutôt & dans tous les lieux où le trajet de J. C. est commode, des Vaisseaux, Pontons & autres bâtimens, avec les Matelots & hommes nécessaires, la Majesté Suedoise veut bien aussi ordonner qu'on se fournisse dans les lieux voisins qui lui appartiennent, des bâtimens nécessaires pour avancer l'embarquement des Soldats & l'entière évacuation des Places, afin que rien ne les puisse empêcher que le vent; après que le Trajet sera fini & achevé, tous les bâtimens, hommes & Matelots, & autres choses qui auront été fournies par la Majesté Danoise pour ladite évacuation, seront d'abord renvoyés librement sans les arrêter ni leur faire aucune peine.

XXV. Il sera libre à tous les Sujets & Habitans des Pais & Provinces cédées, de passer, & de se retirer dans d'autres Villes, & lieux pour y habiter, pourveu que cela se fasse suivant les Statuts des Provinces, les privilèges des Villes qu'ils veulent quitter, & à l'égard des biens, qui pendant ce temps de Guerre, ont été transportés en des Villes pour le mettre en seureté, leurs legitimes maîtres pourront les reprendre; sans qu'on les en puisse empêcher.

XXVI. Les Transactions & Traités qui ont été ci-devant faits entre ces deux Illustres Roiaumes; c'est à sçavoir les Traités de Stetin, de Scoered, de Bromsebroo & de Rostkild, à l'exception du troisième article, qui est entièrement retranché par celui-ci, conserveront leur force dans tous leurs articles, & seront exécutés de même qu'ils l'étoient avant le commencement de cette Guerre, & de même que s'ils estoient insérés mot à mot dans ce Traité, si ce n'est autant qu'on y a fait ici expressement quelque changement.

XXVII. Comme par l'article vingt-deux du Traité de Rostkild, il est dit que la Majesté Danoise seroit obligée de satisfaire suivant l'équité son Altesse le Prince de Sleswic, de Holstein, Duc de Gottorp, & qu'en suite les Commissaires de l'une & de l'autre Partie; sçavoir, de la Majesté Danoise & de son Altesse, ont traité ensemble, ont enfin transigé & conclu à Copenhague le 22. Mai 1658. on est aussi convenu par ces Préfentes, que tous ces Traités & Transactions seront observés exactement & accomplis fidèlement de part & d'autre.

XXVIII. S'il estoit outre cela arrivé quelque chose dans cette Guerre, ou dans la précédente qui pût causer d'une façon ou d'autre quelques rancunes & défiance, & qui pût être prise en mauvaise part, tant par S. M. D. & son Altesse le Duc de Holstein Gottorp, que par leurs Ministres, Officiers & Sujets; tout cela ne sera rappelé en la memoire au prejudice de qui que ce soit; mais sera en vertu de ce Traité apaisé de part & d'autre, enseveli dans l'oubli, & entièrement effacé, tant en considération de la mutuelle parenté des Parties, & en particulier de la Majesté la Reine de Suede, que pour établir une solide & éternelle amitié entre la Maison Roiale & la Ducale de Holstein-Gottorp. Sa Majesté Danoise veut aussi lors qu'on fera l'évacuation des Places de Dannemarc, non seulement retirer ses Troupes des Pais, Villes & Citadelles de son Altesse, mais aussi employer tous ses soins, pour que ses Alliés évacuent incessamment sans aucun délai, toutes les Villes, Citadelles & Pais qu'ils ont pris sur son Altesse.

XXIX. Tous ceux d'entre les Rois, Républiques, Princes & autres Puissances, qui voudront être compris dans cette Paix le requerront auprès des deux Rois, mais on y comprend expressement l'Empereur Romain, le Roi de Pologne, & l'Electeur de Brandebourg, avec tous leurs Roiaumes, Electorat, Duchez & Provinces; en sorte que la Majesté Suedoise & le Roiaume de Suede; ne prétendront aucune chose sous quelque pretexte que ce soit, contre l'Empereur, le Roi de Pologne & l'Electeur de Brandebourg, pour à raison du secours qu'ils ont donné pendant cette Guerre contre le Roiaume de Suede & ses Allies, ni par quelque autre raison que ce puisse être.

XXX. On comprend aussi dans ce Traité de Paix, **ANS** le Seigneur Antoine Guntler Comte d'Oldembourg & de J. C. Delmenhorst, Seigneur de Feveren & de Kniphauhen, ses Successeurs, Vassaux & Commissaires, avec les Comtés, Seigneuries, Terres, Biens & Droits qui en dépendent, comme aussi le Seigneur Jean Prince d'Anhalt de la Branche de Zerbiert, à cause de sa Seigneurie de Jeveren, de plus le Seigneur Comte Antoine d'Aldebourg, Seigneur de Varel & de Kniphauhen, avec ses Seigneuries, Domaines, Biens & Droits.

XXXI. On est aussi convenu que toutes les Villes Hanseatiques y seront comprises sans en excepter aucune, afin qu'elles puissent exercer leur Commerce librement & sans aucun empêchement, tant sur Mer que sur Terre, dans l'un & dans l'autre Roiaume, & s'il estoit arrivé quelque chose pendant cette Guerre qui pût offenser l'un ou l'autre des deux Partis, tout cela sera éteint & oublié pour toujours.

XXXII. Comme vers le temps de la Paix de Rostkild, on convint de quelques Articles secrets qui ne sont point réitérés ici, ils auront la même force & vertu, que s'ils estoient insérés mot à mot dans ce Traité; & outre cela tous les écrits que les uns & les autres peuvent avoir publiés pendant cette Guerre, au préjudice & scandale de l'autre Nation, seront entièrement supprimés, déchirés & défendus, & on ne les publiera, ni réimprimera plus à l'avenir, dans l'un ni dans l'autre des deux Roiaumes.

XXXIII. Afin que toutes ces choses soient observées fermement, fidèlement & sincèrement de part & d'autre, maintenant & à l'avenir, tant en parole qu'en effet, & de la manière qu'elles sont prescrites dans ce Traité, on s'est promis réciproquement que ces Articles & Conventions que nous avons faits à l'amiable, seront signés de la main, & scellés des Sceaux des deux Rois de l'un & de l'autre Roiaume; c'est à sçavoir de Frédéric III. Roi de Dannemarc, & Charles Roi de Suede, & pour plus grande seureté elles seront signées par les Senateurs des deux Roiaumes, & scellées de leur Sceaux.

XXXIV. On est aussi convenu, & on a promis que de part & d'autre un Sénateur & un Secrétaire s'assembleront à Elfseneur environ le 24. du mois prochain, apportans avec eux la ratification du présent Traité, munie en la manière accoutumée du sceing & des sceaux de l'une & l'autre Partie; & qu'ils en feront un échange mutuel, où les Suedois auront aussi les Lettres de caution du Baillage de Dronthem, & les présenteront & délivreront en même temps au Commissaire Danois, pour une plus grande seureté de la Paix qui vient d'être conclue. Pour plus grande foi & confirmation que toutes ces choses ont été faites, accordées & conclues dans tous leurs articles, ainsi qu'il a été dit ci-dessus; de la manière qu'elles seront observées fidèlement & fermement de la part de sa Majesté notre Seigneur tres-clement, & des Roiaumes de Dannemarc & de Norvege, que les ratifications en seront délivrées au jour prescrit, au lieu destiné, nous avons confirmé les Présentes par nos signatures; d'autant que pour plus grande seureté & observance de toutes ces choses, les Ambassadeurs ordinaires, Commissaires & Députés extraordinaires de sa Majesté Tres-Chrétienne le Roi de France, de la Serenissime Republique d'Angleterre, & des hauts & puissants Seigneurs les Etats des Provinces-Unies, ont promis au nom de leurs Maîtres, & se sont obligés pour caution reciproque ou garantie; tant pour les trois Etats en general, que pour chacun d'eux en particulier, ainsi qu'ils s'engagent encore par ces Présentes dans la meilleure forme qu'il se pourra, & par l'obligation mutuelle la plus ample & la plus seure d'être Cautions, Garands des Articles contenus dans ce Traité & Vengeurs des contraventions qui y seront faites, & qu'ils tiendront la main pour que les Conventions ci-dessus soient accomplies exactement & dans toutes leurs parties, & soient observées à l'avenir suivant leur teneur, & qu'ils auront soin de délivrer l'échange des ratifications de leurs Maîtres sur ce sujet, pourquoy nous leur

ANS leur avons demandé qu'en qualité, non seulement de
de J. C. Mediateurs de la Paix, mais aussi de Garends, les Cau-
1660. tions & Conservateurs de ces Articles, ils veuillent pour
plus grande confirmation, & un témoignage plus cer-
tain signer ces Presentes avec nous & les sceller de leurs
Secaux : Fait à Coppenhague le 27. Mai, l'an
1660.

HUGUES DE TERLON, EAL SIGNEY,
G. VAN SLINGELAN, ROBERT HONY-
WOOD, D. VOGELANG. OLAUS DAES-
BERG, AXELIUS URUP. D. DE HUYBERT,
D. REETZ W. V. HAREN.

CCCLXXXV.]

ANS *Acte de Renonciation, fait le 2. de Juin de l'an*
de J. C. 1660. *à Fontarabie. Par Madame MA-*
1660. *RIE THERESE Infante d'Espagne,*
L'Es- *Promise au Roi Tres-Chrestien, tant de ce*
PAGNE *qui luy pourroit toucher de sa légitime*
ET LA *comme de toute l'Hoirie du Roy Catholique*
FRANCE. *son Père. La Vérité défendue des So-*
phismes de la France. pag 145.

MADAME Marie Therese Infante des Espagnes, &
par la grace de Dieu Reyne future de France,
Fille aînée du tres-Haut, tres-Excellent, &
tres-Puissant Prince, Don Philippe quatriesme, par la
mesme grace, Roy Catholique des Espagnes Monsei-
gneur, & de la tics-Haulte, tres-Excellente & tres-
Puissante Princeesse Madame Isabelle Reyne Catholique,
qui soit en gloire; Par cet instrument, & acte de renon-
ciation, & du surplus qui y sera contenu, soit notoire
& manifeste à ceux qui en auront connoissance, en
quelconque façon que ce soit, que par les Articles 2.
& 4. du Traité de mon Mariage, promis avec le tres-
Hault, tres-Excellent, & tres-Puissant Prince, Loüis
quatorzieme, Roy Tres-Chrestien de France, conclu
dans l'Isle nommée des Faisans dans la Riviere Vida-
foa, du ressort de la Province de Guipuzcoa, & con-
fin de ces Royaumes avec celui de France, le 7. de No-
vembre del'Année passée 1659. il a esté resolu & ar-
resté, que le Roy Monseigneur (à cause, & au regard
de ce Mariage, & afin que j'y porterois mon Dot &
mes biens propres) à promis qu'il me donneroit cinq-
cent mille escus d'or au Soleil, qui se payeroient & de-
livreroient au lieu, & aux termes spécifiés dans ledit
Article au Roy Tres-Chrestien, ou à la personne qui
auroit son pouvoir, & qu'avec iceux je me devrois
contenter, & tenir pour contenté de tous, & quel-
conques Droits, & actions qui m'appartiennent, ou
pourroient appartenir à présent ou à l'avenir, sur les biens
& Hoirie de la Serenissime Reyne Madame Isabelle ma
Mere, & sur la future succession du Roy Monseigneur
(que Dieu ait en sa garde) & sur tout ce qui me pour-
roit competer, & appartenir comme à Fille, & heri-
tiere de leurs Majestés Catholiques, & pour leur
Droit, & Chef, & pour quelconque autre titre pensé,
ou non pensé, sçeu, ou ignoré, tant pour la ligne Pa-
ternelle, que Maternelle, droite, ou transverse, me-
diatement, & immédiatement, & que devant de celebrer
le Mariage par paroles de present j'aurois à ceder, & re-
noncer tous mes Droits, & actions au Roy Monseigneur,
& aux personnes qui auront la Sienné, & que sa Majesté
voudra, & aura agreable, ainsi qu'il est stipulé & déclaré
plus particulièrement par ledits Articles 2. & 4. que
j'ay leu, & oüy lire plusieurs fois devant que de consen-
tir à ce que l'on formeroit cet acte, lesquels je veux qu'ils
y soient inserés & mis de lettre à autre, & de mot à autre,
dont la teneur est la suivante.

II. Que sa Majesté Catholique promet, & demeure
obligée de donner, & qu'elle donnera à la Serenissime
Infante Madame Marie Therese, en Dot & Mariage
avec le Roy Tres-Chrestien de France, & payera à sa

Majesté Tres-Chrestienne, où à qui aura son pouvoir
& commission, cinq cent mille escus d'or au soleil, &
ou leur juste valeur dans la Cité de Paris, & cette som-
me se payera en la façon suivante; le tiers au temps de
la consommation du Mariage, l'autre tiers à la fin de
l'Année après ladite consommation, & le dernier tiers
six mois après; de sorte que l'entier payement de ladite
somme de 500. mille escus d'or au soleil se fera dans
dix huit mois, aux termes & portions qu'y sont
spécifiées.

IV. Que moyennant le payement effectif fait à sa
Majesté Tres-Chrestienne, ou à la personne qui le de-
vra recevoir par son ordre, desdits 500. mille escus d'or
au soleil, ou leur juste valeur dans les termes susmen-
tionnés, la Serenissime Infante Madame Marie Therese
aura à se contenter, & se contente avec ledit Dot,
sans qu'il luy reste aucun recours, action, ny Droit,
pour demander, ou pretendre qu'ils luy appartiendroient,
ou pourroient appartenir d'autres biens, ou Droits sur
les Hoiries de leurs Majestés Catholiques ses Parents
soit au regard de leurs personnes, soit en quelconque
autre façon, ou quelque autre titre, sçeu ou ignoré,
parce qu'elle doit demeurer exclue de tous, de quelconque
condition, nature, ou qualité qu'ils soient, & devant
d'effectuer les fiançailles, elle en fera renonciation en
forme avec toutes les assurances, fermetés & solemnité
qui sont requises, & nécessaires, ce qu'elle fera
avant de se marier par paroles de present, & après elle
l'approuvera, & ratifiera conjointement avec le Roy
Tres-Chrestien, aussi tost qu'elle aura celebré son Ma-
riage, avec les mesmes assurances, & solemnités, avec
lesquelles elle aura fait la premiere renonciation, & cel-
les qui sembleront plus convenables & nécessaires; à
quoy doivent demeurer, & demeurent obligés dès à
present pour lors sa Majesté Tres-Chrestienne, & son
Altesse, & qu'en cas qu'ils ne fassent pas ladite renon-
ciation & ratification, elles se tiennent pour faites, &
expediées des maintenant pour lors, seulement en vertu de
ce Traité: lesquelles devront estre en la forme la plus
efficace & convenable que faire se pourra pour leur va-
lidité, & fermeté avec toutes les clauses, derogations;
& abrogations de toutes quelconques Loix, usages, &
Coutumes, arrefts, & constitutions y contraires, ou
qui l'empeschent en tout, ou en partie, auxquelles à
cet effet leurs Majestés, Catholique & Tres-Chrestienne
doivent deroguer, & que l'on entendra demeurer derogées
des à present pour lors par l'approbation qu'elles feront de
ce Traité.

Et comme par la grace de Dieu je me trouve en age
majeure de plus de vingtans, & que dans peu de Jours,
s'il plaist à Dieu, nostre Mariage se doit effectuer par
paroles de present, & que je suis certaine, advertie,
& informée à mon entiere satisfaction de la substance,
& effect des Articles & reconnois & ay reconnu que de la
future succession du Roy Monseigneur, & de l'Hoirie de
la Serenissime Reyne ma Mere, il ne me pourroit compe-
ter, ny appartenir en rigueur, pour heritage & legitime
ladite Somme de 500. mille escus d'or au Soleil, & que
quand mesmes elle me pourroit appartenir, c'est un Dor
fort competent, & le plus grand que l'on ayt donné jus-
ques à present à aucune Infante d'Espagne, & que le Roi
Monseigneur s'est incliné & porté à me le donner si grand
pour me gratifier, & en consideration, & contemplation
de la personne du Roy Tres-Chrestien, afin que par le
moyen de ce Mariage l'on obtiendrait les effects men-
tionnés dans ledit Traité de Mariage, lesquels sont si im-
portants au bien public de la Chrestienté, & au contentement
& satisfaction de ces Royaumes cy. Partant de
ma certaine science, & sçavoir, & d'agreable & Spon-
tanée volonté j'approuve & veux, que l'on observe,
& accomplisse ce qui a esté resolu, & arrêté par les-
dits deux Articles, & que l'on entende, que ce Ma-
riage se devra conclure & effectuer sous les conditions
y contenues, & déclarées, & que sans icelles condi-
tions il n'auroit pas parvenu à l'Estat, où il est ce-
jourd'huy, & dès maintenant je me tiens pour conten-
té, & pour payée entierement, & absolument, & sa-
tisfaite

LIIII 2

ANS tisfaite de tout ce qui m'appartient, ou pourroit appartenir, à présent ou à l'avenir, par quelconque Droit, sçeu ou ignoré, de la future succession & Hoirie de leurs Majestés Catholiques mes Parents, & à cause de la legitime Paternelle & Maternelle, ou pour leur supplément ou à cause des Aliments, ou de Dot, tant des biens libres comme de ceux de la Couronne de leurs Royaumes, Estats, & Seigneuries, sans qu'il me reste à moy, ou aux miens aucune action ou recours contre sa Majesté, ou ses Successeurs, pour demander ou prétendre que je devrois avoir une plus grande somme, ou portion de plus grande valeur, & importance que lesdits 500. mille escus, & je veux que cette renonciation s'entende aussi de quelconques autres Droits, ou actions, qui me pourroient competer, ou appartenir par Hoirie, ou Succession de quelque Droit, ou Parent, de lignée droite ou transversale par teste, ou par personnes, comme à Fille de leurs Majestés, & que je les abandonne & quite tous les uns & les autres, de quelque condition, nature, qualité, valeur, & importance qu'ils soient, & les cede, renonce, & transfère au Roy Monseigneur & à ses heritiers, & Successeurs universels & singuliers, lesquels auront son Droit, & afin qu'il en puisse disposer comme il luy plaira, & que bon luy semblera, tant par donations entre Vifs, comme par Testament, & dernière Volonté, sans que sa Majesté soit obligée de m'instruire, ou laisser son heritiere, ou legataire, ou de faire mention de moy, parce que pour lesdits effets je me declare, & dois estre tenue & réputée pour estrangere, & comme à telle il ne m'y doit demeurer aucun recours, afin de pouvoir reclamer, ou proposer quelque complainte, nonobstant que l'Hoirie que laissera la Majesté de mon Pere, soit tres-opulente, & de si grande valeur, & importance que d'icelle, & comme à un de ses Enfants, que nous sommes à présent, ou serons à l'avenir, il m'en pourroit appartenir une Somme plus grande, & plus haute que celle desdits 500. mille escus, pour grand, & extraordinaire que soit l'exces; & encor que le cas arriveroit (ce que Dieu ne permette pas) qu'au temps de sa mort je demeurerois, & viendrois à estre sa fille unique, à cause que mes Freres, & les autres Siens descendants legitimes seroient morts auparavant, afin qu'en nul cas, ny pour aucun evenement l'on ne puisse demander, ni prétendre pour moy, ou en mon nom, ny sur le Droit de ma personne, aucune autre portion plus grande de legitime des biens, & Hoirie du Roy Monseigneur, je promets qu'en nul temps, ny pour aucune raison, sous quelconque pretexte que ce soit, je ne consentiray ny permettray, que l'on agisse contre cette mienne renonciation, & la desistene que je fais de mesdits Droits, Actions, ou Pretentions; & je desiste conjointement, & renonce à tous, & quelconques remedes ordinaires, & extraordinaires, qui m'appartiennent, ou pourroient appartenir par Droit commun, & Loix de ces Royaumes, ou par special Privilege, & particulièrement à celui de la restitution in Integrum, fondée sur le manquement de mon Age, ou sur la Lésion enorme, ou tres-enorme, ou sur dire que le Dot auroit esté cause de ce Contrat, ou sur l'incertitude de ce que jerenonce, afin que nul desdits remedes, & recours susmentionnés me serve, ou puissent servir en voye de Justice, ou en contestation, ny que par iceux moy, & mes Enfants & heritiers puissions y estre oüis, & admis, & que l'on nous en desnie, & ferme l'accès, pour les pouvoir deduire & proposer judiciairement, ou extrajudiciairement, ny par voye de Grief, ou de recours, ou de simple complainte, ains que tousjours, & en tout temps l'on observe & accomplisse ce qui est disposé par lesdits Articles susmentionnés, & ce que j'ay promis par cet acte touchant leur confirmation & approbation, & promets en foy de ma parole Royale, qu'il sera maintenu, accompli, & observé en tous temps inviolablement, sous l'obligation que je fais de mes biens, & rentes que j'ay, & auray, & je donne pouvoir au Conseil de sa Majesté Catholique, & aux Seigneurs Roys ses successeurs, & aux personnes auxquel-

le ils en chargeront l'exécution de cet acte, à ce qu'ils le fassent observer & executer, & pour plus grande validité, je jure par les Saints Evangiles contenus dans ce missal (sur lequel je mets ma main droite) qu'en tout temps, & autant qu'il pourra dependre de moy, je l'observeray, & accompliray, sans dire, ny alleguer que pour le faire, & accorder, j'ay esté induite, attirée, ou persuadée par le respect, ou Veneration que je dois, & porte au Roy Monseigneur, lequel m'a tenu, & me tient encore sous sa puilliance Paternelle; d'autant que je declare que sa Majesté s'est tousjours remise à mon franc arbitre, & volonté, & que je l'ay en libre, & nullement respective en tout ce qui a touché à ce Contrat, & je promets de ne point demander dispense de ce serment à nostre tres-sainct Pere & au Saint Siege Apostolique, ny à son Nonce, & Legata latere, ny à autre personne qui ayt pouvoir ou faculté de me l'ostroyer, & que si elle venoit à estre demandée à mon instance, ou de quelque personne Tierce, ou à estre ostroyée mou propre, je n'en useroi point, ny ne m'en prevaudrai, encor que ce ne seroit seulement que pour entrer en Justice, sans toucher à la force, & substance desdits deux Articles de Mariage, ny à celle de cet acte que je fais pour les confirmer, nonobstant que ce soit avec quelconques clauses derogatoires de ce serment. Eten cas que l'on me l'accorde, une ou plusieurs fois, je fais de nouveau d'autres serments, & tant qu'il y en demeure tousjours un sur toutes lesdites dispenses, & sur le mesme je declare, & promets que je n'ay fait, ny ferai aucune protestation, ny reclamation en public, ou en secret contraire à cette mienne promesse & obligation, pour l'affoiblir, ou diminuer sa force, & que si je venois à la faire, encor que ce fut avec un autre serment contraire à celui-ci, qu'elle ne me puisse point servir, ni estre d'aucun avantage, & que je promets, & m'oblige, qu'aussi-tost que l'on m'aura menée, & que je serai en compagnie du Roi Tres-Chrestien, ensuite desdits Articles, je serai conjointement avec sa Majesté un autre acte, avec toutes les clauses, serments, & obligations nécessaires, avec infertion & ratification de celui-ci, qui a esté fait en cette Cité de Fontarabie, où se trouve à présent le Roi Monseigneur avec sa Cour, & Palais, le 2. jour du mois de Juin de cette année 1660. en présence du Roi nostre Maistre, lequel en continuation de l'octroi susmentionné dit, que sa Majesté Catholique suppléoit avec sa Royale autorité, & vouloit que l'on tint pour suppléer quelconques defauts, & omissions de fait, ou de Droit, de substance, ou de qualité, de style, ou de Coustume, qu'il y pourroit avoir dans la formation de cet acte de renonciation, des legitimes, & futures successions qu'a fait, & accordé la Serenissime Infante Reine Promise de France, sa treschere & tres-aimée Fille, & que de sa pleine, & absolue puilliance comme Roi, qui ne reconnoissoit aucun supérieur dans le temporel, elle la confirmoit, & approuvoit, & la confirma, & approuva avec derogation pour cette fois de quelconques Loix, & Ordonnances, Usages, & Coustumes qu'il y auroit au contraire, lesquels pourroient empêcher son effect & execution, & pour plus grande assurance commanda que l'on le sceilleroit avec le scel Royal, estant tesmoins à ce appellés, & requis Don Louis Mendez de Haro, Marquis del Carpio, Comte Duc d'Olivares. Don Ramiro Nunéz de Guzman Duc de Medina de las Torres, Don Gaspar de Haro, Marquis de Elche; Don Jean Dominicz de Guzman Comte de Monterey; Don Diego de Aragon, Duc de Terranova; Don Guillen Ramon de Moncada, Marquis de Aytona; Don Pedro Puerto Carrero, Comte de Medellin; Don Pedro Colon de Portugal, Duc de Veraguas; Don Antonio de Peralta Hurtado de Mendoza, Marquis de Mondejar; Don Alonso Perez de Guzman Patriarche des Indes; Don Alonso Perez de Vivero, Comte de Fuenfaldagne du Conseil d'Etat; Don Jean de Caravajal, & Sandi du Conseil, & Chambre; Don Diego de Tejada Eveque de Pampelune, & plusieurs autres Seigneurs & Cavaliers qui se trouverent présents. Estoit signé. Je le Roi. Marie Theresé.

ANS Je Don Fernando de Fonseca Ruiz de Contreras, de J. C. Marquis de la Lapilla, Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, des conseils de guerre, des Indes, & Chambre d'icelles de sa Majesté Catholique, Secrétaire d'Etat, & de la dépêche Universelle, & Notaire dans ses Royaumes & Seigneuries, qui a esté présent au serment, octroy, & à tout le surplus cy-dessus contenu, en fais foi, & que lesdits Articles 2 & 4 du Mariage ainsi qu'ils sont cy-dessus mentionnés, ont esté tirés fidèlement, & collationnés avec l'Original qui est en mon pouvoir. En tesmoignage de verité je l'ai signé & souscrit de mon nom. Don Fernando de Fonseca Ruiz de Contreras.

Le Roy Catholique Monseigneur, ayant esté servy dem'ordonner à moy Don Blasco de Loyola, Commandeur de Villarubia de Ocava, de l'Ordre & Chevalerie de Saint Jacques, de son conseil, & son Secrétaire d'Etat, que je serois faire la copie cy dessus écrite de la renonciation, que la Dame Infante Madame Marie Theresé sa Fille cejourd'huy Reyne de France fit, & octroya devant le Sieur Don Fernando de Fonseca Ruiz de Contreras, Marquis de la Lapilla, Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, des conseils de guerre des Indes, & Chambre d'icelles de sa Majesté Catholique, Secrétaire d'Etat, & de la Dépêche Universelle, & Notaire en ses Royaumes & Seigneuries, des legitimes Paternelle & Maternelle, pour envoyer au Seigneur Don Estevan de Gamarra son Ambassadeur aux Estats Generaux des Pays-bas, & Payant ainsi executé, je certifie que cette copie accordée avec l'Instrument original, qui demeure en mon pouvoir avec lequel elle a esté collationnée; & afin qu'il en conste je la signe de mon nom, & elle va scellée avec le scel Royal secret, lequel est aussi en mon pouvoir. A Madrid le 16. de Juillet 1663. estoit signé Don Blasco de Loyola. Et au costé le Scel de sa Majesté sur une hostie rouge.

MADAME Marie Theresé Infante des Espagnes, & par la grace de Dieu Reyne future de France, Fille aînée du tres-Hault, tres-Excellent & tres-Puissant Prince, Don Philippe quatriesme, par la mesme grace Roy Catholique des Espagnes Monseigneur (que Dieu ayt en sa garde, & prospere tres-heureusement) & de la tres-Haulte, tres-Excellente, & tres-Puissante Princeesse Madame Isabelle Reyne Catholique, deglorieuse memoire, ma Mère & Dame (qui est au Ciel) par la relation & notice de cet instrument, & Acte d'approbation, confirmation & ratification, & du surplus qui s'y contient, & afin qu'il demeure en eternelle memoire, Je fais notoire & manifeste aux Roys, Princes, Potentats, Republiques, Communautés & personnes particulieres, qui sont ou seront aux siecles à venir, que daut int que le tres-Hault, tres-Excellent & tres-Puissant Prince, Louis quatorzieme Roy Tres-Chrestien de France, mon Cousin Germain, & en son nom, & avec Ambassade particuliere le Marechal Duc de Grammont, demandâ & proposâ mes Fiançailles & Mariage pour ledit Roy Tres-Chrestien mon Cousin au Roy Catholique Monseigneur, & que sa Majesté Catholique faisoit une juste estime de cet office & proposition, & ayant les esgards deus aux subjects de decence, egalité & convenances publiques, qui concourent en ce Mariage, l'accorda & y consentit ayant, de preceder la dispense de la Sainteté pour le Parentage & consanguinité que j'ai avec le Roy Tres-Chrestien mon Cousin, & que par après en suite de cet octroy & accord, & avec pouvoir des deux Majestés, Catholique, & Tres-Chrestienne l'on arrestit, & signâ nostre Traité de Mariage le 7. de Nov. de l'Année passée 1659, dans l'Isle nommée des Faïsans, située sur la riviere Vidafosa du ressort de la Province de Guipuzcoa, & confin de ces Royaumes avec celui de France, & que dans les Articles 5 & 6, dudit Traité il a esté resolu, & arrestit de commun accord, & de mesme volonté, & comme une chose tres-convenable, après l'avoir considerée attentivement, & avec meure deliberation, que moy, & les Enfants & Descendants, que Dieu nous donnera de ce Mariage,

soyons, & demeurions inhabiles & incapables, & absolument exclus du Droit & espoir de succeder à aucun des Royaumes, Estats & Seigneuries, dont se compose cette Couronne, & Monarchie d'Espagne, & à ceux qui s'y pourroient aggregator par sa Majesté Catholique, & (après ses longs, & heureux jours) par les Roys ses Successeurs; & quoyque pour s'estre reduict à paction conventionnelle par des Princes & Roys Souverains (lesquels dans le temporel ne recognoissent aucun superieur) par grace, & en faveur de la cause publique des deux Royaumes, & en condescendant à cecy avec le desir, & souhait commun de leurs sujets, Vassaux, & Naturels qui veulent, qu'il ait la force, & vigueur de Loy, & Sanction Pragmaticque; & qu'elle soit recettée & observée comme telle, & pour ce sujet il sembloit, que pour sa fermeté il ne seroit pas besoing d'aucune autre solemnité, mais toutefois leurs Majestés voulurent, que si mon approbation pouvoit estre convenable pour quelque consideration, Je l'aurois à faire incontinent, que le cas arriveroit, que le Mariage accordé se devoit celebrer, & contracter par paroles de present, & que mon approbation fût avec toutes les clauses & solemnités nécessaires, selon, & comme il est stipulé & déclaré plus particulièrement par l'Acte de dix Articles dont la teneur du 5 & 6. tirée de son Original est inserée ici de mot à autre, & est la suivante.

V. Que d'autant que leurs Majestés Catholique, & Tres-Chrestienne ont consenti, & consentent à ce Mariage, afin de rendre perpetuelle par ce lien, & affermer davantage la Paix publique de la Chrestienté, & l'amour, & fraternité qui se souhaite entre leurs Majestés, & en consideration des justes causes, qui sont cognoistre, & persuadent les convenances dudit Mariage, moyennant lequel & avec la faveur & grace de Dieu, on peut esperer des heureux succès, au grand bien & accroissement de la Foi & Religion Chrestienne, & au benefice commun des Royaumes, subjects, & Vassaux des deux Couronnes; en esgard à ce qu'il importe à l'Etat public, & à leur conservation, qu'estant si grandes, elles ne viennent pas à se joindre, & que l'on previenne les occasions qu'il y pourroit avoir de les joindre, & en consideration de l'egalité, & autres justes raisons, l'on arrestit par accord conventionnel, que leurs Majestés veulent, qu'il ait force & vigueur de Loy établie en faveur de leurs Royaumes, & de l'intérêt public d'iceux, que la Serenissime Infante Madame Marie Theresé, & les Enfants qu'elle aura, Masles ou Femelles, & leurs Descendants tant Fils aînés, comme 2. 3. & 4. & de la en avant en quelconque degré qu'ils se trouvent, pour tousjours, & à jamais ne puissent succeder, ny succeder aux Royaumes, Estats & Seigneuries de sa Majesté Catholique, spécifiés dans ce Traité, ny aucun de tous les autres Royaumes, Estats & Seigneuries, Provinces, Isles adjacentes, Fiefs, . . . & Frontieres, que sa Majesté Catholique a, & possède à present, & qui lui appartiennent, ou puissent appartenir, tant en Espagne que hors d'icelle, & qu'à l'avenir sa Majesté Catholique, & ses Successeurs auront, possederont, & qui leur appartiendront, ny à tous ceux y compris inclus, & aggregés à iceux, ny à tout ce qui s'acquerra en quelconque temps que ce soit, & s'accroistrâ auxdits Royaumes, Estats, & Seigneuries, & qui se recouvrera ou y sera devolu, pour quelconque tiltre ou cause que ce soit ou puisse estre, encor que pendant la vie de la Serenissime Infante Madame Marie Theresé, ou après pendant celles de quelconques Siens Descendants, Aînés 2. ou autres, arriveroit & eschevroit le cas, & les Cas, auxquels par Droit, Loix, ou Coustumes desdits Royaumes, Estats, & Seigneuries & par les dispositions, & tiltres par lesquels on succède, & pretendroit y succeder, la succession leur devoit appartenir, parce que l'on declare dès maintenant que ladite Serenissime Infante Marie Theresé demeure excluse d'icelle, & du Droit, & de l'espoir de pouvoir succeder à ces Royaumes, Estats, & Seigneuries & à chacun d'iceux,

ANS
de J. C.
1660.

ANS & tous ses Enfants, & Descendants, Masles & Femelles, nonobstant qu'ils diroient, ou pourroient dire, ou pretendre qu'en leurs personnes ne concourroient, & ne se pourroient considerer les raisons de la cause publique, ny autres sur lesquelles se pourroit fonder cette exclusion, & qu'ils voudroient alleguer que la succession de sa Majesté Catholique, & des Serenissimes Princes, & Infantes, & des autres Enfants qu'il a, & aura & de tous les legitimes Successeurs (ce que Dieu ne veuille, ny permette) seroit venue à manquer, d'autant que ce nonobstant ils ne devront pas succéder, ny pretendre de succéder en aucun cas, temps, ny accident, ny evenement, elle ny ses Enfants, ny Descendants, sans avoir esgard auxdites Loix, Coutumes, Ordonnances & dispositions, en vertu desquelles l'on a succédé, & se succède à tous lesdits Royaumes, Estats & Seigneuries, & à quelconques Loix, & Coutumes de la Couronne de France, lesquelles empêchent cette exclusion au prejudice des Successeurs d'icelle, tant pour le present, comm'aux temps & cas que la succession se differeroit, à toutes lesquelles, & à chacune d'icelles leurs Majestés devront déroger, & abroger en tout ce qu'elles seront contraires, & empêchement le contenu en cet Article, & son accomplissement, & execution, & que l'on entende, que par l'approbation de ce Traité elles y derogent, & les tiennent pour derogées, & que le mesme soit, & s'entende, que Madame l'Infante & ses Descendants demeurent excluse & exclus de pouvoir succéder en aucun temps, ny cas aux Estats, & Pays-bas de Flandres, & Comté de Bourgogne & de Charolois, avec tout ce qui y est adjacent & leur appartenant : mais aussi on declare expressement, que s'il arrivoit (ce que Dieu ne veuille, ny permette) que la Serenissime Infante viendrait à estre Vefve, sans avoir Enfants de ce Mariage, qu'en ce cas elle demeurera libre de l'exclusion susmentionnée, & pourra jouir des Droits de succéder à tout ce qui lui pourroit appartenir en deux cas. L'un, si elle s'en retournoit en Espagne, estant Vefve de ce Mariage, & sans Enfants; L'autre si pour convenance du bien public, & pour justes considerations elle se marioit du consentement du Roi Catholique son Pere, & du Prince d'Espagne son Frere; auxquels cas elle demeurera capable, & habilitée à pouvoir heriter, & succéder.

VI. Que la Serenissime Infante Madame Marie Theresse aura à faire despescher un acte, avant de celebrer & contracter le Mariage par paroles de present; s'obligeant pour foy, & ses Successeurs à l'accomplissement, & observance de ce que dessus, & de son exclusion, & de ses Descendants; approuvant le tout selon, & comme il est contenu en ce Traité avec les clauses necessaires, & serments, & à ce qu'inferant ce Traité, & l'acte d'obligation & approbation, que son Altesse aura fait faire, elle en fera un autre semblable conjointement avec le Roy Tres-Chretien, aussi tost qu'elle sera mariée avec sa Majesté, lequel devra estre enregistre, & passé par le Parlement de Paris en la forme, & avec les clauses accoustumées, & sa Majesté Catholique devra approuver ladite renonciation & ratification en la forme, & avec les clauses accoustumées, & autres necessaires la faisant aussi passer & enregistrer par le conseil d'Etat, & lesdites renonciation & approbation estant faites, ou obmises de faire, dès à present en vertu de ce Traité, & du Mariage, qui s'ensuivra en vertu d'icelluy, on les tient pour faites, & expedies, & pour passées, & enregistrées par le Parlement de Paris par la publication de la Paix en ce Royaume-là.

Et d'autant qu'après le Traité susmentionné nostre tres Saint Pere Alexandre VII. a dispensé pour les degres de Parentage, qu'il y a entre ledit Roy Tres-Chretien & moy, & approuvé par son autorité & benediction Apostolique nostre Traité de Mariage, & ses Articles, & que le cas & temps est venu, que le Mariage se doit celebrer, & contracter avec la benediction de Dieu, & à ce que l'on doit esperer pour sa gloire, & service, exaltation de sa Sainte Foy & tran-

quilité de la Republique Chrestienne; moyennant quoy le cas, & temps est aussi arrivé, que je dois accomplir pour ce qui me touche (avant mes espousailles & Mariage) le contenu aux Articles 5 & 6. qui sont inserés en cet acte, & qu'il est ainsi que je me trouve en age majeure de 20 Ans, & que dans icelle il a plu à nostre Seigneur de me donner capacité & discretion, pour entendre, & comprendre la substance & l'effect desdits Articles, dont je suis certaine & advertie, d'autant que je m'en suis souvent informé, & de leur convenance pendant le temps de six mois, qu'il y a que l'on les a arrestés & publiés, & qu'ils ont esté resoulus & arrestés, & qu'il suffisoit, afin que j'aurois la satisfaction que je dois, de leur justification de sçavoir que c'a esté une affaire examinée & accordée par le Roi Monseigneur, lequel souhaite & procure mon contentement, & mon bien, avec tant d'amour, & de foy, prenant conjointement esgard au public & commun des Royaumes que Dieu lui a enchargé, lesquels & ceux de la Couronne de France sont egallement interessés, à ce que la grandeur & Majesté qu'ils soutiennent, & conservent en eux mesmes depuis tant d'Années, avec tant de bonheur, & de gloire du nom de leurs Roys Catholiques & Tres-Chretiens, ne soit point diminuée, & ne descheoit point, comme necessairement elle se diminueroit & descheoit, si par le moyen, & à cause de ce Mariage ils viendroient à unir, & conjoindre dans quelque un des Enfants & Descendants, dont le succès causeroit aux Sujets & Vassaux le mescontentement & affliction, qu'il se peut considerer, & dont justement on pourroit craindre qu'il resulteroit les dommages & inconvenients qui se rencontrent & se reconnoissent plus facilement avant qu'ils arrivent, qu'ils ne se repareroient & remedieroient, après qu'ils seroient arrivés, & que l'on les auroit experimenté, & partant il a convenu prevenir les remedes, à ce qu'ils n'arriveroient pas, & que ce Mariage ne soit cause d'effects contraires à ceux que l'on se promet, & que l'on doit esperer, que l'on obtiendra par icelluy; outre qu'avec cet exemple, & à son imitation on facilitera doresnavant les Mariages reciproques entre mes Enfants, & Descendants, & ceux du Roy Monseigneur; ce qui m'est une consideration de particuliere consolation, & contentement, d'autant que ce sera le moyen d'estroisir, & renouveler plusieurs fois le lien du sang, & du Parentage, & d'asseurer, & affermir plus fortement & efficacement les Alliances, Amisté, & bonne correspondance, lesquelles ont esté liées par de si heureux Principes, & contractées entre ces deux Royaumes, & se continueront à la gloire de Dieu, & demeureront glorieusement entre iceux; & les Roys Catholiques & Tres-Chretiens, ce qui estant le bien public, & comme se doit par bonne raison preferer au mien particulier, & à celui de mes Enfants & Descendants; lequel dans l'Etat present doit estre tenu en peu de consideration; d'autant qu'il est fort esloigné, ainsi qu'il se reconnoit; A quoi il concourt pour ma plus grande satisfaction, & justification de cette renonciation, & l'acte, que je me conforme & suis, en l'accordant, l'exemple de celui qu'octroya pour son Mariage, & avant icelluy, la tres-Haute, tres-Excellente, & tres-puissante Princeesse Madame Anne Infante d'Espagne, & aujourd'hui Reyne Tres-Chrestienne de France & ma tres-aimée, & reverée Tante, & Dame, & qu'outre les considerations & causes publiques susmentionnées, & celle de conserver & assurer la Paix entre les deux Couronnes (lesquelles concourrent aussi, s'alleguerent dans ledit Traité, & renonciation) il a concouru dans l'Etat present, & à esté considéré comme cause publique, la plus principale, & la plus grande, pour la renonciation accordée dans mon Traité de Mariage, que l'accord de mon Mariage auroit esté notoirement le moyen, & cause plus principale de la pacification d'une guerre de vingt cinq ans entre les deux Couronnes, Catholique & Tres-Chrestienne (dans laquelle s'estoient interessés, par Alliance ou dependance, les plus grands Potentats de la Chrestienté) & son bien Universel & la

ANS
de J. C.
1660.

cause

ANS cause publique, & supreme de la Religion Catholique; de J. C. le tout ayant paty notablement par la guerre, & ne s'y pouvant remedier que par la Paix accordée par le moyen, & à cause de ce Mariage, lequel ne s'accorderoit point, & le Roy Monseigneur ny consentiroit point sans la renonciation accordée, ainsi qu'il a esté considéré dans l'Article premier de mon Mariage, & dans le 33. de la Paix des deux Couronnes, lequel en cette consideration se refere au Traité particulier fait sur les conditions de mon Mariage, & tous deux ont esté signés en mesme jour & date, & dans ledit Article 33. de la Paix, l'on a déclaré que ledit Traité, fait sur les conditions de mon Mariage, nonobstant qu'il fût séparé, auroit la mesme force, & vigueur que celui de la Paix; comme en étant la partie plus principale, & les Arrhes plus precieuses pour la plus grande seurété, & durée. Partant de mon propre mouvement, libre, spontanée, & agreable Volonté, & ayant certaine science, & connoissance de l'acte que je fais, & de ce qu'il importe, & peut importer mon consentement, j'approuve, confirme, & ratifie en la voye, & forme que mieux je puis, & dois, ledit accord selon, & de la façon qu'il est contenu plus particulièrement dans ledit Article 5. & en cas qu'il sembleroit necessaire, & convenable, je donne mon pouvoir absolu & suffisant au Roy Monseigneur, & au Tres-Chrestien, à ce qu'ils le puissent arrester, & accorder de nouveau. Quoy qu'en Vertu, & accomplissement dudit Article je me declare & tiens pour exclusive, & esloignée, & les Enfants, & Descendants de ce Mariage pour exclus, & inhabilités absolument, & sans limitation, difference, ou distinction des personnes, degrés, sexes & temps de l'action & Droit de succeder aux Royaumes, Estats, Provinces, Terres & Seigneuries de cette Couronne d'Espagne exprimés, & déclarés par iceluy, & que je veux, & consens pour moy, & pour ledits miens Descendants, que des-maintenant comme pour lors l'on les tienne comme cedés, & transferés à celui qui se trouvera le plus proche en degré (à cause que moy, & eux sommes exclus, inhabiles & incapables) & immediat au Roy par la mort duquel il vaquera, & se devra regler, & deferer la succession ledits Royaumes, & afin qu'il les tienne & possede comme legitime, & vray successeur de mesme façon que si moy, & mes Descendants ne fussions pas nés, ny eltions au Monde, parceque nous devons estre tenus, & réputés pour tels, afin qu'en ma personne, & en la leur l'on ne puisse considerer, ny faire fondement de representation active, ou passive, principe ou continuation de lignée effective, ou contentive de substance, de sang, ou de qualité, ny tirer la Descendance, & computation des degrés de celle du Roy Monseigneur, ny de celle des glorieux Roys ses Predecesseurs, ny pour aucun autre effect, afin d'entrer en la succession, ou preoccuper le degré de proximité, & d'en exclure la personne qui se trouvera (comme dit est) proche en degré, & je promets, & m'oblige en foy & parole Royale, qu'en toute ce qui dependra de moy, & de mesdits Enfants, & Descendants, l'on procurera tous-jours & en tout temps, quel' observance, & accomplissement dudit Article, & de ce mien acte, que je fais pour son approbation, & confirmation, soit inviolable, sans permettre, ny consentir que l'on aille, ou agisse au contraire, directement, ou indirectement, en tout, ou en partie, & je desire, & cede tous, & quelconques remedes seculs, ou ignorés, ordinaires, ou extraordinaires, & qui nous pourroient appartenir par Droit commun, ou Privilege special à moy ou à mesdits Enfants & Descendants pour reclamer, dire, & alleguer contre ce que dessus, & je renonce à tous, & specialement à celui de la restitution *in integrum*, fondée sur l'ignorance, ou inadvertence de ma minorité, ou sur la Lésion evidente, enorme & tres-enorme que l'on pourroit considerer, estre intervenue dans la delivrance, & renonciation du Droit de pouvoir succeder en aucun temps à tant, & à de si grands Royaumes, Estats, & Seigneuries, & je veux que nul ledits remedes, ny aucuns autres de quelconque nom, caractere, impor-

tance, & qualité qu'ils soyent, nous servent, ou nous puissent servir judiciairement, ou extrajudicialement, de J. C. & que si nous les intentons, ou tachons de les deduire en voye de Justice & contestation, l'on nous desuie, 1660. & ferme toute sorte d'audience, & si de fait ou sous quelconque couleur mal pretendue, desiant de la Justice (parceque nous devons toujours reconnoître, & confesser, que nous n'en avons aucune pour succeder auxdits Royaumes) nous les voulussions occuper par force d'armes, faisant, ou mouvant guerre offensive, que dès maintenant comme pour lors, l'on la tienne, juge & declare pour illicite, injuste, & mal attentée, & pour violence, invasion, & usurpation tyrannique & faite contre raison, & conscience, & qu'au contraire on juge, & qualifie pour Juste, licite, & permise celle qui se viendrait à faire, ou mouvoir par celui qui y devroit succeder, à mon exclusion, & de mesdits Enfants, & Descendants; lequel les sujets & habitans devront recevoir, & obeir, lui faire, & prester serment, & l'hommage de fidelité, & le servir comme à leur Roi & Seigneur legitime, & j'affirme, & certifie que induite, pour octroyer cet acte, je n'ai esté, attirée, ny persuadée par le respect, & veneration que je dois, & ai pour le Roi Monseigneur, comme à Prince si puissant, & comme à Pere qui m'aime tant, & que j'aime, & qui me tient, & m'a tenue sous sa puissance Paternelle, parceque veritablement en tout ce qui se passe, & s'est passé au regard de la conclusion, & effect de ce Mariage, touchant ledit accord, & Article de mon exclusion, & de celle de mes Descendants, j'ai eu toute la liberté que j'ai pu souhaiter pour dire, & declarer ma volonté, sans que de sa part, ou d'aucune autre personne l'on m'ait fait aucune peur ny menace, pour m'y induire, ou attirer à faire aucune chose contre elle, & que pour plus grande validité, & assurance de ce qui est dit, & promis de ma part, je Jure solemnellement par les Evangiles contenus en ce Missel (sur lequel je mets la main droite) que je le garderai, maintiendrai, & accomplirai en tout, & par tout, & que je ne demanderai point de dispense de ce serment à nostre tres-saint Pere, ny au Saint siege Apostolique, ny à son legat, ou à aucune dignité qui auroit faculté de me la pouvoir octroyer, & que si l'on me l'octroyeroit à mon instance, ou de quelconque université, ou personne particuliere ou *motu proprio*, encore que ce seroit seulement afin de pouvoir entrer en jugement sans toucher à la substance desdits remedes, & de la force de cet acte, & du Traité, que j'approuve par iceluy, je ne me prevaudrai point, ny m'en servirai, au contraire, en cas que l'on me l'octroyeroit, je fais un autre semblable serment, afin qu'il en aye, & demeure toujours un sur toutes les dispenses, qui me seront octroyées; & sous le mesme je dis, & promets que je ne fais, ny ferai aucune protestation, ou reclamation en public, ou en secret, qui puisse empescher, ou diminuer la force du contenu en cet acte, & que si je la fais (encor qu'elle soit sous serment) qu'elle ne sera d'aucune valeur, & ne puisse avoir aucune force, ny effect, & je supplie sa Sainteté, que puisse ce Mariage, & son Traité a esté conclu, & accordé avec sa Sainte & Apostolique approbation, & se doit effectuer, & celebrer avec sa benediction, elle soit servie d'accroître la force du lien, & religion de ce mien serment par l'autorité de sa confirmation Apostolique; & je promets, & m'oblige qu'en conformité, & accomplissement de l'Article 6. susmentionné, aussitost que j'arriverai au lieu, où le Roi Tres-Chrestien me doit recevoir, je ferai & ferai faire avec son intervention, & autorité, & conjointement avec sa Majesté Tres-Chrestienne, & avec toutes les clauses, serments, & conditions necessaires, & convenables, un autre semblable acte de confirmation, & ratification de celui qui a esté fait, & despesché dans cette Cité de Fontarabie, où se trouve à present le Roi Catholique Monseigneur avec sa Cour, & Palais, le second jour de Juin de cette Année mille six cent & soixante, en presence du Roy nostre Maistre. Et pour plus grande solemnité, autorité, & vali-

ANS validité de cet acte, sa Majesté Catholique a dit, pour de J. C. l'accomplissement des Articles 5. & 6. y inférés, que 1660. pour ce qui regarde la cause publique, & le bien commun de ses Royaumes, Sujets, & Vassaux d'iceux, elle le confirmoit, & a confirmé cet acte selon & en la forme que l'a fait, & fait despatcher la Serenissime Infante Madame Marie Theresé, Reyne promise, & future de France, sa tres-chere & tres-aimée Fille, & que de son propre mouvement, certaine science, pleine, & absolue Puissance & comme Roy & Seigneur, qui ne reconnoit point de supérieur dans le temporel, elle suppléoit, & vouloit que l'on tint pour supplées par sa Royale autorité quelconques défauts, ou omissions de fait, ou de Droit, de substance, ou de qualité, de stile, ou de Coustume, qu'il y pourroit avoir en cet Acte, & qu'elle confirmoit, & approuvoit spécialement & particulièrement ledit Article 5. & ce qui est resolu, & arrêté par iceluy entre sa Majesté Catholique, & Tres-Chrestienne de France, & qu'elle vouloit, & commandoit qu'il auroit force, & vigueur de Loy, & de sanction pragmatique, & que comme tel il seroit receu, & se garderoit, observeroit & executeroit dans tous ses Royaumes, Estats, & Seigneuries, sans prendre esgard aux Loix, ordonnances, usages, & Coustumes qu'il y auroit, ou pourroit avoir au contraire, aux-quelles elle dérogeoit, & veut que pour cette fois elles soyent tenues pour abrogées, & derogées, encore qu'elles seroyent telles, & de telle qualité, que pour leur derogation seroit requise, & nécessaire une autre plus expresse, & spéciale mention, & commanda que l'on le scelleroit avec son seel Royal & qu'il seroit enregistré, & publié en son conseil de chambre, & dans les autres auxquels il appartiendra; De tout quoy ont esté tesmoins à ce appellés, & requis, Don Louis Mendes de Haro, Comte, Duc d'Olivares, Don Ramiro Nuñez de Guzman, Duc de Medina de las Torres, Don Gaspar de Haro, Marquis de Eliche, Don Juan Domingo de Guzman, Comte de Monterey, Don Diego d'Arragon, Duc de Terranova, Don Gilen Ramon de Moncada, Marquis de Aytona, Don Pedro Portocarrero, Comte de Medellin, Don Pedro Colon de Portugal, Duc de Veraguas, Don Antonio de Peralta Hurtado de Mendoza, Marquis de Mondejar, Don Alonço Perés de Guzman, Patriarche des Indes, Don Alonço Perés de Vivero, Comte de Fuenfaldagne du conseil d'Etat, Don Juan de Caravajal & Sandi du conseil, & chambre, Don Diego de Jesada Evêque de Pamplune, & plusieurs autres Seigneurs, & Cavaliers, & Domestiques de sa Majesté, qui se trouveront presents. Signé.

Le Roi. Je Marie Theresé.

Je Don Fernando de Fonseca Ruys de Contreras Marquis de la Lapilla, Chevalier de l'ordre de Saint Jacques, des Conseils de guerre, Indes, & Chambre d'icelles, Secrétaire d'Etat, & de la despesche Universelle, & Notaire dans ses Royaumes, & Seigneuries, qui ai esté present au serment, octroy, & à tout le surplus cy-dessus contenu, en fais foi, & que lesdits Articles 5. & 6. de Mariage, ainsi qu'ils sont cy-dessus écrits ont esté copiés fidèlement, & collationnés avec l'original, qui est en mon pouvoir. En témoignage de verité je l'ai signé, & souscrit de mon nom.

Don Fernando de Fonseca de Ruys de Contreras.

Le Roi Catholique, Monseigneur, ayant esté servi de m'ordonner à moi Don Blasco de Loyola, Commandeur de Villarubia d'Ocaña de l'ordre & Chevalerie de Saint Jacques de son conseil, & son Secrétaire d'Etat, que je feroi faire la copie cy-dessus écrite de la renonciation que la Dame Infante Madame Marie Theresé sa Fille, ce jourd'hui Reyne de France fit, & octroya (devant le Sieur Don Fernando de Fonseca Ruys de Contreras Marquis de la Lapilla Chevalier de l'ordre de Saint Jacques, des conseils de guerre & des Indes, &

chambre d'icelles de sa Majesté Catholique, Secrétaire d'Etat, & de la despesche Universelle, & Notaire en de J. C. ses Royaumes & Seigneuries des Royaumes, Estats, 1660. & Seigneuries, dont est composée la Couronne, & Monarchie d'Espagne & de ceux qui s'y incorporeront, pour envoyer au Seigneur Don Eltevan de Gamarra, son Ambassadeur aux Estats Generaux des Pays bas, & l'ayant executé ainsi je certifie que cette copie s'accorde avec l'Instrument original qui demeure en mon pouvoir, avec lequel elle a esté collationnée, & afin qu'il en conste je la signe de mon nom, & elle va scellée avec le seel Royal secret, lequel est aussi en mon pouvoir. A Madrid le jour 16. du mois de Juillet de l'an 1663. estoit signé Don Blasco de Loyola. Et au costé le seel secret de sa Majesté sur une hostie rouge.

C C C L X X V I.

Convention entre les Commissaires de FRANCE & d'ESPAGNE, en execution du quarante deuxième Article du Traité des Pyrenées, touchant les trente trois Villages de la Comté de Cerdagne qui doivent demeurer au Roy de France, du douzième Novembre 1660. Freder. Leonard. Tom. IV.

Nous HYACINTE SERRONI, Evêque d'Orange, Conseiller d'Etat de sa Majesté Tres-Chrestienne; & Don MICHEL DE CALBA ET DE VAILGORNERA, Chevalier de l'Ordre de S. Jacques, Conseiller de sa Majesté Catholique au Conseil Souverain des Royaumes d'Aragon; Commissaires Deputez par leurs Majestez Tres-Chrestienne & Catholique, pour l'execution du dernier Article fait & signé par Messieurs les Plenipotentiaires de France & d'Espagne, en l'Isle dite des Faisans, le 31. May passé de l'année presente 1660.

Depuis que nous nous sommes communiqué respectivement nos Pouvoirs, & que nous nous en sommes donnez des copies, il y auroit eu diverses assemblées en Cerdagne tenues au sujet dudit dernier article du Traité des Pyrenées; mais après avoir examiné toutes les raisons de part & d'autre, veu & reconnu tous lesdits Villages & leurs limites, nous avons resolu & arrêté que les trente-trois Villages de Cerdagne qui doivent demeurer à sa Majesté Tres-Chrestienne, en vertu du susdit article, sont les suivans.

Carol pour deux, en y comprenant toute la Vallée avec tous les lieux qu'elle renferme.

Enveig encor pour deux; en y comprenant tous ses Costeaux & toutes ses Montagnes, & toute l'étendue de sa Jurisdiction avec tous les lieux qui en dépendent.

Ur & Flori pour un. Villeneuve & Escaldas pour un. Dorras, Angultrina, Targafo, Palmarie, Egat, Odello, Via, Bolqueras, Vilar de Ovanza, Estavar, Bajanda, Sallagosa, Ro, Vedrinians, la Perxa, Ruet, Llo, Eyna, S. Rere del Forcats pour dix neuf. S. Leocadia & Llus pour un. Et, Planes pour deux. Caldegas & Onzes pour un. Navia, Oseja, Palau, Iz pour quatre.

Tous lesdits Villages avec leurs Jurisdicions, limites & dépendances, demeureront à sa Majesté Tres-Chrestienne. Et parce que le Territoire de Iz est de l'autre costé de la Riviere qu'on appelle Regur, & qui vient de Ur, Nous Commissaires deputez avons déclaré & declarons, que quoi qu'à l'égard de tous les autres Villages de France & d'Espagne, la division s'en doive faire par leurs limites & Jurisdiction, néanmoins pour ce qui regarde le Village de Iz seulement, la separation de la France d'avec l'Espagne, se fera par ladite Riviere en suivant toujours son cours naturel jusques à ce qu'on rencontre le Territoire de Aye, qui appartiendra à l'Espagne; de sorte que la moitié de ladite Riviere & la moitié du Pont appelé vulgairement de Livia sera à l'Espagne.

ANS gne, c'est à sçavoir la moitié qui regarde Puyserda, & l'autre moitié appartiendra à la France, sçavoir celle qui regarde Livia ou le Col de la Perxa, sans prétendre par cette division separer ledit Territoire dudit Village de Iz, en ce qui regarde le Domaine, la propriété, les froids, les pasturages, ny autre chose qui lui appartient, cette separation ne se devant entendre que de la France & de l'Espagne, & non du Domaine & de la propriété particulière dudit Territoire, qui demeurera toujours uni audit Village de Iz.

Pour ce qui est de Livia & de son Bailliage, Nous Commissaires deputez declaron qu'il demeurera entierement à sa Majesté Catholique; à condition qu'Elle ne pourra jamais fortifier ny Livia ny aucun autre lieu ou poste dudit Bailliage ou Territoire. Et le Commissaire d'Espagne s'oblige pour Sadite Majesté Catholique particulièrement & expressement, à faire ratifier cet accord & convention; sçavoir qu'on ne pourra fortifier Livia, ny aucun autre lieu ou poste dudit Bailliage & Territoire, & c'est seulement à cette condition que le Commissaire de France consent que Livia & son Bailliage demeurant à sa Majesté Catholique. Et parce que pour aller de Livia à Puyserda, ou de Puyserda à Livia, ou pour aller d'un des Villages qui sont à sa Majesté Tres-Chrétienne à l'un de ceux qui appartiennent à sa Majesté Catholique, il pourroit arriver qu'il faudroit passer par les limites de Livia ou de Puyserda, ou par les limites de quelques Villages de France. Nous Commissaires deputez declaron, que quelque genre de marchandises ou de denrées qui passeront par ledites Limites allant par le chemin Royal de Livia à Puyserda ou de Puyserda à Livia, ou allant d'un Village d'Espagne, à un de ceux de France, ne payera aucun droit aux Officiers de France, ny à d'autres Doüaniers ou Fermiers, ou autres Receveurs quelconques, des droits des deux Royaumes: Declaran en outre que ledits chemins royaux & passages qu'on pourroit prendre pour aller de Livia à Puyserda, ou de Puyserda à Livia, ou pour aller d'un Village de France à l'un de ceux d'Espagne, seront libres aux Sujets de l'un & de l'autre Royaume, sans que ledits Sujets puissent estre respectivement inquiétez dans ledits passages par les Ministres des deux Royaumes pour quelque cause que ce puisse estre. N'entendant point que cette liberté de passage puisse servir à l'impunité des crimes qu'on pourroit commettre dans ledits chemins & passages, d'autant que la capture & le châtiment des coupables appartiendra à ceux du Territoire desdits passages où les crimes auront été commis. Et afin qu'il consiste de tout ce dessus, & qu'on l'exécute avec toute l'exactitude possible, Nous Commissaires deputez avons résolu qu'on fera deux copies de cet Ecrit, l'une en François & l'autre en Espagnol; que la copie en langue Française, signée de Nous Evêque d'Orange, & contresignée par nostre Secrétaire, sera delivrée au Commissaire d'Espagne; & que la copie faite en Espagnol, signée par le Commissaire d'Espagne, & contresignée par son Secrétaire, demeurera en nos mains. Fait & conclu à Livie le douzième jour du mois de Novembre de l'année 1660. Signé. HYACINTE SERRONI, Evêque d'Orange. Et don MIQUEL DE CALBA ET VALLGORNERA.

CCCLXXXVII.

ANS *Traité entre le Roi de France LOUIS XIV.*
de J. C. & FERDINAND CHARLES Archiduc d'Autriche, Resident à Inspruck.
1660. *A Paris le 16. Decembre 1660. Freder. Leonard. Tom III.*

LE ROY ayant donné assez à connoître à toute la Chrétienté, combien il a à cœur la ponctuelle execution du Traité de Paix, conclu à Munster le vings-quatrième Octobre 1648. en toutes ses points, par les soins qu'il a pris incessamment, & par les dépenses mesmes qu'il a faites, tant pour empêcher qu'il

Tom III.

ny fust fait aucune contravention, que pour faire reparer les contraventions qui y auroient pu estre faites, non moins à l'égard des autres Princes qu'au sien. Sa Majesté se promet que tout l'Empire aura bien jugé & reconnu que le seul deffaut de l'Acte de Renonciation qui devoit estre fourni par le Roy Catholique deses droits & prétentions sur le Langraviat de la Haute & Basse Alsace, Brizac, le Zundgaw, & généralement sur tout ce qui a esté cédé à la Couronne de France par ledit Traité, a esté la seule cause qui a jusqu'à présent retardé l'execution de l'Article de l'Instrument de Paix, par lequel pour recompenses des cessions faites au Roy, Sa Majesté devoit payer à Monsieur l'Archiduc d'Autriche Ferdinand Charles, résidant à Inspruck, ou à ses Députez en la Ville de Basse, trois millions de livres tournois, dans les années 1649, 1650, & 1651. Sadite Majesté ayant toujours offert de payer ladite somme, pourvu que la Renonciation d'Espagne luy fust fournie suivant la disposition du même Traité. Et comme il estoit bien juste d'ailleurs qu'en déboursant une somme de cette considération, Elle pourveut pour elle & pour ses Successeurs Rois à l'entière seureté de cette acquisition, sans qu'il en pult naître à l'avenir aucun embarras capable d'alterer le repos de l'Allemagne & de la Chrétienté. En effet ladite Renonciation ayant été faite par le Roy Catholique dans le Traité de Paix que Sa Majesté a conclu avec luy, le septième Novembre de l'année dernière 1659, & Monsieur l'Archiduc d'Autriche Ferdinand Charles, ayant depuis envoyé vers Sa Majesté le Sieur Jean François de Wicka, son Conseiller en la Chambre des Provinces Supérieures d'Autriche, en qualité de son Procureur, avec plein pouvoir & commission de demander, pour suivre & recevoir le payement desd. trois millions de livres tournois. Sadite Majesté auroit aussi-tôt pour y satisfaire, avec les seuretez qu'il convient, commis le Sieur Comte de Brienne, Conseiller ordinaire en tous ses Conseils, Commandeur de ses Ordres, Ministre & Secrétaire d'Etat; le Sieur de Lyonne, Marquis de Fresne, Seigneur de Berny, aussi Commandeur de ses Ordres, Conseiller ordinaire en tous ses Conseils & Ministre d'Etat, & le Sieur Comte de Brienne fils, aussi Conseiller ordinaire en tous ses Conseils, & Secrétaire d'Etat & de ses Commandemens, lesquels pour terminer cette affaire, en sorte qu'il ne puisse à l'avenir naître aucun sujet de contestation, tant pour les Etats, Pays, Villes & Places cedées à Sadite Majesté, que pour la satisfaction & la recompense qui en sera donnée à Monsieur l'Archiduc, sont en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, convenus avec ledit Sieur de Wicka de ce qui ensuit.

PREMIEREMENT. Monsieur l'Archiduc Ferdinand Charles d'Autriche, declare avoir entendu & entendre, que dans la Cession qui a esté faite à la Couronne de France de la Haute & Basse Alsace & du Zundgaw, par ledit Traité de Munster, au Paragraphe, *Tertio Imperator* &c. a esté & est compris le Comté de Ferrette; & par conséquent qu'il a renoncé & renonce encore presentement à tous droits, généralement quelconques, sans rien réserver ny retenir; Sçavoir, tels que d'ancienneté, & en tous temps ils luy avoient appartenu sur ledit Comté de Ferrette, pas été ses appartenances & dépendances, ainsi qu'il en jouissoit avant ladite Cession. Comme aussi à toutes protestations & exceptions qu'il pourroit avoir faites au contraire, sans toutefois que cette declaration & renonciation puissent l'obliger à aucune garantie, ny le charger de la Paix; directement ny indirectement d'en rendre raison à qui que ce soit, en cas qu'il y survint d'ailleurs quelques difficultés, & qu'il fust fait des protestations ou exceptions par d'autres sur ce sujet.

II. Sa Majesté s'oblige de payer à Monsieur l'Archiduc, ou à ses Députez ayans de luy pouvoir, à cet effet, M m m m m dans

cede sans garantie, parce que ces Ancêtres & luy la tenoient en Fief de l'Evêque de Basse, lequel a écrit diverses Lettres, & fait faire plusieurs instances au Roy pour son dédommagement.

ANS
de J. C.
1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

1660:

ANS dans les termes & aux especes de Monnoye qu'il fera
de J. C. dit cy-apres, trois millions de livres tournois à luy
1660. deus, suivant & en vertu du Paragraphe, *Pro recom-*
pensatione, & ce nonobstant toutes oppositions, faisie
& empeschement quelconques, qui pourroient estre
formez par qui que ce soit, sous quelque cause, pre-
texte & occasion que ce puisse estre.

III. Touchant les termes des payemens à faire des-
dits trois millions, il a esté convenu que la Ratification
de la presente Transaction ayant esté fournie par Mon-
sieur l'Archiduc, il luy sera payé quinze jours après,
ou à ses Députez dans la Ville de Basle, la somme de
trois cens mil livres tournois, & au dernier jour du
mois de Mars de l'année prochaine 1661. luy sera aussi
payé dans ladite Ville autre pareille somme de trois cens
mil livres tournois, & au jour de la Feste de Saint Jean-
Baptiste de la mesme année, la somme de quatre cens
mil livres tournois; lesquelles sommes jointes ense-
mble, font un million de livres pour le premier terme.
Et pour le second terme, il a esté convenu, que le
trente-unième du mois de Mars de l'année 1662. il luy
sera payé & compté dans la mesme Ville de Basle, un
autre millon de livres tournois en un seul payement, &
pour le troisième terme, il a esté pareillement convenu
qu'il luy sera payé dans le mesme lieu un autre million de
livres tournois, au trente-unième du mois de Mars de
l'année 1663. aussi en un seul payement. De tous les-
quels payemens Monsieur l'Archiduc fournira ses Quit-
tances, au fur & à mesure qu'ils se feront, suivant le
projet qui en sera cy-dessous transcrit.

IV. A l'égard de l'évaluation des Monnoyes, bien
que Monsieur l'Archiduc ait prétendu qu'il y ait eu cer-
tain accord particulier, & hors du Traité public, en-
tre le feu Sieur de Servien Ambassadeur extraordinaire
& Plenipotentiaire de Sadite Majesté à Munster, & les

Plenipotentiaires de l'Empereur, suivant une attestation
fournie par le Nonce de sa Sainteté, & l'Ambassadeur de
Venise qui estoient aussi alors à Munster, du quatrième
de Novembre 1648. qui porte que ledit Sieur Servien
leur avoit déclaré que deux livres & demie tournois, en
faisant le payement desd. trois millions seroient comptées
pour un Reichdalle: & qu'en outre Monsieur l'Archiduc
ait prétendu les interets de la somme principale de-
puis l'écheance des termes de ladite satisfaction portée
par ledit Traité de Munster, toutefois comme dans le
texte dud. Traité, il n'est fait aucune mention de l'éva-
luation cy-dessus dite: & que d'autre part Sadite Majesté
ne peut estre tenue à payer aucun interet, veu qu'elle n'a
jamais esté en demeure de payer, & que ce retardement
ne doit estre attribué qu'à celui du Roi Catholique, de
fournir suivant la disposition du mesme Traité, l'Acte
de la Renonciation de ses droits & prétentions sur l'Alsa-
ce, & autres Pays cedez à la Couronne de France. Il a
esté enfin arresté & convenu après diverses contestations
sur ce sujet, que Monsieur l'Archiduc renoncera entie-
rement comme il renonce dès à present, tant ausdits
pretendus accords & attestations, qu'à tous interets
par lui pretendus ou à pretendre de la Couronne de Fran-
ce; en sorte qu'il se tiendra pour content du capital desdits
trois millions de livres tournois, comme il est dit cy-
dessus, à condition que Sadite Majesté lui fera paier ladite
somme dans la Ville, & aux termes cy-dessus mention-
nez, en especes d'Ecus blancs de France, ou Louïs d'Ar-
gent, & non autres, de bon aloi & ayant cours, à
compter chaque piece pour trois livres tournois, sans que
sa Majesté retienne ou retarde aucun desd. payemens pour
quelque cause ou pretexte que ce soit, ny mesme sur au-
cunes poursuites & instances de qui que ce puisse estre.
Fait à Paris le 16. Decembre 1660.

ANS
de J. C.
1660.



ANS
de J. C.
1603.ANS
de J. C.
1603.

SUPPLEMENT

De quelques Traitez appartenans à ce
Tome III. & trouvez depuis l'impression.

CCCLXXXVIII.

ANS
de J. C.
1603.
SAVOYE
ET
GENEVE.

Traité de Paix entre CHARLES EMANUEL Duc de Savoye, & la République de GENEVE. Fait à S. Julien, le 25. Février 1603. Manuscrit.

AU nom de Dieu. Comme ainsi soit que pour la Pacification des troubles advenus au mois de Decembre mille six cent & deux entre tres-haut & tres-puissant Prince Monseigneur Charles Emanuel Duc de Savoye & les Seigneurs de la Ville de Geneve; & pour eviter les suites consequences, & effets de la Continuation d'iceux, auroit semblé bon aux Magnifiques & Puissans Seigneurs des cinq louables Cantons Glaris, Basle, Soleure, Schaffhaufe, & Appenzel, de deleguer leurs nobles & prudens Ambassadeurs par devers le Sieur d'Albigny Lieutenant General de S. A. deça les monts, & ledits Seigneurs de Geneve; ils se feroient du consentement desdites parties employez d'une bonne & helvetiale volonté. Et après plusieurs assemblées & conferences sur ce tenues, auroient les Deputez de S. A. & ceux de Geneve admise conclud & arresté comme s'ensuit.

I. Que le Commerce demeurera libre d'une part & d'autre; tant pour les personnes que pour toutes sortes de Marchandises vivres, bleds, vins, & autres denrées en tous les Estats de S. A. sans aucune prohibition, restriction, ou limitation.

Auquel commerce néanmoins ne s'entendra compris le sel, usage & debitement duquel ne sera permis dans les Estats de son Altesse sinon de celui des greniers de la gabelle & à forme de ses Edicts.

III. Pour celui qui sera nécessaire aux citoyens Bourgeois habitants & subjects de Geneve hors les Estats de son Altesse & riére les Terres & Villages de St. Victor & Chapitre & maisons y enclouées pourront ledits de Geneve le faire transmachier par dessus les Estats de son Altesse sans y commettre abus.

IV. Que toutes procedures faites contre ceux qui ont contrevenu aux Edicts de son Altesse pour le regard dudit sel comme de même pour le commerce & transmachement des grains & denrées toutes peines & amendes encourues pour les faits susdits sont des à présent déclarées nulles & de nul effect & valeur, réservé celles qui se trouveront jugées par autorité de la Chambre de Savoye exécutées & payées pour les accusez & condamnés.

V. Les biens, fruits, revenus d'Armoiy, Draillans & autres lieux riére le Duché de Chablais & balliages de Ternier & Galliard possédez par les Seigneurs de Geneve en l'an 1589 lors de l'ouverture de la Guerre leur seront promptement rendus & restitués sans nulle difficulté pour iceux recueillir entierement chacun an, avec restitution des fruits & arterages dès la publication de la Paix de Vervins 1598.

VI. De mêmes sera rendu & restitué par ledits de Geneve la Ville de St. Genis & ce qui en peut dependre en l'estre qu'ils le trouvent de present sans y rien alterer ou innover en quelque chose que se soit.

VII. Et pour ce qui concerne les terres de St. Victor & Chapitre toutes choses demeureront d'une part & d'autre en même Etat qu'elles estoient lors de l'ouverture de la Guerre de l'Année 1589. sans rien innover en chose quelconque.

VIII. Est accordé par son Altesse pardon & abolition generale à tous ses subjects qui ont porté les Armes pendant les Guerres, & suivi le party de Geneve, sans qu'eux ni les leurs en puissent jamais estre recherchez & molestez en leurs personnes ni biens, & ce faisant seront remis & retablis en la possession & jouissance de tous leurs biens nonobstant tous arrests & sentences de Confiscations qui pourroient contre eux avoir esté rendus pour ce regard. Lesquels arrests & sentences des à present demeureront nuls & de nul effect, bien entendu qu'en cet article ne seront compris les Crimes Commis hors ledit parti.

IX. Et quand à ceux qui sont sortis pour la Religion Refugiez à Geneve ils pourront revenir en leurs maisons & y demeurer vivans selon les Edicts de son Altesse en cas qu'ils veuillent faire profession d'autre Religion, il leur est permis de jouir & disposer de leurs biens & de revenir en leurs maisons & y demeurer quatre fois l'Année sept jours pour chaque fois, & c'est à l'intercession desdits Seigneurs Ambassadeurs.

X. Tous ceux qui sont & seront Citoyens bourgeois & habitants de ladite Ville de Geneve ne pourront eux ni leurs Serviteurs & Domestiques estre troublez & inquietez par cause de leur Religion pendant qu'ils sejourneront dans leurs maisons & biens situez dans les Estats de son Altesse, ains pourront vivre & demeurer en la même liberté que par ci-devant à la charge de ne dogmatifer.

XI. Les Citoyens, bourgeois & habitants de ladite Ville de Geneve suivant les Concessions & anciens privileges des Serenissimes predecesseurs de son Altesse seront désormais exempts de tous daces, peages & traverses demi pour cent sur les Estats de son Altesse en consignation néanmoins les marchandises, à tout le moins par les lettres de voiture & de facture, sans qu'il soit loisible aux daciés & peagers de faire ouverture des caisses, coffres, paquets, Tonneaux & balles desdites marchandises sinon en cas de fraude & abus, & quand à la consignation de l'or & de l'argent monnoyé & non monnoyé, demeureront ledits de Geneve exempts hors des sommes qui excéderont cinquante escus, lesquelles devront estre déclarées par ledits de Geneve à un qui sera député par la Seigneurie à ses fraix, lequel en communiquera le registre au procureur patrimonial de son Altesse lors qu'il lui sera demandé.

XII. Comme semblablement suivant les mêmes privileges ledits de Geneve demeureront exempts de toutes tailles, contributions levées de grains, impôts, rations, decimes, & toutes autres charges tant ordinaires, qu'extraordinaires pour les biens situez riére les Estats de son Altesse & seront toutes saixies & subhastations faites pour raison desdites tailles, contributions, rations & levées pendant les trefves déclarées nulles au cas que les conditions desdites Trefves aient porté de ne lever aucunes rations ou contributions, & quand à celles qui auroient esté faites pour ledites contributions & rations ou arterages deus pour le tems de la guerre elles tiendront, sauf aux propriétaires de rentrer dans leurs fonds en rendant les deniers, despens & tous legitimes accessoirs, demeurant les autres saixies & subhastations faites depuis la Paix de Vervins nulles.

XIII. Tous albergemens quels qu'ils soient faits par les magnifiques Seigneurs de Berne pendant la tenue des balliages tiendront, & si aucuns s'en trouvent spoliez au prejudice desdits albergemens seront reintegrez avec restitution de fruits.

XIV. Ne seront decernées aucunes prises de Corps
Mummm 2 ou

ANS
de J. C.
1603. ou adjournemens personnels contre lesdits de Geneve, sinon pour matiere Extraordinaire & non pour choses legeres, & seront faicts tous adjournemens tant en matieres criminelles que civiles en personnes des acculez & defendeurs s'il est possible, & à faire de ce à leurs domestiques & ne trouvant les uns ny les autres se feront en leur domicile par affiction de Copie & notification à quelqu'un des voisins & non es lieux Limitrofes.

XV. Toutes Confiscations n'auront lieu d'une part n'y d'autre faictes par occasion de ceste dernière Guerre, & quand à celles de la precedente tant pour le regard desdits de Geneve que ceux qui ont suivi leur party sera fait restitution des bien immeubles à la forme du Traité de Vervins, & quand aux debtes actives pour raison desquels ne seront intervenus arrests ou jugemens estans encor les sommes en estre sans quittance autentique faite par ci-devant, elles pourront estre exigées, & demandées sans néanmoins aucun renfort de monnoye ni interets.

XVI. Les jugemens rendus par lesdits de Geneve en dernière connoissance pendant la tenue d'aucune partie des baillages entre les subjects de Son Altesse en jugement contradictoire, comme aussi toutes autres sentences rendus par juges inferieurs non suspendus par appellations ci-devant relevées, ensemble toutes subhastations faites pendant ledit tems tiendront & sortiront leur entier effect.

XVII. Tous jugemens rendus d'un costé & d'autre pendant ceste dernière guerre en Contumace ou avec procureur non fondés à present declarez nuls & de nul effect.

XVIII. Les provisions & Sentences obtenues contre ceux de Geneve pour les biens & fruiets Ecclesiastiques par eux possédés en ladite Année 1589 demeureront pour ce regard nuls & de nul effect.

XIX. Se Contentent Son Altesse de ne faire assemblée de gens de Guerre ni fortifications ni tenir Garnisons à 4 Lieues pres ladite Ville de Geneve.

XX. Tous prisonniers qui n'auront accordé de leurs rançons seront mis en liberté de part & d'autre le jour après la publication du present Traité en payant raisonnablement leurs despens.

XXI. Son Altesse se contente que ceux du petit & grand Conseil de la Ville de Geneve jouissent du port des Armes en la mesme forme que la Noblesse de Savoye.

XXII. Tout ce que la Ville de Geneve aura receu dès l'An 1589. soit en loz, dismes, censés, revenus Seculiers ou Ecclesiastiques demeureront au profit de ladite Ville, & ne pourront les particuliers estre recherchez pour en faire derechef payement & tiendront les investitures que les particuliers ont obtenues desdits de Geneve, sans qu'ils soient tenus d'en prendre de nouvelles, réservé néanmoins ce qui s'en est pris & retiré en tems de Paix.

XXIII. Sont réservés au present Traité de la part de Son Altesse nostre St. Pere le Pape & Saint Siege Apostolique, l'Empereur, les deux Rois & les Traitez que Son Altesse a avec la Couronne d'Espagne & les Magnifiques Seigneurs des Ligues, & de la part desdits de Geneve sont réservés l'Empereur, le St. Empire Romain & les Alliances & Traitez que Son Altesse a avec la Couronne de France, & aucuns des Magnifiques Seigneurs des Ligues.

XXIV. Et par le moyen des susdits articles & en vertu du present Traité sera & demeurera Paix ferme, stable, perpetuelle & irrevocable entre Son Altesse & ladite Ville de Geneve, & la Memoire des choses passées de part & d'autre esteinte à jamais, & tous entreprenneurs & perturbateurs du repos publicq seront punis & chasties comme infracteurs de ladite Paix.

Charles Emanuel par la Grace de Dieu Duc de Savoye, Chablais, Aouste & Genevois, Prince & Vicair perpetuel du St. Empire Romain, Marquis en Italie, Prince de Piemont, Marquis de Saluces &c.

Desirant toujours de preferer le repos publicq à tou-

tes autres considerations de nostre particulier interst, & éviter par ce moyen les mauvaises consequences de la Guerre, & estant vray semblable que si nous venons à contredire d'un Traité d'Accommodement avec ceux de Geneve, ils y entendront aussi volontiers de leur part pour éviter les dommages & inconveniens qu'ils pourroient encourrir par la suite d'une ouverture de Guerre, pour ce est-il qu'estant à cest effect requis de nommer & deputer personages qui comparoissent de nostre part au lieu de Saint Julien assigné pour telle conference confians en vos prudences, fidelité & integrité, nous vous avons choisis & deputez, choisissons & deputons par ces presentes signées de nostre main pour comparoir en nostre nom audit lieu aux fins de Traiter avec eux d'une Paix ou en mode de vivre avec pouvoir & autorité que nous vous donnons de proposer, traiter, & resoudre, promettre & faire tout ce que vous jugerez estre de nostre service & convenir pour la perfection dudit Traité, promettans en foy & parolle de Prince d'avoir à jamais pour ferme, stable & agreable tout ce que par vous sera fait, traité, & promis & resolu en ce que dessus, circonstances & dependances & de la ratifier, sans permettre que jamais il y soit contrevvenu directement ou indirectement en maniere que ce soit, pour ce faire nous avons donné & donnons plain pouvoir, autorité & mandement special par ces presentes, pour corroboration desquelles nous y avons fait apposer le grand Seau de nos Armoiries & contresigner par l'un de nos Secretaires d'Etat; donné à Thurin le 25 jour de Fevrier 1603 ainsi signé Emanuel & plus bas, Roncas & a costé 6. aprouvant & au dessousz pouvoir aux deputez de Vostre Altesse pour le fait de Geneve.

CCCLXXXIX.

ANS
de J. C.
1603. *Lettre du Roi de France HENRI IV. au Sieur de Gouvenet concernant ORANGE en execution du Traité de paix fait à Vervins du 26. Avril 1603. Manuscrit.* FRANCE ET ORANGE.

Monsieur de Gouvenet, peu de jours auparavant que j'eusse receu la vôtre du 18 par ce porteur, en étoit arrivé ici un autre depeché de mon Cousin le Prince d'Orange, pour se plaindre de la continuation de la mauvaise procedure en son endroit du Sieur de Blacons, mesmement du meurtre qu'a esté fait du Sieur d'Aramon, lequel il conte bien diversément de ce que vous m'écrivez; & bien que ç'a été un mauvais accident & de fort mauvais exemple; toute fois il semble que le principal fait ne consiste pas en cela: c'est de sçavoir, si l'on peut denier à un Prince Souverain qui est particulièrement compris au Traité de la Paix la disposition de son bien & des charges de son Etat; ce que vous sçavez que je ne puis justement faire, sans contrevvenir auxd. Traitez, ce qui n'est point raisonnable de faire, ni aussi peu de rompre la paix pour si peu d'avantage. Il est encore moins honnête de pratiquer cela en leur endroit, ayant de tout temps tenu particulièrement amitié avec toute cette Maison, de souffrir aussi, que ceux des Eglises s'en entremellent. Vous pouvez bien penser que je ne le permettrai pas & que je reconnois trop quelle en seroit la consequence. Ainsi le Sieur de Blacons ayant deu prévoir & considerer tous ces evenemens, ç'a esté mal procedé à lui que d'en venir à cette extremité, dont il me deplait grandement; car je l'aime comme j'ai aimé son pere, & l'avois pour cette occasion conservé & maintenu en cette charge, comme j'eusse pu faire encore s'il se fut laissé conduire: mais en étant venu aux termes où il est, je tien quasi la chose irreparable, & me suis trouvé empêché de répondre aux demandes & supplications que m'a fait faire ledit Prince d'Orange, tant elles sont justes & raisonnables. Enfin je n'ay pu y trouver autre moyen que de lui accorder, que la raison est de son côté: mais que je me promette,

ANS
de J. C.
1603

toye, que la memoire qu'il avoit des services desdits led. fils lui seroit de sa faute, pourroit encore rendre cette affaire capable d'accommodement, comme je le prie ici d'y entendre; ce que j'ai fait pour gagner un peu de temps & donner loisir au Sieur de chercher de se raccommoier avec lui, comme il faut qu'il fasse par tous les moyens qu'il lui sera possible; car ici cela ne peut être, ou que vous n'ayez d'autre meilleures raisons pour lui opposer que celles que j'ai veuës jusques ici. Je ne voi pas qu'il y ait lieu de s'excuser de le refuser en son bien & lui en laisser la disposition, pour offenser ma foi & ma reputation, ce que je ne veux pas faire. Vous sçavez qu'aux choses possibles & raisonnables je vous ai toujours fermement soutenu & tous les vôtres, & fait assez connoître la bonne affection que je vous porte, comme je ferai toujours en ce qui dependra de ma seule grace, ou qui sera fondé en raison: Mais en ce qui est du bien d'autrui & qui ne se peut faire qu'avec injustice, ce sera de votre prudence de vous accommoder à la raison, comme je vous prie faire sur ce sujet. Priant Dieu, Monsieur de Gouvernet vous avoir en sa sainte garde. Ecrit à Fontainebleau ce 26. Avril 1603. Henri. Et plus bas Forget, & au dessus. A Monsieur de Gouvernet Capitaine de cinquante hommes d'Armes, Gouverneur de la Ville & Citadelle de Montelimard.

C C C X C.

ANS
de J. C.
1604.
ESPAGNE
ET
SUISSE.

Renouvellement de l'Alliance entre le Roi d'ESPAGNE & les cinq petits Cantons SUISSES & Fribourg & Appenzel, du 28. Avril 1604. Manuscrit.

A U nom de la Tres-Sainte & individue Trinité Amen, nous Philippe 3. par la Grace de Dieu Roi d'Espagne, de Portugal, des deux Siciles, de Hierusalem, de Majorque, de Sardaigne, des Isles Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, des Isles & Terre Ferme, de la Mer Océane, Archiduc d'Austriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, Comte d'Hapsbourg, de Flandres, de Tirol & Barcelona, Seigneur de Biscaye &c. & nous les advoyers, Ammans, Conseils, Communautés, Bourgeois & Conseils Generaux des Cantons Suisses des Hautes Allemagnes sous nommez savoir Lucerne, Ury, Swits Underwald dessus & dessous le bois, Zoug, avec ses Officiers, Fribourg & le Pays Catholique d'Appenzel à tous savoir faisons & publiquement confessons par les presentes comme ainsi soit qu'en l'Année de Nôtre Seigneur Jesus Christ 1583. Entre sa Majesté Catholique Philippe 2. de ce nom Roi d'Espagne & de Portugal Nôtre Tres-honoré Seigneur & Pere de Glorieuse memoire d'une part, & nous les sous nommés Catholiques Suisses, fâvor de Lucerne, Ury, Swits, Underwald, Zoug, & Fribourg d'autre part ait esté conclue traitté stable une louable Amitié, Union & Alliance laquelle devoit durer pendant la Vie dudit Seigneur Roi de glorieuse memoire & de la nôtre & cinq Ans apres à l'honneur & à la Gloire de Dieu & pour la Conservation, & manutention de la Sainte foi Catholique, Apostolique & Romaine & de defense des Pays, Villes, Domaines & Seigneuries de l'Estât & Duché de Milan, & des Pays que nous les susdits Cantons Catholiques des Lignes avons eu & possédé & possédons selon le contenu de ladite Confédération & conformément à icelle, laquelle Alliance fut l'Année suivante 1588. solennellement & Autentiquement jurée en la Ville de Milan avec les Ceremonies accoustumées en semblables actions comme consiste du tout par les Procédures, Actes & instrumens sur ce faits expédiés & scellés à laquelle Confédération nous les Catholiques susdits d'Appenzel nous joignîmes en l'Année 1597. & d'autant que ladite Majesté Philippe 2. de Glorieuse memoire nôtre Tres-honoré Seigneur & Pere a laissé

cette vie pleine de calamitez, sollicitudes & miseres pour jouir d'un repos éternel, & que par la Grace de Dieu nous Philippe 3. du nom ayant comme son fils & Héritier succédé à la Couronné & au Gouvernement des Royaumes & Estats ayons conservé ladite Union & amitié avec reciproque tesmoignage tant d'un costé que d'autre de toute bonne intelligence & Confiance, toute fois pour ôter tout soupçon & doute qui à l'advenir pourroit naistre contre ladite louable & tant utile aux deux parties Amitié & Alliance, ains qu'au contraire cette reciproque bonne confiance soit non seulement continuée & conservée, comme doivent faire vrais & siaceres Alliés, mais encore accreüe & augmentée pour la reputation toutesfois bien, & profit commun, nous les susdits Cantons Catholiques comprins en ceste alliance, sçavoir Lucerne, Ury, Swits Underwald, Zoug, Fribourg, & les Catholiques d'Appenzel par bonne & meure deliberation & du commun consentement & advis de nos Conseils, Bourgeois, Payfans, communautéz & Conseils Generaux auxquels la chose a esté proposée & acceptée par vertu des presentes de nostre propre science & volonté nous avons fait declaration, & declarons que nostre intention n'est point par aucun Traité d'Alliance par nous fait de puis l'Année 1587. ou que nous pourrions faire par ci-aprés de contrevenir ni prejudicier aucunement ni en aucun point audit Traité de l'Année 1587 ains de nouveau le ratifions, promettans l'observer & accomplir fidelement & sincerement sans aucun contredit, difficulté ni reserve pour le temps qu'il durera, en la forme & maniere qu'il a esté conceu de mot à mot, toutesfois avec les declarations suivantes. La premiere est expressement portée par le 4. Article de la susdite Alliance en termes formels, sçavoir nous les susdits Cantons promettons à sa Majesté & à ses gens de Guerre soit à Cheval ou à pied, & a cas qu'il arrivât que sa Majesté eu besoin & desirast de faire passer un grand nombre de Gens de Guerre pour la defense de ses Estats & Pays qu'il possède à present & de ceux qui ont esté donnez au Serenissime Archiduc Albert son beaufreire & à sa femme la Serenissime infante Sœur de sa Majesté qu'il sera loisible & permis à ladite Majesté & à ses Officiers de ce faire à condition toutesfois que quand on voudra faire passer ledits Gens de Guerre en soit donné advis quelques jours auparavant à nous ledits Cantons afin de pouvoir faire provision de vivres & autres choses nécessaires, & que les Compagnies soient de deux cent Soldats & éloignées les unes des autres d'une journée jusques à ce que tout soit passé & que chaque Compagnie ait fa Guide & Capitaine qui la tienne en discipline pour empêcher tout desordre qui pourroit survenir en payant par ledits Soldats les vivres & peages accoustumés & qu'ils ne puissent porter avec eux leurs armes sur le Col. &c. comme plus amplement est arresté audit Article.

De plus la fin du 10 Article sont contenus les termes suivans, & en outre nous les 2 parties susdits promettons reciproquement qu'aucun de nous ne donnera passage par ses terres ni de ses subjects à aucuns Gens de Guerre de quelque nation qu'ils soient ou en service de quelque Prince ou Seigneur que ce soit qui puisse offenser ouvertement ou en cachette l'autre partie, ains que nous l'empêcherons de tout nostre pouvoir, declarant en outre que la partie à laquelle sera demandé le passage sera tenue de la refuser & l'empêcher, lors qu'elle sera advertie par l'autre partie que les Gens de Guerre qui demandent passage pourroient estre employez & auroient dessein de nuire endommager les Terres & Pays comprins en la susdite Alliance & par contre nous Philippe 3. Roi d'Espagne, & de Portugal en vertu des presentes avons ratifié & ratifions la susdite Alliance faite entre ladite Majesté Philippe second de Glorieuse Memoire nôtre Tres-honoré Seigneur & Pere avec les susdits Cantons Catholiques de ladite Ligue, promettans l'observer & faire sincerement & fidelement sans contredit, refus ni reserve observer par nostre Gouverneur de Milan qui est à present, & par ceux qui à l'advenir seront par nous établis: en outre nous Roi voulons & Or-

M m m m 3 don-

ANS de J. C. 1604. donnons que toutes les Hardes & Marchandises qui passeront & seront Conduites d'Italie en nostre Estat, & Duché de Milan soit en Lorraine Bourgogne, France Flandres, & le Long du Rhin en Allemagne, & celle qui desdits Pays seront conduites en nostre Estat de Milan ne puissent prendre autre passage ni chemin que par les Terres desdits Cantons Catholique nos Alliez, pourveu qu'ils donnent bon Ordre que les Marchands Muletiers & Chariers ne soient surchargés de peages que des Ordinaires.

Et pour plus grande confirmation & ratification de la susdite Alliance, intelligence & Amitié, & particulièrement des presens articles du susdit renouvellement d'Alliance & declaration comprise aux presens articles, nous Roy Philippe 3. confessions que tout le contenu au present Traité a esté conclu & arresté entre les susdits Seigneurs Suisses nos Alliez de nostre vouloir & consentement & par nostre certain & expres mandement & commission par l'entremise de l'Illustre & feal Alphonse Casal nostre Conseiller & Ambassadeur Ordinaire au nom & par l'ordre de nostre cher Cousin Don Pedro Henriques de Azevedo Comte de Fuentes Conseiller en nostre Conseil privé & nostre Capitaine General en Italie & Gouverneur de nostre Duché de Milan spécialement par nous député pour cet effect avec Plein pou-

voir, promettans en outre par nostre Roiale dignité & sur nostre foy & honneur pour nous & nos Successeurs d'observer & executer tout le contenu en la susdite Alliance, renouvellement, & presente Declaration en ce 1604. qui nous oblige & peut concerner. Semblablement nous les susdits Cantons Catholiques de ladite Alliance compris aussi audit renouvellement & presente Declaration nous obligeans & promettans pour nous & nos Successeurs entant que ladite Alliance, renouvellement & declaration nous peut obliger & toucher, de l'observer & accomplir sincerement & fidelement par nostre bonne foy & honneur tout le contenu en ladite Alliance & presente Declaration, & en signe & vray tesmoignage de toutes les choses sus écrites nous Roy Philippe 3. suldit avons fait sceller la presente & une semblable de nostre Royal & Grand Seau, & nous les susdits Cantons Catholiques compris en ladite Alliance, renouvellement & Declaration, pour Tesmoignage & assurances de toutes les choses susdites, avons semblablement fait sceler deux Copies toutes semblables de propres & Ordinaires Seaux de nos Villes & Cantons l'une desquelles a esté remise entre les mains de la Majesté, & l'autre réservée pour nous les Cantons Catholiques compris audit Traité, fait & passé à Lucerne le 28. d'Avril l'An de nostre Seigneur Jesus Christ. 1604.

C C C X C I.

ANS de J. C. 1607. *Extrait de l'Accord entre ERNEST Comte de Holstein-Schouwenborg & le Conseil de la Ville de HAMBOURG le second Juin, 1607. Manuscrit.*

HOLSTEIN ET
HAMBOURG.

W At aengaet het verschil ontrentende op beyde de Moraschen ofte Paelen tusschen Altena ende Nobishuyfen; is goetgevonden, dat de Strand naer Altena aen de Broeck ofte Morasna't Noorden sal zijn de rechte Limyt-scheyding, ende niet de strand van het omloupende Beecke, volgens beyde aldaer leggende Steenen; ende voors de Dam aen de Moras naer 't Zuyden, en de Beeke uyt de Moraschen naer d'Elve toe loopende.

Maer alser aen de voorschreve Strand, Dam ende de Rylen daer ontrent nodige reparatien staen te doen, sal sulcx ons Borgemeesters ende Raed der Stede Hamborgh vry staen; edogh en willen noch en sullen wy daer mede sijn genade ende desselfs onderdaenen geen afbreuck naedael ofte schade toevoegen.

Waarmede aldus dese scheuren t'eenemael sullen vergeleeken ende afgedaen zyn sonder fraude ofte ergelish. T'oirkond zyn van dit Reces dry gelyck luydende verveerdigt, van ons Graef Ernst tot Holstein, Schonenborg, &c. met eygen handen ondergeschreve ende met aller tyt aenhangende Segels bevestigt. Aldus gedaen tot Ottenfen op de Voogdye van ons Graef Ernst, den 2. dag Juny 'tjaer naer Christus geboorte 1607.

Korte naerichtinge van het weghbruymen der Paelen voor Altena.

Uyt het bygaende extract van 't Accord over de Limyt-scheydinge is te sien, dat de Beeke of 't Riviertje loopende uyt de Morasfen in d'Elve eygentlyk de Limyte sal wesen.

Achtervolgens hebben die van Altena ten behoeve ende tot gerusthейt van de Hoven ende plaetsen op haere zyde vande Beeke liggende, voor schuttinge gemaect van paelen ende deelen, gelyck voor ooggen staen.

Maer onlangs heeft een van Altena bestaen de schuttinge te maeken niet aen de Strand vande Beeke, gelyk alle syne Nabuyren hebben gedaen, maer de paelingen doen stoten over 't midden van de Beeke tot op een voet lang aen onse strand, ende daer deur de Riviere van

Traduction de ce Traité.

ANS de J. C. 1607.

HOLSTEIN ET
HAMBOURG.

P Our ce qui concerne le different au sujet des Marais ou limites entre Altena & Nobishuyfen, il a été trouvé bon que le rivage qui va vers Altena jusques au Broeck ou Marais du côté du Nord seront les véritables limites, & non pas le bord du petit ruisseau courant allentour suivant les deux pierres qui y sont gisantes, & ensuite le Dam ou batardeau du Marais vers le Sud, & le ruisseau qui sort du Marais & qui court vers l'Elbe.

Mais s'il est nécessaire de faire quelques reparations aux susdits rivages, Dam &c. il sera loisible à nous Bourguemaitres & Conseil de la Ville de Hambourg de les faire, mais sans que nous fassions par là dommage ni tort à son Altesse ni à ses sujets.

Par le moyen de quoi seront ces differens entièrement terminés sans fraude ni dissimulation, en témoin dequoy ont du present Reces été faits trois instrumens de même teneur qui ont été signez par nous Comte de Holstein Schonenborg, &c. & confirmez par les Seaux. Ainsi fait à Ottenfen dans le gouvernement de nous, Comte Ernst, le deuxième jour de Juin l'an de la naissance de Jesus Christ 1607.

Brieve instruction du transport des Bornes devant Altena.

P Ar l'extrait cy joint de l'Accord au sujet des limites on peut voir que le ruisseau ou petite rivière qui coule du Marais à l'Elbe sera proprement les limites.

Conformement à cela ceux d'Altena au profit & pour la tranquillité des Maisons & Places situées à leur côté du ruisseau ont fait pour desfences une palissade de planches, comme cela se void.

Mais depuis peu un d'Altena a entrepris de faire la desfence ou palissade, non pas au rivage du ruisseau comme tous ses voisins ont fait, mais a fait jeter ou dresser les palissades au de là du milieu du ruisseau à un pied de noire rivage, & a voulu par là changer entièrement la

ANS van de secheydende becke geheel willen veranderen, de J. C. ende diverteeren naer de Hamborgsche zyde.

1607. Gelyck nu het selve is ondernomen tegens de klare letter van 't Accord ende van alle andere schuttingen der Koninglyker Onderdanen aen de Becke staende, sonder dat men de Palen heeft willen wechruymen; soo heeft d'E. E. Magistragt het selve laeten doen tot conservatie van haer seer notoir Recht.

Het welke gelyck het maer bloot ende alleen is, aengesien het onderhoude van het wel-hergebrachte recht deser Stede begroondvelticht in 't voorschreve Accord; over sulcx sal verhoopentlyk niemand aen de voorschreve Eersaeme Magistragt dieshalven eenigh ongelucky kunnen geven.

riviere du ruisseau qui separe & la detourner du côté de Hambourg.

Comme donc cela a été entrepris contre la disposition expresse de l'accord & de toute autre défense des sujets du Roi, sans qu'on ait voulu oter les limites, le venerable Magistrat l'a fait suivre pour la conservation de son droit notoire.

Et comme cela n'a été fait purement que pour la conservation dudit droit fondé sur ledit Accord, il n'y a personne que puisse donner le tort au susdit venerable Magistrat.

ANS de J. C.

1607.

CCCXCII.

ANS de J. C. 1611. *Traité entre les PROVINCES UNIES & l'Electeur de BRANDEBOURG, & le Duc de NEUBOURG, au sujet du Transport des Marchandises sur le Rhin & la Meuse. Fait le 21. Septembre 1611. Manuscrit.*

Alfoo in de voorleden jaeren, gedurende den Gulickischen Krijgh eenige Impositiën ende Licenten by die possiderende Chur ende Fursten in die Landen van Gulick, Cleve, en de Berge &c. op gestelt sijn geweest, over welke nochtans hare Chur en de Furstelijke Doorduchtigheden sich namaels met die Hooge en de Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, tot conservatie ende meerder bevordering van de Negociatie, ende Commerce op de stroomen van den Rhijn ende de Maze naerder te vergelycken, erboden hebben, zoo sijn tusschen, beyderzys Gecommitteerden den 21. September 1611. de navolgende Artieulen beraeme en geaccordeert.

In den eersten, dat alle Goederen, op ofte uyt dese Landen komende niet meer, noch eerder sullen betalen, als die vande Lande van Cleve, ende sullen oock goud, zilvere ende zyde Laeckenen, zyde ende alle andere fine Waren by de stucken niet betalen, ten zy sulcke op Brabandt ende andere passagien by de stucken oock terstont in wain gebracht worde, continueerende anders de betalinge by de Centener, indien dat sulcx op Brabandt ende andere passagien niet geredresseert worde.

De Goederen den Rhijn, Maze ofte te Lande, uyt oft op dese Landen komende, sullen eens oppgaende ende eens afkomende betalen, nae de beraemde ende gearrelteerde Lijste, ende dat by provisie.

Den Churvorst van Keulen, ende het Dom Capittel sullen neffens Gezanten van de Fursten van wegen dese Landen versocht ende besonden worden om verminderinge ofte afsteltellinge hacrer Licenten tot Kuifers-weert, ende tot Zons, ende daer nae oock die Ertzhertogen, van wegen Berck ende Venlo.

De restitutie van 't gene gedurende die cautie aen de Officiëren van de Fursten meer is betaelt als dese beraemde Lijste, zal by de Ingezetenen deser Landen gekort worden in twee ofte dry reysen, mis dat sy genoegsaem schijn daer van vertoonen.

Het Gewasch van Hyschen, Seventer, ende andere Cleefische plaetsen, mit Gelderlandt, Zutphen ende den Lande van Cuyck gemeen leggende, passerende den Gelderschen Bodem nae Cleef ende Emmerick, als mede de Goederen van 't Lant van Cuyck na Nymegen ofte de Stadt Grave, gaende oock van Nymegen op Aernhem, ende van Aernhem op Nymegen ofte het Territorium van Cleef passerende, sullen ten beyden zyden vry sijn.

Salpeeter, Waepen ende alderhande Amunitie sal voor dese Landen, Provincien ende Steden, in 't Cleefische Licent vry sijn, gelyck oock 't gene die Fursten,

Traduction de ce Traité.

Comme les années passées pendant la guerre de Juliers, quelques impositions & licences ont été mises dans les pays de Juliers, Cleves & Bergue par les Electeurs & Princes qui les possèdent, sur quoy néanmoins led. Elect. & Princes se sont offerts de s'accorder cy-après avec les Hauts & puissants Seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies des pays bas pour la conservation & plus grand avancement au commerce & negoce sur les fleuve & riviere du Rhin & de la Meuse, les Deputez de part & d'autre sont convenus le 21. Septembre 1611 des Articles suivants.

Premierement que toutes les marchandises qui viendront dans ces pays & en sortiront ne payeront pas davantage que ceux du pays de Cleves, & les draps d'or d'argent & de soye & les autres fines marchandises ne payeront point par pieces, à moins qu'ils ne viennent du Brabant, & autres passages par pieces, le paiement s'en continuant autrement par cent, si la chose n'est par redresse en Brabant & autres passages.

Les marchandises qui viendront en ces pays ou en sortiront par le Rhin, la Meuse ou par terre, payeront une fois en montant & une fois en descendant, suivant la liste outarif qui en a été conçue & arrêtée, & ce par provision.

L'Electeur de Cologne & le Chapitre seront requis par les Deputez des Princes de la part de ces pays, de diminuer & ater leur licences à Keiserswert & à Zons, & ea après aussi les Archiducs, de la part de Berck & de Venlo.

La restitution de ce qui durant cette caution aura plus été payé aux Officiers des Princes que ce qui est porté par cette Liste, sera rabattu par les Habitans de ces pays en deux ou trois fois, pourvu qu'ils en fissent suffisamment apparoir.

Les grains du cru de Hyschen, Seventer, & autres Places de Cleves dont la situation est commune avec les pays de Gueldres, Zutphen, & le pays de Cuyck passant par le Territoire de Gueldres à Cleves & Emmerick, comme aussi les Marchandises du pays de Cuyck allant à Nimegue ou la Ville de Grave, & aussi de Nimegue à Aernhem, & d'Aernhem à Nimegue ou qui passeront le Territoire de Cleves, seront libres & exemptes de part & d'autre.

Le Salpêtre, les Armes & toute sorte de munitions seront francs pour ces pays, Provinces & Villes des Licences de Cleves, comme aussi ce que ces Princes Provinces & Villes

ANS de J. C.

1611.

PROVINCES UNIES, BRANDENBOURG ET NEUBOURG.

ANS Lantschappen ende Steeden tot haeren dienft uyt deese
de J. C. Landen fullen doen komen, die particuliere Ingezere-
nen abers fullen nae de generale clausulen sich regule-
1611. ren. Dies en sal den uytvoer van de voorschreve Amuni-
tie niet mogen geschieden, sonder speciaal consent, op
te Attestatie van hare principalen.

Ende fullen alloo haere Chur en Furstelijke Door-
luchtigheden deese Lijste die de selve op een Nabuyrijcke
vertrouwen tot bevordering van de Negotatie tot ge-
meynen beste met die hoog-gemelte Heeren Staten Gene-
rael, als met hare goede Vrinden ende Nabuyren
provisionelijck beraemt hebben op de stroomen van den
Rhinj ende Maze. Als oock op die Landtpassen te ge-
bruycken, datelijck in 't werck te doen stellen, son-
der nochtans dat deese gehoudene Communicatie aen
die Lant-furstelijke Hoogheyt, Regalien, Overig-
heyt, ende wat van dien dependeert in yets sal mogen
præjudicieren ofte derogeren, ter eenre ofte ter an-
dere zyde.

Geextraheert uyt het Afte-boeck van de
Hoog Mogende Heeren Staten Gene-
rael, beginnende met den jaere 1608,
ende eyndigende metten jaere 1613.
staende aldaer geregistreert fol. 2.
C. LXXXVII.

Villes feront venir de ces pais pour leur service; mais les
habitans particuliers se regleront suivant les clauses gene-
rales, c'est pourquoy le transport desdites munitions ne se
poura faire sans un consentement special sur une attestation
de leurs principaux.

Et ainsi lesdits Electeurs & Princes feront mettre
cette Liste qu'ils ont par une confiance de bon voisina-
ge fait dresser provisionnellement pour le bien & avan-
tage commun du commerce & negoce avec lesdits Sei-
gneurs Etats Generaux comme avec de bons amis, à exe-
cution sur le Rhin & Meuse, comme aussi sur les passages
du pais, sans que pourtant de part ni d'autre cette com-
munication qui a été tenue puisse prejudicier ou deroger aux
regales, souverainetes, & dependances d'icelles des Prin-
ces & Souverains du pais.

Extrait du Registre d'Afte des Hauts &
Puissans Seigneurs les Etats Generaux,
commençant avec l'année 1608. & fi-
nissant avec l'an 1613. y étant enregistré
fol. 2. C. LXXXVII.

CCCXCIII.

ANS Accord touchant Pachat du Cuivre, entre
de J. C. GUSTAVE ADOLPHE Roi de
1613. Suède, & les Etats Généraux des PRO-
VINCES-UNIES. Du 11. Avril
1613. Manuscrit.

OP heden den 11. dag der Maent van April in 't
jaer 1613 heeft inden naem ende van wegen den
Koninck van Sweden &c. Heer en Meester Ja-
cob van Dyck, Gefante van sijne Konincklijke Maje-
steyt bekend, volgende sijn Majesteyts ordre ende bevel
verkocht te hebben, ende verkoopt mits desen aen de
Hooge ende Mogende Heeren Staten Generael der Vrye
Vereenichde Nederlanden, twee hondert Schippont
Seugen Cooper, de beste soorte, goet oprecht goet,
beloovende 't selve Cooper gereet te leveren tot Stock-
holm, te weeten elck Schippont Berghs gewichte voor
veertich Ryxdaelders, om uytgevaert te werden nae
de Vereenichde Nederlanden, vry van s' Konincks van
Sweden Tollen, ende andere lasten, welcken prys van
veertich Ryxdaelders die Hooghemelte Heeren Staten
Generael beloofft hebben, ende belooven mits desen
binnen de voorschreve Stadt van Stockholm gereet aen
sijne Majesteyt ofte desselfs Ontfanger Rentmeester ofte
geauthoriseerde te doen betaalen, na dat de voorschreve
Leverantie, in de voornoemde Stadt, aen den gelasten
van haer Hoog-Mogende sal sijn geschiet, ende is ten
beyder syden beloofft dese handelinge ter goeder trouwen
na te komen, ende doen naer komen, sonder eenige
fraude ofte Listghe oirkonde is desen by den voorschre-
ve Gefante in den name van sijne Majesteyt, ende van
wegen de Heeren Staten Generael onder de gewoone-
lijke paraphure ende signature geteekent ten daege ende
jaere voorschreeve. Was geparapheert J. V. Olden-
barnevelt, Vt. onderstont J. van Dyck; ende laeger stont
ter Ordonnantie van de Hoog-gemelte Heeren Staten
Generael, ende ondereekent,

C. Aersen.



CCCXCIII.

Traduction de ce Traité.

CE jourd'hui onzième jour du mois d'Avril de l'année
1613. a Monsieur Maitre Jacob van Dyck En-
voyé de sa Majesté le Roy Suede & en son nom con-
fesse suivant l'ordre & commandement de sa Majesté avoir
vendu & vend par ces presentes aux Hauts & Puissans
Seigneurs les Etats Generaux des libres Provinces-Unies
des Pais-bas deux cent quinzante de cuivre de Seugen, de la
meilleure sorte, bonne & loyale marchandise, promettant
de livrer ledit cuivre tout pret à Stokholm, sçavoir chaque fix
cent livre poids des mines moyennant quarente Risdales pour
être transporté aux Provinces-Unies des pais bas, exempt
des Peages du Roy de Suede & autres charges, lequel prix
de quarente Risdales les susdits Seigneurs Etats Generaux
ont promis, & promettent par ces presentes de faire payer
comptant en ladite Ville de Stokholm à sa Majesté ou à
son Receveur, Tresorier ou autre à ce autorisé, après que
la delivrance susdite aura été faite dans la susdite Ville à
celui qui sera autorisé de L. H. P. Et a été promis de part
& d'autre d'observer ce Traité de bonne foy, sans aucu-
ne fraude ni tromperie, & en témoignage de ce ont ces pre-
sentes été signées par ledit Envoyé au nom de sa Majesté,
& de la part desdits Seigneurs Etats Generaux sous les
paraphe & signature accoutumées, les jour & an que
dessus, étoit paraphé, J. V. Oldenbarnevelt Vi. plus bas
étoit J. van Dyck, & plus bas encore étoit écrit par
Ordonnance des susdits Hauts Seigneurs Etats Generaux,
& étoit signé,

C. Aersen.



ANS
de J. C.
1611.

FURSTELYKE CLEEFSCHE

L Y S T E.

(a) Cette Liste de-
voit sui-
vre le
Traité de
la page
précéden-
te. On ne
l'a pas fait
traduire,
parce
qu'il est
très diffi-
cile d'en-
tendre
tous ces
termes de
Négoce,
& que
ceux à
l'usage
duquel
peut être
cette Liste,
entendent
ces ter-
mes sans
traduc-
tion.

(a) Overlegt ter Vergaderinge van de Hoog en
Mog: Heeren de Staten Generael der Veree-
nigde Nederlanden, by de Heeren Gecom-
mitteerden van haer Hoog Mog: ende de Com-
missen Generaels van de Convoijen, op ten
een-en-twintighsten dag der Maent van Sep-
tember in 't jaer xviij. en elf, ende is by
hare Hoog Mog: haven Greffier geordonneert
dese Furstelycke Cleefschche Lijste te tekenen
ten dage en jaere voorsz.

L Y S T E.

A

Mandelen de centener Dal: 8
Appelen van Oraignen het duyfent - 5-0
Appelen en Peeren dat malder - 6-0
Appelen en Peeren dat malder - 1-0

B

Bant messer of bant messen de 6. centener 2 - 12-0
Bant messer scheyden het vade van 3 amen 1 - 6-0
Bedden olde Bedden, het stuk - 5-0
Bedden zoo nieuw dat stuk - 8-0
Bessenen wit ende root de dozijn - 0-9
Bier, Jopen Bier de ame - 10-0
Bier Onnash, Paterboms en diegelycke
Bieren de tonne - 5-0
Bier gemeen Bier de ame - 3-0
Bier Nederlandts Bier de tonne - vry-
Blij Tafel Blij de centener - 3-0
Bleck Blij de centener - 1-0
Bleck in tonneken de 100 stuk - 4-0
Blij witter ofte Looft wit de centener - 4-0
Bort Baselaer bort ofte Deelen 't hondert 1 - 24-0
Bort Francforter Kentiger en Meuser Bort,
't hondert 1 - 6-0
Francforter thyen schouch Bort, 't hondert - 18-0
Eycken Bort ofte Plancken en gesneden Ey-
cken Hout, de hondert voet - 2-0
Neus ofte Noter, Keerschen boomten Bort,
de hondert voeten - 3-0
Boter dat vadt - 22-0
Boter in reepen gesmolten de centener - 8-0
Boecker-fasser, ofte vaten met Boecken 1 - 0-0
Boeck-balen, ofte Boecken in balen - 12-0

C.

Cannary zaem ofte zaet, de centener - 6-0
Clamey de tonne van 9 centener - 15-0
Cappers in quartelen, 't quartel - 15-0
Cabs ofte Kool de 100 stuk - 2-0
Cassia Fustula de 100 ponden - 6-0
Caltanien dat malder - 3-0
Cattoen de bael 2 centener - 18-0
Conijnen 't paar - vry-
Corenten in quartelen, de 100 ponden - 5-0

D.

Duyven dat paar - vry-
Deeckens Franckendaelder Deeckens, de
dozijn - 6-0
Gemeene Deekens ofte Carpetten, de dozijn - 4-0
Doornickse Dis-deekens de dozijn - 3-0
Draet-vat, 't vat van duyfent pont 1 - 6-0
Droog-gillieren en Conijten, een vat van 2
amen 1 - 0-0

Tom. III.

E.

Eisen ofte Yser de duyfent ponden - 12-0
Eisich platen, daer onder alderhande gego-
ten Yserwerk de duyfent ponden - 12-0
Yser-draet de centener - 2-0
Eisich pannen de 9. centener - 20-0
Ysere Nagelen de duyfent ponden - 20-0
Nagel Yser de bout - 1-0
Ysen oft Ysen Scroten het duyfent ponden - 5-0
Yserwerk soo inlants soo pleyen gebracht
als Harnas, Klingen, Hellebaer-
den, Vedder Staf van ieder Daelder
weert . . . Vry op de Nederlanden.
Eisensteen dat Voeden a 900. pont - 2-0
Olyphants-tanden den centener - 7-0
Eyntvogels stuk - vry-0
Edic ofte Afijn d'ame - 6-0
Eyeren dat hondert - vry-0

F.

Fas soo Frederick ofte Leege Vaten 100. stuk
d'ander naer advenant 4 - 24-0
Verwerre Conchenilla oder Carmosijn het
pont - 1-0
Anyt ofte Indigo dat pont - 1-0
Spaensch-groen de centener - 8-0
Safflor de centener - 6-0
Brasilien-hout ende Fernanbouk gerapft de
Centener - 3-0
Brasilien-hout ongerapft de centener - 3-0
Gomme de centener - 5-0
Wijnsteen de centener - 2-0
Galnoten twee centener - 8-0
Weet gebrandt Weet, soo in het land van
Gulich walt, een Sissel, ofte ses tonnen - 24-0
Weet Turinger Weet, dat vat een half Voeder - 18-0
Crappen de bael ordinary - 15-0
Mec-crappen de bael ordinary - 10-0
Sinacq een centener - 3-0
Koperroot een centener - 1-0
Rota oder garanse breslose oder Lingerser
de centener - 1-0
Aluyn dat vat negen centener - 10-0
Swevel dat vat a 9. centener - vry-0
Asschen, Weet asschen de centener - 1-0
Pot-Asschen de centener - 3-0
Fedderen ofte Pluymen de centener - 8-0
Schryf- vedderen ofte Schachten 't Duyfent
Vedder-bosch oder plumagic van een dalder
weert - 1-0
Fygen in korven ieder korf, de halve naer
advenant - 1-0
Wouwe de centener - 1-0
Vellewerck, ofte Pelterye'zeeme Vellen, als
namentlyk Buffel, Elants, Harts, Poft,
't vat van drie amen 1 - 15-0
Rhe, Schaaps, Lam ende Kalfsvellen de
deckken a 10. stuk - 1-0
Pelterye van Sabel, Marteren, Fluwynen,
lossen oder grau werck 't vat van dry amen - 3-0
Pelterye, gemeen als Wolf, bosch, wilde-
Katten dat vat van 3. amen 1 - 15-0
Schaap, Lam oder Cropvel, het pack - 18-0
Visch zoo groenen ofte verschen Visch, on-
der een anderen de wage a 20. pondt - 1-0
Zalm soo groen de centener - 24-0
Zalm gesouten Salm de Tonne - 15-0
Schelvis de last 24 korven 1 - 18-0
Den korf der selver - 2-0
Ton Visch oder Bollich de last 1 - 12-0
De Tonne der selver - 3-0
Stock-Visch de 300. ponden - 6-0
Vleien ende Roehen het duyfent 1 - 10-0
N n n n n

Dal: 8 ANS
de J. C.
1611.

ANS		Dal: § 8		Dal: § 8	ANS
de J. C.	Pladyfen ende Schollen gefouten 't laft	- 24-0		- 3-0	de J. C.
1611.	Schollen drooge Schollen den ganschen korf	I - 0-0		- 1-0	1611.
	Bollick ofte Bollinck in korven 24 in het laft,			- 1-0	
	den korf	- 2-0			
	Buckinck de laft a 12. tonnen ofte 20. froyen I	- 0-0			
	Ider tonne der felver	- 21-0			
	De firoo der felver	- 21-0			
	Harinck in 't gemeen het laft	I - 20-0			
	De tonne der felver	- 41-0			
	Vlafch den fack van hondert fteenen	- 25-0			
	De halve ende kleene naer advenant				
	Vleyfch de centener	- 4-0			
	G.				
	Slefiger Gaeren, dat vat van 4. amen	2 - 0-0			
	Evelde ende diergelyke de centener	- 7-0			
	Cortfinger Gaeren de centener oder toch	- 1-0			
	Sayette gaern, de centener	- 10-0			
	Ganfen het ftuck	- vry-0			
	Geerfte gefchelde Geerfte den fack 200	- 4-0			
	Glas Schof-glas de kift ordinari	- 10-0			
	Drinck-glasen een daelder weert	- 1-0			
	Clocken ofte Clock-fpyfe de centener	- 4-0			
	H.				
	Hennip ofte Hennip den fack	- 12-0			
	Haffel ende Lammers Nues ofte Hafenoeten,				
	dat malder	- 6-0			
	Hafen het ftuck	- vry-0			
	Huysraat die uyt den Lande werd gevoert,				
	wert een 40. penninck, de Rivieren op-				
	gaende ende de Rivieren afkomende	- vry-0			
	Hoy dat Voeder	- 5-0			
	Huyden Ofsen-huyden, gefouten ofte on-				
	gelouten de hondert ftuck	3 - 10-0			
	Gemeene oder land-Ofsen ofte Coeyen-				
	huydt de hondert ftuck	2 - 0-0			
	Harts-huyden onbereyt ftuck	- 1-0			
	Ree-huyden het ftuck	- 1-0			
	Zeehonds-huyden de 100. ftuck	- 15-0			
	Herts gewicht oder hoornen de 100. ftuck	- 8-0			
	Deits-huyden de hondert ftuck	- 8-0			
	Hoenderen het ftuck	- vry-0			
	Hoeden Viltten-Hoeden dat vat van twee amen	I - 0-0			
	Hoornen Ofsen ende Coe-hoornen de 100 ftuck	3-0			
	Hout, eyken-hout, met knyen 40 voeten				
	lanck ende 40. voeten breed	I - 15-0			
	Hout, buygen ende cleupel-hout dat veerdeel	- 161-0			
	Cleupel-hout burgerhoudt dat veerdeel	- 161-0			
	Ordenbacher-hout, burger-hout dat veerdeel	- 25-0			
	Cleupel-hout, Brackel-hout, dat veerdeel	- 81-0			
	Spelderhout, dats veerdeel	- 81-0			
	Branthout, kromhout ende alderhande tim-				
	merhout, twee ten hondert ofte den 50.				
	penninck.	Twee ten hondert			
	Dennebalken van 60. fchouf ftuck	- 6-0			
	De groffer en kleynder naer advenant				
	Buygen ofte bogenhout de 100. fteef	- 10-0			
	Ebbenhout, de centener	- 3-0			
	Pochout de centener	- 4-0			
	Solsholt de dofsijn	- 12-0			
	Honigh dats vat oder ame	- 1-0			
	Hoppe dat malder a 13. pont.	- 1-0			
	I.				
	Indiaenfche Hoenderen dat ftuck	- vry-0			
	K.				
	Kalk dat malder	- 1-0			
	Kannen Fregener ende diergelyke dat hon-				
	dert werp	- 6-0			
	Een Peerts vrugt der felver				
	Ziperte kannen van een daelder weert				
	Caerden van Diftelen de fchijff.				
	Caerten, Speel-kaerten het grofsken of 12.				
	dofsijn	- 4-0			
	Caes de 100 ponden	- 6-0			
	Groene oder Canter de 300 ponden	- 5-0			
	Keerfen het centener	- 4-0			
	Kehels ofte Ketelvat den 1000 pont	I - 22-0			
	Keffel ofte Ketel-fchof oder korf of a.				
	800. #	I - 2-0			
	Knickerkens het vat van eender ame	- 6-0			
	Keerfen de hondert zomerren	I - 0-0			
	Clingen, Meffen, Scheeren, Slohger en				
	diergelyke Iferwerck dat vat wegende 900.				
	pont	I - 0-0			
	Iferwerk, Norenborger kleyn Iferwerk oder				
	malderye, dat vat a 900. pondt	I - 15-0			
	Coolen, Steen-coolen de 100. gangen	- 12-0			
	Smit Colen dat malder	- 1-0			
	Holts ofte hout-Colen den fack	- vry-0			
	Creps ofte Creften dat hondert	- vry-0			
	Krydt de tonne.	- 1-0			
	Koecken peper Koecken, de centener	- 3-0			
	Coperdraat dat vat a 900. pondt	I - 6-0			
	Coper geflagen oder fijn Lattoon de cen-				
	tener	- 4-0			
	Coper gemeen lattoon een ker a 900 #	I - 0-0			
	Coper, root Coper, hongers, Iflanen				
	ofte Duytland een centener	- 3-0			
	Sweets Coper, welker uyt Holland naer				
	centener	I - 0-0			
	Coper-werk zoo olt, negen centener	I - 0-0			
	Commijn een fack	- 8-0			
	L.				
	Lakenen, alle gulden, filver-Lakenen 't ftuck	- 8-0			
	Sammet Armozijn, Genua, Luca, Neapolis, en				
	Levanten, Setinen van Bolonia, Florens de				
	ordinari kifte of kaffa	I - 10-0			
	Sammet van Modena en Regio, en Damafcen				
	de ordinari kaffa	I - 0-0			
	Neapoliffe Grougrainen, en alle andere Napo-				
	liffe Zyde-Laccken van Bolonia de or-				
	dinari kaffa	I - 5-0			
	Raffa van Florens ende Milane de ordinari				
	bael	I - 0-0			
	Lamperfen de ordinari kifte	2-0-0			
	Caffa ende Armofijn allerhande gadinge en				
	Snuffe een ordinari of middel kas	- 20-0			
	Gemofiefe Boratten met Trensén en andere				
	foorten de ordinari kaffa	- 15-0			
	Legaturen van Zyden, Cattoen en Garen breed				
	en smal, dat ftuck	- 1-0			
	Ledder een lap Ledder een rol van 6 ftucken	- 12-0			
	Droog en fmeer overledder de dofsijn	- 10-0			
	Cordewan Ledder de dofsijn	- 5-0			
	Befanen ofte Packlederen het dofsijn	- 2-0			
	Peerts Ledder de dofsijn	- 6-0			
	Kalfs Leeder, dat hondert	- 6-0			
	Lijm de duyfent ponden	- 0-0			
	Vogel-Lijm de tonne a 3 centener	- 12-0			
	Limoenen het duyfent	- 20-0			
	Limoenen gefouten Limoenen 't quartel	- 10-0			
	Leyen Rijs ofte Leyen	- 1-0			
	Lint van Evervelt de 100 ponden	- 8-0			
	Looge-mael ofte Runnen een daelder				
	weert	- 1-0			
	Looge ofte Runnen ongemalen een daelder				
	weert	- 1-0			
	Lonten den centener	- vry-0			

ANS
de J. C.

M.

Dal: § 8

ANS
de J. C.

Dal: § 8

1611.

Mede de ame
Morren ofte Peen, de hondert gebunt
Mostaert-zaet een Centener
Mostaert-mullen dat last tot 24 stuk.
Molentsteenen, bereyt-steen oder seventiender.
Een sex en vijftiender.
Een vier en dertiender.
Wolfkens.
Tafel-quernen de last a 24 stukken.
Quernen van elf stuk in 't last.
Quernen van agt en negen in 't last.
Alle de voorz Moolentsteenen en Quernen
hier boven gespecificeert, sullen betalen
van een daelder waerd

N.

Nuffen ofte Noten, Boom noten 100 malder 3 - 10-0

O.

Oly, Boom-oly, de pijs van 2 1/2 ame
Raap en Lin-oly, de last
Een Tonne der selver
Olijven 't quartel ofte halve pijs

P.

Papier-balen, alderhande gadinge, de 20
riemen
Peck oder Harts de last dubbelt bant
De tonne daer af
Pauwen het stuk
Polsot de tonne van 300 ponden
Pruymen van Damast de 100
Polver de Tonne 300 pont
Poppen-werk van Aken, het vadt van 3
amen

Q.

Quickzilver de centener - 12-0

R.

Riemen zoo nieuw hondert borden
Olde Ramen ofte Riemen 100 buerden
Rijffen ofte Reepen het hondert gespan
Rijs een ordinary zack
Rogge dat malder Cuels oder hoop-mate
Weyts ofte Tarwe, dat malder
Geerfte oder Moudt, dat malder
De reste van Granen het malder
Rosijnen in korven, de korf
De halve korven naer advenant
Rosijnen, blaauwe Rosijnen in quarteelen
100
Rubben ofte Rapen den zack
Rup ofte Raep Kool en ander Zaad, het
malder
Rup ofte Raep-koecken de 100 stuk

S.

Sals ofte zout 't hondert Cuels
Sals te Lande gevoert, yder zack
Salpeter de Centener
Sayetten Hofen, Bendelen en aldergading,
twacfl rollen
Schanffen oder Wellen ofte Mutsart, de
hondert stuk
Ordenbacher middel-gadinge 't 100
Mullen-schans ofte Mutsart de 1000
Scheer-hair, de zack 300

Schellen den korf van 300
Slijf oder Wijnmoeder, de last
De Ton daer af
Schrijf getuyg het vat van 3 amen
Swijnborstelen het vat van 2 amen

Zyde Lakenen.

Zyde rouwe gewerecte Zyde van Salvatica,
de baal ordinaris
Orgasinne van Vincentia, Neapolis, Bo-
lognia, Curfime de Napolis de Verona
de Venetia, de baal
Dopi Zyden der baal
Capitoen der baal
Zyde zoo geverwt de caerde tot 2
Florette superfine en Caummen de kaerte
Galette de kaerte 2
Golt en silveren Draat de kassa oder kiste
van 100
Golde, silvere Passementen, de kassa van
80
Zyde Passement, alderhande gading, dat
ponte
Vloer oder Fluweelen Korden, alderhande
gading, yder 100 stuk
Coolse Zijde Lint, de 100
Zijde Frangien het pondt
Middelzijde ofte middelbaer, het pondt
Gemeen van de Capitoen, het pondt
Zijden Haren Knoopen, het gros
Zeep, de last 48 kinneken
Een kintgen der selver
Spaansche Zeep den Centener
Sijfen en Hakmessen, de karre op een paerd
Silverenzant, de karre op een paerd
Speck en Schincken den Centener
Specerijen, Saffraen 't pont
Nagelen, Foulle, Malls en Noten mus-
katen bloemen den Centener
Canneel oder den Simmet de Centener
Muskaten Nus ofte Noten den Centener
Peper den Centener
Gengber den Centener
Maniget oder Paris Koren de 100
Suycker dat vat van 250
Suycker, Confijt den Centener
Baekelaer de ordinari zack
Anijs de zack
Hans ofte Johannes-Brood, de zack
Staal, een ordinary van 1000
Staal de bunde 100 pont
Steenroeder en Vursteen, dat vat van 300
ponden Almagio
Steen gebacken, oder Tihgelsteen het
duysent
Steen oder Tihgel pannen, de duysent
Strickwerck dat te Mets gemackct word, 't
vat van 3 amen
Strickwerck zoo te Keulen gemackct, dat
vat van 3 amen
Siden Stromp, yder paer
Hanskoeten, Franckendaelder dat paer
Leydensche en diergelijke fine zijde Stromp,
dat dozijn paer
Eugelsche, Doornicksche middel fijn, de
dozijn
Gemeene der selver, dat dozijn
Tabijn en Zijde Tort gewatert en ongewa-
tert, dat stuk
Camelotten gewatert, dat halve stuk
Turx Grofgrain dat stuk tot
Turx Macharia, dat stuk
Cafianten ofte gemeen Macharia, dat stuk
Riselsche, Doornicker Waren, als Porfis
Nnnnn 2

oder

ANS		Dal: § 8
de J. C.	oder Vierdraet Groffgrein, Sorfetten, Linnen	
1611.	Trip, Dorftyp, drie en viervierendeel,	
	Honfcoeten, Gans-ogen, oder Violetter, en	
	diergelijcken, dat ftuck.	- 1-0
	Calendres, oder Voerhengen, dat Suck	- 1-0
	Brede Valentine en Leytliche Ferfetten, en	
	Honfcoeten vyf vierendeel breed, dat ftuck	- 1-0
	Tryp hoochpiet tot Coelen gemaect, dat ftuck	- 3-0
	Siden Trip, dat halve Stuck	- 2-0
	Doornickie Trip, dat ftuck	- 1-0
	Boratten Side Boratten, dat ftuck	- 2-0
	Gemeen Boratten, dat ftuck.	- 1-0
	Bombafynen, dat ftuck	- 1-0
	Cameux douck, dat ftuck	- 2-0
	Reyn Hollands Linwaet, dat ftuck	- 1-0
	Gemeen Linnen douck, die kift 300	- 20-0
	Heffens Linnendouck een Rolle van 50. ellen	- 1-0
	Putteldouck de Baele	- 2-0
	Canefas de ordinary Baele	- 20-0
	Sirope de Pye	- 1-0

T

	Teer de laft groot bandt de tonne deffelfs	1 - 18-0
	Terras oder Duyffteen de tonne	- 1-0
	Tapifterie een Muylbael fwaer	- 25-0
	Terpentyn de laft	4 - 0-0
	De Tonne deffelfen	- 10-0
	Turf de 100 Tonnen	- vry-0
	Traen inlants ofte Vliants laft	2 - 0-0
	De Tonne deffelfs	- 5-0
	Traen muscovits 't laft	2 - 0-0
	De Tonne deffelfer	2 - 0-0
	Tucker, Engelsche Tucker ofte laekenen	
	een bale a 12. ftucken	2 - 0-0
	Pack laekenen de Bale a 10. ftucken	1 - 5-0
	Carfeyen het ftuck	- 2-0
	Baeyen dat ftuck	- 2-0
	Inlandfche Tucher ofte Laken, ftuck	- 3-0
	Tucher sonder borg gemaect, dat ftuck	- 2-0
	Wippel voordeels, dat ftuck	- 1-0
	Lenneper, dat ftuck Laeckén	- 1-0
	Ratinge dat ftuck laken	- 1-0

V.

	Vee alderhande Vee	
	Een goet Coppel Peert	- 20-0
	Een Gemeen Coppel Peert	- 12-0
	Een flegt Peert	- 6-0
	Een Voel van een jaer	- 8-0
	Een Gras oder zoch Voelen	- 2-0
	Een Ofse foo vedt, door 't land gedreven	- 12-0
	Een Ofse in 't Land geweydet, en weder uyt-	
	gedreven	- 12-0
	Een Ofse foo mager door 't Land gedreven,	
	en overgevoert werd	- 8-0
	Een Koe wel gevedt die uyt den Lande gedre-	
	ven werd	- 10-0

Dal: § 8	ANS
Een Koe foo mager dat ftuck	- 6-0 de J. C.
Een Rundt van 1½ jaer	- 5-0
Een Kalf	- 1-0
Een Sweyn foo vedt	- 4-0
Een middelmatigh Swyn	- 2-0
Een mager Swyn	- 1-0
Een Bock oder Geyt dat ftuck	- 2-0
Een Hamel foo vedt dat ftuck	- 2-0
Een Schaap foo vedt dat ftuck	- 1-0
Een Lam dat ftuck	- 1-0
Schaap dryf Schapen dat hondert	1 - 0-0
Ollich ofte Ajuyn de tonne ofte 40 riften	- 3-0
Ollich oder Swiver-faemen of loock-faect de	
100. ponden	- 15-0
Ungel oder Ongel of Talck Hollants de Cen-	
tener	- 4-0
Muscovits deffelfer	- 3-0

W.

Wachholter een sack Genever beyeren	- 1-0
Was de Centener	- 8-0
Spaansche Lack het pont	- 1-0
Wannen de Dofyn	- 6-0
Weyden, bandt weyden de 100. Soppen	- 5-0
Wyn, Rynfche Wijn een Slecht-voeder	2 - 10-0
Franschen Wijn het Oxhoof	- 10-0
Spaansche Wijn en Malwey de Pijpe.	1 - 0-0
Baltaert Romeney ofte Zeck de Pijpe	- 20-0
Brandewijn de Ame	- 20-0
Wolle een sack van 8. Centener groot en	
kleynder naer advenandt	1 - 10-0

Z.

Tin ofte Tzin den Centener	- 6-0
Tennewerck foo nieu den Centener	- 6-0
Olt Tennewerck den Centener	- 6-0
Tycken, bed tycken dat vadt oder Kift van	
6. Centener	1 - 10-0
Souften aber van allen anderen foorten oder	
partyen, foo voor hen niet gefpecificeert,	
fal betalen twee ten hondert.	Twee ten hondert,
ofte den vyftigften penninck.	

Was geteekent.

*J. van Wittenhorst,
Christof Stick,
Marcell Dieterick.*

Ter Ordonnantie van hoog-gemelte Heeren
Staten Generael.

Geteekent.

C. Aerffen.



ANS
de J. C.

1614.

AUTRI-
CHE ET
ORANGE.

Contrat de Turnhout concernant le tiers dans la grande saulnerie nommé le Partage de Chalon, entre ALBERT Archiduc d'Autriche & ISABELLE CLAIRE EUGENIE Infante d'Espagne, Ducs de Brabant &c., & PHILIPPE GUILLAUME Prince d'Orange. Du 19. Août, 1614. Manuscrit.

Comme le Reverend Pere en Dieu, Pere Johan Neyen, Commissaire General de l'Ordre de St. François Pais de par deça, meu d'une affection & zele au bien des affaires des Serenissimes Archiduc, Albert & Isabelle Clara Eugenia Infante d'Espagne, par la grace de Dieu Duc de Brabant &c: Et particulièrement de voir terminer par accord le différent & Mes-entendu advenu entre les Officiers de leurs Alteses Serenissimes & ceux de Messire Philippe Guillaume par la Grace de Dieu, Prince d'Orange sur le tiers part, & portion, competant audit Prince en la Saulnerie, & puis au myr de Salins, se feroit offert audit Serenissime Archiduc de s'y entremettre, pour moyenner ledit Accord, & que son Altesse cognoissant par longue experience ses fidelité & capacité, l'auroit à ce commis par procure signée de sa main, & consignée par son Audiencier en date du 14. jour de Decembre dernier, & que suivant ce ledit Reverend Pere Commissaire se feroit à trois diverses fois transporté en cette Ville de Breda pour éclaircir & vider aucuns differents qui se presentoient, & sur tous & chacun d'iceux bien informé de l'inclination, vouloir & consentement de sadite Altesse, & finalement tombé d'accord avec mondict Seigneur Prince d'Orange en telle forme & maniere que ledit Seigneur Prince de son propre mouvement, fa franchevolonté, & sans contrainte ait quitté, cédé & transporté, comme il quitte & cede par ces presentes, au profit de leursdites Alteses Serenissimes ledit Reverend Pere Commissaire general present & stipulant & acceptant au profit d'iceux, de leurs hoirs ou Successeurs, Comtes, ou Comtesses de Bourgogne, le tiers qu'à lui appartient, & compete en ladite, Saulnerie de Salins, communément appellé, le partage de Chalon, tant en myres, fruitz, profits, revenus, & emolumens, qu'en fiefs, arriere fiefs, droictures, & préeminences, & en la même forme & maniere que ledit tiers souloit appartenir en fonds, trefonds, proprieté, & aïssances, aux Princes d'Orange de la maison de Nassau & de Chalon, ses predecesseurs, sans en rien retenir, & de même a cédé & transporté cede & transporte à leursdites Alteses, les dix quartiers & selles qui lui ont appartenu au Pais à myre de dessous Salins, & tout ce qu'à cause d'iceux & ce qui en depend lui a appartenu, avec tous fruitz & revenus tant ladite grande Saulnerie, que desdits Pais à myre escheus, & non echeus de la part dudit Seigneur Prince d'Orange jusques à maintenant, date des presentes, & en outre a quitté ledit Prince au profit de leursdites Alteses, tout ce que lui est deu & escheu du droict du Troncq de la fassure & coupage des Bois & Forests, tant devant qu'après la Tresve (& jusques à maintenant) laquelle cession & transport ledit Prince promett de garantir & faire valoir envers & contre tous, & nommément envers les Seigneurs ses Freres, & les Dames, leurs Enfans, heritiers & Successeurs, consentant ledit Prince que leursdites Alteses pussent retenir tous les Chartres, titres, & papiers, concernant ladite tiers de Chalon, & les quartiers du Pais à myre & promettant de restituer ceux qui pourroient encore estre ou se trouver dessous lui, ou les Officiers.

A condition que leursdites Alteses Serenissimes porteront (ainsi que ledit Pere les en charge maintenant) toutes & chacune, les rentes & Hypotheques particuliere-

ment assignées & constituées sur ledit tiers du partage de Chalon & Pais à myre par les Seigneurs Princes de J. C. d'Orange, ses predecesseurs, devant l'an quinze cents soixante sept, comme si elles fussent ici particulièrement & nommément exprimées, ce qui ne se fait, pour ce qu'iceluy Seigneur Prince n'en peut avoir particuliere connoissance, & dont ledit Pere Commissaire (au nom que dessus) s'oblige de guarandir & tenir franc, libre & exempt ledit Prince & ses hoirs & successeurs.

Bien entendu qu'en cet accord n'est comprise la Seigneurie de Châtellguion, qui demeurera audit Prince, ni aussi le sixte du partage d'Auxerre, faisant partie des biens Châtellbelin, dont la cause est pendante au grand Conseil à Malines au regard duquel ledit Prince demeure en son entier.

Item qu'audit Prince demeurera la propriété & l'usufruit de tous les Bois & Forests, ayant appartenu à la Maison de Chalon, & dernièrement possédés, par le feu Prince d'Orange, son Pere, jusques au faillissement advenu audit an quinze cent soixante sept, saul qu'iceux demeureront affectés à la fassure & quite du tiers du sel de ladite grande Saulnerie, comme ils estoient devant ladite fassure, & non plus avant, à condition neantmoins que de tous les Bois & fassures que l'on en tirera pour ladite Cuyte, leurs Alteses payeront audit Prince le Droict du Troncq & demeurance, à l'advenant qu'il s'est payé devant ledit temps.

Que ledit Prince à l'effect de la conservation dudit Droict seulement, pourra mettre, instituer & destituer de son autorité, & à ses frais & gaiges, son tailleur & son receveur de ces tailles à la porte de la grande Saulnerie, & pourra aussi instituer & destituer, de mesme autorité, tels Forestiers, Gruyers, Garde des Bois, & autres Officiers, qu'il trouvera convenir, pour la conservation d'iceux Bois, & pour mieux obvier au mesus & desgaltz qui s'y commettent & l'amende ancienne de trois livres est d'avenans accrue & augmentée à quinze semblables livres, pour la premiere fois, de trente, pour la seconde, & de soixante livres pour la demiere fois, contre les mesus, lesquels pour ce seront poursuivis & condempnez par les Officiers & juges particuliers des Seigneurs, appartenans audit Seigneur Prince d'Orange.

En payement & eschange de la cession que dessus, Pere Commissaire General, en vertu de sadite procure & selon l'intention de leursdites Alteses Serenissimes a cédé & transporté, comme il cede & transporte par ces presentes, au profit dudit Seigneur Prince à ce present stipulant & acceptant pour soy même ses hoirs, & ayant cause, la Franchise & Seigneurie de Turnhout, avec toute sa juridiction haute, moyenne, & basse, tous les Villages, Bois, Terres, Domaines, & revenus en despendans, ensemble le pouvoir, & faculté de rachapter, redimer, & revenir audit Domaine & revenu de Turnhout, les Villages & parties qui en sont engagés avec tous les droicts, preeminences, appendances, & dependances sans rien en reserver, saul le relief, foy & hommage, vers leursdites Alteses Serenissimes comme Ducs de Brabant, avec la Souveraineté, resort, Aydes, son de Cloche, confiscation, à cause de Guerre & Rebellion, à la Charge de porter par ledit Prince les rentes réelles, & anchiennes, assignées sur ledit Turnhout, & les arriérages d'icelles qui escherront depuis le commencement de cette année, qu'il prouffitera aussi du revenu comme aussi de faire couper, regler, & ménager lesdits Bois, en bon Pere de Famille, & pourra ledit Prince demettre les Officiers qui y sont presentement, & y instituer autres, si ainsi il le trouve convenir, à condition, neantmoins, que leursdites Alteses Serenissimes auront & reservent, pour eux leurs hoirs & Successeurs, Ducs de Brabant le Droict & faculté perpetuelle, & non subiecte à aucune prescription de pouvoir rachapter, quand bon leur semblera, après le trespas de mondit Seigneur le Prince d'Orange, & non devant, ladite Franchise, Terre, & Seigneurie de Turnhout, ses appendances, & dependances, pour la

N n n n 3

remet-

ANS
de J. C.
1614.

ANS de J. C. 1614. remettre & reunir à leur Domaine de Brabant en rendant aux heritiers, ou ayants cause dudit Seigneur Prince, la somme de deux cents mille livres de quarante gros la livre, monnoye de Flandres, avec ce que ledit Prince aura deboursé, pour le rachat des rentes assignées sur ledit Turnhout, & pour le delivrement des parties en dependantes, engagés à diverses personnes, ensemble le prix & valeur des meliorations, que ledit Seigneur Prince y aura mises, & qui se trouveront en estre au temps dudit rachat, à faire par leursdites Alteses Serenissimes leurs hoirs & successeurs jusques à la somme de douze mille livres, une fois, monnoye que dessus, lequel rachat de Turnhout, les successeurs & heritiers dudit Prince seront tenus de souffrir, sans aucun obstacle, refus, ou difficulté, promettant ledit Pere Commissaire faire despêcher & delivrer audit Prince, lettres patentes de ladite cession & Transport, en forme de l'interinées & verifiées en leurs Finances, Chambre des Comptes, & ailleurs, où besoin sera, avec l'aggregation & ratification des Estats de Brabant, en la forme que besoin & requis est, pour alienier parties du Domaine, par les privileges, stil & usance dudit Pais de Brabant, & ce dans le terme de deux mois, après la date de cette, & qu'endeans le mesme terme il fera mettre entre les mains dudit Prince tous & chacun les Papiers, Rentiers, Chartres, & enseignemens, concernans ladite Franchise. Davantage à ledit Pere Commissaire promis & promet par cestes, au nom que dessus, de payer & fournir audit Seigneur Prince en la Ville de Bruxelles, ou d'Anvers, la somme de cent cinquante mille livres, de quarante gros, monnoye de Flandre la livre par dedans le terme de six mois prochains, qui escheront le dernier jour du mois d'Aoust, de la presente année & pour l'assurance dudit payement, ledit Pere a promis, & promet de bailleur des assignations au contentement de celui que ledit Prince enverra pour les recevoir de sa part, à quoy il a commis & autorisé, commet & autorise par ces presentes Messire Jehan Baptiste Keeremans, Chancelier son premier Conseiller, luy donnant Pleinpouvoir, mandement & autorité espediale de recevoir lesdites Assignations, Lettres patentes, approbations, & emoluations en la meilleure forme & maniere qu'il trouvera convenir, à sa plus grande seureté, aussi de recevoir lesdites tiltres & lettrages, & d'en bailleur quittance, qui sera vaillable comme si ledit Prince mesme l'eust signé de sa main.

Lesquelles susdits echanges, Cessions, & Transport lesdits Seigneur Prince, & Pere Commissaire general en la qualité que dessus, ont promis, & promettent respectivement d'accomplir & effectuer, tenir fermes & stables en tout & chacun leur points, articles, & conditions y stipulez en bonne foy, en tesmoin de verité ont signé les presentes & le double d'icelles de leur mains, en la Ville de Breda le 23. du mois de Fevrier l'an seize cents & douze, estoit signé.

J. Neyer.

Leurs Alteses Serenissimes ayans veu & fait examiner l'escriit ci-dessus, contenant les conditions sur lesquelles le Prince d'Orange, Comte de Nassau & de Bueren a esté content pour faire service à leursdites Alteses, leur ceder & transporter, le tiers, que luy compete en la grande saulnerie de Salins, à scavoir le partage de Chalon avec tous les droicts y appartenans, sans rien reserver, aussi les dix quartiers & neuf selles & demie, ou environ, que ses predecesseurs ont d'ancienneté eu au Pays a Muyre, au Bourg deffoubs Salins, en conformité & selon qu'amplement est repris par ledit escriit, aux charges & devises reciproquement promises de la part de leursdits Alteses, par le Reverend Pere Jean Neyer, Commissaire General de l'Ordre de Saint François, icelles leurs Alteses ayant le tout pour agreable ont ratifié & confirmé, ratifient & confirment par cestes le susdit accord, promettent de bonne foy & en parole de Prince de punctuellement fa-

ANS de J. C. 1614. tisfaire à tout ce que par ledit Commissaire en cet endroit a esté promis, & ordonnent que les Lettres patentes & autres despêches à ce requises soyent faictes, verifiées & interinées, & les consentemens à ce necessaire pour suivre & obtenir le tout en forme deue, & comme au contentement & à la seureté dudit Prince d'Orange, appartiendra : fait à Bruxelles sous le nom de leursdites Alteses le 21. de Mars 1612.

M. vt. deffoubs, estoit signé Albert, N. de Montmorency, de Robiano, Sterckx, Idennetiers.

Depuis comme difficulté se seroit presentée sur l'aggregation des Estats de Brabant, pour l'engagement dudit Turnhout, appendences & dependences, à esté convenu entre ledit Prince & leurs Alteses, que à icelluy Prince seront fournis & comptez en deniers comptans à son contentement, autres cent cinquante mille florins, outre & par dessus semblable somme, par lui receue, en vertu du Contract escriit ci-dessus, & ce moyennant se deportera comme se deporter par ceste de ladite gaiguer & achapt de Turnhout appendences & dependences, ains se tiendra, possedera dans le mois de Janvier 1612. sa vie naturelle, durant tant seulement pour apres son trespas retourner à leursdites Alteses, leurs Hoirs & Successeurs, Ducs & Duchesses de Brabant & estre reuiny à leur Domaine, comme il a esté auparavant le susdit accord, sans que les heritiers dudit Seigneur Prince y auroient ou pourroient contredire ou pretendre chose quelconque, ayant aussi ledit Seigneur Prince renoncé à la condition qui a esté pourparlé, de lui rendre les meliorations qu'il y auroit fait & qui s'y trouveroient en estre jusques à la somme de 12000. livres, de quarante gros, une fois, seulement lui demeurera la juridiction, haulte, moyenne, & basse, es Villages dependans dudit Turnhout cy-devant engagés, que leursdites Alteses ont promis eux mesmes de faire delivrer en deans l'an de leur profit par ledit Prince en joir de ladite juridiction avec le surplus de ladite Terre de Turnhout, sa vie durant, & apres retourner à leursdites Alteses, avecques le surplus comme dessus, en tesmoin de ce ont icelles & ledit Prince, avec ceux des Finances signé ceste à Bruxelles le 19. d'Aoust 1614.

M. vt. sous estoit signé Albert, Philippe Prince de Nassau, N. de Montmorency, Sterckx, P. de Ajala.

CCCCXV.

Traité entre LOUIS III. Roi de France, ANS de J. C. & les PROVINCES-UNIES des Pays-bas, pour envoyer vingt Vaisseaux de guerre contre Gènes. A la Haye, le 10. Décembre, 1624. & ratifié par ledit Roi le 25. Février, 1625. Aitzema. Historia Pacis. pag. 26.

Ludovici Dei Gratia Galliar & Navarra Rex, Omnibus & Singulis, ad quos presentes literae pervenerint, Salutem. Dominus Boullionius, Deputatus à præcharo & prædicto Nostro Nepote Duce de Lefdiguières, Pare, & Comite-Stabili Galliar, ad charissimos Nostros & dilectissimos Socios, Amicosque D. D. Ordines Fœderati Belgii Generales, vিপेतstatis atque Auctoritatis sibi à supradicto Nostro Nepote Comite-Stabili concessæ datæque, inivit ac conclusit Hagæ-Com. die quartæ & viciesimo Decembris proximè elapsi, & supra memorato Comite-Stabili, & Arausionensium Principe Nepote Nostro dilectissimo presentibus, Contractum quendam Articulorum sequentes.

Unitarum Belgii Provinciarum Ordines Generales post-

1624. ANS postquam ad ea, quæ nomine locoque Per-Illustres D. Comitibus-Stabili à Domino Bullionio, in Concilio suo propo- ita sunt, quibusdam in dicto Ordinum Concilio delegatis ut cum supra memorato D. Bullionio agerent, sedulo animadvertissent, dictique Domini Bullionii mandati seu instructionis argumentum perpenderit, præfente Celsissimo Araufionensi Principe, in sequentes Articulus conveniunt:

I. Quo ad bonam fidemque Majestatis utriusque Galliarum & Britanniarum voluntatem major cumulus accederet, *Senes*, Dux Sabaudiarum, ceterique Principes atque Imperatores (quamvis ingentes bellorum sumptus, quibus Hispanorum copiis terra marique resistendum atque occurrendum est, ad quæ gerenda, neque sua omnia, neque Confederatorum bona opesque sufficiunt, impendere necesse habeant) nihilominus tamen, viginti naves optimas maximeque bello apparatus in auxilium mittere decreverunt, quæ, ut decet, velis, anchoris, funibus ceterisque rebus necessariis exornabuntur, idque ad mensium angustæ fex spatium. Quæ omnes, debito modo velis, anchoris, funibus ceterisque, ut supra commemoratum, rebus necessariis instructæ exornatæque sufficientem militum sociorumque navalium numero munientur; deque Admirallo insuper, Præfectis, Ducibus, stipendio, optimâ denique disciplinâ, pro consuetudine Eiusdem Imperii more, propiciuntur.

II. Quoniam vero omnes naves hujus Status defensionis sunt intentæ, ad utriusque Indiarum Societatis capta magis magisque promovenda ac succurrenda, in hæc regionibus promissæ naves sumptibus extraordinariis apparabuntur, quarum uniuscujusque sumptus Mensitruus quinque librarum millia æstimatione conficiantur. Earumque exornatio & pro Imperii ejusdem more solito, & quam fieri poterit paræ instituetur.

III. Dictarum navium classis quamprimum, & quam poterit celerissime, promovebitur, adeo ut (cælo ventoque adspirantibus) Mense Martio proximè venturo vel si maturius id fieri queat, in mare educatur, ad angulias Gibraltariæ per navigandam, atque ad portum Nissæum (*Ville Franche* dictum) appellendum, five ad quem locum portumque Admirallus jussus fuerit appellere, vel à Duce Sabaudiarum, vel à Domino Comite-Stabili, vel si absentibus, à Celsissimo Domino ac Principe de Piedmont, vel à Marefcallo de Crequi, ad quorum mandata navigationis cursus instituetur.

IV. Stipendium, commeatus & quæ ad dictæ classis exornationem spectant, simul cum nostrâ initium capiet; idque quam primum milites Sociique navales naves fuerint impositi. Conveniunt autem est, ut Ordines Generales Trium Mensium stipendium proprio ære exsolventur: adeo ut Fœderati Belgii Ordinibus singulo Mense centum librarum millia, monetâ Francicâ receptâ, videlicet, Domino Philiberto, ac Domino Luca, Ordinum Collibitis, Lugduni in Galliâ residentibus, five aliis, quibus id negotii ab Ordinibus demandatum fuerit, annumeranda veniant: adeo ut quarti Mensis expiranti stipendia sumptusque primo Julii, quinti primo Augusti, sexti autem Mensis primo Septembris proximè venturi & sic per universum navigationis tempus, quod Mensium ad summum octo futurum est supramemoratis Collibitis annumeranda sint.

VI. Quod si autem eveniat, ut inter supradictæ classis exornationem, seu inter ejusdem expeditionem, Dux Sabaudiarum ac Comes-Stabilium consiliumque

ANS suum mutarint, continuo id Ordinibus Generalibus indicare tenebatur, cum omnimodâ stipendiorum sumptuumque exsolutione, ad dictam quinque librarum millium summam Mensitruam, quorum à militum sociorumque navalium lustratione ac discessu habebitur ratio.

VII. Insuper autem conventum est, dictam viginti navium classem, ut supra commemoratum est, apparatus extructamque à peritis atque ad id iuramento devinctis hominibus æstimatam iri, prout in talibus solet, omni dolo ac fraude exceptis. At si quædam in dictis navibus five prælio, five expeditioni cuiusque hostili incerta percat vel ab hostibus interceptatur, ejusdem jactura è dictâ æstimatione rescietur.

VIII. In rem esse quinariam duximus, ad Consiliiis ceptisque in D. Bullionii instructione comprehensis succurrendum ac promovendum, concedere atque potestatem huic classi facere, ubi in itinere Hispanorum littora portusque mearit ac remearit, quocumque tandem modo poterit, iisdem damnum ac cladem omnimodam, absque tamen instituti cursus morâ, inferendi; ac quicquid bonorum in Oceano magno, aut mari Mediterraneo ab hostibus interceptum captumque fuerit, partem utrique æqualem dividendi.

IX. Quamprimum vero memorata classis in Fœderati Belgii portus reverfa fuerit, stipendii, commeatus omniumque sumptus ratio instituetur, ad quinque librarum millia, singulis Mensibus dictæ classis impensa, prout Articulo secundo exprimitur; eisdemque rationi detrahentur sumptus omnes, quos Celsissimus Dux Sabaudiarum ac Dominus Comes-Stabili collabo impenderunt, vel quicquid in reditu pecuniæ, commeatus aliarumque rerum necessariarum retulerunt. At quoscunque Ordines Generales sumptus impendisse comperietur, plenissime certissimeque Supradicto Legato aliisque ad id missis persolventur, idque sex Septimanarum, à quibus instituta ratio est, intervallo.

X. In cujus pecuniæ exsolutionem, præsentisque contractus plenissimam observationem, dictas Dominos Bullionius vi Auctoritatis ac potestatis sibi datæ, atque, ut supra dictum est, obsignatæ, omnia summæ præmemorati Domini Comitibus-Stabili bona coram Tribunalibus omniumque Judicum in Galliâ Confessibus obstrinxit atque obligavit; quem in modum etiam supramemorati Domini Legati Nominè locoque D. D. Ordinum Generalium vi Auctoritatis sibi concessæ, eorundem bona obstrinxerunt atque obligarunt, ad dictum contractum, quantum ad se attinet, hinc, quæ est optima, constanter observandum.

XI. Denique supramemoratus Dominus Bullionius promissit se curaturum atque effecturum, ut præsentis contractus Articuli à Duce Sabaudiarum, ac Domino Comite-Stabili confirmarentur atque approbarentur, qui pro se mutuo pollicentur: quorum tamen acta, solemnibus formulis confirmata, tradentur Domino de Langerack, Ordinario Parisiis D. D. Ordinum Legato; idque duorum Mensium spatio.

In quorum omnium, jam memoratorum observationem ac confirmationem, Celsissimus Araufionensis Princeps majorem in modum rogatus fuit, ut dictis Articulis juxta Dominos Legatos subscriberet, quem in modum etiam D. Boullionius simul cum aliis subfignarunt sigillisque ordinariis obfignarunt: quorum bina (ut vulgo vocant) Originalia, utrique Parti reservanda curarunt. Datum Hagæ-Com. die quarto & vicesimo Decembris, Anno 1624. Atque in hunc modum signatum, Mauritius Nassovius, Arnolds à Randwyck, Nicolaus à Boekhorst, Noort-Vici Dominus, Ballivis, aggerumque Rhénolandie Præfectus, Antonius Duick, Hollandiæ Consiliarius-Syndicus, Jacobus Magnus, Dominus in Berg-Ambago & Mellissande, Anthonius de Rhode, Rienckus de Burmania, Griet-Mannus in Fetwerderadeel, Swerius ab Haarsholte, Dominus in Haarlt, & Pavo Broersma, Dominus in Smithorn, Nominè locoque D. D. Ordinum Generalium, Ac D. Boullionius, Nominè locoque dicti D. Comitibus-Stabili.

ANS Nos itaque, postquam præsentem Contractum in
de J. C. Concilio Nostro perlegimus ac perpendimus, neque
1624. immemores eorum, quæ in eam rem Nepoti Nostro
Duci de Lefdiguieres præcepimus, in omnibus ejus-
dem Articulis punctisque rata, grata & firma habemus,
dictumque Contractum, Nostro, Nostorum-
que Hæredum & Successorum Regum loco ac nomine
concludimus & confirmamus, verbo Regio spondentes
ac promittentes, cum omnium bonorum Nostorum
præsentium & futurorum obstrictione atque obligatione,
eum Nos cum omnibus & singulis suis Articulis
punctisque firmiter & constanter esse observaturos,
nullaque ratione sive directâ, sive indirectâ contraven-
turos. In quarum rerum testimonium, præsentibus
propriâ manu subscripsimus, & Sigilli Nostri appendice
muniri fecimus. Datum Parisius, die quinto &
vicessimo Februarii, Anno recuperatæ salutis, 1624.
ac Regni Nostri decimo quinto. Notatum erat, Ludovicus,
pauloque infra, Per Regem, Signatumque, Potior.

CCCCXVI.

ANS *Traité entre LOUIS XIII. Roi de France*
de J. C. *& les PROVINCES-UNIES des*
1625. *Pays-bas, au sujet des vingt Vaisseaux, que*
LA FRAN- *lesdites Provinces se sont obligées de mettre*
CE ET *en mer par le Traité précédent. Fait à la*
LES PRO- *Haye le 12. Avril, 1625. Aitzema. Hi-*
VINCIS- *storia pacis. pag. 29.*
UNIES.

Quoniam Regi Christianissimo placuit Domino
d'Espesses Ordinario Majestatis Suez apud Fœderati
Belgii Ordines Legato præcipere, ut unicè
peteret, quo supradictæ naves, quæ vi ac lege Con-
tractus initi cum D. Boullionio apparantur, quamprimum
in mare evehantur, atque ex iis duodecim, sub
auspiciis tamen Archithalassi Haultainii, Galli Duces
præficiantur: ac quamvis D. D. Ordines Majestati Suez
commodius esse ducebant, si navium dictarum imperium
Belgii ducibus permittatur, Rege tamen iterum
iterumque petente, visum est D. D. Ordinibus delegare
Nobilissimos D. D. ab Essen, Noort-Vici Dominum
& D. de Boetseler, qui cum dicto Regis Legato
agerent ac convenirent: qui tandem, plurimis eam in
rem communicationibus ultra citroque habitis, in se-
quentes Articulos consenserunt.

I. Ut dictæ naves quam primum solverent, utque Archithalassus Haultainius, cujus imperio ductæque hoc iter susceperant sunt, ubi Caleti ac Doveræ attigerit altitudinem, copias Majestatis Suez in portu Gratia (vulgo Havre de grace) commorantes, adventus sui quamprimum faceret certiores, ut cursum postquam navibus impositæ Classique adjunctæ fuerint, simul ad Vectam insulam instituerent; aut quibus se in locis Dominus de Zoubise contineat, quemve exercitum ducat, si exploratum habuerint, aut quâ viâ, quoque modo oppugnari commodè possit ubi consilium ceperint, tunc Gallorum pedites navibus duodecim supradictis ut imponderentur, Gallique duces præficerentur sub imperio supramemorati Archithalassi Haultainii, manentibus tamen in iisdem navibus Fœderati Belgii Ordinum præfectis sociisque navalibus. At vero si ibidem loci cognitum atque exploratum fuerit, Dominum de Zoubise submisisse se, ac naves duodecim in supplementum appulisse, memoratum navium viginti imperium pristinis Ordinum ducibus præfectisque permitteretur; ac duodecim postremo advectis Galli Duces imperarent; dein navibus dictis viginti, secundum Contractus Articulos, istoc loco solvere licitum foret: hac lege tamen, ut Regi integrum esset, duodecim enavibus viginti futurum, reliquas vero Belgarum Ducum imperio committere, ad iter propositum simul suscipiendum.

II. Cum autem naves priores adversus maris ad Orientem

tem fluctus conduplicatæ sint, ac duodecim posteriores adversus nostrorum marium fluctus sint firmiores ut Majestas Sua unicè rogaretur, quò posteriores in oris Gallicis remanere ac priores duodecim cum reliquis octo eò, quò Mense Decembri proximè clapsi conventum est, cursum instituire finat.

III. Quum vero in priori Contractu expressum sit, D. D. Ordines trium Mensium priorum stipendia, comæatam, cæteraque omnia dictæ Classi impensâ proprio ære exsolutos, dictæque naves, propter turbas, quas Dominus de Zoubise concitavit, ex Regis petitione adversus dictum Dominum de Zoubise ducentæ sint, conventum est, quamdiu adversus Dominum de Zoubise in itinere atque expeditione futurae sunt, ut Regis sumptibus stipendia, comæatus cæteraque omnia persolverentur, quorum itidem, à primo milicium sociorumque navalium lustrationis, atque impositionis die, ratio haberetur.

IV. Quod si navium quædam prælio vel cuicunque adversus Dominum de Zoubise expeditioni intenta periret, caperetur, vel submergeretur, ejusdem detrimentum à Rege resarciretur, juxta æstimationem eorum, qui periti ad id juramento obstricti obligatique erunt.

V. Insuper autem conventum est, ut dictarum duodecim navium posteriorum conductio univèrse Regio ære persolveretur, ac supra memoratus Legatus navium conductarum nautis satisfaceret, æ lege ac conditione tamen, ut D. D. Ordines vi Contractus Compendii initi adjuvarent operamque darent, ut dictæ naves minimo pretio conducerebantur.

VI. Denique, ut omnia hæc ea lege ac conditione concederentur, quò Majestas Sua curaret, ut navium dictarum mora à Celsitudine Sua Sabaudia grata ac rata haberetur; utpote propter turbas à Domino de Zoubise datas oborta; ac proinde in Majestatis Suez officium commodumque: absque ullâ tamen derogatione atque omissione eorum, quæ ab utraque parte proposita promissaque sunt, propter sumptuum omnium restitutionem.

VII. Quorum omnium respectu Majestas Sua itidem pollicetur, ac fidem daret, se vi Contractus cum D. Boullionio initi, summe præmemoratis D. D. Ordinibus sumptus omnes exsoluturam.

VIII. Ut hos insuper Articulos omnes ac singulos dictus Legatus à Rege confirmari curaret; cujus quidem Confirmationis ac ratihabitionis Agâ solennibus formulis confirmata, duorum Mensium intervallo, Domino de Langerack, D. D. Ordinum in Galliâ Legato Ordinario traderentur. In quorum jam memoratorum testimonium, supradictus Legatus ac Deputati præsentibus subscripserunt. Datum Hagæ-Comitis duodecimo die Aprilis, Anno 1625. Notatum erat, d'Espesses, Henricus ab Essen, Nicolaus à Bouckhorst, Gisbertus de Boetseler.

CCCCXVII.

ANS *Déclaration du Roi de France LOUIS XIII.*
portant interdiction du Commerce avec l'An-
de J. C. *gleterre, donnée à Paris le 8. Mai 1627.*
1627. *Freder. Leonard. Tom. V.*

LA FRAN-
CE ET
L'ANGLE-
TERRE.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Dès lors que les Anglois, au préjudice de la Paix contractée entre les deux Roiaumes, & l'Alliance & bonne intelligence que nous avons tous-jours désiré de conserver avec eux, ont commencé de dépreder nos Sujets à la Mer, d'emmener leurs Vaisseaux & Marchandises en Angleterre, arrêté ce qui leur appartenait audit Pais, & contre le droit des gens, jugé de bonne prise, & fait confisquer & vendre le tout à leur profit; nous avons au même temps employé tous les moyens convenables pour faire cesser ces desordres, & par toutes sortes de voies honorables, tâché de faire

met-

ANS de J. C. 1627. mettre à effet les promesses fréquentes qui nous ont été faites de leur part, de la restitution des Marchandises & autres choses déprédées & arrêtées audit Pais, sans néanmoins que l'exécution s'en soit ensuivie; bien que de notre part, nous aions donné main-levée des saisies de leurs Marchandises, & de ce qui auroit été arrêté sur eux, pour les obliger à rendre la justice à nos Sujets. A quoi n'ayant rien profité jusques à présent, Nous nous trouvons forcés de chercher d'autres remèdes, pour garantir nosdits Sujets des ruines & pertes qu'ils ont souffertes, & souffrent tous les jours par la continuation desdits arrêts & déprédations. Et aiant mis ces affaires en délibération en notre Conseil, où étoient la Reine notre très-honorée Dame & Mere, notre très-cher & très-ami Frere le Duc d'Orléans, plusieurs Princes, Ducs & Officiers de notre Couronne, & principaux Seigneurs de notre dit Conseil; de l'avis d'icelui, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par ces présentes pour ce signées de notre main, interdit pour l'avenir tout commerce & trafic en Angleterre, en quelque sorte & manière que ce soit. Faisons défenses très-expreses à tous nos Sujets & autres, de quelque qualité, condition & nation qu'ils soient, même aux Anglois résidans en notre Royaume, Commissionnaires, ou autres aians charge des affaires desdits Anglois, ou autres Etrangers, d'y porter ou envoyer aucunes Marchandises, ou argent en œuvre ou hors d'œuvre, monnoie & non monnoie, grains, vins, légumes, ou autres vivres, directement ni indirectement, sous quelque nom & prétexte que ce soit. Et pareillement d'acheter & faire venir audit Pais d'Angleterre en notre Royaume, aucuns draps, serges, laines, plombs, etlain, étoffes, bas de soie, de laine, gands, couteaux, poisson de toutes sortes, drogueries, épicerics, charbon de terre, & autres marchandises quelconques: Ni en recevoir ou retenir en France de celles qui pourroient y estre apportées après ces présentes défenses, sous quelque nom de François, Anglois, ou autre tel qu'il puisse estre, soit qu'elles viennent directement d'Angleterre, ou qu'elles aient passé par autres Provinces auparavant, à peine de confiscation de toutes lesdites Marchandises, Vaisseaux, Chariots, Charettes, & Chevaux qui en seront chargés, & de tout ce qui sera trouvé en iceux, quelque passeport ou permission qu'ils en puissent avoir; même de punition corporelle aux contrevenans, leurs Facteurs & entremetteurs, s'il y échoit: Et en outre aux Anglois résidans en cetui-nôtre Royaume, de perdre tous les privilèges qu'ils ont en icelui. Et afin que notre intention soit plus exactement & soigneusement exécutée, nous avons donné & donnons pouvoir à nos Juges & Officiers des lieux, de faire délivrer aux denonciateurs le tiers de toutes les choses de cette qualité qui auroient été par eux découvertes, & à Nous jugées, afin de récompenser leur travail & diligence, & convier tous autres à faire le semblable, quand il sera venu quelque chose à leur connoissance. Et pour éviter les abus qui pourroient arriver au préjudice de notre présente Declaration, à raison des Marchandises des Pais de la grand' Bretagne, qui seront trouvées en nôtre Royaume, lors qu'elle y sera publiée,

ANS de J. C. 1627. Nous enjoignons très-expressement à tous Marchands, leurs Facteurs, & autres, qui auront desdites Marchandises, qu'ils aient à les faire marquer & enregistrer par les Juges des lieux, les noms & surnoms de ceux à qui elles appartiennent, dans huit jours après la publication de notre dite Declaration: lesquelles marques & enregistrement seront faits gratuitement & sans frais. Et d'autant qu'il pourroit arriver qu'en chargeant des Marchandises en notre dit Royaume, sous prétexte de les porter ailleurs, l'on pourroit néanmoins les décharger en Angleterre: Nous voulons & entendons, pour y remédier, que tous ceux de nos Sujets & autres, de quelque qualité & nation qu'ils soient, qui seront charger des Marchandises, soient tenus avant que de les transporter hors notre Royaume, de s'obliger & donner bonnes & suffisantes cautions, de rapporter dans un an Certificat des Juges des lieux non défendus, où lesdites Marchandises auroient été déchargées: Et où il se verifera qu'après ladite décharge de Marchandises, on les eût après rechargées & portées en Angleterre, que les cautions en demeureront responsables, & en seront poursuivis par nos Officiers. Voulons, & nous plaît, que tous les effets & Marchandises, qui se trouveront appartenir audit Pais en ce Royaume, soient saisies & arrêtées entre les mains de qui ce soit, même de leurs Commissionnaires, leur faisant défenses très-expreses de vider leurs mains d'aucunes sommes de deniers, ou autres choses qu'ils peuvent avoir audit Pais Anglois; à peine de les paier en leur privé nom, & autre punition, selon l'exigence des cas. Si donnons en mandement à nos amés & feaux Conseillers, les gens tenans nos Cours de Parlement, Baillifs, Sénéchaux, Prevôts, Juges, ou leurs Lieutenants, Officiers en notre Amirauté, & tous autres nos Officiers qu'il appartiendra: Que cette notre présente Declaration ils fassent lire, publier, & registrer, & le contenu en icelle exactement garder, entretenir & observer, sans permettre qu'il y soit contrevenu. Enjoignant à nos Procureurs Generaux, & leurs substituts, d'y tenir la main, & de faire publier & afficher ces présentes aux lieux accoutumés; afin qu'aucun n'en puisse prétendre cause d'ignorance. Mandons aussi & ordonnons aux Gouverneurs & Lieutenans Generaux de nos Provinces, Capitaines & Gouverneurs de nos Villes, Maires & Echevins d'icelles; & tous autres, qu'il appartiendra, & qui en seront requis d'y prêter main forte, aide, & assistance, si besoin est, leur défendant très-expressement de donner aucuns passeports ni permissions, en aucune sorte & manière que ce soit, favoriser les contraventions à ces présentes, à peine de privation de leurs Charges; & à nos Fermiers, de donner aussi aucuns congés ni permissions, à peine de trois mille livres d'amende, pour chacune contravention, & autres peines, à l'arbitrage des Juges, & confiscation desdites marchandises; car tel est nôtre plaisir: En témoin de quoi nous avons fait mettre nôtre scel à cesdites présentes. Donné à Paris, le huitième jour de Mai, l'an de Grace mille six cents vingt-sept, & de nôtre Règne le dix-septième. Signé, LOUIS, & sur le repli, de par le Roi, DE LOMENIE. Et scellée du grand Sceau de cire jaune.

CCCCXCIX.

CCCCXCIX.

ANS de J. C. 1629. *Traité entre les PROVINCES UNIES des Pays-bas & l'Electeur de BRANDEBOURG, au sujet des Contributions dans les Pays de Clèves & de Juliers &c. Fait à la Haye, le 31. Juillet, 1629. Manuscrit.*

A l'loo sijne Churfustelijke Doorluchticheyt van Brandenburg, door der selven Gesante den Heere Meister ende Grave van Swartzenbourg aen de Hoog Mog: Heeren Staten Generael der Vereenichde Tom. III.

Ne-

Traduction de ce Traité.

Comme sa Serenité Elektorale de Brandebourg a fait savoir aux Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-bas par son Envoyé Sieur Meister & Comte de Swartsenbourg

Ooooo

ANS de J. C.

1629.

PROVINCES UNIES ET BRANDEBOURG.

ANS Nederlanden heeft te kennen geven laten, hoe dat die
de J. C. sich met des Heeren Palts-Graven van Nieuburg Fur-
1629. stelyke Doorluchtigheyt over d' Administratie ende ge-
nietinghe van de Gulicken Cleefische Landen provisiona-
liter ende opeenen tijt van 25 Jaren, vergelecken had-
de, na het uytwylen van een schriftelijk Accort daer
over opgehecht, onder dato Duffeldorp den 9 Martii
1629. Ende volgens het selve Accort, hare Hoog Mog:
verlocht, dat de selve gelieven wilden, oock aen hare
syde, alsulck Accorten effecte brengen te helpen, en-
de specialijk dewyle den selven effect, insonderheyt daer
door belet, ende oock syne Churfurstelike Doorluchtig-
heyt in groote ongelegentheyt gestelt soude worden,
indien hare Hoog Mog: door hare aengestelde Die-
naers met militaire executie, de contributien ende
Domainien in de Gulick ende Cleefische Landen by te
driyen, ende te innen, soudon continueren laten, dat
hare Hoog Mog. sulcke executie wilden afstellen ende
cassieren, waer op hare Hoog Mog: sich schriftelijk ver-
claert hebben den 20 Juny lestelijk datse gemeende
geresolveert waren alsulcke gehele executie te doen
surcheren, mits dat van syde van sijne Churfurstelike
Doorluchtigheyt ordre gestelt worde op t'onderhout van
de Militie volgens t' XVI. Articul van de Alliamie tus-
schen sijne Churfurstelike Doorluchtigheyt ende hare Hoog
Mog: opgerecin, ende dan oock datse dede betalen de
bondert onsen Ryxsaelders van haren staet aen sijne
Churfurstelike Doorluchtigheyt verstreckt met het verloop
vanden.

Soo ist dat op hier over gepleechde schriftelijke ende
volgens oock mondelinge communicatie tusschen
Hoochedachte Heere Gefanten van sijne Churfurste-
lijke Doorluchtigheyt, ende de Heeren Gedeputeerden
van hare Hoog Mog. afgesproocken en veracordeert
is, als volcht.

Ten eersten sullen haere Hoog Mog: alle Voorge-
melde executie ende innigen in de Gulick Cleefische
en toebehoorige Landen, op de Contributien ende
Domainen onder wat name die selve aengestelt sijn
mogen terstont weder afstellen ende doen cesseren,
ende sijne Churfurstelike Doorluchtigheyt in hare voor-
schreve Landen, als mede oock des Heeren Palts-Grave
van Nieuburg Furstelijke Doorluchtigheyt in der selver
quartieren in aller harer Landen gerechticheden, oock
allen Ordinaris ende Extraordinaris incomten der sel-
ver inninge ende genietinge t'eenemaal onbeindrach-
ticht laten, oock deshalven aen haere Dienaers Offi-
ciers ende Krychs-volck ernstelijk belasten, datse dit
alsoo naeomen, ende namentlijk, by aldien sy noch
eenige goederen ofte perloonen aengehouden, ofte
gevangen hadden, deselve terstont, sonder ontgeldinge
relaxeren sullen.

II. Daer tegen ende ten anderen sullen aen de syde
van sijne Churfurstelike Doorluchtigheyt de voorschreve
10000 Ryxsaelders, neffens het interest, van de Domainen
ende Contributien van de Vorstendommen, Gulich en
Bergh afgenomen, ende op de Domainen in de gene Landen
die sijne Churfurstelike Doorluchtigheyt door het voorge-
melde Traetaet met den Heere Paltsgraaf van Nieuborch
gestooten, sal te behouden ende genieten hebben, weder-
omme verschreve, ende dan de eindelijk betalinge na voor-
gaende liquidatie ende defalcatie, van het gene sal bevonden
worden, dat betaelt, ende te defalqueren sal sijn binnen
vijf Jaren tijts, ende op vijf Termynen geschieden ende
voldaen worden, elcke reyse met het verlopen interest tot
ter tyt van de betalinge, ende sal hier van een obligatie
onder de hant ende Zegele van sijne Churfurstelike
Doorluchtigheyt Hoog Mog: toegestelt, ende wanneer
het selve geschiet, daer tegenaen sijne Churfurstelike
Doorluchtigheyt der selver insignatie, deser schuld
halven op de Domainen ende Contributien van Gulich,
Bergh ende Ravensberch, yutgegeven, neffens de ande-
re oude obligatie, welke dit aengaende noch in handen
van hare Hoog Mog: soudon mogen sijn, in originael
wederom gerestitueert werden.

III. Veerder ende ten derden, aengaende het veer-
der onderhout van de Militie: naer dien hier over
diver-

bourg qu'il s'étoit provisionnellement accordé avec le Ser-
nissime Seigneur Electeur Palatin de Nieubourg touchant de J. C.
l'Administration & jouissance des Pais de Juliers & 1629.
de Cleves, & ce pour le tems de vingt cinq années, sui-
vant l'Accord par écrit qui en a été produit daté à Duf-
feldorp le 9. Mars 1629; & que suivant ledit Accord,
il a été L. H. P. qu'il leur plus d'effectuer aussi ledit Ac-
cord de leur côté. & spécialement par ce que ledit effet
en étant par la empêché, sa Serenité Electorale enresen-
tiroit un grand inconvenient, si L. H. P. faisoient conti-
nuer par leurs Officiers une militaire execution pour la per-
ception des contributions, & que L. H. P. voulussent faire
cesser & cesser telles executions, surquoy L. H. P. se sont
declarez par écrit le 20. Juin dernier qu'ils étoient d'in-
tention & résolu de faire surséoir toutes lesdites execu-
tions, pourvu que de la part de sa Serenité Electro-
rale, il soit mis ordre à l'entretien de la milice suivant
l'article 16. de l'Alliance faite entre sa Serenité Electro-
rale & L. H. P. & qu'elle fasse payer les cent mil Risdales
fournis par leur Etat à sa Serenité Electorale avec le cou-
rant d'iceux.

C'est pourquoi après que les Envoyez de sa Serenité
Electorale & les Deputez de L. H. P. ont communiqué
& conféré ensemble là dessus tant par écrit que de bouche,
ils ont convenu & accordé comme s'ensuit.

Premierement L. H. P. feront cesser au plus tôt lesdites
executions & demandes pour les susdites contributions
& domaines, dans lesdits pais de Juliers, Cleves,
& dependances sous quelque nom qu'elles ayent été im-
posées. Et laisseront sa Serenité Electorale pour les sus-
dits pais, comme aussi ledit Sieur Comte Palatin de
Nieubourg pour ses quartiers dans l'empire & paisible
jouissance & perception de leurs droits & revenus, & en
consequence ordonneront expressément à leurs Officiers
& gens de guerre, qu'ils observent ce que dessus, & que
s'ils retiennent encore quelques biens ou personnes soit en
prison ou autrement ils ayent à les relâcher aussitôt sans
dedommagement.

II. Et d'autre part, seront de la part de sa Serenité
Electorale lesdits cent mil Risdales avec les intérêts pris
des Domaines & Contributions des Principautés de
Juliers & de Bergues, & seront assignez sur les Domaines
des Pais que sa Ser. Elect. doit retenir & dom elle doit
jouir en vertu du Traité qu'elle a conclu avec le Sieur
Comte Palatin de Nieubourg, & le payement final, après
preallable liquidation & defalcation de ce qui se trouvera
avoir été payé & qui sera à defalquer, se fera dans cinq an-
nées de tems & en cinq termes, chaque fois avec l'interest
jusques au tems du payement, & en sera passée une obligation
scellée & signée de sa S. E. qui sera mis es mains de
L. H. P. & en ce faisant l'assignation de cette dette sur les
Domaines, & contributions de Juliers, Bergue & Ra-
vensberg aussi bien que les autres obligations qui à cet égard
pourroient être entre les mains de L. H. P. seront restituées
en original à sa S. E.

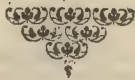
III. En outre & en troisième lieu, pour ce qui concerne
l'ultérieur entretien de la milice, après qu'il y a eu diverses
pensées

ANS diverse meeningen sijn geweest, ende dan daer de J. C. voor gehouden worden, dat dit aengaende niet zo bequamelyk by den tegenwoordigen tijt, daer haere Hoog Mog: Leger te Velde is, ende oock de Heeren Gedeputeerden in kleynen getal alhier ter plaetse waren, maer beter hier naelt ende jegens den Winter getracteert ende afgehandelt konde werden, Soo is dit aengaende over een gekomen dat sijne Churfurstelijke Doorluchtigheyt aen hare Hoog Mog. sal doen betalen vyftien duysent gulde, in regut van twee Compagnie Harquebullen die den Oversten Gent, ende Heere van Soppenbroock gevoert hebben, ende dewelcke den Heere Gefante verclaert heeft niet te mogen in sijne Churfurstelijke Doorluchtigheyt dienst nemen, als wesende het selve tegens der selver bevel ende Instruſie, ende daeren boven noch gedurende den tijt van dry lange maenden van den 1. Augustus naelt komende aen te reekenen onderhouden een duysent man te voet, onder vier Compagnie in den selven dienst gelijk sy tegenwoordich staen, en sullen dese een duysent man tot bewaringe ende besettinge van jenige plaetsen gebruyckt worden daer sijne Churfurstelijke Doorluchtigheyt Krijchsvolk tegenwoordich leyt; de betalinge voor den voorschreven tijt van dry maenden, sal van wegen sijn Churfurstelijke Doorluchtigheyt alsoo besocht ende gedaen worden dat daer over geen bevoechde klachten en vallen, ende daer voor der selver Domainen in de voorschreve hare quartieren verobligeert sijn, ende sal sijn Churfurstelijke Doorluchtigheyt tegenwoordich Krijchsvolk tot het getal van de duysent mannen te voet gereduceert ende het overige volck soo aen Officiers als Soldaten, int sijn Churfurstelijke Doorluchtigheyt dienst ende betalinge omslagen ende afgedaenct worden.

IV. Binnen de voorsz tijt van de dry lange maenden sal men van wederijde, wederomme by den anderen komen, ende alsdan finalijk afhandelen 't gene wat van wegen de voorschreve Alliantien een deel aen den anderen te pretenderen mach hebben; Sonder dat door dit provisioneel Accord den eenen of den anderen aen sijn recht sal geprejudiceert sijn.

Endelicken is oock goetgevonden dat hare Hoog Mog: alle hare Dienaers welcke d'executie ende den ontianck van de contributie ofte Domainen in de Gemelte Gulich en Cleefſche Landen gehadt hebben totte inleveringe van haere reekeningen, sonder dilatie aenhouden, ende deselve reekeningen aen sijne Churfurstelijke Doorluchtigheyt Regieringe overleveren sullen, ten einde op dat men daer over van wegen de 100000 Ryxdaelders behoorlijk liquideren, gelijk oock metter overige Krijchsvolk, ende Officiers, dewelcke alsboven verhaelt is de afrekening maecken, ende dan oock op dat men sich daer op noddrustich informeren moge, Dieshalven dan oock de Gemelte Executeurs ende Ontfangers al eer dat de selve informatie genomen, ende daer over gestatueert sal sijn, wat recht is niet gequitteert ofte haere reekening gepasseert werden sullen.

Alle welcke Poincten ende Articulen hier vooren verhaelt wederijts ter goeder trouwen ende onverbreckelijck sullen onderhouden worden, ende tot meerder verſcekerheyt vandien sijn hier van gemaect twee alleens luydende Acten, daer van een door sijne Churfurstelijke Doorluchtigheyt Heer Gefanter by de Heeren Staten Generael onder het Cachet en signature, ende een ander voor de selve Heeren Staten onder hant ende Zegel van sijne Churfurstelijke Doorluchtigheyt Heer Afgefanter geexpedieert ende vervaerdicht is in 's Gravenhagen den 31. July anno 1629.



pensées là-dessus, & qu'on est de sentiment qu'à cet égard on ne peut pas si bien & commodément en traiter & nego- de J. C. cier dans le tems present, que l'armée de L. H. P. est en campagne & qu'aussi les Seigneurs Deputez étoient icy en petit nombre; Mais que la chose se feroit mieux cy-après & l'hiver prochain, on est à cet égard convenu que sa S. E. fera payer à L. H. P. quinze mil livres, & au regard de deux Compagnies d'arquebusers que le Colonel de Gent & le Seigneur de Soppenbroeck ont commandez, & lesquels le Sieur Envoyé a déclaré ne pouvoir recevoir au service de S. E. comme étant une chose contraire à ses ordres & instructions, & outre ce encore durant le temps de trois longs mois, à commencer du premier Aoust prochain, entretenir mil hommes d'Infanterie en quatre compagnies au même service ou soldé qu'ils sont presentement, & lesdits mil hommes seront mis en garnison pour la garde de quelques Places où S. S. E. en a presentement, & le payement pour lesdits tems de trois mois sera si bien prouvé & fait de la part de la S. E. qu'il n'en sera fait aucune plainte, & pourquoy seront obligés ses Domaines dans lesdits quartiers. Et les troupes presentes de sa S. E. seront réduites à mil hommes & le reste desdites troupes tant Officiers que Soldats sera licencié & dégage du service & payement de sa Serenité Electorale.

Dans ledit tems de trois grands mois on se rassemblera derechef & l'on traitera finalement des prétentions reciproques des parties, sans que par ce present Accord provisionnel ni l'une ni l'autre recoive aucun prejuidice en son droit.

Finallyment il a été trouvé bon que les Officiers de L. H. P. qui ont été admis à l'exécution & reception des contributions ou Domaines dans les susdits Pais de Juliers & de Cleves, seront obligés de fournir leur compte incessamment & sans delai & de le delivrer à la Regence de sa S. E. afin qu'on puisse liquider à l'égard desdites cent mil livres, comme aussi qu'avec le reste des gens de guerre & Officiers on fasse, comme dit est, le décompte, afin qu'on puisse prendre les informations nécessaires là dessus, c'est pourquoy aussi lesdits executeurs & Receveurs avant que ladite information soit prise, & qu'il soit rien statué là dessus, passeront dans le compte ce qui n'aura pas été justement acquisit.

Tous lesquels points & Articles cy dessus seront exécutés inviolablement & de bonne foy de part & d'autre. Et pour plus grande sûreté d'iceux en ont été fait deux Actes de même teneur, dont l'un a été signé, cacheté & expédié par les Seigneurs Etats Generaux pour le Sieur Envoyé de sa S. E. & l'autre signé & cacheté par le Sieur Envoyé de sa S. E. pour lesdits Seigneurs Etats Generaux: fait à la Haye le 31. Juillet 1629.

ANS
de J. C.

CCCXCIX.

1634.

L'ESPA-
GNE ET
LES SUIS-
SES.

*Renouvellement d'Alliance entre le Roy d'ES-
PAGNE les Cinq Petits Cantons Catholi-
ques SUISSES, le Pays d'Appenzel,
l'Abbé & Ville de St. Gal. du 30. Mars
1634. Manuscrit.*

LE Sieurs Deputez des louables Cantons, des Sui-
ses Catholiques de Lucerne, Ury, Swits, Un-
derwald dessus & dessous le bois, Zoug avec ses
Offices Forrains, & Appenzel & du Sieur Abbé & Ville
de St. Gal ayans ensuïte de leur Commission, dilige-
ment examiné avec combien de confiance, bienveil-
lance & affection l'ancienne amitié & Alliance leur au-
roit esté présentée & demande à eux faite de la vouloir
confirmer & renouveler avec les solemnitez accoustu-
mées & à ce requis par les instances de S. A. le Cardi-
nal Infant & par l'illustre Comte Charles Casal Con-
seiller de sa Majesté Catholique & son Ambassadeur en
Suisse & conformément aux ordres & commandemens
de sadite Majesté, nousdits deputez sommes d'un com-
mun Advis convenus comme s'ensuït.

Premierement nos Seigneurs & Superieurs reco-
gnoisent & demeurent obligés envers sa Majesté Catho-
lique de l'honneur qu'il leur fait de vouloir continuer
l'Alliance ci-devant faite & contractée entre sadite Ma-
jesté & lesdits Seigneurs, en consideration de quoi nousdits
Seigneurs nous auroient donné pleinpouvoir & com-
mission de conférer d'une si louable & importante af-
faire, & ensemblement en convenir & accorder.

Partant nous déclarons d'un commun advis & consen-
tement que nos Seigneurs & Superieurs ont fait grande
estime & tenu chere & précieuse ladite Alliance & l'ont
jugée avantageuse pour eux & leurs sujets pouvans par
le moyen d'icelle estre secourus & assistés en cas de ne-
cessité, & la Religion Catholique maintenüe, qui est
la cause que plus volontierement avons consenti à ce que
le renouvellement de ladite Alliance tende à une si bonne
fin, comme est porté par ledit Traité d'Alliance de
l'an 1587 lequel doit demeurer en tous ses points & Ar-
ticles en sa force & vigueur, comme aussi la déclara-
tion ensuïvie en l'année mille six cents quatre, sans y
contrevienir aucunement, ains que tout leur contenu
soit inviolablement gardé & accompli sauf en ce que
par le présent renouvellement sera pour plus grand
éclaircissement changé en quelques Articles & qui aura
force & vigueur & devra estre observé sans que l'une
des parties sans le consentement de l'autre y puisse rien
diminuer.

Et Nonobstant que nos seigneurs & chers Alliés du loua-
ble Canton d'Appenzel & de l'hostel Dieu de St. Gal
ayent postérieurement à nous fait un Traité particu-
lier avec sadite Majesté Catholique est toutesfois enten-
du qu'ils sont compris avec nous en cette bonne intel-
ligence, & qu'il n'y a aucune difference entr'eux &
nous en ce présent renouvellement, & ne serons repu-
tez qu'un même Corps, auquel nous persisterons moyen-
nant la faveur divine.

Et d'autant qu'on nous a fait instance qu'en ce présent
Traité la Comté de Bourgogne soit aussi bien comprise
que la Duché de Milan, & en cas de besoing soit protégée
& secourüe de nos forces actuelles aux despens de sadite
Majesté Catholique tout ainsi que pour le regard de la
Duché de Milan il est porté en la susdite Alliance, nous
pour bonnes & justes causes y consentons au nom de
Nousdits Seigneurs en vertu du pouvoir à nous donné,
& nous obligeons aux mesmes devoirs au regard dui-
dit secours envers ladite Comté de Bourgogne comme
nous y sommes obligés pour le Duché de Milan, promet-
tans de nous acquitter desdits devoirs & de ladite pro-
tection de toutes nos forces & moyens, l'occasion le re-
querant, à condition toutesfois que sadite Majesté fera
pareillement accomplir & executer par ses Gouverneurs

& Lieutenans ce qu'elle nous a promis conformément
aux declarations faites au precedent Traité d'Alliance de J. C.
au regard dudit Duché & ce aux despens de sadite Ma-
jesté tant au regard de sadite protection, secours & defense
que pour ce qui concerne l'execution de desdits promes-
tes, & afin d'empêcher qu'à l'advenir n'y puisse sur-
venir aucune mes-intelligence au regard du nombre
des Gens de Guerre que par l'Article sixiesme de la pre-
miere Alliance a esté permis à sadite Majesté lever par-
mi nous lesdits Cantons, a esté convenu que sadite Ma-
jesté pourra conformément audit Traité & lors qu'elle
en aura besoin lever jusques au nombre de Treize mille
hommes pour le plus & non moins de quatre mille hom-
mes des nostres, néantmoins nous ne serons pas tenus
ni obligés de lui accorder plus grand nombre, mais la
moitié ou plus sera employée à la protection de ladite
Comté avec condition expresse que reciproquement
sadite Majesté promettra au regard de ladite Comté de
Bourgogne qu'icelle Comté sera tenuë & obligée de
nous secourir & assister en cas de besoin de ses forces
tant de pied que de Cheval contre nos Ennemis.

Et d'autant qu'au présent renouvellement d'Alliance
ladite Comté de Bourgogne est incorporée, S. M. C. pro-
mettra d'entretenir à ses despens à chaque Canton deux
escoliers en ladite Comté pour y apprendre les arts
liberaux & la vertu avec la langue du pays tout de mesme
comme a esté par sadite Majesté promis au regard du Du-
ché de Milan.

Au cas que quelque Canton fust hostiellement assailli
S. M. C. promettra de promptement & sans aucun delay
envoyer à la premiere requeste desdits Cantons à ses
despens secours suffisant tant de Pied que de Cheval,
audit Duché & Comté, & assister fidellement & puissam-
ment le Canton assailli si longtemps, jusques à ce qu'il
soit establi en son premier estat & hors de danger, & en
cas que lesdits Cantons jugeassent plus à propos de de-
mander de l'argent comme par leursdits Alliances, leur est
permis, à leur dite requeste & demande ledit argent leur
sera promptement envoyé sans aucune faute.

Et d'autant qu'en tous les Traitez que nous les Can-
tons avons entre nous ou avec autres Princes & Potentats
nous avons coutume de specifier les Princes & Estats
reservez nous reservons au présent Traité nostre cher
Pere le Pape, le St. Empire Romain nos Alliances jurées,
tous nos Privileges & Droits, les vieux Droits des Bourgs,
Villes & Pays, la Maison d'Autriche, la Tres-Christienne
Couronne de France, le Duc de Savoye & tous les
vieux titres & feaux, intelligences & Alliances, Traitez
de la Paix du Pays & tous nos Alliés & Confédérés &
ceux qui ont part aux Droits de nos Bourgs & Pays, la
Seigneurie de Florence & la Maison de Medecis, avec
Declaration que les Alliances & intelligences plus an-
ciennes ne prejudicieront aucunement à la presente
quand au restant des pensions de nos Superieurs & toutes
autres pretensions en general & en particulier sera desi-
gné & limité terme certain par S. A. S. le Cardinal Infant
auquel ou ait à s'arrester pour de temps en temps y rece-
voir les payemens.

Quand sa Majesté aura besoin d'envoyer des troupes
par nos Pays on se tiendra à la Declaration faite
l'an 1604.

Que l'Article qui concerne l'execution des Mar-
chandises soit renouvelé & ici confirmé de Nou-
veau.

Quand aux subjects de là les Monts sera déclaré ce
qu'ils pourront obtenir sur les Articles par eux proposez
& jusques où ils pourront estre participants de ceste Al-
liance, au cas doncques que nostre presente declaration
agréë, & soit acceptée par son Excellence l'Ambassadeur
Casal. Nous la donnons ici, avec ceste reserve que
sadite Excellence declare ouvertement comme nous sur
les presens Articles & au cas qu'il ne fust pas suffisamment
authorisé, qu'il procurera au plustost confirmation de S.
A. S. le Cardinal Infant afin qu'on passe outre à l'ex-
pedition de l'Acte dudit Traité d'Alliance, & qu'il
soit pourveu à ce qui sera nécessaire selon les Coutumes
& anciennes usances, & le tout mis à execution.

Nous

ANS Nous avons aussi admis l'excuse des honorables
de J. C. Deputés de nos feux & chers alliés de la Ville de Fri-
bourg que leurs Seigneurs & Supérieurs ne leur ont
pas donné pouvoir pour le présent de conclure ladite
1634. Amitié & Alliance ni pu les envoyer suffisamment
instruits, particulièrement par ce qu'ils nous ont donné à
entendre que la Declaration de leursdits Seigneurs suivra
au plus tost.

Le tout est aussi entendu avec cette réserve & condi-
tion expresse que le renouvellement de cette Alliance
soit jurée au plus tost & sans delay en la Ville de Milan
selon la louable Coustume ancienne & soit pleinement
ratifiée, scellée & confirmée.

En foi de quoi sur tout pour le contentement de son
Excellence & pour servir de justification nécessaire nous
avons scellé la presente declaration en nostre nom com-
mun du Seau accoutumé de nos chers & Feux Alliés
de la Ville de Lucerne, & l'avons fait delivrer & con-
figner es mains du susdit Seigneur Ambassadeur ce Jeudi
30. Mars 1634.

C D.

ANS *Declaration des trois Etats des Royaumes de*
de J. C. **PORTUGAL, touchant la proclama-**
1641. **tion & le rétablissement du Roi Don JEAN**
IV. & le Serment que les mêmes Etats lui
ont prêté ; Faite le 28. Janvier 1641.
PORTU. Traduite de l'Italien du Mercure de Vitto-
GAL. rio Siri, Tome I. pag. 105.

LEs trois Etats, c'est-à-dire, l'Eglise, la Noblesse
& le Peuple du Royaume de Portugal, assemblez
en corps & représentant tous ledits Royaumes,
avec toute l'autorité & la puissance qui y est annexée,
ont résolu que pour bien commencer cette assemblée,
il étoit nécessaire de décider par un Acte public signé
de tous, que le Droit de la Royauté & du souverain
commandement leur appartenait, & que maintenant il
appartient au Très-puissant Roi Don Jean IV. du nom,
Fils du Sérénissime Prince Don Theodose Duc de Bra-
gance, & petit Fils de la Sérénissime Princesse Catherine
Duchesse du même lieu, Fille du Sérénissime Infant
Don Edoüart, & petite Fille du Roi Don Emanuel de
très glorieuse mémoire.

C'est pourquoi il a été avec justice proclamé Roi
pour la première fois dans cette Ville de Lisbonne, le
premier jour de Décembre de l'année 1640. & peu de
temps après dans tout le reste du Royaume; & il fut en-
suite reconnu & accepté pour tel dans ladite Ville le 15.
du même mois. Les trois Etats susdits s'étant néan-
moins assemblez aujourd'hui dans la Cour, & en ayant
fait l'Ouverture avec les solemnitez requises le 28. de
Janvier 1641.

Ont jugé que pour affermir & pour rendre plus so-
lennelle l'heureuse proclamation dudit Roi, & son ré-
tablissement sur le Trône, il étoit à propos de réitérer
au nom du même Royaume cette déclaration par écrit,
par laquelle ils le reconnoissent, & l'acceptent pour
leur legitime Roi & Seigneur, lui obeissent en cette
qualité, & le rétablissent sur le Trône qui appartenait à
son Pere & à son Ayeule; usant en cela de l'autorité &
du droit qu'à le même Royaume, de déterminer, d'or-
donner, & d'établir ce qui est conforme à la justice.

C'est aussi pour executer les Status & les formalitez
qui ont été observées dès l'établissement de cette Mo-
narchie par l'invincible Roi Don Alphonse Henri qui
en a été le premier Roi, lequel ayant été élevé à la
Royauté dans la Campagne d'Ourique, lorsque cinq
Rois infidèles marcherent contre lui en ordre de bataille,
le titre de Roi lui fut encore confirmé l'an 1142. par
le Pape Innocent II. Et qui fut depuis proclamé &
reconnu de nouveau pour Roi par les trois Etats du
Royaume, assemblez dans la Ville de Lamego vers la
fin de l'année 1143. Et l'on en dressa par écrit un acte

authentique, pour conserver à jamais le souvenir de cette
cérémonie, & du titre que l'on avoit donné à ce
Prince.

L'on suppose aussi pour maxime incontestable dans
le droit, que le Royaume & les trois Etats sont en droit
de juger & de prononcer sur la succession légitime du
même Royaume, toutes les fois qu'il naît quelque
difficulté & quelque doute entre les Prétendants, au sujet
du défaut de descendants du dernier Roi qui en a été
possesseur, & encor lorsqu'ils ont résolu de s'affranchir
de la domination des Rois, qui par leur mauvais gou-
vernement se rendent indignes de la Royauté. Comme
le Royaume s'est maintenu dans cette puissance, depuis
le tems que les peuples le transirent au premier Roi,
qui les a gouvernez. Et puisqu'il est donc vrai, qu'ils
ne connoissent aucun supérieur, à qui cette autorité
appartienne, sinon ces mêmes Peuples du Royaume,
suivant la commune opinion des Docteurs qui ont écrit
sur cette matiere, outre qu'il y en a une infinité d'ex-
emples dans tous les Etats du monde, & particuliere-
ment dans ce Royaume, comme on le peut voir dans
l'histoire des Regnes des Invincibles Princes les Rois
Don Alphonse Henri & Don Jean premier.

Cela presuppposé, voici les raisons que ce Royaume
a eu de proclamer Roi, Don Jean IV. de réitérer sa
proclamation, & son établissement, & de déclarer en-
core de nouveau dans la presente assemblée, que la
Couronne de ce Royaume lui appartient légitimement,
& qu'il étoit juste de la lui rendre, nonobstant que le
Roi Catholique de Castille fut en possession de cette
Couronne.

I. Que le Roi Don Henri étant decédé sans enfans,
la succession legitime de ce Royaume a passé dans la
personne de Catherine Duchesse de Bragance sa Nièce,
Fille legitime du Sérénissime Infant Don Edoüard Frère
dudit défunt, comme représentant la personne de son
Pere, avec toutes les qualitez nécessaires pour la ren-
dre capable de succéder; puisqu'il est indubitable que
le bénéfice de la représentation qui vient de droit hé-
ritaire a lieu dans toutes les successions des Couronnes,
& sur tout en cette occasion; d'autant que dans la suc-
cession de ce Royaume de Portugal, il faut remarquer que
suivant la disposition & la declaration expresse du Testa-
ment de Don Jean I. il a été ordonné que le Seigneur
Infant Don Edoüard son Fils aîné, ou à son défaut son
Fils ou son petit Fils, & tout autre descendant légitime-
ment de lui en ligne directe hériterait de la Couronne,
suivant le droit & la coutume observée dans la suc-
cession de ces Royaumes & Seigneuries; ce sont là les
propres termes de cet article dudit Testament; selon
lesquels il est indubitable, que dans la succession de
ce Royaume la représentation a lieu, suivant la dispo-
sition testamentaire dudit Seigneur Roi Don Jean I.
qui avoit l'autorité & la puissance d'en disposer ainsi, il
faut joindre à cela la disposition du Sérénissime Roi
Don Alphonse V. petit Fils de Jean I., faite authenti-
quement en présence des Etats, dans la Ville de Lis-
bonne le 6. de Mars 1476. au sujet de ce qu'il alla se
marier dans la Castille avec la Reine Jeanne. C'est pour
cette raison que les Jurisconsultes mêmes qui ont com-
batu le droit de représentation dans les successions des
Couronnes & du Majorat ont été obligés d'avouer,
qu'elle doit être admise, & qu'on en doit convenir.

Ladite représentation supposée, le Roi Catholique
Don Philippe de Castille qui étoit aussi neveu du Roi
Don Henri, ne devoit pas être préféré à ladite Catherine
quoiqu'il fût plus âgé qu'elle; & qu'ils fussent tous deux
dans un même degré de parenté; Philippe étant fils de
la sœur de Don Henri qui étoit l'Impératrice Isabelle:
Il ne devoit pas, dis-je, lui être préféré, parcequ'il re-
présentoit sa mere, laquelle ne pouvoit lui communi-
quer plus de droit qu'elle n'en avoit. Tout au con-
traire la Duchesse D. Catherine représentoit la Personne
de l'Infant D. Edoüard son pere; lequel auroit exclus de
ladite succession l'impératrice Isabelle sa Sœur, s'il eût
vécu, bien qu'ils fussent concurrens à la même suc-
cession, par ce qu'ils étoient Cousins Germains & enfans

O o o o o

du

ANS du Frere & de la Sœur, & sans le concours d'aucun de J. C. Oncle. Ainsi la représentation devoit avoir lieu, puisqu'elle la plus probable & la plus commune opinion des Jurisconsultes, veut que la Succession par représentation soit admise entre les Cousins Germains, pourveu que l'oncle n'entre pas en concurrence. C'est ainsi que le Droit Romain en a disposé. Bien que le contraire se pratique dans la Castille, dont les loix n'ont point de lieu en Portugal, & n'y devoient nullement être reçus.

C'est pour ce sujet que la succession legitime de ce Royaume ayant été devolue à ladite Dame Catherine, elle a passé ensuite dans la personne du Seigneur Don Theodose son Fils, & de là dans celle du Seigneur Don Jean 4. son petit Fils, à qui elle appartient de droit, quand même il ne seroit pas actuellement en possession de la Couronne comme il l'est en effet.

En second lieu, parce que quand bien même le benefice de la représentation n'auroit pas lieu; ce qu'on n'accorde pas, & que par là la succession du Royaume ne pourroit pas être transmise à Madame Catherine Niece du Roi Don Henri, elle lui étoit due en toute maniere, parce qu'elle sortoit de la Principale branche qui est la premiere & la plus essentielle des quatre qualitez nécessaires pour être admis à la succession des Royaumes, des Majoraques & des biens attachez.

Dans l'Article du testament du Roi Jean premier ci-dessus énoncé, ce prince a fait une distinction expresse des lignes entre ses trois Fils, au sujet de la succession de ce Royaume; & il a nommé en premier lieu ledit Seigneur Infant Don Edoüard son Fils aîné avec ses Fils & ses petits Fils, & tout autre legitime dependant en ligne directe, que les Jurisconsultes nomment la Branche de l'aîné; & ensuite au défaut de ladite premiere ligne, il a nommé la ligne de ses autres Fils selon le rang qu'ils doivent tenir; c'est à dire en premier lieu celle de l'Infant Don Pierre, son second Fils, avec tous ses Fils & ses petits Fils, & cette seconde ligne venant à manquer, il appella celle de l'Infant Don Henri son troisième Fils, & il ajouta, que ses autres enfans viendroient de cette sorte à ladite succession, selon le rang ci-dessus exprimé & ce sont là les propres termes dudit Testament.

D'où l'on doit conclure précisément que dans la succession de ces Royaumes la Prerogative de la ligne tient le premier rang, après la représentation. C'est pourquoy tant qu'il y a des descendants de la Branche de l'aîné, pas un des descendants de la seconde Branche ne peut être admis à ladite succession, & ainsi des autres Branches. Et quand bien même les Jurisconsultes seroient en dispute sur le droit commun, en excluant de la succession toutes les branches à la reserve de celle du Possesseur & du Fils aîné, & qu'ils ne voulussent pas demeurer d'accord que les autres Enfants fissent une Branche, sinon en cas qu'ils se joignissent pour prendre part à la succession; néanmoins nonobstant tout cela, lorsque le Testateur, par une disposition expresse nomme ses Enfants & ses Descendants par des lignes séparées, toute la Jurisprudence ne sçaitoit y contredire, & par conséquent il ne doit point y avoir de dispute pour la succession de ce Royaume, puisque le Testament du Roi Jean I. de glorieuse memoire contient une disposition expresse sur ce sujet.

Comme donc entre les Fils & Filles du Roi Don Emanuel depuis la Branche du Fils aîné, qui étoit le Roi Jean III. & qui a été éteinte dans la personne du Roi Don Sebastien, les autres Enfants, sans parler de ceux qui sont morts dès l'âge de l'Enfance, ont fait chacun une Branche séparée, dans laquelle ils ont été compris eux-mêmes avec leurs Fils & leurs Descendants, & en ont exclus tous les autres; il s'ensuit de là que les Branches des Infants Don Fernand & Don Louis, qui ne laissent point d'Enfants legitimes, & celles de Don Alphonse & du Cardinal Don Henri Roi, qui sont morts sans Enfants & Descendants, étant éteintes, la succession est entrée tout d'abord & immédiatement dans la Ligne de l'Infant Don Edoüard qui ne laissa point d'enfants mâles, & que Madame Catherine l'une de ses Filles

devoit obtenir cette succession préférentiellement à tout autre, comme sortant de la Branche d'un Enfant mâle; & qu'au contraire cette succession ne devoit point entrer dans la Ligne de l'Impératrice Isabelle, Fille du même Roi Don Emanuel, dans laquelle s'est trouvé le Roi Catholique de Castille, sinon après l'extinction entière de la Branche du Seigneur Infant Don Edoüard, laquelle conformément à la disposition dudit Testament compose la premiere Ligne, par rapport aux Branches des Filles dudit Roi Don Emanuel; nonobstant que ladite Dame Catherine ne fut pas l'aînée des Filles de l'Infant Don Edoüard, puisqu'il n'y avoit aucuns naturels du Royaume, sortis de la Branche de sa Sœur aînée; outre qu'elle étoit dans un degré de parenté plus proche du Roi Don Henri dernier Possesseur de la Couronne dont elle étoit Nièce, & que les descendants des autres Filles étoient dans un degré plus éloigné.

Cette raison tirée de la prerogative de la ligne est si convaincante & si forte pour exclure le Roi Catholique de Castille du droit de ladite succession, que quand elle pourroit échoir à des Princes qui ne seroient pas nez dans le Royaume, tous les descendants dudit Seigneur Infant Don Edoüard passeroient devant lui, & à plus forte raison Madame Catherine, laquelle comme Fille dudit Infant étoit dans le premier degré de sa Branche, & étoit mariée avec le Seigneur Duc Don Jean Prince Naturel du Royaume, qui est la premiere qualité à laquelle les Serenissimes Rois d'icelui ont voulu & ordonné que l'on eût égard; Et cette loi Royale subsiste, comme une regle que l'on doit suivre exactement, comme nous le montrerons plus amplement dans la cinquieme preuve.

En troisième lieu; outre le benefice de la représentation, & la Prerogative de la premiere Branche, ladite Dame Catherine avoit encore un droit plus incontestable sur la succession de ces Royaumes, & ce droit est fondé sur la Vocation expresse, qui est une qualité qui l'emporte sur toutes les autres, en matière de succession.

Il est constant que le même Roi Don Jean I. après avoir nommé dans cet Article de son testament le Seigneur Infant Don Edoüard son Fils aîné, avec tous ses autres Fils, Petit Fils & descendants legitimes, a appelé en outre les autres Fils de ligne en ligne, avec leurs descendants de la maniere que nous avons marqué ci-dessus; il est pareillement vrai que de son Fils aîné Don Edoüard qui lui succéda au Royaume naquit le Roi Don Alphonse 5. son Fils aîné, & le Seigneur Infant Don Fernand son second fils, qui fut appelé expressément par la disposition testamentaire susdite, pour venir à ladite succession lorsque la Branche de son Aîné seroit éteinte; & comme cette Branche finit dans la Personne du Roi Don Jean second, qui ne laissa point d'Enfants legitimes, la succession du Royaume fut devolue au Fils dudit Seigneur Infant Don Fernand son Oncle, qui fut le Roi Don Emanuel de Glorieuse memoire, Pere de l'Infant Don Edoüard dont Madame la Duchesse Catherine étoit Fille. Ainsi elle demeura dans le droit qui étoit acquis à l'Infant Don Fernand son Bisayeul, qui avoit été appelé à ladite succession, & qui étoit Pere dudit Seigneur Roi Don Emanuel Ayeul de ladite Dame; & en vertu de cette vocation elle devoit être absolument préférée audit Roi Catholique de Castille, lequel quoique descendant dudit Seigneur Infant Don Fernand II. par le même Roi Don Emanuel, ne l'étoit que par le moyen de ladite Dame Impératrice D. Isabelle, & ne pouvoit être préféré à ladite Princesse D. Catherine, qui étoit appelée expressément à ladite succession par le moyen du Seigneur Infant D. Edoüard son Pere qui étoit un Descendant mâle dudit Infant Don Fernand.

En quatrième lieu, comme dans lesdites premieres assemblées des Etats tenues à Lamego par le Roi D. Alphonse Henriquez il fut expressément ordonné que quand le Roi viendrait à mourir sans Enfants legitimes, ses Freres lui succéderaient s'il en avoit; à condition néanmoins que leurs Enfants ne pourroient être admis à la succession de la Couronne, sans le consentement du

ANS du Royaume & sans l'agrément des trois Etats qui le composent, sans lequel ils ne pouvoient parvenir à la Couronne. Cette loi a toujours été suivie & mise en pratique; comme il arriva lorsque le Roi D. Alphonse III. étant monté sur le Trône, après le décès du Roi Don Sanche son Frere, qui mourut sans enfans, il fut nécessairement qu'il assemblât les Etats du Royaume pendant la vie, pour les faire consentir que le Roi D. Denis son Fils régnât après lui, & pour le faire déclarer son Successeur après sa mort. De la même manière, le Roi Jean second venant à mourir sans enfans légitimes, le Duc de Begia, qui fut le Roi, D. Emanuel, Fils de l'Infant Don Fernand second Frere du Roi Alphonse V. ayant été déclaré par le testament dudit Jean II. son legitime heritier & Successeur, fut néanmoins reconnu ensuite & accepté de nouveau pour Roi par les trois Etats du Royaume assemblés à Monte Major; Ainsi il s'ensuit de là qu'encore que par le décès du Roi Don Henri mort sans enfans, le Roi de Castille pût avoir droit de succéder comme petit Fils dudit Roi Don Emanuel, ce que néanmoins on n'accorde pas, il ne pouvoit néanmoins regner, ni prendre possession du Royaume, comme il l'a pourtant prise en effet, sans avoir été accepté & reconnu pour Roi par les trois Etats du Royaume assemblés, ce qui n'a pas été exécuté ou du moins il devoit attendre que l'Assemblée desdits Etats rendit son jugement sur les prétentions qu'il avoit à la succession dudit Royaume; mais au lieu d'attendre cette déclaration, il se mit d'abord en possession d'icelui, en y entrant avec une armée, sans vouloir écouter le Legat du Pape, qui vouloit lui parler de sa part.

Ainsi par toutes les raisons que nous venons de dire il n'avoit aucun droit à la Couronne, & lui & ses Successeurs ont été regardés comme intrus & en qualité de Tyrans & d'Usurpateurs, qui selon la loi ne sont autre que ceux qui s'emparent d'un Royaume sans aucune apparence de justice; Et par conséquent le Royaume pouvoit, comme il peut encore à présent, se servir de ces raisons, & reprendre le droit qu'il a de proclamer & d'élire pour Roi le Seigneur Roi Don Jean IV. comme petit Fils legitime de ladite Dame D. Catherine, qui avoit un droit legitime sur la succession de cette Couronne.

En cinquième lieu; ladite assemblée des Etats tenue à Lamego, entre autres loix qu'elle fit touchant la succession du Royaume, ordonna que les Filles des Rois de Portugal, qui se marieroient à des Princes Etrangers & qui ne seroient point Portugais naturels ne pouvoient heriter, ni succéder à la Couronne, afin que de cette sorte le Royaume ne sortit jamais des mains des Naturels du Pais, & que personne n'y régnât sans avoir cette qualité. Ce fut pour ce sujet que le Roi Don Fernand ayant laissé une fille mariée à D. Jean Roi de Castille elle fut exclue de ladite succession, non seulement parce qu'elle étoit illegitime, le Mariage dudit Seigneur Roi Don Fernand avec la Reine Leonore sa mere étant réputé nul; mais encore parce qu'elle avoit épousé un Prince étranger; & il fut ordonné ainsi par le Decret solennel des Trois Etats du Royaume assemblés à Coimbra. Ainsi la succession du Royaume ayant été déclarée vacante, ils élurent pour Roi Don Jean premier, Fils de Don Pierre, quoiqu'illegitime. C'est donc aussi pour cette raison que le Roi de Castille ne pouvoit avoir aucun droit à la Couronne de Portugal; Et qu'il en étoit exclus, en qualité de Prince Etranger; & par conséquent le Royaume pouvoit, comme il peut encore maintenant, proclamer & reconnoître pour son Prince Naturel le Seigneur Roi D. Jean IV. non seulement comme heritier legitime de la Couronne, mais encore comme la possédant par droit d'élection, laquelle appartenoit de droit aux Peuples & au Royaume.

Et quand bien même toutes les raisons que nous avons alléguées ne seroient pas suffisantes pour autoriser son Election, d'autant qu'il y a déjà 60. Ans accomplis que le Roi Catholique de Castille s'est emparé de ce Royaume, & qu'il en est en possession, depuis l'an 1580.

ANS & que cette possession a été continuée par trois successions différentes dans la personne dudit Roi Catholique & de J. C. dans celles de Philippe III. Roi Catholique son fils, & de Philippe IV. aussi Roi Catholique de Castille son petit fils, qui ont été reconnus pour Rois par les Etats dudit Royaume, assemblés à Tomar en 1581. Et encore depuis par une autre Assemblée desdits Etats tenue à Lisbonne en 1619. dans lesquelles ils ont été proclamés & reconnus pour Rois de ce Royaume.

Les trois Etats susdits ont néanmoins prononcé qu'encore que cette possession eût été continuée pendant un si long tems, elle ne pouvoit néanmoins préjudicier à leurs droits, ni autoriser l'Usurpation desdits Rois de Castille; d'autant que cette possession a toujours été forcée dès son commencement, qu'elle a été prise par la force des armes, & avec le secours d'une Armée nombreuse par le moyen de laquelle ledit Roi Catholique s'empara violemment dudit Royaume, outre que cette possession fut attestée, puisqu'elle étoit encore indecise, que le protez de ladite succession étoit encore pendant pardevant les Gouverneurs du Royaume, que ledit Roi Catholique n'attendit pas qu'ils prononçassent la dessus, ni que les Etats du Royaume se reconnussent pour leur Prince legitime; Et que d'ailleurs le jugement qu'il obtint sur ce sujet ne fut rendu que par quelques particuliers qui avoient été gagnés, & corrompus par des présents considérables, & par des promesses avantageuses, lesquels n'avoient pas le pouvoir de le proclamer sans que les Etats fussent Assemblés & qu'ainsi la sentence qu'il a obtenue ensuite, étoit nulle, puisque ceux qui avoient été nommez par le feu Roi Don Henri pour gouverner le Royaume après son décès, n'étoient pas intervenus dans ce jugement; faute de quoi ils n'étoient pas revêtus d'une autorité suffisante de prononcer sur ce sujet, & de juger selon que le droit le demande, outre que leur jugement fut rendu, dans un tems, où ils n'avoient aucun pouvoir de juridiction, pour prononcer valablement, puisque cela n'appartenoit qu'aux trois Etats du Royaume assemblés en Corps; & ce qui achève de rendre cette sentence nulle, c'est qu'elle fut rendue à Ayamonte qui est une Ville située dans les Terres de Castille, où ils ne pouvoient nullement exercer leur Jurisdiction, quand même ils l'auroient eue.

Ainsi cette prise de possession étant vicieuse dès son commencement à cause de la violence avec laquelle elle a été prise, ce qui est un défaut essentiel; & à cause de l'attentat qui a été commis alors, puisque le jugement de la succession du Royaume étoit encore pendant & indecis; ce procédé, bien loin d'établir le droit du Roi Catholique, si tant est que l'on puisse dire qu'il en eut quelqu'un, n'a servi bien plus qu'à l'affaiblir & le diminuer; selon la regle ordinaire du droit, qui veut qu'une possession violente ne s'autorise jamais par la prescription, laquelle d'ailleurs ne peut être acquise à l'égard des Royaumes que par une possession continuelle de cent années. Enfin cette prescription ne doit pas avoir lieu contre les Etats du Royaume, d'autant que depuis le commencement de cette possession forcée ils n'ont jamais eu la liberté de protester contre cette violence, sinon à présent. Il étoit pareillement nécessaire, pour ce qui regarde les intérêts particuliers des Prétendants, que la prescription commençât contre un chacun d'eux, & que le tems legitime de cette prescription fut expiré; ce qui n'est pas encore arrivé ni accompli.

A l'égard du serment de fidélité que les Etats ont prêté aux Rois Catholiques de Castille, ils n'étoient nullement obligés de le garder, puisqu'il n'étoit pas en leur pouvoir de s'affranchir du joug de leur domination; & que les intentions du Roi Catholique Philippe IV. depuis qu'il est entré en possession de ces Royaumes ne tendoient uniquement qu'à son intérêt particulier, & non au bien public; Qualitez & traitement, qui selon la Jurisprudence sont suffisantes, pour rendre un Roi indigne de porter le sceptre.

Et comme il ne maintenoit pas le Royaume dans la jouissance de ses franchises, privilèges & libtez, & qu'il

ANS
de J. C.
1641.

1641.

qu'il

ANS
de J. C.
1641.

qu'au contraire il les violoit en différentes manieres; qu'il ne s'aploquoit nullement à la défense du Royaume & à recouvrer les conquêtes de cette Couronne, qui étoient endommagées, & dont les Ennemis du Royaume s'étoient emparez; qu'il chargeoit les peuples d'impôts exorbitans, sans le consentement des Etats du Royaume, en contraignant par une force majeure les communautés à consentir à la levée desdits Impôts; qu'il employoit les deniers provenans des droits des marchandises qui entrent dans le Royaume, non seulement à des guerres étrangères, mais encore à des choses qui n'étoient d'aucun usage pour le bien de l'Etat; qu'il abaïssoit la Noblesse, qu'il avoit introduit la venalité des offices des Chambres Souveraines & de la Justice; qu'il les faisoit exercer par des personnes indignes & incapables; que les Ecclesiastiques & les Maisons Religieuses étoient accablés de tributs, dont il donnoit le privilège à ceux qui lui donnoient des avis pour établir des Gabelles, & pour tirer de l'argent; & qu'enfin il commettoit ces abus & quantité d'autres au préjudice du bien de l'Etat, par l'entremise de plusieurs Ministres mal-intentionnez & ennemis de la Patrie, dont il se servoit, quoique ce fussent les plus méchans sujets de la République.

Ce qui étant vrai, quand bien même les Rois Catholiques de Castille auroient eu un titre juste & légitime sur la Couronne de ce Royaume, ce que l'on nie fortement; & qu'à cet égard on n'auroit aucun sujet de les regarder comme des Usurpateurs, on devoit néanmoins les envisager comme tels par leur manière de gouverner l'Etat; & par conséquent le Royaume étoit en droit de se dispenser de leur être soumis, & de leur refuser l'obéissance, sans violer le serment qu'ils lui avoient fait; puisque selon le droit naturel & humain, quand bien même les Etats des Royaumes transporteroient & accorderoient aux Rois toute leur autorité & leur commandement pour les gouverner; ce ne seroit néanmoins que sous la condition tacite de les régir & gouverner avec justice, & non pas avec violence. De manière que quand les sujets sont traités tyranniquement par leurs Souverains, il est en leur pouvoir de leur ôter la Couronne, lors qu'il s'agit de leur propre défense; & en semblable cas on ne doit jamais s'imaginer que les Sujets aient prétendu engager leur foi, ni que les obligations de leur serment puissent s'étendre jusques là.

Et comme toutes les choses susdites sont de fait, & tellement connues de tout le monde qu'il n'est pas besoin d'en faire la preuve en justice, le Roi Catholique ne pouvant alléguer aucune raison légitime pour être ouï dans ses défenses, & n'y ayant point d'autre supérieur légitime, à qui l'on puisse avoir recours, outre que les doléances & les plaintes fréquentes qui ont été envoyées plusieurs fois au même Roi Catholique de Castille ont été inutiles; & que bien qu'il s'en soit suivi quantité de défordres les années dernières tant à Evora qu'en d'autres lieux de ce Royaume, où le peuple se souleva pour se délivrer de la charge des Impôts excessifs, sans que la Noblesse s'en mêlât, on n'a pas pour cela adouci la rigueur du gouvernement, mais qu'au contraire on a traité les peuples avec encore plus de dureté qu'auparavant: C'est la raison pour laquelle les trois Etats du Royaume assemblés se servant du pouvoir que le droit leur a donné pour leur défense légitime, ont résolu de lui refuser l'obéissance, & de le rendre au Seigneur Roi Don Jean IV. lequel suivant le droit qu'il avoit reçu de la Duchesse Catherine son Ayeule, étoit le légitime Roi & Héritier de ce Royaume.

Pour toutes ces raisons ledit Roi Don Jean fondé sur un titre si juste étoit en droit d'accepter la Proclamation & la restitution qu'on lui a faite de la Couronne, & de se rétablir lui-même sur le Trône, puisque la nature avoit attaché à sa personne le droit de posséder cette succession dont on avoit dépouillé ladite Duchesse son Ayeule par la force des armes, puisque ni elle, ni le Seigneur Duc Don Theodose son Fils n'ont osé entre-

prendre de s'en mettre en possession pour ne se mettre au hazard de perdre la vie & leurs Etats. Ainsi lorsque le même Seigneur D. Theodose reconnut dans l'Assemblée des Etats le Roi Catholique de Castille pour son Prince; Il fit en même tems ses protestations légitimes par un Acte particulier signé de sa main & scellé de son sceau, prenant à témoins les Saints qui sont dans le ciel, puisqu'il ne pouvoit alors avoir aucune confiance à tous les hommes qui étoient sur la terre.

Ce qui étant bien considéré, bien que ladite protestation n'ait point été intimée juridiquement, il a pu néanmoins par là conserver son droit, jusques à ce que lui ou ses Successeurs trouvaient l'occasion de s'en servir en tems & lieu. C'est ce que le Seigneur Roi Jean IV. son Fils n'a pu mettre en execution que dans le tems présent, par le consentement & la proclamation unanime des Peuples, & par la restitution que tout le Royaume en general lui a fait de la Couronne, non seulement selon la rigueur des loix & la justice du droit qu'il avoit à ladite succession, mais aussi par rapport aux qualitez Eminentes, & aux vertus qui se rencontrent dans sa personne, & qui seules seroient capables, sans aucun autre droit, de le faire élire pour Monarque de ces Royaumes, supposé le mauvais état où le gouvernement des Rois Catholiques de Castille l'avoient réduit.

C'est pourquoi le susdit Royaume tenant pour constant que ce qu'il a executé doit subsister, & persuadé que c'est par la volonté de Dieu manifestée par des prodiges qui ont paru dans le Ciel, que le rétablissement de ce Prince sur le trône a été réservé jusqu'à ce tems; les trois Etats ont fait en peu de mots de leur propre mouvement cette Déclaration signée de tous, afin que par ce premier Acte de cette Assemblée, la postérité soit informée avec combien de justice toutes ces choses ont été établies & executées; & l'on remet à faire une preuve plus ample de toutes les choses ci-dessus alléguées tant pour le fait que pour le droit, par un livre qui sera imprimé & mis au jour sur cette matière au nom de tout le Royaume.

Liste des noms de tous les Membres des trois Etats qui ont signé cette Déclaration.

L'ETAT ECCLESIASTIQUE.

D. Roderic da Cugna, Archevêque de Lisbonne, du Conseil d'Etat du Roi notre souverain Seigneur.

D. Francisco de Castro Evêque, Inquisiteur general des Royaumes de Portugal, du Conseil d'Etat du Roi notre souverain Seigneur.

D. Sebastien de Maros, Archevêque & Seigneur de Brague, & Primat des Espagnes, du Conseil d'Etat du Roi notre souverain Seigneur.

D. Jean Mendez de Tanora, Evêque de Conimbre, Comte d'Arganil, du Conseil d'Etat du Roi notre souverain Seigneur.

Don Michel de Portugallo, Evêque de Lamego, du Conseil d'Etat du Roi notre souverain Seigneur.

Don Francisco Baretto, Evêque des Algarves, du Conseil d'Etat du Roi notre souverain Seigneur.

D. Emmanuel da Cugna, Evêque d'Elvès, du Conseil d'Etat du Roi notre souverain Seigneur.

D. Francisco de Soto-Mayor, Evêque de Taga, du Conseil d'Etat du Roi notre souverain Seigneur.

L'ETAT DE LA NOBLESSE.

Le Marquis de Ferreira, du Conseil d'Etat du Roi notre souverain Seigneur.

Le Marquis de Villareal, Comte de Valence, & Valadores, du Conseil d'Etat du Roi notre souverain Seigneur.

Le Marquis de Govea, du Conseil d'Etat, & Grand Majordome du Roi notre Seigneur.

Le Comte de Mira, du Conseil de Sa Majesté, Grand Majordome de la Reine notre souveraine Princesse.

Le

ANS Le Comte de Mon Santo Frontiero Major, Grand
de J. C. Vedor, Grand Coutero, & Grand Alcayde de Lis-
bonne. 1641.

Le Vicomte de Ponte de Lima, du Conseil d'Etat du
Roi nôtre Seigneur, Président de justice.

Le Comte de Cantognedo, du Conseil du Roi nô-
tre souverain Seigneur Président de la Chambre de Lis-
bonne.

Le Comte de Ridondo Grand Veneur de sa Majesté.

Le Comte de Vidigheira, Amirante des Indes, du
Conseil du Roi nôtre souverain Seigneur.

Le Comte d'Ugnano, du Conseil du Roi nôtre Sei-
gneur.

Le Comte de St. Laurent, Regidor de la Maison de la
supplication du Conseil de sa Majesté.

Don Antonio Pereira du Conseil du Roi nôtre Sei-
gneur.

Tristan d'Acugna d'Araide, Donataire de la Terre
de Porolide & de Castro Verde.

Ferdinand Martins Freire Donataire de la Maison de
Brobada & autres Terres qui y sont annexées.

Le Docteur D. André d'Almada, du Conseil de sa
Majesté, professeur de la première chaire de Theologie,
jubilé dans l'Université de Coimbra.

D. Jean Louiis de Vasconcellos & Meneses, Dona-
taire de la Terre d'Inxara des Chevaliers, & des Con-
seils de Regofoallos, Grand Alcayde de Castel-bono.

Pierre de Mendoza Fustado, Grand Alcayde de Mou-
rano de St. Jacques de Cafen, Grand Gardé du Roi nô-
tre Seigneur.

George de Mello, du Conseil de guerre de sa Majesté,
& General de ses Galères.

Roderic de Moura Tellez, Donataire des Terres de
Pouas & Meadas.

Pierre d'Acugna Grand Alcayde d'Aldea Galega de
Moreana, Vedor de la Reine nôtre souveraine Prin-
cesse.

D. Carlo de Morogno du conseil de Sa Majesté,
Président de la Mesa de la Conscience & des ordres.

Emmanuel de Silva de Sousa du Conseil d'Etat de sa
Majesté, Grand Alcayde d'Alpaglians.

Jacques de Mendoza Furtado, du Conseil de Sa Ma-
jeste, grand Alcayde de la Terre de Casal, président du
Conseil des Indes.

Louis de Mello Grand Portier de sa Majesté, Grand
Alcaide de la Terre de Serpa.

Henri Correa de Silva, Grand Alcaide de la Ville de
Tavila, du Conseil de sa Majesté, Vedor de ses fi-
nances.

D. Jean de Mascaregnas, donataire de la Terre de
Laura, Grand Alcayde de la Terre de Monte-Major, &
nouvel Alcaide de Sal & de Grandola, Commandeur &
Grand Alcayde de Mertola.

D. Pierre d'Alcacoue Grand Alcayde de l'Idagne.
Martin Alfonso de Meilo du Conseil de guerre, Grand
Alcayde d'Eluas.

D. Antoine de Meneses Grand Alcayde de Castel-
blanco.

LE TIERS ETAT.

Les Procureurs de Lisbonne, D. Michel d'Almeida,
& le Desembarcador Francisco Rebello Homen.

Martino Ferveira de Lamera, & Aires Falcom Pereira
Procureurs de la Ville d'Evora.

Rodrigue d'Albuquerque & Jean de Sâ de Macedo
Procureurs de la Ville de Coimbra.

Martino Ferrano d'Almeida, & Emanuel de Sousa
d'Almeida, Procureurs de la Ville de Porto.

Jérôme de Melio Contigno, & Sebastien de Cervayl
Procureurs de Santaven.

Jean de Gama Ferram Procureur de la Ville d'Elva.

Odoard de Sâ Madeira définitive della Comarca di
guarda.

Jérôme de Figueredo d'Acugna définitive de la Comarca
d'Elgueira.

Jean d'Oliveira Texeira définitive de l'auditoire du
Port de Mos.

Tom. III.

Antoine Barrados Montoso Procureur de la Terre de
Montfort & définitive de l'auditoire de Villa Viciosa.
Gregoire de Mario de Castel blanco définitive de la
Terre de Guimerais. 1641.

Jacques Borello de Matos Procureur de la Terre d'O-
livença, & définitive de Campo Major & de Mou-
vamo.

Biagio d'Amaral définitive de la Terre de Castel-
blanco.

Emanuel Pimentel définitive, & Procureur de la
Ville de Miranda.

Bernard Correa de la Cerda définitive de la Comarca
de Lamego.

Mathieu de Couto Godin définitive de la Comarca
de Beja.

Odoard de Paiva Emanuel, définitive de l'auditoire
de Monte-Major le Vieux.

Francisco d'Orta, définitive de la Comarca de Leiva,
& Procureur de la Terre d'Atouguia.

Michel de Coimbra de Macedo Procureur & défini-
tive de la Comarca de la Ville de Brague.

Pierre Lopez Dorrea définitive de la Comarca de la
Ville de Lagos.

Gaspard de Seixas d'Almeida définitive de la Comar-
que de Pignel.

Mathieu de Sâ Percica Procureur de la Tour de Mon-
corvo, & définitive de la Comarque du même lieu.

Pierre de Lanzas d'Andrada définitive de la Comar-
que de Viana.

Paul Machado de Brito, définitive de la Maîtrise de St.
Jacques du Duché d'Aveiro, & Procureur de S. Jacques
de Caufem.

Emanuel Correa Caruallo définitive de la Comarca de
Setuval.

Jérôme Alcoorado Pimenta, définitive de l'audi-
toire de Nisa.

Rodrigue Tellez définitive de la Terre d'Alenquer.

Jean Botado d'Almeida définitive de la Comarca de
Torres Vedras.

Dominique Antunez Portogallo Procureur de Pena-
Mayor définitive de Castel-Blanco.

Paul de Manelos de Fonseca définitive de l'Auditoire
de la Maîtrise de Christ.

Louis Gonçalves Munis définitive de l'Auditoire
d'Avis.

Gaspard d'Oliveira Sarmento définitive de l'Audi-
toire de Bragança.

Francisco Freire de Sousa définitive de la Comarca de
Tomar.

Antoine Machado Villas Boas, Procureur de Villa
di Condé & définitive de la Comarca de la Terre de
Brancellos.

C D.

Traité de Commerce entre l'ESPAGNE & le DANEMARC conclu à Madrid le 19. de Mars 1641. Traduit de l'Italien du Mercure de Vittorio Siri Tome x. pag. 247.

ANS
de J. C.
1641.
ESPAGNE
ET DANEMARC.

Tous les Vassaux & sujets du Roi de Danemarc
pourront négocier librement dans tous les Etats
dependans de la Couronne d'Espagne, comme
sujets d'un Prince ami de cette Couronne, en observant
les regles ordinaires du Commerce; à la reserve des Hol-
landois qui seront passez dans les Terres de l'obéissance du
Roi de Danemarc, pour s'y établir.

II. Il sera permis aux sujets dudit Roi d'entrer dans les
Ports du Roi Catholique, non seulement avec des Vais-
seaux Marchands, mais encore avec des Vaisseaux de
guerre, pour y prendre des provisions de bouche & tout
ce qui leur sera nécessaire; pourveu qu'ils ne soient pas
au nombre de 4. ou de six ensemble; & en ce cas là il
sera nécessaire qu'ils aient une permission de sa Majesté
Catholique pour entrer dans lesdits Ports.

Ppppp

Les

ANS de J. C. 1641. III. Les sujets des Couronnes d'Espagne & de Danemarck seront reputez de part & d'autre, comme sujets naturels dedit Roi, en ce qui regarde le commerce.

IV. Les sujets du Danemarck qui trafiqueront dans les Royaumes d'Espagne & qui y demeureront pour le commerce ne seront point inquiétez au sujet de la Religion, non plus que les Anglois qui negocient en Espagne, à condition neantmoins d'observer l'accord fait avec les Anglois, de ne point causer de scandale public.

V. Toutes les marchandises qui se transporteront des Terres de Danemarck & de celles d'Espagne seront enregistrées, & contrôlées, & scellées du Sceau & des certificats de la Ville & des lieux d'où elles viendront; afin de prévenir toutes les fraudes que l'on pourroit commettre en faisant passer des marchandises d'Holande ou de quelq'autre Pais ennemi: que s'il se trouve qu'elles soient telles, elles seront confiscuées, comme des Marchandises de contrebande.

VI. Encore que toutes les hardes qui se trouveroient de contrebande fussent saisies, on n'emprisonnera ni n'inquiétera en aucune manière les sujets du Danemarck, & on n'arrestera point leurs Vaisseaux; ni ce qui leur appartient, mais seulement la personne & les hardes qui se trouveront en fraude.

VII. S'il se trouve quelque fraude dans les Vaisseaux chargez dans les terres de Danemarck, & dans les Certificats des lieux où ils seront chargez, sa Majesté Danoise s'oblige de châtier rigoureusement les delinquans dans leurs charges, dans leurs biens & dans leurs Personnes.

VIII. On n'exigera sur les Danois negocians en Espagne ni sur les Espagnols qui trafiqueront en Danemarck, aucuns droits ni Impôts au delà de ceux qui se levont ordinairement sur les negocians de l'une & de l'autre Couronne.

IX. Le Roi Catholique aura la faculté de faire par le moyen de ses Ministres le premier Achat de toutes les Marchandises que les sujets du Danemarck ameneront en Espagne: c'est pourquoi lesdits Ministres seront obligez de déclarer qu'ils les enleveront dans fix jours, à faute de quoi les Danois, ledit tems passé, les pourront les vendre au premier qui se présentera.

X. Pour donner au Roi Catholique des assurances, que les Marchandises qui seront chargées dans ses Royaumes pour le Danemarck ne seront point transportées dans un Pais ennemi, le Roi de Danemarck consent que ses sujets, qui chargeront des Marchandises sur leurs Vaisseaux, & qui les porteront dans un Pais défendu, payeront pour ce sujet au Roi Catholique un droit de cinquante pour cent; & il sera nécessaire d'en faire venir les Certificats dans un an, à quoi ils s'obligent devant les juges des lieux, où ils chargeront leurs Vaisseaux.

XI. Le Roi de Danemarck défendra à ses sujets & habitans de ses Royaumes de porter les Marchandises qu'ils chargeront dans les Terres de l'obéissance de sa Majesté Catholique, en d'autres Pais que ceux qui ont été ci-dessus nommez, sous peine de confiscation dedit charges au profit dudit Roi de Danemarck, à condition neantmoins que les commis de sa Majesté Catholique qui seront en Danemarck prendront premierement sur ladite confiscation trente pour cent, & que la moitié apartiendra au denoncateur.

XII. L'une des Couronnes ne pourra retenir dans ses ports ni dans ses Mers les Vaisseaux de l'autre, pour les faire servir dans ses Armées navales, ni pour quelq'autre usage que ce puisse être, au prejudice des Maîtres; à moins d'en donner avis au Roi dont ils sont sujets & qu'il n'y consente.

XIII. Si quelque sujet de Danemarck établi dans les Etats du Roi Catholique vient à mourir, tous ses biens apartiendront à ses heritiers, & ils en seront mis en possession sans aucun délai, ni sequestration; en payant avant toutes choses ce qui sera dû par le défunt.

ANS 1641. XIV. S'il arrive quelque différend dans les Royaumes du Roi Catholique, ou du Roi de Danemarck de J. C. touchant la sequestration des Vaisseaux ou des Marchandises qui auront été prises par d'autres que par leurs sujets, le jugement de cette affaire apartiendra au juge des lieux où ces Vaisseaux ou marchandises auront été sequestrées; Et il y aura à la Cour des deux Couronnes des résidents ou Ministres de la part de l'une & de l'autre, pour regler les différends qui pourront arriver; Et ils seront considerez comme les autres Ministres des Princes, & selon leurs lettres de créance.

XI. Lorsqu'il arrivera des sujets de Plainte entre les deux Couronnes touchant l'exécution du present Traité, ou pour quelq'autre innovation, on est convenu d'observer reciproquement les mêmes points qui seront observez avec l'Empereur & avec les autres Rois, dont elles sont amies & confederées.

XVI. S'il se trouve quelque défaut à l'égard de la fidelité des Passeports de ceux qui ameneront des Marchandises de Danemarck; ou au sujet des Bâtimens Danois qui auront été fabriquez en Pais ennemi, le différend sera jugé sur les lieux, & le Roi de Danemarck donnera de son plein gré la satisfaction qu'il jugera juste & raisonnable.

XVII. Et afin que les sujets des deux Couronnes, qui bien souvent ne savent pas la langue du Pais où ils negocient, ayent la facilité de se défendre en justice, il y aura des Consuls de l'une des deux Nations dans l'autre, lesquels résideront dans lesdits Ports & lieux d'Espagne & de Danemarck, pour une plus grande commodité & sécurité du Commerce, & chacune dedites Couronnes pour les envoyer & les rappeler, selon que les affaires le demanderont.

XVIII. S'il arrive que les Successeurs, Alliez ou Vassaux dedit Roi fassent quelque chose qui soit contraire à leur correspondance mutuelle, le present Traité ne laissera pas de subsister, & ceux qui contreviendront aux conventions qui y sont contenues, seront châtiés.

XIX. Le Roi de Danemarck ayant représenté les grands desordres que les Armateurs de Dunkerque ont causez dans les Mers & dans les Ports de son obéissance, contre ses Vaisseaux; on est convenu que non seulement ils s'abstiendront de toutes sortes d'hostilités envers ses sujets, mais qu'ils les traiteront comme amis & Alliez, & qu'ils leur donneront toute l'assistance possible; Et que les Capitaines des Vaisseaux de Dunkerque & de tous les autres lieux de l'obéissance du Roi Catholique, pourront entrer dans les Ports & dans les Rivieres de Danemarck avec les prises qu'ils auront faites hors d'icelles, comme aussi lorsqu'ils y seront contraincts par la tempeste, ou qu'ils seront poursuivis par l'ennemi, ou pour radoubler leurs Vaisseaux; Et ils seront maintenus dans lesdits Ports & défendus contre quelque ennemi de l'Espagne que ce puisse être, comme s'ils étoient du même Royaume, ainsi que l'alliance reciproque le demande.

XX. S'il arrive quelque mes-intelligence entre sa Majesté Catholique & sa Majesté Danoise, qui puisse donner occasion au peril, au trouble, ou à la rupture du commerce, ce qu'à Dieu ne plaise, les negocians auront six mois de tems à compter du jour qu'on le leur aura fait savoir, pour retirer & pour vendre leurs Marchandises, sans qu'il soit permis durant ce tems là de les traiter comme étrangers, ni de leur faire aucun tort dans leurs effets ni dans leurs personnes.

XI. Les deux Couronnes s'obligent reciproquement de ne faire aucune suspension d'armes, ni trêve, ni Paix avec leurs ennemis, sans la participation l'une de l'autre, pourveu qu'il y ait du tems pour le faire; Et que l'une n'y fasse aucune convention qui soit contraire aux interets de l'autre.

XII. Comme les sujets de sa Majesté Danoise ont quelques procez à faire juger dans les Etats du Roi Catholique, sa Majesté Catholique ordonnera qu'on rende une sentence definitive sur ce sujet, & que l'on entende sur cela les Ministres de l'une & de l'autre Couronne,

ANS ne, afin que la longueur des procez n'apporte aucun de J. C. retardement à leur commerce, & à leur correspondance.

1641.

XXIII. Les Vasseaux & sujets des autres Rois ou Princes Alliez de l'Espagne & du Danemarck, qui jouissent à l'égard du commerce, de quelques privilèges qui n'ont pas été spécifiés dans ce Traité, en jouiront comme les sujets de l'une & de l'autre Couronne, comme s'ils avoient été compris expressément dans ledit Traité.

XXIV. Pour une plus grande assurance du contenu dans le présent Traité, on est convenu que le Serenissime Prince Christian IV. Roi de Danemarck, & le Serenissime Prince Philippe IV. Roi d'Espagne l'observeront sincèrement & de bonne foi, & le feront observer à leurs Vasseaux, sujets & habitants de leurs Royaumes, & qu'ils le ratifieront & signeront de leur propre main, & le feront sceller de leurs propres Sceaux.

C D I.

ANS *Traité de Confédération entre les Catholiques de J. C. d'IRLANDE. Fait environ le mois de Mars 1642. Traduit de l'Italien de Vittorio Siri. Mercure Tome II. pag 410.*

IRELANDE.

I. Il est défendu à qui que ce soit sur peine de la vie d'user de représailles sur les Biens des Catholiques Irlandois, Anglois, ou Ecoissois, ou de quelqu'autre nation que ce soit habitée dans ce Royaume, ni de leur causer aucun dommage; à la reserve de ceux qui seront ennemis déclarez de la cause commune, ou de ceux qui refuseront de prendre les armes pour sa defense; & en ce dernier cas il est pareillement défendu sous la même peine de nuire ausdits Catholiques sans un ordre exprez du Comité, & des directeurs ou intendans de justice.

II. Ceux de l'un & de l'autre sexe, qui ont fait jusqu'à présent profession de la Religion Protestante, & qui rentreront dans le sein de l'Eglise Romaine, ne recevront aucun dommage dans leurs personnes ni dans leurs biens, tant qu'ils y persévereront. Neanmoins pour prévenir toutes les fraudes qui peuvent arriver à cet égard, ils remettront dans six mois les Châteaux & les places fortes qui leur appartiennent, & qui sont d'importance pour la liberté de la cause commune, entre les mains des directeurs, qui leur tiendront compte des revenus desdits lieux.

III. S'il arrive dans une famille que le Mari soit Catholique & la femme Protestante, il ne leur sera fait aucun prejudice dans leurs biens meubles ni immeubles; mais si le Mari est protestant & la femme Catholique, on prendra le tiers des Biens suivant la disposition du Mari, pour la nourriture & l'entretien de la femme, & on levera encore sur les deux autres tiers, ce qui sera jugé convenable par les directeurs susdits pour les alimens de leurs enfans.

IV. Les Impôts, revenus, droits, & Prerogatives Temporelles du Roi de la Grande-Bretagne, seront exactement conservez & maintenus, & tous les sujets & debiteurs seront obligez de les payer ponctuellement, aux Agens & Receveurs ordinaires de la Majesté, pour son usage & pour son service.

V. On ne fera aucune distinction entre les Irlandois naturels & les Anglois établis d'ancienneté en Irlande ou quelqu'autre vrai Catholique que ce puisse être; mais ils seront tous considerez également, & éleveés aux charges & aux dignitez selon leur merite, pourvu qu'ils soient fideles au Roi, & qu'ils avancent & m'intiennent de tout leur pouvoir la cause commune de ladite Religion.

VI. Il est défendu à qui que ce soit de sortir des limites de son Territoire pour aller fourager sans un ordre exprez des Directeurs.

VII. Ceux qui se feront mis en Possession des biens de leurs Compatriotes qui sont du parti contraire, seront

obligez d'en laisser l'administration aux Directeurs, ou d'en rendre Compte, ou du moins d'en rapporter la plus grande partie. Et au premier cas lesdits Directeurs leur donneront une recompense proportionnée, comme au contraire les Usurpateurs qui seront convaincus d'en avoir usé autrement, seront condamnés de payer à la cause commune le double de la valeur desdits biens.

VIII. Il est défendu à qui que ce soit sur peine de la vie de s'emparer sous pretexte de guerre, ou quelqu'autre que ce puisse être, d'aucune maison ou famille de quelque condition que ce soit, même en plein jour, quand bien même il y auroit quelqu'un qui fit profession ouverte de la Religion Protestante, mais qui pourtant ne seroit pas ennemi déclaré de la cause Commune, à moins qu'il n'en ait un ordre exprez des Directeurs; & si quelqu'un y a contrevenu par le passé, il sera obligé de rendre lesdits biens à ceux à qui ils appartiennent, à la première demande qu'ils en feront.

IX. Toutes sortes de personnes indifferemment de quelque condition que ce soit, contribueront à proportion des biens qu'ils possèdent, dans chaque Province, pour les besoins des affaires communes de ladite Province, les sommes dont les Directeurs conviendront à la pluralité des voix, sous peine de payer l'amende à laquelle ils seront condamnés.

X. Il est défendu sur peine de la vie, à qui que ce soit d'enlever ou de violer une femme mariée, Veuve, ou Fille Catholique ou Protestante, & de dépouiller de ses vestemens aucun homme, femme ni fille de quelque Religion que ce soit.

XI. Toutes les fois que l'on prendra quelque Château ou Place forte par composition, l'infraction des Articles & des conditions de la capitulation sera regardée comme un crime capital, comme aussi si l'on y entre en plus grand nombre que celui dont on est convenu par l'accord, ou si l'on cache ou transporte une partie du butin, & qu'on l'applique à son usage particulier: mais le tout sera laissé à la disposition des Directeurs, pour être employé à la subsistance des gens de guerre, avec le plus d'équité qu'il sera possible.

XII. Il est défendu à tous Soldats & autres de voler, gâter ni bruler les fruits, ni les maisons des ennemis mêmes, ni de commettre autres choses semblables sans le commandement exprez des Directeurs.

XIII. Il est défendu particulièrement sur les mêmes peines de voler les artisans ni les marchands du Pais, ni les étrangers qui y exercent leur Art & leur Negoce; ni de leur faire aucun tort dans leurs biens ni dans leurs personnes; & les Directeurs les prendront sous leurs Protection & sauve garde particuliere, tant qu'ils ne seront trouvez coupables d'aucune trahison contre la cause commune, & qu'ils ne se mêleront que de leur vacation.

XIV. On défend sous les mêmes peines à tous les Paisans ou autres personnes qui ne sont point enrôlées, ni n'auront aucune commission de faire la charge de quelqu'un, & qui ne seront point dans les Armées Catholiques du Pais; de quitter leur profession pour porter les Armes: au contraire il leur est enjoint de continuer l'exercice de leurs Arts & de leur travail, à moins qu'ils n'ayent une attestation de quelque personne de consideration, qui marque précisément les lieux d'où ils viennent & où ils vont.

XV. On procedera contre les Catholiques qui refuseront de concourir & de donner assistance à la cause commune, comme s'ils étoient Protestans, ce qui ne s'exécute neanmoins que par l'ordre des Directeurs.

XVI. Tous les Agens & fermiers des Catholiques de quelque Religion qu'ils soient, qui differeront ou qui refuseront de payer les rentes & les revenus annuels, seront chatiez rigoureusement, suivant que les Directeurs le jugeront à propos.

XVII. Les Directeurs seront obligez de s'assembler dedouze en douze jours, dans un lieu commode, pourvu que ce ne soit pas un jour de dimanche ou de feste,

Pppp 2

auquel

ANS auquel cas l'assignation sera remise au jour suivant, pour
de J. C. terminer tous les différens, pour appaiser les troubles,
1642. & pour prévenir les desordres qui arrivent ordinairement
dans toutes les nouvelles entreprises.

XVIII. Enfin il est défendu sur peine de la vie de
porter ni de faire entrer des vivres, ni aucun secours dans
les places qui sont occupées par les ennemis, ni d'avoir
aucun commerce de bouche ni par écrit, avec les chefs
ni avec les Soldats du parti contraire au prejudice de la
cause commune.

C D I I.

ANS Testament de son Eminence Monsieur le Cardi-
nal Duc (a) de RICHELIEU du 23. Mai
de J. C. 1642. Traduit de l'Italien de Vittorio
Siri Mercure, Tom. II. pag. 1471.

RICHE-
LIEU.
(a) Le
Cardinal
de Richelieu a eu
tant de
part aux
Affaires
générales,
qu'on a
crû qu'il
ne seroit
pas hors
de propos
de mettre
ici son Te-
stament.

M OI Jean Armand du Plessis de Richelieu, Cardinal de la sainte Eglise Romaine, je declare que puisqu'il a plu à Dieu de me laisser, dans cette Grande Maladie, dont sa divine Majesté a permis que je sois affligé, le jugement aussi sain & entier que je l'aye eu de ma vie, j'ai résolu de faire ce Testament qui est la disposition de ma dernière volonté.

Je supplie donc en premier lieu la bonté Divine de ne point entrer en jugement avec moi, de m'accorder la remission de mes pechez, par les merites du Sang de Jesus-Christ son Fils unique qui est mort sur la croix, pour la redemption des hommes, & par l'intercession de la Tres-Sainte Vierge sa Mere, & de tous les Saints, lesquels après avoir vécu dans l'Eglise Catholique Apostolique & Romaine, hors du sein de laquelle il n'y a point de salut pour les hommes, jouissent maintenant de la beatitude Celeste.

Lorsque mon ame sera séparée de mon Corps, je desire & ordonne que mon Corps soit enterré dans la Nouvelle Eglise de la Sorbonne à Paris, & je laisse aux executeurs de mon Testament ci-après nommez, le soin d'ordonner mon enterrement & mes funerailles, comme ils le jugeront à propos.

Je veux & ordonne que tout l'or & l'argent monnoyé que je laisserai à l'heure de ma mort, en quelque lieu qu'il puisse être soit mis entre les mains de la Duchesse d'Eguillon ma Nièce, & de Monsieur de Noiers Conseiller du Roi dans son Conseil d'Etat & Secrétaire de ses commandemens; à la reserve neantmoins de la somme d'un Million cinq cent mille livres que je veux & entens qui soit mise entre les mains de sa Majesté, incontinent après ma mort, comme je l'ordonnerai ci-après.

Je prie Madame la Duchesse d'Eguillon ma Nièce & ledit Seigneur de Noyers, d'acquiescer mes dettes, s'il s'en trouve après mon decez, lesquelles seront payées des deniers que j'ai ordonné ci-dessus qu'ils soient de-livrez, lesquelles dettes acquittées, les sommes qui resteront seront employées en œuvres pieuses & utiles au Public, conformément à ce que je leur ai déclaré & ensemble à Monsieur l'Escot mon Confesseur, nommé par sa Majesté à l'Evêché de Chartres; declarant que je ne veux point qu'ils soient tenus de rendre Compte à mes heritiers, ni à aucun autre des sommes qui leur seront mises entre les mains, comme il est dit ci-dessus, & dont ils auront disposé.

Et comme j'ai fait donation, par Contrat..... à sa Majesté, de ma grand Maison ou hôtel que j'ai fait bâtir sous le nom de Palais Cardinal; d'un service de Chapelle d'or enrichi de Diamans, & d'un grand Buffet d'argent ciselé, avec un gros Diamant que j'ai acheté de Lopez; & que le Roi par un effet de sa bonté a bien voulu accepter, en consideration de la tres-humble & tres instante priere que je lui en ai faite, je reitere de nouveau ladite donation par le present Testament, afin qu'il plaise à sa Majesté d'ordonner que ledit Contrat soit executé dans tous ses points & Articles.

Je supplie encore tres-humblement sa Majesté d'accepter & d'avoir pour agréable, huit pieces de Tenture

de Tapissierie, avec trois lits, que je prie Madame d'Eguillon ma Nièce, & Monsieur de Noyers de choisir parmi tous mes autres meubles, afin qu'ils puissent servir à meubler en partie les Principaux appartemens dudit Palais Cardinal; comme aussi je supplie sadite Majesté d'agréer la donation que je lui fais de l'hôtel situé vis à vis dudit Palais Cardinal, que j'ai acheté du feu Sr. commandeur de Silky, pour le faire demolir, & en faire une place devant ledit Palais Cardinal.

J'ai tant de confiance aux bontez de sa Majesté que j'espère qu'il lui plaira, ainsi que je l'en prie tres-humblement, de permettre que ladite somme d'un Million cinq cens mille livres lui soit mise entre les mains; pouvant assurer avec verité que je l'ai employée tres-utilement dans les plus grands besoins de son Etat, de maniere que si je n'avois pas eu cette somme de reserve à ma disposition, peut être n'auroit-on pas vu quelques affaires réussir aussi heureusement qu'elles ont fait; C'est ce qui me fait prendre la liberté de supplier sa Majesté de destiner cette somme que j'ai mise en reserve, pour être employée en plusieurs occasions, dont on ne pourroit se servir s'il falloit attendre le tems qu'il faut employer à observer toutes les formalitez des finances.

A l'égard du reste de tous mes biens en general & en particulier je veux & ordonne que le partage en soit fait de la maniere qui suit.

Je donne & legue à Armand de Maillé mon neveu, & mon Filsol, Fils d'Urbain de Maillé, Marquis de Bresé Maréchal de France & de Nicole du Plessis ma seconde Secur; l'instituant en cela mon heritier, pour tout ce qu'il peut pretendre dans toutes les Terres & autres biens qui se trouveront dans ma succession après ma mort, toute ce qui suit.

En premier lieu je lui donne & legue, ma Duché & Pairie de Fronsac & de Caumont, & ensemble tout ce qui en depend ou en dependra au moment qu'il plaira à Dieu de disposer de moi.

De plus je lui donne & laisse en Titre de legs comme ci-dessus la Terre & Marquisat de Graville avec ses appartenances & dependances.

Je lui donne en outre & legue comme dessus le Comté de Beaufort en Vallée.

De plus je lui donne la Terre & Baronnie de Tréne dans la Province d'Anjou, que j'ai acquise du Marquis de Leslé par Contrat passé pardevant Parquet & Guerreau Notaires au Châtelet de Paris.

Plus je lui donne & laisse en qualité de legs la somme de trois cens mille livres, qui est dans le Chateau de Saumur, laquelle somme je veux & ordonne être employée à faire des acquisitions de Terres Nobles, & qui aient à tout le moins le Titre de Châtellenies, pour être possédées par mondit neveu, à condition d'institution & de substitution dont il sera fait mention ci-après, dans le present Testament.

Plus je lui donne & legue comme dessus la ferme .. des Poids de Normandie, presentement affermée la somme de cinquante mille livres ou environ.

Je veux & entends que mondit neveu Armand de Maillé laisse au Marechal de Bresé son pere l'usufruit de ladite Terre & Baronnie de Tréne pendant sa vie.

Je veux & entends que l'acquit que j'ai donné audit Marechal de Bresé pour l'arrérage, comme il paroît par l'acte passé pardevant Parquet & Guerreau Notaires comme dessus le 30. d'Août 1632. & de tout ce qui poura encore m'être deu jusqu'à l'heure de mon decez, ait lieu & soit executé ponctuellement, ne voulant pas que mondit neveu Armand de Maillé ni ses Freres, Sœurs ni autres qui auront part à ma succession, puissent lui demander aucune chose, tant pour le fort principal que pour les interets des sommes que j'ai payées aux Creanciers de la Maison de Bresé qui m'ont cédé leurs droits, voulant seulement que les biens de ladite Maison de Bresé demeurent hypothéquez tant pour le fort principal que pour les interets desdites dettes payées, comme ci-dessus..... au profit & à l'utilité des entans dudit Seigneur Marechal de Bresé & de madite Secur sa femme & de leurs descendans, comme il paroît par ledit

A été,

ANS Acte, sans neantmoins que cette hypothèque desdits de J. C. biens, puisse empêcher ledit Seigneur Maréchal d'en jouir durant sa vie.

1642.

Je donne & laisse en qualité de legs à Madame la Duchesse d'Eguillon ma Niece, fille de feu René de Vignerot & de François de Pleffis ma Sœur Aînée, pour tout ce qu'elle pourra prétendre dans tous les biens de ma succession, outre ce que je lui ai donné en dot, en l'instituant mon héritière en cet Article, la Maison où elle demeure présentement, nommée le petit Luxembourg, située dans le Fauxbourg de St. Germain, appartenant le Palais de la Reine Mere du Roi, & en outre ma Maison & ma Terre de Ruel & tous les biens tant en fonds de terre, que les droits à prendre sur le Roi, que j'ai & que j'aurai dans ledit lieu à l'heure de mon décès; tant ceux que j'avois il y a quelques années, que ceux que j'ai acquis par une échange que j'ai faite avec Monseigneur l'Abbé & les Religieux de St. Denis en France, à condition qu'après la mort de ladite Dame ma Niece, la Maison & Terre de Ruel avec toutes ses appartenances & droits à prendre sur le Roi, retourneront & seront dévolus à celui des enfants mâles du Seigneur de Pontcourlai mon neveu, qui sera mon héritier & qui portera le nom & les Armes de Richelieu, sous condition d'institution & de substitution dont il sera fait mention ci-après; Et à l'égard de la Maison nommée, le petit Luxembourg, elle appartiendra après la mort de madite Niece à celui qui sera Duc de Fronsac, sous condition d'institution & de substitution ci-dessous énoncée.

Plus je laisse à ladite Dame ma Niece la Seigneurie de Pontoise & autres droits que je pourrai avoir sur ladite Ville à l'heure de mon décès.

Item je lui donne & legue la Rente que j'ai sur les cinq grosses fermes de France, qui monte environ à la somme de soixante mille livres par an, à condition qu'après la mort ladite rente sera dévolue à mondit neveu de Pontcourlai qui sera mon héritier, en cas que ladite rente demeure alors en nature, & en cas qu'elle soit rachetée; les deniers qui en proviendront, ou le fond auquel ils auront été convertis, seront dévolus & appartiendront à mondit Neveu.

Item je donne comme dessus à ladite Duchesse d'Eguillon ma Niece, tous les Cristaux, Tableaux, & Tapisseries, qui sont présentement ou qui pourront être à l'avenir à l'heure de mon décès dans le Principal Cabinet de ladite Maison nommée communément le Petit Luxembourg, & qui y servent d'ornement, sans y comprendre le Buffet d'argent dont j'ai déjà disposé ci-dessus.

Plus je lui donne & legue toutes mes bagues & joyaux, à la réserve seulement de celles que j'ai données comme dessus, à la Couronne, & un Buffet d'argent de vermeil doré neuf, du poids de cinq cent trente cinq Mars, & quatre grandes Ecritoires enfermées dans deux grands étuis faits tout exprès.

Je donne & laisse en qualité de legs à François de Vignerot Seigneur de Pontcourlai mon Neveu, en l'instituant en cela mon héritier, la somme de deux cent mille livres, qui lui sera payée & délivrée par l'ordre des Exécuteurs de mon Testament, à condition qu'ils seront employez à l'acquisition d'une Terre dont il jouira pendant sa vie, & qui sera dévolue après sa mort à Armand de Vignerot son Fils aîné ou à celui qui sera Duc de Richelieu après lui, à condition d'institution & de substitution ci-après déclarée.

Je donne & legue audit Armand de Vignerot mon petit neveu, que j'institute en cela mon héritier, ma Duché & Pairie de Richelieu, avec ses appartenances & dépendances avec toutes les Terres que j'y ay fait ou pourrai avoir fait unir avant mon décès.

Item je lui laisse, comme dessus, la Terre de Mortagne, acquise du Seigneur de Lomenie Secrétaire d'Etat.

Item Je lui laisse la Terre & Baronnie de Barbezieux que j'ai acquise de Madame & de Monsieur de Vignier.

Item je lui donne & legue le Comté de Cof-

nac, & les Baronnies de Cofé, de Saugeon, & d'Alveot.

ANS
de J. C.

Item je lui donne & legue comme dessus la Seigneurie de Niern en Broilage, donc j'ai joui par engagement.

1642:

Plus je lui donne & legue l'hôtel de Richelieu, que j'ai ordonné, & ordonne qui soit bâti près du Palais Cardinal, à la charge d'institution & de substitution qui seront ci-après déclarées.

Plus je lui donne & legue ma Tapiserie de l'histoire de Lucrece, que j'ai achetée de Mr. le Duc de Chevreuse, avec toutes les figures, statues, Buffets, Tableaux, Cristaux, écritures, tables & autres meubles qui sont actuellement dans le sept Chambres de la Garderobe du Palais Cardinal, & dans la Petite Galerie qui est adjacent, & ce afin de meubler & orner ledit hôtel de Richelieu lorsque le bâtiment en sera achevé; & je veux & entend que toutes lesdites choses demeurent perpétuellement annexées & affectées audit hôtel de Richelieu, comme étant de ses appartenances & dépendances.

Item je lui donne & legue, outre tout ce qui a été nommé ci-dessus, tous mes autres biens, tant meubles qu'immeubles, droits sur le Roi ou sur ses Domaines, que je possède par engagement & généralement tous les biens que j'aurai à l'heure de mon décès de quelque qualité qu'ils puissent être, dont je n'aurai pas disposé par le présent Testament, à la charge & condition d'institution & de substitution ci-dessous exprimées; & pour cet effet je veux & ordonne qu'après ma mort il soit fait un inventaire par mes Exécuteurs Testamentaires ou par telles personnes qu'ils choisiront pour ce sujet, tant dans l'hôtel de Richelieu, que dans ma Maison de Ruel, duquel inventaire celui qui sera Duc de Richelieu sera obligé de rendre Comte & de le garder.

Je veux & entend que tous les legs qui ont été faits ci-dessus audit Armand de Vignerot mon petit neveu, soient à la charge & condition expresse qu'il ne prendra point d'autre nom que celui de Pleffis de Richelieu, & que lui & ses descendants qui jouiront après lui de ladite succession, en vertu du présent Testament, ne puissent prendre ou porter d'autre nom, ni écarteler d'autres Armes que celle de la Famille de Duplessis de Richelieu, sous peine d'être déchus des institutions & substitutions que je fais en leur faveur.

Je veux & entend qu'Armand de Vignerot ou celui de me petits Neveux, fils de François de Vignerot mon Neveu qui viendra à jouir de madite succession en vertu du présent Testament, donne chaque année audit François de Vignerot leur Pere, la somme de trente mille livres à prendre sur tous les biens qui leur ont été leguez, comme dessus, à condition que ledit François de Vignerot Seigneur de Pontcourlai, ne jouira desdites trente mille livres qu'aux conditions ci-après déclarées, c'est-à-dire, jusqu'à ce que mes héritiers commenceront à jouir entièrement de mes biens, & lorsque le paiement desdites trente mille livres sera fait par l'ordre de ceux qui auront la direction de mesdits biens en attendant que son dit fils en ait l'entière jouissance lorsqu'il sera en âge.

Item je donne & legue audit Armand de Vignerot mon Petit Neveu, aux clauses & conditions d'institution & de substitution ci-dessous énoncées ma Bibliothèque non seulement en l'état qu'elle est présentement, mais en celui où elle se trouvera à l'heure de mon décès; & je declare que je veux qu'elle reste dans le lieu où j'ai commencé de la faire dresser dans l'hôtel de Richelieu, le Palais Cardinal, & parce que j'ai dessein de rendre madite Bibliothèque la plus ample & la plus parfaite qu'il sera possible, & la mettre en état de pouvoir servir non seulement à ma famille, mais encore au Public, je veux & ordonne qu'il en soit fait un inventaire general après ma mort, par des Personnes qui seront choisies par les Exécuteurs de mon Testament, & qui en seront jugés capables; & l'on y appellera deux Docteurs de Sorbonne, qui seront deputés du Corps de cette Université, pour être présents à la confection dudit inventaire; lequel étant fait je veux qu'on en mette dans ladite Bibliothèque

Ppppp 3

que

ANS que une Copie signée des Exécuteurs de mon Testament, de J. C. & desdits Docteurs de Sorbonne, & que dans ladite 1642. Sorbonne on en mette pareillement une Copie signée comme dessus.

Et afin que ladite Bibliothèque soit conservée en son entier, je veux & ordonne que ledit inventaire soit collationné, & revu tous les Ans par deux Docteurs que la Sorbonne deputera pour cet effet, & qu'on y établisse un gardien ou Bibliothécaire qui en aura soin, & à qui l'on donnera mille livres de pension, moyennant quoi il sera obligé de garder ladite Bibliothèque, de la tenir en bon état & d'y laisser entrer à de certaines heures du jour les gens qui font profession des belles lettres & les personnes de qualité pour y voir les livres, & pour s'en servir, sans néanmoins les emporter hors de la Bibliothèque, ni les transporter ailleurs, & en cas que lors de mon decez il n'y ait point encore de Gardien ou Bibliothécaire, je veux & ordonne que la Sorbonne nomme audit Armand de Vignerot & à ses Successeurs qui seront Ducs de Richelieu trois personnes, afin qu'ils choisissent celle des trois qui leur semblera plus propre pour cette fonction; ce qui se pratiquera de même toutes les fois qu'il sera nécessaire d'y mettre un Bibliothécaire nouveau.

Et d'autant que pour la conservation du lieu & des livres de ladite Bibliothèque, il sera nécessaire de la tenir propre & nette, j'entens que mondit Neveu fasse choix d'une personne qui soit propre à cela, lequel sera obligé de la balayer une fois le jour, & de battre la poussière tant sur les livres que sur les Tablettes; & afin qu'il ait le moyen de s'entretenir & de faire provision de balais & autres choses nécessaires pour cet effet, je veux qu'on lui donne quatre cent livres de pension par an.

Et d'autant que pour maintenir une Bibliothèque dans sa perfection, il est nécessaire de l'augmenter de tems en tems en y mettant tous les bons livres qui s'impriment de Nouveau, aussi bien que les anciens qui y manquent; je veux & ordonne qu'on employe, mille livres par an, tant pour l'achat des uns que des autres, lequel achat sera fait à la discrétion des deux Docteurs qui seront deputez tous les ans de la Sorbonne pour faire l'inventaire de ladite Bibliothèque.

Je déclare que ma volonté est, qu'au cas que dans le tems de mon decez ledit Armand de Vignerot, ou a son défaut celui de ses freres qui heritera de madite succession en vertu du present Testament, fut encore en âge de Minorité ladite Duchesse d'Eguillon ma Nièce aura l'Administration & la Tutelle tant de sa personne que de ses biens; & qu'il la lui accorde & veut qu'elle l'exerce effectivement jusqu'à ce qu'il soit parvenu à l'âge de Majorité, & qu'elle ne soit point obligée de rendre aucun compte audit Armand de Vignerot ni à quelqu'autre que ce puisse être. Et s'il arrive que ladite Duchesse d'Eguillon ma Nièce meure avant moi, ou avant que ledit Armand de Vignerot ou celui de ses Freres qui viendra à être mon heritier, fussent hors de l'âge de Minorité, je veux & ordonne que mesdits Exécuteurs Testamentaires aient l'Administration desdits biens, jusqu'à ce que mesdits heritiers soient Majeurs, sans que lesdites Exécuteurs soient tenus de rendre compte à qui que ce soit.

Plus je donne & legue audit Armand de Vignerot mon petit Neveu la somme de quatre cent quarante mille livres, que j'ai prêtées au Seigneur de Pont-Courlai, son Pere & mon Neveu, pour payer ses dettes, & dégager ses biens, & pareillement tout ce que ledit Seigneur me devra tant pour les intérêts de ladite somme, que pour quelque autre sujet que ce puisse être, lors de mon decez, à condition néanmoins que mondit petit Neveu ne pourra demander lesdites sommes tant en principal qu'intérêts, audit Seigneur de Pont-Courlai son Pere, tant qu'il vivra; se réservant d'en faire le recouvrement sur ses biens seulement après sa mort, pourveu que de nouveaux Créanciers d'icelui ne le menacent point de l'en déposséder pendant sa vie; car en ce cas là je veux & entends que mon petit Neveu Armand de Vignerot soit en pouvoir & dans l'obligation même de s'emparer desdits biens, même pendant le vi-

vant dudit Seigneur de Pont-Courlai son Pere, & de se les approprier comme étant son premier Créancier, & en vertu de l'hypothèque que je me suis réservée dans le Contrat du Prêt que je lui ai fait desdites quatre cent quarante mille livres, à condition néanmoins qu'il laissera à son Pere la jouissance des revenus desdits biens pendant sa vie.

Et comme il a plu à la Majesté divine de benir mes Travaux, en les rendant agréables au Roi mon bon Maître, qui les a récompensés par sa générosité véritablement Royale beaucoup au delà de ce que je pouvois espérer, j'ai crû qu'en faisant cette disposition de ma dernière volonté, je devois obliger mes Héritiers à conserver l'établissement que j'ai procuré à ma famille, de manière qu'elle peut se soutenir long-tems dans l'élévation & dans la splendeur où je l'ai élevée par les moyens que sa Majesté m'en a donnés; afin que la Postérité connoisse que j'ay servi mon Roi fidelement, & que par une générosité digne d'un si grand Roi, il a sçu me faire l'honneur de m'aimer, & me combler de bien faits.

C'est donc pour ce sujet que je veux & entends que tous les biens que j'ai donnés & leguez ci-dessus, soient assujettis à la Loi de l'institution & de la substitution, en la manière qui suit.

En premier je substitue à Armand de Vignerot mon petit Neveu, Fils de François de Vignerot Seigneur de Pont-Courlai mon Neveu, dans tous ses biens tant meubles qu'immeubles, que je lui ai donnés & leguez comme dessus, son fils aîné né de legitime Mariage; & audit Fils aîné je substitue l'aîné des mâles de ladite famille, de premier né en premier né en observant toujours le droit d'ainesse, & en cas que ledit Armand vienne à decéder sans laisser d'enfants mâles, je lui substitue celui d'entre ses Freres qui sera l'aîné de la famille, ou à son défaut l'aîné des Enfants mâles, selon le rang de la Primogeniture, & en gardant toujours les prérogatives d'icelle: Et s'il arrive que son dit Frere & les Fils meurent sans enfants mâles, & que sa ligne masculine vienne à manquer, je lui substitue celui de ses Freres ou de ses Neveux qui sera l'aîné des mâles de la famille, de premier né en premier né, en conservant toujours l'ordre & le droit de la Primogeniture, tant que durera la ligne masculine de François de Vignerot, Seigneur de Pont-Courlai.

Je déclare, veux & entends que celui des Enfants mâles du Seigneur de Pont-Courlai mon Neveu, ou de ses Descendants qui sera d'Eglise, pourveu qu'il soit dans les Ordres Sacrez, soit réputé n'être point compris dans l'institution ou substitution qui a été faite ci-dessus pour jouir d'icelle, quand bien même il seroit l'aîné; mais je veux & ordonne que dans tous les degrés d'institution & de substitution, celui qui sera l'aîné de la famille, après celui qui sera Ecclesiastique & dans les ordres sacrez, dans le tems que la substitution sera ouverte, jouisse à sa place du droit de l'institution & substitution, selon l'ordre de la Primogeniture.

Et au cas qu'il n'y eut aucun Descendant mâle dudit Seigneur de Pont-Courlai mon Neveu, & que sa ligne provenant de lui vint à manquer dans la famille, j'appelle à ladite substitution Armand de Maillé mon Neveu, ou celui de ses Descendants mâles qui sera Duc de Franfac, par l'augmentation des biens instituez & substituez, laquelle augmentation sera de la même nature, & sera comprise dans les mêmes conditions d'institution & de substitution, que je lui ai laissés & donnez en qualité de legs, & ce à condition que ledit Armand de Maillé mon Neveu & ses descendants qui viendront à ladite substitution ne prendront point d'autre nom que celui de Duplessis de Richelieu, avec les seules Armes de cette Maison sans en écarter d'autres.

Item, je substitue audit Armand de Maillé mon Neveu, dans tous les biens que je lui ai donnés, & leguez, comme dit est, son fils aîné né de Mariage legitime; Et audit aîné je substitue l'aîné des mâles les descendants de Premier né en premier né, en donnant toujours l'Exclusion à ceux qui seront d'Eglise &

ANS
de J. C.
1642.

ANS & engagez dans les ordres Sacrez, comme il à été dit de J. C. ci dessus.

1642. Et en cas que ledit Armand de Maille mon Neveu vint à deceder sans enfans mâles, ou qu'il n'y eut aucun qui descendit de lui, & que la ligne Masculine provenant de lui vint à manquer dans sa famille, j'appelle à ladite substitution Armand de Vignerot mon petit Neveu, ou celui de ses descendans mâles qui sera pour lors Duc de Richelieu, & au défaut des héritiers mâles descendus par les mâles dudit Armand de Vignerot, j'appelle à ladite substitution le premier né des mâles de la famille dudit Seigneur de Pontcourlai mon Neveu descendant de lui par la ligne Masculine selon l'ordre de la primogeniture, pour l'augmentation des biens institués & substitués, & afin qu'ils soient de même nature, & de même espèce d'institution & de substitution que les autres biens que je lui ai laissés.

Et s'il arrivoit que les lignes Masculines d'édits Seigneurs de Pontcourlai, & d'Armand de Maille mes Neveux, vinssent à manquer, de maniere qu'en toutes les deux familles, il ne se trouvât plus de descendant mâle procédant de mâle en mâle par legitime mariage, pour heriter de la succession, selon l'ordre ci-dessus prescrit, j'appelle à la substitution des biens dont j'ai institué heritier Armand de Vignerot mon Neveu, le fils aîné de la fille aînée descendante de l'aîné ou de celui qui le représentera, & après lui le Fils aîné des Filles descendantes des puînés selon l'ordre de la Primogeniture des Mâles, & en excluant toujours de ladite succession ceux qui seront engagez dans les ordres sacrez.

Et au cas, comme j'ai dit ci-dessus, que la Ligne Masculine vienne à manquer tant dans la famille d'Armand de Maille mon neveu que dans celle dudit Seigneur de Pontcourlai aussi mon neveu, j'appelle à la substitution des biens, dans lesquels j'ai institué mon heritier ledit Armand de Maille mon Neveu, le fils aîné de la fille aînée descendante de l'aîné ou de celui qui le représentera, & après elle, les descendans de l'aînée des Puînés, ou de celui des mâles qui le représentera de mâle en mâle en excluant toujours ceux qui seront dans les ordres sacrez, & en gardant continuellement de degré en degré la Primogeniture, sous les mêmes obligations & conditions d'institution & de substitution, comme il a été dit ci-dessus.

Et s'il arrivoit que tous les mâles descendans des filles dudit Seigneur de Pontcourlai vinssent à mourir sans enfans mâles, je leur substitue celui de mes Successeurs qui sera Duc de Fronçac, en vertu de mondit Testament, par augmentation d'institution & de substitution.

Et au cas que tous les mâles descendans des filles d'Armand de Maille mon Neveu mourussent sans enfans mâles je leur substitue celui de mes Successeurs, lequel en vertu de mon Testament possèdera le Duché de Richelieu par augmentation d'institution & de substitution.

Je prie ces deux familles de Vignerot & de Maille à qui appartient la succession de mesdits biens que je substitue, de vouloir renouveler entant qu'il en sera besoin lesdites Institutions & substitutions selon mon intention, comme ci-dessus; Ce que je me persuade qu'ils feront volontiers, tant en consideration des bienfaits considerables qu'ils auront reçu de moi, que pour l'honneur de leur famille.

Et comme c'est mon intention que les Terres des Duchez & Pairies de Richelieu, de Fronçac & de Caumont, avec leurs appartenances & dependances soient conservées entieres dans ma famille sans être divisées, c'est la raison pour laquelle je defens, autant qu'il m'est possible, à mesdits Neveux Armand de Vignerot & Armand de Maille, à leurs descendans & à toutes autres qui viendront à heriter desdites Terres tant par institution que par substitution en vertu du present Testament, de détacher ni demembre desdites Terres en quelque maniere que ce puisse être ni quatrième partie, ni legitime, ni dot, ni autre chose quelconque, qui

soit sur lesdites Terres, Duchez & Pairies; voulant ANS que lesdites Terres & Seigneuries restent entieres à ce de J. C. lui qui se trouvera institué & substitué selon son rang, sans qu'elles puissent être demembrées ni partagées pour quelque sujet que ce puisse être. 1642.

Je veux & entends que le Seigneur de Pontcourlai mon neveu se contente pour toutes sortes de droits qu'il pourroit pretendre sur ma succession de la somme de deux cent mille livres qui lui ont été leguées comme il a été dit ci-dessus, laquelle somme doit être prise chaque année, sur tous les biens que j'ai donnés & leguez par le present Testament à Armand de Vignerot mon petit neveu & son Fils, & ensemble la jouissance des sommes donc il m'est redevable, selon ce que j'ai ordonné & disposé ci-dessus.

Plus je déclare que ledit Seigneur de Pontcourlai mon neveu, ne s'opposera point à la disposition que j'ai faite ainsi, & ne cherchera point à la détruire, ni ne pretendra nullement que le Duché de Richelieu lui soit adjudgé pour sa part & portion dont je n'aurois pu disposer; & en ce cas là je revoke ladite donation de deux cent mille livres faite en sa faveur, & je revoke pareillement toutes les institutions que j'ai faites dudit Duché de Richelieu en faveur d'Armand de Vignerot son fils & de tous ceux de la famille de Vignerot, & je veux & entends qu'Armand de Maille mon Neveu soit appelé à la substitution dudit Duché, du moment que ledit François de Vignerot s'opposera, comme il a été dit ci-dessus, à mondit Testament, & se mettra en possession des portions dudit Duché dont je ne puis disposer; en ce cas là Je donne & legue à Armand de Maille, les portions dont je puis disposer, avec l'hôtel de Richelieu, que j'ai ordonné que l'on bâtît attendant le Palais Cardinal avec tous les meubles qui se trouveront lors de mon decès tant dans ma Maison dudit Duché, que dans le palais Cardinal & ledit hôtel de Richelieu; & ce par augmentation d'institution & substitution, & pour fortir même Nature des autres biens que je lui ai donnés & leguez ci-dessus à condition qu'il ne prendra point d'autre nom ni d'autres armes que celles de la Maison de Duplessis de Richelieu, comme j'ai dit ci-devant.

Et à l'égard des autres biens meubles & Immeubles dont j'ai disposé en faveur d'Armand de Vignerot mon petit neveu, je veux & entens qu'il en jouisse comme je l'ai ordonné ci-dessus, sous lesdites conditions d'institution & de substitution; declarant neantmoins que cette dernière disposition n'aura lieu, sinon au cas que ledit Seigneur François de Vignerot de Pontcourlai son Pere s'oppose à mon Testament.

C'est pourquoi si entre les biens dont j'ai disposé ci-dessus, il s'en trouve par cas fortuit quelques uns qui soient du Domaine du Roi, & autres biens & rentes qui puissent être rachetées & dégagees par la suite des tems, je veux & entens qu'au cas que les biens de cette nature institués & substitués, soient rachetés & degagez en tout ou en partie, les sommes qui en proviendront soient employez en acquisitions, d'une pareille quantité de biens qui sera subrogée au lieu de ceux qui auront été rachetés ou degagez, & ce sous les mêmes conditions d'institution & de substitution sous lesquelles je les ai donnés & leguez, & cet emploi se fera dans l'espace de six mois à compter du jour que le remboursement desdites sommes aura été fait, si l'on peut trouver où les placer; Et au cas que dans ledit tems on ne trouve point d'occasion de le faire, ladite somme provenante, dudit dégageement, ou rachat desdits biens, sera mise en dépôt entre les mains de personnes solvables, jusqu'à ce qu'elle soit employée, avec l'agrément & le consentement du plus proche parent, qui aura été appelé à la substitution desdits biens.

Je ne fais nulle mention dans le present Testament, de la Duchesse d'Anguieu ma Nièce, d'autant que par son Contract de Mariage elle a renoncé à tout ce qu'elle pouvoit pretendre dans ma succession, en consideration de la dote, que je lui ai constituée, & dont je veux & entens qu'elle se contente.

ANS
de J. C.
1642.

Mon intention est, que les Exécuteurs de mon Testament & ladite Duchesse d'Eguillon ma Nièce aient pendant trois ans à compter du jour de mon decez, le manient des deux tiers des revenus de tous mes biens, l'autre tiers de meurant en la Possession de mes heritiers, chacun selon la part qui leur appartient: Et lesdits deux Tiers desdits revenus seront employez tant à acquiter le reste de mes dettes, qu'à faire le payement des legs qui auront été faits, & à la dépense nécessaire pour les bâtimens que j'ai ordonné qui soient faits & achevez, sçavoir, celui de l'Eglise de la Sorbonne de Paris avec ses ornemens, & les aprets de ma sépulture, que je veux qui soit faite dans ladite Eglise, le tout selon le dessein qui en sera pris par ladite Dame Duchesse d'Eguillon ma Nièce, & par Mrs. de Noiers & Mercier; pour l'achat des places nécessaires, tant pour le bâtiment dudit College, que pour le jardin de la Maison de Sorbonne, suivant l'estimation & le prix qui en a été fait: comme aussi du bâtiment de l'Hôtel de Richelieu que j'ai ordonné être fait attenant le Palais Cardinal, & de la Bibliothèque dudit hôtel, dont on a déjà jetté les fondemens, laquelle je prie Mr. de Noiers de faire achever promptement, selon le dernier dessein qui en a été pris avec Timor Maître Maçon, & de faire acheter tous les Livres qui y manquent; je le prie semblablement de faire rétablir, accommoder & embellir la Maison des Peres de la mission que j'ai fondée à Richelieu & de leur faire acheter un Jardin dans ladite Terre le plus près de leur Maison qu'il sera possible, de la grandeur que j'ai ordonné, comme aussi de faire achever les fontaines & jets d'Eau & autres choses qui ont déjà été commencées & qui sont nécessaires à la perfection de mes bâtimens & Jardins de Richelieu. Toutes lesquelles dépenses se prendront sur lesdits deux Tiers des revenus de tous mes biens, sans que madite Nièce ni ledit Seigneur de Noiers soient obligez de rendre compte à qui que ce soit, de toutes ces dépenses. Et encore que j'aye donné ausdits Peres de la mission de Richelieu un fond suffisant pour l'entretien de vingt Prêtres, qui doivent être employez dans les missions du Poitou, selon leur institut, je leur donne & legue outre cela, la somme de soixante mille livres, afin qu'ils aient d'autant plus de moyens de s'appliquer ausdits missions, & pour les obliger de prier Dieu pour le repos de mon ame; & la charge d'employer ladite somme de soixante mille livres à l'achat d'un fond équivalent, qui sortira la même nature des autres biens affectez à leur fondation.

Je défens à mes heritiers de faire alliance avec des familles qui ne soient pas véritablement nobles, puisque je leur laisse assez de biens pour les engager à avoir plus d'égard à leur naissance & à la vertu, qu'aux Richesses.

Et comme l'expérience nous fait connoître que les heritiers ne suivent pas toujours les Traces de leurs predecesseurs, & que je veux avoir plus de soin de la conservation de l'honneur que je laisse aux miens, que de leurs biens, je commande absolument ausdits Armand de Vignerot & Armand de Maillé & à tous ceux qui jouiront après eux des Duchez, Pairies & biens que j'ai leguez & substituez de ne s'écarter jamais de l'obeissance qu'ils doivent au Roi & à ses Successeurs, quelque pre-texte de déplaisir qu'ils puissent prendre pour colorer une action si indigne; & je proteste & declare sur mon honneur que si je sçavois que quelqu'un d'eux eût tombé dans une si grande faute, je ne lui donnerois pas la moindre part dans ma succession.

Je donne & legue à Monsieur N. du Plessis de Civrai mon Cousin la somme de soixante mille livres qui me sont dûes par le Comte de Charôt Capitaine des Gardes du Corps du Roi, & je veux & entens que ledit Seigneur du Plessis de Civrai, ni aucun autre de mes heritiers, n'exigent aucune chose dudit Comte de Charôt pour les interets de ladite somme de soixante mille livres, mais seulement que ledit Seigneur de Civrai se fasse payer du fort Principal dans l'espace d'un an à compter depuis mon decez.

Pour marque de ma reconnoissance à l'égard des bons

services que mes domestiques m'ont rendus, je donne & legue au Sr. Didier mon Chapelain quinze cent livres, au Sr. de Bar dix mille livres, au Sr. de Manse six mille, au Sr. de Bellébat, à qui je n'ai encore rien donné, dix mille; à Beaugesi, trois mille; à Estoulon, trois mille; au Sr. de Paloisin, à qui je n'ai encore fait aucun bien, dix mille livres; à Genille, deux mille; au Sr. de Cirois, six mille; au Sr. Renardot, deux mille; à Bertereau, six mille; à Blouin autre six mille; à Bournais mon Valet de Chambre, autre six mille livres; & je desire qu'il reste Concierge du Palais Cardinal, sous la dependance de mon Petit neveu de Pontcourlai; au nommé Cousin autres six mille livres; à l'Es-polet & à Prevôt, chacun trois mille; au Sr. d'Eusenat Officier de la garde-robe de mon argenterie, quatre mille livres, aux Srs. de Grave & de St. Leger mes écuyers, chacun trois mille livres, outre mes deux Carrosses, avec leur équipage, & attelage, & ma literie avec les trois Mulets qui la portoient: à Chamarante & à du Plessis, chacun trois mille livres; à Villandri quinze cent, à Roques dix huit Chevaux de mon écurie, après que mes parens auront choisi les douze meilleurs; au Sr. de Fortecuite, six mille livres; à Grand Pré Capitaine de Richelieu, trois mille; à la Jeunesse Concierge de Richelieu, trois mille; à Mulot commis du Sr. Charpentier mon Secrétaire quinze cent; à la Garde, trois mille; à mon chef de Cuisine, mille livres; à mon Chef d'office deux mille; à mon premier Cocher, quinze cent; à mon premier muletier douze cent, à chacun de mes Palefreniers six cent; & généralement à tous les Officiers de ma Maison tant de Cuisine que de Depense, & d'écurie, chacun six années de leurs gages, outre ce qui leur sera dû jusqu'au jour de mon decez. Je ne laisse rien au Sr. Charpentier, à qui j'ai eu soin de faire du bien pendant ma vie; mais je veux lui rendre ce témoignage, que durant tout le tems qu'il m'a servi je n'ai pas connu un plus homme de bien, ni un serviteur plus fidele ni plus sincere que lui. Je ne laisse rien non plus au Sr. Scerre mon Secrétaire, puisqu'il m'a témoigné qu'il étoit assez bien accommodé, & qu'il se tenoit assez bien recompensé de ses services.

Je donne & legue au Baron de Broye, heritier de feu Mr. Barbin, trente mille livres, ayant appris qu'il étoit dans la nécessité. Je prie le Cardinal de Lion mon Frere, de donner à Mr. de Sagilli le Prieur de Couffai, que je possède présentement, & dont il a la nomination.

Pour l'exécution du présent Testament & de tout ce qui en dépend, je nomme & élis Monsieur le Chancelier de France, & Messieurs Bouthillier sur-intendant des finances, & de Noyers Secrétaire d'Etat, ou ceux d'entr'eux qui survivront aux autres; & je veux qu'ils aient un soin particulier de faire observer ponctuellement tout ce qui est marqué ci-dessus, ce Testament étant une disposition & un ordre de ma dernière volonté, que j'ai établi comme dessus, après y avoir pensé meurement plus d'une fois; pouvant disposer librement & selon que je le juge à propos de la plus grande partie de mesdits biens comme venant des gratifications que j'ai reçues de sa Majesté, en la servant fidelement, & de mes épargnes & économie; outre que je laisse à chacun de mes heritiers legitimes beaucoup plus de biens, que je n'en ai eu de la succession de mes pere & mere; Et afin de prevenir toutes sortes de contestations qui pourroient arriver entr'eux, & que l'ordre de ma dernière volonté soit pleinement exécuté, je veux & ordonne, qu'au cas que quelqu'un de mesdits heritiers ou legataires pretende qu'il y ait quelque ambiguïté, ou quelques termes obscurs dans mondit Testament, le Cardinal de Lion mon Frere & mes Exécuteurs Testamentaires tous ensemble, ou ceux d'entr'eux qui seront encore en vie, expliquent mes intentions, & jugent definitivement des differens qui pourroient naître à l'avenir au sujet du présent Testament; & que mesdits heritiers & legataires soient obligez de s'en tenir à leur jugement, sur peine d'être privez de la part que je leur donne & legue. Laquelle sera en ce cas là adjugée à ceux qui acquies-

ANS
de J. C.
1642.

ANS quiesceront au jugement prononcé par ledits Cardinal de de J. C. Lion & Exécuteurs de mon Testament.

1642. Je supplie tres-humblement le Roi mon Seigneur & mon Maître de vouloir traiter selon sa generosité vrayement Royale mes parens, qui auront l'honneur de le servir dans les occasions qui se presenteront, & de témoigner en cela combien il estime la memoire d'un Serviteur qui a sacrifié toutes choses au service de sa Majesté.

Je ne puis m'empêcher de protester, pour la satisfaction de ma propre Conscience, qu'ayant passé mes jours dans une santé languissante, & servi l'état assez heureusement dans des tems difficiles & parmi des affaires tres-delicates; & éprouvé en diverses occasions la bonne & la mauvaise fortune, en rendant à sa Majesté les services que ses bontez & particulièrement la qualité de son sujet exigeoient de moi, je n'ai jamais manqué à l'obeissance ni au respect que je devois à la Reine Mere, nonobstant toutes les calomnies, dont on a voulu me noircir à cet égard.

Et pour une plus grande sûreté de tout ce qui est contenu au present Testament, je revoke tous ceux que je puis avoir fait ci-devant, déclarant en outre qu'aucun qu'il s'en trouve quelqu'un de date postérieure, qui revoke celui-ci, je veux qu'on n'y ait nul égard, à moins qu'il ne soit entièrement écrit de ma propre main, reconnu tel par des Notaires, & que l'on n'y ait inséré à la fin les paroles suivantes; je serai rassasié, lorsque ta gloire m'aura asparé, immédiatement avant ma signature.

Et comme ma Maladie qui m'a rendu le bras droit immobile, m'ôte l'usage de la main, & m'empêche d'écrire & de signer, j'ai fait écrire & signer ce present Testament contenant seize feuillets, avec la presente page par le soussigné Pierre Falconis Notaire Royal, après m'en être fait faire la lecture distinctement & intelligiblement. Fait dans l'hôtel du Vicomté de Narbonne le 23. de Mai 1642. avant Midi. Signé, Falconis.

L'an 1642. le 23. de Mai après Midi, dans l'hôtel du Vicomté de Narbonne, regnant le Tres-Christien Prince Louis XIII. Roi de France & de Navarre; pardevant moi Notaire soussigné, son Eminence Monseigneur Armand du Plessis de Richelieu, Cardinal de la Sainte Eglise Romaine, Duc de Richelieu & de Fronzac, Pair de France, Commandeur de l'ordre du St. Esprit, Grand Maître, Chef & surintendant General de la Navigation & commerce de ce Royaume, Gouverneur pour sa Majesté dans la Province de Bretagne, infirme de corps, mais sain d'entendement a dit & déclaré avoir fait écrire en seize feuillets & demi de papier écrit, plié & scellé du Sceau de ses Armes en cire d'Espagne, par moi Notaire soussigné, son Testament & Acte de la dernière Volonté, lequel a été signé de moi par son ordre, ledit Seigneur Cardinal n'ayant pu l'écrire ni le signer à cause de sa Maladie qui le prive de l'usage du bras droit: Son Eminence veut que tout le contenu dudit Testament soit exécuté & qu'il ait la force & vertu d'un Testament clos & arrêté, d'un Codicille autentique, & d'une Donation faite pour cause de mort & de toute autre forme valable, qui puisse servir & valloir ce que de raison, nonobstant quelque ordonnance & usage que ce puisse être, à laquelle son Eminence pourroit être obligée par la coutume du lieu où elle se trouve presentement, & toute autre Loi & coutume à ce contraire, & elle a prié les Témoins ci-dessous nommez, d'autoriser de leur presence ledit Testament, Et moi Notaire soussigné de faire le present Acte.

Fait en Presence de son Eminence Monseigneur le Cardinal Mazarin, & de Mrs. l'Escot nommé par sa Majesté à l'Evêché de Chartres, d'Aumont Abbé d'Uzerche, de Perefice gentilhomme de la Chambre dudit Seigneur Cardinal Duc, de la Barde Secretaire du Cabinet du Roi, & Tresorier de France à Paris, le Roi Secretaire du Roi, Maison & Couronne de France, de Remesfort Abbé de la Clairé Dieu soussignez, & de moi Notaire avec ledits Témoins; ledit Seigneur Car-

dinal Duc n'ayant pu signer le present Acte à cause de sa Maladie susdite. Signé.

ANS
de J. C.

Le Cardinal Mazarin
l'Escot
R. D'aumont
J. De la Barde
Denis de Remesfort
Le Roi
Hardouin de Perefice
Falconis, &c.

1642.

C D I I I.

Testament de MARIE DE MEDICIS ANS.
Reine de France, Mere de Louis XIII. Roi de J. C.
de France. Fait à Cologne le 2. de Juillet 1642.
1642. Traduit de l'Italien de Vittorio Si-FRANÇÉ.
ri. Tome II. pag. 700.

Au Nom de la Sainte & Indivisible Trinité. Ainsi soit-il.

Soit notoire à tous ceux à qui il apartiendra, qu'en l'an de notre Salut 1642. Indiction Dixième, Regnant l'Empereur Ferdinand III. de ce nom, la sixième année de son Empire, le Mercredi 2. jour de Juillet, dans la Ville Libre & Imperiale de Cologne sur le Rhin, Très-Haute & Très-Puissante Dame Marie de Medicis, par la Grace de Dieu, Reine de France & de Navarre, Mere du Roi Très-Christien Louis XIII. de ce nom, étant malade dans son lit, mais ayant le jugement sain & la parole libre, a déclaré & déclare en vertu de la presente par devant moi Notaire Imperial Immatriculé.

Qu'ayant pensé à l'heure de la Mort, & à l'incertitude d'icelle, Sa Majesté a résolu de disposer son Testament en la forme & maniere qui suit; Elle recommande son ame à Dieu son Createur, à la Bien-heureuse Vierge Marie, & à tous les Saints, & lors que Dieu aura disposé de son ame, elle veut & entend que son Corps soit mis dans l'Eglise de S. Denis en France, pour y être enterré avec tous les autres Rois & Reines de France auprès de celui de feu Henri IV. d'heureuse memoire à qui Dieu fasse misericorde. Sa Majesté supplie le Roi avec une affection maternelle d'avoir égard aux choses ci-après exprimées, mais encore de prendre un soin particulier comme une chose qui lui est expressément enjointe & recommandée par la Reine sa Mere, à la dernière heure de sa vie: laquelle a déclaré & déclare, que nonobstant tout ce qui lui est arrivé avant sa sortie hors de France, & depuis son entrée dans la Flandre jusqu'à present, elle a toujours conservé, & conserve encore maintenant dans son cœur toute l'affection & les sentimens d'une Reine envers son Roi, & la tendresse d'une Mere envers son Fils, en poussant des soupirs, & souhaitant au Roi toute sorte de felicité, de santé, & de prosperité avec une longue vie. Pour ce qui regarde les œuvres pieuses, Elle en laisse le soin au Roi son Fils, & elle se promet de son affection qu'il s'en acquittera d'une maniere digne d'une Reine de France. La Chapelle de sa Majesté sera partagée par le Vicomte Fabroni entre les Religieux Carmes de ce lieu, & ceux d'Anvers. Et pour ce qui regarde les Officiers & les Domestiques de la Reine qui sont presentement à son service, & auprès de sa Personne, Sa Majesté a voulu que leurs Noms fussent inferez dans ce Testament, pour être d'autant plus recommandez au Roi son Fils; & elle legue à chacun d'eux pour recompense de leurs services; & pour le don qu'elle leur fait les hommes sifvantes, outre ce qui leur est dû de leurs gages, & des pensions, dont quelques-uns n'ont reçu aucune promesse de sa Majesté, & à l'égard des autres qui ne l'ont pas eue, leurs comptes sont arrêtez & liquidez.

Au Seigneur Vicomte Fabroni son premier Ministre; & à Madame sa femme six chevaux de Carosse, un Carosse & quatre Mulets à son choix.

Q9999

A Mon-

ANS A Monsieur Bagli Jean Batiste de Martelli, qui sert de J. C. d'Ecuier, & à M. Jean Batiste dell' Asmi faisant la même fonction dix mille livres pour chaque année de leurs services.

1642.

A M. de Margonne pour les services qu'il a rendus à sa Majesté pendant cinq ans, mille livres par an dont il n'a rien reçu d'elle; Sa Majesté déclarant encore qu'elle a emprunté dudit Sr. de Margonne la somme de deux mille livres qu'elle veut qu'il lui soient payées & remboursées de l'argent qui proviendra de la vente de ses Meubles, préférablement à toute autre dette.

A Mademoiselle de Brazeus fille d'Honneur douze mille livres.

A Jacqueline des Hayes femme des filles d'honneur, onze mille livres.

A Mademoiselle de S. Martin Gouvernante des filles, dix mille livres.

A Mademoiselle Servage la première & la plus ancienne des femmes de Chambre, douze mille livres.

A Madame Cedoni, Mergé, & Nicole, femmes de Chambre, à chacune dix mille livres.

A ladite Nicole en récompense de la Charge de Valet de la Garderobe qu'avait achetée le feu nommé Nicole son Mari, quatre mille livres.

A M. Riolan premier Medecin de la Reine vingt mille livres.

A M. d'Agary autre Medecin pareille somme de vingt mille livres.

A M. de la Roche premier Chirurgien, quinze mille livres.

A M. Folouchy Apoticaire du Corps dix mille livres, & à son Compagnon mille livres.

A M. Havart Secrétaire Ordinaire de sa Majesté, quinze mille livres.

A M. de Monceaux, Confesseur de sa Majesté six mille livres.

A M. Sauvage Chapelain de sa Majesté six mille livres.

A M. de Maroy Enseigne des Gardes du Corps, 6000. livres.

A M. Garnier Computiste, dix-huit mille livres.

A Louis Nilindre, Pierre Roussel, & Louis l'Ami, Valets de Chambre, chacun dix mille livres.

A Claude Huissier du Cabinet & Garçon de la Chambre, 10000. livres.

A Philippe Clement Huissier de la Chambre, douze mille livres.

A Philippe Pierre Huissier de l'Antichambre, six mille livres.

A Martin Guyot Garçon de la Chambre, dix mille livres.

A Henri Guiller Tapissier, douze mille livres.

A Jean Coquet, six mille livres.

A Charles Guiller 10000. livres.

A Jacques Guyot Portefaix de la Chambre, 3000. livres.

A Jean Breton, 6000. livres. A Pierre Bertrand six mille livres.

A Roger 3000. livres. A Michel Pila 6000. livres.

A Henri Breton 6000. livres.

A Dominique Parquin & Pierre Gerer chacun 6000. livres.

A René Des-Hayes Pâtissier, huit mille livres.

A Robert Des-Hayes mille livres.

A Jacques Olivier Huissier de la Salle, 3000. livres.

A Mathieu Auffier Garçon de la Garderobe 3000. livres.

A Claude Garo neuf mille livres.

A Gabriel de Pais de la Cuisine du Commun 2000. livres.

A Jean Casseau Gardien des Perroquets, 3000. livres.

A Jean de Forcan, 8000. livres. A Isabelle Guillin Blanchisseuse du Corps, 6000. livres. A Anne Blanchanier, 6000. livres.

A Jeanne Guille Pierre Lavandière de Cuisine 2000. livres.

A Gabriel le Noble, Laurent Lury, Etienne Sequier, chacun 2000. livres.

A Nicolas Loche Maréchal des Filles, 3000. livres.

A Roger Barthelemi, Huissier de la Salle, 3000. li- de J. C.

vres.

1642.

A Jean nommé le Grand Valet de Pied, & Portemanteau, 6000. livres.

A Jean Prevot, Jean Prouilles, Pâquier le Huy, & Jean Des Nots, chacun 4000. livres.

A Roch Saulo Portier 1000. livres; à Jean Genty Cocher du Corps 5000. livres; à Antoine Postillon, 2000. livres.

A René Guillet Cocher des Filles, 4000. livres; à Renaut Postillon, 1000. livres; à Claude Brabant Cocher & Porteur de Chaife de la Reine, 4000. livres; à François Gaye, 1000. livres; à Pierre Mombrun, 1000. livres.

A Charles François, 1000. livres; à François Gagneau, 1000. livres.

A Gilles Grocel 3000. livres; à Antoine Gardinal, & Jean Hervé Garçon de Cuisine, chacun 1000. livres; à Antoine Mathieu Marin Muletier du Corps, 1000. livres; à Pierre Puteo autre Muletier, 800. livres.

Aux femmes des Demoiselles Sauvage, Claude, & Mergé, & à Mademoiselle de S. Martin, chacune 1000. livres; à Isabelle le Roi 1000. livres.

La Reine se ressouvant encore de ses autres Officiers, Domestiques, tant ceux qui l'ont suivie hors de France, que des autres qui sont demeurez auprès de sa Majesté, jusqu'à ce qu'elle les ait congédiés, & encore des autres, qui sont restés en France, elle les recommande particulièrement au Roi son fils, afin qu'ils soient payés de leurs gages, & des pensions qui leur sont dûes, & que les promesses qu'elle a faites à quelques-uns d'eux, soient exécutées.

De plus, la Reine a donné & legue à ceux qui sont nommez ci-après les sommes qui sont ici énoncées, en récompense des bons & agréables services, qu'ils lui ont rendu; & elle recommande au Roi de donner ordre que l'on y satisfasse.

A Madame de Mornay douze mille livres.

A Madame de Dieu femme des filles, 6000. livres.

A M. d'Ermiens Ecuier, 15000. livres; à M. de la Larme Ecuier Ordinaire, 15000. livres; à M. Biffonet Maître d'Hôtel, 12000. livres; à M. Gaudron

Tresorier General de sa Maison, 10000. livres; à M. le Noir Calculateur General, 12000. livres; aux Demoiselles Launay, la Mazure, Babrison, & Filletier, femmes de Chambre de sa Majesté, chacune 10000. livres; à François Jacquin fille du Medecin, 3000. livres.

Aux Seigneurs Jacquetot, Mattery, & la Borde Gentilshommes servants, 10000. livres; à M. la Lormiere 15000. livres.

A Charles Mauleon Huissier du Cabinet, 6000. livres.

Au Pere Breon Clerc de la Chapelle, 4000. livres; à la Demoiselle Marion femme des filles, pour elle & pour ses enfans, 10000. livres.

A M. de Lodan Maître de la Garderobe, pour le récompenser de sa Charge, 12000. livres; à Sébastien Guilleré 3000. livres.

A Philippe le Moine 6000. livres; à Charles Valet de pied, 3000. livres.

A la Chapelle Aide de la Paneterie du Commun, 4000. livres.

A Philippe Porteur du Commun, 1500. livres; à Jean Cochat, 4000. livres.

A Pierre le Fevre 4000. livres; à Nicolas Favre, 4000. livres.

A Guillaume Guery Galopin 2000. livres; à Martin de Coffré 2000. livres; à Gaspard Grasséu Gardien des Oiseaux de la Chambre, 5000. livres; à René Cardouin, 2000. livres; à Georges Orton 2000. livres; à Convelles, 4000. livres; à Julien Du Bois, trois mille livres; à M. Des Champs Colonel d'Infanterie en Hollande, 15000. livres; au Page d'Or, Baron de Lunel, Resident pour sa Majesté Catholique à Bruxelles, par promesse, 15000. livres; à M. de S. Germain Premier

mier

ANS mier Aumônier de la Reine, en argent, outre ce qu'elle a commandé à M. Sauvage de lui donner.

1642. La Reine recommande encore au Roi son fils de donner ordre que sa Majesté donne pour les sommes qui lui ont été prêtées, ou pour des avances faites à son service, comme aussi pour gratifications & récompenses ; sçavoir,

A Mademoiselle de S. Martin Gouvernante de ses filles mille livres, payées à Lion suivant l'ordre de la Reine en 1630. A Madame la Comtesse de Maureau 3000. livres, tant en principal qu'en intérêts, pour les sommes qu'elle a prêtées à sa Majesté ; aux Sieurs du Morgé, Maurice, & Vadeville Gardes de sa Majesté chacun 3000. livres, outre six mille livres qui leur ont été promis.

A M. d'Hennerer Gentilhomme qui a suivi & servi sa Majesté, 8000. livres.

A quelques Marchands de la Ville de Bruxelles, pour des avances faites pour son service, au Seigneur Jean Louis Malo 20000. livres, laquelle somme doit être payée préférentiellement aux autres, d'autant qu'elle a été employée à la subsistance de la Maison de sa Majesté. A Mademoiselle Sauvage, tant pour elle que pour son fils à qui sa Majesté doit la somme de 18000. livres.

Sa Majesté recommande pareillement au Roi son fils, d'avoir égard à l'embaras où se trouvent les Héritiers du feu Sr. d'Argouges son Trésorier pour le service de la Reine, & aux promesses qu'elle a faites aux Srs. Guyot, & Dubié, & Boulanger Robert, & à d'autres Marchands de Paris, & de les faire payer des avances qu'ils ont faites pour sa Majesté, laquelle recommande encore au Roi son fils de donner ordre que l'on achève le Procès de la Beatification de la Mere Anne de S. Barthelemi, en faisant les dépenses nécessaires, pour achever cette œuvre pieuse commencée par la Reine. Sa Majesté demande au Roi son fils pour la dernière grace qu'elle lui demandera jamais, de mettre en liberté tous ceux qui sont en prison à son sujet, & de faire casser toutes les Procédures qui ont été faites contre ses autres Serveurs qui sont hors du Royaume, en leur accordant la liberté de retourner en leur Patrie, & de les rétablir dans leurs Biens, Honneurs & Dignitez, afin qu'ils puissent s'appliquer tranquillement au service de sa Majesté. Sa Majesté doit encore à M. Vautier ci-devant son premier Medecin, six mille livres, & à Joachim Maréchal 2000. livres.

Comme sa Majesté a eu pour agréables par dessus toutes choses, les services du Vicomte Fabroni son premier Ministre, qu'il lui a continué pendant un si long-tems, & dont elle se tient très-satisfaite ; & qu'elle se voit avec un déplaisir sensible hors d'état de le pouvoir récompenser comme elle le desire ; ledit Seigneur Fabroni ayant formé le dessein de s'en retourner à Florence, elle recommande instantment au Grand Duc de Toscane son Neveu de le gratifier d'une Charge & d'une Dignité dans son Etat ; & pour la dernière grace, & le souvenir de la prière qu'elle lui fait en sa faveur, de le vouloir bien recevoir au nombre de ses Serveurs.

Comme sa Majesté a cette affaire plus à cœur que toute autre, elle en a chargé Messieurs les Nonces Ordinaires & Extraordinaires, en les priant d'en vouloir écrire à son dit Neveu le Grand Duc de Toscane, au nom, & par l'ordre exprès de sa Majesté, pour lui faire connoître les sentimens dans lesquels ils l'ont vû envers ledit Seigneur Fabroni, & la joye extrême qu'elle auroit d'apprendre combien son dit Neveu fait cas de sa recommandation.

Pour ce qui regarde Madame Fabroni la femme, laquelle a servi sa Majesté d'une manière si digne de loüange & avec tant d'affiduité, qu'elle a tous les sujets imaginables d'en être contente, Sa Majesté supplie instantment le Roi son fils de donner ordre, que ladite Dame Fabroni soit remise en possession de tous les Biens qui lui appartiennent en France, & qu'elle en reçoive les revenus, sans aucune perte, dommage, ni empêchement ; à l'égard du Seigneur Don Jules de Medicis lequel a servi la Reine depuis quelque tems en ça, & qui est actuellement auprès d'elle, Sa Majesté le recommande au Roi son fils avec toute l'affection possible, & le prie de l'honorer de son estime autant que le merite une

personne de son rang. La Reine recommande à son Neveu le Grand Duc de Toscane le Seigneur Don Jules, & de J. C. les Seigneurs ses freres, & le prie de les considérer & de les favoriser comme les premières & les principales personnes de son Etat. Sa Majesté entend, que ses Serveurs qui ne pourront aller en France soient payés des legs qu'elle leur fait sur les meubles qu'elle a présentement en sa Maison. Elle veut qu'après son décès, on fasse dire dans cette Ville de Cologne six mille Messes pour le repos de son ame ; & que la somme qui sera nécessaire pour cela soit prise sur les deniers provenans de la vente des meubles qu'elle a ici.

Elle ordonne & déclare pour ses Héritiers, le Roi & le Seigneur Duc d'Orléans ses fils, & elle les établit Exécuteurs de son Testament, & de sa dernière volonté en ce qui regarde les choses qui dépendent de la France, employant pour cet effet les meubles de la Reine qui se trouveront dans le Palais de Luxembourg, & les autres meubles & immeubles qui lui appartiennent dans le Royaume.

A l'égard des choses que sa Majesté veut être exécutées dans cette Ville de Cologne, elle nomme pour Exécuteur de son Testament le Prince Electeur de Cologne son Parent, qui emploiera pour ce sujet les meubles qui s'y trouveront à elle appartenans.

La Reine donne quelque chose à sa Sainteté, comme aussi au Cardinal Barberin son Neveu, & aux Seigneurs Nonces Ordinaires & Extraordinaires qui sont ici présents ; le tout à la discrétion du Vicomte Fabroni.

Elle legue à la Reine de France le Diamant qui a servi à ses épousailles.

A la Reine d'Espagne un Diamant dans lequel il y a du Sang précieux de Notre Seigneur, enchassé.

A la Reine d'Angleterre, sa vraye Croix environnée de Diamans, & de Rubis.

A Madame la Duchesse d'Orléans un Diamant taillé en cœur, & enchassé dans une Bague.

A la Duchesse de Savoye son Diamant, dans lequel plusieurs Reliques sont enchassées.

On rendra à Mademoiselle les Perles qui lui appartiennent.

Au Prince & Electeur, pour observer la Loi, & l'usage de la Patrie un Tournois, & un pour la fabrique de l'Eglise Metropolitaine.

De plus à sâdite Altesse le Prince Electeur, l'Image de l'Annonciation, que la Reine portoit sur ses épaules.

Au Grand Duc de Toscane quelque chose à la discrétion, & au choix du Vicomte Fabroni.

A Madame la Grande Duchesse un de Chrysolyte garni de Diamans & de Rubis ; le Vicomte Fabroni sera le Porteur des Prefens que sa Majesté fait au Grand Duc, & à la Grande Duchesse, & ce sera Mademoiselle Fabroni qui portera les prefens faits à la Reine regnante, & à la Duchesse de Savoye.

Sa Majesté legue pareillement au Seigneur Don Jules un Brasselet avec quelque chose de la valeur de mille écus.

Au Président le Coigneux quelques Joyaux, & quelque chose de particulier à la discrétion du Vicomte Fabroni.

A M. Monsigot quelque chose au choix du même Vicomte.

A la Mere du Cardinal Barberin quelque chose au même choix.

Au Magistrat de Cologne quelque chose au même choix.

A la Paroisse de S. Pierre semblablement.

A Labat & à l'Ainé, Valets de Chambre, chacun dix mille livres.

A Valot deux mille livres. A Lelynant six mille livres. Aux Augutins, aux Capucins, aux Carmes déchaux, & pour le Mariage des pauvres Demoiselles de la Ville de Cologne, à la même discrétion.

Le présent Testament a été fait & passé à Cologne les jour & Indiction ci-dessus exprimez ; & s'il est nécessaire d'y ajouter quelques Clauses, Sa Majesté veut que cela

ANS soit fait ainsi en vertu des présentes. Fait en présence des
de J. C. Seigneurs Nonces Ordinaire, & Extraordinaire de sa
1642. Sainteté, & des autres témoins soussignés, en présence
de moi Notaire requis & appelé pour cet effet, & de plus

Sa Majesté a signé la présente, & elle a requis les Sei-
gneurs Nonces de signer avec elle cet acte de sa dernière de J. C.
volonté.

MARIE, &c.

1642.

C D I V.

ANS Copie du Traité conclu le 26. de Juillet 1642.
de J. C. entre le Duc de MODENE & le préfet.
1642. de Rome pour le passage de l'armée Ecclesia-
stique dans les Etats du Duc de Parme.
L'EGLISE ET MODENE, Vittorio Siri. Mercure Tom. II. pag. 760.

HAvendo il Serenissimo Duca di Modena sotto
quelto medesimo giorno promesso di dar ami-
chevolmente il passo all'Esercito Ecclesiastico
per entrare nello Stato di Parma nella forma, che con-
tiene, l'infra scritta scrittura, che è del Seguento
tenore.

Havendo il Signor Conte Ambrosio Carpegna per
parte di N. S. Papa Urbano VIII. richielto il Serenissimo
Duca di Modena, di concedere amichevolmente il
passo per gli suoi Stati all'Esercito Ecclesiastico, per
passare contro gli Stati di Parma, con sue artiglierie &
Traino, Soldatesche Armate & carriaggi tanto nell'an-
dare verso li Stati di Parma, quanto nel ritornare verso
lo stato Ecclesiastico, d'onde hora si moveffe; è simil-
mente di lasciar passare sempre che occorrerà per servi-
tione del medesimo Esercito ogni forte d'armi, è mu-
nizioni tanto da vivere, quanto da guerra, Soldatesche
armate, Carriaggi, è ogn'altra provisione, senza far
cosa, nè cooperare in modo alcuno, che sia fatta da
altri in pregiudicio del detto Esercito è sue dependen-
ze, & di dare per tal passaggio commodità d'alloggia-
menti, viveri, fieni è biade, à prezzi ragionevoli;
Promettendo all'incontro in nome della medesima San-
tità, che il detto Esercito nell'andare & ritornare, &
in ogn'altro tempo intermedio tra andare & tornare
procederà con lo stato di S. A. de Modena, con ogni
termini di buona amicitia, & senza danneggiarlo in
conto alcuno, e che in ogni evento di qualunque dan-
no, che succedesse allo stato e sudditi di S. A. per oc-
casione de' passaggi dell'esercito, e Soldatesche Eccle-
siastiche, e loro dipendenze, causato però nell'atto de
medesimi passaggi delle Soldatesche, gente o altro
dell'esercito Ecclesiastico farà tutto puntualmente
pagato.

Quindi è, che volendo S. A. sempre far'aparire la
sua iustissima devotione verso la fantia sua e la santa Sede,
è concorsa a servirla promettendo l'adempimento del
tutto, e d'ogni sua parte, che si contiene nella presen-
te scrittura con le condizioni però e forma infra scritta,
l'osservanza delle quali parimente sarà dall'Excellentissi-
mo Signor D. Tadéo Barberino Prefetto di Roma, Ge-
nerale di S. Chiesa, e Principe di Palestrina, in virtù
de Breve Pontificio, che ne tiene.

I. Promette S. A. Procedere con detto Esercito e sue
dipendenze nell' andare e tornare, e in ogn'altro tempo,
con ogni termini di buona amicitia, e senza danneggiarlo
in conto alcuno.

II. Sempre che si voglia passare con detto Esercito
Ecclesiastico, o con altre Soldatesche in qualunque
tempo contro lo stato di Parma sarà avvisato à S. A. di
Modena sei giorni prima il giorno preciso dell'entrata
del detto Esercito, o Soldatesche, nello stato di Mode-
na, e il numero dell'infanteria, Cavalleria, Artiglie-
ria, e altro, a fine di stabilire, come si conviene, i mo-
di e luoghi de gli alloggi di stantamento, è fare le pro-
visioni necessarie, per evitare ogni disordine. E quando
passato l'Esercito Ecclesiastico nello Stato di Parma,
si vorrà mandare altri rinforzi di Soldatesche, Artiglie-
ria, o altro per servizio di detto Esercito, potrà farsi;
avilandone però S. A. prima, e senza intervallo di
tem-

C D I V.

Traduction de ce Traité.

LE Serenissime Seigneur Duc de Modene ayant promis
ce même jour d'accorder amiablement un Passage à
l'Armée Ecclesiastique, pour entrer dans les Etats
du Duc de Parme, le present écrit a été dressé pour ce sujet
en la forme & maniere qui suit.

Le Seigneur Comte Ambroise Carpegna ayant demandé
de la part de Nôtre St. Pere le Pape Urbain VIII. au Serenif-
sime Duc de Modene d'accorder à l'amiable à l'Armée
Ecclesiastique, la permission de passer dans ses Etats pour
entrer dans ceux du Duc de Parme, avec toute son Ar-
tillerie, son Attilail, ses gens de guerre en Armes, &
tous les équipages de ladite Armée, tant pour aller du côté
des Etats dudit Duc de Parme que pour retourner dans
l'Etat Ecclesiastique d'où elle est presentement en marche;
& semblablement de laisser passer en tout tems tout ce qui
sera necessaire pour le service de ladite armée, & pour
les munitions tant de bouche que de guerre, Soldats armez,
charrois & toute autre sorte de provisions, sans faire ni ai-
der en aucune maniere à faire quelque chose que ce soit,
qui puisse porter prejudice à ladite Armée ni tout ce qui
en dépend, mais plutôt de lui fournir dans ce passage le
logement, les vivres, le foin, & l'avoine à un prix
raisonnable; & Promettant de l'autre part au nom de sa
Sainteté, que ladite Armée, soit en allant ou en revenant,
& dans tout autre intervalle de tems qui se passera entre
l'un & l'autre, y marchera comme en pais ami, en gar-
dant toutes les mesures de bonne amitié & correspondan-
ce, & qu'elle n'y causera aucun dommage; & qu'en
tout cas quelque dommage qui arrive à l'Etat & aux sujets
de son Altesse à l'occasion du passage de ladite Armée &
Soldatesque Ecclesiastique, & ce qui en dépend, causé
precisément par le même passage des Soldats, gendarme-
rie ou autres de l'armée Ecclesiastique, sera payé pontuel-
lement.

C'est la raison pour laquelle son Altesse voulant donner
des marques de son dévouement envers sa Sainteté & le
St. Siege, est convenue de lui rendre ce service, promet-
tant de son côté d'exécuter de point en point tout ce qui est
contenu dans le present Traité, aux conditions néanmoins
& en la forme ci-dessous mentionnée, que son Excellence
le Seigneur Don Tadée Barberin, Gouverneur de Rome,
General de la sainte Eglise, & Prince de Palestri-
ne, promettra d'observer, en vertu du Bref de sa Saint-
té.

I. S. A. promet de passer avec ladite Armée & tout
ce qui en dépend tant en allant qu'en revenant & en tout
autre tems, selon les regles qui doivent être observées en
Pais ami, & sans y causer le moindre dommage.

II. Lors qu'on voudra passer avec la même Armée &
autres gens de guerre en quelque tems que ce soit, on en donne-
ra avis à S. A. de Modene six jours avant l'entrée de ladite
armée ou autres gens de Guerre dans l'Etat de Modene &
on lui donnera un détail du nombre de l'Infanterie, Ca-
vallerie, Artillerie & autres choses, afin de regler la ma-
niere de les loger sans confusion, & faire les provisions ne-
cessaires pour éviter le desordre & lorsqu'après le passage de
l'Armée Ecclesiastique dans l'Etat de Parme, on voudra
envoyer d'autres secours de Soldats d'Artillerie ou d'autre
chose pour le service de ladite Armée, on le pourra faire,
après en avoir auparavant donné avis à S. A. & commen-
cer sans retardement à faire marcher les troupes, à con-
dition

ANS
de J. C.
1642.
L'EGLISE
ET
MODENE.

ANS tempo di Consideratione, dar principio a far marciare
de J. C. la gente, mentre però questa camini per la medesima
1642. strada, ch'haverà fatto l'Esercito, o per altra da con-
certarsi, è non in numero maggiore che di ducento
Cavalli e quattro cento fanti per giornata, è volendo
far passar maggior numero di Soldatesca unita, o altro
&c. si dovrà avvisarne S. A. con la solita anticipazione
di sei giorni, per concertare gli alloggi, e altro, come
se detto nel passaggio dell'Esercito. Dichiarando, che
in caso di ritirarsi dell'esercito, che ciò possa farsi sem-
pre che gli occorrerà, avvisandone però S. A. o i suoi
capi di guerra per ricevere gli alloggi con loro partici-
pazione, e con le condizioni prescritte nel passaggio
presente dell'esercito nello stato di Parma, nel qual
caso S. A. non sarà tenuta far somministrar Viveri o
altro, se non quanto concederà la strettezza del tempo,
pagandosi però sempre tutto, che si haverà in simil
occasione dallo stato di S. A. e soddisfacendo ogni danno,
che seguisse come s'è detto di sopra; e mentre S. A.
Serenissima nel ritornare il detto Esercito nel Bolognese
o Ferrarese, sarà avvisata sei giorni prima: si stabilirà
come si conviene i modi e luoghi de gli alloggi distin-
tamente, e si farà dall' A. S. somministrare i viveri e
altro, nella forma che s'è detto per lo presente passag-
gio, per evitare ogni disordine.

III. L'Esercito dovrà marciare di sotto la Via Emilia
lontano cinque miglia in circa di Modena e Reggio,
dove poi gli riuscirà più commodi, dovendo però ca-
minare sempre in diltanza anco dall'altre Piazze, e non
alloggiar mai dentro Terre né Castella, che habbiano
le fosse, e passata la drittura di Reggio potrà colla detta
diltanza dalla città e altre piazze specificate rispettiva-
mente fare quella strada o giro che più gli compirà
per entrare più facilmente nello stato di Parma.

IV. Occorrendo per qualche accidente al sudetto
Esercito di mutare la strada concertata, potrà farlo,
rappresentando prima a S. A. il motivo ragionevole
che n'haurà, e tenendo si sempre di sotto dalla Via
Emilia & lontano dalle Città e Piazze come di so-
pra, e non mutando mai gli alloggi prima concer-
tati.

V. Avenendo che per maggiore commodità del detto
esercito, nel passare per lo Stato del Signor Duca di
Modena, per portarsi contro quello di Parma si dividerà
di dividere dal detto esercito, tutto o parte del cannone,
suo traino, e bagaglio, e di farlo caminare per la Via
Emilia, S. A. se ne contenta, purché li passi fuori di
Modena e Reggio, e che la Fanteria, e Cavalleria che
accompagnerà l'Artiglieria sia in numero ragionevole,
e conveniente al detto accompagnamento, e della quan-
tità dell'una & dell'altra S. A. avrà avvisi sei giorni prima.

VI. I Capi dell'esercito Ecclesiastico riceveranno i
Commissarii che S. A. deputerà per assistere alla marcia
a fine di fare le provisioni ch'occorreranno, di stabilire i
prezzi delle robe, è rimediare a gl' inconvenienti che
potessero nascere.

VII. S. A. farà somministrare nel passaggio all'eser-
cito a prezzi giusti le materie, che potessero bisognare per
far Ponti, da facilitare il passaggio de Fiumi, condotte,
o simili impedimenti, e quei viveri, foraggi, e biade
per li Cavalli, che potrà somministrare il suo Stato. Do-
vendo però la medesima Altezza haver facoltà di farne es-
trahere tanto prima quanto dopo il detto passaggio per
una volta tanto, ma in più & diversi tempi d'entro di un
anno, da principiarli nel giorno presente, dalle Provin-
cie o Territorii infra scritti dello Stato Ecclesiastico,
cioè, di Bologna, Ferrara, Romagna, e Marca, e da
uno o più di detti Territorii e Provincie, purché non ec-
ceda mai quello che s'è traherà da detti Luoghi, la quan-
tità di Grano, Fieni, e Biade, che sarà somministrata
dallo Stato di S. A. alla gente, Cavalli, & altro dello Stato
Ecclesiastico; & questo non solo senza difficoltà veruna,
ma senza tratta, o pagamento alcuno di datio, o d'altro

dition neanmoins qu'elles marcheront par le même chemin
par où l'Armée aura passé, ou par un autre dont on con-
viendra, au nombre seulement de 200. Chevaux & de
400. hommes d'Infanterie par jour, & lorsqu'on voudra
faire passer un plus grand nombre de Soldats en corps, ou
autre &c. on en avertira son Altesse six jours auparavant
comme à l'ordinaire pour donner ordre à leur logement
& autres choses, comme il a été dit ci-devant en parlant
du Passage de l'Armée; & l'on convient qu'au cas que
l'Armée Ecclesiastique se retire, l'on pourra en user selon
que l'occasion se présentera, en faisant avertir S. A. ou ses
Generaux d'Armée pour prendre les logements de concert
avec eux; suivant les conditions prescrites touchant le
présent passage de l'Armée dans l'Etat de Parme, auquel
cas S. A. ne sera point obligée de faire fournir des vivres
ou autre, sinon avant que la brevété d'autrui le pourrai per-
mettre, en payant neanmoins, tout ce qui aura été fourni
en cette occasion par les Etats de S. A. & en payant tout le
dommage qui s'en ensuivra, comme il a déjà été dit, &
lorsque ladite Armée voudra s'en retourner par le Boulon-
nois ou le Ferrarois, S. A. Serenissime en sera avertie six
jours auparavant: on réglerà d'une manière convenable
les lieux pour loger les Soldats & l'équipage séparément &
sans confusion, & S. A. aura soin de faire fournir des
vivres & autres choses, de la manière qu'il a été dit pour
le présent passage, afin d'éviter le desordre.

III. L'Armée marchera au dessous de la voye Emilie, à
la distance de cinq milles ou environ de Modene & de Re-
gge, par le chemin qui lui sera plus commode; la marche
se fera neanmoins à une distance raisonnable des autres
Villes, & les troupes ne pourront loger dans les terres ni
dans les Châteaux environnez, de fossés, & après avoir
passé à la droite de Reggio, elles pourront suivant la distance
susdite de la Ville & des autres places spécifiées respecti-
vement, prendre leur tour par le chemin qui leur conviendra
le mieux pour entrer avec plus de facilité dans l'Etat de
Parme.

IV. Si par cas fortuit ladite Armée étoit obligée de pren-
dre une autre route que celle dont on est convenu, il lui sera
permis de le faire en représentant auparavant à S. A. les
motifs raisonnables qui l'obligeroient à changer de chemin,
& en s'en tenant toujours au dessous de la voye Emilie, &
dans la distance ci-dessus exprimée des Villes & des Pla-
ces, & sans que l'on puisse changer en aucune manière les
logemens dont on sera convenu auparavant.

V. S'il arrive que pour faciliter le passage de ladite Ar-
mée par l'Etat du Seigneur Duc de Modene pour entrer
dans celui de Parme, on veuille faire marcher séparé-
ment l'Artillerie en tout ou en partie, avec son attirail &
équipage & de la faire marcher par la voye Emilie, S. A.
y consent, pourveu qu'elle passe hors des Villes de Modene
& de Reggio, que l'Infanterie & Cavalerie qui l'écorte-
ront ne soient point en trop grand nombre, & qu'on in-
forme S. A. six jours auparavant de la quantité de Troupes
dont ladite escorte sera composée.

VI. Les Generaux de l'Armée Ecclesiastique recevront
les Commissaires que S. A. députera pour être presens à la
Marche desdites Troupes, afin de faire les provisions ne-
cessaires, de fixer le prix des Marchandises, & de re-
medier aux inconveniens qui pourront arriver.

VII. S. A. fera fournir à un prix raisonnable à ladite
Armée durant son passage les materiaux, dont elle aura
besoin pour faire des Pontons, afin de faciliter le passage des
rivières, la conduite des Troupes, & autres choses sem-
blables, & tous les vivres, fourrage, & avoine pour la
Cavalerie que ses Etats pourront fournir; ladite Altesse
aura par conséquent la faculté d'en faire amasser tant au-
paravant qu'après ledit passage non seulement une fois,
mais en plusieurs & differens intervalles compris dans une
année à commencer dès aujourd'hui, dans les Provinces
ou Terres de l'Etat Ecclesiastique qui sont ici exprimées,
sçavoir le Boulonois, le Ferrarois, la Romagna, la
Marche d'Ancone, & dans un ou plusieurs desdits Ter-
ritoires & Provinces, pourveu que les grains, foin &
avoines qui seront amassez dans lesdits lieux n'excedent
pas la quantité de ce que l'Etat de ladite Altesse fournira
aux hommes, aux Chevaux, & autres de l'Etat Eccle-
sasti-

ANS simile; Dichiarandosi che nella presente Concessione
de J. C. non si comprendono l'altre Facoltà che S. A. habbia per
1642. l'eftrazione delle rendite del Ferrarese, le quali si dichiara
che restino separatamente, e del tutto nel suo vigore;
e per togliere ogni difficoltà si stabilisce la quantità del
Grano in venticinque Moggia di Misura Ferrarese per
ciaschedun giorno, che sialloggi nello Stato di S. A. per
dieci mila huomini, che fino nell' esercito, e essendo
più o meno, de accreterci di diminuirli la rata à propor-
tione, è à ragione de venticinque mila libbre di Fieno il
giorno per ogni mille Cavalli, che fino in detto Esercito
più o meno per rata parimente, come sopra, per ogni
mille Cavalli parimente il giorno, è similmente essendo
più o meno à proporzione per rata.

VIII. Se qualche suddito di S. A. farà aggravio, o
danno à Soldati dell' esercito Ecclesiastico nel passaggio,
potrà da essi esser arellato per consignar lo alla giustitia
della medesima Altezza, che gli darà il conveniente casti-
go; e s'all'incontro qualche Soldato offenderà o danneg-
giarà i sudditi di S. A. potrà essere fermato da quelli per
consignarli alla giustitia del Signor Principe Prefetto,
che lo punirà, e farà rifar de i danni dati puntualmente.

E per osservanza di tutte le predette cose il Serenissimo
Signor Duca suddetto sottoscrive di propria mano la pre-
sente, & la firma col suo sigillo. Data in Modena li 26.
Juglio 1642.

Io Francesco d'Este dichiarò, affermo, e prometto quan-
to di sopra, & sottoscrivo di propria mano.

Luogo del Sigillo.

ANTONIO SCAPINELLI.

Quindi è, che l'Excellentissimo Signor D. Tadeo
Barberino Prefetto di Roma, Generale di Santa Chiesa,
è Principe di Palestrina in virtù del Breve di N. S. Papa
Urbano Ottavo, che farà registrato in forma autentica,
promette di passare per gli di S. A. con ogni termine di
buona amicitia e senza apportargli danno di sorte alcuna,
è in fommo s'obbliga alla totale osservanza del Capitolo
nella sudetta Scrittura firmata di S. A. che perciò sua Ex-
cellenza sottoscrive la presente di propria mano, è la fir-
ma col sigillo.

D. TADEO.

C D V.

ANS *Déclaration Testamentaire de LOUIS XIII.*
de J. C. *Roi de France du 21. Avril 1643. Tradui-*
1643. *te du Mercure de Vittorio Siri. Tome III.*
FRANCE. *page 616.*

LOUIS par la Grace de Dieu, Roi de France & de
Navarre, à tous presens, & à venir; Salut. De-
puis nôtre avènement à cette Couronne, la Bonté
Divine a donné à ce Royaume des marques si visibles de
sa Protection, que nous ne pouvons rêlécher sans éton-
nement sur les événemens paflez de nôtre Regne, qui
sont autant d'effets miraculeux de cette même Bonté.
Dés nôtre avènement à la Couronne, quelques Esprits
inquiets & portez au mal, se servirent de l'occasion de
nôtre minorité pour troubler le repos de l'Etat; mais
cette divine main a si puissamment protégé nôtre inno-
cence & la justice de nôtre Cause; que le commence-
ment & la fin de leurs pernecieux desseins n'a été qu'une

siastique; ce qui sera accordé non seulement sans aucune
difficulté, mais sans payer aucuns droits, ni impôts ni au-
de J. C. chose semblable. On est aussi convenu que l'on ne
1642. comprend point dans l'adite permission les autres facultez
qu'aura S. A. de retirer les revenus du Ferrarois, & on est
demeuré d'accord qu'ils demeureront separés du reste dans
toute leur force & vertu; & pour prevenir toute sorte de
difficulté, on a fixé la quantité des grains à vingt cinq
Boisseaux mesure de Ferrare pour chaque jour, que lesdites
Troupes séjourneront dans les Etats de S. A. au nombre de
dix mille hommes; que s'il arrive que ce nombre soit aug-
menté ou diminué, on augmentera ou diminuera la quan-
tité des rations à proportion; la quantité du foin sera pa-
reillement fixée à vingt cinq mille livres par jour pour mille
Chevaux qu'il y aura dans l'adite Armée, que s'il se trou-
ve qu'il y en ait plus ou moins, l'adite quantité de foin sera
augmentée ou diminuée à proportion.

VIII. Si quelqu'un des sujets de S. A. fait quelque tort
ou dommage aux Soldats de l'Armée Ecclesiastique dans
son passage, il leur sera permis de le faire arreter pour le
livrer à la justice de sadite Altezza, qui en fera faire un
châtiment convenable; au contraire si quelque Soldat in-
sulte les sujets de S. A. ou leur cause quelque dommage,
ils pourront semblablement le mettre en arrêt pour le con-
signer entre les mains de la justice dudit Seigneur Prince
Gouverneur de Rome, qui en fera faire la punition, &
sera reparer punctuellement le dommage qui aura été
fait.

Et pour assurance de l'exécution de tous les Articles dont
on est convenu ci-dessus, ledit Serenissime Seigneur Duc a
signé de sa propre main le present Acte, & y fait ap-
poser son Sceau. Donné à Modene le 26. de Jul-
let 1642.

Moi, François d'Este, je declare, affirme, & pro-
mets d'exécuter tout ce qui est ci-dessus énoncé, & je le
signe de ma propre main.

L'Endroit du Sceau.

ANTOINE SCAPINELLI.

Son Excellence le Seigneur D. Tadeo Barberin Prefet de
Rome, General de la sainte Eglise, & Prince de Palestri-
ne, en vertu du Bref de Nôtre St. Pere le Pape Urbain VIII.
qui sera inseré dans ce traité en forme autentique; promet
de passer dans les Etats de S. A. selon toutes les regles d'une
bonne union & correspondance & sans y causer le moins
de prejudice que ce puisse être, & il s'oblige d'observer
entièrement tout ce qui est compris dans l'accord susdit signé
de S. A. C'est pourquoy son Excellence signe la presente de sa
propre main & y fait apposer son Sceau.

D. TADEE.

même chose, & leurs entreprises injustes bien loin d'af-
foiblir nôtre Puissance n'ont servi qu'à l'affermir davanta-
ge. La Faction de l'Herésie s'étant soulevée pour former
un Parti dans l'Etat, & partager avec nous l'autorité
Royale, Dieu s'est servi de nous pour abaisser son Or-
gueil, & employant nôtre bras comme un Instrumet de
sa Puissance, il nous a donné les moyens de rétablir l'E-
xercice de la veritable Religion, & de redresser ses Autels
que l'Herésie avoit abatus dans tous les Lieux, d'où elle
avoit banni le vrai Culte de la Divinité. Lors que Nous
avons entrepris de protéger nos Alliez, le Ciel a favorisé
nos armes de tant d'heureux succès, qu'à la vûe de toute
l'Europe & contre l'attente de tout le Monde, Nous les
avons maintenus dans la possession de leurs Etats. Lors
que toutes les Forces des Ennemis Communs de cette
Couronne se sont unies contre nous, Dieu a confondu
leurs projets ambitieux. Enfin pour faire éclater davanta-
ge sa Bonté envers nous, il a répandu ses benedictions
sur nôtre Mariage par la Naissance de deux Fils, lors que
nous nous y attendions le moins.

Mais si d'un côté la Majesté Divine nous a rendu le plus
grand

ANS grand & le plus glorieux Prince de l'Europe, Elle nous a fait connoître en même tems, que les plus grands Princes ne sont pas exempts de la condition commune de tous les hommes, & Elle a permis que parmi tant de prospérités, nous ressentissions les effets de la faiblesse de la Nature humaine. Et bien que la maladie dont nous avons été

1643.

attaqué, & qui continué encore, ne nous donne pas lieu de désespérer de notre guérison, & qu'au contraire nous puissions selon toutes les apparences, nous promettre l'entier rétablissement de notre santé, cependant comme les événemens des maladies sont incertains, & que bien souvent les jugemens des personnes les plus expérimentées sont sujets à être trompés, Nous avons crû être obligés de donner ordre à tout ce qui est nécessaire pour la conservation du repos & de la tranquillité de notre Royaume, au cas que Dieu disposât de Nous. Nous croyons que comme Dieu s'est servi de Nous, pour combler de tant de faveurs cette Monarchie, il demande encore de nous cette dernière action de prévoyance qui mettra la dernière main à toutes les autres, en donnant des ordres si judicieux pour le Gouvernement de cet Etat, que lors qu'il plaira à Dieu de nous appeler à lui, rien ne sera capable d'affaiblir la puissance de cette Monarchie, & que durant la minorité de notre Successeur le Gouvernement de l'Etat sera soutenu avec toute la vigueur nécessaire pour le maintien de l'autorité Royale. Nous jugeons que c'est là l'unique moyen de faire évanouir toutes les espérances que nos Ennemis pourroient concevoir de notre décès, & de les empêcher d'en tirer les avantages qu'ils pourroient s'en promettre; & nous ne pouvons leur opposer des Forces plus considérables pour les réduire à la nécessité de faire la Paix qu'en donnant pendant notre vie un bon ordre au Gouvernement de l'Etat, que toute la Maison Royale se réunisse pour concourir également & dans un même esprit à maintenir cette Couronne dans l'état où elle est présentement. La France a bien fait connoître qu'elle est invincible lors que ses Forces sont bien unies; & que comme sa ruine ne peut naître que de la division, sa Grandeur & sa Puissance dépendent absolument de son Union, & de sa Concorde. Par ce moyen les Esprits factieux qui sont en France se tiendront dans les termes du devoir, & n'osent former aucune entreprise contre le repos de l'Etat, & ils craindront avec justice que leurs mauvais desseins ne tournent à leur confusion, lors qu'ils verront l'autorité Royale appuyée sur des fondemens si solides & si inébranlables. Enfin nous renouvellerons avec nos Confédérés les Alliances que nous avons contractées avec eux, & qui sont une des principales parties de la Puissance de cette Monarchie; ce qui est une des plus importantes Maximes qui aient été observées jusqu'ici pour le maintien de sa Puissance. Les choses que nous avons faites pendant notre Règne n'ont que trop bien fait connoître l'amour que nous avons eu pour la conservation de nos Peuples, & le soin que nous avons pris de leur assurer par nos travaux une félicité parfaite: Mais nous pouvons dire avec justice que les précautions que nous prenons pour assurer leur repos à l'avenir en vûe de notre mortalité, sont les preuves les plus certaines de notre tendresse envers eux, puisqu'il est de l'exécution de notre dernière volonté produira ces effets lors que nous ne serons plus au monde, & que nous ne pouvons prendre maintenant d'autre part à la félicité du Règne futur, que le plaisir que nous goûtons par avance en prenant des mesures qui doivent assurer le bonheur de cet Etat.

Et pour parvenir à l'exécution de notre dessein nous avons crû ne pouvoir choisir un chemin plus sûr que celui que les Rois nos Prédécesseurs ont suivi en pareille occasion. Ces Princes éclairés ont jugé avec beaucoup de raison, qu'ils ne pouvoient faire un choix plus judicieux pour la Régence du Royaume, & pour l'instruction & l'éducation des Rois qui sont en âge de Minorité, que dans la personne des Reines leurs Mères, lesquelles sont sans doute plus intéressées à la conservation de leurs Enfants, & de leur Couronne que quelqu'autre personne que ce puisse être. A ces Causes, de notre Science certaine, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons ordon-

né & Ordonnons, Voulons & Nous plaît, qu'en cas que nous venions à décéder avant que le Dauphin notre Fils aîné soit entré dans la quatorzième année de son âge, ou en cas que notre Fils le Dauphin vint à mourir, avant la Majorité de notre second Fils le Duc d'Anjou, Notre Chère & Bien-aimée Epouse & Compagne, la Reine Mere de nosdits Enfants, soit Régente du Royaume de France, & qu'elle dispose de l'éducation & de l'instruction de nos Enfants, comme aussi du Gouvernement du Royaume pendant tout le tems de la Minorité de celui qui sera Roi, avec l'avis du Conseil, & en la forme & manière que nous prescrivons ci-après.

Et s'il arrivoit que ladite Dame Reine après notre décès, & durant sa Régence se trouvât tellement indisposée, qu'elle eût de justes appréhensions de mourir avant la Majorité de notre Fils, Nous voulons & ordonnons, qu'elle dispose de la Régence, du Gouvernement & de l'administration de nos Fils, & du Royaume avec l'avis du Conseil que nous ordonnerons dans la suite de ce Testament; Déclarant par ces présentes que nous approuvons & confirmons la disposition qu'elle fera à ce sujet, & que nous voulons qu'elle soit suivie de son plein & entier effet, comme si nous l'avions nous mêmes ordonnée. Et pour témoigner à notre très-cher & bien-aimé Frère le Duc d'Orléans que rien n'est capable de diminuer l'amour que nous avons toujours eu pour lui, Nous voulons & ordonnons qu'après notre décès, il soit Lieutenant Général du Roi Mineur dans toutes les Provinces du Royaume pour exercer durant la Minorité ladite Charge sous l'autorité de la Reine Régente & du Conseil que nous ordonnerons ci-après, & cela nonobstant la Déclaration enregistree dans notre Cour de Parlement, qui le rend incapable de toute sorte d'administration dans notre Etat, à laquelle Nous avons dérogé & dérogeons par ces présentes à cet égard. Nous nous promettons de son bon naturel, qu'il exécutera nos Ordres avec une entière obéissance, & qu'il servira l'Etat & nos Enfants avec la fidélité & affection à laquelle il est obligé par le devoir de sa Naissance, & par les grâces qu'il a reçues de Nous, déclarant que s'il arrive qu'il contrevienne en quelque manière que ce soit à ce que Nous ordonnons par la présente Déclaration, Nous voulons qu'il soit privé de ladite Charge de Lieutenant Général, faisant en ce cas-là des défenses expressees à tous nos Sujets de le reconnoître, & de lui obéir en cette qualité. Nous avons tout sujet d'espérer de la Vertu, de la Piété, & de la sage conduite de Notre très-cher & bien-aimée Epouse & Compagne, la Reine Mere de nos Enfants, que son Gouvernement sera heureux & avantageux à l'Etat: Mais comme le fardeau de la Régence est si pesant, que l'Etat se repose entièrement de son Salut, & de sa conservation sur celle qui est revêtuë de cette Charge, & qu'il est impossible qu'elle ait toutes les lumières nécessaires pour s'acquies d'un emploi si difficile, & cette connoissance parfaite des affaires d'Etat que l'on ne peut acquies que par une longue expérience; Nous avons jugé à propos d'établir un Conseil auprès d'elle pour la Régence, par l'avis & autorité duquel les affaires importantes de l'Etat seront examinées & résolues à la pluralité des Voix, & afin que ce Conseil soit composé de personnes qui soient dignes de le remplir, Nous avons crû que nous ne pouvions faire un meilleur choix pour Ministres de notre Etat, que de nos très-chers & bien-aimés Cousins le Prince de Condé, & le Cardinal Mazarin, de notre très-cher & Féal, le Sr. Seguier Chancelier de France, Garde des Sceaux & Commandeur de nos Ordres, & de nos très-chers & bien-aimés les Sieurs Boutillier, Sur-Intendant de nos Finances, & Grand Tresorier de nos Ordres, & de Chavigni Secrétaire d'Etat, & de nos Commandemens. Nous voulons & ordonnons que notre très-cher & bien-aimé Frère le Duc d'Orléans, & en son absence nos très-chers & bien-aimés Cousins le Prince de Condé, & le Cardinal Mazarin soient Chefs dudit Conseil, selon l'ordre qui sera marqué ci-après, sous l'autorité de la Reine Régente. Comme nous sommes persuadés que nous ne pouvions faire un plus digne choix, nous défendons très-expressement à qui que ce soit d'apporter aucun

chan-

ANS changement dans ledit Conseil, soit en l'augmentant ou de J. C. en le diminuant pour quelque cause que ce puisse être; 1643. Voulant néanmoins que lors qu'il viendra à vaquer quelque place dans le Conseil, soit par mort, ou par quelque crime, elle soit remplie par les personnes que la Reine Régente en jugera capables avec l'avis du Conseil, & à la pluralité des Voix; Déclarant que nostre intention est, que toutes les affaires de Paix & de Guerre & autres qui concernent l'Etat, comme aussi celles qui regardent la disposition de nos Finances, soient décidées dans ledit Conseil à la pluralité des Suffrages. Nous voulons aussi qu'au cas que les Charges de la Couronne, celles de Sur-Intendant des Finances, de Premier Président de nostre Cour de Parlement de Paris, de Secrétaire d'Etat, celles de la Guerre & des Armées, & les Gouvernemens des Places fortes & Frontières viennent à vaquer, elles soient remplies par la Reine Régente, avec l'avis du Conseil, sans lequel elle ne pourra disposer d'aucune desdites Charges. Pour ce qui regarde les Archevêchez, Evêchez, & Abbayes qui sont de nostre nomination, comme nous avons toujours eu un soin particulier, que ces benefices fussent conferez à des personnes d'un rare mérite & d'une piété singulière, & qui eussent fait profession de l'Etat Ecclesiastique pendant trois ans; après avoir reçu tant d'insignes faveurs de la Bonté Divine, nous croyons être obligez de faire en sorte que le même ordre soit observé à l'avenir.

Pour cet effet nous désirons que la Reine Régente Mere de nos fils imite dans le choix des Personnes qui doivent remplir les dignitez Ecclesiastiques, l'exemple que nous lui avons donné, & qu'elle se serve en cela de l'avis de nostre dit Conseiller le Cardinal Mazarin, à qui nous avons souvent fait connoître combien nous désirons que Dieu soit honoré dans ces sortes d'Elections; Et comme l'Eminente Dignité à laquelle l'Eglise l'a élevé l'oblige d'en maintenir l'honneur; ce qu'on ne peut mieux faire qu'en nommant des Personnes pieuses aux dignitez Ecclesiastiques, nous nous assurons, qu'il ne donnera en cela que des Conseils fideles & conformes à nos intentions, lui qui a donné tant de marques de sa fidélité & de sa capacité au maniment de nos plus grandes & de nos plus importantes affaires tant dedans que hors de nostre Royaume, que c'est avec justice que nous sommes persuadez qu'après nostre decez nous ne pouvons confier l'exécution de cet ordre à qui que ce soit qui puisse s'en acquitter plus dignement: Et d'autant que nous avons été obligez par de puissans motifs & par des raisons très-importantes au bien de nostre service, d'ôter au Sr. de Chateau-neuf la charge de garde des Sceaux, & de le faire conduire au Château d'Angoulême, où il est encore detenu presentement par nostre ordre, nous voulons & entendons que ledit Sr. de Chateau-Neuf demeure dans le même Etat où il se trouve maintenant dans le Château d'Angoulême, jusqu'à la conclusion & l'exécution de la Paix, à condition neanmoins qu'il ne sera alors mis en liberté, que par ordre de ladite Reine Régente, & de l'avis du Conseil, qui le releguera dans quelque lieu soit dedans ou hors du Royaume, selon qu'il sera jugé à propos.

Et comme nostre intention est de prevenir toutes les occasions qui pourroient en quelque maniere empêcher l'exécution des ordres que nous donnons, pour le repos & la tranquillité de nostre Etat, la connoissance que nous avons de la mauvaise conduite de la Duchesse de Chevreuse, des artifices dont elle s'est servie jusqu'ici pour semer de la division dans nostre Royaume, & les intelligences qu'elle a au dehors avec nos Ennemis, nous oblige de lui défendre, comme en effet nous lui défendons, l'entrée de nostre Royaume, tant que la guerre durera, voulant en outre qu'après la conclusion & l'exécution de la Paix, il ne lui soit permis de revenir dans nostre Royaume, que par ordre de la Reine Régente, avec l'avis du Conseil, à condition neanmoins qu'elle fera sa demeure dans un lieu éloigné de la Cour & de la Personne de la Reine. Et à l'égard de nos autres sujets, de quelque qualité & condition qu'ils puissent être, que nous avons obligez de sortir de nostre Royaume

par condamnation ou autrement, nous voulons que la Reine Régente ne puisse prendre aucune résolution de J. C. sur leur retour, que du consentement dudit Conseil. 1643. Nous voulons & ordonnons que nostre Tres-chère & bien aimée épouse & Compagne la Reine Mere de nos Fils, & nostre tres-chère & bien aimé Frere le Duc d'Orleans prêtent serment en nostre présence, & en présence des Princes de nostre Sang & des autres Princes, Ducs, Pairs, & Maréchaux de France & Officiers de nostre Couronne, de garder & observer le contenu en nostre presente declaration, sans y contrevenir en aucune maniere. Ci-dessus en mandement à nos amez & feaux les gens tenans nostre Cour de Parlement de Paris &c. Donné à St. Germain au mois d'Avril l'an de grace 1643. & de nostre Regne le 33.

CDVI.

Monitoire du Pape URBAIN VIII. con- ANS
tre EDOUARD FARNESE Duc de J. C.
de Parme & ses Adherans. Du 22. Juin. 1643. 1643. Vittorio Siri. Mercure Tom III. L'EGLISE
pag. 430. ET
PARME.

*Santissimi D. N. O. Urbani divina Providentia Papae
Octavi Declarationis.*

Quod Odoardus Farnesius olim Dux Parmæ, & Placentiæ aliquæ ei auxilium præstantes incurrint in excommunicationem majorem aliâque censuras, & pœnas cum appositione interdicti.

*Urbanus Papa Octavus
Ad futuram Rei Memoriam.*

Cum de mense Julii 1641 & in aliis præcedentibus & subsequentibus mensibus & diebus pro conservatione fidei publicæ, & ut consuleretur indemnitati Cameræ Nostræ Apostolicæ, Montistarumque Montium non vacabilium Plani Abbatiæ, ac Farnesij tamprimæ quam secundæ erectionis nuncupat, & cujuslibet eorum respectivæ ad prædictorum Montistarum, nec non dilecti Filii Commissarii ejusdem Cameræ instantiam fuisset judicialiter actum contra Odoardum Farnesium olim Ducem Parmæ, & Placentiæ coram dilecto etiam filio nostro S. R. E. Cardinale Camerario, congregationibusque Montium, & Baronum quibus per specialem commissionem nostram causâ hujusmodi de prædicto mense Julii commissâ fuerat ac contra eundem Odoardum ad diversos Actus processum, nedom pro Montium prædictorum extinctione fructuumque a multo retro tempore decursum, & non solutorum solutione, sed etiam quia ex parte ipsius Odoardi non fuerunt adimpleta præscripta, & contenta in cedulis Motuum propriorum, seu Chirographis Felicitis & Clementis Papæ Octavi prædecessoris nostri, ac nostris super erectionibus Montium hujusmodi emanatis, ac in instrumentis desuper celebratis, immo in multis contraventionibus præmissis fuerat, & quia ut ex processu patet, D. Odoardus creditoribus suis satisfacere neglexit, judicium contra se, ut præfertur, factum agrè ferens, mandatorumque relaxationem, & illorum executionem contra bona tunc sua tam jurisdictionalia, quam non jurisdictionalia & præsertim contra civitatem, & Statum Castri per eum tunc in Provincia nostra Patrimonii S. Petri nuncupata possessam & possidum, uti obligatam, & obligatam, hypothecamque & hypothecatam ad favorem eorundem Montistarum timens imminem sibi executionem impedire illique se opponere decrevit, & idcirco obsequi, reverentiz & fidelitatis, ad quæ uti sedis Apostolicæ Feudatarius tenebatur oblitus indebitæ, & de facto ex civitate Parmensi in civitatem Castri, ejusque arcem nedom Sclopos, plumbum Rude, & elaboratum, militesque transmissit, & tormenta bellica in manibus civitatis Castri disposuit, sed etiam illic ex alijs locis arma, & provisiones

ANS fiones omnis generis in maxima copia introduci fecit
de J. C. mandavitque & procuravit & insuper ut tanto magis
1642. obstarer, executionemque justitiæ impediret, animum
ad munendam dictam civitatem Caltri, ejusque Ar-
cem Terramque montis Alti & Pontis Abbatiz appu-
lit, atque ut munitiones redderentur aliam militum tam
pedum, quam equitum vim ex eodem Caltri statu
collectam in civitatem & arcem Caltri prædictas induci,
viamque inter civitatem hujusmodi & oppidum Farne-
si proscindi, rumpique ac duo propugnacula sub capite
Cavæ extra civitatem hujusmodi, & non procul ab ea
extrui, ac pro eorum custodia milites in iis excubias-
que collocari fecit, non sine magna Nostra statufque
Nostræ Ecclesiæ perturbatione, ac aliorum Principum,
statuque præsertim vicinorum commotione,
ut notorium exiit, quamvis autem pro jurium Roma-
næ Ecclesiæ ac sedis & Cameræ prædictarum defensione,
nos jure merito injussis ejusdem Odoardi armis vires
nostras opponere potuissimus, nihilominus suavis re-
medii uti eidemque Odoardo penitentiz tempus præ-
bere volentes, ut officii sui memor revocaret prædicta,
quæ adeo injussu fieri fecerat in statum pristinum resti-
tueret, propter ea vigesima prima Augusti & vigesima
quarta Septembris diebus ejusdem anni 1641. seu
alio veriori tempore jussu Nostro fuerunt a dilecto
Nostro filio Octaviano Titulo S. Augustini Præbitero
Cardinali Reggio nuncupato tunc causarum curiæ
Cameræ Apostolicæ Generali Auditore expedita
monitoria seu præcepta contra dictum Odoardum, ut
infra citum terminum, & in monitoriis seu præ-
ceptis hujusmodi assignatum deberet omnino tolle-
re, & respectivè demoliri facere omnes munitiones,
& novitates consue factas, & quæ in dies absque li-
centia Nostra in civitate & Arce Caltri terraque mon-
tis Alti prædictis, & aliis Ducatus & status Caltri hu-
jusmodi locis fiebant, nec non omnia ab eo, ejusque
jussu innovata in pristinum statum restituere, milites-
que illic ultra consuetum præsidium introductos revo-
care & dimittere cum expressa prohibitione ne ipse
Odoardus perse, vel alios in statum Caltri prædictum,
ejusque loca alios milites introduceret sub penis con-
tentis, & expressis in monitoriis, seu præceptis hu-
jusmodi in eventum inobedientiæ & contraventionis,
prout uberius continetur in iisdem Monitoriis, seu
præceptis, quæ necum in Urbe, ac Bononiensè, &
Ferrariensè Civitatibus, sed etiam ad majorem cau-
telam, & ut tanto magis dictus Odoardus ad parendum
disponeretur, eorundem Monitoriorum, seu Præ-
ceptorum primum in civitate Placentina Provin-
ciæ Bononiensè, ubi dictus Odoardus tunc tem-
poris commorabatur executioni demandata respectivè
fuerunt. Dumque sperabatur fore, ut idem Odoardus,
prout dicebat, monitoriis hujusmodi pareret, omnia-
que in pristinum statum reponeret, ac obedien-
tiam, & obsequium debita Nobis, & Sedi prædictæ
præstaret, ipse salutis suæ plane oblitus, inque sua con-
tumacia, & inobedientia persistens, Monitoriis præ-
ceptisque dicti Octaviani obtemperare omisit, quinimo
in animæ suæ perniciem, & cum gravi Divi-
næ Majestatis offensione Nostroque & dictæ sedis con-
tempu, publicoque bonorum scandalo munitiones,
Milites, & Victualia hujusmodi copiosius augeri
fecit unde quo novitates prædictæ tollerentur, ipse-
que Odoardus magis ad parendum litteris Aposto-
licis monitoriisque, & præceptis hujusmodi incita-
retur, Nos, quibus pro Pastoralis officii Nostri de-
bito, summopere cordi est, ut jus suum unicuique
tribuatur debitaque obedientia fedi prædictæ maxi-
me ab ejus Fundatariis exhibeatur, & ad omnem
aliud meliorem finem, & effectum oportuit gra-
vissimo cum dictæ Cameræ dispendio Milites tam
pedes quam equites colligere, illosque in præ-
dictum Statum Caltri mittere, per quos cum
Ministri & milites dicti Ducis in sua inobedien-
tia, & obstinatione hostiliter perseverarent, lo-
ca prædicta jussu dicti Odoardi Ducis munita,

Tome III.

videlicet, Terra Montis Alti & ejus Arx cum Tur-
ri ad eandem Terram spectanti ad litus Maris ex-
tructa, nec non Pons Abbatiz ejusque propugna-
culum, aliaque propugnacula, & munimenta ex-
tructa ad Caput Cavæ prædictæ pro majori custo-
dia & munitione dictæ Civitatis Caltri & aliud pro-
pugnaculum eadem de causa extra Civitatem hu-
jusmodi extructum ipsaque Civitas cum omnibus
munimentis, tam intra quam extra eam factis ex-
pugnata fuerunt cumque terminus in jam dicto Mo-
nitorio præfixus assignatusque dicto Odoardo expi-
rasset, tandem dilectus filius Magister Marius Theo-
dorus causarum curiæ Cameræ Apostolicæ Auditor
Generalis inhærendo Nostri litteris in forma Brevis
17. Augusti, & 29. Septembris anni 1641. prædi-
cti expeditis, dictoque Octaviano Cardinali tunc,
ut præfetur, Auditori Generali directis facultatibus-
que tam in litteris hujusmodi concessis, quam pro-
priis suis, & ad abundantiorum cautelam etiam il-
lis ipsi Mario per alias Nostros in simili forma
Brevis litteras die 23. Decembris ejusdem anni ex-
peditas speciatim concessis utens, & omni alio me-
liori modo die 13. Januarii 1642 eundem Odoar-
dum uti culpabilem, & jure ob prædicta delicta pu-
nibilem condemnavit in penam confessorum
delictorum hujusmodi declaravitque illum in ex-
communicationem majorem, & a qua a nemine,
nisi a Nobis, & Romano Pontifice pro tempo-
re existente, præterquam in mortis Articulo con-
stitutus, & tunc cum reincidentia eo ipso quo con-
valuerit, absolvi possit, aliasque censuras Eccle-
siasticas contra similia perpetrantes a Sacris cano-
nibus universalibusque Conciliis & Constitutionibus
Apostolicis etiam in die Coenæ Domini quotan-
nis legi solitis fulminatas incurrisse, eumque ut su-
pra excommunicatum, & in dictas censuras Eccle-
siasticas incursum illique innodatum a fidelium con-
sortio disjunctum, segregatum & separatum habe-
re, & ab omnibus Christi fidelibus artius evitari
debere voluit, & præcepit sibi ius & facultatem
interdicti Ecclesiastici subjiciendi omnes & quos-
cunque dicti Odoardi Status, Civitates, Ter-
ras, Caltra, Villas, loca, & Dominia quacunque
eidem Odoardo subiecta, dictumque interdictum in
amplissima, & consueta forma publicandi, & af-
figendi in locis ipsi Mario bene visis juxta facul-
tates sibi concessas reservavit, nec non eundem
Odoardum in Rebellionis & Criminis læsæ Majes-
tatis in primo Capite aliasque poenas, quas hic
pro expressis haberi volumus condemnavit, prout
fusus continetur in sententia per dictum Marium
Auditorem Generalem prædicta die 15. Januarii la-
ta, in cujus executionem dictus Odoardus affixis
in locis solitis urbis cedulonis fuit excommunica-
tus, & incurfus, ut præfetur, publicatus, &
prout plenius constat ex processu desuper fabrica-
to. Cum autem idem Odoardus his ipseis tan-
tum absit, ut ipsum errorum suorum poeniteat,
eorumque veniam postulet, & ad gremium Sanctæ
Romanæ Ecclesiæ redire Nobisque, & Sedi præ-
dictæ debitam obedientiam exhibere sataget, ut po-
tius in sua obstinatione damnabiliter obfirmatus,
totque hostilitatum, & novitatum ejus jussu cum
adeo gravi Nostro, & Sedis prædictæ dispendio
commissarum multitudine nondum sanatus, sed de
abyssus in abyssum prolapsus eo audacius, & temerari-
ter processerit ut Septembris proximè præterito
ipsem collecto equestri exercitu hostiliter, &
tanquam noster & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ hostis
Statum Ecclesiasticum per Bononiensè Territorium
invalerit, & loca quædam occupaverit, variasque ani-
malium aliarumque, quas reperireturum depredationes,
& gravia crimina tam in Territorio prædicto, quam in
Romandiolæ, Umbriæ, & Patrimonii prædicti Provin-
ciis commiserit, ubi ejus milites ipso sciente, & per-
mittente pallium furtis, rapinis, devaluationibus, &

Rrrr

de-

ANS de J. C. 1643. deprædationibus grassati, Provinciarum hujusmodi incolæ, damnis, & injuriis gravissimis summa cum animi Noltri molestia, publicoque bonorum offendiculo affecerunt, ut autem exercitum suum sublevarer personæ & loca ea Ecclesiastica civitatum Parmæ, & Placentiæ, aliorumque Ducatus Parmensis locorum gravare & ad contribundum pro expensis sui Exercitus hujusmodi compellere Dei timore postposito, non expavit insuper delicta delictis cumulando sub finem præteriti mensis Maii magna equitum peditumque copia eundem statum Noltrum Ecclesiasticum hostiliter invaserit, Bondeni & Ostellatæ loca sub legatione Ferrariensæ occupando. Prout præfata respectively constant ex processibus, & Nobis, ac in Romana curia & in Italia ita notoria, publica & manifesta existunt quod nulla possunt tergiversatione celari. Hinc est quod Nos quorum patientia & mansuetudine dictus Odoardus manifestè in sui perniciem abutitur, nefarios, & hostiles ejus actus amplius sufferre nolentes nec non cœdularum, motuum propriorum, seu Chirographorum, processuum, monitoriorum seu Præceptorum, eorumque intimationum, & executionum, ac litterarum Apostolicarum, & sententiæ prædictorum aliorumque quomodolibet etiam necessario hic exprimendorum, & inferendorum tenores etiam anteriores, & datas præsentibus pro plenè expressis, ac de verbo ad verbum insertis habentes, motu proprio, ac ex certa scientia & matura deliberatione nostris deque Apostolicæ potestatis plenitudine ex parte Omnipotentis Dei, & beatorum Apostolorum ejus Petri & Pauli auctoritate, & Nostra, eundem Odoardum ducem, ob invasiones, occupationes, & gravamina seu delicta præfata, postquam a prædicto Mario Auditore condemnatus & excommunicatus declaratus fuit, ut præfetur commissis earundem tenore præsentium iterato in majorem excommunicationem, ac in alias censuras, & penas a Sacris canonibus universalibus conciliis constitutionibus Apostolicis etiam in die Cœnæ Domini quotannis legi solitis contra similia perpetrantes inflicta, promulgatas, & fulminatas, a quibus non nisi a Nobis, & pro tempore existente Romano Pontifice, præter quam in mortis Articulo constitutus, æque tunc cum recidencia eo ipso quo convalescerit, absolvi possit incurrisse declaramus eumque excommunicationi majori excommunicatione, & ut præfetur incursum denunciamus, & declaramus, & publicamus, sique intra quindecim dies continuos a publicatione earundem præsentium computandos ipse Odoardus non respiciat ac milites a Statu Nolstro & sedis Apostolicæ non revocaverit armaque non deposuerit & milites, quos ultra solita præsidia sustentat aliter & cum effectu non dimiserit, sed excommunicationis hujusmodi sententiam animo, quod absit, sustinuerit indurato, ex nunc prout ex tunc lapsis dictis quindecim diebus prædictas Parmæ, & Placentiæ, aliasque Civitates Oppida, Terras, Castra, Villas, suburbia, & loca quæcunque per eundem Odoardum quo vis loco, & modo detenta, & de facto possessa, excepto tamen statu, quem intra fines Regni Neapolis possidere dicitur, omnesque & singulas, ac omnia & singula Ecclesias, Monasteria, Oratoria etiam privata & Domesticæ, Cappellas, ac Religiosæ & pia loca quæcunque etiam si de jure Patronatu Regum, & aliorum Principum, ex dotatione, fundatione, vel privilegio Apostolico existant, & speciali mentione indigeant, in Civitatibus, oppidis, Terris, Castris, Villis, suburbis, & locis prædictis existentes, & existentia Ecclesiastico subjecimus interdictio, ita ut in illis interdictio hujusmodi durante, nec publice, nec privatim, Missarum solemnias, aliaque Divina officia, præter quam in casibus a jure permixtis & tunc non nisi januis clausis, non pulsatis campanis, interdictisque & excommunicatis exclusis celebrentur etiam pretextu quarumcunque concessionum, privilegiorum & indulgentiarum Apostolicorum quibuscunque Prelatis, aut aliis personis Ecclesiasticis tam Secularibus

ANS 1643. quam quorumvis Ordinum, sive Mendicantium sive non Mendicantium, aut Congregationum, Institutum de J. C. etiam Societatis Jesu, ac Hospitalis S. Joannis Hierosolimitani & aliarum Militiarum Regularibus vel ipsimet Civitatibus, oppidis, Terris, Castris, Villis, Suburbis, & locis hujusmodi, eorumque Dominis, & Universitatibus, & Populis ac Ecclesiis, Monasteriis, Oratoriis, Cappellis, ac Religiosis & piis locis prædictis, nec non particularibus Personis, & quibuscunque aliis in genere vel in specie, etiam motu simili, etiam confictorialiter, & alias quomodolibet concessorum, & concedendorum, quæ omnia & singula, eorum tenores præsentibus pro expressis & plenè insertis habentes ad hunc effectum, & quo ad loca, & personas interdictio ut præfetur suppositas, & suppositas suspendimus, nullique suffragari volumus ceterum per eadem præsentibus nullum prius sententiæ per dictum Marium Auditorem, ut supra dictum est late, juribusque Fisco & Camera prædictæ in vim illius & aliunde quomodolibet contra dictum Odoardum acquisitis, quam & quæ in suo robore, & firmitate, absque eo quod aliquid de super innovatum fuisse vel esse ullatenus pretendi possit remanere volumus, præjudicium inferre intendimus prout etiam motu, scientia, deliberatione, & potestatis plenitudine similibus omnes & singulos Milites, Capitaneos officialesque Bellicos & Ministros, Universitates, Communitatesque, & earum Consiliarios, ac Officiales quoscunque nec non cæteras quaslibet Personas cujuscunque gradus, Status, conditionis, dignitatis quantumvis qualitate tam temporalis, quam Ecclesiasticæ etiam regularis, etiam specifica, & individua mentione dignos, qui, & dignas, qui, & quæ eidem Odoardo in ultima dictis Status Ecclesiastici invasionem auxilium, Consilium, vel favorem quomodolibet præstiterunt, aut ad præsens quomodocumque præstant in eadem excommunicationem majorem, aliasque censuras & penas prædictas respectivè, illisque innodatos etiam fuisse, & esse eosque, & eas ab illis absolvi nisi in casu, formaque, & modo præmissis nequaquam posse declaramus, & respectivè mandamus, & volumus. Decementes præsentibus litteras, & in eis contenta quæcunque etiam ex eo, quod dictus Odoardus & alii quicunque in præmissis interesse habentes, seu habere quomodolibet præstendunt illis non consenserint, nec ad ea vocati, vel audit fuerint, de subreptionis, obreptionis, aut nullitatis vitio, vel intentionis Nostræ, aut alio quocunque etiam substantialissimo defectu, ex quacunque, causa, occasione, pretextu, & capite etiam in corpore juris clauso notari, impugnari, redargui, vel invalidari nunquam posse sique & non aliter in præmissis per quoscunque Judices Ordinarios, & Delegatos, etiam causarum Palatii Apostolici Auditores ac Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales etiam de latere Legatos sublata eis, & eorum cuilibet quavis aliter judicandi, seu, interpretandi facultate & auctoritate judicari, & definiti debere irritumque & inanè si secus super his a quoquam quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, contigerit attentari, non obstantibus Apostolicis, ac in Universalibus, Provincialibusque & Synodalibus Conciliis, editis generalibus, vel specialibus Constitutionibus, & Ordinationibus, nec non Ducatus, seu Status Castri, ac Civitatum, Oppidorum, Castrorum, Terrarum, Villarum, Suburbiorum, locorum Ecclesiarum, Monasteriorum Ordinum, Congregationum, Institutum Societatis Jesu, Hospitalis Sancti Joannis Hierosolimitani ac Militiarum hujusmodi, aliaque quibuscumque etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel alia quavis firmitate roboratis, statutis, & consuetudinibus, quantumlibet antiquis, nec non investitiuris, infeudationibus, Vicariatus, permutationibus, instrumentis, & quibuscumque aliis concessionibus quocumque nomine nuncupatis, Civitatum, Terrarum, Castrorum, aliorumque locorum per dictum Odoardum quomodolibet detentorum, privilegiis quoque indultis, immunitatibus, exemptionibus, facultatibus, etiam custodiendi, servandi, & defendendi ab omni occupatione contra inimicos Sedis Apostolicæ

ANS
de J. C.

1643.

Apostolicæ, vel alios etiam motu, scientia, & deliberatione & potestate similibus, ac etiam Conciliorialiter concessis, tan in acquisitione Civitatis Caltri, & Gryparum, ac Montis Alti, aliarumque Civitatum, Terrarum, Castorum, & locorum prædictorum, quam in erectione Ducatus Caltri postea Conciliorialiter confirmata, nec non investitura Ducatus Parmæ & Placentiæ quavis in ea pariter cavetur, quod quocienscumque contra Ducem pro tempore existentem vel in investitura vocatos, aut eorum quemlibet pro quavis etiam quantumcumque criminali, & gravi & gravissima causa quocumque procedendum erit, non possit procedi, & processum non valeat, & sit ipso jure irritus, nisi prius illo, contra quem procedendum erit, vel saltem suo Procuratore vel Oratore, Nuncio, ac negotiorum gestore in Romana Curia pro tempore Residente personaliter citato, & de faciendo processum adversato & certiorato, & quibuscvis Decretis etiam Conciliorialibus quomodolibet in investituris, infeudationibus, Vicariatus, Concessionibus dictorum Ducatum, & aliorum prædictorum locorum per recentis memorie Paulum tertium aliosque Romanos Pontifices etiam Prædecessores Nostros factis & concessis, aut eorum causa, & occasione emanatis, ac etiam forsan juratis respectivè & iteratis vicibus approbatis, & innovatis effectumque, ut prætenditur sortitis, & abinde citra obviatis, privilegiis quoque indultis & literis Apostolicis cuicumque prædictorum in præsentibus literis expressis confirmatis, & innovatis, nec non omnibus, & singulis, quæ in prædictis nostris literis volumus non obitare, quibus omnibus, & singulis etiam pro illorum sufficienti derogatione, de illis, eorumque totis tenoribus, specialis, specifica, expressa & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per Clausulas generales idem importantes mentio, seu, quavis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquilita forma ad hoc servanda foret, tenores hujusmodi ac si de verbo ad verbum nihil penitus omisso; ac forma in illis tradita observata exprimerentur, & inferrentur præsentibus pro plene, & sufficienter expressis, & inferentibus, illis alias in suo robore permanens, ad præmissorum effectum dumtaxat specialiter, & expresse derogamus: volumus autem ut præsentis litteræ in solis Urbis locis, & ad Valvas Bononiensis Ecclesiæ Cathedralis, seu Ferrariensis publicentur, illarumque copię etiam impressæ ibidem affixæ relinquantur quæ sic publicatæ, & affixæ eundem Odoardum, omnesque, & singulos alios, quos ipsæ concernunt arcant, & afficiant, perinde ac si unicuique illorum personaliter intimatæ fuissent quodque earundem præsentium litterarum transumptis etiam impressis manu alicujus Notarii publici subscriptis, & sigillo personæ in Dignitate Ecclesiastica constitutæ munitis eadem pro suis adhibeatur fides, quæ adhibetur præsentibus si forent exhibitæ, vel extensæ. Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub Annulo Piscatoris die 22. Junii 1643. Pontificatus Nostri anno vigesimo.

M. A. MARALDUS.

CDVII.

ANS (a) *Convenant conclu par les ECOSSOIS, pour le maintien de la Religion Réformée.*1643. *Fait le 17. Août, 1643. Aitzema. Affaires d'Estat & de Guerre. Tom. V. pag. 609.*

(a) Ceci
a été tra-
duit du
Flamand
qui n'est
pas l'Ori-
ginal.

MOYENNANT la grace de Dieu nous travaillerons sincèrement, effectivement & constamment en chaque lieu & Assemblée à la préservation de la Religion Réformée dans l'Eglise d'Ecosse,

ANS
de J. C.

1643.

dans la Doctrine, reverence, discipline & Gouvernement contre nos ennemis communs, & pour la Réformation de la Religion dans les Royaumes d'Angleterre & d'Irlande aussi en Doctrine, reverence, Discipline & Gouvernement selon la parole de Dieu, & sur l'exemple des meilleures Eglises Réformées. Nous ferons notre possible de réduire dans ces trois Royaumes les Eglises de Dieu dans la plus étroite union & conformité pour la Religion; Confession de Foi, Gouvernement Ecclesiastique, Direction, Révérence & Catéchisme; afin que nous & ceux qui viendront après nous puissions vivre en Foi & en Charité, & que le Seigneur puisse prendre plaisir à demeurer au milieu de nous.

II. Que semblablement sans avoir égard aux personnes, nous travaillerons à l'extirpation de la Papauté, Prélatrice, (c'est à dire le Gouvernement Ecclesiastique par Archevêques, leurs Chanceliers & Commissaires, Diacres & Capitulaires, Archidiaques, & tous autres Officiers Ecclesiastiques dépendans de la même Hierarchie,) superstition, Herésie, profanation de Schismatique, & tout ce qui se trouvera contraire à la saine Doctrine & à la Puissance de la Divinité; afin de n'être point participants des pechez des autres, & de n'encourir point le danger de participer non plus à leur punition, & que le Seigneur soit *un*, & son Nom *un* dans les trois Royaumes.

III. Nous ferons avec la même sincérité, efficace, & constance, notre possible chacun dans sa Vocation & mettrons notre vie & notre bien pour maintenir les droits & Privileges des Parlemens, & les Libertez des Royaumes, & de défendre la personne & l'autorité de la Royale Majesté, en protegeant & défendant la véritable Religion, & les Libertez des Royaumes, afin que le Monde & nos Consciences puissent être témoins de notre fidélité, & que nous n'avons pas la pensée ni l'intention de diminuer le pouvoir légitime & la grandeur de sa Majesté.

IV. Nous tâcherons aussi en toute fidélité, de découvrir tous ceux qui ont été ou seront Incendiaries, & Malignans ou des Instrumens d'iniquité, pour apporter de l'obstacle à la Réformation de la Religion, qui auront divisé ou diviseront le Roi avec son Peuple, ou un Royaume d'avec un autre, ou qui auront formé quelque Faction ou partialité entre le Peuple, contre cette Alliance & *Convenant*, afin qu'ils puissent être traduits en Justice & recevoir la peine qu'ils auront méritée, suivant le degré qu'exigera leur crime, comme la Justice supérieure des deux Royaumes respectifs ou l'autre en qui réside ce pouvoir, le jugeront convenable.

V. Et comme le bonheur d'une benite Paix entre les deux Royaumes qui a été refusée ci-devant à nos Aînetres a été octroyée par la Bonté & Providence de Dieu, & conclue & arrêtée depuis peu par les deux Parlemens, nous tâcherons chacun dans nos Lieux, & selon notre intérêt, de faire en sorte qu'elle demeure à l'avenir ferme & dans une bonne union, & que droit soit fait contre les mal-veillans qui s'y opposeront, de la maniere qu'il est exprimé dans les précédens articles.

VI. Nous assisterons aussi & défendrons chacun dans son lieu & selon sa Vocation, dans les affaires communes de la Religion, Liberté & Paix des Royaumes, ceux qui entreront dans cette Alliance, & *Convenant*, afin qu'elle soit maintenue & observée, & ne souffrons point directement ni indirectement par aucune sorte de Convention, persuasion ou crainte d'être divisés de cette Union & jonction pour former un autre parti où nous joindre à d'autres, ni ne nous laisserons persuader d'entendre à aucune indifférence, ou neutralité dans une affaire où il y va tant de la gloire de Dieu, de la prospérité des Royaumes, & de l'honneur des Rois, mais persisterons tous les jours de notre vie avec ferveur & constance dans ce *Convenant* contre toute opposition, & l'avancerons au contraire de tout notre pouvoir, nonobstant tout obstacle & empêchement quel qu'il puisse être; Et si nous trouvons de l'impuissance à supprimer ce qui devra l'être, ou à venir à bout de quelque chose, nous promettons de le découvrir & de nous en donner avis, afin d'en prévenir les difficultez & de les résoudre. Toutes lesquelles

Rrrrr 2

chofes

ANS choses nous executerons comme en la presence de
de J. C. Dieu.
1643.

CDVIII.

ANGLE-
TERRE ET
ECOSSE.

*Acceptation du Convent des ECOSSOIS
par les ANGLOIS, faite au mois de
Septembre 1643. Traduite du 3. Tome
du Mercure de Vittorio Siri page 1016.*

L Es Deputez des deux Royaumes d'Angleterre & d'Ecosse sont demeurez d'accord d'observer le Convent dont voici les Principaux Articles.

I. Tous & un chacun agiront de concert pour le maintien de la Religion Reformée d'Ecosse, tant à l'égard des Dogmes que de la discipline & du gouvernement, contre l'ennemi commun; & pour la Reformation de la Religion tant en Angleterre qu'en Irlande, conformément à la Parole de Dieu, & à l'Exemple des Eglises les mieux reformées, afin de pouvoir établir une parfaite uniformité de Religion dans les trois Royaumes.

II. On fera tous les efforts possibles, sans avoir égard à quelque personne que ce soit, pour extirper la Papauté & la Hierarchie, avec toute sorte de Schisme, d'heresie & de superstition.

III. On sera obligé d'exposer sa vie & ses biens avec le même zele, pour le maintien des Privileges & des immunités des Trois Royaumes, & pour la defense de la Personne & de l'autorité de sa Majesté, tant qu'elle conservera la vraie Religion & les libertés de ses Royaumes.

IV. On découvrira fidelement tous les seditieux, & tous ceux qui voudront empêcher la Reforme de la Religion, en semant de la Zizanie, & des divisions entre le Roi & son Peuple, ou entre les deux Royaumes.

V. On entretiendra par toutes sortes de voyes honorables la Paix entre les deux Nations.

VI. Dans cette cause commune de Religion & de liberté on maintiendra tous ceux qui voudront signer le Convent, sans jamais souffrir qu'on les en détourne ni quel'on seme de la division entr'eux.

VIII. Personne ne pourra jamais se déclarer Neutre & indifférent dans cette cause qui concerne la gloire de Dieu, l'honneur du Roi & la Prosperité de ses Royaumes.

CDIX.

ANS Conventions entre les ANGLOIS & les
de J. C. ECOSSOIS faites à Edimbourg le 29.
1643. de Novembre 1643. Traduites du 3. Tome
du Mercure de Vittorio Siri page 1022.

L'ANGLE-
TERRE ET
L'ECOSSE.

L Es Deputez du Parlement d'Angleterre & de celui d'Ecosse sont convenus entr'eux des Articles suivants.

I. On levera le plutôt qu'il sera possible une armée de dixhuit mille hommes d'Infanterie & trois mille Chevaux, le tout en bon équipage, portant chacun leur paye & des vivres pour quarante jours, pour se trouver ensuite au Rendez vous qui leur sera marqué sur la frontiere avec un Attirail d'Artillerie proportionné à ladite armée.

II. Elle sera commandée par un General, que le Parlement d'Ecosse nommera, & qui executera les ordres qui lui seront donnez de concert par les deux Royaumes.

III. Le Royaume d'Ecosse fera les frais de cet armement, & ils lui seront remboursés par le Royaume d'Angleterre, d'abord que la Paix aura été publiée dans les deux Royaumes.

IV. Le Parlement d'Angleterre fournira à ladite armée 360. mille livres par mois, laquelle somme sera prise sur les biens des Evêques Papistes & autres Ma-

lignans, * au cas qu'à la fin du mois il restât quelque chose à payer de ladite somme, on s'obligera par serment de J. C. d'en faire le paiement aussi bien que des interets qui en doivent provenir jusqu'au dernier quartier.

V. Si le Parlement d'Ecosse croit être bien fondé à demander à ses Freres d'Angleterre une satisfaction plus ample, pour les frais qu'il aura été obligé de faire, & pour les dangers auxquels les Troupes se feront exposer, ils engagent publiquement leur parole de les en récompenser honorablement.

VI. Le Parlement d'Angleterre fera par avance le remboursement de la somme de douze cent mille livres dont il lui sera tenu compte sur le paiement des premiers mois, à compter depuis l'entrée de ladite Armée en Angleterre.

VII. Le Parlement d'Ecosse, pour témoigner son zele en faveur des Interets de l'Angleterre,

S'engagera sous la foi publique de faire audit Royaume un prêt de deux millions quatre cent mille livres, afin que le Parlement d'Angleterre, soit plutôt en état de faire les preparatifs nécessaires, pour le secours que ses Freres lui demanderont.

VIII. Il ne sera fait aucun Traité de Treve, de Paix ou de suspension d'Armes, que du consentement des deux Royaumes.

IX. Le Parlement d'Ecosse fera serment de ne point employer son armée en Angleterre, pour un autre motif que celui qui est porté par le Convent fait entre les deux Nations.

X. Comme le Parlement d'Ecosse est prêt d'assister ses Freres d'Angleterre, ceux-ci s'obligent semblablement de secourir le Royaume d'Ecosse en pareil cas, & aux mêmes conditions.

XI. Pendant que l'armée Ecossoise sera en Angleterre le Parlement de ce Royaume entretiendra huit Vaisseaux de guerre pour la defense des côtes d'Ecosse, & les Capitaines des Vaisseaux seront nommez par le Comte de Warwick avec l'approbation des Parlemens des deux Royaumes lesquels d'un commun consentement donneront les ordres nécessaires audit Capitaine.

XII. Il y aura une garnison Ecossoise de six cens hommes d'Infanterie & de deux cens Chevaux dans la Ville de Barwick, dont le Gouverneur aussi bien que les Principaux Officiers de la Garnison sera agréé par le Parlement d'Angleterre. Et qu'il fournira 12000. Livres par mois pour l'entretien de ladite Garnison.

XIII. Le Parlement d'Ecosse fera serment de retirer la garnison de cette place, & de demolir toutes les nouvelles fortifications que l'on y aura faites d'abord que la Paix sera conclue entre les deux Royaumes.

CDX.

*Traité de Trêve entre les IRLANDOIS ANS
Royalistes & les PARLEMENTAIRES de J. C.
RES au mois de Décembre 1643. Tra-
duit du 3. Tome du Mercure de Vittorio Siri page 1036.*

M lord Donogh Vicomte de Muskry au nom de tous les Catholiques d'Irlande, & le Marquis d'Ormond General des armées de sa Majesté en Irlande promirent respectivement aux Parlementaires d'Angleterre ce qui suit.

I. On ne donnera aucun empêchement, ni ne fera aucun tort ni déplaisir aux Vaisseaux qui entreront dans les ports d'Irlande pour entretenir entre les deux partis un commerce d'armes, de vivres & autres denrées, pourveu que ces Vaisseaux venant sous la protection du Parlement soient munis d'un passeport du Roi, de son Amiral, ou Vice-Amiral, ou du Gouverneur d'un des Ports d'Angleterre.

II. Toutes les Villes, places, Ports, Châteaux & autres Terres de la Province de Linster, dont les deux partis

ANS partis sont en possession seront comprises dans la Trêve, de J. C. avec promesse respective des deux chefs susdits, de ne rien innouer durant ladite suspension d'armes.

1643.

III. Les grains qui se trouveront semez dans toute l'étendue de la Province de Linster, seront recueillis par ceux qui ont ensemencé les terres, à la réserve de la quatrième partie qui sera destinée pour la Garnison de la Place dans le territoire de laquelle lesdites terres sont situées.

IV. Il en sera de même dans les Provinces de Munster, d'Uster & de Connaught, & de plus les Gouverneurs des Places qui se seront mis sous la protection desdits Catholiques Romains, ne payeront aucune contribution à leurs Protecteurs, & les deux Chefs promettent qu'ils ne seront inquiétés ni dans leurs personnes ni dans leurs quartiers, pendant la cessation d'armes.

V. S'il se trouve dans une desdites Provinces quelque Infraacteur du présent Traité, on ne lui donnera ni de part ni d'autre aucune assistance, au contraire il sera puni; & lorsque cet incident arrivera, il ne sera point pris pour une rupture de ladite suspension d'armes dans les autres Provinces du Royaume; lesquelles se conformeront audit Traité, & on ne prendra point de là occasion de commettre des Actes d'hostilité; & le Parti qui se tiendra dans les bornes prescrites par le présent traité peut s'assurer que le Lieutenant General du parti d'où sera l'Infraacteur en fera bonne justice.

VI. Pour la sûreté de ladite Trêve on donnera de part & d'autre des otages six jours après la publication du Traité.

VII. Le Marquis d'Ormond promet, de faire mettre en liberté tous les Prisonniers, même ceux qui seront prévenus d'un crime Capital, toutesfois en donnant caution suffisante.

VIII. On donnera aux Catholiques un sauf conduit pour envoyer auprès de sa Majesté un tel Agent qu'il leur plaira.

IX. Tous les biens Meubles & Immeubles qui auront été pris en forme de représailles tant d'une part que d'autre avant la publication de la Trêve, & qui se trouveront en nature, seront rendus à leurs légitimes possesseurs; & après la publication, tous les biens dont on se sera emparé au sujet de la guerre précédente; seront rendus à la première requisiion qui en sera faite; avec tous les dommages & intérêts.

C D X I.

Conventions Préliminaires pour la Paix, entre CHRISTINE Reine de Suède & CHRETIEN IV. Roi de Danemarck. Faites le 8. Novembre, 1644. Vittorio Siri. Tom. IV. part. II. pag. 235.

ANS

de J. C.

1644.

SUEDE

ET DANEMARCK.

Sacra Regia Majestatis, Regniq; Sueciæ Senator, & Campi Marschallus Ego Gustavus Horn Dominus in Malla & Hering, Eques Atratus; agnoscit & confiteor accepisse à manu Illustrissimi & Excellentissimi Domini Gaspari Cognesti de la Tuillerie, Equitis Aurati, Baronis Cursonii & Comititis Consistoriani, & S. Christianissimæ Regiæ Majestatis per Septentrionem Legati Extraordinarii, Instrumentum originale sequentis tenoris.

Sacra Regia Majestatis Daniæ, Norvegiæ, respectivè Regni Senator & Consiliarius Regni, & Germanicæ expeditionis Cancellarii, Præfeti in Calloe & Hadersleben; nos Justinus Høeg, Dominus in Giorloff, Eques Regiæ Majestatis Ordinis, & Dietlerus Reventlovich hæreditarius in Reetz & Ziendorf; notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, quod cum ante aliquod temporis spatium bellum exortum sit inter suam Serenissimam Regiam Majestatem Daniæ & S. R. M. Sueciæ, ac ejus rei fama nullas non Europæ pervagata partes, omnium, quibus quies publicæ curæ cordique est, animos affecerit, præsertim Serenissimi, Potentissimi, & Christianissimi Galliarum Regis, nec

non celsorum & potentium dominorum Ordinem Generalium fœderati Belgii, qui ponderando quantum publica Christiani Orbis tranquillitas est tam funesti belli motibus capiat detrimenti, suos eum in finem ablegaverint Legatos, videlicet Rex Christianissimus Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Gasparum Cognetium Thuillerium, Equitem Auratum, Cursonii Baronem, & Comitem Consistoriarum nec non Serenissimæ ejusdem Regiæ Majestatis per Septentrionem Legatum Extraordinarium: fœderati Belgii Ordines verò Illustrēs & magnos, Dominum Gerardum Schaff Amstelodami consulem, Deputatum Hollandiæ in Consilio prædictorum Ordinum, & Curatorem Academiæ Lugdunensis, Dominum Albertum Sonchium, Equitem consulem Horniæ, & Dominum Joachim Andream Equitem, Consiliarium primum supremæ Frisiorum Curiæ, & Deputatum in consilio Statuum generalium nomine Frixiæ Occidentalis, ut reconciliandis belligerantium Regum animis labores suos impenderent; qui nullo studio parentes, hinc inde inter utraque caltra commendo, & quotidie cum utriusque Coronæ Dominis Commissariis conferendo admodum sedulos se præbuerint; imprimis verò asseruerint Regiæ Sueciæ pacem Cordi esse. Quamobrem Sacra Regia Majestas Daniæ, ut universo, Orbī constaret, quā sit, præsertim his turbulentis temporibus, Pacis honestæ cupidissima, hanc Dominorum Mediatorum promptitudinem grata mente amplexa est; hocque fundamento facto Domini Legati tempus & locum futurorum Tractatum denominari, cæteraque præliminaria expediri requisiverint, simul atque quod Regina Sueciæ Dominum Commissarium suum ad hoc Tractatus suo nomine destinasset, indicaverint, ideoque Sacra Regia Majestas Daniæ etiam intermittere noluit, quin nobis prædictis præliminariis finem imponendi potestatem concederet, eamque ob causam singulari instrumento instrueret, ut Sacra Regia Majestatis Daniæ nomine vigore specialis decreti inter utraq; partes, opera tamen & Mediatione prædictorum Dominorum Legatorum, de tempore, loco, Salvis conductibus & omnibus aliis quæ ad Præliminaria pertinent, convenirentur, prout præallegatum S. R. Majestatis mandatum plenius exponet, & nos jam nomine S. R. M. ad hunc Tractatum præliminarem Deputati Commissarii tellamur, & prosequimur vigore prædicti mandati quod mediantibus iisdem Dominis Legatis, sequenti modo conventum sit, ut die 11 proximi mensis Decembris respectivè inter Christianopolim & Calmariam utriusque Regni Senatores & Coronæ pari numero Broomsbro, quod in limitibus suum est, comparere; & in nomine Sacra Sanctæ Trinitatis Tractatus futuræ Pacis exordiri debeant; numerus verò Commissariorum quaternarius non excedat; & utrinque sufficienti mandato & Plenipotencia instruantur. Necessum præterea visum est ut durantibus Tractatibus intra duo milliaria omnia loca Broomsbro circumjacentia immunita ab hostilitate omni reddantur, prout Deputatis etiam Suecicis, unâ cum Comitatu totis durantibus Tractatibus, quoties placuerit, non solum securè & liberè venire & abire; verum etiam Cursores, Tabellarios & litteras mittere, commeatus transportare absque ulla molestia, vel impedimento liberum sit, prout etiam litteris Delegatorum Sueciæ, vel ab iis scriptis, vel ad eos exaratis, firma præstetur securitas, nec ut sub ullo prætextu referentur, detineantur, vel interscipiantur, permittatur; eadem ratio habeatur viz quæ Christianopolim Calmariam ducit; imprimis vero licet Tractatus, quod absit, prospero fine frustrentur, tamen Deputatis Sueciæ incolumes ad Regiam suam revertendi, securoque reddito fruendi, integrum erit, id quod sanctè, inviolabiliterque nomine R. M. Daniæ promissum: Et ut securus hæc gaudere possint, Sacra Regia Majestas Daniæ pollicetur, quemadmodum etiam illud à Regina Sueciæ expectat, ut intra spatium trium septimanarum à die hujus Conventionis salvi conductus in meliori & optima forma in manus Dominorum Mediatorum consignentur, ut postea invicem permutari, & partibus extradiquantur, qui-

Rrrrr j

ANS quibus tunc peractis & adimpletis, Commissarii centum
de J. C. equis & non ultra stipati, præter ordinarios Domesticos
1644. & Famulos ad tempus præfixum loco prædicto compar-
teant, ad quorum fidem nos infra scripti Sacra Regia
Majestas Daniæ Commissarii vigore publici hujus instru-
menti & specialis mandati nomine, & ex parte Sacræ Re-
giæ Majestatis quàm firmiter nos adstringimus & obliga-
mus, atque majoris fiduciæ ergo mandata nostra autenti-
ca in manus utrinque Dominorum Legatorum configura-
vimus, & agnata sigilla imposuimus. Actum Malmogiz
die 29. Octobris Anno 1644.
8. Novembris

Joest Hoeg.
Diethloff Reventlau.

*Approbation des Préliminaires de la part de la
Suede, avec la Prorogation du Congrès.*

SACRÆ R. Majestatis Regniq; Sueciæ Senator, &
Campi Marefchallus, ut & Judex Provincialis Fin-
landiæ Australis, Ego Gustavus Horn Dominus
in Malla, & Haringe, Eques Auratus, agnosco &
confiteor me accepisse à manu Serenissimi, Potentissi-
mi, & Christianissimi Galliarum Regis Legati Illustri-
simi & Excellentissimi Domini Gaspari Cognetti Thuil-
lerii, Equitis Aurati, Cursionii Baronis, & Comit-
is Consistoriani, nec non S. ejusdem R. M. per Septentrio-
nem Legati Extraordinarii, instrumentum originale se-
quentis tenoris.

Nos Christianus Quartus, Dei Gratia Daniæ, Nor-
vegiæ, Vandalorum, Gothorumque Rex, &c. omni-
bus hijs notum facimus, quòd cum ex fidelium nostro-
rum D. Justini Hoeg Equitis, Senatoris, Regni Can-
cellarii, & Præfecti Arcis nostræ Calloensis; & Dieth-
lovii Reventlau in Retz & Ziefendorff, Ducatus nostri
Holsatiæ Consiliiarii, Cancellarii Germanici, & Arcis
nostræ Haderlebenis Præfecti, ad Præliminares Pacis
Tractatus perficiendos plenius mandatis instructorum hu-
millima relatione certiores facti sumus inter ipsos, &
Reginæ Sueciæ additos Præliminares Tractatus pari au-
toritate & Plenipotencia munitum Commissarium, me-
diante tam Serenissimi Regis Franciæ quàm Præpoten-
tium D. D. Ordinum Generalium Fœderati Belgii Lega-
torum Opera ita Conventum & conclusum esse, quem-
admodum sequens instrumentum plenius edocebit.

Nos infra scripti Justinus Hoeg in Giorsloff, Eques,
Regni Daniæ Senator, Cancellarius, & Regiæ Ma-
jestatis Præfectus Arcis Calloensis; & Diethloff Reven-
tau in Reetz & Ziefendorff Holsatiæ Consiliiarius, Can-
cellarius Germanicus, & Regiæ Majestatis Præfectus
Arcis Haderlebenis, notum facimus omnibus ac sin-
gulis quorum interest, quòd cum ab aliquo tempore in-
ter Daniæ & Sueciæ Regias Majestates bellum exortum
sit, & ejus fama nullas non Europæ pervagata partes,
omnium quibus publica cordi & curæ est quies, miræ as-
fecerint animos, præsertim Serenissimi ac Potentissimi
Principis ac Domini, Domini Ludovici XIV. Franciæ
& Navarra Regis Christianissimi, nec non Celsorum ac
Præpotentium Fœderati Belgii Ordinum Generalium,
qui ponderando quantum publica Christiani Orbis tran-
quillitas è tam funesti belli motibus capiat detrimenti,
Legatos suos, & quidem altè memoratæ Regiæ Majesta-
tis Illustrissimum Dominum Gasparum Cognetium
Thuillerium, Equitem, Cursionii Baronem, Comi-
tem Consistorianum & per hæc Septentrionalia Regna
Legatum Extraordinarium, & Generales Fœderati Bel-
gii Ordines, Nobiles ac Generosos Dominum Gerar-
dum Schaff Consulem Amstelodamensem, Hollandiæ
in prædictorum Generalium Ordinum Consilio Depu-
tatum, & Curatorem Academiæ Leydenis; Dominum
Albertum Sonki Equitem & Consulem Hornensem; &
Joachimum Andræ Equitem, Primarium Frisiæ Con-
siliarium, & Deputatum Plenipotentiarium nomine
West-Frisiæ in Generalium Ordinum Consilio huc able-
gaverunt, ut omnem operam impenderent, quo inter
Daniæ & Sueciæ Regias Majestates cœptum bellum com-

poneretur, qui etiam promovendo huic Scopo nulli la-
bori parcentes, quàm frequentissimè inter utraq; castra de J. C. ANS
commeando, quotidie cum utriusque Regni Commissa-
riis ea de re diligenter capita consuluerunt, insuperque
1644. Reginam Sueciæ ad pacem admodum propensam asseve-
raverunt; Ut igitur R. Majestas Daniæ summum hono-
ræ & sinceræ Pacis desiderium his præsertim exulceratissi-
mis temporibus universo Orbi innotesceret hanc inter-
ponentium promptitudinem grato animo amplexa est;
hoc fundamento jacto, prædicti Domini Legati tempus
& locum, quo Pacis Tractatus iniri deberent, nomina-
ri, reliquæ Præliminaria expediri petierunt, innuen-
tes Reginam Sueciæ jam suum eo sine Plenipotentem
Commissarium deputasse. Proinde nec S. Majestas inter-
mittere voluit, quin ad præmemoratos Tractatus pro-
movendos, & dicta Præliminaria perficienda, plena
nos potestate muniret, ut vigore specialis instrumenti &
mandati, mediatione tamen memoratorum Dominorum
Legatorum interveniente de tempore, loco, salvis
conductibus, alijsque Præliminariis ad Pacis Tractatus
requisitis conveniremus & transigeremus, ut ex sequen-
tibus patebit. Quòd circa, & nos ad hos Præliminares Pa-
cis Tractatus Deputati Commissarii, specialis nostri
mandati vi ac vigore, testatum facimus ac fatemur, me-
diantibus benè memoratis Dominis Legatis in hunc mo-
dum conclusum ac conventum esse; nimirum ut ad
11 Decembris proximè instantis, utriusque Regni Pleni-
potentiarum ad Pontem Brombe in finibus intra Christi-
anopolim & Calmariam sese exportent, ibique in nomi-
ne Sanctissimæ Trinitatis Pacis tractandæ initium faciant,
dictorum Commissariorum, qui plenius mandatis instru-
cti esse debent, numero utrinque quaternarium non ex-
cedente similiter consilium & necessarium visum est, ut
durantibus Pacis Tractatibus intra duo miliaria Pontem
Brombe circumjacentia nullibi hostilitates exerceantur.
Deputatis etiam Sueciæ Commissariis tempore dicto-
rum Tractatum liberum erit non solum eum Comitatu
suo, quotiescunque iis placuerit, tutò ac securè abque
ullo impedimento ire ac redire sed & omnes ipsorum ve-
redarios, litteras, Tabellarios & Nuncios ultro citro-
que mittere, & necessarium compæctum advehi curare;
litteræ quoque ab ipsis scriptæ, vel ad eos missæ omni-
modo liberæ sint, nec cuiquam permittitur censetur ulla
ratione eas sub quocunque prætextu resignare, detinere,
vel intercipere, eadem securitate in actum que Christiani-
poli Calmariam ducit sanctità.

Quod si etiam (quod Deus avertat clementissimè)
hos Pacis Tractatus frustra susceptos prosperum non for-
titi eventum contigerit, Suecici nihilominus Commis-
sarii liberè ac sine impedimento domum & ad Reginam
suam redire fas erit. Quod & abque ulla infractione om-
nimodo, quo supra scriptum est, observatum iri nomi-
ne suæ Majestatis Daniæ spondemus ac pollicemur.

Et ut horum omnium certitudinè tantò firmiorem pos-
sint adhibere fidem, Regia Daniæ Majestas promittit se
curaturam, ut intra tres septimanas ab hinc, salvi con-
ductus in sufficienti & optima forma concepti in interpo-
nentium manu consignentur, idem sibi de Regina Sue-
ciæ pollicita, ut postmodum commutari & unicuique
partium, cui debent extradi queant; hoc ita facto utrius-
que partis Commissarii statuto tempore comparebunt,
non ultra centum equitibus, non comprehensis tamen
ipsorum domesticis, majoris certitudinis ergo, hæc om-
nia supra scripta à parte suæ Majestatis sanctè & inviola-
biliter servata iri; nos infra scripti Regiæ Majestatis Da-
niæ ad hæc Deputati Commissarii firmiter vigore hujus
instrumenti & specialis etiam Potentis quæ à sua Majesta-
te instructi sumus, & cujus authenticum coram prædictis
Dominis Legatis edidimus, nos obligamus, sigilli no-
stri impressione id confirmantes. Actum in Malmoe
29. Octobris Anno 1644.
8. Novembris

Joest Hoeg.
Diethloff Reventlau.

Quoniam verò benè memorati Domini Legati tan-
quam

1644 ANS quam Mediatores, & varias postmodum causas prædic-
tum conventum in octavum Februarii currentis anni dif-
ferri perierunt, idcirco & ea in re ipsorum petitioni sa-
tisfactum fuit, ut ex sequenti instrumento vigesimo
quinto Decembris præteriti anni sapius memorati Do-
mini Legatis extradio amplius patebit, quod ita se ha-
bet.

Omnibus quorum interest notum sit; quamvis non
ita pridem inter nos infra scriptos & Regiæ Sueciæ
Commissarium ad hos Præliminares Pacis Tractatus,
speciali mandato, & autoritate utrinque instructos, Re-
giæ Majestatis Franciæ, ut & Præpotentium Fœderati
Belgii Ordinum Generalium Legatorum Mediatione in-
terveniente, conventum fuerit ut Pacis Tractatus inter
hæc Borealia Regna, Daniæ scilicet & Sueciæ, Decem-
bris die 15. initium fumerent, prout plenius constat ex
instrumento præteriti Octobris 29. die desuper confecto,
quod tamen ad instantiam, & petitionem bene memo-
ratorum Dominorum Legatorum fuerit conclusum, ut
ob varias rationes tempus Tractatibus Pacis constitutum
in octavum Februarii anni sequentis 1645. prorogaretur,
& ab hostilitate omni cessatio durantibus Tractatibus
duobus saltem circa Brombsæ miliaribus determinata,
ad sex miliaria, quibus tam Calmaria quam Christiano-
polis inclusa intelligatur, extendere. Hac igitur de
re informata Regia Majestas Dominus noster clementissi-
mus de novo plenius nos instruxit mandatis, ut huic Do-
minorum Legatorum propositioni adstipulerentur, &
prædicti termini prorogationem, ut & ne ulla hostilitas,
quamdiu Tractatus duraverint intra sex miliaria circa
Pontem Brombsæ à partibus utrinque exerceatur, appro-
baremus; quod & vigore præsentium & nostræ Plenipo-
tentiar gratum, ratumque habemus, & in majorem cer-
titudinem omnium ad superscriptum modum sanctè in-
violabiliterque servandorum pollicemur, ac spondemus
fore ut Regiæ Majestatis Domini nostri clementissimi
ratihabitio omnium tam in hoc instrumento, quam in
altero 29. Octobris die confecto conclusorum & conven-
torum cum Regiæ Majestatis Sueciæ ratihabitioe Præli-
minarium horum Tractatum conclusionem concernen-
te commutanda extradatur, ulterioris confirmationis ergo
hoc manu propria subscripsimus & sigillis nostris fir-
mavimus. Datum Hafniæ 25. Decembris 1644.

Joest Hoeg.
Dietlef Revemlan.

Quod proinde nos Christianus Quartus Dei Gratia
Daniæ, Norvegiæ, Vandalorum, Gothorumque Rex,
Dux Slevici, Holfatiæ, Stormariæ, ac Dithmaritiæ,
Comes in Oldembourg & Delmenhorst, utrumque præ-
allegatum instrumentum, in omnibus eorum verbis &
Articulis rati habeamus & confirmemus, nullo modo
permisuri, ut sive nostri, sive alii, quantum in nobis
erit, quicquam contra agant & moliantur. In majorem
fidem manu nostra Regia subscripsimus & sigillum no-
strum appendi iussimus. Actum Fridericiburgi 13. Ja-
nuarii 1645. sub sigillo nostro.

CHRISTIAN.

In cujus fidem præsentem certificationem manu mea
signatam extradiidi. Datum Ystadii 26. Januarii anno
1645.

GUSTAVUS HORN.

*Ratification de la Prorogation du Congrès par
la Suede.*

Omnibus quorum interest notum sit; quamvis an-
te aliquod temporis spatium inter me infra scrip-
tum & Serenissimæ Regiæ Majestatis Daniæ
Commissarios, ad hos Præliminaria tractatus peculiari
mandato instructos, Mediatoribus Serenissimi, Poten-
tissimi & Christianissimi Galliarum Regis, ut & Cello-
rum ac Potentium Dominorum Ordinum Fœderati Bel-
gii Dominis Legatis conveniret, ut Tractatus reducen-

da Pace inter hæc Septentrionalia Daniæ & Sueciæ Regna
15. Decembris anni præsentis instituerentur, ut filiis de J. C.
docet instrumentum 29. Octobris hujus anni super hoc
negotio confectum. Tamen cum memorati Domini
Legati varias ob causas prolongationem prædicti termini
requirerent, ut nempe ad 8. Februarii anni proximi su-
pra millesimum sexcentissimum quinti & quadragelimi
ille proferretur, & immunitas à bello Brembsbroe ad
dato tantum miliaria pacta, ad sextum inclusive exten-
deretur, ita ut Calmaria æque & Christianopolis inclu-
deretur.

Sacra Regia Majestas, Domina mea clementissima de
his certior facta me peculiari mandato denuò jussit, his
desideriis sapius memoratorum Dominorum Legatorum
assentire, dictamque termini prorogationem ut & exten-
sionem securitatis & immunitatis à bello ad sex miliaria
à Brembsbroe velut à centro in omnem partem compu-
tanda approbare, quod etiam vigore præsentium facio,
ratumque & gratum habeo. Et ut superscriptorum eò ma-
jor sit securitas, promitto Sacræ Regiæ Majestatis Do-
minæ meæ Clementissimæ ratificationem, super omni-
bus conventis tam in hoc quam in altero isto 29. Octobris
confecto instrumento contentis, cum reciproca S. Ma-
jestatis Daniæ ratihabitioe, hanc Præliminariam con-
clusionem concernente, commutandam. In cujus rei
fidem & testimonium manu mea hæc subnotavi, &
agnatum sigillum apposui. Quod factum Ystadii die
30. Decembris 1644.

GUSTAVUS HORN.

C D X I I.

*Promesses & Engagemens du Prince de Tran- ANS
silvanie, GEORGE RAGOTSKI en- de J. C.
vers la FRANCE & la SUEDE, & 1646.
réciproquement de la France envers ledit
Prince. Faites le 22. Février, 1646.
& jours suivans. Traduites du Mercure
de Vittorio Siri. Tom. VI. pag. 482.*

Nous George Ragotki &c. Reconnissons par ces
présentes que conformément aux conventions
de la Ligue que nous avons faite les années pré-
cédentes avec la Majesté Tres-Chrétienne & la Couron-
ne de Suede, nous avons non seulement attaqué l'Em-
pereur des Romains comme ennemi, mais aussi qu'a-
près avoir surmonté de très-grandes difficultés & éli-
suyé beaucoup de dangers pour le bien de la Patrie, nous
sommes entrez avec le gros de notre armée dans les
Terres héréditaires de ce Prince; & que pareillement
pour nous acquitter de nos promesses, nous avons joint
notre Armée avec celle des Suedois, agissant dans cette
occasion avec tout le zèle & toute la vigilance possible,
pour rendre cette Ligue avantageuse à la cause commu-
ne, & pour parvenir à la fin que nous nous sommes
proposée.

Mais comme il est survenu des inconveniens qui nous
ont obligé de subvenir aux necessitez pressantes de la Pa-
trie, & qu'il n'y avoit point d'autre parti à prendre pour
la garantir du danger qui la menaçoit; nous nous som-
mes trouvez réduits à la nécessité de conclure un Traité
de Paix avec l'Empereur, à de certaines conditions que
le sens commun fait juger presque impossibles, après
néanmoins en avoir donné avis à leurs Excellences Illu-
strissimes Messieurs les Généraux & Ambassadeurs des-
dites Sérénissimes Couronnes: Et quand même l'exécu-
tion en seroit possible, il est aisé de juger par plusieurs
conjectures bien fondées, que l'Empereur ne les obtien-
dra pas, ou que du moins il en retardera l'accomplisse-
ment; & en ce cas là, puisque l'inexécution des Ar-
ticles est une Contravention manifeste au Traité; si les
Puissances Confédérées veulent absolument exécuter de
point en point toutes les Conditions portées par le Traité
de Ligue, selon la maniere & le tems qui y sont expri-
mez, à la réserve de ceux dont on seroit convenu autre-
ment

ANS ment d'un commun accord : que pour cet effet il soit
de J. C. ordonné suivant les mêmes Conventions que le reste des
1646. sommes qui sont dûes pour les huit mois pendant lesquels
nous avons employé nos Troupes, soit payé dans quatre
mois par l'Ordre de S. M. T. C. à Constantinople ou à
Dantzic ; & par la Reine de Suède en tems & lieu conve-
nable : Que les deux Couronnes conjointement ou sépa-
rément obtiennent un consentement de la Porte Ottoma-
ne, & qu'elles donnent une Caution suffisante pour faire
payer aux Turcs une certaine somme, dont nous ne
devons fournir que la quatrième partie : Que les mêmes
Couronnes entretiennent une bonne correspondance
avec nos Ambassadeurs, & qu'elles se servent de leur en-
treprise ; que la moitié du Subside soit mise en dépôt en
deniers trois mois après que la guerre aura été commen-
cée, que dans quatre mois le même Traité soit ratifié par
les Couronnes Confédérées ; & que si la distance des
Lieux, jointe au petit espace de tems ne permettent pas
que la Ratification de sa Majesté Très-Chrétienne, &
de la Reine de Suède soit délivrée dans le terme préfix,
le Sérénissime Duc de Longueville, & Messieurs les Com-
te d'Avaux & Servien, & semblablement Monsieur
Oxenstern, & M. Salvius, ou M. le Maréchal Général,
comme Plénipotentiaires de Suède, fassent du moins tenir
leur consentement dans quatre mois, jusqu'à ce que nous
recevions la Ratification de leursdites Majestés, ce qui
s'exécutera deux mois après le même consentement, que
s'il arrivoit que l'une ou l'autre desdites Couronnes, pour
quelques égards particuliers, manquât à accomplir toutes
les conditions de ladite Alliance, l'autre suppléeroit à
son défaut, sans déroger à sa Dignité & sans violer les
Loix de l'Amitié.

Nous promettons, lors que nous aurons obtenu le
consentement du Turc, qui servira de fondement à cette
Alliance, de recommencer la guerre contre la Maison
d'Autriche dans l'espace d'environ trois mois & même le
plûtôt qu'il sera possible, & d'exécuter tous les Articles
de la Ligue que nous avons faite ci-devant avec lesdites
Sérénissimes Couronnes. Il seroit néanmoins absolu-
ment nécessaire de tenir ce renouvellement de Ligue le
plus secret que l'on pourra, jusqu'à ce que les Confédé-
rés soient en état de la mettre en exécution. Auprès,
nous promettons avec serment, & en foi de Chrétien,
tant pour nous que pour nos Successeurs, d'accomplir
toutes les choses ci-dessus énoncées. En témoignage de-
quoi nous avons cru être obligés de donner & délivrer ces
présentes signées de notre main, & scellées de notre Sceau.
Donné dans notre Forteresse de Fogaras le 22. de Février
1646.

GEORGE RAKOCZI.

Ces Lettres ont été écrites à leurs Excellences Illustri-
ssimes Messieurs les Plénipotentiaires de France, avec les
mêmes chiffres dont nous nous sommes servis, nous &
l'Illustrissime Seigneur de Croissi.

Je certifie que ces attestations sont entièrement con-
formes à celles que S. A. m'a confiées pour les délivrer
aux Plénipotentiaires, & au Roi Très-Chrétien : Si par
hasard il s'y est glissé quelque faute, on la doit corriger
sur le modèle des présentes.

Nous George Rakoczi, &c.

Faisons sçavoir par la teneur des présentes à tous & à
un chacun, qu'en vertu de l'Alliance nous avons
demandé plusieurs fois à M. de Croissi Envoyé de
S. M. Très-Chrétienne auprès de nous, qu'il nous déli-
vrât la Ratification que le Roi son Maître avoit faite de la
Ligue qui avoit été ci-devant conclue ; & comme il nous
eut répondu que certaines raisons importantes l'en
avoient empêché, après avoir enfin reconnu la fermeté
& la sincérité de notre affection pour la Cause commune,
& notre profond respect envers sa Majesté Très-Chré-
tienne, il a satisfait à notre desir conformément à l'Al-
liance ; Et nous confessons avoir reçu & accepté ladite
Ratification telle que nous l'avons souhaitée, & en mê-
me tems nous lui avons rendu son Plein-Pouvoir Royal.

En foi de quoi nous avons cru être obligés de faire expé-
dier ces présentes audit Seigneur de Croissi. Donné en
notre Château le 19. de Février 1645.

ANS
de J. C.
1646.

GEORGE RAKOCZI.

Nous George Rakoczi, &c. Signifions par ces
présentes à tous à qui il appartiendra, que si nous
obtenons le consentement de la Porte Ottomane
sur les fondemens qui ont été jetés pour la Ligue con-
formément à nos Certificats, avec une certaine somme
de deniers au paiement des trois quarts de laquelle les Sé-
rénissimes Seigneurs Alliez se sont obligés, afin de nous
donner le moyen de reprendre les armes tout de nouveau ;
nous nous offrons de prêter lesdits trois quarts, pour-
vu que le paiement de la somme qui nous est due jusqu'à
présent par le Roi Très-Chrétien, ne coure aucun ris-
que, & qu'elle nous soit payée dans quatre mois à Con-
stantinople ou à Dantzic par les Seigneurs Confédérés.
En témoignage de quoi nous avons cru devoir faire expé-
dier ces présentes signées de notre main & scellées de notre
Sceau. Fait dans notre Forteresse de Fogaras le 22.
Février 1646.

GEORGE RAKOCZI.

*Promesse & Déclaration de Monsieur de
Croissi au Nom de la France.*

LE Sérénissime Prince de Transylvanie aiant fait con-
noître que c'étoit contre son gré, & seulement
pour obéir aux défenses répétées & menaçantes du
Grand Seigneur de faire la guerre à l'Empereur, qu'il
avoit été contraint de faire la Paix ; il nous a témoigné en
même tems le zèle dont il avoit toujours été animé pour le
bien public, & l'affection qu'il avoit en particulier pour
Sa Majesté Très-Chrétienne, ce qu'il nous a marqué de
vive voix & par écrit, dans les Certificats qu'il nous a
donnés, déclarant qu'il n'avoit point du tout changé,
& qu'il étoit toujours dans les mêmes sentimens envers
une Puissance appuyée d'un fondement légitime ; Et afin
qu'il soit assuré de la Protection de sa Majesté Très-Chré-
tienne, & d'obtenir avec d'autant plus de confiance l'ac-
complissement de ce qu'il désire.

Je promets par ces présentes à son Altesse, au nom du
Roi Très-Chrétien, que si elle recommence la guerre, &
qu'elle observe les conditions de la Ligue, Sa Majesté la
renouvellera, & la rétablira dans la première vigueur, &
l'exécutera dans tous ses points & articles : que trois mois
après que S. A. aura recommencé la guerre, on lui fera
toucher à Dantzic la moitié de la somme qui lui a été pro-
mise pour les traix de la guerre, c'est à dire soixante &
un mille cinq cens Imperiaux, & que l'autre moitié se
payera à chaque semestre tant que la guerre durera : Le
terme dudit payement commençant à courir dès le mo-
ment qu'il fera partir ses Troupes de Transylvanie. Lors
qu'on traitera de la Paix Générale, Sa Majesté Très-
Chrétienne conformément au premier Traité d'Alliance
aura soin des intérêts dudit Sérénissime Prince, de Ma-
dame son Epouse, de ses Successeurs, de ses Enfants,
des Etats de Transylvanie, & de ceux d'Hongrie qui lui
sont Alliez, & de plus S. A. sera confirmée dans la posses-
sion des Droits soit publics ou particuliers que l'Empe-
reur en qualité de Roi de Hongrie lui a accordés par le
dernier Traité de Paix. S. M. promet encore d'employer
ses bons offices auprès du Roi & de la République de Polo-
gne, pour les porter à une mutuelle correspondance
avec S. A. ou du moins les engager à garder la Neutralité,
de manière que l'on ne fasse de ce côté-là aucune irrup-
tion contre S. A. ni contre ses Confédérés, pourvu
qu'elle ne leur en donne aucun juste sujet. Et afin que
S. A. puisse plus promptement se mettre en Campagne
pour quelque entreprise, elle se contentera de la Ratifica-
tion de Monsieur le Duc de Longueville, & de Mes-
sieurs le Comte d'Avaux & Servien Plénipotentiaires de
S. M. qui lui sera délivrée dans quatre mois ; à condition
que deux mois après on lui mettra entre les mains la Rati-
fication de S. M. Je promets enfin que toutes ces condi-
tions

NS tions seront tenues secrètes, jusqu'à ce qu'elles soient
de J. C. exécutées par ceux à qui elles doivent être communi-
1646. quées. Et pour une plus grande assurance des choses
ci-dessus énoncées, j'ai montré à S. A. la Ratification de
S. M. & après avoir juré en foi de Chrétien que le tout
sera fidèlement observé par elle, je le confirme par ma
propre signature, & par l'apposition de mon Cachet.
Fait à Fogaras le 22. Février 1646.

A. DE CROISSI.

*Lettre de Ragozzi écrite au Cardinal Ma-
zarin.*

Nous avons reçu avec tout le respect & la satisfac-
tion imaginable la Lettre de Votre Eminence
qui nous a été rendue par M. de Croissi, lequel est fur
le point de son retour suivant l'ordre qu'il en a reçu
du Roi Très-Chrétien. Nous nous sentons encore
maintenant une inclination si forte pour le service de
Sa Majesté, & pour les intérêts du Public, que sans
les dangers qui nous menaçoient, nous nous serions ef-
forçez avec l'aide de Dieu, de lui en donner des mar-
ques à l'avenir. C'est la raison pour laquelle nous
avons encore fait en sorte d'exécuter les offres que nous
avons faites à sa Majesté, ne voulant pas même man-
quer à en accomplir jusques aux moindres conditions,
sans épargner ni travaux, ni dépenses; & sans craindre
même d'exposer notre Personne & notre País aux pe-
rils, de manière qu'autant qu'il a été possible de sur-
monter, ou du moins de détourner ou de retarder les
obstacles qui se sont presentez, nous n'avons jamais
voulu manquer de satisfaire à toutes les obligations de
l'Alliance. Mais comme nous avons perdu toute es-
perance de secours, & qu'il n'y avoit aucune apparen-
ce de vaincre les difficultés qui se sont opposées à nos
desseins, nous avons à la fin été contrainsts de conclure
la Paix avec l'Empereur, nous réservans néanmoins la
liberté de persévérer dans les mêmes sentimens de sou-
mission & d'obéissance envers Sa Majesté Très-Chré-
tienne, autant que notre Honneur & notre Conscience
le peuvent permettre. Le souvenir de la sincérité
toute particulière qu'Elle nous a témoignée, est gra-
vé si profondément dans notre mémoire, que nous
sentons d'autant plus accroître par là les obligations que
nous avons à Votre Eminence. Nous sommes persuadés
que le Roi & Votre Eminence venant à considé-
rer les justes motifs qui nous ont fait prendre cette ré-
solution, ne manqueront pas de les approuver. Et
qu'ils ne prennent des mesures pour récompenser di-
gnement les services importans que nous lui avons ren-
dus, en nous faisant payer du reste de la somme, qui
nous est due; pour la pleine & entière execution de
l'onzième Article du Traité; afin que par ce moyen la
gloire du Roi Très-Chrétien, & la réputation de ses
Vertus Royales se répandent non seulement chez tous les
Potentats de la Chrétienté, mais encore parmi notre Na-
tion, & que nous puissions servir à l'avenir S. M. avec
promptitude autant de fois que l'occasion s'en presen-
tera.

A l'égard de ce que l'on a dit que nous avions voulu
opprimer la Religion Catholique, Votre Eminence
peut être éclaircie de la vérité, tant par la Ligue que nous
avons conclue avec la Couronne de Suède, que par les
conditions du Traité de Paix que nous avons conclus
avec l'Empereur, à l'égard des points qui n'étoient pas
incompatibles avec la Liberté, & aux Loix fondamen-
tales du Royaume d'Hongrie; & elle doit être entiè-
rement persuadée que nous n'avons jamais eu la pen-
sée de causer aucun préjudice à cette Religion, comme
Votre Eminence en peut être informée plus ample-
ment par Monsieur de Croissi, aux soins & aux ser-
vices duquel nous espérons que le Roi Très-Chrétien,
& Votre Eminence auront égard. Au reste, nous
souhaitons à Votre Eminence une longue vie accom-
pagnée de toute sorte de prospérité. Donnée en notre

Tome III.

Forteresse de Fogaras, le vingt & troisième de Février, ANS
1646. de J. C.

De Votre Eminence,

1646.

Le très-acquis & très-affectionné à la servir,

RAKOCZI.

CDXIII.

Traité entre CHARLES I. Roi d'An- ANS
gleterre & les CATHOLIQUES de J. C.
ROMAINS D'IRLANDE. Fait 1646.
le 6. Mars, 1646. Vittorio Siri. Mer.
cure. Tom. VIII. pag. 107. L'ANGLE-
TERRE ET
L'IRLAN-
DE.

Articles du Traité de Paix conclu entre son Excel-
lence Monseigneur le Marquis d'Ormond Vice-
Roi & Gouverneur General pour sa Majesté
Britannique, du Royaume d'Irlande Commissaire éta-
bli par S. M. pour négocier & conclure la Paix, avec
les Catholiques Romains sujets du Roi dans le même
Roiaume, conformément au mandement de S. M.
scellé du grand Sceau d'Angleterre donné à Buckingham
le 24. de Juin, l'an 20. de son regne, au nom dudit
Serenissime Roi, d'une part; & le Seigneur Richard
de Montgaret, le Seigneur Donk Vicomte de Muske-
ri, Monsieur Robert Talbot Chevalier Baronnet, Der-
mice O'Brien, Patrice Dary, Zephirin Broo, & Jean
Dillone, Ecuyers deputés, & autres representans les
Seigneurs Catholiques Romains sujets de S. M. en
vertu du plein-pouvoir à eux donné par les mêmes Ca-
tholiques Romains le 6. Mars 1644, l'an 20. du Regne
de S. M. qui leur donne pouvoir à tous ou à l'un ou l'autre
des quatre ou à un plus grand nombre, de négocier
ou conclure la Paix dans le même Roiaume d'Irlande
avec le susdit Commissaire du Roi, pour les mêmes
Catholiques Romains sujet de S. M. de l'autre part.

I. En premier lieu ledit Commissaire pour la Majesté,
& ledits Seigneurs Richard Vicomte de Montgaret,
Donk Vicomte de Muskeri, Robert Talbot, Cheva-
lier Baronnet, Dermice O'Brien, Patrice Dary, Ze-
phirin Broo, & Jean Dillone Ecuyers, au nom & de la
part desdits Catholiques Romains, sont convenus, ainsi
qu'il a plu à S. M. que l'on devoit faire un Acte du
Parlement, dans celui qui devoit s'assembler au plutôt
dans ce Roiaume, pour ordonner qu'à l'avenir on ne
pourra contraindre aucune personne faisant profession
de la Religion Catholique Romaine, de prêter le ser-
ment exprimé dans le 2. Edit de la Reine Elisabeth qu'on
nomme ordinairement le serment de suprématie; qu'on
ne les obligera point à faire ce serment, de crainte que
le refus qu'ils en feront ne porte quelque préjudice à qui
que ce soit d'entr'eux, en prêtant le serment de fidélité
de la manière qu'il suit. Je A. R. reconnois véritablement,
proteste & declare en conscience devant Dieu & devant
les hommes, que le Serenissime Seigneur Charles nôtre
Roi, est le vrai & légitime Roi de ce Royaume, &
de toutes les autres souverainetés, & País de l'obéis-
sance de S. M. & je promets d'être obéissant & fidele
à S. M. & à ses heritiers & successeurs, & d'employer
tout ce qui dependra de moi pour le défendre & eux
aussi, contre toutes sortes de conspirations, d'attentats
& de violences que l'on tentera contre la Couronne
& la leur ou contre leur dignité: qu'autant qu'il me
sera possible je découvrirai & revelerai à S. M. à ses
heritiers & Successeurs ou au Viceroy, qui gouvernera
pour lors, ou à d'autres gouverneurs, toutes les trahi-
sons, conspirations, que je sçaurai ou entendrai que
l'on machinera contre S. M. ou contre quelqu'un d'eux,
& je fais volontiers sincerement & cordialement cette
declaration & aveu, fut ma foi de Chrétien, ainsi Dieu
m'aide. Afin que par le même Acte il soit statué &
ordonné, que lorsqu'on presentera ou élèvera un Ca-
tholique Romain à quelque dignité Ecclesiastique, be-
nefice

ANS nefice ou office, en observant l'usage qui se pratique de J. C. maintenant dans les Eglises Protestantes d'Irlande, il ne pourra jouir des exemptions & libertez susdites : on que s'il arrive qu'un protestant soit promu à quelque benefice, dignité ou ordre Ecclesiastique, & qu'en suite il embrasse la Religion Catholique Romaine, cette exemption & liberté ne pourra s'étendre jusqu'à lui ; mais que dans cette prestation ou refus dudit serment, il sera sujet à subir la privation desdits Benefice, dignité ou promotion, conformément à cet Edit.

1646.

De plus pour ce qui regarde les autres points concernant la proposition des Catholiques, les deputés ci-dessus nommez sont convenus entr'eux, que tous les Actes qui ont été faits contre ceux qui font profession de la Religion Catholique Romaine, & par lesquels on impose à un Catholique du Royaume d'Irlande quelque restriction, peine, amende, ou incapacité, seront cassez & annullez, & que l'on accordera auxdits Catholiques le libre exercice de leur Religion : Que lesdits Catholiques Romains sujets de S. M. seront retables en ses bonnes grâces, & honorez de la bienveillance & des autres faveurs de S. M. que pas une des clauses desdits Articles ne pourra exclure les Catholiques Romains sujets de S. M. de participer à ses autres gratifications ; que les Actes passez dans ledit Traité seront & demeureront entièrement inutiles & de nulle valeur, aussi bien que dans toutes celles qui concernent cette première proposition : Que les Catholiques Romains sujets de S. M. en general & en particulier ne pourront être privez des grâces, concessions & privileges qu'elle accordera à l'avenir ; & que le Commissaire ci-dessus nommé, & les autres Vicerois ses Successeurs feront en sorte selon le tems, que tout ce que le Roi mettra en deliberation dans le prochain Parlement, au bien & à l'avantage des mêmes Catholiques sujets de S. M. soit redigé en forme de Bill ou d'Acte, & que conformément à la coutume, il passe à l'avenir dans le Parlement comme une des loix & des statuts du Royaume.

II. Les deux partis sont en outre demeurez d'accord, que sous le bon plaisir de S. M. on assemblera un nouveau Parlement dans ce Royaume vers le premier jour de Novembre prochain venant ; & que tous les points dont on est convenu que l'on traitera dans l'assemblée du Parlement, seront envoyez en Angleterre avec ces Articles, afin que suivant l'usage ordinaire ils soient decernez & confirmez dans le même Parlement : Que ces mêmes Actes qui doivent être statuez & determinez, ne seront changez ni diminuez en aucune maniere ici ni en Angleterre, & l'on prendra garde, que l'on ne conclue rien dans l'un & l'autre ni dans un seul des deux Parlemens ou des Chambres qui puisse porter prejudice aux Protestans sujets de S. M. ni à leurs adhérens : Que l'on n'y deliberera ni conclura rien que ce qui doit être déterminé par le présent Traité ; ou les choses que les Commissaires jugeront concerner les privileges de l'une des deux Chambres ou de toutes deux ensemble, suivant l'usage qui a été ci-devant observé en pareille occasion ; ou bien les points qui auront été proposez à l'un ou l'autre des Parlemens ou à tous les deux par le Viceroi ou par quelque autre principal Officier, ou Gouverneur, qui seront au service de S. M. durant la tenue du Parlement, touchant l'établissement de l'union & de la concorde dans ce Royaume ; laquelle clause restera en son entier, sans qu'on y puisse faire de restriction, qui puisse donner atteinte à ces Articles.

III. Que tous les Actes, Ordonnances & constitutions qui auront été faites le 7. d'Août 1641. par l'une des Chambres ou par toutes deux ensemble du Parlement de Dublin, au deshonneur, à l'infamie ou au prejudice des Catholiques Romains de ce Royaume sujets de S. M. seront cassez & annullez, & declarées de nul effet ; & que toutes les declarations & autres Actes qui en font mention, seront pareillement annullez par une Ordonnance du Parlement.

IV. On est pareillement convenu que toutes les accusations & jugemens rendus dans ce Royaume, comme aussi toutes les procédures & les autres manieres de proceder en pareil cas, comme aussi toutes les lettres patentes, emphyteoses, gardes gardiennes, obligations, reconnoissances, Registres, Actes, offices, enquêtes & generally toutes les choses qui ont du rapport aux mêmes accusations & concessions, & qui ont été faites depuis le 7. d'Août 1641. au prejudice desdits Catholiques, ou de leurs heritiers, executeurs testamentaires, Administrateurs ou Commissaires, ou de qui que ce soit d'entr'eux, ou de leurs Veuves, seront cassez & annullez, de maniere qu'il n'en reste pas même un seul souvenir, qui puisse causer le moindre des honneur, infamie, ou dommage aux mêmes Catholiques, à leurs heritiers, Executeurs, Administrateurs, & Commissaires, ou à leurs veuves. Ce qui s'excutera incessamment après la conclusion desdits Articles, & au plus tard avant le premier jour d'Octobre prochain venant ; que si par hazard le nouveau Parlement s'assembleroit avant le dernier jour de Septembre, cela s'excutera pendant les jours qui precederont ledit Parlement ; de même aussi tous les empêchemens que l'on pourroit opposer à cela, en objectant aux Catholiques qu'ils ne peuvent avoir séance ni donner leurs suffrages dans le même Parlement, ni élire quelqu'un, & qu'ils ne peuvent être élus Deputez de la Noblesse, ni des Corps de Ville pour y assister, & y donner leurs voix, seront levez & aneantis avant l'assemblée dudit Parlement ; & l'on se donnera garde de n'interroger personne sur cet Article, pour ce qui regarde le Pillage, les ravages, & les degats qui ont été faits volontairement depuis le 1. jour de Novembre 1645.

V. Toutes les dettes restant dans le même état, qu'elles étoient au commencement de ces troubles, & l'on cassera & annulera toutes les concessions, confiscations ou dispositions qui ont été ou qui sont à faire en vertu ou sous pretexte d'accusation d'avoir violé les loix, de suite, ou de quelque proscription que ce puisse être. Ce qui sera inferé dans les Actes du Parlement prochain.

VI. Pour l'assurance des biens Patrimoniaux ou reputes tels dont les Grands, les Chevaliers, & les Ecuiers, jouissent librement tant dans la Province de Conacie, le Comté de Clare, & le Païs de Tunnanon, que dans le Comté de Limerick, & de Teperari, on fera un Acte de Parlement conforme au sens du 25. Article des grâces que S. M. a accordées la quatrième année de son Regne, dont la teneur à l'égard de ce point, est conceüe dans les termes suivans. Pour la seureté des habitants de la Province de Conacie, de Tunnanon, & du Comté de Clare, nous voulons par grace, & il nous plaît, que les mêmes habitants & leurs heritiers soient confirmez dans la jouissance de leurs biens patrimoniaux, par nous & par nos heritiers & successeurs, par un Acte qui sera rendu dans le prochain Parlement qui sera assemblé en Irlande ; de maniere qu'ils ne pourront être inquietez à l'avenir sur ce sujet par nous, ni par nos heritiers & successeurs. Et dans cet Acte de Parlement on sera si bien en sorte, que tout ce qui concerne ce point, tous les revenus, & services, qui nous doivent maintenant, ou devront être rendus à l'avenir pour lesdites Terres ; & les promesses contenues dans les lettres Patentes qui ont été expediees sur ce sujet l'an premier du Regne de Henri 8. ou retrouvées dans quelque Acte que ce puisse être accordé par le même Roi en la même année à continuer jusqu'au 21. de Juillet 1615. en vertu desquels nôtre tres-cher & tres honoré Pere ou quelque un de ses predecesseurs ont reçu actuellement quelque émolument de la tutelle des enfans mineurs, ou de quelque autre sorte d'alienation que ce soit qui aura été faite sans en obtenir la permission, nous soient reservez de nouveau, ainsi qu'à nos heritiers & Successeurs, & l'autre par lequel nôtre Chateau d'Athlone doit être tenu à foi & hommage noble, conformément aux lettres Patentes de nôtre Pere, nonobstant quelque disposition que ce puisse être, qui aura été retrouvée dans l'Acte du 21. de Juillet

ANS
de J. C.
1646.

ANS 1615. Et comme il ne paroît pas par ces lettres Patentes, de quel droit sa Majesté l'a voulu ainsi, on est convenu que ledites Terres seront unies aux Comtez de J. C. 1646. de Limerick & de Teperari, & par conséquent de posséder ledits revenus, comme on a fait l'an 4. du regne de S. M.

On est toujours convenu par precaution, suivant l'intention desdites Parties à l'égard des presentes, que ledits Seigneurs Chevaliers, nobles & propriétaires libres ou ceux qui sont reputés libres possesseurs dependans de la même Province de Connaught & des Comtez de Clare, de Tuanon, de Teperari, & de Limerick, jouiront pleinement du benefice de la Paix & de l'accord qui doit être fait avec S. M. en ce qui regarde la tutelle des enfans mineurs, nonobstant toutes les clauses à ce contraires, qui concernent cet Article. Et pour ce qui regarde les Terres qui sont situées dans les Comtez de Kilkenny & de Wickford, il a plu à S. M. de vouloir, que l'Etat en soit examiné dans le Parlement prochain, suivant les lettres patentes expedées ou retrouvées pendant le gouvernement du Comte de Strafford, dans lequel Parlement S. M. a accordé benigneement que l'on mette en deliberation l'Acte de limitation des loix de S. M. pour la seureté des sujets de ce Royaume, ainsi qu'il a été observé l'an 21. du Regne du Roi Jacques en Angleterre.

VII. Tous les Actes de Parlement, provisions, ou clauses par lesquelles les Naturels de ce Royaume tant en general qu'en particulier, tant que Naturels, ont été declarés inhabiles & incapables publiquement ou de quelqu'autre maniere que ce soit, seront revoquez & annulez par un Acte que l'on passera dans le même Parlement, & on leur donnera le pouvoir d'eriger une ou plusieurs écoles de droit dans le voisinage de Dublin, où les étudiants natifs de ce Royaume pourront prendre les Degrez qu'on reçoit ordinairement en de pareilles universitez, & ce en prêtant le serment de la maniere qui suit. Moi A. B. je jure &c. comme ci-dessus. Il leur sera permis d'établir une ou plusieurs universitez qui seront réglées suivant les regles & les Ordonnances qui leur seront prescrites par S. M. On est aussi convenu que les Catholiques Romains auront la permission d'établir & de tenir librement des Ecoles publiques pour l'instruction de la jeunesse de ce Royaume, nonobstant toutes les loix ou statuts à ce contraires; & que tous les points contenus en cet Article doivent être établis par un Acte du Parlement prochain.

VIII. Les charges & emplois d'autorité, d'honneur, de profit & de seureté qui s'exercent dans les Armées que le Roi entretient dans ce Royaume, seront conferez à des Catholiques Romains sujets de ce Royaume; & il ne sera fait à l'avenir aucune difference entre les Catholiques Romains sujets de S. M. & ses autres sujets, dans la distribution, collation, & disposition desdits emplois de commandement, d'honneur, d'utilité & de confiance dans l'Armée Royale de ce Royaume: mais cette distribution indifferemment aux uns & aux autres selon le merite & la capacité d'un chacun, & tous les sujets de S. M. dans ce Royaume, soit Catholiques Romains ou autres, se muniront d'armes le mieux qu'il leur sera possible pour le service de S. M. & pour leur propre seureté; Que les emplois de commandement, d'honneur, d'émolument & de confiance qui regardent le gouvernement civil de ce Royaume seront actuellement & par une instance particuliere conferez aux Catholiques Romains de ce Pais, en dressant le Bill spécifié dans ces Articles au Parlement prochain, & il ne sera fait aucune difference entre les Catholiques Romains & les autres sujets du Roi, dans la disposition, collation & distribution des Emplois d'autorité, d'honneur, d'utilité & de confiance dans le gouvernement civil, mais cette distribution se fera indifferemment selon le merite & la capacité d'un chacun. On observera aussi la même égalité entre les Catholiques Romains & les autres sujets de S. M. dans la distribution des offices ministeriaux & inferieurs, & des Emplois qui sont ou seront vacans dans ce Royaume; les gouver-

nemens des forteresses, Villes, Garnisons; & autres ANS places de ce Royaume seront conferez à des Catholiques de J. C. Romains Sujets de S. M. en ce Roiaume en execution desdits Articles, & sur des instances particulieres, & il ne sera fait aucune distinction entre les Catholiques Romains Sujets de S. M. & les autres, dans la distribution, collation & disposition du Gouvernement, des Forteresses, Villes, Garnisons & autres Places d'importance dans ce Royaume, mais cette distribution se fera indifferemment selon le merite, & la capacité d'un chacun.

IX. Sa Majesté se contentera d'un revenu annuel montant à la somme de 12000. livres sterlin, dont l'imposition se fera également, & qui sera payée d'un commun accord à S. M. à ses Heritiers & Successeurs dans le Parlement, au lieu de la Tutelle des Enfans Mineurs, & pour tenir lieu de Subside & autres Impôts: mais à la place, & en échange des Tributs, & des Amendes en cette rente annuelle assignée de cette sorte, & dont on est convenu dans le Parlement, comme il est dit ci-dessus, on doit alors, lors qu'on dressera le Bill, faire passer cette deliberation en Acte pour l'affurance de ce revenu annuel, ou pour assigner le fond sur lequel on doit prendre cette somme de 12000. livres sterlin, comme il a été spécifié ci-dessus, & pour éteindre & abolir ce droit de Curatelle, & les autres choses ci-devant énoncées, & & contenues en cet Article. De plus, on est demeuré d'accord, que si l'on exige des Impôts modérez pour les Tutelles qui courent depuis le 23. d'Octobre 1641. & qui ont déjà été accordez, & qu'aucune Tutelle échut, ou non accordée, & à échoir n'a été expedée, jusqu'à ce que l'on soit assuré du succès de cet Article, & si le Roi ne s'en est pas emparé, comme il est dit ci-dessus; alors toutes les Tutelles qui courent dudit jour 23. d'Octobre 1641. seront censées devoir être comprises dans ladite Convention, & cependant on en fera la composition avec celles auxquelles la concession a été faite, & pour faire cette composition avec celui qui jouit de la Concession, on commettra des personnes de probité, ou l'on s'en rapportera au jugement dudit Viceroy Commissaire de S. M.

X. Aucun Noble ou Pair de ce Royaume ne pourra à l'avenir avoir plus de Proffinettes dans le Parlement, & l'on n'admettra plus désormais aucune procuration en blanc; & ledits Nobles ou Pairs de ce Royaume, qui n'y possèdent point de Patrimoine depuis cinq ans à commencer depuis la conclusion du present Traité, & qui ne feront aucune acquisition dans cet Etat équivalente à la somme qui suit, c'est à dire, si un Baron n'a 200. livres sterlin de rente par an, un Vicomte 400. & un Comte 600. ils ne pourront donner leur Voix au Parlement, jusqu'à ce qu'ils aient respectivement acquis la valeur de ce Patrimoine. On est en outre convenu que personne ne sera reçu dans la Chambre des Communes, s'il n'a son Patrimoine, & s'il ne fait sa Résidence dans ce Royaume.

XI. Pour ce qui regarde la dépendance du Parlement d'Irlande de celui d'Angleterre, S. M. accordera aux deux Chambres de ce Royaume la permission de faire sur ce sujet une Déclaration, conformément aux Loix du Royaume d'Irlande.

XII. Le Conseil Privé se renfermera dans les limites de sa Jurisdiction, lors qu'il s'agira de traiter des affaires d'Etat, & des égards convenables à un lieu en particulier, entre lesquelles les Patentes des Officiers, sur lesquelles ces Concessions ont été fondées, se doivent traiter comme matieres d'Etat, & doivent être entendues & décidées en public par le Viceroy, & par un autre Gouverneur Principal qui gouvernera pour lors, & par le Conseil dans le Senat secret, & non d'autre maniere: mais les différens qui sont survenus entre deux Parties depuis la Concession desdites Patentes, seront remis au jugement de la Loi commune. Le Conseil Secret ne s'ingérera plus à l'avenir de connoître des affaires communes, dont la connoissance appartient aux Jurisdicions Ordinaires, ni du changement de la Possession, ni des Ordonnances particulieres, non plus que des Audiences, ni des Rapports qui concernent les mêmes matieres; &

ANS n'accordera aucune injonction, ou Ordonnance pour ar-
rêter le cours des Procès en matière civile; & les Parties
de J. C. offensées pourront y renouveler les Procès précédem-
1646. ment intentez, & faire leurs poursuites par devant tel Ju-
ge Royal qu'il leur plaira, pour le faire rendre justice, &
pour la défense de leur Droit, sans que le Roi, le Vice-
roi, ni le Conseil du Royaume y puissent apporter aucu-
ne restriction, ni en interrompre le cours.

XIII. A l'égard de l'Edit qui a été fait en ce Royaume
l'an onzième du Regne de la Reine Elizabeth, qu'on
nomme l'Acte qui concerne la retention des Laines, du
Suif, & des autres Marchandises nécessaires en ce Royau-
me, & un autre Edit qui a été publié la 12. année du
Regne de la même Reine, appelé l'Acte &
un autre établi l'an 13. du Regne de ladite Reine, nom-
mé l'explication de la Séance de ce Parlement touchant la
retention des Laines & autres Marchandises, & effets ex-
primez dans le même Acte, & pour ce qui regarde cer-
tains Articles joints audit Acte, qui tous concernent les
Marchandises qui croissent dans le Royaume; Ces Edits
seront entièrement révoquez à l'égard
de celui de la Laine, & des Bestiaux qui la produisent;
& le Viceroy & les Commissaires ci-dessus nommez dé-
puteront des gens de probité, au nombre de cinq ou
plus avec un mandement scellé du Grand Sceau, pour
fixer & déterminer le plus équitablement qu'il sera possi-
ble le prix des Marchandises qui entreront ou qui sorti-
ront de ce Royaume.

XIV. On aura soin que le principal Gouverneur de ce
Royaume, soit qu'il y en ait un ou plusieurs, ne soient
point continuez dans l'exercice de leurs emplois plus
long-tems qu'on ne le jugera à propos pour le Bien du
Peuple, & il ne leur sera pas permis d'y acquiescer que ce
qui est nécessaire pour leur logement, & pour la provi-
sion de leur Maison durant leur Gouvernement.

XV. On fera dans le Parlement prochain un Acte
d'Amnistie dans lequel seront compris tous les Sujets de
ce Royaume, & leurs Complices, par lequel ils seront
déclarez absous de toute Rebellion, d'offense, de cri-
mes capitaux & personnels, & de quelque sorte de delit
que ce puisse être, & ils seront mis en oubli comme s'ils
n'avoient jamais été commis. Cet Acte d'abolition du
passé s'étendra à leurs Héritiers, Enfants, Parens & Suc-
cesseurs, Administrateurs, Femmes, & Veuves dotées
par lesdits Sujets & leurs Adherants qui sont décédez de-
puis le 23. d'Octobre 1641. On fera le rapport de cet
Acte le premier jour de l'ouverture du Parlement pro-
chain, & il renfermera tout le Corps Politique desdits
Sujets, & leurs Successeurs respectivement, comme aussi
toutes les Villes, Châteaux, Comtez, Baronnies, Com-
pagnies de Centeniers, & de Dixeniers, & generale-
ment tous & un chacun des Sujets de S. M. dans ledit
Royaume, & leurs Complices & de qui que ce soit d'en-
tr'eux, quelque offense qu'ils aient commise, & quel-
que entreprise qu'ils aient tramée depuis le 23. d'Octobre
1641.

Le même Acte comprendra pareillement les Pi-
rateries, & les autres crimes commis sur la Mer par lesdits
Sujets de S. M. & leurs Adherants, & par chacun d'eux
en particulier. Dans cet Acte d'oubli du passé, on in-
serera les mots de remettre, de delivrer & d'exempter
chaque personne, tout le Corps Politique, Comtez,
Citez, Baronnies, Centuries, Châteaux, Villes, &
Dixaines de ce Royaume inclus dans cet Acte, de ma-
niere qu'ils ne puissent être troublez, accusez, appellez
en Justice, recherchez ni inquietez, pour aucune of-
fense, casu, ou pour quelque sujet que ce puisse être
énoncé dans ledit Acte, & ils s'étendra à tous les Revenus,
Biens & Troupeaux, pris, tenus ou dûs aux Sujets de
l'une & de l'autre Partie depuis le 23. Octobre 1641.
jusqu'au jour de la date du présent Traité; & pareille-
ment à toutes les Gabelles, Revenus, Prises, Recon-
noissances, Obligations, Amendes, Confiscations,
Peines, & à tous les autres Revenus dûs à S. M. pour ac-
quisition ou dettes dont ils étoient redevables à S. M. soit
avant ou depuis le 23. Octobre 1641. & jusques à cette
heure pour la retention, & reconnoissance de la Cour des

Enfans Mineurs, & pareillement pour les dommages, & ANS
pour la sortie des Tributs, & des Amendes impolées à ce de J. C.
sujet: Pourvu que cela ne s'étende pas à l'exemption &
1646. à la remission des Impôts & des Subsidies dûs à Sa Majesté
avant le 23. Octobre 1641. lesquels ont été levez & requis
par les Vicomtes, & par les Commissaires, & Collec-
teurs, & qui alors & non auparavant mis en compte, ou
dont on a disposé depuis pour l'usage public des Catholi-
ques: mais au contraire toutes ces personnes pourront
être citées pour venir rendre leurs Comptes au Parle-
ment, lors que la Paix sera entièrement établie & non
auparavant. On prendra garde néanmoins, que pour
ce qui regarde les crimes atroces & inhumains, qui seront
specifiez, & dont le Viceroy ci-dessus énoncé conviendra
avec le Comte de Montgaret, ou avec qui que ce soit des
cinq Députez, il soit permis d'appeler en jugement les
Auteurs de ces crimes, pour être jugez par des Commis-
saires integres qui seront nommez par le Seigneur Vice-
roi, & par quelqu'un des cinq Commissaires, qui exer-
ceront leur Fonction seulement durant les deux années
prochaines venantes, à compter du jour de la date du
présent Traité. De plus, les Commissaires qui seront
députez pour connoître des delits qui doivent être punis,
& pour établir ou déterminer tous les Cas d'assurance;
où l'on peut & l'on doit conformement à l'équité don-
ner du secours contre toutes sortes de personnes selon la
Justice, & les circonstances de quelque semblable cas
que ce puisse être; & le Gouverneur principal, ou plu-
sieurs qui gouverneront pour S. M. & les autres Magi-
strats qui seront pour lors en Charge, & pareillement
tous les autres Officiers de la Justice de S. M. de quelque
qualité qu'ils puissent être, seront obligez & requis d'ob-
server & d'exécuter cet Acte d'Amnistie sans faire aucu-
ne Procédure; Aucun Notaire ou autre Officier, n'en-
voyera, & n'intentera aucun Procès, & Citation, ni
quelqu'autre Ordonnance que ce soit, pour quelque
cause que ce puisse être, ni pour tous les crimes qui au-
ront été, ou qui seront remis & pardonnez par cet Am-
nistie, à peine de 20. livres sterling d'amende. Il sera
aussi défendu à tous les Vicomtes ou autres Officiers d'in-
tenter aucun Procès, ni de faire aucune citation pour ce
sujet, afin qu'il ne reste aucun souvenir par écrit, ni au-
cun vestige des crimes qui auront été remis & pardonnez;
& toutes les autres clauses que l'on infère ordinairement
dans les Actes de Pardon général, & d'Amnistie, qui
peuvent donner plus d'étendue aux grâces, & à la clé-
mence de S. M. & qui n'ont pas été spécifiées dans ces
articles, seront insinuées & comprises dans cet Acte,
lors qu'on dressera le Bill suivant toutes les conditions ci-
dessus énoncées, & non autrement. On est aussi con-
venu que dans cette Loi d'oubli, on ne comprendra au-
cun crime de Rebellion, ou de Leze-Majesté, & autres
delits qui pourraient être commis & perpétrés depuis le
jour de la date du présent Traité jusqu'au premier jour du
Parlement prochain qui s'assemblera dans ce Royaume;
Que les Actes qui se feront en vertu, & sous prétexte
de l'exécution dudit Traité, ou d'autorité obtenue &
exercée entre les Catholiques Confédérez depuis la date
desdits Articles, & avant ladite Publication, seront cen-
sez crimes de Leze-Majesté, & que tous ceux qui refuse-
ront de se soumettre au Traité de Paix qui doit être con-
cluë par les présents articles, ne seront point compris dans
l'Acte du Pardon général.

XVI. On fera une Ordonnance par laquelle il sera dé-
fendu au Viceroy, ou à quelqu'autre Gouverneur Prin-
cipal que ce soit, au Chancelier, au Grand Tresorier,
aux Barons qui sont du Conseil Secret, & aux Juges des
quatre Juridictions, de prendre la Ferme des Gabelles,
& des Impôts de ce Royaume.

XVII. On fera dans ce Royaume Parlementaire un
Edit contre les Monopoles, ainsi qu'il a été pratiqué en
Angleterre sous le Regne du Roi Jacques; & l'on y in-
serera une clause par laquelle on révoquera tous les dons de
Monopoles qui ont été accordez dans ce Royaume:
Et le Viceroy ou les sept ou cinq personnes ou plus,
ci-dessus énoncées, députeront des Commissaires pour
taxer le prix, & la quotité desdites Gabelles ou Impôts
qui

ANS qui seront établis sur l'Eau de Vie, le Vin, l'Huile, le
de J. C. Tabac, & le Fil.

1646. XVIII. Les personnes qui auront été choisies par le
Viceroy, de concert avec l'un des cinq ou sept Commis-
saires établis par la conclusion desdits Articles, seront au-
torisées d'un Mandement scellé du Grand Sceau, & ils
auront le pouvoir de regler la Cour de la Chambre du
Château, d'y évoquer les Procès, & de les juger.

XIX. Les deux Edits publiez depuis peu, qui défen-
dent de labourer la Terre avec des Chevaux attachez par
la queue, & de brûler l'Avoine dans la paille, seront
cassez & annulez.

XX. Pour maintenir la tranquillité du Royaume, lors
que le Traité s'achevera, on déterminera de quelle ma-
niere on doit traiter ceux qui ne voudront pas observer la
Cessation d'Armes, ni se soumettre au présent Traité de
Paix.

XXI. Et comme lors qu'on envoya des Agens au Roi
l'an 4. de son Regne, & après les humbles remontrances
que les Députés des deux Chambres du Parlement de ce
Royaume ont faites depuis peu à S. M. Elle a fait ex-
pedier un Mandement pour le soulagement de plusieurs
griefs, & de tous les autres qui ne sont point exprimez
dans l'article : Les deux Chambres du Parlement futur,
pour remedier aux mêmes griefs, demanderont qu'on
leur accorde la grace de jouir du Benefice contenu en la-
dite Ordonnance de S. M. pourvu néanmoins que par
cette intimation insinuée dans l'Article XXII. des Graces
accordées l'an 4. de son Regne, l'on entende que l'ajour-
nement ayant été laissé dans le Domicile de ces personnes,
soit réputé un avertissement suffisant, afin de prévenir les
inconveniens qui en pourroient arriver. Et pour ce qui
concerne l'article XXII. desdites Concessions, les Proce-
dures qu'on a accoutumé de faire jusqu'à présent à la
Cour des Orphelins, se continueront de même à l'ave-
nir, comme il a été pratiqué jusques ici dans cette Cour,
& dans les autres Justices des Orphelins, mais lors que
les affaires auront été jugées dans cette Cour, on passera
autre seulement en ce qui regarde l'avertissement, & la
Procédure.

XXII. Les affaires qui concernent la Marine seront
reglées dans ce Royaume de telle maniere, que les Mar-
chands, & autres ne seront point obligez d'en appeler
ailleurs, ni de demander dans un autre lieu : mais si l'oc-
casion se presente d'en appeler, la Partie lèze se pour-
voyera à la Chancellerie Royale d'Irlande, de sorte que la
Sentence que les Députés y prononceront sera définitive,
& qu'il ne sera pas permis d'en appeler, si ce n'est au
Parlement de ce Royaume qui sera pour lors assemblé,
& non autrement ; & il sera fait au Parlement une Or-
donnance sur ce sujet.

XXIII. On est aussi convenu entre les Parties & S. M.
que selon sa Bonté, & la Clemence ordinaire envers ses
Sujets, elle daignera les exempter de l'augmentation des
Revenus, qui ont été accrûs depuis peu par la Commis-
sion des titres défectifs sous le Gouvernement du Comte
de Stafford, & que cela se fera par un Acte du Parle-
ment.

XXIV. On est pareillement demeuré d'accord que le
restant des intérêts, des sommes augmentées, ou des
dettes qui sont dûes sous le titre de nom, ou d'engage-
ment, ou de quelque autre maniere que ce soit, qui
n'ont pas encore été, & qui ne seront pas encore payées
depuis le 23. Octobre 1641. jusqu'à la conclusion du
présent Traité, seront entierement remis, & que dur-
ant les trois années prochaines venantes, il ne sera rien
exigé que cinq pour cent pour l'intérêt desdites sommes ;
& au cas qu'il arrive quelque dommage par le malheur
des tems, on aura égard au bon droit des deux Parties.

XXV. Les Seigneurs Vicomte de Montgaret, Donck
&c. immediatement après la conclusion de cet accord,
seront autorisez par un Acte d'Etat, pour proceder, en-
tendre, décider & executer maintenant, & à l'avenir
dans les Villes, Châteaux, Comtez, & dépendances
des Comtez, en ce qui regarde les intérêts des Confédé-
rez, les cas particuliers qui suivent, & tout ce qui en dé-
pend ; & le susdit Acte d'Etat, & autres Pouvoirs speci-

fiez, demeureront dans toute leur force & vigueur, sans
qu'ils puissent être révoquez, changez ou diminuez,
jusqu'à ce que le Parlement fasse des Ordonnances con-
formement aux Constitutions, & Propositions des au-
tres passez, seulement si par cas fortuit quelq'un desdits
Députés venoit à deceder, les autres cinq ou plus qui lui
survivront en nommeront un autre à la place du defunt,
& celui qui sera nommé sera autorisé comme il a été dit ci-
dessus ; & il sera permis à tous ou aux cinq Commissaires,
d'assigner, d'imposer, & de lever équitablement & avec
égalité, entre les Catholiques Romains de ce Royaume
Sujets de S. M. des deniers par maniere d'imposition, &
de Collecte ou autrement, pour enrôler, habiller,
nourrir, & conduire aux Ports de Mer, un secours de
dix mille hommes qu'ils ont promis à S. M. de faire le re-
couvrement des Impôts publics, & de contraindre tous
les Collecteurs, Tresoriers & autres, qui seront prépo-
sez pour la Collecte des deniers publics, de rendre un
compte juste & exact de tous les Tributs, Taxes, Ga-
belles qui sont dûes pour le passé ; ce qu'ils pourront ex-
cuter par eux-mêmes ou par d'autres personnes, lesquel-
les seront députées par les cinq Commissaires ou plus ci-
dessus mentionnez. Ceux qui doivent être autorisez de cette
sorte ou l'un desdits cinq Commissaires, auront le pou-
voir d'imposer, & exiger avec justice ces deniers par ma-
niere d'Impôts ou de Collecte, ou d'autre maniere dans
les Villes, Châteaux, Comtez, ou Païs qui en font
partie, qui sont maintenant compris dans les limites
des mêmes Confederez, pour l'entretien desdites
Troupes, dont ils jugeront le payement nécessaire, pour
la défense du Royaume, & pour l'entretien des Forti-
fices, Places, & Garnisons, situées dans les Confins
des deux Partis. Lesdites Garnisons seront payées à frais
communs successivement, ainsi que le Viceroy de ce
Royaume, & le Conseil le jugeront à propos, avec le
consentement des personnes autorisées ou des cinq Com-
missaires.

Il faut remarquer, que le Viceroy, & les autres prin-
cipaux Ministres de S. M. qui seront alors en Charge,
doivent être informez des Impositions, & des Exactions
qui se feront à l'avenir, & sur la maniere d'en faire le re-
couvrement, & qu'ils les approuveront, & que les per-
sonnes qui seront ainsi autorisées, & les cinq Commis-
saires auront le pouvoir d'élire des Députés, des Collec-
teurs, & generalement tous les autres Officiers qui seront
employez à la Collecte des deniers qui doivent être impos-
sez, ou pour recouvrer le restant des Impositions précédentes,
& les Tributs, & dettes publiques qui n'ont pas
encore été payées. Ces personnes ainsi autorisées pour-
ront en cas de refus dudit payement, prendre des nantisse-
mens, emprisonner, & obliger ces personnes à payer
par emprisonnement, ou par nantissements. Les Re-
venus des Biens situés dans les nouvelles limites, ou dans le
Païs des Catholiques Confederez, qui seront affectées
au Parlement, & qui refuseront d'obéir au Traité de
Paix, seront censez dettes publiques, & on les employe-
ra à l'entretien de l'Armée Royale ; & les personnes au-
torisées de la maniere qui a été dite ci-dessus ou les cinq
Commissaires ou plus, auront le pouvoir d'imposer, de
léver & d'exiger indifferemment selon l'équité, les mois
des Impôts pour acheter des Armes, & des Provisions de
bouche, & entretenir les Navires de Guerre en tel nom-
bre, & de telle maniere qu'il sera jugé à propos par le Vi-
ceroy, ou par quelque autre Gouverneur principal, qui
commandera pour lors, conjointement avec le Conseil,
& du consentement dudit Seigneur Vicomte de Montga-
ret, ou de l'un des cinq Députés ou plus, & lesdites Ar-
mes seront renfermées dans un Magazin, dont on com-
mettra le soin à celui qui sera choisi par le Viceroy, & par
les Personnes autorisées comme dessus, ou par les cinq
Commissaires. Le Viceroy ou celui qui gouvernera
pour lors, fera bâtir lesdits Vaisseaux ou Fregates pour le
bien & la sûreté du Royaume, de concert avec le Con-
seil, & du consentement dudit Seigneur Richard Vi-
comte de Montgaret, & du Seigneur Donck, & des
cinq Députés ou plus. Ces Personnes ainsi autorisées, ou
qui que ce soit des cinq, auront le pouvoir de départir, le-

ANS

de J. C.

1646.

ver, & exiger indifferemment & avec équité par maniere d'Imposition, ou d'autre façon, les mois des impôts dans toutes les Villes, Châteaux, Comtez, & païs qui en font maintenant partie & qui font maintenant dans leurs limites; & sur les biens Patrimoniaux des Catholiques Confederez les sommes que ces personnes ainsi autorisées ou les cinq jugeront nécessaires pour payer les dettes publiques des mêmes Catholiques qui auront été contractées avant la conclusion desdits Articles; & ils tiendront des Registres & des livres journaux de tous les deniers qu'ils auront exigés, lesquels seront signez desdits cinq Commissaires ou de la plupart d'entre eux, & ils delivreront au Viceroi un double desdits journaux signé & collationné par un Notaire.

XXVI. Et afin de conserver la Paix & la tranquillité de ce Royaume, le Seigneur Viceroi, & le Vicomte de Montgaret ou l'un des cinq, conviendront presentement entr'eux sur le choix des personnes qui doivent être autorisées par un mandement scellé du Grand Sceau pour faire la fonction de Commissaires de la Paix, pour ouïr, deliberer, emprisonner & mettre en liberté en différentes Comtez ou Païs qui en font partie compris dans les limites des Confederez Catholiques, avec le même pouvoir que les Commissaires ont exercé ordinairement au temps passé, laquelle autorité ne comprendra point tous les crimes & les delits qui ont été commis avant le 15. de Septembre 1643. & leur fonction sera d'entendre & de juger toutes les causes civiles & les procez, qui n'excederont pas la somme de dix livres: Et ils se garderont bien de connoître des titres & de ce qui concerne les Terres, comme aussi d'étendre leur jurisdiction jusqu'à interroger qui que ce soit au sujet des bestiaux ou des biens qui auront été pris jusques alors par l'une & l'autre des deux parties, au prejudice de l'Article de la suspension d'Armes; mais ils s'abstiendront de connoître de ces cas qui seront jugez conformément à la maniere prescrite par le present Traité. Ledit Commissaires continueront leur fonction jusqu'à ce que toutes choses soient établies par le Parlement. Que s'il arrive que quelqu'un des Commissaires durant ce temps là se comporte mal dans l'exercice de sa charge, on en mettra un autre à sa place au choix du principal Gouverneur pour le Roi, de l'avis & du consentement des autres Commissaires du nombre des cinq. Ces cinq deputez en tems de paix prêteront le serment de la maniere qui suit. Je jure & promets comme juge de Paix établi pour ouïr, & terminer les procez, & pour delivrer dans le Comté A.B. de m'acquiescer de tous les Articles de la Commission Royale dont j'ai fait ou ferai la fonction, de rendre également la justice aux Pauvres & aux riches, & d'employer toutes mes forces, & toute mon industrie, conformément aux loix & aux costumes du Royaume, à l'accomplissement desdits Articles; de ne prendre aucun intérêt aux procez & instances pendantes pardevant moi, & de faire en sorte que toutes & chacune des fautes & confiscations de biens soient faites & écrites fidelement pour être envoyées au Roi, sans frauder les droits de S.M. en recelant une partie des choses confisquées; de ne point me laisser corrompre dans l'exercice de ma charge de juge de Paix, par présents, par promesses, ni par d'autres moyens, mais de l'exercer avec intégrité & justice; de ne rien prendre pour la fonction de ma charge, au dela de l'honoraire que le Roi me permettra de recevoir, selon la Coutume; de n'envoyer ni faire en sorte qu'on envoie aux parties le mandement que j'aurai fait, mais aux Vicomtes & aux Sergens ou Huissiers de ce Comté respectivement ou à d'autres Ministres & Officiers de S.M. ou à d'autres personnes de probité, pour le faire mettre à execution; ainsi Dieu m'aide &c. On inserera tant dans cette commission que dans les autres qui seront données en execution du present Traité, la clause qui suit, sçavoir que tous les Officiers ou Gouverneurs Civils ou Militaires donneront main forte & assistance, & obeiront aux Commissaires susdits, & aux autres personnes autorisées, comme il a été dit ci-dessus.

XXVII. Aucun de ceux qui sont du parti Catholi-

que ne pourra convenir, ajourner, saisir ni prendre, A NS ni pareillement être ajourné ni appelé en jugement, ni de J.C. être emprisonné en aucun Tribunal, Cour, Prevôté ni Justice, ni devant quelque juge, Prevôt ou Commissaire que ce puisse être, excepté les Commissaires susdits ou dans chaque Château en particulier, ou dans quelque autre Tribunal situé dans les limites des Catholiques Confederez, qui seront autorizés de S.M. ce qui s'observera ainsi jusqu'à ce que les choses soient établies au Parlement.

XXVIII. Les Catholiques Romains Confederez, sujets du Roi, seront continuez dans la possession des Villes Royales, Garnisons, & Châteaux qui sont situés dans leurs Cantons, jusqu'à ce que toutes choses soient établies au Parlement; & l'on en donnera le gouvernement à ceux que le Roi, ou le Gouverneur Principal du Royaume pour S.M. auront député pour cet effet; & le Gouverneur susdit doit faire expedier les mandements, & établir ceux qui auront été nommez par ledit Gouverneur conjointement avec le Conseil, & du consentement des cinq Commissaires ou plus, pour l'execution desdits mandements, regles, & statuts qui seront observez, jusqu'à ce que les Articles particuliers exprimez dans le present Traité soient determinez par l'autorité du Parlement: & lesdits Gouverneurs qu'ilseront nommez pour Gouverneurs ou Administrateurs desdits lieux, ne seront établis que pour remplir la place de ceux qui seront decedez ou de ceux qui ne se seront pas acquitez de leur devoir, & ils exerceront leur fonction jusqu'à ce que toutes choses soient reglées dans le Parlement, comme il est dit ci-devant.

XXIX. Tous les Impôts qui appartiennent au Roi, & qui seront dus dans ce Royaume depuis le jour de la signature des presens Articles, se payeront au Domaine de S.M. & pour son usage, nonobstant toute sorte de demande, clause, Acte d'amnistie, ou quelque autre proposition precedente que ce puisse être à ce contraire, & l'on observera que tous les Commissaires autorizés dans les Provinces des Catholiques Confederez, pour ce qui concerne les Gabelles, soient continuez respectivement dans l'exercice des mêmes emplois, jusques à ce que le Parlement ait entierement reglé toutes choses, à la reserve de ceux que le Gouverneur en Chef conjointement avec le Conseil, & du consentement dudit Vicomte de Montgaret & des autres ou des cinq Commissaires susdits, jugera à propos de changer, & alors en cas de mort, de forfaiture ou de changement desdits Gouverneurs, ceux que le Gouverneur Principal qui sera alors de Conseil, avec le consentement du Vicomte de Montgaret ci-dessus énoncé & des autres, jugera capables de remplir leurs places, doivent être autorizés pour l'exercice desdits gouvernemens. Et pour ce qui regarde les revenus Royaux, il seront payez à la Reine aux Pasques prochaines venantes & après, nonobstant quelque disposition que ce soit à ce contraire, mais on n'en fera la demande ni le recouvrement, qu'après que toutes choses auront été établies dans le Parlement.

XXX. Les Commissaires qui doivent être nommez comme il est dit ci-dessus, auront pouvoir de connoître, & de prononcer sur tous les crimes d'homicide, de vol, de brigandage, d'incendie, d'entrées violentes dans les Maisons, d'usurpation de biens, & autres delits communs qui auront été ou qui seront commis depuis le 15. de Septembre 1643. jusques à l'Assemblée du prochain Parlement, nonobstant les Articles de ce Traité en general ou en particulier à ce contraires, excepté que lesdits Commissaires ne pourront informer de quelque crime que ce puisse être, commis avant la conclusion de ce Traité, sous pretexte d'un mandement du Magistrat parmi les Catholiques Confederez; non plus que de tous les delits qui auront été commis après la clôture des presens Articles, sous pretexte de l'autorité annexée à leur charge en vertu dudit Traité. Il faut aussi remarquer que lesdits mandements n'auront lieu que jusques au premier jour de l'assemblée du Parlement & pour une plus grande seureté des choses ci-dessus exprimées son Excellence Monseigneur le Marquis d'Ormond Viceroi d'Ir-

lande,

ANS lande, Commissaire de S.M. pour l'effet desdits Articles de J. C. des dont la copie est demeurée par devers les Seigneurs Richard Vicomte de Montgaret, Donck Vicomte de Muskery, Robert Talbot, Chevalier Baronnet, Dermice O'Brien, Patrice Dary, Zephirin Brun & Jean Dillon Ecuyers, & lesdits Seigneurs deputes pour l'effet des Articles, dont la copie demeure par devers le Vice-roi, ont signé ces presentes, & y ont apposé leurs Sceaux. Fait à Dublin le 28. de Mars 1646. l'an 22. du regne du Serenissime Charles Roi de la Grande Bretagne, de France & d'Irlande.

1644

Pour le Conseil Souverain des Confederez Catholiques du Royaume d'Irlande.

LE Present Traité daté du 28. de Mars ayant été fait, arrêté & conclu par & entre son Excellence le Seigneur Jacques Marquis d'Ormond Viceroy d'Irlande Commissaire établi par le Roi suivant la Commission à lui donnée sous le Grand Sceau d'Angleterre, à Buckingham le 24. de Juin l'an 20. du regne dudit Roi, pour & au nom de S.M. d'une part; & le Seigneur Donck Vicomte de Muskery, & Robert Talbot en vertu de notre Commission expédiée en date du 6. de Mars 1645. pour les Catholiques Romains sujets de S.M. en son Royaume d'Irlande, d'autre part.

Nous en vertu de cet Acte public, & au nom des Catholiques Romains sujets de S.M. dans le Royaume d'Irlande, ratifions, confirmons & approuvons lesdits Articles, & la Paix qui a été conclue par ledit Traité; & nous voulons & ordonnons à tous en General & en particulier d'y obeir ainsi que de raison. Donné à Kilkenny le 4. d'Aout 1646. Signé,

MONTGARET, FELIX MAE, DONCK,
NICOLAS PLUNKET, LUC DILLON, RICHARD BELLINGS.

C D X I V.

ANS de J. C. *Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & les PROVINCES-UNIES des Pays-bas, pour un subside ausdites Provinces de trois cens mille livres. Fait le 13. Mai, 1646. Manuscrit.*

1646.

LA FRAN-
CE ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

LE Roy ayant entendu que les Seigneurs Estats Generaux estoient en volonte d'attaquer cette Année mil six cens quarante-six une Place de tres-grande importance, & bien avantageuse au bien de la cause commune, & de lever des Gens de pied extraordinaire par dessus toutes les Troupes que lesdits Seigneurs Estats ont accoustumé d'avoir à leur service, & les entretenir durant la prochaine Campagne, pour l'exécution de leur grand dessein, si la Majesté avoit agréable de les assister d'une somme considerable pour aider à subvenir à une partie des grandes despenses qu'ils seront obligés de faire.

Le Roy, nonobstant celles qu'il fait de toutes parts contre l'Ennemi Commun, a bien voulu témoigner ausdits Seigneurs Estats Generaux son affection en ce rencontre, & leur accorder la somme de trois cens mille livres payables dans Paris au premier de Juin prochain en assignations qui seront bonnes & au contentement de celui que lesdits Seigneurs Estats autoriseront en France sur ce sujet. Moyennant quoi lesdits Seigneurs Estats s'obligent d'employer effectivement ladite somme de trois cens mille livres à la levée & entretien de Gens à Pied extraordinaire aux Conditions ci-dessus spécifiées, & ne pourront estre diverties à aucun autre usage. Ce que lesdits Seigneurs les Estats promettent de bonne foi & maintiendront religieusement.

C D X V.

ANS
de J. C.

1646.

Traité de Paix entre FREDERIC III. Empereur, & GEORGE RAGOSKI Prince de Transylvanie & les Etats de HONGRIE. Livré ausdits Etats à Presbourg, le 5. Octobre, 1646. Vittorio Siri dans son Mercure. Tom. V. Part. II. pag. 206.

L'EMPE-
REUR, LA
TRAN-
SILVA-
NIE, ET
LA HON-
GRIE.

Diploma suar. Sacratissimæ Majestatis Dominis Regnicolis concessum, & die prima Octobris medio secretorum Consiliorum suorum Kevenhillley, & Prikelman, univelsis statibus, & Ordinibus Regni extra datum ac deinde publicis etiam Constitutionibus Regni insertum, & confirmatum.

Nos Ferdinandus III. dei gratia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, &c. Comes Ausburg, Tirolis, & Gorithiæ.

Memoriæ commendamus tenore præsentium significantes quibus expedit universis, quod cum superioribus proximis elapsis temporibus certi motus intellint, & hostilitates in Regno nostro Hungariæ exortæ fuissent, exindeque Pax, & tranquillitas Regniæ quies perturbata extitisset, Nos paterna & benigna affectione moti hujusmodi suscitatos tumultus ut Christiani Sanguinis affusioni parceretur, sublativè in Regno quibulvis dissidiis indigenæ quiete, & tranquillitate perfruerentur, placidioribus, potius transactionis mediis, armorum vi, sopitis & compositos esse cupientes, ad postulata & prætenfiones illustrissimi Georgii Ragotii Principis Transilvaniæ, quarundam partium Regni Hungariæ Domini, & Siculorum Comitibus &c. ac eidem adherentium Hungariæ; Nos clementer declaravimus; quarum etiam benignarum concessionum nostrarum series, quemadmodum tam in Tractatu Tirnaviensis, quam etiam ultimæ medio ablegati ad præfatum Principem, Transilvaniæ fidelis nostri egregii Johannis Toros, alias Cameræ Ragotii Hungariæ Consilarii conclusum est, ut sequitur in hunc modum.

I. Quantum ad negotium Religionis atinet Articulo anni 1608. ante Coronationem addito & diplomatum Regionum Conditione sexta, aliisque subsequentibus superioris Regni statutis, in vigore relictis, diversisque hæcenus impedimentis, & interpretationibus non obstantibus, declaratum, & conclusum est quod omnes status, & ordines Regni, ipsæque liberæ Civitates, nec non oppida privilegiata, & milites Hungarici in confiniis Regni, liberum habeant ubique suar Religionis exercitium, cum libero Templorum, Campanarum & sepulturæ usu, nec quicquam in libero suar Religionis exercitio a quoquam, quovis modo, aut quovis sub pretextu turbetur, & impediatur.

II. De non impediendis seu turbandis rusticis in sua confessione declaratum, & conclusum est, ut illi quoque propter bonum Pacis & tranquillitatem Regni sive sint continentes sive oppidani, sive villani in quorumcumque Dominorum Terrestrium, & Fisci bonis, juxta vigorem præscripti Articuli & Conditionis, in libero suar Religionis exercitio, ac usu modoque ut supra simili, a S. Majestate Regia vel ejusdem Ministris, aut Dominis suis terrestribus quovis modo, aut quovis sub prætextu non turbentur, aut impediatur; Hæcenus autem impediti, coacti, & turbati liberum Religionis ipsorum usum reassumere, exercere, & continuare permittantur, neque ad alias Religionis ipsorum contrarias Ceremonias peragendas Compellantur.

III. Concordatum etiam est inter Nos, ut in posterum ab eorundem oppidanorum & Villanorum Parrochiis Ecclesiæ Pastores sive Concionatores per quoscumque amoveri & exturbari nequitiam possint, qui autem

ANS autem hæcenus amoti fuissent, liceat ipsis reducere, vel de J. C. alios loco ipsorum substituere.

1646. IV. Quæstiones verò circa gravamina negotium Religionis, & occupationes Templorum concernentes tamquam in anno 1628. suæ Majestati exhibita sunt, quam post subsecuta in futura primum celebranda Regni dicta, propter Regni tranquillioris permansionem, unionemque animorum, ut vel amabili Dominorum Regnicolarum compositione sopiantur, vel autoritate suæ Majestatis finaliter complantur cum satisfactione Evangelicorum, ac pro quibus usus Templorum determinabitur proventus Parochiarum quoque ad eisdem pertinere nec ultra occupationes Templorum fiant, ea autem Tempia, quæ hoc disturbiorum tempore violentè utrinque occupata fuerunt, statim post permutationem Diplomatum prædictis Evangelicis restituentur prout etiam Catholicis. Gravamina autem futuris quoque temporibus in eodem Negotio Religionis emergentia tam Catholicorum, quam Evangelicæ Confessionis hominum, quam etiam alia gravamina Regnicolarum, tam Evangelicorum, quam Catholicorum secundum septemdecim Conditiones suæ Majestatis singulis Diætz plenariè complanabit absque injuria Evangelicorum.

V. Accordatum quoque est, ut suæ Majestas contra transgressores statutorum, etiam in negotio Religionis, in futura Diæta vel Articulum octavum Decreti sexti Uladislai Regis renovandum, & observandum curabit, vel etiam condignam poenam cum certo executore statuere dignabitur.

VI. Præmissa autem omnia, pro uberiori declaratione Statutorum, tollendis uberioribus Regnicolarum diffusionibus, ut in primum celebranda Diæta confirmetur publicisque Regni Statutis inferantur conclusum est.

VII. Cætera sub hac Pacificatione utrinque agitata, & tractata, ut potè Sedis spiritualis Status, Patrum Jesuitarum Personalis à Regno abstinentia; Decreti Andreæ Secundi per Ludovicum Primum facta confirmatio, de arrendationibus decimarum articuli 61. anni 1598. renovatio, & cum effectu observatio, de non abalienationibus Bonorum Avicorum per Ecclesiasticos, five Seculares factis, vel fiendis, de personarum ad Diætam convocari solitarum discretione, atque yocum in eadem Diæta collectione & suffragiorum examine, de militis extranei juxta articulum 24. anni 1625. à Regno educatione: similiter de non educatione militum Hungarorum de Confinibus Regni, de distributionibus honorum, & officiorum Regni majorum vel minorum, seu Religionis discretione: de administratione Juris, & communis Justitiæ nec non omnium Tractatum ratione Hungariæ cum Turcis, vel aliis quibuscumque vicinis nationibus per natos Hungaros Saculares Institutione, ac aliis etiam omnibus, libertates Patriæ, atque defensionem, & conservationem Regni & Regnicolarum concernentibus negotiis, ut primis statim Comitibus aliquid certi de his statuatur, vel jam statuta ibidem de facto effectuentur, simili modo conclusum est.

VIII. Eandem autem generalem Regni Diætam, ut suæ Sacratissima Cæsarea & Regia Majestas intra spatium trimestre, à die finiti præsentis Tractatus, & commutationis Diplomatum sedatis tumultibus cum Principi Transilvaniæ clementer promulgare, ac sine ulteriori dilatione seu rejectione ita celebrare facere dignabitur, ut omnibus ad Diætam Regni, juxta articulum quintum anni millesimi sexcentissimi octavi, post Coronationem editum, vocari solitis tunc ibidem comparendi & agendi potestas, cum solita ab antiquo libertate Diæta fiat, in qua etiam cæteri articuli bonum Regni concernentes, hæcenus non effectuat, juxta articulum septuagesimum secundum anni millesimi sexcentissimi trigésimi octavi realiter effectuentur, & observentur.

IX. Amnistiam generalem omnibus, & singulis Regnicolis Majestas sacratissima juxta formam Amnistie prioris Pacificationis Viennensis concedere dignabitur, ita ut etiam bona universa, & jura possessoribus sub his disturbis per S. Majestatem, vel Dominum Palatinum Regni vel alios quibuscumque donata, collata, & in-

scripta vel quocumque fideles S. Majestatis quovis modo occupata, & adempta prioribus possessoribus, vel eorum de J. C. hereditibus, statim & de facto remittantur, & restituantur, simpliciter etiam ex parte Regnicolarum supplicantium reddantur & super hujusmodi Amnistia peculiare Diploma S. Majestas sacratissima concedere dignabitur.

Nos itaque suprascriptas universas, & singulas concessionem, & articulos, ac omnia, & singula in eis contenta, prout iidem tractati, & conclusi sunt, atque hinc litteris nostris de verbo ad verbum inferri, acceptamus, approbamus, & ratificamus, assecurantes præfatos Principem Transilvaniæ, eique adherentes, ac etiam universos, & singulos Status & Ordines inelyti Regni Nostri Hungariæ in verbo nostro Regio, & bona fide Christiana, quod eos omnes, & singulos articulos in omnibus eorum punctis, & clausulis, tam nos ipsi sanctè, & inviolabiliter observabimus, quam etiam per alios nostros Subditos, quorum interest vel intererit, ejusque status & conditionis sint observari faciemus, ad quod observandum etiam Successores nostros legitimos similiter Hungariæ Reges obligatos esse volumus, harum nostrarum manus nostræ subscriptione roboratarum, vigore & testimonio litterarum mediante. Datum in arce nostra Lyncea Austriae superioris die decimasexta mensis Decembris, anno Domini millesimo sexcentesimo quadagesimo quinto, Regni nostri Romani nono, Hungariæ & reliquorum 20. Bohemiæ verò anno 28.

GEORGIUS SZCLEPCHENII,
Episcopus Werprimiensis.

GEORGIUS CROSSY.

Diploma II. ejusdem Sacratissima Cæsarea, Regiæque Majestatis Illustrissimo & Excellentissimo Principi concessum.

Nos Ferdinandus Tertius Dei Gratia, electus Romanorum Imperator semper Augustus ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ Rex, &c. Memoriam commendamus tenore præsentium significantes quibus expedit universis, quod cum superioribus proximè elapsis temporibus, certi motus intestini, & hostilitatis in Regno nostro Hungariæ exortæ fuissent exindeque Pax & tranquillitas, Regni quoque quies perturbata extitisset, nos paternæ, & benignæ affectione moti ejusmodi suscitatos tumultus, ut Christiani sanguinis effusioni parceretur, subtilisque quibuscumque in Regno diffidendi indigere quiete, & tranquillitate perfruerentur, placidioribus potius transactionis mediis, quam armorum visopitos esse cupientes, certos Tractatus cum Illustrissimo Georgio Ragotio Transilvaniæ Principe, quarundam partium Regni Hungariæ Domino & Siculorum Comiti institueramus, in quibus etiam nonnullæ prætensionem, ac postulatam, accommodata extitissent ad consequendam porro publicam Pacem, & desideratissimam Regni tranquillitatem, contestandamque uberiorem nostram erga eundem Principem benignitatem, nos ad ipsius postulatam quam libentissimè declarantes ad infrascriptam Pacem, & mutue reconciliationis concordiam, conditiones & oblationes medio Alegantis fidelis nempe egregii Johannis Toros, alias Cameræ nostræ Hungariæ Consiliiarii ultimazione devenimus, quæ in hunc sequuntur modum.

I. Totalem Arcem Tokay in Comitatu Zemploniense existentem, una cum oppido Tarkal cum omnibus bonis ad eam pertinentibus Domino Principi, & Principissæ conjugi ejusdem dilectissimæ hereditibusque ipsorum ad sexum virilem S. M. jure perpetuo conferri; ad femineum vero sexum in trecentis millibus florenis cum libera dispositione eorum, pro qua quidem Arce, & bonis prædictis Dominus Princeps Johanni Humannay intra anni spatium centum millia florenos deponet, de residuis autem ducentis millibus florenis S. Majestas Cæsarea,

ANS farea, & Regia eundem Dominum Johannem Human-
de J. C. nay & Stephanum Chahy contentabit, ad ædificium
1646. porro ejusdem Arcis Tokay quinquaginta millibus floren-
tis auct S. Majestatis Cæsarea summam trecentorum
millium.

II. Arcem quoque totalem Regeez in Comitatu Aba-
nyvarienſe habuit una cum bonis ad eandem perti-
nentibus prælibato Domino Principi, & Consorti
sua dilectissima, hereditibusque ipsorum ad masculi-
num sexum jure perpetuo sua Majestas Cæsarea confert,
ad sexum vero femineum in ducentis sexaginta milli-
bus florenſis cum libera dispositione eorum, pro qua
quidem Arce, & bonis fidem Dominus Princeps in-
tra anni spatium centum & sexaginta millia florenſis
deponet, in eo valore computandos aureos, & ta-
leros, prout in superiore Hungaria cursus Monetæ
est, super quibus quidem duabus Arcibus, & bonis
ad eisdem pertinentibus expediri faciet S. Majestas
sacratissima litteras donacionales cum illis condi-
tionibus, cum quibus postulabit Dominus Princeps
ad virilem sexum jure perpetuo, juxta dispositio-
nem eorumdem, post horum vero defectum, si
Princeps à sexu femineo redimere voluerit, tunc
utriusque Arcis summam simul, & semel deponere
teneatur, de qua quidem summa eidem Domino
Principi liberam dispositionem S. Majestas Cæsarea
concedit: in præmissis autem bonis Tokay omnis gene-
ris Decimarum cum Nonis assignat memorato Domi-
no Principi sua Majestas ut videlicet fuerunt Tokay &
Tarkal cum reliquis bonis apud Principem contra Ga-
brielem Bethlem, Regeez autem prout fuit apud Do-
minum Palatinum in ea parte ad eundem modum Do-
mino Principi per suam Majestatem datum est, porro
quia Dominus Stephanus Khaky, & Johannes Hu-
mannay multas vineas, & hereditates pro pecuniis exe-
merint, ita ut antequam Creditores contententur
de talibus vineis Decimas reddere non teneantur, ju-
stum est ut talibus satisfiat, ita ut ex summa, quam
Princeps Domino Humannay depositurus est; Eos
qui legitimas litteras exemptionales produxerint con-
tentare valeat: similiter fiat etiam in bonis Regeez, si
quidem tale reperit fuerit, Comitatus Huttmar, &
Zabliz valeant possidere Filii dicti Domini Principis
vita ipsorum durante, prout idem Princeps inter illos
dispositurus est, & post hujusmodi vero obitum,
quamdiu ex posteris ipsorum Transilvaniz Principes
forent, possint Arcem Huttmar cum bonis, signan-
ter autem oppidis Huttmar, & Memli possidere Ne-
gotium etiam Arcis Reyngye in Comitatu Ungh
existentis in primis Regni Comitibus finaliter complane-
tur, & si consors Domini Principis in eadem bonum
jns habuerit, eidem restituatur, vinea quoque Hett
Roleu dicta, in Promontorio Tokagenſe sita, pœnes ante
præfatum Dominum Principem, & Hæredes ipsius
manebit, pro qua idem Princeps quinque millia floren-
nos deponet similiter, & reliquis vineas allodiales cum
proventibus, prout per Principem contra Bethlem To-
kay possessum est, excipiendo tamen trigessimam, tan-
quam Regni Proventum post decessum ipsius Domini
Principis.

III. Totalis etiam Arx Echett in Comitatu Hutt-
marienſe existens cum bonis ad eam spectantibus per-
tinentiisque Nagy, & Follu Bannya per defectum
Dominorum Comitum Stephani, & Petri Bethlem,
statim, & de facto absque ulla ulteriori dilatione
ad manus Domini Principis, vel Hæredis & posteri-
tatem ejusdem utriusque sexus universè assignabitur,
nec deroget reversalibus eorumdem Comitum à Sacra
Cæsarea Majestate datis, si medio tempore mutuo
inter se convenientes in signum successione aliquam
portionem ex dictis bonis ipsi Domino Principi vel
hæredibus ejusdem dare voluerint, hæcque donatio su-
per Echett expediatur cum solita clausula, salvo jure
alieno.

IV. Septem Comitatus, vita ejusdem Domini
Principis durante, prout defuncti Majestas Cæsarea

Tome III.

Principi quondam Gabrieli Bethlem id anno 1622. ANS
contulerat, cum omnibus proventibus, ita prout de J. C.
idem quondam Princeps Bethlem possedit, Domi-
nus quoque Princeps possidere valeat, ac bona
1646. quoque ad Arcem Huttmar pertinentia quæ apud
alios jure pignoratitio haberentur, liberum erit re-
dimere, & usque ad summum, quibus voluerit
obligare, Donationes quoque ejusdem Domini Prin-
cipis super Arcibus Patak supra summam Capita-
lem super ejusdem bonis inscriptam viginti quin-
que millia florenſis concedit S. Majestas Domino
Principi; Quæ quidem Adificia singulis annis per
certos homines à sua Majestate ad id deputandos re-
debuntur, & æstimabuntur, testimonialesque Litteræ
per eisdem Domino Principi assignabuntur. Quod
autem hæcenus per Dominum Principem edificatum
est, cum & illud juxta contentum in donatione præ-
defunctæ Cæsarea Majestatis adhuc æstimatum non
fuerit, ad id æstimandum quoque ceteri homines
Majestatis sacratissimæ, & Regiæ mitentur, qui su-
per hujusmodi æstimatione litteras testimoniales Do-
mino Principi dare debebunt, similiter etiam in
Munkacz viginti quinque millia florenſis ædifi-
cium facere valeat, curabit præterea sua Majestas
Cæsarea quingentos centenarios capri ex fodinis
Novizolienſibus statim ad rationem Domini Prin-
cipis assignandos, omnes denique Officiales, & ser-
vi dicti Domini Principis sub ditione suæ Maje-
statis in Comitibus commemorantes tenebuntur ra-
tiones suas absque ulteriori dilatione verificare, quod
si verò id facere nollent, possit tam in personis
illorum animadvertere quam etiam ad occupatio-
nem bonorum eorum ubicunque in ditione S. Ma-
jestatis existentium procedere: hujusmodi autem Of-
ficiales dandis rationibus obstricti à nulla parte reci-
piantur, imò utrinque extradantur, neque utrinque
conducantur, hoc autem ita intelligendum est, quod
si qui in his dandis rationibus obnoxii incolæ ditio-
num Majestatis S. Cæsareæ iissent, bonaque ibi ha-
berent, neque juxta Reversales suas comparere vel-
lent, Dominus Princeps super hoc suam Majestatem re-
quirere faciat, quæ ex bonis talium vel etiam cum
assignatione personarum ipsorum satisfactionem Do-
mino Principi impendi curare. Tempore necessitatis
si Dominus Princeps & posterii ejusdem propter sine-
rum erga Christianitatem affectum, & inclinationem,
factamque cum Majestate Cæsarea Pacem turbarentur,
in tali casu Majestas Cæsarea cum competenti auxilio
Domino Principi aderit, & cum Francis Ballassa
tam Simoni Ballassa quam etiam Pupillis Andreæ quon-
dam Ballassa multa damna intulerit, Sacra Cæsarea Ma-
jestas curabit, & hoc in proximis Regni Comitibus ex
æquitatis dictamine computari, in negotio quoque
occupationis bonorum orfani quondam Domini Paoli
Ragotii fratris Domini Principis Charissimi, quod si
ob id aliquid erga eundem Dominum Principem in
futurum prætendi possit, tam ipsius, quam etiam Hæ-
redes, & Successores ejusdem ab impetitione S. Ma-
jestatis, ut Successores ejusdem eadem Cæsarea Ma-
jestas immunes, & expeditos cum perpetua promissio-
nis obligatione pronunciat, damna quoque ab utro-
que Exercitu perpeſsa in hiſce motibus in annisiam
translata esse intelligantur. Servi fugitivi utrinque
extradentur, imò neque recipiantur, Captivi quo-
que ex parte S. Majestatis Cæsareæ statim remittan-
tur, id ipsum & Dominus Princeps confestim factu-
rus. Vicissim autem pro ejusdem Principis parte pro-
mittitur, ut sequitur.

I. Quod omnibus Confederationibus & correspon-
dentiis, quæ hæcenus inter Dominum Principem
Gallos, & Suecos aliosque Confederatos intercessis-
sent quæ vel in minimo intæ cum sua Majestate Pacis
conclusionibus, & Diplomatum continentis contra-
riarentur, statim, & de facto renunciando, nullam
deinceps cum illis habeat confederationem, & cor-
respondentiam tam Dominus Princeps quam Successo-
res

T t t t

res

ANS res ejusdem effectuandis omnibus & singulis juxta conditiones, & oblationes ex parte quoque suæ Majestatis, ejusdemque Successorum, quin & fidelis Majestatis, quos hæcenus per præfentes motus in obligatione habuisset eos ab illa obligatione liberat, qui in ditione Majestatis suæ permanuri sunt, prout etiam vigore ipsius Tractatus liberi pronunciari debent.

II. Quod conclusa per Dei gratiam tam desiderata Pace, absque ulla mora Dominus Princeps universas suas, prout & Filii, aliorumque Officialium suorum Copias in Transilvaniam, aut ad minus in Comitatus eidem concessos, sub bona & sincera disciplina, in quantum fieri poterit, reducet, neque ulli ex illis apud Gallos, & Suecos, aut alios sibi Confederatos ullo sub prætextu relinquit, permutatis porro utrinque asscurationibus confectum movebit, & discedet.

III. Quod universa bona, quæ per præsentem Tractatum in manibus Domini Principis non relinquerebantur tam S. M. cum Montanis, & Liberis Civitatibus, quam etiam aliis eorum Possessoribus legitimis tam in Hungaria, quam in Transilvania (exceptis iis qui per defectum magnifici quondam Sigismundi Prepositarii in ditione Transilvanica ad Fiscum transierunt) statim & de facto restituat, Tormenta autem & Munitiones ex Lypto, Nyvar, Giarimak, & Putnok ablatas, excepto Domino Humanay, cujus tormenta, cum ex parte rupta, ex parte vero destructa sint, loco eorum centum centenariorum ex cupro live are à sua Majestate Domino Principi in Camera Novizzoliense collato concedit, cum Regementibus, quæ videlicet per Dominum Comitem Palatinum istuc comparata sunt, per eundem Dominum Principem restitutis vice versa ex Castellis Hercepez, Betnik, Odsyau & Ledriez cum Campanis per Franciscum Uvessellem ex Odsyau ablati restituantur, pulverem tormentoriarum, globos, plumbum, funiculos, moschetos, quorum pars diruta, & consumpta est, inter munitionem non computando, signantur etiam bona Stephani Kaki, ac Confortis ipsius in Transilvania existentia, ita ut eo jure possideant, quo ante moderni belli motum ea possederunt, idem ex parte quoque S. Majestatis sacratissima fiat.

IV. Cum restitutione bonorum etiam litteralia instrumenta quorumcumque sub hisce disturbis occupata & detenta illis ad quos pertinet restituere faciet, quæ videlicet de jure Dominum Principem vel Heredes, & Posteritatem ejusdem utriusque sexus universam, signanter autem Illustrissimo Georgii Ragotii Junioris Principis Transilvaniæ Consortem dilectissimam Sophiam Bathori non conserpent.

V. Quod in rebus, & negotiis Regni non aliter se Dominus Princeps miscbit, quam unum membrum Regni.

VI. Præter duos Captivos, utpote Franciscum Meggeri, & Johannem Kovæz reliquos omnes gratis remittet, ex parte quoque S. Majestatis idem fiet.

VII. Excepto Cupro Domini Principi in Camera Novizzoliense à S. Majestatis collato, reliquos omnes proventus in Montanis Civitatibus à die 28. mensis Aprilis anni præfentis provenientes pro cultura foedarum intactas relinquet.

Nos itaque præscripta universa, prout ex utraque parte tractata, & conclusa præsentibus Litteris Nostreis inserta essent, per omnia acceptamus, approbamus, & ratificamus, asscurationes præfatum Dominum Principem in verbo nostro Regio, & bona fide Christiana quod omnes præmissos articulos universaque, & singula in iisdem contenta, ex parte nostra tam nos ipsi, sanctè & inviolabiliter observabimus, quam etiam per alios nostros quorum intererit vel intererit cujuscumque Status, & conditionis fuerint observare faciemus. Ad quod observandum Successores etiam postros legitimos videlicet Hungaros Reges Obligationes esse volumus, dummodo oblationi etiam ex par-

te Principis nobis factæ per omnia satisfiat, harum nostrarum manus nostræ subscriptione roboratarum videtur J. C. ANS
gore, & testimonio litterarum superius die 16. mensis 1646.
Decembris anno Domini 1645. Regnorum Nostrorum, Romani nono, Hungariæ & reliquorum vigesimo, Bohemiæ anno vigesimo octavo.

FERDINANDUS.

GEORGIUS SZCLEPHENES,
Episcopus Warprimensis.

GEORGIUS OROSSY.

Asscuration per Illustrissimum D. Principem Transilvaniæ, Regiæque Majestati data.

Nos Georgius Ragotii, Dei Gratia Princeps Transilvaniæ, partium Regni Hungariæ Dominus, &c. Memoriz commendamus tenore præsentium significantes quibus expedit universis, quod cum superioribus proximè elapsis temporibus certi motus intestini, & hostilitates in Regno Hungariæ inter sacratissimam Cæsaream Regiamque Majestates Ferdinandum Tertium Dei Gratia, electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, Regem, &c. Austriæ Archiducem, Ducem Burgundiæ, Brabantiz, Styriæ, &c. Marchioni, Moraviæ, &c. & nos exorti fuissent, exindeque Pax, & tranquillitas, Regni quies perturbata extitisset, Nos nihil penitus & magis in votis habentes; quam sanctas belli tempestates, sanguinis Christiani effusionem, innoxii Populi clades, & ruinam extremamque diuturnioris belli pericula prævertere. Zelo quoque erga gentem hanc, & Patriam nostram Charissimam amore, & affectione Christiana moti, ejusmodi suscitatos tumultus Placidioribus potius transactionis modo, quam armorum viscopitis, & compositos esse cupientes ad infra scriptam cum præfata sacratissima Cæsarea Majestate Pacis, & mutæ reconciliationis concordiam, oblationes & conditiones, tam in Tractatu Timaviensi propositas, quam etiam ultimè medio a legatis Plenipotentarii suæ Majestatis generosi D. Johannis Toros Cameræ S. Majestatis Consilarii conclusas devenimus in hunc qui sequitur modum.

I. Quod nos omnibus Confederationibus & correspondentiis, quæ hæcenus inter nos, Gallos, Suecos, aliosve Confederatos intercessissent, quæ vel in minimo iniuræ cum S. Majestate Pacis, conclusionibus, & Diplomatum continentis contrariarentur, statim, & de facto renunciando, nullam deinceps cum illis habituri sumus Confederationem, & correspondentiam, tam nos, quam Successores nostri effectuando orationibus, & singulis juxta conditiones oblationesque, ex parte quoque S. Majestatis, ejusdemque Successorum, quin & fidelis quoque Majestatis S. quos hæcenus per præfentes motus in obligatione habuissimus, eos ab illa obligatione liberamus, qui in ditione S. Majestatis permanuri sunt, prout etiam vigore ipsius Tractatus liberi pronunciari debent.

II. Quod conclusa per Dei gratiam hac desiderata Pace, absque ulla mora universas nostras, prout & Filiorum nostrorum Copias, & Officialium pariter nostrorum in Transilvaniam aut minus in Comitatus nobis concessos sub bona, & secunda disciplina, in quantum fieri poterit reducemus, neque ullum ex illis, apud Gallos, Suecos, aut alios nobis Confederatos ullo sub prætextu relinquemus, permutatis porro utrinque asscurationibus confectum movebimus, & discedemus.

III. Quod universa bona, quæ per præsentem Tractatum in manibus nostris non relinquerebantur, ea tam S. Majestati, cum Montanis, & liberis Civitatibus, quam

ANS de J. C. 1646: quam etiam aliis eorum possessoribus legitimis tam in Hungaria, quam in Transilvania, exceptis iis quæ per defectum spectabilis ac magnifici quondam Sigismundi Prepositarii in ditione Transilvanica ad fiscum redierunt, statim & de facto restituemus. Tormentaitem, & munitiones ex Lyptonnyar, Gyamatt, & Putnok ablatas, exceptis illis Domini Humannay, cujus tormenta cum ex parte rupta, ex parte verò distracta sint, loco eorum centum centenarios ex cupro live ære à sua Majestate nobis in Camera Novisoliensie collato concedimus.

Cum Regeez spectantibus tormentis, quæ videlicet per Dominum Comitem Palatinum istuc comparata sunt, per nos restituta, vice versa ex Castellis Herenez, Bettnye, & Oldegyan ablatas restituantur. Pulverem tormentarium, globos, plumbum, funiculos, moschetos, quæ partim dirupta, partim consumpta sunt inter munitionem non computantur, signanter etiam bona Domini Stephani Kakij, ac confortis ipsius in Transilvania habita, ita tamen ut eo jure possideant, quo ante moderni belli motum ea possederunt, idem ex parte quoque S. Majestatis fiat.

IV. Cum restitutione bonorum etiam litteralia instrumenta quorumcumque sub iis disturbii occupata, & detenta, illis ad quos pertinerint libenter restitui faciemus, quæ videlicet de jure nos vel heredes, & posteritas nostra utriusque sexus universa signanter verò illusterrimam Georgii Ragotii Junioris Principis Transilvanie consortem dilectissimam Sophiam Batoriam non concernent.

V. Quod in Rebus & negotiis Regni non aliter nos milcebimus, quam unum commembrium Regni.

VI. Præter duos captivos utpotè Franciscum Megyeri, & Johannem Konach, reliquos omnes gratis remittimus, ex parte quoque sua Majestatis idem fiat.

VII. Excepto cupro nobis in Camera Novisoliensie à S. M. collato, reliquos omnes proventus in Montanis Civitatibus à die 28. mensis Aprilis anni præsentis provenientia pro cultura fodinarum intactos relinuemus; vicissim autem præfata quoque Sacra Cæsarea Majestas.

I. Totalem Arcem Tokai in Comitatu Zemploniensie existentem habitam una cum oppido Tarkal cum omnibus ad eandem pertinentibus nobis, & Principissæ conjugii nostræ dilectissimæ, hæredibusque nostris ad sexum virilem conferre; ad feminum verò sexum in trecentis millibus florenis cum libera dispositione nostra, pro qua quidem Arce, & bonis nos Domino Johanni Humannay intra Annuitiam centum millia florenos deponemus, de residuis autem ducentis millibus S. M. C. & Regia eundem Dominum Joannem Humannay, & Stephanum Kaky contentabit; ad ædificium porro ejusdem Arcis Tokay quinquaginta mille florenos relinquimus.

II. Arcem quoque totalem Regeez in Comitatu Abayouriensie habitam, unà cum bonis ad eandem pertinentibus nobis, & consorti nostræ dilectissimæ, hæredibusque nostris ad Masculinum sexum jure perpetuo sua Majestas Cæsarea conferre; ad sexum verò femineum in ducentis sexaginta millibus florenis cum libera dispositione nostra; pro qua quidem Arce, & bonis nos intra anni spatium centum, & sexaginta millia florenos deponemus ex eo valore computandos aureos, & thaleros, prout in superiori Hungaria cursus monetæ est, super quibus quidem duabus Arcibus, & bonis ad eandem spectantibus expedire faciet sua Majestas Literas donationales cum illis conditionibus cum quibus postulabimus, ad virilem sexum jure perpetuo juxta dispositionem nostram post horum defectum si S. M. à sexu femineo redimere voluerit, tunc utriusque Arcis summam simul, & semel deponere teneantur; de qua quidem summa nobis liberè disponendi S. M. Cæsarea concedit; in præmissis autem bonis Tokayensibus omnis generis decimas cum bonis assignat nobis sua Majestas, uti videlicet fuerunt Tokay & Tarkal cum reliquis bonis apud Principem quondam Gabrielem Bethlem; Regeez autem, prout fuit; apud Dominum Palatinum in ea parte ad eundem modum nobis per S. M. datum est. Porro

verò cum Domini Stephanus Kaky & Joannes Humannay multas vineas & hereditates pro pecuniis exemerint ita ut antequam creditores contententur, de talibus vineis decimas pendere non teneant, justum est talibus satisfacti ita ut ex summa, quam, nos Domino Johanni Humannay depoliti sumus, eos qui legitimas literas exemptionales super hac prodixerint, contentate valeamus. Similiter fiat etiam in bonis Regeez si quid tale repertum fuerit Comitatus Hutmar, & zobolez valeant possidere Filii nostri vita ipsorum durante, prout inter illos disposituri sumus, post horum verò obitum quantum diu ex posteris ipsorum Transilvanie principes forent, possint Arcem Hutmar cum bonis signanter autem oppidis Hutmar, & Neneti possidere; Negotium etiam Arcis Seregyue in comitatu Ung existentis in primis Regni comitiis finaliter complanetur & si consors nostra in eadem bonum ius habuerit eidem restitatur. Vineæ quoque Hett Roleu dicta in Promontorio Tokaiensie sita pænes nos, & Haredes nostros manebit, pro quanos quinquæ millia florenos deponemus similiter & de reliquis vinearum aliodiali uno provenibus, prout per Principem quondam Gabrielem Bethlem Tokay possessum est, excipiendo tamen trigessimam tanquam Regni proventus post decessum nostrum.

III. Totalis etiam Arx Ecchet in Comitatu Huthmar existens cum bonis ad eam spectantibus, pertinentisque Nagii, & solisti Bannya per defectum duorum comitum Stephani, & Petri Bethlem itatim, & de facto absque ulla ulteriori dilatione ad manus nostras, vel hæredum, & posteritatis nostræ utriusque sexus universæ assignabitur, neque deroget reverentialibus eorum Dominorum Comitum suæ Cæsareæ Majestatis datis, si medio tempore mutuo inter nos convenientes insignem successionis portionem aliquam ex dictis bonis, nobis, vel hæredibus nostris hære voluerint, hæcque donatio super Ecchet expediatur cum solita clausula (salvo jure alieno.)

IV. Septem comitatus, viz nostra durantiæ, prout prædefuncta Sacra Majestas Cæsarea principi quondam Gabrieli Bethlem in Anno 1622. contulerat, cum omnibus proventus ita, prout idem princeps quondam Bethlem possedit, nos quoque possidere valeamus; ac bona quoque ad arcem Hutmar pertinentia, quæ apud alios jure pignoratitio haberentur, liberum erit redimere, & usque ad summam quibus voluerimus legare, Donationes quoque nostras super Arcibus Patak, & Monckæz sacra Majestas denuo expedire curabit & si qui defectus in iisdem commissi essent, illi quoque corrigentur. Pro ædificio Arcis, & Civitatis Patak supra summam capitalem ante super iisdem bonis inscriptam 25 millia florenos concedit nobis S. M. quæ quidem ædificia singulis annis per certos homines S. M. adire deputandos revidentur & æstimabuntur, testimonialeque literæ per eosdem, nobis super his assignabuntur per nos hæcenus ædificatum est, cum & illud juxta continentias donationis prædefunctæ Cæsareæ & R. M. adhuc æstimare non fecerimus, ad id æstimandum etiam certi homines S. M. sacra mæri ac super ejusmodi æstimatione litteras testimoniales nobis dare debebunt. Similiter etiam in Monckaz ad 25 millia florenos ædificium facere valeamus. Curabit præterea S. M. Cæsarea quingentos centenarios cupri ex fodinis Novisoliensibus statim ad rationem nostram assignare, omnes denique officiales, & servi nostri in ditionibus & comitatibus S. M. commorantes, tenebunt rationes suas ab eoque ulteriori dilatione testificare, quod si vero ita facere nolent, possimus tam in personis ipsorum animadvertere, quam etiam ad occupationem bonorum eorum, ubicunque in ditione S. M. existentium procedere, hujusmodi autem officiales dandis rationibus obstricti in nulla parte recipiantur, quin utinque extradentur, neque utinque conducantur, hoc autem ita intelligendum est, quod si dandis rationibus obnoxii incolæ ditionis S. M. Cæsareæ essent, bonaque ibi haberent, neque juxta reverales suas comparare vellent; nos ob id ad S. M. desuper requirendam recurrentes faciat S. M. C. ex bonis talium, vel etiam cum assignatione performari

ANS de J. C. 1646:

ANS de J. C. 1646. *narum ipsarum satisfactionem nobis impendi curare. Tempore necessitatis si nos & posterii nostri propter sincerum erga Christianitatem affectum, & inclinationem nostram, factamque cum S. M. C. pacem turbaremur & posterii nostri turbarentur in tali casu S. M. C. cum competentis auxilio nobis aderit, & cum Francisco Balassa, tam Simoni Balassa, quam etiam pupillis Andree Balassa, multa damna intulerit, S. M. Cæsarea curabit, & hoc in proximis Regni Comitibus ex æquitatis dictamine complanari: in negotio quoque occupationis bonorum orphanorum quondam Domini Pauli Ragotii Fratris nostri charissimi, quod si ob id aliquid erga nos in futurum prætendi posset tam nos ipsos, quam etiam hæredes successores nostros ab impetitione S. M. & successorum ejusdem, eadem Cæsarea, Regiaque Majestatis immunes & expeditos cum perpetua præmissorum oblatione pronunciabit. Damna quoque ab utroque Exercitu perpeffa in Amnistiam translata esse intelligantur, servi fugitivi utrinque extradantur, imò neque recipiantur, captivi quoque ex parte suæ Majestatis Cæsareæ statim remittantur, id ipsum, & nos consensim facturi.*

Nos itaque præscripta universa, prout ex utraque parte tractata, & conclusa præsentis Litteris nostris inserta essent per omnia acceptamus, approbamus & ratificamus, assecurantes eandem Cæsaream Majestatem in verbo nostro principali, & bona fide Christiana, quod omnes præmissos Articulos, universales, & singula in iisdem contenta ex parte nostra, tam nos ipsi sanctè & inviolabiliter observabimus, quam etiam per alios subditos nostros, quorum interest, vel intererit, ejusdemque status, & conditionis fuerint observari faciemus ad quæ observanda successores etiam nostros, legitimos videlicet Principes Transilvania obligatos esse volumus, dummodo oblationi etiam ex parte S. M. nobis, adherentibusque nostris, & statibus Regni Hungariae factæ per omnia satisfiat, &c. Harum nostrarum subscriptione roboratarum vigore & testimonio litterarum mediante. Datum in Arce nostra alba Julia die 20. Mensis Octobris anno Dom. 1646.

Supra scripta pax sive copia concordat in omnibus punctis, & clausulis cum suo Originali Actum Possionii die 5. Octobris 1646.

GEORGIUS CROSSY.

C D X V I.

ANS de J. C. 1646. *Articles convenus provisionnellement le 15. Décembre 1646. entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, du Roi d'ESPAGNE d'une, & les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Etats Généraux des PROVINCES-UNIES du Pais-Bas, d'autre part, pour estre inseréz, dans le Traité, qui se fera à Munster. Manuscrit.*

I. Premierement declare ledit Seigneur Roy & reconnoit que ledits Seigneurs Estats Generaux des Pais-Bas Unis, & les Provinces d'iceux respectivement, avec tout leurs Pais associés, Villes & Terres y appartenants sont libres & souverains Etats, Provinces & Pais, sur lesquels, ni sur leurs Pais, Villes & Terres associées comme dessus, lui dit Seigneurs Roi ne pretend rien, & que presentement, ou ci-après pour soi même, ses hoirs & successeurs, il ne pretendra jamais rien, & qu'en suite de ce il est content de Traiter avec ledits Seigneurs Estats, comme il fait par le présent une Paix perpetuelle aux conditions ci-après escriptes & déclarées.

II. A sçavoir, que ladite paix sera bonne, ferme, fidelle, & inviolable, & qu'en suite cesseront tous Actes d'hostilité, de quelque façon qu'ils soient

entre ledits Seigneurs Roi & Etats Generaux, tant par Mer, autres Eaux que par terre, en tous leurs Roiaumes, Pais Terres & Seigneuries, & pour tous leurs subjects & habitants, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception de lieux ni de personnes, Ces Article 3. est accordé le 15. Decembre, exceptant les Apostilles apposees à la marge.

III. Chacun demeurera saisi & jouira effectivement des Pais, Villes, Places, Terres & Seigneuries, qu'il tient & possède à present, sans y estre troublé ni inquieté de quelque façon que ce soit; en quoi on entend comprendre les Bourges, Villages, hameaux & Plat Pais, qui en dependent; & ensuite toute la Mairie de Boisduduc, comme aussi toutes les Seigneuries, Villes, Châteaux, Bourges, Villages, hameaux & plat Pais, dependants de ladite Ville & Mairie de Boisduduc, Ville & Marquisat de Berges sur Zoom, Ville & Baronnie de Breda, Ville de Maestricht & ressort d'icelle, a comme aussi le Comté de Vroonhoff, la Ville de Grave, & Pais de Kuyck, Hulst, & Balage de Hulst & Hulster Ambacht, & aussi Axele Ambacht assis aux costé Meridional & Septentrional de la Geule, comme aussi les forts, que ledits Seigneurs Estats possèdent presentement au Pais de Vaes & toutes autres Villes & Places, que ledits Seigneurs Estats tiennent en Brabant, Flandres & ailleurs, demeureront en tous & mêmes droits de Souveraineté & superiorité audits Seigneurs Estats, qu'ils tiennent les Provinces des Pais-Bas Unies. Bien entendu, que tout le reste dudit Pais de Vaes exceptant ledits forts demeurera audit Sieur Roi d'Espagne. b Touchant les trois Quartiers d'outre Meuse, sçavoir Falquimont, Dalem & Rolele Duc, ils demeureront en l'Etat auquel ils se trouvent à present, & en cas de dispute & controverse elle sera renvoyée à la Chambre mi partie pour estre decidée.

IV. Les subjects & habitants des Pais desdits Seigneurs Roi & Etats auront toute bonne correspondance & Amicitie par ensemble, sans se ressentir des offenses & dommages qu'ils ont recetus par le passé; pourront aussi frequenter & séjourner es Pais l'un de l'autre, & y exercer leur traficq & commerce en toute seurte, tant par Mer, autres Eaux que par Terre.

VII. Et pour ce qu'il est besoing d'un assez longtems pour advertir ceux qui sont hors ledites limites avec forces & Navires de se desister de tout Actes d'hostilité, a été accordé qu'entre les limites de l'Océroy ci-devant donné à la Société des indes Orientales du Pais-Bas ou à donner par continuation, la Paix ne commencera pas plutôt qu'un an après la date de la conclusion du présent traité. Et quant aux limites de l'Océroy ci-devant donné par les Etats Generaux ou à donner par continuation à la Société des indes Occidentales, qu'aux dits lieux la Paix ne commencera pas plutôt que six mois après la date que dessus. Bien entendu, que si l'advis de ladite Paix sera de la part du public de part & d'autre, parvenu plutôt entre ledits limites respectivement, que dès l'heure de l'advis l'hostilité cessera esdits lieux; Mais si après le terme d'un an & de six mois respectivement dans les limites des Océroys susdits se fait aucun Acte d'hostilité les dommages en seront réparés sans delay.

VIII. Les subjects & habitants des Pais desdits Seigneurs Roi & Etats, faisant traficq es Pais l'un de l'autre, ne seront tems de payer plus grands droits & impositions, que les propres sujets respectivement, de maniere que les habitants & subjects des Pais-Bas Unis seront & demeureront exempts de certains vingt pour cent, ou de telle moindre, plus haute ou quelque autre imposition, que le Roi d'Espagne durant la Trêve de douze ans alevé, ou ci-après directement ou indirectement voudroit lever, sur les habitants & sujets des Pais-Bas Unis, ou mettre à leur charge par dessus & plus haut qu'il ne seroit sur les propres sujets.

IX. Ledit Seigneurs Roi & Etats ne leveront hors leurs limites respectivement aucunes impositions ou gabelles pour l'entrée, sortie, ou pour autres charges sur les denrées passantes, soit par eau, soit par terre.

X. Les sujets desdits Seigneurs Roi & Etats jouiront

a Cette clause accordée le 18. Decembre 1646.

b Cet Article est accordé le 24. Decembre 1646.

L'ESTAGNE ET LES PROVINCES-UNIES.

ANS de J. C. respectivement les Pais l'un de l'autre de l'ancienne fran-
chise des Peages, de laquelle ils auront été en possession
1646. paisible devant le commencement de la Guerre.

XI. La frequentation, conversation & Commerce
entre les Sujets respectivement ne pourra être empêché,
& si aucuns empêchemens surviennent, ils seront réuel-
lement & de fait levés.

XII. Et depuis le jour de la conclusion de cette Paix
fera le Roi cesser sur le Rhin & la Meuse, la levée de
tous Peages qui devant la guerre ont été sous lereffort
& district des Provinces-Unies. Notamment aussi le
Peage de Zelande, de façon que cetui Peage ne sera
levé de la part de sadite Majesté, ni dans la Ville d'An-
vers, ni ailleurs. Bien entendu, & à condition que
depuis le jour suldit les Etats de Zelande réciproque-
ment prendront à leur charge, & payeront tout premie-
rement depuis ce même jour les rentes annuelles, qui
devant l'an 1572. ont été hypothéquées sur ledit Peage,
& desquelles les Propriétaires & tireurs de rente ont été
en possession & recepte avant le commencement de
ladite Guerre, ce que feront semblablement les Pro-
priétaires des suldits autres Peages.

XIII. Le Sel blanc bouilli venant des Provinces-Unies
en celles de sadite Majesté y sera reçu & admis sans y être
chargé de plus hautes Impositions que le gros Sel; Et de
même s'admettra le Sel des Provinces de sadite Majesté
en celles desdits Seigneurs Etats, & s'y debitera sans pou-
voir pareillement être plus imposé que celui desdits Sei-
gneurs Etats.

XVI. Aussi auront les Sujets & Habitans des Pais des-
dits Seigneurs Etats la même seureté & liberté es Pais
dudit Sieur Roi, qui a été accordée aux Sujets du Roi de
la Grande Bretagne, par le dernier Traité de Paix, &
Articles Secrets faits avec le Comte de Castille.

XVII. Ledit Seigneur Roi donnera au plutôt la pro-
vision nécessaire à ce que soient ordonnées Places hono-
rables pour l'enterrement des Corps de ceux qui du côté
des Etats viendront à decéder sous l'obéissance du Roi.

XVIII. Les Sujets & Habitans des Pais dudit Sei-
gneur Roi venans des Pais & Terres desdits Seigneurs
Etats devront, au regard de l'Exercice public de la Reli-
gion, se gouverner & comporter en toute modestie, sans
donner aucun scandale de parole ou de fait, ni proférer
aucuns blasphêmes, & le même sera fait & observé par
les Sujets & Habitans des Pais desdits Seigneurs Etats
venans es Terres de sadite Majesté.

XIX. Ne pourront les Marchands, Maîtres des Na-
vires, Pilotes, Matelots, leurs Navires, Marchandi-
ses, Darnées & autres Biens à eux appartenans être saisis
& arrêtés, soit en vertu de quelque mandement général
ou particulier, & pour quelque cause que ce soit de
guerre ou autrement, ni même sous prétexte de s'en vou-
loir servir pour la conservation & défense du Pais. On
n'entend toutefois en ce comprendre les Saisies & Arrêts
de Justice par les voyes ordinaires à cause de dettes, pro-
pres Obligations & Contrats valables de ceux sur les-
quels ledites Saisies auront été faites, à quoi il sera pro-
cédé, selon qu'il est accoutumé par droit & raison.

XX. Seront commis de part & d'autre certains Juges
en nombre égal, en forme de Chambre mi-partie, qui
auront séance dans les Provinces du Pais-Bas, & en tels
lieux, soit par tous, tantôt sous l'obéissance de l'un,
tantôt de l'autre, selon qu'il sera convenu par consen-
tement mutuel, lesquels Juges commis de part & d'autre
conformément à la Commission & Instruction qui leur
sera donnée, & sur laquelle ils feront serment, selon
certain Formulaire qui de part & d'autre sera arrêté à ce
sujet d'avoir égard aux négociations des Habitans desdits
Provinces des Pais-Bas, & aux Charges & Imposi-
tions qui seront levées de l'un & de l'autre côté sur les
Marchandises, & si ledits Juges comprennent, que de
l'un ou de l'autre, ou bien des deux côtés, y soit fait au-
cun excès, ils regleront & modereront ledit excès. De
plus, ledits Juges examineront les questions touchant la
défaillance d'exécution du Traité, comme aussi les Con-
traventions d'icelui, qui en temps & lieu pourroient sur-
venir, tant es Pais de deçà, comme aussi des Royaumes

lointains, Pais, Provinces & Isles d'Europe, & en dis-
poseront sommairement & de plein, & décideront ce
qu'ils trouveront convenir en conformité du Traité, les
Sentences & dispositions desquels Juges seront exécutez
par les Juges ordinaires du lieu, où la Contravention au-
ra été faite, ou bien contre les personnes des Contraven-
teurs, selon qu'il sera requis par les occurrences; & ne
pourront ledits Juges ordinaires demeurer défailans à
faire ladite exécution ou la laisser faire, & réparer les
Contraventions dans le terme de six mois après que re-
quisition en sera faite à eux Juges ordinaires.

XXI. Si quelques Sentences & Jugemens avoient été
donnez entre personnes de divers Pais non défendus,
soit en matiere civile ou criminelle, ils ne pourront être
exécutez contre les personnes des condamnez, ni sur
leurs Biens; Et ne seront octroyées aucunes lettres de
marques ou répresailles, si ce n'est avec cognition de
Cause, & en cas permis par les Loix & Constitutions
Imperiales, & selon l'ordre établi par icelles.

XXII. On ne pourra aborder, entrer, ni s'arrêter
aux Ports, Havres, Plages & Rades des Pais l'un de
l'autre avec Navires & Gens de Guerre, en nombre qui
puisse donner soupçon, sans le congé & permission de
celui sous lequel sont ledits Ports, Havres, Plages &
Rades, sinon qu'on y soit jeté par tempête, ou con-
traint de le faire par nécessité, & pour éviter quelques
perils de Mer.

XXIII. Ceux sur lesquels les Biens ont été saisis &
confisquez à l'occasion de la Guerre, ou leurs Heritiers,
ou en ayans cause, jouiront d'iceux Biens, & en pren-
dront la possession de leur autorité privée, & en vertu du
présent Traité, sans que leur force besoin d'avoir recours
à la Justice, nonobstant toutes incorporations au Fis-
que, engagements, dons en faits, traitez, accords &
transactions, quelques renonciations, qu'ayent été mis-
ses ledites transactions, pour excludre de partie desdits
Biens ceux à qui ils doivent appartenir; & tous & cha-
cuns Biens & Droits, qui conformément au présent
Traité, seront restitués, on devront être restitués réci-
proquement aux premiers Propriétaires, leurs Hoirs,
ou en ayans cause, pourront être vendus par ledits Pro-
priétaires, sans qu'il sera besoin d'impeter pour ce con-
sentement particulier: Et ensuite les Propriétaires des
Rentes, qui de la part des Fiskes seront constitués en
lieu des Biens vendus, comme aussi des rentes & ac-
tions étant à la charge des Fiskes respectivement, pour-
ront disposer de la propriété d'icelles par vente ou autre-
ment, comme de leurs autres propres Biens.

XXIV. Ce qui aussi aura lieu au profit des Heritiers
du feu Sieur Prince Guillaume d'Orange, même pour
les droks qu'ils ont es Salines du Comté de Bourgo-
gne, qui leur seront restitués & laissés avec les Bois
qui en dépendent, au regard de ce qui ne se trouveroit
avoir été acheté & payé de la part de sadite Majesté.

XXV. En quoi aussi l'on entend être compris les au-
tres Biens & Droits assis es Comtez de Bourgogne &
Charolois, & ce qui en suivant le Traité du 9. Avril
1609. & 7. Janvier 1610. respectivement n'a pas en-
core été restitué, sera au plutôt par tout restitué en
bonne foy aux Propriétaires, leurs Hoirs, ou en ayans
cause des deux côtés.

XXVI. Comme aussi l'on entend en ce être com-
pris les Biens & Droits, qui après l'expiration de la
Trêve de douze ans par sentence du grand Conseil de
Malines au préjudice du Fisque ont été adjugez au feu
Comte Jean de Nassau, ou en quelque autre maniere
que lui Comte en ait acquis la possession en quelques
Lieux, Places ou Seigneuries, que ledits Biens &
Droits puissent être assis, & de qui qu'ils puissent être
possez, laquelle Sentence, en vertu du présent Trai-
té, est & sera tenue pour non donnée, & toute autre
acquisition de possession suldite est, & sera annulée.

XXVII. Et quant au Procès de Châtel-Belin, in-
tenté du vivant du feu Sieur Prince d'Orange par de-
vant le grand Conseil de Malines contre le Procureur
Général dudit Seigneur Roi, puis que ledit Procès n'a
été jugé dans un an après la poursuite qui en a été fai-

ANS
de J. C.
1646.

ANS te, comme il étoit promis au XIV. Article de la Tré-
de J. C. ve de douze ans : Est accordé qu'incontinent après la
1646. Conclusion & Ratification du présent Traité, le Fis-
que au nom de sa Majesté ou au nom de qui que ce
pourroit être, délaissera effectivement tous & chacuns
Biens demandez audit Procès, & par qui & par quel
droit ils pourroient être possédez, & renoncera au nom,
& de par ceux que dessus, à toutes actions & préten-
tions que le Fisque pourroit avoir ou prétendre en au-
cune façon sur iceux Biens, pour être occupez réelle-
ment & de fait, & pris en libre & pleine possession
par ledit Seigneur Prince d'Orange d'à présent, ses
Hoirs & Successeurs, & ayans cause incontinent après
la conclusion & ratification de ce Traité, & en vertu
d'icelui, & sans recours à la Justice; à condition que
les fruits reçus & profitez, avec les Charges d'iceux
jusques à la conclusion dudit présent Traité, demeu-
reront au profit du Fisque.

XXVIII. Si en quelque lieu se rencontre difficulté
sur la restitution des Biens & Droits qui doivent être
restituez, le Juge du Lieu fera effectuer sans delay la
restitution, & en ce prendra la plus courtte voye, sans
que sous prétexte de la Capitation non payée, ou au-
trement la restitution se pourra délayer.

XXIX. Les Sujets & Habitans des Pais-Bas Unis
pourront par-tout dans les Terres de l'obéissance dudit
Seigneur Roi se faire servir de tels Avocats, Procu-
reurs, Notaires, Solliciteurs, & Exécuteurs, que bon
leur semblera, à quoi aussi ils seront commis par les
Juges ordinaires, quand il sera besoin, & iceux Juges
en seront requis; Et réciproquement les Habitans
& Sujets dudit Seigneur Roi venans es Pais desdits Sei-
gneurs Etats jouiront de même assistance.

XXX. Si le Fisque a fait vendre d'une part ou d'autre
quelques Biens confisquez, ceux à qui ils doivent
appartenir en vertu du présent Traité seront tenus se
contenter de l'intérêt du prix, à raison du denier seize
pour en être payez chacun an à la diligence de ceux
qui possèdent lesdits Biens, autrement leur sera loisi-
ble de s'en adresser au fond & heritage vendu. Bien
entendu qu'au lieu des Biens vendus; rentes rachetées
ou sort d'icelles, par & au nom des Fisques respective-
ment, seront passées Lettres Patentes au profit des Pro-
priétaires, leurs Hoirs ou en ayant cause qui leur ser-
viront de preuve déclaratoire, en conformité du Traité,
avec assignation du paiement annuel sur un Receveur
en la Province dans laquelle la vente ou rachat aura été
fait, lequel Receveur y sera nommé, & sera le prix cal-
culé à la raison de la première vente publique ou au-
trement faite comme de droit, la première année de la-
quelle rente écherra un an après la date de la conclu-
sion & ratification du présent Traité.

XXXI. Mais si lesdites ventes avoient été faites par
Justice pour dettes bonnes & legitimes de ceux à qui
lesdits Biens souloient appartenir avant la confiscation,
il leur sera loisi-ble, ou à leurs Heritiers, & en ayant
cause, de le retirer en payant le prix dans un an, à
compter du jour du présent Traité, après lequel temps
ils n'y seront plus reçus, & ladite retraite & rachat ayant
été par eux fait, ils en pourront disposer, comme bon
leur semblera, sans qu'il sera besoin d'en obtenir autre
permission.

XXXII. On n'entend toutefois donner lieu à cette
retraite pour les Maisons situées dans les Villes, ven-
dus à cette occasion pour la grande incommodité &
notable dommage, qu'en recevoient les Acquerreurs
à cause des changemens & reparations, qu'ils pourroient
avoir fait es dites Maisons dont la liquidation seroit
trop longue & difficile.

XXXIII. Et quand aux reparations & meliorations
faites es autres Biens vendus dont le rachat est permis,
si elles sont prétendues, les Juges ordinaires y feront
droit avec connoissance de cause, demeurans les Fonds
& Heritages hypothéquez pour la somme, à quoi les
meliorations seront liquidées, sans que pourtant il soit
loisi-ble audits Acheteurs d'user du droit de retention
pour en être payez & satisfaits.

XXXIV. Tous Biens & Droits tenus cachez, meu-
bles, immeubles, rentes, actions, dettes, credits & de J. C.
autres, qui n'auroient été saisis du Fisque avec dû co-
gnition de cause devant le jour de la conclusion & rati-
fication de ce Traité demeureront en la libre & pleine
disposition des Propriétaires, leurs Heritiers, ou en
ayant cause, avec tous les fruits, rentes, revenus & pro-
fits; aussi ceux qui auront caché les fuidits Biens &
Droits, ni leurs Heritiers ne pourront à cette occasion
être molestez des Fisques respectivement, mais les Pro-
priétaires, leurs Heritiers ou en ayant cause, auront
pour le regard d'iceux droit contre un chacun, com-
me pour leur propre Bien.

XXXV. Les Arbres coupez après le jour de la con-
clusion de ce Traité, & qui ce jour même auront encore
été sur le fonds, comme aussi les arbres vendus, qui lors
de ladite conclusion n'auroient encore été coupez demeu-
reront aux Propriétaires, nonobstant la vente faite, &
sans qu'ils soient tenus de payer aucun prix.

XXXVI. Les Fruits, loiaiges, Fermes, & revenus
des Seigneuries, Terres, Dîmes, Pêcherics, Mai-
sons, rentes & autres provenus des Biens, qui con-
formément au Traité devront être restituez, échus après
le jour de la conclusion de ce Traité demeureront pour
toute l'année aux Propriétaires, leurs Hoirs, ou en
ayant cause.

XXXVII. Les Fermes des Biens confisquez, ou an-
notez, (quoi qu'elles auront été faites pour longues
années) expireront dans la même année de la conclusion
du Traité, selon la coûtume des Lieux respectivement,
où lesdits Biens seront assis, & les Fermes échûes, après
le jour de la conclusion du Traité, comme dit est, se-
ront payées aux Propriétaires. Bien entendu, si le
Fermier desdits Biens a employé pour le crû d'icelle an-
née aucuns frais audits Biens, que lesdits frais seront
remboursez par les Propriétaires au Fermier, selon la
coûtume, ou discrétion des Juges du Lieu, de l'affiette
desdits Biens.

XXXVIII. La vente des Biens confisqués, ou
annotés faite après la conclusion du Traité; sera tenue
pour nulle, & pour non faite, comme aussi la vente faite
devant ladite conclusion contre les capitulations ou ac-
cords faits particulièrement avec aucunes Villes.

XXXIX. Les Maisons des particuliers restituées, ou
à restitué conformément au traité, ne seront recipro-
quement chargées de garnisons, ou d'aucunes autres
choies autrement ny plus haut, que les Maisons des au-
tres habitants de semblable condition.

XXXX. Nul sera de l'un ou de l'autre côté empê-
ché directement ou indirectement au changemnt du lieu
de sa demeure en payant les droits convenables, & si au-
cuns empêchemens estoient faits depuis le traité ils seront
promptement levés.

XLI. Si quelques fortifications, ou ouvrages pu-
blics ont été faits d'une part ou d'autre avec permission &
autorité des superieurs en des lieux, dont la restitution
doit être faite par le présent traité, les propriétaires d'i-
ceux seront tenus se contenter de l'estimation, qui en
sera faite par les juges ordinaires tant desdits lieux, que
de la Jurisdiction, qu'ils y avoient, si ce n'est que les
parties, s'en accordent de gré à gré, comme aussi satis-
faction sera faite aux propriétaires des Biens appli-
quez aux fortifications, ouvrages publics, ou lieux
pieux.

XLII. Quant aux biens d'Eglises, Colleges, & au-
tres lieux pieux assis dans les Provinces-Unies, lesquels
estoint Membres dépendants d'Eglises, benefices, &
Colleges, qui sont de l'obéissance dudit Sr. Roi, ce qui
n'a été vendu avant la conclusion du présent traité, leur
sera rendu, & restitué, & y rentreront aussi de leur auto-
rité privée & sans aide de justice, pour en jouir, & sans
en pouvoir disposer, selon ce qui en a été dit ci-dessus.
Mais pour ceux qui seront vendus avant ledit temps ou
donnés en paiement par les Estats d'aucunes des Provin-
ces, la rente du prix leur sera payée chacun ou à raison
du depier seize par la Province, qui aura fait ladite ven-
te, ou donné lesdits biens en paiement, & assignée aussi
en

ANS en sorte, qu'ils en puissent estre asseurez. Le semblable sera fait & observé du côté dudit Seigneur 1646. Roy.

XLIII. Touchant les pretentions, & interets, que le Sr. Prince d'Orange pourroit avoir au regard des parties dont il n'est pas en possession, sera convenu par un Traité à part à la satisfaction dudit Seigneur Prince d'Orange; mais quant aux Biens, & autres effets, dont ledit Prince est en possession par octroi & concession dedit Seigneurs Etats Generaux au Bailliage de Hulster-Amoant, & ailleurs, dont ledits Seigneurs Etats depuis peu lui ont donné la confirmation, toutes icelles parties lui demureront absolument en pleine propriété au profit de lui même, & de ses Successeurs, sans qu'il pourra être rien pretendu par ledits biens en vertu d'aucuns Articles du présent Traité.

XLIV. Ceux à qui les biens confisqués doivent être restitués ne seront tenus de payer les arriérages des rentes, Charges & devoirs spécialement affectés & assignés sur iceux biens pour le temps qu'ils n'en ont joui, & s'ils en sont poursuivis & inquiétés d'une part ou d'autre en seront renvoyés absous. Et s'il se trouve au vrai que tous les biens de quelqu'un de l'un ou de l'autre côté aient été confisqués, on annotés, en sorte qu'un tel n'ait retenu aucuns moyens, desquels il auroit peu payer les rentes, ou interets échus durant la confiscation ou annotation, celui non seulement sera quitte des charges réelles, & rentes en conformité du Traité; mais aussi des charges generales & personnelles des rentes & interets qui durant ledit temps, seront échus.

XLV. On ne pourra prétendre aussi pour les biens vendus, on accordés, afin d'être dignes ou redigues; si non les redevances, auxquelles les possesseurs se sont obligés par les traités sur ce faits, avec les interets des deniers d'entrée si aucuns ont été donnés, aussi à raison du dernier seize, comme dessus.

XLVI. Les jugemens donnés pour biens, & droits confisqués avec parties, qui ont recogou les juges, & ont été légitimement défendus, tiendront, & ne seront les condamnés reçus à les contredire, sinon par les voyes ordinaires.

XLVII. Ledit Seigneur Roi quitte & renonce à toutes pretentions de rachat, & à tous autres droits & pretentions qu'il pourroit avoir ou prétendre en aucune maniere sur la Ville de Grave, Pais de Kuyck, ses appartenances & dependances, ancienne Baronnie de Brabant ci-devant tenue en engagement du feu Seigneur Prince d'Orange, & le rachat duquel engagement a été quitté, & converti en propriété & cédé au profit du feu Seigneur Prince Maurice en Decembre 1611 par les Etats Generaux de Pais-Bas Unies, comme souverains de ladite Ville de Grave & Pais de Kuyck, suivant & en conformité des lettres patentes sur ce expedées, & en vertu de laquelle conversion & cession ledit Seigneur Prince d'Orange d'à présent, ses hoirs, ou en ayants cause jouiront à toujours de la pleine & entiere propriété de ladite Ville & Pais de Kuyck, ses appartenances & dependances.

XLVIII. Quitte aussi & renonce ledit Seigneur Roi à tous & un chacun droit & pretentions, soit de propriété, cession ou autres qu'en aucune maniere il pourroit prétendre sur la Ville, Comté, & Seigneuries de Linghen, & Bevergarde, les quatre Villages, & autres droits y appartenans, pour demeurer réellement & de fait à jamais audit Seigneur Prince d'Orange, ses hoirs ou en ayants cause, en plein droit de propriété conformément à la cession sur ce faite en Novembre 1578. que ledit Seigneur Roi entant que lui pourroit toucher à confirmer, & confirmer par le présent Traité.

XLIX. Ledit Seigneurs Roi & Etats commettront chacun en droits loi les Officiers & Magistrats, pour l'administration de la justice & Police es Villes & Places fortes, lesquelles par le présent Traité doivent estre rendues aux propriétaires pour en jouir.

L. Ledit Seigneur Roi s'oblige à procurer effective-

ment la continuation & observation de la Neutralité, amitié, & bonne voisinance de la part de sa Majesté de J. C. Imperiale, & de l'Empire, avec ledits Seigneurs Etats, à laquelle continuation & observation ledits Seigneurs Etats s'obligent aussi reciproquement, & s'en devra faire la confirmation dans deux Mois de la part de sa Majesté Imperiale, & dans un an de la part de l'Empire après la conclusion & ratification du présent Traité.

LI. Les Meubles confisqués & fruits, qui seront échus avant la conclusion du présent Traité, ne seront sujets à aucune restitution.

LII. Les Actions mobilières qui auront été remises par ledits Seigneurs Roi ou Etats au profit des debiteurs particuliers avant la conclusion du présent Traité demeureront esteintes d'une part & d'autre.

LIII. Le temps qui a couru pendant la guerre, à commencer depuis l'année 1567. jusques au commencement de la Treve de douze ans, comme aussi le temps qui a couru depuis l'expiration de ladite Treve jusques à la conclusion de ce Traité, ne sera compté, pour par ce donner prejudice ou dommage à quelqu'un.

LIV. Ceux qui durant la guerre se sont retirés en Pais Neutres jouiront aussi du fruit de ce traité & pourront demeurer, où bon leur semblera, voire même retourner en leur anciens domiciles, pour y habiter en toute seureté, en observant les loix du Pais, sans qu'à l'occasion de leur demeure, qu'ils feront en quelque lieu que ce soit, leurs biens pourrout estre saisis ni eux privés de la jouissance d'iceux.

LV. On ne pourra faire aucuns nouveaux Forts dans les Pais-Bas, de l'un ni de l'autre côté, aussi on ne pourra creuser nouveaux Canaux ni fossés, par lesquels on pourroit repousser ou détourner l'un ou l'autre parti.

LVI. Les Seigneurs de la Maison de Nassau ne pourrout estre poursuivis, ni molestés en leurs personnes ou biens, pour aucunes debtes contractées par le feu Seigneur Prince d'Orange depuis l'an 1567. jusques à son trépas, ni pour anciens arriérages échus pendant le faitement & annotation des biens, qui en étoient chargés.

LVII. Si aucune contravention étoit faite au Traité par des particuliers, sans commandement dedit Seigneurs Roi ou Etats, le dommage sera réparé au même lieu, où la contravention aura été faite, s'ils y sont surpris, où bien en celui de leur domicile, sans qu'ils pourrout estre poursuivis ailleurs en leurs Corps, ou biens, en quelque maniere que ce soit, & ne sera loisible de venir aux armes, ou rompre la Paix à cette occasion; mais bien sera permis en cas de negation manifeste de justice de se pourvoir, ainsi qu'il est accoutumé, par lettres de marque ou représailles.

LVIII. Toutes exheredations & dispositions faites en haine de la guerre, sont déclarées nulles, & tenues pour non faites, & sous exheredations faites en haine de la guerre l'on entend comprendre celles, qui sont faites pour aucune cause dont la guerre seroit procédée, ou qui en dependent.

LIX. Les sujets & habitants des Pais dedit Seigneurs Roi & Etats de quelque qualité, ou condition qu'ils soient, sont déclarés capables de succéder les uns aux autres tant par testament que sans testament, selon les coutumes des lieux & si quelques succession étoient ci-devant échelées à aucuns d'iceux, ils y seront maintenus & conservés.

LX. Tous prisonniers de guerre sont delivrés d'une part & d'autre, sans payer aucune rançon, sans distinction & reserve des prisonniers, qui ont servi hors les Pais-Bas & sous autres estendards & drapeaux, que ceux dedit Seigneurs Etats.

LI. Le payement des arriérages des Contributions, qui lors de la conclusion du Traité resteront à payer pour les personnes & biens de part & d'autre, sera réglé & déterminé par ceux, qui de part & d'autre ont la sur-intendance des contributions.

LII. Et ne tournera, ni pourra estre aucunement interpreté à l'avantage, ni au prejudice d'aucun dire-

1646.

ANS de J. C. 1646. directement ou indirectement tout ce qui durant la négociation de part & d'autre, sera proposé ou allégué de bouche ou par écrit: Ainçois tant ledits Seigneurs Roi & Etats Generaux & particuliers, comme aussi tous Princes, Comtes, Barons, Gentilshommes, Citoyens & autres habitants des Royaumes & Pais respectivement de quelle qualité, état ou condition qu'ils soient demeureront en leurs droits, selon la teneur du Traité & la Conclusion d'icelui.

LXII. Les Habitans & sujets desdits Seigneurs Roi & Etats respectivement jouiront réellement de l'effet du 15. Article de la Treve de douze ans expirée, & de l'effet du 10. Article de l'accord ensuivi le 7. de Janvier 1610 & ce pour autant que durant le terme de la susdite Treve ledit effet n'a été suivi, ni procuré de part & d'autre.

LXX. Et afin que le présent Traité soit mieux observé, promettent respectivement ledits Seigneurs Roi & Etats de tenir la main & employer leur forces & moyens, chacun endroit soi, pour rendre les passages libres, & les Mers & Rivières Navigables & seures contre l'incurtion des Mutins, Pirates, Corsaires, & Voleurs, & s'ils se peuvent prendre, les faire châtier avec rigueur.

LXXI. Promettent en outre de ne rien faire contre & au prejudice du présent Traité, ni souffrir estre fait directement ou indirectement, & si fait étoit, de le faire reparrer sans aucune difficulté, ni remise; & à l'observation de tout ce que dessus ils s'obligent respectivement (même ledit Seigneur Roi soi même & ses Successeurs) & pour la validité d'icelle obligation renoncent à toutes loix, coutumes & autres choses quelconques à ce contraires.

LXXII. Sera le présent Traité ratifié & approuvé, par ledits Seigneurs Roi & Etats, & les lettres de ratification seront délivrées de l'un à l'autre en bonne & due forme dans le terme de deux Mois; & si ladite ratification arrive auparavant cesseront dès lors tous Actes d'hostilité, entre les parties, sans attendre l'expiration dudit terme. Bien entendu qu'après la conclusion & signature du présent Traité, l'hostilité des deux côtés ne cessera, qu'au préalable la ratification du Roi d'Espagne ne soit délivrée en due substance en forme échangée contre celle des Etats des Provinces-Unies.

LXXIII. Si bien que cependant les affaires aux deux côtés demeureront en même Etat & constitution, que lors de la conclusion du présent Traité ils seront trouvés, & ce jusques à tant que la susdite ratification reciproque sera échangée & délivrée.

LXXIV. Sera ledit Traité publié par tout où il appartiendra incontinent après que les ratifications de part & d'autre seront échangées & délivrées, & cesseront dès lors tous Actes d'hostilité, étoit signé,

M. Conde de Peneranda,
Frere Joseph Archevêque
de Cambray,
A. Brun.

Bartholt van Gem,
Johan van Mateneste,
Adriaen Pauw,
J. de Knuyt,
F. V. Donia,
Wilhelm Ripperda,
Adriaen Clant.

Cette copie a été collationnée & s'accorde de mot à mot avec les Articles originels, signez de part & d'autre.

J. Vander Burg.

Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Etats Generaux des Provinces-Unies, déclarons que par Traité du 1. de Mars 1644. fait entre le Roi de France & ledits Seigneurs Etats il y a obligation mutuelle, de ne conclure aucun Traité avec le Roi d'Espagne que conjointement & d'un commun consentement, & partant tel être notre sentiment, que les Articles convenus & signés avec les Seigneurs

Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi d'Espagne n'auront effet de Traité réel, que la France n'ayc contentement, en conformité dudit Traité du 1. de Mars 1644.

Et que nous tenons cette declaration comme inserée dans les susdits Articles, convenus & signés avec les susdits Seigneurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires du Roi d'Espagne & de même valeur que ledits Articles. Fait à Munster le 8. Janvier 1647. Estoit signé.

Bartholt de Gent, Johan van Mateneste, Adriaen Pauw, F. V. Donia, J. de Knuyt, W. Ripperda, Adriaen Clant.

Cet Article a été collationnée & accorde de mot à mot avec l'original.

Articles convenus provisionnellement le 18. Decembre 1646. entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi d'Espagne d'une, & les Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires des Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, d'autre part, pour être inserés dans le Traité qui se fera à Munster.

LXIV. Les limites en Flandres & ailleurs seront réglées en telle sorte qu'on trouvera qu'ils appartiennent au ressort de l'un ou de l'autre côté, sur quoi on attendra les informations pour être réglées lesdites limites en son tems.

LXVI. Tous les Registres, Chartres, lettres, Archives & papiers, comme aussi sacs des procès, concernant respectivement aucunes des Provinces-Unies, Pais associés, Villes & membres aucuns Habitans d'iceux, étant es Cours, Chancelleries, Conseils & Chambres de Police, justice, finances, siefs ou Archives, soit à Avennes, Malines ou autres places sous l'obeissance dudit Seigneur Roi, seront delivrés en bonne foi à ceux qui de la part desdites Provinces respectivement auront commission de les demander, & le même sera fait de la part desdits Seigneurs Etats pour les Provinces, Villes & particuliers de l'obeissance dudit Seigneur Roi.

LXVII. En ce présent Traité de Paix seront compris & exprimés ceux qui devant l'échange de l'aggregation ou ratification, ou trois mois après seront nommés de part & d'autre.

LXVIII. Seront restitués au Comte de Flodorp les revenus & biens dependants du Chateau de Leut si aucuns lui en sont detenus, & aura ledit Comte sa demeure libre audit Chateau, bien que ledit Seigneur Roi y pourra mettre & entretenir garnison si bon lui semble, étoit signé.

M. Conde de Peneranda,
Fr. Joseph Archev. de Cambray,
A. Brun.

Bartholt de Gem,
Jean de Mateneste,
Adriaen Pauw,
J. de Knuyt,
F. V. Donia,
Wilhelm Ripperda,
Adriaen Clant.

Cette Copie a été collationnée & s'accorde de mot à mot avec les Articles originels signés de part & d'autre.

J. Vander Burg.



ANS
de J. C.
1646.

Articles convenus provisionnellement le 27. Decembre 1646. entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi d'Espagne d'une, & les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Etats Généraux des Provinces-Unies du Pais-Bas d'autre part ; pour être insérés dans le Traité qui se fera à Munster.

LA navigation & traficque des Indes Orientales & Occidentales sera maintenue selon & en conformité des octrois sur ce donnés, ou à donner ci-après, pour sécurité de quoi servira le présent Traité, & la Ratification d'icelui, qui de part & d'autre en sera procurée, & seront compris sous ledit Traité tous Potentats, Nations & peuples, avec lesquels ledits Seigneurs Etats ou ceux de la Société des Indes Orientales & Occidentales en leur nom entre les limites de leurs Octrois sont en Amitié & Alliance, & un chacun, savoir les dits Seigneurs Roi & Etats respectivement demeureront en possession & jouiront de telles Seigneuries, Villes, Châteaux, Forteresses, Commerce & Pais des Indes Orientales & Occidentales, comme aussi au Brésil, & sur les Côtes d'Asie, Afrique & Amerique respectivement, que ledits Seigneurs Roi & Etats respectivement tiennent & possèdent, en ce compris spécialement les lieux & places que les Portugais depuis l'an 1641. ont pris & occupé sur ledits Seigneurs Etats, comme aussi les lieux & places qu'iceux Seigneurs Etats, ci-après, sans infraction du présent Traité, viendront à conquérir & posséder ; & les Directeurs de la Société des Indes tant Orientales que Occidentales des Provinces-Unies, comme aussi les Ministres, Officiers, hauts & bas, Soldats & Matelots, estants en service actuel de l'une ou de l'autre desdites deux Compagnies, ou ayans été en leur service, comme aussi ceux qui hors leur service respectivement tant en ce Pais qu'au district desdites Compagnies continuent encor, ou pourront cy-après être employés, seront & demeureront libres & sans moleste en tous les Pais estans sous l'obéissance dudit Seigneur Roi en Europe, pourront voyager, trafiquer & frequenter comme tous autres habitants des Pais dedit Seigneurs Etats. En outre a été conditionné & stipulé, que les Espagnols retiendront leur navigation en telle maniere qu'ils la tiennent pour le present es Indes Orientales, sans se pouvoir estendre plus avant, comme aussi les habitants de ces Pais-Bas s'abstiendront de la frequentation des places que les Castellans ont es Indes Orientales.

VI. Et quand aux Indes Occidentales les sujets & habitants des Royaumes, Provinces & terres dedit Seigneurs Roi & Etats respectivement, s'abstiendront de naviguer & trafiquer en tous les havres, lieux & places garnies de Forts, loges, ou Chateau, & toutes autres possédées par l'un ou l'autre part, savoir que les sujets dudit Seigneur Roi ne navigueront & trafiqueront en celles tenues par ledit Seigneurs Etats, ni les sujets dedit Seigneurs Etats en celles tenues par ledit Seigneur Roi : & entre les places tenues par ledits Seigneurs Etats, seront comprises les places que les Portugais depuis l'an 1641. ont occupées dans le Brésil sur ledits Seigneurs Etats, comme aussi toutes autres places qu'ils possèdent à présent, tandis qu'elles demeureront auxdits Portugais, sans que le precedent Article puisse derogier au contenu du present.

XIV. Les Rivières de l'Escaut, comme aussi les Canaux de Sas, Zuyn, & autres bouches de Mer y aboutissant, seront tenus closes du côté dedit Seigneurs Etats.

XV. Les Navires & denrées entrants & sortans des havres de Flandres, respectivement seront & demeureront chargées par ledit Seigneur Roi de toutes telles impositions & autres charges, qui sont levées sur les

Tom. III.

denrées allans & venans au long de l'Escaut & autres Canaux mentionnés en l'Article precedent, & sera de J. C. convenu ci-après entre les parties respectivement de la taxe de la susdite charge égale.

LXV. Au regard des petits forts aux environs de l'Escluse, on demeure d'accord qu'ils seront demantelés du côté du Roi, à charge du réciproque du côté dedit Seigneurs Etats, dont il sera convenu, étoit signé.

M. Conde de Peneranda
Fr. Joseph Archev. de Cambray.
A. Brun

Bartholt de Gent
Jean de Matenisse
Adriaen Pauw
J. de Knuyt
F. V. Donia
Wilhelm Ripperda
Adriaen Clam.

Cette Copie a été collationnée & s'accorde de mot à mot avec les Articles originels signés de part & d'autre.

J. Vander Burg.

Le 27. Decembre 1646. les Seigneurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires d'Espagne ont proposé l'Article suivant, sur lequel les Seigneurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux ayans fait difficulté, il est demeuré indecis & renvoyé ausdits Seigneurs Etats Generaux pour estre décidé ci-après, entre les parties.

Quant à l'exercice de la Religion Catholique, & jouissance des biens Ecclesiastiques de la Mairie de Bois-leduc, Marquizat de Bergues, Baronnie de Breda, Pais de Kuyck, il en sera convenu six mois après la conclusion ou ratification du present Traité, estoit signé.

M. Conde de Peneranda
Fr. Joseph Archev. de Cambray.
A. Brun

Bartholt de Gent
Johan van Matenisse
Adriaen Pauw
J. de Knuyt
F. V. Donia
Wilhelm Ripperda
Adriaen Clam.

Cette Copie a été collationnée & s'accorde avec l'original signé de part & d'autre.

J. Vander Burg.

CDXVII.

Accord fait entre les Ambassadeurs de SUEDE, & ceux de BRANDEBOURG de J. C. touchant la Poméranie. AOfnabrug le 11. 1647. de Février 1647. Traduit du Mercure Ita- LA SUEDE ET BRANDEBOURG; lien de Vittorio Siri. Tome IX. Page 215.

LES Ambassadeurs de la Reine & de la Couronne de Suede d'une part, & ceux de l'Electeur de Brandebourg, sont convenus dans les Articles suivants, à l'égard de la Poméranie & l'Evêché de Cam, que l'on pourroit y apporter du changement, sans neantmoins toucher aux choses essentielles, qui doivent demeurer en leur entier sans y rien changer.

I. Le Serenissime Electeur tant en son nom qu'en celui de toute la Maison de Brandebourg, consent que toute la Poméranie Citerieure vulgairement appelée l'or-Pomeran soit possédée par la Reine de Suede & par

VVVVV

les

ANS les héritiers & Successeurs au Roiaume de Suede, en
de J. C. titre de fief perpétuel & immédiat de l'Empire, avec
1647. l'île de Rugen selon les limites & l'étenduë qu'elles
avoient sous le Duc dernier decédé; & pareillement
dans la Pomeranie ulterieure les Villes de Gartz, Stetin,
Dam, Gollnau & l'île de Wollin avec la l'ariviere d'Oder
qui passe au travers & la Mer qu'on nomme en langage
vulgaire *Frisch-haff*, & les trois embouchures nommées
Peine, Schwirne, & Doirenou, avec le Pais adjacent
tant d'un côté que de l'autre, depuis le Pais appartenant
à S. M. jusqu'à la Mer Baltique, y compris la largeur du
Rivage Oriental, dont les Commissaires Roiaux &
Electoraux conviendront entr'eux à l'amiable, lorsqu'ils
seront un reglement plus exact & plus circonstancié des
limites & des autres choses.

II. On est aussi convenu que la Pomeranie Citerieure
appartiendra à S. M. R. & au Roiaume de Suede, avec
tous & un chacun des Territoires, & biens Ecclesiasti-
ques & Seculiers qui en dependent, pareillement tous
les droits & Privileges generalement quelconques, sans
en excepter aucun, & dont les Ducs de Pomeranie
jouissoient ci-devant; la même Couronne possedera en
outre à perpétuité à compter de ce jour les Villes de
Gartz, Stetin, Dam, Gollnau, & l'île de Wollin
avec toutes leurs annexes, & elle jouira paisiblement de
toutes ces choses en Titre de fief hereditaire.

III. On est semblablement demeure d'accord que le
droit que les Duc de Pomeranie Citerieure ont eu tou-
chant la Collation des Dignitez & Prebendes du Chapi-
tre de Cam, appartiendra à perpétuité au Roi & au
Roiaume de Suede, de sorte neantmoins que l'Evêché
& la moitié du Chapitre en ce qui regarde la Pome-
ranie Ulterieure, d'où ils dependoient autrefois, res-
teront entièrement au Serenissime Electeur.

IV. Sa Serenité Electorale aboutit les Etats, les Offi-
ciers & les Sujets de tous, & d'un chacun desdits Lieux,
des sermens de fidelité par lesquels ils se sont engagez jus-
qu'à present à Elle, & à sa Maison, & leur permet de
rendre obéissance & hommage à S. M. R. & à la Couronne
de Suede, selon l'usage qui a été observé jusqu'ici;
& par conséquent elle met & constitue la Suede en pleine
& juste possession des mêmes Lieux, renonçant dès à
present pour toujours à toutes les prétentions qu'elle y
peut avoir; ce que le Serenissime Electeur & toute la
Maison de Brandebourg & ses Descendants ratifieront &
confirmeront par un Acte particulier.

V. La Reine de Suede de son côté rendra auparavant à
l'Electeur le reste de la Pomeranie Ulterieure avec toutes
ses appartenances, Biens, Droits Ecclesiastiques & Se-
culiers, pour être possedez par lui de plein droit, tant
pour ce qui regarde l'usufruit, que pour ce qui concerne
la Seigneurie directe. Elle lui rendra en outre tout l'E-
vêché de Cam, & la Ville de Colberg, avec tous leurs
Territoires, Droits & Dignitez, & cette partie du Cha-
pitre qui n'a point été cedée à la Couronne de Suede par
l'Article III. Elle en fera de même de toutes les Places
qui sont occupées par des Garnisons Suedoises, tant dans
la Marche de Brandebourg, que dans la Pomeranie Ul-
terieure; & pareillement de toutes les Commanderies,
& Biens appartenans aux Chevaliers de Malte qui se
trouveront situez dans les Lieux cedez, & hors des Terri-
toires dependans de la Reine & du Roiaume de Suede;
Elle restituera aussi tous les Actes, Titres & enseigne-
mens qui concernent les mêmes Lieux, & Droits; &
ils seront tirez des Archives de Stetin pour être rendus
de bonne foi à sa Serenité Electorale.

VI. Pour ce qui regarde le renouvellement de l'hon-
mage qui doit être fait par les Ordres & Sujets desdites

Seigneuries & Lieux que l'on se cede réciproquement, ANS
la Reine & l'Electeur ci-dessus nommez les maintien- de J. C.
dront dans la jouissance de leurs franchises, possessions, 1647.
Droits & Privileges qui leur auront été accordez légit-
imement par leurs Prédécesseurs, & leur laisseront pa-
reillement le libre Exercice de la Religion Evangelique
suivant la Confession d'Ausbourg, sans y apporter au-
cun changement; & les Sujets de l'une & de l'autre Puif-
sance pourront librement selon leur condition passer d'une
Domination à l'autre, & l'on ne fera aucun trouble
ni empêchement à ceux qui feroient le partage de leurs
Biens feodaux, sans préjudice néanmoins du Droit Du-
cal, & des anciens Privileges des Sujets.

VII. La Reine de Suede, & toute la Maison Electro-
rale de Brandebourg, prendront également les Titres,
& les Armoiries de Pomeranie, ainsi que les anciens
Ducs de ce Pais l'ont observé entr'eux; excepté que le
Serenissime Electeur & toute sa Maison s'abstiendra de
prendre le Titre de Prince de Rugen, & de toute autre
prétention sur les Lieux qui ont été cedez à la Reine, &
au Roiaume de Suede avec l'Investiture, & l'esperance
de la Succession du reste de la Pomeranie Ulterieure, de
l'Evêché, & de l'autre moitié du Chapitre de Cam, au
cas que la Ligne Masculine de ladite Maison Electorale
de Brandebourg vienne à manquer, auquel cas la Pome-
ranie Ulterieure toute entiere, & tout l'Evêché & Cha-
pitre de Cam avec tous leurs Titres & Armoiries, appar-
tiendront seulement, & à perpétuité au Roi & au Roia-
ume de Suede; de sorte neantmoins que pour ce qui re-
garde la reception & le renouvellement de l'hommage
qui sera rendu par les Ordres, & les Sujets de la Province
de Pomeranie, les choses soient réglées selon l'ancien
usage.

VIII. La Séance & la Voix que la Pomeranie doit
avoir dans les Dietes de l'Empire, & dans le Cercle de la
Haute-Saxe, appartiendra également à S. M. R. & au
Roiaume de Suede, & au Serenissime Electeur, à con-
dition toutefois que l'ordre de l'alternative sera observé
dans les Cercles & dans les Dietes, où la Reine occupera
toujours la premiere place.

IX. Il y aura une liaison d'amitié & de correspondan-
ce entre la Maison Royale, & la Maison Electorale, &
entre leurs Etats & Sujets, & il y aura liberté de Com-
merce entr'eux, tant par Mer, que par Terre; & les
Vaisseaux Marchands auront la liberté d'aller, de reven-
ir, & de séjourner, non seulement sur l'Oder, & sur
les autres Fleuves, & pareillement sur les Rivages, &
dans les Ports de la Pomeranie, de la Marche de Brande-
bourg, & de la Prusse, pour transporter & conduire li-
brement les Marchandises dans les Villes, & Lieux voi-
sins & adjacents, & le Commerce sera rétabli en l'état
qu'il étoit avant la guerre, à condition neantmoins d'ob-
server les Coutumes des Lieux.

X. Pour ce qui regarde le reglement exact des Limi-
tes, & de plusieurs autres Points, qui demandent un
détail plus ample, & les autres Articles de moindre con-
séquence, & qui ne meritent pas d'être inserés dans un
Traité General de Paix, on remet le tout au Traité par-
ticulier qui se fera le plutôt qu'il sera possible, entre la
Maison Royale, & la Maison Electorale.

XI. Toutes les choses ci-dessus énoncées, ne s'exe-
cuteront que lors que la Paix Generale sera conclüe.

Le contenu du present Traité a été stipulé entre les
Ambassadeurs de la Reine, & du Roiaume de Suede,
& ceux du Serenissime Electeur de Brandebourg, Pon-
zième jour de Février 1647. & a été mis en dépôt entre
les mains de Monsieur le Comte d'Avaux, Ambassadeur
de sa Majesté Très-Chrétienne.

CDXVIII.

CDXVIII.

ANS *Acte séparé, touchant les Affaires du Zond,*
de J. C. *du (a) Traité de Commerce fait entre*
1647. *CHRETIEN V. Roi de Danemarck, &*
LE DA. *les PROVINCES-UNIES des Pais-*
NEMARC, *Bas, à la Haye, le 12. Février, 1647.*
ET LES *Manuscrit.*
PROVIN-
CES-U-
NIES.

(a) Voyez
ce Traité
ci-dessus.
pag. 497.

Alfoo het den Doorluchtigsten Grootmaghtigen
Furst ende Heere, Heere Christiaan de Vierde
tot Denemarcken, Noorwegen, der Wenden
ende Gotten Koning, &c. belieft heeft aan de Hoog
Mogende Heeren Staten Generaal der Vereenigde Ne-
derlanden af te veerdigen den Heer sijne Majesteys Ex-
traordinaris Ambassadeur, Ryckraat, Ryck Hoff-mee-
ster, Ampt-man op 't Eylant Moën, den Heer Cor-
fuis Ulefelt op Urop, Ridder, &c. omme met Hoog
gemelde Heere Staten af te handelen verscheide saacken
van importantie, ende ook onder anderen te besluyten
een Tol by Lasten gerekent van alle Houtwaaren uyt het
Rijk van Noorwegen, gevoert werdende, ende by die
occase wegen Haare Hoog Mogende, sijne Excellencie
was bekend gemaakt 't groot verlies 't welck de Scheepen
der Vereenigde Nederlanden, varende door de Sondt,
na 't Oosten, door het aan boort brengen van de Coep-
pallen wierde aangedaan, mitsgaders het reekenen van
twaalf Ton rontlaet voor een Last, in plaetse van 24.
Ton, soo heeft den welgemelden Heer Ambassadeur
aengenomen ende beloofd by sijne Majesteit te fullen be-
arbeyden, bemiddelen en uyt te werken foodanigen
ordre, waar mede alle klagten mogen komen te celfe-
ren, ende sulks de Scheepen toekomende d'Onderdaanen
van Haar Hoog Mogende dienthelven bevrijt te sijn en
blijven van alle afneminge van gelt, visitatie, rechet-
che, of ophoudinge ende voortz de saacke naar den in-
hout van het derde articul van 't jongste Tractaet tusschen
Hoogstgemelde sijne Majesteit ende Haar Hoog Mo-
gende in den Jaare 1645. gemaakt, ende vorder dat in 't
toekomende, volgens Koopmans gebruyck, 24. Ton-
nen soo van Lyn als ander Rontlaet voor een Last mogen
werden gerekent.

Is mede tot voorkominge van alle onhylen by den
welgemelde Heer Ambassadeur, wegen Hoogstge-
melde sijne Majesteit beloofd, dat in 't toekomende we-
derom de Tonnen, Vieren ende Baeckens fullen wor-
den beleyt, gestelt, ende gestadig ten dienste van de Na-
vigatie ende Commerce onderhouden, mits dat voor
yeder geladen Schip, soo gaande als komende, sal wor-
den betaalt aan sijne Majesteit, of deszelfs Ministers
vier Rijksdaalders, ende voor een ongeladen of Ballast
Schip, twee Rijksdaalders.

In teken der waarheyte, hebben wy Ambassadeurs van
den meer Hoogstgemelden Koning, ende Commissa-
rissen van de meer Hoog gemelde Heeren Staten Gene-
raal desen met eygen handiger superscriptie ende opdruc-
kinge onser respectieve piffieren, kracht onser respecti-
ve Procuratie, bevestigt, ende sijn desert twee, aller-
sijts gelijk luydende afgeveerdigt, ende yeder deelen
daar van ter handen gestelt. In 's Gravenhage de twaalf-
den February anno duysend ses hondert en seven en veer-
tigh.

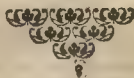


Traduction de ce Traité.

Comme le Serenissime, & Puissant Prince, & Sei-
gneur, le Seigneur Chrétien Quatrième, Roi de
Danemarck, Norwege, des Vandales, & des
Gots, &c. a bien voulu dépêcher à Leurs Hautes Puissan-
ces les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des
Pais-Bas, le Sieur Corfuis Ulefelt, Seigneur d'Urop,
Chevalier, Premier Maître d'Hôtel, Gouverneur de l'I-
le Moën, & Ambassadeur Extraordinaire de sa Ma-
jesté, pour traiter avec les susdits Seigneurs Etats sur diffé-
rentes affaires d'importance, & conclure aussi entre autre
chose un Peage à compter par Last de toutes les Marchan-
dises de Bois qui sont transportées du Royaume de Norwe-
gue: & par même occasion ayant été donné connoissance
à son Excellence de la part de L. H. P. du grand obstacle
qu'on apporte aux Vaisseaux des Provinces-Unies des Pais-
Bas, navigant par le Sond, par l'Est, par la nécessité
de montrer les Passeports, ensemble le compte qu'on fait de
douze Tonnes de Semence ronde pour un Last, au lieu de
vingt-quatre, le susdit Sieur Ambassadeur s'est chargé,
& a promis de travailler, moyenner, & faire en sorte
que sa Majesté donne un tel ordre, par le moyen duquel
toutes plaintes viennent à cesser; & que les Vaisseaux appar-
tenant aux Sujets de L. H. P. soient en conséquence exempts
de toute extorsion, de visite, recherche & arrêt, & que
l'affaire sera réglée suivant le contenu au troisième article
du dernier Traité d'entre sa Majesté susdite, & L. H.
P. fait en l'année 1645. & en outre qu'à l'avenir, se-
lon l'usage des Marchands vingt-quatre Tonnes tant de
Lin que d'autre semence ronde, pourront être comptez pour
un Last.

A été aussi, pour prévenir tout inconvenient, promis
par le susdit Sieur Ambassadeur qu'à l'avenir, les Ton-
neaux, Fanaux, & Echauguettes seront mis & entrete-
nus continuellement pour le service de la Navigation, &
Commerce, à condition de payer à sa Majesté, ou à ses
Ministres quatre Rijdsdales pour chaque Vaisseau chargé al-
lant ou venant, & deux rijdsdales pour un non chargé.

En témoin de la verité, Nous Ambassadeurs du susdit
Roi, & Députez des susdits Seigneurs Etats Généraux,
avons signé ces présentes de nos propres mains, & les avons
confirmés de nos Cachets, en vertu de nos Pouvoirs respec-
tifs; Et ont d'icelles été faits deux Instrumens de même
teneur, dont les Parties en ont reçu chacune un. A la
Haye, le douzième Février, mil six cens quarante-
sept.



ANS *Traité de Trêve, entre les Couronnes de*
de J. C. *FRANCE, & de SUEDE, & l'E-*
1647. *lecteur de BAVIERE, conclu le 14. de*
FRANCE, *Mars, 1647. avec la Ratification du mé-*
SUEDE, *me Electeur, du 27. du même mois, &*
ET BA- *an. Traduit du Mercure de Vittorio Si-*
VIERE. *ri. Tom. IX. pag. 958.*

ON fait sçavoir à tous ceux qui feront, ou qui entendront la lecture des Articles suivans ; Qu'entre sa Majesté Royale Très-Chrétienne, le Roi de France & de Navarre, & la Couronne de Suede d'une part, tant pour leurs Majestez, & pour leurs Heritiers, Successeurs, Royaumes, Seigneuries, & Armées, que pour leurs Confédérés en Allemagne, & spécialement pour la Serenissime Princesse Emilie Elizabeth, Régente de la Basse-Hesse ; & le Serenissime Electeur Maximilien Duc de Bavière d'autre, tant pour lui que pour ses Heritiers, & Successeurs, & toute la Famille Electorale, Seigneuries, Armées, & Soldats en général, que pour le Serenissime Electeur de Cologne, tous ses Archevêchez, Evêchez, Pais, & Seigneuries, & pareillement pour le Reverendissime, & Serenissime Coadjuteur le Prince Maximilien Henri ; a été conclu un Armistice, ou Traité de Trêve, par l'entremise des personnes ci-après nommées, & assemblées pour cet effet, sçavoir au nom du Roi Très-Chrétien, le Prince de Longueville, & l'Ambassade de France à Munster, & le Prince de Turenne, Députez en cette Ville Imperiale d'Ulme, pour la négociation dudit Traité, Alexandre de Provill Traci, Colonel, Conseiller du Roi, & Commissaire Général ; & Antoine de Marsigli de Croissi, Conseiller de la Cour du Parlement Souverain, lesquels ayant tenu plusieurs Conférences avec Messieurs le Baron de Ruischemberg, Colonel & Général de l'Artillerie, Kuttner de Knitz, Conseiller de Guerre, & Scheffer aussi Conseiller de Guerre, & Commissaire Général de l'Armée Bavoise, Députez & Plenipotentiaires du Serenissime Electeur Duc de Bavière, ausdites Conférences pour établir une amitié sincère, & une Cessation d'Armes entre le Roi Très-Chrétien, & ledit Seigneur Electeur, sont enfin convenus des conditions suivantes.

Il y aura une Trêve pleine & entiere entre sa Majesté Très-Chrétienne, & sa Majesté la Reine de Suede, & la Serenissime Princesse Landgrave Emilie Elizabeth, Régente de la Basse-Hesse leur Alliée, & tous leurs Heritiers, & Successeurs, d'une part ; & les Serenissimes Electeurs de Bavière, & de Cologne, & leurs Successeurs, & Heritiers, y compris Maximilien Henri-Prince de la même Maison, de l'autre part, à commencer d'aujourd'hui jusqu'à la prochaine Paix universelle, qui doit être conclue en Allemagne, & dans la Chrétienté ; de maniere, que réciproquement & respectivement les armes de l'une des Parties, ne causeront aucun dommage à l'autre, mais qu'au contraire les conditions suivantes seront exécutées si ponctuellement, & de si bonne foi, que le Roi Très-Chrétien pourra continuer jusqu'à la fin le Siege de Tubingue qu'il a commencé d'assiéger.

Toutes sortes d'hostilités cesseront entre les Armées, Troupes de Cavalerie, Garnisons, & Infanterie des Armées du Roi Très-Chrétien, de la Reine de Suede, de la Serenissime Landgrave de Hesse, & des Serenissimes Electeurs de Bavière, & de Cologne, & l'on n'attentera de part, ni d'autre, soit par Combats, Sieges, Contributions, & autres dommages, aucune execution militaire contre les Terres & Pais de l'obéissance des uns, & des autres ; & semblablement les Garnisons s'abstiendront, tant d'un côté que de l'autre de faire des courses, ni quelque hostilité que ce puisse être.

Tout le Cercle de Bavière, dans lequel sont compris les Etats de la Haute & Basse-Bavière, en vertu de la Ma-

tricule Imperiale, & tous les Lieux qui appartiennent à l'Electeur de Bavière du côté du Leck, & du Danube, de J. C. avec le Haut & Bas Palatinat de deçà le Rhin, lui fera abandonné pour le quartier d'Hiver de ses Troupes, & le Serenissime Seigneur Electeur en jouira librement, 1647. sans aucun trouble, & sans qu'on y puisse exiger aucunes Contributions jusqu'à la conclusion de la Paix générale de l'Empire, afin qu'il puisse par ce moyen faire subsister ses Gens de Guerre ; & d'autant que la plupart desdites Provinces sont épuisées par les ravages de la Guerre, & réduites à une extrême misère, on laissera pour cet effet à l'Armée de Bavière tous les Etats, & Cantons situés entre les Rivières de Mindel, & de Leck, comme aussi les Lieux qui y sont compris, & ceux qui sont voisins du Danube, & qui seront exprimés ci-après, afin de lui donner les moyens de subsister. Néanmoins lesdits Etats & Lieux qui sont entre le Leck, & le Mindel, & qui appartiennent proprement au Serenissime Electeur de Bavière, jusqu'au Sontgaw inclusivement, & particulièrement Käufer seront occupés par l'Armée de Bavière seulement, jusqu'à ce qu'on ait delivré audit Seigneur Electeur la ratification de Leurs Majestez de France, & de Suede ; & l'on est spécialement convenu que les Bava- rois ne pourront prétendre aucunes Contributions dans le Bas Palatinat au delà du Rhin.

Il ne sera jamais permis aux Armées, ni aux Troupes des Couronnes Confédérées de passer par la Haute & Basse-Bavière. Que s'il arrive, ou que les conjonctures de la Guerre exigent que l'on accorde un passage aux Armées, ou aux Troupes desdites Couronnes, & de leurs Confédérés, par les autres Quartiers ci-dessus mentionnez hors de la Bavière, & du Haut & Bas Palatinat, les Généraux desdites Armées, & les Commandans des Brigades en écriront promptement des lettres d'avis au Serenissime Electeur, afin qu'il puisse envoyer des Commissaires qui marqueront les Quartiers des Gens de Guerre, comme ils le jugeront à propos, & il sera défendu aux Soldats de faire aucun tort, ni déplaisir aux Habitans des Lieux, soit par des exactions, ou en emportant quelque chose qui leur appartienne. On n'assignera point de Quartiers ausdites Troupes dans les Villes, ni dans les Forteresses, non plus que dans les Lieux entourés de murailles. Il sera défendu à qui que ce soit de violer les Sauvegardes du Serenissime Electeur, & de leurs Officiers Généraux, & il ne leur sera fait aucun trouble. Il sera permis aux Officiers & aux Soldats postez en qualité de Sauvegardes & de Garnisons, en quelque lieu que ce soit, de demander main forte aux Habitans des Lieux pour repousser ceux qui entreprendront de les forcer ; & si en repoussant les Agresseurs des Lieux où il y aura des Sauvegardes, ou des Garnisons, il arrive qu'on les blesse, ou même qu'on les tue, on ne pourra demander aucune réparation ni satisfaction pour raison de ce fait, qui sera réputé juste & nullement contraire au present Traité. Néanmoins pour prévenir de semblables inconveniens, il sera permis aux Capitaines qui conduiront les Armées ou Troupes de passage, de faire afficher leurs Sauvegardes par écrit dans les Lieux, & de les joindre aux Sauvegardes Bava- roises, durant le tems ordinaire du passage des Armées, & des Bataillons. Les Villes de Lauringuen, Gondelring, & Hochstadt situées dans le Cercle de Bavière, & les Lieux qui sont entre Ulme & Donawert dans le Duché de Neubourg, resteront en la possession du Roi Très-Chrétien.

Encore que l'on soit convenu dans l'article précédent que le Serenissime Electeur de Bavière possèdera jusqu'à la Paix Générale le Haut & Bas Palatinat du Rhin, de telle sorte que les Troupes du Roi Très-Chrétien, & de ses Confédérés, ne pourront exiger à l'avenir aucune chose de la partie du Bas Palatinat située deçà le Rhin ; on ne prétend pas néanmoins par cette Transaction, ni par toutes les conditions qui y sont énoncées, déroger en aucune maniere aux Droits de la Serenissime Maison Palatine, ni augmenter ceux du Serenissime Electeur de Bavière : Mais comme ce différent n'a aucune relation au present Traité, on en laissera la décision entiere aux Conférences du Congrès de Munster, & d'Olinabrug.

Les

ANS Les Serenissimes Electeurs de Baviere retireront in-
de J. C. cessamment leurs Troupes d'avec celles de Ferdinand III.
1647. Empereur, du Roi d'Espagne, de la Maison d'Autriche
& de leurs Confederez & adherens, & nommément
d'avec celles du Duc Charles & du Landgrave de Darm-
stat, & ils ne leur donneront à l'avenir aucun secours ni
de troupes ni de Conseil, ni de quelque autre maniere que
ce puisse être, directement ou indirectement. Ils prom-
ettent en outre de ne commettre maintenant ni à l'a-
venir aucun Acte d'hostilité contre les Confederez du
Roi Très-Chrétien ni contre les adherens, soit dedans
ou hors de l'Empire.

Il sera permis aux Serenissimes Electeurs de Baviere &
de Cologne de licentier une partie de leurs Troupes
avant l'arrivée des ratifications de France & de Suede; mais
ils donneront auparavant avis aux Generaux des Armées
de leurs Majestez de France & de Suede, du lieu, de la
qualité, & de la quantité desdites troupes qu'ils conge-
dieront, afin que ledits Generaux puissent envoyer
quand ils voudront des Officiers pour prendre à leur solde
tel nombre des Soldats licentiez qu'il leur plaira, & les
enrôler sous leurs étendards. Mais lorsqu'ils auront receu
les ratifications du Roi Très-Chrétien & de la Reine de
Suede, & retenu le nombre de gens de guerre qu'ils ju-
geront nécessaires pour la seureté de leurs Places & de
leur Pais, ils licentieront le reste; Et ils feront tous leurs
efforts pour empêcher que ledits Soldats des Troupes de
Baviere & de Cologne, ne passent au service de l'Empe-
reur, du Roi d'Espagne, du Duc de Lorraine, du Land-
grave de Darmstat & des Couronnes Confederées. Il dé-
pendra encore desdits Serenissimes Electeurs, devant ou
après la ratification d'envoyer à la Serenissime Republique
de Venise quelques regimens entiers, afin qu'elle puisse
s'en servir contre le Turc ennemi de la Chrétienté. Les
Commissaires de ladite Serenissime Republique se donne-
ront neantmoins garde de ne les point employer pour un
autre motif, & de faire en sorte qu'ils ne portent point
les armes contre le Roi Très-Chrétien ni contre ses
Confederéz dedans ou hors de l'Empire. Ledits Sei-
gneurs Electeurs ne donneront leur consentement à au-
cun Acte d'hostilité contre les Couronnes alliées ni con-
tre leurs Confederéz & adherens, & ils ne permettront
pas qu'on fasse dans les Pais de leur dependance aucunes
levées de Troupes contre lesdites Couronnes & leurs al-
liez; encore moins de recevoir dans leur Pais ni secourir
de quelque maniere que ce puisse être les Armées & Sol-
dats ennemis desdites Couronnes.

Le Serenissime Electeur de Cologne fera tous ses ef-
forts, pour obliger les Imperiaux & leurs adherens à
évacuer toutes les Fortereses, Forts, Villes, & tous
les lieux qui dependent des Archevêchez, Evêchez &
Seigneuries qui lui appartiennent; & s'il ne peut y parve-
nir, il sera permis aux Confederéz de les allier & de
les forcer & d'en chasser les Garnisons; & en ce cas là la
Serenité, ni le Duc Miximilien Henri qui a été nom-
mé son Coadjuteur, ne pourront donner aucune aide ni
secours aux alliés: Et au cas qu'il soit nécessaire dans
ces places nouvellement conquises, de Garnisons des
Couronnes Confederées, ce sera pour les conserver à sa
Serenité, & elles lui seront rendues avec tous les droits.
Et si les nécessitez de la guerre exigent que ces places
soient occupées & retenues par les Garnisons, en ce cas
là l'Electeur de Cologne ne laissera pas d'en posséder tous
les droits & les revenus avec la Jurisdiction tant seculiere
qu'Ecclesiastique: à condition neantmoins que du mo-
ment qu'on aura delivré audit Electeur les ratifications
du present Traité, il donnera une liste exacte de tous
les lieux que ses propres Garnisons occupent, avec les
noms de tous les Regimens, & le nombre de tous les
gens de guerre, afin qu'ils soient tous compris dans
ledit Traité, & qu'ils puissent jouir du benefice de la
Trêve. Les Deputez de S. M. T. C. & de la Reine de
Suede, comme aussi ceux de la Serenissime Landgrave,
s'assembleront au plutôt avec ceux du Serenissime Ele-
cteur de Cologne, pour traiter de la diminution des
exactions & des contributions, & par ce moien on
suspendra à l'avenir toutes les executions Extraordina-
res & les impositions.

Et comme les Deputez du Roi Très-Chrétien ont
fait encore des instances pour faire consentir le Serenif-
sime Electeur de Baviere, de retirer sa Garnison de
Hailbron, afin de mettre en sa place une Garnison Fran-
çoise, les Deputez dudit Electeur ont promis de faire
sortir de cette Ville les gens de guerre qui y sont, & d'y
introduire les François, du moment qu'ils auront reçu
son consentement sur cet Article; & pour l'obtenir
plus promptement, l'un desdits Deputez de Baviere
partira en diligence pour aller trouver sa Serenité. On
rendra en même tems Wisgenstein au Serenissime Duc
de Baviere, & il fera transporter de cette Ville quand
il lui plaira, l'Artillerie, les mortiers & toutes les au-
tres armes, poudres, boulets & autres munitions qui
se trouveront dans cette place, & le Roi Très-Chrétien
fera mettre le tout entre les mains des Commissaires
de sa Serenité. Mais on laissera dans cette Ville les Canons,
Boulets, vivres, & autres munitions de guerre qui se
trouveront lui appartenir. Lorsque le Serenissime Ele-
cteur aura receu du Roi T. C. & de la Reine de Suede
les ratifications du present Traité, il retirera immédia-
tement après de la Ville d'Ausbourg toutes les troupes,
& il fera en sorte que les Magistrats & les Bourgeois de
cette Ville gardent à l'avenir la Neutralité, & qu'ils
s'engagent par écrit de ne plus recevoir aucune Garni-
son des ennemis de S. M. T. C. & de ses Confederéz,
& de ne rien tenter contre ladite Majesté ni contre ses
Alliez, mais de demeurer dans une exacte Neutralité:
Et les Couronnes Confederées leur promettent de leur
côté de ne commettre aucune hostilité, mais de faire
en sorte que les habitants d'Ausbourg en vertu de cette
Neutralité soient exemts de toutes les charges & incom-
moditez de la guerre.

Le Serenissime Electeur de Baviere rendra à l'Illu-
strissime Prince de Wirtemberg toutes les Villes, Cha-
teaux & Fortereses appartenantes au même Prince, &
qui sont occupées par les Garnisons Bavauroises; ce qui
s'exécutera du moment que ledit Serenissime Electeur
aura receu la ratification des Articles precedens & de ceux
qui suivent. Mais avant que d'évacuer lesdits lieux,
il sera permis au Serenissime Electeur d'en faire trans-
porter à sa commodité les canons, armes, poudres,
boulets & autres munitions de guerre, ou autres choses
servant à l'usage desdites Garnisons. On ne comprendra
point dans cette restitution la Ville de Heidenheim ni les
trois Couvens de Coningspen, Anhausen & Hersprelling
situés dans la Seigneurie de cette Ville, avec toutes
leurs appartenances; d'autant que le Serenissime Electeur
possède cette Seigneurie sous un autre titre, & que la
decision de cette affaire appartient à l'Assemblée de Mun-
ster; à l'égard de ce différent l'Illu-
strissime Seigneur Duc de Wirtemberg a répondu à sa Serenité par une lettre
datée du 16. de Decembre 1646. qu'il n'avoit envoyé
un Commissaire de sa part, que pour maintenir les
intérêts des habitants dudit lieu, & non pour troubler
sa Serenité dans la possession de Heidenheim. C'est la
raison pour laquelle nous deputez de Baviere protestons
que nous n'avons aucun pouvoir de rien conclure tou-
chant la restitution dudit lieu, & de ses appartenances
avec les trois Couvens ci-dessus nommez. Pour ce
qui regarde la subsistance des Garnisons des lieux que
ledit Serenissime Electeur occupe dans le Duché de
Wirtemberg, il tirera des mêmes lieux les vivres dont
elles auront besoin, jusqu'à ce que les ratifications des
Couronnes lui aient été delivrées. A l'égard des Garni-
sons de Rotweil, de Fribourg & de Windelstein; il
sera permis audit Serenissime Electeur, jusqu'à la recep-
tion des ratifications, de tirer des vivres des lieux voi-
sins d'où il les a tirés jusqu'à present. On fera un détail
du nombre des Soldats des Garnisons, qui doivent de-
meurer dans lesdits lieux, afin que les Ministres du Roi
Très-Chrétien & du Serenissime Electeur puissent con-
venir entr'eux dudit nombre de gens de guerre & de leur
entretien. Les mêmes conditions seront observées à l'é-
gard des Garnisons de l'Electeur de Cologne, avec cer-
tains clauses que les Garnisons de Widenstein, de Ro-
tweil & de Fribourg ne laisseront jamais entrer dans les-

ANS dites places aucuns des ennemis des Couronnes Alliées, de J. C. & ne leur donneront aucune assistance, mais qu'elles ob-

1646. serveront la Neutralité.

Les Generaux Smitberg & Rose & les autres prisonniers de guerre seront remis en liberté de part & d'autre sans rançon, après la ratification du Serenissime Electeur.

S'il arrive que les Officiers & les Soldats contreviennent aux conventions de la presente Trêve, les Generaux, Officiers ou commandans seront obligés de punir les contrevenans & leurs complices avec severité, afin que l'exemple de leurs châtimens, retienne les autres dans le devoir, & les empêche de tomber dans les mêmes fautes. Ceux qui seront pris en flagrant delit seront châtiés, ou du moins emprisonnés, & ensuite conduits à leurs superieurs, qui les châtieront selon leurs merites, après avoir été deüement informés de leurs crimes. Et encore qu'il se trouve un ou plusieurs delinquans, & qu'ils aient été châtiés de l'autre parti comme ils l'auront mérité, néanmoins la Trêve ne sera pas censée avoir été violée ou rompue; & lorsque les Officiers, Soldats ou Valets deserteront, quitteront leurs Maîtres ou tomberont en faute, ils seront rendus à leurs Maîtres à la premiere requisition qui en sera faite.

On donnera de part & d'autre des faus conduits aux sujets du Roi T. C. de la Reine & de la Couronne de Suede, de la Princesse Landgrave de Hesse, & des Serenissimes Electeurs de Baviere & de Cologne, écrits ou du moins signez de leurs Officiers, afin qu'ils puissent librement & en seureté exercer leurs Commerce, & voiturier leurs bleds, vins, tel & autres sortes de marchandises par Terre ou par Eau, dans tous leurs Royaumes, Seigneuries, Pais, Archevêchez, Evêchez & Cantons, sans qu'on puisse rien exiger d'eux au de là des Impots ordinaires de chaque Province. Il leur est néanmoins défendu de porter aux Ennemis des Couronnes Confederées, ni salpêtre, ni poudres, ni armes, ni autres utensiles de guerre, ni hardes & marchandises défendues & de Contrebande. Et afin qu'ils aient la liberté d'aller deçà & delà en plus grande sûreté avec leurs marchandises, on ne leur refusera point une escorte de gens de guerre, lorsqu'ils en demanderont. Ques'il arrivoit qu'en même tems ou avant les ratifications des Couronnes, ou sit à Munster qu'à Osnabrug une Trêve Generale avec la clause, *uti possidetis*, ou une Paix generale dans l'Empire, ou que l'on y établit quelque chose contraire aux conventions presentes, les Députés soussignez declarent expressément qu'ils veulent absolument & entierement s'en tenir à tout ce qui y aura été résolu & arrêté du commun consentement des Plenipotentiaires.

Toutes ces choses doivent être censées n'avoir été conclusés, qu'à condition que l'on donnera une pleine & entiere satisfaction à Messieurs les Députés de Suede, & à ceux de la Serenissime Landgrave de Hesse, & que l'on achevera de conclure la Transaction qu'on a commencée avec lesdits Députés de Suede, de maniere que les Actes de l'un & de l'autre Traité soient signez en même tems. Ques'il arrivoit, ce qu'à Dieu ne plaise par sa misericorde, que cette Trêve ne fut point suivie de la Paix Generale, que le Roi T. C. & les Serenissimes Electeurs promettent d'avancer le plus qu'il leur sera possible, les conditions dont on est convenu dans les Articles precedens ne laisseront pas d'être executées fidelement, jusques à ce que la guerre soit terminée.

On est aussi convenu qu'on fera en ce lieu un échange de la ratification du Serenissime Electeur avec la confirmation du Serenissime Prince de Turenne, & que l'on s'obligera de part & d'autre d'observer tous les points ci-dessus énoncés, & de ne rien faire en quelque maniere que ce puisse être, qui y soit contraire. De plus les soussignez Députés pour la France promettent, outre la confirmation dudit Prince de Turenne, de delivrer dans six semaines, à compter du jour de la delivrance de la ratification du Serenissime Electeur de Baviere, la ratification solennelle du Roi Très-Christien, faite dequoi les Vil-

les de Hailbron ni de Wigenstein ne seront point rendus reciproquement au Roi T. C. ni au Sereniss. Elect. de J. C. de Baviere.

ANS

Et comme les Députés Bavaois ont affirmé qu'ils n'avoient aucun pouvoir de leur Serenissime Electeur de remettre Hailbron entre les mains des François, mais seulement de l'évacuer; c'est la raison pour laquelle ils ne s'engagent à rien touchant cet Article, jusqu'à ce qu'il aient la-dessus la resolution que sa Serenité Electorale leur enverra de Vassembourg: Ils esperent neantmoins que sadite Serenité y donnera les mains. Que s'il en arrive autrement contre leur attente, ils seront exempts à cet égard de quelqu'engagement que ce puisse être, & ils le declareront aux Députés de France, afin qu'ils ne rendent point Heidenheim, qu'ils n'en aient auparavant communiqué avec Monsieur de Turenne. On se donnera reciproquement des étages pour la seureté des Villes & des lieux qui seront rendus, & le choix en sera fait par les Députés; & lorsque les lieux auront été congneuz, on les laissera aller en liberté, & on les conduira en seureté jusques à leurs armées.

Les Serenissimes Electeurs de Baviere & de Cologne & leurs successeurs & heritiers, comme aussi le Prince Maximilien Henri nommé Coadjuteur de Cologne, aiant promis à leurs sacrées Majestés de France & de Suede & à la Serenissime Princesse Landgrave d'exécuter tous ces Articles & tous les points & clauses qu'ils contiennent, les Députés de France les acceptent & promettent qu'ils seront observés reciproquement par le Roi Très-Christien & par la Serenissime Landgrave envers lesdits Seigneurs Electeurs & leurs Successeurs. Les Députés Bavaois acceptent pareillement les promesses qui ont été faites & qui doivent être observées à l'égard du Prince Maximilien. Toutes lesquelles choses doivent être mutuellement accomplies, tant par le Roi Très-Christien & ses Successeurs & heritiers & la Sereniss. Princesse Landgrave que par lesdits Serenissimes Electeurs & leur Successeurs & heritiers, suivant la Promesse qu'en ont faite les Députés de France & Baviere au nom de leurs maîtres. Et pour une plus grande assurance de toutes les choses ci-dessus énoncées, elles seront confirmées dans huit jours par le Prince de Turenne: & après qu'elles auront été ratifiées, sçavoir par le Roi Très-Christien dans six semaines, par la Serenissime Landgrave dans huit jours, par le Serenissime Electeur du moment que son Député sera arrivé près de sa Serenité; & par le Serenissime Electeur de Cologne, & son Coadjuteur ci-dessus nommé dans huit semaines, ils promettent reciproquement d'en delivrer les Ratifications. En témoignage dequoi nous avons signé les presens articles, & apposé nos Cachets sur ledit Traité. A Ulme, le 14. de Mars 1647.

Alexandre de Provaille Trasi.

A. de Marfills de Croissi.

Ruscemberg.

Jean Barthelemi Schuffer.

J. Kuttner.

C D X X.

Renouvellement d'Alliance entre la FRAN- ANS
CE, & la SUEDE, pour continuer la de J. C.
Guerre en Allemagne. Avec les demandes 1647.
de la Landgrave de HESSE-CASSEL. FRANCE,
Livré à Munster, le 25. Avril, 1647. SUEDE,
ET HIS-
Traduit d'une feuille volante imprimée. SEL.
en Flamand, qui n'est pas l'Original.

I. Est conclu une Alliance entre la Reine & la Couronne de Suede d'une part, & le Roi & le Royaume de France d'autre part, & ils feront la Guerre de leur mieux contre la Maison d'Autriche, particulièrement à l'Empereur & à ses Adherans, & ce pour la défense des deux Royaumes, pour l'assistance des amis communs respectivement, & pour nettoyer la Mer d'Est,

ANS d'Est & l'Océan & la rendre libres, & enfin pour ob-
de J. C. tenir une juste & honorable paix pour les deux Roya-
mes.

1647. II. La Reyne & Couronne de Suede portera la guerre
dans la basse Saxe & de basse & en Westphalie & perçera
dans les Pais hereditaires de l'Empereur. Et le Roi de
France fera marcher ses Troupes sur le Rhin & donnera
de l'occupation aux forces de l'Empereur en Allemagne,
& perçera dans les Pais hereditaires.

III. Le Traité de Heylbrun, fait avec les Etats sera
renouvelé & entretenu, & les Etats conféderez devront
suivant icelui être rétablis, mais ceux qui n'y voudront
pas donner les mains y seront contraints, & le Directoire,
s'il plaît aux Etats demeurera afin que l'Empire puisse
conserver sa liberté, & les Roys leurs honneur & trans-
quillité.

IV. L'Etat d'Allemagne demeurera sans être lezé
comme avant ces troubles & l'état auquel il étoit en l'an-
née 1618. avant le tems de ces troubles sera rétabli, tant
à l'égard de la Religion & de l'Eglise, que de la liberté
publique : & les personnes Ecclesiastiques des deux Reli-
gions jouiront de leurs revenus.

V. Les Provinces & Pais que les deux Couronnes
prendront elles les retiendront pendant la guerre, & ne
les rendront point que du commun consentement & avis.

VI. On ne fera aucun Traité avec l'Empereur ni ses
Alliez, directement ou indirectement & en secret ou ou-
vertement qu'ensemblement & d'un commun consente-
ment & avis, & l'on ne traitera d'aucune autre paix que
d'une generale; & l'on ne traitera non plus, ni avec le
Mediateur ni avec la partie que par un préalable consen-
tement unanime, de l'un & de l'autre, & ensemblement.

VII. Les armes de la Reyne & Couronne de Suede en
Allemagne, consisteront en trente mil hommes de pied
& en six mil Cuirassiers; comme aussi les armes du Roi
& du Royaume de France en trente mille fantassins &
6000. Cuirassiers.

VIII. La Reyne & Couronne de Suede laissera s'il
est besoin le libre passage aux troupes de France, mais
il se devra faire faire sans empêchement ni dommage
pour les troupes de la Reyne & Couronne de Suede.

IX. Cette Alliance durera trois années, lesquelles étant
expirées il sera libre à la Reyne & Couronne de Suede,
& à la France, de la continuer & la prolonger
ou non.

X. Le Roi de France comptera le premier d'Aout
stile nouveau 500000. livres, faisant 200000. Risdals
qui auroient dû être payez en l'an 1633, & ensuite
tant que cette Alliance durera annuellement un million
de livres, faisant 400000 Risdals & il en payera la
moitié le premier Octobre de cette année nouveau stile,
& ainsi le reste ensuite toutes les années.

XI. Les deux Couronnes rechercheront l'avantage
l'une de l'autre, & la France ne finira point la guerre que
satisfaction préalable n'ait été faite à la Couronne de
Suede; comme semblablement la Reyne & Couronne de
Suede, ne pourra point se départir de la guerre, à moins
que satisfaction n'ait été faite à la France.

XII. Quand on viendra à entrer en negociation on
traitera des interets de l'une & l'autre Couronne ensem-
blement & en un même tems.

XIII. On fera libre en tout avant la ratification
des deux Couronnes; Et l'on ne sera obligé qu'a-
près.

XIV. Le Traité sera échangé le 10. d'Aout stile
nouveau s'il est ratifié par les deux parties, mais quand
il sera ratifié & échangé, ils obligeront la Reyne & Cou-
ronne de Suede, le Roi & le Royaume de France, en-
semblement leurs Successeurs.

XV. Au Sieur Ambassadeur de la Reyne & Couronne de
Suede seront toutes choses communiquées en Allemagne
& à Paris, & son avis entendu en choses concernant cet-
te Alliance; on aura aussi soin de pourvoir à la sûreté des
messagers ou porteurs de Lettres.

XVI. On choisira un lieu commode, afin que les

deux parties y puissent traiter, & la Ville de Co-
logne sur le Rhin est réputée pour la plus propre.

XVII. Si la Reyne & Couronne de Suede, à cause
de cette Alliance vient à être attaquée par guerre, ou de
l'autre côté le Roi de France, l'un sera obligé d'assister
l'autre en vertu de cette Alliance, le tems de dix an-
nées.

Demands de Hesse-Cassel, &c.

I. Ils demandent quatre Villes appartenantes à l'Electeur
de Mayence, situées sur les frontieres de
Hesse.

II. De l'Abaye de Fulden, les Chatellenies Roge-
stoel, & Furseneegh, avec les communautez de
Hesse.

III. Une petite partie de l'Evêché de Paterborn, de
la Riviere de Dimel jusques à la Riviere de Meppen,
avec les Villes de Beverningen, Wolckmarfen, Mont-
marter, Kogelberg, (dependant cy-devant de Hesse
Cassel) par droit hereditaire.

IV. La Retention de la moitié du Comté d'Arns-
bergh, engagée pour 200000 Risdals, lesquels étant
payés, ils promettent la restitution.

V. Qu'on promet de leur payer en argent comp-
tant, quand la Paix sera conclue 40000 Daclers.

VI. Qu'on leur cede le droit de Souveraineté sur qua-
tre Chatellenies de Schaumburg, comme Schonenburg,
Buikenburg, Saphaven, & Stadthagen.

VII. Qu'on donne satisfaction pareille, comme
avec la Suede, ce qui étant fait, ils promettent la
restitution de toutes les places qu'ils ont prises, pour-
vu qu'ils retiennent tous les appareils de guerre & que
les forts & fortifications soient demolis, ensemble qu'on
leur accorde premierement le droit de vivre selon leurs
propres loix, & aux habitants de ces places, l'exercice
libre de la Religion Calviniste.

C D X X I.

*Nouveau Traité d'Alliance entre FERDI-
NAND III. Empereur & le Duc de
BAVIERE pour la jonction de leurs ar-
mées, conclu le 24. Février 1648. Tra-
duit de l'Italien du Mercure de Vittorio Si-
ri Tome XII. pag. 247.*

SA Majesté Imperiale & son Altesse Electorale sont
convenus qu'aucas que l'Empire ne puisse obtenir
la Paix par le Traité qui se fait presentement, elles
joindront leurs forces comme elles ont fait par le passé,
pour tâcher de l'établir par la voie des armes, à des
conditions plus raisonnables, tant pour eux que pour
les Princes & Etats de l'Empire les plus considerables,
si cela ne se peut pour tous en general; & pour y par-
venir S.A.E. augmentera ses troupes pour pouvoir
mettre en Campagne une Armée de quatorze mille
hommes.

Pour cet effet sa Majesté Imperiale lui fournira la som-
me de deux cent cinquante mille Florins, pour recruter
& entretenir lesdites troupes & les fournir d'Armes, de
vivres, de munitions, & pour subvenir à tous les au-
tres fraix de la guerre; savoir cent cinquante mille flo-
rins, à prendre des à présent sur la Douane d'Estin en Au-
triche, pour le paiement des avances que S.A.E. a déjà
faites pour lesdites recrues; & elle depensera en ce lieu
une personne de sa part pour recevoir cette somme avec
les interets, à raison de cinq pour cent, jusqu'à l'en-
tretien paiement, qui se fera par ceux qui sont commis par S.
M.I. pour la levée des Deniers de ladite Douane: & à
l'égard des cent mille florins qui restent, ils seront payez
de mois en mois en six paiements égaux dans la Ville de
Vienne ou dans celle de Lintz, à compter depuis le mois
de Mai prochain venant; ce qui s'exécutera au cas que
la Paix ne se fasse point, autrement sa Majesté Imperiale

ANS ne fera point obligée de paier ladite somme restante ; & de J. C. pour feureté desdits cent mille florins , sadite Altesse 1648. Electorale , faite de paiement , les prendra sur ladite Doüane.

Sa Majesté Imperiale assignera aux troupes de S. A. Electorale des quartiers d'hiver & des contributions dans les Cercles de Franconie, de Baviere & de Suabe, & lui mettra entre mains toutes les Villes de quartier & de contribution que sadite A. E. occupoit ci-devant dans lesdits Cercles , principalement dans la Franconie & dans la Suabe , que sa Majesté Imperiale occupe presentement ; comme aussi toutes les places qui seront reprises sur l'ennemi , excepté celles de Lindaw , d'Offembourg , de Wilxbourg & d'Aspern , avec toutes les contributions qui en dependent , & que S. M. I. s'est réservée pour Garnisons , ainsi qu'on en est convenu dans un Traité precedent : & s'il arrivoit que les armes des Ennemis fissent de grands progres dans l'Empire , & que les quartiers susdits vinsent à manquer , S. M. I. en dédommagera S. A. E. en lui en assignant d'autres dans tous les Etats de l'Empire.

Et comme sadite Altesse Electorale rompant la Trêve , & se réunissant avec S. M. I. a irrité les François & les Suedois à un tel point , qu'il n'y a aucun lieu de douter qu'ils ne fassent tous leurs efforts pour se vanger d'elle , & pour venir ravager tout son Pais ; S. M. I. s'oblige d'employer toutes ses Forces & toute sa Puissance , pour le défendre contre leurs invasions & leurs attaques , ce qui s'exécute de la maniere dont on est convenu ci-devant , dans les Traitez & Accords qui ont été conclus sur ce sujet à Vienne le 15. de Mai 1634. & à Stutgard le 29. de Novembre de la même année , & que pour cet effet on tient pour rétablis & confirmez. Les Troupes de S. A. E. qui sont unies avec celles de l'Empereur , seront commandées par leurs Généraux & Officiers selon l'usage ordinaire : Et pour ce qui regarde le Commandement général de toute l'Armée lors que la jonction des Troupes sera faite , il s'exercera de la maniere dont on est demeuré d'accord dans les Traitez précédens. S. A. E. pourra non-seulement rappeler ses Troupes lors qu'elle en aura besoin pour sa défense & celle de ses Etats , sans que les Généraux de l'Empereur y puissent mettre empêchement , mais S. M. I. sera encore obligée de le secourir avec toute son Armée , ou avec une partie de ses Forces selon le besoin que sadite A. E. en aura , ce qu'elle promet réciproquement à sa Majesté Imperiale toutes les fois qu'il en sera nécessaire.

L'une des deux Parties ne pourra faire ni Paix , ni Trêve sans le consentement de l'autre.

Cette union & assistance mutuelle se fera , & s'obser-

vera uniquement pour la défense de S. M. I. de l'Empire , ANS & de S. A. E. & réciproquement des Royaumes , & Pais de J. C. 1648. Hereditaires , Provinces & Etats de l'une & de l'autre des Parties , comme aussi des autres Electeurs , Princes & Etats de l'Empire Conféderez ; & cela en vûe d'un plus prompt acheminement à la Paix.

Sa Majesté Imperiale maintiendra toujours S. A. E. & ses Heritiers dans la possession de la Dignité Electorale , & du Palatinat , en conséquence de l'Inveftiture qu'elle en a reçue de l'Empereur Ferdinand II. & suivant l'accord confirmé à Munster entre S. M. I. & les Couronnes de France & de Suede , sans quoi sadite M. I. ne consentira point à la Paix. Elle fera aussi tout son possible pour faire en sorte que les Etats de l'Empire y donnent leur consentement , aussi-bien qu'à la condition ci-dessus énoncée.

Si la Paix vient à se conclure , & qu'il faille congédier l'Armée , S. M. I. réservera , comme il a été dit ci-dessus , les Provinces de Franconie , de Suabe & de Baviere , pour les Quartiers d'Hiver , & pour le paiement des Troupes de S. A. E. De plus , on est convenu de nouveau , que conformément au Traité qui a été fait ci-devant , que S. M. I. payera pour les Troupes que S. A. E. remit sur pied l'an passé , la somme de trois cens mille trente-sept florins , pour huit cens quatre-vingt-un Chevaux , à raison de 37. florins pour chaque Cavalier ; à payer à certains termes sur les entrées des Doüanes de Tarbis , suivant l'échéance desdits termes.

S. M. I. fournira pareillement les sommes promises pour les trois derniers mois d'Octobre , de Novembre , & de Decembre , savoir trente mille florins par mois , & fera payer comptant les premiers trente mille florins , suivant l'ordre qui a été donné pour cet effet.

A l'égard des soixante mille écus restans , il en sera déduit vingt mille pour les Vivres & Munitions qui ont déjà été fournies aux Troupes de S. A. E. & les quarante mille écus qui restent , lui seront payez , comme il a été dit ci-dessus , sur la Doüane de Tarbis.

De plus , S. M. I. payera à S. A. E. trente-trois mille florins , à prendre sur ladite Doüane de Tarbis , comme il est exprimé ci-devant , pour la remonte de 660. Cavaliers , à quoi elle s'est obligée par le premier Traité.

S. M. I. s'oblige pareillement de son côté de remonter ses Troupes au plutôt , pour mettre son Armée en état de résister aux ennemis , pour défendre ses propres Etats , & ceux de S. A. E. qui seront attaquez par eux , & même pour les chasser entièrement de l'Empire , afin de parvenir plus promptement à la conclusion de la Paix. Fait & passé double , avec la Ratification de S. M. I. & de S. A. E. à Prague le 24. de Février 1648.

CDXXII.

ANS Traitez , Privilèges , & Prééminences , faits de J. C. & accordez aux VILLES HANSEATIQUES , par les Seigneurs Rois Catholiques , PHILIPPE II. III. IV. 1648. ratifiez par le Seigneur Comte de Pegnaranda Plénipotentiaire d'Espagne à Munster , l'onzième de Septembre 1647. & confirmez par sa Majesté le 26. de Février 1648. Copié d'un Imprimé in Folio.

Don Felipe , por la gracia de Dios , Rey de Castilla , de Leon , de Aragon , de las dos Sicilias , de Jerusalem , de Portugal , de Navarra , de Granada , de Toledo , de Valencia , de Galicia , de Mallorca , y de Minorcas , de Sevilla , de Cerdeña , de Corcega , de Murcia , de Jaen , &c. Por quanto el Conde de Peñaranda de mi Consejo de Camara de Castilla , y mi primer Plénipotenciario en el congreso de la tratacion de la paz general en Munster , y Antonio Brun , del Consejo Supremo de mis Países Bajos de Flandes , tanbien Plénipotenciario

CDXXII.

Traduction de ce Traité.

Don Philippe par la Grace de Dieu Roi de Castille , de Leon , d'Arragon , des deux Siciles , de Jerusalem , de Portugal , de Navarre , de Grenade , de Toledé , de Valence , de Gallice , de Majorque & Minorque , de Seville , de Sardaigne , de Cordoue , de Corse , de Murcie , de Jaén , &c. Comme le Comte de Pegnaranda Conseiller de mon Conseil de la Chambre de Castille , & mon Premier Plénipotentiaire au Congrès assemblé à Munster pour la Paix générale ; & Antoine Brun , Conseiller du Conseil Souverain de mes

ANS de J. C. 1648. L'ESPAGNE , ET LES VILLES ANSEATIQUES.

ANS tenciarlo mio en el dicho congreso, con especial orden de J. C. mia, y en mi nombre trataron, acordaron, y firmaron con los Diputados de las nobles Ciudades Anseaticas, y en su nombre en 11. de Setiembre del año pasado de 1647. en razon, y forma de comerciar dichas Ciudades, y sus Habitantes en mis Reynos, y ProbinCIAS de España, la escritura que se sigue.

Sea notorio à todos, que los Diputados de las nobles Ciudades Hanseaticas representaron muchas veces à los Embaxadores del Rey de España, en el congreso de Munster, para la paz general con plena potestad el comercio desta gente, en los Reynos, Dominios, y Estados de la Magestad Catolica, que en otro tiempo avia florecido con reciproco fruto, y emolumento de ambas naciones, y de algunos años à esta parte se ha interrumpido por la infelicidad de los tiempos, y calamidades de la guerra, con grande menoscabo de los pueblos Españoles, y Hanseaticos, aviendose perturbado los tratados que se comenzaron à tener sobre estos comercios, con nota, y multitud de muchos gravámenes à los quales instavan las dichas Ciudades, se aplicasse prompto, y efectivo remedio, y tambien pidieron lo mismo los Subdelegados, en nombre de todo el Imperio de los congresos generales, assi de Munster, como de Osnabruck à los Plenipotenciarios del Rey de España, de palabra, y por escrito, las quales cosas siendo oidas, y consideradas, escrivio el Conde de Peñaranda, Embaxador Plenipotenciario, à la Magestad Catolica, y remitió los exemplares de los dichos gravámenes, y cartus de las Ciudades Hanseaticas, sobre la restitucion de los comercios; à que respondió su Magestad Catolica benigna; y favorablemente mostrando benevolencia propension à las Ciudades Hanseaticas, y à sus suplicas; y dando potestad à sus Plenipotenciarios para tratar de la cesacion de los gravámenes, y restauracion de los comercios, y para facilitar, y establecer la antigua amistad, la navegacion, y traficaçion de las mercaderias, venta, y compra entre las Provincias, Villas, y Pueblos Españoles, y Hanseaticos: y aviendose tenido conferencias, y consulta amigable, y específica con los infrascriptos Diputados, y Subdelegados sobre este negocio, se han convenido ambas partes dexabo de la aprobacion, y ratificacion de su Magestad Catolica, y de los Magistrados Hanseaticos en la forma siguiente.

I. Que los antiguos privilegios, è inmunidades que han adquirido las Ciudades Hanseaticas en los Reynos, y Provincias de España, se observaran de aqui adelante de ambas partes con buena fee, de la misma manera que se huvieren concedido, con firmado, y renovado, y primeramente el tratado del año de 1607. con los escritos que contienen los privilegios, y la Real extension dellos; cuyo tenor autorizado, estando firmado de los Embaxadores de ambas partes, al fin del presente Acuerdo, tendra su fuerza, exceptos estos, en que se quitare algo en los articulos siguientes, principalmente que cessando la hostilidad entre su Magestad, y las Provincias Unidas de Flandes, ò por tregua, ò por ajustamiento de paz todo aquello que se cautelo contra las dichas Provincias, sus vecinos y subditos, en el dicho tratado del año de 607. cesse, y de todo punto se quite durante la paz, y tregua; y si algo mas se concediere à los subditos de las dichas Provincias, por razon del comercio, y trato, y de las cosas que pertenecen à la seguridad, y libertad del mismo trato (que antiguamente competia à los Hanseaticos) todo esto por virtud deste tratado, se entienda concedido à los Hanseaticos, principalmente; contando ser las principales Ciudades destas Provincias juntamente miembros de la parte Hanseatica; pero en tiempo de la guerra se guardará aquello que quedare dispuesto en los articulos siguientes desta convençion.

II. Los nuevos modos de las fortificaciones que se han introducido de algunos años à esta parte, contra,

mes Pais-Bas de Flandres, aussi mon Plenipotentiare dans ledit Congrès, ont par mon ordre express, et en de J. C. mon nom, traité, accordé & confirmé avec les D^{ux} des Nobles Villes Hanseatiques, & en leur nom, l'onzième de Septembre de l'année dernière 1647. touchant la maniere & forme suivant laquelle lesdites Villes, & leurs Habitans doivent exercer leur Commerce dans mes Royaumes & Provinces d'Espagne, le Traité qui suit.

Soit notoire à tous, que les D^{ux} des Nobles Villes Hanseatiques ont représenté plusieurs fois aux Ambassadeurs du Roi d'Espagne au Congrès de Munster pour la Paix générale, avec Plein-Pouvoir, que le Commerce qu'elles exercent dans les Royaumes, Seigneuries & Etats de sa Majesté Catholique, & qui avoit été autrefois florissant, & avantageux aux deux Nations; a été interrompu depuis quelques années par le malheur des tems, & les miseres de la Guerre, au grand dommage des Peuples de la Monarchie Espagnole, & desdites Villes Hanseatiques, & que les Traitez que l'on avoit commencé sur ce sujet ont été troublés, ce qui a été suivi de plusieurs pertes qu'ont souffert les Sujets des mêmes Villes, & qu'elles desiraient instamment qu'on y apportât un remède prompt & efficace; C'est ce que les Subdéléguez au Congrès général ont pareillement demandé, au nom de tout l'Empire, tant à Munster qu'à Osnabruck, aux Plenipotentiaries du Roi d'Espagne, de vive voix & par écrit. Lesquelles choses entendues & considérées; le Comte de Pegnaranda, Ambassadeur Plenipotentiare, en écrivit à sa Majesté Catholique, & lui envoya en même tems un détail desdits griefs avec les demandes par écrit desdites Villes Hanseatiques, touchant le rétablissement de leur Commerce: à quoi sa Majesté Catholique fit une réponse favorable, & voulant donner des marques de sa bien-veillance envers les Villes Hanseatiques, & combien elle avoit d'égard à leurs Prières, elle a donné pouvoir à ses Plenipotentiaries de traiter avec elles touchant les moyens de faire cesser les sujets de leurs plaintes, & le rétablissement du Commerce, & pour faciliter les moyens de conserver l'ancienne amitié, la Navigation, & la vente & achat des Marchandises entre les Provinces, Villes, & Peuples de la Domination Espagnole, & les Villes Hanseatiques: Et comme il a été tenu plusieurs Conférences, & Consultations amiables sur cette affaire entre les D^{ux}, & Subdéléguez soussignés, les deux Parties sont convenues de part & d'autre que le Traité ci-dessous écrit seroit approuvé & ratifié de sa Majesté Catholique, & des Magistrats des Villes Hanseatiques, en la forme & maniere suivante.

I. Que les anciens Privilèges & Immunités qui ont été accordées aux Villes Hanseatiques dans les Royaumes & Provinces d'Espagne, seront désormais observés, du bon honneur par les deux Parties, de la même maniere qu'elles ont été accordées, confirmées & renouvelées, & en premier lieu le Traité conclu en l'an 1607. avec les Actes où lesdits Privilèges sont contenus avec l'extension d'iceux faite par sa Majesté; dont la teneur qui a été autorisée, étant confirmée par les Ambassadeurs des deux Parties, à la fin du présent Traité, sera exécuté dans toute sa force & vigueur, à la réserve de ceux qui sont spécifiés dans les articles suivants, sur tout que les hostilités venant à cesser entre sa Majesté, & les Provinces-Unies des Pais-Bas, ou par une Trêve, ou par un Traité de Paix, tout ce qui a été stipulé contre lesdites Provinces, leurs Voisins & Sujets dans ledit Traité de 1607. demeurera nul, & de nul effet durant la Paix ou la Trêve, & si l'on accorde d'autres choses aux Sujets desdites Provinces, pour raison du Commerce, & des choses qui regardent la liberté & liberté dudit Commerce, dont les Villes Hanseatiques sont en possession d'ancienneté, tout cela en vertu dudit Traité, sera censé avoir été accordé aux Peuples Hanseatiques, principalement puis qu'il est constant que les principales Villes desdites Provinces sont Membres du Corps Hanseatique. C'est pourquoi en tems de guerre, on prendra garde à ce dont on est convenu dans les articles suivants.

II. Les nouvelles manieres de précautions qui ont été introduites depuis quelques années à cet égard, au préjudice,

ANS ò fuera de la prescripción del tratado del año 607. se
de J. C. quiten, y se estará solamente á estas razones de inquirir,
1648. y certificar, que se expresen en los precedentes tratados,
para restituirlo todo á su antiguo ser, de manera, que
los dueños de los navios estén obligados tan solamente á
mostrar una certificación con específica declaración de las
mercaderías, conforme á la fórmula del dicho tratado
del año de 607. de cada navio: y para que mejor, y mas
seguramente se mantengan los derechos de amistad, y
comercio entre su Magestad, y los pueblos Hanseaticos,
cesando la hostilidad con las Provincias Unidas, no se
ha de mostrar mas certificaciones, que de que las merca-
derías pertenecen á los Hanseaticos, ò á aquellos que con
ellos no gozen de los privilegios, y derechos en los Rei-
nos, y Estados de su Magestad.

III. Que hasta que huviere hostilidad entre las Pro-
vincias Unidas, y su Magestad, ò otros qualquier
enemigos, ayan de gozar de la neutralidad los Hanseati-
cos, la qual á los mismos enemigos de su Magestad, no
se niega, y assi les sea lícito traficar en qualquier tiempo
con las Provincias Unidas, y con otros qualquier ene-
migos de su Magestad, ir, y dexar á sus tierras, y con-
ducir; y llevar mercaderías por tierra, y por mar, ex-
cepto estas, que siendo convenientes al uso de la guerra,
se facen de los dominios de España: y en este caso, para
que no se figa ningun dolo, se observará lo que en el arti-
culo onze del dicho tratado del año de 607. está estatuido
á cerca de no llevar mercaderías en las dichas Provincias
Unidas, y de las obligaciones que se han de hazer quanto
á introducir mercaderías en lugares enemigos.

IV. Que las Ciudades Hanseaticas daran muestras de
toda benevolencia al Rey Católico, y á sus subditos, y
Estados, y demás desto podrán libre, y justamente los
Ministros de su Magestad Católica prevenir todo lo ne-
cesario para los navios en qualquier lugar, y gozar del
comercio juntamente, de todas las otras comodidades
que conceden á otro qualquier Principe, estado neutral,
y amigo, en qualquier tiempo, y lugar: los quales con-
ciertos firmaron, y sellaron con sus sellos los Embaxado-
res de España de una parte, y los Diputados Hanseaticos
de la otra: y para mayor fuerza tomaron por su cuenta el
procurar, y sacar dentro de quatro meses la certificación
de su Magestad Católica, y respectivamente de sus Super-
iores. Fecha en Munster á 1. y 11. de Setiembre de
1647.

Por tanto deseando yo la satisfacción de dichas Ciuda-
des, y que se continue entre sus habitantes, y mis subdi-
tos la buena, y sincera correspondencia, que siempre se
ha procurado, renovandola por medio deste nuevo tra-
tado: por la presente apruebo, ratifico, y confirmo la
dicha escritura aqui inserta, segun, y como en ella se
contiene, como cosa hecha por mi orden, y en mi Real
nombre, para que sea firme, estable, y segura en todo
tiempo: assi lo tengo por bien, y en firmeza de ello
mandé despachar la presente, firmada de mi mano, y
sellada con el sello secreto, y refrendada de mi infrascrito
Secretario de Estado. Dada en Madrid á 26. de Enc-
ro de 1648.

YO EL REY.

GERONIMO DE LA TORRE.

EL REY.

POR quanto por parte de las Ciudades de la confede-
ración de la Hanse Teutonica, entre otras cosas,
que sus Embaxadores, Juan Domano, Jurisconsulto,
Sindico,

ou hors de ce qui a été prescrite par le Traité de l'an 1607. ANS
cesseront; & l'on s'en tiendra seulement aux moyens d'en- de J. C.
querir & de certifier, ainsi qu'il est marqué dans ledit 1648.
Traité, pour rétablir le tout sur le pied de l'ancien Accord;
de maniere que les Parons ou Maîtres des Vaisseaux seront
seulement obligés de montrer un Certificat avec une déclara-
tion particuliere & exacte des Marchandises de chaque
Vaisseau, selon la forme qui a été prescrite dans le Traité de
1607. & afin que les Conventions de bonne correspondan-
ce & de Commerce soient exécutées plus fidelement & ob-
servées avec plus de secreté, entre sadite Majesté & les
peuples Hanseatiques; lorsque les hostilités cesseront entre
l'Espagne & les Provinces-Unies, ils ne seront plus obli-
gés de produire des Certificats, sinon à l'égard des mar-
chandises qui appartiendront aux Villes Hanseatiques, ou
à ceux qui ne jouissent pas des mêmes Privilèges & droits
que lesdites Villes, dans les Royaumes & Etats de sa
Majesté.

III. Que supposé qu'il se committ des Actes d'hostilité
entre les Provinces-Unies & sa Majesté ou quelqu'autre
ennemi que ce pût être, les Villes Hanseatiques jouiront
du benefice de la Neutralité, que l'on ne refuse pas même
aux ennemis de sa Majesté, & il leur sera aussi permis de
negocier en quelque tems que ce pût être avec les Pro-
vinces-Unies, & avec quelques autres ennemis de sa Ma-
jesté que ce soit, d'aller & venir dans leurs Pais, & de
conduire, & voiturier des marchandises par terre ou par
mer, à la reserve de celles qui sont à l'usage de la guer-
re, des terres de la domination Espagnole;
& en ce cas là pourveu qu'il n'y ait point de fraude, on ob-
servera ce qui est porté par l'Article XI. audit Traité de
1607. à condition de ne point emmener de marchandises
d'Espagne dans lesdites Provinces-Unies, & d'observer
tout ce qui est d'obligation, à l'égard de l'introdu-
ction des marchandises dans les places du Pais en-
nemi.

IV. Que les Villes Hanseatiques donneront des mar-
ques de leur bienveillance au Roi Catholique, & à ses
sujets & Etats; & de plus les Ministres de sa Majesté
Catholique auront la liberté de se fournir en quelque lieu
que ce puisse être, des provisions nécessaires pour leurs Vais-
seaux, & équipages, & de trafiquer, sans aucun trou-
ble, & qu'ils jouiront en tout tems & en tout lieu de tou-
tes les autres commodités & Franchises que lesdites Vil-
les accordent à quelq'autre Prince que ce puisse être, soit
neutre ou allié; lequel accord sera ratifié & scellé des
Sceaux des Ambassadeurs d'Espagne d'une part, & des
Deputés des Villes Hanseatiques, d'autre. Et pour don-
ner plus de force & de vigueur audit Traité, ils sont con-
venus de part & d'autre d'échanger reciproquement
dans quatre mois la ratification de sa Majesté Catholique,
& celle des Magistrats & Superieurs Hanseatiques.
Fait à Munster le 1. & l'onzième de Septem-
bre 1647.

Comme je desire donner satisfaction ausdites Villes, &
que je souhaite la continuation de la bonne & sincere Cor-
respondance, que j'ai toujours procurée entre leurs habi-
tans & mes sujets en larenouvellant par ce nouveau Trai-
té; j'approuve, & confirme par ces presentes, ledit Acte
& écrit ci inséré selon lateneur de ce qu'il contient, com-
me ayant été fait par mon ordre, & en mon nom Royal,
afin qu'il demeure ferme, stable, & assuré en tout tems.
Ainsi je le tiens pour bon & valable; en témoin dequoy
j'ai ordonné l'expédition de la presente, signée de ma main,
& scellée de mon Sceau secret; & contreignée de mon
Secretaire d'Etat soussigné. Donné à Madrid le 26. de
Janvier 1648.

MOI LE ROI.

HIEROME DE LA TOUR.

LE ROI

Comme ainsi soit que de la part des Villes Confederées de
la Hanse Teutonice, Jean Domane Jurisconsul-
te, Sindic, & Ambassadeur desdites Villes, Hemi
Brocker,

ANS Sindico, y Orador de las dichas Ciudades, Henrique de J. C. Broquer, Senador de Lubeque, Hieronimo Bogheler, 1648. Senador de Hamburgo, y Arnaldo Walholten, Senador de Danuck, nos ha sido pedido, que demos de confirmar los privilegios, que los Serenísimos Reyes de Portugal, nuestros predecesores, concedieron, y confirmaron a los naturales de la dicha Hansa Teutonica, en los Reinos, y Corona de Portugal, fuésemos servido de ampliarlos, y estenderlos a nuestros Reynos de Castilla, representandonos la voluntad con que siempre han acudido al trato, y comercio, aventurando sus vidas, y haciendas: y comutando sus utilidades en abundante, y honesta mercancia, permaneciendo desde su principio en perpetua observancia, teniendo consideracion a ello; y por el amor que siempre hemos tenido a los subditos de la dicha Hansa, defendiendoles todo bien, y aumento: aviendose visto en mi Consejo de Estado, hemos acordado de concederles, como por la presente les concedemos a todos, y a cada uno de los naturales de la Hansa Teutonica, las gracias, y privilegios siguientes.

I. Primeramente les concedemos, que puedan tener en estos Reynos casas de contratacion, y que sean referidas de huéspedes, y de todo otro impedimento.

II. Iten, se les concede, que puedan nombrar en los puertos de estos Reinos Consules de su nacion, los quales su Magestad aprobará, y autorizará; y que sean tales, que servirán con la fidelidad que conviene, haciendo el juramento que por la tratacion hecha con los dichos Diputados sobre el comercio, oy dia de la fecha desta es acordado, para evitar los fraudes de los inobedientes, y demás inconvenientes que hasta ahora ha avido; y asimismo juren de cumplir la instruccion que ellos les dieren aprobada por su Magestad.

III. Iten, les concede, que puedan tener agente proprio en su Real Corte, para que aya en todo el buen orden, y correspondencia necesaria.

IV. Iten, quiere su Magestad, que los dichos Hanseaticos sean reservados de los oficios publicos, y curadurias, sino los quisiere de su voluntad.

V. Iten, que no sean compelidos a servir por mar, ni por tierra los Hanseaticos que residieren en estos Reinos.

VI. Iten, que nadie los embargue, embaraze, ni de desampento, las casas en que viven, o vivieren, bodegas, y cavallerías, y que puedan andar en bestias, mulas de fieno, y silla en todos estos Reinos.

VII. Iten, se les concede, que puedan tratar, y contratar libremente en estos Reinos, y que de la moneda de plata que truxeren de sus Provincias, y metieren en estos Reinos, no paguen ningunos derechos.

VIII. Asimismo se les concede, que de la moneda de oro, o plata que huvieren registrado al tiempo que la metieren en estos Reinos, antes de aver desembarcado, siendo de la ley, y estampa de sus Provincias, puedan bolver a sacar la que les sobrare: y en caso que quierian cambiar alguna de la plata que truxeren, por oro, la puedan sacar, aunque sea en moneda de estos Reinos.

IX. Iten, tiene su Magestad por bien, y les concede, que en caso de guerra, o otro accidente tal, no corran los Hanseaticos detrimento en sus personas, ni bienes, y que tengan tiempo de año, y dia para poder retirarse con sus haciendas, con que lo mismo se conceda a los subditos de su Magestad que se hallaren en el dominio de las Ciudades.

X. Asimismo se les concede, que puedan escoger uno de los corredores aprobados, y que tuvieren titulo, el que mejor les estuviere, y que este solo haga sus negocios.

XI.

Brocker Senateur de Lubeck, Hierôme Brogheler Senateur de Hambourg, & Arnald Walholten Senateur de Danzick, Ambassadeurs desdites Villes, nous ont demandé entre autres choses la confirmation des Privileges que les Serenissimes Rois de Portugal nos predecesseurs ont accordez & confirmez aux naturels & Citoyens de ladite Hansé Teutonique dans les Royaumes & Couronne de Portugal, & nous ont prié de les étendre à nos Royaumes de Castille en nous representant le zele avec lequel ils se sont appliquez au Commerce, & ont exposé pour ce sujet leurs vies & leurs biens au hazard; qu'ils ont exercé honestement & avec justice dans nos Pais un Negoce considerable, & qu'ils ont observé depuis le commencement jusques à present les Traitez, qui ont été faits sur ce sujet: Nous ayant égard à leurs remontrances, & en faveur de l'amitié que nous avons toujours portée aux sujets de ladite Hansé, en leur desirant toute sorte de bien & d'avancement, après les deliberations de notre Conseil d'Etat sur cette affaire: nous sommes convenus de leur accorder, comme par ces presentes nous accordons à tous & à chacun des naturels de la Hansé Teutonique, les graces & les Privileges suivants.

I. En premier lieu nous leur permettons d'avoir dans nos Royaumes des Maisons de Contratacion qui soient exemptes de logement & de tout autre empéchemment.

II. Il leur sera permis d'avoir dans les ports desdits Royaumes, des Consuls de leur Nation, qui seront approuvez & autorisez de sa Majesté; à condition qu'ils exerceront leurs charges avec toute la fidelité requise, en prêtant le serment dont on est convenu par le traité fait avec lesdits Deputez touchant le Commerce, pour prevenir les fraudes des contrevenans & les inconveniens qui en sont arrivez jusqu'à present; à condition aussi qu'ils feront serment d'exécuter l'instruction qui leur aura été donnée, & approuvée par sa Majesté.

III. De plus il leur sera permis d'avoir un agent particulier à la Cour, pourveu qu'on observe en toutes choses un bon ordre, & une parfaite correspondance.

IV. Item sa Majesté veut que lesdits negocians Hanseaticques soient exemptés de toutes sortes de charges publiques, & de tutelle & de curatelle, à moins que ce ne soit de leur propre volonté.

V. Item, les Hanseaticques qui feront leur residence dans ces Royaumes ne seront point obligés, à servir par mer ni par terre.

VI. Item, il est defendu à qu'il que soit de faire aucune saisie ni embaras dans les maisons qu'ils habitent, ni en celles qu'ils habiteront, ni dans leurs Magazins, ni dans leurs écuries; & ils auront la liberté de voyager, sur des Chevaux, sur des Mulets ou en chaise dans tous nos Royaumes.

VII. Item il leur sera permis de traiter & de contracter librement dans ces Royaumes, & ils ne payeront aucuns drois pour les especes d'argent qu'ils apporteront de leurs Provinces, & qu'ils changeront dans ces Royaumes.

VIII. Pareillement lorsqu'ils auront enregistré les especes d'or ou d'argent qui auront été fabriquées dans leurs Provinces, & qu'ils les mettront dans ces Royaumes avant que de débarquer, ils pourront revenir retirer celle qui restera: Et au cas qu'ils veuillent changer pour de l'or quelque especes d'argent, il leur sera permis de l'emporter hors du Royaume, bien que ce soit en especes de nosdits Royaumes.

IX. Item, en cas de guerre ou autre semblable accident sa Majesté veut & entend qu'il ne soit fait aucun dommage aux Hanseaticques dans leurs personnes ni dans leurs biens, & elle leur accorde un an & un jour pour pouvoir se retirer avec leurs biens, à condition que les Villes Hanseaticques accorderont la même chose aux sujets de sa Majesté qui se trouveront sur leurs terres.

X. Il sera pareillement permis aux Hanseaticques d'avoir des Correlleurs approuvez & qui prendront tel titre ou qualité qu'ils jugeront à propos, qui auront seuls le soin de leurs affaires.

XXXX 2

Item

ANS de J. C. 1648. XI. Item, concede su Magestad, que no puedan ser presos, ni detenidos, por caso que sea de crimen, o civil, sino por un juez particular; el qual su Magestad nombrará para que conozca de sus causas.

XII. Item, se les concede, que quando se ofrezca que los administradores, y recaudadores de las rentas, o el juez de facas, y cosas vedadas, teniendo informacion, o sospecha de algun fraude, huviere de visitar las casas de los Hanseaticos, o de qualquiera dellos, sea por su persona, o la de algun ministro, o escrivano que nombre; pero que esto sea, hallandose presente el juez de los Hanseaticos, o algun ministro suyo, y que solo sirva de testigo, para que no sean molestados con achaques.

XIII. Item, se les concede a los dichos Hanseaticos, que puedan cargar sus mercancías en las naos que quisiere, como sean de los que tuviere permiso de tratar en los Reinos de su Magestad, y no de otros.

XIV. Item, se les concede, que puedan tener pesas, y valanças para ajustar sus mercancías en sus casas, como sean selladas del contraste; y que ninguno de los compradores sea obligado a pasar por aquel peso, sino que riendolo assi, se use del pesador publico.

XV. Asimismo se les concede, que su juez lo sea en todas las causas civiles, y criminales, en la Ciudad de Sevilla, y seis leguas a la redonda, y tenga jurisdiccion hasta en cantidad de diez mil maravedis, sin que del aya apelacion, ni agravio, excepto contra las personas privilegiadas, y en lo que fuere ahí arriba, se junte con dos Letrados, fulminada la causa, y la sentencia en definitiva.

XVI. Asimismo quiere su Magestad, y manda a las justicias, que tengan particular cuidado con que sus ministros no entren en las casas de los Hanseaticos, sin orden, y legitima causa.

XVII. Item, se les concede, que si alguno de los Factores de los dichos Hanseaticos, o otro de aquella nacion falliere, vaya su Juez a casa del difunto, y haga inventario de sus bienes con asistencia del Consul, y de dos ancianos, y se guarden en poder del Depositario general, si lo huviere, y sino en poder del Consul, y de los ancianos, para que con buena fe, se restituyan a los verdaderos herederos.

XVIII. Item, concede su Magestad, que los dichos Hanseaticos, puedan andar por todos estos Reinos, en mulas, o hacas, y les den posadas, y mantenimientos por sus dineros.

XIX. Item, se les concede, que cada y quando que quisiere, puedan entrar en la Aduana sin detenerles la puerta.

XX. Item, se les concede a los Hanseaticos, que su Juez pueda executar la pena de cinquenta ducados, en todos los que no le guardaren sus privilegios, y que se apliquen a alguna obra pia.

Los que parece se pueden añadir segun su memoria.

XXI. Item, concede su Magestad, que los dichos Hanseaticos puedan entrar con sus navios, assi propios, como alquilados, y todo genero de mercancías, y qualquier otros bienes, como no sean las dichas naves, ni mercancías de las Islas de Olanda, y Zelanda, y Provincias Unidas, ni otras prohibidas en todos los puertos, ienos, y distritos de los dichos Reinos, donde en tiempos passados han acostumbrado, y lo ha sido licito entrar seguramente sin salvo conduto, o otra licencia general, o especial, y detenerse en los que le pareciere, y volver a navegar quando quisiere, guardando las costumbres, y leyes de los tales puertos.

XXII. Item, que a las naves de los Hanseaticos, de aqui adelante las personas, Ministros, y otros qualquier oficiales que fueren a hazer la visita, no les tomen, ni pidan cosa alguna por ella: y si acaso los Administradores,

ANS de J. C. 1648. XI. Item sa Majesté veut qu'ils ne puissent être pris ni emprisonnez pour quelque cause que ce puisse être, soit civile ou criminelle, sinon par un juge particulier que sa Majesté nommera pour juger leurs procez.

XII. Item s'il arrive que les Administrateurs & receveurs des rentes, ou le juge des causes reservées ou defendues, faisant une information ou ayant soupçon de quelque fraude, visitent les Maisons des Hanseatiques, ou de qui que ce soit d'entreux, soit dans sa personne, ou de quelqu'un de ses domestiques, ou de son écrivain que l'on nommera, cette visite ne se fera qu'en présence du juge des Hanseatiques, ou de quelqu'un de ses gens qui seul servira de témoin, & il ne leur sera fait aucun déplaisir.

XIII. Item il sera permis ausdits Hanseatiques de charger leurs Marchandises sur tels Vaisseaux qu'ils voudront, pourveu qu'ils soient d'une nation à qui il soit permis de negocier dans ces Royaumes, & non sur d'autres.

XIV. Ils pourront avoir des poids & des balances dans leurs maisons pour peser leurs marchandises, pourveu qu'elles soient marquées par le changeur, & que ceux qui y acheteront des marchandises ne soient point obligés de s'en rapporter à ce poids, à moins qu'il ne se serve du peseur public.

XV. Item leur juge connoitra de tous leurs procez civils & Criminels dans la Ville de Seville & l'espace de six lieues à la ronde à l'entour de ce lieu, & il pourra juger souverainement & sans appel jusqu'à la concurrence de la somme de 10000. maravedis, à la reserve des personnes privilégiées, & en cas d'appel on nommera deux Avocats, pour juger definitivement sans appel.

XVI. Semblablement sa Majesté enjoint à ses juges d'empêcher que les Ministres de leurs justices n'entrent dans les Maisons des Hanseatiques, sans un ordre expres & sans une cause legitime.

XVII. Si quelque facteur desdits Hanseatiques, ou quelqu'autre personne de cette nation vient à deceder, leur juge se transportera dans la Maison du defunt, & il sera un inventaire de ses biens en presence du Consul & de deux anciens de la Nation, & lesdits biens seront confiez entre les mains du depositaire general des Hanseatiques s'ils en ont un, sinon on les mettra entre celles du Consul & des anciens, afin qu'ils soient rendus de bonne foi aux heritiers legitimes du defunt.

XVIII. Item sa Majesté permet ausdits Hanseatiques de voyager dans tous ses Royaumes, sur des Mules, ou baguettes, de loger dans des hostelleries, & y prendre des vivres en payant.

XIX. Item elle leur permet d'entrer dans la Douane toutes les fois qu'ils voudront, & on ne pourra leur en refuser l'entrée.

XX. Item, le juge des Hanseatiques aura le pouvoir de condamner à une amende de 50. Ducats tous ceux qui contreviendront à leurs privileges, laquelle somme sera employée à des œuvres pieuses.

On pourra ajouter ce que l'on jugera à propos selon que la Memoire le fournira.

XXI. Item sa Majesté permet ausdits Hanseatiques d'entrer avec leurs bâtimens, soit à eux appartenans ou fretés, chargés de toutes sortes de marchandises, ou de quelque autre chose que ce soit qui leur appartienne, à condition que ces bâtimens ni marchandises ne soient point d'Holande, ni de Zelande, ni des autres Provinces-Unies, ni autres marchandises defendues; il leur sera, dis-je, permis d'entrer dans tous les Ports, Golfs & Détroits desdits Royaumes, comme ils avoient coutume par le passé, & ils auront la liberté d'y entrer en toute seureté sans passeport & sans aucune autre permission generale ou speciale, de demeurer en ceux ou bon leur semblera, & de s'en retourner en leur pais toutes les fois qu'ils voudront, en observant néanmoins les coutumes & les ordonnances qui se pratiquent dans lesdits Ports.

XXII. Item, il est defendu à toutes personnes, soit Ministres ou autres Officiers ou commis quels qu'ils soient, qui feront la visite des Vaisseaux marchands des Hanseatiques, de prendre ni demander aucune chose pour ce

[sujet;

ANS de J. C. 1648. dores, ò Arrendadores de nuestra hacienda, quiscieren embiar à las naves algunas guardas, las embien, y tengan los dichos Arrendadores à su costa, y los Administradores à la de mi hacienda, y no los consientan que pidan, ò tomen cosa alguna à los Hanseaticos.

XXIII. Item, que las mercancías de los Hanseaticos, que truxeren à la Aduana, no sean apreciadas por los oficiales della à mayor precio del que realmente valieren, ni que los dichos oficiales, se los tomen contra su voluntad en cuenta de sus derechos, ni pagandoles lo que va de mas à mas.

XXIV. Item, que puedan caminar por todo el Reino en cavallos, mulas, y carros, negociar, contratar, comprar, y vender en él libremente; así por sus personas, como por sus agentes, y Factores qualesquier que sean, como à ellos les fueren mas comodo, y pareciere mejor, con que los dichos Factores sean de los que su Magestad permire que residan en sus Reinos.

XXV. Item, que sea licito à los Hanseaticos vender sus mercancías quando quiera, y à quien quiera que quiscieren, pagando los derechos; y de ninguna manera sean compelidos à vender contra su voluntad, así las mercancías que fueren libres de derechos, como las otras.

XXVI. Item, que los naturales de la Hanfa, que por causa del comercio vian, vieren, estân, y contratan en estos Reinos en ninguna causa civil, ni criminal puedan ser citados, juzgados ni condenados, sino ante el Juez especial que se les diere, exceptuando las causas que tocaren à los derechos Reales, y Aduanas, de las quales han de conocer; y juzgarlos jueces, y recaudadores dellos.

XXVII. Item, se les concede, que no sea licito apelar de la simple sentencia interlocutoria, ni de la misma definitiva, sino excediere la suma de cien ducados.

XXVIII. Item, que las causas de los Hanseaticos se despachen con brevedad, y que no se vayan alargando con ninguna dilacion de dia en dia.

XXIX. Item, se les concede, que toque la execucion de lo juzgado à solo el juez, y conservador propio de los Hanseaticos, así las juzgadas por él, como por los jueces de apelacion.

XXX. Item, que los Hanseaticos, y sus naves, y haciendas no sean detenidos en nuestros Reinos por ningunos arreos, y muchos menos sean agravados por ningunas represalias, sino los Autores de los delitos, y sean convenidos por via juridica, y no paguen los unos los delitos de los otros.

XXXI. Item, que si en algun tiempo sucediere padecer naufragio alguno de los Hanseaticos en estos Reinos, y Señorios nadie se atreva, ni tome de los bienes, y mercancías, que se faceren, y salvaren del tal naufragio, ni el Fisco Real, ni otro de los subditos de su Magestad, sino que qualquiera cosa que se afe dexe, y restituya à los que han padecido el naufragio, ò à sus herederos.

XXXII. Item, que si à caso por razon desta confederacion, y union del comercio, le huvieren hecho algunos gallos por la Hanfa, ò en lo venidiero se huviere de hazer, de las quales algunas Ciudades quiscieren escusarle, no sean participes las tales Ciudades de estos privilegios, hasta que igualmente ayan participado en los mismos gallos.

XXXIII. Item, que quando à caso algunos de estos privilegios, tuviere necesidad de alguna interpretacion; sea siempre en favor de los Hanseaticos.

Este papel es el mismo original que vino de Madrid, con la ratificacion original de su Magestad, sobre el tratado de comercios con las Villas Hanseaticas, despachada en aquella Corte à veinte y seis de Enero deste año, la qual

sujet; Et au cas que les Administrateurs ou fermiers de nos droits veulent envoyer quelques gardes dans lesdits Vaisseaux, lesdits fermiers le feront à leurs depens, Et les Administrateurs aux depens de nos finances; Et nous leur enjoignons de ne prendre pour cela ni exiger aucune chose desdits Hanseatiques.

XXIII. Item, les marchandises des Hanseatiques qui seront mises à la Douane ne seront appréciées ni mises par les Officiers de ladite Douane à plus haut prix que leur juste valeur, Et il est defendu ausdits Officiers de les prendre contre la volonté desdits Hanseatiques en deduction de leurs droits, ni en leur payant ce qui va de plus à plus.

XXIV. Item il leur sera permis de voyager dans toute l'étendue du Royaume à cheval, ou sur des Mules, ou en Chariot, pour negocier, contracter, acheter Et vendre librement leurs marchandises; tant à l'égard de leurs personnes que celles de leur agents Et facteurs, quels qu'ils puissent être, selon qu'ils jugeront plus à propos, pourveu que lesdits facteurs soient du nombre de ceux à qui sa Majesté aura permis de résider dans ses Royaumes.

XXV. Item, Il sera permis aux Hanseatiques de vendre leurs marchandises quand Et à qui il leur plaira, en payant les droits; Et on ne les contraindra en aucune maniere de les vendre contre leur gré; aussi bien les marchandises qui sont exemptes d'Impots que celles qui ne le sont pas.

XXVI. Item les naturels Habitans de la Hanse, qui vont, viennent Et demeurent dans ces Royaumes pour le fait du Commerce Et qui y contractent pour le même sujet, ni pouvant être cités, jugés, ni condamnés tant en matiere civile que criminelle, sinon par le juge particulier qui leur aura été donné, à la reserve des cas qui concerneront les droits Royaux Et les douanes, dont la connoissance apartiendra aux juges Et aux receveurs desdites Douanes.

XXVII. Item il ne sera pas permis d'appeler d'une simple sentence interlocutoire, ni d'une sentence definitive du même juge, sinon en cas que le proces excède la somme de cent Ducats.

XXVIII. Item sa Majesté veut que l'on rende bonne Et breve justice aux Hanseatiques, Et qu'on n'en differe pas le jugement de jour en jour.

XXIX. Item, sa Majesté ordonne que l'execution des jugemens rendus à cet égard apartiendra au seul juge Et conservateur particulier des Hanseatiques, tant à l'égard des jugemens rendus par lui que ceux qui auront été rendus par les juges à qui on aura appelé.

XXX. Item les Hanseatiques, ni leur navires Et effets ne seront retenus en nos Royaumes par aucuns arreos, Et encore moins endommagés par aucunes represailles; si ce n'est les auteurs mêmes du delit, Et ils seront attaqués par les voyes de la justice, afin que les innocens ne soient pas châtiés pour les coupables.

XXXI. Item s'il arrive que quelque Vaisseau marchand des Hanseatiques vienne à faire naufrage sur les côtes de nos Royaumes Et Seigneuries, il est defendu à qui que ce soit, non pas même au Domaine du Roi, ni aux autres sujets de sa Majesté de s'emparer des biens ni des marchandises qui seront sauvées du naufrage, à moins que ce ne soit quelque chose qui ait été abandonnée, Et le tout sera rendu à ceux qui auront fait naufrage ou à leurs heritiers.

XXXII. Si la Hanse a fait quelques frais au sujet de cette union Et confederation de Commerce, ou qu'elle en fasse à l'avenir, Et que quelques unes des Villes Hanseatiques veuillent s'en dispenser, lesdites Villes ne participeront point aux privileges susdits, jusques à ce qu'elles aient également contribué aux mêmes frais.

XXXIII. Item, s'il arrive que quelqu'un desdits privileges soit sujet à interpretation, elle s'interprétera toujours, en faveur des Hanseatiques.

Ce papier est l'original même qui est venu de Madrid avec l'original de la ratification de sa Majesté, touchant le traité de Commerce conclu avec les Hanseatiques, expedie en cette Cour le 26. de Janvier de la presente année.

XXXXX

ANS de J. C. 1648.

ANS qual mandò su Magestad remitirmela à mi el Conde de
de J. C. Penaranda, con su Real carta de veinte y seis de Enero :
1648. y en fe dello Nos los infraescritos Plenipotenciarios de su
Magestad firmamos, y sellamos este papel, segun lo que
se previene en el primer artículo de la dicha transacción de
su Magestad. En Munster à 3. de Mayo de 1648.

EL CONDE DE PENARANDA.
ANTONIO BRUN.

Nos Don Felipe, por la gracia de Dios, &c. Por las presentes, por perpetua memoria: Hazemos saber, que aviendo nos embiado los meses passados, las Ciudades confederadas de la Hanfa Teutonica, sus Embaxadores N. N. N. N. para congratularse, y darnos la enorabuena asçuosamente, del felice gobierno de nuestros Reinos, y para renovar con respecto la memoria de su antigua amistad: y pedirnos tambien que les concedamos las partes de reciproca benevolencia, y entre otras cosas alcançassen la confirmacion de sus privilegios que les fueron concedidos por los Reyes de Portugal nuestros Predecesores: y aviendo lo primero oido, y tratado graciosamente, y benevolamente, reduciendo principalmente à la memoria las cosas de los tiempos passados, y quan bien, y con quanto afecto nos ha sido siempre la Hanfa Teutonica benemerita, y nuestros Reinos: pues desde el punto que por la comunicacion del comercio, se unió con nosotros, ha permanecido en fee, y obervancia perpetua, y no solo nos ha comutado sus utilidades en honesta, y abundante mercancia: pero mas de una vez han derramado su sangre, y la misma vida por la salud de nuestros Reinos. Nos ha parecido justo, que pues ella ha sido prompta para procurar el merito, no nos devemos mostrar tardo en hazerle merced: y assi lo primero con acuerdo del Consejo del N. Reino de Portugal, les hemos confirmado plenissimamente los privilegios de aquel Rey, como por la carta de la confirmacion parecen mas particularmente, y despues comunicado con los del nuestro Consejo de Estado, y en el, considerando con maduro juicio, que no se los podia conceder todo en este tiempo, todavia nos parecia que se les devia conceder alguna parte: acerca de lo qual ordenamos se facassen ciertos capitulos de los privilegios de Portugal, los quales juzgamos se les deven conceder en nuestros Reinos de Castilla à los Hanseaticos, como por esta nuestra carta, con plena noticia de cierta ciencia, y plenitud de nuestra Real potestad, damos, y concedemos à las Ciudades confederadas de la Hanfa Teutonica, y à los subditos, Ciudadanos, y moradores de todas, y de cada una dellas en nuestra Castilla, y en los Reinos dependientes de ella, para que los possan, y gozen para siempre jamas.

Lo primero, aprobamos, queremos, y concedemos, que los Hanseaticos puedan entrar co navios, assi proprios, como alquilados, y todo genero de mercancias, y qualesquier otros bienes, como no sean las dichas naves, ni mercancias de las Islas de Olanda, y Zelanda, y las demas Provincias Unidas, ni otras prohibidas en todos los puertos, fénos, y distritos de dichos nuestros Reinos, donde en tiempos passados han acostumbrado à entrar, y les ha sido lícito entrar seguramente sin salvo conducto, ò otra licencia general, ò especial, y detenerse en los que les pareciere, y partirse dellos, y bolver à navegar quando quisiere.

II. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que à las naves de los Hanseaticos de aqui adelante las personas, Ministros, y otros qualesquiera que fueren à hazer la visita, no les pidan, ni tomen cosa alguna: y si acaso los Administradores, ò Arrendadores de nuestra hacienda

née, lequel sa Magesté ordonne être remis entre les mains de moi Comte de Pegnaranda avec la Lettre de sa Magesté de J. C. datée du même mois & jour: En témoignage dequoy nous Plénipotenciarios de sa Magesté avons signé & scellé ce papier, selon ce qui a été stipulé dans le premier Article de ladite Transaction de sa Magesté. A Munster le 3. de Mai 1648.

LE COMTE DE PEGNARANDA.
ANTOINE BRUN.

Nous Don Philippe par la Grace de Dieu, &c. Pour perpetuer le souvenir de la chose, nous faisons savoir par ces presentes que les Villes confederées de la Hanse Teutonique nous ayant envoyé depuis quelques mois leurs Ambassadeurs N. N. N. N. pour nous feliciter & nous souhaiter avec affection un regne heureux, & pour renouveler avec respect le souvenir de leur ancienne amitié envers nous, & nous demander en même tems que nous leur accordions une bienveillance reciproque, & entre autres choses que nous leur offroyons la confirmation des privileges qui leur ont été accordés par les Rois de Portugal nos predecesseurs: Après leur avoir en premier lieu donné audience, & les avoir reçeu & traité amiablement, sur tout en rapelant en notre memoire tout ce qui s'étoit passé ci-devant, & avec combien d'ezèle la Hanse Teutonique a toujours embrassé nos intérêts & ceux de nos Royaumes; que depuis qu'elle s'est unie avec nous par la liaison du Commerce, elle a toujours perseveré dans la bonne foi, qu'elle a toujours gardé inviolablement les pactes qui ont été faits sur ce sujet; qu'elle a non seulement exercé de tout tems avec nos Royaumes un trafic honnête & avantageux à nos sujets, mais qu'elle a répandu plus d'une fois son sang & même donné sa vie pour la conservation de nos Royaumes. Nous avons cru que puisqu'elle a témoigné tant de zèle & de promptitude pour meriter la recompense, nous ne pouvions la differer sans injustice. C'est pourquoi après avoir en premier lieu de l'avis du Conseil de notre Royaume de Portugal, nous lui avons accordé la confirmation des privileges qu'elle a obtenus de ce Roi, comme il paroit plus amplement par l'Acte de confirmation, & nous en avons depuis communiqué avec ceux de notre Conseil d'Etat: Et considérant avec une meure deliberation que si nous ne pouvions leur accorder toutes ces immunités en ce tems-ci, il nous paroit néanmoins que nous devons du moins leur en offroyer quelque partie: pour cet effet, nous avons ordonné que l'on choisit de certains Articles des Privileges de Portugal, que nous jugeons devoir accorder aux Hanseatiques dans nos Royaumes de Castille, ainsi que par ces presentes, avec une parfaite connoissance & science certaine, & de notre pleine puissance & autorité Royale nous donnons, & accordons aux Villes confederées de la Hanse Teutonique & aux sujets, citoyens, & habitants de toutes & chacune desdites Villes, dans nos Royaumes de Castille, & de tous ceux qui en dependent, afin qu'ils en jouissent dans tout le tems à venir.

En premier lieu, nous permettons aux Hanseatiques d'entrer avec leurs Navires, soit qu'ils leur appartiennent en propre, ou qu'ils les aient par emprunt, chargés de toutes sortes de marchandises & de quelques autres effets que ce puisse être dans tous les Ports, Golfes & Détroits de nosdits Royaumes, ainsi qu'ils avoient accoutumé ci-devant, pourveu que lesdits Vaisseaux & marchandises ne viennent point des Iles d'Holande ni de Zelande ni des autres Provinces-Unies, & qu'il ne s'y trouve point d'autres marchandises de contrebande & defendues; & il leur sera permis d'entrer dans lesdits lieux en toute secreté, sans passeport, & sans autre permission generale & speciale, de séjourner en ceux qui leur sembleront les plus commodes, & d'en partir & se remettre en Mer quand ils le jugeront à propos.

II. Deplus nous defendons dorenavant à toutes personnes, de nos Ministres, ou autres quels qu'ils soient qui visiteront les Navires des Hanseatiques de leur demander ni prendre d'eux aucune chose: Et au cas que les Administrateurs, ou les receveurs de nos finances veuillent envoyer aus-

ANS
de J. C.
1648.

nuestra hazienda quisieren embiar à las naves algunas guardas, y tambien los dichos Arrendadores à su costa, y nuestros Administradores à la de mi hazienda, y no les consientan que pidan, ò tomen cosa alguna de los dichos Hanfaticos.

III. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que las mercancías que truxeren, no se laquen de sus navios por nuestros ministros, siendo avisados, y prevenidos primero los Maestres de los navios, y los dueños de las mercancías, de que se han de descargarse, y si estuviere en la Ciudad, sean primero aguardados tres horas mas.

IV. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que sea lícito à los Hanfaticos, despues de descargadas sus mercancías, depositarlas en nuestra Alfondiga por tienpo de año, y dia; y si acaso en este tienpo la Alfondiga, ò Aduana se huviere de desembarazar de algunas mercancías, en tal caso se pongan, y guarden estas mercancías en alguna casa, ò taberna vezina, cerrada con las cerraduras: y que la una de las llaves tenga nuestro Contrador, y la otra el dueño de las mercancías, ni sean compellidos los dueños à pagar el derecho dellas, sino pasado el dicho año, y dia: y puedan en este tienpo entrar en la Aduana, y visitar sus mercancías todas las vezes que quisieren: Pero si los mismos Hanfaticos quisieren pagar luego el derecho, en tal caso aprobamos, queremos, y concedemos, que sean despachados antes que todos los otros, y a un antes que los que vinieren à nuestra Aduana antes que ellos.

V. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que todo el oro, y plata, y todo el trigo, y toda materia de madera de que se edifican las naves, y los mastiles, y caxenas, y todas las municiones de guerra, como son arcabuzes, mosquetes, artilleria, polvora, fialcos para ella, morriones, cafoletes, valas de hierro, y plomo, las velas de navios, y el lienço de que ellas se hazen, los claves, y garcia, el cañamo, la estopa, y todo lo que es necesario, y pertenece al sustento, como son las viualas que fueron traídas por los Hanfaticos, sean del todo libres de derechos, y no sean compellidos los dichos Hanfaticos à pagar pensión.

VI. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que aquellos de los Hanfaticos que vienen à Sevilla; y à los demas lugares maritimos ò à habitar en ellos, no paguen ningun derecho de todas las cosas del comer, y beber, ni de sus vestidos, ni de sus etajos, ni de las cubiertas, y caxas en que se embuelven sus mercancías.

VII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que de las otras mercancías que traxeren demas de las arriba referidas, paguen ocho por ciento de alcavala, y cinco por ciento de almoxtarifazgo, y que no se les pida otra cosa.

VIII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que las mercancías de los Hanfaticos no sean apreciadas en la Aduana por nuestros Contadores, ò Contratadores à mayor precio del que realmente valen, ni que los mismos Contratadores, Contadores puedan tomar las tales mercancías apreciadas por el precio hecho por ellos en pago del derecho, y dar lo que vâ de mas à los dueños dellas.

IX. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, puedan caminar por todo nuestro Reino, y andar en caballos, mulas, y carros, negociar, contratar, comprar, y vender en el libremente, assi por sus personas, como por sus Agentes, y factores, qualesquier que sean, como à ellos les fuere mas comodo, y pareciere mejor, siendo los dichos factores de los que fu Magestad permite que residan en sus Reynos.

X. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que los mismos Hanfaticos, pongan, y señalen el precio à sus mercancías, y que no se les ponga tasa por otro ninguno, y que les sea lícito el comprar al menos precio que pudieren, y vender al mas subido que pudieren.

XI. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que sea lícito à los Hanfaticos introducir en sus contratos

los

dijs navires quelques gardes, lesdits receveurs les enverront à leurs frais & depens, & nos Administrateurs aux de J. C. depens de nos finances: & ils ne leur sera pas permis de rien demander ni recevoir la moindre chose desdits Hanfaticques. 1648.

III. De plus, nous ordonnons que les Marchandises qu'ils ameneront, ne seront point déchargées de leurs Vaisseaux par nos Officiers sans en donner avis auparavant au Patron mairre du Vaisseau, & aux propriétaires des marchandises qui devront être déchargées, & s'ils sont dans la Ville, on sera obligé de les attendre pendant trois heures & plus.

IV. Item, nous voulons qu'il soit permis aux Hanfaticques de mettre leurs marchandises en dépôt dans notre Douane durant l'espace d'un an & un jour, à compter depuis qu'elles auront été déchargées: & au cas que durant ce tems là il fut nécessaire de débarasser ladite Douane de quelques Marchandises, en ce cas là lesdites marchandises seront mises en dépôt dans quelque Maison ou hôtellerie voisine qui sera fermée à ceux Clefs, dont notre Contrador aura l'une & le propriétaire des Marchandises l'autre: Et lesdits propriétaires ne pourront être contraints de payer aucun droit pour ses Marchandises, sinon après l'expiration de l'an & jour: & il leur sera permis durant ce tems là d'entrer dans la Douane & de visiter leurs Marchandises toutes les fois qu'ils voudront. Neanmoins si les mêmes Hanfaticques veulent payer les droits sur le champ, en ce cas là nous voulons qu'ils soient expédiés préferablement à tous les autres.

V. Item, nous voulons, que tout l'or, l'argent, le bled, & tout le bois propre à bâtir des navires, les Mats, les Antennes, & toutes les munitions de guerre, comme les Arquebuses, les Mousquets, l'Artillerie, la poudre, le salpêtre, les Casques, les Cuiraisses, les Armes de fer, le plomb, les voiles de Navires, & la toile dont on les fait, les Clous, le godron, la Chanvre, les Etoupes, & tout ce qui est nécessaire pour la subsistance, comme les provisions qui auront été amenées pour la nourriture des Hanfaticques, soient entierement exempts de tous droits & impôts, & que lesdits Hanfaticques ne puissent être contraints de les payer.

VI. Item, nous voulons que ceux des Hanfaticques qui viendront à Seville, & aux autres lieux Maritimes, ou qui voudront s'y habiter, ne payent aucun droit pour les choses qui concernent leur nourriture & leur vestement & celui de leurs domestiques, ni pour les couvertures & les Caisses où ils emballeront leurs marchandises.

VII. Item, nous voulons qu'ils ne payent que huit pour cent de l'Alcavale & cinq pour cent du droit qui se paye à l'entrée des ports, de toutes les marchandises qu'ils auront au de là de ce qu'ils ont déclaré, & qu'on ne puisse rien exiger d'avantage d'eux.

VIII. Item, nous approuvons & ordonnons que les marchandises des Hanfaticques ne soient point appréciées dans la Douane par nos Contadores ou Contratadores à plus haut prix que leur juste valeur, & nous defendons ausdits Contadores & Contratadores de prendre lesdites marchandises pour le prix qui à été fixé par eux, en paiement des droits, & de donner le surplus aux propriétaires d'icelles.

IX. Item, nous permettons aux Hanfaticques de voyager dans toute l'étendue de nos Royaumes, sur des Chevaux, des Mulets, & des Chariots, & d'y negocier, contracter, acheter, & vendre librement, tant par eux mêmes que par leur Agens & Facteurs, quels qu'ils puissent être, selon qu'ils le jugeront plus à propos; lesdits Facteurs étant d'un nombre de ceux à qui sa Majesté permet de résider dans ses Royaumes.

X. De plus nous permettons ausdits Hanfaticques de fixer & marquer le prix de leurs marchandises, & nous defendons à tout autre d'en faire la taxe. Et nous voulons aussi qu'ils aient la liberté de les acheter au meilleur Marché qu'ils pourront, & de les rendre au plus haut prix qu'il leur sera possible.

XI. Item, il sera libre aux Hanfaticques d'introduire les Correcteurs dans leurs Contrats ou de ne le pas faire,

ANS los corredores, ò dexarlas de introducir, y si les parecieren de J. C. re introducir alguno, sea el que mas gustaren.

1648.

XII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que sea lícito à los Hanseaticos vender sus mercancías quando quiera: y à quien quiera que quisieren, y no sean compelidos à la venta de las mercancías libres del derecho, ni otros de ninguna manera.

XIII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que sea lícito à los Hanseaticos llevar, y vender por todo el Reino las mercancías suyas, que son libres de derechos, y todas las demas, aviendo pagado una vez el derecho, sin que ayan de pagar por ellas de nuevo cosa alguna; ni tomar para llevarlas licencia de ninguna manera.

XIV. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que sea lícito à los Hanseaticos tener en sus casas peso, ò romana, para pesar privadamente sus mercancías, con tal condicion, que ninguno de los compradores sea obligadò à passar por aquel peso, sino que quiendolo assi, se use del pesador publico.

XV. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que las mercancías que los Hanseaticos huvieren vendido, y entregado una vez, sean tenidas por buenas, sin dar lugar à restitucion, ò diminucion del precio, si dentro de tres dias despues del entrego no se quexare del daño el comprador, y lo mismo se entienda en las que ellos compraren.

XVI. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que si quisieren hazer batir alguna moneda de oro, ò plata en nuestro Reyno, los Hanseaticos sean siempre preferidos à los demas en el despacho en la casa de la moneda.

XVII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que los naturales de la Hanfa, que por causa del comercio van, vienen, estan, y contratan en nuestro Reino en ninguna causa civil, ò criminal, puedan ser citados, juzgados, condenados, y presos por ningun juez, ò Magistrado, sino por solo aquel que les daremos, y nombraremos por especial Juez, y Conservador, exceptuando solamente las causas que tocaron à nuestros derechos, de las quales ha de conocer, y juzgar nuestros Juezes, y recaudadores dellas.

XVIII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que ningun Juez, ò Magistrado de qualquier calidad, ò eminencia que sea, pueda visitar, y reconocer las casas, y lonjas de los Hanseaticos, sino solo su Conservador, y juez propio, salvo en caso que algun malhechor, escapando del fragante delito sea buscado, en el qual caso sea solo permitido al juez que le va siguiendo por razon de la justicia.

XIX. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que si alguna vez el Contador mayor de nuestro Reino instruido de suficientes indicios para ello, como son, si los Hanseaticos huvieren escondido en sus casas, y lonjas algunas mercancías suyas à derecho, y se huvieren eximido de pagarlo, quisiere visitar, y reconocer sus casas, y lonjas, sin que se haga por el juez propio de los Hanseaticos, averiguando el indicio, embie alguno de sus ministros, juntamente con un Notario publico, los quales hagan la visita, y den despues razon della al Contador: pero que no sea lícito à ninguno otro hazer esto sin Notario, y voluntad de su Conservador.

XX. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que el juez singular, que hemos dicho se les darà, no solo tenga jurisdiccion dentro de los muros de nuestra Ciudad de Sevilla, sino seis leguas al rededor, y juzgue, assi en lo criminal, como en lo civil, aora sean los Hanseaticos actores, ò reos, exceptuando las personas privilegiadas en caso que les suceda algun pleito, ò controversia con ellas, porque en tal caso, si las personas privilegiadas tuvieren la parte de los reos, han de ser convenidos ante su juez.

XXI. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que

si s'ils jugent à propos d'en introduire quelqu'un, ils choisissent celui qui sera le plus à leur gré.

ANS

de J. C.

XII. Item, les Hanseatiques pourront vendre leurs marchandises quand & à qui il leur plaira, & ils ne pourront être contrainsts de vendre les marchandises exemptes d'Impôts, ni autres de quelque maniere qu'elles puissent être.

1648.

XIII. Item il sera permis aux Hanseatiques de transporter & de vendre dans toute l'étendue du Royaume leurs marchandises qui sont exemptes de droits, & pareillement toutes les autres, après avoir payé une fois les droits, sans qu'ils soient obligés de payer pour icelles aucun nouvel impôt, ni prendre aucune permission d'en faire le transport.

XIV. De plus il sera permis aux Hanseatiques d'avoir en leurs Maisons un poids ou balance pour peser en particulier leurs marchandises, à condition que les acheteurs ne seront point obligés de s'en rapporter à leurs poids, à moins qu'ils ne le veulent ainsi, en se servant du peseur public.

XV. De plus nous voulons que les marchandises que les Hanseatiques auront vendues & livrées une fois, soient tenues pour bonnes, sans être obligés de rien rendre ni d'en diminuer le prix si l'acheteur laisse passer trois jours après la livraison sans se plaindre du tort qu'on lui a fait. La même chose doit s'entendre à l'égard de celles que les Hanseatiques acheteront.

XVI. Nous voulons en outre que s'ils veulent faire fabriquer quelques especes d'or ou d'argent en notre Royaume, ils soient expédiés préférentiellement aux autres dans la Maison de la Monnoye.

XVII. nous voulons que les naturels habitants de la Hanse qui trafiquent & qui contractent dans nos Royaumes, ne soient cités, jugés & Condamnés tant en matiere civile que criminelle par aucun autre Juge ni Magistrat, que par celui là seul que nous leur donnerons; & nommerons pour juge particulier & conservateur, à la reserve seulement des causes qui concerneront nos droits dont nos Juges & Receveurs prendront connoissance.

XVIII. Item, nous defendons à tous Juges & Magistrats de quelque qualité & condition qu'ils soient, excepté leur conservateur & juge particulier de visiter les Maisons & les loges des marchands Hanseatiques, si ce n'est au cas que quelque malfaiteur reconnu en flagrant delict s'y fût caché, auquel cas il ne sera permis qu'au Juge qui le poursuit pour en faire justice, de le chercher en ces lieux.

XIX. Item nous voulons que si quelquefois le Grand Tresorier de notre Royaume ayant des preuves suffisantes que les Hanseatiques aient caché dans leurs maisons ou dans leurs loges ou halles quelques marchandises sujettes au paiement des Impôts, pour s'exempter de les payer, demande à faire la visite desdites maisons & loges, sans que le Juge des Hanseatiques s'y oppose, & qu'il verifie les preuves qu'il a du recèlement desdites marchandises, il soit permis à notre dit Grand Tresorier d'y envoyer quelqu'un de ses commis accompagné d'un Notaire public, qui feront la visite, pour en rendre compte ensuite au Grand Tresorier: à condition neantmoins qu'il ne sera pas permis à aucun autre d'entreprendre cela sans un Notaire & sans le consentement du conservateur des Hanseatiques.

XX. Item nous voulons que le Juge particulier qui leur sera donné, comme nous l'avons dit, n'exerce pas seulement sa Jurisdiction dans l'enceinte des murailles de notre Ville de Seville, mais encore dans l'espace de six lieues, à l'entour de cette Ville; & qu'il connoisse également des causes civiles & criminelles, pourveu que les Hanseatiques soient demandeurs ou défendeurs, à la reserve des personnes privilégiées avec qui elles seront en proces, parce qu'en ce cas là si les personnes privilégiées sont défendeurs, elles seront citées devant leurs Juges naturels.

XXI. Item, si les deux parties qui plaident sont,

Han-

ANS que de las sentencias dadas por su juez, si entrambos los
de J. C. litigantes fuesen Hanseaticos, sea lícito a la parte conde-
1648 nada apelar la causa a la Hanſa Teutonica; pero si el pleito
determinado fuere entre un Hanſeatico, y qualquier
otro de los súbditos de nuestro Reyno, o peregrino,
se lleve la apelacion a nuestra Audiencia de Sevilla.

XXII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos,
que a nadie sea lícito apelar de la simple sentencia
interlocutoria, ni de la misma definitiva, sino excedie-
re la suma de cien ducados.

XXIII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos,
que en caso que la sentencia sea llevada por apela-
cion a nuestro Consejo Real, el Presidente del, o Go-
vernador, cometa toda la causa a dos, o si fuere neces-
sario, tres, y a lo sumo quatro Jurisconsultos; los qua-
les examinen con diligencia, no solo la sentencia definitiva;
pero tambien las interlocutorias de la primera in-
stancia, y despues definitivamente pronuncien lo que
fuere de derecho: y de este juicio no sea lícito apelar.

XXIV. Item, aprobamos, queremos, y concedemos,
que las causas, y pleitos de los Hanſeaticos se des-
pachen con brevedad, y que no se alarguen con ninguna
dilacion de dia en dia.

XXV. Item, aprobamos, queremos, y concedemos,
que toque la execucion de lo juzgado a solo el juez,
y conservador propio de los Hanſeaticos, aunque se aya
juzgado por el mismo, o por los jueces de apelacion en
nuestro Reino.

XXVI. Item aprobamos, queremos, y concedemos,
que si alguna vez por razon de delito, fuere neces-
sario ponerlos en la carcel, en tal caso el mismo juez
lleue a los Hanſeaticos a la carcel; y si la causa fuere tal que
se puedan dar en fia do, el juez admita la fiança siempre,
y sin dificultad, y no los lleue a la carcel sin grande, y ur-
gente causa.

XXVII. Item aprobamos, queremos, y concedemos,
que sea lícito a los Hanſeaticos edificar casas, y
lonjas dentro, y fuera de nuestra ciudad de Sevilla, y
que no se les haga en ellas ninguna molestia en las per-
sonas, o mercancias, ni carguen sus casas, o lonjas con
ningunos huelpedes, o causaladuras contra la voluntad
de los dueños.

XXVIII. Item aprobamos, queremos, y concedemos,
que quantos naturales de las ciudades Hanſeaticas
habiten en nuestro Reino de Castilla, sean li-
bres, y de todo exentos de todas las concesiones, assi
patrimoniales, como personales, y del cargo de la tute-
la, y de toda pension, y tributo, assi ordinario, como
extraordinario, y tambien de todo servicio de milicia,
assi en mar, como en tierra.

XXIX. Item aprobamos, queremos, y concedemos,
si alguna vez sucediere que alguno de los Hanſeati-
cos en nuestro Reino, o en la mar viniendo a el mu-
riere, y sus bienes vinieren a nuestro Reino, se inven-
tarien los bienes desta calidad por un Notario publico,
con intervencion de su Iuez, y del Consul, y de dos de
los ancianos de la misma nacion, y se entreguen para
que los guarden el Consul, y ancianos; y que por ma-
no de los mismos se restituyan a los herederos con
buena fee, y sin ninguna carga, ni contro-
versia.

XXX. Item aprobamos, queremos, y concedemos,
que sea lícito a los Hanſeaticos boluer a facar de nuestros
Reynos para sus casas, o para donde quisiere sus mercan-
cias que huvieren traído a el, y no se huvieren vendido,
despues de aver pagado una vez el derecho, conforme a
las tablas de sus privilegios, sin ningun genero de impe-
dimento.

XXXI. Item aprobamos, queremos, y concedemos,
que de las mercancias que compraren los Hanſeati-
cos en nuestros Reynos, y las huvieren de facar
del, no se cobre dellos ningun genero de derecho.

XXXII. Item aprobamos, queremos, y concedemos,
Tome III.

Hanseaticos, nous voulons qu'il soit permis à la partie
condamnée d'en appeler à la Hanſe Teutonique: mais de J. C.
si le proces qui aura été jugé est entre un Hanſeaticque 1648.
Et quelqu'un de nos sujets, ou un étranger, l'affaire se ju-
gera par appel en notre audience de Seville.

XXII. Item nous defendons à toutes personnes d'a-
peller de la simple sentence interlocutoire ni même de la
sentence definitive dudit juge des Hanſeaticques, à
moins que la valeur du proces n'excede la somme de cent
Ducats.

XXIII. Item, s'il arrive que le jugement d'une sen-
table affaire soit porté par appel à notre Conseil Royal,
nous voulons que le President dudit Conseil, commette
la decision de cette affaire à deux, ou si l'en est besoin
à trois, ou tout au plus à quatre Jurisconsultes, qui exa-
mineront avec soin & diligence non seulement la sen-
tece definitive; mais aussi les sentences interlocutoires qui
ont été rendues en premiere instance; ensuite dequoy ils ju-
geront le plus équitablement qu'il sera possible, & il ne sera
pas permis d'en appeler.

XXIV. Item, nous voulons que bonne & contre
justice soit rendue aux Hanſeaticques, sans aucun delay ni
retardement.

XXV. Item nous voulons que le juge ou Conservateur
particulier des Hanſeaticques ait seul le droit de faire
executer les jugemens rendus à cet égard, soit qu'ils ayent
été prononcés par ledit juge ou par les juges souverains
de notre Royaume.

XXVI. Item si quelques fois pour raison d'un crime
il est nécessaire de faire mettre en prison lesdits Hanſeati-
ques, en ce cas là ce sera à leur juge de les faire em-
prisonner; que si le delit est de telle nature que le coupable
puisse être mis sous la garde & enuision de quelqu'un,
le juge ne fera nulle difficulté de recevoir la caution, &
il ne les fera point continuer prisonniers, sinon en cas de
nécessité pressante.

XXVII. Item, nous permettons aux Hanſeaticques,
de faire bâtir des maisons & des halles ou Magazins
dedans & hors de notre Ville de Seville, & nous defen-
dons à quique ce soit de leur faire aucun tort ni déplaisir,
soit dans leurs personnes, ou dans leurs Marchandises,
ni de charger leurs maisons & leurs Magazins d'aucun
logement de gens ni Chevaux, contre la volonté de
leurs propriétaires.

XXVIII. Item, nous voulons que tous les Naturels
des Villes Hanſeaticques, qui habiteront dans nos Royau-
mes de Castille soient entierement exempts de toutes sor-
tes de concessions, même patrimoniales, aussi bien que
personnelles, de tutele, de tout impôt & tribu tant or-
dinaire qu'extraordinaire, comme aussi de tout service mi-
litaire tant par mer que par terre.

XXIX. Item, s'il arrive qu'un Hanſeaticque vienne
à mourir dans les terres de notre Royaume, ou sur la Mer,
& que les biens de sa succession soient amenez dans notre
Royaume, il en sera fait inventaire par un Notaire pu-
blic en presence du Juge & du Consul des Hanſeaticques
& de deux anciens de la même Nation, & ils seront
consignez entre les mains du Consul & des anciens qui
en auront la garde, & qui les rendront de bonne foi aux
heritiers du defunt, sans aucuns frais ni diffi-
culté.

XXX. Item, il sera permis aux Hanſeaticques de
revenir pour retirer de nos Royaumes, les marchan-
dises qu'ils y auront amontées, & qui n'auront point été
vendues, après qu'ils auront une fois payé le droit, con-
formement aux lettres de leurs privileges, & on ne leur
fera en cela aucun empêchement.

XXXI. De plus nous voulons que les Hanſeaticques ne
payent aucuns droits pour les marchandises qu'ils
auront achetées dans nos Royaumes, & qu'ils en fe-
ront sortir.

XXXII. Item nous leur permettons de transporter sur
Yyyy le

ANS mos, que la especeria comprada, la puedan llevar de J. C. desde luego de sus naves, ò guardarla en sus casas, para 1648. llevarla a las naves, quando, y como les pareciere mas comodo.

XXXIII. Iten aprobamos, queremos, y concedemos, que puedan sacar sus mercancias en qualquier naves que quisiere.

XXXIV. Iten aprobamos, queremos, y concedemos, que sea licito à los Hanseaticos sacar fuera de nuestro Reino todo el oro, y plata que huvieren traído a el, y tambien toda la moneda de plata, y oro, que del oro plata, trigo, ò municiones de guerra vendidas huvieren cobrado.

XXXV. Iten aprobamos, queremos, y concedemos, que tambien el dinero que no huvieren empleado lo puedan renmitir por cambio.

XXXVI. Iten aprobamos, queremos, y concedemos, que si en algun tiempo (lo que Dios no permita) por causa de guerra huvieren de salir, ò mudarse de nuestro Reyno, lo puedan hazer los Hanseaticos libremente, assi ellos, como sus factores, y ministros con todos sus bienes, y mercancias, de tal manera, que teniendo avisados a tiempo, ayan de tener año, y dia para juntar, y embalarlo que tuvieren.

XXXVII. Iten aprobamos, queremos, y concedemos, que los Hanseaticos, ni sus naves, y haciendas no sean detenidos en nuestros Reinos por ningunos arrestos, ò embargos, y mucho menos sean agravados por ningunas represalias, sino los autores de los delitos sean convenidos por via juridica, y no paguen los unos los delitos de los otros.

XXXVIII. Iten aprobamos, queremos, y concedemos, que si en algun tiempo sucediere padecer naufragio alguno de los Hanseaticos en nuestros Reinos, y Señorios, nadie se atreva, ni tome de los bienes, y mercancias que se facaren, y saluaren del tal naufragio, ni nuestro Fisco, ni alguno de nuestros subditos, sino que qualquiera cosa que sea, se dexa, y restituya a los que han padecido el naufragio, ò sus herederos.

XXXIX. Iten aprobamos, queremos, y concedemos, que si en algun tiempo sucediere que tengamos necesidad para nuestro servicio de algunos navios de los Hanseaticos, que en tal caso el General de nuestra armada, y los de mas oficiales lo hagan primero saber al Consul de la nacion, y ante todas cosas se configa el consentimiento de los Maestres, y auido este, se senale el justo arqueamiento, ò medida de estos navios, y segun ella hecha una vez puntual, y rectamente, se les pague siempre, y tambien se estimen las dichas naves por un cierto precio; y si acafo se perdieren en nuestro servicio, se pague a los dueños de ellas todo aquel precio.

XL. Iten aprobamos, queremos, y concedemos, que en tal caso no sean detenidas las naves en nuestro servicio hasta el mismo invierno, sino que se despidan siempre tan a tiempo, que puedan bolver a sus casas antes que en alguna parte se yele el mar, y que si nuestro servicio no lo permitiere, se les pague lo que fuere justo por aquellos meses que inviernaren en nuestros Reinos, y fueren forçados a esperar tiempo comodo para su navegacion: y no se reduzgan a tal que lo que honestamente adquirieron en nuestro servicio, sean forçados a consumirlo ociosos en los meses del invierno.

XLI. Iten aprobamos, queremos, y concedemos, que los quebrantadores de estos privilegios sean condenados en cien ducados, los quales el Juez, ò Conservador de los Hanseaticos, execute, y cobre de la manera que la quarta parte se de al denunciador, y las otras tres a los pobres.

XLII. Iten aprobamos, queremos, y concedemos, que sea licito a la Hanfa nombrar uno, ò mas Consules en nuestro Reino los quales juntamente con el Juez, y Conservador que se les diere, procuren que se les guarden sus privilegios; y que por entrambas par-

le champ dans leurs Navires les épiceries qu'ils auront ANS achetées, ou de les garder dans leurs maisons, pour les de J. C. charger sur leurs Vaisseaux, toutes les fois & de la maniere qu'il leur plaira. 1648.

XXXIII. Item, nous leur permettons de charger leurs marchandises sur tel bâtiment que bon leur semblera.

XXXIV. Item il sera permis aux Hanseatiques de remporter hors de notre Royaume tout l'or & l'argent qu'ils y auront apporté, & semblablement tout l'or & l'argent monnayé qu'ils auront acquis par la vente de l'or, de l'argent, du bled, ou des munitions de guerre.

XXXV. Item, nous leur permettons aussi de renvoyer par lettres de change les sommes qu'ils n'auront pas employées dans le commerce.

XXXVI. Item s'il arrive que pour cause de guerre les Hanseatiques soient obligés de sortir de nos Royaumes, ce qu'à Dieu ne plaise, il leur sera permis de le faire librement, eux, leurs Facteurs, & leurs Domestiques; avec tous leurs effets & leurs marchandises, de maniere qu'ils en seront avertis en temps & lieu, & ils auront un an & un jour de terme pour assembler & pour emballer leurs marchandises, & tout ce qui leur appartient.

XXXVII. Item, nous défendons à nos sujets, d'arrêter ni saisir dans nos Royaumes les Hanseatiques ni leurs bâtiments ni leur effets, & encore plus d'user contre eux d'aucunes représailles, à moins que ce ne soit contre les Auteurs du delit; & ils seront poursuivis par les voyes de la justice, afin que les innocents ne pâtissent pas pour les coupables.

XXXVIII. Item, s'il arrive que quelque Vaisseau des Hanseatiques fasse naufrage dans nos Royaumes & Seigneuries, nous défendons à toutes personnes de s'emparer des effets & des marchandises qui seront sauvées du naufrage, & elles ne pourront être confisquées à notre Domaine, à moins que ce ne soit quelque chose qui ait été abandonné; & nous voulons que le tout soit rendu à ceux qui auront souffert le naufrage ou à leurs héritiers.

XXXIX. Item, s'il arrive que nous ayons besoin pour notre service de quelques Vaisseaux des Hanseatiques, en ce cas là le General de notre armée navale & les autres Officiers de ladite armée seront obligés, d'en avertir le Consul de la Nation, & avant toutes choses il sera nécessaire d'avoir le consentement de ceux à qui ces Vaisseaux appartiendront, ensuite de quoi on prendra la juste mesure de la grandeur desdits Vaisseaux & lorsqu'elle aura été prise exactement on en payera la juste valeur: Et il sera pareillement fait l'estimation à un certain prix, & au cas que lesdits Vaisseaux viennent à être perdus dans notre service, les propriétaires en seront dédommages sur le pied du prix qui aura été fixé.

XL. Item, nous voulons qu'en ce cas lesdits Vaisseaux ne soient point retenus pour notre service jusques au même hiver, à moins qu'on ne les envoie sur Mer de si bonne heure, qu'ils puissent retourner en leurs maisons avant que la Mer vienne à geler en quelqu'endroit, & si le bien de notre service ne le permet pas, on leur payera ce qui leur sera dû légitimement pour les mois, durant lesquels ils seront obligés de passer l'hiver dans nos Royaumes, & qu'ils auront été contraints d'attendre un tems propre pour la navigation, & que n'ayant pas voulu se contenter de ce qu'ils auront gagné honnêtement à notre service, ils soient obligés de passer le tems dans l'oisiveté durant le quartier d'hiver.

XLI. Item nous voulons & ordonnons que ceux qui violeront lesdits privilèges & franchises soient condamnés à cent Ducats d'amende, dont le paiement se fera à la poursuite du Juge ou Conservateur des Hanseatiques, de laquelle amende la 4. partie appartiendra au denoncateur, & les trois autres aux pauvres.

XLII. Item il sera permis à la Hanse de nommer dans notre Royaume un ou plusieurs Consuls, lesquels conjointement avec le Juge & Conservateur qui leur aura été donné, veilleront à ce que lesdits privilèges soient observés, & à ce que les deux parties exécutent fidèlement les pacts & transactions dont

ANS partes se cumpla firmemente con los pactos, y trans-
de J. C. laciones; y quando el tal Consul fuere elegido, y nos
1648. fuere propuesto por la Hanſa, no ſolo lo confirma-
remos de buena gana, pero le armaremos con nueſtra
autoridad, para que por nueſtros oficiales, y mi-
niſtros ſea eſtimado, y con tanto mayor favor uſe ſu
oficio.

XLIII. Item aprobamos, queremos, y concede-
mos, que ſea lícito à la Hanſa embiar alguno de los
ſuyos a nueſtra Corte, el qual la ſiga ſiempre, y eſte
procure tambien ſe guarden los privilegios à los Han-
ſaticos, y ſe cumplan bien los pactos de las confederacion-
es por entrambas partes.

XLIV. Item aprobamos, queremos, y concede-
mos, que para mas abundante, y florido trato, y co-
mercio ſea lícito à la Hanſa conſtituir una caſa publica,
ò reſidencia en nueſtra ciudad de Sevilla para inſtituir
ſu negociacion, de la manera que en otros Reinos la
tienen, y para eſto les ſeñalaremos ſolar comodo, y los
ayudaremos en los gultos del edificio: y ſi a caſo fueren
necesarios otros mas eſtendidos privilegios que eſtos,
para ello no ſe los negaremos, como ſe puedan como-
damente conceder.

XLV. Item aprobamos, queremos, y concede-
mos, que ſi a caſo por razon deſta nueſtra confederacion,
y union del comercio, ſe huvieren hecho algu-
nos gultos por la Hanſa, ò en lo vendido ſe huvieren de
hazer, de los quales algunas ciudades quieſſeren eſcuſar-
ſe, no ſean participes las tales ciudades deſtos privile-
gios, haſta que igualmente ayan participado en los mil-
mos gultos.

XLVI. Item aprobamos, queremos, y concede-
mos, que quando a caſo en alguno deſtos privilegios
huvieren neceſſidad de alguna interpretation, ſe haga
ſiempre benignamente en favor de los Hanſaticos, y
no contra ellos.

Todos los quales capitulos de privilegios arriba eſcri-
tos, y cada uno deſlos aprobamos, confirmamos, y de
nuevo concedemos à las ciudades confederadas de la
Hanſa Teutonica, y à los ſubditos, ciudadanos, y mo-
radores de ellas, y de cada una deſlas en nueſtro Reino
de Caſtilla, y Reinos dependientes deſ, para que los
poſſan, y gozen para ſiempre jamas: y prometemos
en nueſtra palabra Real por noſotros, y nueſtros here-
deros, queremos por ella guar darlos firmemente,
agora tengamos pax, ò guerra con los rebeldes de las
Provincias unidas del País Baxo, no obſtante qual-
quier leyes, ordenanças, ſanciones, y conſtituciones
de nueſtro Reino: en fee, y teſtimonio de todo lo
qual mandamos poner en eſta carta nueſtro ſello Real, y
lo firmamos de nueſtra mano.

Eſte papel es el miſmo original que vino de Madrid
con la ratificacion original de ſu Mageſtad ſobre el tra-
tado de comercios con las villas Hanſaticas; deſpacha-
do en aquella Corte a 26. de Enero deſte año, la qual
mandò ſu Mageſtad remitirſe à mi el Conde de Pe-
ñaranda, con ſu Real carta de 26. de Enero, y en fee
deſto nos los inſcraſcritos Plenipotenciarios de ſu Ma-
geſtad, firmamos, y ſellamos eſte papel, ſegun lo que
ſe previene en el primer articulo de la dicha ratifica-
cion de ſu Mageſtad. En Muñter a 3. de Mayo de
1648.

EL CONDE DE PENARANDA:
ANTONIO BRUN.

*Privilegios que ſe concedieron à las ciudades
Hanſaticas en Andaluſia, y demas Rey-
nos de Caſtilla.*

Nos Don Felipe, por la gracia de Dios, &c. Ha-
zemos notorio, y firme por tenor de las preſen-
tes a toda la poſteridad, que los meſes paſſados, las
ciuda-

don on ſera conveni, & loſque l'Election du Conſul aura
été faite, & qu'il nous aura été préſenté par la Hanſe, de J. C.
non ſeulement nous le confirmerons de nôtre plein gré, mais
1648. nous le fortiſierons de nôtre autorité, afin que nos Officiers
ayent plus de reſpect & de conſideration pour lui, &
qu'il ſoit d'autant plus autoriſé dans l'exercice de ſa
fonction.

XLIII. Item, il ſera permis à la Hanſe d'en-
voyer quelqu'un des ſiens dans nôtre Cour, qui la ſuive
& en tout tems & en tout lieu, & qui prenne, gar-
de ſi l'on obſerve les privilèges & les pactes qui auront été
conclus avec les Hanſatiques: & ſi l'on ſuit de part
& d'autre les reglemens qui auront été faits ſur ce
ſujet.

XLIV. Item, afin de rendre le Commerce plus ſo-
riſſant & plus opulent, nous permettons à la Hanſe de
faire bâtir une maſon publique ou un lieu de reſidence dans
nôtre Ville de Sevilla, pour établir leur Negoce de la même
maniere qu'ils l'exercent dans les autres Royaumes; &
pour cet effet nous leur marquons une ſituation commode,
& nous contribuerons aux deſpenſes qu'ils ſeront obligés de
faire pour l'exécution de ce deſſein: & au cas qu'il ſoit
néceſſaire de leur accorder d'autres privilèges plus amples
que ceux ci, nous ne les reſuſerons pas, pourveu qu'ils ſe
puſſent accorder aſſément & commodément.

XLV. Item, au cas que la Hanſe ait été obligée de
faire quelques deſpenſes au ſujet de ce Traité de commer-
ce, ou qu'elle ſoit obligée à l'avenir d'en faire & que
quelques unes des Villes Hanſatiques vueillent ſ'en diſ-
penſer, elles ne ſeront point participantes deſdits privilè-
ges, juſqu'à ce qu'elles aient contribué également aux mê-
mes deſpenſes.

XLVI. Item, ſ'il arrive qu'il ſoit néceſſaire de don-
ner quelqu'interpretation à quelqueun deſdits privilèges,
elle ſe fera plutôt en faveur des Hanſatiques qu'à leur déſa-
vantage.

Tous leſquels Articles des privilèges ci-deſſus écrits, &
un chacun d'iceux nous avons, confirmons & accordons
de nôtre autorité aux Villes confederées de la Hanſe Teu-
tonique & à leur ſujets, citoyens, & habitans deſdites
Villes en general & de chacune en particulier, dans
nôtre Royaume de Caſtille & dans ceux qui en dependent
afin qu'ils en jouiſſent pour toujours; & nous promettons
ſur nôtre parole de Roi pour nous & pour nos heritiers &c.
nous voulons qu'ils ſoient obſervés exaſtément, ſoit que
nous ſoyons en paix ou en guerre avec les rebelles des Pro-
vinces-Unies des Pais-Bas, nonobſtamt quelques loix or-
donnances, & conſtitutions que ce puiſſe être, qui aient
été établies dans nôtre Royaume: en foi & témoignage
dequoi nous ordonnons que l'on apoſe nôtre ſceau
Royal à ces preſentes & nous les ſignons de nôtre
main.

Ce papier eſt l'original même qui eſt venu de Madrid
avec l'original de la ratification de ſa Mageſté ſur le Traité
de commerce conclu avec les Villes Hanſatiques; expédié
en cette Cour le 26. de Janvier de la preſente année, que
ſa Mageſté à ordonné être remis entre les mains de moi,
Comte de Pegnaranda avec la lettre de ſadite Mageſté du
26. de Janvier: en témoignage dequoi nous ſouſſignez Ple-
nipotentiaire de ſa Mageſté, avons ſigné & ſcellé cet
Acte, ainſi qu'il a été ſtupulé au 1. Article de ladite
ratification de ſa Mageſté. A Muñter le 3. de Mai
1648. ſigné,

LE COMTE DE PEGNARANDA.
ANTOINE BRUN.

*Privileges accordez aux Villes Hanſatiques;
dans l'Andaluſie & dans les autres Royau-
mes de Caſtille.*

D On Philippe par la Gracé de Dieu, &c. Nous fai-
ſons ſçavoir & nous confirmons par ces preſentes
pour tous les tems à venir, quye depuis quelques mois les
Yyyy 2 Vil.

1648. **ANS** ciudades confederadas de la Hanſa Teutonica nos em-
biaron ſus Embaxadores N. N. N. N. para que oficio-
famente nos dieſſen el parabien del ſeliz gouierno de
nueſtros Reinos, y renouaſſen la memoria de ſu ob-
ſervancia, y antigua amiltad con noſotros, pidiendoles
correſpondieſſemos con reciproca benevolencia, y obtu-
vieſſen entre otros ſus privilegios que les concedieron
los Reyes de Portugal, nueſtros antecelſores, la confir-
macion, y extenſion de otros en nueſtros Reinos; y
aviendo oido, y tratado grata, y benevolmente a eſtos
Embaxadores, acordandonos de los tiempos paſſados, y
quam preclaramente ha merecido ſiempre con noſo-
tros, y nueſtros Reinos la Hanſa Teutonica, avien-
do deſde que ſe commenco el comercio entre noſotros,
permanecido ſiempre en lealtad, y correſpondencia,
comunicandonos no ſolamente las utilidades de ſus mer-
caderias, ſino que tambien han empleado ſu vida, y
detramado ſu ſangre, no ſolouna vez por la ſeguridad
de nrs. Reinos; y aſſi acordandonos de to do eſto he-
mos juzgado; que aviendo ellos cumplido por ſu parte,
no hemos de ſer tardos en ſer agradecidos; en primer
lugar los hemos confirmado pleniffimamente los privi-
legios de Portugal, con parecer del Conſejo de aquel
nueſtro Reino, como mas late mentu parece del diplo-
ma deſta confirmacion de mas deſto aviendoſe comuni-
cado con los principales de nueſtro Reino de Caſtilla, y
examinado atenta, y diligentemente en el Conſejo ſe-
creto de Eſtado, que todo lo que en eſte tiempo no pu-
dimos conceder, juzgamos con todo eſto averſe de con-
ceder en parte alguna, en cuya conformidad hi zimos
ſacar ciertos capitulos de los privilegios de Portugal,
que determinamos conceder tambien en nueſtra Caſtil-
la a los Hanſeaticos, ſegun por eſte nueſtro diploma,
con plena noticia de la cauſa de cierta ſciencia, y pleni-
tud de nueſtra Regia poteſtad, damos, y concedemos
a todos los infraſcritos capitulos de los privilegios a las
Ciudades confederadas de la Hanſa Teutonica, y a
todos los ſubditos, ciudadanos; y vezinos dependien-
tes dellas en nueſtra Caſtilla, y Reinos, para que per-
petuamente los poſſean, y gozen dellas.

Primeramente aprobamos, queremos y concedemos,
que los Hanſeaticos puedan arribar a todos los puertos
del dicho nueſtro Reino, riberas, y diſtritos, libre, y
ſeguramente, ſin paſſa porte, o otra licencia general,
o eſpecial con los navios, aſſi propios como attenda-
mos, y con qualquier bienes, y mercaderias de to-
do genero, y detenerſe en ellos lo que les pareciere, y
ſalir dellos quando quieſieren.

II. Item aprobamos, queremos, y concedemos,
que de aqui adelante ningunos ſoldados viſiten los na-
vios de los Hanſeaticos; y ſi acaſo el Teſorero mayor de
nueſtro Reino, o los miſmos alcavaleros quieſieren em-
biar algunas guardas a los navios, aya de ſer a ſu coſta,
ſin que permitan que ſaquen, ni pidan coſa alguna a los
Hanſeaticos.

III. Item aprobamos, queremos, y concedemos,
que nueſtros miniſtros no los ſaquen las mercaderias de
ſus navios, ſi no que primero requieran a los Maeſtras
de los navios, y duennos de las mercaderias las deſcar-
guen, y ſi acaſo ſe hallaren en la ciudad, tres horas
antes.

IV. Item aprobamos, queremos, y concedemos,
que los Hanſeaticos puedan depositar ſus mercaderias
facadas de los navios en nueſtro almacén, por eſpacio
de un año, y un dia: y ſin el interin el almacén ſe hal-
late embargada con algunas mercaderias, en eſte caſo
ſe depositen en alguna caſa vezina, poniendo dos cerra-
duras, teniendo una llave nueſtro arrendador, y la otra
el duenno de la mercaderia, yaſſi ſe alleguren no eſtan-
do obligados los duennos de las mercaderias a pagar alca-
vala

ANS Villes confederées de la Hanſe Teutonique nous ont envoyé
N. N. N. N. leurs Ambaſſadeurs pour nous ſouhaiter un de J. C.
Regne plein de proſperité & un heurenx gouvernement de
nos Royaumes, & pour nous renouveller les témoignages
de leur reſpect & de leur ancienne amitié avec nous, nous
priant d'y vouloir correſpondre avec une bienveillance re-
ciproque & de leur octroyer entr'autres Privileges que les
Rois de Portugal nos predeceſſeurs leur ont accordé, la
confirmations & l'extension des autres privileges dans
nos Royaumes. Et après avoir donné audience auſdits
Ambaſſadeurs, & leur avoir fait une reception favora-
ble, comme nous avons rappélé en nôtre ſouvenir le temps
paſſé, & combien l'alliance de la Hanſe Teutonique nous a
été avantageuſe & à nos Royaumes, ayant toujours de-
puis qu'elle a commencé à negocier avec nos ſujets, per-
ſeueré juſqu'à preſent dans l'execution des Traitez, &
dans une parfaite correſpondance; non ſeulement par la
communication de leurs marchandises dans le commerce;
mais encore en employant pluſieurs fois la vie & le ſang
de ſes ſujets pour la ſeureté de nos Royaumes; c'eſt la
raison pour laquelle nous remettant dans la memoire le
ſouvenir de toutes ces choſes, nous avons jugé que les Han-
ſeaticques les ayant executées de leur part, nous ne devions
pas diſſer davantage de leur en témoigner nôtre recon-
noiſſance. Ainſi nous les avons pleinement confirmé
dans la jouiſſance des Privileges qu'ils avoient en Portu-
gal, avec l'avis du Conſeil de nôtre dit Royaume, comme
il paroit plus amplement par les lettres patentes de cette
confirmation, & de plus en ayant communiqué avec les
Principaux de nôtre Royaume de Caſtille, & examiné
avec attention dans le Conſeil d'Etat ſecret; ne pouvant
accorder en ce tems ci-aux Hanſeaticques tout ce qu'ils de-
ſirent, nous avons jugé à propos de leur en octroyer du
moins quelque partie; & conformément à ce reſultat,
nous avons fait extraire de certains Articles des Privile-
ges de Portugal, que nous avons pareillement reſolu d'ac-
corder aux Hanſeaticques en nôtre Royaume de Caſtille,
ainſi qu'il eſt porté par noſdits lettres patentes; c'eſt pour-
quoi après nous être fait informer exaſttement de la choſe,
de nôtre ſcience certaine, & de nôtre pleine puiſſance &
autorité Royale, nous donnons & accordons tous les pri-
vileges ſpecifiés par les Articles ci-deſſous enoncez, aux
Villes confederées de la Hanſe Teutonique, & à tous les
ſujets, Citoyens, & Voifins dependant deſdites Villes,
dans nôtre Caſtille & dans nos autres Royaumes, afin
qu'ils en jouiſſent à l'avenir à perpetuité.

En premier lieu, nous permettons aux Hanſeaticques d'a-
border librement & en ſeureté, dans tous les ports, rivières
& Déroits de nôtre dit Royaume, ſans paſſeport, ni au-
tre permiſſion generale & ſpeciale; avec leurs Vaiſſeaux
à eux appartenans ou fretez, & avec tous leurs eſſets, de
quelque nature qu'ils ſoient, & aſſi avec toutes ſortes de
marchandises, & pareillement d'y ſejourner aſſi long-
tems qu'il leur plaira, & d'en partir lorſqu'ils le jugeront
à propos.

II. Item, nous defendons à tous Soldats de faire à l'a-
venir la viſite des bâtimens des Hanſeaticques; & au cas
que le Grand Treſorier de nôtre Royaume, ou les Receveurs
de nos drois veuillent envoyer des gardes dans leſdits bâti-
mens ce ſera à leurs dépens, ſans qu'il ſoit permis auſdits
gardes d'exiger ni recevoir aucune choſe deſdits Hanſe-
aticques.

III. Item, nous defendons à nos Officiers de ne point
décharger les marchandises deſdits Vaiſſeaux, ſans le
demander auparavant aux Maîtres des Navires, & aux
propriétaires des marchandises; & au cas que leſdits Mai-
tres & propriétaires ſoient pour lors dans la Ville, on les
avertira trois heures auparavant.

IV. Item, nous permettons aux Hanſeaticques de me-
tre en dépôt leurs marchandises dans nôtre Douane pen-
dant un an & un jour, & ſ'il arrivoit pour lors que la
dite Douane ſe trouvat embarrasſée de quelques marchan-
dises, en ce cas là on les mettra en dépôt dans quelque
Maison voifine que l'on ſermera à deux ſerrures, dont
nôtre Receveur aura l'une des Clefs, & le propriétaire
des marchandises l'autre, & qu'ainſi elles ſoient en ſure-
té, & leſdits propriétaires ne ſeront nullement obligez de
payer

ANS de J. C. vala dellas hafta passado el año, y el día: y en este interin puedan entrar en el almacén siempre que quisieren, y 1648. visitar sus mercaderías.

V. Pero si los Hanseáticos quisieren pagar luego la alcavala, en este caso aprobamos, queremos, y concedemos, que los despachen en nuestro almacén antes que a ninguno.

VI. Item aprobamos, queremos, y concedemos, que los Hanseáticos no paguen derechos ningunos del oro, y plata, del trigo, del maderamen de que se fabrican los navios, máltilles, y antenas dellos, y de las municiones militares, como fon mosquetes arcabuzes, polvora, valas de hierro, y plomo, y de qualquier forma, y materiales de que ellas se componen, y son necesarias para su uso, y manejo.

VII. Juntamente aprobamos, queremos, y concedemos que los Hanseáticos que vinieren a Sevilla, y a los demás lugares marítimos, no paguen ninguna alcavala de la comida, ni bebida, ni de sus vestidos, fundas, ni cubiertas de sus mercaderías.

VIII. Item aprobamos, queremos, y concedemos, que de las mercaderías que truxeren, que arriba no se ha expuesto, paguen ocho por ciento en número de alcavala, y cinco por ciento en número de almoarifazgo, y sobre esto no se les pida cosa alguna.

IX. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que nuestros Teforeros, o Arrendadores no precien en mas las mercaderías de los Hanseáticos, que en realidad de verdad valen, y que los mismos Arrendadores, o nuestros Teforeros esten obligados a recibir en paga de la alcavala, las mercaderías tasadas, y pagar a los dueños dellas lo que sobrare.

X. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que los Hanseáticos puedan mu y libremente andar por todo nuestro Reino, y traer lo que tuviere en cavallos, mulas, o carros, y negociar, contratar, comprar, y vender, así por sí, como por sus agentes, y factores, como mas fácil, y comodamente les pareciere.

XI. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que los mismos Hanseáticos pongan precio a sus mercaderías, y no las precie otro ninguno, y les sea lícito comprar en lo menos que pudiere, y vender en quanto mas pudieren.

XII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que puedan los Hanseáticos poner a sus contratos corretores; o abstenen dellos: y si alguno juzgaren poner, pongan el que les pareciere.

XIII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que los Hanseáticos puedan vender sus mercaderías quando, y a quienes quisieren, ni esten obligados a mostrar la venta de ellos, libres de alcavala, sino es de aquellas que estan sugetas a ella, y aviendola pagado una vez.

XIV. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que puedan los Hanseáticos llevar, y dividir por todo el Reino sus mercaderías libres de alcavala, y las otras de que una vez la huvieren pagado, y no tenga necesidad pagar nuevamente dellas, o obtener licencia para llevarlas.

XV. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que los Hanseáticos puedan tener en su casa peso, o romana con que privadamente pesen sus mercaderías; pero de tal manera que el comprador no esté obligado a pasar por este genero de peso, sino que si deseara otro se aplique el publico en los contratos.

XVI. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que las mercaderías que los Hanseáticos huvieren vendido, y entregado, se tengan por buenos, y no aya lugar de bolverlas, ni minorarlas de precio, sino es que el comprador dentro de tres días fe queixe de su falta.

XVII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que si los Hanseáticos desclaren labrar moneda en nuestro Reino de su oro, y plata, siempre sean despachados antes que otros en la casa de la moneda.

XVIII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que los Hanseáticos que por razon del comercio

ván,

payen les Droits desdites Marchandises qu'après l'expiration de l'an & jour: Et durant ce tems-là, ils pourront entrer dans ladite Doiane toutes les fois qu'ils voudront, pour y visiter leurs Marchandises.

ANS de J. C. 1648.

V. C'est pourquoy, si les Hanseatiques veulent payer les Droits sur le champ, en ce cas-là nous voulons qu'ils soient expédiés dans nôtre Douane préférentiellement à tous autres.

VI. Item, nous voulons que les Hanseatiques ne payent aucuns Droits pour l'or, l'argent, le bled, ni le bois dont on fabrique les Navires, les Mâts, & les Ancremes, ni pour les Munitions de Guerre, comme les Mousquets, les Arquebuses, la poudre, le fer, & le plomb, de quelque forme & matière qu'elles soient composées, & tout ce qui est nécessaire pour leur usage & maniment.

VII. Nous approuvons, & voulons semblablement que les Hanseatiques qui viendront à Seville, & aux autres Lieux Maritimes ne payent aucun Droit pour leurs alimens, ni leurs vêtemens, ni pour les Caisses & Convertisures de leurs Marchandises.

VIII. De plus, s'il arrive que parmi les Marchandises qu'ils auront amenées, il s'en trouve quelques-unes qu'ils n'ayent pas déclarées, ils seront seulement obligés de payer 8. pour cent, en qualité de l'Impôt de l'Alcavala, & cinq pour cent pour le Droit d'entrée du Port, & l'on n'exigera rien d'eux au delà.

IX. Item, nous défendons à nos Tresoriers, ou Receveurs, de fixer le prix des Marchandises des Hanseatiques au delà de leur juste valeur, & nous voulons que nosdits Receveurs ou Tresoriers soient obligés de recevoir en payement du Droit d'Alcavala, les Marchandises qu'ils auront taxées, & de rendre le surplus aux Propriétaires desdites Marchandises.

X. Item, il sera permis aux Hanseatiques de voyager librement par tout nôtre Royaume, & faire voyurer leurs Marchandises sur des Chevaux, Mules ou Chariots, & de négocier, acheter, & vendre, tant par eux-mêmes que par leurs Agens, & Facteurs, selon qu'ils le jugeront à propos.

XI. Item, nous accordons aux Hanseatiques, & non à d'autres, la liberté d'apprécier eux-mêmes leurs Marchandises. & nous voulons qu'il leur soit permis d'acheter au plus bas prix qu'ils pourront, & de vendre au plus haut prix qu'il leur sera possible.

XII. Item, il sera libre aux Hanseatiques de se servir de Corrécteurs, ou Contrôllers dans leurs Contrats, ou de s'en passer, & s'ils jugent à propos de s'en servir, ils employeront celui que bon leur semblera.

XIII. Item, il sera permis aux Hanseatiques de vendre leurs Marchandises, quand & à qui il leur plaira, & ils ne seront point obligés de montrer la vente de celles qui sont exemptes de l'Alcavala, mais seulement de celles qui y sont sujettes, & qu'ils auront payé une fois.

XIV. Item, il sera libre aux Hanseatiques de transporter & d'envoyer par tout le Royaume leurs Marchandises exemptes de l'Alcavala; aussi-bien que les autres, dont ils auront une fois payé ledit Droit, & ils ne seront point obligés de le payer de nouveau, ni de demander permission de les transporter.

XV. De plus, nous leur accordons la permission d'avoir dans leurs Maisons des Poids & des Balances pour peser en particulier leurs Marchandises: De sorte, néanmoins que les Acheteurs ne seront point obligés de s'en rapporter à cette espèce de poids, à moins que l'autre ne veuille que dans les achats, on le compare au poids public.

XVI. Item, nous voulons que les Marchandises que les Hanseatiques auront une fois vendues & livrées, soient réputées pour bonnes & valables, & que l'Acheteur ne puisse les rapporter, ni en diminuer le prix, à moins que l'Acheteur n'en fasse connoître le défaut dans trois jours.

XVII. Item, si les Hanseatiques desirent faire fabriquer de la Monnoye de leurs lingots d'or & d'argent, nous voulons que les Monnoyeurs les expédient préférentiellement à tous les autres.

XVIII. Item, nous voulons que les Hanseatiques qui vont, viennent ou demeurent dans nôtre Royaume

Yyyy 3

pour

ANS van, y vienen, ò se detienen, y habitan en nuestro Reino de J. C. no puedan ser presos, citados, condenados, ni juzgados, ni ninguna causa civil, ni criminal por ningún Magistrado, ò Juez, sino solamente por aquel especial Conservador, y juez que les daremos: pero en las causas tocantes à nuestra alcavala, podrá conocer, y juzgar el Teforero mayor de nuestro Reino.

XIX. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que no sea lícito à ningún Magistrado, ò Juez de qualquier dignidad, ò eminencia que sea, sino solamente à su Conservador, y juez propio visitar sus casas, ni registrar sus tiendas: pero en caso que algun malhechor huyendo del delito se acogiera à ellas, podrá requirirlas el ministro de justicia que le figure.

XX. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que quando el Teforero mayor de nuestro Reino, desear visitar las casas, y tiendas de los Hanseaticos, por tener indicios bastantes de que en ellas à mercaderías escondidas de que se paga alcavala, y que las han eximido della, lo pueda hazer solamente su propio juez, embiando alguno de los suyos con el Notario publico para hazer la visita, y averiguacion, y después lo refieran al Teforero; y así à nadie le sea lícito hazerlo sin el Notario, y sin la voluntad de su Conservador.

XXI. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que el Juez (que especial hemos dicho les daremos) juzgue en qualquier causa civil, y criminal, no solamente dentro de los muros de nuestra Ciudad de Sevilla, sino tambien fuera dellos, seiscas leguas al rededor, ora sean los Hanseaticos actores, ò reos, exceptas solamente las personas privilegiadas, si con ellas se travare alguna controversia, ò pleito; por que en este caso si las personas privilegiadas padecieren las partes de reos, podrán parecer delante de su juez.

XXII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que la sentencia dada por su juez, si los litigantes fueren ambos Hanseaticos, pueda la parte vencida, llevar, y apelar della à la Hanseática; pero si el pleito fuere dicidido entre Hanseaticos, y otro subdito de nuestro Reino, ò extranjero, se pueda apelar à nuestro Consejo civil de Sevilla.

XXIII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que no sea lícito apelar de simple interlocutoria, ni tampoco de la sentencia definitiva, sino es que la suma juzgada excediere de cien ducados.

XXIV. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que en aquel caso en que la sentencia pasare por apelacion à nuestro Consejo Real, el Presidente de nuestro Consejo, ò Governador, cometa toda la causa à dos Letrados, y si fuere necesario à tres, y à lo sumo à quatro; los quales no solamente examinen diligentemente la sentencia definitiva, sino tambien todas las interlocutorias de la primera instancia, y después ellos mismos pronuncien definitivamente lo que fuere de derecho: y de este juicio ninguno pueda mas apelar.

XXV. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que las causas de los Hanseaticos se despachen aprisa, y no se alarguen cosa ninguna.

XXVI. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que quando por algun delito fuere necesario llevarlos à la carcel, que en este caso su mismo juez los lleve à ella: y si la causa fuere tal que aya lugar de tomar fianças, las admita siempre el juez sin dificultad, y no se proceda à prision, sin grande, y urgente causa.

XXVII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que compete solamente la execucion de la causa juzgada al propio juez, y Conservador de los Hanseaticos, y tambien si se huviere juzgado por el, ò por nuestro Teforero en las causas de alcavala, ò por los jueces de apelacion en nuestro Reino.

XXVIII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que sea lícito à los Hanseaticos edificar casas, y tiendas, dentro, y fuera de los muros de nuestra Ciudad

para y exercer leur negoci, ne soient point pris, cités, ANS condamnés, ni jugés pour quelque cas que ce soit, civil ou de J. C. criminel, par aucune autre Magistrats ni Juge que le Conservateur & juge particulier des Hanseatiques, 1648. la reserve des cas concernant nos droits, dont le grand Tresorier de notre Royaume connoitra & jugera.

XIX. Item, nous defendons à tous Magistrats & juges de quelque qualité & degré qu'ils puissent être, à la reserve du Conservateur & juge particulier des Hanseatiques, de visiter leur Maisons, & d'enregistrer leurs temes; excepté en cas que quelque malfaiteur trouvé en flagrant delit se sauroit dans leurs maisons ou temes, auquel cas les Sergens & Ministres de la justice qui le poursuivront, pourront y entrer pour en faire la recherche.

XX. Item, lorsque le Grand Tresorier de notre Royaume voudra visiter les maisons & les temes des Hanseatiques pour y faire la perquisition des Marchandises sujettes au droit d'Alcavala qui y seront cachées, & dont le droit n'aura pas été payé, cette visite ne se pourra faire que par leur propre juge, avec lequel le Grand Tresorier enverra quelqu'un de ses gens, avec un Notaire Public, pour ladite visite & verification, qui sera ensuite rapportée au Tresor. Et il est defendu à qui que ce soit de faire cette visite sans y appeller un Notaire & sans le consentement du Conservateur desdits Hanseatiques.

XXI. Item, nous voulons que le juge que nous leur donnerons, connoisse de quelque cas que ce puisse être, civil, ou criminel, commis non seulement dans l'enceinte des murailles de notre Ville de Seville, mais encore hors d'icelle à six lieues à l'avance, au cas que le demandeur ou le defendeur de ce proces soit un Hanseatique, à la reserve seulement des Personnes privilégiées, avec qui il leur arrivera d'avoir quelque affaire à démêler; par ce qu'en ce cas là si les personnes privilégiées sont defendeurs, il leur sera permis d'evoker le proces par devant leurs juges naturels.

XXII. Item, si les deux parties sont Hanseatiques, il sera permis à la partie condamnée d'appeler de la sentence de son juge à la Hanseatique: mais si le proces a été jugé entre un Hanseatique & un des sujets de notre Royaume ou un étranger, la partie condamnée pourra en appeler à notre Conseil civil de Seville.

XXIII. Item, il ne sera pas permis d'interjeter appel d'une sentence interlocutoire, ni même de la sentence definitive, à moins que la somme sur laquelle le juge a prononcé, n'excede cent Ducats.

XXIV. Item, si le proces est porté par appel à notre Conseil Royal, le President de notre dit Conseil commettra deux Avocats, ou trois s'il en est besoin, & tout au plus jusqu'à quatre, qui non seulement examineront avec attention la sentence definitivement dont il aura été appelé, mais aussi toutes les Sentences, interlocutoires de premiere instance, ensuite dequoy ils prononceront definitivement selon le droit, & il ne sera pas permis d'en appeler.

XXV. Item, nous voulons que les proces des Hanseatiques soient jugés promptement, & sans aucune remise.

XXVI. Item, lorsqu'il sera nécessaire de faire emprisonner un Hanseatique pour quelque crime, cela ne pourra se faire que de l'ordonnance de son juge naturel; & si le crime est de telle nature qu'il y ait lieu de recevoir une caution pour le criminel, nous voulons que le juge la recoive sans difficulté; & qu'on ne procede à l'emprisonnement que dans une nécessité pressante.

XXVII. Item, à l'égard de l'execution de la sentence dudit juge & Conservateur des Hanseatiques, il n'appartendra qu'à lui de la faire executer; & pareillement les sentences qui auront été rendues par notre Tresorier dans les causes concernant le droit d'Alcavala, ou par les Cours souveraines de notre Royaume.

XXVIII. Item, il sera permis aux Hanseatiques de faire bâtir des Maisons & dresser des tentes, dans l'enceinte ou aux environs de notre Ville de Seville; & il est de-

fendu

ANS dad de Sevilla; y que de ninguna manera se los haga mo- ANS
de J. C. lestia en sus personas, ò mercaderías, ni sus casas, ni de J. C.
tiendas, se embarquen con huéspedes, ò cavalgaduras. 1648.

XXXIX. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que qualesquiera de las Ciudades Hanseaticas que vivieren en nuestro Reino, sean totalmente libres, y in-
munes de todos los oficios allí patrimoniales, como per-
sonales, y especial del cargo de tutela, y de todo escote,
penfion, y tributo, tanto ordinario, como extraordi-
nario, y tambien de todo servicio, y milicia, allí en la
mar, como en latierra.

XXX. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que quando succidiere que alguno de los Hanseaticos muriere en nuestro Reino, ò yendo a elspirare en la
mar, y llegaren los bienes a nuestro Reino, que estos
bienes inventarie su Juez, y Consul constituido, y dos
los mas ancianos de la misma nacion por Notario publi-
co, y se entreguen al Consul, y cerraduras para que los
guarden, y ellos mismos los restituyan a los herederos
heliamente, y sin ninguna carga.

XXXI. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que sea lícito a los Hanseaticos llevar sus mercade-
rias que huvieren traído, y aun no vendido, pagada una
vez la alcavala, conforme al tenor de los privilegios,
fuera del Reino, otra vez a su casa, ò donde quisiere sin
ningun embaraço.

XXXII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que paguen tan solamente cinco por ciento al al-
moxarifazgo de las mercaderías compradas en nuestro
Reino, y que los Hanseaticos huvieren de sacar, ex-
cepto de los olores, de que no se acostumbra pagar cosa
alguna.

XXXIII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que los olores comprados, ò los lleven luego a
sus navios, ò los guarden en sus casas para llevarlos a ellos
quando mas comodo les pareciere.

XXXIV. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que puedan llevar sus mercaderías en los navios
que quisiere.

XXXV. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que sea lícito a los Hanseaticos poder llevar fuera
de nuestro Reino, todo el oro, y plata, que huvieren
juntado, pues toda la moneda de oro, y plata la auran
amontonado, ò del oro, y plata, ò del trigo, ò de las
municiones militares que huvieren vendido.

XXXVI. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que puedan llevar cambio del dinero que no hu-
vieren empleado.

XXXVII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que quando (lo que Dios no quiera) los
Hanseaticos huvieren de salir del Reino por ocasion de la
guerra, lo puedan hazer esto lícitamente, allí ellos, co-
mo sus agentes, y ministros, con todos sus bienes, y
mercaderías; pero de tal manera, que sean requeridos
año, y un dias.

XXXVIII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que los Hanseaticos, sus navios, ni bienes no
padezcan embargos en nuestros Reinos, y mucho menos
represállos, sino que los delitos tengan sus autores, y se
castiguen por la via del derecho: y uno por otro no pa-
gue el delito.

XXXIX. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que quando alguno de los Hanseaticos tuviere
quiebra en nuestros Reinos, y dominios ninguno de los
bienes, y mercaderías que no huvieren padecido quie-
bra, ò nuestro Fisco, ò otro de nuestros subditos se fa-
stifaga, sino lo que fuere del, se dexa, y restituya a los
que huvieren padecido la quiebra, ò sus herederos.

XL. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que quando se ofreciere aver menester algunos navios de
los

fendu a qui que ce soit de les troubler, ni de leur faire aucun ANS
tort, soit dans leurs Personnes, ou dans leurs Marchandi- de J. C.
ses, dans leurs Maisons, ni dans leurs Tentés, ni de les 1648.
embarraffer d'aucun logement d'hommes, ni de Chevaux.

XXXIX. Item, nous voulons que toutes les personnes des
Villes Hanseatiques qui se feront établies dans notre Royau-
me, y soient entièrement exemptes de toutes sortes de char-
ges, tant Patrimoniales & Héritières, que person-
nelles, & particulièrement de Tutelle, de Penfion, & de
Tribu, tant ordinaire qu'extraordinaire, comme aussi de
tout service de guerre, tant sur Terre, que sur Mer.

XXX. Item, lors qu'un Hanseatique viendra à dé-
ceder dans notre Royaume, ou sur la Mer en faisant le voyage
pour y venir, & que leurs effets seront arrivés en notre
Royaume, le Juge ordinaire des Hanseatiques accompa-
gné du Consul, & de deux Anciens de la même Nation
en fera faire l'Inventaire par un Notaire public, & ils se-
ront mis entre les mains du Consul, & desdits Anciens,
& enverrez à plusieurs serrures, afin qu'ils les gardent jus-
qu'à ce qu'ils les rendent fidèlement aux Héritiers du Dé-
funt, ce qui sera exécuté sans rien exiger desdits Hé-
ritiers.

XXXI. Item, il sera libre aux Hanseatiques d'em-
mener hors du Royaume en leur País, ou bien ou ils voudront,
les Marchandises qu'ils auront amenées, & qu'ils n'au-
ront pas vendues, après avoir une fois payé le Droit d'Alca-
vala, conformément à la tenue des présentes, sans qu'on y
puisse former aucun empêchement.

XXXII. Item, nous voulons qu'ils payent seulement
cinq pour cent pour le Droit de sortie, qu'ils paye aux Ports
de notre Royaume, pour les Marchandises qu'ils y auront
achetées, & qu'ils voudront en faire sortir, à la réserve
des choses odoriferantes, dont on n'a pas accoutumé de rien
payer.

XXXIII. Item, lors qu'ils auront acheté des Par-
fums ou senteurs, il leur sera permis de les faire transporter
sur le champ dans leurs Navires, ou de les garder dans
leurs Maisons pour les faire transporter sur leurs Bâtimens,
quand ils voudront.

XXXIV. Item, il leur sera libre d'embarquer leurs
Marchandises sur tels Navires qu'ils leur plaira.

XXXV. Item, ils pourront faire transporter hors de
notre Royaume tous l'or & l'argent qu'ils auront acquis;
comme aussi les especes d'or & d'argent qu'ils auront amas-
sées, tant par la vente de l'or, de l'argent, & du Bled,
que des Munitions de guerre.

XXXVI. Item, il leur sera permis de prendre des Let-
tres de Change, pour les sommes qu'ils n'auront pas em-
ployées.

XXXVII. Item, lors que les Hanseatiques voudront
sortir hors de notre Royaume au sujet de quelque guerre; &
qu'à Dieu ne plaise; il leur sera permis de le faire, tant à
l'égard de leurs personnes, de celles de leurs Agents,
& de leurs Domestiques, que de leurs Effets, & leurs
Marchandises; De sorte; néanmoins qu'ils ne pourront
être obligés d'en sortir avant l'expiration d'un an, & d'un
jour.

XXXVIII. Item, nous défendons à qui que ce soit,
de ne point arrêter les Vaisseaux, ni les effets des Hanseati-
ques, & encore moins d'user de Represailles, sinon sur les
Auteurs du delit qui seront châtiés selon les voyes de Droit,
afin que l'innocent ne pâtisse pas pour le coupable.

XXXIX. Item, s'il arrive que les Hanseatiques souf-
frent quelque perte dans nos Royaumes & Seigneuries, en
quelqu'un de leurs Biens & Marchandises, qui ne doivent
point être endommagés, ils seront dédommages par notre
Domaine, ou par quelqu'autre de nos Sujets, à moins que
ce ne soit quelque chose qui ait été abandonnée; & l'on
payera le domage à celui qui l'aura souffert, ou à ses Hé-
ritiers.

XL. Item, s'il arrive que nous ayons besoin de quelques
Vaisseaux des Hanseatiques pour notre service, en ce cas-là
les

ANS los Hanseaticos para nuestro servicio, que en este caso lo participen à su Consul, primeramente los Generales de nuestra armada, y los otros Cabos; y ante todas cosas se obtenga el consentimiento de los marineros, y echo esto se asiente un justo medio de estos navios, y según lo que se ajustare, se entable la racion, ò salario, y se pague siempre bien, y se balven los navios en cierta estimacion, y conforme à ella, si succediere perecer en nuestro servicio, se pague todo el precio à sus dueños.

1648.

XLII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que los navios en este caso no se detengan en nuestro servicio hasta el invierno, sino que los despidan, temprano, y antes que el mar se yele puedan bolver à casa, y si nuestro servicio esto no lo permitiere, que se les de buena, y comoda invernacion en nuestros Reynos, hallandose forçados à aguardar buen tiempo de navegar, y no les succeda consumir ociosamente en el invierno lo que huvieren adquirido honestamente en nuestro servicio.

XLIII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que los que quebrantaren estos privilegios, sean condenados en cien ducados; los quales de tal manera cobre, y pida el juez, ò Conservador de los Hanseaticos, que la quarta parte de al descubridor, y las otras tres à los pobres.

XLIV. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que pueda la Hanfia constituir un Consul, ò mas en nuestro Reino, para que juntamente con el Conservador, y juez que se le diere, haga fe les guarden sus privilegios, y firmemente se tengan sus pactos, y transacciones; y assi qualesquiera que la Hanfia eligiere, y nos nonbrare, no solamente le confirmaremos de buena gana, sino que tambien le autorizaremos para que lo eflimen nuestros oficiales, y ministros, y con tanto mayor fruto exerça su oficio.

XLV. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que pueda la Hanfia embiar alguno de los suyos à nuestro Palacio, que le frequente siempre, y cuyde tambien de que se observen los privilegios à los Hanseaticos, y los pactos de los conciertos se les cumplan.

XLVI. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que pueda la Hanfia edificar en nuestra Ciudad de Sevilla una casa publica, ò residencia para que florezca mas la mercaderia; tengan lonja conforme la tienen en otros Reynos, para que les daremos sitio acomodado, y no los dexaremos de ayudar en sus gastos, y con mayores privilegios si fuere necesario, haziendolo lo mas comodamente que se pudiere.

XLVII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que si acaso por esta gracia deste nuestro concierto, y comunicacion de comercio, huviere hecho, ò biziere algunos gastos la Hanfia en que algunas Ciudades no quifieren tener parte, que estas mismas Ciudades, no sean participantes destes privilegios, hasta que igualmente huvieren satisfecho los gastos.

XLVIII. Item, aprobamos, queremos, y concedemos, que si fuere menester hazer alguna interpretacion destes privilegios, que siempre la interpretacion se haga benignamente por los Hanseaticos, y de ninguna manera, contra ellos. Y assi todos los sobredichos capitulos de privilegios, cada uno, y de por sí, aprobamos, confirmamos, y de nuevo concedemos à las Ciudades Confederadas de la Hanfia Teutonica, y à todos, y à cada uno de sus Subditos, Ciudadanos, y vezinos, y à los dependientes de ellas en nuestra Castilla, y Reynos, para que perpetuamente los posean, y gozen, y prometemos con palabra Real de que nosotros, y nuestros sucesores los observaremos firmemente, ora tengamos paz, ora guerra con los rebeldes en Flandes, no obstante las leyes de nuestro Reino, ordinaciones, faciones, y qualesquier constituciones, para cuy à fee, y testimonio pusimos à este nuestro de pluma, y lo firmamos de nuestra mano.

Este

ANS les Généraux de notre Armée, & les autres Chefs seront obligés d'en avertir auparavant le Consul de la Nation de J. C. Hanseatique; & avant toutes choses, il sera nécessaire d'avoir le consentement des Patrons des Vaisseaux, & des Mamelots, en suite de quoi l'on prendra la juste mesure desdits Navires, pour régler la dessus le prix du Fret ou loage desdits Vaisseaux, afin que le paiement en soit exact, & qu'ils soient estimés raisonnablement ce qu'ils valent: Et que s'il arrive qu'ils se perdent à notre service, on rembourse les propriétaires desdits Vaisseaux sur le pied de cette estimation.

1648.

XLII. Item, nous voulons qu'en ce cas là lesdits bâtimens ne soient point retenus à notre service jusqu'en hiver, à moins qu'on ne les envoie sur Mer de bonne heure, & qu'ils puissent retourner en leur Pais avant que la Mer devienne impraticable; & si le bien de notre service ne le permet pas, on leur assignera un bon quartier d'hiver dans nos Royaumes, lorsqu'ils se trouveront en état d'attendre un tems favorable pour la Navigation, & afin qu'ils ne dependent point inutilement durant l'hiver ce qu'ils auront gagné honnêtement à notre service.

XLIII. Item, nous voulons que ceux qui violeront lesdits privilèges soient condamnés en cent Ducats d'amende dont le juge ou Conservateur des Hanseatiques exigera le paiement, de manière que la 4. partie de ladite somme apartiendra au denonciateur, & les trois autres aux pauvres.

XLIV. Item, il sera libre à la Hanse d'établir un ou plusieurs consuls dans notre Royaume, afin qu'ils veillent conjointement avec le Conservateur de la Hanse à ce que lesdits Privilèges soient conservés, & maintenus & que l'on observe les pactes & les conventions qui ont été faites sur ce sujet, & non seulement nous confirmerons de notre plein gré ceux que la Hanse aura choisis & qu'elle nous présentera, mais aussi nous les autoriserons de notre puissance, afin qu'ils soient considérés de nos Officiers, & de leurs commis, & qu'ils exercent leur charge avec d'autant plus d'honneur & d'avantage pour la Hanse.

XLV. Item, il sera permis à la Hanse d'envoyer un Résident en notre Cour, qui viendra toutes les fois qu'il vaudra, & qui prendra garde si l'on observe les Privilèges des Hanseatiques, & les conventions qui ont été faites avec eux.

XLVI. Item, il sera permis à la Hanse de faire bâtir en notre Ville de Seville une Maison ou résidence publique pour rendre le Commerce plus florissant, & d'y avoir une bourse ou place de change, comme ils en ont dans les autres Royaumes, & pour cet effet nous leur donnerons une place commode, & nous contribuerons aux dépenses qu'ils feront pour ce sujet, & augmenterons leurs privilèges s'il en est besoin, ce qui se fera du mieux qu'il sera possible.

XLVII. Item, s'il se trouve que la Hanse, en faveur de cet accord & communication de Commerce, ait fait ou qu'elle fasse quelques dépenses, & que quelques unes des Villes Hanseatiques refusent de contribuer à ces frais, elles seront exclues de la jouissance desdits privilèges, jusqu'à ce qu'elles aient payé leur contingent pour lesdites dépenses.

XLVIII. Item, s'il arrive qu'il soit nécessaire de donner quelque interpretation ausdits privilèges, nous voulons qu'il soit toujours interpreté en faveur des Hanseatiques & non à leur desavantage. Semblablement nous approuvons, confirmons, & accordons de nouveau tous lesdits privilèges en general, & chacun d'eux en particuliers, aux Villes confederées de la Hanse Teutonique, & à tous & à chacun leurs sujets, citoyens & Voisins, & à tous ceux qui en dependent dans notre Royaume de Castille & dans nos autres Royaumes, afin qu'ils en jouissent à perpetuité, & nous promettons sur notre parole de Roi pour nous & pour nos Successeurs de les observer ponctuellement, soit que nous soyons en Paix ou en guerre avec les rebelles des Pais-Bas, nonobstant les loix, ordonnances, & constitutions quelconques de notre Royaume à ce contraires; en foi & témoignage de quoi, nous avons mis notre signature au bas des présentes.

Ca

ANS Este papel es el mismo original que vino de Madrid con la ratificación original de su Magestad, sobre el tratado de comercio con las Villas Hanseaticas, despachada en aquella Corte á 26. de Enero de este año, la qual mandó su Magestad remitirla á mi el Conde de Penaranda con fu Real carta de 26. de Enero, y en fde dello noslos infraescritos Plenipotenciarios de su Magestad, firmamos, y sellamos este papel, segun lo que se previno en el primer artículo de la dicha ratificación de su Magestad. En Munster á 3. de Mayo 1648.

EL CONDE DE PENARANDA.

A. BRUN.

Es copia del papel firmado de su Exclencia el Señor Conde de Penaranda, y del Señor Consejero Antonio Brun, que se entrego á los Señores Diputados de las Villas Hanseaticas, del qual papel queda otra copia en mi poder autentica, y así yo el infraescrito Secretario de su Magestad, y desta Embaxada, lo firmo de mi mano. En Munster á 6. de Junio 1648.

PEDRO FERNANDEZ DEL CAMPO Y ANGULO.

La forma de la transacción, y concierto que pretenden los Diputados Hanseaticos, sobre lo tocante al comercio, hecha por el Sindico.

SEa manifesto á todos, y á cada uno, que aviendo enviado los meses passados las indietas Ciudades de la Hanfa Teutonica sus Embaxadores, N. N. N. N. al Serenissimo, y poderosissimo Principe, y Señor Don Felipe Tercero deste nombre, Rey de las Españas, y de las Indias, Señor nuestro clementissimo, para que diesen á su Magestad la enorabuena del feliz gobierno de sus Reinos, del nacimiento de la Real sucesion de entrambos sexos, y para renovar los pactos, y Confederaciones de la antigua amistad con su Magestad, y procurar, y pedir confirmacion, y aumento de los privilegios antiguos, y que se quiten algunos impedimentos que estrevan, y detenan el curso del comercio: su Magestad movido de la equidad, y benevolencia que tiene para con todos, y principalmente para con las Ciudades Confederadas de la Hanfa Teutonica, despues de aver primero oido los dichos Legados, y admitiendolos siempre graciosamente, y examinados diligentemente las cosas de consideracion, segun su justo peso, ante todas cosas ha renovado con buena voluntad el derecho de la union, y amistad antigua, y no solo les ha confirmado los privilegios que los Reyes de Portugal sus Predecesores antiguamente les concedieron: pero los ha estendido en cierta forma á los Reynos de Castilla, como por los actos de la confirmacion, y extension mas particularmente consta, y asimismo ha tratado, y convenido con los dichos Legados, sobre el libre, y facil corriente del comercio, en esta manera.

Primeramente se ha convenido entre su Magestad, y los dichos Legados; que sea liberissimo el comercio entre los subditos de entrambas partes, y sea licito á los Hanseaticos el poder entrar en todos los puertos, senos, y distritos de su Magestad, en los quales en tiempos passados solian entrar solva, y seguramente sin algun salvo conducto, ó otra licencia general, ó especial, de tal manera que no sean compellidos á esperar fuera de los puertos en la mar, y andados ningun tiempo, sino que puedan via recta, y sin detencion entrar en los puertos, y estar en ellos quanto les pareciere que les es necesario descargar las mercancias de las naves, y cargar otras en ellos, reparar los navios rotos, y maltratados, calafatearlos, y embrearlos, comprar las cosas necesarias para el sustento, y viaje, y finalmente bolver á partir, y navegar con sus mercancias, bienes, y otras qualesquier cosas, aviendo pagado los derechos, segun las tablas de sus privilegios

Tomé III.

ANS Ce papier est l'Original même qui a été envoyé de Madrid avec la ratification Originale de sa Majesté sur de J. C. le traité de Commerce conclu avec les Villes Hanseatiques expédié en cette Cour le 28. de Janvier de la presente année, que sa Majesté a ordonné être mis entre les mains de moi Comte de Pegnaranda, avec la lettre de sadite Majesté du 26. de Janvier: en foi de quoi nous soussignez Plenipotenciaires de sa Majesté, avons signé & scellé ces présentes, ainsi qu'il a été stipulé dans le premier Article ci-dessus énoncé de ladite ratification de sa Majesté. A Munster le 3. de Mai 1648.

LE COMTE DE PEGNARANDA.

ANTOINE BRUN.

C'est ici la Copie du Papier & Acte confirmé par son Excellence le Seigneur Comte de Pegnaranda, & du Seigneur Conseiller Antoine Brun, qui a été delivré aux Seigneurs Deputés des Villes Hanseatiques, duquel Papier il reste une autre Copie autentique entre mes mains: Et ainsi je soussigne Secrétaire de sa Majesté, de cette Ambassade, le signe de ma main. A Munster le 6. de Juin 1648.

PEDRO FERNANDEZ DEL CAMPO Y ANGULO.

Le projet de la transacción & accord que pretendent les Deputés Hanseatiques, touchant le Commerce dont il s'agit; dressé par le Sindico des Villes Hanseatiques.

SOnt Notoire á tous & á un chacun que lesdites Villes Hanseatiques ay ont envoyé depuis quelques mois N. N. N. N. leurs Ambassadeurs á Tres-puissant Prince & Seigneur Don Philippe troisieme du nom, Roi des Espagnes & des Indes, notre Seigneur tres-bien tant pour le feliciter sur l'heureux Gouvernement de ses Royaumes, & sur la Naissance d'un heritier de ses Royaumes, que pour renouveler l'ancienne alliance & confederation, & demander la Confirmation & l'augmentation des anciens privileges, & en même temps pour lever tous les obstacles qui troublent le Commerce: sa Majesté sur son équité ordinaire, & sa bienveillance envers nous, & particulièrement envers les Villes confederées de la Hanfa Teutonique: apres avoir premièrement donné audience ausdits Ambassadeurs, & leur avoir fait une reception favorable, & examiné les demandes desdits Ambassadeurs avec toute l'attention que demande une affaire de cette importance; a renouvelé de bonne volonté avant toutes choses le droit de l'union & de l'ancienne correspondance, & non seulement ils les a confirmés dans la jouissance des Privileges que les Rois de Portugal leurs predecesseurs leur ont accordés d'ancienneté; mais elle les a encore étendus d'une certaine maniere aux Royaumes de Castille, comme il paroit plus particulièrement par les Actes de confirmation & d'extension; & pareillement sadite Majesté a traité & est convenu avec lesdits Ambassadeurs sur la liberté & la facilité du commerce, en la maniere qui suit.

En premier lieu sa Majesté est tombée d'accord avec lesdits Ambassadeurs, qu'il y aura un Commerce tres-libre entre les sujets des deux Parties, & qu'il sera permis aux Hanseatiques d'entrer dans tous les ports, Golfs, & Détroits des Royaumes de sa Majesté, dans lesquels ils avoient coutume d'entrer ci-devant, en sûreté, & sans aucun saif conduit ni autre permission generale & speciale, de maniere qu'ils ne seront point obligés d'attendre hors des ports au milieu de la Mer, ni dans les bays & plages en quelque temps que ce soit; mais qu'ils entreront tout droit & sans aucun retardement dans lesdits Ports, où ils demeureront avant de temps qu'ils le jugeront á propos, pour y décharger les marchandises de leurs Vaisseaux, & en charger d'autres, & radoubier leurs Navires, & les Calafater, & les Godronner, acheter les provisions nécessaires pour leur subsistance durant leur voyage, & enfin pour se remettre en Mer sans aucun em-

Zzzz.

pêche-

ANS gios para la parte que les pareciere sin ningun impedimento de J. C. miento.

1648.

II. Tambien se ha concertado, que puede cada qual vender sus mercancías, quando, y á quien quisiere, y de la misma manera comprarlas de quien le pareciere, de manera, que no sea compelido á vender, ó comprar contra su voluntad, sino el que no quisiere vender sus mercancías, la pueda detener, y guardar por tiempo, ó en otra manera, y pagado el derecho concertado, llevarlos, y que cada uno ponga el precio á su mercancía, y que no se aprecien, ni estimen por otro las mercancías ajenas.

III. Mas se ha concertado, y concluido, que no sea lícito á nadie el tomar contra la voluntad del dueño las mercancías debaxo de ningun pretexto, ni qualesquier otras cosas, y si acaso su Magestad tuviere necesidad de algunas de las mercancías de los Hanseáticos, no sea lícito á sus ministros, y oficiales el embargar, ó tomar en otra forma las mercancías, sino fuere precediendo primero contrato, y concertado, y pagado el precio, ó auida seguridad, y que sin esto no se entreguen las mercancías por los vendedores, ni se tomen por los ministros, y oficiales de su Magestad.

IV. Item, se ha concertado, y concluido, que nadie sea forzado contra su voluntad á usar en sus contratos de corredores, ó medianeros, sino que esté á disposición de cada uno, si quisiere usar del que mejor le pareciere, ó bien celebrar el mismo sus contratos.

V. Item, se ha concertado, y concluido, que las Ciudades Hanseáticas, y sus Ciudadanos, Subditos, Habitantes, y moradores sean libres del derecho de treinta por ciento, que de pocos años atrás se comenzó á cobrar, y tambien queden libres, y francos para siempre, de todas las demas imposiciones, y extorsiones de que fuera de la voluntad de su Magestad, algun tiempo han sido trabajados, y que todo el dinero que en razon del derecho de treinta por ciento está depositado, sea restituido luego á sus dueños, y si en razon desto han intervenido algunos fiadores, estos tales sean libres de la fianza, y los hombres Hanseáticos solo sean obligados á pagar aquel derecho que está expresado, y definido en sus privilegios de aqui adelante.

VI. Item, se ha concertado, y concluido, que las Ciudades Hanseáticas, luego despues de la confirmacion desta transaccion, prohiban por edicto publico, que ninguno de sus Subditos, moradores, ó vasallos transficaran, ni lleven á los Reinos, y Señoríos de su Magestad, y de los Señores Príncipes Alberto, y Isabel Clara Eugenia, Archiduques de Austria, y Duques de Borgoña, y de Bravante, &c. Ningunas naves de los Olandeses, y Zelandeses, ni en sus propias naves ningunas mercancías; aora sean nacidas, aora hechas en Olanda, y Zelanda, ni ningun mercader Olandes, ni Zelandes, fopena de la indignacion de los Magistrados, y otras penas coltituidas de derecho contra los menospreciadores de sus mandatos.

VII. Que para que en este negocio de entrambas partes le vaya con mayor seguridad, y mas rectamente se pueda obiar á los fraudes, se ha convenido, y concertado que las mercancías que huvieren de traer por los Hanseáticos á los Reinos, y dominios de su Magestad, vengan señaladas con el registro, y sello de la Ciudad de donde se sacaren, y assi registradas, y señaladas sean tenidos, y aprovados por mercaderías Hanseáticas, sin ninguna dificultad, ó disputa, salva la prueba del fraude; pero de tal manera, que no por esso se detengan las mercancías, ni de ninguna manera se impida el corriente del comercio, y mercancia; perolas mercancías que no vinieren registradas, ni señaladas (siendo de las que admiten señal) incurran en la pena de confiscacion, y sean (como dizen) de

péchement avec leurs marchandises, effets & autres choses quelconques, après avoir payé les droits conformément de J. C. aux lettres patentes de leurs privilèges, pour aller où ils le jugeront à propos.

ANS
de J. C.
1648.

II. On est aussi convenu que quelque personne que ce soit pourra vendre les marchandises quand & à qui bon lui semblera; & d'en acheter de même de qui elle voudra, de manière que personne ne sera contraint de vendre ni d'acheter contre son gré; & que ceux qui ne voudront pas vendre leurs marchandises, les pourront garder pour un tems ou d'une autre manière, & après avoir payé le droit dont on sera convenus les transporter: il sera pareillement permis à chacun desdits negocians de fixer eux mêmes le prix de leurs marchandises, & nul autre ne pourra faire la taxe des marchandises étrangères.

III. De plus on est demeuré d'accord qu'il ne sera permis à qui que ce soit de prendre les marchandises ni autres choses, sous quelque pretexte que ce puisse être, contre la volonté de celui à qui elles appartiennent; & au cas que sa Majesté ait besoin de quelques marchandises des Hanseatiques, il sera defendu à ses ministres & Officiers de faire arrêter & de prendre lesdites marchandises d'autre manière, sinon en consequence du marché & prix dont on sera auparavant convenu, & après en avoir payé le prix, ou donné des assurances du payement: faute de quoi les Vendeurs ne livreront point leurs marchandises, & les ministres ni les Officiers de sa majesté ne les enleveront point.

IV. Item on est convenu que personne ne sera obligé malgré lui de se servir dans ses marchez & Contrats de Corrécteur ou d'entremetteur, & si quel'un juge à propos de s'en servir, il lui sera libre de choisir qui il voudra, ou de conclure lui même ses marchez & conventions.

V. Item on est demeuré d'accord que les Villes Hanseatiques & leurs Citoyens, sujets & habitans, seront exempts de l'Impôt de trente pour cent que l'on a établi depuis quelques années, & qu'ils demeureront pareillement toujours Francs & libres de toutes les autres impositions, & exactions que l'on a extorquées d'eux pendant quelque tems contre la volonté de sa Majesté, & que toutes les sommes qui ont été mises en dépôt pour raison du droit de 30. pour 100. seront rendues au plutôt à ceux à qui elles appartiennent, & que si l'on a donné quelques cautions pour ce sujet, ceux qui ont cautionné en seront exempts à l'avenir; & qu'enfin les marchands Hanseatiques seront seulement obligés de payer le droit qui est exprimé & fixé dans les privilèges qui seront marquez ci-après.

VI. De plus il a été conclu que les Villes Hanseatiques, incontinent après la confirmation de ce Traité, defendront par un Edit Public à tous leurs sujets, habitans & Vasseaux, qu'ils n'ameneront dans les Royaumes & Seigneuries de sa Majesté, ni dans celles des Seigneurs Princes Albert, & Isabelle Claire Eugenie Archiducs d'Autriche, & Ducs de Bourgogne & de Brabant aucuns Vasseaux d'Holande ni de Zelande, & qu'ils ne chargeront dans leurs propres Navires aucunes marchandises produites ou façonnées en Holande & en Zelande, ni aucun marchand Hollandois ni Zelandois, sur peine de l'Indignation des Magistrats, & autres peines établies de droit contre ceux qui contreviennent à leurs ordonnances.

VII. Et afin que ce qui a été conclu entre les deux parties s'exécute avec plus de sûreté, & que l'on puisse remédier plus aisément aux fraudes, on est convenu que les marchandises que les Hanseatiques ameneront dans les Royaumes & Seigneuries de sa Majesté seront marquées sur le registre de la Ville d'où elles viendront, & marquées de la marque de la même Ville, afin qu'étant ainsi enregistrées & marquées elles soient tenues pour marchandises Hanseatiques, sans aucune difficulté ni contestation, sauf la liberté de faire la preuve de la fraude; ce qui se fera néanmoins de telle manière que les marchandises ne soient point arrêtées pour ce sujet, & que l'on n'empêche nullement le Cours du Commerce & de la marchandise. Et à l'égard des marchandises qui ne seront point enregistrées ni mar-

ANS de buena presa, y de la misma manera puedan ser presos, de J. C. y detenidos todos los Olandeses, y Zelandeses que se hallen en estas naves.

marquées si elles sont du nombre de celle qui sont sujettes à la ANS
marque elles seront consignées & déclarées de bonne prise, de J. C.
& de la même manière on pourra arrêter & emprisonner
tous les Hollandais & Zelandois qui se trouveront dans les
dits Navires. 1648.

VIII. Mas se ha convenido, y concertado, que de mas de los testimonios, y registros de las Ciudades en cuyos puertos se embarcaren las mercancías, tambien los Señores de las tales mercancías ayan de embiar sus cartas particulares a los Consules puestos por la Hanfa en los Reynos de su Magestad, en los quales por orden se les declaren las mercancías, y esto para que no quede ningun lugar a los fraudes.

IX. Para esto se ha convenido, y concluido, que los Consules, assi puestos por la Hanfa, juren juntamente en la forma acordada entre su Magestad, y la Hanfa, que quieren usar fielmente sus oficios, y advertir con toda diligencia, que no se haga ningun daño, ò fraude contra esta transacción, ni difimulacion en ninguna manera, fopena de privacion de oficio, y otras penas ordenadas contra los perjuros, como en la forma del juramento, y actos desta Legacion mas particularmente contiene.

X. Iten, se ha concertado, y concluido, que las Ciudades Hanseaticas luego despues de la confirmacion desta transacción prohiben por edicto publico, que ninguno de sus subditos, mercaderes, ò vassallos lleve a Olanda, ò Zelanda ningunas mercancías de los Reinos, y dominios de su Magestad, y de los Serenissimos Archiduques, sino solo a los puertos Hanseaticos, ò a otros lugares, y Reinos amigos, ò neutrales, so pena de confiscacion de todas aquellas mercancías que dètos Reinos fueren llevadas por los Hanseaticos a Olanda, ò Zelanda, de tal manera, que la mitad de las mercancías, ò de su valor sea para el Fisco de la Hanfa, y la otra mitad se dè a los denunciadores, haciendo fe primero della el derecho del treinta por ciento, y pagandolo a los Diputados de su Magestad, dando fee a las provanças legitimas hechas en España, y embiadas en autentica forma a la Hanfa.

XI. Y para que en este caso vaya su Magestad mas asegurado, y se eviten, tanto mejor los fraudes, se ha convenido, y concertado, que los mercaderes, ò Maestres Hanseaticos fe obligarán al tiempo que cargaren las naves en España, ò en otros Reinos, y Dominios de su Magestad, y de los Serenissimos Archiduques ante los Magistrados del lugar donde se embarcaren en las naves las mercaderías, que pagaran el derecho de treinta por ciento, si llevaren aquellas mercancías a Olanda, ò Zelanda, y que dentro de diez y seis meses fe dirigiesen via recta de alli su viage a las Ciudades Hanseaticas, traxeran testimonio de su Magistrado, y si por ventura navegaren primero por el Estrecho la buelta de Italia, dentro de veinte meses al Magistrado del lugar donde embarcaren las mercaderías, por el qual confite del lugar de la descarga, y que traído, ò embiado el tal testimonio aya espirado la obligacion del mercader, ò Maestre, y si estuviere por escrito, se dará luego al que traxere el testimonio de la descarga.

XII. Iten, se ha concertado, y concluido, que por ninguno de los que dieren, ò hizieren el testimonio de la descarga, se cometa de ningun modo engaño, ò fraude, so pena de privacion de oficio, y otros que contra los prevalidadores, y falsarios desta calidad estan constituidos.

XIII. Iten, se ha concertado, y concluido, que quando fuced a la traefice, ò facare algunas de las mercancías, y haciendas prohibidas, y el delinquir alguno, de otra manera, solamente fe confiscuen las cosas prohibidas, y en su genero, sola la persona que delinquiere sufra la pena, y que no sean por ello detenida, ni molestada la nave, ò los demas inocentes.

XIV.

VIII. De plus on est tombé d'accord qu'entre les Certificats & les Registres desdites Villes dans les Ports desquelles les Marchandises seront embarquées, les Propriétaires desdites Marchandises seront obligés d'écrire des lettres particulières adressées aux Consuls établis par la Hanse dans les Royaumes de sa Majesté, dans lesquelles ils leur déclareront les Marchandises; ce qui se pratiquera afin de prevenir toute sorte de tromperies.

IX. Pour cet effet il a été conclu que les Consuls qui seront établis par la Hanse, prêteront serment en la forme & manière dont on est convenu entre sa Majesté & la Hanse, savoir de s'acquiescer fidelement de leur emploi, & d'user de toute la diligence possible, qu'il ne se commette aucune contravention ni violation de ce Traité, & qu'il n'y ait aucune connivence de sa part, sur peine d'être privé de son office, & autres peines decernées contre les parjures, ainsi qu'il est plus particulièrement spécifié dans la formule du serment, & dans les Actes de cette Ambassade.

X. On est convenu que les Villes Hanseatiques incontinent après la confirmation du present Traité, défendront par un édit public à tous leurs sujets, Marchands ou Vassaux de transporter en Hollande ni en Zelande aucunes Marchandises des Royaumes & Seigneuries de sa Majesté, ni de celles des Serenissimes Archiducs; mais de les rendre seulement dans les Ports des Villes Hanseatiques ou en d'autres lieux & Royaumes amis ou du moins Neutres, sur peine de confiscation de toutes lesdites Marchandises qui auront été enlevées de ces Royaumes par les Hanseatiques pour la Hollande & la Zelande; de manière que la moitié desdites Marchandises confiscées, ou de leur valeur, apartiendra au Domaine des Villes Hanseatiques & l'autre moitié aux denonciateurs, après y avoir pris en premier lieu le droit de 30. pour 100. qui sera payé aux Deputés de sa Majesté, & après avoir ajouté foi aux preuves légitimes qui en auront été faites en Espagne, & envoyées à la Hanse en forme Authentique.

XI. Et afin qu'en ce cas là sa Majesté ait de plus grandes sûretés, & que l'on previenne avec d'autant plus de facilité toutes les tromperies, on est demeuré d'accord que lorsque les Maîtres des Navires Hanseatiques, chargeront leurs Vaisseaux en Espagne & dans les autres Seigneuries de sa Majesté, & des Serenissimes Archiducs, s'obligeront devant les Magistrats où ils embarqueront les marchandises de payer le droit de 30. pour 100. en cas qu'ils emmenent lesdites marchandises en Hollande ou en Zelande & que dans l'espace de dix ou de six mois ils iront droit aux Villes Hanseatiques, & qu'ils y prendront un Certificat de leur Magistrat; & s'il arrivoit qu'ils passassent d'abord le Détroit & qu'ils prissent la route d'Italie ils tireront dans l'espace de 20. mois un Certificat du Magistrat du lieu où ils auront embarqué leurs marchandises, par lequel on puisse être assuré du lieu où ils auront fait la décharge desdites Marchandises, lequel Certificat ils apporteront ou enverront lorsque le terme de l'obligation du Marchand ou du Maître du Vaisseau sera expiré.

XII. On est convenu qu'il n'interviendra aucune fraude tant de la part de ceux qui donneront ledit Certificat que de ceux qui le recevront, sur peine de Cassation & autres qui ont été decernées contre les faussaires de ce Caractere.

XIII. On est demeuré d'accord que lorsqu'on amenera ou embarquera quelques marchandises, & effets de Contrabande ou que l'on delinquera en quelque autre manière, on confiscuera seulement lesdites Marchandises & l'on ne punira que la personne qui a delinqué, & l'on ne mettra point en arrêt ni ne sera aucun déplaisir au Vaisseau dans lequel elles auront été trouvées, ni aux autres personnes & marchandises de ce Vaisseau qui n'auront point de part au delict.

Zzzzz z

Item,

ANS XIV. Item, porque los derechos del comercio, que
de J. C. aquí se establecen, no deven hazerle infructuosas, como
1648. lo serian, si á los hombres Hanseaticos, mientras van,
y buelven á los Reinos, y dominios de su Magestad, y
de los Serenísimos Archiduques, y allí se detienen por
razon del comercio, de los negocios, se les hiziere al-
guna molestia por razon de la conciencia: Por tanto,
para que el comercio sea seguro, así en la mar, como
en la tierra, su Magestad, y los Serenísimos Archidu-
ques pendran cuidado, y proveeran, que por la dicha
causa de la conciencia, no sean molestados, ni inquietados
contra el derecho del comercio, mientras no dieren
escandalo á los demas.

XV. Item, se ha concertado, y concludido, que si
alguna vez fucediere, que alguno de los Hanseaticos
muera en los Reinos de su Magestad, se inventarien ante
un Notario sus bienes por el Consul, y dos de los An-
cianos de su nacion, juntamente con el juez diputado pa-
ra la nacion por su Magestad, y se guarden por el Consul,
y por los Ancianos, y con buena fe se restituyan á los ver-
daderos herederos, sin ninguna disputa, ni carga.

XVI. Item, se ha concertado, y concludido, que si
alguna vez su Magestad, ó los Generales de su armada,
ó otros oficiales, y ministros á caso tuvieren necesidad
de las naos de los Hanseaticos para algunos servicios de su
Magestad, no les sea lícito el detenerlos contra su volun-
tad, ó forzarlos á servir de ninguna manera, sin que pri-
mero tengan el constitiminto de los Maestres, y se con-
cierten con ellos en el precio, y celebrado el contrato,
sean tenidos en el servicio, y tratados amigable, y bene-
volamente, y se les pague al tiempo concertado su es-
tendio sin detencion, ni disputa, como mas particula-
rmente se contiene en las tablas de los privilegios.

XVII. Y para que puedan los Subditos de entrambas
partes recibir mas abundantes frutos desta transaccion, se
ha concertado, y concludido que su Magestad, y los Se-
renísimos Archiduques, juntamente con las Ciudades
Hanseaticas Unidas, y separadamente trabajaren en que
no se les cierre la entrada á los Hanseaticos á ninguno de
los puertos de su Magestad, y de los Serenísimos Archi-
duques, sino que donde quiera puedan gozar de sus pri-
vilegios, y uso del mas libre comercio, conforme á lo
que sobre este caso en muchas cosas los actos de la lega-
cion lo testifican.

XVIII. Item, se ha concertado, y concludido, que
para mas abundante recompensa de las cosas de que los di-
chos Legados se han quejado ante su Magestad á solos los
Hanseaticos, les sea lícito por estos diez años proximos el
traer á los Reinos de su Magestad las mercancias de Ale-
mania, y de los lugares Setentrionales, sus vezinos, y
que ninguno otro las pueda traer, so pena de confiscacion
de las tales mercancias, quedando en su vigor la con-
fiscacion hecha á los Ingleses, sobre traer las mercancias de la
Alemania superior, las quales les sea lícito traer junta-
mente los Hanseaticos á los Reinos de su Magestad.

XIX. Item, se ha convenido, y concertado, y su
Magestad ha querido declaradamente que solas las Ciuda-
des Hanseaticas sean comprehendidas en estas transaccio-
nes, y ellas solas puedan aprovecharse, y gozar del fruto,
comodidades, y privilegios desta transaccion concedidas
á ellos, ni tampoco aquellas Ciudades que se huvieren
apartado del cuerpo, y Confederacion Hanseatica, ora
sea de su voluntad, ora siendo excluidas, ni en las que en
lo venidero se apartaren, ó fueren excluidas.

XX. Item, su Magestad excluye declaradamente aque-
llas Ciudades que se han juntado á las Provincias Unidas
contra su Magestad en los Estados Baxos, y que ni estas
aunque en tiempos passados ayan sido de la Confederacion
Hanseatica, puedan aprovecharse, ni gozar desta tran-
saccion, y privilegios, mientras no se hiziere paz, ó tre-
gua con los Rebeldes.

XXI. Item, se ha convenido, y concertado, que á
las

ANS XIV. Item, afin que les droits de Commerce qui ont
de J. C. été établis en ce lieu, ne soient pas infructueux, comme ils
1648. le seroient si l'on faisoit quelque déplaisir aux Hanseatiques
sur le fait de la Religion, pendant qu'ils iroient & reviennent
dans les Royaumes de sa Majesté & des Serenissimes Ar-
chiducs, & durant le séjour qu'ils y feront pour leur negoci,
& autres affaires: C'est la raison pour laquelle afin de pro-
curer la sreté du Commerce tant sur Mer que sur Terre, sa
Majesté & les Serenissimes Archiducs donneront ordre
que lesdits Hanseatiques ne soient point inquietez, en ce qui
regarde la liberté de leurs Consciences, au prejudice du
droit de Commerce, pourveu qu'ils ne donnent point de
scandale aux autres.

XV. Item, il a été conclu que si quelqu'un des Han-
seatiques vient à mourir dans les Royaumes de sa Majesté,
le Consul de la Nation fera un inventaire de ses biens en
presence d'un notaire & de deux anciens de la même na-
tion, conjointement avec le juge Deputé par sa Majesté
pour rendre justice à ladite Nation, & lesdits biens res-
teront sous la garde du Consul & des deux anciens, qui les
veront de bonne foi aux heritiers legitimes dudit des-
sint sans aucune exaction ni contestation.

XVI. Item, on est demeuré d'accord que lors que sa
Majesté, ou les Généraux ou autres Officiers de ses Armées
Navales auront besoin des Vaisseaux des Hanseatiques pour
le service de sa Majesté, il ne sera pas permis de les retenir
contre leur volonté, ni de les contraindre en aucune maniere
de servir, sans le consentement des Maîtres desdits Vais-
seaux, & sans convenir avec eux de la valeur desdits Vais-
seaux, & en dresser un Contrat, auquel cas lesdits Navi-
res, & leurs équipages retenus au service de sa Majesté,
seront traités favorablement, & on leur payera sans au-
cune remise, ni difficulté, les appointemens dont on sera con-
venu avec eux, ainsi qu'il est exprimé plus amplement dans
les Lettres Patentes des Privileges.

XVII. Et afin que les Sujets des deux Parties jouissent
plus abondamment des avantages de cette Transaction, on
est convenu, que sa Majesté, & les Serenissimes Archi-
ducs, donneront ordre conjointement avec les Hanseati-
ques, & chacun séparément de son côté que l'entrée d'aucun
des Ports de sa Majesté, & des Serenissimes Archiducs,
ne soit fermée aux Hanseatiques, afin qu'en quelque lieu
que ce soit, ils puissent jouir de leurs Privileges, & de la
liberté du Commerce, conformément à ce qui a été accordé
plusieurs fois sur ces sujets, comme les Actes de l'Ambassade
en font foi.

XVIII. Item, il a été conclu, que pour faire une plus
ample compensation des torts que lesdits Ambassadeurs se
sont plaints devant sa Majesté avoir été faits aux seuls Han-
seatiques, il leur sera permis durant dix années prochaines
conscutives, de débiter dans les Royaumes de sa Maje-
sté les marchandises d'Allemagne, & des Pais Sepen-
trionaux qui en sont voisins, & il leur sera défendu à tout autre
de le faire, sur peine de confiscation desdites marchandises,
sans prejudice néanmoins de la permission qui a été
donnée aux Anglois, touchant le trait des marchandises
de la Haute Allemagne, qu'il leur sera permis d'amener
dans les Royaumes de sa Majesté conjointement avec les
Hanseatiques.

XIX. On est convenu, & sa Majesté a voulu expressé-
ment que les seules Villes Hanseatiques fussent comprises
dans ce Traité, & qu'il n'y eût qu'elles qui pussent profiter,
& jouir des avantages, & Privileges contenus andis
Traité, qui leur ont été accordés, & que les Villes qui se
sont séparées du Corps, & de la Confederation Hanseati-
que, soit de leur plein gré ou par contrainte, en soient ex-
clues, aussi-bien que celles qui s'en separeront à l'avenir,
soit de leur propre mouvement ou par force.

XX. Item, sa Majesté exclut expressément de la jouis-
sance desdits Privileges, les Villes qui se sont associées aux
Provinces-Unies contre sa Majesté dans les Pais-Bas, &
elle entend qu'encore que lesdites Villes aient été ci-devant
comprises dans la Ligue Hanseatique, elles ne puissent pro-
fiter, ni jouir du Benefice de cette Transaction, & desdits
Privileges, tant qu'il n'y aura point de Paix, ni de Trêve
avec les Rebelles.

XXI. Item, on est demeuré d'accord, qu'il sera libre
aux

ANS de J. C. 1648. las Ciudades Confederadas de la Hanfa Teutonica les quede en su libre, y entero, y libre arbitrio el admitir à las Ciudades lib. es del Imperio que hasta agora han acotumbrado traer sus mercaderias à los Reinos, y dominios de su Magestad, y de los Serenissimos Archiducos en las naves de los Hanfaticos en los mismos comercios, y hazerlos partícipes de sus privilegios por el tiempo, y mientras à la Hanfa le pareciere convenir, con que aquellas Ciudades en caso que sean admitidas, hagan, y cumplan lo mismo que por esta transaccion son obligados à hazer, y cumplir los Hanfaticos.

XXII. Item, se ha concertado, y concluido, que si en algun tiempo toda la Hanfa, ó alguno de sus miembros mas noble aconciere por fuerza, y injuria ser contrubada, y derribada en su estado, y libertad menospreciada la via del derecho, y justicia que su Magestad, informado primero del caso, y siendo lo pedido por la Hanfa, en razon della conjuncion, y obligacion del derecho antiguo la focorrerà con su ayuda, y consejo, como mas cumplida, y particularmente lo muestran los actos desta legacion.

XXIII. Item, se ha concertado, y concluido, que todo, y cada uno de los sobredichos capitulos, se guarden de una, y otra parte con sincere, y buena fe, y las Ciudades Confederadas de la Hanfa Teutonica, debaxo de los sellos de seis de las Ciudades Vandalicas, y de la Ciudad de Danfick, de consentimiento, y aprobacion de la Hanfa, desde su primera dicta los embien firmados, y aprobados à su Magestad, y en ellas tambien les hagan promulgar, y publicar, y guardar, y cumplir en todas partes por sus Subditos.

En fe, y testimonio de todo lo qual està colgado el sello de su Magestad en este instrumento, el qual tambien señalaron, y firmaron los Legados.

Este papel es el mismo original, que vino de Madrid con la ratificacion original de su Magestad, sobre el tratado de comercio con las Villas Hanfaticas, despachada en aquella Corte à 26. de Enero deste año, la qual mandò su Magestad remitirle à mi El Conde de Peñaranda con su Real carta de 26. de Enero, y en fe dello nos los infraescritos Plenipotenciarios de su Magestad, firmamos, y sellamos este papel, segun lo que se previno en el primer articulo de la dicha ratificacion de su Magestad. En Munster à 3. de Mayo de 1648.

EL CONDE DE PEÑARANDA.
ANTONIO BRUN.

Es copia del papel firmado de su Excelencia el Señor Conde de Peñaranda, y del Señor Consejero Antonio Brun, que se entregò à los Señores Diputados de las Villas Hanfaticas, del qual papel queda otra copia en mi poder autenticada, y así yo el infraescrito Secretario de su Magestad y desta Embaxada lo firmo de mi mano en Munster à seis de Junio de mil y seiscientos y quarenta y ocho.

PEDRO FERNANDEZ DEL CAMPO Y ANGULO.

Nos los Proconules, y Senadores de la Ciudad de Amburgo por las presentes os hazemos saber, y afirmamos, que el traslado sobreescrito à la letra concuerda con la Convencion original hecha por los Legados Plenipotenciarios de la Catolica Real Magestad, y Diputados Hanfaticos, sobre el comercio de España, ajultada en Munster en onze de Setiembre de mil y seiscientos y quarenta y siete. Y asimismo concuerda con la copia autentica de ratificacion, renovacion, y confirmacion de dicho Real tratado, y privilegios de los Hanfaticos, en Jos Reinos de España de veinte y seis de Junio de mil y seiscientos y quarenta y ocho, juntamente con el tratado del año de mil y seiscientos y siete, signado del Secretario del Rey. Y de dichos tratados Pedro Fernandez del Campo y Angulo, que se nos comunicaron, y exhibieron.

Y para

aux Villes Hanfaticques de recevoir dans le même Commerce les Villes Libres de l'Empire qui ont accoutumé jusqu'à présent d'amener leurs marchandises aux Royaumes, & Terres de l'obéissance de sa Majesté, & des Serenissimes Archiducs dans les Navires des Hanfaticques, & de les faire participans de leurs Privileges avant de temps que la Hanse se jugera à propos, pourvu que lesdites Villes Libres qui seront ainsi admises, observent & executent les mêmes Conventions auxquelles les Hanfaticques sont obligés par ladite Transaccion.

ANS de J. C. 1648.

XXII. Item, il a été conclu, que si l'arrive en quelque temps que ce soit, que tout le Corps de la Hanse, ou quelque'un de ses Membres les plus considerables, soit troublé & attaqué par la force ouverte, ou par quelque tort, & dépouillé de son Etat, & de sa liberté, au mépris des voyes de l'équité, & de la Justice de sa Majesté, elle sera premierement informée du cas, & après que la Hanse lui aura demandé du secours, sadite Majesté l'assistera de ses Forces, & de son Conseil, en vertu des obligations qui sont attachées à cette ancienne Confédération, ainsi qu'il est porté plus particulièrement par les Actes de ladite Ambassade.

XXIII. Item, on est convenu, que tous & un chacun les Articles ci-dessus énoncés, seront observés ponctuellement, & de bonne foi de part & d'autre, & que les Villes Confédérées de la Hanse Teutonique, dès la premiere Diete qu'elles assembleront entr'elles, enverront à sa Majesté lesdits Articles, signez, & ratifiez, & scellez des Sceaux des six Villes Vandaliques, & de la Ville de Dantzic, du consentement & approbation de la Hanse; & qu'elles feront publier lesdits Articles, & les feront observer entièrement par leurs Sujets.

En foi, & témoignage de quoi, le Sceau de sa Majesté a été apposé au présent Acte, qui a été pareillement signé par lesdits Ambassadeurs.

Ce papier est l'Original même qui a été envoyé de Madrid, avec l'Original de la ratification de sa Majesté touchant le Traité de Commerce avec les Villes Hanfaticques, expédié en ladite Cour le 26. de Janvier de la presente année, que sa Majesté a ordonné être mis entre les mains de mon Comte de Pegnaranda avec la lettre de sadite Majesté du 26. de Janvier; en foi de quoi nous soussignez Plenipotenciaries de sa Majesté, avons signé & scellé le présent Acte, ainsi qu'il est porté par le premier Article de ladite ratification de sa Majesté. A Munster le 3. de Mai 1648.

LE COMTE DE PEGNARANDA.
ANTOINE BRUN.

C'est ici la Copie de l'Acte signé de son Excellence, le Seigneur Comte de Pegnaranda, & du Seigneur Antoine Brun Conseiller, lequel a été delivré aux Seigneurs Députés des Villes Hanfaticques; le double duquel Acte autentique est demeuré entre mes mains, & a été signé par moi soussigné Secrétaire de sa Majesté, & de cette Ambassade; à Munster, le 6. de Juin 1648.

PEDRO FERNANDEZ DEL CAMPO Y ANGULO.

Nous Vice-Consuls, & Senateurs de la Ville de Hambourg, faisons savoir, & certifions par ces présentes que la Copie ci-dessus écrite est entièrement conforme à l'Original du Traité conclu par les Ambassadeurs, & Plenipotenciaries de sa Majesté Catholique, & par les Représentans Hanfaticques, touchant le Commerce d'Espagne, à Munster l'onzième de Septembre 1647. Ladite Copie est pareillement conforme avec la Copie autentique de la Ratification, renouvellement, & Confirmation dudit Traité Royal, & des Privileges des Hanfaticques dans les Royaumes d'Espagne le 26. de Juin 1648. conjointement avec le Traité de l'an 1647. Signé de Pedro Fernandez del Campo y Angulo, Secrétaire du Roi, & desdits Traitez, lesquels nous ont été communiqués & exhibés: Et afin que l'on ajoûte plus de foi à tout ce qui a été écrit ci-dessus, Nous l'avons

Zzzzzz 3 ce-Conf-

ANS Y para mas fe de lo sobredicho nos los Proconfules, y Se-
de J. C. nadores sobredichos mandamos hazer patentes, y publi-
1648. car en estas letras, y comunicarlasy en el acostumbrado secre-
to de nuestra Ciudad en 12. de Agosto de 1650.

Y yo ENRIQUE SCHROTTETINGH. I. V.
Legado, y Secretario de la dicha Republica, lo firmé de
orden, y comission especial del expectable Senado de
la Ciudad de Amburgo.

ce-Confuls, & Senateurs susdits, Ordonnons que les pre-
sents Traitez soient publiez, & rendus notoires à chacun, de J. C.
& qu'ils soient communiquez au Conseil Privé Ordinaire
de notre Ville le 12. d' Août 1650. 1648.

Et moi, HENRI SCHROTTETINGH. I. V.
Ambassadeur, & Secrétaire de ladite République, ai si-
gné ces presentes de l'ordre & Commission de l'Illustre
Senat de la Ville de Hambourg.

CDXXIII.

ANS
de J. C.

1648.

LE POR-
TUGAL
ET LES
PRO-
VINCES-
UNIES.

Traité d'accommodement sur les diffé-
rents & mes-intel-
ligences depuis quel-
ques ans en ça sur-
venus au Bresil &
ailleurs sous le dis-
trict de l'Océroy de
la Compagnie des
Indes Occidentales
des PROVINCES-
UNIES, entre Monsieur
l'Ambassadeur de
PORTUGAL d'un côté & Mes-
sieurs les Commissai-
res des Seigneurs
Estats de l'autre côté
conclu & arrêté à la
Haye le 20. Règle
24. d'Octobre 1648.
& lu le 28. dudit
mois & an. Manuf-
crit.

Réponses aux Arti-
cles présentez.

L'Edit Seigneur Roi de
Portugal promet &
s'oblige d'accomplir,
réellement après la publica-
tion de ce Traité à la susdite
Compagnie des Indes Oc-
cidentales l'entiere restitu-
tion de tous les Pais &
Capitanies avec leurs Forts
situez au Brasil entre Rio
Real du côté du Sud & Rio
Grande du côté du Nord
avec son district, tous deux
inclusifs, demeurant à sa
Majesté de Portugal la Ca-
pitanie de Marahon (sous
condition expresse que Si-
ra demeurera desert) & à
ladite Compagnie la Ca-
pitanie de Seregippe del Re-
lesdites Terres, ni devant
ni après la publication de ce
Traité ne pourront être
despouillées de leurs Escla-
ves, sucre, bestial, Cuivre
fruits ou aucune autre
chose necessaire à la fabri-
que des ingenios ou cultu-
re des Terres.

D'Ans la Capitainie de
Seregippe del Rey les
limites ne s'esten-
dront point au de la du
Fleuve du même nom puis-
que la dernière place & Porteres-
se que tenoit la Compagnie
Occidentale dans cette Ca-
pitanie étoit située sur la mê-
me Riviere du côté du Nord,
& ne possédoit autre chose
au de là, lors mêmes qu'arri-
verent les Troubles du Per-
nambuc, en outre la Capitainie
de Siara étant du Domaine
du Roi, la Compagnie n'a
pas Droit de demander
qu'elle demeure deserte, puis-
que même il n'y peut arri-
ver aucun inconvenient du
Voisinage de cette Capitainie
avec celle de Rio grande à
cause de la longue distance
des lieux, & des vastes
Campagnes incultes qui sont
entre les deux, c'est pourquoi
cet Article doit être conceu
au mêmes termes, portez
dans le 1. Article de ma
responce présentée à Mes-
sieurs les Commissaires le

Puis

19.

19. Août auquel je me re-
mets,

II. Puis qu'audit distric-
divers Pais par les Portu-
gaïs de la Bahia font ruinez
& spécialement les Capiti-
tainies de Rio grande & Pa-
raiba & autres totalement
devastez & rendus inutiles,
les sujets dudit Seigneur
Roi seront obligez à resti-
tuer tous les Esclaves qui en
sont enlevés sans en payer
rien, & encore de faire resti-
tution de tous les Fabricqs
de Materiaux appartenants
aux ingenios & Bains par
les Portugais, à quelle fin
les inhabitants du Brasil des
Estats Generaux auront
permission à tout temps
après la publication de ce
Traité de poursuivre & re-
peter par eux mêmes, ou
autres à leur ordre leurs
biens spoliés consistants en
Esclaves, Bœufs à Cha-
rettes & Cuivre, & sera le
juge du lieu où ils seront
trouvés en vertu de ce
Traité, sur les preuves à ce
produites, tenu de faire re-
stituer ou payer lesdits
biens aux Proprietaires, ou
à ceux qu'ils ordonneront
sans aucune forme de pro-
ces ou delay.

III. Et seront aussi obli-
gez ceux de la Nation Por-
tugaïse au Brasil sujets de sa
Majesté à livrer, à ceux de la
Compagnie des Indes Oc-
cidentales au lieu à ce assigné
mille Bœufs à Charette,
mille Vaches, deux cens
Chevaux, trois Cents Bre-
bis, le tout en trois ans,
sçavoir au Mois de Mars
1649. 500 Bœufs, 400 &
quatre vingt Vaches, 20
Taureaux, cent Chevaux
& Cent Brebis, & les
ans en suivant chacun an
deux Cens. Cinquante
Bœufs, deux Cens 50.
Vaches dix Taureaux 50.
Chevaux & Cent Brebis.

IV. Tous ceux qui par-
ci-devant ont demeuré es
Capitanies de la Comp-
agnie des Indes Occidenta-
les sous l'obeïssance des
Seigneurs Estats, & cause
des debtes ou autrement
s'en

II. J'ai examiné cet
Article avec toute la dili-
gence qui m'a été possible &
dans la reuey y ay rencontré
plusieurs difficultez n'estant
pas possible que la restitution
des Esclaves & Bœufs, que
demande la Compagnie se
fasse, pouvant être qu'ils soient
déjà morts, de plus j'ay
jugé qu'il est tres necessaire
d'assigner un certain temps
pendant lequel la demande
de ces choses se puisse faire,
car autrement il naistroit
tous les jours des querelles &
debats de ce dont devroit
procéder une ferme & in-
violable amitié. C'est pour-
quoi afin que ce qui aura été
promis soit inviolablement
observé, je croi qu'il ne faut
point changer les conditions
mentionnées en l'article 4. de
madite Responce du 19.
d'Août auquel je me remets
aussi.

III. J'ai déjà respondu
par trois diverses fois qu'il
est impossible d'accorder ce
qui se demande par cet Ar-
ticle, & cette impossibilité
ne provient pas tant de la
quantité que de la matiere, je
prie dont les Seigneurs Estats
d'oster cet Article.

IV. Les Portugais ci-
devant desdites Capitainies
& retirez es lieux de l'o-
beïssance du Seigneur Roi de
Portugal pendant les troubles
ou après seront obligez de
payer les debtes justement sur
eux

ANS s'en font retirez & allez de J. C. meurer sous le commandement dudit Seigneur Roi
1648.

eux pretendues par la Generale Compagnie ou particuliers sujets d'icelle les susdites debtes seront payées en la même forme qui s'establi-
ra sur le payement des debtes des habitans du Bresil qui demeureront sous le commandement des Seigneurs Etats, & seront les juges du Seigneur Roi obligez en ce cas, comme aussi en tous autres justice, quand ils en seront requis, d'administrer bonne & prompte justice & nous conviendrons en ce Traité de la maniere du payement.

V. Pareillement seront payées les debtes justement pretendues sur les sujets des Seigneurs Etats par les Portugais, retirez desdites Capitainies de la Compagnie des Indes Occidentales, & seront les Juges desdits Seigneurs Etats Generaux tenus à la requisition des susdits Portugais d'administrer prompte & bonne justice.

VI. On ne pourra oncques bastir Villes, Bourgs, Chateaux, ou aucune Place forte à dix lieues près les frontieres de par & d'autre qu'avec connoissance & consentement des Regens d'un & d'autre côté, & celui qui sera d'intention de faire aucun fort nouveau ou bâtir place forte, sera tenu d'en advertir l'autre, pour ensemble prendre inspection oculaire de la place & y consentir, si bon lui semble.

VII. Et afin que tous les soupçons soient ôtez & nouvelles disputes évitées qui oncques pourroient arriver entre les habitans du Brasil des Seigneurs Etats, & les sujets du Seigneur Roi de Portugal, les sujets & inhabitans d'un & d'autre part tant Ecclesiastiques que seculiers s'abstiendront de toute communication & passages par Eau & par Terre sans permission & adveu préalable des Supérieurs des places susdites, sauf que cet Article ne derogera à la permission donnée à la poursuite des debtes ou biens meubles.

VIII. Ledit Seigneur Roi de Portugal & ceux de la Nation Portugaise en Brasil, sujette à la Couronne de Portugal seront tenus de payer chacun en solidum, & en pour tous, à peril & hazard du susdit Roi & de la Nation Portugaise, à la Compagnie des Indes Occidentales en satisfaction des

V. Je demeure d'accord de cet Article.

VI. J'en demeure d'accord.

VII. J'en demeure d'accord.

VIII. Je consens à cet Article, mais non pas à la Clause qui commence, & la pretension Ulterieure, car ce ne seroit que donner occasion à de nouveaux differends sur un affaire duquel nous avons déjà convenu, estans de plus beaucoup à considerer que dix mil Caisses de Sucre font une somme si considerable

des Dommages tous & ce au recif annuellement mille Caisses de Sucre, moitié blanc moitié Moscovados, la Caisse a vingt Arobes de bonne & valable Marchandises pour l'espace de dix ans dont la premiere livraison se fera au Mois de Mars l'an 1649. & ainsi subcequivement tous les Ans & la pretension Ulterieure de la susdite Compagnie des Indes Occidentales de leur Dommage souffert sera soumise à la Prononciation des Arbitres Neutres, à choisir par chacun des Contrahans, lesquels au Cas de difference assumeront un troisieme.

IX. Et ceux de la Compagnie des Indes Occidentales de la part des Seigneurs Etats demeureront en possession & tiendront sur les côtes du Midy d'Afrique toutes les places situées entre le Royaume de Loango & Bengale, & ainsi toutes les côtes qui s'estendent de la hauteur de quatre jusqu'au troisieme degre inclusif, sans que les Portugais pourront avoir aucune place sur le Bord de la Mer entre deux, & en cas qu'ils les ayent acquis déjà, soit pour avoir fait aucuns forts ou Loges ou autrement seront tenus les quitter ou les rendre à la Compagnie des Indes Occidentales.

X. Mais quand aux Places situées dedans le Pays & possédées par ledit Roi de Portugal, les Portugais demeureront en possession d'icelles dans les limites susmentionnées, & ainsi au Pais ferme d'Afrique retiendront telles Terres & places qu'ils ont possédé en l'an 1647. & jouiront aussi de la liberté du Commerce en forme & selon le precedent Traité de Treve faite pour dix ans, à condition qu'ils payeront des Esclaves & autres dandres & Marchandises à la Compagnie des Indes Occidentales telle recognition & tel droit que les habitans des Provinces Unies sont tenus à payer.

XI. Et afin qu'en cecy nulle fraude soit faite, les navires des Portugais ne pourront aborder aucuns Havres, Rivières, Bahies, ou autres Ruissielets fors la Rade de la Ville de St. Paulo de Loando du côté du Midy ou du côté du Septentrion, ni aussi transporter leurs

bletant dans leur qualité que dans leur valeur que je ne l'ose presque dire & cette somme excessive meritroit véritablement qu'on ne soit pas trop rigoureux en d'autres points moins importants dans ce Traité de crainte qu'en nous amusant à des choses moins considerables nous venions à negliger les Principales, & par tant je demande que cette Clause soit ôtée de cet Article si neanmoins on en desire mettre tout le contenu au jugement des Arbitres j'y consens.

IX. X. XI. Pour ce qui concerne les places & côtes du Midy d'Afrique & l'Isle de St. Thomé, les choses seront remises au même état qu'elles étoient au jour que la Trêve conclue au mois de Juin de l'an 1641. y fut publiée conformément à ce qu'on a déjà delivré les Seigneurs Etats dans la réponse que donnerent L. H. P. le premier de Juin de l'an 1644. Il sera libre tant aux Portugais qu'aux Hollandois, de traffiquer dans leurs Ports sans aucun empêchement en payant les uns & les autres un droit égal reciproquement dont il sera convenu.

ANS Esclaves négociez, dantées
de J. C. & Marchandises par autre
1648. chemin que ladite Ville &
Havre de St. Paulo de
Loando où de tout temps
le Commerce est établi,
& l'on est accoutumé de
payer les droits.

XII. Semblablement,
ceux de la Compagnie pos-
séderont toute l'Isle de S.
Thomé avec ses Forts, &
Forteresses, & sur le côté
Septentrional de l'Afrique,
toutes les Places desquelles
ceux de ladite Compagnie
en l'an 1647. ont été en
possession, & si d'avanture
les Portugais depuis l'an
1642. & durant les derniè-
res disputes sur l'Isle susdite,
& le côté Septentrional de
l'Afrique entre les limites
suscitées eussent aussi fait
aucuns Forts ou Logis
occuper ou conquis,
soit par force, ou aucune
autre manière, seront aussi
tenus les quitter ou resti-
tuer, comme dessus est dit
des côtes du Midy.

Outre que comme lesdits Habitans n'expérimentent pas
la douceur, & les avantages du Gouvernement immé-
diat des Seigneurs Etats qu'expérimentent leurs Sujets de
ces Quarriers.

Et au contraire, ont déjà bien souvent expérimenté la
rigueur du Régime des Ministres de la Compagnie, ils
desirent d'avoir en ce point toute sorte d'assurance, & ce
qui touche les Ecclesiastiques s'ajustera dans la forme qui
sera trouvée convenable, pareillement comme il ne m'a été
rien répondu sur l'Article XIV. Je demande qu'entre le
Seigneur Roi de Portugal, & les Seigneurs Etats des Pais-
Bas Unis, soit établi une Paix Universelle, tant en Europe,
comme en Asie, Afrique, & Amerique, aux conditions
qui seront sur ce sujet ajustées, & sera cet Accommode-
ment inséré audit Traité, sans qu'il soit de vigueur & force
devenant la conclusion du Traité de Paix.

XIII. Tous les Prison-
niers d'une & d'autre part,
de quelle qualité ou reli-
gion qu'ils soient, (les
Juifs y compris) par deçà,
& par delà la Ligne, seront
relâchés & mis en liberté
sans rançon, & après la Ra-
tification de cet Accord sera
publiée une Amnistie géné-
rale, par laquelle tous actes
d'hostilité exercés de part
& d'autre, tant des inha-
bitans & Sujets de l'Etat des
Provinces-Unies au Brésil,
que des Sujets du Seigneur
Roi de Portugal, seront
mis en perpétuel oubli,
sans y comprendre Theo-
dore de Hoogstraate.

XIV. Cet Accord sera
pon-

XII. Pour ce qui concer-
ne l'Isle de S. Thome, dont
il est fait mention dans cet
Article, je réponds dans la
même forme que j'ai fait sur
l'affaire d'Angelo, étant tous
deux de même nature, &
pour ce que je ne vois point
dans ces derniers Articles de
réponse à ce que j'ai demandé
dans l'Article XIII. de ceux
que je donnai le 19. d'Avril
touchant la jouissance libre
des Conditions stipulées par
les Habitans de Paraíba, au
temps qu'ils se sont soumis à
leur obéissance, qui doivent
être déclarées, & insérées
dans le présent Traité, je
demande que ladite jouissan-
ce soit concédée par les Sei-
gneurs Etats aux Portugais,
leurs Sujets dans le Brésil,
pour une plus grande assuran-
ce du Traité, tant du côté
des Seigneurs Etats, que de
la part de leurs Sujets, aus-
quels sa Majesté de Portugal
a promis d'obtenir de L. H.
P. ladite jouissance, quand
il a promis de faire ladite
restitution.

XIII. Je demeure d'ac-
cord de cet Article.

XIV. Je demeure d'ac-
cord

ponctuellement & religieu-
sement observé de part &
d'autre, & en cas qu'en
quelque temps soit contre-
venu en aucun quartier du
Brésil ou ailleurs, par delà
la Ligne Equinoxiale par
ledit Seigneur Roi de Por-
tugal, les Portugais mê-
me, les Seigneurs Etats,
leurs Sujets mêmes, ou par
quelques autres par leur or-
dre respectivement, on en-
tend que non pas ce Traité
seulement, mais aussi le
précédent Traité du 12.
Juin 1641. seront cassez,
& généralement tenus pour
rompus, tant en deçà qu'en
delà la Ligne.

XV. Pour à quoi pré-
venir les Sujets d'une part
& d'autre, seront sérieuse-
ment commandez d'obser-
ver tous les points compris
en ce Traité, avec avertisse-
ment que ledit Seigneur
Roi & les Seigneurs Etats
respectivement ont résolu,
& promis à leurs Sujets de
les défendre avec toute la
puissance de leurs Etats res-
pectivement contre tous les
infractions de Traitez, &
Accords.

XVI. En ce Traité se-
ront compris, tous les Rois,
Princes, Seigneurs, Peup-
les, & Nations, avec les-
quels ledit Seigneur Roi,
& les Seigneurs Etats, ou
de leur part, la générale
Compagnie des Indes Oc-
cidentales, sont en Allian-
ce ou Amitié respectivement,
tant en Afrique,
qu'en Amerique, nul ex-
cepté.

XVII. Le Traité sera
agréé & ratifié par le Sei-
gneur Roi de Portugal, &
les Seigneurs Etats Géné-
raux respectivement en dû
& meilleure forme en trois
mois, à commencer de la
date d'aujourd'hui, & sur
ce étant venu la Ratifica-
tion du Seigneur Roi sus-
mentionnée audit temps,
elle sera échangée & déli-
vrée contre celle des susdits
Etats Généraux.

XVIII. Et afin que ce
Traité puisse être mieux
observé seront obligez par
serment formel promettre
l'observation de ce Traité
au Recif, le Président &
Grand Conseil au nom des
susdits Seigneurs Etats, &
de tous les Inhabitans, en
présence des Ministres Por-
tugais de sa Majesté sus-
mentionnée, & en la Bahie

cord de cet Article, avec
condition qu'aussi-tôt que les
différens commenceront à se
découvrir entre les Sujets de
part & d'autre, soient les
Gouverneurs au Brésil d'un
& d'autre côté, obligez de
se trouver sur les Frontières
par eux ou par leurs Commis-
saires pour delivrer & con-
venir à l'amiable, s'il est
possible, sur la réparation
des griefs & observation des
Traitez. En quoi, s'ils ne
peuvent s'accorder ensemble,
sera donné au plus tôt avis en
Portugal à sa Majesté, &
és Pais-Bas Unis aux Sei-
gneurs Etats, afin que d'un
& d'autre côté, Ministres
publics soient autorisez ou en-
voyez pour vider & termi-
ner les différens.

XV. D'Accord.

XVI. D'Accord.

XVII. D'Accord.

XIX. Je

ANS de Todos los Sanctos, & Rio de Janeiro, par le J. C. Gouverneur, & Régens de ces Places du nom du fufdit Seigneur Roi, & tous les Inhabitans illec aufſien préſence, & à la requiſition des Députez, à celle fin y envoyez du Recifi.

XIX. Et cefferont tous actes d'hoſtilité, & la reſtitution des Places ſtipulées, & Biens, ſera faite auſſi-tôt que la notification de cet Accord ſera faite au Braſil, & ailleurs, laquelle au plus tard, ſe devra la ſignature de ce preſent Traité.

XI X. Je demeure auſſi d'accord de cet Article, néanmoins ſi les Seigneurs Etats trouvent bon que tous actes d'hoſtilité ceſſent auſſi-tôt que le Traité ſera ſigné, il me ſemble qu'il ſeroit plus à propos pour éviter à beaucoup de deſordres qui pourroient arriver.

C D X X I V.

ANS Capitulation de FERDINAND IV. élu Roi des Romains. Faite à Ausbourg, le 2. * 1653. Juin, 1653. Thuldenus Tractatum Hiſtorico-Politicorum, &c. Parte II. ſub ſinem.

L'EMPEREUR, ET L'EMPIRE.

* Ou 26.

N Os Ferdinandus IV. Dei Gratia, Electus Romanorum Rex ſemper Auguſtus, Germaniz, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Sclavoniæ, Rex, &c. Archidux Aultriæ, Dux Burgundiæ, Marchio Moraviæ, & Luſatiæ, Dux Luxemburgi, Sileſiæ, Stiriz, Carinthiæ, Carniolæ, Wurtembergæ, Comes Habsburgi & Tyrolis. Teſtatur hiſce præſentibus Notumque facimus omnibus & ſingulis, &c. Quod poſtquam Dei Omnipotentis Providentia ante paucos elapſos dies, ob graves & impellentes cauſas, in debite incepta Electione, à Reverendiſſimis & Sereniſſimis Joanne Philippo Moguntino, Carolo Caſparo Trevirorum, Maximiliano Henrico Colonienſi, Carolo Ludovico Palatino Duce Baviaræ, nec non vice Alberti Adminiſtratoris Electoratus Baviaræ Joan. Georgii Ducis Saxoniz, Juliz, Cliviz, Montium, Burgavi Magd. & Friderici Wilhelmi, Marchionis Brandenburgici, Burgravii Noribergienſis, omnibus S. R. I. per Germaniam, Galliam, Italiam, Archicancellariis, etiam reſpectivè Archidiaconiſ, Archimarchalli, Archicamerariis, & Archithelaurarii, noſtris dilectis amicis Conſanguineis & Electoribus, ab eorumque Plenipotentariis legatis Maximiliano Comite in Curtzen, Barone Zenſtenauhe, Henrici de Friefem, juniore in Schöufeldt, & Jeſſen, Joachimo Friderico Barone in Blumenthall, in Protzl, Stabenau, Preth, Klobii & Drebau, nos ad honorem & dignitatem Regii Romani nominis & poteſtatis electi & elevati ſimus, quam dignitatem cum ad Dei laudem & gloriam ad Romani Imperii decus, totiuſque Chriſtianitatis & Germanicæ nationis communem utilitatem acceptaverimus ideoque ca nos oneraverimus, tamen interim ex libera & gratioſa voluntate, cum noſtris amicis & conſanguineis Electoribus pro ſe communi etiam Principum & Statuum Romani Imperii nomine, in hoſce ſubſequentes articulos & conditiones in forma pacti convenimus, eoſque acceptavimus & deſuper tranſegimus, & appromiſſimus ſcienter omnia vigore hujus.

I. Et primo quidem quod tempore noſtræ Regiæ dignitatis, offici & Regiminis Chriſtianitatem, ſedem Pontificiam ejuſque caput SS. Papat, Eccleſiam Catholicam, velut illorum Advocatus, in bona & fideli cuſtodia & protectione habere, præſertim S. R. I. pacem, Juſtitiam & concordiam plantare, erigere & procurare velimus, ita ut curſu ordinario & decenti, pauperi atque ac diviti ſine reſpectu perſonarum, ſtatuum, dignitatum, Religionis, etiam in cauſis privatis non attento domus noſtræ intereſſe proprio, Juſtitia promoveatur, obſervetur, & quiſquis illam obtineat: Executio etiam ſe-

Tome III.

cundum partium ordinationem, libertatem, & antiquam conſuetudinem fiat. Interim quantum ad hunc de J. C. & ſeqq. articulum 16. præſentis obligationis, quod communiter vel particulariter concordata principum attinet, cum ſupra memorati noſtri dilecti amici & conſanguinei tres Electores, Saxo, Brandeburgicus, Palatinus, maniſeſto coram nobis ſe declararint, ſe in illud quod de SS. Sede Romana, & ſummo Pontifice allegatum nullatenus velle conſentire tam pro ſe quam aliis ejuſdem Religionis, ita ut in hoc puncto nos obligari nolint, ideoque in eventum talem, tam Religionis quam etiam profanz paci in præjudicium contra ipſos nullo modo allegari, vel præſticipari velint, ſed omnes in æquali protectione habere & conſervare debeamus.

II. Volumus auream Bullam cum nuper adjuncta extensione Octavi Electoratus vigore Pacis Monafterienſis & Oſnabrugeniſis, & memoratæ Pacis conſuſe tenorem, Pacem etiam Religionis in prophanis rebus publicam ejuſque manutentioniam, Auguſtæ Anno * 1555. in comitiis acceptatam renovatam & correctam, etiam talis ſubſequentibus ſæculis Imperii reſcriptis præcipue modo ſuſtes, in ſup. memor. conſuſ. Pacis Monaf. vel Oſnabru. executionem reſeſſu Norimbergæ, repetatur confirmatum ut & omnia illa quæ præſentibus Comitiis hiſce Ratisbonenſibus tranſacta & conſuſa, & quidquid ad plenum effectum Pacis in futurum pro optimo judicatum fuerit, æque ac ſi huic Capitulationi de verbo ad verbum inſeſſet manuteneſſe, ratificare, deſuper neminem gravare, etiam alias Romani Imp. ordinationes & leges in quantum ſap. memorat. S. R. I. reſcriptis Anno 1555. auctis, etiam ſap. allegatæ Pacis conſuſe contentanz fuerit confirmare, renovare; & omniſque cum conſilio noſtro & S. R. I. Electorum aliorumque ſtatuum in quantum neceſſitas exegerit emendare, etiam illos qui ſe contra memoratam conſuſam, & in illa confirmatam Religionis Pacem, veluti indiſſolubile vinculum capitis membrorumque quippiam ſcribere, vel palam imprimere, quod exinde ſeditionis, contentiones, diſſidentiz, rixæque emergere tentaverint, vel præſumpſerint, debite punire, ſcripta vel impreſſa caſſare, authores æque ac complices, ut ſup. de jure proſequi, quo ad tenorem ſcilicet reſeſſu Noribergienſis cum reſervatione bene memorati noſtri dilecti Conſanguinei Electoris Brandenburgici ejuſque Pomeraniæ ulterioriſ plenariæ reſtitutionem & in eventum ejuſdem Electori Brandenburgico (§. ulterioriſ Pomeraniæ liſe) & terram in memorato Executionis reſeſſu, nulli erunt præjudicio nec uſui Regniæ Sueciæ, multo minus illud modo vel in futurum uſurpare poterit.

III. Et tertio in omnibus volumus & obligabimur, Germanicam nationem, Romanum Imp. Electores veluti membra Principalia, ſecundum tenorem auzæ Bullæ præſertim 13. Artic. alios etiam Principes, Comites, Barones & ſtatuum cum immediatis Imp. ſtatibus & libera Imperii Nobilitate in ſua dignitate, Jurisdictione, Jure, juſtitia, viribus & potentia, unumquemque etiam in ſuo ſtatu & conditione relinquere, ſine noſtra aliorumque turbatione & impedimento, ſtatibus ſua Regalia, ſuperioritatem, libertates, privilegia, ſtationes Hypothecarias & jurisdictiones, ſtatuta & laudabiles conſuetudines, quæ huc uſque habuerunt & in uſu retinuerunt ſalo & ſolo in forma debita & conſueta ad reſquiſitionem confirmare, illos etiam deſuper tanquam Electus Rex Romanorum manuteneſſe, defendere & protegere, interim nemini ſuos ſubditos & indigenas ab eorum territorio & jurisdictione ſicuti & à contributionibus, decimis, aliſque communibus oneribus eximere vel liberare, reſiſto & ſalvo jure cujuſcunque.

IV. Poſteaquam jam ab aliquo tempore acciderit, ut Exterorum potentatum, principum Rerumque publicarum legati, & imprimis hi, qui nomine Coronarum & ſic ſub prætextu paritate dignitatis, in Cæſareis & Regiis ſacellis Electorum legatos, & deputatos præcedere auſi fuerint. Volumus & obligamus hoc impoſterum non admittère, niſi in caſum, cum præter Electorum legatos, ritè titulatorum & coronatorum regnantium Extraneorum Regum Reginarum viduarum & pupillorum, quibus regimen ætate adveniente competit, interim ta-

A a a a a a

men

ANS
1653.

* Il ſeur
qu'il y ait
ici des
parler
d'un Acte
fait en
1655.
Je
craigns
que l'Aug-
uſtæ
autſi
fournit
cette Pié-
ce ne ſe
ſoit étran-
gement
mépris en
tout ceci.

ANS
de J. C.
1653.

men in tutela vel curatela sunt legati poenæ præsto essent, poterit legatis antecire, illis verò Electorum legati ante omnes alias respublicas Extraneas & principes personarum præsentem immediatè sequi. Volumus & curabimus insuper, ut Electoribus ipsis sua dignitas & prærogativa conservetur, contraque hanc ab extraneo Regimine vel Rerumpublicarum legatis, in nostra Cæsarea & Regia Aula, vel ubicunque contingere posset, nihil novum & præjudiciale incipiatur vel toleretur, quidquid etiam per decreta vel alias inceptum & ordinatum fuisset, ita ut illud impofterum cassatum & annullatum futurum sit.

V. Indulgemus etiam 7. Electoribus aliquando pro commoditate, vigore Auræ Bullæ ad eorum & Imperii necessitatem, etiam quancunque gravamina habuerint, ut convenire possint, ad consultandum, idque non impediemus, nec in ullo turbabimus, nullamque disgratiā vel sinistram quippiam contra universos & singulos suscipiāmur vel concipiemus, sed nos in hoc sicut in aliis vigore auræ Bullæ gratiōsè & pro data infor natione sincera gerere volumus, eaque de causā & Nos Electorum communem unionem Rhenanam quæ aliā accepta & approbata laudabilis à prioribus Cæsaribus, tam in his quam aliis comprehensis punctis ex parte nostra approbare & confirmare.

VI. Volumus & obligabimur etiam omnes vetitas, odiosas uniones, pacta, conventiones subditorum, Nobilium & Communitatum, etiam tumultus, seditiones & indecentem vim contra Electores, principes & alios adhibitam, quicquid & impofterum accidere posset, tollere & abolere, cum Concilio etiam Electorum Principum statumque in id incumbere, ut huic malo quantum præveniatur, impediaturque, impofterum nullatenus interim per felicitatos & immaturos processus, ulteriorem causam probare. Insuper cum ex indulgentia defunctorum Roman. Regum & Imperatorum aliquibus Extraneis, à S. R. I. Exemptis Principibus & potentatibus super immediatis & mediatis civitatibus & statibus antiquitus datæ vel proprio motu acquisitæ, acceptatæ vel alias usurpatæ Literæ protectoriales, atque hiæ contra proprios subditos in civili & iustitiæ causā contra Imperii etiam sanctiones agant, indeque non minima differentia & turbatio communis Pacis publicæ eveniret, ita ut Imper. Rom. iurisdicção autoritas & Regalia, graviter læsa fuerint, per Exemptionem spectabilium membrorum plene sit interversa, sic volumus & obli abimur ad avertendam natam periculosā publicæ tranquillitati & R. Imp. damnosam differentiam & dismembrationem, tales literas protectoriales, super mediatis Regionibus & Civitatibus, illis potentatibus & potentatibus, qui nostræ & R. I. Jurisdictioni ut supra memoratum, non sunt subiecti, non solum non elargiri & concedere, sed evitare insuper ut nequidem acceptentur, neque etiam taliter ob causas & considerationes temporis ab antiquis Imperatoribus statibus concessa & indulta & à mediatis statibus acceptata per rescripta vel alio modo confirmare, sed in eo esse ut mediante interpositione nostra, vel per alia licita media & vias, memorata à prioribus Cæsaribus ut dictum data & acceptata protectorum revocentur & illis renuntietur, vel ad minimum ad terminum primæ Cæsareæ & Regiæ concessionis, si haberi possint, sive sine ulteriori Extensione & ampliacione reducantur, & si unusquisque in nostra & Sacri Romani Imperii unica defensione & protectione relinquatur, curabimus insuper ut Electores, Principes & status R. Imp. & illorum subditi sine imploratione Extraneorum adherentium & assistentium in aequali protectione & administratione iustitiæ, Religionis & prophanorum rerum, Sanctionibus Imperii & Ordinatione Cameræ Paci Monast. & Osnabrugæ conclusæ & sequentibus & futuris Imperii recessibus conformiter conserventur, Bullæ etiam Brabantinæ abusus qui jam ab aliquo tempore irrepit, ad tenorem novissimi Imp. Recessus de An. 1641. & conclusæ Pacis, ut aboleatur & reducat. Consimiliter ut secum illas in Anno 1548. inter Burgundum & Imperium Electos Austriacos & compactata agatur, ulterius etiam ut decem Civitates Imperiales in Alsatia, excepto Jure Advocatiæ specialis

seu protectionis, vigore instrumenti Pacis, sicuti alii ANS immediati status semper maneant, super hæc omnia de J. C. Electores, Principes & status, eorum terras & subditos 1653. pro posse defendemus, manutenebimus, & contra in nullo gravabimus.

VII. Volumus & obligabimur etiam ut Rex Romanorum Electus in causis Imperii nulla fœdera, Pacta vel uniones, cum Extraneis nationibus vel alias in Imperio, nisi primitus Electorum principum & statuum consensus habuerimus, inire, si verò salus & utilitas publica celeritatem majorem requirit, volumus & curabimus & septem Electorum consensum, occasione & loco commo- do, & quidem per conventionem collegialem, non autem per singulares intimationes, usque dum ad communia Imperii Comitii veniri possit ut accipiamus & habeamus.

VIII. Quidquid etiam à tempore aliquo unicuique Electori Principi & singulis aliis vel illorum prædecessoribus Laicis vel Ecclesiasticis, taliter sine jure vi ablatum vel abstractum, quidquid etiam Electores Principes & status tenore conclusæ Pacis Monasterii & Osnabrugæ restituere tenentur & adhuc dum retinent volumus & curabimus ut de jure decet & secundum æquitatem contra quoscunque ut sua recipiant sine Religionis respectu, & ut sine impedimento mora & dilatione in quantum juris habuerint, de super manuteneantur & defendantur.

IX. Insuper præcipue volumus & obligabimur de Romano Imperio & ejusdem appertinentiis, non solum nihil sine scitu, voluntate & permissione supramemor. Electorum omnium, donare, obligare, oppignorare & in Hypothecam dare, nec alio quovis modo alienare vel gravare, verum ita id incumbere ulterius omnemque sollicitudinem & diligentiam adhibere, ut illud quod discessit, veluti Principatus caducos, territoria & alia confiscata & non confiscata notabilia bona quæ ex parte in aliorum Extraneorum nationum manus sine jure devenerunt, quamprimum denuo reducere, approbare tali modo relinquere, præsertim cum nobis relatum sit, quod aliqua spectabilia Dominia, territoria, Feuda, in Italia alienata sint, certitudinem hujus curabimus indagari, & in casum à Regnante & vivente adhuc S. C. M. id in vita præstitum non fuisse de super inquirere qualiter sese cum hiis alienationibus habeat, & receptam informationem, ad Cancellariam Electoris Moguntini, aliorumque Electorum notitiam intra annum post inchoatum nostrum Regimen computandum, certo transmittere, idque ut & alia omnia supradicta cum Consilio, auxilio adinvento septem Electorum aliorumque Principum & Statuum semper incipere, qualiter per nos & ipsos salutare utile & bonum factu videbitur & conclusum fuerit, salvo cujuscunque jure jurisdictione & acquisito privilegio.

X. Et licet nos vel nostri, quoad ad Romanum Imperium pertineret & nondum transmissum nec justo titulo acquiritum esset vel foret possideremus hoc volumus & obligabimur, secundum pacta & conventa sine mora ad instantiam Electorum restituere.

XI. Volumus & obligabimur tempore nostri Regiminis, nos pacificè cum vicinis Christianis potentatibus gerere, nullas lites, contentiones vel bella in vel extra Imperium ea de causa incipere vel aggredi, nec ullos milites Extraneos in Imperium inducere, vel pati intrare sine scitu, consilio & consensu Imperii, statum vel ad minimum septem Electorum si verò in mora periculum foret, ita ut ad comitia Imperii, quæ in hunc casum quamprimum conscribimus, commode pervenire non possit, arque si ab uno vel pluribus statibus Imperii vel Extraneo Regimine talia incipiantur, extraneique milites in vel Extra Romanum Imperium cujuscunque nationis, sub quolibet etiam licet prætextu ducantur serio illos avertere, vim vi repellere & casis statibus auxilium manutentionem pro viribus præbere, secundum tenorem & recessum Imperii & Executionis ordinationem, adesse si verò nos ratione Imperii, vel propter Imperium ipsum, bello appetamur, illo casu nobis quocunque subsidia invocare licitum & concessum remanebit.

XII. Volumus & obligabimur etiam Electores, Principes,

ANS cipes, Prælatos, Comites, alioque Imperii status im-
de J. C. mediatos liberam Imperii nobilitatem alioque status,
1653. adhuc inducere, sed contra si nos vel alius in communi
vel particulari cum illis agere habuerimus, vel aliquam
causam incipere velimus ad evitandas rixas, contentio-
nes, Bella, aliaque attentata prohibenda pro unione &
concordia conservanda ad ordinarium iudicium & iusti-
tiam remittere, nullatenus verò permittere, ut in illis
vel aliis causis, sub quovis prætextu vel nomine etiam id
contingere, si ordinario iudicio definiri possit, ut exin-
de bella, vallationes, rapinæ, oppignorationes, in-
cendia, vel alia similia eveniant taliterque lædantur.

XIII. Pollicemur & promittimus etiam si necessitas
ita postulerit ut pro Romani Imperii defensione milites
debemus conscribere, quod illos sine consensu &
scitu Electorum, Principum & statuum extra Impe-
rium deducere nolumus, verum ad defensionem & libe-
rationem prefforum statuum illis uti, & ad id applicari
velimus, quod si etiam à nobis vel aliis, aliquo milites
in Imperio, ad Extraneorum potentatum & principum
instantiam conscribentur curabimus ut Electores
principes & status Imperii, in collectione eorumdem
& deductione, nullis hibernationibus, lustrationibus,
transitionibus, vel alio quovis modo Imperii constitu-
tionibus contrario nulla ratione graventur.

XIV. Consimiliter Electores & alios Sacri Romani
Imp. status Comitibus Imperialibus iuribus Cancellariæ,
itineribus, Exactionibus vel contributionibus indebite
non molestabimus, etiam in permissis necessariis fortui-
tis casibus taxam contributionum aliter non quam vi-
gore conclusæ Pacis ordinaria via per Imperiales & cir-
culares dietas assignabimus & præscribemus, sicuti &
nulla comitia extra Germanicum Imperium, nisi septem
Electorum habito consensu & voluntate ad id sin-
gulariter requisito & accepto, vel si ipsimet sponte
considerata Imperii necessitate nobis humiliter id pro-
posuerint & desuper admovent, designabimus & incipiemus
ulterius etiam assignatas contributiones & auxilia ab Imperio
& statibus, in nullum alium finem, quam cum ad quem deputaverint,
nemini insuper suam quotam in Imperii auxiliis assignatam
remittere vel imminuere tentabimus.

XV. Ut etiam Electores principes prælatos Comi-
tes, Barones, nobiles & alios Imperii status & eorum sub-
dito sub eorum iudicis Diebus extra Germanicam na-
tionem & eorum iudiciis ordinariis non abstrahemus,
avocabimus, vel citari alio curabimus, vel citari alio
curabimus, sed è contra omnes & singulos ad normam
aureæ Bullæ & imperii leges ordinationes, imprimis
unumquemque in sua immediate privilegia de non
appellando & Evocando in prima instantia eorumque
ordinariis immediatis iudiciis, cum cassatione & an-
nullatione omnium huc usque contra attentatorum &
contraventionum, sub quovis etiam id prætextu esse &
contingere posset, relinquemus. Cum interim etiam
ab Electoribus principibus & statibus, à multis annis
elapsis, tam contra nostrum Cæsareum aulicum iudi-
cium, quam alia provincialia iudicia Sueviæ Rottwei-
lenfæ & Weingardenfæ scilicet, varia & magna grava-
mina advenierint, atque in diversis superioribus Impe-
rii conventis proposita sint, ideoque etiam in con-
clusionem Pacis pro eorumdem abolitione jam laborave-
rimus ea de causa volumus in hunc casum, in proxi-
mis Comitibus ad quæ in Instrumentum Pacis remissa
sunt, si interim nulla certa conclusio, vel à præfenti
Cæs. Majest. emendatio facta esset, in id incumbere,
ut talibus gravatis imperii statibus plenarie desuper fa-
tisfiat, interea tamen Electorum & eorum subditorum
ab antiquo concessas Exemptiones à memorato Rotwei-
lenfensi iudicio in vigore suo omni modo conservabimus,
nec contra hæc in quopiam gravare vel turbare cona-
bitur.

XVI. Et cum super & contra concordata principum
& factas transactiones, inter Ecclesiam & summum
Pontificem, vel sedem Romanam & Germanicam Na-
tionem, cum inordinatis gratiis rescriptis annatis Col-

legiorum & Ecclesiarum, cum quotidiana etiam mul-
tiplicatione & ampliatione officiorum in aula Roma-
na, etiam in reservationibus, dispensationibus, præci-
pue vero resignationibus talium præbendarum, præla-
turarum, dignitatum, officiorum quæ aliquando per obitu-
m ad curiam Romanam non devolvuntur, sed semper
non obstante, quo in mense vacaverint, illis Archiepis-
copis, Episcopis & Capitularibus & aliis colla-
toribus remanent, sicuti etiam per coadjutores præla-
turarum Electivarum, & præbendarum vel alio modo
in detrimentum Collegiorum & Ecclesiasticorum, &
ulterius contra concessam libertatem in præjudicium in-
super juris patronatus & Dominorum Feud. continue
& sine intermissione palam erratum & actum fuerit Ex
eoque non ferendæ, prohibitzque Societates, contra-
ctus uniones, ut nobis relatum est inire & erectæ
sint, Volumus & obligabimur, illud cum Consilio
Electorum Principum & aliorum statuum, apud sedem
Romanam S. Papam patrem nostrum pro posse demon-
strare, removere & illis prævenire, illud præterea cu-
rare ut memorata concordata principum erectæ pacifi-
cationes etiam privilegia & libertates conserventur &
manuteneantur, & illis firmiter inhaereant, Excepto
si difficultas & abusus appareret & eveniret hi qui secu-
dum ordinationem in Comitibus Anno 1530. remove-
bantur neque imposterum similia sine consensu Electo-
rum non permittemus interim quantum ad hunc & se-
quentem 17. Articulum, Dilectis nostris consanguineis
Electoribus Saxoniz, Brandeburgi, & Palatino eo-
rumque religionis aſſectis, nullum præjudicium, con-
sequentiam creabimus, sed secundum Instrumentum
Pacis Monasterii & Olmaburgæ erectum, tam in Reli-
gione quam prophanis & causis politicis, eosdem con-
servabimus sine læsione & damno.

XVII. Ulterius etiam volumus in locis aliquibus
irrepentes abusus, per quos causæ civiles ab eorum ordi-
nario iudice, ex Imperio ad Nuntios Apostolicos, & plen-
ne, etiamnum ad Curiam Romanam deferuntur tollere,
annulare & serio prohibere, nostrisque Cæsareo Fiska-
li, tam bene in nostro Consilio Imperiali Aulico,
quam Camera mandare ut contra tales tam partes quam
Advocatos procuratores Notarios, qui imposterum tale
quid præsumperint, vel quovis modo agere inceperint
prævia debita citatione & accusatione, & officio pro-
sequi ut transgressor in talibus quamprimum secundum
delictum puniatur.

XVIII. Volumus itidem & obligabimur omnia
gravia Mercatorum Monopolia & Societates & eorum
aſſectas: qui huc usque pecuniis suis usura, sænore,
similibusque illicitis lucris pro voluntate egerunt, ex
eaque turbas multas in imperio, quorum subditis, gra-
ve damnum, gravamen, læsionem contulerunt & adhuc
pariunt quotidie, cum consilio Electorum aliorumque
statuum, qualiter ipsis obviari posthac possit, licet id si-
ne effectu antehac etiam inceptum fuerit, curare ut ta-
lia aboleantur, nullo modo vero privilegia alicui
Monopolis elargiri in tantum etiam ut si data fuissent
ut contraria ordinationibus & Imperii sanctionibus tota-
liter cassare, prohibere, & annullare.

XIX. Volumus super hoc & curabimus, præcipue
etenim cum Germanica Natio & Romanum Imperium,
terra & aqua vel maxime gravetur ut imposterum nulla
telonia erigantur vel vetera augeantur & amplientur,
nisi cum speciali & quidem consilio Collegiali Electo-
rum supra memoratorum illorumque scientia, voluntate
& permissione eoque ut omnes & singulos qui ob nova
telonia, tam terra quam aqua erigenda, vel antiqua au-
genda proroganda, instantias fecerint, ad collegialem
conventum remittere velimus; interea ipsos ad tranqui-
litem & ut ad pacifice se gerant hortabimur. Interim
cum sepe numero accidat, ut nomen telonii quidem
aliquando non usurpetur, sed sub prætextu mercium
deponendarum privilegio & juris stabuli und. *Stabellge-
rechtigkeit*, vel alias de adventibus & abeuntibus
navibus & mercibus æque fere multum, quam in vero
telonio recipiatur, extorqueant insuper mercimoniis &
navigationi percoactas & indecentes ex & impositiones,
&

ANS & frumentorum deductiones & aliorum bonorum magna & gravia impedimenta, & damna adveniant & caute-
de J. C. fectur. Ideoque omnia illa & singula similia tam in bello quam in pace tollemus, ita ut in omnibus fluminibus

1653.

& aquis navigabilibus Imperii sine differentia, non attentis novis attentatis; quidquid sine consensu Electoralis Collegii ordinario etiam aliter ex practicum fuerit, vel alias uno vel altero loco ad usum adeptæ concessionis sub quo etiam nomine vel prætextu vel motu proprio vel violente id usurpare quæserint penitus tollere, annullare, neque à nobis similia, cujus licet dignitatis vel status fuerint sine memorati Electoralis Collegii consensu, alicui concedentur, unicuique Sacri Romani Imperii Electori liberum reliquentes, si se gravatum desuper senserit, se eximere illis interim privilegiis quæ Electores Principes & status, à prædefunctis Romanorum Regibus & Imperatoribus, illo tempore, quo Electorum ratificatio & consensus nondum taliter per pacta & capitulationes adhuc admissus vel ut modo necessarius fuit; impetrarunt, & huc usque quiete possederunt, nihil derogando vel præjudicando, sed illa privilegia ad instantiam scilicet illorum, vi & auctoritate articuli Tertijsuprapositi confirmabimus, statufque desuper sine molestia cujuscunque manutenebimus.

XX. Cum etiam multiplices querelæ advenirent quod diversi status immediati æque ac mediati ab aliquo tempore noviter inceperint, & adhuc defacto etiam per arresta & in Romano Imperio prohibita repressalia proprio motu concutur in suis portis vel aliis locis, in vel extra civitates invecas vel evectas merces, frumenta, vinna, sale, pecora & alia certis impositionibus sub nomine acisiorum, *ungelds, niderlag, Stande vnnnd marchrecht, pforten, brücken, weeg, kaufhaus, vendten, pflaster und Cento gelder* & aliis similibus impositis gravare, & hoc in simili effectu & consequentia non solum in forma novi telonii, sed etiam ut ordinaria sepius excedant, vicinisque Electoribus, Principibus, & statibus eorum ditionibus subditisque publico etiam foro, mercimoniis & mercatoribus pro non minimo damno molestia ita ut directè libertati commerciorum, tam aqua quam terra obstat noceatque. Igitur volumus illa ubique locorum abrogare & exterminare illisque adimere contraque ulterius delinquentes modo debito & serio agere & imposterum prævenire Electoribus principibus & statibus data interim licentia, se & suos, à talibus gravaminibus (ut & priori in articulo, jam tum memoratum est) proprio motu, propofse eximere se & liberare, immediatis tamen statibus quantum ad suos cives in puncto Consumptionis aliquid sine damno vicinorum vel detrimento Extraneorum, ut recipiant liberum sit sicuti & in illis quæ ante hoc bellum in usu & possessione habuerunt nihil hic ipsis præjudicabitur.

XXI. Similiter volumus illos status quibus à nostris prædecessoribus Romanis Imperatoribus cum consensu Imperii Electorum cum hac forma & reservatione vel nova telonia data vel vetera aucta vel prorogata, ut sæpe memoratos Electores eorum subditos, famulos & deservientes, vel alias privilegiatas personas & eorum bona, cum talibus de novo datis, ampliatis & prorogatis telonis minime gravent, sed in omnibus & singulis locis ipsorum principatuum & ditionum cum mercibus & bonis suis liberum transitum & iter absque ulla solutione concedant, se insuper intra certos terminos ampliationis telonii præscripto modo contineant, in hunc finem etiam certo & concordato ut reversu erga Electores se obligent, illos etiam qui talem reversum nondum tradiderint, omni modo & serio constingere, ad exhibendum & Electoribus tradendum, illis autem qui præscripto modo nova telonia vel antiquorum ampliationem vel prorogationem obtinuerunt, concessionis nostras Cæsareas, nisi ante Extraditionem supra memoratam reversalium, nolumus impartiri. Cæterum ut quisque plenior, super novis & veteribus ampliatis telonibus qua terra qua aqua, citra aliorum impositionem & Exactionem, an & qualiter quisque prætendens ad hæc de jure sit fundatus, informatio-

nem habere queat, sic curabimus apud unumquemque principem qui caput circuli, inquiri desuper, eaque de causa specificationem nobis dari præcipiemus, atque tunc in abolitionis & hujusce reductionis puncto cum Electorali collegio communicabimus, & in casum quis apud nos pro novo telonio erigendo vel veteri augendo pro rogando supplicaverit seque insinuaverit, nolumus ipsi ullas promotoriales vel intercessionales ad Electores dare vel publicare.

ANS
de J. C.
1653.

XXII. Volumus itidem & obligabimur neque in Rheno vel alio quovis fluvio navigabili intra Romanum Imperium, ullam armatam navem *Aufzleger* licentias vel alias Extraordinarias Exactiones, vel quod super hoc ad impedimentum & commerciorum detrimentum, præsertim autem Rhenani, aliis Electoribus S. Romani Imperii ad damnum & diminutionem ipsorum sublimiorum Regalium accedere posset, quippiam ut agatur vel accidat concedatur.

XXIII. Si etiam eveniret ut unus vel plures cujus status vel Conditionis hic vel illi forent, qui nova telonia in ipsorum principatibus, regionibus, territoriis & jurisdictione tam terra quam aqua tam in Danubio quam aliis S. Romani Imperii fluminibus, in ascensu vel descensu pro se sine privilegio nostro & permissione septem Electorum imposuerint vel imposterum imponere decreverint, hunc vel tales, quam primum illud resciverimus, vel ab aliis nobis indicatum fuerit, volumus per mandata sine clausula & alia necessaria juris remedia, vel alias omni modo possibili ab incepto retrahere plane vero non concedere ut aliquis de facto & motu proprio nova telonia instituat, vel sponte augeat, usurpet recipiatque.

XXIV. Etsi contingeret ut per talia nova telonia & impositiones, telonia Electorum damnum & immunitationem paterentur. Electores etiam ad juridice agendum tam active quam passive devenirent, maxime cum talia telonia instituta Regalia & privilegia, solum Imperatoribus Romanis & Regibus elargiri & dare cum septem Electorum consensu, concessum & permiffum sit, eaque de causa desuper occurrentes lites & controversiæ nullæ aliæ quam nostræ pateant decisioni, causæ insuper tales solum coram nobis agitari deduci & definiri conveniat, & debeant ideo nullus Elector, tam in nostro & Sacri Romani Imperii Camerali dicalterio vel aliis judiciis, ordinariis actionibus se constringi patiatur, quem in finem Cameram debite hac in causa admonemus nec permittimus & intermitteremus interim procurare, ut omnes illi processus qui in supradicto Cameræ dicalterio intra quatuor Electores Rheni conjunctim & in specie & aliis sacri Romani Imperii statibus & civitatibus prioribus temporibus tam passive quam active deveniunt, ut revocentur; & ad nostrum Cæsareum Consilium aulicum avocentur & trahantur.

XXV. Postquam etiam ab aliquo tempore in prædium Electoralium teloniorum ad Rhenum & Danubium & aliis fluminibus situatorum, ultra libertatem ullam & jura, multæ & largæ immunitates sæpius per promotoriales, mandata Exemptoria & privilegia concessa sint, ideoque supradicti Electores non parum graventur. Volumus idcirco & curabimus, illud ipsum ut insupportabile tollere, talibus prævenire nullomodo imposterum concedere vel permittere ut fiat vel exerceatur.

XXVI. Præsertim volumus & obligabimur, in casum aliquis ex Electoribus Principibus vel aliis liberis Imperii statibus comprehensa hic etiam libera Imperii nobilitate, in suis Regalibus immediatibus, liberatibus, privilegiis, iuribus & jurisdictione turbationem, spoliationes, diminutiones & molestias quasquomque pateretur, & in illum finem talibus litem movere intendere cogitet, ita ut vel citaverit vel citare volet non solum ut hi sed ut omnes etiam ordinarii juris processu præterea liberum suum cursum habeant & non impediatur avocationibus & prohibitionibus.

XXVII. Volumus insuper & promittimus nos Electores & status Imperii cum annexis ipsorum Feudis, ubi-

1653. ANS ubicumque locorum sitis si illorum vasalli & subditi ob de J. C. crimen læsæ Majestatis, vel alio modo, illa Caducitate amiserint, vel adhuc attendant vel pro libitu illorum permittere agere, nullo modo autem illi Filco Cæsareo appropriare neque ipsi alios Vasallos obrudere similiter bona Allodialia quæ modo prædicto ex crimine læsæ Majestatis vel alias perita forent, & in illorum Electorum & statuum qui jure Fisci investiti fuerint vel alias rite possideant, territorio & teris sita fuerint, nullo modo nobis applicare, sed Dominos territorii, sine obstaculo cum tali confiscatione ingredi permittemus.

XXVIII. Volumus super hoc & obligamur impostum nullum sive majoris sive minoris status Electorem, principem vel alium sine causa inauditum etiam sine præsentia, Consilio & consensu S. Romani Imperii Electorum qui non fuerint causæ participes, in bannum declaratum sine ordinario in tali causa processu legibus imperii & ordinationibus conformibus, secundum reformationem Cameralem de Anno 1555. desuper etiam secuto Imperii recessu, & conclusione quid in hac causa ulterius præsentibus hîcse Ratificationibus Comitibus inter Sacram Cæs. Majestatem, Electores, Principes & status consona erit futura exequi curare, nisi factum per se plane notorium & publicum Fractor etiam Pacis in suo delicto perseveret & contumaciter pergat, & illo casu licet singulari processu non æque foret opus, Interim volumus tamen nos & in casu hoc, adhibitis illis S. R. I. supradicta methodo cum non complicibus Electoribus, antequam ad Effectivam Banni declarationem procedamus communicare & prosequi.

XXIX. Posteaquam Romanum Imperium valde imminuit, sic volumus & curabimus nos, citra alia tributa, etiam Imperii civitatum & alios redditus qui in privatarum personarum manus devenerunt, ut denuo Imperio restituantur, certam insuper designationem, in quorum manibus hoc tempore sint, in primis sex mensibus, nisi ante initium effective nostrum Regale Regimen jam tunc factum fuerit; Electorali Moguntinensi Cancellario mittere, neque permittere ut illud Imperio & Communi utilitati contra jus & æquum auferatur; nisi cum consensu septem Electorum id ipsum factum foret.

XXX. Quod si contingeret ut feuda nobis & Imperio tempore Regiminis nostri devoluta & aperta advenirent majoris videlicet momenti veluti Ducatus, Comitatus, territoria, Civitates hîcse similia, illa aliis concedere nolumus nisi cum scitu septem Electorum, nemini super hæc dare Expectantiam sed ad sustentationem Imperii nostri, nobisque succedentium Imperatorum Regum, conservare & retinere & incorporare, usque dum memoratum Imperium vigorem & vires suas denuo receperit, Exceptis interim nostris hæreditariis provinciis, salvis itidem juribus & libertatibus cujuscumque.

XXXI. Omnimodo super hoc curabimus ut universa Romani Imp. feuda in vel extra illud sita, integre conserventur, cavere volentes ut tempore debito recipiantur vel renoventur, non vero inconcessa remaneant, si etiam post ejectionem ad Cæsaream dignitatem eorum unum vel aliquot non contingens inveniremus, volumus & procurabimus ut sine dilatione appartenentibus imperiantur, si vero id commode fieri non posset, interim Dominis Electoribus debita reverentia & recognitiones elargiri.

XXXII. Si etiam impostum eveniret, ut principatus, Comitatus, Domina, Feuda, oppignorationes aliaque bona, quæ Sacro Romano Imp. servitutibus collectis contributionibus, vel alio quocunque modo obstricta forent & subjecta essent, post obitum eorum possessorum hæreditarie nobis accrescerent, nosque similia retineremus, vel cum consensu Electorum, aliis daremus, vel si tale quid jam tunc in manibus & possessione nobis esset, curabimus ut omnes illæ præterfines, super his ut jura, jurisdictiones, collectæ contributiones aliaque servitia debita, sicut in possessione fue-

rint semotis omnibus præterfines Exceptionibus, præstentur, solvantur & in suo vigore maneat & si huic contrarium ageretur, vel super memoratis hîcse Exemptionibus Collectarum, Contributionum & impositionum cum Electoribus Principibus & statibus ratione Aultricarum hæreditariarum terrarum in modo instantibus Comitibus, vel postea nulla certa transactio conclusioque eveniret, sic nos decernimus ut in eum finem de anno 1548. in comitiis eo tempore habitis & cum consensu Domus Aultriacæ ratificatis Aultrægis Cameræ Imp. effective inhæreat, & sic impedimenta expediantur, & taliter una vel altera pars hîcse præterfines gravaminibus sublati, agere libere possit.

XXXIII. Et postquam diversi status Imperii supra hæc sæpius conquerantur, quod non attentis illorum in Imperio impetratarum Constitutionum & provisionibus ipsi etiam in aliis contra domum Aultriacam enatis controversiis, ad nullam conclusionem & finem devenire potuerint, sic volumus nos similiter in præsentibus Comitibus Imperialibus vel postea gravata vel actrici parti, desuper levamen nullum datum, statum vel conclusum fuerit, in principio nostri Regalis sive Imperialis Regiminis quamprimum curare, ut statibus in hîcse gravaminibus subveniat, & quisque secundum tenorem & ordinationem Cameralis iudicii, beneque constitutis Aultrægis, quam celerim Exitum sortiatur.

XXXIV. Cum insuper in Imperio, multi defectus & rei monetariæ imminutiones huc usque emerissent & adhuc emergant, sic volumus nos quamprimum adhibito consilio Electorum principum & statuum Imperii huic malo prævenire, & omnimodo curare ut in meliorem ordinem redigatur, in fine hanc methodum de Anno 1603, quæque in Comitibus superioribus, per Electores, principes & status Imperii, bene propositam, observare, quidquid etiam tali jam diu continuatæ inæqualitati tollendæ conveniens foret hinc instantibus Imperii Comitibus, vel quid postmodum commodum visum fuerit vel erit, nihil intermittere.

XXXV. Volumus & obligamur etiam impostum sine consensu Electorum nemini ejus sicut status conditionisve fuerit, jus eundem monetæ impertiri vel dare, si etiam certo reperimus quod illi status quibus illud Regale & privilegium datum, illo contra jus monetarium abutantur, illud ipsis vigore dispositionis & desuper factis constitutionibus præsertim de Anno 1570. non modo suspendemus, sed insuper illos qui hæc Regalia sine consensu Electorum impetrarint, vel alias legitime receperint, hoc jure plene privabimus, nec sine scitu Electorum denuo restituemus, præsertim quo ad civitates Rom. Imp. non immediate sed statibus Imperii subjectas, hæc cassabimus, revocabimus & postmodum amplius nunquam concedemus, neque mediatis Imperii statibus similia vel alia privilegia majora, donabimus sine Electorum consensu, in totum non consentire ut illorum privilegia impedimentum vel immutationem patiantur.

XXXVI. Præcipuè verò nolumus unquam ad successionem hæreditariam Sac. Rom. Imperii aspirare vel id ipsum conari, vel alio quovis modo illud ipsum quærere, & meditari, ex parte nostra vel succedentium, neque etiam in alium derivare sed nos ut & heredes nostri vel successores supra memoratos Electores omni tempore in libera ipsorum Electione Romani Regis quietè relinquere, illos etiam quandocunque ad Imperatoris commodum, vel alias ad utilitatem S. R. I. putaverint, etiam in vita Romani Imperatoris cum ipso, vel si ipse ad instantiam & petitionem Electorum sine satis relevante causa denegaret, sine regnantis Imperatoris consensu hanc permittere incipere, super hoc Vicariis vigore Auræ Bullæ & antiquarum constitutionum & legum, casu quo accideret occasio & necessitas etiam exigeret, in particulari illorum Consilio Romanum Imperium concernens non turbare sed pacifice relinquere, neque concedere ut Vicariatus & jura ipsorum cum appartenentiis à quoquam in controversiam & disputationem trahantur vel impugnentur, & si contra quidquam actum vel Electores

ANS in hoc confringerentur quod nullo modo esse deberet, de J. C. illud omne cassum & pro nullo habebimus & observabi- 1653. mus.

XXXVII. Volumus & obligabimur etiam Romani Regis Coronam, ut nos tanquam Romanum Regem decet decenter recipere, quin etiam ad suscipiendam Coronam Imperialem urgere, & omnia talia huic annexa facere, Regiam Residentiam in loco & forma sicuti etiam familiam Aulicam in Imperio Romano-Germanico, ad commodum & utilitatem omnium membrorum statuum & subditorum, alere ut plurimum & habere, & ut officia Electorum præstentur & ad coronationem citentur curare nos in omnibus insuper taliter præbere & exhibere, ut quoad possibile nullus defectus adverti & notari possit.

XXXVIII. Volumus etiam vigore hujus nostræ promissionis, nihil in præjudicium Auræ Bullæ, ordinationum Imperii, qualiter licet postea emendatæ, correctæ vel immutatæ fuerint, Pacis Religionis & politiæ etiam Pacis publicæ, & manutentiæ ipsius, uti etiam Cameralis Erecti Judicii de Anno 1555. & ordinationis Imperii super Executione, sæpèque memoratæ Monasteriensis & Osnabrugensis Pacis Conclusionis, & Noribergæ Anno 1650. Constituti Executionis recessus, interim tamen in forma & modo, ut in articulo 2. ratione Inferioris Pomeraniæ memoratum, etiam aliis legibus & ordinationibus, quæ modo factæ vel imposterum præcipiæ his Instantibus Comitibus Ratisbonæ & imposterum per Nos, cum Electorum Principum, aliorumque statuum Imperii consilio & adiutorio erigentur, nihil vel per rescripta, mandata, vel Commissiones contra agere vel quovis modo ut agatur permittitur: similiter neque nos contra auram Bullam, vel Imperii libertatem & ipsius manutentiæ, Pacem Religionis & prophanam erga Monasteriensem vel Osnabrugensem publicam etiam conclusam Pacem & illius manutentiæ quopiam aliquid recipere, nec etiam si consimile quippiam ab aliquo daretur recipere, vel illo uti quovis modo sine dolo ac fraude.

XXXIX. Si verò huic vel suprâ positis articulis & punctis aliquid in contrarium concessum foret, vel in publicum deveniret, illud omne annullatum erit & cassum, & in hunc finem lætæ parti ad danda desuper necessaria instrumenta & documenta obligabimur sine dolo ac fraude.

XL. Volumus & curabimus, ut omnes tam Electorum Principum, quam statuum S. Rom. Imperii legati & subdelegati, quamprimum audiantur, & suam Expeditionem habeant, & ut illis Confirmationes privilegiorum, feudæ, litteræque feudales in forma priori sine tergiversatione & contradictione, (excepta litis pendentia) & obstaculo expediantur, neque permittemus, ut ad Exhibitionem tam veterum, quam novorum pactorum, quod in particulari hanc vel illam familiam concernat, & a feudo nullam dependentiam habeat graventur, semper interim super rebus Imperium concernentibus magnique momenti vel præjudicii, altiorisque indaginis, confestim Electorum, & pro meritis causæ principum statuumque Consiliis utemur, & sine illis nihil incipiemus.

XLI. Volumus itidem futuro tempore, in principio Cæsarei & Imperialis Regiminis nostri, nostrum consilium intimum, casu quo numerus modernorum Consiliariorum Cæsareorum intimorum, augeri & in de mortuorum locum alii substitui deberent (cum moderni ob illorum tam Pace quam bello præstita fidelia servitia, merito in officio relinquendi) veluti etiam Consilium Bellicum & Aulicum, si videlicet ex parte Sac. Imperii bello impliciti fuerimus, cum Principibus Comitibus, Baronibus & Nobilibus, & aliis honestis hominibus, non solum de nostris subditis & vassallis & hominibus, sed ut plurimum ex natis & educatis Germanis, pro statu habilibus & locupletibus legum & constitutionum Imperii expertis bonæ famæ & familiæ adimplere nemini etiam quam nobis neque Electoribus Principibus & statibus Imperii, nec extraneis vel intraneis Potentatibus, servitiis obstricti sint. Consimiliter nostra Regia & Im-

perialia officia Aulica vel aliis in Imperio munia, cum nulla alia natione quam Germanis natis, non villis & abjectæ conditionis, sed spectabilibus & sublimioribus personis, vel maxime cum Imperii Principibus Comitibus & Baronibus providere, prædicta etiam munia & officia, in sua dignitate, Eminentia, redditibus, iuribus & jurisdictione relinquere, neque concedere ut illis quippiam auferatur vel detrahatur, nostra etiam Imperialis Concilii Aulici Cancellaria; tam quoad Imperialis Vice-Cancellarii personam, quam Secretarium, & alias personas impertinentes, nostro dilecto Consanguineo Electori Moguntino, veluti Archicancellario per Germaniam nullum præjudicium curabimus neque terminos ponemus; siquid etiam simile contingeret, ad nullam consequentiam id trahemus neque devenire patiemur.

XLII. In scriptis præterea & actis Imperii, nulla alia lingua quam Germanica vel Latina uti, Exceptis locis in quibus semper alia lingua in usu esset vel fuisset.

XLIII. Memorato nostro Consilio Aulico certam instructionem & ordinem secundum tenorem & Instrumentum Pacis Monasteriensis & Osnabrugensis dabimus & præscribemus illudque annue vel biennio semel cum adiutorio dilecti Consanguinei nostri Electoris & Archiepiscopi Moguntinensis veluti Archicancellarii per Germaniam visitabimus, & quod semel etiam in memorato hoc Consilio Aulico nostro in Judicio Contradictorio cum debita causæ cognitione ordinario modo actum & conclusum fuerit, illud in suo vigore manebit & nullibi aliter, nisi per ordinariam viam, & in conclusione Instrumenti Pacis admittæ revisionis in cognitionem retrahatur, neque illius Executioni impeditur, in Camera interrim Imperiali Spirensi adhuc causas pendentes indecissas, ab illa ad nostrum Consilium Aulicum non avocabimus, neque impediemus, interim dilectum Consanguineum Nostrum Archiepiscopum Moguntinensem, quo minus unam vel alteram causam, querulentum statuum, licet etiam nostros tam intimos quam Consiliarios Aulicos concerneret, ad Electorale vel Imperiale Consilium pro natura & statu rei deferat, proponat, & desuper deliberet neque ulterius, Archicancellariæ uti & directorio Imperii terminum & modum ponemus, neque permittere volumus ut status aliquis Imperii in Rebus præviam causæ Cognitionem desiderantibus, decretis Imperialibus à Consilio nostro interiori præcipitur, nec ad Judicium trahatur.

XLIV. Volumus etiam & obligamur diligenter providere, ne Expeditiones in rebus & causis gratiæ, aliisque, præcipue autem diplomata super Principum, Comitum, Baronum statum, etiam nobilitationes & palatinatus cum aliis libertatibus & privilegiis, quæ nos veluti Romanorum Rex & futurus Imperator concedemus, aliter quam per Imperii Cancellariam, ut laudabiliter ab antiquo in observantia secundum nostram Imperiique dignitatem expediantur, nec Auram Bullam ut antiquum insigne Regnantis Romani Regis & Imperatoris, ad ulum aliud diploma, quam quod in memorata Cancellaria, nostro consensu factum fuerit, apponemus vel appendi curabimus, neque concedere volumus ut in Bohemica & Archiducali Cancellaria nostra Austriaca, sub nostro Imperatorio titulo & nomine tempore nostri Imperialis Regiminis, ad imminutionem, Imperialis Cancellariæ, officique taxæ expediantur, si quid etiam simile imposterum eveniret illud annullatum erit & irritum impetrantes etiam desuper nullum emolumentum habebunt titulo etiam vel prædicato in tali à nobis imperato diplomate vel privilegio accepto, non gaudebunt, quidquid etiam ex nostra Imperiali Cancellaria proveniret, & Bohemicæ Austriacæ Cancellariæ intimatum fuerit, illud inibi non solum sine ulla iurium Cancellariæ solutione vel alia remuneratione sub quovis etiam prætextu, sed insuper semper debito respectu recipientur Imperatoribus etiam pro statu conditione & impetratis privilegiis debitus honos prædicatum & titulus sine controversia in Expeditionibus inibi dabitur.

XLV. Ulterius volumus tempore nostri Regii & futuri Imperatorii Regiminis in Collationibus Principum Comitum aliarumque dignitatum, hoc intendere

ANS ut semper in omni casu illis solum concedantur qui præ
de J. C. aliis meruerint & in Imperio bona & possessiones eo us-
1653. que habeant, quo statum affectatum exequi pro dignita-
te possint, neminem ex illis etiam noviter sublimatis
Principibus, Comitibus, Baronibus, Principum Collegio,
sit in scamno Principum vel Comitum ad sessionem & vo-
tum contra voluntatem cogere, priusquam se ante quo-
ad bona Imperialia ut Principem & Comitem decet, pro-
viderit & qualificaverit, & secundum statum talem in cir-
culo aliquo, ex parte Imperialium Contributionum se
immiserit & obligaverit, super hæc omnia Collegio
Electorum, etiam tali collegio vel sedilibus ad quæ assu-
mendus ante debite satis insinuaverit & intimari curave-
rit.

XLVI. Et quoniam nobis singulariter incumbit, ut
Imperii Electores, veluti membra nostra Principalia &
Imperii columnæ Capitales, apud quoscumque in singu-
lari respectu & consideratione habeantur, sic curabimus
quod si eorum Officiales hæreditarii in Aula nostra fue-
rint, ut illi semper præcipue quando & quoties nos ad
Imperialem Electionem vel aliis Dietis nostram Aulam
comitantur vel status rei expostulet ut hæreditaria officia
talìa usurpari debeant, ut in debito respectu & honore
habeantur, illis per nostra officia Aulica nullatenus præ-
judicabimus, vel si ob certas causas, officia talia per no-
stros Aulicos officiales adimpleri necessarium foret; vo-
lumus nos tamen ut illis Electorum officialibus & hære-
ditariis officiis, nihilominus omne desuper redundans &
emergens emolumentum semper non minus quam si ipsi-
met interfuissent sine contradictione tradere & elargiri.

XLVII. Nolumus insuper nos immiscere alicui ad-
ministracioni Imperiali & Reginini, nisi in quantum no-
bis à S. Cæsarea Majestæte fuerit indultum & concessum
neque in vita quippiam incipere quod Eminentie, digni-
tati & sublimitati Cæsareæ vel Imperiali officere, neque
ut tale quid fiat curare.

XLVIII. Ut vero etiam Nostrium tam secretum ANS
quam Aulicum & Camerale Cæsareum Spirense Judi- de J. C.
cium, hujus erectæ Capitulationis debitam Notitiam 1653.
percipiat, seque desuper in consiliis dirigere & confor-
mare possit non solummodo intimabimus, sed ad Offi-
cia & servitia præstanda ipsis debita incitabimus, ut quid
ipsis incumbat præ oculis habeant contraque hoc nihil
consulant, vel agent, quod & illorum Juramento of-
ficiali apponi curabimus.

Hæc omnia & singula in præcedentibus posita nos
Rex Romanorum Electoribus pro se & nomine totius
Romani Imperii diximus, appromissimus & veritate per
Regia verba & dignitatem hanc pollicemur, idque in-
super & vigore hujus Instrumenti, sicuti etiam illud
Corporali Juramento coram Deo & S. Evangelio con-
firmamus, illud fixum ratumque tenere, fideliter serva-
ri, contra illud non esse facere nec agere velle, ulla via
vel methodo qui etiam excogitari posset, neque ullo ad-
jumento vel exceptione aliqua ut dispensationis, abso-
lutionis uti, renuntians tam Ecclesiasticis quam juribus
sæcularibus quibuscumque.

In cujus rei fidem Nos hujus Instrumenti septem copias
describi curavimus, nostroque sigillo roboravimus:
factum & traditum in nostra Imperii Civitate Augusta-
na 26. Mensis Junii post natum Salvatorem Anno 1653.
Regnotum nostrorum Romani 1. Hungarici 6. Bohe-
mici 7.

FERDINANT.

FRANS SCHEIDLER L.

JOHAN WIDMER.

Locus Sigilli
Appenti.

F I N du Tome III.



